re.

Plafonner les prix "*serait une décision absolument stupide*", a lancé M. Poutine lors d'un forum économique à Vladivostok (Extrême-Orient russe).

"*Nous ne livrerons rien du tout si c'est contraire à nos intérêts, en l'occurrence économiques. Ni gaz, ni pétrole, ni charbon (...). Rien*", a-t-il ajouté.

"*Nous ne fournirons rien en dehors du cadre des contrats"* signés avec les pays importateurs, a encore affirmé M. Poutine devant des dirigeants économiques russes et asiatiques. *"Mais ceux qui essaient de nous imposer quelque chose ne sont pas en mesure aujourd'hui de nous dicter leur volonté*", a-t-il lancé.

Le dirigeant russe a appelé les pays européens à "*revenir à la raison*", au moment où des voix s'élèvent en Occident pour accuser la Russie d'utiliser l'énergie comme une "*arme*" en représailles aux sanctions liées à l'intervention militaire russe en Ukraine.

Des accusations rejetées mercredi par Vladimir Poutine: "*Encore un non-sens!*", a-t-il lancé.

Selon le président russe, les Européens, confrontés à une envolée des prix, "*ont plusieurs solutions: soit subventionner les prix élevés (de l'énergie), (...) soit réduire la consommation*".

"*D'un point de vue économique, c'est correct. Mais d'un point de vue social, c'est dangereux. Cela peut provoquer une explosion*", a-t-il mis en garde.

"*Il vaut mieux respecter les obligations contractuelles, les règles civilisées"*, a-t-il fait valoir. *"Il est impossible de nuire aux lois économiques +objectives+. Sinon cela vous reviendra comme un boomerang*", a-t-il prévenu.

J-C – Sans soutenir Poutine, on comprendra l'intérêt de porter son argumentation à la connaissance de chaque travailleur, cela leur permettrait peut-être de réaliser que Macron les prend pour des demeurés, et je crois savoir qu'en général, ils n'apprécient pas du tout du tout…

"*Impossible d'isoler la Russie*", "*fièvre de sanctions*", Poutine fustige l'Occident à Vladivostok - Euronews 7 septembre 2022

"*Il est impossible d'isoler la Russie", Vladimir Poutine a minoré l'impact des sanctions occidentales lors d'un forum économique à Vladivostok dans l'Extrême-Orient russe. Le "pic" des difficultés économiques est "passé*" a-t-il assuré, malgré des "problèmes" logistiques dans certains secteurs.

Selon lui, "*cela se traduit par (une amélioration) des indicateurs macroéconomiques*", avec notamment "un taux de chômage au plus bas, à 3,9%" et "*une inflation en baisse*".

Face à de nombreux dirigeants asiatiques, le chef du Kremlin a salué le "*rôle croissant*" de l'Asie dans les affaires du monde, fustigeant à l'inverse l'agressivité occidentale.
"*Fièvre des sanctions de l'Occident*"

"*La pandémie a été remplacée par de nouveaux défis, également d'ordre global, qui menacent le monde entier. Je veux parler de la fièvre des sanctions de l'Occident et de ses tentatives agressives d'imposer des modes de comportement aux autres nations, de les priver de leur souveraineté et de les soumettre à sa propre volonté*", a-t-il déclaré.

Vladimir Poutine a aussi affirmé que les exportations de céréales ukrainiennes allaient majoritairement vers les pays européens et non pas vers les pays pauvres, ce qui pose selon lui un risque de "*catastrophe humanitaire*". "*Presque toutes les céréales exportées d'Ukraine sont envoyées non pas aux pays en développement et aux pays les plus pauvres, mais aux pays de l'Union européenne*", a-t-il avancé. "*Je vais consulter le président turc Erdogan*", qui a parrainé un accord à Istanbul permettant l'exportation des céréales ukrainiennes, a-t-il ajouté. Euronews 7 septembre 2022

« *Dans le cadre du Programme alimentaire mondial des Nations unies, qui vise précisément à aider les pays les plus nécessiteux, seuls deux navires ont été chargés. Je répète : seulement 2 sur 87. Ce ne sont que 3 %, qui ont été envoyés aux pays en développement. Je veux dire que de nombreux pays européens ont agi comme des colonialistes au cours des décennies et des siècles précédents. Ils continuent d'agir de la même manière aujourd'hui. Une fois de plus, ils ont simplement trompé les pays en développement et continuent de les leurrer* », a dénoncé le président Poutine. mediaen442.fr 8 septembre 2022

La vidéo. On comprend pourquoi ils haïssent Poutine.

https://odysee.com/@RTFRANCE:a/ils-ont-simplement-trompe-les-pays-developpement-poutine:8?src=embed

---

Recep Tayyip Erdogan accuse l'Occident de provoquer la Russie - RFI 7 septembre 2022

En déplacement ce mercredi à Belgrade pour rencontrer son homologue serbe, Recep Tayyip Erdogan a accusé les pays occidentaux de « *provocation* » envers la Russie. La veille, le chef de l'État turc avait déjà imputé aux Européens et à leurs sanctions contre Moscou la responsabilité de la crise énergétique.

Les Français ont échappé au pire sans le savoir... ou presque.

Pour Hollande, Macron a eu un "*certain nombre d'indulgences*" pour Poutine - BFMTV 8 septembre 2022

Au micro de France Inter ce jeudi matin, l'ancien président de la République, François Hollande, a critiqué l'attitude de son successeur vis-à-vis de Vladimir Poutine avant le déclenchement de la guerre, le jugeant trop conciliant. BFMTV 8 septembre 2022

Toutes les sanctions contre la Russie sont contournées.

La Russie contourne les interdictions d'Apple pour se doter du nouvel iPhone - lejdd.fr 8 septembre 2022
Moscou a notamment mis en place un programme d'importation parallèle qui permet aux détaillants d'importer des produits, sans demander l'autorisation aux propriétaires des marques.

Ce nouveau modèle de téléphone va atteindre des prix colossaux. En France, le premier prix pour la version 128 Go devrait atteindre les 1 019 euros. L'agence de presse Reuters dévoile de son côté que l'opérateur russe MTS propose dès ce jeudi 8 septembre, le même modèle pour 84.990 roubles, ce qui équivaut à 1 398 euros. lejdd.fr 8 septembre 2022

J-C - Il n'est pas destiné aux pauvres russes ! Il faut bien ménager ceux qui ne le sont pas en Russie...

Propagande : Moscou achèterait des obus nord-coréens - Réseau Voltaire 7 septembre 2022

Il y a plusieurs mois, la presse états-unienne a assuré que la Russie avait acheté des drones à l'Iran. Ce que la Russie et l'Iran avaient immédiatement démenti. Aujourd'hui, elle affirme que la Russie achète des obus à la Corée du Nord, suscitant de nouveaux démentis.

Ces allégations ont pour objet de faire accroire à la fois en l'incapacité de l'industrie d'armement russe et en l'isolement de Moscou. Il serait contraint de s'approvisionner auprès d'« *États voyous* » (selon la nomenclature états-unienne).

À ce jour, aucun indice ne permet de penser que ces deux imputations reposent sur quoi que ce soit.

Identiquement, la presse états-unienne avait interprété le décret du président Poutine prévoyant de recruter 137 000 hommes comme la preuve d'un cruel manque de personnel. Las ! Il s'agissait en fait de prévoir l'incorporation des forces armées du Donbass lorsque celui-ci adhérerait à la Fédération de Russie.

Il est cependant exact que la Russie a différé la livraison d'armes qui lui avaient été commandées par certains pays étrangers, donnant la priorité à ses forces armées.

Quand on vous dit que le régime ukrainien est néo-nazi.

Le rabbin Mikhail Finkel qualifie l'Ukraine de néo-nazi : « *La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les banderistes* » - lemediaen442.fr 7 septembre 2022

Le rabbin (et journaliste) Mikhail Finkel a été interviewé sur 9TV, une chaîne israélienne russophone, à propos de l'Ukraine. Il a rappelé aux personnes assises dans le studio de quoi et de qui se compose l'Ukraine.

Politologue israélien, docteur en jurisprudence, expert en relations internationales, Mikhail Finkel a surpris plus d'un spectateur israélien qui ne se doutait pas de l'horreur qui se cache au sein du gouvernement ukrainien.

« *Les héros de l'Ukraine sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré :* "Tous les Juifs doivent être exterminés"*, sans oublier Bogdan Khmelnitski, qui a tué 300 000 Juifs. Chaque année à Kiev, il y avait un défilé de la division SS* "Galicie" *et notre ministère des Affaires étrangères a protesté contre cela. Ce sont des racailles ! C'est un régime néo-nazi. La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les bandéristes et les pétliouristes.* »

Nous rappelons à nos lecteurs que le 18 avril 2019, Volodymyr Zelensky répondant aux questions de RBC-Ukraine, a donné son avis sur l'agent de la Gestapo, collaborateur nazi sous commandement de la Wehrmacht, Stepan Bandera :

« *Il y a des héros indéniables. Stepan Bandera est un héros pour un certain pourcentage d'Ukrainiens, et c'est normal et c'est cool. C'est l'une de ces personnes qui ont défendu la liberté de l'Ukraine.* »

Voici le héros super cool de Zelensky : du 30 juin au 5 juillet 1941, a lieu un massacre de milliers de Juifs à Lvov. Les Einsatzgruppen organisaient les pogroms avec l'aide des unités paramilitaires ukrainiennes pro-nazies menées par Stepan Bandera. Inscription des tracts bandéristes qui menaçaient les Juifs : « *Vous avez accueilli Staline avec des fleurs, vos têtes seront jetées aux pieds de Hitler* ». lemediaen442.fr 7 septembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 13 septembre 2022.

Mes commentaires publiés dans le blog Réseau International.

Grille de lecture.

La plupart des gens qui s'expriment dans des blogs, racontent vraiment n'importe quoi, c'est le constat qu'on peut faire quotidiennement.

Ils ne savent pas lire apparemment ou ils ne se donnent pas la peine de lire attentivement les documents qu'ils commentent. Quant à l'actualité, ils l'interprètent à la manière d'un fait divers davantage sur le coup de l'émotion, plutôt qu'en réfléchissant ou en prenant le recul nécessaire pour la traiter objectivement. Cela se traduit par une multitude de contresens grossiers enchaînés les uns à la suite des autres, qui les ridiculisent ou les discréditent quand on en a conscience, ce qui n'est évidemment pas le cas de la majorité livrée également à elle-même, car elle-même en proie à une grande confusion, fâchée avec la dialectique ou manquant cruellement de logique ou d'un minimum de discernement.

On ne peut pas répondre systématiquement à tous les articles ou commentaires qu'on lit dans un blog et qui posent problème. Je sélectionne ceux qui permettent de proposer aux lecteurs une démonstration aussi concise que précise, de sorte que les arguments que j'avance soient à la fois vérifiables et incontestables pour ceux qui savent lire car ils en existent tout de même, tant pis pour les autres. Je m'en tiens aux faits, et pour le reste à la méthode du marxisme. Vous constaterez aussi que je défends le socialisme dès qu'une opportunité se présente, ou sinon c'est moi qui en prends l'initiative.

On peut aussi faire des expériences intéressantes, c'est ainsi que j'ai pu avoir un échange fructueux avec un Français installé en Chine.

---

1 - – 10 010 milliards de dollars exactement.

Oulala, cela en fait du fric et du pouvoir !

Le plus important gestionnaire d'actifs au monde, mais cette fortune n'appartient pas à BlackRock !

En 2022, l'entreprise dépasse les 10 000 milliards de dollars d'encours (ou en-cours).

Qu'est-ce qu'un encours ?

Le solde comptable d'un compte d'épargne, de prêt, de stock, etc., ceci après comptabilisation des entrées (ou versements, en langage monétaire) et sorties (ou retraits).

Donc en réalité cet argent ne lui appartient pas !

Il le gère pour le compte de ses clients, auxquels il fait payer ses services ou il perçoit des commissions à la manière d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou d'une institution financière ou plus prosaïquement en mieux, à la manière d'un actionnaire les risques en moins puisqu'il n'investit aucun capital et ne prend aucun risque, actionnaire qui perçoit des dividendes et qui ne produit rien ou qui légalement tire profit des richesses produites par ceux qui travaillent ou là en l'occurrence, du capital mis à sa disposition, bref, un vol en bande organisée qui caractérise si bien le capitalisme. (A suivre)

---

2 - (Suite)

Dit autrement pour éviter toute confusion.

BlackRock est une « société de gestion d'actifs ».

Qu'est-ce qu'une société de gestion d'actifs ou c'est quoi un gestionnaire d'actif ?

Un gestionnaire de fortune prend en charge la gestion des avoirs de ses clients, ce qui confirme que cet argent ne lui appartient pas.

Qui a perdu quoi ?

– BlackRock « paie-lui aussi une facture salée avec un début d'année chaotique sur les marchés boursiers. »

– « 1 milliard 700 millions de dollars de pertes et une chute de 32% en bourse entre le 1er janvier et le 1er juillet. »

En réalité, ce sont les retraités ou épargnants pris en otage par BlackRock ou dont détenait les actifs qui ont perdu cette somme, et pas BlackRock… qui ne possède rien (C'est là qu'on se marre!), sauf le droit de jouer au casino avec l'argent d'autrui et de s'enrichir au passage. Mais encore, d'user de cette position dominante ou de ce privilège exorbitant pour s'en prévaloir auprès des Etats ou des gouvernements, qui seront priés sous la menace de représailles d'adopter son orientation économique et politique…

La capitalisation ou valeur boursière d'Apple dépasse 3.000 milliards de dollars, celle de BlackRock n'est que de 120 milliards de dollars et des poussières, son chiffre d'affaires de 19 milliards de dollars, et son résultat net de 5,78 milliards de dollars. (En 2018) La fortune de Larry Fink était de 1 milliard de dollars (En 2018), seulement, c'est minable franchement !

(Source des données : Google et Wikipédia)

---

3 - – « L'étape suivante est connue : cette crise énergétique va bien attendrir le moutontribuable et ne sert que de tapis roulant pour l'amener sans efforts (de la part des gouvernements) vers la soumission complète à leurs lubies écologiques qui seront présentées comme l'unique solution à la crise suivante, climatique celle-ci. »

Bref, vous aurez compris que tout est foutu, il n'y a plus qu'à se mettre une balle dans la tempe ! C'est curieux, on a l'impression d'une entreprise eugéniste ou de démoralisation générale d'un « moutontribuable », non ?
Ne feriez-vous pas partie de ceux qui n'ont rien d'autres à faire ou à proposer qu'à entretenir cette peur ou colporter leur propagande ? Vous tenez absolument à casser le moral de tout le monde, que vous ne vous y prendriez pas autrement. Personnellement je n'ai peur de rien, sauf des faux amis.

Jouer sur les émotions pour gouverner a ses limites, parce qu'avec le temps ou rapidement les émotions s'estompent et disparaissent.

Du coup, il leur faut sans cesse chercher et trouver de nouveaux motifs pour vous faire peur, afin de paralyser votre capacité d'action et vous conduire à adopter les mesures censées s'attaquer aux origines de ces peurs qu'ils ont fabriquées de toutes pièces.

Mais à force la ficelle devient trop grosse, elle est immédiatement détectée et ne passe plus. Il arrivera forcément un moment où elle ne passera plus, et il faut s'y préparer, s'organiser…

---

4 - Je ne partage pas cette rhétorique, qui présente un fort relent de "cancel culture", et j'explique pourquoi.

Ma seule boussole pour interpréter la situation ou l'histoire, ce sont uniquement les faits tels qu'ils se produisent et pourquoi ils se produisent ainsi, sachant que le processus historique dont nous sommes tous des acteurs, se déroule sans que les hommes en aient conscience ou qu'ils aient conscience de la perspective dans laquelle se situe leurs actions ou les choix qu'ils ont été amenés à adopter au cours de leur existence.

Ils sont incapables de penser ce processus dans sa globalité, sinon ils ne s'entretueraient pas entre eux, ou ils ne passeraient pas leur temps à pourrir la vie de tous les peuples, à détruire ou saccager l'environnement indispensable à leur survie, bref, les manifestations de barbarie auxquelles ils continuent de se livrer quotidiennement notre époque prouve suffisamment qu'ils n'ont pas encore pris conscience des contradictions qui ont vu le jour au cours de ce processus historique.

Ce qu'il faut bien comprendre partant de ce constat, c'est que ces contradictions étaient inévitables, parce que les hommes naissent dépourvus de toute conscience. Dans des conditions matérielles ou économiques qui leur sont imposées, ils en acquièrent une plus ou moins étendue au cours de leur expérience pour peu qu'ils parviennent à en tirer des enseignements et à les traduire en pratique. Encore faut-il qu'ils en aient l'occasion, qui sera toutefois limitée compte tenu du degré du développement économique de leur époque ou de la maturité du processus historique qui détermine en dernier lieu

Ceux qui nient ou veulent faire disparaître ces contradictions sont des négationnistes, des faussaires ou des charlatans. Ils tentent de réécrire l'histoire de l'humanité, ni plus ni moins à la manière des idéologues nihilistes au service de l'oligarchie financière, qui n'ont pas intérêt à ce que les peuples prennent conscience que leur sort présent et futur dépend uniquement de la prise en mains de leur destin, qui doit coïncider avec la prise de conscience de leurs conditions et du monde dans lequel ils vivent, pour le changer en fonction de leurs propres besoins et aspirations incompatibles avec ceux de l'oligarchie ou de la survie du capitalisme.

---

5 - En tant que citoyen indien, j'ai quasiment la double nationalité avec mon visa à vie, et après avoir passé près de la moitié de mon existence en Inde, j'estime cette quête de purification du capitalisme et cet « hommage » répugnant, au passage demandez-vous comment ou pourquoi certains peuvent y souscrire, avec toute la haine que m'inspire le capitalisme depuis ma jeunesse, j'ai 67 ans aujourd'hui même, je n'exige aucune excuse des tenants du capitalisme pour ses crimes commis dans le passé ou le présent.

Je ne tiens surtout pas à lui fournir un prétexte pour qu'il puisse se donner un « visage humain », quelle confusion ou quelle honte de la part de ceux qui cautionnent ce genre d'opération ! Cela en dit long sur le niveau de leur conscience politique ou leurs réelles intentions, la nature véritable de leur engagement politique.

---

6 - J'ajouterai pour enfoncer le clou, que ceux qui s'en prennent aux représentants du capitalisme ou entendent réécrire l'histoire, sont ceux qui généralement s'en accommodent le mieux ou refusent de l'affronter. Evoquez devant eux la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'organiser, et pratiquement systématiquement vous n'obtenez aucune réponse, c'est révélateur... De quoi ? Ce serait trop long à développer ici, bien que ce soit facile à deviner.

---

7 - – Partout en Europe occidentale, les drapeaux de la liberté commencent à flotter de manière provocante.

Et le système économique d'exploitation à l'origine de l'oppression de tous les peuples, que devient-il dans cette histoire ?

Pardi, on le conserve ! Ils ont même commis l'exploit de ne pas citer une seule fois le capitalisme, bravo ! Charlatanisme !

---

8 - Ceux qui sont en extase devant ce général vont pouvoir adopter le salut militaire !

Parole d'un réformé P4 du service militaire il y a 47 ans, et fier de l'être, inapte à tout emploi civil ou militaire dans l'armée en temps de guerre, mobilisable après les culs-de-jatte, les manchots et les aveugles. On ne se refait pas, heureusement parfois !

---

9 - Combien coûte cette guerre à la Russie ? Comment cela se traduit-il sur le plan social en Russie ? On ignore pratiquement tout ce qui se passe dans ce pays, hormis ce que rapportent les dépêches de presse officielles ou ce que relatent les médias occidentaux, c'est-à-dire trois fois rien et pas grand-chose de fiable. Idem pour la Chine et bien d'autres pays importants. Sinon pour avoir un peu plus d'informations, il faut aller chercher ailleurs, mais on tombe sur des articles réservés aux abonnés, donc elles demeurent inaccessibles au plus grand nombre.

Poutine n'est pas Lénine. Le parti Russie unie n'est pas le parti bolchevik. La Russie de 2022 n'est pas la Russie de 1922. La composition et la répartition de la population au sein des différentes

classes sociales ne sont plus les même non plus. Par contre les contradictions économiques auxquelles est confronté Poutine, sont essentiellement de même nature, tout en pouvant bénéficier d'un traitement diamétralement opposé faut-il préciser, la comparaison s'arrête là.

Comment assurer le développement futur du pays en privilégiant un régime libéral, tout en empêchant qu'il devienne envahissant et remette en cause le fragile équilibre politique sur lequel repose les institutions de la Russie.

Cela se traduit par des contradictions (et des tensions) de même nature sur le plan politique, en ce sens il serait davantage bonapartiste que dictateur. Poutine doit composer avec différents acteurs politiques, un peu comme de Gaulle s'appuyant sur le PC pour reconstruire l'Etat et le capitalisme français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, moyennant des réformes sociales qui profiteront à toutes les classes, tandis que la menace d'une crise révolutionnaire sera écartée.

L'essentiel demeure la nécessité d'assurer la stabilité de l'Etat et de gérer au mieux la crise du capitalisme, sachant qu'il n'existe pas cinquante manières de l'aborder et de la traiter, puisque fondamentalement son origine est la même à l'échelle du capitalisme mondial, même si elle ne se manifeste pas partout exactement de la même manière, quoi qu'il en soit à un moment donné Potine devra en passer par les méthodes employées par les économies les plus avancées, d'où jusqu'à présent la participation de la Russie à toutes les institutions financières internationales au côté des Etats-Unis, ainsi que son alliance avec la Chine, qui par bien des aspects est l'économie la plus avancée dans leur mise en œuvre, y compris ou surtout sur le plan politique sans que cela ne gêne Poutine, ce qui n'augure rien de bon pour le peuple russe dans l'avenir, sauf à se faire de graves illusions.

Désolé de ne pas adhérer au consensus consistant à croire en désespoir de cause, que la Russie et ses alliés de circonstance pourraient sauver l'humanité du péril qui la menace, à défaut de placer tous ces espoirs dans l'unique alternative à notre portée ou dans la capacité des peuples à réaliser leur révolution (socialiste). On semble ignorer ou on a oublié, que bien que ce soit à des minorités qu'ait toujours échu le privilège de gouverner et de détenir le pouvoir, elles le doivent à des révolutions réalisées par les peuples.

Alors, pourquoi cette fois les peuples ne pourraient-ils pas réaliser une révolution pour leur propre compte, pour le compte de l'ensemble de la population, puisque le capitalisme n'a engendré aucune autre classe minoritaire susceptible de lui ravir le pouvoir, hormis la gigantesque classe des exploités et des opprimés dépossédés de tout pouvoir, qui produisent les richesses et assurent le fonctionnement de la société, pourquoi ne seraient-ils pas aptes à gouverner, à décider de l'orientation de la société ? On veut bien leur reconnaître des qualités ou leur accorder des capacités, mais pas celle-là.

Finalement, elles seraient vouées à demeurer éternellement en esclavage. C'est ce qu'affirment ou prétendent ceux qui mettent leur destin entre les mains des représentants des classes dominantes et leurs institutions nationales et internationales, qui fixent les règles (policières) du jeu auxquelles on devrait se soumettre.

Qu'il nous soit permis de ne pas en être, et de croire que les hommes méritent mieux et qu'ils sont capables de le prouver.

---

10 - Ça craint !

En lisant bien des commentaires, on est horrifié, on se demande de qui on devrait avoir le plus à craindre, de leurs auteurs ou des flics ?

Quant aux jeunes ou adultes qui ont malheureusement sombré dans la délinquance, ils sont les victimes d'un régime à l'agonie qui fabrique des exclus et des déchets à la pelle de nos jours, ils lui serviront de boucs émissaires, ainsi qu'à tous ceux - souvent parvenus au crépuscule de leur existence, qui n'ont d'autre à foutre que partager leur misérable niveau de conscience politique.

---

11 - "en Chine, on a aussi le droit de filmer la police dans la rue"

Sinon, pas besoin d'avoir des flics en arme dans les rues pour vivre sous un régime semi-féodal corrompu (Inde où je vis) ou un régime totalitaire à parti et syndicat unique (Chine, notamment). Pas besoin d'avoir des tanks dans les rues ou un pistolet braqué sur la tempe pour obéir à des ordres stupides, des caméras de surveillance partout et la délation récompensée ou des méthodes d'intimidation ou d'humiliation via un système numérique de surveillance font très bien l'affaire. Tous ces arguments sur le bien-être supposé des Chinois sont bassement démagogiques ou populistes.

La majorité se soumet à l'ordre établi, elle a été formatée ainsi, et c'est suffisant pour que l'ordre règne ou qu'une minorité ne vienne le perturber ou le déstabiliser.

J'ai du mal à comprendre comment ou au nom de quoi on en arrive à justifier l'existence de tels régimes. Personnellement, je n'en soutiens aucun dans le monde.

---

12 - En Inde, en mars 2020 lors du confinement ou séquestration forcée, j'ai forcé 3 barrages de police en scooter pour aller faire des courses, je suis une racaille !

La troisième fois j'ai été arrêté par des miliciens et conduit au poste de police par un policier appelé en renfort. Arrivé sur place, ils ont demandé au milicien de dégager.

Je leur ai expliqué que je croyais n'avoir à obéir qu'à des policiers, j'ai fait l'idiot, on a papoté un moment, je les ai embobinés, puis on s'est quitté en se serrant la main en nous adressant un grand sourire, hypocrite en ce qui me concerne.

Il y en a qui trouvent toujours un moyen de justifier leur soumission à l'ordre établi, pire, d'en être fier !

---

13 - Il fallait oser le dire !

- "la Chine n'est pas cette sombre autocratie fantasmée ouvertement hostile à son propre peuple"
Vraiment ?

Europe 1 5 septembre 2022. - À Chengdu, 150 malades seulement et 21 millions d'habitants qui se retrouvent confinés. Au total, près de 100 millions de personnes sont actuellement confinées en Chine.

Capital 6 septembre 2022 - En Chine, plus de 74 métropoles abritant plus de 300 millions de personnes ont fait l'objet de mesures de confinement, partielles ou totales, depuis le 20 août.

J'habite à côté, mais je ne suis pas près d'y foutre les pieds. Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre comme conneries, quel délire ! Au moins on sait à quoi ou qui s'en tenir.

---

14 - Ah oui vraiment ?

Chez nous en Inde, c'est "bien meilleur" ! La preuve.

Confiné à peine un mois en 2 ans (mars 2020) avec un gros relâchement au bout de 3 semaines ; plus de muselière depuis 2 ans environ, je n'en ai jamais porté ; retour complet à la normal au bout de 6 mois pour ne pas être emmerdé avec les tyrans de l'OMS-Gates-Davos sans doute ; hydroxychloroquine et ivermectine en vente libre en pharmacie à un prix très abordable même pour les plus pauvres ; pas de milice venant frapper à votre porte pour vous obliger à faire un test PCR ; pas de vaccination forcée, pas de code QR ; pas de crédit social ; pas de caméras de surveillance à chaque coin de rue ; présence policière très discrète...

Pour un peu si on ne travaillait pas 6j/7 en Inde, on pourrait presque prétendre au bonheur. Il faut préciser qu'hormis ceux qui travaillent à la chaîne ou qui sont soumis à des cadences de travail infernales, ce qui est relativement rare ici, en règle général le travail qu'effectue un Indien en 8 heures correspond à ce que ferait un occidental en la moitié de temps ou le quart, si vous voulez, c'est leur manière à eux de résister à l'exploitation, de la même manière qu'ils sont les champions de la désobéissance civile.

L'inde est anarchique, c'est un vrai bordel, un pays dégueulasse, c'est vrai, mais qu'est-ce qu'on respire mieux, qu'est-ce qu'on se sent mieux que dans ces sociétés très, trop policées, trop propres sur elles pour être honnêtes et surtout policières, que certains affectionnent particulièrement !

---

15 - Idem, je boycotte depuis le début ces mouchards.

Il y en a qui se plaignent d'être fichés et qui d'eux-mêmes fournissent un tas d'informations au premier service de renseignement venu, toujours la même logique à l'œuvre !

Franchement, est-ce qu'on a besoin de cela pour vivre ? Il faut consulter un psychiatre de toute urgence !

---

16 - Vous semblez en éprouver une satisfaction, dites donc. Voilà une intention qui me semble bien malsaine !

Je n'ai fait que répéter ce que le commandant adjoint de la base aérienne de Villacoublay m'avait affirmé en me félicitant.

Il avait eu la délicatesse de me rendre visite à l'infirmerie où j'avais été placé dans une chambre seul en attente de passer devant un psychiatre ou la commission de réforme.

A mon réveil, après avoir été drogué au valium pour casser ma résistance et me faire rentrer dans le rang, sans succès, j'ai trouvé sur ma table de nuit une boîte de chocolat dont j'ignorais d'où elle provenait.

Puis un haut gradé se pointa, genre le général Philippe Morillon, environ le même âge, entre 45 et 50 ans, un militaire souriant, prévenant, je dois avouer que je ne m'y attendais pas du tout, j'avais encore la coupe de cheveux de Robert Plant, le chanteur de Led Zeppelin.

On discuta pendant un long moment, une heure peut-être, il me raconta un tas de trucs sur l'armée. Par exemple, les mirages bourrés de came (cannabis) de retour du Liban par exemple, ils atterrissaient sur une piste spéciale à l'écart.

Ce militaire de carrière finit par me dire qu'il démissionnait de l'armée et qu'il allait s'inscrire à l'université pour reprendre ses études et changer radicalement de vie. Il m'expliqua qu'il avait commis l'erreur de sa vie en s'engageant dans l'armée, et qu'il comprenait très bien pourquoi je ne supportais pas l'idée d'y passer un an à servir une cause qui ne le méritait pas, ce que j'approuvai évidemment.

Un bien brave homme. Lui au moins n'était pas d'extrême droite.

A bas l'armée impérialiste et colonisatrice française, troupes françaises hors d'Afrique !

---

17 - Jacques a dit...

Vous avez raison, c'est ce qu'affirme les non-conformistes... qui ne sont pas vraiment des anticonformistes !

On avait entendu le même refrain à propos de la télévision, si je me souviens bien. En réalité, un instrument de propagande idéologique, comme le cinéma d'ailleurs et bien d'autres supports de communication, qui présentent l'avantage de reléguer la réflexion la plus élémentaire aux oubliettes ou au musée des antiquités.

Vous pouvez ajouter une grande partie des objets ou gadgets que l'industrie a produits, et qui aux dires de certains sont devenus indispensables, pour en réalité justifier leur fâcheuse habitude de les acquérir sans réfléchir un instant à la balance coût/bénéfice ou au bénéfice qu'ils sont en droit d'en attendre ou non. C'est à croire qu'ils ont trop de fric et qu'ils n'en ont pas conscience !

La science et la technologie, c'est le progrès, c'est génial, c'est pour notre bien, il faudrait être idiot pour ne pas en profiter franchement. On peut très bien s'en passer ou vivre aussi bien ou mieux sans se sentir pour autant frustré.

Quand on voit où en est rendu leur monde pourri, malgré toutes les révélations qui pleuvent depuis plus de 2 ans, sur la manière dont ils s'y sont pris pour camoufler les procédés mafieux qu'ils ont

employés pour faire croire que l'industrie agro-alimentaire et pharmaceutique, l'agriculture et l'élevage, la médecine moderne ou allopathique et j'en passe, le développement économique, les nouvelles technologies, le progrès scientifique ou le capitalisme en général, toutes les décisions politiques qu'ils ont adoptées au XXe siècle jusqu'à nos jours étaient censés servir à l'amélioration de la condition humaine, alors qu'on découvre que c'était tout le contraire ou qu'ils ont sans cesse servi des intentions inavouables et criminelles, il s'en trouvera toujours pour le nier ou faire l'autruche.

Peu importe finalement, puisqu'une minorité consciente et déterminée bien organisée suffira pour renverser l'ordre établi, une fois qu'elle aura conquis la confiance des masses, et que ces dernières l'auront adoptée comme direction pour mener leur combat jusqu'à la victoire finale.

---

18 - Je vais développer une idée, si vous me permettez.

Au lieu de "qu'est-ce qu'on se sent mieux que dans ces sociétés très, trop policées", je voulais dire plus libre, ce qui peut paraître paradoxale, car l'anarchie profite avant tout aux nantis, aux rentiers, aux riches. Je préfère l'ordre, la méthode, la discipline, la logique à toute forme de dilettantisme, de paresse intellectuelle ou de mégalomanie, je ne dis pas cela pour vous.

Je me moque qu'il y ait toujours quelqu'un pour nous contredire comme vous dite et vous avez raison de le rappeler. C'est leur problème et non le mien ou le nôtre, qui est de s'en tenir aux faits.

Quand pratiquement tout un peuple est livré à la précarité absolue, hormis les très riches, la liberté est forcément ailleurs ou elle est réduite à une peau de chagrin. Elle tient de l'illusion ou de l'espoir ou des deux à la fois parce qu'on ne peut pas s'en passer. Ce qui est bon signe, car cela signifie que jamais les peuples n'accepteront d'être réduits indéfiniment en esclavage, et qu'un jour ou l'autre ils seront conduits à se soulever pour renverser l'ordre établi.

Notez bien, que c'est ce qui explique qu'en attendant, nombreux sont ceux qui dans une grande confusion trouvent refuge dans la religion, ce qui est parfaitement compréhensible, parce qu'ils n'ont rien d'autres à quoi se raccrocher conformément à leur niveau de conscience politique sous-développé.

Dans les pays sous-développés, qui sortent du sous-développement à marche forcée, tout est ou à tendance à demeurer sous-développé, ce qu'on a tendance à oublier. Dans les pays les plus développés, ce qui est en vogue, c'est l'illusion colporter par des charlatans (Anthropologues, psychologues, psychanalystes, physiciens, etc.), que le bonheur serait à rechercher en nous uniquement, et que ce n'est pas la société telle qu'elle est organisée qui y ferait obstacle, dès lors toute issue politique collective pour la changer doit être exclue, autrement dit ces soi-disant progressistes ou démocrates, de gauche évidemment, servent en réalité les intérêts du régime en place.

Revenons deux paragraphes en arrière.

Ce n'est pas une croyance ou une affirmation gratuite de propagandiste marxiste, puisque les peuples n'ont jamais procédé autrement dans le passé, placés dans des conditions similaires, contraints et forcés rien ni personne ne peut affirmer qu'ils procéderont autrement demain ou plus tard, il suffit juste de leur faire confiance et d'être patient...

19 - Vous avez le mot pour rire avec leur gestion despotique du "*zéro covid*" !

- Vive la police ! Comme c'est beau !

Ceux qu'elles répriment férocement, parce qu'ils osent faire valoir leurs droits sociaux ou politiques vont sans doute apprécier !

Le manque de discernement ou de mesure, l'absence de conscience de classe, donnent lieu à toutes sortes de discours démagogiques de nature réactionnaire.

Bravo à tous ceux qui ont applaudi à ce discours, de véritables démocrates, de gauche, cela va de soi, ou de droite, c'est la même chose !

20 - - Seule une vraie anarchie (...) peut prétendre à l'appellation démocratie puisque effectivement, c'est le Peuple directement qui décide.

Pure illusion ou fantasme !

Où, comment, depuis quand un peuple aurait-il acquis un niveau de connaissance ou de conscience, peu importe ici la formulation, qui lui permettrait de se prononcer en connaissance de cause sur toutes les questions économiques ou politiques qui lui seraient soumises et qui détermineraient l'orientation de la société, où avez-vous vu jouer cela ?

Réponse sans appel ou un simple constat que chacun peut faire : Nulle part, en aucune manière, jamais dans le monde, hormis dans votre tête ! Voilà l'affaire de l'anarchie réglée une fois pour toute, c'est déjà cela fait.

En revanche, dans la société au sein de la classe ouvrière et des classes moyennes, y compris exceptionnellement au sein de la classe des capitalistes, ils existent des éléments plus avancés ou plus conscients que le reste de la société, qui pour peu qu'ils parviendraient à rompre avec le capitalisme seraient en mesures de régler cette question en s'appuyant sur les connaissances ou enseignements acquis au cours des siècles passées jusqu'à nos jours, avec le concours de couches entières de ces classes et pas seulement des scientifiques, des militants du mouvement ouvrier et des syndicats qui luttent sincèrement pour en finir avec le régime en place, ils en existent plus que ce que l'on croit.

Une fois organisés dans un parti, là se situe actuellement toute la difficulté, ils constitueraient en quelque sorte l'avant-garde éclairée qui incarnerait la démocratie sociale et politique exclusivement au service du peuple opprimé, la direction qui nous fait aujourd'hui tant défaut, qui a manqué aux Gilets jaunes si vous voulez, sans laquelle jamais nous ne pourrons entraîner les masses à l'assaut du régime et le renverser.

Cette méthode a fait ses preuves en 1917 en Russie. La suite fut une autre histoire à laquelle ses détracteurs ne manqueront pas de faire référence, ils se font un malin plaisir à reprendre les arguments de la réaction ou à lui en fournir, sans pour autant pouvoir infirmer que cette méthode fonctionne, que cela leur plaise ou non peu importe.

Vous ne pouvez pas prétendre atteindre des objectifs économiques et politiques en vous en remettant à un peuple qui n'en a pas conscience, qui n'embrasse pas tout le processus historique, voilà tout, il faut être sérieux à un moment donné.

---

21 - Je ne suis pas expatrié, mais un exilé économique, ce n'est pas du tout la même chose.

J'ai travaillé comme prof de français au lycée Français de Pondichéry pour environ 3000 roupies par mois (moins de 40 euros), tandis que mes collègues percevaient environ 250.000 roupies, alors qu'on fournissait exactement la même qualité de travail, je tiens à le préciser, c'est important.

Je précise aussi que je suis diplômé de l'Education nationale pour enseigner le français dans des établissements publics et donc privés (CAPEFLE, plus licence et maîtrise en candidature libre) cursus science du langage j'ai suivi avec l'université de Rouen par correspondance, j'ai passé l'examen à l'Alliance française de Chennai le 11 septembre 2001, le jour de mes 45 ans. J'aurai 16 de moyenne.

Je suis marié à une femme indienne depuis 32 ans, j'ai vécu 2 ans en Inde de 90 à 92, et j'y suis installé définitivement depuis le 16 août 1996. Je n'ai plus de passeport français et je ne suis plus inscrit au registre des Français à l'étranger, j'ai juste un visa indien à vie (Origine citizen Indian).

Les relations que la France a avec l'Inde sont différentes de celles qu'elle entretient avec la Chine, cela explique la différence de comportement de la police avec les étrangers.

En Chine je me serais retrouvé en tôle, en camp ou en asile psychiatrique, c'est cela que vous vouliez dire ?

Je vais vous avouer un truc.

Les Russes sous Staline ou par la suite m'ont toujours semblé sympathiques au premier abord, et l'actualité semble le confirmer, c'est un farouche antistalinien qui parle, et je n'ai pas de sympathie particulière envers Poutine, autant le comportement des Chinois m'a toujours inspiré la plus grande méfiance, peut-être parce qu'il est le produit de leur complète adaptation à un régime tyrannique, ce qui s'expliquerait très bien quand on n'a jamais connu autre chose. Le conformisme ou l'obéissance aveugle deviennent la norme, et toute déviance idéologique ou comportementale est vécue comme une anomalie ou un acte qui mérite la réprobation, voire pire encore.

Sans a priori de ma part, j'espère, sans me fier à la propagande occidentale. Vous rectifierez si je me trompais en apportant des arguments solides et vérifiables, merci.

---

22 - Là vous vous moquez de moi !

Il n'y aurait rien de plus facile qu'introduire un virus ou une bactérie dans n'importe quel pays du monde. Dites-moi, qui le détecterait à une frontière, dans un aéroport, votre argument ne tient pas, réfléchissez un peu ou trouvez autre chose, désolé.

---

23 - Allons plus loin.

Je viens de tomber sur cet article en faisant ma revue de presse quotidienne pour mon portail :

En Chine, les dissidents sont internés dans des hôpitaux psychiatriques - slate.fr 12 septembre 2022

https://www.slate.fr/story/233135/chine-continue-enfermer-dissidents-militants-politiques-hopital-psychiatrique-asile-ankang#xtor=RSS-2

Magazine en ligne cofondée notamment par le banquier J. Attali, un autre banquier, Benjamin de Rothschild qui en est le principal actionnaire à hauteur de 46%, voilà pour son orientation idéologique ou sa ligne éditorialiste. Donc on est censé savoir à quoi nous en tenir.

Slate - Un plaignant trop insistant, un tweet trop incisif, un cours trop renseigné… En Chine, tous les prétextes sont bons pour se débarrasser de celles et ceux qui font désordre.

Voilà pour la présentation de l'article.

Quelles sont les organisations qui leur servent de référence ? Elles sont toutes liées à l'impérialisme américain ou à l'oligarchie anglo-saxonne, sans surprise non plus

- L'ONG Safeguard Defenders, basée à Madrid,

- Radio free Asia

- China right observe

- Un rapport national du Département d'État américain

- Un rapport de l'ONU

Que dénoncent-elles ?

- L'arrestation de dissidents et militants, *"«soignés» de force, et torturés*."

- Des internements "*de force dans des établissements psychiatriques*. "

- Des disparitions.

- L'arrestation de simples lanceurs de pétition, ou des manifestants

- Un père de famille battu à mort, puis interné.

- Des internements à répétition.

- Un million d'Ouïghours détenus dans des camps.

La plupart de ces allégations doivent être fondées et il serait ridicule de le nier, quant à l'instrumentalisation idéologique dont elles font l'objet de la part des officines au service de l'oligarchie anglo-saxon, elle l'est tout autant.

Voilà à mon avis comment on doit traiter objectivement ce genre d'information pour informer honnêtement les lecteurs.

---

24 - On va commencer la semaine dans la bonne humeur.

Extrait de ma revue de presse en cours (publié uniquement dans mon portail).

Demain l'armée ukrainienne est à Moscou !

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré ce dimanche 10 septembre 2022.

– Guerre en Ukraine : Kiev a repris « *2 000 km de territoire* », affirme Volodymyr Zelensky – ouest-france.fr/AFP 10 septembre 2022

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré ce dimanche 11 septembre 2022.

– Guerre en Ukraine : Kiev pousse ses contre-offensives à l'Est et au Sud et affirme avoir repris plus de 3 000 km² – sudouest.fr/AFP 12 septembre 2022

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré ce lundi 12 septembre 2022.

– Ukraine : Zelensky annonce que son armée a repris 6 000 km² aux Russes – LePoint.fr/AFP 13 septembre

---

Quelques infos sur Twitter en accès libre.

- Chaos dans les Comores. Des habitants affamés pillent du riz dans un magasin sur l'île d'Anjouan touché depuis des semaines par une pénurie de riz et de denrées alimentaires de base. Des émeutes de la faim ont lieu depuis deux jours

- Grosses manifestations de nouveau en Haïti contre la vie chère, l'insécurité, la pénurie d'essence et pour exiger la démission du Premier Ministre. Des manifestations ont lieu depuis trois semaines consécutives

- Des milliers d'étudiants manifestent ce soir dans le centre d'Athènes contre l'instauration d'une police universitaire depuis la rentrée dans les universités grecques

- Des manifestations lycéennes touchent le Chili depuis trois jours suite au rejet à 62% d'une nouvelle Constitution visant à remplacer celle héritée de la dictature de Pinochet. Plusieurs stations de métro ont été bloquées et des bus incendiés

---

Le PCF, remporte la palme de la collaboration avec le tyran Macron au sein de la NUPES, et pourtant la concurrence était rude !

À la fête de l'Huma, Roussel ne veut plus de « *la gauche des allocs* », malaise à la NUPES - Le HuffPost 9 septembre 2022

« *La gauche doit défendre le travail et le salaire et ne pas être la gauche des allocations, minima sociaux et revenus de substitution* ». « *Je ne suis pas pour une France du RSA et du chômage* », a insisté Roussel.

J-C - Ce qui lui a valu d'être recadré par les plus anti-ouvriers de la NUPES. Merci pour eux au passage.

Le HuffPost - Des propos loin de faire l'unanimité au sein de la NUPES. « *Il est vrai qu'une partie de la population n'a pas suivi la gauche* » et il faut « *restaurer sa confiance* », a réagi le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Mais selon lui une *« République du travail* » n'est pas incompatible avec « *la protection de l'assurance chômage* ». (**Et nous qui pensions que c'était plutôt une République des banquiers… - JC**)

« *Il ne faut pas opposer ceux qui sont dans l'emploi et ceux qui ne le sont pas* », a estimé le bras droit de Julien Bayou à EELV, Léa Balage El-Mariky. (**Etre « *dans l'emploi* », mais où ont-ils appris le français ? – J-C**)

J-C - Il apporte de l'eau au moulin de Macron qui entend réduire encore l'accès des travailleurs privés d'emploi aux allocations chômages, alors que les deux tiers en sont déjà privé.

Le HuffPost - Fabien Roussel a expliqué s'opposer à une mesure défendue par La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, avec laquelle ils sont alliés dans la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES) : « *Je ne partage pas la proposition de garantie d'emploi, on va se couper du monde ouvrier, qui travaille dur !* » (**Parce que le PCF représenterait le « *monde ouvrier, qui travaille dur* », on avait plutôt cru qu'il y était totalement étranger, non ? – J-C**)

J-C - Et pour diviser ou disloquer, affaiblir encore plus le mouvement ouvrier, il s'y connaît.

Le HuffPost - Le secrétaire national du PCF a estimé que la NUPES devait aller dans cette direction, et aussi « *aller au-delà des quatre forces* » (LFI, PS, EELV, PCF), notamment en direction des mouvements sociaux. Le HuffPost 9 septembre 2022

J-C - Pratiquement au même moment, quelle coïncidence !

Journal du Dimanche - Ce vendredi, les principaux syndicats (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires et Unsa) ainsi que cinq organisations d'étudiants et de lycéens (Unef, Fidl, Mnl, Vl, Fage) ont ouvertement critiqué dans un communiqué le projet de réforme, parlant même d'une « *diminution des droits à l'indemnisation injuste et inefficace* ». Les syndicats assurent que ce projet « *risque d'accentuer la précarité notamment des jeunes, alors que seul le taux de chômage de ces derniers a augmenté de 1,3 point ce trimestre* ».

Tout en affirmant une nouvelle fois leur opposition à cette modification des règles d'indemnisation des demandeurs d'emploi en fonction de la conjoncture, les 13 organisations ont annoncé une nouvelle réunion en date du 3 octobre prochain au siège de l'Unsa. Journal du Dimanche 10 septembre 2022

Ce que ces monstres ont fait de la Chine.

Chine : entre crise économique et catastrophe morale - lemediaen442.fr 10 septembre 2022

Pour les Chinois qui ne font pas partie de la classe dirigeante, la crise est telle qu'ils tentent tous les moyens pour survivre. Leurs arnaques ont changé les mentalités, créé une défiance généralisée. La catastrophe n'est plus seulement économique, mais également morale.

Dans un précédent article, une vidéo de 2007 montrait une femme renversée en traversant une rue. Elle était mourante lorsqu'une deuxième voiture est repassée sur son corps. Personne ne s'arrêtait. Le 13 octobre 2011, une petite fille de 2 ans a été écrasée par deux camionnettes l'une après l'autre à Huangqi Guangfo Hardware City, Nanhai, Foshan. En l'espace de 7 minutes, 18 passants sont passés par là mais tous ont fermé les yeux et sont partis indifférents.

Le 21 octobre 2011, Xiao Yueyue (de son vrai nom Wangyue) est morte à l'hôpital. Le 23 octobre 2011, 280 citoyens de Foshan, Guangdong, se sont rassemblés sur le site de l'incident pour la pleurer s'engager à ne pas être indifférents. En 2012, une vidéo, que la police a déclaré à l'agence de presse nationale Xinhua comme étant authentique, montre Yan Zhe, cinq ans, traversant la rue devant un bus en stationnement, qui le renverse en démarrant. Une femme, qui semble être la mère du garçon, en larmes, se précipite vers une voiture pour demander de l'aide, mais le véhicule recule. Plusieurs passants s'éloignent tandis que d'autres regardent sans rien faire. Il a fallu 10 minutes pour qu'un autre automobiliste emmène Yan à l'hôpital, mais le garçon est mort en chemin. Le 7 octobre 2021, un homme âgé s'est effondré à terre dans une pharmacie. Clients et caissiers sont restés indifférents.

Comment les Chinois sont-ils arrivés à une telle indifférence ?

Cette année, sur l'autoroute de Pékin, une vieille dame a sauté par-dessus la glissière de sécurité et a traversé la route. À ce moment-là, une voiture est passée de l'autre côté. La vieille dame est tombée, sans qu'on sache le degré de gravité de l'accident. La voiture s'est arrêtée plus loin pour aider la vieille dame, mais cette dernière a porté l'affaire devant la Justice. Le tribunal a condamné le conducteur à dédommager la vieille dame de 100 000 yuans, car il aurait fait peur à la vieille dame et provoqué sa chute. Beaucoup de conducteurs sont passés et ne se sont pas arrêtés pour ne pas être tenu responsables.
Les exclus de la société, et ils sont de plus en plus nombreux depuis une quinzaine d'années, surtout depuis la faillite des banques et de l'immobilier, tentent d'obtenir des subsides de la même façon. Certains sont dans des impasses économiques terribles ; d'autres considèrent cela comme une activité à part entière. C'est devenu un phénomène tellement répandu que toutes les voitures sont à présent équipées de caméras, afin d'avoir des preuves de l'accident. À 1'40 de la vidéo ci-dessous, une femme pousse son enfant sous une camionnette, cela ne marche pas, alors elle se jette à sa place.

D'autres vidéos sont accessibles sur les médias occidentaux. Celle-ci, par exemple. En Chine, les réseaux sont totalement surveillés, les gens ont peur les uns des autres. Pass vaccinal, gestes barrières, suspensions de non-vaccinés, sont notre premier pas vers cet avenir « *radieux* »…
Pour voir 2 vidéos :

https://lemediaen442.fr/chine-entre-crise-economique-et-catastrophe-morale/

3 autres :

https://www.youtube.com/watch?v=cz5eiyZU2_s
https://www.youtube.com/watch?v=-LyuMLKJiOw
https://www.youtube.com/watch?v=9jQ1ZfIwIYM

Les Français de demain : Une femme renversée puis écrasée dans l'indifférence la plus totale ! - lemediaen442.fr 22 août 2022

Une première fois renversée puis écrasée par un deuxième véhicule, les passants ne viennent pas à son aide... Cet accident s'est déroulé dans la ville de Zhumadian, dans la province du Henan, à l'est de la Chine, le 21 avril 2007. Une image de la Chine qui interpelle aujourd'hui en France où les citoyens regardaient sans réagir leur collègues, amis, famille, non-vaccinés se faire insulter, interdits de tout, écrasés par l'injustice du gouvernement.

Qu'avons-nous à critiquer la Chine ? Pendant la crise du covid, les non-vaccinés étaient exclus de la société. On pouvait leur interdire une greffe d'organe, un traitement contre le cancer, l'entrée chez le médecin, au supermarché… On pouvait les insulter sur les plateaux de télévision ou carrément depuis le siège de la présidence… Si les Français ne se réveillent pas de cette léthargie du bon petit soldat mouton, il sera facile d'arriver à ce résultat-là : La vidéo (1'33)

https://lemediaen442.fr/les-francais-de-demain-une-femme-renversee-puis-ecrasee-dans-lindifference-la-plus-totale/

J-C- J'ai demandé l'avis d'un Français qui vit en Chine, il m'a confirmé que ce qui est décrit dans ces articles et ces vidéos est malheureusement exact, sans vouloir généraliser.

Dans quelle société vivons-nous ?

Qui va dénazifier BFMTV ?

Ségolène Royal écartée de BFMTV (jusqu'à nouvel ordre) après ses propos sur l'Ukraine - Le HuffPost 12 septembre 2022

L'ancienne ministre avait notamment dénoncé « *une propagande de guerre par la peur* » de la part du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Le HuffPost 12 septembre 2022

Totalitarisme et sadomasochisme consenti avec de la vaseline.

J-C – J'insiste lourdement pour bien montrer la pourriture du vieux monde.

Quand ces proxénètes et pédophiles font la promotion ou l'apologie de la sodomie, après avoir fait celle de la pornographie, ils savent ce qu'ils font, et ce n'est certainement pas pour votre bien, à moins de leur consentir abusivement des bonnes intentions.

Incontinence anale, saignements, IST... : la sodomie est-elle vraiment une pratique sexuelle plus dangereuse que les autres ? - Yahoo 12 septembre 2022

C'est sans doute l'une des pratiques sexuelles qui suscite le plus de discussions. Connotée, critiquée, ou passée sous silence, la sodomie cristallise bien des avis.

D'après une vaste enquête menée par Statista Research Department, en 1970, seule une Française sur dix déclarait avoir déjà pratiqué la sodomie, contre 50% d'entre elles en 2021.

La pénétration anale est, depuis toujours, entourée d'idées péjoratives, telles que la douleur, la violence, voire l'incontinence.

Laurent Abramowitz, proctologue et gastroentérologue à Paris : "*Dans la catégorie rapport anaux de temps en temps, il y avait un taux d'incontinence anale qui était équivalent à la population générale.*" Yahoo 12 septembre 2022

J-C- Si ce n'est que de "*de temps en temps*", une notion hautement scientifique n'en doutons pas, vous pouvez tous aller vous faire enculer, il faut savoir prendre des risques dans la vie !

Et puis il y a une autre crainte qui revient souvent lorsque l'on parle de sodomie, celle de la déchirure anale. Là encore, les mots ont un sens, comme nous l'explique le proctologue : "*Lorsque l'on a un anus qui est un petit peu serré, qu'on est un petit peu tendu, qu'on a un peu peur, on peut avoir, lorsque le pénis va passer, une petite déchirure au niveau de la muqueuse anale. Ça s'appelle une fissure anale. La différence entre fissuration, déchirure, et fissure, c'est une question de profondeur. Fissuration c'est quelque chose de superficiel, c'est un peu plus profond.*" À ce compte-là, chacun vit les choses différemment, en fonction de son propre corps. Certain.e.s seront plus susceptibles d'avoir des "*fissurations à répétition*" : "*Il y a des gens qui sont plus ou moins serrés au niveau de l'anus ou pas.*"

En cas de fissuration anale, vous pouvez souffrir pendant quelques jours, voire quelques semaines. Il arrive aussi, dans des cas rares selon Laurent Abramowitz, que cette fissuration se transforme en fissure, et s'infecte, devenant un abcès ou une fistule. Il faut alors une intervention chirurgicale.

J-C - Il arrive que ma compagne (50 ans) ait jusqu'à 4 orgasmes d'affilés, moi un seul, autant dire que la brave femme est satisfaite, comblée, moi également, et elle n'a pas besoin de passer par cette pratique barbare, appelons les choses par leurs noms.

Il est de bon ton chez les libertins pervers narcissiques dégénérés, détraqués sexuels, déséquilibrés mentaux, grands frustrés ou refoulés souffrant d'un complexe d'infériorité envers les femmes quasi-maladif et irréversible, pour justifier leurs pratiques sexuelles qui consiste à ravaler la sexualité des homme au niveau de celle du bonobo, un primate vivant au Congo de la même famille que les homos sapiens, les hominidés, dont ils envient les rapports sexuels pratiquement dépourvus de toute limite, on nous dit que des scientifiques ont été jusqu'à qualifier leur méthode d'accouplement le « *sexe convivial* » (Wikipédia), comme l'usage de la drogue pour justifier sa légalisation ou encourager sa consommation particulièrement chez les jeunes...

Si ce genre de rapports sexuels débridés a un contenu social chez les bonobos, pourquoi n'en irait-il pas de même chez les hommes et les femmes, comme si les hommes au sens générique ne s'étaient jamais élevés au-dessus de leur condition animale primitive, ce dont on est en droit de douter de la part des principaux actionnaires de Yahoo.

Qu'ils tiennent absolument à nous ramener au stade primitif des hominidés, on commençait à s'en douter.

Yahoo a été racheté par Verizon en 2016, puis revendu à Apollo Global Management en 2021, et parmi les actionnaires de ces sociétés on retrouve les oligarques habituels avec Vanguard Group,

State Street Global Advisors, Berkshire Hathaway, BlackRock Fund Advisors, JP MorganChase, Morgan Stanley, le cofondateur d'Apollo Global Management est membre du Council on Foreign Relations financé entre autres par les fondations Ford et Rockefeller depuis les années 30. (Sources : zonebourse.com, Wilkipédia)

Si vous vous demandiez encore d'où venaient toutes ces campagnes mondiales en faveur de minorités qui nécessitent des fonds très importants, et pourquoi les médias mainstream et les gouvernements occidentaux, ainsi que leur armée de larbins se ruaient dessus, qui les finançaient, vous avez la réponse. Ne les traitez pas d'enculés, ils pourraient le prendre pour un compliment ! Et voyez comme ils sont attentionnés :

Yahoo - Pour Laurent Abramowitz, le meilleur moyen pour qu'une sodomie se déroule dans les meilleures conditions, c'est bien d'être rassuré. "*Parce que si on est angoissé, on se contracte, et quand le pénis passera, ça fera mal. Il faut prendre le temps de faire des caresses. En mettant le doigt, on va relâcher cette zone, et en utilisant du gel*." (**En somme, c'est comme le marché qui repose sur la confiance ! – J-C**)

Pour conclure, et comme vous l'aurez compris, la sodomie consentie, bien qu'elle soit encore rangée dans le rayon tabou des pratiques sexuelles, ne vous met pas plus (ou moins) en danger que les autres actes sexuels.

J-C- Au nom du progrès et de la liberté, ne cédez plus à ce tabou ridicule que nous vous enseignions hier encore, laissez-vous tenter, essayez au moins une fois, enculez-vous ou faites-vous enculer ! Ou vous messieurs les mâles en chaleur, devenez eunuques, faîtes-vous châtrer, quant à vous mesdames, devenez lesbiennes pour conserver votre petit cul en parfait état de santé, et évitez tout ce qui pourrait vous filer des hémorroïdes ! Pour un peu ces gens-là nous rendraient vulgaire et violent.

Totalitarisme. La censure veille, le consensus ne doit supporter aucune faille, impossible. Fabrication du consentement ou récit contre réalité.

Yahoo Actualités 9 septembre 2022 - Des messages qui ont depuis été supprimés par Twitter pour avoir violé les règles d'utilisation.

Dans plusieurs pays, on refuse de célébrer la mémoire de la reine en raison du passé colonial du Royaume-Uni.

Les discours d'hommages à la reine Elizabeth II affluent depuis son décès, de toute la planète. Pourtant, dans cette avalanche de louanges, certaines voix viennent écorner un peu le discours officiel, émanant le plus souvent des pays du Commonwealth.

En Irlande du Nord, terre d'affrontements entre les Irlandais républicains et les Loyalistes, défenseurs de la monarchie, le décès de la reine a été accueilli par des klaxons et des insultes. Dans une vidéo tournée lors d'un concert le 24 mai dernier, la foule scandait "*fuck the Queen, fuck the Queen*". Nouvelle preuve de l'amour tout relatif qu'une partie de la population de Derry lui portait.

Dans l'Irlande voisine, qui a obtenu son indépendance en 1922 à l'issue d'une guerre de deux ans, le match de football d'Europe League organisé à Dublin au soir du décès de la reine a été marqué par

les chants de la tribune irlandaise. "*o'Lizzy in a box*", ce qui peut être traduit par "*Lizzy (le surnom d'Elizabeth en anglais) dans une boîte*", référence évidente au cercueil.

Le poids de l'époque coloniale
Un sentiment de revanche vis-à-vis de la couronne britannique largement partagé par certains habitants des pays du Commonwealth, les anciennes colonies britanniques, et tout particulièrement au Kenya, colonie britannique jusqu'en 1963.

Dans le pays, une partie de la classe politique rappelle l'héritage colonial et les violences commisses lors de la révolte - fortement réprimée - qui a abouti à l'indépendance. Plus de 100 000 rebelles et civils avaient été tués et plus de 300 000 autres détenus dans des camps.

"*Rappelons que la reine Elizabeth n'est pas un vestige de l'époque coloniale. Elle a participé activement au colonialisme. Elle a activement essayé d'arrêter les mouvements d'indépendance et elle a essayé d'empêcher les colonies nouvellement indépendantes de quitter le Commonwealth. Le mal qu'elle a fait était suffisant*", estime une internaute.

En Afrique du Sud, si la classe dirigeante rend hommage à la reine, le parti politique "*Economic Freedom Fighters*", affirme dans une déclaration qu'il ne pleurerait pas la reine parce que "*sa mort nous rappelle une période très tragique dans ce pays et dans l'histoire de l'Afrique*". Pendant son long règne, "*elle n'a jamais reconnu les atrocités que sa famille a infligées aux peuples autochtones que la Grande-Bretagne a envahis partout dans le monde*".

Au Nigéria, de nombreux internautes nigérians expliquent ne pas vouloir être associés à cet hommage.

Un sentiment partagé sur les réseaux sociaux par plusieurs personnes originaires de pays du Commonwealth, comme la journaliste Karen Attiah : "*Les personnes noires et brunes du monde entier qui ont été soumises à d'horribles cruautés et à des privations économiques sous le colonialisme britannique sont autorisées à avoir des sentiments à propos de la reine Elizabeth. Après tout, ils étaient aussi ses 'sujets'*"'.

"*Si quelqu'un s'attend à ce que j'exprime autre chose que du mépris pour le monarque qui a supervisé un gouvernement qui a commandité le génocide, qui a massacré et déplacé la moitié de ma famille et les conséquences dont ceux qui vivent aujourd'hui essaient encore de surmonter, vous pouvez continuer à souhaiter une étoile. Je suis profondément offensé par l'idée que les opprimés et les survivants de la violence doivent en quelque sorte être déférents ou respectueux lorsque leurs oppresseurs meurent*" a tweeté Uju Anya, professeur agrégé d'acquisition de deuxième langue à l'Université Carnegie Mellon, rapporte NBC. La couronne, dit-elle, continue à "*s'immiscer dans les affaires africaines*" et à opprimer. Yahoo Actualités 9 septembre 2022

J-C- Nous ici en Inde, on pourrait dire que le Raj britannique a contribué à maintenir le pays dans un état de sous-développement et de pauvreté avant et après l'indépendance de 1947 jusqu'à nos jours.

Par conséquent ou à ce titre, nous n'avons pas à nous associer à cet hommage funèbre dédié à l'une des responsables de l'état de servage dans lequel se trouvent l'immense majorité des 1,4 milliard d'Indiens que compte notre pays, condition qui n'a rien à envier à celle de l'époque coloniale, y compris française, portugaise ou autres.

L'effet boomerang.

Là où on se marre, c'est que ces réactions pourraient avoir été suscitées par leur saloperie de « *cancel culture* ». En appelant les peuples à se débarrasser définitivement de leur héritage colonial, ils ne peuvent pas empêcher que certains s'en saisissent pour leur balancer dans la gueule en revendiquant leur totale indépendance, par exemple en s'appuyant sur les déclarations de Poutine qui les y encourage.

Totalitarisme. Chaque mystification sert un plan unique.

Pass énergétique : au Forum de Davos, John Michael Evans vante son outil de suivi de l'empreinte carbone individuelle - lemediaen442.fr 10 septembre 2022

Selon le thème de la session du 24 mai 2022, les organisateurs du Forum économique mondial s'inquiètent du trop grand nombre d'habitants sur la planète : « *D'ici 2030, la classe mondiale des consommateurs dépassera les 5 milliards de personnes et les dépenses devraient atteindre près de 100 000 milliards de dollars. Quels nouveaux modèles commerciaux, politiques et incitations sont nécessaires pour faire progresser la consommation de manière responsable et inclusive ?* »

Pour répondre aux milliardaires qui veulent inciter les populations — ou les obliger — à consommer selon une norme, le président du groupe Alibaba et ancien vice-président de la banque Goldman Sachs, John Michael Evans, se vante au Forum économique mondial du développement d'un outil de suivi de l'empreinte carbone individuelle. Il servira à tracer ce que les êtres humains achètent, ce qu'ils mangent, où ils voyagent. Dans un avenir proche, le quota carbone vous dira donc ce que vous devrez manger, en quelle quantité et les limites de votre droit de voyager (ou non) avec des points bonus. La pseudo-crise climatique ne serait qu'un outil marketing et la crise sanitaire une stratégie du même acabit. On n'ose y croire et pourtant…

Du Pass énergétique au crédit social, il n'y a qu'un pas ! C'est le rêve — assumé — des comploteurs, mais pour les médias mainstreams c'est un mensonge des complotistes.

A entendre pour ceux qui n'y croient pas :

https://lemediaen442.fr/pass-energetique-au-forum-de-davos-john-michael-evans-vante-son-outil-de-suivi-de-lempreinte-carbone-individuelle/

Média dit alternatif. Pour qui roulent-Ils ?

La voix du GIEC, du Green New Deal ou du Forum économique mondial.

Catastrophe climatique au Pakistan: l'inaction des pays développés coûte - investigaction.net

Investig'Action de Michel Collon, sa devise : L'info n'est pas un luxe, c'est un droit.

Extraits.

- Il y a un lien évident entre le réchauffement de l'atmosphère d'une part et d'autre part, la fréquence ainsi que la durée des phénomènes météorologiques extrêmes de cette ampleur. Ce lien ne doit pas échapper au reste du monde.

- Et pourtant, les pays développés n'arrivent à rien en termes d'action climatique. Cet échec pourrait nous coûter le monde entier.
Un réchauffement de seulement 1,1°C provoque déjà une cascade d'impacts qui, ensemble, commencent à faire payer un lourd tribut économique. Le coût de l'inaction est désormais nettement supérieur à celui de l'action climatique. Et le changement climatique ne fait que commencer à se manifester.

Pour empêcher des catastrophes encore plus grandes de se produire, pour sauver des nations comme le Pakistan, nous devons ralentir et arrêter le changement climatique. Les pays développés doivent montrer la voie, et nous devons le faire maintenant. investigaction.net

J-C- J'ai observé depuis des années que la spécialité de ce média était un coup sur deux d'avoir un pied dans un camp, puis dans l'autre ! Quelle horreur !

Ils ne pourront pas dire qu'ils n'en avaient pas conscience. Ils abusent les gens qui leur font confiance, à moins que cela les laisse indifférents. Pourquoi pas, au point où en sont rendus certains dans l'art de hypocrisie consommée...

Lu sur Google

Quels sont les avantages du capitalisme ?

- La productivité liée au capitalisme permet la consommation et a apporté une prospérité, ce qui est le souhait de la grande majorité de la population. Il semblerait que ce soit en cours de changement, car le capitalisme peut très bien prospérer sans la consommation de masse.12 juillet 2021

La réaction dans tous ses états.

Vive l'Europe des régions de l'Union européenne oligarchique et otanienne !

- Les présidents de régions réclament une "*grande réforme de décentralisation*" - BFMTV 11 septembre 2022

L'ensemble des présidents de régions, tous bords politiques confondus, réclament des garanties financières et une "*vraie grande réforme de la décentralisation*" pour "*promouvoir les libertés locales*" dans une tribune publiée sur le site du Journal du Dimanche, à l'approche du congrès des Régions de France.

"*Cette réforme doit consacrer le principe de différenciation et donc instaurer un véritable pouvoir réglementaire local.* " BFMTV 11 septembre 2022

- "*Libérez les Ouïghours*": les écologistes manifestent devant le stand de la Chine à la fête de l'Huma - BFMTV 11 septembre 2022

J-C – Ils ne manquent pas une occasion de reprendre à leur compte la propagande de Washington, ils sont comme cela, ils ne peuvent plus s'en passer…

Ils osent tout.

- Washington accuse Moscou de ne pas respecter les droits de Navalny - LePoint.fr 11 septembre 2022

C'est cela leur gauche !

- Présidentielle au Brésil: Lula à la conquête du vote évangélique - RFI 11 septembre 2022

J-C – Il pourrait demander conseil à George W. Bush ! Il paraît qu'on appelle les évangélistes la droite chrétienne… Pourquoi vous dites cela ? Non, non, comme cela, pour rien…

Ça sent bigrement mauvais !

J-C – Un modèle de démocratie sociale et politique, comme c'est bizarre, non ? Comme les autres pays scandinaves, les Pays-Bas, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, l'Australie, qui tous à part les premiers se sont avérés être parmi les pires dictatures depuis mars 2020.

En Suède, l'extrême droite aux portes du pouvoir après des élections ultra-serrées - Le HuffPost 12 septembre 2022

La Suède se dirige vers une victoire d'un souffle de la droite alliée avec l'extrême droite après des élections ultra-serrées dimanche 11 septembre, mais le résultat final ne devrait pas être confirmé avant au moins trois jours.

Selon les résultats partiels portant sur près de 92 % des bureaux de vote, le bloc mené par le leader du parti conservateur des Modérés Ulf Kristersson emporterait une majorité absolue de 175 à 176 sièges, contre 173 à 174 sièges pour le bloc de gauche de la Première ministre sortante sociale-démocrate Magdalena Andersson.

Le grand vainqueur de la soirée est le parti nationaliste anti-immigration des Démocrates de Suède (SD) dirigé par Jimmie Akesson, qui avec un score de 20,7 % signe un nouveau record, et devient le premier parti des droites mais aussi le deuxième parti de Suède. « *Ça sent bigrement bon* », a-t-il lancé devant ses troupes en fusion à son QG de campagne.

Entrés au Parlement pour la première fois en 2010, avec 5,7 % des voix, les SD n'ont cessé de progresser depuis et dépassent désormais les 40 % dans certaines communes, notamment dans le sud du pays.

Une victoire de la droite appuyée par l'extrême droite serait synonyme d'une nouvelle ère politique pour la Suède, qui doit prendre la présidence tournante de l'Union européenne le 1er janvier et finaliser sa candidature historique à l'Otan.

Pour être investi, un Premier Ministre suédois ne doit pas avoir 175 voix ou plus contre lui, mais pas nécessairement une majorité absolue en sa faveur. Le HuffPost 12 septembre 2022

Dossier Ukraine.

Marioupol - Remise des clefs des premiers appartements récemment construits - Donbass Insider 09.09.2022

https://odysee.com/@donbassinsider:b/marioupol-clefs-09092022:b?src=embed

200 appartements construits et équipés en à peine 80 jours en travaillant 24h/24.

J-C - La France compte officiellement 300.000 clochards, il est impossible de leur procurer un logement paraît-il. Un gouvernement ouvrier ou populaire réquisitionnerait toutes les habitations inhabitées ou abandonnées, résidences secondaires pour les loger immédiatement, puis engagerait sur le champ un vaste plan de constructions pour les reloger par la suite...

Josep Borell, n'est pas fasciste qui veut !

Le Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borell, a qualifié la Fédération de Russie de « *régime fasciste* ». Il préfère soutenir la « *démocratie* » ukrainienne, bien que celle-ci ait interdit les partis politiques d'opposition et pris le contrôle de tous les médias. Réseau Voltaire - Actualité internationale n°5 - 9 septembre 2022

L'Union européenne pro nazie, est naturellement xénophobe.

L'Union européenne suspend l'accord facilitant l'obtention de visas pour les Russes - RT 9 septembre 2022

Il n'aura fallu que trois jours pour que le Conseil de l'Union européenne valide la décision de la Commission européenne. Le Conseil a adopté le 9 septembre la suspension totale de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas entre l'UE et la Russie. Par conséquent, les règles générales du code des visas s'appliqueront aux citoyens russes.

L'institution européenne a ainsi déclaré dans un communiqué que les Etats membres avaient «formellement convenu de suspendre l'accord avec la Russie visant à faciliter la délivrance de visas à la suite de l'accord conclu par les ministres des Affaires étrangères de l'UE la semaine dernière». La décision s'appliquera à compter du 12 septembre 2022, selon le communiqué. Elle s'inscrit dans la batterie de sanctions européennes visant à condamner l'«*opération militaire spéciale*» menée par la Russie en Ukraine depuis fin février.

Les Russes persona non grata dans l'UE ? Cette nouvelle décision de l'UE s'ajoute à la mesure du 25 février dernier qui visait à adopter une suspension partielle de l'accord de facilitation des visas pour les diplomates, autres fonctionnaires et hommes d'affaires russes.

De plus, le 8 septembre, la Pologne et les trois Etats baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont annoncé s'être mis d'accord pour restreindre temporairement l'entrée sur leur sol, dès le 19 septembre, des citoyens russes porteurs de visas européens. Les Premiers ministres de ces pays ont exprimé leur inquiétude «*face à l'afflux important et croissant de ressortissants russes dans l'UE*», considérant que cela devenait «*une menace grave» pour la «sécurité publique» de leurs sociétés «et pour l'ensemble de la zone Schengen*».

Ces restrictions font écho à une demande du président ukrainien Volodymyr Zelensky formulée dans un entretien publié par le Washington Post le 8 août : le dirigeant appelait alors à déclarer les Russes dans leur ensemble persona non grata afin de les forcer à «*vivre dans leur propre monde jusqu'à ce qu'ils changent de philosophie*».

La Russie, elle, se dit prête à accueillir les touristes des pays «hostiles»

Commentant l'aval donné le 6 septembre par la Commission européenne pour remettre en cause l'accord sur les visas, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait dénoncé «*ces murs de Schengen qu'ils essaient de dresser maintenant pour [les Russes]*». «*Nous n'allons pas nous isoler»*, avait-il en outre assuré, avant de poursuivre *: «Nous n'avons pas besoin de rendre la pareille et de punir collectivement les citoyens des pays européens»*, jugeant préférable de *«ne pas répondre à la stupidité par la stupidité*».

Ce 9 septembre, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a ajouté, sur la même thématique : «*Nous avons dit que nous sommes intéressés à ce que des touristes viennent chez nous, notamment de ces pays que nous appelons hostiles. Pourquoi pas ? Après tout, les gens doivent voir notre pays, et ils doivent comprendre que ce qui est diffusé sur la Russie dans leurs propres pays est un mensonge mais vous ne pouvez leur expliquer cela qu'en les invitant ici*.»

Pour autant, le porte-parole de la présidence russe a précisé que des restrictions qui constitueraient «*un comportement absolument inconvenant vis-à-vis de nos diplomates ou envers des participants à certaines rencontres internationales*» provoqueraient des réponses au caractère «*symétrique*», «*conformément au principe de réciprocité*». RT 9 septembre 2022

Ils ont le mot pour rire…

Guerre en Ukraine: Washington juge qu'il est "*trop tôt*" pour juger la contre-offensive de Kiev - BFMTV 12 septembre 2022

J-C – Au point où ils en sont sur BFMTV, ils n'ont plus à craindre de passer pour des cons ou des manipulateurs… Allez-y, lâchez-vous un bon coup qu'on se marre un peu, on en a tant besoin.

… il y a de quoi !

La contre-offensive ukrainienne stoppée - Réseau Voltaire 12 septembre 2022

Pour stopper la contre-offensive de Kiev, l'armée russe a bombardé, le 11 septembre à 20h, les centrales électriques de Kharkov CHPP-5 et de Zmievskaya CHPP dans la région de Kharkov, celle de Pavlograd CHPP-3 dans la région de Dniepropetrovsk, et celle de Kremenchug dans la région de Poltava.

La partie de l'Ukraine sous contrôle de Kiev n'a plus d'électricité du tout. Les trains sont tous à l'arrêt. La contre-offensive est interrompue. Réseau Voltaire 12 septembre 2022

«*Délire total*» : Poutine souligne que les troupes russes ne tirent pas sur elles-mêmes à Zaporojié - RT 7 septembre 2022

«*C'est du délire total*» : Vladimir Poutine n'a pas mâché ses mots le 7 septembre en commentant, à l'occasion du Forum économique oriental tenu à Vladivostok, l'hypothèse selon laquelle les troupes russes pourraient être responsables des tirs ayant mis en danger l'intégrité de la centrale nucléaire de Zaporojié. Une idée saugrenue, selon le dirigeant, dans la mesure où elles contrôlent déjà ces installations.

Une délégation d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est rendu sur place et a rendu le 6 septembre un rapport évoquant une situation «*intenable*», tout en demandant un arrêt immédiat des bombardements «*sur le site et dans les environs*».

Les auteurs du rapport ne se sont cependant pas explicitement prononcés sur le responsable de ces tirs, dont Kiev et Moscou s'accusent mutuellement depuis des semaines.

Cela veut-il donc dire que nous tirons sur nous-mêmes ?

Le chef de l'Etat russe a souligné qu'il faisait confiance au travail de l'AIEA, «une organisation internationale très sérieuse», qualifiant son directeur, Rafael Grossi, de «*très professionnel*». Cependant, il a estimé que les équipes de l'Agence se trouvent «*sous la pression des pays où ils travaillent, en particulier des Etats-Unis, des pays européens*», ce qui les aurait empêché de «*dire explicitement que les bombardements sont menés depuis le territoire ukrainien*».
«*Nous contrôlons la station, il y a nos soldats là-bas*», a rappelé Vladimir Poutine, qui a balayé la thèse de la responsabilité de Moscou dans les frappes qui ont touché la zone. «*Cela veut-il donc dire que nous tirons sur nous-mêmes ?*», s'est-il interrogé, voyant dans ce raisonnement un «*délire total*». Selon lui, certains interlocuteurs occidentaux auraient également reconnu qu'une telle explication «*contredit le bon sens*».

Le président russe a aussi tenu à rectifier un autre point important du rapport, qui mentionne la présence de matériel militaire russe dans l'enceinte de la centrale, ce dont s'est réjoui le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky. Selon Vladimir Poutine, la demande de l'AIEA de retirer ces équipements n'a guère de sens puisqu'«*il n'y a pas de matériel militaire sur le territoire de la centrale*», a-t-il affirmé, en soulignant que «*le personnel de l'AIEA aurait dû voir cela*». Il n'y aurait ainsi sur place que des membres de la Garde nationale russe (Rosgvardia), qui «sécurisent le périmètre et l'intérieur de la centrale».

Ces propos du chef de l'Etat russe font suite à une série de critiques adressées tant par le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov que par l'ambassadeur russe à l'ONU, Vassili Nebenzia, qui ont demandé des «*clarifications*» concernant plusieurs points du rapport. Ce dernier a maintenu, le 6 septembre, que la «*seule menace*» contre le site provenait des «*bombardements et des sabotages*

par les forces armées ukrainiennes» et confirmé l'absence d'artillerie sur le site, précisant que le matériel militaire se limitait à des «*camions utilisés pour le transporter des gardes*».

Lors d'un entretien téléphonique, le président Vladimir Poutine met en garde Emmanuel Macron - lemediaen442.fr 12 septembre 2022

A l'initiative de la partie française, Vladimir Poutine a eu une conversation téléphonique avec le président de la République française Emmanuel Macron.

Le président Poutine s'est entretenu avec Macron le 11 septembre 2022. A cette occasion, le chef du Kremlin a mis en garde son homologue français concernant « *les attaques ukrainiennes régulières contre les installations de la centrale nucléaire de Zaporijia, y compris une installation de stockage de déchets radioactifs* ». Rappelant les conséquences catastrophiques si ce stockage était touché par les missiles ukrainiens livrés par l'Otan.

Le président de la Russie a informé « *des mesures prises par les spécialistes russes pour assurer la protection physique de la station et a souligné la nécessité d'influencer Zelensky, afin que le bombardement de la station cesse immédiatement.* » Le régime de Kiev, par ces bombardements, met en danger tous les pays européens avec des conséquences pires que la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Les céréales de la discorde

Suite au vol de céréales destinées aux pays pauvres où seulement deux navires sur 87 ont été envoyés, Vladimir Poutine veut régler ces problèmes de sécurité alimentaire mondiale. «*Il a été confirmé que les céréales exportées des ports de la mer Noire devraient être dirigées principalement vers les besoins des pays en développement. À cette fin, il est extrêmement important que la Commission européenne ne crée pas d'obstacles à l'approvisionnement en produits agricoles et en engrais russes vers les marchés d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.* » lemediaen442.fr 12 septembre 2022

Rappel. Pour Macron il n'y a pas de néonazis en Ukraine.

Sergei Pechurov, docteur en sciences militaires : « *Le néonazisme a conquis l'esprit des militaires ukrainiens* » - lemediaen442.fr 12 septembre 2022

Sergei Pechurov, docteur en sciences militaires.

Pourquoi le gouvernement ukrainien actuel contribue-t-il aux activités d'unités nationales-socialistes qui terrorisent les civils en RPD et en RPL (Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk) ? Dans une interview du journal Krasnaya Zvezda (site inaccessible en l'Europe), un analyste militaire, Sergei Pechurov, membre du conseil scientifique du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, docteur en sciences militaires, répond à cette question.
Des groupes néo-nazis opèrent dans presque toutes les structures de l'armée ukrainienne. Un « *ordre* » secret a même été créé, présent particulièrement dans les universités militaires. Les membres de cet « *ordre* », appelé « *Centurion* », instillent des opinions radicales de droite parmi les

plus jeunes et forment des détachements de personnes partageant les mêmes idées dans des unités militaires, qui, à leur tour, ont une influence sur l'état politique et moral d'autres militaires.

Comme vous le savez, des unités militaires entières ont été formées à partir de nationalistes ukrainiens. L'un d'eux est le régiment Azov. Il est entré dans l'histoire en tant que « unité spéciale de la police » après avoir abattu des citoyens qui célébraient le jour de la Victoire à Marioupol le 9 mai 2014, une semaine après le massacre d'Odessa. Le régiment utilise comme symbole le Wolfsangel (« *Wolf Hook* » crochet de loup), qui était situé sur l'emblème de la 2e SS Panzer Division « *Das Reich* », et est maintenant largement utilisé par les néonazis modernes. C'est ce régiment qui était stationné à Marioupol, où il utilisait les résidents locaux comme bouclier humain dans la tradition du fascisme hitlérien.

Il existe une autre unité nationaliste, qui se voit confier des fonctions punitives. Son nom officiel est le 24e bataillon d'assaut séparé « *Aidar* ». Il s'est fait connaître par les massacres de prisonniers de guerre et de population civile lors des hostilités dans le Donbass en 2014. Jusqu'à récemment, les unités du bataillon étaient situées sur le territoire de l'ancienne usine de transformation de la viande du village de Polovinkino, un peu au sud de la ville de Starobelsk. Après la libération du village par la milice populaire de la LPR, une prison secrète a été découverte à l'emplacement du bataillon, dans laquelle étaient détenus des miliciens capturés, des personnes soupçonnées de sympathiser avec la LPR, uniquement des civils à qui on avait extorqué de l'argent. Comme en témoignent les personnes emprisonnées, les soldats du bataillon leur ont infligé les tortures les plus sophistiquées.

Bien sûr, tout cela est connu dans le monde occidental. Et comme preuve, je citerai le fait qu'en juin 2015, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté un amendement interdisant toute assistance à Azov (y compris les armes et l'entraînement) en raison de sa composition nazie, de son racisme enragé et de son antisémitisme. L'adoption de cet amendement, les raisons de celui-ci, ont été largement couvertes par la presse occidentale. Cependant, en novembre 2015, l'amendement a été discrètement abrogé sous la pression du Pentagone et des agences de renseignement. Et l'entraînement des militants de cette formation par des instructeurs étrangers s'est poursuivi.

On sait également que le financement du « Secteur droit » interdit en Russie et de ses « *ailes de combat* » — le « *Corps ukrainien des volontaires* » et « *l'Armée ukrainienne des volontaires* », un certain nombre d'autres groupes néonazis — est procuré par des organisations étrangères telles que la Fondation Konrad Adenauer (Allemagne), le « *British Council* », le « *Congrès des Ukrainiens du Canada* »…

En fait, le coup d'État en Ukraine de 2014 a été mené à l'initiative d'hommes politiques occidentaux. Ainsi, ils ont permis l'apparition légale dans la république, non pas de nazis individuels, mais de formations nazies entières, qui se sont transformées en une force de frappe du nouveau régime ukrainien.

Et pendant ces huit dernières années, l'Occident a semblé pratiquement ignorer les crimes des groupes néo-nazis en Ukraine. lemediaen442.fr 12 septembre 2022

Apparemment cela commence à se savoir ou ils ne peuvent plus les cacher, ils sont omniprésents.

J-C – Cette déclaration est particulièrement importante compte tenu de la personnalité de son auteur, elle pourra être citée par n'importe qui sans que personne n'ose la dénoncer. On se fout par

ailleurs de qui est Arno Klarsfeld. On ne se compromet pas ici, au contraire, on fait notre boulot scrupuleusement. On n'a rien à voir avec les gauchistes, les dogmatiques ou les doctrinaires.

Arno Klarsfeld : « *L'Ukraine ne doit plus glorifier les nationalistes qui ont collaboré* » - lepoint.fr 12 septembre 2022

TRIBUNE. Pour l'avocat, l'honneur fait à certains nationalistes ukrainiens, complices des nazis, doit cesser, alors que l'Ukraine souhaite intégrer l'Union européenne.

Si les Ukrainiens veulent faire partie de la famille de l'Union européenne, ils doivent cesser de glorifier les nationalistes ukrainiens présentés comme des héros, et qui ont collaboré avec les nazis et les ont assistés dans l'extermination de dizaines de milliers de familles juives en Ukraine. Une des premières mesures de la municipalité de Kiev après la révolution de 2014 a été de débaptiser la longue avenue qui mène au site de Babi Yar, et qui portait le nom d'avenue de Moscou, pour l'appeler avenue Bandera, dont les fidèles ont assisté les nazis dans l'extermination de plus de 30 000 juifs, hommes, femmes et enfants dans le ravin de Babi Yar, les 29 et 30 septembre 1941, lorsque les troupes allemandes accompagnées des Einsatzgruppen sont entrées à Kiev.

Le tribunal administratif du district de Kiev avait ordonné à la municipalité d'annuler le changement de nom de deux rues principales au profit de Stepan Bandera et Roman Shukhevych, qui lui aussi était un massacreur de Juifs, et dont un stade porte le nom dans la grande ville de Ternopil. Mais le maire de Kiev, Vitaly Klitschko, a fait appel de la décision et la cour d'appel lui a donné raison.
Collaborateurs ukrainiens

À Lviv, il y a encore deux ans, des centaines d'hommes ont défilé en uniforme SS de collaborateurs ukrainiens lors d'un événement approuvé par la ville. Ces dernières années, au moins trois municipalités ukrainiennes ont dévoilé des statues pour l'adjoint de Bandera, Yaroslav Stetsko, qui, pendant la Shoah, approuvait « *l'extermination des Juifs* ». La devise des nationalistes ukrainiens collaborateurs de nazis de Bandera affichée dans les rues de Kiev en 1941 était : « *Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins*. »

Voici ce qu'écrivait Irina Khorochounova, dans son journal, à la date du 2 octobre sur ces massacres qui se déroulaient en plein jour par les nazis et leurs supplétifs ukrainiens : « *Tout le monde dit qu'on tue les Juifs. Non, on ne les tue pas, on les a déjà tous tués. Tous sans distinction, les vieux comme les jeunes, les femmes et les enfants. Ceux qui ont été ramenés chez eux lundi ont également été exécutés les jours suivants… J'écris parce qu'il est indispensable que le monde sache qu'un crime horrible est en train d'être commis et qu'il faudra le venger… On continue d'assassiner en masse des enfants innocents et sans défense, des femmes et des vieillards dont beaucoup sont enterrés encore vivants.* »

Monstres

Il est tout à fait inapproprié que les grandes artères qui mènent au site des massacres et qu'empruntent les dirigeants européens venus apporter leur soutien à l'Ukraine portent le nom de tels monstres. Il est tout à fait immoral que de tels hommes soient glorifiés. Il est tout à fait anormal que personne n'en parle dans les instances européennes alors que l'Ukraine a demandé son adhésion et que le processus (long, peut-être) a été approuvé.

Laisser sans s'y opposer l'Ukraine continuer à glorifier ces nationalistes ukrainiens qui ont collaboré avec les nazis contre les Soviétiques et massacré de manière si horrible tant de familles juives signifierait en fin de compte que Hitler avait raison de voir les Russes comme les véritables ennemis

de l'Occident, et que son attaque préventive était justifiée. Quant aux Juifs, ils seraient des victimes collatérales des soubresauts de l'Histoire. L'Europe et l'Union européenne se sont bâties sur la victoire sur le nazisme. Elle doit s'en souvenir. lepoint.fr 12 septembre 2022

L'oligarchie anglo-saxonne avait bien été jusqu'à fomenter deux guerres mondiales pour parvenir à ses fins et soulager provisoirement le capitalisme…

Vladimir Poutine annonce que l'économie de la Russie s'améliore avec un chômage historiquement bas à 3,9 % - lemediaen442.fr 12 septembre 2022

Lors d'une réunion par vidéoconférence suivie par son gouvernement et la présidente de la Banque centrale, Elvira Nabiullina, qui s'est déroulé ce 12 septembre 2022 sur les questions économiques, Vladimir Poutine s'est penché sur la situation actuelle et les prévisions de l'économie russe.

En préambule de la réunion, le chef du Kremlin rappelle la résistance de son pays face à l'Occident : « *Je tiens à souligner à nouveau que la Russie fait face avec confiance à l'agression financière et technologique de certains pays. La tactique de la guerre-éclair économique n'a pas fonctionné — c'est évident pour tout le monde, et pour l'Occident aussi.* »

Grâce à la mise en œuvre de mesures de protection, la Russie a empêché une forte baisse de l'économie. « *L'inflation s'est aussi rapidement stabilisée. Après avoir culminé à 17,8 % en avril, elle est tombée à 14,1 % aujourd'hui, le 5 septembre. Tout porte à croire que d'ici la fin de l'année, l'inflation se situera autour de 12 %. Et nos experts de l'administration et du gouvernement estiment que la tendance à la baisse de l'inflation va se poursuivre.* »

Concernant la situation du marché du travail, la Mère Patrie n'a rien à envier aux Occidentaux : « *le taux de chômage est à des niveaux historiquement bas — en mai-juillet, il n'était que de 3,9 %. Par conséquent, l'état du budget russe est maintenant également nettement meilleur que dans les économies de la plupart des pays du G20, et même chez nos amis des pays BRICS* »
Conclusion du président Vladimir Poutine : « *Je le répète, la priorité absolue ici doit être le développement et la mise en œuvre de projets nationaux dans l'intérêt de nos concitoyens. Dans le même temps, nous devons créer toutes les conditions pour restructurer l'économie ou, pour ainsi dire, pour poursuivre la restructuration, y compris la mise en œuvre de grands projets technologiques, la croissance de l'activité économique et le développement des infrastructures dans les régions russes, ainsi que la création de nouveaux emplois. Et bien sûr, notre priorité est de maintenir la stabilité et la durabilité macroéconomiques.* » lemediaen442.fr 12 septembre 2022

Casino ! Les crises permettent aux riches de s'enrichir comme jamais, et aux pauvres de s'appauvrir davantage.

Les 100 premières entreprises mondiales atteignent de nouveaux sommets en Bourse malgré les pressions macroéconomiques actuelles - pwc.fr 29 juin 2022

- La capitalisation boursière des 100 premières entreprises mondiales a augmenté de 11 % au cours de l'année achevée en mars 2022, pour atteindre le chiffre record de 35 200 milliards de dollars
- Le secteur de la technologie représente 34 % du Global Top 100, avec une capitalisation boursière combinée de 12 000 milliards de dollars

- Avec 63 sociétés représentées et une capitalisation boursière représentant 70 % de la valeur totale, les États-Unis continuent d'occuper la première place du Global Top 100
- La France, désormais au 5eme rang, gagne deux places avec l'intégration au classement d'Hermès, aux côtés de LVMH et L'Oréal

D'après le dernier classement du cabinet de conseil et d'audit PwC « *Global Top 100 Companies by market capitalisation* », la capitalisation boursière totale des 100 plus grandes entreprises au monde continue à battre des records en dépit de la volatilité de l'économie mondiale.

Bien que le taux de croissance de la capitalisation boursière des 100 premières entreprises mondiales ait ralenti par rapport à l'année précédente, leur capitalisation boursière totale a augmenté de 11 % pour atteindre 35 200 milliards de dollars, contre 31 800 milliards en mars 2021.

Au niveau sectoriel, celui de la technologie accroît encore son importance avec 20 entreprises qui représentent désormais 34 % de la capitalisation totale des entreprises de ce classement mondial, soit une capitalisation boursière combinée de 12 000 milliards de dollars. La valeur des entreprises du secteur de la santé représentées dans le Global Top 100 connaît une croissance soutenue depuis 2018 – +84 % (1 900 milliards de dollars), pour une moyenne de 16 entreprises, entre 2018 et 2022. Si la capitalisation boursière des entreprises énergétiques et de services financiers dans le classement n'a pas progressé aussi rapidement que leurs indices sectoriels en 2022, elle a toutefois augmenté de respectivement 30 % et 7 %. La part des entreprises de services financiers dans le Global Top 100 a diminué de manière régulière au cours des cinq dernières années, passant de 22 % en 2018 à 11 % en 2022.

« *Le Top 100 continue de mettre en lumière les tendances durables de l'économie mondiale et le rôle essentiel que jouent les marchés de capitaux en soutenant la croissance à long terme. Certes, l'économie est actuellement volatile, mais il est clair que sur le plus long terme, la capitalisation boursière des entreprises du Global Top 100 continue d'augmenter fortement, celle-ci étant passée de 13 000 milliards en 2012 à 35 000 milliards de dollars en mars 2022.* »
Philippe Kubisa, Associé spécialiste des marchés de capitaux chez PwC France et Maghreb.

Les entreprises basées aux États-Unis représentent la majorité de la capitalisation boursière, tandis que celles des autres régions suivent toujours des tendances variées.

Les États-Unis continuent de renforcer leur domination dans le classement, avec, au total, 63 entreprises et une capitalisation boursière de 70 % en mars 2022, soit une hausse de 19 % en un an.

En comparaison, la valeur des 13 entreprises représentant la Chine et ses régions dans le classement a diminué de 23 % en 2022. Cette tendance à la baisse dénote avec celle des années précédentes, où l'évolution de la capitalisation boursière était globalement alignée sur celle des États-Unis. Cela pourrait être le signe d'une divergence à venir dans la courbe de croissance des marchés de capitaux, à mesure que les marchés chinois gagnent en liquidité et en maturité.

L'Europe, avec seulement 15 entreprises représentées dans le Top 100 et un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 1 %, a également connu une croissance modérée ces dix dernières années. Toutefois, les quatre entreprises basées au Royaume-Uni figurant dans le classement ont vu leur capitalisation boursière progresser de manière remarquable : +240 milliards de dollars depuis 2021 (à périmètre constant). La présence française est quant à elle, renforcée par l'entrée d'Hermès aux côtés de LVMH et L'Oréal dans le Top 100, gagnant ainsi 2 places au classement avec une capitalisation boursière de 730 milliards de dollars.

La valeur des entreprises des autres régions représentées dans le Top 100, telles que l'Arabie saoudite, l'Inde, la Corée du Sud, l'Australie, le Canada et le Japon, a connu une formidable croissance depuis 2017. Les entreprises de ces régions ont devancé l'Europe et la Chine en 2022, totalisant une capitalisation boursière combinée de 4 000 milliards de dollars.
Méthodologie

Le rapport Global Top 100, dont les données proviennent de Bloomberg Finance L.P. et de l'étude de PwC, classe les plus grandes entreprises cotées en fonction de leur capitalisation boursière en dollars américains au 31 mars 2022. La localisation d'une entreprise correspond au pays ou à la région où se trouve son siège social. pwc.fr 29 juin 2022

France. Tartuferie et populisme.

Jets privés : les députés LFI déposent une proposition de loi pour les interdire - Paris Match 12 septembre 2022

Les députés LFI ont demandé au gouvernement d'interdire l'usage de jets privés et ont déposé une proposition de loi en ce sens. Paris Match 12 septembre 2022

J-C- Exercice de pure démagogie que je condamne. Pourquoi ? Sur quoi repose-t-elle ?

En réalité, cette proposition de loi cautionne l'imposture climatique du GIEC et de Davos ou le réchauffement climatique de nature anthropique qui est une escroquerie, qui sert à justifier la transition énergétique qui conduit à détruire des secteurs entiers de l'économie, à camoufler la cause réelle de l'augmentation faramineuse du prix de l'énergie qui provient des sanctions illégales imposées par l'UE et la France à la Russie, alors que depuis le coup d'Etat de 2014 perpétré par l'OTAN à Kiev, ils soutiennent un régime néonazi.
Si vous défendez une seule mesure préconisée par le GIEC ou soutenue par le Forum économique mondial dans le cadre de son Green New Deal à 100.000 milliards de dollars, cela signifie que vous cautionnez son constat frauduleux ou vous en devenez un agent, ni plus ni moins.

Sachant que les aléas climatiques qui affectent notre planète correspondent à des phénomènes naturels, qui n'ont cessé de se produire selon des cycles depuis des millions d'années en relation avec l'activité cosmique ou du soleil, des entrailles de la Terre inaccessibles aux hommes, et qu'ils n'ont absolument rien à voir avec les activités humaines pour avoir existés des lustres avant que les hominidés apparaissent sur Terre ou l'ère de l'industrialisation au XXe siècle de notre calendrier , toute tentative de vouloir imposer un quelconque changement autoritaire de comportement de la population s'apparenterait à un tyrannique, y compris celui des milliardaires.

N'oublions pas que même si l'homme sillonne les mers et l'espace, son activité est cantonnée à l'espace terrestre qui ne représente que 25% de la surface de notre planète, le reste étant occupé par les océans et les mers.

Il n'y a que des mégalomanes forcenés pour croire que les hommes auraient la capacité d'imposer ses lois au climat (et aux virus !), pourquoi pas à l'univers tout entier !

Pas un jour, pas une heure, pas une minute de plus ! A bas l'exploitation !

Canada: la «*grande retraite*» pourrait provoquer un ralentissement économique - RFI 12 septembre 2022

Après la « *grande démission* » vécue aux États-Unis par les centaines de salariés qui quittent leur emploi depuis la pandémie, le Canada vit peut-être la « grande retraite ». En août 2022, 31% de plus de personnes ont pris leur retraite qu'en août de l'année précédente. Cet exode massif de personnel qualifié, conjugué au vieillissement de la population, pourrait provoquer un ralentissement économique selon plusieurs experts.

Confronté à un manque de main-d'œuvre sans précédent, le Conseil québécois du patronat lance une campagne à l'intention des 60-69 ans. Intitulée « *Séduction* », elle vise à aider les employeurs à convaincre les sexagénaires de rester au boulot ou d'y revenir.

Jamais au Canada la population en âge de travailler n'a été aussi âgée. Une personne sur cinq se trouve dans le créneau des 55-64 ans, tandis que la proportion des jeunes de 15 à 24 ans ne cesse de chuter.

Les courbes démographiques le proclament depuis plusieurs années. Les baby-boomers, une catégorie d'âge très nombreuse, nés entre 1945 et 1965, quittent de plus en plus le marché du travail. Et avec un taux de fécondité faible de moins de deux enfants par femmes depuis 50 ans, il y a peu de chances pour que la population active se maintienne, malgré l'apport de l'immigration.
L'industrie du transport est particulièrement touchée, mais aussi les soins de santé. D'autres part, le manque constant d'employés, surtout qualifiés, plombe les ambitions de beaucoup d'entreprises qui doivent renoncer à des projets d'expansion ou même parfois fermer leurs portes. Des éléments qui pourraient plonger le pays en récession alors que la Banque du Canada vient d'augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. RFI 12 septembre 2022

Il y en a encore qui osent faire référence au marxisme et au léninisme.

J-C – Réflexion faite, je me demande s'il n'aurait pas été préférable de s'en passer quand on lit la dernière proposition du dernier paragraphe !

De plus ils ont publié un épouvantable article sur l'école, je leur ai adressé un commentaire qu'ils se sont empressés de censurer ! C'est fou tous ces adeptes de la liberté d'expression et qui ne supporte pas la moindre critique, leurs positions sont indéfendables sans se démasquer davantage, il est là leur problème. Moi je n'ai pas ce problème, mes lecteurs honnêtes le savent, sans déconner, je vous assure qu'ils en existent.

De la Grande Réinitialisation à la guerre en Ukraine : l'impérialisme du capital financier par Modernité et totalitarisme - agoravox.fr 6 septembre 2022

https://www.agoravox.fr/actualites/international/article/de-la-grande-reinitialisation-a-la-243650

L'analyse léniniste en particulier semble particulièrement adaptée à la lecture de la situation.

Selon Lénine, l'impérialisme est inhérent au mouvement de concentration du capital, c'est-à-dire à la constitution de monopoles. Il est une conséquence structurelle du capitalisme. Pour saisir cette idée, il faut faire un détour par Marx qui explique que le capitalisme est rongé par des contradictions internes qui ne se résolvent que par des crises que l'impérialisme ne sert qu'à

retarder. Ces contradictions conduisent à une baisse du taux de profit. Pour comprendre ce point, il faut redescendre au niveau de l'individu capitaliste, des comportements qu'il doit adopter pour exister économiquement dans le système. Comme l'entrepreneur veut sans cesse maximiser ses profits, il doit augmenter ses ventes et baisser ses dépenses. Pour accroître ses ventes, il peut produire davantage en adoptant de nouvelles machines (le capital constant) qui vont lui permettre de fabriquer plus ou différemment pour un coût moindre ou équivalent. Pour baisser ses dépenses, il peut agir sur les salaires (le capital variable) en mettant les salariés en concurrence.
Le problème est que les machines sont de plus en plus perfectionnées et coûtent de plus en plus chères. Cela fait baisser le taux de profit :

TP=Pl/(C+V)

où Pl=plus-value, C=capital constant, V=capital variable

Puisque la part du capital constant augmente, le taux de profit diminue. De plus, les autres entrepreneurs vont eux aussi adopter le même comportement : ils vont investir pour produire plus et de façon plus rentable. C'est alors le prix de la marchandise qui risque de baisser. Cela pousse donc le patron à exploiter davantage ses salariés en les faisant produire plus pour le même coût ou en diminuant les salaires (faisant ainsi baisser le capital variable, ce qui tend à accroître le taux de profit). On voit déjà là les contradictions qui s'amoncellent : la production de marchandises tend à augmenter pendant que les salariés voient leur pouvoir d'achat sans cesse menacé. La crise de surproduction n'est jamais loin.

Voilà donc la baisse tendancielle du taux de profit : l'augmentation quasi-mécanique du capital constant pousse les propriétaires des moyens de production à exploiter davantage la main-d'œuvre. Cela crée des crises. Quand une bulle éclate, c'est-à-dire quand la surproduction devient intenable, les investissements sont perdus et les morts nombreux. Le marché passe l'éponge, retire les cadavres, et les survivants peuvent se partager le gâteau jusqu'à la prochaine crise. Sachant qu'à chaque crise, le nombre d'acteurs économiques baisse, le capital se concentre. Voilà comment structurellement le capitalisme fabrique des monopoles.

Le capitalisme monopolistique, la colonisation et la nouvelle division internationale du travail selon Lénine

Mais alors comment, à défaut de pouvoir éliminer ce défaut congénital du capitalisme, est-il possible de repousser l'avènement de la prochaine crise ? Les seuls moyens sont de chercher continuellement de nouveaux débouchés pour les produits, de nouvelles innovations mais aussi de nouvelles sources de matières premières. La planète entière devient alors le terrain de jeu du capital comme l'expliquait Lénine (**Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* je n'ai pas reproduit la longue citation. - JC**)

(...)

Telle est la Grande Réinitialisation des élites occidentales qui siègent au Forum Économique Mondial ou au groupe Bilderberg. Il s'agit d'une tentative des monopoles publics et privés occidentaux de prendre une position dominante dans la lutte impérialiste pour le partage du monde. Pour cela, ils ont imaginé une gigantesque dépression artificiellement provoquée par la stratégie de choc imposée aux populations durant la crise du covid. Ils espèrent de cette façon tuer les acteurs économiques les plus fragiles, les plus petits – les indépendants en particulier mais pas uniquement – pour concentrer encore le capital et renforcer les monopoles. De plus, la Grande Réinitialisation est un projet d'envergure mondial qui imagine une gestion globalisée de la planète et de ses

ressources, à l'image des politiques contre le « *réchauffement climatique* ». En imposant leur idéologie, les monopoles du Forum Économique Mondial posent une pierre à l'édification d'une bureaucratie mondialisée taillée par eux. Il y a là un danger mortel pour le reste du monde en général et les blocs monopolistiques russes et chinois en particulier.

L'Ukraine, terrain de jeu du capitalisme financier occidental

C'est dans ce contexte global qu'il faut lire la guerre en Ukraine. Le bloc monopolistique occidental a pris ce pays pour le coloniser en tant que fer de lance de sa conquête du monde slave. Nous sommes toujours dans ce mouvement impérialiste du capitalisme qui doit partir à la conquête de nouveaux territoires pour vaincre la baisse tendancielle du taux de profit. Sans cette fuite en avant permanente, le capital s'effondre.

(...)

En prenant les commandes de l'Ukraine, le bloc monopolistique occidental n'a fait que confirmer Lénine. Cet impérialisme n'avait aucune raison de s'arrêter là : structurellement, il ne le peut pas. De la même façon que la Chine est victime d'un mouvement d'encerclement de la part de l'Occident collectif, la Russie semble déjà cernée. Elle n'avait d'autre choix que l'intervention armée. On se souvient comment à Munich en 1938, les régimes occidentaux se sont pliés aux desirata de l'Allemagne, avec les conséquences que l'on sait. Comment les générations d'après auraient-elles jugées l'absence de réaction de la Russie dans la situation actuelle ? De la même façon qu'en 38, les occidentaux qui ont dit oui aux conquêtes des nazies sont vus aujourd'hui comme des lâches, les russes auraient certainement amèrement regretté d'avoir laissé faire les régimes totalitaires occidentaux du XXIème siècle. Que cela nous plaise ou non, la leçon de Lénine nous montre que la Russie devait intervenir en Ukraine. Cette intervention ouvre une contestation mondiale de ceux qu'Alexandre Korybko nomme les « *conservateurs-souverainistes multipolaires du Grand Sud* ». Reste à voir la forme de cette fronde pour en tirer les conséquences.

J-C – A boire et à manger, s'en remettre à des « *conservateurs-souverainistes*», voilà qui est très léniniste ! L'éclectisme ou le mélange des genres pour mieux vous embrouiller et que rien ne change, il y en a qui adore, nous on déteste !

Allons voir ailleurs.

La méthode de Marx pour analyser le capital expliquée par Engels.

- Il est, en effet, inutile de chercher chez Marx des définitions définitives, vraies une fois pour toutes; il va de soi que lorsque les choses et leurs rapports réciproques sont considérés comme variables et nullement immuables, leurs images, les conceptions, sont également sujettes à variation et à transformation, et que loin de pouvoir les enfermer dans des définitions figées, on doit les développer d'après leur formation historique ou logique.
(K. Marx : Le Capital – Livre III - préface d'Engels - 1884)

A télécharger :

Loi tendancielle de la baisse du taux de profit (K. Marx - F. Engels - 1894) (23 pages)

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/M_E_capital_III_taux_profit.pdf

Dossier santé.

De très nombreuses études attestent pourtant que ce médicament (L'hydroxychloroquine) est très efficace, s'il est prescrit durant la première phase de la maladie.

L'ancien conseiller du président Trump, Peter Navarro, a publié une tribune dans le Washington Times contre les autorités sanitaires US. Selon les études statistiques, si la FDA en avait autorisé l'utilisation, entre 570 000 et 810 000 États-uniens auraient été sauvés. Réseau Voltaire - Actualité internationale n°5 - 9 septembre 2022

Comment créer une nouvelle épidémie de polio.

États-Unis: la ville de New-York déclenche l'état d'urgence pour lutter contre la polio - BFMTV 9 septembre 2022

Les autorités espèrent faire augmenter le taux de vaccination contre cette maladie qui provoque notamment la paralysie chez l'homme.

La poliomyélite n'a pas été éradiquée par la vaccination, mais par le traitement des eaux.

Pour éradiquer la poliomyélite définitivement, il suffit de couper la chaîne de transmission du virus par l'eau contaminée. L'exemple en a été donné dans les pays riches où la consommation exclusive d'eau potable et l'assainissement des eaux usées a définitivement banni le risque d'épidémie de poliomyélite, succès abusivement attribué aux vaccins.

Dans les pays où la distribution d'eau potable est assurée, il n'y a plus de polio. Dans les pays sans eau potable, la polio persiste malgré les vaccins (Afghanistan et Pakistan).

Ce n'est pas le vaccin qui a vaincu la poliomyélite en Occident, mais bien l'hygiène et les compagnies d'assainissement des eaux. D'ailleurs les rares cas de poliomyélite observés dans ces vingt dernières années en Europe sont dus au virus du vaccin lui-même qui a retrouvé sa virulence.

Plutôt que consacrer des sommes considérables à la vaccination antipolio, l'OMS devrait s'efforcer d'assurer la distribution universelle d'eau potable et d'assainir les eaux usées. On obtiendrait ainsi l'éradication de la polio, mais en plus celle des autres maladies transmises par les eaux souillées : choléra, typhoïde, dysenterie, hépatite A…

L'eau potable est plus efficace que les vaccins contre les maladies à transmission oro fécale !

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/la-poliomyelite-na-pas-ete-eradiquee-par-la-vaccination-mais-par-le-traitement-des-eaux/

Efficacité du vaccin contre une forme grave : le décès par Collectif Reinfocovid.

Conclusion

Il n'est pas possible de distinguer un effet positif des vaccins sur ces données.

Ni au niveau mondial malgré 12 milliards de doses utilisés.
Ni au niveau de l'Europe après presque 900 millions de dose.
Ni au niveau de la France après 146 millions de doses.

Il est désormais admis que les vaccins actuels ne sont pas stérilisants (c'est à dire qu'ils ne sont pas capables de bloquer la réplication virale, qui amènerait à la disparition du virus), et ne protègent ni contre l'infection, ni contre la contamination d'autrui. Le dernier « bénéfice » présentés à la population serait la protection contre les formes graves. Les données publiques que nous venons de présenter ne semblent pas aller dans ce sens non plus.

Le discours qui consiste à répéter que les vaccins protègent des formes graves, ici le décès, n'est pas fondé. Au bout de 18 mois, et des milliards de doses administrées, le doute n'est plus permis.

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/efficacite-du-vaccin-contre-une-forme-grave-le-deces

---

Les scientifiques redoutent « *une épidémie mondiale émergeante* » de cancers chez les moins de 50 ans - futura-sciences.com 10 septembre 2022

Les cancers sont en augmentation chez les moins de 50 ans depuis plusieurs décennies selon une récente étude menée par l'université d'Harvard. Comment expliquer ce phénomène ?

Les cancers chez les individus jeunes, de moins de 50 ans, ont augmenté de façon inquiétante selon une étude récente parue dans Nature Reviews Clinical Oncology. Un groupe de scientifiques dirigé par l'université d'Harvard a dressé une liste longue de 14 familles de cancers différents dont l'incidence a augmenté chez les moins de 50 ans entre 2000 et 2012.

« *Nous avons calculé que ce risque augmente à chaque génération. Par exemple, les personnes nées en 1960 ont un risque d'avoir un cancer avant leur 50 ans plus important que celles nées en 1950, et nous prévoyons que ce risque continuera d'augmenter dans les prochaines générations* », explique Suji Ogino, médecin et membre de l'équipe de recherche.

Le mode de vie et l'alimentation suspectés

Selon les scientifiques d'Harvard, cette tendance inquiétante, au point qu'elle est soupçonnée d'être une « *épidémie mondiale émergeante* », prendrait racine dans le mode de vie et le régime alimentaire occidental qui s'est imposé dans beaucoup de pays du monde. L'exposome, c'est-à-dire tous les facteurs auxquels nous sommes exposés durant notre vie et qui influencent notre santé, a changé à partir du milieu du XXe siècle.

« *Parmi les 14 types de cancer en augmentation que nous avons étudiés, huit étaient reliés au système digestif. Notre alimentation nourrit les micro-organismes dans nos intestins. Le régime*

alimentaire affecte directement la composition du microbiote et à la fin, ces changements peuvent influencer le risque de maladie », précise Tomotaka Ugai, chercheur à l'École de santé publique d'Harvard et premier auteur de l'étude.

J-C- On pourrait les soupçonner de vouloir camoufler l'épidémie de cancer qui surviendra au fil du temps suite aux poisons qu'ils ont injectés à la population entre 2020 et 2022. On en aura confirmation ou non rapidement, ainsi que d'autres épidémies de maladies auto-immunes ou ayant les mêmes origines, cela inclut certains diabètes et certaines maladies dégénératives du système nerveux, du cerveau, etc.

Comment ils vous empoisonnent pour votre bien.

Du dioxyde de titane retrouvé dans 800 médicaments couramment prescrits - topsante.com 23 décembre 2021

Déjà interdit dans l'alimentation (colorant E171), le dioxyde de titane reste très largement utilisé dans les médicaments les plus prescrits, révèle une enquête.

Depuis le 1er janvier 2020, la France a interdit le colorant E171, soit le dioxyde de titane, des produits alimentaires. Il est considéré comme potentiel cancérigène.
Environ 800 références de traitements largement prescrits en contiendraient : l'Imodium, l'Advil, le Spasfon, le Doliprane en contiennent par exemple, explique la rédactrice en chef du magazine Kali à France Info. Pourquoi ? Parce qu'il permet de rendre le produit plus blanc et plus brillant, soit par pur volonté esthétique.

Le problème du dioxyde de titane est que ses particules risquent d'être accumulées dans l'organisme, ce qui pourrait être néfaste pour l'ADN des cellules. On le retrouve sous forme de nanoparticules (inférieures à 100 nanomètres, ce qui facilite la pénétration dans l'organisme). Il est aussi soupçonné d'être mauvais pour le système immunitaire.

Sur les 12 dentifrices qui ont été passés à la loupe par l'équipe de ce hors-série, quatre ont reçu un carton rouge, car jugés trop nocifs pour les dents.

Email diamant le charbon : sa granulométrie généralement trop importante du charbon entraîne une action fortement abrasive au brossage, qui risque de détériorer l'émail en cas d'utilisation quotidienne

Sanogyl soin gencives au complexe vitaminé : il contient du dioxyde de titane, du lauryl sulfate de sodium, au potentiel irritant ainsi que du polyéthylène glycol (PEG-32) obtenu via un procédé qui utilise de l'oxyde d'éthylène cancérogène.

Sensodyne action sensibilité rouge : lui aussi contient du dioxyde de titane et du lauryl sulfate de sodium.

Signal haleine pure : on y trouve du potassium sorbate, un conservateur potentiellement allergisant, du polyéthylène glycol, du lauryl sulfate de sodium et du dioxyde de titane. topsante.com 23 décembre 2021

Le dioxyde de titane présent dans 4 000 médicaments et 7 000 produits cosmétiques à risque. Loin de se limiter aux seuls produits alimentaires, le dioxyde de titane est présent, d'après notre dernier décompte, dans plus de 4 000 médicaments. Par ailleurs, la base de données constituée grâce aux contributions des utilisateurs de notre application « *QuelCosmetic* » permet de mettre en évidence

sa présence dans près de 7 000 produits cosmétiques susceptibles d'être ingérés, tels que des dentifrices, des baumes et rouges à lèvres, des bains de bouche, y compris dans leurs versions destinées aux enfants ! topsante.com 15 avril 2019

Ils ont parfaitement conscience de nous empoisonner et de nous rendre malade.

J-C – Ce sont les mêmes qui sont adeptes de la surveillance généralisée de la population ou du totalitarisme, cela n'inspire pas vraiment confiance, non ?

Santé : la biosurveillance des principaux produits chimiques se met en place en Europe - The Conversation 11 septembre 2022

La production mondiale de produits chimiques devrait doubler d'ici à 2030, ce qui reflète l'augmentation rapide de leur utilisation dans presque tous les secteurs économiques.

De fait, des substances chimiques peuvent être utilisées dans la fabrication de médicaments vétérinaires, produits phytopharmaceutiques, biocides, conservateurs, additifs… Elles font alors l'objet d'une évaluation des risques potentiels pour le consommateur avant mise sur le marché. (**Alors qu'ils viennent de prendre en otage 8 milliards d'habitants comme cobaye en voulant leur injecter des substances non testées, et il faudrait les croire ? C'est terminé. - JC**)

D'autres, présentes cette fois dans l'environnement, peuvent également avoir un impact : elles peuvent être d'origine naturelle (micro-organismes, champignons produisant des toxines, métaux présents dans les sols, etc.) ou résulter d'une pollution (polychlorobiphényles ou PCB, chlordécone, métaux…).

On parle de « *produit chimique* » quand plusieurs substances sont mélangées en vue de donner des propriétés particulières au produit résultant : produit cosmétique, peinture, nettoyant ménager, etc.
Une exposition croissante

Nous sommes ainsi de plus en plus exposés à des substances chimiques à travers notre environnement : l'air que nous respirons, l'eau et les aliments que nous ingérons, les articles que nous manipulons, les produits que nous nous appliquons sur la peau… Tous contribuent, plus ou moins intensément, à augmenter notre niveau d'imprégnation interne.

C'est ce niveau interne d'exposition qui conditionne les effets que les substances dangereuses peuvent avoir sur notre santé. The Conversation 11 septembre 2022

La biosurveillance vise précisément à mesurer la charge en contaminants chimiques que notre organisme peut supporter. Mais quels niveaux de concentration (ou imprégnation) de substances chimiques, de leurs produits de dégradation ou de polluants présents dans l'environnement pouvons-nous tolérer ? (Qu'en pense le très puissant et omniprésent lobby de la chimie ? - JC)

Pour lire la suite :

https://fr.news.yahoo.com/sant%C3%A9-biosurveillance-principaux-produits-chimiques-163157126.html

---

Eliot, sapeur-pompier professionnel suspendu : « *Je ne me reconnais plus dans ce système ou le mensonge est devenu la règle* » - lemediaen442.fr 9 septembre 2022

Onzième épisode de « *Paroles de suspendus* » avec Eliot, sapeur-pompier professionnel suspendu, qui préfère rester anonyme. Cela fait un an qu'Emmanuel Macron a annoncé l'une des mesures les plus honteuses de ces dernières décennies : la vaccination obligatoire pour le personnel soignant. Surtout depuis que l'on sait, de source officielle, que le « vaccin » n'empêche pas la transmission du virus… En leur donnant la parole, nous avons décidé de rendre hommage à notre manière à ces citoyens qui refusent de s'injecter un traitement en phase expérimentale pour conserver leur emploi.

Le Média en 4-4-2 : Bonjour Eliot, et merci d'avoir répondu à l'invitation du Média en 4-4-2. Pouvez-vous vous présenter en 4-4-2, c'est-à-dire de manière concise et efficace ?
Eliot : Bonjour, pour des raisons de discrétion je prendrais donc le pseudo d'Eliot Ness. Un pseudo ayant beaucoup de sens pour bien comprendre ma personnalité. Je suis sapeur-pompier pro depuis trente ans avec un passage alterné dans différentes institutions, qu'elles soient militaire ou civil.

Le Média en 4-4-2 : Cela fait un an, le 12 juillet 2021, que Macron a annoncé l'obligation vaccinale pour les soignants. Comment avez-vous appris cette nouvelle et quelle a été votre réaction ?

Eliot : Suite à l'annonce de l'obligation vaccinale annoncée le 12 juillet pour les soignants, j'ai marqué un refus total d'y souscrire au regard des informations que je détenais par de nombreuses recherches d'une part, mais surtout par l'absence de garantie de son innocuité. Sans parler du non-respect de toutes ces lois qui interdisent l'obligation vaccinale et de surcroît sans consentement éclairé. Je tiens à préciser que je m'intéresse depuis de nombreuses années à de nombreux sujets de société. Avec les connaissances acquises, je n'ai jamais cru au narratif officiel. J'ai de suite pensé à une attaque bactériologique. En m'intéressant de près à ce que nous vivions et aux mesures dénuées de tout fondement scientifique qu'on nous demandait de mettre en œuvre au sein de l'institution, je me suis rendu compte que nous vivions une opération psychologique à grande échelle et que la ressemblance avec la crise du H1N1 en 2009 ne faisait plus aucun doute. J'ai donc accéléré mes recherches dans le domaine de la santé pour mieux comprendre son fonctionnement. Je ne vous cache pas que vous allez de pépite en pépite en découvrant à quel point l'humain n'est plus au centre des priorités.

Le Média en 4-4-2 : Le 15 septembre 2021, la « vaccination » a donc été rendue obligatoire pour votre profession. Et vous avez décidé de ne pas vous y soumettre. Comment cela s'est-il passé avec votre employeur ? Quand et comment avez-vous été suspendu ?

Eliot : Au 15 septembre ou du moins quelques jours avant, j'ai pris la décision de prendre du recul en allant voir un médecin qui m'a détecté un burn-out avec un gros syndrome dépressif. Depuis je suis suivi par psychiatre et psychologue avec un traitement pour m'aider à reprendre pied suite à cette violence institutionnelle. Les premiers mois furent difficiles car je passais mon temps à regarder le mur en me posant des questions sur ce que j'ai bien pu faire de mal à ce point pour mériter un tel sort. Sans le soutien et l'accompagnement de mes proches (épouse et filles), je ne sais pas ce qui aurait pu se passer. Par contre mes relations avec l'employeur ne furent que procédurières. Aucune empathie de la part de nos services. Uniquement une approche légale et rien d'autre. Je suis accompagné depuis le début par un avocat pour faire respecter mes droits, afin que l'on respecte mon choix, étayé bien sûr par tout un arsenal de preuves médicales sur les dangers de ces injections.

Le Média en 4-4-2 : Cela fait donc presque un an que vous êtes suspendu : comment cela se passe-t-il au jour le jour, maintenant que vous n'avez plus de revenu et que vous ne pouvez pas travailler ailleurs ?

Eliot : Je suis donc en arrêt depuis le début et, contrairement à d'autres, je reçois donc un demi-traitement. Ce qui me met dans une position plus confortable que nombre de soignants. À ce jour je ne me vois plus retourner travailler pour une institution s'essuyant les pieds sur le sort de nos collègues en grande difficulté financière. Je ne suis pas dans ce cas pour l'instant, quid de l'avenir incertain de notre société à travers tous ces événements de manipulation des masses ? La profession est décevante et je ne pensais pas voir autant de collègues accepter ce chantage, tout en ne jugeant pas du bien-fondé de leurs raisons. Je suis vigilant sur l'avenir car avec un gouvernement de menteurs comme le nôtre, la confiance n'y est plus. Je ne me reconnais plus dans ce système où le mensonge est devenu la règle. Comment travailler sereinement dans un système qui traite de la sorte ses soignants tant applaudis ? Où sont les Français pour prendre notre défense ?

Le Média en 4-4-2 : Le gouvernement ne semble pas vouloir réintégrer les suspendus… Comment voyez-vous votre avenir, ainsi que celui de notre société ?

Eliot : Je suis confiant en l'avenir, car ce système corrompu se fait jour petit à petit et va s'écrouler, mais pas dans le sens attendu par nos élites avides de domination et de contrôle sur les peuples. Il y aura un bouleversement qui va toucher sérieusement les peuples, mais c'est un mal pour un bien. Comment ne pas voir aujourd'hui la perversité de ceux qui nous dirigent ? A ce niveau ce n'est plus seulement de l'incompétence, mais bien une volonté de nuire. Le plus décevant, c'est l'abêtissement généralisé et la soumission volontaire à l'autorité. Il faut relire le Discours de la servitude volontaire d'Étienne de la Boétie pour esquisser un début de compréhension. Ensuite s'informer et s'informer ! Nous n'avons jamais eu autant de possibilités de s'informer autrement qu'à travers les médias mainstream et paradoxalement, il n'y a jamais eu aussi peu de personnes à le faire. Je ne sais pas ce que je ferai demain, mais je ferai tout pour demander réparation en allant au bout de mes procédures. J'avais un des plus beaux métiers du monde et on m'a volé ma vie professionnelle sans aucun fondement ni preuve de l'existence de ce virus. Arrêtons cette mascarade dont nous devinons jour après jour les objectifs visés et reprenons notre avenir en main. Je ne suis pas le meilleur exemple de soignant dans une détresse financière, mais ma détresse psychologique est déjà lourde à porter, même si l'accompagnement dont je fais preuve m'aide tous les jours à remonter la pente. Je ne suis pas en mesure de reprendre sérieusement une activité professionnelle dans l'immédiat et il me faudra du temps pour retrouver cette confiance perdue envers l'institution.

Le Média en 4-4-2 : Merci Eliot pour le temps que vous nous avez consacré ! Nous vous laissons le mot de la fin.

Eliot : Je souhaitais modestement participer à témoigner en ayant conscience que beaucoup de mes collègues sont dans une difficulté bien plus sombre que la mienne. Pour l'instant je m'en sors financièrement, mais psychologiquement il me faudra du temps. Je vous remercie de nous permettre de témoigner et de tout le travail que vous faites. J'aimerais faire plus pour les miens, mais j'ai peu de courage en ce moment, alors mes pensées accompagnent les plus fragiles d'entre nous. Alors, encore une fois, tout simplement merci à votre média que je suis depuis le début de son existence.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 septembre 2022.

Mes commentaires publiés dans le blog Réseau International.

Il se peut qu'à tout moment je cesse d'intervenir dans ce blog, je n'ai rien trouvé de mieux pour le moment. Si vous en connaissez d'autres qui ne me censureraient pas, je suis prêt à les consulter.

Je préfèrerais intervenir dans un blog du mouvement ouvrier, mais je n'en connais pas qui soient sérieux.

Remarquez qu'ici on peut avoir des échanges cordiaux, mais cela ne va pas bien loin. Je me force à avoir cette activité politique pour partager malgré tout mes idées et ne pas me scléroser, surtout à mon âge !

1 - On entend souvent dire que les dirigeants seraient des crétins ou qu'ils seraient mal conseillés, qu'ils piloteraient à vue et j'en passe, alors que la réalité est beaucoup plus simple : La politique qu'ils doivent appliquer, parce qu'elle leur est dictée, a été planifiée de longue date par d'autres acteurs politiques beaucoup plus puissants qu'eux.

Pourquoi tiennent-ils tant à faire passer les dirigeants en place pour des idiots ? Parce qu'ils se contenteraient bien d'un simple changement de personnel au lieu d'en changement de régime économique, vous saisissez l'embrouille ?

Plus sérieusement et concrètement. Nos ennemis ont de la suite dans les idées, pas nous, c'est notre principale faiblesse.

Il y a plus d'un demi-siècle, à la fin des années 60 et au début des années 70 (Le club de Rome et le rapport Meadows) c'est l'imposture climatique qui prit corps ; il y a 41 ans, en 1981 Attali évoqua ce que nous vivons depuis janvier 2020 avec la tyrannie sanitaire ; entre les années 90 et 2000 ou bien avant depuis au moins le début du XXe siècle le démantèlement de la Russie est à l'ordre du jour de l'oligarchie financière anglo-saxonne, Thierry Meyssan en donna un aperçu dans un article du 16 août 2022 intitulé : La stratégie occidentale pour démanteler la Fédération de Russie.

Dans son dernier article, il nous raconte qui est à la manœuvre.

L'UE mise à genoux par les Straussiens par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 septembre 2022

Un groupuscule états-unien, constitué autour de la pensée du philosophe Leo Strauss, contrôle désormais à la fois le secrétariat à la Défense et celui d'État. Après avoir organisé quantité de guerres depuis celles de Yougoslavie, ils ont imaginé celle d'Ukraine. Il manipule désormais l'Union européenne et s'apprête à la priver de sources d'énergie. Si les dirigeants européens n'ouvrent pas les yeux, leur alliance avec Washington conduira à l'effondrement de l'économie de l'Union. Il ne sert à rien de croire que les Européens seront épargnés parce que développés. Les straussiens ont écrit, dès 1992, qu'ils n'hésiteraient pas à détruire l'Allemagne et l'UE.

https://www.voltairenet.org/article217971.html

L'UE mise à genoux par les Straussiens par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 septembre 2022

Un groupuscule états-unien, constitué autour de la pensée du philosophe Leo Strauss, contrôle désormais à la fois le secrétariat à la Défense et celui d'État. Après avoir organisé quantité de guerres depuis celles de Yougoslavie, ils ont imaginé celle d'Ukraine. Il manipule désormais l'Union européenne et s'apprête à la priver de sources d'énergie. Si les dirigeants européens n'ouvrent pas les yeux, leur alliance avec Washington conduira à l'effondrement de l'économie de l'Union. Il ne sert à rien de croire que les Européens seront épargnés parce que développés. Les straussiens ont écrit, dès 1992, qu'ils n'hésiteraient pas à détruire l'Allemagne et l'UE. Réseau Voltaire 13 septembre 2022

https://www.voltairenet.org/article217971.html

---

2 - Vous feriez mieux de commencer par vous demander comment se traduit une guerre mondiale sur le plan économique, social et politique pour les différents acteurs ou les différentes classes. Qui en tire profit au détriment de qui, mais cela on le devine facilement.

Au préalable, il est fortement recommandé de se demander qui la fomente et à quel moment ou pour quelle raison, pour répondre à la précédente question, en termes économiques évidemment.

Toute autre approche n'a aucun sens ou dès qu'on s'en écarte, on se met à déblatérer n'importe quoi, car toutes leurs décisions politiques sont uniquement motivées par des questions économiques.

Si cela vous emmerde, c'est que vous n'y comprenez rien ou vous n'avez rien à dire.

Chacun se complaît finalement dans le monde tel qu'il est, puisque dès qu'on ose imaginer ou évoquer ce qui pourrait exister au-delà, même en y mettant les formes pour ne pas choquer les susceptibilités des uns et des autre, on vous répond systématiquement que c'est pure utopie ou folie, plus personne ne vous écoute, y compris ceux qui traitent leurs semblables de cons ou de moutons. Entre nous, ils feraient bien de réfléchir un peu avant s'ils en sont capables, sinon nous ne nous en sortirons jamais.

Plus personne ne croit plus en rien, plus personne n'a plus confiance en personne, pas même en soi-même cela dit en passant, c'est entendu, mais c'est mal poser la question selon moi, car on devrait commencer par se demander si on sait vraiment de quoi on parle, j'en doute la plupart du temps parce que personne ne cherche réellement à comprendre ce qui se passe, le pessimisme ambiant sert de révélateur au besoin.

J'ai appris, que tout ce que nous savions, nous le devions principalement aux autres, pour peu qu'on se donne la peine de les écouter et qu'on fasse l'effort de chercher à comprendre ce qu'ils avaient à nous dire, peu importe comment ou maladroitement, on n'est pas là pour juger les autres, mais pour progresser ensemble pour nous débarrasser de cette société pourrie, à moins qu'on ne partage pas cet objectif. Quant aux moyens pour y parvenir, ils existent évidemment. Ceux qui en doutent ont un problème, et personne ne peut le régler à leur place. Je manque de place ici pour développer cette question, mais il n'est pas interdit d'y réfléchir tranquillement...

---

3 – (Le Pr. Perrronne) Il mérite notre soutien inconditionnel, contrairement au Pr Raoult qui a appelé à la vaccination obligatoire du personnel soignant quelques jours avant le tyran Macron, point de départ de l'infâme campagne nationale qui allait déboucher sur la quasi-obligation vaccinale de l'ensemble de la population, qui devait servir à cautionner le pass sanitaire, puis vaccinal, avec toutes les conséquences liberticides et antisociales que l'on sait.

Sachons faire preuve de mesure ou de discernement, laissons de côté temporairement les aspects par ailleurs contestables ou peu enviables de la personnalité du Pr. Perrronne.

On retiendra notamment, qu'il a eu le mérite de défendre les traitements efficaces pour soigner le covid-19, et permis ainsi de sauver des milliers ou dizaines de milliers de vies.

(Que lui reprochez-vous ?)

4 - De ne pas être parfait !

Vous savez, on dit que la plupart des gens ne méritent pas d'être connus, je crois que cela pourrait s'appliquer à ceux qui le maltraitent au moment où il a le plus besoin de notre soutien, je les plains. On ne manquera pas de leur appliquer le même traitement en pareille occasion, juste pour voir comment ils réagiront.

---

5 - Laissez tomber, vous avez affaire à des fanatiques à l'esprit étriqué qui vivent de leurs fantasmes et y croient, ils sont incurables rendus à ce stade de décomposition...

Parole d'un anti-vaccin en général, plus vacciné depuis plus de 50 ans, comme quoi.

---

6 - Je crois que vous m'avez mal compris ou je me suis mal exprimé, je n'ai aucune idée préconçue ou a priori.

Quant à la Russie, tout comme les autres pays sous régime capitaliste, elle comporte des classes sociales, dont la classe des capitalistes dont fait partie l'oligarchie financière répartie au sein de différents clans politiques, comme aux Etats-Unis, en Chine ou ailleurs...

Rapidement, la guerre actuelle entre grandes puissances est avant tout le produit de la crise du capitalisme mondial, dont l'issue déterminera la répartition des richesses et la part du marché mondial qui reviendra à chacune d'entre elles pour assurer leur développement futur, ce qui inclut les pays faisant partie de leur zone d'influence politique respective, le reste est de la littérature...

7- Tout à fait, et cela ne date pas d'hier, Thierry Meyssan avait expliqué en substance dans un article, que depuis 1945 ils n'avaient jamais réellement rompu avec le nazisme, ils l'avaient plutôt recyclé...

Vous savez, je parle pour moi ou par expérience, et elle est longue, quand vous tenez ce genre de discours, vous passez pour un fanatique, un extrémiste, un gauchiste, un cinglé, donc vous êtes obligé de le formuler autrement sans vous renier ou vous compromettre, mais cela revient au même, et là ça passe... ou ça casse !

---

8 - Comme chaque fois, tous les belligérants se livrent à une guerre de propagande tactique. On n'est pas obligé de prendre à la lettre tous ce qu'ils disent. Il est même fortement recommandé de prendre du recul ou d'attendre confirmation avant d'interpréter la moindre info, qui plus est quand elle provient des médias porte-voix de l'OTAN ou Washington.

Tout le monde est à cran ici, ce qui est compréhensible, détendons-nous, un peu de patience.

Voilà ce qu'on peut lire parfois.

Réponse d'un lecteur à un de mes commentaires basés sur des faits avérés ou vérifiables, communément admis.

- Votre vision de la réalité est totalement faussée. Je maintiens après y être depuis 20 ans que la Chine est l'un des pays les plus libres sur cette planète. Tout le reste n'est que futilité ou propagande. Il n'y a aucune soumission pas plus que de crédit social exceptés dans vos rêves.

---

9 - Il n'y rien de plus rentable que l'économie de guerre, c'est ce qui motive ceux qui y recourent, le complexe militaro-industriel-financier anglo-saxon principalement.

A défaut de pouvoir recourir à une troisième guerre mondiale sur le modèle des deux précédentes du fait de l'existence ou de la prolifération d'armes chimiques, bactériologiques, atomiques ou nucléaires, aux conséquences sanitaires, environnementales, économiques, sociales ou politiques imprévisibles et incontrôlables, ce à quoi nous assistons depuis janvier 2020, n'est ni plus ni moins que la réponse qu'ils ont imaginé à la crise du capitalisme, ainsi qu'aux peuples qui s'impatientent et qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits.

Si vous observez bien, toutes les opérations qu'ils ont déclenchés au cours des dernières années aboutissent aux mêmes conclusions ou se traduisent par les mêmes objectifs : Détruire à l'échelle mondiale des secteurs entiers de l'économie, de l'industrie, des infrastructures, des forces productives, remplacer les technologies jugées obsolètes par des technologies plus sophistiquées permettant d'accroître la productivité ou le taux d'exploitation, et au passage éliminer ceux qui n'auraient pas les moyens de les acquérir, endetter davantage encore les Etats qui se retrouvent asphyxiés et otages de leurs créanciers, les mêmes banquiers, pour ensuite exiger en contrepartie de leur aide des concessions politiques qui accroîtront encore leur pouvoir politique au détriment de celui des Etats, sans oublier l'immense massacre et souffrance dont les peuples feront l'objet, en recourant à différents procédés relevant de la torture ou de la pire cruauté, dont éventuellement les conséquences pourront être étalés dans le temps, histoire qu'ils puissent contester la relation de cause à effet, ou que par la suite les peuples ne puissent leur opposer aucune résistance.

Comme chaque fois, ils comptent bien être les uniques vainqueurs et bénéficiaire de toutes ces guerres, au terrorisme, au climat, aux virus, à la Russie...

Le développement du capitalisme aboutit à une concentration croissante du capital et à la rationalisation (socialisation) de la production poussée à l'extrême, ces deux facteurs sont indispensables à sa survie, d'où à un moment donné la nécessité impérieuse que cela se traduise par l'intégration de toutes les économies sans exception dans une même et unique stratégie.

Jusqu'à présent ils ont recouru au système économique mafieux qu'ils avaient créé pour préserver ou accroître leur hégémonie sur l'économie mondiale, parce qu'ils ne pouvaient pas prétendre intégrer contre leur volonté (ou leurs intérêts) la Russie et la Chine et le reste du monde à leur suite dans leur stratégie, tout en continuant d'exercer leur domination sans partage sur le monde, ils ont décidé, comme chaque fois dans le passé, de recourir à la force pour régler ce différend ou pour parvenir à leurs fins.

En toile de fond, ce qu'on a un peu trop tendance à oublier, à ne pas voir ou à sous-estimer, mais ce que les oligarques savent, c'est que les peuples ne sont pas disposés à subir éternellement les mauvais traitements qu'ils leur font subir au quotidien, et qu'à la longue ils les supportent de moins en moins. Les manifestations et les scènes d'émeutes qui ont lieu quotidiennement sur tous les continents en témoignent. Ils craignent que la situation dégénère, d'en perdre le contrôle, que les masses se radicalisent, qu'elles trouvent une issue politique pour se débarrasser du régime en place ou que leur guerre ouvre la voie à des révolutions, on a envie de dire encore une fois, comme par le passé, c'est leur cauchemar.

En réalité, l'Inde a réaffirmé sa position en refusant de condamner "*la guerre d'agression*" de la Russie en Ukraine.

J-C - On pourrait croire le contraire en lisant l'article frauduleux de France 24.

- La France et l'Inde "refusent un monde où la force fait le droit" - France 24 15 septembre 2022

Paris et New Dehli "*refusent un monde où la force fait le droit*", a déclaré mercredi 14 septembre la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, en visite officielle de deux jours en Inde, condamnant "*la guerre d'agression*" de la Russie en Ukraine. France 24 15 septembre 2022

J-C - Si "*La France et l'Inde refusent un monde où la force fait le droit*", force est de constater que la France et l'Inde ont une interprétation divergente ou opposée sur la question de savoir qui est l'agresseur et pour quel Etat "*la force fait le droit*", la France estime ouvertement que c'est la Russie, pour l'Inde implicitement que c'est les Etats-Unis, d'où son refus d'adopter des sanctions contre la Russie également membre des Brics.

Donc rien de changer dans les rapports entre grandes puissances au grand dam de la France. La preuve, France 24 déplore que les achats de pétrole russe par l'Inde soient passés "*de 2 % à 12 %*" selon la ministre indienne des Finances, Nirmala Sitharaman, citée par l'agence Bloomberg. Du coup, le prix de l'essence à la pompe s'est stabilisé autour de 100 roupies ou n'a pas augmenté au cours des derniers mois, ce que doit déplorer Macron et Colonna.

Le prix minimum du litre d'huile de tournesol est passé de 170 à 140 roupies, et le prix du pain de 400g fabriqué à partir de farine issue de l'agriculture organique (dite "*bio*" - Type 65 et 85 mélangés) est resté stable à 40 roupies (50 centimes d'euro) à la boulangerie allemande (A Auroville) où je l'achète.

Des despotes dégénérés, maniaques à l'extrême, coléreux, méprisants, aigris, belliqueux, l'horreur dans toute sa splendeur. La preuve.

J-C - Voilà ce qu'admirent les chefs d'Etat, les élites, les médias mainstreams et tous ceux qui envient cette pourriture d'un autre âge.

Lacets repassés, petit-déjeuner millimétré: les exigences très strictes de Charles III - BFMTV 14 septembre 2022

On sait qu'à son réveil, la reine Elizabeth II aimait à lire son journal fraîchement repassé. Une demande contraignante pour ses domestiques mais moins farfelue qu'elle en a l'air car il s'agissait pour elle de ne pas se tacher les doigts en parcourant les pages. Une aversion pour l'encre qu'elle a transmise à son fils comme l'a prouvé l'agacement de Charles III, mardi lors de son voyage en Irlande du Nord, contre un stylo défaillant. Et celui-ci prête attention à un grand nombre de détails supplémentaires au quotidien.

C'est du moins ce qu'indique cet article du New York Post paru mardi et citant les témoignages d'anciens membres de son personnel dans les médias au cours des dernières années. Leurs récits dressent le portrait d'un homme très exigeant, parfois jusqu'à l'absurde.

L'ex-majordome d'Elizabeth II puis de Diana, Paul Burrell, qui s'est livré en 2015 devant les caméras d'un documentaire produit par Amazon et intitulé Serving The Royals: Inside The Firm (qu'on peut traduire par Au service de la famille royale: dans les coulisses de la Firme, le label populaire accolé aux Windsor au Royaume-Uni), résume ainsi : "*On lui fait tout*".

Et il est là aussi question de fer à repasser. "*On lui repasse son pyjama tous les matins, ses lacets sont repassés au fer*", dixit Paul Burrell. Toujours devant les documentaristes d'Amazon, ce dernier a ajouté : *"Il demande à ses valets de lui étaler deux centimètres de dentifrice sur sa brosse à dents*".

Après cette première intervention, les valets ne sont pas encore sortis de l'auberge et encore moins de la salle de bain. "*La baignoire doit être remplie à moitié, à une température tout juste tiède et la bonde doit être placée dans une certaine position*", s'est à nouveau souvenu Paul Burrell.

Charles est tellement sourcilleux côté sanitaire que sa "*Maison*" doit transporter la lunette de ses toilettes et son papier W.C. - de marque Kleenex Velvet - à chacun de ses déplacements.

Les amis l'invitant dans leur maison secondaire pour des vacances ou un simple week-end à la campagne sont également prévenus - cette fois d'après la journaliste et biographe Tina Brown dans son livre The Palace Papers publié il y a quelques semaines: leur hôte n'arrive qu'après un cortège constitué de ses "*meubles, son lit et même des photos*".

Evidemment, un personnage aussi à cheval sur sa toilette quotidienne et son sommeil a des instructions à donner quant à son petit-déjeuner. Graham Newbould, un ancien membre du personnel de la dynastie, l'a confié dans Serving The Royals : "*Il a une formule très saine: du pain fait maison, un bol de fruits frais, des jus de fruits pressés. Et partout où il va sur la planète, sa boîte à petit-déjeuner le suit*". À l'intérieur, d'après le même interlocuteur, on trouve "*six types de miel différents, un type spécial de muesli, ses fruits secs*".

Ses exigences culinaires ne s'arrêtent pas au petit-déjeuner et se prolongent dans la journée. Ainsi, il requiert que son fromage et ses biscuits - qui accompagnent apparemment la fin de ses repas - soient réchauffés avant dégustation, selon un élément repris par le New York Post. Péché mignon qui a un corollaire pour ses employés. Ils doivent avoir à portée de main un chariot spécifiquement équipé pour cette opération réchauffage. BFMTV 14 septembre 2022

Restons en famille, celle de la monarchie, pas celle du mouvement ouvrier.

À la suite du décès de la reine, trois syndicats britanniques représentant les postiers et le personnel des transports ont suspendu leurs grèves prévues pour les 15 et 17 septembre. Le congrès annuel de la Fédération des syndicats est reporté.

Même Jeremy Corbyn (...) a tweeté : « *Mes pensées vont à la famille de la reine qui fait son deuil, ainsi qu'à ceux ici et dans le monde qui pleureront sa mort. J'ai pris du plaisir à discuter avec elle de nos familles, de nos jardins et de la fabrication de confitures. Que son âme repose en paix.* » lemediaen442.fr 14 septembre 2022

J-C- Touchant n'est-ce pas ?

Coupe du Monde 2022 au Qatar. On ne lui fait pas dire, une "*saloperie extrême* !"

Eric Cantona a appelé au boycott pur et simple.

- "*Je ne regarderai pas un seul match. Déjà, parce que le Qatar n'est pas un pays de foot ! Aucune ferveur, aucune saveur, commence par expliquer Eric Cantona dans une lettre relayée par un compte de boycott. Une aberration écologique, avec tous ces stades climatisés... Quelle folie, quelle stupidité ! Mais surtout, surtout, une horreur humaine... Combien de milliers de morts, pour construire ces stades, pour au final quoi, amuser la galerie deux mois... et tout le monde s'en fout... La caricature même de ce que l'homme est capable de porter en lui comme saloperie extrême !*", s'insurge l'ancien joueur de l'équipe de France. programme-television.org 14 septembre 2022

Ce n'est pas du cinéma. Il était obsédé par le suicide depuis son adolescence.

J-C – Je ferai de même le moment venu, cela fait déjà longtemps que j'ai pris cette décision sans passer par un médecin.

Jean-Luc Godard a eu recours au suicide assisté: «*Il n'était pas malade, il était simplement épuisé*» - liberation.fr 13 septembre 2022

Pourrait-il avoir recours au suicide assisté en Suisse, où il réside depuis les années 70 ? *«Oui»*, confie-t-il, avant d'ajouter que *«pour l'instant»* cette mort choisie *«c'est encore très difficile»*.

Le cinéaste franco-suisse, mort ce mardi 13 septembre à l'âge de 91 ans, a eu recours à cette pratique autorisée et encadrée en Suisse.

Son épouse Anne-Marie Miéville et ses producteurs ont confirmé sa mort en fin de matinée expliquant qu'il était «*décédé paisiblement à son domicile entouré de ses proches*», à Rolle, sur les rives du lac Léman. «*Il n'était pas malade, il était simplement épuisé, précise un proche de la famille à Libération. Il avait donc pris la décision d'en finir. C'était sa décision et c'était important pour lui que ça se sache*.» Une autre personne proche du cinéaste confirme ces informations. liberation.fr 13 septembre 2022

Wikipedia - Jean-Luc Godard s'est prononcé contre la corrida, il a pris la défense de Roman Polanski lors de son arrestation en 2009, et s'est déclaré contre la loi Hadopi.

Les premières controverses surviennent en 1974, lorsqu'il fait chevaucher une image d'Adolf Hitler avec celle de la Première ministre israélienne Golda Meïr, alors qu'il critique la Bible comme étant « *un texte trop totalitaire* » et qu'il établit des liens jugés offensant entre le génocide des Juifs et le conflit israélo-palestinien. Il tient au cours des années suivantes d'autres propos polémiques sur le peuple juif et les Israéliens, comparant notamment les Juifs aux nazis : « *Les juifs font aux Arabes ce que les nazis ont fait aux juifs* ». (C'est la vérité. - J-C)

En mai 2018, il rejoint le mouvement de boycott du cinéma israélien en signant la pétition contre la saison France-Israël de l'Institut français comprenant des Juifs israéliens. wikipedia.org

J-C – Cela lui a valu hier dans *C à vous* de se faire traiter d'antisémite par l'acteur sioniste Gérard Darmon, qui « *a été plus touché par la disparition de la reine Elizabeth* », tout s'explique !

Jean-Luc Godard commente l'intervention de Zelensky à Cannes – (Arrêt sur Info) reseauinternational.net 25 mai 2022

Jean-Luc Godard - « *L'intervention de Zelensky au festival cannois va de soi si vous regardez ça sous l'angle de ce qu'on appelle* « la mise en scène » *: un mauvais acteur, un comédien professionnel, sous l'œil d'autres professionnels de leurs propres professions.*

Je crois que j'avais dû dire quelque chose dans ce sens il y a longtemps. Il aura donc fallu la mise en scène d'une énième guerre mondiale et la menace d'une autre catastrophe pour qu'on sache que Cannes est un outil de propagande comme un autre. Ils propagent l'esthétique occidentale, quoi…

S'en rendre compte n'est pas grand-chose mais c'est déjà ça. La vérité des images avance lentement. Maintenant, imaginez que la guerre elle-même soit cette esthétique déployée lors d'un festival mondial, dont les parties prenantes sont les États en conflit, ou plutôt « en intérêts », *diffusant des représentations dont on est tous spectateurs… vous comme moi.*

J'entends qu'on dit souvent « conflit d'intérêt », *ce qui est une tautologie. Il n'y a de conflit, petit ou grand, que s'il y a intérêt. Brutus, Néron, Biden, ou Poutine, Constantinople, l'Irak ou l'Ukraine, il n'y a pas grand-chose qui a changé, mise à part la massification du meurtre.* »

Infos en bref sur Twitter en accès libre.

Santé.

- Un patient est mort aux urgences des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) après près d'une vingtaine d'heures sur un brancard. En mars, un patient était déjà décédé aux urgences des HUS, après avoir attendu une douzaine d'heures sans être pris en charge. (DNA)

- La psychologue clinicienne Dupont sur la santé mentale:

« *On est en train de faire une génération de gens complètement hypocondriaques, qui pensent qu'au moindre virus, il faut rentrer dans un bunker*. »

« *Comment penser qu'enfermer de force des gens qui ne sont pas malade n'a pas un bénéfice/risque tragique. Ce que nous voyons en psychiatrie c'est terrible. Nous avons eu 3 défenestration en 10 jours.* »

- Après le scandale Villarejo, Pablo Iglesias, l'ex-leader de Podemos, dénonce l'emprise de réseaux mafieux en Espagne mêlant politiques, policiers et journalistes, et leurs méthodes visant par tous les moyens à discréditer cette force de gauche.

J-C - Franchement, comme si elle ne s'était pas discréditer elle-même à jamais, ils nous prennent encore pour des cons...

- Des centaines de pompiers du Gard brulent symboliquement un pompier devant la Préfecture de Nîmes pour dénoncer le manque de moyens humains et matériels (avions bombardiers d'eau, camions-citernes...) (InfOccitanie)

- (9 septembre) (Etats-Unis) Selon un tribunal de Caroline du Nord, les infirmières sont responsables des préjudices subis par les patients sur ordre des médecins.

- (10 septembre) (Roumanie) Retour sur la plandémie, autre fait troublant - L'eurodéputé roumain Cristian Terheș : « *Vous avez fourni des data montrant que vous avez testé ces vaccins de 2017 à 2019. Alors comment pouvez-vous tester ces vaccins à l'époque alors que nous avons découvert ce virus en décembre 2019?* »

- (11 septembre) (Canada) Sébastien Dieguez, chercheur et neurologue : « *le complotiste veut faire des recherches par lui-même, il veut penser par lui-même, il veut voir par lui-même; vous ne pouvez pas penser par vous-même* ». C'est pas logique.

- (12 septembre) L'obligation vaccinale des travailleurs de la santé prendra fin. Et les touristes n'auront plus besoin d'être vaccinés pour visiter le pays. Pour rappel, la Nouvelle-Zélande a été parmi les pays les plus répressifs depuis 2020 avec le Canada et la France. C'est un 180° qui s'opère, rien de moins.

- (13 septembre) En Irlande 719 000 personnes se sont rendues aux urgences entre janvier et juin 2022, contre 115 000 l'année précédente. C'est 6,2x +

- (13 septembre) un mystérieux caillot sanguin de fibres apparaît à l'intérieur de personnes récemment décédées. Des embaumeurs disent que ces caillots sont découverts dans la plupart des décès... jamais ils n'ont vu ça avant.

- (13 septembre) A Halluin dans le nord de la France Un nombre de cancer (50) anormalement élevé, notamment des personnes jeunes, des jeunes filles. Le maire demande aussi une analyse du lait maternel.

- (13 septembre) Dans l'État du Queensland, au nord-est du continent de l'Australie, on prévoit une augmentation de 50% des personnes diagnostiquées avec un cancer.

Social et politique.

- (10 septembre) « *Macron enculé* », manifestation spontanée au départ de la Place de la République à Paris contre Macron et la hausse des prix

J-C - J'ai visionné la vidéo, et on pouvait voir que la plupart des "*manifestants*" présentaient étrangement l'allure des Black blocs instrumentalisés par le régime. Ils s'en prenaient à tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage…

- (10 septembre) France. Démocratie sous contrôle : alors que l'inflation et la crise énergétique inquiètent, des personnes qui tentaient de manifester aujourd'hui à Paris [suite à des appels sur les réseaux] ont été encerclées puis filmées une par une par un policier de la BRAV-M avec un téléphone portable afin d'obtenir des images de leur visage. Les policiers prennent en photo les cartes d'identité des personnes contrôlées sur les terrasses sur la Place Saint-Cloud.

- (10 septembre) (Allemagne) La députée Sarah Wagenknecht (Die linke - J-C) a exigé la levée des sanctions anti-russes et la démission du vice-Premier ministre Habek, qualifiant l'Allemagne de gouvernement le plus stupide d'Europe.

- (10 septembre) (Etats-Unis) Ce n'est pas une scène d'un film post-apocalyptique, mais la réalité dans les rues des États-Unis. San Francisco, la ville moderne phare du monde !

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1567917096859738115?s=20&t=1ouuxZCSxe7xQ_nPvYeVzA

- (11 septembre) Plusieurs milliers de personnes manifestent devant le siège du parti au pouvoir à Zagreb en Croatie contre le gouvernement et la corruption suite à un scandale dans la compagnie pétrolière et gazière croate INA

- (12 septembre) Postes de police incendiés et affrontements en Colombie deux ans après des manifestations contre les violences policières ayant embrasé le pays suite à la mort d'un homme de 43 ans. La police avait tué 14 manifestants et 76 postes de police avaient été incendiés en quatre jours

- (12 septembre) (Photo et rappel) Le président Vaclav Havel de Tchécoslovaquie , Klaus Schwab et le roi Charles III lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos en 1992.

1992 est l'année où l'Agenda 21 (Agenda2030) a été élaboré

- (13 septembre) Haïti se révolte contre la vie chère et le Premier Ministre. La capitale Port-au-Prince et plusieurs villes du pays sont paralysées par de nombreuses barricades après l'annonce du gouvernement d'une hausse du prix des carburants

- (13 septembre) Les italiens se soulèvent. Des centaines de tracteurs bloquent la ville de Caserta pour protester contre l'abattage forcé de 140K têtes de bétail et la hausse des prix de l'énergie. Récemment, 400 entreprises ont fait faillite et 8K emplois ont été perdus.

- (13 septembre) L'expert français en balistique Adrian Bocquet a confirmé que c'est bien le régime de Kiev qui bombarde le centre de Donetsk, en plein quartier résidentiel en identifiant un projectile de 155 mm américain. Sa précision est d'environ 5-10 mètres.

- (13 septembre) Des comptes Twitter pro-ukraine qui tweet depuis... Langley dans l'État de Virginie, quartier-général de la CIA, Langley est une cité dortoir de Washington DC

Allons-nous encore laisser longtemps le privilège à l'extrême droite de dénoncer cette imposture ?

L'annonce par la Première ministre des hausses (limitées) du prix du gaz et de l'électricité à 15 % respectivement en janvier et février 2023, alors qu'elle ignore totalement comment va évoluer la guerre en Ukraine entre l'OTAN et la Russie au cours des prochains mois, ni quelle sera la météo l'hiver et le printemps prochain, pour bien montrer que la pénurie énergétique et la spéculation à laquelle elle a donné lieu, ont été minutieusement planifiées par l'oligarchie anglo-saxonne, à laquelle Macron et son gouvernement obéissent au doigt et à l'oeil ou scrupuleusement, alors que la Russie leur sert uniquement de bouc émissaire pour camoufler un plan conçu de longue date...

On peut sans doute évaluer en France l'inflation à hauteur de 15%, ils évoquent déjà 20% en Grande-Bretagne pour 2023... Par conséquent, si on disposait de véritables syndicats ouvriers, ils adopteraient la revendication d'une hausse des salaires, des retraites et des indemnités chômages d'au moins 15%, et appeler la classe ouvrière à se mobiliser sur la base de ce constat afin d'obtenir satisfaction. (Source : AFP 15 septembre 2022)

National-socialisme.

Pour François Hollande, l'Ukraine peut gagner la guerre "*à condition que nous la soutenions davantage*" - BFMTV 13 septembre 2022

L'ancien chef de l'Etat estime que l'Ukraine peut mettre la Russie en échec si les forces occidentales continuent de la soutenir.

"*Oui elle le peut, à condition que nous la soutenions encore davantage par des appuis financiers et un soutien militaire*", a répondu l'ancien président de la République. BFMTV 13 septembre 2022

Népotisme, recruté par un ex-banquier d'affaires, encore ? Woke la galère !

Source : Huffington Post 13 sepembre 2022

Philippe Poutou, est recruté par la société de distribution de films *Urban Distribution*, apprend-on ce mercredi 13 septembre par le site spécialisé *Le film français*.

Il va « *prendre en charge la promotion des films hors média* », indique encore le magazine professionnel.

Précisément, sa mission consistera notamment à promouvoir des films consacrés à *« la lutte contre le racisme, l'homophobie, les injustices sociales, les abus de pouvoir et la corruption…* ». Il aura également « *la responsabilité de fédérer les organisations associatives liées aux thématiques des différents longs métrages sortis par la société, accompagner les séances de présentation et animer les débats* ».

Le Président d'Urban Distribution, Frédéric Corvez est trésorier de l'Adef et vice-président d'Europa International, deux sociétés liées aux majors du cinéma et à la Commission européenne. (Source : urbandistribution.fr - europa-international.org - culture.ec.europa.eu)

Urban Distribution, c'est quoi ? Financé notamment par l'Union européenne, désintéressée comme chacun sait.

Avec le soutien du Programme Europe Créative - MEDIA (With the support of the Creative Europe Programme - MEDIA) écrit en toutes lettres en bas de leur portail (logo).

L'Europe créative est le programme phare de la Commission européenne pour soutenir les secteurs de la culture et de l'audiovisuel. (culture.ec.europa.eu)

Ce support consiste entre autres à "*promouvoir, en apportant une assistance financière et technique, le développement de projets de production, présentés par des entreprises*" (Wikipédia)

Le Creative Europe programme a un budget 2021-2027 de € 2.44 billion (eufundingoverview.be)

Pourquoi les représentants du capitalisme tiennent-ils tant que cela à accorder des droits à telles ou telles catégories de la population?

Deux exemples tirés de l'actualité.

- Sur la fin de vie, Macron lance une convention citoyenne (nouvelle formule) - Le HuffPost 13 septembre 2022

J-C – Rappel. Macron a 100.000 morts en France sur la conscience depuis mars 2020, beaucoup plus ailleurs... Boycott, aucun rapport, aucune discussion avec ce despote, rupture avec les institutions de la Ve République, et c'est non négociable !

- Une délégation aux droits des enfants créée à l'Assemblée nationale - Journal du Dimanche 13 septembre 22

Réponse : Pour qu'ensuite ces catégories de la population lui en soient redevables. Certes, mais encore. Parce qu'en procédant ainsi, ils les privent du droit d'affronter le régime pour les obtenir. Ils les détournent de la lutte des classes ou ils la neutralisent au profit de la collaboration de classes ou du corporatisme.

Dit autrement, d'autant plus que pour obtenir une amélioration partielle ou temporaire de leur condition, ils n'auront pas eu besoin de se mobiliser ou de lutter, de s'organiser, de prendre en mains leur destin, le pouvoir s'en charge très bien à leur place. Elle n'est pas belle la vie et le tour est joué : Macron et son gouvernement ne sont pas animés de mauvaises intentions envers nous comme certains l'affirment abusivement, car en réalité ils font ce qu'ils peuvent dans des conditions qui leur sont imposées et qui sont difficiles pour améliorer notre sort ou prendre soin de nous, il faut se mettre à leur place et juste faire preuve de patience...

C'est un moyen comme un autre de déposséder les masses du droit inaliénable de faire valoir leurs besoins sociaux ou leurs aspirations politiques légitimes, et de combattre jusqu'à leur satisfaction, de les embobiner en abusant de leur ignorance ou de leur naïveté, de leur absence de conscience de classe, au profit de la collaboration de classes qui sert les intérêts de la classe des capitaliste, dont dépend également la paix sociale ou la stabilité du régime en place et des institutions.

On doit préciser, que le gouvernement emprunte cette démarche ou recourt à cet artifice avec la bénédiction du mouvement ouvrier, qui y collabore sans cesse en s'adressant à lui pour lui réclamer ceci ou cela, comme s'il représentait les intérêts des masses, ce qui au passage leur permet de légitimer le tyran Macron, au lieu de ne rien en attendre et de s'adresser exclusivement aux travailleurs.

Les représentants du mouvement ouvrier se moquent du mandat que les travailleurs leur ont confié, qu'ils violent à la première occasion. Ils en sont les uniques fossoyeurs sans que cela les gêne aux entournures, puisqu'ils doivent essentiellement leur survie aux subsides que l'Etat leur accorde généreusement en échange de leur collaboration active, ce n'est pas pour rien qu'il leur a accordé le statut de partenaire... pour service rendu. Ces rapports et leur évolution depuis 77 ans, témoignent que leur collaboration de classes qu'ils ont rebaptisé dialogue social, s'est institutionnalisée depuis belle lurette au fur et à me mesure qu'ils s'éloignaient du socialisme…

Totalitarisme, pédophilie et eugénisme déguisés.

Une délégation aux droits des enfants créée à l'Assemblée nationale - Journal du Dimanche 13 septembre 2022

Education sexuelle à l'école : Laurence Rossignol (PS) demande au ministre de « *réfléchir à un programme* » - publicsenat.fr 13 septembre 2022

Heureusement, il existe des associations et le planning familial. publicsenat.fr 13 septembre 2022

J-C – Acquis à la monstrueuse théorie du genre.

L'imposture des droits sexuels de l'enfant ou la loi pédophile au service du totalitarisme - lemediaen442.fr le 14 septembre 2022

Ariane Bilheran a un triple parcours de lettres classiques, de philosophie et de psychologie. Elle se passionne pour le thème de la psychologie du pouvoir et de ses déviances. Elle expose la sexualisation des enfants, ainsi que le flou qui s'immisce en Europe et plus particulièrement en France, sous l'influence de l'Organisation Mondiale de la Santé, dans une législation prônant une transgression de l'intimité et du psychisme de l'enfant. Des déviations qui n'ont rien à voir avec la

prévention et la protection auxquelles l'enfant a droit de la part de ses parents et de l'État. lemediaen442.fr le 14 septembre 2022

La vidéo à écouter attentivement jusqu'au bout (35'23) :

https://lemediaen442.fr/limposture-des-droits-sexuels-de-lenfant-ou-la-loi-pedophile-au-service-du-totalitarisme/

Nous invitons nos lecteurs à lire notre article sur le Dr Alfred Kinsey, père de la *« théorie du genre* » : torture, pédophilie sur les nourrissons au nom de la science !

Le Dr Alfred Kinsey, père de la « *théorie du genre* » : torture, pédophilie sur les nourrissons au nom de la science ! - lemediaen442.fr 14 septembre 2022

https://lemediaen442.fr/le-dr-alfred-kinsey-pere-de-la-theorie-du-genre-torture-pedophilie-sur-les-nourrissons-au-nom-de-la-science/

Décédée le 9 avril 2021, à 85 ans, Judith Reisman avait mené un juste combat : sauver les enfants de ces adultes pervers qui veulent les sexualiser dans les faits depuis la naissance et le faire accepter par la société. Un certain Dr Alfred Kinsey — père de la révolution sexuelle et de la « *théorie du genre* » — s'était lancé dans des expériences de viol sur enfants !

Il était financé par la fondation Rockefeller, ce qui explique que la Justice ne se soit pas penchée sur son cas. Il voulait absolument démontrer qu'on était non seulement sexué, mais aussi sexuel dès la naissance, ce qui devait impliquer le passage à l'acte. Pas de fantasme, d'imaginaire en devenir, mais carrément des faits ! Judith Reisman a étudié les graphiques de ce médecin qui fournissait des données sur des bébés qui avaient eu des orgasmes. Comment ces bébés avaient-ils pu avoir des orgasmes et comment cela a-t-il pu être observé ? Un enfant de 4 ans aurait eu 26 orgasmes en 24 heures.

https://odysee.com/Ce-que-vous-ne-saviez-pas-sur-Kinsey:a2f6a6d5b410674c72389b19032b022bdac53ae2?src=embed

Pour obtenir des données sous un prétexte « *scientifique* », le Dr Alfred Kinsey se fondera en partie sur les recherches d'un ancien officier nazi devenu gardien de cimetière, puis professeur de religion, Fritz von Balluseck, qui avait violé des centaines d'enfants. Ce dernier avouera à son procès : « *C'est Kinsey lui-même qui me le demandait*. » L'éducation sexuelle à l'école à la mode Kinsey a été appliquée en 2011 en Croatie sous l'impulsion de George Soros. Promouvoir la pédophilie, détruire les structures familiales, c'est la vague LGBT prônée au Forum économique mondial de Davos.

Dans la vidéo ci-dessous, Marion Sigaut revient sur les rapports de Alfred Kinsey qui ont été à l'origine de la révolution sexuelle, aux États-Unis puis dans le monde. Elle montre, à l'aide du documentaire « *Alfred Kinsey : pédophilie et révolution sexuelle* » et des ouvrages de Judith Reisman, que les rapports étaient truqués et qu'ils ont été rédigés par des pédophiles, notamment en ce qui concerne Alfred Kinsey lui-même.

https://www.youtube.com/watch?v=ExtnFSk_2gw

Kinsey : Pédophilie et Révolution Sexuelle. Reportage américain sur la pédophilie et son origine. Attention : Certaines parties de ce document sont choquantes.

https://www.youtube.com/watch?v=PZjHZ5OzCGU

En juin 2019, Alfred Kinsey était l'un des cinquante premiers « *pionniers et héros* » américains intronisés sur le mur d'honneur national LGBTQ au sein du Stonewall National Monument (SNM) au Stonewall Inn de New York. Le SNM est le premier monument national américain dédié aux droits et à l'histoire LGBTQ.

Boycott !

Sur la fin de vie, Macron lance une convention citoyenne (nouvelle formule) - Le HuffPost 14 septembre 2022

Fin de vie : « *En quelques mois on peut arriver à un large accord de la société* », veut croire Bernard Jomier (PS) - Publicsenat.fr 14 septembre 2022

Alors que le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a rendu ce mardi un avis ouvrant pour la première fois, la « *voie* » à une *« aide active à mourir* », l'Elysée a confirmé l'organisation d'une consultation citoyenne au CESE en octobre, qui pourrait donner lieu à un changement de la législation à la fin de l'année 2023.

Portugal : La chaîne d'information TVI annonce une inquiétante augmentation de 20 % de la mortalité chez les jeunes - lemediaen442.fr 13 septembre 2022

Lors du journal '8' (NDLR, équivalent du 20h en France) sur la chaîne portugaise TVI du 5 septembre 2022 (voir vidéo ci-dessous), une information critique alerte le pays. La présentatrice du JT, Andréa Vale, annonce d'un ton grave, l'apparition de données inquiétantes d'une épidémie de mortalité juvénile au Portugal : « *Au cours des 12 derniers mois, 360 adolescents entre 14 et 25 ans sont décédés. Le mois d'août dernier a été le pire mois, de mémoire d'homme.* »

C'est de manière inexplicable que la mortalité chez les adolescents et les jeunes a grimpé en flèche au cours de la dernière année. Pour les 15 à 24 ans c'est une augmentation de plus de 20 % de janvier à août 2022. Et ce mois d'août 2022 est un record tragique : « *45 adolescents et jeunes âgés de 14 à 25 ans sont décédés.* »

Selon le journaliste Pedro Almeida Vieira, directeur du journal Página Um qui a révélé ces informations, cela n'est pas dû au covid-19 puisqu'en décembre 2020 — où il était le plus virulent — il n'y a eu seulement 4 décès chez les jeunes. « *La surmortalité s'observe principalement dans les tranches d'âge les plus âgées, mais elle est désormais également détectée, de manière indéniable d'un point de vue statistique, dans la tranche d'âge des 15 à 24 ans.* »

Le ministère et la direction générale de la Santé ont fait valoir qu'ils avaient besoin de plus de temps afin de comprendre les causes de la mortalité chez les jeunes. Malheureusement, les données permettant de connaître les causes de cette catastrophe ne sont pas divulguées. C'est dans ces conditions que le Journal Página Um « *a engagé une procédure d'assignation devant le tribunal*

administratif de Lisbonne afin d'obliger à la fois le ministère de la Santé et l'ACSS à mettre ces bases de données à disposition ». lemediaen442.fr 13 septembre 2022

Covid-19 : fabrique de la panique et braquage des comptes publics – épisode 7 - lemediaen442.fr 13 septembre 2022

Cette vidéo est le septième épisode de cette série où Kairos et Décoder l'éco analysent les fameuses injections. Nous allons voir ce qu'il se cache derrière le mot "*efficace*".

En Israël, dans l'étude de phase 3, les groupes placebos savent qu'ils sont placebos (premier biais). Ils vont donc se faire tester plus souvent que les vaccinés qu'on a rassurés en les prévenant (premier biais) qu'ils ont bien reçu le produit. Les vaccinés n'ont d'ailleurs pas besoin de se tester puisqu'ils bénéficient d'un pass sanitaire (deuxième biais). Les groupes placebos sont donc plus nombreux à être testés et les résultats en sont faussés. Les scientifiques israéliens concluant à l'efficacité des vaccins covid sont perclus de liens d'intérêts avec Pfizer et avec l'État israélien. Ils n'ont tenu compte que des tests et non des décès (troisième biais). En France les études pâtissent des mêmes biais.

Dans le premier épisode, nous avons vu qu'il n'y a eu aucune hécatombe nulle part en Europe, ni en 2020, ni en 2021.

Dans le deuxième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas eu la saturation hospitalière annoncée.

Dans le troisième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas non plus eu un « déferlement » de malades. Il y a eu bien moins de malades comptabilisés que pendant les épisodes dit « *grippaux* » du passé. Nous vivons une épidémie de « *cas* » entretenue par les fameux « *tests* » qui n'ont pas de rapport avec la moindre maladie.

Dans le quatrième épisode nous avons vu le moteur même de la fraude : l'utilisation de codes spécifiques par les hôpitaux de façon à produire les « *bonnes* » statistiques.

Dans le cinquième épisode nous découvrions le socle de l'idéologie sanitaire actuelle qui ne repose sur aucune expérience et est contredite par les statistiques : la contamination.

Dans le sixième épisode nous avons fait le tour des causes de décès depuis le début de la crise sanitaire à l'aide des rapports du Sénat, de Santé Publique France, de l'ATIH et des statistiques de décès de l'Insee pour découvrir le lien entre les mesures et les hausses de mortalité.

Dans ce septième épisode nous analysons les fameuses injections. Nous allons voir ce qu'il se cache derrière le mot "*efficace*". lemediaen442.fr 13 septembre 2022

Vidéo - Efficace ?

https://www.youtube.com/watch?v=xlz0gJmPOs4&feature=emb_title

---

La vermine en famille avec l'OTAN.

Les Verts allemands : Idiots utiles de l'oligarchie mondialiste - reseauinternational.net 13 septembre 2022

Le 31 août 2022 lors du Forum 2000 à Prague, la ministre des Affaires étrangères allemande Annalena Baerbock, membre du parti des Verts allemands « *Bündnis 90/Die Grünen* », affirme :

« *Peu importe ce que mes électeurs allemands pensent, je veux tenir parole face aux Ukrainiens* ».

Cette soumission décomplexée à l'OTAN, bras armé de l'oligarchie globaliste, ne fait que confirmer le dédain de ces « *élites* » envers le peuple allemand, censées représenter les intérêts de ce dernier mais qui en vérité, servent ceux de Wall Street et de la City.

Pour ceux qui ne le savent pas encore, Annalena Baerbock a été nommée Young Global Leaders par le World Economic Forum (WEF) au printemps 2020.

Les Young Global Leaders (Emmanuel Macron, Gabriel Attal, Sebastian Kurz, pour n'en citer que quelques-uns), suivent un programme de formation au leadership de six ans. Ce dernier est financé par le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab, et par les dons des grandes entreprises. En outre, Les Young Global Leaders reçoivent notamment des cours exclusifs d'Executive Education de dix jours à la John F. Kennedy School of Government de l'université de Harvard, afin qu'ils puissent « *tout en se préparant à assumer des responsabilités encore plus grandes, avoir accès aux connaissances et aux réflexions actuelles sur les questions mondiales* » et bien sûr être en contact avec l'élite américaine qui entre et sort de Harvard.

Voici une liste non exhaustive d'exemples qui soulignent la position belliqueuse de Annalena Baerbock et par conséquent son rôle de vassal (et de manière générale des Verts) des États-Unis :

• Une russophobie affichée qui se traduit notamment par la volonté de destruction de l'économie russe

• Une opposition ferme au projet Nord Stream 2

• Un renforcement du partenariat transatlantique

• Baerbock se prononce clairement en faveur d'une augmentation des dépenses pour la défense et l'armée allemande et est favorable à des missions supplémentaires à l'étranger.

Annalena Baerbock n'est pas une exception au sein des Verts allemands. Des politiciens de haut rang sont membres de Thinktanks atlantlistes. À titre d'exemple, on peut évoquer l'Atlantik Brücke, un des Thinkthank atlantiste le plus influent en Allemagne :

- Cem Özdemir (ministre de l'Agriculture)
- Omid Nouripour (co-président des Verts allemands)
- Katrin Göring-Eckardt, membre jusqu'au 31/12/2013 (vice-présidente du Bundestag)
- Claudia Roth, membre de 2005 à 2010 (délégué du gouvernement fédéral pour la Culture et les Médias)

Sans oublier les autres Think tanks comme l'European Council on Foreign Relations, Münchner-Sicherheitskonferenz, l'Aspen-Institute, l'Atlantische Initiative ou l'American Council on Germany.

Les Verts ne sont pas aussi pacifiques qu'ils le prétendent. Ils ont par exemple, voté en faveur de guerres contraires au droit international (Kosovo, 1999).

Un parti d'opposition pacifiste s'est ainsi transformé en un parti de gouvernement interventionniste soumis aux intérêts de l'oligarchie globaliste. reseauinternational.net 13 septembre 2022

Commentaire avisé d'un internaute.

- Et les verts Français sont du même acabit. Il n'y a qu'à voir les positions et itinéraires de François de Rugy, Emmanuelle Coste, Cécile Duflot, Barbara Pompili, Jean-Vincent Placé…

Propagande quotidienne du Deep State qui gouverne les Etats-Unis reprise en chœur par les médias français.

- La Chine accusée de causer des dommages à l'environnement en Amérique latine - LePoint.fr 14 septembre 2022

- Etats-Unis: une statue à la gloire des Confédérés doit être démantelée à Washington - BFMTV 14 septembre 2022

Une commission indépendante va recommander le démantèlement d'une statue controversée à Washington.

J-C – Une « *commission indépendante* » ? L'Etat est entre les mains du Deep State…

- La Russie a dépensé au moins 300 millions pour influencer des élections, selon les États-Unis - RFI 14 septembre 2022

- Russie: nouvelle mort mystérieuse d'un oligarque "*tombé de son bateau*" - BFMTV 14 septembre 2022

A lire aussi.

- JP Morgan Chase, Bank of America et BlackRock : Le financement derrière le lobby de l'agrobusiness brésilien dévoilé - Mondialisation.ca, 13 septembre 2022

Un nouveau rapport étonnant révèle les banques et les fonds qui ont investi 27 milliards de dollars dans des entreprises finançant le puissant lobby agro-industriel brésilien.

https://www.mondialisation.ca/jp-morgan-chase-bank-of-america-et-blackrock-et-al-le-financement-derriere-le-lobby-de-lagrobusiness-bresilien-devoile/5671128

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 17 septembre 2022.

- Les 8 milliardièmes habitants de la planète est né, le dernier petit-fils de ma compagne Selvi, je plaisante, mais il est bien né le 14 septembre sur les coups de 2h30 du matin.

- J'ignore s'ils l'ont évoqué, avec la hausse colossale du prix de l'électricité, de nombreuses entreprises vont fermer ou envisager de se délocaliser dans des pays où le coût de l'énergie est beaucoup plus bas, entraînant des centaines de milliers de chômeurs…

- On devrait lier la question des salaires à celle du pouvoir politique, au combat pour chasser Macron et liquider la Ve République…

L'opportunisme qui s'est emparé du mouvement ouvrier a consisté à dire en gros, on se fout de vivre dans une société pourrie ou les conditions de vie qu'on nous impose, pourvu qu'on ait de quoi bouffer, même de la merde, et peu importe si les autres n'ont pas ce privilège... Avec un tel raisonnement, on ne risquait pas d'aller bien loin ou cela allait forcément mal tourner un jour, on y est.

Godard était assez étrange au premier abord, mais rapidement on comprend pourquoi. Il était né avec une cuillère en or dans la bouche avec un père banquier. Je crois que toute sa vie il a trimballé de ce fait un complexe de culpabilité dont il n'est jamais parvenu à se défaire. Il porta constamment un regard tendre et bienveillant envers ceux qui étaient de conditions inférieures à la sienne ou à dénoncer le sort injuste dont ils étaient victimes, il fallait qu'il en parle lors de ces interviews, vouant une détestation viscérale au ministère de l'Intérieur.

Finalement, je le trouve assez sympathique, bien plus cultivé et conscient que la moyenne, ce qui lui valut d'être accusé d'être trop cérébral. On ne lui reprochera pas de n'avoir pas pu s'élever au niveau du socialisme, bien qu'il admira Einstein, car en plus de son penchant pour le romanesque, il avait adopté un mode de pensée scientifique. La combinaison des deux devait en faire quelqu'un de particulièrement sensible et fragile, attachant, un état difficile à vivre dans le milieu du cinéma ou artistique où les lèche-culs et médiocrités sont légions.

J'ai visionné quelques interviews de lui ces deux derniers jours le soir avant de m'exprimer ici. Je vais continuer ce soir, car c'est rare de rencontrer quelqu'un qui se livre naturellement et d'aussi modeste. Explorer la nature humaine sur le plan cognitif et psychologique est une source inestimable et inépuisable d'inspiration ou de réflexion, pour qui veut progresser.

Il a expliqué qu'il avait voulu faire un cinéma d'acteurs et non de comédiens de théâtre, ce qui était beaucoup plus exigeant, car cela ne s'invente pas.

Je ne connais pas son œuvre cinématographique. En revanche je sais qu'il était détesté par beaucoup de gens de sa profession, qui le trouvaient distant ou hautain, alors qu'ils n'ont jamais cherché à le connaître réellement, il aurait ajouté, s'il y avait quelque chose à connaître ou rien du tout. Il était comme cela, il était rarement du genre à balancer des vérités définitives, ce qui laissait la porte

ouverte à l'exploration de l'inconscient d'où émerge la connaissance ou ce qui permet aux hommes de se découvrir et de progresser.

Un commentaire publié dans le blog *Réseau International*.

- Révélateur. A ceux qui se font de cruelles illusions.

Poutine s'est offusqué de ne pas avoir été invité à Londres pour saluer une dernière fois la chef de guerre bien-aimée de l'empire britannique.

Je crois savoir, que certains auraient préféré secrètement, parce qu'ils n'oseront pas l'avouer publiquement, qu'ils avaient envisagé ou espéré une autre attitude de sa part, du fait que la Grande-Bretagne a toujours été une ennemie de la Russie, peuplée de "*sous-hommes*" selon l'expression du néonazi qui trône à Kiev. Bref, ils devront donc revoir leur copie sur la base des faits, après avoir prêté à Poutine des intentions qui manifestement n'étaient pas les siennes ou ne correspondaient vraiment avec la réalité.

Quant à cet article dithyrambique, à en croire son auteur la Chine serait un pays idyllique, ce qui évidemment ne correspond pas non plus à la réalité. On a envie de dire, que si c'était réellement le cas, cela se saurait depuis longtemps. Passons.

A propos de l'Inde où je vis depuis des décennies, on entend à peu près le même discours, à savoir : Le pays se serait développé dans des proportions fabuleuses en à peine une ou deux décennies, ce qui n'est ni totalement faux ni totalement exact, dans la mesure où si l'on prend en compte tous les facteurs économiques et sociaux et on se demande dans quelles conditions a eu lieu ce développement et à qui il a profité en priorité, on s'aperçoit qu'au lieu de participer à l'amélioration des conditions d'existence de la majorité des Indiens, il a contribué à les rendre encore plus malheureux qu'autrefois parce qu'ils continuent de vivre dans la précarité absolue en ayant perdu en prime le peu de liberté dont ils disposaient encore avant.

Pour résumer brièvement, il leur a été accordé généreusement une amélioration substantielle de leurs conditions matérielles, en échange de quoi leurs conditions d'existences n'ont cessé de se dégrader.

Cela s'est traduit par l'extension de l'exploitation à tous les membres de la famille (Adolescents et femmes, mais aussi vieillards) pour faire face à un endettement généralisé qui n'existaient pas autrefois, de multiples charges nouvelles ou ayant augmenté dans des proportions gigantesques (Factures diverses : Gaz, électricité, eau, téléphone, Internet, assurance, scolarité, essence, etc.), sans oublier que l'augmentation des salaires a toujours été inférieure à l'inflation, bref, le tout à contribuer à les maintenir dans la précarité et la pauvreté, ajoutons pour que le tableau soit complet, dans le même état d'arriération qu'autrefois.

Voilà pour le "*miracle*" du développement de l'Inde. Pour avoir vécu sur place cette transformation de l'Inde, ma famille est indienne, j'ai constaté que la plupart des Indiens étaient passés de la naïveté joyeuse à la tristesse angoissée du lendemain, tous les rapports sociaux s'étant détériorés, ce qui ne vous étonnera pas, puisque vous vivez la même chose en France, n'est-ce pas.
En conclusion, quand on pose la question à quel prix, on s'aperçoit que la réalité que vivent les Indiens ne correspond pas à l'image que peuvent en avoir les occidentaux ou celle qu'on leur décrit généralement.

Sur Twitter en accès libre. Intox

- La réforme des retraites est plébiscitée...par les actuels retraités ! 58 % des retraités estiment qu'il faut rapidement initier cette réforme dès cet automne. Chez les plus de 65 ans, ils sont 61 % à souhaiter une réforme des retraites dans les prochains mois ! (Ifop)

- La chaîne intox : LCI a diffusé une infographie bidon comparant les revenus d'un couple au smic et ceux d'un couple au #chômage après avoir perçu le salaire minimum. Libé révèle que la chaîne a gonflé largement les revenus du couple au chômage.

- La "*chaîne d'information*" reconnaît une erreur et se défend en affirmant avoir pris contact, en amont de l'émission, avec Pôle emploi. Contacté, Pôle emploi dément être à l'origine de la fausse information...

- Voulant dénoncer la propagande de la TV russe, LCI a affirmé qu'aucune manifestation [d'opposants au PR] n'avait eu lieu ce weekend à Paris. "*Un montage bidon*" certifie une journaliste de la chaîne. Problème : la manif en question a bien eu lieu samedi ds la capitale.

Quand les porte-parole de l'OTANazie remettent le couvert.

Ukraine : dix « *salles de torture* » découvertes après le départ des Russes à Kharkiv - Le HuffPost 16 septembre 2022

Guerre en Ukraine : « *des signes de mort violente* » sur les corps exhumés - LePoint.fr/AFP 16 septembre 2022

Ukraine : Des signes de mort violente "*sur 99% des corps exhumés à Izioum*" selon le gouverneur - BFMTV 16 septembre 2022

Les forces ukrainiennes ont découvert ce vendredi un charnier dans la ville d'Izioum, tout juste reprise aux Russes. BFMTV 16 septembre 2022

Ukraine : des centaines de tombes sommaires à Izioum, Zelensky dénonce une Russie de "*tortionnaires*" - euronews 16 septembre 2022

"*Les tombes qui ne portent pas de noms sont celles de gens (trouvés) dans la rue*", a indiqué le responsable gouvernemental ukrainien pour les personnes disparues. euronews 16 septembre 2022

Et ce qui se passe réellement en Ukraine.

Boutcha 2.0 à Izioum – L'Ukraine utilise des civils tués par des bombardements et les tombes de ses soldats pour jouer la carte du massacre - donbass-insider.com 16 septembre 2022

Sans surprise après la reprise d'Izioum, près de Kharkov, par les Forces Armées Ukrainiennes (FAU), l'Ukraine nous fait une réédition de Boutcha, en essayant d'utiliser les tombes de civils tués par des bombardements et celles de ses soldats tués pendant la bataille pour la prise de contrôle de la ville, pour faire croire à un massacre de civils par les Russes.

Pour lire l'article en entier :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/09/16/boutcha-2-0-a-izioum-lukraine-utilise-des-civils-tues-par-des-bombardements-et-les-tombes-de-ses-soldats-pour-jouer-la-carte-du-massacre/

En complément.

Guerre en Ukraine: Ursula Von der Leyen veut que Vladimir Poutine soit traduit en justice - BFMTV 15 septembre 2022

Ukraine : l'AIEA appelle au retrait russe de la centrale de Zaporijia - LePoint.fr 16 septembre 2022

Leur cauchemar continue.

Chine-Russie : Vladimir Poutine et Xi Jinping réitèrent leur alliance stratégique en marge d'un sommet - lejdd.fr 15 septembre 2022
Pour la première fois depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping se sont rencontrés à Samarcande en Ouzbékistan en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shangaï.

« *La Chine est disposée à travailler avec la Russie pour assumer sa responsabilité de grande puissance, jouer un rôle de premier plan et injecter de la stabilité et de l'énergie positive dans un monde parcouru par le chaos* », a affirmé Xi Jinping lors de sa première rencontre avec Vladimir Poutine. lejdd.fr et AFP 15 septembre 2022

L'Iran signe un mémorandum d'adhésion permanente à l'Organisation de coopération de Shanghaï - (Al Manar) reseauinternational.net 16 septembre 2022

L'Iran a signé un mémorandum d'adhésion permanente à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), a déclaré le jeudi 15 septembre le ministre iranien des Affaires étrangères.

L'Organisation de coopération de Shanghai est une organisation régionale majeure fondée en 2001 dans le but de lancer une coopération sécuritaire, économique et culturelle à multiples facettes, à l'initiative des dirigeants de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan.

La Mongolie a rejoint cette organisation plus tard en 2004, et l'Iran, le Pakistan, l'Inde et l'Afghanistan l'ont rejointe en 2005 en tant qu'observateur, et la Biélorussie l'a également rejoint en tant qu'observateur plus tard.

L'Inde et le Pakistan sont devenus membres permanents en 2016, tandis que l'Iran, la Mongolie, l'Afghanistan et la Biélorussie ont continué à être membres en tant qu'observateurs.

Sans rire, au même titre que les Etats-Unis, l'Union européenne serait la dépositaire de la démocratie.

J-C – Leur rhétorique est construite sur le même modèle que la législation de l'ONU qui prétend représenter les intérêts de tous les Etats. Comment ? Ses aspects coercitifs s'appliqueront uniquement aux Etats désignés comme les ennemis des Etats-Unis et d'Israël, tandis qu'eux ne seront pas tenus de les respecter ou ils pourront les violer impunément.

L'UE veut garantir l'indépendance et la pluralité des médias - reuters.com 16 septembre 2022

La Commission européenne a présenté vendredi un projet de règlement sur la liberté des médias destiné à préserver la pluralité de l'information et l'indépendance éditoriale des rédactions face à la constitution de grands groupes de presse ou de tutelle des pouvoirs publics. (**Alors qu'en réalité l'oligarchie financière mondialiste, les médias et les « *pouvoirs publics* » ne forment plus qu'une entité technocratique et antidémocratique. – J-C**)

Ce projet est présenté dans un contexte d'inquiétudes sur la liberté de la presse dans plusieurs pays de l'Union européenne, notamment en Hongrie, en Pologne et en Slovénie, et sur des tentatives d'interférences étrangères en période électorale.

"*La démocratie ne fonctionnera que si les journalistes disposent des moyens et de la protection nécessaire pour exercer un contrôle sur ceux qui se trouvent au pouvoir et ceux qui possèdent le pouvoir, qu'il s'agisse d'acteurs politiques ou économiques*", a dit la vice-présidente de la Commission européenne Vera Jourova au cours d'une conférence de presse. (Textuellement, il s'agit donc d'accorder aux médias un pouvoir supérieur à celui des Etats, médias propriétés d'oligarques. – J-C)

"*Cette loi doit être perçue comme une pièce d'un puzzle plus vaste. Elle s'intègre dans nos efforts plus larges pour protéger la démocratie et mettre de l'ordre dans notre espace d'information numérique*", a-t-elle ajouté. reuters.com 16 septembre 2022 (Question « *ordre* » (et censure) on peut leur faire confiance, totalitaire. – J-C)

En famille. Les écologistes où la voix de son maître.

La Hongrie n'est plus une démocratie, reconnaît officiellement le Parlement européen - Le HuffPost 15 septembre 2022

C'est désormais officiel à Strasbourg. Le Parlement européen a proclamé ce jeudi 15 septembre que la Hongrie de Viktor Orban n'était plus une véritable démocratie. Et cela au moment même où Budapest tente de donner des gages à Bruxelles sur la lutte anticorruption afin d'échapper à une suspension des financements européens.

Le rapport, qui a recueilli 433 voix pour (123 voix contre, 28 abstentions), a été présenté par l'eurodéputée écologiste française Gwendoline Delbos-Corfield, applaudie dans l'hémicycle à l'issue du vote.

J-C - Que reproche à Viktor Orban cette représentante fanatisée de l'OTAN soutenant le régime néonazi de Kiev depuis 2014, devinez ?

Le HuffPost - La Hongrie est dirigée depuis 2010 par le Premier ministre nationaliste et ultra-conservateur Viktor Orban, 59 ans, qui revendique l'exercice d'une « *démocratie illibérale* » et entretient des liens de coopération avec la Russie de Vladimir Poutine. (Démocratie et libéralisme, ultra libéralisme ou néolibéralisme sont incompatibles. – J-C)

« *Les choses ont dramatiquement évolué* » en Hongrie ces dernières années, a souligné Gwendoline Delbos-Corfield lors d'un débat dans l'hémicycle mercredi, relevant notamment que « *l'indépendance de la justice est aussi peu probable en Hongrie qu'en Pologne* ». (**Ou qu'en France ! Chut ! - J-C**)

« *Nous savons que c'est la famille même d'Orban qui récupère les fonds européens* », a-t-elle poursuivi, citant également « *les restrictions des droits parlementaires* », l'espionnage des journalistes, la mainmise gouvernementale sur les universités, la « *loi infâmante* » contre les personnes LGBT+ « *qui ressemble aux lois poutiniennes* », mais aussi le durcissement des conditions d'avortement. (**On croirait entendre Soros ou Biden ! En revanche les mesures adoptées par Macron et soutenues par EELV contre les médecins, les soignants ou pompiers non vaccinés ne sont pas « *infâmantes* ». - J-C**)

Un pays qui ne pourrait plus adhérer à l'UE en 2022

« *Si la Hongrie était candidate aujourd'hui pour rentrer dans l'UE ce ne serait pas possible, elle ne remplirait plus les critères d'adhésion, c'est le triste constat du rapport* », a commenté l'élue Fabienne Keller (Renew Europe). (**Un aveu, car c'est dire à quel point il leur avait fallu maquiller leurs réelles intentions, de manière à ce que les peuples de l'UE ne s'aperçoivent pas qu'elles étaient inavouables ou que "*les critères d'adhésion*" à l'UE n'ont jamais correspondu à leurs aspirations. - J-C**)

En famille. L'instrumentalisation du climat à des fins sordides et uniquement mercantiles. Les ONG VRP de Davos ou de de la COP27 à l'oeuvre.

La "*faim aiguë*" fortement aggravée par la crise climatique dans les pays les plus exposés - BFMTV 16 septembre 2022

J-C - Novlangue, par "*faim aiguë*", il faut entendre famine ou précarité absolue dont alimentaire provoquée par les grandes puissances ou les multinationales qui pillent les richesses naturelles des pays les plus vulnérables, qu'ils maintiennent sous leur domination financière et parfois militaire en y fomentant des coups d'Etat, le chaos, à l'aide de régimes politiques corrompus, de guerres civiles, etc. ils ont fourni une liste non exhaustive de ces pays, Somalie, Haïti, Djibouti, Kenya, Niger, Afghanistan, Guatemala, Madagascar, Burkina Faso et Zimbabwe.

Cette pourriture d'ONG qu'est Oxfam en profite pour caser la propagande du Green New Deal de Davos, et justifier au passage les attaques des gouvernements occidentaux contre les peuples en Europe, en réalité partout dans le monde

BFMTV - Pour Oxfam, le fait que les États les moins responsables de la crise climatique soient ceux qui en souffrent le plus "est une preuve criante d'existence d'inégalités mondiales".

Les pays industrialisés et notamment ceux du G20 sont "*responsables de plus de trois quarts des émissions mondiales de carbone*", tandis que ces dix pays vulnérables n'en émettent collectivement

que 0,13%, souligne l'ONG. (**Entendez par "*pays industrialisés*", les salopards de peuples qui composent le G20, qui commettent le crime de consommer sans retenu l'équivalent des "*trois quarts des émissions mondiales de carbone*", et pourrissent ainsi la vie des autres peuples, il est donc justifier de leur imposer des mesures autoritaires et drastiques comme par exemple la hausse phénoménale des prix du gaz et du pétrole ou de l'essence, pour qu'ils changent de gré ou de force de comportement et de mentalité, ce qu'exigent Davos, l'ONU, l'UE et Macron. - J-C**)

"*En moins de 18 jours, les profits des entreprises des énergies fossiles suffiraient à financer la totalité des appels humanitaires de l'ONU pour 2022*", qui s'élèvent à 49 milliards de dollars, calcule-t-elle par ailleurs. (**Cette saloperie d'ONG, adepte de la théorie de la décroissance, en appelant par ailleurs ces pays pauvres à se passer de ces énergies fossiles qui sont les seules sources d'énergie qui leur soient accessibles de par leur coût, entend par là leur interdire d'assurer leur développement, qui doit demeurer le privilège des pays occidentaux dont fait partie la France, alliée ou vassale des Etats-Unis. Mais cela va encore plus loin dans le cynisme. - J-C**)

BFMTV - Lors de l'Assemblée générale 2022 de l'ONU qui s'est ouverte mardi et de la COP27, prévue en novembre, les leaders mondiaux doivent s'engager à réduire massivement leurs émissions et "*offrir une compensation aux pays les plus touchés pour les préjudices*" qu'ils subissent, plaide Oxfam. L'annulation de la dette de ces États vulnérables leur permettrait également d'investir pour lutter contre l'urgence climatique.

J-C - Cette vermine propose que ces Etats "*vulnérables*", en réalité pris en otage par les Etats voyous occidentaux et autres, s'endettent en investissant dans les énergies renouvelables inadaptées à des besoins industriels et plus coûteuses, au rendement inférieur et limité, auprès de fournisseurs de préférence occidentaux.

Les kleptomanes et leurs serviles serviteurs dans tous leurs états.

Crise climatique : jamais une année n'aura coûté aussi cher aux assurances - LePoint.fr 15 septembre 2022

Les catastrophes naturelles se sont multipliées, causant des dégâts matériels records. Le bilan pour les assurances est déjà salé, relaie « Le Parisien ». LePoint.fr 15 septembre 2022

Face à la fermeture des centrales, les écogestes : « *Ne pas cuire les nouilles à 19 heures !* » - lemediaen442.fr 16 septembre 2022

Xavier Piechaczyk a été nommé sous Macron président du directoire de RTE (Réseau de transport d'électricité). Un poste important à la rémunération non négligeable. Son prédécesseur touchait 400 000 €/an ou plutôt 398 000 € selon Le Point...

Voici les écogestes que préconise Xavier Piechaczyk. « En hiver, il y a une pointe de consommation à 19 heures parce que c'est le moment où les entreprises fonctionnent encore et c'est le moment où il y a beaucoup de Français qui sont chez eux. Et là, il y a un grand paramètre, c'est la cuisson. La cuisson à 19 heures, c'est une partie qu'on pourrait réduire si on la décale un peu et si on évite de faire marcher ses quatre feux de sa plaque chauffante en même temps à 19 heures. »

Crise énergétique – "Attention à la cuisson de 19h00 : évitez de faire marcher vos 4 feux de votre plaque chauffante en même temps"

Les conseils du président de @rte_france, Xavier Piechaczyk, invité d'Yves Calvi dans #RTLMatin pic.twitter.com/09CcZOksPM

— RTL France (@RTLFrance) September 15, 2022

La chute intellectuelle de la technocratie

La nullité de la cour macronienne a besoin pour fonctionner de la noblesse technocratique. Cette noblesse d'État a remplacé celle d'ancien régime. Elle a pris son essor à la Révolution.

« *Comment s'est constituée la configuration singulière de pouvoirs, intellectuels, politiques, bureaucratiques, économiques, qui domine les sociétés contemporaines ? […] Le travail de consécration qu'accomplit l'institution scolaire, notamment à travers les grandes écoles, s'observe dans l'histoire, à des variantes près, toutes les fois qu'il s'agit de produire une noblesse ; et les groupes socialement reconnus, en particulier les grands corps qui en sont le produit, fonctionnent selon une logique tout à fait semblable à celle des divisions d'Ancien Régime, nobles et roturiers, grande et petite noblesse.* » Pierre Bourdieu, La noblesse d'État (Les Éditions de Minuit, 1989)

Au fil des ans, la médiocrité s'est infiltrée dans la caste de la noblesse technocratique jusqu'à produire Xavier Piechaczyk, parmi tant d'autres. Actuellement la bêtise s'épanouit. Le terrain lui est favorable. lemediaen442.fr 16 septembre 2022

Éviter l'ascenseur pour économiser l'électricité, l'idée étonnante des HLM du Rhône - LePoint.fr 15 septembre 2022

Privilégier l'escalier à l'ascenseur, réduire l'éclairage dans les parties communes... L'Opac du Rhône veut réduire les dépenses liées à l'énergie, selon TF1. LePoint.fr 15 septembre 2022

Leur guerre sur tous les fronts.

Pourquoi le prix des appareils électroniques flambe - LePoint.fr 17 septembre 2022

Les prix augmentent dans les rayons électroménagers et électroniques, parfois avec des hausses à deux chiffres. « *L'inflation a rattrapé depuis cet été tous les autres pans de l'économie, dont l'équipement de la maison, avec une hausse jamais vue dans nos relevés* », détaille Grégory Caret, directeur de l'Observatoire de la consommation de l'UFC-Que choisir, interrogé par Le Parisien. Les prix moyens ont connu une forte hausse entre août 2021 et août 2022, selon l'indice de l'UFC-Que choisir, basé sur les tarifs de 25 enseignes.

De son côté, l'Insee fait le même constat. L'électroménager est la première victime de cette hausse, à commencer par les réfrigérateurs (+11 %), les fours (+10 %) ou encore les lave-vaisselle (+ 4 %). Les aspirateurs et les appareils photo numériques ont vu leur prix grimper de 12 %, les smartphones

de 11 % et les robots multifonctions de 7 %. Seuls les micro-ondes ont survécu à l'inflation, en conservant le même prix.

J-C - Ils ne savent plus quoi inventer comme prétextes.

« *Il y a encore plusieurs crises en même temps qui poussent les industriels à répercuter la différence sur le prix final* », explique au quotidien Mathieu Letombe, le patron du fabricant d'objets connectés Withings. « *La demande mondiale de processeurs a explosé avec des composants plus chers, car ils partent aussi désormais dans les consoles de jeux vidéo, mais aussi les voitures électriques, et des confinements locaux en Chine liés à la pandémie qui ferment des usines d'assemblage ou de fabrication de composants.* » Le cours de l'euro impacte également le prix de vente de ces produits : les fabricants se fournissent en Asie, contre des dollars, pour revendre ensuite dans une monnaie dépréciée. Ce processus va impacter la marge « *entre 10 et 15 %* », selon Mathieu Letombe. LePoint.fr 17 septembre 2022

En complément. Il faut bien que leur fortune serve à quelque chose.

Un maillot de Michael Jordan vendu à 10 millions de dollars aux enchères - LePoint.fr 15 septembre 2022

C'est un record absolu pour un article de sport selon Sotheby's. L'article en question est le maillot des Chicago Bulls, floqué du numéro 23.

Un complot, une intention malfaisante, criminelle, sadique, eugéniste ?

La Fondation Rockefeller investit des millions dans le projet Mercury afin de soumettre les peuples à la vaccination - lemediaen442.fr 15 septembre 2022

Un groupe de milliardaires « *philanthropes* » américains consacrent des millions de dollars à la recherche en psychologie comportementale pour inciter à se faire vacciner contre le covid-19. Il s'agit d'une énorme opération de communication appelée Projet Mercury. Son slogan est « *Ensemble, nous pouvons construire un environnement d'information plus sain* ».

Certains mauvais esprits ont décrit ce projet comme de la propagande, du nudging (une méthode d'influence discrète), de la publicité. Il faut dire que Mercure est le dieu romain du commerce et des voleurs. L'objectif du projet Mercury est que chacun ait l'illusion de vouloir librement se faire vacciner, alors que ce sont des procédés marketing qui l'ont convaincu. Notons que le jeu de mot « *con vaincu* » indique une sacrée défaite de la pensée. L'intérêt du projet Mercury serait, lors de la prochaine pandémie programmée, d'éviter des méthodes musclées (confinement, pass sanitaire), jugées incompatibles avec la paix sociale.

La Fondation Rockefeller — du nom du philanthrope bien connu — a financé le projet Mercury à hauteur de 7,2 millions de dollars en novembre 2021. La National Science Foundation (une agence « *indépendante* » du gouvernement américain) a apporté 20 millions de dollars supplémentaires. Les autres partenaires sont le Conseil de recherche en sciences sociales (SSRC), la Fondation Robert Wood Johnson, Craig Newmark Philanthropies et la Fondation Alfred P. Sloan. La Fondation Rockefeller est partenaire, membre du conseil d'administration et donateur de GAVI, aux côtés du WEF, de la Fondation Bill & Melinda Gates et de la Johns Hopkins Bloomberg School of

Public Health, qui a accueilli l'événement 201 (simulation de la propagation d'un coronavirus juste avant la véritable pandémie de covid-19).

Convaincre la clientèle de la prochaine pandémie

Les fonds soutiendront des universitaires américains. Selon Décoder l'éco, les pauvres seraient les premiers à se méfier des vaccins, donc les premiers à convaincre (voir à 22'53 de cette vidéo). La plupart des chercheurs sont donc dans des pays au faible niveau de vie : en Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Côte-d'Ivoire, Ghana, Haïti, Inde, Kenya, Malawi, Mexique, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Zimbabwe. On suppose que, grâce à la Fondation Rockefeller, ces chercheurs auront accès à de meilleurs revenus que leurs compatriotes. Les recherches, sur trois ans, ont pour objectif d'adapter les récits sur les bienfaits de la vaccination covid aux différents milieux ethniques et politiques pour les convaincre de se faire vacciner.

De surcroît, convaincre les pays pauvres d'accepter les vaccins dont les pays développés ne veulent pas pourrait éviter le dépassement des dates de péremption. En France, McKinsey a oublié ce malencontreux problème de date de péremption. Mérite-t-il le milliard versé par les Français ? Conséquence de cette impévoyance : Covax (Bill Gates) a distribué au Nigeria 2,6 millions de doses d'AstraZeneca, dont 500 000 venant de France avec une durée de vie de cinq à sept semaines. Plus d'un million de doses polluantes ont dû être enfouies dans la décharge de Gosa, près d'Abuja, capitale du Nigeria.

La manipulation des masses par les cabinets conseil en France

Les ministères ont entièrement délégué les appels d'offres à l'Union des Groupements d'Achats Publics. Le 13 août 2022 un accord a été signé avec divers cabinets conseil pour 375 millions d'euros sur 4 ans. Ce sont les cabinets conseil qui, depuis 1990, ont trouvé la meilleure politique de santé pour la France : réduire le nombre de lits d'hôpitaux. Pourquoi ne pas continuer ? Certes, mais à condition d'employer leurs techniques de manipulation, afin de convaincre que réduire le nombre de lits est la solution aux problèmes créés par ces irresponsables qui tombent malades. À ce sujet, voir et revoir l'inoubliable déclaration de Jean Castex.

B. A.-BA de manipulation des masses

Chomsky nous explique les bases de la manipulation de masse. Nul doute que McKinsey et sa marionnette présidentielle s'en sont inspirés. **(Chomsky n'est pas une référence pour nous. - J-C)**

1. La stratégie de la distraction. Détourner l'attention du vrai problème. Le dernier exemple de détournement de la pensée, nous le devons à Emmanuel Macron. Il a trouvé la solution au manque de lits : une grande consultation sur l'euthanasie, et tellement moins coûteuse que des soins palliatifs qui encombrent les lits d'hôpitaux.

2. Créer des problèmes puis offrir une solution. François Braun, ministre de la Santé, a avoué devant le Sénat que la variole du singe est une arme chimique (le bon terme serait plutôt « *biologique* ») et que son vaccin est secret défense ! De là à penser que le coronavirus serait d'une origine similaire, il a fallu un prix Nobel pour oser évoquer cette hypothèse. Les médias, bien plus compétents que lui, l'ont d'ailleurs traité de complotiste, de savant fou controversé, etc.

3. Faire accepter l'inacceptable progressivement. Emmanuel Macron le 27 décembre 2020 : « *Je l'ai dit, je le répète : le vaccin ne sera pas obligatoire. Ayons confiance en nos chercheurs et médecins. Nous sommes le pays des Lumières et de Pasteur, la raison et la science doivent nous*

guider. » Après ces belles paroles, le 18 août 2021, la vaccination est devenue obligatoire pour les soignants.

4. La stratégie du différé. Pour faire accepter une décision impopulaire la présenter comme « *douloureuse mais nécessaire* », en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans l'avenir. Macron annonce « *la fin de l'abondance* », « des évidences » et « *de l'insouciance* ». De la même façon que les vaccins étaient présentés comme « *sûrs et efficaces* », la prochaine politique de restrictions et d'inflation est justifiée ainsi : « *Il faut d'abord raisonner en se demandant si c'est efficace et utile* ».

5. S'adresser au public comme à des enfants en bas-âge. (Regarder les médias pour les exemples.)

6. Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion. (Regarder les médias pour les exemples.)
7. Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise. (Regarder les médias pour les exemples.)

8. Encourager le public à se complaire dans la médiocrité. Encourager le public à trouver « *cool* » le fait d'être bête, vulgaire, et inculte… (Hanouna sur TPMP, McFly et Carlito à l'Élysée, etc.).

9. Remplacer la révolte par la culpabilité. Voir l'intervention de Sarah Saldmann à propos des Français en arrêt de maladie (c'est quoi ces feignasses ?)

10. Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes. Là on touche à l'arrogance de classe. On est loin du proverbe paysan, Nul ne me connaît mieux que moi-même, mais en pleine théorie marketing. Voir là.

Sur la théorie de la manipulation, les amateurs de BD peuvent se plonger dans Manipulator, par Makyo, éditions les arènes BD.

Le but de la manipulation de masse est : comment mieux entourlouper. Rendre les foules plus libres et plus heureuses sans arnaque (métaverse, illusions) n'a donné lieu à aucune théorie. Un projet de ce genre ne semble pas intéresser les fondations philanthropiques. À contempler leurs merveilleux sites et leurs équipes souriantes, on se demande pourquoi, avec tant de moyens, de bienveillance et d'intelligence déployés, le monde n'est pas devenu meilleur. lemediaen442.fr 15 septembre 2022

En complément.

Vidéo. 15 septembre 2022 : depuis un an, ils sont suspendus sans salaire, sans chômage… Voici 240 témoignages d'exclus de la société ! - lemediaen442.fr 15 septembre 2022

https://www.youtube.com/watch?v=x4t2J6-WW_s

Même pas tombé, encore un miracle. God save America !

Chine : les images impressionnantes d'un gratte-ciel en feu - Paris Match 16 septembre 2022

Les flammes ont ravagé vendredi un gratte-ciel de 218 mètres de haut dans le centre de la Chine. Paris Match 16 septembre 2022

Non, vraiment, quelle découverte ! Une carence en vitamines peut causer des maladies auto-immunes graves.

Une supplémentation en vitamines pourrait ralentir la démence chez les personnes âgées - Yahoo 16 septembre 2022

Cela pourrait être une bonne idée, selon les chercheurs de l'université de Wake Forest, aux États-Unis.

"*Bien que l'Alzheimer's Association soit encouragée par ces résultats, nous ne sommes pas prêts à recommander une utilisation généralisée d'un supplément multivitaminé pour réduire le risque de déclin cognitif chez les personnes âgées*", estime le Dr Maria C. Carrillo, responsable scientifique en chef de l'association. Des études supplémentaires sont nécessaires. Si les résultats se confirment, les personnes âgées disposeraient d'un moyen simple et peu coûteux de se prémunir de la démence. Yahoo 16 septembre 2022

J-C - Dans le meilleur des cas, ils ont tenu un discours similaire à propos de molécules efficaces contre le covid-19, la vitamine D et le zinc par exemple... sans les recommander, valait mieux encore laisser mourir les patients…

La Bourse ou la vie. On y viendra un jour…

Liban : cinq banques braquées en une journée par des clients réclamant de retirer leurs économies - RT 16 septembre 2022

Face à une crise sans précédent et à l'effondrement de sa monnaie, le Liban a notamment restreint les retraits d'argent. Plusieurs clients ont braqué leur banque, afin de retirer leurs économies bloquées, rencontrant le soutien des épargnants.

Cinq banques ont été braquées ce 16 septembre au Liban par des clients cherchant à retirer leurs économies bloquées, derniers en date d'une série d'incidents de ce type qui ont suscité un large soutien dans l'opinion publique de ce pays frappé par une crise sans précédent.

Le Liban est plongé depuis 2019 dans de graves difficultés économiques et financières imputées par une grande partie de la population à la mauvaise gestion, la corruption, la négligence et l'inertie d'une classe dirigeante en place depuis des décennies. Lire aussi Le 16 mai 2022, un homme cherche dans des bennes à ordures des objets recyclables à revendre au milieu de restes d'isoloirs en carton utilisés lors des élections législatives libanaises à Beyrouth, au Liban (illustration). 35 000 livres pour un dollar : la monnaie libanaise a perdu 95% de sa valeur en deux ans

Quand la valeur de la livre libanaise a commencé à s'effondrer, les banques ont imposé des restrictions draconiennes sur les retraits, empêchant ainsi les clients de retirer leurs économies, en particulier en devises étrangères, surtout des dollars.

En 48 heures, sept banques ont été touchées par une série de braquages. Face à la multiplication de ces incidents, le ministre de l'Intérieur a tenu le 16 septembre une réunion d'urgence «*pour prendre les mesures sécuritaires nécessaires*». L'Association des banques du Liban a elle aussi convoqué

une réunion d'urgence et ordonné une fermeture généralisée de toutes les succursales pendant trois jours la semaine prochaine.

Le 14 septembre, l'exaspération d'une jeune Libanaise qui a pris d'assaut une banque de Beyrouth pour récupérer ses économies bloquées en vue de payer les frais d'hospitalisation de sa sœur atteinte d'un cancer a eu un effet boule de neige.

Le même jour, un homme a braqué une autre banque à Aley, commune au nord-est de la capitale. Et le 16 septembre à la mi-journée, pas moins de cinq autres braquages ont été recensés – trois à Beyrouth et deux dans le Sud du pays. Tôt le matin, un homme de 50 ans et son fils d'une vingtaine d'années ont fait irruption dans une succursale de la Byblos Bank à Ghaziyeh, au sud-est de Saïda, la principale ville du sud, ont indiqué à l'AFP une source policière et un agent de sécurité témoin de l'incident. Le quinquagénaire a menacé les employés de la banque avec une arme, qui, selon une chaîne de télévision locale serait factice, réclamant le retrait de ses économies gelées. Une épidémie de braquages qui rencontre le soutien des épargnants libanais

A la suite de cet incident, trois autres banques ont été prises d'assaut quelques heures plus tard à Beyrouth.

Dans le quartier de Tarik Jdidé, la situation sécuritaire était tendue après qu'un homme s'est enfermé à l'intérieur d'une succursale de la Blom Bank avec des policiers, ont déclaré à l'AFP des témoins rassemblés dans la rue. Selon eux, il s'agit d'un commerçant endetté qui réclame le retrait de ses économies gelées et ne serait pas armé.

Trois kilomètres plus loin, dans le quartier de Ramlet al-Bayda, un homme armé d'un fusil de chasse a pris d'assaut une succursale de la Lebanon & Gulf Bank, ont affirmé des habitants à un photographe de l'AFP sur place.

Dans la banlieue sud de Beyrouth, un jeune homme armé d'un pistolet factice a lui, déclaré avoir pu retirer une somme de 20 000 dollars, selon des médias locaux.

A Chhim dans le sud, un lieutenant retraité de l'armée retiendrait en otage six personnes parmi lesquelles le directeur de la banque qui lui aurait proposé 100 000 dollars, selon certains médias. Le retraité aurait refusé, exigeant l'intégralité de son dépôt de 200 000 dollars, tandis que des coups de feu auraient été tirés.

En août, un épargnant a été acclamé par la foule après avoir fait irruption dans une banque à Beyrouth, réclamant, fusil à la main, ses plus de 200 000 euros d'économies pour payer les frais d'hospitalisation de son père. La banque avait fini par lui donner près de 30 000 euros et il s'était rendu aux autorités. Il n'a pas été poursuivi.

De son côté, la principale association des épargnants libanais a exprimé son soutien aux auteurs de ces braquages, affirmant qu'ils étaient confrontés à «l'injustice et à l'oppression». RT 16 septembre 2022

Leur monde et leur morale ne sont pas les nôtres.

On peut partager cet éditorial de *La Tribune des travailleurs* (POID).

Aux nôtres par Daniel Gluckstein

Entre 1952 et 1959, la répression de la révolte des Mau Mau au Kenya a fait 100 000 morts. Des milliers de prisonniers sont soumis aux pires tortures, incluant castrations et viols, et sont souvent exécutés sur décision du Foreign Office à Londres. Le Kenya est alors colonie britannique. « *L'ordre* » y est imposé par l'armée, dont la commandante en chef est Elizabeth Windsor.

Mars 1960, Afrique du Sud : des manifestants pacifiques sont sauvagement réprimés par la police à Sharpeville. On relève 69 morts. L'Afrique du Sud est alors une colonie britannique où règne le terrible régime d'apartheid contre la majorité noire. La cheffe d'État s'appelle Elizabeth Windsor.

1972, Irlande du Nord (officiellement intégrée au Royaume-Uni) : 28 manifestants pacifiques et désarmés sont délibérément pris pour cible par l'armée britannique. 14 sont tués, pour moitié des adolescents. C'est le « *Bloody Sunday* ». Neuf ans plus tard, à la prison de Maze, Bobby Sands, militant républicain partisan de l'unité et de l'indépendance de toute l'Irlande meurt après 66 jours de grève de la faim. Neuf autres prisonniers irlandais en grève de la faim meurent à sa suite. Leur revendication ? Le rétablissement du statut de prisonnier politique. La Première ministre s'appelle Thatcher. La cheffe de l'État ? Elizabeth Windsor.

1991, puis 2003 : deux guerres terribles sont déclenchées contre l'Irak. Des dizaines de milliers de morts, une nation disloquée. Citons aussi les interventions de l'armée britannique (seule ou dans le cadre de coalitions) en Afghanistan, aux Malouines, en Libye ravageant les pays et dépeçant les nations. La cheffe des armées s'appelle Elizabeth Windsor.

1984-1985 : les mineurs britanniques font grève un an durant. Elle sera brisée, les puits de mine fermés. Les syndicats sont soumis à la répression : plusieurs morts, 20 000 blessés, 11 000 arrestations. La défaite des mineurs conduit aux lois antisyndicales toujours en vigueur. Elizabeth Windsor est à la tête de l'État.

On assiste ces jours-ci à une touchante union sacrée autour de la mémoire de Madame Windsor dite Elizabeth II. Rien d'étonnant à ce que les chefs d'État du monde entier se rendent à ses obsèques pour lui rendre hommage. Rien d'étonnant non plus à ce que Macron ordonne aux mairies de mettre les drapeaux en berne. Il est vrai que les faits d'armes de l'impérialisme français n'ont rien à envier à ceux de son cousin britannique. Et qu'est-ce que la Ve République sinon une monarchie sans couronne… ?

Il est plus étonnant de voir certains, en France et dans le monde, qui se réclament de traditions ouvrières et républicaines participer à cet élan d'union sacrée. Rien ne les y oblige.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser berner par les interminables reportages télévisés dégoulinant d'idolâtrie royaliste. La mort ne sanctifie rien. Les lignes de classe traversent le monde des morts comme celui des vivants.

Fidèles à nos principes, nous rendons hommage aux nôtres, opprimés et exploités. Nous laissons à d'autres le soin de célébrer les oppresseurs et les institutions d'oppression, monarchiques ou républicaines.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=5248

J-C - La monarchie est par nature antidémocratique, c'est incroyable le nombre de gens qui semblent l'ignorer ou qui l'ont oublié.

En famille, la vieille tradition royale et germanique façon IIIe Reich persiste !

- La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova : "*Désormais, les élites britanniques sont aux côtés des nazis*", en référence à l'important soutien militaire et financier apporté par Londres à Kiev contre l'intervention militaire russe. (Source : BFMTV 16 septembre 2022)

Quand malgré eux ou de manière confuse, ils en viendraient presque à valider le marxisme et le socialisme, c'est dire à quel point il est à l'ordre du jour.

"*Droit à la paresse*" contre le travail: la querelle des valeurs à gauche - BFMTV 16 septembre 2022

"*Je vous dis qu'on a un droit à la paresse. (...) La valeur travail c'est quand même une valeur de droite*". Le trait a été décoché ce jeudi matin par le députée écologiste élue à Paris, Sandrine Rousseau. Elle répliquait à distance au secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, qui, dans une tribune publiée mardi dans *Le Monde* a "assumé défendre le parti du travail". *Une déclaration lâchée une poignée de jours après avoir opposé une "gauche du travail à celle des allocations et des minimas sociaux*".

Et voilà qu'en quelques phrases, c'est tout un pan de l'imaginaire de la gauche, et des conflits qui agitent historiquement ses courants, qui s'impose à nouveau dans le débat public.

En effet, l'opposition n'a rien de dérisoire, elle déploie sous nos yeux et à nos oreilles une vaste et ancienne controverse. Face à une gauche soutenant que c'est par leur activité - et l'organisation collective qu'il permet - que les travailleurs s'émanciperont, une autre famille politique veut s'extirper définitivement d'un salariat jugé aliénant. Un duel historique jamais tranché, qui n'interdit ni les recoupements ni les considérations stratégiques, et aujourd'hui réactualisé à l'heure où les considérations écologiques et les difficultés économiques poussent à repenser notre modèle social.

Généalogie

"*Droit à la paresse*". L'expression de Sandrine Rousseau elle-même n'est pas anodine, mais puise dans une généalogie intellectuelle bien identifiée. Jean-Numa Ducange, historien et co-auteur notamment de Paresse et Révolution, explique à BFMTV.com: "*En 1880, Paul Lafargue publie son Droit à la paresse. C'est un texte de provocation, à une époque où un ouvrier travaille jusqu'à 50h voire plus, qui va dire qu'on doit partager le travail jusqu'à ce qu'on puisse glander, en quelque sorte*". L'ouvrage poursuit un objectif des plus sérieux pourtant.

"*Ce n'est pas un appel à sortir du travail mais à réduire le temps de travail*", synthétise l'universitaire.

Kévin Boucaud-Victoire, journaliste et auteur d'une Guerre des gauches plussoie et développe: "*Dans son Droit à la paresse, Lafargue formule une critique de la bourgeoisie et de son rapport au travail. Il considère qu'en s'alliant notamment à l'Église, elle l'a transformé en rapport religieux. C'est 'Travaillez, vous irez au paradis'. Pour Lafargue, il ne s'agit pas de dire qu'il ne faut pas travailler, seulement que le travailleur a aussi le droit au repos, à l'oisiveté.*"

Quand le travail est plus qu'un emploi

La thèse n'a alors - pas plus qu'aujourd'hui - rien d'évident. Car on estime déjà, dans le sillage de Marx, que le travail est l'instrument de la libération du salarié. "*Après un socialisme bourgeois, le mouvement ouvrier émerge et l'un de ses mots d'ordre est : 'La classe des travailleurs contre la classe oisive', c'est-à-dire la classe de bourgeois détenant les moyens de production, qui ne travaillent pas par eux-mêmes et empochent la plus-value en faisant travailler les autres*", resitue pour nous Kévin Boucaud-Victoire.

On en est fait d'ailleurs une affaire de fierté. Mieux, une affaire d'identité et de conscience politique. "*Structurellement, le mouvement ouvrier s'est construit à travers la valorisation du travail. Il est clair que ce mouvement cherche une émancipation. Mais l'idée est d'abolir à terme le salariat, pas le travail lui-même. La fierté au travail est totalement constitutive de la mobilisation des ouvriers*", étaye Jean-Numa Ducange.

Il faut dire qu'il y a un intérêt très concret à aller pointer, ou à se placer derrière sa chaîne de montage. "*Avoir des structures collectives passe par le fait que la plupart des gens aient un emploi salarié, donc puissent se retrouver pour socialiser et s'organiser. Il n'y aurait eu ni CGT, ni parti sans des gens sur un même lieu, se retrouvant autour de l'idée qu'on a des intérêts communs à défendre*", trace encore l'historien qui souligne que cet héritage est si fort qu'il a fourni à la gauche un puissant ADN: "*Quoi qu'on en pense, ce qui fait le commun se construit autour de revendications collectives et le cœur historique de la gauche, c'est le travail*".

Du "*droit à la paresse*" au chômage de masse

Pour autant, le droit à la paresse, bien que minoritaire, n'est jamais évacué. Il est seulement pris en charge par des courants plus libertaires. On tient d'ailleurs là l'un des facteurs qui poussent la gauche institutionnelle - syndicats en tête - et la gauche étudiante à se regarder en chiens de faïence à partir de mai 1968 et tout au long de la décennie suivante.

Les cultures alternatives célèbrent à l'époque un farniente synonyme d'hédonisme, comme le montrent le film L'An 01, réalisé par Jacques Doillon en 1973 adapté d'une bande-dessiné de Gébé, où un simple pas de côté fait s'effondrer la société de marché, ou la chanson de Georges Moustaki justement intitulée Le Droit à la Paresse, en 1974.

La possibilité d'exister hors du cadre du travail ne tarde d'ailleurs pas à faire un retour en force. Sous des tons très sombres cependant. "*C'est lié au choc néolibéral des années 1980, avec la réapparition du chômage de masse. Chômage qui n'est tenable – avec notre État-Providence avancé – que si on rétribue ceux qui ne travaillent pas*", observe à nouveau Kévin Boucaud-Victoire.

Les habits neufs du monde du travail

Depuis, la forme même du travail est en crise. Entre la raréfaction des postes, le phénomène de la numérisation et même de nouvelles pratiques comme le télétravail, il change de visage vitesse grand V. D'où une certaine "perte de sens" pour le salarié d'après Jean-Numa Ducange qui y voit l'origine de la récente explosion des démissions, mais aussi une nécessité pour la classe politique de repenser le schéma.

"*Certains pensent que la numérisation va faire disparaître la valeur travail*", avance l'historien qui enchaîne: "*Une Sandrine Rousseau dit en quelque sorte que 'de toute façon, il n'y aura bientôt plus*

de travail concret et donc qu'on pourra ne rien faire une bonne partie de la journée. Et Fabien Roussel dit en quelque sorte: 'Attention, il existe encore un travail salarié qu'il ne faut pas abandonner".

"*Les uns et les autres font en fait un pari sur l'évolution du capitalisme dans les 10 à 15 ans à venir*", reprend l'auteur.

Peut-être les deux camps pèchent-ils d'ailleurs par optimisme. Car l'urgence climatique pèse déjà lourd. Et le match "*travail contre paresse*" recoupe un dilemme très contemporain à gauche, rendu plus aigu par la crise écologique: productivisme ou décroissance?

"*Il y a une gauche pour laquelle on est sur le développement des forces productives, qui considère qu'elle doit promouvoir un modèle plus efficace que le capitalisme, avec l'idée d'une rationalisation à l'extrême", met en exergue Kévin Boucaud-Victoire qui relance: "Et il y a la critique d'une gauche plus libertaire qui estime que le progrès technique n'a pas amélioré la condition du travailleur, ou alors seulement sa condition matérielle éventuellement, mais pas morale. Il n'est pas plus libre parce qu'il travaille. Cette gauche va prôner non pas d'arrêter de travailler mais de travailler pour subsister, se tourner vers l'artisanat par exemple, et pas pour créer le plus de valeur possible.*"

Stratégies

Au fond, ce sont deux sociologies qui se font face à travers cette polémique que la passe d'armes Rousseau-Roussel vient de raviver. "*Fabien Roussel est élu à Saint-Amand-les-Eaux dans le Nord et s'appuie sur les classes populaires hors métropole, Sandrine Rousseau est élue à Paris et mise sur une gauche écologiste métropolitaine. Ça reflète les tensions à l'œuvre à gauche actuellement*", dépeint Jean-Numa Ducange.

On assiste donc à la mise en scène de l'affrontement d'une gauche laborieuse, désespérée par les fins de mois, et une gauche déjà passée à demain. Le problème, c'est que demain paraît bien loin, surtout que l'extrême droite semble désormais tenir le chronomètre entre ses mains. "*Quand certains à gauche essaient de revenir à un marxisme ou un 'jaurèssisme' qui dirait 'les travailleurs avant tout', il s'agit aussi de lutter contre le RN parce qu'il y a une dimension stratégique qu'il ne faut pas oublier*", analyse Kévin Boucaud-Victoire.

"*L'extrême droite monte en jouant sur ce sentiment de déclin autour du travail*", prolonge Jean-Numa Ducange qui achève: "*L'enjeu à gauche est de retrouver le moyen de faire du commun. Historiquement, ça s'est fait autour du travail mais comme celui-ci est en crise, l'équation est difficile à équilibrer*".

Qu'elle se donne ou non le droit à la paresse, la gauche va décidément devoir se mettre à la tâche. BFMTV 16 septembre 2022

J-C- C'est le travail qui est l'unique source de la valeur, et ce constat est incontournable personne ne peut y échapper depuis que le capitalisme existe.

C'est la transformation du capital par la force de travail qui produit de la valeur, de la plus-value, des richesses, l'ouvrier auquel on peut ajouter tous ceux qui figurent dans le circuit du capital jusqu'au destinataire final de chaque marchandise produite, puis commercialisée, du mineur ou de l'ouvrier agricole en passant par tous ceux qui contribuent à l'entretien de chaque travailleur, de fait

au fonctionnement de la société, à l'exception du banquier, du capitaliste ou du patron ou encore de l'actionnaire, du rentier, qui ne sont que des parasites inutiles qui vivent à leur crochet.

La vie est « *chère* », mais pas au point de la défendre quand elle est menacée par une crise sanitaire fabriquée.

J-C – 22, 23, 29 septembre, 16 octobre, n'en jetez plus la poubelle est pleine de journées d'action bidon de division. Après avoir adopté la muselière et la piquouse de Davos, voilà les opportunistes flanqués des partis de droite PS et d'EELV addictifs à l'escroquerie climatique.

LFI, le PS et EELV appellent à une « *marche contre la vie chère et l'inaction climatique* » le 16 octobre - Journal du Dimanche 16 septembre 2022

La France insoumise, le Parti socialiste, EELV et d'autres organisations politiques et associatives ont appelé vendredi à une « grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique » le 16 octobre à Paris. L'initiative, évoquée pour la première fois début juillet par Jean-Luc Mélenchon lors d'une conférence au siège du Parti ouvrier indépendant (POI) - également signataire de l'appel -, s'inscrit « *dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et associations, dont les journées nationales d'action des 22 et 29 septembre et la mobilisation climat du 23 septembre* », ont précisé ces organisations dans un communiqué transmis à l'AFP.

Le Parti communiste, pourtant membre de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), est absent des signataires de cet appel à l'instar des syndicats, qui ont dit en début de semaine qu'ils ne feraient pas partie de l'appel, contrairement à au souhait de Jean-Luc Mélenchon de construire un nouveau « *front populaire* ». Mais les choses peuvent encore évoluer. Une nouvelle réunion est prévue entre les différents partis, associations et syndicats le 4 octobre.

Les organisations marcheront donc « *contre le pouvoir macroniste* » qui « refuse d'augmenter les salaires, de geler les loyers ou de bloquer les prix face à la vie chère », écrivent ces organisations, parmi lesquelles Générations, le Nouveau parti anticapitaliste, Ensemble !, la Gauche démocratique et sociale (GDS), L'Alternative, La Voix lycéenne, Nouvelle Donne, le Parti ouvrier indépendant (POI) et Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS). « *Pire encore, il prévoit de nouvelles attaques contre le régime des retraites et l'assurance-chômage et organise la destruction des services publics, notamment ceux de l'éducation et de la santé* », ajoutent-elles.

Les politiques climatiques menées par le gouvernement sont également visées. « *La planète brûle et l'eau manque* », « *mais le gouvernement, déjà condamné pour inaction environnementale, poursuit une politique antiécologique* », dénoncent les signataires qui marcheront entre autres « *pour des investissements massifs dans la bifurcation écologique créatrice d'emplois locaux et notamment dans les transports en commun* ».

Hausse des salaires, blocage des prix de l'énergie et des produits de première nécessité, taxe immédiate sur les super-profits ou encore retraite à 60 ans feront partie des revendications du cortège, qui s'élancera de Paris le 16 octobre, précédé par des « *initiatives symboliques le samedi 15 octobre* », indiquent ces organisations.

Collaboration de classes. Comment les syndicats participent-ils à la liquidation du régime des retraites par répartition ? On ne discute pas avec les représentants d'un régime tyrannique.

Réforme des retraites: Marlène Schiappa assure qu'il y "*a bien une concertation*" - BFMTV 15 septembre 2022

La secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire et à la Vie associative a assuré ce jeudi soir qu'"*il y a bien une concertation*", sur la réforme des retraites. BFMTV 15 septembre 2022

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

Ces secteurs où les salaires ont augmenté de plus de 10 % - LePoint.fr 15 septembre 2022

Certains secteurs, comme l'industrie pharmaceutique, bénéficient ainsi de hausses de salaire supérieures à 10 %, selon l'étude annuelle de rémunérations PageGroup dévoilée par Le Parisien, ce jeudi.

Le cabinet de conseil, spécialiste en recrutement de cadres, a examiné les données salariales de plus de 800 métiers dans 24 secteurs différents. Dans l'industrie pharmaceutique, donc, une augmentation de 16 % a été constatée pour les pharmaciens en pharmacovigilance, 18 % pour ceux en affaires réglementaires et même 25 % pour les responsables fabrication et conditionnement.

En comptabilité, ce sont les directeurs comptables qui ont profité ces deux dernières années de la plus forte augmentation de salaire : + 16 %. Ce qui peut amener, pour les personnes ayant plus de 15 ans d'ancienneté, la rémunération brute annuelle à 150 000 euros.

À l'heure où les nouvelles technologies ont une place prépondérante dans la société, logique que les métiers de l'informatique et de la technologie jouissent également d'une belle augmentation de salaire. Par exemple, les ingénieurs date ont vu leur rémunération augmenter de 8 %, les administrateurs systèmes et réseaux de 6 %, et les chefs de projet de 5 %. LePoint.fr 15 septembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 septembre 2022.

Le mot du jour : Déshumanisation.

Lutte de classes ou la guerre des classes à mort.

Ce sont les classes sociales qui structurent la société et le monde dans lequel nous vivons, et ce sont leurs rapports qui déterminent à la fois le fonctionnement et l'orientation de la société ou du monde.

Tout le reste n'est que du baratin, un numéro d'illusionniste ou de charlatan destiné à nous détourner de ce constat, de l'essentiel, pour le compte de l'ordre établi ou plutôt ceux qui en tirent profit principalement.

La République en marche arrière devait fatalement aboutir à la Renaissance de l'Ancien Régime... toutefois raccourci !

Parti politique : La République en marche devient officiellement Renaissance - 20minutes.fr 17 septembre 2022

Hier soir j'ai téléchargé et regardé *Le mépris* (1963) de Jean-Luc Godard.

Je n'ai jamais été cinéphile. Un film chiant où il ne se passe pratiquement rien. Le scénario pourrait tenir en une ligne. J'ai essayé de rentrer dedans, voilà ce que j'ai retenu, c'est maigre,

C'est l'histoire d'un couple formé par Brigitte Bardot et Michel Piccoli qui se termine tragiquement.

En guise d'à-propos pour situer son film, Godard cita André Bazin : Le cinéma substitue à notre regard, un monde qui s'accorde à nos désirs, et d'ajouter : Le mépris est l'histoire de ce monde.

C'est l'histoire d'un couple dépareillé entre un homme et une femme qui finit mal, lui entre deux âge est cultivé, un intellectuel, écrivain, romancier, elle plus jeune que lui était dactylo lors de leur rencontre, très belle ou physiquement bien lotie par la nature, sans grande culture. On devine que leur relation ne s'était pas établie sur les mêmes bases.

Elle, fut attirée par son charme et tout ce qu'il représentait, l'aventure romanesque dont se nourrit l'imagination, synonyme de liberté et de bonheur sans cesse renouvelé ou permanent, tout du moins c'est ce qu'on croit au début, l'opposé de la vie routinière, ennuyeuse et terne d'une modeste employée de bureau destinée à observer un coin de ciel à travers une fenêtre sans pouvoir le saisir dans ses bras ou en jouir pleinement.

Lui, fut davantage attiré par son physique avantageux qu'il voulait avant tout posséder, par sa naïveté, sans se douter ou en négligeant qu'elle avait sa propre vie intérieure qui valait bien la sienne, jusqu'au jour où elle se lasserait d'être ainsi méprisée et le quitterait. Chacun fut victime de ses propres illusions ou ils furent rattrapés par la réalité, pour finalement cesser de s'aimer, c'est classique. Quand dans une relation amoureuse, la tendresse, l'attention, la bienveillance, l'affection deviennent étrangers ou agacent, c'est que la fin de l'histoire est proche.

Le film se déroule avec en toile de fond le mythe d'Ulysse et Pénélope se vouant une fidélité conjugale absolue, pacte que Bardot soupçonnera Piccoli de l'avoir violé, tandis qu'elle le violera sous son nez avant de le quitter.

En affirmant que « *le mépris est l'histoire de ce monde* », on n'est guère plus avancé. Le mépris de quoi, de la réalité, des autres, de qui en particulier ? Et puis, on ne peut mépriser que ce dont on a conscience, or les hommes n'ont toujours pas pris conscience de « *l'histoire de ce monde* », de leur propre histoire. On méprise ce dont on ignore, dit-on, j'en resterai là sans davantage chercher à comprendre ce qu'a voulu dire Godard. Le savait-il lui-même ? Rien n'est moins sûr pour rester fidèle au personnage.

Un commentaire publié dans le blog *Réseau International*.

- Si j'ai bien compris, Nicolas II fut victime d'un "*complot judéo-bolchevik*" en somme cher à l'extrême droite, et la révolution russe un coup des banquiers juifs américains qui l'avaient financée, grâce au juif Trotsky et à Lénine, un agent du Kaiser. Et si Marx rédigea *Le Capital*, c'est sans doute parce qu'il était juif...

Quel délire ou ramassis de conneries (saloperies) répétées sans cesse depuis un siècle !

Mais craignent donc tant que cela ces gens-là ?

Un spectre hante à nouveau le monde : Le communisme, l'antithèse du nouvel ordre mondial totalitaire vers lequel tend inexorablement le capitalisme.

La lecture de la page que Wikipédia a consacré aux Pogroms en Russie, comporte certes d'inévitables interprétations tendancieuses ou frauduleuses, cependant on peut y lire que, je cite :

- (Les pogroms) se déroulèrent dans l'Empire russe jusqu'en 1917... (Avant ils furent le fait du régime tsariste - J-CT)

- Après la fin de la guerre civile, les pogroms disparurent pratiquement entièrement. (Il s'agissait plus d'actes de vengeance isolés contre de riches juifs. - J-CT)

- La révolution a fait disparaître la Zone de Résidence et les Juifs purent également circuler plus librement.

- (Après 1945) Par la suite, ni en URSS, ni dans la Fédération de Russie après la dislocation de l'URSS, aucun pogrom ne fut à déplorer.

Epilogue.

J'ignorai pour ne pas y avoir prêté attention que je répondais à y sale type d'extrême droite. Ensuite il a envoyé 3 ou 4 commentaires qui le confirmèrent, je n'ai pas répondu.

LFI. Un acte de soumission méprisable.

Adrien Quatennens annonce se «*mettre en retrait*» de sa fonction de coordinateur de LFI - Europe1 18 septembre 2022

Adrien admet avoir giflé sa femme, l'avoir blessée au coude et lui avoir saisi les poignets violemment. Des gestes que le député du nord et actuel coordinateur de la France Insoumise dit profondément regretter.

"*Il y a la violence, inacceptable et que rien ne justifie, ni n'excuse jamais*", a commenté Aurore Bergé, patronne du groupe LaREM à l'Assemblée nationale.

Depuis quelques heures, des voix s'élevaient pour demander à Adrien Quatennens de se mettre en retrait. C'est le cas notamment d'Olivier Faure mais aussi de la députée écologiste Sandrine Rousseau, qui sur Twitter, a appelé le député du Nord "*à se mettre en retrait de tout, le temps que la justice se prononce*". Europe1 et BFMTV 18 septembre 2022

Soumis à la stratégie du chaos combinée au règne de la terreur devenues la norme pour gouverner, le tribunal permanent de la Renaissance de l'inquisition peut compter sur une armée de cancrelats ou misérables laquais composés de suppôts de dictateurs au sein des médias et de la gauche oligarchique. Parmi leurs cibles ou victimes, il y en a qui tiennent le coup, et il y en a qui flanchent à la première offensive ou accusation, au premier mot ou geste monté en épingle, autrement dit, par faiblesse ou lâcheté ils la cautionnent plutôt qu'avoir le courage et la dignité d'affronter cette tyrannie, et ils osent appeler cela l'insoumission, quelle escroquerie politique soit dit en passant ! Vous nous excuserez de n'avoir aucune compassion pour ces gens-là

Ceux qui s'en prennent à Adrien Quatennens sont les mêmes qui ont soutenu entre autres la tyrannie sanitaire, la tyrannie climatique, la tyrannie otanienne, qui soutiennent le régime néonazi de Kiev, le régime fascisant de Macron, des adeptes zélés et dégénérés du nihilisme, du wokisme et de la « cancel culture » chers à Davos, bref, de la dictature numérique et énergétique, etc. cela en dit long sur les véritables intentions de ces ordures.

Personnellement j'ai adopté l'attitude ou le principe suivant : Ne pas en tenir compte, rester fidèle à mon engagement politique et à mon idéal.

La différence qui existe entre ces gens-là de LFI et moi, c'est que moi j'ai les moyens de me défendre, parce que je ne me suis jamais renié ou mes intentions correspondent réellement à mon combat politique, j'ai rompu avec le capitalisme et ses institutions, ce qui n'est évidemment pas leur cas. C'est cela leur faiblesse, en partageant le constat frauduleux de Macron et du Forum économique mondial sur la situation, ils se privent des arguments pour les combattre et se défendre, et leurs ennemis en ont parfaitement conscience, alors à la première occasion ils en profitent, voilà tout.

En aparté. Dans des circonstances différentes, autrefois après avoir appris de la bouche même de mon épouse qu'elle m'avait trompé, je suis entré dans une rage folle et je lui ai filé une baffe sans la

blesser, pour me soulager avant de me reprendre... On finira par divorcer à l'amiable dans la bonne humeur, on alla même fêter cela au restaurant ensemble, et depuis avec des hauts et des bas on est resté bons amis, la preuve, elle m'a souhaité mon anniversaire le 11 septembre dernier.

Imaginons maintenant que quelqu'un lisant ces lignes s'arrêterait à la première phrase, il en conclurait que je suis un ignoble personnage, un autre qui lirait jusqu'au bout le paragraphe précédent m'envierait d'avoir conservé cette relation pendant 44 ans...

Revenons à cette misérable polémique.

Le plus étonnant ou ce qui est révélateur, c'est que pour une simple baffe ou un excès d'humeur dans un contexte conflictuel, un divorce, dont on ignore les circonstances exactes, il faut préciser aussi que les femmes excellent pour pousser à bout les hommes en abusant de leurs faiblesses psychologiques, elles ont le don de les rendre violents sans en mesurer les éventuelles conséquences, on n'entend jamais parler des mauvais traitements dont les hommes sont victimes du fait de femmes tyranniques, dépressives, qui peuvent être d'une violence inouïe parfois, par exemple en vous balançant tout ce qui est à la portée de leurs mains, de mémoire, un bol de mayonnaise, imaginez-vous un instant le prendre en pleine gueule, bref, on se focalise sur un geste ou une parole, et on fait sciemment abstraction de tout le reste comme s'il n'avait jamais existé, et l'intéressé, Quatennens, tout honteux se plie à ce mauvais traitement ou il leur donne raison en se mettant "en retrait".

Partant de là, on a envie de dire qu'il n'a que ce qu'il mérite finalement, même si on ne le pense pas vraiment, car personne n'est à l'abri d'une perte de contrôle de soi-même en certaines circonstances. On doit admettre que cela peut arriver à chacun d'entre nous au cours d'une vie, sans pour autant qu'on mérite d'être traité de barbare. A entendre ses détracteurs, ils ou elles seraient parfaites, alors qu'en réalité on a affaire à des va-t-en-guerre dont l'idéologie est d'une violence inouïe, et dont les victimes se comptent par millions... Ce n'est pas vraiment le genre de discours que vous entendrez dans la bouche des dirigeants de LFI, et pour cause.

Effectivement, ce n'est pas l'avis de Mélenchon qui a déclaré sur Twitter "*une gifle est inacceptable dans tous les cas*", alors que lui en mériterait plus d'une ! Vous voyez, ils ne sont mêmes pas capables de se défendre ces rats, piégés par leurs propres contradictions, ils plaident coupables, ils préfèrent donner raison à nos ennemis, de là à penser que ces moralisateurs sont de faux amis ou ne sont pas vraiment nos amis, ils viennent hélas à nouveau d'en faire la démonstration pathétique.

La méthode Goebbels - Mengele. Méfiez-vous comme de la peste de leurs guerres préventives.

Alors qu'ils n'ont toujours pas rétabli le droit de prescrire des médecins, qu'ils nient toujours l'efficacité de molécules existantes pour traiter le covid-19 employées dans le monde entier, tandis que pendant près de 2 ans ils ont empêché les patients d'accéder aux examens ou aux soins dont ils avaient besoin entraînant la mort de milliers d'entre eux ou la résurgence de maladie auto-immunes, les voilà qui annoncent entrer "*dans l'ère de la prévention*", sachant les intentions criminelles qui les animent, il y a tout lieu de s'en inquiéter au plus haut niveau.

François Braun annonce la mise en place de consultations médicales gratuites à 25, 45 et 65 ans - BFMTV 18 septembre 2022

"*On entre dans l'ère de la prévention*" avec cette mesure qui sera intégrée au prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale, explique le ministre, qui insiste: "*nous allons mieux nous occuper des enfants, qui bénéficient de 20 examens jusqu'à 16 ans, mais aussi suivre ces générations au cours de leur vie*".

Pour les adultes âgés de 25 ans, il s'agira de "*faire le point sur les vaccins*"...

J-C - Vous voyez tout de suite où ces criminels veulent en venir. Une fois bien empoisonnés, la suite du mauvais traitement annoncée :

BFMTV - À 45 ans la consultation sera axée sur "*la nécessité de participer au dépistage du cancer du sein, du côlon ou de la prostate*" et permettra de faire "*un bilan sur l'activité physique et d'éventuels troubles de la santé mentale*"

J-C - Ils vous dépisteront des cancers à tout va inexistants, comme ils ont dépisté des affections respiratoires virales ou covidiennes bidons à l'aide de test PCR trafiqués. Et si cela ne suffisait pas, ils vous bourreront d'antidépresseurs ou de psychotropes histoire d'achever la destruction de vos défenses immunitaires, bref, vous aurez compris que dès 45 ans vous passerez sous traitement médicamenteux chimique à vie !

BFMTV - Enfin, à 65 ans sera évoquée "*la prévention de la perte d'autonomie, le dépistage des cancers et de toutes les maladies qui peuvent être prévenues*".

J-C - Si par miracle vous parveniez à 65 balais sans être dans un état de délabrement très avancé, ils s'engagent à remédier à cette anomalie en vous garantissant d'accéder généreusement à tous les mauvais traitements ou empoisonnements qu'ils ont conçus spécialement pour vous. Ils comptent bien profiter de votre vulnérabilité ou faiblesse, obnubilé par la mort, pour vous l'imposer, mieux pour que vous le consentiez de vous-même ou pour que vous leur réclamiez.

Qui parmi les acteurs politiques remet en cause la médecine moderne, son orientation frauduleuse et mercantile depuis un siècle ? Personne au sein du mouvement ouvrier, hormis peut-être des voix isolées, voilà qui est plus que préoccupant, non ?

FranceSoir un pied dedans un pied dehors ou les deux pieds dedans.

Chine: le Parti communiste continue d'enfermer des opposants politiques en hôpital psychiatrique - FranceSoir 16 septembre 2022

Selon un rapport qui vient d'être publié par l'ONG Safeguard Defenders, la police et les agents du gouvernement chinois continuent d'envoyer des militants et opposants dans des services psychiatriques pour des traitements obligatoires médicalement inutiles, où certains "*languissent pendant des années*".

Le rapport publié par l'ONG Safeguard Defenders, basée à Madrid, recense au moins une centaine de victimes, mais elle craint que le phénomène ne soit beaucoup plus important. (...)

Il ne s'agit pas du seul abus chinois dénoncé par la communauté internationale. FranceSoir 16 septembre 2022 (**Réduite à l'OTAN ! - J-C**)

Qu'est-ce que l'ONG Safeguard Defenders ?

Mon commentaire.

Safeguard Defenders : Une référence au-dessus de tout soupçon !

Safeguard Defenders est une ONG dont le siège social est à Madrid en Espagne.

L'histoire de Safeguard Defenders remonte à 2009, année où une petite ONG appelée China Action a été fondée à Pékin par les militants des droits de l'homme Peter Dahlin (Suède) et Michael Caster (États-Unis) et un petit groupe d'avocats chinois et d'autres défenseurs des droits de l'homme (DDH).

La Jamestown Foundation a publié le 7 février 2014 un article de Michael Caster intitulé *The Securitization of Social Media in China.*

Michael Caster figure parmi les membres de la Jamestown Foundation, un think tank du Deep State axé contre la Chine.

Parmi ses membres figurent d'anciens diplomates et des militaires américains de haut rang (souvent retraités), ils ont servi sous différents gouvernements dont celui de Ronald Reagan ou de George W. Bush, sinon ils ont officié au sein de la NSA, la CIA (2) ou d'autres agences de renseignement ou institutions militaires, de la RAND Corporation, il y en a deux qui sont membres du Council on Foreign Relations (CFR), il y a aussi des journalistes et des économistes...

Dans le blog de Safeguard Defenders, on pouvait lire aussi que Michael Caster "*a également contribué à des rapports commandés par le Haut Commissariat aux droits de l'homme (ONU - note de J-C), le Minority Rights Group et d'autres.*"

(Source : safeguarddefenders.com/en - jamestown.org/about-us/board-members)

J-C- Avis à ceux qui en pincent pour ce media, qui visiblement participe aussi de la propagande officielle. A classer dans la catégorie populiste de droite.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 septembre 2022.

La parité entre l'euro et la roupie indienne (1 euro = 80 roupies) est revenue à celle d'il y a un an. Je l'ai constaté en recevant ma retraite, 20235 roupies, soit 252,93 euros, j'ai craint un moment qu'elle soit défavorable à la roupie et que ma retraite s'en trouve diminuée d'autant.

Ils osent tout. La question qui tue celui qui la pose.

La monarchie peut-elle être compatible avec la démocratie ? - Courrier international 22 septembre 2022

Si vous avez une intense activité intellectuelle, continuez la lecture, sinon cliquez sur fermer,

On passe son temps à prétendre savoir ce qu'on fait ou pourquoi on le fait, alors qu'en réalité la plupart du temps on n'en sait rien. On le découvrira bien plus tard dans le meilleur des cas, ce qui ne sera pas donné à tout le monde. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des hommes auront vécu en passant à côté de l'essentiel ou ils étaient voués à demeurer ignorants jusqu'à leur dernier souffle.

C'est ainsi qu'on en vient à se prononcer sur ce qu'on ne connaît pas, à juger les autres sans faire preuve du moindre discernement, injustement, à commencer de préférence par ceux qui nous entourent parce que les autres nous sont inaccessibles. On les a sous la main, c'est pratique, ils servent de boucs émissaires à toutes nos frustrations ou illusions, au lieu de les observer avec bienveillance pour en apprendre quelque chose. On en vient à leur prêter des intentions qui leur étaient étrangères ou à projeter sur eux le produit de nos propres refoulements, dont on n'a pas conscience.

Mais il arrive toujours un moment dans la vie, quand on devient vieux, où malgré nous, par la force des choses peut-être, parce que les enjeux de l'existence sont derrière nous ou ils ont perdu de leur attrait, de leur intensité, on commence à percevoir ou on en vient à concevoir modestement, que par conformisme ou manque d'imagination, on a passé le plus clair de son temps à se leurrer soi-même ou à errer dans la pénombre, à se fabriquer un monde étriqué qui ne correspondait qu'à une infime partie de la réalité, qui n'avait eu de cesse de nous tendre les bras. Il est alors hélas trop tard, les bras nous en tombent, on n'a plus la force de les relever pour la saisir à pleine main, on a déjà un pied dans la tombe, le cauchemar est enfin terminé.

Je crois que ce passage m'a été inspiré par les commentaires que je lis dans le blog où je poste des commentaires, car je crois avoir détecté en les lisant attentivement qu'ils sont le fait de vieillards, ce qui explique pourquoi cela ne les intéresse pas de chercher une issue politique à la crise du capitalisme. Ils s'en contrefoutent, ils se foutent des générations plus jeunes qu'eux, du sort de leurs enfants ou petits-enfants, tout ce qu'ils souhaitent c'est la paix, la paix sociale, le statu quo entre les

classes, la stabilité du régime en place. Ils sont prêts à s'en remettre à Poutine ou Xi, n'importe quel sauveur suprême fera l'affaire, du moment qu'ils pourront finir leurs jours tranquillement.

C'est pesant comme rapports, je vais cesser d'intervenir dans ce blog. Sur le Net, soit vous tombez sur des blogs où les commentaires sont relativement cordiaux, et vous avez affaire à des vieux qui vous livrent leurs fantasmes ou se livrent à des spéculations délirantes, soit vous tombez sur des commentaires débiles bourrés d'insultes qui sont le fait de plus jeunes, ou alors vos commentaires seront enfouis sous des trolls qui les ont envahis. Bref, passons à autres choses.

La transition énergétique prônée par Davos sert juste à créer artificiellement les conditions d'un nouveau cycle du capital, tout comme les guerres.

En se privant des énergies fossiles hormis le nucléaire, exceptés les pays les plus développés, la plupart des autres pays du monde ne pourront pas accéder à l'énergie nucléaire sauf à s'endetter lourdement auprès des bailleurs de fonds internationaux pour acquérir des centrales nucléaires dont seuls les pays les plus riches maîtrisent la technologie et sont en mesure de les fabriquer. Autrement dit, le passage au tout électrique de nature nucléaire devrait renforcer la domination économique et politique principalement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Japon, de la Chine et de la Russie sur le reste du monde.

Exiger que l'ensemble des pays du monde (environ 200) se privent du gaz et du pétrole pour produire de l'électricité pour subvenir à leurs besoins, conduirait à les empêcher de se développer économiquement ou à les maintenir dans un état de sous-développement permanent.

Ceux qui préconisent cette politique énergétique en portent la responsabilité, selon eux la planète ne supporterait pas que l'ensemble des pays et des peuples accèdent à un niveau de vie comparable à celui des occidentaux ou des pays les plus riches, autrement dit, ils cautionnent la stratégie définit à Davos.

Selon eux toujours, la surpopulation n'existerait pas, dans le même temps ils expliquent qu'il faudrait se débarrasser des OGM, des engrais et pesticides chimiques, de l'agriculture intensive, ces arguments sont contradictoires puisque ces éléments prouvent exactement le contraire, à savoir que le recourt aux procédés séculaires ou traditionnels employés en agriculture (incluant l'élevage) respectueux de la nature, suffirait à produire des aliments sains et à nourrir la population de la Terre entière, à condition qu'elle diminue à terme, et qu'en attendant elle demeure relativement stable ou ne progresse que lentement sans jamais atteindre un seuil qui remettrait en cause l'équilibre entre l'offre et la demande, la demande ne devant jamais excéder l'offre.

Or malheureusement c'est ce qui s'est produit, parce que les tenants du capitalisme ont estimé que pour assurer la survie de leur système économique voué à l'effondrement, le développement exponentiel de la démographie mondiale pourrait permettre de le retarder, dans la mesure où elle contribuerait à maintenir le taux de plus-value, ils produiraient de plus en plus et par conséquent de plus en plus de marchandises seraient consommées, de sorte qu'en volume ils accroîtraient leur fortune ou amasseraient des sommes colossales, tandis qu'inexorablement le taux de profit s'effondrerait et la masse de la population mondiale serait maintenue dans un état de pauvreté et de précarité permanente, et il arriverait un moment où cela ne suffirait plus, il leur faudrait s'attaquer aux peuples bénéficiant d'un mode de vie supérieur, ce qui devrait se traduire à l'arrivée par une régression sociale généralisée d'une ampleur inimaginable, nous y sommes.

Ces monstres de cynisme ont joué la carte de la surpopulation, elle devait les aider à atteindre leur objectif, c'est ainsi que réalisant qu'ils étaient devenus les maîtres du monde, on peut émettre l'hypothèse prudente qui demande encore à être vérifiée, que l'heure aurait sonné d'imposer autoritairement aux peuples un processus inverse conçu de longue date, devant conduire à une importante réduction de la population mondiale en recourant à différentes mystifications ou mises en scène minutieusement réglées relevant du terrorisme, du totalitarisme ou du fascisme, dont les peuples n'auront pas idée une fois plongés dans une profonde psychose collective, parce qu'ils ne peuvent pas concevoir que ceux qui les gouvernent sont mal intentionnés à leur égard ou qu'ils sont prêts à les sacrifier.

Pour l'heure, la population mondiale va continuer d'augmenter, parce que le dynamisme des décennies antérieures ne peut pas s'arrêter ou s'inverser du jour au lendemain, ce qui ne fait pas vraiment l'affaire du gang mafieux de Davos parce que tous les peuples s'impatientent ou frappent à la porte en exigeant des conditions de vie meilleures, alors que les oligarques leur promettent l'inverse ou de leur pourrir littéralement l'existence, il arrivera donc un moment où cette distorsion atteindra son point de rupture... A nous de nous y préparer pour aborder cette période des révolutions dans les meilleures conditions, afin de contribuer à leur victoire.

Si d'un coup de baguette magique nous parvenions au pouvoir, on commencerait par faire un inventaire complet de la situation que nous laisse le capitalisme. On ne s'attaquerait pas à toutes ses tares du jour au lendemain, on ne commettrait pas cette erreur fatale. Par exemple, avant de fermer des centrales nucléaires, on commencerait par en construire qui fonctionnent au thorium qui présente l'avantage de ne laisser aucun déchet... Avant de s'attaquer à l'agriculture intensive qui nourrit plus de 95% de la population, aux OGM, aux engrais chimique, etc. on commencerait par évaluer les conditions qui permettraient de produire autrement ou plus sainement sans entraîner une pénurie d'aliments essentiels... On ne fermerait pas les centrales électriques qui fonctionnent au gaz, au pétrole ou au charbon aussi longtemps qu'on n'aurait pas pu les remplacer par des énergies moins polluantes, à moins qu'on parviennent à les rendre propres en utilisant les dernières découvertes scientifiques ou des technologies plus sophistiquées.

Quelques points de repère.

Fin 2021, on recensait dans le monde 436 réacteurs en exploitation dans 33 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Belgique, Biélorussie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Corée du Sud, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Inde, Iran, Japon, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Taïwan, République tchèque. (Wikipédia)

Dans 1/3 de ces pays la production d'électricité à partir de centrales nucléaires atteint ou est très inférieure à 10% de l'électricité consommée annuellement.

En 2020, ce sont les Etats-Unis qui ont produit le plus d'électricité nucléaire avec 94 installations (deux sont en construction), devant la France (56 réacteurs), la Chine (49 réacteurs) et la Russie (38 réacteurs).

(Source : Kernkraftwerk Gösgen-Däniken AG - www.kkg.ch)

Totalitarisme et déshumanisation. Estimons-nous heureux qu'ils ne nous bouffent pas !

La Californie autorise le compost humain pour lutter contre le réchauffement climatique - BFMTV 21 septembre 2022

À partir de 2027, il sera possible de laisser les cadavres se décomposer en Californie, selon une méthode encadrée qui se veut plus respectueuse de l'environnement que la crémation ou l'inhumation.

La Californie rejoint ainsi l'État de Washington, le Colorado, l'Oregon, et le Vermont, qui ont déjà légalisé le compost humain. Il faut compter entre 5000 et 7000 dollars, selon les entreprises qui pratiquent cette activité. BFMTV 21 septembre 2022

La crise généralisée du capitalisme.

Le secrétaire général de l'ONU met en garde devant des dirigeants du monde entier contre le risque d'"*un hiver de grogne mondiale*" en raison des multiples crises qui frappent l'humanité. "*La crise du pouvoir d'achat se déchaîne, la confiance s'effrite, les inégalités explosent, notre planète brûle*" déclare Antonio Guterres à l'ouverture de la semaine de haut niveau annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. BFMTV 20 septembre 2022

Le régime capitaliste est illégitime, il doit disparaître, tout de suite.

Une personne meurt de faim dans le monde toutes les quatre secondes - AFP/LePoint.fr 20 septembre 2022

Une personne meurt actuellement de faim dans le monde toutes les quatre secondes, selon les estimations les plus sévères de plus de 200 ONG, qui demandent aux dirigeants mondiaux réunis à New York « *d'agir pour stopper la crise mondiale de la* faim ». « *Les organisations venant de 75 pays ont signé une lettre ouverte pour exprimer leur indignation face à l'explosion du nombre de personnes souffrant de la faim et pour faire des recommandations, alors que 345 millions de personnes dans le monde souffrent de faim aiguë, un nombre qui a plus que doublé depuis 2019* », soulignent ces 238 organisations dans un communiqué.

Les signataires de la lettre ouverte ont détaillé leur méthode de calcul dans une note de bas de page. Ils s'appuient sur les chiffres du dernier rapport en septembre du Réseau mondial sur les crises alimentaires, créé en 2016 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne et des ONG.

C'est aux travailleurs et leurs organisations de gouverner, personne d'autre.

Haïti vers la "*révolution*" après le doublement du prix de l'essence ? - Courrier International 20 septembre 2022

Après une semaine d'émeutes et de saccages, les violences et la paralysie du pays des Caraïbes ont repris lundi 19 septembre.
"*Toutes les stations-service du pays demeurent fermées. Celles qui n'ont pas été vandalisées pendant les manifestations des derniers jours ont prudemment mis fin aux opérations de vente. […] Il y a encore des barricades sur plusieurs axes à travers le pays. Impossible de recevoir du carburant et de vendre du propane, que certaines familles utilisent pour la cuisson des aliments*", écrit le plus grand quotidien d'Haïti, Le Nouvelliste.

Personne ne sait quand ni comment s'arrêtera la crise, une des plus violentes traversées par le pays. Les manifestants réclament la démission du Premier ministre et chef d'État de facto, Ariel Henry, dont l'investiture n'a jamais été validée par la chambre des députés, dissoute après l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président Jovenel Moïse.

Dimanche 11 septembre, veille du déclenchement des émeutes, Ariel Henry annonçait la fin des subventions – instaurées de longue date – des prix des carburants "*pour financer des programmes sociaux*". L'équivalent d'une très forte augmentation, plus de 100 % par exemple pour l'essence.

"*Faillite de l'État*"

Depuis, des institutions publiques, des stations-service, des banques ont été saccagées. Des alliés politiques d'Ariel Henry ont été attaqués.

Lundi 19 septembre à Port-de-Paix, dans le nord du pays, les locaux de Caritas – branche du Secours catholique – ont été pillés.

Jeudi 15 septembre, les locaux du Programme alimentaire mondial de l'ONU ont été pillés aux Gonaïves, la troisième ville du pays. Ils stockaient des aliments pour près de 100 000 écoliers.

Le Nouvelliste écrit dans un éditorial :

"*Révolution pour certains, règlements de comptes pour d'autres, les événements […] confirment davantage la faillite de l'État […] et que le pays est comme un bateau ivre en pleine mer. Le capitaine du bateau et ceux qui l'accompagnent ne se soucient guère du sort des passagers.*"

Crise économique, crise politique – aucune élection n'est prévue – impuissance voire indifférence de la communauté internationale.

"*Les forces vives de la nation ont brûlé leurs ailes ou sont emportées par la crise, quand elles ne sont pas une partie du problème. […] Une seule certitude, la facture sera salée. On sait aussi que ce sont les plus pauvres qui vont la payer.*" Courrier International 20 septembre 2022

Il nous a déclaré la guerre. Mobilisation générale pour chasser Macron et pour une République sociale.

A l'ONU. Emmanuel Macron: "*Nous avons à faire un choix simple: celui de la guerre ou de la paix*" - BFMTV 20 septembre 2022

Quand l'impérialisme et le colonisateur est contesté en Afrique, ils se rebellent.

ONU : l'invasion de l'Ukraine est un «retour à l'âge des impérialismes», accuse Macron - Europe1 21 septembre 2022

"*Ce à quoi nous assistons depuis le 24 février dernier est un retour à l'âge des impérialismes et des colonies. La France le refuse et recherchera obstinément la paix*", a martelé le président français. "*Qui est hégémonique aujourd'hui si ce n'est la Russie ?"*, s'est interrogé le chef d'Etat.

Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

À l'ONU, Emmanuel Macron appelle à prendre position contre la Russie – RFI 21 septembre 2022

Emmanuel Macron a prononcé un discours virulent à la tribune de l'ONU mardi 20 septembre. Sa cible : la Russie, responsable de la guerre en Ukraine, face à laquelle le chef de l'État français a appelé la communauté internationale à s'unir au nom des valeurs de la Charte des Nations unies.

Une déclaration en faveur d'une guerre mondiale

En marge de son discours à l'ONU, Emmanuel Macron met en garde contre "*la partition du monde*" – BFMTV 21 septembre 2022

Le président de la République estime qu'il est important de "*constituer une coalition plus large sur la guerre en Ukraine*."

Révélateur. Qui est isolé ?

Guerre en Ukraine: au micro de BFMTV, Emmanuel Macron appelle à "*éviter qu'il y ait l'Ouest contre le reste du monde"* – BFMTV 21 septembre 2022

En famille entre tyrans.

France - Royaume-Uni : Première rencontre finalement chaleureuse entre Emmanuel Macron et Liz Truss - 20minutes.fr 21 septembre 2022

Macron livre des armes au régime néonazi de Kiev pour bombarder la population civile russophone.

Moscou juge « *inacceptable* » la poursuite des livraisons d'armes à l'Ukraine par la France - Journal du Dimanche 20 septembre 2022

Un vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Grouchko, a reçu l'ambassadeur français, Pierre Lévy, ce mardi. Les échanges ont été particulièrement tendus au sujet des livraisons d'armes à l'Ukraine en provenance de l'Occident, et notamment de la France. Dans un communiqué, dont l'AFP se fait l'écho, à l'issue de cet entretien, la diplomatie russe a signifié à la France le caractère « *inacceptable* » à ses yeux des livraisons d'armes au pays dirigé par Volodymyr Zelensky, qui a facilité une contre-offensive des forces ukrainiennes : « *L'accent a été mis sur le caractère inacceptable de la poursuite du gavage de l'Ukraine avec des armes occidentales, dont françaises.* »

Alexandre Grouchko a également accusé les troupes ukrainiennes de mettre à profit ces armes pour « *bombarder des installations civiles et des infrastructures, notamment la centrale nucléaire de Zaporijjia* ». Le site de la centrale la plus grande d'Europe, aux mains des Russes depuis le début de l'offensive, est visé depuis des semaines par des bombardements, dont Kiev et Moscou s'accusent mutuellement d'en être l'auteur. En septembre, le président russe, Vladimir Poutine, avait déjà mis en garde son homologue français, Emmanuel Macron, contre les « *conséquences catastrophiques* » de ces frappes qui pourraient causer un véritable accident nucléaire d'ampleur.

Les sanctions occidentales contestées

Le vice-ministre de la diplomatie russe a une fois de plus insisté sur « *la nécessité de lever les sanctions illégales contre les producteurs russes de céréales et d'engrais et de supprimer tous les obstacles à l'approvisionnement des marchés des pays en développement afin d'éviter de graves conséquences humanitaires* », relate l'AFP.

Des propos qui font écho à ceux de Vladimir Poutine. Ce mardi, le chef de l'État russe a accusé l'Union européenne (UE) de bloquer le don de 300 000 tonnes d'engrais russes aux pays pauvres : « *C'est clair : ils ne veulent pas laisser nos entreprises gagner de l'argent. Mais nous voulons donner (ces tonnes d'engrais) gratuitement aux pays dans le besoin* », a déclaré Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de remise des lettres de créance à une vingtaine d'ambassadeurs. Journal du Dimanche 20 septembre 2022

Mes commentaires qui ont été publiés dans le blog *Réseau International.*

1 - Je n'ai pas tout lu, cela me prend la tête et je suis poli. Cependant j'ai noté ceci.

- *La mondialisation n'était en fin de compte qu'une ruse de guerre*

Encore un qui a tout compris !

- *George Orwell, un espion du Mi-6*

Quelqu'un a dû lui souffler très fort et il l'a cru !
- *Francis Fukuyama, un idéologue de la CIA*

Un idéologue de l'oligarchie financière anglo-saxonne cela suffira amplement.

- *l'histoire est toujours en marche, vers le pire suivant le principe universel d'entropie, ou vers le meilleur suivant l'utopie née de l'esprit humain tentant de façonner un réel conforme à l'idée*

Nous y voilà, c'est l'idée qui prédestinerait au destin de l'humanité, et non les conditions matérielles des hommes telles qu'ils les transforment, et qui leur permettent de prendre conscience à un certain stade de développement, que leur émancipation dépend uniquement de leur action, et non de l'idée qui nous ramène à Hegel.

On est là en pleine régression intellectuelle, et j'ai l'audace d'avancer que c'est voulu.

2 - (Cela m'a valu le commentaire suivant : *En quoi ne régressons-nous pas ?*)

Ma réponse.

- Je vais vous faire une réponse à la Jean-Luc Godard : En rien ou en tout, c'est la même chose ou cela revient au même ! Je vous laisse deviner pourquoi.

3 - Les États n'ont que des intérêts et pas d'amis, tout le monde s'en balance allègrement.

On nous rétorquera qu'on n'en est plus là de nos jours parce que les sociétés ou holdings transnationales ont davantage de pouvoir que les États, qui ont abandonné le leur au profit d'institutions supranationales, toujours est-il qu'ils existent toujours et qu'ils ont des comptes à rendre à leurs peuples.

Tous les États pour justifier leur budget de la Défense au détriment des besoins sociaux de leurs peuples doivent s'inventer des ennemis quand bien même ils n'en auraient pas, la Chine et l'Inde ne font pas exception.

Ici en Inde, je constate qu'on regorge de produits made in China, qui pourraient très bien être fabriqués en Inde à un coût défiant toute concurrence. Peu importe où laissons cela de côté. Toujours est-il que le business prime sur toute autre considération, un peu comme l'appartenance à une caste inférieure est négligeable, quand la famille du ou de la future épouse est aisée, personne ne trouve à y redire, l'honneur est sauf du moment que chacun y trouve son intérêt. C'est ce principe hélas qui guide encore les hommes et les États.

(Cela m'a valu la réponse suivante : - *Exactement ! Enfin un qui comprend !*)

4 - Je suis d'accord avec vous.

J'ai noté ce passage qui apporte de l'eau au moulin du tyran Macron :

- *le mode actuel de financement des retraites ne peut plus fonctionner.*

C'est à la fois le constat et la conclusion de Macron-BlackRock = il faut liquider le système par répartition parce qu'il n'est plus viable, et le remplacer par un système à points qui forcera chacun à travailler plus longtemps pour une retraite de misère...

Moi je réponds : Un régime qui n'est pas en mesure de garantir une retraite décente à chacun des citoyens de ce pays doit disparaître.

5 - Pourquoi répondez-vous à des gens qui tiennent absolument à sauver le régime en place, qui veulent nous faire payer des dettes qui ne sont pas les nôtres.
Vous n'avez pas encore compris, semble-t-il si je peux me permettre, que nous ne partageons pas les mêmes intérêts ou les mêmes intentions ou encore les mêmes objectifs politiques.

Dites-leur on fait table rase du passé et on reconstruit la société sur d'autres bases, il faut procéder à un changement de régime économique, condition préalable à la satisfaction de nos besoins sociaux et aspirations démocratiques, vous allez voir leur réaction...

6 - Le culte des puissants, de ceux qui détiennent du pouvoir, c'est marrant de constater à quel point les uns et les autres s'en remettent à eux pour décider de leur destin, je me demande comment ils font pour s'identifier à eux, ma foi cela doit être inconscient.

Oui, c'est cela, ce sont les mêmes qui reprochent à leurs semblables de se conduire comme des moutons ou les traitent de cons, alors qu'en réalité ils les imitent ou ils le sont eux-mêmes. Je me demande sur quel plan on en apprend le plus ici, psychologique ou politique.

Il y en a même un qui a trouvé le moyen de s'extasier devant cette scène ou ces chefs d'Etats semblent s'entendre comme larrons en foire, j'ose préciser, sur le dos de leur propre peuple, oui, sinon ils ne seraient pas là, car c'est bien le peuple le dindon de la farce, lui il devra se passer de ces mets délicats ou raffinés, il est absent du banquet.

Avez-vous remarqué que dans 99% des articles que nous lisons, il n'y figure pas, même pas au titre de figurant. Alors je me demande de quoi parlent ceux qui postent des commentaires, puisqu'ils sont réduits à l'état d'ectoplasme dans ces articles.

Les grands de ce monde décident à notre place, c'est merveilleux. Le droit international devrait s'imposer, tant pis si c'est au détriment des intérêts des peuples, on s'en fout, ils sont trop cons. On va aller loin avec ça...

7 - - les populations de la Terre

Connais pas ! Moi je ne connais que les classes, désolé, ce sont elles qui structurent l'ensemble de la société. Qu'on l'ignore ou qu'on s'en détourne se traduit infailliblement par une grande confusion.

La société se compose de classes sociales ; le système économique repose sur les inégalités entre des classes sociales ; les partis politiques et les institutions reposent sur les classes sociales ou leurs intérêts respectifs ; chaque citoyen appartient à une classe sociale déterminée ; l'interprétation des conditions d'existence auxquels chaque citoyen est soumis dépend essentiellement de la classe à laquelle il appartient ; ce qui permet de résister à l'exploitation, c'est la conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée, tous ses membres partagent collectivement les mêmes intérêts et objectifs politiques... sauf qu'ils l'ignorent généralement !

8 - Les braves gens, comme c'est émouvant ! A part l'horizon du capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme, vous leur en connaissez d'autres ? Que d'illusions !

Je n'interprète pas la situation en termes de blocs ou de contre-pouvoirs comme le font les géopoliticiens, qui pensent à la manière des idéologues de l'oligarchie financière, et n'ont pas d'autre

perspective politique que l'organisation du monde telle qu'elle existe sous l'égide du capitalisme mondial, leur horizon indépassable, mais en terme de lutte de classes. C'est ce qui me permet d'entrevoir un monde totalement différent, où tous les rapports sociaux jusqu'aux plus élémentaires n'existeraient plus ou seraient inversés...
Mais à quoi bon expliquer cela ici, vous vous en foutez ou vous ne vous donnerez même pas la peine d'essayer de comprendre ce que j'ai voulu dire.

Un cran de plus a été franchi dans la tyrannie ou l'instauration d'un régime totalitaire. Quand un fait divers devient une affaire politique.

Je voudrais revenir sur l'histoire qui arrive à Adrien Quatennens, qui n'est sans doute pas un mauvais bougre ou qui ne méritait pas le lynchage public dont il fait l'objet. J'ai beau être vieux, je déteste toujours autant l'injustice et la tyrannie, que lorsque j'étais jeune.

Je tiens à dire que si nous avions eu un parti ouvrier digne du socialisme jamais nous ne nous serions mêlés des affaires d'un couple de militants, et jamais nous n'aurions admis que quiconque d'extérieur s'emmêle non plus, qui plus est lorsque le législateur cautionne la violence exercée par un régime dictatorial envers les plus faibles et les capitalistes envers la classe ouvrière, justifiant le recours à des barbares sanguinaires au cours de ses guerres et armant un régime néonazi, il y a tout lieu de douter de son impartialité ou des intentions assurément inavouables qui guident son jugement, par conséquent cette affaire ne regarde que les intéressés eux-mêmes et personne d'autres.

La tournure monstrueuse que prend cette affaire montre à quel point elle est avant tout politique, et qu'on assiste à un règlement de compte des agents du régime, qui ont décidé de se payer LFI et de faire éclater la NUPES, qui a leurs yeux présente une menace politique, dans la mesure où toute opposition structurée contestant la politique de Macron sans même aller jusqu'à la rupture, loin s'en faut, pourrait compromettre la mise en œuvre de la suite de son programme ultra réactionnaire, ce qu'ils estiment intolérable.

J'avais terminé ce texte hier, mais je tiens à rajouter ce qui m'est venu à l'esprit ce matin en guise d'avant-propos, pour bien situer le cadre dans lequel à mon avis il faut aborder ce sujet.

Dès lors qu'on ne veut pas rompre avec le capitalisme, on est forcément amené à s'accommoder de tous ses forfaits, crimes ou violences, de toutes ses injustices dont les masses sont victimes, c'est imparable, et quand il arrive qu'on en soit soi-même victime, on ne peut que se déclarer coupable. Je ne sais pas si vous percevez quel degré de corruption idéologique il faut avoir atteint pour plaider coupable à la place de l'Etat ou du régime.

Voilà qui explique pourquoi ils s'en prennent de préférence aux masses plutôt qu'à l'Etat ou à l'oligarchie financière, et pourquoi ils sont coupés des masses, mais aussi pourquoi ils ne peuvent leur proposer aucune issue politique conforme à leurs intérêts.

On pourrait aborder cette question sous un autre angle et on aboutirait au même constat.

Dès lors qu'on estime injustifiable le geste qu'on a commis ou les paroles qu'on a prononcées, qu'on plaide coupable à la place de l'Etat, on dédouane l'Etat de ses responsabilités, ce qui signifie qu'on accepte d'en supporter toutes les conséquences, on arme le bras du législateur ou de notre bourreau pour nous frapper, et notre cause est perdue d'avance.

C'est la raison pour laquelle je refuse catégoriquement de m'engager dans cette voie, de juger les masses, et encore moins de prononcer la moindre accusation à leur encontre. Pourquoi ? Pardi, parce qu'elles ne détiennent aucun pouvoir ou elles ne peuvent pas décider librement de leur sort, ce qu'on a trop tendance à oublier, or c'est la stricte réalité.

Qui pourrit l'existence de toutes les familles ouvrières, qui, pas les intéressés eux-mêmes, mais bien ceux qui ont intérêt à continuer de les exploiter et de les opprimer. On nous rétorquera que, tout de même elles y mettent du leur parfois. Effectivement, mais là encore il faut se demander pourquoi avant de les juger. Pourquoi sinon qu'elles n'ont pas conscience de leur condition, parce que tout est fait pour leur interdire d'y parvenir. Dès lors quel crime auraient-elles commis, qui en dernière analyse en est responsable sinon ceux qui leur créent des conditions d'existence insupportables qui les amènent à se déchirer ou conduisent à bien des tragédies. Si l'ignorance est un crime, nous devons tous avouer notre culpabilité, nous devons tous développer un complexe de culpabilité qui nous rabaisse, nous paralyse… Vous voyez jusqu'où peut mener cette thèse ignoble, et qui en tire profit.

Fin de cet aparté.

Comment cette affaire est-elle devenue publique ?

Dès que Cécile Quatennens déposa sa main courante dans un commissariat, elle fut transmise au parquet de Lille, qui s'empressa d'ouvrir une enquête, sans même qu'elle en soit avertie, c'est leur avocat qui l'informera ainsi que son époux.

C'est Le Canard enchaîné, qui a des informateurs bien placés dans la magistrature, qui la semaine dernière se fit un malin plaisir de révéler l'existence de cette main courante, alors qu'il fait lui-même l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet de Paris, après la plainte déposé par l'un de ses journalistes, qui a dénoncé l'usage d'un emploi fictif au sein de la rédaction pendant 30 ans. Gageons que dans sa magnanimité le Parquet de Paris fera preuve de bienveillance à son égard et clôturera le dossier pour manque d'éléments à charge en échange du service qu'il vient de rendre à Macron.

J'ai lu attentivement le communiqué qu'Adrien Quatennens a rendu public le 18 septembre 2022

J'ai vécu autrefois une histoire similaire, à ceci près qu'elle s'est réglée à l'amiable entre ma première épouse et moi.

Ce qui est significatif dans le cas du couple Quatennens, c'est qu'une des deux parties, Céline, l'épouse d'Adrien Quatennens, a décidé d'introduire dans leur histoire une tierce partie, en l'occurrence les services judiciaires, en déposant une main courante contre son époux, laissant supposer à partir de cette déclaration, qu'Adrien aurait pu commettre un ou des actes ou délits susceptibles de relever de la justice, ce qui en soi constituait une grave accusation pouvant nuire à l'intégrité d'Adrien, dès lors que les charognards médiatiques et la pourriture de la réaction s'en empareraient.

Il y a lieu de faire remarquer à ceux qui bafouent allègrement le principe de la présomption d'innocence, que personne à ce stade ne peut certifier que l'accusation portée contre Adrien par son épouse serait justifiée d'une manière ou d'une autre, dans la mesure où personne, pas même Adrien, n'a eu connaissance du contenu de la main courante déposée par son épouse. Il faut noter aussi, que les uns et les autres se sont empressés de porter un jugement sur un geste en ignorant totalement le contexte dans lequel il était intervenu. Pire encore, Mélenchon le lâche a rejoint les rangs des

chacals qui se sont rués sur Adrien Quatennens, le condamnant en déclarant « *une gifle est inacceptable dans tous les cas* », la député LFI Danielle Simonnet a renchéri : « *Une gifle c'est une gifle, ça n'est pas à banaliser* », avant d'ajouter pour Achever Adrien : « *C'est une bonne chose que la coordination des espaces de LFI ait estimé qu'il devait être mis en retrait. Il ne peut plus pour l'instant parler en notre nom. Il faut exprimer la pleine solidarité avec les victimes* » (BFMTV 22 septembre), j'y reviendrai plus loin, je ne sais pas ce qui me retient de leur en filer des baffes à ces salauds !

On peut émettre l'hypothèse que Céline, qui n'était pas censée ignorer l'engagement politique d'Adrien et le traitement que les médias lui réserveraient, a cru bon de recourir à ce procédé afin de pouvoir négocier leur divorce à son avantage ou tout simplement pour préserver ses intérêts, tout du moins tels qu'elle les concevait, d'une certaine manière elle s'en serait servi comme moyen de chantage sans vouloir nuire particulièrement à Adrien, les femmes qui développent souvent un complexe d'infériorité sont particulièrement sournoises, sans se douter de la tournure que prendrait leur histoire une fois qu'elle serait rendue publique.

Il se peut que Cécile ait mal vécu qu'Adrien se consacre de plus en plus ou entièrement à son engagement politique au cours des dernières années, et qu'elle n'ait pas supporté de devoir supporter seule les charges familiales. Il s'en suivit une certaine amertume et beaucoup d'incompréhension, qui se transformèrent en haine au fil du temps...

J'ai pour ainsi dire vécu cela en raccourci toutefois il y a 41 ans, après la naissance de notre fille. Mon épouse me plaça devant le dilemme suivant : continuer de militer ou préserver notre couple, j'optai pour la seconde option, je n'avais pas vraiment le choix, ce qui ne me vint pas à l'esprit à ce moment-là, c'est que pour en arriver à cette extrémité-là, cela signifiait que le sort de notre couple était déjà scellé, et nous divorcerons 8 ans plus tard.

Tout au long de ma vie, je dois avouer que j'ai manqué de clairvoyance quand il s'agissait de gérer mes propres affaires. Ce n'est que bien des années plus tard que je réalisais ce qui s'était passé ou que j'en prenais conscience. J'aurais dû m'en occuper davantage, je n'ai jamais fait de plan d'aucune sorte, c'était au-dessus de mes moyens réduit à vivre au jour le jour. Issu d'un milieu défavorisé, peut-être ai-je pensé que se projeter dans le futur était réservé aux nantis, et comme je n'en faisais pas partie, je serais ballotté d'une rive à l'autre du long fleuve de la vie pas vraiment tranquille sans vraiment toucher terre ni couler, aussi dois-je m'estimer heureux !

Vous savez ce que je pense de LFI, cependant ce qui arrive à Adrien Quatennens me fait de la peine parce que c'est profondément injuste, dégueulasse, ils veulent le briser, le détruire tout simplement. Si maintenant il n'est pas capable de se défendre contre les charognards qui veulent sa peau, on ne peut rien de plus pour lui, que ce qu'on a expliqué dans la causerie du 19 septembre.

Epilogue ou déchaînement de haine en bande organisée contre Adrien Quatennens, au-delà sur ce qu'incarne LFI même de façon déformée, la classe ouvrière, car c'est elle leur véritable cible. En portant un mauvais coup à LFI, ces mégères entendent rendre service à Macron.

A bas le féminisme et l'écologisme !

Comme j'eus raison de le proclamer haut et fort, les faits me donnent raison une fois de plus. Les intentions de ces pouffiasses fanatisées sont visiblement malintentionnées et téléguidées idéologiquement. J'en veux pour preuve qu'elles piétinent allègrement le souhait exprimé publiquement par l'épouse d'Adrien, que leur différent ne fasse pas l'objet d'un déballage public ou

que son époux soit victime d'un tel traitement. Cette brave femme est victime d'une instrumentalisation politique qui la dépasse, l'accabler serait tout aussi dégueulasse évidemment.

Chacun peut percevoir clairement de nos jours, que la société dans laquelle nous vivons est animée de forces centrifuges qui œuvrent en permanence à sa dislocation, à la dislocation de tous les rapports sociaux, et dernièrement cela a pris une tournure hystérique allant jusqu'à encourager les femmes à haïr férocement les hommes, pour finalement déclarer que les organes génitaux des hommes et des femmes ne permettaient plus de les distinguer, de sorte qu'il soit rendu impossible d'accéder à la connaissance de l'origine de leur comportement, ce qui est pratique quand on envisage de les manipuler ou de leur imposer un comportement standard. Cette propagande outrancière est présente dans le portail du Forum économique mondial ou Davos, inutile de se demander pourquoi, chacun peut le comprendre instantanément. Une fois atomisés, vous devenez particulièrement vulnérables, l'ensemble des membres de la société en guerre les uns contre les autres sont à leur merci, on peut facilement leur faire accepter n'importe quelle mesure qu'il aurait été impossible de leur imposer en temps normal, on en a eu la démonstration depuis début 2020 avec leur mystification sanitaire ou fausse pandémie...

Quand en dehors de toute considération vous avez conscience d'appartenir à une classe sociale, vous partagez les mêmes besoins ou intérêts et aspirations individuelles, qui de ce fait deviennent collectifs, vous pouvez vous unir sur cette base et combattre ensemble l'Etat et la classe des capitalistes pour obtenir satisfaction, sachant que chaque lutte est politique. Quand les tenants du régime tyrannique en place font tout pour opposer entre elles toutes les couches d'exploitées, c'est cela qu'ils visent et pas autres choses, il leur faut neutraliser par n'importe quel moyen la lutte de classe des exploités et des opprimés.

Adrien et Cécile appartiennent bien à la même classe sociale, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux, et tous deux aspirent à la démocratie et à la liberté, et bien malgré tout voilà qu'ils en arrivent à se livrer à une lutte à mort dans l'arène que leurs ennemis ont mise à leur disposition à cette occasion. Ce sont leurs ennemis qu'il faudrait blâmer uniquement ici, eux seuls portent la responsabilité des drames familiaux qui frappent en particulier les familles ouvrières, au lieu de cela, on cherche qui d'Adrien ou de Cécile serait responsable de la situation dans laquelle ils se retrouvent aujourd'hui, comme s'ils l'avaient souhaité, c'est injuste et délirant.

Les inquisiteurs obtiennent une tribune dans Libération, dont le propriétaire est le milliardaire Patrick Drahi, qui avait appelé à voter Macron. Elles exigent, rien que cela, qu'Adrien Quatennens démissionnent de son mandat de député, alors qu'elles n'appelleront pas à la démission de Macron leur véritable mentor.

Quatennens: plus de 500 militantes féministes exigent sa "*démission de son mandat parlementaire*" - BFMTV 21 septembre 2022

Dans une tribune de #RelèveFéministe publiée par Libération, plus de 500 militantes féministes demandent à ce qu'Adrien Quatennens démissionne de son mandat de député du Nord.

Parmi les signataires de la tribune, on retrouve des militantes de La France insoumise (LFI), du Parti socialiste (PS), de Générations mais aussi d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV).
"*Nous refusons catégoriquement de militer avec des hommes auteurs de violences*", déclarent celles qui ont paraphé la tribune.

Selon les militantes, "*il est grand temps de faire de la place politique aux féministes qui luttent au quotidien contre les violences sexistes et sexuelles."* Elles appellent ainsi à une "*relève féministe*". BFMTV 21 septembre 2022

La chasse à l'homme, à défaut de la chasse au capitalisme.

Leur infâme tribune commençait ainsi :

- *Les agresseurs et auteurs de violences sexistes et sexuelles ne peuvent représenter nos combats politiques. Puisque les hommes semblent incapables de faire mieux, il est temps de passer la main, plaide le collectif #RelèveFéministe.*

Les hommes sont présumés tous coupables aux yeux de ces détraquées du nouveau tribunal de l'Inquisition. Ces despotes appellent à les traquer, les harceler, les menacer, leur pourrir la vie jusqu'à ce qu'ils cessent tout engagement politique. Et en plus ces décomposées ont recouru à l'écriture inclusive dans leur tribune.

Ces scélérates visent directement Mélenchon :

- *Nous condamnons avec la plus grande fermeté les réactions de Jean-Luc Mélenchon et de ses pairs, qui renforcent la culture patriarcale.*

Entre nous, il l'a bien cherché. Nous ne leur reconnaissons absolument aucune légitimité pour s'exprimer au nom d'une quelconque catégorie de la population.

Il faut bien comprendre que tous ces gens qui se réclament d'une morale vertueuse, sont les mêmes qui ont soutenu toutes les guerres de l'OTAN, la mystification climatique, puis celle sanitaire avec la muselière et la piquouse, et dernièrement celle sur la guerre en Ukraine imputée à la Russie, on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'elles ont été systématiquement de tous les mauvais coups, des coups pourris initiés par les oligarques du Forum économique mondial.

A les entendre, seuls les hommes s'adonneraient à des violences sur les femmes, mais pas les femmes sur les hommes. A aucun moment elles ne s'intéresseront aux contextes qui ont conduit à ces violences, comment de l'extérieur quelqu'un pourrait-il en juger, puisque personne n'est dans l'intimité d'un couple au quotidien pour savoir ce qui s'y passe réellement, hormis ce que l'un ou l'autre veut bien confier, et qu'il y a lieu de prendre avec des pincettes, car on ignore si son récit est fidèle ou non à la réalité.

Les hommes sont réputés physiquement plus forts que les femmes ou ils cognent plus fort. Les hommes abuseraient de leur position dominante ou ils développeraient un complexe de supériorité, tandis que les femmes se soumettraient à cette domination et développeraient un complexe d'infériorité.

Mais sur le plan psychologique, quel est le plus fort, qui domine, celui qui s'extériorise et qui n'a plus grand chose à l'intérieur, dans la tête si vous voulez, ou celle qui intériorise ou garde tout à l'intérieur, qui réfléchit et ressasse mille fois les mêmes choses pour tenter d'exister malgré tout, échafaude des plans de survie ? L'homme est sûr de lui, de sa domination, il en veut pour preuve que sa moitié est toujours d'accord avec lui ou elle lui laisse faire ce qu'il veut. C'est ce qu'il croit, mais est-ce vraiment la réalité? Il n'en sait rien, et il ne se pose même pas la question. Pour lui c'est entendu, jusqu'au jour où sa compagne va ruer dans les brancards, bousculer son consensus obtenu

aux forceps, du genre : qui ne dit rien consent forcément, une illusion, et lui balancer qu'elle en marre de vivre avec lui et qu'elle a pris la décision de rompre leur relation.

Il tombe des nus, après ce coup de massue il est en état de choc. Il va lui demander depuis combien de temps elle est malheureuse avec lui, quand elle va lui répondre depuis longtemps déjà ou des années, il va repenser à toutes les fois où ils se sont engueulés, mais il en avait toujours minimisé les motifs, chaque fois il mettait cela sur le coup d'une mauvaise humeur due à des emmerdements passagers ou qui se sont enchaînés, ses règles, sans déconner cela va jusque-là parfois. Car il faut bien comprendre, que seuls ses soucis de monsieur sont fondés ou méritent qu'on se penche dessus, ceux de madame ne sont pas sérieux, allez, on parle d'autres choses et c'est expédié !

Il va vouloir rattraper le coup, il croit que tout est encore possible, alors qu'en réalité c'est bel et bien terminé. Plus il va s'acharner, plus il va devenir odieux et maladroit, et se faire du mal inutilement, sa souffrance est telle que le seul moyen qu'il va trouver pour l'atténuer, ce sera de la partager avec sa compagne qui n'en demandait pas tant, bref, il va aggraver son cas et finir par se prendre la porte dans la gueule, parce qu'à un moment donné il ne reste plus que cela pour le ramener à la réalité ou à la raison.

Notez bien que moi je suis pour la paix des ménages, je déteste les disputes, mais la pire réaction, c'est encore de ne pas les prendre au sérieux et de ne pas suivre les conséquences qui en découlent ou de ne pas faire le point un peu plus tard pour voir où on en est, histoire de voir où on en est sur le plan affectif, si notre embarcation est sécurisée ou si elle prend la flotte de partout et elle est prêt à couler à la prochaine tempête, soit on estime qu'on peut encore colmater les brèches ou recoller les morceaux, soit on constate qu'il est trop tard...

La tribune de ces gestapistes :

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/violences-sexistes-et-sexuelles-limpunite-est-revolue-place-a-la-releve-feministe-20220920_7Z7L6H35K5ABXL4W3GK4SX4PHA/

La liste des signataires :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1oFKIy9B01MxUwdVmpoX9RFC6Ntkid5qT1h8FOJgDBaM/edit#gid=1718216969

En famille, la piste qui mène à Matignon et au parti de Macron.

Affaire Quatennens: Borne choquée par Mélenchon qui "*banalise les violences intra-familiales*" - BFMTV 20 septembre 2022

Aurore Bergé (Renaissance) n'est "*pas certaine*" qu'Adrien Quatennens "*soit le bienvenu*" dans l'hémicycle - BFMTV 20 septembre 2022

Violences faites aux femmes: pour Isabelle Rome, les cellules d'écoute de la Nupes "*étouffent la parole des victimes*" -BFMTV 22 septembre 2022

Isabelle Rome**,** une pourriture.

- Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances au sein du gouvernement Élisabeth Borne.

En juillet 2022, elle annonce que le gouvernement versera 400 000 euros chaque année pendant trois ans à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) « *afin de soutenir ses actions de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+* » (Wikipédia)

La chasse aux sorcières des gestapistes s'étend au comportement psychologique.

Violences faites aux femmes : Bayou « *mis en retrait* » de la co-présidence du groupe écologiste à l'Assemblée - Paris Match 21 septembre 2022

Julien Bayou, accusé de violences psychologiques par une ex-compagne, est "*mis en retrait de ses fonctions"* de co-président du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, a annoncé le bureau du groupe mardi par communiqué, en attendant les conclusions d'une enquête interne.

Sandrine Rousseau avait dénoncé des "*comportements de nature à briser la santé morale des femmes*" La députée et finaliste de la primaire écologiste Sandrine Rousseau avait rapporté lundi sur France 5 avoir reçu chez elle une femme accusant le secrétaire national d'EELV Julien Bayou de "*comportements de nature à briser la santé morale des femmes*". Paris Match 21 septembre 2022

J-C – Les mesures liberticides, totalitaires, dignes d'un régime fasciste adoptées par Macron depuis mars 2020 auxquelles cette cinglée et ses semblables ont souscrit, n'étaient pas de « *nature à briser la santé morale des femmes* », tout comme la décision de cesser d'acheter du gaz à la Russie…

Mission impossible. Comment faire croire que ceux qui gouvernent seraient bien attentionnés envers la population ?

Un rapport pointe la « *situation préoccupante de la santé périnatale en France* » - Publicsenat.fr septembre 2022

Le texte met en avant une « *situation préoccupante de la santé périnatale en France* ». Publicsenat.fr septembre 2022

Alors qu'ils ont empêché pendant deux ans à la population d'y accéder. Qui ignorerait l'état de délabrement de la santé publique ?

Un rapport dénonce de fortes inégalités sociales dans l'accès aux soins - Europe1 21 septembre 2022

Prévalence de maladies chroniques, risque de renoncement aux soins, réalisation de tests de dépistage... Europe1 21 septembre 2022

Covid-19. Le putsch de la finance

Covid-19 – fabrique de la panique et braquage des comptes publics – épisode 9 : Le putsch de la finance - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Cette vidéo est le neuvième épisode de la série réalisée avec le média Kairos. Nous y faisons le tour des origines politiques et financières de ce que nous avons vécu.

En 2009, la « *pandémie* » de covid-19 a été précédée par la tentative ratée de pandémie de grippe H1N1 (voir le rapport du Sénat de 2010). Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, a prévenu que la pandémie sera gravissime. Avec ses modèles statistiques tordus, l'épidémiologiste britannique Neil Ferguson a prévu 2 millions de morts de grippe H1N1. Le Pr Antoine Flahaut prévoit 30 000 morts. Ils se sont ridiculisés et leurs modèles mathématiques, aux prévisions totalement fausses, ont été mises en question par le Sénat. Pourtant, dix ans après, on refait appel à eux et à leurs modèles mathématiques pour le covid-19. Aucun enseignement n'a été tiré de leurs erreurs.

L'OMS a été rendue responsable de la psychose de H1N1 par le rapport du Sénat en 2010. Avant 2009, l'OMS avait supprimé le critère de gravité dans la définition d'une pandémie. Pas besoin de morts ou de malades, il suffit de personnes testées positives, pour pouvoir déclarer une pandémie. De plus les conflits d'intérêts au sein de l'OMS et parmi les experts hors OMS ont été dénoncés par le Sénat (cela n'a fait qu'empirer depuis).

Les médias ont censuré toute voix dissidente en 2009 qui mettait en doute la réalité de la pandémie. Ce sera la même chose à propos du covid plus tard.

Coût du gâchis (les vaccins ont été jetés) : 1,5 milliard d'euros.

Les laboratoires pharmaceutiques, profitant de la campagne de peur de 2009, avaient préparé des stocks de Tamiflu et s'étaient préparés à faire des vaccins et à encaisser de l'argent à la pelle. En 2020, ils ne vont pas louper la pandémie covid !

Les dépenses pour les cabinets de conseil ont explosé ces dernières années, selon un rapport du Sénat de 2021. En 2020 : 600 millions d'euros de coûts non cachés. En 2021, près d'un milliard d'euros. Politiques et hauts fonctionnaires ont des conflits d'intérêt avec les cabinets conseil. Leur pantouflage en témoigne (voir l'organigramme de Philippe Duval là).

McKinsey défend les intérêts de son client Big Pharma au détriment de ceux des Français.

Le CAC40 a fait élire le candidat Macron (voir l'article d'Aude Lancelin dans Médiapart)
Les banques sont également bien représentées chez les politiques (voir Ces très chers banquiers, dossier du Canard Enchaîné de 2015)

On peut soupçonner l'origine de la pandémie dans cette conjonction d'intérêts.

Les laboratoires qui ont produit les vaccins commandés par la France sont détenus par des fonds de pension américains (Vanguard, BlackRock, State Street, etc.). Ces mêmes philanthropes possèdent aussi Facebook, Twitter, Google, Youtube, Microsoft et les grands médias, qui empêchent toute critique de Big Pharma. Microsoft, c'est Bill Gates, président de Gavi qui est le premier financeur de l'OMS, mais aussi des laboratoires pharmaceutiques, de l'Unicef, de l'Imperial College of London où travaille Neil Ferguson, de l'université d'Oxford (AstraZeneca), de la BBC, du Monde.

Les médias gardent férocement le camp du bien. Ils sont aidés des Fact checkers, deux des grands médias (Le Monde) comme ceux de petits blogs qui souhaitent se donner de la visibilité (Fact and Furious). Les journalistes sont à vendre, témoigne Julien Fomenta dans Fakir. Ces ghostwriters écrivent des articles commandés, qui sont ensuite parfois signés de vrais journalistes. Ces articles bidons sur Figarovox et d'autres blogs de grands journaux sont parfois cités comme des références !

L'argent généreusement distribué a fait taire tous ceux qui en ont profité. Le coût de la crise du covid pour la Sécurité sociale est de 10,5 milliards d'euros. La campagne de tests a coûté 13

milliards en 2021. Les petits labos ont bien gagné leur vie, de même les infirmiers et médecins (entre 100 et 400 € la demi-journée), les agents de sécurité dans les hôpitaux (60 millions d'euros par mois pour contrôler l'entrée des malades vacciné et virer les non-vaccinés), McKinsey a été payé 2 millions par mois pour la stratégie vaccinale, StopCovid (le logiciel qui ne marche pas) : 6,5 millions, 2 milliards d'euros d'aide aux média en 2020, 26 millions d'euros pour des sondages d'opinion en octobre 2020, 100 milliards d'euros en 2020 pour le plan de relance des entreprises (il y a eu moins de faillites que sur une année habituelle), 51 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC40 en 2021. Pour les salariés qui souhaitent prendre une semaine de vacances : 27 milliards d'euros de chômage partiel en 2020, sans jour de carence (à l'inverse de toutes les autres maladies) et sans obligation de symptômes.

La stratégie du choc (voir le livre de Naomi Klein).

(https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Strat%C3%A9gie_du_choc)

Créer un choc (coup d'État au Chili, pandémie) ou profiter d'un choc naturel (ouragan Katrina) permet d'instaurer, par un coup d'État, un système totalitaire rentable pour le grand capital. Le système totalitaire en est arrivé à dire aux Français combien ils pouvaient être à table à Noël, qu'ils ne pouvaient être assis sur la plage, ou dans les bars, puis l'inverse. Les médias ont expliqué que c'était scientifique et imposé par des êtres supérieurs. La population, perdue, y a cru. Pire, elle a cru y adhérer librement. Le coup d'État mondial et le grand contrôle mondial a été décrit par Klaus Schwab dans le Great Reset. C'est affligeant et reflète le bas niveau intellectuel de ceux qui ont le pouvoir. Un résumé est disponible sur le site Kairos là.

Dans le premier épisode, nous avons vu qu'il n'y a eu aucune hécatombe nulle part en Europe, ni en 2020 ni en 2021.

Dans le deuxième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas eu la saturation hospitalière annoncée.

Dans le troisième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas non plus eu un « *déferlement* » de malades. Il y a eu bien moins de malades comptabilisés que pendant les épisodes dit « *grippaux* » du passé. Nous vivons une épidémie de « *cas* » entretenue par les fameux « *tests* » qui n'ont pas de rapport avec la moindre maladie.

Dans le quatrième épisode nous avons vu le moteur même de la fraude : l'utilisation de codes spécifiques par les hôpitaux de façon à produire les « *bonnes* » statistiques.

Dans le cinquième épisode nous découvrions le socle de l'idéologie sanitaire actuelle qui ne repose sur aucune expérience et est contredite par les statistiques : la contamination.
Dans le sixième épisode nous avons fait le tour des causes de décès depuis le début de la crise sanitaire à l'aide des rapports du Sénat, de Santé Publique France, de l'ATIH et des statistiques de décès de l'Insee pour découvrir le lien entre les mesures et les hausses de mortalité.

Dans le septième épisode nous avons analysé les fameuses injections et ce qu'il se cache derrière le mot « *efficace* ».

Dans le huitième épisode nous continuons l'analyse des injections. Nous allons voir ce qu'il se cache derrière le mot « *sûr* ».

La vidéo : Le putsch de la finance

https://www.youtube.com/watch?v=ZRnUSp6KNWk

Quand on découvre quotidiennement que le monde dans lequel nous vivions, ne ressemblait pas vraiment à celui qu'ils nous avaient décrit.

Harcèlement sexuel, viol sur mineur : 40 ans d'omerta à la Fédération française de football - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Pendant des années, Noël Le Graët, président de la Fédération française de football, et d'autres hauts responsables de la fédération ont dissimulé de multiples cas d'abus sexuels, y compris sur des joueurs mineurs.

Le dossier est accablant : l'enquête menée par le journaliste Romain Molina implique des entraîneurs, des dépisteurs, des agents et des hauts fonctionnaires de l'*« élite » française.* »

Vidéo. Enquête : 40 ans d'omerta à la FFF

https://www.youtube.com/watch?v=kAFkVc6eRW8

Dossier Ukraine ou OTAN contre Russie.

Quand les canons de la France bombardent la population civile de Donetsk.

Le président Vladimir Poutine refuse une conversation téléphonique à l'initiative d'Emmanuel Macron - lemediaen442.fr 21 septembre 2022

Emmanuel Macron s'est vu refuser une conversation téléphonique avec Vladimir Poutine, rapporte le journal Moskovsky Komsomolets (MK). Le journaliste ukrainien Anatoly Shariy a suggéré que ce refus est dû au bombardement de Donetsk par un obusier automoteur Caesar de fabrication française.

Alors que diverses sources indiquent que la conversation entre les deux chefs d'État a été reportée de plusieurs jours, nous rappelons à nos lecteurs l'erreur fatale du président français d'avoir divulgué un entretien téléphonique privé avec Vladimir Poutine. L'échange avait été diffusé dans un documentaire sur France 2.

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, avait critiqué la diffusion de la conversation : « L'étiquette diplomatique ne prévoit pas de fuites unilatérales de tels enregistrements ». Ce coup de com — digne d'une télé-réalité — a mis en garde tous les présidents du monde sur la confiance à accorder au président Macron. C'est diplomatiquement une catastrophe pour la France et pour ses relations de confiance avec le monde extérieur.

De plus le ton agressif d'Emmanuel Macron n'avait rien de diplomatique, mais tout d'un acte de guerre médiatique. On peut y voir une des multiples conséquences de la suppression du corps diplomatique français. Le chef du Kremlin n'a pas digéré cet acte enfantin du dirigeant français et

n'a, semble-t-il, pas le temps de s'essayer à ce genre de jeu en cette période de cruciale de l'Histoire. Cela explique le refus pur et simple de converser avec Macron.

Zélensky : l'arnaque de la contre-offensive - Réseau Voltaire 20 septembre 2022

Le président Zelensky et ses alliés de l'Otan ont lancé une contre-offensive contre les troupes russes. Ils ont choisis un lieu où il n'y en avait peu et que Moscou n'entendait pas occuper. Dès lors ils peuvent célébrer en fanfare cette victoire sans ennemis, ni bataille. Retour sur un bluff qui ne convainc que ceux qui le veulent, c'est-à-dire le public occidental.

par Thierry Meyssan

Kiev a annoncé à grands renforts de tambours et trompettes une contre-offensive dans la région de Karkiv, c'est-à-dire face au Donbass. Les forces soutenues par l'Otan sont parvenues à « *libérer* » une bande de territoire de 70 km de long sur une trentaine de profondeur.

Le président Zelenski, qui s'est rendu sur place, à Izioum, a annoncé la « victoire prochaine » de son pays sur l'« *envahisseur* » russe.

La presse occidentale parle de la déroute russe et s'interroge sur un éventuel complot visant à renverser le « *président vaincu* », Vladimir Poutine.

Fin du conte à dormir debout ; une réalisation de l'Otan.

En réalité, les forces occidentales ne sont jamais entrées dans le Donbass, ni dans la République de Lougansk, ni dans celle de Donetsk. Elles n'ont récupéré que des territoires que l'armée russe avait conquis, mais jamais occupés. Dès le début, le président Poutine a annoncé qu'il voulait défendre les deux Républiques du Donbass, mais qu'il ne voulait pas annexer l'Ukraine qu'il entend juste « *dénazifier* » (c'est-à-dire débarrasser de ses « *nationalistes intégraux* »).

Avec le temps, il a annoncé qu'il entendait aussi faire payer aux Ukrainiens la guerre qu'ils ont déclenchée en annexant le Sud de leur pays. Deux options s'offraient alors à lui, soit annexer la Novorossia, soit la Makhnovchtchina, les deux territoires de tradition russe se recoupant largement.

La Novorossia, littéralement « *Nouvelle Russie* », c'est la colonie de peuplement russe conquise par Grigori Potemkine, l'amant de la tsarine Catherine II, sur l'Empire ottoman. Il comprend tout le Sud de l'actuelle Ukraine, y compris la Crimée, jusqu'à une petite partie de l'actuelle Moldavie, la Transnistrie. Ce territoire n'a jamais connu les horreurs du servage que Catherine II n'est pas parvenue à abolir en son empire. Le maréchal Potemkine y a édifié un État éclairé, inspiré de la Grèce antique et de Rome. La Novorossia fut un temps gouvernée par un officier français, ami personnel du tsar Alexandre Ier, Armand de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu et futur président du Conseil des ministres français.

La Makhnovchtchina c'est le lieu où, en 1918, triompha l'armée noire de l'anarchiste paysan Nestor Makhno. Elle était parvenue à se libérer du pouvoir de Kiev, alors détenu par Symon Petlioura et Dmytro Dontsov, le protecteur et le fondateur des « *nationalistes intégraux* » ; dont les successeurs sont aujourd'hui au pouvoir et que la Russie qualifie de « nazis ». Les partisans de Makhno, quant à eux, instaurèrent un régime libertaire dans le Sud-Est du pays correspondant aux idées des socialistes français du XIXème siècle (Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon) et surtout à l'influence de Pierre Kropotkine : la création de communes autogérées. La Makhnovchtchina fut

renversée et ses partisans massacrés lors d'attaques venues à la fois de l'Empire allemand, des « *nationalistes intégraux* » ukrainiens et des bolchéviques trotskystes.

En définitive, Vladimir Poutine a choisi la Novorossia et la revendique officiellement.
La zone qui vient d'être « libérée » par l'armée de Kiev a été comprise un moment dans l'un des plus grand pays anarchistes du monde, celui de Nestor Mackhno, mais jamais en Novorossia. Le gouvernement de Kiev a regagné, comme il le fit durant l'entre-deux-guerre, ce petit territoire.

Vu sous l'angle russe, Kiev a regagné un territoire que Moscou avait un temps envisagé d'annexer, mais auquel il avait finalement renoncé. Il n'y avait donc pas d'armée russe là-bas, juste des gardes-frontières et des policiers du Donbass. Ce sont eux qui se sont enfuis sans demander leur reste. Il n'y a donc pas eu de combat et encore moins de défaite.

Dans ces conditions les longues dissertations des médias occidentaux sur un complot de généraux qui viserait à renverser le président Poutine « *vaincu* » sont de pures fictions.

Il en serait différemment si les armées occidentales reprenaient Kershon, un port situé sur le Dniepr, peu avant qu'il ne se jette dans le mer Noire. Une seconde opération est planifiée autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Mais nous n'en sommes pas encore là.

L'arnaque du président Volodymyr Zelenskyy consiste à présenter comme une bataille, une avancée de ses troupes dans un territoire inoccupé. Elle lui permet de réclamer des milliards supplémentaires aux Occidentaux, c'est pourquoi elle a été lancée le 6 septembre. Deux jours plus tard, le 8, une cinquantaine de pays se réunissaient sur la base états-unienne de Ramstein (Allemagne) afin de donner des armes à l'Ukraine [1]. Personne n'ayant de budget pour cela, les dépenses ont été avancées par les États-Unis en vertu de l'Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022 [2]. Ils payeront plus tard, mais ils payeront ce qu'ils dépensent aujourd'hui sans compter.

Le 9 et le 10, l'Institute for the Study of War, révèle des détails sur l'avancée des troupes et l'accueil chaleureux qu'elles reçoivent [3]. Cette mise en scène est gobée par la presse occidentale qui la relaye. Or cet institut est un repaire de Straussiens. Il est dirigé par Kimberly Kagan, la belle-sœur de la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland. Parmi ses administrateurs on compte Bill Kristol, l'ancien président du Projet pour un siècle américain, aussi bien que le général David Petraeus qui détruisit l'Iraq et l'Afghanistan.

Le 11, l'Agence Reuters-Thompson assure que les milliers de soldats russes sont en déroute [4]. Elle parle d'un « coup dur pour la Russie », alors que l'état-major russe a ordonné le retrait immédiat de ce territoire dont elle n'entend pas assurer la charge. Lorsque Donald Trump avait viré les straussiens de son administration, Victoria Nuland était devenue une des directrices de l'agence Reuters [5]. La dépêche de Reuters est signée par Max Hunder, un ancien élève d'Eton, l'école la plus huppée d'Angleterre. Un peu plus tard, le ministère britannique de la Défense confirme sa dépêche.

Le 12 le canular est validé par le New York Times qui publie une double page à la gloire du valeureux Zelensky. La presse occidentale relaye sans réfléchir.

Manque de chance, lorsque le quotidien new-yorkais parait, les centrales électriques ukrainiennes ont toutes été touchées dans la nuit par des missiles [6]. L'Ukraine est dans le noir. La contre-offensive aussi.

Le président Poutine s'exaspère de la mauvaise foi occidentale. Il déclare que, pour le moment, la Russie n'a requis une petite partie de ses forces contre les « *nazis* » de Kiev et que, si besoin, ses prochaines actions seront d'une toute autre ampleur.

Le reste du monde ayant des yeux pour voir —à la différence des Occidentaux qui n'ont que des oreilles pour écouter des sornettes— a réservé une fête à la délégation russe, lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, à Samarcande.

Une structure de contact avait été créée durant l'ère Eltsine entre la Russie et la Chine. Le chef du gouvernement russe, Ievgueni Primakov, reconnut des frontières stables avec Beijing. En 1996, Ce groupe de contact devint un forum international avec les États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan), puis juste avant les attentats du 11 septembre 2001, il devint l'OSC actuelle. La Chine et la Russie avaient déjà compris que les Anglo-Saxons fomentaient des troubles en Asie centrale. Elles ont donc élaboré ensemble des programmes contre le terrorisme et le séparatisme. La suite des événements leur a donné amplement raison.

L'OCS s'est rapidement développée. L'Inde, le Pakistan et l'Iran l'ont rejoint. La Biélorussie s'y prépare. L'Afghanistan et la Mongolie y sont observatrices. 14 autres États en sont partenaires. Elle se caractérise par un esprit bien différent de celui des organisations occidentales. D'une certaine manière, on peut y voir le prolongement de l'esprit de Bandung : souveraineté des États, non-ingérence dans les affaires intérieures et coopération.

L'OCS rassure et rassemble. Elle rassemble aujourd'hui le quart de la population mondiale, voire les deux tiers si l'on prend en compte les États observateurs. On n'y fait pas des plans sur la comète en criant à la victoire lorsqu'on s'installe dans un territoire non-revendiqué et non-défendu.
Notes.

[1] « L'offensive du complexe militaro-industriel », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 17 septembre 2022.

[2] Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022, US Congress.

[3] « Russian Offensive Campaign Assessment, September 9 » et « Russian Offensive Campaign Assessment, September 10 », Institute for the Study of War

[4] « Russia gives up key northeast towns as Ukrainian forces advance », Max Hunder & Vitalii Hnidyi, Reuters, September 11, 2022

[5] Donald Trump se rattrapa en chargeant Elliot Abrams de l'Amérique latine. Il le laissa mener diverses opérations et finalement l'empêcha au dernier moment de lancer une opération militaire contre le Venezuela.

[6] « La contre-offensive ukrainienne stoppée », Réseau Voltaire, 12 septembre 2022.

https://www.voltairenet.org/article218014.html

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine annonce la "*mobilisation partielle*" en Russie - BFMTV 21 septembre 2022

Dans une allocution télévisée diffusée ce mercredi matin, le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine a décidé de passer une nouvelle étape dans le conflit ukrainien, en annonçant la mobilisation partielle des forces de réserve russes.

Alors que, jusqu'à présent, uniquement les militaires professionnels de l'armée de Moscou étaient officiellement déployés en Ukraine, ce sont désormais ceux présents sur les listes de réserve et possédant une expérience militaire qui pourront y être déployés. Une décision "*à la hauteur de la menace à laquelle nous faisons face*", a déclaré Vladimir Poutine.

Preuve de la volonté de Vladimir Poutine de passer rapidement à cette nouvelle étape du conflit, il a indiqué avoir déjà signé le décret relatif à cette "*mobilisation partielle*".

Quant aux référendums relatifs à l'indépendance de certains territoires ukrainiens occupés, fustigés par Kiev comme par l'Occident, Vladimir Poutine a tenu à montrer ce mercredi sa détermination pour les mener à bien.

"*Dans le cadre des référendums dans quatre régions, les habitants pourront se prononcer sur leur sort*", a indiqué Poutine. Des référendums qui concerneront les régions de Kherson, Lougansk, Donetsk et Zaporijia.

Mobilisation partielle décrétée sur fond de référendum d'intégration à la Russie en RPD, RPL, et dans les régions de Kherson et Zaporijia - Réseau International 22 septembre 2022

D'après un sondage réalisé par la société INSOMAR, la majorité des habitants des quatre régions sont prêts à aller voter (de 65% en région de Kherson, à 83% en RPL, en passant par 72% en région de Zaporijia et 80% en RPD), et le oui à l'intégration avec la fédération de Russie l'emporterait de manière écrasante, avec 80% des votes à Zaporijia et Kherson, 90% en RPL et 91% en RPD.

Un autre sondage mené par l'Institut républicain de Crimée pour la recherche politique et sociologique (RIPSI) donne 94% de oui en RPD, 93% en RPL, 87% en région de Zaporijia et 80% en région de Kherson.

Suite à ces décisions, une annonce importante de Vladimir Poutine était attendue le soir même, mais elle aura finalement lieu le 21 septembre 2022 au matin. Dans son allocution, Vladimir Poutine a annoncé soutenir l'organisation du référendum dans les régions de Kherson et Zaporijia, ainsi qu'en RPD et RPL, dont la Russie assurera la sécurité, afin que les gens puissent aller voter sereinement.

Pour ce qui est de la mobilisation partielle, ses modalités ont été précisées par le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, juste après l'allocution de Vladimir Poutine. Seuls 300 000 hommes parmi les 25 millions que compte la réserve russe seront mobilisés. Priorité est donnée aux hommes ayant servi dans certaines spécialités militaires et ayant une expérience du combat. En clair, la Russie ne va mobiliser que 1,2% de sa réserve militaire, ce qui est minime en matière d'impact sur l'économie ou la population du pays.

Sergueï Choïgou en a profité pour faire un point sur les pertes russes et ukrainiennes. Il a ainsi déclaré que les pertes au sein de l'armée russe sont de 5 937 morts, un chiffre assez proche des 6476 morts annoncés par la BBC il y a quelques jours (chiffres qui incluent la Garde Nationale, qui

dépend du ministère de l'Intérieur et non du ministère de la Défense). Au niveau des blessés, le ministre russe de la Défense a indiqué que plus de 90% des blessés russes ont déjà pu reprendre le service.

Côté ukrainien, le bilan n'est pas du tout le même. Sergueï Choïgou a ainsi annoncé que les pertes côté ukrainien seraient de 61 207 morts et 49 368 blessés, auxquels il faut ajouter les déserteurs et ceux faits prisonniers. Sur ce total, plus de 7000 soldats ukrainiens ont été éliminés rien que durant les trois dernières semaines de combat, montrant que les attaques de Kiev en région de Kherson et de Kharkov, ont eu un coût humain élevé pour l'armée ukrainienne.

Sergueï Choïgou a indiqué que la Russie n'était pas tant en guerre avec l'Ukraine qu'avec « *l'Occident collectif* » et l'OTAN.

« *[Par là], nous entendons non seulement les armes fournies en quantités énormes, en volumes énormes […], mais aussi, bien sûr, des systèmes. Ce sont des systèmes de communication, de traitement de l'information, ainsi que de renseignement, le renseignement satellitaire* », a détaillé le ministre russe.

D'après M. Choïgou, l'Ukraine a presque épuisé les armes qu'elle possédait, principalement des armes soviétiques.

« *Pratiquement toute la constellation de satellites de l'OTAN fonctionne. Selon nos estimations, plus de 70 satellites militaires et plus de 200 satellites civils travaillent pour reconnaître l'emplacement de nos unités* », a fait savoir le chef de la Défense russe.
Sergueï Choïgou a également mis en valeur l'implication des instructeurs et mercenaires étrangers en Ukraine, dont 2000 ont été tués.

Et de souligner : « *Actuellement, il n'en reste qu'un peu plus d'un millier. Certains sont partis, d'autres ont péri. […] L'essentiel, c'est que leur recrutement se poursuit sous la tutelle de l'État* ».

source : Donbass Insider

Opération déstabilisation de la Russie dans la foulée.

38 villes, près de 1400 arrestations... La mobilisation partielle soulève des manifestations en Russie - BFMTV 22 septembre 2022

J-C - D'où viennent ces informations ?

BFMTV - OVD-Info, une ONG dont le travail consiste notamment à assurer le suivi des manifestations…

J-C - BFMTV exprime un souhait à voix haute :

BFMTV - Convoquer 300.000 réservistes est une chose, mais remobiliser les esprits s'annonce comme une autre paire de manche pour le pouvoir russe.

J-C - **OVD-Info, qu'est-ce que c'est ? Qui finance cette ONG ?**

- L'organisation est financée par des donations individuelles de plusieurs bénévoles et par des organisations des droits de l'homme telles que le Memorial Society, la Commission européen et l'International Partnership for Human Rights (basée à Bruxelles). wikipedia.org

International Partnership for Human Rights, qu'est-ce que c'est ?

Our Donors (Nos donateurs)

- Open Society Foundation (Soros)
- Union européenne
- NED (CIA)
- United Nations resources (ONU)
- OSCE resources

https://www.iphronline.org/about/our-donors

La Russie reconnaît la mort de 5937 de ses soldats en Ukraine - BFMTV 21 septembre 2022

Basket : Thomas Heurtel exclu des Bleus pour les JO 2024 pour avoir rejoint un club russe - Europe1 22 septembre 2022

---

4 régions de l'ex-Ukraine intègrent la Fédération de Russie - Réseau International 21 septembre 2022

Aujourd'hui les parlements des Républiques de Donetsk et de Lougansk ainsi que des régions de Kherson et Zaporijia (ville de Melitopol) se sont prononcés en faveur d'un rattachement de leurs entités à la Fédération de Russie. Les présidents et chefs de région ont décidé de consulter les citoyens par referendum, qui auront lieu du 23 au 27 septembre.

À Moscou Vlasheslav Volodin, président de la Douma fédérale a déclaré que le Parlement soutiendrait les résultats du referendum.

La décision finale a été prise le week-end dernier au Kremlin : Vladimir Poutine validera les résultats des referendum et prononcera le rattachement de ces 4 entités de l'ex-Ukraine à la Fédération de Russie.

Au vu des possibilités de réaction « négative » (!) des pays occidentaux, le Parlement Russe a aujourd'hui mis en place des dispositions juridiques qui s'appliqueront si un ordre de mobilisation est donné par le Kremlin (détails en fin d'article).

Plusieurs mesures que je ne détaillerai pas ont été prises tant concernant la défense civile dans les principales villes de Russie que la mise en alerte de plusieurs unités, y compris dans le domaine de la guerre cybernétique.

En Biélorussie le président Loukachenko a également ordonné des « *préparatifs pour la défense de l'État selon les normes du temps de guerre* » (agence BelTA).

Les habituels idiots qui prévoyaient la victoire de l'Ukraine suite à leur contre-offensive à Izioum (qui leur a coûté quelques milliers de morts…) vont tomber de haut. Et nous allons montrer à Ursula von der Leyen que nous n'avons pas besoin de démonter nos lave-vaisselles et réfrigérateurs pour réparer notre matériel militaire.
Car il ne fait quasiment aucun doute que l'OTAN va dans un premier temps intensifier son aide à l'Ukraine en livrant en particulier des missiles balistiques à longue portée (permettant donc de frapper la Russie en profondeur). Ceci signifiera, le Kremlin l'a encore répété hier, l'entrée en guerre effective de l'OTAN. Et bien entendu nous en tirerons les conséquences, des frappes contre les bases OTAN en Europe seront une première réponse.

Les forces de l'OTAN actuellement déployées en Europe n'ont aucune chance contre nos forces. Rappelons que nous n'utilisons actuellement, en Ukraine, qu'une petite partie de notre potentiel tant en matériel qu'en hommes. Si l'OTAN s'engage, nos forces en réserve vont rapidement entrer en action. N'oublions pas également que l'Europe a quasiment épuisé ses stocks de munitions en livrant en Ukraine… Je faisais remarquer il y a quelques semaines, qu'une fois que les stocks seraient vides, nous pourrions bien en profiter… On y arrive. Il est clair que dans ce cas de figure, tout ré-approvisionnement de l'OTAN depuis les États-Unis sera une cible légitime dans les pays membres de l'OTAN !
La seule interrogation est donc ce que feront les États-Unis. Il est certain que le Kremlin, ayant à sa disposition des informations que bien entendu je n'ai pas, a intégré cette question en prenant sa décision. Le président Poutine et le ministre de la Défense devraient s'adresser au peuple russe ce soir.

De toute manière la Russie n'a pas le choix, comme il a déjà été expliqué plusieurs fois : C'est un combat de civilisation et l'Ukraine n'est que le pion utilisé par les pays occidentaux pour tenter de nous abattre. Le combat est donc la seule réponse possible pour que la Russie ne disparaisse pas. Et c'est pour cela que nous irons jusqu'au bout.

Et une mesure qui peut intéresser les lecteurs français : Le Kremlin a décidé de favoriser l'accueil des étrangers dans les forces armées russes et un premier centre d'accueil va être déployé très rapidement en banlieue de Moscou à Sakharovo pour les citoyens étrangers désireux de s'engager.

source : Rusinfo

En Ukraine, la ville de Kherson veut un référendum immédiat pour devenir russe - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Selon RIA Novosti, le Conseil public de la région de Kherson a lancé un appel au chef de la région, Vladimir Saldo, à organiser immédiatement un référendum pour son adhésion à la Fédération de Russie.

Lundi, l'initiative d'organiser immédiatement un référendum sur l'adhésion à la Russie a été prise par les chambres publiques de la république populaire de Loughansk (LPR) et de Donetsk (RPD). Elles se sont tournées vers les chefs des républiques, Leonid Pasechnik et Denis Pushilin.

Selon un communiqué du Conseil public lu mardi 20 septembre par son président Vladimir Ovcharenko :

« *Nous considérons qu'il est plus opportun que jamais de prendre une décision résolue sur la tenue immédiate d'un référendum sur l'entrée de la région de Kherson dans la Fédération de Russie. Nous sommes sûrs que l'initiative sera pleinement soutenue par les habitants de la région de Kherson. Rejoindre la Russie ne sera pas seulement un triomphe de la justice historique, mais sécurisera également le territoire, ouvrira de nouvelles opportunités sur la voie de la renaissance et de la restauration du pouvoir de notre terre et du retour à une vie pleine et paisible.* »

Une fois Kherson annexée à la Russie, le Kremlin pourra très logiquement considérer que l'Ukraine attaque le territoire russe, mettant en danger l'intégrité de la Russie. Selon un correspondant de l'agence de presse TASS, les membres du Conseil ont unanimement soutenu cet appel.

L'OTAN politique ou l'Union européenne n'a aucune légitimité.

L'Union européenne ne respectera pas le référendum et sanctionnera les Ukrainiens voulant devenir russes - lemediaen442.fr 22 septembre 2022

Selon un communiqué de presse du 22 septembre 2022 du Conseil de l'Union européenne, l'UE condamne les projets d'organisation de « *référendums* » visant à l'annexion par la Russie de parties des régions de Donetsk, Kherson, Lougansk et Zaporijia. Elle estime que ces référendums sont illégaux et « *constituent une autre violation flagrante de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et une violation grave de la charte des Nations unies* ».

Bien que les habitants russophones du Donbass votent librement et démocratiquement, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne, annonce des sanctions supplémentaires contre la Russie, mais aussi contre les habitants de Donetsk, Kherson, Lougansk et Zaporijia : « *tous ceux qui sont impliqués dans l'organisation de ces "référendums", ainsi que dans d'autres violations du droit international et du droit international humanitaire en Ukraine, seront tenus pour responsables, et des mesures restrictives supplémentaires contre la Russie seront présentées dès que possible. en coordination avec nos partenaires.* »

Pour Josep Borrell, le référendum démocratique ne changera rien. « *L'intention d'annexer des territoires occupés et d'organiser des référendums fictifs ne changera pas leur statut juridique. Ils sont et resteront internationalement reconnus comme faisant partie intégrante de l'Ukraine. Et cela ne va pas changer en organisant un simulacre de référendum.* »

Mais que pensent les habitants de ces régions ? Est-ce que Josep Borrell leur a posé la question ? Voici la réponse des premiers intéressés, les habitants de la République populaire de Lougansk. Ils s'expriment à propos du prochain référendum sur l'intégration à la Russie. Ce n'est qu'un micro-trottoir. Un référendum révélerait l'état d'esprit des russophones méprisés par le gouvernement de Kiev.

L'Europe n'a pas l'habitude de tenir compte des résultats des référendums. Elle considère qu'ils sont tous fictifs. En France, les 54,68 % de « non » à la constitution européenne du référendum de 2005 ont été balayés par le traité de Lisbonne signé, à la place des Français, par Nicolas Sarkozy.

Vidéo. "Il est temps de devenir la Russie. On le tolère depuis déjà 8 ans"

https://rumble.com/v1kyl1p-il-est-temps-de-devenir-la-russie.-on-le-tolre-depuis-dj-8-ans.html

---

La Turquie souhaite adhérer à l'OCS - Réseau Voltaire 18 septembre 2022

À l'issue du sommet des chefs d'État de l'Organisation de coopération de Shanghai, les 15 et 16 septembre à Samarcande, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a précisé aux journalistes que son pays souhaitait adhérer à cette structure.

La Turquie est encore membre de l'Otan ; l'OCS a été créée par la Russie et la Chine. Washington exige que ses alliés coupent les ponts avec la Russie. La Turquie note que les statuts de l'Otan ne prévoient pas ce cas de figure.

Le président Erdoğan est parti pour les États-Unis où il doit rencontrer le président Biden.

Acculé par les sanctions américaines, le Zimbabwe souhaite renforcer ses relations avec la Russie - reseauinternational.net 20 septembre 2022

Le nombre des pays africains qui ouvrent leurs portes à une coopération avec la Russie se rallonge. Cette fois, c'est le Zimbabwe qui souhaite renforcer ses relations avec Moscou, rapporte l'agence de presse TASS.

Selon les informations, le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a déclaré son intention de renforcer la coopération de son pays avec la Russie. Sur la chaîne russe Rossiya 24, le président a indiqué que « *je suis ravi que nous ayons des positions similaires avec Vladimir Poutine sur le développement de nos relations* ».

Le chef de l'État africain a également remercié son homologue et la holding Hélicoptères de Russie pour avoir livré un véhicule et un hélicoptère d'ambulance au Zimbabwe qui souffre souvent des catastrophes naturelles et a besoin d'instruments pour sauver des vies.

Ce développement intervient alors que le Zimbabwe est en train de couler sous le poids des sanctions américaines depuis plusieurs années. La semaine dernière, le président sud-africain Cyrille Ramaphosa, lors d'une rencontre avec Joe Biden, a plaidé pour la levée des sanctions contre le Zimbabwe.

source : Actu Cameroun

L'Ouzbékistan signe de gros contrats avec la Chine et la Russie - (Chine Magazine) reseauinternational.net 20 septembre 2022

L'Ouzbékistan a signé des accords d'une valeur de 16 milliards de dollars avec la Chine et de 4,6 milliards de dollars avec la Russie lors des visites de leurs dirigeants respectifs dans le pays lors du Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Le porte-parole du ministère ouzbek des Affaires étrangères, Yusuf Kabuljanov, a indiqué que les accords avec la Chine comprennent la construction d'une voie ferrée Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan.

Les départements chinois et ouzbek ont signé de multiples documents de coopération couvrant l'agriculture, l'économie numérique, le développement vert, la culture, la coopération infranationale et les médias.

Les projets avec la Russie concernent les secteurs des machines, des produits chimiques, de la pétrochimie et de la géologie. La Russie et la Chine sont des investisseurs majeurs en Ouzbékistan et les principaux partenaires commerciaux de l'ancienne république soviétique.

https://reseauinternational.net/louzbekistan-signe-de-gros-contrats-avec-la-chine-et-la-russie/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 septembre 2022.

Le mot du jour : Déshumanisation.

Lutte de classes ou la guerre des classes à mort.

Ce sont les classes sociales qui structurent la société et le monde dans lequel nous vivons, et ce sont leurs rapports qui déterminent à la fois le fonctionnement et l'orientation de la société ou du monde.

Tout le reste n'est que du baratin, un numéro d'illusionniste ou de charlatan destiné à nous détourner de ce constat, de l'essentiel, pour le compte de l'ordre établi ou plutôt ceux qui en tirent profit principalement.

La République en marche arrière devait fatalement aboutir à la Renaissance de l'Ancien Régime... toutefois raccourci !

Parti politique : La République en marche devient officiellement Renaissance - 20minutes.fr 17 septembre 2022

Hier soir j'ai téléchargé et regardé *Le mépris* (1963) de Jean-Luc Godard.

Je n'ai jamais été cinéphile. Un film chiant où il ne se passe pratiquement rien. Le scénario pourrait tenir en une ligne. J'ai essayé de rentrer dedans, voilà ce que j'ai retenu, c'est maigre,

C'est l'histoire d'un couple formé par Brigitte Bardot et Michel Piccoli qui se termine tragiquement.

En guise d'à-propos pour situer son film, Godard cita André Bazin : Le cinéma substitue à notre regard, un monde qui s'accorde à nos désirs, et d'ajouter : Le mépris est l'histoire de ce monde.

C'est l'histoire d'un couple dépareillé entre un homme et une femme qui finit mal, lui entre deux âge est cultivé, un intellectuel, écrivain, romancier, elle plus jeune que lui était dactylo lors de leur rencontre, très belle ou physiquement bien lotie par la nature, sans grande culture. On devine que leur relation ne s'était pas établie sur les mêmes bases.

Elle, fut attirée par son charme et tout ce qu'il représentait, l'aventure romanesque dont se nourrit l'imagination, synonyme de liberté et de bonheur sans cesse renouvelé ou permanent, tout du moins c'est ce qu'on croit au début, l'opposé de la vie routinière, ennuyeuse et terne d'une modeste employée de bureau destinée à observer un coin de ciel à travers une fenêtre sans pouvoir le saisir dans ses bras ou en jouir pleinement.

Lui, fut davantage attiré par son physique avantageux qu'il voulait avant tout posséder, par sa naïveté, sans se douter ou en négligeant qu'elle avait sa propre vie intérieure qui valait bien la sienne, jusqu'au jour où elle se lasserait d'être ainsi méprisée et le quitterait. Chacun fut victime de ses propres illusions ou ils furent rattrapés par la réalité, pour finalement cesser de s'aimer, c'est classique. Quand dans une relation amoureuse, la tendresse, l'attention, la bienveillance, l'affection deviennent étrangers ou agacent, c'est que la fin de l'histoire est proche.

Le film se déroule avec en toile de fond le mythe d'Ulysse et Pénélope se vouant une fidélité conjugale absolue, pacte que Bardot soupçonnera Piccoli de l'avoir violé, tandis qu'elle le violera sous son nez avant de le quitter.

En affirmant que « *le mépris est l'histoire de ce monde* », on n'est guère plus avancé. Le mépris de quoi, de la réalité, des autres, de qui en particulier ? Et puis, on ne peut mépriser que ce dont on a conscience, or les hommes n'ont toujours pas pris conscience de « *l'histoire de ce monde* », de leur propre histoire. On méprise ce dont on ignore, dit-on, j'en resterai là sans davantage chercher à comprendre ce qu'a voulu dire Godard. Le savait-il lui-même ? Rien n'est moins sûr pour rester fidèle au personnage.

Un commentaire publié dans le blog *Réseau International*.

- Si j'ai bien compris, Nicolas II fut victime d'un "*complot judéo-bolchevik*" en somme cher à l'extrême droite, et la révolution russe un coup des banquiers juifs américains qui l'avaient financée, grâce au juif Trotsky et à Lénine, un agent du Kaiser. Et si Marx rédigea *Le Capital*, c'est sans doute parce qu'il était juif...

Quel délire ou ramassis de conneries (saloperies) répétées sans cesse depuis un siècle !

Mais craignent donc tant que cela ces gens-là ?

Un spectre hante à nouveau le monde : Le communisme, l'antithèse du nouvel ordre mondial totalitaire vers lequel tend inexorablement le capitalisme.

La lecture de la page que Wikipédia a consacré aux Pogroms en Russie, comporte certes d'inévitables interprétations tendancieuses ou frauduleuses, cependant on peut y lire que, je cite :

- (Les pogroms) se déroulèrent dans l'Empire russe jusqu'en 1917... (Avant ils furent le fait du régime tsariste - J-CT)

- Après la fin de la guerre civile, les pogroms disparurent pratiquement entièrement. (Il s'agissait plus d'actes de vengeance isolés contre de riches juifs. - J-CT)

- La révolution a fait disparaître la Zone de Résidence et les Juifs purent également circuler plus librement.

- (Après 1945) Par la suite, ni en URSS, ni dans la Fédération de Russie après la dislocation de l'URSS, aucun pogrom ne fut à déplorer.

Epilogue.

J'ignorai pour ne pas y avoir prêté attention que je répondais à y sale type d'extrême droite. Ensuite il a envoyé 3 ou 4 commentaires qui le confirmèrent, je n'ai pas répondu.

LFI. Un acte de soumission méprisable.

Adrien Quatennens annonce se «*mettre en retrait*» de sa fonction de coordinateur de LFI - Europe1 18 septembre 2022

Adrien admet avoir giflé sa femme, l'avoir blessée au coude et lui avoir saisi les poignets violemment. Des gestes que le député du nord et actuel coordinateur de la France Insoumise dit profondément regretter.

"*Il y a la violence, inacceptable et que rien ne justifie, ni n'excuse jamais*", a commenté Aurore Bergé, patronne du groupe LaREM à l'Assemblée nationale.

Depuis quelques heures, des voix s'élevaient pour demander à Adrien Quatennens de se mettre en retrait. C'est le cas notamment d'Olivier Faure mais aussi de la députée écologiste Sandrine Rousseau, qui sur Twitter, a appelé le député du Nord "*à se mettre en retrait de tout, le temps que la justice se prononce*". Europe1 et BFMTV 18 septembre 2022

Soumis à la stratégie du chaos combinée au règne de la terreur devenues la norme pour gouverner, le tribunal permanent de la Renaissance de l'inquisition peut compter sur une armée de cancrelats ou misérables laquais composés de suppôts de dictateurs au sein des médias et de la gauche oligarchique. Parmi leurs cibles ou victimes, il y en a qui tiennent le coup, et il y en a qui flanchent à la première offensive ou accusation, au premier mot ou geste monté en épingle, autrement dit, par faiblesse ou lâcheté ils la cautionnent plutôt qu'avoir le courage et la dignité d'affronter cette tyrannie, et ils osent appeler cela l'insoumission, quelle escroquerie politique soit dit en passant ! Vous nous excuserez de n'avoir aucune compassion pour ces gens-là

Ceux qui s'en prennent à Adrien Quatennens sont les mêmes qui ont soutenu entre autres la tyrannie sanitaire, la tyrannie climatique, la tyrannie otanienne, qui soutiennent le régime néonazi de Kiev, le régime fascisant de Macron, des adeptes zélés et dégénérés du nihilisme, du wokisme et de la « cancel culture » chers à Davos, bref, de la dictature numérique et énergétique, etc. cela en dit long sur les véritables intentions de ces ordures.

Personnellement j'ai adopté l'attitude ou le principe suivant : Ne pas en tenir compte, rester fidèle à mon engagement politique et à mon idéal.

La différence qui existe entre ces gens-là de LFI et moi, c'est que moi j'ai les moyens de me défendre, parce que je ne me suis jamais renié ou mes intentions correspondent réellement à mon combat politique, j'ai rompu avec le capitalisme et ses institutions, ce qui n'est évidemment pas leur cas. C'est cela leur faiblesse, en partageant le constat frauduleux de Macron et du Forum économique mondial sur la situation, ils se privent des arguments pour les combattre et se défendre, et leurs ennemis en ont parfaitement conscience, alors à la première occasion ils en profitent, voilà tout.

En aparté. Dans des circonstances différentes, autrefois après avoir appris de la bouche même de mon épouse qu'elle m'avait trompé, je suis entré dans une rage folle et je lui ai filé une baffe sans la

blesser, pour me soulager avant de me reprendre... On finira par divorcer à l'amiable dans la bonne humeur, on alla même fêter cela au restaurant ensemble, et depuis avec des hauts et des bas on est resté bons amis, la preuve, elle m'a souhaité mon anniversaire le 11 septembre dernier.

Imaginons maintenant que quelqu'un lisant ces lignes s'arrêterait à la première phrase, il en conclurait que je suis un ignoble personnage, un autre qui lirait jusqu'au bout le paragraphe précédent m'envierait d'avoir conservé cette relation pendant 44 ans...

Revenons à cette misérable polémique.

Le plus étonnant ou ce qui est révélateur, c'est que pour une simple baffe ou un excès d'humeur dans un contexte conflictuel, un divorce, dont on ignore les circonstances exactes, il faut préciser aussi que les femmes excellent pour pousser à bout les hommes en abusant de leurs faiblesses psychologiques, elles ont le don de les rendre violents sans en mesurer les éventuelles conséquences, on n'entend jamais parler des mauvais traitements dont les hommes sont victimes du fait de femmes tyranniques, dépressives, qui peuvent être d'une violence inouïe parfois, par exemple en vous balançant tout ce qui est à la portée de leurs mains, de mémoire, un bol de mayonnaise, imaginez-vous un instant le prendre en pleine gueule, bref, on se focalise sur un geste ou une parole, et on fait sciemment abstraction de tout le reste comme s'il n'avait jamais existé, et l'intéressé, Quatennens, tout honteux se plie à ce mauvais traitement ou il leur donne raison en se mettant "en retrait".

Partant de là, on a envie de dire qu'il n'a que ce qu'il mérite finalement, même si on ne le pense pas vraiment, car personne n'est à l'abri d'une perte de contrôle de soi-même en certaines circonstances. On doit admettre que cela peut arriver à chacun d'entre nous au cours d'une vie, sans pour autant qu'on mérite d'être traité de barbare. A entendre ses détracteurs, ils ou elles seraient parfaites, alors qu'en réalité on a affaire à des va-t-en-guerre dont l'idéologie est d'une violence inouïe, et dont les victimes se comptent par millions... Ce n'est pas vraiment le genre de discours que vous entendrez dans la bouche des dirigeants de LFI, et pour cause.

Effectivement, ce n'est pas l'avis de Mélenchon qui a déclaré sur Twitter "*une gifle est inacceptable dans tous les cas*", alors que lui en mériterait plus d'une ! Vous voyez, ils ne sont mêmes pas capables de se défendre ces rats, piégés par leurs propres contradictions, ils plaident coupables, ils préfèrent donner raison à nos ennemis, de là à penser que ces moralisateurs sont de faux amis ou ne sont pas vraiment nos amis, ils viennent hélas à nouveau d'en faire la démonstration pathétique.

La méthode Goebbels - Mengele. Méfiez-vous comme de la peste de leurs guerres préventives.

Alors qu'ils n'ont toujours pas rétabli le droit de prescrire des médecins, qu'ils nient toujours l'efficacité de molécules existantes pour traiter le covid-19 employées dans le monde entier, tandis que pendant près de 2 ans ils ont empêché les patients d'accéder aux examens ou aux soins dont ils avaient besoin entraînant la mort de milliers d'entre eux ou la résurgence de maladie auto-immunes, les voilà qui annoncent entrer "*dans l'ère de la prévention*", sachant les intentions criminelles qui les animent, il y a tout lieu de s'en inquiéter au plus haut niveau.

François Braun annonce la mise en place de consultations médicales gratuites à 25, 45 et 65 ans - BFMTV 18 septembre 2022

"*On entre dans l'ère de la prévention*" avec cette mesure qui sera intégrée au prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale, explique le ministre, qui insiste: "*nous allons mieux nous occuper des enfants, qui bénéficient de 20 examens jusqu'à 16 ans, mais aussi suivre ces générations au cours de leur vie*".

Pour les adultes âgés de 25 ans, il s'agira de "*faire le point sur les vaccins*"...

J-C - Vous voyez tout de suite où ces criminels veulent en venir. Une fois bien empoisonnés, la suite du mauvais traitement annoncée :

BFMTV - À 45 ans la consultation sera axée sur "*la nécessité de participer au dépistage du cancer du sein, du côlon ou de la prostate*" et permettra de faire "*un bilan sur l'activité physique et d'éventuels troubles de la santé mentale*"

J-C - Ils vous dépisteront des cancers à tout va inexistants, comme ils ont dépisté des affections respiratoires virales ou covidiennes bidons à l'aide de test PCR trafiqués. Et si cela ne suffisait pas, ils vous bourreront d'antidépresseurs ou de psychotropes histoire d'achever la destruction de vos défenses immunitaires, bref, vous aurez compris que dès 45 ans vous passerez sous traitement médicamenteux chimique à vie !

BFMTV - Enfin, à 65 ans sera évoquée "*la prévention de la perte d'autonomie, le dépistage des cancers et de toutes les maladies qui peuvent être prévenues*".

J-C - Si par miracle vous parveniez à 65 balais sans être dans un état de délabrement très avancé, ils s'engagent à remédier à cette anomalie en vous garantissant d'accéder généreusement à tous les mauvais traitements ou empoisonnements qu'ils ont conçus spécialement pour vous. Ils comptent bien profiter de votre vulnérabilité ou faiblesse, obnubilé par la mort, pour vous l'imposer, mieux pour que vous le consentiez de vous-même ou pour que vous leur réclamiez.

Qui parmi les acteurs politiques remet en cause la médecine moderne, son orientation frauduleuse et mercantile depuis un siècle ? Personne au sein du mouvement ouvrier, hormis peut-être des voix isolées, voilà qui est plus que préoccupant, non ?

FranceSoir un pied dedans un pied dehors ou les deux pieds dedans.

Chine: le Parti communiste continue d'enfermer des opposants politiques en hôpital psychiatrique - FranceSoir 16 septembre 2022

Selon un rapport qui vient d'être publié par l'ONG Safeguard Defenders, la police et les agents du gouvernement chinois continuent d'envoyer des militants et opposants dans des services psychiatriques pour des traitements obligatoires médicalement inutiles, où certains "*languissent pendant des années*".

Le rapport publié par l'ONG Safeguard Defenders, basée à Madrid, recense au moins une centaine de victimes, mais elle craint que le phénomène ne soit beaucoup plus important. (...)

Il ne s'agit pas du seul abus chinois dénoncé par la communauté internationale. FranceSoir 16 septembre 2022 (**Réduite à l'OTAN ! - J-C**)

Qu'est-ce que l'ONG Safeguard Defenders ?

Mon commentaire.

Safeguard Defenders : Une référence au-dessus de tout soupçon !

Safeguard Defenders est une ONG dont le siège social est à Madrid en Espagne.

L'histoire de Safeguard Defenders remonte à 2009, année où une petite ONG appelée China Action a été fondée à Pékin par les militants des droits de l'homme Peter Dahlin (Suède) et Michael Caster (États-Unis) et un petit groupe d'avocats chinois et d'autres défenseurs des droits de l'homme (DDH).

La Jamestown Foundation a publié le 7 février 2014 un article de Michael Caster intitulé *The Securitization of Social Media in China.*

Michael Caster figure parmi les membres de la Jamestown Foundation, un think tank du Deep State axé contre la Chine.

Parmi ses membres figurent d'anciens diplomates et des militaires américains de haut rang (souvent retraités), ils ont servi sous différents gouvernements dont celui de Ronald Reagan ou de George W. Bush, sinon ils ont officié au sein de la NSA, la CIA (2) ou d'autres agences de renseignement ou institutions militaires, de la RAND Corporation, il y en a deux qui sont membres du Council on Foreign Relations (CFR), il y a aussi des journalistes et des économistes...

Dans le blog de Safeguard Defenders, on pouvait lire aussi que Michael Caster "*a également contribué à des rapports commandés par le Haut Commissariat aux droits de l'homme (ONU - note de J-C), le Minority Rights Group et d'autres.*"

(Source : safeguarddefenders.com/en - jamestown.org/about-us/board-members)

J-C- Avis à ceux qui en pincent pour ce media, qui visiblement participe aussi de la propagande officielle. A classer dans la catégorie populiste de droite.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 septembre 2022.

La parité entre l'euro et la roupie indienne (1 euro = 80 roupies) est revenue à celle d'il y a un an. Je l'ai constaté en recevant ma retraite, 20235 roupies, soit 252,93 euros, j'ai craint un moment qu'elle soit défavorable à la roupie et que ma retraite s'en trouve diminuée d'autant.

Ils osent tout. La question qui tue celui qui la pose.

La monarchie peut-elle être compatible avec la démocratie ? - Courrier international 22 septembre 2022

Si vous avez une intense activité intellectuelle, continuez la lecture, sinon cliquez sur fermer,

On passe son temps à prétendre savoir ce qu'on fait ou pourquoi on le fait, alors qu'en réalité la plupart du temps on n'en sait rien. On le découvrira bien plus tard dans le meilleur des cas, ce qui ne sera pas donné à tout le monde. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des hommes auront vécu en passant à côté de l'essentiel ou ils étaient voués à demeurer ignorants jusqu'à leur dernier souffle.

C'est ainsi qu'on en vient à se prononcer sur ce qu'on ne connaît pas, à juger les autres sans faire preuve du moindre discernement, injustement, à commencer de préférence par ceux qui nous entourent parce que les autres nous sont inaccessibles. On les a sous la main, c'est pratique, ils servent de boucs émissaires à toutes nos frustrations ou illusions, au lieu de les observer avec bienveillance pour en apprendre quelque chose. On en vient à leur prêter des intentions qui leur étaient étrangères ou à projeter sur eux le produit de nos propres refoulements, dont on n'a pas conscience.

Mais il arrive toujours un moment dans la vie, quand on devient vieux, où malgré nous, par la force des choses peut-être, parce que les enjeux de l'existence sont derrière nous ou ils ont perdu de leur attrait, de leur intensité, on commence à percevoir ou on en vient à concevoir modestement, que par conformisme ou manque d'imagination, on a passé le plus clair de son temps à se leurrer soi-même ou à errer dans la pénombre, à se fabriquer un monde étriqué qui ne correspondait qu'à une infime partie de la réalité, qui n'avait eu de cesse de nous tendre les bras. Il est alors hélas trop tard, les bras nous en tombent, on n'a plus la force de les relever pour la saisir à pleine main, on a déjà un pied dans la tombe, le cauchemar est enfin terminé.

Je crois que ce passage m'a été inspiré par les commentaires que je lis dans le blog où je poste des commentaires, car je crois avoir détecté en les lisant attentivement qu'ils sont le fait de vieillards, ce qui explique pourquoi cela ne les intéresse pas de chercher une issue politique à la crise du capitalisme. Ils s'en contrefoutent, ils se foutent des générations plus jeunes qu'eux, du sort de leurs enfants ou petits-enfants, tout ce qu'ils souhaitent c'est la paix, la paix sociale, le statu quo entre les

classes, la stabilité du régime en place. Ils sont prêts à s'en remettre à Poutine ou Xi, n'importe quel sauveur suprême fera l'affaire, du moment qu'ils pourront finir leurs jours tranquillement.

C'est pesant comme rapports, je vais cesser d'intervenir dans ce blog. Sur le Net, soit vous tombez sur des blogs où les commentaires sont relativement cordiaux, et vous avez affaire à des vieux qui vous livrent leurs fantasmes ou se livrent à des spéculations délirantes, soit vous tombez sur des commentaires débiles bourrés d'insultes qui sont le fait de plus jeunes, ou alors vos commentaires seront enfouis sous des trolls qui les ont envahis. Bref, passons à autres choses.

La transition énergétique prônée par Davos sert juste à créer artificiellement les conditions d'un nouveau cycle du capital, tout comme les guerres.

En se privant des énergies fossiles hormis le nucléaire, exceptés les pays les plus développés, la plupart des autres pays du monde ne pourront pas accéder à l'énergie nucléaire sauf à s'endetter lourdement auprès des bailleurs de fonds internationaux pour acquérir des centrales nucléaires dont seuls les pays les plus riches maîtrisent la technologie et sont en mesure de les fabriquer. Autrement dit, le passage au tout électrique de nature nucléaire devrait renforcer la domination économique et politique principalement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Japon, de la Chine et de la Russie sur le reste du monde.

Exiger que l'ensemble des pays du monde (environ 200) se privent du gaz et du pétrole pour produire de l'électricité pour subvenir à leurs besoins, conduirait à les empêcher de se développer économiquement ou à les maintenir dans un état de sous-développement permanent.

Ceux qui préconisent cette politique énergétique en portent la responsabilité, selon eux la planète ne supporterait pas que l'ensemble des pays et des peuples accèdent à un niveau de vie comparable à celui des occidentaux ou des pays les plus riches, autrement dit, ils cautionnent la stratégie définit à Davos.

Selon eux toujours, la surpopulation n'existerait pas, dans le même temps ils expliquent qu'il faudrait se débarrasser des OGM, des engrais et pesticides chimiques, de l'agriculture intensive, ces arguments sont contradictoires puisque ces éléments prouvent exactement le contraire, à savoir que le recourt aux procédés séculaires ou traditionnels employés en agriculture (incluant l'élevage) respectueux de la nature, suffirait à produire des aliments sains et à nourrir la population de la Terre entière, à condition qu'elle diminue à terme, et qu'en attendant elle demeure relativement stable ou ne progresse que lentement sans jamais atteindre un seuil qui remettrait en cause l'équilibre entre l'offre et la demande, la demande ne devant jamais excéder l'offre.

Or malheureusement c'est ce qui s'est produit, parce que les tenants du capitalisme ont estimé que pour assurer la survie de leur système économique voué à l'effondrement, le développement exponentiel de la démographie mondiale pourrait permettre de le retarder, dans la mesure où elle contribuerait à maintenir le taux de plus-value, ils produiraient de plus en plus et par conséquent de plus en plus de marchandises seraient consommées, de sorte qu'en volume ils accroîtraient leur fortune ou amasseraient des sommes colossales, tandis qu'inexorablement le taux de profit s'effondrerait et la masse de la population mondiale serait maintenue dans un état de pauvreté et de précarité permanente, et il arriverait un moment où cela ne suffirait plus, il leur faudrait s'attaquer aux peuples bénéficiant d'un mode de vie supérieur, ce qui devrait se traduire à l'arrivée par une régression sociale généralisée d'une ampleur inimaginable, nous y sommes.

Ces monstres de cynisme ont joué la carte de la surpopulation, elle devait les aider à atteindre leur objectif, c'est ainsi que réalisant qu'ils étaient devenus les maîtres du monde, on peut émettre l'hypothèse prudente qui demande encore à être vérifiée, que l'heure aurait sonné d'imposer autoritairement aux peuples un processus inverse conçu de longue date, devant conduire à une importante réduction de la population mondiale en recourant à différentes mystifications ou mises en scène minutieusement réglées relevant du terrorisme, du totalitarisme ou du fascisme, dont les peuples n'auront pas idée une fois plongés dans une profonde psychose collective, parce qu'ils ne peuvent pas concevoir que ceux qui les gouvernent sont mal intentionnés à leur égard ou qu'ils sont prêts à les sacrifier.

Pour l'heure, la population mondiale va continuer d'augmenter, parce que le dynamisme des décennies antérieures ne peut pas s'arrêter ou s'inverser du jour au lendemain, ce qui ne fait pas vraiment l'affaire du gang mafieux de Davos parce que tous les peuples s'impatientent ou frappent à la porte en exigeant des conditions de vie meilleures, alors que les oligarques leur promettent l'inverse ou de leur pourrir littéralement l'existence, il arrivera donc un moment où cette distorsion atteindra son point de rupture... A nous de nous y préparer pour aborder cette période des révolutions dans les meilleures conditions, afin de contribuer à leur victoire.

Si d'un coup de baguette magique nous parvenions au pouvoir, on commencerait par faire un inventaire complet de la situation que nous laisse le capitalisme. On ne s'attaquerait pas à toutes ses tares du jour au lendemain, on ne commettrait pas cette erreur fatale. Par exemple, avant de fermer des centrales nucléaires, on commencerait par en construire qui fonctionnent au thorium qui présente l'avantage de ne laisser aucun déchet... Avant de s'attaquer à l'agriculture intensive qui nourrit plus de 95% de la population, aux OGM, aux engrais chimique, etc. on commencerait par évaluer les conditions qui permettraient de produire autrement ou plus sainement sans entraîner une pénurie d'aliments essentiels... On ne fermerait pas les centrales électriques qui fonctionnent au gaz, au pétrole ou au charbon aussi longtemps qu'on n'aurait pas pu les remplacer par des énergies moins polluantes, à moins qu'on parviennent à les rendre propres en utilisant les dernières découvertes scientifiques ou des technologies plus sophistiquées.

Quelques points de repère.

Fin 2021, on recensait dans le monde 436 réacteurs en exploitation dans 33 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Belgique, Biélorussie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Corée du Sud, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Inde, Iran, Japon, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Taïwan, République tchèque. (Wikipédia)

Dans 1/3 de ces pays la production d'électricité à partir de centrales nucléaires atteint ou est très inférieure à 10% de l'électricité consommée annuellement.

En 2020, ce sont les Etats-Unis qui ont produit le plus d'électricité nucléaire avec 94 installations (deux sont en construction), devant la France (56 réacteurs), la Chine (49 réacteurs) et la Russie (38 réacteurs).

(Source : Kernkraftwerk Gösgen-Däniken AG - www.kkg.ch)

Totalitarisme et déshumanisation. Estimons-nous heureux qu'ils ne nous bouffent pas !

La Californie autorise le compost humain pour lutter contre le réchauffement climatique - BFMTV 21 septembre 2022

À partir de 2027, il sera possible de laisser les cadavres se décomposer en Californie, selon une méthode encadrée qui se veut plus respectueuse de l'environnement que la crémation ou l'inhumation.

La Californie rejoint ainsi l'État de Washington, le Colorado, l'Oregon, et le Vermont, qui ont déjà légalisé le compost humain. Il faut compter entre 5000 et 7000 dollars, selon les entreprises qui pratiquent cette activité. BFMTV 21 septembre 2022

La crise généralisée du capitalisme.

Le secrétaire général de l'ONU met en garde devant des dirigeants du monde entier contre le risque d'"*un hiver de grogne mondiale*" en raison des multiples crises qui frappent l'humanité. "*La crise du pouvoir d'achat se déchaîne, la confiance s'effrite, les inégalités explosent, notre planète brûle*" déclare Antonio Guterres à l'ouverture de la semaine de haut niveau annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. BFMTV 20 septembre 2022

Le régime capitaliste est illégitime, il doit disparaître, tout de suite.

Une personne meurt de faim dans le monde toutes les quatre secondes - AFP/LePoint.fr 20 septembre 2022

Une personne meurt actuellement de faim dans le monde toutes les quatre secondes, selon les estimations les plus sévères de plus de 200 ONG, qui demandent aux dirigeants mondiaux réunis à New York « *d'agir pour stopper la crise mondiale de la* faim ». « *Les organisations venant de 75 pays ont signé une lettre ouverte pour exprimer leur indignation face à l'explosion du nombre de personnes souffrant de la faim et pour faire des recommandations, alors que 345 millions de personnes dans le monde souffrent de faim aiguë, un nombre qui a plus que doublé depuis 2019* », soulignent ces 238 organisations dans un communiqué.

Les signataires de la lettre ouverte ont détaillé leur méthode de calcul dans une note de bas de page. Ils s'appuient sur les chiffres du dernier rapport en septembre du Réseau mondial sur les crises alimentaires, créé en 2016 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne et des ONG.

C'est aux travailleurs et leurs organisations de gouverner, personne d'autre.

Haïti vers la "*révolution*" après le doublement du prix de l'essence ? - Courrier International 20 septembre 2022

Après une semaine d'émeutes et de saccages, les violences et la paralysie du pays des Caraïbes ont repris lundi 19 septembre.
"*Toutes les stations-service du pays demeurent fermées. Celles qui n'ont pas été vandalisées pendant les manifestations des derniers jours ont prudemment mis fin aux opérations de vente. […] Il y a encore des barricades sur plusieurs axes à travers le pays. Impossible de recevoir du carburant et de vendre du propane, que certaines familles utilisent pour la cuisson des aliments*", écrit le plus grand quotidien d'Haïti, Le Nouvelliste.

Personne ne sait quand ni comment s'arrêtera la crise, une des plus violentes traversées par le pays. Les manifestants réclament la démission du Premier ministre et chef d'État de facto, Ariel Henry, dont l'investiture n'a jamais été validée par la chambre des députés, dissoute après l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président Jovenel Moïse.

Dimanche 11 septembre, veille du déclenchement des émeutes, Ariel Henry annonçait la fin des subventions – instaurées de longue date – des prix des carburants "*pour financer des programmes sociaux*". L'équivalent d'une très forte augmentation, plus de 100 % par exemple pour l'essence.

"*Faillite de l'État*"

Depuis, des institutions publiques, des stations-service, des banques ont été saccagées. Des alliés politiques d'Ariel Henry ont été attaqués.

Lundi 19 septembre à Port-de-Paix, dans le nord du pays, les locaux de Caritas – branche du Secours catholique – ont été pillés.

Jeudi 15 septembre, les locaux du Programme alimentaire mondial de l'ONU ont été pillés aux Gonaïves, la troisième ville du pays. Ils stockaient des aliments pour près de 100 000 écoliers.

Le Nouvelliste écrit dans un éditorial :

"*Révolution pour certains, règlements de comptes pour d'autres, les événements […] confirment davantage la faillite de l'État […] et que le pays est comme un bateau ivre en pleine mer. Le capitaine du bateau et ceux qui l'accompagnent ne se soucient guère du sort des passagers.*"

Crise économique, crise politique – aucune élection n'est prévue – impuissance voire indifférence de la communauté internationale.

"*Les forces vives de la nation ont brûlé leurs ailes ou sont emportées par la crise, quand elles ne sont pas une partie du problème. […] Une seule certitude, la facture sera salée. On sait aussi que ce sont les plus pauvres qui vont la payer.*" Courrier International 20 septembre 2022

Il nous a déclaré la guerre. Mobilisation générale pour chasser Macron et pour une République sociale.

A l'ONU. Emmanuel Macron: "*Nous avons à faire un choix simple: celui de la guerre ou de la paix*" - BFMTV 20 septembre 2022

Quand l'impérialisme et le colonisateur est contesté en Afrique, ils se rebellent.

ONU : l'invasion de l'Ukraine est un «retour à l'âge des impérialismes», accuse Macron - Europe1 21 septembre 2022

"*Ce à quoi nous assistons depuis le 24 février dernier est un retour à l'âge des impérialismes et des colonies. La France le refuse et recherchera obstinément la paix*", a martelé le président français. "*Qui est hégémonique aujourd'hui si ce n'est la Russie ?"*, s'est interrogé le chef d'Etat.

Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

À l'ONU, Emmanuel Macron appelle à prendre position contre la Russie – RFI 21 septembre 2022

Emmanuel Macron a prononcé un discours virulent à la tribune de l'ONU mardi 20 septembre. Sa cible : la Russie, responsable de la guerre en Ukraine, face à laquelle le chef de l'État français a appelé la communauté internationale à s'unir au nom des valeurs de la Charte des Nations unies.

Une déclaration en faveur d'une guerre mondiale

En marge de son discours à l'ONU, Emmanuel Macron met en garde contre "*la partition du monde*" – BFMTV 21 septembre 2022

Le président de la République estime qu'il est important de "*constituer une coalition plus large sur la guerre en Ukraine*."

Révélateur. Qui est isolé ?

Guerre en Ukraine: au micro de BFMTV, Emmanuel Macron appelle à "*éviter qu'il y ait l'Ouest contre le reste du monde"* – BFMTV 21 septembre 2022

En famille entre tyrans.

France - Royaume-Uni : Première rencontre finalement chaleureuse entre Emmanuel Macron et Liz Truss - 20minutes.fr 21 septembre 2022

Macron livre des armes au régime néonazi de Kiev pour bombarder la population civile russophone.

Moscou juge « *inacceptable* » la poursuite des livraisons d'armes à l'Ukraine par la France - Journal du Dimanche 20 septembre 2022

Un vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Grouchko, a reçu l'ambassadeur français, Pierre Lévy, ce mardi. Les échanges ont été particulièrement tendus au sujet des livraisons d'armes à l'Ukraine en provenance de l'Occident, et notamment de la France. Dans un communiqué, dont l'AFP se fait l'écho, à l'issue de cet entretien, la diplomatie russe a signifié à la France le caractère « *inacceptable* » à ses yeux des livraisons d'armes au pays dirigé par Volodymyr Zelensky, qui a facilité une contre-offensive des forces ukrainiennes : « *L'accent a été mis sur le caractère inacceptable de la poursuite du gavage de l'Ukraine avec des armes occidentales, dont françaises.* »

Alexandre Grouchko a également accusé les troupes ukrainiennes de mettre à profit ces armes pour « *bombarder des installations civiles et des infrastructures, notamment la centrale nucléaire de Zaporijjia* ». Le site de la centrale la plus grande d'Europe, aux mains des Russes depuis le début de l'offensive, est visé depuis des semaines par des bombardements, dont Kiev et Moscou s'accusent mutuellement d'en être l'auteur. En septembre, le président russe, Vladimir Poutine, avait déjà mis en garde son homologue français, Emmanuel Macron, contre les « *conséquences catastrophiques* » de ces frappes qui pourraient causer un véritable accident nucléaire d'ampleur.

Les sanctions occidentales contestées

Le vice-ministre de la diplomatie russe a une fois de plus insisté sur « *la nécessité de lever les sanctions illégales contre les producteurs russes de céréales et d'engrais et de supprimer tous les obstacles à l'approvisionnement des marchés des pays en développement afin d'éviter de graves conséquences humanitaires* », relate l'AFP.

Des propos qui font écho à ceux de Vladimir Poutine. Ce mardi, le chef de l'État russe a accusé l'Union européenne (UE) de bloquer le don de 300 000 tonnes d'engrais russes aux pays pauvres : « *C'est clair : ils ne veulent pas laisser nos entreprises gagner de l'argent. Mais nous voulons donner (ces tonnes d'engrais) gratuitement aux pays dans le besoin* », a déclaré Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de remise des lettres de créance à une vingtaine d'ambassadeurs. Journal du Dimanche 20 septembre 2022

Mes commentaires qui ont été publiés dans le blog *Réseau International.*

1 - Je n'ai pas tout lu, cela me prend la tête et je suis poli. Cependant j'ai noté ceci.

- *La mondialisation n'était en fin de compte qu'une ruse de guerre*

Encore un qui a tout compris !

- *George Orwell, un espion du Mi-6*

Quelqu'un a dû lui souffler très fort et il l'a cru !
- *Francis Fukuyama, un idéologue de la CIA*

Un idéologue de l'oligarchie financière anglo-saxonne cela suffira amplement.

- *l'histoire est toujours en marche, vers le pire suivant le principe universel d'entropie, ou vers le meilleur suivant l'utopie née de l'esprit humain tentant de façonner un réel conforme à l'idée*

Nous y voilà, c'est l'idée qui prédestinerait au destin de l'humanité, et non les conditions matérielles des hommes telles qu'ils les transforment, et qui leur permettent de prendre conscience à un certain stade de développement, que leur émancipation dépend uniquement de leur action, et non de l'idée qui nous ramène à Hegel.

On est là en pleine régression intellectuelle, et j'ai l'audace d'avancer que c'est voulu.

2 - (Cela m'a valu le commentaire suivant : *En quoi ne régressons-nous pas ?*)

Ma réponse.

- Je vais vous faire une réponse à la Jean-Luc Godard : En rien ou en tout, c'est la même chose ou cela revient au même ! Je vous laisse deviner pourquoi.

3 - Les États n'ont que des intérêts et pas d'amis, tout le monde s'en balance allègrement.

On nous rétorquera qu'on n'en est plus là de nos jours parce que les sociétés ou holdings transnationales ont davantage de pouvoir que les États, qui ont abandonné le leur au profit d'institutions supranationales, toujours est-il qu'ils existent toujours et qu'ils ont des comptes à rendre à leurs peuples.

Tous les États pour justifier leur budget de la Défense au détriment des besoins sociaux de leurs peuples doivent s'inventer des ennemis quand bien même ils n'en auraient pas, la Chine et l'Inde ne font pas exception.

Ici en Inde, je constate qu'on regorge de produits made in China, qui pourraient très bien être fabriqués en Inde à un coût défiant toute concurrence. Peu importe où laissons cela de côté. Toujours est-il que le business prime sur toute autre considération, un peu comme l'appartenance à une caste inférieure est négligeable, quand la famille du ou de la future épouse est aisée, personne ne trouve à y redire, l'honneur est sauf du moment que chacun y trouve son intérêt. C'est ce principe hélas qui guide encore les hommes et les États.

(Cela m'a valu la réponse suivante : - *Exactement ! Enfin un qui comprend !*)

4 - Je suis d'accord avec vous.

J'ai noté ce passage qui apporte de l'eau au moulin du tyran Macron :

- *le mode actuel de financement des retraites ne peut plus fonctionner.*

C'est à la fois le constat et la conclusion de Macron-BlackRock = il faut liquider le système par répartition parce qu'il n'est plus viable, et le remplacer par un système à points qui forcera chacun à travailler plus longtemps pour une retraite de misère...

Moi je réponds : Un régime qui n'est pas en mesure de garantir une retraite décente à chacun des citoyens de ce pays doit disparaître.

5 - Pourquoi répondez-vous à des gens qui tiennent absolument à sauver le régime en place, qui veulent nous faire payer des dettes qui ne sont pas les nôtres.
Vous n'avez pas encore compris, semble-t-il si je peux me permettre, que nous ne partageons pas les mêmes intérêts ou les mêmes intentions ou encore les mêmes objectifs politiques.

Dites-leur on fait table rase du passé et on reconstruit la société sur d'autres bases, il faut procéder à un changement de régime économique, condition préalable à la satisfaction de nos besoins sociaux et aspirations démocratiques, vous allez voir leur réaction...

6 - Le culte des puissants, de ceux qui détiennent du pouvoir, c'est marrant de constater à quel point les uns et les autres s'en remettent à eux pour décider de leur destin, je me demande comment ils font pour s'identifier à eux, ma foi cela doit être inconscient.

Oui, c'est cela, ce sont les mêmes qui reprochent à leurs semblables de se conduire comme des moutons ou les traitent de cons, alors qu'en réalité ils les imitent ou ils le sont eux-mêmes. Je me demande sur quel plan on en apprend le plus ici, psychologique ou politique.

Il y en a même un qui a trouvé le moyen de s'extasier devant cette scène ou ces chefs d'Etats semblent s'entendre comme larrons en foire, j'ose préciser, sur le dos de leur propre peuple, oui, sinon ils ne seraient pas là, car c'est bien le peuple le dindon de la farce, lui il devra se passer de ces mets délicats ou raffinés, il est absent du banquet.

Avez-vous remarqué que dans 99% des articles que nous lisons, il n'y figure pas, même pas au titre de figurant. Alors je me demande de quoi parlent ceux qui postent des commentaires, puisqu'ils sont réduits à l'état d'ectoplasme dans ces articles.

Les grands de ce monde décident à notre place, c'est merveilleux. Le droit international devrait s'imposer, tant pis si c'est au détriment des intérêts des peuples, on s'en fout, ils sont trop cons. On va aller loin avec ça...

7 - - les populations de la Terre

Connais pas ! Moi je ne connais que les classes, désolé, ce sont elles qui structurent l'ensemble de la société. Qu'on l'ignore ou qu'on s'en détourne se traduit infailliblement par une grande confusion.

La société se compose de classes sociales ; le système économique repose sur les inégalités entre des classes sociales ; les partis politiques et les institutions reposent sur les classes sociales ou leurs intérêts respectifs ; chaque citoyen appartient à une classe sociale déterminée ; l'interprétation des conditions d'existence auxquels chaque citoyen est soumis dépend essentiellement de la classe à laquelle il appartient ; ce qui permet de résister à l'exploitation, c'est la conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée, tous ses membres partagent collectivement les mêmes intérêts et objectifs politiques... sauf qu'ils l'ignorent généralement !

8 - Les braves gens, comme c'est émouvant ! A part l'horizon du capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme, vous leur en connaissez d'autres ? Que d'illusions !

Je n'interprète pas la situation en termes de blocs ou de contre-pouvoirs comme le font les géopoliticiens, qui pensent à la manière des idéologues de l'oligarchie financière, et n'ont pas d'autre

perspective politique que l'organisation du monde telle qu'elle existe sous l'égide du capitalisme mondial, leur horizon indépassable, mais en terme de lutte de classes. C'est ce qui me permet d'entrevoir un monde totalement différent, où tous les rapports sociaux jusqu'aux plus élémentaires n'existeraient plus ou seraient inversés...
Mais à quoi bon expliquer cela ici, vous vous en foutez ou vous ne vous donnerez même pas la peine d'essayer de comprendre ce que j'ai voulu dire.

Un cran de plus a été franchi dans la tyrannie ou l'instauration d'un régime totalitaire. Quand un fait divers devient une affaire politique.

Je voudrais revenir sur l'histoire qui arrive à Adrien Quatennens, qui n'est sans doute pas un mauvais bougre ou qui ne méritait pas le lynchage public dont il fait l'objet. J'ai beau être vieux, je déteste toujours autant l'injustice et la tyrannie, que lorsque j'étais jeune.

Je tiens à dire que si nous avions eu un parti ouvrier digne du socialisme jamais nous ne nous serions mêlés des affaires d'un couple de militants, et jamais nous n'aurions admis que quiconque d'extérieur s'emmêle non plus, qui plus est lorsque le législateur cautionne la violence exercée par un régime dictatorial envers les plus faibles et les capitalistes envers la classe ouvrière, justifiant le recours à des barbares sanguinaires au cours de ses guerres et armant un régime néonazi, il y a tout lieu de douter de son impartialité ou des intentions assurément inavouables qui guident son jugement, par conséquent cette affaire ne regarde que les intéressés eux-mêmes et personne d'autres.

La tournure monstrueuse que prend cette affaire montre à quel point elle est avant tout politique, et qu'on assiste à un règlement de compte des agents du régime, qui ont décidé de se payer LFI et de faire éclater la NUPES, qui a leurs yeux présente une menace politique, dans la mesure où toute opposition structurée contestant la politique de Macron sans même aller jusqu'à la rupture, loin s'en faut, pourrait compromettre la mise en œuvre de la suite de son programme ultra réactionnaire, ce qu'ils estiment intolérable.

J'avais terminé ce texte hier, mais je tiens à rajouter ce qui m'est venu à l'esprit ce matin en guise d'avant-propos, pour bien situer le cadre dans lequel à mon avis il faut aborder ce sujet.

Dès lors qu'on ne veut pas rompre avec le capitalisme, on est forcément amené à s'accommoder de tous ses forfaits, crimes ou violences, de toutes ses injustices dont les masses sont victimes, c'est imparable, et quand il arrive qu'on en soit soi-même victime, on ne peut que se déclarer coupable. Je ne sais pas si vous percevez quel degré de corruption idéologique il faut avoir atteint pour plaider coupable à la place de l'Etat ou du régime.

Voilà qui explique pourquoi ils s'en prennent de préférence aux masses plutôt qu'à l'Etat ou à l'oligarchie financière, et pourquoi ils sont coupés des masses, mais aussi pourquoi ils ne peuvent leur proposer aucune issue politique conforme à leurs intérêts.

On pourrait aborder cette question sous un autre angle et on aboutirait au même constat.

Dès lors qu'on estime injustifiable le geste qu'on a commis ou les paroles qu'on a prononcées, qu'on plaide coupable à la place de l'Etat, on dédouane l'Etat de ses responsabilités, ce qui signifie qu'on accepte d'en supporter toutes les conséquences, on arme le bras du législateur ou de notre bourreau pour nous frapper, et notre cause est perdue d'avance.

C'est la raison pour laquelle je refuse catégoriquement de m'engager dans cette voie, de juger les masses, et encore moins de prononcer la moindre accusation à leur encontre. Pourquoi ? Pardi, parce qu'elles ne détiennent aucun pouvoir ou elles ne peuvent pas décider librement de leur sort, ce qu'on a trop tendance à oublier, or c'est la stricte réalité.

Qui pourrit l'existence de toutes les familles ouvrières, qui, pas les intéressés eux-mêmes, mais bien ceux qui ont intérêt à continuer de les exploiter et de les opprimer. On nous rétorquera que, tout de même elles y mettent du leur parfois. Effectivement, mais là encore il faut se demander pourquoi avant de les juger. Pourquoi sinon qu'elles n'ont pas conscience de leur condition, parce que tout est fait pour leur interdire d'y parvenir. Dès lors quel crime auraient-elles commis, qui en dernière analyse en est responsable sinon ceux qui leur créent des conditions d'existence insupportables qui les amènent à se déchirer ou conduisent à bien des tragédies. Si l'ignorance est un crime, nous devons tous avouer notre culpabilité, nous devons tous développer un complexe de culpabilité qui nous rabaisse, nous paralyse… Vous voyez jusqu'où peut mener cette thèse ignoble, et qui en tire profit.

Fin de cet aparté.

Comment cette affaire est-elle devenue publique ?

Dès que Cécile Quatennens déposa sa main courante dans un commissariat, elle fut transmise au parquet de Lille, qui s'empressa d'ouvrir une enquête, sans même qu'elle en soit avertie, c'est leur avocat qui l'informera ainsi que son époux.

C'est Le Canard enchaîné, qui a des informateurs bien placés dans la magistrature, qui la semaine dernière se fit un malin plaisir de révéler l'existence de cette main courante, alors qu'il fait lui-même l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet de Paris, après la plainte déposé par l'un de ses journalistes, qui a dénoncé l'usage d'un emploi fictif au sein de la rédaction pendant 30 ans. Gageons que dans sa magnanimité le Parquet de Paris fera preuve de bienveillance à son égard et clôturera le dossier pour manque d'éléments à charge en échange du service qu'il vient de rendre à Macron.

J'ai lu attentivement le communiqué qu'Adrien Quatennens a rendu public le 18 septembre 2022

J'ai vécu autrefois une histoire similaire, à ceci près qu'elle s'est réglée à l'amiable entre ma première épouse et moi.

Ce qui est significatif dans le cas du couple Quatennens, c'est qu'une des deux parties, Céline, l'épouse d'Adrien Quatennens, a décidé d'introduire dans leur histoire une tierce partie, en l'occurrence les services judiciaires, en déposant une main courante contre son époux, laissant supposer à partir de cette déclaration, qu'Adrien aurait pu commettre un ou des actes ou délits susceptibles de relever de la justice, ce qui en soi constituait une grave accusation pouvant nuire à l'intégrité d'Adrien, dès lors que les charognards médiatiques et la pourriture de la réaction s'en empareraient.

Il y a lieu de faire remarquer à ceux qui bafouent allègrement le principe de la présomption d'innocence, que personne à ce stade ne peut certifier que l'accusation portée contre Adrien par son épouse serait justifiée d'une manière ou d'une autre, dans la mesure où personne, pas même Adrien, n'a eu connaissance du contenu de la main courante déposée par son épouse. Il faut noter aussi, que les uns et les autres se sont empressés de porter un jugement sur un geste en ignorant totalement le contexte dans lequel il était intervenu. Pire encore, Mélenchon le lâche a rejoint les rangs des

chacals qui se sont rués sur Adrien Quatennens, le condamnant en déclarant « *une gifle est inacceptable dans tous les cas* », la député LFI Danielle Simonnet a renchéri : « *Une gifle c'est une gifle, ça n'est pas à banaliser* », avant d'ajouter pour Achever Adrien : « *C'est une bonne chose que la coordination des espaces de LFI ait estimé qu'il devait être mis en retrait. Il ne peut plus pour l'instant parler en notre nom. Il faut exprimer la pleine solidarité avec les victimes* » (BFMTV 22 septembre), j'y reviendrai plus loin, je ne sais pas ce qui me retient de leur en filer des baffes à ces salauds !

On peut émettre l'hypothèse que Céline, qui n'était pas censée ignorer l'engagement politique d'Adrien et le traitement que les médias lui réserveraient, a cru bon de recourir à ce procédé afin de pouvoir négocier leur divorce à son avantage ou tout simplement pour préserver ses intérêts, tout du moins tels qu'elle les concevait, d'une certaine manière elle s'en serait servi comme moyen de chantage sans vouloir nuire particulièrement à Adrien, les femmes qui développent souvent un complexe d'infériorité sont particulièrement sournoises, sans se douter de la tournure que prendrait leur histoire une fois qu'elle serait rendue publique.

Il se peut que Cécile ait mal vécu qu'Adrien se consacre de plus en plus ou entièrement à son engagement politique au cours des dernières années, et qu'elle n'ait pas supporté de devoir supporter seule les charges familiales. Il s'en suivit une certaine amertume et beaucoup d'incompréhension, qui se transformèrent en haine au fil du temps...

J'ai pour ainsi dire vécu cela en raccourci toutefois il y a 41 ans, après la naissance de notre fille. Mon épouse me plaça devant le dilemme suivant : continuer de militer ou préserver notre couple, j'optai pour la seconde option, je n'avais pas vraiment le choix, ce qui ne me vint pas à l'esprit à ce moment-là, c'est que pour en arriver à cette extrémité-là, cela signifiait que le sort de notre couple était déjà scellé, et nous divorcerons 8 ans plus tard.

Tout au long de ma vie, je dois avouer que j'ai manqué de clairvoyance quand il s'agissait de gérer mes propres affaires. Ce n'est que bien des années plus tard que je réalisais ce qui s'était passé ou que j'en prenais conscience. J'aurais dû m'en occuper davantage, je n'ai jamais fait de plan d'aucune sorte, c'était au-dessus de mes moyens réduit à vivre au jour le jour. Issu d'un milieu défavorisé, peut-être ai-je pensé que se projeter dans le futur était réservé aux nantis, et comme je n'en faisais pas partie, je serais ballotté d'une rive à l'autre du long fleuve de la vie pas vraiment tranquille sans vraiment toucher terre ni couler, aussi dois-je m'estimer heureux !

Vous savez ce que je pense de LFI, cependant ce qui arrive à Adrien Quatennens me fait de la peine parce que c'est profondément injuste, dégueulasse, ils veulent le briser, le détruire tout simplement. Si maintenant il n'est pas capable de se défendre contre les charognards qui veulent sa peau, on ne peut rien de plus pour lui, que ce qu'on a expliqué dans la causerie du 19 septembre.

Epilogue ou déchaînement de haine en bande organisée contre Adrien Quatennens, au-delà sur ce qu'incarne LFI même de façon déformée, la classe ouvrière, car c'est elle leur véritable cible. En portant un mauvais coup à LFI, ces mégères entendent rendre service à Macron.

A bas le féminisme et l'écologisme !

Comme j'eus raison de le proclamer haut et fort, les faits me donnent raison une fois de plus. Les intentions de ces pouffiasses fanatisées sont visiblement malintentionnées et téléguidées idéologiquement. J'en veux pour preuve qu'elles piétinent allègrement le souhait exprimé publiquement par l'épouse d'Adrien, que leur différent ne fasse pas l'objet d'un déballage public ou

que son époux soit victime d'un tel traitement. Cette brave femme est victime d'une instrumentalisation politique qui la dépasse, l'accabler serait tout aussi dégueulasse évidemment.

Chacun peut percevoir clairement de nos jours, que la société dans laquelle nous vivons est animée de forces centrifuges qui œuvrent en permanence à sa dislocation, à la dislocation de tous les rapports sociaux, et dernièrement cela a pris une tournure hystérique allant jusqu'à encourager les femmes à haïr férocement les hommes, pour finalement déclarer que les organes génitaux des hommes et des femmes ne permettaient plus de les distinguer, de sorte qu'il soit rendu impossible d'accéder à la connaissance de l'origine de leur comportement, ce qui est pratique quand on envisage de les manipuler ou de leur imposer un comportement standard. Cette propagande outrancière est présente dans le portail du Forum économique mondial ou Davos, inutile de se demander pourquoi, chacun peut le comprendre instantanément. Une fois atomisés, vous devenez particulièrement vulnérables, l'ensemble des membres de la société en guerre les uns contre les autres sont à leur merci, on peut facilement leur faire accepter n'importe quelle mesure qu'il aurait été impossible de leur imposer en temps normal, on en a eu la démonstration depuis début 2020 avec leur mystification sanitaire ou fausse pandémie...

Quand en dehors de toute considération vous avez conscience d'appartenir à une classe sociale, vous partagez les mêmes besoins ou intérêts et aspirations individuelles, qui de ce fait deviennent collectifs, vous pouvez vous unir sur cette base et combattre ensemble l'Etat et la classe des capitalistes pour obtenir satisfaction, sachant que chaque lutte est politique. Quand les tenants du régime tyrannique en place font tout pour opposer entre elles toutes les couches d'exploitées, c'est cela qu'ils visent et pas autres choses, il leur faut neutraliser par n'importe quel moyen la lutte de classe des exploités et des opprimés.

Adrien et Cécile appartiennent bien à la même classe sociale, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux, et tous deux aspirent à la démocratie et à la liberté, et bien malgré tout voilà qu'ils en arrivent à se livrer à une lutte à mort dans l'arène que leurs ennemis ont mise à leur disposition à cette occasion. Ce sont leurs ennemis qu'il faudrait blâmer uniquement ici, eux seuls portent la responsabilité des drames familiaux qui frappent en particulier les familles ouvrières, au lieu de cela, on cherche qui d'Adrien ou de Cécile serait responsable de la situation dans laquelle ils se retrouvent aujourd'hui, comme s'ils l'avaient souhaité, c'est injuste et délirant.

Les inquisiteurs obtiennent une tribune dans Libération, dont le propriétaire est le milliardaire Patrick Drahi, qui avait appelé à voter Macron. Elles exigent, rien que cela, qu'Adrien Quatennens démissionnent de son mandat de député, alors qu'elles n'appelleront pas à la démission de Macron leur véritable mentor.

Quatennens: plus de 500 militantes féministes exigent sa "*démission de son mandat parlementaire*" - BFMTV 21 septembre 2022

Dans une tribune de #RelèveFéministe publiée par Libération, plus de 500 militantes féministes demandent à ce qu'Adrien Quatennens démissionne de son mandat de député du Nord.

Parmi les signataires de la tribune, on retrouve des militantes de La France insoumise (LFI), du Parti socialiste (PS), de Générations mais aussi d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV).
"*Nous refusons catégoriquement de militer avec des hommes auteurs de violences*", déclarent celles qui ont paraphé la tribune.

Selon les militantes, "*il est grand temps de faire de la place politique aux féministes qui luttent au quotidien contre les violences sexistes et sexuelles."* Elles appellent ainsi à une "*relève féministe*". BFMTV 21 septembre 2022

La chasse à l'homme, à défaut de la chasse au capitalisme.

Leur infâme tribune commençait ainsi :

- *Les agresseurs et auteurs de violences sexistes et sexuelles ne peuvent représenter nos combats politiques. Puisque les hommes semblent incapables de faire mieux, il est temps de passer la main, plaide le collectif #RelèveFéministe.*

Les hommes sont présumés tous coupables aux yeux de ces détraquées du nouveau tribunal de l'Inquisition. Ces despotes appellent à les traquer, les harceler, les menacer, leur pourrir la vie jusqu'à ce qu'ils cessent tout engagement politique. Et en plus ces décomposées ont recouru à l'écriture inclusive dans leur tribune.

Ces scélérates visent directement Mélenchon :

- *Nous condamnons avec la plus grande fermeté les réactions de Jean-Luc Mélenchon et de ses pairs, qui renforcent la culture patriarcale.*

Entre nous, il l'a bien cherché. Nous ne leur reconnaissons absolument aucune légitimité pour s'exprimer au nom d'une quelconque catégorie de la population.

Il faut bien comprendre que tous ces gens qui se réclament d'une morale vertueuse, sont les mêmes qui ont soutenu toutes les guerres de l'OTAN, la mystification climatique, puis celle sanitaire avec la muselière et la piquouse, et dernièrement celle sur la guerre en Ukraine imputée à la Russie, on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'elles ont été systématiquement de tous les mauvais coups, des coups pourris initiés par les oligarques du Forum économique mondial.

A les entendre, seuls les hommes s'adonneraient à des violences sur les femmes, mais pas les femmes sur les hommes. A aucun moment elles ne s'intéresseront aux contextes qui ont conduit à ces violences, comment de l'extérieur quelqu'un pourrait-il en juger, puisque personne n'est dans l'intimité d'un couple au quotidien pour savoir ce qui s'y passe réellement, hormis ce que l'un ou l'autre veut bien confier, et qu'il y a lieu de prendre avec des pincettes, car on ignore si son récit est fidèle ou non à la réalité.

Les hommes sont réputés physiquement plus forts que les femmes ou ils cognent plus fort. Les hommes abuseraient de leur position dominante ou ils développeraient un complexe de supériorité, tandis que les femmes se soumettraient à cette domination et développeraient un complexe d'infériorité.

Mais sur le plan psychologique, quel est le plus fort, qui domine, celui qui s'extériorise et qui n'a plus grand chose à l'intérieur, dans la tête si vous voulez, ou celle qui intériorise ou garde tout à l'intérieur, qui réfléchit et ressasse mille fois les mêmes choses pour tenter d'exister malgré tout, échafaude des plans de survie ? L'homme est sûr de lui, de sa domination, il en veut pour preuve que sa moitié est toujours d'accord avec lui ou elle lui laisse faire ce qu'il veut. C'est ce qu'il croit, mais est-ce vraiment la réalité? Il n'en sait rien, et il ne se pose même pas la question. Pour lui c'est entendu, jusqu'au jour où sa compagne va ruer dans les brancards, bousculer son consensus obtenu

aux forceps, du genre : qui ne dit rien consent forcément, une illusion, et lui balancer qu'elle en marre de vivre avec lui et qu'elle a pris la décision de rompre leur relation.

Il tombe des nus, après ce coup de massue il est en état de choc. Il va lui demander depuis combien de temps elle est malheureuse avec lui, quand elle va lui répondre depuis longtemps déjà ou des années, il va repenser à toutes les fois où ils se sont engueulés, mais il en avait toujours minimisé les motifs, chaque fois il mettait cela sur le coup d'une mauvaise humeur due à des emmerdements passagers ou qui se sont enchaînés, ses règles, sans déconner cela va jusque-là parfois. Car il faut bien comprendre, que seuls ses soucis de monsieur sont fondés ou méritent qu'on se penche dessus, ceux de madame ne sont pas sérieux, allez, on parle d'autres choses et c'est expédié !

Il va vouloir rattraper le coup, il croit que tout est encore possible, alors qu'en réalité c'est bel et bien terminé. Plus il va s'acharner, plus il va devenir odieux et maladroit, et se faire du mal inutilement, sa souffrance est telle que le seul moyen qu'il va trouver pour l'atténuer, ce sera de la partager avec sa compagne qui n'en demandait pas tant, bref, il va aggraver son cas et finir par se prendre la porte dans la gueule, parce qu'à un moment donné il ne reste plus que cela pour le ramener à la réalité ou à la raison.

Notez bien que moi je suis pour la paix des ménages, je déteste les disputes, mais la pire réaction, c'est encore de ne pas les prendre au sérieux et de ne pas suivre les conséquences qui en découlent ou de ne pas faire le point un peu plus tard pour voir où on en est, histoire de voir où on en est sur le plan affectif, si notre embarcation est sécurisée ou si elle prend la flotte de partout et elle est prêt à couler à la prochaine tempête, soit on estime qu'on peut encore colmater les brèches ou recoller les morceaux, soit on constate qu'il est trop tard...

La tribune de ces gestapistes :

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/violences-sexistes-et-sexuelles-limpunite-est-revolue-place-a-la-releve-feministe-20220920_7Z7L6H35K5ABXL4W3GK4SX4PHA/

La liste des signataires :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1oFKIy9B01MxUwdVmpoX9RFC6Ntkid5qT1h8FOJgDBaM/edit#gid=1718216969

En famille, la piste qui mène à Matignon et au parti de Macron.

Affaire Quatennens: Borne choquée par Mélenchon qui "*banalise les violences intra-familiales*" - BFMTV 20 septembre 2022

Aurore Bergé (Renaissance) n'est "*pas certaine*" qu'Adrien Quatennens "*soit le bienvenu*" dans l'hémicycle - BFMTV 20 septembre 2022

Violences faites aux femmes: pour Isabelle Rome, les cellules d'écoute de la Nupes "*étouffent la parole des victimes*" -BFMTV 22 septembre 2022

Isabelle Rome**,** une pourriture.

- Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances au sein du gouvernement Élisabeth Borne.

En juillet 2022, elle annonce que le gouvernement versera 400 000 euros chaque année pendant trois ans à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) « *afin de soutenir ses actions de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+* » (Wikipédia)

La chasse aux sorcières des gestapistes s'étend au comportement psychologique.

Violences faites aux femmes : Bayou « *mis en retrait* » de la co-présidence du groupe écologiste à l'Assemblée - Paris Match 21 septembre 2022

Julien Bayou, accusé de violences psychologiques par une ex-compagne, est "*mis en retrait de ses fonctions"* de co-président du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, a annoncé le bureau du groupe mardi par communiqué, en attendant les conclusions d'une enquête interne.

Sandrine Rousseau avait dénoncé des "*comportements de nature à briser la santé morale des femmes*" La députée et finaliste de la primaire écologiste Sandrine Rousseau avait rapporté lundi sur France 5 avoir reçu chez elle une femme accusant le secrétaire national d'EELV Julien Bayou de "*comportements de nature à briser la santé morale des femmes*". Paris Match 21 septembre 2022

J-C – Les mesures liberticides, totalitaires, dignes d'un régime fasciste adoptées par Macron depuis mars 2020 auxquelles cette cinglée et ses semblables ont souscrit, n'étaient pas de « *nature à briser la santé morale des femmes* », tout comme la décision de cesser d'acheter du gaz à la Russie…

Mission impossible. Comment faire croire que ceux qui gouvernent seraient bien attentionnés envers la population ?

Un rapport pointe la « *situation préoccupante de la santé périnatale en France* » - Publicsenat.fr septembre 2022

Le texte met en avant une « *situation préoccupante de la santé périnatale en France* ». Publicsenat.fr septembre 2022

Alors qu'ils ont empêché pendant deux ans à la population d'y accéder. Qui ignorerait l'état de délabrement de la santé publique ?

Un rapport dénonce de fortes inégalités sociales dans l'accès aux soins - Europe1 21 septembre 2022

Prévalence de maladies chroniques, risque de renoncement aux soins, réalisation de tests de dépistage... Europe1 21 septembre 2022

Covid-19. Le putsch de la finance

Covid-19 – fabrique de la panique et braquage des comptes publics – épisode 9 : Le putsch de la finance - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Cette vidéo est le neuvième épisode de la série réalisée avec le média Kairos. Nous y faisons le tour des origines politiques et financières de ce que nous avons vécu.

En 2009, la « *pandémie* » de covid-19 a été précédée par la tentative ratée de pandémie de grippe H1N1 (voir le rapport du Sénat de 2010). Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, a prévenu que la pandémie sera gravissime. Avec ses modèles statistiques tordus, l'épidémiologiste britannique Neil Ferguson a prévu 2 millions de morts de grippe H1N1. Le Pr Antoine Flahaut prévoit 30 000 morts. Ils se sont ridiculisés et leurs modèles mathématiques, aux prévisions totalement fausses, ont été mises en question par le Sénat. Pourtant, dix ans après, on refait appel à eux et à leurs modèles mathématiques pour le covid-19. Aucun enseignement n'a été tiré de leurs erreurs.

L'OMS a été rendue responsable de la psychose de H1N1 par le rapport du Sénat en 2010. Avant 2009, l'OMS avait supprimé le critère de gravité dans la définition d'une pandémie. Pas besoin de morts ou de malades, il suffit de personnes testées positives, pour pouvoir déclarer une pandémie. De plus les conflits d'intérêts au sein de l'OMS et parmi les experts hors OMS ont été dénoncés par le Sénat (cela n'a fait qu'empirer depuis).

Les médias ont censuré toute voix dissidente en 2009 qui mettait en doute la réalité de la pandémie. Ce sera la même chose à propos du covid plus tard.

Coût du gâchis (les vaccins ont été jetés) : 1,5 milliard d'euros.

Les laboratoires pharmaceutiques, profitant de la campagne de peur de 2009, avaient préparé des stocks de Tamiflu et s'étaient préparés à faire des vaccins et à encaisser de l'argent à la pelle. En 2020, ils ne vont pas louper la pandémie covid !

Les dépenses pour les cabinets de conseil ont explosé ces dernières années, selon un rapport du Sénat de 2021. En 2020 : 600 millions d'euros de coûts non cachés. En 2021, près d'un milliard d'euros. Politiques et hauts fonctionnaires ont des conflits d'intérêt avec les cabinets conseil. Leur pantouflage en témoigne (voir l'organigramme de Philippe Duval là).

McKinsey défend les intérêts de son client Big Pharma au détriment de ceux des Français.

Le CAC40 a fait élire le candidat Macron (voir l'article d'Aude Lancelin dans Médiapart)
Les banques sont également bien représentées chez les politiques (voir Ces très chers banquiers, dossier du Canard Enchaîné de 2015)

On peut soupçonner l'origine de la pandémie dans cette conjonction d'intérêts.

Les laboratoires qui ont produit les vaccins commandés par la France sont détenus par des fonds de pension américains (Vanguard, BlackRock, State Street, etc.). Ces mêmes philanthropes possèdent aussi Facebook, Twitter, Google, Youtube, Microsoft et les grands médias, qui empêchent toute critique de Big Pharma. Microsoft, c'est Bill Gates, président de Gavi qui est le premier financeur de l'OMS, mais aussi des laboratoires pharmaceutiques, de l'Unicef, de l'Imperial College of London où travaille Neil Ferguson, de l'université d'Oxford (AstraZeneca), de la BBC, du Monde.

Les médias gardent férocement le camp du bien. Ils sont aidés des Fact checkers, deux des grands médias (Le Monde) comme ceux de petits blogs qui souhaitent se donner de la visibilité (Fact and Furious). Les journalistes sont à vendre, témoigne Julien Fomenta dans Fakir. Ces ghostwriters écrivent des articles commandés, qui sont ensuite parfois signés de vrais journalistes. Ces articles bidons sur Figarovox et d'autres blogs de grands journaux sont parfois cités comme des références !

L'argent généreusement distribué a fait taire tous ceux qui en ont profité. Le coût de la crise du covid pour la Sécurité sociale est de 10,5 milliards d'euros. La campagne de tests a coûté 13

milliards en 2021. Les petits labos ont bien gagné leur vie, de même les infirmiers et médecins (entre 100 et 400 € la demi-journée), les agents de sécurité dans les hôpitaux (60 millions d'euros par mois pour contrôler l'entrée des malades vacciné et virer les non-vaccinés), McKinsey a été payé 2 millions par mois pour la stratégie vaccinale, StopCovid (le logiciel qui ne marche pas) : 6,5 millions, 2 milliards d'euros d'aide aux média en 2020, 26 millions d'euros pour des sondages d'opinion en octobre 2020, 100 milliards d'euros en 2020 pour le plan de relance des entreprises (il y a eu moins de faillites que sur une année habituelle), 51 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC40 en 2021. Pour les salariés qui souhaitent prendre une semaine de vacances : 27 milliards d'euros de chômage partiel en 2020, sans jour de carence (à l'inverse de toutes les autres maladies) et sans obligation de symptômes.

La stratégie du choc (voir le livre de Naomi Klein).

(https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Strat%C3%A9gie_du_choc)

Créer un choc (coup d'État au Chili, pandémie) ou profiter d'un choc naturel (ouragan Katrina) permet d'instaurer, par un coup d'État, un système totalitaire rentable pour le grand capital. Le système totalitaire en est arrivé à dire aux Français combien ils pouvaient être à table à Noël, qu'ils ne pouvaient être assis sur la plage, ou dans les bars, puis l'inverse. Les médias ont expliqué que c'était scientifique et imposé par des êtres supérieurs. La population, perdue, y a cru. Pire, elle a cru y adhérer librement. Le coup d'État mondial et le grand contrôle mondial a été décrit par Klaus Schwab dans le Great Reset. C'est affligeant et reflète le bas niveau intellectuel de ceux qui ont le pouvoir. Un résumé est disponible sur le site Kairos là.

Dans le premier épisode, nous avons vu qu'il n'y a eu aucune hécatombe nulle part en Europe, ni en 2020 ni en 2021.

Dans le deuxième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas eu la saturation hospitalière annoncée.

Dans le troisième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas non plus eu un « *déferlement* » de malades. Il y a eu bien moins de malades comptabilisés que pendant les épisodes dit « *grippaux* » du passé. Nous vivons une épidémie de « *cas* » entretenue par les fameux « *tests* » qui n'ont pas de rapport avec la moindre maladie.

Dans le quatrième épisode nous avons vu le moteur même de la fraude : l'utilisation de codes spécifiques par les hôpitaux de façon à produire les « *bonnes* » statistiques.

Dans le cinquième épisode nous découvrions le socle de l'idéologie sanitaire actuelle qui ne repose sur aucune expérience et est contredite par les statistiques : la contamination.
Dans le sixième épisode nous avons fait le tour des causes de décès depuis le début de la crise sanitaire à l'aide des rapports du Sénat, de Santé Publique France, de l'ATIH et des statistiques de décès de l'Insee pour découvrir le lien entre les mesures et les hausses de mortalité.

Dans le septième épisode nous avons analysé les fameuses injections et ce qu'il se cache derrière le mot « *efficace* ».

Dans le huitième épisode nous continuons l'analyse des injections. Nous allons voir ce qu'il se cache derrière le mot « *sûr* ».

La vidéo : Le putsch de la finance

https://www.youtube.com/watch?v=ZRnUSp6KNWk

Quand on découvre quotidiennement que le monde dans lequel nous vivions, ne ressemblait pas vraiment à celui qu'ils nous avaient décrit.

Harcèlement sexuel, viol sur mineur : 40 ans d'omerta à la Fédération française de football - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Pendant des années, Noël Le Graët, président de la Fédération française de football, et d'autres hauts responsables de la fédération ont dissimulé de multiples cas d'abus sexuels, y compris sur des joueurs mineurs.

Le dossier est accablant : l'enquête menée par le journaliste Romain Molina implique des entraîneurs, des dépisteurs, des agents et des hauts fonctionnaires de l'*« élite » française.* »

Vidéo. Enquête : 40 ans d'omerta à la FFF

https://www.youtube.com/watch?v=kAFkVc6eRW8

Dossier Ukraine ou OTAN contre Russie.

Quand les canons de la France bombardent la population civile de Donetsk.

Le président Vladimir Poutine refuse une conversation téléphonique à l'initiative d'Emmanuel Macron - lemediaen442.fr 21 septembre 2022

Emmanuel Macron s'est vu refuser une conversation téléphonique avec Vladimir Poutine, rapporte le journal Moskovsky Komsomolets (MK). Le journaliste ukrainien Anatoly Shariy a suggéré que ce refus est dû au bombardement de Donetsk par un obusier automoteur Caesar de fabrication française.

Alors que diverses sources indiquent que la conversation entre les deux chefs d'État a été reportée de plusieurs jours, nous rappelons à nos lecteurs l'erreur fatale du président français d'avoir divulgué un entretien téléphonique privé avec Vladimir Poutine. L'échange avait été diffusé dans un documentaire sur France 2.

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, avait critiqué la diffusion de la conversation : « L'étiquette diplomatique ne prévoit pas de fuites unilatérales de tels enregistrements ». Ce coup de com — digne d'une télé-réalité — a mis en garde tous les présidents du monde sur la confiance à accorder au président Macron. C'est diplomatiquement une catastrophe pour la France et pour ses relations de confiance avec le monde extérieur.

De plus le ton agressif d'Emmanuel Macron n'avait rien de diplomatique, mais tout d'un acte de guerre médiatique. On peut y voir une des multiples conséquences de la suppression du corps diplomatique français. Le chef du Kremlin n'a pas digéré cet acte enfantin du dirigeant français et

n'a, semble-t-il, pas le temps de s'essayer à ce genre de jeu en cette période de cruciale de l'Histoire. Cela explique le refus pur et simple de converser avec Macron.

Zélensky : l'arnaque de la contre-offensive - Réseau Voltaire 20 septembre 2022

Le président Zelensky et ses alliés de l'Otan ont lancé une contre-offensive contre les troupes russes. Ils ont choisis un lieu où il n'y en avait peu et que Moscou n'entendait pas occuper. Dès lors ils peuvent célébrer en fanfare cette victoire sans ennemis, ni bataille. Retour sur un bluff qui ne convainc que ceux qui le veulent, c'est-à-dire le public occidental.

par Thierry Meyssan

Kiev a annoncé à grands renforts de tambours et trompettes une contre-offensive dans la région de Karkiv, c'est-à-dire face au Donbass. Les forces soutenues par l'Otan sont parvenues à « *libérer* » une bande de territoire de 70 km de long sur une trentaine de profondeur.

Le président Zelenski, qui s'est rendu sur place, à Izioum, a annoncé la « victoire prochaine » de son pays sur l'« *envahisseur* » russe.

La presse occidentale parle de la déroute russe et s'interroge sur un éventuel complot visant à renverser le « *président vaincu* », Vladimir Poutine.

Fin du conte à dormir debout ; une réalisation de l'Otan.

En réalité, les forces occidentales ne sont jamais entrées dans le Donbass, ni dans la République de Lougansk, ni dans celle de Donetsk. Elles n'ont récupéré que des territoires que l'armée russe avait conquis, mais jamais occupés. Dès le début, le président Poutine a annoncé qu'il voulait défendre les deux Républiques du Donbass, mais qu'il ne voulait pas annexer l'Ukraine qu'il entend juste « *dénazifier* » (c'est-à-dire débarrasser de ses « *nationalistes intégraux* »).

Avec le temps, il a annoncé qu'il entendait aussi faire payer aux Ukrainiens la guerre qu'ils ont déclenchée en annexant le Sud de leur pays. Deux options s'offraient alors à lui, soit annexer la Novorossia, soit la Makhnovchtchina, les deux territoires de tradition russe se recoupant largement.

La Novorossia, littéralement « *Nouvelle Russie* », c'est la colonie de peuplement russe conquise par Grigori Potemkine, l'amant de la tsarine Catherine II, sur l'Empire ottoman. Il comprend tout le Sud de l'actuelle Ukraine, y compris la Crimée, jusqu'à une petite partie de l'actuelle Moldavie, la Transnistrie. Ce territoire n'a jamais connu les horreurs du servage que Catherine II n'est pas parvenue à abolir en son empire. Le maréchal Potemkine y a édifié un État éclairé, inspiré de la Grèce antique et de Rome. La Novorossia fut un temps gouvernée par un officier français, ami personnel du tsar Alexandre Ier, Armand de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu et futur président du Conseil des ministres français.

La Makhnovchtchina c'est le lieu où, en 1918, triompha l'armée noire de l'anarchiste paysan Nestor Makhno. Elle était parvenue à se libérer du pouvoir de Kiev, alors détenu par Symon Petlioura et Dmytro Dontsov, le protecteur et le fondateur des « *nationalistes intégraux* » ; dont les successeurs sont aujourd'hui au pouvoir et que la Russie qualifie de « nazis ». Les partisans de Makhno, quant à eux, instaurèrent un régime libertaire dans le Sud-Est du pays correspondant aux idées des socialistes français du XIXème siècle (Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon) et surtout à l'influence de Pierre Kropotkine : la création de communes autogérées. La Makhnovchtchina fut

renversée et ses partisans massacrés lors d'attaques venues à la fois de l'Empire allemand, des « *nationalistes intégraux* » ukrainiens et des bolchéviques trotskystes.

En définitive, Vladimir Poutine a choisi la Novorossia et la revendique officiellement.
La zone qui vient d'être « libérée » par l'armée de Kiev a été comprise un moment dans l'un des plus grand pays anarchistes du monde, celui de Nestor Mackhno, mais jamais en Novorossia. Le gouvernement de Kiev a regagné, comme il le fit durant l'entre-deux-guerre, ce petit territoire.

Vu sous l'angle russe, Kiev a regagné un territoire que Moscou avait un temps envisagé d'annexer, mais auquel il avait finalement renoncé. Il n'y avait donc pas d'armée russe là-bas, juste des gardes-frontières et des policiers du Donbass. Ce sont eux qui se sont enfuis sans demander leur reste. Il n'y a donc pas eu de combat et encore moins de défaite.

Dans ces conditions les longues dissertations des médias occidentaux sur un complot de généraux qui viserait à renverser le président Poutine « *vaincu* » sont de pures fictions.

Il en serait différemment si les armées occidentales reprenaient Kershon, un port situé sur le Dniepr, peu avant qu'il ne se jette dans le mer Noire. Une seconde opération est planifiée autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Mais nous n'en sommes pas encore là.

L'arnaque du président Volodymyr Zelenskyy consiste à présenter comme une bataille, une avancée de ses troupes dans un territoire inoccupé. Elle lui permet de réclamer des milliards supplémentaires aux Occidentaux, c'est pourquoi elle a été lancée le 6 septembre. Deux jours plus tard, le 8, une cinquantaine de pays se réunissaient sur la base états-unienne de Ramstein (Allemagne) afin de donner des armes à l'Ukraine [1]. Personne n'ayant de budget pour cela, les dépenses ont été avancées par les États-Unis en vertu de l'Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022 [2]. Ils payeront plus tard, mais ils payeront ce qu'ils dépensent aujourd'hui sans compter.

Le 9 et le 10, l'Institute for the Study of War, révèle des détails sur l'avancée des troupes et l'accueil chaleureux qu'elles reçoivent [3]. Cette mise en scène est gobée par la presse occidentale qui la relaye. Or cet institut est un repaire de Straussiens. Il est dirigé par Kimberly Kagan, la belle-sœur de la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland. Parmi ses administrateurs on compte Bill Kristol, l'ancien président du Projet pour un siècle américain, aussi bien que le général David Petraeus qui détruisit l'Iraq et l'Afghanistan.

Le 11, l'Agence Reuters-Thompson assure que les milliers de soldats russes sont en déroute [4]. Elle parle d'un « coup dur pour la Russie », alors que l'état-major russe a ordonné le retrait immédiat de ce territoire dont elle n'entend pas assurer la charge. Lorsque Donald Trump avait viré les straussiens de son administration, Victoria Nuland était devenue une des directrices de l'agence Reuters [5]. La dépêche de Reuters est signée par Max Hunder, un ancien élève d'Eton, l'école la plus huppée d'Angleterre. Un peu plus tard, le ministère britannique de la Défense confirme sa dépêche.

Le 12 le canular est validé par le New York Times qui publie une double page à la gloire du valeureux Zelensky. La presse occidentale relaye sans réfléchir.

Manque de chance, lorsque le quotidien new-yorkais parait, les centrales électriques ukrainiennes ont toutes été touchées dans la nuit par des missiles [6]. L'Ukraine est dans le noir. La contre-offensive aussi.

Le président Poutine s'exaspère de la mauvaise foi occidentale. Il déclare que, pour le moment, la Russie n'a requis une petite partie de ses forces contre les « *nazis* » de Kiev et que, si besoin, ses prochaines actions seront d'une toute autre ampleur.

Le reste du monde ayant des yeux pour voir —à la différence des Occidentaux qui n'ont que des oreilles pour écouter des sornettes— a réservé une fête à la délégation russe, lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, à Samarcande.

Une structure de contact avait été créée durant l'ère Eltsine entre la Russie et la Chine. Le chef du gouvernement russe, Ievgueni Primakov, reconnut des frontières stables avec Beijing. En 1996, Ce groupe de contact devint un forum international avec les États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan), puis juste avant les attentats du 11 septembre 2001, il devint l'OSC actuelle. La Chine et la Russie avaient déjà compris que les Anglo-Saxons fomentaient des troubles en Asie centrale. Elles ont donc élaboré ensemble des programmes contre le terrorisme et le séparatisme. La suite des événements leur a donné amplement raison.

L'OCS s'est rapidement développée. L'Inde, le Pakistan et l'Iran l'ont rejoint. La Biélorussie s'y prépare. L'Afghanistan et la Mongolie y sont observatrices. 14 autres États en sont partenaires. Elle se caractérise par un esprit bien différent de celui des organisations occidentales. D'une certaine manière, on peut y voir le prolongement de l'esprit de Bandung : souveraineté des États, non-ingérence dans les affaires intérieures et coopération.

L'OCS rassure et rassemble. Elle rassemble aujourd'hui le quart de la population mondiale, voire les deux tiers si l'on prend en compte les États observateurs. On n'y fait pas des plans sur la comète en criant à la victoire lorsqu'on s'installe dans un territoire non-revendiqué et non-défendu.
Notes.

[1] « L'offensive du complexe militaro-industriel », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 17 septembre 2022.

[2] Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022, US Congress.

[3] « Russian Offensive Campaign Assessment, September 9 » et « Russian Offensive Campaign Assessment, September 10 », Institute for the Study of War

[4] « Russia gives up key northeast towns as Ukrainian forces advance », Max Hunder & Vitalii Hnidyi, Reuters, September 11, 2022

[5] Donald Trump se rattrapa en chargeant Elliot Abrams de l'Amérique latine. Il le laissa mener diverses opérations et finalement l'empêcha au dernier moment de lancer une opération militaire contre le Venezuela.

[6] « La contre-offensive ukrainienne stoppée », Réseau Voltaire, 12 septembre 2022.

https://www.voltairenet.org/article218014.html

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine annonce la "*mobilisation partielle*" en Russie - BFMTV 21 septembre 2022

Dans une allocution télévisée diffusée ce mercredi matin, le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine a décidé de passer une nouvelle étape dans le conflit ukrainien, en annonçant la mobilisation partielle des forces de réserve russes.

Alors que, jusqu'à présent, uniquement les militaires professionnels de l'armée de Moscou étaient officiellement déployés en Ukraine, ce sont désormais ceux présents sur les listes de réserve et possédant une expérience militaire qui pourront y être déployés. Une décision "*à la hauteur de la menace à laquelle nous faisons face*", a déclaré Vladimir Poutine.

Preuve de la volonté de Vladimir Poutine de passer rapidement à cette nouvelle étape du conflit, il a indiqué avoir déjà signé le décret relatif à cette "*mobilisation partielle*".

Quant aux référendums relatifs à l'indépendance de certains territoires ukrainiens occupés, fustigés par Kiev comme par l'Occident, Vladimir Poutine a tenu à montrer ce mercredi sa détermination pour les mener à bien.

"*Dans le cadre des référendums dans quatre régions, les habitants pourront se prononcer sur leur sort*", a indiqué Poutine. Des référendums qui concerneront les régions de Kherson, Lougansk, Donetsk et Zaporijia.

Mobilisation partielle décrétée sur fond de référendum d'intégration à la Russie en RPD, RPL, et dans les régions de Kherson et Zaporijia - Réseau International 22 septembre 2022

D'après un sondage réalisé par la société INSOMAR, la majorité des habitants des quatre régions sont prêts à aller voter (de 65% en région de Kherson, à 83% en RPL, en passant par 72% en région de Zaporijia et 80% en RPD), et le oui à l'intégration avec la fédération de Russie l'emporterait de manière écrasante, avec 80% des votes à Zaporijia et Kherson, 90% en RPL et 91% en RPD.

Un autre sondage mené par l'Institut républicain de Crimée pour la recherche politique et sociologique (RIPSI) donne 94% de oui en RPD, 93% en RPL, 87% en région de Zaporijia et 80% en région de Kherson.

Suite à ces décisions, une annonce importante de Vladimir Poutine était attendue le soir même, mais elle aura finalement lieu le 21 septembre 2022 au matin. Dans son allocution, Vladimir Poutine a annoncé soutenir l'organisation du référendum dans les régions de Kherson et Zaporijia, ainsi qu'en RPD et RPL, dont la Russie assurera la sécurité, afin que les gens puissent aller voter sereinement.

Pour ce qui est de la mobilisation partielle, ses modalités ont été précisées par le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, juste après l'allocution de Vladimir Poutine. Seuls 300 000 hommes parmi les 25 millions que compte la réserve russe seront mobilisés. Priorité est donnée aux hommes ayant servi dans certaines spécialités militaires et ayant une expérience du combat. En clair, la Russie ne va mobiliser que 1,2% de sa réserve militaire, ce qui est minime en matière d'impact sur l'économie ou la population du pays.

Sergueï Choïgou en a profité pour faire un point sur les pertes russes et ukrainiennes. Il a ainsi déclaré que les pertes au sein de l'armée russe sont de 5 937 morts, un chiffre assez proche des 6476 morts annoncés par la BBC il y a quelques jours (chiffres qui incluent la Garde Nationale, qui

dépend du ministère de l'Intérieur et non du ministère de la Défense). Au niveau des blessés, le ministre russe de la Défense a indiqué que plus de 90% des blessés russes ont déjà pu reprendre le service.

Côté ukrainien, le bilan n'est pas du tout le même. Sergueï Choïgou a ainsi annoncé que les pertes côté ukrainien seraient de 61 207 morts et 49 368 blessés, auxquels il faut ajouter les déserteurs et ceux faits prisonniers. Sur ce total, plus de 7000 soldats ukrainiens ont été éliminés rien que durant les trois dernières semaines de combat, montrant que les attaques de Kiev en région de Kherson et de Kharkov, ont eu un coût humain élevé pour l'armée ukrainienne.

Sergueï Choïgou a indiqué que la Russie n'était pas tant en guerre avec l'Ukraine qu'avec « *l'Occident collectif* » et l'OTAN.

« *[Par là], nous entendons non seulement les armes fournies en quantités énormes, en volumes énormes […], mais aussi, bien sûr, des systèmes. Ce sont des systèmes de communication, de traitement de l'information, ainsi que de renseignement, le renseignement satellitaire* », a détaillé le ministre russe.

D'après M. Choïgou, l'Ukraine a presque épuisé les armes qu'elle possédait, principalement des armes soviétiques.

« *Pratiquement toute la constellation de satellites de l'OTAN fonctionne. Selon nos estimations, plus de 70 satellites militaires et plus de 200 satellites civils travaillent pour reconnaître l'emplacement de nos unités* », a fait savoir le chef de la Défense russe.
Sergueï Choïgou a également mis en valeur l'implication des instructeurs et mercenaires étrangers en Ukraine, dont 2000 ont été tués.

Et de souligner : « *Actuellement, il n'en reste qu'un peu plus d'un millier. Certains sont partis, d'autres ont péri. […] L'essentiel, c'est que leur recrutement se poursuit sous la tutelle de l'État* ».

source : Donbass Insider

Opération déstabilisation de la Russie dans la foulée.

38 villes, près de 1400 arrestations... La mobilisation partielle soulève des manifestations en Russie - BFMTV 22 septembre 2022

J-C - D'où viennent ces informations ?

BFMTV - OVD-Info, une ONG dont le travail consiste notamment à assurer le suivi des manifestations…

J-C - BFMTV exprime un souhait à voix haute :

BFMTV - Convoquer 300.000 réservistes est une chose, mais remobiliser les esprits s'annonce comme une autre paire de manche pour le pouvoir russe.

J-C - **OVD-Info, qu'est-ce que c'est ? Qui finance cette ONG ?**

- L'organisation est financée par des donations individuelles de plusieurs bénévoles et par des organisations des droits de l'homme telles que le Memorial Society, la Commission européen et l'International Partnership for Human Rights (basée à Bruxelles). wikipedia.org

International Partnership for Human Rights, qu'est-ce que c'est ?

Our Donors (Nos donateurs)

- Open Society Foundation (Soros)
- Union européenne
- NED (CIA)
- United Nations resources (ONU)
- OSCE resources

https://www.iphronline.org/about/our-donors

La Russie reconnaît la mort de 5937 de ses soldats en Ukraine - BFMTV 21 septembre 2022

Basket : Thomas Heurtel exclu des Bleus pour les JO 2024 pour avoir rejoint un club russe - Europe1 22 septembre 2022

---

4 régions de l'ex-Ukraine intègrent la Fédération de Russie - Réseau International 21 septembre 2022

Aujourd'hui les parlements des Républiques de Donetsk et de Lougansk ainsi que des régions de Kherson et Zaporijia (ville de Melitopol) se sont prononcés en faveur d'un rattachement de leurs entités à la Fédération de Russie. Les présidents et chefs de région ont décidé de consulter les citoyens par referendum, qui auront lieu du 23 au 27 septembre.

À Moscou Vlasheslav Volodin, président de la Douma fédérale a déclaré que le Parlement soutiendrait les résultats du referendum.

La décision finale a été prise le week-end dernier au Kremlin : Vladimir Poutine validera les résultats des referendum et prononcera le rattachement de ces 4 entités de l'ex-Ukraine à la Fédération de Russie.

Au vu des possibilités de réaction « négative » (!) des pays occidentaux, le Parlement Russe a aujourd'hui mis en place des dispositions juridiques qui s'appliqueront si un ordre de mobilisation est donné par le Kremlin (détails en fin d'article).

Plusieurs mesures que je ne détaillerai pas ont été prises tant concernant la défense civile dans les principales villes de Russie que la mise en alerte de plusieurs unités, y compris dans le domaine de la guerre cybernétique.

En Biélorussie le président Loukachenko a également ordonné des « *préparatifs pour la défense de l'État selon les normes du temps de guerre* » (agence BelTA).

Les habituels idiots qui prévoyaient la victoire de l'Ukraine suite à leur contre-offensive à Izioum (qui leur a coûté quelques milliers de morts…) vont tomber de haut. Et nous allons montrer à Ursula von der Leyen que nous n'avons pas besoin de démonter nos lave-vaisselles et réfrigérateurs pour réparer notre matériel militaire.
Car il ne fait quasiment aucun doute que l'OTAN va dans un premier temps intensifier son aide à l'Ukraine en livrant en particulier des missiles balistiques à longue portée (permettant donc de frapper la Russie en profondeur). Ceci signifiera, le Kremlin l'a encore répété hier, l'entrée en guerre effective de l'OTAN. Et bien entendu nous en tirerons les conséquences, des frappes contre les bases OTAN en Europe seront une première réponse.

Les forces de l'OTAN actuellement déployées en Europe n'ont aucune chance contre nos forces. Rappelons que nous n'utilisons actuellement, en Ukraine, qu'une petite partie de notre potentiel tant en matériel qu'en hommes. Si l'OTAN s'engage, nos forces en réserve vont rapidement entrer en action. N'oublions pas également que l'Europe a quasiment épuisé ses stocks de munitions en livrant en Ukraine… Je faisais remarquer il y a quelques semaines, qu'une fois que les stocks seraient vides, nous pourrions bien en profiter… On y arrive. Il est clair que dans ce cas de figure, tout ré-approvisionnement de l'OTAN depuis les États-Unis sera une cible légitime dans les pays membres de l'OTAN !
La seule interrogation est donc ce que feront les États-Unis. Il est certain que le Kremlin, ayant à sa disposition des informations que bien entendu je n'ai pas, a intégré cette question en prenant sa décision. Le président Poutine et le ministre de la Défense devraient s'adresser au peuple russe ce soir.

De toute manière la Russie n'a pas le choix, comme il a déjà été expliqué plusieurs fois : C'est un combat de civilisation et l'Ukraine n'est que le pion utilisé par les pays occidentaux pour tenter de nous abattre. Le combat est donc la seule réponse possible pour que la Russie ne disparaisse pas. Et c'est pour cela que nous irons jusqu'au bout.

Et une mesure qui peut intéresser les lecteurs français : Le Kremlin a décidé de favoriser l'accueil des étrangers dans les forces armées russes et un premier centre d'accueil va être déployé très rapidement en banlieue de Moscou à Sakharovo pour les citoyens étrangers désireux de s'engager.

source : Rusinfo

En Ukraine, la ville de Kherson veut un référendum immédiat pour devenir russe - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Selon RIA Novosti, le Conseil public de la région de Kherson a lancé un appel au chef de la région, Vladimir Saldo, à organiser immédiatement un référendum pour son adhésion à la Fédération de Russie.

Lundi, l'initiative d'organiser immédiatement un référendum sur l'adhésion à la Russie a été prise par les chambres publiques de la république populaire de Loughansk (LPR) et de Donetsk (RPD). Elles se sont tournées vers les chefs des républiques, Leonid Pasechnik et Denis Pushilin.

Selon un communiqué du Conseil public lu mardi 20 septembre par son président Vladimir Ovcharenko :

« *Nous considérons qu'il est plus opportun que jamais de prendre une décision résolue sur la tenue immédiate d'un référendum sur l'entrée de la région de Kherson dans la Fédération de Russie. Nous sommes sûrs que l'initiative sera pleinement soutenue par les habitants de la région de Kherson. Rejoindre la Russie ne sera pas seulement un triomphe de la justice historique, mais sécurisera également le territoire, ouvrira de nouvelles opportunités sur la voie de la renaissance et de la restauration du pouvoir de notre terre et du retour à une vie pleine et paisible.* »

Une fois Kherson annexée à la Russie, le Kremlin pourra très logiquement considérer que l'Ukraine attaque le territoire russe, mettant en danger l'intégrité de la Russie. Selon un correspondant de l'agence de presse TASS, les membres du Conseil ont unanimement soutenu cet appel.

L'OTAN politique ou l'Union européenne n'a aucune légitimité.

L'Union européenne ne respectera pas le référendum et sanctionnera les Ukrainiens voulant devenir russes - lemediaen442.fr 22 septembre 2022

Selon un communiqué de presse du 22 septembre 2022 du Conseil de l'Union européenne, l'UE condamne les projets d'organisation de « *référendums* » visant à l'annexion par la Russie de parties des régions de Donetsk, Kherson, Lougansk et Zaporijia. Elle estime que ces référendums sont illégaux et « *constituent une autre violation flagrante de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et une violation grave de la charte des Nations unies* ».

Bien que les habitants russophones du Donbass votent librement et démocratiquement, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne, annonce des sanctions supplémentaires contre la Russie, mais aussi contre les habitants de Donetsk, Kherson, Lougansk et Zaporijia : « *tous ceux qui sont impliqués dans l'organisation de ces "référendums", ainsi que dans d'autres violations du droit international et du droit international humanitaire en Ukraine, seront tenus pour responsables, et des mesures restrictives supplémentaires contre la Russie seront présentées dès que possible. en coordination avec nos partenaires.* »

Pour Josep Borrell, le référendum démocratique ne changera rien. « *L'intention d'annexer des territoires occupés et d'organiser des référendums fictifs ne changera pas leur statut juridique. Ils sont et resteront internationalement reconnus comme faisant partie intégrante de l'Ukraine. Et cela ne va pas changer en organisant un simulacre de référendum.* »

Mais que pensent les habitants de ces régions ? Est-ce que Josep Borrell leur a posé la question ? Voici la réponse des premiers intéressés, les habitants de la République populaire de Lougansk. Ils s'expriment à propos du prochain référendum sur l'intégration à la Russie. Ce n'est qu'un micro-trottoir. Un référendum révélerait l'état d'esprit des russophones méprisés par le gouvernement de Kiev.

L'Europe n'a pas l'habitude de tenir compte des résultats des référendums. Elle considère qu'ils sont tous fictifs. En France, les 54,68 % de « non » à la constitution européenne du référendum de 2005 ont été balayés par le traité de Lisbonne signé, à la place des Français, par Nicolas Sarkozy.

Vidéo. "Il est temps de devenir la Russie. On le tolère depuis déjà 8 ans"

https://rumble.com/v1kyl1p-il-est-temps-de-devenir-la-russie.-on-le-tolre-depuis-dj-8-ans.html

---

La Turquie souhaite adhérer à l'OCS - Réseau Voltaire 18 septembre 2022

À l'issue du sommet des chefs d'État de l'Organisation de coopération de Shanghai, les 15 et 16 septembre à Samarcande, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a précisé aux journalistes que son pays souhaitait adhérer à cette structure.

La Turquie est encore membre de l'Otan ; l'OCS a été créée par la Russie et la Chine. Washington exige que ses alliés coupent les ponts avec la Russie. La Turquie note que les statuts de l'Otan ne prévoient pas ce cas de figure.

Le président Erdoğan est parti pour les États-Unis où il doit rencontrer le président Biden.

Acculé par les sanctions américaines, le Zimbabwe souhaite renforcer ses relations avec la Russie - reseauinternational.net 20 septembre 2022

Le nombre des pays africains qui ouvrent leurs portes à une coopération avec la Russie se rallonge. Cette fois, c'est le Zimbabwe qui souhaite renforcer ses relations avec Moscou, rapporte l'agence de presse TASS.

Selon les informations, le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a déclaré son intention de renforcer la coopération de son pays avec la Russie. Sur la chaîne russe Rossiya 24, le président a indiqué que « *je suis ravi que nous ayons des positions similaires avec Vladimir Poutine sur le développement de nos relations* ».

Le chef de l'État africain a également remercié son homologue et la holding Hélicoptères de Russie pour avoir livré un véhicule et un hélicoptère d'ambulance au Zimbabwe qui souffre souvent des catastrophes naturelles et a besoin d'instruments pour sauver des vies.

Ce développement intervient alors que le Zimbabwe est en train de couler sous le poids des sanctions américaines depuis plusieurs années. La semaine dernière, le président sud-africain Cyrille Ramaphosa, lors d'une rencontre avec Joe Biden, a plaidé pour la levée des sanctions contre le Zimbabwe.

source : Actu Cameroun

L'Ouzbékistan signe de gros contrats avec la Chine et la Russie - (Chine Magazine) reseauinternational.net 20 septembre 2022

L'Ouzbékistan a signé des accords d'une valeur de 16 milliards de dollars avec la Chine et de 4,6 milliards de dollars avec la Russie lors des visites de leurs dirigeants respectifs dans le pays lors du Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Le porte-parole du ministère ouzbek des Affaires étrangères, Yusuf Kabuljanov, a indiqué que les accords avec la Chine comprennent la construction d'une voie ferrée Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan.

Les départements chinois et ouzbek ont signé de multiples documents de coopération couvrant l'agriculture, l'économie numérique, le développement vert, la culture, la coopération infranationale et les médias.

Les projets avec la Russie concernent les secteurs des machines, des produits chimiques, de la pétrochimie et de la géologie. La Russie et la Chine sont des investisseurs majeurs en Ouzbékistan et les principaux partenaires commerciaux de l'ancienne république soviétique.

https://reseauinternational.net/louzbekistan-signe-de-gros-contrats-avec-la-chine-et-la-russie/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 septembre 2022.

Vous remarquerez à quel point tous les sujets d'actualité abordés ici se tiennent, alors que j'y suis pour rien, je précise.

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Encore un commentaire désobligeant ou stupide ou les deux à la fois.

Je montre qui est à l'origine de l'instrumentalisation de ces manifestations et cela ne vous convient pas, j'en déduis que vous êtes des petits soldats de l'OTAN. C'est votre droit.

2 - (Réponse à un lecteur qui s'était posé la question suivante: Que vient faire ici « *70 ans de dictatures communistes* » dans un propos sur la Covid-19?) (L'auteur de l'article était *Le Libre Penseur*)

- Quelles intentions inavouables ou manipulation des esprits cela recouvre-t-il ?

C'est simple, si je veux vous amener à penser quelque chose, je vais commencer par vous dire ce que vous avez envie d'entendre, quelque chose qui sonne bien à vos oreilles, qui évoque quelque chose d'agréable dans votre cerveau.

Ensuite, vous allez en déduire que je suis quelqu'un de bien qui vous veux forcément du bien, qui mérite votre confiance, que vous pouvez croire sur parole ou aveuglément quand vous ne savez pas quoi penser sur un sujet.

Une fois mis en confiance ou pris dans les mailles du filet, petit à petit ou l'air de rien, un jour il vous balancera un truc auquel vous ne vous attendiez pas ou qui vous choquerait autrement, que vous rejetteriez. Mais comme maintenant vous vous êtes imprudemment très engagé auprès de ce personnage ou vous vous reconnaissez en lui, vous vous dites, pourquoi pas, il a sans doute ses raisons de penser de la sorte, et vous allez l'imiter.

Voilà comment vous êtes devenu un de ses disciples véhiculant son idéologie nauséabonde sans vous en êtes aperçu, au point que même si quelqu'un vous le faisait remarquer, vous le nierez farouchement : Mais non voyons, que croyez-vous, je sais ce que je dis, alors qu'en réalité pas du tout, cependant il est convaincu du contraire, il ne peut plus à ce stade remettre en cause la parole quasi-sacrée de son maître.

C'est ainsi que des gens peuvent se retrouver embrigadés dans des organisations très diverses ou des sectes, qu'ils peuvent être amenés à combattre leur propre camp, à adopter des positions contraires à leurs intérêts.

Cela arrive même ou surtout à des gens très bien, qui se disent indépendants ou intellectuellement plus évolués que la moyenne. On voit cela tous les jours, et on peut observer cela dans pas mal de commentaires ici.
Si vous vous fiez au jugement qu'une personne (ou un parti) porte sur elle-même, vous êtes un candidat sérieux à ce genre de manipulation.

3 - Je vais mettre un lien vers cet article dans la prochaine causerie de mon portail.

J'indiquerai aux lecteur qu'il a le mérite de rappeler les rapports qu'entretient la couronne britannique avec une multitude d'acteurs du monde de la finance et de la politique à travers le monde, et de revenir plus largement sur son histoire.

La fin de cet article se termine dans impasse ou par une illusion, c'est inévitable et n'étonnera personne. Car en effet, on voit mal en quoi la résistance passive pourrait entraver la stratégie de l'oligarchie financière mondialiste, sans une stratégie politique et une direction révolutionnaire ayant pour objectif un changement de régime économique et politique, il demeurera impossible de modifier l'orientation du monde. Toute interprétation (ou théorie) qui ne se traduit pas en pratique et sur le plan organisationnel, n'a finalement aucune valeur ou relève de l'impuissance, qu'on le veuille ou non.

4 - Notre ennemi est dans notre propre pays. C'est valable pour tous les peuples. Ceux qui le contestent collaborent avec eux, ils vont même jusqu'à le revendiquer.

Macron et son gouvernement, le Medef, le CAC40, la Bourse, les capitalistes, les institutions et la Constitution de la Ve République, qu'est-ce qu'on attend pour se rassembler et les affronter dans la perspective de renverser leur pouvoir, instaurer une République sociale.

Twitter en accès libre.

Infos diverses.

- En 2021, selon les données collectées par Le Monde, environ 20% des Français de métropole [12 millions de personnes] ont reçu au robinet, régulièrement ou épisodiquement, une eau non conforme aux critères de qualité. Une enquête sera diffusée jeudi à 22h50 sur France 2.

Pourquoi les habitants d'Occitanie sont-ils autorisés à boire une eau du robinet interdite en Bourgogne, alors qu'il s'agit du même résidu de pesticides présent dans les deux cas ?

J-C - Pourquoi sortent-ils cela maintenant ?

- 70% des Français sont contre une hausse de l'âge légal de départ en retraite. (Elabe)

La caisse déborde : après le surplus de 2,6 milliards l'an dernier, le régime de retraite complémentaire Agirc-Arrco devrait encore être largement ds le vert en 2022, avec un "résultat technique" estimé à 3,7 milliards d'€, selon un document interne consulté par l'AFP.

- Christophe Dechavanne : "*À l'époque, l'extrême droite n'avait pas porte ouverte à la TV. Quand Jean-Marie Le Pen allait à la TV c'était un événement politico-médiatique. Aujourd'hui, vous n'allumez pas une chaîne d'info sans entendre l'extrême droite*".

J-C - Mais entre temps, ils ont banalisé l'extrême droite… avant qu'elle n'arrive au pouvoir ouvertement avec Macron. Même ceux qui se disent républicains, démocrates, progressiste, expliquent à qui veut bien les écouter que l'extrême droite a changé, RN n'est plus le FN... Question : Pourquoi ? Par opportunisme, parce que sur bien des questions politiques ils partagent les mêmes positions pour mieux camoufler leur orientation politique réactionnaire, qui finalement rejoint celle du parti au pouvoir. Ils sont tous opposés à un changement de régime économique, le capitalisme leur va très bien.

- Lors d'une opération antidrogue sur le vol Cayenne-Paris il y a 4 mois, près d'1/4 des passagers transportaient de la cocaïne révèle Le Canard. À Paris, la coke coûte 50€/g. Le trafic est tel, que le parquet guyanais ne poursuit plus ceux arrêtés avec moins de 1,5kg...

Coke en stock en Guyane : une mule prise avec moins d'1,5 kg de cocaïne se voit confisquer sa marchandise mais repart libre ! Elle est en revanche inscrite au fichier des personnes recherchées avec interdiction de fréquenter l'aéroport de Cayenne pendant 6 mois. (Canard)

J-C - Si la cocaïne ne peut pas entrer en France illégalement, elle entrera légalement, voilà tout.

- Homme de l'ombre de Nicolas Sarkozy depuis 40 ans, l'affairiste Thierry Gaubert avait laissé des traces explosives sur la Libye dans ses ordinateurs. Les preuves dormaient depuis 11 ans dans les armoires de la police. Elles viennent de parler.

Selon des éléments obtenus par la justice française, l'ex-dignitaire Bachir Saleh a confirmé à des magistrats libyens que Nicolas Sarkozy avait personnellement sollicité auprès de Mouammar Kadhafi un financement de sa campagne présidentielle.

- Voilà qui ne devrait pas faire reculer la défiance grandissante envers les médias dans notre pays : Le Figaro indique que l'ancien journaliste politique de CNews Loïc Signor va rejoindre Emmanuel Macron pour devenir le porte-parole du parti présidentiel Renaissance.

Le rapport 2022 du Reuters Institute, publié il y a quelques mois, montre que la France fait partie des pays dont les habitants ont le moins confiance en les médias. La France arrive 41ème sur les 46 pays analysés dans cette grande enquête...

- Tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, Joe Biden affirme que la pandémie de covid19 est « *terminée* » aux USA, le ministre de la Santé, François Braun, indique que le gouvernement français est "*en vigilance armée*" face à la 8ème vague qui va arriver. (itw Inter)

J-C - La France est devenue un pays encore plus infréquentable que les Etats-Unis, à peine croyable !

- John Kirby, le secrétaire de presse du Pentagone affirme que l'Occident finance, entraîne et arme l'armée ukrainienne depuis huit ans.

- Pour TF1, lors d'un reportage diffusé en mars dernier, il devient difficile de cacher l'horreur du régime nazi qui bombarde son propre peuple, avec des armes interdites (fragmentation, sous-munitions) par toutes les conventions internationales.

- Au printemps dernier, un agriculteur du Nebraska raconte qu'il a reçu une lettre du Département de l'Agriculture des USA demandant de procéder à l'élimination de ses récoltes contre de l'argent. « *Et vs pouvez voir ici les récoltes et terrains (à détruire*). » « *Oui. Il y a 2 options pour les détruire: le gouvernement peut asperger par avion de l'agent orange ou on peut les détruire nous-mêmes.* »

- En Lettonie les transports publics dans les pays baltes exigent que les russophones s'assoient à l'arrière des bus. Le panneau indique: « *Les sièges pour les passagers russophones sont uniquement à l'arrière du bus.* » Ça vous rappelle quelque chose?

- En Australie, une SURMORTALITÉ jamais vue en 40 ans. La faute au Covid-19. (Ou plutôt des effets secondaires des substances expérimentales dont ils ont été les cobayes - J-C)

- La pénurie alimentaire fait partie de leur plan. Sous le prétexte d'une flambée des prix de l'énergie, un arrêt de la production est envisagé.

- Une canicule en juillet, en cause les changements climatiques. Une vague de froid en septembre, c'est l'automne !

Quelques manifestations dans le monde.

- Des milliers de personnes manifestent à Dublin en Irlande contre la flambée du coût de la vie

- 10 000 personnes ont manifesté à Bruxelles contre la hausse du coût de la vie alors que l'inflation atteint les près de 10%. Une grève générale est prévue pour le 9 novembre

- Manifestation de la société civile à Niamey au Niger contre la présence de l'armée française dans leur pays via l'opération Barkhane et contre la vie chère

- La police sri-lankaise disperse au canon à eau et gaz lacrymogène une manifestation contre le gouvernement, la détérioration des conditions de vie et la hausse des prix. Le nouveau Président réprime toute contestation depuis le soulèvement de juillet

- Comme dans de nombreuses révoltes à travers le monde, les images qui remontent de la répression en Iran sont terribles. J'ai décidé de ne pas les publier car certaines sont très difficiles mais sachez que la répression est sanglante et devrait malheureusement s'intensifier

J-C - J'ai visionné et regardez attentivement 35 courtes vidéos de ce compte Twitter, et je me suis aperçu qu'en dehors d'une seule qui a eu lieu semble-t-il le 18 septembre, ces "*manifestations*" regroupaient tout au plus quelques dizaines ou centaines de personnes, pendant que la circulation n'était pas interrompue. En revanche, chaque fois les "*manifestants*" se sont livrés à des violences ou des provocations en direction des forces de l'ordre qui ne sont pas sans rappeler le comportement des black blocs en France, tandis qu'il y a des travailleurs ou jeunes iraniens qui y participent pour des motifs légitimes, sans savoir qui en est à l'initiative ou qu'ils font l'objet d'une manipulation made in USA, d'éléments infiltrés de la NED (CIA) sans doute.

Pourquoi aucune vidéo ne montre des défilés où il y aurait des dizaines ou centaines de milliers de manifestants, parce qu'il n'en existe pas, hormis une seule signalée précédemment.

- Le mouvement hacktiviste Anonymous lance une cyberattaque contre le gouvernement iranien en solidarité avec les manifestations dans le pays. Des sites du gouvernement et de médias d'Etat ont été piratés. Des bases de données auraient été supprimées

J-C - Anonymous est un des faux masques de la NED (CIA).

"*Chacun est libre de faire ce qu'il veut*", pendant combien de temps encore ?

J-C - Il leur faut trouver d'autres explications à la flambée des cancers qui présentent les caractéristiques des maladies auto-immunes, que tous les substances chimiques de synthèses présentent partout, en particulier dans l'agriculture intensive, l'agro-alimentaire et les médicaments, la pollution, etc.

En même temps, je me demande s'ils ne seraient pas en train d'inventer de fausses explications, à l'heure où ils nous annoncent la paupérisation généralisée de la population occidentale appelée à faire des « *sacrifices* », à changer de comportement dans pratiquement tous les domaines et nous en imposer un, juste pour pouvoir les justifier plus facilement et les faire endosser par la population elle-même.

Manger après une certaine heure augmenterait les risques de cancer de 25% - Yahoo 22 septembre 2022

Si chacun est libre de faire ce qu'il veut, une étude met en garde contre cette mauvaise habitude.

Selon ses conclusions, publiées dans l'International Journal of Cancer, manger après 21 heures pourrait avoir des effets désastreux sur la santé, surtout si les personnes concernées ne laissent pas un intervalle de deux heures entre le repas et le coucher. Yahoo 22 septembre 2022

J-C – Conclusion, si vous n'avez pas eu le temps de dîner avant 21 heures, tant pis pour vous, vous vous en passerez, c'est bon pour la santé, votre compte en banque… et pour la planète !

La main invisible a frappé...

Russie : près de 800 manifestants contre la mobilisation arrêtés, Volodymyr Zelensky leur tend la main - Journal du Dimanche 25 septembre 2022

Moscou a signé samedi des amendements élevant jusqu'à 10 ans la peine pour acte de désertion ou refus de combattre. Mais les manifestations anti-mobilisation se poursuivent dans une trentaine de villes du pays. Journal du Dimanche 25 septembre 2022

Iran: arrestation de 739 manifestants dans le nord du pays - BFMTV 25 septembre 2022

De nombreuses manifestations ont éclaté dans le pays après la mort de Mahsa Amini, à la suite de son arrestation par la police des mœurs le 16 septembre.

Ils osent tout, même que les cons c'est à cela qu'on les reconnaît.

- Delon à Zelensky : «*Je ne serai jamais un président aussi méritant que vous*» - Paris Match 24 septembre 2022

Dans Informations ouvrières (POI) n° 724

Le procureur de l'Inquisition n'aura aucune indulgence envers vous ou il ne vous reconnaîtra aucune circonstance atténuante, vous êtes d'emblée déclaré coupable. Il a le droit de s'immiscer autoritairement dans votre vie et de juger vos actes et vos idées, voilà ce que ces valeureux militants ouvriers, trotskystes cautionnent.

IO - Qu'Adrien Quatennens ait giflé sa compagne est bien sûr condamnable. Qu'il l'ait fait dans le cadre privé, dans un contexte de blessure personnelle due à une rupture n'excuse pas son geste.

IO - En effet, toutes les violences faites aux femmes sont condamnables.

J-C - En déclarant qu'Adrien Quatennens est coupable quoiqu'il en soit, tout en sachant que ceux qui le jugent bénéficient de l'impunité totale de leurs forfaits ou de leurs actes criminels, au nom de la morale érigée en principe supérieur à tous les autres par les représentants de la classe dominante en faisant abstraction des conditions sociales dans lesquelles elle s'exerce, ils sont prêts à sacrifier l'un des leurs et à donner raison à la réaction. Ils partagent la morale des bourgeois qui ont livré les femmes à la prostitution, qui incarnent le passé, ce qui ne les empêche pas de se réclamer de la morale de la classe qui incarne le futur, la classe ouvrière. Ils osent tout ces opportunistes, mais cela vous le saviez déjà.

IO - Un des nôtres est vilipendé par ceux-là mêmes qui organisent la maltraitance tout à fait légale, institutionnelle et physique de millions de femmes dans notre pays.

Voilà pour mon point de vue de femme, qui a parfois dû subir la dureté de ces violences.

J-C - Ce qui ne les a pas empêché de se faire les ardents défenseurs de la muselière et de la piquouse des femmes notamment, ils sont Nupes, nous nous ne sommes pas dupes !

Sous cet angle-là, c'est déjà mieux. On appelle cela l'exercice de rattrapage…

IO - Engels - L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat :

« *C'est seulement la grande industrie de nos jours qui a rouvert — et seulement à la femme prolétaire — la voie de la production sociale ; mais dans des conditions telles que la femme, si elle remplit ses devoirs au service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux. Il en va de même pour la femme dans toutes les branches de l'activité, dans la médecine et au barreau tout comme à l'usine. La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules.* »

J-C - Y-a-t-il un rapport avec les violences conjugales ? Ces dernières relèvent-elles uniquement des mauvais comportements ou ont-elles un rapport avec la place faite aux femmes dans cette société ?

IO - Il faut, à tout prix, sortir du cadre individuel dans lequel il s'agit uniquement de punir le mari violent en abandonnant l'objectif d'en finir avec les causes.
Dans le *Manifeste communiste*, Marx et Engels en appellent à la fin du capitalisme et à la victoire du socialisme pour réaliser l'émancipation des femmes.
Et, comme le dit magnifiquement Engels : « *Ces gens-là se forgeront à eux-mêmes leur propre pratique et créeront l'opinion adéquate selon laquelle ils jugeront le comportement de chacun un point c'est tout* ». Oui, ils forgeront eux-mêmes, dans une société débarrassée de l'exploitation, la morale de l'avenir. Car qui d'autre peut prétendre le faire ?

J-C - C'est sans doute "*la morale de l'avenir*" qui vous a amené à soutenir la fausse pandémie avec toutes les conséquences désastreuses et cruelles que l'on sait. Tout est à l'avenant avec ces gens-là. La preuve.

Et où ils déraillent complètement. On croirait entendre les représentants du GIEC, de Davos.

IO - La planète brûle et l'eau manque. Mais le gouvernement, déjà condamné pour inaction environnementale, poursuit une politique antiécologique qui met en danger l'avenir même de notre écosystème. Il y a urgence à agir pour planifier la transition indispensable face à l'urgence climatique pour en finir avec notre dépendance aux énergies fossiles et aux fluctuations des prix du gaz et du pétrole.

J-C - En admettant que cette "urgence climatique" existerait, ne serait-il pas évident que seul un gouvernement ouvrier pourrait prendre les mesures appropriées pour la combatte ? Ce n'est apparemment pas l'orientation du POI :

IO - La taxe sur les superprofits, pourtant mise en place dans de nombreux pays d'Europe, n'est toujours pas à l'ordre du jour !

J-C - Ils revendiquent 9 revendications sur 10 du Green New Deal du Forum économique mondial responsable de la situation actuelle sur la base du rapporte frauduleux du GIEC.

IO - pour des investissements massifs dans la bifurcation écologique créatrice d'emplois locaux ; et notamment dans les transports en commun pour les rendre accessibles à tous, dans l'isolation des logements pour réduire les factures et les pollutions, dans la conversion vers une agriculture écologique pour rendre l'alimentation saine accessible à tous, dans les énergies renouvelables moins coûteuses et écologiques ;

J-C - Du coup on comprend pourquoi dans la liste des premiers signataires à leur marche du 16 octobre figurent certains partis de la réaction, EELV, le PS et certains de ses satellites.

IO - Les premiers signataires : Europe Écologie-Les Verts, Ensemble !, Gauche Démocratique et sociale (GDS), Génération·s, La France insoumise, L'Alternative, La Voix lycéenne, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti ouvrier indépendant (POI), Parti socialiste, Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS)

J-C - Moi, je dénie aux esclavagistes et nazillons du régime, à leurs agents, de nous juger. Au POI ils estiment au contraire qu'ils sont fréquentables, mieux, ils font désormais partie de la même famille que le PS, confirmant au passage l'analyse que j'en avais faite…

Le "*trotskyste*" Daniel Shapira a adressé le 19 septembre une lettre à sa "*camarade*" Sandrine, Sandrine Rousseau, dans l'intimité il l'appelle par son prénom, en lui demandant de "*respecter*" son "*mandat*", comme s'il n'en connaissait pas la nature lorsqu'elle fait la promotion de la théorie du genre ou quand elle ne loupe pas une occasion de montrer qu'idéologiquement elle est acquise aux théories de Davos.

IO - Est-ce trop te demander que de respecter le mandat sur lequel tu as été élue, et de ne pas chercher à enfoncer un militant à l'encontre des souhaits de sa femme ?

(Source : http://partiouvrierindependant-poi.fr)

Il s'enterre un peu plus chaque fois qu'ils en rajoutent.

Affaire Quatennens : Manuel Bompard fait une mise au point après avoir relativisé sur la violence d'une gifle - lejdd.fr 23 septembre 2022

Le député est revenu, sur CNews, sur le geste d'Adrien Quatennens à l'encontre de sa femme, sans se douter qu'il allait créer une nouvelle polémique à son tour. « *Une gifle n'est pas égale à un homme qui bat sa femme tous les jours* », a-t-il déclaré, tout en indiquant qu'il « *ne minimise pas les faits* ». (**Il aurait pu préciser que les faits remontaient un an en arrière, et que depuis il ne l'avait pas frappée. Moi ce qui m'étonne, c'est qu'avec toutes lois liberticides qu'ils ont adoptées depuis ces dernières décennies, chaque citoyen n'ait pas encore été traîné devant les tribunaux et condamné. - J-C**)

La déclaration de Manuel Bompard a provoqué l'ire chez de nombreuses personnalités politiques.

La secrétaire d'État Marlène Schiappa s'est elle aussi montrée très agacée : « *Taisez-vous, maintenant ! Ça suffit !! C'est à la justice de juger cette affaire. Vos propos font un tort considérable au combat pour la protection des femmes face aux violences.* » (**La justice n'aurait pas dû s'emmêler puisque son épouse y était opposée. La conception policière de Marlène Schiappa en aurait été choquée ! – J-C**)

La députée EELV, Sandrine Rousseau, a de son côté rappelé sur LCI que donner une gifle à sa conjointe « *est un délit* ». « *C'est ça qu'il faut bouger parce que tous ces mots-là, ce sont des mots qui minimisent les actes* », a-t-elle encore estimé. (Il fallait que l'androphobe hystérique (qui haït les hommes) la ramène. – J-C

Face à la vague de critiques, Manuel Bompard a fait une mise au point dans un communiqué partagé sur son compte Twitter, intitulé « *À propos d'une mauvaise polémique* ». Le député LFI a écrit dans les premières lignes : « *Je n'ai jamais dit, ni pensé, qu'une gifle n'était pas grave. C'est un fait grave et inacceptable et je l'ai rappelé ce matin dans mon propos.* ». (**Je crois vraiment que la connerie est bien plus grave et vous en tenez une sacré couche à LFI ! – J-C**) lejdd.fr 23 septembre 2022

Quand la gestapiste ne supporte pas qu'on l'interroge.

"*J'arrête cette interview*" : excédée, Sandrine Rousseau quitte le plateau de LCI en direct (VIDEO) - Programme TV 23 septembre 2022

Elle n'a pas apprécié être accusée d'avoir "*jeté en pâture ce témoignage*", comme l'a jugé la journaliste. "... *Qu'est-ce que j'ai jeté en pâture exactement ?*", a demandé la députée d'un ton fatigué et très agacé. "*Est-ce que vous trouvez ça normal de procéder ainsi pour mettre en accusation un homme ?*", a reformulé Élizabeth Martichou.

"*Je le répète, je n'ai rien mis sur la place publique*", a-t-elle insisté. L'animatrice de LCI a alors rappelé que la presse n'était pas au courant de la tentative de suicide de l'ex-compagne de Julien Bayou avant que Sandrine Rousseau ne l'évoque à la télévision. "*Je vois bien qu'à vos yeux je ne défends pas bien la cause. (...) Je vois bien que c'est moi qui suis sur le tribunal médiatique aujourd'hui. J'aimerais beaucoup qu'on se concentre sur les hommes qui exercent ces violences parce que c'est eux le problème. Il est absolument anormal que ce soit toujours les méthodes des féministes qui soient interrogées*", s'est indignée la politicienne, haussant le ton.

À l'issue de l'entretien, Élizabeth Martichou a tenu à adresser quelques mots à la députée pour réagir à l'atmosphère très tendue qui a réglé tout au long de l'interview : "*Nous vous posons des questions comme à tous les politiques sur les méthodes, c'est normal. Vous n'êtes pas une victime, vous êtes une femme politique. Et nous sommes en droit de vous interroger sur vos combats et sur vos méthodes*".

"*Vous voyez, me renvoyer en permanence à la position de victime, c'est encore une fois impossible ! Non mais ce n'est pas possible de poser le débat comme ça, pardon ! C'est en leader politique que je vous parle et que je fais avancer les débats. Voilà, j'arrête cette interview*", s'est impatienté Sandrine Rousseau. La journaliste n'a pas caché sa surprise : "*Je viens de dire que vous n'êtes pas une victime, vous ne m'avez pas entendue*". "*Bonne journée*", a simplement répondu la principale intéressée qui avait déjà quitté le plateau, laissant Élizabeth Martichou stupéfaite.

En complément. Ils en ont rajouté une couche.

Pour Manon Aubry (LFI), Adrien Quatennens "*est in fine le produit du patriarcat*" - Europe1 22 septembre 2022

Violences faites aux femmes : le Haut Conseil à l'égalité demande "*l'intransigeance*" vis-à-vis des politiques - BFMTV 22 septembre 2022

Affaire Quatennens : Les insoumis sont-ils en train de déboulonner le statut de Mélenchon ? - 20minutes.fr 22 septembre 2022

La couronne britannique est un des piliers de Davos.

L'empire de Charles : L'énigme de la Réinitialisation royale

Lorsque la Grande Réinitialisation a été officiellement lancée en 2020, ce n'est pas Klaus Schwab ni Bill Gates qui l'ont fait, mais Charles, prince de Galles, alors héritier présomptif du trône britannique.

Son site officiel a annoncé le 3 juin 2020 : « *Aujourd'hui, par le biais de l'initiative des marchés durables de son Altesse Royale et du Forum économique mondial, le Prince de Galles a lancé une nouvelle initiative mondiale, La Grande Réinitialisation* ».

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/lempire-de-charles-lenigme-de-la-reinitialisation-royale/

J-C - Cet article a le mérite de rappeler les liens qu'entretient la couronne britannique avec une multitude d'acteurs du monde de la finance et de la politique à travers le monde, et de revenir plus largement sur son histoire. La fin de cet article se termine dans impasse ou par une illusion, c'est inévitable et n'étonnera personne.

Quand nous affirmions que c'était avant tout une guerre économique entre grandes puissances concurrentes. Les preuves.

- La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré «*Ce n'est pas seulement une guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine (...) C'est une guerre contre notre énergie, une guerre contre notre économie, une guerre contre nos valeurs et une guerre contre notre avenir*». Réseau Voltaire - Actualité internationale N°7 - 23 septembre 2022

Le quotidien suédois Nya Dagbladet (proche des Démocrates de Suède) a révélé un document confidentiel non signé de la Rand corporation, daté du 25 janvier. Il conseille à l'administration Biden d'organiser une crise de l'énergie en Europe afin d'empêcher l'Allemagne et la France de devenir des compétiteurs des États-Unis. Le vocabulaire employé rappelle le Defense Planning Guidance que le straussien Paul Wolfowitz avait rédigé en 1992. Réseau Voltaire - Actualité internationale N°7 - 23 septembre 2022

Le document de la RAND corporation à télécharger :

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/rand-corporation-ukraina-energikris.pdf

---

Fabrication d'une pandémie inexistante. Comment ils ont réalisé ce coup d'Etat mondial et le revendiquent.

Von der Leyen s'adressant à Bill Gates sur le Covid : « *Vous nous aviez prévenus dans une célèbre vidéo YouTube en 2015* » - lemediaen442.fr 23 septembre 2022

Le 20 septembre 2022, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, recevait le prix Global Goalkeepers Awards 2022 par la Fondation Bill & Melinda Gates. A cette occasion, à propos du covid, Ursula s'est adressée à Bill Gates : « *Vous nous aviez prévenus dans une célèbre vidéo YouTube en 2015* ».

Bill Gates, informaticien mais avant tout voyant extralucide, avait en effet prédit dès 2015 la prochaine épidémie. Il alertait : nous ne sommes pas prêts. Heureusement sa fondation philanthropique était prête à donner un coup de main à la vente et la distribution de vaccins. Cette vidéo de 2015 a été vue 36 785 925 fois. C'était autrement plus sérieux que le discours de Barak Obama sur l'état de l'Union en 2015 (450 163 vues).

En 2015, Bill Gates estimait le coût d'une prochaine pandémie à 3 000 milliards. Faux, dirait un fact checker, car, selon le FMI, elle a coûté 226 000 milliards de dollars en 2020. Ce n'est pas le virus qui a coûté cher, mais les mesures sanitaires (confinement, blocage volontaire de l'économie). D'un côté Bill Gates s'inquiétait des dettes, quoiqu'en les minimisant, de l'autre, par pudeur sans doute, il ne mentionnait rien des bénéfices que pouvaient en tirer les laboratoires. Il a pourtant su prévoir deux mois avant la pandémie qu'il pouvait être rentable d'investir chez BioNTech. Et il l'a fait. BioNTech collabore avec Pfizer dont les bénéfices ont doublé de 2020 à 2021 grâce à la vente de vaccins, atteignant 18,5 milliards.

Bill Gates annonçait la prochaine hécatombe : 30 millions de morts. Selon le très sérieux journal Le Monde (qui a reçu 4 millions d'euros de Bill Gates), le covid aurait tué 5 à 17 millions de personnes. Sur les 57 millions de décès toutes causes confondues par an au niveau mondial, un tiers des décès serait dû au covid. C'est ma-thé-ma-tique ! Pour éviter le ridicule, Santé publique France, qui a compté 154 824 personnes mortes du covid, précise qu'elles étaient seulement « *porteuses* » du virus.

Notre santé est donc entre les mains d'un homme d'affaires et d'une femme politique notoirement corrompue. Ils sont complices et ne s'en cachent pas. Tandis qu'Ursula von der Leyen remercie Bill Gates de ses judicieuses prévisions, sur le site de sa fondation, Bill Gates remercie la lauréate du Goalkeepers Global Goal Award 2022 :

« Ursula von der Leyen est la présidente de la Commission européenne et une grande championne de la santé mondiale. […] Elle a […] négocié le plan de relance révolutionnaire de 800 milliards d'euros, NextGeneration EU. Elle […] a lancé la réponse mondiale au coronavirus par l'organisation de deux événements d'annonces de contributions en mai et juin 2020, qui ont permis de recueillir près de 16 milliards d'euros de promesses de dons, dont 1,4 milliard d'euros de la Commission. » lemediaen442.fr 23 septembre 2022

Vidéo. Bill Gates: La prochaine épidémie ? Nous ne sommes pas prêts

https://www.youtube.com/watch?v=6Af6b_wyiwI&t=8s

Fabrication d'une pénurie pour justifier ensuite des hausses des prix exorbitantes. Ils nous fournissent même le mode d'emploi

Le monde doit se préparer à une grave et longue pénurie de cuivre - korii.slate.fr 23 septembre 2022

Le constat dressé par Bloomberg, mais aussi et surtout par les experts interrogés par le média américain, est sombre: selon toute vraisemblance, le monde se dirige droit vers une longue et grave pénurie de cuivre.

Une pénurie? Drôle de phénomène: comme le note le site, le prix du métal a très largement chuté ces derniers mois (de près d'un tiers depuis le printemps). Ce qui semble être signe d'abondance aujourd'hui peut pourtant signifier un énorme trou demain, à moyen et à plus long terme, de tels prix bas n'encourageant pas les géants du secteur à investir dans de nouvelles mines.

Celles-ci, pourtant, seront bientôt indispensables. Car le cuivre est partout: de nos câbles électriques à nos grille-pain, de nos ordinateurs à nos automobiles –et deux fois plus si elles sont électriques–, il est l'omniprésent métal de nos croissances actuelles comme à venir.

Et bien que son exploitation minière soit des plus polluantes, il sera indispensable à l'électrification de nos société décarbonées –en quelque sorte, les besoins croissants de cuivre sont désormais inscrits dans les lois de nombreuses nations.

Selon des chiffres de S&P Global avancés par Bloomberg, la demande devrait ainsi croître de plus de 50% entre 2022 et 2040, avec des objectifs « *zéro émission nette* » qui lui feraient atteindre les 50 millions de tonnes en 2035.
Copper sur la ville

Problème: l'offre, elle, devrait stagner et atteindre son pic en 2024. Toujours selon S&P Global, le déficit annuel pourrait atteindre 10 millions de tonnes en 2035.

Goldman Sachs estime de son côté que 150 milliards de dollars d'investissements, soit à peu près la même somme en euros, seraient nécessaires dans les dix années à venir pour combler un déficit de 8 millions de tonnes. Quant à BloombergNEF, il avance le chiffre de 14 millions de tonnes de déficit en 2040, qui devrait alors être comblé –en partie– par le seul recyclage.

Qui dit pénurie dit hausse des prix. « *Cela va être extrême* », prévient Michael Jones, patron de Los Andes Copper. Selon Goldman Sachs, et si rien ne change dans les objectifs verts des gouvernements ou dans l'activité économique globale, les prix sur la place de Londres pourraient doubler dès 2025 –on imagine mal ce que cela pourrait signifier quinze ans plus tard, quand le trou sera de 14 millions de tonnes par an.

Si des alternatives ne sont pas trouvées, notre futur environnemental dépendra pour partie de la production (ou du recyclage massif) de cuivre. Or, les exploitations actuelles et anciennes donnent de moins en moins de métal.
Certains grands nouveaux projets miniers ont par ailleurs été abandonnés ou repoussés, pour des raisons environnementales (Newmont Corp au Pérou), parce que les populations locales n'en veulent pas sur leurs terres (comme dans l'Arizona) ou, de manière plus mécanique, parce que les prix actuels du cuivre sont trop faibles pour pousser les investissements.

Bref, en ajoutant à ceci une volonté de retour sur investissement immédiat plutôt qu'un désir de développement à long terme, tout pointe vers une crise majeure pour le cuivre. Cette dernière pourrait très fortement compliquer l'activité économique mondiale à venir et, surtout, sa marche forcée vers des horizons moins carbonés.

J-C - Au passage, vous aurez relevé l'aveu de *Slate*, porte-parole du Deep State ou Davos, ce sont bien ceux qui sont aux commandes de l'économique mondiale qui ont décrété "*sa marche forcée vers des horizons moins carbonés*", et non une nécessité due à l'activité humaine qui est une de leurs nombreuses inventions.

Golman Sachs et Cie. se livrent donc ouvertement à un chantage : Soit vous remontez le prix du cuivre immédiatement, soit nous faisons la grève des investissements, ce qui se traduira rapidement par une pénurie qui conduira mécaniquement à une remontée du prix bien plus élevé pendant une période plus longue encore. De toutes manières vous n'avez pas le choix, c'est nous qui sommes les maîtres du marché ou de l'économie mondiale, CQFD.

Les tyrans qui dirigent le monde vous livrent leur mode d'emploi, il suffit juste de savoir lire.

J-C – Ils vous expliquent que la dictature à l'aide d'un virus n'était qu'une sorte de hors d'œuvre, une répétition générale grandeur nature avant de passer aux choses sérieuses ou le plat de consistance, le code QR vaccinal pourrait avoir précédé l'instauration du code QR climatique ou global.

Au départ, une imposture ou mystification, le réchauffement climatique de nature anthropique, justifiant la transition énergétique se traduisant par l'imposition d'un ensemble de mesures économiques aux conséquences antisociales, aboutissant finalement à un changement des comportements et un contrôle généralisé de la population. Le « *zéro covid* » des Chinois n'était qu'un avant-goût du « *net zéro* » carbone.

Forum Économique Mondial : « *Mon carbone* », une approche pour des villes inclusives et durables - lesdeqodeurs.fr 22 septembre 2022

Article original datant du 14 septembre 2022 par le Forum économique mondial.

- Si le transport et les bâtiments sont les principaux facteurs d'émissions dans les villes, la part des émissions individuelles est importante.
- Les programmes de quotas de carbone personnels ont connu un succès limité en raison d'un manque de sensibilisation et de mécanisme équitable de suivi des émissions.
- Pourtant, il y a eu des développements majeurs ces dernières années qui pourraient aider à réaliser les initiatives « *Mon carbone* ».

Les villes du monde entier sont responsables de près de 75 % de nos émissions totales de carbone. Alors que les pays s'apprêtent à mettre en œuvre leurs engagements en faveur d'un avenir net zéro, les zones urbaines resteront le terrain d'action pour les décennies à venir. Alors que le transport et les bâtiments sont les principaux facteurs d'émissions dans les villes, la part des émissions individuelles est importante, soit environ 40 %.

L'inclusion des citoyens devient l'élément le plus important du succès ou de l'échec dans le voyage vers la durabilité. Les initiatives communautaires peuvent contribuer de manière significative à la durabilité, augmenter la résilience et la cohésion sociale. De nombreux exemples de programmes de quotas de carbone personnels ont fait l'objet de discussions au cours des deux dernières décennies, mais ils ont connu un succès limité en raison d'un manque d'acceptation sociale, d'une résistance politique et d'un manque de sensibilisation et de mécanisme équitable pour le suivi des émissions de « *Mon carbone* ».

Notre monde se transforme – les grandes tendances communautaires pour des villes durables

Au cours des cinq à sept dernières années, des développements significatifs ont eu lieu sur les fronts sociaux, environnementaux et technologiques qui pourraient aider à réaliser les initiatives « *My Carbon* » pour façonner l'avenir vers des villes intelligentes et durables.

Mentionnons plus particulièrement trois développements dans ce contexte :

1 – La COVID-19 a été le test de la responsabilité sociale – Un nombre énorme de restrictions inimaginables pour la santé publique ont été adoptées par des milliards de citoyens à travers le monde. Il y a eu de nombreux exemples dans le monde entier de maintien de la distance sociale, de port de masques, de vaccinations de masse et d'acceptation des applications de traçage des contacts pour la santé publique, qui ont démontré le cœur de la responsabilité sociale individuelle.

2 – Percées technologiques de la quatrième révolution industrielle – Les avancées dans les technologies émergentes comme l'IA, la blockchain et la numérisation peuvent permettre de suivre les émissions de carbone personnelles, de sensibiliser et aussi de fournir des conseils individuels sur des choix moins carbonés et éthiques pour la consommation de produits et de services. L'initiative Scale 360 du Forum Economique Mondial démontre l'utilisation des technologies de la quatrième révolution industrielle sur l'ensemble du cycle de vie des produits et services.

Des progrès majeurs ont été réalisés dans les technologies de maison intelligente, les choix de transport ayant des implications en matière de carbone, le déploiement de compteurs intelligents offrant des choix individuels pour réduire leurs émissions liées à l'énergie, le développement de nouvelles applications personnalisées pour comptabiliser les émissions personnelles, et de meilleurs choix personnels pour les émissions liées à l'alimentation et à la consommation. L'IA peut également contribuer à renforcer les modèles commerciaux de l'économie circulaire comme les modèles de produits en tant que services, les prévisions de la demande et la gestion intelligente des actifs en combinant les données en temps réel et historiques des produits et des utilisateurs.

Il existe un nombre important de programmes et d'applications permettant aux citoyens de contribuer à la réduction des émissions de carbone en les sensibilisant de manière approfondie aux choix personnels en matière d'alimentation, de transport, d'énergie domestique et de mode de vie.

Ces applications d'efficacité énergétique donnent des suggestions et des statistiques concernant les émissions de gaz à effet de serre et proposent des moyens de réduire votre empreinte personnelle. Elles permettent de suivre la consommation d'énergie à la maison et motivent les gens à changer leur mode de vie et à apporter leur contribution à l'amélioration de l'environnement.

3 – Sensibilisation et appropriation de la nature et de l'environnement – Au cours des dernières années, on constate une prise de conscience et une préoccupation publique accrues concernant le changement climatique, en particulier chez les jeunes. Le « *vote des peuples sur le climat* » du PNUD indique que plus de 64% des gens pensent que le changement climatique est une urgence mondiale. Une nouvelle enquête du Pew Research Center dans 17 économies avancées a révélé une inquiétude généralisée quant à l'impact personnel du changement climatique mondial : 80 % des citoyens se disent prêts à modifier leur mode de vie et de travail pour lutter contre les effets du changement climatique. Les jeunes adultes, qui ont été à l'avant-garde de certaines des manifestations les plus marquantes de ces dernières années contre le changement climatique, sont plus préoccupés que leurs homologues plus âgés par l'impact personnel du réchauffement de la planète dans de nombreuses enquêtes publiques.

Quelle sera la prochaine étape ? Des villes durables grâce à des communautés intelligentes

Les trois tendances indiquent clairement qu'il faut favoriser un mouvement social pour les initiatives « *Mon carbone* » en permettant aux partenariats public-privé de contribuer à la mise en place de ce programme. Il est suggéré d'adopter une approche à trois voies pour façonner ce mouvement.

Comportement économique

- Augmentation des coûts des activités et des biens à forte intensité de carbone
- Incitations économiques à réduire la demande et à améliorer l'efficacité

Conscience cognitive

- Visibilité accrue des empreintes de carbone personnelles
- Sensibilisation aux limites personnelles de carbone pour soutenir la transition vers une société à zéro carbone net

Normes sociales

- Nouvelle définition de la part équitable des émissions personnelles
- Fixation de niveaux acceptables d'émissions personnelles

Les trois tendances fournissent des preuves solides pour permettre un mouvement social en faveur des initiatives « *Mon carbone* » pour des villes durables.

Une telle action économique nécessitera une habilitation politique de la part des dirigeants de la ville par le biais de discussions approfondies entre les parties prenantes afin de parvenir à une approche équitable et inclusive.

Les leviers de l'habilitation cognitive et des normes sociales auront beaucoup plus d'impact par le biais de programmes d'engagement des citoyens et les enseignements tirés des tendances mentionnées ci-dessus doivent être saisis pour concevoir ces programmes. Des capacités innovantes en matière d'IA et d'apprentissage automatique permettraient de saisir les émissions intégrées dans les biens et services, et pourraient aider à fournir aux individus des conseils personnalisés et opportuns sur la manière de réduire les émissions de leur mode de vie.

Enfin, il est important que toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur s'unissent et contribuent à la réalisation d'un avenir « *net zéro* » en ne laissant personne derrière.

En complément.

Énergies renouvelables : comment Macron veut accélérer les projets éoliens et solaires - Europe1 22 septembre 2022

Dossier Ukraine-OTAN contre Russie.

Izium : Alexander Makogonov, porte-parole de l'ambassade de Russie, remet en place Elizabeth Martichoux, journaliste de TF1 - lemediaen442.fr 23 septembre 2022

Il est apparemment difficile de raisonner les journalistes occidentaux... et c'est cet exercice que Alexander Makogonov, porte-parole de l'ambassade de Russie en France, a tenté pour faire revenir à la raison la journaliste de TF1, Elizabeth Martichoux.

L'Ukraine accuse la Russie d'avoir caché des charniers à Izium. Or ce sont des tombes individualisées par des croix gravées de noms et de dates qui ont été découvertes. La journaliste passe les images sans s'étonner de la présence de ces croix. Face à cette évidence, Alexander Makogonov est abasourdi : « *Je ne sais pas comment vous pouvez croire à la lettre à tout ce que vous montre le régime ukrainien. Il s'agit encore une fois d'une falsification à deux balles, mensongère et propagandiste. La falsification* "à la Butcha" *avec le même scénario, le même montage qui est ridicule et tellement ignoble.* »

Ensuite le porte-parole désigne du doigt les images qui passent pendant l'émission et demande à Elizabeth Martichoux pourquoi les Russes ont posé des croix, si c'est pour cacher un massacre ? En effet, poser des croix n'est pas la meilleure façon de dissimuler un massacre de masse. La réponse est simple, des soldats ukrainiens sont morts au combat et les soldats russes les ont enterrés dignement, allant jusqu'à fabriquer des croix en bois et inscrire les noms. Malgré l'évidence, il sera difficile de retrouver un jour des journalistes à la hauteur, car même avec les yeux ouverts, Élizabeth Martichoux ne voit rien.

En 2018, elle s'était plainte sur Twitter qu'un gilet jaune manifestant l'avait accusée de « *faire de la m…* » et l'avait traitée de « *connasse* » tout en « *avouant* » que de toute façon *« il ne nous écoute pas et ne nous lit pas »*. Si par hasard, il a quand même regardé son interview d'Alexander Makgonov, changera-t-il d'avis ? C'est peu probable.

Encore des morts à mettre au compte de Macron et la Ve République.

L'Ukraine bombarde le marché aux fleurs de Donetsk avec des obus français : 6 morts civils dont un adolescent de 14 ans - lemediaen442.fr 23 septembre 2022

S'agit-il de représailles contre la tenue du référendum ? C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre le Conseil de l'Union européenne le jour même du bombardement. Sur place, Christelle Néant (Donbass Insider) nous informe (voir vidéo ci-dessous). Ne cherchez pas dans les médias de grands chemins la moindre allusion à cette tuerie de civils.

Continuant sa politique de bombardements de terreur, l'armée ukrainienne a tiré hier midi sur le marché central de Donetsk avec des obus français de calibre 155 mm, tuant six civils, dont un adolescent de 14 ans, et blessant sept autres personnes. Il semble que l'Ukraine a décidé de terroriser la population du Donbass à la veille du début du référendum de rattachement de la région à la fédération de Russie. Après les bombardements du 17 et du 19 septembre 2022, qui avaient déjà fait un véritable bain de sang parmi les civils, l'armée ukrainienne a recommencé à bombarder le centre de Donetsk le 22 septembre 2022 à l'heure du déjeuner, avec des obus français cette fois.

Le bombardement a été mené depuis les positions ukrainiennes situées à Novosselovka Pervaya, à 30 km au nord-ouest de la capitale de la RPD (République Populaire de Donetsk).

Plusieurs obus français standard OTAN de 155 mm ont frappé le dôme du marché central de Donetsk, sur la rue Artioma (artère principale de Donetsk) et surtout dans la rue Tcheliouskintsev, où un obus a explosé sur un autobus de la ligne n°38 à proximité de plusieurs petits magasins de fleuristes. C'est cet obus qui fera six morts parmi les civils, dont Maxime, 14 ans, qui était assis dans le bus. Sa mère, arrivée rapidement sur place, est en état de choc. Un pompier du ministère des Situations d'urgence la réconforte comme il peut, mais elle ne peut pas se résoudre à admettre que son fils n'est plus. lemediaen442.fr 23 septembre 2022

La vidéo.

https://odysee.com/@RTFRANCE:a/donetsk-RTarabic-bombardement-forces-ukrainiennes:2?src=embed

---

Face aux sanctions occidentales, la Russie vire Windows de ses ordinateurs et adopte Linux - lemediaen442.fr 23 septembre 2022

Le système d'exploitation Windows n'est désormais plus en vente en Russie et les mises à jour sont bloquées. Moscou veut donc faire passer le pays à… Linux.

La guerre en Ukraine va-t-elle donner un nouveau souffle à Linux, le système d'exploitation en open source qui vient de fêter ses 30 ans ? Selon le site économique russe Kommersant, le ministère du Développement numérique russe prépare de nouvelles règles pour se passer de Windows : pour bénéficier de préférences en matière de marchés publics et d'avantages fiscaux, les éditeurs de logiciels devront adapter leurs solutions à Linux.

Et pour cause, Microsoft a suspendu les ventes de ses logiciels (dont Windows) le 4 mars dernier, après l'invasion de l'Ukraine. De la même façon, le groupe américain a bloqué les mises à jour

Windows 10 et 11 dans le pays. Si le contournement de cette interdiction est relativement aisé pour les particuliers, difficile pour l'administration de maintenir l'ennemi Windows sur les ordinateurs du pays.

Mais la mesure en faveur de Linux est tout sauf une mince affaire: une bonne partie des logiciels nationaux tournent sur des systèmes d'exploitation étrangers, et notamment Windows. Certains devront donc être adaptés à Linux et d'autres recréés de zéro, notamment pour les systèmes bancaires.

Le changement se fera donc par étapes et nécessitera d'importants investissements financiers, préviennent les acteurs du numérique russe interrogés par Kommersant. Et pour ces derniers, les menaces d'exclusion des marchés publics ne suffiront pas tant qu'une véritable demande n'existera pas dans le pays pour des produits Linux. A cela, il faut encore ajouter que les développeurs du système open source sont bien moins nombreux que ceux de Windows ou Oracle sur le marché du travail.

Actuellement, Windows est présent sur près de 75% des ordinateurs du monde entier contre 2,8% pour Linux, selon les derniers chiffres de Statcounter. Au-delà des logiciels, la Russie s'emploie aussi à devenir indépendante sur le plan du matériel. Comme le raconte 01net, la marque nationale Promobit a présenté en juin dernier un ordinateur portable avec un processeur maison, qui s'avère encore très limité en termes de performances. (BFMTV Business 21.09.2022)

A noter que Astra Linux Group (RusBITech-Astra LLC) est l'un des leaders de l'industrie informatique russe, l'un des principaux fabricants de logiciels, notamment des systèmes d'exploitation sécurisés et des plates-formes de virtualisation. Le développement du produit phare, l'OS de la famille Astra Linux , est en cours depuis 2008. Aujourd'hui, la société emploie plus de 300 développeurs et spécialistes du support technique hautement qualifiés.

Leur mission est d'assurer la souveraineté technologique de la Russie et son leadership dans l'industrie informatique mondiale en créant des technologies de base, des logiciels spéciaux et personnalisés.

Astra Linux Group est membre de l'association Russoft et de l'ARPP, titulaire de nombreux diplômes, lauréat de prix nationaux et internationaux pour des solutions uniques dans le domaine de la création et de la mise en œuvre de systèmes d'information sécurisés.

Le directeur général du groupe de sociétés Astra Linux est Sivtsev Ilya Igorevich lemediaen442.fr 23 septembre 2022

De nouveaux accords de coopération signés à Brazzaville entre le Congo et la Russie - RFI 23 septembre 2022

Le Congo-Brazzaville qui clame sa neutralité dans la guerre qui oppose la Russie et l'Ukraine depuis février dernier renforce sa coopération avec Moscou. Les autorités des deux pays ont conclu vendredi dans la capitale congolaise de nouveaux accords lors de la clôture de la sixième Commission intergouvernementale mixte. RFI 23 septembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 27 septembre 2022.

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Contrairement à ce qu'affirment nos textes historiques, les révolutions sont rarement le résultat d'une « *combustion spontanée de l'ordre social* », comme l'a écrit quelqu'un. Le plus souvent, l'allumette est allumée par quelque « *agence secrète qui se dissimule dans les sanctuaires obscurs de certaines formes de franc-maçonnerie* » qui a inévitablement une origine « *nettement juive* »

Tout est dit ici.

On lit le titre, on lit le paragraphe ci-dessus, on survole rapidement la suite qui n'est qu'un tissu de saloperies destinées à salir toutes les révolutions teinté d'un anticommunisme primaire amalgamé à un antisémitisme à peine déguisé, bref un article dont l'orientation ou l'inspiration idéologique réactionnaire ne fait aucun doute.

Qu'il y en ait qui le trouvent très bien en se présentant comme des opposants ou des résistants au régime en place, en dit plus que de longs discours sur la confusion qui les habite. Qu'ils cessent de critiquer le peuple ou de lui reprocher son ignorance, car il n'a franchement rien à leur envier. Je vais sur le champ cesser d'envoyer des commentaires à ce blog, cet expérience s'arrêtera là.

J-C - L'article s'intitulait : Les juifs et les révolutions (https://reseauinternational.net/les-juifs-et-les-revolutions/)

(Plusieurs lecteurs ont réagi de la même manière que moi, certains en arrêtant leur lecture dès le début.)

2 - Que ceux qui publient ce genre d'articles ne s'étonnent pas ensuite d'être caractérisés d'antisémites.

Le plus grave, c'est que les lecteurs peuvent en arriver à douter du bien-fondé des autres articles ou jeter le discrédit sur leurs auteurs, ce qui n'est pas forcément mérité, et sur ce blog également, dommage.

3 - A ceci près, que ce ne sont pas les juifs ou les francs-maçons ou je ne sais quelle secte qui ont fait les révolutions, mais les peuples. Vous pouvez ajouter les guerres et les empires…

4 - Moi, je dois être un crypto-catholique, faux convers ou athée marrane (1).

Baptisé, communion solennelle, louveteau pendant 2 ans, enseignement dans des établissements privés catholiques jusqu'en 3è en 1970. Premier mariage civil en 1980, second mariage civil en 1990. Père d'une fille non baptisée, n'ayant fréquenté que des écoles publiques, aujourd'hui

institutrice à La Réunion, 41 ans. Première épouse athée, seconde épouse hindoue, séparé, depuis 9 ans je vis avec une autre femme indienne hindoue pratiquante. Ayant rompu avec l'OCI en 1981, puis avec le PT en 1985, et enfin avec le courant dit trotskyste lambertiste ou crypto-social-démocrate, je me définis aujourd'hui comme marxiste et communiste depuis 1976, fidèle au socialisme scientifique de Marx et Engels ou au matérialisme dialectique que je mets en pratique dans la vie quotidienne.

Je ne me reconnais dans aucun courant politique existant de nos jours pour être en désaccord avec tous sur des questions déterminantes : Pas 11/9 à la sauce G.W. Bush, pas Charlie, pas Paty, pas Black Lives Matter, pas woke ou cancel culture, pas GPA ou PMA, pas théorie du genre ou LGBT, pas féministe ou #metoo, pas écologiste, pas mondialiste, pas souverainiste, pas nationaliste, pas européiste (UE), pas onusien (ONU), pas otanien (OTAN), ni social-patriote, social-impérialiste, xénophobe, immigrationniste, antifa, anti-raciste, anti-impérialiste, pacifique, droit-de-l'hommiste, réformiste... Bref, pas démagogue, hypocrite, populiste, corrompu...

En gros, depuis le néolithique et l'avènement des classes sociales et de l'Etat, ce sont les classe sociales et les luttes auxquelles elles se livrent entre elles qui structurent la société, sur lesquelles reposent l'économie ou les différents modes de production et de répartition des richesses, les institutions politiques. Dès lors, pourquoi devrions-nous chercher ailleurs les réponses aux problèmes que nous avons à résoudre ?

Tout le monde essaie de nous en éloigner en recourant à des procédés sournois ou maladroits comme ici, afin que l'on ne trouve pas une issue à la crise du capitalisme et de la civilisation humaine menacée de disparaître de nos jours. Croyez-vous que si elle n'existait pas, ils se donneraient autant de mal, réfléchissez un instant à cette question.

1 - Marrane - Juif ou descendant de juif d'Espagne ou du Portugal, converti au christianisme, mais resté secrètement fidèle aux croyances et aux pratiques juives.

5 - En procédant à des amalgames, en fabriquant des rapports en reliant entre eux des éléments déterminants ou principaux et des éléments sans importance ou secondaires, on peut arriver à la conclusion qu'on s'était fixé sans que personne ne remarque la moindre anomalie.

Un autre procédé consiste à recourir à des syllogismes, il suffit d'introduire un postulat foireux pour faire dire ce qu'on veut à n'importe quoi, sachant que la plupart des gens ne vérifieront pas l'authenticité de chaque postulat.

Dans plein d'articles les auteurs affirment un tas de choses sans fournir leurs sources, on est censé les connaître, et si ce n'est pas le cas, on est prié de les croire sur parole. C'est ainsi que subrepticement on en vient à croire littéralement durant des années ou des décennies des choses qui en réalité avaient été en partie ou entièrement inventées.

6 - L'origine des hommes (primate) est remise en cause, les virus n'existent pas, la distinction sexuelle n'existe pas, la lutte des classes n'existe pas, l'homme n'a jamais été sur la lune, etc. On a affaire à des cinglés, non ?

Franchement, vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup à la fin ?

Ce n'est pas une question d'orgueil de le signaler, c'est un devoir pour qui se veut digne de la vérité, vérité qui est relative ou absolue en attendant d'être confirmée à nouveau et ainsi de suite. Sinon cela signifie que l'on ne peut pas accéder à la connaissance, donc aucun progrès n'est envisageable dans l'avenir...

7 - Le nihilisme fait des ravages !

Vous auriez pu lui conseiller la paléontologie avant de s'exprimer à nouveau, mais je suis sûr qu'il vous aurait répondu que c'était un tas de conneries ou je ne sais quoi du même acabit en guise d'argument.

8 - – « *On a démontré comment la reconnaissance des droits de l'homme par l'État moderne ne signifie pas autre chose que la reconnaissance de l'esclavage par l'État antique. La base naturelle de l'État antique, c'était l'esclavage; celle de l'État moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'État moderne, dont c'est là la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme* ». (K. Marx – F. Engels : La sainte famille ou Critique de la critique critique)

– « *On fait une distinction entre les « droits de l'homme » et les « droits du citoyen ». Quel est cet « homme » distinct du citoyen ? Personne d'autre que le membre de la société bourgeoise. Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « homme », homme tout court, et pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ? Qu'est-ce qui explique ce fait ? Par le rapport de l'État politique à la société bourgeoise, par l'essence de l'émancipation politique.* ». (Extrait de « La Question juive » – K. Marx 1843)

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/KM_La_question_juive.pdf

A ces juifs ! Un peu de provocation.

Je regrette de ne pas l'être, après avoir constaté que bien qu'ils représentent une infime minorité de la population mondiale, ils sont surreprésentés à la tête des banques ou dans le monde des affaires, ou pour avoir donné les plus grands penseurs, scientifiques ou musiciens…

9 - Et le lecteur ou citoyen lambda qui ignorera ces non-dits se fera manipuler, car n'allez pas imaginer un seul instant que l'auteur de cet article ne savait pas ce qu'il faisait.

Finalement il sert la cause des extrémistes sionistes liés à l'oligarchie anglo-saxonne et internationale.

10 - C'est marrant la source que je vous propose ne vous convient pas (Wikipédia), mais la vôtre (les services de renseignement américain) doit nous convenir, et le plus cocasse ou ridicule, c'est qu'elles appartiennent à la même maison !

11- - "*Faute de partis communistes, faute de perspective politique, le socialisme, un autre pouvoir de classe*"

Vous n'avez pas remarqué que tout le monde s'en fout ? Hélas !

Pas moi, c'est ce qui guide mon combat politique sans avoir la trempe, l'aura ou le charisme d'un dirigeant, les qualités non plus, je ne sais pas, je ne sais plus, bien que j'essaie de toutes mes forces de ne jamais m'écarter de notre objectif politique, bien que j'ai fait la démonstration que les faits me donnaient raison dans plus que 90% des cas, que j'étais d'une sincérité et d'une honnêteté absolue, d'une détermination à toute épreuve, inoxydable ou incorruptible, je ne suis jamais parvenu à constituer un courant politique, à fédérer un groupe de militants dans la perspective de construire une organisation, puis un parti, peut-être parce que je vis dans un trou en Inde du Sud, et le manque de contact ou de présence physique est un obstacle infranchissable.

Après avoir publié plus de 20.000 pages d'infos en bref commentées ou analysées depuis août 2008, que j'ai appelées causerie en hommage à Lénine, plus des centaines de textes que j'ai rédigés et 15.000 articles ou documents de sources diverses que j'ai reproduits, seulement deux lecteurs (ex-militants) de plus de 75 ans, qui ne sont plus vraiment en âge de militer, m'ont fait part qu'ils partageaient une grande partie de mes idées, deux, je peux ajouter ma fille qui n'a jamais milité et sa mère, alors que mon portail totalement inconnu ou presque a reçu 145000 visites hors robots en 2021, depuis mai dernier j'ai levé le pied pour raison de santé, mais aussi parce qu'à un moment donné il fallait prendre acte que cette activité politique ne menait à rien.

"*Faute de partis communistes, faute de perspective politique, le socialisme*", je n'ai jamais eu autre chose en tête, c'est mon obsession avec celle de toujours progresser, mais je me sens bien seul. Bon, nous sommes au moins deux Danielle Bleitrach ! Allez, on ne lâche rien, on continue..

12 - – « *Le militantisme environnemental* » : Un adversaire contre-révolutionnaire de la civilisation tout court ! C'est mieux, non ?

– « *Cette vision du monde (…) vise la protection globale de tous les fondements de la vie des individus et des communautés, y compris les fondements spirituels et culturels de la vie* »… et surtout à protéger le système d'exploitation et d'oppression en vigueur, cette précision s'imposait, non ?

Quelle embrouille, fantastique, se donner tant de mal pour cela !

Julian Assange ne devrait-il pas bénéficier du même traitement, au hasard, d'un Etat occidental ?

La nationalité russe accordée au lanceur d'alerte Edward Snowden - LePoint.fr 27 septembre 2022

L'homme est réfugié en Russie depuis 2013. Il n'est cependant pas le seul à pouvoir bénéficier de cette naturalisation : le décret publié lundi 26 septembre comporte plusieurs dizaines de noms.

Pour rappel, Edward Snowden, 39 ans, est recherché par les États-Unis pour avoir transmis à la presse des dizaines de milliers de documents de la NSA prouvant l'ampleur de la surveillance électronique exercée par Washington. Ces révélations avaient alors suscité de très fortes tensions

entre les États-Unis et leurs alliés et la décision des autorités russes de lui accorder un permis de séjour avait provoqué la colère de Washington.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a précisé à l'agence Ria Novosti que la nationalité russe avait été accordée à Edward Snowden à sa propre demande.

Edward Snowden, privé de son passeport américain sur demande de Washington, s'était retrouvé à Moscou en mai 2013 après y être arrivé depuis Hongkong et dans l'intention de trouver refuge en Amérique latine. Il s'était finalement retrouvé bloqué en Russie, où il a obtenu l'asile. AFP/LePoint.fr 27 septembre 2022

En famille chez les néonazis.

Israël va accueillir et soigner des soldats ukrainiens blessés - BFMTV 26 septembre 2022

Il est également persona non grata en Israël.

Les concerts de Roger Waters (Pink Floyd) en Pologne annulés à cause de ses déclarations sur l'Ukraine - BFMTV 25 septembre 2022

Selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Lancement du référendum d'intégration à la fédération de Russie dans les régions du Donbass, de Zaporojié et de Kherson - donbass-insider.com 23 septembre 2022

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/09/23/lancement-du-referendum-integration-a-la-federation-de-russie-dans-les-regions-du-donbass-de-zaporojie-et-de-kherson/

En complément.

- Après trois jours de vote, le taux de participation aux référendums d'adhésion à la Fédération de Russie s'élève à 76,09% dans la République populaire de Lougansk (LPR), 51,55% dans la région de Zaporojié, 48,91% dans la région de Kherson et plus de 50% dans la République populaire de Donetsk (DNR), selon les autorités locales. Le seuil de 50% signifie que le suffrage est déclaré valable selon les commissions électorales centrales. Il prendra fin le 27 septembre. RT 26 septembre 2022

Il est leur candidat, cherchez l'erreur, il n'y en a pas.

Brésil : A J-7 de la présidentielle, possible victoire de Lula au 1er tour - 20minutes.fr 26 septembre 2022

Totalitarisme. La consécration de la stratégie du chaos et de la terreur. Le fascisme réhabilité.

"*Une page se tourne en Europe*" : l'extrême droite remporte les législatives en Italie - Courrier International 26 septembre 2022

Le parti d'extrême droite Fratelli d'Italia (FdI), emmené par sa présidente Giorgia Meloni, est devenu dimanche la première formation politique italienne, en arrivant en tête des élections législatives, selon les premiers sondages de sortie des urnes.

Fratelli d'Italia a recueilli entre 22 et 26% des voix, selon le sondage de l'institut Opinio pour la radiotélévision Rai. Ses partenaires de coalition, la Ligue d'extrême droite de Matteo Salvini et le parti conservateur Forza Italia de Silvio Berlusconi, ont récolté respectivement entre 8,5 et 12,5% et entre 6 et 8% des votes.

Le Parti démocrate (PD), la principale formation de gauche, n'a pas réussi à faire jouer le vote utile contre l'extrême droite et doit se contenter d'un score oscillant entre 17 et 21%. Le Mouvement 5 Etoiles (M5S, ex-antisystème) obtient entre 13,5 et 17,5% des voix, en chute par rapport à son score historique de plus de 30% en 2018.

(Avec près de 26 % des voix selon des résultats quasi définitifs, la formation de Giorgia Meloni, 45 ans, s'impose devant La Ligue (mouvement d'extrême droite menée par Matteo Salvini) (8,77 %) et Forza Italia (partie de Silvio Berlusconi) (8,11 %) et le petit parti de centre-droit Noi Moderati (0,91 %). La formation de droite remporte ainsi 43,79 % des suffrages. Le HuffPost 27 septembre 2022)

J-C – Quand on a à l'esprit qu'ils ont exfiltré et recyclé les nazis le lendemain de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Courrier International - "*Et maintenant, qu'est-ce qui nous attend ?* ", s'inquiète La Repubblica. La victoire de Giorgia Meloni et de ses alliés "*change l'histoire du pays*", par un vote semblant "*absoudre, dans l'indifférence, le fascisme historique*", écrit le quotidien italien de centre gauche.

Pour le New York Times, l'Italie "*a tourné dimanche une page de l'histoire européenne*", alors que "*des partis autrefois tabous et marginalisés, revendiquant des héritages nazis ou fascistes, entrent dans le courant dominant – et remportent des élections – à travers l'Europe*". La victoire des Fratelli d'Italia intervient deux semaines après celle des Démocrates de Suède (SD), un parti issu de la mouvance néonazie devenu la première formation de droite du pays nordique.

La coalition que forme Mme Meloni avec la Ligue de Matteo Salvini, l'autre parti d'extrême droite italien, et Forza Italia, le parti conservateur de Silvio Berlusconi, rassemblerait 43 % des voix, lui assurant une confortable majorité à la Chambre des députés et au Sénat. Forte de ces résultats, la présidente de FdI a revendiqué dimanche soir le poste de Première ministre, assurant qu'elle gouvernerait "avec l'objectif d'unir le peuple".

"*La sensation d'instabilité est inévitable*" pour le Vieux Continent, car "*l'arrivée de Meloni au pouvoir met fin à une longue série de gouvernements*" se revendiquant de la "*démocratie libérale*", renchérit Clarín en Argentine. "*Meloni représente une option différente, celle des 'patriotes', qui s'opposent au système européen*" et refusent "*l'abandon de souveraineté*".

Die Zeit remarque que Mme Meloni ne s'est pas privée d'exacerber "l*e ressentiment antieuropéen pendant la campagne électorale*", répétant à l'envi que "*les intérêts nationaux du pays [devaient] passer avant les intérêts européens*". Mais le quotidien allemand veut croire que la future Première

ministre sera rattrapée par le principe de réalité : "*le pays, lourdement endetté, est dépendant de l'aide financière de l'UE. Et sa promesse de remettre l'Italie sur pied sera extrêmement difficile à tenir sans les fonds de l'UE*". rfi.fr et Courrier International 26 septembre 2022

La participation était en forte baisse aux législatives ce dimanche en Italie, où le parti post-fasciste Fratelli d'Italia, dirigé par Giorgia Meloni

Selon le ministère de l'Intérieur, la participation était de 50% à 19H00, en recul de huit points par rapport aux législatives de 2018.

La baisse est particulièrement marquée dans les régions du sud de la péninsule (-12 points), qui avaient massivement contribué à la victoire il y a quatre ans du Mouvement 5 Etoiles, formation anti-système pourtant créditée d'avoir instauré en 2019 un "*revenu citoyen minimum*" pour les plus pauvres.

En restant dans l'opposition à tous les gouvernements qui se sont succédé depuis les législatives de 2018, Fratelli d'Italia (FdI) s'est imposé comme la principale alternative et est passé de 4,3% il y a quatre ans à environ un quart des voix (entre 22 et 26%), selon les premiers sondages de sortie des urnes, devenant ainsi le premier parti du pays. BFMTV 26 septembre 2022

La France un Etat terroriste. Ce n'est pas son genre pourtant (Syrie, Libye, etc.) !

ONU : Le Mali a les preuves que la France fournit des armes à des groupes terroristes - lemediaen442.fr 26 septembre 2022

Le colonel Abdoulaye Maïga, Premier ministre intérimaire du Mali, prononce un discours durant la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Le Premier ministre du Mali, à l'Assemblée générale des Nations unies, a accusé la France de faits extrêmement graves. Il a déclaré que le Mali avait été « *poignardé dans le dos par les autorités françaises* ». Voici une transcription. Vous pouvez visionner la totalité de la vidéo ci-dessous.

« *Le monde se souviendra qu'après avoir été abandonné en plein vol le 10 juin 2021 par la France qui a unilatéralement décidé de retirer la force Barkhane du Mali, mon pays a été ensuite poignardé dans le dos par les autorités françaises. La précision est d'autant plus utile que nous refusons tout amalgame avec le peuple français que nous respectons. Les autorités françaises, profondément anti-françaises pour avoir renié les valeurs morales universelles et trahi le lourd héritage humaniste des philosophes des Lumières, se sont transformées en une junte au service de l'obscurantisme.*

Je répète : les autorités françaises, profondément anti-françaises pour avoir renié les valeurs morales universelles et trahit le lourd héritage humaniste des philosophes des Lumières, se sont transformées en une junte au service de l'obscurantisme…

Monsieur le Président, eu égard à la gravité des faits commis par la junte française, le Mali, dans sa lettre en date du 15 août 2022, demandait la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette réunion a pour objet de permettre au Mali de présenter les éléments de preuve en sa possession, démontrant que l'armée française a agressé en de maintes

reprises mon pays en violant de manière répétitive et fréquente l'espace aérien malien sans autorisation des autorités maliennes et parfois en falsifiant des documents de vol.

Monsieur le Président, le Mali sera en mesure de prouver que la junte française a fourni des renseignements et des armes à des groupes terroristes. »

Quand les humanistes répondent présents à l'appel forcément désintéressé des milliardaires philanthropes.

J-C – On aurait tout aussi bien pu titrer : Sous le masque des acteurs de la Comédie humaine un visage hideux, cruel, rongé par la haine, sadique.

L'actrice Karin Viard : « *Ceux qui ne veulent pas se vacciner, s'ils ont le Covid, il ne faut pas les prendre en charge. Qu'ils se débrouillent* » - lemediaen442.fr/ 25 septembre 2022

Invité du Journal inattendu sur RTL, le samedi 4 septembre de l'année dernière, Karin Viard s'était emportée à propos de ceux qui ne souhaitaient pas se faire vacciner, estimant qu'ils devaient « *assumer leur position jusqu'au bout* ». Pour l'actrice, il n'y avait pas de raison de les prendre en charge à l'hôpital. Nous rappelons les propos ignobles de l'actrice qui est de retour cette année pour la sortie d'un film.

« *Ceux qui ne veulent pas se vacciner, du coup ils n'imputent rien à la Sécurité sociale, et donc ils assument de ne pas vouloir se faire vacciner et s'ils ont le Covid, ils se débrouillent.* » Karin Viard estime qu'il n'y a « *aucune raison qu'ils soient contre le vaccin et qu'en même temps, ils soient pris en charge* ».

Celle qui fait partie de L'appel de 200 personnalités pour sauver la planète laissera donc mourir des enfants, femmes, hommes devant les hôpitaux pour avoir fait le choix de ne pas se soumettre au « *vaccin* ». Découverte en 1990 dans le film Tatie Danielle, en 2021, Karin Viard est devenue une femme aigrie et méchante. Elle s'était engagée le 3 mars 2021, dans une tribune du *Monde* : « *Quel gâchis. Quelle violence. Quelle injustice.* » Qui défendait-elle ? Pas les non-vaccinés, pas son public, non ! Elle demandait, ainsi que 800 professionnels du cinéma, la réouverture des salles « *dans le respect des gestes barrières, de la distanciation physique et d'une jauge qui permette à chacun d'être en sécurité* ». Ce qui n'empêchera pas Karine Viard, le 22 juin 2021, de refuser catégoriquement de mettre son masque dans l'émission radio de Nagui sur France Inter, oubliant que la scène était filmée.

Un an après ces déclarations, nous apprenons qu'elle joue dans un film (comédie, romance) Maria rêve, qui sortira le 28 septembre 2022. Les salles resteront évidemment vides de tous les non-vaccinés et de tous ceux qui participeront au boycott de cette actrice qui a souhaité laisser mourir des Français et a encouragé, de par sa notoriété, au lynchage d'une partie de la population. lemediaen442.fr/ 25 septembre 2022

Ces monstres se sont servis des enfants comme cobayes.

La chaîne d'information Fox News dénonce les chiffres incroyables de myocardites chez les enfants après le vaccin Covid-19 - lemediaen442.fr 25 septembre 2022

Les chiffres sont extrêmement inquiétants. Bien qu'ils soient connus sur internet, ils arrivent au compte-goutte sur les médias mainstreams. Mais l'ampleur des effets secondaires est telle, qu'il est impossible de cacher cette réalité. Ainsi, sur la chaîne d'information la plus regardée des États-Unis, Fox News, l'animateur Tucker Carlson relate (voir vidéo ci-dessous) une étude de The Lancet. Les chiffres font froid dans le dos.

Selon la revue scientifique, 26 % des jeunes de 12 à 29 ans qui ont souffert de myocardite (un dommage au niveau du cœur) après la vaccination covid-19 avaient encore besoin d'un traitement médicamenteux tous les jours. Et 90 jours après cette myocardite, 20% ont des problèmes dans les activités de tous les jours, 30 % souffrent de douleurs. Tucker Carlson se pose la question : « *Comment vont-ils arriver à l'âge de 60 ans ?* » Loin d'ignorer cette problématique majeure, l'hôpital presbytérien de New York avertit les enfants dans un spot publicitaire surréaliste qui tente de faire passer la myocardite pour un phénomène normal. Présent sur le plateau, le Dr Mady Makary, professeur à John-Hopkins, avait alerté depuis des mois le CDC (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) de ces risques : « *Ils ont minimisé le taux de complication et surévalué le nombre d'hospitalisation covid chez les jeunes… la tragédie est que nous aurions pu éviter à ces enfants ces myocardites. Ils ont joué avec le feu et savaient ce à quoi ils faisaient face.* »

En Europe, la vaccination des 12 à 17 ans a été autorisée à partir du 15 juin 2021 et depuis le 22 décembre 2021 pour les 5 à 11 ans. La base de données Euromomo fait apparaître une surmortalité des 0-14 ans (toutes causes confondues). On peut constater un pic à partir du 15 juin 2021 et un autre six mois plus tard (ce qui correspondrait à la date de la dose de rappel). lemediaen442.fr 25 septembre 2022

https://www.youtube.com/watch?v=OYPBxwKGIBo

Faites tomber les masques. Nos pires ennemis, ce sont les agents de la réaction qui avancent masqués.

« *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité* » : l'appel de 200 personnalités pour sauver la planète - Le Monde 3 septembre 2018

D'Alain Delon à Patti Smith, tous ont répondu à l'appel de Juliette Binoche et de l'astrophysicien Aurélien Barrau pour une action politique « ferme et immédiate » face au changement climatique.

Isabelle Adjani, actrice ; Laure Adler, journaliste ; Pedro Almodovar, cinéaste ; Laurie Anderson, artiste ; Charles Aznavour, chanteur ; Santiago Amigorena, écrivain ; Pierre Arditi, acteur ; Niels Arestrup, acteur ; Ariane Ascaride, actrice ; Olivier Assayas, cinéaste ; Yvan Attal, acteur, cinéaste ; Josiane Balasko, actrice ; Aurélien Barrau, astrophysicien (Institut universitaire de France) ; Nathalie Baye, actrice ; Emmanuelle Béart, actrice ; Xavier Beauvois, cinéaste ; Alain Benoit, physicien (Académie des sciences) ; Jane Birkin, chanteuse, actrice ; Juliette Binoche, actrice ; Benjamin Biolay, chanteur ; Dominique Blanc, actrice ; Gilles Boeuf, biologiste ; Mathieu Boogaerts, chanteur ; John Boorman, cinéaste ; Romane Bohringer, actrice ; Carole Bouquet, actrice ; Stéphane Braunschweig, metteur en scène ; Zabou Breitman, actrice, metteuse en scène ; Nicolas Briançon, acteur, metteur en scène ; Irina Brook, metteuse en scène ; Valeria Bruni Tedeschi, actrice, cinéaste ; Florence Burgat, philosophe ; Gabriel Byrne, acteur ; Cali, chanteur ; Sophie Calle, artiste ; Jane Campion, cinéaste ; Isabelle Carré, actrice ; Emmanuel Carrère, écrivain ; Anne Carson, auteure et professeure ; Michel Cassé, astrophysicien ; Laetitia Casta, actrice ;

Bernard Castaing, physicien (Académie des sciences) ; Antoine de Caunes, journaliste, cinéaste ; Alain Chamfort, chanteur ; Boris Charmatz, chorégraphe ; Christiane Chauviré, philosophe ; Jeanne Cherhal, chanteuse ; François Civil, acteur ; Hélène Cixous, écrivaine ; Isabel Coixet, cinéaste ; Françoise Combes, astrophysicienne (Collège de France) ; François Cluzet, acteur ; Gregory Colbert, photographe, cinéaste ; Bradley Cooper, acteur ; Brady Corbet, acteur ; Béatrice Copper-Royer, psychologue ; Marion Cotillard, actrice ; Denis Couvet, écologue ; Camille Cottin, actrice ; Clotilde Courau, actrice ; Franck Courchamp, écologue (Académie européenne des sciences) ; Nicole Croisille, chanteuse ; David Cronenberg, cinéaste ; Alfonso Cuaro, cinéaste ; Willem Dafoe, acteur ; Philippe Decouflé, chorégraphe ; Sébastien Delage, musicien ; Vincent Delerm, chanteur ; Alain Delon, acteur ; Catherine Deneuve, actrice ; Claire Denis, cinéaste ; Philippe Descola, anthropologue (Collège de France) ; Alexandre Desplat, compositeur ; Manu Dibango, musicien ; Hervé Dole, astrophysicien (Institut universitaire de France) ; Valérie Dréville, actrice ; Diane Dufresne, chanteuse ; Sandrine Dumas, actrice, metteuse en scène ; Romain Duris, acteur ; Lars Eidinger, acteur ; Marianne Faithfull, chanteuse ; Pierre Fayet, physicien (Académie des sciences) ; Ralph Fiennes, acteur ; Frah (Shaka Ponk), chanteur ; Cécile de France, actrice ; Stéphane Freiss, acteur ; Thierry Frémaux, directeur de festival ; Jean-Michel Frodon, critique, professeur ; Marie-Agnès Gillot, danseuse étoile ; Pierre-Henri Gouyon, biologiste ; Julien Grain, astrophysicien ; Anouk Grinberg, actrice ; Mikhaïl Gromov, mathématicien (Académie des sciences) ; Sylvie Guillem, danseuse étoile ; Arthur H, chanteur ; Ethan Hawke, acteur ; Christopher Hampton, scénariste ; Nora Hamzawi, actrice ; Ivo Van Hove, metteur en scène ; Isabelle Huppert, actrice ; Agnès Jaoui, actrice, cinéaste ; Michel Jonasz, chanteur ; Camelia Jordana, chanteuse ; Jean Jouzel, climatologue (Académie des sciences) ; Juliette, chanteuse ; Anish Kapoor, sculpteur, peintre ; Mathieu Kassovitz, acteur ; Angélique Kidjo, chanteuse ; Cédric Klapisch, cinéaste ; Thierry Klifa, cinéaste ; Panos H. Koutras, cinéaste ; Lou de Laâge, actrice ; Ludovic Lagarde, metteur en scène ; Laurent Lafitte, acteur ; Laurent Lamarca, chanteur ; Maxence Laperouse, comédien ; Camille Laurens, écrivaine ; Bernard Lavilliers, chanteur ; Sandra Lavorel, écologue (Académie des sciences) ; Jude Law, acteur; Patrice Leconte, cinéaste ; Roland Lehoucq, astrophysicien ; Gérard Lefort, journaliste ; Nolwenn Leroy, chanteuse ; Peter Lindbergh, photographe ; Louane, chanteuse ; Luce, chanteuse ; Ibrahim Maalouf, musicien ; Vincent Macaigne, metteur en scène, acteur ; Benoît Magimel, acteur ; Yvon Le Maho, écologue (Académie des sciences) ; Andreï Makine, écrivain de l'Académie Française ; Abd al Malik, rappeur ; Sophie Marceau, actrice ; Virginie Maris, philosophe ; André Markowicz, traducteur ; Nicolas Martin, journaliste ; Vincent Message, écrivain ; Wajdi Mouawad, metteur en scène ; Nana Mouskouri, chanteuse ; Jean-Luc Nancy, philosophe ; Arthur Nauzyciel, metteur en scène ; Safy Nebbou, cinéaste ; Pierre Niney, acteur ; Helena Noguerra, chanteuse ; Claude Nuridsany, cinéaste ; Michael Ondaatje, écrivain ; Thomas Ostermeier, metteur en scène ; Clive Owen, acteur ; Corine Pelluchon, philosophe ; Laurent Pelly, metteur en scène ; Raphaël Personnaz, acteur ; Dominique Pitoiset, metteur en scène ; Denis Podalydès, acteur ; Pomme, chanteuse ; Martin Provost, cinéaste ; Olivier Py, metteur en scène ; Susheela Raman, chanteuse ; Charlotte Rampling, actrice ; Raphaël, chanteur ; Régine, chanteuse ; Cécile Renault, astrophysicienne ; Robin Renucci, acteur ; Jean-Michel Ribes, metteur en scène ; Tim Robbins, acteur ; Muriel Robin, actrice ; Isabella Rossellini, actrice ; Brigitte Roüan, actrice, cinéaste ; Carlo Rovelli, physicien (Institut universitaire de France) ; Eric Ruf, directeur de la Comédie-Française ; Céline Sallette, actrice ; Rodrigo Santoro, acteur ; Marjane Satrapi, cinéaste ; Kristin Scott Thomas, actrice ; Albin de la Simone, musicien ; Abderrahmane Sissako, cinéaste ; Marianne Slot, productrice ; Patti Smith, chanteuse, écrivaine ; Sabrina Speich, géoscientifique ; Marion Stalens, réalisatrice ; Kristen Stewart, actrice ; Tom Stoppard, dramaturge ; Peter Suschitzky, chef opérateur ; Malgorzata Szumowska, cinéaste ; Béla Tarr, cinéaste ; Gilles Taurand, scénariste ; Alexandre Tharaud, musicien ; James Thierrée, danseur, chorégraphe ; Mélanie Thierry, actrice ; Danièle Thompson, cinéaste ; Melita Toscan du Plantier, attachée de presse ; Jean-Louis Trintignant, acteur ; John Turturro, acteur ; Hélène Tysman, pianiste ; Pierre Vanhove, physicien ; Karin Viard, actrice ; Polydoros Vogiatzis, acteur ; Rufus Wainwright, chanteur ; Régis Wargnier,

cinéaste ; Jacques Weber, acteur ; Wim Wenders, cinéaste ; Sonia Wieder-Atherton, musicienne ; Bob Wilson, metteur en scène ; Lambert Wilson, acteur ; Jia Zhang-ke, cinéaste ; Elsa Zylberstein, actrice

---

N'en jetez plus, la décharge est pleine !

J-C - Et notez bien, que pour ne pas figurer parmi les couches les plus défavorisées de la société, ils n'avaient aucune excuse. J'ai failli écrire couches les plus arriérées, puis je me suis ravisé en me disant qu'il s'agissait d'eux en réalité.

Présidentielle 2022 : près de 500 personnalités du monde de la culture appellent à voter Macron - Le Figaro et AFP 15 avril 2022

Thomas Dutronc (chanteur), Brice Hilaret (comédien), Nicolas Vaude (comédien), Laurent Lafitte (comédien, réalisateur), Jeanne Balibar (comédienne, réalisatrice), Maurice Barthelemy (comédien, réalisateur), Pauline Chalamet (comédienne), Thierry Suc (producteur), Pauline Leveque (écrivaine), Marc Lévy (écrivain), Lulu Gainsbourg (chanteur), Élodie Bouchez (comédienne), Tony Franck (photographe), Louise Doutreligne (écrivaine), Yael Langmann (réalisatrice), Jean Loui Benoin (metteur en scène), Louis Moutin (musicien), Leonor de Recondo (écrivaine), Daniel Benoin(metteur en scène), Philippe Berling (metteur en scène), Philippe Berodot (comédien), Josselyn Bossennec (scénariste), Sylvia Berger (comédienne), Éric Altmayer (producteur), Astride de La Forest (peintre), Christelle Reboul (comédienne), Frédéric Bouraly (comédien), Ismael Saïdi (réalisateur), Marine Dorfmann (productrice), Clara Luciani (chanteuse), Hugo GELIN (réalisateur), Yann Chermat (comédien), Francois Briault (comédien), Sarah Pébéreau (comédienne), Marie Anne Mestre (comédienne), Clara Starkier (comédienne), Anne Le Guernec (comédienne), Isabelle Starkier (metteur en scène), Thierry Binisti (réalisateur), CharlEli Couture (musicien), Harold Valentin (producteur), Fred Grivoix (réalisateur), Mathieu Malzieu (musicien), Philippe Duclos (comédien), Bastien Ughetto (acteur), Lannick Gautry (acteur), Olivier Doran (réalisateur), Jean-Pascal Hattu (réalisateur), Marie-Laurence Tartas (comédienne), Thierry Harcourt (metteur en scène), Matthieu Chedid (chanteur), Nach (chanteuse), Philippe Calvario (metteur en scène), Dominique Farrugia (comédien, producteur), Vincent Deniard (comédien), Alexis Michalik (auteur/metteur en scène/comédien), Coraly Zahonero (comédienne), Delphine Depardieu (comédienne), Michel Boujenah (comédien), Pierre Arditi (comédien), François Berléand (comédien), Gilbert Desvaux (directeur de théâtre), Michel Bompoil (comédien), Nâzim Boudjenah (comédien), Claude Aufaure (comédien), Thibaud Ameline (producteur), Tristane Banon (écrivaine), Nicolas Briançon (comédien/metteur en scène), Ariane Ascaride (comédienne), Evelyne Bouix (comédienne), Richard Berry (comédien), Ladislas Cholat (comédien), Cedric Zimmerlin (comédien), Yannis Baraban (comédien), François Bureloup (comédien), Anne Charrier (comédienne), Bruno Blairet (comédien), Jemima West (comédienne), Jean-Luc Moreau (comédien/metteur en scène), Salomé Lelouch (metteur en scène), Isabelle Gélinas (comédienne), Lisa Martino (comédienne), Eric Laugerias (comédien), Patrick Fabre Cat (auteur), Stephane Laporte (auteur), Pierre Laville (auteur), Gilles Gaston Dreyfus (comédien), Laura Presgurvic (comédienne), Jacques Fontanel (comédien), Jean Claude Houdinière (producteur), Laurent Bateau (comédien), Bruno Solo (comédien), Mélanie Page (comédienne), Laurence Katrian (réalisatrice), Pascal Legros (producteur), Alex Lutz (comédien), Valérie Karsenti (comédienne), Énora Malagré (comédienne), Benoît Lavigne (directeur de théâtre), Francis Lombrail (directeur de théâtre), Gabrielle Lazure (comédienne), Stephanie Fagadau (directrice de théâtre), Vanessa Demouy (comédienne), David Brécourt (comédien), Philippe Lelièvre (comédien), Sebastien Thiery (auteur), Pascal Guillaume (directeur de théâtre), Bruno Abraham Kremer (comédien), Ariane Mourier

(comédienne), Barbara Schulz (comédienne), Brigitte Fossey (comédienne), Stéphane Hillel (comédien), José Paul (comédien/metteur en scène), Emma de Caunes (comédienne), Hélène Médigue (comédienne), Rachel Kahn (auteur), Muriel Robin (comédienne), Benoit Soles (comédien), Emma Munos (artiste de cabaret), Virginie Lemoine (comédienne/metteur en scène), Philippe Beautier (comédien), Murielle Huet Des Aunay(comédienne), Davy Sardou (comédien), Anne Bouvier (comédienne/metteur en scène), Clemence Thioly (comédienne), Jean-François Balmer (comédien), Benjamin Boyer (comédien), Jean Paul Bordes (comédien), Bertrand Thamin (directeur de théâtre), Laurent Spielvogel (comédien), Pierre Forest (comédien), Michaël Cohen (comédien), Nicolas Poiret (auteur), Julien Boisselier (comédien), Macha Meril (comédienne), Stéphane Guillon (comédien), Fleur Houdinière (productrice), Isabelle Vitari (comédienne), Dominique Guillot (comédien), Thierry Lhermitte (comédien), Clément Michel (metteur en scène), Pierre Alain Leleu (comédien/directeur de théâtre), Christophe Lidon (metteur en scène), Gwendoline Hamon (Comédienne), Anne Roumanoff (comédienne), Stéphanie Bataille (directrice de théâtre), Florian Zeller (écrivain), Valérie Mairesse (comédienne), Christiane Millet (comédienne), Ana Girardot (comédienne), Catherine le Chevalier (comédienne), Noemie Bianco (Comédienne), Jean-Pierre Bouvier (comédien), Claire Borotra (comédienne), François Morel (comédien), Judith Chemla (comédienne), Ivan Calberac (auteur), Louis Langrée (chef d'orchestre), Vincent Winterhalter (comédien), Florent Albrecht (musicien), Sarah Biasini (comédienne), Vicente Pradal (musicien), Nancy Huston (écrivain), Guillaume Gallienne (comédien), Bruno Madinier (comédien), Soren Prevost (comédien), Samuel Labarthe (comédien), Thomas Lempire (comédien),Helene Arié (comédienne), Nathalie Tassera (comédienne),Anne Consigny (comédienne),David Foenkinos (écrivain),Grégory Fitoussi (comédien),Jean-Paul Tribout (comédien),Eric Prat (comédien), Julie Ferrier (comédienne), Thibaut De Montalembert (comédien),Alexis Tregaro (producteur), Salomé Villiers (comédienne),Nathalie Marchac (réalisatrice),Didier Benureau (comédien), Alysson Paradis (comédienne),Guillaume Gouix (comédien),Laurent de Wilde (pianiste),Mariane Piketty (violoniste), Sophie Artur (comédienne), Michel Jonasz (comédien/chanteur), Isabelle Carré (comédienne), Alice Dufour (comédienne), Pascale Arbillot (comédienne), Yves Pignot (comédien), Etienne Launay (comédien), Valérie Vogt (comédienne), François Dunoyer (comédien), Arnaud Gidoin (comédien),Marie-Christine Barraud (comédienne), Jean Eric Bielle (comédien), Stephane Cotin (metteur en scène),Gérard Jugnot (comédien),François Vincentelli (comédien), Florence Pernel (comédienne), François Rollin (comédien), Richard Berkowitz (comédien), Benjamin Sire (journaliste/compositeur), Michèle Bernier (comédienne), Caroline Benjo (Productrice), Dominique Plaideau (comédien/Metteur en scène), Stephan Wojtovich (comédien), Chloé Lambert (comédienne), Léonie Simaga (comédienne), Nathalie Bigorre (comédienne), Franck Desmedt (comédien/directeur de théâtre), Dominique Daguier (comédien), Charles Berling (comédien/directeur de théâtre), Maud Wyler (comédienne), Jean Paul Delvor (comédien), Emmanuelle Bougerol (comédienne), Stephan Guérin Tllié (comédien), Philippe Caubere (comédien), Marilou Berry (comédienne), Jil Caplan (comédienne), Dominique Frot (comédienne), Catherine Arditi (comédienne), Serge Paumier/Nathalie Lucas (Théâtre des Gemeaux),Carole Scotta (productrice), Leslie Bourdin (musicienne), Valérie Zenatti (écrivaine), Anne Baquet (artiste lyrique), Isabelle Gonzales (chorégraphe), Stephan Guérin (auteur), Sonia Nigoghossian (artiste lyrique), Annik Blancheteau (comédienne/metteuse en scène), Béatrice Agenin (comédienne), Anne Serra (comédienne), Ariane Seguillon (comédienne), Jean Pierre Malignon (comédien), Francois Feroleto (comédien), Valérie Boneton (comédienne), Julia Piaton (comédienne), Romain Lemire (chanteur), Anne Gerlès (productrice), Sophie Le Cam (chanteuse), Pierre Aussedat (comédien), Pauline Delpech (comédienne), Arié Elmaleh (comédien), Hervé Pauchon (comédien), Vincent Solignac (scenariste), Nicole Calfan (comédienne), Anne-Sophie Girard (comédienne), Vanessa Djian (productrice), Olivier Lejeune (comédien), Emmanuel Noblet (comédien), Évelyne Dandry (comédienne), Antoine Sahler (musicien), Jean-Marc Dumontet (producteur), Thomas Le Douarec (metteur en scène), Caroline Devismes (comédienne), Laurent Gamelon (comédien),Arnaud bedouet

(comédien/auteur), Gilles Cohen (comédien), Black M (musicien), Marie Gillot, Hélène Babu (comédienne), Fred Bianconi (comédien), Jean Christophe Barc (comédien), Jean-Philippe Daguerre (metteur en scène), Charlotte Matzneff (comédienne), Charles Lelaure (comédien), Anne Plantey (comédienne), Marc Semianticky, Anouchka Delon (comédienne), Sophie Renoir (comédienne), Etienne de Balasy (auteur/metteur en scène), Laurent Olmedo (comédien), Jean Claude Dreyffus (comédien), Fabrice Goldstein (producteur), Nicolas Ehretsmann (musicien), Serge Moati (réalisateur), Manuel Gélin (comédien), Eric Viellard (comédien), Élie Semoun (comédien), Alain Sachs (metteur en scène), Nadia Tereszkiewic (comédienne), Juliette Sales (scenariste/réalisatrice), Caroline Verdu (directrice de théâtre), Philippe Magnan (comédien), Julien Marchand (comédien), Didier Brice (comédien), Arthur Jugnot (comédien), Claire Mirande (comédienne), Thierry Lopez (comédien), Gabriel le Doze (comédien), Xavier Simonin (comédien), Thomas Soliveres (comédien), Jeremie Lippman (metteur en scène), Nicolas Lormeau (comédien), Andréa Ferreol (comédienne), Caroline Maillard (comédienne), Yolande Moreau (comédienne), Simon Abkarian(comédien), Jerome Kircher (comédien), Cyril Romoli (comédien), Dominique Paquet (autrice), Mickael Hirsh (comédien), Shani Diluka (pianiste), Marie-Agnès Gillot (danseuse), Elsa Zylberstein (comédienne), Isabelle Vitari (comédienne), Michel Cymes (medecin, comédien), Mélanie Bernier (comédienne), Bruno Guillon (animateur), Valérie Bègue (comédienne), Malika Menard (comédienne), Lilou Cornillac (comédienne), Laurence Arné (comédienne), Michel Boujenah (comédien), Claudio Capéo (chanteur), Zabou Breitmann (comédienne, metteur en scène), Morgan Spillmaecker (directeur de théâtre), Louise Monot (comédienne), Reem Kherici (comédienne, réalisatrice), Charlotte Gabris (comédienne), Eye Haidara (comédienne), Jonathan Lambert (comédien), Sidonnie Bonnec (animatrice), Richard Kolinka (musicien), Stéphane De Groodt (comédien, auteur), Anissa Bonnefont (réalisatrice), Mathilda May (comédienne, auteure), Pascal Elbé (comédien, réalisateur), Gérémy Crédeville (comédien, auteur), Manu Lévy (animateur), Tom Villa (comédien, auteur), Alexis Le Rossignol (comédien, auteur), Yannick Noah (chanteur), François Cluzet (comédien), Ivan Calbérac (auteur, réalisateur), Patrick Chesnay(comédien), Nagui (animateur), Yvan Attal (comédien, réalisateur), Charlotte Gainsbourg (comédienne), Juliette Binoche (comédienne), François Berléand (comédien), Cristina Cordula (animatrice), Thierry Godard (comédien), Christian Faure (réalisateur), Valérie Karsenty (comédienne), Jacqueline Franjou (directrice de festival), Sandrine Kiberlain (comédienne, réalisatrice), Philippe Besson (auteur), Vincent Delerm (chanteur, auteur), Kerenn-Ann Zeidel (chanteuse), Jalil Lespert (comédien, réalisateur), Raphaël Haroche (chanteur, auteur), Mélanie Thierry (comédienne), Louise Bourgoin (comédienne), Virginie Ledoyen (comédienne), Cristiana Réali (comédienne), Céline Salette (comédienne), Julie Gayet (comédienne, productrice), Yannig Samot (comédien), Bruno Sanches (comédien), Fabrice Luchini (comédien), Marlène Jobert (comédienne), Gilles Lellouche (comédien, réalisateur), Florence Loiret-Caille (comédienne), Alice Taglioni (comédienne), Emmanuelle Bercot (comédienne, réalisatrice), Benjamin Lavernhe (comédien), Manu Payet (comédien), Sonia Rolland (comédienne, réalisatrice), Jane Birkin (chanteuse, auteure), Rebecca Marder (comédienne), Florence Viala (comédienne), Bambou (chanteuse), Fabien Baron (photographe), Maxime Delauney (producteur), Stéphanie Murat (comédienne, réalisatrice), Olivier Delbosq (producteur), Enrico Macias (chanteur), Ali Niroomand (producteur), Bruno Chiche (réalisateur), Michel Fournier (auteur), Dany Héricourt (coach théâtre), Jogya Ghrenassia (concertiste), Agnès Jaoui (comédienne, réalisatrice), Jean Xavier de Lestrade (réalisateur, président SACD), Alix Poisson (comédienne), Florence Foresti (comédienne), Patrick Mille (comédien), Florent Marchet (chanteur, auteur), Sophie Calle (artiste), Caroline Vigneaux (comédienne), Valérie Damidot (animatrice), Jean Michel Ribes (auteur, metteur en scène), Zazie (chanteuse), Laurent Stocker (comédien), Alice Pol (comédienne), Cécile Cassel (comédienne), Jonathan Zaccai (réalisateur), Natacha Régnier (comédienne), Anne Azoulay (comédienne), Anna Mouglalis (comédienne), Géraldine Nakache (comédienne, réalisatrice), Patrick Sobelman (producteur), Béatrice Dalle (comédienne), Catherine Frot (comédienne), Olivier Bouana (agent), Nicolas De Cointet (éditeur), Jean Aittouares (agent), Jérémy Lopez (comédien), Sophie Alour

(musicienne), Lisa Cat-Berro (musicienne), Danièle Lebrun (comédienne), Ezra Petronio (agent), Lana Petrusevych (artiste), Aleksandra Woroniecka (rédactrice mode), Valerie Sadoun (photographe), Sarah Andelman (créatrice), Anne Marcassus (productrice), Corine Juresco (comédienne), Arthur Dreyfus (comédien), Dorothée Hannequin (musicienne), Christophe De Mareuil (comédien), Alexandre De Betak (producteur), Anne Richard (comédienne), Annelise Clément (musicienne), Constance Gay (comédienne), Niels Schneider (comédien), Louis Bertignac (chanteur), Catherine Hosmalin (comédienne), Elena Terenteva (comédienne)

Les imposteurs ou les petits marquis règlent leurs comptes à la manière du Guépéou, de la Gestapo ou de l'Inquisition.

Julien Bayou démissionne de ses fonctions de secrétaire national d'EELV - lemediaen442.fr 26 septembre 2022

Ce lundi 26 septembre 2022, Julien Bayou, a annoncé démissionner de son poste secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) suite à des accusations de violences psychologiques par une ex-compagne. « *C'est avec beaucoup d'émotion que je renonce à cette fonction après plus de neuf ans d'engagement dans la direction du mouvement, comme porte-parole, puis secrétaire national. Vous représenter, parler en votre nom, a été l'une des plus grandes fiertés de ma vie militante.* »

L'homme se dit désemparé face à des accusations dont il ne peut se défendre, faute de pouvoir plaider sa cause. « *Vous le savez peut-être, je suis accusé de faits qui ne me sont pas présentés, dont mes accusatrices disent qu'ils ne sont pas pénalement répréhensibles, et dont je ne peux pour autant pas me défendre puisqu'on refuse de m'entendre. C'est Kafka à l'heure des réseaux sociaux. Cette situation est intenable et le contexte délétère semble empêcher tout discernement, dans un moment où la société bascule et cherche le point d'équilibre pour cette si nécessaire révolution féministe.* »

Son avocate y voit une instrumentalisation à des fins politiques :

Julien Bayou est secrétaire national d'EELV, conseiller régional d'Île-de-France et coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale. Un cumul de mandats que le règlement d'EELV interdit. D'amicales pressions ont été exercées sur lui pour qu'il démissionne du secrétariat national. Sans résultat. Moins amicale, la pression de son ex-compagne, a été plus efficace. Problème d'organisation réglé. En toute camaraderie. lemediaen442.fr 26 septembre 2022

J-C – Accusation sans motif précis, ce qui revient à priver la défense de pouvoir examiner les faits qui lui sont reprochés, donc la priver des moyens de les réfuter ou de se défendre. On peut ajouter avant toute enquête, la méthode employée par l'OTAN contre la Russie jugée coupable, par exemple.

Salir, discréditer, briser ou détruire, excommunier, réduire au silence ou faire disparaître par des moyens déloyaux ou sournois, malhonnêtes de nature autoritaire, à l'aide d'arguments fabriqués de toutes pièces, de faits falsifiés, tout est bon à ces kapos pour parvenir à leur fin, avec le soutien bienveillant du législateur du régime qu'ils servent avec zèle et constance.

Je vous dirais que c'est aussi la méthode employée par la plupart de mes détracteurs. On vous prête des idées ou des intentions que vous n'avez jamais eues, puis sur cette base on vous juge, accuse,

sanctionne. Et si vos arguments témoignent de votre bonne foi, ils refuseront de les examiner ou déclareront qu'ils sont hors sujets, périmés ou je ne sais quoi encore. Si vous êtes appelé à comparaître sur le banc des accusés, c'est que forcément vous êtes coupable et le couperet tombe. Je vous fais le pari, que si vous leur faisiez remarquer qu'ils emploient la méthode stalinienne des procès de Moscou dans le milieu des années 30, ils vous répondraient qu'elle était sans doute justifiée, après tout ils sont viscéralement aussi anti-communistes que Staline l'était.

Lemediaen442 - Julien Bayou, visé par des accusations de violences psychologiques envers une ex-compagne, veut se "*défendre*" mais dans "*une procédure contradictoire*", a réclamé lundi son avocate Marie Dosé, fustigeant une "*instrumentalisation politique*". "*Ce vulgaire déballage est indigne d'une société aussi avancée que la nôtre. Et Julien Bayou constate, avec amertume et colère, l'instrumentalisation du juste combat contre les violences sexuelles et sexistes à des fins politiques*".

"*Personne n'ignore que le congrès des écologistes se tient en fin d'année, l'ambition politicienne ne saurait justifier toutes les croisades*", a-t-elle ajouté.

"*Julien Bayou n'a jamais exercé la moindre violence psychologique à l'égard de ses compagnes*", affirme-t-elle. Les faits qui lui sont reprochés ne sont pas clairement connus, aucune plainte n'a été déposée et aucune enquête judiciaire n'a été ouverte.

L'affaire avait été révélée en juillet, quand la cellule interne d'EELV sur les violences et harcèlements sexuels, a été saisie. "*A quatre reprises, Julien Bayou a demandé par écrit à être auditionné devant cette cellule, ce qui lui a été purement et simplement refusé*", a tancé Marie Dosé. Il doit "*au moins savoir ce qui lui est reproché*", a-t-elle demandé. Pour elle, "*Julien Bayou est présumé coupable d'accusations rendues publiques dont il ne sait rien et dont il ne peut pas se défendre*". Sur les bancs de Relève féministe, on assume la méthode. "*(...) On ne veut pas toujours passer par le judiciaire*", indique Marie Coquille-Chambel. (Une actrice youtubeuse en quête de notoriété et qui n'est pas à son premier coup d'essai, une ordure assumée. - J-C)

"*La vie privée ne peut être rendue publique que si elle recèle des comportements pénalement sanctionnés, sauf à prendre le risque de sombrer dans l'arbitraire*", a déclaré Marie Dosé. "*Or c'est précisément cette barrière qui vient d'être franchie avec une désinvolture au bas mot inquiétante*".

L'avocate précise également que Julien Bayou a fait à quatre reprises la demande pour être entendu par la cellule, sans l'obtenir jusqu'ici. Ce qui laisse en attendant selon elle, la place à toutes les "*fausses informations*" autour de son client. Europe 1 27 septembre 2022

D'où vient cette horde de chacals assoiffés de sang ? C'est « *dans leur ADN* », avouent-elles.

"*Relève féministe*": quel est ce collectif qui s'est mobilisé pour la démission de Julien Bayou? - BFMTV 26 septembre 2022

Le hashtag a fleuri sur Twitter en quelques heures à côté de dizaines de noms: #RelèveFéministe. Né dans le sillage de l'affaire Quatennens, ce collectif de 500 féministes dit refuser que ses "*combats politiques soient représentés*" "*par des auteurs de violence*".

Parmi les signataires: des visages identifiés de l'action féministe comme Alice Coffin, conseillère de Paris, et des élues qui ont l'habitude des médias comme la porte-parole du PS Gabrielle Siry-Houari. On trouve encore des dizaines de militantes encartées à gauche, dans les luttes syndicales, et les combats LGBT.

"*On a un point commun: on est toutes des féministes qui soutenons la Nupes*", explique Laure Botella, militante socialiste, auprès de BFMTV.com. "*C'est notre ADN."*

Ce texte cite plusieurs personnalités qui ont été mises en cause pour des violences comme l'économiste Thomas Piketty, qui a reconnu des faits de violence sur son ex-compagne, l'ancienne ministre Aurélie Filippetti - il a récemment été condamné en appel pour diffamation contre elle en 2022, après l'avoir qualifié de "*personne extrêmement violente*" vis-à-vis de ses filles.

Marie Coquille-Chambel, cette doctorante, qui a lancé le mouvement MeToo dans le théâtre en 2021, est l'une de celles qui a incarné Relève féministe dans les médias ces derniers jours.

Le collectif se fixe une seule limite: n'interpeller les partis qu'au sujet des cas qui sont déjà sortis dans la presse. La manœuvre vise à éviter toute plainte pour diffamation tout en permettant au mouvement de s'installer dans la longue durée. BFMTV 26 septembre 2022

J-C - Un appendice des médias mainstreams propriétaires de milliardaires qui bénéficient de l'impunité ou se moquent de toute condamnation.

A qui profite le crime ou cette instrumentalisation politique ? Leurs auteurs le disent eux-mêmes.

Sondage : forte chute de popularité pour Jean-Luc Mélenchon dans notre baromètre Odoxa - Publicsenat.fr 27 septembre 2022

Le leader de la France insoumise fait les frais de son soutien apporté à Adrien Quatennens. Dans le baromètre d'Odoxa, réalisé pour les chaînes parlementaires et la presse quotidienne régionale, il enregistre le plus fort recul des personnalités politiques du palmarès. L'adhésion à Emmanuel Macron et Élisabeth Borne remonte en revanche. Publicsenat.fr 27 septembre 2022

La cote de popularité d'Élisabeth Borne continue de grimper - BFMTV 27 septembre 2022

La cote de popularité de la Première ministre est en hausse pour le troisième mois consécutif. BFMTV 27 septembre 2022

Tout cela pourquoi ? Réponse.

La réforme des retraites est "*prioritaire*" pour Élisabeth Borne - BFMTV 26 septembre 2022

À quelques jours du retour des députés dans l'hémicycle, Élisabeth Borne réaffirme le cap du Président qui veut aller très vite pour faire voter l'allongement de l'âge de départ à la retraite.

Plusieurs éléments ne sont pas tranchés, comme l'âge précis de départ à la retraite à 64 ou 65 ans, contre actuellement 62 ans. BFMTV 26 septembre 2022

Mais encore.

Une loi pour pousser solaire et éolien et rattraper le retard français - Paris Match 27 septembre 2022

Le gouvernement a dévoilé lundi son projet de loi pour faire rattraper à la France son grand retard sur les énergies renouvelables. Paris Match 27 septembre 2022

Mais encore.

Paris condamne la « *répression violente* » des manifestations en Iran - Journal du Dimanche 26 septembre 2022

Dans un communiqué diffusé le lundi 26 septembre, le ministère des Affaires étrangères a exprimé « *sa condamnation la plus ferme de la répression violente, par l'appareil sécuritaire iranien, des manifestations* » en Iran, après la mort de la jeune Mahsa Amini. Journal du Dimanche 26 septembre 2022

Une vidéosurveillance prouve que cette jeune femme n'a pas été frappée par une membre des forces de l'ordre iraniennes.

J-C – Regardez-la, elle dure moins d'une minute trente.

La vidéo montre qu'il n'y a eu aucune violence, aucun passage à tabac et qu'aucune arrestation n'a été effectuée. Des sources officielles ont déclaré à Al Mayadeen qu'Amini avait une tumeur au cerveau et qu'elle suivait un traitement depuis un certain temps avant l'incident. Les dossiers médicaux confirment les multiples visites d'Amini à l'hôpital pour y être soignée. reseauinternational.net

West exploits death of Mahsa Amini through fake news to target Iran

https://www.youtube.com/watch?time_continue=76&v=8g2rbcwa6Bc&feature=emb_title

---

Fake news grotesque. Un prétexte fabriqué par Washington pour imposer de nouvelles sanctions à l'Iran.

J-C – Un changement de régime économique et politique est indispensable en Iran comme dans tous les pays de la planète, mais à condition que ce soit les peuples qui le réalise, qui le dirige, qui le contrôle pour ses propres intérêts, et non pour ceux de ses pires ennemis.

« *Pas en notre nom* » : En Iran, le père de Mahsa Amini dénonce les émeutes - reseauinternational.net 27 septembre 2022

https://reseauinternational.net/pas-en-notre-nom-en-iran-le-pere-de-mahsa-amini-denonce-les-emeutes-2/

La mort de Mahsa Amini a été exploitée par les médias pour atteindre l'ampleur d'émeutes violentes, mais le père de Mahsa Amini condamne ces actions et cherche la vérité au milieu de la tourmente et des sanctions américaines.

Alors que les manifestations en Iran continuent de semer le chaos sous prétexte de solidarité avec la famille de Mahsa Amini suite à son décès, le père de la défunte, Amjad Amini, a confirmé que les rassemblements et les manifestations organisés dans plusieurs provinces iraniennes « *n'ont rien à voir* » avec la famille et *« n'étaient pas pour nous* ».

Il a ensuite ajouté que lui et la famille de Mahsa « *en sont mécontents* », selon l'agence iranienne Tasnim.

Le père d'Amini a expliqué que le seul désir de la famille était d'identifier et « *punir* » toute personne qui aurait pu être une raison de la mort de sa fille.

Amini a souligné que la famille n'avait pas encore été informée des résultats des analyses médico-légales concernant les causes de la mort de sa fille.

Notamment, le directeur général de la médecine légale de la province de Téhéran a déclaré mercredi qu'il n'y a pas de traces de coups ou de blessures sur la tête et le visage de la défunte Iranienne Mahsa Amini, contrairement à ce qui est propagé par les médias occidentaux.

« *Concernant les informations trompeuses faisant état de sang sortant des oreilles d'Amini et d'une fracture à la base de son crâne, nous, médecins légistes, confirmons qu'il n'y a aucun signe de contusion ou de gonflement sur son œil et aucune fracture dans son crâne non plus* », a déclaré le directeur général.

Le rapport médico-légal a montré qu'il n'y a aucun signe de fracture du crâne, et l'autopsie pratiquée sur le corps d'Amini n'a révélé aucune hémorragie ou rupture de ses organes internes. Ces résultats montrent que sa mort n'est pas le résultat d'une force extérieure, mais il n'y a pas encore eu de révélations sur ce qui a entraîné sa mort.

La présidence iranienne et les autorités directement impliquées dans l'enquête sur l'affaire

Après l'incident, le président iranien Ebrahim Raïssi a appelé la famille d'Amini, jeudi, confirmant qu'il avait ordonné que l'incident fasse l'objet d'une enquête approfondie.

« *Votre fille est comme ma propre fille, et j'ai le sentiment que cet incident est arrivé à l'un de mes proches. Veuillez accepter mes condoléances* », a déclaré M. Raïssi à la famille d'Amini.

Un tweet sur le profil Twitter officiel de l'Iran indique que M. Raïssi a déclaré à la famille Amini : « *J'ai ordonné que l'incident fasse l'objet d'une enquête minutieuse afin qu'aucun droit ne soit violé.* »

Auparavant, le chef du pouvoir judiciaire iranien, Gholam-Hossein Mohseni Ejei, avait souligné que le pouvoir judiciaire enquêterait de près sur la mort de Mahsa Amini, assurant à sa famille qu'il avait ordonné aux organes judiciaires de mener une enquête approfondie sur cette affaire.

Il convient de noter que le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, a souligné mardi qu'*« une enquête a été ordonnée sur la mort tragique de Mahsa, qui, comme l'a dit le président, était comme nos propres filles* ».

Selon le ministre iranien, « *pour l'Iran, les droits de l'homme ont une valeur intrinsèque, contrairement à ceux qui y voient un outil contre des adversaires* », faisant allusion aux États-Unis.

Les États-Unis sanctionnent à nouveau l'Iran

Les États-Unis ont imposé jeudi des sanctions à la police de la moralité iranienne en raison d'allégations de mauvais traitements infligés à des femmes iraniennes, affirmant qu'ils tenaient cette unité pour responsable de la mort de Mahsa Amini en détention.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré dans un communiqué distinct que « *le gouvernement iranien doit mettre fin à sa persécution systémique des femmes et autoriser les manifestations pacifiques.* »

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a indiqué dans un communiqué que les hauts responsables désignés, en ce qui concerne les sanctions, comprenaient le chef de la police de la moralité, Mohammad Rostami Cheshmeh Gachi ; le commandant des forces terrestres de l'armée iranienne, Kiyumars Heidari ; et Esmail Khatib, le ministre iranien du Renseignement.

En outre, le Trésor a identifié d'autres personnes telles que Haj Ahmad Mirzaei, chef de la division de Téhéran de la police morale, Salar Abnoush, commandant adjoint du groupe paramilitaire Basij [l'une des cinq divisions du Corps des gardiens de la révolution islamique], ainsi que Qasem Rezaei et Manouchehr Amanollahi des forces de l'ordre iraniennes.

Le gouvernement américain a déclaré que tous les biens et intérêts des personnes citées qui relèvent de la juridiction américaine ont été interdits et doivent être signalés au Trésor. Les institutions financières étrangères qui, en toute connaissance de cause, facilitent une transaction importante ou fournissent des services significatifs aux individus sanctionnés peuvent être sanctionnées, a-t-il averti.

Pour la première fois, lorsqu'on lui a demandé si les États-Unis étaient prêts à fournir aux Iraniens des services Internet par satellite, un haut fonctionnaire du département d'État, s'adressant aux journalistes sous couvert d'anonymat, a déclaré : « *Nous examinons ce que nous pouvons faire pour apporter un plus grand soutien à ceux qui essaient de s'exprimer pacifiquement… et nous aurons davantage à dire dans les jours à venir.* »

L'Occident exploite la mort d'une jeune fille de 22 ans

Le New York Times a écrit sur « la mort vendredi d'une femme de 22 ans en Iran après avoir été détenue par la police des mœurs », affirmant que « *les unités de la police des mœurs appliquent arbitrairement les règles, et leurs tactiques vont des avertissements verbaux aux amendes monétaires, en passant par le fait de traîner violemment les femmes dans des fourgons pour les détenir.* »

Sur le même ton, France 24 a écrit : « *Une jeune femme iranienne est dans le coma et lutte pour sa vie après avoir été arrêtée à Téhéran par la police des mœurs de la République islamique*. »

Le Guardian, MondAfrique, The World Today et bien d'autres ont également adopté cette rhétorique et se sont empressés d'annoncer sa mort, tout cela dans le but de cibler les politiques internes de l'Iran, sans attendre la moindre réponse de la police ou des autorités officielles, ni même les résultats de l'enquête [et sans même mentionner la vidéosurveillance qui montre la totalité des faits, de l'arrivée de Mahsa Amini au commissariat à son malaise cardiaque].

L'envoyé américain en Iran, Robert Malley, a également saisi l'occasion et s'est joint à la campagne anti-iranienne, qui repose sur de fausses nouvelles, et s'est empressé de condamner les lois internes iraniennes dans un tweet : *« La mort de Mahsa Amini suite à des blessures subies en détention pour un hijab « inapproprié » est consternante. Nos pensées vont à sa famille. L'Iran doit mettre fin à la violence exercée contre les femmes pour avoir exercé leurs droits fondamentaux. Les personnes responsables de sa mort doivent rendre des comptes*. »

Propager l'iranophobie, qui est un plat de résistance de l'agenda occidental, n'est pas nouveau. Mais cette fois, malheureusement, l'Occident est allé jusqu'à exploiter la mort d'une femme innocente dans le but de politiser l'incident et de pousser plus loin sa propagande anti-iranienne, en fermant complètement les yeux sur la vérité.
L'histoire telle qu'elle est

Al Mayadeen a décidé d'enquêter sur le sujet et de faire toute la lumière sur cette histoire. Après avoir contacté plusieurs sources officielles en Iran, Al Mayadeen a appris qu'Amini n'avait jamais été agressée, battue ou maltraitée, et que la preuve en était les images de vidéosurveillance qui ont démenti les rapports occidentaux, démontrant sans appel qu'ils sont faux et fabriqués.

L'incident, enregistré par la vidéosurveillance, montre une femme officier de police s'approchant d'Amini et pointant du doigt son hijab. Amini et l'agent ont eu un désaccord verbal, après quoi l'agent a fait demi-tour et laissé Amini seule.

Une vidéo diffusée par les médias d'État iraniens montre les circonstances de l'incident à travers une combinaison de plusieurs clips de vidéosurveillance.

À ce moment-là, et sans qu'aucune altercation physique n'ait eu lieu entre les deux personnes, contrairement aux médias occidentaux qui affirment qu'Amini a été brutalement battue, Amini s'est évanouie et il a été rapporté plus tard qu'elle est tombée dans le coma. On peut voir la policière se précipiter pour soutenir Amini et l'empêcher de tomber. Amini a ensuite été transférée à l'hôpital pour y être soignée.

La vidéo montre qu'il n'y a eu aucune violence, aucun passage à tabac et qu'aucune arrestation n'a été effectuée. Des sources officielles ont déclaré à Al Mayadeen qu'Amini avait une tumeur au cerveau et qu'elle suivait un traitement depuis un certain temps avant l'incident. Les dossiers médicaux confirment les multiples visites d'Amini à l'hôpital pour y être soignée. (Des informations démenties par le père de la jeune femme, qui a assuré que sa fille était « *en parfaite santé* ». - 20minutes.fr 27 septembre 2022. Quelle source ? Aucune. – J-C)

Même France Info est obligée de faire état de cette vidéo.

La télévision officielle montre des images de vidéo-surveillance où l'on voit une femme, présentée comme Mahsa, s'effondrer toute seule au commissariat sans qu'il y ait eu aucun contact physique

avec la police. Des images qui ne suffisent pas à convaincre dans un pays où l'opinion est habituée aux manipulations de tous ordres. francetvinfo.fr 21 septembre 2022

C'est fou le nombre de dirigeants du vieux monde impliqués dans l'instauration du nouvel ordre totalitaire de Davos qui sont animés de bonnes intentions envers les femmes.

Sans rire, dans Wikipédia où les faits sont falsifiés dans des proportions difficiles à imaginer.

Des personnalités politiques ont réagi à la mort de Mehsa Amini telles que : Bill Clinton, Hillary Clinton, Nancy Pelosi, Farah Pahlavi, Masoud Barzani, Justin Trudeau, Masud Gharahkhani, Annalena Baerbock, Melanie Jolie, etc.

Mais aussi :

Olaf Scholz, Chancelier allemand, Joe Biden, Président des États-Unis, Antony Blinken, secrétaire d'État américain, Josep Borrell, responsable de la politique étrangère de l'UE, Javaid Rehman, rapporteur spécial des Nations unies, le ministère français des Affaires étrangères.

Et leurs incontournables acolytes qu'on ne présente plus ou la caution morale de tous leurs crimes :

Amnesty International, Human Rights Watch, les Nations Unies, le groupe de pirates informatiques Anonymous.

Après les sanctions contre la Russie, au tour de l'Iran son allié.

La France examine avec ses partenaires de l'Union européenne les options disponibles en réaction à ces nouvelles atteintes massives aux droits des femmes et aux droits de l'Homme en Iran. diplomatie.gouv.fr 26 septembre 2022

A ceux qui se faisaient des illusions sur Sud-Radio.

L'édito de Lydia Guirous - "*Masha Amini : ce qui se passe en Iran peut arriver chez nous*" - sudradio.fr 20 septembre 2022

Masha Amini, 22ans, est morte après avoir été arrêtée et tabassée à mort par la police des mœurs iranienne. sudradio.fr 20 septembre 2022

Ils nous feront le coup du « *Printemps Arabe* », des « *révolutions de couleur* » orchestrées par la NED-CIA ou l'Etat profond américain.

J-C – Rappel. Ce sont les mêmes qui ont fabriqué et armé les Talibans, al-Qaïda, l'Emirat Islamique, le Front al-Nosra, etc. qui entretiennent des relations commerciales, politiques et militaires avec les régimes féodaux ou barbares du Golfe persique, Arabie Saoudite et Qatar en tête, qui sont réputés pour le sort juste et envié qu'ils réservent aux femmes, considérées inférieures à leurs chameaux.

Iran : la mort de Mahsa Amini embrase les réseaux sociaux - information.tv5monde.com 22 septembre 2022

La mort de Mahsa Amini a fait réagir jusqu'à la Maison Blanche. Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale s'est dit « *profondément préoccupé par la mort de Mahsa Amini, 22 ans, qui aurait été battue en garde à vue par la police des mœurs iranienne* » et a qualifié le décès de la jeune femme d'« *impardonnable* ».

J-C – Quand ils prennent les désirs de leurs maîtres pour la réalité.

- Mercredi 21 septembre, Mahmood Amiry Moghaddam, le directeur de l'ONG Iran Human Rights, a estimé que ces manifestations nationales étaient « *peut-être le début d'un grand changement en Iran* »**.**

J-C – Observez l'orientation de cet entretien et des questions posées, elles sont révélatrices.

Mahnaz Shirali, écrivaine, docteure en sociologie et spécialiste de l'Iran décrypte la situation pour *Ouest-France*.

Ouest-France. - Peut-on dire qu'il s'agit d'une forme de Printemps arabe ?

J-C – Qu'est-ce qu'ils reprochent aux autorités iraniennes, devinez ?

Mahnaz Shirali - Pour le vaccin par exemple, le guide de la Révolution, Ali Khamenei, a dit aux Iraniens qu'ils **«** *n'avaient pas besoin de vaccin* **»**.

Ouest-France. - Ces manifestations peuvent-elles aboutir à un changement de régime ou, du moins, à un changement de sa politique ?

Mahnaz Shirali - Les Iraniens espèrent également qu'advienne une solidarité des sociétés démocratiques envers eux, envers leur combat, envers leur révolte. Parce que leur révolte est une révolte pour le droit des femmes, pour les droits humains, pour la liberté et pour la démocratie. ouest-france.fr 22 septembre 2022

J-C – Ce qui s'est produit au cours des années antérieures a suffisamment montré en Egypte, en Tunisie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, dans les ex-républiques de l'URSS, que tout mouvement social piloté par les ennemis des peuples.

La question impolitiquement correcte.

« *Pourquoi ne pas appeler à la même chose pour ceux et celles qui perdent leurs vies aux mains des forces de l'ordre à travers l'Occident – Europe, Amérique du Nord, les États-Unis* » s'est interrogé le président iranien dénonçant l'hypocrisie de l'Occident. lavoixdunord.fr 22 septembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 septembre 2022.

J'ai failli me faire piéger par plusieurs articles dont le contenu me semblait tendancieux. Après réflexion dans le doute, j'ai préféré ne pas y faire référence. Cela concerne tous les blogs où je récupère des infos, hormis le Réseau Voltaire qui dans le passé, c'était fait piéger aussi avant de rectifier. On doit redoubler de vigilance en temps de guerre.

Plus que jamais.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Hommage à Jean-Luc Godard.

J-C – Il était contesté ou détesté par ceux qui préfèrent obéir que réfléchir. C'est un fait qu'il s'adressait plus à la conscience des hommes ou à leur inconscience plutôt qu'à leurs émotions. Dans un entretien il dira que « *tout est fait de rapports* » et que c'est ce qu'il a essayé de mettre en images, à sa façon se fut un dialecticien. Laissons-lui la parole.

Jean-Luc Godard en 2014 (?) : Claude Lefort disait : "*Les démocraties modernes en faisant de la politique un domaine de la pensée séparé, prédisposent au totalitarisme*." Eh bien voilà, on est dans une phase de l'humanité relativement totalitaire à cause de la langue qui n'est pas le langage. Entendez par là, qu'elle est très souvent étrangère à la réalité ou coupée d'elle…

Mais aussi : « *Etre propriétaire de ses idées ce n'est pas très intéressant, puisque les idées c'est plutôt intéressant à partager.* » On ne lui fait pas dire. Ceux qui polémiquent à l'infini comme des chiffonniers et qui tiennent absolument à avoir toujours raison, pensent manifestement le contraire. On a plutôt l'impression que leurs idées leur appartiennent, du coup, même lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils sont dans l'erreur, ils s'y accrochent et refusent d'en changer par crainte de perdre quelque chose, quoi, certainement pas leur indépendance ou leur esprit critique, puisqu'ils démontrent qu'ils n'en ont pas.

"*Aucune cérémonie officielle n'aura lieu. Il sera incinéré*", a succinctement expliqué le communiqué signé par sa femme Anne-Marie Miéville et ses producteurs.

Les obsèques de Jean-Luc Godard se feront dans la plus stricte intimité, a priori sans hommage national ou politique. Conséquemment, la famille n'a annoncé ni date ni lieu...

«*Le corps était fatigué. Il ne suivait plus», a expliqué un proche. «Il ne pouvait plus vivre normalement en raison de diverses pathologies. Et je pense que pour un homme qui était aussi indépendant, aussi intègre, c'était une entrave majeure de ne pouvoir disposer de ses moyens physiques comme tout un chacun.*»

Jean-Luc Godard, décédé mardi 13 septembre à 91 ans à Rolle (VD), filme avec la volonté de capter l'instant. Il met sa caméra au service «*des nuances et des sous-entendus, bref, des comparaisons inattendues qui déclenchent une véritable réflexion*»

Le secret du Godard de la Nouvelle vague est là. Il filme des tempéraments. Il raconte plus qu'il ne met en scène. Les codes du cinéma ont été dynamités. La folie est gravée sur la pellicule.

Il ne croit pas aux scénarios léchés, retravaillés, ficelés au point d'être ligotés. Ce Suisse de parents français veut filmer la réalité au plus près parce qu'elle contient tous les ingrédients de la fiction.

Belmondo-Godard. « *Tout le film a été tourné d'une manière très libre, racontait l'acteur à propos de 'A bout de souffle'. On arrivait le matin vers 9 heures ou 10 heures. On allait prendre notre café-crème avec Jean au café du coin et dans l'arrière-salle, Jean-Luc écrivait le dialogue. Quand c'était prêt, il nous lisait d'abord la scène une fois.* » Frénésie de l'immédiateté. « *On disait aussi des phrases à nous si ses dialogues ne nous plaisaient pas. Il faisait partir la caméra* », poursuivait Belmondo.

C'est là que la dynamite explose. Rien n'est prévu. L'instant domine. Trois ans plus tard, le réalisateur suisse tourne « *Le mépris* », son film célèbre avec Michel Piccoli et Brigitte Bardot. L'acteur français lâche cette phrase: « *J'ai remarqué que plus on est envahi par le doute, plus on s'attache à une fausse lucidité d'esprit avec l'espoir d'éclaircir par le raisonnement ce que le sentiment a rendu trouble et obscur.* » Des mots qui, rétrospectivement, racontent aussi le cinéma d'un certain… Jean-Luc Godard. www.blick.ch 13 septembre 2022

Jean-Luc Godard, Daring Director Who Shaped the French New Wave, Dies at 91

https://www.youtube.com/watch?v=A1oVu4zDPvo

Jean-Luc Godard (1930-2022)

https://www.youtube.com/watch?v=8aljc_5nBf4

2000-2022 les années de toutes les coïncidences... ou de tous les virus ! La cible, viande et laitage, cela vous dit quelque chose ?

J-C - A moins que ? Il y a environ 200 millions de vaches en Inde, on nous dit que 2 millions sont malades, cela représente 1% du cheptel, que dal en somme ! Oui mais l'effet d'annonce est là pour perpétuer indéfiniment la psychose collective en occident, car ici en Inde elle n'existe pas, capito ?

Rien ne dit non plus, qu'ils n'auraient pas décidé de faire crever nos vaches, ils sont bien capables de plastiquer un gazoduc ou de déclencher une guerre mondiale !

Inde: des dizaines de milliers de vaches et de buffles meurent à cause d'une maladie virale - BFMTV 1 octobre 2022

Des bovins qui meurent par milliers. En Inde, de nombreux agriculteurs voient leurs vaches et buffles tomber comme des mouches à cause d'une maladie virale. Selon Associated Press, déjà 100.000 vaches sont mortes et 2 millions sont malades.

Cette maladie, la dermatose nodulaire, se transmet via les insectes, les moustiques ou les tiques, qui sucent le sang des mammifères. Les vaches infectées ont alors de la fièvre et se retrouvent avec des kystes sous la peau.

La maladie provoque aussi une baisse de la production de lait, des problèmes de naissance, et amaigrit fortement les animaux. Les premiers cas ont été détectés en Asie en 2019, avant de se propager en Inde, mais aussi en Népal et en Chine.

Le virus est désormais présent dans 15 États de l'Inde. Le Rajasthan occidental est le plus touché par l'épidémie où 60.000 bovins sont décédés et 1,4 million sont infectés. Dans le pays, le nombre de décès a presque doublé depuis trois semaines, selon l'agence de presse Trust of India.

"*La maladie est contagieuse. Il se déplace maintenant de l'ouest vers l'est*", a averti Narendra Mohan Singh, directeur du département de l'élevage de l'État du Rajasthan. BFMTV 1 octobre 2022

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1- Avertissement. Sémantique orientée. Que craignent-ils ?

– les conditions se détériorent CONTRE les conditions s'améliorent

– le pire CONTRE le meilleur

– risque (X3) CONTRE chance

– perturbateurs CONTRE salvateurs

– troubles civils (X7) CONTRE révolution sociale

2- On pourrait se demander pourquoi les régimes féodaux et archaïques, ceux parmi les pays les plus pauvres ou sous-développés, ou encore les plus antidémocratiques ou despotiques, impérialistes, belliqueux ou guerriers, ont-ils tant besoin de la religion pour gouverner ou ils s'en servent comme caution morale pour justifier tous leurs méfaits. C'est à croire en dernière analyse, que c'est là que se tiendrait cachée l'origine secrète de leur légitimité que personne n'osera contester, dès lors que la religion n'a pas d'existence en dehors de celle que les hommes ignorants veulent bien lui attribuer.

Il n'y a rien de plus incongrue ou paradoxale que la religion à notre époque, dans la mesure où chacun est à même de constater quotidiennement par soi-même, que sa condition matérielle dépend de facteurs sociaux aussi palpables que le fait par exemple, qu'on ne peut pas survivre si on ne travaille pas ou si on ne dispose pas d'un revenu décent ou éventuellement profiter du travail d'autrui pour ce qui concernent les rentiers.

Les croyants pratiquants, d'après ce que j'observe autour de moi (dont ma compagne), il s'agit de pauvres évidemment, sont malheureux du sort que les hommes leur ont réservé, du coup il trouvent dans la religion le bonheur que les hommes leur ont refusé, c'est de cette manière ou confusément que s'exprime leur conscience de classe ou plutôt leur absence de conscience de classe qu'instrumentalisent les classes supérieures qui elles disposent d'une conscience de classe, pour les maintenir dans l'ignorance et continuer de les exploiter et de les opprimer.

3 - Toutes leurs conneries, féminisme, écologie, mariage des homos, GPA-PMA, LGBT, Charlie, et tout le reste, les prolos s'en contrefoutent, pour eux c'est un luxe de nantis et ils ont raison.

Ils pleurent sur le sort réservé aux migrants, alors qu'ils soutiennent les pro-impérialistes colonisateurs qui en portent la responsabilité. Si un prolo leur dit qu'il s'en fout, ils vont le traiter de dégueulasse, de sale raciste ou xénophobe, ce qui est injuste puisqu'ils font mille fois pire !

Ces salopards estiment normal à l'instar de Macron, qui a sorti récemment qu'il fallait intégrer plus rapidement les migrants, donc leur trouver un logement et un travail plus vite. Comment doit prendre cela le prolo qui attend un logement depuis des années et qui est au chômage depuis 1 ou 2 ans ? Ce sont ces ordures qui le pousse à en faire des boucs émissaires, avec l'extrême droite en embuscade, le SAV de Renaissance, EELV, PS, LFI ou Nupes si vous préférez.

Est-ce que je vais garder mon boulot ou en trouver, comment on va faire pour payer cette facture, sur quoi rogner encore pour finir le mois, etc. C'était mon milieu autrefois en France, c'est celui en Inde de tous les gens que je connais sans exception. Parlez-leur du village qui est dégueulasse, une décharge, ils s'en foutent, des hordes de chiens qui hurlent la nuit, ils s'en tapent, de la route qui mène au village et qui est complètement défoncée, même topo et ainsi de suite. Parlez-leur du prix de l'essence, de l'huile, du gaz, de l'électricité, etc. comment on peut les économiser, voilà qui leur cause. Quels remèdes naturels gratuits pour se soigner, comment éviter de dépenser du fric inutilement, quelques trucs pour se faciliter la vie, voilà qui les branche.

EELV, le PS et leurs satellites n'appartiennent pas au même monde que nous, en plus ils figurent de l'autre côté de la barricade pour faire bref !

4- THE JERUSALEM POST'S 50 Most Influential Jews of 2022

https://www.jpost.com/50-most-influential-jews-2022

1- Volodymyr Zelensky - Ukraine's champion
2- Yair Lapid - Israel's prime minister
3- Elisabeth Borne - France's premier
5 - N'avoir ne serait-ce qu'un soupçon de doute n'est pas permis, c'est déjà se compromettre gravement. En France on a déjà un président d'extrême droite, l'étiquette ou le drapeau en moins, édulcoré extrême-centre, mais apparemment il y en a qui n'ont toujours pas compris ce que cela impliquait, après ce qu'ils ont vécu depuis mars 2020. C'est cela le plus inquiétant.

- *L'Italie est le premier grand pays européen à afficher un rejet aussi clair de l'idéologie mondialiste pour choisir son nouveau gouvernement.*

Ca c'est du libertarianisme ou libertarisme pur jus !

Giorgia Meloni a été recruté par l'Aspen Institute en février 2021.

Aspen Institute.

Mouvement : Atlantisme

Siège : Washington

Pays : États-Unis

Sponsors.

Carnegie Corporation of New York, Rockefeller Brothers Fund, fondation Bill-et-Melinda-Gates, Lumina Foundation (en), Fondation Ford (Source : Wikipédia)

Lu.

France.

- L'équilibre financier du système de retraite n'est pas menacé : plus de 30 milliards de fonds de réserve, plus de 116 milliard dans les caisses des complémentaires et un apport annuel de « 24 milliards d'euros » par la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Ils ont soutenu les barbares de Daesh qui tranchaient en public des mains, des bras, des têtes et les exposaient comme des trophées de guerre. Ils ont semé la terreur et la désolation en bombardant des pays qui ne leur avaient pas déclaré la guerre (Contrairement à l'Otan contre la Russie au passage). Qui a oublié ? Personne. Ils ont montré l'exemple. Généralement tout ce qu'ils imputent au peuple vient d'en haut, de ceux qui détiennent le pouvoir, il les imite.

Insécurité: David Lisnard pointe un "*échec national*" et évoque la "*décivilisation*" des plus jeunes - BFMTV 28 septembre 2022

Sur RT j'ai visionné quelques très courtes vidéos des manifs qui ont eu lieu en France le 29 septembre, on aurait cru des processions funèbres...

https://francais.rt.com/france/101336-salaires-inflation-retraites-journee-mobilisation-tout-hexagone

Lu dans un article du Point. Des millions ne mangent pas à leur faim ou correctement en France.

- Alors que le budget moyen consacré aux achats alimentaires est de 407 euros par mois en France, près d'un consommateur sur quatre dépense moins de 200 euros. lepoint.fr 29 septembre 2022

J-C - Ils n'ont pas précisé pour combien de personnes. On peut donc en déduire qu'un quart de la population ne mange pas à sa faim ou est en état de sous-alimentation, se nourrit comme elle peut pour satisfaire sa faim en ayant de préférence une alimentation déséquilibrée nuisible à sa santé, et par conséquent elle est obligée de réaliser des économies sur l'alimentation pour honorer ses

charges incompressibles (loyer, électricité, gaz, essence, eau, téléphone, Internet, assurance, etc.) et ne pas se retrouver exclue de la société ou clochardisée…

Ceci explique cela.
- Réformer le marché de l'électricité, voilà le souhait d'Emmanuel Macron mais aussi celui d'Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, qui l'a formulé dans un discours début juin 2022. C'était une demande de la France au sein des 27 Etats membres. LePoint.fr

Fake news ou propagande de guerre

- L'Europe traverse actuellement une crise énergétique, conséquence directe de la guerre en Ukraine. AFP.

Un internaute : En réalité, c'est l'UE vassale de Washington, qui a décidé de ne plus acheter du gaz à la Russie, et qui par conséquent a déclenché une crise énergétique.

Ce sabotage ne permet plus à la Russie de faire pression sur l'U.E. en ouvrant ou en fermant les vannes des pipelines de gaz.

Ce qui est tout bénéfice pour les USA car les pays de l'U.E deviennent de facto dépends des US sur tous les plans. Les pays de l'U.E ne pourront plus se libérer de la tutelle US

Un autre internaute : Pour être clair, afin que je sois compris par tous, un gazoduc qui pouvait être fermé et rouvert constituait pour la Russie un moyen de pression qui lui donnait un certain pouvoir de négociation. Un gazoduc détruit ne donne aucun moyen de pression à la Russie. C'est vraiment élémentaire. On ne peut pas faire abstraction de cela.

Allemagne.

- Des milliers de personnes à Gera en Allemagne contre la politique d'Olaf Scholz et l'explosion des prix de l'énergie et du gaz. Ils exigent la fin des sanctions contre la Russie et la réouverture du gazoduc Nord Stream 2. Des manifestations également dans d'autres villes allemandes, mais les médias de l'UE les censurent.

Un jour après les manifestations, les pipelines ont été sabotés.

Iran.

- La leader des protestations Masih Alinejad n'est autre qu'une fonctionnaire américaine qui travaille à l'US Agency for Global Media.

Féministe et prostituée.

Léna Situations en string et fesses apparentes, Thylane Blondeau divine en body transparent pour Etam - Purepeople

MMA : La combattante Helen Peralta arrive seins nus à la pesée pour protester contre Disney (VIDÉO) - Programme TV 29 septembre

Son fiancé l'abandonne le jour du mariage, elle décide de se marier seule - Yahoo

Bérengère Krief a annulé son mariage : "*Au fond de moi je n'avais pas envie*" - Yahoo

Monica Bellucci : 58 ans et prête à vieillir seule… Elle parle d'amour : « *Ce que j'attends d'un homme a changé, je sais très bien vivre avec moi-même* » - femina.fr

J-C – D'après vous, servent-elles les intérêts des femmes ou l'inverse ? Ils les rendent détestables et c'est voulu, voilà à quoi servent ces connasses.

Théorie du genre et business du désarroi personnel et sociétal par le Dr Nicole Delépine.

Il est désormais de notoriété médiatique que considérer qu'un homme est un homme et une femme est une femme est conservateur. Et comme a expliqué A. Buzyn : « *un oncle peut être la mère…* ». D'ailleurs, regardez les cartes d'identité instituées par l'UE avec un être humain d'un nouveau genre si l'on peut dire sans humour déplacé. Quant aux Polonais, Hongrois ou Russes, puisqu'ils ne cautionnent pas cette théorie, ils ont déjà subi la même qualification de réactionnaire dans nos médias.

https://reseauinternational.net/theorie-du-genre-et-business-du-desarroi-personnel-et-societal/

Quand la chair à canon ukrainienne ne leur suffit pas.

Le Sénat publie un rapport accablant sur l'industrie de la pornographie - lejdd.fr 28 septembre 2022

Depuis l'apparition, au milieu des années 2000, de grandes plateformes de streaming sur Internet, la diffusion de contenus pornographiques est devenue massive, ce qui a « *contribué à la recrudescence de contenus de plus en plus 'trash' et violents, sans aucun contrôle ni considération pour les conditions dans lesquelles ces contenus sont produits* », dénoncent les autrices. « *Les producteurs ne craignent pas d'exploiter la vulnérabilité économique et psychologique de femmes jeunes, voire très jeunes, et de réaliser des tournages dans des conditions déplorables* », ajoutent-elles.

« *Violences systémiques* », « *femmes exploitées », mineurs « exposés à des contenus traumatisants* », le gouvernement doit mener la charge contre les dérives de l'industrie du pornographie pour en faire une « *priorité de politique publique et pénale* », estiment les sénatrices.

Face à des productions « *qui atteignent le paroxysme de la violence* », la société doit réagir en renforçant la répression pénale contre les responsables de cette industrie, en « *favorisant*

l'émergence de plaintes des victimes », et en imposant aux plateformes de supprimer gratuitement les vidéos lorsque les femmes en font la demande, préconisent les élues. Actuellement, lorsqu'une femme abusée demande la suppression d'une vidéo dans laquelle elle apparaît, les producteurs lui réclameraient entre 3 000 et 5 000 euros, « *soit dix fois plus que la rémunération obtenue pour la scène tournée* », pointe le rapport.

Les sénatrices formulent plusieurs propositions pour empêcher les mineurs d'accéder aux contenus pornographiques sur Internet. Les autrices souhaitent ainsi un renforcement des pouvoirs de l'Arcom (ex-CSA) pour imposer des amendes « *dissuasives* » aux sites pornographiques accessibles aux mineurs, et le gouvernement doit imposer le « *développement de dispositifs de vérification d'âge* » et « *mener une campagne de communication autour des dispositifs de contrôle parental* ».

Alors que deux tiers des jeunes de moins 15 ans ont déjà eu accès à des images pornographiques, la lutte doit aussi passer par l'éducation, estiment les parlementaires, pour qui la « *marchandisation des corps* » et la pornographie devraient être abordées dans les établissements scolaires, dans le cadre de séances d'éducation à la vie sexuelle et affective.

Ils en sont là ! Vous n'avez pas envie de leur pisser dessus ? Lui, il a finalement chié dans son froc, il ne vaut pas mieux ! Trop propre sur eux pour être honnête.

"*Vous n'allez pas faire pipi dans votre culotte*" : l'attaque sexiste de l'adjoint au maire de Metz contre une élue de l'opposition - BFMTV 30 septembre 2022

Une remarque particulièrement sexiste en plein conseil municipal à Metz. "*Vous n'allez quand même pas faire pipi dans votre culotte devant tout le monde-là*", a déclaré Khalifé Khalifé, premier adjoint au maire. La personne visée : Charlotte Picard, une élue d'opposition. Cette dernière a réagi immédiatement : **(J'aurais ajouté : vous n'allez pas nous chier une pendule ! – J-C)**

"*Monsieur le premier adjoint votre réflexion est totalement irrespectueuse."*

"*Ah bon ?*", lui répond Khalifé Khalifé comme si de rien n'était. D'autres voix se font entendre : "*Auriez-vous dit la même chose à un homme ?*" Charlotte Picard prend de nouveau la parole.
"*Je pense qu'il n'y a pas besoin de parler de mon corps et de mon urologie au sein du Conseil municipal, Monsieur le premier adjoint*", dit la socialiste. **(Elle ne se sent plus pisser ! – J-C)**

Réponse de l'intéressé dans la foulée : "*Je parle de votre comportement [...] je vous ai écoutée sans moufeter alors que je n'étais pas d'accord, mais là vous êtes en face de moi et j'ai vu directement votre comportement*".

Charlotte Picard lui demande ensuite des excuses pour "*l'expression [qu'il a] utilisée*". "*Vous m'excusez mais elle tombait tellement bien*", rétorque Khalifé Khalifé avant de finalement s'excuser.

"*Rappeler une conseillère municipale sur le fait qu'elle ferait pipi dans sa culotte c'est infantilisant et rabaissant*", déclare ensuite Marine Veronneau, membre du même groupe municipal que Charlotte Picard. **(Leur comportement envers la population durant les 2 dernières années n'aurait-elle pas été infantilisante et rabaissante ou pire encore criminelle ? – J-C)**

Et de poursuivre : "*Vous devez présenter vos excuses. On vous l'a demandé et vous avez le culot de renchérir sur le fait [que votre expression] est tombée à point nommé*".

"*Je suis terriblement choquée*", insiste l'élue.

"*Ah écoutez, ça se soigne Madame Veronneau*", répond Khalifé Khalifé, indiquant qu'il a déjà présenté ses excuses. La goutte d'eau fait déborder le vase.

L'opposition de gauche revient finalement dans la salle. Et le premier adjoint consent à s'excuser de nouveau pour apaiser les tensions.

"*Je suis désolé, madame Picard, si mes paroles vous ont offensée. Ce n'était ni pour vous rabaisser, encore moins pour vos insulter. Je vous renouvelle mes excuses*", consent le premier adjoint. BFMTV 30 septembre 2022

J-C - Jusqu'à récemment encore, chacun avait le loisir avec une certaine légèreté ou insouciance de se moquer d'autrui, de critiquer ou médire sur son voisin, tout le monde ou la terre entière sans pour autant être cloué au pilori, sans s'exposer à un lynchage public, faire l'objet de poursuites judiciaires, d'une plainte en diffamation, d'une condamnation ou risquer d'être sévèrement réprimé pour finalement des paroles, qui certes pouvaient s'avérer blessantes ou injustes, mais toutefois relativement insignifiantes, dont la portée demeurait circonscrite ou ne portait pas à conséquence.
L'intention de nuire à une personne en particulier ou à une communauté était jugé mineur ou sans conséquence, chacun admettant implicitement que les mots pouvaient dépasser la pensée de celui qui les avaient prononcés, et qu'une certaine tolérance devait être de mise pour ne pas transformer la société toute entière en un immense champ de bataille, du fait que même si des paroles pouvaient avoir un caractère diffamatoire, elles dénotaient surtout une personnalité plutôt rustre, stupide, bref, elles n'étaient pas à l'avantage de son auteur, et c'était suffisant pour en rester là.

Toutes les interprétations ou tous les niveaux de conscience se côtoyaient, ils étaient tolérés, or ce n'est plus le cas. Dorénavant, la totalité de la population est priée d'adopter l'interprétation que le législateur a retenue, de se hisser à son niveau de conscience, ses vœux sont des ordres ! On a donc glissé dans une société de type policière, totalitaire, où le seul fait de dévier de la pensée unique est considéré comme un délit méritant un châtiment qui peut aller jusqu'à l'emprisonnement ou l'excommunication qui équivaut à un bannissement définitif comme au temps de l'Inquisition, du fascisme ou du nazisme.
Vous êtes littéralement traité comme un pestiféré, un vaurien, un criminel de droit commun, dont la seule faute aura été de croire qu'il était possible de s'exprimer librement, sans se soucier de l'évolution de la crise du capitalisme et de quelle manière elle allait contribuer à modifier les rapports entre les classes, ainsi que l'Etat bonapartiste, tenté de recourir de plus en plus souvent à des méthodes dignes du fascisme pour appliquer le programme de l'oligarchie financière.

La rédaction d'Informations ouvrières (IO). (n°724) (POI)

Réaction à l'affaire Adrien Quatennens.

IO- Prendre un fait, aussi condamnable soit-il, le grossir autant que de besoin, l'amalgamer avec des possibles que rien ne confirme, à partir de cela encamisoler dans une catégorie... cela porte un nom : procès d'intention, procès en sorcellerie, inquisition.

J-C - Vous dites "*un fait, aussi condamnable soit-il*", donc vous vous permettez de le juger, c'est bien cela n'est-ce pas ? Dès lors qu'est-ce qui interdirait à n'importe qui d'en faire autant ? Ah vous n'y aviez pas pensé, une fois de plus ou de trop, hélas !

Vous avez mis le doigt dans un engrenage infernal destiné à terme à broyer ses victimes en recourant à des moyens déloyaux de nature autoritaire ou relevant d'un abus de pouvoir caractérisé.

Et vous vous étonnez de la tournure que cela prend ? Pire, vous en êtes effrayés, du coup vous ne savez plus à quel sauveur suprême vous en remettre. Bref, vous vous enfoncez un peu plus dans l'opportunisme, alors que vous aviez une occasion d'en sortir, dommage !

IO- François Mitterrand, très apprécié de la LFI et aussi dans la Nupes (dont fait partie le POI - J-C), avait déclaré à propos d'une campagne ciblant un de ses compagnons et ministre : « *On a jeté cet homme aux chiens* ».

J-C - Mitterrand avait fait allusion au suicide ou assassinat (?) le 1er mai 1993 de l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy.

C'est vrai qu'avec une telle référence, il va être bien défendu Adrien Quatennens ! Pour un peu il pourrait finir comme Pierre Bérégovoy, ce qu'on ne lui souhaite pas, et si cela se produisait, gageons que tous ceux qui l'ont vaillamment soutenu en lui appuyant sur la tête trouverons comme Mitterrand des boucs émissaires sur lesquels se défausser, pour qu'on ne leur attribue aucune responsabilité dans cette fin tragique. Ils sont à vomir décidément.

Ces gens-là ne sont responsables de rien, la preuve. Mais alors à quoi servent-ils, pour qui roulent-ils ? La réponse.

IO- Questions à Jérôme Legavre, député (ex-enseignant - J-C) LFI-Nupes de Seine-Saint-Denis, militant du POI.

D'accord, mais on pourrait te faire cette objection : il y a quand même un agresseur et un agressé.

Factuellement, c'est Poutine qui a ordonné à son armée, à ses tanks de franchir la frontière ukrainienne. C'est un fait. Et évidemment, c'est inacceptable. (...)

Dès qu'on s'interroge, dès qu'on met en cause, par exemple le rôle pourtant majeur de l'Otan, dès qu'on met en cause les livraisons d'armes en quantités toujours plus importantes au régime de Zelensky, immédiatement la sanction tombe : on est accusé d'être pro-Poutine. Fin du débat. (...)

Quand on dénonçait l'intervention franco-britannique en Libye, on était suspecté de complaisance pour le régime de Kadhafi. Je ne suis pas d'accord, pas d'accord du tout

J-C - Pour eux tous les régimes arabes laïcs au Moyen-Orient et les barbares issus d'al-Qaïda fabriqués et armés par les Américains et les Britanniques notamment se valaient. C'est une constante au POI. Si vous n'en êtes pas convaincus, ils vous répondront que vous êtes de mauvaise foi. En réalité, ils pratiquent la même méthode de dissuasion que les sectes ou les régimes autoritaires. Vous comprenez pourquoi j'ai totalement rompu avec ce courant politique.

Maintenant, ouvrez vos yeux, voyez par vous-même, entre le régime qui existait en Lybie à l'époque de Kadhafi, qui était réputé comme le plus ou parmi les plus sociaux ou progressistes au

monde, y compris à ses heures perdues par l'ONU, je ne plaisante pas, et le régime actuel où les conditions d'existence des Libyens a régressé de 50 ans. Bref, était-ce du pareil au même, ces deux régimes devraient-ils être caractérisés de la même manière ? Les faits prouvent suffisamment le contraire, sauf pour le POI apparemment, ils s'en foutent de ce vit le peuple libyen.

Ils croyaient qu'en refusant de caractériser tel ou tel régime ou parti politique, personne ne pourrait les accuser de quoi que ce soit, au passage, quel courage ! Tout le monde serait dupe de leur double jeu. Ils ne soutiennent ni l'OTAN ni Poutine par exemple, ils les renvoient dos-à-dos, ce sont de courageux internationalistes, la preuve au bout de 8 ans de guerre du régime néonazi de Kiev ou de l'OTAN contre la population russophone de l'est de l'Ukraine, et entre 13 et 20.000 civils morts, ils commettent l'exploit de continuer de l'ignorer, mais là pas pour imputer cette guerre à l'OTAN mais bizarrement à la Russie.

Dans le même registre ils ont un autre coup à jouer : Ni les citoyens ou travailleurs russes ou ukrainiens n'ont intérêt à cette guerre. Qui a priori serait favorable à une telle guerre, aucun des habitants des deux pays évidemment. Et alors, où est le lézard ou l'embrouille ? C'est que des deux côtés l'enjeu n'est pas du tout le même, bien qu'il présente des particularités communes, toujours est-il que la victoire ou la défaite de l'Ukraine ou de la Russie n'aurait pas du tout les mêmes répercussions à l'échelle mondiale, puisque l'Etat mafieux, corrompu, dégénéré et criminel de Kiev, vassal des Etats-Unis, pourrait continuer d'exister, tandis que la Fédération de Russie serait menacée de dislocation préfigurant celle à suivre de la Chine entraînant des bouleversements à l'échelle de l'économie mondiale, pendant que le gouvernement mondial du nouvel ordre mondial totalitaire tant souhaité par Davos se mettrait en place, ce dont on devrait vouloir éviter par n'importe quel moyen, y compris s'il le fallait soutenir la Russie contre l'OTAN flanquée de ses hordes de nazis, exactement comme Marx et Engels l'avait fait autrefois de façon ponctuelle et très circonscrite.

Au POI, ils ne pourraient pas adopter cette analyse et cette position, parce qu'en rejoignant le panier de crabes de la Nupes, ils ont perdu définitivement toute indépendance politique, ils sont morts pour notre cause.

IO- Si je te comprends bien, Poutine, Zelensky, même combat ?

Poutine est à la tête d'un régime qui défend, de manière exclusive, les intérêts d'une oligarchie mafieuse, prédatrice dont le moteur et la raison sociale sont le pillage, la liquidation de tous les droits, de toutes les conquêtes sociales. Zelenskyen Ukraine fait la même chose.

J-C - C'est exactement ce que je viens d'expliquer.

IO-Mais alors, on laisse faire ? On arrête les livraisons d'armes ?

(...)

Et d'abord, à qui livre-t-on des armes ? Je comprends totalement la rage, la hargne des Ukrainiens face à l'invasion de leur pays. L'Ukraine est une nation. Mais vous pensez sérieusement que Zelensky défend le peuple ukrainien ? Soyons sérieux ! Il est le représentant d'un système qui amasse des fortunes colossales sur la base du pillage et de la destruction de tous les droits.

IO- Et comment qualifierais-tu le régime de Zelensky ?

Chaque année, l'Organisation internationale du travail (OIT) fait un classement des différents pays en ce qui concerne le respect des droits des travailleurs.

J-C - Et il a poursuivi dans le même registre refusant de livrer une caractérisation politique du régime néonazi de Kiev, vous avouerez que c'est délibéré. Pas étonnant quand on a rejoint la Nupes !

IO- La prochaine session parlementaire va s'ouvrir dans quelques jours. Comment vois-tu les choses ?

La bagarre va être rude...

J-C - Ne vous faites pas trop mal quand même ! Passionnant, on lui fait confiance ! Je me demande si leurs électeurs avaient bien compris pour qui ils allaient voter.

Totalitarisme. Etat policier ? Dans l'actualité.

J-C - Il s'agissait de morceaux de carton dérisoire de 50cm x 30cm pour l'un d'entre eux que j'ai vu dans une vidéo, une menace à l'ordre public ou pour le tyran Macron ? Sous quel régime sommes-nous ?

Avant une visite de Macron à Pau, la police confisque des pancartes chez des particuliers - RT 30 septembre 2022

Des Palois avaient brandi des petites pancartes à leur balcon, s'inquiétant pour leur retraite et leur avenir. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont interdit leur affichage, alors qu'Emmanuel Macron était attendu à proximité.

Un couple a témoigné auprès du journal : «*Les policiers ont menacé de défoncer la porte [...] Ils ont dit* "si vous gueulez, on vous emmène".»

Trois policiers auraient relevé l'identité du couple et seraient restés dans l'appartement, le temps qu'Emmanuel Macron fasse la visite du pôle culturel du quartier du Foirail, dans la ville dirigé par son allié politique François Bayrou.

L'intervention s'est déroulée «dans le cadre du périmètre de protection établi par arrêté préfectoral» se sont défendus la préfecture et le patron de la police départementale, ce dernier précisant auprès du quotidien pyrénéen : «*Ce n'est pas l'interdiction de manifester sur la voie publique qui a justifié l'intervention, mais la protection de la personnalité du chef de l'Etat. A partir du moment où on a des personnes, qui, depuis leur balcon, affichent des slogans revendicatifs, il fallait qu'on s'assure qu'elles n'ont pas de velléité de s'en prendre au chef de l'État, ou à la foule, aussi près du lieu de dépose du président.*» RT 30 septembre 2022

J-C - Faux prétexte, n'importe qui aurait pu lui balancer n'importe quoi sur son passage, non ?

Comment s'articule parlementarisme, bonapartisme et fascisme.

(Léon Trotsky - Œuvres - juillet 1934- Bonapartisme et fascisme -Pour une caractérisation de la situation actuelle en Europe - 15 juillet 1934)

- Un gouvernement qui s'élève au-dessus de la nation n'est pourtant pas suspendu dans le vide. L'axe véritable du gouvernement actuel passe par la police, la bureaucratie, la clique militaire. Nous avons affaire à une dictature militaro-policière à peine voilée sous le décor du parlementarisme. Mais un gouvernement du sabre en tant qu'arbitre de la nation - c'est précisément le bonapartisme.

Le sabre, en lui-même, n'a pas de programme indépendant. Il est l'instrument de « *l'ordre* ». On fait appel à lui pour conserver ce qui existe. S'élevant politiquement au-dessus des classes, le bonapartisme, comme son prédécesseur le césarisme, a toujours été et reste, du point de vue social, le gouvernement de la partie la plus forte et la plus solide des exploiteurs. Par conséquent, le bonapartisme actuel ne peut être rien d'autre que le gouvernement du capital financier qui dirige, inspire et achète les sommets de la bureaucratie, de la police, de l'armée et de la presse. (...)

Le fascisme au pouvoir, comme le bonapartisme, ne peut être que le gouvernement du capital financier. Dans ce sens social, ils ne se distinguent pas, non seulement l'un de l'autre, mais l'un et l'autre de la démocratie parlementaire. Chaque fois, les staliniens font à nouveau cette découverte, oubliant que les questions sociales se résolvent dans le domaine de la politique. La puissance du capital financier ne réside pas dans sa capacité à établir, à son gré, n'importe quel gouvernement, n'importe quand : il ne possède pas cette force. Sa puissance réside dans le fait que tout gouvernement non prolétarien est obligé de servir le capital financier, ou plutôt que le capital financier a la possibilité de remplacer un système de domination en déclin par un autre qui corresponde mieux aux nouvelles conditions. Cependant, le passage d'un système à un autre signifie la crise politique, laquelle, avec le concours de l'activité du prolétariat révolutionnaire, peut se transformer en un danger social pour la bourgeoisie. Le passage du régime de démocratie parlementaire au bonapartisme a déjà été accompagné en France de flambées de guerre civile. La perspective du passage du bonapartisme au fascisme est grosse de troubles infiniment plus graves et, par conséquent également, de possibilités révolutionnaires. (...)

Le fascisme constitue un moyen spécifique de mobiliser et d'organiser la petite bourgeoisie dans les sens des intérêts sociaux du capital financier. En régime démocratique, le capital financier – c'était inévitable – s'est efforcé d'inoculer aux ouvriers la confiance dans la petite bourgeoisie pacifiste et réformiste. Le passage au fascisme, au contraire, est inconcevable sans que la petite bourgeoisie ait été préalablement pénétrée de haine contre le prolétariat. La domination de la seule et même super-classe, le capital financier, repose, dans ces deux systèmes, sur des rapports directement inverses entre les classes opprimées.

La mobilisation politique de la petite bourgeoisie contre le prolétariat est cependant inconcevable sans cette démagogie sociale qui, pour la grande bourgeoisie, signifie jouer avec le feu. (...)

Ce qui vient d'être dit démontre suffisamment l'importance qu'il y a à distinguer la forme bonapartiste du pouvoir de la forme fasciste. Il serait pourtant impardonnable de tomber dans l'excès inverse, c'est-à-dire de faire du bonapartisme et du fascisme deux catégories logiquement incompatibles. Tout comme le bonapartisme commence par une combinaison du régime parlementaire et du fascisme, de même, le fascisme triomphant se voit contraint non seulement de faire alliance avec les bonapartistes, mais plus encore de se rapprocher dans sa structure interne du système bonapartiste. La domination prolongée du capital financier au moyen de la démagogie sociale réactionnaire et de la terreur petite-bourgeoise est impossible. Arrivés au pouvoir, les chefs fascistes sont forcés de réfréner, au moyen de l'appareil d'Etat, les masses qui les ont suivis. Ils perdent du coup le soutien de larges couches de la petite bourgeoisie. Une petite partie d'entre elles est assimilée par l'appareil bureaucratique. Une autre tombe dans l'indifférence. Une troisième, sous des bannières différentes, passe dans l'opposition. Mais, dans le même temps qu'il perd sa base

sociale de masse, le fascisme, en prenant appui sur l'appareil bureaucratique et en louvoyant entre les classes, dégénère en bonapartisme. Là aussi, l'évolution graduelle est brisée par des épisodes sanglants et violents. A la différence du bonapartisme préventif ou préfasciste (Giolitti [9], Brüning-Schleicher, Doumergue et autres), qui reflète l'équilibre extrêmement instable et éphémère entre les camps belligérants, le bonapartisme d'origine fasciste (Mussolini, Hitler, etc.), qui s'est nourri de la destruction, de la désillusion et de la démoralisation des deux camps des masses, se distingue par sa bien plus grande stabilité. (...)

Nous avons dit plus haut que le bonapartisme d'origine fasciste était infiniment plus stable que les expériences bonapartistes préventives auxquelles la grande bourgeoisie a recours dans l'espoir d'éviter le bain de sang du fascisme. Il est pourtant infiniment plus important de souligner - du point de vue théorique comme du point de vue pratique - que le fait même de la dégénérescence du fascisme en bonapartisme signifie le commencement de sa fin. Combien de temps durera le dépérissement du fascisme, à quel moment sa maladie se transformera-t-elle en agonie, tout cela dépend de nombreux facteurs externes et internes. Mais le dépérissement de l'activité contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie, sa déception et sa désagrégation, l'affaiblissement de sa pression sur le prolétariat ouvrent de nouvelles possibilités révolutionnaires. Toute l'Histoire démontre qu'il n'est pas possible de maintenir le prolétariat enchaîné par le seul moyen l'appareil policier. Il est vrai que l'expérience italienne témoigne que l'héritage psychologique d'une gigantesque catastrophe subie antérieurement se maintient dans les masses ouvrières beaucoup plus longtemps que le rapport des forces politiques qui avait engendré cette même catastrophe. Mais l'inertie psychologique créée par la défaite est une base fragile. Elle peut s'écrouler d'un coup sous l'effet d'un choc puissant.

Charlie Hebdo porte-parole du ministère néonazi des Affaires étrangère français.

Manifestations en Iran : Téhéran convoque le chargé d'affaires français pour «*ingérence*» - AFP/RT 29 septembre 2022

L'Iran a convoqué le chargé d'affaires français, dénonçant l'«*ingérence*» de la France dans ses affaires intérieures après la condamnation par Paris de la «*répression violente*» par Téhéran des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini.

Dans un communiqué publié ce 29 septembre le ministère iranien des Affaires étrangères «rejette et condamne fermement l'ingérence du ministère français des Affaires étrangères et de certains responsables français dans les affaires intérieures de l'Iran en utilisant de fausses interprétations».

«*En réponse à la participation de trois responsables français à des manifestations à Paris et à l'initiative ridicule du magazine* Charlie Hebdo, *le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Téhéran a été convoqué au ministère des Affaires étrangères*», écrit la diplomatie iranienne.

Charlie Hebdo a publié le 28 septembre un article intitulé «*Iran : les femmes disent merde aux mollahs*» dans un numéro dont la Une met en scène quatre femmes voilées criant «*Connasse ! Pute ! Chienne ! Salope !*» à une femme courant courtement vêtue, avec comme sous-titre *: «Téhéran à 10 minutes de Paris*».

«*La déclaration du ministère français des Affaires étrangères vise à innocenter les émeutiers qui n'avaient d'autre but que de détruire les biens publics et la vie et les biens des gens*», ajoute le texte.

On ne négocie pas avec des tyrans.

Olivier Véran: "*La réforme des retraites devra être présentée cet hiver et sera applicable dès l'été 2023*" - BFMTV 30 septembre 2022

Olivier Véran: "*Nous voulons, d'ici 2031, avoir reculé l'âge de départ à la retraite à 65 ans*" - BFMTV 30 septembre 2022

Pourquoi affichent-ils une telle assurance ? La réponse.

Retraites : les syndicats soulagés mais méfiants avant la concertation - europe1.fr 29 septembre 2022

La nouvelle concertation sur les retraites annoncée jeudi par le gouvernement a été favorablement accueillie par les syndicats, unanimement opposés à un "*passage en force*" cet automne mais qui attendent désormais que l'exécutif fasse preuve de "*loyauté*". europe1.fr 29 septembre 2022

J-C - Observez bien comment ces vendus se partagent les rôles.

Loyauté envers leurs donneurs d'ordre, assurément. Cela nous fait penser à ceux qui exigent que les bureaucrates corrompus des syndicats respectent leur "*mandat*", autrement dit, qu'ils se comportent en véritables représentants des travailleurs comme si cela avait été un jour dans leur intention, à l'instar de Macron qui respecte à la lettre le mandat que lui a confié l'oligarchie, lui non plus il n'en a pas d'autres. C'est encore nous prendre pour des cons !

europe1 - Premier d'entre eux, "*la CFDT prend acte d'une inflexion qu'elle réclamait*" et fait savoir qu'elle "*s'engagera dans les discussions*", selon un communiqué. Mais l'organisation exige aussi "*loyauté et transparence*" sur "*les objectifs de la réforme*" et rappelle "*son refus d'un report de l'âge légal de départ à 65 ans*".

J-C - Aussi vite dit, aussi vite oublié, un "*refus*" ne constitue pas un engagement, il ne signifie pas s'opposer, se mobiliser et combattre...

europe1 - La CGT, elle, n'a pas encore décidé si elle participera à cette concertation sous l'égide du ministre du Travail, Olivier Dussopt. Mais "*nous voulons parler de nouvelles recettes pour financer une retraite à 60 ans et des améliorations du niveau des pensions"*, dit sa négociatrice Catherine Perret. Même prudence chez son homologue de Force ouvrière, Michel Beaugas, prêt à "*discuter emploi des séniors, pénibilité, carrières longues*", mais sans "que le corollaire soit un recul de l'âge de départ", et pas avant l'intersyndicale prévue lundi "*pour voir si nous pouvons avoir une position commune*".

J-C - Cela signifie que ces marchands de tapis sont prêts à accepter le report de l'âge de la retraite à 65 ans, dès lors que cette mesure serait assortie de concessions à la marge, la méthode habituelle.

europe1 - L'Unsa, qui accueillera cette réunion, s'est pour sa part dite "*prête à un débat loyal*" sur les retraites, saluant dans un communiqué l'abandon d'un "*passage en force*" cet automne, tout en prévenant qu'en cas de hausse de l'âge légal ou de la durée de cotisation, "*la confrontation serait inévitable*".

J-C - Avec de la vaseline, cela passera mieux, ils sont comme cela ces prostitués !

europe1 - La CFTC aussi "*ira aux négociations*", affirme sa vice-présidente Pascale Coton, qui "aimerait avoir plus de temps" pour aborder tous les sujets, dont le niveau de pension des femmes. Le gouvernement "*veut un texte avant Noël, mais c'est court*", ajoute-t-elle.

J-C - Le temps permet de mieux diviser, de trouver de nouveaux prétextes pour mieux justifier son ralliement au gouvernement, personne n'est dupe.

Infantilisation. A croire qu'ils se sont passés le mot.

Doudounes et cols roulés : le grand retour de l'infantilisation - LePoint.fr 30 septembre 2022

À trop vouloir donner dans l'exemplarité pour inciter à la sobriété énergétique, l'exécutif prend le risque de sombrer dans la communication paternaliste.

Flambée des prix de l'énergie : les patrons d'ETI broient du noir - LePoint.fr 30 septembre 2022

ETI : Entreprise de taille intermédiaire entre 250 et 4 999 salariés, avec un chiffre d'affaires compris entre 50 millions et 1,5 milliard d'euros.

Ce qui angoisse le plus les dirigeants de ces sociétés grandement pourvoyeuses d'emplois sur le territoire national, c'est, sans surprise, l'évolution de la dépense énergétique. La moitié d'entre eux anticipent une augmentation de leur facture de 100 % en 2023 par rapport à 2021. Autrement dit, un doublement. En effet, contrairement aux particuliers, les entreprises ne bénéficient pas du bouclier tarifaire gouvernemental sur les prix de l'électricité et du gaz.

Toujours selon ce coup de sonde, réalisé du 7 au 15 septembre, seulement 9 % des ETI concernées se disent en capacité de répercuter totalement cette majoration sur leurs prix de vente. « *Dans le cas où les hausses persisteraient, voire s'amplifieraient, 53,5 % des ETI risquent de devoir diminuer leur activité et 7 %, de devoir l'arrêter* », précisent les auteurs de l'enquête. « *L'année 2023 s'apparente aujourd'hui à un vrai mur énergétique* », commente Frédéric Coirier, coprésident du Meti et PDG du groupe Poujoulat, un fabricant de systèmes métalliques d'évacuation de fumée, basé à Niort, dans les Deux-Sèvres.

« *Plus de quatre ETI sur dix ont connu une dégradation de leur trésorerie sur un an, soit quinze points de plus qu'en juin dernier* », s'inquiètent les commanditaires de l'étude. Dans ces conditions, certaines d'entre elles se demandent comment elles vont pouvoir rembourser leur prêt garanti par l'État. Ces fameux PGE vus – à raison – comme des bouées de sauvetage pendant la crise du Covid et qui se transforment maintenant en boulets.

L'épée de Damoclès des prêts garantis par l'État

Depuis ce printemps, une majorité des 700 000 souscripteurs de ces prêts ont commencé à les rembourser, rappelait récemment *Les Échos*. Et ils ont désormais quatre ans pour y parvenir. Mais,

selon la Cour des comptes, qui a dressé un état des lieux fin juillet, les mensualités peuvent représenter jusqu'à 9 % du chiffre d'affaires lorsqu'elles se cumulent aux dettes Urssaf à rembourser.

Quelques notes de couleur dans ce noir tableau ? D'abord, près de 40 % des ETI n'ont pas utilisé leur PGE, rapporte l'étude. Ensuite, le projet de loi de finances pour l'année prochaine, récemment présenté par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, prévoit une enveloppe de 3 milliards d'euros pour aider les sociétés qui en auront besoin (et qui répondront aux critères, non encore définis). « *En retour, nous voulons que les grandes entreprises industrielles poursuivent leur mouvement* » de relocalisation et d'implantation de sites dans le pays, a toutefois nuancé le ministre à l'attention des bénéficiaires.

Enfin, les investissements résistent. « *Les deux tiers des ETI ont au moins un projet de croissance organique, qu'elles financent avec leurs ressources propres pour 57 % d'entre elles* », poursuivent les auteurs de l'enquête. Et plus de 55 % ont au moins « *un projet de croissance externe* ». En clair, le projet de racheter une autre société. Les malheurs des uns font parfois le bonheur des autres.

Ils en portent l'entière responsabilité.

Inflation en Allemagne : le gouvernement plafonne le prix de l'énergie - AFP/lepoint.fr 29 septembre 2022

La flambée du prix de l'énergie et des denrées alimentaires touche l'Allemagne de plein fouet. En septembre, l'inflation atteint la barre des 10 %, la valeur la plus élevée enregistrée depuis décembre 1951, selon des chiffres provisoires publiés jeudi 29 septembre. L'indice des prix a gagné 2,1 points en glissement annuel par rapport à août, selon l'institut de statistiques Destatis et l'indice des prix harmonisé, qui sert de référence par la Banque centrale européenne, culmine à + 10,9 %.

Dans le détail, les prix en Allemagne restent tirés par l'explosion continue des prix de l'énergie, causée par la guerre en Ukraine. Ils ont progressé de 43,9 % sur un an en septembre. Les prix de l'alimentation continuent aussi de grimper, sous l'effet de la guerre et des sécheresses. Leur hausse atteint 18,7 % sur un an, selon Destatis. À cela s'ajoutent les effets sur les prix des interruptions continues des chaînes d'approvisionnement en raison de la pandémie de Covid-19.

« *Les prix doivent baisser [et] le gouvernement allemand va tout faire pour les faire baisser* » aussi bien pour les ménages que pour les entreprises, a annoncé le chancelier allemand Olaf Scholz, dans la foulée. Ainsi, des négociations gouvernementales concernant la mise en place d'un nouveau plan de soutien au pouvoir d'achat ont abouti au déblocage de 200 milliards d'euros pour plafonner les prix de l'énergie et soulager les consommateurs face à l'inflation qui ne cesse d'augmenter depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le gouvernement devait détailler dans la foulée les détails de ce nouveau dispositif qui s'ajoute à de précédentes mesures de soutien totalisant déjà environ 100 milliards d'euros.

L'Allemagne paie au prix fort sa dépendance au gaz russe, qui représentait 55 % de ses importations gazières avant la guerre en Ukraine. La première économie européenne doit désormais trouver d'autres sources d'approvisionnement sur le marché comptant, où les prix ont explosé.

« *Cette guerre de l'énergie a pour but de détruire une grande partie de ce que les gens ont personnellement construit pendant des décennies, de ce qui a été construit pendant des décennies*

dans la classe moyenne, l'artisanat et l'industrie », a déclaré le ministre des Finances, Christian Lindner.

J-C - Au passage, le ministre allemand des Finances lâche l'un des objectifs de cette nouvelle imposture qui cible "*la classe moyenne, l'artisanat et l'industrie*" notamment...

Changement climatique : « *une manipulation des élites mondialistes* ».

L'ancien PDG de Greenpeace avoue que le changement climatique sert à effrayer les gens et les contrôler. - climateamblog.wordpress.com 29 septembre 2022

Patrick Albert Moore, ex-président de Greenpeace : *« Quand le changement climatique est apparu pour la première fois comme un problème, j'ai réalisé que nous étions dupés et qu'il s'agissait d'argent… cet argent est fait pour créer des récits qui effraieront les gens…* » lemediaen442.fr 26 septembre 2022

Moi qui ai consacré une partie de ma vie au « *Changement climatique* », j'ai fini par comprendre que cette thématique était également une manipulation des élites mondialistes pour parvenir à leur Agenda de dictature mondiale transhumaniste. (Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème écologique, mais ce n'est en fait pas le sujet puisque leur intention n'est pas d'y remédier).

Je ne suis donc pas surpris que les mêmes qui veulent :

– soigner l'ensemble de la population à coup d'injection,

– combattre toutes les « *dictatures* » du monde en renversant les régimes,

– éteindre la désinformation en censurant tous les discours alternatifs,

– sauver la démocratie en achetant les médias et les élections ;

veulent également sauver la planète en imposant des restrictions climatiques.

La prochaine étape sera peut-être de sauver l'univers en envoyant des bombes atomiques sur les autres méchantes planètes. On me dit dans l'oreillette que la NASA enverrait déjà des missiles sur des méchants astéroïdes qui viendraient nous détruire !

Ne vous faites plus avoir, tous ceux qui veulent systématiquement vous sauver des virus, des vies russes, du climat, de la faim, du voile, du fascisme, de la dictature, etc. ne font que vous mentir, vous spolier, vous effrayer, et vous tromper en vous faisant croire à un ennemi extérieur qu'il faudrait combattre.

Alors que le seul ennemi, c'est eux ! climateamblog.wordpress.com 29 septembre 2022

Vidéo. Patrick Moore, ancien président de Greenpeace dénonce les plans des élites

https://crowdbunker.com/v/kzrLqAxQrW

Un internaute a précisé qu'il avait démissionné de Greenpeace en 1986.

Totalitarisme assumé.

ONU – Le Premier ministre de Nouvelle-Zélande demande aux dirigeants du monde d'abolir la liberté d'expression : « *C'est une arme de guerre !* » 29 septembre 2022

Le terrible discours de Jacinda Ardern, Premier ministre de Nouvelle-Zélande, fait froid dans le dos. En s'adressant à l'Assemblée générale des Nations unies le 23 septembre 2022 (voir vidéo ci-dessous), elle a appelé à la censure des opinions dissidentes à l'échelle mondiale pour lutter contre la "*désinformation*".

L'argument principal de la ministre est que les gouvernements ne peuvent pas progresser sur des questions majeures telles que le changement climatique, à moins que le public ne soit empêché d'entendre des points de vue opposés. Pour Jacinda Ardern la liberté d'expression devient une arme de guerre : « *Même les approches les plus légères de la désinformation pourraient être mal interprétées…nous avons ici l'occasion de nous assurer que ces armes de guerre particulières ne deviennent pas une partie intégrante de la guerre…* »

Pour elle, la pandémie de covid-19 et ses restrictions ont permis d' « *éduquer* » l'humanité sur l'importance de « *l'action collective* », car cela a forcé les gens « *à reconnaître à quel point nous sommes interconnectés, et donc à quel point nous dépendons les uns des autres* ». C'est donc par la force, l'intimidation, les restrictions qu'il faut éduquer les populations du monde, mais cela doit passer par l'abolition de la liberté d'expression sur internet. *« Après tout, comment réussissez-vous à mettre fin à une guerre si les gens sont amenés à croire que la raison de son existence est non seulement légale mais noble ? »*, a-t-elle demandé, faisant référence à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. *« Comment s'attaquer au changement climatique, si les gens ne croient pas qu'il existe ?* » Il n'y aurait donc qu'une seule vérité et toute contradiction seraient extrémiste, dangereuse…

La vidéo de la Premier ministre de Nouvelle-Zélande à l'ONU.

https://odysee.com/@Q...uestions:6/Jacinda-Ardern---La-libert%C3%A9-d'expression-est-une-arme-de-guerre:d?src=embed

---

Des miliciennes se livrent à des enquêtes dignes de la police des moeurs. Nuire, leur raison d'être.

Un collectif féministe et d'anciennes compagnes de Julien Bayou accusés d'avoir cherché à *« le faire tomber »* - lejdd.fr 30 septembre 2022

Dès 2019, Julien Bayou se savait surveillé par un groupe de femmes, décidé à enquêter sur le comportement de ce « *coureur de* jupons », comme le dévoile vendredi *Libération*. Elles disaient investiguer pour « *protéger* » sa compagne de l'époque, celle qui rejoindra plus tard le cercle d'enquêtrices. **(Draguer est désormais hors la loi ! Allumez les mecs à moitié à poil, c'est légitime. Cherchez l'erreur. – J-C)**

« *On enquête pour savoir si c'est un mec bien pour elle* », dira l'une de ces jeunes femmes à une proche de l'élu lors d'une soirée. Au fil des années, elles vont alors contacter ses ex pour obtenir davantage d'informations. *« J'ai été approchée par Eugénie (prénom modifié par Libération), que je connaissais bien, je suis rentrée dans son jeu en me confiant (…) J'ai compris que son intention était de faire tomber Bayou. C'est là que je l'ai prévenue qu'on allait un peu trop dans sa vie intime* », confie l'une d'elles à *Libération.*

En avril 2019, Julien Bayou envoie un mail à ladite « *Eugénie* », désormais membre de la cellule violences sexuelles et sexistes (VSS) d'Europe Écologie-Les Verts. « *Cette affaire ne peut pas durer éternellement. Une fois que plusieurs de mes ex t'ont expliqué que non, je n'étais ni harceleur, ni agresseur, je ne perçois pas ton objectif ou la suite de cette démarche* », lui écrit-il.

Les tensions se sont apaisées un temps, mais réapparaissent après la rupture définitive entre le leader d'EELV et sa compagne, en novembre 2021. Victoria (prénom modifié) contacte à son tour d'anciennes proches de l'homme politique, en leur racontant être son ex et vouloir recueillir d'autres témoignages de femmes « *manipulées* » et « *prédatées* ». À cette période, une demande particulière aurait été adressée à son ancienne compagne : mettre « *hors d'état de nuire* » Julien Bayou. lejdd.fr 30 septembre 2022

J C - On n'a aucun lien avec ce pauvre type victime de sa propre idéologie nauséabonde en somme. Ce qui nous intéresse ici, comme avec tous ceux qui nous gouvernent, c'est de montrer à quel point ils ou elles sont animées d'intentions pourries et inavouables évidemment qui tranchent avec leur discours politiques aux relents humanistes frelatés. Ce sont de véritables ordures.

Une personne normalement constituée ou mentalement équilibrée a du mal à concevoir que des élus puissent nuire délibérément à leurs intérêts ou que ce soit leur raison d'être avec celui de s'enrichir, et pourtant c'est le cas, c'est plus que très répandu, c'est la norme habituellement.

Dossier votre santé est en danger.

"*Ceux qui croient encore que cette crise est sanitaire, il va falloir se réveiller*" Philippe de Chazournes, médecin - francesoir.fr 27 septembre 2022

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/philippe-de-chazournes-medecin

"*Il n'y a eu aucun signalement de patients*": Stéphane Gayet, radié par l'Ordre des médecins, nous répond" - francesoir.fr 27 septembre 2022

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/radie-par-l-ordre-des-medecins-dr-stephane-gayet-repond

Hôpital: 4 300 lits supprimés en 2021 - francesoir.fr 28 septembre 2022

Au 31 décembre, les 2 984 hôpitaux publics et privés disposaient très exactement de 382 587 lits d'hospitalisation complète, soit 4 316 de moins en un an.

Un chiffre provisoire en léger repli par rapport à 2020 (-4 900) mais encore supérieur aux baisses constatées avant la crise du Covid-19.

Au total, plus de 21 000 lits ont été supprimés sur la période fin 2016 - fin 2021 correspondant en majeure partie au premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Soit deux fois plus que sous son prédécesseur François Hollande (-10 000) mais nettement moins que durant le mandat de Nicolas Sarkozy (-37 000). AFP/francesoir.fr 28 septembre 2022

Comment, ils ne sont pas encore morts ?

Suppression de 14 000 places d'hébergement d'urgence : « *Une décision incompréhensible* » - Publicsenat.fr 30 septembre 2022

La décision de supprimer 14 000 de ces places intervient dans un contexte sensible puisque depuis la crise covid, la pauvreté et le nombre de personnes à la rue ont sensiblement augmenté.

Le projet de loi de finances présenté le 26 septembre signe officiellement la fermeture de 7 000 places en hébergement d'urgence ouvertes pendant la crise sanitaire, qui s'ajoute aux 7000 autres déjà fermées en cours d'année. En 2023, le nombre total de places dans ce type d'hébergement devrait ainsi retomber à 183 000. Alors que pour le seul département du Rhône, 9 400 personnes attendent déjà une place en hébergement, cette disposition n'a, pour le moment, pas été suivie par l'annonce d'une compensation.

« *On voit bien que quel que soit le nombre de places qu'on peut ouvrir dans la limite du budget, même quand il a été ouvert 200 000 places, ça ne suffit pas à répondre à la demande. On a besoin de ces places d'urgence, mais il faut continuer à travailler sur la réinsertion sociale, mettre en place un véritable service public de la rue au logement*. »

Après la publication du rapport de la fondation Abbé Pierre sur le mal-logement en France, Emmanuelle Wargon avait annoncé en février 2021 l'objectif de 250 000 nouveaux logements sociaux pour les deux années à venir. Une nécessité, puisque, comme le rappelle la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (groupe communiste), la France compte près de deux millions de demandeurs de HLM.

« *Ainsi, pour la seule ville de Bordeaux, 40 000 personnes sont en attente d'un logement social*. » Publicsenat.fr 30 septembre 2022

Dossier OTAN contre Russie et ses alliés.

Ukraine : véto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU - AFP/LePoint.fr 1 octobre 2022

La Russie a utilisé son veto vendredi pour empêcher l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité condamnant les annexions de quatre régions ukrainiennes, tandis que la Chine et trois autres Etats membres se sont abstenus. Le texte préparé par les Etats-Unis et l'Albanie a recueilli 10 voix en faveur et quatre pays se sont abstenus (Chine, Inde, Brésil et Gabon).

Adhésion à la Russie : 93% pour le « *oui* » dans la région de Zaporijia, 87% dans celle de Kherson - reseauinternational.net 28 septembre 2022

Dans les régions de Zaporijia et de Kherson, 93,11% et 87,05% des participants au référendum sur l'adhésion à la Russie ont voté en sa faveur, ont annoncé les autorités locales.

Le rattachement de la région de Zaporijia à la Fédération de Russie a été soutenu par 93,11% des participants au référendum organisé dans la partie de la région contrôlée par l'armée russe, selon les résultats après décompte des 100% des voix.

Les autorités chargées de l'organisation du scrutin n'ont constaté aucune grave violation lors de son déroulement.

Sur les territoires contrôlés par les forces russes dans la région de Kherson, le « oui » l'a emporté avec un peu plus de 87%.
Républiques du Donbass : 98,42% pour le rattachement à la Russie en RPL, 99,23% en RPD

Dans la République populaire de Lougansk, 98,42% des électeurs ont voté pour leur rattachement à la Russie, alors que dans la République de Donetsk, ce chiffre a atteint 99,23% ont fait savoir les autorités locales.

Des participants au référendum sur le rattachement de la République populaire de Lougansk à la Russie ont voté en sa faveur : 98,42% des électeurs ont dit « oui », d'après les résultats suite au décompte de 100% des voix.

Le chef de la République populaire de Lougansk Leonid Passetchnik a déclaré que le 28 septembre il allait préparer un document à l'intention du Président russe Vladimir Poutine lui demandant d'envisager que ce territoire intègre la Russie en tant que sujet de la Fédération.

Plus tard, la République voisine de Donetsk a annoncé que 99,23% de ses électeurs avaient soutenu l'adhésion à la Russie.

source : Sputnik News

Les résultats après dépouillement de tous les bulletins sont les suivants : donbass-insider.com 28 septembre 2022

RPD : Taux de participation 97,51%, et 99,23% ont voté pour l'intégration de la République à la fédération de Russie.

RPL : Taux de participation 92,6%, et 98,42% ont voté pour l'intégration de la République à la fédération de Russie.

Région de Kherson : Taux de participation 76,86%, et 87,05% ont voté pour l'intégration de la région à la fédération de Russie.

Région de Zaporijia : Taux de participation 85,4%, et 93,11% ont voté pour l'intégration de la région à la fédération de Russie.

« *Russophobe* », « *colonialiste* », « *raciste* » : la nouvelle charge de Vladimir Poutine contre l'Occident - lejdd.fr 30 septembre 2022

Vendredi en début d'après-midi, l'annexion des quatre régions ukrainiennes de Lougansk, Donetsk, Kherson et Zaporijjia a été officialisée lors d'une cérémonie au Kremlin. Vladimir Poutine a pris la parole pour accabler l'Occident et son comportement marqué « *d'un satanisme explicite* ».

Avant de signer les documents actant le rattachement de quatre régions ukrainiennes à la Russie, Vladimir Poutine s'est exprimé devant les membres de son gouvernement et de l'élite russe, vendredi. Filmée par la télévision d'Etat, l'allocution a été une nouvelle occasion pour le président russe de s'en prendre à l'action et l'influence des puissances occidentales. « *L'Occident a piétiné le principe d'inviolabilité des frontières, et maintenant décide quels peuples ont le droit à disposer d'eux-mêmes. Voilà pourquoi ils sont révoltés par le choix libre des peuples* », a-t-il commencé par décrier en référence à la contestation internationale des référendums d'annexion.

« *En imposant leurs sanctions, les Occidentaux pensaient qu'ils pourraient ordonner le monde comme cela les arrange. Leur volonté n'est pas celle de tous (…) L'Occident pense faire une blitzkrieg contre la Russie, il pense qu'encore une fois ils pourront commander le monde, mais nous voyons que cette perspective ne séduit pas tout le monde* », a affirmé Vladimir Poutine faisant allusion à la victoire massive du « *oui* » à l'issue des « *référendums* » organisés en urgence dans les régions occupées, qui ont été dénoncés comme des « *simulacres* » par Kiev et ses alliés. Pour l'ancien agent du KGB, l'Occident veut imposer « son monde unipolaire », mais aussi préserver son système « *néocolonial* » et « *hypocrite* », afin de « *parasiter et piller le monde entier* ».

« *L'Occident n'a aucun droit de parler de démocratie* », dit Poutine

Soumis aux sanctions internationales et régulièrement fustigé, Vladimir Poutine a également estimé que l'Occident n'a « *aucun droit de parler de démocratie et des droits des peuples* ». Dans ces territoires protestataires, « *au lieu de la démocratie en Occident, il y a la pression et l'exploitation* », « *au lieu de la liberté, il y a l'esclavagisme* », a assuré le dirigeant.

« *Racistes* », les élites occidentales ont été accusées de « *diviser les peuples* » et de « *répandre la russophobie dans le monde* ». Quant aux opposants à « *l'hégémonie occidentale* », qui porte « *les traits d'un satanisme explicite* », ils sont automatiquement considérés « *comme ennemis* », a-t-il jugé. Un discours qui n'aidera pas à apaiser les tensions.

J-C – Poutine peut tenir ce discours, parce qu'il sait que la plupart des peuples partout dans le monde hormis en Europe, partagent son constat sur les puissances occidentales et particulièrement les Etats-Unis honnis sur tous les continents.

Les guerres et les coups tordus s'enchaînent, donc pas besoin d'avoir de la mémoire pour savoir à quoi s'en tenir, les peuples ont encore en tête le dernier épisode et cela leur suffit…

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine appelle Kiev à "*cesser immédiatement les hostilités*" - BFMTV 30 septembre 2022

Le président russe a appelé ce vendredi Kiev à "*cesser immédiatement les hostilités*" dans le cadre du conflit opposant la Russie à l'Ukraine, lors d'un discours donné au Kremlin ce vendredi lors duquel Vladimir Poutine a acté l'annexion de quatre régions ukrainiennes à la Russie.

"*Nous appelons le régime de Kiev à cesser immédiatement les tirs, toutes les hostilités et à revenir à la table des négociations*", a-t-il déclaré, alors que le conflit a débuté il y a plus de six mois.

Le président russe a prévenu Kiev ce vendredi que Moscou se montrait prête à défendre les territoires ukrainiens nouvellement annexés à la Russie, malgré la remise en cause de la validité des scrutins par les pays occidentaux.

"*Nous allons défendre nos terres par tous les moyens*", a-t-il assuré, sans donner de précision, lors d'un discours aux accents victorieux délivré au Kremlin, lors duquel l'annexion de quatre régions ukrainiennes à la Russie a été entérinée.

Vladimir Poutine s'est par ailleurs engagé à "*tout faire pour assurer la sécurité des peuples*" rattachés à la Russie face à "*l'ennemi*" occidental. Le porte-parole de la Russie Dmitri Peskov avait déjà mis en garde l'Ukraine ce vendredi en cas d'attaque visant les territoires ukrainiens nouvellement annexés, assurant qu'elle serait considérée comme un "*acte d'agression à l'égard de la Russie*".

Il a été largement applaudi par des dirigeants politiques et religieux russes sous les dorures de la salle Saint-Georges du Kremlin, à Moscou.

Vladimir Poutine a appelé par la même l'Ukraine à respecter le "*choix sans équivoque*" fait, selon ses dires, par les populations de quatre régions ukrainiennes à être annexées à la Russie.

"*Kiev doit respecter le choix de ce peuple, c'est le seul chemin vers la paix*", a-t-il estimé, après des "*référendums*" d'annexion dans les régions du Donetsk, de Lougansk, de Zaporijia et de Kherson.

"*Nous allons former quatre nouvelles régions russes, puisque c'est la volonté de millions de personnes*", a-t-il assuré. BFMTV 30 septembre 2022

Vladimir Poutine accuse l'Occident de vouloir attaquer les "*valeurs*" russes - BFMTV 30 septembre 2022

"*L'Occident divise les peuples et n'agit que dans son intérêt, il pense pouvoir commander le monde*", a-t-il notamment vitupéré, face à une assemblée de dirigeants politiques et religieux russes.

Le chef de l'État russe a notamment accusé l'Occident de vouloir faire de la Russie une simple "*colonie*" à son service et de vouloir "*piller le monde entier*".

"*Ils ne veulent pas nous voir libres*", a-t-il condamné.

Assurant que l'Occident veut mener la danse en Europe et prendre le pouvoir économiquement, il a déploré que "*la prospérité de (la) société (russe) soit une menace pour (ces pays)*". "*Ce dont ils ont toujours rêvé, c'est de briser notre État*, a-t-il assuré.

"*Nous combattons pour une Russie libre, pour nos futures générations*", a-t-il assuré.

Dénonçant, une nouvelle fois, une "*russophobie*" qui se serait "*répandue dans le monde*" à cause de l'Occident, il a appelé à défendre les "*valeurs orthodoxes*" et à "*tourner la page de l'hégémonie occidentale*".

L'absence de "*normes morales de la famille*" en Occident

Vladimir Poutine a, en contrepoint, largement dénigré une "*dictature du dollar et de la néotechnologie*" et ce qu'il a qualifié être des "*valeurs occidentales*", passant en revue un large éventail de questions de société.

"*Ils refusent les normes morales de la famille*", a-t-il déploré, pointant notamment du doigt la reconnaissance des couples de même sexe ou l'étude des théories du genre.

"*Est-ce que nous voulons ça pour nous et pour nos enfants? Pour nous, c'est inacceptable*", s'est-il inquiété.

"*La Russie sera toujours la Russie. Nous continuerons à défendre nos valeurs*", a-t-il clamé. BFMTV 30 septembre 2022

Le Sénat adopte une rallonge au budget américain, avec 12 milliards pour l'Ukraine - BFMTV 30 septembre 2022

La Finlande ferme ses frontières aux Russes disposant d'un visa de tourisme - BFMTV 30 septembre 2022

Le gouvernement US ordonne à ses ressortissants de quitter immédiatement la Russie Réseau Voltaire 28 septembre 2022

L'ambassade des États-Unis à Moscou a envoyé un message à chaque citoyen US présent en Russie lui demandant de quitter immédiatement le pays.

L'ambassade indique que la Russie pourrait mobiliser les double-nationaux.

L'ambassade précise que les vols de départ étant tous complets, les citoyens US sont invités à fuir en voiture sans attendre. Ils doivent pour cela réserver leur passage à la frontière.

En général, ce type de message précède une intervention militaire.

Les services secrets US viennent de détruire les gazoducs russo-allemands Nord Stream et Nord Stream 2 en mer Baltique ce qui constitue un acte de guerre.

Par ailleurs, plusieurs de nos correspondants nous signalent des mouvements de troupes importants de l'Otan en Pologne et en Estonie. Réseau Voltaire 28 septembre 2022

Nord Stream : la Russie ouvre une enquête pour "*acte de terrorisme international*" - BFMTV 28 septembre 2022

Le Conseil de sécurité de l'ONU va se réunir vendredi à la demande de la Russie sur ce sabotage, ont annoncé mercredi la Suède et la France. Objet de tous les soupçons après ces événements, Moscou avait contre-attaqué en réclamant mercredi cette réunion du Conseil de sécurité de l'ONU et en pointant les États-Unis.

Commentaire d'abonnés du Point.

- Biden

Le 7 février dernier, Biden déclarait qu'en cas d'invasion de l'Ukraine il détruirait NordStream 2. La vidéo est visible sur YouTube.
Dans n'importe quelle enquête policière classique il serait déjà derrière les barreaux.

- Affligeant

Ce qui est affligeant c'est de constater que finalement l'humanité n'évolue pas, les plus bas instincts qui ont conduit à des crimes épouvantables sont toujours présents. Aujourd'hui ce n'est pas le huguenot ou le juif qui est coupable de tout, mais le russe. Des gazoducs ont été sabotés portant gravement atteinte aux intérêts russes, mais on accuse les russes d'avoir saboté leurs propres gazoducs. Hier le juif, aujourd'hui le russe.

- Le gaz part à l'eau

Quelques mois avant l'invasion russe, Biden avait prévenu qu'il empêcherait la mise en service de Nord Stream 2 par tous les moyens.
Nord Stream 2 n'a jamais été mis en service, par contre Nord Stream 1 est partiellement à l'arrêt pour différentes raisons matérielles ou humaines.
Les russes voudraient faire sauter des gazoducs pour appauvrir l'Europe ils auraient le choix : Brotherhood, Yamal, Northern Lights, Soyouz et le nouveau entre la Norvège et la Pologne.
Qui a intérêt à vendre du gaz qui revient plus cher à produire que le russe ou celui des Émirats.

- D'après LCI les deux gazoducs nord stream & et 2 sont définitivement hors d'usage à cause des dégâts irréversibles occasionnés aux pipelines par l'eau de mer. Si l'Allemagne souhaitait les réutiliser, ils n'en ont maintenant plus la possibilité à moins de les reconstruire. Les américains sont donc assurés de vendre leur gaz de schiste à l'Europe pour longtemps. Les premiers éléments laissent penser qu'une telle attaque ne peut avoir été lancée que par un Etat compte tenu des moyens complexes qu'elle implique. Il faudra donc se poser la question de savoir à qui profite le crime.

Déclaration de guerre à l'Allemagne et à la Russie

Les gazoducs Nord Stream et Nord Stream 2 ont été sabotés par des plongeurs au moyen de lourds explosifs acheminés par drones sous-marins, provoquant une hausse du prix du gaz de 12,8 % en

Europe. Cette opération s'est tenue en eaux internationales au large du Danemark et de la Suède. Le gouvernement ukrainien a accusé la Russie d'avoir elle-même saboté ses propres gazoducs.

Le président Biden a choisi comme conseiller senior pour la Sécurité énergétique le straussien Israélo-états-unien Amos Hochstein. Cet ancien envoyé spécial du président Obama pour les Affaires internationales énergétiques fut administrateur de Naftogaz, la principale société gazière ukrainienne. Il joua un rôle central dans le tracé des gazoducs en Méditerranée et préside aujourd'hui les négociations israélo-libanaises sur les champs d'hydrocarbures off shore. En Ukraine, il joua un rôle central dans la protection d'Hunter Biden, administrateur de Burisma.

Le 7 décembre 2021, le conseiller national de sécurité, le straussien Jacob Sullivan déclare : « *Si Vladimir Poutine veut que le futur Nord Stream 2 transporte du gaz, il ne prendra peut-être pas le risque d'envahir l'Ukraine* ».

Selon le journal suédois Nya Dagbladet, la Rand Corporation aurait rédigé en janvier un rapport intitulé Affaiblir l'Allemagne, renforcer les États-Unis. Ce document préconise d'impliquer l'Allemagne et la Russie dans une guerre en Ukraine afin que Berlin ne puisse plus utiliser de gaz russe.

Il a été démenti par la Rand, cependant celle-ci avait rédigé deux rapports publics préconisant d'organiser une guerre en Ukraine afin de contraindre la Russie à se sur-déployer et donc à s'affaiblir. La Rand avait présenté ces rapports aux parlementaires US lors d'une réunion organisée à la Chambre des représentants US, le 5 septembre 2019.

Durant son point de presse du 7 février, lors de la réception du chancelier Scholz à la Maison-Blanche, le président Biden avait déclaré : « *Si la Russie envahit [l'Ukraine], cela signifie que des chars et des troupes traversent à nouveau la frontière de l'Ukraine, alors il y aura — il n'y aura plus de Nord Stream 2* ». Il avait précisé qu'il n'irait pas aussi loin si les États-Unis et l'Allemagne restaient unis.

L'Allemagne avait choisi de ne satisfaire que partiellement son allié états-unien. Elle avait autorisé la continuation du trafic de Nord Stream et bloqué la mise en service de Nord Stream 2, le 22 février.

Depuis lors, les Navy Seals se préparaient à intervenir dans les domaines maritimes danois et norvégien.

L'ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères, puis président de la Chambre basse, le très atlantiste Radosław Sikorski, a remercié les États-Unis pour le sabotage des gazoducs Nord Stream et Nord Stream 2. Voltaire N°8 - 30 septembre 2022

L'Ukraine bombarde un convoi de voitures se rendant dans la partie libérée de Zaporijia, 23 civils morts - lemediaen442.fr 30 septembre 2022

Les Forces armées ukrainiennes ont bombardé une colonne de véhicules civils se tenant à la sortie de la partie libérée de la région de Zaporijia. Il y a 23 personnes tuées et 34 autres blessées. « *Pour le moment, 23 morts et 34 civils cosaques blessés sont connus* », a écrit le président du mouvement Nous sommes avec la Russie, Vladimir Rogov, sur sa chaîne Telegram.

« *Des militants ukrainiens ont commis un autre acte terroriste. Voyant comment la population se rendait en masse dans la partie libérée de la région de Zaporijia, ils ont frappé un convoi avec des dizaines de voitures de civils qui faisaient la queue dans la zone du marché sur l'autoroute Orekhovskaya pour quitter la partie de la région sous leur contrôle. Selon nos informations, il y a des victimes et de nombreux blessés* », a-t-il déclaré à RadioSpoutnik via RIA Novosti.

L'armée de Zelensky veut empêcher les populations de quitter l'Ukraine afin de rejoindre la partie libérée depuis les référendums qui se sont terminés mardi 27 septembre et ont montré un soutien écrasant à l'adhésion à la Russie. C'est le jour de l'indépendance que Kiev a décidé de frapper fort ! Selon Vladimir Rogov, « *Les nazis se vengent des gens qui ont organisé il y a quelques jours un rassemblement de masse expliquant qu'il est autorisé de partir pour le territoire libéré* ».

La veille, c'est à Kharkov que plus de trente personnes avaient été tuées par les troupes ukrainiennes à la suite du bombardement d'un convoi de cinq voitures transportant des réfugiés. Il y avait des enfants parmi les victimes. Sept autres personnes ont été blessées et transportées à l'hôpital. Il n'y a pas un jour où les actes terroristes ukrainiens ne frappent les russophones.

Pendant ce temps-là, Le Figaro, LCI… accusent la Russie de bombarder sa propre population avec des armes européennes livrées à l'Ukraine. lemediaen442.fr 30 septembre 2022

L'Ukraine et l'expérience gréco-chypriote

La longue habitude des puissances impériales de se porter « *garantes* » de ce qu'elles vont détruire par Hassan Hamadé - Réseau Voltaire 30 septembre 2022

Londres, Washington et Moscou s'étaient portés garants de l'avenir de l'Ukraine lors du Mémorandum de Budapest (1994). Berlin, Paris et Moscou s'étaient portés garants de la paix civile en Ukraine lors des accords de Minsk (2015).

Aujourd'hui Kiev accuse la Russie de trahison, ce que les faits infirment. Au contraire, ce sont le Royaume-Uni et les États-Unis qui, renouant avec une vieille habitude impériale, ont organisé la guerre actuelle afin de précipiter non seulement la Russie, mais aussi l'Allemagne, dans un conflit destructeur.

Hassan Hamade revient sur les garanties offertes par puissances impériales prétendument dans l'intérêt du Liban, de l'Iraq et de Chypre, en réalité pour les détruire.

Pour lire l'article en entier :

https://www.voltairenet.org/article218145.html

Merci qui ? Davos en a rêvé, Poutine et Xi en passent de le réaliser !

La Russie envisage d'utiliser le rouble numérique pour réduire l'hégémonie financière des Etats-Unis - BFMTV 29 septembre 2022

Les Russes sont clairement en train de mettre les bouchées doubles sur le rouble numérique. Alors que la monnaie digitale est actuellement en phase pilote, la Russie espère une mise en place en début d'année prochaine selon Reuters.

Quelle serait l'utilité de ce rouble numérique? Il pourrait notamment être utilisé pour des paiements, notamment vers la Chine qui est devenue le principal partenaire commercial de la Russie. Ce qui permettrait de contourner le système Swift par exemple duquel les banques russes ont été exclues. Et puis, cela permet d'aller plus vite, de réaliser plus d'opérations. Il y a l'espoir d'être un premier de cordée pour changer les règles actuelles.

"*Si nous le lançons, d'autres pays commenceront à l'utiliser activement, et le contrôle américain sur le système financier mondial prendra effectivement fin*", a déclaré M. Aksakov. BFMTV 29 septembre 2022

La Chine étend le test de sa monnaie numérique à quatre autres régions - FranceSoir 29 septembre 2022

La Banque populaire de Chine prévoit d'étendre l'essai de sa monnaie numérique e-CNY au Jiangsu, au Hebei et au Sichuan ainsi qu'au Guangdong.

Après deux ans de tests, quatre autres grandes provinces, dont le Guangdong, la plus peuplée, vont expérimenter le yuan numérique, a rapporté mardi 20 septembre le journal South China Morning Post (SCMP). Le Yuan numérique, appelé aussi e-CNY, est essentiellement une version numérisée de la monnaie officielle chinoise, le Renminbi (RMB). Il s'agit d'une monnaie numérique faisant office de mode de paiement électronique. Elle est émise par la Banque centrale de Chine et sert principalement à effectuer de petits achats.

Enquête sur « *la plus puissante opération de désinformation dirigée sur les réseaux sociaux par l'Occident* »

https://reseauinternational.net/enquete-sur-la-plus-puissante-operation-de-desinformation-dirigee-sur-les-reseaux-sociaux-par-loccident/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 octobre 2022.

Un thème de réflexion.

Les trois modes de socialisation : injonction, imitation et interaction.

J-C – Ces rapports ne s'appliquent pas qu'aux enfants. C'est la base du comportement, des relations qu'on entretient avec les autres et le monde extérieur. La conscience n'y figure pas bien qu'elle y soit liée, alors d'où provient-elle, comment se forge-t-elle, qu'est-ce qui la favorise ?

Ce truc m'est venu à l'esprit en pensant à un film de Truffaut sur les enfants sauvages, dont j'ai entendu parler hier. J'avais effleuré ce sujet autrefois. On devrait être curieux, on l'est de nature à notre naissance, avoir soif de connaissances et de les partager, avoir envie de progresser pour avoir un comportement le moins nuisible possible envers les autres, non ?

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Comme si vous pourriez être épargné, cruelle illusion dans laquelle on tombe forcément, quand on témoigne le moindre crédit à un représentant de l'extrême droite, moi je le censure et je l'assume.

L'art de la confusion ou de tout inverser à la manière des idéologues du régime qui maintiennent le peuple dans l'ignorance.

La dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée. (Friedrich Engels - Anti-Dühring - 1878)

Croire que le verbe précéderait l'action, quelle absurdité ! Faire croire que les idées ne sortiraient pas de notre cerveau, pour un peu pour exister le monde extérieur aurait absolument besoin des hommes, alors qu'il existait des milliards d'années avant qu'ils n'apparaissent, quel délire ! Si ce n'est pas la transformation chimique de la matière soumis à des forces physiques qui expliquerait l'extraordinaire et illimitée diversité de ses représentations, qu'est-ce qui présiderait à sa destinée ?

Changer les hommes plutôt que changer la société, parce que le comportement des hommes ne seraient pas le produit des conditions qui leur sont imposées alors qu'ils en sont inconscients, il leur serait dicté par une force supérieure invisible sortie de nulle part contre laquelle ils seraient incapables de lutter. Dans ces conditions, on se demande bien comment ils ont pu évoluer au cours des millions d'années passées, évolution qu'il s'agit justement de faire disparaître afin d'empêcher que ce processus parvienne à son terme ou que les hommes réalisent leur émancipation du règne de la nécessité et de l'exploitation.

Vaut mieux s'attaquer aux conséquences plutôt qu'à leurs origines, par paresse, par manque de motivation, de crainte de s'embarquer dans un processus qui nous conduirait à remettre en cause la

plupart de nos connaissances, qui somme toute nous avons acquises sans jamais y réfléchir ou les avoir étudiées sérieusement.

On est prêt à admettre n'importe quelle interprétation du moment qu'elle correspond à ce qu'on voulait entendre sans jamais chercher vraiment à savoir pourquoi, car là encore cela risquerait de nous entraîner trop loin et d'ébranler nos certitudes. On ignore en grande partis sur quoi elles reposent. Peu importe, on ne tient pas à le savoir, on s'y accroche coûte que coûte parce que notre bonne conscience ou notre amour-propre bien mal placé nous le commande, vaut mieux encore manquer de modestie et se l'interdire...

C'est le constat que j'ai été obligé de faire à l'âge de 19 ans pour sortir de la torpeur dans laquelle j'étais plongé et essayer de progresser, il y a de cela 48 ans.
Traiter les autres de moutons, veaux, cons ou je ne sais quoi de méprisable, témoigne qu'il y en a qui ont encore bien des progrès à faire pour ne plus leur ressembler, ce à quoi je les invite amicalement. Ce n'est pas de cette manière-là qu'on s'en sortira, collectivement, cela va de soi.

2 - Révélateur.

De quel côté de la barricade se figurent ceux qui s'inquiètent de l'effondrement des régimes capitalistes en occident, n'en seraient-ils pas des représentants masqués par hasard ?

3 - Indignez-vous, ainsi soit-il, amen, quel programme révolutionnaire ! C'est sympathique, mais que du vent !

- *un «* vivre autrement *» et un «* vivre bien *», dans la liberté, dans la justice et dans la complémentarité des qualités et des ressources humaines…*

Charabia qui ne veut rien dire ! Le vide politique sidéral !

Vous ne voulez pas vraiment affronter le régime, nulle part vous manifestez l'intention de rompre avec lui, dès lors votre sort est scellé, vous partez vaincu, vous le serez. Cela vaut pour nous tous si on restait là.

L'analyse de la situation s'inscrit dans une perspective historique beaucoup plus large, elle doit se traduire par une théorie qui reste à élaborer ou, qui si elle existait déjà, nécessiterait d'être dépoussiérée, actualisée...

Ensuite, elle doit trouver sa traduction en termes d'actions, sur le plan pratique, ne serait-ce que pour confirmer qu'elle correspond bien à la réalité et être rectifiée si besoin était.

Enfin, pour capitaliser cette expérience pour la suite de notre combat politique, il faut lui fournir un cadre organisationnel qui puisse constituer un pôle de regroupement pour les éléments les plus avancés ou déterminés de la société, qui sont résolus à combattre jusqu'à la prise du pouvoir, constituer une force politique capable de constituer une direction, dans laquelle à un moment donné les masses se reconnaîtraient, de manière à ce qu'elles puissent accomplir les tâches politiques que l'histoire leur a assignées et que personne n'accomplira à leur place.

Sans théorie révolutionnaire, sans programme révolutionnaire, sans direction révolutionnaire, pas de changement révolutionnaire de régime envisageable, voilà les enseignements de la lutte de classe du passé qu'on ignore ou qu'on refuse d'admettre, parce que dans le passé les chose ne sont pas passées comme on le souhaitait sans qu'on sache pourquoi, car il existe toujours une explication, eh ben oui,

cela peut arriver, cela arrive même plus souvent qu'on le voudrait, c'est somme toute normal, dans le cas contraire, cette question aurait déjà été résolue, non ?

Quelques réflexions politiques.

1- Tous les thèmes qui figurent dans l'actualité sont sélectionnés pour ne pas dire imposés par les agences de presse, ensuite ils sont repris en chœur par l'ensemble des médias institutionnels, ainsi que par les médias dits alternatifs, chacun les traitant sous un angle particulier.

Tout le monde semble y trouver son compte ou s'en accommoder, or il s'agit d'une fausse impression guidée par une intention inavouable qui s'apparente plutôt à un enfermement dans un système conçu uniquement pour s'autoalimenter pour survivre à lui-même, qui par conséquent exclut la perspective de tout changement de régime et de société et pratique l'autocensure déguisée en liberté d'expression. Tous partagent la même idéologie réactionnaire en fait qu'ils s'emploient à maquiller à l'aide d'étiquettes ou déclarations d'intention qui n'engagent à rien.

On comprend mieux pourquoi les uns ont soutenu le confinement de la population en 2020, tandis que les autres n'ont jamais vraiment eu la volonté de le combattre. Les opposants d'opérette vocifèrent à longueur de temps, trépignent, gesticulent, ils s'avèrent impuissants à combattre le régime en place, parce qu'ils n'ont pas d'alternative à proposer. Ils sont hermétiques au socialisme, à toute forme d'organisation, de direction, de discipline, d'efforts ou pire de sacrifices, parce qu'ils ne peuvent pas ou ils ne veulent pas être les auteurs de la révolution indispensable pour abattre le régime en place.

Les réseaux dits sociaux, tous les médias dits alternatifs ne sont pas là que pour nous distraire ou nous détourner de l'essentiel, de la nécessité de nous organiser pour mener efficacement notre combat politique. Des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs passent quotidiennement des heures et des heures devant leur écran et perdent leur temps, car cela ne débouche sur rien de concret dans la durée. Ils ne progressent pas, ils se fossilisent, ils s'enfoncent dans le pessimisme ou plus grave dans la dépression, parce qu'ils demeurent isolés ou atomisés. Ils perdent progressivement tout lien avec la réalité et deviennent encore plus facilement manipulables, alors qu'ils sont persuadés du contraire, car disent-ils, ils ne croient plus en rien ni personne, ils tombent ainsi dans le piège qui leur était tendu sans s'en apercevoir, ils ne sont plus en mesure de soutenir une discussion et dans bien des cas on ne peut rien pour eux.

2 - A quoi cela a-t-il servi de répéter pendant plus de 60 ans que la Troisième Guerre mondiale était imminente, sinon à imiter nos ennemis qui se servent de la psychose collective pour manipuler la conscience des peuples, pour un peu si elle se produisait un jour ils pourraient en tirer une certaine satisfaction parce que les faits leur auraient donné raison. Or, pas du tout, cela signifierait seulement, que pendant des décennies ils ont produit des analyses que la réalité contredisait et ils ne s'en sont jamais souciés. Le World Socialist Web Site (WSWS et le Partis de l'égalité socialiste) d'origine trotskyste en est l'illustration et la caricature, dès lors on comprend pourquoi il a ses entrées auprès de médias dits alternatifs auxquels je n'ai pas accès ou qui me censurent.

3 - Ceux qui passent leur temps à maudire les masses sont des écervelés. Ils affirment par ailleurs que ceux qui détiennent le pouvoir sont disqualifiés pour résoudre les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés, ce qui est juste, ou encore que les mêmes causes engendrent les mêmes effets et qu'il n'y aurait rien d'autres à en attendre, ce qui est partiellement exact. Mais appliquer ces constats aux

masses c'est mal poser le problème, car les masses sont à la fois le problème et la solution pour sortir de la situation actuelle ou mettre un terme au capitalisme, s'en passer ou s'en détourner, c'est se condamner à y rester indéfiniment ou à s'accommoder du régime en place.

4 – Un rêve mais pas un cauchemar.

Ce matin en ouvrant les yeux après une nuit très agitée et relativement courte, j'ai laissé mes idées courir sans tenter de les arrêter (à la façon des surréalistes), quelque peu surpris tout de même de me retrouver dans un monde dont la population était tombée à quelques centaines de millions seulement, sans que je sache ce qui s'était réellement produit pour en arriver-là. Elles filaient à toute allure, et c'est à grand-peine que j'essayais de les contenir pour les fixer dans mon épouvantable mémoire défaillante, afin de les partager avec vous. On n'entendait plus le chant des oiseaux au lever du jour, pas un coq, un chien ou une vache pour saluer ce nouveau jour, un silence étrange et oppressant régnait.

Ce qui était arrivé aux hommes était également arrivé à tous les organismes vivants, organiques, toutes les espèces animales ou végétales qui étaient en voie de disparition ou une grande partie s'étaient déjà éteintes à jamais. Apparemment leur ADN avait été endommagé, et elles n'étaient plus en mesure de se reproduire. Il s'était passé près d'un siècle depuis qu'avait eu lieu une guerre mondiale nucléaire, bactériologique, chimique qui n'avait fait que 300 à 400 millions de morts sur une population de près de 10 milliards, ce qui était relativement modeste. Relativement rapidement, la vie reprit son cours normal comme si rien ne s'était passé ou presque, le scénario habituel en somme. Mais peu de temps après, on s'aperçut que le nombre de maladies immunes explosaient littéralement, ce qu'on mit sur le compte des radiations et substances inhalées au cours de la guerre, ce qui semblait logique, plus inquiétant encore, on découvrit que la fertilité des hommes et des femmes était quasiment nulle et que les tentatives de clonage à partir d'embryons datant de la période d'avant-guerre échouaient systématiquement, parce que l'ADN des femmes porteuses étaient endommagée sans qu'on puisse y remédier à l'aide de manipulations génétiques. Pendant des décennies les chercheurs du monde entier mirent en commun leurs connaissances ou expériences pour tenter de remédier à ce problème sans jamais y parvenir, il était trop tard.

La population du monde se mit à vieillir sans que de nouvelles générations n'apparaissent pour remplacer celles qui devaient disparaître un jour ou l'autre, du coup à l'heure où se situait mon récit, il ne restait plus sur Terre que des nonagénaires, des hommes et des femmes de 90 ans ou plus, et nous étions les derniers survivants d'une espèce vouée désormais à disparaître pour n'avoir pas su résoudre les contradictions auxquelles notre espèce avait été confrontée, par égoïsme et lâcheté de la part essentiellement de ces chercheurs ou scientifiques, qui quotidiennement dans leurs travaux maniaient le matérialisme dialectique, mais s'étaient refusés de l'appliquer à l'histoire ou à la politique afin de préserver leur statut et obtenir des financements au détriment du sort de l'humanité toute entière.

Le plus étonnant, c'est que je n'y crois pas, je suis raisonnablement optimiste, calme, pas du tout angoissé par le cours qu'a pris soudainement la situation mondiale depuis janvier 2020, je m'y étais préparé.

De Godard et Truffaut ou quand la Nouvelle Vague s'est brisée…

Je ne suis pas cinéphile. Dernièrement je me suis intéressé à Jean-Luc Godard que je ne connaissais que de nom, après avoir entendu des journalistes en dire le plus grand mal, je me suis dit qu'il

méritait peut-être d'être connu ainsi que son cinéma. Dans un premier temps j'ai préféré le personnage avec ses contradictions à son cinéma trop élitiste à mon goût, pour finalement me reporter sur Truffaut.

Dans la foulée j'ai envoyé deux courriels à une lectrice que je reproduis ici en améliorant certains passages après relecture.

1 - Tu es peut-être plus cinéphile que moi, et tu connais peut-être cet épisode que j'ignorais entre Godard et Truffaut, qui je dois dire n'était pas franchement à l'avantage de Godard. Leur relation fut compliquée, apparemment leur complicité porta uniquement sur le fait qu'ils voulaient faire du cinéma autrement, sur tout le reste leurs vues divergeaient ou ils ne partageaient rien, alors qu'on aurait pu penser le contraire au premier abord. On évoquait leur grande amitié, Truffaut dira qu'elle n'a jamais vraiment existé.

L'échange de lettre qui marquera leur rupture définitive en 1973 est d'une grande violence de la part de Truffaut, qui était particulièrement doux comme homme, il dévoile un Godard franchement antipathique, odieux, cynique qu'on ne soupçonnerait pas je le répète, comme quoi...

Il m'est arrivé de regarder un tas d'interviews ou de documentaires sur un tas de vieux acteurs ou metteurs en scène maintenant décédés, des musiciens ou artistes divers, des peintres ou des écrivains des siècles précédents...

J'aime bien comparer l'idée que je me faisais de certaines personnes à tort ou à raison avec ce qu'elles étaient vraiment. C'est un bon exercice pour apprendre un tas de choses, et cela force à être un plus modeste éventuellement, à se poser des questions sur la manière dont on perçoit les autres et s'améliorer. Tu me diras qu'à mon âge et compte tenu que je n'ai aucune activité publique, cela ne me servira plus à rien. Sans doute, mais cela me permettra de gagner en sérénité et de partir l'esprit tranquille.

S'agissant des acteurs que nous avons croisés à l'écran au cours de notre jeunesse et que nous avions appréciés ou qui nous avaient laissé un bon souvenir, dans un premier temps, j'ai été choqué d'apprendre un tas de choses qui n'étaient pas franchement à leur avantage ou épouvantables, puis je me suis dit qu'ils étaient comme les autres hommes ou femmes, peut-être en pire, mais cela devait tenir de leur position sociale supérieure à la nôtre, peut-être qu'à leur place nous n'aurions pas été plus vertueux...

Toujours est-il que maintenant je prends des précautions avant d'en faire l'éloge, ce que j'ai manqué de faire apparemment avec Godard, bien que j'eusse pressenti chez lui un penchant à mépriser les autres, mais ne le connaissant pas, je me suis figuré que j'exagérais peut-être, et je lui ai accordé le bénéfice du doute trop hâtivement, semble-t-il, un de mes défauts qui consiste à ne voir que le côté du personnage qui m'intéresse ou que je trouve agréable et pas l'autre, bref, j'ai encore des progrès à faire ! Tu as le droit de te marrer, moi j'en rigole bien !

2 - J'ai omis de préciser hier à la décharge de Godard, qu'après avoir regardé *La nuit américaine* de Truffaut, il a pu avoir l'impression désagréable que Truffaut avait trahi la conception du cinéma de la Nouvelle vague qu'ils croyaient partager, si c'était le cas comme l'a expliqué un journaliste spécialiste du cinéma, Godard n'aurait pas tous les torts.

On a parlé de rivalité entre eux, alors qu'ils ne se ressemblaient pas du tout, il se peut que cet aspect ait été exagéré ou mal interprété. C'est un fait que Truffaut fit un cinéma davantage commercial qui

contredisait ses critiques antérieures qu'ils partageaient avec Godard, c'est peut-être ce qui irrita Godard, observant que Truffaut recevait plein de prix ou ses films étaient nommés et récompensés à Cannes, alors que les siens n'obtenaient rien...

La lettre de rupture de Truffaut à Godard

https://cinemadanslalune.net/?p=83

Comment Truffaut et Godard ont-ils pu être amis ?

https://www.telerama.fr/cinema/comment-truffaut-et-godard-ont-ils-pu-etre-amis,117851.php

Jean-Luc Godard - Nouvelle vague (1990)

https://www.youtube.com/watch?v=p4wAK191Cxw

De la conceptualisation du cinéma... à l'amour des femmes.

Wim Wenders à propos de François Truffaut

https://www.youtube.com/watch?v=uJHgd5L__rc

Cinéastes de notre temps - François Truffaut Interview (1965)

https://www.youtube.com/watch?v=0A3tbrofEcA

François Truffaut en 9 minutes - Blow Up – ARTE

https://www.youtube.com/watch?v=ejTjwyfLq9g

Lynchage et mise à mort.

La femme d'Adrien Quatennens a porté plainte contre le député - AFP/LePoint.fr 3 octobre 2022

J-C – Du coup il n'a pas osé se pointer à l'Assemblée nationale ! Il faut dire qu'avec la bande de bras cassés et de lâches de la Nupes qui l'ont enterré au lieu de le défendre inconditionnellement, il n'avait pas tellement le choix.

Mais c'est de sa faute aussi, car il aurait dû tout balancer au lieu de laisser la main à son épouse, qui en profite pour lui porter un coup supplémentaire. Pourquoi, est-ce justifié, on l'ignore, il en avait trop dit ou pas assez…

Le féminisme a gâché ma vie.

https://www.youtube.com/watch?v=HosUCVGwrs0

Nouvelles du Réseau Voltaire

Réseau Voltaire 3 octobre 2022

Chers lecteurs,

Nous éditions gratuitement ce site internet consacré à des analyses des relations internationales. Nous éditions également un bulletin, désormais payant, de données brutes, Voltaire, actualité internationale.

Il vise à vous donner accès à toutes sortes d'informations dont beaucoup sont ignorées par les trois grandes agences de presse et, par conséquent, par tous les commentateurs occidentaux, qu'ils appartiennent aux médias mainstream ou à la presse alternative.

En ces temps de propagande, alors que l'on vient de saboter les gazoducs Nord Stream appartenant à 9 % à la France, nous avons besoin de disposer de tous les éléments afin de conserver une vue d'ensemble du champ de bataille et un jugement serein.

La poursuite de notre travail nécessite un financement régulier. C'est pourquoi nous vous invitons à vous abonner à ce bulletin hebdomadaire et à le faire connaître.

Abonnement annuel : 150 euros

https://buy.stripe.com/6oEaGSayyg3UaeAdQW

Abonnement mensuel : 15 euros

https://buy.stripe.com/9AQ8yKdKKeZQ2M8dR2

J-C – On a eu un bref échange ces derniers jours. Le Réseau Voltaire est un des rares médias dont les informations remontent à la source, en ce sens il est irremplaçable et nous rend de grands services. Qu'on partage ou non ses analyses est autre chose.

Fake news déguisée. Ils n'ont que l'embarras du choix.

J-C - L'obsession ou les intentions inavouables de ces sadiques : Nuire à la population et la plonger dans une psychose collective permanente pour en prendre le contrôle, car ils craignent son indépendance...

SHFV : un nouveau virus mortel "*sur le point de se propager*" à l'Homme - Yahoo 3 octobre 2022

Un virus qui provoque des symptômes mortels de type Ebola chez certains singes serait "*sur le point de se propager"* à l'Homme, alertent des chercheurs américains.

Après le Covid-19, le virus de la fièvre hémorragique simienne (SHFV) sera-t-il à l'origine de la prochaine pandémie ? Si aucune infection humaine n'a été détectée à ce jour, le risque est réel pour les chercheurs de l'Université du Colorado-Boulder, aux États-Unis.

D'autres virus potentiellement transmissibles ont récemment été découverts comme "*Khosta-2*" ou "*Langya henipavrus*". Mais comme le SHFV, aucun cas humain n'a pour l'instant été recensé. Yahoo 3 octobre 2022

J-C – Ils peuvent en trouver des milliers s'ils veulent !

A qui profite le crime ? Celui qui en est à l'origine.

L'Europe traverse sa plus grande épidémie de grippe aviaire jamais observée - Le HuffPost 3 octobre 2022

La grippe aviaire est plus dévastatrice que jamais en Europe et, plus inquiétant, elle s'étend sur l'ensemble du continent. Les dernières données sur l'épidémie, publiées ce lundi 3 octobre par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et le laboratoire de référence de l'UE, sont accablantes.

« *Heureusement, il n'y a eu aucune infection humaine lors des récentes épidémies de grippe aviaire dans l'UE, précise Andrea Ammon, directrice de l'ECDC. Cependant, plusieurs groupes de personnes, principalement ceux qui travaillent dans le secteur animal, courent un risque accru d'être exposés à des animaux infectés* ».

Même si les chiffres peuvent être impressionnants, aucune transmission à l'homme n'a été détectée en Europe. Cependant, l'ECDC souligne l'importance de se protéger et de renforcer toutes les mesures barrières pour les personnes travaillant auprès des animaux qui peuvent contracter la maladie.

« *Le dépistage de la grippe zoonotique doit également être envisagé chez les patients atteints d'une maladie respiratoire aiguë sévère d'origine inconnue, ainsi que chez les patients gravement malades ayant déjà été exposés à des animaux* », souligne le rapport.

J-C – Cette pandémie est fabriquée, elle n'existe pas. Ici en Inde par exemple, tous les jours en levant les yeux je vois voler dans le ciel des dizaines d'échassiers ou d'oiseaux migrateurs voler en rangs serrés, ils se posent un peu partout, parfois sur le dos d'une vache, dans le champ derrière chez moi, et je ne parle pas des singes, des loups, etc.

On mange du poulet d'élevage ou de ferme vagabondant librement dans le village, et personne n'est jamais tombé malade ou n'en est mort. Moi j'achète du poulet à un volailler qui élève ses poules en liberté à la campagne, il est propre et ne pue pas, je le paie un peu plus cher. Mais les Indiens achètent des poulets pleins d'excréments, de boue, parfois mal en point ou blessé, dégueulasses et qui puent, sans mourir pour autant, les œufs sont à peine plus appétissants. Et cela doit être la même chose dans plein de pays en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et on n'entend pas parler de grippe aviaire ou je sais quoi…

Avec tyran Macron, le corporatisme en marche est affiché et assumé.

Emmanuel Macron lance la plateforme du Conseil national de la refondation ainsi que les « *chantiers* » de l'Ecole et de la Santé - publicsenat.fr 3 octobre 2022

Extraits. (**J'ai surligné en rouge les expressions qui montrent ses intentions. – J-C**)

- Le but de ces premières réunions est de « ***bâtir un consensus*** », selon les mots du Président de la République.

- « *Il y a une volonté* ***des citoyens d'être associés à l'action****, mais pas simplement au moment des élections et de participer à la prise de décision, d'****être un acteur des décisions****…* »

- Le but sera de « *les mettre autour d'une table* ***pour faire le même bilan de la situation, un constat partagé...*** »

- Le but : éviter un énième « *grand débat* » et **profiter de la concertation** pour donner beaucoup plus d'autonomie aux établissements scolaires et hospitaliers. (**Leur privatisation en fait. - J-C**)

- Le Président rappelle que ces discussions autour d'une même table « *ne sont pas des débats » (...)* c'est le *'avec vous'* mis en œuvre. « *Participez à la plateforme et* ***aidez-moi*** *à transformer le pays, loin des postures, des conservatismes et des débats parfois caricaturaux.* »

- « ***Nous*** *avons tous notre part à prendre.* ***Nous*** *pouvons changer les vies si* ***nous*** *décidons de le faire. Je serai à vos côtés pour le faire envers et contre tous les blocages.* »

Ils osent tout. 11,27%. Ils sont ultra minoritaires, ils sont illégitimes, chassons-les du pouvoir !

J-C - Lors des différentes élections au cours des dernières décennies, la plupart des candidats ont été élus dans les pays occidentaux et un grand nombre de pays dans le monde avec en moyenne moins de 25% des voix exprimés. Dorénavant ce pourcentage tourne autour entre 10 et 15%, il tombe même parfois à 5%.

Cela ne les empêche pas d'affirmer qu'ils ont été élus démocratiquement et incarnent la démocratie, alors que l'immense majorité des électeurs ont refusé de voter pour eux, parce qu'ils estimaient qu'ils ne représentaient pas leurs intérêts ou disons ceux de la population en générale.

Législative partielle dans les Yvelines : Jean-Noël Barrot (Modem) en tête au premier tour - Le HuffPost 3 octobre 2022

Le ministre délégué (Modem) en charge de la Transition numérique Jean-Noël Barrot est arrivé ce dimanche 2 octobre largement en tête du premier tour de l'élection législative partielle dans la 2e circonscription des Yvelines, convoquée après la démission en août de sa suppléante.

Avec 42,29 % des voix exprimées, Jean-Noël Barrot a devancé la candidate NUPES Maïté Carrive-Bedouani (18,60 %) et le candidat LR Pascal Thévenot (17,80 %).

Dans cette circonscription qui regroupe Versailles-Sud, Vélizy-Villacoublay ou Chevreuse, la participation a atteint seulement 26,67 %, contre 58,36 % au premier tour de juin dernier.

Les disciples masqués de la "*troisième voie*" de Blair-Clinton-Macron se mobilisent.

Congrès du PS: une tribune appelle pour une "*troisième voie*" afin de "*rassembler la gauche durablement*" - BFMTV 2 octobre 2022

Cent-cinquante cadres du PS ont signé dans le JDD une tribune baptisée "*Refondations*", prélude à une "*troisième voie*", entre la ligne pro-Nupes prônée par le premier secrétaire Olivier Faure et celle de son opposante Hélène Geoffroy, pour le prochain congrès du PS. BFMTV 2 octobre 2022

L'esclavage durable de la dette

Dans ce premier épisode d'une nouvelle série, Iain Davis et Whitney Webb explorent comment les politiques de « *développement durable* » de l'ONU, les ODD (objectifs de développement durable), ne promeuvent pas la « *durabilité* » telle que la plupart la conçoivent et utilisent plutôt le même impérialisme de la dette utilisé depuis longtemps par l'empire anglo-américain pour piéger les nations dans un nouveau système de gouvernance financière mondiale tout aussi prédateur.

L'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable est présenté comme un « *plan commun pour la paix et la prospérité des peuples et de la planète, maintenant et à l'avenir* ». Les 17 objectifs de développement durable, ou ODD, sont au cœur de ce programme.

Bon nombre de ces objectifs ont l'air sympathique en théorie et brossent le tableau d'une utopie mondiale émergente – comme l'élimination de la pauvreté, de la faim dans le monde et la réduction des inégalités. Pourtant, comme c'est souvent le cas, la réalité qui se cache derrière la plupart – sinon la totalité – des ODD est constituée de politiques enveloppées dans le langage de l'utopie qui, dans la pratique, ne profiteront qu'à l'élite économique et renforceront son pouvoir.

https://reseauinternational.net/lesclavage-durable-de-la-dette/

Qui gouverne ? Ils font la pluie et le beau temps.

Royaume-Uni : après une tempête financière, Liz Truss rétropédale sur la baisse d'impôts pour les plus riches - Journal du Dimanche 3 octobre 2022

Le gouvernement britannique a annoncé ce lundi renoncer à une baisse d'impôt sur le revenu pour les personnes les plus riches, dans le cadre de son vaste plan budgétaire qui a provoqué une tempête financière au Royaume-Uni depuis une dizaine de jours.

Un rétropédalage qui s'explique par la plongée des marchés financiers depuis que les premières lignes du coûteux plan budgétaire de Liz Truss ont été dévoilées. Les marchés ont connu de fortes turbulences, poussant la Banque d'Angleterre à intervenir pour *« rétablir des conditions de marché normales »*. Journal du Dimanche 3 octobre 2022

A ceux qui soutiennent la candidature de Lula au Brésil.

Brésil: Lula et « *le néoliberalisme à visage humain* » par Prof Michel Chossudovsky (13 juillet 2003) - Mondialisation.ca, 28 septembre 2022

De quel type d'« *alternative* » s'agit-il lorsqu'un gouvernement, qui s'engage auprès des citoyens à « *combattre le néolibéralisme* », devient un ardent défenseur du « *libre marché* » et de la « *médecine économique forte* »? Derrière la rhétorique populiste du gouvernement du président Lula, la politique néolibérale demeure intacte.

https://www.mondialisation.ca/br-sil-lula-et-le-n-oliberalisme-visage-humain/1464

La représentante étasunienne Victoria Nuland se rend au Brésil. Washington va-t-elle appuyer Lula ?

La "*confiance*" des États-Unis dans le système électoral brésilien éveille des soupçons par Lucas Leiroz de Almeida (InfoBrics 6 mai 2022) - Mondialisation.ca, 28 septembre 2022

https://www.mondialisation.ca/la-representante-etasunienne-victoria-nuland-se-rend-au-bresil-washington-va-t-elle-appuyer-lula/5668140

Depuis 2020, tout s'est inversé dans le scénario politique brésilien : Lula est devenu un allié des élites internationales contre les partenaires des BRICS et Bolsonaro a été contraint d'adopter une politique étrangère plus neutre en raison du refus de Biden de coopérer avec lui. Quel que soit le camp qui l'emporte, les tensions se poursuivront : si Lula gagne, Bolsonaro alléguera une fraude ; si Bolsonaro gagne, les élites mondiales qui soutiennent Lula pourront tenter une sorte d'opération de maintien de l'ordre, étant donné que la Cour suprême et la Cour électorale soutiennent également Lula. L'instabilité est la seule certitude pour l'avenir.

Iran. Quand dans les pays les plus inféodés à Washington on manifeste contre ses ennemis, c'est forcément pour une bonne cause !

L'ayatollah Khamenei accuse les États-Unis et Israël d'être les instigateurs des émeutes iraniennes - Journal du Dimanche 4 octobre 2022

J-C - En réalité, chaque fois on se retrouve en présence d'une instrumentalisation initiée par les agents de l'oligarchie anglo-saxonne, relayée ensuite par ses zélés larbins de l'extrême-centre à l'extrême gauche en passant par la droite.

L'AFP a relayé les accusations suivantes proférées par une ONG, ensuite on y revient.

AFP/LePoint - L'IHR a accusé les forces de sécurité iraniennes d'avoir « *réprimé dans le sang* » une manifestation vendredi après les prières à Zahedan, à la suite de ces accusations. « *Les meurtres de manifestants en Iran, notamment à Zahedan, constituent un crime contre l'humanité* », a déclaré le directeur de l'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam : « *La communauté internationale a le devoir d'enquêter et d'empêcher que d'autres crimes ne soient commis par la République islamique.* » AFP/LePoint 3 octobre 2022

Or, il se trouve que cette ONG, l'Iran Human Rights (IHR), figure dans un réseau mondial d'ONG financées par Soros, Gates, Rockefeller et Cie, bref, Davos. Je l'ai découvert après m'être livré à des recherches sur le Net pendant près de 2 heures.

- NoComment : manifestations au Canada en soutien aux femmes iraniennes - Euronews 2 octobre 2022

- Iran : des milliers de manifestants dans la rue à Paris - AFP/LePoint.fr 3 octobre 2022

J-C - Les manifestants ont scandé rapporte l'AFP : « *Mahsa Amini, ton nom a fait trembler la tyrannie des ayatollahs* », « *Mort à la République islamique* », « *Mort au dictateur* ».

C'est marrant on ne les a jamais entendu scander ce genre de mots d'ordre à l'encontre des chefs d'Etat occidentaux qui n'ont cessé de déclencher des guerres partout dans le monde, Bush père et fils, Obama, Biden, Sarkozy, Hollande, Macron pour ne citer qu'eux. En revanche ils avaient visé Trump, normal puisqu'il figurait dans le colimateur du Deep State, du club Bilderberg ou Davos, tout s'explique.

Le récit officiel sert juste à camoufler les intentions inavouables des sommets de l'oligarchie financières anglo-saxonne-sioniste, qui est réellement à l'origine des évènements décriés, afin de mieux manipuler les consciences, qui ensuite vont leur servir de caution morale frauduleuse à leur politique criminelle contre tous les peuples. Ils ont besoin d'associer une partie de leur peuple à leur entreprise de déstabilisation, car ils savent que tôt ou tard ils seront mis en accusation, à ce moment-là, ils pourront déclarer avec l'appoint ou le cynisme qu'on leur connaît, que finalement ils n'avaient fait que répondre favorablement aux aspirations de leur peuple, ce qui leur vaudra de pouvoir continuer à nuire à l'humanité entière en toute impunité.

L'Agence Française de Propagande (AFP) est passée maître en la matière : "*Le mouvement de contestation a été déclenché par le décès le 16 septembre de la jeune Kurde iranienne de 22 ans*" imputé aux autorités iraniennes, tout comme la guerre contre la Syrie a été déclenchée par la répression féroce de manifestations pacifiques par le "*sanglant dictateur*" Bachar el-Assad, idem en Libye pour justifier son bombardement et l'assassinat du "*dictateur*" M. Kadhafi, idem pour l'Irak, l'Afghanistan, etc. On pourrait ajouter la fable du réchauffement climatique dû à l'activité humaine ou celle sur une pandémie virale entièrement fabriquée, la responsabilité de la guerre en Ukraine imputable à la Russie, alors qu'en réalité elle a été déclenchée par l'OTAN en 2014...

L'AFP relaie les déclarations de l'ONG Iran Human Rights (IHR).

Iran Human Rights (IHR) qu'est-ce que c'est ?

L'IHRNGO compte des membres actifs et des membres de soutien en Iran, aux États-Unis, au Canada, au Japon et dans plusieurs pays européens. L'organisation a débuté comme un réseau de

défenseurs des droits de l'homme iraniens et non-iraniens en 2005. Elle a été enregistrée en Norvège en tant qu'organisation internationale en 2009.

Cette ONG a été fondée par Mahmood Amiry-Moghaddam, un neuroscientifique norvégien-iranien et un défenseur des droits de l'homme. Il a été un des collaborateurs de Peter Agre.

Qui est Peter Agre ?

Un médecin américain qui reçut le prix Nobel de chimie en 2003, dans les petits papiers du milliardaire Michael Bloomberg qui le récompensera en 2014, il deviendra également le directeur du Johns Hopkins Malaria Research Institute (JHMRI) à la Bloomberg School of Public Health.

Précédemment et ceci pourrait expliquer cela, de 2009 à 2011, il effectuera un certain nombre " de visites de diplomatie scientifique dans des pays ayant des relations conflictuelles avec les États-Unis " (Cuba, la Corée du Nord, l'Iran, la Birmanie notamment) de manière à "favoriser les échanges et les collaborations sur des projets scientifiques pacifiques et de réduire ainsi les tensions", comme c'est dit diplomatiquement, servit-il aussi d'espion ? Opposé à G.W. Bush auquel il reprochera de ne pas avoir signé l'accord de Kyoto, ses préférences se reporteront sur Obama, jusqu'à faire partie de l'équipe de sa campagne présidentielle de 2008. Il fit partie des 76 lauréats du prix Nobel ayant signé la déclaration de Mainau 2015 sur le changement climatique lors de la dernière journée de la 65e réunion des lauréats du prix Nobel de Lindau, remise à François Hollande dans le cadre du sommet sur le climat COP21 à Paris. (Source : Wikipédia)

Revenons à Mahmood Amiry-Moghaddam.

En 2004, la médaille d'or du roi lui fut discernée pour le meilleur doctorat en médecine à l'université d'Oslo, il en profita pour faire savoir qu'il allait glisser deux mots à sa majesté sur les droits de l'homme en Iran, quelle tendre et désintéressée attention, n'est-ce pas ? Il devint membre de l'Académie norvégienne des sciences et des lettres financée par l'Etat et de généreux donateurs.

Il passa ensuite un an en tant que boursier postdoctoral à la Harvard Medical School (Boston, Massachusetts - Etats-Unis) en 2006. En 2007, Amnesty International lui décerna le prix norvégien des droits de l'homme pour son travail contre les violations des droits de l'homme en Iran, récompense plus que suspecte en raison de la nature de cette ONG financée par les Soros et Cie. (Source : Wikipédia et iranhr.net)

J'ai constaté dans leur blog, qu'ils amalgamaient tous les délits commis en Iran ayant débouché sur des peines de mort.

Ils avancent qu'au moins 331 Iraniens auraient été exécutés en 2021, c'est possible, on n'a aucune raison de contester ce chiffre, mais à côté, combien de morts ont causé dans le monde toutes les guerres initiées par les Américains et soutenues par leurs vassaux européens notamment, des millions, des dizaines de millions au cours des dernières décennies, mais là étrangement ces vertueux représentants de la moralité, ces grands humanistes sont aveugles, sourds et muets, ils ne se mobiliseront pas pour condamner ces massacres de masse, pour condamner ces régimes mafieux et criminels, ils ne feront rien pour dresser les masses contre ces Etats et les aider à les abattre parce qu'ils en sont des agents en réalité. Quand on examine leurs parcours, on comprend immédiatement qu'ils se sont laissé acheter, corrompre par l'idéologie de leurs maîtres, il leur faut être redevables envers ceux à qui ils doivent leur statut social privilégié, leur mode de vie confortable qu'ils tiennent par-dessus tout à préserver, leur sortie n'a pas d'autre signification en somme.

Le blog de cette ONG (iranhr.net) bénéficie en bas de page du "*badge*" NGOsource. Qu'est-ce que c'est ?

- Disposer de ce label, signifie que "*sur dossier*" l'ONG a été reconnue par NGOsource "*comme étant équivalente à un organisme de bienfaisance public américain ou à une institution gouvernementale pour un bailleur de fonds spécifique pendant une période spécifique*". Il est précisé à qui il s'adresse en priorité : "*Le badge n'est pas une désignation légale et ne représente pas une détermination valide : il est destiné à des fins de marketing uniquement. Les bailleurs de fonds américains intéressés par le financement d'une organisation étrangère*". (https://www.ngosource.org/about-us/contact-us)

NGOsource, un projet du Council on Foundations et de TechSoup, aide les subventionneurs américains à rationaliser et à économiser dans leurs dons internationaux.

Council on Foundations (https://www.tsgn.org/fr)

Partenaires Clés (2 parmi "*plus de 400 sociétés et plus de 125 fondations partenaires*")

- Microsoft

- Amazon

- The Rockefeller Foundations

TechSoup (https://www.techsoup.org/)

Les mêmes qu'à Council on Foundations

Argent sale : Faisons connaissance de l'agent des États-Unis qui mène les émeutes dirigées par la CIA en Iran - Réseau International 3 octobre 2022

Faisons connaissance de Masih Alinejad, l'arme de choix de Washington en vue de faire surgir la plus grande tentative de révolution de couleur en Iran actuellement. « *Je mène ce mouvement* », explique Alinejad, 46 ans, au *New Yorker* samedi dernier. « *Le régime iranien va été renversé par des femmes, je le crois.* »

Opérant à partir d'une planque du FBI, Alinejad vit aux États-Unis depuis une dizaine d'années et travaille à temps plein pour VOA Persia – ou Voice of America, Perse – l'organe de propagande directement financé par le Broadcasting Board of Governors (BBG), Une arme de soft power de l'empire entièrement financé par le Congrès américain, fait pour capitaliser sur les récits néfastes en faveur de la corporatocratie de Washington.

Les missions d'Alinejad sont assez nombreuses : prendre des photos de charme avec les politiciens pro-guerre les plus efficaces du monde qui ont uniquement tout fait pour anéantir l'Asie occidentale, tel que Mike Pompeo « *Nous avons menti, nous avons triché, nous avons volé », et Madeleine Albright « Cela vaut le prix (de tuer des enfants irakiens)* ».

Mais ce n'est pas tout : entre 2015 et 2022, l'agence américain pour les médias globaux a versé plus de 628.000$ à Alinejad pour harceler les femmes voilées, cracher la propagande, et exiger plus de sanctions contre son pays (ce qui n'est une façon d'agir très patriotique). Alinejad fait tout en son pouvoir médiatique pour isoler son pays, tenter d'en faire un état paria interdit de tout privilège diplomatique, économique et politique dans l'arène mondiale. Champion de l'impérialisme, Alinejad est même grassement payée par la CIA pour inciter à la violence et au mensonge.

La liste de paie de Masih Alinejad par le gouvernement américain est visible sur un grand nombre de sites internet, tel que govtribe.com et USAspending.gov, en introduisant simplement son identifiant dans la barre de recherche : H2JFTHB14639.

Le dernier narratif exploité par Alinejad est celui-ci : Mahsa Amini, 22 ans, dans un enregistrement de la chaîne de télévision CCTV, montre une dispute verbale avec un officier de police femme au sujet de la façon dont son hidjab est enveloppé autour de sa tête. Il n y a pas d'escalade concernant la dispute ; la femme laisse la jeune fille seule et s'en va. En une fraction de secondes, la jeune femme se fige, se plie et tombe sur une chaise à laquelle des passants se précipitent. La jeune fille, qui a subi une opération à cerveau ouvert en 2006, a fait une crise cardiaque qui l'a mise dans un état de choc. Deux jours plus tard, elle a été prononcée morte, par la suite, les tabloïds occidentaux ont accusé la police iranienne d'avoir battu Amini à mort, ce qui a provoqué les émeutes.

Admettre qu'elle a mené les émeutes contre le gouvernement n'est qu'une déclaration. Ses tweets ne font qu'exposer davantage son programme – le transfert de narration d'un tweet à l'autre est déconcertant.

Le 14 septembre, jour de la crise cardiaque d'Amini, Alinejad n'a fait aucune mention de coups ou de violence. Elle a écrit sur Twitter : « *Amini fait une crise cardiaque après avoir été arrêté par la police des mœurs* ».

Le 15 septembre, l'atout de la CIA monte d'un cran dans la rhétorique : « *Cette femme est dans le coma parce que la police des mœurs l'arrête sauvagement*. » Toujours pas de mention d'abus, de coups ou de violence physique.

Entre ce tweet et un commentaire, Alinejad s'adresse à ses patrons : « *Amini est dans le coma après avoir été battue par la police des mœurs. »*

Le 16 septembre, jour de l'annonce de la mort de la jeune femme, Alinejad a lancé un hashtag dont elle avait préparé le terrain fertile : « *#MahsaWasMurdered by the Islamic Republic's hijab police in Iran* ».

Les laquais de Washington étaient également à l'œuvre : L'un des premiers à accuser la police d'avoir battu Amini est IranWire, fondé par Maziar Bahari. Bahari est un exilé iranien anti-Téhéran qui a admis avoir « *couvert des manifestations illégales* » et « *aidé à promouvoir des révolutions de couleur* » en Iran. Un atout pour l'empire.

Le deuxième message Twitter qui propage le faux récit provient de Babak Taghvaee, un exilé agent double accusé d'avoir diffusé des informations sensibles à la CIA et au Mossad ; un collaborateur militaire d'Israel Hayom, de rapports de recherche du Pentagone et de Radio Free Asia/Radio Liberty, financée par le département d'État américain, qui est également à la solde du BBG.

Grâce aux centaines de faux comptes qui ont créé une tendance sur les médias sociaux, les tweets ont pris une ampleur considérable et des émeutes ont immédiatement éclaté. Des groupes terroristes

parmi la foule ont été détectés et arrêtés avec des armes tranchantes et des explosifs, des meurtres ont été perpétrés dans le but de rejeter la faute sur le gouvernement, et les émeutiers ont brûlé des banques et d'autres institutions publiques non pertinentes, créant ainsi le chaos. Le MEK, rappelons-le, a été une organisation terroriste aux États-Unis jusqu'à ce qu'il soit retiré de la liste en 2014 – l'année où Alinejad s'est rendu aux États-Unis. Maintenant, les tabloïds associent les « *Iraniens épris de liberté* » aux partisans et organisateurs du MEK.

Washington tente depuis longtemps de mobiliser les Iraniens contre leur gouvernement, soit par la propagande médiatique, soit par les sanctions. Le chaos qui se prépare est un rêve devenu réalité pour Alinejad, un sous-produit de plus de décennies de travail. Dans un câble Wikileaks de 2009 envoyé au département d'État américain, on peut lire qu'un Alinejad mécontent se plaint d'un « *manque de cohésion entre les réformistes* » qui entrave les plans et les intérêts de Washington.

Les médias mondiaux, Hillary Clinton, l'Open Society Foundation de Soros et la NED ont tous simultanément pris part à la campagne, versant des larmes de crocodile sur les femmes iraniennes. Il faut savoir que ces entités ont projeté, permis et financé les politiques patriarcales les plus brutales contre les femmes dans le monde, y compris aux États-Unis. Il n'y a eu aucune considération pour les femmes palestiniennes, yéménites, irakiennes, libyennes ou syriennes lorsque les États-Unis ont bombardé ou financé des armes pour ramener des sociétés à l'âge de pierre. Washington finance aujourd'hui l'entité la plus répressive d'Asie occidentale, « *Israël* », dont le système est fondé sur le racisme, le viol et le déracinement.

Sans parler des sanctions dont Alinejad a demandé à plusieurs reprises l'application contre l'Iran, car elle « *croit* » qu'elles fonctionnent. Les sanctions ont affecté le mode de vie de nombreuses femmes iraniennes, les empêchant de jouir de leur droit à l'assainissement, de garantir une alimentation et une santé de qualité à leurs enfants et d'utiliser les ressources nécessaires à une vie saine. Ce n'est pas très féministe, n'est-ce pas ?

https://reseauinternational.net/argent-sale-faisons-connaissance-de-lagent-des-etats-unis-qui-mene-les-emeutes-dirigees-par-la-cia-en-iran/

Dossier guerre de l'OTAN contre Russie.

Transcription du discours révolutionnaire du président Poutine : « *La dictature des élites occidentales c'est la religion inversée le satanisme pur et simple* » - lemediaen442.fr 1 octobre 2022

Le président russe s'est exprimé durant la cérémonie de signature d'accords, organisée à Moscou après les référendums d'adhésion à la Russie dans les Républiques populaires de Donetsk et Lougansk ainsi que dans les régions de Kherson et Zaporijia.

https://lemediaen442.fr/transcription-du-discours-revolutionnaire-du-president-poutine-la-dictature-des-elites-occidentales-cest-la-religion-inversee-le-satanisme-pur-et-simple/

https://odysee.com/@RTFRANCE:a/discours-vladimir-poutine-adhesion-russie:8?src=embed

J-C - L'incroyable discours de Poutine. Ce n'est pas le premier d'une telle envolée, mais là il atteint les sommets, à côté tous les chefs d'Etat occidentaux passent pour des autistes, des minables, ils les dominent tous et de loin.

Ce qui les rend littéralement dingue, c'est qu'il les caractérise tels qu'ils sont réellement avec des mots très simples que chacun peut comprendre, du coup on sent spontanément qu'il ne cherche pas à embrouiller son auditoire, qu'il est sincère et que les autres sont malhonnêtes ou animés de mauvaises intentions.

Ce n'est pas notre tasse de thé, mais force est de reconnaître que c'est un chef d'Etat hors du commun qui mérite qu'on l'écoute.

Une lectrice - Magnifique discours ! On voit la différence entre un grand homme d'état et des trous-du-cul pousse-mégots.

J-C - Il est évident que ce discours va avoir des répercussions dans le monde entier, parce qu'il incarne la détermination inébranlable de la Russie et ses alliés d'affronter les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux. Cela va encourager d'autres chefs d'Etat à imiter la Russie, il y en a qui en meurent d'impatience depuis longtemps, cela a déjà commencé, c'est ce que j'ai montré à travers plusieurs témoignages piochés dans l'actualité dans plusieurs causeries dernièrement, c'est important aussi de le montrer, tout comme l'importante conférence qui vient d'avoir lieu à Samarcande.

Je ne peux pas rendre toute l'actualité politique internationale dans mes causeries par manque de temps, mais je suis parfaitement informé.

Quotidiennement il y a des articles qui montrent comment les Américains menacent des Etats qui résistent aux pressions qu'ils exercent sur eux, comment ils essaient de les acheter, comment surtout ils visent directement les intérêts de la Russie ou de la Chine, comme l'a dit Poutine, ils ne s'en cachent même plus, ils sont carrément passés en mode règne de la terreur ouverte et permanente en termes de rapports avec les autres Etats, parce que jusqu'à présent ils bénéficiaient d'une impunité totale et ils ne voyaient pas pourquoi ils devraient se comporter autrement, ce qui est justement en passe d'être terminé et ils ne supportent pas évidemment ou ils réagissent hystériquement, violemment, peu importe, c'est ce que leur a signifié clairement Poutine et Xi, mais aussi Modi pour l'Inde, maintenant c'est terminé nous n'accepterons plus ce genre de traitement...

Ce matin en y repensant, je me suis dit que tous les chefs d'Etat et de gouvernement du monde, de nombreux ministres, élus, chefs de partis politiques, syndicalistes, militaires de haut rang, journalistes, rédacteurs en chef, économistes, historiens, universitaires et autres intellectuels l'ont écouté et ils n'ont pas pu s'empêcher de convenir que ce qu'il disait était la vérité qu'ils le veuillent ou non, vérité que les occidentaux s'employaient à camoufler, maquiller, nier, mais qui finalement leur pétait à la gueule ou se rappelait à leur bon souvenir.

Il se pourrait dans un avenir très proche, que la dégradation brutale et violente de la situation économique et sociale dans de très nombreux pays conduira plus d'un à réviser sa copie et à prendre ses distances ou même à rompre avec les Etats-Unis et ses vassaux européens. Cela pourrait se traduire par une inflexion graduelle ou une modification rapide des rapports entre les différents acteurs politiques et entre classes qui nous serait favorable.

C'est notamment la raison pour laquelle je me suis refusé à condamner l'opération militaire engagée par la Russie contre l'OTAN, parce qu'à terme la dislocation de l'économie mondiale ou le coup porté contre elle ne pourrait qu'affaiblir et diviser nos ennemis sur le plan politique, de la même manière que les sanctions imposées à la Russie allaient se retourner contre ceux qui les avaient prises.

Reste à savoir si nous serons capables de saisir cette formidable opportunité pour remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille, afin que la classe ouvrière alliée aux secteurs progressistes des classes moyennes réalisent les tâches politiques et historiques qu'elles sont les seules à pouvoir accomplir pour le compte de l'humanité toute entière.

C'est à cet objectif que nous devons travailler, finalement à la réalisation du programme de la révolution socialiste internationale pour libérer définitivement tous les peuples du joug de l'exploitation et de l'oppression. Les Américains et leurs valets ne s'attendaient pas à une telle détermination de la part des Russes, sachons en faire preuve également avec notre propre orientation politique révolutionnaire, et non celle de Poutine, cela va de soi, et nous vaincrons.

Zelensky demande l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan. Le secrétaire général, Jens Stoltenber, répond que ce n'est pas la priorité - lemediaen442.fr 1 octobre 2022

Après cette demande d'adhésion rapide de Kiev à l'Otan, Jens Stoltenberg répondait aux questions des journalistes lors d'un point presse du 30 septembre 2022. Le secrétaire général n'est pas sur la même longueur d'onde que le président ukrainien : « *Les décisions d'adhésion doivent être prises par tous les membres de l'Otan, cette décision est prise par consensus. Maintenant, nous nous concentrons sur le soutien immédiat à l'Ukraine pour se défendre contre l'invasion brutale de la Russie, et c'est l'objectif principal des alliés de l'Otan.* »

Le président ukrainien Zelensky appelle au génocide de la population russe : « *Vous serez tués un par un comme des boucs émissaires !* » - lemediaen442.fr 2 octobre 2022

Le samedi 1 octobre, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a menacé les Russes de vouloir les tuer un par un comme des boucs émissaires. (Voir vidéo ci-dessous)

Alors que le ministère russe de la Défense a déclaré avoir retiré ses troupes — par crainte d'un encerclement — de la ville de Lyman « *vers des lignes plus favorables* ». Kiev a revendiqué que ses troupes avaient conquis la ville « *Tout au long de cette semaine, davantage de drapeaux ukrainiens ont été hissés dans le Donbass. Il y en aura encore plus dans une semaine.* » a déclaré Zelensky.

Suite à cette victoire, c'est le visage rempli d'animosité que Volodymyr Zelensky s'est adressé directement à la population russe lors de sa prise de parole quotidienne. Il a menacé d'exterminer les civils russes les uns après les autres : « *Tant que vous tous n'aurez pas résolu le problème de celui qui a tout commencé, qui a déclenché cette guerre insensée contre l'Ukraine, vous serez tués un par un, devenant des boucs émissaires, parce que vous n'admettez pas que cette guerre est une erreur historique pour la Russie.* »

Zelensky emploi le mot « *bouc émissaire* » en toute conscience puisqu'il sait que le peuple russe se compose de femmes, d'enfants… de personnes totalement innocentes, il est donc prêt à les sacrifier

en toute connaissance de cause jusqu'au dernier, afin qu'ils paient le prix de la guerre voulu par les Occidentaux.

Aux référendums d'adhésion à la Russie dans les Républiques populaires de Donetsk et Lougansk, ainsi que dans les régions de Kherson et Zaporijia, les populations ukrainiennes russophones du Donbass ont voté afin de rejoindre la grande Russie. Elles sont prioritairement menacées par les propos du président Zelensky. Ces menaces — qui ne datent pas d'hier — rappellent celles de l'ancien président ukrainien, Petro Porochenko, lors d'une représentation au théâtre de l'opéra d'Odessa, le 23 octobre 2014, il avait annoncé la couleur quant à la façon de gagner la guerre contre les populations ukrainiennes russophones du Dombass : « *Nous aurons du travail, eux non ! Nous aurons des retraites, eux non ! Nous aurons des avantages pour les retraités et les enfants, eux non ! Nos enfants iront à l'école et à la garderie, leurs enfants resteront dans les caves du sous-sol ! Parce qu'ils ne savent rien faire ! Et c'est comme ça, précisément comme ça que nous gagnerons la guerre !* »

L'Onu définit les objectifs de Zelensky comme des crimes de guerre

Sont des crimes de guerre :

Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement part aux hostilités ;

Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires ;

Le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu. (Statut de Rome, Art. 8, Crimes de guerre)

Pour voir les 2 vidéos.

https://lemediaen442.fr/le-president-ukrainien-zelensky-appelle-au-genocide-de-la-population-russe-vous-serez-tues-un-par-un-comme-des-boucs-emissaires/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 6 octobre 2022.

Comment doit-on caractériser un Etat dont les dirigeants appellent à renverser à l'aide d'un coup d'Etat des chefs d'Etat à travers le monde, voire à les supprimer physiquement entre autres ?

Un Etat, les Etats-Unis, qui recourt aux mêmes méthodes que les nazis pour parvenir à leurs fins, mérite d'être caractérisé de néonazi, qui plus est quand ils financent et arment un régime réputé nazi et comportant dans ses institutions et son armée des organisations se réclamant ouvertement du nazisme, le régime ukrainien de Zelensky.

A l'heure actuelle, aucun chef d'Etat ou de gouvernement dans le monde, aucun parti politique en France n'a osé caractériser de néonazi le régime américain, pas même le régime israélien soit dit en passant.

On nous opposera sans doute, qu'à l'instar d'autres Etats qui méritent la même caractérisation politique, ils ne se comportent pas en nazis dans leur pays, on se demande ce qu'il leur faut après ce qu'ils ont vécu depuis janvier 2020, ils n'ont pas besoin de recourir à ces méthodes à l'intérieur puisque le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et les classes moyennes sont neutralisés, mais attendez qu'elles se révoltent, et vous pourrez alors constater qu'ils n'hésiteront pas à employer tout l'arsenal administratif, législatif, numérique, judiciaire, policier et militaire à leur disposition pour réprimer violemment dans le sang le peuple exigeant justice et liberté.

Macron dispose d'une base sociale relativement stable et suffisamment large sur laquelle s'appuyer, pour user de manière disproportionnée du pouvoir dictatorial que lui confère la Constitution de la Ve République ou gouverner sur le mode du coup d'Etat permanent, puisqu'il concentre sans partage tous les pouvoirs, et il peut en user et abuser à sa guise en toute impunité ou sans craindre d'être inquiété par une opposition profondément hétérogène ou divisée, réduite à l'impuissance car elle-même corrompue ou acquise au capitalisme, avec lequel elle n'a aucune intention de rompre, encore moins de l'affronter.

A quoi bon épiloguer sur la nécessité de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, puisqu'il n'en existe même pas l'embryon ou cela n'intéresse personne ou presque d'avancer dans cette voie.

Si on continue malgré tout le combat politique, c'est parce qu'on ne peut pas admettre que ce serait une fatalité et qu'il faudrait s'y plier. On demeure convaincu qu'un jour ou l'autre, il se produira un choc salutaire, peut-être la goutte de trop qui fera déborder le vase qui était déjà plein, qui contribuera à inverser le cours des choses, lorsque l'impression qu'il n'y a plus rien à perdre se répandra au sein de secteurs entiers du prolétariat et l'amènera à se soulever sans que plus rien ne puisse le retenir, alors l'heure de la fin du régime aura enfin sonné.

Nous en sommes encore à l'étape où toutes les bases du régime sont en train d'être sapées les unes après les autres en profondeur. Chacun s'interroge sur ce qu'il est en train de vivre, sur ce qui lui a été déjà annoncé dans les mois qui viennent et qui devrait être pire que tout ce qu'il a vécu récemment. Chacun essaie de comprendre ce que signifie cette inversion soudaine des règles, des principes, des valeurs qu'on lui avait inculqués et auxquels il était attaché à tort ou à raison,

l'abandon des repères ou des croyances, des connaissances, des idées ou des comportements qui rythmaient son quotidien. On lui intime l'ordre de changer de mode de vie sans qu'il puisse espérer en tirer le moindre profit dans l'avenir, puisqu'on l'a déjà averti que ce processus était irréversible, et qu'il devrait se faire à cette idée de gré ou de force, se résoudre à devoir vivre de plus en plus mal au prix de sacrifices toujours plus exorbitants. Du coup, on se dit qu'il va forcément arriver un moment où la quantité va se transformer en qualité, il n'en pourra plus et il dira stop, c'est terminé une fois pour toute, maintenant c'est moi qui vais prendre mon destin en main…

Ce travail de sape du régime en profondeur, c'est ce que je réalise ici avec mes faibles moyens, pour qu'il soit efficace, il ne faut laisser place à absolument aucune illusion. Il n'est pas question non plus d'entretenir ou de faire naître de faux espoirs pour faire plaisir à qui que ce soit, non, la démagogie n'a pas sa place ici, on préfère s'en tenir à la réalité telle qu'on l'interprète à partir des faits, plutôt qu'être influencé par des intentions, des émotions ou des états d'âme, sans pour autant les négliger. Chaque chose doit être considérée à sa juste valeur et trouver sa place sans empiéter sur celle des autres. C'est juste une question de réglage une fois établies les priorités en fonction de l'ordre dans lequel les choses se produisent ou apparaissent. Ensuite, des ajustements sont toujours possibles quand on n'a pas un esprit obtus ou borné et on s'accorde le droit à l'erreur, c'est assez simple finalement, c'est une façon de parler !

USA. Le rêve américain à Portland ! 19 septembre 2022

https://www.youtube.com/watch?v=pGgBcn6S0ss

Rappel. À l'origine. Quand Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont créé le GIEC

Aujourd'hui, le GIEC est un pilier essentiel de la lutte mondiale contre le changement climatique. La pertinence des alertes lancées par ces scientifiques est unanimement reconnue. Pourtant son origine vient d'un organe international dont l'engagement environnemental n'a pas toujours été salué : le G7, le groupe des sept premières puissances économiques de la planète.

Depuis plus de trente ans, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le fameux GIEC, alerte le monde sur les réalités du changement climatique et sur ses dangereuses conséquences. L'origine de ce groupe de scientifiques spécialistes du climat et d'autres domaines de recherches est loin d'être évidente.

Dès le début des années 80, l'essentiel de l'impact des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique était connu. Mais le GIEC ne voit le jour qu'en 1988, et son organisation a été confiée à l'Organisation météorologique mondiale et au Programme des Nations unies pour l'environnement. C'est le G7, comprenant alors le Canada, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui a proposé ce concept. Plus précisément, ce sont deux dirigeants qui vont pousser cette création : la Première ministre britannique Margaret Thatcher et le Président américain Ronald Reagan.

Charbon contre nucléaire

Le Président américain avait pour motivation de ne pas laisser le sujet du climat à des groupements écologistes et de le mettre dans les mains de scientifiques. La Dame de fer de son côté avait des motivations plus complexes. Elle aurait été très tôt sensibilisée à la question climatique. Le 27 septembre 1988, dans un discours à la Royal Society, elle dit : "*L'augmentation des gaz à effet de serre (…) a conduit certains à craindre (…) une instabilité climatique. On nous dit qu'un effet de réchauffement de 1°C par décennie dépasserait largement la capacité de notre habitat naturel*".

Dans le même discours, elle évoque la fonte des glaces, la hausse du niveau de la mer, le trou dans la couche d'ozone et la dégradation des sols. Mais son action en faveur de la création du G7 avait aussi un objectif de politique interne alors qu'elle était en conflit depuis des années avec les syndicats des mineurs du charbon et qu'elle voulait plutôt favoriser le nucléaire pour le Royaume.

Depuis 1988, le GIEC a publié cinq rapports qui ont permis de convaincre le monde entier - ou presque - de l'origine du réchauffement climatique et de l'impérieuse nécessité d'engager une transition, en particulier énergétique, pour limiter au maximum nos émissions de CO2 dans l'atmosphère. Le prochain rapport du groupe d'experts est attendu pour 2022. novethic.fr 4 janvier 2020

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Il y a deux manières d'appréhender des faits, l'histoire ou plutôt le processus historique (inconscient) dialectique et matérialiste. Sur le plan synchronique qui consiste à aborder la situation ou à traiter des évènements en se bornant à leurs implications présentes, ou sur le plan diachronique, qui consiste à les aborder dans une perspective plus large ou dynamique, autrement dit historique.

Selon qu'on les analyse en recourant à l'un ou l'autre plan, de préférence en privilégiant l'un au détriment de l'autre ou en l'excluant, on peut facilement arriver à des conclusions différentes, voir opposées, qui peuvent éventuellement s'exclure ou se compléter, généralement sans qu'on en ait pleinement conscience ou pas du tout pour compliquer les choses, d'où la difficulté de déterminer avec certitude lesquelles seront justes ou erronées, qui plus est si on n'a pas pris la précaution de cerner précisément sur quel plan se situaient les différents facteurs et rapports qu'on se destinait d'évaluer, ce qui aboutira le plus souvent à une grande confusion entre causes et conséquences, des polémiques sans fin qui ne nous apporteront rien.

Entre les intentions manifestées par ceux qui détiennent tous les pouvoirs et leurs réalisations, il y a loin de la coupe aux lèvres en règle générale. Dit autrement, ils n'atteindront que partiellement leurs objectifs pour certains, pas du tout pour d'autres, parce qu'ils existent toujours des failles dans leur stratégie ou il y a toujours des facteurs qu'ils ne peuvent pas maîtriser entièrement. Ces mégalomanes enragés s'imaginent que les choses vont se passer d'une certaine manière, mais en réalité elles ne passent pas totalement comme ils les avaient prévues...

Ce qui est ressort de tous les commentaires, et pas seulement à la suite de cet article, c'est que parce qu'ils sont les maîtres du monde, tout le monde ou presque se situent sur le même terrain que nos ennemis et acceptent les règles du jeu qu'ils ont fixées, partagent leurs analyses ou constats à des degrés divers sans le reconnaître ouvertement de préférence. Cela se traduit concrètement par l'absence d'alternative ou d'issue politique à la crise du capitalisme, la résistance se réduisant à exprimer des bonnes intentions, des incantations, des spéculations, des prophéties, des vociférations ou gesticulations sans lendemain qui confinent finalement à l'impuissance, ce que nos ennemis doivent observer le sourire aux lèvres...

2 - – « *La France va devoir s'armer de nouvelles stratégies* »…

Enlevez-moi un vilain doute de l'esprit : C'était bien le porte-parole des ministères des Affaires étrangères et de l'Économie et des Finances qui s'exprimait ici ?

3 - Salve d'articles sur le même thème : Nous sommes foutus parce que les peuples sont lobotomisés ou ils se comportent comme des moutons... Cela tombe bien, car cela correspond justement à ce que la plupart des lecteurs avaient envie d'entendre.

Est-ce la réalité ? Ils s'en foutent, puisque leur version a justement pour fonction de se substituer à la réalité qu'ils ne comprennent pas, mais cela ils ne l'avoueront jamais. Les peuples leur servent de boucs émissaires, donc en somme leur principe se résume à : Faites ce que je dis mais pas ce que je fais.

Au début de la guerre de 14-18 par exemple, le troufion de base abusé et totalement inconscient partit au combat la fleur au fusil, puis en fonction des sacrifices que lui et sa famille enduraient, il commença à se poser des questions sur les raisons de cette guerre, ensuite, ne trouvant pas de réponses satisfaisantes ou n'écoutant plus celles qu'on lui avait livrées précédemment, il se mit à douter du bien-fondé de son engagement, à l'étape suivante, il refusa d'obéir aux ordres stupides de sa hiérarchie qui avaient déjà causé la mort d'un grand nombre de ses petits camarades, et finalement il se mutina, il retourna son arme contre ceux qui l'avait envoyé à l'abattoir, il ne voulait plus se battre pour une cause qui n'était visiblement pas sienne, il aspirait à la paix uniquement...

Parmi la population civile, le même constat ou la même conviction avait fini par faire son chemin. Elle estimait dorénavant, que ceux qui dirigeaient le pays leur avaient menti, et ils étaient responsables de leur condition misérable, par conséquent il fallait les chasser du pouvoir. Certains dans de nombreux pays, mais pas suffisamment, tentèrent de s'organiser sur le plan politique vers la fin de la guerre, du coup les coupables ne furent pas chassés du pouvoir ou ils furent remplacés par leurs clones, le régime demeura en place, rien ne changea jusqu'à la prochaine guerre, sauf en Russie parce qu'il existait un parti qui avait toujours été hostile à cette guerre et promettait d'y mettre un terme s'il parvenait au pouvoir, ce qu'il fit.

De nos jours, ce parti fait l'objet d'une haine farouche de la part de ceux qui devraient le construire, ne le cherchez pas, il n'existe pas, et c'est ce vide qui rend la situation si terrifiante, car cela signifie que dans l'état actuel des choses, on n'a aucune chance de s'en sortir, sauf à croire aux miracles !

Vous avez là la trame, qui selon le scénario qui se produira, déterminera l'issue de la guerre (de classes) à laquelle nous sommes confrontés, et peut-être au-delà le destin de la civilisation humaine ou de notre espèce.

4 - Un très bon article.

- "*Le capitalisme a parfois besoin de détruire pour amorcer un nouveau cycle d'accumulation*"

C'est plus qu'un "*besoin*", une nécessité absolue liée aux contradictions ou lois du fonctionnement du capitalisme, aux crises ou à l'effondrement qu'elles engendrent, d'où les deux guerres mondiales au XXe siècle, par exemple, et la guerre actuelle...

5 - Encore une découverte, bravo ! Mais il y a bien pire.

- "*Il est question notamment des origines du GIEC et de son rôle dans la panique autour du réchauffement climatique. Une analyse à contre-courant de ce que l'on entend partout."*

De quoi s'agit-il ? De ressasser une histoire vieille de 34 ans qui a été évoquée dans une multitude d'articles depuis 1988, tout dernièrement encore dans RI, et de la présenter comme une "*analyse à contre-courant de ce que l'on entend partout",* ce qui est faux.

Toujours est-il, qu'on est en présence d'un procédé employé délibérément de manière à gagner la confiance de leurs auditeurs, sans qu'ils aient forcément conscience qu'ils accordent ainsi leur confiance à une officine d'extrême droite. Dans quels buts?

Dès lors, elle pourra s'en servir pour faire prévaloir son audience et distiller auprès de leurs auditeurs son idéologie nauséabonde, à laquelle ses dirigeants ou animateurs espèrent bien qu'un certain nombre se rallieront, le tout servant à renforcer l'extrême droite, et à montrer à ceux qui financent leur entreprise qu'ils méritent leur confiance.

Un tas de courants ou sous-courants politiques procèdent de la même manière, pas seulement à l'extrême droite, une sorte de racolage anodin en apparence, à des fins qui ne le sont pas du tout.

Ce qui est valable pour une radio ou des vidéos, l'est aussi pour des articles publiés dans un tas de blogs dont on ignore les intentions de leurs auteurs ou qui ils sont réellement.

En résumé.

Il s'agit d'une manipulation politique déguisée d'autant plus difficilement détectable, dans la mesure où dans un premier temps elle consiste à flatter les auditeurs (ou les lecteurs) pour les mettre en confiance en leur disant ce qu'ils avaient envie d'entendre (ou de lire), l'essentiel ne figurant pas obligatoirement dans une émission de radio ou une vidéo (ou un article) en particulier, mais bien de les harponner, de les tenir dans leur filet, afin qu'ils se familiarisent avec les idées de l'extrême droite et les partagent éventuellement, en deviennent des agents.

6- « - *Combien de temps encore les civils en Europe vont-ils pouvoir tenir sans pouvoir vivre correctement ?* »

Un peu de patience. Quand en bas on ne peut plus vivre comme avant, et qu'en haut on ne peut plus gouverner comme avant, l'heure des révolutions a sonné.

En sommes-nous déjà là ? Je ne le crois pas.

En haut, oui, puisqu'ils sont passés en mode dictature ouverte et assumée.

En bas, tout est fait pour contenir le mécontentement populaire, on entend parler de plein emploi en 2027, alors qu'il faudrait des millions et millions de chômeurs, 10 millions ou plus, que la pauvreté se généralise ou se transforme en misère noire, insupportable à la vue du petit bourgeois nantis des classes moyennes qui y verrait une menace pour son propre confort...

Bref, comme chaque fois dans le passé depuis le milieu du XVIIIe siècle, et qu'il prenne la direction des masses populaires, les organise afin de renverser le régime en place... Faudrait-il encore qu'il ait une alternative politique à leur proposer. Or, en se détournant du socialisme auquel il n'a rien compris ou qu'il ne s'est pas donné la peine d'étudier, il se prive des moyens d'atteindre cet objectif.
Son salut et le nôtre réside donc dans sa capacité à renouer avec le socialisme, avec les enseignements du marxisme de la lutte de classe du prolétariat international du passé, non pas comme dogme ou recette miracle, mais comme méthode ou théorie, guide pratique, instrument d'organisation adaptés à la société ou au monde dans lequel nous vivons en 2022.

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'existerait aucune issue politique à la crise du capitalisme, c'est ce que veulent nous faire croire nos ennemis, ils s'y emploient quotidiennement. Reste à savoir si on tient absolument à continuer de nous situer sur leur terrain de classe, auquel cas effectivement l'avenir s'annonce plus sombre que jamais, ou si enfin on est décidé à rompre avec eux et on est déterminé à demeurer strictement sur notre propre terrain de classe, auquel cas tout est possible et nous les vaincrons.
Nos ennemis sont une infime minorité, ils sont soutenus par une minorité, et jamais une majorité se lèvera pour sauver le régime qu'elle sait moribond au risque d'y laisser sa peau. Cependant, ils sont puissamment organisés, contrairement à nous qui sommes l'immense majorité et qui sommes désorganisés, c'est ce problème que nous avons à résoudre de toute urgence.

Quelle est l'orientation politique qui se dégage de cet article ?

7 – « *Cette gauche racialiste répugnante a déjà sévi en 1789, car cette « révolution » dont presque tout le monde se glorifie, n'était en fait qu'un coup d'État afin de préserver et d'amplifier leurs privilèges existants, de confisquer et de s'accaparer une majorité de biens privés, de détruire les valeurs spirituelles en saccageant les églises et en se rendant coupable d'un régicide.* »

Vive la monarchie ou l'Ancien Régime qu'incarnent les ploutocrates du Forum économique mondial !

C'est tellement bien emballé qu'il y en a plus d'un qui va encore applaudir à ce discours populiste.

8 - Encore à vomir sur le peuple dans de nombreux commentaires.

Moi, je vous place au même niveau, mais si vous y tenez je pourrais vous situer au-dessus, cela vous flatterait, attendez la suite avant d'en éprouver hâtivement une satisfaction, car sachant que ce sont toutes les classes ou couches supérieures à la classe ouvrière qui bénéficient d'un mode de vie relativement plus confortable, qui ont acquis généralement des connaissances et un statut social supérieur, donc qui en principe disposent de moyens pour acquérir un niveau de conscience politique supérieur, et à quoi cela leur servent-ils finalement, sinon à satisfaire leurs besoins sur le plan individuel en se moquant bien du reste qu'ils évoquent entre la poire et le fromage pour se donner bonne conscience....

Bref, ils se conduisent en parfaits inconscients ou ignorants, et lorsque soudain ils se retrouvent confronter aux mêmes privations ou frustrations, humiliations ou violences que vivent au quotidien les masses, ils osent les accuser d'en être responsables, ce qui est profondément injuste pour ne pas dire ici tout le mal que j'en pense, c'est stupide, dégueulasse.

Cela me choque d'autant plus que ma compagne indienne est illettrée, inculte, profondément arriérée, superstitieuses, et je la respecte. Je parle de tout cela avec elle, oui, j'ai cette patience, je fais cet effort, je sais trouver les mots et on se comprend très bien, je prends soin de le vérifier. J'apprends énormément de choses à son contact, plus qu'avec un bac +10 généralement.
Vous vous trompez d'ennemis, voilà où il se situe votre problème, je dis cela cordialement, sans la moindre animosité.

9 – « - *Dans le cas de l'euro numérique, tout sera fait, selon la Banque de France, pour que nous en disposions tous – youpi ! – dans les cinq ans.* »

J'ai envie de répondre qu'on s'en fout, ce qui nous intéresse, c'est ce qui se passe en ce moment, qu'est-ce qu'on fait pour se rassembler ou s'organiser, pour unir nos forces pour abattre ce régime...

Twitter en accès libre.

- À partir du 15 octobre, Enedis pourra couper les ballons d'eau chaude entre 12h et 14h d'une partie de ses 4,3 à 5 millions de clients ayant souscrit à un abonnement heures pleines / heures creuses. Ce procédé pourra s'effectuer grâce aux compteurs Linky. (arrêté au JO)

- Le min. de la Justice est renvoyé devant la CJR et encourt 5 ans de prison. Le bras droit d'Emmanuel Macron est mis en examen. Son conseiller politique à l'Élysée est 13 fois mis en examen. Les ministres des Armées et du Travail sont sous enquête, l'un pour corruption.

- Matignon indique qu'Éric Dupond-Moretti est maintenu dans ses fonctions à la Place Vendôme. L'Élysée indique qu'Alexis Kohler est maintenu à la présidence de la République. Cette situation serait intenable dans la plupart des démocraties occidentales, sauf en France...

- Comme candidat, en 2017, Emmanuel Macron avait promis « une République exemplaire ». Depuis, elle s'est effondrée. Une quarantaine de ses proches (ministres, députés, membres de son cabinet) ont été touchés par des affaires en tous genres...

- Silence : Un chef de service du ministère des Finances qui a téléchargé 45.000 fichiers pédopornographiques [dont des viols d'enfants de 6 ans à 12 ans] vient d'être condamné à 1 an ferme. En 2016, il avait eu 4 mois avec sursis pour des faits similaires. https://leparisien.fr l'info du Parisien n'a fait l'objet d'aucune reprise par un grand média radio/TV à cette heure. En attendant, ce tweet a été vu 1 million de fois.

- La France s'apprête à fournir à l'Ukraine une nouvelle série de canons Caesar [jusqu'à 12] après en avoir envoyé 18. Paris a proposé de créer un fonds de 50 millions d'€ ds lequel l'Ukraine pourra puiser pr des équipements militaires. (Monde)

- Carole, militante qui fut proche de Julien Bayou a comme d'autres été contactée à son sujet. Le mail qu'elle a reçu est signé "Les louves alpha". Extrait : "Beaucoup d'hommes veulent que nous restions des louves omega mais en meute nous sommes des louves alpha". (Libé)

- Confinement pandémique et confinement énergétique: l'un comme l'autre, c'est la même finalité

- Il y a trois ans, le Ghana était en pleine forme et possédait l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde. Puis arrive le Green New Deal en 2019... et aujourd'hui, le pays vit sa pire crise alimentaire.

Ça ne vous rappelle pas le Sri Lanka + FÉM?
- Depuis 2011, la Fondation Gates paye McKinsey pour qu'elle donne des informations à l'OMS. Et ensuite, l'OMS donne des recommandations (aux États) en retour... « des conflits d'intérêt incroyable »

- Le scandale McKinsey, c'est aussi ça: « un rapport de McKinsey de 34 pages a été facturé pour un million €, soit 30 000 € la page »

- Wolfgang Grupp propriétaire d'un groupe textile a appelé ouvertement à une rupture avec les États-Unis suite à l'attaque de NordStream. Le sentiment anti-américain en Allemagne s'accroit sous le hashtag Kriegserklärung signifiant déclaration de guerre.

- Plus de 100 000 personnes ont manifesté aujourd'hui au Royaume-Uni contre la hausse du coût de la vie avec des prix de l'énergie ayant doublé en un an. Les cheminots ont lancé une nouvelle grève massive face à l'inflation proche des 10%

- Des manifestants bloquent une autoroute de Buenos-Aires en Argentine. Des manifestations ont lieu depuis trois jours dans la capitale contre l'inflation galopante qui a atteint les 78,5%, le chômage et la pauvreté. Un campement a été installé devant un Ministère

- Plus de 25 000 agriculteurs brisent les barricades dressées par les autorités et entrent dans Islamabad au Pakistan pour protester contre les prix élevés des engrais et de l'électricité

Le régime va se retrouver plus isolé et vulnérable que jamais, profitons-en pour l'abattre.

Dans les rangs de la petite bourgeoisie et une partie du patronat, et même chez les grands capitalistes, c'est un peu l'affolement depuis que l'effondrement orchestré par le Forum économique mondial les concerne directement. Certains craignent de tout perdre, d'autres de voir s'effondrer leur mode de vie…

Ils ont tort de ne pas adopter le socialisme, car ils vivraient aussi bien si ce n'est mieux en étant moins angoissés et sans culpabiliser, avec un peu ou beaucoup de pouvoir en moins toutefois, on n'a rien sans rien !

La réaction d'un économiste, Charles Sarnat (https://insolentiae.com)

Je suis simplement effaré.
Je suis simplement sidéré.

Je suis simplement halluciné.

Effaré, sidéré et halluciné par ce qui se passe et des médias qui non seulement ne disent rien mais en plus taisent.

Des politiques également locaux qui ne disent rien et taisent.

Les factures de tous ceux qui ne bénéficient pas du « *bouclier tarifaire* » c'est-à-dire les communes, les entreprises de plus de 10 salariés, ou encore les écoles, les universités, sont multipliées par 10, 30 et même 31 si l'on en croit le Maire de Neuilly sur marne.

Quant au bouclier tarifaire c'est une escroquerie et un vol en bande organisé

Alors certes il faut faire un bouclier, mais l'aimable Maire de Neuilly se trompe, involontairement sans doute, mais il se trompe tout de même.

Encore une fois, le MW d'électricité en France coûte 50 euros à produire. Il peut donc être vendu à 51 euros allez disons même 65 euros prix auquel le payait la Mairie de Neuilly et tout le monde gagnerait de l'argent. Mais au nom du mode de fixation des prix de vente de l'énergie décidé par Bruxelles et la grosse commission de Bruxelles il faut payer des milliers d'euros le MW.

Cela provoque ce que nos technocrates complètement tarés et malades appellent des surprofits !

Soyons sérieux.

Ces surprofits n'existent que parce que le système de fixation des prix en Europe est délirant.
Et cela à une autre conséquence.

En faisant des « *bouclier*s » tarifaires, les États payent avec l'argent du contribuable les entreprises privées qui vendent de l'énergie à des prix totalement farfelus à tel point que cela devrait relever du pénal.

Nos déficits publics servent donc à enrichir des sociétés privées.

C'est l'un des plus grands vols en bande organisée de l'histoire économique européenne et personne ne dit rien.

Incroyable.

Je vais finir par croire qu'il n'y a plus rien à sauver, et si le gouvernement attend encore quelques semaines qu'une « *solution européenne émerge* » avec Papa Scholz qui refuse tout net que l'électricité française coûte moins chère que l'électricité allemande, il n'y aura effectivement plus rien à sauver.

Et les vedettes qui nous dirigent auront réussi l'exploit de créer 600 milliards d'euros de dettes Covid pour sauver tout le monde pour laisser tout le monde crever 12 mois après. 600 milliards d'euros pour rien.

Commentaire d'un lecteur.

- Une fois que les Peuples n'auront plus rien à perdre, il y aura dans l'air des odeurs de 1789 plutôt qu'un parfum de gilets jaunes …..

Gesticulation et tentatives d'intimidations des vassaux de Washington...

Une Europe élargie se rassemble à Prague face à Poutine - AFP 6 octobre 2022

La "*Communauté politique européenne*" fait ses premiers pas: 44 dirigeants du continent se retrouvent jeudi à Prague, dans un format inédit qui est aussi un symbole fort, sept mois après le début de l'invasion russe en Ukraine.

Mais derrière ce nouvel acronyme, on trouve des tensions latentes et des pays aux trajectoires radicalement différentes vis-à-vis de l'UE: Norvège, Ukraine, Suisse, Turquie, Royaume-Uni, Moldavie, Serbie, Azerbaïdjan...

"*On n'est pas du tout dans un mécanisme centré sur l'UE, on est dans une conversation stratégique où il est évident que les Britanniques ont absolument toute leur place*", souligne-t-on à l'Elysée.

Au programme de ce premier sommet: des groupes de travail, un dîner, mais pas de déclaration finale signée par tous les participants. AFP 6 octobre 2022

... pendant que les choses sérieuses se passaient ailleurs...

L'Opep+ coupe ses quotas de production de pétrole pour soutenir les prix et provoque la colère de Washington - Journal du Dimanche 5 octobre 2022

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep +) a choisi de diminuer fortement ses quotas de production pour soutenir les prix. C'est ce qu'indique un communiqué de l'alliance qu'a pu consulter l'AFP. Ce mercredi, les treize membres de l'Opep+, dont font notamment partie l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak ou encore le Qatar, se sont rencontrés au siège basé à Vienne en Autriche.

À l'issue de cette réunion, l'Opep+ a décidé de réduire de deux millions de barils de pétrole ses quotas quotidiens pour le mois de novembre. De quoi provoquer la colère des États-Unis. Le président américain Joe Biden s'est dit « *déçu de cette décision à courte vue* », relate l'AFP. Le chef de la Maison-Blanche n'a pas tardé à annoncer une prochaine consultation du Congrès « *sur les outils et mécanismes supplémentaires permettant de réduire le contrôle* » de l'Opep+ sur le marché de l'énergie. La porte-parole de la Maison Blanche Karine Jean-Pierre a même estimé que l'alliance « *s'aligne avec la Russie* » et qu'il s'agissait d'une « *erreur* ».

La réduction de la production de pétrole devrait doper les cours au moment où les consommateurs soufflent enfin après une baisse du prix du carburant. Depuis quelques semaines, le baril de Brent de la mer du Nord et le baril de WTI - l'équivalent américain - ont perdu du terrain. Mais juste après l'annonce de l'Opep+, les cours ont commencé à monter d'environ 2 % en fin d'après-midi, atteignant 93,43 dollars pour le baril de Brent de la mer du Nord, et 87,86 dollars pour le baril de WTI, indique l'AFP. Journal du Dimanche 5 octobre 2022

Non, tout ne se passe pas comme ils le voudraient…

Burkina Faso : Le rejet de la Françafrique au summum

https://reseauinternational.net/burkina-faso-le-rejet-de-la-francafrique-au-summum/

Burkina Faso : Le patron du groupe paramilitaire russe Wagner apporte son soutien au capitaine Traoré

https://reseauinternational.net/burkina-faso-le-patron-du-groupe-paramilitaire-russe-wagner-apporte-son-soutien-au-capitaine-traore/

Commerce en Afrique : La présence économique française en déclin

https://reseauinternational.net/commerce-en-afrique-la-presence-economique-francaise-en-declin/

Bien que les exportations françaises en valeur absolue aient doublé entre 2000 et 2020, la présence économique française est tout de même en déclin. Elle est passée de de 15 à 7,5% d'après une étude réalisée par Laurent Bansept et Elie Tenenbaum. En quinze ans, la France a laissé de la place à plusieurs concurrents de taille.

Selon Moody's, la Chine est l'un des principaux investisseurs en Afrique avec 114 milliards de dollars d'échanges. Elle détient plus de 27% des parts de marché sur le continent, ce qui fait d'elle le premier partenaire commercial du continent.

Ils osent tout. Le maccarthysme prend en otage la population.

Adrien Quatennens doit démissionner pour une majorité de Français - Le HuffPost 5 octobre 2022

Les Français interrogés par YouGov ne font d'ailleurs pas du tout confiance aux partis pour gérer les affaires de violences sexistes et sexuelles. Le HuffPost 5 octobre 2022

J-C - Mais pas Damien Abad ou Gérald Darmanin ? Ils ont sans doute davantage confiance dans les institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie anglo-saxonne...

Ils auraient tort de ne pas s'acharner sur lui, puisque les siens le font également.

Quatennens doit-il conserver son indemnité de député? Ruffin suggère d'en reverser une partie à des associations - BFMTV 5 octobre 2022

J-C - L'air de rien, sans savoir ce qui s'est réellement passé entre Adrien Quatennens et son épouse, cela signifie qu'il estime être en droit de le juger, pire, qu'il est présumé coupable, sans avoir eu le moyen de se défendre puisqu'il n'a pas pu avoir accès au contenu des deux mains courantes déposées par son épouse, il ignore donc ce qu'elle lui reproche très précisément, hormis une gifle et des altercations.

La "*tolérance zéro*", l'apanage des dictateurs.

Pour Fabien Roussel (PCF), l'insoumis Adrien Quatennens ne peut pas rester député - Europe1 5 octobre 2022

Le patron du PCF Fabien Roussel a estimé mercredi que l'ancien numéro deux de LFI Adrien Quatennens, qui a reconnu avoir commis des violences conjugales, ne peut pas rester député, en prônant "*une tolérance zéro*" sur ce sujet.

J-C – Selon nos critères, il devrait déjà avoir été fusillé !

…pas pour tout le monde quand même !

Dupond-Moretti et Kohler maintenus: Véran appelle à ne pas "*confondre mise en examen et condamnation*" - BFMTV 5 octobre 2022

Le porte-parole du gouvernement a justifié le maintien du ministre de la Justice et du secrétaire général de l'Élysée. "*Les faits reprochés ne justifient pas une mise à l'écart de toute forme de responsabilité politique*", a avancé Olivier Véran.

Mais où voulaient-ils en venir ? Réponse.

Une majorité de Français juge l'opposition de la France insoumise "*trop radicale*" - BFMTV 5 octobre 2022

À l'inverse, seuls 34% des Français font ce reproche au RN, selon un récent sondage. BFMTV 5 octobre 2022

Leur préférence va à l'extrême droite, tout est dans l'ordre des choses.

Sondage : le RN s'installe comme un parti d'opposition, les Insoumis sont jugés trop radicaux - Publicsenat.fr 5 octobre 2022

Quel regard portent les Français sur la politique Française ? Une enquête d'Ipsos/Cevipof pour le Monde et un baromètre d'Harris Interactive tentent d'y répondre alors que la session parlementaire s'ouvre aujourd'hui. Une vraie défiance envers la stratégie des Insoumis s'installe, le Rassemblement National poursuit sa dédiabolisation.

Face aux surcoûts énergétiques, la SNCF devrait prochainement augmenter ses tarifs - Publicsenat.fr 5 octobre 2022

Coupures d'électricité à prévoir pour les usagers équipés d'un compteur Linky - lemediaen442.fr 4 octobre 2022

Un arrêté, publié au Journal officiel le 22 septembre, permet à Enedis de couper temporairement l'électricité pour certains clients ayant souscrit une offre en heures pleines/heures creuses. Après le pass vaccinal qui pouvait être désactivé par le gouvernement c'est au tour des compteurs Linky de faire la loi. En effet il sera possible de vous priver d'électricité à distance sans même que vous vous en rendiez compte, il fait bon vivre en démocratie.

Selon l'Arrêté du 22 septembre 2022 relatif aux dispositifs de comptage sur les réseaux publics de distribution d'électricité, le gouvernement va pouvoir utiliser le compteur Linky — dont sont équipés 35 millions de Français — à qui on avait préalablement vanté tous les bienfaits et auxquels on avait assuré qu'aucune dérive autoritaire n'allait être mise en place, comme le suggéraient les complotistes à cette époque. Force est de constater que les complotistes ont eu du nez, puisque, entre le 15 octobre 2022 et jusqu'au 15 avril 2023, le gestionnaire Enedis a le droit de couper l'électricité aux clients ayant souscrit un contrat en heures pleines/heures creuses.

Dans un premier temps, ce sont cinq millions de ménages au total qui vont être touchés mais cela pourra s'étendre à l'ensemble de la population. C'est le même système que la vaccination, cela concerne d'abord les personnes âgées et fragiles, pour s'étendre ensuite à tous les Français. Un éternel recommencement !

En 2016, Radio France titrait Linky : le compteur du complotisme, accusant les internautes, méfiants envers le compteur Linky, de délirer : « *Nous sommes en effet dans la situation totalement irrationnelle où l'on préfère croire les rumeurs les plus folles, souvent propagées par des militants spécialistes de la désinformation et du complot.* » Et d'ajouter : « *Quant à la crainte d'être "espionné" par ce compteur, quel "danger" cela représente-t-il que EDF connaisse nos heures de pointe de consommation électrique ?* » lemediaen442.fr 4 octobre 2022

Réforme de l'assurance-chômage : l'Assemblée nationale vote pour la modulation de la durée d'indemnisation - Journal du Dimanche 5 octobre 2022

Cette mesure clé du projet de réforme de l'assurance-chômage permettrait la modulation de la durée d'indemnisation du chômage selon la situation du marché du travail.

Les modalités de cette nouvelle forme de l'assurance-chômage seront discutées avec les partenaires sociaux pour une durée de 6 à 8 semaines. Puis seront décidées par décret. Journal du Dimanche 5 octobre 2022

Totalitarisme. Il est minuit dans le siècle...

Crise énergétique : voici les principales mesures du plan de sobriété présenté jeudi par le gouvernement - Journal du Dimanche 5 octobre 2022

Le gouvernement doit présenter son vaste plan de sobriété énergétique ce jeudi afin de faire face à la crise de l'énergie. Des dizaines de mesures seront détaillées point par point par neuf ministres durant trois heures dans l'après-midi. Pour éviter un risque de coupures d'électricité ou de gaz, le but de ce plan de sobriété est de baisser notre consommation d'énergie de 10 % par rapport à 2019. Si l'État présente donc demain ses idées, Le Parisien a dévoilé dès ce mercredi les principales mesures. En voici un aperçu.

Plus d'eau chaude dans les bâtiments administratifs

Le télétravail favorisé

Réduire la vitesse sur les routes

Rénover les bâtiments publics

Nouvelle baisse du chauffage en cas d'urgence

Le covoiturage encouragé

Baisse du chauffage et de l'éclairage dans le milieu sportif

Fin des enseignes lumineuses la nuit

Une charte pour les entreprises

Bientôt une « *météo de l'énergie* » dans les médias

De grands médias, notamment ceux de l'audiovisuel, sont invités à présenter une « *météo de l'énergie* » en plus de leur habituel bulletin météo. Il s'agira d'indiquer aux téléspectateurs le niveau de tension du réseau de gaz ou de l'électricité, à travers un code couleur vert, orange et rouge. Dès le 10 octobre, une vaste campagne de communication sera lancée et diffusée par les médias pour initier les Français à des gestes plus responsables pour économiser de l'énergie. Journal du Dimanche 5 octobre 2022

Totalitarisme. Abus de pouvoir, tyrannie permanente, c'est le fascisme.

Covid-19 : La présidente du Covars, Brigitte Autran, annonce le retour du masque obligatoire - lemediaen442.fr 4 octobre 2022

Parce que le col roulé, la doudoune et la cagoule, c'est beaucoup moins marrant sans le masque, Brigitte Autran — présidente du Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) — lance une annonce choc ce mardi 4 octobre sur RMC : « *Aujourd'hui, le Covars étudie le retour du masque obligatoire dans certains espaces. […] Personne n'a réintroduit l'obligation du masque, mais tout le monde l'étudie.* » Si la tolérance au masque est à l'étude, la tentative de foutage de gueule, elle, avance non masquée et sans étude préalable.

La présidente du Covars, qui a succédé au Conseil scientifique, ajoute : « *Tous les indicateurs sont en augmentation, les taux de positivité, d'hospitalisation, de consultation aux urgences et même une amorce d'augmentation du taux d'hospitalisation en réanimation. Donc oui, nous sommes dans cette huitième vague. Il faut vraiment porter des masques. On est vraiment dans une vague ascendante. Il reste recommandé de porter des masques de façon très fréquente, dès qu'on est dans un environnement où la distanciation sociale n'est pas respectée.* »

Après cette annonce, très peu populaire, il ne manque plus au gouvernement qu'à étudier la réaction des Français sur internet et dans la rue pour juger s'il sera possible de les obliger à se masquer ou seulement le recommander. Le risque est grand de se prendre la colère de ceux qui voient déjà leurs

factures d'énergie exploser et à qui on menace de couper l'électricité. L'hiver s'annonce très rude ! lemediaen442.fr 4 octobre 202

Chez les néonazis, la muselière est une formalité.

Covid-19: Kiev recommande à nouveau le port du masque - FranceSoir 04 octobre 2022

« *Les autorités de la ville appellent les résidents de Kiev à porter de nouveau les masques* » du fait de l'essor de cas de Covid-19, a annoncé la mairie sur la messagerie Telegram. Les autorités municipales recommandent le port du masque « *dans les transports publics, les endroits accueillant de la clientèle et dans les lieux d'enseignement* », lit-on dans le communiqué.

Faites tomber les masques. Black Lives Matter démasqué.

J-C – Au passage, vous aurez une pensée pour tous les partis dits de gauche et d'extrême gauche sans exception qui après avoir été *Charlie* ont été *Black Lives Matter*, bref, ils vous ont trompés délibérément. Moi, non !

Kanye West et la petite-fille de Bob Marley portent un tee-shirt « *White Lives Matter* » pour dénoncer l'escroquerie « *Black Lives Matter* » - lemediaen442.fr 5 octobre 2022

Le 3 octobre, lors de son défilé Yeezy à Paris, le rappeur Kanye West a décidé d'afficher la couleur. Elle n'est pas celle tant attendue de la gauche française. En effet il arborait un tee-shirt floqué de la formule White Lives Matter. Comme Kanye West est lui-même noir, cela ne va pas être facile pour les médias de le traiter de raciste.

Loin de s'arrêter en route, le rappeur dira le lendemain du défilé : « *Tout le monde sait ça, Black Lives Matter était une arnaque. Maintenant c'est terminé. De rien.* » La commentatrice politique américaine Candace Owens s'était, elle aussi, affichée avec le tee-shirt lors de la Paris Fashion Week.

Autre personnalité, et non des moindres, Selah Marley — qui est la petite-fille de l'icône du reggae Bob Marley et la fille de la chanteuse Lauryn Hill — a elle aussi choisi d'aider Kanye à lancer sa nouvelle ligne de vêtements, puisqu'elle portait une chemise White Lives Matter au côté du rappeur.

Kanye West a parfaitement identifié la marque de George Soros qui finançait à coup de millions le mouvement politique né en 2013 aux États-Unis au sein de la communauté afro-américaine afin de faire tomber le président Trump, d'accuser les Blancs d'être racistes, tout en oubliant de souligner que 88,9 % des « *Noirs ou Africains-Américains* » ont été tués en 2018 par des « *Noirs ou Africains-Américains* » (2 600 homicides sur 2 925). L'idée était de diviser selon la couleur de la peau une société divisée par l'argent, afin de mieux la contrôler, un exercice dans lequel excelle l'Open Society Foundations du milliardaire George Soros.

Au passage, Janaya Khan qui est l'épouse de Patrisse Khan-Cullors, cofondatrice de Black Lives Matter avait utilisé l'élan de générosité mondial pour se servir dans la caisse afin d'acheter un manoir de 925 mètres carrés pour 6,3 millions de dollars en juillet 2021. Rappelons les mots du

rappeur Kanye West : « *Tout le monde sait ça, Black Lives Matter était une arnaque. Maintenant c'est terminé. De rien.* » lemediaen442.fr 5 octobre 2022

A bas la propagande criminelle de l'idéologie LGBT et la théorie du genre !

La juriste Aude Mirkovic dénonce la propagande de l'idéologie LGBT chez les enfants - lemediaen442.fr 5 octobre 2022

L'identité de genre revient à faire prendre l'imaginaire pour la réalité, tout comme faire passer un rhume hivernal pour une pandémie, un produit expérimental dangereux pour un vaccin, le port d'un masque et l'éloignement social pour des actes de solidarité.

Invitée sur « *Ligne Droite* », Aude Mirkovic, juriste et porte-parole de l'association des Juristes pour l'enfance, dénonce la propagation d'une idéologie LGBT chez les enfants. Elle est également l'auteur de « *Questionnements de genre chez les enfants et les adolescents* », aux éditions Artège.

La circulaire Blanquer invoque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour affirmer que le décalage entre le genre de naissance et le genre vécu n'est pas le symptôme d'un trouble psychiatrique, mais doit être plus que toléré : encouragé. Le Conseil d'État annonce avoir validé cette circulaire.

« *Si la demande est faite avec l'accord des deux parents de l'élève mineur, il s'agit alors de veiller à ce que le prénom choisi soit utilisé par l'ensemble des membres de la communauté éducative, le respect de l'identité de genre d'un élève ne devant pas être laissé à la libre appréciation des adultes et des autres élèves.* »

Le terme « *genre* », qui est une représentation individuelle pouvant changer, remplace « *sexe* » qui est un rôle dans la reproduction et ne peut être changé. Accepter qu'un fantasme infantile soit considéré comme une réalité revient à nier on seulement la réalité, mais aussi la responsabilité des adultes.

Objectif : la suppression des liens sociaux, familiaux et même la possibilité de l'homosexualité. Tout cela pour le plus grand profit des chirurgiens plasticiens, des puissances financières qui attaquent les structures éducatives et familiales qui pourraient leur résister, à présent que syndicats et partis politiques ont été réduits à néant.

La vidéo :

https://www.youtube.com/watch?v=3qGFXq6nslo

La féministe Julia Pietri explique la sexualité à deux enfants de 5 et 7 ans dans son « *Petit guide de la foufoune sexuelle* » - lemediaen442.fr 5 octobre 2022

A cinq ans, on joue au Playmobil, au ballon, on regarde des dessins animés et surtout on pense que les appareils génitaux servent seulement à nous soulager après avoir abusé du jus d'orange au quatre-heures. Et à cinq ans, on se fiche pas mal de la sexualité. Les enfants auront le temps d'y penser à l'adolescence. Mais pour notre féministe fondatrice du Gang du Clito, Julia Pietri, expliquer la sexualité aux enfants est apparemment une priorité.

Une priorité qui permet aussi de vendre des livres comme « *le Petit Guide de la foufoune sexuelle* » ou « le Petit Guide de la masturbation féminine » et si les enfants cherchent le nom de l'auteur sur internet, ils pourront aussi découvrir les bonbons Magik'Clito, goût orange, cerise, ananas et framboise… Ce sont de petits bonbons en forme de clitoris à déguster dans la cour de récréation. Au même titre que les cochonneries adultes, coucougnettes et autres bonbons en forme de pénis.

« *L'intérêt pour la sexualité des très jeunes enfants serait-elle une façon d'élargir la clientèle* ? »

Chose inquiétante, pour Julia Pietri les enfants de trois ans se masturberaient : « *Les enfants se masturbent. Bien sûr, ce n'est pas la même masturbation qu'une personne qui se masturbe à 30 ans, qu'un petit qui se masturbe à 3 ans. Il ne faut pas faire comme si ça n'existait pas…* » On aimerait bien savoir comment notre féminisme en herbe a pu constater la masturbation d'un enfant de trois ans. Le dernier en date qui nous a livré ce genre d'expérience, c'est le Dr Alfred Kinsey, père de la « *théorie du genre* », qui pratiquait la torture pédophile sur les nourrissons. Au nom de la science, un enfant de 4 ans aurait eu 26 orgasmes en 24 heures.

Qui va protéger les enfants de Julia Pietri ? Il serait peut-être temps que les pseudos féministes laissent nos enfants avec ces théories du genre foireuses, ces livres obscènes et que toute la propagande gouvernementale obsédée par la sexualité de nos enfants laisse place à l'écriture et au calcul.

Dans cette vidéo propagande de Konbini, Julia Pietri explique la sexualité à Capucine, 7 ans et Arthur, 5 ans :

https://lemediaen442.fr/la-feministe-julia-pietri-explique-la-sexualite-a-deux-enfants-de-5-et-7-ans-dans-son-petit-guide-de-la-foufoune-sexuelle/

Dossier OTAN contre Russie.

Les États-Unis déclarent la guerre à la Russie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 octobre 2022

Alors que la presse internationale traite du sabotage des gazoducs Nord Stream sous l'angle du fait divers, nous l'analysons comme un acte de guerre contre la Russie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France. En effet, les trois voies d'approvisionnement en gaz des européens de l'Ouest viennent d'être coupées simultanément, tandis que, toujours concomitamment, un nouveau gazoduc vient d'être inauguré à destination de la Pologne.

De même que Mikhaïl Gorbatchev avait vu dans la catastrophe de Tchernobyl la dislocation inévitable de l'URSS, de même nous pensons que le sabotage des gazoducs Nord Stream marque le début de la chute économique de l'Union européenne.

Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article218154.html

Un mauvais joueur américain.

Russie: Garry Kasparov enjoint les citoyens à quitter leur pays, devenu "*une dictature fasciste*" - BFMTV 5 octobre 2022

L'ancien champion d'échecs, devenu opposant acharné au régime de Poutine et qui vit lui-même en exil, estime que les Russes portent "*une responsabilité collective dans cette guerre."* BFMTV 5 octobre 2022

J-C – Pour situer le personnage et ses intentions.

Garry Kasparov vit à New York. Il n'est pas retourné en Russie depuis 2013. Il a fondé aux Etats-Unis en 2017 l'ONG Renew Democracy Initiative (RDI), dont le président est l'historien Max Alexandrovich Boot, membre du Council on Foreign Relations depuis 2002, il collabore à différents thinks tank liés au Pentagone, ainsi qu'à la Brookings Institution liée à l'OTAN et à la FED. (Source Wikipédia), il a également été conseiller en politique étrangère du sénateur John McCain lors de sa candidature à l'élection présidentielle américaine de 2008.

Tout un programme !

Renew Democracy Initiative (RDI)

- Le RDI s'engage à sortir la démocratie américaine du gouffre et à lui redonner sa place de phare mondial de la liberté. (rdi.org)

Son conseil consultatif comprend un nommé Bernard Henri-Levy !

Human Rights Foundation (HRF)

Il est aussi le président de Human Rights Foundation (HRF) dont le siège est également à New York dans la prestigieuse 5ème avenue au n°350, s'il vous plaît !

Le conseil de cette ONG compte Kenneth Anderson qui a été directeur fondateur de la division Armes de la fondation Human Rights Watch, puis avocat général du réseau de fondations Open Society Foundations, créé par George Soros. (Source : Wikipédia et hrf.org)

On arrêtera là, vous avez compris…

A bas les Etats-Unis qui terrorisent tous les Etats et tous les peuples !

Iran : l'UE réfléchit à un gel des avoirs et une interdiction de voyager contre les auteurs de la répression, indique Catherine Colonna - Publicsenat.fr 5 octobre 2022

Les 27 pourraient se mettre d'accord « *d'ici 8 à 10 jours* » pour présenter une série de sanctions à l'encontre des responsables de violences contre les manifestants en Iran, a indiqué au Sénat la ministre des Affaires étrangère Catherine Colonna. Publicsenat.fr 5 octobre 2022

Où étaient ces prostituées quand les Américains et leurs alliés bombardaient l'Irak, la Libye, l'Afghanistan, la Syrie, la Serbie, la Somalie, etc. ?

Juliette Binoche, Angèle et d'autres artistes se coupent les cheveux en soutien aux Iraniennes - Journal du Dimanche 5 octobre 2022

Il est notamment possible de voir Juliette Binoche, Marion Cotillard, Isabelle Adjani, Angèle, Isabelle Huppert, Alexandra Lamy, Muriel Robin, Charlotte Rampling, Pomme, Mélanie Laurent, Charlotte Gainsbourg et sa mère Jane Birkin ou encore Julie Gayet.

Cet appel a été initié par trois avocats, à savoir Richard Sédillot, spécialisé dans la défense des droits de l'homme, la bâtonnière de Paris Julie Couturier, et l'ex-présidente du Conseil national des barreaux, Christiane Feral Schuhl.

Mardi, au moins un millier de personnalités du monde du cinéma comme Dany Boon, Léa Seydoux ou le patron du Festival de Cannes, Thierry Frémaux, avaient déjà publié une tribune relayée par l'AFP pour soutenir la révolte des Iraniennes. Journal du Dimanche 5 octobre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 octobre 2022.

Au Mésolithique (1), l'Homme passe du stade du prédateur à celui de l'économie, puis parvenu à la fin du cycle de la nécessité, l'impérialisme ou le stade suprême du capitalisme pourrissant, il est redevenu un prédateur plus redoutable encore, mais cette fois pour sa propre espèce qu'il menace de disparition, de sorte que son destin dépend désormais de la capacité de ses proies ou victimes de se rassembler pour éliminer cette bête immonde et conquérir leur liberté.

1- Mésolithique - La période moyenne de l'âge de pierre, entre le paléolithique et le néolithique (−12000 à 6000)

Les dangereux psychopathes habités de sadisme du Forum économique mondial qui se sont érigés en maîtres ou dictateurs absolus du monde, sont à l'origine de la tyrannie que nous vivons depuis bientôt trois ans, qui est la traduction de la stratégie qu'ils ont conçue de longue date pour faire face à la crise généralisée du capitalisme, à défaut de pouvoir recourir à nouveau à une guerre mondiale, bien que certains d'entre eux soient assez fanatisés pour l'envisager sérieusement.

Ce qui ressort des mesures prises et annoncées par les gouvernements au service de cette officine mafieuse et criminelle, c'est qu'elles sont foncièrement et délibérément malveillantes pour l'ensemble des peuples de tous les continents, aussi incroyable que cela puisse paraître à certains, elles sont destinées à nuire à leur existence, à la détruire, la broyer, la disloquer, afin qu'ils puissent conserver leur pouvoir et préserver leur régime économique basé sur l'exploitation et l'oppression, le vol, le pillage des richesses produites par ceux qui travaillent, en cela ces prédateurs modernes n'ont rien à envier à leurs ancêtres.

Il s'agit d'une lutte à mort, une lutte de classes à mort, ils l'ont annoncé pour ceux encore une fois qui savent écouter, c'est donc à ce niveau et sur ce terrain-là que nous devons les combattre pour les abattre. Ils en sont arrivés à glorifier le fascisme ou le nazisme, à lui attribuer un prix Nobel, c'est pour dire qu'ils ne reculeront devant aucun moyen pour parvenir à leurs fins, à nous d'en prendre conscience et de nous armer théoriquement et politiquement pour les vaincre, et accessoirement éliminer cette pourriture si besoin était.

La grande réinitialisation (Klaus Schwab et Thierry Maleret)

- L'ampleur et la portée considérables de ce défi ne peuvent être abordées qu'en combinant plusieurs éléments :

1) un changement systémique radical et majeur dans notre façon de produire l'énergie dont nous avons besoin pour fonctionner ; et

2) des changements structurels dans notre comportement de consommation. Si, à l'ère postpandémique, nous décidons de reprendre notre vie comme avant (en conduisant les mêmes voitures, en prenant l'avion vers les mêmes destinations, en mangeant les mêmes choses, en chauffant notre maison de la même manière, etc.), la crise de COVID-19 n'aura servi à rien en termes de politiques climatiques. À l'inverse, si certaines des habitudes que nous avons été forcés

d'adopter pendant la pandémie se traduisent par des changements structurels de comportement, le résultat climatique pourrait être différent. Se déplacer moins, travailler un peu plus à distance, faire du vélo et marcher au lieu de conduire pour garder l'air de nos villes aussi propre qu'il l'était pendant le confinement, passer des vacances plus près de chez soi : tous ces éléments, s'ils sont cumulés à grande échelle, pourraient conduire à une réduction durable des émissions de carbone. (page 115)

- Le Green deal européen lancé par la Commission européenne est un effort massif et la manifestation la plus tangible à ce jour de la décision des autorités publiques d'empêcher que la crise de COVID-19 n'ait servi à rien.[116] Le plan prévoit un billion d'euros pour réduire les émissions et investir dans l'économie circulaire, dans le but de faire de l'UE le premier continent neutre en carbone d'ici 2050 (en termes d'émissions nettes) et de découpler la croissance économique et l'utilisation des ressources. (page 122)

Nos ennemis ont constitué une gigantesque organisation financière mondiale (incluant la Chine) destinée à nous imposer leur transition énergétique pesant 130.000 milliards de dollars, sur la base des rapports frauduleux du GIEC.

Quand on pense qu'on n'a même pas le début d'un parti et d'une Internationale ouvrière, mais on pèse tout de même plus de 7 milliards d'exploités, on se rassure comme on peut à défaut de mieux !

Alliance financière pour Zero Carbon (2021)

https://assets.bbhub.io/company/sites/63/2021/11/GFANZ-Progress-Report.pdf

---

Voilà comment je procède.

En consultant un blog ce matin, j'ai lu un article dans lequel figurait le nom d'un personnage dont j'ignorais l'existence, donc j'ai voulu en savoir davantage sur son compte. Je suis allé consulter sa biographie dans Wikipédia, parce que j'avais cette source (discutable parfois) à ma disposition ou pour gagner du temps, et sans a priori de ma part je tiens à le préciser, je m'aperçu que cela me conduisait à un courant de pensée (Le martinisme) remontant à la fin du XIXe siècle selon certains auteurs, bien plus tôt selon certains chercheurs, dont j'ignorais tout également, on ne peut pas tout savoir ou avoir en mémoire, n'est-ce pas, et là j'observai qu'il se trouvait dans la filiation d'un courant de pensée bien connu, la franc-maçonnerie.

Or il se trouve qu'elle joua un rôle politique tout au long de son histoire, qui coïncida avec l'émergence de l'impérialisme britannique puis de l'hégémonie américaine ou anglo-saxonne à partir du début du XIXe siècle ou même un peu avant, qui allait dominer l'économie mondiale et influencer le cours de la situation politique mondiale tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, et je remarquai étrangement qu'il y était mêlé la même catégorie d'acteurs, à savoir des banquiers ou de riches et puissants hommes d'affaires, qui allaient en tirer partie pour accroître toujours plus leur richesse et leur pouvoir au détriment des Etats et des peuples, de sorte qu'on tenait là le fil conducteur qui reliait tous les évènements entre eux, qui allaient déterminer l'orientation du capitalisme mondial et sa traduction politique au niveau des Etats ou de leurs institutions, alors que ce lien n'apparaît pas clairement ou est farouchement nié par les intéressés eux-mêmes ou leurs idéologues ou historiens attitrés.

J'en avais entendu parler évidemment ou je le savais plus ou moins sans faire une fixation sur ce sujet, et ce qui m'a intéressé ici, c'est qu'il y figurait les chaînons manquant sans lesquels il était impossible d'établir avec certitude la réalité de ce fil conducteur que j'ai évoqué plus haut, ce qui me permet d'avoir une idée un peu plus précise sur la manière dont le processus historique s'est développé ou d'avoir une vision globale de la situation où chaque acteur occupe la place qui lui revenait sur la base de faits établis, référencés, vérifiés et vérifiables, et donc de pouvoir se passer de théories pour interpréter le monde qui généralement font polémique, autrement dit, cela m'a permis d'améliorer la compréhension que j'en avais à ma grande satisfaction.

En comptant la recherche, la lecture et le temps que j'ai consacré à écrire ces lignes, j'y ai quand même passé plus d'une heure et demie, car pour tout remettre à sa place, avant que cela colle, établir quels étaient les rapports entre les différents acteurs en présence, il faut quand même réfléchir un peu ou se poser un certain nombres de questions ou hypothèses... Quand on se lance dans ce genre d'investigations, on ignore où cela va nous mener, parfois cela permet de confirmer ce qu'on supputait, d'autres fois non, peu importe puisque seule la vérité nous intéresse.

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Je pense que ce n'est pas la meilleure façon de poser le problème que nous avons à résoudre et personne d'autres je tiens à le préciser car sur ce point-là déterminant, on nage en pleine confusion, à savoir qu'à l'instar des Etats-Unis, la Russie ou n'importe quel Etat soumis au capitalisme ne peut échapper à ses contradictions ou lois de fonctionnement, qui reposent fondamentalement sur les inégalités entre les classes sociales, qui déterminent les rapports sociaux de production ou d'exploitation, qui conduisent infailliblement à une crise et à son effondrement, reste à savoir quelle classe sociale va être en mesure de résoudre cette crise et au bénéfice de quelle classe.

Maintenant si vous vous en remettez à Poutine, Xi ou je ne sais qui, autant dire que rien ne changera ou que son issue ne nous sera pas favorable, sauf à s'accommoder sans vouloir l'avouer du régime d'exploitation et d'oppression, en attendant la prochaine crise qui sera encore plus dévastatrice que la précédente, pendant que des centaines de millions ou des milliards de travailleurs avec leurs familles à travers le monde continueront quotidiennement de trimer comme des esclaves, à moins que nous parvenions à élaborer une stratégie pour conquérir le pouvoir politique et inverser le cours des choses, encore faut-il y croire et travailler dans cette direction, dans le cas contraire, nous n'avons rien à espérer sauf à se faire de cruelles illusions. A chacun de savoir à partir de ce qu'il ne veut plus, ce qu'il veut vraiment.

2 - Je ne me détermine pas à partir de je ne sais quel chef d'Etat, pour être bref. Vous m'excuserez aussi de ne pas reprendre la sémantique des discours officiels qui présente une connotation idéologique que je ne partage pas, au passage, qui s'en aperçoit, je l'ignore puisque tout le monde l'a adoptée ici, je préfère m'en tenir à la mienne, quitte à passer pour un excentrique ou un attardé mental.

Je me suis abstenu de mettre Poutine sur le même plan que l'OTAN contrairement aux autres courants du mouvement ouvrier, parce que j'ai estimé que sa réponse aux provocations et aux menaces de l'OTAN pourrait contribuer à contrarier les plans de l'oligarchie anglo-saxonne, bien que je n'en sois pas totalement certain. Disons que c'était une hypothèse plausible que la suite confirmerait ou infirmerait. C'était une opportunité à saisir, elles sont si rares ou une faille qu'on pouvait exploiter dans notre combat politique, sans abandonner pour autant notre objectif politique

qui demeure de chasser Macron et le renversement du régime en place, l'instauration d'un République sociale, à laquelle s'opposeraient à ma connaissance aussi bien Poutine que Xi ou tous les chefs d'Etat de la planète.

Je comprends ce que vous voulez dire quand vous dites que le souverainisme serait un pas vers le socialisme, bien que j'aurais dit cela autrement. Notez bien que je n'ai nullement remis en question l'existence de l'Etat-nation, parce que sa mission historique ne sera achetée ou il commencera à disparaître (dépérir ou s'éteindre je ne sais plus au juste, F. Engels), seulement quand un nouvel Etat ou un nouveau régime verra le jour peu importe la formule, un régime qui s'engagera dans la voie de la dissolution des classes sociales et donc de l'Etat...

3 - (A propos de Poutine) Vous n'avez ni totalement tort ni totalement raison, mais votre assertion va sembler déplacée ici et vous allez vous faire massacrer inutilement, vous voyez, je suis mesuré et je donne en aucune manière dans la démagogie.

4 - Ma critique ne s'adressait qu'à ceux qui se sentiraient concernés, elle ne s'adressait pas spécialement à vous puisque je ne vous connais pas. Si maintenant vous l'avez pris pour vous, vous seul savez pourquoi et je n'y suis pour rien.
Quant à mon ton, c'est de la déformation professionnelle ou comme a dit Jean-Luc Godard dans un entretien, c'est celui de gens qui ont des convictions et qui ont tendance à vouloir convaincre les autres de quelque chose ou plutôt quelque chose à partager avec les autres, sans plus.

Elle aurait dû le faire !

Sandrine Rousseau : «*Après l'affaire Baupin, j'ai pensé en finir*» - Paris Match 6 octobre 2022

Dans le nouveau numéro de Paris Match, la députée écologiste concède à demi-mot, les larmes aux yeux, avoir pensé au suicide.

Ne les écoutez pas, ne commettez pas de gestes déplacés.

"*Je baisse, j'éteins, je décale*": le spot publicitaire du gouvernement pour inciter aux écogestes - BFMTV 6 octobre 2022

Et un message clair: cet hiver, il va falloir éteindre ses appareils ou réduire sa consommation. BFMTV 6 octobre 2022

En famille on se tient chaud.

J-C – Quand LFI prend position pour une "*une sobriété juste*" et reproche à Macron son « *manque d'anticipation* », cela signifie clairement qu'ils partagent son constat ou sa mystification, et que LFI cautionne sa politique au lieu de la dénoncer et la combattre.

Les députés LFI pour "*une sobriété juste*", pas "*une sobriété cols roulés*" - BFMTV 6 octobre 2022

"*Nous mettons en cause le manque d'anticipation et de planification de ce gouvernement. La crise énergétique a commencé avant la guerre en Ukraine*", a pointé la patronne du groupe Mathilde Panot en conférence de presse.

Ces députés sont aussi favorables à "*une tarification progressive de l'énergie*". BFMTV 6 octobre 2022

J-C - Au nom de ce principe en Inde, ma facture d'électricité a triplé en quelques années.

Ne pouvant pas dormir à cause de la chaleur écrasante 8 mois sur 12, environ 30°C dans la chambre à 22h, donc ce n'est pas un luxe. Je n'utilise la climatisation que quelques heures par nuit, elle est réglée à 26°C. Je me couche tard quand la température a un peu baissé, puis 3 ou 4 heures plus tard, le réveil sonne, je me lève pour couper la clime et ouvrir les fenêtres et mettre en route un ventilo, ensuite j'ai du mal à me rendormir et je me lève tôt.

Bref cette mesure à la con en plus de me coûter la peau du cul, perturbe mon sommeil et me pourrit la vie. Alors merde aux connards de LFI !

Totalitarisme déguisé. Ils veulent vous imposer une pensée unique, un comportement unique...

Voici l'heure de dîner à ne pas dépasser pour éviter de stocker des graisses - topsante.com 5 octobre 2022

Selon une nouvelle étude, manger trop tard le soir pourrait augmenter le risque d'obésité, notamment parce que les calories n'ont pas le temps d'être brûlées avant le coucher et que la sensation de faim est plus forte le lendemain matin.

Mieux vaut dîner à 18 heures qu'à 22 heures. topsante.com 5 octobre 2022

J-C - C'est sûr que tous ceux ou toutes celles qui bossent et se tapent de longs trajets en prime pour rentrer chez eux en fin de journée, se sentiront concernés, après avoir fait des courses, peut-être un brin de toilette, ce n'est pas du luxe au bout de 12 ans, s'être occupés de leurs enfants et préparer leur dîner entre autres, à 18 heures tapantes ils seront à table, quel délire !

On pourrait en rire et se demander dans quel monde vivent ces mégalomanes. Ce qui est intéressant, c'est de constater qu'ils sont totalement déconnectés de la vie que mène la population laborieuse ou de la réalité, dès lors on est en droit d'en déduire qu'il arrivera un moment où elle ne les écoutera plus du tout et prendra son destin en mains…

Pourquoi ne pas les envoyer directement en Ukraine ?

Le service national universel va être ouvert à tous les 15-17 ans - Le HuffPost 7 octobre 2022

Cherche désespérément électeurs.

Biden annule les condamnations fédérales pour consommation et possession de cannabis - Courrier international 6 octobre 2022

À un mois des élections législatives de mi-mandat, le président américain a annoncé jeudi 6 octobre l'annulation des condamnations fédérales pour simple consommation et possession de cannabis – sans aller toutefois jusqu'à une dépénalisation complète. Courrier international 6 octobre 2022

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Le néonazi Zelensky assume tous ses crimes avec la bénédiction des puissances occidentales ou l'OTAN.

Un par un - francesoir.fr 4 octobre 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/un-par-un
« *Tant que vous tous n'aurez pas résolu le problème de celui qui a tout commencé, qui a déclenché cette guerre insensée contre l'Ukraine, vous serez tués un par un, devenant des boucs émissaires, parce que vous n'admettez pas que cette guerre est une erreur historique pour la Russie* », a déclaré Volodymyr Zelensky lors de son allocution quotidienne samedi 1er octobre 2022.

Un par un.

Depuis ce samedi 1er octobre 2022, cette phrase tourne en boucle sur la plupart des chaînes d'infos, certains journalistes la reprenant avec une mine exprimant au minimum la gêne, tout de même, c'est un peu violent disent-ils.

Un par un.

Oh, évidemment, cette phrase est extraite de son discours, certes, mais quand même, "*un par un*".

Te souviens-tu, président Zelensky, c'était le 29 et le 30 septembre 1941, juste avant le 1er octobre 1941, il y a 81 ans : plus de 33 000 juifs étaient exécutés dans le ravin de Babi Yar, près de Kiev. Il s'agit de l'un des plus importants meurtres de masse perpétrés au cours de la Seconde Guerre mondiale.

33 000 en 24 heures.

Et sais-tu comment ces juifs ont été assassinés, rien que parce qu'ils étaient juifs ?
Par balle, une par personne, un par un.

Au moins 33 000 balles tirées à bout portant.

C'est justement pour cette raison que les historiens ont appelé ces crimes "*la Shoah par balle*".

En janvier 1946, Dina Pronicheva témoigne à la barre d'un tribunal de Kiev, en Ukraine. Elle est l'une des rares survivantes du massacre de Babi Yar.

"*Un policier m'a dit de me déshabiller et m'a poussée au bord de la fosse où un autre groupe attendait son destin. Mais avant que la fusillade ne commence, j'ai eu tellement peur que je suis tombée dans la fosse. Je suis tombée sur les morts. Au début, je ne comprenais rien : où étais-je ? Comment étais-je arrivée là ? J'ai cru devenir folle. L'exécution continuait et les gens tombaient toujours. J'ai retrouvé mes esprits et j'ai tout compris. J'ai palpé mes bras, mes jambes, mon ventre, ma tête. Je n'étais même pas blessée. J'ai fait semblant d'être morte. Je me trouvais au-dessus de gens tués ou blessés. Certains respiraient, d'autres gémissaient. Soudain, j'ai entendu un enfant crier 'Maman'. On aurait dit ma petite fille. J'ai fondu en larmes*."

Le 19 septembre 1941, Kiev tombe aux mains de l'armée allemande. Près de 100 000 juifs ont réussi à fuir la cité ukrainienne. Pour ceux qui restent, c'est le début du cauchemar. Alors que des explosions ont lieu dans la ville, les autorités d'occupation décident en représailles d'exterminer les juifs de la ville. Ces derniers sont invités à se présenter le 29 septembre près d'une station de train, à la lisière de Kiev, afin d'être "*réinstallés*" ailleurs. Des affiches sont placardées. Les récalcitrants sont menacés de mort. C'est un piège.

Nombre d'entre eux se rendent à cette convocation. Un triste défilé commence.
Tous sont conduits vers Babi Yar, qui signifie "*ravin de la vieille femme*" ou "r*avin de la grand-mère*". "*C'était un réseau de fossés à l'extérieur de la ville. C'était un polygone de tir un peu excentré, à l'abri des regards. Des personnes y avaient déjà été fusillées par les troupes du NKVD soviétique auparavant*".

On demande aux gens de prendre avec eux des objets qui leur semblent importants. Il y a ensuite un poste où ils doivent laisser leur pièce d'identité, un autre leur baluchon et enfin un dernier où ils doivent se déshabiller.

Les victimes sont alors conduites par petits groupes dans le ravin. Des membres de l'Einsatzgruppe C – une unité mobile d'extermination –, assistés par deux régiments de police et des nationalistes ukrainiens, ouvrent le feu.

Les tirs se poursuivent toute la journée et le lendemain.

En deux jours, 33 771 victimes, principalement des juifs, sont assassinées, selon les rapports envoyés à Berlin par l'Einsatzgruppe C. "*Cette tuerie a pu avoir lieu en très peu de temps, car la plupart de ceux qui l'ont commise avaient déjà participé à des meurtres de masse. Ils étaient très coordonnés entre eux et secondés*", décrit l'historien Karel Berkhoff, professeur à l'Institut d'études sur la guerre, la Shoah et le génocide, basé à Amsterdam. francesoir.fr 4 octobre 2022

J-C - J'ai arrêté là la reproduction de cet article de Michel Rosenzweig, parce que l'auteur allait beaucoup trop loin par la suite à mon goût, notamment en laissant supposer que le nazi Zelensky pourrait être animé de bonnes intentions, rien de moins, vous imaginez le niveau d'opportunisme de ce charlatan philosophe de formation et psychanalyste.

Vous vous souviendrez peut-être, pourquoi j'ai toujours violemment fustigé tous ceux qui s'adressaient à ceux qui nous gouvernaient sous prétexte qu'on aurait été en démocratie, car j'y voyais là le début d'une compromission qui ne s'arrêterait pas là, et qui dans d'autres circonstances pourraient aller beaucoup plus loin, ce qu'une multitude d'exemples dans le passé a prouvé. De nombreux articles parfaitement documentés et sourcés publiés récemment dans des médias dits alternatifs ont corroboré à leur manière mon affirmation, en montrant que les soi-disant démocraties occidentales qui avaient frayé avec le fascisme ou le nazisme du début du XXe siècle jusqu'en 1945 n'avaient en réalité jamais complètement rompu avec lui.

En complément.

Épuration en cours dans les zones anciennement contrôlées par les Russes ? - francesoir.fr 7 octobre 2022

https://www.francesoir.fr/epuration-en-cours-dans-les-zones-anciennement-controlees-par-les-russes

Le FMI débloque 1,3 milliard de dollars de financement d'urgence pour l'Ukraine - BFMTV 7 octobre 2022

La France est en guerre au côté des néonazis. Non, ils ne complotent pas.

Guerre en Ukraine: une "*cinquantaine*" d'espions français de la DGSE opère sur le terrain - BFMTV 6 octobre 2022

L'information est venue du grand reporter et journaliste Georges Malbrunot citant une "*source au sein du renseignement*" français.

Après avoir d'abord publié sa révélation mardi sur Twitter, il l'a confirmée mercredi soir auprès de BFMTV. Il en a profité pour lister les tâches dont s'acquittent les agents français.

Le 4 juillet dernier dans les colonnes de Var Matin, Alain Juillet ex-patron de la DGSE, entre 2002 et 2003, a défini en ces termes le service action de la Direction générale de la sécurité extérieure: "*Le service action est composé de gens qui, en clandestins, vont à l'étranger et font des missions pour le service de la France qu'on ne peut pas faire d'habitude*."

Il désigne en fait ce département des renseignements français dont les membres dépêchés à l'étranger agissent "*sous légende*", c'est-à-dire vivent sous une fausse identité pour protéger les intérêts français et recueillir des éléments cruciaux pour les servir.

"*Il y a un va-et-vient entre donner des informations aux unités mobiles ukrainiennes, notamment dans la zone de Kherson, et prendre du renseignement pour nous*", a d'abord confirmé ce jeudi sur notre plateau l'éditorialiste de BFMTV pour les questions internationales, Patrick Sauce.
« *Ça ne fait pas de la France un pays cobelligérant, mais ça a permis à la France d'apporter une aide aux Ukrainiens, comme les Britanniques l'ont fait, comme les Américains l'ont fait* », a lâché Georges Malbrunot auprès de BFMTV mercredi soir, confirmant ce qu'il avait initialement écrit dans un post Twitter:

"*Depuis le début de la guerre, Américains et Britanniques ont également déployé des hommes secrètement en Ukraine."* BFMTV 6 octobre 2022

La « *communauté internationale* » isolée et minoritaire.

Russie : L'ONU vote pour surveiller la répression du régime de Vladimir Poutine - 20minutes.fr 7 octobre 2022

Les 47 Etats membres du Conseil ont adopté une résolution en ce sens - proposée par une grande partie des pays membres de l'Union européenne - avec 17 voix favorables. Vingt-quatre pays se sont abstenus et six ont voté contre, dont la Chine mais aussi Cuba et le Venezuela.

J-C – Ils ont donc échoué…

Après un avocat recruté par la CIA, Obama, c'est au tour des suppôts du régime néonazi de Kiev.

J-C – En fait, ils récompensent le coup d'Etat fasciste de l'OTAN de l'Euromaidan en 2014 qu'ils avaient soutenu. Ou quand le comité Nobel norvégien est passé sous le contrôle du gang fasciste des straussiens ou le Deep State, Davos.

Le Nobel de la paix décerné à un activiste biélorusse et deux ONG russe et ukrainienne - LePoint.fr 7 octobre 2022

Le Biélorusse Alès Bialiatski, l'ONG russe Memorial et le Centre pour les libertés civiles ukrainien ont été récompensés LePoint.fr 7 octobre 2022

Alès Viktaravitch Bialiatski, qu'est-ce que c'est ?

Alès Viktaravitch Bialiatski à la tête du Centre des droits de l'homme Viasna, la principale organisation de défense des droits de l'homme en Biélorussie. Il est le vice-président de la Fédération internationale pour les droits humains.

La FIDH dispose d'un statut consultatif auprès de l'ONU, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe (Wikipédia)

La Fédération internationale pour les droits humains, qu'est-ce que c'est ?

Nos financements (fidh.org)
Au cours de l'année 2019, la FIDH tient à exprimer sa reconnaissance aux institutions, fondations et entreprises suivantes pour leur soutien :

Institutions nationales et internationales. (Extrait)

- La Commission européenne ;

- le ministère des Affaires étrangères norvégien ;

- Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français ;

Fondations, associations et autres institutions (Extrait)

- Open Society Foundations (Soros);

Les entreprises qui nous soutiennent (Extrait)

- La Commission européenne ;

- Open Society Foundations ;
- Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français ;
- Le ministère des Affaires étrangères norvégien ;

Centre pour les libertés civiles (CCL), qu'est-ce que c'est ?

Le CCL a été fondé en 2007 afin de promouvoir les droits humains, la démocratie et la solidarité en Ukraine et en Eurasie. En réponse à la violente répression des manifestants d'Euromaidan en 2013, le CCA a organisé l'initiative Euromaidan SOS. (rightlivelihood.org)

Cette ONG est présidée par l'avocate Oleksandra Matviïtchouk.

Oleksandra Matviïtchouk, qu'est-ce que c'est ?

Stanford University, Stanford, California - USA (cddrl.fsi.stanford.edu) (Université connue pour ses liens avec la CIA depuis les années 50 - J-C)

Oleksandra Matviïtchouk, chercheur invité, programme ukrainien pour les leaders émergents 2017-18.

Elle est l'auteur de plusieurs rapports alternatifs destinés à divers organes de l'ONU, au Conseil de l'Europe, à l'Union européenne, à l'OSCE et à la Cour pénale internationale. En 2016, elle a reçu le Democracy Defender Award pour sa "*contribution exclusive à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme*", décerné par les missions auprès de l'OSCE.

Elle a déjà été honorée de plusieurs prix, dont le Prix Sjur Lindebrakke 2015 pour la démocratie et les droits humains (Norvège). En 2017, elle est devenue la première femme à participer au programme Ukrainian Emerging Leaders de l'université de Stanford aux États-Unis. (freiheit.org) La même année, l'ambassade américaine en Ukraine lui décerna le titre de Ukrainian women of courage.

Le 4 juin 2021, elle a été nommée au Comité des Nations-Unies contre la torture. (latribune.avocats.be)

L'ONG Mémorial, qu'est-ce que c'est ?

ONG russe prix Nobel de la paix : la justice ordonne la saisie de ses bureaux à Moscou - lejdd.fr 7 octobre 2022

J-C - En réalité elle était dissoute depuis le 29 décembre 2021, mais elle conservait des bureaux dans le centre-ville de Moscou qui accueillaient notamment les services administratifs de l'organisation (lejdd.fr 7 octobre 2022)
Lejdd - D'après des propos rapportés par l'agence de presse Ria Novosti, un représentant du même tribunal a accusé l'ONG d'avoir « marqué son implication dans la réhabilitation des criminels nazis, discrédité les autorités et créé une fausse image de l'URSS ». lejdd.fr 7 octobre 2022

(Extrait de la causerie de notre portail le 31 décembre 2021)

Russie : la justice dissout le Centre des droits humains de l'ONG Mémorial - Le Point 29 décembre 2021

La justice russe a décidé, mercredi 29 décembre, de dissoudre l'organisation de défense des droits, Mémorial, ainsi que toutes les entités rattachées. Le Point 29 décembre 2021

L'ONG Mémorial, qu'est-ce que c'est ?

Pedigree de ses dirigeants (et ex-dirigeants)

Parmi eux : Andrei Sakharov (1921–1989), Arseny Roginsky (1947–2017), Sergei Kovalev (1930–2021), Lioudmila Alexeïeva (1927–2018),
Alexandre Tcherkassov son directeur actuellement.

En 2021, Mémorial est un réseau d'organisations basées en Russie, en Allemagne, au Kazakhstan, en Italie, en République tchèque, en
Belgique, en France et en Ukraine. Fondée en 28 janvier 1989.

Source : Wikipédia.org.

Une partie de ses membres ont immigré aux Etats-Unis, en Israël ou dans d'autres pays occidentaux.

Ils ont travaillé pour :

- Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), une station de radio et un groupe de communication privé financé par la CIA, puis par le Congrès des États-Unis.
- Amnesty International
- Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

J-C - Question : Qui pour ces gens-là sont légitimes pour décréter quels régimes sont autoritaires et quels sont ceux qui ne le sont pas ? La réponse figure plus haut.

L'anti-stalinisme sert toujours de couverture à l'anticommunisme.

Mémorial France - "Perpétuer la mémoire historique des victimes des répressions staliniennes en URSS et la transmettre aux générations futures, pour défendre les droits humains dans les régimes autoritaires."

Quand vous cliquez sur le lien "soutenir" dans le menu en haut de l'écran (https://memorial-france.org/comment-soutenir), cela vous envoie sur une page où on vous invite à faire un don, mais il n'y figure aucune référence sur le financement ou ses généreux ou fortunés donateurs, on les connaît...

En complément. Le tyran français et vassal de Washington en rajoute quotidiennement

Prix Nobel de la paix : Macron salue «*des défenseurs indéfectibles des droits humains en Europe*» - Paris Match 7 octobre 2022

Macron annonce la création d'un fonds spécial pour aider l'Ukraine dans "*son effort de guerre"* - BFMTV 7 octobre 2022

Emmanuel Macron a annoncé ce vendredi la création d'un "*fonds spécial*" pour l'Ukraine doté de 100 millions d'euros. BFMTV 7 octobre 2022

«*De nouveaux canons Caesar*» pour l'Ukraine : Macron confirme la prochaine fourniture d'armes à Kiev - AFP/Le Parisien 7 octobre 2022

Et leur tentative de déstabilisation et de coup d'Etat se poursuit en Iran.

Mort de Mahsa Amini : Téhéran livre sa version officielle - AFP/LePoint.fr 7 octobre 2022

Mahsa Amini serait décédée « *des suites d'une défaillance d'organes multiples causée par une hypoxie cérébrale* », selon l'Organisation médico-légale iranienne. AFP/LePoint.fr 7 octobre 2022

Le Canada interdit son territoire à 10.000 responsables du régime iranien - BFMTV 7 octobre 2022

Comment ils ont théorisé et imposé leur idéologie totalitaire.

Démolir le panthéon des fondateurs et héros occidentaux par Alastair Crooke.
Extraits.

Les Euro-élites avaient désespérément besoin d'un système de valeurs pour combler le vide. - reseauinternational.net 6 octobre 2022

La montée en puissance de la politique identitaire, axée sur la justice sociale et menée par des activistes de tendance libérale, a fourni à ses soldats leur toute nouvelle justification. Il ne s'agit pas seulement d'une nouvelle « *politique* », mais de quelque chose de différent : il s'agit d'une idéologie qui ne tolère aucune « *altérité* », aucune contestation, mais qui exige simplement un signe de loyauté et de conformité à un code « *progressiste* » – montrant que vous avez entendu le message et vu « *la lumière* ».

En bref, ils cherchent, par la conversion de la classe dirigeante, à subvertir et à renverser les anciennes divinités.

La chroniqueuse du Washington Post et collaboratrice de MSNBC, Jennifer Rubin (longtemps citée par le Washington Post comme leur « *chroniqueuse républicaine* » pour son « *équilibre* ») rejette désormais la notion même d'argument ayant des « *côtés* » – imputant ainsi une fausse rationalité aux conservateurs :
« *Nous devons collectivement, en substance, réduire en cendres le parti républicain. Parce que s'il y a des survivants, s'il y a des gens qui résistent à cette tempête, ils recommenceront… La danse Kabuki dans laquelle Trump, ses défenseurs et ses partisans sont traités comme rationnels (intelligents même !) vient d'un establishment médiatique qui refuse de se débarrasser… de cette fausse équivalence* ».

David Brooks, auteur de « *Bobos in Paradise* », (lui-même chroniqueur libéral au New York Times), a fait valoir que, de temps à autre, une classe révolutionnaire voit le jour et bouleverse les anciennes structures. Cette classe de bourgeois bohémiens – ou « *bobos* » (comme il les appelle), accumulent d'énormes richesses et en sont venus à dominer les partis de gauche dans le monde entier – des partis qui étaient auparavant des véhicules pour la classe ouvrière (une classe que les bobos méprisent sans réserve).

Brooks admet qu'au départ, il s'est laissé séduire par ces bobos (libéraux), mais que c'était là sa grande erreur : « *Quel que soit le nom que vous voulez donner aux [bobos], ils se sont regroupés en une élite brahmanique insulaire et métissée qui domine la culture, les médias, l'éducation et la technologie* ». Mais il reconnaît *: « Je n'avais pas prévu avec quelle agressivité … nous chercherions à imposer les valeurs de l'élite par le biais de codes de parole et de pensée. J'ai sous-estimé la façon dont la classe créative réussirait à ériger des barrières autour d'elle pour protéger son privilège économique… Et j'ai sous-estimé notre intolérance à l'égard de la diversité idéologique* ».

En d'autres termes, ce code de pensée qui dépeint ses ennemis salivant pour enterrer « *notre démocratie* » dans le feu, est la pointe de la lance de Washington. En s'appuyant sur ce code et sur le « *messianisme* » du Club de Rome pour la désindustrialisation, les euro-élites ont créé leur nouvelle secte brillante de pureté absolue et de vertu inoxydable, comblant ainsi la lacune de la démocratie. Cela a abouti à la convocation d'une avant-garde dont la fureur prosélyte doit se concentrer sur « *l'Autre* ». Il s'agit ici de la somme des « *non-croyants* » qu'il faut amener à la lumière, soit par la coercition, soit par l'épée.

J-C - Et la conclusion.

Au IVe siècle, la chrétienté latine a tenté de démanteler littéralement un millénaire de civilisation antique (dénigrée comme « *païenne* ») – en la supprimant par l'épée et le feu, en brûlant sa littérature (la bibliothèque d'Alexandrie) et en supprimant sa pensée (les Cathares). Pourtant, le succès n'a pas été total. Les vieilles valeurs ne voulaient pas disparaître et elles ont refait surface sous une forme énergique au cours de la Renaissance du XIIe siècle.

Pour être à nouveau supprimées par le « *rationalisme* » du siècle des Lumières…

J-C - Ces "*vieilles valeurs*" coïncident en partie avec les aspirations profondes des peuples à vivre dans un monde plus juste ou meilleur que rien ni personne ne peut leur arracher définitivement ou très longtemps...

C'est l'un des deux facteurs sur lequel repose le marxisme pour justifier sa théorie, ce qu'effectivement les faits passés ou présents confirment ou permettent de valider.

C'est davantage de ce côté-là qu'il faut chercher "la lumière" de nos jours, pour peu qu'on s'en tienne strictement aux faits dans leur dynamisme dialectique.

https://reseauinternational.net/demolir-le-pantheon-des-fondateurs-et-heros-occidentaux/
Le fil conducteur du fascisme est tellement gros qu'on ne le voit pas.

https://reseauinternational.net/le-fil-conducteur-du-fascisme-est-tellement-gros-quon-ne-le-voit-pas/

Économie.

Pour avoir une idée sur l'orientation politique de l'auteur des articles suivants, M. Bruno Bertez (leblogalupus.com) :

"*Nous vivons une époque nietzschéenne marqué du sceau de la volonté de puissance dans un monde qui ne veut croire qu'au messianisme religieux et marxiste !*"

"*Souverainiste Européen : antimondialiste raisonnable, antiislamiste raisonné, anticapitaliste financier mais pas trop et antisocialiste fabien mais pas assez….Libertarien par Idéal mais Etatiste par pragmatisme !*"

"*Vous ne pouvez pas donner la force au faible en affaiblissant le fort… Vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche*"

"*Libertarien par Idéal mais Etatiste par pragmatisme !*"

- « *Les marchés ont été dépossédés de leur pouvoir, leur fonction est exercée par d'autres, qui détiennent les clefs de l'alimentation de l'univers en dettes et liquidités, les banquiers centraux.* » (...) (L'AGEFI, 02/12/2015)
- « *Le keynésianisme produit en cercle vicieux autoreproducteur le socialisme fabien, ce socialisme du grand capital qui appauvrit les classes moyennes, qui donne le pouvoir à la social-démocratie alliée des riches et des banquiers. Il produit des fonctionnaires/ponctionnaires. Il donne justification aux pertes de libertés, aux impôts et contrôles sans cesse croissants. Il creuse les inégalités de la société à trois vitesses. La Grande Alliance d'un côté, de l'autre, les classes de moins en moins moyennes, et enfin, les ultra-pauvres dont on achète le calme avec les miettes du système.* » (Bruno Bertez - L'Agefi, 19 octobre 2013)

- « *Le moteur du système capitalisme, c'est le profit, c'est une évidence que l'on s'efforce de dissimuler car elle est socialement délicate à admettre. Le profit mesure l'efficacité et en même temps, il est le but, la finalité du système. C'est la recherche du profit qui fait épargner, entreprendre, investir, embaucher, risquer, innover. L'explosion des transferts sociaux, des coûts indirects a réduit considérablement le profit disponible dans le système. C'est pour cela qu'il a fallu aller chercher le profit ailleurs, dans la globalisation. La globalisation a été le moyen de prolonger, de tout prolonger, de repousser les limites au profit rencontrées aux USA.* » (Bruno Bertez 29 novembre 2016)

Quand j'affirmais qu'ils avaient créé un système financier mafieux déconnecte de l'économie réelle, on me riait au nez, et pourtant...

Déconstruire la finance par Bruno Bertez - la-chronique-agora.com 3 octobre 2022

La monnaie est désormais complètement déconnectée de ses sous-jacents : l'or et le travail. Les conséquences que nous vivons ne sont que l'aboutissement du processus.

J'explique depuis le début des années 1980 que la finance mondiale est fondée sur des illusions, des mensonges et des tromperies. Tous ceci avec le même objectif : faire croire que la rentabilité et la

performance des investissements financiers peuvent être supérieures à ce qu'elles sont naturellement.

Tout a commencé il y a longtemps.

Il s'agissait de construire un univers financier autonomisé, dont la taille et la masse peuvent s'écarter durablement, sans limite de l'économie réelle qu'il est censé représenter…

Une recette d'alchimie

Construire un ensemble imaginaire et imaginé dont on peut faire croire qu'il est aussi bon, aussi liquide et aussi valable que la monnaie, mais qui rapporte.

Construire un univers imaginaire de signes dans lequel on déclare que le risque est mathématique et endogène à ce système, c'est à dire mesuré par sa volatilité et non pas comme dans le réel, non-mesurable.

Bref, il s'agissait de construire un autre univers désancré, tout en faisant croire qu'il était encore ancré ; tout en faisant croire qu'il était liquide, rentable et sans risque.

L'opération consistait à transférer sur les actifs financiers le caractère de la monnaie que l'on peut appeler la monnaie-itude.

En clair, il s'agissait de faire prendre les vessies pour des lanternes.

Transformer le long en court, le peu rentable en hyper rentable, le très risqué en sans-risque, l'eau des égouts en eau claire, le plomb en or, le subprime en triple AAA.

Il s'agissait de l'alchimie. Vous m'avez compris.

C'était possible grâce au changement de rôle des banques centrales. Celles-ci devaient devenir activistes. Elles devaient évoluer du rôle de prêteurs de dernier ressort avec des règles, vers le rôle de garants de la monnaie-itude, rôle discrétionnaire.

Disparition du risque

La fonction nouvelle de la sphère financière élargie comme espace de création de valeur puis libérée et enfin autonomisée devait créer l'organe. Un organe qui a ensuite été créé, au fil des ans, depuis les années 1980.

Pour assumer et assurer ce rôle de garant de la monnaie-itude de dernier ressort, les banques centrales devaient donc fournir la liquidité, faire baisser les taux, effondrer le prix du différé dans le temps, effondrer le prix du risque bien sûr, et transmuter tout problème de solvabilité en question de liquidité. Autrement dit, il fallait faire baisser les taux d'intérêt réels malgré la borne du zéro, assurer tous les risques en soutenant les cours boursiers par les QE, faire baisser la volatilité et le prix du risque, puis proclamer le put.
Proclamer le put c'est proclamer la monnaie-itude, puisque c'est annoncer que toujours on peut spéculer, toujours la banque centrale viendra assurer la liquidité, fournira un filet de sécurité, et fournira la contrepartie par son bilan quand il y aura un pépin.

Le sens profond de la dérégulation, c'est la loterie de John Law : il s'agit de brancher une colossale loterie sur le marché financier global avec un gérant/gagnant/croupier de la loterie qui aurait été simplement la Fed, le créateur de dollars, le pourvoyeur de taux bas et d'assurances de dernier ressort !

On peut créer de la valeur sans créer de richesses ; on peut déconnecter durablement la masse des signes monétaires, quasi-monétaires, de la réalité économique qu'ils sont censés représenter. C'est l'affirmation centrale.

On peut différer et « *diff-érer* », au sens de Derrida. On peut jouer les apprentis sorciers à la Faust et à la Méphistophélès, c'est-à-dire disjoindre les ombres des corps, autonomiser les ombres, les faire s'agiter sur des espaces de fiction envahissants comme le sont les marchés.

On a réussi à disjoindre la monnaie de son sous-jacent, de ses sous-jacents : l'or et le travail.

L'équivalent général des marchandises est devenu l'équivalent général de tous les désirs, de tous les espoirs, de tous les rêves. Pourquoi ne pas tenter de disjoindre les valeurs financières de leur sous-jacent, la production économique ?

L'argent piégé

Cela s'appelle déconstruire ! On a tout déconstruit, pourquoi ne pas déconstruire la finance ? Elle s'y prête merveilleusement bien car la finance est fondée sur la séparation des ombres et des corps, sur le report dans le temps, sur la probabilité, sur la naïveté…

L'investissement productif ne rapporte pas assez, pourquoi ne pas le bonifier par l'ingénierie financière ?

La dérégulation a été inspirée par la prétention démiurgique de dépasser le problème de la profitabilité insuffisante, de l'épargne trop limitée, de limites de l'endettement et des fonds propres trop réduits dans les banques.

Cette dérégulation est une sorte de dopage à la John Law ; c'est-à-dire qu'elle joue sur les probabilités. La probabilité suprême au centre de l'expérience, c'est celle de l'argent qui est piégé dans les actifs financiers, dans les quasi-monnaies, dans les billets de loterie : il faut qu'il n'en sorte jamais.

Jamais il ne partira à la recherche de ses contre valeurs ; jamais les princes ne demanderont le remboursement de leur fausse monnaie en or, jamais ces fausses valeurs ne repartiront dans le réel. Toujours, toujours, les valeurs financières resteront dans l'univers du papier et des promesses.

D'où l'intérêt d'avoir créé le paradigme risk-on/risk-off ! Avec cette lecture du monde, l'argent reste piégé entre les valeurs à risque, les actions/obligations et les valeurs dites sans risque, et les fonds d'Etat. On escamote la réalité, qui est que les fonds d'Etat et les papiers des gouvernements sont risqués eux aussi. Et que, en réalité, il y a longtemps que les gouvernements sont insolvables. On a fermé le piège dans l'imaginaire, avec la création du paradigme risk-on/risk-off !

Depuis le premier jour, on sait que si l'argent un jour sort pour aller dans le réel, alors le système sautera.

D'où la politique qui a consisté à multiplier les marchés-papier comme ceux du pétrole ou de l'or. la-chronique-agora.com 3 octobre 2022

Le surendettement : grand gagnant du système par Bruno Bertez - la-chronique-agora.com 4 octobre 2022

La crise n'est ni conjoncturelle ni accidentelle ; elle est structurelle, et radicale. Les marchés ne semblent cependant pas encore en être conscients…

Nous parlons depuis hier des illusions, mensonges et tromperies sur lesquels la finance mondiale est fondée. Aujourd'hui, la monnaie se retrouve complètement déconnectée de ses sous-jacents, l'or et le travail. Mais on sait depuis le début que, si l'argent sort du système fictif pour aller dans le réel, alors le système sautera.

C'est pour cela que les marchés-papiers ont été multiplié, et notamment celui sur l'or.

La déconnexion du marché de l'or-papier a en effet ouvert la possibilité de déconnecter la demande d'or du marché de l'or réel. Il s'agissait de rendre infinie, sans limite, la capacité de satisfaire la demande d'or en éliminant l'or physique. Il s'agissait de faire « *jouer* » dans un univers ou on interdisait que la rareté se manifeste par la hausse des prix.

Le marché de l'or papier n'a pas de limite, et celui de l'or physique en a une qui a été depuis longtemps dépassée. Le marché de l'or papier est une colossale vente à découvert de l'or physique. C'est un exemple. Mais beaucoup de choses physiques ont été transformées en « classes d'actifs », comme on dit, c'est-à-dire en papier.

Un vieux naufrage

Le Financial Times titrait récemment : « *La semaine qui a détruit nos finances personnelles au Royaume-Uni* ».

Non, le FT ment. Les « *finances personnelles* » du Royaume-Uni n'ont pas été ruinées durant cette semaine fatidique. Vous ne détruisez pas le système de retraite britannique en une semaine. Le naufrage dure depuis des années, voire des décennies. Une politique malavisée s'est concentrée sur le gonflement de la valeur des obligations, des actions et d'autres actifs financiers. Un écart considérable s'est développé entre la valeur perçue des actifs financiers et la véritable valeur économique des actifs réels qui sous-tendent les pensions et les finances personnelles britanniques et mondiales.

Cette semaine a été marquée par un réajustement désordonné des valeurs obligataires britanniques grossièrement gonflées et la panique associée. Ces types d'ajustements sont brutalement déstabilisants.

Comme je l'ai expliqué, le Titanic britannique, mal conçu et mal ajusté, a rencontré un iceberg ; et cet iceberg dont on ne voit que la pointe est colossal… et de taille mondiale.

Tout est dit, de la bouche du cheval, car le FT, plus que le Wall Street Journal, c'est la bouche du cheval de la finance : en une semaine !

Le FT est la pierre angulaire, la poutre maîtresse du système mensonger que l'on a bâti.

Et ici le FT dit la vérité du système, à savoir que le système repose sur un mensonge. Il veut nous faire croire que la richesse vient d'être détruite en une semaine ! La vérité cristalline pourtant, c'est que le problème est réel et qu'il ne date pas d'hier… et que la richesse dont on nous parle était fictive :

« *Un écart considérable s'est développé entre la valeur perçue des actifs financiers et la véritable valeur économique des actifs réels qui sous-tendent les pensions et les finances personnelles britanniques et mondiales.* »

Cet écart s'est creusé pendant des décennies !

Cet écart s'est construit sur la faille, sur le gap, sur le désajustement et, en définitive, sur cette folie moderne que l'on doit appeler la déconstruction, soit la destruction du lien entre le réel et les signes qui sont censés le représenter.
Pas besoin de cygne noir
De nombreux analystes sont convaincus que la soi-disant « *grande crise financière* » de 2008 aurait été évitée si la Fed avait agi tôt pour renflouer Lehman Brothers. Mais ils passent à côté de l'analyse adéquate qui est que des milliers de milliards de titres et de produits dérivés étaient mal évalués, et pas seulement dans l'univers hypothécaire. Le gouffre entre les valeurs de marché/perçues des actifs financiers et la richesse économique réelle/la capacité de création de richesse, ce gouffre s'est considérablement creusé au cours des 40 dernières années.

La situation difficile des marchés n'est pas due à un cygne noir, non, le cygne c'est simplement le facteur déclenchant d'une crise qui est inéluctable, nécessaire et déjà écrite. La crise est contenue dans la situation tout comme l'épi de blé à venir est contenu dans le grain qui a été semé.

La crise n'est ni conjoncturelle ni accidentelle, elle est structurelle, et radicale.

Je l'ai analysée ci-dessus de façon abstraite et conceptuelle mais on peut l'exprimer de façon vulgaire. La structure du marché est pourrie car elle repose sur trois bases :

1) La surévaluation des actifs financiers qui n'est pas soutenue par la richesse économique sous-jacente.

2) Le surendettement qui a gagné tout le système.

3) L'ingénierie, le transfert, la dissémination, les fausses assurances et la gestion des risques.
Encore loin des bons prix

Il y a aujourd'hui une surévaluation radicale des actifs financiers pratiquement dans tous les domaines.

Les marchés des créances ne se sont pas encore entièrement réévalués en réponse à la dynamique de l'inflation, au surendettement et au ralentissement de la croissance.

Les dettes n'ont pas intégré le ralentissement historique de la croissance, et la dépréciation systémique associée à la transition climatique.

Les actions ne se sont pas dépréciées pour tenir compte du nouveau monde à risque extrêmement élevé, d'instabilité, de vulnérabilité économique, de péril géopolitique, d'impuissance politique, de changement climatique et probablement d'effondrement des bénéfices.

Par-dessus tout, aucune valorisation ne tient compte de la probable mutation de l'ordre social, politique et géopolitique qui va découler de toute cette conjonction de facteurs négatifs.

L'ordre social, celui qui permet aux uns de s'attribuer les richesses et le travail des autres, va être ébranlé car l'ordre social est toujours une résultante d'un rapport de forces et non un projet, une volonté. Les rapports de forces bougent.

La recherche des effets de levier n'a été possible que dans le monde prétendu parfait que j'ai décrit et analysé ci-dessus. Ce monde, qu'on le veuille ou non, est condamné de façon endogène, il s'autodétruit sous nos yeux, il ne survit que dans le simulacre, en artefact.

Soit volontairement, soit par crise de destruction des dettes, le système mondial va se désendetter et nous ne sommes qu'à la première phase de désendettement.
Les théories ne produisent pas le réel, c'est l'inverse : les théories sont des productions du réel, des productions qui prennent naissance pour donner rationalité au réel, pour accompagner les mutations du réel, comme ce fut le cas en 1980. On a alors inventé les idées qui allaient accompagner la dérégulation et la financiarisation. Les théories financières ont produit à leur tour l'alchimie financière, l'œuvre au noir des marchés. De nouvelles théories vont voir le jour, se diffuser, et l'ingénierie ancienne va mourir de mort violente.

Transformer des milliers de milliards de dollars de crédits et de dettes risquées de fin de cycle, en titres de qualité d'investissement, pour gaver les fonds de pension, l'épargne collective et les assurances, c'est fini.

Le monde va faire de terribles découvertes : les actifs anciens ne valent rien ou pas grand-chose ; il n'y a pas assez de vrais capitaux propres dans le système, il n'y a que des dettes, et il n'y a pas assez de profit pour soutenir tout cela ; que des malversations comptables à la Enron. la-chronique-agora.com 4 octobre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 octobre 2022.

Les dirigeants des puissances occidentales en sont tout de même arrivés à légitimer le fascisme et le nazisme en soutenant, finançant et armant le régime de Kiev.

Apparemment, je ne suis pas certain que nous soyons si nombreux que cela à en avoir pris réellement conscience, je crois que c'est cela le plus préoccupant, un euphémisme.

Mais pas que. Ce sont des monstres de cruauté, des sadiques, il faut le savoir…

Les élites politiciennes pédophiles sont protégées, les enfants abusés… - lemediaen442.fr 8 octobre 2022

Lorsqu'il s'agit de l'élite, je suis impressionné par sa capacité à échapper aux poursuites, déclare la voix de cette vidéo de Mouthy Buddha. Comment sont-ils devenus si diaboliques ? Le pouvoir est-il une condition préalable à la malveillance ou bien le goût du pouvoir est-il l'expression socialement admissible du sadisme ? La puissance des politiciens et des « *décideurs* » serait-elle un moyen de favoriser ces abus ? Telles sont les questions posées par cette vidéo dérangeante.

Mouthy Buddha - Les politiciens pédophiles - 7 octobre 2022

https://www.youtube.com/watch?v=SlgHYxJ2js4

https://odysee.com/@JeanneTraduction:a/Politicians-Pedophiles:d?src=embed

J-C – J'ai regardé cette vidéo et je vous conseille vivement d'en faire autant, en effet, tout est sourcé, sans abuser c'est digne de figurer dans le registre du fascisme ou du nazisme, tous les élus sont au courant, toutes les institutions sont impliquées, tous les partis et médias le savent, et pendant ce temps-là on nous expliquait que ces Etats étaient des démocraties, non mais vous imaginez à quel niveau s'est située cette escroquerie politique que tous les partis sans exception ont soutenu.

Alors il ne faut plus s'étonner de la situation actuelle, elle est le produit de la trahison de nos dirigeants, de leur collusion avec nos ennemis, je parle de tous ceux du mouvement ouvrier.

Des monstres de cruauté, disions-nous ?

Une vidéo montre le personnel d'une garderie qui s'amuse à terroriser des enfants - lemediaen442.fr 7 octobre 2022

Une vidéo devenue virale (voir ci-dessous) montre des adultes en train d'effrayer des enfants pendant de longues minutes dans une garderie du nord du Mississippi. Les parents sont indignés face à de telles images.

C'est l'effroi, la garderie Little Blessing à Hamilton a publié une vidéo sur sa page Facebook où l'on peut voir des femmes s'amuser à effrayer de très jeunes enfants. Ces derniers hurlent et pleurent de toutes leurs larmes en essayant d'échapper aux femmes qui se cachent derrière un masque d'Halloween. Loin de s'affoler dès les premiers cris, les employés rigolent. « *Nous pensions connaître ces gens, nous sommes d'ici. Je n'ai pas les mots pour dire ce que je ressens. Je suis dévastée pour mon bébé* », a déclaré Alissa Hays, la mère de l'un des enfants de la vidéo.

La vidéo :

https://lemediaen442.fr/une-video-montre-le-personnel-dune-garderie-qui-samuse-a-terroriser-des-enfants/

Un porte-parole du département de la Santé de l'État du Mississippi a déclaré que l'affaire faisait l'objet d'une enquête. En attendant les employées de la crèche ont été licenciées par le directeur.

J-C – J'ai aussi regardé cette très courte vidéo où on voit des tous petits enfants hurler de frayeur, se boucher les oreilles, pleurer, c'est l'horreur !

Quand l'âge du départ à la retraite coïncidera avec la durée de vie des hommes et des femmes, ils auront atteint leur objectif.

Édouard Philippe milite toujours pour la retraite à 67 ans - LePoint.fr 8 octobre 2022

J'ai l'habitude de me connecter quotidiennement à quelques blogs ou portails pour m'informer.

Ces derniers temps j'ai constaté que la qualité de leurs infos avait nettement baissé ou qu'ils ne relayaient plus que des infos de seconde ou troisième main ou abordant des sujets secondaires sans véritable intérêt, cela pourrait refléter une sorte de crispation idéologique sous la pression de l'évolution de la situation aussi bien nationale que mondiale qui tend toujours plus vers la rupture...

Le blog *Réseau International* est le seul actuellement à ma connaissance, à publier quotidiennement des articles qui traitent de l'actualité nationale et internationale, où figurent des données intéressantes et des analyses qui le sont beaucoup moins...

A ce propos il faut signaler que des auteurs d'extrême droite ou libertariens y publient des articles, un peu comme l'air de rien on fait son marché pour recruter des militants ou des sympathisants ou tout simplement partager son idéologie, gagner en audience ou popularité, bien entendu cela ne transparaît comme tel, comme je l'ai expliqué récemment dans un commentaire.

Si j'envoie des commentaires à ce blog, c'est uniquement pour ne pas rouiller dans mon trou au fin fond de l'Inde, totalement isolé du reste du monde, pour partager mes idées qui ne sont jamais définitivement gravées dans le marbre, auquel cas je serais déjà mort et je m'adresserais à vous d'outre-tombe, ce qui ne présenterait aucun intérêt.

En règle générale je suis assez concentré, davantage en fin de journée, en pleine nuit ou le matin quand j'ai passé une bonne nuit, tout est plus clair, le fil qui relie chaque évènement m'apparaît plus clairement. Il suffit de le suivre pour que la logique de tout ce qui se passe fasse le reste sans avoir à fournir le moindre effort, pour un peu ce serait miraculeux, si on ignorait comment fonctionne ce processus cognitif et psychologique que je trouve merveilleux ou qui ne cesse de m'étonner, d'où évidemment la satisfaction qu'il me procure en constatant qu'il est toujours possible de progresser, d'élever son niveau de conscience toujours plus haut, sans toutefois s'illusionner sur soi-même, c'est préférable !

Ce matin je me suis fait une réflexion à propos des commentaires qu'on trouve dans ce blog. Pour prendre un exemple, un lecteur balance que la situation s'est améliorée pour la Russie, c'est tout, sans preuve, sans témoignage, sans source, rien. Eh bien d'autres lecteurs n'ont rien trouvé de mieux à faire que le remercier ! Non mais franchement, il n'y a pas de quoi, tout le plaisir est pour lui sans que cela lui coûte rien, c'est formidable.

Là on est au-delà de la naïveté, c'est de la bêtise pure et simple. Après je me suis demandé comment cela était-il possible, à quoi cela tenait-il ? L'auteur de ce commentaire ne décline pas son identité, on ignore donc qui il est, on ignore tout de lui, et c'est la même chose pour ceux qui lui ont répondu, ils sont tous anonymes, c'est à se demander s'ils existent vraiment, non mais on pourrait se poser la question. Je sais qu'ils existent, mais je ne suis pas sûr qu'ils en aient conscience eux-mêmes en agissant de la sorte.

Il y a beaucoup de lecteurs parmi les plus assidus, qui suivent les commentaires de certains lecteurs. Ils ont plus ou moins catalogués les auteurs de commentaires parmi les plus prolixes, dirons-nous. Ils leur auront attribué une note de confiance ou de sympathie allant de 1 à 10 par exemple, chacun en fonction de ses propres idées, son interprétation ou orientation politique. Partant de là, j'ai constaté qu'il y en avait qui avaient pris l'habitude d'exprimer un avis favorable ou défavorable à la suite de commentaires sans fournir la moindre explication, on ignorera donc leur motivation ou pourquoi, ce qu'ils ont réellement compris, comme si cela ne devait intéresser personne à part eux-mêmes, du coup je me suis demandé à quoi bon rédiger ce genre de commentaires.

Si j'insiste sur ce point, c'est après avoir constaté depuis 14 ans que j'ai débuté mes causeries, qu'il m'était arrivé de recevoir des courriels de lecteurs dans lesquels ils affirmaient partager mes idées, pour m'apercevoir par la suite que ce n'était pas le cas. Encore fallait-il que je les fasse parler, la plupart s'y refusèrent ou ne répondirent jamais, donc cela ne les intéressait pas de savoir sur quoi on était d'accord ou en désaccord... J'en ai conclu qu'il ne fallait pas accorder plus d'importance que cela à ces témoignages de sympathie ou de confiance aussi volatiles qu'une opinion, qui relevaient davantage d'un état d'âme passager, plutôt que de solides convictions.

Personnellement je prends cela très au sérieux, comme tout ce que je fais en général dans la vie, sans avoir la grosse tête, dans la bonne humeur, un peu à la manière d'Hitchcock si vous voulez, qui dessinait méticuleusement chacun de ses plans avant de les tourner parce qu'il prenait très au sérieux son travail, et qui dans la vie était un comique s'attirant parfois des sarcasses qui le laissaient de marbre. Je n'interviens jamais dans un blog en dilettante ou histoire de me faire connaître ou de rompre mon isolement, je n'en ai rien à foutre entre nous, cela ne me viendrait jamais à l'esprit. Je passerais 24h/24 à penser à notre cause pour sombrer dans ce genre de puérilité ou me livrer à des enfantillages, un peu de sérieux.

Nous sommes noyés sous un flot continu d'informations, d'images et de discours destinés à occuper 100% de notre cerveau, de sorte qu'il ne nous resterait plus une minute pour penser librement ou mettre de l'ordre dans nos pensées, aussi doit-on être en mesure de le contrôler, de disposer de

repères fiables et éprouvés. Vous devinerez sans peine quelles conséquences désastreuses en découleraient, si nous nous laissions ainsi submerger. Nous perdrions notre indépendance, et toute tentative de faire avancer nos aspirations serait vouée à l'échec. Dit autrement, on deviendrait incapable de se situer strictement sur notre propre terrain de classe, ce qui hélas au lieu d'être chez nous une obsession de chaque instant a été abandonné ou on l'ignore, on n'y pense pas, cela ne nous viendra pas à l'esprit. On a tellement de choses à penser en même temps, on ne peut pas penser à tout, autant de faux prétextes qui signifient qu'en réalité on ne pense à rien, on pense pour nous.

Moi, je ne penserai pas à votre place, parce que j'ai par-dessus tout horreur qu'on pense à ma place, chacun est libre de penser ce qu'il veut, chacun doit être libre de s'exprimer, même quand il s'agit d'abominations, de préférence à condition qu'elles soient compensées par des pensées humanistes de haute volée dénuées d'opportunisme, ce qui hélas est très rare en ce moment. Les gens d'esprit compensent ceux qui en sont dépourvus en quelque sorte, dommage que cette élite ait sombrée à son tour ou ne se reconnaisse pas dans le socialisme qui demeure notre unique espoir.

Des commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 - « *Toujours dans l'immédiateté, dans les émotions… C'est typique d'une mentalité décadente.* »

Pour l'immédiateté je vous donne raison.

Les uns et les autres copient ou imitent ceux qu'ils critiquent justement, ce qui prouvent qu'ils ne prennent pas le temps de réfléchir, ils sont eux-mêmes conditionnés.

Pour la mentalité décadente je vous donne tort.

Cela ne date pas d'aujourd'hui ou des réseaux dits sociaux, qui font sans cesse l'objet de manipulations à l'insu de ceux qui s'y connectent justement, ce qui prouve qu'ils ont été progressivement conditionnés psychologiquement au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou depuis les dernières décennies pour les plus jeunes.

Mais je crois qu'en réalité ou à la base, c'est plutôt un phénomène naturel déjà identifié et bien connu, aussi vieux que le monde, un évènement se produit, on réagit à chaud et on réfléchira ensuite à froid.

Ne soyez pas méchant envers Erwan Castel, s'il vous plaît. Il est en proie au doute et il est impatient, c'est humain me semble-t-il.
Il est vrai qu'autrefois on était informé au compte-gouttes au bout d'un certain délai et souvent de manière contradictoire, de sorte qu'il fallait attendre confirmation ou de recevoir de plus amples informations avant de s'exprimer sur un évènement, qui pouvait tout aussi bien être une rumeur ou une fausse information, du coup entre temps l'émotion s'était émoussée ou n'avait pas eu l'occasion de se manifester.

Peut-être que c'était mieux ainsi, car cela favorisait la réflexion, je n'en sais rien, cela semble plausible. Cela étant, rien n'empêche chacun de procéder de même aujourd'hui.

Si vous me demandiez de me prononcer sur un tas de sujets d'actualité que je ne maîtrise pas ou auxquels je n'ai pas eu le temps de réfléchir suffisamment, je vous répondrais que j'en suis incapable ou que je ne peux pas vous répondre, et je n'en serais pas plus idiot pour autant.

Il ne faut pas se laisser entraîner dans cette spirale infernale de l'immédiateté.

Au passage, c'est aussi ce qui a pourri le mouvement ouvrier qui l'a privilégié au détriment de toute perspective politique révolutionnaire, parce qu'on avait l'impression de ne pas en tirer un bénéfice immédiat, alors qu'en réalité c'était pas à pas que devaient se construire les conditions qui nous permettraient d'atteindre un jour nos objectifs.

2 - Pourquoi ne devrait-on jamais se réclamer de l'ONU ou de la charte des Nations unies sous peine de se ridiculiser, se compromettre, se suicider politiquement ? Qui en appelle ou se détermine par rapport à la charte des Nations unies s'en remet à ceux qui détiennent tous les pouvoirs et à leurs représentants puisque ce sont eux qui siègent à l'ONU, on est bien d'accord. Autrement dit, aussi bien les uns que les autres n'ont aucune légitimité pour s'exprimer au nom des peuples exploités et opprimés, puisqu'ils défendent les intérêts des exploiteurs et des oppresseurs. Est-ce clair ? Je pose la question des fois qu'il y en ait qui auraient des difficultés à se concentrer même sur des choses très simples ou élémentaires, cela arrive plus que ce que l'on croit, n'est-ce pas ?

Abandonner cette position opportuniste n'est pas facile, car dès lors laquelle adopter ? That is the question. Tous les courants politiques qui se réclament du capitalisme l'ont adoptée, c'est donc une position idéologique, de classe.

Il faut choisir son camp.

N'appartenant pas à cette classe, pourquoi devrais-je l'adopter ? En aucun cas.

La tambouille des grandes puissances pour régler leurs différends ou établir des rapports entre eux en fonction de leurs intérêts propres, donc pour garantir les conditions de leur développement futur sur le dos des peuples, ne nous concerne pas. Tout au plus, nous pouvons relever de quelle manière ils s'y prennent pour assurer la survie de leur système économique, et à quel artifice politique ils recourent, comment cela se traduit-il sur tous les plans, y compris militaire.

Ce sont leurs affaires, et à force de les confondre avec les nôtres, on a fini par perdre complètement de vue les nôtres, au point de se faire à l'idée confortable et méprisable par-dessus tout de demeurer éternellement des esclaves, d'abandonner nos aspirations légitimes à la démocratie et à la liberté.

Tout cela est tellement évident, qu'il faut vraiment être de mauvaise foi ou malhonnête, un crétin pour ne pas le reconnaître.

Maintenant, c'est ce qui arrive infailliblement, quand on ne se situe pas consciemment sur le terrain de la lutte des classes, quand on n'a finalement pas de conscience politique, on emprunte celle de notre ennemi. On participe à des campagnes à ses côtés, on emprunte ses mots d'ordre, on adopte ses objectifs, etc.

Cela ne pose pas de problèmes aux intéressés, ils sont si nombreux dans ce cas-là ! Eh bien moi, cela m'indispose profondément ! Jamais je ne soutiendrai une institution qui a pour vocation de nous maintenir en servitude et de faire le malheur des peuples, jamais je ne m'en réclamerai ou je ne lui donnerai des conseils qui se retourneront contre nous, jamais ! Il y en a qui se demandent qu'est-ce que c'est le socialisme, ils ont là un début de réponse.

3 - Vous pouvez ajouter entre autres qu'à peine fondée, c'est l'ONU avec l'aval de Staline qui a entériné le dépeçage de la Palestine, la liquidation de la Palestine, pour qu'on ne se méprenne pas sur la nature de classe et criminelle de cette institution du capital, il faut bien appeler les choses par leurs noms.

Quelques réflexions.

- Jeau-Luc Godard – La littérature ou la parole est à l'arithmétique, ce que le cinéma ou l'image est à la géométrie.

Le rapport entre le temps et l'espace, la manière dont ils se combinent pour donner naissance à une forme et un contenu qui ne sont jamais exactement les mêmes ou qui ne sont jamais perçus exactement de la même manière. Heureusement encore ! (Vous avez le droit de vous marrer !)

- Jean Renoir – Quand un art atteint la perfection, il sombre dans la décadence.

Il avait pris comme exemple la tapisserie. Il s'était demandé pourquoi on était en admiration devant de très anciennes tapisseries dont les sujets étaient relativement limités et la réalisation très imparfaites, puis des tapisseries moins anciennes un peu plus riches en couleurs et sujets, tandis que les tapisseries modernes reproduisaient pratiquement à la perfection la nature ou toutes sortes de figures ou d'objets avec une palette de couleurs incomparable, ce qui dès lors ne présentait plus aucun intérêt, disait-il, puisqu'il suffisait maintenant de se pencher par la fenêtre pour avoir l'original sous les yeux, par exemple ; L'original valait mieux que sa copie même réalisée à la perfection, d'où l'insignifiance dans laquelle est tombée la tapisserie de nos jours, c'est la perfection qui l'a tuée, concluait-il.

C'est marrant parce que ce qu'il imagina pour le cinéma, c'est exactement ce qui lui est arrivé avec les images en 3D et je ne sais plus quel artifice technologique. Imaginez demain un énorme écran qui fasse le tour de la pièce, que l'image vous enveloppe et que vous ayez l'impression d'être dedans, que le son soit aussi perfectionné, et qu'en prime soient diffusés des odeurs correspondantes aux lieux présents à l'écran. Par exemple, vous auriez l'impression d'être dans une forêt sans bouger de votre siège. Du coup, pourquoi aller au cinéma si je peux avoir les mêmes sensations en forêt, c'est stupide, et il avait raison.

Tant qu'un art n'a pas atteint la perfection l'imagination continue de fonctionner, et quand il l'atteint, elle cesse de fonctionner et cet art meurt avec elle. Il en va ainsi de la vie des hommes semble-t-il.

On pourrait peut-être en dire de même du capitalisme, des sciences et des technologies, de la recherche, qui servent des intérêts qui n'ont plus rien à voir avec le bien-être des hommes ou le progrès social, ils servent plutôt à leur asservissement.

Avant l'imagination était beaucoup plus sollicitée que maintenant, elle était moins encadrée, plus libre, dorénavant elle est soumise à des protocoles contraignants qui l'asservissent ou qui la tuent littéralement. La putréfaction et la décadence du capitalisme entraîne la fossilisation et la destruction de tous les processus cognitifs ou psychologiques qui avaient accompagné son développement, qu'incarne à merveille le vide sidéral du transhumanisme par exemple. La médiocrité de la production artistique en est un autre exemple saisissant.

- La peinture, c'est de la copie, elle a de l'épaisseur, du relief, elle présente plein d'imperfections, on peut la sentir sous les doigts ; La photo, c'est de la reproduction, elle est lisse, plate, parfaite. Autrefois elle avait du grain, elle paraissait vivante, dorénavant c'est une nature morte.

- Acquérir des connaissances ou se cultiver comme on disait autrefois, c'est important, car cela permet ensuite de théoriser nos expériences, de se doter de repères et de progresser selon l'usage auquel on les destine.
- Hitchcock fut un personnage joyeux, plein d'humour et respirant la joie de vivre, tout du moins c'est ce qu'il laissait paraître en public ou ce qu'ont rapporté ceux qui l'ont côtoyé, tandis que son cinéma fut tout le contraire, sombre et angoissant… Ce contraste entre sa vie et son œuvre m'a interpelé.

Je me suis dit que lorsqu'on aborde quelqu'un, on ne voit que le côté extraverti de sa personnalité, si on en reste là on en fera forcément un portrait erroné. Il faut donc ajouter son côté intraverti pour avoir le personnage en entier, encore faut-il pouvoir l'explorer, le cerner, pour saisir ce qu'il a de plus intime chez lui.

La sobriété pour les pauvres, la surabondance pour les riches. Pourquoi est-il légitime de haïr leur type de société ?

- Socialiser les dettes, privatiser les profits ;

- Socialiser la misère, privatiser la richesse ;

- La sobriété, les pénuries ou les privations pour les pauvres, l'abondance, la voracité, l'avidité, l'insatiabilité pour les riches ;

- L'humiliation et le mépris pour les pauvres, la gloire et les honneurs pour les riches ;

- L'effort, la peine, le sacrifice, le sang pour les pauvres, l'oisiveté ou la rente pour les riches ;

- L'abnégation pour les pauvres, la cupidité pour les riches ;

- L'austérité pour les pauvres, la débauche ou la prodigalité pour les riches ;

- Le puritanisme pour les pauvres, le libertinage à outrance, la prostitution, la pornographie, la pédophilie pour les riches ;

- Le renoncement et l'esclavage pour les pauvres, le pouvoir, la puissance, l'autorité, la domination pour les riches ;

- Les devoirs pour les pauvres, les droits pour les riches ;

- La sécurité pour les pauvres, la liberté pour les riches ;

- La guerre pour les pauvres, la paix pour les riches ;
- Le renoncement pour les pauvres, la violence pour les riches ;

- La prison pour les pauvres, le tribunal pour les riches ;

Bonne nouvelle du bled.

L'Inde va continuer à acheter du pétrole russe - RFI 8 octobre 2022

Répondant à des journalistes lors d'un déplacement à Washington, Hardeep Singh Puri s'est montré catégorique. « *Est-ce que quiconque nous a demandé d'arrêter d'acheter du pétrole russe ? Non. Nous n'allons donc pas arrêter de le faire.* »

Ces déclarations s'inscrivent dans la continuité de celles du ministre des Affaires étrangères indien qui refuse que la guerre en Ukraine affecte la population indienne.

Malgré des appels du pied du bloc occidental, la diplomatie indienne s'abstient de toute résolution condamnant la Russie aux Nations unies, y compris récemment suite aux « *annexions* » en Ukraine. RFI 8 octobre 2022

En famille chez les tyrans.

À noter qu'il n'y a pas que la majorité qui voudrait voir Adrien Quatennens quitter l'Assemblée nationale. Le premier secrétaire du Parti communiste, Fabien Roussel, également député du Nord, juge que son collègue n'est plus digne du Parlement.

« *Comment peut-il aller voir les citoyens de sa circonscription, représenter la République avec son écharpe quand on avoue avoir commis un acte de cette nature, c'est insupportable* », a grondé l'ex-candidat communiste à l'élection présidentielle. Le HuffPost 9 octobre 2022

J-C – Comment de nos jours peut-on encore militer dans un tel parti ?

Totalitarisme. Elle a raison : Il faut se débarrasser au plus vite de ce régime dictatorial qui survit en recourant à la violence.

« *Jean-Luc Mélenchon n'est pas crédible pour continuer à être un homme politique* », estime Aurore Bergé - Publicsenat.fr 7 octobre 2022

Aurore Bergé - « *Quand on se dit républicain et démocrate, il y a des mots que l'on n'a pas le droit d'employer* ».

D'après la présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, « *Jean-Luc Mélenchon n'est pas crédible pour continuer à être un homme politique, parce qu'il n'est pas digne dans ses propos. Je ne crois pas que la société souhaite que la violence s'installe en permanence dans nos débats, parlementaires ou télévisés, ou même en général partout dans la société. Les responsables politiques ne doivent jamais plaider pour la violence.* » Publicsenat.fr 7 octobre 2022
J-C - Aujourd'hui, on observe que Macron n'a aucun pouvoir, il applique la politique décidée à Washington ou plutôt Davos, il ne reste plus de l'Etat pour ainsi dire que son appareil répressif, judiciaire, policier militarisé en partie privatisée, il a délégué tous ses pouvoirs à une institution

supranationale, l'UE ou l'OTAN politique, qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

Celle-ci ayant estimé que les conditions politiques étaient enfin réunies pour passer à une offensive généralisée contre tous les peuples et leurs représentants, tous les Etats qui ne sont pas alignés sur sa politique ou la contestent au nom de leur souveraineté ou des intérêts de leurs peuples, il fallait en finir un bonne fois pour toute avec toute forme de contestation afin de pouvoir intégrer ces Etats récalcitrants dans leur stratégie et les transformer en vassaux dociles sous leur domination ou en prendre le contrôle par n'importe quel moyen, y compris la guerre.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le discours de procureur général Aurore Bergé du tribunal de Davos, sa prétention exorbitante, autoritaire au relent fasciste, de décider qui serait "crédible" ou non pour représenter les intérêts de la population ou une fraction de la population, sans qu'ils puissent se permettre le moindre écart, d'énoncer le moindre doute, la moindre critique sur la politique imposée par le chef de l'Etat élevé au rang de monarque absolu.

Le stade de l'abus de pouvoir caractérisé est dépassé, il n'est plus seulement ouvertement assumé ou revendiqué, il est sanctifié, il est en passe de devenir la norme à laquelle chacun doit se soumettre sous peine d'excommunication, de bannissement, d'exécution sommaire au stade ultérieur du fascisme.

Quelle légitimité quand on est élu par 15,88% des électeurs? Aucune.

Législative partielle dans les Yvelines : le ministre Jean-Noël Barrot réélu - Le HuffPost 10 octobre 2022

Le ministre délégué (Modem) en charge de la Transition numérique Jean-Noël Barrot a été facilement élu ce dimanche 9 octobre avec 71,67 % des voix au second tour de l'élection législative partielle dans la 2e circonscription des Yvelines.

L'adversaire de Jean-Noël Barrot, la candidate NUPES Maïté Carrive-Bedouani, obtient 28,33 % des suffrages.

Dans cette circonscription qui regroupe Versailles-Sud, Vélizy-Villacoublay ou encore Chevreuse, la participation a été très faible dimanche : seulement 22,17 % des électeurs se sont déplacés, contre 55 % en juin dernier. Le HuffPost 10 octobre 2022

Macron le liquidateur ou l'homme de main de Davos.

Déterminé à détruire la France… Emmanuel Macron nomme Luc Rémont pour liquider EDF - lemediaen442.fr 8 octobre 2022

Conforté par la résignation effarante des Français, Macron continue avec autant de détermination qu'il le peut sa mission : détruire le pays. Avec Luc Rémont nommé par ses soins à la tête d'EDF le 29 septembre, nous avons aujourd'hui largement de quoi nous préoccuper du sort de l'un de nos derniers fleurons. Le groupe était encore il y a peu le premier énergéticien au monde.

À 53 ans, Luc Rémont a déjà sali ses mains et ne compte sans doute pas s'arrêter en si beau chemin. Proche d'Alexis Kohler (le bras droit de Macron mis aujourd'hui en examen pour prise illégale d'intérêts), il succède donc à Jean-Bernard Lévy, après que ce dernier a sans ménagement déclaré : « *Pourquoi on n'a pas assez d'équipes formées ? Parce qu'on nous a dit :* "Votre parc nucléaire va décliner, préparez-vous à fermer des centrales." » Et d'ajouter : « *On nous a dit, et ce sont d'ailleurs les textes encore en vigueur au moment où l'on se parle :* "Préparez-vous à fermer les douze suivantes." *Évidemment, on n'a pas embauché des gens pour en construire douze, on a embauché des gens pour en fermer douze.* »

Luc Rémont fera assurément moins de tapage que son prédécesseur. Coûtera-t-il plus cher ? Il gagnait plus d'un million par an chez Schneider, va-t-il se contenter, comme son prédécesseur à EDF, de « *seulement* » 450 000 €/an ? Missionné pour « *sauver EDF et le nucléaire* français », on peut cependant douter qu'il ait les moyens d'une telle ambition. Sa femme Sophie l'a pourtant mis au parfum, lorsqu'elle a collaboré, en tant que directrice de l'expertise de la banque publique d'investissement Bpifrance, au rapport *Le démantèlement des installations nucléaires*, paru en 1998, aux Presses des mines. Un titre éloquent…

Sans la moindre compétence dans l'industrie, l'ingénieur polytechnicien de formation a surtout traîné ses mocassins à glands dans les cabinets ministériels et les bureaux feutrés des banques d'affaires. Après un passage à la direction générale de l'armement au début des années 90, puis du Trésor, où il s'est mis au service de l'ensemble des ministres de l'Économie et des Finances du second mandat de Jacques Chirac en tant que chargé des relations avec les banques de développement telles que la BERD et la Banque mondiale. Sous la direction de Thierry Breton, il organise sous la fusion GDF – Suez. S'ensuit une impressionnante carrière de dépeceur d'entreprises publiques : privatisations d'Aéroport De Paris et d'Areva, cotation en bourse d'EDF en 2005. Introduit dans le privé en 2007, il est à la direction de la filiale française de la banque d'investissement Merrill Lynch lorsque celle-ci conseille Alstom dans la vente de sa branche Énergie à General Electric. L'opération est avalisée par le ministre de l'Économie, un certain Emmanuel Macron, qui assure à l'époque aux Français que « *les intérêts de l'État, la pérennité de la filière nucléaire et la sécurisation de l'approvisionnement énergétique de la France étaient pleinement pris en compte* ». Une enquête a été ouverte pour corruption d'agent public étranger et recel visant le groupe Alstom. Huit ans et 1 200 emplois supprimés à Belfort plus tard, le groupe public s'apprête aujourd'hui à racheter cette branche, qui produit les turbines équipant les centrales nucléaires françaises, dont l'EPR.

Le caractère erratique de la nouvelle politique promue par l'exécutif laisse pantois : voici plus de trente ans que l'État français se soumet totalement à l'Allemagne, à l'Union européenne et aux États-Unis. Après avoir ainsi littéralement spolié l'électricien français en l'ayant contraint à privatiser ses activités rentables ; après lui avoir imposé une concurrence européenne déloyale et cassé les tarifs réglementés ; après avoir tout fait pour dézinguer le nucléaire français ; le gouvernement entend aujourd'hui du banquier d'affaires qu'il renationalise, négocie les tarifs de l'électricité avec une Commission européenne hostile et fasse construire de nouveaux EPR.

En d'autres termes, pour prétendument sauver l'entreprise en la renationalisant, Macron nomme un spécialiste… des privatisations.

Troupes française hors d'Afrique !

Après le Mali, la France va retirer ses derniers soldats de la Centrafrique - (source : Actu Cameroun) reseauinternational.net 8 octobre 2022

L'armée française va définitivement quitter la Centrafrique. Les derniers soldats encore stationnés dans ce pays de l'Afrique centrale vont quitter dans les prochains mois. Il s'agit des soldats qui assuraient une mission logistique installée à l'aéroport de Bangui-MPoko. Si aucune précision n'a été apportée sur le calendrier de ce retrait, des sources sécuritaires fixent la fin de l'année comme dernier délai.

Cette annonce de retrait intervient alors que les relations sont au plus bas entre Paris et Bangui depuis plus d'un an. La France accuse le régime centrafricain de s'être allié aux paramilitaires russes de Wagner. Dans la foulée, Paris avait réduit suspendu sa coopération militaire avec Bangui en avril 2021. De son côté, l'Union européenne a gelé ses missions de formation soutenues par la Mislog, en décembre 2021, pour la même raison.

La France est souvent visée par des manifestations hostiles dans ce pays voisin du Cameroun en proie à la crise politico-sécuritaire depuis la chute de François Bozizé en 2013. Ce retrait survient après celui de la France au Mali en août dernier. reseauinternational.net 8 octobre 2022

La « *société civile* » est une créature du régime et lui sert de de rempart contre les masses.

Inflation : Annie Ernaux et d'autres personnalités appellent à manifester - AFP/lepoint.fr 8 octobre 2022

La Prix Nobel de la Paix ainsi que Laurent Binet ou encore Yvan Le Bolloc'h ont signé une tribune pour appeler à manifester le 16 octobre contre la vie chère.

La Prix Nobel de Littérature Annie Ernaux, ainsi qu'une soixantaine de personnalités de tous horizons, appellent à participer à la marche du 16 octobre contre la vie chère initiée par des partis et organisations de gauche, dans une tribune au Journal du Dimanche. "*Face à l'extrême-marché qui corrompt tout, face à l'extrême droite qui tire parti de la désolation pour avancer ses pions racistes, sexistes et liberticides, nous appelons à unir nos forces dans la rue et à marcher ensemble*", écrivent les signataires du texte.

"*Personnalités engagées, du monde de la culture, des sciences, des mouvements sociaux, que nous soyons anticapitalistes, communistes, écologistes, insoumis, socialistes, nous marcherons le 16 octobre prochain à Paris, contre la vie chère et l'inaction climatique*", ajoutent-ils. Parmi les participants à cette tribune figurent donc Annie Ernaux, récompensée cette semaine du Nobel, ainsi que d'autres écrivains (Laurent Binet, Eric Vuillard, Pierre Lemaître, Edouard Louis...), des cinéastes et comédiens (Liliane Rovère, Eva Darlan, Yvan Le Bolloc'h...), le philosophe Didier Eribon, ou encore l'avocate et ancienne candidate LFI aux législatives Caroline Mecary.

Affirmant notamment qu'"*Emmanuel Macron se saisit de l'inflation pour creuser les écarts de richesse, pour doper les revenus du capital, au détriment du reste*", les signataires exhortent donc à "*un sursaut populaire pour résister aux régressions et rouvrir un destin collectif fait de justice, de solidarité et de responsabilité écologique*". Cette marche du 16 octobre à Paris doit rassembler La

France insoumise, le PS, EELV, et d'autres organisations de gauche, mais pas encore à ce stade les communistes ni les syndicats. AFP/lepoint.fr 8 octobre 2022

J-C - A bien des égards tout sonne faux dans cet appel ou leur constat est plus que confus, il est vicié à la base et je vais expliquer pourquoi.

Pour bien situer notre sujet, il faut commencer par constater que ce n'est certainement pas un hasard si 8 jours avant cette "*marche*" Le journal du dimanche offre une tribune à des représentants de la "*société civile*", qui se définit comme un panier de crabes qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche ou qui englobe tous les courants politiques, toutes les classes, ce qui en fait un instrument du corporatiste, auquel on peut faire appel pour se livrer à toutes sortes de manipulations politiques, mais pas seulement, car la diversité des acteurs et des idées qui y figurent constituent un puissant facteur de division ou de dislocation qu'on peut employer par exemple pour briser un mouvement social, ce qui en l'occurrence pourrait être le cas ici. Il peut également constituer un puissant repoussoir en direction des éléments les plus radicaux des masses ou du mouvement ouvrier, qui recourraient à ce prétexte pour ne pas y participer ou s'en désolidariser par exemple. Il peut aussi contribuer à perturber, déstabiliser ou attaquer la direction d'un mouvement social dont les dirigeants ne sont pas vraiment des révolutionnaires dans l'âme, de manière à les amener à modifier leur discours, à le ramollir jusqu'à faire apparaître leurs contradictions, dont évidemment les uns et les autres se saisiront pour mieux discréditer ou saper cette mobilisation.

Sans les représentants du régime dont les médias, il ne faut pas perdre de vue que la "*société civile*" n'existerait pas, c'est leur créature d'une certaine façon, donc elle ne peut que servir leurs intérêts. Et si un jour il arrivait qu'ils en perdaient le contrôle ou elle devait servir à d'autres fins, cela ne remettrait pas en cause le rôle qu'elle joue habituellement. Pour le moment, laissons de côté cette hypothèse qui ne s'applique manifestement pas ici, c'est d'ailleurs ce que nous allons pouvoir vérifier immédiatement.

- "*Face à l'extrême-marché qui corrompt tout*". Or, ce n'est pas le marché ou "*l'extrême-marché*" qui décide de l'orientation de l'économie mondiale, mais une poignée d'oligarques anglo-saxons, ce qu'ils appellent « *les grands détenteurs du capital, au premier rang desquels les multinationales et les plus riches.* » Maintenant, cette orientation ne descend pas du ciel, elle est dictée par la crise du capitalisme, c'est leur réponse à cette crise et rien d'autres. Or, cela ne figure nulle part dans cet appel, le capitalisme est finalement épargné, ses institutions également, bref, ils peuvent dormir tranquille.

- "*Face à l'extrême droite qui tire parti de la désolation*". J'ai envie de dire pour la raison qui vient d'être évoquée, puisque sur la base d'un constat erronée, ils ne peuvent que se tromper d'ennemis ou de cibles. Car, c'est davantage Macron et les partis qui le soutiennent qui constituent aujourd'hui l'extrême droite dans ce pays, j'en veux pour preuve, n'ont-ils pas fait partie du consensus sur le terrorisme, le climat, la pandémie, la guerre en Ukraine, avec leurs cortèges de lois ou mesures antisociales ou liberticides, et déjà bien avant ou depuis beaucoup plus longtemps sur le 11/9, Charlie, la crise de 2008, toutes les guerres menées par l'impérialisme américain, etc.

C'est ce qui explique pourquoi à aucun moment ils ne se sont engagés dans la voie de la rupture avec le capitalisme et ses institutions, ils ne sont jamais prononcés pour un changement de régime économique et politique, parce qu'ils considèrent le régime en place légitime et ils n'ont nullement l'intention de l'affronter, encore moins de le renverser, sauf lors de vociférations médiatiques sans lendemain dont Mélenchon est coutumier pour camoufler ses véritables intentions réactionnaires. Ils le disent eux-mêmes quand ils déclarent vouloir "*rouvrir un destin collectif fait de justice, de*

solidarité" qui a essentiellement profité au capitalisme ou permis d'assurer la paix sociale, la stabilité du régime, pendant qu'au cours des décennies écoulées depuis 1945 des générations, des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles en ont vécu les cruelles et injustes conséquences, ce dont ils se foutent éperdument.

- "*Contre l'inaction climatique*", ce mot d'ordre concentre à lui seul l'orientation opportuniste de cet appel, et confirme à sa manière tout le mal qu'on en pense qu'on vient d'exposer. Car, qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'ils partagent le constat frauduleux du GIEC ("*Peu importe l'enchaînement des canicules, des incendies, des tornades, les famines, les océans et les glaciers à l'agonie*.") sur lequel repose toutes les lois ou mesures antisociales ou liberticides que Macron veut nous imposer, la même observation était valable avec la pandémie frauduleuse de l'OMS.

Et le pire partant de là, c'est que dès lors qu'ils ne contestent pas ce constat et les mesures ou lois qui en découlent selon Macron, ils l'appellent à en rajouter, à en faire davantage, comme s'il ne pouvait pas adopter uniquement des décisions tournées contre l'ensemble des travailleurs, bref au passage ils le légitiment. Ils sont passés du "*dégager tous*" ou "*chasser Macron*" à faisons en sorte qu'ils nous entendent.

Pour ces gens-là, des nantis il faut préciser, peu importe les conditions de vie ou de travail, l'orientation générale de la société, ce que les autres endurent quotidiennement, du moment qu'ils ont de quoi remplir leur frigidaire ou le réservoir de leur bagnole, se payer du bon temps et se connecter à leur réseau social préféré... Vous pouvez aussi vous demander pourquoi le journal du milliardaire Lagardère leur a offert généreusement cette tribune, *Le Journal du dimanche* étant par ailleurs nous dit Wikipédia : " *le premier journal vendu chez les PDG/gérants (9 %) devant Les Échos puis le Monde (7 %). Les lecteurs du JDD sont principalement des hommes à revenu élevé et plutôt de droite*.", gageons qu'ils n'en feront pas des cauchemars !

Cela dit, les travailleurs ou militants qui le souhaitent peuvent participer à cette "*marche*", de préférence en évitant soigneusement de colporter les illusions ou les arguments démagogiques mis en avant par leurs organisateurs. Chacun est libre d'adopter ou non mon interprétation et mon orientation politique, je conseillerai seulement à ceux qui les partageraient, de ne pas oublier de mentionner l'adresse de ce portail histoire de le faire mieux connaître, cela me semble logique.

TRIBUNE. De nombreuses personnalités, dont Annie Ernaux, appellent à marcher contre la vie chère le 16 octobre - lejdd.fr8 octobre 2022

https://www.lejdd.fr/Societe/tribune-de-nombreuses-personnalites-dont-annie-ernaux-appellent-a-marcher-contre-la-vie-chere-le-16-octobre-4139468

En complément. Le courriel que j'ai adressé à ma fille.

J'avais une question à te poser ainsi qu'à Lili, connaissez-vous Annie Ernaux qui vient de recevoir le Prix Nobel de Littérature, elle a publié des dizaines de livres patati et patata, avez-vous lu quelque chose d'elle et qu'en avez-vous retenu ?

Je vous demande cela, parce que je m'apprête à la dézinguer, après la tribune que le Journal du dimanche vient de lui offrir, où avec 69 membres de la "*société civile*", elle appelle à manifester le 16 octobre avec Mélenchon et Cie. sur une orientation politique plus que contestable ou

opportuniste comme vous pouvez vous en douter. Bref, je voudrais éviter d'écrire une connerie de plus.

Elle a reçu le Prix Nobel de Littérature la veille du Prix Nobel de la Paix, que j'ai littéralement démoli dans ma dernière causerie, mais là c'était trop facile. Le timing est intéressant aussi.

Elle est étiquetée à l'extrême gauche pour avoir toujours soutenu Mélenchon depuis 2012, du coup il ne fallait pas s'attendre à ce qu'ils s'en prennent à cette vénérable institution de la monarchie constitutionnelle suédoise candidate à l'adhésion à l'Otan, et cela tombait très bien, car en gage de reconnaissance il ne fallait pas compter non plus sur eux pour dénoncer l'attribution du Prix Nobel de la Paix le lendemain à des agents officiels ou officieux de l'Otan ou des militants soutenant le régime néonazi de Kiev, vous suivez ?

Dans l'article que j'ai rédigé, je reviens sur les fonctions de ce qu'ils appellent la "*société civile*", dans laquelle on trouve des acteurs de tous les courants politiques, de sorte qu'elle ne constitue jamais une menace pour le régime en place, je dirais même que son rôle principal ou sa raison d'être est d'empêcher toute focalisation contre le régime, c'est une sorte de rempart du régime, au-delà, la négation du mouvement ouvrier au même titre que les ONG, les médias dits alternatifs, les réseaux dits sociaux.

Sur Annie Ernaux j'ai trouvé peu de choses, à part qu'en 2012 elle avait voulu faire interdire de publication et d'édition un auteur connu, Richard Millet (80 livres), sous prétexte qu'il était xénophobe et raciste, ce qui est avéré, mais pour autant s'il fallait interdire tous les auteurs qui défendent des idées contestables ou abominables, qui d'ailleurs est habilité à en juger, à ce compte-là il faudrait en bannir les trois quarts ou plus encore. Bref, elle avait mené une croisade digne de l'Inquisition qui est condamnable, car elle légitime toutes les mesures de censure adoptées par des dictateurs contre la liberté d'expression, qui doit selon moi demeurer une et indivisible.

Si *Mein Kampf* d'Hitler continue d'être vendu dans tous les pays du monde, ce n'est pas cela le problème, mais plutôt pourquoi il se trouve toujours des personnes pour l'acheter, c'est à mon avis parce qu'il n'existe aucun régime réellement démocratique, il est là le vrai problème que tous ces acteurs politiques ne peuvent pas ou ne veulent pas aborder, il est trop compromettant...

Je rajoute un mot sur la "*société civile*". A propos du Prix Nobel de la Paix attribué à des agents de l'OTAN.

Le Monde - La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a souligné que ces trois représentants ukrainien, russe et biélorusse « *montrent le véritable pouvoir de la société civile dans la lutte pour la démocratie* ». AFP/lemonde.fr 7 octobre 2022

Chacun aura compris que pour que la « *société civile* » soit compatible avec la Commission européenne, c'est parce qu'ils partagent la même orientation politique, les mêmes objectifs, les mêmes intérêts qui ne peuvent évidemment pas être les nôtres.

Totalitarisme. Kleptomanie, gangstérisme, tyrannie, la tentation et la menace est grande, la preuve.

La nouvelle politique PayPal permet de retirer 2 500 $ des comptes des utilisateurs, s'ils font la promotion de la « *désinformation* » - lemediaen442.fr 9 octobre 2022

C'est le scandale qui a secoué internet et fait peur aux utilisateurs de la plateforme de paiement PayPal. Le 7 octobre 2022, le journaliste Greg Wilson du DailyWire déniche une information très inquiétante dans la nouvelle mise à jour de la politique PayPal. En effet y est indiqué noir sur blanc qu'elle sanctionnera les utilisateurs qui avancent de prétendues « *désinformations* », avec des amendes pouvant aller jusqu'à 2 500 $ par infraction.

« *En vertu de la loi en vigueur, PayPal a la capacité, en tant qu'entreprise privée, de mettre en œuvre ce type de politique discriminatoire* », a expliqué Aaron Terr, responsable principal du programme à la Fondation pour les droits et l'expression individuels, au Daily Wire. « *Quelle que soit la motivation de PayPal pour établir ces vagues nouvelles catégories d'expressions interdites, elles auront presque certainement un effet paralysant sévère sur le discours des utilisateurs. Comme c'est souvent le cas avec des codes de discours mal définis et discriminatoires, ceux qui ont des points de vue impopulaires ou minoritaires subiront probablement le poids de ces restrictions.* »

Suite à cette annonce par le DailyWire, plusieurs personnalités politiques, des entrepreneurs, ont critiqué ou carrément fermé leur compte PayPal comme Candace Owens, Jack Posobiec, Benny Johnson, Jason Howerton, Avi Yemini ou bien Elon Musk, d'accord avec le message de David Marcus, l'ex-président de Paypal : « *Il m'est difficile de critiquer ouvertement une entreprise que j'aimais et à qui j'ai tant donné. Mais la nouvelle AUP de PayPal va à l'encontre de tout ce en quoi je crois. Une entreprise privée peut maintenant décider de prendre votre argent si vous dites quelque chose avec laquelle elle n'est pas d'accord. Folie.* »

Face à cette levée de boucliers, l'appel des personnalités à retirer leur argent de PayPal et le hashtag #BankruptPaypal sur Twitter qui appelait à l'effondrement de la plateforme, PayPal n'a pas eu d'autre choix que de revenir en arrière et d'annuler l'amende de 2 500 $ par infraction. La société de services financiers a annoncé samedi, un jour après la parution de l'histoire du Daily Wire, que l'annonce dans sa nouvelle mise à jour de la politique intérieure avait été faite par erreur. « *Un avis [Politique d'utilisation acceptée] a récemment été publié par erreur et contenait des informations incorrectes. PayPal n'impose pas d'amende aux personnes pour désinformation et ce langage n'a jamais été destiné à être inséré dans notre politique. Nous sommes désolés pour la confusion que cela a causé* », a déclaré un porte-parole de PayPal.

Comme quoi, la mobilisation de tous — surtout quand l'homme le plus riche du monde en fait partie — peut faire plier l'entreprise qui figure dans le classement Fortune 500 des plus grandes sociétés américaines qui brassent des milliards d'euros.

Le cours des actions Paypal a baissé de 50 % depuis le début de l'année. Tranquillement. Mais le 7 juillet, en une seule journée, à l'annonce de la menace d'amendes en cas de « *désinformation* », il a chuté de 4,5 %… La tentative de vol de Vanguard et BlackRock, qui sont aux commandes de Paypal, était trop flagrante. Ils ont tenté le coup. Cette fois, c'est raté.

Ce n'est pas pour demain, mais ils ont de la suite dans les idées les despotes.

«*En interdisant à un Français sur deux de rouler, ça va mal se passer*», les ZFE en ligne de mire - europe1.fr 9 octobre 2022

Les zones à faibles émissions, déjà bien installées dans certaines métropoles en France, inquiètent déjà. Pour certains, ces ZFE pourraient agrandir un fossé social, obligeant les Français à soit changer de voitures soit ne plus rouler du tout. Pierre Chasseray y voit "*une bombe à retardement sociale*".

Alors que la grève des raffineries continue et que les stations essence sont prises d'assaut par les automobilistes français, certains s'inquiètent déjà des conséquences des zones à faibles émissions dans les années à venir. Ces ZFE vont prochainement devenir obligatoire dans les grandes villes de plus de 150.000 habitants. *Le Journal du Dimanche* a révélé que les propriétaires de véhicules thermiques redoutent et anticipent déjà leur mise en place.

Une situation qui va devenir "*inacceptable*"

Selon cette enquête de l'hebdomadaire, trois Français sur quatre dépendent de leur voiture pour aller travailler. Pour Pierre Chasseray, délégué général de "*40 millions d'automobilistes*", le gouvernement doit revoir sa copie sur les ZFE, qu'il qualifie de véritables bombes à retardement sociale. "*On est tout simplement en train d'interdire à un Français sur deux, au 1er janvier 2025, de circuler avec sa propre voiture. C'est inacceptable*."

Selon le délégué général, une protestation pointe son nez à l'horizon. "*Pour 0,03 € de plus sur les carburants, les Français sont tous sortis dehors avec des gilets jaunes. Alors on imagine bien, il y a quand même pas besoin d'avoir fait Polytechnique pour comprendre qu'en interdisant à un Français sur deux de rouler, ça va mal se passer*."

L'étude du *JDD* note également que 42% des automobilistes qui n'auront plus le droit de rouler avec ces nouvelles règles le feront quand même. Ce qu'il faut comprendre dans ce dossier, c'est que les Français ne sont pas prêts à passer au tout électrique. Selon eux, il y a trop peu de bornes de recharge et les voitures sur le marché ne sont pas adaptées à leurs besoins. Il pointe notamment du doigt le manque d'autonomie des batteries. europe1.fr 9 octobre 2022

Dossier. La guerre de l'OTAN contre la Russie.

L'Ukraine revendique l'explosion au camion piégé sur le pont de Crimée - lemediaen442.fr 8 octobre 2022

Le pont de Crimée a subi une explosion terroriste ce 8 octobre 2022 à 6 heures (heure de Moscou), soit 5 heures du matin en France. Sur ce pont il y a deux parties pour circuler, d'un côté les véhicules et de l'autre les trains. Un camion qui circulait sur le pont (côté véhicule) a explosé, ce qui a mis le feu à sept réservoirs de carburant d'un train qui se trouvait sur la partie ferroviaire, déclenchant un gigantesque incendie. Une partie du pont s'est effondrée mais une autre est fonctionnelle.

Vladimir Poutine a chargé de créer une commission gouvernementale afin de trouver les coupables. « *En relation avec l'urgence sur le pont de Crimée, Vladimir Poutine a reçu des rapports du*

Premier ministre russe Mikhail Mishustin, du vice-Premier ministre Marat Khusnullin, du ministre des Urgences Alexander Kurenkov et du ministère des Transports Vitaly Savelyev, ainsi que des chefs des forces de l'ordre. […] Le président a chargé le Premier ministre de former une commission gouvernementale pour découvrir les causes de ce qui s'est passé et en éliminer les conséquences dès que possible. Elle comprendra également les chefs du territoire de Krasnodar et de la Crimée, des représentants de la Garde nationale, du FSB et le ministère de l'Intérieur » , a déclaré le porte-parole Dmitri Peskov.

Le président du Conseil d'État de Crimée, Vladimir Konstantinov accuse clairement l'Ukraine de cette destruction. « *Les vandales ukrainiens ont quand même réussi à atteindre le pont de Crimée avec leurs mains sanglantes. Maintenant, ils ont de quoi être fiers : pendant vingt-trois ans de leur gestion, ils n'ont pas réussi à construire quoi que ce soit digne d'attention en Crimée, mais ils ont réussi à endommager la merveille du pont russe. C'est l'essence même du régime de Kiev et des États ukrainiens. La mort et la destruction sont les seules choses qu'ils réussissent.* »

A peine le temps de lancer une enquête que l'Ukraine revendique l'attentat via la page officielle du gouvernement sur Twitter : « *Le croiseur lance-missiles Moskva et le pont Krymsky (pont de Crimée) — deux symboles importants de la puissance russe en Crimée — ont disparu. Quelle est la prochaine étape, Russes ?* »

Pour Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères russe : « *La réaction du régime de Kiev face à la destruction des infrastructures civiles témoigne de sa nature terroriste.* »

Cette technique de destruction ressemble aux méthodes d'attentat utilisées par les organisations djihadiste tel que l'État islamique (Daesh) ou encore al-Qaïda, ainsi que l'explosion à la voiture piégée contre la jeune Daria Douguine. Nous rappelons à nos lecteurs que la sénatrice Nathalie Goulet interrogeait le 10 juin 2021 le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères sur les suprématistes blancs du régiment Azov qui fomentaient des attentats dans toute l'Europe. Aujourd'hui le gouvernement de Macron arme ce même régiment Azov qui pourra se retourner contre la France et semer la destruction.

https://lemediaen442.fr/lukraine-revendique-lexplosion-au-camion-piege-sur-le-pont-de-crimee/

J-C – Je ne commente pas ce genre d'infos. Pourquoi ? Mais parce que c'est la guerre avec son lot de destruction et de massacres !

En direct : réouverture du pont reliant la Crimée à la Russie partiellement détruit par une explosion - France 24 9 octobre 2022

Le pont de Crimée, infrastructure clé et symbolique reliant la Russie à la péninsule annexée en 2014 au détriment de l'Ukraine, a rouvert à la circulation routière et ferroviaire après avoir été partiellement détruit samedi par une énorme explosion attribuée par Moscou à un camion piégé.

Représailles.

«*Frappes massives*» sur l'Ukraine et sur Kiev : Moscou promet des réponses «*dures*» contre les menaces - RT 10 octobre 2022

Les autorités ukrainiennes ont rapporté des frappes massives sur la capitale et dans tout le pays. Moscou, qui accuse Kiev d'«*acte terroriste*» sur le pont de Crimée, a confirmé cette offensive, soulignant avoir ciblé les infrastructures militaires.
Ce 10 octobre au matin, la capitale ukrainienne Kiev a été la cible de frappes de missiles, selon les autorités ukrainiennes ainsi que plusieurs agences de presse dont AP, l'AFP, ou encore l'agence russe Tass.

Dans une prise de parole à la mi-journée dans le cadre d'une réunion du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, le président Vladimir Poutine a spécifié que des «frappes massives» avaient eu lieu à l'aide d'«*armes de haute précision*». Il a précisé que les «*infrastructures énergétiques, de commandement militaire et de communications ukrainiennes*» avaient été visées.

Le dirigeant russe a en outre promis des réponses «dures» et proportionnelles aux menaces posées à la sécurité de la Fédération de Russie. Il a notamment évoqué l'«*acte terroriste*» commis sur le pont de Crimée la veille, et attribué par les enquêteurs russes aux services secrets ukrainiens (SBU).

«*Par ses actions, le régime de Kiev s'est mis concrètement au même niveau que les mouvements terroristes internationaux, que les groupes les plus odieux. Il est tout simplement impossible de laisser de tels crimes sans réponse*», a-t-il affirmé avant de préciser : «*En cas de nouvelles tentatives d'organiser des attentats sur notre territoire, les réponses de la Russie seront dures et leur ampleur correspondra au niveau des menaces posées à la Fédération de Russie*.»

Les quartiers généraux des services secrets visés ?

Anton Gerashchenko, un conseiller du ministère ukrainien de l'Intérieur a notamment rapporté ce 10 octobre une frappe sur la rue Vladimirskaya, où se trouvent les quartiers généraux des services secrets, le Service de sécurité d'Ukraine (SBU), dans le quartier gouvernemental. Tass, citant des témoins, confirme également cette information. RT 10 octobre 2022

Nomination d'un nouveau commandant des forces russes en Ukraine - Réseau Voltaire 9 octobre 2022

Le général d'aviation Sergei Surovikin (à gauche sur la photo) a été nommé commandant en chef de l'opération militaire spéciale en Ukraine. Il a débuté comme spetsnaz durant la guerre soviétique en Afghanistan. Il a créé la police militaire russe, puis a commandé les forces armées russes en Syrie, ce qui lui a valu le titre de « *Héros de la Russie* ». Il était le commandant de la région Sud de la Russie.

Par ailleurs, le général de l'armée de Terre Rustam Muradov a été nommé commandant en chef de la région orientale de la Russie. Il a déjà été conseiller de l'armée syrienne et commandant en chef des forces d'interposition au Nagorno-Karabagh. Il a été élevé au titre de « *Héros de la Russie* ».

On évoque un possible prochain changement de ministre de la Défense. Actuellement à ce poste, Sergueï Choïgou a débuté comme ministre des situations d'urgence. C'est un « *Héros de la Russie*

». Il a certes fait brillamment ses armes en Syrie, mais n'est pas un soldat de formation. Le ministre de la Défense doit être capable de superviser l'armée sur le long terme. Il ne doit pas se laisser happer par les opérations militaires en Ukraine, mais doit toujours conserver à l'esprit que ce n'est qu'une manche dans la longue guerre opposant la Russie aux Anglo-Saxons. Réseau Voltaire 9 octobre 2022

Rappel.

Derrière l'Ukraine, c'est toute la géopolitique planétaire qui est remise en question - Réseau International 9 octobre 2022

Jean Goychman nous propose une relecture de la géopolitique mondiale depuis 1945. Tout se passe, en effet, comme si les Occidentaux n'avaient pas voulu envisager 1989-1991 comme une fin de cycle (la guerre froide) mais comme un simple jalon dans une histoire inachevée, celle de la destruction de la puissance russe et de la marche des USA vers la domination en Eurasie.

Par Jean Goychman.

Dans son discours du 30 septembre, Vladimir Poutine est allé au fond des choses. Depuis plus d'un siècle, un plan longuement élaboré pour arriver à mettre toute la population mondiale sous l'autorité d'un gouvernement unique. La première impulsion a été donnée par un groupe de jeunes lords anglais, conscient que l'élite britannique avait vocation à diriger le monde « *pour le plus grand bien de l'humanité* ». La puissance de la marine britannique, conjuguée à leur puissance financière au travers de la livre Sterling leur a permis de réaliser le Commonwealth.

Leur échec devant la Chine et les guerres de l'opium les ont conduits à s'appuyer sur l'industrie américaine, après que les banquiers de la City aient pris le contrôle du dollar en créant en 1913 la Réserve fédérale. La première guerre mondiale, suivie de la seconde, ont eu raison de l'isolationnisme américain consécutif à l'application de la doctrine de Monroe.
En 1945, le monde n'était pas encore prêt à la « *grande bascule* ». La guerre de 14 avait entraîné la disparition des empires monarchiques, celle de 40-45 avaient mis un terme aux empires coloniaux.

Restaient donc à la surface de la planète, les nations.

Or, dans un monde « *monopolaire* », dirigé par un gouvernement mondial, les nations n'ont plus leur place et doivent disparaître.

La nécessité de la guerre froide

La souveraineté des nations, même si elle figure dans la Charte des Nations unies, était un obstacle majeur à l'accomplissement du projet mondial. L'idée était de passer du national au supranational, puis de fondre tout cela ensemble. Il fallait « *contourner* » les peuples des démocraties afin de leur ôter progressivement leur souveraineté avant de les fondre dans le creuset mondial.

Dès lors, les objectifs intermédiaires apparaissaient clairement :

Imposer la démocratie partout où c'était possible et faire ensuite un partage du monde entre le camp de la démocratie, appelé « *Camp du bien* » et le reste du monde. Le seul adversaire véritablement

capable de s'opposer à l'hégémonie américaine était l'Union soviétique. Je ne sais comment ce qui précède a influencé les accords de Yalta, mais peut-être le saura-t-on un jour ?

Le monde étant partagé en deux blocs, à quelques exceptions près, il fallait passer à l'étape suivante, nécessaire pour la suite. La « *guerre froide* » fut le moyen choisi.
De Gaulle perturbe le jeu

De Gaulle avait compris depuis longtemps quel était le projet Anglo-Américain de domination mondiale. Cela explique en grande partie sa politique internationale et notamment le rôle de « *puissance d'équilibre* » qu'il voulait faire jouer, non pas à la France uniquement, comme on le voit souvent écrit, mais à l'Europe issue du « *Marché Commun* ».

Pour restaurer une indépendance européenne, et non une souveraineté, c'est important de le souligner, il fallait s'affranchir de l'OTAN, d'où le Traité de l'Élysée de 1963 proposant à l'Allemagne d'étendre la protection nucléaire de sa « *force de dissuasion* » à cette dernière.

Cette proposition a naturellement (et pour cause) été torpillée par les États-Unis qui tenaient à imposer l'OTAN. Cette dernière, et on le constate aujourd'hui, faisait partie intégrante du plan.

Pour la petite histoire, ce fut même une des raisons qui ont conduit à créer le « *Club des Bilderberg* » en 1954, dont le côté « *mondialiste* » apparaît évident. Le fait que de Gaulle se soit toujours fermement opposé à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun procède de la même raison.

Le refus de l'Allemagne a conduit de Gaulle à « *l'enjamber* » pour tendre la main au camp adverse en proposant des accords techniques et commerciaux avec l'Union soviétique et en reconnaissant la Chine communiste, au grand dam des États-Unis.

Également conscient du jeu de ces derniers qui voulaient étendre la doctrine de Monroe à l'Amérique du Sud, il y effectua une vaste tournée afin de leur proposer la « *3ème voie* », celle des pays non-alignés. La France y gagna en notoriété, d'autant plus que le Discours de Phnom Penh l'avait déjà positionné comme initiateur de ce concept.

Mais de Gaulle n'était pas éternel et il faut constater que ses successeurs à l'Élysée n'ont pas suivi ses traces.

Le passage à l'acte en Europe et l'encerclement de la Russie

En 1991, l'URSS disparaissait, minée de l'intérieur par des nations qui voulaient retrouver leur indépendance et, il faut bien le dire, poussée par les États-Unis dans le piège Afghan. La Chine ne s'était pas encore éveillée et ils restaient seuls en lice. Le plan de domination pouvait rentrer dans sa phase ultime. Le terrain choisi fut celui des accords de « *libre-échange* » qui devaient progressivement s'étendre à la planète entière, bien entendu sous le contrôle des grandes multinationales d'origine américaine, elles-mêmes soutenues par les banquiers internationaux.

Le livre de Zbignew Brzezinski décrit tout à fait les stratégies géopolitiques qui allaient se mettre en place pour « dissoudre la Russie » et mettre le continent asiatique sous la domination américaine.

Entre temps, l'US Navy s'était développée et pouvait intervenir, comme son illustre aïeule Britannique, sur les cinq continents.

L'Union européenne ayant ratifié les traités qui, tous sans exception la conduisait au supranationalisme, ressemblait de plus en plus à « *l'appartement-témoin du mondialisme* », il suffisait de laisser les choses s'accomplir de leur libre cours. L'Euro, calqué sur le dollar, liait d'une façon réputée irréversible les différents pays de la zone et l'entrée dans l'OTAN des pays du pacte de Varsovie était pour eux une sorte d'antichambre de l'Union européenne.

L'UE s'agrandissait ainsi au rythme où s'amenuisait la zone tampon résultant des discussions de 1991 sur la réunification allemande, où tous les participants avaient accepté que l'OTAN ne s'étende pas au-delà de l'Elbe.

Les événements de 2014

Comme l'avait prédit Brzezinski, l'Ukraine allait, de par sa position, jouer un rôle-clé dans l'opération d'encerclement de la Russie. Il fallait dorénavant la faire basculer dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Les stratèges américains, qui n'avaient pas compris, ou qui voulaient passer outre les conseils de prudence, ont pensé qu'ils pouvaient « *passer en force* » et que la Russie n'avait ni les moyens, ni le désir, de s'opposer à eux.

Georges Friedman, patron de la Stratfor, officine très écoutée au Pentagone et à la CIA, dans un article publié en 2015, avait bien résumé la situation et mis en garde ces stratèges.

La suite est connue et nous pouvons revenir au discours de Moscou du 30 septembre.

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/derriere-lukraine-cest-toute-la-geopolitique-planetaire-qui-est-remise-en-question/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 octobre 2022.

Je profite de l'absence de ma compagne depuis bientôt trois semaines pour travailler davantage, ensuite je me reposerai un peu. Elle doit rentrer demain… en principe.

Le bébé de sa dernière belle-fille est décédé il y a 6 jours à l'hôpital Jipmer de Pondichéry, il était né à 8 mois et il avait un problème intestinal, donc la famille est en deuil.

Ici en Inde, les prix sont relativement stables apparemment, le climat est normal, même plus favorable puisqu'il pleut davantage et la température est plus basse que les années précédentes à cette saison, pas de coupures de courant malgré les fortes pluies, un vrai bonheur, pas de bruit de bottes ou de guerre non plus, plus on est éloigné de l'occident et mieux on se porte, semble-t-il !

Des commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 - - Ivan Mikhailovitch Frakov de Rusreinfo défend la même thèse. Elle est partagée par Thierry Meyssan dans l'article publié hier par le Réseau Voltaire :

La surenchère du Kremlin

https://www.voltairenet.org/article218209.html

En lisant un article de presse il y a quelques mois sur je ne sais plus quel pays africain, il était précisé que les négociations commerciales entre cet Etat et la Russie comportait également un important volet sécuritaire ou militaire sous la forme d'aides apportés par Moscou... Je me suis dit, tient c'est bizarre, depuis quand, lorsqu'on parle business il faut penser sécurité, pour conjurer quelle menace, d'où viendrait-elle, là je faisais l'idiot car il était facile d'en deviner l'origine...

Ce qui m'a interpelé c'est que les deux volets commerciaux et disons militaires semblaient intimement liés, j'irais même jusqu'à dire que l'accord militaire conditionnait l'accord commercial, comme si ce chef d'Etat africain craignait les représailles d'une autre puissance pour avoir osé signer avec les Russes...

Ensuite, je me suis dit qu'il devait y avoir bien d'autres chefs d'Etat à travers le monde et pas seulement en Afrique, qui face à cette menace de déstabilisation ou pire encore, de coup d'Etat, d'assassinat, devaient renoncer à signer des accords plus avantageux avec d'autres partenaires que les Américains ou les vassaux européens. Du coup, une fois raflée la mise ou une fois servis, il ne devait plus rester pour les Russes, les Chinois, les Indiens, les principaux concurrents des Américains sur le marché mondial, que les miettes ou les marchés que les Américains s'étaient résolus à leur laisser, ce qui évidemment ne faisait pas le compte pour ces grandes puissances, dont les besoins à satisfaire étaient énormes... Partant de là, il allait de soi, que cette situation qui était susceptible d'entraver gravement ou de compromettre leur développement futur, devrait cesser un

jour ou l'autre, sous peine de devoir se soumettre à leur tour au talon de fer de l'impérialisme anglo-saxon...

En y repensant plus tard ou en replaçant cet épisode dans le cadre du développement de la situation au cours des dernières semaines, je me suis dit qu'on tenait peut-être là l'explication de cette guerre, personnellement j'en suis convaincu ou je n'en vois pas d'autres de crédibles.

2 - (Ma réaction à un hommage à Elon Musk, le milliardaire le plus riche du monde)

- Bravo aux milliardaires le plus riche du monde !

Soyons maudit !

3 - Il n'y a que les impuissants pour se tourner vers les puissants. Cette manifestation de servilité ne sert pas notre cause, elle est même toxique.

4 - Un article très intéressant.

Dès lors que Jupiter, qui se situe à une distance du Soleil cinq fois plus grande que la Terre, 778,6 millions de kilomètres pour Jupiter comparé à environ 150 millions de kilomètres pour la Terre, est visiblement affectée par l'activité du Soleil, on ne voit ni comment ni pourquoi la Terre serait épargnée, cela ne tient pas debout manifestement, c'est pourtant ce que prétend le GIEC.

Les rapports, constats et conclusions du GIEC sont biaisés, ils n'ont aucune légitimité scientifique puisqu'ils reposent sur un a priori ou ils privilégient un seul facteur : L'activité humaine est responsable de la hausse du CO2 et de la température, tandis que tous les autres facteurs sont systématiquement sous-estimés ou écartés, qu'on se le dise et cela ne se discute pas concluent ces agents du Green New Deal.

Tout le monde aura compris qu'on est en présence d'une propagande (politique) destinée à justifier la stratégie du "Great Reset" conçue par Davos pour imposer à tous les peuples un nouvel ordre mondial totalitaire, qui doit se traduire notamment par toute une batterie de mesures plus antisociales et liberticides les unes que les autres, afin uniquement d'assurer la survie du système économique en vigueur, d'où ils tirent leur richesse et leur pouvoir au détriment des besoins sociaux et des aspirations démocratiques de tous les peuples réduits en esclavage pour l'éternité, c'est tout du moins leur intention ou leur objectif.

5 - J'ignore si vous l'avez également constaté, depuis des semaines ou des mois dans ce blog et évidemment ailleurs, on constate que les contenus de plein de commentaires consistent à nier systématiquement l'existence de ceci ou cela, à remettre en cause toutes les connaissances acquises sans produire le moindre argument scientifique qu'on pourrait examiner ou discuter, leurs auteurs étant manifestement sous l'emprise de la philosophie nihilisme dominante.
Qu'en résulte-t-il ?

L'impossibilité de percevoir ce qui se passe autant que faire se peut ou d'acquérir la moindre connaissance, ce procédé étant calqué sur celui des dictateurs qui vous condamnent sans que vous sachiez au juste de quoi ils vous accusent, laissant ainsi le champ libre à ceux qui tiennent

absolument à nous imposer leur interprétation, qui évidemment coïncide avec des intérêts inavouables ou opposés aux nôtres, autrement dit, ils font le jeu de nos ennemis ou ils en sont plus ou moins inconsciemment des agents.

Le délire ou la profonde confusion de ces mythomanes ne servent finalement qu'à camoufler leur propre ignorance. Y répondre, c'est perdre votre temps, si je peux me permettre de formuler un avis.

Les Indiens ont déserté les salles de cinéma.

J-C - Parmi tous les Indiens que je connais, aucun ne va au cinéma, ils regardent tous des films sur les chaînes accessibles par câbles ou paraboles ou sur leur téléphone portable par Internet. Terminées les cohues et embouteillages à la sortie des cinémas.

Cinéma: en Inde, l'empire bollywoodien sur le déclin - BFMTV 11 octobre 2022

L'industrie cinématographique de Bollywood, partie intégrante de l'identité culturelle de l'Inde, est confrontée à une crise économique historique. Les plateformes de streaming étrangères et les productions du Sud parviennent désormais à lui faire de l'ombre.

Aujourd'hui, les cinémas de Bombay, centre névralgique de l'industrie bollywoodienne, dont les recettes sont restées en berne après les confinements liés au Covid, tirent le rideau.

"*Nous n'avons jamais connu pire crise*", affirme à l'AFP Manoj Desai, un vieux propriétaire de cinéma à Bombay. Certaines projections ont été annulées car le "*public n'était pas au rendez-vous*".

Le géant d'Asie du Sud de 1,4 milliard d'habitants produit en moyenne 1.600 films par an, soit plus que n'importe quel autre pays au monde. Traditionnellement, les films de Bollywood ont toujours attiré les foules du pays; le public, vénérant les stars comme des dieux, se pressait en nombre aux premières.

Pourtant, les trois dernières superproductions avec la star Akshay Kumar, ont toutes fait des flops.

Environ la moitié de la population indienne a accès à internet. Les services de streaming locaux et étrangers tels que Netflix, Prime Video et Disney+ Hotstar rassemblent 96 millions d'abonnés, selon une estimation du gouvernement.

Le coût de l'abonnement mensuel à un service de streaming est à peine plus élevé qu'un seul billet de cinéma à 100-200 roupies (1,20-2,50 euros). En outre, certains films lancés après le confinement ont été diffusés sur les plateformes, tandis que d'autres atterrissaient à la télé quelques semaines seulement après leur sortie en salles.

La population a pris goût aux contenus locaux et internationaux en streaming, aux films en langues régionales telugu, tamil, malayalam ou encore en kannada du sud du pays, auxquels elle a désormais accès.

"*Le cinéma régional ne voyageait pas au-delà de ses frontières. Mais soudain, tout le monde accède au cinéma malayalam ou maharashtrien et réalise que leurs cinéastes racontent des histoires plus intéressantes*", explique le critique Raja Sen.

"*Et quand sort un blockbuster hindi avec une star, remake d'une histoire entendue un million de fois, le public n'est plus guère impressionné*".
Industrie déconnectée

Les critiques reprochent aussi à Bollywood ses films de niche ou élitistes pour citadins dans un pays à la population à 70% rurale. Dans un entretien paru dans la presse, Aamir Khan a reconnu que les "*choix qui paraissent pertinents aux cinéastes hindis ne le sont sans doute pas pour le grand public*".

N'en faites pas trop quand même, malheureux ! Heureusement, les oisifs ou rentiers seront épargnés !

Transpiration : attention, votre odeur corporelle peut être le signe d'une maladie mortelle - Yahoo 10 octobre 2022

Notre odeur corporelle pourrait visiblement nous en dire plus sur notre santé. Certaines maladies comme le diabète ou une insuffisance rénale peuvent provoquer une transpiration très odorante. Yahoo 10 octobre 2022

J-C - Ils s'adressent aux dégueulasses, à croire que ces cinglés seraient bien placés pour en parler.

Yahoo - Lorsque vous sautez une douche pendant quelques jours, votre corps peut dégager une odeur potentiellement désagréable. Mais au-delà de la gêne occasionnée, cette odeur corporelle, plus ou moins forte, peut être une indication d'un problème de santé sous-jacent.

J-C - Puis ils sont fendus d'une découverte incroyable, bref, ils sont de plus en plus dingues.

Yahoo - Selon le Dr Sophie, dont les propos ont été relayés par le Sun, les personnes en surpoids seraient "*plus susceptibles*" d'avoir une mauvaise odeur corporelle.

Une étude précédente a également révélé que les personnes en surpoids sont plus susceptibles d'avoir un mauvais odorat que les personnes plus minces.

J-C - Comme en occident il y a entre 25 et 40% d'obèses ou plus encore de personnes en surpoids, vaut mieux se tenir à distance d'eux car ils puent, vous avez saisi où ils voulaient en venir ?

Pourquoi ne vous laissez-vous pas mourir comme tout le monde, enfin quoi !

J-C - Après avoir mis au point et à la disposition de la population un ensemble de procédures relatives à la prévention de certaines maladies, les voilà qui font marche arrière. On est en droit de se demander pourquoi sachant qu'ils sont habités par des intentions criminelles ou nuisibles à la santé de la population, ce qu'on a pu constater à une grande échelle depuis janvier 2020.

Je ne suis pas spécialement partisan de ce genre d'examens, à 67 ans je n'en ai fait aucun et je n'en ferai aucun jusqu'à ma mort.

On a envie de dire en lisant cet article : A quoi bon vouloir rester à tout prix en bonne santé, puisque vous allez mourir un jour, c'est ridicule, laissez-vous aller, l'heure est aux économies, participez-y à votre niveau en ne creusant pas davantage le "*trou*" de la Sécurité sociale, soyez responsable, un bon citoyen...

La coloscopie ne permet pas de réduire les décès dus au cancer colorectal - futura-sciences.com 10 octobre 2022

La coloscopie fait partie des examens de dépistage du cancer colorectal, un des cancers les plus fréquents. Et pourtant, une étude randomisée parue récemment conclut qu'elle ne sauve pas de vies.

Jusqu'à aujourd'hui, aucune étude randomisée ne concluait que la coloscopie permettait effectivement de réduire la mortalité due au cancer colorectal, et par extension, que ce test de dépistage est sans risque pour la santé et n'augmente pas le risque de mortalité de toute cause. Une étude parue dans The NEJM, menée en Norvège, en Pologne et en Suède, a pris ce problème à bras-le-corps. Les conclusions vont à l'encontre de ce que l'on supposait : ce test ne diminue pas la mortalité due au cancer du côlon.

En France, le dépistage du cancer du côlon (une analyse de selles et une coloscopie en cas d'anomalie) est recommandé à toutes les personnes âgées de 50 à 74 ans et remboursé par l'Assurance maladie. futura-sciences.com 10 octobre 2022

L'abondance, c'est terminée, sauf en cocaïnomanie !

Arielle Dombasle mène la grande vie... cette lubie très coûteuse qu'elle impose à son personnel de maison - Purepeople 10 octobre 2022

Elle vit dans un chicissime appartement du 8e arrondissement de Paris - avec vue sur le palais de l'Elysée, et elle s'assure au quotidien que ses envies de confort soient respectées à la lettre. C'est ce qu'elle a expliqué, sur les ondes de RTL, au micro de l'émission Les Grosses Têtes, en détaillant le programme de son personnel de maison.

"*Chez moi on change les draps tous les jours, a-t-elle expliqué aux différents membres de l'équipe de Laurent Ruquier. C'est un luxe et c'est merveilleux ! Lorsqu'on pose le visage sur l'oreiller, sa douceur, c'est un moment de volupté. Il ne faut pas s'en priver*." Purepeople 10 octobre 2022

Tous les Prix Nobel sont politiques, les preuves.

Le lauréat français du Nobel de physique "*atterré*" par Didier Raoult - bfmtv.com 5 octobre 2022

Alain Aspect, qui a reçu mardi le prix Nobel de physique pour ses travaux sur le phénomène d'intrication, a déploré sur France Inter la montée de l'obscurantisme et a taclé le "*professeur de Marseille*".

Invité au micro de France Inter au lendemain de sa consécration, Alain Aspect n'y est pas allé par quatre chemins. Il a condamné la montée du scepticisme autour de la science, perceptible notamment à travers les thèses complotistes qui ont fleuri en marge de la pandémie de Covid-19. Il a alors pointé la responsabilité de certains scientifiques vis-à-vis de cet obscurantisme, égratignant - sans citer son nom - le professeur Didier Raoult.

"*Je suis atterré*", a ainsi regretté Alain Aspect, avant de lancer: "*Et je suis surtout atterré quand des gens qui ont été de grands scientifiques - pour ne pas le nommer le professeur de Marseille - versent là-dedans. Je ne comprends pas psychologiquement ce qu'il se passe*".

Alain Aspect a enfin dénoncé une autre forme d'obscurantisme, plus politique celle-là. Mardi, accordant un entretien à la Fondation Nobel qui venait de le récompenser, il a rejeté l'expansion du "*nationalisme*" dans le monde. Il a développé ce mercredi à la radio: "*J'ai eu le bonheur de voir la montée de la démocratie en Russie et en Chine. C'était un bonheur d'aller là-bas et de voir nos collègues respirer. Aujourd'hui, ça se restreint*". bfmtv.com 5 octobre 2022

J-C - Quelle ordure ! Il doit préférer la montée du fascisme ou du nazisme, c'est ce que cela signifie en attendant.

Pour service rendu.

Le prix Nobel pour le pompier pyromane de la FED - insolentiae.com 11 octobre 2022

J'ai beaucoup rigolé à l'annonce du prix Nobel d'économie qui a été décerné entre autre à Ben Bernanke l'ancien président de la FED de 2006 à 2014. C'est lui qui officiait comme patron de la FED, la banque centrale américaine lors de la crise des subprimes. C'est même d'ailleurs un peu lui qui a créé cette crise en augmentant les taux d'intérêt pour faire volontairement exploser la bulle immobilière américaine.

C'est lui qui n'a pas sauvé la banque Lehman Brothers provoquant l'explosion des marchés financiers.

Lui toujours qui a exporté dans le monde entier la crise financière puis économique américaine.

Enfin toujours et encore cette vedette qui a baissé les taux jusqu'à zéro, fait de l'assouplissement quantitatif expression qui semble technique mais qui désigne un truc vieux comme le monde… imprimer des billets! Il a créé des milliards et des milliards, filés aux petits copains pour qu'ils rachètent à bas prix des actifs massacrés par une hausse de taux décidé quelques mois avant.

Alors c'est normal que ce génie, âgé de 68 ans soit récompensé pour ses travaux et ses recherche sur « *les banques et les crises financières* ».

Il faut dire que Ben Bernanke était connu pour être « *LE* » spécialiste de la crise de 29 et de la dépression des années 30. Pour lui, pour lutter contre une grande dépression qui est une grande déflation, il fallait créer beaucoup de monnaie pour éviter justement la déflation et maintenir un minimum d'inflation.

Ce type vient de se voir décerner le Nobel parce qu'il a créé de l'argent à partir de rien par millier de milliards de dollars pour enrichir les copains de la haute finance. insolentiae.com 11 octobre 2022

J-C - Bref, Nobel est devenu une agence de Davos. Ces monarchies l'étaient déjà.

En famille. On se disait bien que...

Annie Ernaux mise à l'honneur à New York, quelques jours après son prix Nobel - BFMTV 11 octobre 2022

L'autrice française, célèbre et étudiée aux États-Unis, a été ovationnée lundi au Festival du film de New York. Elle y présente un documentaire réalisé avec son fils.

Etudiée et traduite depuis 30 ans aux États-Unis, la lauréate 2022 du prix Nobel de littérature Annie Ernaux a eu lundi soir les honneurs de New York, acclamée au centre culturel français et accueillie avec son fils au festival du film de la ville pour leur documentaire familial.

Au moins 300 personnes, dont une majorité de femmes, l'ont ovationnée debout lors de cette soirée à la Villa Albertine de New York, sur la prestigieuse 5e Avenue le long de Central Park, qui abrite les services culturels et une librairie de l'ambassade de France aux États-Unis.

L'écrivaine est célèbre et étudiée dans les cercles intellectuels et universitaires américains et son prix Nobel de littérature a été largement couvert depuis jeudi par les journaux et revues des élites new-yorkaises, comme le *New York Times* et le *New Yorker*.

Annie Ernaux est en visite cette semaine dans la mégapole culturelle et économique américaine et elle a présenté aussi lundi soir, avec son fils David Ernaux-Briot, leur documentaire familial Les années Super-8, au 60e festival du film de New York. Mercredi, elle sera reçue au Barnard College de l'université Columbia à New York, une faculté de lettres réservée aux femmes. BFMTV 11 octobre 2022

J-C - Envoyé à mon ex-épouse. Bref, une illustre inconnue pour nous deux... mais pas pour tout le monde ! Encore une qui accepte de se faire instrumentaliser, du moment que cela rapporte, à 82 ans, quelle ruine !

En France, la corruption, c'est la norme au ministère de la Santé

J-C – En réalité dans tous les ministères ou toutes les institutions, de la mairie à la présidence de la République

Hélène Strohl, ancienne inspectrice générale des affaires sociales : « *La corruption est maximale au ministère de la Santé…* » - lemediaen442.fr 10 octobre 2022

Inspectrice générale des Affaires sociales jusqu'en 2013, Hélène Strohl : *« La corruption est maximale et elle touche le ministère de la Santé et la Commission européenne… Beaucoup de médecins sont terrorisés par la peur de la suspension ou de la radiation !* » lemediaen442.fr
10 octobre 2022

https://lemediaen442.fr/helene-strohl-ancienne-inspectrice-generale-des-affaires-sociales-la-corruption-est-maximale-au-ministere-de-la-sante/

En marche, dans quelle direction ?

Marche du 16 octobre organisée par la Nupes : 700 syndicalistes appellent à y participer - Journal du Dimanche 10 octobre 2022

Aucune organisation syndicale ne s'est associée directement à la marche, mais 700 militants ont appelé lundi, à titre personnel, à y participer.

Un appui de taille dont se félicite Aurore Trouvé, présidente du parlement de la Nupes : « *On a un cadre unitaire historique entre fédérations syndicales, associatives et les partis politiques.* » Même si aucune confédération syndicale n'a signé cet appel, certaines fédérations locales, ainsi que des ONG comme Oxfam, les Amis de la Terre ou encore Attac, n'ont pas hésité. (**Tout ce qu'il y a de plus pourri comme ONG. – J-C**)

D'après les informations du *Parisien*, les signataires de cet appel soulignent que la marche « *s'inscrit dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et les associations* ». Pour eux, venus de diverses organisations, il est nécessaire de participer à cette marche « *pour relayer et amplifier la mobilisation contre la politique de Macron* ». Les signataires dénoncent « *la politique macroniste qui dégrade nos revenus, nos conditions de travail et le droit fondamental de toutes et tous à une vie digne* ». "*Ce mouvement social d'ensemble qu'on attend depuis des années va peut-être arriver plus tôt que prévu, on doit être pris au sérieux*", a prévenu Olivier Besancenot, ancien candidat NPA à la présidentielle. Journal du Dimanche et Europe 1 10 octobre 2022

J-C – Lire la suite ci-dessous.

En famille. Au moins quand le frigo est rempli, on peut se livrer tranquillement à des guerres.

"*Quand est-ce qu'une manifestation a rempli le frigo ?*" : Attal raille la "*marche contre la vie chère*" de LFI - BFMTV 11 octobre 2022

Sur les réseaux sociaux, les propos de l'ancien porte-parole du gouvernement ont en tout cas fait réagir. Dans un tweet, le député LFI des Bouches-du-Rhône Manuel Bompard a déclaré: "*il vaut mieux compter sur une manif que sur Gabriel Attal pour remplir le frigo. Rendez-vous ce dimanche 16 octobre à 14h à Paris*". BFMTV 11 octobre 2022

François Hollande se sent "*humilié par le spectacle donné par la Nupes*" - BFMTV 10 octobre 2022

Pour lui, la gauche ne doit pas s'installer dans "*la protestation et les appels à la manifestation*". BFMTV 10 octobre 2022

Carburant : le gouvernement menace d'«*intervenir*» pour débloquer les dépôts - Europe1 11 octobre 2022

Le gouvernement a appelé mardi à la levée "*sans délai*" des blocages des dépôts de carburants , en menaçant d'"*intervenir*" pour les débloquer, a déclaré sur RTL son porte-parole Olivier Véran . "*Nous mettons tout en œuvre pour que cette situation s'arrête*", a-t-il ajouté au lendemain d'une réunion d'urgence à Matignon, en évoquant la possibilité de procéder à des réquisitions ou de rouvrir les accès aux dépôts.

Carburants : un arrêté national interdit le remplissage des jerricans - Journal du Dimanche 10 octobre 2022

Déjà en vigueur dans certains départements, un arrêté interdisant le remplissage des jerricans va s'étendre à l'échelle nationale pour mieux lutter contre la pénurie de carburants.

Près d'un tiers des stations-essence du pays ont des problèmes d'approvisionnements. Certains Français inquiets par la pénurie et la hausse des prix se servent donc directement à la pompe et remplissent des jerricans. Une situation qui provoque un effet boule de neige et l'amenuisement des stocks. « *Le gouvernement va demander aux préfets de prendre des mesures pour empêcher la constitution de stocks inutiles* », indique le ministère de la Transition énergétique à BFMTV. « *C'est une consigne nationale mais prise localement* », précise le ministère.

La ministre de la Transition énergétique, Agnès Panier-Runacher, avait déjà « demandé à l'ensemble des préfets de prendre cette mesure » localement « *dès lors que la situation le nécessite dans leur territoire* », pouvait-on dans *Le Figaro*. Plusieurs préfectures avaient alors déjà décidé d'imposer cette restriction. C'est notamment le cas du Val-d'Oise, des Yvelines et de la Seine-Saint-Denis. D'autres comme l'Oise, le Nord ou encore le Pas-de-Calais avaient également décidé d'interdire le remplissage des bidons.

Lu.

- « *L'ouvrier en 3/8 en raffinerie TotalEnergies en Normandie a un salaire brut annuel de 40.000 euros bruts, auxquels s'ajoutent des primes de poste et d'ancienneté ainsi que d'autres éléments variables. Sans oublier l'intéressement et la participation. Le total est plus près de 70.000 euros bruts par an que de 60.000, et la participation sera beaucoup beaucoup plus élevée cette année, avec les résultats exceptionnels de la société* ».

Voilà les chiffres dévoilée par la direction de Total.

Il s'agit des faire passer les grévistes des raffineries pour des vilains nantis qui se plaignent et couinent parce que 5 000 balles par mois en Normandie c'est pas assez pour vivre alors que des millions de Français tirent la couenne chaque mois avec plutôt 1 400 euros par mois et qu'ils ne peuvent même plus faire leur plein à cause des méchants grévistes.

La diffusion de cette information n'est pas un bon signe, car cela montre plutôt la volonté de la direction de saper le soutien populaire envers un tel mouvement et veut le rendre profondément impopulaire.

Cela devrait marcher, et c'est un signal faible d'un risque de conflit fort et durable avec pourrissement et bénédiction de l'état même si le discours consiste à parler de « dialogue social ».

Commentaires d'internautes

1 - Eh bien, tant mieux pour ces ouvriers si bien payés.

La lutte devrait être de les prendre pour exemple pour que de nombreux autres salariés puissent avoir des salaires similaires.

Après tout, ils travaillent en 3/8 dans des usines plutôt dangereuses et au contact de produits toxiques.

Il faudrait aussi aller gratter pour savoir – au-delà de ces employés Total – combien l'entreprise emploie d'intérimaires mal payés et jetables comme des kleenex.

2 - Leur rémunération n'a pas à être mis en cause bien qu'on voudrait tous toucher 70.000€/an. C'est un acquis, contractuellement signé entre 2 partis.
S'ils font grève c'est pour ne pas perdre cet acquis avec une inflation à 10%

3 - Un CGTiste a démenti en précisant : Contactée par BFM Business, la CGT TotalEnergies relaie des chiffres proches. « La rémunération minimale annuelle garantie est de 25.000 euros bruts par an, sans les primes; la moyenne est autour de 40.000 euros brut toutes primes comprises », détaille ainsi Eric Sellini, coordinateur syndical de la CGT à TotalEnergies. (10/10/2022)

J-C - Je le savais déjà et j'avais eu l'occasion de l'évoquer dans plusieurs causeries, pas seulement à propos de Total, mais aussi Dassault, Airbus, etc. Il ne faut pas confondre aristocratie ouvrière et conscience de classe, ils sont incompatibles ou s'excluent.

Cette grève s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement. On voudrait nous faire croire que la CGT prendrait en otage le gouvernement, mais quand on a à l'esprit le niveau de collusion qui existe entre les deux, on se dit qu'ils nous prennent pour des cons ! Pourrir un peu plus au quotidien la vie des masses, alors qu'aucune issue politique ne pointe à l'horizon, ne peut que les diviser encore plus et rend service à Macron.

Je me passerai bien de m'en prendre aux salariés de Total qui participent à cette grève, je dis simplement qu'ils sont instrumentalisés par ces salopards de bureaucrates syndicaux patronaux.

On n'a pas vu les syndicats manifester contre l'envoi de canon par Macron pour bombarder la population civile des régions russophones en Ukraine, pour les mêmes raisons qu'ils ont lancé cette grève, cela se tient.

Totalitarisme. La population prise en otage et victime d'un chantage. Ils ne peuvent avoir que de mauvaises intentions envers tous les peuples.

J-C - Si vous lisez attentivement cet article, vous détectez les contrevérités ou grossiers mensonges qu'il contient, je n'ai plus le temps de m'y coller, désolé. Cela donne une idée un peu plus précise de la manière dont ils s'y prennent pour fabriquer chacune de leurs crises, comment ils instrumentalisent tel ou tel facteur pour délivrer à la population une interprétation qui correspond aux objectifs qu'ils s'étaient fixés au préalable.

Au départ une crise existe, ils en portent la responsabilité, mais ils ne peuvent pas l'assumer, dès lors il suffira qu'un évènement intervienne opportunément pour qu'ils s'en servent pour détourner l'attention de la population de cette crise et l'oriente vers les acteurs impliqués dans cet évènement pour leur faire porter le chapeau comme l'on dit, là en l'occurrence, la Russie ou Poutine, à un autre moment Bachar el-Assad, Mouammar Kadhafi, Saddam Hussein, les autorités iraniennes, Moubarak, Ben Ali, Chavez, Morales, etc. ou alors leurs monstrueuses créatures, al-Qaïda, l'Emirat islamique ou Daesh, les Taliban, etc.

Les prix du gaz en Europe au plus bas depuis trois mois en raison de la baisse de la demande - Euronews 10 octobre 2022

Les prix du gaz en Europe ont atteint leur plus bas niveau sur trois mois, en raison de la baisse de la demande de l'industrie et des ménages.

Lundi matin, les prix du mécanisme néerlandais de transfert de titres (TTF), principale plate-forme commerciale d'Europe, oscillaient autour de 150 € par mégawattheure, tombant parfois en dessous de ce seuil, après s'être établis à 156 € vendredi.

La dernière fois que les prix sont passés sous le seuil de 150 euros, c'était au début du mois de juillet.

La Commission européenne a annoncé que les installations de stockage de gaz de l'UE, qui sont essentielles pour répondre à la demande supplémentaire en hiver, étaient à plus de 90 % de leur capacité.

Cette relative bonne nouvelle offre aux 27 un répit dans leurs efforts pour contenir la crise énergétique.

Les prix les plus récents sont loin du record historique de 349 euros atteint fin août, mois qui a déclenché l'alarme dans les capitales et qui a alimenté les appels à un plafonnement des prix de gros du gaz à l'échelle européenne.

Les prix restent toutefois exceptionnellement élevés. Il y a un an, le TTF indiquait que le gaz coûtait 38 euros par mégawattheure.

Les économies d'énergie sont devenues la pièce maîtresse de la réponse de l'UE à la crise énergétique. Elles sont considérées comme essentielles pour rééquilibrer l'inadéquation entre l'offre et la demande.

En juillet dernier, les États membres ont adopté le tout premier plan coordonné visant à réduire la consommation de gaz de 15 % entre août et mars.

Ce plan a été conçu comme un bouclier préventif contre la manipulation des approvisionnements en gaz par la Russie, qui alimente la spéculation sur le marché et fait grimper les prix à des niveaux record.

Les soupçons de l'UE se sont révélés exacts lorsque le Kremlin a fermé le gazoduc Nord Stream 1 en représailles aux sanctions occidentales.

Un plan distinct, axé sur des économies d'énergie obligatoires pendant les périodes de pointe, a été approuvé fin septembre.

Le secteur industriel a déjà été contraint de réduire les heures de production et de faire des économies en raison de la crise énergétique.

La production industrielle dans la zone euro a diminué de 2,3 % en juillet par rapport au mois précédent, selon Eurostat.

Un document informel rédigé par la Commission européenne fait état d'importantes économies de gaz dans la plupart des pays de l'UE, même si certains, comme l'Irlande, la Grèce, la Suède et l'Espagne, ont en fait augmenté leur consommation.

La présidente de la Banque centrale européenne estimait le mois dernier que les perspectives économiques s'assombrissaient et que l'activité des entreprises allait "ralentir sensiblement". Christine Lagarde, a également prédit deux trimestres consécutifs de contraction économique en hiver, ce qui équivaudrait à une récession technique.

Les analystes jugent que, même si une récession serait douloureuse pour les Européens, elle freinerait la demande et ferait baisser davantage les prix du gaz.

Dossier. Guerre de l'OTAN contre la Russie.

La surenchère du Kremlin - Réseau Voltaire 10 octobre 2022

Le Kremlin a décidé d'accuser l'Ukraine d'avoir organisé le sabotage du gazoduc Nord Stream, une tentative contre le gazoduc Turkish Stream et celui du pont de Crimée même s'il est évident que Kiev n'a pas les moyens de la première opération. Les États-Unis, quant à eux, ne peuvent pas revendiquer ce type d'action sans dégrader leur propre image. L'interprétation du Kremlin permet de faire durer plus longtemps l'affrontement entre la Russie et les Anglo-Saxons tout en justifiant des actions contre Kiev.

Dmitri Medvedev, le numéro 2 du Conseil russe de sécurité, demande publiquement le démantèlement du régime de Kiev ce qui fait monter un peu plus la pression. Sur le fond, le Kremlin n'a aucun intérêt à renverser le président Zelensky qu'il a pris soin de ménager jusqu'ici, mais il n'a aucune raison non plus de le maintenir au pouvoir. Son seul et unique ennemi, une fois la Novorossia partiellement libérée, ce sont les Anglo-Saxons. Aussi l'option prônée par Medvedev est-elle une provocation visant à contraindre les Occidentaux à s'affaiblir en augmentant leur soutien à Kiev.

La propagande de l'Otan visant à présenter la guerre comme ne concernant que l'Ukraine et l'armée russe comme épuisée conditionne la manière de penser des Européens. Elle les rend susceptibles de

surévaluer l'importance de Kiev et de sous-estimer l'armée russe, bref de tomber dans le piège de Medvedev. Réseau Voltaire 10 octobre 2022

En complément.

J-C - Celui qui arme les néonazis qui bombardent la population civile des régions russophones intégrées à la Fédération de Russie ne manque pas une occasion de leur témoigner son soutien.

Emmanuel Macron "*condamne avec la plus grande fermeté les frappes délibérées de la Russie sur l'ensemble du territoire ukrainien et contre des civils*" - BFMTV 10 octobre 2022

Non, la comparaison entre le Troisième Reich et les autorités des pays occidentaux n'est pas exagérée.

Lu dans le blog Donbass Insider (donbass-insider.com 10 octobre 2022)

- Sans surprise ces frappes massives ont donné lieu à un concert de déclarations outrées tant en Ukraine qu'en Occident. Ces mêmes « *élites* » occidentales dont le silence concernant l'attentat terroriste du pont de Crimée s'est fait remarquer, rivalisent désormais pour qualifier les frappes russes d'inacceptables.

Donc, pour les autorités occidentales, cinq Russes innocents tués dans un attentat terroriste mené par les services secrets ukrainiens, ou les civils du Donbass tués par des bombardements ukrainiens ne méritent que le silence, mais des victimes civiles ukrainiennes tuées par les tirs de réponse de l'armée russe, ça mérite des déclarations outrées.

En clair, pour les « *élites* » occidentales les Russes sont des sous-hommes dont la mort dans un attentat ou un bombardement terroriste mené par leurs petits protégés de Kiev n'est rien et ne mérite pas d'être condamnée. En fait la seule différence notable entre le Troisième Reich et les autorités des pays occidentaux, c'est que ce ne sont plus les Juifs mais les Russes qui sont considérés comme des sous-hommes qui peuvent être assassinés sans que cela ne leur tire une larme, fut-elle de crocodile. Chacun en tirera les leçons à en tirer sur ce que valent les grandes déclarations de ces mêmes autorités concernant les droits de l'Homme et les valeurs qu'elles prétendent défendre. donbass-insider.com 10 octobre 2022

Santé.

La Floride déconseille les vaccins anti-Covid aux jeunes hommes - Réseau Voltaire 10 octobre 2022

Le ministère de la Santé de Floride a constaté une augmentation de 84 % des incidents cardiaques mortels sur les jeunes hommes âgés de 18 à 39 ans, dans les 38 jours suivant une injection de vaccin ARN messager anti-Covid.

Le chirurgien général de Floride, Joseph Ladapo, a donc officiellement déconseillé l'injection de vaccin ARN messager aux jeunes hommes.

Le Dr. Ladapo a déjà déconseillé l'injection aux enfants. Réseau Voltaire 10 octobre 2022

Le GIEC va-t-il imputer le réchauffement de Jupiter aux activités humaines sur la Terre ?

Les nouvelles de Jupiter mettent à mal le narratif sur le réchauffement climatique - reseauinternational.net 10 octobre 2022

« *Nous avons découvert une énorme vague de chaleur de 700°C dans la haute atmosphère de Jupiter qui s'étend sur 130 000 km (10 Terres de large) ! Il a été projeté des aurores polaires chaudes vers l'équateur à 2700 km/h, après que des vents solaires denses eurent touché Jupiter* ». C'est par ces mots que le Dr James O'Donoghue de la Japanese Aerospace Exploration Agency (JAXA) a partagé ses récentes découvertes dans un Twitter.

Cela revient à dire que la Terre n'est pas la seule planète à avoir des difficultés à cause des explosions solaires.

Une activité solaire accrue

En fait, le bouleversement existentiel de notre monde s'impose à nous par la météo spatiale. Et ce genre d'assertion n'est pas le fait de pseudo-complotistes, mais il est formulé par Tzu-Wei Fang, une experte en tempêtes solaires occupant la fonction de scientifique spatiale au Space Weather Prediction Center (SWPC) de la NOAA.

S'exprimant le 8 août, Tzu-Wei Fang, scientifique de l'espace au Space Weather Prediction Center (SWPC) de la NOAA, a offert de sombres perspectives pour les prochaines années :

« *Tout ce que vous avez vécu au cours des deux dernières années n'a pas d'importance* », a déclaré Fang, comme indiqué dans SpaceNews. « *Tout ce que vous avez appris au cours des deux dernières années ne s'appliquera pas dans les cinq prochaines années.* »

« *En effet, l'orbite terrestre basse a été exceptionnellement tumultueuse ces jours-ci, alors que le Soleil approche de son dernier maximum solaire, une période caractérisée par une activité solaire accrue.* »

Fang et ses collègues ont averti que les petits satellites sont particulièrement vulnérables aux tempêtes solaires qui s'ensuivent et que les opérateurs de petits satellites ne réagissent pas ou ne s'adaptent pas suffisamment à ce qui se produit régulièrement dans le cycle de vie du Soleil.

Qu'est-ce que la météo spatiale ?

Avant d'aller plus avant avec les propos de Fang ou de James O'Donoghue, une petite pause s'impose quant à la définition de la météo spatiale.

La météo spatiale fait référence aux conditions environnementales de la magnétosphère, de l'ionosphère et de la thermosphère terrestres dues au Soleil et au vent solaire qui peuvent influer sur le fonctionnement et la fiabilité des systèmes et services spatiaux et terrestres ou menacer les biens ou la santé humaine.

La météorologie spatiale traite de phénomènes impliquant le plasma ambiant, les champs magnétiques, les rayonnements, les flux de particules dans l'espace et de la manière dont ces phénomènes peuvent influer sur les systèmes fabriqués par l'homme. En plus du Soleil, des sources non solaires telles que les rayons cosmiques galactiques peuvent être considérées comme une météorologie spatiale, car elles modifient les conditions de l'environnement spatial près de la Terre1.

Taches solaires et éruptions

Les changements périodiques du champ magnétique du Soleil affectent la fréquence des taches solaires, ce qui augmente à son tour la fréquence des éruptions solaires.

Ces éruptions envoient des ondes de rayonnement électromagnétique à haute énergie dans le système solaire, dont une partie atteint l'atmosphère terrestre2.

« *Mais si le cycle solaire de 11 ans est prévisible, le cycle actuel, qui a débuté en décembre 2019, s'avère plus mouvementé que prévu*. »

Le cycle solaire actuel devrait culminer vers le milieu de la décennie, lorsque l'activité solaire sera encore plus intense. Certains craignent donc que les petits satellites contenant des composants prêts à l'emploi ne soient grillés par les futures tempêtes solaires, car ces unités n'ont pas été conçues pour résister à ce niveau de péril.

« *Bref, le cycle solaire actuel est plus mouvementé et par conséquent l'avenir présente des surprises, car rien ne semble vraiment sous contrôle. Ce qui est normal pour tout être pensant…* »

Une spectaculaire vague de chaleur détectée au niveau de Jupiter

Retour à l'information édifiante sur Jupiter. La vague de chaleur a très probablement été déclenchée par une impulsion de plasma de vent solaire impactant le champ magnétique de Jupiter. Cela aurait stimulé le réchauffement auroral et forcé les gaz chauds à se dilater et à se répandre vers l'équateur.

Pour plus d'explications, voir svp la vidéo ci-dessous. Pour les traductions, activer le lien YouTube. (https://www.youtube.com/watch?v=me7I5cB7Ems)

Cependant, notre intérêt sur ce site est de tenter de comprendre ce qu'il se passe au-delà du narratif sur le réchauffement climatique, battu en brèche par nombre de scientifiques. L'étude malaisienne (cautionnée par l'Institute of Physics) nous avait d'ailleurs confirmé que la piste des explosions solaires constituait un plus grand danger que les émissions de CO2 par les activités humaines3.

Positionnement de Jupiter par rapport à la Terre et au Soleil

L'unité astronomique (au) est l'unité de mesure correspondant à la distance moyenne qui sépare la Terre du Soleil, soit environ 150 millions de km (exactement 149 597 870,7 km), tandis que la distance Jupiter – Terre serait de 778 300 000 km, soit 5,2 au4.

Jupiter est 11 fois plus grosse que la Terre.

Que conclure pour le réchauffement climatique terrestre qui serait dû à l'activité humaine ?

Jupiter est donc beaucoup plus grosse et bien plus éloignée du Soleil que la Terre. Or, on nous dit qu'elle connait une vague de chaleur impressionnante principalement due aux vents solaires. Au même moment, on nous répète que l'instabilité du climat de la terre, bien plus proche du soleil que Jupiter, serait due aux émanations de CO2 des terriens. Illogique selon les éléments que nous mettons bout à bout.

Notes.

1 - https://www.aeronomie.be/meteo-spatiale-effets-lenvironnement-spatial-lactivite-humaine
2 - https://gizmodo.com/solar-storms-satellite-damage
3 - https://lilianeheldkhawam.com/2022/07/24/le-climat-modifie-par-la-variabilite-des-activites-solaires-une-etude-malaisienne-2019
4 - https://www.alloprof.qc.ca/fr/eleves/bv/sciences/les-unites-utilisees-en-astronomie-s1391

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/les-nouvelles-de-jupiter-mettent-a-mal-le-narratif-sur-le-rechauffement-climatique/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 12 octobre 2022.

Des commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 - Je ne suis livré nulle part à un "*réquisitoire anti OCS*".

Selon vous, ce ne serait pas des intérêts économiques qui seraient à l'origine de toutes les guerres en dernière analyse, je vous laisse à vos simagrées.

Simagrée - ÉTYM. xiiie; l'explication par si m'agrée « *ainsi cela m'agrée* » est anecdotique; selon Guiraud, de sim, sime « *singe* », lat. simus, var. de simius, et agrée « *agrément* ». (Le Grand Robert de la langue française)

2 - Un exemple tiré de l'actualité qui confirme ce que j'ai expliqué, un parmi beaucoup d'autres, tous les jours à travers le monde les Etats-Unis menacent des Etats qui entretiennent de bonnes relations avec la Russie ou la Chine.

- Biden menace l'Arabie saoudite de représailles après les annonces de l'Opep+ - Courrier international 12 octobre 2022

Un Etat ne peut pas adopter une position conforme à ses intérêts sans qu'il soit menacé par les Etats-Unis, cette situation devait cesser ont estimé la Russie et son allié chinois notamment, c'est tout ce que j'avais voulu dire dans mon premier commentaire.

Réponse d'un lecteur :

- Tout à fait, je suis entièrement d'accord avec vous, et cela ne fait pas des semaines, mais des mois voire des années… Personnellement c'est pour cette raison que je ne viens plus que très peu ici, les commentaires sont trop pollués par tellement de choses absurdes « *de ceux qui savent* ».

Dans ma liste des meilleurs propos délirants recueillis ici même il y a tout de même:

L'homme qui parle le dauphin
L'homme qui reçoit des appels d'extraterrestre sur son téléphone
L'homme qui se téléporte grâce à des vortex disséminés sur la planète

Le pire c'est que ces gus on leur « *fan* » qui les stimulent par des « + » très éloquents.

Bref lire votre commentaire m'a fait plaisir, sachez que vous n'êtes pas seul et que certains pseudos sur ce site, heureusement, sont encore plaisant à lire grâce à des propos constructifs et la tête sur les épaules si je puis dire.

(Ce lecteur a fait ensuite l'objet d'une attaque en règle comme c'était prévu.)

Ma réponse

- Votre liste était loin d'être exhaustive.

Les réactions qu'elles entraînent sont épidermiques, superficielles, sans intérêt et mêmes diffamatoires, c'est pour dire la pauvreté des arguments de nos détracteurs pour ne pas dire leur malhonnêteté.

Quant à la polémique, je ne la crains pas pour avoir été formé à l'école de Que faire ? de Lénine, la plus efficace.

Exilé en Suisse, dans une lettre du 6 mars 1917, il fustigera « *les socialistes passés à la bourgeoisie au début de la guerre, tous ces David et Scheidemann en Allemagne, les Plékhanov-Potressov-Gvozdev et Cie en Russie, ont longtemps déblatéré à plein gosier contre les* « illusions » *des révolutionnaires (...) eux qui ont aidé les capitalistes à* « adapter », *apprivoiser, mystifier et diviser les classes ouvrières des divers pays. Mais* « rira bien qui rira le dernier ».

Voilà qui résume assez bien mon état d'esprit, tranquille, ma détermination infaillible.

Il ne faut pas se laisser impressionner par la violence de la critique dont on peut faire l'objet d'où qu'elle vienne. Seuls les faits comptent et nous départagerons en dernière analyse, faisons-leur confiance en attendant.

Tenez, voilà ce que je vais publier dans la causerie de mon portail (lutttedeclasse.org) aujourd'hui ou demain, je l'ai rédigé au réveil ce matin.

Les relations de confiance qui peuvent exister entre des Etats (ou deux personnes), reposent essentiellement sur les réelles intentions de l'un et de l'autre, autrement dit on ne peut pas établir un contrat de confiance entre deux parties sans connaître à l'avance leurs intentions respectives, ce facteur est indispensable pour savoir s'ils sont en mesure de respecter le contrat qu'ils ont passé ensemble, et au-delà envisager le développement de leurs relations futures.

Quand quelqu'un vous dit : Faites-moi confiance, je suis sincère, je suis honnête, cela ne veut rien dire du tout ou ne l'engage à rien, c'est gratuit, ne l'écoutez pas. Il ne faut donc pas accorder de l'importance à ce genre de déclaration, parce que ce ne sont pas les qualités morales de quelqu'un qui déterminent ses intentions, mais ses besoins qui peuvent être d'ordres divers, et qui doivent être cernés précisément avant de prendre tout engagement.

Le problème qui se produit souvent, c'est qu'on a tendance à confondre les deux facteurs.

(Il se peut que j'apporte un complément d'ici là, car on n'arrête jamais de penser, pour ceux qui pensent !) Pas le temps, une autre fois.

Twitter en accès libre. Saper les bases du régime, résister, passer à l'offensive…

- À la sortie du Conseil des ministres mercredi midi, Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, assurait qu'il n'y avait « *pas de pénurie* » de carburant dans les stations-service. 24h plus tard à Paris, la tension montait avec la pénurie dans les stations-service...

- Un blocus a dégénéré ce matin au lycée Joliot Curie de Nanterre en soutien à un professeur de mathématiques suspendu puis muté pour son activité syndicale. 14 lycéens ont été arrêtés par la police et sont encore en garde à vue. Un élève a été blessé et est à l'hôpital

- « *Libérez nos enfants* », un rassemblement de parents d'élèves et enseignants a eu lieu ce soir devant le commissariat de Nanterre pour demander la libération des jeunes. Parmi les 14 interpellés, 12 d'entre eux sont mineurs

- Des centaines de policiers manifestent à Paris contre la réforme de la police judiciaire. Gérald Darmanin indique que les policiers qui manifestent s'exposent à des sanctions.

- Fin septembre, Le Canard révélait que Gérald Darmanin avait muté à l'autre bout du monde plusieurs grands flics opposés à sa réforme controversée de la PJ. Après l'éviction du chef de la PJ de Marseille, une source policière lâche à Libération : « *C'est la dictature !* ».

- Les agents de la police judiciaire manifestent dans toute la France suite au limogeage du directeur de la PJ sud après une manifestation contre le DG de la police. Ils dénoncent une réforme qui prévoit de les placer sous l'autorité du pouvoir politique

- Peu de témoins entendus & un mobile sexuel écarté par le parquet sur la seule base des déclarations du prévenu : début mars, *Mediapart* révélait les dessous de l'enquête judiciaire, vite expédiée, visant Laurent Bigorgne, soutien historique du PR.

- Dans cette affaire Bigorgne, la plaignante a déposé plainte contre le directeur de la police judiciaire et la procureure de la République de Paris pour falsification de l'enquête, obstruction à la manifestation de la vérité et faux en écriture publique. (Franceinfo)

- Laurent Bigorgne, architecte de la campagne d'Emmanuel Macron en 2017, a reconnu avoir drogué une de ses collaboratrices à la MDMA. Des policiers "*dégoûtés*" ont dénoncé des pressions sur cette enquête visant ce macroniste historique qui doit être jugé dans 1 mois.

- Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne, un influent think-tank d'inspiration libérale, a été placé en GAV. Ce proche d'E.Macron fait l'objet d'une enquête ouverte pour « *administration de substance nuisible* », révèle *Le Parisien*.

- Le min. de la Justice est renvoyé devant la CJR et encourt 5 ans de prison. Le bras droit d'Emmanuel Macron est mis en examen. Son conseiller politique à l'Élysée est 13 fois mis en examen. Les ministres des Armées et du Travail sont sous enquête, l'un pour corruption.

- Une lettre aurait dû disparaître. *Mediapart* se l'est procurée. E. Macron est intervenu personnellement ds une affaire judiciaire pr protéger son plus proche collaborateur. Le journal révèle la lettre du chef de l'État qui a tué l'enquête du PNF.

- La Guyane touchée par plusieurs nuits d'émeutes à Maripasoula avec de nombreux barrages contre les coupures d'électricité et d'eau récurrentes. Les habitants dénoncent la défaillance des services publics de première nécessité sur leur territoire

- C'est un secret bien gardé à Bercy : le montant des aides publiques dont bénéficient les entreprises. Il représente près d'un tiers du budget de l'État, selon un rapport. 160 milliards d'€ par an, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans. (Mediapart)

- Fin de l'abondance ? L'Élysée prévoit une hausse de son budget de 5,2 millions d'€ en 2023, soit 5 % de plus par rapport à 2022. Le budget de la présidence sera d'environ 115 millions d'€. (projet de loi)

- Depuis samedi, plusieurs dizaines d'habitants se relayent nuit et jour devant l'hôtel de ville de Maubeuge pour dénoncer la hausse des prix du carburant, des énergies et de l'alimentation. La plupart sont des retraités qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts

- La pénurie de carburant continue de s'aggraver en France. Près de 30% des stations du pays sont touchées par des ruptures. La grève pour des hausses de salaires a été reconduite dans plusieurs raffineries et dépôts de Total et ExxonMobil

- Face au stock immense de vaccins périmés, l'ARS de Provence-Alpes-Côte-d'Azur envoie des étiquettes aux pharmaciens qu'ils doivent coller sur les flacons afin de prolonger leur date de péremption. « *Les vaccins injectés sont périmés depuis avril 2022* »

- Grande chaîne humaine autour du parlement britannique à Londres pour demander la libération de Julian Assange. Le journaliste, fondateur de *Wikileaks* enfermé dans une prison de haute sécurité depuis 2019 risque l'extradition vers les États-Unis

- La police grecque attaque une manifestation contre la flambée des prix de l'énergie et pour une taxation des superprofits des grands groupes énergétiques ce soir à Athènes

- Plus de 2 000 maires de villes et villages de toute la Pologne ont manifesté à Varsovie contre l'explosion du prix de l'énergie et du coût de la vie. Les factures d'énergie de certaines collectivités locales ont augmenté de 800, 900 ou même 1000%

- Situation critique à Haïti avec de nouvelles scènes de pillages d'entrepôt ces derniers jours. Plusieurs foyers de choléra ont été détectés, s'ajoutant à la grave crise sociale, humanitaire, sécuritaire et politique qui touche le pays depuis des semaines

- Des épargnants brulent des pneus devant la Banque du Liban à Beyrouth pour protester contre l'impossibilité de retirer leurs économies. Une nouvelle vague de braquages touche le pays ces derniers jours. Un collectif menace d'incendier les domiciles des propriétaires de banques

- Le député européen néerlandais Rob Roos: « *lors d'une audience COVID au Parlement européen, une représentante de Pfizer a admis que le vaccin n'a jamais été testé sur la prévention de la transmission!* »

- Les revenus des cartels mexicains provenant du trafic de migrants illégaux vers les USA sont passés de 500 MILLION$ en 2018 à 13 MILLIARD$ en 2022

- Le ministre saoudien de l'Énergie refuse de répondre aux questions de Reuters lors de la conférence de presse de l'OPEP+ : « *Je n'accepte pas de vous répondre... Vous n'avez pas fait un travail correct. Vous avez rapporté des propos mensongers sur des discussions avec la Russie* »

Totalitarisme. Le droit de faire la guerre nous appartient exclusivement. Douze missiles de type S-300 font "*un mort*", c'est un "*crime de guerre*".

En Ukraine, la Russie mène de nouvelles frappes « massives » - Le HuffPost11 octobre 2022

Douze missiles de type S-300 se sont abattus sur des infrastructures « *civiles* » (à Zaporijjia, - J-C) en faisant un mort.

Pendant ce temps, la communauté internationale a en tout cas réaffirmé son soutien à Kiev après la vague de bombardements de lundi. L'Union européenne a par exemple estimé que les frappes sur des cibles civiles s'apparentaient à des « *crimes de guerre* ».

Réunis en urgence et en visioconférence (G7), en compagnie notamment de Volodymyr Zelensky, les dirigeants du Groupe des sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et UE) ont condamné « *de la façon la plus véhémente possible* » l'offensive russe des derniers jours. « *Nous rappelons que les attaques aveugles contre des populations civiles innocentes constituent un crime de guerre* », ont ajouté les dirigeants du monde occidental dans un communiqué commun.

Surtout, dans leur déclaration commune, les membres du G7 ont répété leur soutien « *financier, humanitaire, militaire, diplomatique* » au président Zelensky, et ce « *aussi longtemps qu'il le faudra* ». Le HuffPost 11 octobre 2022

J-C - Je ne commente jamais les dégâts matériels ou humains causés par cette guerre, parce que la guerre, c'est la guerre, leur guerre.

Ici on ne réagit jamais émotionnellement, nous prenons acte des faits, nous pensons, nous réfléchissons aussi incroyable que cela puisse paraître, nous ne sommes plus des bêtes sauvages, des primates, mais des hominidés de l'espèce homo sapiens, ce qu'on nous conteste aujourd'hui avec le transhumanisme notamment.

Le tyran en quête désespérément de légitimité.

Emmanuel Macron va être reçu par le pape le 24 octobre à Rome - BFMTV 11 octobre 2022

Pourquoi personne n'écoute la marionnette de l'OTAN.

J-C - Il y a quelques jours quatre personnalités (Deux journalistes réputés mondialement, un général français à la retraite et un acteur politique russe) avaient fourni des analyses convergentes sur les réelles intentions de la Russie ou la nature du conflit actuel dont l'Ukraine est le champ de bataille, analyses que partagent d'autres intervenants dans le monde, sauf Macron qui se ridiculise une fois de plus.

Ukraine : Macron déplore un « *changement profond de la nature* » de la guerre - LePoint.fr 11 octobre 2022

Guerre en Ukraine : Pourquoi les frappes russes ne changent pas la « *nature* » du conflit - Le HuffPost 11 octobre 2022

La Communauté politique européenne : un coup d'épée dans l'eau par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 11 octobre 2022

Depuis le début de l'opération militaire russe en Ukraine, les relations internationales sont bloquées. Aucune position ne change. Le président Macron a cru pouvoir changer les règles du jeu en rebattant les cartes à l'occasion d'une réunion des frères ennemis européens, la Communauté politique européenne. Mais le président Poutine l'a pris de court en changeant les frontières et le jeu lui-même.

Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article218196.html

L'offensive russe se poursuit sur tous les terrains. Les GAFAM hors la loi.

Facebook et Instagram placées sur la liste russe des organisations terroristes - Le HuffPost 11 octobre 2022

Ukraine: pour le ministre des Affaires Étrangères de Russie, "*les Américains participent directement à cette guerre*" - BFMTV 11 octobre 2022

Terreur sur le Pont de Crimée oblige la Russie à déclencher Choc et Effroi - reseauinternational.net 11 octobre 2022

Extrait.

Le chef du Comité d'enquête russe, Alexandre Bastrykine, a confirmé en tête-à-tête avec Poutine que Terreur sur le Pont avait été perpétré par le SBU – les services spéciaux ukrainiens.

Bastrykine a déclaré à Poutine : « *Nous avons déjà établi l'itinéraire du camion, où l'explosion a eu lieu. Bulgarie, Géorgie, Arménie, Ossétie du Nord, Krasnodar… Les transporteurs ont été identifiés. Avec l'aide des agents du FSB, nous avons réussi à identifier les suspects* ».

Les services secrets russes ont donné des informations cruciales au correspondant militaire Alexander Kots. La cargaison a été commandée par un citoyen ukrainien : des explosifs emballés dans 22 palettes, dans des rouleaux de film sous film plastique, ont été expédiés de Bulgarie au port géorgien de Poti. Ensuite, la cargaison a été chargée dans un camion portant des plaques d'immatriculation étrangères et a été acheminée par voie terrestre jusqu'en Arménie.

Le dédouanement à la frontière arméno-russe s'est déroulé sans problème, conformément aux règles de l'Union douanière eurasienne (la Russie et l'Arménie sont toutes deux membres de l'Union économique eurasiatique, ou UEE). La cargaison n'a manifestement pas été détectée par les rayons X. Cet itinéraire est la norme pour les camionneurs qui se rendent en Russie.

Le camion est ensuite rentré en Géorgie et a de nouveau franchi la frontière russe, mais cette fois par le poste de contrôle de Upper Lars. C'est le même que celui utilisé par des milliers de Russes fuyant la mobilisation partielle. Le camion a fini à Armavir, où la cargaison a été transférée dans un autre camion, sous la responsabilité de Mahir Yusubov : celui qui est entré sur le pont de Crimée en venant du continent russe.

Très important : le transport d'Armavir à une adresse de livraison à Simferopol aurait dû avoir lieu les 6 et 7 octobre, c'est-à-dire le jour de l'anniversaire du président Poutine, le vendredi 7. Pour une raison inexpliquée, cela a été reporté d'un jour.

Le conducteur du premier camion est déjà en train de témoigner. Yusubov, le conducteur du second camion – qui a explosé sur le pont – était « a*veugle* » : il n'avait aucune idée de ce qu'il transportait, et il est mort.

À ce stade, deux conclusions s'imposent.

La première : Il ne s'agissait pas d'un attentat-suicide au camion de type ISIS – l'interprétation privilégiée à la suite de l'attaque terroriste.

Deuxièmement : L'emballage a très certainement eu lieu en Bulgarie. Comme l'ont laissé entendre les services de renseignement russes, cela indique l'implication de « *services spéciaux étrangers* ».
Un mirage de cause à effet

Ce qui a été révélé en public par les renseignements russes ne raconte qu'une partie de l'histoire. Une évaluation incandescente reçue par The Cradle de la part d'une autre source des renseignements russes est bien plus intrigante.

Au moins 450 kg d'explosifs ont été utilisés dans l'explosion. Pas sur le camion, mais à l'intérieur de la travée du pont de Crimée elle-même. Le camion blanc n'était qu'un leurre des terroristes « *pour créer un mirage de cause à effet* ». Lorsque le camion a atteint le point du pont où les explosifs étaient montés, l'explosion a eu lieu.

Selon la source, les employés des chemins de fer ont déclaré aux enquêteurs qu'il s'agissait d'une forme de détournement électronique ; les opérateurs terroristes ont pris le contrôle des chemins de fer de sorte que le train transportant du carburant a reçu l'ordre de s'arrêter en raison d'un faux signal indiquant que la route devant lui était occupée.

Les bombes montées sur les travées des ponts ont été une hypothèse de travail largement débattue sur les chaînes militaires russes au cours du week-end, de même que l'utilisation de drones sous-marins.

En fin de compte, le plan très sophistiqué n'a pas pu suivre le timing nécessairement rigide. Il n'y a pas eu d'alignement au millimètre près entre les charges explosives montées, le camion qui passait et le train de carburant arrêté dans sa course. Les dommages ont été limités, et facilement contenus. Le combo charges/camion a explosé sur la voie extérieure droite de la route. Les dommages n'ont touché que deux sections de la voie extérieure, et pas beaucoup le pont ferroviaire.

En fin de compte, Terreur sur le Pont a donné lieu à une brève victoire de relations publiques à la Pyrrhus – dûment célébrée dans tout l'Occident collectif – avec un succès pratique négligeable : le transfert de cargaisons militaires russes par voie ferrée a repris en 14 heures environ.

Et cela nous amène à l'information clé de l'évaluation de la source russe de renseignements : le coupable.

Il s'agissait d'un plan du MI6 britannique, dit cette source, sans donner plus de détails. Le MI6 qui, précise-t-il, selon les renseignements russes, pour un certain nombre de raisons, joue dans l'ombre en tant que « *services spéciaux étrangers* ».

Il est assez révélateur que les Américains se soient précipités pour établir un déni plausible. Le proverbial « *officiel du gouvernement ukrainien* » a déclaré au Washington Post, le porte-parole de la CIA, que le SBU était coupable. Il s'agissait d'une confirmation directe d'un rapport de l'Ukrainska Pravda basé sur un « *responsable non identifié des forces de l'ordre* ».

L'article en entier :

https://reseauinternational.net/terreur-sur-le-pont-de-crimee-oblige-la-russie-a-declencher-choc-et-effroi/

Ils sont en guerre contre tous les peuples.

Assurance-chômage : le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale - AFP/LePoint.fr 12 octobre 2022

Ce texte, porté par le ministre du Travail Olivier Dussopt, enclenche la possibilité de baisser les allocations chômage en période d'embellie pour l'emploi et de les augmenter quand le chômage est élevé. AFP/LePoint.fr 12 octobre 2022

Pénurie de carburants : le gouvernement annonce une réquisition des salariés, un mécanisme rare et contesté - publicsenat.fr 11 octobre 2022

Le gouvernement a annoncé mardi la réquisition d'une partie des personnels pour le déblocage des dépôts de carburants du groupe Esso-Exxonmobil. Malgré un accord salarial conclu lundi sur une revalorisation des salaires, les syndicats majoritaires au sein des deux raffineries françaises du groupe, la CGT et FO, ont reconduit le mouvement de grève lancé le 21 septembre. « *Ce ne sont pas des accords a minima. Les annonces de la direction sont significatives. Dès lors, j'ai demandé aux préfets d'engager, comme le permet la loi, la procédure de réquisition des personnels indispensables au fonctionnement des dépôts de cette entreprise* », a déclaré la Première ministre Élisabeth Borne lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. En parallèle, des négociations sur les salaires doivent s'ouvrir chez TotalEnergies, où trois raffineries et un dépôt de carburants sont également bloqués par le même mouvement de grève. « *Le dialogue social est toujours plus fécond que le conflit* », a lancé Élisabeth Borne, avant d'avertir : « *A défaut, le gouvernement agira, là encore, pour débloquer la situation* ». publicsenat.fr 11 octobre 2022

Projet de loi de finances 2023 : un budget historique - defense.gouv.fr 6 octobre 2022

Dotée de 43,9 milliards d'euros, la mission Défense enregistre une augmentation de ses crédits de paiement de trois milliards pour 2023, soit + 7,4%. Cette progression sensible des ressources

s'inscrit dans la tendance de fond prévue par la loi de programmation militaire. Au cours des cinq dernières années, le budget alloué à nos armées a gagné au total 36% de crédits supplémentaires, pour atteindre 2% du PIB. « *Nous tenons parole sur les standards de l'Otan* », se félicite Sébastien Lecornu, le ministre des Armées.

Afin de répondre aux menaces, le projet de loi de finances pour 2023 dégage deux types d'investissements prioritaires. En premier lieu, il vise à favoriser la transformation du modèle de production de notre Base industrielle et technologique de défense (BITD). En consacrant près de 40 milliards d'euros aux commandes d'équipements et au renouvellement des stocks de munitions, l'Etat entend préparer la BITD à l'économie de guerre. defense.gouv.fr 6 octobre 2022

Ukraine : Sébastien Lecornu annonce le déploiement d'une compagnie de véhicules blindés et d'un escadron de chars Leclerc en Roumanie - publicsenat.fr 11 octobre 2022

Auditionné à propos du budget de son ministère, Sébastien Lecornu a souhaité profiter de ce moment pour annoncer au Sénat la décision du Président de la République de déployer des troupes supplémentaires en Roumanie et de « *renforcer notre posture de défense* » en Lituanie et en Estonie. Des déploiements décidés dans le cadre de l'OTAN, qui s'échelonneront d'octobre à novembre, a précisé le ministre de la Défense. publicsenat.fr 11 octobre 2022

Ruffin (LFI) le fakir, se livre à un nouveau numéro d'hypnose.

J-C - Fakir est un journal fondé par Ruffin en 2009. Ruffin s'est présenté aux élections législatives en 2022 en prétendant qu'une fois élu à l'Assemblée nationale il profiterait de cette tribune pour faire entendre la voix des travailleurs, 14 362 électeurs lui ont fait confiance et il a été élu, et ne voilà-t-il pas que quelques mois plus tard il renonce à demi-mot à son mandat ou révèle son impuissance, compte tenu que les institutions de la Ve République n'auraient pas été conçues pour prendre en compte les besoins ou aspirations des travailleurs, c'est moi qui le précise, comme s'il ne l'avait jamais su ou se moquant au passage de ses électeurs.

C'est plus qu'une habitude ou une fâcheuse manie chez tous les dirigeants de LFI, dès que les représentants de la réaction leur hurlent dessus ou que les médias mainstreams se déchaînent sur eux, de faire amende honorable ou de courber l'échine, de s'empresser de mettre de l'eau dans leur vin, de modérer leurs propos, de s'excuser platement quitte à se contredire, pour finalement se renier, se soumettre à l'ordre établi. Ils sont comme cela.

Pourquoi François Ruffin prend ses distances avec les méthodes de LFI - Le HuffPost 11 octobre 2022

François Ruffin lui-même se dit mal à l'aise. "*Je n'ai plus envie de hurler sur les bancs de l'Assemblée Nationale. Je l'ai dit au groupe : ça ne sert à rien. Ça renforce le RN. Je vais me 'soc-demiser' [jouer le bon député social démocrate, NDLR]*", plaisante-t-il. Sous-entendu : ne plus jouer le bruit et la fureur à l'Assemblée nationale, alors que l'enquête « *Fractures françaises* » réalisée par l'Ipsos pour la Fondation Jean Jaurès montre justement que le parti de Marine Le Pen fait désormais moins peur aux Français que la France insoumise.

Il a ajouté : "*Je suis bien aux côtés des combats des Français, je n'ai pas besoin d'être dans La France Insoumise. Mais la Marche du 16, c'est important. Je veux marcher pour ne pas me résigner. Je ne veux pas rester chez moi à déprimer. Il faut marcher et continuer à se battre*." radiofrance.fr 10 octobre 2022 et Le HuffPost 11 octobre 2022

Les causes cachées et toxiques des théories du genre - reseauinternational.net 11 octobre 2022

https://reseauinternational.net/les-causes-cachees-et-toxiques-des-theories-du-genre/

« *Le grand désordre hormonal : ce qui nous empoisonne à notre insu* », par Corinne Lalo, Le Cherche Midi, 7 décembre 2021 :

https://www.asso-malades-thyroide.fr/wordpress/2021/12/07/le-grand-desordre-hormonal-ce-qui-nous-empoisonne-a-notre-insu-par-corinne-lalo-le-cherche-midi/

J-C – Je vous ai mis cet article pour info, mais après réflexion, je me suis demandé si des fois il ne favoriserait pas la thèse qu'il prétend combattre. Car il y est dit quelque part, que certaines substances favoriseraient un processus de « *féminisation* », dès lors cela pourrait constituer un argument que pourraient utiliser les partisans de la théorie du genre ou du changement de sexe pour justifier leur théorie nauséabonde, ce serait intéressant d'avoir votre avis. J'avoue avoir lu rapidement cet article.

Commentaire d'un internaute

- Petit BA-ba de biologie très simple, fruit de millions d'observations faites par des centaines de milliers de biologistes dans tous les pays depuis des dizaines et dizaines d'années, qui fait l'objet d'un consensus universel, pour réduire à zéro la pseudo théorie du genre :

1) Chaque cellule diploïde d'un être humain, femme ou homme, comporte 23 paires de chromosomes.

2) Chez la femme, la 23eme paire de chaque cellule diploïde est une paire de chromosome XX et chez l'homme c'est une paire XY.

3) Quant aux cellules haploïdes, la femme produit un ovule avec un 23eme chromosome X et l'homme un spermatozoïde avec un 23eme chromosome X ou Y.
4) La combinaison de l'ovule et du spermatozoïde, produit notre première cellule diploïde (celle qui va par multiplication donner un bébé) qui aura soit une 23eme paire XX (on sera une femme), soit XY (on sera un homme).

Voilà : c'est terminé. Le sexe est donc défini dès notre première cellule. On ne peut pas en changer même en allant 10 fois faire une déclaration de changement de genre à la mairie !!!! Un être humain est marqué femme ou homme dans chacune de ses cellules.

La pseudo théorie du genre n'a STRICTEMENT aucun fondement scientifique. Elle relève de la psychiatrie.

Mieux que la désobéissance civile, passer à l'action.

Royaume-Uni : Un groupe de policiers et d'anciens soldats ont fermé un centre de vaccination et appellent les autres à faire de même - Réseau International 11 octobre 2022

Un groupe de policiers et d'anciens soldats ont fermé un centre de vaccination Covid à l'Université « *West of England* » à Bristol en Angleterre.

Le groupe a remis à la police une liste des crimes que le personnel du centre de vaccination aurait commis, notamment des abus de pouvoir, des voies de fait graves et des homicides par négligence grave.

« *Numéro de référence du crime 5222236390. Des preuves irréfutables ont été données à la police d'Avon et du Somerset sur les méfaits et les dangers de ces injections. Quand nous sommes arrivés ce matin, il y avait plus de 300 rendez-vous programmés ici, et la majorité étaient des enfants. Si la police est incompétente dans son devoir en vertu de la loi, ALORS NOUS, LE PEUPLE, AVONS LE DROIT DE REPRENDRE CE POUVOIR. Les Infractions commises sont : Inconduite dans la fonction publique, Coups et blessures volontaires graves, Homicide par négligence grave, Homicide d'entreprise, Complot en vue de commettre tout ce qui précède* ».

L'ex-militaire en uniforme qui mène le groupe a exhorté les autres à faire de même. « *Les preuves sont des preuves. C'est irréfutable. On parle ici d'experts de renom. Nous sommes tous assis dans le même bateau. On nous a tous menti. Nous avons tous été induits en erreur. Descendez dans les centres de vaccination de vos régions et exigez la fermeture, de manière calme, professionnelle mais avec fermeté* ».

Il a souhaité que les images et vidéos soient diffusées le plus largement possible car elles seront censurées. Il dit que la police s'est présentée en grand nombre et a d'abord pensé que le groupe était fou. Selon l'ex-militaire, le centre de vaccination restera fermé pour le moment.

https://reseauinternational.net/royaume-uni-un-groupe-de-policiers-et-danciens-soldats-ont-ferme-un-centre-de-vaccination-et-appellent-les-autres-a-faire-de-meme/

Economie.

Une chaine chaîne d'approvisionnement qui patine, c'est l'économie qui s'effondre.. par Jim Rickards - La Chronique Agora 11 octobre 2022

La pandémie a mis en lumière les faiblesses de la chaîne d'approvisionnement. Une reconfiguration sera nécessaire dans les prochaines années, qui aura, comme la mondialisation, ses gagnants et ses perdants...

L'expression « chaîne d'approvisionnement » n'est qu'un nom que nous donnons à un entrelacs de logistique, d'intrants, de processus, de transport, d'emballage, de distribution, de marketing, de relations clients, de relations avec les fournisseurs et de capital humain qui, dans l'ensemble, soutiennent l'offre et la demande de chaque artefact physique, numérique, intellectuel ou artistique sur la planète et dans l'espace. La chaîne d'approvisionnement est partout.

Vous êtes le centre d'une chaîne d'approvisionnement

Une façon de comprendre la complexité et l'omniprésence de la dynamique de la chaîne d'approvisionnement consiste à vous considérer vous-même en tant que chaîne d'approvisionnement, au niveau de votre seule personne. C'est ce que propose Yossi Sheffi, chercheur au MIT, dans son livre The Resilient Enterprise (2005). Voici ce qu'il en dit [NDLR : l'illustration ci-dessous est faite avec des exemples américains, mais les chaînes d'approvisionnement fonctionnent de manière très similaire en Europe] :

Vous vous réveillez le matin au son d'un réveil. Il a peut-être été acheté chez Walmart et fabriqué en Chine. Sorti du lit, vous faites du café (du Brésil ou du Costa Rica). Vous préparez un bon petit-déjeuner composé d'œufs (acheminés par camion depuis une ferme locale), de toasts (provenant d'une boulangerie locale) et de jus d'orange (transporté dans des wagons réfrigérés depuis la Floride).

Une fois le petit-déjeuner terminé, vous consultez votre courrier électronique et les infos (sur un ordinateur fabriqué en Chine), puis vous montez dans votre voiture (fabriquée au Tennessee par une société japonaise) et faites quelques courses. Vous achetez des vêtements (fabriqués en Thaïlande et au Vietnam), vous allez chercher vos nouvelles lunettes chez l'opticien (avec des verres allemands et des montures italiennes) et vous faites le plein d'essence sur le chemin du retour (avec de l'essence raffinée à Philadelphie à partir de pétrole pompé au Nigeria, transporté à la raffinerie par pétrolier et livré par camion à votre station-service locale). Et ainsi de suite.

Vous êtes entouré de biens et de services provenant du monde entier et livrés par camion, train ou bateau (et, plus rarement, par avion) à des centres de distribution et de traitement régionaux, puis livrés à vos magasins locaux.

Vous effectuez ce que l'on appelle « *le dernier kilomètre* » de la chaîne d'approvisionnement en faisant vos achats avec votre propre voiture ; ou vous pouvez vous faire livrer à domicile par des vendeurs en ligne. Vous êtes au centre de votre propre chaîne d'approvisionnement humaine.

Encore plus loin : la chaîne d'approvisionnement étendue

Vous pouvez avoir une idée encore plus précise de la complexité globale en jeu lorsque vous considérez ce que l'on appelle la chaîne d'approvisionnement étendue.
Cela consiste à identifier tous les fournisseurs de votre chaîne d'approvisionnement personnelle et à réfléchir aux différentes chaînes d'approvisionnement de chacun de ces fournisseurs.

Le réveil fabriqué en Chine comporte des pièces provenant de fournisseurs du monde entier (semi-conducteurs, fils de cuivre, moulages en plastique, écrans LED). Votre café du matin est préparé dans un percolateur ou une cafetière électrique composés d'acier inoxydable, de verre trempé, de semi-conducteurs et d'autres composants provenant de fournisseurs d'Allemagne, de Taïwan et du Mexique.

Les grains de café ont été torréfiés à l'étranger, emballés et livrés par conteneur sur des navires appartenant à Maersk (Danemark), COSCO (Chine) ou Hapag-Lloyd (Allemagne), qui en assurent l'exploitation.

Les navires eux-mêmes ont probablement été construits en Corée.

La voiture dans laquelle vous faites vos courses a peut-être été fabriquée dans votre région, mais elle contient des semi-conducteurs provenant de Taïwan. Les vêtements que vous avez achetés ont été fabriqués à partir de coton cultivé en Égypte et comportent des boutons en plastique fabriqués en Malaisie.

Bien sûr, nous pouvons poursuivre cette analyse indéfiniment. Les résines plastiques utilisées dans l'usine de boutons malaisienne peuvent provenir d'une entreprise chimique en Allemagne. C'est là le problème. La chaîne d'approvisionnement est vraiment sans fin car chaque produit a un ou plusieurs intrants, qui chacun a ses propres intrants, et cela en remontant jusqu'aux industries de base telles que les mines et les fonderies d'acier.

Bien sûr, ces industries possèdent leurs propres intrants de machines et d'électricité. Pour que tout cela fonctionne, il faut du capital humain, de l'expertise technique au travail manuel. La chaîne d'approvisionnement est sans fin. Deux maillons faibles

La faiblesse de la chaîne d'approvisionnement mondiale peut être résumée en deux mots : efficacité et énergie.

L'efficacité semble pourtant être un résultat souhaitable. Elle suggère des réductions de coûts et des prix plus bas pour les consommateurs. Comment alors l'efficacité peut-elle se révéler indésirable ?

Tous les systèmes ont besoin d'une certaine forme d'énergie, or l'énergie semble abondante à l'échelle mondiale, malgré la hausse des prix de l'énergie. Comment alors l'énergie peut-elle être rendue responsable de la défaillance de la chaîne ?

Ces questions soulignent le paradoxe de l'analyse de systèmes dynamiques complexes. Or, la chaîne d'approvisionnement mondiale est l'un des systèmes les plus complexes jamais créés. Voici l'explication du paradoxe.

Commençons par l'efficacité.

La science moderne qu'est la gestion de la chaîne d'approvisionnement a vu le jour dans les années 1980 lorsque l'essor de la mondialisation et l'expansion de la puissance informatique se sont combinés pour rendre les chaînes d'approvisionnement plus complexes tout en proposant des outils pour faire face à cette complexité.
La chaîne s'allonge

La gestion de la chaîne d'approvisionnement réduit les coûts en créant des options, en partageant l'information, en éliminant les redondances, en encourageant la coopération entre les participants à la chaîne d'approvisionnement et par d'autres innovations.

Mais lorsque vous augmentez la longueur d'une chaîne d'approvisionnement pour atteindre des coûts de main-d'œuvre plus bas en Asie, par exemple, vous augmentez également le nombre de choses qui peuvent mal tourner en cours de route.

Lorsque vous limitez vos fournisseurs de transport routier aux deux qui offrent les tarifs les plus bas, vous augmentez votre vulnérabilité si l'un d'eux subit une grève ou est perturbé par une catastrophe naturelle. Si vous acheminez toutes vos marchandises entrantes vers le port de Los Angeles (au lieu de Houston, New York ou Tacoma) afin d'être proche de votre centre de distribution, que se passera-t-il lorsque le port de Los Angeles deviendra un goulot d'étranglement mondial – ce qui est déjà arrivé ?

En d'autres termes, le prix caché de l'efficacité est la vulnérabilité.

Ce qui nous amène au deuxième problème : l'énergie.

Les systèmes dynamiques complexes tels que la chaîne d'approvisionnement fonctionnent avec de l'énergie. Le problème est que les apports énergétiques augmentent de manière super-linéaire par rapport à l'échelle du système. En clair, cela signifie que si vous doublez l'échelle d'un système, vous pouvez multiplier par cinq l'énergie nécessaire (électricité, argent ou travail).

Si vous la doublez à nouveau, vous multipliez à nouveau par cinq les apports énergétiques. Cela signifie qu'après avoir doublé deux fois l'échelle du système, l'échelle est quatre fois plus grande, mais les apports énergétiques eux sont vingt-cinq fois plus importants.

Lorsque les bénéfices issus de l'augmentation de l'échelle du système sont élevés et que les coûts énergétiques sont faibles, ces rapports asymétriques des fonctions d'échelle peuvent encore être rentables en net.

Cependant, lorsque les bénéfices commencent à diminuer (en raison de la concurrence des technologies disruptives) et que les prix de l'énergie commencent à augmenter (en raison de réglementations gouvernementales et de l'inflation), l'impact du coût des intrants énergétiques sur un réseau de chaîne d'approvisionnement à fort effet de levier pèse sur le fonctionnement du système dans son ensemble.

Quand la chaîne risque de rompre

L'augmentation du coût des intrants énergétiques est exacerbée par des pénuries d'énergie flagrantes, comme celles qui apparaissent actuellement en Chine et en Allemagne. La Chine connaît des pénuries de charbon, qui représentent plus de 50% de la capacité de production d'électricité du pays. L'Allemagne connaît des pénuries de gaz naturel. Ces pénuries d'énergie ralentissent actuellement la production dans les deux pays.

D'autres facteurs pèsent aujourd'hui sur la chaîne d'approvisionnement, notamment la pandémie et les tensions géopolitiques. Les principaux pays commerçants, tels l'Australie et la Chine, poursuivent l'objectif ridicule d'une politique de « *zéro Covid* », c'est-à-dire l'absence de tout nouveau foyer d'infection.

C'est impossible. Cela revient à poursuivre une politique dans laquelle personne n'attrape de rhume. L'objectif est absurde, mais les coûts sont réels.

Les chaînes d'approvisionnement devront être restructurées. Le plus grand perdant sera la Chine, car elle est la source de nombreux intrants dans la chaîne d'approvisionnement défaillante – et qui sera donc abandonnée. Les plus grands gagnants seront les États-Unis, car ce sont eux qui ont la plus grande capacité à délocaliser les maillons brisés et à reconstruire ailleurs pour remplacer les capacités perdues.

Néanmoins, la reconfiguration de la chaîne d'approvisionnement prendra entre cinq et dix ans. En attendant, il faut s'attendre à des rayons vides, à des coûts plus élevés et à une croissance plus lente dans les entreprises les plus touchées par la défaillance de la chaîne.

Note sur l'auteur de cet article.

Jim est avocat, économiste et banquier d'investissement.

Il est également l'auteur de Currency Wars et de The Death of Money, deux ouvrages devenus best-sellers du New York Times. Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits en français.

Enfin, Jim est chef économiste pour le fonds d'investissement West Shore Group.

Il compte 35 ans d'expérience sur les marchés financiers : en 1977, alors que la plupart des analystes actuels n'étaient même pas encore nés, Jim travaillait déjà dans la fiscalité et la comptabilité au sein de Citibank.

Pendant 10 ans, il y a travaillé en étroite collaboration avec le Directeur financier sur les rapprochements comptables et fiscaux.

...après avoir quitté son poste de cadre supérieur à la banque... il a construit une carrière de 30 ans en tant qu'avocat à Wall Street.

Dans ce cadre, il a personnellement été appelé pour conseiller la CIA, le Pentagone et d'autres agences gouvernementales d'envergure – notamment pour la gestion de la crise LTCM, qui a ébranlé la finance et les marchés mondiaux en 1998.

Dès qu'il y a le risque d'une catastrophe sur les marchés financiers et économiques, Jim est consulté. Arte lui a même consacré un reportage en 2014

J-C – C'est la division internationale du travail poussée à l'extrême, le besoin de rationaliser la production à outrance et de développer de nouveaux marchés et de nouvelles classes moyennes à l'échelle mondiale, qui ont engendré cette situation et ce chaos, en réponse à la baisse tendancielle du taux de profit qui mine leur système économique, et pour écouler leurs marchandises (biens et services).

On pourrait envisager une société tout aussi développée ou même supérieure basée sur les besoins de la population et non le profit, où la chaîne d'approvisionnement serait réduite à sa plus simple expression. Les peuples produiraient et consommeraient de préférence les produits disponibles localement ou nationalement, le tout fonction des richesses naturelles et de la taille de chaque pays qui auraient intérêt à se regrouper ou à constituer des fédérations d'Etats, des Républiques sociales sur chaque continent, à partager leurs outils de travail ou leurs forces productives, de manière à pouvoir fournir à chaque citoyen des produits de qualité correspondant à leurs besoins, tout en économisant des matières premières et respectant l'environnement notamment.

Un Français ou un occidental peut très vivre sans consommer des fruits ou des légumes exotiques ou produits exclusivement sous un climat tropical par exemple, il peut se passer de fraises en hiver, d'avocats ou de kiwis… Les Français peuvent produire des ordinateurs, des motos, des Iphone, etc. aussi bien que les Chinois, les Coréens, les Japonais ou les Indiens. Ils en ont produits autrefois, puis ils ont délocalisé leur production pour les raisons évoquées plus haut.

Vivant en Inde depuis près de 30 ans, je me passe de tous les produits alimentaires français, charcuterie, fromage, viande, vin, etc. et je mange très bien, mon alimentation est équilibrée, la cuisine indienne est très variée et succulente, je ne me sens pas particulièrement frustré. En France, il m'arrivait de manger une assiette de riz uniquement assaisonné d'un bout de beurre et d'un peu de sel et de poivre, en Inde aussi quand je n'ai pas eu le temps de cuisiner, j'ajoute juste un peu

d'épices. Mes vêtements sont made in India, pourquoi devrais-je passer par Amazon pour commander une chemise en France, ce serait ridicule.

Il n'y a que les matières premières essentielles comme le pétrole ou le gaz par exemple, dont ne disposent pas de nombreux pays, qui devraient continuer de voyager à travers le monde, en attendant de pouvoir s'en passer peut-être un jour, pas entièrement semble-t-il, je n'en sais rien…

Et s'agissant des habitants de notre planète, on peut s'épanouir et vivre heureux sans avoir sillonné tous les continents, on ne sera pas plus idiot ou moins développé pour autant au crépuscule de notre vie. Tout près de chez nous ils existent une multitude de magnifiques paysages et gens à découvrir qu'on ne connaît même pas. Pourquoi s'envoler à l'autre bout du monde pour ne finalement qu'effleurer superficiellement la culture d'un peuple, qu'on peut très bien connaître grâce aux moyens de communication modernes sans bouger de chez soi, peut-on imaginer 8 ou 10 milliards d'habitants dans le ciel ou voyageant perpétuellement, je caricature mais c'est un peu ça.

Tout notre mode de vie devrait être réinventé et pourrait être beaucoup plus agréable. Il existe un potentiel extraordinaire jamais exploité qui le permettrait, on n'ose même pas l'imaginer, car faudrait-il encore qu'on parvienne à renverser le régime économique en place et réaliser notre révolution politique. Cela devrait être notre unique objectif, notre obsession, notre idéal, certes pour le moment personne n'y croit ou presque, mais petit à petit tout le monde va y venir un jour.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 14 octobre 2022.

Pour se détendre un peu, s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante qui règne en occident, une provocation en musique, la grande, l'inégalable !

Vive la Russie !

Vladimir Samoïlovitch Horowitz.

Horowwitz plays the Rachmaninov 3rd Piano Concerto in Avery Fisher Hall, New York, 1978 with Zubin Mehta (His last recording ever of this concerto and maybe the last time he played it. Horowitz was 75 years old in this recording!)

https://www.youtube.com/watch?v=D5mxU_7BTRA

Vladimir Samoïlovitch Horowitz, né à Berditchev ou (selon Horowitz) à Kiev (Empire russe), le 1er octobre 1903 et mort à New York le 5 novembre 1989, est un pianiste d'origine russe, naturalisé américain. Il fait partie des plus grands virtuoses de l'histoire du piano.

Pianiste mythique, admiré pour la puissance de son jeu, son timbre et sa virtuosité, Vladimir Horowitz a été considéré comme le plus grand pianiste de son temps, aussi bien par le public que par ses pairs : Clara Haskil, qui le surnommait « *Satan au clavier* », Martha Argerich, Sviatoslav Richter, Arcadi Volodos, Arthur Rubinstein, Sergueï Rachmaninoff.

L'homme généralement considéré comme le plus grand pianiste du monde, l'archétype du romantisme, le pianiste le plus électrisant de son temps, le dernier grand descendant direct de l'ancienne école russe de piano, le virtuose suprême, apparaît à cette date sur une scène russe après une absence de soixante et un ans. Le 20 avril 1986, il donne un concert à Moscou, au conservatoire Tchaïkovski. Il le dira lui-même : "*la roue est maintenant complètement bouclée*". Vladimir Horowitz en 1987, décrivant ses sentiments en route vers la Russie en 1986 :

« J'étais excité. C'était mon pays. J'ai regardé par le hublot [de l'avion] et j'ai dit que c'était la Russie. C'est ici que je suis né. C'est ici que j'ai grandi. Je n'aurais jamais pensé avoir ce genre de frisson, cette nostalgie, ce souvenir des choses passées. Tous les Russes éduqués ont certaines choses dans le sang qui ne disparaissent jamais. Nous avons grandi en lisant Pouchkine, Dostoïevski, Tolstoï, Tchekhov. Nous avons tous, et pas seulement les musiciens, Glinka, Moussorgski, Rimski-Korsakov et Borodine dans nos oreilles. C'est à cela que je retournais, et cela m'a rappelé des souvenirs. Même la fierté de la vieille mère Russie. »

Il interrompit volontairement sa carrière plusieurs fois, souffrant de profondes dépressions : 1936-1938 (avant son départ aux États-Unis), 1953-1965, 1969-1974 et 1983-1985.

Vladimir Horowitz reste à ce jour le pianiste le mieux payé du monde grâce à ses concerts : à sa mort, le New York Times affirme qu'il avait accumulé cinq millions de dollars et était payé de 300 000 à 500 000 $ par concert dans ses dernières années. (Wikipédia)

J-C - On se demande ce qui fait le bonheur, passons. Restons-en à la musique et à la fabuleuse virtuosité d'Horowitz, qui manifesta aussi une très grande sensibilité, trop grande peut-être ?

Des commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 - - Qui vous dit que ces peuples n'étaient pas plus heureux avant que les colonisateurs viennent bouleverser leur mode de vie pour finalement leur réserver un sort encore pire que celui de leurs ancêtres ?

Quand on voit où en est rendu "*l'homme moderne*", ce qu'on appelle la civilisation humaine qui tient davantage de la barbarie, il fallait oser le dire.

Je me suis fait ces réflexions après avoir connu un peu les deux entre 1989 et 2022 en Inde, je peux en témoigner. J'ai déjà eu l'occasion de raconter cela en détail dans mon portail. J'en ai parlé avec mon épouse indienne et ma nouvelle compagne indienne, j'ai deux épouses si vous voulez, elles partagent le constat que j'ai fait : Les conditions matérielles d'existence étaient plus difficiles que maintenant il y 35 ou 50 ans en arrière, mais les gens étaient comparativement plus libres et plus heureux.

On leur a imposé le mode de vie infernal des occidentaux.

Dorénavant ils croulent sous les charges incompressibles et les dettes qui n'existaient pas il y a 30 ou 35 ans en arrière. Ils sont plus nombreux à travailler et ils travaillent davantage, ils ont plus d'argent, malgré tout ils sont toujours aussi pauvres ou plus pauvres encore, et surtout ils sont maintenus dans la précarité absolue : ils n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation équilibrée, de changer de vêtement quand le besoin s'en fait sentir, de se soigner ou de prendre soin de leur santé, d'entretenir leur maison, leur scooter, mobylette ou petite moto, de se payer des loisirs, de prendre des vacances, de voyager, d'aller au restaurant, etc. même sourire ou rire leur demande un effort, eux que j'ai connu si joviaux et insouciants, ils sont devenus tristes et perpétuellement angoissés.

Quel tableau idyllique n'est-ce pas ?

Vous appelez cela un acquis, bravo, c'est du sadisme à ce niveau-là.

J'ai vécu les deux entre 1989 et 2022 en Inde.

Des routes étroites et en piteux état ; une ampoule une prise de courant et des coupures à longueur de temps ; un réseau ferré mal entretenu datant de l'indépendance, très lent et pas confortable ; pas de téléphone ; des hôpitaux délabrés ; des écoles au niveau misérable ; des universités du même niveau et inaccessible aux 9/10e des Indiens ; pas d'Internet ; aérodromes réservés aux riches ; pas de frigidaires ; pas de moyens de transport individuel à part le vélo, sinon le bus ou le char à bœufs ; des maisons pour la plupart en feuilles de cocotiers ou en terre ; pas d'eau courante, pas de toilettes, etc.
Depuis tout a changé, en mieux en apparence, en pire en réalité, mais on s'en fout de la réalité quand on est un nantis d'occidental, on s'imagine que tout le monde est logé à la même enseigne. J'ai enseigné dans des établissements Indiens, jamais je n'aurais eu l'idée de leur sortir vos épouvantables sornettes. Honte à vous !

2 - A la manière de Diderot et Audiard.

- Vous pouvez aussi opter pour le socialisme, à tout hasard.

- Comment, ce n'est pas encore interdit ?

- Pas besoin, l'autocensure suffit !

- C'est quoi au fait ?

- On n'en sait rien et on s'en fout, fais pas chier avec ça, t'as compris, t'es con ou quoi !

- T'as quoi à proposer alors ?

- Rien, que dal, nada, et après, ça servirait à quoi ?

- On fait quoi alors ?

- Rien, tu m'emmerdes à la fin avec tes questions débiles, tu te crois intelligent, hein?

- Non, je réfléchissais c'est tout, je cherche à comprendre...

- Tu perds ton temps, il n'y a rien à comprendre, absolument rien, basta !

- C'est pas comme ça qu'on va s'en sortir...

- Qui t'a dit qu'on allait s'en sortir, c'est foutu, t'as pas encore compris, comment il faut te le dire bordel de merde...

- Oui mais j'espérais quand même que...

- Quoi ? Il n'y a rien à espérer, putain, mais t'es bouché ou quoi ?

- Pourtant, parfois tu fais semblant d'y croire...

- C'est pour donner le change, pour me donner un genre...

- C'est subtil...

- Non ça soulage, car c'est pesant de ne croire en rien...

- Donc tu avoues avoir besoin de croire en quelque chose...

- Croire en rien, c'est déjà croire en quelque chose, cela te va comme réponse ?

- C'est sibyllin, quel mot d'esprit, tu t'es surpassé !

Généralement, on s'aperçoit qu'il suffit qu'on vous fixe un cadre et qu'on vous enferme dans un système, pour que vous vous en accommodiez ou que vous ne cherchiez pas à en sortir.

3 – « *Ce serait comme il y a 200 ans, ce ne serait PAS mieux.* »

Qu'est-ce que vous en savez ? Et si cela nous allait très bien ?

Je me suis employé à montrer le contraire de ce que vous avancez, mais manifestement vous n'avez pas voulu en tenir compte, préférant juger les conditions des Indiens à partir des critères d'un esprit occidental borné pour ne pas dire colonialiste.

Il y a 30 ans en arrière, c'était comme il y avait "*200 ans*", la mondialisation du capitalisme n'avait pas encore commis les ravages dont les conséquences sont catastrophiques pour les Indiens.

Dorénavant ils ont presque tous un compte en banque, une carte bancaire... et des dettes, et tout le reste est l'avenant, un cauchemar.

Il y a 30 ans en arrière, les femmes lavaient le linge à la main, la plupart encore du reste, c'était dur, mais toutes les femmes du monde lavaient le linge à la main depuis des millénaires et elles n'étaient pas plus malheureuses pour autant, pas plus que toutes ces femmes occidentales qui de nos jours sont en proie à la dépression, sous antidépresseurs, seules, vivant dans des conditions misérables et j'en passe, c'est d'ailleurs valable aussi pour les hommes, personne n'est épargnée par ce modèle de société esclavagiste.

J'en veux pour preuve, que toutes celles qui se sont achetés une machine à laver travaillent dorénavant ou sont surexploitées en prime, pour payer le crédit de la machine à laver, de la moto, du portable, du frigidaire, etc, au lieu de passer la journée chez elle à s'occuper de leurs familles, de leur maison ou petit jardin, à profiter du temps libre que leur laissait ce mode de vie, elles n'ont plus une minute à elles, car lorsqu'elle rentre du boulot elles doivent encore se taper toutes les tâches ménagères, elles se lèvent à l'aube pour cuisiner, etc. et sur les coups de 21 heures, parfois avant, exténuées elles vont se coucher, et cela six jours sur sept douze mois de l'année.

Vous avez le droit de les envier, vous qui n'avez jamais connu autre chose qu'un confort relatif, dont vous vous contentez apparemment.

Que le cours emprunté par le capitalisme à la moitié du XIXe siècle ou même bien avant ait été pour ainsi dire naturel ou inexorable, ce n'est pas moi qui le nierait, je le constate tout simplement comme bien d'autres avant moi, mais prendre ce prétexte pour cautionner au XXIe siècle les conséquences qui en ont découlé pour les populations des pays dominés c'est tout autre chose que je ne partage pas, parce qu'on sait depuis le début du XXe siècle que les conditions existaient pour éviter d'emprunter cette voie épouvantable, sauf que ceux qui détenaient le pouvoir en décidèrent autrement, les mêmes (ou la même classe) qui détiennent le pouvoir de nos jours et qui nous pourrissent l'existence au quotidien.

J'ai pris l'exemple de la machine à laver, j'aurais ou en prendre d'autres et faire la même démonstration, arriver aux mêmes conclusions.

Tenez, avant les hommes se déplaçaient à pied ou en vélo, cela leur faisait un bon exercice, depuis qu'ils ont tous ou presque un deux-roues à moteur, ils sont devenus obèses ou en surpoids, même beaucoup de jeunes, c'est pire encore pour les femmes, avant 25 ans elles ont déjà des bourrelets, elles sont grassouillettes, à 40 elles seront obèses et handicapées à 50, quel bonheur franchement !

3 - Vous n'en loupez pas une décidément !

Pour vous repousser l'espérance de vie serait un progrès, tout dépend de l'état de la société dans laquelle on vit, sans parler que la plupart des vieillards en occident sont malades ou grabataires, diminués, des dizaines d'années avant de crever, ils passent les 10 ou 20 dernière années à souffrir inutilement, franchement vaut mieux mettre fin à cette torture dès qu'on en a l'occasion, sans parler de leur entourage qui en sera soulagé.

Penser en termes d'espérance de vie est sinistre quand on ne prend pas en compte le mode de vie de la population. Quand on a passé sa vie à endurer les pires souffrances qui soient, la mort à n'importe quel âge est une délivrance, mais cela vous ne pouvez pas l'imaginer.

C'est une conception très égoïste de vouloir se maintenir en vie à tout prix, c'est de l'acharnement thérapeutique, du sadisme ou du sadomasochisme. Personnellement je ferais comme Jean-Luc Godard (suicide assisté) ou je me passerai d'un médecin pour mettre fin à mes jours quand j'estimerai avoir suffisamment vécu ou que cela ne vaut plus le coup.

Au fait, en Inde aussi il y a des femmes et des hommes qui vivent longtemps, mais on n'en parle pas, ce n'est pas un sujet accrocheur, on ne fait pas le buzz avec ça, toutes sortes d'accidents ou suicides ou encore épidémie, là au moins il y a du sang, du spectaculaire, ils les font aussi entrer dans leurs calculs quand ils établissent l'espérance de vie, ces calculs sont faussés.

4 - On peut peut-être avancer, que tous les ingrédients du totalitarisme existaient déjà aux époques que vous avez évoquées, qu'ils avaient fait l'objet de tests ou d'applications isolées plus ou moins étendues dans différents pays, et une fois examiné de quelle manière ces expériences s'étaient déroulées, ils ne restaient plus qu'à les rassembler eu sein d'une théorie, qui formerait une sorte de scénario ou de stratégie globale, dont chacune des parties renforcerait les autres et cimenterait la cohérence de l'ensemble.

Après tout, les racines de la société actuelle plongent dans l'Ancien Régime, qui se caractérisait par son côté autoritaire, particulièrement tyrannique, ne disait-on que le monarque absolu disposait d'un droit de vie ou de mort sur ses sujets, c'est exactement l'objet de cet article.

L'avènement de ce qu'on a appelé la civilisation humaine, n'a nullement signifié que la sauvagerie qui prévalait jadis aurait totalement disparu, les peuples colonisés par les grandes puissances principalement occidentales peuvent en témoigner par exemple.

La tentation est grande d'y recourir chez les despotes, chaque fois qu'ils font face à une crise. Cela peut se traduire par des guerres ou l'établissement de terribles dictatures militaires, des régimes fascistes imposant de terribles souffrances aux peuples.

On notera enfin, que ce sont des monarchies constitutionnelles ou des régimes républicains faussement démocratiques, qui fraient la voie à ce type de régime totalitaire.

On pourrait ajouter, encore faut-il au préalable que le mouvement ouvrier ait été neutralisée ou qu'il ait subi une terrible défaite. De nos jours, il n'est plus que l'ombre de lui-même, et ceux qui se prennent pour les maîtres du monde en profitent pour mener une offensive généralisée, afin d'établir un nouvel ordre mondial qui s'émancipe des règles économiques qui régissaient jusqu'à présent les rapports entre les classes, au profit d'un règlement purement policier. Cela me semble cohérent.

Etre ou ne pas être indépendant, toute la question est là.

Je voudrais revenir sur Ruffin que j'ai écorché avant-hier, mais pas suffisamment à mon goût.

Dans l'enceinte d'une aussi prestigieuse institution nationale que l'Assemblée nationale, voyez-vous monsieur on ne hausse pas le ton, on n'hurle pas, on sait se tenir, on s'en tient aux convenance en famille, on se conduit en homme ou femme du monde, bien élevé, qui soigne sa tenue et modère son langage en toute circonstance en reconnaissance du privilège qui lui est accordé de s'y exprimer à sa guise, et qui plus est, d'être généreusement rétribué pour s'adonner dès lors à cet exercice somme tout sans risque, on devrait plutôt dire à cet art de l'éloquence devant une assemblée de sophistes et de démagogues pétris de suffisance, de dignité mal placée, d'intentions inavouables que trahissent leur pantomime accompagnée de rictus sardoniques ou de ricanements sinistres.

Spectacle odieux, désuet, ridicule s'il en faut, d'une autre époque jamais révolue, auquel on a le choix de participer jusqu'à la caricature en faisant semblant d'en dénoncer les aspects les plus grotesques sans jamais effleurer l'essentiel car ce serait trop compromettant, bombant le torse le temps qu'il faut pour inspirer profondément et donner l'impression d'aller chercher très loin un vulgaire lieu commun, qui une fois soufflé retombe aussi vite dans l'oubli, là où son destin l'attendait, ou alors, on peut passer outre les réactions compassées de cette auguste assemblée à laquelle on n'a absolument aucun compte à rendre, et appeler le peuple à la révolution, oui, à la révolution, sans craindre non plus la réaction des médias caractérisés d'agents du régime dictatorial, mieux, en les provoquant, en les harcelant sans cesse en rappelant la liste pratiquement inépuisable de leurs méfaits ou falsifications des faits, leur tromperie du peuple en bande mafieuse organisée, de sorte que leur nature réactionnaire, leurs intentions malsaines de nuire au peuple ne soient plus contestables ou s'ancrent profondément dans le cerveau de chaque citoyen, prenant de court leur violence en situant la nôtre un cran supérieur, qui plus est en l'assumant haut et fort, de sorte que les membres des classes exploitées et opprimées qui nous écoutent, n'aient pas le moindre doute sur notre honnêteté, notre détermination, nos intentions et nos objectifs, et qu'ils soient de plus en plus nombreux à les partager, à nous témoigner leur confiance, et finalement se joignent à notre combat, pour renverser le régime en place et nous emparer du pouvoir politique pour changer la société.

Voilà le genre de discours que j'aurais tenu le jour de mon investiture de député à l'Assemblée nationale, que vous n'entendrez jamais dans la bouche d'un député de LFI ou des partis qui font partie de la Nupes. Il ne serait pas agi d'un discours unique, non, chaque fois que j'aurais pris la parole j'aurais tenu des propos aussi incendiaires en livrant une argumentation parfaitement étayée ou tirée de l'actualité présente ou passé, les deux étant liés, en m'exprimant le plus simplement possible de manière à être compris du plus grand nombre.

Il aurait fait scandale assurément ! Si nous avions eu un parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom, chacune de ces déclarations aurait été filmée, enregistrée, retranscrite par écrit, distribuée aux travailleurs et jeunes sous forme de tracts dans tout le pays. Des millions de travailleurs se reconnaîtraient dans ce discours, celui qu'ils espéraient tant depuis si longtemps, qu'ils n'attendaient plus. Il leur faudrait un certain temps, à mon avis très bref compte tenu de la radicalisation de la situation, pour qu'ils prennent conscience de sa signification ou commencent à réaliser qu'une véritable issue politique se présentait enfin à eux, pour peu qu'ils saisissent cette formidable opportunité qu'on leur offrait ou qu'ils s'y associent. Ils ne seraient pas des millions à rejoindre notre parti dans un premier temps, mais des dizaines, voire des centaines de milliers. Vous avez pu observer ce qui s'était passé avec le Parti de gauche puis LFI, la comparaison s'arrêtera là, puisque ce ne sont pas les mêmes couches de travailleurs qui se lanceraient dans le combat politique à nos côtés, quoique certains nantis en profiteraient pour se radicaliser, des membres indécis des classes moyennes y verraient un espoir de résoudre les problèmes qui les accablent aussi, et pourquoi pas des membres de la classe des capitalistes déclassés ou qui en seraient réduits à n'avoir plus rien à

perdre, dès lors qu'ils constateraient que le type de société qu'on leur proposerait consisterait à tirer vers le haut et non vers le bas l'ensemble de la société...

Qui oserait affirmer qu'un tel processus révolutionnaire serait farfelu, utopique, l'œuvre d'un déséquilibré mental, d'un mégalomane ? Uniquement ceux qui n'y croient pas, qui ne croient plus en rien, qui sont désœuvrés, déprimés, découragés, démobilisés, qui ont tourné le dos aux masses, au socialisme, on les appelle à se ressaisir. Pourquoi devrait-on plutôt les écouter ? Quel dirigeant présent à l'Assemblée nationale aura la volonté ou le courage d'adopter le discours et la méthode que je viens de vous présenter ?

Ils osent tout. La société du spectacle pour vous détourner de la politique...

Faits divers ou rubrique des chiens écrasés, bruits de chiotte, rumeurs, lieux communs, sophismes, déclarations creuses...

Laurent Wauquiez épinglé pour un dîner fastueux par Mediapart - Le HuffPost 13 octobre 2022

Le président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes a organisé un dîner en début d'été pour la coquette somme de 100 000 euros, aux frais du contribuable. Le HuffPost 13 octobre 2022

Parole de l'allié du banquier Macron.

Amendement MoDem : Bayrou redécouvre sa haine de l'argent - LePoint.fr 13 octobre 2022

En France c'est déjà fait !

Au Mali, militariser la police pour aider à lutter contre le terrorisme ? - Courrier international 13 octobre 2022

Ceci explique cela. Ils ont tout planifié, c'est là qu'ils voulaient en venir sous de faux prétextes.

Pollution urbaine : le plan pour sauver les zones à faibles émissions - LePoint.fr 13 octobre 2022

Alors que les centres-villes vont se fermer progressivement à la circulation hors électrique... LePoint.fr 13 octobre 2022

Crise de l'énergie : l'explosion des prix est partie pour durer, selon des experts - Publicsenat.fr 13 octobre 2022

Lors d'une table ronde au sujet de la politique énergétique de l'Europe, des experts ont rappelé que la France était encore extrêmement dépendante des énergies fossiles, avant d'attirer l'attention des sénateurs sur le développement des énergies renouvelables. Publicsenat.fr 13 octobre 2022

Ils vous préparent psychologiquement à vous passer de bagnole.

L'Allemagne prépare un ticket mensuel à 49 euros pour les transports publics - BFMTV 14 octobre 2022

"*Nous nous sommes accordés sur un ticket à 49 euros (...) pour l'ensemble du pays*", a annoncé jeudi lors d'une conférence de presse le ministre des Transports Volker Wissing, après une réunion avec ses homologues régionaux.

En attendant le lancement du nouveau ticket, la municipalité de Berlin propose depuis début octobre sa propre formule: un abonnement mensuel à 29 euros valable sur l'ensemble des bus, trams, et trains de la ville. BFMTV 14 octobre 2022

Sadisme. Les monstres le savaient et s'en vantent.

Les bébés nés pendant le confinement communiquent moins bien que les autres, selon une étude - 20minutes.fr 13 octobre 2022

Des chercheurs irlandais se sont intéressés aux conséquences du confinement sur le développement de certaines capacités chez les bébés. Leur étude, publiée ce mardi dans le British Medical Journal, montre une incidence négative des restrictions liées au Covid-19 sur les nourrissons, notamment sur leur apprentissage de la communication, rapporte The Guardian. 20minutes.fr 13 octobre 2022

Mélenchon ou l'agent zélé de l'OTAN.

Nucléaire: Mélenchon suggère de déployer des Casques bleus autour des centrales ukrainiennes - BFMTV 13 octobre 2022

Raison de plus pour ne pas manifester à leur côté, merci !

- Iran : "*Nous nous tenons aux côtés des manifestants*" europe1.fr 13 octobre 2022

Macron sur France 2 le 12 octobre 2022.

«*Nous demandons à la Fifa d'exclure l'Iran de la Coupe du monde*» - Paris Match 13 octobre 2022

SPECIAL IRAN. L'organisation Open Stadiums, qui milite pour un accès aux femmes dans les stades de football en Iran... - Paris Match 13 octobre 2022

J-C – D'après vous, cela concerne combien de femmes en Iran, 0,001%, moins ?

Propagande ou il ne croit pas au récit qu'il débite, il n'en a pas d'autres. On ne négocie pas avec des nazis, on les élimine.

Guerre en Ukraine: Macron exhorte Poutine à "*revenir autour de la table des discussions*" - BFMTV 13 octobre 2022

Pour le président de la République, c'est d'ailleurs le Kremlin et lui seul qui est responsable de ce qui se déroule actuellement en Ukraine. "*La Russie a fait le choix le 24 février de déclencher une guerre de manière unilatérale*", a appuyé Emmanuel Macron. BFMTV 13 octobre 2022

J-C – Et simultanément la marionnette de l'OTAN déclare, qu'il va envoyer des canons pour bombarder la Fédération de Russie

Leur régime se fissure, craque de partout, achevons-le !

Hollande demande à la direction du PS de « *se taire* » et de « *laisser la place* » - Paris Match 13 octobre 2022

Avant le congrès du PS, L'ex-chef de l'Etat demande à la direction du parti de "*laisser la place*". Paris Match 13 octobre 2022

J-C – Les manifestations de totalitarisme de plus en plus répandues l'inspirent visiblement…

À l'Assemblée, le gouvernement mis en minorité sur le Budget à plusieurs reprises - Le HuffPost 14 octobre 2022

Royaume-Uni : Liz Truss sous pression, un mois après son arrivée - LePoint.fr 14 octobre 2022

Italie : premières fissures dans la coalition de Meloni au parlement - LePoint.fr 14 octobre 2022

Fabrication du consentement et instrumentalisation des masses. Qui fabrique ces sondages ?

UE : 60 % des Français et des Allemands favorables à la candidature de l'Ukraine - Le Point.fr 12 octobre 2022

C'est ce que révèle un sondage Ifop pour la Fondation Jean Jaurès dont nous vous dévoilons les résultats en exclusivité.

Le soutien à la cause ukrainienne demeure élevé dans les deux pays. Deux tiers des Français et des Allemands se disent favorables aux sanctions économiques et 60 % approuvent la livraison d'armes à l'Ukraine par l'Europe.

Autre illustration : 70 % des Français et 68 % des Allemands disent aujourd'hui avoir une bonne opinion de l'Ukraine contre 16 % et 20 % à la Russie. Le Point.fr 12 octobre 2022

J-C - La Fondation Jean Jaurès (PS) est un think tank atlantiste ou lié aux Etats-Unis. Le 9 août 2017 Le Point publiait un article qui indiquait que "*La fondation Jean-Jaurès, adossée au Parti socialiste, s'est dangereusement rapprochée de LREM, tout comme l'Institut Montaigne, financé par Axa*" dont l'ex-président de 2000 à 2016 est président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2012

Gilles Finchelstein est directeur général de la Fondation Jean Jaurès.

Il est directeur des études chez le groupe français de conseil en communication Havas, et a été associé avec un conseiller proche du président de la République, Ismaël Emelien. marianne.net 23 mai 2022

Il est membre depuis 2008 du club Le Siècle.

Il est l'auteur, avec le banquier (Lazard Frères) Matthieu Pigasse, du livre Le Monde d'après, une crise sans précédent, paru chez Plon en 2009

- Les fondations politiques justifient l'aide d'Etat par leur activité d'intérêt général. "*Dans toutes les grandes démocraties, l'Etat soutient les fondations avec des moyens beaucoup plus importants*", souligne Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean Jaurès. challenges.fr 20 septembre 2015

- C'est le domaine réservé du premier ministre. Chaque automne, à l'occasion de la préparation du projet de loi de finances, le chef du gouvernement partage la "*cagnotte de Matignon*" entre les principales fondations et think tanks du pays, au titre du programme budgétaire 129.

La Fondation Jean-Jaurès a décroché le gros lot.

En 2017, la Fondation Jean-Jaurès avait été la plus gâtée par l'ancien locataire de Matignon, obtenant 1,7 million d'euros de subventions.

Mise à jour du jeudi 20 juin : Depuis la publication de notre article, nos confrères de La Lettre A ont eu accès à d'autres informations concernant les subventions aux think tanks. Ainsi, la Fondation Jean-Jaurès aurait perçu 1,2 million d'euros en 2018 et 2019. Capital. 17 juin 2019

Bien qu'historiquement proche du Parti socialiste, la Fondation Jean-Jaurès est ensuite également en « *excellents termes* » avec La République en marche, estime Grégory Rzepski du Monde diplomatique en 2019. (Source : Wikipédia)

Voilà que les bras cassés découvrent ou plutôt décrètent la grève générale, c'est suspect !

Énergie : la CGT brandit le spectre d'une grève générale - AFP/LePoint.fr 13 octobre 2022

C'est un véritable bras de fer qui s'est ouvert entre la CGT et l'État. AFP/LePoint.fr 13 octobre 2022

J-C – Tu parles la CGT a appelé à une journée d'action bidon le 18 octobre…

Grèves : selon Clémentine Autain, "*l'heure du bras de fer est venue*" avec le gouvernement - BFMTV 13 octobre 2022

"*C'est le moment*", a-t-elle observé, constatant qu'"*il y a de la peur, il y a de la résignation, il y a la sidération parfois aussi (...) quand vous voyez Total qui fait 18 milliards de profits et qui refuse d'augmenter ses salariés*".

Le ministre de l'Économie a appelé le pétrolier à "*augmenter ses salaires*" et TotalEnergies a proposé le versement d'un bonus exceptionnel d'un mois de salaire à tous ses salariés dans le monde. BFMTV 13 octobre 2022

J-C – Il ne vous aura pas échappé qu'ils n'ont pas la même attention envers les chômeurs ou les retraités, les millions de travailleurs pauvres du pays…

Appel à la grève dans tout le secteur de l'énergie : *« Le mouvement est en train de s'élargir »*, constate Éric Coquerel - Publicsenat.fr 13 octobre 2022

La palme de l'opportunisme revient à celle qui a brisé le porte-parole de LFI.

Grèves: Sandrine Rousseau estime qu'il faut "*mettre un coup d'arrêt à un système qui nous conduit dans le mur*" - BFMTV 14 octobre 2022

"*Il faut s'arrêter et réfléchir. Et la grève générale est un moyen de le faire*", plaide Sandrine Rousseau. (**Si c'est juste pour "réfléchir"... - J-C**) Je voudrais que le gouvernement et le président entendent que leur politique n'est plus possible", explique Sandrine Rousseau. BFMTV 14 octobre 2022

J-C - Et comme elle ne doute de rien, elle a ajouté que "*le gouvernement fait des coups de com*"', à EELV ils passent leur temps à cela...

Totalitarisme mondial sous l'égide des Etats-Unis, demandez le programme.

J-C - Le discours de Biden a confirmé mon analyse à la fois de la crise du capitalisme dont la guerre en Ukraine est l'expression, et de l'orientation de la situation mondiale qui se caractérisent par "*la compétition entre les grandes puissances pour façonner l'ordre international de demain*" conduisant à imposer un nouvel ordre mondial totalitaire sous la direction exclusive de l'oligarchie

financière anglo-saxonne, qui passe par *"un ensemble de défis transnationaux qui affectent les gens où qu'ils soient*".

"*Supplanter la Chine et contraindre la Russie*": la Maison Blanche dévoile ses priorités stratégiques à l'international - BFMTV 12 octobre 2022

"*Les États-Unis seront guidés par nos valeurs, et nous travaillerons à l'unisson avec nos alliés et partenaires et tous ceux qui partagent nos intérêts. Nous ne laisserons pas avenir à la merci des caprices de ceux qui ne partagent pas notre vision d'un monde libre, ouvert, prospère et sûr*". (**Entendez les intérêts exclusifs des Etats-Unis piétinant ceux de ses alliés si nécessaire. Tous les Etats du monde doivent adopter "*notre vision*" du monde sans faire de "*caprises*" a martelé Biden sur un ton menaçant les récalcitrants éventuels. - J-C**)

Dès son introduction, la stratégie de sécurité nationale ("*National security strategy*"), document publié par la Maison Blanche à chaque nouvelle administration, et que l'équipe de Joe Biden a rendu public ce mercredi, se veut claire. Parmi les priorités stratégiques des États-Unis: "*supplanter la Chine et contraindre la Russie*". (**La véritable motivation de la guerre en Ukraine**. **- J-C**)

La Russie, "*une menace immédiate*"; la Chine, une menace plus diffuse

Le sujet le "*plus pressant*", selon ce document, diffusé par l'exécutif américain, est donc de tenir tête aux régimes autoritaires. Et d'abord à Moscou et à Pékin. "*La Russie présente une menace immédiate pour un ordre international libre et juste, en bafouant sans vergogne les règles internationales fondamentale*s", estime la Maison Blanche. **(Alors que ce sont les Américains qui les violent sans arrêt, personne n'est dupe depuis le discours retentissant de Poutine. Les Américains se comportent comme des gangsters en réalité. - J-C**)

"*La Chine, par contraste, est le seul rival qui ait à la fois la volonté de changer l'ordre international et, de plus en plus, les moyens économiques, diplomatiques, militaires et technologiques de poursuivre cet objectif*", constate encore l'administration Biden. (**Il confirme qu'après la Russie, les Américains visaient la Chine, ils veulent asservir la terre entière. - J-C**)

Toujours dans l'introduction, Joe Biden signe une déclaration imprégnée de son habituel optimisme: "*Les États-Unis ont tout pour gagner la compétition du XXIème siècle. Nous sortons plus forts de chaque crise. Et il n'y a rien que nous ne puissions faire*."

Devant la presse, le principal conseiller diplomatique du président américain, Jake Sullivan, a commenté: "*Nous n'essaierons pas de diviser le monde en blocs rigides. Nous ne cherchons pas à transformer la compétition en confrontation ou en une nouvelle* 'Guerre froide'". "*Et nous ne considérons pas chaque pays simplement comme un terrain de confrontation par procuration*", a-t-il dit, en référence aux nombreuses "*proxy wars*", guerres à distance, menées par les Américains et les Soviétiques entre 1945 et 1989. (**Pour avoir une vision exacte de leurs réelles intentions, il faut inverser les termes de la déclaration de Jake Sullivan. - J-C**)

"*Je ne crois pas que la guerre en Ukraine ait modifié sur le fond l'approche de Joe Biden en matière de politique étrangère, qui date de bien avant sa présidence, et elle n'a fait que se renforcer et s'amplifier depuis qu'il est en fonction*", a encore dit le conseiller à la sécurité nationale. (**C'est vrai, Biden poursuit la politique étrangère de ses prédécesseurs impulsée par les straussiens ou les néoconservateurs les plus fanatisés qui sont aux commandes. - J-C**)

Et Jake Sullivan de résumer le message de cette stratégie américaine: "*nous sommes entrés dans une décennie décisive"*. Avec, comme "*deux défis essentiels*", "*la compétition entre les grandes puissances pour façonner l'ordre international de demain*". "*Le second (...) est que nous devons affronter un ensemble de défis transnationaux qui affectent les gens où qu'ils soient, y compris aux États-Unis: le changement climatique, l'insécurité alimentaire, les maladies contagieuses, le terrorisme, la transition énergétique, l'inflation*", a-t-il détaillé. (**On retrouve tous les facteurs qu'ils ont décidé d'instrumentaliser pour arriver à leurs fins, à nous de nous y opposer par tous les moyens à notre disposition. - J-C**)

Qui a dit que la Seconde Guerre mondiale n'était pas terminée, qui en doutait ? Biden vient de le confirmer à sa manière.

Le site d'un camp d'entraînement de la Seconde Guerre mondiale proclamé monument national - Courrier international 13 octobre 2022

Manipulation des faits. Les Etats représentant la moitié de la population mondiale ont refusé de condamner la Russie.

J-C - 3 938 461 000 sur 7 753 000 000 milliards (lire plus loin)

L'Assemblée générale de l'ONU condamne largement les "*annexions illégales*" russes en Ukraine BFMTV 13 octobre 2022

L'Assemblée générale de l'ONU a condamné mercredi avec une majorité "é*crasante*" les "*annexions illégales*" russes de territoires ukrainiens, après que Moscou eut opposé son veto sur un texte similaire au Conseil de sécurité fin septembre.

L'Assemblée générale des 193 États membres réunie en urgence depuis lundi a adopté cette résolution avec 143 voix pour, face à cinq pays contre et 35 qui se sont abstenus, parmi lesquels la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud, malgré des efforts diplomatiques des États-Unis.

Les cinq États qui ont voté contre sont, sans surprise, la Russie, le Bélarus, la Syrie, la Corée du Nord et le Nicaragua.

Avec ce texte, co-rédigé par l'Union européenne et présenté par l'Ukraine, les Occidentaux ont affirmé avoir prouvé que la Russie du président Vladimir Poutine était "*isolée*" sur la scène internationale, sept mois après le déclenchement de la guerre en Ukraine. BFMTV 13 octobre 2022

Poutine "*isolée*" sur la scène internationale, voyons de quoi il retourne vraiment.

Chiffres de 2020 (Google)

Les cinq États qui ont voté contre :

Russie (144,1 millions), le Bélarus (9,399 millions), la Syrie (17,5 millions), la Corée du Nord (25,78 millions) et le Nicaragua (6,625 millions).

Les 35 qui se sont abstenus :

Chine (1,402 milliard), l'Inde (1,38 milliard), Algérie (43,85 millions), Arménie (2,963 millions), Bolivie (11,67 millions), Burundi (11,89 millions), République centrafricaine (4,83 millions), Congo (5,518 millions), Cuba (11,33 millions), Erythrée (6,081 millions), Eswatini (1,16 million), Ethiopie (115 millions), Guinée (13,13 millions), Honduras (9,905 millions), Kazakhstan (18,75 millions), Kirghizistan (6,592 millions), Lesotho (2,142 millions), Mali, (20,25 millions) Mongolie (3,278 millions), Mozambique (31,26 millions), Namibie (2,541 millions), Pakistan (220,9 millions), Afrique du Sud (59,31 millions), Soudan du Sud (11,19 millions), Tadjikistan (9,538 millions), Thaïlande (69,8 millions), Togo (8,279 millions), Ouganda (45,74 millions), Tanzanie (59,73 millions), Ouzbékistan (34,23 millions), Vietnam (97,34 millions) , Zimbabwe (14,86 millions),

Total : 3 938 461 000 sur 7 753 000 000 milliards refusent de s'aligner sur les Etats-Unis et ses vassaux.

La Russie et la Turquie réaffirment leurs liens économiques - LePoint.fr 13 octobre 2022

Nazisme ordinaire chez un autre membre de l'OTAN.

La Lettonie torture les immigrés illégaux extra-européens (Amnesty International) - Réseau Voltaire 13 octobre 2022

Selon Amnesty International, la Lettonie dissuade les émigrés illégaux entra-européens d'entrer illégalement chez elle en les torturant. Ils sont battus et électrocutés sur leurs parties génitales avec des tasers. Au contraire, les immigrés illégaux européens sont dignement reçus, particulièrement s'ils sont ukrainiens.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les gardiens des camps d'exterminations nazis n'étaient pas allemands, mais très majoritairement lettons. En 2015, la présidente de la République lettone, Vaira Vike-Freiberga, a été la première cheffe d'État à réhabiliter le nazisme en Europe. Réseau Voltaire 13 octobre 2022

« *Latvia : Return home or never leave the woods : Refugees and migrants arbitrarily detained, beaten and coerced into "voluntary" returns* », Amnesty International, October 12, 2022.

https://www.amnesty.org/en/documents/eur52/5913/2022/en/

Ils préfèrent le néonazisme au post-fascisme.

J-C – Le fascisme ou le nazisme passe encore. Mais à qui doit revenir la primauté ? A Zelensky ! Sinon ils se chamaillent.

Ignazio La Russa, « *Raspoutine* » post-fasciste, élu à la présidence du Sénat italien - Le HuffPost 14 octobre 2022

Ce collectionneur de reliques fascistes devient le second personnage de l'État après le président de la République. Le HuffPost 14 octobre 2022

J-C – Ils ont écrit « *Raspoutine* » en pensant très fort Poutine, c'est dire à quel point ils sont dépités et impuissants…

Les fachos ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

La Licra demande la fermeture de l'ambassade de Russie en France pour propagande génocidaire au service d'un État terroriste - lemediaen442.fr 12 octobre 2022

La Licra se scandalise d'un tweet de l'ambassade russe en date du 30 septembre qui relaie les propos du président Poutine : « *Le président russe Vladimir Poutine : Je veux que les autorités de Kiev et leurs véritables maîtres en Occident m'entendent afin que tout le monde le retienne : les habitants des régions de Lougansk et Donetsk, Kherson et Zaporijjia deviennent nos concitoyens. Pour toujours.* »

Suite à ce tweet, la LICRA exige : « *Nous demandons la fermeture de l'ambassade de Russie en France, officine de propagande d'un État terroriste. La Russie mène une guerre obéissant à une logique génocidaire. La France ne peut accepter sur son territoire cette entreprise de désinformation criminelle.* »

Chose étonnante, la Licra qui dit lutter contre le racisme et l'antisémitisme ne voit rien à redire à l'idéologie profondément antisémite de l'Ukraine, au soutien mémoriel qu'apporte Zelensky au néonazi Stepan Bandera qu'il considère comme un « *héros indéniable qui a défendu la liberté de l'Ukraine.* »

Rien sur les Juifs orthodoxes interdits d'entrée dans un supermarché ukrainien lors de la fête de Roch Hachana, le nouvel an juif.

Rien sur ce que dénonce le rabbin (et journaliste) Mikhail Finkel contre le gouvernement ukrainien pour qui les héros sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré : "*Tous les Juifs doivent être exterminés*", sans oublier Bogdan Khmelnitski, qui a tué 300 000 Juifs.

Rien sur La maison du tortionnaire ukrainien Viktor Plotnikov : un musée à la gloire d'Hitler.

Rien sur la destruction des fosses communes et un monument aux victimes juives de l'Holocauste à Lysychansk, Ukraine, décembre 2021.

Rien sur ce que dénonce Arno Klarsfeld concernant la glorification de l'Ukraine des nationalistes ukrainiens collaborateurs de nazis de Bandera affichée dans les rues de Kiev en 1941 et dont la devise était : « *Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins.* »

Rien sur l'enseignante Marina Batyuk et ses élèves faisant le salut nazi à Lviv en Ukraine. L'enseignante a aussi publié la photo d'Hitler et a écrit qu'il était *« un grand homme quoi qu'on en dise* ».

À ceux qui ne disent rien, le président Poutine répond *« Notre devoir est de garder la mémoire de ceux qui ont écrasé le nazisme […] et de faire tout pour que l'horreur d'une guerre globale ne se répète pas. Je m'adresse aujourd'hui à toute notre armée et aux soldats du Donbass. Vous vous battez pour la patrie et pour votre avenir. Mais aussi afin que personne n'oublie les leçons de l'Histoire. Pour qu'il n'y ait pas de place dans le monde pour les nazis.* »
La Licra prétend que « *la Russie mène une guerre obéissant à une logique génocidaire* », mais, étant dans le camp du Bien, elle n'a pas entendu l'appel au génocide du président ukrainien Zelensky : « *Vous serez tués un par un, devenant des boucs émissaires* ».

À l'origine de la Licra : le procès de l'assassin juif (Sholem Schwartzbard) d'un dirigeant ukrainien (Symon Petlioura) réfugié à Paris qui se serait rendu coupable de pogroms. Nous conseillons donc à la Licra de dénoncer ce pour quoi elle a été créée en 1927 : le racisme et l'antisémitisme et de quitter le rôle politique que lui fait jouer le Conseil de l'Europe. lemediaen442.fr 12 octobre 2022

Une opération programmée depuis 6 mois.

Avant que l'Ukraine ne fasse sauter le pont de Kerch, des espions britanniques avaient préparé le coup - Réseau International 12 octobre 2022

Le complot secret des services de renseignement britanniques visant à faire sauter le pont de Kerch en Crimée est révélé dans des documents et une correspondance internes obtenus en exclusivité par The Grayzone.

The Grayzone a obtenu une présentation datant d'avril 2022, rédigée à l'intention d'officiers supérieurs des services de renseignement britanniques, qui décrit un plan élaboré visant à faire sauter le pont de Kerch en Crimée avec la participation de soldats ukrainiens spécialement formés. Près de six mois après la diffusion du plan, le pont de Kerch a été attaqué lors d'un attentat suicide le 8 octobre, apparemment supervisé par les services de renseignement ukrainiens du SBU.

https://reseauinternational.net/avant-que-lukraine-ne-fasse-sauter-le-pont-de-kerch-des-espions-britanniques-avaient-prepare-le-coup/

Tartuferie et diablerie. Les xénophobes ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

J-C – La xénophobie antirusse ne les dérange pas, au contraire, ils y participent.

Tribune. « *Nier la xénophobie du RN : une nouvelle étape franchie dans la légitimation de l'extrême droite* » - lejdd.fr 13 octobre 2022
Lors de la séance à l'Assemblée natioanle du mardi 11 octobre, la députée Renaissance Astrid Panosyan-Bouvet a écopé d'un rappel à l'ordre pour avoir qualifié le Rassemblement national de « *xénophobe* ».

Benjamin Lucas, député Écologiste NUPES des Yvelines - Car oui, Le Pen et l'extrême droite sont aux portes du pouvoir. La macronie, par bêtise et par cynisme lui offre les derniers gages de « *dédiabolisation* », stratégie électorale et politique qui n'efface ni un demi-siècle de combats politiques cohérents, ni une idéologie qui n'a pas fait tout ce chemin pour se renier une fois arrivée aux commandes de l'État.

C'est une faute morale que de renvoyer dos à dos la gauche – fût-elle radicale – et l'extrême droite. C'est mettre à égalité des valeurs de rupture politique, économique, sociale avec le modèle néolibéral incarnées par des démocrates, et la détestation de l'étranger, des valeurs fondamentales de la démocratie et de l'humanisme érigée en doctrine par des identitaires racistes. lejdd.fr 13 octobre 2022

J-C - Ne serait-ce pas plutôt parce que ces "*démocrates*" (LFI) n'incarnent pas vraiment "*des valeurs de rupture politique, économique, sociale avec le modèle néolibéral*", que cet amalgame avec l'extrême droite est rendu d'autant plus possible à exploiter qu'ils n'ont pas réellement d'arguments pour le combattre, sauf à mettre en lumière leur collusion avec Macron. Car, qui plus est, ils s'accommodent de la xénophobie ambiante envers la Russie et ils ne défendent pas véritablement les "*valeurs fondamentales de la démocratie et de l'humanisme*", comme on a pu l'observer lors de l'instrumentalisation du climat ou d'un virus ou encore du conflit en Ukraine, ils se sont si peu souciés de ces valeurs, qui du reste sont étrangères à ce régime, que LFI mais aussi EELV en ont profité pour réaliser un consensus avec Macron toujours en vigueur le 14 octobre 2022.

Benjamin Lucas - C'est une faute démocratique que de jouer avec un feu qui finira par brûler la République. Car oui, Le Pen et l'extrême droite sont aux portes du pouvoir. La macronie, par bêtise et par cynisme lui offre les derniers gages de « *dédiabolisation* », stratégie électorale et politique qui n'efface ni un demi-siècle de combats politiques cohérents, ni une idéologie qui n'a pas fait tout ce chemin pour se renier une fois arrivée aux commandes de l'État.

J-C - Ce discours sert à camoufler qu'avec Macron, le représentant d'une officine supranationale (Davos) qui prône ouvertement un nouvel ordre mondial totalitaire, la République qui servait déjà les intérêts des nantis est désormais cramée, l'extrême droite exerce déjà le pouvoir. On peut l'illustrer en montrant que, chaque fois que Macron fait preuve d'un abus de pouvoir, par exemple en recourant au confinement, en imposant le port d'une muselière , la "*vaccination*" ou le code QR, suspendant les libertés individuelles et collectives, le tout sur la base de justifications scientifiques frauduleuses, ou quand il réprime férocement le mouvement ouvrier ou des manifestations pacifiques, il démontre sans le revendiquer ouvertement, quoique, que son courant politique, l'extrême-centre, n'a rien à envier à l'extrême droite ou il applique le programme de l'oligarchie financière.

Finalement, on est en présence d'un discours qui consiste à dénoncer la « *dédiabolisation* » de l'extrême droite, afin de ne pas avoir à caractériser d'extrême droite Macron et son parti, ce qui leur permet de justifier leur refus de ne pas rompre avec les institutions de la Ve République et éventuellement voter Macron pour la troisième fois s'il se représentait en 2027.

Benjamin Lucas - Il est temps que nos consciences s'éveillent et saisissent l'ampleur du péril qui nous guette. Dans les médias, dans les assemblées, dans nos rues et nos esprits : refusons la banalisation ultime de l'extrême droite et reconstruisons la digue républicaine dont notre démocratie a besoin.

J-C - La fin de cette "*tribune*" que Le journal du dimanche leur a accordée si généreusement confirme ou justifie mon analyse, car le "*péril*" ne nous "*guette*" pas, il sévit déjà en la personne de Macron, il est omniprésent. Et quand ils en appellent aux médias pour le combattre, autant dire qu'ils ne faut surtout pas compter sur eux, mieux, il faut les combattre au même titre que Macron.

La meilleure attitude à adopter : *« rien à foutre »* !

Le basketteur Thomas Heurtel répond aux critiques après avoir signé en Russie : « *Juste pour info, j'en ai complètement rien à foutre* » - lemediaen442.fr 13 octobre 2022

Difficile de faire plus clair et concis… Le meneur international français de basket-ball, Thomas Heurtel, ne semble pas affecté par la propagande occidentale sur ce que doivent obligatoirement penser les Français des Russes et sur le devoir de les boycotter au nom de l'Ukraine. Sorte de xénophobie russophobe autorisée, assumée, plébiscitée et encouragée !

Le meneur de l'équipe de France de basket a décidé d'évoluer vers l'Est du côté de la Russie dans le club du Zénith Saint-Pétersbourg. Un choix qui ne plaît pas aux russophobes pro-Ukraine et aux médias mainstream qui tirent à boulets rouges sur Thomas Heurtel. Loin de faire le dos rond, le médaillé de bronze de la Coupe du monde, l'ancien meneur du Barça et du Real Madrid a répondu et invite ses détracteurs, dans une Story Instagram publiée ce lundi soir, à « *s'acheter une vie* » :

« Juste pour info, à tous les gens qui m'envoient des messages ou écrivent des commentaires en me critiquant sur ma décision de venir en Russie… sachez que j'en ai complètement rien à foutre, donc ne soyez pas "relou*"et arrêtez de perdre votre temps. Et s'il vous plaît, surtout, achetez-vous une vie !* »

Une attitude pour le moins courageuse quand la majorité des artistes et des sportifs acceptent sans rechigner que la politique influe sur leurs choix professionnels. Un choix professionnel que la doxa aurait salué, si Thomas Heurte avait rejoint une équipe ukrainienne, évidemment. lemediaen442.fr 13 octobre 2022

Tous les Etats se dotent de nouvelles lois toujours plus liberticides ou menaçantes pour la liberté d'expression.

Turquie: une loi va punir de prison la divulgation de "*fausses nouvelles*" - BFMTV 14 octobre 2022

Le Parlement turc a adopté jeudi soir une loi sur la désinformation à l'approche des élections générales de juin 2023, prévoyant jusqu'à trois ans de prison pour la divulgation "*d'informations fausses ou trompeuses*".

Outre les journaux, radios, télévisions, la loi vise les réseaux sociaux et les sites internet auxquels il sera demandé de dénoncer et de livrer les informations personnelles de leurs usagers accusés de propagation de fausses nouvelles. BFMTV 14 octobre 2022

Totalitarisme. Si c'est un membre de l'OTA N, c'est légitime.

Comment l'Europe sombre dans le totalitarisme - Réseau International 1 octobre 2022

John Laughland, philosophe et essayiste, représentant éminent de la tradition conservatrice britannique, nous raconte comment il a été détenu par la police deux heures alors qu'il venait d'atterrir à Londres en fin de soirée, vendredi 7 octobre. Le motif ? Avoir dirigé il y a quelques

années un institut visant à favoriser le dialogue avec la Russie. Radiographie implacable de la fin de l'état de droit dans le pays qui avait donné à l'Europe le « *rule of law* » et « *l'habeas corpus* ». L'Europe et le monde occidental sombrent dans le totalitarisme. À vrai dire, nous y sommes déjà !

Par John Laughland.

Le 7 octobre 2022, tard dans la soirée, vers 23 h 30, j'ai été détenu à l'aéroport de Gatwick, à Londres, par la police antiterroriste. Je n'ai été libéré que peu avant 1 heure du matin et on m'a pris mon ordinateur. Il ne m'a pas encore été rendu.

Mon passeport et tous mes effets personnels – mon portefeuille, mon téléphone, mes clés, tout – m'ont été retirés. On m'a emmené dans une pièce où j'ai été interrogé pendant une heure par deux agents de la police antiterroriste, agissant en vertu des pouvoirs conférés à la police (comme je l'ai appris pour la première fois) par l'annexe 3 de la loi de 2019 sur le contre-terrorisme et la sécurité des frontières.

« *Ceci n'est pas une détention* »

Cette loi est censée permettre à la police de détenir des « *acteurs hostiles* » qui se rendent dans le pays pour « *planifier, préparer ou exécuter leurs actes hostiles* » (selon le dépliant que les agents m'ont remis). Mais la loi elle-même stipule qu'« *un agent instructeur peut exercer les pouvoirs prévus par le présent paragraphe, qu'il y ait ou non des raisons de soupçonner qu'une personne est ou a été engagée dans une activité hostile* ». Ainsi, une loi apparemment conçue pour permettre d'arrêter les acteurs hostiles s'applique en fait à tout le monde, sans distinction, selon ses propres termes explicites.

Il est certainement surprenant que ces pouvoirs aient été exercés, dans mon cas, contre un ressortissant britannique. Les ressortissants ne devraient normalement pas être interrogés de cette manière sur les raisons pour lesquelles ils sont entrés sur le territoire de leur propre pays.

L'un des agents a commencé l'interrogatoire en disant que je n'étais pas détenu et que je ne pouvais donc pas avoir accès à un avocat. Mais bien sûr, j'étais détenu, puisqu'il m'était impossible de quitter la salle d'interrogatoire et, a fortiori, l'aéroport, sans mon passeport et mes effets personnels. (Le mot « *détenu* » a manifestement été vidé de son sens).

« *Ce que j'ai lu sur le dépliant qu'on m'a fourni* »

Selon le dépliant, « *Contrairement à la plupart des autres pouvoirs de la police, le pouvoir d'arrêter, d'interroger, de fouiller et, si nécessaire, de détenir des personnes en vertu de l'annexe 3 ne requiert aucune autorité ni aucun soupçon* ». Les pouvoirs spéciaux dont jouit la police dans les ports britanniques constituent donc un « *régime d'exception* » dans lequel les garanties normales de l'État de droit ont été mises de côté.

Le texte poursuit : « *Vous pouvez être fouillé, ainsi que tout ce que vous avez sur vous… y compris les appareils électroniques… lorsque des fouilles sont effectuées, il n'est pas nécessaire de vous remettre un avis de fouille écrit. Dans certaines circonstances, l'agent peut saisir tous les biens qu'il trouve* ».

Quelles sont ces « *circonstances particulières* » ? Lorsque j'ai protesté contre le fait qu'on me prenait mon ordinateur, ce qui m'empêcherait de travailler jusqu'à ce qu'il me soit rendu, et lorsque j'ai proposé de l'apporter au poste de police le lendemain, l'agent m'a répondu qu'il était hors de

question qu'il ne soit pas pris. En d'autres termes, il n'y a pas de « *certaines circonstances* ». La saisie de ces appareils est, au contraire, la règle.

Dans un État de droit, la police ne peut fouiller les biens d'une personne qu'avec un mandat de perquisition. Il s'agit d'un document signé par un juge qui autorise la perquisition et la saisie d'une propriété privée. Si vous cherchez « *search warrant* » dans Wikipedia, vous verrez que « *dans certaines nations autoritaires, les officiers de police peuvent être autorisés à fouiller les individus et les biens sans avoir à obtenir la permission du tribunal ou à justifier leurs actions ». Selon cette norme, le Royaume-Uni est maintenant une « nation autoritaire* ».

C'est précisément ce qui sépare un État de droit d'une dictature, à savoir que le travail de la police n'est pas détourné à des fins politiques, et c'est pourtant ce qui m'est arrivé.

Quand la police travaille à partir d'informations collectées sur Google

Les agents m'ont interrogé sur mon travail à l'Institut de la démocratie et de la coopération à Paris de 2008 à 2018 et sur mon travail au Parlement européen depuis lors, et plus récemment pour le FVD. Toutes les informations qu'ils voulaient sont disponibles publiquement, par exemple sur Wikipédia. L'interrogatoire était poli mais amateur.

On m'a demandé quelles étaient mes opinions politiques. L'agent m'a répondu : « *C'est un pays libre, tout le monde n'a pas cette chance ». Je crois que c'est ce qu'on appelle « le sens de l'humour britannique* ».

Les agents m'ont dit qu'ils avaient eu deux ou trois heures pour se préparer. Cela signifie qu'ils ont été avertis à Londres de mon arrivée imminente au moment où ma carte d'embarquement a été scannée à Budapest. Tout le monde devrait savoir cela.

Ils ont passé ces heures à chercher des informations sur Internet. L'agent qui m'a interrogé semblait incertain de ce qu'il cherchait vraiment à savoir. L'internet, comme chacun devrait le savoir, est un véritable cloaque de fausses informations et on y trouve une infinité d'affirmations fausses à mon sujet. Nombre d'entre elles ont été reprises récemment dans la presse néerlandaise, car les journalistes vont sur Internet, trouvent ce qu'ils cherchent et répètent des mensonges racontés précédemment par d'autres. Dans mon cas, ils ne se lassent pas de raconter le même conte de fées.

Il est déjà assez grave que des journalistes agissent de la sorte, mais il est effrayant de penser que des agents de la police antiterroriste considèrent Google comme une source d'information fiable. On n'ose imaginer le nombre d'acteurs véritablement hostiles qui passeront à travers les mailles du filet si c'est l'idée que se fait la police des enquêtes. C'est malheureusement l'état du monde actuel.
L'état de droit vidé de sa substance par les juridictions nationales et supranationales

Il est particulièrement symbolique que cela m'arrive à moi. Depuis que j'ai commencé à m'intéresser au droit pénal international il y a plus de 20 ans, j'ai critiqué la façon dont les tribunaux internationaux mettent de côté la myriade de règles et de procédures qui se sont accumulées au fil des siècles pour garantir une procédure régulière. Les Britanniques sont traditionnellement fiers de ces procédures qui, depuis des siècles, protègent les citoyens contre les abus de pouvoir de l'État. J'ai averti à plusieurs reprises que ces pratiques dictatoriales allaient bientôt s'infiltrer dans les juridictions nationales et détruire ce précieux héritage qu'est l'État de droit. C'est maintenant chose faite.

Depuis que l'UE a annoncé son régime de sanctions mondiales en matière de droits de l'homme en décembre 2020, j'ai en outre souligné que l'UE s'est donné le pouvoir de punir des individus par décret. Il s'agit d'une évolution très dangereuse. Les individus sont punis sous ce régime sans aucune procédure légale (pas de procès) et sans aucun moyen de se défendre. Voilà pour les droits de l'homme ! Depuis deux ans, j'ai prévenu que les citoyens des pays occidentaux seraient eux-mêmes la cible de ces sanctions. C'est ce qui s'est produit en juillet dernier lorsqu'un blogueur britannique, Graham Philipps, a été sanctionné par le Royaume-Uni, qui dispose du même système que l'UE et les États-Unis.

Je l'avais annoncé. J'en fais l'expérience personnellement

En d'autres termes, moi qui avais mis en garde contre le fait que ces procédures, introduites au niveau international, ne tarderaient pas à corrompre le droit pénal dans les juridictions nationales, on m'a donné terriblement raison avec un exemple de cet abus dont j'ai été personnellement victime. Cette expérience a été profondément troublante.

Peu de temps avant que cela ne se produise, FVD International a tweeté sa désapprobation des sanctions de l'UE imposées au philosophe Alexandre Douguine. Comme nous l'avons montré avec une capture d'écran du document européen pertinent, le Conseil européen (c'est-à-dire l'exécutif) a sanctionné Douguine uniquement pour ses opinions. Il n'est nulle part allégué qu'il a effectivement participé à l'invasion de l'Ukraine, ni même qu'il est coupable d'incitation. Au lieu de cela, il est sanctionné pour crime de la pensée.

Certaines personnes qui n'aiment pas Douguine s'en réjouissent. Mais elles devraient comprendre qu'il s'agit de pouvoirs gravement abusifs qui peuvent facilement, comme dans mon cas, être dirigés contre des personnes totalement innocentes. À ces personnes, je ne peux trouver de meilleure réponse que les célèbres remarques du pasteur Martin Niemöller :

« *D'abord, ils sont venus pour les communistes et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas communiste.*

Ensuite, ils sont venus pour les socialistes et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas socialiste.

Ensuite, ils sont venus pour les syndicalistes et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas syndicaliste.

Puis ils sont venus pour les juifs et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas juif.

Puis ils sont venus pour moi. Et il n'y avait plus personne pour parler en mon nom. »

L'Europe glisse vers la dictature. En fait, elle y est déjà.

https://reseauinternational.net/comment-leurope-sombre-dans-le-totalitarisme

---

Crimes de masse en bande organisée.

Pfizer avoue n'avoir fait aucun test sur l'arrêt de la transmission du covid grâce au vaccin : « *Nous avons pris de gros risques*. » - lemediaen442.fr 12 octobre 2022

Le 10 octobre, face aux questions des eurodéputés, Pfizer s'est montré évasif concernant les contrats d'achat de vaccins et les textos échangés entre le laboratoire et Ursula von der Leyen.

Alors qu'une audition sur les vaccins était organisée au Parlement Européen le 10 octobre 2022, le PDG de Pfizer, Albert Bourla, a refusé d'être présent. Janine Small, présidente des marchés internationaux, l'a remplacé. Elle a admis qu'aucun test sur l'arrêt de la transmission du covid n'a été réalisé sur les vaccins avant la mise sur le marché. Elle a avoué : « *Nous avons pris de gros risques.* » Une terrible inversion, car les risques étaient pris non par le laboratoire mais par la population. Elle a été aussi victime du harcèlement médiatique et institutionnel à coups de clips culpabilisants, tels ceux avec la grand-mère qui ne veut pas contaminer ses petits-enfants, et vice-versa. D'ailleurs la publicité ministérielle style « *Tous vaccinés, tous protégés* » dans le cadre familial continue. Côté santé les risques d'être malades du vaccin ont été largement plus importants, surtout pour les enfants. Côté gros sous, en revanche aucun risque pour Pfizer. D'ailleurs, par précaution, les tractations entre Albert Bourla et Ursula van der Leysen se sont déroulées dans la plus totale opacité.

L'opacité sur les contrats

Pas plus que la Cour des comptes européenne que les députés, lors de l'audition de Pfizer, n'ont reçu de réponses à leurs interrogations sur les prix, les contrats, les effets secondaires...

Multirécidivistes

Pfizer baigne dans la corruption tout comme la Commission européenne. Pfizer a été condamné aux États-Unis 91 fois à plus de 10 milliards d'amendes depuis 2000. Lorsqu'elle était ministre de la Défense en Allemagne, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a signé pour 390 millions d'euros de contrats avec des cabinets conseil. Sa nomination à la Commission européenne a été un moyen de l'éloigner, mais lui a donné, hélas, l'occasion de malversations à plus grande échelle. À cause d'elle, Bruxelles s'est engagée les yeux fermés pour 71 milliards d'euros de contrats pour 4,6 milliards de doses de vaccins contre le covid-19 dont 2,4 milliards de doses pour Pfizer-BionTech soit 36 milliards d'euros. Une arnaque à très grande échelle. lemediaen442.fr 12 octobre 2022

J-C- Dans cet article il y avait encore une référence à une député RN-FN, je l'ai supprimée.

Le chef des gangsters de Big Pharma porte un nom : Bill Gates.

Les responsables de la santé l'admettent : Bill Gates a utilisé sa richesse et son influence pour tirer les ficelles de la pandémie - Réseau International 12 octobre 2022

Au début du mois, Politico a publié un rapport spécial basé sur quatre douzaines d'entretiens avec des fonctionnaires américains et européens et des spécialistes de la santé mondiale, qui admettent que Bill Gates dirige la réponse mondiale à la COVID-19.
L'histoire en un coup d'œil :

• Le 14 septembre, Politico a publié un rapport spécial basé sur quatre douzaines d'entretiens avec des fonctionnaires américains et européens et des spécialistes de la santé mondiale, qui admettent que Bill Gates dirige la réponse mondiale à la COVID-19.

• Quatre organisations de santé – la Fondation Bill et Melinda Gates, GAVI, la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) et le Wellcome Trust – ont rapidement pris la tête de la réponse mondiale à la pandémie et, bien que ces quatre organisations se prétendent indépendantes, elles sont en fait toutes fondées et/ou financées par Gates.

• Dès les premiers jours de l'épidémie, la Fondation Gates, GAVI, CEPI et le Wellcome Trust ont entrepris un effort coordonné pour identifier les fabricants de vaccins, financer des tests, des traitements médicamenteux et des injections d'ARNm et élaborer un plan de distribution mondial en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Au final, ils n'ont pas réussi à atteindre leurs propres objectifs sur tous les fronts.
• Gates n'est pas qualifié pour faire des recommandations en matière de santé, et il n'a jamais été élu pour représenter le public.

• Gates a utilisé sa richesse, son influence et son ingéniosité pour se mettre dans une position qui lui permet de dicter la politique mondiale en matière de santé pour son propre bénéfice financier.

L'idée selon laquelle Bill Gates exerce une influence indue sur la santé mondiale a toujours été niée et rejetée comme une théorie de conspiration farfelue. Mais comme pour tant d'autres choses, cette théorie du complot s'avère maintenant être un fait de complot.

Le 14 septembre, Politico a publié un rapport spécial détaillé basé sur « *quatre douzaines d'entretiens avec des fonctionnaires américains et européens et des spécialistes de la santé mondiale* », intitulé *« How Bill Gates and His Partners Took Over the Global COVID Response* » [Comment Bill Gates et ses partenaires ont pris en charge la réponse mondiale à la COVID].

Pour lire la suite encore plus passionnante :

https://reseauinternational.net/les-responsables-de-la-sante-ladmettent-bill-gates-a-utilise-sa-richesse-et-son-influence-pour-tirer-les-ficelles-de-la-pandemie/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 octobre 2022.

Quoiqu'on pense des organisateurs de la mobilisation du 16 octobre 2022, à défaut de mieux chaque militant, travailleur ou jeune peut y participer avec ses propres mots d'ordre, à commencer par : Dehors Macron, l'homme de Davos et l'ami du néonazi Zelenski, abrogation des institutions de la Ve République, ni sobriété, ni sacrifice, mais changement de régime économique et politique…

Toute lutte est politique, pour autant qu'elle soit tributaire des conditions qui lui sont imposées, elle doit se situer dans une perspective révolutionnaire…

Totalitarisme. Assassinats en série en toute impunité par un régime policier.

Refus d'obtempérer à Paris : un conducteur tué après des tirs de policiers - Europe1 15 octobre 2022

Le conducteur d'une voiture a été mortellement blessé par balle par un policier lors d'un refus d'obtempérer vendredi vers 19 heures dans le XIIe arrondissement de Paris. Selon deux sources policières, des policiers ont souhaité contrôler trois hommes à bord d'une voiture, mais le véhicule a démarré puis percuté une autre voiture.

Depuis le début de l'année, onze personnes sont mortes après des tirs de la police dans le cadre de refus d'obtempérer. Europe1 15 octobre 2022

J-C- Vous aurez noté, qu'ils n'ont mentionné nulle part que ces 3 hommes auraient été armés, ce policiers ont donc tiré délibérément sur des personnes désarmées avec l'intention de tuer, ce sont bien des assassins.

Le petit führer fait du zèle.

Vladimir Poutine juge qu'Emmanuel Macron ne comprend pas le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan - BFMTV 14 octobre 2022

S'exprimant lors d'un sommet de pays d'ex-URSS à Astana, au Kazakhstan, il a ajouté que les propos d'Emmanuel Macron étaient "*incorrects*" et "*inacceptables*".

Vendredi, la diplomatie azerbaïdjanaise a fustigé des déclarations "*inacceptables*" et "*partiales*" d'Emmanuel Macron.

Vladimir Poutine a, lui, dit qu'il reparlera du sujet avec le président français "*si l'occasion se présente*". Il a aussi invité le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev à se rencontrer en Russie.

"*La Russie a toujours cherché sincèrement à résoudre les conflits, y compris les problèmes liés au Karabakh*", a soutenu Vladimir Poutine.

Parallèlement, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et ses homologues arménien et azerbaïdjanais, Ararat Mirzoian et Djeïhoun Baïramov, se sont rencontrés le même jour à Astana pour des négociations. La diplomatie russe a indiqué que le trio avait évoqué "*des efforts communs*" pour normaliser les relations entre Erevan et Bakou.

Fermeté…

Paris condamne "*avec la plus grande fermeté*" le tir de missile nord-coréen - BFMTV 14 octobre 2022

… et ferme-la !

L'Inde tire avec succès un missile balistique depuis un sous-marin - BFMTV 15 octobre 2022

L'Iran dénonce l'«*ingérence*» de Macron après son soutien aux manifestations - Paris Match 14 octobre 2022

Leur cauchemar.

La France est-elle à l'orée d'une grande grève nationale? - Slate.fr 14 octobre 2022

Grèves dans les raffineries : la mobilisation pourrait-elle faire tache d'huile ? - Publicsenat.fr 14 octobre 2022

Pour la vermine aussi.

Marche du 16 octobre organisée par la Nupes : Yannick Jadot n'ira pas manifester - lejdd.fr 14 octobre 2022

« *La gauche doit refuser la brutalisation du débat public, la politique Twitter, qui, à la fin, ne servira qu'à l'extrême droite* », explique-t-il. « *Je crains que, collectivement, nous participions tous - et en premier lieu la majorité - à la victoire du Rassemblement national dans cinq ans* ». lejdd.fr 14 octobre 2022

J-C - Qu'il comprenne " *la majorité* " dans son "*collectivement* " fournit une indication précise sur le camp dans lequel il se situe. Qui l'ignorait ?

L'écologie politique, c'est la réaction à tous les étages.

Yves Roucaute : « *L'idéologie verte est un obscurantisme qui fissure les démocraties occidentales jusque dans leur sous-sol culturel* » - atlantico.fr 8 mai 2022

Le philosophe Yves Roucaute publie « *L'Obscurantisme vert. La véritable histoire de la condition humaine* » aux éditions du Cerf. Il dénonce les dogmes et les croyances de la nouvelle religion écologiste. Et en dévoile le nihilisme. Yves Roucaute est pour une écologie non punitive, alimentée par le savoir, tournée vers l'avenir.

https://atlantico.fr/article/decryptage/yves-roucaute-l-ideologie-verte-est-un-obscurantisme-qui-fissure-les-democraties-occidentales-jusque-dans-leur-sous-sol-culturel-environnement-ecologie-planete-rechauffement-climatique-temperature-militants-jeunes-avenir-france

Mon commentaire dans le blog *Réseau International* :

- Vous pouvez trouver l'interview d'Yves Roucaute par Atlantico le 8 mai 2022 à l'adresse suivante et le télécharger si nécessaire :

https://atlantico.fr/article/decryptage/yves-roucaute-l-ideologie-verte-est-un-obscurantisme-qui-fissure-les-democraties-occidentales-jusque-dans-leur-sous-sol-culturel-environnement-ecologie-planete-rechauffement-climatique-temperature-militants-jeunes-avenir-france

Hormis son orientation politique de droite (gaullienne) ou son incompréhension du socialisme, je partage ses analyses sur le climat et l'idéologie nauséabonde des écologistes.

J'ai remarqué qu'il reconnaissait qu'il *« s'agit même de l'idéologie dominante aujourd'hui* », mais je ne suis pas sûr qu'il ait cherché à en comprendre l'origine ou comment il l'explique. Il ne s'est pas attardé sur ce sujet, et pour cause, il lui faudrait peut-être remettre en cause le régime économique en place qu'il soutient à bout de bras.

Un parti wokiste "*contrôlé par des va-t-en-guerre*": une ex-parlementaire rompt avec le Parti démocrate - francesoir.fr 14 octobre 2022

L'ex-parlementaire américaine Tulsi Gabbard a annoncé son départ du Parti démocrate dans une vidéo mise en ligne le 11 octobre. Elle reproche notamment à son ancienne famille politique d'être contrôlée par des « *va-t-en-guerre* » au service du complexe militaro-industriel étasunien, et de n'avoir que faire des conséquences de leurs décisions politiques sur la population.

« *Je ne peux plus rester dans le Parti démocrate d'aujourd'hui, il est maintenant sous le contrôle total d'une cabale élitiste de va-t-en-guerre guidés par la lâcheté [...]. Ils nous entraînent toujours plus près de la guerre nucléaire* », a expliqué Tulsi Gabbard, qui a passé près de 10 ans à la Chambre des représentants sous les couleurs démocrates.

Gabbard reproche au Parti démocrate de sombrer dans le wokisme

Dans sa déclaration, la quadragénaire originaire des Samoa américaines impute également à son ancienne famille politique de multiples responsabilités dans le domaine sociétal. Elle reproche par exemple au Parti démocrate de sombrer dans le wokisme, courant politique qui rassemblent les thèses néoféministes, LGBTistes, racialistes, décolonialistes, ou encore écologistes. francesoir.fr 14 octobre 2022

Qui a osé dire ?

- "*Qui nous embarque dans la pénurie ? Total qui ne veut rien partager*"

Réponse : L'illusionniste Mélenchon sur Twitter, vendredi 14 octobre. BFMTV 14 octobre 2022

Ouf, Macron, l'OTAN et l'UE sont épargnés !

France Télévision indépendant du pouvoir en place ?

Aurore Bergé « *ne comprend pas* » les critiques sur sa nomination à France Télévisions - Le HuffPost 14 octobre 2022

Les syndicats de France Télévisions ont dénoncé la nomination de la cheffe des députés Renaissance à l'Assemblée nationale, Aurore Bergé, au Conseil d'administration du groupe audiovisuel public le 28 septembre dernier. Un poste « traditionnellement » attribué aux « *président-e-s des commissions des affaires Culturelles de l'Assemblée nationale et du Sénat* ».

Une mesure qui a déjà suscité l'ire des syndicats de France Télévisions, inquiets de l'indépendance du service public. Le HuffPost 14 octobre 2022

J-C – La mission de France Télévisions est de diffuser la propagande du régime…

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Le New York Times s'étonne qu'il n'y ait que 19 morts après les 128 attaques russes en Ukraine - lemediaen442.fr 14 octobre 2022

Trop habitués à raser tout sur leur passage, les Américains découvrent les frappes chirurgicales russes. Notons que malgré les 128 attaques sur toute l'Ukraine, seulement 19 personnes sont décédées. Une réalité qui prouve que le Kremlin vise les infrastructures et veut absolument épargner les civils.

C'est avec étonnement que le New York Times découvre ce nouveau genre de guerre et y va de sa théorie de bourrin sur Twitter : *« Les attaques de missiles russes qui ont tué au moins 19 personnes à travers l'Ukraine lundi étaient de grande envergure, mais elles n'étaient pas aussi meurtrières qu'elles auraient pu l'être. Ce qui pose la question concernant la qualité des armes russes.* »

Le peu de morts prouverait que les armes russes sont inefficaces. Une théorie de l'oncle Sam qui a de quoi faire sourire… Ce à quoi la Russie répond sur Twitter « *Le NY Times World considère que les armes russes sont inefficaces car elles n'ont pas tué suffisamment de personnes. Nous nous demandons si le NY Times évalue l'armement américain avec les mêmes critères. Eh bien, l'invasion américaine en Irak à elle seule a coûté la vie à environ un million de civils. Est-ce la* "qualité" *dont vous parlez, NY Times ?* »

En effet, les États-Unis sont passés maîtres dans le meurtre de masse. Madeleine Albright s'était même vantée sur un plateau de télévision de la mort de 500 000 enfants irakiens. À cette question

de la journaliste « *Un demi-million d'enfants sont morts, c'est plus qu'à Hiroshima, est-ce que cela en vaut le prix ?* » Madeleine Albright répondra du tac au tac : « *C'est un choix très difficile, mais nous pensons que cela en vaut le prix.* »

Comment un milliardaire ukrainien plume l'aviculture française - lemediaen442.fr 14 octobre 2022

L'Europe a supprimé les droits de douane à l'importation de poulets d'élevages en batterie en provenance d'Ukraine. La croissance des importations met en danger la filière avicole française qui, elle, est soumise à des règles de biosécurité.

Jet privé, yacht, palais imité du château de Versailles, l'oligarque ukrainien Yuri Kosiuk a une (petite) fortune de 1,5 milliard de dollars dans un pays où le smic est à 140 € mensuels. Il a été conseiller pour les affaires militaires du président Porochenko jusqu'en 2019 et fait à présent partie des oligarques qui dictent ce qu'il doit faire à Zelensky. Yuri Kosiuk ne peut plus exporter vers la Russie. Afin de lui venir en aide, depuis le 4 juin, l'Europe a supprimé les droits de douane pour sa production de très mauvaise qualité. En France l'importation de poulets avait augmenté de + 122 % au premier semestre 2022 — en raison du blocage du transport maritime vers le Moyen-Orient, les exportations avaient été réorientées vers les pays européens à portée de camion. Une hausse qui va s'amplifier au second semestre pour le plus grand profit de MHP, une « *entreprise cotée à la Bourse de Londres et dont le siège social est à Chypre* », et dont le propriétaire est le milliardaire ukrainien Yuri Kosiuk.

J-C – Donc avant d'acheter un poulet, vérifiez bien l'origine, si elle n'apparaît pas clairement s'abstenir.

Marioupol – Martyr et renaissance (Documentaire) - October 15th, 2022

https://odysee.com/@donbassinsider:b/documentaire-marioupol-fr:9?src=embed

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 octobre 2022.

Annie Ernaux est à la littérature, ce que la téléréalité est au cinéma.

Chaque fois qu'on tombe sur une info évoquant une manifestation quelque part dans le monde, avant de la diffuser ou de l'évoquer il faut impérativement se renseigner sur les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée, sous peine de faire de la propagande pour des manifestations pilotées par des organisations liées à l'oligarchie financière anglo-saxonne. Ces conditions ne s'arrêtent pas à ce qui se passe dans le pays en question, elles s'étendent à la situation mondiale. Il faut tout vérifier et recouper systématiquement. Tous les jours il y a des centaines de manifestations de par le monde, pourquoi les agences de presse aux ordres évoquent-elles certaines d'entre elles avec autant d'insistance, leur motivation est-elle justifiée, par quoi, il faut trouver la réponse à cette question.

C'est ce qu'illustrent en ce moment les manifestations en Iran orchestrées par des agents de la CIA. J'ai mis en ligne les éléments qui le prouvent, de manière à ce que chacun sache ce qui se passe réellement, et pour ne pas se faire manipuler ou soutenir une opération montée de toutes pièces par nos ennemis.

Le peuple ou les jeunes leur servent de caution.

Il faut avoir à l'esprit que nos ennemis ne représentent qu'une infime partie de la population, numériquement ils n'ont aucun pouvoir, aussi pour monter une opération contre un Etat qu'ils n'ont pas les moyens d'abattre, pour espérer parvenir à leurs fins ils ont besoin de renforts, de troupes qu'ils vont manipuler. Or, où peuvent-ils les trouver sinon au sein du peuple, de préférence parmi les couches les plus vulnérables, les jeunes. C'est pour cela qu'on les retrouve en première ligne sur le climat par exemple. Dans ce cas précis, ils s'en servent pour faire pression sur les Etats, afin qu'ils adoptent les mesures qu'ils préconisent, tout en demeurant dans l'ombre et en faisant croire que c'est le peuple qui exigent ces mesures, de manière à leur fournir une légitimité, qui naturellement est infondée.

Je n'ai pas le temps de m'attarder sur chaque manifestation dont j'ai eu connaissance et faire toutes ces vérifications avant de vous en parler, pour cette raison je préfère ne pas les évoquer, c'est mieux que de faire ou raconter n'importe quoi. Quand on veut traiter un évènement qui s'est produit dans un pays, vaut mieux savoir ce qui s'y passe et connaître un peu son histoire, sinon vaut mieux s'abstenir ou s'en remettre à des sources fiables ou qui nous semblent plus fréquentables que d'autres.

Même pas peur. Pissez les yeux fermés !

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Attention, la couleur de vos urines peut être le signe d'une maladie*" - Yahoo 14 octobre 2022

Vidéo. L'inflation, c'est quoi ? La crise de l'inflation # épisode 1

https://www.youtube.com/watch?v=YQCMztt6rMo

Flambée historique des prix de électricité en Europe : mais qui se gave ?

Extrait.

Au fond, à qui profite la crise ?

Dans ces flots de volatilité sur les marchés financiers, il y a ceux qui perdent, avec en première ligne, les consommateurs, également contribuables, qui ne paient plus un coût technique de production et de transport, mais un coût de marché. Et ceux qui gagnent, comme les gros acteurs du marché de l'électricité, qui profitent des faillites en cascade des petits opérateurs (le danois Barry, Bulb, Leclerc Énergie…) asphyxiés par des conditions de marchés ingérables. C'est le cas en France avec EDF (3) et Engie, qui gagnent des parts de marché depuis la crise énergétique (En 2021, l'EBITDA d'Engie a augmenté de 18,6 %, à 10,6 milliards d'euros). Ainsi Engie, le premier fournisseur de gaz en France a-t-il plus que doublé son bénéfice au 2e trimestre 2022, à 5 milliards d'euros.

Plus encore, ce sont les producteurs de gaz américains qui raflent des milliards. Les États-Unis sont en effet devenus les premiers fournisseurs de gaz de l'Europe, devant la Russie. Une première. Alors que la valeur moyenne d'une cargaison est passée de 50 millions à 80 millions de dollars en 2022, les exportations américaines de GNL vers l'Europe ont atteint environ 30 milliards de dollars au premier semestre de 2022.

La flambée des prix fait exploser les marges des producteurs, TotalEnergies en tête. Par ailleurs, l'Europe affrétant principalement son gaz par la mer, les prix du fret maritime ont également gonflé. Le transporteur CMA-CGM a ainsi engrangé des bénéfices historiques, de 7,2 milliards de dollars sur les trois premiers mois de l'année.

Enfin, le secteur financier international affiche des performances record, profitant de « *conditions exceptionnelles sur les marchés* ». Traduction : profitant notamment des flambées historiques des cours sur les marchés de l'énergie. Avec de tels mouvements de prix, les spéculateurs se frottent les mains et alimentent ainsi la spirale infernale. elucid.media 15 octobre 2022

Faites tomber les masques. Les fachos se lâchent.

Pénurie de carburant : « *Cette grève est scandaleuse* », s'insurge Marion Maréchal - Europe1 15 octobre 2022

Qui distribue les richesses ?

La tribune des travailleurs (POID). Editorial. Au fait... qui produit les richesses de Total ? par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=5472

Extraits.

Gluckstein - Concentrons-nous sur une question : qui produit les richesses de Total ? Plus de 18 milliards d'euros de bénéfices en 2021, presque autant pour les six premiers mois de 2022 : d'où viennent-ils ? Des profits réalisés par l'exploitation des 100 000 salariés du groupe.

J-C - Il y a un biais dans ce syllogisme, les 100 000 salariés de Total ne bénéficient pas tous du même traitement, et la question va bien au-delà. D'après la CGT, le salaire minimum mensuel net prime inclus chez Total en France est environ 3 fois supérieurs au smic. Le groupe Total compte plus de 100.000 salariés dans le monde, dont 25% en France.

Total. Notre présence dans le monde (https://totalenergies.com)

- Afrique. Afrique du Sud. Algérie. Angola. Botswana. Burkina Faso. ...
- Amériques. Argentine. Bolivie. Brésil. Canada. Chili. ...
- Asie-Pacifique. Australie. Azerbaïdjan. Bangladesh. Brunei. Cambodge. ...
- Europe. Allemagne. Autriche. Belgique. Bulgarie. Chypre. ...
- Moyen-Orient. Arabie Saoudite. Émirats arabes unis. Irak. Jordanie. Koweït.

Provenance du pétrole brut importé en France en 2021 (en %)

- Afrique 37,1

dont :

Algérie 11,6
Nigéria 11,4
Libye 9,9

- URSS/ex-URSS 22,7

dont Russie 8,8
- Moyen-Orient 14,7

dont Arabie saoudite 7,7

- Mer du Nord 10,3
- Autres 15,2
- Importations totales 100,0
- dont Opep 49,9

(Source : insee.fr)

Gageons que les surprofits engrangés par Total et partagés en partie avec ses salariés en France ne proviennent ni du pillage des richesses de ces pays, ni de l'exploitation de leur main d'oeuvre, ni des consommateurs qui se voient imposer des prix de l'essence toujours plus élevés...

En 1916 Lénine citait le social-libéral J. A. Hobson, selon lequel "*l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante* (dont fait partie Total de nos jours - J-C) *et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles*." Il signalait que "*une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés (...) le fait que les opportunistes apparaissent objectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière, soudoyée avec les fonds du surprofit des impérialistes et convertie en chiens de garde du capitalisme, en corrupteurs du mouvement ouvrier."*

Lénine - "*La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de «* ses *» ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard.*"

C'est le partage de ce "*surprofit*" que l'opportuniste Gluckstein réclame avec le ministre de l'Économie Bruno Le Maire (sur RTL le 13 octobre) :

Gluckstein - L'injustice ne réside donc pas dans les « *scandaleux salaires* » des travailleurs de chez Total. L'injustice, c'est ce système d'exploitation qui arrache gratuitement toujours plus de richesse produite par les travailleurs pour gonfler les profits et les dividendes.

Que "*les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., en permettant de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la masse du prolétariat et du semi-prolétariat* (Lénine)", Gluckstein s'en fout, ce n'est pas son fond de commerce.

Lénine - C'est un fait que les « *partis ouvriers bourgeois* », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Dans la page d'accueil du portail ou à télécharger : *L'impérialisme et la scission du socialisme*. - V. Lénine -1916 –

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/scissiondusocialisme1916.pdf)

Mon propos n'est pas de m'opposer à la grève chez Total, mais de montrer comment elle est instrumentalisée à des fins qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs de chez Total ou de l'ensemble du pays. Se sont-ils mobilisés en mars 2020 contre l'état d'urgence qui était plus politique que sanitaire ? Vous connaissez la réponse, aucun syndicat, aucun parti du mouvement ouvrier ne s'y est opposé.

Où est passé le mot d'ordre *Dehors Macron ?* D'accord, il n'est pas d'actualité, d'ailleurs il ne figure pas non plus dans l'appel à manifester du 16 octobre…

Dans le même registre ou en famille. Les députés Nupes en VRP zélés du Green New Deal de Davos.

Des députés Nupes exigent des « *mesures radicales* » pour l'environnement - AFP/ LePoint.fr 16 octobre 2022

Parmi les signataires, l'écologiste Marie Pochon, à l'initiative de la tribune, le Premier secrétaire du PS Olivier Faure, la cheffe des députés écologistes Cyrielle Chatelain, l'ancien secrétaire national d'EELV Julien Bayou ou encore les députés LFI Aymeric Caron et Clémence Guetté.

Ils s'appuient sur un rapport de l'ONU et demandent « *des mesures radicales et immédiates pour garantir un "*avenir*", non pas économiquement stable, non pas heureux, mais simplement "*vivable*", selon le GIEC* ».

Leur régime craque de partout…

Royaume-Uni : en pleine tempête économique, Liz Truss limoge son ministre des Finances - Journal du Dimanche 15 octobre 2022

Liz Truss sur la sellette au Royaume-Uni : ces noms qui circulent déjà pour la remplacer - Le HuffPost 15 octobre 2022

Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne le savaient pas.

Sur BFMTV – Olivier Berruyer : « *En Ukraine, un tiers du gouvernement est composé de néo-nazis* » - lemediaen442.fr 15 octobre 2022

Dans Les Experts présenté par Nicolas Doze, sur BFM Business, le 17 mars 2014, Olivier Berruyer s'était inquiété de la position de Bruxelles face au cas ukrainien et de la composition du nouveau gouvernement qui compte un tiers de néo-nazis.

Olivier Berruyer s'étonne de la promotion faite par les Occidentaux à Oleh Tyahnybok, dirigeant de Svoboda, plus grand parti nationaliste d'Ukraine, issu du Parti national socialiste, en développant et reprenant ses thèses néonazies. Oleh Tyahnybok — qui n'hésite pas à faire des saluts nazis — a été élu dans le top 10 des antisémites par le centre Simon Wiesenthal après des déclarations dans lesquelles il voulait « *purger l'Ukraine de 400 000 Juifs et autres minorités* ».

Pour regarder ce passage sur BFM Business le 17 mars 2014 :

https://lemediaen442.fr/sur-bfmtv-olivier-berruyer-en-ukraine-un-tiers-du-gouvernement-est-compose-de-neo-nazis/

En complément. L'armée française va former 2.000 néonazis ukrainiens.

L'armée française va former 2.000 soldats ukrainiens sur son sol - LePoint.fr 15 octobre 2022

C'est la faute à la Russie ou comment ils vous trompent délibérément.

La plupart des pays de l'UE ont augmenté leurs exportations de marchandises vers la Russie en juin - lemediaen442.fr 15 octobre 2022

Seuls quatre pays sur les 27 membres de l'Union européenne ont réduit leurs exportations de marchandises vers la Russie en juin, les autres ont augmenté, selon une analyse des données des services statistiques nationaux menée par RIA Novosti. Selon les calculs de l'agence, en termes mensuels, la Roumanie (- 44 %), la Belgique (- 15 %), la France (- 6 %) et l'Italie (- 1 %) ont réduit l'importation de marchandises vers la Russie.

Dans le même temps, plusieurs pays de l'Union européenne ont plus que doublé leurs livraisons à la Russie : la Suède (x 2,6 fois), le Luxembourg (x 2,4 fois), la Grèce (x 2,3 fois), l'Irlande et la Croatie (tous deux x 2,1 fois). Malte a enregistré la plus forte augmentation des livraisons de marchandises vers la Russie en juin, mais leurs faibles volumes faussent l'analyse.

De plus, une augmentation significative des exportations en juin a été observée en Hongrie (+ 55 %), au Danemark (+ 82 %), en Lettonie (+ 89 %), en Pologne (+ 50 %) et au Portugal (+ 69 %). Les plus forts exportateurs vers la Russie, en juin, ont été l'Allemagne (1,2 milliard d'euros), l'Italie (537 millions d'euros) et la Pologne (403,4 millions d'euros). En quatrième position se trouvent les Pays-Bas avec 285 millions d'euros des exportations. La Finlande ferme le top 5 avec 242,4 millions d'euros.

La plus faible valeur des exportations vers la Russie en juin a été enregistrée par Chypre (509 milliers), la Croatie (2,4 millions d'euros), le Luxembourg (9,9 millions d'euros). Le Portugal occupe la quatrième place avec 10,8 millions d'euros, la Grèce occupe la cinquième place avec 12,7 millions d'euros. lemediaen442.fr 15 octobre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 octobre 2022.

Mes commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 - La vidéo n'est pas disponible en Inde, peu importe.

Je constate que ce blog d'extrême droite vous inspire, vous devez dire tout haut ce qu'il pense tout bas, anonymement il faut noter aussi.

Cela dit, à entendre les uns et les autres qui passent leur temps à se plaindre et se morfondre sur l'état de la société ou du monde, qui meurent d'envie de passer à l'action, chaque fois que l'occasion se présente de descendre dans la rue, ne serait-ce que pour partager leurs idées avec d'autres manifestants, ils trouvent des prétextes pour rester planter comme des légumes devant leur écran d'ordinateur.

LFI et la Nupes ne sont pas ma tasse de thé, cependant j'avais appelé mes lecteurs à participer à cette manifestation sur leurs propres mots d'ordre ou les miens s'ils les partageaient, à commencer par dehors Macron. Ils pourront aussi manifester le 18.

140.000 manifestants, c'est peu nationalement, c'est un échec contrairement à ce que disent les organisateurs.

Pour la petite histoire, le ministère de l'Intérieur n'a comptabilisé que 30.000 manifestants. La veille j'avais relevé cette info, parce que je me disais qu'elle pourrait peut-être servir plus tard, bingo : - Selon une source policière à l'AFP, 30.000 manifestants sont attendus - BFMTV 15 octobre 2022 Quelle coïncidence, n'est-ce pas ?

Quand on voit le nombre de partis politiques et d'organisations qui avaient appelé à cette manifestation, on pourrait s'étonner qu'il n'y a pas eu au moins un million de travailleurs, jeunes et retraités dans la rue. Pourquoi des millions se sont abstenus de manifester contre Macron et sa politique ultra droitière ? Par crainte des provocateurs ? Par crainte des violences policières ? Par manque de motivation ? Gagné par la lassitude ou le désespoir ? Peut-être plus vraisemblablement par absence de direction, par manque d'orientation ou d'issue politique, ce qu'incarne Mélenchon il est vrai et sa bande de bras cassés, ils n'inspirent pas confiance forcément.

Je me suis fait beaucoup d'ennemis en expliquant que les masses étaient corrompues, qu'elles s'étaient embourgeoisées, en m'inspirant d'Engels, et qu'on ne faisait pas une révolution avec des ventres pleins, de nos jours on dirait le frigo et le réservoir de la bagnole pleins, les faits l'ont semble-t-il confirmés depuis l'avènement de la Ve République en 1958...

Depuis l'implosion de l'URSS en 1990 qui a été attribué à l'échec du communisme, alors qu'il n'avait rien à voir là-dedans, puisqu'il n'a jamais réellement existé en URSS, pour prouver le contraire faudrait-il pouvoir démontrer que les peuples de l'URSS détenaient le pouvoir, impossible car chacun sait que ce n'était pas le cas, depuis la classe ouvrière ou plus largement l'ensemble des exploités et des opprimés ne disposent plus d'une idéologie qui incarnerait leurs intérêts, une fois

que le communisme eut été amalgamé au stalinisme ou confondu avec lui. Dès lors, il est légitime que la plupart des travailleurs veuillent s'en détourner, mais ce qu'ils ignorent, c'est que non seulement ils ont été abusés, et sans idéologie à opposer à celle des capitalistes, ils allaient se retrouver totalement désarmés théoriquement pour mener leur combat politique, ils allaient se retrouver à la merci d'une multitude de charlatans qui parleraient en leur nom, et qui en réalité sont des agents du régime en place.

Des petits malins s'imaginent que le combat politique ou la lutte des classes serait une affaire personnelle, un truc qui sortirait soudain de leur cerveau comme d'une pochette surprise, de même pour l'interprétation de tout ce qui se passe dans le monde sur le plan économique ou politique, spontanément ils auraient tout compris, ils sont décidément très forts, lire, étudier, réfléchir seraient finalement inutiles, on devraient se passer de repères, d'enseignements ou de connaissances, de théorie, de méthode, de stratégie, de tout, de boussole pour se guider et trouver miraculeusement la bonne voie, sauf que rien ne fonctionne ainsi dans la vie, rien !

2 - Il y a une erreur de casting au niveau de ces dirigeants. Les uns et les autres subissent l'influence de la propagande officielle. On ne peut pas en vouloir au manifestant lambda qui est de bonne foi, en revanche leur dirigeant les trompent délibérément, ils sont corrompus dans tous les sens du terme.

Quelque part ils n'ont pas choisi leurs dirigeants, alors ne les accablez pas, ils ont du mérite de manifester malgré tout, et plus d'un en a conscience ou sais quoi penser de Mélenchon… C'est toujours mieux que ceux qui trouvent n'importe quel prétexte pour ne pas lever leur cul de devant leur écran d'ordinateur !

3 - Aux ignorants ou donneurs de leçons.

Comment commença la première révolution russe.

Journée de manifestation ouvrière du 9 janvier (22 janvier) 1905 à Saint-Pétersbourg, qui fut le point de départ de la révolution russe de 1905.

Organisé à l'instigation du pope Gapone afin de présenter une pétition à Nicolas II en faveur de réformes.

Gapone, pope (religieux orthodoxe) et président de l'Union des ouvriers d'usine de Saint-Pétersbourg (mutuelle ouvrière sous autorité du Tsar) rédige une pétition à Nicolas II qui recueille plus de 150 000 signatures.

« *Nous, ouvriers de la ville de Saint-Pétersbourg, nos femmes et nos enfants, et nos vieux parents invalides sommes venus à toi, Sire, chercher justice et protection. Opprimés et réduits et à la misère, (…) nous en sommes arrivés à ce moment terrible où mieux vaut mourir qu'endurer plus longtemps d'insupportables souffrances.* »

Elle énumère les revendications suivantes : amnistie, libertés civiques, salaire normal, remise progressive de la terre au peuple, convocation d'une assemblée constituante élue au suffrage universel, ensemble de mesures politiques, économiques et sociales destinées à lutter « *contre l'oppression du travail par le capital* » et s'achève par :

« *Sire ! Ne refuse pas d'aider Ton peuple ! Abats la muraille qui Te sépare de Ton peuple ! Ordonne que satisfaction soit ordonnée à nos requêtes, fais-en le serment et Tu rendras la Russie heureuse ; sinon, nous sommes prêts à mourir ici-même* »

Cette pétition à elle seule révèle toutes les confusions dans les esprits d'un peuple qui se soulève. Le 9 janvier (n.s. 22 janvier), des milliers d'ouvriers, conduits par Gapone, convergent vers la place du Palais d'Hiver, portant des icônes et chantant des cantiques. Mais le tsar n'est pas prêt à faire des concessions. 40 000 hommes de la troupe tsariste chargent la foule, faisant plus de 1 000 morts et 2 000 blessés. Cette date est restée connue sous le nom de Dimanche rouge.

Le même soir, le pope Gapone bouleversé s'adressa à la foule, déclarant : « *Nous n'avons plus de tsar », et appelant les soldats à se considérer comme libres de toute obligation envers « le traître, le tsar, qui a ordonné que soit répandu le sang des innocents.* »…

(https://wikirouge.net/R%C3%A9volution_russe_(1905)

4 - Je partage votre remarque.

En guise d'info, le blog en question s'est contenté d'un titre, d'une affirmation non sourcée, qui ne vaut rien. Et la meilleure, c'est que ce blog prétend aider ses lecteurs à réfléchir, alors qu'il fait uniquement dans la propagande.

Comme beaucoup d'autres qui se prétendent "alternatifs" ou "indépendants", ils mêlent vérités et contrevérités de manière à mettre les lecteurs en confiance, pour ensuite les amener sur le terrain de la droite compatible avec l'extrême droite ou carrément de l'extrême droite.

Ces articles servent uniquement les intérêts de leurs auteurs ou plutôt les blogs qui en sont à l'origine, c'est du marketing au service exclusivement d'une certaine propagande, généralement conservatrice ou de droite, libertarienne ou d'extrême droite.

Chaque fois qu'un internaute clique pour se connecter à leur blog ou regarder une vidéo, ils comptabilisent une visite de plus, ce qui leur permet ensuite de se prévaloir d'une certaine légitimité, qui repose donc sur une manipulation des consciences ou une escroquerie politique, ils profitent de l'ignorance, de la naïveté, de la vulnérabilité des personnes qu'ils trompent ou induisent en erreur délibérément, ils participent à la banalisation et à la montée de l'extrême droite et son idéologie.

Ils sont facilement repérables, sinon il suffit de taper leurs noms dans un moteur de recherche, puis d'ouvrir les liens qui fournissent des indications précises sur leur nature.

Il faut préciser, que pour s'informer correctement, il n'est pas du tout indispensable de s'y connecter, puisque d'autres auteurs ou médias plus fréquentables diffuseront les mêmes informations. J'en fais l'expérience tous les jours depuis des années, donc je ne raconte pas n'importe quoi. J'ai publié plus de 20.000 pages d'infos et d'analyses (toujours en ligne) dans mon portail depuis août 2008 en excluant systématiquement ces blogs pour m'informer.

5 - Avez-vous observé ce qui s'est passé dans les années 20-30, quand les masses se mobilisèrent un peu partout en Europe contre les régimes de droite en place, on va dire pour faire simple sur des

positions de gauche, puis elles se retrouvèrent au côté de régime d'extrême droite, pas toutes mais la majorité ou une grande partie d'entre elles...

On pourrait en déduire qu'elles adoptèrent des positions contradictoires, diamétralement opposées, en apparence seulement, et c'est cela qu'on a le plus de mal à cerner. Car, à aucun moment lors de la première phase de leur mobilisation leur niveau de conscience politique ne coïncidera avec la nécessité de renverser les régimes en place, que c'était à elles d'accomplir cette tâche politique. Les sociaux-démocrates et les staliniens qui contrôlaient le mouvement ouvrier s'employèrent à les détourner de cet objectif, mieux valait encore le fascisme et la guerre plutôt qu'une révolution socialiste. Du coup, le niveau de conscience politique des masses ne dépassa pas le stade élémentaire du réformisme ou trade-unionisme, des revendications sociales compatibles avec ces régimes, elles étaient destinées à améliorer leur condition sans modifier ou inverser les rapports sociaux établis entre les classes. Ainsi bridées et sans issue politique, ces mobilisations étaient vouées à des échecs cinglants aux conséquences dramatiques. Les sociaux-démocrates et les staliniens proclamèrent au contraire que ce fut une grande victoire (en France), ou en cas d'échec (Italie, Allemagne, Espagne notamment) ils mirent cela sur le compte de la fatalité ou ils accusèrent les masses d'en être responsable, argument cynique et scélérat s'il en est.

Cela déboucha sur les régimes de Pétain, Hitler, Franco et Mussolini. C'est la trahison des sociaux-démocrates et des staliniens qui fraya la voie à ces régimes dictatoriaux, et non les masses qui en furent les otages et les victimes. En Allemagne, Hitler proposa un programme agrémenté de réformes sociales, des pans entiers des masses le soutinrent et elles adhérèrent à l'idéologie des nazis... Une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, elles firent ni une ni deux et elles adoptèrent ce qu'on leur présenta comme la démocratie, et depuis elles n'ont pratiquement pas évolué.

Si on voulait résumer rapidement ce chapitre, on observerait que les masses sont passées successivement d'une position progressiste, voire passablement révolutionnaire, à une position ultra réactionnaire, pour enfin s'accommoder du sort que leur réservait la réaction dite républicaine et démocratique ; On laissera de côté les mouvements révolutionnaires qui tentèrent de se frayer une voie dans plusieurs pays à la sortie de la guerre, France, Italie et Grèce notamment, et qui furent trahis de la même manière par les staliniens dominant le mouvement ouvrier.

Ces différents épisodes, en apparence contradictoires, s'expliquent très bien. Ils ont en commun, qu'à aucun moment les masses ne parvinrent à se doter d'une direction révolutionnaire ayant adopté un programme fidèle à leurs besoins et inspirations fondamentales, aux tâches politiques qu'elles devaient accomplir, aux objectifs politiques qu'elles devaient se fixer, en premier lieu renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme qui est à l'origine de tous leurs maux, de toutes les guerres, instaurer une République sociale...

Nous en sommes toujours là, hélas, par certains côtés en pire, mais il ne faut pas désespérer, la situation comporte aussi de bons côtés pour peu qu'on sache les exploiter. Toutes les prises de position qui sapent la légitimité du régime préfigurent son effondrement. Un peu de patience, il arrivera fatalement un moment, où il n'y aura plus qu'à lui filer un coup de pied au cul pour s'emparer du pouvoir. Et puis je me dis que je ne dois pas être le seul à faire cette analyse...

6 - (Un lecteur : « *chez certains amis très proches qui avaient un sens critique assez aiguisé sur tout sujet je constate un phénomène de ce type, et cela pose question* »)

- Ils sont dans un état de sidération, ils s'en remettront à l'occasion d'un autre choc...

Avoir un "*sens critique*" ne veut rien dire, si on ne se penche pas sur son réel contenu, sa signification, sur son orientation.

Il y a plein de gens qui arborent une bonne conscience, qui se disent ceci et cela, il ne faut jamais les croire sur parole, cela ne les engage à rien, c'est ce que votre remarque témoigne du reste.

7 - (Un lecteur : « *en regardant tout ce tas de connards qui manifestent (...) tous ces boeufs (...) Bande de taré* »)

- Méfiez-vous, on est toujours le con de quelqu'un…

L'info est au niveau d'un « *spectacle médiatique* »... à vomir.

« *Lorsque vous grignotez de l'info tout le temps, il y a un risque d'infobésité* », selon André Gattolin. - Publicsenat.fr 16 octobre 2022

Selon une récente étude de l'institut Jean Jaurès, un Français sur deux avoue ressentir une fatigue informationnelle. Un sentiment nouveau accentué par la succession de crises sanitaires, climatiques, et politiques. Si certains sénateurs y voient un problème de santé publique, les citoyens interrogés par Marie Brémeau dans « *dialogue citoyen* » ont interrogé les élus présents sur leur responsabilité personnelle et leur participation à ce que certains dénoncent comme un « *spectacle médiatique* ». - Publicsenat.fr 16 octobre 2022

J-C – Les diffuseurs d'infos ont été multipliés à l'infini ou presque avec Internet, tout le monde s'y perd, c'était voulu ou conçu pour ça.

Si vous n'êtes pas engagés dans le combat politique, en fait je crois que cela peut s'adresser à tout le monde, vous n'avez pas besoin d'être informés en temps réel ou quotidiennement, vous ne serez pas idiot pour autant, ce que vous n'aurez pas lu ou entendu, vous pourrez y accéder dans quelques jours dans des articles publiés par divers blogs, vous gagnerez du temps et vous aurez moins mal à la tête !

Fake news du Point. Ce sont eux les complotistes, la preuve.

J-C - Voilà comment ces sadiques fabriquent des pénuries pour effrayer la population, afin qu'elle cautionne leur théorie frauduleuse du réchauffement climatique entre autres.

Après la moutarde, une pénurie de riz se profile - LePoint.fr 16 octobre 2022

C'est un nouveau signal alarmant qui pourrait toucher la consommation des Français. Comme le décrypte BFMTV, la production mondiale de riz est en chute libre depuis le début de l'année et la crainte d'une nouvelle pénurie, après la moutarde ou les carburants, grandit peu à peu. Le Syndicat de la rizerie française (SRF) souligne que de nombreux risques pèsent sur les futurs approvisionnements et que les difficultés pourraient survenir « à partir de février-mars, à l'arrivée des nouvelles récoltes », selon son président Thierry Lievin, président du SRF.

« *S'il n'y a pas de ruptures complètes, il y aura au moins de fortes perturbations d'approvisionnement* », alerte-t-il auprès de nos confrères. Si la France parvient à produire à elle seule 50 000 tonnes de riz chaque année, elle en importe près de cinq fois plus – 240 000 tonnes – pour parvenir à satisfaire sa demande nationale. Or, c'est toute la chaîne de production mondiale du riz qui s'avère impactée cette année, notamment en raison du réchauffement climatique. LePoint.fr 16 octobre 2022

J-C - Qu'en est-il vraiment ? Sans surprise, exactement le contraire de ce qu'affirment BFMTV et Le Point ! Allons à la source, officielle.

A retenir de la FAO : À la suite d'une révision à la hausse de 2,1 millions de tonnes apportée depuis septembre, les prévisions de la FAO concernant les stocks mondiaux de riz à la clôture de la campagne de commercialisation 2022-2023 ont été portées à 193,1 millions de tonnes. À ce niveau, elles afficheraient une baisse de 1,8 pour cent par rapport au niveau record de 2021-2022, mais il s'agirait tout de même de leur troisième plus haut niveau jamais enregistré.

Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture

(https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr)

Situation alimentaire mondiale
Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales

Le Bulletin sur l'offre et la demande de céréales a pour objet de communiquer des prévisions actualisées sur le marché mondial des céréales.

Date de publication : 7 octobre 2022

Extraits.

Compte tenu de la révision à la baisse de 1,7 million de tonnes apportée depuis septembre, on prévoit à présent une production mondiale de riz en 2022 de l'ordre de 512,8 millions de tonnes (en équivalent riz usiné), soit 2,4 pour cent de moins que le niveau record de 2021, mais un niveau encore supérieur à la moyenne.

Cette révision s'explique principalement par des perspectives de production plus limitées que prévu en Chine, où le temps sec estival prolongé et les températures élevées ont eu des répercussions sur les cultures implantées le long du bassin du fleuve Yangtsé, et au Pakistan, compte tenu des graves inondations qui ont eu lieu récemment. Si l'on ajoute les révisions à la baisse plus légères qui ont été apportées pour d'autres pays, ces reculs ont contrebalancé la révision à la hausse des prévisions de production en République islamique d'Iran, en Thaïlande et dans quelques pays producteurs d'Afrique de l'Ouest.

Contrairement aux prévisions pour les céréales secondaires et le riz, celles qui concernent la production mondiale de blé en 2022 ont été relevées de 10,2 millions de tonnes depuis septembre et l'on s'attend désormais à ce qu'elles atteignent le nouveau niveau record de 787,2 millions de tonnes, soit 1,0 pour cent de plus que l'année dernière.

Les récoltes meilleures que prévu dans l'Union européenne, principalement en raison de l'amélioration des rendements des cultures de blé tendre, et en Fédération de Russie, sous l'effet de

conditions météorologiques favorables, représentent la plus grande partie de cette hausse mensuelle. En outre, une bonne humidité des sols lors des semis et des prévisions pluviométriques favorables ont renforcé les perspectives de production en Australie, qui indiquent que la production de blé en 2022 pourrait être la deuxième plus importante jamais enregistrée, après le record historique de 2021. Ces révisions font plus que compenser un léger fléchissement des prévisions concernant la production de blé en Argentine, où des précipitations limitées ont légèrement dégradé les conditions de culture, ce qui laisse présager des rendements potentiellement plus faibles.

L'utilisation mondiale de céréales en 2022-2023 devrait atteindre 2 784 millions de tonnes, soit une baisse de 8,7 millions de tonnes depuis septembre et un niveau inférieur de 0,5 pour cent à celui de 2021-2022. Dans le droit fil de la réduction de la production qui est prévue, la révision à la baisse apportée ce mois-ci à l'utilisation de céréales est principalement imputable à une diminution de 6,4 millions de tonnes des prévisions concernant l'utilisation de céréales secondaires, qui s'établissent à présent à 1 491 millions de tonnes, soit 0,6 pour cent de moins que pour la saison précédente, principalement en raison de la réduction de l'utilisation dans l'alimentation animale qui est attendue.

Depuis septembre, la FAO a baissé de 3,6 millions de tonnes ses prévisions concernant l'utilisation mondiale de riz en 2022-2023, qui s'établissent à présent à 518,6 millions de tonnes. À ce niveau, l'utilisation mondiale de riz enregistrerait un recul de 0,7 pour cent par rapport au pic atteint en 2021-2022, recul qui s'explique par la baisse des utilisations non alimentaires du riz par rapport aux niveaux au-dessus de la normale enregistrés pour la campagne précédente, tandis que la consommation alimentaire devrait globalement progresser au même rythme que la croissance démographique. L'utilisation totale de blé, estimée à 774 millions de tonnes, devrait rester proche de son niveau de 2021-2022, compte tenu d'une révision à la hausse de 1,3 million de tonnes apportée depuis septembre, qui est due à une utilisation du blé dans l'alimentation animale plus importante que prévu dans l'Union européenne, où le resserrement des disponibilités en maïs et la hausse des prix intérieurs de cette céréale ont réorienté la demande vers le blé.

Malgré une révision à la hausse de 2,9 millions de tonnes apportée ce mois-ci, les stocks mondiaux de céréales à la clôture des campagnes de 2023 devraient tout de même se contracter de 1,6 pour cent par rapport à leur niveau d'ouverture et descendre à 848 millions de tonnes. Sur la base des dernières prévisions concernant les stocks et l'utilisation, le rapport stocks/utilisation de céréales au niveau mondial devrait s'établir à 29,7 pour cent en 2022-2023, soit un peu moins que le rapport estimé pour 2021-2022 (31,0), mais un niveau encore relativement élevé d'un point de vue historique.

À la suite d'une révision à la hausse de 2,1 millions de tonnes apportée depuis septembre, les prévisions de la FAO concernant les stocks mondiaux de riz à la clôture de la campagne de commercialisation 2022-2023 ont été portées à 193,1 millions de tonnes. À ce niveau, elles afficheraient une baisse de 1,8 pour cent par rapport au niveau record de 2021-2022, mais il s'agirait tout de même de leur troisième plus haut niveau jamais enregistré. Un certain accroissement des stocks prévu en Chine et en Inde devrait contribuer à cette relative abondance. Les perspectives sont moins positives ailleurs, car l'ensemble des réserves détenues par tous les autres pays devraient chuter de 8,2 pour cent en glissement annuel et tomber à leur niveau le plus bas depuis trois ans, à savoir 50,1 millions de tonnes. Contrairement à ce que l'on prévoit pour les céréales secondaires et le riz, les stocks mondiaux de blé devraient progresser de 3,2 pour cent par rapport à leurs niveaux d'ouverture et atteindre 303 millions de tonnes, soit une hausse de 3,6 millions de tonnes par rapport aux prévisions précédentes. L'amélioration des perspectives de production a tiré vers le haut les prévisions concernant les stocks de blé en Fédération de Russie,

où, ainsi qu'au Canada, en Chine et en Ukraine, une grande partie de la croissance prévue devrait se concentrer.

On prévoit à présent un léger tassement des échanges internationaux de riz en 2023 (janvier-décembre), qui devraient descendre à 53,0 millions de tonnes, soit, par rapport au niveau estimé pour 2022, une baisse de 1,4 pour cent due à un resserrement modéré des disponibilités exportables, ainsi qu'à des incertitudes quant aux politiques commerciales et aux fluctuations des taux de change dans les pays importateurs. fao.org

J-C - On peut noter que la baisse de 1,8 pour cent par rapport au niveau record de 2021-2022 des stocks mondiaux de riz, est largement compensée par la hausse des stocks mondiaux de blé de 3,2 pour cent.

Le compte est bon… a priori !

Marche "*contre la vie chère et l'inaction*" climatique : 140 000 participants selon les organisateurs, 30 000 d'après les autorités - francetvinfo.fr 16 octobre 2022

J-C - Où le ministère de l'Intérieur a-t-il trouvé ces 30 000 manifestants ? La veille, et ce n'est pas une blague de ma part :

Selon une source policière à l'AFP, 30.000 manifestants sont attendus - BFMTV 15 octobre 2022

La marche "*contre la vie chère et l'inaction*" climatique s'est tenue, dimanche 16 octobre, entre la place de la Nation et celle de la Bastille, à Paris. La gauche unie dans la Nupes organisait cette journée de mobilisation, avec le renfort d'associations et de certaines fédérations syndicales. Les organisateurs ont annoncé en fin d'après-midi que 140 000 personnes avaient défilé dans le cortège, alors que les autorités évoquent le chiffre de 30 000 participants. Au début de la manifestation, Jean-Luc Mélenchon a estimé qu'Emmanuel Macron était "*en bout de course*". Pour le leader des "*insoumis*", Il a aussi appelé à la "*grève générale*".

La marche est "*déjà un succès*" pour Mathilde Panot. "*C'est déjà un succès parce que nous sommes 25 associations qui appelons à cette marche, 700 syndicalistes et des personnalités dont [l'écrivaine et personnalité de gauche récompensée par le prix Nobel de littérature] Annie Ernaux*", s'est réjouie Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée, sur franceinfo. - francetvinfo.fr 16 octobre 2022

J-C – Où sont passés les millions d'électeurs de Mélenchon et des autres candidats qui participaient à cette manifestation notamment ? Disparus, peu importe, ils sont satisfaits d'eux-mêmes, il n'y a que cela qui comptent pour eux.

Quand ils nous prennent vraiment pour des abrutis

Olivier Faure (PS) : "*Nous voulons un meilleur partage des richesses*".

"*Les élus doivent se mettre au service du peuple qui a faim*", a plaidé Jérôme Rodrigues, figure emblématique des "*gilets jaunes*", sans rire, il s'adressait à la majorité de droite à l'Assemblée nationale ! Pauvre type !

Le Point a fourni quelques infos intéressantes, exprimé un vœu et témoigné un regret le lendemain de la manifestation du 16 octobre à Paris

À 18 h 30, la préfecture de police déplorait très peu d'incidents. (**Dommage ! – J-C**)

Les revendications en faveur de l'environnement, quant à elles, se trouvaient noyées dans la masse des mots d'ordre sociaux. Les tentatives répétées visant à faire de l'écologie une nouvelle lutte des classes prendront peut-être un jour, mais le chemin risque d'être plus long qu'un Nation-Bastille. (**Ca ne prend pas, ils sont obligés de l'avouer, tant mieux, une bonne nouvelle. – J-C**)

Les policiers ont regardé à bonne distance les antifas intégralement habillés de noir s'acharner sur les vitrines de la banque (Société générale), symbole du capitalisme honni. Les brigades de répression des actions violentes motorisées (Brav) étaient visibles, prêtes à intervenir. Composées de binômes à moto, redoutées des black blocs, elles se sont tenues en retrait. (**Cette bienveillance les honore ! – J-C)**

Ceux qui s'en sont pris aux agences bancaires semblaient tous se connaître. Pendant que les uns opéraient, les autres veillaient sans ménagement à ce que personne ne prenne de photo dans la foule. (**Ils craignent les manifestants, on se demande bien pourquoi, je fais l'idiot. – J-C**) lepoint.fr 17 octobre 2022

La grève générale donne des boutons au secrétaire général de Force Ouvrière.

Jean-Luc Mélenchon appelle à une "*grève générale*" le 18 octobre - BFMTV 16 octobre 2022

« *Le bouton qui déclenche la grève générale, ça n'existe pas* », affirme le secrétaire général de Force Ouvrière - Publicsenat.fr 17 octobre 2022

« *Sans ces réquisitions, ces conflits se seraient arrêtés* », estime Frédéric Souillot. C'est donc bien la réaction du gouvernement qui a fait rentrer FO dans la danse, alors que la CGT, FO, Solidaires et FSU ont finalement appelé à une journée de grève interprofessionnelle ce mardi 18 octobre, rejoints par les organisations de jeunesse (UNEF, FIDL, MNL et Vie Lycéenne). « *La première revendication c'est la remise en cause du droit de grève », explique ainsi le secrétaire général de FO. « La réquisition c'est inacceptable, et ce n'est jamais la bonne solution.* ».

« *Cela va être très suivi* », estime Frédéric Souillot, « *notamment dans les lycées professionnels, dans les Finances Publiques, l'Education nationale, et des entreprises du privé qui vont rejoindre le mouvement.* » D'après lui, c'est aussi le contexte social explosif qui explique cet embrasement social : « *La réquisition a mis le feu aux poudres, et avec une inflation que personne n'a connu depuis des années. Aujourd'hui, il faut augmenter les salaires. C'est avec la fiche de paye que l'on remplit le frigo.* » (**Le vendu y tient à son putain de "*frigo*", il faut dire que quand on bouffe à tous les râteliers... - J-C**) Mais est-ce que la grève de mardi sera reconduite ? « *Demain il y a une mobilisation partout en France, y compris par la grève, ensuite ce sont les AG [assemblées*

générales, ndlr] qui reconduiront ou pas la grève, secteur par secteur et entreprise par entreprise », répond Frédéric Souillot.

J-C - En espérant tout de même qu'elle ne soit pas reconduite partout, auquel cas elle risquerait de s'étendre et pour le coup elle deviendrait générale, quelle horreur, il serait obligé d'appeler à la grève générale ! C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils freinent des quatre fers pour qu'elle n'ait pas lieu.

Publicsenat.fr - *« Le bouton qui déclenche la grève générale, ça n'existe pas. La grève générale, c'est presque de l'incantation* », poursuit le secrétaire général de Force Ouvrière, alors que Philippe Martinez appelle à propager le mouvement, et que Jean-Luc Mélenchon parle de la formation d'un nouveau Front Populaire. Une manière de répondre à une tentative de politisation du mouvement social et de rappeler la séparation entre partis politiques et syndicats à laquelle les organisations syndicales françaises sont attachées : « *Les statuts de notre confédération disent* 'liberté et indépendance', *et nous, on ne fait que du syndicalisme et rien que du syndicalisme. À chaque fois qu'il y a manifestation, les partis politiques les suivent, c'est la norme. Ils sont les bienvenus, mais derrière le cortège des organisations syndicales. Ce sont elles qui décident de la politique sociale.* »

J-C - Et c'est bien là le drame depuis plus d'un siècle. C'est ce qui a affaibli, pourri, tué le mouvement ouvrier. Même les soi-disant trotskystes s'en réclament. Comment cela ?

Il était stipulé dans la Charte d'Amiens adoptée par le 9é Congrès de la CGT en 1906, dont se réclame encoe FO, que " *Le syndicat (...) prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale*", mais ce "*moyen d'action*" est insuffisant pour réaliser "*l'expropriation capitaliste*", qui plus est quand cette perspective est absente de la propagande de tous les syndicats. En soi, la grève générale n'a jamais permis d'atteindre cet objectif, elle n'en a pas les moyens politiques. Et pour cause, la grève générale se situe sur le plan social, alors que les institutions qu'il faut abattre se situe sur le plan politique. Les deux sont liés et n'auraient jamais dû être séparés.

C'est la Constitution et les institutions qui fournissent le cadre politique et juridique dans lequel va s'exercer le pouvoir de la classe dominante, les rapports sociaux d'exploitation ou entre les classes, elles légitiment le régime économique en place. Par conséquent, si on ne commence pas par réaliser une révolution politique, par abroger la Constitution et liquider les institutions de la Ve République, cela signifie qu'on se prive des moyens de réaliser une révolution sociale ou "l'expropriation capitaliste". Dit autrement, si on ne se fixe pas pour objectif politique la prise du pouvoir, la grève générale ne permettra jamais de réaliser l'émancipation du capital, c'est qu'elle poursuit un autre objectif politique compatible avec le maintien du régime en place.

On nous dira que les travailleurs n'ont pas atteint un niveau de conscience politique suffisant pour entendre un tel discours. Et alors, ce n'est pas ce qui les empêchera de se mobiliser s'ils ne supportent plus leurs conditions d'existence. On ne les oblige pas à adopter les objectifs ou la perspective politique qu'on leur propose, cependant les éléments les plus avancés ou les plus déterminés parmi eux pourront s'en saisir et rejoindre notre combat, à défaut de victoire lors de chaque lutte, on se satisferait très bien d'avoir atteint cet objectif ou d'avoir gagné de nouveaux militants pour le socialisme.

Un complément qui devrait déplaire à Frédéric Souillot

Il faut en finir une fois pour toute avec le capitalisme.

La Grande-Bretagne fait face à un automne de la colère avec des grèves touchant le rail, les principaux ports, ou encore les services de la poste. Le système de santé publique, le NHS, n'y échappe pas. Il s'apprête, lui aussi, à faire grève pour une hausse des salaires. Ce pourrait être la pire grève dans le secteur depuis les années 1980, annonce le *Financial Times* qui évoque un record de sept millions de patients sur liste d'attente pour un rendez-vous hospitalier en Grande-Bretagne.

Cela est dû en partie au rattrapage des opérations annulées pendant la pandémie de Covid-19, mais aussi à une pénurie de personnel et des années d'austérité. Fin septembre, le gouvernement britannique a annoncé un paquet de mesures et la première ministre Liz Truss a fait de l'aide aux services de santé, l'une des trois priorités de son mandat. Un fonds notamment de 500 millions de livres sera créé pour développer les prises en charge à domicile cet hiver, afin de libérer des lits à l'hôpital.

Mais la flambée des coûts de l'énergie et l'inflation ont remis le feu aux poudres : 750 000 salariés du secteur pourraient se joindre au mouvement qui risque de durer une bonne partie de l'hiver si l'on en croit le *Financial Times* qui a aussi publié une étude qui atteste que chaque livre dépensé par l'État dans le système hospitalier rapporte quatre fois plus à l'économie du pays.

Les hôpitaux font, de plus, face à une pénurie de sang inédite. Le NHS a demandé aux hôpitaux, la semaine dernière, de décaler les opérations non urgentes, risquant d'aggraver encore un peu plus les délais que subissent les patients. rfi.fr 17 octobre 2022

J-C – La Grande-Bretagne est devenue le tiers-monde…

Le champion des raclures toutes catégories confondues.

***"Il faut que le budget soit voté"*: François Hollande se range du côté de l'utilisation du 49-3 - BFMTV 16 octobre 2022**

Invité de "*Dimanche en politique*", l'ex-président de la République estime que le "*débat a été assez long*" autour du budget 2023. BFMTV 16 octobre 2022

Macron toujours plus impopulaire... parmi son électorat. Ils ne risqueront pas leurs vies pour sauver son régime.

Macron annonce une hausse de la prime pour l'achat d'une voiture électrique - lepoint.fr 16 octobre 2022

Le bonus écologique va être porté de 6 000 à 7 000 euros pour les ménages les plus modestes achetant une voiture électrique, a annoncé Emmanuel Macron dans une interview au quotidien Les Échos à paraître lundi.

Ce bonus est valable pour les véhicules vendus moins de 47 000 euros, soit des électriques compactes ou des SUV, comme la Renault Mégane ou la Peugeot 2008, mais pas une Tesla.

J-C - Renault Mégane électrique : 35.200€, Peugeot 2008 électrique : 38.700 €

Commentaires d'abonnés du Point qui ne sont pas vraiment de féroces opposants à Macron.

1 - Quel foyer modeste peut se permettre d'acheter un véhicule électrique, même avec 7. 000 € de bonus ?

De toute façon Macron dit tout et son contraire ! Il va prendre l'électricité où ? En coupant le courant chez les particuliers qui en auront besoin pour se chauffer et pour manger ?

La pénurie d'électricité ne sera que pour ceux qui n'ont pas les moyens de "*s'offrir*" un véhicule électrique, pour les autres, pas de problème, ils seront certains que leurs véhicules ne resteront pas à l'arrêt...

- On envisagera l'achat d'une voiture électrique quand il y aura :
- une infrastructure suffisante pour recharger partout en ville ou sur la route.
- de l'électricité sans risque de pénurie.

Actuellement ce n'est pas le cas. Les voitures électriques sont pour les bobos écolos, mais elles sont inadaptées avec le réseau actuel et les risques de pénuries.
La prime de 1000€ de plus sur une voiture électrique d'au moins 30. 000€, c'est ridicule.

2 - Il y a seulement quelques semaines le pionnier électrique qu'est la Californie a interdit la recharge des VE pour soulager son réseau. Et en même temps, pour moi qui n'utilise ma berline thermique principale que sur autoroutes, je vois que le KWH est vendu 0, 69€ sur borne rapide chez ionity, soit environ 55€ pour moins de 300km. A condition d'avoir fait la queue. Et ce avant que Lemaire n'applique au kWh automobile la même taxation qu'au litre de fossile, à savoir 150%. Et avant que le plot 5 du linky ne soit activé pour dénoncer et taxer la recharge à domicile. Et ces VE ne peuvent satisfaire le germanopratin qu'à condition que les petits africains, les petits vietnamiens et indiens continuent leur esclavage. Pauvre Macron, il est toujours à côté de ses pompes, alors qu'il devrait au contraire TOTALement s'en rapprocher.

3 - En Angleterre, le plein d'électricité vient de dépasser le plein de carburant... Incitatif ?

4 - " *Il est à peu près sûr que nous aurons des coupures d'électricité cet hiver » confie un cadre de la gestion des risques à EURACTIV*. ".

Voilà qui ne donne pas trop envie d'acheter une voiture électrique.

5 - "*Personne ne prend la peine de calculer ce que lui coûte vraiment sa voiture*. "

Oh que si, et à 35000 € d'investissement quand on trouve des VT à 10000 d'occasion raisonnables, le calcul est vite fait pour les ménages les plus modestes.

Et quand je mets 15 minutes à remplir mon réservoir je peux faire plus de 1100 km avant de chercher une station-service...

6 - Avec quelle électricité va-t-il alimenter ces voitures. Alors qu'il prône la sobriété énergétique
QU'il annule son décret de fermeture des 14 centrales, Qu'il signe les décrets de construction de nouvelles centrales nucléaires qu'il a promis pour se faire élire
Sinon on aura de l'électricité allemande au charbon bien polluant
Les suédois et les finlandais sont plus intelligents, ils décident de construire des centrales nucléaires
Macron préfère ses éoliennes, comme le parc de Saint Nazaire financé à 50% par des fonds américains et avec des éoliennes de Général Electric
Enfin qui peut se payer des véhicules électriques à des prix exorbitants, certainement pas les classes moyennes de l'enfumage comme d'habitude
Qu'il lise l'ouvrage « *Voiture électrique ; ils sont devenus fous* » de F-X Pietri avant de raconter n'importe quoi!

7 - La partie émergée de l'arnaque du réchauffement anthropique... Passez à l'électrique, économisez l'électricité et mettez des cols roulés. On en rit ou on en pleure ?

8 - Ça me fait bien rire. Le mec croit sérieusement que les ménages modestes achètent des voitures NEUVES.
Ça illustre parfaitement la déconnexion de nos élites avec le réel.

Plus rien ne gaze à l'ouest !

La Chine interrompt ses ventes de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Europe - lemediaen442.fr 17 octobre 2022

Selon *The Economic Times* – La Chine a demandé à ses importateurs publics de gaz de cesser de revendre du gaz naturel liquéfié (GNL) à des acheteurs en Europe et en Asie, alors qu'elle cherche à assurer son propre approvisionnement pour la saison hivernale, a rapporté *Bloomberg News* lundi.

La Commission nationale chinoise du développement et de la réforme a demandé à PetroChina Co, Sinopec et Cnooc Ltd de conserver les cargaisons hivernales pour un usage domestique, selon le rapport, citant des personnes proches du dossier.

Lundi, les autorités chinoises ont déclaré que le pays augmenterait considérablement sa capacité d'approvisionnement énergétique domestique et sa capacité de réserve pour les produits de base clés, réitérant une politique d'approvisionnement et de stabilisation des prix des matières premières. lemediaen442.fr 17 octobre 2022

Quand Xi Jinping imite Poutine.

Chine : Xi Jinping affirme qu'il « *ne renoncera jamais à l'usage de la force* » pour réunifier Taïwan - Journal du Dimanche 16 octobre 2022

Tout en assurant que la Chine avait toujours « *respecté* » et s'était toujours « *souciée* » du peuple taïwanais, Xi Jinping s'est montré déterminé à réunifier « *pacifiquement* » ce qu'il estime être l'un de ses territoires, bien que la dirigeante taïwanaise, Tsai Ing-Wen, maintient son refus d'intégration à l'Empire du Milieu. « *La résolution de la question de Taïwan est l'affaire du peuple chinois, et c'est au peuple chinois de décider* », a martelé le chef de la République populaire de Chine devant les 2 300 délégués du PCC, présents au congrès du parti qui s'est ouvert samedi à Pékin. *« Les roues historiques de la réunification nationale et du rajeunissement national roulent. La réunification complète de la patrie doit être réalisée. Elle sera réalisée* », a-t-il ajouté, sous une longue salve d'applaudissements, a rapporté l'Agence France-Presse.

Pour parvenir à ses fins, le président chinois n'écarte pas tout recours à « *la force* », comme l'ont laissé entendre ces récentes manœuvres militaires dissuasives. « *Nous œuvrerons avec la plus grande sincérité et les plus grands efforts pour une réunification pacifique de Taïwan, mais nous ne promettrons jamais de renoncer à l'usage de la force et nous nous réservons l'option de prendre toutes les mesures nécessaires* », a confirmé Xi Jinping, tout en fustigeant tout « *séparatisme* » et « *ingérence* » étrangère dans ce conflit. Journal du Dimanche 16 octobre 2022

Le règne de la terreur va-t-il enfin changé de camp ?

Mislav Kolakusic, ancien juge anticorruption : « *Les vaccins sont le plus grand scandale de corruption de l'histoire de l'humanité* » - lemediaen442.fr 17 octobre 2022

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, est dans de beaux draps… L'opacité sur l'achat des vaccins qui ont été négociés par SMS entre elle et Pfizer, pour des milliards d'euros, ne passe pas inaperçue au parlement européen. L'intervention du parlementaire croate Mislav Kolakusic, avocat et ancien juge militant contre la corruption fait sensation sur les réseaux sociaux.

« *Le vaccin est un produit dont personne sur cette Terre — hormis peut-être deux ou trois personnes — ne sait ce qu'il contient. Tout ceci n'est que secret et protection des brevets. Ne pensez pas qu'il existe un gouvernement ou agence européenne qui saurait exactement ce qui se trouve dans ce produit. Personne ne sait et personne n'ose le dire. […] L'achat de 4,5 milliards de doses du vaccin Covid-19 […] pour 450 millions de résidents de l'Union européenne est le plus grand scandale de corruption de l'histoire de l'humanité.* » lemediaen442.fr 17 octobre 2022

Big Pharma a offert 818 millions à des médecins en France pour manipuler l'opinion publique - Réseau International 17 octobre 2022

En 5 ans (entre 2014 et 2019), Big Pharma a débloqué 818 millions d'euros pour récompenser des médecins influenceurs en France, d'après une étude consultée par *Le Courrier du Soir* et dont les résultats ont été publiés ce 02 février

Les KOL (Key Opinion Leaders) ou l'arme redoutable utilisée par Big Pharma pour se remplir les proches. En tout cas, en pleine crise sanitaire où les liens entre laboratoires et scientifiques a déjà suscité une vive indignation, une étude menée par des chercheurs français risque de provoquer un vif tollé en France.

En effet, d'après cette étude relayée par le média *Le Quotidien du Médecin*, l'industrie pharmaceutique accorde d'importants cadeaux (financiers) à des médecins KOL pour vendre ses produits. Les montants débloqués sont faramineux. À en croire *le Quotidien du Médecin*, entre 2014 et 2019, les industriels ont fléché 6 milliards d'euros (au niveau mondial) vers les médecins dont notamment 3 milliards d'euros de rémunération et 1,7 milliard de cadeaux en nature. D'après la même source, 548 médecins influenceurs sont en France.

« *Sans surprise, les KOL sont plus gâtés que les autres. Alors que les leaders d'opinion ne représentent 0,24% des praticiens en France, ils concentrent à eux seuls 0,68% du nombre total de cadeaux et 1,5% de la valeur totale de ces avantages en nature. En moyenne, un médecin influenceur recevait l'équivalent de 3700 euros de cadeaux par an. Et 99% des associations médicales comptaient au moins un membre de son conseil d'administration pour lequel un cadeau avait été déclaré* », révèle la source.

Dans son travail d'investigation, *Lecourrier-du-soir.com* a eu accès à l'étude en question dans sa version originale et intégrale. Et les chiffres qui y sont dévoilés sont hallucinants. Ainsi, de 2017 à 2019, 1,67 millions d'accords contractuels ont été déclarés pour un montant 125 millions d'euros.

L'étude révèle également qu'en France, entre 2014 et 2019, 7 354 492 cadeaux ont été déclarés pour un montant de 818 millions d'euros. Les cadeaux accordés aux KOL ont été estimés à 12,3 millions d'euros, soit 3700 euros de cadeau par an pour chaque KOL. En pleine crise sanitaire, cette étude risque de provoquer un séisme dans le monde médiatique. Réseau International 17 octobre 2022

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Russie : nouvelles frappes sur la région de Belgorod, proche de l'Ukraine - BFMTV 16 octobre 2022

De nouveaux bombardements ont touché dimanche la région russe de Belgorod, frontalière de l'Ukraine, faisant au moins quatre blessés, a indiqué le gouverneur, ce type d'incidents s'étant multiplié ces derniers jours.

S'ajoutant à la tension, le ministère russe de la Défense a indiqué que 11 personnes avaient été tuées samedi sur une base militaire de la région, et 15 autres blessées, lors d'une fusillade qualifiée "*d'attentat*" par l'armée russe. BFMTV 16 octobre 2022

Et la réponse russe ne s'est pas fait attendre.

Guerre en Ukraine : Kiev attaquée « *par des drones kamikazes* » - AFP/LePoint.fr 17 octobre 2022

La capitale de l'Ukraine, a été frappée à quatre reprises, lundi matin, lors d'attaques de drones iraniens qui ont endommagé un immeuble résidentiel et ciblé la gare ferroviaire, ont indiqué des responsables ukrainiens. AFP/LePoint.fr 17 octobre 2022

J-C – Et cela a continué le 18 octobre…

Voilà qui devrait encore contrarier les Américains.

Pakistan : Imran Khan confirme sa popularité et "*entre dans l'histoire*" - Courrier International 17 octobre 2022

« *Il en a vaincu plus d'un* », titre le *Daily Times* dans son édition du lundi 17 octobre, au lendemain de la victoire d'Imran Khan aux élections législatives partielles. "*Le président du Pakistan Tehrik-e-Insaf (PTI) [*"Mouvement du Pakistan pour la justice*"] et ex-Premier ministre Imran Khan a gagné six des sept sièges auxquels il s'était présenté dans les scrutins partiels qui se sont tenus dans onze circonscriptions à travers le pays*", apprend-on dans le quotidien de Lahore. Sur les onze sièges en jeu, huit étaient des sièges de l'Assemblée nationale et trois de l'Assemblée locale de la province du Pendjab.

Ces élections législatives partielles ont été organisées pour remplacer les sièges laissés vacants après la démission des députés du parti d'Imran Khan au mois d'avril. Ces derniers avaient jeté l'éponge en signe de protestation après l'éviction de leur leader. L'ex-Premier ministre, démis de ses fonctions après une motion de censure, confirme donc sa popularité dans les urnes. En se présentant personnellement dans sept circonscriptions, il avait fait de ces scrutins un référendum sur sa popularité.

En en remportant six sur sept, il gagne largement son pari. Il "*bat son propre record de victoires établi à 5 sièges*" et le record national. Jamais un homme politique n'avait été élu dans tant de circonscriptions à la fois. Dans un autre article publié au cours de la journée de lundi sur son site Internet, le Daily Times estime ainsi qu'"*Imran Khan est entré dans l'histoire*". Le président du PTI ne pourra néanmoins conserver qu'un seul siège et de nouvelles élections devront être organisées dans les autres circonscriptions. Courrier International 17 octobre 2022

Du Saint-Empire romain germanique au Saint-Empire germano-atlantiste ou le IVème Reich (IV)

En Ukraine se construit le IVème Reich

(Article du 11 juin 2014, entretien avec Olga Tchetverikova)

Ci-après je reprends un extrait très important du livre de Olga Tchetverikova traduit en français, « Le Vatican, totem moralisateur du Nouvel Ordre Mondial ».

« J'aimerais terminer la postface par les propos tenus par Olga Tchetverikova lors d'un entretien datant du 11 juin 2014 (!), soit trois ans avant qu'elle n'écrive « Le Vatican, totem moralisateur du Nouvel Ordre Mondial *» et six ans avant le début de la crise Covid à partir d'une chimère virale venant de laboratoires américains. Ces propos sont recueillis dans l'article «* L'Ukraine s'est mise à construire le IVème Reich. Fascistes, sionistes et libéraux (la crème des Élus de la planète – [NDT]) s'unissent contre la Russie »1.

Lisons Olga Tchetverikova qui, par ses propos, résume très bien ce qui envenime l'Ukraine au moins depuis 2014 et qui l'a transformé aujourd'hui, en 2022, en terrain de confrontation armée

entre la Russie et l'Occident à travers des populations proxies ou intermédiaires (armée ukrainienne, néo-nazis, mercenaires).

« *L'essentiel de la guerre menée aujourd'hui contre la Russie est une guerre informationnelle et psychologique visant le changement non seulement des opinions politiques, mais plus encore de la perception que le peuple russe a du monde (ce qui est appelé «* guerre cognitive » – [NDT]). Les spécialistes parlent de la « *guerre des consciences* » dans laquelle est visée une certaine appréhension du monde.

Il y a quelques années, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté une résolution qui rendait équivalents le rôle de l'URSS et celui de l'Allemagne nazie dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale2. Il était devenu clair que l'Occident préparait la réhabilitation du nazisme. Lorsque cela sera acté, si ça l'est effectivement, on considérera criminelle la critique du nazisme et on affirmera que « *Hitler a été la principale victime du stalinisme* ». Cela va devenir une règle de la nouvelle idéologie (vous êtes au moins au courant – [NDT]).

Les événements en Ukraine montrent clairement que la première phase de la réhabilitation du nazisme entreprise par l'Occident est en passe d'être terminée. Le cas ukrainien est unique dans le sens où un nouveau type de nazisme y est apparu comme une gigantesque chimère qui réunit les fascistes, les sionistes, les libéraux, les occultistes, les kabbalistes de toutes religions3, les fervents de l'œcuménisme, les papistes, les protestants. Les masques et les signes d'appartenance idéologique sont nombreux mais leur origine est une. Indépendamment de leur appartenance formelle à une confession plutôt qu'à une autre, ou à un parti ou à une secte, ils se représentent tous de la même façon l'avenir de l'ordre mondial et la façon de le bâtir. Ils n'ont qu'une religion, à savoir la religion du pouvoir total dans un système qui a prévu pour chacun sa place et son morceau de propriété (comme on dit en russe, « *alors que certains auront les morceaux bien gras, d'autres se contenteront des os* »).

Depuis l'époque des révolutions en Europe, l'Occident a pris l'habitude de vénérer le surhomme, la créature qui remplace Dieu. Aujourd'hui, ce surhomme peut être le président des États-Unis, le pape romain, le haut-commissaire aux droits de l'homme aux Nations unies, ou il peut être tout à coup représenté par une organisation collective comme l'OTAN, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, le Congrès juif mondial ou encore la dynastie Habad-Loubavitch. Une fois en place, le surhomme inocule aux hommes sa vision du monde.

Pour pouvoir faire accepter aux gens le droit que se sont arrogés les « élus » au pouvoir total, il est nécessaire de procéder au remaniement, non seulement, de la conscience, mais également de toute la structure de l'âme humaine. Le pouvoir total revient au contrôle absolu de l'esprit, des sentiments et, surtout, de la volonté des gens. Les méthodes pour inhiber la volonté de l'Autre ont été élaborées durant des siècles à l'intérieur de différents ordres hermétiques. À l'échelle de tout un État, cela est pour la première fois apparu en Allemagne nazie, petit bébé des cercles financiers anglo-américains et sionistes qui avaient reconnu l'échec de leur projet trotskiste en Russie.

Aujourd'hui, au regard des politiciens occidentaux qui font la ronde et roucoulent autour des Yatseniouk et autres Tourtchinov4 qui ordonnent de procéder à des opérations punitives criminelles, au regard des oligarques sionistes qui financent des militaires fascistes5, on prend parfaitement conscience de comment l'Europe a été empaquetée dans le « nouvel ordre » nazi qui ne remonte après tout qu'aux années 1930. De même que John Chamberlain avait été désarçonné devant Hitler, de même que les sportifs du monde entier avaient défilé en faisant le salut nazi aux jeux olympiques de Berlin de 1936, les banquiers juifs avaient chéri la Banque des Règlements

internationaux (BRI) gérée alors par des nazis afin d'y organiser tout au long de la guerre leurs propres affaires financières.

L'établissement du régime nazi en Allemagne visait plusieurs objectifs.

Premièrement, il fallait détruire la Russie soviétique qui représentait un modèle de développement social qui était fondé sur des valeurs absolument incompatibles avec la religion du Veau d'or.

Deuxièmement, il fallait unifier l'Europe sous l'égide des hommes d'affaires allemands les plus importants et en faire un système économique unifié avec la BRI comme nerf financier qui garantirait l'harmonie entre les intérêts des banques centrales étatiques alors en conflit entre elles. Il avait été prévu qu'après l'achèvement de l'unification de l'Europe à travers l'Allemagne, l'élite supranationale remplacerait la direction nazie et poursuivrait la construction du nouvel ordre, mais dorénavant à l'échelle du monde entier.

Troisièmement a été mis en œuvre le projet sioniste de création de l'État d'Israël pour lequel il fallait sacrifier une partie du peuple juif. Après la guerre, en spéculant sur les souffrances de juifs ordinaires, les dirigeants sionistes ont créé la religion de l'Holocauste qui est devenue un puissant moyen de manier l'opinion publique mondiale au profit du grand capital juif6.

Quatrièmement, l'Allemagne devait être une plate-forme pour la gigantesque expérience visant au contrôle des consciences. Il s'est agi d'un programme de restructuration complète de l'homme selon des méthodes eugénistes pouvant être « *positives* » (l'élaboration d'un « *nouvel homme* ») autant que « *négatives* » (la transformation de l'homme en un substitut humain). Avant la guerre, les allemands menaient des expériences eugéniques en collaboration étroite avec des scientifiques américains et anglais.

Après la guerre, tout ce riche matériel cultivé chez les nazis a été soigneusement récupéré et envoyé aux États-Unis. Les services de renseignement américains ont pu exfiltrer les scientifiques allemands de premier plan à travers les réseaux d'exfiltration nazis « *Ratlines* » du Vatican7 dans le cadre de l'opération « *Paperclip* » (trombone)8 est devenu un des principaux responsables de la NASA. Cela a également été le cas avec Otmar von Verschuer9. En 1949, il a été élu membre correspondant de la Société américaine de génétique humaine nouvellement créée qui dissimulait, en fait, sous la nouvelle étiquette de « *génétique* » une activité eugénique compromettante. Le premier à devenir président de cette société a été l'employé de l'Université Rockefeller Herman Joseph Muller10 qui a travaillé en 1932 à l'Institut allemand de l'empereur Guillaume II sur un programme de recherche en neuroscience.

Une des meilleures « *livraisons* » de personnel aux Américains a été celle du général allemand Reinhard Gehlen11, chef des renseignements d'Hitler sur le front oriental et fondateur de « *l'Organisation Gehlen* »12 qui deviendra par la suite, en 1956, l'agence fédérale des services de renseignement de la RFA, la Bundesnachrichtendienst (BND). C'est à la suite d'une séance de brainstorming menée par Gehlen et réunissant le président américain Truman, le directeur de l'OSS (Office of Strategic Services – Bureau des Services Stratégiques, parent de la CIA) William Joseph Donovan et le chef du service pour l'Europe Allen Dulles, que vont être réorganisés les services de renseignement américains pour en faire une organisation subversive secrète très efficace. Tous ces efforts ont mené à la création aux États-Unis en 1947 du Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis13 et de la CIA. Comme l'a écrit le professeur et auteur anglais Ron Patton, « *il s'agissait du sommet d'un iceberg juridique qui dissimulait sous l'eau des opérations illégales incessantes menées par le gouvernement, notamment des programmes clandestins visant le contrôle neurologique de l'homme* ».

Les nombreuses organisations euro-atlantiques créées après-guerre et travaillant à l'intégration européenne attiraient également un large spectre d'anciens nazis. En faisaient partie le premier secrétaire du Club Bilderberg, le prince Bernhard des Pays-Bas (qui avait débuté sa carrière au service des SS) et, également, le premier président de la Commission européenne, l'allemand Walter Hallstein14.

Pendant longtemps, le programme de construction d'un Nouvel Ordre Mondial a été mis en œuvre sous des étiquettes humanistes. Son lien profond avec des structures occultes était dissimulé. Aujourd'hui, tout a changé. L'humanisme s'est transformé en transhumanisme, le « *droit* » de l'homme de surpasser la nature humaine même est ouvertement proclamé en passant aux formes les plus radicales d'expérimentation sur l'homme, ce qui immerge cet homme dans un monde infernal.

Si, auparavant, l'Occident se présentait comme le combattant contre le « *communisme impie* », contre le « *fondamentalisme islamique* », il a enfin aujourd'hui clairement prononcé le nom de son véritable ennemi. Comme l'a indiqué récemment l'un des principaux initiateurs de l'association de l'Ukraine à l'Union européenne, le ministre des Affaires étrangères suédois Carl Bildt15, *« la Russie a, au cours des dernières années, changé pour le pire. Si dans la première décennie après la chute de l'URSS, elle s'était engagée pour adopter les valeurs occidentales et essayait de les inculquer à la population, les dirigeants russes actuels vont à l'encontre de la population et s'opposent fermement à l'Occident* ». Carl Bildt a déclaré que Poutine montrait un attachement non pas aux valeurs mondiales, mais aux valeurs orthodoxes, sachant que l'orthodoxie est plus dangereuse que le fondamentalisme islamique et représente le plus grand danger pour la civilisation occidentale, notamment parce qu'elle s'évertue à réglementer les relations familiales et est hostile aux homosexuels et aux transgenres.

Ainsi, le masque de la bienfaisance que les architectes du Nouvel Ordre Mondial ont longtemps porté est dorénavant tombé. Ces architectes sont passés ouvertement à des méthodes fascistes de gouvernance inhumaines. Ce que l'on observe aujourd'hui en Ukraine n'est pas la récidive du nazisme mais un chapitre d'un plan stratégique mis en œuvre logiquement et progressivement. C'est précisément comme cela que les clans financiers les plus importants voient la mise en place du Nouvel Ordre Mondial. L'ukrainien Kolomoïski qui nourrit les coupeurs de têtes est la chair de leur chair.

Nous comprenons mieux le silence de mort des personnalités politiques occidentales, des organisations de défense des droits de l'homme, du pape de Rome et d'autres « pacificateurs » sur tous les crimes de guerre révoltants commis sous nos yeux en Ukraine. Ils sont tous impliqués dans les crimes et ne peuvent penser qu'en termes guerriers. À la dernière rencontre du Club de Bilderberg16, il était justement question de préparer la guerre contre la Russie. C'est ce qu'a tout de suite reconnu un participant à la rencontre, l'homme politique hollandais Diederik Samson.

Voilà maintenant ce que nous écrivent les gens depuis l'Ukraine, ce que nous ne rencontrons jamais dans les « *médias de grands chemins* » : « *Aujourd'hui, toute la journée, ils ont bombardé et tiré sur Krasnyj Liman et Slaviansk, j'ai des parents proches qui y habitent. On y voit des montagnes de cadavres, ils vivent dans des caves et des puits, dans l'horreur des atrocités commises. Ils tuent les enfants, ils ont bombardé l'hôpital psychiatrique de Semionovka, y ont simplement rasé la terre, ils tirent sur les secours qui transportent les blessés, ils ont bombardé l'hôpital régional, ont blessé des chirurgiens… Les gens n'ont même pas de pain à manger, on n'en livre plus depuis quelques jours. On a raflé les dernières provisions des magasins. Les chars et les véhicules blindés sont sous nos fenêtres. Les nazis sont allés vérifier les papiers d'identité dans chaque maison, ont planté des croix devant certaines maisons, je ne sais pas ce que cela peut signifier. Pour la moindre remarque,*

on se fait fusiller. C'est difficile à croire et c'est pourtant la vérité !… L'horreur que l'on y vit n'a pas de nom. Ils sont encore pires que des fascistes »17.

J'insiste bien sur le fait que ce sont des propos, pensées et constats tenus par Olga Tchetverikova datant du 11 juin 2014 (!), un peu après le coup d'État du Maïdan. En 2022, soit huit ans après, la réaction de Moscou, l'opération militaire spéciale russe en Ukraine provoquée et l'atmosphère créée autour au moyen d'une désinformation totale et abjecte de la part des grands médias occidentaux rappellent l'éclat de la bataille de Stalingrad qui aura duré sept mois à l'hiver 1942-1943 et qui aura marqué le tournant de la Seconde Guerre mondiale à la faveur des forces soviétiques qui vont alors garantir la destruction d'une grande partie des forces nazies européennes jusque Berlin en 1945.

Cette destruction n'aura été que momentanée et, certainement, pas suffisante pour voir renaître aujourd'hui le monde fasciste encore plus étendu qui ne peut exister finalement que parce que les populations auront été suffisamment apprivoisées (consommer et avaler sans réflexion ni savoir l'information des « *médias de grand chemin* »). Les esprits en Euro-Amérique, nos esprits, sont profondément travaillés, zombifiés18.

D'autres articles entrant dans la même thématique vont suivre pour essayer de continuer à nourrir un peu notre conscience.

• Du Saint-Empire romain germanique au Saint-Empire germano-atlantiste ou le IVème Reich (I)

https://reseauinternational.net/wp-admin/post.php?post=268279&action=edit

• Du Saint-Empire romain germanique au Saint-Empire germano-atlantiste ou le IVème Reich (II)

https://reseauinternational.net/du-saint-empire-romain-germanique-au-saint-empire-germano-atlantiste-ou-le-iveme-reich-ii/

• Du Saint-Empire romain germanique au Saint-Empire germano-atlantiste ou le IVème Reich (III)

https://reseauinternational.net/du-saint-empire-romain-germanique-au-saint-empire-germano-atlantiste-ou-le-iveme-reich-iii/

Pour lire les très longues notes très instructives ou télécharger cet article :

https://reseauinternational.net/du-saint-empire-romain-germanique-au-saint-empire-germano-atlantiste-ou-le-iveme-reich-iv/

Lu dans un bloc dédié à la finance.

Nous construisons des pénuries et fabriquons de la pauvreté car elles sont nécessaires à la préservation du système, en particulier son cœur financier.

Pauvreté et pénuries sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'étaient abondance et prospérité après la Seconde Guerre mondiale…

Il n'y a pas de fatalité externe, il y a nécessité interne : Appliquez donc cette observation aux relations internationales actuelles. (**Entendez par "*nécessité interne*" les contradictions ou les lois de fonctionnement du capitalisme qui sont incontournables. - J-C**)

Fabriquer de la pauvreté au beau milieu de l'opulence n'est pas anodin. Il ne faudra pas s'étonner que cela se finisse dans le sang. (**Par un affrontement direct entre les classes ou une révolution. - J-C**)

Qui sont les dangereux irresponsables qui ont permis ces pénuries de carburant ?

Les pénuries de carburants actuelles sont une illustration remarquable de la fabrication d'une pénurie qui vient s'ajouter aux sanctions masochistes que nous avons accumulées contre la Russie qui, non contente d'augmenter ses revenus énergétiques, a même sécurisé un partenariat stratégique avec la Chine pour les 30 prochaines années au 1/4 du prix auquel nous nous fournissons en GNL américain.

Si guerre et politique viennent brouiller l'analyse sur le gaz russe, la situation est en revanche claire sur le carburant et les grèves chez Total : Elles ne devraient pas être et d'autant moins qu'il y a désormais risque de contagion.

Les revendications des grévistes s'élèvent à plus ou moins 40 millions d'euros soit 0,25 % des 16 milliards de résultat de Total l'année dernière. Mais la direction refuse rageusement de s'amputer d'un tel magot.

Les grévistes quant à eux n'ont pas honte de parler au nom des millions de personnes qu'ils prennent en otage et qu'ils plongent un peu plus sûrement dans l'angoisse et le besoin quelques mois après avoir appelé à voter Macron. Nous ne sommes plus en 1995. (**Une fois la menace disparue ou cet épisode terminé, l'auteur de cet article peut exprimer sa solidarité avec les Gilets jaunes, cela ne lui coûte rien, en revanche, compte tenu qu'il soutient le régime, il se doit de condamner la grève en cours chez Total. - J-C**)

Fort heureusement le gouvernement agit vigoureusement et montre l'exemple en portant des cols roulés quand il fait 20° dehors, ignore les négociations, traîne pour lancer les réquisitions.

Les tensions sur le gaz et l'électricité n'étaient pas assez fortes, l'hiver s'annonce peut-être trop doux et le conflit ukrainien encore plus…

Aucune personne normalement constituée n'aurait laissé s'installer une telle grève dans le climat actuel.

Nous pouvons déjà en déduire que le gouvernement ne cherche pas la paix qu'il pouvait préserver mais la soumission dont il a besoin. (**Il y a une forme d'hypocrisie ici, sachant que le ministre de l'Economie a appelé les dirigeants de Total à satisfaire les revendications salariales des grévistes. - J-C**)

Non pas la paix ; La soumission

Nous pourrions penser alors à une stratégie poutinienne : Si la confrontation est inévitable, attaque le premier.

Certes, il vaut bien mieux engager les hostilités avec la maîtrise du calendrier et une sortie préparée mais force est d'observer que la direction de la CGT est complètement dépassée par sa base, Clément Beaune absent au bataillon, l'Élysée aussi cohérent que d'habitude, c'est-à-dire pas du tout.
Bruno Bertez a souvent souligné qu'Emmanuel Macron avait été coopté sur la promesse qu'il allait mater le tigre de papier qu'est la rue. (**Le Thatcher français en somme. - J-C**)

C'est sa fonction.

La fonction de Macron : après le contrôle des urnes, mater la rue

Avant lui, Hollande, Sarkozy, Chirac avaient respecté une sorte de règle informelle : Si les syndicats arrivaient à mettre un million de personnes dans la rue, le gouvernement se couchait.

Il y avait là une sorte de rémanence zombie du cadavre de notre démocratie directe.

L'article 3 de la Constitution stipule que :

« *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.* »

La Ve République s'exerce par démocratie représentative ET directe.
Ce n'est pas pour faire joli : Vous ne pouvez pas plus laisser une chambre que la rue prendre le pouvoir. Tout du moins en France. (**C'est la position adoptée logiquement par tous les réactionnaires. - J-C**)

En ajoutant les dissolutions parlementaires qui sont un autre acte de démocratie directe, nous nous rendons compte que l'exercice de la démocratie directe s'est érodé au fil de la Ve avant de mourir en 2005 avec le non à la Constitution européenne.

Non seulement, la volonté du Peuple a été bafouée mais on s'est bien gardé de lui demander son avis depuis. (**N'allez pas croire que soudainement il se rangerait au côté du peuple, pas du tout et il le confirme ci-dessous. - J-C**)

Faute de laisser au Peuple son droit d'expression directe, il l'exerce de fait dans la rue et l'équilibre certes médiocre des prédécesseurs de Macron permettait un semblant d'ordre. (**Le peuple peut user de "*son droit d'expression directe*" à condition de respecter "*l'équilibre certes médiocre des prédécesseurs de Macron permettait un semblant d'ordre*", de ne pas remettre en cause l'ordre établi, normal de son point de vue. - J-C**)
En cassant la rue et le mouvement des gilets jaunes, Macron a donné la victoire complète à la caste… Sans comprendre que les destins du peuple et de la caste étaient indissolubles. (Mais incompatibles et irrémédiablement opposés, cela il ne pouvait pas le préciser. - J-C)

Il n'est donc pas étonnant qu'il laisse pourrir la situation : Pourquoi ne ferait-il pas un seconde fois ce qui lui a si bien réussi la première ?

Nous sommes en pleine hybris. (Hydris désigne un comportement ou un sentiment violent inspiré par des passions, particulièrement l'orgueil et l'arrogance, mais aussi l'excès de pouvoir et de ce vertige qu'engendre un succès trop continu. – Wikipédia – J-C) (**Macron est parvenu au pouvoir suite à un coup d'Etat à froid pour ainsi dire ou une machination fomentée par l'oligarchie financière. Partant de là il devait user de son pouvoir sans partage de manière autoritaire,**

sinon à quoi bon ! C'est la raison pour laquelle il s'en remettra à des cabinets conseils extérieurs ou privés que devaient lui imposer ses mentors, qui lui dicteront la politique qu'il devait appliquer, au lieu de passer traditionnellement par les technocrates installés à l'Elysée et dans les ministères... - J-C)

Durant son premier mandat, Emmanuel Macron devait casser la rue pour permettre le démantèlement de l'État providence : retraites, assurance chômage…

Baisser le coût du travail et libérer le capital retraite — nous savons le lobbying intense de BlackRock dans la réforme des retraites — devait permettre d'allouer davantage de valeur ajoutée au système financer et nourrir le Ponzi géant de la création de crédit.

L'inflation a enrayé la machine financière : Mais le nettoyage n'a pas encore commencé (**D'où vient-elle ? L'inflation ne vient pas des dizaines de milliers de milliards d'euros ou dollars déversés dans les circuits financiers depuis 2001, sinon elle serait apparue bien plus tôt. En revanche, elle était prévisible dès lors que les gouvernements injecteraient à partir du premier semestre de 2020 des centaines de milliards dans l'économie réelle, productive ou marchande, afin d'empêcher qu'elle s'effondre, ce qu'il n'a pas compris apparemment. - J-C**)

Depuis 10 % d'inflation sont passées par là. Il y a eu contagion : L'hypertrophie financière a gagné la sphère économique, la fiction a contaminé le réel rendant caduques les politiques monétaires ultra-accommodantes. (**Il y a là une grande confusion entre les masses colossales de capitaux que les banques centrales ont injectées dans les circuits financiers et qui étaient principalement destinées à la spéculation ou à enrichir les plus fortunés de la planète, et les sommes beaucoup plus modestes, mais tout de même considérables, en France quelque 700 milliards d'euros, accordées aux entreprises pour faire face à leurs difficultés financières ou se restructurer. Les pénuries provoquées ou accidentelles seront traitées plus loin. - J-C**)

Nous pourrions penser que le grand nettoyage a commencé et que les écuries d'Augias sont nettoyées à grandes eaux par les eaux de l'inflation.

Mais jusqu'ici le nettoyage est resté en surface. Les abysses des produits dérivés, les soutènements du système ne sont pas purgés, loin de là. Pendant que la Fed monte ses taux d'une main, elle abreuve ses banques de l'autre de bons du Trésor dont elles ont un besoin immense via le marché Repo. (**Echange de titres entre un vendeur ayant besoin de liquidité à court terme et une banque (ou une autre entité) qui accepte de les prendre en pension contre un intérêt. A l'échéance, le vendeur rachète ses titres à la même valeur. S'il ne le peut pas, l'acheteur en devient pleinement propriétaire. (lafinancepourtous.com). Bref, c'est un mécanisme financier permettant à un emprunteur de se procurer des liquidités auprès de créanciers qui en regorgent et qui font fructifier leurs capitaux. - J-C**)

Et cela marche. Les marchés ont beau souffrir, la création de crédit a jusqu'ici à peine été écornée. (**Parce que les taux d'intérêts étaient relativement stables et très bas. - J-C**)

Le krach financier ou le contrôle des prix (ou les 2)

Mais cette stratégie à un coût double : Non seulement elle ne fait rien contre l'inflation qui aurait besoin d'une baisse drastique du crédit mondial, c'est-à-dire de création monétaire, mais elle protège l'Amérique sur le dos de la périphérie qui n'a pas accès au marché repo.

Le Crédit Suisse et la Livre Sterling en sont deux preuves particulièrement douloureuses.

Mais alors que le monde est sidéré par la vision fantasmatique d'un grand soir apocalyptique ; il y aurait bien une alternative.

Pour remettre une pièce dans la machine de Ponzi du système financier mondial, il faut avant cela maîtriser l'inflation et si ce n'est par la sobriété monétaire, il faut que cela passe par le contrôle des prix.

Mais la première conséquence du contrôle des prix est la pénurie.

Créer la pénurie pour justifier le contrôle des prix plutôt d'instaurer le contrôle des prix et provoquer pénurie et rationnement. (**La pénurie sert surtout à justifier la hausse des prix, ce qu'il ne dit pas, et pour cause, le contrôle des prix interviendra ensuite sans que les prix baissent, ce qui va permettre aux capitalistes de continuer de se goinfrer, surtout que le contrôle des prix signifiera inflation en baisse et blocage des salaires ou augmentation misérable. J-C**)

Il y a là une forme de génie — conscient ou non — à construire la pénurie au préalable afin de justifier le contrôle des prix et prévenir immédiatement ses effets délétères. (**On vient de les énumérer. Il appelle "*génie*" un procédé qui permet aux capitalistes de s'enrichir encore plus au détriment des travailleurs, normal pour un économiste ! - J-C**)

Notez que ce mouvement est préparé depuis quelques temps déjà, notamment avec l'Euro numérique qui ne sera rien de moins qu'un carnet de rationnement géant.

Les pénuries sont une nécessité interne du système, pas une fatalité externe (**Les pénuries alternent avec la surproduction dans l'économie capitaliste caractérisée par l'anarchie qui profite aux plus puissants. - J-C**)

C'est en ce sens que je prétends que la pénurie et la pauvreté sont une construction, une nécessité interne du système et non une fatalité externe imposée par l'image d'Épinal du tsar fou. (**Une "*nécessité*" ou une conséquence incontournable à un moment donné en fonction des rapports entre certains facteurs, dans ce cas-là c'est plutôt une "*fatalité*" interne. L'auteur de cet article passe à côté de certaines choses qu'il ne veut pas voir, parce qu'il estime que le capitalisme est indépassable ou merveilleux... - J-C**)

Et c'est ainsi que les « *libéraux* », les « *progressistes* », les « *anti-communistes* » vous fabrique le monde soviétique qu'ils abhorraient hier encore. (**Il voulait parler d'un monde totalitaire. - J-C**)

L'irruption du Peuple sur la scène de l'histoire

La faute de Macron est d'ignorer l'irruption du peuple sur la scène de l'histoire. Le matage des gilets jaunes pourrait bien se révéler un feu qui aura forgé l'audace des gens ordinaires pour reprendre l'expression de Guilluy plutôt que de la détruire. (**Le feu couve et personne ne pourra l'arrêter... - J-C**)

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 21 octobre 2022.

Mes commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

Ces commentaires servent aussi à préciser mes idées sur un tas de sujets. J'en ai rédigé d'autres plus brefs, mais il serait impossible d'en comprendre le sens sans reproduire les commentaires qui avaient motivé ma réaction, j'ai préféré laisser tomber.

1 - Vous avez raison, on ne devait manifester qu'avec ceux qui partagent toutes nos idées, comme cela on aurait toujours un bon prétexte pour ne pas manifester.

N'importe qui qui ne partage pas votre "prise de conscience" pourrait vous trouver stupide, et je ne suis pas loin de penser qu'il n'aurait pas tort après une telle sortie.

Il existe sans doute des gens plus intelligents que vous et moi, et je n'aimerais pas qu'ils me traitent de la sorte.

2 – « *Libre à vous de ne voir que ce que vous voulez voir*. »

La page d'accueil de ce blog le 18 octobre 2022 propose un tweet de Florian Philippot qui tend "*vers le communisme*" comme chacun sait, pas de bol, et n'y voyez pas une injure.

Ce que je voulais dire, c'est qu'il existe quand même des blogs plus fréquentables, c'est tout.

3 - Comment en sommes-nous arrivés là, voilà la question qu'on devrait commencer par se poser. C'est une longue histoire, et à chaque question il existe une réponse.

Non nous répondra-t-on, il en existe autant qu'il existe d'individus. Tout dépend ce que l'on veut, encore faudrait-il le savoir, ce qui n'est pas donné à tout le monde et réduit d'autant les prétendants légitimes pour répondre à notre question. Tous ceux qui l'ouvrent à tort et à travers depuis que les réseaux dits sociaux existent, et qui étalent leur crasse ignorance, sont disqualifiés. Il reste ceux qui sont engagés dans le combat politique pour changer de société depuis des décennies ou toute leur vie et qui ne se sont jamais compromis gravement, qui sont restés fidèles à leur idéal, ils doivent bien exister quelque part, ils doivent être marginalisés, il faut les trouver.

Marx et Engels tirèrent les leçons de La Commune de Paris, Lénine s'en inspira largement ou les mit en pratique lors de la révolution russe de 1917. Trotsky notamment expliqua que sans Lénine elle n'aurait pas eu lieu, ce qui du point de vue des marxistes orthodoxes n'était pas très marxiste. Or, c'est un fait incontestable, du coup c'est devenu un des enseignements de la révolution russe de 1917 qui méritait d'être retenu.

Vous voyez, moi je pars du principe que je ne sais rien, je suis très pragmatique, je me contente des faits tels qu'ils sont, je ne cherche pas à leur faire dire autres choses ou n'importe quoi.

Je crois, que c'est la bonne méthode pour examiner sérieusement ce qui s'est passé pour qu'on en arrive à une situation en apparence aussi inextricable en 2022, où la confusion est à son comble dans toutes les têtes ou presque. On doit tout reprendre depuis le début ou revoir notre copie sous peine de ne jamais s'en sortir. Qui le fera honnêtement ? Qui a les moyens de le faire ? Qui arrivera au bout ? Rien n'est simple, mais rien n'est impossible quand on s'en donne les moyens. Faut-il encore les trouver. Certes, ils existent, les enseignements que des penseurs avant nous nous ont légués peuvent nous être utiles pour résoudre nos problèmes. Si maintenant on estime qu'on pourrait s'en sortir en se passant de leurs services, nous sommes perdus, moi je suis désolé, je ne suis pas assez intelligent.

4 - "*Depuis le début de cette guerre, les médias occidentaux ont inondé les ondes d'une couverture étonnamment biaisée, comme nous n'en avions jamais vu auparavant."*

Ah bon ! Je croyais qu'au moins depuis le 11 septembre 2001 nous n'avions eu affaire à rien d'autre.

Il y en a qui découvrent soudain la réalité, allez savoir pourquoi ? A qui s'adressent-ils ? Pas à ceux qui savaient déjà à quoi s'en tenir, alors à qui ? A ceux qui leur ressemblent et ressassent toujours les mêmes refrains qui ne mènent nulle part, c'est leur manière de se croire utiles.

5 - (Ukraine : Une guerre hollywoodienne)

- "*Depuis le début de cette guerre, les médias occidentaux ont inondé les ondes d'une couverture étonnamment biaisée, comme nous n'en avions jamais vu auparavant*."

- "*Il s'agit d'une guerre par procuration qui ne pourrait tout simplement pas avoir lieu si elle n'était pas soutenue à bout de bras par le gouvernement le plus puissant de la planète*."

Les responsables sont désignés ici, alors pourquoi vous en prenez-vous à la population française, pourquoi vous en prenez-vous aux plus faibles plutôt qu'aux puissants ?

Dans l'article d'où j'ai extrait ces passages, vous avez traité les gens "*de moutons*" et "*d'invertébrés*", vous êtes aigri, quel âge avez-vous ? C'est une constante chez vous de déverser votre haine sur les gens parce que vous ne comprenez pas leur comportement, moi je trouve le vôtre insupportable, pitoyable. Aimeriez-vous qu'on vous traite de la sorte ou pire encore, peut-être que vous le mériteriez, vous seul le savez.

Voyez-vous, je vis avec une femme (indienne) qui est ultra arriérée, illettrée, inculte, superstitieuse, hindoue pratiquante, qui comptent sur ses doigts, qui ne savaient pas que la Terre était ronde et j'en passe, elle m'en fait voir de toutes les couleurs, cela ne m'empêche pas de la respecter, d'autant plus que j'apprends beaucoup de choses en l'observant, plus qu'en lisant vos commentaires, mais là c'est trop facile !

6 - « *Personne ne peut garantir au gouvernement que les manifestations et les émeutes ne se terminent pas en révolution et en guerre civile avec une issue très défavorable pour eux.* »

Qu'en savez-vous ? Au départ, l'issue de toutes les révolutions était incertaine, et elles ne sont pas toutes soldées par des échecs à ma connaissance. Dites plutôt que vous êtes favorable au maintien de l'ordre établi, d'ailleurs vous le confirmez tout au long de votre article :

- « *Pour éviter l'explosion il faudrait changer de politique.* »

Pourquoi tenez-vous tant à "*éviter l'explosion*" tant souhaiter par les éléments les plus avancés des travailleurs de ce pays. Que craignez-vous donc, que votre mode de vie confortable en soit perturbé ou bouleversé ? Nous, nous n'avons rien à perdre et tout à y gagner, je parle au nom des masses les plus défavorisées et de tous ceux qui souhaitent ardemment un changement de régime économique et politique. Plus loin il a remis ça.

- « *Rendre le pouvoir politique au gens et faire baisser la pression pour éviter l'explosion. Un retour à une véritable liberté politique est une mesure de justice*. »

Ils ne l'ont jamais eu le pouvoir politique ! "*Une véritable liberté politique*" est un leurre, une vue de l'esprit. La preuve, il le dit lui-même en voulant à tout prix conserver les institutions antidémocratiques de la Ve République :

- « *Le centre du pouvoir doit revenir à l'Assemblée nationale et au Sénat.* »

Il nous invite même à conserver un monarque :

- « *Autant cantonner notre monarque à un rôle similaire aux autres monarques européens*. »

- « *Les politiciens ne le veulent pas parce qu'ils ne peuvent admettre s'être trompés.* »

Donc si on vous suit bien, il suffirait qu'ils avouent s'être trompés pour que d'un coup ils fassent une politique conforme au besoin des masses exploitées, quelle illusion ou vous vous foutez de nous. Si l'oligarchie financière les a désignés pour affronter la crise du capitalisme et servir ses intérêts, c'est parce qu'elle n'avait aucune autre solution ou personne de mieux pour la représenter, ceux qui veulent nous faire croire le contraire sont des escrocs ou des charlatans.

- « *Le fait qu'il existe aujourd'hui une majorité relative à l'Assemblée nationale ne doit pas donner trop d'espoir.* »

Absolument aucun, car en réalité il existe une majorité Renaissance-LR-RN. Non, vous délirez... Ah bon ! S'ils votaient avec la Nupes une motion de censure contre le gouvernement il tomberait.

Tout le reste était à l'avenant, réactionnaire de fond en comble.

- « *Ne soyons pas naïfs.* »

Vous avez raison, surtout n'écoutez pas les libertariens.

7 – (Toujours à la suite du même article) Il cite Frédéric Bastiat, alors citons-le aussi pour voir ce que cela donne, je crois que c'est révélateur :

- Élu député des Landes en 1848 à l'Assemblée constituante, il est réélu en 1849. Soutien du pouvoir en place, il se range aux côtés de Cavaignac.

Le général Louis Eugène Cavaignac.

Dans les années 1840, le général Cavaignac se distingue pendant la conquête française de l'Algérie et, en 1848, il en est fait gouverneur général.

Le 24 juin 1848, au plus fort de l'insurrection des ouvriers parisiens, il est investi de véritables pouvoirs dictatoriaux et dirige une très brutale répression.

Retourné en France où il est entré en politique, il est nommé ministre de la Guerre par le gouvernement provisoire de la toute jeune IIe République. La France est alors agitée de troubles politiques et, du 23 au 26 juin 1848, de violentes émeutes éclatent au sein des masses populaires parisiennes, révoltées par l'éviction des socialistes de l'Assemblée constituante et par la fermeture des Ateliers nationaux. Chargé de réprimer l'insurrection, Cavaignac deviendra tristement célèbre pour la brutalité de ses méthodes. (En réalité une féroce et sanglante répression. - JCT)

Le 28 juin, l'Assemblée déclare qu'il avait bien mérité de la patrie, lui offre le bâton de maréchal de France qu'il refuse, et lui confie de nouveau le pouvoir exécutif avec le titre de président du Conseil des ministres, qu'il conserve jusqu'au 20 décembre 1848.

Investi de ces pouvoirs pour prévenir le retour du désordre, il ordonne la mise en état de siège, la suspension des journaux hostiles, la déportation des insurgés. En même temps, il refuse son concours à la propagande révolutionnaire, offrant un asile au Pape qui a quitté ses États et envoyant des troupes en Italie pour protéger sa retraite. (Source : universalis.fr, universalis.fr et wikipédia)

Voilà ce que vous promettent les libertariens, mais qu'ils ne vous diront pas...

8 - Vous dites que "*les gens ont toujours eu le droit de s'informer*", c'est cela vos critères pour vous permettre de les juger, vous prenez manifestement votre cas pour une généralité, je l'avais compris en lisant votre discours réducteur et méprisant "*Vous observez votre monde*", je me suis dit, tiens encore un qui parle de lui sans le savoir.

La question aurait dû être plutôt pourquoi sont-ils toujours incapables de s'informer correctement, pourquoi n'en ressentent-ils pas le besoin, là cela nous amènerait à condamner ceux qui font tout pour les maintenir dans l'ignorance ou dans un conformisme béat, et à chercher par quel moyen les aider à en sortir, sachant que la société telle qu'elle est comportera toujours un certain nombre d'arriérés, ce qui n'est pas péjoratif ou méprisant.

9 - J'eus des parents autoritaires, très arriérés, très pauvres. Durant mon adolescence je partageais leurs idées, mais vers la fin se posa la question de ce que j'allais devenir par la suite. Je n'envisageais pas de reproduire leur mode de vie, rien que d'y penser c'était un cauchemar ! Nous entrâmes en conflit, violent, et cela s'amplifia dès que je devins un jeune adulte et je commençai à travailler. Deux ans plus ce sera la rupture et je quittais la demeure familiale devenue invivable.

Entre temps il s'était opéré une transformation radicale chez moi. Jusqu'à l'âge de 19 ans j'ai été un abruti, un crétin fini, aussi arriéré que mes parents, bien que j'aie été scolarisé jusqu'en 3è. Puis, par hasard et par chance je rencontrai un garçon un peu plus âgé que moi qui me prêta des manuels

scolaires de philosophie pour m'aider à évoluer. Je n'y comprenais absolument rien. J'étais obligé de m'arrêter de lire tous les deux mots et de chercher les définitions d'une multitude de mots, c'était extrêmement laborieux. Puis je me mis à acheter les ouvrages des principaux philosophes depuis l'Antiquité jusqu'à Hegel. Parallèlement je me mis à la littérature, à l'histoire de l'art, à la psychanalyse, je voulais tout étudier avec frénésie, je passais tout mon temps libre à lire. J'avais 20 ans, je travaillais un mois sur deux ou moins encore tant que j'étais chez mes parents. L'usage du cannabis me fut d'une aide précieuse pour faire sauter une partie de mes blocages psychologiques, alimenter mon imagination, car j'en manquais cruellement, décupler mes capacités intellectuelles, un bienfait qui allait m'ouvrir des horizons nouveaux insoupçonnés, sans pour autant répondre à la question qui se posait chaque jour à moi avec un peu plus d'acuité : qu'est-ce que j'allais devenir, comment faire pour ne pas avoir une vie aussi misérable que mes parents ?

A ce moment-là, je n'eus pas conscience que tous les matériaux que j'avais accumulés au cours des deux années écoulées allaient m'aider à m'en sortir, surtout qu'après Hegel j'avais découvert Marx, et lui contrairement à tous les philosophes il apportait des réponses concrètes aux questions que je me posais, car quelque temps plus tôt, j'en étais arrivé à la conclusion que pour avoir une vie meilleure que mes parents, il faudrait transformer la société de fond en comble. J'eus par la suite un parcours aussi inattendu qu'anachronique ou chaotique, qui n'est pas un modèle à suivre, toujours est-il que j'ai réussi à m'en sortir, alors que j'étais très mal barré ou promis à un sombre destin. Certes, je suis relativement heureux, mais à tout considéré, je regrette tout de même de m'être autant fourvoyé pour atterrir dans ce trou en Inde, et n'avoir pas pu servir davantage mon idéal.

Je vous ai raconté brièvement cette tranche de vie, uniquement pour montrer comment les modifications apportées successivement à des conditions d'existence dans une société ou sous un régime donné, pouvaient contribuer à façonner ou modifier un mode de penser. Pourquoi devrait-on chercher ailleurs une explication ? Je pense que c'est valable pour chacun d'entre nous, et avant de juger les autres, on ferait bien d'y réfléchir à deux fois, s'en abstenir c'est mieux, de juger les autres.

Comment les frontières ont évolué entre les Etats en Europe au cours du dernier millénaire.

Watch how 1000 years of European borders change. Time Lapse Map

https://www.youtube.com/watch?v=gzXoc8y2G0k&t=211s

Ils tiennent absolument à nuire à votre santé. Il faudrait écarter tous les aliments qui présentent des propriétés anticancéreux.

On fait tous cette erreur avec le concombre, sans savoir que c'est mauvais pour la santé - Yahoo 17 octobre 2022

Comme l'ont rappelé de nombreux professionnels, les pépins du concombre sont particulièrement indigestes, et ce, en raison de la présence d'une membrane qui leur permet de résister à la digestion. Alors, pour éviter les maux de ventre, il est donc nécessaire de les enlever, une étape bien trop souvent oubliée par les Français. Yahoo 17 octobre 2022

J-C - Pour éventuellement mieux les digérer, il suffit de choisir des concombres jeunes ou petits pour avoir moins de graines, elles sont plus tendres, et de bien mastiquer, sinon on peut aussi écraser les graines avant de les manger.

Ce qui est dingue, c'est que dès qu'on veut en savoir plus sur un sujet, ici le concombre, on va tomber systématiquement sur un tas de conneries, là en l'occurrence, faire dégorger le concombre et perdre l'essentiel de ses oligo-éléments et vitamines, l'éplucher, idem, retirer les graines, idem, à l'arrivée il vous resterait un aliment pour ainsi dire mort, sans bienfait pour la santé.

Pourquoi devrait-on faire confiance à leurs "*nombreux professionnels*", ne seraient-ils pas comme leur « *experts* » qui se sont illustrés sur les plateaux de télé à propos du climat ou du covid, et qui en réalité étaient corrompus ou bourrés de conflits d'intérêts ? J'ai voulu en savoir davantage, et voilà ce que j'ai trouvé qui contredit cette info signée Yahoo ou Davos.

- Sa partie le plus riche en nutriments antioxydants, anti-inflammatoires et anti-cancer se trouve dans la peau et les graines. santemagazine.fr

- Les graines du concombre sont connues pour avoir un effet thermoréducteur sur le corps. Elles sont souvent utilisées pour prévenir et soulager naturellement la constipation.

La vitamine C présente dans les graines de concombre agit comme un antioxydant et améliore également le système immunitaire.

Peu d'études ont été menées sur les vertus thérapeutiques du concombre. Néanmoins, parmi elles, plusieurs concernent son potentiel anticancer. En janvier 2017, une étude a démontré que la cucurbitacine B, composant naturellement présent dans le concombre, exerçait une activité anticancéreuse dans le cas de myélomes humains. En 2016, la même substance a prouvé qu'elle pouvait inhiber les métastases du cancer du sein. En 2013, une autre recherche a mis en évidence que la cucurbitacine B pouvait aussi contrer la croissance du cancer du poumon. En 2010, une autre a démontré son effet dans l'inhibition de la croissance des cellules cancéreuses pancréatiques. map24.com

Ne prenez jamais pour argent comptant une info que vous lisez sur Internet, vérifiez-la systématiquement…

Ceux qui cautionnent la pédophilie sont les mêmes qui gouvernent et vous pourrissent la vie au quotidien.

J-C – Cela s'adresse en priorité à ceux qui s'imaginent encore que ceux qui gouvernent auraient de bonnes intentions envers la population.

Retour sur le documentaire « *Viols d'enfants : la fin du silence ?* » d'Elise Lucet - lemediaen442.fr 19 octobre 2022

"*Viols d'enfants : la fin du silence ?*"

Vous trouverez ci-dessous le reportage diffusé le 27 mars 1999 sur France 3 dans l'émission Paroles d'enfants, réalisée par les journalistes Pascale Justice, Stéphane Taponier et Cécile Toulec, et présentée par Élise Lucet. Ce documentaire enquête sur une affaire judiciaire classée sans suite à

propos d'un potentiel réseau pédophile à caractère sectaire. Les témoignages et dessins des enfants, entrecoupés de pleurs, décrivent des rites pédo-sataniques.

Ce reportage révèle l'existence d'un réseau pédo-satanique actif sur la France en dévoilant l'enfer vécu par plusieurs enfants qui expliquent avoir été abusés au cours de cérémonies très étranges qu'ils représentent par des dessins. Il est question de viols, de meurtres rituels, de têtes coupées, de charniers d'enfants (notamment en région parisienne selon les propos du substitut du procureur Bouillon), mais il est aussi question de l'attitude étrange de la Justice qui malgré les nombreux éléments à charge du père, dont les extraits de différentes conversations éloquentes provenant d'écoutes téléphoniques, oblige ces enfants à retourner chez leur père contre leur gré et malgré leurs larmes.

Les témoignages des enfants sont discrédités sous prétexte qu'ils sont doués d'un imaginaire fantasmatique particulièrement fertile, alors que plusieurs psychiatres et spécialistes affirment qu'ils ne peuvent pas avoir inventé ce qu'ils racontent avoir vécu.

En visionnant cette vidéo sur Internet, vous percevrez, à travers leurs témoignages, l'intensité de leurs souffrances, de leurs peurs, lorsqu'ils expliquent avec leurs mots d'enfants ce qu'ils ont vécu et ne veulent surtout pas revivre. Ce genre de témoignages ne permet pas de douter de la véracité des faits.

Le plus grave dans cette histoire, c'est que l'INA vous cache ce reportage qui n'est pas répertorié publiquement sur le site de visionnage. Or aujourd'hui ceux qui osent encore évoquer ces potentiels réseaux satanistes se font traiter de complotistes… D'ailleurs si vous cherchez ce reportage sur la toile, vous aurez du mal à le trouver. C'est pourquoi nous le mettons en visionnage ici.

Note de la rédaction : ce reportage étant systématiquement censuré par l'INA (Institut national de l'audiovisuel), nous vous remercions d'avance de bien vouloir nous signaler sa disparition du site afin d'y remédier.

Pour regarder ce reportage :

https://lemediaen442.fr/viols-denfants-la-fin-du-silence-elise-lucet/

Fergie Olver, l'animateur télé qui embrassait les 5 à 8 ans - lemediaen442.fr 19 octobre 2022

C'est un récit à peine croyable mais les images ahurissantes (voir ci-dessous) montrent le comportement totalement déplacé d'un animateur canadien qui sévissait dans les années 80. Mai 68 n'était pas très loin… On se rappelle le comportement tout aussi déplacé d'un certain Daniel Cohn-Bendit, dont les médias pensent encore qu'il est utile de l'inviter sur les plateaux de télévision.

En 1981, lors de la deuxième saison, Fergie Olver animait le jeu télévisé pour enfants Just Like Mom avec sa femme Catherine Swing. Mais l'émission prendra fin en 1985 et le comportement de Fergie envers les filles sera jugé inapproprié par le public. Lors du jeu télévisé, l'animateur Fergie Olver avait pour habitude d'utiliser le chantage en promettant de les faire gagner : « *Si tu m'embrasses, tu gagnes* ! » Et si ces derrières refusaient, il les embrassait par surprise. Elles ne pouvaient échapper à ses assauts. (**Sur la bouche il faut préciser, on le voit dans cette vidéo. – J-C**)

« *Tu as l'air d'être une fille qui aime faire des câlins et des bisous, j'ai raison ? Je peux avoir un petit bisou s'il te plaît ? Et si je te disais que si tu le fais, tu gagnes ! Je ne peux toujours pas en avoir ?* [NDLR : la jeune fille refusera.] *Dans ce cas-là tu ne gagneras pas alors.* »

Les agissements de Fergie Olver envers les enfants entre 5 et 8 ans se sont déroulés pendant de longues années, devant des milliers de téléspectateurs dans un silence assourdissant.

Voici un résumé du Youtubeur Adam le Rigolow :

https://www.youtube.com/watch?v=qlWIExzzO2Q&t=825s

"Pourquoi se sentent-elles obligées de faire mieux que les hommes en matière de cynisme, de bêtise, d'hypocrisie ?"

J-C – Je précise que cet article a été rédigé par une femme pour éviter tout malentendu.

Ça alors, les femmes au pouvoir sont aussi pires que les hommes - reseauinternational.net 19 octobre 2022

https://reseauinternational.net/ca-alors-les-femmes-au-pouvoir-sont-aussi-pires-que-les-hommes/

La convergence de la guerre en Ukraine et de l'arrivée au pouvoir de plusieurs représentantEs de la classe dirigeante toutes plus bellicistes les unes que les autres provoque une forme de prise de conscience et de libération de la parole.

Deux articles sortent pratiquement en même temps sur le sujet. « *Femmes au pouvoir* » de Salvatore Bravo paru originellement sur le site italien Sinistra en Rete d'extrême gauche et sur le site Le grand soir, dans une traduction française qui ne lui rend pas justice, et « *L'incroyable insignifiance du personnel politique français* » de WD paru sur le site *Profession gendarme* qui selon *Libération* « *relaie fréquemment des thèses complotistes ou des fake news* », vous êtes prévenus !

On nous avait juré, expliquent en substance ces deux auteurs que, si les femmes étaient au pouvoir, elles se conduiraient comme des anges, à la différence des hommes, connus pour leur nature perverse et agressive. Et patatras, que constate-t-on, maintenant que grâce à la parité de nombreuses femmes ont accédé aux plus hautes fonctions ? Eh bien, que « *Les grands noms de cette gent féminine sont d'un bellicisme absolu. Une qui est prête à appuyer sur le bouton nucléaire, l'autre à abolir la liberté d'expression. La chef suprême de la commission européenne veut la guerre, et les autres, en France comme en Italie, courbent l'échine du poids de la soumission. Nous faisons abstraction des positionnements des femmes aux USA tant le délire va-t-en-guerre est à son comble. Pour des pacifistes, les femmes se posent là, sur le trône de la malveillance !* »

Finalement, donc, à l'usage, les femmes politiques ne vaudraient pas mieux que les hommes politiques… Ça alors !

Pour ce qui est des causes, WD se contente de dénoncer « *la corruption et les prises d'intérêt frauduleux* » de toute cette « *clique politique* » plus ou moins « *maffieuse* », mais Salvatore Bravo pousse plus loin la réflexion. À qui profite le crime ? se demande-t-il. Quelles sont les raisons de l'arrivée des femmes au pouvoir et de leur brutalité surprenante ? Elles sont de trois sortes, économiques, politiques et spirituelles.

Pour lui, « *Les femmes au pouvoir sont le spot publicitaire du pouvoir néolibéral* ». Il s'agit pour un pouvoir « *profondément fasciste* », au sens d'« *autoritarisme hiérarchique et raciste* », de dissimuler son entreprise de transformation des êtres humains en esclaves consentants d'oligarques tout puissants « *derrière le voile de l'inclusion* », du progressisme et du féminisme. La ploutocratie occidentale veut détruire la concurrence que représentent principalement la Russie et la Chine, pour s'approprier leurs ressources, car les États-Unis n'en ont jamais assez et l'Europe n'en a pas du tout.

« *Le but caché de cette sensiblerie obscène, et mortelle pour les Ukrainiens et pour les Russes, est d'intimider l'Est et de faire des affaires avec les États-Unis qui nous vendront généreusement du gaz au prix du marché qu'ils auront établi* » ajoute Salvatore Bravo qui fait allusion au deuxième aspect de cette lutte à mort, à savoir « l'extraordinaire opportunité » dixit Antony Blinken, de détruire en même temps la concurrence européenne. L'occident, par la voix des femmes au pouvoir, pleurniche sur le sort de l'Ukraine tout en se vautrant allègrement dans les torrents de sang principalement ukrainien que sa soif de pouvoir et de profit fait couler en Ukraine. L'hypothétique renversement de Poutine vaut sûrement la peine de sacrifier jusqu'au dernier Ukrainien aux yeux de nos vampires féminines, tout comme le renversement du dictateur Saddam Hussein pour piller l'Irak justifiait la mort de 500 000 enfants irakiens pour la furie sanguinaire Madeleine Albright. (...)

Et pourquoi les femmes seraient-elles meilleures ?

Donc les femmes de la classe dominante occidentales ont été catapultées aux postes de commande par les oligarques qui tirent les ficelles pour donner une apparence de douceur maternelle aux exactions tous azimut de l'Empire étasunien fascisant et de ses larbins européens. D'accord, mais pourquoi se sentent-elles obligées de faire mieux que les hommes en matière de cynisme, de bêtise, d'hypocrisie ? Pourquoi ont-elles à cœur de se montrer plus royalistes que le roi ? Se sentent-elles forcées de donner des gages de leur cruauté à la ploutocratie de peur de perdre leurs privilèges et leurs postes ou de décevoir les puissants réseaux qui les ont placées là ? Ou ne valent-elle finalement pas mieux que les hommes ?

Et pourquoi devrions-nous être meilleures ? La biologie répartit les rôles des hommes et des femmes dans la société primitive. Les femmes font et élèvent les enfants, se chargent des petits travaux et régentent le domaine familial. Les hommes font la guerre, vont à la chasse et protègent la tribu. La maladie de la comparaison et de la classification n'avait pas envahi ces sociétés. Il ne venait à personne l'idée de comparer un homme et une femme. Un homme était un homme et une femme était une femme. Ils avaient des points communs et des différences, mais rien ne rendait l'un des deux sexes supérieur à l'autre. (...)

Aujourd'hui nous voulons échapper à tous les déterminismes, la race, le sexe, l'âge, la santé, la naissance, pour être libre. Le malheur, c'est qu'un tel refus d'appartenance laisse l'individu sans port d'attache. S'il n'a pas une solide colonne vertébrale, fruit d'une authentique vie intérieure et d'une profonde confiance en soi, consolidée par l'étude et la méditation, il se retrouve comme une coquille de noix balloté par les eaux déchaînées de la vie et n'a d'autre choix que de se précipiter dans le giron rassurant de la majorité, dont les opinions, les aspirations et les actes sont modelés par le pouvoir en place.

Si nous tombons dans tous les pièges de l'oligarchie, si nous croyons à toutes leurs narratives (comprendre mensonges), si nous nous laissons impressionner par leurs prétentions et leurs menaces, si nous courbons la tête et nous laissons abuser, maltraiter, esclavagiser, c'est parce que nous n'avons plus de « *fondement métaphysique universel* » comme dit Salvatore Bravo, à cause du « *nihilisme identitaire qui hante l'Europe* ». (...)

J-C - La désintégration de la civilisation occidentale est le produit du pourrissement du capitalisme, qui rendu au stade suprême de l'impérialisme, est en train de vivre ses derniers soubresauts plutôt que le résultat de l'absence d'une "*authentique vie intérieure*" et autres délires spiritualistes à deux balles.

Tout au long du développement des forces productives et des modes de production successifs qu'ils ont engendrés, les rapports économiques et sociaux auxquels participaient les hommes et les femmes, se traduisirent par des règles et des principes qui allaient régir leur culture ou leur donner une identité culturelle, puis des normes et des lois à valeur juridique sous forme de droits et de devoirs qui furent communément ou collectivement acceptés et partagés de gré ou de force. L'ensemble de ces facteurs et leurs rapports évoluèrent en fonction des besoins exprimés à chaque étape du développement économique et de ses représentations politiques. Bien qu'ils connurent de profondes transformations lors du passage à un mode de production supérieur, sur le fond la plupart de ces codes, règles, principes, valeurs furent préservés bien que leur axe ait pu se déplacer. Les philosophes des Lumières ont eu beau promouvoir l'homme au détriment de la religion, il n'en demeure pas moins que la religion existe toujours et la place de l'homme est de nos jours plutôt compromise, ils eurent beau combattre la monarchie absolue, elle est de retour au XXIe siècle, on peut faire le même constat avec les inégalités sociales qui étaient leur cheval de bataille, et qui se sont creusés comme jamais au cours des deux dernières décennies, bref, pour un peu rien n'a changé radicalement depuis des siècles, depuis que les classes et l'Etat existent, parce que finalement les rapports sociaux sont demeurés les mêmes, avec d'un côté les dominants, les exploiteurs et oppresseurs, et de l'autre les dominés, les exploités ou opprimés.

Maintenant, comment expliquer l'état de putréfaction ou de décomposition qui frappe tous les rapports dans la société actuellement, qui tend à remettre en cause ces règles, principes ou valeurs évoqués précédemment, sinon par l'impossibilité de maintenir en vie plus longtemps un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme sans détruire les fondements mêmes de la civilisation humaine du fait qu'il les avait engendrés.

Totalitarisme. Enfin un argument convaincant pour adopter le Green New Deal de Davos.

En Nouvelle-Zélande, la taxe sur les pets de vache fait monter la colère - Le HuffPost 20 octobre 2022

Des fermiers, certains au volant de leur tracteur, ont manifesté ce jeudi 20 octobre dans les grandes villes de Nouvelle-Zélande contre un projet du gouvernement de taxer les émissions de gaz à effet de serre du bétail.

Les gaz, comme le méthane, naturellement émis sous forme de pets et de rots par les 6,2 millions de vaches et 26 millions de moutons néo-zélandais, ainsi que le protoxyde d'azote contenu dans l'urine du bétail, figurent parmi les plus gros problèmes environnementaux du pays. (**Autant dire que le gouvernement se contrefout des « *gros problèmes* » de la population néo-zélandaise. – J-C**)

Le méthane est moins abondant et ne reste pas aussi longtemps dans l'atmosphère que le dioxyde de carbone, mais il constitue un facteur beaucoup plus puissant contribuant au réchauffement climatique. Ce composé chimique est responsable d'environ 30% du réchauffement de la planète depuis la Révolution industrielle, estiment les scientifiques, bien qu'il ne représente qu'une fraction de la composition du gaz à effet de serre. (**Trois contradictions dans un paragraphe de 5 lignes**

soulignées en rouge. Après « *moins abondant* » puis « *une fraction* », vous avez le droit d'ajouter insignifiant, comme leurs arguments fabriqués. – J-C)

Cette taxe est nécessaire pour ralentir le changement climatique, a fait valoir la Première ministre néo-zélandaise. Le HuffPost 20 octobre 2022

Quand Macron, l'UE et l'OTAN arment des « *suppôts d'Hitler* », des « *bandits* ».

Vladimir Poutine qualifie les autorités ukrainiennes de « *suppôts d'Hitler* » - plare.fr 19 octobre 2022

Vladimir Poutine vient de qualifier le mercredi 19 octobre 2022 les autorités au pouvoir en Ukraine de « *suppôts d'Hitler* » et de préciser celles-ci étaient en train d'essayer de « *former une résistance de bandits* ».

Totalitarisme. Le comble de l'imposture et du sadisme : Ils récompensent leurs propres victimes.

Prix Sakharov du Parlement européen attribué au peuple ukrainien : Zelensky applaudit - Paris Match 20 octobre 2022

La Cour européenne des droits de l'homme devait se ranger au côté d'une néonazie à l'heure où l'UE et l'OTAN arment le régime néonazi de Kiev.

J-C - Voir dans la page d'accueil de notre portail une photo d'Inna Shevchenko en train de faire le salut nazi en présence d'un de ses camarades nazis ukrainiens.

La CEDH autorise à profaner une église au nom de la liberté d'expression et condamne la France à 9 800 € - lemediaen442.fr 18 octobre 2022

Nous sommes dans l'église de la Madeleine à Paris, à quelques jours de Noël, le 20 décembre 2013. La Femen Eloïse Bouton entre dans le lieu de culte où elle simule l'avortement de Jésus à l'aide de morceaux de foie de veau sanguinolents symbolisant un fœtus. Devant plusieurs fidèles éberlués, elle termine cette prestation devant l'autel, la poitrine à l'air sur laquelle est inscrit un message en référence au « manifeste des 343 salopes ». Un tweet de l'organisation financée par Soros écrira « *Noël est annulé du Vatican à Paris, Sur l'autel de l'Église de la Madeleine, la Sainte Mère Éloïse a avorté de Jésus* »

C'est tout naturellement que le père Bruno Horaist portera plainte contre la Femen Eloïse Bouton le 7 janvier 2014. Cette dernière sera tout naturellement condamnée par la justice française à un mois de prison avec sursis, peine confirmée en appel et en cassation.

Mais c'est sans compter la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui vient de condamner la France, mardi 11 octobre 2022, à verser des dommages et intérêts à la Femen Eloïse Bouton, jugeant que Paris avait violé l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne

des droits de l'homme. La CEDH a jugé « *qu'une peine de prison infligée dans le cadre d'un débat politique ou d'intérêt général n'est compatible avec la liberté d'expression garantie par l'article 10 de la Convention que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple, la diffusion d'un discours de haine ou d'incitation à la violence. En l'espèce, l'action de la requérante à laquelle aucun comportement injurieux ou haineux n'a été reproché, avait pour seul objectif de contribuer au débat public sur les droits des femmes. […] La Cour en conclut que les juridictions n'ont pas procédé à la mise en balance entre les intérêts en présence de manière adéquate et que l'ingérence dans la liberté d'expression de la requérante que constitue la peine d'emprisonnement avec sursis qui a été prononcée à son encontre n'était pas nécessaire dans une société démocratique.* »

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France à verser 2 000 euros pour dommage moral, et 7 800 euros pour frais et dépens à la requérante Eloïse Bouton — acolyte de la Femen ukrainienne Inna Shevchenko qui avait tronçonné une croix du Christ en bois.

L'influence de George Soros sur la désignation des juges de la CEDH a été officiellement reconnue par l'institution elle-même. Dans les faits, son poids idéologique continue à peser. lemediaen442.fr 18 octobre 2022

L'UE se déchire ou au bord de l'explosion ? Chacun pour soi.

À quoi jouent les États-Unis et l'Allemagne ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 octobre 2022

Sous nos yeux, l'Allemagne, qui vient de perdre son approvisionnement en gaz russe et ne pourra en obtenir au mieux que le sixième en Norvège, s'enfonce dans la guerre en Ukraine. Elle devient la plaque-tournante des actions secrètes de l'Otan qui agit, en définitive, contre elle. Le conflit actuel est particulièrement opaque lorsque l'on ignore les liens entre les straussiens US, les sionistes révisionnistes et les nationalistes intégraux ukrainiens.

Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article218261.html

J-C - On retiendra "*une certaine volonté d'apaisement*" dans l'article suivant qui confirme les propos de Thierry Meyssan,

Relations entre la France et l'Allemagne: Macron et Scholz jouent l'apaisement à Bruxelles - BFMTV 21 octobre 2022

Le chancelier allemand Olaf Scholz et le président français Emmanuel Macron ont affiché une certaine volonté d'apaisement dans la nuit de jeudi à vendredi à Bruxelles après les tensions qui ont éclaté au grand jour entre Paris et Berlin. BFMTV 21 octobre 2022

En complément.

J-C - Le russiagate américain foireux importé en Allemagne.

Guerre en Ukraine : Le chef de l'agence allemande de cybersécurité limogé pour des liens présumés avec la Russie - 20minutes.fr 19 octobre 2022

La ministre de l'Intérieur démissionne, nouveau revers pour Liz Truss - LePoint.fr 19 octobre 2022

Dos au mur, la Première ministre britannique Liz Truss démissionne - Courrier international 20 octobre 2022

Un scénario préparé de longue date.

La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 18 octobre 2022

La guerre ne surprend que les ignorants. Son scénario a été rédigé par la Rand Corporation, il y a trois ans déjà. Il a été vendu aux parlementaires US, puis à la Maison-Blanche.

Les États-Unis, l'Union Européenne et d'autres pays ont jusqu'à présent « *donné* » à l'Ukraine environ 100 milliards d'euros de fournitures militaires. C'est de l'argent qui, directement ou indirectement, sort de nos poches. Ce chiffre est en augmentation continue. L'Union Européenne entraînera 15 000 militaires ukrainiens dans deux camps en Pologne et dans un autre État membre.

Au sommet des ministres de la Défense de l'Otan, le secrétaire général Jens Stoltenberg informe : « *À la suite du sabotage des gazoducs Nord Stream, nous avons doublé notre présence en mer Baltique et en mer du Nord à plus de 30 navires* ». Ce qu'est la matrice de l'attaque est confirmé par le fait qu'on a empêché la société Gazprom russe, co-propriétaire du Nord Stream, de participer aux enquêtes sur les explosions sous-marines.

Moscou a les preuves que, en plus de saboter le Nord Stream, on a tenté de faire exploser le gazoduc Turkstream, le seul intact pour transporter le gaz russe en Europe. Malgré l'assurance de Stoltenberg que *« L'Otan n'est pas une partie en cause dans le conflit* », les preuves existent que les plus de 22 tonnes d'explosifs utilisées pour l'attentat du pont de Crimée, ont été expédiées depuis l'Ukraine à travers la Bulgarie, pays de l'Otan.

Alors que la Russie se déclare prête à des négociations pour une solution politique, le G7 ferme toute tractation en posant comme condition préliminaire le « *retrait complet et inconditionné* » de la Russie hors d'Ukraine. Simultanément l'Otan procède en Europe, dans la semaine du 17 au 23 octobre, à la manœuvre de guerre nucléaire Steadfast Noon au bord du territoire russe. Y participe aussi la Pologne, qui demande à avoir des armes nucléaires US sur son propre territoire.

La guerre avance selon le plan élaboré en 2019 par la Rand Corporation pour le compte du Pentagone [1] : *« Attaquer la Russie sur son flanc le plus vulnérable, celui de son économie dépendante de l'exportation de gaz et pétrole. Opérer pour que les pays européens de l'Otan augmentent leurs propres forces dans une fonction anti-Russie, déployer en Europe des bombardiers stratégiques et des missiles nucléaires dirigés contre la Russie. Fournir des aides létales à l'Ukraine en exploitant le plus grand point de vulnérabilité extérieure de la Russie* ».

[1] « *Rand Corp : comment abattre la Russie* » et « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* », par Manlio Dinucci, Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 21 mai 2019 et 8 mars 2022.

J-C – Il ne faudrait tout de même pas nous embarquer dans une interprétation qui rendrait une guerre mondiale inévitable, là on ne vous suit plus, non pas parce qu'on la craindrait, mais parce qu'elle est fortement improbable au regard des conséquences incalculables qu'elle aurait forcément, y compris pour ceux qui l'auraient déclenchée…

Quand Davos revendique le totalitarisme ou le fascisme dans l'Etat juif.

J-C – Je rappelle que ce sont les sionistes qui ont appelé ainsi Israël.

Le conseiller de Klaus Schwab, Yuval Harari : « *En Israël nous avons 2,5 millions de cobayes palestiniens qu'on contrôle complètement* »- lemediaen442.fr 18 octobre 2022

Le très proche conseiller de Klaus Schwab, Yuval Harari, compare les territoires palestiniens occupés par Israël à un laboratoire de 2,5 millions de cobayes :

« Pirater les gens signifie connaître les gens mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes… Et nous arrivons déjà à l'émergence des régimes de surveillance totale comme dans mon pays en Israël où nous avons un grand laboratoire de surveillance appelé « les territoires occupés *» où il y a 2,5 millions de cobayes, qui montre comment surveiller et contrôler complètement une population avec très peu de soldats.* »

Pour voir la courte vidéo :

https://lemediaen442.fr/le-conseiller-de-klaus-schwab-yuval-harari-en-israel-nous-avons-25-millions-de-cobayes-palestiniens-quon-controle-completement/

En complément.

L'Australie ne reconnait plus Jérusalem comme la capitale d'Israël – Euronews 20 octobre 2022

Le "*Great reset*" s'enraille ou a du plomb dans l'aile…

Berlusconi a « *renoué* » avec son ami Poutine - Le HuffPost 20 octobre 2022

Silvio Berlusconi semble faire porter la responsabilité de la guerre au président ukrainien Volodymyr Zelensky qui selon lui « *a triplé les attaques* » contre les républiques autoproclamées du Donbass.

« En 2014 à Minsk, au Bélarus, un accord est signé entre l'Ukraine et les deux républiques nouvellement constituées au Donbass pour un accord de paix et que personne n'attaque personne.

Un an plus tard, l'Ukraine jette aux orties cet accord et commence à attaquer les frontières des deux républiques », raconte Silvio Berlusconi à ses élus.

Il évoque « *5-6-7 mille morts* » dans ces combats puis « *Zelensky arrive et triple les attaques contre les deux républiques* », ajoute le magnat, reprenant par la suite ses propos de fin septembre selon lesquels Poutine a été « *poussé* » par sa population et son entourage à envahir l'Ukraine. Le HuffPost 20 octobre 2022

Au grand dam de la France ou la Russie est isolée... Et la Russie a ouvert la boîte de Pandore de la rébellion contre l'impérialisme américain.

L'Algérie annonce le lancement des manœuvres militaires maritimes avec la Russie - RFI 21 octobre 2022

Les manœuvres avec Moscou dureront quatre jours et auront lieu en Méditerranée. Dans un communiqué, le ministère de la Défense algérien affirme qu'un groupe de navires militaires russes sont amarrés en Algérie sans préciser le lieu. Ces exercices s'effectuent dans le cadre de la coopération militaire entre les forces des deux pays, ajoute le ministère. L'Algérie entretient des relations privilégiées et stratégiques avec la Russie, surtout dans le domaine militaire. RFI 21 octobre 2022

Le Mali et la France s'écharpent lors du Conseil de sécurité de l'ONU - rfi.fr 19 octobre 2022

Après un début de séance dans son ronronnement habituel, la salle du Conseil de sécurité a pris des airs de ring de boxe dès que le ministre des Affaires étrangères malien a pris la parole, rapporte notre correspondante à New York, Carrie Nooten.

Abdoulaye Diop a critiqué l'ONU et les membres du Conseil de sécurité mettant en garde les autorités de transition. Puis il a directement attaqué la France, qui a commis des actes « *graves d'agression et d'espionnage* » au Mali, selon lui, et a reproché au Conseil de ne pas réagir aux protestations successives de Bamako.

Au cours de sa prise de parole, Abdoulaye Diop s'est déclaré surpris que le rapport du secrétaire général « *ait passé sous silence* » la saisine du Conseil par le Mali le 15 août dernier pour « *des tentatives de déstabilisation et des violations répétées de l'espace aérien du Mali par les forces françaises* ». Soit « *des actes d'agression d'une extrême gravité* », dit-il, qui ne doivent pas rester sans suite.

Le Mali demande une réunion spécifique du Conseil de sécurité

Par sa voix, les autorités du Mali ont renouvelé leur demande d'une réunion spécifique du Conseil de sécurité de l'ONU pour présenter « *des preuves concrètes* ». Le ministre malien des Affaires étrangères affirme que la France a partagé des renseignements et laissé du matériel au profit d'organisations criminelles.

L'ambassadeur français, Nicolas de Rivière, s'est alors indigné de ces « mensonges » et diffamations, demandant à répondre pour « *rétablir la vérité* » : « *Accusations mensongères et diffamatoires. Accusations graves et infondées. La France n'a jamais violé l'espace aérien malien.* » « *Je conteste formellement toute violation du cadre juridique bilatéral* », a martelé le diplomate. (**Après avoit grossièrement menti sur le climat, le covid-19, le conflit en Ukraine, etc. franchement, qui l'écoute encore, qui va le croire, personne, les autorités françaises (et occidentales) sont discréditées dans le monde entier. – J-C**)

Alors que l'ambassadeur gabonais, assurant la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, s'apprêtait à clore la réunion, Abdoulaye Diop a redemandé la parole.

Après un moment de flottement, la parole lui est donnée. Le ministre malien, cette fois sans aucune note devant lui, réitère sa demande d'une session spécifique « *dans les plus brefs délais* ».

« *L'État malien amènera à la face du Conseil de sécurité et à la face du monde des preuves tangibles de ce que nous mettons en avant* », déclare-t-il, avant de conclure qu'il souhaite que la France porte cette demande de réunion spéciale. rfi.fr 19 octobre 2022

J-C - Si je ne me trompe pas, les autorités maliennes avaient déjà formulées cette demande il y a quelques semaines, mais comme c'est la France qui assume actuellement la présidence du Conseil de sécurité, cette demande a été bloquée par Macron.

Arabie saoudite : un citoyen américain condamné à seize ans de prison pour ses tweets - Courrier International 19 octobre 2022

Détenu sans procès pendant onze mois, il a donc été condamné à seize années de prison, suivis de seize autres de résidence surveillée. En cause, "*quatorze tweets [qu'il] avait publiés depuis sept ans, alors qu'il vivait en Floride, y compris au sujet de Jamal Khashoggi, le contributeur du Washington Post qui a été assassiné au consulat saoudien à Istanbul en 2018*", précise le journal.

La répression et ces condamnations exorbitantes se sont enchaînées depuis la visite du président américain Joe Biden en Arabie saoudite, en juillet dernier. Il s'agit en effet du "*second cas connu d'un citoyen saoudien vivant à l'étranger à être arrêté à son retour en Arabie saoudite pour son usage des réseaux sociaux*", souligne The Guardian.

En août dernier, c'était Salma Al-Chehab, une étudiante saoudienne à l'université de Leeds, en Grande-Bretagne, qui a été condamnée à trente-quatre ans de prison pour des tweets. Courrier International 19 octobre 2022

"*Ils ruinent toutes les économies du monde*": la charge du président colombien contre les États-Unis - BFMTV 20 octobre 2022

Les États-Unis ruinent les économies du monde entier en faisant monter leurs taux d'intérêt, a affirmé jeudi le président colombien Gustavo Petro. "*Les États-Unis sont pratiquement en train de ruiner toutes les économies du monde*", a-t-il lancé lors d'une rencontre avec des responsables et des habitants de la ville de Turbo (nord-ouest).

Pour lutter contre l'inflation, la Fed a relevé ses taux directeurs à cinq reprises depuis le mois de mars, les faisant passer de la fourchette de 0-0,25% dans laquelle ils se trouvaient depuis mars 2020, à celle de 3,00-3,25%.

Par conséquent, la dette colombienne en dollars pourrait monter en flèche, et une fuite des capitaux pourrait avoir lieu en raison de la perspective des investisseurs d'un profit plus élevé, estiment des analystes.

Depuis le début de l'année, la monnaie colombienne s'est dépréciée de 16% par rapport au dollar. En Colombie, un dollar vaut 4.700 pesos, du jamais vu auparavant. BFMTV 20 octobre 2022

Ils peinent à contenir leur rage…

Iran: le partenariat renforcé avec la Chine pour contourner les sanctions - RFI 19 octobre 2022

Pékin est le premier partenaire économique de Téhéran depuis plus de quinze ans et les deux pays ont développé leurs relations économiques et commerciales ces dernières années, malgré les sanctions américaines. Des relations qui sont amenées à se développer encore un peu plus sous l'impulsion du nouveau pouvoir iranien.

Sans trop faire de publicité, la Chine a investi ces dernières années dans les secteurs automobile, pétrolier, gazier et pétrochimique de l'Iran. De même, l'Iran a augmenté ses exportations pétrolières vers la seconde puissance mondiale en dépit des sanctions américaines. L'Iran compte sur la Chine ainsi que sur l'Organisation de coopération Shanghai, une alliance impulsée par la Russie et la Chine qui se veut être un pendant à l'influence de Washington, pour contourner ces sanctions américaines. RFI 19 octobre 2022

...et ils se perdent en conjectures oiseuses auxquelles ils sont les seuls à croire !

Ukraine: le soutien prudent de la Chine à la Fédération de Russie - RFI 18 octobre 2022

Le 4 février dernier, soit vingt jours avant l'offensive russe en Ukraine, le président Xi Jinping accueillait Vladimir Poutine en marge des JO d'hiver à Pékin et déclarait que leur amitié n'avait « *pas de limites* ». Attachée à son partenariat avec Moscou, la Chine n'a condamné ni la présence de soldats russes en Ukraine ni l'annexion des territoires du sud de l'Ukraine, et a accusé l'Occident d'être responsable du conflit. Son soutien reste, mais il est très calibré. (**« *Pas de limites* » les contrariait, ils ont rétrogradé le soutien de la Chine à la Russie au rang inférieur de « *calibré* » - J-C**)

D'un côté, Pékin se refuse à utiliser le terme d'« *invasion* » pour qualifier ce que Moscou fait en Ukraine, rejette la responsabilité du conflit sur les États-Unis et l'Otan, et condamne les livraisons d'armes et les sanctions. De l'autre, la Chine veille à respecter ces mêmes sanctions occidentales. (**En réalité la Chine les contourne, et l'essentiel demeure son soutien inconditionnel à la Russie. - J-C**)

Surtout, plus le conflit dur, plus la Chine laisse filtrer son agacement. C'était le cas mi-septembre, lors du sommet de Shanghai. Au point que Vladimir Poutine avait dû publiquement dire « *comprendre les questions et inquiétudes* » chinoises. Les revers de l'armée russe et les menaces

d'emploi de l'arme nucléaire sont passés par là. (**Un tissu de contrevérités. N'ayant rien à se mettre sous la dent, les voilà qui retournent un mois en arrière, c'est pour dire. Qui dans le monde ne se poserait pas des questions ou n'auraient pas des inquiétudes en entendant quotidiennement les discours toujours plus belliqueux et menaçants des autorités néonazies ukrainiennes ou des pays occidentaux, de l'OTAN qui hier encore simulaient une guerre nucléaire avec la Russie ? - J-C**)

Mis à l'épreuve, le lien Pékin-Moscou reste toutefois solide avec un attelage résolument anti-occidental et singulièrement anti-Washington. (**Voilà ce qui les désole ! - J-C**)

… en désespoir de cause comme en Iran…

Chine: le pont Sitong sous surveillance après l'affichage de banderoles contre Xi Jinping - RFI 19 octobre 2022

Nouvelles du royaume de France sous le despote Macron.

Grève: entre 107 000 et 300 000 manifestants... - liberation.fr 18 octobre 2022

Un total de 107 000 personnes ont manifesté en France, dont 13 000 à Paris, plus de 70 000 selon la CGT, à l'appel des syndicats pour une hausse des salaires et contre les réquisitions de grévistes dans les raffineries, a indiqué le ministère de l'Intérieur. De son côté, la CGT indique que près de 300 000 manifestants.

Le patron de TotalEnergies pique une crise de nerf sur Twitter.

Patrick Pouyanné en a marre que l'on rappelle qu'il s'est augmenté de 52% entre 2020 et 2021. En fait son salaire avait baissé en 2020 de 36% à cause de la crise du Covid, où il n'a gagné que 3,9 pauvres millions d'euros. Ces +52% ne sont donc dus qu'à un salvateur retour à la normale puisque Patrick Pouyanné a gagné 5,9 millions d'euros l'an dernier. Deuxième fait que le PDG du groupe pétrolier rappelle à sa manière : sa rémunération ces dernières années était d'un peu moins de 28 millions d'euros en cumulé sur cinq ans. liberation.fr 18 octobre 2022

Le jaune leur va très bien.

L'Union Syndicale des Gilets Jaunes : « *L'intérêt des syndicats n'est plus de défendre les travailleurs* » - lemediaen442.fr 18 octobre 2022

J-C - D'où viennent-ils ? De la CFDT. Ce qui nous intéresse pour connaître leurs véritables intentions ce n'est pas qu'ils aient rompu avec la CFDT, mais qu'ils aient été affiliés à la CFDT sachant pertinemment que c'était un syndicat pro capitaliste ou antisocialiste. Cela ne les empêche pas de prétendre lutter pour "*une société démocratique libérée de toute forme d'exploitation*", il faudrait être naïf pour les croire. Vous pourrez trouver leur déclaration de principe à l'adresse suivante : https://syndicatgj.fr/notre-histoire

Lu dans leur blog. Qui sont-ils, qui sont ses fondateurs ? Réponse : Cela "*ne regarde personne*" ! Ce n'est pas une blague, lisez :

Le Média en 4-4-2 : Bonjour. Pouvez-vous nous dire qui vous êtes et présenter le syndicat ?

L'Union Syndicale des Gilets Jaunes : Nous sommes les membres fondateurs de l'Union Syndicale des Gilets Jaunes. Qui nous sommes personnellement ne regarde personne : les membres n'ont pas vocation à se faire connaître. Ils préfèrent rester dans l'ombre et œuvrer pour une cause commune et supérieure. lemediaen442.fr 18 octobre 2022

J-C – Circulez il n'y a rien à voir… Depuis un siècle que la CGT est à la dérive, aucun véritable syndicat ouvrier n'a vu le jour, là je sens que je vais encore me faire des amis ! Je dis ce que je pense sur la base des faits, c'est mon droit et celui de chacun d'entre nous, personne n'est obligé de partager mon analyse.

Le constat d'un analyste financier sur Macron sans complaisance.

La France s'isole - La Chronique Agora 20 octobre 2022

Quand l'impopularité est élevée au rang d'art majeur par son président, la France se trouve rabaissée au rang d'acteur mineur…

Parfois, se retrouver seul contre tous, c'est un brevet de courage et de lucidité, comme dans 12 hommes en colère, le chef d'œuvre de Reginald Rose, mis en scène par Sidney Lumet en 1957.

Mais quand 12 hommes et femmes sont en colère contre un seul, que celui-ci fait également l'objet de la colère d'une grande partie de son propre peuple, et qu'on peine à identifier un seul allié objectif au sein du premier cercle des pays limitrophes, les plus proches économiquement et culturellement, il y a de quoi douter de ses chances de retourner la situation à son avantage.

L'homme seul, c'est Emmanuel Macron, qui était fâché avec Theresa May, puis l'a été avec Boris Johnson. Mais il l'est aussi avec Erdogan (qui lui a attribué des noms d'oiseau), après Donald Trump, puis désormais Vladimir Poutine. Et il le sera avec la future Première ministre italienne, Giorgia Meloni, qui le déteste viscéralement.

Les alliances s'effacent

Hors d'Europe, à la recherche de gaz, il s'est fait balader par le président algérien Abdelmadjid Tebboune (qui affiche sa proximité avec Poutine) avant de se faire insulter par la foule à Oran. Il s'était aussi fait traiter de tous les noms à la tribune de l'ONU par le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga, entre autres.

Il est également boudé par les Burkinabés, n'est plus considéré comme un allié fiable par la Côte d'Ivoire (où la Chine pousse ouvertement ses pions). Le sentiment anti-français progresse partout depuis cinq ans, à Ouagadougou, Bamako, Bangui ou encore à Niamey.

Jamais la France n'avait vu son rôle battu en brèche, ni son président autant critiqué en Afrique, depuis le début de la Vème République.

Ce sont certes des pays aux cultures et aux climats très différents – mais au destin historiquement lié à celui de la France depuis quelques siècles. Les vieilles alliances du passé, au mieux, se décomposent de façon accélérée, ou, au pire, se retournent radicalement depuis quelques mois.

Si seulement les déboires subis avec des pays lointains étaient compensés par de remarquables succès de coopération avec les pays les plus proches… mais voilà que la brouille entre Macron et Olaf Scholz éclate au grand jour !

Le sommet bilatéral des ministres franco-allemand prévu pour le 26 octobre à Fontainebleau a été annulé sine die ce mercredi 19 octobre. Aucune nouvelle date n'est fixée côté français. C'est une forme de rupture rarissime des échanges au sein du couple franco-allemand.

Berlin parle d'un report en janvier mais tout le monde comprend que Macron en est l'origine : il a très mal pris les décisions unilatérales allemandes sur les questions de l'énergie (200 Mds€ de soutien à l'économie allemande) puis son attitude de franc-tireur sur les questions de défense européenne sous l'égide de l'Otan, dont la France fait partie mais où Berlin a joué sa propre carte sans concertation avec l'Elysée.

Emmanuel Macron et le chancelier Olaf Scholz se croiseront tout de même aujourd'hui et demain à Bruxelles, à l'occasion d'un Conseil européen. Tout le monde guettera la longueur des poignées de main et le degré de crispation des sourires de façade.

Prévoir la crise politique

Macron ne pourra trouver le moindre soutien –pour faire contrepoids aux yeux des partenaires de l'Allemagne – du côté du Royaume-Uni : la Première ministre Liz Truss pourrait faire prochainement l'objet d'une motion de censure au sein de son propre parti.

En attendant, face à aux critiques assassines de ses adversaires travaillistes, elle exclut de démissionner et promet qu'elle « *va continuer à se battre pour relancer son pays* ». C'est à peine si les membres de sa « *majorité* » l'ont applaudie.

Et, pour achever de la mettre dans l'embarras, sa ministre de l'Intérieur vient d'annoncer sa démission. On relèvera que plusieurs démissions de membres du gouvernement avaient préfiguré la chute de Boris Johnson cet été.

Pour revenir en France, Macron ne va pas être mis en difficulté par les motions de censures déposées concurrentes par les deux principales formations de l'opposition. Il bénéficie donc d'un sursis avant d'affronter une crise politique majeure « *en interne* ». Mais il est bien difficile d'imaginer comment autant d'adversité et de revers successifs « *en externe* » pourraient être annonciateurs d'un retour de la France sur l'échiquier économique et diplomatique.

Avec une France dont le président se retrouve aussi isolé et affaibli sur la scène internationale, les Etats-Unis sont pratiquement maîtres du jeu en Europe. Plus personne ne semble avoir ni l'influence ni la volonté suffisante pour contrecarrer le processus d'escalade avec la Russie.

Ce n'est pas le couple franco-allemand qui s'opposera au cours des prochaines semaines au risque d'un conflit frontal avec Moscou, que Bruxelles semble appeler de ses vœux sous la pression de l'Otan. Privée d'autonomie énergétique et diplomatique, l'Europe n'a pas grand-chose à envier au Royaume-Uni (considérée depuis le Brexit comme vassale des Etats-Unis).

Ce qui se passe outre-Manche (dette attaquée, devise fracassée) pourrait bien avoir valeur de précurseur de ce qui attend l'Europe dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Et le match planétaire se déroule avec une France reléguée en seconde division des nations, son capitaine se retrouvant complètement isolé sur le banc de touche, ses 11 coéquipiers en colère ne voulant plus passer le ballon à ce 12ème colérique qui ne peut s'empêcher d'accabler son propre peuple de tous les maux dès qu'il met le pied à l'étranger. La Chronique Agora 20 octobre 2022

Totalitarisme. 49.3. Macron et le Forum économique mondial ou le coup d'Etat permanent.

J-C - Un constat ou un aveu d'impuissance face à la menace d'un soulèvement populaire ? Peu importe, les mentors de Macron le presse d'accélérer la mise œuvre du programme pour lequel ils l'ont placé sur le trône de France.

Pour Emmanuel Macron, l'heure du choix a sonné - lejdd.fr 18 octobre 2022

Extraits

Jérôme Béglé, directeur général de la rédaction, évoque la crise d'autorité d'Emmanuel Macron.

En France, tout augmente, sauf l'autorité du chef de l'État. L'essence, l'énergie, les produits alimentaires, les billets d'avion, le traitement des fonctionnaires, mais la parole élyséenne est indexée à la baisse.

Dans moins de cinq ans, - Jupiter devra rendre son sceptre. Sa foudre ne fait plus peur à grand monde. Quand il traite des affaires des hommes, le voici incertain, lassé, irrité… Automobilistes, pompistes, salariés, actionnaires, élus locaux : « *Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur ma tête ?* »

Six mois après l'avoir réélu, les Français ne savent pas à quel Macron ils ont affaire. Le candidat libéral et humble du premier tour, celui du discours de - Marseille avide des voix écologistes, ou celui qui promettait une autre méthode fondée sur l'écoute et la compréhension de l'autre…

Aucune loi d'envergure n'a encore été votée. On hésite sur la méthode autant que sur l'âge de la retraite. Face aux refus d'obtempérer, on se contente de paroles emphatiques. Fin de vie, fiscalité, droits de succession, transition écologique, assurance chômage… Les chantiers s'accumulent et le maçon ne sait plus mobiliser ses ouvriers. La voiture France manque de carburant, et son conducteur hésite sur la direction à suivre. L'heure des choix a sonné : il n'est jamais trop tard pour emprunter la bonne route. lejdd.fr 18 octobre 2022

La preuve :

Élisabeth Borne actionne le 49-3 pour le budget - Le HuffPost 20 octobre 2022

Compte tenu de son utilisation probable pour le budget de la Sécurité sociale et du fait que cet outil sera utilisable à plusieurs étapes de l'examen des deux budgets, ce sont une dizaine de 49-3 qui pourraient être déclenchés devant l'Assemblée d'ici mi-décembre.

49.3 : Le gouvernement prévoit d'y recourir à nouveau pour le budget de la Sécurité sociale - Le HuffPost 20 octobre 2022

Après le budget, le Conseil des ministres a autorisé Élisabeth Borne à dégainer cet article polémique pour le projet de loi de finances de la sécurité sociale (PLFSS).

Budget de la Sécu : Élisabeth Borne sort encore le 49.3 - AFP/LePoint.fr 21 octobre 2022

Et ce n'est pas tout, haro sur les plus défavorisés !

Assurance chômage : le Sénat durcit en partie le texte en commission - Publicsenat.fr 19 octobre

Allocations : le gouvernement part en guerre contre la fraude sociale - Europe1 21 octobre 2022

Gérald Darmanin veut "*généraliser*" l'expulsion des familles de délinquants de leur logement social - BFMTV 21 octobre 2022

Gérald Darmanin a indiqué jeudi qu'il souhaitait "*généraliser*" l'expulsion des familles de délinquants de leur logement social quand ces familles ont été défaillantes.

Interrogé par le public sur une augmentation de la violence de la part de jeunes, Gérald Darmanin a fait valoir que la responsabilité des parents devait aussi être questionnée, en expliquant que la police ne pouvait pas tout. BFMTV 21 octobre 2022

J-C – Quand est-ce qu'on va les expulser du pouvoir ? Patience, ça vient…

Le pillage de l'Afrique va s'amplifier, ils le revendiquent.

Afrique : « *Faisons du secteur privé le pilier de la relance économique* » - LePoint.fr 20 octobre 2022

Alors que les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI viennent de se tenir, le secteur privé africain mérite une attention particulière.

Les institutions de Bretton-Woods ont indiscutablement marqué le destin économique de l'Afrique par leur implication et leur impact sur les politiques menées par les gouvernements.

Alors que l'Afrique a été touchée par une récession économique, la première depuis près de 30 ans, le secteur privé apparaît comme l'un des fers de lance de la reprise qui s'esquisse. À condition, bien entendu, d'assurer un meilleur financement des PME, maillons essentiels de la création de valeur, d'emplois et de richesses sur le continent africain. (**Pas question que l'Afrique se dote de grandes entreprises capables de concurrencer celles des puissances occidentales, accessoirement russes, chinoises ou indiennes. - J-C**)

Les PME et ETI représentaient en 2020, selon l'Agence française de développement (AFD), 90 % du tissu entrepreneurial du continent et 60 % des emplois. Elles jouent un rôle essentiel dans la croissance économique et seront les plus à même d'assurer l'insertion professionnelle des 30 millions de jeunes qui arriveront chaque année sur le marché du travail d'ici 2030 en Afrique. (**Comme ailleurs en occident, les PME exploitent davantage leurs salariés qui ne sont pas syndiqués. - J-C**)

En 2019, avant la crise sanitaire, plus de 2 milliards de dollars avaient été récoltés selon Partech International, tout particulièrement au Nigeria, au Kenya, en Égypte et en Afrique du Sud, dans les secteurs de la FinTech et de l'AgriTech. (**De qui, de quels prédateurs, par exemple la Fondation Gates et consorts qui n'investissent jamais à fonds perdus ? - J-C**)

Lors du sommet du G7 en juin 2021, les institutions financières ont annoncé des investissements à destination du secteur privé africain s'élevant à 80 milliards de dollars. (**Sous forme de prêts rendant les Africains encore plus dépendant de ces vautours de la finance. - J-C**)

La pandémie a exacerbé les tensions et les incertitudes, déstabilisé les finances publiques des États du continent et ralenti les flux de financements privés tout en générant des dettes difficilement soutenables. (**Quelle aubaine ! - J-C**)

Pour qu'ils soient considérés gagnants-gagnants, ces partenariats public-privé (PPP) doivent aussi bien être transparents pour les entreprises, que rentables pour les États, permettant ainsi aux gouvernements de dégager des marges budgétaires qu'ils pourront ensuite réinvestir pour soutenir le secteur privé. (**Pas question que les profits à en attendre servent à réaliser des réformes sociales profitables aux peuples africains, non ils doivent aller dans les caisses des créanciers internationaux. Le « *partenariat public-privé* » constitue l'axe de la politique du Forum économique mondial ou de ce que certains appellent le capitalisme de connivence associant l'Etat et la Finance, qui aboutit à l'instauration d'un régime ploutocratique.- J-C**)

À ce titre, le numérique représente un véritable catalyseur de croissance, capable de se propager dans tous les secteurs de l'économie d'un pays, à l'image de l'agriculture avec l'AgriTech qui permet une amélioration du rendement pour les exploitations, ou encore de la e-santé ou de la Fintech, secteurs d'avenir au regard des demandes de plus en plus fortes exprimées par les populations. (**Comme si le numérique était une priorité pour les Africains, quant à l'agriculture elle est mise sous tutelle des multinationales américaines, la e-santé ou santé numérique servant à leur imposer les standards définis par l'OMS-Gates dans le cadre d'un contrôle ou dictature sanitaire dictée par Big Pharma ou n'ayant rien à voir avec la santé, la Fintech ou l'ensemble des nouvelles technologies numériques poursuivant le même objectif totalitaire défini par le Forum économique mondial... - J-C**)

L'Afrique cobaye du gang des assassins de Big Pharma, ça continue.

Les États-Unis sont en train de tester des médicaments expérimentaux sur des Africains en Ouganda - Réseau International 20 octobre 2022

L'Afrique est-elle devenue le nouveau terrain d'expérimentation des médicaments de Big Pharma ?

Lecourrier-du-soir.com a appris de l'agence de presse Reuters une information qui risque de déclencher une vive polémique.

En effet, dans un article paru ce 17 octobre sur son site et intégralement lu par notre rédaction, Reuters nous apprend que les États-Unis ont envoyé à ce pays d'Afrique des anticorps expérimentaux à savoir le Remdesevir (médicament qui a connu un échec cuisant dans la lutte contre le Covid) et un médicament nommé MBP134 fabriqué par le laboratoire Mapp Biopharmaceutical Inc's.

D'après l'agence de presse Reuters, l'information a été révélée par Jane Ruth, ministre ougandais de la Santé lors d'une rencontre à Kampala avec les autorités africaines en charge de gérer les épidémies et pandémies dans cette partie du continent africain. Lors de cette rencontre, la ministre a refusé de dévoiler le nom d'un autre médicament expérimental qui a été administré aux soignants.

Contacté par la presse, le laboratoire Gilead (qui a fabriqué le Remdesivir) a refusé de répondre. Quant au labo Mapp Biopharmaceutical Inc's, l'agence Reuters nous apprend qu'il a récemment signé avec le gouvernement américain, ce 4 octobre, un contrat de 110 millions de dollars pour développer ce médicament MBP134.

Joint par la presse, PDG du labo Mapp Biopharmaceutical Inc's, Larry Zeitlin, a confirmé que son médicament MBP134 est en phase de test et que les données sont en train d'être analysées.

Source : Le Courrier du Soir

Capitalisme : Stop ou encore ? Finalement, les dirigeants des trusts pharmaceutiques peuvent continuer en toute impunité leurs activités mafieuses et criminelles puisqu'ils sont libres.

Les procès américains contre le Gardasil rappellent les dangers du vaccin contre le papillomavirus, de plus en plus « imposé » en France par Dr Gérard Delépine. - Réseau International 20 octobre 2022

Les lobbies de l'industrie des vaccins s'efforcent, via les médecins généralistes, pédiatres, infirmiers, pharmaciens etc… de convaincre les parents de faire vacciner garçons et filles contre les HPV en agitant le spectre du cancer (col de l'utérus pour les filles, anus et ORL pour les garçons). Ils prétendent que ces vaccins sont efficaces contre les cancers et sans risque, et nous avons déjà démontré depuis plusieurs années le caractère fallacieux de ces informations.

Les procès Gardasil qui s'ouvrent aux USA prouvent que ces vaccins ne sont pas dénués de complications graves

Les complications post Gardasil ont déjà motivé des manifestations de victimes et de leurs familles dans de nombreux pays : Japon, Danemark, Irlande, Colombie alors qu'on ne peut pas accuser ces familles d'être des antivax puisqu'elles ont fait vacciner leurs enfants !

En août 2022, une commission judiciaire américaine a rendu une ordonnance validant plus de 31 actions en justice intentées contre Merck pour des complications graves survenues après injection de son vaccin anti-VPH Gardasil.

Les poursuites montrent que le géant pharmaceutique a accéléré le processus d'approbation de Gardasil par la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis et a mené des essais cliniques trompeurs pour masquer les effets secondaires graves et pour exagérer l'efficacité du vaccin.
Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/les-proces-americains-contre-le-gardasil-rappellent-les-dangers-du-vaccin-contre-le-papillomavirus-de-plus-en-plus-impose-en-france

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 23 octobre 2022.

En Inde.

Avant-hier je suis allé à la banque avec ma compagne pour modifier 1 compte d'épargne arrivé à échéance et en renouveler 3 avant terme avec un taux de rendement de 7,5% au lieu de 5,10.

On nous a fait signer 2 documents au total de 10 pages plus un registre, à nous deux nous avons signé 22 fois, et cela a duré une heure et demi parce que l'employé de la banque traitait notre dossier entre deux clients.

Il y a deux façons d'évoquer la manière inappropriée dont les masses réagissent aux mesures que le gouvernement leur impose :

- soit en leur manquant de respect et en les traitant avec mépris ou condescendance de manière générale, de cons, abrutis, moutons, veaux, bœufs et j'en passe, c'est ce qu'on peut lire dans les commentaires de la plupart des blogs de la part de lecteurs qui se croient meilleurs qu'elles ou plus évolués, ce dont il est permis de douter fortement ;

- soit en les respectant, en considérant que c'est leur niveau de conscience politique qui est trop faible ou présente de graves lacune, l'ignorance dans laquelle elles sont maintenues qui pose problème ou qu'on doit combattre.

Mes commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 - Vous vouliez dire un gouvernement qui représenterait les intérêts des masses et qui exproprierait les trusts pharmaceutiques (Agro-alimentaires, etc.) sans leur verser un centime, qui en prendrait le contrôle et les mettrait réellement au service de la santé de la population, ainsi ils ne pourraient plus nuire à la société... D'où la nécessité de nous emparer du pouvoir politique, de renverser le régime en place et d'abolir ses institutions...

2 - Au bout de 2 jours plus personne ne lit les commentaires, donc même quand un commentaire vient démentir un autre commentaire, personne ne répond, surtout pas l'auteur d'un commentaire comportant une fausse nouvelle ! C'est vraiment du grand n'importe quoi, dommage.

J'ai lu quelque part que l'audience ou la popularité d'un blog tenait autant ou plus à la qualité des commentaires qui y figurent qu'aux articles qu'il publie. Mais peut-être que tout le monde s'en fout après tout, c'est dans l'air du temps de se foutre de tout ou de ne plus croire en rien, dommage.

Explication concernant les commentaires suivant.

J'ai été obligé de réagir à des commentaires virulents provenant de 2 lecteurs principalement qui s'étaient ligués contre moi, qui n'ont pas hésité à utiliser toute la panoplie des accusations fabriquées et malhonnêtes pour me descendre, en vain, vous en jugerez vous-mêmes, parce que j'ai acquis une longue expérience dans la polémique que je ne crains pas.

Comme toujours en pareil cas, je les ai poussés à bout pour qu'ils s'enfoncent un peu plus chaque fois, et laissent apparaître ce qu'ils sont vraiment, afin que les lecteurs puissent se faire une idée de leurs méthodes et intentions ainsi que les miennes, à eux ensuite de décider librement lesquelles servent ou non notre cause.

Quand on a des idées ou qu'on a adopté un idéal, de préférence vaut mieux avoir acquis les moyens de les défendre, sinon à quoi bon ! Voilà pourquoi j'ai accepté de me livrer à cet exercice au demeurant fort désagréable, mais indispensable.

Je ne vais pas reproduire tous les commentaires de mes contradicteurs, pour comprendre ce qui nous a opposé, pour être bref, disons qu'ils sont acquis au régime chinois et ne supporte pas qu'on critique la Chine, ce que je ne manque pas de faire, pas toujours car toutes les situations ne s'y prêtent pas, je l'ai expliqué dans un commentaire. Ces commentaires ont été publiés à la suite de l'article suivant : Qu'est-ce que le crédit social chinois ? - Réseau International 21 octobre 2022.

3 - Ce que je trouve curieux, c'est qu'il y en ait tant parmi vous qui vivez en Chine ou y ont séjourné ou qui ont des amis Chinois, et qu'on ne soit pas plus avancé sur ce sujet en vous lisant.

Je préfère temporairement m'abstenir plutôt que prendre parti et me tromper, je n'ai pas le temps actuellement pour me livrer à des recherches sur le Net pour en savoir plus.

Il n'en demeure pas moins que la politique du "zéro covid" relève du totalitarisme, pas seulement en Chine.

Questions à ceux qui connaissent la Chine mieux que moi : Peut-on y créer librement un parti politique, un syndicat, distribuer des tracts dans la rue, diffuser un journal, organiser des meetings, des manifestations contre le gouvernement ? J'attends leurs réponses argumentées si possible, sinon elles n'auront aucune valeur. Cela devrait intéresser tous les lecteurs. Merci d'avance.

Ce qu'on appelle à tort ou à raison "le crédit social", se solde-t-il par des restrictions aux libertés individuelles ou collectives ?

(Cela m'a valu la réponse suivant d'un lecteur)

4 - Cette réaction belliqueuse pour ne pas dire haineuse de la part de quelqu'un qui vit en Chine, me porte à penser que tout ce que vous me reprochez s'applique à vous-même. C'est la réaction d'un pauvre type en somme, qui ne m'étonne pas au regard du mépris que vous avez témoigné à plusieurs reprises envers les masses ou les gens qui ne pensent pas comme vous.

On aura compris pourquoi vous n'avez pas souhaité répondre à ma demande d'information et à mes questions formuler sur un ton neutre et sans agressivité. Sauf une, et votre réponse vaut le détour.

5 - "*Pas besoin (...) de créer un parti politique il y en a déjà un.*"

Tous ceux qui refuseraient de se soumettre à un parti unique apprécieront.

Cela a au moins le mérite d'être clair. Cela montre également que tous les lecteurs n'ont pas des intentions bienveillantes contrairement aux apparences, et partagent encore moins la même cause humaniste.

6 - Quand des Français expatriés ou qui tout simplement ont décidé de vivre en Inde parlent entre eux, ils ne tiennent pas le même discours sur l'Inde et les Indiens que lorsqu'ils parlent avec des touristes français ou des Français en métropole, c'est valable pour les Indiens qui vivent en France, ils tiennent tous un double discours et l'hypocrisie est de rigueur.

Les Français qui vivent en Inde, quand ils parlent entre eux du pays ou de la population indigène (originaire du pays), ils se lâchent et passent leur temps à s'en plaindre, à les critiquer, ce que je ne supporte pas, je leur rentre dedans systématiquement car ils tiennent des propos méprisants. Quand ils rencontrent des touristes ou des membres de leurs familles ou des amis leur rendent visite, ils les imitent, ils s'extasient pour un oui ou un non sur les merveilles de ce pays ou sur les Indiens auxquels subitement ils trouvent d'innombrables qualités.

Plus révélateurs encore, il suffit d'observer leur visage. Quand ils sont chez eux, ils sont détendus et souriants, et dès qu'ils sortent ils font la gueule !

Un conseil, ne vous fiez pas aveuglément à ce que raconte un Français qui vit hors de France, car s'il a choisi de quitter la France, son amour-propre mal placé lui commandera de ne pas avouer qu'il a peut-être fait une erreur ou qu'il n'est pas aussi heureux qu'il veut bien le dire.

Depuis 28 ans que je vis en Inde, j'en ai croisé des centaines, dont certains avec qui j'ai travaillé au lycée français ou à l'Alliance française de Pondichéry, et tout près de chez moi à Auroville il y en a plus de 700 dont certains que je connais, et j'en croise toute les semaines dans les commerces de ce district avec qui j'échange quelques mots, sans plus car ils sont tellement maniérés qu'ils m'énervent au bout de deux minutes. Finalement il n'y a plus que les Indiens que je supporte ! Et a plupart des lecteurs de ce blog.

(Et vous osez nous faire Ch …r avec vos illusions de liberté bourgeoise.)

7 - Vous savez ce qu'elles disent mes « *illusions de liberté bourgeoise* »…

Vous confondez tout, parce que cela vous arrange ou il y a des vérités qui vous dérangent.

Dans les causeries de mon portail j'ai soutenu Kadhafi (Comme j'ai soutenu l'Irak et la Syrie), j'ai même mis un lien vers son Petit livre vert, vous pouvez le télécharger à l'adresse suivante : http://www.luttedeclasse/dossier55/Le_Livre_Vert_Kadhafi.pdf

J'ai reproduit son allocution à l'ONU de 2009, j'ai été jusqu'à affirmer que c'était le pays le plus social devant tous les pays qui se réclament du socialisme ou du communisme, désolé.

Pourquoi cette haine ? Détendez-vous ou soignez-vous que diable !

8 - Ce qui les fait chier et qu'ils appellent "*illusions de liberté bourgeoise*", ce sont les acquis politiques pour lesquels des générations de travailleurs ont combattus pour les obtenir, bref une clique de réactionnaires avançant masqués ou qui se prétendent progressistes ou humanistes. Merci de vous êtes démasqués vous-mêmes.

9 - Et ça continue.

Michelsvrin n'avait pas de compassion envers moi, gageons qu'il n'en a pas davantage envers les Chinois. Non mais lui c'est un bon chinois, il est du bon côté du manche comme l'on dit.

Covid-19 : la Chine confine à nouveau une région de 22 millions d'habitants - capital.fr 6 octobre 2022

Comme un éternel recommencement. Après avoir détecté une trentaine de nouveaux cas positifs au Covid-19 en une seule journée, la Chine a interdit aux habitants de quitter le Xinjiang, une région de 22 millions d'habitants située dans l'ouest du pays, rapporte CNN, jeudi 6 octobre. Cette décision intervient quelques semaines seulement après le dernier confinement de la zone dans laquelle vivent de nombreuses minorités ethniques. Mardi 4 octobre, 38 cas asymptomatiques ont été signalés, s'ajoutant aux 5.790 personnes infectées depuis le 30 juillet. Les autorités locales ont alors décidé de verrouiller la région. Désormais, les habitants ne doivent plus sortir du Xinjiang sauf en cas de nécessité, conformément à la stratégie "zéro Covid" décidée par Xi Jinping.

Dans la capitale régionale comme dans toutes les autres villes de la zone, les trains, les bus et les vols sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Les mesures de contrôle dans les aéroports, les gares et les points de contrôle vont être renforcées, afin d'empêcher la propagation du virus dans d'autres régions du pays, a déclaré le vice-président du Xinjiang, Liu Sushe.

Des habitants consternés, souvent encore confinés du fait d'une précédente mise sous cloche

Pour les habitants du Xinjiang déjà durement éprouvés par un confinement qui a duré plusieurs semaines d'août à septembre, et qui n'était pas levé pour certains – seulement autorisés à sortir trois heures par jour – c'est la consternation. capital.fr 6 octobre 2022

Mais non, ils baignent dans le bonheur !

En France il est de bon ton de dénoncer l'instrumentalisation du test PCR ou "*des cas*", mais en Chine c'est légitime nous dirons les chinolâtres !

10 - On vit très bien en Inde aussi, et côté liberté c'est génial !

Pas un seul contrôle routier (en deux-roues à moteur) en 28 ans… alors que les Indiens se font alpaguer de préférence en fin ou en début de mois quand ils ont reçu leur salaire, défaut de permis ou d'assurance, et c'est un billet ou deux de 100 roupies qui partent dans la poche du policier… mais moi je suis « blanc », étranger, tout s'explique. Je n'ose pas leur dire que l'Inde est un pays génial, vous aurez deviné pourquoi, entre nous on peut se le dire, cela n'engage à rien, n'est-ce pas ?

11 - Cela me rappelle un truc.

Lu cette inscription en anglais et en tamoul repeinte régulièrement depuis des lustres sur la façade du commissariat de police de Bussy street à Pondichéry, une des plus grandes artères de la ville :

Il y a un citoyen sous chaque uniforme et il y a un policier dans chaque citoyen.

Cela doit être un héritage du Raj britannique ! (Dans la causerie de mon portail le 8 octobre 2010)

Avec entre 200 à 350 millions de caméras de surveillance en Chine selon les sources, plus besoin de flics dans les rues ! Chut !

12 - Albert n'a pas été vulgaire, vous êtes dérangé décidément ou malintentionné.

Je crois avoir deviné où se situe votre problème, vous ne supportez pas les gens qui ne sont pas du même milieu social que vous ou inférieur au vôtre, d'où le mépris permanent que vous leur témoignez.

Moi cela me laisse indifférent. Je me contente des faits et je les interprète sans jamais exigé de quiconque de partager mes idées. C'est ce principe que manifestement vous ne supportez pas, il suffit de lire vos commentaires acerbes ou vénéneux pour en être convaincu.

13 - Vous niez tout, vous vous comportez en négationniste. Quels sont vos intérêts en Chine, vous faites du business, dites-nous ? Les miens sont clairement affichés, et je crois que c'est cela qui vous dérange.

Moi j'ai adopté une critique mesurée de la Chine, et je ne m'associe jamais à la meute qui hurle sa haine de la Chine, c'est une question de principe.

J'ai adopté la même attitude envers la Russie, la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. Pourquoi ? Mais parce que je n'ai pas les mêmes objectifs politiques que la réaction, c'est facile à comprendre, non ?

Quand j'estime les positions adoptées par les autorités chinoises condamnables, je ne fais jamais référence aux médias, aux autorités ou institutions occidentales que je combats, j'expose mon point de vue en toute indépendance. Je considère que tous les faits doivent être pris en compte sans exception, s'ils confirment mon analyse sur la Chine, j'en prends acte, et s'ils les infirment, je rectifie ma copie ou mon erreur. Voilà comment je procède de manière générale.

Le problème qui se pose généralement, c'est que selon les personnes, on arrive à différentes interprétations en fonction des intérêts qu'on défend sans en avoir toujours conscience ou sans vouloir l'admettre, cela arrive aussi. Quoi qu'il en soit, on ne doit jamais déformer la réalité parce qu'elle nous dérange ou contredit notre analyse, c'est malhonnête. Si chacun avait cela à l'esprit ou veillait à respecter ces quelques principes, on ne perdrait pas son temps en polémiques inutiles.

14 - Je rectifie, vous commettez une erreur en me rangeant dans la catégorie des anti-Chine, vous ne m'avez pas lu attentivement. Non, ici en l'occurrence la vérité n'est pas entre les deux, ailleurs ou nulle part, il y a ceux qui font acte de complaisance envers le régime chinois parce que cela les arrange, et il y a ceux qui refuse ce genre de compromission. Si vous voulez, c'est ce qui distingue ceux qui ont des principes et s'y tiennent, et ceux qui n'en ont pas. C'est clair, non ?

Inde. La Cour suprême sous influence, laquelle, devinez ?

Inde: la Cour suprême somme les autorités de punir les discours islamophobes - rfi.fr 22 octobre 2022

Cette menace des juges arrive alors que le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, en visite en Inde, vient également de rappeler aux autorités que l'Inde a la « *responsabilité de respecter les minorités* religieuses ». Et qu'il était temps « *de condamner sans réserves les appels à la haine* ».

Qu'est-ce qui les défrise tant que cela ? Les motifs ne manquent pas après le traitement de l'épidémie de covid-19 qui n'a pas suivi les recommandations de l'OMS-Gates, et surtout le refus de l'Inde de condamner l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine.

Tous les pays occidentaux réduisent le nombre de fonctionnaires, l'Inde l'augmente, alors ils enragent contre Modi. rfi.fr 22 octobre 2022

En Inde, Modi affiche le recrutement d'un million de personnes dans le secteur public - Courrier International 22 octobre 2022

Le Premier ministre Narendra Modi a lancé, samedi 22 octobre, une vaste campagne de recrutement, apprend-on dans *The Hindustan Times*. Un million de personnes seront à terme embauchées dans le secteur public pour pourvoir des postes déjà vacants. À l'occasion de l'événement, 75 000 personnes ont reçu leur lettre de nomination. Le nationaliste hindou a ordonné aux différents départements du gouvernement de pourvoir les postes vacants d'ici à 2023.

De nombreux postes sont restés vacants ces dernières années, les campagnes de recrutement n'ayant pas eu lieu de manière régulière. Face à l'absence d'opportunités dans le secteur privé, l'emploi public représente la seule alternative pour de nombreux jeunes Indiens.

"*En dépit de cette crise qui frappe le monde entier, dont l'impact est ressenti partout, l'Inde prend des initiatives et certains risques pour protéger le pays de ces maux. Nous travaillons à en atténuer les impacts dans notre pays*", s'est vanté le dirigeant indien, cité par *News18*. rfi.fr 22 octobre 2022

« De nouvelles valeurs, de nouvelles normes, de nouvelles règles de comportements s'imposent à tous. » Cela ne vous ferait-il penser à Macron et Davos ?

- Dès 1922, le mouvement fasciste entreprend la conquête de l'Etat, puis sa transformation progressive en un instrument adapté à l'exercice d'une domination totalitaire. Depuis les sommets de l'Etat jusqu'aux profondeurs de la société civile, l'ensemble des relations sociales se trouvent soumises à de nouvelles logiques. De nouvelles valeurs, de nouvelles normes, de nouvelles règles de comportements s'imposent à tous. C'est donc bien une dynamique totalitaire qui se manifeste par l'émergence d'un système de contrôle des hommes et de leurs comportements à vocation totale. Le régime fasciste apparaît ainsi comme le précurseur d'un « *totalitarisme sans terreur* » qui ne pratiquera pas le génocide ou le crime de masse, mais n'en sera pas moins capable d'engendrer une société de contrôle d'un genre nouveau. (Logiques du fascisme par Jean-Yves Dormagen édition Fayard)

J-C – « *Le crime de masse* » il a déjà eu lieu ou il a déjà commencé en mars 2020 avec plus de 100 000 victimes innocentes de la dictature sanitaire de Macron pour refus de traitement. Et quant à la terreur, d'une certaine manière elle est devenue permanente depuis la guerre au terrorisme qu'ils ont fabriqué, puis celle sous prétexte de réchauffement ou changement climatique, et enfin de guerre en Ukraine qu'ils imputent à la Russie. On peut aussi évoquer la violence avec laquelle ils traitent les manifestants.

Bien qu'une partie de la population ait accepté de s'y soumettre, il leur manque des troupes pour aller plus loin ou déclencher une guerre civile qu'il ne serait pas sûr de gagner, qui a vraiment envie d'aller se faire massacrer pour Macron, pas grand monde à mon avis. Leur stratégie comporte donc une faille importante comme toujours, qui finira par faire capoter leur plan, il ne peut pas en être autrement.

Les fascistes ou les nazis ne feraient pas mieux.

La journaliste de France Inter, Noémie Lair, fait supprimer RT France et Sputnik de la plateforme Odysee - lemediaen442.fr 21 octobre 2022

C'est à peine croyable, mais pas surprenant non plus. Les journalistes de France Inter ont fait un travail de collaboration, afin que les chaînes russes RT France et Sputnik se fassent évincer de la plateforme américaine de streaming Odysée. Il semble que les journalistes mainstream n'hésitent plus à balayer d'un revers de la main La Charte de déontologie de Munich (ou Déclaration des devoirs et des droits des journalistes), signée le 24 novembre 1971. Un des devoirs du journaliste est de « *Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.* »

En effet, à France Inter, les journalistes au service du pouvoir ont dénoncé leurs collègues journalistes et s'en réjouissent : « *Après les révélations de France Inter sur la diffusion de RT France en direct sur la plateforme Odysee, le gouvernement français a obtenu son retrait. RT France, tout comme l'autre chaîne pro-russe Sputnik France, ne sont plus disponibles sur Odysee depuis ce jeudi. Accusées d'être des instruments de « désinformation » du Kremlin, les deux chaînes sont interdites de diffusion au sein de l'Union européenne depuis le 2 mars dernier, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.* » C'est à la suite de cet article signé Noémie Lair que le ministre délégué de la Transition Numérique, Jean-Noël Barrot (Young Leader 2020) s'est félicité de cette censure. « *Dans la lutte contre la propagande et la désinformation, nous ne céderons rien* »… sauf, aurait-il dû ajouter, si la propagande suit le mainstream pro-américain.

À ma demande, la plateforme américaine Odysee a cessé de diffuser Russia Today France et Sputnik France. Dans la lutte contre la propagande et la désinformation, nous ne cèderons rien. pic.twitter.com/lC5u4f3hZ3

— Jean-Noël Barrot (@jnbarrot) October 20, 2022

De son côté BFMTV ne s'en désole pas, bien au contraire : « *RT France avait manifestement trouvé un moyen de contourner la réglementation en passant par Odysée avec des reportages, des débats en plateau et avec les intervenants originaux comme Alexis Poulin ou Karine Bechet-Golovko, selon l'enquête de France Inter.* » Déclaration de pure jalousie ? En effet, question originalité, BFMTV doit se contenter de Christophe Barbier, Emmanuel Lechypre et Laurent Mouchard (dit Joffrin)…

On saluera le courage de Noémie Lair d'avoir fait le sale boulot après toutes ces années en tant que stagiaire à Radio France. Des rêves de petite fille vont se réaliser, les portes seront grandes ouvertes à celle qui a eu le courage exceptionnel de débusquer des journalistes qui faisaient leur travail.

Si vous avez téléchargé un VPN, vous pouvez regarder RT (en anglais) et Sputnik (en français) sur Odysée en vous connectant à un autre pays, plus libre que la France. Il y a l'embarras du choix. lemediaen442.fr 21 octobre 2022

Pourquoi le féministe est-il aussi détestable ?

À bas le féminisme petit bourgeois vindicatif, punitif, déviant et castrateur - reseauinternational.net

Paradoxalement, dans la société capitaliste occidentale surprotégée, où la gent féminine semble émancipée, quand les féministes et les instances politiques et médiatiques parlent de la femme, c'est toujours comme un être singulier, une personne infériorisée, aliénée, fondamentalement différente de l'homme (toute ressemblance avec le monde musulman, pourtant fustigé pour sa misogynie, serait une pure et fortuite coïncidence). Ironie de l'histoire, le meilleur allié du patriarcat, c'est le néo-féminisme, qui perpétue les mêmes stéréotypes phallocratiques (encore prégnants dans les pays islamiques) et prônent les mêmes traitements différentialistes sexués, réservés exclusivement à la femme, au plan social et judiciaire, tels qu'ils ont cours dans les pays musulmans.

En effet, par leur action d'essentialiser les violences commises contre les femmes, leurs mobilisations exhortant les pouvoirs publics à protéger les femmes, à voter des lois spécifiques pour les femmes, elles perpétuent le schéma patriarcal qui infériorise et infantilise la femme. Aux yeux des néo-féministes différentialistes, toute femme, tel un enfant consubstantiellement immature et vulnérable, serait, de par sa nature même, congénitalement en danger, susceptible d'être victime de la prédation masculine.
Somme toute, par leur politique féministe essentialiste, les néo-féministes détachent les femmes de la communauté humaine universelle pour les assigner à des statuts particuliers inférieurs, réduites à une minorité à protéger du fait de leur « *faiblesse congénitale* », leur « *vulnérabilité innée* ». Ce faisant, elles les placent dans une condition infrahumaine, d'extranéité sociale, c'est-à-dire d'étrangères à la communauté humaine. Comme cela a également cours dans les pays musulmans où la femme est soumise à un statut d'éternelle mineure nécessitant sa protection par un mâle. En Occident, par l'État.

Par ailleurs, le néo-féminisme bourgeois contemporain, « *intoxidentalisé* », c'est-à-dire intoxiqué par l'idéologie misandre et l'arrogance légendaire occidentale, cultive une politique victimaire. Rappelons que, selon le dictionnaire Le Robert, le terme misandre désigne « *une femme qui a de la haine ou du mépris pour les hommes* ». Dès le début de notre siècle, les dérives du féminisme avaient déjà été dénoncées par Élisabeth Badinter, dans son ouvrage *Fausse route*. Dans ce livre, publié en 2003, elle fustigeait le « *féminisme guerrier* », la guerre des sexes, le féminisme misandre, victimaire.

Aujourd'hui, les féministes différentialistes instrumentalisent les violences conjugales. Les violences faites aux femmes sont devenues l'arme du féminisme punitif. Sur ces violences résiduelles, elles assènent leurs argumentations victimistes. À chaque violence commise contre une femme par un homme, indécemment instrumentalisée, les féministes brandissent leurs accusations flanquées de leurs immanquables revendications pécuniaires. (...)

En vérité, les violences conjugales impliquent parfois les deux sexes. La conception angélique selon laquelle les femmes seraient toujours les victimes et les hommes toujours les agresseurs est fallacieuse. Dans un couple, certes l'homme peut faire preuve, in extremis, de violence, mais la femme manifeste également une réelle violence verbale et psychologique, voire physique. Cette violence est minimisée, voire ignorée, par les féministes. Un tiers des victimes de violences physiques dans le couple sont des hommes. Officiellement, 20% des hommes sont victimes de violences conjugales, un chiffre en réalité sous-évalué du fait du tabou lié à la difficulté pour les hommes de se confier, d'être crus.

Du point de vue juridique, le discours féministe véhicule l'idée selon laquelle les violences conjugales ne seraient pas suffisamment jugées ni condamnées. Or, l'histoire des annales pénales prouve le contraire. Depuis le XIXe siècle, les violences conjugales sont toujours sévèrement punies, la violence de l'époux constituant par ailleurs un facteur aggravant, donnant lieu à une condamnation sévère.

Loin de nous l'idée de nier l'importance de la violence commise contre les femmes par leurs conjoints, en particulier les assassinats des femmes, il convient néanmoins de replacer cette violence et ces meurtres dans le contexte actuel du développement exponentiel de la violence protéiforme générée par le système capitaliste belligène en pleine putréfaction. Comment définir et qualifier ces meurtres de masse perpétrés fréquemment par des jeunes adolescents à peine pubères, notamment dans les établissements scolaires, dans la plus grande démocratie du monde, les États-Unis, mais aussi dans de nombreux pays civilisés occidentaux ? Selon les statistiques publiées par la police fédérale (FBI), les États-Unis ont enregistré plus de 21500 homicides en 2020, soit près de 59 par jour. Un grand nombre de ces homicides est perpétré par des enfants âgés de 10 à 19 ans. Depuis 2012, il y a eu 3865 fusillades de masse. Cette année, depuis le début de l'année 2022, presque 220 fusillades sont survenues aux États-Unis. Soit plus d'une fusillade par jour. L'an dernier, il y a eu 692 fusillades, commises également par des adolescents. 25 mineurs meurent chaque semaine par balle et 91% des enfants tués dans le monde par des armes à feu, le sont aux États-Unis. Cette violence juvénile et infantile est autrement plus dramatique et meurtrière. Pourtant elle ne suscite pas le même émoi, le même effroi, la même indignation, la même fureur.

Aujourd'hui, le féminisme vindicatif tente de prendre en otage le droit en s'arrogeant le monopole de la représentation de la souffrance légitime. Or, il n'en est rien. Aucun durcissement du code pénal est susceptible d'apporter un adoucissement de la société. Même l'existence de la peine de mort n'a jamais enrayé la criminalité, comme la société étasunienne criminogène l'illustre.

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/a-bas-le-feminisme-petit-bourgeois-vindicatif-punitif-deviant-et-castrateur/

L'Agence européenne des médicaments autorise la vaccination dès l'âge de 6 mois - lemediaen442.fr 21 octobre 2022

Le régulateur européen a annoncé mercredi avoir donné son feu vert à l'utilisation des vaccins anti-Covid de Pfizer et Moderna à partir de six mois. Dans son communiqué, l'Agence européenne des médicaments (EMA) a *« recommandé d'inclure l'utilisation chez les enfants âgés de 6 mois à 4 ans*

pour Comirnaty de Pfizer et l'utilisation chez les enfants âgés de 6 mois à 5 ans pour Spikevax de Moderna ».

Par rapport aux doses pour les tranches d'âge déjà autorisées, les doses des deux vaccins dans ces nouvelles tranches d'âge plus jeunes seront plus faibles. Chez les enfants de 6 mois à 4 ans, Pfizer peut être administré en primo-vaccination consistant en trois doses (de 3 microgrammes chacune) ; les deux premières doses sont administrées à trois semaines d'intervalle, suivies d'une troisième dose administrée au moins 8 semaines après la deuxième dose. Chez les enfants de 6 mois à 5 ans, Moderna peut être administré en primo-vaccination consistant en deux doses (de 25 microgrammes chacune), à quatre semaines d'intervalle. Pour les enfants de ces groupes d'âge, les deux vaccins sont administrés sous forme d'injections dans les muscles du haut du bras ou de la cuisse. Précisons qu'en France, le vaccin Moderna est réservé aux plus de 30 ans.

L'Agence européenne des médicaments vient donc de donner l'autorisation de vacciner des nourrissons et des enfants contre une maladie qu'ils n'auront pas. Aucune statistique sur le covid ne porte sur les moins de 5 ans… Sur quoi l'AEM s'est-elle fondée ? Tout bonnement sur les déclarations de Pfizer qui est pour le moins juge et partie. Pfizer fait état d'un essai clinique d'environ 1 200 cobayes humains de 6 à 23 mois qui auraient reçu au moins une dose du vaccin Pfizer-BioNTech COVID-19. Voilà, c'est tout ce que le public en saura : ni date ni durée de l'essai, ni tranches d'âges. Il faut faire confiance. C'est ce que l'AEM a fait. Faut-il faire confiance à l'AEM ? Faut-il faire confiance à sa directrice, Emer Cook, ancienne de l'OMS et ex-lobbyiste de l'industrie pharmaceutique ?

Fabrique du consentement. Contrôle de la population. Le capitalisme de connivence à l'échelle mondiale.

Climat: l'ONU s'est associée à Google pour contrôler les résultats de recherche sur Internet - francesoir.fr 9 octobre 2022

« *Nous détenons la science* ». Lors d'une rencontre organisée le 20 septembre par le Forum économique mondial autour de la thématique de l'impact du développement durable, la secrétaire générale adjointe à la communication globale de l'Organisation des Nations Unies, Melissa Fleming, a fait savoir que l'ONU s'est associée à des plateformes comme Google en vue de contrôler les résultats de recherche sur des sujets comme le réchauffement climatique.

« *Nous détenons la science et nous pensons que le monde devrait le savoir. Les plateformes numériques, elles, le savent* », a lancé Melissa Fleming lors d'une discussion à propos de la lutte contre la désinformation dans le cadre de cette rencontre.

Les Nations unies ont noué un partenariat avec des géants du numérique comme Google afin de faire prévaloir le discours de l'organisation sur le changement climatique, a-t-elle expliqué : « *Nous nous sommes associés à Google. Par exemple, si vous recherchez sur Google "*changement climatique*", vous obtiendrez, en haut de votre résultat de recherche toutes sortes d'informations émanant de l'ONU* ». Et d'ajouter : « *Nous avons créé ce partenariat puisque nous avons été choqués de voir que lorsque nous recherchions des informations sur Google à propos du changement climatique, nous obtenions en haut de page des informations incroyablement fausses* ».

Des partenariats avec des influenceurs

La secrétaire générale adjointe à la communication globale de l'ONU a également souligné que l'organisation avait travaillé avec le réseau social TikTok sur un projet appelé "*Team Halo*" dans l'objectif de promouvoir leurs messages sur le Covid-19. En outre, comme il existe, selon elle, une défiance au sein des populations vis-à-vis de la communication de l'ONU sur le Covid-19, l'organisation a également fait appel à des influenceurs pour faire passer ses messages.

« *Une autre stratégie clé à notre disposition consistait à recourir à des influenceurs* », a détaillé Melissa Fleming, précisant : « *Des influenceurs vraiment enthousiastes avec énormément d'abonnés, qui sont vraiment désireux d'aider à transmettre des messages qui allaient servir leurs communautés. Les gens leur font beaucoup plus confiance qu'aux Nations Unies* ». francesoir.fr 9 octobre 2022

Au royaume de France.

Fabrication du consentement à la soumission.

La sobriété, une solution partagée par les Français - lepoint.fr 22 octobre 2022

À l'approche de l'hiver, une étude Cluster 17 pour « *Le Point* » établit que les citoyens sont largement favorables à une forme de « *sobriété* » énergétique.

Principale leçon : en dépit d'un climat social marqué par les grèves, les Français approuvent dans leur majorité les dispositions qui ont été prises.

Exemple, l'annonce la plus emblématique de ce plan sobriété de limiter le chauffage à 19 °C est largement acceptée par l'opinion : 70 % des personnes interrogées y sont favorables. La préconisation de recourir davantage au télétravail est elle aussi pleinement acceptée, avec seulement 30 % d'opinions défavorables. lepoint.fr 22 octobre 2022

J-C - Personne ne doit percevoir de différence à 1°C près, ils nous prennent pour des cons. Quant au télétravail, l'immense majorité n'est pas concerné et s'en fout, alors oui, pourquoi pas, il faut donc chercher une explication ailleurs à ce sondage.

Ils s'agirait plutôt de laisser entendre que l'immense majorité des Français croirait encore Macron ou le discours officiel, bien que la multitude des mensonges dont il se s'est rendu coupable aient été mis en lumière jusque dans certains médias mainstream ou que sa politique soit massivement contestée et qu'ils n'aient pas pu le camoufler complètement, de manière à ce que les indécis ou la majorité se rallie malgré tout à la minorité qui soutient Macron, de toutes manières ils n'ont pas le choix, ils tenteront le tout pour le tout quoi qu'il en soit pour le faire croire même si ce n'était pas le cas.

Va-t-il finir comme Liz Truss ?

Forte baisse de popularité pour Macron et Borne, selon un sondage - Europe1 21 octobre 2022

Inflation, pénurie de carburants… La cote d'Emmanuel Macron en chute libre - LePoint.fr 21 octobre 2022

Pendant que ses canons bombardent la population civile du Donbass et fait des morts quotidiennement, hommes, femmes et enfants.

Meurtre de Lola: "Ce qui nous touche tous, c'est l'atrocité de ce crime", déclare Emmanuel Macron - BFMTV 21 octobre 2022

Totalitarisme. Ils osent tout.

Budget 2023 : Le 49.3 a été utilisé, selon Véran, car les oppositions ont choisi « *les intérêts partisans* » - 20minutes.fr 22 octobre 2022

Le porte-parole du gouvernement considère que l'exécutif a privilégié le dialogue à l'Assemblée nationale.

En 2012 j'écrivais : La tentation de la dictature. 10 ans plus tard Sarkozy le confirme, merci.

Nicolas Sarkozy a accordé un entretien exclusif au Journal du dimanche (JDD).

- Il (Macron) "*aimerait parfois qu'il franchisse le Rubicon de façon plus franche, car la France est aujourd'hui majoritairement du côté du parti de l'autorité, de la fermeté, de la liberté (...). Si j'avais un souhait, c'est que la matrice politique du président se rapproche davantage de la matrice du pays telle que je la ressens*". europe1.fr 23 octobre 2022

Parodie de justice. Ils sont juges et parties ou quand ils ont tous approuvés la politique dite sanitaire adoptée par Macron.

Édouard Philippe échappe à la mise en examen pour sa gestion du Covid - Le HuffPost 23 octobre 2022

Gestion du Covid-19 : Édouard Philippe a été placé sous le statut de témoin assisté par la CJR - Journal du Dimanche 23 octobre 2022

Convoqué pour un interrogatoire de première comparution, portant sur la gestion gouvernementale de la pandémie de Covid-19, Édouard Philippe a été placé sous le statut de témoin assisté par la Cour de justice de la République, pour mise en danger de la vie d'autrui et abstention volontaire de combattre un sinistre.

Stocks de masques insuffisants, problème d'approvisionnement, risque épidémique sous-estimé: l'enquête s'intéresse à l'anticipation et la gestion au quotidien de l'épidémie. Journal du Dimanche 23 octobre 2022

J-C - A l'énoncé de ce qu'on lui (leur) reproche, on s'aperçoit non seulement que l'essentiel n'y figure pas, pire, il sert à cautionner l'orientation politique adoptée par Macron. Et il y a encore des naïfs qui applaudiront ou y voyant une grande victoire, bref, les accusés et assassins de masse peuvent dormir tranquilles.

En famille à l'extrême droite.

"*D'un ennemi, c'est devenu un adversaire*": médaillé par Louis Aliot (RN-FN), Serge Klarsfeld se justifie - BFMTV 21 octobre 2022

En famille à droite, l'exception confirme la règle.

De Georges Frêche à Louis Aliot : Frédéric Bort change de bord - LePoint.fr 22 octobre 2022

Devenir le bras droit d'un ténor de l'extrême droite française n'a pas posé de problème particulier à cet ancien militant socialiste.

Dernier directeur du cabinet du président PS de la région Languedoc-Roussillon, Frédéric Bort devient le plus proche collaborateur du maire RN de Perpignan.

« *La clé de lecture du clivage gauche-droite n'est plus opérationnelle* », se justifie le nouveau converti. Qui dit défendre, comme Georges Frêche, « *la voix du peuple contre les élites* ».

Bort, visiblement ravi d'avoir retrouvé son poste de prédilection, assure ne voir que des « similitudes » entre l'ancien maire PS de Montpellier et son nouveau patron : « *Ce sont tous les deux des universitaires, ils ont un background intellectuel proche, que je partage aussi. Et ils ont le même souci de la défense du peuple, des catégories sociales les plus populaires.* » LePoint.fr 22 octobre 2022

Le PS ou le courant de gauche de l'oligarchie financière.

Congrès du PS: Johanna Rolland et des élus veulent une "*gauche social-écologiste européenne*" - BFMTV 22 octobre 2022
Ces élus expliquent avoir choisi "*en conscience l'accord électoral*" avec LFI aux législatives, au sein de la Nupes

Entre autres propositions, ces élus socialistes réclament d'abord une "*bifurcation écologique*": il "*sera impératif de créer des fonds d'investissement vert, à toutes les échelles, locale, nationale et européenne, qui sortent du cadre de la dette et des pactes financiers*", et ils plaident pour une liste commune du PS et des Verts aux élections européennes 2024.

Qu'ils y restent dans la précarité !

Ils jugent "*impératif de maintenir un filet social fortement protecteur pour celles et ceux qui ont basculé dans la précarité*". BFMTV 22 octobre 2022

Pour qui roulent-ils ?

Fabien Roussel appelle à manifester avec la CGT lors des prochaines journées de grève - BFMTV 22 octobre 2022

Jean-Luc Mélenchon renonce à son Front Populaire avec les syndicats - Le HuffPost 22 octobre 2022

Face à la réticence de la CGT, notamment, Mélenchon renonce à organiser une mobilisation commune avec les syndicats, comme il l'appelait de ses vœux depuis la rentrée.

Dans ce contexte, le doute est permis quant à la présence de responsables politiques insoumis à la prochaine manifestation organisée par la CGT, jeudi 27 octobre. L'ancien député, qui promet de ne plus se « *mêler* » de leurs affaires, n'en fait pas une seule mention dans son texte. De quoi laisser augurer des mobilisations sociales dispersées alors que s'annoncent les réformes impopulaires d'Emmanuel Macron. Le HuffPost 22 octobre 2022

J-C - Autrement dit, Mélenchon déserte ce combat, ce qui se passe dans les syndicats est chasse gardé, cela ne doit pas concerner ceux qui n'en font pas parti, sauf peut-être le PCF s'agissant de la CGT si j'ai bien compris, pour les isoler encore plus des 90% de travailleurs non-syndiqués on ne pouvait imaginer pire.

Ma position en faveur de la création d'un nouveau syndicat ouvrier n'est pas contradictoire ou n'a rien à voir ici. Les dirigeants corrompus des syndicats ne souhaitent pas que des millions de travailleurs rejoignent les syndicats, car ils risqueraient d'en perdre le contrôle. La faiblesse des syndicats leur va très bien, ils occupent la place et s'en contentent.

Ca craque de partout ou le Great Reset a du plomb dans l'aile.

"*Pas là pour souffrir*": après un autre 49.3, les députés macronistes assument le service minimum - BFMTV 21 octobre 2022

Chez les macronistes, le « *dogmatisme* » de Bruno Le Maire crispe de plus en plus - Publicsenat.fr 22 octobre 2022

Marlène Schiappa à Sandrine Rousseau : « *Je ne suis pas friande des procès staliniens ou d'une forme de police des mœurs* » - Publicsenat.fr 22 octobre 2022

Pour Catherine Colonna, renforcer l'isolement de Vladimir Poutine "*ne serait pas une bonne option*" - BFMTV 21 octobre 2022

Lors d'une rencontre avec son homologue américain Anthony Blinken, "*Poutine est probablement isolé dans sa vision très étrange du monde*." BFMTV 21 octobre 2022

Allemagne: Olaf Scholz veut vendre le port de Hambourg à la Chine - RFI 21 octobre 2022

Le géant chinois Cosco veut racheter 35% d'un terminal à conteneurs du port de Hambourg.

Boris Johnson de retour ? La fausse bonne idée des conservateurs britanniques - Le HuffPost 21 octobre 2022

Après la démission de Liz Truss, plusieurs conservateurs sollicitent le retour de Boris Johnson. Une idée loin de faire l'unanimité.

Inde: le géant Google condamné à 162 millions de dollars pour abus de position dominante - RFI 21 octobre 2022

Le chef de la diplomatie turque fustige les menaces américaines contre l'Arabie saoudite - Réseau International 22 octobre 2022

Cavusoglu a fustigé l'approche des États-Unis dans cette affaire.

« Nous constatons qu'un État menace l'Arabie saoudite. Faire le caïd ainsi n'est pas juste », a-t-il condamné.
« *Si vous voulez que les prix du pétrole baissent, levez les sanctions à l'Iran. Ce n'est pas en menaçant l'Arabie saoudite que vous règlerez le problème* », a-t-il insisté.

L'OTAN a déjà perdu la guerre.

OTAN : Les drones nous ont fait perdre la suprématie aérienne dans la guerre moderne - Réseau International 22 octobre 2022

Le général de division James Martin, commandant de la division de combat de guerre de l'armée britannique et commandant des exercices de l'OTAN en Europe, a révélé que « *la prolifération des drones signifie que l'Occident ne peut plus compter sur le contrôle du ciel durant la guerre* ».
https://reseauinternational.net/otan-les-drones-nous-ont-fait-perdre-la-suprematie-aerienne-dans-la-guerre-moderne/

Des nazis, qui l'auraient cru ?

Israël ne peut plus nier avoir utilisé le poison et la typhoïde contre les Palestiniens en 1948 - Réseau International 22 octobre 2022

Les détails de l'utilisation secrète par Israël d'armes biologiques et de poison à grande échelle contre les Palestiniens pendant la campagne de nettoyage ethnique de 1947/48 ont été révélés dans un article récent des historiens israéliens Benny Morris et Benjamin Kedar. Des révélations qui montrent que cette opération d'empoisonnement a été bien plus vaste que ce l'on croyait et que des personnalités de premier plan comme Ben Gourion ont été directement impliquées.

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/israel-ne-peut-plus-nier-avoir-utilise-le-poison-et-la-typhoide-contre-les-palestiniens- en-1948/

Ah, si c'est avec le soutien de la France, c'est forcément pour la bonne cause !

Massacre à la mitraillette et jeudi noir au Tchad : Comme au temps de papa, Deby fils tue plus de 50 manifestants pacifiques - Réseau International 21 octobre 2022

Fils du « *Maréchal* » Idris Deby Itno de triste mémoire, le Général Mahamat Kaka Deby Itno n'a pas fait dans la dentelle jeudi matin en réprimant dans un lac de sang une manifestation pacifique des Tchadiens sortis par milliers pour protester contre la prolongation pour deux ans de la transition militaire qu'il conduit depuis dix-huit mois sans en avoir reçu mandat de qui que ce soit, sinon qu'il a bénéficié de la complaisance des organisations telles que la CEMAC, et l'UA, et surtout de l'adoubement de la France, pays frère et ami de son défunt père, mais pas du Tchad.

Tôt jeudi, répondant à l'appel des leaders politiques, des milliers de Tchadiens ont investi la rue pour y mener des manifestations pacifiques dans l'optique de rappeler aux militaires conduits par le Général Mahamat Déby, le fils de l'autre, que la transition était arrivée à son terme, aujourd'hui même, comme ils en avaient pris l'engagement à maintes reprises, et qu'il n'était en aucune façon acceptable qu'ils prennent le peuple tchadien par-dessous la jambe en lui imposant une transition supplémentaire de deux ans qui s'achèverait sur une candidature du rejeton du défunt dictateur à l'élection présidentielle. La réaction de celui-ci et de sa junte se sera révélée brutale, barbare, d'une sauvagerie qui ferait pâlir l'homme de l'âge de la pierre.

Une répression tellement sanglante que l'Union africaine, habituellement silencieuse face aux atrocités infligées à leurs peuples par des dirigeants sanguinaires (notamment ceux d'Afrique centrale et des pays francophones d'Afrique de l'Ouest), a dû sortir de sa réserve.

Ainsi donc, avec l'aide de son armée, le général parjure (qui avait pris l'engagement de terminer la transition au Tchad et de la mener de sorte qu'aucun membre du Conseil militaire de transition ne prenne part à aucune élection subséquente) a décidé d'aller en guerre contre le peuple tchadien après 31 ans de dictature féroce exercée par son géniteur. Et de sacrifier pour un début sur l'autel de sa soif de pouvoir, les vies d'une cinquantaine de ses compatriotes (?) que certains de ses fantassins ont pourchassés et tués alors qu'ils se trouvaient dans des ambulances, y compris dans les enceintes des hôpitaux.

La raison, selon les « *Débystes* » qui ont tenté en vain jusqu'à mercredi soir d'empêcher la manifestation, et qui ont déclaré jeudi en milieu de journée qu'une dizaine de membres des forces de sécurité faisaient partie des personnes tuées lors des confrontations, les organisateurs des manifestations nourrissent une volonté de détruire le pays à travers des insurrections populaires pour lesquelles ils auraient déjà formé avec l'appui des forces extérieures une « *armée* » de 1500 personnes.

Cette volonté de déstabilisation n'était pourtant pas perceptible dans l'attitude des manifestants qui n'ont tué personne jeudi, mais qui ont perdu au moins cinquante des leurs. Mais le pouvoir militaire dynastique en place à N'Djaména leur a fait un procès d'intention et les a exécutés sans autre forme de procès. Réseau International 21 octobre 2022

Comment s'articule leur propagande antirusse ou pro OTAN ?

Propagande de Google ou Davos en faveur de l'Ukraine ou plutôt de l'OTAN contre la Russie.

J-C- Voilà le discours que tous les partis politiques qui soutiennent Macron, l'UE, l'OTAN, les médias, les élites, les intellectuelles, doivent tenir sous peine d'être censurés, bannis, excommuniés, criminalisés, diabolisés, accusés de trahison, d'être des criminels, insultés, diffamés, jetés en pâture à l'opinion publique, broyés et j'en passe.

Cette guerre, c'est la faute à la Russie et Poutine.

- Pourquoi il y a la guerre en Ukraine ?

La guerre d'Ukraine a surtout révélé l'importance de la volonté d'un peuple à se mobiliser pour défendre son indépendance et son territoire, au prix des plus grands sacrifices.

- Qu'est-ce que veut Poutine ?

Il a été très engagé dans les mouvements pour la démocratie, lors de la révolution de la dignité (le Maïdan), fin 2013. Que veut faire Poutine, selon vous ? Il veut détruire d'abord l'Ukraine, et à travers cette agression, détruire l'Europe. D'ailleurs, il n'a jamais caché cet objectif.

- Pourquoi la Russie a-t-elle décidé d'attaquer ?

Cette nouvelle guerre a été provoquée par le Président russe Vladimir Poutine, qui a décidé d'envoyer sa puissante armée envahir l'Ukraine, son voisin, dans le but de faire tomber son Président, l'ancien comédien Volodymyr Zelensky, démocratiquement élu en 2019 et très populaire dans le pays.

- Pourquoi l'Ukraine intéresse la Russie ?

La plupart des facteurs qui expliquent l'intérêt de la Russie pour l'Ukraine sont bien connus. Mais en creusant un peu plus, on trouve un thème sous-jacent: la crainte que la Russie soit un jour absorbée par l'Asie. Appelons cela une "insécurité démographique".

- Pourquoi Poutine veut la Donbass ?

En outre, difficile d'écarter le bénéfice économique que représenterait pour le pouvoir russe la mainmise sur le Donbass. Ce bassin recèle d'immenses réserves de charbon.

- Pourquoi Poutine bombarde les civils ?

Quel intérêt pour Vladimir Poutine de s'emparer d'un pays "rasé" et hostile ? Poutine n'a qu'un seul intérêt à ces frappes contre les civils : justifier son invasion. Le discours officiel est clair : il faut démilitariser l'Ukraine, détruire tous les équipements militaires qui pourraient viser la Russie.

- Quelle est le problème entre russe et l'ukrainien ?

Le conflit en Ukraine s'inscrit dans le contexte de deux décennies de tensions entre la Russie et l'Occident, durant lesquelles se sont manifestées des divergences sur les différentes questions internationales : l'indépendance du Kosovo en 2008, la guerre de Géorgie la même année, la guerre en Syrie depuis 2011

- Pourquoi la Russie ne veut pas que l'Ukraine intégré l'OTAN ?

En signant l'Acte fondateur OTAN-Russie, la Russie s'était engagée à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre les pays membres de l'OTAN ou tout autre État. En annexant illégalement et illégitimement la Crimée, qui fait partie du territoire d'un État souverain, elle a trahi cet engagement.

- Pourquoi Poutine veut la guerre ?

"*Vladimir Poutine veut faire la jonction entre la Crimée et les territoires conquis autour de la Crimée*."(...), détaille Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE). "*Il va, petit à petit, grignoter le territoire pour aboutir à une sorte de cohérence géographique*", ajoute-t-il.

- Pourquoi la Russie fait la guerre ?

Cette nouvelle guerre a été provoquée par le Président russe Vladimir Poutine, qui a décidé d'envoyer sa puissante armée envahir l'Ukraine, son voisin, dans le but de faire tomber son Président, l'ancien comédien Volodymyr Zelensky, démocratiquement élu en 2019 et très populaire dans le pays.

- Pourquoi la Russie fait la guerre ?

Dès 2014, les pro-russes Ukrainiens, alignés sur Moscou, dénoncent la prise de pouvoir à Kiev par les « *Nazis* »; ils veulent ainsi inscrire leur combat dans la continuité de la lutte des Russes contre les ingérences étrangères lors de la guerre civile de 1918-1921 et de la « *grande guerre patriotique* » de 1941-1944.

- Est-ce que l'OTAN peut battre la Russie ?

Troisième mythe : l'OTAN est agressive et représente une menace pour la Russie. Dans les faits : l'OTAN est une alliance défensive, qui a pour mission de protéger ses membres. La politique officielle veut que *« l'OTAN ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Russie* ».

- Pourquoi Poutine a peur de l'OTAN ?

Vladimir Poutine a présenté l'Eurasianisme et le "*putinisme*" comme alternative aux idéaux occidentaux adoptés par de nombreux pays de l'OTAN. Le putinisme associe le capitalisme d'État au nationalisme autoritaire.

- Pourquoi l'OTAN veut l'Ukraine ?

Pour que la stabilité de la zone euro-atlantique soit assurée, il est indispensable que l'Ukraine soit forte et indépendante. Nouées au début des années 1990, les relations avec ce pays ont évolué jusqu'à constituer l'un des partenariats de l'OTAN les plus substantiels.

Les Ukrainiens sont un peuple magnifique...

- Comment vivent les Ukrainiens ?

Le mode de vie des Ukrainiens est réputé pour être chaleureux, vous serez donc souvent conviés chez eux pour manger ou boire un verre. Les habitants sont généralement prêts à vous aider dans la rue pour vous indiquer votre chemin.

- Comment est la vie à Kiev ?

Kiev est une ville très aimée des étrangers.

- Quelle est la mentalité ukrainienne ?

Souvent, les Ukrainiens ont des relations chaleureuses et ouvertes avec leurs collègues.

- Pourquoi choisir une femme ukrainienne ?

Romance, beauté, passion, famille, amour, style, chaleur… Les femmes ukrainiennes ont toujours été considérées comme belles et aussi intelligentes, chaleureuses, accueillantes, familiales, féminines, romantiques et tout simplement superbes.

... et les Russes sont médiocres ou détestables.

- Est-ce qu'on vit bien en Russie ?

La Russie se positionne en dessous de la moyenne dans les dimensions de la santé, des liens sociaux, de la qualité de l'environnement, de la sécurité et de la satisfaction à l'égard de la vie. Ces classements s'appuient sur une sélection de données disponibles.

- Est-ce que les Russes sont pauvres ?

Selon les statistiques officielles (contestées par d'autres sources), le taux de pauvreté s'élève à 14,3 % en 2019, un chiffre en augmentation par rapport à l'année précédente.

- Quelle est la mentalité russe ?

En principe, les Russes sont des gens très joyeux : ils aiment des plaisanteries, des blagues et des anecdotes. Ils apprécient un bon humour et la satire ; ils peuvent bien rire d'eux-mêmes. Très souvent, ils utilisent dans leur discours des citations de films populaires, surtout de comédies soviétiques.

Mais l'histoire ou les faits sont les faits, ils ne peuvent pas les effacer, ils contredisent leur propagande et cela rend littéralement ces fanatiques complètement fous, enragés, hystériques, xénophobes...

- Quelles sont les 3 Russies ?

La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont les trois États héritiers de la nation russe, laquelle est née il y a un peu plus de mille ans de la réunion des Slaves orientaux sous la bannière du christianisme orthodoxe.

- Pourquoi l'Ukraine est le berceau de la Russie ?

C'est autour de Kiev, capitale actuelle de l'Ukraine, sur le Dniepr, que la future nation russe est née, aux alentours de l'An Mil. Cette Rus' de Kiev s'est ensuite détachée du reste du monde russe quand celui-ci a été submergé par les Mongols de Gengis Khan.

- Comment s'appelait Kiev avant ?

Pour compliquer les choses, la Rus' dont la principauté de Kiev était le centre, s'appelait en grec, dans les chancelleries du Patriarcat œcuménique de Constantinople, Ρωσια, ce qui explique que dans les textes français du Moyen Âge, par exemple, on trouve déjà le mot Russie dérivé du grec pour désigner la Rous'.

- Comment s'appelait la Russie avant l'URSS ?

La Rus' de Kiev ou principauté de Kiev (dite aussi Russinie, Russynie ou Ruthénie) est le premier État organisé à s'être formé dans la région occupée aujourd'hui par l'Ukraine, la Biélorussie et une partie de la Russie occidentale (862).

- Pourquoi dit-on que Kiev est le berceau de la Russie ?

La Rus' de Kiev

Kiev, capitale de l'Ukraine moderne, est considérée comme le berceau de la civilisation slave orientale. Après l'invasion Mongole du Rus' de Kiev (1223-1240), l'histoire des peuples ukrainien et russe a commencé à diverger.

- Est-ce que Kiev était russe ?

La première capitale de la Russie kiévienne

Kiev connaît un essor rapide grâce à son emplacement favorable : un site défensif sur les hautes rives du Dniepr, au cœur d'une riche région agricole, entouré de villes slaves plus anciennes.

- Est-ce que l'Ukraine a déjà appartenu à la Russie ?

La République soviétique d'Ukraine, proclamée en décembre 1917 à Kharkov, est liée à la Russie soviétique par un accord militaire et politique conclu en juin 1919. Reconnue par la Pologne au traité de Riga (mars 1921), elle adhère à l'Union soviétique en tant que république fédérée en décembre 1922.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 octobre 2022.

Mes commentaires publiés par le blog *Réseau International*.

1 – « *Alors arrter donc de dire qu'ils n y a pas d'arguments, techniques employé par les gens payés sur ytube pour essayer de planquer la verité.* »

Le même procédé que ceux qui traitent n'importe qui de complotiste pour les discréditer ou les faire taire, merci, les lecteurs feront plus facilement la part des choses.

Au début en Inde c'était l'hydroxychloroquine qui était prescrite en masse, puis l'OMS a mis son grain de sel, pour ne pas trop la contrarier elle a été remplacée par l'ivermectine, on s'en est sorti très bien et les 3/4 des Indiens ont pu échapper à la piquouse.

C'est ce qui s'est passé en Uttar Pradesh avec ses 200 millions d'habitants qui a été décisif, en 3 semaines l'épidémie était éradiquée. En fait, il aurait pu en être de même à l'échelle mondiale, ce sont les gangsters du Forum économique mondial qui s'y opposèrent ainsi que tous les Etats qu'il contrôle ou sur lesquels il fait planer en permanence une menace de représailles en cas de résistance ou désobéissance ou pire de rébellion, on voit ce qu'il en est avec la Russie, la Chine, le Venezuela, la Bolivie, Cuba, etc. Au passage, cette liste va s'allonger dans l'avenir, au point qu'ils perdent le contrôle qu'il exerçait sur la situation mondiale.

Cela dit, maintenant je pense que la vitamine D associée peut-être au zinc aurait été suffisante.

Depuis cet épisode j'ai totalement abandonné la médecine allopathique, je connaissais les bienfaits de l'homéopathie, mais bizarrement je n'y recourais pas, une connerie de ma part. J'ai eu 2 problèmes importants de santé, aux voies respiratoires (fumeur depuis 50 ans, une autre connerie!) et digestives. J'ai recouru à l'homéopathie et la médecine ayurvédique et en deux mois c'était réglé, avant j'avais essayé plusieurs traitement classiques ou allopathiques sans succès, une diarrhée pendant 8 mois cela commençait à faire beaucoup !

2 - La fin de votre article rejoint la réflexion que je me suis faite ce matin. Je me suis demandé quelles conditions devaient être réunies pour entraîner un peuple dans une guerre. Qu'il ait été suffisamment conditionné, cela peut suffire pour soutenir en parole une guerre, mais y participer et en subir directement les cruelles conséquences, c'est autre chose.

Les Français sont-ils prêts à sacrifier pour l'Ukraine leur relatif confort bien supérieur à ce qui existe ailleurs dans le monde, ce dont ils ont conscience, je ne le crois pas, et c'est valable pour tous les autres pays de l'OTAN.

Si on ajoute pour être mobilisés et se retrouver sur le champ de bataille pilonnés par l'artillerie, les drones et les missiles russes, partir à la boucherie en somme, là je crois qu'il n'y a plus grand monde pour répondre présent ou plus personne à part des fanatisés fascisant qui méritent d'y rester,

bon débarras en somme, en temps de guerre on ne s'embarrasse pas de formules de politesse, on nomme les choses ou les gens par leurs noms.

On a vu ces derniers jours que c'était plutôt la débandage dans les rangs du parti de Macron jusqu'à l'Assemblée nationale. Tous les autres partis susceptibles de le soutenir sont en crise et rejetés par la majorité de la population, sauf les retraités, mais ils ne compteraient pas en cas de guerre puisqu'ils n'y participeraient pas.

Parmi les adultes valides en âge d'être mobilisés et qui soutiennent Macron, ce sont tous des nantis appartenant à la classe supérieure ou aux classes moyennes, les CSP+ entre autres, ils vivent et pètent dans la soie, ils ont une garde-robe digne d'un aristocrate de l'Ancien Régime, la poudre en prime, ils mangent dans des assiettes en porcelaine ciselée à l'or fin, ils roulent en gros 4x4, en Audi, Mercedes ou BMW, etc. vous les voyez soudain équipé du barda du militaire fusil en bandoulière, je ne le crois pas un seul instant, déserteurs oui plutôt.

Bref, ça ne colle pas ou les troupes ne sont pas au rendez-vous pour déclarer officiellement la guerre à la Russie et ses alliés, les uns et les autres ne sont pas motivés et ils ont trop à perdre.

Le pouvoir de Macron est trop largement contesté pour que ses mentors prennent le risque qu'il le perde. On peut ajouter, que rien ne dit non plus qu'en cas de guerre les dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier et l'ont pour ainsi dire neutralisé, ne risquerait pas d'être dépassé par les évènements et n'en perdraient pas le contrôle, cela s'est déjà vu.

De plus, tout le monde a encore à l'esprit la propagande mensongère éhonté à laquelle Macron s'est livré à propos du covid-19, qui est dorénavant contestée ouvertement, et la mystification climatique est en train de prendre le même chemin, la vérité finit pas se frayer un passage profitant des failles dans le dispositif du Forum économique mondial à la manœuvre.

L'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui lui est acquise ont surestimé leur force et sous-estimé celle de leur ennemi, tous les peuples, dont le peuple russe. Leur point faible, ce qui finalement fera capoter le "Great Reset", c'est qu'il n'y a en Europe occidentale qu'en France qu'ils disposent d'un chef d'Etat aussi fanatisé et tyrannique qui soit prêt à sacrifier les intérêts de son pays et de son peuple, voir ce qui se passe en Grande-Bretagne, en Italie même Draghi a dû démissionner, ils viennent d'abattre leur dernière carte en recourant à l'extrême droite, en fait une coalition bancale Berlusconi ayant rappelé ses bonnes relations avec Poutine, le diable quoi pour Davos.

Dans tous les autres pays, c'est pire encore. Leurs Young Leaders ne sont pas à la hauteur de la situation ou de la mission qu'ils leur ont confiée, quand les masses surgiront sur la scène politique, ils prendront la poudre d'escampette préférant sauver leur peau plutôt que se sacrifier pour une cause injuste perdue d'avance.

J'arrêterai là mon analyse, car si je poursuivais je serais obligé d'introduire un facteur qui ferait polémique, et ferait passer à la trappe le reste de mon argumentation.

3 - Vous savez ce qu'il vous dit mon "*analphabétisme politique*"...

Vous faites partie de ces gens qui parlent ou écrivent avant de penser ou vous racontez n'importe quoi, la preuve.

Valérie Bugault n'a rien à voir avec avec l'UPR.

Coordonnatrice nationale de l'Union populaire républicaine (UPR) pour les élections européennes de mai 2014, elle est candidate en Ile-de-France aux côtés de François Asselineau.

François Asselineau n'a rien à voir avec l'UDR-RPR-UMP, Vérifions.

Il est directeur de cabinet de Charles Pasqua au conseil général des Hauts-de-Seine de 2001 à 2004. Le 19 octobre 2004, il est nommé délégué général à l'intelligence économique au ministère de l'Économie et des Finances par Nicolas Sarkozy. (Wikipédia)

Assurément nous ne sommes pas du même côté de la barricade ou nous ne défendons pas vraiment la même cause.

4 - « *Un monde sans hégémonie et sans exploitation* »

Comme quoi il faut prendre le temps de lire attentivement... et ne pas prendre ses désirs pour la réalité.

« *Un monde sans hégémonie et sans exploitation par l'Occident des pays non occidentaux, y compris les pays africains». Quel bonheur, c'est fabuleux ! Attendez, ne vous réjouissez pas trop vite, on ne vous a jamais dit que cela concernerait les autres peuples ou qu'ils seraient débarrassés de toute hégémonie et exploitation, et pour cause « C'est pourquoi la Russie promeut et soutient l'Union africaine (…) et, fondamentalement, l'Afrique obtient plus de subjectivité dans les relations internationales », a assuré M.Souslov*. ». On se disait aussi, c'était trop beau pour que cela soit vrai.

- « *Équilibre mondial sans les superpuissances* »

- « *Je crois que nous devons avoir des rêves communs* », a souligné la professeure.

C'est ça Sputnik nous prend pour des crétins et les Africains avec.

Je dirais même plus, je ne crois que les Africains fassent les mêmes rêves que les autres superpuissances que sont la Russie, la Chine et l'Inde, je m'explique.

C'est généreux de réaliser des infrastructures en Afrique... pour favoriser le business, et ce n'est jamais gratuit, personne n'est dupe.

C'est généreux d'acheter de réaliser des partenariats commerciaux entre Etats... qui rapporteront évidemment plus aux plus riches...

Si j'étais africain je me poserais cette question :

Pourquoi exportent-ils les matières premières de nos pays vers les leurs, où elles seront transformées avant d'être commercialisées sur le marché mondial ?

Pourquoi ne serions-nous pas capables de les transformer nous-mêmes pour en tirer le maximum de profit ?

Pourquoi ce sont eux qui captent toutes cette richesse qui nous fait tant défaut pour nous développer sans passer par leurs maudits crédits qui nous ruinent finalement et nous maintiennent dans la précarité et la pauvreté ?

Craignent-ils qu'on les concurrence si nous parvenions à produire les mêmes produits finis qu'eux à moindre coût ?

Il doit y avoir quelque chose comme cela, cela sonnerait la fin de leur hégémonie et de leur domination sur l'Afrique et le reste du monde, ce que les superpuissances refusent d'envisager. C'est aussi le sens de la guerre actuelle entre l'OTAN et la Russie flanquée de ses alliés chinois et indien.

5 - Lu dans un article de *La Chronique Agora* consacrée à l'économie :

- « *En réalité, il faut garder à l'esprit que le discours politico-médiatique a toujours un temps de retard sur la réalité économique.* »

On pourrait ajouter qu'il en est la traduction déformée. Tout part et nous ramène à l'économie, bien que certaines représentations idéologiques fonctionnent selon leurs propres lois. Or de quoi parle-t-on toujours ou presque ? De tout et de rien, sauf d'économie. Et c'est dommage, car cela permettrait de remettre chaque acteur politique à sa place, apparemment nombreux sont ceux qui n'y tiennent pas, allez savoir pourquoi...

J'ajoute un complément de cet article :

La Chronique Agora - Pourquoi les leaders d'opinion se trompent

Souvenez-vous de l'été 2021. Dans un consensus quasi-unanime, experts financiers mainstream et hommes politiques balayaient d'un revers de la main la possibilité d'un manque d'énergie ou de pénurie de matières premières. La question des taux d'intérêt était même, disait-on alors, tranchée : depuis la crise des subprimes, nos économies s'étaient installées dans une période de taux zéro qui ne pourrait jamais prendre fin. Dans un raisonnement par l'absurde qui inversait causes et conséquences, il était même de bon ton de prévoir que les banques centrales ne pourraient jamais remonter leurs taux directeurs, du fait du coût économique d'une telle mesure.

Un an plus tard, nous savons ce qu'il en est de ces trois sujets.

Comment nos leaders d'opinions ont-ils pu se tromper ainsi ? Certains y voient de l'incompétence, d'autres du machiavélisme, voire de la malhonnêteté. Une autre explication est que les personnalités les plus écoutées, qu'il s'agisse d'économistes de plateaux télévisés ou d'hommes politiques, sont par définition des personnes médiatiques et non des travailleurs de terrain.

Ils basent donc leur discours sur le consensus de ce microcosme qui évolue avec une lenteur déconcertante et non sur les derniers indicateurs réels.

C'est selon moi pour cette raison que le discours mainstream semble si souvent se tromper. Alors qu'il fait mine de prédire l'avenir, il raconte en fait la situation telle qu'elle était six mois auparavant. C'est pour cela que tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes à l'automne 2021, et que le ciel semble prêt à nous tomber sur la tête à l'automne 2022.

J-C - En réalité, ils sont aux ordres ou ils sont sous influence, la plupart participent à des think tanks néoconservateurs, ils racontent la version que leurs maîtres leur dictent, et tant qu'ils ne leur en donnent pas une autre, ils la répètent à l'infini même lorsque la réalité la contredit. Ils s'en foutent puisqu'ils sont les seuls maîtres à bord, il n'y a plus personne pour les contredire sur les plateaux de télé, ils ont écarté ou banni tous les opposants éventuels, même les plus mous ou qui ne remettent pas en cause l'existence du régime.

6 - "*Toute chose a une limite surtout quand elle transgresse ou souille les valeurs de la nature humaine*."

On peut dire les choses comme cela, à condition de ne pas prêter à ceux qui gouvernent dans certains pays ou qui prétendent remplacer ceux qui gouvernent actuellement dans les autre, d'incarner "*les valeurs de la nature humaine*" compte tenu que fondamentalement ils partagent tous la même idéologie en n'inscrivant pas leur politique dans la perspective de l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la liberté...

Tous les pays sont intégrés dans l'économie mondiale capitaliste, et comme vient de le répéter Xi Jinping, la Chine en a besoin... Les uns et les autres n'ont donc que faire des "*valeurs de la nature humaine"*, leurs dirigeants représentent les intérêts de la classe dominante ou du capitalisme, et tout le reste doit y être soumis impérativement. Tous font appel à ces valeurs ou les instrumentalisent pour amadouer ou tromper leurs peuples, il ne faut pas être dupe, cela s'adresse à ceux qui s'en prennent régulièrement aux peuples en les maltraitant, alors qu'ils sont les premiers à tomber dans le panneau.

7 - "*Le mur de la raison*".

C'est un des deux facteurs sur lequel repose le socialisme, l'autre étant les conditions objectives ou matérielles développées par le capitalisme, qui serviront de base à l'édification d'une société nouvelle, meilleure et plus juste...

– "*Bon, je peux dire que j'ai lu le commentaire d'un occidental n'acceptant pas le déclin du bloc auquel appartient son pays et ignorant le concept du gagnant-gagnant (qui inclura le transfert de technologies, tôt ou tard).*"

Si vous le dites !

Pas de bol, j'ai quitté la France depuis 1996 je vis en Inde depuis avec la famille indienne, et je n'ai pas refoutu les pieds en France depuis mai 2002. De plus, j'ai obtenu un visa à vie ou l'équivalent de la nationalité indienne, le droit de vote en moins, ce dont je me fous aussi. Par ailleurs, je n'ai plus de passeport français et je ne me suis pas réinscrit au registre du Consulat de France à Pondichéry des Français établis en Inde. Cela vous va-t-il ?

Manifestement vous n'avez pas fait l'effort de lire attentivement mon commentaire, passons. Je vous laisse à vos illusions dans des grandes puissances, vous en reviendrez un jour.

8 - Décryptage. Un ramassis de lieux commune, mais pas que.

- *Gnose satanique* = D'un gnome !

- *Une religion régulièrement satanique* = On a la dose !

- *Les forces démoniaques* = Ne sont pas forcément celles qu'on croie ou elles ne sont pas les seules...

- *Signe (noir)* = Un signe qui ne trompe pas. La preuve :

- *Le RN est obligé de faire son travail d'opposant. La Base le réclame*. = Le cavalier blanc, la réincarnation du bien, l'extrême droite, tout un programme.

La méthode pour la légitimer est la même que celle employée par les idéologues de l'oligarchie adeptes de la machine à fabriquer le consentement des masses, des instituts de sondages, etc.

- *Extermination nucléaire* = La "*Base*" ne peut tout réclamer et son contraire.

Et pour finir ce que les lecteurs naïfs avaient envie d'entendre entre autres, ceux qui se précipiteront pour faire l'éloge de cet article et gober ou s'imbiber des ignominies que j'ai relevées et qui sont destinées à les conditionner dans une direction bien précise, c'est leur droit et il faut le respecter sans s'interdire d'en préciser la signification, j'allais ajouter un gros mot, politique : Quelques mois sans chauffage et même les téléphages les plus vaccinés feront des merveilles.

On appelle cela aussi de la récupération à pas chère ou l'air de rien.

9 – « *L'Assemblée nationale est une organisation parasite qui ne sert pas les intérêts du bien commun, mais qui est au service de la tyrannie de l'État profond jacobin.* »

Vous êtes en pleine confusion, "*la tyrannie de l'État profond jacobin*", c'est justement "*les intérêts du bien commun*". Bel exposé, mais conclusion hasardeuse pour rester poli.

Si "*L'Assemblée nationale est une organisation parasite*", prononcez-vous pour son abolition ou plutôt celle de la Constitution de la Ve République, rompez avec ses institutions, en êtes-vous capable, qu'il me soit permis d'en douter fortement.

Pendant qu'on y est, il y en a un autre qui n'est pas près de rompre avec.

JCT - En famille. Faites tomber les masques de l'imposture.

À l'Assemblée, des députés insoumis et Mélenchon accueillent trois opposants russes à Poutine - BFMTV 26 octobre 2022

Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon et plusieurs dizaines de députés insoumis ont accueilli mardi soir à l'Assemblée trois opposants russes à Vladimir Poutine, membres de la "*coalition des socialistes russes contre la guerre*."

"*Ceux qui sont là, ce sont ceux qui résistent*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon. *"Eux se disent, heureusement qu'il y a des Français comme nous. Et nous nous disons, heureusement qu'il y a des Russes comme eux*", a-t-il ajouté.

Mélenchon remercie Macron

"*C'est Poutine et son oligarchie, eux seuls, qui portent la responsabilité de la guerre en Ukraine*", a rappelé la présidente du groupe LFI à l'Assemblée Mathilde Panot, appelant à "*travailler pour isoler le pouvoir russe. Accueillir et soutenir ses opposants y participe*".

"*Une fois n'est pas coutume*", l'insoumis a remercié le président Macron "*pour nous avoir aidés, d'un bout à l'autre*" pour faire venir ces opposants russes en France. BFMTV 26 octobre 2022

JCT - Quel scélérat !

Je rajoute un mot hors commentaire.

Si on accusait Mélenchon et sa bande de bras cassés d'alliés objectif de Macron ou de compromission avec la réaction, oseraient-ils le nier ? Les faits sont clairs et nets, et en plus ces salopards s'en vantent, ce sont vraiment des ordures.

Qui soutiennent-ils ? Un régime néonazi, la preuve.

L'Ukraine interdit le dernier parti politique d'opposition - Réseau Voltaire 23 octobre 2022

La Cour de cassation ukrainienne a terminé d'interdire les 12 partis politiques d'opposition. Le dernier était le Parti socialiste d'Ukraine.

Il est reproché à ces formations d'avoir agi en respectant les Accords de Minsk (2015), reconnus par le Conseil de sécurité des Nations unies (résolution 2202).

En mars le Conseil de sécurité ukrainien avait décidé d'interdire ces formations. Une loi a été votée par la Rada, le 3 mai, puis signée par le président Zelensky, le 14 mai. La Fédération de Russie ayant décidé d'intervenir pour protéger les victimes des violations des Accords de Minsk, toute référence à ces Accords est considéré comme une « *haute trahison* ».

Seul l'oblast de Transcarpathie (proche de la Hongrie) refuse de démettre les élus locaux issus des partis politiques interdits.

Selon l'Otan, l'Ukraine est une « *grande démocratie* » (sic).
J-C – Ajoutez Mélenchon et LFI.

Rappel pour introduire la suite.

Sophia Chikirou, directrice de la communication de Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne des élections présidentielles de 2017, avait expliqué au micro d'Europe 1 : "*on va s'inspirer, pour organiser notre campagne, de ce qu'a fait Bernie Sanders*" du parti démocrate ou de la va-t-en-

guerre Hillary Clinton, qu'elle avait présenté comme un candidat "*hors-système*", mieux "*opposé au système*". (Source : Europe 1 10 janvier 2017)

En guise de progressisme, en réalité ils sont opposés à la paix, ils cautionnent la guerre de l'OTAN dont ils reprennent à la virgule près la propagande.

Ukraine : les élus américains ayant appelé Biden à trouver une issue diplomatique reculent - RT 25 octobre 2022

Un jour après avoir appelé le président Joe Biden à trouver une issue diplomatique au conflit ukrainien avec Moscou, les élus démocrates ont finalement retiré leur lettre. Elle aurait été publiée par des membres de leur personnel sans autorisation.

Finalement, la pression aurait-elle été trop forte? Vivement critiqués, les élus démocrates les plus progressistes ont finalement retiré leur appel du 24 octobre au président Joe Biden, à démultiplier les efforts diplomatiques et d'engager des pourparlers directs avec Moscou afin de parvenir à une sortie du conflit, entamé depuis huit mois. Une première au sein du propre parti du président. Parmi les 30 signataires figuraient Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar et Pramila Jayapal, figures de la frange la plus progressiste du parti.

«*Le groupe parlementaire progressiste retire par la présente sa récente lettre à la Maison Blanche concernant l'Ukraine*», a déclaré Jayapal dans un communiqué.

L'appel n'a pas été du goût de tous, y compris au sein du groupe progressiste : «*La Russie ne reconnaît pas la diplomatie, seulement la force*», leur a rétorqué le représentant démocrate de l'Arizona Ruben Gallego, dans un communiqué rapporté par l'agence Reuters. Et l'élu de l'Arizona de poursuivre : «*si nous voulons que l'Ukraine continue comme le pays libre et démocratique qu'il est, nous devons soutenir leur combat*». RT 25 octobre 2022

Un petit dernier pour enfoncer le clou dans la tête de ces pourris.

Vous l'avez remarqué aussi.

Lu - La guerre en Ukraine a débuté il y a exactement 8 mois, le 24 février, et les déclarations appelant à renforcer le soutien militaire à Kiev sont bien plus nombreuses que les appels à négocier une trêve ou à élaborer un plan de paix. Ce qui semble étrange venant de "*décideurs*" qui n'ont de cesse de vanter leur capacité à éviter les conflits sur le sol européen depuis 70 ans.

Ils ont trouvé autre chose pour vous effrayer.

Le son du champ magnétique terrestre nous rappelle à quel point l'espace est hostile - Le HuffPost 25 octobre 2022

D'après les premiers relevés de la mission Swarn de l'ESA en 2014, le champ magnétique perdrait environ 5 % de son intensité par siècle. Le HuffPost 25 octobre 2022

J-C - Faites le compte, d'ici 20 siècles ou 2000 ans, c'est peu, le champ magnétique aura disparu et la vie sur Terre sera devenue impossible, mais en réalité les conséquences se feront sentir bien avant, sans parler que ce phénomène pourrait s'amplifier. Ils évoquent 5% par siècle, qui sait si demain ce ne sera pas 10%, et puis peut-être que ces "*scientifiques*" se trompent, cela arrive si souvent, ils ont évoqué 5%, mais leurs calculs sont-ils bons, hein, allez savoir, commencez à trembler !

C'est notre ennemi. Où va se nicher leur propagande xénophobe ?

Iran: l'homme "*le plus sale du monde*" est mort à l'âge de 94 ans - BFMTV 25 octobre 2022

J-C - De là à penser que tous les iraniens sont dégueulasse il n'y a qu'un pas, disons que c'est lourdement suggéré. Voyons ce qu'il en est dans d'autres régions du monde. Chut ! Evidemment je ne porte aucun jugement et je condamne ceux qui en portent sur les autres ou les autres peuples. C'est BFMTV qui pue à plein nez la haine des peuples.

Léon Feer -Le Tibet (1886)

La tenue des Tibétains laisse beaucoup à désirer ; ils sont malpropres sur leurs personnes et dans leurs maisons ; Ils ne se lavent presque jamais. On dit que c'est à cause du froid et surtout de la sécheresse de l'air. Il paraît cependant que, une fois par an, au mois d'octobre, à un jour réputé heureux, ils prennent un bain, non par amour pour la propreté, mais en vue d'obtenir une bénédiction. La superstition, qui fait en général tant de mal, a quelquefois l'avantage d'imposer ou de consacrer certaines pratiques hygiéniques. https://fr.wikisource.org/wiki/Le_Tibet/III

Plus près de nous Alexandra David Neel qui avait séjourné à plusieurs reprises pendant de longue période au Tibet l'avait signalé.

Il y a quelques mois je suis tombé sur un documentaire sur le Rajasthan, où les réalisateurs avaient rencontré une ethnie dont les membres ne se lavaient jamais. Ils avaient vécu quelques jours avec eux sans être incommodés par leur odeur, comme quoi, avis aux fanatiques hygiénistes des désodorisants à la lavande, y compris dans leurs chiottes !

La baballe est-elle ronde ou non ? Le régime féodal du Qatar n'est pas un modèle pour tout le monde

"*Une aberration écologique et une horreur humaine*" : Eric Cantona appelle au boycott total de la Coupe du Monde au Qatar - Programme TV 25 octobre 2022

Eric Cantona a tapé du poing sur la table et a appelé au boycott pur et simple de cette Coupe du Monde 2022. "*Je ne regarderai pas un seul match. Déjà, parce que le Qatar n'est pas un pays de foot ! Aucune ferveur, aucune saveur. Une aberration écologique, avec tous ces stades climatisés... Quelle folie, quelle stupidité ! Mais surtout, surtout, une horreur humaine... Combien de milliers de morts, pour construire ces stades, pour au final quoi, amuser la galerie deux mois... et tout le monde s'en fout... La caricature même de ce que l'homme est capable de porter en lui comme saloperie extrême !*", s'insurge l'ancien joueur de l'équipe de France. (**Déclaration faite en réalité le 13 septembre 2022 - J-C**)

"*Place au jeu et à la Coupe du monde*" : Zinedine Zidane veut mettre de côté les polémiques sur le Qatar - Programme TV 25 octobre 2022

J-C - Après avoir gagné jusqu'à 6,5 millions d'euros par an pour taper dans la baballe, évidemment à ce tarif-là, on ne tarit plus d'éloges pour ceux qui l'ont si bien engraissé et corrompu.

Lu dans un article du blog *Les-Crises.fr*.

J-C – Avertissement. Un article sur deux dans ce blog est particulièrement pourri. Le dernier en date sur l'Iran par exemple.

Extraits - Les partisans de l'ordre économique mondial actuel justifient souvent ce dernier en affirmant que de grands progrès ont été réalisés pour sortir les gens de l'extrême pauvreté. Ils citent rarement des statistiques sur les inégalités, en comparant par exemple la part du « *camembert mondial* » qui revient aux riches et celle qui revient aux pauvres. Ce n'est pas étonnant, car le tableau est bien plus sombre, ce qui met à mal les « *progrès* » triomphants dont ils se félicitent tant.

La courbe présente une accentuation si rapide que la moitié du camembert est absorbée par les 10 % les plus riches. Ce groupe aux ressources abondantes gagne plus de 53 300 dollars par an, ce qui est mon cas et probablement celui de beaucoup d'entre vous. Pendant ce temps, la moitié la plus pauvre de l'humanité gagne 8,5 % de cette somme, et le décile inférieur seulement 0,1 %. Celui-ci gagne en moyenne 289 dollars par an, soit environ 79 cents par jour. C'est 436 fois moins que le décile supérieur moyen, qui gagne en moyenne 126 000 dollars, soit 345 dollars par jour. (Pour les adeptes de la surenchère, les seuils des 5 % et 1 % les plus élevés sont respectivement de 81 700 et 181 000 dollars).

Branko Milanović, spécialiste des inégalités dans le monde, attribue 80 % des variations de revenus individuels à des facteurs inter-pays, ce qui revient à dire que vos revenus ne dépendent pas principalement de vos efforts, de votre mérite ou de votre productivité. Ils sont surtout influencés par le fait que vous avez la chance d'appartenir à un groupe historiquement favorisé résidant dans une nation riche – une nation où les opportunités économiques reposent sur une longue série d'injustices historiques, allant de l'esclavage et du génocide jusqu'à la dégradation de l'environnement. Les États-Unis comptent 200 millions de personnes qui se situent dans le haut de l'échelle mondiale et 33 millions (la moitié de l'ensemble) de personnes qui se situent dans le premier centile.

Mais la chance en matière de ressources financières diminue rapidement dès qu'on s'écarte des pays riches. Max Rosner, de Our World in Data, classe seulement 15 % des humains comme « *non pauvres* ». Les 85 % restants gagnent moins de 30 dollars par jour, soit le seuil de pauvreté courant des pays riches.

Pour comprendre à quel point il est malhonnête de formuler le débat en termes de « *seuil d'extrême* pauvreté », il faut savoir que le seuil communément utilisé de 1,90 dollar par jour ne représente que 694 dollars par an, soit seulement 6 % du seuil de pauvreté fédéral, qui est de 12 880 dollars. Ce chiffre de 1,90 dollar est ajusté en fonction de la parité du pouvoir d'achat pour être directement comparable à la dépense de ces montants aux États-Unis. Pourquoi un dix-neuvième du seuil de pauvreté le plus bas en Amérique serait-il considéré comme un indicateur valable pour les pays du Sud ?

De 2009 à 2019, le camembert global des revenus personnels a augmenté de 37 000 milliards de dollars. Sur ce montant, les personnes du premier décile ont perçu 8 700 milliards de dollars (24 %), tandis que les personnes les plus pauvres ont perçu 25 milliards de dollars (0,07 %). Et il ne s'agit pas ici d'une faute de frappe. Les pauvres ont reçu 0,07 %, soit 345 fois moins que les riches.

Comme le fait remarquer un expert des Nations unies en matière de pauvreté, « *à moins d'une redistribution beaucoup plus efficace* » il faudrait des siècles et une multiplication par 173 du camembert mondial pour mettre fin à la pauvreté « *par le seul biais de la croissance* ».

Le taux de « *progrès* » salué avec enthousiasme fait de la réduction de l'écart entre les riches et les pauvres une chimère.

Que tant de gens soient convaincus que le capitalisme enregistre des « *progrès* » fantastiques dans la lutte contre la pauvreté en arrosant les pauvres de bienfaits au compte-gouttes est la preuve du succès spectaculaire de cette opération de dissimulation. Faire passer la rapacité du profit mondial pour de la bienveillance anti-pauvreté est une opération de relations publiques de génie.

Les indicateurs arbitraires du débat sur la pauvreté dans le monde sont choisis pour dissimuler des vérités effroyables. En réalité, le chœur des adeptes du capitalisme se réjouit d'une situation incroyablement mauvaise. Leur pieuse certitude que les forces du marché maximiseront la prospérité est à la fois une fumisterie (les faits démontrent le contraire) et un fiasco moral. Les forces du marché ont donné aux 10 % les plus pauvres de l'humanité un poids de 0,1 % seulement dans l'économie mondiale. Ils ne l'ont pas fait par accident : comme l'affirme la philosophe de l'économie Lisa Herzog, les marchés détectent les désirs de richesse et leur donnent la priorité sur les besoins humains. À moins que nous ne puissions garantir que les plus pauvres ont les moyens de survivre, les marchés agissent comme des monstres sur le plan moral.

Twitter en accès libre

- Un pédophile qui a reconnu avoir agressé sexuellement 3 mineurs ds le métro parisien a été remis en liberté ds l'attente de son procès grâce à son absence d'antécédents. Des fichiers pédopornographiques ont aussi été trouvés à son domicile.

Cet homme de 59 ans a été interpellé en flagrant délit le 19 octobre et est passé aux aveux devant les enquêteurs. (Le Parisien)
- L'animateur de *CNews* Jean-Marc Morandini est jugé ce lundi pour "*corruption de mineurs aggravée*". Il est accusé d'avoir approché un mineur sur internet derrière le pseudo "Claire" et de lui avoir demandé de se masturber chez lui. Il encourt 7 ans de prison. (Parisien)

Morandini a demandé à 41 reprises à un mineur de lui envoyer une photo de son sexe en message privé. Le prévenu évoque "*une blague*". Selon l'expert psy., aucune pathologie mentale et aucun attrait pr les mineurs ou les post-pubères n'a été relevé chez l'animateur. (BFM)

Jean-Marc Morandini comparaîtra également en 2023 notamment pour harcèlement sexuel. L'enquête a révélé qu'il s'était créé l'identité d'une certaine "*Catherine Leclerc*" afin de négocier des faveurs sexuelles de ses jeunes acteurs en marge du tournage d'une websérie...

- « *Cela devait être un café rapide et cela s'est transformé en une longue conversation cordiale avec une nette convergence de vue sur les principaux dossiers européens* », se réjouit un proche de la leader d'extrême droite. (Le Monde)

- Si les impôts acquittés par les grandes entreprises s'avèrent souvent faibles, les aides publiques dont elles bénéficient représentent en revanche près d'1/3 du budget de l'État ! 160 milliards d'€ par an, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans...

Cet été, *L'Obs* consacrait sa une aux sociétés du CAC 40 qui ont dégagé 174 milliards d'€ de bénéfices en 2021. Du jamais-vu ! Côté impôts en revanche : c'est la passoire fiscale.
En 2021, les 28 sociétés du CAC 40 qui ont transmis leurs données fiscales à l'Obs ont payé 9,8 milliards d'€. Soit 4,5 % de leurs bénéfices mondiaux avant impôts.

- Reprise post-covid et guerre en Ukraine : Total a réalisé 32 milliards de bénéfices en 18 mois (l'équivalent des budgets de l'Intérieur, de la Justice, de l'Agriculture, de l'Économie et de la Culture), tout en ne payant en 2021 aucun impôt sur les sociétés en France.

- Les lobbies de l'industrie chimique peuvent sortir le champagne ! La Commission européenne enterre le plan d'interdiction des substances toxiques pour la santé et l'environnement, pilier de la stratégie «*zéro pollution*» du Pacte vert européen.

- Argent public à gogo pour l'ultra-libérale ex-1ère ministre britannique : Liz Truss qui est restée seulement 45 jours à la tête du gouvernement a désormais droit à une indemnité de 131.000€ par an à vie ! Plus une allocation de retraite, d'environ 10% de cette somme.

- C'est finalement un proche de J-C. Lagarde (**président de l'UDI démissionnaire - J-C**) qui a reconnu être celui qui se cachait derrière la pseudo-femme de ménage sans-papiers dans la fausse affaire Garrido-Corbière. Une manipulation relayée par Le Point, un journal accro aux fausses infos.

- 79 % des Français pensent qu'il y aura des mouvements sociaux d'ampleur dans la rue cet hiver à cause de l'inflation et de la hausse du coût de la vie. (Viavoice)

- 6 surveillants de la maison d'arrêt de Sequedin encourent jusqu'à 7 ans de prison pour avoir frappé un détenu au sol & l'avoir traîné par les menottes, entièrement nu pendant 20 min. Il n'y a eu ni enquête administrative, ni sanction. (Mediapart)

- Nouvelle manifestation fortement encadrée par la police ce soir à Athènes suite au viol d'une jeune femme de 19 ans par deux policiers au sein d'un commissariat

- Des manifestants à Chisinau se heurtent à la police. Les manifestants demandent la reprise du commerce avec la Russie et la démission de la présidente pro-UE Maia Sandu.

- Manifestation anti-gouvernementale pour la sixième semaine consécutive en Moldavie face à la flambée des prix de l'énergie. Des tentes ont été installées devant le Parlement, quelques jours après le démantèlement par la police d'un important camp de manifestants

- (23.10) Plus de 50 000 retraités ont manifesté à Madrid pour une augmentation des pensions pour faire face à la hausse du coût de la vie et protester contre la privatisation du système public de retraite

- Manifestation en Guadeloupe pour la réintégration des soignants suspendus, contre la vie chère, le manque d'accès à l'eau potable, les mauvaises conditions de vie et pour la libération des manifestants emprisonnés suite à la révolte de l'an dernier

- Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier soir à Séoul en Corée du Sud pour exiger la démission du Président. Ils étaient plus de 400.000 manifestants selon les organisateurs

- (21.10) Les blocus se poursuivent dans plusieurs lycées de France pour le quatrième jour consécutif. Des tensions ce matin à Lyon, Goussainville, Vitry-Sur-Seine et au Mans. A Lyon, un jeune photographe de 17 ans a été blessé à l'arcade par un tir de LBD

- (19.10) Barrages et manifestations au Chili à l'occasion du troisième anniversaire du soulèvement pour exiger la libération des manifestants emprisonnés. En campagne, le nouveau Président avait promis une amnistie pour les prisonniers politiques, promesse non tenue depuis son élection

- (18.10) Les manifestations contre la vie chère et le Premier Ministre se poursuivent depuis des semaines à Haïti. Le gouvernement a récemment lancé un appel au déploiement d'une force armée étrangère pour gérer la crise

- (18.10) Des émeutes ont lieu pour la deuxième nuit consécutive dans des cités de Tunis suite à la mort d'un jeune après une course-poursuite avec la police

- (16.10) Manifestation à Bruxelles contre la flambée des prix de l'énergie, l'inflation, la classe politique et les médias

- Le sénateur américain Richard Hayden Black affirme qu'en 2021, Poutine a essayé d'éviter la guerre et est allé jusqu'à mettre des propositions de paix écrites sur la table: « *l'OTAN a juste ignoré et a rejeté toutes négociations sérieuses* »

- Une étude conduite par le cardiologue C.Mueller,chef de service à l'hôpital universitaire de Bâle (Suisse), constate une incidence myocardique 800 fois supérieure parmi la population injectée ARNm.

- Selon des chercheurs allemands le SRAS-CoV-2 provient d'un laboratoire à 99,9%

Ils ont découvert une sorte d'"*empreinte digitale*" dans le génome du SRAS-CoV-2 pour une manipulation ciblée.

- Kari Lake prochaine gouverneure de l'Arizona (Etats-Unis) : « *Nos enfants ne sont pas des rats de labo. C'est une injection expérimentale. Vous voyez ces joueurs de football qui ont le cœur le plus sain de la planète, et ils tombent morts sur le terrain après avoir reçu ces injections* ».

- En Australie les CONCLUSIONS de la première et de la SEULE ENQUÊTE complète. « *Les confinements étaient mauvais. Les fermetures d'écoles ont eu tort. Les fermetures de frontières étaient une erreur. Les pauvres ont été les plus touchés.* »

- Pour conclure le procès de Igor Danchenko (acquitté sur l'ingérence russe): tous les chemins mènent à Hillary Clinton; Comey et le FBI sont coupables d'avoir perpétré le canular russe.

- Les médias mensongers paniquent, suite à la révélation de la Constitution de l'Ukraine. Un très long article, résumé par: https://bit.ly/3TpYVBi

«*En invoquant l'unité génétique du peuple ukrainien, l'Ukraine justifie son existence comme l'ont fait toutes les nations européennes*»

Conspiracywatch.info, qu'est-ce que c'est ?

Messieurs Taguieff et Reichstadt sont tous deux liés à un think tank nommé le *Cercle de l'Oratoire*, M. Taguieff en tant que membre, M. Reichstadt en tant que rédacteur dans la revue qui en est l'émanation : *Le Meilleur des Mondes*.

Le Cercle de l'Oratoire, fondé peu après les attentats du 11 septembre 2001, a pour vocation la défense de la politique étrangère étasunienne. C'est ainsi que le *Cercle de l'Oratoire* a été un ardent promoteur de la très controversée invasion de l'Irak en 2003. On peut le qualifier de « *néoconservateur* », au sens étasunien du terme, dans la mesure où le Cercle de l'Oratoire est lié au think tank étasunien *Project for a New American Century* (PNAC), qui regroupe des personnalités comme Paul Wolfovitz, Richard Perle, Dick Cheney, Donald Rumsfeld. Des membres de ce think tank avaient signé en 1999 un manifeste intitulé *Reconstruire les défenses de l'Amérique*, dans lequel était exposé un projet de domination mondiale des États-Unis au XXIème siècle par la voix militaire.

https://blogs.mediapart.fr/kafur-goldenberg/blog/260812/le-monde-imaginaire-du-monde

"La technique favorite des auteurs anti-conspirationnistes: l'inversion accusatoire" **Francois Belliot - FranceSoir 08 juillet 2022**

« *Une police de la pensée sans fonction officielle : surveillance, délation, listes noires, avec une influence de plus en plus grande dans les organes de l'Etat* ». Auteur de L'anticonspirationnisme mis à nu à travers l'imposture Rudy Reichstadt et de Massacre de *Charlie Hebdo* : l'enquête impossible, François Belliot, écrivain et homme de lettres, analyse dans cet "*Entretien essentiel*" le terme « *qui a servi à labelliser et diaboliser tous ceux qui critiquaient la gestion gouvernementale de la crise sanitaire* » : le complotisme. Entré officiellement dans le dictionnaire à la fin des années 2000, le terme « *complotiste* », comme son synonyme « *conspirationniste* », est, pour notre invité, une fraude sémantique : « *Cela impliquerait que le complotiste soit spécialiste de quelque chose comme le pianiste ou le flutiste* », raille-t-il. « *Les complotistes sont-ils des fomenteurs de complot ?* ».

Pour François Belliot, il ne faut pas s'y tromper : « *La technique favorite des auteurs anti-conspirationnistes, c'est l'inversion accusatoire* ». Qu'est-ce que l'inversion accusatoire ? « *Ça consiste à accuser les ennemis que vous proposez de diaboliser des tares et des vices dont vous êtes vous-même l'incarnation ou les vecteurs* », explique l'écrivain qui souligne que le « *discours anticonspirationniste* » se décline d'une affaire à une autre en faisant toujours usage de la même méthode de diabolisation. Qu'il s'agisse de la guerre en Syrie, du génocide au Rwanda, de l'élection présidentielle américaine de 2020, de l'incendie de Notre-Dame de Paris, ou bien encore de la crise du Covid-19, cette « *technique inquisitoriale* », aussi simpliste qu'efficace, permet à son utilisateur de discréditer son opposant sans nécessité d'argumenter : « *Une règle d'or : ne jamais rentrer dans le détail des affaires. Sur le terrain des faits, ils seraient perdants, donc ils ne vont pas s'y aventurer.* »

L'occasion pour François Belliot de revenir également sur le profil de Rudy Reichstadt, fondateur du site web sulfureux Conspiracy Watch : « *Un personnage insignifiant et médiocre devenu une référence absolue* » *qui* « *va faire la leçon au professeur Raoult ou encore à l'ingénieur en chef de Notre dame de Paris* », assène-t-il. En bref, résume l'écrivain, cet homme et ses confrères adeptes « *de la chasse aux sorcières* » sont des « *spécialistes de tout, spécialistes de rien* ».
https://www.francesoir.fr/entretien-essentiel/francois-belliot

Entretien d'actualité sur la biographie de Rudy Reichstadt - francoisbelliot.fr 13 mars 2022

https://www.francoisbelliot.fr/

Qui a dit ? Ils osent tout les suppôts des néonazis ukrainiens armés par l'OTAN.

- "*Il faut être sans naïveté, sans complaisance, avec un gouvernement qui est un gouvernement d'extrême droite, avec une première ministre qui est issue d'une famille politique admiratrice de Mussolini*"

Réponse : Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale Boris Vallaud à l'antenne de Sud Radio

- "*Sans nuance ni réserve. La banalisation sans frontières de l'extrême droite*",

Réponse : Le patron des socialistes Olivier Faure sur Twitter.

- Une "*complaisance avec le fascisme et avec l'extrême droite quand même incroyable*".

Réponse : La députée EELV de Paris Sandrine Rousseau sur le plateau de France 2
(Source : BFMTV 24 octobre 2022)

Cette cinglée porte-parole du GIEC ou de Davos s'est encore distinguée. Invité lundi de Télématin sur France 2 à l'encontre de l'acteur Lambert Wilson qu'elle avait dans le collimateur : «*Je l'invite vraiment à changer sa consommation de viande, parce que dans les gestes individuels que nous pouvons faire pour limiter notre impact sur la planète, limiter la viande fait partie de ceux qui ont le plus d'impact*». parismatch.com 24 octobre 2022

La France serait tout de même une démocratie. Une escroquerie que cautionne LFI.

Pour Éric Coquerel, l'utilisation du 49.3 sur le budget "*est un échec pour la démocratie*" - BFMTV 24 octobre 2022

Comédie en famille. C'était écrit d'avance.

Budget 2023 : les trois motions de censure de la Nupes et du RN rejetées par les députés- Europe1 25 octobre 2022

À la surprise générale, les députés du Rassemblement national ont voté en faveur du texte déposé par l'alliance de gauche.

Surprise générale dans l'hémicycle. L'exécutif ne doit son salut qu'aux députés du parti Les Républicains. Avec leur voix, la motion de censure pouvait devenir effective et conduire ainsi au renversement du gouvernement.

Un coup politique finement préparé par Marine Le Pen pour embarrasser les députés de la Nupes qui ne souhaitent pas être associés au Rassemblement national (RN). Ni une, ni deux, Élisabeth Borne s'empare de l'occasion pour dénoncer cette alliance des valeurs communes. "*Est-ce un gouvernement où sur les bancs de ministres siégeraient côte à côte Madame Le Pen, Madame Panot, Madame Chatelain, Monsieur Bardella, Monsieur Vallaud, et Monsieur Chassaigne que vous proposez aux Français* ?" s'est-elle exclamé.

Ce coup d'éclat de Marine Le Pen fragilise également les Républicains. Grâce à leur abstention, Élisabeth Borne reste en place. Un choix "*pas simple à défendre*", concède un élu de droite. Europe1 25 octobre 2022

J-C – Il y aurait sans doute beaucoup plus à dire, je n'ai plus le temps aujourd'hui.

Disons, une façon de conforter ceux qui s'emploient à faire un amalgame ordurier du type rouge-brun entre extrême droite et ce qu'ils appellent à tort l'extrême gauche pour qualifier cette gauche d'opérette, quitte à décrédibiliser LFI et ses alliés, mais aussi donner un coup de main au passage à Macron, en forçant LR à manifester au grand jour son soutien au parti du tyran.

Quelle est la nature de l'extrême droite, pour qui gouverne-t-elle ?

Italie : Giorgia Meloni promet que Rome restera "*un partenaire fiable de l'Otan*" - Euronews 25 octobre 2022

"*L'Italie continuera d'être un partenaire fiable de l'Otan en soutien à l'Ukraine*", a-t-elle déclaré lors de son discours de politique générale. Euronews 25 octobre 2022

Giorgia Meloni se veut rassurante et ancre l'Italie dans l'UE - Courrier International. 26 octobre 2022

Pour son discours de politique générale, mardi 25 octobre, la nouvelle présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, "*a cherché à rassurer ses partenaires de l'Union européenne [UE] "*, analyse le *Financial Times.*

Elle s'est engagée à respecter les règles communes et à soutenir l'Ukraine contre le "*chantage*" du président russe Vladimir Poutine.

"*Giorgia Meloni, auparavant eurosceptique, a adopté un ton rassurant en ce qui concerne les questions économiques et la politique étrangère*", constate également *The Guardian*.

"*Dans l'ensemble, c'était une bonne performance de sa part*", juge Wolfango Piccoli, coprésident de la société de recherche Teneo, basée à Londres, interrogé par *The Guardian*.

J-C – Si c'est le *Financial Times* et *The Guardian* qui le disent, ils sont bien placés pour le savoir, donc pour une fois on leur fera confiance.

Un "*richissime*" ex-banquier à la tête d'un pays occidental adoubé par les Etats-Unis. Encore !

Rishi Sunak devient le nouveau Premier ministre britannique - Courrier international 24 octobre 2022

Car ce diplômé d'Oxford et de Stanford, natif de Southampton dans le sud de l'Angleterre, doit encore faire ses preuves sur la scène politique nationale, estime la presse britannique. "*Il n'est député que depuis sept ans, constate* The Guardian, *et n'a été membre de premier plan du gouvernement que durant deux années. Même ses soutiens reconnaissent qu'il n'a pas encore l'expérience pour affronter les multiples crises en cours.*"

Ex-banquier et ministre des Finances, Rishi Sunak va devenir, à 42 ans, le plus jeune chef de gouvernement de l'histoire contemporaine du Royaume-Uni après une ascension fulgurante en politique. Il est aussi le premier d'origine indienne et le premier originaire d'une ancienne colonie britannique.

Peu importe, qui l'a désigné ? Réponse.

Joe, Jill et leur fille Ashley Biden célèbrent Divali à la Maison Blanche - Paris Match 25 octobre 2022

Le président américain Joe Biden a donné lundi soir une réception en l'honneur de Divali, la plus importante fête indienne de l'année.

Joe Biden qualifie de "*révolutionnaire*" la désignation du nouveau Premier ministre britannique - BFMTV 25 octobre 2022

...et peu importe si...

Rishi Sunak a exclu des élections anticipées, réclamées par le Labour. Mais selon un sondage Ipsos publié lundi, 62 % des électeurs souhaitent des élections avant la fin 2022. Selon un sondage YouGov, seuls 38 % des Britanniques sont satisfaits que Rishi Sunak devienne leur Premier ministre.

Ce brexiteur de la première heure, qui passe pour un pragmatique travailleur, devra former un gouvernement rapidement, pour à la fois donner des gages aux marchés et satisfaire les clans de sa majorité, au risque de subir le même sort que Liz Truss.

Il devra aussi s'expliquer sur ses intentions : il ne s'est pas exprimé pendant la campagne éclair des Tories qui a démarré jeudi. Il s'est imposé sans programme ni vote des adhérents, après la renonciation de l'ex-Premier ministre Boris Johnson et l'échec de son adversaire Penny Mordaunt à se qualifier. AFP 25 octobre 2022

J-C – On se marre encore en repensant à tous ces écervelés de la pseudo-gauche ou extrême gauche qui avaient soutenu le Brexit, ils avaient encore été bien inspirés, je m'étais abstenu à juste titre.

He gained an MBA from Stanford University in California as a Fulbright Scholar.

Sunak worked as an analyst for the investment bank Goldman Sachs between 2001 and 2004.He then worked for different hedge fund.

Sunak supported Brexit in the 2016 referendum on EU membership. That year, he wrote a report for the Centre for Policy Studies (a Thatcherite think tank)

He was appointed to Theresa May's second government as Parliamentary Under-Secretary of State for Local Government in the 2018 reshuffle. He voted three times in favour of May's Brexit withdrawal agreement. After May resigned, Sunak supported Boris Johnson's campaign to become Conservative leader. After Johnson was elected and appointed Prime Minister, he appointed Sunak as Chief Secretary to the Treasury. Sunak replaced Sajid Javid as Chancellor of the Exchequer after his resignation in the February 2020 cabinet reshuffle.

Some political commentators saw Sunak's appointment as signalling the end of the Treasury's independence from Downing Street, with Robert Shrimsley, chief political commentator of the Financial Times, arguing that "*good government often depends on senior ministers – and the Chancellor in particular – being able to fight bad ideas*".

Traduction.

Il a obtenu un MBA à l'université de Stanford en Californie en tant que boursier Fulbright.

Sunak a travaillé comme analyste pour la banque d'investissement Goldman Sachs entre 2001 et 2004. Il a ensuite travaillé pour différents fonds spéculatifs.

Sunak a soutenu le Brexit lors du référendum de 2016 sur l'appartenance à l'UE. Cette année-là, il a rédigé un rapport pour le Centre for Policy Studies (un groupe de réflexion thatchérien).

Il a été nommé dans le deuxième gouvernement de Theresa May en tant que sous-secrétaire d'État parlementaire pour le gouvernement local lors du remaniement de 2018. Il a voté trois fois en faveur de l'accord de retrait du Brexit de May. Après la démission de May, Sunak a soutenu la campagne de Boris Johnson pour devenir chef des conservateurs. Après que Johnson a été élu et nommé Premier ministre, il a nommé Sunak au poste de secrétaire en chef du Trésor. Sunak a remplacé Sajid Javid en tant que chancelier de l'Échiquier après sa démission lors du remaniement ministériel de février 2020.

Certains commentateurs politiques ont vu dans la nomination de Sunak le signe de la fin de l'indépendance du Trésor vis-à-vis de Downing Street, Robert Shrimsley, commentateur politique en chef du Financial Times, estimant que "*le bon gouvernement dépend souvent de la capacité des ministres de premier plan - et du chancelier en particulier - à combattre les mauvaises idées*". (Source : Wikipédia.)

Confirmation.

Rishi Sunak annonce des "*décisions difficiles*" pour le Royaume-Uni - Courrier International 26 octobre 2022

"*Les adultes sont de retour aux manettes. C'était le message de Rishi Sunak après les années de chaos, de crise et de mépris des règles sous Boris Johnson et Liz Truss*", écrit une chroniqueuse du Times après le discours du nouveau Premier ministre devant le 10, Downing Street, ce mardi 25 octobre.

"*Il a eu l'air presque lugubre, poursuit le journal conservateur, en avertissant le pays qu'il se trouvait face à une 'profonde crise économique' et en promettant de 'mettre la stabilité économique et la confiance'* (**Du côté du marché - J-C**) *au cœur du programme de son gouvernement. 'Cela impliquera des décisions difficiles à venir'* (**Pour le peuple - J-C**) *a-t-il admis, rompant clairement avec les baisses d'impôts non financées de Truss, qui promettait le beurre et l'argent du beurre*."

Ces "*décisions difficiles*" sont "*une allusion probable à des coupes attendues dans les dépenses publiques*", explique le journal de gauche *The Guardian*.

"*Sa décision de garder Jeremy Hunt aux Finances et James Cleverly aux Affaires étrangères, et de faire revenir Suella Braverman à l'Intérieur, signifie que les grands ministères de l'État sont dirigés par les mêmes têtes qu'il y a six jours*." Courrier International 26 octobre 2022

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Le chef de l'état-major US, Mark Milley : « *Si nous perdons en Ukraine, l'ordre mondial que nous avons créé il y a 80 ans s'effondrera* » - lemediaen442.fr 23 octobre 2022

Le chef de l'état-major américain, le général Mark Miley, a reconnu publiquement que la guerre en Ukraine est de nature existentielle pour les États-Unis. « *Si l'Ukraine tombe, le système international qui a été créé 80 ans avant et après la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'effondrera. Ce combat n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Ukraine, il est d'intérêt global de protéger l'ordre mondial fondé sur les règles* », a martelé le chef de l'état-major US, affirmant être en contact au moins trois fois par semaine avec le commandement ukrainien.

Mark Miley admet tout simplement que l'avenir de l'Amérique se joue en Ukraine et les élites américaines refusent d'accepter un système multipolaire promotionné par Poutine. Ils veulent une superpuissance unique et diriger le nouvel ordre mondial comme l'a annoncé Joe Biden devant les dirigeants de General Motors, Apple, Amazon, JP Morgan…

Mark Miley fait remonter la domination des États-Unis à 80 ans, avant la Seconde Guerre mondiale, Pourquoi compte-t-il si mal ? En remontant de 80 ans, on arrive à 1942, date de la signature de l'accord Clark-Darlan. Ce dernier était commandant en chef des forces de Vichy. Cette erreur de date aurait-elle pour objectif de cacher que les États-Unis auraient été des profiteurs de la Seconde Guerre mondiale ? et pourquoi pas d'une Troisième ?

Le même Miley, le 4 octobre 2016, furieux de l'intervention russe en Syrie fin 2015, avait déclaré : « *Nous détruirons n'importe quel ennemi, n'importe où, n'importe quand […] La guerre entre grands États est pratiquement certaine, elle sera hautement mortelle […] Ceux de nos ennemis qui ont sous-estimé nos capacités, notre puissance de combat, ont fait un choix fatal qui s'est terminé pour eux dans les poubelles de l'Histoire. Nous sommes à la fin du jeu maintenant.* »

Transcription de Mike Miller, le 4 octobre 2016 :

« Voilà votre armée : 187 000 soldats, actuellement déployés dans 140 pays. […]

La volonté stratégique de notre nation, les États-Unis, est remise en cause et nos alliances sont testées. […]

Mais je veux être clair ; je veux être sans ambiguïté. Je veux être clair avec ceux qui tentent de s'opposer aux États-Unis. Je veux être clair avec ceux qui veulent nous faire du mal. Je veux être clair avec ceux, qui, à travers le monde, veulent détruire notre mode de vie, nos alliés, nos amis. Avec l'armée des États-Unis – en dépit de tous nos défis, en dépit de notre tempo opérationnel, en dépit de tout ce que nous avons fait -, nous allons vous stopper et nous allons vous battre plus durement que vous ne l'avez jamais été auparavant. Ne vous méprenez pas à ce sujet.

Ne vous y trompez pas ! Et l'armée des États-Unis… [Applaudissements] Et l'armée des États-Unis est la force de combat décisive de l'Amérique. Et quand la direction politique des États-Unis décide de déployer son armée, quand nous arrivons sur votre pelouse, vous comprenez que le jeu est réel et vous soupesez pour de bon les enjeux. Et l'autre chose que vous comprenez, c'est que vous allez perdre ; vous perdrez face à l'armée américaine, ne faites aucune erreur à ce sujet !

Nous possédons et nous conserverons à l'avenir, la capacité de nous déployer rapidement et nous détruirons n'importe quel ennemi, n'importe où, n'importe quand.

Je suis donc ici aujourd'hui, et je mets en garde les ennemis de l'Amérique qui doutent ou méconnaissent nos capacités. De nombreux ennemis ont largement sous-estimé les États-Unis et son peuple dans le passé ; ils ont sous-estimé notre détermination nationale ; ils ont sous-estimé nos capacités, nos compétences, notre puissance de combat et tous ont fait un choix fatal qui s'est

terminé par leur transfert dans les poubelles de l'Histoire. Il en sera de même de tout ennemi qui fera cette erreur, aujourd'hui ou demain.

Mais alors que nous sommes maintenant prêts, et que nous le resterons à l'avenir, nous sommes confrontés à des choix stratégiques très difficiles, nous sommes de plus en plus contestés par des adversaires potentiels très compétents qui agissent clairement en s'opposant à nos intérêts. Notre but est de dissuader de faire la guerre, mais si la dissuasion échoue, nous, en tant qu'armée, nous, en tant que nation, devons être prêts à nous battre ! […]

D'autres pays, Russie, Iran, Chine et Corée du Nord ont appris de nous. Ils ont regardé avec attention comment nous nous sommes battus en 1991 et 2003. Ils ont étudié notre doctrine, nos tactiques, nos équipements, notre organisation, notre entraînement et nos dirigeants.

Et en retour, ils ont révisé leurs propres doctrines et ils modernisent rapidement leurs armées aujourd'hui pour déjouer nos forces, dans l'espoir d'arriver à nous vaincre un jour.

Récemment, un haut responsable russe, l'ambassadeur au Royaume-Uni, Alexander Yakovenko a dit, je cite : « *L'ordre mondial actuel subit un bouleversement fondamental avec la Crimée, l'Ukraine et le Brexit*. »
il a ensuite appelé au démantèlement de l'Otan et de l'Union européenne puis il a dit, je cite : « *La Russie peut mener une guerre conventionnelle en Europe et la gagner. La Russie est le seul pays qui restera pour toujours indispensable, alors qu'on peut se passer des autres pays, et cela inclut les États-Unis. Nous sommes désormais dans la phase finale.* »

Il a déclaré ceci il y a à peine 30 jours. Menaces, arrogance, bravades ? Que veut-il dire par là ? Y croit-il vraiment ? Et plus important, les dirigeants au Kremlin croient-ils ceci ?

Eh bien, l'Histoire nous apprend à être prudents. Il est toujours sage de croire les déclarations publiques des dirigeants étrangers, alors que la plupart des nations tendent à camoufler leurs intentions stratégiques. […]

Malheureusement, je pense qu'il est très peu probable que la guerre entre les États-nations reste reléguée aux livres d'Histoire. Parce qu'il n'y a pas d'autorité supérieure et parce que la sécurité est l'intérêt fondamental de chaque État, le conflit entre les États-nations est pratiquement certain à plus ou moins long terme. […]

Et aujourd'hui, aujourd'hui, nous sommes au milieu d'un autre changement géopolitique majeur. Après la chute du mur de Berlin, les États-Unis détenaient sans conteste le pouvoir mondial politique, économique et militaire ; nous vivions ce que certains ont appelé un moment unipolaire, qui est en train de changer, et de changer rapidement.

Les États-Unis sont confrontés à un important défi en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. En Europe, nous voyons une Russie revancharde, qui a modernisé son armée et mène une politique étrangère agressive en Géorgie, Crimée, Ukraine et ailleurs. En Asie, nous sommes dans la troisième décennie du plus grand changement économique mondial des cinq derniers siècles, avec le centre de gravité économique mondial qui se déplace de l'Atlantique Nord au Pacifique Nord. Cela découle d'une Chine en croissance rapide, qui est une grande puissance à la politique étrangère révisionniste, soutenue par une armée de plus en plus forte. […]

Et nous avons appris de l'Histoire que les systèmes internationaux unipolaires et bipolaires ont tendance à être très stables, mais nous savons aussi que les systèmes multipolaires sont

intrinsèquement sujets à la compétition, la confrontation, l'instabilité et à des guerres entre États. Nous entrons dans cet avenir multipolaire, et en fait, nous y sommes probablement depuis quelques années… […]

L'instabilité imprévisible est la nouvelle norme. Nous devons gérer le plus haut taux d'instabilité depuis au moins 1992. La Russie se voit elle-même en confrontation directe avec l'Occident ; la Chine poursuit son programme d'une vigoureuse modernisation militaire directement destinée à se hisser à notre niveau, avec des exercices de formation sans précédent par leur étendue, ampleur et complexité. […]
Le domaine [des technologies de l'information] connaît des changements vraiment dramatiques, avec des implications militaires très importantes. D'inquiétantes cyber-capacités sont en cours d'élaboration en ce moment même et utilisées par de grands États-nations ; et il est désormais tout à fait possible d'infliger des dégâts considérables à l'économie ou à l'armée de pays adverses uniquement en utilisant des outils informatiques. Nous constatons désormais ceci dans notre vie quotidienne, avec les hackers, la cybercriminalité, les imposteurs, etc. Mais tout ceci n'est qu'une nuisance relativement mineure par rapport aux ressources dont dispose un État-nation avancé, comme la Russie, la Chine ou même la Corée du Nord et l'Iran. […]

La structure et l'organisation de notre armée, tant au niveau institutionnel qu'opérationnel, doivent changer radicalement, et nous devons être ouverts à ce changement. Nous menons actuellement une importante campagne d'étude afin de comprendre ces changements, et je peux vous dire que nous devons les comprendre très vite et qu'il vaut mieux pour nous abattre nos vaches sacrées nous-mêmes plutôt que de perdre une guerre parce que nous sommes trop sclérosés pour penser l'impensable. […]

À ce stade, nous pouvons développer quelques points que nous avons appris au cours de l'étude que nous avons menée intensément cette année sur la guerre future de haute intensité entre des États-nations de grande puissance. Et le premier est, sans surprise, qu'elle sera hautement mortelle, très hautement mortelle, contrairement à tout ce que notre armée a connu au moins depuis la Seconde Guerre mondiale.

En outre, le champ de bataille sera hautement complexe et presque certainement dans des zones urbaines denses et contre un ennemi insaisissable, obscur, qui combine la guérilla terroriste avec des actions conventionnelles, au sein de larges populations civiles. […]

Donc, en résumé, les 25 prochaines années ne vont pas être comme le 10 dernières, ni même comme les 25 dernières. Les défis qui s'accumulent et auxquels nous sommes confrontés, tout comme le caractère de la guerre en pleine mutation, ne ressemblent à rien que nos forces actuelles aient jamais connu en intensité et mortalité. […]

Un très grand historien [NdT. Victor Davis Hanson] a récemment écrit qu'il constatait une augmentation du nationalisme, des courses à l'armement régionales, des revendications territoriales non résolues, des conflits sectaires interminables, et un retour à l'équilibre des puissances politiques du 18e siècle avec des sphères d'influence. Il a alors indiqué qu'il y avait actuellement une légère brise dans l'air, mais qu'elle pouvait se transformer en une tempête. Et il a conclu à la fin de son papier qu'une forte averse était sur le point de s'abattre sur nous… »

Cela peut être fatal… en démocratie !

James Meek, le journaliste qui en savait trop sur la guerre en Ukraine - Réseau Voltaire 25 octobre 2022

La revue Rolling Stones publie un article sur la disparition du journaliste d'ABC, James Gordon Meek, fin avril [1]. Cette affaire n'avait fait l'objet d'aucune publication jusqu'ici.

Meek avait été Conseiller senior sur la lutte anti-terroriste auprès de la Commission de Sécurité de la Patrie de la Chambre des représentants. Il semble avoir eu une double vie professionnelle de journaliste et d'agent de Renseignement. En tous cas, il était très bien introduit dans ce milieu à très haut niveau. Il rédigeait, lors de sa disparition, un livre sur l'Opération Pineapple lors de la chute de Kaboul [2].

Il a publié son dernier tweet le 27 avril. Il s'agit de la reprise d'un tweet d'un ancien agent de la CIA avec la mention : « *Faits* ». Le texte de l'agent est : « *En fait, ça a commencé il y a longtemps. Nous apprenons cela entre 2014-2022. Pas maintenant. C'est une expérience de laboratoire sur les TTPs* [tactiques, techniques et procédures] *russes. Sur la EW* [guerre électronique]. *Sur tout. C'est pourquoi les Ukrainiens (avec nos conseils/assistances) font si bien. Demandez à ceux de la IC [communauté du Renseignement] ou de la UW* [guerre non conventionnelle]. *Nous apprenons une tonne de merde* ».

Juste après avoir publié ce tweet, Meek a démissionné de ses fonctions à ABC. Selon ses amis et collègues, il n'a rien expliqué, mais il semblait que le ciel venait de lui tomber sur la tête.

Un raid de police a été organisé chez lui. Selon ses voisins, des voitures noires et un blindé tel que ceux employés par le FBI, ont assiégé sa maison. Des hommes en armes l'ont fouillé. On ignore s'il était chez lui à ce moment-là. En tout cas personne ne l'a vu sortir, ni ne l'a revu depuis.

Les autorités ne communiquent pas à son sujet. Réseau Voltaire 25 octobre 2022

Qui a dit que la Russie était à court de soldats ?

Kadyrov appelle à la guerre sainte - Réseau Voltaire 25 octobre 2022

Le président de la République de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a lancé, le 25 octobre 2022, un appel à la guerre sainte.

Selon lui, les États-Unis ont échoué à affamer les Russes au cours de la dernière décennie. Ils manipulent aujourd'hui les Ukrainiens pour saboter et attaquer des objectifs dans la Fédération de Russie, ce qui ne doit pas être toléré. Il s'agit d'un combat entre d'un côté les forces satanistes, de l'autre les croyants, chrétiens et musulmans.

Aussi, a-t-il appelé tous les Tchétchènes à s'enrôler pour défendre leur foi et leur patrie. Réseau Voltaire 25 octobre 2022

Titre de notre portail : Les Américains amplifient leur guerre économique contre la Chine

J-C - Le titre proposé : *La guerre technologique de Biden devient nucléaire* était inapproprié au contenu de l'article, débile ! Marre de ce genre de conneries malsaines !

Par Mike Whitney. reseauinternational.net 25 octobre 2022

« *Beaucoup de gens ne savent pas ce qui s'est passé hier. Pour faire simple, Biden a obligé tous les Américains travaillant en Chine à choisir entre quitter leur emploi et perdre la citoyenneté américaine. Tous les cadres et ingénieurs américains travaillant dans le secteur de la fabrication de semi-conducteurs en Chine ont démissionné hier, paralysant la fabrication chinoise du jour au lendemain. Un seul cycle de sanctions de Biden a fait plus de dégâts que les quatre années de sanctions performatives de Trump. Bien que les exportateurs américains de semi-conducteurs aient dû demander des licences pendant les années Trump, les licences étaient approuvées en un mois. …*

Avec les nouvelles sanctions de Biden, tous les fournisseurs américains de blocs IP, de composants et de services sont partis du jour au lendemain – coupant ainsi tout service [à la Chine]. En bref, toutes les entreprises de semi-conducteurs de pointe sont actuellement confrontées à une interruption complète de l'approvisionnement, à la démission de tout le personnel américain et à une paralysie immédiate des opérations. Voilà à quoi ressemble l'anéantissement : L'industrie chinoise des semi-conducteurs a été réduite à zéro du jour au lendemain. Effondrement complet. Aucune chance de survie »1.

L'administration Biden a intensifié sa guerre contre la Chine la semaine dernière en faisant exploser une bombe thermonucléaire au cœur de l'industrie technologique florissante de Pékin. Dans un effort pour bloquer l'accès de la Chine à la technologie cruciale des semi-conducteurs, l'équipe Biden a annoncé de nouvelles règles d'exportation onéreuses visant à *« couper complètement l'approvisionnement* » en technologie essentielle des semi-conducteurs, ce qui, selon un analyste, a entraîné une « *paralysie immédiate des opérations* ». La terreur déclenchée par cette annonce a été résumée avec justesse dans un fil de discussion posté sur le compte Twitter de Jordan Schneider à partir d'un fil de discussion traduit sur @lidangzzz (voir la citation ci-dessus).

Naturellement, le gouvernement chinois a été pris de court par ces nouvelles règles draconiennes qui incluent « *toutes les entreprises chinoises de conception de puces informatiques avancées* » et qui, sans aucun doute, « *assureront l'élimination de tous les produits et technologies américains de l'ensemble de l'écosystème* ». Le nouveau régime de sanctions infligera probablement des dommages importants à l'industrie technologique chinoise florissante tout en causant un préjudice considérable aux partenaires américains qui n'ont pas été consultés sur la question.

Harceler la Chine est devenu un travail à plein temps, ce qui n'est pas totalement inattendu puisque la politique d'« e*ndiguement* » des États-Unis et de la Chine remonte aussi loin que la guerre froide. Ce qui est différent aujourd'hui – comme l'indique la stratégie de sécurité nationale 2022 de Biden – c'est que les États-Unis se voient au milieu d'une « *lutte entre grandes puissances* » dans laquelle l'ennemi principal est la Chine qui est considérée comme « *le seul concurrent ayant à la fois l'intention et, de plus en plus, la capacité de remodeler l'ordre international* » (stratégie de sécurité nationale). En d'autres termes, l'administration Biden admet que nous sommes en guerre contre la Chine et que nous devons utiliser tous les moyens nécessaires pour l'emporter dans ce conflit. Comme l'a récemment noté l'analyste de politique étrangère Andre Damon, la stratégie de sécurité nationale n'est pas une stratégie de défense de la République mais un « *plan pour la troisième guerre mondiale* ».

En effet, l'endiguement seul ne suffira plus. Ce qu'il faut, ce sont des actions de plus en plus provocatrices qui contribueront à isoler, à vilipender et, en fin de compte, à affaiblir la Chine afin qu'elle devienne une « *partie prenante responsable* » dans le « *système fondé sur des règles* ». En d'autres termes, Biden cherche un vassal docile qui fera claquer ses talons et obéira aux ordres.

Cela vous semble familier ?

Les nouvelles règles d'exportation onéreuses de Biden s'inscrivent parfaitement dans cette stratégie plus large de confrontation et d'hostilité persistantes. Elles rejoignent également le point de vue maintes fois répété des néoconservateurs selon lequel il n'y a « *aucun espoir de coexistence avec la Chine tant que le Parti communiste gouverne le pays* ». Ainsi, une fois de plus, nous pouvons constater que les attaques de l'administration à l'encontre de la Chine ne sont pas simplement destinées à « *contenir* » le développement chinois, mais visent également un changement de régime. Nous pensons que l'intensification récente de la guerre technologique de Biden n'a rien à voir avec des préoccupations de sécurité nationale (comme « l*es domaines encore émergents de l'intelligence artificielle et de l'informatique quantique* »), mais qu'il s'agit en fait d'une nouvelle tentative désespérée de préserver l'emprise grandissante de Washington sur le pouvoir mondial. Voici comment l'auteur Jon Bateman résume la situation dans un article du *Foreign Policy Magazine* :
« *Le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) a annoncé de nouvelles… limites à l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs avancés, d'équipements de fabrication de puces et de composants de superordinateurs. Les contrôles… révèlent une volonté unique de contrecarrer les capacités chinoises à un niveau large et fondamental … le premier dommage à la Chine sera économique, à une échelle bien disproportionnée par rapport aux préoccupations militaires et de renseignement citées par Washington… Ce changement laisse présager des mesures américaines encore plus sévères à venir, non seulement dans le domaine de l'informatique avancée, mais aussi dans d'autres secteurs (comme la biotechnologie et la finance) jugés stratégiques. Le rythme et les détails sont incertains, mais l'objectif stratégique et l'engagement politique sont maintenant plus clairs que jamais. L'essor technologique de la Chine sera ralenti à n'importe quel prix* »2.
C'est écrit noir sur blanc. Les États-Unis feront tout ce qu'il faut pour conserver leur première place dans l'ordre mondial « *contre vents et marées* ».

Et Bateman a raison, il y aura sans aucun doute « *des mesures américaines encore plus dures à venir, non seulement dans l'informatique de pointe, mais aussi dans d'autres secteurs (comme la biotechnologie et la finance)* ». Et cela signifie, bien sûr, plus de sanctions et de droits de douane, plus de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement vitales, et des coûts plus élevés pour tout. Si vous pensiez que la guerre avec la Russie avait un impact sur les prix de l'énergie, « *vous n'avez encore rien vu !* ». Revenir sur 40 ans de mondialisation va être une expérience atroce équivalente à une chirurgie dentaire majeure sans novocaïne. Selon Reuters :

« *Les États-Unis s'efforcent de faire face aux conséquences involontaires de leurs nouvelles restrictions à l'exportation sur l'industrie chinoise des puces, qui pourraient par inadvertance nuire à la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs, ont déclaré des personnes au fait de la question … Mardi à minuit, les fournisseurs ne pouvaient pas non plus assurer le soutien, le service et l'envoi de fournitures non américaines aux usines basées en Chine sans licence si des sociétés ou des personnes américaines sont impliquées. Par conséquent, même les articles de base comme les ampoules, les ressorts et les boulons qui permettent aux outils de fonctionner ne peuvent pas être expédiés tant que les fournisseurs n'ont pas obtenu de licence. Et sans le soutien minute par minute dont les fonderies ont besoin, elles pourraient commencer à fermer leurs portes, a déclaré une source. …*

Les États-Unis ont prévu d'examiner au cas par cas les licences pour les usines non chinoises en Chine touchées par les nouvelles restrictions, mais même si elles sont approuvées, cela pourrait entraîner des retards dans les expéditions. Les licences pour les usines de puces chinoises seront probablement refusées »3.

Vous voyez ce que je veux dire ? Plus de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement signifie des prix plus élevés, des budgets des ménages plus malmenés, et moins de familles américaines capables de s'en sortir avec leurs salaires en baisse. Y a-t-il quelqu'un à Washington qui réfléchit à ces choses avant de mettre le feu aux poudres ? L'administration Biden est tellement obsédée par l'idée de contenir la Chine qu'elle est prête à faire chuter le niveau de vie des Américains tout en rapprochant le monde de l'anéantissement nucléaire. Voici plus d'informations tirées d'un article de l'Asia Times :

« *Les mesures américaines n'affecteront pas les capteurs, la surveillance par satellite, le guidage militaire et les autres systèmes stratégiques de la Chine, car la grande majorité des applications militaires utilisent des puces plus anciennes que la Chine peut produire chez elle. Les nouvelles restrictions américaines n'empêcheront pas les 2000 missiles surface-navire et surface-surface de la Chine de cibler les porte-avions américains dans le Pacifique occidental, ou les bases aériennes américaines de Guam et Okinawa, et elles n'empêcheront pas les plus de 1000 intercepteurs chinois de pointer des missiles air-air à longue portée sur les avions américains …*

Cela suscitera également un effort considérable de la part de la Chine pour remplacer la technologie américaine de conception et de fabrication de puces. Les dépenses d'investissement et de R&D diminueront considérablement dans l'industrie américaine des semi-conducteurs tandis que la Chine allouera un budget massif à ce secteur. …

À l'horizon de cinq ou dix ans, l'avantage technologique des États-Unis en matière de conception et de fabrication de semi-conducteurs risque de disparaître. À mesure que les budgets d'investissement s'effondrent dans l'industrie occidentale des semi-conducteurs, les dommages causés aux États-Unis et aux autres économies occidentales risquent d'être plus importants que ceux infligés à la Chine… une interdiction totale par les États-Unis des ventes de puces à la Chine éliminerait 37% des revenus des entreprises américaines de semi-conducteurs, conduirait à… la perte de 15 000 à 40 000 emplois directs hautement qualifiés dans l'industrie américaine des semi-conducteurs ». …

Au pire, les dommages causés à l'économie chinoise seront probablement temporaires… Mais l'impact de la dépression naissante dans l'industrie occidentale des semi-conducteurs pourrait bien causer des dommages permanents4.

Donc, tout cela pourrait se retourner contre nous comme les sanctions mal conçues contre la Russie qui ont plongé toute l'Europe dans une crise énergétique sans précédent ?

Oui, c'est ce qu'il dit. Les nouvelles règles feront souffrir la Chine à court terme, mais à long terme, elles ne feront que nuire à l'industrie américaine. C'est un autre exemple classique de « couper le nez pour faire la grimace », ce qui semble être le mode opératoire de Biden sur un grand nombre de questions.

Il convient de noter que le plan Biden est un autre pas de géant vers la « *démondialisation* » (qui est la réimposition de barrières commerciales transfrontalières afin d'empêcher une plus grande intégration économique et une baisse des coûts). Depuis des décennies, les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques vantent les mérites de la délocalisation des entreprises et de l'externalisation

des emplois, comme si c'était la véritable expression du plan divin de Dieu. Mais maintenant que la croissance de la Chine menace l'hégémonie mondiale des États-Unis, les élites de la politique étrangère ont fait un rapide virage à 180°. Le génie de la mondialisation doit maintenant être tiré et remis dans sa bouteille pour que l'Occident puisse préserver sa primauté en se séparant effectivement de la puissance chinoise.

Au fait, le « *découplage* » est le nouveau mot à la mode chez les experts en politique étrangère. Ce mot implique que les États-Unis doivent mettre en œuvre « *un certain degré de séparation technologique d'avec la Chine, mais ne devraient pas aller jusqu'à nuire aux intérêts américains dans le processus* ». En d'autres termes, Washington est en passe de mettre fin de manière sélective à de nombreux secteurs commerciaux avec la Chine tout en essayant de ne pas se tirer une balle dans le pied.

Alors, où va tout cela, vous demandez-vous ?

Vers plus de conflits, plus de confrontations, des prix plus élevés, des niveaux de vie plus bas et, finalement, une désintégration de l'ordre dominant. Cela est certain. Le problème, bien sûr, c'est que les faucons anti-Chine contrôlent désormais les leviers du pouvoir à Washington, ce qui signifie que les attaques contre la Chine vont s'intensifier, que le découplage va s'accélérer et qu'une crise internationale massivement déstabilisante va bientôt suivre.

L'administration Biden gaspille la puissance américaine dans des actions unilatérales qu'elle ne peut pas faire respecter et qui n'auront pas d'impact significatif sur le développement de la Chine. Elle ferait mieux de chercher des moyens de faciliter la transition vers un nouveau monde, plutôt que d'essayer pathétiquement de revenir au « *moment unipolaire* » révolu.

Notes :

1- Posté sur le compte Twitter de Jordan Schneider @jordanschnyc à partir d'un fil de discussion traduit sur @lidangzzz.

2- « *Biden est désormais prêt à tout pour éliminer la Chine* », Jon Bateman, Foreign Policy Magazine

https://foreignpolicy.com/2022/10/12/biden-china-semiconductor-chips-exports-decouple/

3- « Les États-Unis s'efforcent d'empêcher les restrictions à l'exportation de puces chinoises de perturber la chaîne d'approvisionnement », Reuters

https://www.reuters.com/technology/us-gives-reprieve-least-two-non-chinese-chipmakers-china-export-curbs-sources-2022-10-12/

4- « *L'interdiction des puces en Chine, un exercice américain d'autodestruction extrême* », Asia Times

https://asiatimes.com/2022/10/china-chip-ban-a-us-exercise-in-extreme-self-harm/

Mon commentaire.

- « *La guerre technologique de Biden devient nucléaire* »

Le titre de cet article ne correspondait pas à son contenu. Il était particulièrement malsain et destiné à conditionner les lecteurs. Apparemment, il n'y a pas que les autorités qui tiennent à entretenir la psychose collective de la population, allez savoir pourquoi, devinez ?

Dans mon portail je vais reproduire une partie de cet article sous le titre : *Les Américains amplifient leur guerre économique contre la Chine.* Je préviendrais mes lecteurs, cela va de soi.

Palestine occupée ou le laboratoire de Davos pour les classes moyennes.

***"On n'y arrive plus!"* En Israël, la classe moyenne fragilisée par l'inflation - AFP 26 octobre 2022**

Tête découverte, tatouages sur les poignets et t-shirt court, Talia détonne dans un supermarché fréquenté par des juifs ultra-orthodoxes. Face à l'inflation galopante, cette Israélienne a été forcée de se rendre dans des épiceries à rabais pour les familles nombreuses.

"*Je n'ai plus le choix que de venir ici. J'ai peur de ne plus pouvoir nourrir mes deux enfants*", confie l'infirmière de 32 ans en remplissant son chariot de paquets de pâtes, vendus par six dans un supermarché de la périphérie de Jérusalem.

"*On travaille comme des dingues, j'ai multiplié mes gardes de nuit, et mon mari, dépanneur d'appareils électroménagers, travaille même le week-end mais on n'y arrive plus*", souffle cette femme qui préfère taire son nom de famille.

La vie chère sévit depuis des années en Israël, excluant les plus pauvres de l'euphorie du boom économique de la "*start-up nation*". Mais avec l'envolée récente des prix de la nourriture, même les classes moyennes sont précarisées, un sujet qui s'est imposé comme un enjeu central des législatives du 1er novembre.

Ayelet Benshoshan, institutrice, pousse son chariot dans les rayons d'une des enseignes des supermarchés Rami Lévy, qui se vante de proposer le "*panier alimentaire le moins cher du pays*".

Les yeux rivés sur sa liste de courses, elle passe devant les pancartes aux couleurs criardes vantant les promotions du moment: concombres à 2 shekels (0,57 euros) le kilo, viande bradée, boîtes de thon au rabais.

"*On a toujours fait attention mais maintenant il y a beaucoup de choses qu'on a tout simplement arrêté d'acheter*", explique la quarantenaire qui dit avoir renoncé aux "*bonbons, biscuits salés, crèmes desserts et certaines céréales à plus de 20 shekels le paquet (environ 6 euros)*".

Avec cinq enfants "*tous encore à la maison*", elle et son mari, qui travaille comme agent de maintenance dans une école, s'en sortent "difficilement". "*Je prépare de plus en plus de choses à la maison, du pain et des gâteaux, pour éviter d'acheter*".

La chaîne Rami Lévy a enregistré une hausse de 15% en un an de ses ventes, attirant une classe moyenne qui parvient de moins en moins à joindre les deux bouts, explique à l'AFP le propriétaire Rami Lévy.

"*Avec la hausse des prix, les gens (...) ont commencé à venir chez nous car ils savent que c'est moins cher*", dit-il. "*Chaque année, le gouvernement augmente les taxes sur les propriétés, les droits de douane et l'électricité. Sans mesure sur ces éléments, il ne sera pas possible de véritablement baisser les prix.*"

En 2021, le magazine *The Economist* avait classé Tel-Aviv comme la ville la plus chère au monde, devant Paris, Hong Kong et New York, avec les prix de l'immobilier qui ont explosé ces dernières années en Israël, pays dont la croissance est dopée par l'essor des hautes technologies.

A un coût de la vie déjà prohibitif s'est greffée cette année une inflation record en plus d'une décennie -4,6 % ces 12 derniers mois-, selon les chiffres publiés en octobre par le Bureau central des statistiques.

Selon Aron Troen, professeur à l'école de santé publique de l'Université hébraïque de Jérusalem, cette situation menace la sécurité alimentaire de nombreuses familles, bien au-delà des plus pauvres.

"*Lorsqu'il y a une inflation rapide des prix des denrées alimentaires et que les salaires ne suivent pas, la classe moyenne qui doit dépenser plus d'argent non seulement pour la nourriture mais aussi pour le loyer, le transport, l'essence, l'éducation, commence à avoir des difficultés à se procurer une alimentation saine*", explique-t-il.

"*Les gens commencent par changer la qualité de ce qu'ils mangent, puis se mettent à sauter des repas ou à ne donner à manger qu'à leurs enfants*", souligne M. Troen.

Selon l'agence nationale de la sécurité sociale, plus de 20% de la population israélienne était déjà en situation d'insécurité alimentaire en 2021. Un chiffre estimé à 30% par Latet, principale banque alimentaire du pays.

Pendant la campagne électorale, les partis ont rivalisé de promesses pour juguler l'inflation.

"*Je voudrais qu'ils pensent à nous, les citoyens ordinaires, qui travaillons dur et dont les salaires n'ont pas augmenté, qui avons des enfants, payons nos impôts, et avons effectué notre service civil ou militaire. Nous méritons une vie plus facile*", lance Ayelet Benshoshan.

"*Nous sommes la classe moyenne qui commence vraiment à dégringoler. J'espère qu'ils vont nous écouter.*"

J-C – Je crois bien et j'espère que non.

Dossier sur la santé et la tyrannie sanitaire.

Pour service rendu au totalitarisme.

L'attribution de la Légion d'honneur au profit de Pfizer et McKinsey à : Delfraissy, Yazdanpanah, Fontanet, Lina - lemediaen442.fr 25 octobre 2022

Emmanuel Macron a remis, le 25 octobre 2022, la Légion d'honneur dont il est le grand maître aux 27 membres de l'ex-Conseil scientifique. Une façon de les récompenser de l'avoir aidé à appliquer aux Français la stratégie dite sanitaire de McKinsey pour le plus grand profit de Pfizer. Parmi les membres du défunt Conseil scientifique, sont décorés :

Le Pr Bruno Lina. Pour avoir omis, lors d'une émission de télévision, d'évoquer les liens entre le GEIG qu'il présidait et les laboratoires pharmaceutiques, l'Ordre des Médecins lui a notifié un avertissement. Transparence Santé fait d'ailleurs apparaître 90 déclarations d'intérêt avec des laboratoires, soit 35 000 €, auxquels s'ajoutent des « *avantages* » non spécifiés.

Arnaud Fontanet. En tant que directeur du Centre Pasteur de recherche et d'éducation en santé mondiale, il est lui aussi perclus de conflits d'intérêts avec les laboratoires. Les partenaires de l'institut Pasteur sont, entre autres, la Fondation Rockefeller, Sanofi, la Fondation Bill & Melinda Gates.

Jean-François Delfraissy. Après avoir pourri la vie quotidienne des Français par les confinements pour tous, les refus de soins et les suspensions pour les non-vaccinés, il avoue que « *les vaccins protègent peu contre l'infection et la contagion* ». Que ne s'en s'est-il aperçu plus tôt ! Il a déjà été décoré en janvier, ainsi que Agnès Buzyn.

Yazdan Yazdanpanah a perçu près de 130 000 euros des laboratoires entre 2012 et 2017 et a continué depuis, selon Transparence Santé.

Ces quatre personnes ayant été jugées dignes d'une Légion d'honneur, logiquement, les honnêtes citoyens devraient se ranger à l'opinion d'Éric Satie : « *Il ne suffit pas de refuser la Légion d'Honneur ; encore faut-il ne pas la mériter.* » C'est ce qu'on appelle l'inversion des valeurs, chère à la Macronie. lemediaen442.fr 25 octobre 2022

Le professeur Perronne remporte l'ensemble de ses procédures devant la Chambre Disciplinaire de première instance d'Île de France de l'Ordre des médecins - Réseau International 23 octobre 2022

Ainsi, par ces décisions fondamentales la Chambre disciplinaire est venue réaffirmer la liberté d'expression dont bénéficient les médecins universitaires, lorsque ceux-ci s'expriment de manière impersonnelle, tout en soulignant le rôle prépondérant qu'a tenu le Pr Perronne durant la crise sanitaire en apportant la contradiction au gouvernement et en ayant « *une voix discordante sur un sujet d'intérêt général* ».

En soulignant que le Pr Perronne n'avait jamais eu de discours « *antivax* » la Chambre disciplinaire fait taire ceux qui usent de qualificatifs péjoratifs afin de le censurer.

Par ces décisions la Chambre disciplinaire a donc reconnu qu'un médecin peut avoir un avis différent de celui exprimé par le gouvernement, et en faire état publiquement.

Enfin, par ces décisions la Chambre Disciplinaire est tout simplement venue réaffirmer les valeurs de notre démocratie : il est possible de s'exprimer librement sur un sujet d'intérêt général dès lors que l'on ne tiens pas de propos désobligeants, diffamatoires ou injurieux.

https://reseauinternational.net/le-professeur-perronne-remporte-lensemble-de-ses-procedures-devant-la-chambre-disciplinaire-de-premiere-instance-dile-de-france-de-lordre-des-medecins/

Mon commentaire.

J'appellerai cela un effet d'annonce ou de la poudre aux yeux, sans plus.

Quand cette officine mafieuse et criminelle acquitte un médecin, il y en a déjà qui estiment que c'est une victoire, ils osent ajouter morale, drôle de conception de la morale après qu'elle eut broyé tant d'autres praticiens, sans parler des 15000 médecins ou infirmières qui ont perdu leur emploi, et surtout après avoir cautionné un tel massacre, plus de 100 000 victimes innocentes tout de même privées des traitements efficaces ou non pris en charge, parfois euthanasiées ou plutôt assassinées froidement.

Je crois surtout que maintenant que le mal est fait ou qu'ils ont atteint en grande partie les objectifs financiers et politiques qu'ils s'étaient fixés, sachant qu'ils ne pourraient pas tous les atteindre comme chaque fois, ils peuvent se féliciter et s'offrir une petite fantaisie, un moment de divertissement destiné au grand public, le spectacle sordide continue. C'est une façon comme une autre de se blanchir et de passer à autre chose, péché avoué à moitié pardonné, c'est bien connu. Pour un peu il y en a qui vont féliciter l'Ordre des médecins, comme chaque fois également. Il se peut aussi que certains lampistes paient les pots cassés ou seront sacrifiés, un grand classique, tandis que les dirigeants ne seront pas inquiétés, j'entends ceux des trusts pharmaceutiques et de la finance.

Ils ont remis cela avec la guerre contre la Russie et continuent l'opération basée sur le climat, donc rien de changé.

Ils sont juges et parties dans cette affaire, par conséquent il ne faut pas s'attendre à ce que la population en tire des enseignements ou ne retienne la leçon pour la suite, je le précise pour que personne ne se fasse des illusions et la traite de tous les noms plus tard, cela ne l'empêchera de continuer à en avoir dans les autorités de ce pays, jusqu'à quand, je l'ignore.

Alerte Info Canada – Danielle Smith, Premier ministre de l'Alberta, présente ses excuses aux non-vaccinés - lemediaen442.fr 23 octobre 2022

Lors de l'assemblée générale annuelle du Parti conservateur uni, ce samedi 22 octobre 2022, une journaliste de Rebel News, Selene Galas, a demandé au nouveau Premier ministre de l'Alberta — province de l'Ouest du Canada — si elle s'excuserait auprès des personnes non vaccinées qui ont été intimidées par le gouvernement.

La réponse de Danielle Smith est sans détour : « *Je peux m'excuser maintenant. Je suis profondément désolée pour toute personne qui a été victime de discrimination de manière inappropriée en raison de son statut vaccinal, je suis profondément désolée. Pour tout employé du gouvernement qui a été licencié de son travail, en raison de son statut vaccinal, et je souhaite son retour s'il veut revenir.* »

Loin de s'arrêter en si bon chemin, le Premier ministre dit vouloir accorder une amnistie à tous les Albertains accusés d'infractions du confinement. « *Ce ne sont pas des choses normales pour lesquelles on peut recevoir des amendes et être poursuivi en justice. Je vais examiner l'éventail des amendes en suspens et obtenir un avis juridique sur celles que nous pouvons annuler et amnistier […] Nous devons revenir à l'attitude selon laquelle il faut se faire vacciner pour se protéger. (Mais) nous devons nous éloigner de cette attitude qui consiste à diaboliser ceux qui font un choix différent.* »

C'est une première mondiale… qui, on l'espère, sera aussi contagieuse que la folie covidiste qui a maltraité des millions de citoyens dans le monde. Une folie qui continue en France, seul pays où les soignants non vaccinés continuent à être privés d'emploi. lemediaen442.fr 23 octobre 2022

Les médias unanimes : Après le succès international du « *vaccin* » contre le covid-19, voici le vaccin contre le cancer 25 octobre 2022

Après le vaccin covid qui n'empêche pas la maladie, le vaccin cancer qui ne vaccine pas ! Il s'agit d'un « *vaccin thérapeutique* » destiné aux patients déjà malades. Ce n'est donc pas un vaccin, mais c'est plus vendeur si on l'appelle vaccin. Le nouveau produit surfe donc sur la lancée du vaccin covid-19, car le marché est déjà créé : « *L'ARN messager a permis d'accélérer la vitesse de production des médicaments* ». Le plan marketing sera donc le même. BioNTech, Merck et Moderna sont prêts !
Les médias unanimes !

Top Santé : « *Après le succès de son vaccin contre le Covid-19, BioNTech a annoncé que son premier vaccin à ARN messager contre le cancer pourrait arriver d'ici 2030. Quelques jours plus tôt, dans un communiqué commun, les laboratoires Merck et Moderna ont eux aussi annoncé avoir trouvé un accord pour lancer leur vaccin à ARN messager commun contre le cancer de la peau le plus grave, le mélanome.* » Top Santé appartient à Reworld Media Magazines, propriété de TradeDoubler AB (marketing numérique), des banques Lazard, Rothschild, etc.
Quant à BFMTV, dont on connaît le sérieux, il nous l'annonce également : « *Pour les patrons de BioNTech, un vaccin pour guérir les malades du cancer est possible avant 2030* ». Le Dr Alain Ducardonnet et Margaux de Frouville en font la promotion. Euh… pardon, ils « vous donnent leurs meilleurs conseils et font le point sur les dernières avancées de la recherche ».

Le plan com est donc en route. Il est relayé par 20minutes : « *Cancer : Les laboratoires Moderna et Merck avancent vers un vaccin ARN* », Doctissimo, Santé Magazine, etc.

Les institutions apportent leur touche de sérieux

L'Inserm trouve les résultats prometteurs en conclusion d'une recherche soutenue en toute impartialité par Astrazeneca, Amgen, Bristol Myers Squibb, Janssen-Cilag, Pfizer, Smith Kline, Roche, entre autres.

Le Pr Jean-Pierre Delord, directeur général de l'Institut universitaire du cancer de Toulouse-Oncopole, est un des premiers à avoir tenté de supprimer les récidives avec un vaccin : « *Les premiers résultats concernant son efficacité pourraient être disponibles dans trois ans.* » Il a déclaré une belle flopée de conflits d'intérêt dans sa dernière étude, du 17 septembre 2022 (National Library of Medicine). La voici : Amgen, Astra Zeneca, Bristol-Myers Squibb, Genentech, Merck Sharp and Dohme, et Transgene, Pierre Fabre et Roche. L'institut qu'il dirige a signé, le 16

novembre 2020, un accord renforçant sa collaboration avec avec MSD France (Merck) dans la recherche sur le cancer. Le laboratoire Merck, c'est lui qui vient d'annoncer sa mise en examen pour « *tromperie aggravée* » dans le dossier Levothyrox. On ne demande pas de casier judiciaire vierge pour être député, alors pourquoi un laboratoire devrait être exempt de condamnations ou un chercheur de conflits d'intérêt ?

Traquons les cancers qui sommeillent !

Pourquoi y a-t-il une hausse des cancers chez les moins de 50 ans dans le monde ? Eh bien, parce qu'on les dépiste, et que plus on les dépiste, plus il y en a. Comme il y a des cas covid, il y aurait des cas cancer : l'opération Octobre rose sert à détecter les cancers qui dorment. Or la baisse des cancers ne dépend que de leurs traitements. Un cancer qui dort tranquillement dans son coin ne demande pas forcément à être réveillé par des opérations invasives. Quelle belle invention que ce vaccin qui n'attend plus qu'une augmentation des cancers pour pouvoir enfin faire ses preuves ! Le Dr Jérôme Marty, franchissant allègrement tous les repères spaciaux temporels, nous l'avait bien expliqué à propos du vaccin covid : « *On a plus d'un milliard de gens qui ont été vaccinés, on a des milliers d'années de recul sur ce vaccin en fait.* » L'Office européen des brevets a d'ailleurs décerné le Prix de l'inventeur européen 2022 à une plateforme de « *vaccin thérapeutique* » contre le cancer.

L'unité de style médiatique

Comme lors de la pandémie de covid-19, l'Union européenne ne nous souhaite que du bien. Son slogan est : « *Sauver des vies grâce à une prévention durable du cancer ». Retenez bien le mot « durable* ». Accolé à dividendes, ça sonne agréablement. Préparons-nous, également, grâce aux tutos bricolos, au prochain slogan, pour la pénurie européenne, qui sera « *récupérer, réutiliser, réparer* ». Cette poésie, ce n'est pas du Chateaubriand, c'est du McKinsey. Du côté français, dans le même style ternaire, nous avons actuellement « *Je baisse, j'éteins, je décale* ». Pour la suite de « *face au virus, chaque geste compte* », la campagne pour la sobriété énergétique s'est contentée de reprendre le « *Chaque geste compte* ». À croire que toutes ces annonces sont interchangeables. McKinsey a fait un copier-coller pour la facture aussi ?

Après le vaccin covid-19 qui n'empêche ni maladie ni transmission, voici, annoncé exactement de la même façon, le vaccin qui arrive après la maladie. Avant, on appelait ça un traitement. A présent c'est un vaccin et, en plus, ARNm. Toujours pour notre bien.

J-C - L'auteur de cet article est passé à côté de l'essentiel en précisant : "*Quelle belle invention que ce vaccin qui n'attend plus qu'une augmentation des cancers pour pouvoir enfin faire ses preuves !*", car ce qui risque de se passer c'est au contraire une augmentation du nombre de cancers due à cette « *vaccination* » ou de rendre actifs les cancers qui dormaient, afin de faire beaucoup plus de malades et de morts, comme maintenant où c'est leur saloperie d'injection qui fait plus de morts que le covid-19 ou ses variants.

La disparition des maladies infectieuses n'est pas due aux vaccins - Réseau International 25 octobre 2022

Le dernier grand article de Sylvie Simon du 20/07/2013 pour répondre à l'article de Slate : « *Regardez les maladies du XXe siècle disparaître après l'introduction des vaccins* », et à un commentaire.

Article paru dans *Nexus* n° 84 de janvier-février 2013

« *La disparition des maladies infectieuses n'est pas due aux vaccins* »

Les chiffres le prouvent, les courbes le montrent : les vaccins n'ont pas éradiqué les épidémies. Bien au contraire, ils ont favorisé l'émergence de maladies d'autant plus redoutables qu'elles surviennent sur des sujets adultes au système immunitaire affaibli.

Il existe actuellement un rejet très net du principe vaccinal à cause des nombreux effets secondaires graves qu'il génère. Cependant, même les victimes de l'obligation vaccinale persistent à affirmer que, malgré les risques, les vaccins ont « *éradiqué* » les maladies infectieuses de la planète.

Or, dès que l'on se penche sur la question, on s'aperçoit qu'il n'en est rien et que certaines épidémies qui ont ravagé nos pays ont disparu sans aucun vaccin, ce que les partisans des vaccins semblent ignorer. Ainsi, en 1348, la peste noire fit périr la majorité de la population française, puis elle a sévi pendant des siècles à travers le monde pour s'éteindre totalement sans aucune vaccination. Le choléra a, lui aussi, semé la terreur dans notre pays pour disparaître totalement sans aucun vaccin. Si la vaccination contre ces maladies avait existé et avait été obligatoire durant ces périodes critiques, il est probable que l'on aurait attribué cette disparition aux bienfaits des vaccins. Or, il faut imputer ces régressions à d'autres facteurs. Quant à la lèpre, qui existe encore dans certains pays à l'état endémique, elle ne cause plus de ravages comme elle le fit par le passé et les grandes épidémies ne sévissent plus, bien qu'il n'existe aucun vaccin contre cette maladie.

D'une manière générale, il suffit d'observer les courbes de déclin des maladies pour s'apercevoir que ce déclin a toujours commencé bien avant l'introduction des vaccins. (...)

Quant au tétanos néonatal qui atteint le nouveau-né essentiellement dans les pays pauvres, il est dû au manque d'hygiène ombilicale à la naissance. Il semblerait que le tétanos, comme la diphtérie, soit une conséquence d'un manque de magnésium.

Il faut savoir que les traitements non officiels reposent sur le chlorure de magnésium dont on connaît l'efficacité dans les états infectieux (diphtérie, tétanos, polio) grâce aux travaux du Dr Neveu et du Pr Delbet. Nicolas Neveu avait rédigé un rapport sur les guérisons qu'il avait obtenues chez des personnes atteintes de diphtérie. Pierre Delbet voulut présenter ce rapport à l'Académie de médecine, mais il se heurta à une opposition farouche de la part du corps médical. C'est dans une lettre adressée au Dr Neveu en date du 16 novembre 1944 qu'il révèle : « *La publication de ma communication du 20 juin est définitivement refusée. Le Conseil de l'académie a trouvé, après 6 mois de réflexion, l'argument suivant : en faisant connaître un nouveau traitement de la diphtérie on empêcherait les vaccinations et l'intérêt général est de généraliser ces vaccinations.* »

Il ressort de ce rapport que l'Académie de médecine a décidé délibérément d'étouffer un traitement qui aurait pu sauver des milliers de vies, mais qui aurait risqué de concurrencer les vaccins.

Les cahiers de biothérapie (n° 39, septembre 1973) ont publié les résultats des docteurs Fumeron et Neveu, confirmés par le Dr Chevreuil, de Nantes, et concernant des personnes atteintes de tétanos et considérées comme perdues : ils ont obtenu des résultats spectaculaires en injectant 5 grammes de chlorure de magnésium dans 20 cm3 de sérum physiologique par voie intraveineuse.

Selon l'OMS, le taux d'anticorps (ou antitoxine) de 0,01 UI/ml est considéré comme protecteur. Mais la présence d'anticorps n'est pas une garantie de sécurité, aussi impose-t-on des rappels tous les cinq ans aux enfants et tous les dix ans aux adultes pour « *assurer* » la restauration de l'immunité. Or, dans le journal médical Neurology (t. 42, 1992), Crone et Rider citent le cas d'un patient âgé de 29 ans atteint d'un tétanos sévère alors qu'il avait été hyper-immunisé en vue de produire une immunoglobuline antitétanique. Son taux d'anticorps était de 3300 fois le taux considéré comme protecteur.

L'UNICEF a acheté 4,3 milliards de doses de vaccins anti tétanos en quinze ans sans faire baisser le moins du monde l'incidence de la maladie.
De même, en 1991 à l'hôpital de Dar es-Salaam, en Tanzanie, sur 10 cas de tétanos chez les nouveau-nés, 9 mères avaient des taux d'anticorps suffisants pour protéger le bébé (jusqu'à 400 fois le taux protecteur).

En août 1987, eut lieu à Leningrad la VIIIème conférence internationale sur le tétanos. Ce fut l'occasion de faire le point sur le vaccin que les représentants de l'OMS voulaient inclure dans un vaste programme de vaccination. Le Dr Masar démontra alors que sur 28 cas de tétanos en Slovaquie, 20 malades avaient été correctement vaccinés. D'ailleurs, l'Unicef a acheté 4,3 milliards de doses en quinze ans sans faire baisser le moins du monde l'incidence de la maladie.

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/la-disparition-des-maladies-infectieuses-nest-pas-due-aux-vaccins-3/

Mon commentaire.

– "*C'est dans une lettre adressée au Dr Neveu en date du 16 novembre 1944 qu'il révèle : «* La publication de ma communication du 20 juin est définitivement refusée. Le Conseil de l'académie a trouvé, après 6 mois de réflexion, l'argument suivant : en faisant connaître un nouveau traitement de la diphtérie on empêcherait les vaccinations et l'intérêt général est de généraliser ces vaccinations. *»"*

Depuis quand L'Académie de médecine était pourrie ou acquise aux trusts pharmaceutiques ? Il semblerait depuis le premier quart du XXe siècle quand l'industrie financière jeta son dévolu sur ce secteur économique, sachant quel usage politique elle pourrait en faire également. Je crois que cela avait commencé avant la grippe espagnole.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 octobre 2022.

Ils rêvent d'un nouveau tsar en Russie acquis au nouvel ordre mondial totalitaire de Davos.

La princesse Victoria et le grand-duc George de Russie présentent leur Royal Baby - parismatch.com 26 octobre 2022

Dans un communiqué diffusé en quatre langues -russe, anglais, italien et français-, la grand-mère du bébé, la grande-duchesse Maria, avait annoncé le 21 octobre dernier la naissance, le jour-même à 10h32, du prince Alexandre. L'actuelle cheffe de la Maison impériale de Russie avait révélé son prénom et ajouté: «*Accueillant ce nouveau membre de Notre Famille en signe de la grâce de Dieu, Je demande à tous Nos compatriotes d'offrir des prières au Tout-Puissant pour la santé et le bien-être du nouveau-né*». parismatch.com 26 octobre 2022

On ignore si Poutine les a félicités, mais l'on sait qui il n'a pas trouvé utile de féliciter.

Vladimir Poutine n'a pas félicité le nouveau Premier ministre britannique Rishi Sunak - BFMTV 27 octobre 2022

"*La Grande-Bretagne fait partie des pays qui relèvent de la catégorie inamicale, donc il n'y a pas eu de félicitations*", a indiqué aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Peu après sa nomination, Rishi Sunak a échangé avec Volodymyr Zelensky afin de lui assurer du "*soutien inébranlable*" du Royaume-Uni face à l'invasion russe de l'Ukraine.

C'était son premier appel à un dirigeant étranger depuis sa prise de poste, a précisé Downing Street. BFMTV 27 octobre 2022

Ah ces braves opposants russes à Poutine ! Mais au fait, de quoi sont-ils les porte-parole ?

Avant-hier j'ai oublié de préciser que les opposants russes à Poutine, que LFI avait fait venir en France avec l'aide de Macron, devaient être pro Américain, pro OTAN, bref des réactionnaires, s'ils avaient été des révolutionnaires, Macron n'aurait pas soutenu leur démarche, logique.

Avant d'y revenir une initiative que ne devrait pas désapprouver Mélenchon et ces "*opposants russes à Poutine*".

La France est passée à l'économie de guerre.

Canons Caesar : Emmanuel Macron en chef de guerre dans l'usine qui fabrique les obus - europe1.fr 27 octobre 2022

Après avoir visité l'École militaire, le chef de l'État s'est rendu dans une usine qui fabrique les obus des canons Caesar, utilisés dans la guerre en Ukraine. L'occasion pour Emmanuel Macron d'aborder la question d'éventuelles futures commandes.

Le président a visité l'usine Nexter qui fabrique notamment les obus des fameux canons Caesar. Il faut neuf mois pour en fabriquer, comme l'a expliqué le dirigeant de l'usine auprès du chef de l'État avant de lui présenter les différents types de munitions produites. "*Il y a différents outillages : une amorce, un système propulsif qu'on appelle des charges modulaires, et on en met de un à six selon la distance sur laquelle on veut tirer. Si on en met six, on peut aller jusqu'à 42 kilomètres*", expose-t-il à Emmanuel Macron.

Une question vient rapidement au président : "*Si on voulait développer et dire qu'on répond à une commande européenne alliée, on peut monter jusqu'à combien par mois ?*" La question de la cadence, d'une éventuelle nouvelle augmentation du rythme de production si la situation l'imposait. En réalité, Emmanuel Macron souhaite que la France adapte son appareil militaire à la nouvelle économie de guerre. Dans deux semaines, le 9 novembre à Toulon dans le Var, le chef de l'État fixera le cap de la future loi d'orientation militaire pour la période 2024-2030. europe1.fr 27 octobre 2022

Venons-en à ces « *opposants* », à quoi déjà ?

A l'Assemblée nationale en France, Alexei Sakhnin, via une traductrice, a évoqué "*la peur de parler de politique*". Où cela, en France où vous êtes lynché en public dès que vous ne soutenez pas la propagande de l'OTAN ? Non, en Russie, on se disait aussi, sinon vous ne seriez pas là aujourd'hui ! (Source : BFMTV 26 octobre 2022)

Qui sont les protégés russes de Macron et Mélenchon ?

J'ai trouvé quelques renseignements sur 2 d'entre eux.

Alexey SAKHNINE, Andreï ROUDOÏ, et Elizabeta SMIRNOVA, membres de la coalition des socialistes russes contre la guerre en Ukraine sont arrivés en France le 25 octobre 2022.

Lors de cette conférence de presse, le groupe LFI-NUPES a réaffirmé son opposition à la guerre en Ukraine et son soutien à ceux qui luttent contre **son seul et unique responsable : Vladimir Poutine**. Il a été rappelé que plus que jamais, la France doit œuvrer à la paix et l'immense honneur que constitue le soutien à ses ardents défenseurs. melenchon.fr 25 octobre 2022

J-C - Mais votre allié Macron ne fait que cela en envoyant 6 canons de plus pour bombarder la population civile et les infrastructures du Donbass, 18 au total.

Andreï Roudoï.

- "*Il est aujourd'hui extrêmement difficile d'être autorisé à créer une nouvelle formation.*" humanite.fr. 27 octobre 2022

Vérifions-le.

- L'Union des marxistes est une organisation communiste de Russie, fondée en novembre 2019 par Andrey Rudoy, rédacteur en chef du magazine de gauche Vestnik Buri, blogueur sur YouTube et militant syndical.

Le Front de gauche ou FDG est une coalition de mouvements et partis politiques russes d'extrême gauche créée le 18 octobre 2008. (Source : Wikipédia)

Alexey Sakhnin.

Pourquoi je quitte le Front de gauche russe par Alexey Sakhnin - melenchon.fr 03.03.2022

J'ai été à la fondation du Front de Gauche. J'ai été l'un des cofondateurs de cette organisation en 2005, et depuis j'ai toujours été considéré comme «*l'un de ses leaders*».

Aujourd'hui je quitte cette organisation. Bien sûr c'est lié à la guerre. Aujourd'hui, après d'âpres discussions, le Conseil du Front de Gauche a adopté à la majorité une résolution sur ce qui se passe en Ukraine. En dépit de toutes les manœuvres rhétoriques, cette résolution signifie le soutien à cette guerre criminelle. La résolution alternative que j'ai proposée et qui condamne catégoriquement la politique impérialiste du pouvoir russe n'a reçu que 20% des voix. Après cela, je ne peux plus rester membre du Front de Gauche.

Nous avons condamné la guerre monstrueuse du Donbass et les attaques de l'armée ukrainienne contre des villes pacifiques. Personnellement je vivais à cette époque-là en Suède et cette position m'a coûté cher. Mais aujourd'hui je considère que cette position était juste. Et aujourd'hui quand les agents de propagande du Kremlin, accusés d'avoir déclenché une guerre fratricide, répondent « *pourquoi vous avez gardé le silence quand on tuait des enfants dans le Donbass* », j'ai parfaitement le droit moral de répondre : « *moi je n'ai pas gardé le silence* ».

Mais aujourd'hui c'est la clique de Poutine qui a déclenché une agression armée d'une ampleur sans précédent. Et c'est là le fait principal. On ne peut pas cacher ce fait en disant lâchement que ce sont les manœuvres des impérialistes américains (et de fait ces manœuvres existent) ; ou que ce sont les crimes de l'ultradroite ukrainienne (et ces crimes sont nombreux) ; ou justifier le sang des innocents de Kharkov, Odessa, Kiev par le sang versé à Donetsk et à Lougansk.

J-C – Pour Alexey Sakhnin « *le fait principal* » démarre le 24 février 2022, désormais quand on évoque la situation dans ce pays, il faudrait faire abstraction ou oublier tout ce qui s'est passé durant les 8 années antérieures en Ukraine, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Et bien pour nous, c'est non !

C'est très pratique pour finalement soutenir le régime néonazi ukrainien, lisez la suite.

Alexey Sakhnin : « *La victoire sur Poutine viendra de l'intérieur* » - revue-ballast.fr 11 mars 2022

Ce n'est pas une guerre "*entre la Russie et l'OTAN*", non mais c'est évident, il doit être le seul à le penser.

« *Cette guerre n'est pas une guerre entre l'Est et l'Ouest, entre la Russie et l'OTAN, entre les civilisations orthodoxe et catholique — comme le pensent les idiots conservateurs. C'est une guerre que la dictature de Poutine livre au peuple ukrainien et au peuple russe. C'est pourquoi nous avons l'obligation de trouver un chemin vers la paix.* »

L'Ukraine et l'OTAN n'y sont donc pour rien.

- « *Vladimir Poutine a ordonné à l'armée russe d'aller détruire des villes ukrainiennes et des milliers de civils ukrainiens pacifiques.* »

Il nie que le régime néonazi de Kiev s'apprêtait à passer à l'offensive contre le Donbass : "*Imaginons que (...) l'Ukraine ait attaqué le Donbass…*" (**Pour un peu on croirait que cela ne s'est jamais produit dans le passé, il y a une rhétorique qui ne trompe pas, désolé. – J-C**)

Selon lui "*leur propre pays (*La Russie -JC*) est l'agresseur*", mieux " *Poutine a attaqué sans provocation objective*", sans raison, quoi, niant l'existence des documents ukrainiens rendus publics par les russes prouvant que l'Ukraine devait lancer son offensive militaire début mars 2022. Il s'enfonce forcément.

Poutine était au bout du rouleau ou contesté dans son propre pays, et il aurait décidé seul cette opération militaire spécial en Ukraine juste pour rester au pouvoir : " *Poutine, de son côté, obéit à une rationalité autocratique : l'invasion de l'Ukraine lui permet de garder le pouvoir en Russie*." Mieux encore, "*Le régime russe évoluait depuis longtemps vers une dictature. Aujourd'hui il a fait un grand bond dans cette direction.*" Argument facile et fallacieux puisque lorsqu'un pays est en guerre, généralement les libertés individuels et collectives sont suspendues ou réduites, la Russie ne fait pas exception à la règle.

"*Je suis comme tout le monde : j'ai peur. Je n'ai pas de visa et, de toute façon, quitter la Russie est quasiment impossible — ou tout au moins très difficile*."

Ailleurs au cours du même entretien, on apprendra qu'il avait vécu en Suède...

Impossible de quitter la Russie, vérifions-le immédiatement.

- Au total, 3 880 679 Russes ont voyagé pour le travail, les affaires, le tourisme ou bien pour des raisons privées entre janvier et mars. atlantico.fr 9 mai 2022

- Rosstat, l'organisme officiel de statistiques, parlait de son côté de 200 000 départs sur les six premiers mois de l'année. francetvinfo.fr 5 octobre 2022

Quoiqu'il en soit, il n'est pas impossible de quitter la Russie comme on nous le raconte ici, sur les 3 880 679 la plupart ont dû rentrer chez eux en Russie, et il se peut qu'environ 200 000 ait décidé provisoirement de ne pas rentrer en Russie, il y en a peut-être un peu plus ou un peu moins peu importe ici.

Pendant ce temps-là, nombreux sont ceux qui se pressent pour aller vivre sous une horrible "*dictature*", la Russie !

- D'après des comptes prorusses, ils seraient désormais "*3.206.749, dont 507.316 enfants*" à avoir "*été évacués d'Ukraine vers la Russie*" depuis "*le début de l'opération militaire spéciale*". tf1info.fr 18 août 2022

Sinon, quel est son état d'esprit en général ? En voici un aperçu révélateur.
- "*McDonald's vient d'annoncer la fermeture de ses 850 restaurants en Russie. À la chute de l'Union soviétique, son implantation avait été célébrée comme le signe d'une époque nouvelle : elle est bel et bien révolue*."

J-C - On compatit presque avec lui, encore un grand frustré ! Diable, reprenez-vous, vous allez pouvoir continuer de bouffer cette merde en France grâce à Macron et son allié Mélenchon !

Guerre totale sur tous les fronts au Deep State, de l'oligarchie financière anglo-saxonne, des Straussiens et autres néoconservateurs, au Forum économique mondial (Davos).

Mimétisme made in USA : Défoncez-vous, faites l'amour mais pas la guerre, c'est nous qui nous en chargeons.

L'Allemagne ouvre la porte à la légalisation du cannabis à usage récréatif - RFI 27 octobre 2022

Les criminels pédophiles et dégénérés sont aux manettes.

Une loi pour changer de sexe sans justificatif dès 16 ans divise l'Espagne - RFI 27 octobre 2022

En substance, cette loi autoriserait toute personne à procéder à un changement de sexe dès l'âge 16 ans sans autorisation de quiconque, et de le refléter dans l'état civil.

Les ministres de Podemos y sont très favorables. RFI 27 octobre 2022

J-C - Quand on affirmait que leur projet était d'opposer les enfants à leurs parents, d'enlever à ces derniers toute autorité ou légitimité sur leurs enfants au profit d'une société décadente ou complètement dégénérée, on passait pour des fabulateurs ou des cinglés de gauchistes, les faits nous donnent raison, hélas. En première ligne de toutes ces saloperies, la pseudo gauche et extrême gauche s'hier et d'aujourd'hui, le fer de lance de la réaction contre la jeunesse. Vous avez envie de faire l'unité avec de pareils salopards, de voter pour cette racaille ? Il faut arrêter les conneries.

Ils n'appartiennent déjà plus à l'espèce humaine.

Chili : une personne non binaire reconnue du genre « *X* » - AFP/LePoint.fr 26 octobre 2022

C'est la première fois au Chili qu'une personne s'identifiant comme non binaire reçoit une carte d'identité avec un genre « *X* » : Shane Cienfuegos, 29 ans, se réjouit dans un entretien à l'AFP de cette « *victoire* » qu'elle considère comme collective, après des années de violences et de discriminations. « *J'ai senti un grand poids sur mes épaules en recevant le document* » d'identité, témoigne celle qui demande à être identifiée avec le pronom « *elle* », le « *iel* » français n'existant pas en langue espagnole. Sa carte d'identité, reçue il y a dix jours, comporte un « *X* » à la place du « *F* » qui identifie habituellement le genre féminin ou du « *M* » pour le genre masculin.

Les personnes « *non binaires* » ne se considèrent ni tout à fait comme un homme ni tout à fait comme une femme, mais comme étant les deux à la fois ou une combinaison des deux. Shane Cienfuegos porte les cheveux longs et du rouge à lèvres, arbore la barbe et est vêtue d'une robe à fleurs, d'un foulard et de sandales plateforme. « *Ce n'est pas une victoire pour Shane, c'est une victoire collective* », estime-t-elle.

Wokisme : Un homme, qui se prend pour un bébé, est expulsé d'un jardin d'enfants par la police - lemediaen442.fr 27 octobre 2022

Il est fortement recommandé de prendre l'imaginaire pour la réalité, la folie pour la raison. Une façon de détruire les structures familiales qui s'opposent aux milliardaires à moitié fous. L'homme de la vidéo ci-dessous semble donc sûr de son bon droit d'être un bébé.

En ce début du mois d'octobre 2022 aux États-Unis, des parents, qui avaient emmené leurs enfants au Parc à Greenville « *Unity Park* » en Caroline du Sud, ont eu la visite d'un homme s'identifiant à un bébé. Il portait un body taille adulte et l'on pouvait deviner une couche pleine d'excréments. Alertée par les parents, la police est venue déloger le gender qui quittera les lieux sans oublier de prendre une dernière gorgée de son biberon.

Loin d'avoir apprécié de se retrouver sur les réseaux sociaux, le fétichiste laissera un message menaçant à la Tiktokeuse ceegsqueeg qui a pris ces images : « *Comment osez-vous m'exposer comme ça, je devrais vous faire arrêter pour avoir filmé quelqu'un sans permission. Si cela se reproduit, je devrai prendre les choses en main.* »

Si la scène peut faire sourire, elle reste très inquiétante puisque le wokisme s'approche maintenant des tout-petits. Nous vous rappelions il y a peu les deux hommes qui ont fait entrer une petite fille dans une cage de sado-masochisme, un prof de technologie transexuel qui fait cours avec une poitrine énorme devant ses élèves, un prof transgenre, Allyn Walker, qui défend la pédophilie : « *La sexualité peut être fluide* », la féministe Julia Pietri qui explique la sexualité à deux enfants de 5 et 7 ans dans son Petit guide de la foufoune sexuelle, un enfant drag queen qui danse de manière provocante — les clients l'encouragent et lui remettent de l'argent…

C'est dans ce climat malsain que cet homme pratiquant le fétichisme infantilisme AB (Adult Babies) s'est senti en droit de passer de la théorie à la pratique, puisque son genre lui donne le droit d'être ce qu'il veut et de côtoyer ses congénères, les bébés. Jusqu'où va-t-on descendre ? lemediaen442.fr 27 octobre 2022

Pour voir la courte vidéo.

https://lemediaen442.fr/wokisme-un-homme-qui-se-prend-pour-un-bebe-est-expulse-dun-jardin-denfants-par-la-police/

Le Lancetgate reprend du service.

The Lancet met en garde sur les conséquences du réchauffement climatique sur la santé - Journal du Dimanche 26 octobre 2022

Des experts médicaux internationaux ont dénoncé la trop grande dépendance mondiale aux énergies fossiles, à l'origine du dérèglement climatique, qui entraine des effets néfastes sur la santé.
Le changement climatique affecte également la propagation des maladies infectieuses.

« *La crise climatique nous tue. Elle nuit non seulement à la santé de notre planète, mais aussi à celle de tous ses habitants (...) tandis que l'addiction aux combustibles fossiles devient hors de contrôle* », a réagi le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, réclamant des investissements dans les énergies renouvelables et la résilience climatique.

J-C - Leur méthode : Isoler certaines périodes pour leur faire dire ce qu'ils veulent en fonctions de leurs objectifs. Sinon, comme avec la fausse pandémie au covid-19, sélectionner un facteur autre que les décès, avec le covid-19 ce fut les cas avec les tests PCR, là c'est une période en particulier pour se livrer à des spéculations à haute valeur scientifique, qui en douterait, lisez, c'est démentiel.

Journal du Dimanche - Elizabeth Robinson, directrice du Grantham Research Institute à la London School of Economics, contributrice au rapport, indique que la montée des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes, rendus plus probables par le changement climatique, laissent aujourd'hui près de 100 millions de personnes supplémentaires en situation d'insécurité alimentaire grave, par rapport à la période 1981-2010. Par ailleurs, les décès liés à la chaleur ont augmenté de 68 % entre 2017 et 2021 par rapport à 2000-2004.

Le changement climatique affecte également la propagation des maladies infectieuses. La période propice à la transmission du paludisme a augmenté de près d'un tiers (32,1 %) dans certaines régions en Amérique et de 14 % en Afrique, au cours de la dernière décennie, par rapport à la période 1951-1960. Journal du Dimanche 26 octobre 2022

Comment ils se sont goinfrés et chantage.

J-C - Qui a payé la campagne hystérique de tests PCR pour fabriquer des cas et faire croire à une pandémie ? Nous. Et qui s'est goinfré par la même occasion ? Les laboratoires. Cela vaut bien un chantage.

Le ministre du Budget, Gabriel Attal, a jugé jeudi "*inacceptable*" la décision des biologistes de ne plus alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) en raison du rabot que prévoit le budget de la Sécu. Opposés au "*rabot aveugle*" du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies, les biologistes ont annoncé mercredi qu'ils cesseront d'alimenter ce fichier à compter de jeudi.

"*Pas de suivi possible de l'épidémie*"

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, "*il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie*", a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie - un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine. Cette décision "*est inacceptable*", a réagi jeudi sur France info Gabriel Attal.

"*On a la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays et on a eu la chance de les avoir pendant la crise Covid, ils nous ont aidés à résister en réalisant énormément de tests, ces tests leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros*", a-t-il rappelé.

Attal assume demande un effort aux biologistes

"*7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en plus grâce aux tests Covid payés par la Sécurité sociale pendant la crise Covid, dans un secteur qui est déjà très rentable qui a des marges qui sont passées je crois de 18% à 26%*", a-t-il insisté. Il "*assume*" ainsi de leur "*demander un effort dans le budget de la Sécurité sociale de 250 millions d'euros en 2023*". "*Tout le monde fait des efforts (...) dans des*

secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices ces dernières années (...) à un moment il faut qu'il y ait une contribution évidemment qui soit apportée", a encore dit le ministre.

Les biologistes ont de leur côté proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid. AFP/europe1.fr 27 octobre 2022

Totalitarisme. Ils y ont pris goût.

Chine: face au Covid-19, le retour des confinements dans plusieurs villes - RFI 27 octobre 2022

Selon la banque Nomura, 207 millions de Chinois continuent de subir des mesures de confinement à des degrés divers. Selon les analystes de la banque Nomura, 28 métropoles chinoises sont concernées par des confinements.

Comme toujours, le but est de rappeler à la population chinoise qu'elle doit s'astreindre à un test PCR tous les trois jours, suscitant de nombreux commentaires sur les réseaux sociaux.

À Pékin, Shanghai, comme dans la plupart des métropoles de Chine, les confinements flashs parfois préventifs sont de retour à l'approche de l'hiver. Les palissades de métal autour des résidences aussi, comme à Wuhan. Mauvais signe, nous dit Audrey, une Française qui réside dans la ville berceau de la pandémie et de la stratégie Zéro Covid : « *Ça a commencé à se dégrader vendredi dernier, les restaurants autour de mon école sont passés en vente à emporter exclusivement et aujourd'hui c'est la goutte d'eau. On a le retour des palissades, enfin des barrières bleues, tous les restos sont fermés. Ici, on n'est pas confiné pour le moment. Mais on s'inquiète pour la suite. Le personnel de l'école nous a conseillé d'aller faire des courses si la situation venait à changer* ». Comme d'autres Français de Wuhan, Audrey est revenue cet été en Chine après avoir été bloquée deux ans et demi en France. Et au retour, c'est de nouveau l'école en ligne et les confinements. RFI 27 octobre 2022

Leur humanisme est la politesse des salopes, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Iran: douze femmes ministres des Affaires étrangères condamnent la répression dans le pays - AFP/BFMTV 27 octobre 2022

La prise de position est forte et symbolique. Douze femmes ministres des Affaires étrangères, menées par la Canadienne Mélanie Joly et dont fait partie Catherine Colonna, ont conjointement condamné mercredi la violente répression des manifestations pour les droits des femmes en Iran, qui durent depuis 40 jours.

"*En tant que femmes ministres des Affaires étrangères, nous ressentons la responsabilité de faire écho aux voix des femmes iraniennes*", disent les ministres d'Albanie, d'Andorre, d'Australie, du Canada, de France, d'Allemagne, d'Islande, du Kosovo, de Libye, du Liechtenstein, de Nouvelle-Zélande et de Norvège dans une déclaration commune.

Sinon, vous avez aussi : « *Selon une ONG basé en Norvège* », vous connaissez le procédé de la NED/CIA depuis l'Egypte, la Tunisie, l'Irak, la Syrie, la Libye, etc. n'est-ce pas ?

Les forces de sécurité iraniennes ont ouvert le feu mercredi, selon une ONG, sur des manifestants rassemblés dans la ville d'origine de Mahsa Amini, où des milliers de personnes avaient assisté à une cérémonie d'hommage à la fin du deuil traditionnel de 40 jours. « *Les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes et ouvert le feu sur les gens sur la place Zindan à Saghez* », dans la province du Kurdistan (ouest), a indiqué sur Twitter Hengaw, un groupe de défense des droits des Kurdes d'Iran, basé en Norvège.

« *Cette année est l'année du sang, Seyed Ali sera renversé* », criait un groupe sur une vidéo authentifiée par l'AFP, en référence au guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. AFP/lepoint.fr 27 octobre 2022

Ils forment quoi selon vous en France, dites-nous ? Vous connaissez des « *pays libre* » ?

J-C – On en connaît au moins un : Les Etats-Unis. Et ne dites pas qu'il terroriserait la Terre entière…

Dans la Hongrie d'Orbán, le ras-le-bol des profs qui ne veulent pas façonner de «*bons patriotes*» - Slate.fr 26 octobre 2022

«*Pays libre, éducation libre!*» Le 5 octobre, des dizaines de milliers de profs, de lycéens et de parents scandaient ce mot d'ordre à Budapest et dans des grandes villes de province comme Pécs, Szeged ou Veszprém.

L'exécutif impose sa marque autoritaire sur l'école et intimide les professeurs réfractaires, abreuvés de lettres d'avertissement. «*Les réformes mises en œuvre depuis 2010 –étatisation des écoles, système de rectorats, limitation du choix des manuels, cours obligatoires de religion ou morale, nouveau socle commun d'apprentissage– montrent que le gouvernement Orbán considère l'éducation comme l'un des principaux terrains de son combat idéologique. Dans cet esprit, le pouvoir n'attend pas des enseignants qu'ils soient des partenaires, mais des serviteurs*», charge l'hebdomadaire libéral HVG.

Un poste sur dix reste vacant, signe d'une grave crise des vocations. Certains profs s'accrochant à leur métier-passion prennent un deuxième voire troisième emploi pour subsister. Car en Hongrie, joindre les deux bouts devient compliqué avec une inflation dépassant les 20%, une hausse de 39% des produits alimentaires sur un an et l'explosion des factures de gaz et d'électricité depuis le 1er août, date de la fin de l'encadrement complet des prix de l'énergie. Slate.fr 26 octobre 2022

J-C - On se croirait en France ou dans n'importe quel pays de l'UE en lisant ces lignes, mais là c'est en Hongrie l'ennemi de l'Etat profond américain, donc ils montent cela en épingle en instrumentalisant les réseaux dits sociaux.

Nous sommes les plus puissants, le marché mondial, c'est notre chasse gardée.

La tournée africaine de Victoria Nuland - Réseau Voltaire 27 octobre 2022

À l'approche du sommet États-Unis-Afrique, prévu à la mi-décembre, Washington a envoyé une imposante délégation en Afrique, présidée par la Straussienne Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État chargée des Affaires politiques.

La délégation comprenait la secrétaire adjointe à la Défense, Celeste Wallander ; le stratège de l'AfriCom à savoir le général Kenneth Ekman ; le sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines Mike Heath ; Greg LoGerfo, le sous-secrétaire adjoint pour la lutte contre le terrorisme ; et Matt Petit, responsable du Sahel à la Maison-Blanche.

La délégation a visité la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Dans la pratique, il s'agissait pour Washington de comprendre pourquoi le groupe Wagner remplace la France dans de nombreux pays.

La délégation a demandé à chaque leader qu'elle a rencontré quelles étaient ses relations avec la Russie et avec la société militaire privée Wagner. À chacun, elle a décrit les ennuis qui s'abattraient sur leur pays s'il prenait la « *mauvaise voie* ». Réseau Voltaire 27 octobre 2022

Wagner en Afrique de l'Ouest: les bons conseils de l'Américaine Victoria Nuland - RFI 28 octobre 2022

Victoria Nuland - Le président burkinabè par intérim, Ibrahim Traoré, a été sans ambiguïté. Les Burkinabè défendront eux-mêmes la sécurité de leur nation. Ils n'ont pas l'intention de faire appel au groupe Wagner. Nous avons été très clairs avec lui sur les risques encourus si un jour ils changeaient d'avis. Et nous avons parlé de la manière de continuer à soutenir les efforts de l'armée pour repousser les terroristes, sans le soutien extérieur de la Russie et Wagner. **RFI 28 octobre 2022**

Les Etats-Unis revendiquent le droit de recourir à des armes nucléaires contre n'importe quel pays, y compris ceux qui ne possèderaient que des armes conventionnelles.

Le Pentagone fait le point sur la stratégie militaire globale des États-Unis - rfi.fr 28 octobre 2022

La nouvelle stratégie de défense américaine a été publiée. Ce document fixe la stratégie de l'armée la plus puissante du monde pour les années à venir. Mais il était aussi question, plus spécifiquement ce jeudi 27 octobre au Pentagone, de la conception de la dissuasion nucléaire observée par Washington.

Le Pentagone prévient : les armes nucléaires dont sont dotés les États-Unis d'Amérique sont destinées à « *dissuader toute forme d'attaque stratégique* ». Comprendre : conventionnelle inclue.

« *Cela inclut l'emploi d'une arme nucléaire, quelle que soit sa puissance, et cela inclut des attaques très importantes de nature stratégique, avec l'usage de moyens non nucléaires* », détaille à la presse un haut responsable du ministère de la Défense.

Selon le secrétaire à la Défense Lloyd Austin, qui présentait le texte à la presse, Pékin « *est le seul concurrent qui ait à la fois l'intention de modifier l'ordre international et, de plus en plus, les moyens de le faire* ». En revanche, si « *contrairement à la Chine, la Russie ne représente pas une menace systémique pour les États-Unis à long terme* », elle « *représente une menace immédiate et vive pour nos intérêts et nos valeurs* ».

« *La Chine a engagé un effort ambitieux d'expansion, de modernisation et de diversification de ses forces nucléaires* », salue la documentation du Pentagone, précisant que Pékin « souhaite vraisemblablement posséder au moins 1 000 têtes nucléaires d'ici à la fin de la décennie ».

Mais c'est bien à la Russie que revient le titre de « *principal rival des États-Unis avec les forces nucléaires les plus diverses et les plus capables* ». Moscou dispose de 1 550 têtes nucléaires déployées et 2 000 autres non déployées, estime Washington.

« *Son arsenal nucléaire moderne, qui devrait augmenter, représente une menace existentielle à long terme pour les États-Unis et nos alliés et partenaires* », considère le ministère américain de la Défense. rfi.fr 28 octobre 2022

En complément. Ils en rajoutent une couche quotidiennement, la preuve.

Guerre en Ukraine : de nouveaux enfants adoptés "*de force*" en Russie - Euronews 27 octobre 2022

La Pologne détruit quatre monuments soviétiques, "*symboles*", selon elle, d'un système qui perdure - Euronews 27 octobre 2022

Washington évoque la possibilité que Moscou "*conseille*" l'Iran pour réprimer les manifestations - BFMTV 27 octobre 2022

La Chine a-t-elle ouvert 54 postes de police illégaux en Europe et dans le monde ? - Euronews 27 octobre 2022

J-C - D'où vient, je cite, cette "*révélation*" ? De l'ONG Safeguard Defenders.

Qu'est-ce que l'ONG Safeguard Defenders ? (Causerie du 19 septembre 2022)

Safeguard Defenders : Une référence au-dessus de tout soupçon !

Safeguard Defenders est une ONG dont le siège social est à Madrid en Espagne.

L'histoire de Safeguard Defenders remonte à 2009, année où une petite ONG appelée China Action a été fondée à Pékin par les militants des droits de l'homme Peter Dahlin (Suède) et Michael Caster (États-Unis) et un petit groupe d'avocats chinois et d'autres défenseurs des droits de l'homme (DDH).

La Jamestown Foundation a publié le 7 février 2014 un article de Michael Caster intitulé The Securitization of Social Media in China.
Michael Caster figure parmi les membres de la Jamestown Foundation, un think tank du Deep State axé contre la Chine.

Parmi ses membres figurent d'anciens diplomates et des militaires américains de haut rang (souvent retraités), ils ont servi sous différents gouvernements dont celui de Ronald Reagan ou de George W. Bush, sinon ils ont officié au sein de la NSA, la CIA (2) ou d'autres agences de renseignement ou institutions militaires, de la RAND Corporation, il y en a deux qui sont membres du Council on Foreign Relations (CFR), il y a aussi des journalistes et des économistes...

Dans le blog de Safeguard Defenders, on pouvait lire aussi que Michael Caster "*a également contribué à des rapports commandés par le Haut Commissariat aux droits de l'homme* (**ONU - note de J-C**), *le Minority Rights Group et d'autres*."

(Source : safeguarddefenders.com/en - jamestown.org/about-us/board-members)

En Syrie, des millions de dollars de l'ONU ont bénéficié aux proches du régime de Bachar El-Assad - Courrier international 27 octobre 2022

Comment l'Afrique du Sud tente de vaincre son addiction au charbon - LePoint.fr 27 octobre 2022

Climat : la planète pourrait se réchauffer de 2,6°C d'ici la fin du siècle, avertit l'ONU - Journal du Dimanche27 octobre 2022

Mexique: le mariage pour tous désormais légal dans tout le pays - BFMTV 28 octobre 2022

Quand la méritocratie fait sa promotion.

TPMP - "*Le vide intersidéral*", "*La consécration du néant*", "*C'est qui ?*" : les internautes atterrés par l'interview de l'influenceuse Poupette - Yahoo 28 octobre 2022

À 22 ans, Kenza Benchrif, plus connue sous le nom de Poupette, est une grande star des réseaux sociaux. La jeune maman de deux enfants expose sans tabou sa vie quotidienne et son intimité. Une exposition qui lui vaut des critiques : à cause de son succès, Poupette subit des vagues de harcèlement et suscite des polémiques. L'influenceuse, naturellement très présente sur le web, est en revanche très discrète sur les médias traditionnels. Le phénomène des réseaux sociaux a donc accordé sa première interview télévisée à Cyril Hanouna sur le plateau de TPMP ce jeudi 27 octobre.

Ce jeudi soir, sur le plateau de "*Touche pas à mon poste !*", Cyril Hanouna et ses chroniqueurs ont reçu l'influenceuse Kenza Benchrif, alias Poupette. Vie privée exposée, harcèlement et déchaînement, la jeune femme s'est confiée pour la première fois sur un plateau de télévision. De son côté, "*Baba*" s'est montré particulièrement heureux d'accueillir l'influenceuse sur son plateau : "*Merci Poupette d'être avec nous. Comment ça va ? (...) Vous savez qui sont les gens ici ?*" lui demande-t-il en début d'interview. "*Quelques-uns !*" lui répond Kenza avant d'appeler Delphine Wespiser "*Martine*", un prénom soufflé par Matthieu Delormeau. Belle entrée en matière pour la jeune femme qui a ensuite parlé de son parcours, entamé il y a un peu plus de trois ans : "*Au début, je commençais à partager tout naturellement des petits tutos, des petits trucs comme ça et puis finalement un jour, malheureusement, je me suis fait voler ma voiture et précipitamment j'ai pris mon Snap, j'ai pleuré, mes émotions ont pris le dessus et après tout s'est enchaîné, je me suis mariée, j'ai eu des enfants*" précise-t-elle en admettant ne pas savoir la raison de son succès fulgurant sur Snapchat, où elle est suivie par 974 000 personnes et Instagram, où elle rassemble près de 540 000 abonnés.

Hyper connectée, Poupette reconnaît filmer tout son quotidien à l'aide de son téléphone : "*En fait à chaque fois qu'il m'arrive quelque chose, je le filme. Ça veut dire que je vais acheter du pain, je vais le filmer. Je vais marcher, je vais dire que je marche. C'est naturel. Mon téléphone, c'est moi !*"

D'après elle, son nouveau rôle de maman (à 19 ans) a sans doute contribué à son succès... mais aussi au déclenchement du harcèlement à son égard. À son grand désarroi, un hashtag à son nom est massivement utilisé sur les plateformes pour nuire à son image. Par ailleurs, en choisissant d'exposer régulièrement sa fille, Poupette est consciente de susciter des réactions parfois violentes mais affirme ne pas regretter son choix. Elle s'estime chanceuse d'avoir une communauté fidèle malgré ses épreuves. Si sa première apparition télévisée a ravi ses abonnés, de nombreux téléspectateurs et internautes, eux, n'ont pas compris l'interview de 25 minutes de cette jeune star des réseaux sociaux qu'ils considèrent... comme une illustre inconnue. (**Quel délire ! Une débile profonde en réalité. - J-C**)

Quelques réactions sur Twitter :

- Le vide intersidéral #poupettekenza pitié #TPMP épargnez nous svp
- Ça se voit que ni #poupettekenza ni #cyrilhanouna n'ont rien à dire #TPMP

- La consécration du néant : finir chez Hanouna alors qu'on a aucun talent

- Fade et insipide. On met en avant des gens qui n'ont rien à raconter de leur vie et qui se positionnent en victime pcq elles décident intentionnellement de s'exposer! Rentre chez toi vendre tes shampoings à la cyanure.

Il n'y a pas de petit profit...

Les banques continuent de générer des profits grâce aux personnes décédées - LePoint.fr 28 octobre 2022

Certains établissements français ont considérablement augmenté les frais bancaires qui concernent les comptes de personnes décédées, révèle RTL. LePoint.fr 28 octobre 2022

Vous en reprendrez bien un troisième…

Borne engage un nouveau 49.3 pour faire adopter le budget de la Sécurité sociale - Le HuffPost 27 octobre 2022

Le chaos : C'est lui !

« *L'Événement* » : Sur France 2, Macron s'accroche à son cap face au « *désordre* » - Le HuffPost 27 octobre 2022

En famille. On dit merci à qui ? A Le Pen.

Emmanuel Macron appelle sa majorité à travailler avec les députés Les Républicains - BFMTV 27 octobre 2022

Emmanuel Macron a estimé que les députés LR, en ne votant pas la motion de censure de la Nupes lundi, avaient montré leur volonté de ne pas bloquer le gouvernement. Emmanuel Macron a estimé que les députés de la majorité avaient "intérêt" à travailler avec les parlementaires du groupe des Républicains.

La majorité présidentielle n'est quant à elle que relative, avec 170 députés: elle a donc besoin des voix de la droite pour faire adopter ses textes. BFMTV 27 octobre 2022

Non, ce n'est pas lui, c'est le peuple qui en redemande.

Sondage - 57% des Français sont favorables à un rapprochement entre Emmanuel Macron et la droite - BFMTV 28 octobre 2022

Confusion ou plutôt collusion ?

Editorial de La tribune de travailleurs (POID) : Confusion(s) par Daniel Gluckstein

Le 24 octobre, l'Assemblée nationale votait sur deux motions de censure du gouvernement, l'une présentée par la Nupes, l'autre par le Rassemblement national. Les Républicains ayant annoncé ne pas la voter, la censure ne pouvait passer. Ce vote était donc dépourvu de conséquence pratique. Mais pas de signification politique.

Le RN votant la motion de la Nupes, Mme Le Pen s'en est expliquée ainsi : « *Le texte de cette motion de censure (…) ne porte pas des axes politiques en désaccord avec les nôtres.* » S'ensuivit une certaine confusion : les macronistes ont ironisé sur un futur gouvernement Nupes-RN au cas où l'actuel gouvernement Macron-Borne serait renversé ; protestations (légitimes) des responsables de la Nupes contre cette hypothèse grotesque… **("*protestations (légitimes)*", vraiment ? C'est oublier que la soi-disant gauche a toujours fait le lit ou ouvert la voie à des régimes autoritaires, à des dictatures ou le fascisme, le nazisme. - J-C**)

Confusion renforcée par certaines déclarations et initiatives « *à gauche* ». Ainsi, la députée LFI Sarah Legrain s'est félicitée de ce que « *Mme Le Pen est obligée de voter la nôtre (motion de censure – ndr) et se retrouve à reconnaître notre rôle de premier opposant* ». Éric Coquerel, autre député LFI, trouva lui aussi motif à satisfaction : « *Si le RN vote notre motion de censure en nous plaçant dans le rôle de premier opposant capable de faire tomber le gouvernement sur nos bases, tant mieux, c'est la reconnaissance que nous sommes l'alternative.* » (**Gluckstein a aussi oublié de mentionner que les dirigeants de LFI s'étaient félicités de la légitimité que leur accordaient Le Pen et RN, ce qui n'était pas sans signification politique. Car c'est là qu'on s'aperçoit que ce sont ces dirigeants qui alimentent l'amalgame ordurier rouge-brun ou entre l'extrême droite et cette soi-disant extrême gauche comme l'appelle les éditorialistes, comme le dit ailleurs à juste titre Gluckstein, ce sont eux qui sont responsables de cette confusion et fournissent des arguments à Macron et aux médias aux ordres. - J-C**)

Selon Le Figaro, la motion de la Nupes avait été rédigée afin « *qu'elle soit plus facilement votée par les autres députés* ». Est-ce dans ce but que ce texte reproche au gouvernement de ne pas « *être à l'écoute des oppositions ?* » Selon le même journal, certains députés LFI auraient envisagé de voter la motion du RN au motif qu'il faudrait tout faire pour « *se débarrasser* » du gouvernement. (**On avait déjà entendu cela lors de l'élection présidentielle, quand certains travailleurs ou**

militants en désespoir de cause envisageaient de voter Le Pen pour empêcher Macron d'être réélu... - J-C)

Au-delà de l'anecdote se pose ici une question de fond : tout faire pour « *se débarrasser* » du gouvernement Macron, d'accord, mais pour le remplacer par n'importe quel gouvernement ? (**On aurait pu envisager une motion de censure s'appuyant non pas sur un texte édulcoré au relent populiste, mais sans texte du tout ou réduit au rejet de la politique conduite par le gouvernement en guise d'orientation politique, de manière à ce que personne ne puisse revendiquer la chute du gouvernement au cas où cette motion aurait obtenu la majorité, afin d'éviter par la suite tout amalgame ou confusion sur les intentions réelles de ceux qui auraient voté en sa faveur. Mais pour ce faire, il aurait fallu disposer d'une certaine finesse d'esprit qui fait défaut aux dirigeants de LFI, et surtout être véritablement indépendants (du capitalisme et des institutions), ce qui évidemment est incompatible avec la coalition à laquelle ils appartiennent ou la Nupes dont les composantes sont ouvertement liées au régime en place. - J-C**)

Les travailleurs ont besoin d'une perspective politique claire. À plusieurs reprises, Jean-Luc Mélenchon a revendiqué pour la Nupes le rôle de *« représentation politique* » des travailleurs et des jeunes. Remplir ce rôle suppose d'annoncer la couleur en toutes circonstances. Par exemple, proclamer publiquement que l'on prépare les conditions d'un gouvernement de rupture qui confisquera les centaines de milliards offerts aux capitalistes depuis deux ans, brisera l'intégration de la France dans l'alliance de guerre qu'est l'OTAN et s'émancipera du carcan de l'Union européenne. Oser proclamer qu'un tel gouvernement renationalisera les entreprises privatisées et affectera les centaines de milliards de la guerre et de la spéculation aux services publics. Dire qu'on prépare un gouvernement qui abrogera la chasse aux immigrés des gouvernements précédents et leur politique d'expulsion. En un mot : un gouvernement de rupture ouvrière. (**Effectivement, c'est trop demander à l'illusionniste Mélenchon. - J-C**)

Écrire cela noir sur blanc dans une motion de censure aurait permis, au-delà du symbole, de tracer une perspective politique mobilisatrice pour les travailleurs et la jeunesse. (**Alors là je n'en suis pas du tout certain, car la plupart des travailleurs et jeunes se foutent éperdument de ce qui se passe à l'Assemblée nationale. - J-C**)

Et, au passage, d'éviter la confusion du vote du 24 octobre. (**Au lieu de confusion, on préfèrera mettre en lumière la collusion qui existe entre LFI et la Nupes et Macron et son gouvernement, on a absolument aucune raison de les ménager. J-C**)

En complément. Mélenchon ose tout... mais dans la mauvaise direction.

J-C - Après Mélenchon en Premier ministre de Macron, le voilà en dirigeant de LR !

Motion de censure: Mélenchon appelle LR à cesser de jouer "*les roues de secours*" du gouvernement - BFMTV 28 octobre 2022

J-C - C'est guignol ou le délire permanent avec Mélenchon. Il a demandé à LR ou au parti de l'ordre, de la réaction, de l'aider à renverser le gouvernement... pour prendre sa place !

BFMTV - Ce jeudi soir sur le plateau de France 2, l'Insoumis a fixé l'objectif: "*Nous espérons, oui, faire tomber son gouvernement! Nous avons l'espoir de devenir majoritaires". "La leçon est la suivante: nous sommes prêts à gouverner le pays, nous la Nupes*", a-t-il souligné.

Totalitarisme. La France : Interdit de séjour dans son propre pays. Un pays « *libre* » ?

Vignette Crit'Air : quand allez-vous être interdit de séjour ? - LePoint.fr 26 octobre 2022

Avec une amende de classe 3 pouvant aller jusqu'à 68 euros, le franchissement des barrières virtuelles surveillées 24 h/24 par des caméras risque bien d'être dissuasif. Disposées en ville aux entrées des Zones à faibles émissions (ZFE), elles vont être ressenties inévitablement par les usagers comme des « *zones à forte exclusion* », expression détournée de l'acronyme reprise par le ministre des Transports lui-même, Clément Beaune.

Et pour cause car, si les Français ne savent pas encore exactement ce qui les attend, ils ont déjà compris que ce n'était rien de bon. Mais un sur deux environ a pris les devants en commandant la vignette Crit'Air (3,70 euros sur le site officiel) se rapportant à la classe du véhicule qu'il utilise. Si, en effet, le parc national comptait, au 1er janvier 2021, 44 250 662 véhicules en circulation, dernier chiffre connu, à la date du 28 août 2022, 22 985 497 certificats qualité de l'air avaient été délivrés.

À moins de ne jamais pénétrer dans ces zones que l'on veut ainsi protéger de la pollution automobile – au nombre de 43 dont 11 en service actuellement – il faudra tôt ou tard coller cette énorme vignette colorée sur le pare-brise. Cela les rendra d'autant plus lisibles, jour et nuit, par l'optique des caméras dressant les PV automatiques.

Sanction automatique pour les véhicules polluants dans les ZFE en 2024

À terme, c'est-à-dire au plus tard le 1er janvier 2025, elles seront à l'œuvre dans ces 43 agglomérations de plus de 150 000 habitants de France métropolitaine. Ce qui complique les choses, à la fois sur les dates réelles de mises en œuvre, le périmètre d'interdiction de circuler et la nature des véhicules interdits (deux-roues ou non), c'est que l'étendue des interdictions dépend de chaque agglomération.

Il faut donc se reporter au site Internet de la grande ville en question ou détailler les panneaux d'interdiction à l'entrée des ZFE pour savoir si vous êtes exclu ou, dans le meilleur des cas, admis encore pour un moment. Car, sauf si une révolution survenait, le calendrier se durcira inexorablement pour respecter la loi Climat. Celle-ci prévoit qu'à partir du 1er janvier 2025, seuls les véhicules répondant aux normes Euro 5 et 6 (et donc porteurs d'une vignette Crit'Air 1, 2 ou verte) pourront être autorisés à rouler dans les ZFE.

La plus grande ZFE française, celle du Grand Paris, concerne les 77 communes entourées par l'A86. Elle restreint déjà la circulation des véhicules Crit'Air 5, 4 et non classés (c'est-à-dire les véhicules diesel fabriqués avant 2006 et essence avant 1997), du lundi au vendredi de 8 à 20 heures. Cette restriction reste théorique pour l'instant, faute de sanctions.

Mais son durcissement visant les Crit'Air 3 (véhicules diesel produits jusqu'en 2010 et essence jusqu'en 2005) prévu au 31 décembre de cette année, est en route, cahin-caha. Une première fois reporté au 1er juillet 2023, il a été à nouveau reculé, cette fois à 2025, a indiqué à BFM Patrick Ollier, président de la métropole du Grand Paris. En procédant ainsi, il ne fait que rejoindre le calendrier national au lieu de le devancer de six mois à un an, comme c'était le cas jusque-là.

Il n'est pas exclu qu'en fonction de l'état de l'opinion, d'autres assouplissements surviennent, mais ils seront mal vus par Bruxelles, qui fait obligation aux États membres de mettre en place cette

dépollution des centres-villes sous peine de copieuses amendes. La France, comme onze autres États européens, a déjà été condamnée pour ce motif, la justification étant les 40 000 décès par an imputés en France à l'exposition aux particules fines. C'est une sorte de machine à promouvoir les batteries qui se met en place, aucune alternative n'étant permise à ce jour. Le calendrier national devrait enchaîner un rythme soutenu d'interdictions selon le programme prévu : Crit'Air 5 en 2023, Crit'Air 4 en 2024, Crit'Air 3 en 2025.

Ensuite, le calendrier prévoirait en toute logique l'interdiction de tout diesel un an plus tard, en 2026, dans les ZFE de l'Hexagone, mais pas en dehors de celles-ci, rappelons-le. Les Français auraient en effet à subir l'interdiction des Crit'Air 2, avec pourtant des véhicules récents et plutôt performants en termes d'émissions. Quatre ans plus tard, en 2030, seuls les véhicules capables de traverser la ZFE du Grand Paris en « *zéro émission* » seraient autorisés. En d'autres termes, il s'agit des véhicules électriques et, peut-être mais ce n'est pas acté, les hybrides rechargeables capables de le faire sur leurs seules batteries.

En 2035, l'Europe roulera seule en voiture électrique

En guise de compensation pour les usagers citadins pénalisés, des aides ont été annoncées pour la conversion vers des voitures électriques (7 000 euros de prime à l'achat, crédit gratuit pour 30 000 euros empruntés), mais on sait que seuls les ménages favorisés seront en mesure de profiter d'une telle situation. Les autres veulent au contraire conserver leur voiture actuelle, dont certaines pourraient être mises à niveau à bien moindres frais qu'avec l'achat d'une électrique.

Pour un budget inférieur à 1 000 euros, largement aidé actuellement pas certaines régions, il est ainsi possible de convertir une voiture à essence, même relativement ancienne, au bioéthanol E85, un carburant renouvelable. Mais si l'État reconnaît l'amélioration spectaculaire des émissions d'un moteur converti (- 90 % des particules tant honnies, - 30 % de Nox), il ne lui alloue toujours pas la vignette Crit'Air rectifiée à laquelle il peut prétendre. C'est bien la démonstration, selon une logique digne d'une planification centralisée à la soviétique, que c'est le tout-électrique qui a, coûte que coûte, été choisi par les politiques.

Dossier Russie.

La théorie du genre caution de la pédophilie soutenue par les idéologues de l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés, hors la loi en Russie.

La Russie durcit un peu plus sa législation contre la "propagande LGBT" - Courrier international 27 octobre 2022

Les députés russes ont voté en première lecture, jeudi 27 octobre, un durcissement de la législation sur les minorités sexuelles. La loi de 2013 punissant la "*propagande LGBT*" auprès des mineurs se voit ainsi renforcée par l'interdiction du "*déni des valeurs familiales*" et de la "*promotion des orientations sexuelles non traditionnelles*" auprès des adultes également.

Ces interdictions concernent "*les médias, Internet, la littérature et le cinéma*" ou encore la publicité. "*Les films faisant la promotion de relations sexuelles non traditionnelles ne recevront pas de certificat de distribution*", a averti la Douma. Le texte prohibe aussi les "*informations susceptibles d'induire le désir de changer de sexe*" pour les mineurs.

Les motivations de ces amendements se résument à la lutte "*contre le péché, la sodomie et les ténèbres*", constate le quotidien en ligne Gazeta.ru. "*Les parlementaires justifient ces amendements par la nécessité de faire face à la 'guerre hybride' et de protéger les enfants de l'influence des tendances occidentales*", poursuit le journal.
Le député Aleksandr Khinchtein, l'un des principaux promoteurs de ce durcissement, a développé cet argument à la tribune de la Douma :

"*En fait, nous nous battons aussi aujourd'hui pour que la Russie n'ait pas de 'parent numéro un', 'parent numéro deux', 'parent numéro trois' à la place de 'maman' et 'papa'. Cela montre une fois de plus notre confrontation civilisationnelle avec l'Occident, où se forme une perception de la supériorité de l'orientation sexuelle non traditionnelle et de la transidentité en tant que facteur d'individualisation. Si nous ne protégeons pas nos frontières, ce sera une menace non seulement pour la civilisation occidentale, mais aussi pour l'avenir de notre pays : la santé de la nation, la démographie.*"

Ces amendements doivent encore être approuvés par la chambre haute du Parlement, le Conseil de la Fédération, avant que le texte soit soumis pour signature à Vladimir Poutine. Courrier international 27 octobre 2022

Commentaires d'abonnés du Point qui a aussi publié un article (AFP) sur ce sujet.

- Chacun a droit. À une sexualité qui lui est propre.
Mais il faut bien admettre que depuis quelques années, on a l'impression qu'il n'y en a plus que pour les LGBT, qui envahissent l'espace dans les médias, monopolisant les débats, alors qu'ils sont largement minoritaires dans la société.

Poutine n'interdit pas ces sexualités. Il interdit seulement la propagande excessive de ces groupuscules, ce qui ne me semble pas aberrant.

- J'ai un côté très russe.

- Bien d'accord avec vous, chacun a le droit de vivre la sexualité qui lui convient en toute liberté, mais il n'y a aucune justification à faire de la promotion, ou instaurer des "*quotas de représentativité*" de ces minorités dans les médias ou l'éducation...

- La propagande lgbt de la publicité, des films et des dessins animés est insupportable. C'est une minorité (4% aux USA) qui veut faire de sa condition une norme. No, no, no

---

Forum de Valdaï. A force de le répéter, cela va se savoir au grand dam de ses ennemis.

J-C – La vérité est l'arme la plus puissante. Sans partager tout ce qu'a dit Poutine, on est bien obligé de reconnaître que ce qu'il a mentionné sur les puissances occidentales est exact, en réalité le tableau est bien pire encore.

L'ouvrier russe qui réclame une augmentation de salaire et s'en prend à Poutine est légitime, mais celui qui lui reproche de défendre la Russie contre ses ennemis fait le jeu de ces derniers ou se trompe de cible, car l'avenir qu'ils lui réservent serait pire encore. Si vous n'en êtes pas convaincus, renseignez-vous ou observez quel sort ils ont réservé aux peuples de tous les Etats qui un jour ont

été démembrés, ce sont les plus pauvres et les plus exploités d'Europe, d'Afrique ou d'Asie. Vous ne me croyez pas, vous avez raison, lisez cet article :

+20% en mai: les pays baltes face à une inflation alarmante – BFMT 31 mai 2022

En tête, l'Estonie avec une inflation impressionnante de 20,1% sur un an en mai (24% le 26 octobre 2022 – J-C), suivie de la Lituanie (18,5%) et de la Lettonie (16,4%) (Tous deux à 21% % le 26 octobre 2022 – J-C) (Source : lunion.fr 26 octobre 2022) D'autres chiffres récupérés dans différents blogs : Pologne en septembre 17,2 %, Serbie 14%, Roumanie 15,05% en juin, Hongrie 20,1 % en septembre, Tchéquie 17,973 %). Et ce ne sont que les chiffres officiels.

La guerre en Ukraine vue par Poutine comme un combat pour la survie de la Russie - Le HuffPost 27 octobre 2022

Guerre en Ukraine - La Russie envahie depuis plus de huit mois l'Ukraine ? Certainement pas... Pour le président russe Vladimir Poutine, qui s'est exprimé jeudi 27 octobre devant le forum de discussion de Valdaï – un rendez-vous annuel qui réfléchit à la place de la Russie dans le monde – son pays ne fait que défendre son intégrité face aux puissances occidentales.

« *La Russie ne défie pas l'Occident, la Russie défend juste son droit à exister* », a-t-il affirmé, accusant Américains et Occidentaux de vouloir « *détruire, effacer (la Russie) de la carte* », dans un nouveau réquisitoire contre l'Europe et les États-Unis.

« L'Occident est aveuglé par une sensation de supériorité »

Selon Vladimir Poutine, « *l'Occident a fait beaucoup de choses pour aggraver la situation mondiale : provoquer la guerre en Ukraine, la déstabilisation autour de Taïwan* » ou encore « *provoquer une crise humanitaire* ». Des fautes qu'il ne juge certes pas « *volontaires* » mais systémiques des sociétés occidentales, qui empêchent d'après lui les autres pays du monde, en particulier les pays en développement, d'asseoir leur souveraineté.

« L'Occident est aveuglé par une sensation de supériorité qui dure. Les Occidentaux pensent que tous les autres doivent encore attendre avant d'arriver à leur niveau, mais en 50 ans, rien n'a changé », a-t-il martelé devant les participants au forum international. « *Cet aveuglement raciste et néocolonial existe toujours et s'est aggravé* », a encore considéré l'autocrate.

La décennie « *la plus dangereuse* » depuis 1945

Sans reconnaître une once de responsabilité dans les tensions qui agitent l'Europe et le monde, Vladimir Poutine a finalement estimé que nos sociétés entraient actuellement dans leur décennie « *la plus dangereuse* » depuis la Seconde Guerre mondiale.

« *Nous sommes à un moment historique. Nous sommes sans doute face à la décennie la plus dangereuse, la plus importante, la plus imprévisible* » depuis 1945, a estimé le dirigeant russe, jugeant que la planète est en « *situation révolutionnaire* », car l'Occident cherche « *désespérément* » à imposer sa domination. Le HuffPost 27 octobre 2022

Washington ne convainc plus personne dans le monde.

"*Armes biologiques*" en Ukraine: la Russie demande une enquête de l'ONU sur l'implication de Washington - AFP/BFMTV 28 octobre 2022

La Russie a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de lancer une enquête internationale sur l'implication de Washington dans le développement présumé d'armes biologiques en Ukraine, a indiqué jeudi le ministère russe des Affaires étrangères.

"*La Russie n'a pas eu d'autre choix que d'adresser une plainte au président du Conseil de sécurité de l'ONU pour demander de lancer une enquête internationale*" sur des "*activités militaires biologiques des Etats-Unis sur le territoire ukrainien"*, affirme-t-il dans un communiqué, en précisant que cette plainte a été accompagnée d'un projet de résolution approprié.

Peu après le début de son offensive en Ukraine fin février, la Russie a accusé les Etats-Unis d'avoir financé un programme d'armes biologiques en Ukraine, affirmant avoir trouvé des preuves en ce sens dans des laboratoires ukrainiens.

Selon le ministère russe de la Défense, l'objectif de ces recherches était de "*créer un mécanisme de propagation furtive de pathogènes meurtriers*". Moscou a avancé ces accusations à plusieurs reprises lors des réunions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour leur part, les Etats-Unis comme l'Ukraine ont démenti l'existence de laboratoires destinés à produire des armes biologiques dans le pays.

La Russie avait déjà accusé en 2018 les Etats-Unis de mener secrètement des expérimentations biologiques dans un laboratoire de Géorgie, une autre ex-république soviétique qui, comme l'Ukraine, ambitionne de rejoindre l'Otan et l'UE.

De son côté, Washington a réfuté, pas l'intermédiaire de son ambassadrice à l'ONU, "*une pure invention."*

"*Nous savons tous que ces affirmations sont une pure invention, mise en avant sans l'ombre d'une preuve*", a déclaré Linda Thomas-Greenfield. "*Mais je dois saisir cette occasion pour mettre les choses au clair: l'Ukraine n'a pas de programme d'armes biologiques (...) Les Etats-Unis n'ont pas de programme d'armes biologiques*". (Un mensonge grossier étalé à la face du monde. - J-C)

Si c'est un colonel à la retraite du Pentagone qui le dit : « *Il y a cette tentative de détruire la Russie.* »

Lu ou entendu.

- Dans une récente interview sur You Tube, le colonel Douglas MacGregor a expliqué comment Poutine a fait tout son possible pour assurer la sécurité des Russes ethniques assiégés en Ukraine en demandant aux États-Unis et à l'Union européenne d'aborder la situation et de trouver un moyen de mettre fin à la violence. Les demandes de Poutine sont toutefois tombées dans l'oreille d'un sourd. Voici comment MacGregor résume la situation :

« *Poutine a essayé désespérément de faire comprendre aux Britanniques, aux Français, aux Allemands et à nous-mêmes que ses citoyens russes devaient être traités sur un pied d'égalité devant la loi, tout comme les citoyens ukrainiens dans ce grand État multiethnique. (Mais) Zelensky et ses amis ont dit « Non. Soit vous devenez ce que nous sommes, soit vous partez* ». Et cela a donné lieu à cette tragique intervention (russe) :

La Russie n'avait aucun intérêt à « *conquérir l'Ukraine* » ou à se précipiter à Kiev pour *« faire la paix sous la menace d'une arme* ». Mais, maintenant, Zelensky a été intransigeant et ses manipulateurs ont été intransigeants parce que nous (les États-Unis) avons décidé que nous allions « *saigner la Russie* ». Nous allions les sanctionner et détruire leur économie. Nous allions tuer des centaines de milliers d'entre eux et, en fin de compte, plier la Russie à notre volonté et la forcer à devenir des sujets du grand système financier mondial dominé par les Américains. …

Cela n'a pas fonctionné. Toutes les sanctions se sont retournées contre nous. Ce sont maintenant nos alliés européens qui sont dans une situation désespérée. Nous sommes également dans une situation désespérée, même si elle n'est pas aussi grave qu'en Europe. Et, pour couronner le tout, nous n'avons pas du tout réussi à détruire l'armée russe. Elle s'est très, très bien maintenue et – comme je l'ai dit – en ce moment, vous avez cette opération d'économie de force dans le sud où il y a une accumulation massive de forces depuis Minsk jusqu'à l'ouest de la Russie qui sera lancée finalement (je suppose) quand le sol sera gelé parce que c'est le meilleur moment pour opérer dans ce genre de terrain. …

Plus tôt, je vous ai dit de quoi il s'agissait réellement : Il y a cette tentative de détruire la Russie. Nous avons décidé d'en faire un ennemi sanguinaire qui doit être éliminé parce qu'il refuse de suivre la voie empruntée par l'Europe ».

Massive buildup (Sous-titre en français à activer)

https://www.youtube.com/watch?v=OdLugd25GVU

Dossier économie.

L'euthanasie des classes moyennes par Bruno Bertez - la-chronique-agora.com 26 octobre 2022

Un monde qui baigne puis se noie dans les dettes ne peut supporter des taux réels positifs.

Voici, succinctement énoncée, une vérité que les élites et les pseudo économistes mainstream ne peuvent comprendre et surtout admettre : contrairement au sens commun, plus les niveaux de dettes publiques et privées montent, et plus les taux d'intérêt réels doivent baisser.

Pour produire plus de dettes dans un système, il faut en faire baisser le coût, et le coût des dettes, ce sont les taux d'intérêt.

C'est ce que l'on voit depuis des décennies : les niveaux de dettes galopent et les taux d'intérêt ne cessent de chuter.

Les problèmes deviennent très compliqués quand on a tellement baissé les taux qu'on a atteint la borne du zéro. La poursuite de la baisse des taux bute sur le niveau zéro et il faut alors se diriger

vers le contre-intuitif, à savoir les taux négatifs. Au lieu de s'accumuler par l'intérêt composé, le capital se désaccumule.

Depuis 1945, nous avons connu un cycle long du crédit. Les cycles longs du crédit sont de l'ordre de 75 ans. Le cycle long du crédit qui a pris naissance après la Seconde Guerre mondiale s'est développé à partir des destructions économiques, des destructions de capital, des destructions monétaires et financières de la guerre ; et il a pu se développer grâce à la réforme financière dite de Bretton Woods. Au fil du temps, nous en avons épuisé les délices. Et bien au-delà.

Trop de stock de dettes

Nous avons joué les prolongations grâce aux innovations ; elles nous ont permis de mondialiser la production de dettes, et de mondialiser l'insolvabilité. Le vrai ruissellement, c'est la dissémination des dettes, et le ruissellement de l'insolvabilité.

Le système à notre époque ne tourne que si et seulement si, d'une manière ou d'une autre, il produit un minimum de X milliers de milliards de dettes nouvelles par an. C'est l'accroissement, le « *Delta* », qui compte.

La production de dettes bute maintenant sur le stock accumulé : il est tellement élevé – en regard des cash-flows pour les honorer – que, pour en ajouter de nouvelles, il faut manipuler le prix des anciennes. C'est la raison pour laquelle il faut monétiser, c'est-à-dire les faire acheter par les banques centrales.
Les QE et autres achats de titres à long terme ne sont rien d'autre que des soutiens artificiels des prix des dettes anciennes, afin de pouvoir en émettre de nouvelles.

Il y a un autre lien qui est généralement escamoté par l'économie idéologique : c'est le lien entre l'intérêt et le profit.

Euthanasie des rentiers

Le système, et je vous le répète sans arrêt, a pour carburant le profit. Ou, plus exactement, le taux de profit.

Le taux de profit, c'est le ratio de la masse de profit divisée par la masse de capital engagé. Le système capitaliste investit pour le profit et l'investissement est le moteur de la croissance et de l'emploi.

L'intérêt ne tombe pas du ciel, il est une fraction de la masse de profits bruts ; c'est une partie du travail non payé aux salariés, une partie de ce que l'on appelle le surproduit. Si l'intérêt baisse sans arrêt, cela bonifie le taux de profit apparent. Donc, cela prolonge la croissance malgré l'érosion de la profitabilité du capital exprimée au niveau du bénéfice net.

La baisse continue des taux dans le système est un moyen de lutter contre la tendance à la baisse du taux de profit du capital et la tendance à la stagnation.

L'euthanasie des rentiers est bien un moyen de prolonger le cycle de croissance au profit du capital engagé dans la production, mais elle a des contreparties : la destruction des classes moyennes et la concentration du grand capital, ce que l'on constate actuellement.

Le krach économique est inévitable par Frank Shostak - la-chronique-agora.com 26 octobre 2022

« *L'atterrissage en douceur* » est un mythe qui va finir par disparaître sous le poids de la réalité. Les interventions des banques centrales ne font qu'ajouter au problème.

Si l'on en croit les commentateurs, la lutte contre l'inflation nécessite que les autorités monétaires poursuivent une politique plus restrictive, les « experts » estimant que des taux d'intérêt plus élevés n'entraîneront pas nécessairement une récession.

Au lieu d'un krach économique, la Fed serait capable selon eux d'orchestrer un « atterrissage en douceur ». On peut cependant s'interroger sur le réalisme d'un tel scénario.
La planche à billets ne fait qu'affaiblir l'économie

Si l'on définit l'inflation comme une augmentation de la masse monétaire plutôt que comme une augmentation des prix, alors il apparaît clairement que la seule chose à faire pour la contrer est de mettre fin à tous les mécanismes qui permettent de créer de la monnaie ex nihilo. C'est l'augmentation de la masse monétaire, et non l'augmentation des prix, qui entraîne un affaiblissement du processus de création de richesse.
A l'origine, le papier-monnaie n'était pas considéré en soi comme de la monnaie, mais plutôt comme un certificat représentant une certaine quantité d'or. Divers certificats en papier-monnaie représentaient des créances sur de l'or stocké auprès des banques. Les détenteurs de ces certificats pouvaient les convertir en or à tout moment s'ils le jugeaient nécessaire. Etant donné que les gens trouvaient plus pratique d'utiliser des certificats papier pour échanger des biens et des services, ces certificats ont commencé à être considérés en eux-mêmes comme de la monnaie.

En remplissant le rôle de moyen d'échange, la monnaie permet d'échanger des biens ou services contre une certaine somme d'argent, qui peut ensuite être utilisée pour acquérir d'autres choses. Si les certificats qui sont acceptés comme monnaie sont bien adossés à des réserves d'or, alors ces échanges pourront se dérouler honnêtement, dans le sens où ils représenteront un échange d'un bien de valeur contre un autre bien de valeur.

A l'inverse, les certificats monétaires non adossés à de l'or et qui sont utilisés pour réaliser des transactions impliquent l'échange d'un papier sans valeur contre des biens de valeur. […]

Afin de clarifier ce point, considérons le cas d'un faussaire qui aurait réussi à fabriquer de la fausse monnaie ressemblant en tout point à de l'argent véritable. Précisons également que le véritable argent est obtenu en vendant des biens et services utiles. Par exemple, un cultivateur de pommes de terre pourrait obtenir une once d'or en vendant dix pommes de terre. A l'inverse, le faussaire n'a besoin de fournir aucune marchandise pour obtenir de l'argent factice, il se contente de l'imprimer. C'est pourquoi on dit que cette monnaie est créée ex nihilo.

Lorsque cette fausse monnaie est utilisée pour acquérir des marchandises, cela implique qu'un bout de papier sans valeur a été échangé contre des biens de valeur. Par conséquent, le faussaire s'octroie, sans rien avoir produit en échange, les richesses appartenant aux individus productifs. En ce sens, l'augmentation de la masse monétaire créée ex nihilo déclenche toujours l'échange de quelque chose sans valeur contre des biens de valeur. Parallèlement, nous pouvons également dire que la masse monétaire créée ex nihilo entraine la consommation sans production préalable de biens.

La création monétaire ex nihilo et les cycles économiques

Sous un régime d'étalon-or pur dans lequel seul l'or est utilisé comme monnaie, l'émission de certificats non adossés à des réserves d'or constituerait une augmentation de la masse monétaire créée ex nihilo. Dans le monde moderne, la totalité de la masse monétaire en circulation est l'équivalent de certificats non adossés, puisque la masse monétaire n'est adossée à aucune réserve d'or. Par conséquent, dans le monde moderne, toute augmentation de la masse monétaire constitue une création monétaire ex nihilo.

De ce fait, dans le monde moderne, une augmentation de la masse monétaire, c'est-à-dire de la création monétaire ex nihilo, crée un environnement favorable au développement d'activités non productives et à la consommation en l'absence de production préalable de quoi que ce soit de valeur. Par exemple, un faussaire qui achèterait des biens divers et variés soutiendrait la demande pour ces biens. L'augmentation de la production de ces biens n'aurait pas eu lieu, toutes choses étant égales par ailleurs, en l'absence de la création de cette fausse monnaie.

L'épargne nécessaire pour financer le développement de la production des biens demandés par le faussaire serait donc canalisée vers les secteurs qui produisent les biens en question. Cela aurait pour conséquence de saper la production de biens par les créateurs de richesses.
Dans le cas où les activités du faussaire seraient découvertes et où il serait obligé d'y mettre fin, la demande pour les biens divers et variés qu'il consommait ralentirait ou disparaîtrait totalement, et leur production suivrait la même trajectoire.
Un boom économique est caractérisé par l'augmentation de la production de biens qui se produit initialement en raison de l'augmentation de la masse monétaire créée ex nihilo. Lorsque la production de biens finit par décliner en raison d'un repli de la masse monétaire, c'est qu'on appelle habituellement une récession. Les cycles économiques d'expansion-récession sont donc liés aux fluctuations du taux de croissance de la masse monétaire créée ex nihilo.
La politique de la banque centrale fausse les signaux de marché

Dans un marché libre, les fluctuations des taux d'intérêt reflètent les changements dans les préférences des consommateurs entre consommation immédiate et consommation future. Si les consommateurs préfèrent réduire leur consommation actuelle afin d'accroître leur capacité de consommation future, cela se traduit par une augmentation de l'épargne et donc baisse des taux d'intérêt sur le marché. A l'inverse, si les consommateurs décident de consommer davantage, cela se traduit par une augmentation des taux d'intérêt sur le marché.

[…]

Chaque fois que la banque centrale intervient sur les marchés financiers et manipule les taux d'intérêt sur le marché, cela a pour effet de fausser les signaux envoyés par les consommateurs aux entreprises. En conséquence, les entreprises prennent des décisions d'investissement qui ne correspondent pas réellement aux souhaits des consommateurs. Du fait de cette mauvaise allocation des ressources, une spirale d'appauvrissement et d'affaiblissement du système économique s'enclenche.

L'autre problème que pose une politique de taux d'intérêt plus stricte est qu'elle a pour effet de restreindre non seulement les activités non productives, mais aussi les activités créatrices de richesse, prolongeant ainsi les phases de récession en ralentissant l'accumulation du stock de richesses. Ainsi, il n'est pas possible de concevoir une politique monétaire qui restreindrait les activités non productives sans infliger des dommages à l'ensemble de l'économie.

L'expression « *atterrissage en douceur* » est issue de l'idée selon laquelle l'économie est comme un vaisseau spatial qui se serait écarté de sa trajectoire de croissance économique stable et de stabilité

des prix. Selon l'idéologie dominante, c'est le rôle de la banque centrale de s'assurer que l'économie reste sur la voie d'une croissance économique stable et de la stabilité des prix.

Selon ce point de vue, il suffit pour atteindre cet objectif que la banque centrale donne l'impulsion appropriée à l'économie, tel un vaisseau spatial, afin de la ramener sur la bonne voie. Cette impulsion est donnée par le biais de la politique monétaire. Cependant, l'économie est le résultat d'une multitude d'activités menées par les individus. Toute tentative d'altérer les comportements des individus ne fait que générer de davantage de distorsions. Par conséquent, il est absurde de croire que les banquiers centraux peuvent piloter l'économie sans entraîner diverses conséquences indésirables pour les individus.

Cependant, ce n'est pas le point de vue des commentateurs économiques tels que Paul Krugman. Dans un article publié dans le New York Times et intitulé « *Doit-on accepter de souffrir pour faire baisser l'inflation ?* » (23 août 2022), Krugman suggère que par le biais de mesures de contrôle étatiques adaptées, il serait possible de piloter un atterrissage en douceur de l'économie.

Nous suggérons au contraire qu'il est impossible de piloter un tel « *atterrissage en douceur* ». Une fois qu'un boom économique a été impulsé par le biais de politiques monétaires accommodantes de la part de la banque centrale, un resserrement de la politique monétaire ne peut qu'aboutir à une crise économique.

Les difficultés économiques peuvent être atténuées en mettant fin rapidement à toutes les sources de création monétaire ex nihilo. Une telle politique permettrait de favoriser l'accroissement du stock de capital. Et avec cette augmentation du stock de capital, il deviendra beaucoup plus aisé d'absorber les pertes issues de la mauvaise allocation des capitaux dans divers secteurs d'activité.

Pourquoi le retour à la normale n'est pas pour demain par Bill Bonner - la-chronique-agora.com 26 octobre 2022

L'inflation « *transitoire* » reste persistante alors que les investisseurs sont à la recherche de la prochaine catastrophe…

Nous avons vu beaucoup de rouge sur les écrans de trading ces derniers temps. Notamment après la publication des derniers relevés d'inflation, qui ont été pires que prévu.

Rappelez-vous que nous ne sommes que dans la toute première phase de ce que nous croyons être un désastre en plusieurs étapes, comme un embouteillage sur une autoroute aux heures de pointe par une matinée brumeuse.

Après la Bulle époque, créée par messieurs Greenspan, Bernanke, (Mme) Yellen et Powell, est venue celle de l'inflation des prix à la consommation. Nous y sommes encore. Bloomberg :

« *L'indice des prix à la consommation, hors alimentation et énergie, a probablement augmenté de 6,5 % par rapport à l'an dernier.*

Le rapport prévoit que la Fed poursuivra sa lancée sur la voie d'une forte hausse des taux en novembre.

Une mesure clé de l'inflation américaine, prévue jeudi, devrait revenir à un niveau record de quatre décennies, soulignant les pressions générales et élevées sur les prix qui poussent la Réserve fédérale vers une nouvelle hausse importante des taux d'intérêt le mois prochain. »

Et voici CNBC, avec les dernières informations sur les prix de vente en gros :

« *L'augmentation des prix de gros a été plus importante que prévu en septembre malgré les efforts de la Réserve fédérale pour contrôler l'inflation, selon un rapport publié par le Bureau of Labor Statistics.*

L'indice des prix à la production, une mesure des prix que les entreprises américaines obtiennent pour les biens et services qu'elles produisent, a augmenté de 0,4% pour le mois, en comparaison avec l'estimation de Dow Jones pour une hausse de 0,2%. En 12 mois, l'indice des prix à la production a progressé de 8,5%, ce qui représente une légère décélération par rapport aux 8,7% enregistrés en août. »

La prochaine catastrophe

Les chiffres de l'inflation garantissent que nous resterons dans cette phase de déflation de ce désastre au moins un peu plus longtemps. Puis, quelque chose va lâcher. Il pourrait s'agir d'un important fonds de pension, comme Calpers, avec 500 Mds$ d'actifs. Il pourrait s'agir d'une institution financière de Wall Street, comme BlackRock, avec 8 500 Mds$ d'actifs. Ou ce pourrait être une grande entreprise contrainte à la faillite en raison de l'augmentation des taux d'intérêts à payer.

Plus la Fed reste sur la bonne voie – pour mettre fin à l'inflation –, plus nous nous rapprochons du « *pivot* », lorsqu'un choc financier l'empêchera d'avancer.

Les grandes questions sont les suivantes : quand la Fed fera-t-elle volte-face ? Et que se passera-t-il alors ?

La plupart des gens pensent que la Fed reviendra bientôt à la normale – ce qui, pour eux, signifie une hausse des cours des actions, avec une inflation modérée.

Peut-être est-ce juste notre imagination qui nous joue des tours. Mais nous remarquons une grande différence entre la façon dont les jeunes perçoivent la situation et la façon dont les personnes plus âgées le font. Toute personne de moins de 60 ans n'a aucun souvenir adulte d'un monde financier autre que celui que nous connaissons depuis 1980. Ils pensent que tout cela est normal. Et, une fois cette crise incontrôlée terminée, avec volte-face de la Fed, ils pensent que les choses reviendront au « normal » qu'ils ont connu.

Mais la période 1980-2020 ne peut en aucun cas être qualifiée de « *normale* ». Est-ce normal que les cours des actions soient multipliés par 36 – comme l'a fait le Dow entre 1982 et 2021 ? Est-ce normal que les rendements obligataires réels chutent de 20% pour atteindre des valeurs négatives ? Est-ce normal que la Fed « imprime » plus de nouveaux billets en 18 mois qu'elle ne l'avait fait en près de 100 ans… ou que le gouvernement américain multiplie sa dette par 30… alors même que les coûts de portage (paiements d'intérêts) diminuait ?

Retour vers le futur

Nous pourrions continuer la liste. Ce spectacle est plus effrayant que n'importe quelle représentation du cirque de Barnum et Bailey – des sociétés zombies, des cryptos loufoques, des valorisations de milliards de dollars pour des entreprises sans moyen plausible de gagner de l'argent.

Et pourtant… pour tant d'investisseurs inexpérimentés… c'était la vie sur Terre – les choses ont toujours été ainsi… les choses fonctionnent ainsi… et cela sera toujours le cas. Ils pensent que les actions augmentent toujours « *sur le long terme* ». Oui, il peut y avoir des ventes totales ou partielles de titres, admettent-ils, mais un portefeuille équilibré d'actions et d'obligations sera toujours financièrement intéressant.

Peut-être. Mais pas forcément tout au long de votre existence.

Un retour aux années 1980 s'impose… et vous devez analyser la situation en termes d'argent réel – d'or – pour comprendre quelle est la véritable définition de la « normalité ».

Si vous aviez acheté des actions à la fin des années 1920, vous auriez obtenu toutes les actions du Dow 30 en échange de 16 onces d'or. Puis, en 1933, vous auriez perdu 90% de votre argent… et vous auriez attendu encore 26 ans pour vous refaire.

Oui… les prix évoluent par cycles… mais ce sont des cycles longs.

La même chose s'est produite dans les années 1960. L'inflation pesait alors sur l'économie, comme elle le fait maintenant. Puis, un courtier en valeurs mobilières vous aurait dit la même chose que ce qu'il vous dirait aujourd'hui – « *ne vous inquiétez pas du timing du marché ; choisissez juste les bonnes entreprises et tenez bon* ».

Si vous aviez possédé des actions au milieu des années 1960, vos actions du Dow 30 auraient valu jusqu'à 24 onces d'or. Ensuite, il a fallu 15 ans pour que le marché atteigne son point culminant, en 1980… et vous auriez connu une baisse de 93%.

Alors, qu'auriez-vous fait ? Vous auriez attendu encore 17 années pour atteindre le seuil de rentabilité. Au total, si vous aviez acheté des actions à l'âge de 40 ans en 1965, vous auriez fêté vos 72 printemps en 1997… sans un sou de plus-value pour célébrer cela.

Mais imaginez que vous ayez suivi les conseils de votre courtier… et que vous ayez suivi la tendance. Aujourd'hui, vous auriez 97 ans. Et au lieu d'actions valant 24 onces d'or, comme cela était le cas en 1965, celles-ci vaudraient 17 onces ! Félicitations, vos actions ont perdu 30% de leur valeur au cours des 57 dernières années (à l'exclusion des dividendes).

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 octobre 2022.

Lu.

- Le fascisme, c'est-à-dire le néo-féodalisme transhumain.

Un bilan des 34 derniers mois dans le monde sur l'imposture virale.

Rapport de situation Covid planétaire du 29 Octobre 2022

https://reseauinternational.net/rapport-de-situation-covid-planetaire-du-29-octobre-2022/

Défense du marxisme.

Comprendre la nécessité, c'est là que réside notre liberté et notre salut !

Discussion sur le programme de transition - Léon Trotsky (7 juin 1938)

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/06/programme.htm

Extrait.

- Je crois qu'il est important à cet égard de souligner ce que nous entendons par liberté en contradiction avec nécessité. La conception selon laquelle nous devrions avoir une individualité libre est très souvent une conception petite-bourgeoise. Ce n'est qu'une fiction, une erreur. Nous ne sommes pas libres. Nous n'avons pas de libre arbitre au sens de la philosophie métaphysique. Quand je veux boire un verre de bière j'agis en homme libre mais je n'invente pas le besoin de bière. Cela vient de mon corps. Je ne suis que l'exécutant. Mais dans la mesure où je comprends les besoins de mon corps et que je peux les satisfaire consciemment, alors j'ai la sensation de liberté, la liberté par la compréhension de la nécessité. Dans ce cas, la compréhension correcte de la nécessité de leur corps est la seule véritable liberté possible pour les animaux et l'homme est un animal. Il en va de même pour la classe ouvrière. Le programme de la classe ne peut pas tomber du ciel. Nous ne pouvons arriver qu'à comprendre les nécessités. Là où c'était le corps c'est ici la nécessité de la société. Le programme est l'articulation de la nécessité, que nous avons appris à comprendre, et puisque la nécessité est la même pour tous les membres de la classe, nous pouvons parvenir à une compréhension commune des tâches et la compréhension de cette nécessité est le programme.

Nous pouvons aller plus loin et dire que la discipline de notre parti doit être très sévère parce que nous sommes un parti révolutionnaire luttant contre un formidable bloc d'ennemis conscients de leurs intérêts. Maintenant nous sommes attaqués non seulement par la bourgeoisie mais aussi par les staliniens, les plus venimeux des agents de la bourgeoisie. Une discipline absolue est nécessaire,

mais elle doit provenir d'une compréhension commune. Si elle est imposée du dehors, c'est un joug. Si elle vient de la compréhension interne, c'est une expression de la personnalité, mais sinon c'est un joug. Alors la discipline est une expression de la libre individualité. Il n'y a pas une opposition entre la volonté personnelle et le parti car j'y suis entré de mon plein gré. Le programme aussi est fondé sur cette base et ce programme ne peut être sur une base politique et morale sûre que si nous le comprenons très bien.

Quand une société peut-elle « *partir* » ?

- Qu'entend-on par situation objective ? Il s'agit ici d'analyser les conditions objectives d'une révolution sociale. Ces conditions sont exposées dans les travaux de Marx et d'Engels et restent dans leur essence inchangées aujourd'hui. Tout d'abord, Marx a dit un jour qu'aucune société ne quitte sa place tant qu'elle n'a pas totalement épuisé ses possibilités. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'on ne peut pas éliminer une société par une volonté subjective, qu'on ne peut pas organiser une insurrection comme les blanquistes. Que signifient les « *possibilités* » ? Qu'une "*société ne peut pas partir ?*" Tant que la société est capable de développer les forces productives et d'enrichir la nation, elle reste forte, stable. C'était la condition de la société esclavagiste, de la société féodale et de la société capitaliste. Nous arrivons ici à un point très intéressant que j'ai analysé précédemment dans mon introduction au *Manifeste Communiste*. Marx et Engels ont attendu une révolution durant tout leur vivant. C'est surtout dans les années 1848-1850 qu'ils s'attendaient à une révolution sociale. Pourquoi ? Ils disaient que le système capitaliste basé sur le profit privé était devenu un frein au développement des forces productives. Était-ce correct ? Oui et non. C'était correct dans le sens où si les ouvriers avaient été capables de répondre aux besoins du XIXe siècle et de prendre le pouvoir, le développement des forces productives aurait été plus rapide et la nation plus riche. Mais étant donné que les travailleurs n'en étaient pas capables, le système capitaliste est resté avec ses crises, etc. Pourtant, la tendance générale était montante. La dernière guerre (1914-1918) a résulté du fait que le marché mondial est devenu trop étroit pour le développement des forces productives et que chaque nation a essayé de repousser toutes les autres et de s'emparer du marché mondial à ses propres fins. Ils n'ont pas pu réussir et nous voyons maintenant que la société capitaliste entre dans une nouvelle étape. Beaucoup disent que c'est le résultat de la guerre, mais la guerre était le résultat du fait que la société avait épuisé ses possibilités. La guerre n'était que l'expression de son incapacité à se développer davantage. Nous avons après la guerre une crise historique de plus en plus profonde. Partout le développement capitaliste était prospérité et crise mais la résultante des crises et de la prospérité était ascendante. A partir de la guerre, nous voyons les cycles de crise et de prospérité former une ligne descendante. Cela signifie que maintenant cette société a épuisé totalement ses possibilités internes et doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société ira vers la barbarie tout comme l'ont fait les civilisations de la Grèce et de Rome parce qu'elles avaient épuisé leurs possibilités et qu'aucune classe ne pouvait les renverser.

J-C - "*La guerre n'était que l'expression de son incapacité à se développer davantage*" ou "*cette société a épuisé totalement ses possibilités internes*", oui et non encore une fois, car si "*les cycles de crise et de prospérité (forment) une ligne descendante*", force est de constater qu'ils ne se limitent pas à cela ou que l'après-guerre ou ces cycles coïncident chaque fois avec une nouvelle extension du marché mondial notamment qui va permettre de remettre une pièce dans la machine du capitalisme pour assurer sa survie, temporairement, on est bien d'accord, à ceci près qu'on n'a pas tenu compte de ce facteur.

La guerre, l'économie de guerre, si elle a ruiné ou endetté les Etats des pays qui servirent de champ de bataille, elle a surtout permis aux banquiers et aux plus puissants capitalistes d'engranger de super profits, particulièrement les américains, elle a présenté un autre avantage pour eux, outre la

domination du dollar sur le marché mondial, d'avoir détruit d'énormes masses de forces productives, les infrastructures et l'industrie de pays entiers qu'ils vont pouvoir remplacer en recourant aux technologies les plus modernes permettant d'augmenter le taux d'exploitation et d'accumuler d'énormes profits, dont ils pourront se servir ensuite pour créer de nouveaux marchés, de nouvelles classes moyennes, de nouveaux débouchés pour leurs marchandises aux quatre coins du monde jusqu'à la prochaine crise et guerre, les mêmes conditions conduisant à la même situation qu'avant-guerre...

Alors qu'est-ce qui diffère aujourd'hui de cette situation ?

C'est justement qu'elle en est réduite là, alors il leur faut absolument trouver un moyen d'étendre encore le marché mondial dans des conditions de concurrence exacerbée entre grandes puissances, alors que la portion restant à conquérir demeure potentiellement importante, pratiquement toute l'Afrique, une grande partie de l'Amérique latine et de l'Asie, à ceci près qu'on n'est plus au début ou à la moitié du XXe siècle et qu'ils ne peuvent pas œuvrer à leur développement sans se priver du même coup de leurs sources de matières premières, sans lesquelles ils ne pourront plus maintenir leur hégémonie sur ces continents ou parties de monde, car un grand nombre de pays entreraient alors en concurrence avec eux ou refuseraient de brader la part légitime qui leur revient, bref, cela remettrait en cause leur propre développement et ils n'y tiennent pas, d'où en attendant à défaut d'être mondiale, une nouvelle guerre entre ces grandes puissances, celle qui a débuté en Ukraine entre les pays de l'OTAN d'un côté, la Russie alliée à la Chine et à l'Inde de l'autre. (A suivre)

Lutte de classe.

Prague : des milliers de manifestants contre la hausse des prix et pour la démission du gouvernement - AFP/RT 28 octobre 2022

Des manifestants, au nombre de « *quelques dizaines de milliers* » selon la police, se sont rassemblés ce 28 octobre pour réclamer la démission du gouvernement, dont les membres étaient qualifiés sur des pancartes de « *dilettantes* ».

La République tchèque, qui exerce actuellement la présidence tournante de l'Union européenne, a fourni une aide humanitaire et militaire substantielle à l'Ukraine depuis le lancement fin février de l'offensive militaire russe, que condamne l'UE.

Le pays de 10,5 millions d'habitants est en proie à l'inflation, qui a atteint 18% en septembre. AFP/RT 28 oct. 2022

J-C – En France ils n'osent même pas exiger la démission du gouvernement…

Allemagne: grèves d'avertissement dans le secteur de la métallurgie - RFI 29 octobre 2022

Face à une inflation qui dépasse désormais les 10% en Allemagne, le syndicat IG Metall réclame 8% de plus pour les 3,8 millions de salariés dans la machine-outil ou l'automobile.

Les employeurs proposent eux une prime de 3 000 euros, et un accord valable pour deux ans et demi. Pour l'IG Metall, cela ne suffit pas ; le syndicat veut une augmentation sur la durée des salaires.

Pour faire monter la pression sur les employeurs avant le prochain « *round* » de négociations le 10 novembre, des débrayages de quelques heures sont organisés à partir de ce samedi.

L'IG Metall pourrait ultérieurement, faute d'avancées, passer la vitesse supérieure avec des grèves de 24 heures. Les caisses de l'organisation, avec près d'un milliard d'euros, sont bien remplies pour financer les arrêts de travail et le manque à gagner des syndiqués. RFI 29 octobre 2022

Mes commentaires publiés dans le blog Réseau International.

1 - "*Il n'existe pas d'exception à cette règle - le fascisme ne vient qu'après que la classe ouvrière ait manifesté son incapacité absolue à prendre entre ses mains le destin de la société*."

De nos jours il n'y a nulle part "*une vague révolutionnaire*", et la situation est pire encore.

Les principales puissances ont étendu leur hégémonie sur le monde entier, en échange de quoi ils ont acheté la neutralité des masses de leurs pays, auxquelles ils ont accordé un bien-être relatif qu'ils remettent en cause aujourd'hui, sans qu'elles puissent réagir car entre temps ils ont aussi totalement corrompu le mouvement ouvrier et les masses se retrouvent sans représentation politique incarnant leurs intérêts, le socialisme. Construire cette représentation politique est la tâche la plus urgente et incontournable, notre salut en dépend. Je sais que je prêche dans le désert, peu importe.

L. Trotsky - OEuvres : Août 1940

Sur le fascisme. Dans tous les pays où le fascisme l'emporte, on a, avant la croissance du fascisme et sa victoire, une vague de radicalisme dans les masses, des ouvriers comme des paysans pauvres et fermiers et de la classe petite bourgeoise. En Italie, après la guerre et avant 1922, on a eu une vague révolutionnaire d'une formidable dimension : l'Etat était paralysé, la police n'existait pas, les syndicats pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient - mais il n'existait pas de parti capable de prendre le pouvoir. Et le fascisme est arrivé en réaction.

En Allemagne de même. Il y avait en 1918 une situation révolutionnaire : la classe bourgeoise n'osait même pas demander à participer au pouvoir. Les sociaux-démocrates paralysaient la révolution. Alors les ouvriers ont essayé de nouveau, en 1922, 1923, 1924. Ce fut l'époque de la faillite du parti communiste - de tout ce qu'on avait fait avant. Puis en 1929-30-31, les ouvriers allemands commencent de nouveau une nouvelle vague révolutionnaire.

Il y avait une puissance considérable chez les communistes et dans les syndicats, mais il est arrivé la fameuse politique du social-fascisme, une politique inventée pour paralyser la classe ouvrière. Ce n'est qu'après ces trois grandes vagues que le fascisme est devenu un grand mouvement. Il n'existe pas d'exception à cette règle - le fascisme ne vient qu'après que la classe ouvrière ait manifesté son incapacité absolue à prendre entre ses mains le destin de la société.

Nous ne devons pas identifier la dictature de guerre – la dictature de l'appareil militaire, de l'état-major, du capital financier - avec la dictature fasciste. Pour cette dernière, il faut d'abord un sentiment de désespoir de larges masses du peuple. Quand les partis révolutionnaires les trahissent, quand l'avant-garde ouvrière manifeste son incapacité à conduire le peuple à la victoire - alors les fermiers, les petits entrepreneurs, les chômeurs, les soldats, etc. deviennent capables de soutenir un mouvement fasciste, mais alors seulement.

2 - Si la perfectibilité est une des caractéristiques de la nature humaine, force est de constater ici qu'elle comporte des exceptions.

Libre à vous d'avoir pour idéal d'"*acquérir quelque chose qu'ils puissent transmettre à leur descendance*", un vulgaire bien immobilier en somme, entre nous, c'est plutôt misérable, pitoyable, le mien consiste à lutter pour nous libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et conquérir notre liberté, libre à vous de préférer la servitude à vie et de faire preuve de bonté en la transmettant à vos descendants.

Je vous ferais remarquer que Trotsky s'était uniquement livré ici à un constat. Il avait simplement rappelé des faits et leurs enchaînements pour nous aider à lutter contre le fascisme, mais apparemment cela vous contrarie, on n'ose se demander pourquoi...

La manière dont vous parlez de Trotsky est en dessous de tout, infâme même, car il a été conduit à l'exil de la Russie puis de l'URSS, et il n'a pas choisi de plein de grès de parcourir la planète pour trouver un pays qui l'accueille avant la révolution russe de 1917, puis quand Staline le força à quitter l'URSS.

Voilà pour ce "*cosmopolite*", l'un des deux principaux dirigeants de la révolution russe d'octobre 1917, le fondateur et l'organisateur de l'Armée Rouge sans laquelle l'URSS n'aurait sans doute jamais existé, mais peut-être auriez-vous préféré que la coalition militaire composée de 21 États dirigée par les puissances occidentales, dont votre chère patrie, parviennent à écraser cette révolution, libre à vous de le regretter, mais je ne suis pas sûr que cela aurait été l'avis de "beaucoup de gens, tout ouvriers, petits paysans ou boutiquiers" qui honnissaient le régime tsariste.

Pire, pour rappel, celui que vous présentez comme un bohémien a donné sa vie pour notre cause, qui n'est manifestement pas la vôtre, sera assassiné le 20 août 1940 par un agent de Staline au Mexique, gageons que vous ne connaîtrez pas une pareille fin injuste s'il en est.

Vous devez faire partie de ces gens, qui par-dessus tout ne souhaitent pas un changement de régime, qui cautionnent le régime en place par crainte de voir remis en cause leur petit confort ou ne vivant que pour "acquérir quelque chose qu'ils puissent transmettre à leur descendance" quitte à vivre sous un régime totalitaire, la négation du communisme, sur lequel vous ne faites que répéter les arguments avariés de ses ennemis, de nos ennemis, pardon, des miens et pas seulement, pas des vôtres.

- L. Trotsky - Oeuvres - avril 1939

- Le dernier mot, dans la désagrégation du capitalisme de monopole, est au fascisme.

- L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme, et la justification historique du capitaliste. Par là même, l'élimination de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "*propres*" sources de matières premières, et ses "*propres*" marchés (colonies). Le dernier mot, dans la désagrégation du capitalisme de monopole, est au fascisme.

- Le fascisme base son programme sur la destruction des organisations ouvrières, sur la liquidation des réformes sociales, et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques, afin de prévenir

une renaissance de la lutte de classe du prolétariat. L'état fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et la paupérisation des classes moyennes au nom du salut de la "*nation*" et de la "*race*" mots prétentieux sous lesquels se cache le capitalisme décadent.

- La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme. En d'autres termes, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

- La détérioration irrésistible des conditions de vie des travailleurs permet de moins en moins à la bourgeoisie d'accorder aux masses le droit de participer à la vie politique, même dans le cadre restreint du parlementarisme bourgeois. Toute autre explication du processus manifeste de l'élimination de la démocratie par le fascisme n'est qu'une falsification idéaliste de la réalité, une tromperie des autres ou de soi-même.

- Tous les efforts pour représenter la guerre imminente comme un choc entre les idées du fascisme et celles de la démocratie appartiennent au domaine du charlatanisme ou de la stupidité. Les formes politiques changent, les appétits capitalistes demeurent.

Si un régime fasciste devait s'établir demain des deux côtés de la Manche – et l'on oserait difficilement nier cette possibilité – les dictateurs de Paris et de Londres seraient tout aussi incapables d'abandonner leurs possessions coloniales que Mussolini et Hitler leurs revendications coloniales. La lutte furieuse et sans espoir pour un nouveau partage du monde surgit irrésistiblement de la crise mortelle du système capitaliste.

3 - Un rappel en quelque sorte ou une découverte pour ceux qui ne savaient pas que nos ennemis ont de la suite dans les idées, alors que nous en manquons cruellement, c'est ce qui est leur point fort et leur permet de se renforcer, tandis que nous nous passons notre temps à nous déchirer entre nous, à nous diviser et à nous affaiblir.

Eux en face, ils ont des dirigeants légitimes et respectés ou qui font autorités. Nous, nous n'en avons pas ou ils sont contestés à tort exceptionnellement, à raison pratiquement toujours, et c'est bien là notre malheur.

Sans direction, sans boussole, on est paumé et on a paumé d'avance. Ils sont assurément plus forts que nous, plus conséquents et déterminés. Eux au moins, ils savent ce qu'ils veulent, nous, nous ne le savons pas, parce que nous privilégions des intérêts individuels au détriment d'intérêts collectifs. Evoquez la nécessité de s'organiser et on vous tombe dessus ! A l'heure actuelle, cela prend la forme délirante de prédictions sur le déroulement à venir et le dénouement de la guerre en Ukraine, chacun y va de sa petite histoire, à croire qu'il y en a la nuit qui se téléportent dans les états majeurs des armées des deux belligérants.

4 - Xavier Moreau est un réactionnaire pur jus et il ne s'en cache pas. Il est aigri et semble-t-il acculé, peut-être parce qu'il sent que ses intérêts sont menacés, alors il perd patience. Il est contrarié parce qu'il subit le cours des choses qui lui échappe ou sur lesquelles il n'a aucune emprise, conscient qu'il est réduit à l'impuissance, il enrage, il peine à se contenir, ce qui l'a conduit à se radicaliser jusqu'au fanatisme.

Pour tenter de s'en sortir maladroitement, il se sert de la collusion entre la gauche et la droite et l'extrême-centre, voire l'extrême droite si nécessaire, croyant peut-être qu'il s'attirera la sympathie

de certains de leurs opposants sachant que ces courants politiques sont largement rejetés par la population. Il a d'ailleurs son club de supporters, mais comme l'on bien dit Seph et Raoul, au bout du compte personne n'est dupe, en faisant dans l'excès jusqu'à l'absurde, il perd toute crédibilité et c'est tant mieux, car le personnage n'est pas du tout sympathique.

Jefresi, je partage votre analyse, mais je pense que ce que déteste Xavier Moreau va bien au-delà de cette "*autoaffublée de gauche*" de la social-démocratie, il est viscéralement et idéologiquement antisocialiste, anti-ouvrier, et il ne manque pas une occasion pour le faire savoir. Dugesclin a raison sur un point au moins, à une autre époque, Marx avait une certaine influence auprès de certains cercles de la bourgeoisie dans ce qui allait devenir l'Allemagne et qui se disaient communistes, je ne plaisante pas du tout, mais cela leur est vite passé, inutile de vous expliquer pourquoi...

5 - Vous avez raison et cela s'explique très bien.

Xavier Moreau a largement démontré au cours des 8 derniers mois que l'impartialité ou l'objectivité et lui cela faisait deux. Sa méthode consiste à sélectionner les faits qui correspondent à ses intérêts et il fait régulièrement abstraction de ceux qui pourraient contredire son discours orienté ou qui relève de la propagande.

Partant de là, la réalité qu'il décrit est biaisée. Dès lors, en quoi devrait-elle présenter un intérêt, je ne vois pas sauf à accepter de me faire manipuler par ce personnage ou le croire sur parole et je n'y tiens pas du tout.

Quant à savoir ce qui se passe réellement sur le champ de bataille et comment ou dans quelle direction la situation va évoluer, désolé, je ne suis pas bien placé pour en parler et je préfère m'abstenir.

A défaut de mieux, je m'en tiens aux déclarations officielles des deux camps, sans leur accorder plus de crédits que ce qu'ils ne le méritent. C'est seulement une fois que les faits sont établis et vérifiables que je les prends en compte, avant je les mets de côté en attendant de voir la suite. Et surtout, je ne me livre pas à des spéculations oiseuses comme on peut en lire ici tous les jours à tout propos.

6 - (Un lecteur : « *Faut-il rappeler que le tronc principal des néocons est composé de trotskystes ? Et ne prétendez pas qu'il s'agit d'un avatar fortuit.* »)

A ceci près qu'ils n'étaient plus trotskystes, par conséquent votre argument est l'œuvre d'un faussaire ou relève de la calomnie, à moins qu'il faille le mettre au compte de votre ignorance.

Vous confondez tout à loisirs parce que cela vous arrange, semble-t-il, et je vais expliquer en quoi.

Votre argument est pitoyable, c'est l'argument auquel recourent habituellement les intellectuels petits bourgeois quand ils sont acculés, et qui leur sert à camoufler leur compromission avec le capitalisme et ses institutions, auxquelles ils attribuent généreusement des qualités ou des intentions qu'elles n'ont jamais eues, qui consistent à servir les intérêts du capitalisme au nom de l'intérêt des peuples, de la paix et tout ce qu'on voudra, ce qu'ils appellent sur le plan national l'intérêt général ou de la nation.

Je vais vous dire un truc. On connaît cela par cœur, on renifle à cent lieues le genre de contestataires d'écran d'ordinateur auquel vous appartenez, avant même qu'ils aient manifesté la moindre intention, il suffit d'observer leur comportement ou leur dilettantisme pour être fixé sur ce quoi on est en droit d'attendre d'eux, c'est-à-dire rien !

Si vous étiez honnête, il vous aurait suffi de lire la correspondance de Trotsky avec des dirigeants américains de la fin des années 30 jusqu'à son assassinat le 20 août 1940, pour comprendre qu'il y avait un certain nombre de renégats parmi les dirigeants américains proches de Trotsky ou candidats à le devenir, qui rompront par la suite avec Trotsky, à moins que ce soit lui qui ait pris les devants.
Défense du marxisme (1942)

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/trotskymarxisme.pdf

Dans ce recueil de lettres de Trotsky ou de correspondances avec des dirigeants américains, vous trouverez des discussions et des analyses de la dérive d'un grand nombre d'intellectuels américains qui annonçaient leur ralliement à la réaction. Trotsky dira par exemple : « *Je suis le développement des rapports internes dans la section américaine depuis dix ans environ* » et « *le penchant de Shachtman à céder aux influences petites-bourgeoises et surtout académiques et littéraires, n'a jamais été un secret pour moi* », ce qui n'engageait nullement la responsabilité de Trotsky, qui ne trahira jamais la cause qu'il défendit durant toute sa vie et lui vaudra d'être assassiné.

Sur Wikipédia vous trouverez les biographies de Max Shachtman, James Burnham, Max Eastman, je n'ai pas le temps de chercher les autres. En voici des extraits.

Max Forrester Eastman (4 janvier 1883 – 25 mars 1969) était un écrivain socialiste américain (…) sympathisa avec Léon Trotski avant de devenir anticommuniste après 1945. Il publia alors de nombreux articles anticommunistes et soutint le maccarthysme dans les années cinquante.

Comme un certain nombre d'intellectuels, journalistes ou universitaires qui avaient un moment sympathisé avec la Révolution d'Octobre et, par la suite, avec l'opposition de gauche (Sydney Hook, B. D. Wolfe, James Burnham, etc.), rompirent finalement tout lien avec le mouvement ouvrier et se rangèrent sous les bannières de la réaction.

Max Shachtman, né le 10 septembre 1904 à Varsovie, mort le 4 novembre 1972, est un théoricien marxiste américain, qui est progressivement passé du trotskisme à la social-démocratie. Il finit par refuser d'exiger le retrait des États-Unis du Viêt Nam ou de condamner l'invasion de la Baie des Cochons…. Par ailleurs, Schatchman rompit avec la Nouvelle gauche en refusant d'appeler au retrait des États-Unis du Viêt Nam, soutenant les faucons réunis autour du président de l'AFL-CIO George Meany. Sa déclaration de 1970 sur le Viêt Nam acheva la rupture avec ses derniers sympathisants…

Sidney Hook, Eugène Lyons, Benjamin Stolberg, Edmund Wilson, James Rorty, James T. Farrel, Dwight Mac Donald, Philip Rahr étaient des publicistes et des intellectuels « *radicaux* » (au sens que le mot possède en américain) qui sympathisèrent avec le trotskysme à compter de 1934-35, comme Max Eastman l'avait fait quelques années plus tôt… Tous ces intellectuels retournèrent par des voies diverses dans le giron de la bourgeoisie.

7 - Je rajoute un article que j'avais oublié :

Qu'est-ce que le national-socialisme ? – Léon Trotsky Œuvres – juin 1933

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1933/06/330610.htm

Il y en a qui vont adorer ce constat :

– N'importe quel petit bourgeois enragé ne pouvait devenir Hitler, mais une partie d'Hitler est contenue dans chaque petit bourgeois enragé.

Tenez, cela devrait vous faire penser à Macron et Renaissance, son parti :
– La « *renaissance* » nationale s'appuyait entièrement sur les classes moyennes – la partie la plus arriérée de la nation, fardeau pesant de l'histoire. L'habileté politique consistait à souder l'unité de la petite bourgeoisie au moyen de la haine pour le prolétariat. Que faut-il faire pour que ce soit encore mieux ? Avant tout écraser ceux qui sont en bas. La petite bourgeoisie, impuissante face au grand capital, espère désormais reconquérir sa dignité sociale en écrasant les ouvriers.

Les nazis baptisent leur coup d'Etat du nom usurpé de révolution. En fait, en Allemagne comme en Italie, le fascisme laisse le système social inchangé.

Génial, non ? J'ai apprécié particulièrement *« les classes moyennes – la partie la plus arriérée de la nation* », et dire qu'on croyait que c'était l'ouvrier lambda. On se marre bien quand même, non ?

Au passage, avis à ceux qui en pincent pour Giorgia Meloni…

De quoi sont-ils le NOM ?

Black Rock 3 : un problème majeur pour l'humanité (suite) par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 28 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/black-rock-3-la-strategie-globale/5672333

Black Rock: un problème majeur pour l'humanité Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 21 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/black-rock-un-probleme-majeur-pour-lhumanite/5672106

La fausse pandémie de COVID-19 a été orchestrée par l'OMS, c'est-à-dire par l'ONU, pour faire naître ce Nouvel Ordre Mondial, et en corollaire la « *Grande Réinitialisation* ». Et au milieu de tout cela, le centre vers lequel se dirigent tous les flux de la richesse mondiale, c'est tout bonnement BlackRock et Vanguard !

Aujourd'hui, toutes ces grandes marques qui semblent être en concurrence, sont essentiellement détenues par une seule et même société : Black Rock/Vanguard.

Black Rock/Vanguard est la seule entité financière au monde qui possède virtuellement toutes les grandes industries de la Planète, qu'il s'agisse de l'industrie pharmaceutique, des médias d'information, des hôpitaux, de la technologie, du voyage, de l'alimentation, de l'exploitation minière, du gaz, du pétrole, de la banque … Tout a été confisqué entre les mains de quelques-uns, les autres ne sont que des figurants !

Pratiquement tout ce que vous mangez, ce que vous buvez, ce avec quoi vous vous habillez, dormez, conduisez, voyagez, lisez, regardez, écoutez, communiquez, travaillez, tout cela est la propriété d'un petit groupe d'individus : la ploutocratie, les très riches, les maîtres du monde, ceux qui décident si vous devez vivre ou si vous devez mourir et le pire c'est que l'immense majorité des humains ne le sait toujours pas !

La stratégie de Black Rock/Vanguard était simple :

« *Nous allons acquérir la majorité des actions de toutes les entreprises sur le marché boursier, puis acquérir les actions des autres entreprises qui possèdent le reste des actions. Nous aurons ainsi la propriété complète de tout, ce qui nous permettra ensuite de contrôler le monde, en lui imposant notre seule et unique loi de domination incontestable*. »

Totalitarisme. La mystification climatique et sanitaire devait se traduire par une formidable régression sociale.

« *Un accord historique* » : l'Union européenne annonce la fin des voitures thermiques en 2035 - Journal du Dimanche 28 octobre 2022

« *Décision historique de l'UE pour le climat* ». L'eurodéputé français Pascal Canfin (Renew Europe), président de la commission Environnement du Parlement européen, s'est réjoui du vote des eurodéputés qui ont entériné la fin des moteurs thermiques en 2035. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est réjouie d'une « *étape clé* » pour les ambitions climatiques de l'UE, qui va « stimuler l'innovation et notre leadership industriel et technologique ».

Le texte approuvé, qui se base sur une proposition de l'exécutif européen en juillet 2021, prévoit de réduire à zéro les émissions de CO2 des voitures neuves en Europe à partir de 2035. Cela revient à l'arrêt de facto des ventes de voitures et véhicules utilitaires légers neufs à essence et diesel dans l'UE à cette date, ainsi que des hybrides, au profit de véhicules 100% électriques.

Alors que l'automobile, premier mode de déplacement des Européens, représente un peu moins de 15% des émissions de CO2 totales dans l'UE, la nouvelle règlementation doit contribuer à atteindre les objectifs climatiques du continent, en particulier la neutralité carbone à l'horizon 2050. Journal du Dimanche 28 octobre 2022

J-C – Et à l'échelle mondiale, elles ne représentent rien ou 0,00 et quelque chose, à vous d'ajouter un chiffre.

Quand leurs créatures dégénérées deviennent incontrôlables. Qui les manipulent ?

Un militant du collectif écologiste "*Dernière rénovation*" s'accroche au drapeau du Panthéon – BFMTV 31 octobre 2022

Un jeune militant du collectif écologiste Dernière Rénovation s'est accroché au drapeau du Panthéon à Paris ce lundi en fin de matinée et l'a mis en berne pour dénoncer l'inaction du gouvernement en matière de lutte contre le changement climatique.

Ecologie : des militants bloquent l'autoroute A6 et provoquent la colère des automobilistes - RT 29 octobre 2022

Vers 18h, des militants du mouvement écologiste Dernière rénovation se sont assis au milieu des voies sur l'autoroute A6a, interrompant la circulation en direction de l'aéroport d'Orly durant une quarantaine de minutes. Des automobilistes, excédés, s'en sont pris à eux.
Plus tard dans la soirée, un jeune homme portant un tee-shirt blanc où l'on pouvait lire l'inscription en anglais « *We have 879 days left* » (il nous reste 879 jours) a interrompu une représentation de La Flûte enchantée à l'Opéra Bastille, à Paris, en s'attachant par le cou avec un antivol de vélo à une échelle qui constituait un des éléments du décor.

Le militant de Dernière rénovation, monté sur la scène durant l'acte 2 vers 21h30, a seulement eu le temps de crier « *si je suis là ce soir, c'est pas par plaisir* » avant que le rideau ne tombe sous les sifflets et les huées du public, dont une partie criait « *dégage* ».

La représentation a été interrompue une dizaine de minutes et le jeune homme a été évacué, a indiqué un membre du personnel de l'Opéra.

Le collectif a déjà mené des actions de « *désobéissance* » depuis le printemps, au tournoi de tennis de Roland-Garros puis en interrompant le Tour de France cycliste et en bloquant le périphérique de Paris.

Le 16 octobre, un militant du mouvement a également fait irruption sur la pelouse du Parc des Princes à Paris lors du Classico PSG-OM.

Aux Pays-Bas, des militants écologistes se sont collés le 27 octobre avec de la colle forte sur la vitre protégeant la toile La jeune fille à la perle de Johannes Vermeer, au musée Mauritshuis de La Haye, dans la foulée d'autres actes de vandalisme similaires visant des œuvres d'art à Londres et en Allemagne. RT 29 octobre 2022

Après l'aéroport du Bourget, Extinction Rebellion (XR) s'invite au Salon de l'auto qui a été ciblée le 21 octobre par une opération coup de poing de l'association altermondialiste. Brandissant une banderole « *salon de l'auto-destruction* », une dizaine d'activistes climatiques se sont collés les mains à des « *voitures d'exception* » qu'ils avaient badigeonnées de mazout.

Durant leur action, les activistes ont été copieusement hués pour la foule. Il faut dire que le stand ciblé n'avait rien d'anodin. Les « *voitures d'exception* » qui y sont exposées ont en effet été prêtées par un particulier en vue de récolter des dons pour la fondation Perce-Neige, qui intervient auprès des déficients mentaux. L'accès au stand était ainsi payant. RT 22 octobre 2022

J-C – Je me suis livré à une investigation sur le Net pour en savoir plus sur cette ONG de merde, travail ingrat qui m'a pris 2 heures tout de même, mais j'ai trouvé !

Dernière Rénovation

https://derniererenovation.fr/la-campagne/

Lu dans leur blog ou quels sont leurs mentors idéologiques ?

- "*On le sait, le GIEC l'a dit et d'autres scientifiques encore*" renvoie à un article du *Point* ou plutôt de l'AFP daté du 4 avril 2022 : *Climat : ce que contient le rapport du Giec*

https://www.lepoint.fr/monde/climat-ce-que-contient-le-rapport-du-giec-04-04-2022 2470852_24.php#11

- Dernière Rénovation est l'une des 11 campagnes du réseau international A22. Dernière Rénovation et l'ensemble des campagnes du Réseau A22 reçoivent la plupart de leurs financements pour le recrutement, la formation, le développement des compétences et l'éducation du **Climate Emergency Fund**.

Suivez la piste de l'argent.

Je n'ai pas trouvé grand-chose sur le Net, mais j'ai découvert d'où vient en grande partie le fric, d'une fille et petite-fille d'un milliardaire américain, Aileen Getty. Tout passe par l'ONG américaine **Climate Emergency Fund,** Aileen Getty en est la co fondatrice et membre du conseil d'administration. Commençons par elle.

Aileen Getty

Aileen Getty est la petite fille du milliardaire J. Paul Getty (Pétrole), la fille d'Eugene Paul Getty, appelé aussi John Paul Getty II, et la fondatrice de la Fondation Aileen Getty. (Wikipédia)

Bourrée de tunes et elle vit comme une milliardaire, « *emprunte carbone* » impossible à évaluer !

Aileen Getty a vendu son manoir de Malibu pour 11,995 millions de dollars.

https://www.amlu.com/2019/04/18/philanthropist-aileen-getty-lists-striking-malibu-home-for-12m/?utm_source=MailingList&utm_medium=email&utm_campaign=2019-04-nltr08

Aileen Getty, descendante de la famille pétrolière, en est un excellent exemple. À savoir : En juin 2019, elle a acheté une superbe maison de ville dans le West Village de New York à l'investisseur en capital-risque Adam Dell pour 19 millions de dollars. Aujourd'hui, à peine trois ans plus tard, l'acheteuse et vendeuse en série s'en va vers de nouveaux pâturages, demandant 25 millions de dollars pour cette superbe maison.

https://www.dirt.com/gallery/more-dirt/heirs-heiresses/aileen-getty-house-west-village-new-york-adam-dell-1203570984/west12getty_1/

Climate Emergency Fund.

https://www.climateemergencyfund.org

Aussi recommandé par :

- Donorbox
- Benevity

- tomorrow.io
- Fodorstravel
- Marie Claire

Donorbox

https://donorbox.org/nonprofit-blog/best-charities-for-climate-change

- Grâce à leurs efforts, un réel changement est en train de se produire ! Des milliardaires comme Warren Buffet ont investi dans les lignes électriques à énergie renouvelable. En réalité, ne sachant plus quoi foutre de son fric, il a dû en placer une partie dans ce marché qui devait être juteux. (Tout comme le philanthrope Bill Gates dans l'industrie pharmaceutique… – J-C)

Climate Emergency Fund fournit des subventions pour soutenir les militants qui éduquent le public sur le changement climatique. L'organisation a été fondée en 2019 et a financé 83 organisations, formé 19 810 activistes et engagé plus de 9 millions de personnes.

Parmi les bénéficiaires notables, citons :

- **Extinction Rebellion** & Extinction Rebellion UK
- Save Old Growth
- Declare Emergency
- **Ultima Generazione (Last Generation) (Dernière rénovation)**
- Fireproof Australia
- Just Stop Oil

Lu.

- En Italie, c'est le « *politique* » qui prend le dessus avec une Giorgia Meloni qui se montre tout miel avec Bruxelles et la BCE… et clame sa dévotion à l'Otan.

Pour l'électeur italien qui a cru à un vrai changement par rapport aux principaux axes suivis par Draghi, c'est une nouvelle désillusion : sa réalité, c'est une inflation qui passe la barre des 11%.

Un niveau très comparable aux chiffres de l'inflation en Europe (10,7%, soit 0,5% de plus que prévu). Ceux pour l'Allemagne sont ressortis à 10,4% (du jamais vu depuis 1951). Outre-Rhin, les prix de l'énergie ont flambé de 43% sur 12 mois, ceux de l'alimentaire de 20,3%.

L'inflation apparaît carrément incandescente dans les pays baltes, avec une barre des 20% allègrement franchie depuis des mois (et plus de 25% en Estonie).
La France fait donc figure de bon élève, mais au prix de déficits budgétaires abyssaux. Les prix à la consommation en France n'ont augmenté – officiellement – que de 6,2% en octobre 2022, après 5,6% le mois précédent.

Un autre taux a été recalculé en se basant sur les revenus des plus modestes, et leur « *panier pondéré* » se renchérit plutôt de 7,1% avec l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. L'impact négatif de ces composants sur le pouvoir d'achat décline en effet à mesure que l'on progresse dans l'échelle des salaires.

Il est donc permis de nourrir de sérieux doutes sur la reprise de contrôle imminente de l'inflation par la BCE, même si la conférence de presse de Christine Lagarde a entretenu la joie et la bonne humeur des marchés…

Et que penser de sa déclaration du week-end, « *l'inflation a surgi de nulle part* » ?

Ne serait-ce pas plutôt les liquidités de la BCE qui ont « *surgi de nulle part* », avec un tel débit que cet argent 100% virtuel a fini par déborder de la sphère ultra-inflationniste des actifs financiers, alimentant une flambée incontrôlable des actifs réels ? La Chronique Agora 31 octobre 2022

Dans quel monde vivons-nous ? Quelques éléments de réponse.

La guerre économique qui « *bombarde* » l'Italie et l'Europe par Manlio Dinucci

Alors que l'inflation sévit brutalement en Europe, des banquiers liés aux États-Unis arrivent au pouvoir. - Réseau Voltaire 28 octobre 2022

https://www.voltairenet.org/article218329.html

La guerre, la propagande, et l'aveuglement par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 25 octobre 2022

La propagande rend stupide. Nous savons que les nationalistes intégraux ukrainiens ont commis d'abominables massacres, particulièrement durant la Seconde Guerre mondiale. Mais nous ignorons ce qu'ils font à nos portes depuis trente ans, notamment la guerre civile qu'ils conduisent depuis huit ans. Notre propre stupidité nous permet de supporter les cris de guerre de nos responsables politiques aux côtés de ces criminels.

https://www.voltairenet.org/article218297.html

Les idéologues du Deep State s'adressent à vous.

Quand les intellectuels ont cédé la place aux idéologues néolibéraux il ne reste plus que l'absurdité.

Slate.fr - Les partis politiques ont arrêté de penser notre monde, et c'est un problème.

La disparition des partis politiques comme «*intellectuel collectif*», le délaissement volontaire des secteurs « *études* » ou « *recherches* » de ces mêmes partis, le progressif dépérissement de l'attention portée à l'idéologie sous le coup de la tactique et du besoin individuel d'exister, quoi qu'il en coûte, montrent que penser le monde n'a plus été une priorité depuis longtemps. En conséquence, nos débats politiques semblent vivre hors du temps, hors de la compréhension d'une multitude d'interdépendances, des mutations économiques et culturelles de sociétés que nous nous sommes efforcés « *d'analyser* » qu'au seul prisme de nos considérations propres.

Plus que jamais, la maîtrise du temps long semble entre les mains des dirigeants de Pékin ou de Moscou, et, par réaction, de Washington. À l'échelle de nos démocraties, sans vision du monde claire, sans analyse et critique du monde présent, sans intellectuel collectif, les compétiteurs de nos démocraties susciteront rapidement moins un sentiment de déception qu'un amer constat d'absurdité. slate.fr 28 octobre 2022

J-C - Les intellectuels ont adopté l'idéologie libérale à la suite du PS ou de ce qu'ils appelaient la gauche au lendemain de l'implosion de l'URSS, la petite-bourgeoisie en a profité pour se détourner de la classe ouvrière au profit de l'oligarchie financière à laquelle elle voue un culte, d'où également la montée de l'extrême droite et du fascisme, pas seulement en France. Ils ont achevé leur mutation et un grand nombre d'entre eux ont rejoint le camp de Macron ou de l'extrême centre, qui pas bien des côtés présentent les mêmes caractéristiques que le fascisme.

De qui prennent-ils la défense ? De la police du savoir dont le prix Nobel est "*l'instance suprême*".

Slate.fr - Nul besoin d'une police du langage. C'est le rôle des institutions littéraires que de fixer le cours des valeurs. Les prix en sont l'instrument. Le prix Nobel de littérature est l'instance suprême de cette cotation, une sorte de banque centrale qui valide les signes du crédit émis par les banques de second rang que sont les académies nationales.

En caricaturant Annie Ernaux sous les traits d'une écrivaine « *wokiste* » ou « *islamogauchiste* », voire indigéniste, et même antisémite, on jette le discrédit sur son œuvre, on jette aussi un label d'infamie sur le prix Nobel, on cherche à gommer son pouvoir de crédibilisation. slate.fr 12 octobre 2022

J-C - Vous aurez compris de qui ils prennent la défense...

A qui profite le crime ? Trouvez le mobil et vous aurez tiendrez le coupable.

J-C - Avant d'y venir, une précision sur le contexte qui date du 19 octobre 2022.

Hunter Biden: un rapport explosif sur les secrets de son « *ordinateur portable de l'enfer* » envoyé au Congrès des Etats-Unis par Francesca de Villasmundo (medias-presse.info) - Mondialisation.ca, 28 octobre 2022

« *L'ordinateur portable de l'enfer* » d'Hunter Biden, oublié chez un réparateur du Delaware, en avril 2019, n'en finit pas de livrer ses secrets et d'entrainer dans la chute du fils, le père Joe Biden, président des Etats-Unis.

D'après le tabloïd anglais *The Sun*, les membres du Congrès des Etats-Unis « *ont reçu un rapport explosif sur des centaines de crimes présumés trouvés sur* 'l'ordinateur portable de l'enfer' *de Hunter Biden* ».

Le Sun révèle encore que « *Marco Polo, un groupe dirigé par un ancien membre du personnel du président Donald Trump qui a enquêté sur l'ordinateur portable, a envoyé aujourd'hui ses conclusions aux 535 membres de la Chambre et du Sénat* », mais pas seulement. Également les

procureurs de district et les procureurs américains des juridictions où les crimes présumés du fils du président Joe Biden ont eu lieu « *ont reçu une copie* ».

Sur cet « *ordinateur de l'enfer* », authentifié par de nombreux experts, « *le fondateur du groupe, Garrett Ziegler, estime qu'il a découvert un total de 459 violations documentées des lois étatiques et fédérales sur l'ordinateur portable,* explique The Sun. *Il comprend 140 crimes présumés liés aux affaires, 191 délits liés au sexe et 128 crimes liés à la drogue*. »

Pour lire la suite :

https://www.mondialisation.ca/hunter-biden-un-rapport-explosif-sur-les-secrets-de-son-ordinateur-portable-de-lenfer-envoye-au-congres-des-etats-unis/5672271

Quelle merveilleuse coïncidence ! Qui est capable de plus est capable de moins, n'est-ce pas ? Là en l'occurrence, c'est de la bricole !

J-C - Ça pue à plein nez la provocation orchestrée par ceux qui prétendent en être les victimes pour venir en aide à Biden à 11 jours des midterms, où les démocrates sont en difficulté face aux républicains.

Quand on pense qu'ils sont capables d'organiser ou réaliser des enlèvements, des assassinats, des coups d'Etat à travers le monde, des actes terroristes comme le 11 septembre 2001, alors pourquoi ne se livreraient-ils pas à des actes disons moins violents ou spectaculaires mais pouvant être exploités politiquement à la vielle d'élections par exemple, les autorités et les médias se chargeant d'amplifier leur portée pour orienter les citoyens plutôt naïfs ou qui n'imagineraient jamais qu'ils sont capables de se livrer à de pareils coups tordus, y compris contre leur propre camp.

Grille de lecture.

Le « *New York Post* » a une ligne éditorialiste conservatrice plus proche de Trump que de Biden.

En octobre 2020, le compte twitter du New York Post a été bloqué par l'opérateur après la publication par le journal d'articles concernant le fils de Joe Biden, Hunter Biden. Pour l'élection présidentielle américaine de 2020, le New York Post appelle ses lecteurs à voter pour Donald Trump. (Wikipédia)

Sous le régime policier de surveillance généralisée américain, il leur est facile de connaître la tendance politique de chaque employé de tous les médias notamment, de tout savoir sur eux. Partant de là, en cas de besoin il leur suffit de contacter celui qui a le meilleur profil pour réaliser un mauvais coup, et de le rétribuer ou de lui octroyer une promotion en échange, en conséquence de quoi, pour justifier son acte auprès des autorités ou de son employeur dans ce cas précis, et s'en sortir avec une sanction minimale, il devra s'en tenir aux motivations qui lui auront été dictées par ses commanditaires, bref, il ne devrait pas être difficile à convaincre.

Le « *New York Post* » dit avoir été « *piraté* » après des tweets appelant à l'assassinat d'élus, dont Biden - Le HuffPost 28 octobre 2022

Le tabloïd *New York Post* a affirmé ce jeudi 27 octobre avoir été « *piraté* » par un de ses employés après la publication d'articles et de tweets appelant notamment à l'assassinat de personnalités politiques, dont le président américain Joe Biden.

J-C - Pour faire plus vraisemblable, ils ont dégainé l'argument choc du racisme, qui accuse qui au fait ? Les républicains voyons, les démocrates sont au-dessus de tout soupçon, ce sont de braves gens antiracistes, philanthropes, humanistes... D'ailleurs c'est bien simple, au point que sous sa présidence des Etats-Unis, Obama détient la palme des crimes racistes commis dans ce pays. Non mais cela vous êtes prié de l'oublier, c'est du passé.

Le HuffPost - Un tweet utilisant des injures racistes à l'encontre du maire afro-américain de New York Eric Adams incluait un lien vers un article du site ayant le même titre que le tweet, a relevé le journaliste de BuzzfeedNews David Mack. Le HuffPost 28 octobre 2022

Grille de lecture.

Un vieillard se fait défoncer le crâne à coup de marteau, et le jour même on nous dit que finalement ce n'était pas si grave que cela et qu'il "*devrait se rétablir complètement*", étrange, non ?

"*Trop, c'est trop*": Biden dénonce l'agression "*ignoble*" du mari de la cheffe démocrate Nancy Pelosi - BFMTV 28 octobre 2022

Paul Pelosi, lui aussi octogénaire, a "*été opéré avec succès pour soigner une fracture du crâne et de graves blessures au bras droit et aux mains*" et devrait se "*rétablir complètement*", a indiqué le porte-parole de la présidente de la Chambre des représentants, Drew Hammill. BFMTV 28 octobre 2022

J-C - Sans surprise, la suite de l'article désignait les républicains et Trump en particulier, et l'article de 20minutes en rajoutait une couche : "*selon deux blogs (ici et là) qui semblent lui appartenir, il a l'air d'être tombé dans le complotisme, relayant de nombreux thèmes populaires dans les sphères conspirationnises d'extrême droite*".

Il se peut qu'il ait agi de sa propre initiative, peu importe, les cinglés de néolibéraux et autres fanatiques Straussiens inspirent une haine aveugle chez un grand nombre d'Américains qui finalement leur ressemblent, c'est uniquement l'instrumentalisation politique qu'ils en font qui nous intéresse ici.

Epilogue.

Le chef de la police de San Francisco, Bill Scott, a affirmé aux journalistes que Paul Pelosi avait été frappé au moins une fois. BFMTV 30 octobre 2022

J-C - "*Au moins une fois*", c'était le minimum syndical !

La France est devenue l'un des pays les plus réactionnaires, totalitaires de la planète. La preuve.

Aux Etats-Unis, la Cour suprême ordonne la réintégration des soignants: la victoire judiciaire de Perronne mènera-t-elle au même scénario en France? Par Dr Gérard Delépine (FranceSoir Tribune) - Mondialisation.ca, 27 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/aux-etats-unis-la-cour-supreme-ordonne-la-reintegration-des-soignants-la-victoire-judiciaire-de-perronne-menera-t-elle-au-meme-scenario-en-france/5672264

France. La ministre Agnès Firmin : « *Réintégrer les soignants non vaccinés, il n'en est pas question !* » - lemediaen442.fr 29 octobre 2022

Il paraît qu'elle est ministre déléguée à la Santé. Bruno Le Maire voulait mettre la Russie à genoux, et Darmanin, malgré une affaire de mœurs, continuait à jouer au macho avec une journaliste. On pensait avoir touché le fond. Avec Agnès Firmin Le Bodo, on atteint des profondeurs insoupçonnées. La Macronie affiche clairement son visage, celui de l'autoritarisme et de la bêtise. Portrait à l'occasion de sa dernière déclaration à SudRadio.

Ne pas réintégrer les soignants non-vaccinés a valeur d'exemple

Agnès Firmin Le Bodo, ministre déléguée à la Santé, explique à SudRadio : « *La réintégration des personnels soignants — cela nous a été confirmé par les hautes autorités — n'est pas souhaitable. Nous sommes toujours sur cette ligne et donc nous continuons à inciter le personnel soignant à se faire vacciner et aussi à se faire vacciner contre la grippe. Se faire vacciner nous protège contre les formes graves. Quand on est personnel soignant, c'est important de pas être malade. C'est aussi valeur d'exemple.* »

Traduction : Pour éviter des arrêts maladie qui perturberaient les services, mieux vaut carrément suspendre le personnel non-vacciné, même si la vaccination n'empêche pas d'être malade. Sur toute la planète, la France a été seule à refuser la réintégration des soignants non vaccinés. La ministre déléguée trouve cela tout-à-fait normal. C'est pour faire un exemple ! En revanche traîner en Justice l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzin — autre cas unique au monde —, ça, c'est inadmissible ! On ne poursuit pas un ministre, cela ferait un exemple ! lemediaen442.fr 29 octobre 2022

L'Italie réintègre les soignants non vaccinés. Les Ordres des Médecins : « *C'est une décision de bon sens* » - lemediaen442.fr 29 octobre 2022

En Italie, les soignants non-vaccinés vont pouvoir réintégrer les hôpitaux. Le ministre de la Santé Orazio Schillaci a annoncé dans une note du 27 octobre 2022 que « *six mois après la suspension de l'état d'urgence et compte tenu de l'évolution de l'infection par le Covid-19, il juge approprié d'amorcer un retour progressif à la normalité des activités et des conduites, inspiré par des critères de responsabilité et de respect de la réglementation en vigueur* ».

Le ministre de la Santé Orazio Schillaci a signalé que des dispositions sont en cours pour la réintégration dans le service des personnels de santé faisant l'objet d'une procédure de suspension pour non-respect de l'obligation de vaccination contre le Covid-19. *« Ce qui m'importe, c'est que*

tous les malades qui ont pris du retard ces dernières années, je pense à la prévention, au dépistage et aux malades du cancer, puissent enfin avoir une santé meilleure, plus équitable… »

La suspension des non-vaccinés a donné lieu à une pénurie préoccupante de personnel médical et sanitaire signalée par les responsables des structures sanitaires et territoriales. Filippo Anelli, président de la Fnomceo, la Fédération des ordres médicaux, est favorable à la réintégration : « *Le raisonnement du ministre de la Santé Orazio Schillaci est celui du bon sens et de la sagesse. Il y a environ quatre mille médecins suspendus qui pourront reprendre le travail à l'hôpital ou à la disposition de la direction.* »

Autre nouveauté du gouvernement de Giorgia Meloni qui marque une nette différence de celle de l'exécutif précédent : à partir du 1er novembre, l'obligation de porter des masques dans les hôpitaux, les cliniques et les centres de diagnostic expirera automatiquement. Annulation du bulletin quotidien covid.

Pour Meloni « *L'Italie a adopté les mesures les plus restrictives de tout l'Occident, limitant sévèrement les libertés fondamentales des personnes et des activités économiques, mais malgré cela, elle fait partie des États qui ont enregistré les pires données en termes de mortalité et de contagions. Quelque chose n'a certainement pas fonctionné et, par conséquent, je tiens à dire dès maintenant que nous ne reproduirons en aucun cas ce modèle.* » lemediaen442.fr 29 octobre 2022

La France nomme Jean-Marc Berthon, ambassadeur pour les droits des personnes «LGBT+ » - Paris Match 29 octobre 2022

La France a annoncé vendredi avoir nommé Jean-Marc Berthon au poste d'ambassadeur pour les droits des personnes "*LGBT+*" (lesbiennes, gays, bisexuels, trans et plus), conformément à un engagement pris le 4 août par le président Macron.

"*Porter la voix et l'action de la France*"

"*Alors que l'homosexualité et la transidentité sont toujours pénalisées par de nombreux États et que les droits des personnes LGBT+ sont remis en cause à travers le monde, l'ambassadeur aura pour mission de porter la voix et l'action de la France en la matière, avec le soutien de l'ensemble du réseau diplomatique français*", a fait savoir le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

"*Il réitèrera l'engagement de la France en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité et de la défense des droits des personnes LGBT+ et apportera tout son soutien aux organisations de la société civile qui œuvrent souvent dans des conditions difficiles*", précise ce communiqué. Paris Match 29 octobre 2022

Ils vont peut-être arriver à supprimer 80% des habitants de notre planète. La "*science de la mort de la guerre biologique nazie*", c'est par ici aux Etats-Unis.

« *C'est de la folie* » : Des chercheurs de Boston créent une souche « *plus mortelle* » de COVID, ce qui suscite des appels à l'arrêt de la recherche à risque par gain de fonction. Par Michael Nevradakis (The Defender 18 octobre 2022) - Mondialisation.ca, 27 octobre 2022

Une équipe de 14 scientifiques d'un laboratoire de l'université de Boston a mis au point une nouvelle souche de COVID-19 qui a tué 80 % des souris infectées par le virus en laboratoire, déclenchant une tempête de critiques de la part d'experts qui ont déclaré que cette recherche relevait de la folie.

Le sénateur Roger Marshall (R-Kan.), un médecin, a déclaré que la recherche impliquait "*un gain de fonction mortel du virus*" qui crée le "*potentiel de tuer plus de personnes que toute arme nucléaire singulière*".

"*Les virus ont réussi à s'échapper même des laboratoires les plus sécurisés*", a déclaré M. Marshall, ajoutant que ce type de "*recherche doit cesser immédiatement, le temps d'en étudier les risques et les avantages*."

Jessica Rose, Ph.D., commentant la recherche du NEIDL sur Substack, a écrit :

" *Ce qu'ils ont fait dans ce travail, tel que décrit par leurs propres méthodes et résultats, s'apparente à de la folie.* "

" *Cela s'apparente à de la folie parce que […] ils ont essentiellement créé et publié la recette d'un agent pathogène mortel (taux de mortalité de 80 % chez les sujets de leurs expériences) de leur propre concotion dans leur laboratoire* ".

"*Au fait, c'est précisément la recherche sur le gain de fonction. Ça ne pourrait pas être plus descriptif.*"

M. Boyle, un expert en armes biologiques qui a rédigé le Biological Weapons Anti-Terrorism Act de 1989, (Acte anti-terrorisme d'armes biologiques) a déclaré au Defender :

"Il y a des années, un procès a été intenté pour empêcher d'arrêter la construction du BSL-4 à l'université de Boston, sur lequel j'ai travaillé, et nous avons échoué.

À l'époque, nous avons fait valoir que le niveau de sécurité biologique 4 permettait d'effectuer des recherches de guerre biologique dangereuses de type existentiel, et ce avant même… le gain de fonction.

Donc, nous savions dès le départ à quel point ce laboratoire allait être dangereux et nous avons essayé de l'arrêter. Nous avons essayé, nous avons échoué, et maintenant ce sale boulot de science de la mort des nazis est en cours."

Cependant, l'installation de l'Université de Boston a été achevée grâce à un financement de 128 millions de dollars du NIH.

Commentant la recherche sur le gain de fonction en général, Boyle a déclaré :

"*Vous noterez qu'il a été financé par le NIH et le NIAID sous Tony Fauci.* "
"*Le New York Times a souligné qu'environ 94% de tout ce sale boulot de science de la mort de la guerre biologique nazie a été financé par le NIH et le NIAID depuis que Reagan l'a mis à la tête du NIAID.*"

Selon M. Boyle, cela s'est traduit par plus de 100 milliards de dollars de dépenses fédérales en armes biologiques depuis le 11 septembre 2001.

M. Boyle a déclaré que le gouvernement fédéral "*ne met pas un frein ou ne poursuit pas*" les scientifiques qui travaillent sur de tels projets, "*parce que le gouvernement fédéral paie pour ce type de travail sale de science de la mort de la guerre biologique nazie*".

https://www.mondialisation.ca/cest-de-la-folie-des-chercheurs-de-boston-creent-une-souche-plus-mortelle-de-covid-ce-qui-suscite-des-appels-a-larret-de-la-recherche-a-risque-par-gain-de/5672254

Dossier Russie.

La Russie suspend l'accord céréalier après l'attaque de l'Ukraine contre Sébastopol - donbass-insider.com 29 octobre 2022

Suite à l'attaque menée par l'Ukraine contre la flotte présente dans la base de Sébastopol, la Russie a suspendu l'accord céréalier permettant l'exportation des céréales ukrainiennes par voie maritime. Les navires russes qui assuraient la sécurité du couloir permettant ces exportations se trouvent justement dans la base de Sébastopol visée ce matin par l'attaque ukrainienne.

Le 29 octobre à 4 h 20 du matin, l'Ukraine a lancé une attaque contre les navires de la flotte de la mer Noire et les navires civils qui se trouvaient sur les rades extérieures et intérieures de la base de Sébastopol. L'attaque, qui a duré plusieurs heures, a impliqué neuf drones aériens et sept drones marins (fournis à l'Ukraine par l'Occident), et un drone américain RQ-4B Global Hawk volait non loin, dans les eaux neutres de la mer Noire, semble-t-il pour surveiller l'attaque.

La défense anti-aérienne russe a rapidement détruit tous les drones volants. De son côté, la flotte de la mer Noire a détruit quatre des drones marins sur la rade extérieure de Sébastopol, et les trois autres drones marins sur la rade intérieure. Seul le dragueur de mines en mer Ivan Goloubets et un barrage flottant de filets anti-torpilles situé dans la baie de Ioujnaya, ont subi des dégâts mineurs suite à cette attaque.

À cause de cette attaque le trafic de bateaux et de ferrys dans la baie de Sébastopol a été bloqué pendant plusieurs heures pour des raisons de sécurité.

Le gouverneur de Sébastopol, Mikhaïl Razvojayev, a déclaré que cette attaque contre la ville et les installations de la flotte de la mer Noire était la plus massive jamais enregistrée depuis le début de l'opération militaire spéciale, mais qu'aucune installation dans l'agglomération n'avait été touchée.

Le ministère russe de la Défense a souligné que les navires de la flotte de la mer Noire stationnés à Sébastopol qui ont subi cette attaque terroriste de la part de l'Ukraine, sont impliqués dans la sécurisation du corridor maritime permettant l'application de l'accord céréalier (accord international permettant à Kiev de continuer à exporter ses produits agro-alimentaires par voie de mer en toute sécurité malgré le conflit en cours).

Or, cet accord céréalier, qui avait été conclu prétendument pour éviter la famine dans les pays pauvres, s'était déjà avéré être une énorme tromperie, puisqu'au final ce sont surtout les pays de l'Union Européenne qui ont bénéficié des livraisons de céréales envoyées par l'Ukraine depuis le port d'Odessa, grâce à cet accord.
En effet, d'après les données fournies par le centre de coordination conjoint, sur 185 navires chargés de céréales et d'autres produits alimentaires qui ont quitté l'Ukraine, 93 sont allés vers

l'UE, cinq sont allés vers des pays qui ont le plus besoin de nourriture en Afrique sub-saharienne, et trois sont allés vers des pays à risque de déficit alimentaire au Moyen-Orient et en Asie.

En clair, ce sont les pays riches qui se sont accaparé la part du lion, et les pays qui manquent de nourriture n'ont eu droit qu'à des miettes. Et ce alors que cet accord céréalier avait été réclamé à cor et à cris par l'Occident pour soi-disant éviter la famine dans les pays pauvres. Encore une fois, on peut voir qu'entre les jolies paroles des autorités occidentales et leurs actes il y a un fossé aussi grand que le canyon martien de Valles Marineris.

Rien que cela aurait largement pu justifier la remise en question de l'accord céréalier. Mais après l'attaque du 29 octobre 2022 au matin contre les navires qui assuraient la sécurité du couloir maritime, qui a été menée par l'Ukraine avec l'aide, la formation et la supervision de spécialistes britanniques, et manifestement aussi des États-Unis (puisqu'un de leur drones a surveillé l'attaque), il était clair que l'accord céréalier ne pouvait plus être maintenu.
Résultat, une fois l'attaque finie, et la baie de Sébastopol rouverte au trafic maritime, la Russie a annoncé publiquement la suspension pure et simple de l'accord céréalier pour une durée indéterminée, puisque l'Ukraine n'est pas capable d'en respecter les termes.

« *Le 29 octobre, sous couvert du corridor humanitaire créé dans le cadre de* « l'initiative de la mer Noire *» pour exporter les produits agricoles ukrainiens, les forces armées ukrainiennes ont effectué des frappes aériennes et navales massives à l'aide de drones contre les navires et les infrastructures de la flotte russe de la mer Noire à la base navale de Sébastopol. En raison des actions des forces armées ukrainiennes, supervisées par des spécialistes britanniques, dirigées, entre autres, contre les navires russes assurant le fonctionnement dudit corridor humanitaire (qui ne peuvent être qualifiées autrement que d'acte terroriste), la partie russe ne peut garantir la sécurité des cargos civils participant à* « l'initiative de la mer Noire *» et suspend sa mise en œuvre à partir d'aujourd'hui pour une durée indéterminée* », a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères cet après-midi.

Le ministère russe de la Défense a aussi accusé les spécialistes britanniques qui ont formé les soldats ukrainiens pour l'attaque contre Sébastopol d'avoir aussi participé à l'organisation et la mise en œuvre de l'attaque terroriste en mer Baltique du 26 septembre 2022, qui a endommagé les gazoducs Nord Stream 1 et 2.

Au vu des images venant des drones marins impliqués publiées par l'Ukraine elle-même (première vidéo ci-dessous), les drones en question seraient du même type que celui qui a été retrouvé échoué près de Sébastopol fin septembre (voir deuxième post Telegram).

En attendant, les navires marchands ne sont désormais plus autorisés par la Russie à entrer ou sortir des ports de la mer Noire encore contrôlés par l'Ukraine. Et Moscou qualifiant cette attaque de Sébastopol d'acte terroriste, il faut potentiellement s'attendre, comme après l'attentat contre le pont de Crimée, à voir des attaques massives de missiles et de drones kamikazes contre l'Ukraine dans les heures et jours qui viennent, et surtout contre Odessa et Nikolayev.

Dossier économie.

Japon: le gouvernement approuve un plan de relance économique de 266 milliards d'euros - RFI 28 octobre 2022

« *Il s'agit (...) d'un plan économique complet destiné à lutter contre l'inflation et à revitaliser l'économie* », a dit le Premier ministre japonais Fumio Kishida
.
« *Nous voulons protéger les moyens de subsistance, l'emploi et les entreprises, tout en renforçant notre économie pour l'avenir* », a ajouté Fumio Kishida. Le gouvernement veut notamment alléger les factures d'énergie des ménages, en nette hausse depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, inciter les entreprises à augmenter les salaires et soutenir l'économie nippone. RFI 28 octobre 2022

Dollar fort : un mauvais signe pour le système – La chronique Agora 28 octobre 2022

Quand la Fed intervient pour réduire l'inflation avec des hausses de taux, elle provoque une cascade de conséquences, dont la hausse du dollar et de nombreux dysfonctionnements sur les marchés.

Cette année, le dollar américain est redevenu la devise la plus forte du monde. Il atteint des records contre le yen, l'euro, la livre et atteint des sommets plus vus depuis 2007 contre le renminbi.

Pourquoi le dollar est-il si fort, alors que l'économie américaine entre en récession, que les marchés actions chutent, et que le gouvernement a accumulé 31 000 Mds$ de dettes ?

La clé de l'énigme est la hausse des taux pratiquée par la Réserve fédérale, qui est bien plus élevée que ce qu'anticipaient les investisseurs il y a quelques mois. C'est une vraie surprise. La Fed a mis en place une nouvelle hausse de 75 points de base à sa dernière réunion, portant les taux d'intérêt à plus de 3%, et d'autres hausses sont probables, dès la semaine prochaine, à la mi-décembre, puis début 2023.

Il en découle une cascade de conséquences pour les actions, les ressources naturelles, les marchés des changes et les marchés obligataires. Tout est lié.

Un marché obligataire dysfonctionnel

Il y a un mois, vous pouviez lire dans le Financial Times :

« *La facilité avec laquelle les traders peuvent mener leurs transactions sur le marché des bons du Trésor a diminué, et a atteint le niveau du début de la pandémie, en mars 2020. […] Les écarts de prix entre les ordres d'achat et de vente se sont creusés, et de gros mouvements de prix – d'une ampleur inimaginable il y a seulement un an – sont devenus monnaie courante*. »

Le marché des bons du Trésor américains représente 24 000 Mds$. C'est le socle du système financier mondial. Les bons du Trésor sont considérés comme l'actif le plus liquide et le plus sûr du monde. C'est aussi la principale source de financement des déficits américains. Ce marché doit être bien huilé. Dans le cas contraire, tout le système financier craque de façon chaotique.

La seule autre fois où nous avons constaté un craquement sur le marché des bons du Trésor, c'était aux premiers jours de la pandémie. A cette occasion, la Réserve fédérale a été capable de rétablir l'ordre. Mais cela a requis l'intervention d'une banque centrale la plus importante et la plus rapide de l'Histoire.

Aujourd'hui, ce dysfonctionnement est réapparu.

Le marché des obligations *d'entreprises montre également des signaux de détresse. Voici ce qu'en disait le Wall* Street Journal en septembre :

« *Les défauts sur ce qu'on appelle les prêts à effet de levier ont atteint 6 Mds$ en août, leur plus haut niveau depuis octobre 2020 […] Ce chiffre représente une fraction du marché tentaculaire des prêts qui a doublé en dix ans pour atteindre 1 500 Mds$. D'autres défauts vont survenir, indiquent les analystes…* »

Dysfonctionnements et absence de liquidité sur le marché obligataire : c'est exactement ce que nos spécialistes s'attendent à voir, aux premières étapes d'une crise financière, et quelque chose que nous observons attentivement.

Un ouragan financier se rapproche de jour en jour. Pas encore de glissement de terrain, mais la pluie et les bourrasques deviennent de plus en plus fortes.

Le boulet de canon de la Fed

Nous pensons que la Réserve fédérale a tiré un boulet de canon sur la bulle des marchés d'actions qu'elle avait suscitée.

Pour broyer l'inflation des prix de la vie courante, la Fed souhaite augmenter les taux d'intérêt, ralentir l'économie, créer du chômage et dégonfler la plus grande bulle de tous les temps.

Nous imaginions difficilement voir la Fed augmenter ses taux et réduire son bilan. Mais, maintenant que nous y sommes, nous pensons que des centaines de milliers d'entreprises surendettées sont sur le point de disparaître. Des millions d'employés vont perdre leur travail, rien qu'aux Etats-Unis.

Notre théorie concernant les marchés d'actions se résume par « *l'inflation ou la mort* ».

Par inflation, nous ne parlons pas des prix mais du gonflement de la masse monétaire. L'économie est saturée de tant de mauvais investissements et de dettes improductives que – sauf si la Fed continue à gonfler la masse monétaire – tout le système implose.

Il va y avoir une panique à Wall Street. De nombreuses banques et prêteurs vont s'effondrer. Le chaos se répandra en dehors des Etats-Unis vers les marchés des changes et des devises.

Si on ne sent pas encore le vent de panique à Wall Street, on constate déjà des premières secousses du côté du Credit Suisse ou de la Deutsche Bank, ainsi que des fonds de pension britanniques… Les difficultés rencontrées par ces organismes proviennent de la hausse des taux de la Fed qui essaime vers l'ensemble du marché du crédit. Ceci provoque des interventions des banques centrales et une baisse des devises concernées, ce qui contribue à renforcer le dollar et aggraver le problème.

Que doit-on à la révolution de l'énergie ? (2/2) – La chronique Agora 31 octobre 2022

Et que se passerait-il si les combustibles fossiles étaient interdits ?

Vendredi dernier, nous avons vu avec l'exemple d'une famille russe que la vie sans combustibles fossiles était plutôt sinistre, mais pas impossible. Mais cette expérience était imparfaite. La famille a vécu dans des conditions qui étaient loin d'être « *normales* » et peut-être plus dures que celles auxquelles nous serions confrontés si nous étions soudainement contraints d'abandonner les combustibles fossiles.

Une famille débrouillarde, correctement équipée d'outils et de technologies rendus possibles par notre économie moderne pourrait probablement bien vivre dans la nature.

Sauf que la plupart des gens vivent dans des villes et des banlieues, où ils dépendent à 100% d'une économie extensive – alimentée par des combustibles fossiles. Comment se débrouilleraient-ils si l'électricité était soudainement coupée ? Que mangeraient-ils si les livraisons de nourriture étaient interrompues ? Que se passerait-il si les guichets automatiques étaient fermés, si les pompes à essence étaient à sec et si les rayons des épiceries étaient vides

Le moteur du progrès

La seule chose qui donnait à l'homme la possibilité de dompter la nature était la nature elle-même. Elle avait pu stocker des millions d'années d'énergie : des montagnes de charbon… et des lacs souterrains de pétrole et de gaz.

Les plantes dépendent du soleil. Les animaux dépendent des plantes. Et, au cours des millénaires, cette énergie à base de carbone a été déposée et empilée, comprimée… et transformée en carburant haute densité. Les trains roulaient autrefois avec des moteurs à bois. Mais il fallait des wagons entiers de bois de chauffage et deux soutiers à plein temps pour jeter les bûches dans le foyer. Le carburant diesel prenait beaucoup moins de place et s'écoulait tout seul dans le moteur.
Au XIXe siècle, l'utilisation de ces « *combustibles fossiles* » s'est généralisée. On les utilisait pour chauffer, bien sûr, mais aussi pour déplacer des objets, les marteler et les façonner. A partir de James Watt et sa machine à vapeur, en 1776, des inventeurs ont trouvé des moyens de convertir l'énergie thermique en énergie mécanique – pour faire tourner des engrenages, des roues, des courroies, des chaînes, des arbres de transmission et des chaînes de montage.

L'énergie contenue dans ces « *combustibles fossiles* » est stupéfiante. Vous pouvez en faire l'expérience vous-même. Il suffit de mettre quelques litres d'essence dans votre voiture… disons pour un coût de 10 €. Ensuite, conduisez la voiture aussi loin qu'elle peut aller.

Puis, une fois le réservoir vide, poussez la voiture jusqu'à votre maison. Il vous faudra, à vous et à vos amis, de nombreuses heures de travail acharné pour y parvenir. Cette expérience peut également vous donner une idée de l'efficacité relative des combustibles fossiles. Quelques litres d'essence vous permettront, à vous et à votre voiture, de parcourir environ 40 km en moins d'une demi-heure. Même si vous abandonnez la voiture, vous ne pourrez parcourir qu'environ 6 km par heure à pied. Il vous faudra donc 12 fois plus de temps pour parcourir la même distance.

Maintenant, imaginez que l'énergie de ces carburants soit utilisée dans toute l'économie. Les agriculteurs, avec un attelage de bœufs, pouvaient autrefois labourer un acre de terre en une journée [NDLR : c'est d'ailleurs la définition de cette superficie, équivalente à environ 4 047 m²].

Aujourd'hui, les tracteurs les plus récents peuvent labourer 150 acres en une journée – avec la climatisation dans la cabine et une technologie de conduite automatique.

Les camions transportent des milliers de tonnes de marchandises sur des milliers de kilomètres. Les pilotes d'avion permettent à des centaines de passagers de traverser l'Atlantique en une seule journée.

Le temps représente la limite ultime de ce que nous pouvons faire. Il n'y a que 24 heures dans une journée. Ce que nous pouvons produire pendant ces heures détermine notre niveau de vie et le nombre d'habitants que la terre peut supporter. En utilisant le tracteur comme mesure, nous avons multiplié la productivité par 150. Des gains similaires ont été réalisés dans l'ensemble de l'économie.

Qu'il y ait de la nourriture

Au début de la révolution industrielle – que l'on pourrait plutôt appeler « *révolution des combustibles fossiles* » – notre planète comptait 2 milliards d'habitants. Aujourd'hui, ils sont quatre fois plus nombreux. Ces 6 milliards de personnes supplémentaires ne sont en vie que grâce à l'énergie contenue dans les combustibles fossiles. Même aujourd'hui, après 20 ans de soutien et de subventions aux sources d'énergie alternatives « *propres* » ou « *durables* », seule 15% environ de l'énergie mondiale provient de sources non fossiles.

Cela signifie que l'équivalent de 6,8 milliards de personnes dépendent en totalité des combustibles fossiles – pour leur transport, leur électricité et leur alimentation. Supprimez ces combustibles, partiellement ou entièrement, et que se passerait-il ?

Et qu'en est-il de vous ?

Lorsque vous vous levez le matin, buvez-vous du café ? Comment les grains de café sont-ils arrivés chez vous ? Et le lait ; comment était-il conservé au frais ? Et votre maison, comment en contrôlez-vous la température ? Et quand vous allez au travail… conduisez-vous une voiture ? Qu'est-ce qui fait tourner les roues ? Même si vous conduisez un véhicule électrique, il y a de fortes chances que l'électricité provienne de combustibles fossiles… et le véhicule lui-même ne pourrait pas être produit sans l'énergie du charbon, du gaz ou du pétrole.

La production de céréales a quadruplé depuis 1950. Comment cela a-t-il été rendu possible ? Grâce aux moteurs diesel, les agriculteurs ont pu cultiver plus d'acres, plus efficacement. Et, ce qui est peut-être encore plus important, ils ont utilisé beaucoup plus d'engrais, en particulier de l'azote. Entre 1950 et 2025, la quantité d'engrais azotés a été multipliée par 23.

D'où vient l'engrais azoté ? Du gaz naturel. Et pour faire pénétrer l'engrais azoté dans le sol – le fabriquer, l'expédier, l'appliquer – il faut presque deux fois plus d'énergie que dans l'engrais lui-même.

La nourriture – comme beaucoup d'autres choses dont nous avons besoin au quotidien – est un produit de l'énergie. Ce n'est que parce que nous avons été capables de comprendre comment utiliser cette énergie stockée que nous sommes si nombreux à vivre si bien sur la planète Terre.

Mais que se passerait-il si les combustibles fossiles étaient interdits ?

Une expression nous dit que nous ne sommes qu'à 9 repas de l'anarchie. Quel genre de chaos, de confusion et de misère s'abattrait sur votre quartier si des foules affamées parcouraient les rues, pillant les maisons et prenant ce qu'elles voulaient ? Et si vous deviez choisir entre vous nourrir et nourrir vos enfants ?

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 1er novembre 2022.

Protégeons-nous : Enfermons-les !

Angleterre : les volailles confinées en raison de la grippe aviaire - AFP/LePoint.fr 31 octobre 2022

Face à la propagation de la grippe aviaire, l'Angleterre décrète le confinement en intérieur de tous les oiseaux, et ce, à partir du 7 novembre.

Face à l'augmentation rapide du nombre de cas, « *le risque que les oiseaux en captivité soient exposés à la maladie a atteint un point tel qu'il est nécessaire de confiner tous les oiseaux jusqu'à nouvel ordre* », a dès lors déclaré la vétérinaire en cheffe britannique Christine Middlemiss. « *Cette décision n'a pas été prise à la légère, mais c'est la meilleure manière de protéger vos oiseaux de cette maladie hautement infectieuse* », a-t-elle ajouté. AFP/LePoint.fr 31 octobre 2022

J-C – Mais que font les défenseurs des animaux ? Que je suis bête, ce sont leurs matons ! Pauvres bêtes !

Rishi Sunak : Le Premier ministre britannique du Forum économique mondial. Vous en doutez ?

Rishi Sunak. *« Infosys est répertorié comme partenaire officiel du Forum économique mondial, qui développerait la technologie pour mettre en œuvre son système de "score de crédit social" de style chinois.* »

Infosys Technologies Limited est une société indienne prestataire de services en informatique qui a été créée en 1981 par un groupe de sept hommes d'affaires indiens, dont Narayana Murthy (beau-père de Rishi Sunak). Infosys Limited est spécialisée dans le conseil, la technologie, l'externalisation et les services de nouvelle génération.

Principaux actionnaires au 8 février 2020

- The Vanguard Group

- BlackRock Fund Advisors (Wikipédia et Twitter)

Infosys et le Forum économique mondial.

https://www.weforum.org/organizations/infosys-ltd

Infosys at WEF 2022

https://www.infosys.com/wef.html

A propos de l'époux de la présidente de la chambre des représentants Nancy Pelosi (démocrate).

L'interprétation de l'agression contre Paul Pelosi - Réseau Voltaire 31 octobre 2022

L'agression dont Paul Pelosi, l'époux de la présidente de la Chambre des représentants, a été victime dans son domicile hautement protégé, a donné lieu à diverses interprétations.

Selon Madame Pelosi et le Parti démocrate, l'agresseur était un trumpiste venu pour la tuer. Ne la trouvant pas, il s'en est pris à son mari dont il a enfoncé le crâne à coups de marteaux. Le vieil homme a été hospitalisé. Ses jours ne sont pas en danger. Selon l'ex-petite amie du suspect, l'homme serait un déséquilibré qui se prend pour Jésus.

Pourtant, aucune trace d'effraction n'a été relevée ; les gardes du corps ne sont pas intervenus ; et le seul marteau trouvé appartenait à Monsieur Pelosi.

À l'interprétation politique dramatique des démocrates qui présente un pays au bord du chaos, une autre interprétation beaucoup plus people fait face.

Selon le Santa Monica Observer [1], citant notamment un témoin de la police, Paul Pelosi, qui est notoirement gay, avait levé un partenaire dans un bar de San Francisco et l'avait ramené chez lui après avoir congédié ses gardes du corps. Son partenaire est un militant naturiste, dénonçant les mensonges du gouvernement sur les attentats du 11-Septembre. Paul Pelosi, ivre, se serait saisi d'un marteau et aurait menacé son partenaire. Celui-ci l'aurait désarmé et frappé.

Alors qu'Hillary Clinton faisait ses choux gras de la violence des trumpistes, Elon Musk, l'homme le plus riche du monde et le nouveau propriétaire de Twitter, a posté un tweet (retiré depuis) envisageant que la vérité ne soit pas celle des démocrates et faisant un lien vers l'article du Santa Monica Observer.

Les agences de presse ont publié des dépêches relatives à cette polémique, mais sans indiquer la position à laquelle Elon Musk faisait référence. Tout au plus ont-elles noté que le Santa Monica Observer était mal noté par NewsGuard, l'association des anciens de l'administration Bush. Réseau Voltaire 31 octobre 2022

[1] « The Awful Truth : Paul Pelosi Was Drunk Again, And In a Dispute With a Male Prostitute Early Friday Morning », Stan Greene, Santa Monica Observer, October 29, 2022.

https://www.smobserved.com/story/2022/10/29/opinion/the-awful-truth-paul-pelosi-was-drunk-again-and-in-a-dispute-with-a-male-prostitute-early-friday-morning/7191.html

---

Paroles de va-t-en-guerre.

Chine: 50 États, dont la France, dénoncent à l'ONU les violations des droits de l'Homme au Xinjiang - BFMTV 31 octobre 2022

Une lauréate du prix Nobel de la paix 2022 affirme que son ONG a identifié 21.000 crimes de guerre en Ukraine - BFMTV 31 octobre 2022

Pour Oleksandra Matviichuk la guerre menée par la Russie en Ukraine "*a un caractère génocidaire*" car elle est basée sur l'idée que "*le peuple ukrainien n'a pas le droit d'exister*". BFMTV 31 octobre 2022

France. Marketing ou la valse des étiquettes.

Bruno Retailleau estime que "*la marque Les Républicains*" est "*morte*" - BFMTV 30 octobre 2022

"*Si on se contente de ripoliner la façade du parti, on est morts. Il faut tout changer. La marque 'Les Républicains' est morte*", fait valoir le président du groupe LR au Sénat.

Bruno Retailleau dit vouloir "*construire un parti populaire et patriote capable de rassembler tous les électeurs de droite*". BFMTV 30 octobre 2022

J-C – En France, il manque effectivement le pendant du parti de gauche *Renaissance* de Macron. Vont-ils y arriver un jour pour se passer de RN ?

Comédie bis repetita.

Budget de la Sécurité sociale : l'Assemblée rejette la motion de censure de LFI, le texte adopté - Journal du Dimanche 31 octobre 2022

C'était attendu. Ce lundi 31 octobre, les députés de l'Assemblée nationale ont rejeté la motion de censure déposée par la France insoumise la semaine contre le gouvernement après que celui-ci ait déclenché le 49-3 pour adopter le budget de la Sécurité sociale. Le texte des Insoumis a recueilli 218 voix, loin de la majorité absolue de 289 députés. Journal du Dimanche 31 octobre 2022

Sinon ils versent dans le gauchisme et la provocation.

« *Eco-terrorisme* » : L'expression de Gérald Darmanin est une « *insulte* », juge Clémentine Autain - 20minutes.fr 31 octobre 2022

J-C - J'ai regardé plusieurs vidéos. On voit la députée EELV Lisa Belluco présente à la manifestation anti-megabassines de Sainte-Soline, qui affirme avoir été "*bousculée et frappée par les forces de l'ordre*" lors du rassemblement, alors qu'en réalité c'est elle qui a avancé et est entrée en contact physique avec les gendarmes qui voulaient l'empêcher de passer, et qui l'ont repoussée avec leurs boucliers notamment.

Je me souviens d'une manif d'étudiants à Paris au milieu des années 70, arrivé au pont Henry IV la manif s'était retrouvée bloquée par les CRS, alors que c'était l'itinéraire prévu et accepté par la préfecture de police de Paris. Mais là je crois me souvenir que nous étions 250 000 manifestants. Les discussions ne donnant rien, à un moment donné la manifestation s'ébranla et les CRS durent céder le passage, en fait les premiers manifestants ne marchaient plus, mais cavalaient décider à

passer coûte que coûte. Je m'en souviens encore, j'étais dans les premiers rangs, j'étais jeune et un brin gauchiste, je ne comprenais pas ce qui se passait, j'étais heureux, car je croyais qu'on allait prendre d'assaut la Bastille ! Après cela m'est passé et maintenant je suis vieux, avec toujours l'envie d'en découdre évidemment, mais pas n'importe comment ni n'importe quand…

Que s'est-il passé ?

J'ai visionné plusieurs vidéos où on voyait apparemment des dizaines de black blocs enragés balançant des pierres, des feux d'artifice et des cocktails Molotov sur les véhicules de la gendarmerie et de l'armée.

https://twitter.com/AnonymeCitoyen/status/1587146453201321984

https://twitter.com/AnonymeCitoyen/status/1586391865506803712?cxt=HHwWgMDRoeS__4MsAAAA

https://twitter.com/DamienRieu/status/1587117035112333313

En famille. Lula : C'est le Biden brésilien ou le candidat du Deep State ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

J-C - Non, on ne fera pas dans l'ouvriérisme. Les Brésiliens comme ailleurs avaient le choix entre la lèpre et le choléra. Tous les médias aux ordres se félicitent de l'élection de Lula, Macron aussi, mais également tout ce que compte la soi-disant gauche et extrême gauche dégénérée, pas étonnant, tout est dans l'ordre des choses en famille.

On dit aussi qu'il n'y a pas pire ennemi que celui qui avance masqué, et parmi les militants et les masses divisées, il y a ceux qui en ont conscience et ceux qui n'en ont pas conscience ou qui s'en foutent pour le plus grand bonheur de nos ennemis. S'il n'y avait rien à attendre de Lula hier, je ne vois pas pourquoi il y aurait quelque chose à en attendre demain. Surtout que la situation va s'avérer compliquée, même si Washington ne peut plus lui opposer un autre adversaire une fois Bolsonaro écarté. Bien entendu, je serais heureux qu'il me fasse mentir, mais je n'y crois pas, surtout qu'il n'est pas seul, vous lirez cela plus loin.

« *C'est la victoire d'un immense mouvement démocratique* », a affirmé Lula, qui a promis de gouverner pour « *tous les Brésiliens* » Cette année, l'extrême droite de Jair Bolsonaro et ses alliés a remporté d'importantes victoires aux élections sénatoriales, législatives et régionales. Douze gouverneurs d'États brésiliens ont également été élus dimanche, dont le bolsonariste Tarcisio de Freitas dans l'État de Sao Paulo, le plus peuplé et le plus riche du Brésil. Même si Jair Bolsonaro cède sa place à Lula, il devra donc composer avec le centre et la droite. lepoint.fr et ici.radio-canada.ca 31 octobre 2022

A première vue, le choix de Geraldo Alckmin, 69 ans, comme colistier de l'ex-président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), pouvait sembler incongru.

En 2006, les deux hommes s'étaient affrontés au second tour de la présidentielle et Lula avait été réélu haut la main.

M. Alckmin était alors membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), formation historique de centre droit qu'il a cofondée en 1988 et qui a gouverné le Brésil de 1995 à 2002, avec Fernando Henrique Cardoso à la présidence.

À ceux qui jugent son alliance avec Lula contre-nature, Geraldo Alckmin assure que le temps est venu de l'union sacrée en défense de la démocratie, menacée selon lui par Jair Bolsonaro.

Technocrate austère, Geraldo Alckmin a acquis une réputation de solide gestionnaire au fil de ses quatre mandats de gouverneur de Sao Paulo (2001-2006 et 2011-2018), de quoi rassurer les milieux d'affaires. AFP/lexpress.fr 30 octobre 2022

J-C - Tout le monde aura compris ce que signifie "*rassurer les milieux d'affaires*", gouverner en préservant ses intérêts.

156 millions d'électeurs, dont 30 millions d'abstentionnistes.

Lula : 50,9 % - 60 345 999 voix
Bolsonaro : 49,1 % - 58 206 354 voix
Non valides/Nuls : 5 700 443 voix

J-C – Donc, 35,7 millions + 58,20 millions n'ont pas voté Lula, soit 93,90 millions sur 156 millions d'électeurs, près des 2/3.

Brésil : Elu président, Lula et ses partisans célèbrent une victoire serrée - AFP/parismatch.com 31 octobre 2022

De la prison à la réélection: l'incroyable retour de Lula, le "*phénix*" du Brésil - BFMTV 31 octobre 2022

Lula remporte de justesse la présidentielle au Brésil face à Bolsonaro - rts.ch 31 octobre 2022

Luiz Inacio Lula da Silva a obtenu 50,9% des voix, contre 49,1% pour Jair Bolsonaro, selon les résultats définitifs annoncés par le Tribunal supérieur électoral (TSE). rts.ch 31 octobre 2022

Victoire de Lula au Brésil: un espoir pour l'Amazonie et le climat - RFI 31 octobre 2022

La victoire de Lula au Brésil, une bonne nouvelle pour l'Afrique? - RFI 31 octobre 2022

Les réactions politiques en famille, n'en jetez plus la poubelle de leur « *phénix* » est pleine !

Présidentielle au Brésil : Macron dit à Lula qu'il attendait sa victoire « *avec beaucoup d'impatience* » - 20minutes.fr I 31 octobre 2022

"*Une formidable nouvelle*": Macron félicite au téléphone Lula pour son élection au Brésil - BFMTV 31 octobre 2022

Emmanuel Macron a félicité Lula sur Twitter dont l'élection « *ouvre une nouvelle page de l'histoire du Brésil* ».

- Mélenchon (LFI). « *À l'heure où l'obscurantisme gagne du terrain en Europe, le Brésil parle au monde : oui, un autre monde de justice et d'entraide est possible,* »

- Fabien Roussel (PCF) s'est réjoui : « *Le peuple brésilien débarrassé du fasciste Bolsonaro. Les basses manœuvres n'auront pas suffi à faire vaciller la démocratie,* ».

- Olivier Faure (PS) a applaudi : « On a tremblé cher Lula, mais les Brésiliens ont fait le choix de clore l'expérience Jair Bolsonaro, ».

- Cyrielle Chatelain (la présidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale) : « *Après des années d'un pouvoir autoritaire, climatosceptique, raciste, sexiste et homophobe, la victoire de Lula représente l'espoir »,*

- Biden a félicité Lula pour son élection "*libre, juste et crédible*".

- Justin Trudeau, le premier ministre du Canada : "*Félicitation Lula!*"

- Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne s'est dit impatient de travailler avec le nouveau président du Brésil. "*Les électeurs brésiliens ont élu leur nouveau président dans un scrutin pacifique et bien organisé. Félicitations à Lula*!"

- Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne : elle s'est dite impatiente de travailler avec lui.

- Rishi Sunak, le nouveau Premier ministre britannique exprime aussi sa "*hâte*" de travailler avec Lula.

- Annalena Baerbock estime quant à elle la cheffe de la diplomatie allemande : C'est une victoire pour la "*démocratie*" et le "*climat*", (Sources : Médias et agences de presse internationales.)

J-C- S'ils le disent, on est autorisé… à ne pas les croire. Notons qu'il a aussi été félicité par les autorités russes, chinois, vénézuéliennes, une obligation diplomatique ou des illusions ?

Avec les résultats de la dernière élection présidentielle au Brésil, la Russie a-t-elle trouvé un nouvel allié ? C'est du moins la question que se posent bon nombre d'observateurs suite à la victoire de justesse de Luiz Inácio Lula da Silva. Il est peu probable que le Brésil, qui a condamné mollement l'invasion russe de l'Ukraine et s'est abstenu de voter les sanctions internationales, opère une volte-face diplomatique. « *Je pense que les Américains et les Européens ont également commis beaucoup d'erreurs* », a-t-il plusieurs fois répété.

Le retour au pouvoir de Lula promet en plus d'accentuer la fracture diplomatique qui fait mal après huit mois de guerre en Ukraine: celle qui concerne les Etats-Unis. En bon ténor de la gauche latino-américaine, certes assagi dans ses actes mais toujours flamboyant dans ses discours, Lula a bataillé toute sa vie contre les ingérences de Washington. Or, au vu des bénéfices évidents que les Etats-Unis tirent du conflit sur le plan militaire, énergétique et économique, sa défiance assumée est assurée de trouver un bel écho mondialisé.

L'autre force de Lula est qu'il pourra compter, sur le continent sud-américain, sur une coalition de gauche largement inédite. Au Mexique, Andres Manuel Lopez Obrador est devenu la bête noire de Washington. En Colombie, le nouveau président Gustavo Petro fait souffler un vent de social inédit sur le pays. Au Chili, Gabriel Boric s'est fait élire en décembre 2021 sur une plate-forme sociale

également teintée d'antiaméricanisme. Or tous ces présidents dénoncent ouvertement une Europe selon eux trop inféodée au Pentagone, trop peu souveraine et trop peu généreuse pour rivaliser avec le bras tendu financier de la Chine, et les offres énergétiques de la Russie. lefigaro.fr, lanouvelletribune.info et msn.com 31 octobre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 novembre 2022.

Le camarade Didier a actualisé *La bibliothèque du mouvement ouvrier* enrichie de 109 nouveaux documents.

https://drive.google.com/drive/folders/1HplgRPKvwdKwdg3w3zTSP3wbFZsq-r1P

Il signale qu'il a ajouté 3 autres documents uniques en France, à savoir :

- **LA VÉRITÉ** -- (avec lien à 487 numéros) – tous les n° actuellement disponible en France.

https://drive.google.com/file/d/1znmhBrp3z9VS1Lkuq8NTMKLiuyWspxdi/view?usp=sharing

- **QUATRIÈME INTERNATIONALE** -- (avec lien à 182 n°) – tous les n° disponible en France.

https://drive.google.com/file/d/1JPuO1gonVwbODStkwDUHoZ_-UKA_bHdW/view?usp=sharing

- **POI** - La Lutte Ouvrière - (avec liens à 119 numéros) – (section Fr. 4e) - 1936-39

https://drive.google.com/file/d/1tu6h61RNxpWOzidd7QiRUGBw-NaLK1Tq/view?usp=sharing

Un grand merci à lui de la part de tous les lecteurs et militants.

Une grosse causerie. Je suis à nouveau extrêmement fatigué, et je vais devoir me reposer un peu. Je travaille trop et je n'ai pas suffisamment d'activités physiques. C'est l'âge aussi qui veut cela, et contre ça je ne peux rien faire !

Je passe trop de temps à récolter des infos valables, à lire un tas d'articles sans intérêt que pourtant je sélectionne. Surtout, on perd un temps considérable à vérifier certaines infos. Récemment j'ai signalé à un blog un article et une vidéo dont les dates étaient fantaisistes, le responsable du blog m'a remercié et l'a supprimé.

Dans cette causerie à quatre reprises, je décris de quelle manière opère la guerre idéologique de nos ennemis. Cela m'a pris beaucoup de temps, trop, et il m'en a manqué pour pousser plus loin mes analyses, c'est dommage.

Les choses se présentent de telle sorte, que tout est très embrouillé, surtout ce qui paraît l'être le moins. Il faut remettre chaque chose à sa place et expliquer pourquoi on les met à cette place et pas à une autre. Il faut être le plus précis possible, pour que dans un premier temps les lecteurs comprennent bien de quoi on leur parle, ensuite ils sont libres de penser ce qu'ils veulent en connaissance de cause. Mon objectif n'est pas de les convaincre de quelque chose, mais qu'ils apprennent quelque chose.

J'ai l'avantage de n'être lié à aucun courant politique, du coup je peux traiter à fond chaque sujet en totale indépendance. D'autres sont lourdement handicapés par leur culte de la gauche ou de l'extrême gauche, qui ne cessent de se fourvoyer quotidiennement, qui se sont compromises à jamais, sont définitivement disqualifiées pour représenter les intérêts du prolétariat, le socialisme. Je me contrefous absolument de ce qu'on pense de moi ou de mes idées, j'ai le regard fixé sur l'horizon et rien ni personne ne peut m'en détourner.

Si j'arrêtais ces causeries, ce serait uniquement pour raison de santé, car je sais que mon travail est utile et irremplaçable à certains égards. Qui dispose quotidiennement de 6 à 8 heures pour s'informer et faire une synthèse sérieuse de l'actualité mondiale, ses grands traits disons ? Quel blog ou portail le propose à part le mien ? Si vous en connaissez un de semblable ou du même niveau, signalez-le-moi s'il vous plaît.

Moi, je ne vous propose pas des articles de 120 lignes ou 3 pages où il y a 2 lignes à retenir et tout le reste à jeter. Quand un article est assez long, c'est parce qu'il décrit un contexte qui peut intéresser les lecteurs ou qu'il faut connaître pour apprécier les 2 lignes à retenir. Quand je fournis l'adresse d'un article à lire, c'est parce qu'il vaut vraiment le coup, sinon j'aurais dû le reproduire intégralement, mais cela aurait alourdi le volume de la causerie, donc j'évite.

Ce portail aide à comprendre la situation, à s'armer pour combattre la réaction et les opportunistes, à incarner la continuité du marxisme et le combat pour le socialisme.

Commentaire publié dans le blog Réseau International

- "*l'agenda occidental d'appropriation des richesses naturelles de ces pays*"

Qu'est-ce qu'il a, il vous dérange ? Quelle hypocrisie ! "*Un fléau mondial*", cela fait un siècle que c'est le cas, mais vous vous y étiez habitués, ce "*fléau mondial*" avait permis de vous "*apporter prospérité et paix"*, la prospérité pour vous, la pauvreté et le sous-développement pour les autres, la paix chez vous, la guerre chez les autres, elle n'était pas belle la vie, vous vous en foutiez bien, non ?

Quand est-ce que les intellectuels comprendront que c'est dans la nature même du capitalisme, que les grandes puissances économiques n'ont pas le choix et elles ne peuvent pas agir autrement sous peine de disparaître ? Les crises du capitalisme ou son effondrement sont le produit d'un processus inéluctable... Combien en faudra-t-il encore avant qu'on en convienne ? Quel délire !

Il a été décrit il y a un siècle et demi en arrière, cette crise a débouché sur deux guerres mondiales et des centaines d'autres guerres, des krachs boursiers, etc. quelle autre preuve faut-il, cela ne suffit pas. Cela ne suffira jamais à ceux qui se complaisent sous ce régime monstrueux, mais qui n'osent pas l'avouer.

Au lieu d'en conclure qu'il faut en finir avec le capitalisme, ils en appellent aux "*organisations internationales"* qui sont toutes composées d'Etats soumis au capitalisme. Alors oui, partant de là, il n'y a effectivement aucune issue.

Hier soir j'ai regardé une conférence de 2014 du paléoanthropologue et professeur au Collège de France Pascal Picq Lucy et l'obscurantisme, pas un idiot, un brillant scientifique, il a pris la relève d'Yves Coppens décédé récemment. Dans son domaine il est très fort, mais étrangement - là c'est

moi qui fait l'idiot, dès qu'il évoque le réchauffement climatique, il emboîte le pas du GIEC et de Davos. C'est son droit, mais qu'est-ce que cela signifie ?

C'est simple, dès qu'il sort de son domaine de recherche de prédilection, il abandonne les principes dont il se réclame, il cesse de s'en remettre aux faits, il cesse de penser en scientifique...

Et bien avec l'histoire, l'économie ou la politique, c'est exactement la même chose qui se produit chez 99,99% des scientifiques, chercheurs, universitaires, intellectuels. On peut expliquer pourquoi ou on sait pourquoi, mais cela nécessiterait un trop long développement et la place nous manque ici.

J'ajoute un mot en dehors de ce commentaire, après avoir regardé une autre conférence de 2018 de Pascal Picq, et je rectifie, il n'est pas professeur, mais maître de conférence au Collège de France.

Dans celle-là (L'intelligence artificielle et les chimpanzés du futur à Montpellier), sur un ton approbateur ou enthousiaste, il fit référence au Club de Rome et au Sommet de la Terre de 1972 à Rio où fut "*signée la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*", Libération dans un article du 1er décembre 2015 précisant que "*l'un des aspects les moins connus du processus ayant abouti à Rio est le rôle de Margaret Thatcher (...) écolo de la première heure*", qui plus tard "*ne fut pas pour rien dans la mise sur pied très rapide du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (Giec) fin 1988*", Pascal Picq n'oubliant pas au passage son pendant américain néolibéral, Ronald Reagan.

En si bonne compagnie, vous comprenez que ce scientifique de haut niveau ne pouvait que se fourvoyer, dans son élan il ajoutera Malthus, le génial précurseur du Club de Rome, pour finalement littéralement s'extasier sur la "*qualité de vie incroyable dans les années 70*", au moment où dans ma famille on ne pouvait pas finir les fins de mois avec le salaire de mon père menuisier en bâtiment, c'était ma grand-mère maternelle Noémie camelot qui faisait office de banque alimentaire, tandis qu'une tante prêtait un peu d'argent à ma mère pour acheter du pain et mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole du père pour qu'il puisse aller travailler à des dizaines de kilomètres de chez lui, emportant tous ses outils qui avec la caisse en bois pesait bien 100 kilos, voilà pour la "*qualité de vie incroyable dans les années 70*", pas pour tout le monde, rien n'a changé ou c'était déjà ainsi autrefois.

Pour finir il traitera de "*couillon*" et d'"*imbécilité*" tous ceux qui ne voulaient pas se faire vacciner, notamment contre la rougeole et la tuberculose, bref, un pro vaccin acharné.

Dès que Pascal Picq sort de la paléoanthropologie, il est perdu, complètement paumé, il devient un vulgaire conformiste, un antiscientifique, un adepte de toutes les théories foireuses concoctées par les idéologues anglo-saxons néolibéraux, bref, du régime établi, d'ailleurs à un moment donné il n'a pas pu s'empêcher de vanter les vertus de la Ve République, non il faut l'entendre pour le croire, et je n'ai pas écouté la fin de la vidéo et la séance de question/réponse avec le public.

Quand on nous dit que les élites sont corrompues, j'ai envie de dire qu'elles l'ont toujours été, mais de nos jours c'est plus visible, elles montent au créneau pour défendre le régime en place parce qu'il se sent plus menacé que jamais, cela ne se voit pas forcément, c'est notamment ce qu'explique l'arrogance et l'extrême violence des chefs d'Etat occidentaux dans leurs discours.

Revenons sur sa conférence de 2014 Lucy et l'obscurantisme.

La laïcité : un concept bancal qui permet toutes les compromissions.

Selon lui, le retour en force de la théorie créationniste menacerait la laïcité, et par conséquent la liberté et la démocratie.

Il raconte qu'il faut défendre la laïcité, tout en expliquant qu'on peut être croyant et scientifique à la fois, citant un tas d'exemples d'autrefois ou autour de lui pour faire vraisemblable, ce qui au premier abord semble contradictoire, mais l'est moins quand on observe que ces croyants prennent soin d'écarter toute confrontation entre croyance et science, de sorte que s'établisse une sorte de cohabitation entre eux qui évite toute confrontation, du fait que ni l'un ni l'autre ne disposent des instruments requis pour analyser l'autre, c'est très pratique.

Il se contente de deux monologues où chacun expose ses arguments ou ses idées sans chercher à convaincre l'autre. Du moment qu'on le laisse s'exprimer, il est comblé, peu importe que l'autre partie tienne un discours idéologique chimérique, qui relève du négationnisme, à chacun sa liberté, mais sachant que celle du riche et que celle du pauvre n'ont pas vraiment la même portée ou conséquence, tant pis si l'une se trouve favorisée par rapport à l'autre, il suffirait de s'imaginer que ce n'est pas le cas pour que cet avantage pour l'un et cet inconvénient pour l'autre s'évanouisse par miracle, or évidemment ce n'est pas le cas.

Les pauvres se rendent à l'église, au temple ou à la mosquée, tandis que les riches vont à la banque ! Qui a décidé de construire des églises, des temples, des mosquées, qui en avaient les moyens, les riches, les aristocrates, les monarques.

Dit autrement, la laïcité a une fonction politique déguisée, et les religieux l'exploitent au profit de la classe qu'ils incarnent. La laïcité repose sur un consensus entre la science et la religion, elle légitime leur existence réciproque, c'est la raison pour laquelle tout le monde peut s'en réclamer.

La religion, c'est la négation de la science, elles sont incompatibles. La religion est bâtie sur un dogme, et partant de là elle ne peut être que démagogique et propagande. Elle a une fonction sociale et politique de nature corporatiste, qui consiste à cautionner le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme dont son existence dépend.

La description des religions et des sciences ou la définition de leur rôle dans la société moderne telle que les conçoivent les sociologues ou les anthropologues comportent de graves lacunes ou sont biaisées, du fait que lorsqu'elles intègrent la dimension économique, c'est pour attribuer à ce facteur un rôle secondaire dans la transformation de l'homme et de la société, alors qu'il est déterminant. Comment cela se traduit-il ? C'est ce que j'ai relevé ici. Ils se livrent à des exposés savants qui impressionnent les ignorants, qui vont conduire à orienter leur conception de l'évolution à leur insu, qui finalement correspond en tous points aux objectifs ou aux besoins exprimés par le clan le plus puissant qui trône au sommet du capitalisme. Vous pouvez facilement le vérifier par vous-même en visionnant 3 ou 4 conférences données par divers scientifiques dans des domaines de connaissance différents, physique quantique, psychanalyse, anthropologie ou paléoanthropologie, astrophysique, etc.

Chaque fois ils se livrent à de brillants exposés, mais dès qu'ils abordent la réalité ou la situation actuelle ou l'histoire en général, patatras ils se plantent lamentablement et adoptent la version ou la propagande officielle, c'est systématique. A l'issue de la première partie de leur conférence on pourrait se méprendre et les prendre pour des progressistes ou des humanistes, à moins qu'ils ne se soient livrés à des apartés qui révèlent leur véritable nature, sinon lors de la seconde partie où ils se livrent à l'épreuve des questions/réponses avec le public, là ils vont totalement dérapés, c'est ainsi

par exemple que Pascal Picq nous apprit qu'il pensait le plus grand bien du transhumanisme, de la transition numérique et énergétique, du programme du Forum économique mondial. En l'entendant, je me suis dit, voilà la fonction de ces conférences si généreusement sponsorisées par des universités ou différentes institutions liées au régime : diffuser la bonne parole de la réaction sous couvert de partager des connaissances qui est un faux prétexte, de manière à ce que les membres ou les futurs membres des classes moyennes y adhèrent.

La théorie des créationnistes, des fanatiques religieux, des ennemis de la science n'est pas anodine, elle a une fonction politique, elle vise à empêcher le peuple d'accéder à la connaissance, à la prise de conscience de sa condition, de la situation, de la société dans lequel il vit, sans laquelle les masses exploitées et opprimées ne parviendront jamais à transformer la société conformément à leurs besoins ou aspirations, elles ne trouveront jamais l'issue politique qui permettrait d'en finir avec le capitalisme et le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, elles demeureront sous l'emprise de l'obscurantisme et du règne de la nécessité qui les maintient dans la servitude.

Ceux qui mettent en avant la laïcité n'entendent pas s'attaquer aux religions ou plutôt à la manière dont les croyants interprètent les religions. Hier en regardant ma compagne qui était assise en face de moi et qui est une hindoue pratiquante, elle me dit : Toi, tu es encore en train de penser à quelque chose, tu n'arrêtes donc jamais. Je lui répondis : Effectivement, je pensais à la religion, et j'étais en train de me dire que ce n'était pas des pauvres qui avaient financé la construction de tous ces édifices architecturaux religieux immenses et somptueusement décorés, mais des riches, forcément, par contre une fois construits et en service, ce sont les pauvres qui s'y pressent pour prier, n'est-ce pas ? Elle acquiesça, que pouvait-elle faire d'autres puisque c'est la vérité, je rappelle au passage qu'elle est hyper arriérée et qu'elle vient tout juste d'apprendre à lire sa langue, le tamoul, avec mon aide, vous l'auriez deviné. On a là la fonction de la religion, à qui elle est destinée à profiter, et au détriment des intérêts de qui ou quelle classe sociale.

Pour les adeptes de la laïcité, la sphère publique et la sphère privée seraient indépendants l'un vis-à-vis de l'autre, la religion serait une affaire individuelle, privée, tout comme la propriété des moyens de production, tandis que la connaissance et sa diffusion serait une affaire collective, publique, l'une ne devant pas empiéter sur l'autre, ce consensus sauvegarderait les intérêts de chacun, donc tout le monde y serait gagnant. Comment cela pourrait-il être le cas, dès lors que le peuple est maintenu dans l'ignorance et le 1% qui profite de la religion est conscient de ses intérêts ? Il y a là un énorme déséquilibre en faveur des obscurantistes, qui plus est, les plus fortunés.

La laïcité est une supercherie, parce qu'elle est instrumentalisée par des réactionnaires qui avancent masqués, le PS ou tous ceux qui se réclament de la social-démocratie (LFI) qui sont aussi francs-maçons en font partie, mais aussi les dirigeants de LR et Renaissance, du Modem, etc. à la manière des commissions à l'Assemblée nationale, elle leur permet d'entretenir des rapports cordiaux, d'échanger des amabilités ou des bons procédés, non seulement ils partagent les mêmes constats, leurs conclusions s'inscrivent dans le cadre de la Ve République ou elles sont forcément compatibles avec elle.

Dans la Russie tsariste, l'église orthodoxe était omniprésente au point que c'est un pope qui en février 1917 portera les revendications de la classe ouvrière à Nicolas II, tandis qu'il existait un véritable parti communiste, le parti bolchevik de Lénine... Il y avait des crucifix partout en Russie, les Russes étaient très croyants et superstitieux, cela ne les a pas empêchés de faire leur révolution, alors qu'en France où les crucifix ont été bannis des salles de classes et des bâtiments publics depuis 1905, les masses sont bourrées d'illusions pires que des croyances de nature religieuse, et sont incapables de se mobiliser quand bien même leurs libertés individuelles et collectives fondamentales sont remises en cause.

Ayant moi-même reçu une éducation religieuse chrétienne (catholique) quand j'étais gosse, je suis bien placé pour en parler. Je n'en ai pas gardé un souvenir mémorable, pour avoir été systématiquement maltraité dans les établissements scolaires où mes parents m'avaient placé, fréquentés exclusivement par des gosses de riches ou des classes moyennes, les sanctions corporelles existaient encore à cette époque. Cette éducation consista essentiellement à apprendre par cœur les 10 commandements afin de devenir de bons chrétiens ou serviteurs du régime en place, c'était pratiquement la même chose. Dire à un fils de millionnaire tu ne voleras pas, n'a pas la même signification pour un gosse qui va à l'école avec des chaussures aux semelles percées quand il pleut l'hiver, des chaussettes et maillots de corps trouées, des chemises et pantalons reprisés, des slips sans élastique et qui les exposera à la vue de tous ces petits camarades lors des visites médicales pour sa plus grande honte ou humiliation, ce sont des expériences choquantes qu'on ne peut pas oublier.

Bref, je n'ai jamais porté le moindre intérêt à cet enseignement qui était inapproprié à ma condition sociale ou matérielle. Si j'ai adopté un certain nombre de principes et valeurs au cours de ma jeunesse, c'était davantage parce qu'ils étaient partagés par la majorité de la population dont mes parents, et non à l'école ou à l'église. A part apprendre à lire, écrire et compter, je n'ai absolument rien appris à l'école, j'ai tout appris plus tard ou à l'école de la vie. J'ai constaté que j'avais conservé religieusement ces principes et ces valeurs, alors que ceux qui les enseignent ou s'en réclament les ont tous trahis ou abandonnés, raison de plus pour y demeurer fidèle ou attaché, c'est devenu une question de dignité, de survie dans ce monde livré à la barbarie.

Quand on a pour idéal (humaniste) le socialisme ou le communisme, l'émancipation de l'exploitation et la liberté, on n'a pas d'états d'âme, sans nous poser de questions notre morale nous conduit irrésistiblement à respecter tous nos semblables, les plus faibles, à nous placer spontanément à leur côté, et à condamner, combattre, frapper les plus forts, à mort s'il le faut.

On est mieux que savants, chercheurs, scientifiques, intellectuels, on a les mains propres.

J'aurais une question à poser à Pascal Picq. Quelle est la morale de ces savants démagogues qui passent leur temps à conter sciemment au peuple un récit destiné à le tromper et à faire son malheur ?

Twitter en accès libre.

- La colère monte... 94% des Français déclarent être mécontents ou en colère. Seuls 6% des Français estiment être satisfaits et apaisés. Entre 2021 et 2022, c'est la colère qui progresse. Un sentiment en hausse de 5 pts. (Ipsos)

- Effondrement de l'hôpital : de la pédiatrie aux ambulanciers ! 9h d'attente pour le transfert de 2 prématurés, puis décès d'un des nourrissons à Poissy peu après son admission : "Rien ne permet d'affirmer que ce décès soit lié à un transfert trop tardif", tient à préciser l'ARS. Les parents doivent être consolés, écrit *Le Canard*...

- C'était la bonne idée de François Braun ! Depuis cet été le min. de la Santé a demandé aux Français d'appeler le 15 avant de se pointer aux urgences. Résultat : les standards du Samu explosent ! "*Plus de 20 min d'attente*", se désole un médecin breton auprès du Canard.

- Cet été, au sujet des fermetures de services d'urgences [ou "*régulations*" dans la novlangue ministérielle], François Braun assurait que les fermetures aux urgences "*n'apportaient pas une dégradation des soins, mais au contraire une meilleure orientation des patients*".

- Fin de l'abondance ? Début octobre, un document budgétaire annexé au projet de loi de finances révélait que L'Élysée prévoit une hausse de son budget de 5,2 millions d'€ en 2023, soit +5 % par rapport à 2022. Le budget de la présidence sera d'environ 115 millions d'€.

- Fin de l'abondance ? Avec un montant global de 174 millions d'€, le gouvernement d'Élisabeth Borne est le plus cher des 43 gouvernements de la Ve République ! +4,3 % par rapport à celui de Jean Castex, qui était déjà le plus cher depuis 1958...

- Pourrissement démocratique : au moment où le ministre de la Justice est mis en examen, une étude officielle montre que les atteintes à la probité (corruption, détournement de fonds publics, favoritisme) ont augmenté de 28 % entre 2016 et 2021...

- Le SNJ de France TV s'inquiète du projet de la nouvelle direction de l'information qui souhaite "*revoir la ligne éditoriale du 20 heures". Des cadres du groupe seraient "prêts à donner satisfaction à l'Élysée*" en lâchant Anne-Sophie Lapix. (ASI)

- La note des dîners de Laurent Wauquiez, dont le dernier a coûté 100.000 €, continue d'exploser. Pour les organiser, il a fait appel, pour 48.000€, à un consultant de luxe, connu pr avoir participé au financement de la campagne 2017 d'E.Macron.

- Le ministère de l'Intérieur abandonne officiellement l'extension dans les commissariats du logiciel #Scribe permettant de rédiger les plaintes, après 4 ans de chantier. La facture de ce fiasco numérique s'élève à près de 12 millions d'€. (Inter) https://franceinter.fr

- Élaboré en 2013, le projet Portalis, censé dématérialiser toute la procédure civile et aider les magistrats, est au point mort. Son coût était estimé à l'époque à 20 millions d'€. Il a été réévalué en 2020 à 77,5 millions. Il devrait dépasser les 80 millions ! (Canard)

- Affrontements ce soir à Athènes avec des jets de peinture contre les forces de l'ordre lors d'une manifestation contre la construction d'un métro et la gentrification du quartier d'Exarchia

- Des manifestations éclatent dans tout le Pakistan au lendemain de la tentative d'assassinat de l'ancien Premier Ministre Imran Khan lors d'une marche vers la capitale Islamabad

- 45 000 manifestent à Madrid en Espagne pour exiger des augmentations de salaires pour faire face à l'inflation. Les syndicats menacent de durcir le conflit

- Lorsque vous voyez Trudeau prendre part à des manifestations des femmes iraniennes et des BLM, c'est un indice que ces causes sont inscrites dans un agenda mondialiste et n'ont rien à voir avec un intérêt soudain pour des citoyens.

Ils sont Charlie !

Sommée de censurer les médias russes, la plateforme Rumble désactive son accès en France - Réseau International 2 novembre 2022

L'exécutif français voulait étendre à la plateforme Rumble sa censure des médias russes. Son CEO Chris Pavlovski a refusé de céder, bloquant l'accès à la plateforme aux utilisateurs français.

La plateforme de mise en ligne de vidéos Rumble a suspendu son accès en France le 1er novembre.

Son CEO Chris Pavlovki a fait savoir sur Twitter que le Gouvernement français avait demandé à Rumble de « *bloquer les sources d'information russes* ». Refusant de céder, la plateforme a riposté en désactivant entièrement son accès pour la France.

« *Nous allons contester la légalité de cette demande [du gouvernement français]* » a-t-il ajouté. « *Les utilisateurs dont les opinions sont impopulaires sont libres d'accéder à notre plateforme suivant les mêmes conditions que nos millions d'autres utilisateurs* », précise le communiqué de la plateforme.

Chris Pavlovski a par ailleurs indiqué que la France n'était pas « essentielle » pour eux, représentant moins de 1% de ses utilisateurs. « *Le peuple français, néanmoins, perdra l'accès à une large palette de contenus Rumble à cause des exigences de ce gouvernement* », affirme toutefois le communiqué de la firme. « *Nous espérons que le gouvernement français reviendra sur sa décision pour que nous puissions bientôt restaurer notre accès* », conclut celui-ci.

Pavlovski a de surcroît revendiqué une « *vision absolutiste de la liberté d'expression* », mais aussi une filiation avec Elon Musk, le nouveau patron de Twitter. Ce dernier avait en effet refusé au mois de mars 2022 de bloquer les mêmes sources russes d'information de Starlink, contrairement à la demande « *de certains gouvernements* ».

Fondée en 2013, la plateforme Rumble comptait 78 millions d'utilisateurs en 2022.

Source : RT France

Déshumanisation. Dans quel monde de dingues vivons-nous ?

Les chiffres fous du plus grand « *hôtel à cochons* » de Chine - LePoint.fr 1 novembre 2022

580 millions d'euros. 26 étages. 25 000 porcs à chaque niveau. Des ascenseurs pouvant supporter jusqu'à 240 bêtes. 54 000 tonnes de viande par an. Les chiffres de « *l'hôtel à cochons* », ou mégaporcherie, donnent le tournis. Cette porcherie gratte-ciel, qui a vu le jour dans la ville d'Ezhou, dans la province de Hubei – non loin de Wuhan –, affiche l'objectif d'élever 650 000 porcs, de leur naissance à l'abattoir, afin de « *répondre à la demande de la population pour une viande de porc d'un bon niveau et moins chère* ».

À l'intérieur, tout est automatisé, de l'alimentation « *scientifique* » des animaux au nettoyage de leur box, en passant par la prise de leur température. Les animaux pourront, selon les médias chinois, se promener dans les couloirs du bâtiment, mais ils ne verront jamais le jour. Car l'objectif de cet « *hôtel à cochons* » est de reconstituer le cheptel porcin de Chine – plus grand consommateur de cette viande – décimé ces dernières années par la grippe porcine. Il n'est donc pas question de laisser un quelconque virus contaminer les cochons.

Et la province de Hubei semble croire en ce modèle. Un deuxième hôtel est déjà en construction dans la ville d'Ezhou et trois autres seraient en projet, avec l'objectif d'élever 3 millions de cochons.

Pour voir la vidéo chinoise de présentation :

https://www.youtube.com/watch?v=vTEyYDayp5w

Constat, détournement ou récupération par les agents de la ploutocratie anglo-saxonne.

Ece Temelkuran, qui est-ce ?

Ece Temelkuran, née le 22 juillet 1973 à Izmir, est une journaliste et auteure turque. De 2000 à 2009 elle est chroniqueuse pour Milliyet puis de 2009 à janvier 2012 pour Habertürk. En 2010 et 2011 elle est également présentatrice d'Habertürk TV.

Elle est renvoyée d'Habertürk pour ses articles critiquant le gouvernement et en particulier ceux sur le massacre d'Uludere en 2011.

Ses chroniques sont également publiées dans plusieurs médias internationaux comme The Guardian, Le Monde ou le The New York Times.

En 2008, elle est visiting fellow à l'Institute for the Study of Journalism de l'agence Reuters

En 2013 elle participe aux manifestations contre le gouvernement turc d'abord à Ankara puis à Istanbul. Obligée à plusieurs reprises, en 2011, 2013 et 2016, de rester éloignée de la Turquie en raison des menaces qui pèsent sur elle, elle quitte finalement son pays en 2017 pour la Croatie puis pour Londres où elle vit depuis. (Source : Wikipédia)

Pour faire bref, cette journaliste prétendument indépendante, à défaut de continuer le combat politique en Turquie, ce qui n'était pas sans risques évidemment, a préféré le confort en rejoignant les élites acquis au nouvel ordre mondial totalitaire de Davos.

Ne vous fiez pas au titre de cet article, il est trompeur, émanent d'une agence de presse occidentale, c'était inévitable ou prévisible, car il ne s'agit de faire le procès ni du capitalisme ni des pantins au pouvoir qui servent ses intérêts, mais de la Russie nommée en tout début d'article, ainsi que tous les chefs d'Etat qui refusent de se placer sous l'autorité des tyrans de Davos.

L'Europe est confrontée à une "*crise de la démocratie et du capitalisme*" – euronews 3 novembre 2022

La guerre de la Russie en Ukraine et l'impact économique qu'elle a sur l'Europe ont mis en évidence une "*crise de la démocratie*" en cours qui ne pourra pas être résolue par de petits changements, avertit l'écrivaine turque Ece Temelkuran, en marge d'une conférence à Bruxelles.

"Il y a une véritable panique en Europe et je le ressens partout où je vais", ajoute l'autrice du livre" *Comment conduire un pays à sa perte, du populisme à la dictature*".

"*Le problème est que les débats mondiaux ou européens sur la démocratie ont deux artères principales et l'une d'entre elles essaie de nous dire que si nous pouvons arranger un peu les choses ici et là, si nous pouvons nous débarrasser de tel ou tel dirigeant, tout reviendra à la normale,*

business as usual. Cependant, je pense qu'il s'agit d'une crise plus profonde, et que la crise de la démocratie est étroitement liée à la crise du capitalisme", juge Ece Temelkuran.

Elle s'inquiète de la dérive "*autoritaire*" du monde. Mais l'autrice souligne que des dirigeants comme le Premier ministre hongrois Viktor Orban, l'ancien président américain Donald Trump, l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson ou le président turc Recep Tayyip Erdogan ne sont pas les seuls à blâmer.

"*Il y a des personnes en Europe qui veulent des dirigeants autoritaires*", explique-t-elle. (**Pour elle, le tyran Macron n'en fait pas partie, Biden non plus. – J-C**)

Face aux atteintes aux valeurs fondamentales dans l'UE, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé en septembre, lors de son discours annuel sur l'état de l'Union, que son institution présenterait un paquet "*Défense de la démocratie*" dans les mois à venir. (**Ursula von der Leyen ou l'hystérique partisane du régime néonazi de Kiev – J-C**)
"*Il permettra de mettre en lumière l'influence étrangère secrète et les financements louches. Nous ne laisserons pas les chevaux de Troie d'une quelconque autocratie attaquer nos démocraties de l'intérieur*."

"*Beaucoup d'entre nous ont considéré la démocratie comme acquise depuis trop longtemps*", estime la responsable allemande. euronews 3 novembre 2022

Macron : C'est la guerre à l'intérieur comme à l'extérieur de la France.

Elisabeth Borne active le 49.3 sur l'ensemble du projet de loi de finances, nouvelle motion de censure de LFI - 20minutes.fr 2 novembre 2022

La Première ministre Elisabeth Borne a de nouveau actionné mercredi l'article 49.3 de la Constitution, engageant la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur l'ensemble du projet de loi de finances (PLF) en première lecture. 20minutes.fr 2 novembre 2022

Le Sénat vote pour une réduction de 5 % du nombre de fonctionnaires d'État - Publicsenat.fr 2 novembre 2022

La majorité sénatoriale de droite a amendé le projet de loi de programmation budgétaire 2023-2027, en introduisant un objectif de réduction de 120 000 postes de fonctionnaires d'État sur la durée du quinquennat. Publicsenat.fr 2 novembre 2022

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire opposé à une indexation des salaires sur l'inflation - Paris Match 2 novembre 2022

Gérald Darmanin annonce une hausse de "*20% des expulsions sur un an*" - BFMTV 2 novembre 2022

Eoliennes : « *Ce droit de véto des maires est une mauvaise idée* », prévient Aurélien Taché (EELV) - Publicsenat.fr 2 novembre 2022

J-C – Finalement il a été rejeté.

Sacrifice : La section Segpa d'un collège d'Avignon ferme ses portes faute de pouvoir se chauffer - lemediaen442.fr 4 novembre 2022

Dès lundi prochain, 45 élèves d'un collège d'Avignon extra-muros devront plier bagage, car trop cher à chauffer. Les parents l'ont appris juste avant les vacances. Pour Marie-Antoinette Mosca (FO), « *Cela revient à faire payer la facture aux familles et aux personnels.* » Le collège rouvrira ses portes aux élèves après l'hiver. Il s'agit de la section Segpa (Section d'enseignement général et professionnel adapté) qui accueille des jeunes qui ont besoin d'un enseignement différent. Tant qu'il fera froid, ils auront le même enseignement que les élèves moins en difficulté. Si cela pose problème…, tant pis. Par cette décision, on voit qui sont les premiers sacrifiés.

Dans les faits, c'est un confinement énergétique qu'impose le gouvernement afin de financer la guerre en Ukraine et ce financement se traduit par l'augmentation du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires… lemediaen442.fr 4 novembre 2022

Totalitarisme. Comment l'implanter, mode d'emploi.

Grille de lecture.

Voyez comment ils se répartissent les rôles entre : l'épouvantail, le provocateur, l'extrême droite (RN) ; le rabatteur ou le hurleur, la soi-disant gauche (LFI-PCF-PS-EELV) ; le chasseur, l'extrême centre ou Renaissance (Macron) ; sans oublier la proie ou la victime, le dindon de cette mauvaise farce : le peuple, les masses.

J-C - Cancel culture. Quelle insulte ? Vont-ils brûler tous les livres où ce genre d'expressions figurent, censurer tous les films où elles sont présentes, etc. ?

Homophobie : Clément Beaune dénonce les insultes dont il est victime - Le HuffPost 3 novembre 2022

« *Ce type d'insultes n'est pas un acte isolé.* » Le ministre délégué chargé des Transports Clément Beaune a publié, ce mercredi 2 novembre sur Twitter, la photo d'une enveloppe qui lui a visiblement été adressée. Au dos, une insulte homophobe en lettres capitales : « *PÉDALE !* ». Ce type d'insultes n'est pas un acte isolé. (**Il n'en produira pas d'autres, et rien ne dit que ce n'est pas lui qui l'ait écrit au dos de l'enveloppe. - J-C**)

La ministre chargée de l'Égalité entre les hommes et les femmes, Isabelle Rome, qui a appelé à « *ne rien laisser passer face au LGBTphobies* ». (**Sous ce régime totalitaire, la majorité doit se plier aux exigences des minorités... Normal, n'est-ce pas une minorité qui détient tous les pouvoirs ? – J-C**)

« *Je fais partie de ces gens-là* », s'était ému Clément Beaune le lendemain sur LCI, qualifiant ces propos d'« *extrêmement blessants* ». « *Je suis engagé dans un gouvernement, sinon je n'y serai pas, où j'ai l'absolue conviction, réitérée, que la ligne de la Première ministre et du Président de la République, c'est celle de l'égalité et des droits* », avait-il ajouté. **(« *L'égalité et des droits* »**

consiste à privilégier les droits des minorités et à nier ceux de la majorité, c'est la démocratie inversée, le totalitarisme. – J-C)

En 2021, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, le nombre de crimes et délits anti-LGBT + enregistrés était en hausse de 28 % par rapport à 2020. (**Ils auront tout fait pour. – J-C**)
J-C - Cancel culture en famille. Quand la diversité idéologique n'a plus le droit de s'exprimer, seule demeure celle du dictateur en place.

Incident raciste à l'Assemblée: le député RN parle d'une phrase "*détournée par La France insoumise"* - BFMTV 3 novembre 2022

"*C'est une manipulation de l'extrême gauche*". Grégoire de Fournas, le député RN qui a tenu des propos racistes à l'Assemblée nationale, affirme que sa phrase "*qu'il retourne en Afrique*" a été "*détournée par la France insoumise*".

"*C'est une polémique qui n'y a pas lieu d'être et qui est totalement fallacieuse*", a ajouté le député du Rassemblement national. "*Je ne présenterai pas d'excuses pour quelque chose que je n'ai pas fait*", a-t-il expliqué sur BFMTV.

Le député LFI Carlos Martens Bilongo, qui s'exprimait lorsque Grégoire de Fournas a sorti cette phrase, estime que c'est lui qui était visé par les propos racistes. La présidente du groupe LFI à l'Assemblée Mathilde Panot demande ce jeudi l'exclusion "*pour plusieurs mois*" de Grégoire de Fournas pour ses propos. Le patron de LFI Jean-Luc Mélenchon a réclamé sur Twitter la « *déchéance et l'exclusion de l'injurieur* ». Un tel racisme ne devrait jamais avoir sa place dans notre enceinte républicaine a déclaré Clémentine Autain sur Twitter.

Grégoire de Fournas a de nouveau pris la parole, se défendant d'avoir parlé de son collègue député: "*j'ai dit quand le député de la France insoumise parlait du bateau SOS Méditerranée qui ne parvenait pas à accoster sur les côtes européennes j'ai répondu 'qu'il - le bateau - retourne en Afrique'.* "

"*C'est vous qui voyez un député noir. Moi je vois un député français, de la Nation, aussi légitime que moi à siéger dans ces bancs*", a-t-il encore ajouté devant des journalistes.

L'incident a également fait réagir Élisabeth Borne et la majorité. La Première ministre a prévenu que "*le racisme n'a pas sa place dans notre démocratie" tandis que le groupe Renaissance "ne siègera pas*" avant qu'une sanction lourde ne soit prononcée contre le député RN.

Emmanuel Macron est « *heurté* » par les propos « *intolérables* » lancés jeudi par Grégoire de Fournas et exprime son soutien au député de La France insoumise Martens Bilongo « insulté », a indiqué jeudi soir l'entourage du chef de l'État. « *Le Président est heurté par ces mots qui dans l'hémicycle comme hors de l'hémicycle sont intolérables. Soutien au parlementaire insulté* », a-t-on précisé de même source.

Lors d'une récente séance houleuse où deux députés RN avaient traité le ministre de l'Économie Bruno Le Maire de « *lâche* » et le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye de « *communautariste* ».

Ces invectives avaient donné lieu à des sanctions de la présidente de l'Assemblée nationale, sanctions qui doivent elles aussi faire l'objet d'un débat en bureau de l'institution. BFMTV, Le HuffPost et Le Point 3 novembre 2022 (Nous sommes bien en dictature. En France, vous n'avez plus le droit de caractériser un membre du gouvernement, et Mélenchon joint sa voix à celle de

Macron. Si vous militez dans un parti et que vous caractérisez un dirigeant en lui attribuant un qualificatif peu flatteur : Viré, exclus manu militari! Les militants du mouvement ouvrier connaissent bien cela, n'est-ce pas ?

J-C - Un amalgame pour un récit fabriqué permettant de cibler la Russie qui aurait qualifié abusivement le gouvernement ukrainien de nazi. Ils osent tout, alors que tout le monde sait que le régime ukrainien est néonazi, xénophobe, raciste et antisémite, à court d'arguments, ils accusent la Russie de favoriser une épidémie d'antisémitisme. Qui comptent-ils tromper ainsi ?

Là, vous n'avez pas le droit de caractériser un gouvernement ou un Etat comme vous le souhaitez.

Guerre en Ukraine: l'antisémitisme amplifié en Europe depuis l'invasion russe - BFMTV 3 novembre 2022

Un dommage collatéral de "*l'opération militaire spéciale*" russe démarrée le 24 février dernier.

"*L'épidémie de coronavirus et l'agression de la Russie contre l'Ukraine ont encore alimenté l'antisémitisme, qui demeure un grave problème*", estime Michael O'Flaherty, le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA).

Selon ce rapport publié en anglais, l'Union européenne (UE) s'est penchée en juin sur les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine.

"*Les risques de faux récits alimentent l'antisémitisme*", alors que la Russie a justifié sa guerre en "*utilisant de manière abusive des termes tels que celui de nazi*" pour qualifier le gouvernement en Ukraine, estime la FRA.

"*Les communautés juives à travers l'Europe*" ont été "*profondément affectées*" par la haine en ligne dans le contexte de l'invasion russe et de l'épidémie, poursuit-elle. BFMTV 3 novembre 2022

Totalitarisme et censure.

Le gouvernement va mettre en place des Assises des dérives sectaires et du complotisme pour organiser un plan d'action - lemediaen442.fr 3 novembre 2022

Comment lutter contre le complotiste non-vacciné ? La secrétaire d'État Sonia Backès annonce que le gouvernement va organiser des « *Assises des dérives sectaires et du complotisme* ». Le mélange des genres entre secte et complot fera bien l'affaire, amalgamer les raëliens, les terroristes et ceux qui sont contre la vaccination covid obligatoire ou contestent les études sur la transmission du virus grâce au vaccin, cela permet de faire taire toute contestation.

Les propos de Sonia Backès — dont la mère est devenue scientologue — sont extrêmement inquiétants et risquent de plonger la société française dans la méfiance. Chacun pourra dénoncer son voisin pour tel ou tel propos. « *Je crois que d'abord il y a l'idée du signalement. Les enfants, les mineurs, il faut que l'on arrive à les sortir, il y a besoin d'avoir un signalement…* », a déclaré la secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté.

Pour le docteur en sciences économiques, Rachid Achachi, nous allons droit « *Vers la psychiatrisation de l'esprit critique et de la pensée dissidente…* »

Le gouvernement semble déterminé à se donner des moyens supplémentaires pour incarner cette dérive sectaire qu'il dénonce. « *Ce que l'on va faire concrètement, ce sont des assises sur les dérives sectaires et du complotisme. L'idée c'est de mettre un plan d'action concret afin de savoir ce que l'on doit faire, si on voit son collègue de travail, son voisin touché par ça. A qui on doit le signaler ? Comment on doit agir vis à vis de lui ou de l'État ? Est-ce qu'il faut faire un numéro Vert ? Est-ce qu'il faut faire évoluer la loi ? L'idée c'est de prendre à bras le corps ce sujet.* »

La secrétaire d'État Sonia Backès ne mâche pas ces mots concernant les complotistes qu'elle identifie aux membres des sectes : « *Nous allons faire changer de dimension la réponse apportée par l'État à ces charlatans qui, depuis trop longtemps, abusent de la faiblesse de certains de nos concitoyens.* »

En 2021, 70 % des saisines reçues par la Miviludes (Mission interministérielle chargée de lutter contre les risques de dérive sectaire) concernaient la santé. La période de la crise sanitaire a été marquée par un rejet croissant de la médecine conventionnelle. La Miviludes donne une définition de la dérive sectaire qui va rappeler aux Français une mauvaise période : « *Elle se caractérise par la mise en œuvre, par un groupe organisé ou par un individu isolé, quelle que soit sa nature ou son activité, de pressions ou de techniques ayant pour but de créer, de maintenir ou d'exploiter chez une personne un état de sujétion psychologique ou physique, la privant d'une partie de son libre arbitre, avec des conséquences dommageables pour cette personne, son entourage ou pour la société.* »

Cela correspond exactement à la manipulation mentale par les médias et le ministère de la Santé lors de la période covid avec, en plus, les restrictions, la menace de perdre son travail en cas de refus de la vaccination et la relégation des non-vaccinés à une catégorie de sous-citoyens ne pouvant jouir des mêmes droits que les vaccinés…
Quand le gouvernement dit vouloir s'attaquer à ses propres citoyens qu'elle considère comme complotistes puisqu'ils ne pensent pas comme la secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté, nous ne sommes pas face à une secte mais face à une dictature qui ne dit pas son nom. Sonia Backès met en place les mêmes méthodes que celles de sa mère qui est dans la secte de la scientologie. lemediaen442.fr 3 novembre 2022

Ivan Rioufol censuré sur YouTube pour avoir rappelé que le vaccin covid n'empêchait pas la transmission - lemediaen442.fr 1 novembre 2022

Lors de son émission sur CNews du 30 octobre 2022, Ivan Rioufol critiquait la gestion du covid par le gouvernement français, dont Agnès Buzyn qui était ministre de la Santé et sera mise en examen pour mise en danger de la vie d'autrui.

Sur le virus covid, le journaliste rappelle (voir vidéo-ci-dessous) des faits snobés par l'intelligentsia parisienne : « *Rappelez-vous que le Pr Montagnier avait émis cette hypothèse [NDLR, concernant la fuite du virus d'un laboratoire] et avait été traité de complotiste et de vieux fou. Alors que ceux que l'on disait "complotistes" à l'époque avaient visé juste sur ce sujet-là, mais aussi sur l'efficacité toute relative des vaccins.* »

Ivan Rioufol exhume aussi le discours qui consistait à dire qu'il fallait se vacciner pour protéger les autres, puisque que cette injection devait stopper la transmission comme l'ont annoncé Albert Bourla (Pdg de Pfizer), Karine Lacombe, Nicolas Bouzou, Julien Pain… Ce qui se révélera totalement faux : « *J'ai moi-même été accusé d'avoir du sang sur les mains parce que je ne voulais*

pas entrer dans cette hystérie sanitaire. Or il est admis aujourd'hui que ce vaccin contre le covid — qui est toujours expérimental — ne protège pas de la contamination, ni de la transmission. »

Alors que les vérités émergent, que les médecins sponsorisés désertent les plateaux de télévision, que les Jérôme Béglé tentent de fuir leurs responsabilités, la plateforme vidéo YouTube en est toujours au stade de la censure. Incapable de se réactualiser avec du bon sens, elle décide d'interdire coûte que coûte la vérité : "*YouTube interdit les contenus qui contredisent le consensus des experts d'autorités sanitaires locales ou de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au sujet du vaccin contre le COVID-19.*"

Nous rappelons à nos lecteurs qu'un personnage comme Gilbert Deray pouvait avancer les thèses les plus farfelues et mensongères sans être inquiété par la censure. A ce titre il disait : « *Il faudra vacciner les enfants, sinon ils vont tuer leurs grands-parents. […] Les enfants risquent d'avoir Alzheimer s'ils ne sont pas vaccinés !* »

Pour visionner l'émission :

https://www.dailymotion.com/video/x8f27s9

Pourquoi ne faut-il pas critiquer les vaccins sur YouTube ? C'est très simple. YouTube est la propriété d'Alphabet. Et qui possède Alphabet ? Réponse : Vanguard, BlackRock, Fidelity management, State Street… Ce sont également les principaux actionnaires de Pfizer, de Moderna et de Johnson & Johnson. Rien d'étonnant à ce que YouTube ne veuille pas faire de peine aux laboratoires. Vanguard, BlackRock, Fidelity management et State Street dictent ses règles, avec l'appui de l'OMS, dont le principal financement provient de Bill Gates.

Il existe toujours des failles dans leur dispositif.

Maître Jacques Schroeter: Vaccins Covid — Un peuple gravement trompé par ses autorités Par Maître Jacques Schroeter (covidhub.ch) - Mondialisation.ca, 03 novembre 2022

Lettre de l'avocat Jacques Schroeter au Conseil fédéral. Il accuse les autorités de déni face aux dégâts des mesures et des vaccins Covid. Et annonce des suites judiciaires possibles – notamment pour lésions corporelles et homicide.

Voici le texte intégral de la lettre adressée le 25 octobre 2022 au nom de 700 mandants par l'avocat valaisan au gouvernement.

https://www.mondialisation.ca/maitre-jacques-schroeter-vaccins-covid-un-peuple-gravement-trompe-par-ses-autorites/5672431

Ben Shapiro admet à ses millions de followers avoir eu tort de promouvoir les vaccins - lemediaen442.fr 2 novembre 2022

Le célèbre animateur américain Ben Shapiro, qui cumule des millions de fans, se sent trahi. En effet, après avoir été un acteur important de la propagande vaccinale, il a fini par admettre, dans

l'émission « *The Ben Shapiro Show* » de ce mardi 1er octobre 2022, avoir été berné par les autorités.

Janine Small, présidente des marchés internationaux (Pfizer), a déclaré n'avoir effectué aucun test sur l'arrêt de la transmission du covid grâce au vaccin. Des aveux qui ont sonné comme un coup de tonnerre et causé un sentiment de trahison pour Shapiro. De son côté, le *Washington Post* a révélé que la Maison-Blanche avait très tôt su que les vaccins n'empêchaient pas la transmission du Covid. Le président Joe Biden avait pourtant déclaré avec confiance en 2021 : « *Vous n'allez pas attraper le covid si vous avez ces vaccins.* »

Shapiro tweetait le 20 juillet 2021 : « *Se faire vacciner. Je l'ai fait. Ma femme l'a fait. Mes parents l'ont fait. Si vous n'êtes pas vacciné et que vous tombez malade, c'est votre faute.* »

Après avoir longtemps été un promoteur des vaccins à ARNm contre le covid-19, Ben Shapiro est tombé des nues en apprenant la vérité. « *Il s'avère que la Maison-Blanche, Biden, le savait et a quand même fait la promotion de ce mensonge. […] Ce sont vraiment des choses incroyables. Quand le gouvernement édicte des lois pour vous obliger à faire quelque chose, et qu'il est révélé que ce sont des mensonges… la méfiance des gens envers l'institution va monter en flèche.* »

Shapiro a conclu en disant : « *Tout le monde nous a menti. Les scientifiques nous ont menti. Pfizer nous a menti. Le gouvernement nous a menti. L'administration Biden nous a menti… Je n'aime pas qu'on me mente. […] tous ceux qui sont impliqués dans ce genre de choses doivent être licenciés. […] il pourrait être nécessaire d'engager de véritables poursuites pénales si vous diffusez de fausses informations sur la santé à des personnes sur la base de zéro preuve.* » lemediaen442.fr 2 novembre 2022

J-C - Comme je n'ai pas du tout confiance dans les infos que diffuse ce média, j'ai voulu en savoir plus, Ben Shapiro est-il vraiment célèbre aux Etats-Unis, et la réponse est oui :

Wikipédia : Le Ben Shapiro Show est un podcast politique conservateur quotidien et une émission de radio en direct produit par The Daily Wire et animé par Ben Shapiro. Le podcast a été lancé en septembre 2015. En mars 2019, The Ben Shapiro Show a été classé par Podtrac comme le deuxième podcast le plus populaire aux États-Unis.

Ils veulent absolument vous dégoûter des femmes ou opposer les hommes aux femmes.

Histoires de femmes infidèles : "*Je trompe mon mari parce que j'aime le sexe et que ça fait trop pour un seul homme*" - Yahoo 3 novembre 2022

Différentes études tendent également à montrer que de plus en plus de femmes se tournent vers l'infidélité (elles étaient 31% à déclarer avoir déjà trompé en 2014, elles étaient 33% en 2016). Yahoo 3 novembre 2022

J-C – L'intégralité de ce long article était consacré à une femme mariée qui se fait baiser à l'insu de son époux par différents partenaires jusqu'à 5 jours par semaines depuis des décennies, parce qu'elle ne peut pas réfréner ses pulsions sexuelles.

Autant dire que l'auteur de cet article ne s'est pas aventuré à caractériser l'attitude de cette primitive, de manière à ne pas culpabiliser les femmes qui seraient tentées de l'imiter, pour ne pas

dire que c'était une façon déguisée ou insinueuse de les y encourager : Mesdames, cessez d'avoir des scrupules ou de faire appel à des principes ou une morale archaïque et culpabilisante, voyez comme c'est bon de se faire plaisir quand on en ressent le besoin, allez-y, faites-vous enfiler autant de fois que vous en avez envie, laissez-vous aller à vos instincts bestiaux, oubliez les discours sur l'évolution de notre espèce qui l'a conduite au bord de la civilisation humaine, de toute manière elle est condamnée à disparaître, alors profitez-en, osez, vous ne le regretterez pas…

"*Rarement vu des êtres humains qui avaient l'air aussi bêtes*" : Polska et Tootatis détruites par les internautes et Guillaume Genton dans TPMP - purebreak.com 3 novembre 2022

Comme on peut le découvrir sur le compte de Polska, les deux amies - qui revenaient de soirée, ont récemment été recalées de l'établissement Le Café des Phares, à Paris, autour de 8h du matin, en raison de leurs tenues jugées inappropriées.

Si Gilles Verdez a évidemment tenté de les défendre, "*Elles sont refoulées parce qu'elles sont des femmes. C'est de la misogynie pure et simple. C'est parfaitement hors la loi*", le reste de l'équipe s'est au contraire montré sans pitié, à commencer par Guillaume Genton.

Passablement irrité par leur comportement, l'animateur radio a sorti la sulfateuse pour les dézinguer comme jamais : "*C'est tout ce que je déteste sur les réseaux sociaux. Vous arrivez, vous vous mettez à crier, à filmer la scène en gueulant à la discrimination, tout ça pour gagner trois abonnés sur TikTok. (...) Je trouve ça consternant*."

Benjamin Castaldi n'a pas caché sa lassitude face à l'attitude des deux influenceuses : "*Y a un terme, 'tenue correcte exigée'. Où est le scandale ? Y a pas de scandale. Il n'a pas envie d'avoir deux nanas à moitié à poil dans son restaurant, il a bien raison de le dire et de le faire. Elles reviennent elles se font filmer, c'est du buzz à deux balles*". purebreak.com 3 novembre 2022

J-C – Vous aurez noté comme moi qu'ils commencent à se lasser des médiocres créatures qu'ils ont contribuées à créer eux-mêmes. Ces femmes sont plus à plaindre qu'à blâmer en réalité.

TPMP - Ruby Nikara se déshabille sur le plateau et choque les internautes - Yahoo 4 novembre 2022

Cyril Hanouna a décidé d'inviter sur le plateau de "*Touche pas à mon poste*" Ruby Nikara, afin de rebondir sur les propos de Guillaume Genton à l'encontre de Polska et Tootatis. Cependant, cette séquence a rapidement viré au malaise, ce jeudi 3 novembre... Et l'influenceuse s'est littéralement déshabillée en plein direct, de quoi choquer tous les internautes. Yahoo 4 novembre 2022

J-C – Tout au long de cet article, ils n'ont cessé de raconter que cette prostituée était conne à un degré consternant. Bref, elle n'a rien à envier aux animateurs de cette émission de merde. Je rappelle qu'en Inde je n'ai plus de télévision depuis une douzaine d'années, je découvre sur le Net ce qui se passe en France. C'est Yahoo news qui proposent aux lecteurs ce genre d'articles à la con au milieu d'infos sur l'actualité politique ou internationale, moi je n'ai rien demandé de tel.

De l'autodéfense aux milices fascistes ou à l'insurrection révolutionnaire.

Le contexte rapidement. Un père de famille apprend que sa fille de 6 ans a été violée par un jeune de 16 ans. Il le chope et le tabasse.

Quand les puissants et Macron se permettent tout ce qu'ils veulent, légitiment la violence exercée par l'Etat contre la population depuis mars 2020, pourquoi ne pourrions-nous pas disposer du même droit autoritaire sans avoir de compte à rendre à personne ?

Il ne s'agit pas là de traiter comme tel un fait divers, ce qui s'est passé récemment à Roanne ne témoigne pas seulement de la déliquescence des institutions ou de la société, mais surtout que les inégalités sociales et les injustices ont pris une telle dimension, de sorte que chacun est amené à se poser des questions sur leurs significations et en conclut que rien ni personne ne peut justifier ou légitimer cette formidable injustice, du même coup sont responsables tous les acteurs ou toutes les institutions politiques qui les incarnent ou s'en font les avocats, en allant au-delà ou en remontant à leurs origines, c'est le capitalisme qui est en cause, qui en est la cause.

Bien entendu, cela n'apparaîtra pas aussi clairement dans la tête de chaque travailleur, mais c'est le sentiment général qui s'en dégagera : Si le régime se permet tout ce qu'il veut sans tenir compte de nous, et bien on va en faire autant et tant pis pour la loi.

Quand cet avocat écrit "*Ce pacte implique que l'État accomplisse efficacement sa mission*", il oublie que son premier devoir c'est de permettre à chaque citoyen de pouvoir vivre dignement ou de satisfaire ses besoins ou aspirations, etc. et qu'il n'en a jamais été aussi éloigné ou incapable depuis 1958, du coup, chacun est amené à régler ses problèmes lui-même à sa façon, c'est également ce qui se passe lors d'une révolution quand les masses prennent en mains leur destin.

Maître Régis de Castelnau est avocat à la cour, animateur du blog Vu du droit. Il écrit pour le magazine Causeur et commente l'actualité.

Causeur

Le magazine est classé à droite ou à l'extrême droite selon les médias, et se revendique pluraliste, anticonformiste, réactionnaire mais plutôt social-libéral sur le plan économique. Wikipédia

RT - L'affaire du père de famille de Roanne qui s'est fait justice lui-même en rouant de coups l'agresseur présumé de sa fille de six ans, révèle la défiance de l'opinion à l'égard des institutions policière et judiciaire, incapables de les défendre.

Il y a plusieurs affaires d'autodéfense dans l'actualité et notamment celle de Roanne, qui a vu un père de famille rouer de coups une personne qu'il accusait d'avoir sexuellement agressé sa fille de six ans à son domicile. Après l'affaire Lola, l'opinion publique s'est enflammée et a massivement pris le parti du père de famille.

Les belles âmes, Éric Dupond-Moretti, ministre de la Justice, en tête, fidèles à leurs habitudes, se sont précipitées pour donner des leçons de morale à des couches populaires en témoignant encore une fois du mépris qu'elles leur portent. Le Garde des Sceaux s'étant exprimé par la fameuse formule : «*Il n'y a pas d'insécurité en France. Simplement un sentiment d'insécurité*».
En refusant de comprendre que le problème ne réside pas dans ce soutien à un acte d'autodéfense mais dans l'énorme défiance du peuple français désormais vis-à-vis de la police et de la justice dans

l'accomplissement de leur mission de protection des citoyens. Les débordements liés à l'exercice de formes de vengeance privée sont encore assez peu nombreux. En revanche, ce qui est grave, c'est qu'ils sont compris et soutenus par la population et que les choses pourraient s'aggraver.

Dans un système civilisé, c'est l'État qui est titulaire de ce que l'on appelle la «*violence légitime*». C'est-à-dire qu'il a le droit de punir ceux qui transgressent la loi sociale. C'est en fait un mandat qui lui est donné par le souverain (en l'occurrence le peuple), en contrepartie de sa protection. Les citoyens renoncent à se faire justice eux-mêmes, déposent les armes, seul l'État bénéficiant du privilège de les porter. En ce qui concerne la justice, celle-ci est chargée du pouvoir de punir. C'est-à-dire par l'intermédiaire du pouvoir sur les corps d'infliger une violence aux contrevenants. Comme l'est évidemment l'emprisonnement. Ce pacte implique que l'État accomplisse efficacement sa mission et assure la protection des citoyens. RT 1 novembre 2022

J-C - L'autre aspect de cet article que je n'ai pas reproduit, consistait à s'en prendre aux immigrés qui seraient en gros responsables de la violence dans la société. Ce sujet est une planche pourrie ou savonneuse, car quel que soit l'angle sous lequel on l'abordera, on se fera tirer dessus à boulets rouges, donc j'ai opté pour le principe de ne pas tenir compte des critiques que pourrait susciter ma position.

Le constat qu'ils dressent ou ce qu'ils reprochent aux immigrés, pas à tous, aux *" populations issues de l'immigration récente* " n'est pas forcément faux, mais il faut bien observer que les autorités favorisent l'immigration, alors que les conditions économiques sont défavorables, il y a déjà un chômage de masse, 3 millions de mal logés et de clochards, une pauvreté et une précarité qui touchent des couches de plus en plus large des masses, etc. donc leur intégration va s'avérer forcément extrêmement difficile, et il leur faudra bien se débrouiller par eux-mêmes pour survivre, y compris en recourant à des moyens illégaux, ils y auront été poussés.

Et il faut signaler aussi que ces *" populations issues de l'immigration récente* " sont arrivées dans un pays en pleine déliquescence, où tous les principes ou toutes les valeurs à caractère disons humanistes que la population avait adoptés au cours des deux derniers siècles sont systématiquement piétinés par le pouvoir en place, dans ces conditions pourquoi devraient-ils les respecter, sachant qu'ils viennent de pays où ces principes ou valeurs n'existaient pour ainsi dire pas. On ne peut pas reprocher à quelqu'un de ne pas respecter ou de ne pas adopter spontanément quelque chose qu'il ne connaît pas, ce serait injuste. Juger le régime en place serait juste en revanche.

Des articles que je vous conseille vivement.

Le plan de Washington pour briser la Russie - reseauinternational.net 1 novembre 2022

Avec cartes à l'appui.

https://reseauinternational.net/le-plan-de-washington-pour-briser-la-russie/

Leur monopole est complet, absolu, sans faille, totalitaire !

Black rock 4: un problème majeur pour l'humanité. Qui est derrière Black Rock…? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 30 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/black-rock-4-un-probleme-majeur-pour-lhumanite-qui-est-derriere-black-rock/5672337

Lire les trois premiers articles :

Première partie : Black Rock: un problème majeur pour l'humanité Par Jean-Yves Jézéquel, 21 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/black-rock-un-probleme-majeur-pour-lhumanite/5672106

Deuxième partie : D'ici 2028, BlackRock et Vanguard posséderont « presque tout ». Par Jean-Yves Jézéquel, 25 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/dici-2028-blackrock-et-vanguard-possederont-presque-tout/5672191

Troisième partie : La stratégie globale Par Jean-Yves Jézéquel, 28 octobre 2022

https://www.mondialisation.ca/black-rock-3-la-strategie-globale/5672333

La propagande des agents du nouvel ordre mondial totalitaire (Davos).

Vente d'armes à la Russie : le "*jeu dangereux*" de l'Afrique du Sud - Courrier international 2 novembre 2022

Guerre en Ukraine : les États-Unis accusent la Corée du Nord d'aider la Russie - Le HuffPost 2 novembre 2022

Fuite, camp délabré... Des soldats russes filment leur débâcle en Ukraine - BFMTV 2 novembre 2022

Une nouvelle offensive ukrainienne démarre à peine dans l'est du pays mais elle va trouver devant elle une armée russe affaiblie, déjà au bord de la déroute. BFMTV 2 novembre 2022

Comme si franchement Paris Match en avait quelque chose à foutre, non ? Alors qui cible-t-il ? Devinez. Modi ou « *l'ami* » de Poutine.

Effondrement d'un pont en Inde : la douleur et la colère des proches des victimes - Paris Match 2 novembre 2022

Les familles des victimes mortes lors de l'effondrement d'un pont en Inde ont enterré leurs morts, alors qu'elles réclament des réponses sur les raisons du drame. Paris Match 2 novembre 2022

Parce que les Américains n'étaient pas suffisamment dégoûtés de la politique...

Midterms aux États-Unis : des candidats LGBT+ dans les 50 États, une première fois - Le HuffPost 2 novembre 2022

Alors que les midterms ont lieu mardi 8 novembre, plus de 650 personnes LGBT+ sont candidates. Le HuffPost 2 novembre 2022

En France, elle est légitime et banalisée !

Iran : une vidéo témoigne de la violence inouïe contre les manifestants - LePoint.fr 2 novembre 2022

Les images du lynchage d'un protestataire par la police antiémeutes, dimanche 30 octobre à Téhéran, ont été diffusées sur les réseaux sociaux. LePoint.fr 2 novembre 2022

La fin annoncée de l'ONU ?

La Russie met en cause la gestion par les USA de l'Onu - Réseau Voltaire 3 novembre 2022

La Fédération de Russie a adressé une longue lettre aux 195 Etats membres des Nations unies décrivant ses difficultés pour obtenir des visas pour ses diplomates à l'Onu.

Elle souligne que Washington ne cache plus sa volonté de limiter le nombre de diplomates russes présents à l'Assemblée général et dans les différentes commissions. Elle dénonce des violations à l'accord de siège, c'est-à-dire aux obligations souscrites par les États-Unis pour accueillir le siège de l'Onu. Enfin, elle renvoie à la résolution 76/122, adoptée par l'Assemblée générale le 6 décembre 2021, qui rappelait déjà Washington à ses obligations.

Ce courrier, très inhabituel dans sa forme, intervient alors que les États-Unis multiplient les contacts en vue de faire voter par l'Assemblée générale une réforme de la Charte de l'Onu qui permettrait d'exclure la Russie de l'organisation. Prévoyant le pire, Moscou, de son côté, envisage de créer une autre structure que l'Onu pour régler les différents internationaux en conformité avec Droit international, dans la ligne de ce que le Tsar Nicolas II avait fait avec les conférences de La Haye. Réseau Voltaire 3 novembre 2022

Il fallait une guerre avec la Russie.

Les aveux à peine croyables du conseiller de Zelensky sur la guerre avec la Russie Par Jean Neige (francesoir.fr 2 novembre 2022) - Mondialisation.ca, 04 novembre 2022

Dans une interview donnée en 2019, Olekseï Arestovitch, futur conseiller du président Zelensky, expliquait pourquoi il fallait une guerre avec la Russie, comment et quand elle allait se dérouler.

On se pince pour être sûr que l'on ne rêve pas. Comment est-il possible pour un dirigeant ukrainien de vouloir une guerre ouverte avec un pays aussi puissant que la Russie, quitte à ce que l'Ukraine soit dévastée ? C'est pourtant ce que préconisait Arestovitch, dans une interview donnée le 18 février 2019, quelques mois avant que Zelensky ne soit élu.

https://www.mondialisation.ca/les-aveux-a-peine-croyables-du-conseiller-de-zelensky-sur-la-guerre-avec-la-russie/5672469

Ce n'est pas le club Med !

Les soldats français en Roumanie ont « *faim* » et « *froid* » - infodujour.fr 4 novembre 2022

C'est une info de nos confrères de Médiapart qui révèlent que plus de 700 soldats français de la Mission Aigle déployés en Roumanie, au camp de Cincu, vivent dans des conditions déplorables.

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a rendu une visite éclair, le 3 novembre, aux soldats français de la Mission Aigle déployés en Roumanie dans le cadre de l'OTAN. Mais il n'a rien vu de leurs conditions de vie qualifiées de « *déplorables* » par Médiapart.

« *Nourriture insuffisante, locaux en partie insalubres, chauffage aléatoire… Les conditions de vie y sont jugées indignes par bon nombre de militaires pourtant habitués aux opérations extérieures (opex)* ». Et, avec l'arrivée de l'hiver, elles redoutent que les choses n'empirent.

Les soldats affamés

Selon Médiapart qui a interrogé l'état-major, la responsabilité de cette situation incomberait aux militaires roumains. « *Les repas fournis par les alliés roumains sont réduits à la portion congrue : soupe et tomate pour un dîner, omelette et morceau de pain de la veille…pas d'entrée et pas de dessert alors que les soldats sont affamés par l'exercice physique et le froid* ».

La journaliste qui a effectué le reportage, Justine Brabant, précise que les familles des soldats envoient des colis aux soldats. Elle constate que la cuisine du réfectoire français est « *dans un état d'hygiène peu engageant* ». Même chose pour les préfabriqués (venant de l'opération Barkhane) où sont logés quelques centaines de militaires. Les autres couchent sous des tentes collectives.

Ce n'est pas tout. 250 militaires se partagent 5 WC, des toilettes chimiques. Sur 16 douches, six fonctionnent. Il n'y a qu'une seule machine à laver le linge pour… 700 militaires ! Tout cela dans un camp qui ressemble plus à un bourbier qu'à un camp militaire, « *où l'on croise des souris, des punaises de lit et des chiens errants* ». infodujour.fr 4 novembre 2022

D'un régime totalitaire à un autre.

Chine: la plus grande usine d'iPhone au monde confinée - parismatch.com 2 novembre 2022

Les autorités chinoises ont confiné mercredi pour une semaine les 600.000 personnes vivant autour de l'usine qui fabrique la majorité des iPhone dans le monde, après la fuite d'employés inquiets par la découverte d'un foyer de Covid-19.

La zone économique autour de l'aéroport de Zhengzhou (centre), où se trouve l'usine du groupe taïwanais Foxconn, est confinée pour sept jours, selon un communiqué des autorités locales.

L'usine, qui emploie plus de 200.000 personnes, est touchée depuis la mi-octobre par des cas positifs au Covid-19.

Le site se trouve à quelque 600 km au sud-ouest de Pékin. Il "*continue de fonctionner en circuit fermé*", a indiqué mercredi Foxconn à l'AFP.

Selon des analystes, le complexe industriel, qui compte trois usines, assure l'assemblage d'environ 80% des iPhone 14, le dernier modèle du géant américain Apple.

Pour moins dépendre de la Chine, ce dernier a annoncé en septembre qu'il sous-traiterait une partie de sa production en Inde, où environ 3% des iPhone ont été fabriqués en 2021.

Des images sur les réseaux sociaux ont montré des employés, qui vivent généralement sur le site à l'année, s'enfuir de l'usine de Zhengzhou, certains en sautant par-dessus un grillage.

Sur des vidéos tournées mardi et confiées à l'AFP par un témoin, une foule de salariés marchent le long d'une route pour rentrer chez eux, traînant des valises.

"*Des gens testés positifs cohabitent avec des gens négatifs*", a indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat un employé de 30 ans, qualifiant la gestion de la crise de "*chaotique*".

"*Ceux qui ont de la fièvre ne sont même pas sûrs de recevoir des médicaments*", a-t-il ajouté.
Cet employé a choisi de rester sur place "*dans (son) logement*" mis à disposition par Foxconn, mais "*sans aller au travail*".

En revanche, "*je ne rentre pas chez chez moi car j'ai peur de ramener le virus*" dans ma famille.

Jusqu'au 9 novembre, les 600.000 habitants du quartier "*ne doivent pas quitter leur domicile*" sauf raison impérative, ont indiqué les autorités locales.

Seules les "*entreprises essentielles*" pourront continuer à fonctionner, les autres devant instaurer le télétravail.

Le quotidien local Dahe Daily a assuré que les autorités allaient "*désinfecter complètement*" le site de Foxconn, dont les dortoirs des employés.

Ces derniers ne pourront partir qu'après sept jours consécutifs de tests négatifs.

La politique zéro Covid en Chine, en vigueur depuis bientôt trois ans, se traduit par des confinements à répétition, des tests PCR à grande échelle et une quarantaine obligatoire à l'arrivée de l'étranger.

Cas en hausse

Pour retenir ses salariés, Foxconn avait annoncé mardi multiplier par quatre le bonus quotidien de présence au travail, soit 400 yuans (environ 55 euros).

Le personnel recevra un bonus supplémentaire pouvant atteindre 15.000 yuans (2.075 euros) en cas de présence sur tout le mois de novembre.

Foxconn a admis faire face à une "*longue bataille*" contre le Covid. Mais la firme n'a pas précisé le nombre d'employés testés positifs ou confinés sur son site de Zhengzhou.

Un responsable de l'usine a affirmé à l'hebdomadaire China Newsweek que la situation était "*contrôlable*".

Le nombre de cas positifs en Chine est en hausse, avec mercredi plus de 2.000 nouveaux cas positifs annoncés pour le troisième jour consécutif. parismatch.com 2 novembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 novembre 2022.

La guerre de classes fait rage.

Un internaute : Nous avions un peu oublié que nous sommes en permanence en « *état d'urgence* » dans ce pays depuis début 2020. Nos dirigeants nous ont infligé l'état d'urgence sanitaire au nom du « *nous sommes en guerre* » (contre un virus), puis nous avons eu droit au même « *nous sommes en guerre* » lors du déclenchement du conflit en Ukraine. Et Macron enchaîne ce 5 novembre avec « *l'état d'urgence écologique* ».

Déclarera-t-il demain « *nous sommes en guerre contre le carbone, ceux qui en consomment trop doivent être contrôlés, confinés, privés du droit de polluer car ce sont des* 'non-citoyens' *de la planète* » ?

Et ils ne se sont pas effondrés, un miracle ! Le 11 septembre 2001, il n'a pas eu lieu, étrange !

Dubaï : les images impressionnantes d'un gratte-ciel ravagé par un incendie - tf1info.fr 7 novembre 2022

Les pompiers ont lutté contre les flammes qui s'étendaient sur les 35 étages du gratte-ciel, comme on peut le voir sur plusieurs vidéos partagées sur les réseaux sociaux. tf1info.fr 7 novembre 2022

Chine : un impressionnant incendie ravage un gratte-ciel - tf1info.fr 16 septembre 2022

Spectaculaire incendie en Chine. Un important feu s'est déclaré vendredi pour une raison encore inconnue dans un gratte-ciel de la grande ville de Changsha, dans le Hunan, au centre de la Chine, a rapporté la télévision publique CCTV.

Le feu, désormais éteint, a touché le bâtiment de l'opérateur téléphonique China Telecom, d'une hauteur de 218 m. Les impressionnantes images diffusées par la télévision publique CCTV montraient d'immenses et puissantes flammes orange ravager tout un côté du bâtiment, qui compte 42 niveaux en surface. tf1info.fr 16 septembre 2022

Stratégie de la terreur. Dans la rubrique fais-moi peur, on va tous mourir... de faim !

Contaminé, ce riz basmati ne doit surtout pas être mangé - Yahoo 8 novembre 2022

Des sachets de riz basmati viennent d'être massivement rappelés dans toute la France. Ils sont suspectés de contenir des Aflatoxines à une teneur supérieure à la limite autorisée. Autrement dit, des toxines produites par des moisissures.

J-C- Les Aflatoxines se développent sous l'effet de l'humidité. Elles peuvent être présentes dans les céréales, les épices et certains légumes, elles présentent un risque pour la santé uniquement à haute dose, donc à condition d'en consommer de façon régulière en grande quantité, ce qui n'arrive pratiquement jamais.

Comment se fait-il qu'on n'en meurt pas comme des mouches en Inde où j'habite, où le taux d'humidité avoisine entre 80 et 90% une bonne partie de l'année ? Cela m'arrive de jeter des épices en poudre pourtant conservées dans des bocaux en verre fermés, parce qu'elles ont une odeur suspecte ou présentent des traces de moisissure, autant dire que j'ai dû en consommer plus d'une fois.

Pour qui vogue la Nupes, qui est au gouvernail de l'ONG SOS Méditerranée ?

Ocean Viking : La Nupes presse Emmanuel Macron d'accueillir le bateau - Le HuffPost 9 novembre 2022

Le navire de SOS Méditerranée et les 234 migrants à son bord se trouvent toujours dans les eaux internationales, après l'absence de réponse de l'Italie à son permis d'accoster. Le HuffPost 9 novembre 2022

SOS Méditerranée, qu'est-ce que c'est ? (https://sosmediterranee.fr/partenaires-et-mecenes/)

Parmi les fondations & associations partenaires, la Fondation AVAAZ.

La Fondation AVAAZ, qu'est-ce que c'est ? (Wikipédia.org)

Entre 2007 et 2009, Avaaz a été financée en partie par le milliardaire George Soros, via MoveOn par le Soros Open Society Institute (Open Society Foundations). (Source : Wikipédia.org)

J-C - En réalité on la retrouve sur tous les fronts ouverts par l'oligarchie financière anglo-saxonne, contre la Chine, au Zimbabwe, contre Morales en Bolivie, en Syrie au côté des barbares de Daesh, du Pentagone et de l'OTAN, en soutien aux homosexuels, etc.

Wikipédia - L'influence des fondateurs d'Avaaz sur les campagnes est aussi mise en cause en raison de leur grande proximité avec le gouvernement américain et le Parti Démocrate : ses fondateurs sont notamment Ricken Patel, le diplomate britannique et conseiller du Département d'État américain, Tom Pravda et Tom Perriello. Ce dernier est un politicien catholique américain membre du Parti démocrate, défenseur de la guerre contre le terrorisme, de l'interventionnisme militaire en Afghanistan, de la présence américaine en Irak ou au Pakistan... (Source : Wikipédia.org)

J-C – Qui est derrière cette opération sordide qui dure maintenant depuis plusieurs années, et qui a obtenu le soutien de la pseudo-gauche et de l'extrême gauche décomposée ? Vous avez la réponse, cela fait partie de la stratégie du chaos de Davos…

Quand leur monde virtuel a du plomb dans l'aile. Il y a loin de la coupe aux lèvres.

Facebook (META) prévoit des licenciements à grande échelle après la chute de 70 % du cours de l'action - lemediaen442.fr 7 novembre 2022

Rien ne va plus pour META (Facebook, Instagram, WhatsApp) ! Le PDG Mark Zuckerberg est dans la tourmente et prévoit de licencier jusqu'à 12 000 salariés de Facebook. Alors que la stagnation du nombre d'utilisateurs montre un point de non-retour, les revenus de META continuent de chuter en Bourse et atteignent moins 73 % au cours de la dernière année. Meta Platforms Inc. a été classée la moins performante du S&P500 (500 grandes sociétés cotées sur les Bourses aux États-Unis).
Au vu des résultats catastrophiques de l'entreprise, Facebook prévoit de commencer cette semaine des licenciements à grande échelle. Des milliers d'employés vont devoir plier bagage, une annonce se fera dès mercredi. Meta Platforms, Inc fermera à New York l'un de ses bureaux de 20 000 mètres carrés au 225 Park Avenue South, Manhattan, et renonce à son projet d'agrandissement avec 770 bureaux de 27 870 mètres carrés dans un bâtiment près d'Astor Place à Broadway, selon Bloomberg.

Le cours de l'action Meta a continué de chuter avec une chute de 73%

Le PDG Mark Zuckerberg a investi plus de 36 milliards de dollars dans le projet Metaverse. Un gros pari ambitieux qui a échoué. Malgré les milliards investis, il n'y a que 300 000 utilisateurs sur sa plateforme de réalité virtuelle Horizon Worlds. Non seulement les utilisateurs sont peu nombreux mais ceux qui s'inscrivent ne reviennent pas après être entrés une première fois à cause de la qualité médiocre et des bugs en tous genres. Les citoyens ne souhaitent pas entrer dans le monde virtuel que lui propose l'entreprise META « *moins de dix pour cent — des mondes virtuels du métaverse — reçoivent plus de 50 visiteurs et la majorité de ces mondes ne reçoivent aucun visiteur* », selon le Daily Mail. lemediaen442.fr 7 novembre 2022

Twitter en accès libre.

- En cumul sur 12 mois, le déficit commercial de la France s'élève à 149,9 milliards d'€. Du jamais vu. Il a même atteint 16,8 milliards d'€ en septembre, un nouveau record mensuel, dans le sillage d'une dégradation continue des chiffres, selon un rapport des douanes.

- Les transporteurs routiers espagnols repartent en grève illimitée à partir de lundi 14 novembre contre la hausse des prix du carburant et le non-respect de l'accord conclu en mars dernier avec le gouvernement qui devait garantir que les camionneurs ne travaillent plus à perte

- Les transporteurs routiers bloquent les routes à travers le Guatemala pour protester contre les prix élevés du carburant mais également des denrées alimentaires

- Les manifestations contre le gouvernement s'intensifient au Pakistan suite à la tentative d'assassinat de l'ancien Premier Ministre Imran Khan. Les autoroutes menant à la capitale Islamabad sont entièrement bloquées depuis hier

- Des milliers de coréens manifestent à Séoul pour demander justice pour les 156 personnes tuées lors du mouvement de foule à Itaewon. Ils demandent la démission du gouvernement

- Des tensions éclatent près du Congrès au Pérou lors d'une manifestation contre le Président. La police utilise des grenades lacrymogènes

- Manifestation contre la flambée des prix et le Président au Ghana alors que le pays fait face à une inflation record de 37% et un effondrement de sa monnaie.

- Manifestation en Guadeloupe pour la réintégration des soignants suspendus, contre la vie chère, les mauvaises conditions de vie, le manque d'accès à l'eau potable et pour la libération des manifestants emprisonnés suite à la révolte de l'an dernier

- Affrontements ce soir à Athènes avec des jets de peinture contre les forces de l'ordre lors d'une manifestation contre la construction d'un métro et la gentrification du quartier d'Exarchia

- Etats-Unis. « *Restez en dehors des médias sociaux, les gens. Si vous essayez de comprendre s'il y a vraiment des problèmes avec le vote, faites confiance à vos responsables locaux et faites-nous confiance ici.* »

Infos en bref du jour.

- Vladimir Poutine ne se rendra pas au sommet du G20 en Indonésie – BFMTV 10 novembre 2022

- L'Allemagne bloque l'achat d'une usine de semi-conducteurs par des capitaux chinois – RFI 10 novembre 2022

- Meta (ex-Facebook) licencie 11 000 salariés - Le HuffPost 10 novembre 2022

- Guerre en Ukraine: l'Europe s'engage à verser 18 milliards d'euros à Kiev – Euronews RFI 10 novembre 2022

- Les services secrets canadiens accusent la Chine d'avoir corrompu des candidats aux élections fédérales de 2019 - Courrier international

- Répression en Iran: l'UE va tenter d'adopter de nouvelles sanctions la semaine prochaine – BFMTV 10 novembre 2022

- En Iran, ils font tomber le turban des mollahs pour protester contre le régime - Le HuffPost 9 novembre 2022

- Joe Biden souhaite discuter avec Xi Jinping de "*lignes rouges*" à ne pas franchir – BFMTV 10 novembre 2022

Commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Monsieur, il faut toujours être précis et ne pas être aveuglé par son fanatisme idéologique.

Raoul a évoqué le rôle de l'ONU qui "*a autorisé les États-Unis à utiliser la violence la plus extrême contre la Corée du Nord*", il n'a pas imputé à la Corée du Sud d'avoir franchi en premier le 38è

parallèle le 25 juin 1950 où de porter la responsabilité du début de cette guerre, il n'a pas du tout évoqué cette question, donc vous fabulez et c'est vous qui êtes malhonnête.

Cela étant, "*la violence la plus extrême contre la Corée du Nord*" à laquelle Raoul fit allusion fut bien réelle. La preuve, elle fut légitimée par la résolution 84 qu'adopta l'ONU le 7 juillet 1950, qui confia aux États-Unis le commandement d'une force onusienne qui sera composée de 16 pays au total, dont les Britanniques, les Australiens, les Canadiens, les Néo-zélandais, les Français, les Belges, les Grecs, les Turcs.

Elle s'illustrera de la manière suivante :

- Au cours des 37 mois de ce conflit, les forces armées des États-Unis du Commandement des Nations unies en Corée ont employé 576 000 tonnes de bombes dont 412 000 pour l'United States Air Force, une bonne part dans des opérations de bombardements stratégiques. 29 535 tonnes de napalm ont été également largués.

Selon les Nord-Coréens, « *plus de 10 000 bombardiers (chiffre cumulatif) ont mené plus de 250 raids aériens sur la seule ville de Pyongyang entre mi-juillet et mi-août 1951, les «* cibles *» allant des hôpitaux aux maisons rurales avoisinant la ville. Le nord de la Corée, bien que ne faisant qu'un tiers de la superficie du Japon, a été bombardé selon eux 3,7 fois plus que ce dernier lors de la Seconde Guerre mondiale, soit 600 000 tonnes de bombes (napalm et autres*)». (Source : Wikipédia.org)

Dès lors, comment faut-il caractériser l'attention bienveillante que vous avez manifesté envers les "*malheureux coréens du Nord*", victimes de cette cruauté sans nom, sinon d'un cynisme sans fond, bref, on a plutôt l'impression que c'est vous qui incarnez l'enfer par aveuglement idéologique ou votre anticommunisme primaire et nauséabond.

2 - Une "*duperie réformiste*".

Il y a toujours des illusionnistes ou des farfelus dont les intérêts individuels se confondent avec ceux du système économique capitaliste, qui voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, en vain évidemment.

Le sort d'anciennes civilisations hautement développées fut scellé le jour où parvint l'échéance qui se présenta à elles de la manière suivante : Passer à un mode de production supérieur ou entrer en putréfaction et disparaître. Ne pouvant pas s'appuyer sur l'économie mondiale demeurée primitive ou archaïque pour franchir cette nouvelle étape ou assurer leur développement futur, ces civilisations florissantes disparurent pratiquement sans laisser de traces.

Ceux qui tiennent ce genre de discours revêtent toute sorte de masques selon la couche sociale à laquelle ils appartiennent ou dont ils représentent les intérêts, et tout comme ceux qui détiennent le pouvoir il leur faut un minimum de soutien populaire ou de lecteurs pour revendiquer une certaine légitimité, qu'on peut qualifier d'usurpée puisqu'ils les trompent.

Notre auteur (Ignorance ou un vœu pieux)

- "*En Europe, la reconnaissance des polarités nationales et le retour à ses origines de libre-échange peuvent s'avérer être la porte de sortie des fractures qui s'approfondissent à l'échelle européenne*."

J-C - Le "*retour" au "libre-échange*" est une supercherie politique.

L'histoire, la combinaison de l'économie et de la politique constituent une science, parce qu'elle repose sur des faits qui peuvent être étudiés comme tels, n'en déplaise aux scientifiques ou aux intellectuels qui le nient, chacun aura deviné pourquoi...

Lénine (Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir)

Extrait de L'impérialisme stade suprême du capitalisme - 1916

- Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux.

- Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une "*loi de la nature*". La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que "*le marxisme est réfuté*". Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte.

Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme.

- ....or, ce "*sens*" est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

- La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenue maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme.

3 - Dans la rubrique on ne leur passe rien.

Cet article de propagande mêle insidieusement lieux communs et illusions malsaines ou vénéneuses.

J'imagine, une tranche d'humour noir suisse (Horizons et Débats) destinée à distraire les intellectuels paresseux et naïfs en quête d'un sauveur suprême (Abraham Lincoln) ou le culte des puissants destiné à rassurer les nantis qui finalement se sont toujours accommodés d'une dictature en guise de démocratie, en silence ou sans jamais l'assumer de préférence.

Mais d'où sortez-vous tout cela, vous êtes fou ? Vérifions-le.

Quelle délicate attention de voler au secours des "*cerveaux des bellicistes*" qui n'atteindront la vertu que vous leur prêtez uniquement le jour où une balle viendra se loger dedans pour les faire exploser. En ce qui me concerne, c'est l'unique destin que je leur souhaite, sans présumer qu'ils prennent les devants, l'euthanasie est légale en Suisse.

Je précise pour les champions de l'amalgame, que le rôle que Lincoln joua dans l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis est une autre histoire. Je n'ai pas commenté plusieurs articles portant à polémique, car il aurait fallu se lancer dans de longs développements, et je n'en voyais pas l'utilité compte tenu de la pauvreté des échanges que nous avons ici.

OTANazie. Quand la "*communauté internationale*" et Macron riment avec nazisme.

ONU : Paris et Kiev votent contre un projet de résolution condamnant la glorification du nazisme - RT 6 novembre 2022

Ce 4 novembre, comme chaque année depuis 2005 une résolution proposant de « c*ombattre toute glorification du nazisme et du néo-nazisme* » a été présentée au vote de l'ONU par la Fédération de Russie.

La France, l'Ukraine ou encore l'Allemagne ont voté contre un projet de résolution présenté par la Russie, qui proposait de lutter contre le néonazisme. Le camp occidental y voyait une tentative de Moscou de justifier son intervention en Ukraine.

Le 4 novembre à l'ONU, la Russie a présenté un projet de résolution relatif à la «*lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*». Alors que Moscou justifie son intervention militaire entre autres, par la nécessité de «*dénazifier*» l'Ukraine, cette résolution a été adoptée par 105 voix pour, avec 52 voix contre et 15 abstentions.

Parmi les pays qui ont refusé de se dire profondément préoccupés par la glorification, quelle qu'en soit la forme, du mouvement nazi, du néonazisme et des anciens membres de l'organisation Waffen-SS, se trouvent notamment la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Ukraine ou encore... l'Allemagne.

En décembre dernier, et comme depuis 2012, la Russie avait présenté une résolution similaire. Seuls les Etats-Unis et l'Ukraine l'avaient alors rejetée, 49 autre pays, dont la France, s'étant abstenus. RT 6 novembre 2022

Alors que le gouvernement Macron se dit horrifié des déclarations « *racistes* » d'un député RN à l'assemblée nationale, il vote au même moment contre la résolution de l'ONU sur la « *lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée* ».

Aux côtés de Zelensky et des bandéristes pro nazis, Macron s'enfonce dans l'horreur et embarque la France, par ce vote, dans l'apologie du IIIe Reich. La pente est glissante et pourra déboucher vers un avenir très sombre. Rappelons au passage que le salut nazi effectué le 12 juillet 2022 par le député LREM, Rémy Rebeyrotte, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale ne lui a valu qu'un simple rappel à l'ordre. On sentait déjà un penchant pour le nazisme. lemediaen442.fr 6 novembre 2022

Par Erwan Castel.

On comprend mieux la dimension idéologique du soutien de l'Occident au régime bandériste de Kiev. La honte totale pour ces pays qui se prétendent « *démocraties droitdelhommistes* » et héritières du sacrifice des aïeux contre la barbarie nazie.

Sûrs de leur absolution occidentale soutenant fanatiquement leur résurgence du nazisme en Europe, les ukro-atlantistes du régime de Kiev multiplient les hommages rendus aux criminels nazis tandis que leur soldatesque suit les voies sanguinaires de leurs mentors du IIIème Reich.

Il y a 95 ans, un tribunal français a acquitté Sholem Samuel Schwarzbard pour l'assassinat du leader nationaliste ukrainien Symon Petlioura, coupable d'avoir organisé des pogroms contre les juifs en Ukraine. Au moins 50 000 personnes ont été tuées lors de ces pogroms et plus de 300 000 enfants sont devenus orphelins.

En 2009, le régime de Kiev a émis une pièce de 2 hryvnias avec le portrait de Symon Petlioura dans le cadre de la série « *Personnalités éminentes de l'Ukraine* ». Cette série comprend également des pièces avec les portraits de Stepan Bandera, Roman Choukhevytch et d'autres criminels nazis.

L'histoire ne s'arrête pas là. En 2017, un monument à la mémoire de Symon Petlioura a été inauguré dans la ville ukrainienne de Vinnitsa. reseauinternational.net 6 novembre 2022

En complément dans le même registre.

Israël: Macron félicite Netanyahu pour sa victoire et veut "*renforcer les liens*" entre les deux pays - BFMTV 7 novembre 2022

"*Je viens d'appeler Benyamin Netanyahou pour le féliciter de sa victoire aux élections. Nous partageons la même volonté de renforcer les liens déjà si forts entre Israël et la France*", a écrit Emmanuel Macron. BFMTV 7 novembre 2022

Vers le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël

Avec 32 sièges pour le Likoud de Netanyahu, 18 pour les partis ultra-orthodoxes et 14 pour une alliance d'extrême droite, le bloc de droite a remporté 64 sièges. En face, le bloc du Premier ministre sortant Yaïr Lapid, centriste, a remporté 51 sièges.

Benjamin Netanyahu a lancé les tractations avec ses alliés en vue de former un gouvernement qui pourrait être le plus à droite de l'histoire d'Israël, suscitant des inquiétudes internationales et locales. BFMTV 7 novembre 2022

Imposture. Même le sommet de l'oligarchie financière se réclame de la démocratie, c'est émouvant !

Affaire Grégoire de Fournas : « *La violence est une arme de destruction massive de la démocratie* » pour Nicolas Baverez - Publicsenat.fr 6 novembre 2022

Alors que la séance des questions d'actualités au gouvernement a dû être interrompue cette semaine après les propos « *racistes* » d'un député RN, débats houleux et invectives violentes se multiplient dans l'hémicycle depuis la rentrée parlementaire. Une situation dénoncée par l'économiste et éditorialiste Nicolas Baverez qui juge que « *le spectacle offert est vraiment dégradant pour la démocratie* ». Publicsenat.fr 6 novembre 2022

Nicolas Baverez

Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007 (Notamment : 2008, 2009, 2011, 2014, 2015, 2017 - J-C), il est membre du comité directeur de ce groupe (the group's steering committee).

Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne.

Qui dirige la France ? L'Institut Montaigne sert de charnière entre Macron et le groupe Bilderberg ou Davos.

Emmanuel Macron lui-même, quelques années avant de devenir président, a participé à la conférence Bilderberg de 2014 à Copenhague, à l'époque où il était secrétaire général adjoint de la présidence. Nicolas Baverez et Monsieur de Castries étaient également présents cette année-là.

Note historique : l'Institut Montaigne a été fondé en 2000 par Claude Bébéar, le patron du géant de l'assurance et de la finance AXA. C'est cette année-là qu'Henri de Castries, le protégé de Bébéar chez AXA, prend la direction de l'entreprise.

En 2015, dans le même esprit, Henri de Castries a succédé à son mentor Bébéar à la présidence de l'Institut Montaigne.

Bébéar était un partisan de Macron lors de l'élection présidentielle française. Il a déclaré que c'était la toute première fois qu'il révélait ses tendances politiques et a fait l'éloge de Macron pour sa vision pro-européenne.

Une dernière chose : Claude Bébéar est également un ancien de Bilderberg. Il a participé à la conférence de 1995 à Zurich. Les liens entre Bilderberg, AXA, l'Institut Montaigne et Macron sont profonds. (https://bilderbergmeetings.co.uk)

Henri de Castries est "*un membre bien connu de la société française qui préside également le groupe chefs d'entreprise de Bilderberg*" (Daily Telegraph). Il est actuellement vice-président de Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire du monde, et administrateur de HSBC, la plus grande banque d'Europe.

Henri de Castries

De Castries est président du comité directeur de Bilderberg, le cercle intérieur du groupe, depuis 2012, date à laquelle il a remplacé Étienne Davignon dans ce rôle.

Jusqu'en 2016, il était le président-directeur général du géant de l'assurance et de la gestion d'actifs AXA. De Castries a passé 27 ans chez AXA. Pendant les 17 dernières de ces années, il a été le PDG de la société. En 2015, AXA a été désignée comme la première marque mondiale d'assurance par Interbrand, et le Fortune 500 l'a classée comme la 20e plus grande entreprise du monde.

En 2015, lors de sa dernière année chez AXA, De Castries est devenu président de l'influent Institut Montaigne, qui est "*un think tank français centriste libre-échangiste*" (Hudson Institute). Parmi les priorités de l'Institut Montaigne figurent le renforcement de la "*cohésion sociale*" et la redynamisation du projet européen. (https://bilderbergmeetings.co.uk/chairman/)

A la pieuvre Bilderberg, il ne manquait plus que Rothschild (The Economist), les services britanniques (MI6) et les ONG (Transparency International).

Structure juridique

D'un point de vue juridique, l'organisation communément appelée "*Groupe Bilderberg*" est une fondation enregistrée sous le nom de "*Stichting Bilderberg Meetings*" (SBM), dont le siège est à Amsterdam.

La SBM est administrée par un conseil d'administration composé de quatre personnes : un président, aujourd'hui l'homme d'affaires et universitaire néerlandais Victor Halberstadt ; un trésorier, aujourd'hui le banquier allemand Paul M. Achleitner ; la présidente des American Friends of Bilderberg Inc, aujourd'hui Marie-Josée Kravis ; et le président du comité directeur, aujourd'hui le financier français Henri de Castries. Ils sont soutenus dans leur action par un Comité directeur, dont ils font tous partie.

Seuls les membres et anciens membres du Comité directeur peuvent être considérés comme des membres à part entière du Groupe (et seuls les membres en fonction ont le droit de vote). Selon le président d'honneur des réunions Bilderberg, le comte Étienne Davignon, ils étaient 92 en 2015.

L'American Friends of Bilderberg Inc. est une fondation créée en décembre 1975 et basée à Washington qui représente légalement les intérêts du Groupe aux États-Unis. Un groupe similaire, l'Association Bilderberg, est une organisation caritative enregistrée au Royaume-Uni, qui a pour administrateurs les membres britanniques du Comité directeur - actuellement Zanny Minton Beddoes (rédactrice en chef de *The Economist)* et Sir John Sawers (directeur de BP et ancien chef du MI6). (https://bilderbergmeetings.co.uk/legal-structure/)

La bonne nouvelle est qu'au sein même du Bilderberg, certains participants sont ouvertement engagés dans la cause de la transparence. Par exemple, Jessica T. Mathews, qui fait partie du comité directeur du Bilderberg, siège au conseil consultatif de Transparency International. Pascal Lamy (directeur général de l'Organisation mondiale du commerce) fait également partie du comité consultatif de Transparency International.

Enfin, James D. Wolfensohn, participant au sommet de Bilderberg et ancien président de la Banque mondiale, fait partie du conseil consultatif de la section américaine de Transparency International.

Transparency International, qu'est-ce que c'est ?

Transparency International est un mouvement mondial qui travaille dans plus de 100 pays pour mettre fin à l'injustice de la corruption.

Notre vision (Dans leur portail)

Notre vision est celle d'un monde dans lequel le gouvernement, la politique, les affaires, la société civile et la vie quotidienne des gens sont exempts de corruption.

Nous sommes indépendants, non gouvernementaux, à but non lucratif et travaillons avec des partenaires partageant les mêmes idées à travers le monde pour mettre fin à l'injustice de la corruption. (https://www.transparency.org/en/about)

J-C - Vous aurez apprécié : Nous "*travaillons avec des partenaires partageant les mêmes idées*" que les oligarques du groupe Bilderberg, au moins c'est clair, à condition de le savoir.

2022

Les participants français au 68th Bilderberg Meeting du 2 au 5 juin 2022 à Washington, USA

Barbizet, Patricia (FRA), Chairwoman and CEO, Temaris & Associés SAS
Baudson, Valérie (FRA), CEO, Amundi
Buberl, Thomas (FRA), CEO, AXA SA
Émié, Bernard (FRA), Director General, Ministry of the Armed Forces
Pouyanné, Patrick (FRA), Chairman and CEO, TotalEnergies SE

Totalitarisme. Big Brother vous surveille. Délation normalisée.

La Nouvelle-Zélande demande aux citoyens de dénoncer les complotistes susceptibles d'être des terroristes - lemediaen442.fr 5 novembre 2022

Dans un timing presque parfait avec la France et la mise en place des Assises des dérives sectaires et du complotisme afin d'organiser un plan d'action avec la secrétaire d'État, Sonia Backès, qui se penche sur la question d'un numéro vert pour dénoncer son collègue de travail qui douterait un peu trop de la propagande du gouvernement. De son côté la Nouvelle-Zélande, a pris un peu d'avance et met déjà en place les moyens de faire taire toute contestation contre l'autorité du pays.

La patronne du Service de renseignement « *NZSIS* », Rebecca Kitteridge, craint des menaces terroristes à cause d'une « *augmentation significative* » de la rhétorique violente contre l'autorité du pays depuis les restrictions sanitaires Covid-19.

Selon Rebecca Kitteridge la radicalisation se produirait principalement en ligne, les théories du complot fournissant un « smorgasbord [NDLR, en français : un assortiment]» pour la rhétorique et l'idéologie extrémistes : « *Auparavant, les mouvements extrémistes violents étaient relativement simples à définir, mais aujourd'hui, les frontières sont souvent floues. Les extrémistes d'aujourd'hui sont susceptibles d'aller en ligne pour explorer une gamme d'idéologies, de groupes et de croyances. Ils sélectionnent essentiellement parmi un assortiment de points de vue extrémistes ceux qui peuvent résonner avec eux.* »

Afin de remédier à cette problématique, le gouvernement a mis en ligne un guide, publié en ligne, où il est présenté une variété de « *signes de stade précoce à tardif* » qu'un individu pourrait envisager d'exécuter une attaque terroriste. « *Nous voulons aider les Néo-Zélandais à se sentir rassurés sur le fait que leurs préoccupations sont également susceptibles d'être nos préoccupations. Nous espérons qu'ils se sentiront alors suffisamment en confiance pour partager leurs informations avec nous* », […] *Nous savons que les acteurs isolés constituent la menace extrémiste violente la plus probable. Le public est peut-être mieux placé que les autorités pour voir cette menace, en particulier à ses débuts* », a déclaré la chef de l'espionnage néo-zélandaise.

Rebecca Kitteridge « *Je demande à tous les Néo-Zélandais de surveiller les comportements ou les activités facilement observables et de les signaler.* » Voici comment les citoyens néo-zélandais pourront dénoncer les citoyens susceptibles d'être des complotistes-terroristes :

Pour contacter NZSIS (Service de renseignement). Remplissez un formulaire en ligne en toute confidentialité sur le site Web de NZSIS : www.nzsis.govt.nz

Pour communiquer à la police. Vous pouvez soit : Remplir un rapport en ligne sur 105.police.govt.nz, ou appelez le numéro non urgent 105.
Appelez Crimestoppers de manière anonyme au 0800 555 111.

« *Selon la loi néo-zélandaise, un acte terroriste est défini comme un acte à motivation idéologique, politique ou religieuse qui vise à intimider une population, ou contraindre ou forcer le gouvernement à faire ou ne pas faire certaines choses. Un acte terroriste peut inclure des actes causant la mort ou de blessures corporelles graves, mais ne se limite pas nécessairement à cela.* »

Rappelons à nos lecteurs le discours du Premier ministre de Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern. S'adressant à l'Assemblée générale des Nations unies le 23 septembre 2022, elle demandait aux dirigeants du monde d'abolir la liberté d'expression car pour elle « *C'est une arme de guerre !* » lemediaen442.fr 5 novembre 2022

Lorsque le système économique capitaliste est menacé, la liberté d'expression doit céder la place au fascisme.

J-C – J'avais rédigé une très longue et virulente introduction critique après avoir lu cet article, puis je me suis ravisé estimant qu'elle pourrait nuire à la compréhension du constat qu'a dressé Thierry Meyssan. Les quelques commentaires que j'ai glissés ici ou là, montrent suffisamment que cette concession n'a pas valeur de compromission. J'ai préféré le laisser exposer ses idées, et de mon côté j'ai exposé les miennes, sachant qu'il aurait été mal avisé de ma part de tenter de le convaincre d'en changer, il valait mieux pour tout le monde éviter toute polémique inutile.

L'Occident renonce à la liberté d'expression - Réseau Voltaire 8 novembre 2022

C'est un débat que l'on croyait clos : les Occidentaux avaient affirmé que la liberté d'expression est un préalable indispensable à la démocratie et qu'ils ne la violeraient jamais plus. Pourtant, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne, l'Italie et l'Allemagne se sont déjà engagés sur la voie de la censure. Il y a désormais des choses à ne pas dire.

Par Thierry Meyssan

La liberté d'expression était une caractéristique de l'Occident depuis le XVIII° siècle. Ce fut la base sur laquelle le régime politique porté par les classes moyennes fut construit : la démocratie. Le principe selon lequel, la volonté générale surgirait de l'affrontement des diverses opinions n'était plus contesté. Toute atteinte à cette liberté était vécue comme un coup porté à la résolution pacifique des conflits.

Pourtant, au début du XX° siècle, lorsque la Guerre mondiale déchira l'Occident, les Britanniques, puis les États-uniens n'hésitèrent pas à utiliser des moyens modernes de propagande, non seulement face à leurs ennemis, mais aussi face à leur propre population [1]. Pour la première fois, des gouvernements démocratiques mettaient en place des programmes pour tromper leurs concitoyens. À l'issue de cette guerre, les Britanniques s'enorgueillirent de leurs succès, laissant entrevoir un possible usage de la propagande de guerre en temps de paix. Aussi, lorsque le système économique capitaliste fut menacé et avant même que la Seconde Guerre mondiale fut déclenchée, les démocraties et la liberté d'expression furent mises entre parenthèses, et la propagande reprit, d'abord en Italie et en Allemagne, puis dans tout l'Occident.

Depuis trois quarts de siècle, les Occidentaux jurent de défendre leurs valeurs et de ne plus pratiquer la propagande à usage interne.

Aujourd'hui, comme dans les années Trente, le système capitaliste actuel est menacé par le développement des inégalités entre les électeurs, mais d'une manière que nous n'avons jamais connue. Si l'industriel Henry Ford disait, au cours de la crise de 1929, que le salaire d'un patron ne devait pas excéder 40 fois celui d'un de ses ouvriers, aujourd'hui celui d'Elon Musk est 38,5 millions de fois supérieur à celui de certains de ses employés aux États-Unis. Le principe démocratique « *Un homme, une voix* » n'a plus aucun rapport avec la réalité.

J-C - Tiens donc, les classes antagonistes ont cédé la place « *aux électeurs* », ce qui constitue une concession inacceptable, dans la mesure où seuls les rapports qui existent entre les classes sociales et l'Etat permettent de déterminer la nature sociale du régime en place. Au détriment de qui ou de quoi ? Comme d'habitude, de la lutte des classes et particulièrement celle des exploités et des exploités qu'il s'agissait ici de faire disparaître au profit d'une lutte fratricide entre membres de la classe dominante, à laquelle reviendrait le droit légitime de gouverner, tandis que la classe ouvrière en serait incapable éternellement... C'est ainsi que la petite bourgeoisie justifie son alliance avec la classe dominante et sa soumission au capitalisme en échange de concessions ou de privilèges. Mais il arrive qu'en période de crise, la concurrence soit rude parmi ses zélés serviteurs, elle exige d'eux une soumission totale, et elle élimine sans ménagement les ingrats dont la fidélité est conditionnelle.

T.M. - C'est dans ce contexte que la liberté d'expression a été contestée par des Occidentaux. Les réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter, ont censuré des gouvernements et, en définitive, le président en exercice des États-Unis. Ils ne violaient pas la Constitution puisque celle-ci n'avait garanti cette liberté que face aux abus du pouvoir politique. Le fait qu'Elon Musk vienne de racheter Twitter et ait annoncé vouloir en faire un réseau libre, ne change pas ce qui s'est passé. L'idée que l'on ne peut pas tout dire s'est déjà installée.

Les intellectuels perçoivent que nous allons changer de régime économique et politique. Au cours des dernières années, quantité d'entre eux se sont transformés en soutien du pouvoir, qu'il soit financier ou politique, et ont abandonné leur fonction critique. Quelle que soit l'évolution, ils seront du côté du manche et non de la cognée. Depuis six ans, ils ne cessent de nous parler du danger des Fake News, c'est-à- dire des informations biaisées, et de la nécessité de contrôler ce que les gens disent et écrivent. Leur discours distingue les gens qui sont dans la vérité de ceux qui sont dans l'erreur, niant le principe d'égalité démocratique.

J-C- Pour changer de régime économique et politique, il faudrait qu'une nouvelle classe soit apparue, or ce n'est pas le cas. En revanche, d'importantes modifications ont eu lieu à l'intérieur de chaque classe et entre les classes tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, y compris à l'échelle mondiale, donc dans les rapports entre les nations, dues essentiellement à l'exportation massive de capitaux, aux transferts technologiques, à la division internationale du travail, au développement des classes moyennes et de nouveaux marchés…

Les intellectuels ont été à l'origine des partis du mouvement ouvrier au XIXe siècle. Les plus éclairés d'entre eux dotèrent la classe ouvrière d'une idéologie, le socialisme, mais la majorité ne parvint jamais à leur niveau de conscience politique. Rapidement ils trahirent la classe ouvrière tout en continuant de se réclamer du socialisme, pour finalement l'abandonner et adopter l'idéologie capitaliste. Tous les partis qu'ils avaient créés se décomposèrent et sont totalement discrédités de nos jours. Tous les partis qui en furent issus connaîtront le même destin, quand ils n'ont pas déjà disparu. Leurs dirigeants et cadres profitèrent de la dislocation de l'URSS pour se rallier à la réaction de plus en plus ouvertement, un processus qui s'est accéléré au cours des deux dernières décennies au point de devenir des alliés objectifs du tyran Macron, quand ils n'ont pas intégré son parti.

Compte tenu du niveau de corruption des classes moyennes et des intellectuels et qu'aucun selon moi se situe strictement sur le terrain du socialisme, j'en viens à me demander si c'est parmi eux qu'émergeront les dirigeants qui reconstruiront le mouvement ouvrier et son avant-garde révolutionnaire, ou bien ils viendront des couches supérieures ou les plus conscientes de la classe ouvrière.

T.M. - Engagés dans le piège de Thucydide, les Anglo-Saxons ont provoqué la guerre civile en Ukraine et l'intervention russe pour y mettre fin. Petit à petit, l'Occident entre en guerre, au sens militaire, contre la Russie et, au sens économique, contre la Chine. Tous les préjugés selon lesquels il n'est pas possible de faire la guerre avec des puissances avec lesquelles on a des échanges économiques intenses sont démentis. Comme lors des deux Guerres mondiales, le monde se divise en deux camps qui sont en train de se séparer.

J-C- Toujours est-il qu'ils ont en commun le même ennemi : le prolétariat mondial.

T.M. - Aussi la propagande gouvernementale est-elle de retour en Occident.

Pour la première fois, le scrutin présidentiel US de 2020 a été contesté. Le Congrès a déclaré Joe Biden vainqueur, mais en réalité nul ne peut savoir qui a gagné. Il n'est pas possible, comme lors de l'affaire Bush contre Gore (2000), de recompter les bulletins parce que le problème n'est pas là : dans de nombreux endroits, le dépouillement des votes s'est tenu à huis-clos. Peut-être personne n'a triché, mais il n'y a pas eu de transparence de l'élection ; une procédure essentielle en démocratie. Déjà en 2000, la Cour suprême fédérale avait mis fin au recomptage des bulletins, en considérant que la Constitution ne faisait pas référence à une élection du président au suffrage universel direct, mais s'en remettait à la volonté de chaque État. En vertu de quoi, la manière dont la Floride avait désigné le vainqueur n'était pas du ressort des instances fédérales.

J-C- Si cela fait déjà au moins 22 ans que les élections sont truquées aux Etats-Unis, alors comment devrait-on caractériser un tel régime ?
T.M. - Avant tout autre débat, les élections de mi-mandat sont donc dominées par la question du non-respect des procédures démocratiques par le camp « *démocrate* ».

États-Unis

Les États-Unis disposent d'un Centre d'engagement global (Global Engagement Center - GEC), c'est-à-dire d'une structure, au sein du département d'État, pour coordonner les discours officiels de leurs alliés. Ils ont aussi, toujours au département d'État, un sous-secrétariat chargé de la propagande à l'étranger sous le titre de « *Diplomatie publique et Affaires publiques* » (Public Diplomacy and Public Affairs). Toutefois, en avril 2022, un pas a été franchi : le « *président proclamé* » Joe Biden s'est entouré d'une spécialiste de la propagande, Nina Jankowicz.

Le secrétaire à la Sécurité de la Patrie, l'ancien juge Alejandro Mayorkas, a créé un « *Conseil de gouvernance de la désinformation* » (Disinformation Governance Board) et lui en a confié la présidence. Il s'agissait, ni plus, ni moins, que de reconstituer le dispositif de propagande de guerre créé par le président Woodrow Wilson, en 1917 [2].

Nina Jankowicz était présentée comme une jeune chercheuse, spécialiste de la « *désinformation russe* ». En réalité, c'était une employée du National Democratic Institute de Madeleine Albright, chargée de défendre les intérêts des Biden en Ukraine.

Cette charmante dame a travaillé dans l'équipe du candidat Volodymyr Zelensky, l'actuel président d'Ukraine [3]. Elle était auparavant, en pleine guerre civile, au service de Pavlo Klimkin, le ministre des Affaires étrangères du président Petro Porochenko. Elle s'opposait alors aux accords de Minsk, bien qu'ils aient été avalisés par le Conseil de sécurité des Nations unies. Durant ce long séjour en Ukraine, elle a élaboré une théorie sur la désinformation russe à laquelle elle a consacré un ouvrage : « *Comment perdre la guerre de l'information : la Russie, les fausses nouvelles et l'avenir du conflit* » (How to Lose the Information War : Russia, Fake News, and the Future of Conflict). Ignorant la réalité de la guerre civile et de ses 20 000 morts, elle y exposait tous les poncifs actuels sur les méchants russes qui voulaient étendre leur empire au Donbass en mentant aux Européens.
Durant cette période, Nina Jankowicz utilisait l'association ukrainienne StopFake, subventionnée par la National Endowment for Democracy (autant dire par la CIA), le gouvernement britannique et George Soros, pour faire croire que le coup d'État du Maïdan était une révolution populaire [4].

Dans la vidéo ci-dessous, elle ne cesse de mentir et fait l'apologie des milices « *nationalistes intégrales* » Aidar (dont Amnesty International avait déjà dénoncé la pratique de la torture), Dnipro-1 et évidemment du bataillon Azov.

StopFake#117 with Nina Jankowicz

https://www.youtube.com/watch?v=mb_RrC2F5bM

En 2018, elle défendit la milice nazie C14 [5] assurant qu'elle n'avait pas pratiqué de pogroms contre les Tsiganes ; que tout cela était… de la désinformation russe.

Cette experte es mensonges, ne manqua pas de mentir à nouveau aux États-Unis à propos des accusations de trahison portées contre Donald Trump (le dossier Steele) et pour nier les crimes d'Hunter Biden [6]. Elle alla même jusqu'à présenter l'ordinateur du fils du président, saisi par le FBI, comme une « *invention russe* ».
Face aux critiques, le Conseil de gouvernance de la désinformation a été dissout le 17 mai [7], cependant des minutes d'une région au sein de la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency (CISA), une agence du département de Sécurité de la Patrie, montre qu'il persiste sous une autre forme [8]. En outre, selon l'inspecteur général de l'administration, sa fonction reste nécessaire [9].
Royaume-Uni

Les Britanniques, quant à eux, ont préféré s'appuyer sur une « *association* », l'Institute for Strategic Dialogue, pour faire à la place du gouvernement ce qu'il entend faire sans en porter la responsabilité. Ce Think Tank, créé par Lord George Weidenfeld, Baron Weidenfeld, un « *sioniste adamantin* » selon ses propres mots, est censé lutter contre l'extrémisme. En réalité, il se consacre lui aussi à répandre des mensonges pour étouffer des vérités criantes. L'ISD rédige des rapports de sa propre initiative (ou plutôt de celle du gouvernement britannique), mais aussi à la demande de gouvernements européens qui le financent.

Ce qui est vrai chez les inventeurs de la propagande moderne l'est aussi en Europe.

Pologne

En février, c'est-à-dire au tout début de la guerre en Ukraine, le Conseil de Défense polonais a ordonné à la société française Orange, qui est le principal pourvoyeur d'accès internet dans ce pays, de censurer plusieurs sites internet, dont celui du Réseau Voltaire (Voltairenet.org). Contactée par lettre recommandée, celle-ci n'a pas souhaité nous transmettre le courrier des autorités polonaises. Quant à ces dernières, elles ne nous tout simplement pas répondu. Selon les traités européens, le Conseil de Défense a autorité pour imposer une censure militaire pour des besoins de Sécurité nationale.

Italie

En mars, le Corriere della Sera a révélé un programme gouvernemental de surveillance des personnalités qualifiées de « *pro-russes* ». [10] L'Agence de presse ANSA a même publié un numéro du Hybrid Bulletin que le Département de l'Information pour la Sécurité italien (Dipartimento delle Informazioni per la Sicurezza) y consacre [11].

Allemagne

En Allemagne, la ministre de l'Intérieur, la social-démocrate Nancy Fraeser, s'est également dotée d'un organe de contrôle. Allant beaucoup plus loin que les autres, elle lui a fixé comme mission d'« *harmoniser les nouvelles* » dans les médias. Depuis plusieurs mois, dans le plus grand secret, elle réunit des grands patrons de presse et leur explique ce qui ne doit pas être publié.

L'Italie et l'Allemagne ont vécu une cruelle expérience de la censure durant le fascisme et le nazisme, il est donc particulièrement préoccupant de les voir emprunter ce chemin. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Ce n'est donc pas surprenant que, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie et l'Allemagne ont refusé, le 4 novembre 2022 à l'Assemblée générale des Nations unies, de voter une résolution condamnant le nazisme.

J-C – Si la guerre est la continuation de la politique sous une autre forme, le fascisme ou le nazisme aussi. C'est ce qui m'a fait dire qu'en réalité, conservatisme, libéralisme, néolibéralisme ou néoconservatisme, ultralibéralisme, fascisme ou nazisme appartenaient bien à la même idéologie ou ils en étaient différentes versions selon les circonstances, le niveau de développement du capitalisme, de la crise du capitalisme, tous ramènent au capitalisme. Seul un ouvrier militant pour le socialisme peut le dire ouvertement apparemment et c'est bien dommage, mais on aura compris pourquoi.

La propagande de la réaction, sa radicalisation, la censure, la nécessité impérative d'exercer un contrôle totale de la population, les mystifications climatique et virale, la guerre en Ukraine, sont

toutes dictées par la crise du capitalisme mondial qui alimente la concurrence féroce à laquelle se livrent les grandes puissances…

La question qui est posée à tous les peuples est celle du pouvoir qu'il faut arracher aux capitalistes. On passe pratiquement tout notre temps à décortiquer de quelle manière elle se pose à l'oligarchie financière ou comment elle entend y répondre, mais à aucun moment on se demandera, si de notre côté il n'existerait pas un moyen de la résoudre conformément à nos besoins ou aspirations. Certes, cet article ne nous y encourageait pas, mais on n'est pas non plus obligé d'imiter son auteur ou de se résigner à la défaite.

Notes.

[1] « *Les techniques de la propagande militaire moderne* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mai 2016.

[2] « *Why Biden is in Danger of Replicating Woodrow Wilson's Propaganda Machine* », John Maxwell Hamilton & Kevin R. Kosar, Politico, May 5, 2022.

[3] « *How the Biden administration let right-wing attacks derail its disinformation efforts* », Taylor Lorenz, The Washington Post, May 18, 2022.

[4] « *Meet the Head of Biden's New "Disinformation Governing Board"* », Lev Golinkin, The Nation, May 12, 2022.

[5] « *La loi raciale ukrainienne* », Réseau Voltaire, 9 mars 2022.

[6] « *La décadence de l'Empire états-unien* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 septembre 2022.
[7] « *The Disinformation Governance Board, Disavowed* », The Editorial Board, The Wall Street Journal, May 18, 2022.

[8] « *Disinformation Governance Board Minutes* », CISA, June 14, 2022.

[9] « *DHS Needs a Unified Strategy to Counter Disinformation Campaigns* », Office of Inspector General, August 10, 2022.

[10] « *L'Otan surveille les influenceurs qui doutent de la version officielle de la guerre* », Réseau Voltaire, 18 juin 2022.

[11] Hybrid Bulletin n°4, Dipartimento delle Informazioni per la Sicurezza, 15 maggio 2022.

En complément dans l'actualité. Totalitarisme. Ils veulent avoir l'exclusivité des fake news.

Espagne: un homme condamné pour diffusion de fake news à caractère raciste sur les réseaux sociaux - RFI 9 novembre 2022

Il s'agit du premier procès pénal pour fake news dans le pays et de la première condamnation pour diffusion de « *fausses informations* » sur les réseaux. Initialement, le parquet du tribunal de Barcelone avait requis deux ans de prison, mais il a finalement trouvé un accord avec l'accusé.

L'internaute a accepté une peine de 15 mois de prison avec sursis et 1 620 euros d'amende pour avoir publié en 2019 sur Twitter une vidéo très choquante d'un homme frappant une femme, la laissant inconsciente. Son texte accompagnant la vidéo attribuait l'agression à un mineur isolé étranger - recueilli par les services sociaux - de la ville de Canet de Mar, près de Barcelone sauf que la vidéo - et il le savait - avait été tournée en réalité en Chine. RFI 9 novembre 2022

J-C – Signalons entre autres, on aurait pu prendre comme exemple la Syrie ou la Libye, que depuis le 24 février 2022 cela ne les a pas gêné que le régime néonazi ukrainien et ses miliciens aient recouru à multiples reprises au même procédé qui a été repris en chœur par l'ensemble des médias occidentaux, avant qu'ils soient dénoncés sur le Net par des médias dits alternatifs, preuves, photos ou témoignages à l'appui. On en a suffisamment rendu compte pour ne pas y revenir ici, pas le temps.

Les pétainistes ne cèdent pas.

J-C – Pourquoi relayer cette info ? Parce que le docteur mis en cause par l'Ordre des Médecin, Alain Houpert, est sénateur LR.

Le sénateur et médecin Alain Houpert interdit d'exercer pour six mois. Les soutiens affluent ! - lemediaen442.fr 5 novembre 2022

Donner son opinion en France devient de plus en plus difficile… Le sénateur Alain Houpert s'est vu infliger une interdiction d'exercer la médecine pendant 6 mois dont 3 avec sursis par la chambre disciplinaire de l'Ordre des Médecins de Bourgogne-Franche-Comté. Une condamnation qui fait suite à ses déclarations sur la crise Covid.

Le conseil départemental de Côte-d'Or de l'ordre des Médecins et le syndicat de l'Union française pour une médecine libre (UFML) reprochent au radiologue de *« diffuser par voie de presse et par publication sur les réseaux sociaux des informations erronées et non éprouvées scientifiquement ; alors que ce dernier dispose de la spécialité de médecin radiologue, il revendique un droit à la prescription d'un protocole de traitement dit précoce pour la Covid, qui ne repose sur aucune donnée acquise de la science médicale et n'émet aucune réserve sur cette initiative prétendument non éprouvée* ».

Pour le Pr Eric Chabrière « *Cette démarche bête et absurde sert juste à tenter de dénigrer Alain Houpert qui est actuellement sénateur* », le spécialiste en biochimie et biologie structurale aussi Jérôme Marty de vouloir exister. En effet Jérôme Marty n'est autre que le président du syndicat de l'UFML.

Autre bévue qui est reprochée au médecin radiologue : celle d'avoir participé au documentaire Hold-Up du journaliste Pierre Barnérias. « *L'intervention du Dr Houpert dans la vidéo intitulée Hold-up remet en cause la gestion de la crise sanitaire par les pouvoirs publics et incite les professionnels de santé à ne pas suivre les recommandations relatives à la prise en charge des patients. Cette vidéo, qui a été fortement médiatisée en raison de son caractère complotiste reposant sur des approximations et des contre-vérités scientifiques, mettait en cause toute la politique sanitaire de lutte contre la Covid-19 des pouvoirs publics.* »

Les réactions sur Twitter ne se font pas fait attendre. Pour l'économiste Philippe Herlin, « *Le sénateur Alain Houpert ne faisait qu'appeler à la prudence et à l'esprit critique. La dictature en*

marche. » La sénatrice Sylviane NOËL « *Totalement solidaire de mon ami Alain Houpert ! Drôle de démocratie qu'est devenue la où il n'est plus possible d'exprimer autre chose que la doxa officielle…Les martyrs d'hier seront les héros de demain* » Didier Maïsto apporte tout son soutien au sénateur « *car il a défendu avec constance des positions courageuses et rationnelles. La Police de la Pensée a encore frappé* ». Pour le journaliste de Sud radio, André Bercoff, *« Le bon sens est désormais coupable par définition. Le serment d'Hippocrate devient, pour ceux qui choisissent de gagner du fric en baissant leur froc, sermon d'hypocrite.* » La sénatrice Christine Bonfanti-Dossat « *Notre collègue et ami A. Houpert est probablement coupable d'avoir raison trop tôt et d'avoir eu le courage de le dire !* » Le député Olivier Marleix « *Soutien amical à mon collègue Alain Houpert Sur la prescription du Rivotril hors AMM dans les EHPAD il a eu raison de s'indigner. Était-il normal qu'on refuse de soigner des gens sur un critère d'âge ?* » La sénatrice Sylvie Goy-Chavent « *Solidarité totale avec Alain Houpert qui a osé défendre ses idées avec courage et compétence. Tous les médecins Parlementaires ont exprimé leurs positions concernant le Covid et il est le seul sanctionné. Pourquoi ?* » La sénatrice Laurence Muller-Bronn « *Soutien total à Alain Houpert - Je revendique la possibilité de douter, de poser des questions, et de m'indigner. Nous sommes dans une société où le doute n'est plus permis. Toute question devient suspecte.* »

Les soutiens en faveur du sénateur Alain Houpert se multiplient sur les réseaux sociaux venant d'anonymes, de médecins, de personnalités, d'infirmières, de pompiers, de politiques, de toutes les classes sociales… La mauvaise idée de Jérôme Marty aura été d'avoir été trop loin dans cette chasse aux sorcières et de faire du médecin radiologue, un martyr. lemediaen442.fr 5 novembre 2022

Pourquoi les occidentaux auraient-il le monopole de la censure ?

La Chine censure les prises de parole des Européens sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie - rfi.fr 9 novembre 2022

Charles Michel censuré par la Chine: le discours du président du Conseil de l'UE n'a finalement pas été diffusé lors du grand salon commercial qui se tient en ce moment à Shanghai. C'est la deuxième fois cette semaine que des propos condamnant l'invasion de l'Ukraine tenus par des Européens sont coupés en Chine.

Cette censure n'est pas nouvelle, mais pendant longtemps, elle était restée à usage interne.

Cette fois, visiblement, la consigne a été donnée de lisser la propagande sur l'Ukraine et surtout sur la Russie, alliée de la Chine, y compris dans les communications des parties tierces. rfi.fr 9 novembre 2022

J-C – Quand ce sont eux qui censurent des médias ou des agences de presse (Russes par exemple, mais pas seulement loin de là), c'est légitime, mais lorsqu'ils sont victimes du même procédé, ils le dénoncent... En réalité cela va bien plus loin que cela.

Ce qui se passe en fait, c'est que chaque fois qu'un représentant des Etats-Unis ou un de ses vassaux occidental s'expriment, que ce soit un acteur politique ou non, systématiquement il va glisser la propagande de l'oligarchie financière anglo-saxonne dans son discours, de sorte qu'il soit pratiquement impossible à un média ou toute autre intervenant de faire référence à son discours ou d'en reproduire un passage sans se transformer en propagandiste de leur idéologie.

Tous les articles qu'ils publient quotidiennement en sont littéralement envahis ou empestés, parce qu'en plus les journalistes reprennent à leur compte cette propagande hors citations, au point que lorsque je reproduis des passages d'articles, je dois les censurer ou couper les passages où ils se livrent à cette manipulation des consciences, car c'est bien de cela qu'il s'agit, faire en sorte que la population adopte leur idéologie et ses objectifs politiques. Or, ce n'est évidemment pas mon rôle, puisque je passe mon temps à les combattre. Sinon ou quand on reproduit un article en entier, il faut signaler aux lecteurs chaque fois qu'ils recourent insidieusement à ce procédé pour les influencer, c'est fastidieux, pénible, vous vous en doutez bien, mais on n'a pas le choix.

Totalitarisme et stratégie de la terreur. Green New Deal et mystification climatique. COP27

Le changement climatique pourrait bientôt tuer davantage que le cancer - Yahoo 7 novembre 2022

Sur la crise climatique, les discours alarmistes du patron de l'ONU Antonio Guterres - Le HuffPost 7 novembre 2022

« *Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique, avec le pied toujours sur l'accélérateur*. » Ce lundi, Antonio Guterres s'est à peine installé à la tribune de la COP27, qu'il distribue déjà ses punchlines aussi effrayantes que percutantes.

À la tête des Nations unies depuis 2017, Antonio Guterres a adopté au fil des années un discours de plus en plus radical et enflammé, qu'il dégaine notamment à chaque nouveau Sommet pour le climat. « *Nous creusons nos propres tombes*, » lançait l'ancien Premier ministre portugais à l'assemblée en 2021.

J-C - Quand le porte-parole du wokisme et de la cancel culture qui sont l'expression suprême de la négation de la démocratie ne supporte pas d'être confronté à ses propres contradictions

Le wokisme et la cancel culture sont relayés par le parti démocrate américain et propulsés depuis le Forum économique mondial (Davos), voilà pour la référence idéologique de Jadot et EELV.

«*Twitter tue la démocratie*», accuse Yannick Jadot - europe1.fr 7 novembre 2022

Le député européen Europe Écologie Les Verts (EELV) a estimé que le réseau social Twitter, tout juste racheté par le milliardaire Elon Musk, était "*le dernier avatar d'un système qui veut tout détruire*". "*Ça veut détruire la pensée complexe, ça veut détruire au fond tout ce qui fait une démocratie*", a-t-il expliqué.

Pour l'eurodéputé, "*Twitter tue la démocratie, tue la politique, avec Twitter à la fin c'est Trump qui gagne*". europe1.fr 7 novembre 2022

J-C - Apparemment, il n'a pas encore réalisé, que c'était Biden qui était président des Etats-Unis. Jadot représente dans le camp de la réaction, le clan le plus réactionnaire ou celui de la coalition des milliardaires les plus puissants de la planète qui trônent à Davos. A défaut de légitimité populaire, pour exister et mériter le soutien de ses maîtres à penser et trésoriers, il se doit d'exprimer leurs préoccupations qui seront ensuite relayées par les médias.

Quand il reproche au milliardaire Elon Musk de vouloir "*détruire la pensée complexe*", à quel exercice se livre-t-il ? Il recourt à la méthode de l'inversion accusatoire consistant à reprocher à quelqu'un de se livrer à un acte qu'on commet soi-même pour mieux en faire le procès, de manière par ailleurs à apparaître vertueux. Quand Macron musela et réprima les opposants à sa politique sanitaire criminelle pendant 2 ans et 10 mois ou "*la pensée complexe*", cette vermine ne prit pas leur défense, mieux, il se plaça résolument au côté du tyran, chacun l'a encore à l'esprit.

J-C- Tout ce qui alimente la crise politique doit mériter notre attention, c'est autant de failles dans le dispositif de l'oligarchie financière que l'on doit exploiter pour notre propre cause, et en aucun cas pour soutenir un clan quelconque de ces gangsters de la finance. Ceux qui ne respectent pas ce principe se compromettent gravement, car ils font le jeu de nos ennemis, on se doit aussi de les démasquer et de les combattre.

Élections américaines de mi-mandat : Elon Musk appelle les Américains à voter républicain - Journal du Dimanche 8 novembre 2022

Dans ce tweet relayé par des dizaines de milliers d'internautes, le nouveau patron de Twitter prône l'équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif. « *Le partage du pouvoir limite les pires excès, donc je recommande de voter pour un Congrès républicain, étant donné que la présidence est démocrate* ».

Sur Twitter, Elon Musk a précisé qu'il s'adressait aux « *électeurs indépendants d'esprit* », les seuls à même selon lui de faire basculer les majorités au Congrès. Journal du Dimanche 8 novembre 2022

J-C- Logiquement Jadot prend la défense des agents ou provocateurs de Davos.

Jadot défend les actions choc contre le dérèglement climatique, l'expression d'un «*désespoir*» - Paris Match 7 novembre 2022

Reconnaissant la non-violence et le "*désespoir*" liés aux actions chocs des nouveaux groupes écologistes, l'ex-candidat à la présidentielle les a défendu lundi sur l'antenne de franceinfo. Paris Match 7 novembre 2022

Leur méthode démocratique : Un pistolet sur la tempe.

L'humanité doit choisir entre « *solidarité* » et « *suicide collectif* » - LePoint.fr 7 novembre 2022

11 villes demandent de rendre obligatoire l'achat de bus zéro émission en Europe - Euronews 7 novembre 2022

J-C- L'objectif de cette mystification dévoilé. Le business du Green New Deal se chiffre en dizaines de milliers de milliards de dollars.

COP27 : l'OMC appelle à lever les obstacles au commerce vert - lepoint.fr 7 novembre 2022

Dans son rapport annuel sur le commerce dans le monde publié à l'occasion de la conférence de l'ONU sur le climat COP27 en Égypte, l'Organisation mondiale du commerce demande de ne pas opposer le commerce à la lutte contre le changement climatique. Il est trompeur de penser que le commerce n'est qu'une source d'émissions des gaz à effet de serre, estime l'OMC, qui fait valoir qu'il peut aussi permettre la diffusion et l'utilisation d'innovations et technologies vertes.

« *Le commerce est une force positive pour le climat et fait partie de la solution pour parvenir à une transition à faibles émissions de carbone, résiliente et juste* », affirme la directrice générale de l'OMC, la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, dans l'avant-propos du rapport. AFP/lepoint.fr 7 novembre 2022

COP-OUT (Association des climato-réalistes) 29 octobre 2022

En prévision de l'imminente COP27, voici un petit vade-mecum qui pourrait utilement être distribué aux congressistes. Il n'en sera évidemment rien car les données climatiques factuelles ne sont pas toutes politiquement correctes, et il ne faut surtout pas ébranler les convictions avant le prêche.

Conclusion.

Climatiquement parlant, l'année 2022 aura surtout été celle des extravagances verbales en tous genres [1]. L'échauffement a surtout été celui des esprits, les tempêtes ont surtout été sous les crânes et le seul véritable « *emballement* » aura été médiatique et politique. Un matraquage incessant qui a commencé à produire des effets néfastes notamment chez les jeunes générations. Ce saccage organisé ne présage rien de bon. On attend avec inquiétude ce que la COP27 va nous sortir de son chapeau.

https://www.climato-realistes.fr/cop-out/

Leur cible privilégiée : La jeunesse.

Chronique ONU - 29 septembre 2022

La Chronique de l'ONU ne constitue pas un document officiel. Elle a le privilège d'accueillir des hauts fonctionnaires des Nations Unies ainsi que des contributeurs distingués ne faisant pas partie du système des Nations Unies dont les points de vue ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Organisation.

https://www.un.org/fr/chronique-onu/nous-n%E2%80%99avons-plus-de-temps-%C3%A0-perdre

Nous n'avons plus de temps à perdre.

Au moment où j'écris cet article, l'horloge climatique vient de s'arrêter à 6 heures et 299 jours. C'est le temps qu'il nous reste pour limiter à 1,5 °C le réchauffement de la planète.

Notre message est clair :

Nous n'avons plus de temps à perdre.

Une éducation de qualité sur le climat est essentielle si nous voulons doter les personnes de tous âges et de tous lieux des connaissances et des compétences nécessaires pour construire un avenir dans lequel nous pourrons tous nous épanouir.

Les jeunes doivent être reconnus comme des leaders, être au centre du débat sur le changement climatique et être responsabilisés par le biais de l'éducation.

Travailler avec les jeunes pour élaborer le message a été incroyablement motivant et beaucoup d'entre eux sont déjà à l'œuvre. Dans le cadre de la course, plus de 434 299 élèves de 736 écoles situées dans 82 pays se sont inscrits à une Journée d'action des écoles (Schools Action Day) le 3 novembre et plus d'un million devraient y participer. Ce passionnant programme éducatif virtuel présentera des solutions au changement climatique tout en donnant aux jeunes les moyens de créer un monde respectueux de l'environnement grâce à un apprentissage fondé sur l'expérience et des projets.

Pétrole et paradis fiscaux : les intérêts cachés de la ministre de la transition énergétique - disclose.ngo 8 novembre 2022

Agnès Pannier-Runacher est liée à une société créée par son père, en 2016, pour le compte de ses enfants mineurs. Baptisée Arjunem, l'entreprise familiale partage des intérêts financiers avec Perenco, numéro 2 du pétrole en France, et détient plus de 1 million d'euros dans des paradis fiscaux. Malgré le risque de conflit d'intérêts, la ministre de la transition énergétique n'a jamais rendu publique son existence.

C'est un immeuble résidentiel comme tant d'autres dans le 16e arrondissement de Paris. Une façade de baies vitrées avec balcons en fer forgé, loge de gardien et ascenseur de service. C'est ici, au 56 avenue Georges Mandel, qu'est enregistré depuis le 13 juillet 2016 le siège d'une discrète société liée à la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. Son nom : Arjunem.

Un acronyme derrière lequel se cache une donation familiale que cette macroniste de la première heure n'a jamais rendue publique. Elle a pourtant eu par deux fois l'occasion d'en informer la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), lors de sa nomination au ministère de l'économie en 2018, puis à celui de l'industrie en 2020. Or, ses déclarations d'intérêts et de patrimoine ne font aucune mention de cette affaire d'héritage.

D'après l'enquête de Disclose et Investigate Europe (IE), le montage d'Arjunem, qui prend sa source dans des paradis fiscaux, renferme un possible conflit d'intérêts entre la ministre de la transition énergétique et le groupe Perenco. Une firme opaque, deuxième producteur français de brut après TotalEnergies, dont Jean-Michel Runacher, associé d'Arjunem et père de la ministre, était jusqu'à récemment l'un des dirigeants historiques. Un héritage difficile à porter pour une responsable publique dont l'objectif affiché est de « *sortir la France des énergies fossiles* ».

https://disclose.ngo/fr/article/petrole-et-paradis-fiscaux-les-interets-caches-de-la-ministre-de-la-transition-energetique

---

Sadisme ordinaire, normalisé sous le régime fascisant de Macron.

«*Il faisait à peine 12 °C*» : coup de froid sur les écoles de Rouen - leparisien.fr 7 novembre 2022

A Rouen (Seine-Maritime), en cette journée de reprise des cours, de nombreux parents d'élèves ont eu la désagréable surprise de constater que leurs enfants auraient cours dans des salles de classe sans chauffage malgré la baisse des températures. Et certains ont décidé de se faire entendre.

Des photographies de thermomètres affichant 11 °C ou 12 °C. Des témoignages de parents d'élèves scandalisés qui évoquent des locaux glacés et des professeurs leur conseillant de « *ne pas enlever le bonnet de nos enfants* ». Ce lundi 7 novembre au matin, à l'heure de retourner en cours après les vacances, les réseaux sociaux se sont enflammés au sujet de la température dans de nombreuses écoles de Rouen (Seine-Maritime).

Sana, qui scolarise ses deux enfants de 4 et 6 ans à l'école Marot sur les Hauts de Rouen, fait partie de ces parents qui ont décidé de témoigner : « *Ce matin, en allant à l'école, je croisais des parents qui repartaient avec leurs enfants. Je me disais qu'il y avait une grève ou un problème de Covid* ». Mais en entrant dans l'établissement, elle comprend que c'est le froid qui les pousse à faire demi-tour. « *Il faisait à peine 12 °C. Ça piquait les cuisses. La maîtresse de ma fille était avec son manteau et nous disait qu'elle comprendrait si nous voulions garder les petits à la maison* ». Impossible pour elle de le faire avant midi. « *Le chauffage venait d'être remis quand je suis revenue chercher ma fille. Mais il faisait toujours froid. On verra demain maintenant…* »

Des parents inquiets pour la santé des élèves

Sur Facebook, Marie a interpellé directement le maire de Rouen : « *12 degrés 68 % d'humidité dans les salles de classe de l'école Pouchet à Rouen. Nicolas Mayer-Rossignol, vous envisagez de faire quelque chose ???* ». Contactée, cette maman d'un petit garçon scolarisé en CM1 assure d'ailleurs que la situation n'est pas nouvelle : « *L'école nous a demandés, bien avant le début des vacances, d'équiper nos enfants d'un plaid car la température pouvait descendre jusqu'au 14,5 °C dans les classes* ». Des conditions qu'elle estime inadéquates pour faire cours et qui selon elles peuvent avoir des conséquences sur la santé des élèves. « *Mon fils a fait deux pneumopathies depuis le début de l'année. Et la seconde fois, les médecins m'ont demandé s'il évoluait dans un environnement humide. Quand on sait que le taux d'humidité en classe peut avoisiner les 80 %, on a de quoi s'inquiéter* ».

L'adjointe en charge des écoles, Florence Hérouin-Léautey, se veut elle rassurante : « *Depuis ce matin, nous remettons en chauffe toutes les écoles de la ville qui ont été fermées durant deux semaines. Cela prend environ deux jours et demi et nous constatons déjà un retour à la normale dans certaines écoles où la température remonte progressivement* », assure l'élue qui admet que cette année la situation est particulière. « *Nous avons attendu le dernier moment car il y a une réalité à laquelle nous sommes confrontés : pouvoir régler notre facture énergétique. Pour l'ensemble des bâtiments communaux, la hausse de cette facture est de 8 M€. Alors chaque économie réalisée est utile* ». Florence Hérouin-Léautey précise d'ailleurs qu'avant les vacances, en raison de la douceur du mois d'octobre, le chauffage avait été remis dans seulement deux écoles.

Ce sujet reste néanmoins sensible, même en interne. Le 30 septembre dernier, le CGT publiait déjà un tract alertant sur les effets du froid dans les structures municipales, prenant l'exemple d'une crèche où « *les enfants avaient dormi habillé avec une couverture supplémentaire* » alors que la température constatée dans la pièce était de 12 °C. Julien Galant, le secrétaire général de

l'organisation syndicale, n'oublie pas non plus le sort du personnel, et notamment des ATSEM : « *Nous en sommes à espérer une météo clémente pour avoir de bonnes conditions de travail. On marche sur la tête ! On ne peut pas faire n'importe quoi au nom des économies d'énergie* ». Un avis visiblement partagé ce matin par de nombreux parents. leparisien.fr 7 novembre 2022

Il s'y voit déjà. Sous un régime corporatiste, pourquoi voudriez-vous qu'il y ait des profiteurs, franchement ?

Inflation : pas de « *profiteurs* » dans le secteur alimentaire - LePoint.fr 6 novembre 2022

« *Il n'y a pas eu de profiteurs de l'inflation dans l'alimentaire* », a affirmé samedi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire dans une interview au journal *Le Parisien* qui semble confirmer les conclusions de plusieurs rapports parlementaires. Dans un contexte où le taux d'inflation des produits alimentaires s'est approché des 12 % sur un an en octobre selon l'Insee, « *j'ai demandé à l'Inspection générale des finances de faire une étude* », a déclaré au quotidien le numéro 2 du gouvernement.
« *La conclusion est sans appel : il n'y a pas eu de profiteurs de l'inflation dans l'alimentaire. Ni les agriculteurs ni les distributeurs, ni l'industrie agroalimentaire n'ont pris au passage de rémunération excessive* », a-t-il ajouté.

Toujours sur la question du pouvoir d'achat, Bruno Le Maire a proposé samedi d'organiser début 2023 une « *convention sur le partage de la valeur* », au sein du parti Renaissance. Même s'il réaffirme dans l'interview sa préférence pour le « *dividende salarié* », le ministre de l'Economie suggère d'associer au sein de cette convention « *économistes, chefs d'entreprise, salariés et groupes d'opposition pour identifier des idées neuves en complément du travail engagé avec les partenaires sociaux* ». AFP/LePoint.fr 6 novembre 2022

Social et lutte de classe.

Le mouvement social qui gagne l'Europe est « *du jamais vu depuis 30 ans* » pour cet expert - publicsenat.fr 5 novembre 2022

Une fièvre sociale touche l'ensemble du continent européen, comme l'observe Philippe Pochet, directeur général de l'institut syndical européen. « *Ça ne se passe pas que dans les pays où on a une certaine habitude [des mouvements sociaux], comme la Belgique ou la France. Il y a beaucoup de mouvements sociaux qui se passent dans les pays d'Europe centrale et orientale. Il faut dire qu'il y a une bonne raison, l'inflation est élevée, parfois très élevée. Dans les pays baltes c'est plus de 20 %. En Lettonie, les gens qui ont le salaire minimum ont perdu 20 % de pouvoir d'achat ! Et ça, c'est quelque chose qui est assez étonnant, d'avoir autant de manifestations dans les différents pays.* »

Appel à manifester, le 9 novembre en Grèce et en Belgique, le 10 en France, le 11 en Bulgarie, le 26 aux Pays-Bas… En Allemagne, le puissant syndicat IG Metall de l'automobile et de la chimie a lancé des grèves préventives et annonce un mois de novembre noir. « *On voit qu'il y a un mouvement social qui se développe partout en Europe, un peu moins dans les pays scandinaves.* »

« *Ce n'est pas la crise pour tout le monde* »

Et le dialogue social entre le patronat et les syndicats apparaît bien difficile à amorcer. Pour Marc Botenga, eurodéputé belge la Gauche, le rapport de force initié est légitime, et la réponse européenne face à la crise que traversent les citoyens européens n'est pas à la hauteur. « *On voit effectivement et heureusement les travailleurs qui s'élèvent dans différents pays pour demander, revendiquer finalement leur dû. Parce qu'effectivement il y a une inflation importante, les gens sont terrifiés de voir arriver leurs factures de l'énergie. Et la question ici, est-ce que le monde politique, les gouvernements et l'UE prennent les mesures pour faire quelque chose, pour aider les gens. Et là concrètement, la réponse que voient les gens, c'est non. Il y a la question par exemple du pouvoir d'achat, la question des salaires, les gens veulent une augmentation salariale. Ils y ont droit. Car il ne faut pas oublier que ce n'est pas la crise pour tout le monde. Les grandes entreprises européennes, que ce soit en Belgique ou dans d'autres pays n'ont jamais fait autant de profit, leurs marges brutes sont à des niveaux records.* »

J-C - "*Heureusement (...) les gens veulent une augmentation salariale. Ils y ont droit*", qu'est-ce que cela signifie ? Depuis quand la réaction se réjouit-elle de la mobilisation des masses, plutôt suspect, non ? Que craignent-ils ?

publicsenat.fr - Ils évoquent "*la mise en place d'un « fonds de secours social dédié aux plus démunis ». La proposition a commencé à être examinée la semaine dernière au parlement européen. Pour les 27, il s'agit d'agir vite afin d'apaiser les contestations sociales" car "le plus dur pour l'Europe reste à venir*." publicsenat.fr

J-C - La hausse du tarif de l'électricité frappe toutes les couches de la société, à commencer par les plus pauvres pour lesquels chaque euro compte, mais surtout elle va coûter très cher aux classes moyennes ou aux plus nantis de la classe ouvrière qui jusqu'à présent pouvaient se permettre une consommation d'électricité et de gaz élevée ou sans compter et qui se retrouvent avec des factures faramineuses. Pour ces privilégiés aucune mesure d'aide n'est prévue puisque ce sont ces couches qui sont directement visées.

En revanche, ils s'inquiètent de la réaction des couches les plus défavorisées, pour lesquelles tout appauvrissement supplémentaire atteint la limite de ce qu'elles peuvent supporter et les conduire à se soulever contre le régime.

Argentine : médecins et infirmiers dans la rue pour réclamer des hausses de salaires - Euronews 9 novembre 2022

Des milliers de blouses blanches ont défilé dans le centre de la capitale, venues des hôpitaux publics de Buenos Aires, où seules les urgences étaient assurées, alors que les médecins se joignaient pour 24 heures au mouvement des internes et infirmiers, en cours depuis plusieurs semaines. Euronews 9 novembre 2022

Selon le Secours populaire, un Européen sur quatre s'estime en situation de précarité - BFMTV 5 novembre 2022

En raison d'une "*situation financière difficile*", 62% des Européens ont déjà restreint leurs déplacements et 47% ont déjà renoncé à chauffer leur logement malgré le froid, selon cette étude réalisée par l'institut Ipsos auprès de 6000 individus, âgés de 18 ans et plus, originaires de six pays

(Allemagne, France, Grèce, Italie, Pologne et Royaume-Uni). Il est également arrivé à 29% de ces personnes de sauter un repas alors qu'elles avaient faim.

Au total, 27% des personnes interrogées déclarent se trouver dans une situation précaire. Dans le détail, 51% des Grecs s'estiment fragilisés, contre 24% des Français et 18% des Allemands.

"*Avec l'envolée des prix, la crise énergétique et les conséquences de la guerre en Ukraine, pour beaucoup d'Européens les conditions de vie se sont détériorées en 2022*", souligne le Secours populaire. "*Une situation d'autant plus dure qu'elle succède à deux années où les niveaux de vie avaient été marqués par le choc de la crise sanitaire*", ajoute-t-il.

Les familles sont notamment touchées: près d'un parent sur deux a déjà renoncé à ce que son enfant parte en vacances ou à l'inscrire à une activité extrascolaire et 33% disent qu'ils ne sont pas toujours en mesure de donner à leur enfant une alimentation variée. Là encore, les Grecs sont particulièrement nombreux à faire face à ces difficultés.

Pour "*offrir de bonnes conditions de vie*" à leurs enfants, 76% des parents se privent de loisirs et 48% de nourriture, relève aussi le sondage.

Royaume-Uni : Grève nationale des infirmiers pour une augmentation de salaire - 20 Minutes avec AFP 6 novembre 2022

Grand jour pour le Royal College of Nursing (RCN), principal syndicat des infirmiers britanniques. Plus de 300.000 de ses membres ont participé au vote, le plus important des 106 ans d'histoire du syndicat, en faveur d'une mobilisation nationale pour les salaires. « *Notre action de grève sera autant pour les patients que pour les infirmiers, ils soutiennent notre initiative* », a déclaré Pat Cullen, le secrétaire du syndicat.
Le syndicat demande une augmentation de salaire de 5 % de plus que l'inflation.

Un nombre record de postes d'infirmiers est vacant et 25.000 membres du personnel infirmier du Royaume-Uni ont quitté le registre du Nursing and Midwifery Council (l'organisme qui les comptabilise) au cours des douze derniers mois. Une analyse récente a montré que le salaire d'un infirmier expérimenté a chuté de 20 % en termes réels depuis 2010.

Dossier Russie.

Que se passe-t-il à Kherson ?

Ukraine: la Russie annonce le repli de ses forces stationnées à Kherson - RFI 9 novembre 2022

Depuis plusieurs semaines, des rumeurs contradictoires circulaient sur un possible repli de l'armée russe de Kherson, position devenue intenable et soumise à une très forte pression de l'armée ukrainienne. Ce mercredi après-midi, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a annoncé « *autoriser un repli sur la rive gauche du Dniepr* » des forces russes stationnées à Kherson. RFI 9 novembre 2022

La Russie annonce le retrait des troupes russes de Kherson et de la rive droite du Dniepr - donbass-insider.com 9 novembre 2022

Depuis plusieurs mois, l'armée ukrainienne bombarde constamment le pont Antonov, et le barrage de la centrale électrique de Novaya Kahovka, provoquant un problème d'approvisionnement de la rive droite du Dniepr, où se trouve Kherson, et faisant peser un risque d'inondation d'une partie importante de la ville et des berges du fleuve.

En effet, les destructions infligées par les frappes de missiles Himars au pont Antonov ont rendu ce dernier inutilisable, obligeant à avoir recours à des pontons flottants et des ferrys pour permettre la traversée du Dniepr. Pontons et ferrys eux-mêmes régulièrement bombardés par l'armée ukrainienne, y compris lors du début de l'évacuation des civils de Kherson, fin octobre. Ces bombardements ont fait plusieurs victimes parmi les civils, dont des journalistes.

Concernant le barrage de Novaya Kakhovka, il y a trois jours, l'armée ukrainienne a de nouveau bombardé ce dernier à coup de roquettes Himars. Toutes sauf une ont été abattues par la défense anti-aérienne russe. Malheureusement la roquette restante a touché et endommagé une des écluses du barrage, faisant craindre un risque d'inondation de Kherson et de destruction des pontons flottants assurant la « *ligne de vie* » logistique de l'armée russe.

D'ailleurs, lors de sa réunion avec le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, Sourovikine a mentionné ce risque comme un des facteurs l'ayant poussé à proposer de retirer les troupes russes de Kherson et de la rive droite du Dniepr. Le but étant d'éviter l'encerclement opérationnel de plusieurs milliers d'hommes, par coupure de leurs lignes d'approvisionnement.

Il a aussi indiqué que l'approvisionnement civil de Kherson était lui aussi compliqué dans la situation actuelle, et que maintenir dans de bonnes conditions la vie des civils à Kherson était devenu très difficile.

Ce retrait des troupes russes de Kherson et de la rive droite du Dniepr s'accompagne d'une évacuation massive des civils de la zone concernée. Plus de 115 000 personnes ont déjà été évacuées ces dernières semaines, et les dernières évacuations de civils sont en cours à Kherson. Même les animaux du zoo sont évacués. Le but est bien sûr d'éviter que les civils de Kherson se fassent massacrer par les soldats ukrainiens pour « *collaboration* », comme on l'a vu à Boutcha, ou à Izioum, Balakleya et Krasny Liman.

Face à cette annonce, les autorités ukrainiennes restent dubitatives, craignant un piège. Et il y a de quoi. La zone autour de Kherson n'est que de la steppe, qui va se transformer en vaste terrain découvert une fois tombées les dernières feuilles des arbres. De plus, les civils ayant été évacués, la Russie pourra prendre moins de précautions lorsqu'elle bombardera les troupes ukrainiennes qui avanceront vers Kherson. Et quand on voit les pertes effroyables de l'armée ukrainienne lors de ses tentatives de percer la défense russe dans cette zone, alors que la Russie n'avait pas ces deux avantages (Sourovikine annonce des pertes en morts et blessés de plus de 9 000 soldats ukrainiens), il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'il en sera après.

Quoi qu'il en soit il sera clairement plus facile pour les troupes russes d'installer des défenses solides le long de la rive gauche du Dniepr, que dans les plaines de la rive droite à l'ouest de Kherson. De plus, la destruction des ponts empêchera l'armée ukrainienne d'avancer, mais l'obligera à maintenir un contingent important dans cette zone pour empêcher toute nouvelle avancée russe. Un contingent qui manquera ailleurs à l'armée ukrainienne.

De leur côté, les troupes russes retirées de ce front vont être envoyées dans les zones où la Russie est à l'offensive. Car si le retrait de Kherson est très médiatisé et visible, il ne faut pas oublier que sur d'autres portions du front, les troupes russes avancent, à Ougledar, Artiomovsk, près de l'aéroport de Donetsk, et à Maryinka. Les soldats russes venant de Kherson vont permettre d'accélérer ces offensives. En clair, il n'y a pas de quoi paniquer, ce retrait est planifié et pour l'instant bien mené, y compris l'évacuation des civils.

Cette décision difficile prise par Sourovikine avec l'approbation de Sergueï Choïgou était rendue nécessaire dans les conditions actuelles issues à la fois d'erreurs stratégiques faites par certains commandants au début de l'opération spéciale, et par les destructions provoquées par l'armée ukrainienne, qui n'en a rien à faire d'inonder la moitié de Kherson. D'ailleurs, fait marquant, cette décision a été soutenue par Ramzan Kadyrov et par Evgueni Prigojine, le propriétaire de la société de sécurité privée Wagner, qui n'avaient pas été tendres avec le commandement russe lors du retrait de la région de Kharkov.

Cette décision difficile fait donc consensus parmi ceux qui s'y connaissent assez en science militaire pour comprendre dans quelle situation se trouvent les troupes russes à Kherson et sur la rive droite du Dniepr. L'opération spéciale n'est pas terminée, et bientôt la totalité des 300 000 mobilisés russes seront envoyés dans la zone de combat (actuellement seuls environ 80 000 sont arrivés). Comme l'a souligné Ramzan Kadyrov dans son message soutenant la décision de se retirer de Kherson, « *après avoir pesé le pour et le contre, le général Sourovikine a fait un choix difficile mais correct entre un sacrifice insensé pour faire des déclarations tapageuses et le sauvetage de la vie inestimable des soldats* ».

Les Italiens en première ligne contre la guerre de l'OTAN.

"*Non à la guerre, non à l'envoi d'armes*" : 30 000 Italiens manifestent pour la paix en Ukraine - BFMTV 5 novembre 2022

Répondant à l'appel de syndicats, d'associations laïques de gauche ou d'autres issues du monde catholique, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé « *pour la paix* », samedi, dans la capitale italienne.

"*Non à la guerre. Non à l'envoi d'armes*", pouvait-on lire sur une grande banderole portée par les manifestants - au nombre de 30 000, selon les chiffres de la police cités par les médias italiens - qui scandaient : "*donnez une chance à la paix* !". BFMTV 5 novembre 2022

Ne le répétez pas, ils se foutent de votre gueule !

L'Union européenne importe de plus en plus de gaz naturel liquéfié russe - courrierinternational.com 7 novembre 2022

Si les 27 États membres ont réussi à réduire drastiquement leurs importations de gaz naturel russe à travers les gazoducs, la quantité de gaz naturel liquéfié (GNL) acheminée par bateau jusqu'en Europe a, elle, nettement augmenté, constate "*Politico*".

Selon les chiffres fournis par la Commission européenne, "*de janvier à septembre [2022], l'UE [Union européenne] a importé 54,2 milliards de mètres cubes de gaz de la Russie par gazoduc*".

L'année précédente, à la même période, ce chiffre s'élevait à 105,7 milliards de mètres cubes, ce qui témoigne, effectivement, d'une diminution de plus de la moitié des importations par gazoduc.

Mais le gaz fourni par Moscou n'arrive pas que par l'intermédiaire des pipelines. En effet, la Russie envoie aussi du gaz en Europe par voie maritime, sous la forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Et ces livraisons ne faiblissent pas, bien au contraire. "*De janvier à septembre 2022, les pays de l'UE ont importé 16,5 milliards de mètres cubes de GNL russe, contre 11,3 milliards sur la même période l'année dernière*", signale Politico, qui calcule une augmentation de 46 % en un an. courrierinternational.com 7 novembre 2022

On aurait tort de s'en plaindre !

La Russie devient le plus gros fournisseur de pétrole de l'Inde en octobre - reseauinternational.net 8 novembre 2022

La Russie, qui n'exportait que très peu de pétrole vers l'Inde jusqu'à mars dernier, est devenue en octobre le plus gros fournisseur de pétrole du pays, dépassant l'Arabie saoudite et l'Irak qui sont les exportateurs traditionnels de l'Inde, a rapporté dimanche le média privé indien Zee News.

Citant les données de la société de suivi des marchandises énergétiques Vortexa, Zee News a fait savoir que le pétrole en provenance de Russie représentait 22% des importations totales de brut de l'Inde, contre 20,5% pour l'Irak et 16% pour l'Arabie saoudite.

« *La Russie a fourni 935 556 barils par jour (bpj) de pétrole brut à l'Inde en octobre, alors qu'elle ne représentait que 0,2% du total du pétrole importé par l'Inde sur une année jusqu'au 31 mars 2022* », poursuit l'article. reseauinternational.net 8 novembre 2022

Que craignent les régimes néonazis occidentaux ?

Le Conseil de sécurité a rejeté une résolution rédigée par la Russie réclamant une enquête sur ses accusations concernant l'implication de Washington dans le développement présumé d'armes biologiques en Ukraine. La résolution qu'elle a soumise au vote mercredi a recueilli deux voix en faveur (Russie et Chine), trois voix contre (France, Etats-Unis et Royaume-Uni, qui ont un droit de véto). Les dix membres non permanents du Conseil se sont tous abstenus. RT 2 novembre 2022

Et dire qu'on croyait qu'il était dû au capitalisme.

Poutine : Le niveau de vie de l'Occident est basé sur la souffrance et le pillage de l'Afrique - Réseau International 5 novembre 2022/

C'est sur la souffrance et le pillage des pays africains que l'Occident a pu construire son niveau de vie actuel, a estimé le président russe. Mais l'Europe qui tente actuellement de faire s'effondrer la Russie, n'est plus le centre de l'univers.

L'Occident a réussi à obtenir son niveau de vie actuel en pillant les peuples africains, a déclaré le président russe ce 4 novembre.

« *Les chercheurs européens ne le cachent pas. Ils disent directement que le bien-être est construit, dans une grande partie, sur le malheur et les souffrances des peuples africains* », a-t-il noté citant le pillage et le commerce d'esclaves.

Cette déclaration a été faite en réponse à une proposition d'historiens russes de mettre l'accent sur la popularisation de l'histoire des pays africains et asiatiques dans les écoles.

Popularisation de l'histoire du colonialisme

Vladimir Poutine a soutenu cette initiative et ordonné d'élaborer un programme pour le prochain sommet Russie-Afrique prévu en 2023.

« *C'est une partie importante de l'histoire et il est impossible de fermer les yeux sur cela. De même que nous n'avons jamais fermé les yeux et ne le ferons jamais quant aux nazis et leurs actes dans le monde entier et dans notre pays* ».

D'après lui, ce programme devra se focaliser l'histoire du colonialisme et ses conséquences, ainsi que sur la formation de l'esprit impérialiste.
Entre-temps, les capitales européennes ne sont plus le centre de l'univers, a-t-il noté lors d'un discours à l'occasion de la fête russe de l'Unité nationale.

Il a aussi rappelé que les anciennes colonies de certains pays européens, par exemple, du Portugal (le Brésil) et du Royaume-Uni (l'Inde), comptent maintenant beaucoup plus d'habitants que leurs ex-envahisseurs.

Les objectifs occidentaux concernant la Russie

Actuellement, l'Occident tente de faire s'effondrer la Russie, « *mais elle ne permettra jamais de le faire* » :

« *Visant à affaiblir, voire à détruire la Russie, ces efforts continuent. Ce sont eux qui sont à l'origine des événements en cours en Ukraine. Nous ne le permettrons jamais, nous allons défendre notre patrie comme nos aïeux héroïques* ».

Le Président russe a indiqué que c'est notamment par la livraison continue d'armes à l'Ukraine et par la participation de mercenaires que les pays occidentaux « *font avancer sans pitié leurs objectifs géopolitiques à leurs dépens, qui n'ont rien à voir avec les intérêts du peuple ukrainien* » :

« *C'est l'Ukraine et le peuple ukrainien qui sont les premières et principales victimes du gonflement délibéré de la haine envers les Russes et la Russie* », conclut-il.

Cependant, *« tout est exactement le contraire » en Russie qui a toujours traité le peuple ukrainien « avec respect et chaleur* » :

« *C'était et c'est ainsi malgré la confrontation tragique d'aujourd'hui* », conditionnée par la prolifération de néonazis dans ce pays et l'élargissement de l'OTAN.

Source : Sputnik Africa

Voilà qui va rendre encore plus dingue Macron, l'Union européenne et les Américains.

L'Algérie demande officiellement à intégrer les BRICS - RT 7 novembre 2022

Comme le rapportent plusieurs médias algériens dont le site Echourouk et la radio publique algérienne, les autorités algériennes ont déposé une demande officielle d'adhésion aux BRICS, acronyme des cinq pays qui forment actuellement le groupe : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Les BRICS plaident en faveur d'une refondation des organisations internationales, comme le Conseil de sécurité de l'ONU et les organisations financières de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale).

En 2019, le groupe représentait plus de 40% de la population mondiale et ses cinq pays avaient un produit intérieur brut cumulé de 18 600 milliards de dollars, soit environ 23% du produit mondial brut. Selon les estimations du Fonds monétaire international, les Etats membres sont responsables de plus de la moitié de la croissance économique mondiale de la dernière décennie. RT 7 novembre 2022

Algérie-Chine : Signature du 2ème Plan quinquennal de coopération stratégique globale - reseauinternational.net 9 novembre 2022

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et le membre du Bureau politique du Parti communiste chinois, conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, Wang Yi, ont annoncé conjointement la signature du « *deuxième Plan quinquennal de coopération stratégique globale entre l'Algérie et la Chine pour la période 2022-2026* », a précisé le communiqué.

Ce plan est « *le deuxième du genre à être signé entre les deux pays dans le domaine de la coopération stratégique globale depuis l'établissement des relations de partenariat stratégique global entre l'Algérie et la Chine* », selon la même source.

Ce plan vise « *la poursuite de l'intensification des contacts et de la coopération entre l'Algérie et la Chine dans tous les domaines, dont l'économie, le commerce, l'énergie, l'agriculture, les sciences et technologies, l'espace, la santé et la culture, outre le renforcement de l'harmonisation des stratégies de développement entre les deux pays* », a souligné le communiqué.

Les deux pays comptent saisir l'opportunité de la mise en œuvre de ce plan quinquennal pour « *approfondir leur coopération pratique dans tous les domaines, au service de la consolidation des relations de partenariat stratégique global entre les deux pays et au bénéfice des deux pays et peuple amis* », a conclu le communiqué.

Source : Algérie Presse Service reseauinternational.net 9 novembre 2022

Chine: le premier moyen-courrier chinois C919 présenté au public - rfi.fr 8 novembre 2022

L'avion monocouloir chinois C919 a fait sa première sortie aérienne publique ce mardi 8 novembre. C'était lors d'un salon de l'aéronautique, dans le sud de la Chine. L'avionneur Comac aligne déjà les commandes pour ce futur concurrent de l'A320 et du Boeing 737 MAX.

Avec l'avion de transport militaire Y20 et l'hydravion AG600 -trois modèles de conception chinoises-, le C919 est censé réduire la dépendance de la Chine aux constructeurs étrangers.

Selon les médias d'État, les premiers C919 pourraient être mis en service au début de l'année prochaine. rfi.fr 8 novembre 2022

L'Europe va importer 800 000 voitures chinoises d'ici 2025 - autoplus.fr 9 novembre 2022

Selon le cabinet PwC, d'ici 2025 c'est près de 800 000 voitures fabriquées en Chine qui pourraient être vendues en Europe. L'immense majorité serait électrique.

Une telle projection transformerait le Vieux Continent en un importateur de voitures majeur. Selon l'étude, le changement se fera à mesure que les marques chinoises augmenteront leur part de marché et que, dans le même temps, les marques européennes construiront davantage de véhicules électriques en Chine.

Sur les 800 000 voitures potentielles construites en Chine, environ 330 000 proviendraient de constructeurs occidentaux tels que Tesla, BMW et le Groupe Renault, qui exportent tous actuellement des VE en Europe depuis la Chine, notamment la Tesla Model 3, la BMW iX3 et la Dacia Spring.

Felix Kuhnert, associé et responsable de l'automobile chez PwC Allemagne, a déclaré que les constructeurs européens continuaient à faire face à des problèmes de chaîne d'approvisionnement et se concentraient sur la construction de voiture électriques bien plus coûteux et à plus faible volume en Europe. « *Les constructeurs chinois, en revanche, ont optimisé et développé leurs produits sur le marché intérieur, de sorte qu'ils apportent maintenant des modèles électriques abordables, une technologie innovante et des concepts inédits en Europe* » , a-t-il ajouté.

Selon PwC, « *Les constructeurs automobiles chinois cherchent maintenant à consolider leur implantation en Europe* » . Le cabinet prévoit d'ailleurs que les marques chinoises détiendront une part de marché des véhicules électriques comprit entre 3,8 et 7,9 % en Europe. autoplus.fr 9 novembre 2022

Afrique-Europe. En désespoir de cause ils s'en remettent à des ONG oligarchiques.

J-C – Avant de commencer, c'est quoi l'ONG ONE ? Allons directement à l'essentiel pour ne pas perdre notre temps.

Donateurs de ONE (https://www.one.org/africa/fr/infos/nos-finances)

(Parmi les plus connus.)

- Bank of America

- Bill and Melinda Gates Foundation
- Bloomberg Philanthropies
- Cargill
- Ford Foundation
- Open Society Foundations (Soros)
- The Rockefeller Foundation
- Coca-Cola

J-C – Révélateur, n'est-ce pas ? Du coup, leur rapport paraît plausible, même si leurs intentions demeurent nuisibles pour les Africains.

Afrique-Europe : « *La relation à son plus bas niveau depuis 10 ans* » - lepoint.fr 9 novembre 2022

« *La relation Afrique-Europe est à son plus bas niveau sur la décennie écoulée, avec un changement de narratifs et de ton dans les médias et les réseaux sociaux, ainsi qu'au sein de la société civile.* » Tel est l'avis peu complaisant livré par le rapport 2022 de la Fondation Afrique-Europe, une structure lancée en mars 2020 par la Fondation Mo Ibrahim et le think tank bruxellois Friends of Europe, en partenariat avec l'African Climate Foundation et l'ONG ONE. L'objectif : faire avancer la question du climat et veiller à la relation entre les deux continents.

Ce rapport, qui n'a rien de politiquement correct, donne une idée de ce que seraient les débats globaux si l'Afrique y avait voix au chapitre – ce pour quoi il milite ardemment.

En outre, un passé non apuré semble enfermer les interlocuteurs, africains comme européens. « *Une ombre coloniale teinte toujours les points de vue des deux côtés, piégeant les dynamiques dans le passé, poursuit la Fondation Afrique-Europe. Ceci subvertit le discours, contribue à une dissonance culturelle croissante et obscurcit les opportunités pour les deux continents de construire un avenir commun.* »

Pour sortir d'une mentalité et d'une diplomatie qui en sont « restées au XXe siècle », le rapport insiste sur la réforme de la gouvernance mondiale, dans un contexte où le monde n'est plus bipolaire, mais multipolaire. Il revient sur la façon dont l'Europe et le « *Nord global* » ont analysé les votes africains aux Nations unies, majoritairement abstentionnistes, sur l'invasion russe de l'Ukraine. « *Une idée paternaliste est à contrer* », indique le rapport, « *selon laquelle la position africaine sur l'Europe est soit fortement modelée par la désinformation russe* (**C'est là notamment qu'ils placent leur propagande. - J-C**), *soit par la présence et le soutien militaire russe à plusieurs pays africains, plutôt que par les intérêts et les intentions stratégiques des pays membres de l'UA.* » (**Les pillards occidentaux privilégieraient les intérêts des Africains, c'est bien connu ! - J-C**)

Outre l'Afrique, c'est tout le Sud global qui n'a pas voté pour les sanctions à l'encontre de la Russie, alors qu'une résurgence du Mouvement des non-alignés s'est opérée. « *Les sanctions sont vues comme un moyen pour l'Occident de punir ceux qui sortent du rang, tandis qu'un sentiment de doubles standards sur les réponses à l'invasion de l'Irak et le renversement du président libyen Kaddafi s'ajoute à l'équation.* » Enfin, le fait que 28 pays africains disposent d'accords de coopération militaire avec la Russie, principal fournisseur en armement… lepoint.fr 9 novembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 14 novembre 2022.

Hanouna, c'est le frère jumeau de Zelensky !

Pour se détendre en musique et s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante.

Joe Bonamassa live from the Royal Albert hall (full concert) 2022

https://www.youtube.com/watch?v=OSujyP11yHk

En vidéo.

Révolution russe de 1917

OCTOBRE (french, stfr) is a 1928 soviet SILENT HISTORICAL film 1928 by EISENSTEIN SERGEI

https://www.youtube.com/watch?v=JF64gC2pp4I

Révolution russe de 1905

Le Cuirassé Potemkine - Film de Sergueï Mikhailovich Eisenstein (1925) VOSTR (sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=048SEBstzBM&t=3186s

Battleship Potemkin (1925) with Eng Subtitles (version anglaise non coupée)

https://www.youtube.com/watch?v=ca0c4vEc5Is

Si c'est un israélien juif qui l'affirme…

« *Defamation* » : documentaire réalisé par l'israélien Yoav Chamir, sur l'antisémitisme comme moyen de manipulation - lemediaen442.fr/ 11 novembre 2022

« *Defamation* » — Diffamation — est un documentaire de Yoav Chamir, juif israélien, sur l'antisémitisme. Il le mènera d'Israël aux États-Unis en passant par l'Europe. Un périple qui mesure l'influence des réseaux pro-israéliens sur les gouvernements et l'utilisation de la Shoah pour

manipuler cyniquement les jeunes Israéliens. L'antisémitisme serait un moyen de justifier la politique anti-palestinienne d'Israël.

Vidéo. Defamation
https://www.youtube.com/watch?v=loNPmYUUzFs

Cela ne date pas d'hier. Après cela comment pourraient-ils être animés par autre chose que des mauvaises intentions envers la population ?

L'A-B-C du contrôle des populations avec Mila Aleckovic-Bataille

https://www.youtube.com/watch?v=buigYyNa3T4

Avec notre invitée Dr. Mila Aleckovic-Bataille, une analyse psychologique approfondie des études de contrôle de la population.

Elle nous parle des différentes expériences faites sur les populations à travers le temps, et essai de nous résumer les résultats entrevus aujourd'hui à travers les yeux des thérapeutes.

En complément.

L'expérience de Milgram - scienceetonnante.com 3 juin 2022

https://scienceetonnante.com/2022/06/03/lexperience-de-milgram/

Dans la variante #7, Milgram a testé ce qu'il se passe si le sujet est associé à deux autres sujets qui sont en fait des acteurs, et qui mettent la pression pour « *désobéir* ». Dans ce cas, aucun sujet n'est allé jusqu'à 450V. Inversement dans la numéro #9, les deux acteurs font l'inverse, et mettent la pression pour obéir et continuer : on obtient alors 72%. (Différence probablement pas forcément significative avec 65%).

Dès lors qu'un acteur légitime ou reconnu tient un discours différent de celui des autorités, automatiquement le nombre de personnes qui adhèreront au discours officiel diminuera considérablement, d'où la nécessité de le faire taire par n'importe quel moyen, de l'empêcher de s'exprimer, de le censurer, de décrédibiliser tout opposant déclaré, même s'il ne constitue pas une menace pour le régime.

Commentaires publiés par le blog Réseau International.

1 - Encore un article à sensation destiné à nous induire en erreur. Pourquoi ? Devinez.

En réalité, l'oligarchie financière anglo-saxonne n'a pas attendu Rishi Sunak pour prendre le contrôle de l'économie britannique, notamment. La preuve, si nécessaire.

Andrew John Bailey - Gouverneur de la Banque d'Angleterre depuis 2020.

Il fut sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre d'avril 2013 à juillet 2016 et directeur général de la Financial Conduct Authority de 2016 à 2020, une instance de régulation du secteur financier britannique, indépendante du gouvernement, mais peut-être pas de la City de Londres ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Mark Joseph Carney - Gouverneur de la Banque d'Angleterre de 2013 à 2020

Il a travaillé treize ans pour Goldman Sachs aux bureaux de Londres, Tokyo, New York et Toronto, avant de rejoindre le ministère des Finances dans son pays natal (Canada). (Le Monde 26 novembre 2012, lopinion.fr 01 juillet 2013 ; Wikipédia)

Ensuite il a été Gouverneur de la Banque centrale du Canada du 1er février 2008 au 3 juin 2013. Il a assumé les fonctions de représentant du Canada auprès du G7, du G20 et du Forum sur la stabilité financière.

Il est aussi membre du Group of Thirty, ou G30, (Groupe des Trente) ainsi que du Conseil de la Fondation du Forum économique mondial. Le Group of Thirty a été fondé en 1978 à l'initiative de la fondation Rockefeller qui a également fourni les premiers fonds.
En novembre 2012, il est nommé gouverneur de la Banque d'Angleterre, il le restera jusqu'en 2020. (Source : Wikipédia.)

2 - En période de crise les discours et les positions des différents acteurs politiques ont tendance à se radicaliser, chacun des protagonistes se doivent d'emprunter le même procédé pour faire bonne figure, pour faire bref.

La même chose se produit quand une personne est poussée à bout ou se trouve en grande difficulté, mais aussi chez les dissidents ou ceux qui ont servi leur maître en fidèle serviteur, et qui sont soudainement remerciés, soudain leurs langues se délient ou ils se livrent à des révélations fort instructives, on en raffole évidemment.

Ce qui est très intéressant, c'est que leur véritable nature ou leurs intentions apparaissent un peu plus au grand jour, ce qui permet de distinguer ceux qui leur prêtaient toute sorte d'intentions farfelues ou infondées, qui colportaient des illusions, et ceux qui préféraient s'abstenir de porter des jugements à l'emporte-pièce en attendant d'en savoir davantage ou que la situation se décante.

Cela dit, leurs discours n'apportent pas grand-chose à ceux qui savaient à quoi s'en tenir au sujet de leurs auteurs. En revanche, en se lâchant et en dénonçant les mauvaises intentions de leurs ennemis envers leurs peuples, ils peuvent conforter l'idée qu'ils avaient de leurs dirigeants et leur rendre service indirectement, ce qui n'est pas négligeable ou mérite notre attention.

Bien que tous les belligérants figurent finalement dans le même camp, constat qu'on établit quand on se situe sur le terrain de la lutte des classes, celui des exploités, il n'en demeure pas moins que selon les circonstances (ou les sujets qu'on aborde), on doit tenir compte qu'il y en a qui sont plus nuisibles que d'autres. On sera amené à taper sans retenue sur certains, et à ménager temporairement les autres sans se compromettre, c'est-à-dire, sans jamais faire naître d'illusions en eux dans la tête des personnes auxquelles on s'adresse.

On doit essayer autant que faire se peut, de s'exprimer librement sans heurter inutilement la susceptibilité des personnes qui ne partagent pas toutes nos idées, de manière à ce qu'au moins elles nous écoutent, ensuite libre à chacun d'en faire ce qu'il veut.

Je n'ai fait qu'effleurer la rhétorique officielle, parce que l'essentiel se situe dans les non-dits, et cela nécessiterait un long développement.

3 - Hou, fait-moi peur ! C'est raté ! A trop vouloir en faire, on se discrédite totalement.

– De multiples études scientifiques le prouvent, les champs électromagnétiques artificiels (WiFi, bluetooth, téléphone portable, ordinateur, compteur Linky, etc) perturbent notre biologie interne (impacts sur l'activité du cerveau, modifications neurologiques/neuropsychiatriques, augmentation de l'hypersensibilité électromagnétique apparente, etc).

Je ne vais pas perdre mon temps à regarder cette vidéo.

Jusqu'à présent « *les champs électromagnétiques artificiels (WiFi, bluetooth, téléphone portable, ordinateur, compteur Linky, etc)* » n'ont pas perturbé ma « *biologie interne (impacts sur l'activité du cerveau, modifications neurologiques/neuropsychiatriques, augmentation de l'hypersensibilité électromagnétique apparente, etc)* », merci je me porte très bien sur tous les plans, je dirais même que je ne me suis jamais aussi bien porté depuis longtemps, et je ne bois pratiquement plus d'alcool et je ne prends plus aucune drogue hormis la clope.

4 - Je n'ai regardé que la 1ère vidéo, cela m'a suffi amplement.

Quelle stupidité confondante !

Il s'agissait manifestement d'un bogue informatique attribuant les mêmes voix ou pourcentages à différents districts de New York, c'était tellement gros que cela a dû être corrigé par la suite, sauf qu'on ne la saura jamais, c'est ainsi qu'on se fait manipuler. C'est misérable. Les réactions sont révélatrices, c'est la seule chose intéressante à vrai dire.

"*Des formes de géométrie sacrée*", "*prières d'amour de 500 personnes*", "*ange*" mais quelle connerie !

Notre corps est rempli d'eau. Ce qui peut faire vibrer l'eau, fait donc vibrer votre corps.

5 - Ce qui en effet n'est pas "*simulé*", qui est "*prouvé*" et "*irréfutable*", c'est le niveau de stupidité qu'il faut avoir atteint pour accorder la moindre attention ou le moindre crédit à ce genre de délire ou de débilité.

Comme dans le cas d'un autre article (Sensibilité de l'eau), il suffit de se pencher sur sa source pour savoir à quoi on a affaire.

Réflexions politiques

- En guise de « *démocratie* », il exista plutôt un consensus entre toutes les composantes politiques inféodées au capitalisme, qu'elles soient étiquetées de droite ou de gauche. La démocratie n'a jamais réellement existé, car elle est incompatible avec l'existence du capitalisme, qui favorise les intérêts d'une minorité au détriment de la majorité.

Je crois qu'il y a eu une grande confusion entre la démocratie et la république. Jamais la majorité n'a détenu le pouvoir économique, donc elle n'a jamais détenu le pouvoir politique, ceci explique cela théoriquement, mais il faut inverser les termes pour que cela soit vrai en pratique, il faut s'emparer du pouvoir politique pour ensuite s'emparer du pouvoir économique, réaliser une révolution politique pour créer les conditions favorables à une révolution sociale. C'est simple à comprendre, on pourrait s'arrêter là ou se contenter de ce constat que chacun peut vérifier, cependant une explication complémentaire ne sera pas superflue.

Pour donner un verni démocratique au régime en place, à la dictature de la classe dominante, il fut accordé les mêmes droits politiques aux différentes classes (Expression libre, droit de s'organiser en parti, de manifester, de tenir des réunions publiques, droit de vote en 1848, de présenter des candidats aux différentes élections, etc.), ce qui donna l'illusion d'une égalité de traitement qui ne pouvait concerner que la forme mais pas le contenu, puisque la classe ouvrière n'est jamais parvenue à se doter de dirigeants et d'un parti représentant idéologiquement ses intérêts, contrairement aux autres classes dont les représentants avaient conscience des intérêts de leur classe, donc seules la classe dominante et les classes moyennes devaient profiter de cette répartition du pouvoir politique, tandis que la classe ouvrière ne disposerait d'aucun pouvoir politique, hormis glisser un bulletin de vote dans une urne tous les 5 ou 7 ans, ce qui se traduirait par une alternance du pouvoir entre les partis dits de droite et de gauche qui ne changerait fondamentalement rien à la condition des exploités ou ne remettrait pas en cause la dictature exercée par la minorité de capitalistes sur les masses exploitées. On pourrait préciser que ces droits politiques (censitaire) furent accordés au départ aux plus riches, tandis que le reste de la société en était exclu. Par la suite le droit de vote fut étendu à toutes les classes sans distinction, hormis les femmes dont les conditions étaient pires que celles réservées aux hommes et qui pour cette raison étaient plus critiques ou radicales envers le régime.

En fait, il s'agissait davantage d'associer la classe ouvrière au traitement que le régime lui imposait pour la diviser et l'empêcher d'accéder au pouvoir par cette voie. Obtenir le soutien ou consentement de la majorité de la population était aussi indispensable pour la classe dominante, que l'élévation de son niveau d'instruction ou de sa condition en générale (Habitat, santé, etc.) lors de la phase ascendante du capitalisme, le développement économique ne pourrait se réaliser que si la classe ouvrière et les classes moyennes en ressentaient le besoin, d'où les mesures sociales et politiques qui l'accompagnèrent, non pas pour que les classes exploitées s'émancipe du capital, mais pour qu'elles y soient plus solidement liées, il ne restait plus qu'à corrompre ou acheter leurs représentants, dont le statut privilégié les porterait à les trahir ou abandonner le socialisme.

Les trois principes sur lesquels repose la République sont aussi une imposture, liberté, égalité, fraternité, la liberté de rédiger la Constitution et les lois revient à la classe des capitalistes, il va de soi que leur contenu leur sera favorable, l'égalité intime à toutes les classes de les respecter sans tenir compte qu'elles ne sont pas soumises aux mêmes conditions matérielles ou d'existence, quant à la fraternité elle a toujours eu comme un relent nauséabond de corporatisme.

- La « *démocratie* » ou plutôt des concessions politiques d'une portée limitée, ainsi que la liberté d'expression, sont étrangers à la nature politique du capitalisme, elles lui sont imposées par la lutte de classe du prolétariat pour mieux le tromper par la suite. En réalité, elles profitent davantage aux classes moyennes pour leur propre compte. Elles sont suspendues lorsque la crise du capitalisme atteint son paroxysme, et précède une période de réaction sur toute la ligne, l'avènement d'un régime ouvertement dictatorial ou une guerre.

Le terme de "*droit*" qu'on utilise fréquemment répugnait à Marx et Engels qui y voyaient davantage un instrument d'asservissement des masses au régime capitaliste. Ce qu'ils voulaient dire par là, c'est que si vous réclamez des droits aux représentants du capitalisme, vous légitimez implicitement l'existence de ce système économique et vous ne pouvez pas en même temps revendiquer son abolition. Dit autrement, si vos droits sont liés à l'existence du capitalisme et vous avez envie de les conserver, vous aurez davantage intérêt à lutter pour la préservation du capitalisme, vous n'aurez aucun intérêt à lutter pour un hypothétique changement de régime dont l'avènement paraît lointain, bref, cet argument vous servira à justifier votre adaptation ou soumission au capitalisme.

Il ne s'agit donc pas ici d'un simple désaccord sémantique, mais d'une question politique aux implications déterminantes pour le combat que nous menons pour le socialisme. Par conséquent, dans la mesure du possible on bannira cette expression de notre discours, puisqu'elle traduit une concession inacceptable à l'opportunisme. Bien entendu, on ne jugera pas sur ce critère, ceux qui en font l'usage.

Comment s'opère le plus naturellement du monde la compromission avec l'ennemi ?

En partageant son constat ou diagnostique de la situation, dès lors qu'il est frauduleux ou fabriqué, au-delà il relève du domaine de la propagande qu'on va colporter à notre tour, disons l'air de rien, camouflé plus ou moins habilement par un discours violent ou gauchisant qui sera destiné à mettre en confiance les naïfs qui se feront ainsi bernés.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dès lors qu'on a adopté le constat crapuleux de nos ennemis, quoi qu'on dise ou fasse par la suite va se situer sur leur terrain ; les missiles que vous tirerez dans leur direction en seront de la sorte détournés ou ne les atteindront pas, tandis que vous en attendrez des merveilles ! Voilà comment vous allez vous bercer d'illusions ou militer en pure perte de temps et d'énergie dans le mauvais camp ou au côté d'alliés qui sont en réalité vos pires ennemis. Voilà pour les ravages commis par l'opportunisme. Voyons comment cela se traduit en pratique.

On a pu observer au cours des trois dernières années, qu'il avait suffi à certains d'adopter le constat frauduleux de l'OMS-Gave-Gates-Davos sur l'existence d'un virus particulièrement mortel, pour que dans la foulée ils adoptent les mesures liberticides imposées par Macron dont le port de la muselière, le confinement, la distanciation sociale, le traçage dont le code QR qui préfigurait l'obligation dite vaccinale de l'ensemble de la population, y compris les enfants, autrement dit ils sont devenus des agents de cette effroyable tyrannie de nature fasciste. Pour camoufler leur trahison, ils ont condamné l'état d'urgence et réclamé plus de muselières et de "*vaccins*" pour les pays pauvres, bref, ils sont devenus parmi les plus zélés propagandistes de cette formidable imposture pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui entend imposer son modèle de société totalitaire. Je mets au défi quiconque de démonter cette argumentation ou de réfuter les faits qui sont exposés ici et qui sont connus de tous.

Connaissez-vous un courant politique, une formation politique ou un syndicat appartenant au mouvement ouvrier qui partagerait mon constat ? Pour vous entraîner, vous pouvez prendre la mystification climatique ou la guerre en Ukraine, vous arriverez à la même conclusion, hélas ! Sinon, vous pouvez revoir tous les grands évènements qui ont marqué le XXe siècle jusqu'à nos jours, chaque fois le même constat s'imposera à vous.

Des courants issus de la droite (souverainiste, libertarien, etc.) ou de l'extrême droite recourent au même procédé, mais à l'envers et en beaucoup plus pernicieux. Si leur constat diffère de celui des

autorités, c'est pour mieux proposer des mesures qui selon eux conforteraient le régime en place ou les institutions, dont finalement ils sont les plus fidèles représentants.

Ce qui se passe en réalité, c'est qu'ils dressent un constat globalement ou en grande partie correcte que l'on peut partager ou qui ne leur appartient pas, dont l'initiative devrait revenir en principe à la gauche ou à l'extrême gauche, mais ce dont elles sont incapables pour avoir déserté le terrain du combat politique contre Macron et le régime, du coup ils se servent de ce constat pour se faire passer pour des progressistes ou des humanistes et rallier certains pans des classes moyennes et de la classe ouvrière qui ne voient pas l'intérêt à un changement de régime, ce qui tombe très bien puisqu'on ne leur proposera pas. Bref, on aura compris que leur constat était destiné à servir une orientation politique utopique ou réactionnaire, parce qu'ils correspondent à ce qu'on envie d'entendre leur auditoire. Pendant un temps ces populistes peuvent faire illusion avant de retomber dans l'oubli, n'oublions pas que leurs dirigeants avaient été propulsés sur le devant de la scène politique par les médias, par exemple ils ont été pratiquement absents des dernières élections présidentielles et législatives, l'oligarchie ayant privilégié l'extrême droite officielle, RN ou le Pen pour mieux faire réélire son candidat, Macron.

Ce qui vient d'être dit concerne aussi ou avant tout les médias, qu'ils soient officiels ou dits alternatifs. Deux exemples parmi des centaines de milliers.

COP27 : Réclamer un véritable programme climatique – Noam Chomsky et Robert Pollin - les-crises.fr 8 novembre 2022

J-C - Noam Chomsky avait déclaré qu'il fallait exclure de la société les non-vaccinés ou quelque chose comme cela, notamment.

La COP27 se soldera-t-elle par un nouvel échec des dirigeants mondiaux dans leur tentative de ralentir ou arrêter le réchauffement de la planète ? les-crises.fr 8 novembre 2022

J-C - Délirant, n'est-ce pas ! Notez au passage, que cela à l'air très sérieux ou respectable, pour mieux vous berner.

A partir d'un constat falsifié, le réchauffement n'étant pas d'origine anthropique, voilà que ces cinglés se prennent pour les maîtres de l'univers. C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils n'ont finalement rien à envier aux psychopathes dont ils critiquent le comportement.

Écologie : "*On n'a pas du tout des actes à la hauteur de l'enjeu*", dénonce un astrophysicien membre du collectif "*Scientifiques en rébellion*" - francetvinfo.fr 6 novembre 2022

« *On n'a pas du tout des actes à la hauteur de l'enjeu* », estime sur franceinfo, Jérôme Guilet, astrophysicien et membre du collectif "*Scientifiques en rébellion*". francetvinfo.fr 6 novembre 2022

J-C - Ce "*scientifique*" a été interviewé par un média dit alternatif, Basta, dont on a déjà parlé dans une causerie, on avait mis en lumière qu'il appartenait à un réseau financé par l'oligarchie financière.

https://basta.media/Scientist-Rebellion-Jerome-guilet-Entretien-astrophysicien-et-militant-climatique-l-analyse-des-faits-scientifiques-pousse-a-etre-ecologiste

Jérôme Guilet : Ça fait quatre ans que j'ai commencé à m'engager collectivement pour le climat, au-delà de changer mes habitudes personnelles. Je me suis penché plus attentivement sur les rapports du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ndlr) et j'ai perçu une responsabilité d'agir en tant que scientifique. C'est plus facile pour moi de lire un rapport du Giec que pour quelqu'un qui n'a pas de formation scientifique, même si je ne suis pas climatologue.

J-C - En 4 ans, voilà ce qui lui a échappé.

Association des climato-réalistes - Chacun connait l'hypothèse fondamentale admise par le GIEC : les températures, en raison de l'« *effet de serre* », sont commandées très majoritairement par la concentration de l'atmosphère en dioxyde de carbone (CO2), et l'augmentation de cette concentration est due très majoritairement aux émissions « *anthropiques* » résultant de la combustion des énergies fossiles. On sait qu'aucune mise en cause de ce dogme n'est tolérée. climato-realistes.fr 11 novembre 2022

J-C - Apparemment, Jérôme Guilet ne sait pas lire, c'est un âne ! Ce qu'il faut savoir, c'est que les rapports du Giec reposent effectivement sur une suite d'a priori sur le CO2, l'effet de serre, assortis de l'exclusion ou la sous-estimation systématique de certains facteurs dont l'activité du soleil qui présente des variations ou des cycles, les rayons cosmiques, etc., bref, le Giec part du principe que l'activité humaine serait à l'origine du réchauffement ou du changement climatique sans apporter la moindre preuve scientifique, cela ne se discute pas, il considère que c'est acquis, mieux sans vouloir prendre en compte les études scientifiques qui ont démontré le contraire de leur thèse. Dès lors, on peut déblatérer n'importe quoi... ou presque.

J'ai indiqué plus haut que les populistes ramaient pour le régime en place et pour Macron, en voici la preuve.

Basta - Sur les réseaux sociaux, Emmanuel Macron appelle les Français à l'interroger sur l'action climatique de la France. Vous avez une question ?

Jérôme Guilet - Moi, j'ai surtout des demandes, c'est-à-dire des actes concrets qui soient mis en place, plutôt que de parler et de faire des belles promesses, ce qui est la spécialité ces derniers temps. Qu'on ait de vraies actions.

J-C - Il demande à Macron d'agir. D'après vous, sachant que Macron est malintentionné vis-à-vis de la population et qu'il sert les intérêts de l'oligarchie, contre qui se tourneraient les actions qu'ils pourraient entreprendre, à qui profiteraient-elles, vous connaissez la réponse, n'est-ce pas ? La réaction se décline sous une multitude de variants ou de masques pour abuser les travailleurs et les jeunesses, redoublez donc de vigilance avant d'apporter votre soutien à qui que ce soit ou avant de participer à des manifestations, si je peux me permettre un conseil d'ami.

Enfonçons le clou.

L'Association des Climato-réalistes rappelle que :

- depuis janvier 1979, année origine des relevés par satellites et des ballons-sondes, la tendance linéaire au réchauffement s'établit à +0,13° par décennie. De plus entre l'année 2015 et l'année 2022, soit pendant les 8 dernières années, les températures globales ont marqué un palier, voire une très légère diminution ;

- depuis l'origine des mesures, le niveau de la mer augmente au rythme d'environ 2 à 2,5 mm par an, sans signe d'accélération durant ces dernières années ;

- depuis 1999, le nombre des catastrophes naturelles tenue à jour par l'organisme EMDAT, montre une parfaite stabilité. Le nombre de décès dû à ces catastrophes est en nette diminution.

Ces données qui ont fait l'objet d'un article récemment publié par notre association sont vérifiables à l'adresse suivante : https://www.climato-realistes.fr/cop-out/

La gauche et l'extrême gauche alliées de l'extrême centre de Macron figurent dans la poubelle du populisme.

Un internaute - Les Français non vaccinés ne pouvaient pas prendre un café dans un bistrot, ou plus grave perdaient leur boulot, mais accueillir 250 migrants non vaccinés à bras ouverts, ça ça ne pose pas de problème !

J-C - C'est l'oligarchie financière de Davos qui les envoient en Europe, c'est elle qui finance ces ONG, j'en ai fourni la preuve dans la causerie du 10 novembre, et les abrutis ou salopards de la Nupes et de l'extrême gauche alliés à Renaissance (ex-LREM) servent de caution à cette opération politique.

Il faut avoir conscience qu'ils instrumentalisent ces malheureux, qui ignorent le sort épouvantable qui va leur être réservé dans leur pays d'accueil. Bienvenue sous des régimes fascisant en crise soutenant les néonazis en Ukraine ou venant de refuser de condamner la propagande nazie, on devine facilement pourquoi, il ne viendrait à l'esprit de personne de dénoncer sa propre idéologie.

Ils sont devenus des agents zélés de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID). Il n'y a rien à attendre de Charm el-Cheikh par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=5658

J-C - Ils croient à la fable ou la supercherie du GIEC qui impute à l'activité humaine la hausse "*des gaz à effet de serre*" et le "*changement climatique*", après avoir cru celle sur la pandémie virale fabriquée par Davos en collaboration avec l'OMS, qui les avait amenés à adopter la muselière et l'injection génique expérimentale sur la population réduite à l'état de cobaye au même titre que des animaux de laboratoire.

TT- Combien de temps faut-il aux pays riches pour débourser 100 milliards d'euros ? Tout dépend pour quoi faire.

S'il s'agit de l'aide apportée aux pays les plus pauvres pour la réduction des gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique, la réponse est : au minimum cinquante-cinq ans.

J-C – Quel bonheur que les « *pays les plus pauvres* » existent encore ! Ils en viennent à confondre cause et conséquence.

Il est un fait que la population mondiale s'est développée tout comme l'économie ou le processus historique de manière inconsciente, ce qui était admis jusqu'à présent chez les marxistes, par conséquent, on savait qu'il arriverait fatalement un moment où cela se traduirait par des conséquences catastrophiques pour la population de certaines régions du monde plus exposées que les autres aux variations climatiques et cumulant tous les handicaps, dont celui de se trouver sous la coupe des grandes puissances pour assurer leur survie au quotidien ou de subir leur politique particulièrement barbare les maintenant dans un état de sous-développement, de précarité et de pauvreté généralisée ne leur permettant pas de faire face à la situation en cas de brutales ou persistantes modifications climatiques quoiqu'on fasse, car il est impossible de s'y adapter contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

Quand on vit dans une région où il n'est pas tombé une goutte de pluie pendant 12 ou 18 mois ou plus, on est condamné à crever sur place ou à dépendre indéfiniment de l'aumône de pays donateurs et à survivre dans la misère ou un état de dénuement effroyable, pour bien faire il faudrait déménager temporairement ou durablement l'ensemble de la population de ces régions vers des terres plus hospitalières, mais qui voudrait les accueillir, personne, aucun Etat, alors imaginez quand elles sont surpeuplées.

On nous dit que la surpopulation n'existerait pas, ce qui signifie que le développement exponentiel de la démographie mondiale depuis le début du XXe siècle, qui a accompagné le développement du capitalisme à l'échelle mondial ne serait pas de nature inconsciente, c'est bien cela, dans ces conditions pourquoi ne pas avoir anticipé les conséquences qui en découleraient et n'aurait-on pas pu prévoir les moyens d'y faire face, tout simplement parce que c'était impossible, c'était incompatible avec le profit qui était le seul étalon ou principe qui devait être retenu pour déterminer l'orientation du monde ou de l'espèce humaine, ayant un droit de vie ou de mort sur l'ensemble de la population mondiale. Malheur à ceux ou celles qui ne sont pas nés au bon moment au bon endroit, et rien ne changera aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la planète, aucune illusion n'est permise à ce sujet trop grave pour qu'on l'aborde à la légère. C'est terrifiant pour les peuples qui vivent ces épreuves cruelles pour qu'on se raconte des histoires.

TT- La sécheresse en Somalie, les conséquences effroyables des inondations au Pakistan, les chiffres d'augmentation de la famine, de la mortalité infantile et des épidémies, toutes ces catastrophes ne sont pas si « *naturelles* » qu'on nous le dit : elles procèdent d'abord et avant tout de l'absence des moyens fournis aux populations pour faire face et s'adapter.

J-C - En France, qui est un pays riche, Macron et son gouvernement, les institutions sociales, une ribambelle d'associations ou ONG fournissent à la population la plus défavorisée "*des moyens pour faire face et s'adapter*", de sorte que personne ou presque ne ressent le besoin pressant d'un changement de régime économique et politique ou alors cela ne se voit pas. Ce constat ne s'applique pas à des pays comme la Somalie ou le Pakistan qui n'ont pas une longue tradition de la lutte de classe ou qui n'ont pas atteint le niveau de développement économique de la France. Le résultat en France, c'est que le pays se délite à vue d'œil et sombre dans la tyrannie en empruntant le même chemin que les Etats-Unis qui lui sert de modèle.

La majorité des travailleurs disposent encore de revenus et de conditions de vie confortables, il faudrait qu'ils s'effondrent pour qu'on puisse envisager sérieusement un soulèvement révolutionnaire et un changement de régime, cette condition est indispensable. Dès lors je voudrais qu'on m'explique, comment on peut souhaiter qu'une révolution se produise sans remplir cette condition ou en militant pour que la majorité des travailleurs conservent le même niveau de revenu et de conditions de vie. Quelle couche de la classe ouvrière incarne le mieux le socialisme sinon la plus défavorisée, c'est elle qui y a le plus intérêt, or en faisant tout pour que les couches supérieures

conservent leurs privilèges sur les couches inférieures, je ne suis pas certain qu'on combatte réellement pour le socialisme, en fait je ne le crois pas du tout.

TT - Seul le combat pour le socialisme ouvre la voie à la préservation de l'humanité. Le maintien du capitalisme ouvre la voie à sa destruction.

J-C - En adoptant la rhétorique du GIEC, de la COP, de Davos, on a comme un fâcheux doute…

En complément sur le Pakistan.

- Voir les délires d'Antonio Guterres lors des inondations du Pakistan cet été. Ce type est gravement ignorant dans le domaine du climat et de son histoire. Il ne connait vraisemblablement pas l'histoire malheureusement dramatique des inondations à répétition dans cette partie du monde et il semble ignorer également qu'une niña est en cours depuis 2 ans dans le Pacifique.

Il ne semble non plus pas s'intéresser aux questions démographiques qui sont pourtant au cœur du problème, le Pakistan est passé de 38 millions d'habitants depuis 1950 à 235 millions aujourd'hui, 367 millions prévus pour 2050. S'il y a bien un problème actuellement dans de nombreux pays, c'est bien la démographie totalement délirante. Et on veut nous faire payer les dégâts ? On va surtout payer pour qu'ils fassent encore plus de gosses qu'ils ne peuvent ni nourrir, ni habiller, ni éduquer. Oui une tragédie mondiale est en cours, c'est la démographie délirante d'un certain nombre de pays, c'est un GIEP qu'il faut, pas un GIEC. (Source : Un internaute dans le blog climato-realistes.fr)

J-C – Dit autrement, heureusement que le malheur des uns faits le bonheur des autres… mais dommage qu'elle ne profite pas à tout le monde dans les pays les plus riches.

Les Nations unies et les origines de la grande réinitialisation - iatranshumanisme.com 7 novembre 2021

Il y a environ deux mille quatre cents ans, le philosophe grec Platon a eu l'idée de construire l'État et la société selon un plan élaboré. Platon voulait des « *sages* » (philosophes) à la tête du gouvernement, mais il a également précisé que son type d'État nécessiterait une transformation des humains. À l'époque moderne, les promoteurs de l'État omnipotent veulent remplacer le philosophe Platon par l'expert et créer l'homme nouveau par l'eugénisme, que l'on appelle désormais le transhumanisme. Les Nations unies et leurs différentes sous-organisations jouent un rôle central dans ce projet qui a atteint son stade actuel dans le projet de l'Agenda 2030 et du Great Reset.

La lutte pour un gouvernement mondial

La grande réinitialisation ne vient pas de nulle part. Les premières tentatives modernes de création d'une institution mondiale ayant une fonction gouvernementale ont été lancées par le gouvernement de Woodrow Wilson, président des États-Unis de 1913 à 1921. Sous l'inspiration du colonel Mandell House, premier conseiller et meilleur ami du président, Wilson souhaitait créer un forum mondial pour la période suivant la Première Guerre mondiale. Cependant, le projet de participation des États-Unis à la Société des Nations a échoué et l'élan vers l'internationalisme et l'établissement d'un nouvel ordre mondial a reculé pendant les années folles.

Un nouveau pas vers la gestion d'une société comme une organisation a toutefois été franchi pendant la Grande Dépression. Franklin Delano Roosevelt ne laisse pas passer la crise sans faire avancer les choses avec son « *New Deal* ». FDR était particulièrement intéressé par les privilèges exécutifs spéciaux qui découlaient de la Seconde Guerre mondiale. La résistance est quasi nulle lorsqu'il entreprend de jeter les bases d'une nouvelle Société des Nations, qui s'appellera désormais les Nations unies.

Sous la direction de Staline, Churchill et Roosevelt, vingt-six nations ont accepté en janvier 1942 l'initiative de créer une Organisation des Nations Unies (ONU), qui a vu le jour le 24 octobre 1945. Depuis sa création, l'ONU et ses branches, telles que le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont préparé les pays du monde à se conformer aux objectifs annoncés lors de sa fondation.

Pourtant, les déclarations onctueuses sur la promotion de la « paix et de la sécurité internationales », le « *développement de relations amicales entre les nations* » et l'action en faveur du « *progrès social, de l'amélioration du niveau de vie et des droits de l'homme* » cachent l'intention d'établir un gouvernement mondial doté de pouvoirs exécutifs dont la tâche ne consisterait pas à promouvoir la liberté et les marchés libres, mais à renforcer l'interventionnisme et le contrôle par le biais d'organisations culturelles et scientifiques. Cela est apparu clairement avec la création de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 1945.

Aldous et Julian Huxley : deux récits transhumanistes irréconciliables ?

Eugénisme

Après la fondation de l'UNESCO en 1945, le biologiste évolutionniste anglais, eugéniste et mondialiste déclaré Julian Huxley (le frère d'Aldous Huxley, auteur de Brave New World – Le meilleur des mondes) est devenu son premier directeur.

Lors du lancement de l'organisation, Huxley appelle à un « *humanisme scientifique mondial, de portée globale* » (p. 8) et demande de manipuler l'évolution humaine à une fin « *désirable* ». Se référant au matérialisme dialectique comme « *la première tentative radicale d'une philosophie évolutionniste* » (p. 11), le directeur de l'UNESCO déplore que l'approche marxiste pour changer la société était vouée à l'échec en raison de son manque d'une indispensable « *composante biologique*. » (**Je ne vois pas ce qu'il veut dire par là, de toutes manières il devait absolument trouver ou attribuer une tare au marxisme. Dans l'autre article plus bas, ils iront jusqu'à faire un amalgame entre le communisme et l'objectif du Forum économique mondial, en expliquant que la propriété collective des moyens de production tuerait la créativité et entraînerait la dégénérescence de la société, alors qu'en réalité elle libèrerait les hommes de tous les obstacles, de toutes les contraintes ou entraves à la créativité que le capitalisme leur impose, comment, en permettant à chacun de s'épanouir sur le plan individuel. - J-C**)

Avec ces idées, Julian Huxley était en respectable compagnie. Depuis la fin du XIXe siècle, l'appel à l'amélioration génétique de la race humaine par l'eugénisme a fait de nombreux adeptes de premier plan. John Maynard Keynes, par exemple, considérait la promotion de l'eugénisme et du contrôle de la population comme l'une des questions sociales les plus importantes et un domaine de recherche crucial.

Keynes n'était pas le seul. La liste des partisans de la reproduction de la race humaine en vue de son propre perfectionnement est assez longue et impressionnante. Parmi ces « *réformateurs illibéraux* » figurent, parmi de nombreux autres noms connus, les écrivains H.G. Wells et G.B. Shaw, le

président américain Theodore Roosevelt, le premier ministre britannique Winston Churchill, ainsi que l'économiste Irving Fisher et les pionniers du planning familial Margaret Sanger et Bill Gates Sr, le père de Bill Gates, cofondateur de Microsoft et directeur de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Dans le discours qu'il a prononcé lors de la fondation de l'UNESCO, Julian Huxley a été très précis quant aux objectifs et aux méthodes de cette institution. Pour réaliser le « *progrès évolutif* » souhaité de l'humanité, la première étape doit être de souligner « *la nécessité ultime de l'unité politique mondiale et de familiariser tous les peuples avec les implications du transfert de la pleine souveraineté des nations séparées à une organisation mondiale.* »

En outre, l'institution doit considérer le compromis entre « *l'importance de la qualité par rapport à la quantité* » (p. 14), ce qui signifie qu'elle doit tenir compte du fait qu'il existe *« une gamme optimale de taille pour chaque organisation humaine comme pour chaque type d'organisme* » (p. 15). L'organisation de l'ONU dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture doit accorder une attention particulière à « *l'unité dans la variété de l'art et de la culture du monde, ainsi qu'à la promotion d'un pool unique de connaissances scientifiques* » (p. 17).

Huxley précise que la diversité humaine ne convient pas à tous. La variété pour « *les faibles, les fous et les déficients moraux… ne peut qu'être mauvaise* », et parce qu'un « *pourcentage considérable de la population n'est pas capable de profiter d'une éducation supérieure* » et aussi qu'un « *pourcentage considérable de jeunes hommes* » souffrent de « *faiblesse physique ou d'instabilité mentale* » et que « *ces motifs sont souvent d'origine génétique* » (p. 20), ces groupes doivent être exclus des efforts pour faire avancer le progrès humain.

Dans son discours, Huxley diagnostique qu'à l'époque où il écrit, « *l'effet indirect de la civilisation* » est plutôt « *dysgénique au lieu d'eugénique* » et que « *de toute façon, il semble probable que le poids mort de la stupidité génétique, de la faiblesse physique, de l'instabilité mentale et de la prédisposition aux maladies, qui existe déjà dans l'espèce humaine, s'avérera un fardeau trop lourd pour que de réels progrès soient réalisés* » (p. 21).

Après tout, il est « *essentiel que l'eugénisme soit ramené entièrement dans les limites de la science, car, comme nous l'avons déjà indiqué, dans un avenir pas très lointain, le problème de l'amélioration de la qualité moyenne des êtres humains deviendra probablement urgent ; et cela ne peut être accompli qu'en appliquant les résultats d'un eugénisme véritablement scientifique* » (pp. 37-38).

Grand reset

Utilisation de la menace climatique

La prochaine étape décisive vers la transformation économique mondiale a été franchie avec le premier rapport du Club de Rome. En 1968, le Club de Rome a été créé au domaine Rockefeller de Bellagio en Italie. Son premier rapport a été publié en 1972 sous le titre « *Les limites de la croissance* ».

Le président émérite du Club de Rome, Alexander King, et le secrétaire du club, le général Bertrand Schneider, indiquent dans leur rapport du Conseil du Club de Rome que, lorsque les membres du club ont cherché à identifier un nouvel ennemi, ils ont énuméré la pollution, le réchauffement de la planète, les pénuries d'eau et les famines comme les éléments les plus opportuns à imputer à

l'humanité, ce qui implique que l'humanité elle-même doit être réduite pour tenir ces menaces en échec.

Depuis les années 1990, plusieurs initiatives globales vers un système mondial de contrôle ont été entreprises par les Nations unies avec l'Agenda 2021 et l'Agenda 2030. L'Agenda 2030 a été adopté par tous les États membres des Nations unies en 2015. Il a lancé son plan directeur pour le changement mondial avec l'appel à atteindre dix-sept objectifs de développement durable (ODD).

Le concept clé est le « *développement durable* » qui inclut le contrôle de la population comme un instrument crucial.

Sauver la terre est devenu le slogan des guerriers de la politique verte. Depuis les années 1970, le scénario d'horreur du réchauffement climatique a été un outil utile entre leurs mains pour gagner en influence politique et finalement dominer le discours public. Entre-temps, ces groupes anticapitalistes ont obtenu une influence dominante dans les médias, les systèmes éducatif et judiciaire, et sont devenus des acteurs majeurs de l'arène politique.

Dans de nombreux pays, notamment en Europe, les partis dits « *verts* » sont devenus un élément central du système politique. Nombre de leurs représentants revendiquent ouvertement de rendre la société et l'économie compatibles avec des normes écologiques élevées qui nécessitent une profonde remise en question du système actuel.

En 1945, Huxley (p. 21) note qu'il est trop tôt pour proposer carrément un programme de dépopulation eugénique, mais conseille qu'il sera important pour l'organisation « *de veiller à ce que le problème eugénique soit examiné avec le plus grand soin, et que l'esprit public soit informé des questions en jeu, de sorte que beaucoup de choses qui sont aujourd'hui impensables puissent au moins devenir pensables* ».

La mise en garde de Huxley n'est plus nécessaire. Entre-temps, les branches des Nations unies ont acquis un tel niveau de pouvoir que même des sous-organisations de l'ONU, à l'origine mineures, comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont été en mesure d'ordonner aux différents gouvernements du monde d'obéir à leurs ordres. L'OMS et le Fonds monétaire international (FMI) – dont la conditionnalité des prêts est passée de la restriction budgétaire à la mesure dans laquelle un pays suit les règles fixées par l'OMS – sont devenus le tandem suprême pour œuvrer à l'établissement du nouvel ordre mondial.

Comme le soulignait Julian Huxley dans son discours de 1945, il appartient aux Nations Unies de supprimer la liberté économique, car « le laisser-faire et les systèmes économiques capitalistes » ont « *créé beaucoup de laideur* » (p. 38). Le moment est venu de travailler à l'émergence « *d'une culture mondiale unique* » (p. 61). Cela doit se faire avec l'aide explicite des médias et des systèmes éducatifs.

Conclusion

Avec la fondation des Nations Unies et de ses sous-organisations, la volonté de faire avancer les programmes d'eugénisme et du transhumanisme ont fait un grand pas en avant. Conjointement avec les activités du Club de Rome, elles ont permis d'initier la grande remise à zéro qui a lieu actuellement. Avec l'annonce d'une pandémie, l'objectif d'un contrôle gouvernemental complet de l'économie et de la société a fait un nouveau bond vers la transformation de l'économie et de la société. La liberté fait face à un nouvel ennemi.

La tyrannie se présente sous le déguisement d'un gouvernement d'experts et d'une dictature bienveillante. Les nouveaux dirigeants ne justifient pas leur droit à la domination par la providence divine, mais revendiquent désormais le droit de gouverner le peuple au nom de la santé et de la sécurité universelles, sur la base de preuves scientifiques présumées.

Antony P. Mueller

Le Dr. Antony P. Mueller est un professeur d'économie allemand qui enseigne actuellement au Brésil.

https://iatranshumanisme.com/2021/11/07/les-nations-unies-et-les-origines-de-la-grande-reinitialisation/

A lire également :

– La Grande Réinitialisation a un but précis

Extrait.

Le plan à l'origine de la Grande Réinitialisation était appelé Global Redesign Initiative. Rédigée par le WEF après la crise économique de 2008, cette initiative contient un rapport de 600 pages sur la transformation de la gouvernance mondiale. (…)

Les mots magiques sont « *capitalisme des parties prenantes* », un concept que le président du WEF, Klaus Schwab, martèle depuis des décennies et qui occupe une place de choix dans le plan du WEF « *Great Reset* » à partir de juin 2020. (…)

Au lieu de réformer le système multilatéral pour renforcer la démocratie, la vision du WEF de la gouvernance multi-parties prenantes implique de supprimer davantage la démocratie en mettant les gouvernements sur la touche et en plaçant des « *parties prenantes* » non élues – principalement des entreprises – à leur place lorsqu'il s'agit de prendre des décisions au niveau mondial.

En termes clairs, les partenariats à multi-parties prenantes sont des partenariats public-privé sur la scène mondiale. Ils ont des répercussions concrètes sur l'organisation de nos systèmes alimentaires, la gouvernance des grandes technologies et la distribution de nos vaccins et médicaments.

Pour lire l'article en entier :

https://iatranshumanisme.com/2021/09/17/la-grande-reinitialisation-a-un-but-precis/#respond

J-C – Le « *capitalisme des parties prenantes* » est semble-t-il une version étendue du « *capitalisme de connivence* ».

Il manque un facteur déterminant ou une dimension dans ces articles, toujours les mêmes, la lutte des classes et en particulier celle des exploités qui est déterminées par les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme. On comprend pourquoi, puisque leurs auteurs nous expliquent qu'ils ont pour unique objectif de "*réformer le système multilatéral*", au lieu de se débarrasser du système d'exploitation de l'homme par l'homme à l'échelle de la planète, qui est à l'origine de tous les maux qu'ils dénoncent. Ils sont donc inconsistants et véhiculent des illusions dans le capitalisme, ce qui montre qu'ils en ignorent encore le fonctionnement ou la nature.

Par conséquent, on ne peut évidemment pas adhérer à leurs conclusions, qui coïncident avec le statut du petit bourgeois, qui a intérêt à préserver les privilèges que lui a octroyés le capitalisme, plutôt que rompre avec ce système économique. Ils pourront les partager avec des acteurs politiques de droite ou d'extrême droite, qui d'ailleurs s'en réclament.

Twitter en accès libre.

Inflation sur 1 an :

Essuie-tout : +23,48%
Pâtes : +20,36%
Énergies (au global) : +19,2%
Huile : +19,35%
Papier hygiénique : +17,92%
Légumes frais : +17,7%
Poisson frais : +16,5%
Lait, fromage et œufs : +12,6%
Viande : +11%
Pain et céréales : +9,9%
(NielsenIQ - Insee)

- Renaud Van Ruymbek : "*Les paradis fiscaux n'ont jamais été aussi florissants. Ils assèchent les comptes publics de tous les pays ! 8.700 milliards $ d'avoirs cachés via des sociétés offshore, soit 100 ans d'impôts sur le revenu payés par les Français*". (itw L'Obs)

- "*En 2021, à travers les* 'Pandora Papers', *on a découvert que 330 politiciens et hauts fonctionnaires avaient des comptes enregistrés dans des sociétés offshore*", rappelle l'ancien magistrat qui ajoute : "*Les circuits de blanchiment drainent de plus en plus d'argent !*".

- Alors que le gouvernement prépare le retour de la réforme des retraites, le parti présidentiel a déposé un amendement dans le projet de loi de programmation du ministère de l'Intérieur pour punir d'une amende de 800 à 1600 euros les actions de blocage de route

- Manifestation massive contre la flambée du coût de la vie et le gouvernement ce soir dans les rues de Tirana en Albanie

- Grève nationale et manifestation devant le Parlement en Bulgarie contre la flambée des prix et pour exiger des hausses de salaires alors que l'inflation atteint les 18,7%

- Une manifestation dégénère à Eswatini (Swaziland), dernière monarchie absolue d'Afrique suite à l'incarcération de plusieurs chauffeurs de bus. Le commissariat de Manzini a été incendié et des magasins pillés. Les militaires ont ouvert le feu sur les manifestants

- Pluie de cocktails Molotov devant le Parlement à Athènes. Des dizaines de milliers de personnes manifestent dans toute la Grèce à l'occasion de la grève générale contre la flambée des prix

- 7 000 maçons manifestent à Lausanne en Suisse pour des hausses de salaires et contre la détérioration de leurs conditions de travail. Les mouvements de grève se multiplient ces derniers semaines à travers l'Europe.

Lu.

Victime ou cobaye ou les deux ?

- "*Anne-Liz Deba, une jeune fille qui a subi le harcèlement aussi bien à l'école que derrière son écran, et qui a témoigné de son calvaire, à la télévision...*"

Mais qu'est-ce qu'elle fout devant un écran, toute la question est là. Pourquoi les gosses devraient-ils être accrocs à ces putains de réseaux asociaux, pourquoi ?

Jusqu'à quand tous ces acteurs cautionneront-ils ces mesures barbares ?

- L'hôpital d'Avignon poursuit pour le moment une politique plus tranchée : le 8 novembre 2022, son chauffage était toujours éteint. Est-ce un début de solution ? Il ne reste plus qu'à fermer tous les hôpitaux et le problème est réglé.

- Au groupe hospitalier du Havre, le 9 novembre, certaines chambres n'étaient chauffées qu'à 13°. Des couvertures supplémentaires ont été commandées par le directeur des achats, le 19 octobre : « *Concernant les couvertures, les demandes d'augmentation de dotation affluent depuis quelques semaines en blanchisserie et de nouvelles ont été commandées mais nécessitent un délai d'approvisionnement.* » Toutefois, le directeur des achats affirme être « *en mesure de ne livrer qu'une couverture par patient* » et demande aux services « *de ne pas en stocker* ».

- Au centre hospitalier de Vire, le 30 septembre, le chauffage a été brutalement coupé. Dans certaines chambres des Ehpad, les températures sont descendues à 15 °C. David Trouchaud, le directeur de l'hôpital, est l'intéressante personnalité qui avait déclaré : « *Les urgences ne sont pas là pour la bobologie* ». Il aurait dû ajouter : les Ehpad ne sont pas là pour chauffer les frileux. Le 17 octobre, après deux semaines de polémiques, il a accepté de rallumer le chauffage pour ses résidents d'Ehpad.

Ambiance en Allemagne, mais cela pourrait être ailleurs et ce n'est pas spécifique aux fonctionnaires.

- D'autres comme cette fonctionnaire qui touche une retraite plus élevée ont le sourire et n'ont pas l'intention de renoncer à quoi que ce soit. « *Rien n'a changé pour moi. Je ne peux pas me plaindre. Je ne renonce ni aux produits bio ni à la bonne viande. Je suis satisfaite* », dit-elle. RFI 13 novembre 2022

J-C - "*Je ne peux pas me plaindre (...). Je suis satisfaite*", tout est dit ici, voilà pour le niveau de conscience politique misérable des mieux lotis, la majorité.

Totalitarisme. Ils osent tout. La tyrannie à visage humain ou leur humanisme est la politesse des salops.

- France. « *On doit continuer de s'isoler* » : François Braun, ministre de la Santé, met en garde contre le Covid-19 - Journal du Dimanche 12 novembre 2022

Face à des professionnels de santé qui l'ont confronté dans son bureau ovale de l'avenue de Ségur à Paris, François Braun a répété que le Covid-19 était encore présent sur le territoire et a appelé à maintenir les gestes barrières. Journal du Dimanche 12 novembre 2022

- Aux États-Unis, s'occuper des personnes blessées par balles s'apprend dès l'âge de 3 ans - Slate.fr 13 novembre 2022

- Emmanuel Macron reçoit des femmes iraniennes et salue leur " *révolution* " - BFMTV 12 novembre 2022

- Macron lance un « *laboratoire pour la protection de l'enfance en ligne* » - Paris Match 11 novembre 2022

Lors du Forum annuel de Paris sur la paix, le président français a annoncé le lancement d'un « *Children Online Protection Lab* ». Paris Match 11 novembre 2022

- Accueil de l'Ocean Viking en France: pour Gérald Darmanin, "*l'Italie a été très inhumaine*" - BFMTV 11 novembre 2022

Le ministre de l'Intérieur a dénoncé le comportement des autorités italiennes qui ont refusé d'accueillir le bateau au bord duquel se trouvent plus de 200 migrants. BFMTV 11 novembre 2022

- Le Sénat vote pour un contrôle financier accru des cliniques privées - Europe1 11 novembre 2022

Dans le sillage du scandale des Ehpad Orpea, le Sénat a voté jeudi, avec l'aval du gouvernement, en faveur d'un contrôle comptable… Europe1 11 novembre 2022

- « *Zéro empathie pour les Français* » : Gabriel Attal blâme les grévistes de la RATP - Journal du Dimanche 11 novembre 2022

La circulation des transports en commun parisiens est fortement perturbée, jeudi, en raison d'une mobilisation de la RATP. Journal du Dimanche 11 novembre 2022

En famille ou mimétisme.

- Sandrine Rousseau juge "*impossible*" le retour immédiat d'Adrien Quatennens à l'Assemblée Nationale - BFMTV 13 novembre 2022

- Pour Olivier Véran, le comportement d'Adrien Quatennens le "*disqualifie*" dans le débat politique et la vie publique - BFMTV 13 novembre 2022

- La séquence Boyard-Hanouna sur TPMP indigne au-delà de La France insoumise - Le HuffPost 11 novembre 2022

Sur le plateau de TPMP ce jeudi 10 novembre, le présentateur de C8 a insulté le député du Val-de-Marne.

- Pouvoir d'achat : Plus de 700.000 bénéficiaires pour la nouvelle « *prime Macron* » - 20minutes.fr 11 novembre 2022

Depuis sa pérennisation cet été, la « *prime Macron* » a bénéficié à plus de 700.000 salariés, s'est félicité le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. - 20minutes.fr 11 novembre 2022

Paris : la hausse de la taxe foncière va servir à « *végétaliser* » la capitale - LePoint.fr 13 novembre 2022

À Paris, la taxe foncière augmentera de 52 % en 2023.

Social et lutte de classe.

Royaume-Uni: 100 000 fonctionnaires votent pour se mettre en grève jeudi prochain - RFI 10 novembre 2022

Environ 100 000 fonctionnaires britanniques ont voté pour se mettre en grève jeudi, un mouvement qui pourrait concerner aussi bien les agents de contrôle aux frontières, les examinateurs de permis de conduire que les personnels des agences pour l'emploi.

Ce vote intervient au lendemain de celui des infirmières travaillant dans les établissements de santé publics, ce qui représente une première au Royaume-Uni. Les actions syndicales se sont enchaînées ces derniers mois au Royaume-Uni, frappé par une inflation record. À Londres, le métro est paralysé ce jeudi par un nouveau mouvement social.

Le principal syndicat des fonctionnaires, le PCS (Public and Commercial Services) demande une augmentation de 10% des salaires. Il demande également des engagements sur la sécurité de l'emploi, « *la justice pour les retraites* », « *des conditions de licenciement protégées* ».

Le syndicat a prévenu qu'à moins de recevoir des « *propositions substantielles* » de la part du gouvernement, il annoncera un programme de « *grève soutenue* » le 18 novembre. RFI 10 novembre 2022

Afrique du Sud: les fonctionnaires en grève pour une augmentation de salaire - RFI 11 novembre 2022

En Afrique du Sud, un syndicat de fonctionnaire a mené une grève, jeudi 10 novembre, pour réclamer de meilleures hausses de salaires. Après des négociations, le gouvernement sud-africain a décidé d'imposer une augmentation de 3%, la première depuis 2018. Mais elle est très loin d'être suffisante, selon les grévistes. Ils se sont lancés dans un bras de fer avec le ministère des Finances. RFI 11 novembre 2022

Espagne: une « *marée blanche* » défile pour la défense du système de santé de la région de Madrid - RFI 14 novembre 2022

Quelque 200 000 personnes selon les autorités de Madrid et le triple selon les organisateurs. Les manifestants ont parcouru les rues de la capitale espagnole ce dimanche matin pour défendre le système de santé public de cette région. Madrid est la région la plus riche, mais c'est aussi celle qui investit le moins dans le système sanitaire.

Depuis la crise du Covid, les problèmes se multiplient dans les centres de santé, où il manque du personnel. Mais ce qui vient de provoquer cette mobilisation massive du personnel sanitaire et des patients est l'ultime décision des autorités de fermer les centres de premier soin dans les zones les moins peuplées. Plusieurs urgences hospitalières déjà saturées ont été obligées de fermer par manque de personnel. RFI 14 novembre 2022

Dossier Russie.

En direct du champ de bataille.

Moscou, 10 novembre (SANA) Le nombre de mercenaires étrangers combattant aux côtés de l'Ukraine dans la région de Zaporozhye dépasse le millier, a révélé le membre du Conseil présidentiel de l'administration régionale de Zaporozhye, Vladimir Rogov.

L'agence de presse Sputnik a cité Rogov dans une interview diffusée sur la chaîne Soloviev Live selon laquelle « *le nombre de mercenaires de la Légion étrangère n'est plus estimé à des centaines et a dépassé le millier, y compris des mercenaires de Géorgie, de Pologne et d'autres nationalités*».

Elle a également révélé la participation de mercenaires arabes de Daech et d'Al-Nousra aux hostilités dans les rangs des forces du régime de Kiev dans la région.

Les Turcs ont transféré certains de ces terroristes et au total, il y a des combattants de 34 pays sur le territoire de la région de Zaporozhye, et cela est confirmé par les données des services de renseignement russes, a-t-il déclaré.

Moscou, 10 novembre (SANA) Le commandant des troupes russes dans la zone de l'opération militaire russe sur le territoire ukrainien, Sergei Surovikin, a déclaré que l'armée ukrainienne avait perdu plus de 12 000 soldats en octobre.

« *Malgré le fait que l'ennemi n'a pas abandonné les tentatives offensives, les forces armées russes ont réprimé toutes les attaques en temps opportun* », a déclaré Surovikin au ministre russe de la Défense, Sergei Shoigú.

Il a souligné que 350 mercenaires avaient également été tués et que 18 avions, 12 hélicoptères, six systèmes de missiles anti-aériens, plus de 200 chars de combat, plus de 800 véhicules de combat blindés et 21 lance-roquettes multiples avaient été détruits.

Dans le même temps, il a déclaré que les forces armées russes s'opposaient à toutes les attaques en temps opportun et a assuré que « *la situation le long de la ligne de front était en train d'être rétablie*».

Moscou, 10 novembre (SANA) Dans son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a signalé que dans l'axe Nikolaev-Kriioi Rog dans la région de Kherson, des « *unités des forces russes* » ont manœuvré pour se retirer vers des positions préalablement préparées sur la rive gauche du Dniepr, conformément au plan et à l'ordre approuvés la veille.

Il a ajouté qu'en direction de Kupiansk, deux compagnies ukrainiennes, renforcées par des ultranationalistes et des mercenaires étrangers, ont tenté en vain d'attaquer des unités de troupes russes en direction de la localité de Kuzemovka de la République populaire de Lougansk, où des tirs d'artillerie ont neutralisé 90 soldats et détruit un char et quatre véhicules blindés de combat.

Alors qu'ils se trouvaient dans la direction Krasno-Limansky, des unités russes ont déjoué une tentative offensive de deux pelotons ukrainiens qui ont subi jusqu'à 70 victimes, un véhicule de combat d'infanterie et trois camionnettes.

Selon le rapport de l'entité militaire, l'artillerie et l'aviation russes ont tué 55 soldats ukrainiens et détruit un char et deux véhicules blindés de combat, en direction du sud de Donetsk.

En outre, les forces d'aviation tactique, de missiles et d'artillerie ont frappé deux postes de commandement des forces armées ukrainiennes et des mercenaires étrangers dans les régions de Nikolaev et de Kherson, ainsi que attaqué 46 unités d'artillerie aux points de tir et 153 sites de concentration de troupes et de matériel militaire.

Trois stations radar de contre-batterie AN / TPQ-50 de fabrication américaine, une installation de stockage de carburant pour le matériel militaire et un entrepôt de munitions d'artillerie des forces armées ukrainiennes ont été détruits.

D'autre part, des avions de combat russes ont abattu un avion Su-25 et un hélicoptère ukrainien Mi-8 tandis que les systèmes de défense aérienne ont abattu neuf drones, 21 roquettes HIMARS et Vilkha et trois missiles anti-radar HARM.

Moscou, 11 novembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a annoncé aujourd'hui que les forces armées ont achevé le retrait sur la rive gauche du Dniepr.

« *En direction de Kherson, à 05h00, heure de Moscou, le transfert des troupes russes sur la rive gauche du Dniepr était achevé et il ne restait pas une seule unité d'équipements et d'armes militaires sur la rive droite* », rapporte. le ministère.
Il a ajouté que les formations et unités militaires russes occupaient des lignes défensives et des positions préparées à l'avance par les sapeurs du génie.

Opération réussie sans, « *Aucune perte de personnel, d'armes, d'équipements militaires et de matériel des unités de troupes russes.* »

Il a également noté que tous les civils qui voulaient quitter la partie rive droite du fleuve à Kherson ont été aidés à l'évacuation.

D'autre part, il a rapporté que les forces ukrainiennes ont tenté d'interrompre le transport de civils et le mouvement des troupes à travers les passages du fleuve Dniepr, où les troupes de Kiev ont bombardé cinq fois avec des roquettes du système américain HIMARS.

En outre, les systèmes de défense aérienne russes ont abattu 28 roquettes tandis que cinq autres ont été détournées avec succès des cibles au moyen de la guerre électronique.

Moscou, 12 novembre (SANA) Rapport du ministère de la Défense de la Fédération de Russie sur le déroulement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine (11/12/2022).

• Un groupe tactique des Forces armées ukrainiennes a été touché par des tirs d'artillerie dans la région de Kharkov, et les pertes ennemies totales pour une journée dans cette direction se sont élevées à plus de 160 militaires ukrainiens tués et blessés, tandis que six chars et neuf véhicules blindés de combat ont été détruits.

• Les actions actives des unités des troupes russes ont arrêté les attaques de quatre groupes tactiques de la compagnie des Forces armées ukrainiennes dans la direction Krasno-Limansky, et l'armée ukrainienne a subi plus de 190 Ukrainiens et a perdu un char, six véhicules blindés combattant et cinq véhicules ont été détruits.

• En direction du sud de Donetsk, des unités de mercenaires étrangers ont tenté d'arrêter l'avancée des troupes russes par des contre-attaques, et plus de 85 hommes armés ont été éliminés, sept véhicules blindés de combat et deux camions ont été détruits.

• Les forces d'aviation tactique, de missiles et d'artillerie ont touché quatre postes de commandement ukrainiens dans les régions de Kherson, Nikolaev et Kharkov, ainsi que 58 unités d'artillerie sur des positions de tir et 236 sites de rassemblement de forces et d'équipements militaires.

• Deux radars de contre-batterie AN/TPQ-50 et AN/TPQ-36 de fabrication américaine ont été détruits, ainsi qu'un dépôt de munitions de la 44e brigade d'artillerie des forces armées ukrainiennes et un entrepôt d'armes et de matériel militaire à Kharkov. Région.

• Lors de la lutte contre la batterie dans la région de Kharkov, un système d'artillerie M777 de fabrication américaine a été détruit.

• Des avions de combat des forces aérospatiales russes ont abattu un hélicoptère Mi-8 de l'armée de l'air ukrainienne dans la région de Zaporozhye.

• Les systèmes de défense aérienne ont abattu six drones dans les régions de Kharkov, de la République populaire de Donetsk, de Chistopolie et de Zaporozhie.
• Trois lanceurs multiples HIMARS et Vilkha ont été interceptés.

Moscou, 12 novembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a annoncé aujourd'hui qu'il avait commandé un lot supplémentaire de missiles hypersoniques avancés Tsirkon à l'industrie.

Ce contrat complémentaire porte sur un lot très important de missiles qui seront livrés début 2023, a précisé l'entité militaire.

Les premiers tests des missiles hypersoniques Tsirkon ont été effectués à partir d'un porte-missiles de surface, la frégate Admiral Gorshkov.

Lors des frappes aériennes massives menées par la Russie contre l'infrastructure de commandement, d'énergie et de communication de l'Ukraine, à partir du 10 octobre, les missiles Tsirkon ont démontré une efficacité inégalée.

L'armée russe neutralise 450 militaires ukrainiens et mercenaires étrangers en 24 h - Réseau International 13 novembre 2022

L'armée russe a déjoué les offensives dans plusieurs directions, tuant 450 combattants ukrainiens et étrangers en 24 heures. Elle a aussi anéanti un groupe d'obusiers M777, des stations radars, tous de production américaine. Deux entrepôts de munitions ont été visés, ainsi qu'un hélicoptère Mi-8 et six drones.

Au cours de plusieurs tentatives d'attaques échouées, les forces armées de Kiev et de ses alliés ont perdu environ 450 personnes, selon le bilan actualisé de la Défense russe.

En ces dernières 24 heures, l'armée russe a repoussé une attaque sur l'axe de Krasny Liman, éliminant près de 200 militaires ukrainiens. Dans la direction de Koupiansk, ce nombre s'élève à 160 personnes, alors que 85 mercenaires étrangers ont été tués dans leur tentative d'offensive sur l'axe du sud de Donetsk.

Armes détruites

Un groupe d'obusiers de production américaine M777 a été neutralisé dans la région de Kharkiv, ainsi que deux entrepôts de munitions dans les régions de Kharkiv et de Zaporijia. Deux stations radars de production américaine AN/TPQ-50 et AN/TPQ-36 ont été frappées, toujours dans la région de Kharkiv et dans la République populaire de Donetsk.

Parmi les armements détruits figurent également un hélicoptère Mi-8 et six drones. Au moins 3 projectiles de lance-roquettes HIMARS, de production américaine, et d'Olkha ont été interceptés.

Depuis le début de l'opération militaire en Ukraine, l'armée russe a abattu 333 avions, 175 hélicoptères, 2492 drones, détruit 388 systèmes de défense antiaérienne, 6550 chars et autres véhicules blindés, 886 véhicules de lance-roquettes multiples, 3574 équipements d'artillerie de terrain et de mortiers, ainsi que 7187 unités de véhicules militaires.

Source : Sputnik Afrique

Un important post d'Erwan (ce soir sur telegram) (13 novembre 2022):

« SUR LE FRONT DE KHERSON

Désormais le ratio des pertes entre ukro-atlantistes et alliés, qui était de 7 pour 1 avant le repli russe sur la rive gauche du Dniepr, a encore augmenté.

Abrités des attaques terrestres ennemies par le fleuve Dniepr, les forces russes, avec leurs drones, aviation et artillerie, détruisent les forces ennemies une par une.

Dand cette vidéo, un drone « *Lancet* » russe plonge sur un char de combat ukrainien sous le regard médusé de son chef regardant la mort se précipiter vers lui.

L'hémorragie continue tandis que commencent à diminuer les perfusions occidentales….

Kerson. Fabrique du consentement et manipulation des consciences par les médias.

J-C - L'état-major russe a décidé unilatéralement de transférer de la rive gauche à la rive droite de Kerson ses 30.000 soldats et son matériel militaire (5.000 pièces), sans combat ou sans avoir subi une défaite ou encore, sans être menacée par l'armée néonazie de Kiev. Il s'agit d'un repli stratégique dont on ignore l'objectif, on sera fixé dans les semaines ou mois à venir. En attendant, l'armée russe pilonne l'armée ukrainienne à découvert sur la rive droite de Kerson en lui infligeant de lourdes pertes. J'avais écrit hier à ma fille « *En fait les Russes ont piégé les ukro-nazis qui ne pourront pas inonder la région, et couper l'approvisionnement en eau potable à la Crimée, c'est tout du moins une conséquence immédiate. Le reste on l'apprendra plus tard...* »

Comme il fallait s'y attendre, le tyran Macron, les autorités néonazies de Kiev et les médias occidentaux nazifiés qui leur servent de porte-parole crient victoire sur l'armée russe « *en déroute* », une pure invention.

Voilà comment la propagande ou le matraquage médiatique s'est déchaîné en France (Sur la page *Yahoo news monde* du 12 au 14 novembre), délirant ! Ils ne comprennent pas que plus ils répètent les mêmes accusations outrancières ou ridicules, plus ils se discréditent auprès des populations, plus personne ne les écoutent ou leur accordent le moindre crédit, hormis ceux dont les intérêts sont liés à ceux de l'OTAN ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Jugez vous-mêmes.

- L'Ukraine fête sa victoire après le retrait russe de Kherson - BFMTV 12 novembre 2022

Cédric Mas, historien: "*La reprise de Kherson est une véritable victoire de l'Ukraine qui est sur la pente ascendante du succès*"

- Guerre en Ukraine: pourquoi la perte de Kherson est une défaite majeure pour la Russie - BFMTV 12 novembre 2022

La ville de Kherson est repassée sous autorité ukrainienne, après avoir été prise début mars par les Russes. Cette victoire symbolique et militaire pour Kiev lui permet d'enregistrer un nouveau succès.

- Après la reprise de Kherson, des scènes de liesse en Ukraine - Le HuffPost 12 novembre 2022

À Kherson et Kiev, ces Ukrainiens ont laissé exploser leur joie vendredi après le départ des troupes de Vladimir Poutine de la ville du sud du pays.

- "*Enfin ma ville est libre*": scènes de liesse en Ukraine après la reprise de Kherson - BFMTV 12 novembre 2022

Les Ukrainiens étaient nombreux à fêter vendredi l'annonce de la reprise de la ville aux Russes, vécue comme un soulagement après presque 9 mois

- Pourquoi les Ukrainiens partagent des images de pastèques depuis la libération de Kherson - BFMTV 12 novembre 2022

Depuis la libération de Kherson vendredi, plusieurs messages partagés sur les réseaux sociaux sont accompagnés de pastèques, des institutions ukrainiennes ont même ajouté ce fruit dans leurs logos.

- Guerre en Ukraine : « *Kherson est à nous* », se réjouit Volodymr Zelensky - Journal du Dimanche 12 novembre 2022

Suite au repositionnement des soldats russes sur la rive orientale du Dniepr, l'armée ukrainienne a pu entrer dans la capitale régionale de Kherson. Volodymyr Zelensky évoque « *un jour historique* ».

- Quand l'Ukraine se lève, ou l'espoir d'une Europe nouvelle - LePoint.fr 12 novembre 2022

Dans un livre, la journaliste Laure Mandeville et le philosophe Constantin Sigov dialoguent sur les causes de l'invasion russe et sur la résistance ukrainienne.

- L'armée ukrainienne entre dans Kherson : « *un jour historique* » pour Zelensky - LePoint.fr 12 novembre 2022

Après le retrait des forces russes de Kherson, l'armée ukrainienne a réinvesti la ville du sud de l'Ukraine. Le président Zelensky a exprimé sa joie.

- L'armée ukrainienne entre dans Kherson - Paris Match 12 novembre 2022

La diplomatie ukrainienne a salué vendredi "*une victoire importante*" après l'annonce du retrait russe du nord de la région ukrainienne de Kherson (sud), nouveau revers cinglant après près de neuf mois de campagne militaire en Ukraine.

- "*Kherson, c'est l'Ukraine*": plusieurs centaines de personnes réunies place Maïden à Kiev - BFMTV 12 novembre 2022

Plusieurs centaines de personnes réunies place Maïden à Kiev après le retrait des Russes de Kherson, ce vendredi.

- Guerre en Ukraine: Kherson est "*à nous*", se félicite Volodymyr Zelensky après le retrait russe - BFMTV 12 novembre 2022

L'armée ukrainienne avait annoncé plus tôt ce vendredi être "*entrée*" dans Kherson, ville occupée par les forces russes depuis le début de l'invasion.

- Ukraine: après huit mois d'occupation par la Russie, Kherson repasse sous contrôle ukrainien - BFMTV 12 novembre 2022

L'armée ukrainienne a annoncé vendredi être entrée dans Kherson (sud) après le retrait forcé des militaires russes, qui constitue un nouveau revers cinglant pour Moscou après bientôt neuf mois d'invasion en Ukraine.

- Guerre en Ukraine: Kiev affirme que son armée est entrée dans Kherson après le retrait russe - BFMTV 12 novembre 2022

Des images du drapeau ukrainien dans plusieurs lieux symboliques de la ville ont été diffusées sur les réseaux sociaux. Kherson était occupée depuis le début de l'invasion russe.

- Après la libération de la ville, les troupes ukrainiennes ont été accueillies en héros à Kherson - BFMTV 12 novembre2022

Les Russes ont abandonné la ville de Kherson. L'armée ukrainienne y est entrée sans combattre, ce vendredi alors que des civils avaient déjà remis le drapeau national sur les bâtiments officiels.

- Ukraine: Kiev salue pour la première fois une "*victoire importante*" après le retrait russe de Kherson - BFMTV 12 novembre 2022

Les troupes russes se retirent de cette région occupée depuis le début de l'invasion. Le ministre russe de la Défense a annoncé ce mercredi à la télévision que les forces russes allaient se retirer de la rive droite du fleuve Dniepr.

- Kherson est « *à nous* », lance Zelensky, alors que Moscou revendique toujours la zone - Le HuffPost 12 novembre2022

Alors que les Ukrainiens célèbrent leur conquête, la région de Kherson « *est un sujet de la Fédération de Russie* », a affirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

- Guerre en Ukraine : comment Poutine s'est laissé berner par ses services de renseignement - Journal du Dimanche 12 novembre 2022

Lorsque la Russie a lancé son invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine s'attendait à une victoire rapide. Pour comprendre son erreur, nous vous proposons un extrait de l'analyse de l'historien Andreï Kozovoï (Université de Lille) consacrée au fiasco des services de renseignement et publiée dans « *Livre noir de Vladimir Poutine* » qui paraît vendredi aux éditions Robert Laffont/Perrin.

- L'Ukraine fête sa victoire après le retrait russe de Kherson - BFMTV 12 novembre 2022

L'armée ukrainienne a annoncé vendredi être entrée dans Kherson après le retrait forcé des militaires russes, qui constitue un nouveau revers cinglant pour Moscou après bientôt neuf mois de guerre en Ukraine.

- Ukraine : dans Kherson reprise, la police démine et cherche à documenter des "*crimes*" russes - BFMTV 13 novembre 2022

Au lendemain de la reprise de la ville de Kherson par les Ukrainiens, la police démine et documente des "*crimes*" imputables à Moscou dans la grande ville du sud, dont la perte constitue un revers de taille pour le Kremlin.

- Russie: la mobilisation des hommes en Ukraine entraîne un manque de main-d'œuvre - RFI 13 novembre 2022

Près de 300 000 hommes russes ont été mobilisés, selon le Kremlin. Beaucoup plus, selon plusieurs ONG qui parlent de 500 000 appelés, et encore plus ont quitté le pays. Cette « *mobilisation partielle » a déjà des conséquences économiques pour les entreprises russes.*

- Les images de l'euphorie des Ukrainiens de Kherson lors de l'arrivée d'un reporter de Sky News dans la ville - BFMTV 13 novembre 2022

L'armée ukrainienne a annoncé vendredi être entrée dans Kherson après le retrait forcé des militaires russes, qui constitue un nouveau

- Les Ukrainiens célèbrent la reprise de la ville de Kherson - Paris Match 13 novembre 2022

Sur l'emblématique place Maïdan, dans le centre de Kiev, des dizaines d'habitants de Kherson se sont retrouvés vendredi soir pour célébrer la libération de leur ville du sud de l'Ukraine, première scène de liesse populaire dans la capitale en près de neuf mois de guerre.

- Kherson libérée : Zelensky accuse les Russes « *d'atrocités* » - Paris Match 14 novembre 2022

Volodymyr Zelensky a accusé les forces russes d'avoir commis des "*atrocités*" à Kherson.

- Ukraine : les Russes ont commis des « *atrocités* » à Kherson - LePoint.fr 14 novembre 2022

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a assuré que des corps de civils et de militaires ont été retrouvés dans la région de Kherson.

- À Kherson, Zelensky accuse les Russes d'avoir commis "*les mêmes atrocités*" qu'ailleurs en Ukraine - BFMTV 14 novembre 2022

Le président ukrainien s'est engagé à "*trouver et amener à la justice chaque meurtrier*" ayant participé à ces "*atrocités*".

- Guerre en Ukraine : Kherson, une victoire déterminante face à la Russie - Le HuffPost 14 novembre 2022

La reconquête de Kherson par l'armée ukrainienne est une victoire stratégique et symbolique après neuf mois de guerre.

- "*Nous ne connaissions que la peur*": les habitants de Kherson racontent l'occupation russe - BFMTV 14 novembre 2022

Humiliations, privations, menaces de mort... Les habitants de la région de Kherson célèbrent depuis vendredi le départ de l'armée russe, dont ils ont subi l'occupation pendant des mois.

- Kherson reprise en Ukraine: Zelensky déclare que les Russes ont "*détruit toutes les infrastructures essentielles*" - BFMTV 14 novembre 2022

"*Près de 2000 engins explosifs ont déjà été enlevés*" dans la ville, a déclaré le président ukrainien.

- "*Ils m'ont déshabillé quatre fois*": après huit mois d'occupation russe, les habitants de Kherson témoignent - BFMTV 14 novembre 2022

Depuis la libération de Kherson, les habitants racontent l'occupation des Russes, qui a duré huit mois.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 novembre 2022.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Et dire qu'il y en a, qui en notre nom, passent leur temps à vouloir être agréables à ces sadiques ou à les ménager, qui s'avilissent au point de vouloir se justifier auprès de ces monstres de cruauté ou à leur trouver des circonstances atténuantes, ce sont nos pires ennemis.

Notre ennemi, ce n'est pas un virus ou une bactérie, mais la précarité liée à la pauvreté et à l'ignorance, qui crée la promiscuité, la surpopulation, le manque d'hygiène, une alimentation déséquilibrée, bref, les conditions conduisant à une faiblesse immunitaire qui peut avoir de graves conséquences sur la santé ou qui peut être fatale.

Le seul remède contre la pauvreté, l'ignorance ou l'absence de démocratie, c'est le socialisme !

Notre ennemi, ce n'est pas le climat et ses aléas ou variations, mais les rapports et contradictions exacerbées du capitalisme, dont la survie est incompatible avec l'organisation consciente de la société à l'échelle universelle pour faire face aux défis qui sont posés à la communauté humaine et qui découlent du développement inconscient du processus historique.

Le seul moyen d'y faire face dans l'intérêt de tous les peuples, c'est le socialisme !

Quand l'infime minorité qui détient tous les pouvoirs instrumentalise toute sorte de minorités pour parvenir à ses fins.

Quand on observe les acteurs politiques, les journalistes et leurs "*experts*", ce qui choque, c'est avec quel aplomb ils peuvent mentir éhontément, débiter des récits qu'on leur a dictés ou qu'ils ont entendus et appris par cœur.

Avec l'avènement du règne de la dictature absolue ou du totalitarisme imposée sur Terre par 0,01% de ses habitants qui concentrent les richesses et le pouvoir, ce sont toutes les règles ou tous les rapports établis jusque-là ou ayant cours dans la société, qui soudainement sont décrétés obsolètes et nuisibles, qui se trouvent inversés toujours au profit d'une minorité, privilégient ou favorisent les intérêts d'une minorité devant laquelle la majorité est priée de s'effacer, doit se prosterner ou se soumettre de gré ou de force au nom de préférence des intérêts de la majorité ou de l'ensemble de la population pour mieux les imposer sous peine d'être déclaré asocial et exclus de la société.

Si vous prenez la manière dont ils abordent la question du climat, de l'environnement de la santé, de l'alimentation, de l'énergie, des transports, de l'habitat, de l'éducation ou plutôt de l'instruction, de la culture, du travail, des relations entre les sexes, les différentes communautés, les catégories de la population, les générations, etc. vous vous apercevrez que pas un seul domaine n'échappe à cette loi ou idéologie de guerre contre la majorité, contre civilisation humaine, contre l'espèce humaine pour laquelle elle constitue une réelle menace.

Ils ne se contentent pas de remettre en cause tous les rapports sociaux jusqu'à faire disparaître les hommes et les femmes, ils s'attaquent à toutes les connaissances acquises depuis des millénaires, des siècles jusqu'à nos jours. Seule demeure l'exploitation de l'homme par l'homme au profit de cette minorité.

L'extrême richesse est le pendant des inégalités sociales.

C'est parce que les inégalités sociales ont atteint un tel degré, qu'ils disposent des moyens politiques pour lancer leur offensive généralisée contre les masses exploitées à l'échelle mondiale. Ils n'auraient pas pu atteindre un tel objectif sans la duplicité, le soutien, la participation ou la complicité du pouvoir politique pendant des décennies…

Guerre psychologique, mode d'emploi.

J-C - Et la tyrannie sera toujours la tyrannie ! Comment ces psychopathes endurcis s'y prennent-ils pour vous rendre schizophrène, paranoïaque, dépressif, complètement dingue.

La première règle, c'est de ne pas se fier aux apparences ou aux a priori. La seconde, c'est de briser le conformisme dans lequel vous êtes enfermé. La troisième, c'est de ne pas croire au consensus dont ils se réclament. La quatrième consiste à se dire, qu'ils sont forcément malintentionnés à notre égard ou derrière leurs bonnes intentions affichées, ils ont toujours une idée malveillante à l'esprit. Etc.

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Un matelas se change tous les 5 ans, les draps se lavent très régulièrement, l'oreiller doit être passé à la vapeur*" - Yahoo 16 novembre 2022

J-C - Notre matelas principalement en fibres de cocotier a plus de 25 ans et on n'envisage pas de le changer, il est très confortable, le drap on le lave une fois par mois environ, on prend une douche tous les soirs avant de se mettre à table, on est moins dégueulasse que les Français ! Il arrive que les oreillers deviennent humides pendant la mousson et moisissent, quelle horreur ! Vous les jetez ? Pas du tout, ça ne va pas la tête, on les sort au soleil, un bon coup de chauffe là-dessus et hop ils sont secs et comme neufs ! On fait partie des pires consommateurs qui soient !

Avant de faire confiance à un membre du corps médical demandez-lui au choix ce qu'il pense de la muselière, de l'injection génique expérimentale, du confinement forcé, du code QR ou pass vaccinal, des vaccins en général, des antibiotiques, de la vitamine D et C, du zinc et du chlorure de magnésium, de l'ivermectine, selon sa ou ses réponses vous serez fixé, vous saurez si vous avez affaire à un charlatan ou à un médecin, s'attendre tout de même à un rejet de plus de 90%. Vous pouvez tenter cette expérience avec d'autres catégories d'intellectuels ou des acteurs politiques, et vous arriverez sensiblement aux mêmes résultats pitoyables.

On serait tenté de dire que c'est pour cette raison que les intellectuels refusent d'accorder à la classe ouvrière la capacité de gouverner ou de décider de l'orientation de la société, parce que cela mettrait en lumière l'incurie intellectuelle ou la corruption quasi-généralisée de ses usurpateurs, dans le sens où ils se font passer pour ce qu'ils ne sont pas.

Les ouvriers et les employés, tous les travailleurs manuels sont pragmatiques de préférence. Ils privilégient les faits, la pratique, ce qu'ils peuvent observer, palper, ce qu'ils peuvent juger

uniquement sur pièces, ils ne se fient pas aux récits composés d'hypothèses sérieuses ou oiseuses auxquelles ils ne comprennent rien ou pas grand-chose, où chaque auteur peut raconter à sa guise n'importe quoi et les embrouiller, s'illusionner lui-même car sous l'emprise d'un conformisme ou d'une influence idéologique dont il n'a que partiellement conscience ou pas du tout, la mauvaise foi, l'arrogance ou la suffisance faisant le reste.

Un échantillon du règne de la terreur instituée délibérément par un agent des GAFAM ou Davos à seule fin de vous déstabiliser mentalement, psychologiquement, pour vous rendre plus vulnérable et servile. Dit autrement, ils ne savent plus quoi inventer pour vous pourrir la vie, de manière à ce que vous abandonniez définitivement l'espoir de vivre un jour dans une société meilleure et plus juste

Quelques exemples figurant sur Internet.

Dr Christian Recchia : "*Cette pathologie provoque la pire douleur qu'un humain puisse ressentir*" - Yahoo 17 novembre 2022

Attention à ces signes, ils peuvent évoquer un cancer du cerveau - Yahoo 16 novembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Attention, la couleur de vos urines peut être le signe d'une maladie*". - Yahoo 14 octobre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia sur la fièvre : "*Attention, une température en dessous de 39 peut être le signe d'une maladie très grave*"- Yahoo 4 octobre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Enceinte ? Chaque fois que vous buvez un verre d'alcool, vous détruisez un neurone de votre enfant à naître*" - Yahoo 28 juillet 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Un mauvais sommeil peut provoquer diabète et hypertension*" – Yahoo 25 juillet 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Le soleil d'aujourd'hui est redoutablement plus toxique qu'il y a 20 ans*" – Yahoo 28 juin 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*200 enfants perdent la vie chaque été à cause de ça*" – Yahoo 22 juin 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Attention, l'huile est facilement trafiquable. Évitez de manger des fritures au restaurant en ce moment*" – Yahoo 9 juin 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Bloquer un éternuement est très dangereux*". - Yahoo 7 juin 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Attention, retraite peut aussi signifier fin de vie. Cela peut être une catastrophe pour votre immunité*" – Yahoo 30 mai 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*L'herpès est un désastre. C'est extrêmement contagieux. 80% de la population en est atteinte*". - Yahoo 12 avril 2022
Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*C'est le premier signe de la maladie de Parkinson, ne le négligez pas*" - Yahoo 8 juillet 2021

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*C'est le premier cancer, tous sexes confondus, alors il faut y penser*" - Yahoo 29 mars 2021

Qui a dit ?

- "*Ce que nous défendons ce n'est pas seulement l'Assemblée nationale*".

Réponse : Le réactionnaire Jean-Luc Mélenchon, lundi 14 novembre 2022 dans un meeting à Clermont-Ferrand.

J-C- Désolé, nous ne soutiendrons jamais les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Ils osent tout. Là ou à l'Assemblée nationale, c'est la même chose à notre époque.

Pour Raquel Garrido, les Insoumis doivent continuer d'aller sur le plateau de Cyril Hanouna - BFMTV 16 novembre 2022

J-C – Au point où cette pourriture est compromise, autant l'assumer.

Comment « *dépister* » la réaction ?

Covid-19 : Olivier Véran s'oppose à la réintégration des soignants non vaccinés - Journal du Dimanche 17 novembre 2022

L'ancien ministre de la Santé et nouveau porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, se dit défavorable à la réintégration des soignants non vaccinés, soulignant que leur retour ne permettrait pas de désengorger la crise de l'hôpital. *Journal du Dimanche 17 novembre 2022*

LFI veut réintégrer les soignants suspendus sous condition de tests de dépistage et d'équipements de protection - lemediaen442.fr 17 novembre 2022

La député Caroline Fiat a fait une proposition de sortie de crise afin de réintégrer les personnels non-vaccinés. Alors qu'elle admet que *« maintenant que nous savons qu'ils peuvent être réintégrés sans risques »*, elle vise un retour de ce *« personnel soignant sans risque épidémique au moyen de protocoles approuvés par les autorités sanitaires »*.

La député Caroline Fiat : « *Le protocole que je propose portant la réintégration du personnel des établissements de santé et de secours non-vacciné grâce à un protocole sanitaire renforcé : L'article 2 prévoit que le personnel réintégré ait accès à des tests de dépistage ainsi qu'à des équipements de protection individuelle gratuits. Un décret précisera les conditions de validité des tests de dépistage, ainsi que la nature des équipements de protection individuelle fournis.* »
Encore une fois, on demande à des discriminés de la société… d'être encore discriminé au travail. Ils seront marqués d'un masque de la honte, testés tous les jours comme de possibles porteurs et contaminateurs de la lèpre — alors que la transmission du virus se fait avec ou sans vaccination. La

France Insoumise souhaite que les victimes de cette crise sanitaire dont les salaires ont été suspendus, soient à nouveau stigmatisées et humiliés devant tous leurs collègues de travail. lemediaen442.fr 17 novembre 2022

Totalitarisme en famille. Dorénavant ils visent même les enfants.

J-C – La liberté d'expression chère à ces *Charlie*, vous vous souvenez, n'est-ce pas ? Et bien maintenant en user serait « u*n délit* ». Bientôt ils n'auront plus rien à envier aux nazis.

Selon le degré de susceptibilité d'une personne, son état psychologique ou mental à un moment donné, elle pourrait s'estimer intimider, menacer ou offenser par votre discours et déposer plainte contre vous, bien que vous manifestiez que les intentions qu'elle vous avait imputées vous étaient étrangères, dans l'incapacité de le prouver, vous serez condamné.

On retrouve ici à l'origine leur obsession des gestes barrières, la nécessité de dresser ou opposer toutes les catégories de la population les unes contre les autres pour mieux les diviser, les contrôler, les soumettre, les réduire à l'impuissance, en esclavage.

Sécurité: l'Assemblée nationale vote le durcissement de l'outrage sexiste - BFMTV 17 novembre 2022

L'Assemblée a voté mercredi en faveur du durcissement de la répression des outrages sexistes et de la possibilité de déposer des plaintes en visioconférence pour certaines infractions, lors de l'examen de la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur.

Lors d'une séance achevée peu avant minuit dans un climat tendu, les députés ont adopté à une large majorité (170 voix pour, 28 contre) un article renforçant la répression de l'infraction d'outrage sexiste "*aggravé*". L'article voté vise à en faire un délit, avec une amende qui passerait de 1500 euros actuellement à 3750 euros.

L'outrage sexiste, instauré récemment pour faire face notamment au "*harcèlement de rue*", désigne le fait d'imposer à une personne "*un propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste*", portant atteinte à sa dignité ou créant une situation "*intimidante, hostile ou offensante*".

Des amendements identiques des oppositions ont été adoptés, avec l'aval du gouvernement, pour étendre l'outrage sexiste aggravé à tous les mineurs, et non plus seulement aux moins de 15 ans. (**On imagine un gosse de 5 ans répété ce qu'il a entendu un jour se voir condamner par ce tribunal d'exception digne des pires dictatures militaires. J-C**)

Plus tôt dans la journée, l'Assemblée a largement voté en faveur d'un possible dépôt de plainte en visioconférence pour certaines infractions, par 155 voix contre 2. Avec l'aval du camp présidentiel, les députés ont adopté un amendement de la socialiste Cécile Untermaier mentionnant que la victime peut refuser la visio, si elle préfère une procédure en "*présentiel*". BFMTV 17 novembre 2022

Ils osent tout. La précarité permanente, c'est la "*sobriété*" version totalitaire.

Pour Élisabeth Borne, les Français vont "*vivre mieux*" grâce à la transition énergétique - BFMTV 16 novembre 2022
Élisabeth Borne sur l'énergie: "*La sobriété n'est pas une mode le temps d'un hiver*" - BFMTV 16 novembre 2022

"*Nous devons collectivement avoir conscience que la sobriété n'est pas une mode le temps d'un hiver*" avertit la Première ministre française Elisabeth Borne à la tribune de l'Assemblée nationale, lors d'une déclaration du gouvernement sur la politique énergétique de la France. BFMTV 16 novembre 2022

J-C – Un des enseignements de l'expérience de Milgram montrait, que pour fonctionner il fallait que celui ou ceux qui incarnaient l'autorité ne se déconsidèrent pas auprès de ses bourreaux, et que la confiance qu'ils lui accordaient était décroissante ou s'effritait dans le temps, jusqu'au jour où ils refuseraient de lui obéir et se retournaient contre elle au côté de leurs victimes…

A trop en faire ou quand leur régime craque de partout…

Coupe du monde polémique au Qatar : Emmanuel Macron appelle à « *ne pas politiser le sport* » - Journal du Dimanche 17 novembre 2022

En dépit des scandales, Emmanuel Macron a confirmé qu'il s'envolera pour le Qatar si les Bleus atteignent les demi-finales, rappelant avoir une collaboration « *constructive* » avec le pays décrié. Journal du Dimanche 17 novembre 2022

"*Il ne faut pas politiser le sport*": ces cinq fois où Emmanuel Macron a fait le contraire - BFMTV 17 novembre 2022

À trois jours du lancement de la Coupe du monde au Qatar qui suscite de nombreuses polémiques, le président a appelé à éviter une lecture politique du football. Depuis 5 ans, il a pourtant rarement hésité à s'appuyer sur le sport pour faire passer ses messages. BFMTV 17 novembre 2022

Coupe du monde 2022 : Quand Emmanuel Macron politisait le sport - Le HuffPost 17 novembre 2022

« *Il ne faut pas politiser le sport* », a exhorté le chef de l'État à quelques jours du début du Mondial au Qatar. Le HuffPost 17 novembre 2022

L'écologie politique ou la réactionnaire avançant masquée.

J-C - Question : Réfléchissez, croyez-vous que cela date d'aujourd'hui ? Ces tyrans tiennent absolument à modifier de force ou par des moyens détournés le comportement de la population, afin qu'elle adopte celui dicté par les oligarques de Davos. Plus globalement, il s'agit de réduire l'offre

et le nombre d'acteurs dans tous les secteurs économiques, de manière à pouvoir les orienter et les contrôler plus facilement.

L'industrie allemande de la viande met en garde contre la pénurie et l'augmentation de 40 % des prix - lemediaen442.fr 17 novembre 2022

L'industrie allemande de la viande a mis en garde contre les goulots d'étranglement imminents de l'approvisionnement, en particulier en ce qui concerne le porc. Un membre du conseil d'administration de l'Association de l'industrie de la viande blâme — au moins en partie — l'actuel gouvernement de gauche allemand, bien connu pour ses attaques contre la viande et ses efforts de transition vers un approvisionnement alimentaire à base de plantes.

« *Dans quatre, cinq, six mois, nous n'aurons plus rien dans les rayons* », prédit Hubert Kelliger, responsable des ventes groupées chez la grande boucherie Westfleisch et également membre du conseil d'administration de l'Association de l'industrie de la viande (VDF), selon Die Trépointe.

L'un des principaux facteurs affectant l'approvisionnement en viande de l'Allemagne, selon Kelliger, est la réduction des porcs d'engraissement des éleveurs. Des agriculteurs ont tout simplement abandonné la production et font faillite.

« *Cela signifie inévitablement qu'il y aura moins de stock dans les mois à venir* », a déclaré Kellinger, ce qui pourrait entraîner pour les consommateurs des rayons vides mais aussi une augmentation significative des prix.

« *Que ce soit 20, 30 ou 40 %, cela ne peut pas être quantifié aujourd'hui, mais ça augmentera à nouveau de manière significative* », a déclaré Kellinger. Une telle augmentation ferait suite à des augmentations déjà substantielles. L'Allemagne a connu une augmentation globale de 40 % des prix des denrées alimentaires cette année, dont une augmentation de 73 % des pommes de terre. De nouvelles hausses de prix pourraient être désastreuses pour les consommateurs allemands.

Cependant, une augmentation spectaculaire des prix de la viande pourrait en fait correspondre à l'agenda du gouvernement allemand, qui a activement encouragé le passage à un régime alimentaire à base de plantes. Kellinger n'a pas manqué de critiquer le gouvernement sur le sujet.

« *Le gouvernement fédéral actuel aimerait abolir l'élevage et faire passer le régime alimentaire en Allemagne aux légumes et aux flocons d'avoine* », a-t-il déclaré. Il a cependant averti que malgré l'idéologie du gouvernement, « *c'est aussi un fait que plus de 90 % des Allemands achètent et mangent encore de la viande* ».

Pour étayer son affirmation, il s'est référé aux analyses des chercheurs consommateurs de GfK. De plus, une enquête de 2016 a révélé que 83 % des Allemands mangent de la viande plusieurs fois par semaine et que plus d'un quart de la population allemande mange de la viande tous les jours.

Kelliger a également critiqué le ministre fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture Cem Özdemir, du Parti vert, pour avoir promu une taxe sur la viande.

« *Nous devrions manger moins de viande dans l'ensemble et nous assurer qu'elle provient d'animaux élevés d'une manière adaptée à l'espèce* », a déclaré Özdemir à t-online. Il conseille « *d'adapter la consommation de viande aux frontières planétaires et pour le bien de notre santé* ».

Alors que les politiciens verts ont condamné la consommation de viande, la réalité sociale est différente, la quasi-totalité de la population allemande mange régulièrement de la viande. Cependant, les politiques agricoles et vertes étouffent la production de viande allemande, rendant

l'Allemagne entièrement dépendante de la viande des pays étrangers ; cela crée une nouvelle dépendance similaire à celle de l'Allemagne au gaz russe, qui s'est révélée être une erreur catastrophique.

« *L'Allemagne est désormais le plus grand importateur de viande en Europe* », déclare Gereon Schulze-Althoff, membre du conseil d'administration de VDF et responsable principal de la durabilité et de la qualité à l'abattoir Tönnies. « *Nous sommes maintenant à un point où nous pouvons calculer quand nous ne pourrons plus nous fournir en viande*. » lemediaen442.fr 17 novembre 2022

Il y en a encore que Marx et le socialisme inspirent. Et ce n'est pas une blague !

Je vous conseille vivement de lire les articles de ce blog (iatranshumanisme.com**)**, 90% ou plus est à conserver et 10% seulement ou moins est à jeter. Cependant, attention, tous les auteurs qui interviennent dans ce blog ne sont pas forcément sur la même longueur d'onde, il y a parmi eux de féroces anticommunistes plus ou moins déguisés en démocrates, en lisant attentivement et avec un minimum d'expérience on arrive assez facilement à les détecter.

Je vous avouerais que je n'y connais pas grand-chose en matière de transhumanisme ou d'intelligence artificielle, je suis en train d'intégrer ces facteurs à notre analyse de la situation mondiale. C'est mieux que de les négliger ou de les faire disparaître comme le font habituellement nos dirigeants, lorsqu'ils sont confrontés à des facteurs nouveaux, qu'ils ne savent pas par quel bout prendre. Nous, nous prenons en compte tout ce qui existe pour essayer d'aller de l'avant, au lieu de demeurer figé dans le passé. Le monde appartiendra à ceux qui se tournent résolument vers le futur, et nous n'entendons pas en laisser l'exclusivité ou l'avantage à nos ennemis, sinon, comment les combattre efficacement et les vaincre, n'est-ce pas ?

Le grand reset : La fin du capitalisme tel que nous le connaissons - iatranshumanisme.com 30 janvier 2021

Extraits.

Mais comment commencer à parler de la relance de l'économie mondiale sans avoir au moins une introduction superficielle aux travaux de Karl Marx, certainement l'un des plus importants économistes politiques de l'ère moderne, sinon le plus important ? Vous auriez dû découvrir son travail à l'école.

Le cadre théorique de Marx est fondamental pour comprendre notre situation actuelle. Marx avait tout à fait raison lorsqu'il disait que les crises de la production capitaliste sont dues à la sous-consommation, c'est-à-dire à une production qui dépasse la demande. En un mot, continuer à produire de plus en plus tout en payant de moins en moins les travailleurs a pour conséquence que ces derniers ne peuvent pas se permettre d'acheter les biens qu'ils produisent.

Marx décrit cela comme une contradiction interne ; une contradiction ancrée dans l'ADN même du système capitaliste.

Ne nous leurrons pas en disant que la classe dirigeante n'a pas aussi bien étudié l'histoire et qu'elle ne sait pas quel destin l'attend si on laisse le capitalisme suivre sa voie ordonnée. C'est pourquoi je

suggère qu'ils ont choisi d'apporter la révolution aux masses laborieuses, avant que nous ne la leur apportions.

La BoE (La Banque d'Angleterre – J-C) qualifie cette récession de plus importante depuis 1706. Ce n'est pas seulement une bulle de crédit de 300 ans, mais l'ensemble de l'entreprise capitaliste. Toute l'ère moderne. Capitalisme, libéralisme, démocratie, tout est parti d'un coup. Et cela ne reviendra jamais – ils s'en sont assurés.

Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est un changement de cap par rapport aux économies basées sur la production, dont vous pouvez lire tous les détails dans la propre littérature du WEF (Forum économique mondial – J-C). Ce que proposent les resetters sous la rubrique « *reconstruire en mieux* » n'est pas le capitalisme, mais un système d'organisation sociale et économique tout à fait différent.

Une « *économie de partage* » dans le nouveau langage – un système d'entrées et de sorties d'énergie parfaitement équilibré grâce aux merveilles modernes de la Blockchain et de l'Internet des objets/Internet des corps. Les caractéristiques du capitalisme – marchés concurrentiels, système de prix, propriété privée et reconnaissance des droits de propriété, échange volontaire et travail salarié – sont manifestement absentes de cette nouvelle économie, de même que tout espoir de mobilité ascendante. En langage réel, il s'agit de la Technocratie.

Il s'agit d'un changement de paradigme.

Marx avait raison quand il a prédit que le capitalisme allait s'éteindre à cause de ses propres contradictions internes. Il était naïf de penser qu'il s'arrêterait nécessairement à cause de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. La classe dominante a d'autres options, et le système qu'elle entend nous imposer sera plus efficace, plus résistant et plus brutal que tout ce que John D Rockefeller aurait pu imaginer dans ses fantasmes les plus fous.

Un ami m'a récemment demandé pourquoi je crois que nous ne vivons plus sous le capitalisme. Je ne peux que répondre ceci : comment sommes-nous censés monter une contre-attaque efficace lorsque nous ne sommes pas conscients que le terrain a changé ? Siffler dans le noir et pisser dans le vent en même temps ne demande aucun talent particulier. Nous devons faire face à l'évolution de nos conditions matérielles et mettre à jour notre cadre théorique, sinon nous risquons de perdre notre pertinence.

Ce que nous voyons n'est pas seulement le business as usual. Pas seulement la dernière prise de pouvoir, la dernière redistribution à la hausse de la richesse au profit du 1%. Ce n'est pas non plus « *juste* » du fascisme, c'est-à-dire du capitalisme en mode de crise. Ce que nous voyons, ou plutôt ce que nous ne voyons pas, c'est bien plus que cela. (Mais c'est aussi cela, et ce serait une grave erreur politique de le négliger, parce que c'est à partir de là qu'on peut continuer à combattre le régime dans la perspective de l'abattre un jour. On doit exploiter les contradictions du capitalisme... J-C)
De vagues murmures des camps conservateurs et libertaires nous mettent en garde contre ce complot diabolique des élites pour installer le socialisme mondial. Parce que, eh bien, parce que tout ce qu'ils n'aiment pas, c'est le socialisme, non ?

Parce qu'ils n'ont jamais étudié l'histoire ou les sciences politiques, en fait la plupart d'entre eux semblent n'avoir jamais lu un livre. Ils ne font que répéter ce qu'ils entendent de leurs experts de droite préférés. Vous vous souvenez de ces six corporations ?

Non, la Grande Réinitialisation n'est pas une question de socialisme. Si seulement c'était le cas. Les oligarques veulent créer une classe rentière permanente. Eux et leurs semblables posséderont TOUT alors que le reste d'entre nous ne possédera rien. Ceci est fondamentalement différent du socialisme qui cherche l'élimination de la propriété privée et la restauration des biens communs.
Certains l'appellent le capitalisme des parties prenantes, mais cela aussi est inexact. Un terme plus exact serait techno-féodalisme. (Il y a de cela quelques années déjà, j'avais évoqué l'instauration d'une monarchie absolue, un régime technocratique totalitaire... - J-C)

https://iatranshumanisme.com/2021/01/30/le-grand-reset-la-fin-du-capitalisme-tel-que-nous-le-connaissons/

A lire aussi.

Klaus Schwab et son Grand Reset fasciste

https://iatranshumanisme.com/2021/01/30/klaus-schwab-et-son-grand-reset-fasciste/

Contre le Grand Reset : Dix-huit thèses contre le nouvel ordre mondial

https://iatranshumanisme.com/2022/05/26/contre-le-grand-reset-dix-huit-theses-contre-le-nouvel-ordre-mondial/

Totalitarisme. Dans la pochette surprise du Great Reset.

J-C - La fabrique du consentement au "*capitalisme des parties prenantes*" se met en branle.

Il faut se préoccuper de l'intelligence artificielle avant qu'il ne soit trop tard - Le HuffPost16 novembre 2022

Que diriez-vous d'un monde dans lequel un article de journal ou le scénario d'un film serait intégralement rédigé par une intelligence artificielle ? Que penseriez-vous d'une société dans laquelle une décision de justice serait rendue par un algorithme ? D'une chaîne de musique qui vous ferait entendre un nouveau morceau composé de A à Z, paroles, instruments et arrangement, par un réseau de neurones ? Accepteriez-vous de travailler dans une entreprise qui laisserait à une machine le soin d'examiner votre CV et à une autre le droit de vous accorder une pause ?

Ils ne sont qu'une infime partie de ce qui est déjà rendu possible par l'intelligence artificielle. Ils ont déjà tous été mis en œuvre ici ou là, suscitant des débats légitimes, dans la foulée du célèbre ouvrage de l'informaticienne Cathy O'Neil : Algorithmes, la Bombe à retardement.

La question n'est désormais plus de savoir si nous devons approuver ces bouleversements. Il est trop tard pour cela, et les rejeter, ce serait oublier les côtés plus sympathiques. L'algorithmique, experte en diagnostics à partir de données médicales, a déjà sauvé des vies. À Singapour, elle recale en temps réel les feux de circulation pour laisser la voie libre à une ambulance appelée pour une urgence vitale. Elle apporte un peu de confort plus que bienvenu à des agriculteurs. Elle donne chaque jour à des millions d'usagers les instructions pour trouver un itinéraire rapide, aller à la

rencontre du bon arrêt de bus dans une ville inconnue. Elle améliore des consommations d'électricité à l'échelle de ménages ou de communes, aide à optimiser les positions des éoliennes, fouille les entrailles des grandes bases de données médicales pour mettre au point de nouveaux traitements.
Quelles institutions, quelles règles pour faire le bon tri, ou le bon compromis, régulant tout en permettant les progrès permis par l'IA ? Du travail a été fourni, du travail reste à fournir. Les interrogations liées à l'IA passent souvent sous les radars politique et médiatique. (...)

Ce doit être l'occasion de poser encore et toujours les mêmes questions : comment instaurer un contrôle démocratique dans l'utilisation des algorithmes ? Comment l'articuler avec notre souveraineté numérique ? Quel sens politique accorder à l'usage croissant des nouvelles technologies ? Où trouver l'équilibre entre l'usage de l'algorithme et la protection des données ? Qui est responsable juridiquement de l'algorithme en cas de défaillance ?

Le temps presse, car les grands groupes disposent d'une avance considérable sur les États. Sans réaction de notre part, nous serons dans l'incapacité de construire une politique humaniste et opérante de l'intelligence artificielle. Le Parlement européen a déjà porté le fer sur le sujet, mais sans la couverture médiatique nécessaire à un débat fécond dans l'opinion publique.

L'objet de ce texte est précisément de contribuer à ouvrir la discussion pour les semaines et les mois à venir. Nous devons, selon le concept de Michel Callon et du regretté Bruno Latour, opérer un véritable travail de traduction autour de ces questions fondamentales, afin que les citoyennes et les citoyens appréhendent cette matière, qui, un jour ou l'autre, finira par les toucher. Il est essentiel que nos organisations politiques, les syndicats, les associations et les universitaires agissent de concert pour que demain, nous soyons tous capables de répondre à cet immense défi. Le HuffPost 16 novembre 2022

Quel est le but de tout récit officiel et pourquoi il ne faut surtout pas le croire.

Virus de destruction massive - iatranshumanisme.com 30 janvier 2021

Extraits.

Il arrive un moment dans l'introduction de chaque nouveau récit officiel où les gens ne se rappellent plus comment il a commencé.

Ou plutôt, ils se souviennent de la façon dont cela a commencé, mais pas de la propagande qui l'a déclenché.

Ou plutôt, ils se souviennent de tout cela (ou en sont capables, si on leur met la pression), mais cela ne fait plus aucune différence, car le récit officiel a supplanté la réalité. (...)

Ce n'est pas une rupture absolue avec la réalité. Les gens qui fonctionnent dans cet état savent que ce qu'ils croient n'est pas réel.

Néanmoins, ils sont obligés d'y croire (et d'y croire, en fait, littéralement, aussi impossible que cela puisse paraître), car les conséquences de ne pas y croire sont encore plus effrayantes que la dissonance cognitive de croire un récit qu'ils savent être une fiction.

Ne pas croire le récit officiel signifie l'excommunication de la « *normalité* », la perte d'amis, de revenus, de statut et, dans de nombreux cas, des punitions bien pires.

Les animaux du troupeau, dans un état de panique, courent instinctivement vers le centre du troupeau. La séparation du troupeau en fait une proie facile pour la poursuite des prédateurs. C'est le même instinct primitif qui opère ici.

Le but de tout récit officiel est de générer ce type de mentalité de troupeau, non pas pour tromper ou duper le public, mais plutôt pour le confondre et le terroriser au point qu'il revienne à ses instincts primaires, et qu'il soit poussé par une peur purement existentielle, et que les faits et la vérité n'aient plus d'importance.

Une fois qu'un récit officiel atteint ce point, il est inattaquable par les faits et la raison. Il n'a plus besoin de faits pour le justifier. Il se justifie par sa propre existence. La raison ne peut pas la pénétrer. Il est inutile de se disputer avec ses adeptes. Ils savent qu'elle est irrationnelle. Ils ne s'en soucient tout simplement pas.

Pour lire l'article :

https://iatranshumanisme.com/2021/01/30/virus-de-destruction-massive/

La fin d'un mythe : "*Si c'est un virus, pas d'antibiotique ?*" Dr Claude Escarguel - francesoir.fr 14 novembre 2022

La recherche sur l'aide apportée par les bactéries au développement des virus, une sorte de « *collaboration* » qui permet au virus de se répliquer dans le corps humain, a démarré lorsque le Pr Luc Montagnier découvrit, en 1990, un germe de type Mycoplasme dans une cellule d'un malade séropositif au VIH (germe intracellulaire) (1). Cette coopération entre bactéries et virus est appelée « *mécanisme bactériophage-like* ».

En 1992, cette découverte fut confirmée in vitro par une équipe de chercheurs français (C. Escarguel, G. Papierok, G. Pautrat) spécialisés dans les germes intracellulaires (2) et fit l'objet d'un brevet n° FR2694022 (A1), le 28 janvier1994.

En 1998, elle fut corroborée par une étude in vivo de l'équipe française de l'Association Biologie et Coopération (C. Escarguel, P. Lepere et C. Pelissier) (3).

D'après les résultats obtenus par de nombreux médecins traitant les patients en ambulatoire précoce et par les publications de C. Escarguel, la pandémie de Covid-19 a offert l'occasion de mettre ce mécanisme en évidence dès le début de l'année 2020, en constatant l'efficacité de certaines familles d'antibiotiques (macrolides (Ivermectine – J-C), cyclines, clofoctol, rifaximine), ces derniers neutralisant les bactéries « *coopérantes* » avec le virus.

Aujourd'hui, les observations de l'équipe du Dr Carlo Brogna du laboratoire italien CRANIOMED, viennent une nouvelle fois de montrer la justesse de la découverte du Pr Luc Montagnier.

Pour lire l'article :

https://www.francesoir.fr/entretiens/la-fin-d-un-mythe-si-c-est-un-virus-pas-d-antibiotique-interview-du-dr-claude-escarguel

L'écologie politique est intégrée à l'idéologie totalitaire du Forum économique mondial.

Coup de tonnerre sur BFMTV : Après le Pass Vaccinal, le Pass Carbone sera mis en place ! - lemediaen442.fr 15 novembre 2022

Les comploteurs n'ont jamais autant donné raison aux complotistes qu'on ne peut plus reléguer au rang de rebouteux Illuminati farfelus... BFMTV, sous le commandement du milliardaire Patrick Drahi — qui aurait demandé la perte de sa nationalité française et possède la nationalité israélienne —, nous prépare à la dictature carbone pour maquiller l'esclavage moderne.

Après le premier test grandeur nature avec le pass sanitaire, puis le pass vaccinal qui a mis en marge de la société des millions d'êtres humains ne souhaitant pas se vacciner, le pass carbone ira beaucoup plus loin puisque le refus ne sera plus possible. D'ailleurs, vous ne le savez peut-être pas, mais vous avez déjà commencé la première étape : ne pas chauffer à plus de 19 °C, sinon attention à la facture ! Vous aurez donc un quota carbone à ne pas dépasser sous peine de sanctions et d'interdictions en tous genres.

Virginie Joron, député au Parlement européen, s'étonne sur Twitter que « *le permis carbone ou #PassCarbone — le petit frère du #PassSanitaire — soit devenu en moins de 24 h l'obsession de BFMTV* ».

Voici un petit aperçu des journalistes de BFMTV dans ce journal/scénario du futur où est imaginée la mise en place d'un « *permis carbone* » pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Concrètement, cela voudrait dire que nous aurions chacun un crédit de CO2 autorisé et à ne pas dépasser chaque année.

BFMTV explique au consommateur de prévoir comment il souhaite dépenser son crédit de CO2, dans la limite de 2 tonnes par an, sachant qu'un steak de bœuf de 250g équivaut à 6 kg de CO2, un plein de 50 litres de à 50 kg, une baguette à 150 g… Un aller-retour en avion Paris/New York est très coûteux : 1 tonne de CO2. En 2019, une start-up suédoise avait ainsi imaginé avec Mastercard une carte de crédit qui calculait l'empreinte carbone de chaque achat et informait le consommateur, pouvant même « *bloquer* » les dépenses dès un « *maximum de carbone* » atteint.

Ainsi, pour la député Julie Lechanteux « *après le pass vaccinal, le #PassCarbone. Ce que les pires dystopies nous dépeignaient, les écologistes le réclament. Leur rêve : une société du contrôle total, où chacun de nos achats est décompté d'un quota carbone. Une société de l'injonction et du mépris.*»

Voici les résultats du sondage Elabe réalisé pour BFMTV avec un échantillon de 1 005 personnes sur l'instauration d'un « *permis carbone* » fixant un seuil maximal annuel d'émission carbone à ne pas dépasser : « *52 % des Français sont opposés à la mise en place d'un* "permis carbone" *par personne fixant un seuil maximal annuel d'émission carbone à ne pas dépasser, dont 28 % assez opposés et 24 % très opposés. A l'inverse, 48 % y sont favorables, dont 40 % assez favorables et 8 % très favorables* ».

Le « *permis carbone* » est à l'origine d'un double clivage politique et générationnel :

Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (58 % favorables) et d'Emmanuel Macron (57 %) y sont majoritairement favorables, ceux de Marine Le Pen opposés (65 %).

Les 18-24 ans (65 % favorables) et dans une moindre mesure les 25-49 ans (53 %) y sont majoritairement favorables, tandis que les 50 ans et plus y sont opposés (59 %).

Pour combattre cette folie dystopique, il faudrait comprendre la genèse de cette histoire de carbone comme le relève Philippe Herlin sur Twitter : « *Scandaleuse propagande pour le #PassCarbone. Et si les journalistes faisaient leur travail et s'interrogeaient sur la réalité réchauffement climatique anthropique ?* » Mais remettre en question les causes du réchauffement climatique sont interdites sur les réseaux sociaux et vous vaudra un bannissement, tout comme ce fut le cas avec la vaccination.

Si contrôler les gens à partir de critères de santé via le pass vaccinal a été possible, les élites le feront sur d'autres critères. Ils préparent les esprits par des articles en forme de question, par des sondages, par des annonces catastrophiques sur le climat… et bien évidemment il faudra trouver un bouc émissaire sur qui taper. lemediaen442.fr 15 novembre 2022

Surveillance biométrique et comportementale de masse - iatranshumanisme.com 9 février 2022

Surveillance biométrique

Les Verts/ALE ont déjà dressé la carte interactive des projets de surveillance dans l'UE et ont critiqué les propositions précédentes de contrôle de la reconnaissance faciale, estimant qu'elles n'allaient pas assez loin.

La dernière étude conclut que les États membres de l'UE se trouvent confrontés à un choix politique crucial : « *Le choix de redécouvrir les principes et les valeurs de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, ou le choix de s'écarter de cette voie et de prendre le chemin du totalitarisme*. »

Pour lire cet article :

https://iatranshumanisme.com/2022/02/09/surveillance-biometrique-ue-va-t-elle-choisir-le-totalitarisme/

Zones à faibles émissions : petites précisions critiques sur l'argument massue qui les « *justifie* » - loikleflochprigent.fr 31 octobre 2022

Un chiffre revient notamment le plus souvent dans les argumentaires pro interdiction des véhicules polluants, celui des 40 000 morts par an dus à la pollution de l'air.

Selon une étude de Santé publique France, près de 40.000 décès sont liés chaque année à une trop forte exposition aux particules fines et 7000 au dioxyde d'azote. La méthodologie de Santé publique France est-elle suffisamment fiable et validée pour justifier ce décompte de morts, et donc l'application de mesures drastiques comme les zones à faibles émissions pour limiter les véhicules les plus polluants dans les grandes villes ?

Pour lire cet article :

https://www.loikleflochprigent.fr/zones-a-faibles-emissions-petites-precisions-critiques-sur-largument-massue-qui-les-justifie/?fbclid=IwAR3x8vliFTB_skmrhfTfLtDb5hiX5DEmfk2Rv8SAm35hnRmYzVUNQ-Z4qH4

Commentaire publié par le blog *Réseau International*.

1 - Merci monsieur Mikhail Gamandiy-Egorov d'avoir précisé que 11 pays n'avaient pas participé au vote, c'est vrai, ils n'y étaient pas obligés. Cet élément important ne figurait pas dans les articles que j'avais lus les jours précédents (AFP, Reuters, Euronews, etc).

Vous me direz que j'aurais pu le calculer moi-même, certes, comme j'aurais pu oublier cet élément clé qui permet d'invalider l'interprétation occidentale, du coup involontairement j'aurais induit mes lecteurs en erreur, et j'aurais dû rectifier plus tard. J'ai envie de dire, enfin un article utile, c'est si rare !

Autrement dit, ils ont trafiqué la réalité pour qu'elle colle à leur propagande de guerre contre la Russie, et une personne non-avertie ou qui serait distraite se serait laissé prendre à leur piège.

Il est écrit ci-dessous "*L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté lundi une résolution*", non, c'est inexact, car les résultats de cette consultation tels qu'ils ont été présentés, ne tenaient pas compte de la totalité des 193 États représentés à l'Assemblée générale des Nations Unies, les 11 pays qui avaient refusé de s'exprimer ou de participer à cette consultation n'ont pas été pris en compte. En les intégrant dans le calcul final, cela donne 94 votes en faveur de cette résolution, contre 99 qui selon différents modes opératoires ne l'ont pas adoptée, elle a donc été adoptée par une minorité d'États et non par une majorité.

De la même manière en France, Macron, les députés de Renaissance, du Modem, de l'UDI et de LR ont été élus par une minorité d'électeurs, autour de 20 ou 25% si l'on tient compte de la totalité des électeurs, ils sont minoritaires et illégitimes. Ce qui n'a plus trop d'importance dans un pays gouverné par une ploutocratie.

Notons que c'est valable dans la plupart des pays du monde.

En France, la palme de l'escroquerie politique revient aux 11 députés représentant les Français de l'étranger élus parfois avec moins de 15% des voix des électeurs inscrits, exemple dans la 8ème circonscription le sioniste d'extrême droite M. Meyer HABIB (UDI) avait obtenu 6,46% des inscrits. Ou encore Eléonore CAROIT (ENS) élue avec 8,91% dans la 2ème circonscription ; Karim BEN CHEÏKH (NUPES) élu avec 9,41 % dans la 9ème circonscription.

On pouvait lire dans le blog de l'ONU "*ONU Info*" (https://news.un.org/fr/story/2022/11/1129817)

- L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté lundi une résolution appelant la Russie à verser des réparations de guerre à l'Ukraine.

L'Assemblée générale est l'organe le plus représentatif de l'ONU, comprenant les 193 États membres.

Quatre-vingt-quatorze pays ont voté en faveur de la résolution, et 14 contre, tandis que 73 se sont abstenus. news.un.org 14 novembre 2022

Faites tomber les masques de l'opportunisme.

Vous doutiez que l'extrême gauche était passée de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, dans le camp de la réaction, en voici la preuve, et pas n'importe laquelle puisqu'il s'agit de leur propre publication.

En conclusion : Vive le parti démocrate ultra réactionnaire, Biden le représentant des GAFAM, de la Fed, du Pentagone, de la CIA, de Davos ! En fait, le POI est aligné sur la politique opportuniste de LFI ou Mélenchon.

Informations ouvrières 17 novembre 2022

Après les élections de mi-mandat aux Etats-Unis, rien n'est résolu.

La parole à Liana Nelson-Smith, syndicaliste enseignante à Oakland (Californie)

IO - Comment décrirais-tu la situation actuelle aux Etats-Unis, à la moitié du mandat de Biden ?

- On est très contents de ne pas avoir Trump, on est toujours mieux qu'avec Trump.

IO - Comment vois-tu la situation politique dans les deux prochaines années ?

- Les Républicains semblent sur le point de prendre la Chambre avec une majorité très maigre. J'espère juste, contre tout espoir, que les Démocrates vont faire quelque chose pour améliorer la situation. (...) J'aimerais que ce genre de choses continue, mais cela semble mal parti ; les Républicains ne sont pas bons du tout.

https://infos-ouvrieres.fr/2022/11/17/apres-les-elections-de-mi-mandat-rien-nest-resolu/

Edito de La tribune des travailleurs (POID)

Comme des brigands en leurs cavernes... par Daniel Gluckstein

TT - Le G20 (19 pays plus l'Union européenne, qui représentent 80 % de la richesse produite mondialement) se réunit en ce moment à Bali en Indonésie. Condamnera-t-il l'intervention russe en Ukraine ? C'est l'objectif affiché par Biden et les principaux gouvernements capitalistes. La Chine participera-t-elle à cette condamnation ? Il est trop tôt pour le dire.

J-C - Quel crétin, il prend les désirs de l'OTAN qu'il partage pour la réalité ! Vous aurez noté au passage qu'il s'aligne sur le discours de Biden et Macron notamment, condamnant "l'intervention russe en Ukraine".

TT - Que rien ne justifie l'intervention de Poutine en Ukraine, c'est un fait indiscutable. Mais les Biden et autre Macron valent-ils vraiment mieux ? À ceux – et ils sont nombreux « *à gauche* » – qui appellent les travailleurs à faire confiance aux Nations unies pour garantir la paix, le droit, la justice, la morale… ces derniers sont en droit de répondre : épargnez-nous vos leçons de morale, puisqu'il ne s'agit que des sordides intérêts de la classe capitaliste.

J-C - Il ne vous aura pas échappé, qu'à deux reprises dans ce court texte il avait trouvé le moyen de fustiger la Russie à travers Poutine, mais pas l'OTAN. Pour distraire les lecteurs de ce constat accablant, il se livrera à un exercice pitoyable consistant à s'en prendre "*à ceux (...) « à gauche »*" qui finalement ne valent pas mieux ou sont alignés sur la pire réaction. Il ira jusqu'à citer Lénine qui a dû se retourner sans son mausolée !

Je rappelle que j'ai refusé de condamner l'intervention militaire russe en Ukraine, après avoir pronostiqué qu'elle allait contribuer à amplifier la crise de l'économie capitaliste mondiale, voire entraîner sa dislocation, qui muterait en une crise sociale et politique, qui verrait se dresser des dizaines de millions de travailleurs sur tous les continents pour exiger que leurs besoins ou aspirations soient pris en compte, processus au cours duquel le mouvement ouvrier et son avant-garde révolutionnaire pourraient saisir cette opportunité pour se recomposer, sans quoi nous ne pourrions jamais vaincre nos ennemis...

On aura compris pourquoi certains n'y tiennent pas vraiment, car ils seraient démasqués et éliminés au cours de ce processus révolutionnaire. Pour les repérer au premier coup d'oeil, c'est très simple, ils tiennent à ce que les travailleurs ne souffrent pas de leur condition, à les ménager à tout prix bref, ils doivent s'accommoder du sort qui leur a été réservé par le capitalisme ou continuer de vivre comme avant, dès lors on ne voit ni pourquoi ni comment ils pourraient s'engager dans un processus conduisant à changement de régime, de la même manière qu'on devrait sacrifier notre liberté au profit de notre sécurité, pour conserver notre misérable existence, on devrait sacrifier le socialisme.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=5704

Social et lutte de classe.

Chine: de rares manifestations éclatent à Guangzhou contre la politique zéro Covid - BFMTV 15 novembre 2022

Depuis le mois dernier, une partie des 18 millions d'habitants de cette grande métropole font l'objet de restrictions aux déplacements, en raison d'un rebond épidémique. Le district de Haizhu, où habitent environ 1,8 million de personnes, est celui qui concentre la plupart des cas positifs. Lundi, les autorités ont décidé de prolonger jusqu'à mercredi soir un confinement en vigueur dans la majeure partie du district.

Des vidéos mises en ligne lundi soir et vérifiées par l'AFP montrent des centaines d'habitants manifester dans la rue. Certains, en petits groupes, abattent les grandes barrières en plastique qui servent à confiner des immeubles ou des quartiers. Sur d'autres images tournées dans le district de Haizhu, des manifestants s'en prennent à des agents en combinaison intégrale de protection blanche.

C'est dans ce district où ont été rapportés le plus de nouveaux cas de contamination à Canton. Les gens qui vivent là sont notamment des travailleurs itinérants pauvres. Ces derniers n'en peuvent plus d'attendre

Lundi soir, la colère était visiblement plus massive encore. Aboutissement de semaines de tensions, les palissades n'ont pas résisté longtemps, la tente et la table qui servent de poste de contrôle des codes santé et des températures à l'entrée du lotissement, non plus. « *Levez le verrouillage* ! *On ne veut plus de tests !* », ont alors scandé ces manifestants qui gagnent leur vie avec leur bras et qui ne sont pas payés quand ils ne se présentent pas à l'usine.

« *Vers 20h45 lundi soir*, raconte Marissa au South China Morning Post, *une ou deux personnes se sont mises à crier dans un dialecte autre que le cantonais. Environ 10 à 15 minutes plus tard, poursuit cette résidente, toute la zone était submergée de cris. Et les gens ont commencé à se rassembler, puis ils ont abattu les clôtures en tôle ondulée et ont détruit le poste de contrôler ». Ajouter à cela, les pénuries de ravitaillement, des confinements à répétitions et l'inflation des produits alimentaires qui survient souvent en pareille situation, et vous avez là le moteur du « même pas peur* ».

"*On ne veut plus de tests!"*, scandent des manifestants, tandis que certains lancent des objets sur les forces de l'ordre.

En avril, lors du confinement de Shanghaï, des habitants avaient affronté des policiers venus les obliger à céder leurs appartements pour y isoler des personnes positives au coronavirus. BFMTV et rfi.fr 16 novembre 2022

J-C - Récit intéressant, "*une ou deux personnes se sont mises à crier*" rejointes peu de temps après par des centaines d'autres. Répétez ce scénario aux quatre coins d'une capitale ou des grandes villes d'un pays et vous pouvez avoir le début d'un soulèvement révolutionnaire...

Dossier Russie.

G20 : AP annonce l'hospitalisation de Lavrov... alors qu'il est tranquillement à son hôtel - RT 14 novembre 2022

L'agence de presse américaine (Associated Press) a affirmé que Sergueï Lavrov avait été transporté à l'hôpital pour un problème cardiaque, à son arrivée à Bali. Dans une vidéo où il apparaît décontracté, il conseille aux journalistes « *d'écrire plus souvent la vérité* ».
L'agence de presse AP a publié ce 14 novembre une fake news de haute volée, assurant que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait été emmené à l'hôpital après son arrivée au sommet du G20 de Bali, citant des responsables gouvernementaux et médicaux indonésiens.

«*Deux de ces personnes ont déclaré que M. Lavrov était traité pour un problème cardiaque. Les responsables ont indiqué qu'il avait été emmené à l'hôpital Sanglah de la capitale provinciale, Denpasar*», précise encore AP dans sa dépêche. Bloomberg a repris la soi-disant information, qui a alors été rapidement diffusée sur les réseaux sociaux.

Les deux médias n'ont pas jugé opportun de confirmer l'information auprès de responsables russes. Or, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Maria Zakharova a publié quelques minutes plus tard une vidéo de Sergueï Lavrov tout sourire, assis en short sur une terrasse.

En quelques mots, le chef de la diplomatie russe balaye les rumeurs sur sa santé et conseille aux journalistes occidentaux « *d'écrire plus souvent la vérité* ». « *C'est du fake du plus haut niveau* », a commenté Maria Zakharova sur Telegram. RT 14 novembre 2022

Le conflit en Ukraine est-il une guerre civile ? - Réseau Voltaire 15 novembre 2022

Les Occidentaux qualifient le conflit en Ukraine de « *guerre* » ou encore d'« *invasion russe* ». Cette appellation suffit à dire que les Russes ont tort et les Ukrainiens raison.

Les Russes qualifient le même conflit d'« *opération militaire spéciale* ». Ils considèrent avoir la responsabilité de protéger les victimes d'une guerre civile. Ils affirment ne pas envahir l'Ukraine et n'avoir aucune intention de l'annexer. Ils se contentent d'appliquer la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Deux faits attestent qu'il s'agit bien d'une guerre civile :

Il y a bien eu une guerre civile en Ukraine de 2014 à 2022. Selon le gouvernement de Kiev, elle a tué au moins 16 000 personnes. Selon la Commission d'enquête russe, au moins 20 000 personnes.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, 7 822 309 Ukrainiens ont fuit leur pays depuis le 24 février 2022. Or, si 4 969 914 se sont réfugiés en Occident, 2 852 395 se sont réfugiés en Russie.

Reconnaître ces faits ne suffit pas à donner raison à la Russie. On peut estimer qu'elle se trompe quant à l'interprétation de la résolution 2202. On peut aussi considérer qu'elle agit de manière extrêmement brutale pour protéger les populations en danger.

J-C - Le Réseau Voltaire reste braqué sur l'ONU, vous lui enlevez et il est perdu ! Qui vous a dit que la Russie était intervenue militairement en Ukraine strictement dans le cadre des résolutions de l'ONU ? Pourquoi des nations souveraines n'auraient-elles pas des intérêts légitimes qui n'y figureraient pas et qu'elles seraient en droit de défendre ? Devraient-elles demander l'aval de la "*communauté internationale*", autrement dit des gangsters anglo-saxons et leurs vassaux ?

On assiste ici, semble-t-il, à un volte-face du Réseau Voltaire qui s'aligne sur l'OTAN. J'avais déjà constaté un curieux infléchissement dans plusieurs de ses analyses, mais j'attendais de voir par la suite si ce serait confirmé ou non, cela l'est ici et pas dans la bonne direction.

Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 novembre 2022

Qui connaît l'histoire des « *nationalistes intégraux* » ukrainiens, des « *nazis* » selon la terminologie du Kremlin ? Elle commence durant la Première guerre mondiale, se poursuit durant la Seconde, la Guerre froide et continue aujourd'hui dans l'Ukraine moderne. De nombreux documents ont été détruits et l'Ukraine moderne interdit sous peine de prison d'évoquer leurs crimes. Il n'en reste pas moins que ces gens ont massacré au moins quatre millions de leurs compatriotes et ont conçu l'architecture de la solution finale, c'est-à-dire l'assassinat de millions de personnes au motif de leur appartenance réelle ou supposée aux communautés juives ou tsiganes d'Europe.
Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article218391.html

Zelensky retire leurs accréditations aux journalistes de CNN et Sky News pour des images compromettantes de Kherson - lemediaen442.fr 15 novembre 2022

Alors que la libération de Kherson devait être un jour de gloire, il apparaît que les vidéos diffusées par certains médias ne sont pas du goût du président Zelensky et de son gouvernement. En effet, parmi les vidéos et images qui ont fait le tour d'internet, celle de CNN montre un jeune homme debout sur un véhicule — qui brandit le drapeau ukrainien dans la ville de Kherson — tout en faisant le salut nazi.

Le salut nazi est assez courant en Ukraine, pays où le collaborateur et néonazi Stepan Bandera est révéré. Zelensky dira de lui : « *C'est un héros indéniable et c'est cool. Il a défendu la liberté de l'Ukraine !* »

Dans le même temps, des images partagées par l'Associated Press montrent (en arrière-plan) des personnes attachées à des poteaux. Mais tout cela n'est pas du goût de l'état-major général : « *Récemment, certains représentants des médias, ignorant les interdictions et les avertissements existants, ont mené des activités d'information dans la ville de Kherson sans le consentement des commandants concernés et des services de relations publiques des unités militaires et avant l'achèvement des mesures de stabilisation. De telles actions constituent une violation flagrante des exigences de l'ordre n° 73 du commandant en chef des forces armées ukrainiennes en date du 3 mars 2022, ainsi que des instructions pertinentes du commandement militaire.* »

Quelques jours après son entrée à Kherson, Nexta, une organisation qui diffuse des informations sur l'Europe de l'Est, a partagé sur les réseaux sociaux une courte vidéo de soldats ukrainiens à Kysylivka, à 25 km de Kherson. Sur son compte Twitter, Oliver Alexander, journaliste qui collabore avec le *Telegraph*, *Reuters*, *Der Spiegel* et le *Washington Post*, dénonce l'iconographie nazie utilisée par les soldats des forces armées ukrainiennes. « *Bien que je sois satisfait de la libération de Kherson, porter l'emblème de la brigade SS Dirlewanger n'est pas une bonne image. C'était, sans aucun doute, l'une des unités les plus horribles des SS de la Seconde Guerre mondiale, composée d'assassins, de violeurs et de pédophiles condamnés, ayant commis d'innombrables et brutaux crimes de guerre.* »

Le même journaliste a partagé une autre vidéo, du 10 novembre, montrant une colonne de véhicules blindés ukrainiens, dans laquelle un drapeau avec le symbole du Reichsadler et du Soleil noir (utilisé par le gouvernement nazi et les SS) est agité par des soldats de l'un des véhicules. lemediaen442.fr 15 novembre 2022

Non, il n'y aura pas de Troisième Guerre mondiale.

J-C – Pour rappel, c'est la thèse que j'ai toujours soutenue qui est confirmée ici.

Un conseil aux lecteurs.
Souvenez-vous de tous ceux qui au cours des 7 dernières décennies brandirent cette menace pour vous faire peur et vous induire en erreur… Eliminez-les de vos références.

Moscou, 14 novembre (SANA) Dans son rapport quotidien sur les progrès de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a rapporté qu'une offensive ratée par deux groupes tactiques ukrainiens à Kupiansk s'est terminée par la mort de plus de 120 soldats. , et six chars, cinq véhicules de combat d'infanterie, trois véhicules blindés de transport de troupes et cinq véhicules détruits.

Il a ajouté que dans la direction Krasno-Limansky, une attaque de deux compagnies d'infanterie motorisées des Forces armées ukrainiennes, renforcées par des mercenaires étrangers, a été repoussée et que les pertes ennemies se sont élevées à 90 militaires et mercenaires, cinq véhicules blindés de combat et six camions.

De même, plus de 80 militaires ukrainiens ont été neutralisés, et un char, deux véhicules de combat d'infanterie, deux véhicules blindés de transport de troupes et trois véhicules ont été détruits, lors d'une tentative d'attaque d'une compagnie ukrainienne d'infanterie motorisée en direction du sud de Donetsk.

En outre, l'aviation tactique et les forces de missiles et d'artillerie ont atteint trois postes de commandement dans les régions de Kharkiv et de Kherson, ainsi que 54 unités d'artillerie en position de tir et 174 sites de concentration de forces et de matériel militaire.

Deux stations radar de contre-batterie américaines AN/TPQ-50, un radar de système de missile anti-aérien ukrainien S-300, un magasin d'armes et de matériel militaire et une installation de stockage de carburant pour le matériel militaire près de la ville de Kharkov ont également été détruits. .

Lors de la lutte contre la batterie, l'artillerie russe a détruit deux lance-roquettes HIMARS et Vilkha dans la région de Kherson.

D'autre part, les systèmes de défense aérienne ont détruit six véhicules aériens sans pilote et trois roquettes HIMARS.

Moscou, 14 novembre (SANA) - Suite aux opérations offensives réussies des troupes russes, la ville de Pavlovka a été complètement libérée en direction de Donetsk, a annoncé lundi le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Selon la note officielle, citée par l'agence RIA Novosti, la libération de Pavlovka constitue un point de départ pour de nouvelles avancées des forces russes dans la région du Donbass.

Les forces russes avaient annoncé la reprise de l'offensive dans certaines zones, notant que des travaux étaient en cours pour chasser les forces ukrainiennes des zones restantes de la République de Donetsk.

Moscou, 15 novembre (SANA) Jusqu'à 100 militaires ukrainiens ont été neutralisés, tandis que huit chars de guerre, trois véhicules de combat d'infanterie, cinq véhicules blindés de transport de troupes et six véhicules de guerre ont été détruits, en direction de Kupiansk, où les troupes russes ont déjoué l'attaque de deux groupes tactiques des Forces armées ukrainiennes.

Sur le front Krasno-Limansky, les forces armées ukrainiennes ont tenté en vain d'attaquer les forces russes avec deux groupes tactiques, perdant 90 militaires ukrainiens, un char, quatre véhicules de combat blindés et cinq camions.

De leur côté, l'aviation tactique et les forces de missiles et d'artillerie ont atteint six postes de commandement dans les régions de Kharkiv, Kherson et Donetsk, en plus de détruire 82 unités d'artillerie en positions de tir et 178 sites de concentration de troupes et de matériel militaire. .

En outre, un dépôt de munitions près de la colonie de Krasnogorovka dans la République populaire de Donetsk a été détruit.

D'autre part, les systèmes de défense aérienne ont détruit sept drones et trois roquettes du système HIMARS.

Le ministère a résumé que depuis le début de l'opération militaire spéciale, 333 avions de combat, 176 hélicoptères et 2 511 drones ont été abattus, tandis que 388 systèmes de missiles antiaériens, 6 614 chars et véhicules blindés de combat, 891 lance-roquettes, 3 581 pièces d'artillerie et mortiers, et 7 227 unités de véhicules militaires spéciaux.

Donetsk, 15 novembre (SANA) Le quartier général de la défense régionale de la République populaire de Donetsk a annoncé que les forces des républiques de Lougansk et de Donetsk, avec le soutien de l'armée russe, ont réussi à libérer le village d'Obetnoy à Avdiivka, que les forces ukrainiennes contrôlaient depuis ans et utilisé comme point de bombardement contre les régions de Donetsk.

Dans un communiqué, le quartier général a précisé que des membres des forces des deux républiques, avec le soutien armé des forces russes, ont réussi à expulser les forces ukrainiennes retranchées dans le village susmentionné.

Avdiivka est située à 20 km de la ville de Donetsk et est sous le contrôle du régime de Kyiv depuis juin 2014.

Bali, 15 novembre (SANA) Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré aujourd'hui lors de son discours au sommet du G20 que de plus en plus de pays sont convaincus que Washington a provoqué le conflit en Ukraine.

Il a qualifié le conflit ukrainien de guerre hybride déclenchée et préparée par l'Occident depuis des années.

Selon Lavrov, l'Union européenne et l'OTAN participent depuis longtemps à cette guerre hybride en fournissant des armes et en entraînant des troupes, tandis que les États-Unis fournissent les renseignements et participent au ciblage.

Lavrov a réitéré que la Russie n'est pas opposée aux négociations de paix avec l'Ukraine, et que Moscou a "*confirmé à plusieurs reprises*" selon les mots du président lui-même qu'il ne refuse pas de négocier et "*s'il y a quelqu'un qui refuse, c'est l'Ukraine*".

"*Nous voulons voir des preuves concrètes que l'Occident est sérieusement intéressé à discipliner Zelensky et à lui expliquer que cela ne peut pas continuer comme ça*", a commenté Lavrov sur l'article de Politico affirmant que le département d'État américain préparait secrètement le terrain pour d'éventuels pourparlers de paix.

Moscou, 16 novembre (SANA) Le vice-président du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, a averti que les pays occidentaux poussent le monde vers une troisième guerre mondiale en intensifiant le conflit avec la Russie.

Le récit ukrainien de "*l'attaque au missile*" sur une ferme polonaise ne prouve qu'une chose, c'est que certaines puissances occidentales ont ainsi augmenté la possibilité d'éclater une nouvelle guerre mondiale, a tweeté Medvedev.

Moscou, 16 novembre (SANA) Le ministère russe de la Défense a annoncé aujourd'hui que les missiles tombés sur la ville polonaise de Przewodów provenaient d'un système ukrainien de défense aérienne S-300.

"*Des photographies de l'épave retrouvée dans la ville de Przewodów dans la nuit du 15 novembre en Pologne ont été identifiées sans équivoque par des spécialistes de l'industrie de la défense russe comme des éléments d'un missile guidé anti-aérien du système de défense anti-aérienne S-300 du l'armée de l'air ukrainienne*", a déclaré le ministère dans un communiqué cité par Sputnik.

Il a ajouté que le 15 novembre, la Russie avait attaqué des cibles situées à au moins 35 km de la frontière ukraino-polonaise.

Washington, 16 novembre (SANA) Le président des États-Unis, Joe Biden, a assuré qu'il était peu probable que le missile tombé sur le territoire polonais ce mardi ait été tiré depuis la Russie.

« *Il existe des informations préliminaires qui réfutent cela. Je ne veux pas le dire tant que nous n'aurons pas mené une enquête approfondie, mais il est peu probable, en raison de la trajectoire, qu'il ait été renvoyé de Russie* », a déclaré le président, cité par RT.

letemps.ch - Le secrétaire général de l'Alliance atlantique donne les premières conclusions d'un début d'enquête

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, a donné des précisions sur l'état de l'enquête sur un incident qui aurait pu mettre directement aux prises l'OTAN et la Russie.

Le chef de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord a tenu à mettre les points sur les i: « *Ce n'est pas de la faute de l'Ukraine. C'est la Russie qui porte la responsabilité ultime de ce qui s'est passé, car elle mène une guerre d'agression illégale en Ukraine* », tout en précisant d'emblée que l'organisation n'a pas « *d'indications selon lesquelles il y a eu une attaque délibérée contre l'OTAN.* »

« *Rien n'indique qu'il s'agissait d'une attaque intentionnelle contre la Pologne* », a affirmé aujourd'hui à la presse le président polonais Andrzej Duda. « *Il y a une forte probabilité qu'il s'agisse d'un missile qui a simplement été utilisé par la défense antimissile ukrainienne* », a-t-il poursuivi. C'est « *probablement un accident malheureux, hélas* », a-t-il ajouté. letemps.ch 15 et 16 novembre 2022

Le camp de la guerre mondiale existe réellement.

Missile tombé en Pologne : l'article 5 de l'OTAN a-t-il déjà été utilisé ? - Yahoo 16 novembre 2022

Un missile "*de fabrication russe*" est tombé mardi sur la ville de Przewodów, en Pologne. Ce pays membre de l'OTAN peut invoquer les articles 4 et 5 du traité de Washington et faire basculer le conflit en Ukraine. Yahoo 16 novembre 2022

Zelensky maintient que le missile tombé sur la Pologne était «*russe*» - Paris Match 17 novembre 2022

Kiev a réaffirmé mercredi que le missile ayant tué deux personnes la veille dans un village polonais près de la frontière avec l'Ukraine était "*russe*", contredisant l'Otan et Washington qui accréditent plutôt la thèse d'un missile de défense ukrainien.

"*Je n'ai aucun doute que ce missile n'était pas à nous*", a déclaré mercredi soir le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la télévision.

Dans une interview accordée à nos confrères de FranceInfo, le général Michel Yakovleff, officier général de l'armée de terre française, affirme que Zelensky "*a perdu une occasion de se taire*."

"*Il a un capital de sympathie mais je ne vois pas pourquoi il s'est précipité. C'est gênant pour lui vis-à-vis de l'Otan et ça ouvre un vrai boulevard à la propagande russe*", estime le général, qui considère que Volodymyr Zelensky se "*complique la vie.*" Paris Match et BFMTV 17 novembre 2022

Kherson. Le récit de l'AFP copier/coller par les médias-oligarques.

Actes de torture à Kherson : "*L'ampleur du phénomène est horrible*" - LePoint.fr 17 novembre 2022

Un haut responsable ukrainien décrit les actes de torture à grande échelle qui auraient été perpétrés par les Russes au cours de l'occupation de Kherson.

Ukraine : nombre « *horrible* » de cas de torture à Kherson sous l'occupation russe - Paris Match 17 novembre 2022

Dmytro Loubynets, chargé au Parlement ukrainien des droits de l'Homme, a dénoncé des actes qui se sont déroulés à Kherson pendant l'occupation russe de cette ville de sud de l'Ukraine.

Guerre en Ukraine : un nombre « *horrible* » de cas de torture à Kherson - Le HuffPost 17 novembre 2022

Un haut responsable ukrainien décrit les actes de torture qui auraient été perpétrés par les Russes à Kherson. Il dit n'avoir jamais vu « de tortures à une telle échelle ».

Un responsable ukrainien déplore l'étendue "*horrible*" de tortures à Kherson sous l'occupation russe - BFMTV 17 novembre 2022

Quelques jours après le retrait des forces russes de la ville de Kherson, un haut responsable ukrainien a fait été de l'ampleur des tortures.

La "*responsabilité ultime*" de la guerre en Ukraine incombe au bras armé de l'oligarchie anglo-saxonne, l'OTAN.

Missile en Pologne: Anthony Blinken estime que la "*responsabilité ultime*" incombe à la Russie - BFMTV 17 novembre 2022

Malgré les doutes persistant sur l'origine du missile qui a fait deux morts en Pologne, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken estime le drame ne serait pas arrivé sans l'invasion de l'Ukraine par la Russie. BFMTV 17 novembre 2022

Quand ils appliquent « *leurs règles* ».

Crash du vol MH17 en 2014: trois hommes condamnés à perpétuité - BFMTV 17 novembre 2022

Deux Russes et un Ukrainien ont été condamnés par un tribunal néerlandais pour la destruction du vol MH17 de Malaysia Airlines en 2014.

Crash du vol MH17 en 2014: la Russie dénonce un verdict "*politique*" et "*scandaleux*" - BFMTV 17 novembre 2022

Guerre en Ukraine : l'AIEA vote une nouvelle résolution contre la Russie - AFP/LePoint.fr 18 novembre 2022

L'AIEA appelle la Russie à stopper ses actions contre les sites nucléaires en Ukraine.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) a adopté une résolution appelant la Russie à se retirer de la centrale ukrainienne de Zaporojié et à stopper toute action qui viserait les sites nucléaires, selon des sources diplomatiques citées par l'AFP. Le texte, présenté par le Canada et la Finlande, a été approuvé par 24 des 35 Etats siégeant au Conseil, ont précisé deux diplomates contactés par l'AFP. La Russie et la Chine ont voté contre. RT 17 novembre 2022

Cette info serait presque passée inaperçue…

Les républicains prennent le contrôle de la Chambre des représentants - Le HuffPost 17 novembre 2022

NBC, CNN, Fox News et CBS ont projeté ce mercredi que les républicains disposeraient d'au moins 218 sièges à la Chambre, c'est-à-dire la majorité des 435.

Avec une Chambre républicaine et un Sénat démocrate, le parti de Joe Biden ne pourra de son côté plus faire passer de grands projets dans ce Congrès désormais divisé. Mais l'autre camp non plus. Le HuffPost 17 novembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 novembre 2022.

Leur objectif déclaré : « *tout rafler* ».

B20 : Klaus Schwab veut restructurer le monde - iatranshumanisme.com 19 novembre 2022

Lors de la réunion du B20 en Indonésie, Klaus Schwab, fondateur du Forum économique mondial (WEF), a avancé la proposition de restructurer le monde. Le B20 est le forum officiel de dialogue du G20 avec la communauté internationale des affaires, et il formule des recommandations politiques.

Dix-neuf pays et l'Union européenne composent le G20, qui est un forum réunissant certaines des plus grandes économies du monde. Un sommet du B20 a lieu autour du sommet du G20, qui formule des recommandations à la présidence du G20.

Le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a prononcé le discours d'ouverture, qui a donné le ton au reste du sommet. Voici ce qu'il a dit dans un discours de 7 minutes.

« *Ce que nous devons affronter, c'est une profonde restructuration systémique et structurelle de notre monde. Et cela prendra un certain temps. Et il se peut que le monde ait un aspect différent après… [le] processus de transition* », a déclaré Schwab lors du sommet du B20 le 14 novembre.

Au cours de la quatrième révolution industrielle, des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle, la robotique, l'édition génétique, etc. devraient estomper les frontières entre les mondes biologique, physique et numérique. C'est le transhumanisme, il s'agit de fusionner le numérique et le biologique, il s'agit de changer ce que nous sommes.

« Avec la quatrième révolution industrielle, nous sommes au point d'inflexion, la technologie va changer complètement ce que nous faisons, et elle va changer qui nous sommes.«

Au cours de son discours, Schwab a évoqué l'utilisation du métavers, un terme désignant un monde virtuel unique et universel, « *pour créer des dialogues mondiaux beaucoup plus profonds, étendus et complets.* » Schwab a également plaidé en faveur d'une plus grande coopération entre le gouvernement et le monde des affaires (capitalisme des parties prenantes).

« Les gouvernements et les entreprises doivent coopérer afin de devenir un poisson rapide. Parce que dans notre monde d'aujourd'hui, ce n'est plus tellement [le] gros poisson qui mange le petit poisson, mais c'est un poisson rapide qui mange le poisson lent. »

Les groupes qui seront les premiers à adopter la quatrième révolution industrielle gagneront automatiquement la course. Les gagnants « *rafleront tout* ».

« Dans la quatrième révolution industrielle, les gagnants rafleront tout, donc si vous êtes un « first mover » du WEF, vous êtes les gagnants. »

D'où la nécessité s'un « *ordre mondial unique* » …

Le président français Emmanuel Macron au sommet de l'APEC en Thaïlande : *« Car nombreux sont ceux qui, finalement, aimeraient ne voir que deux grandes puissances, deux camps de par le monde et c'est une grave erreur, même pour les États-Unis et la Chine. Nous avons besoin d'un unique ordre mondial, unique* ».

« *J'ai évoqué les grands risques de fragmentation de notre monde. Au cours des dernières décennies, nous avions un ordre mondial unique. Il nous faut le restaurer.*»

https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/18/deplacement-du-president-emmanuel-macron-en-thailande

…contrariée…

Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud. Le bloc des BRICS s'élargit et les États-Unis en sont exclus - infobrics.org 18 novembre 2022

Un bloc économique dirigé par cinq économies émergentes, dont les deux principaux rivaux des États-Unis, semble prêt à s'étendre alors que Washington s'efforce de promouvoir son programme mondial au-delà de ses alliés et partenaires traditionnels dans le monde.

Le groupe, connu sous l'acronyme de ses cinq principaux membres, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS), représente plus d'un quart du PIB mondial et environ 40 % de la population mondiale. Bien que les BRICS ne soient pas une alliance formelle et que des différences géopolitiques significatives existent entre les membres, leur intérêt commun pour le renforcement des mécanismes économiques et commerciaux en dehors du cadre occidental a démontré un attrait croissant à l'étranger.

Dans le sillage du dernier sommet des BRICS, qui s'est tenu à Pékin en juin, l'Argentine et l'Iran ont demandé à rejoindre l'organisation, et la présidente actuelle du bloc, Purnima Anand, a déclaré aux médias russes le mois suivant que l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie faisaient partie des pays qui ont également exprimé leur intérêt à suivre le mouvement.

Selon le portail d'information algérien Al Shorouq, l'envoyée spéciale de l'Algérie, Leila Zerrougui, a confirmé que son pays était le dernier à demander officiellement son adhésion aux BRICS.

S'exprimant lors du dernier sommet "BRICS+" organisé par la Chine, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a fait valoir que "*la marginalisation continue des pays en développement, au sein des différentes institutions de la gouvernance mondiale, constitue une source certaine d'instabilité, d'inégalité et de développement*."

Outre la nécessité d'instaurer un "*nouvel ordre économique*" conformément à la résolution 3201 des Nations unies adoptée en 1974, il a évoqué l'engagement de l'Algérie "*en faveur de la construction d'un nouvel ordre international incluant notre sécurité collective fondée sur la stabilité et la prospérité de chacun d'entre nous*."

M. Tebboune était l'un des 19 dirigeants mondiaux à participer au format élargi des BRICS, et a été rejoint par les dirigeants des cinq membres des BRICS ainsi que de l'Argentine, du Cambodge, de l'Égypte, de l'Éthiopie, des Fidji, de l'Indonésie, de l'Iran, du Kazakhstan, de la Malaisie, du Nigeria, du Sénégal, de la Thaïlande et de l'Ouzbékistan.

Alors que les États-Unis ont largement rejeté les inquiétudes selon lesquelles les BRICS pourraient représenter un défi sérieux pour la puissance économique du Groupe des Sept, ou G7, composé du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis, l'intensification des différends géopolitiques et économiques exacerbés par la guerre de la Russie en Ukraine et les sanctions occidentales qui en découlent ont placé les BRICS sous les feux de la rampe.

Cela s'est étendu même à l'Algérie, un membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui est le troisième exportateur de gaz vers l'Union européenne. Alors que l'Union européenne s'efforce de se sevrer de l'énergie russe, la nation nord-africaine fait partie des alternatives discutées, même si elle continue à entretenir des liens avec Moscou et refuse d'adopter des mesures punitives en réponse au conflit en Ukraine.

L'offre de l'Arabie saoudite de rejoindre le bloc pourrait également avoir des conséquences. Quelques semaines après que l'OPEP+, le groupe élargi de l'OPEP, a décidé de réduire la production mondiale de pétrole de deux millions de barils, mettant à mal les liens déjà tendus entre Washington et Riyad, alors que le président Joe Biden se battait pour maintenir les prix du carburant à un niveau bas, le président russe Vladimir Poutine a ouvertement soutenu l'idée que l'Arabie saoudite rejoigne les BRICS.

Le dirigeant russe a fait remarquer, lors d'un événement organisé le 27 octobre par le Valdai Discussion Club, qu'une telle décision nécessite d'abord "un consensus de tous les pays des BRICS". Mais il a soutenu l'admission de l'Arabie saoudite en soulignant ses prouesses économiques.

"*L'Arabie saoudite est une nation à croissance rapide, et pas seulement parce qu'elle est leader dans la production d'hydrocarbures et l'extraction de pétrole*", a déclaré Poutine à l'époque. "*C'est parce que le prince héritier et le gouvernement saoudien ont de très grands projets pour diversifier l'économie, ce qui est très important*."

Il a également déclaré que le royaume "*méritait*" d'être membre d'un autre bloc dirigé par la Chine et la Russie, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), que l'Iran a rejoint en tant que membre à part entière lors du dernier sommet annuel organisé en Ouzbékistan en septembre. infobrics.org 18 novembre 2022

... ou nécessite comme les miracles un certain délai !

COP27 : l'Afrique attendait un miracle, elle n'aura peut-être qu'un mirage - Courrier international 21 novembre 2022

Clap de fin pour la conférence sur le climat. Après d'âpres négociations, une résolution a été adoptée, qui prévoit la compensation des dégâts causés par le changement climatique, déjà manifestes pour les pays les plus pauvres. "*Le Pays*" craint que ce mécanisme ne constitue une

nouvelle désillusion, certaines résolutions prises lors des COP précédentes étant restées lettre morte. Courrier international 21 novembre 2022

Métarevers. Le capitalisme appartient au passé, il ne peut pas appartenir au futur.

Le Point - Selon Mark Zuckerberg, le métavers – pour méta-univers auquel il fait référence, représente l'avenir de l'Internet, après les ordinateurs et les téléphones portables, auquel le public aura accès pour interagir, travailler ou se divertir via les technologies (lunettes de réalité augmentée, casques de réalité virtuelle, etc.). Le Point 29 octobre 2021

FranceSoir - Ainsi, dans le plan raisonné de la nouvelle vérité du métaverse, le théorème d'incomplétude de Gödel prend, hélas, tout son sens. En mathématiques, la notion de « *démontrabilité* » étant relative à un système d'axiomes, une certaine affirmation mathématique peut très bien être démontrable par un système sans l'être par un autre. Aussi, de la même manière qu'il existera toujours des énoncés mathématiques vrais, mais indémontrables sans recourir au bon système, dans le système du métaverse, il est possible d'asséner des vérités sans nécessairement les démontrer.

Dans le métaverse, alors que la réalité est tout autre, le faux serait devenu le nouveau vrai, un paradigme instauré au moyen d'un "*illusionnisme scientiste*".

Dans le métaverse permanent qui nous est imposé par la propagande d'État en guise d'informations vérifiées et démontrées, c'est donc dorénavant un ensemble de fausses vérités inversées et de mensonges assumés qui accaparent l'actualité. francesoir.fr 5 mars 2022

24heures.ca - Au début de l'année, celui qui est à la tête de Meta, anciennement Facebook, détenait une fortune évaluée à 125 milliards $, d'après Bloomberg. Selon les plus récentes données de Forbes, la valeur nette de Mark Zuckerberg se situe désormais à 55,3 milliards $, soit environ 55% de moins, le faisant passer du troisième au 22e rang des personnes les plus fortunées de la planète. 24heures.ca 21 septembre 2022

AFP - La branche Reality Labs, chargée des plateformes et équipements de réalités virtuelle et augmentée, a creusé ses pertes de 2,6 milliards de dollars à 3,7 milliards au troisième trimestre. Et ça ne devrait pas s'arranger en 2023. AFP/20 Minutes.fr 27 octobre 2022

Midi Libre - Le fondateur de Facebook a perdu 11,2 milliards de dollars, ce jeudi 27 octobre, à cause de la chute en bourse de l'action de sa société Meta. Celle-ci s'est effondrée de près de 25 %, ce qui représente 263 milliards de dollars de pertes. L'action est au plus bas niveau depuis janvier 2016, selon BFMTV. Mark Zuckerberg ne possède plus qu'un patrimoine de 37,7 milliards de dollars**,** et il n'est plus que la 28ème fortune mondiale. midilibre.fr 28 octobre 2022

Le Média en 4-4-2 - Le PDG Mark Zuckerberg a investi plus de 36 milliards de dollars dans le projet Metaverse. Un gros pari ambitieux qui a échoué. Malgré les milliards investis, il n'y a que 300 000 utilisateurs sur sa plateforme de réalité virtuelle Horizon Worlds. Non seulement les utilisateurs sont peu nombreux mais ceux qui s'inscrivent ne reviennent pas après être entrés une première fois à cause de la qualité médiocre et des bugs en tous genres. Les citoyens ne souhaitent pas entrer dans le monde virtuel que lui propose l'entreprise META « *moins de dix pour cent — des mondes virtuels du métaverse — reçoivent plus de 50 visiteurs et la majorité de ces mondes ne reçoivent aucun visiteur* », selon le *Daily Mail*. Le Média en 4-4-2. 7 novembre 2022

Leur mystification ou instrumentalisation climatique contestée au niveau mondial.

Ivar Giaever, prix Nobel de physique : « *il n'y a pas d'urgence climatique* » - Association des climato-réalistes 16 novembre 2022

Par Franco Battaglia (article initialement paru en italien dans *La Verità* le 8 novembre et reproduit avec autorisation de l'auteur).

Lauréat du prix Nobel de physique en 1973, Ivar Giaever est le premier signataire d'une déclaration de plus de 1200 scientifiques (principalement des physiciens, des géophysiciens, des astrophysiciens et des géologues) avertissant le monde qu'il n'y a pas d'urgence climatique. On préfère aujourd'hui écouter Greta Thunberg : ainsi va le monde. Si vous recherchez sur Google la vidéo « *Ivar Giaever global warming* », vous trouverez deux conférences mémorables du lauréat du prix Nobel, l'une en 2012, l'autre en 2015. Cette dernière est également diffusée par le Heartland Institute, un groupe de réflexion américain sur le marché libre (et groupe d'action, comme ils aiment le souligner). Pour ceux qui n'ont pas envie ou le temps de suivre les deux conférences, j'ai préparé un extrait.

Giaever raconte qu'il s'est intéressé pour la première fois au réchauffement climatique en 2008, lorsqu'il a été invité à participer à une table ronde sur le sujet. Pour se préparer, il s'est plongé dans la littérature disponible sur Internet. Il a ainsi découvert que l'avis général était que la température moyenne à la surface de la Terre était passée d'environ 288 K à 289 K en 150 ans. Cela a été présenté comme la preuve d'un changement climatique anormal alarmant, mais une augmentation de 0,3 % en 150 ans – a noté le professeur – ne pouvait signifier qu'une chose : le climat a été étonnamment stable. Tant pis pour le changement climatique !

En 2011, l'American Physical Society (APS) s'est couverte de ridicule avec le propos lapidaire suivante : « *La preuve est incontestable, le réchauffement climatique est en train de se produire. À moins que des mesures d'atténuation ne soient prises, des perturbations importantes des systèmes physiques et écologiques de la planète, des systèmes sociaux et de la santé et de la sécurité humaines sont probables. Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre immédiatement* ». En réponse, le professeur a démissionné de l'APS. Un camouflet pour l'association, qui a ainsi perdu un prix Nobel. Les raisons de cette décision radicale sont faciles à expliquer. Premièrement, en science rien n'étant jamais « incontestable », l'APS s'abaissait au niveau d'une association politique ou religieuse. Deuxièmement, on ne comprenait pas pourquoi l'APS sonnait l'alarme sur le monde d'aujourd'hui par opposition au monde d'il y a 150 ans alors que, clairement, tout va mieux aujourd'hui qu'il y a 150 ans. Enfin, l'hypothèse de l'APS est contredite par les faits, puisque la température la plus élevée observée jusqu'en 2015 (l'année de la conférence) s'était produite en 1998 : l'APS se plaignait d'un réchauffement qui n'était pas là.

« *En tant que Norvégien, plaisante le lauréat du prix Nobel, je ne pense pas que je devrais vraiment m'inquiéter d'un peu de réchauffement.* » Il remarque aussi que des alertes similaires ont été déclenchées toutes ces dernières décennies — pluies acides, trou dans la couche d'ozone, déforestation — alors que l'humanité est toujours aussi prospère. Nous entendons souvent parler d'un prétendu grand nombre de scientifiques convaincus de la gravité du problème, mais le nombre n'est pas important : la seule chose qui compte est de savoir s'ils ont raison ou tort. Nous devrions être terrifiés par la propagande unilatérale dans les médias et par tout l'argent gaspillé dans les énergies alternatives, alors que tant d'enfants dans le monde se couchent le soir le ventre vide. Le réchauffement climatique est devenu une nouvelle religion parce qu'il est interdit d'en parler, tout

comme les dogmes religieux ne sont pas discutés. Par exemple, celui qui fait remarquer que l'augmentation alarmante des températures mondiales moyennes est en fait une augmentation de 0,3 % en 150 ans, qu'il existe des endroits sur la planète avec des écarts de température de 80 degrés au cours d'une année, et qu'il est donc ridicule de s'alarmer d'environ 0,8 degrés en plus en 150 ans, celui-là est immédiatement réduit au silence et pointé du doigt comme un négationniste.

On devrait aussi poser à l'APS la question suivante : quelle est donc la température moyenne optimale pour la Terre ? L'APS ne répond pas. Personne ne répond. Personne ne nous dit quelle pourrait être cette température optimale. Est-ce celle d'il y a 150 ans ? Si oui, pourquoi ? Peut-être que 2 degrés de plus seraient préférables. Ou peut-être 2 degrés de moins. Une autre chose curieuse est de croire que l'on peut mesurer la température moyenne de toute la Terre pendant une année entière, le faire avec une précision d'une fraction de degré et que le résultat serait significatif. Bien sûr que non ! Aucun physicien ne dirait que cette valeur moyenne avec cette précision est un nombre significatif. De plus, entre 1998 et 2015, la température n'a pas du tout augmenté, contrairement au CO2. Que faut-il de plus pour se dire que le CO2 n'est pas un gaz si déterminant pour le climat ?

Pour résoudre ce qui nous est présenté comme un grave problème, certains pays ont décidé de privilégier les énergies renouvelables. Par exemple, aux États-Unis, des appels ont été lancés pour introduire 10 % d'alcool dans l'essence. C'est complètement stupide, comme l'est parfois ce que font les Américains. L'alcool à ajouter à l'essence est obtenu à partir du maïs, sauf que le maïs est de la nourriture : à cause de ce choix stupide, la nourriture coûtera plus cher. De plus, personne ne semble comprendre à quel point le CO2 est important pour la croissance des plantes : l'augmentation du CO2 est un extraordinaire bienfait, car maintenant les plantes poussent plus vite. L'augmentation du CO2 est bonne pour l'agriculture.

La vérité est que le climat a toujours changé, avec ou sans apports anthropiques de CO2. Une chose curieuse est que le changement climatique est toujours présenté comme un changement pour le pire. En supposant même que le CO2 change le climat, pourquoi serait-ce nécessairement une mauvaise chose ? On se plaint que la mer monte de quelques millimètres, mais avec la fin de la dernière période glaciaire, le niveau de la mer a monté de 100 mètres en quelques années seulement. Et les ouragans qui ont frappé les États-Unis depuis 1850 n'ont augmenté ni en nombre ni en force.

Il n'y a pas besoin d'être un scientifique pour regarder les données et constater que la température a baissé entre 1940 et 1980, ainsi qu'entre 1998 et 2015, malgré l'augmentation incessante des émissions de CO2. Il est tout aussi facile de compter le nombre et la force des ouragans qui ont frappé l'Amérique, pour constater qu'ils sont aujourd'hui moins nombreux et moins intenses que par le passé.

Si nous devons nous inquiéter de quelque chose, c'est bien de ces marchands de terreur qui affolent les plus jeunes en leur faisant croire que depuis 150 ans la planète devient inhospitalière. Au contraire, depuis 150 ans, même si rien n'est parfait, tout va nettement mieux : on vit plus longtemps, on a une meilleure santé.

Les millions de réfugiés qui traversent la Méditerranée veulent échapper à la pauvreté, pas au réchauffement climatique. Ensemble, nous devrions réclamer de nouveaux « *accords de Paris* » pour aider ces personnes à sortir de leur pauvreté, sans vouloir leur construire des parcs solaires et éoliens essentiellement inutiles. Ceux-ci sont des moyens extrêmement coûteux de produire de l'énergie, alors que la raison pour laquelle nous sommes en meilleure santé et en meilleure forme aujourd'hui qu'il y a deux cents ans est précisément que nous disposons d'une énergie bon marché, grâce au pétrole, au charbon, au gaz et au nucléaire. Nous devons continuer dans cette voie.

Le réchauffement climatique n'est pas un problème. Laissons donc le climat tranquille, il s'occupera fort bien de lui-même.

https://www.climato-realistes.fr/ivar-giaever-prix-nobel-de-physique-il-ny-a-pas-durgence-climatique/

La « *refonte fondamentale de la finance* » nécessitait crise énergétique mondiale…

Comment Larry Fink et Blackrock ont créé la crise énergétique mondiale - reseauinternational.net 19 novembre 2022

En janvier 2020, à la veille des confinements pour cause de COVID [mars 2022], qui dévastateurs sur le plan économique et social, le PDG du plus grand fonds d'investissement au monde, Larry Fink de Blackrock, a adressé une lettre à ses collègues de Wall Street et aux PDG d'entreprises, au sujet de l'avenir des flux d'investissements. Dans ce document, modestement intitulé « *Une Refonte Fondamentale de la Finance [A Fundamental Reshaping of Finance]* », Fink, qui gère le plus grand fonds d'investissement au monde avec quelque 7000 milliards de dollars alors sous gestion, a annoncé une déviation radicale pour l'investissement des entreprises. L'argent allait « *devenir vert* ». Dans sa lettre de 2020 qui fut scrutée de près, Fink déclarait en effet : « *Dans un avenir proche – et plus tôt que prévu – il y aura une réaffectation importante du capital… Le risque climatique est un risque d'investissement* ». En outre, il a déclaré que « *chaque gouvernement, entreprise et actionnaire doit faire face au changement climatique* ».

Dans une lettre distincte adressées aux clients investisseurs de Blackrock, Fink a présenté ce nouvel Agenda pour l'investissement capitalistique. Il a déclaré que Blackrock quitterait certains investissements à forte teneur en carbone tels que le charbon, qui demeure la plus grande source d'électricité pour les États-Unis et de nombreux autres pays. Il a ajouté que Blackrock scruterait dorénavant les nouveaux investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon afin de déterminer s'ils adhéreraient à la « *soutenabilité* » de l'Agenda 2030 des Nations unies. Fink a donc clairement indiqué que le plus grand fonds du monde commencerait à désinvestir dans le pétrole, le gaz et le charbon. « *Au fil du temps* », écrivait alors Fink, « *les entreprises et les gouvernements qui ne répondent pas aux parties prenantes et ne traitent pas les risques de soutenabilité, rencontreront un scepticisme croissant de la part des marchés et, par conséquent, un coût du capital plus élevé* ». Il ajouta que « *le changement climatique est devenu un facteur déterminant dans les perspectives à long terme des entreprises… nous sommes au bord d'une refonte fondamentale de la finance* ».

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/comment-larry-fink-et-blackrock-ont-cree-la-crise-energetique-mondiale/

Mon commentaire dans ce blog .

- Pour qui roule *L'Observatoire des multinationales* ? Devinez ?

https://multinationales.org/fr/enquetes/blackrock-et-le-climat/

Attention aux faux amis ! Je cite :

- "*Un nouveau rapport publié par Reclaim Finance et l'Observatoire des multinationales montre que derrière les effets d'annonce, BlackRock cherche surtout à influencer les décideurs et imposer un modèle conforme à ses intérêts, sans règles claires et contraignantes et préservant ses sources de profit*."

Autrement dit, Reclaim Finance et l'Observatoire des multinationales réclament des règles encore plus contraignantes auxquelles les gouvernements et les entreprises devraient se conformer impérativement à l'agenda de Davos sous peine d'être étranglés financièrement.

Des comme cela, il y en a à la pelle tous les jours, en réalité pratiquement tous les commentateurs, géopoliticiens, universitaires, acteurs sociaux ou politiques qui s'autoproclament opposants ou critiquent le régime en place, le cautionnent à défaut de l'affronter ou de le combattre, la preuve, jamais ils ne se prononceront pour un changement de régime politique et économique. Acquis à l'idéologie de la classe dominante, ils passent leur temps à vous tromper.

Le corporatisme, c'est toujours en famille. Dites-nous qui vous finance, et nous saurons quels intérêts vous servez réellement.

J-C - Business is business ou leur humanisme est la politesse des salauds... Pas avec nos impôts ! 1.500 associations « *vivent essentiellement de dons et de subventions publique* ». Vous connaissez des Etats ou de riches donateurs qui financeraient des organisations qui ne serviraient pas leurs intérêts ? A bas les ONG, pas un centime d'argent public !

Comment les associations sous-traitent-elles, pour l'État, l'accueil des migrants ? - Europe1 18 novembre 2022

L'affaire Ocean Viking a remis en lumière le rôle des associations qui leur viennent en aide. Le ministère de l'Intérieur en recense près de 1.500, qui vivent essentiellement de dons et de subventions publiques. Celles-ci aident les migrants à leur arrivée, leur fournissent de la nourriture et les accompagnent dans leur parcours administratif. Ces associations sont d'ailleurs directement mandatées par l'État pour prendre en charge ces migrants.

Ces associations répondent ainsi à des appels à projets publics et signent des conventions qui leur permettent d'exercer une partie des missions de l'État. C'est le cas par exemple de France Terre d'Asile, avec l'arrivée des Afghans à l'été 2021, ou de la Protection civile à Grande-Synthe. Ces associations effectuent des missions considérées comme étant de service public et reçoivent à ce titre des subventions. Le projet de loi de finances 2023 prévoit ainsi 736 millions d'euros consacrés par l'État à ces organisations chargées de l'asile et de l'intégration.

La Ville de Paris a notamment voté cette semaine une subvention de 100.000 euros à SOS Méditerranée, ONG propriétaire de l'Ocean Viking. Des financements qui irritent certains opposants à ces associations. Europe1 18 novembre 2022

Le corporatisme, c'est aussi cela : Tout faire pour "*éviter de longues grèves*", ouf !

Allemagne: les salariés de l'électrométallurgie obtiennent 8,5% de hausses de salaire - RFI 18 novembre 2022

Après la chimie, c'est le cas dans la métallurgie qui, avec près de quatre millions de salariés, constitue un secteur économique de poids en Allemagne, notamment avec l'industrie automobile.

« *Les salariés auront bientôt nettement plus d'argent en poche* », s'est félicité le président du syndicat IG Metall, Jörg Hofmann. Le patronat parle lui d'un accord coûteux mais il a imposé un compromis sur deux ans, ce qui permet aux entreprises de la métallurgie d'y voir clair sur l'évolution de la masse salariale jusqu'à la rentrée 2024.

IG Metall avait demandé une augmentation record de 8% sur un an pour compenser l'inflation élevée ; le syndicat obtient une hausse des salaires de 8,5% mais sur deux ans. À cela s'ajoute une prime non imposable de 3 000 euros.

Pour le quotidien de gauche Süddeutsche Zeitung, le document permettra en effet d'"*éviter de longues grèves, qui, dans le contexte d'une récession imminente, auraient été préjudiciables à l'ensemble de l'économie allemande*". "*Pas de grève, et davantage de consommation, voilà exactement de quoi notre pays cabossé a besoin*." RFI et Courrier international 18 novembre 2022

France

La « *sobriété* » côté cour, l'« *abondance* » côté jardin ou les vases communicants.

57,5 milliards d'euros : les dividendes du CAC 40 ont atteint en 2021 un record, selon une ONG - RT 14 novembre 2022

Dans son rapport annuel publié ce 14 novembre l'Observatoire des multinationales a calculé que les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 avaient atteint un montant record de 57,5 milliards d'euros en 2021. Les dividendes, en hausse de 32% par rapport à 2020, s'ajoutent à une autre forme de gratification des actionnaires : les rachats d'actions visant à soutenir les cours en Bourse, de 23 milliards d'euros au total en 2021.

L'ONG dépeint un CAC 40 «noyé dans les profits» qui ont explosé par rapport à l'année 2020, plombée par le Covid-19, et où les groupes du principal indice boursier français ont «une nouvelle fois priorisé (leurs) actionnaires».

L'ONG précise qu'après le groupe Arnault et Blackrock, l'Etat français est, avec 1,32 milliard d'euros, le troisième bénéficiaire des versements de dividendes au titre des profits de 2021, devant les familles Bettencourt (890 millions) et Pinault (620 millions).

L'Observatoire précise aussi qu'«*environ un dixième de tous les dividendes*» du CAC 40 revient à 16 familles liées historiquement à certains des plus grands groupes français comme LVMH, Hermès, L'Oréal ou Kering.

La rémunération moyenne d'un patron du CAC a, elle, progressé de 52% en 2021 pour atteindre 6,6 millions d'euros, après, là aussi, une année de crise sanitaire plus faible. Toutefois en deux ans, entre 2019 et 2021 la hausse était de 26,4%, selon les auteurs du rapport qui notent que « *les dirigeants d'entreprises dont l'Etat est actionnaire figurent en bas de classement* ». Le groupe Dassault est en tête, avec 44 millions d'euros de rémunération pour son directeur général le discret Charles Edelstenne. RT 14 novembre 2022

En complément.

Budget: le Sénat fait barrage à la taxation des superprofits - BFMTV 20 novembre 2022

Au pays du coup d'Etat permanent...

Budgets : Élisabeth Borne déclenche le 49.3 pour la cinquième fois - LePoint.fr 21 novembre 2022

Sur l'échelle du règne animal, avec les barbares les hommes arrivent en dernière position.

Soignants non-vaccinés : François Braun évoque un « *problème d'éthique* » à les réintégrer - lejdd.fr 20 novembre 2022

Le ministre de la Santé François Braun ne s'est pas encore prononcé sur un retour officiel des soignants non-vaccinés. Il a toutefois estimé que cela peut provoquer un « *problème d'éthique* ». « *Acceptons-nous que des gens qui ne sont pas suffisamment protégés soient à proximité des gens les plus fragiles* », s'interroge le ministre. lejdd.fr 20 novembre 2022

J-C - Alors que chacun sait dorénavant que leurs injections ne protègent personne... mais handicapent ou tuent plus que le virus ! Après tout, cela correspond avec la conception de l'éthique de ces sadiques.

Castaner, Retailleau, Muselier sur la corrida : « *Nos traditions doivent résister à l'écototalitarisme* » - lejdd.fr 20 novembre 2022

Interdire la corrida, c'est interdire une culture et humilier une partie de nos concitoyens. Nous ne l'accepterons pas.

À l'heure où s'ouvre une nouvelle fois le débat sur les festivités tauromachiques, nous serons des défenseurs acharnés de la liberté, et des opposants résolus à l'éco-totalitarisme, dans le respect du droit, pour permettre à chacun de vivre sa culture. lejdd.fr 20 novembre 2022

Ils ont l'esprit policier rivé au corps.

Débat LR : Aurélien Pradié va jusqu'à proposer le port de l'uniforme à l'université - Le HuffPost 21 novembre 2022

Qui a oublié qu'ils avaient financé et armé les barbares de Daesh ?

Julie Gayet, Jacques Attali et 22 signataires demandent le rapatriement de tous les enfants français de Syrie - lejdd.fr 20 novembre 2022

A quelques jours de la Journée internationale des droits de l'enfant qui doit se tenir le 20 novembre, 24 personnalités plaident pour le rapatriement de tous les enfants français restés en Syrie. Les signataires dénoncent l'inaction de la France. lejdd.fr 20 novembre 2022

Le Qatar : Un micro-Etat féodal et terroriste.

Droits humains : « *Le Qatar est le seul pays de la zone arabique qui a fait de réels efforts* », pour cet élu belge - Publicsenat.fr 20 novembre 2022

Coupe du monde 2022 : Gérald Darmanin représentera la France à la cérémonie d'ouverture - Europe1 20 novembre 2022

A lire pour en savoir plus sur le Qatar.

- Le Qatar contre la Russie - Réseau Voltaire 31 janvier 2022

https://www.voltairenet.org/article215457.html

- Israël et le Qatar contre l'Iran - Réseau Voltaire 24 février 2020

https://www.voltairenet.org/article209299.html

- Premiers revers des Frères musulmans par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 19 juillet 2019

https://www.voltairenet.org/article206728.html

- Qui actionne l'émir de Qatar ? - Réseau Voltaire 7 juin 2017

https://www.voltairenet.org/article196691.html

- Le Qatar et l'Ukraine viennent de fournir des Pechora-2D à Daesh par Andrey Fomin - Réseau Voltaire 22 novembre 2015

https://www.voltairenet.org/article189368.html

- Le Qatar appelle au génocide des alaouites - Réseau Voltaire 16 mai 2015

https://www.voltairenet.org/article187610.html

- Le Qatar s'apprête à entraîner des islamistes combattant en Syrie - Réseau Voltaire 27 novembre 2014

https://www.voltairenet.org/article186074.html

- Syrie : François Hollande se rend au Qatar et en Jordanie - Réseau Voltaire 22 juin 2013

https://www.voltairenet.org/article179069.html

- Ouverture d'un bureau officiel des Talibans au Qatar - Réseau Voltaire 18 juin 2013

https://www.voltairenet.org/article178983.html

- Le Qatar, ce champion de la liberté d'expression par André Chamy, François Belliot - Réseau Voltaire 13 mars 2013

https://www.voltairenet.org/article177501.html

- Les campagnes de Netanyahu et d'Israel Beytenou ont été financées par le Qatar - Réseau Voltaire 26 janvier 2013

https://www.voltairenet.org/article177255.html

- Bientôt la propagande de guerre du Qatar en version française - Réseau Voltaire 30 mai 2012

https://www.voltairenet.org/article174399.html

- 5 000 soldats qataris ont participé à la colonisation de la Libye - Réseau Voltaire 7 novembre 2011

https://www.voltairenet.org/article171835.html

Ils ne sont ni de gauche ni d'extrême gauche. La grande illusion ou l'art de nous pendre pour des cons.

J-C – On s'excuse de se répéter. Toutes les occasions sont bonnes pour légitimer les institutions dictatoriales de la Ve République.

Chez les opportunistes, il ne sera jamais question d'affronter le capitalisme ou de s'attaquer à ses fondements. Et quand ils y font référence, c'est uniquement une posture pour finalement cautionner la pérennité des institutions antidémocratiques. Il faut les comprendre, ils en vivent !

Réforme de l'assurance chômage: la Nupes dépose un recours devant le Conseil constitutionnel - BFMTV 18 novembre 2022

Les députés des groupes formant la Nupes ont annoncé avoir déposé vendredi un recours devant le Conseil constitutionnel pour contester la réforme de l'assurance chômage adoptée au Parlement, qui selon eux "*porte atteinte au principe de fraternité*" et crée "*une rupture d'égalité*". BFMTV 18 novembre 2022

J-C – Question : De quoi cette institution de la Ve République, le Conseil constitutionnel, serait-elle garante ? Vous avez deviné, bravo ! A la Nupes ils n'en loupent pas une pour cautionner le régime en place…

Deux sujets de réflexion.

Parallèlement à mes lectures sur l'intelligence artificielle et le transhumanisme que je n'avais fait qu'effleurer jusqu'à présent, je me lance sur la Chine, sur laquelle je ne possédais que des points de repère assez superficiels, or c'est insuffisant au regard de la place qu'occupe ce pays dans l'économie et la politique mondiale de nos jours.

Ces lectures servent à alimenter ma réflexion politique.

J'ai relevé ce commentaire d'un internaute dans un blog :

- « *Le transhumanisme n'est que la dernière phase de la transformation indigente de l'humanité en société d'esclaves numériques. Toutes les étapes intermédiaires ont été franchies avec succès ; et, majoritairement, nous avons contribué à leur succès : transgénique (OGM), transgenre (LGBT), transculture (écriture inclusive) et transhumanisme. L'intelligence pragmatique du néolibéralisme est dans la maitrise de ce double standard qui lui permet de toujours masquer la valeur finale de ses produits pour que les consommateurs finaux ne sachent pas détecter les médiocrités qu'ils contiennent et les menaces qu'ils renferment.* »

Transhumanisme. On est bien en présence de dangereux dégénérés de la pire espèce.

J-C - Comment font-ils pour vous le présenter comme un avantage pour que vous y adhériez ? J'ai mis en rouge et en caractère gras les passages concernés.

Sommeil : sera-t-il bientôt possible de se contenter de deux heures par nuit ? - Europe1 20 novembre 2022

C'est un nouveau pan de la recherche qui vient de s'ouvrir. Des chercheurs travaillent à éradiquer la notion de sommeil chez les hommes et les femmes. Leurs recherches viseraient en fait à permettre de se contenter de deux heures de sommeil par nuit. Cela fait partie de ces recherches extrêmes qui font à la fois rêver et un peu peur, comme l'idée d'éradiquer la mort avec l'objectif du rajeunissement de l'organisme.

Pour y parvenir, les scientifiques veulent optimiser le sommeil pour que l'on plonge tout de suite dans un sommeil profond, le plus réparateur, sans avoir à s'embêter avec toutes les phases de somnolence, de réveil ou de sommeil paradoxal. C'est encore de la recherche, mais l'idée serait de stimuler le cerveau avec le même type d'impulsions que l'on reçoit dans un sommeil profond. Concrètement, on mettrait une sorte de casque bourré d'électrodes sur la tête, que l'on programmerait pour deux heures, et le cerveau doit croire qu'il a eu droit à sa nuit de sommeil.

Quand on dort, il n'y a pas que le cerveau qui se repose. Il y a également le reste du corps, notamment pour se régénérer et éliminer les toxines. Les chercheurs travaillent aussi sur des lits cocons ou des sortes de pyjamas électroniques qui vont stimuler nos organes et doper leur capacité naturelle à se régénérer. Il faut rappeler que l'on passe un tiers de sa vie à dormir. En dormant moins, on aurait plus de temps pour les loisirs, le travail et la culture. On pourrait donc vivre plus de choses dans le même laps de temps.

Cependant, si l'idée est séduisante, cela pourrait avoir des effets négatifs sur la santé. Depuis la nuit des temps, les êtres humains dorment entre six et dix heures par jour. On n'a aucune idée de ce qu'il adviendrait si l'on changeait de rythme. Cela reste toutefois encore théorique et tient de la recherche pure.

Il faut aussi penser aux conséquences sur la société. Si les gens ne dorment plus que deux heures, quand ils veulent, il faudrait tout revoir : la notion de travail, de repos, le silence la nuit… Cela fait rêver, mais il y a donc aussi de quoi avoir peur. Europe1 20 novembre 2022
J-C - Aussi longtemps que le capitalisme existera, je prône l'arrêt immédiat de la recherche dans tous les secteurs scientifiques en rapport avec l'intelligence artificielle et le transhumanisme et l'interdiction de toutes les applications qui en découleraient.

Transgenre rime avec transhumanisme.

Un marché d'un autre genre est né : celui du genre par Dr. Nicole Delépine - Mondialisation.ca, 20 novembre 2022

Une adolescente ex-trans poursuit les médecins qui l'ont mutilée alors qu'elle était mineure. Chloé Cole a reçu des bloqueurs de puberté, des hormones transsexuelles, et subi une ablation de la poitrine à l'âge de 15 ans. Elle a décidé de poursuivre le groupe médical et l'hôpital qui ont facilité sa transition de genre alors qu'elle était mineure. Car aujourd'hui elle regrette profondément ses choix.

Elle va poursuivre l'hôpital et les professionnels qui « *ont effectué, supervisé et, ou, conseillé une hormonothérapie transgenre et une intervention chirurgicale* ». Elle demande des dommages-intérêts punitifs. Les adultes m'ont mis en danger.

De fait ils ont manipulé les parents par le mythe du suicide qui menace et qui « serait évité » par ce long parcours médical, radical, irréversible qui pourtant mène plus souvent à l'issue fatale que l'inverse. En effet une étude canadienne montre que le taux de tentatives de suicide est de 3 % chez

les hétérosexuels, 15 à 25 % chez les gays, lesbiennes et bi, mais dépasse les 45 % chez les trans comme l'illustre le graphique qui suit.

Les procès apparaissent en Californie, en Angleterre et des cliniques jusqu'ici fort rentables sont obligées de fermer.

Comment en sont-ils arrivés là dans les pays anglo-saxons, et comment éviter chez nous les mêmes déviances ?. Aujourd'hui en France allons-nous tenter une nouvelle fois de copier, et reproduire les délires d'outre-Atlantique, d'outre-Manche ou scandinaves, alors même que ces pays commencent à en prendre conscience des dangers que leur permissivité fait courir aux adolescents mal dans leur peau. En France toujours deux décennies de retard…

Un rapport de janvier 2022 remis au ministre Véran montre que le nombre de personnes se disant trans ou en parcours de transition représente 0,013 % de la population (8952 personnes parmi plus de 67 millions de Français). Mais la publicité redondante à la télévision, la formation des petits à l'école à leur soi-disant libre choix entraînent des conséquences…

D'après les données de l'Assurance maladie :

« *Les demandes de prise en charge de chirurgie mammaire et pelvienne de réassignation ont quant à elles été multipliées par quatre entre 2012 et 2020, avec respectivement 113 et 462 demandes* ».

Par ailleurs :

« *Le nombre de séjours en établissements de médecine, chirurgie et obstétrique pour transsexualisme a été multiplié par trois entre 2011 et 2020, passant de 536 à 1 615.* »

On se demande pourquoi actuellement un feuilleton ou film récent se croit obliger d'insérer un trans dans le scénario, pourquoi le ministre de l'Éducation nationale semble vouloir traiter ces domaines en priorité et pourquoi de multiples articles de journaux pleurent sur ces pauvres soi-disant « *victimes de leur sexe* » alors qu'ils le deviendront à coup sûr par l'utilisation généralisée de leur drame privé ;

Pourquoi les dirigeants politiques se croient-ils obligés d'afficher la caractéristique trans de tel ou tel ministre alors que cela ne devrait relever que de leur domaine privé. Mondialisation.ca, 20 novembre 2022

Je vous invite vivement à lire et partager cet article :

https://www.mondialisation.ca/un-marche-dun-autre-genre-est-ne-celui-du-genre/5672868

Chine.

J-C - Les occidentaux se targuent d'être à l'origine du développement économique mondial, alors que c'est faux, hormis la dernière période.

- On estime que la Chine a été la première puissance économique mondiale durant la majeure partie des vingt derniers siècles. Jusqu'au XVIIIe siècle et la révolution industrielle, c'est également en Chine qu'on trouvait le niveau de vie le plus élevé de la planète. (wikipédia)

Comment et pourquoi la Chine a perdu cette position dominante ? Intéressant, non ? A suivre…

J-C - Pour vous montrer que je ne reste pas inactif ou que ma contribution politique ne se limite pas à mes causeries, j'ai eu un bref échange avec les auteurs du blog iatranshumanisme.com, je vous en livre la teneur, et j'ajouterai une explication.

Bonjour,

Je tenais à vous féliciter pour la qualité remarquable de vos articles.

Je partage globalement l'orientation de votre blog, à ceci près que vous confondez les intentions purement humanistes du communisme, celui qu'avait conçu ses fondateurs, Marx et Engels, avec les intentions totalitaires et barbares du Forum économique mondial, c'est regrettable et porte atteinte à votre crédibilité, je crains que vous vous ridiculisiez, car votre assertion sera dénoncée par n'importe quelle personne un peu sensée. J'ose penser qu'à aucun moment vous auriez identifié les régimes stalinien ou maoïste avec le communisme, je vous crois trop intelligent pour cela. A moins que ce soit intentionnel, je n'ose y penser. Après tout, peut-être que n'avez-vous pas compris en quoi consistait réellement le capitalisme.

J'ai écouté un tas de conférences de grands scientifiques (Paléoanthropologues, physiciens, astrophysiciens, psychanalystes, mathématiciens, etc.) disponibles sur le Net, des universitaires, des professeurs ou maîtres de conférence au Collège de France, et je me suis aperçu que dès qu'ils abordaient l'actualité ou la situation politique, ils cessaient soudainement d'être des scientifiques ou des matérialistes, bref, ils devenaient des ânes, des idiots, c'est tout à fait stupéfiant !

J'avoue ne pas comprendre où vous voulez en venir. Pouvez-vous m'éclairer, s'il vous plaît ? Pourquoi vous livrez-vous à cette amalgame indigne de penseurs ?

Bien à vous.

M. Tardieu Jean-Claude

Leur réponse :

Bonsoir Jean-Claude,

Nous vous remercions pour vos messages. Comme indiqué sur twitter, ils ont été considérés comme spam.

Pouvez-vous nous indiquer le ou les articles auxquels vous faites références svp, cela nous permettra de vous éclairer.

Bien à vous.

Jaesa

Directrice de la publication

Ma réponse :

Bonjour,

Merci de votre réponse. Je vous réponds par politesse uniquement.

J'avais noté ceci, mais cela ne présente aucun intérêt.

La Grande Réinitialisation a un but précis - 17/09/2021

- "le Grand Reset est le plan de l'élite mondiale pour instaurer un ordre mondial communiste"

Partie VI – Les plans d'une élite technocratique

- "Tout comme Klaus Schwab et le WEF l'espéraient, la crise du covid a accéléré le développement de l'étatisme corporatiste-socialiste de la Grande Réinitialisation."

Bien à vous.

J-C T.

Leur réponse :

Bonsoir Jean-Claude,

Vous citez des articles d'opinions. Nous accueillons dans cette rubrique des contributeurs occasionnels. Les opinions exprimées dans ces articles sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'iatranshumanisme.com

Nous avons fait le choix de publier des avis divergents pour alimenter les débats. Notre site n'a pas vocation à avoir une pensée unique.

Nous espérons vous avoir éclairé sur vos interrogations.

Bien à vous,

Jaesa

Explication.

Dans mon second courriel j'avais spécifié que ma remarque ou ma démarche ne présentait aucun intérêt, parce qu'entre-temps j'avais réalisé qu'on ne poursuivait pas les mêmes objectifs, dans la mesure où les miens correspondaient à ceux d'un militant engagé dans le combat politique sur la base d'une ligne idéologique déterminée, dont toute l'activité politique était subordonnée à la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, par conséquent mon devoir commandait qu'en priorité je fasse connaître le socialisme et que je le défende chaque fois qu'il était déformé ou attaqué, tandis que le leur consistait uniquement à, je cite - "*apporter à nos lecteurs un maximum d'éléments d'information tout en demeurant neutres sur le sujet*" de l'intelligence

artificielle et le transhumanisme, autrement dit ce blog se comporte comme une maison d'édition et ses auteurs ne tiennent pas à s'engager au-delà, dont acte. C'est leur droit de ne pas assumer publiquement leurs positions politiques, bien qu'on doute que la neutralité existe davantage que l'apolitisme, passons ou restons-en là.

En conclusion, on pourrait croire que j'avais été un peu naïf en espérant peut-être trouver parmi eux des intellectuels partisans du socialisme. Il faut dire que je pars toujours d'un a priori positif quand j'aborde des gens que je ne connais pas ou à défaut de savoir à qui on a affaire, et je ne pense pas qu'on puisse me le reprocher à une époque où les intellectuels ou les éléments progressistes des classes moyennes se sont détournés du socialisme, sachant qu'ils ont été à l'origine du mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle.

Maintenant on peut contester la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire basé sur le socialisme scientifique. Pour ma part, j'estime que cette démarche est justifiée, pas seulement par les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués Marx, Engels et Lénine principalement, mais surtout parce que la superstructure politique de la société dans tous les pays du monde repose toujours sur un Etat dont la nature sociale est déterminée par les rapports économiques établis entre les différentes classes, cet Etat est doté d'une Constitution qui consiste à intégrer sur le plan législatif et juridique ces rapports et à répartir le rôle et le pouvoir des institutions nationales qui sont composées de représentants de partis politiques incarnant les intérêts d'une classe sociale. Pour se débarrasser de l'Etat, de la Constitution et des institutions de la Ve République qui servent les intérêts du capitalisme, pour s'emparer du pouvoir ou réaliser sa révolution politique, il est impératif que la classe ouvrière se dote d'une nouvelle direction ou d'un parti qui incarne ces objectifs politiques, il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Il est donc normal d'essayer de rassembler les éléments des différentes classes qui partageraient cette orientation politique pour combattre ensemble notre ennemi commun.

Voilà qui suffit à démontrer que le parti joue un rôle politique capital au niveau de la représentation des intérêts de chaque classe sociale dans chaque pays, et c'est parce que la classe ouvrière n'a pas réussi à se doter d'un parti ou d'une direction digne de ce nom, qu'elle se retrouve dans l'impossibilité de faire face à l'offensive généralisée lancée par l'oligarchie financière. Ce constat s'applique évidemment aux classes moyennes ou aux intellectuels, dont les analyses aussi sérieuses soient-elles, se terminent systématiquement dans une impasse, car ils n'ont rien à proposer dès lors qu'ils n'envisagent pas les moyens auxquels il faudrait recourir pour parvenir à un changement de régime politique et économique. D'ailleurs, très souvent ils renoncent même à l'évoquer, ce qui revient finalement à chercher des solutions aux problèmes que nous avons à résoudre sans remettre en cause l'ordre établi ou à s'en remettre à ses représentants, ce qui pour nous est totalement inacceptables ou reviendrait à nous compromettre.

Ils sont réduits à l'impuissance ou leur pédagogie finit par céder la place à la démagogie, parce qu'ils ne peuvent pas l'assumer. Ils se réfugient dans la "neutralité" ou se réclament de l'apolitisme, ce qui conviendra à tous ceux qui leur ressemblent de manière à conforter leur bonne conscience. Ils pourront toujours prendre comme prétexte que le mouvement ouvrier est totalement dégénéré pour rejeter le socialisme... A ceci près que la justification ou la légitimité du socialisme ne dépend pas de l'état du mouvement ouvrier, bien que pour se réaliser le mouvement ouvrier doive être révolutionnaire, mais plutôt par la nécessité imposée par le développement du processus dialectique matérialiste et historique qui détermine en dernière analyse le destin de l'espèce humaine, qui peut correspondre à deux orientations ou objectifs diamétralement opposés ou incompatibles, l'un se traduisant par la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et la liberté, l'autre par la disparition de la civilisation humaine et de notre espèce.

Le socialisme est la seule alternative au capitalisme, dès lors il est facile d'admettre que lorsqu'on refuse pour une raison ou une autre de se situer sur le terrain du socialisme, on va forcément faire le jeu du capitalisme quoi qu'on prétende par ailleurs. La plupart de ceux qui rejettent le socialisme ignore réellement pourquoi, c'est ce qui ressort des explications qu'ils nous fournissent. On ne peut évidemment pas les obliger à l'adopter, cette idée ne nous viendrait jamais à l'esprit, car c'est à eux que revient le privilège d'en prendre conscience.

Parole d'internaute en rapport avec ces deux sujets.

1 - Ce qui paraît clair, c'est que les capitalistes et a fortiori les libéraux et les conservateurs paniquent, et ils se radicalisent dans leur propagande et leur rhétorique, parce qu'ils commencent à comprendre que tout leur édifice intellectuel est en train de s'écrouler devant les enjeux du XXIe siècle et une certaine prise de conscience globale. Le dérèglement climatique et environnemental est la démonstration même du fait que la propriété privée est une idéologie anachronique qui mène l'humanité à sa perte.

Le fait de confondre « *propriété privée* » et « liberté » est typiquement une prise de position caractéristique du libéralisme, qui est toute relative dans la pratique puisque ceux qui possèdent ont par définition le contrôle sur ce qu'ils possèdent, et que dans ces conditions, la liberté de ceux qui ne possèdent pas (et ne peuvent pas posséder la plupart du temps) est inexistante.

Contrairement à ce que ces idéologues croient en substance, la propriété privée n'est pas du tout un signe de civilisation évoluée. Au contraire, c'est même plutôt l'anomalie dans l'histoire humaine pour information, surtout appliquée comme elle l'est aujourd'hui, c'est-à-dire à outrance et dans tous les domaines de la société, et qui est pour ainsi dire factrice d'autoritarisme et d'inégalités.

Je note au passage que les allusions du type « *les valeurs occidentales testées* » et autres allusions complotistes récurrentes (« *nouvel ordre mondial* », « *eugénisme* ») révèlent toute la rhétorique réactionnaire, la fragilité culturelle et la peur de la nouveauté qui sont à l'oeuvre ici.

La vie privée mise en danger ? Par les Etats ? Mais ce type ne semble pas vivre sur la même planète que moi en fait, sinon il verrait que ce sont aujourd'hui, et ce depuis des années, bien davantage les réseaux sociaux qui menacent la vie privée que les gouvernements. Hormis les régimes autoritaires voire totalitaires, je ne vois pas en quoi les législations des régimes démocratiques représenteraient une menace pour la sphère privée. Cela tend même à être plutôt le contraire. Alors il est possible que M. Mueller considère que le fait qu'il y ait des règles en démocratie pour garantir l'intérêt collectif soit déjà un critère pour crier à la destruction de la vie privée, sauf que ce postulat est typiquement anarchiste (ou dans son cas plutôt anarcho-capitaliste), et non démocrate.

Aussi, en dehors du fait que les procès d'intention de ce M. Mueller ne sont étayés par rien de concret, au mieux une interprétation très personnelle et complotiste, je me demande bien en réalité quelle alternative il propose, car là encore, c'est toujours la même chose ; on est dans le complot et la pure contestation mais on n'y oppose évidemment rien si ce n'est le statut quo. Il parle « *d'amélioration* » (en l'opposant à ce qu'il qualifie « *d'asservissement* »). J'en déduis que pour lui, l'amélioration passe par le marché libre et le capitalisme, -soit le paradigme actuel en gros-, le tout derrière une rhétorique qui ne fait aucun mystère en affichant d'ores et déjà son mépris (énumérant des anathèmes infantiles et clichéens, au premier rang desquels « utopie » ou « *évangile* ») envers le collectivisme, le socialisme, le progressisme et en réalité toute autre proposition qui ne cadre

justement pas avec sa vision marchande et libérale du monde. Pour moi, l'amélioration c'est utiliser les technologies pour construire une économie de l'abondance et de l'accès.

De plus, je trouve toujours amusant cette façon de prêter au revenu de base inconditionnel des intentions et des situations qui existent déjà aujourd'hui sous une forme bien plus tangible et visible ; notamment la propagande néo-esclavagiste qui est servie au citoyen lambda pour produire chez lui du consentement à sa propre servitude et à faire de l'emploi le centre de son existence, et le fait de devoir choisir entre l'emploi et la rue (ce qui n'est pas franchement un choix humainement acceptable et encore moins évolué). De ce point de vue, on peut dire que l'asservissement est la réalité d'aujourd'hui et qu'elle ne vient pas de l'Etat démocratique et social mais plutôt du capitalisme dérégulé.

Le fait d'expliquer que le fait de faire bénéficier les pauvres d'un revenu de base serait une façon d'attirer leurs faveurs est d'une banalité sans nom, et complètement débile. C'est aussi crétin que de reprocher à quelqu'un qui investit dans la défense et la police de flatter le peuple pour acheter son sentiment de sécurité physique. Ou de reprocher à quelqu'un qui fait de la justice sociale d'acheter la paix sociale. À ce moment-là, si on veut être cohérent, on peut considérer que toute la politique repose sur une volonté d'obtenir les faveurs de la population. La proposition consécutive à ce genre de reproche, c'est quoi ? Un marché libre et sans Etat, ou alors, plus probable encore dans le cas présent, un Etat qui subventionne le marché et pas la population qui, elle, est endormie et endoctrinée à coups de « *méritocratie* », de « *valeur travail* » ou de « *responsabilité individuelle* ». Après tout, il y a fort à parier que ce M. Mueller ait une conception à géométrie variable et qu'il pense que les pauvres ne devraient pas être aidés.

En filigrane, le plus comique est que ce genre d'idéologue ne semble pas vouloir comprendre que le principe du revenu universel, c'est précisément qu'il est universel, c'est-à-dire que chaque individu le touche, qu'il ait ou non un emploi et qu'il soit pauvre ou non (ce qui sort des logiques catégorielles et discriminatoires).

L'allusion au régime chinois du « *crédit social* » qui est ici prêtée au revenu de base et à la fin de l'argent liquide est une hypothèse qui ne repose là encore sur rien de concret, mais qui vise à se faire plaisir et à se faire peur, et qui est agitée comme épouvantail pour crier au grand complot des méchants Etats qui voudraient contrôler chaque individu. De la même manière, quand il parle « *d'indésirables* », il est dans le cliché et la caricature de ce qu'est le transhumanisme, surtout accompagné du progrès social, sans se rendre compte qu'en vérité, c'est bien son idéologie, celle qui idéalise le marché, qui produit des « *indésirables* » en permanence, ce qui est vérifiable dans la réalité quotidienne quand on se situe au bas de l'échelle sociale.

Bref, sinon je présume que cet économiste brésilien est l'un de ces dinosaures qui servent de référence à la politique de Bolsonaro et anciennement Trump. Le noyau dur du paléo-libertarianisme…

2 - Évidemment qu'il faut éviter que les technologies soient utilisées pour contrôler la population et à fortifier ou amener des régimes tyranniques. Néanmoins, attribuer cela au socialisme est un peu fort, dans la mesure où ce sont les gauches dans le monde qui s'opposent à ce genre de dérive, là où les droites et les extrême-droites (y compris en France) appellent sans cesse à utiliser les nouvelles technologies, comme la reconnaissance faciale et la vidéosurveillance, pour traquer les incivilités.

Aussi, je rappelle que la Chine comme tous ces régimes qui se réclament du communisme ne respectent en rien l'idéal communiste. Ce sont même des dictatures fascistes, puisqu'elles se sont

transformées en capitalisme d'Etat avec un nationalisme exacerbé et des politiques corporatistes décomplexées. Elles cherchent avant tout à se maintenir en place et ne profitent qu'à une aristocratie financière, au détriment de l'essentiel de la population qui est pauvre et soumise. Le mot « *communisme* » c'est juste la soupe qui est servie aux personnes qui sont en bas de l'échelle, pour les convaincre que ce qu'on leur impose est fait au nom de bons principes. On est en pleine usurpation.

Par ailleurs, il me semble que vous avez une philosophie politique libertarienne, sauf que je ne la partage pas du tout. Le libre marché est précisément ce qui mène l'humanité dans le mur, aussi bien sur le plan environnemental que social ou même économique. Ce ne sont pas les exemples qui manquent à présent (entre les méfaits de la spéculation, les crises en tout genre, la montée des idées racistes et xénophobes, la précarité, les inégalités galopantes, etc) pour étayer cela.

Or, en tant que transhumanisme (plus précisément technoprogressiste selon James Hugues) convaincu, pour moi il n'y a aucun doute sur le fait que la quatrième révolution industrielle doit plutôt s'accompagner d'un changement de système de valeurs. Les valeurs (travail, argent, nation, religion) avec lesquelles on fonctionne depuis des siècles sont obsolètes, car elles ont été construites pour un monde sans technologie et ne sont plus du tout adéquates avec le monde tel qu'il est aujourd'hui. Nous sommes actuellement dans une économie basée sur les profits, mais le véritable progrès serait d'installer l'économie basée sur les ressources (telle que théorisée par Jacque Fresco du Venus Project).

À vrai dire, je ne comprends pas vraiment comment on peut se prétendre transhumaniste et refuser que les sciences et les technologies soient strictement au service de l'humanité et de l'environnement, au lieu d'être au service d'un système monétaire qui ne se justifie plus. Et il me paraît aussi curieux de se dire transhumaniste sans penser qu'au lieu de se borner à augmenter physiologiquement ou même cognitivement les humains, les technologies doivent servir à faire évoluer la civilisation. Le capitalisme n'est pas du tout compatible avec une civilisation qui se dit évoluée puisqu'il est fondé sur des croyances et ramène tout à l'individu, faisant croire que l'individu est responsable de son sort, ce qui est un alibi pour ne pas se remettre en cause. Le communisme n'est guère une solution plus pérenne puisque son logiciel intellectuel repose sur une lecture incomplète et toujours catégorielle de l'histoire humaine, qui ne tient pas compte du fait que la plupart des problèmes des sociétés humaines jusqu'à maintenant sont liés à la gestion de la rareté. Si on veut évoluer, il faut en finir avec les économies de la rareté. Et il faut se battre pour que ce soit fait à l'échelle internationale afin que ce soit cohérent et abouti.

J-C – On pourrait faire remarquer à cet internaute, qu'avec le gigantesque développement des forces productives qui s'est réalisé au XXe siècle, « *la rareté* » est devenu un argument obsolète, elle a cédé la place à l'abondance ou la capacité de satisfaire les besoins sociaux élémentaires de la population mondiale existe, et cela ne date pas d'hier. Et si malgré tout malheureusement, elle n'en profite toujours pas, c'est uniquement parce que les capitalistes s'y opposent ou cela n'a jamais été leur intention ou objectif, d'où la nécessité de les chasser du pouvoir pour mettre un terme à cet injustice insupportable.

Si je lui demandais de mener ce combat ensemble, je parie qu'il trouverait le moyen de me sortir un excellent prétexte pour refuser. Mes lecteurs aussi, alors que cela ne les fasse pas marrer, désolé.

Dossier Russie contre l'OTAN.

Ukraine : L'instrument de la CIA depuis 75 ans (partie 1) - Réseau International 20 novembre 2022

https://reseauinternational.net/ukraine-linstrument-de-la-cia-depuis-75-ans-partie-1/

L'OTAN a besoin d'ennemis pour justifier son existence

Damas, 21 novembre (SANA) L'OTAN opère toujours ouvertement en construisant l'image d'un ennemi comme excuse pour ses opérations, a estimé l'analyste Dmitry Suslov lors d'une conversation avec Spoutnik.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a manœuvré ces derniers temps en injectant des ressources militaires en Ukraine pour soutenir le gouvernement de Volodimir Zelensky, tout en cherchant des voies pour intervenir en Asie du Sud-Est afin de contenir la Chine, a souligné le directeur adjoint de la Centre d'études internationales et européennes de l'École supérieure d'économie russe.

Malgré le fait que Washington et ses alliés ont fourni plus de 100 milliards de dollars en soutien aux autorités et aux forces armées de Kiev, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, continue de répéter qu'ils ne sont pas partie au conflit du pays. Européen avec Moscou.

Cependant, des analyses internationales suggèrent qu'indirectement, par le biais d'une guerre par procuration, l'OTAN cherche à affaiblir la Russie, tandis que, de manière narrative, elle cherche à dépeindre la Chine comme une force maléfique.

L'alliance militaire multinationale "*a besoin d'ennemis extérieurs pour justifier son existence même et le but de maintenir la discipline de ses alliés*", a accusé Suslov dans un dialogue avec Spoutnik.

Au lieu de chercher la pacification, il convient que l'Otan attise les tensions autour de la planète comme contribution à son agenda d'institutionnalisation de l'hégémonie américaine, a apprécié le spécialiste, même si sa justification présumée est défensive.

Le vice-président exécutif du Centre Eurasie, Earl Rasmussen, a estimé que l'Alliance cherchait une mission depuis l'éclatement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

Dans un tour d'horizon de ses 30 dernières années d'existence, ils montrent l'OTAN impliquée dans des actions offensives contre l'Irak, la Libye, l'Afghanistan ou la Syrie, alors qu'elle a avancé ses frontières vers l'est dans le cadre de la stratégie occidentale pour contenir la Russie, a également examiné l'ancien commandant militaire, avec 20 ans de participation dans les forces armées des États-Unis. "*La guerre froide n'a jamais pris fin, elle a juste pris une forme différente*", a estimé Rasmussen.

Souslov a souligné que l'objectif central de l'OTAN n'est pas de défendre ses pays membres contre les menaces extérieures, mais d'imposer et de renforcer l'hégémonie de Washington en Eurasie et en Europe, et dans le monde lui-même, en affaiblissant ses principaux rivaux, de sorte qu'il s'engage à déstabiliser les régions adjacentes à celles qu'il considère comme ses concurrents.

Ainsi, dans cette histoire, Pékin et Moscou apparaissent comme des adversaires de l'OTAN, définis par les pays membres comme des défis ou des menaces, a expliqué Suslov, donc comprendre leurs véritables intentions leur permet de décrire leurs actions.

"*Le but d'imposer l'hégémonie américaine n'est peut-être pas assez convaincant pour certains alliés de la Maison Blanche*", estime le spécialiste, "*alors l'image d'un ennemi menaçant la sécurité de l'alliance fonctionne mieux, ainsi que ses valeurs, ses intérêts et même leur existence* ".

"*Ainsi, depuis l'époque de l'URSS, la diabolisation de l'autre Russe a joué un rôle central dans la justification des dépenses de défense entre Washington et les autres membres de l'OTAN*", a souligné Souslov, "*une ligne qui se poursuit aujourd'hui*".

Cependant, le spécialiste a estimé qu'il existe une certaine ambiguïté dans certains pays européens pour soutenir les États-Unis dans leur confrontation contre la Chine et la Russie, où des pays comme l'Allemagne ont exprimé leurs réserves sur l'agenda américain, au moment où le ministre des Affaires étrangères Olaf Scholz s'est rendu à Pékin accompagné d'un groupe de chefs d'entreprise allemands.

Cette fracture de la position américaine s'expliquerait par le fait que les pays d'Europe occidentale ne considèrent pas la Chine comme leur principale menace à la sécurité nationale. Cependant, ils montrent une volonté de soutenir les positions antirusses.

L'un des facteurs qui expliquent pourquoi les États-Unis ont rendu l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine inévitable, selon l'expert, est la consolidation d'une subordination des pays européens autour de l'Amérique du Nord.

Rasmussen considérait qu'à bien des égards, les Européens avaient abandonné la défense de leur sécurité souveraine à l'OTAN, ce qui implique de la céder aux États-Unis.

Source : Spoutnik

Maria Zakharova, une femme au cœur du pouvoir russe - Réseau International 21 novembre 2022

Maria Zakharova, 46 ans, est depuis 2015 la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. Première femme à occuper ce poste au cœur du pouvoir, elle est connue pour son franc-parler et son infatigable détermination à développer et préciser la vision russe du monde, notamment sur sa chaîne Telegram. La rencontre, sans interprète, a duré plus d'une heure dans une salle de réunion du ministère des Affaires étrangères, en plein centre de Moscou, la veille du départ de la délégation russe pour le G20 de Bali.

Rompue à l'exercice, Maria Zakharova a répondu avec verve, sans consulter les notes qui lui avaient été préparées par ses services. Classée par la BBC, il y a cinq ans, parmi les 100 femmes les plus influentes du monde, elle n'avait pas accordé d'interview à un média occidental depuis plusieurs mois. La traduction de ses propos, effectuée par nos soins, a été validée par le ministère.

Pour lire l'entretien, ce que je vous conseille vivement, car elle a le même niveau de connaissances et de lucidité que Poutine ou Labrov, c'est tout à fait étonnant :

https://reseauinternational.net/maria-zakharova-une-femme-au-coeur-du-pouvoir-russe

Moscou, 18 novembre (SANA) Le 17 de ce mois, une attaque massive avec des missiles à longue portée tirés de l'air, de la mer et de la terre a détruit les installations de commandement et de contrôle militaires des forces ukrainiennes, ainsi que des cibles du complexe militaire -industriel. , a rapporté le ministère de la Défense de la Fédération de Russie.

Dans son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, l'entité a précisé que les missiles ont également touché des installations de carburant et d'énergie et des infrastructures associées.

Tous les objectifs de l'attaque ont été atteints et toutes les roquettes ont touché exactement les cibles désignées, a indiqué le ministère.

D'autre part, il a précisé que des installations de production d'armes à roquettes ont été attaquées et qu'un arsenal d'armes d'artillerie fourni par des pays occidentaux, prêt à être envoyé aux troupes, a été détruit.

De même, le transfert des forces de réserve aux troupes ukrainiennes et la livraison d'armes étrangères dans les zones d'hostilités ont été interrompus.

Moscou, 19 novembre (SANA) Les troupes russes ont interrompu les attaques des groupes tactiques des forces armées ukrainiennes, renforcées par des mercenaires étrangers, en direction de Koupiansk, où des tirs d'artillerie et d'aviation ont tué plus de 60 soldats et mercenaires ukrainiens, tandis que trois chars, un véhicule de combat d'infanterie et deux véhicules blindés de transport de troupes ont été détruits.

De plus, dans le sens Krasno-Limanski, une tentative d'attaque ratée de l'armée ukrainienne s'est soldée par l'élimination d'une cinquantaine de soldats ukrainiens et la destruction de trois véhicules de combat d'infanterie et de deux véhicules blindés.

En République populaire de Donetsk, lors des opérations offensives des troupes russes, plus de 120 militaires ukrainiens ont été tués et deux chars et 10 véhicules de combat blindés ont été détruits.

En outre, l'aviation tactique opérationnelle et les forces de missiles et d'artillerie de l'armée russe ont frappé neuf points de contrôle des troupes ukrainiennes dans les républiques populaires de Donetsk et de Louhansk et dans les régions de Kharkiv et de Kherson, ainsi que 86 unités d'artillerie en position de tir et 176 en concentration. sites pour le matériel et le personnel militaires.

De plus, dans la ville d'Avdivka, dans la République populaire de Donetsk, un radar anti-batterie AN/TPQ-50 de fabrication américaine a été détruit.

Au cours de la journée, les systèmes de défense aérienne russes ont abattu 10 drones dans divers endroits des républiques populaires de Donetsk et de Louhansk.

Au total, depuis le début de l'opération militaire spéciale, 333 avions de combat, 177 hélicoptères et 2 502 drones ont été abattus, et 388 systèmes de missiles anti-aériens, 6 705 chars et véhicules

blindés, 897 lance-roquettes multiples, 3 599 pièces d'artillerie et mortiers ont été détruits. , ainsi que 7 273 unités de véhicules militaires spéciaux.

Prisonniers de guerre tués par l'Ukraine ? La Défense russe dénonce «*la sauvagerie*» de Kiev - RT 18 novembre 2022

Après la publication sur les réseaux sociaux de vidéos montrant l'exécution de protagonistes présentés comme des militaires russes qui venaient de se rendre à leur ennemi, la Défense russe a accusé ce 18 novembre l'armée ukrainienne du «*massacre de prisonniers de guerre russes désarmés*».

Et pour cause, plusieurs internautes, dont le journaliste allemand Julian Röpcke – qui commente régulièrement les rebondissements du conflit en Ukraine –, ont partagé des images montrant, pour certaines, l'exécution de plusieurs hommes dans la cours d'une maison, tandis que d'autres exposent plusieurs corps inertes alignés au sol. Selon une version avancée par certains, la scène en question remonterait à une semaine au moins et concernerait des soldats du territoire de Donetsk.

Le Conseil des droits de l'homme auprès du Kremlin, un organe consultatif rattaché à la présidence russe, a affirmé sur sa chaîne Telegram le 18 novembre que ces exécutions avaient été commises à Makeevka, localité de la région de Donetsk, dont le rattachement à la Russie a été annoncé fin septembre par Vladimir Poutine.

Le Comité d'enquête russe a, pour sa part, annoncé l'ouverture d'une enquête pénale sur la base d'«*éléments constitutifs*» de meurtres commis en groupe ainsi que de traitements inhumains de prisonniers de guerre en recourant à des moyens interdits dans un conflit armé. «*Les enquêteurs militaires du Comité d'enquête [cherchent] à identifier les personnes qui ont réalisé cette vidéo de violences. D'autres actes d'instruction et mesures opérationnelles sont mis en place pour élucider toutes les circonstances des faits*», a fait savoir l'institution.

De son côté, le chef par intérim de la République populaire de Lougansk, Leonid Passetchnik, a déclaré le même jour sur la chaîne de télévision Zvezda qu'il connaissait les prénoms et les noms de famille des responsables de ces présumés crimes de guerre. « *Ces monstres ont signé leur condamnation. Ils seront trouvés et subiront le châtiment qui s'impose en temps de guerre* », a-t-il assuré. Il a également déclaré que la communauté internationale passait sous silence les crimes présumés commis par les forces ukrainiennes.

Dénonçant «*la sauvagerie du régime actuel de Kiev, dirigé par Zelensky, et de ceux qui le protègent et le soutiennent*», le ministère russe de la Défense a pour sa part assuré dans un communiqué mis en ligne le 18 novembre que « dans le même temps, les militaires ukrainiens qui se sont rendus cette semaine sont détenus conformément à toutes les obligations de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre ».

« *Personne ne pourra présenter l'assassinat délibéré et systématique par balles tirées directement dans la tête de plus de dix militaires russes immobilisés par des salopards des forces armées ukrainiennes comme une "*exception tragique*" dans le contexte du prétendu respect général par le régime de Kiev des droits des prisonniers de guerre* », a encore tonné la Défense russe selon qui cet exemple n'est «ni le premier, ni le seul crime de guerre» perpétré par l'armée ukrainienne.

« *Il s'agit d'une pratique courante dans les forces armées ukrainiennes, activement soutenue par le régime de Kiev et que ses patrons occidentaux s'obstinent à ne pas remarquer [...]. Mais Zelensky et ses hommes de main devront répondre devant le tribunal de l'histoire, devant les peuples de Russie et d'Ukraine de chaque prisonnier torturé et tué* », a encore souligné le ministère russe.

Quelques heures plus tard, Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe a également mis en ligne un communiqué dans lequel elle dénonce « *une nouvelle preuve des crimes commis par les néonazis ukrainiens ». « Nous avons attiré à plusieurs reprises l'attention de la communauté internationale sur le traitement cruel et inhumain que subissent les militaires russes détenus par l'Ukraine. Des vidéos régulièrement diffusées par des combattants des forces armées ukrainiennes eux-mêmes montrent des meurtres, des tortures, des humiliations, des coups qu'ils infligent etc. [...] Les nombreuses preuves de ces crimes ont toutes été ignorées de "*l'Occident collectif*" qui accorde à Kiev son soutien actif* », a regretté la représentante du ministère russe des Affaires étrangères.

« *Nous exigeons que les organisations internationales condamnent ce crime intolérable et enquêtent soigneusement. Aucune atrocité commise par des groupes armés ukrainiens ne restera impunie. Tous les auteurs et tous les complices seront identifiés et subiront la peine qu'ils méritent. Personne n'échappera au châtiment* », a-t-elle conclu. RT 18 novembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 25 novembre 2022.

Qui complotent contre qui ou quand les gangsters anglo-saxons de la finance pillent les richesses mondiales et dirigent le monde en toute impunité avec la complicité de tous les gouvernements.

J-C – Vous comprendrez pourquoi ils étaient favorables au Brexit ou ils l'ont organisé, et pourquoi j'ai refusé de le soutenir…

Dans quel monde vivons-nous au XXIe siècle ? Il vaut toujours mieux le savoir.

Il ne faudrait pas déduire hâtivement de ce documentaire que l'oligarchie financière disposerait d'un pouvoir infini. Il suffirait que les masses s'emparent du pouvoir politique dans un pays occidental, et que leur gouvernement déclare l'oligarchie financière et les paradis fiscaux hors la loi en révélant toutes les informations recueillies à leur sujet depuis leur création pour réduire à néant sa capacité de nuisance, les priver du pouvoir qu'ils se sont arrogés dans le dos des peuples, avec la complicité de tous les gouvernements qui se sont succédés au cours du XXe siècle pour les maintenir en servitude...

Documentaire. La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique (2018)

La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique, est un film documentaire qui montre comment la Grande-Bretagne est passé de son statut de puissance coloniale à celui de puissance financière mondiale. Au lendemain du démembrement de cet empire colonial, les intérêts financiers de la City de Londres ont créé un réseau de juridictions offshore secrètes qui ont fait main basse sur les richesses mondiales et les ont dissimulées derrière une toile aux ramifications complexes reliant des iles offshore.

Aujourd'hui, près de la moitié de la richesse mondiale offshore serait ainsi cachée dans des juridictions secrètes britanniques. La Grande-Bretagne et ses juridictions sont ainsi devenues l'intermédiaire principal et incontournable dans le monde de la finance internationale.

Les anciennes colonies ou les confettis de son ex-empire (Jersey, les îles Caïmans…), abritent des structures financières d'une opacité presque totale (les fameux « trust »), qui vont lui permettre de capter une part significative des flux financiers mondiaux et, notamment, ceux qui cherchent à s'affranchir de toute imposition ou à se dissimuler pour des raisons inavouables (Evasion fiscale, détournement de fond, trafics en tout genre, drogue, arme, etc.).

Comment en est-on arrivé à cette situation, et quel est son impact réel sur le monde actuel? La Toile d'Araignée mène l'enquête afin d'apporter des réponses à ces questions. (Sources : différents médias)

La version en français

https://www.youtube.com/watch?v=bPqZpHSzQvs

La version en anglais

https://vimeo.com/290438534

Qu'est-ce qui permet à cette infime minorité de décider du destin de l'humanité ?

S'ils défendent les droits d'une communauté (transsexuelle) représentant 0,0013% de la population, c'est qu'ils piétinent les besoins ou aspirations des 99,9987% restant.

A réfléchir…

Quand un régime recourt à des méthodes fascistes pour gouverner et terroriser la population, quand ses libertés et son existence sont gravement menacés, quand il n'existe aucune issue politique à court terme, si l'opposition n'existe pas ou est trop compromise pour le combattre légalement, ne faudrait-il pas envisager de recourir à une organisation clandestine et des actions illégales ou violentes pour le harceler et le déstabiliser ? Serait-ce légitime, nous laisserait-il un autre choix ?

La question que personne n'osera poser.

Les Etats-Unis et leurs vassaux visent le démantèlement de la Fédération de Russie, puis de la Chine. Ne serait-il pas plutôt légitime d'envisager celui des Etats-Unis, puisque cet Etat est le produit du génocide et de la spoliation des terres des Amérindiens ?

Les anglo-saxons ne devraient-ils pas être expulsés de ce territoire et renvoyés dans les pays européens de leurs aïeuls qui y ont participé ? Ces terres ne devraient-elles pas être restituées aux descendants des Amérindiens qu'ils ont massacrés ? Une autre partie pourrait être distribuée aux Afro-américains descendant d'esclaves, en guise de dédommagement pour le préjudice subi par leurs aïeuls de la part de ces barbares. Quant aux autres immigrés originaires d'autres pays européens, les Italo-américains, les hispaniques, les asiatiques, etc. dont les aïeuls étaient venus s'installer au cours du XXe siècle, la plupart était de condition modeste, leur situation demeurerait inchangée, mais aucun n'aurait le droit de posséder des terres revendiquées par des Amérindiens ou ils devraient les restituer gratuitement…

L'extrait d'un courriel que j'ai envoyé à une de mes connaissances en France.

- Ne te casse pas la tête pour moi, le moral est bon malgré l'adversité ambiant ou l'absence de toute issue politique.

Il est vrai qu'on pourrait se questionner sur la nature humaine, quand on observe ce que la population est prête à endurer sans réagir ou son absence de conscience politique. Elle préfère encore supporter des conditions d'existence épouvantables et se comporter en esclave, plutôt que prendre en main son destin. Je dis cela en observant la réaction de mes lecteurs, qui se foutent éperdument de ce que je leur propose et qui considèrent leur passivité comme un témoignage de résistance en pianotant toute la journée sur un clavier ou en commentant un tas d'articles qui n'ont ni queue ni tête.

C'est l'absence flagrante de logique dans leur comportement qui saute aux yeux, aux miens tout du moins, leur incapacité à discerner l'essentiel ou le principal du secondaire ou de l'accessoire, le particulier du général, pour finalement ramener tout au ras des pâquerettes et décréter que cela ne vaut pas le coup de se faire chier pour si peu.

C'est facile de ne croire en rien ni personne pour faire n'importe quoi et juger cela légitime, sauf qu'ils creusent eux-mêmes leur propre tombe, et la nôtre avec, ce que je ne peux laisser passer sans réagir.

J'avais expliqué pourquoi le mouvement des Gilets jaunes ne mènerait à rien, son manque d'organisation, de stratégie, de direction, etc. mais personne n'a voulu en tirer cet enseignement. Ce sont évidemment les partis du mouvement ouvrier corrompus qui en portent l'entière responsabilité. Cela aussi je l'avais signalé, sans réaction de la part de militants, sans doute parce qu'ils s'étaient laissé manipuler et ils ne voulaient pas l'admettre ; Commettre une erreur dans la vie n'est plus permis à l'époque de la tolérance zéro ou du rétablissement des tribunaux de l'Inquisition, en agissant de la sorte ils les valident à leur manière, c'est terrifiant !

La pourriture ou le poison idéologique qui a envahi les esprits, ne survivra pas très longtemps sous peine d'asphyxie générale, parce qu'à la longue ses conséquences deviennent insupportables et s'avèrent suicidaires, qui plus est, après avoir perdue toute légitimité. Or, personne n'a envie de mettre ses intérêts délibérément en péril ou pour rien, en quelque sorte, c'est la limite de l'absurdité au-delà de laquelle les masses réagissent...

C'est dialectique, et non un vœu pieux de ma part histoire pour garder le moral ou conserver l'espoir qu'on peut encore changer la société.

Les réseaux dits sociaux sont décidément infréquentables.

J-C – On ne pourra pas dire que je n'ai pas fait acte de bonne volonté.

J'ai décidé de cesser de poster des commentaires au blog *Réseau International*.

Mon dernier commentaire à la suite de l'article suivant : - *RI Zap du 23.11 : La dépopulation à grande échelle est en cour*s

- Chacun sait ou devrait savoir qu'en réalité la population mondiale continue d'augmenter. Même cela on devrait s'interdire de le dire, désolé. Je ne vois pas l'intérêt de continuer à commenter ce genre d'articles.

La suite à l'attention de mes lecteurs :

- Il y a deux façons d'informer, de rendre compte de l'actualité ou d'aborder la situation.

La première consiste à s'en tenir strictement aux faits, aux évènements qui se sont produits ou qui sont en cours de réalisation. L'autre privilégie les déclarations et intentions en tout genre qui sont éloignées de la réalité et qui n'engagent en rien leurs auteurs, qui ne se traduiront jamais en pratique ou on ne sait quand, peu importe puisqu'apparemment tout le monde s'en fout ou passe outre, sur un mode hypothétique oiseux, conditionnel, spéculatif, etc. où la démagogie rivalise avec la propagande idéologique camouflée maladroitement.

Seule la première devrait mériter notre attention, en étant généreux elle concerne moins de 10% des articles qui sont soumis aux lecteurs en règle générale sur le Net. Mais malheureusement, il se trouve que la plupart des lecteurs raffolent de la seconde, parce que ces articles leur offrent l'opportunité de laisser libre-cours à leur penchant ou délire mégalomaniaque.

Ils se sentent flatter et encourager, si bien que soudain ils peuvent se prononcer sur tout, ils savent tout mieux que tout le monde, ils vont même jusqu'à conseiller des chefs d'Etat ou à converser avec les anges, sans rire, si bien que lorsqu'on essaie de partager avec eux quelque chose qui ne figurera jamais dans ce genre d'articles, ils vous mépriseront ou vous ignoreront de préférence, à moins qu'ils vous insultent ! Ils enrageront en lisant ces lignes pour s'être reconnus et ils vous traiteront de prétentieux, ce qui me laisse indifférent.

Attention aux faux amis qui alimentent sciemment le règne de la terreur pour le compte de nos ennemis.

On a trouvé encore plus dingue que l'OTAN, le Forum économique mondial ou le club Bilderberg : Les médias dits alternatifs qui sévissent sur le Net ou les réseaux dits sociaux. Un exemple parmi d'autres.

Guerre en Ukraine : 15 secondes avant l'Armageddon nucléaire ? - Les Crises 21 novembre 2022

Alors que la guerre fait rage en Ukraine – et que la menace d'une confrontation nucléaire entre les superpuissances continue de s'intensifier – l'OTAN est-il en train de se préparer à la fin du monde ?

https://www.les-crises.fr/guerre-en-ukraine-15-secondes-avant-l-armageddon-nucleaire/

Mes commentaires.

1 - En réalité il ne peut pas y avoir de guerre mondiale, parce qu'elle serait chimique, biologique, nucléaire. Qui a intérêt à entretenir ce régime de terreur ?

2 - "*Une fois passé un certain seuil la guerre impose sa propre dynamique et personne ne sait à coup sûr où elle s'arrête*."

Sauf vous, puisque vous prétendez qu'elle n'aurait pas de limite...

Vous négligez tout simplement qu'il ne s'agit pas de n'importe quel "*seuil*". Mais bon, si vous tenez absolument à avoir raison, je vous laisse à vos divagations, et je m'en tiens à la logique qui veut que, le recours à toutes ces armes au cours d'une guerre mondiale auraient des conséquences apocalyptiques, y compris pour ceux qui l'auraient provoquée et qui espéraient en tirer profit, leur plan serait anéanti s'il était encore en vie à son issue.

Je me demande ce que cherchent à prouver ceux qui soutiennent qu'une guerre mondiale nucléaire pourrait survenir, la craignent-ils ou la souhaitent-ils, on peut se poser la question.

A la suite du missile ukrainien tombé en Pologne, immédiatement l'OTAN et le Pentagone, mais aussi Biden se sont empressés de clamer qu'il n'y avait pas lieu de croire que les conditions étaient réunies pour déclencher l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord et de déclarer la guerre à la Russie, ce qui aurait signifié officiellement le début de la Troisième Guerre mondiale.

Vous saisissez où se situe le seuil de cette guerre ? Ils ont dit clairement qu'ils ne voulaient surtout pas d'une guerre mondiale, alors pourquoi insister, c'est malsain à la fin.

3 - "*Mais cette «* bonne *» raison n'est pas du tout absolue selon moi*."

La question n'est pas de savoir ce que vous ou moi en pensons, entre nous, tout le monde s'en fout, moi je me situe sur le plan objectif, le seul qui m'intéresse, vous sur le plan subjectif.

Si maintenant chacun se met à exprimer à haute voix tout ce qui lui passe par la tête à propos de n'importe quoi, on n'a pas fini d'entendre tout et n'importe quoi de préférence, je ne dis pas cela pour vous, moi je préfère m'abstenir. A vrai dire, les réseaux dits sociaux me cassent la tête. Ils ne participent pas à la démocratie mais à sa dilution, à sa désintégration avant même qu'elle ait existé un jour, je crois même avoir compris qu'ils avaient été inventés pour atteindre cet objectif notamment.

Une remarque.

Quand un blog publie vos commentaires, ensuite vous devez lutter contre des lecteurs qui vous agressent ou vous insultent littéralement, qui vous prennent pour un demeuré, c'est fort désagréable comme expérience. Les propriétaires de ces blogs laissent faire. Ils publient n'importe quel article du moment qu'il fera polémique et bénéficiera de davantage de commentaires, peu importe aussi leur qualité. C'est à croire que ce critère sert à mesurer leur popularité.

Personnellement je trouve ce procédé vile et stupide, car il fait fuir les lecteurs les plus sérieux, ce dont ils se moquent apparemment et contredit les intentions qu'ils affichent. Le seul intérêt que j'y trouve, c'est de nous forcer à trouver des arguments imparables ou toujours plus solides pour étayer et défendre nos idées ou nos positions. Sinon, c'est d'un ennui, bref, passons.

Un régime dictatorial ne serait se passer de son monarque.

J-C - Ils vous expliquent comment ils s'y sont pris pour rendre les institutions encore moins démocratiques et détourner les masses des élections ou plus exactement de la politique, donc de leur propre sort.

En finir avec l'élection présidentielle? Jamais! - Slate.fr 22 novembre 2022

Nous sommes d'accord au moins sur le constat: nos institutions, depuis l'élection du président au suffrage universel et la réduction de son mandat à cinq ans, sont profondément déséquilibrées. La légitimité incontestable donnée au président par le vote populaire fait de lui le chef réel de l'exécutif. La chose irait sans peine si le Parlement était en mesure d'exercer un véritable contre-pouvoir.

J-C - "*La légitimité incontestable donnée au président*"…élu avec environ 15% des voix des électeurs inscrits, est une imposture sur laquelle repose toute leur argumentation.

Slate - Il en est empêché car, si le président dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, celle-ci est réduite au rôle d'une chambre d'enregistrement, et s'il ne dispose plus d'une telle majorité comme aujourd'hui, la Constitution donne à l'exécutif les moyens de faire plier les parlementaires (article 49.3, dissolution…). On objectera que l'Assemblée peut, de son côté, censurer le gouvernement, mais cette arme est un sabre de bois car le véritable chef de l'exécutif n'est plus à Matignon mais à l'Élysée.

J-C - On devrait peut-être en conclure que le régime bonapartiste est devenu une dictature absolue, quand l'ordre des élections a été inversé en donnant la prééminence à l'élection présidentielle sur les élections législatives, modification adoptée en 2001 par Jospin et soutenue par Raymond Barre et Michel Rocard.

Slate - Une censure oblige seulement le président à renommer un gouvernement qui peut être quasiment inchangé. En vérité, la «*Ve République bis*» sur laquelle nous vivons depuis 1962 est un régime de confusion des pouvoirs qui s'attirerait les foudres de Montesquieu. Si l'on ajoute à cela la désuétude du référendum, qui avait le mérite de mettre en jeu directement la responsabilité du président devant le peuple qui l'a élu, on peut comprendre la frustration des Français et leur désintérêt croissant pour la vie politique.

J-C - "*Au point où nous en sommes*" optons ouvertement pour un régime dictatorial. La démonstration qui suit pourrait sembler confuse ou erronée, alors qu'il en est rien du fait qu'il existe un consensus entre le président et la majorité parlementaire, puisqu'ils représentent les intérêts de la même classe et il ne peut pas en être autrement, ce qu'ils rappellent à leur manière à la fin de cet article.

Slate - Que faire alors? Face au président, chef incontesté de l'exécutif, il nous faut un Parlement indépendant et puissant. Pour remédier à la confusion des pouvoirs, osons la séparation des pouvoirs! Disons-le, seul un régime «présidentiel» est de nature, au point où nous en sommes, à assurer cet équilibre des pouvoirs. Le paradoxe n'est qu'apparent: le régime «*présidentiel*» est un régime de Parlement fort, car les assemblées sont totalement indépendantes de l'exécutif, votent librement les lois, le budget et contrôlent l'administration, sans risque pour la stabilité du gouvernement, qu'elles ne peuvent renverser, et sans risque pour elles-mêmes, en l'absence de droit de dissolution.

À l'opposé, en régime «*parlementaire*», l'Assemblée est dans les mains de sa majorité, qui a délégué son chef à la tête du gouvernement, avec obligation de le soutenir, sous peine de provoquer une crise gouvernementale. C'est un régime de Parlement structurellement «*faible*».

J-C – Pas si « *faible* » que cela puisque le parlementarisme a quand même permis d'assurer la pérennité du capitalisme tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours. Ils doivent lui reprocher de donner l'illusion (trompeuse) que dans d'autres circonstances le parlement pourrait être au service des intérêts d'une autre classe, espoir qu'il faut absolument faire disparaître à l'heure du totalitarisme. En réalité, le régime est plus ou moins présidentiel ou parlementaire selon les rapports entre les classes ou le déroulement de la lutte des classes, il est présidentiel ou parlementaire durant certaines périodes uniquement, idem quand on le caractérise de bonapartiste ou de dictatorial.

Slate - On objectera qu'un régime présidentiel peut aboutir au blocage de l'action publique en cas de désaccord irrémédiable entre le président et le Parlement. Il y a des précédents. Mais relativisons la critique: dans la plupart des cas, les désaccords se règlent par le dialogue et la négociation entre les deux pouvoirs. Après tout, la concertation et l'art du compromis ne sont-ils pas vertueux dans une démocratie? Slate.fr 22 novembre 2022

Confirmation : 11,05% quelle légitimité ? Aucune.

J-C - Ils se réjouissent de la grande victoire de leur candidat qui vient du Delaware, un paradis fiscal.

Lettonie: le centriste Krisjanis Karins désigné Premier ministre - BFMTV 23 novembre 2022

Le président letton Egils Levits a annoncé mardi la désignation au poste de Premier ministre de Krisjanis Karins, chef du parti centriste pro-occidental Nouvelle Unité, vainqueur des législatives du 2 octobre dernier. Nouvelle Unité a obtenu 18,97% des voix, ce qui en fait la première force au parlement, avec 26 députés sur 100.

Après les élections, ce parti a indiqué vouloir former une coalition avec Liste Unie (Verts et partis régionaux, centristes), l'Alliance Nationale (centre droit). Les trois partis de la coalition en préparation devraient bénéficier d'une majorité de 54 députés. BFMTV 23 novembre 2022

J-C - L'abstention et les votes blancs et nuls ont atteint 41,70% (Wikipédia), donc le grand « *vainqueur* » a été élu avec 11,05% des voix des électeurs inscrits.

Wikipédia - Arturs Krišjānis Kariņš, né le 13 décembre 1964 à Wilmington, dans le Delaware, est un homme d'État letton membre d'Unité.

En octobre 2002, il est élu député à la Saeima sur une liste du parti Nouvelle Ère (JL). Le 2 décembre 2004, il est nommé ministre des Affaires économiques dans le gouvernement de coalition de centre droit du Premier ministre conservateur Aigars Kalvītis entre 2004 et 2006, puis élu député européen en 2009. Il siège alors au sein du groupe du Parti populaire européen. Il conserve son mandat lors du scrutin suivant, cinq ans plus tard.

Le 7 janvier 2019, le président Raimonds Vējonis, le charge de former un nouveau gouvernement. À la suite de sa désignation, il propose une coalition à cinq partis avec son parti Unité (V), le

Nouveau Parti conservateur (JKP), Qui possède l'État ? (KPV), l'Alliance nationale (NA) et Développement/Pour ! (AP) (Source : Wikipédia)

En Complément avec Twitter.

- Vendredi 18 novembre, c'était la fête de l'indépendance de la Lettonie lors de laquelle les habitants de Riga ont exprimé leur solidarité avec les Ukrainiens.

Tout semble banal, sauf la chanson qu'on entend: « *SS marschiert in Feindensland* »; un hymne SS

France. Qui serait fou au point de prêter des bonnes intentions aux représentants d'un régime aussi mafieux, corrompu et criminel ?

J-C - Un régime toujours plus policier et liberticide.

L'Assemblée adopte largement le projet de loi de programmation du ministère de l'Intérieur - Europe1 22 novembre 2022

L'Assemblée nationale a adopté mardi à une large majorité le projet de loi de programmation et d'orientation du ministère de l'Intérieur: 15 milliards d'euros supplémentaires sur cinq ans, mais aussi des mesures de simplification de procédure pénale, rejetées par une partie de la gauche. Le texte, déjà voté au Sénat, a été adopté en première lecture à l'Assemblée par 419 voix contre 116, avec le concours des députés LR, RN et Liot. Le groupe socialiste a choisi l'abstention.

Le projet de loi avait déjà été confortablement adopté au Sénat (307 voix pour - dont les socialistes, 27 contre).

"*Nous saluons la hausse des crédits et le recrutement des 8.500 postes dans les forces de l'ordre*" sur le quinquennat, a déclaré avant le vote solennel le député LR Ian Boucard. Les élus de droite ont obtenu le quasi-doublement, à 3.000, des places en centres de rétention administrative pour les étrangers en situation irrégulière.

Avec la hausse des crédits, onze nouvelles unités de forces mobiles "*spécialisées dans l'intervention rapide*" seront créées. Et, pour assurer la sécurité dans les zones rurales, 200 brigades de gendarmerie. Europe1 22 novembre 2022

Népotisme (avec Twitter).

- La liste des recasés s'allonge après Wargon, Castex, Buzyn, ou encore Bourguignon. Défaite aux législatives, elle est revenue dans le giron du ministère de la Santé, par la grâce d'une nomination «*au tour extérieur*», c'est-à-dire sans concours...

- Le recasage se poursuit en macronie où le PR fait traverser la rue à ses proches. Après sa déroute aux législatives, l'ex-ministre Amélie de Montchalin vient d'être nommée ambassadrice à l'OCDE. Un poste rémunéré 10.000€ net par mois, précise un journaliste de BFMTV.

J-C - Capitalisme : Stop ou encore ? Il faut trancher net à la racine l'origine de la misère sociale. Ceux qui ont choisi de servir le camp des inégalités et de l'injustice doivent s'attendre à le payer de leur vie un jour ou l'autre, cela fait partie des risques du métier qu'on ne leur envie pas.

Le Sénat rend hommage à l'agent des Finances publiques tué dans le Pas-de-Calais lors d'un contrôle fiscal - Publicsenat.fr 22 novembre 2022

En plein examen du budget 2023, Gabriel Attal a interrompu les travaux du Sénat pour rendre hommage à un agent de la direction des finances publiques, tué lors d'un contrôle fiscal dans le Pas-de-Calais. Publicsenat.fr 22 novembre 2022

J-C - Normal, ce sont leurs donneurs d'ordres.

Budget 2023 : le Sénat et le gouvernement refusent de taxer les yachts et les jets privés - Publicsenat.fr 22 novembre 2022

Lors de l'examen du budget 2023, le gouvernement et la majorité sénatoriale ont refusé les propositions de la gauche sur la taxation des jets privés ou les yachts. Gabriel Attal a notamment expliqué préférer « *investir* » dans la décarbonation que « *taxer*. » Publicsenat.fr 22 novembre 2022

J-C - En prévision de l'impossibilité à venir d'acquérir une voiture électrique trop chère pour l'immense majorité de la population…

Budget : le Sénat vote une baisse de la TVA sur les transports en commun - Publicsenat.fr 22 novembre 2022

Lors de l'examen du budget 2023, le Sénat a voté une baisse de la TVA sur les transports collectifs de 10 % à 5,5 %. Le but est d'éviter une trop forte hausse des tarifs et de redonner des marges budgétaires aux collectivités pour qu'elles puissent investir afin de développer ces modes de transport. Publicsenat.fr 22 novembre 2022

J-C - Alors qu'ils continuent de supprimer des lits et de fermer des hôpitaux, de refuser de réintégrer le personnel soignant non-vacciné…

Le budget pour l'hôpital rallongé d'un demi-milliard d'euros, annonce Braun Le HuffPost 22 novembre 2022

Le ministre de la Santé a justifié cette enveloppe supplémentaire, via un amendement au projet de budget de la Sécu, en raison des « *surcoûts liés au Covid* ». Le HuffPost 22 novembre 2022

J-C - La fabrique du consentement dès l'enfance. Un régime toujours en quête de légitimité. Des enfants qu'ils ont terrorisés pendant plus de deux ans avec leur pandémie inexistante, leur muselière et leur distanciation sociale, leur saloperie d'injection génique expérimentale…

Protection de l'enfance: le gouvernement présente ses nouvelles mesures - BFMTV 21 novembre 2022

Protéger les enfants. C'est la nouvelle "*grande cause*" du quinquennat d'Emmanuel Macron. À ce titre, la Première ministre Elisabeth Borne a présidé ce lundi matin un "*Conseil des ministres des enfants*" regroupant une vingtaine de jeunes âgés de 8 à 12 ans issus du réseau des associations d'Aide à l'enfance (ASE).

Ce lundi matin, une vingtaine d'enfants issus de l'ASE ont été reçus à l'Assemblée nationale. Après une visite du bâtiment, ils ont travaillé sur diverses thématiques et proposé des idées pour améliorer leur quotidien dans ces domaines (handicap, numérique, environement, santé, école).

Ils se sont ensuite réunis autour d'Elisabeth Borne, Pap Ndiaye (ministre de l'Education), Christophe Béchu (Transition écologique), Rima Abdul-Malak (Culture), François Braun (Santé) et Jean-Noël Barrot (Numérique), afin de présenter leurs réflexions.

Le gouvernement prévoit de reproduire cet évènement deux fois par an. Le premier Conseil des ministres des enfants serait ainsi présidé par Emmanuel Macron, le second - comme ce fut le cas ce lundi - par la Première ministre, Elisabeth Borne. BFMTV 21 novembre 2022

J-C - Réduits à vivre de l'aide alimentaire, quel bonheur !

Aide alimentaire aux étudiants : enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros - Europe1 22 novembre 2022

Le gouvernement a annoncé débloquer une enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros pour l'aide alimentaire aux étudiants. Alors que la précarité de cette partie de la population s'accroit face à l'inflation, ces fonds vont être déployés en complément des repas à un euro mis en place depuis la crise sanitaire. Europe1 22 novembre 2022

Ailleurs aussi ils sont particulièrement bienveillants envers la jeunesse qu'ils craignent et haïssent.

Japon : Le papier toilette utilisé pour prévenir le suicide chez les jeunes - 20minutes.fr 22 novembre 2022

Les messages imprimés sur les rouleaux, censés aider les étudiants aux pensées suicidaires, ont été imaginés par un spécialiste... 20minutes.fr 22 novembre 2022

En complément. Boycott, nous ne sommes pas des agents de la CIA !

Un concert de solidarité avec le peuple iranien le 12 décembre avec Jane Birkin et Arthur H - Paris Match 22 novembre 2022

Stratégie du chaos et de la terreur. Ils en rajoutent une grosse couche quotidiennement.

Un virus "*hautement contagieux*" cible les enfants cet hiver - Yahoo 22 novembre 2022

Les infections bactériennes représentent la deuxième cause de décès dans le monde - LePoint.fr 22 novembre 2022

Cancer de l'ovaire : ce signe que vous pouvez repérer pendant le repas - Yahoo 22 novembre 2022

Christophe Brusset : "*Avec un décès sur cinq, la malbouffe est la première cause de mortalité au monde*" - Yahoo 22 novembre 2022

Crise cardiaque : ces 7 signes peuvent survenir un mois avant l'attaque mortelle - Yahoo 22 novembre 2022

Ce n'est pas lui qu'on a défendu, puisqu'il se considère coupable, mais la liberté.

Affaire Quatennens : le député LFI convoqué devant le tribunal pour un « *plaider-coupable* » - lejdd.fr 21 novembre 2022

Le député de la France insoumise a été convoqué le 13 décembre prochain devant le tribunal de Lille dans l'affaire de violence envers son épouse. AFP/lejdd.fr 21 novembre 2022

En famille avec l'extrême droite. Ils sont tous soumis à leur justice ou à l'ordre établi.

J-C - On vit dans une société si merveilleuse ou chacun peut s'épanouir individuellement, que rien ne justifie un acte violent, n'est-ce pas ? En réalité, la violence qui sévit dans la société est le produit des rapports sociaux d'exploitation... C'est donc leur procès qu'il faudrait faire. Mais quand on milite à LFI ou à la NUPES, c'est impossible, vous aurez compris pourquoi. Ils ne peuvent pas faire le procès d'un régime qu'ils soutiennent, quitte à devoir être condamnés ou à se sacrifier pour lui.

"*Mon client sera condamné, il n'y a pas de débat là-dessus*" explique l'avocate d'Adrien Quatennens - BFMTV 23 novembre 2022

Adrien Quatennens ne participera pas au groupe LFI de l'Assemblée jusqu'à la décision de la justice - BFMTV 23 novembre 2022

Affaire Adrien Quatennens: pour Sandrine Rousseau, "*il ne peut plus être député*" - Europe1 23 novembre 2022

Affaire Quatennens : Marine Le Pen estime que LFI devrait l'« *exclure* » du groupe à l'Assemblée - Europe1 23 novembre 2022

Affaire Adrien Quatennens: Clémentine Autain appelle à "*prendre en compte*" la parole de son épouse - BFMTV 23 novembre 2022

La femme d'Adrien Quatennens l'accuse de "*violences physiques et morales*" "*depuis plusieurs années*".

Y a-t-il une justice dans ce pays ? Cela dépend pour qui. La blanchisseuse du palais à l'oeuvre.

Karine Lacombe reconnue coupable de diffamation envers le Pr Raoult, mais… relaxée pour avoir menti de bonne foi - lemediaen442.fr 23 novembre 2022

En juillet 2020, Karine Lacombe, était au micro d'Europe 1 et réagissait aux propos tenus par le directeur de la fondation institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection (IHU) devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la gestion par le gouvernement de la crise du Covid.

Le 22 novembre 2022, le tribunal correctionnel de Marseille reconnaît que les propos de Karine Lacombe « *portent atteinte à l'honneur et à la considération de M. Raoult » mais qu'elle « bénéficie de l'excuse de bonne foi qui l'empêche d'être condamnée* ».

L'avocat de Didier Raoult, Me Brice Grazzini, fera appel. lemediaen442.fr 23 novembre 2022

Lutte de classe.

Espagne: les médecins madrilènes en grève contre les conditions de travail dégradées - RFI 22 novembre 2022

Depuis le 21 novembre, le principal syndicat de médecins de la région de Madrid (Amyts) et le personnel soignant intérimaire sont en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Le mouvement s'annonce important avec un préavis illimité.

Trop, c'est trop. C'est ce que disent les médecins de famille, et de manière générale le personnel soignant qui travaille dans les centres de soin. Des contrats de travail précaires, des horaires à rallonge, et des armées de patients auxquels il faut se consacrer, chaque jour, chaque heure. Le collectif des médecins de famille, qui œuvre dans le public, affirme que parfois, il ne dispose même pas de dix minutes par patient. De l'autre côté, les patients se sentent délaissés par un secteur sans moyens suffisants. RFI 22 novembre 2022

Twitter en accès libre.

- Grève pour les salaires chez Sanofi avec 14 sites de production bloqués où en grève depuis ce matin.
Les salariés de Sanofi forcent un cordon de CRS pour envahir le siège du groupe. Ils sont en grève depuis 10 jours pour 10% d'augmentation de salaire

- Les ouvriers de la maintenance de la RATP sont en grève depuis un mois pour 300€ d'augmentation.
La grève s'est étendue à 4 ateliers sur 5 du RER A/B et 7 sur 20 du métro ce qui pourrait avoir un fort impact dans les prochaines semaines

- Manifestation en Argentine pour exiger une augmentation des salaires pour faire face à la flambée des prix. L'inflation a atteint les 88%

En Chine, la situation en passe de devenir out of control (Avec Twitter).

- La situation devient hors de contrôle ce soir à l'usine d'iPhone de Zhengzhou en Chine. Les ouvriers se révoltent contre les restrictions très strictes

- Les ouvriers de l'usine d'iPhone retournent une voiture de police

- Les ouvriers de l'usine d'iPhone détruisent les cabines de test PCR

- De très nombreuses forces de police sont transférées à Zhengzhou en Chine pour réprimer les manifestations selon des vidéos partagées sur les réseaux chinois

- Révolte contre les restrictions à Zhengzhou en Chine. Les ouvriers de l'usine d'iPhone utilisent des barrières pour avancer vers la police et détruisent des caméras de surveillance

- Les autorités chinoises instaurent un confinement anti-covid à Zhengzhou suite aux manifestations dans la plus grande usine d'iPhone du monde

- Une manifestation contre les restrictions vire à l'affrontement dans la plus grande usine d'iPhone au monde en Chine. Les ouvriers utilisent des extincteurs pour faire reculer la police

---

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Expansion de l'OTAN : Les origines de la grave crise actuelle (2/3) (source : Les Crises 16 février 2022)

https://reseauinternational.net/expansion-de-lotan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-2-3/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise actuelle (3/3)

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-3-3//

Moscou, 24 novembre (SANA) Le 23 novembre, les forces armées russes ont lancé un barrage aérien, maritime et terrestre massif de missiles à longue portée et de haute précision contre le système de commandement et de contrôle militaire et les installations énergétiques de l'Ukraine.

Toutes les cibles assignées ont été touchées et, à la suite du bombardement, le transfert par chemin de fer des forces de réserve, des armes étrangères, du matériel militaire et des munitions vers les zones de combat a été interrompu, a rapporté le ministère russe de la Défense dans son rapport quotidien sur le déroulement de l'opération militaire. en Ukraine.

Il a ajouté qu'aucune attaque n'avait été menée contre des cibles à l'intérieur de la ville de Kyiv et que la destruction annoncée par le régime ukrainien dans la capitale était le résultat de la chute de missiles provenant de systèmes de défense aérienne étrangers et ukrainiens situés dans des zones résidentielles de la ville Capitale ukrainienne.

Selon le ministère, dans les directions de Kupiansk et de Krasno-Limansky en République populaire de Lougansk et dans la région de Kharkiv, des troupes d'artillerie et des attaques de l'aviation de l'armée russe ont contrecarré une tentative d'unités des forces navales ukrainiennes d'attaquer les positions des troupes russes, ce qui a entraîné l'élimination de plus de 75 militaires ukrainiens et la destruction de deux véhicules de combat, d'une équipe de mortiers et de cinq véhicules blindés.

En outre, à la suite de tirs d'artillerie russe contre une zone de concentration d'un groupe tactique ukrainien, une tentative d'attaque contre la ville de Levadne a été déjouée, où plus de 50 soldats ukrainiens ont été neutralisés et un char, six véhicules de combat blindés ont été détruit et trois véhicules.

En outre, l'aviation opérationnelle-tactique, les forces de missiles et l'artillerie de l'armée russe ont frappé les postes de commandement de la 3e brigade de chars des Forces armées ukrainiennes dans la ville de Shevchenkovo, ainsi que détruit 63 unités d'artillerie en positions de tir et 152 positions du personnel militaire et de l'équipement.

Lors de la lutte contre la batterie, un lance-roquettes Grad des forces armées ukrainiennes a été bombardé ainsi qu'un radar de contre-batterie AN/TPQ-50, deux stations radar de contre-batterie AN/TPQ-36 de fabrication américaine.

Au cours de la journée, les systèmes de défense aérienne russes ont abattu quatre drones dans diverses zones de la République populaire de Donetsk et de la région de Zaporozhye.

Zelensky piégé par Moscou et Washington par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 novembre 2022

L'évolution du rapport de forces sur le champ de bataille ukrainien et l'épisode tragique du G20 de Bali marquent un retournement de situation. Si les Occidentaux croient toujours vaincre prochainement Moscou, les États-Unis ont déjà débuté des négociations secrètes avec la Russie. Ils s'apprêtent à lâcher l'Ukraine et à faire porter le chapeau au seul Volodymyr Zelensky. Comme en Afghanistan, le réveil sera brutal.

https://www.voltairenet.org/article218419.html

Propagande de la réaction. Les suppôts de Daesh et de néonazis n'ont aucune légitimité.

Guerre en Ukraine : la Russie est un État qui finance le terrorisme, selon le Parlement européen - Le HuffPost 23 novembre 2022

L'assemblée a voté un texte symbolique qui qualifie la Russie d'« *État promoteur du terrorisme* » et l'accuse de violer « *toutes les normes humanitaires et internationales* » dans la guerre en Ukraine. Le HuffPost 23 novembre 2022

Le site du Parlement européen ciblé par une cyberattaque après un vote sur la Russie (porte-parole) - euronews 23 novembre 2022

Suède: ouverture du procès de deux frères soupçonnés d'espionnage au profit de la Russie – RFI 23 novembre 2022

Ukraine: trois centrales nucléaires "*déconnectées*" du réseau électrique après des frappes russes - BFMTV 23 novembre 2022

Ces déconnections ont entraîné des pannes massives de courant mais ne présentent pas de danger pour la sûreté des centrales pour le moment. BFMTV 23 novembre 2022

Ukraine: nouvelle frappe sur une maternité dans la région de Zaporijia, un nourrisson tué - BFMTV 23 novembre 2022

Une attaque a eu lieu cette nuit à Vilniansk, dans la région de Zaporijia, détruisant un bâtiment abritant une maternité. Plusieurs personnes sont mortes, dont un nourrisson de deux jours. BFMTV 23 novembre 2022

Iran: comment les forces de sécurité utilisent le viol pour réprimer les protestations - BFMTV 23 novembre 2022

Dans une enquête exclusive, CNN dévoile plusieurs témoignages de femmes, d'hommes et d'adolescents qui racontent avoir été victimes d'agressions sexuelles après avoir été arrêtés en marge des manifestations qui traversent le pays depuis le mois de septembre. BFMTV 23 novembre 2022

Nouvel ordre mondial totalitaire. Ils ont de la suite dans les idées.

La FED de New York lance un très controversé projet pilote de "*dollar numérique*", suscitant un tollé - FranceSoir 20 novembre 2022

La Réserve fédérale de New York et plusieurs grandes banques ont annoncé le 15 novembre un projet pilote pour la mise en place d'un "*dollar numérique*". Une annonce qui a provoqué de vives critiques et des appréhensions, chez des élus ou encore des citoyens, qui alertent contre les menaces que ce programme fait peser sur la vie privée.

Ce programme de "*dollar numérique*" consiste en un test avec des données simulées qui s'étend sur 12 semaines. La Réserve Fédérale de New York (une des douze banques de la Réserve fédérale des États-Unis) et les banques derrière ce projet exploreront une plateforme de monnaie numérique qui fonctionne exclusivement en dollars américains. Les dépôts des clients de ces banques seront représentés par une monnaie numérique simulée ou des" *jetons*" et seront régulés par le biais des réserves de la banque centrale, à travers un registre numérisé et distribué.

Dans leur communiqué, les initiateurs de ce projet, dont Citigroup, TD Bank, HSBC, U.S. Bank, Mastercard et BNY Mellon, affirment que cette plateforme numérique n'a pas pour but de soutenir un projet politique et n'indique pas, pour l'instant, de "*décisions imminentes*" sur l'émission d'une monnaie numérique de banque centrale.

Pour autant, cette annonce n'est pas passée inaperçue, suscitant une immédiate levée de boucliers chez des élus et des citoyens : à travers ce projet, le gouvernement pourrait progressivement avancer vers l'adoption d'une monnaie digitale centralisée permettant un contrôle accru sur les finances des Américains, voire in fine la mise en place d'un système de crédit social, est-il reproché.
Vers un système de crédit social ?

"*Décentralisez la monnaie. Pas de dollar numérique. Une monnaie digitale serait un des développements les plus dangereux de l'histoire. Lorsque le gouvernement peut simplement appuyer sur un bouton pour bloquer toutes vos transactions, il contrôle votre vie entière. Nous avons besoin d'un mur de séparation entre la monnaie et l'État*", a réagi sur Twitter Justin Amash, ancien représentant républicain à la Chambre des représentants des États-Unis de 2011 à 2021.

À la suite de cette annonce, Le lanceur d'alerte et ancien employé de la NSA américaine Edward Snowden a sobrement commenté sur le même réseau social : "*Ça commence*."

"*Nous ne pouvons laisser cela se produire aux États-Unis*", a appelé de ses vœux l'essayiste républicain Sean Pannel, qui ajoute: "*Il s'agit d'une menace extraordinaire pour la liberté publique et nos libertés individuelles.*"

"*La monnaie numérique sous contrôle du gouvernement est essentielle pour l'avenir que l'élite mondialiste est en train de construire. Ils veulent surveiller tout ce que vous faites, vous contrôler et vous refuser des fonds sur la base d'un système de crédit social au travers duquel ils peuvent s'emparer de votre argent si vous vous opposez à eux ou remettez en cause leur narratif*", dénonce encore un autre internaute. FranceSoir 20 novembre 2022

Au Canada, une banque lance une carte de crédit qui relie les achats de ses clients à leurs émissions de carbone - France Soir, le 19 novembre 2022

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/au-canada-une-banque-lance-une-carte-de-credit-qui-relie-les-achats-de-ses

Une banque australienne lie les transactions de clients à leur empreinte carbone: vers un contrôle des banques des modes de consommation individuels ? - France Soir, le 12 novembre 2022

https://www.francesoir.fr/societe/une-banque-australienne-lie-les-transactions-de-clients-leur-empreinte-carbone-vers-un

Le Sri-Lanka instaure un "*passe carburant*" - FranceSoir 20 juillet 2022

https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-sri-lanka-instaure-un-passe-carburant

La Suède invente une carte bleue qui se bloque lorsque l'on dépasse son quota de CO2. - Europe 1, le 17 juin 2019.

https://www.europe1.fr/emissions/axel-de-tarle-vous-parle-economie/ecologie-la-suede-invente-une-carte-bleue-qui-se-bloque-lorsque-lon-depasse-son-quota-de-co2-3904970

BFM sonde l'opinion sur le passe carbone, cette invention complotiste - lecourrierdesstrateges.fr 15 novembre 2022

https://lecourrierdesstrateges.fr/2022/11/15/bfm-sonde-lopinion-sur-le-passe-carbone-cette-invention-complotiste/

Le saviez-vous ?

J-C - Ce que chacun devrait savoir ou apprendre par cœur et transmettre à ses enfants, à partager le plus largement possible. J'ai encore appris certaines choses que je ne savais pas en lisant cet article ou que j'avais oubliées. Le plus étonnant, c'est la personnalité de son auteur.

Quand les banquiers se mêlent de politique investisseur-sans-costume.com 1er février 2019

En janvier 1917, La Première Guerre mondiale fait rage.

L'offensive allemande de Verdun vient d'échouer. Les États-Unis ne sont pas encore entrés en guerre et le président Woodrow Wilson prononce un discours devant le Sénat américain en faveur d'une paix sans victoire.

Pourtant depuis 1916, John Pierpont Morgan Jr, figure tutélaire de la jeune Wall Street, finance massivement l'effort de guerre de l'Entente : 45 % des fournitures militaires de l'immense bataille de la Somme viennent directement des États-Unis ou sont achetées avec des dollars US. Au total les banques américaines prêteront 2 milliards de dollars à l'Entente, dont 500 millions rien que pour la France.

Ces montants sont colossaux pour l'époque. Ils correspondent à 750 milliards de dollars aujourd'hui et il n'est pas exagéré de dire que JP Morgan Jr et Wall Street mirent l'économie américaine au service du Royaume-Uni et de la France.

L'historien Adam Tooze note cette ambivalence américaine au début de son ouvrage Le Déluge (1916-1931), ambivalence d'autant plus curieuse que Wilson et Morgan ont le même objectif : l'expansion commerciale.

Dans son discours au Congrès, Wilson enfile ses grands principes en collier de perles et pose une, et une seule, revendication pratique : libérer les routes maritimes des blocus (la reprise de la guerre

sous-marine à outrance fera basculer l'Amérique du côté de l'Entente quelques jours après le discours de Wilson).

D'un côté, Wilson veut une paix négociée le plus vite possible afin que le commerce puisse reprendre sous l'égide d'une grande institution mondiale, de l'autre Morgan a tout intérêt à la continuation de la guerre qui lui permet d'accroître son emprise financière et commerciale sur la vieille Europe.

Il faut dire que les États-Unis à cette époque sont à un tournant : le « *gilded age* » s'est fini en même temps que l'empire de la Standard Oil.

Gilded age veut littéralement dire « *l'âge en or plaqué* » selon l'expression ironique de Mark Twain qui trouvait que les irrésistibles ascensions des « *barons voleurs* » Rockefeller, Vanderbilt, Carnegie, Mellon, JP Morgan Sr et consorts cachait mal l'immense pauvreté américaine de la fin du XIXe siècle. Mais en 1911, le démantèlement de la Standard Oil dans le cadre des lois anti-trust mettait un immense coup de frein aux ambitions de ces grands industriels carnassiers.

Le début de XXe siècle marque également la fin de la « *frontier* ». Un demi-siècle après l'ouverture de la première ligne de train transaméricaine, l'expansion vers la côte ouest est désormais terminée.

Alors les appétits encore féroces se tournent vers le commerce mondial, quitte à faire durer la guerre à coups de milliards et de morts par millions. Car sans argent, pas de guerre. Faut-il rappeler que la famille Morgan avait déjà amassé une petite fortune en fournissant à prix d'or des fusils défectueux pendant la guerre de Sécession.

La semaine dernière, Bernard-Henry Levy a déclaré à la TV que la cause du fascisme c'était les peuples. À peine a-t-il pris quelques pincettes pour faire passer son énormité :

À l'origine de tous les mouvements les plus horribles du XXe siècle, il y avait aussi de la misère sociale … J'ai entendu sur votre plateau la semaine dernière (François) Bégaudeau dire que si Hitler est venu au pouvoir c'est parce que la grande bourgeoisie l'a décidé. Quel nigaud ! … C'est des fables tout ça, cette histoire de bourgeoisie.

Oh non, ce ne sont pas des fables.

Il ne faut déjà pas confondre, comme se plaît à le faire BHL, la « *bourgeoisie* » avec la « *grande bourgeoisie d'affaires* » : une petite élite de banquiers, intellectuels et industriels bien loin des préoccupations d'un médecin, d'un ingénieur, d'un patron de PME ou d'un notaire.

C'est bien cette grande bourgeoisie d'affaires qui a porté Hitler au pouvoir.
Il aurait suffi de rappeler le Cercle Keppler des industriels et banquiers pro-Hitler et l'Industrielleneingabe — la pétition des industriels— que le même Wilhelm Keppler aidé de Hjalmar Schaft fit signer en 1932 à 20 grands banquiers et patrons demandant au président Hindenburg de nommer Hitler chancelier (on dirait « *appel* » aujourd'hui et cela paraîtrait dans Libération).

Cela ne s'est pas fait en un jour et ironiquement, l'ascension d'Hitler prend racine dans les prêts Morgan et de Wall Street à l'Entente pendant la guerre.

En 1921, la France et le Royaume-Uni sont endettés jusqu'au cou vis-à-vis de Wall Street et en dollars : ils ne peuvent pas faire marcher la planche à billets. La situation est tendue, d'autant que

selon le slogan de l'époque : L'Allemagne paiera… Mais l'Allemagne ne peut pas plus payer que la France et refuse tout net… La France peut bien occuper la Ruhr.

Monsieur Morgan et les banquiers de Wall Street vont-ils s'asseoir sur leurs créances ?

Vont-ils laisser Français et Anglais se partager le gâteau malgré les 7,5 millions d'immigrés allemands et tous leurs descendants ?

Certes non.

C'est le même JP Morgan Jr qui après avoir prêté à l'Entente pendant la guerre, pilote les plans Dawes et Young. Ces deux plans signés en 1924 et 1929 ré-échelonnent les réparations de Versailles et ouvrent la voie à une aide américaine.

Grâce aux plans Dawes et Young, entre 1924 et 1931 l'Allemagne paie 86 milliards de reichsmarks de réparations. Sur la même période, l'Allemagne emprunte aux banques américaines 138 milliards de reichsmarks, à intérêts bien sûr. Sans cet argent, jamais le redressement de l'Allemagne n'aurait été possible.

Les Américains gagnent sur les deux tableaux : vainqueurs et vaincus, tout le monde paie ses intérêts.

Une partie des prêts va directement aux entreprises allemandes qui forment des affiliations avec les groupes américains (Ford, General Motors, General Electric…). 8 banques américaines prêtèrent 826 millions de dollars à l'industrie allemande… Plus qu'à la France lors de la Première Guerre mondiale.

Les conditions des prêts exigent la formation de cartels afin d'assurer aux banquiers leur position dominante et le paiement de leurs juteux intérêts. Les banquiers américains n'hésitèrent pas à faire en Allemagne les conglomérats qu'ils ne pouvaient plus faire aux États-Unis :

IG Farben pour la chimie ;
AEG pour l'électricité ;
Vereinigte Stahlwerke pour l'acier.

Ces 3 conglomérats contrôlaient les matières premières fondamentales pour toute l'industrie allemande. Ils fournirent également les produits indispensables à la guerre moderne : l'essence, le magnésium et le nitrogène (pour les bombes) et l'acier.

Il n'y eut d'ailleurs pas que l'argent. Les grandes industries américaines fournirent également les technologies et les brevets (par exemple pour faire de l'essence à partir du charbon), elles organisèrent des voyages pour que les industriels allemands apprennent les techniques de travail à la chaîne… Un vrai plan Marshall avant l'heure.

Ils relevèrent les Krupp, les Thyssen, les von Schröder , les Keppler , les Bosch, les Oppenheim, les Meer, ils s'appuyèrent un temps sur Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank et futur ministre de l'économie nazi, sur Max Warburg qui était encore au conseil d'administration de IG Farben en 1938 bien que juif. Il faut dire que son frère, Paul Warburg, avait émigré aux États-Unis où il avait contribué à créer la Réserve Fédérale.

C'est d'ailleurs l'éléphant au milieu de la pièce : en 1919, les PIB français et allemands sont similaires. En 1939, le PIB allemand est deux fois supérieur au PIB français… Malgré les réparations !

Or, ce sont ces cartels relevés par Wall street qui financèrent massivement l'accession au pouvoir d'Hitler : il fallait bien payer les tracts, les affiches et les pamphlets, financer les meetings, les chemises brunes… IG Farben, en particulier, fut très tôt le principal contributeur du parti nazi.

Ils avaient d'ailleurs une très bonne raison d'agir ainsi : le parti communiste talonnait le parti nazi en 1930.

Notez bien qu'il n'y a ici que des faits établis, par le comité Kilgore aux États-Unis, par les historiens Adam Tooze, Caroll Quigley, Antony Sutton…

Bien sûr l'argent de Wall Street et les grands industriels et banquiers allemands ne se seraient pas tournés vers les nazis si la population n'avait été exaspérée par les crises à répétition des années 1920. (Les trahisons de la social-démocratie et des staliniens. – J-C)

Mais il n'y a qu'à se baisser pour observer l'enchaînement presque mécanique des appétits et intérêts qui ont conduit à la Seconde Guerre mondiale.

Et cette petite musique résonne à nouveau.

À nouveau, les puissances financières et affairistes se sont mondialisées et concentrées dans un nombre incroyablement faible de mains. À nouveau elles sont acculées par des populations exaspérées.

Non, la grande démocratie libérale mondialisée N'est pas la barrière au fascisme comme le prétendent tous les BHL, serviteurs et tenants du pouvoir en place.

Nous nous fourvoyons dans une direction qui a déjà mené une fois à la catastrophe.

Il est préoccupant que « *la TV* » véhicule des mensonges aussi éhontés que ceux de BHL qui a déjà fait assez de mal comme cela.

Dans des périodes aussi troublées, il n'y a pas d'autre solution que de repartir de la vérité. Des faits, aussi durs soient-ils. De l'honnêteté. Oui la grande bourgeoisie d'affaires allemande, européenne et américaine a joué un rôle prédominant dans la montée du nazisme et oui nous sommes à un moment où nous ferions bien de nous rappeler cette partie de notre histoire au risque d'avoir à la revivre.
BHL est révélateur de la stratégie d'enfumage du pouvoir qui n'est plus qu'une somme d'intérêts particuliers. Faut-il d'ailleurs rappeler que le philosophe désintéressé qu'est BHL est un obligé qui a fait sa fortune en vendant la société de son père à un certain François Pinault dans les années 1990.

Ce pouvoir est aujourd'hui aux abois et réagit comme tel par des lois d'exceptions.

Vous me direz que je suis bien loin d'une chronique économique ou financière, mais nous vivons une époque où les banquiers se mêlent de politique plus que de raison et moi je me mêle de banquiers.

Et comment vous dire autrement que la prudence est plus que jamais de mise.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 novembre 2022.

J'ai constaté que YouTube avait effacé un grand nombre de vidéos, il est donc conseillé de télécharger toutes celles qui vous intéressent.

Vous pouvez télécharger (au format MP4) facilement l'application pour Firefox (Mozilla) *Easy YouTube Vidéo Downloader Express*, cette extension figure dans *Outils* du menu en haut de l'écran à *Extensions et thèmes*.

Selon F. Engels, au milieu du XIXe siècle il existait trois catégories de socialistes :

- Les socialistes nostalgiques du régime féodal, les plus réactionnaires ; "*Ils montrent leurs véritables sentiments chaque fois que le prolétariat devient révolutionnaire et communiste: ils s'allient alors immédiatement avec la bourgeoisie contre le prolétariat.*"

- Les socialistes bourgeois qui proposent des réformes et dont l'unique but consiste dans "*le maintien des bases de la société actuelle*". Les communistes devront les "*combattre avec énergie, parce qu'ils travaillent en réalité pour les ennemis des communistes et défendent la société que les communistes se proposent précisément de renverser.*"

- Les socialistes démocrates qui sont des prolétaires ou des représentants de la petite bourgeoisie qui "*sous beaucoup de rapports (ont) les mêmes intérêts que les prolétaires.*" "*Les communistes s'entendront avec eux au moment de l'action et devront autant que possible mener avec eux une politique commune, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Bien entendu, ces actions communes n'excluent pas la discussion des divergences qui existent entre eux et les communistes.*"

[L'ouvrage d'Engels les Principes du communisme est un projet préliminaire du programme de la Ligue des communistes. Le IIe Congrès de la Ligue (29 novembre-8 décembre 1847) confia à Marx et Engels l'élaboration de son programme sous forme d'un manifeste. Pendant leur travail sur le Manifeste du Parti communiste, les auteurs y inclurent certaines thèses exposées dans les Principes du communisme. (N.R.)]

Les socialistes nostalgiques du régime féodal ont cédé la place aux socialistes nostalgiques de la période ascendante du capitalisme, du rétablissement de la concurrence au détriment des monopoles, du Front populaire, du Conseil National de la Résistance, de la IVe République, de ce qu'ils appellent "*Les jours heureux*" ou les "*Trente glorieuses*", quelles expressions épouvantables mais ô combien révélatrices ! les références à toutes ces périodes ont en commun de glorifier et conforter le capitalisme au détriment de son émancipation ou du socialisme qu'ils ont totalement abandonné.

- Parmi les socialistes bourgeois figurent tous les courants opportunistes liés à la social-démocratie, au stalinisme ou au prétendu trotskysme qu'on retrouve notamment dans la Nupes, dans divers groupuscules qui en sont issus.

- Quant aux socialistes démocrates, certains seraient issus des mêmes courants que ceux qui forment les socialistes bourgeois, on a envie d'ajouter théoriquement puisqu'en réalité ils n'existent pour ainsi dire plus, c'est ce qu'ont révélé tous les évènements politiques importants qui se sont produits au cours des deux dernières décennies, où on a pu observer qu'ils s'étaient tous alignés sur leur gouvernement ou la réaction. Les trois derniers en date viennent de le confirmer si nécessaire, tous ayant adopté les mystifications climatique du GIEC ou du Forum économique mondial (Davos), virale ou Gavi-Gates-OMS et guerrière ou l'OTAN.

Dès lors, avec la meilleure volonté du monde, comment pourrait-on s'entendre avec eux puisqu'on ne combat pas dans le même camp ni les mêmes ennemis et on ne partage pas les mêmes objectifs ? Quelque part s'est désolant ou stupéfiant d'en arriver à ce constat ou à cette conclusion, vous m'en voyez désolé, mais je n'y suis absolument pour rien. Il ne faut pas se raconter d'histoires, de toutes manières, au point de compromission où ils en sont rendus, ils refuseraient catégoriquement toute discussion loyale ou de prendre en compte nos arguments qui sont parfaitement légitimes.

On pourrait me reprocher d'être trop dogmatique, alors que je viens de montrer qu'on ne pouvait pas s'inspirer des enseignements du passé tels quels, mais qu'il fallait les adapter à notre époque. De plus on ne peut pas renier nos principes ou notre idéal sous peine d'y perdre notre âme pour paraphraser Marx, et si c'est être sectaire d'y tenir contre vent et marée, comme aurait dit Trotsky, je l'assume ou je le revendique volontiers, j'en suis fier. Je ne vais tout de même pas adopter la muselière et la piquouse de Big Pharma pour uniquement rallier des militants ou des travailleurs, me faire l'apôtre du réchauffement climatique de nature anthropique pour faire plaisir à des ignorants ou renier le meilleur des connaissances scientifiques au profit de l'obscurantisme...

Alors comment faire pour rompre notre isolement, pour rassembler les militants ou ex-militants restés fidèles à la classe ouvrière et au socialisme, les travailleurs les plus conscients, j'avoue ne pas en avoir la moindre idée, hormis la modeste contribution que je mets à votre disposition et qui ne débouche sur rien concrètement. Nous en sommes là, réduit pour ainsi dire au silence, à piétiner, ce qui, je vous rassure, n'a absolument aucune emprise sur ma détermination ou mon moral, c'est peut-être davantage démoralisant pour ceux qui me lisent, ne m'en veuillez pas, je fais ce que je peux avec les moyens du bord de mon trou en Inde. Je m'y prends peut-être maladroitement, c'est possible, dans ce cas-là, donnez-moi des idées, j'y réfléchirais attentivement.

Rappel. Qui sont les terroristes ?

Hillary Clinton: We created al quaeda and financed mouhajdin (sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=UubpIxtOXik&t=3s

A inscrire dans le livre des records : "*Avec cette élimination, le Qatar devient le premier pays hôte éliminé dès le deuxième match*".

Coupe du monde 2022 : le Qatar, pays hôte, éliminé - AFP/LePoint.fr 26 novembre 2022

A réfléchir…

Suite de la causerie précédente. (La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique (2018))

L'aristocratie financière a étendu son pouvoir à toute la planète, dorénavant elle entend s'accaparer du vivant ou de la nature, elle veut exercer un contrôle total sur notre planète, sur l'humanité entière qui serait soumise à sa volonté.

Si l'origine du pouvoir tentaculaire financier et politique qu'elle concentre entre ses mains se présente de différentes manières selon les représentations auxquelles on fait référence et le niveau de conscience qu'on en a, l'interprétation qu'on en fait, à la racine se trouvent les inégalités qui existent entre les classes ou les rapports sociaux qui en découlent directement.

Cette distinction entre les classes et ces rapports vont prendre la forme d'une domination ou hégémonie qu'une classe va exercer sur une autre, qui sera matérialisée par les conditions ou les moyens matériels ou économiques dont chacune dispose, l'une possédant les moyens de production et la faculté de les exploiter pour s'enrichir, accumuler du capital, de l'argent, l'autre possédant uniquement sa force de travail qu'elle vend quotidiennement pour assurer sa subsistance. Ainsi la seconde se retrouve dans un état de dépendance totale vis-à-vis de la première, et cette situation n'a fait qu'empirer depuis que l'industrie financière domine entièrement le capitalisme.

Elle est devenue parasitaire au point de s'octroyer un droit de vie ou de mort sur chaque homme ou femme qui peuple notre planète, elle est devenue une réelle menace pour toutes les espèces organiques et leur environnement.

La fortune colossale qu'elle a accumulée combinée aux technologies les plus sophistiquées qu'elle contrôle, lui servent à remettre en cause plusieurs millénaires de progrès social, à détruire tous les acquis de la civilisation humaine (donc de la lutte de classe) pour qu'elle ne parvienne jamais à s'émanciper du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, et finalement disparaisse à l'issue d'un processus eugéniste qui ne profiterait qu'aux plus riches.

Il existe un mot, un facteur, qui résume ou caractérise mieux que tout autre son pouvoir, la dictature qu'elle nous impose : L'argent. Il suffirait de le supprimer pour que l'oligarchie financière, le capitalisme, l'exploitation et tous les maux dont ils sont le nom disparaissent simultanément, leur capacité de nuisance sur le monde serait anéantie d'un coup.

C'est l'argent qui structure leur vision du monde totalitaire, qui leur assure ce pouvoir exorbitant, le supprimer et immédiatement la société et le monde emprunteraient une toute autre orientation pour le bien de tous les peuples, supprimant la concurrence que se livrent les hommes et les nations entre elles, à l'origine de toutes les violences et des guerres.

S'ils tiennent absolument à nous imposer un modèle de société consistant en un système de contrôle total de la population reposant sur un mécanisme dit de crédit social, dont la clé de voute serait une monnaie numérique nous privant de toute liberté, ne devrait-on pas à l'opposé pour la préserver envisager sérieusement la suppression de monnaie ?

F. Engels expliquait en 1947 qu'on ne pourrait pas se débarrasser de la propriété privée des moyens de production et passer au communisme, supprimer les classes et l'Etat, l'argent aussi longtemps

que les forces productives ne seraient pas développées au point de pouvoir satisfaire tous les besoins de la population.

Or, ce point a été atteint depuis longtemps, cet obstacle n'existe plus objectivement, il n'existe que dans le cerveau des hommes, qui n'en ont pas encore pris conscience, donc le passage à une telle société est sérieusement envisageable.

Pour l'imposer, il ne reste plus qu'à rassembler tous ceux qui en ont conscience, et à convaincre ceux qui souhaitaient une telle transformation révolutionnaire de la société mais qui n'y croyaient pas, en leur expliquant qu'elle n'est plus du domaine de l'utopie, on peut la réaliser si on s'en donne les moyens politiques, car on ne peut faire l'économie du processus politique, d'une révolution politique.

Les sceptiques ou les pessimistes endurcis nous rétorquerons que la population n'est pas prête de soutenir un tel objectif, parce qu'elle aurait un niveau de conscience au ras des pâquerettes... C'est mal poser le problème, car d'une part ce serait dans ses intérêts, d'autre part parce que cela correspond à un état de fait objectif que chacun peut constater ou fait l'expérience quotidiennement. L'argent ou le profit, la marchandisation de tout ce qui existe ou non d'ailleurs, constitue la référence ou la valeur qui prime sur toutes les autres de nos jours dans des proportions monstrueuses. Elle est sensée tout régenter ou guider notre existence dès notre naissance ou avant même de venir au monde. Elle détermine tous les aspects de la politique du gouvernement dans tous les domaines. La totalité de la société doit s'y soumettre de force, autrement dit aux banquiers et autres gangsters de la finance… Dès lors, il n'est plus nécessaire de démontrer qu'il serait salutaire de s'en émanciper ou de s'en passer une bonne fois pour toute.

La Constitution de la Ve République le protège.

Affaire McKinsey : «*Je ne crains rien*», assure Emmanuel Macron à propos des enquêtes du PNF - RT 25 novembre 2022

Macron : "*C'est normal que la justice fasse son travail, elle le fait librement*" RT 25 novembre 2022

J-C – La justice ? Il n'a même pas eu besoin de l'acheter…

Macron est devenu infréquentable.

L'Azerbaïdjan refuse des pourparlers avec l'Arménie en présence d'Emmanuel Macron - RT 25 novembre 2022

L'Azerbaïdjan a annoncé ce 25 novembre avoir annulé des pourparlers de paix prévus à Bruxelles avec l'Arménie parce qu'Erevan insistait pour que le président français Emmanuel Macron y assiste. RT 25 novembre 2022

La démocratie au bout du barillet.

Élisabeth Borne dégaine un sixième 49.3 à l'Assemblée nationale - BFMTV 25 novembre 2022

La Première ministre a déclenché à nouveau ce vendredi soir cette arme constitutionnelle pour s'assurer de l'adoption du budget de la Sécurité sociale. BFMTV 25 novembre 2022

Ministère de la Vérité. "«Pédagogique». *Nous n'aimons d'ailleurs pas ce mot.*"

J-C - Mode d'emploi de la propagande totalitaire par un porte-parole de l'Etat profond. Ils expliquent comment il faut s'y prendre pour embobiner le citoyen lambda afin d'obtenir son consentement au récit officiel, il en devient un agent dans la société. Ils expliquent pourquoi il est préférable de faire de minimes concession à la vérité, afin de mettre les citoyens en confiance, pour ensuite mieux déverser leur torrent de mensonges qu'ils croiront.

Leur ennemi, c'est la vérité qu'ils amalgament au populisme tout au long de leur récit : "*la conscience grandissante que le populisme est l'un des freins les plus nuisibles à la lutte contre la pandémie*", en réalité contre leurs mesures liberticides et antisociales. "Et qu'il est l'un des plus dangereux et virulents ennemis de la santé publique", en fait, de la vérité sachant qu'ils se foutent de la santé de la population qu'ils ont gravement compromise.

Ils sont dans le déni permanent de la vérité qu'ils prétendent représenter, en voici un exemple qui le résume très bien :

Slate - Nous l'avons vu dans la défiance envers les masques puis les vaccins, dans la volonté de promouvoir des médicaments rapidement évalués comme «miracles» pour traiter ou prévenir le Covid, ou bien encore dans la remise en question des différentes mesures prises pour limiter la circulation virale… quand il ne s'agit pas, tout simplement, de nier la réalité du Sars-CoV-2, ou encore d'évoquer son origine qui fait encore débat.

Le populisme nuit gravement à notre santé - Slate.fr 25 novembre 2022

https://www.slate.fr/story/236663/populisme-nuit-gravement-ennemi-danger-sante-publique-covid-19-vaccins-debat-desinformation-scientifiques-medecins#xtor=RSS-2

Totalitarisme. Déni et rétention d'informations.

Mortalité selon le statut vaccinal : la réponse hallucinante de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) - FranceSoir 22 novembre

TRIBUNE - Hospitalisation et mortalité des vaccinés et des non-vaccinés : le ministère de la Santé ne veut pas savoir.

Dès le début de la campagne vaccinale, en janvier 2021, des questions légitimes sont posées sur l'efficacité et la sécurité des nouveaux vaccins à ARNm. Ceux-ci ont été administrés à très grande échelle, sans recul sur d'éventuels effets indésirables et sur la base des seules études réalisées par les laboratoires pharmaceutiques produisant les vaccins. La suite des événements a montré que les

résultats promis étaient pour le moins optimistes, voire douteux, alors que, dans le même temps, un nombre inédit d'effets indésirables étaient remontés auprès des centres de pharmacovigilance français, européens et américains. Face au mutisme des autorités, seule une étude scientifique indépendante est de nature à répondre aux inquiétudes. Dans ce but, Laurent Toubiana a sollicité auprès du ministère de la Santé l'accès aux statistiques d'hospitalisations et de décès toutes causes appariées au statut vaccinal Covid. Le silence persistant des autorités l'a conduit à saisir la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA). Suite à cette demande, la CADA s'est contentée de lui transmettre la réponse étonnante du ministère de la Santé.

Pour lire l'article en entier :

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/mortalite-selon-le-statut-vaccinal-la-reponse-hallucinante-de-la-cada

---

Les tyrans ont la haine chevillée au corps.

J-C – Ils confirment que le régime en France est devenu l'un des plus réactionnaires de la planète.

Quand la majorité des députés veut réintégrer les soignants suspendus, le camp Macron les traite de complotistes-antivax - lemediaen442.fr 25 novembre 2022

Alors que le monde entier a réintégré tous les soignants suspendus pour des raisons logiques, à savoir la fin de l'épidémie covid dont le président des États-Unis, Joe Biden...

Du côté français, c'est une autre histoire qui se joue, celle de pompiers, infirmières, aides-soignantes… suspendus depuis le 15 septembre 2021, soit le 436e jour (1 an et 71 jours), sans rémunération, sans chômage, dans l'errance administrative la plus totale. Comme le titre très justement Le Figaro : « *À l'Assemblée, le camp Macron joue l'*"obstruction" *pour bloquer la réintégration des soignants non vaccinés* ».

Le camp Macron se voit en minorité, les trois quarts des députés présents jeudi 24 sont pour la réintégration des soignants, ce qui fait dire au député macroniste Benjamin Haddad que la majorité des députés qui représentent la majorité des Français sont des complotistes-antivax ainsi que l'écrasante majorité des pays européens ont réintégré les suspendus. « *Concert de complotisme antivax en hémicycle aujourd'hui. La France Insoumise, le RN, appuyés de LR s'apprêtent à voter la réintégration des personnels soignants non vaccinés* », a déclaré le député Haddad. La macronie semble vouloir persister à rester le dernier pays sur terre à maintenir une mesure discriminatoire alors qu'au Canada, par exemple, Danielle Smith, Premier ministre de l'Alberta, a littéralement présenté ses excuses aux non-vaccinés.

Le président du groupe Les Républicains, Olivier Marleix, y voit une attitude honteuse des ministres : « *Les ministres se sont livrés eux-mêmes à un exercice d'obstruction en déposant un amendement. C'est la première fois dans l'histoire de la cinquième république, qu'un gouvernement se prête à un travail d'obstruction pour empêcher l'Assemblée Nationale de poursuivre sa mission. Vous devriez avoir honte messieurs les ministres de vous être prêtés à ce jeu.* »

Infos internationales.

OTAN : la Hongrie repousse la ratification de l'adhésion de la Suède et de la Finlande - RT 25 novembre 2022

Alors que la Commission européenne menace de geler des milliards d'euros de fonds communautaires, Budapest a annoncé son report de la ratification de l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande. L'opposition pro-Bruxelles crie au «*chantage*».

La Suède et la Finlande devront attendre au moins jusqu'en février 2023 avant de faire leur entrée dans l'OTAN. Contrairement à ce qu'elle avait initialement annoncé, la Hongrie ne ratifiera pas l'adhésion des deux pays scandinaves d'ici la fin de l'année 2022. RT 25 novembre 2022

Israël: l'extrême droite fait son entrée au gouvernement - RFI 25 novembre 2022

Un parti d'extrême droite fait son entrée dans la coalition dirigée par le Premier ministre pressenti Benyamin Netanyahu.

C'est le premier accord de coalition qui vient d'être signé en vue de la formation du nouveau gouvernement. Otzma Yehudit, la Force juive, un parti d'extrême droite, traduit sa victoire électorale dans les faits. Itamar Ben Gvir, son leader, obtient le ministère de la Sécurité nationale, un nouveau poste aux prérogatives élargies qui chapeautera les divers services de police en Israël et aussi en Cisjordanie.

Mais ce n'est pas tout : le parti obtient encore deux autres ministères, notamment celui du Negev et de la Galilée et plusieurs fonctions importantes au sein du Parlement israélien. L'accord prévoit en outre la création d'une garde nationale à grande échelle. RFI 25 novembre 2022

J-C – Avec les félicitations attendues du Parlement européen et du gouvernement ukrainien, sans oublier Macron, Biden, la « *communauté internationale* », etc…

Les BRICS ont choisi le pays qui va abriter leur siège en Afrique centrale - Réseau International 25 novembre 2022

Le groupe des BRICS qui rassemble le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, a décidé d'ouvrir leur siège en Afrique centrale avec pour capitale désignée, la ville centrafricaine Bangui.

C'est la Centrafrique qui a été choisie par les BRICS pour abriter leur siège en Afrique Centrale. Le mémorandum sur l'installation du siège des BRICS en République centrafricaine, a été signé après une rencontre à Bangui, lundi 21 novembre, entre le Président centrafricain Faustin Archange Touadera et une délégation des BRICS conduite par la présidente de leur Alliance internationale des projets stratégiques Larissa Zelentsova.

« *Le siège des BRICS pour l'Afrique centrale sera basé à Bangui, et un programme d'investissement sera mis en place entre l'organisation des BRICS et la République centrafricaine* », a-t-elle déclaré. La présidence centrafricaine a également confirmé cette information à travers un

communiqué. Le communiqué a également fait savoir que la rencontre avait pour objectif de créer un cadre de collaboration entre les BRICS et la RCA sur le plan économique, social et financier.

« *Le point central, c'est de faire de Bangui la capitale des BRICS pour toute l'Afrique centrale. L'autre point clé est de faire un programme d'investissements et de coopération avec les BRICS. À cet effet, il nous faut donner un contenu en matière de développement. Ce programme sera proposé par la partie centrafricaine. Ainsi, un accord sera signé entre la RCA et les BRICS* », a relevé Ahoua Don Mello, représentant des BRICS pour l'Afrique.

La décision de recourir aux banques des pays des BRICS pour financer des projets d'investissements en RCA a été prise à l'issue des échanges. « *Les premiers projets du pays qui bénéficieront de financements par les BRICS seront liés au secteur de l'énergie. Cependant nous investirons également dans d'autres secteurs, selon les projets proposés par le gouvernement centrafricain* », a signalé Larissa Zelentsova. Les projets prioritaires doivent être définis au cours de séances de travail avec le gouvernement. Réseau International 25 novembre 2022

J-C – Les BRICS entament le pouvoir qu'exerce l'oligarchie financière anglo-saxonne sur l'Afrique, ils ont de quoi enrager contre la Russie et la Chine…

Perdre l'espoir, renoncer, c'est perdre toute légitimité, c'est suicidaire : Jamais !

J-C - Ce témoignage remarquable au regard de la personnalité de son auteur, un ex-gendarme, est révélateur de la profonde réflexion qui est à l'œuvre dans toutes les catégories de la population à toutes les strates de la société, qui mûrit lentement mais sûrement avant de s'imposer. Comme quoi au lieu de se lamenter sur notre triste sort et de désespérer, on ferait mieux de s'armer en prévision de l'affrontement final avec nos ennemis.

François Dubois partage le constat sur lequel je suis revenu à de nombreuses reprises dans mes causeries, à sa façon ou de manière plus ou moins consciente il légitime la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire pour procéder à un changement de régime :

- "*Un mouvement insurrectionnel spontané (...) ne pourra représenter un risque que s'il est organisé, structuré et hiérarchisé, avec une administration formée et prête à prendre le relais*."

François Dubois : « *Macron est animé par un idéal messianique en lien avec la gouvernance mondiale…* » - lemediaen442.fr 25 novembre 2022

https://lemediaen442.fr/francois-dubois-macron-est-anime-par-un-ideal-messianique-en-lien-avec-la-gouvernance-mondiale/

François Dubois est un ancien militaire gradé de la Gendarmerie nationale. Suite à des divergences avec sa hiérarchie, notamment sur la politique vaccinale, il quitte l'institution et cela représente pour lui un acte libérateur car il peut enfin exprimer sa façon de penser. Et cela passe notamment par l'écriture d'un premier ouvrage, « *Alice au pays de Lucifer* », dans lequel une jeune femme va être amenée à revivre, pour des raisons qu'elle ignore, les aventures du célèbre roman de Lewis Carroll. lemediaen442.fr

Extraits de cet entretien.

- Nous nous inscrivons dans une logique spectaculaire en vertu de laquelle tout ce qui n'est pas montré n'existe pas. Mais à l'heure actuelle, de nombreuses alternatives aux médias traditionnels apportent la visibilité nécessaire à certains groupes que nous qualifierons de dissidents. Nos gouvernants ont, à cet effet, mis en œuvre des stratégies adaptées pour détruire ces derniers. Il s'agit ici de décrédibiliser les individus qui les composent afin de les stigmatiser. Certaines techniques d'ingénierie sociale (décrites dans mon livre) aboutissent à une horizontalisation du conflit (les victimes de la narration officielle deviennent alors oppresseurs et la gouvernance n'a plus qu'à observer). Ce qui a pour effet d'entraver les mécanismes de construction des groupes, et de contribuer à communautariser les mouvements dissidents pour mieux les stigmatiser.

La gouvernance peut également produire et soutenir ses propres communautés contrôlées qui sèmeront le chaos et la terreur de façon spectaculaire afin d'être amalgamées avec les réels contestataires, ôtant à ces derniers la possibilité de se constituer en corps social (les mouvements antifas d'extrême gauche entrent dans cette catégorie). Nous empêcher de nous fédérer pour nous exprimer est l'un des objectifs principaux d'une gouvernance non démocratique. Par ailleurs, le travail de sape qui consiste à isoler les individus ne date pas d'hier. Dans un monde de plus en plus porté sur la virtualisation, la prééminence du « *moi* » et la quête d'admiration, il devient de plus en plus facile de briser les effets de la dynamique de groupe. Enfin, l'augmentation souhaitée et contrôlée de la précarité sociale, économique et intellectuelle constitue le terreau propice à une société individualiste, rendue docile à souhait par sa propre incapacité à s'inscrire dans une action collective. À l'avenir, si nous demeurons illusionnés, nous accepterons l'inacceptable sans même en avoir conscience, c'est orwellien. Ainsi le « *tout sécuritaire* », le « *tout sanitaire* » ou le *« tout environnemental* » sont les outils utiles de la gouvernance à la construction d'un régime totalitaire de contrôle permanent sous couvert de bienveillance. Pour rester très factuel, il suffit par exemple de lire les décrets, publiés au *Journal Officiel* du 4 décembre 2020, qui viennent modifier les dispositions du Code de la Sécurité Intérieure relatives au traitement des données à caractère personnel. Peu de monde sait qu'à l'heure où nous nous parlons, il est possible désormais de ficher un individu en raison de ses opinions politiques, de ses convictions philosophiques ou encore de son appartenance syndicale. Par l'utilisation de ces lois, l'État entend potentiellement s'attaquer à l'avenir aux leaders susceptibles d'émerger à la tête d'un groupe, et donc entend priver ce dernier de ce qui peut le fédérer. Voilà la réalité dans laquelle nous nous inscrivons et qui ne fera qu'empirer, si nous laissons faire. Il existe aujourd'hui une très forte exaspération sociale. Cette instabilité peut-être à l'origine d'un mouvement contestataire fort comme celui des Gilets Jaunes en 2018. Eu égard à la complexité de la situation actuelle, personne ne peut prédire quel en sera l'élément déclencheur. Ce que je constate, c'est que tous les voyants sont au rouge et que, par conséquent, la probabilité qu'un mouvement insurrectionnel spontané émerge est forte. Ce seuil critique atteint, il ne pourra représenter un risque que s'il est organisé, structuré et hiérarchisé, avec une administration formée et prête à prendre le relais. Dans le cas contraire il sera soit détruit de la même manière que l'a été le mouvement des Gilets Jaunes, soit récupéré par une opposition contrôlée, soit instrumentalisé pour intensifier le volet sécuritaire et le contrôle permanent des individus.

- Pour l'Occident, l'entreprise de détournement de « *l'être* » au profit de « *l'avoir* » débute vers la fin du XIIIe siècle. La bascule historique vers le capitalisme moderne et le libéralisme économique n'a pu s'effectuer sans grands bouleversements sociétaux, à l'origine de l'émergence des idéologies et des évolutions culturelles nécessaires à leur essor. Ces dernières ne peuvent-être comprises qu'en analysant la question du point de vue de l'anthropologie économique, de l'histoire et de l'évolution théologique et philosophique de la pensée occidentale. En ce qui concerne la France, deux grands temps sont observables : celui d'une civilisation née sur les fondements d'une culture hélenno-chrétienne restée longtemps dominante. Cette dernière intégrait la spiritualité comme une composante systémique. Elle s'est progressivement confrontée à une pensée judéo-protestante

décomplexée, beaucoup plus compatible avec les impératifs économiques du capitalisme, qui marque de son empreinte un second temps « *post-révolutionnaire* » de l'histoire. Plusieurs étapes décisives jalonnent cette longue transition : la Renaissance, la Réforme puis la Révolution. Le monde occidental d'aujourd'hui s'est donc construit de façon à s'affranchir des freins spirituels et éthiques qui entravaient le libéralisme libertaire. Les valeurs de « *l'être* » ont été transformées en valeurs de « *l'avoir* » au même titre que l'idéologie progressiste libertaire, compatible avec cette nouvelle norme, s'inscrit en opposition radicale à la pensée chrétienne. Il s'agit d'une véritable inversion des valeurs. Les fondements idéologiques du nouvel ordre mondial sont par essence anti-christiques. L'essor des philosophies nihilistes et du darwinisme ont constitué de véritables supports idéologiques pour le modèle capitaliste dans sa dynamique performative, concurrentielle et mortifère. Ces mouvements sont par ailleurs contemporains de la révolution industrielle. Le capitalisme est paradoxal dans le sens où il ne produit que très peu de capitalistes au sens rigoureux du terme. Dans ce système, la minorité privilégiée qui accède à la fortune achète le pouvoir au même titre qu'elle symbolise pour les classes dominées un idéal de vie à atteindre. Cela sous-tend que l'« *avoir* » est devenu l'unique moyen de se réaliser dans ce monde nouveau. Souvent assimilé au progrès, le capitalisme n'a pourtant jamais éliminé les rapports d'exploitation intrinsèques à la nature humaine, bien au contraire. Promoteur radical de la pensée du « tout s'achète », le capitalisme, aujourd'hui dans sa forme la plus libérale et libertaire qu'il ait connu, s'est désormais fixé comme objectif absolu la réification de l'homme. L'homme de l'avoir et du paraître, désormais devenu un objet marchand, satisfait ainsi trois objectifs majeurs de ce système ploutocratique. Ouvrir de nouveaux marchés extrêmement lucratifs, asseoir sa domination par le biais des possibilités de contrôle offertes par les technologies transhumanistes et, plus globalement, opérer une mutation anthropologique profonde apte à rendre le pouvoir des élites pérenne. Pour Yuval Noah Harari, l'homme réifié et augmenté évoluera au sein d'une société technologique qui produira bientôt l'apparition d'une classe d'inutiles dont il faudra se poser la question du devenir. Ainsi, Laurent Alexandre, lors de son discours à l'école Polytechnique en 2019, expliquait sans détours à l'élite de demain, qu'il y a eux, « *les dieux* » et nous, les « *inutiles* » (en faisant référence notamment aux Gilets Jaunes). Indubitablement, le détournement de l'être au profit de l'avoir nous conduit vers ce monde « *luciférien* » de rejet et de division, gouverné par des misanthropes rêvant de devenir « *dieu* » à la place de « *Dieu* ».

- Ce qui est extraordinaire avec cette technique de manipulation, est que l'analyse transactionnelle (relation de communication avec un interlocuteur) s'appuie sur les mêmes mécanismes, qu'on l'explique à l'échelle de l'individu par le biais de la psychologie, ou à l'échelle des masses par le biais de l'ingénierie sociale. Un groupe peut réagir comme une entité, avec une « *personnalité* » qui lui est propre. Ceci est depuis longtemps compris dans le milieu militaire dont je suis issu. Mais là encore, la stratégie mise en place pour le covid marque le pas de par son échelle de fonctionnement démesurée. Dans le cas présent, sur la même périodicité, une majorité de la population mondiale a obéi de façon similaire à des processus d'ingénierie sociale qui répondaient à un cahier des charges prédéfini. En termes d'échelle, il s'agit de la plus grande opération de contrôle des masses organisée à ce jour. Cette opération est hélas symptomatique d'un nouvel ordre mondial aujourd'hui suffisamment puissant et structuré pour être en capacité d'exercer un jour sa souveraineté sur les nations. Ce faisant, cette grande manipulation a permis de soumettre de la même façon que les populations asiatiques, des populations dont les rapports culturels à l'autorité et aux libertés individuelles étaient radicalement différents. Ces verrous brisés, de nombreux préalables nécessaires à la mise en place future d'une société de contrôle et de surveillance, fondée sur une forme de crédit social, ont été subtilement instaurés. Il est toujours plus facile de perdre des acquis que de les gagner. Maintenant c'est chose faite, et la fois prochaine nous irons encore plus loin dans les mesures attentatoires aux libertés individuelles. Les « *bienveillants* » leviers sécuritaires, sanitaires et environnementaux en seront le cheval de Troie. Le covid, le terrorisme, et bientôt le climat, s'imposent comme les outils anxiogènes indispensables à la légalisation de pratiques autoritaires et liberticides à caractère anticonstitutionnel. Ce détournement machiavélique de la

bienveillance, révèle évidemment la stratégie du pompier pyromane. Cependant, comme je l'explique de façon détaillée dans mon livre, les choses sont plus complexes. Lorsqu'on se positionne comme sauveur alors qu'on est l'oppresseur, il devient difficile de continuer d'opprimer ses victimes sans que cela ne finisse par se voir. C'est pourquoi nous avons assisté pendant l'épisode covid à un transfert de charge vers les divers acteurs de la société. Ainsi, les employeurs, les restaurateurs, le personnel des services publics, auparavant victimes, ont dû arborer la casquette de l'oppresseur après qu'on a effectué un transfert de responsabilité sur eux en cas de problème (dans l'ouvrage, j'explique ces mouvements au sein du triangle de S.Karpman). Une épée de Damoclès qui les a conduits à respecter les ordres et à veiller à leur bonne application. Une stratégie « *de l'écran de fumée* » qui permet l'horizontalisation du conflit entre citoyens, détournant de facto, les regards qui se porteraient sur l'autorité verticale. Cela permet également d'inscrire les individus, et par extension le groupe, dans une implacable dynamique d'acceptation et de résignation.

- Le but de l'expérience de Milgram est justement de répondre à cette question en y apportant des données statistiques. Au cours de l'expérience, et contre toute attente, 62 % des sujets sont allés au bout du protocole, infligeant le choc électrique maximal prévu (450 volts) à la victime. Un résultat « *inattendu et inquiétant* » des dires de Milgram lui-même.

Je pense qu'il est très difficile de se désolidariser d'un mouvement dans lequel on a décidé de s'inscrire, si la société du spectacle ne vous commande pas de le faire. Et cela est d'autant plus vrai que ce que l'on a entrepris de suivre est absurde. Faire machine arrière, c'est tomber d'autant plus haut. Ainsi, beaucoup de gens ont conscience de ce qu'ils font, mais plus ils attendent avant d'affirmer leur désaccord, plus il devient honteux pour eux de dresser le bilan de leurs actions. Par conséquent, ils préfèrent s'inscrire dans une forme de déni de culpabilité et se soumettent aveuglement à l'autorité en se convainquant qu'elle ne peut, de toute manière, pas être hostile puisqu'elle est l'autorité légitime.

Face à cela, l'action du groupe est déterminante. Imaginez qu'un individu contrôle le pass vaccinal de dix personnes qui s'y opposent, à votre avis qui finirait par s'effacer ? Alors, pourquoi, les choses ne se sont-elles pas passées comme cela ? Gouverner une masse nécessite de créer un groupe suffisamment malléable pour être géré comme une entité à part entière. Pour renforcer un groupe, il faut effacer la personnalité de l'individu. L'individu pris à part ne doit rien valoir et demeurer insignifiant (une simple carte de jeu, facile à déchirer). Vous pouvez toujours essayer de commander un panel de personnalités affirmées, variées et émancipées qui ont décidé de ne pas suivre le mouvement… Les militaires l'ont bien compris. Il en va de même dans cette société. Ainsi uniformise-t-on les diverses personnalités en les endoctrinant dans une idéologie de masse axée sur un lissage égalitariste, universaliste et laïcisant dont les victimes constituent pour la majorité ces masses aveugles et obéissantes. Un paradoxe émerge de cette situation : les individus se pensent libres en adhérant à une telle idéologie, mais ils ne seront bientôt plus qu'une « carte de jeu » qu'on différencie, contrôle et évalue par le biais d'un QR-code. Voilà où mène le jeu de l'inversion des valeurs. Vous pouvez observer, de fait, que les responsables politiques qui s'opposent aux politiques de contrôles sanitaires ou environnementales ne sont pas nombreux et ne s'inscrivent que très rarement dans l'idéologie globaliste. Ils adoptent souvent un profil plus nationaliste en lien avec des rapports géopolitiques multipolaires, finalement plus pourvoyeurs de diversités culturelles et d'échanges que le lissage globaliste auquel aspire aboutir le mondialisme. Alors doit-on combattre pour conserver une identité forte de spécificités culturelles qui nous permettront de nous autodéterminer ? Je le pense. Doit-on, pour cela, nous battre pour conserver notre souveraineté nationale ? Inévitablement… Pourquoi ? Peut-être, parce que finalement, l'enjeu réel consiste à choisir entre vivre dans un monde multipolaire équilibré par la pluralité des idéologies politiques qui le composent, et un monde globaliste, pourvu d'une gouvernance unique, dépositaire d'un

monopole idéologique. Quelle est l'option la moins dangereuse vis-à-vis du rapport que nous entretenons avec la gouvernance d'après vous ?

- Ce que vous qualifiez « *d'élite* » est, par essence, constitutif d'une catégorie de personnes minoritaire et endogame contrainte d'élaborer en permanence des stratégies afin de conserver ses privilèges dans le temps. Cette catégorie de personnes est apatride et nomade, elle exploite les ressources du globe et les richesses des peuples avec une cupidité indispensable au renforcement du caractère absolutiste de son pouvoir. Ayant compris que toute richesse est quantifiable, et donc limitée, elle entend mettre toutes les chances de son côté en spoliant les peuples afin de satisfaire sa volonté de toute puissance. C'est un état de faits, la répartition des richesses n'a jamais été aussi inégalitaire qu'à l'heure où nous nous parlons. À ce jour, une telle accumulation de richesses devient inaccessible au commun des mortels. C'est pourquoi ceux que nous définissions il y a peu comme appartenant à une « *hyperclasse* » ne s'assimilent désormais plus à une classe (puisque la notion de classe autorise les transitions) mais à une caste. Ainsi le capital autorise-t-il avec ses propres outils une endogamie, essence même de l'élitisme, qui permet à ce groupe de prospérer dans l'entre-soi et qui a existé autrefois, sous d'autres formes, dans des rapports de domination plus directs (transmission par le sang de la noblesse par exemple). Cette injuste situation, qui se manifeste de surcroît par un parasitisme mortifère, doit pouvoir, malgré tout, continuer à instituer la domination de ce groupe en même temps que contribuer à sa survie. Si elle veut perdurer, cette caste doit donc inscrire l'humanité dans un rapport de domination et d'exploitation non consenti qui doit relever d'un processus de soumission inconsciente des masses. Cela doit être compris pour justifier la nécessité qu'elle a à se faire oublier. Pour fonctionner, cette dissimulation obéit à trois règles : possession, manipulation, contrôle.

Le groupe dominant (je n'aime pas trop l'appeler « *élite* » car cela sous-entend qu'ils sont les meilleurs d'entre nous) utilise donc en premier lieu les indispensables richesses qu'il possède pour se fondre dans l'ensemble des acteurs constitutifs de la société du spectacle. Ce groupe s'est petit à petit spécialisé dans la création de conglomérats et dispose désormais d'une mainmise sur l'ensemble des secteurs stratégiques clés à travers ses réseaux. Ce que j'avance ici se constate dans les faits,. Il suffit d'observer comment s'est diversifiée l'activité économique des plus grands milliardaires ces dernières années, ou encore d'observer quand les stratégies de défense du spectacle deviennent manifestes et révèlent ce jeu de possession (voir la réaction de Cyril Hanouna lorsqu'on parle des activités occultes de Vincent Bolloré sur sa chaîne). Mais la dissimulation du pouvoir réel, spoliateur et parasitaire, ne peut pas se résumer à un simple jeu de possession et n'est rien sans les outils de la manipulation spectaculaire.

Ainsi, la seconde règle consiste à organiser la manipulation spectaculaire par le biais de leviers utiles à créer des narrations dont le but est de légitimer toutes les actions menées contre l'intérêt des masses. Il est question de porter une idéologie pour dissimuler des intérêts purement économiques utiles au pouvoir réel. C'est là qu'interviennent les pouvoirs d'apparat, c'est-à-dire le politique et les médias. Ils sont les dépossédés victimes de la règle numéro une, transformés par la force des choses en exécutants. Ils ne sont pas choisis mais « placés » par le jeu des soutiens financiers et des cooptations. Ainsi, c'est le réseau Rothschild-Soros-DSK-Attali-Minc qui donne en bout de chaîne Emmanuel Macron, véritable « *Golem* » dont la mission consiste à élaborer toutes les stratégies narratives qui conduiront à la destruction du modèle social français et de son État providence au profit de la « *caste dominante*». A l'aide des médias complices et subventionnés, appartenant eux-mêmes à des réseaux facilement identifiables, il entend poursuivre l'œuvre dissimulée de ses prédécesseurs depuis la chute organisée du général De Gaulle. Ce président est animé par un idéal messianique en lien avec la gouvernance mondiale et nous dévoile par ailleurs, la perception eschatologique de la dimension dans laquelle il s'inscrit en évoquant « *face-média* » la bête de l'événement. Il est aussi intéressant de noter que contrairement au pouvoir réel, le pouvoir

d'apparat, dans une grande cohérence spectaculaire, a impérativement besoin d'être vu et de susciter l'adhésion pour participer à l'illusion démocratique.

Ce qui nous amène à la troisième règle indispensable à la dissimulation : le contrôle des masses. Je ne reviendrai pas sur les stratégies mises en œuvre, mais le contrôle de la pensée devient de nos jours un outil de dissimulation majeur. Cela se produit en détournant les attentions, en horizontalisant les conflits et en réduisant les capacités intellectuelles. J'entendais il y a peu, Jacques Attali, venu faire la promo de son dernier livre qui traite de l'école, expliquer sur France Culture, avec sa suffisance habituelle, que les gouvernements déterminaient les niveaux scolaires en fonction de leurs besoins.

Pour conclure, je dirais qu'actuellement un problème plus grave se pose. Cette caste dominante a compris que son unique point faible était son parasitisme, autrement dit, sa dépendance aux peuples et l'obligation qui en résulte de se cacher. Elle compte y remédier en investissant massivement dans les nouvelles technologies, l'I.A, le transhumanisme, la virtualisation et l'automatisation (ne croyez pas qu'Elon Musk est un ami parce qu'il a acheté Tweeter). C'est l'un des objectifs du « *Great reset* ». L'ère du tout numérique sera le « *verrouillage final* » qui scellera le destin de l'humanité. Comme le souligne Yuval Noah Harari, nous irons ainsi vers un modèle sociétal qui va produire de nombreux « *inutiles* », entendez en réalité que d'ici là, il ne sera plus nécessaire à cette caste de vampiriser le monde pour exister… Et comprenez que pour autant, elle entendra toujours asseoir sa domination en s'accaparant les richesses et en utilisant les technologies pour exercer un pouvoir absolu. Pourquoi ces futurs « *dieux* » devraient-ils alors s'embêter à gouverner toutes ses bouches devenues inutiles et se multipliant sans cesse ? Ces paroles s'inscrivent dans un contexte narratif où l'idéologie néo-malthusienne bat son plein, posant désormais la démographie comme une problématique en lien avec le partage des ressources… C'est très inquiétant.

- Le féminisme inscrit la femme dans une démarche victimaire qui consiste à dénoncer une absence d'égalité entre l'homme et la femme. Cet objectif égalitariste a pour vocation de répondre à une volonté de lissage concurrentiel imposé par notre modèle de société. Cette façon d'envisager le rapport homme-femme est commandée par l'essor du libéralisme économique et du libertarianisme. Et si la femme est maintenant devenue l'instrument du capital, elle reste, pour le moment, la seule à avoir cette extraordinaire faculté d'enfanter et d'allaiter. La femme actuelle s'inscrit ainsi dans une forme de schizophrénie qui ne lui permet plus de s'épanouir pleinement dans sa féminité, constamment tiraillée par un déficit culpabilisant de compétitivité lorsqu'elle souhaite s'accomplir en tant que mère. Cela a pour effet de créer de nouveaux ancrages psychologiques, particulièrement chez les adolescentes qui, parfois, vivent inconsciemment leur genre comme un handicap auquel il faut remédier. Cela entraîne un bouleversement des normes sociales qui conduit à une androgénisation de notre société, dans laquelle la femme cherche de plus en plus à ressembler à l'homme qu'elle ne peut pas être, et dans laquelle, l'homme se féminise, coupable d'incarner une virilité encore trop castratrice pour cette « *femme moderne* », en plus d'incarner le symbole du patriarcat à l'origine de son oppression. De cette destruction du patriarcat découlent, entre autres, la famille monoparentale, une évolution de l'adoption vers un marché très lucratif, ou encore un allaitement massif des nouveaux-nés avec du lait industriel (fautede temps à consacrer à l'enfant). Certains appelleront cela le progrès…

- Comme le fait Alice dans le roman, il faut donc opposer à ce modèle une vision radicalement différente du rapport homme-femme. Considérer la femme avec respect commence déjà par se dire qu'elle dispose d'une force extraordinaire. Cette force c'est justement sa différence. Elle incarne la complémentarité indispensable à l'homme. Elle est son altérité. L'homme et la femme doivent trouver l'un dans l'autre ce qu'ils n'ont pas l'un et l'autre. Cette altérité est une véritable richesse qui doit inscrire l'humanité dans un cercle vertueux. N'est-il pas plus épanouissant d'admirer l'autre

pour ce qu'il a de bon à nous apporter ? En tout cas ce n'est ni machiste ni misogyne. Envisager le rapport homme-femme de la sorte ne rabaisse en rien la femme. Cependant, comme le souligne Alice, nous faisons une confusion terrible entre l'égalité et l'équité. C'est pourquoi nous devons considérer nos différences comme des richesses en nous souciant uniquement de l'équité de nos rapports. C'est-à-dire simplement régler notre conduite sur ce qui est juste ou injuste. Pour cela, la femme n'a pas besoin d'être un ersatz de l'homme, l'égalitarisme est un leurre et le patriarcat reste le pendant indispensable à une maternité assumée au sein d'une cellule familiale qui respecte un schéma de reproduction biologique naturel. Peut-être me rétorquera-t-on que c'est réactionnaire, mais je pense que le conservatisme, loin d'être un frein au progrès est dans certains cas facteur de stabilité et de développement. Cette façon de penser induit donc un pragmatisme qui nous raccroche à une réalité biologique transcendée par un impératif d'équité. Pour conclure, cette pensée, ni misogyne ni « *rétrograde* », se confronte au féminisme qui, dans son expression la plus radicale (il faut le préciser), devient un instrument spectaculaire destiné à produire des êtres névrosés, quasi psychotiques, car obnubilés par une volonté de toute-puissance dont les fondements s'expriment à travers la perception irréaliste d'un rapport homme femme falsifié par le capitalisme.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 novembre 2022.

- « *Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui laissent faire*. » Albert Einstein

- « *La tolérance atteindra un tel niveau que les personnes intelligentes seront interdites de toute réflexion afin de ne pas offenser les imbéciles*. » Dostoïevski

---

Cinéma. Un milieu « *totalement pourri* ».

Interview du réalisateur Laurent Firode qui remporte un succès incroyable avec son film « *Le monde d'après* » - lemediaen442.fr 28 novembre 2022

Alors que la critique de la presse donne une note de 1,8, en revanche du côté des spectateurs la note est de 4,2. Nous rappelons à la presse que la moyenne par séance du film "*Le monde d'après*" est de 90 spectateurs, alors que la moyenne française est de 9 personnes. On peut en conclure que son succès est indéniable. "*Je fais dix fois mieux que ce que fait le cinéma actuellement*", nous dira Laurent Firode.

Le cinéma français tourne en circuit fermé. Il est gangréné par un système d'investissement obligatoire où l'argent coule à flots, malgré des salles vides. « *Vous avez le couteau sous la gorge […] c'est un système totalement pourri. On ne laisse aucune liberté aux financiers. Et c'est pour cela qu'on retrouve une caste, une famille qui se partage un gâteau*. »

En marge de ce système — et voulant rester libre —, le réalisateur Laurent Firode bricole de main de maître sans subventions, hors des circuits classiques : *« Je pense qu'il y a un moyen de contourner ce système omniprésent, qui ne crée que des films toujours semblables.* »

Cette interview est celle du retour au bon sens, aux valeurs qui mènent au « *beau* » du cinéma français. On ne peut que vous encourager à courir voir un passionné par la réalisation de ses films, par ses acteurs et qui respecte ses spectateurs. Si certains pensent que le cinéma français est mort, à notre rédaction nous pensons qu'il y a beaucoup de réalisateurs comme « *Laurent Firode* » aptes à le ressusciter. lemediaen442.fr 28 novembre 2022

Interview du réalisateur Laurent Firode pour son film « *Le monde d'après* »

https://www.youtube.com/watch?v=KEvCTx6jgqA

Bande Annonce. Le Monde d'après

https://www.youtube.com/watch?v=AVvBTt5jNgQ&t=85s

Réflexion politique.

Les lecteurs sont censés avoir une bonne connaissance des évènements ou des périodes auxquelles je fais allusion, sans qu'il soit nécessaire d'y revenir en détail.

La crise actuelle date de bien avant janvier 2020, elle prit simplement une autre tournure sous l'impulsion du Forum économique mondial. J'avais expliqué dans de nombreuses causeries, que la crise du capitalisme avait franchi un nouveau stade et qu'au lieu d'être cyclique comme depuis le milieu du XIXe siècle, elle était devenue permanente depuis au moins la fin des années 60, sachant que la Seconde Guerre mondiale n'avait finalement résolu aucune des contradictions auxquelles le capitalisme mondial était confronté, c'est ce qui expliquera notamment pourquoi à partir de 1945, les guerres dans le monde reprirent de plus belle ou ne cessèrent jamais ou au contraire se multiplièrent sur pratiquement tous les continents, hormis l'Amérique de Nord qui en fut à l'origine.

Au passage, vous aurez constaté à quel point les opposants ou dissidents autoproclamés dont les médias dits alternatifs raffolent sont hypocrites ou ne s'étendent pas sur leurs réelles intentions ou objectifs. Ils furent particulièrement silencieux durant les années ou les décennies qui précédèrent l'offensive généralisée lancée contre tous les peuples par les oligarques du Forum économique mondial début 2020. Ils se passèrent bien de condamner le régime en place dont les fondements n'ont pas changé, ni les institutions de la Ve République. En réalité tout au long des dernières décennies, on pourrait remonter bien plus loin en arrière, le consensus qu'ils dénoncent aujourd'hui existait déjà, à ceci près qu'à cette époque ils y participaient et en vivaient très bien, ce qu'ils passeront sous silence évidemment. Ce qu'ils ne supportent pas en fait, c'est que ce consensus fut brisé avec l'arrivée au pouvoir Macron ou plutôt remplacé par un consensus plus exigeant, et aujourd'hui ils se retrouvent marginalisés ou évincés de la scène politique, d'où leur amertume face à autant d'ingratitude. Ce serait un euphémisme de préciser qu'ils n'ont jamais incarné de près ou de loin les intérêts de la classe ouvrière, mais bien plutôt ceux des pans des capitalistes et des classes moyennes qui doivent leur statut privilégié au régime en place que nous combattons. On peut également constater une constante chez eux : La crise du capitalisme et la lutte des classes n'existent pas.

La crise du capitalisme devenue permanente ne s'exprimait pas exactement de la même manière partout dans le monde, les plus affectés furent les capitalistes anglo-saxons, c'est aux Etats-Unis que toutes les contradictions du capitalisme se cristallisèrent au plus haut niveau, du fait que c'est dans ce pays que le capitalisme était le plus développé, où le capitalisme financier était parvenu a étendre son pouvoir tentaculaire sur l'ensemble de l'économie au point de l'asphyxier littéralement. Ailleurs, notamment en Russie et dans plusieurs pays asiatiques dont la Chine et l'Inde, la crise du capitalisme ne semblait pas contrarier leur développement qui se poursuivait au grand dam de leurs ennemis déclarés, les anglo-saxons, au contraire ils se renforçaient en rognant toujours plus leur domination de l'économie mondiale, malgré tous leurs efforts entrepris pour continuer de piller les économies des pays de la Terre entière ou faire main basse sur tous les marchés au détriment de leurs besoins ou de leur développement en recourant à des menaces ou des chantages de nature financière ou militaire, rien ne semblait perturber l'inexorable montée en puissance de la Russie et de la Chine, mais aussi de l'UE, principalement de l'Allemagne...

Bref, il fallait que cela cesse rapidement. Ils avaient parfaitement conscience qu'ils détenaient tous les atouts entre leurs mains ou qu'une situation aussi favorable ne se représenterait pas avant longtemps. Ils n'avaient jamais été si riches et puissants. Ils contrôlaient la plupart des institutions internationales et le mouvement ouvrier était neutralisé ou corrompu. Toutes les conditions étaient

réunies pour lancer une offensive généralisée contre leurs principaux concurrents et leur ennemi commun, le prolétariat et les classes moyennes.

Par conséquent, ils vont procéder exactement de la même manière que lors des deux guerres mondiales et ce qu'on a appelé les grandes crises financières du XXe siècle, en déclenchant une opération à l'échelle mondiale qu'ils avaient conçue de longue date, mais qui serait présentée tout autrement pour abuser les naïfs et ne pas être inquiétés ou démasqués. Il était entendu que cette nouvelle crise ne devait surtout pas avoir des causes naturelles pour pouvoir l'exploiter au maximum. Ses causes devaient être déterminées uniquement en fonction de leurs objectifs économiques et politiques. Ils comptaient s'en servir pour stopper net leurs concurrents, et les forcer à accepter toutes leurs exigences, dont celle d'intégrer leur stratégie ou de perdre leur souveraineté, ce qui évidemment allait s'avérer inacceptable ou impossible. C'est ainsi qu'ils attribuèrent le changement climatique à l'activité humaine rimant avec progrès social, le SARS-CoV-2 au Chinois, la guerre en Ukraine à la Russie, conformément à leurs ennemis déclarés.

On aura remarqué comment ces trois crises s'imbriquent et convergent vers le même objectif, la combinaison de la transition énergétique et numérique qui doivent servir à remodeler l'économie mondiale ou sauver le capitalisme, l'épisode de la dictature sanitaire qui s'est intercalée entre les deux devait servir à tester le comportement de l'ensemble de la population une fois soumise aux mécanismes psychologiques de l'ingénierie sociale, de manière à pouvoir y recourir dans d'autres circonstances ou en changeant de paradigme, l'urgence sanitaire pouvant être remplacée par l'urgence climatique, énergétique, le pass ou code QR climatique succédant au pass ou code QR sanitaire ou vaccinal et ainsi de suite. A ceci près, qu'il arrivera forcément un moment où ce grossier procédé cessera, car il sera élimé à force de s'en servir. Ils ne peuvent pas imposer indéfiniment de telles sanctions liberticides au peuple sans qu'il finisse par se révolter. Les autorités finissent par perdre toute crédibilité au fur et à mesure que le peuple ne supporte plus les mauvais traitements qu'elles lui font subir. Il se pose de plus en plus de questions, et ils trouvent forcément de plus en plus de réponses à ces questions, à l'étape suivante il passe à l'action et il n'écoute plus les autorités, et si elles en perdent le contrôle, une révolution peut se déclencher pour les chasser du pouvoir ou renverser l'ordre établi.

D'où l'importance de bien comprendre d'où vient la crise que nous vivons aujourd'hui, quelle en est la nature, qu'est-ce que signifie ces différentes mystifications, à quand remontent-elles, qui en sont les acteurs, quels sont leurs objectifs, etc. L'arnaque climatique et énergétique remonte avant la première réunion en 1968 des participants au Club de Rome, la supercherie sanitaire date à peu près de la même époque puisqu'en 1979 J. Attali ira jusqu'à la théoriser, quand à la guerre contre la Russie, elle faisait partie de leur fantasme depuis plusieurs siècles. Donc parmi les personnes les plus instruites, les intellectuels, les universitaires, les scientifiques, les historiens, les éditorialistes, les dirigeants politiques et syndicaux, etc. tous savaient ce qu'on vient d'évoquer, et tous ont fait semblant de l'ignorer.

- A propos de la fabrication du consentement, de la société dite du spectacle, de la propagande officielle en générale, il y a plein de gens qui s'étendent là-dessus à longueur de temps, ils noircissent des pages et des pages, ils y consacrent des vidéos ou des conférences, ils sont intarissables au point que j'ai trouvé cela bizarre, d'autant plus qu'il n'existe pas de pôles de regroupement parmi les masses sur cette question, elles s'en foutent plutôt.

A les entendre on pourrait croire qu'il s'agirait d'un sujet nouveau d'une extrême importance, alors qu'en réalité il a toujours existé, bien avant que les moyens de communications modernes voient le jour. Du coup, je me suis demandé si cela ne servait pas à camoufler autre chose qu'ils ne souhaitaient pas aborder, quelque chose de compromettant, et là j'ai trouvé le culte du pouvoir

envers les puissants ou ceux qui détiennent le pouvoir politique. S'il est avéré qu'il est profondément ancré dans le comportement du peuple, chez eux également, puisque leurs interprétations de l'histoire minimisent systématiquement le rôle du peuple au profit de la classe dominante devant laquelle ils passent leur temps à se prosterner ou à laquelle ils attribuent des vertus quasi-miraculeuses, et en prime le capitalisme est leur horizon indépassable.

On aura compris qu'en fin de compte au travers de leurs critiques ou de leurs analyses, ils ne font que décrire un des aspects du comportement de la classe dominante qui relèvent plus ou moins de lieux communs ou qu'elle ne s'emploie même pas à camoufler, mentant éhontément, se livrant à un déni permanent grotesque, recourant à une tyrannie plutôt qu'à une dictature, imposant sa politique en usant d'arguments stupides pour la justifier, ne se donnant même pas la peine d'essayer de convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit, se moquant éperdument de ce qu'on pense d'elle, elle profite à fond de la confiance que les masses lui accordent aveuglément, le tout sachant qu'elles n'écouteront pas ceux qui décrivent les mécanismes psychologiques qui sont employés pour manipuler leur conscience, parce qu'ils ne détiennent aucun pouvoir ou ils ne leur sont d'aucune utilité.

Et puis après tout, s'ils parvenaient au pouvoir, qui sait dans des conditions qui leur sont imposées s'ils feraient mieux demain, peut-être feraient-ils la même chose ou pire. Qu'est-ce que cela signifie, sinon que les masses imaginent leur condition uniquement dans le cadre du régime en place, parce qu'elles n'envisagent pas d'en changer. D'une certaine manière, les faits donnent raison aux masses qui ignorent qu'un changement de régime est indispensable, mais qui savent qu'un changement de personnel ne changerait rien à leur situation, or c'est tout ce que leur proposent les détracteurs de Macron.

Un peuple martyrisé, sacrifié dans l'indifférence générale, trop pauvre !

Romain Molina enquête : « *Yémen, les guerres des bonnes affaires* » - lemediaen442.fr 26 novembre 2022

Romain Molina avait déjà enquêté sur le milieu du foot chez Rémy du Juste Milieu. Il présente son dernier livre-enquête sur les guerres au Yémen. Fruit de deux années d'investigations, ce livre révèle l'effroyable vérité qui se cache derrière les bombardements et la mort de près de 380 000 Yéménites.

Depuis 2014, le Yémen est victime d'une guerre civile qui s'est transformée en conflit régional, puis international. Sur fond d'enjeux géostratégiques et de luttes contre le terrorisme, l'Arabie heureuse traverse la pire crise humanitaire au monde. Derrière les bombardements se cachent cependant d'autres intérêts moins avouables. De l'implication de Total, aux malversations des agences de l'ONU, en passant par des conflits tribaux sanguinaires et des livraisons d'armes dernier cri, le Yémen est un champ de batailles aux multiples problématiques. Un jeu trouble, savamment orchestré par l'ancien président Ali Abdullah Saleh, qui a fait de l'Arabie heureuse le dernier refuge d'Al-Qaïda, avec l'accord tacite de ses anciens partenaires occidentaux.

« *Très tôt, j'ai appris qu'un Yéménite doit s'attendre à être tué par un drone américain en allant à l'école, en priant à la mosquée ou en rentrant à la maison, peu importe qu'il s'agisse d'un enfant, d'une femme ou d'une personne âgée*. » – Buthaina Faroq, co-autrice du livre.

J-C - Pas que : En 2020 l'Arabie saoudite est devenue le premier client de la France, avec des commandes d'un montant de 703 millions d'euros. Libération 2 juin 2021

En 2016 la France avait livré près de 150 000 obus à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. A la même époque elle avait également livré des canons Caesar à l'Arabie saoudite, et 41 500 obus de l'entreprise Junghas, filiale de Thales étaient prévus pour la garde saoudienne… disclose.ngo 3 décembre 2021 - J-C)

lemediaen442 - Grâce à des centaines d'entretiens et de documents inédits, Romain Molina et Buthaina Faroq livrent les secrets d'une guerre oubliée, où la France joue encore un rôle majeur. lemediaen442.fr 26 novembre 2022

À lire : Yémen : les guerres des bonnes affaires

https://exuvie.fr/livre/molina-yemen-les-guerres-des-bonnes-affaires/

C'est devenu pour eux un fonds de commerce, un business.

S'ils ont adopté l'état d'esprit des boutiquiers, croyez-vous qu'ils puissent réellement vous informer en toute indépendance ? Voilà ce qu'on trouve dans bon nombre de blogs :

1 - Lisez la suite et soutenez un média indépendant et sans publicité

Des analyses graphiques pour prendre du recul sur les grands sujets de l'actualité

Des chroniques et des interviews de personnalités publiques trop peu entendues

Des synthèses d'ouvrages dans notre bibliothèque d'autodéfense intellectuelle

Accès illimité au site à partir de 1€

- Nous sommes un média 100% indépendant, sans publicité ni subventions.

En vous abonnant, vous accédez au seul site français de critique des médias fabriqué par des journalistes professionnel.le.s.

Faites vivre la critique des médias en participant à notre campagne de dons !

1 Euro = 3 mois

- S'abonner c'est soutenir un journal ouvrier, indépendant

2 minutes de lecture

Maubeuge (Nord) - 300 familles menacées d'être plongées dans la misère

Achetez cet article 2€

J-C - 2€ pour 2 minutes de lecture, qui dit mieux ! 1€ la minute, s'il faut 1 heure pour lire leur journal en entier, 60€ mon cher journal ! On s'en passera, on s'en passe depuis des années.

Le ministère de la Vérité aux abonnés absents. Une bonne nouvelle.

Le site « *Fact & Furious* » a été désinstallé et ses comptes Twitter, Facebook, Instagram ont disparu - lemediaen442.fr 27 novembre 2022

Le scandale de l'affaire « *Malika Daoust* » a été révélé par une vidéo d'Idriss Aberkane. Il concerne le rôle d'Antoine Daoust accusé de violence contre sa femme Malika et sa fille, de blanchiment d'information… Nous apprenons ainsi que le site Fact & Furious ne serait pas si indépendant qu'il le laisse entendre, puisque Malika dit posséder un contrat de prestation de service entre l'AFP et Antoine Daoust.

Antoine Daoust est un ancien militaire, puis ex-barman et non un journaliste. Leur but est de dénigrer ceux qui se permettent de critiquer le gouvernement et les laboratoires.

Fact and Furious n'est qu'une officine parmi d'autres. Ses articles ont été pris pour parole d'évangile par l'AFP (qui a un contrat avec Facts and Furious), par l'Express, par Google. Toute diffamation qui passe par l'intermédiaire de Fact and Furious est blanchie. Ainsi Wikipédia peut colporter des informations diffamantes. Cela permet également à une accusée comme Karine Lacombe, proche de Antoine Daoust, de plaider la bonne foi quant à ses propos diffamatoires envers le Pr Raoult et d'être ainsi acquittée. (lemediaen442.fr 27 novembre 2022)
Alors que le site *Conspiracy Watch* de Rudy Reichstadt tente de sauver les meubles et crie à une « *pseudo-affaire* », 271 000 fichiers sont actuellement exhumés de l'ordinateur de Malika Daoust et une équipe de FranceSoir les analyse scrupuleusement. De son côté, le fameux site Fact & Furious spécialisé en fact-checking a été désinstallé dans la précipitation.

Même chose du côté des comptes Twitter, Facebook, Instagram, Google Actualités, FlipBoard, qui n'existent tout simplement plus.

Disparitions des réseaux sociaux de Fact and Furious

Ce départ précipité en dit long sur les révélations de la lanceuse d'alerte et femme d'Antoine Daoust. Quels sont les liens entre Antoine Daoust et l'AFP ? Comment Fact & Furious a-t-il obtenu un agrément de presse aussi facilement ? Antoine Daoust est-il devenu le pion d'un réseau pour se sortir de ses dettes ? Quel rôle ont joué ses collaborateurs, Karine Lacombe et le fameux « *Rudy* » dans toute cette histoire ? Y a-t-il eu un réseau mis en place pour discréditer les « *complotistes* », et qui est à la tête de cette structure ? Voici des questions qui ne manqueront pas de trouver des réponses dans les prochains jours et semaines.

En attendant, *Le Média en 4-4-2* publiera demain un entretien exclusif avec Xavier Azalbert, directeur de publication de *FranceSoir*, sur l'affaire concernant Malika Daoust et ce système de blanchiment d'information. lemediaen442.fr 27 novembre 2022

Vidéo. Idriss Aberkane - Le scandale derrière l'affaire "*Facts and Furious*" - Sud Radio

https://www.youtube.com/watch?v=TGWcKOpfuR8

Le scandale "*Facts and Furious*" ou la mafia du fact-checking
Idriss Aberkane, essayiste, Marc Doyer, porte-parole de Verity France et Malika Daoust, femme du fondateur du site "*Facts and Furious*" Antoine Daoust.

https://www.youtube.com/watch?v=c9vF5GE8dro

Interview de Xavier Azalbert (FranceSoir) sur l'affaire « *Fact And Furious* » d'Antoine Daoust - lemediaen442.fr 27 novembre 2022

Alors que "*Le Média en 4-4-2*" tournait son entretien prévu de longue date avec Xavier Azalbert, directeur de la publication de FranceSoir, l'affaire concernant Malika Daoust sortait la veille via une vidéo de Idriss Aberkane. Malika, qui n'est autre que la femme d'Antoine Daoust du site "*Fact And Furious*", était venue déballer la vérité sur le très en vogue fonctionnement de « *vérification des faits* ».

Alors que le site d'information journalistique *FranceSoir* et l'essayiste Idriss Aberkane étaient sur l'enquête depuis plusieurs mois, notre journaliste a profité de la présence de Xavier Azalbert devant notre caméra pour qu'il nous raconte les coulisses du système fact-checking. « *Ils sont là pour blanchir de l'information, afin de stigmatiser les victimes qui s'afficheront sur Wikipédia comme source officielle. Ça s'appelle du blanchiment d'information* », dira Xavier Azalbert. Une interview d'une importance capitale qui rappelle que l'information peut être une arme et que « *Fact And Furious* » n'est que la partie visible de l'iceberg d'un système à broyer ceux qui apportent la contradiction.

Voici l'extrait concernant l'affaire « *Fact And Furious* » d'un entretien que vous retrouverez dans sa totalité d'ici peu de temps.

https://www.youtube.com/watch?v=43Y4Kfv7AA0
https://crowdbunker.com/v/43Y4Kfv7AA0

Ils sont plus royalistes que le roi !

J-C- A les entendre, ils seraient bourrés de bonnes intentions à notre égard, mais quand on y regarde de plus près, on en doute fortement.

Appel signé par une centaine d'associations, dont le Centre tricontinental et le CADTM France (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). 16 novembre 2022

Extraits.

J-C - Leur discours est calqué sur celui de Davos.

- Tant que des milliers de milliards de dollars financeront en toute impunité combustibles fossiles et déforestation, nous ne pourrons ni freiner le changement climatique ni permettre aux communautés impactées de s'adapter.

J-C - Ils ont intégré les mystifications ou les arnaques du GIEC-Davos. Ils s'en remettent à ces imposteurs ou corrompus.

- La science est claire : l'Agence internationale de l'énergie (AIE, 2021) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2022) ont déclaré que tout nouvel investissement dans les infrastructures de combustibles fossiles nous fait dépasser les 1,5°C, la limite pour un dangereux emballement du changement climatique.

J-C - Sans rire ou risquer le ridicule, ils veulent réglementer le climat.

- Nous avons besoin de réglementations convaincantes pour éviter un effondrement total du climat.

J-C – Quel délire !

Ils osent tout. Fake news. Fabrication du récit. Que se passe-t-il en Chine ?

J-C - Les journalistes soudainement ne savent plus compter. En réalité, dans chaque rassemblement il n'y a jamais eu plus que quelques centaines de personnes, un millier ou à peine plus, certains l'ont avoué.

En Chine, une mobilisation historique par son étendue sur le territoire - euronews 28 novembre 2022

Par son étendue sur le territoire, la mobilisation, dont le nombre total de participants est difficile à vérifier, semble la plus importante depuis les émeutes pro-démocratie de 1989. euronews 28 novembre 2022

Quand il n'y eut plus assez de morts, ils se mirent à comptabiliser les cas pour entretenir la peur et forcer la population à se faire injecter leur saloperie génique expérimentale. Là comme il n'y a pas suffisamment de manifestants pour prouver leur assertion, ils évoquent "*des foules de manifestants*" ou "*des centaines de personnes*" (AFP/BFMTV), "*plus de 400 jeunes Chinois*" ou "*la colère de nombre de Chinois* " (LePoint), "*de nombreuses personnes*" (20minutes), ou "*un mouvement de colère d'une ampleur historique*", "*la population chinoise est en ébullition*" (20Minutes), autant mettre les petits plats dans les grands, ce qui "*semble*" au pif à défaut de pouvoir en fournir la preuve, "*la plus importante* (manifestation) *depuis les émeutes pro-démocratie de 1989*" (On sait ce qu'il en fut réellement. –J-C), ben voyons, un énorme mensonge assurément ou un récit relevant de la propagande pure.

Les médias occidentaux et français en particulier voudraient nous faire croire qu'ils se soucieraient de "*la politique chinoise en matière de gestion de la pandémie*" qui heurterait les intérêts du peuple, quand on a en mémoire la manière dont ils ont soutenu servilement la dictature sanitaire en France, on a le droit d'avoir des doutes sur leurs réelles motivations.

Il ne s'agit pas de nier ou de minimiser la réaction des Chinois face à la tyrannie que fait régner le régime en place avec son "*zéro covid*", mais de montrer un des nombreux procédés employés par les médias pour falsifier sciemment la réalité.

Comment les médias parmi les plus corrompus s'y prennent-ils pour discréditer la défense et la cause de Julian Assange ?

J-C - La réponse figurait dans la question, n'est-ce pas ? Chacun sait que ce sont des ennemis acharnés de la liberté d'expression et des représentants de l'oligarchie anglo-saxonne qui les finance, on en a fourni des preuves dans nos causeries.

"*Publier n'est pas un délit*": cinq médias appellent à la fin des poursuites contre Julian Assange - BFMTV 29 novembre 2022

Cinq médias (The New York Times, The Guardian, El Pais, Le Monde et Der Spiegel) ont appelé ce lundi le gouvernement américain à abandonner les poursuites contre le fondateur de Wikileaks Julian Assange pour une fuite massive de documents. BFMTV 29 novembre 2022

Quand on sait que le siège de la corruption mondiale figure dans les paradis fiscaux de la City de Londres et au Delaware (Etats-Unis)

J-C - Ils craignent les "*lanceurs d'alerte*" indépendants, ils veulent les encadrer pour mieux les contrôler et les étouffer. Leur modèle, un tribunal d'exception destiné à juger uniquement les "*ennemis*" des Etats-Unis, la Cour pénale internationale.

Justice internationale : Les Pays-Bas, le Canada et l'Équateur veulent un tribunal mondial anticorruption - 20 Minutes 29 novembre 2022

Les ministres des Affaires étrangères des trois pays ont en effet soutenu une campagne pour un tel tribunal, qui, selon ses partisans, fonctionnerait de la même manière que la Cour pénale internationale (CPI).

« *Ce tribunal pourrait être un lieu où des lanceurs d'alerte très courageux pourraient par exemple apporter leurs preuves* » s'ils ne peuvent pas le faire dans les pays où ils vivent. 20 Minutes avec AFP 29 novembre 2022

J-C – S'ils tiennent à leur peau, ils feraient mieux de témoigner anonymement et à ne surtout pas faire confiance à ce « *tribunal* » dont les membres au cours des trois dernières années n'eurent rien à envier à celui de l'Inquisition ou des pires dictatures.

Voilà qui pourraient aussi les faire réfléchir.

Le nombre de personnes incarcérées en France atteint son plus haut niveau historique RT 27 novembre 2022

Le nombre de détenus en France a atteint son plus haut historique au mois de novembre, avec 72 809 personnes derrière les barreaux, dépassant le précédent record atteint juste avant le confinement, mi-mars 2020, selon les données statistiques du ministère de la Justice repérées par l'AFP le 27 novembre.

Les établissements pénitentiaires français comptaient au 1er novembre 72 809 détenus pour 60 698 places opérationnelles, soit une densité carcérale de 120%, contre 115,4% il y a un an.

Sur une année, on dénombre 2 997 prisonniers en plus – ils étaient 69 812 au 1er octobre 2021 – soit une hausse de 4,3%. Selon les chiffres officiels du ministère, 15 469 détenus sont actuellement en surnombre par rapport aux places disponibles dans les établissements pénitentiaires (contre 13 170 il y a un an). En raison de cette surpopulation, 2 225 sont contraints de dormir sur des matelas posés à même le sol.

Plus du quart des détenus (26,9%) sont des prévenus, c'est-à-dire des personnes en attente de jugement – et donc présumés innocents. La densité carcérale dans les maisons d'arrêt, où sont incarcérés ces prévenus et les condamnés à de courtes peines, grimpe à 142,8%. RT 27 novembre 2022

Totalitarisme. S'octroyer tous les pouvoirs secrètement : C'est légal en démocratie, non mais sans blague !

J-C - Ils osent tout. On se souvient encore que l'Australie avait adopté parmi les mesures les plus liberticides en 2020-2021 pour soi-disant lutter contre une pandémie. En France Macron avait officiellement endossé le statut de chef de guerre, en Australie cela se fit dans le plus grand secret.

Australie : pendant le Covid, l'ex-Premier ministre s'est nommé en secret à plusieurs ministères - Le HuffPost 28 novembre 2022

L'ancien Premier ministre australien Scott Morrison se trouve exposé à une motion de censure qui sera présentée cette semaine au Parlement pour s'être nommé lui-même en secret à plusieurs portefeuilles ministériels durant la pandémie de Covid-19, a annoncé ce lundi 28 novembre son successeur Anthony Albanese.

Scott Morrison s'était auto-désigné aux postes de ministre des Finances, de l'Intérieur, du Trésor, des Ressources minières, de l'Agriculture et de l'Environnement, sans en faire part publiquement et sans en informer les ministres en place.

Le scandale a jeté la lumière sur la nature opaque de la prise de décision dans le gouvernement australien et a suscité des questions sur le besoin de garde-fous démocratiques plus forts. (On aura compris qu'ils vont en profiter pour modifier la Constitution afin que le chef du gouvernement puisse dans l'avenir se doter de tous les pouvoirs en toute légalité, à la manière de la Ve République compatible avec un régime tyrannique ou fascisant. - J-C)

Malgré l'indignation qu'elles ont pu susciter, les actions de Scott Morrison ont été finalement jugées légales. L'ancien Premier ministre a défendu ses actes, les qualifiant de « *prudents* » et de nécessaires en période de pandémie mondiale. Le HuffPost 28 novembre 2022

J-C – Les tyrans sont juges et parties, circulez il n'y a rien à voir !

Les rats.

Affaire Quatennens : « *troublée* », Clémentine Autain (LFI) estime qu'il est « *compliqué d'avoir une réponse politique affinée* » - lejdd.fr 27 novembre 2022

« *Je tends la main à Céline Quatennens* », a-t-elle assuré. « *Nous sommes disponibles pour entendre et accueillir cette parole* », a réitéré Clémentine Autain, pour qui il est « *hors de question que les principes féministes qui guident notre mouvement soient mis de côté parce qu'il s'agit de l'un des nôtres* ».

J-C - Si de tels « *principes féministes* » les guident, autant s'en tenir le plus éloigné possible.

lejdd - Clémentine Autain a également déploré un manque selon elle d'investissement budgétaire du gouvernement. « *Le problème* majeur » des violences faites aux femmes, « *c'est comment on fait appliquer la loi »*, a-t-elle insisté. lejdd.fr 27 novembre 2022

J-C - Elle réclame à Macron des lois encore plus répressives, quelle pourriture ! Ces salopards ont poignardé dans le dos l'un des leurs qui pourtant n'avait pas trahi la cause qu'ils défendaient soi-disant, alors imaginez un peu ce qu'il adviendrait de notre sort s'il dépendait d'eux, on n'ose même pas y penser…

Ils volent à la rescousse de Macron et du régime.

PS : Cambadelis veut mettre fin «*à la mélenchonisation des esprits*» - parismatch.com 27 novembre 2022

Deux candidats, Mme Geoffroy et le maire de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol, affronteront M. Faure au prochain congrès du parti socialiste en janvier pour tenter de lui ravir le poste de premier secrétaire.

Dans un entretien accordé au « *Parisien* », l'ex-premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadelis a appelé dimanche à battre le patron actuel du parti Olivier Faure.

"*Si la motion pro Mélenchon-Nupes est battue, ou n'est pas majoritaire absolue dans les instances du PS, c'est la fin de la Nupes et le chemin vers une nouvelle union*", assure-t-il. parismatch.com 27 novembre 2022

En complément. Twitter en accès libre.

- Manuel Valls écope de 277.000 € d'amende pour le financement irrégulier de sa campagne des municipales à Barcelone. Des faits "*très graves*" estime la Cour des Comptes. L'ex 1er min. français a reçu de l'argent venant d'hommes d'affaires et de la riche élite catalane.

France. Un régime à vau-l'eau toujours plus couvertement antisocial.

Travail : le Sénat réduit de 800 millions d'euros le budget de l'emploi - Publicsenat.fr 28 novembre 2022

L'Assemblée nationale examine la proposition de loi anti-squats - BFMTV 28 novembre 2022

Caroline Cayeux, la ministre en charge des Collectivités territoriales, quitte le gouvernement - Publicsenat.fr 28 novembre 2022

Affaire McKinsey : Véran nie tout « *abus* » (à l'inverse de Bruno Le Maire) - Le HuffPost 28 novembre 2022

Pour l'ex-ministre de la Santé, le gouvernement n'avait « *vraiment pas le choix* » de faire autrement qu'avec les cabinets de conseil. Le HuffPost 28 novembre 2022

Où va se nicher leur misérable propagande.

J-C - L'univers glauque, ténébreux, satanique, cruel, sadique, sadomasochiste, élevé au rang de vertu pour nos enfants par les montres qui détiennent tous les pouvoirs et nous pourrissent l'existence.

La marque de luxe Balenciaga et Adidas épinglés pour « *pornographie juvénile* » - lemediaen442.fr 27 novembre 2022

Le mardi 22 novembre 2022, la marque de luxe Balenciaga, qui appartient au groupe de luxe français Kering, propriété de François Pinault, a dû présenter ses plates excuses à propos de deux récentes campagnes publicitaires. De ces deux campagnes extrêmement étranges, l'une est accusée d'hyper-sexualiser des enfants et l'autre, en collaboration avec Adidas, de présenter un document de la Cour suprême américaine au sujet d'une affaire de pédopornographie.

À quoi joue Balenciaga ? Pour sa campagne publicitaire « *Holiday* », la marque a mis en scène des enfants tenant des peluches harnachées de bondage sado-masochiste. Une autre photo montre un ours en peluche portant un gilet à cordes et un tour de cou. Tout aussi surprenant et inquiétant, dans une autre campagne, Balenciaga-Adidas printemps-été 2023, un cliché du photographe Joshua Bright montre un sac avec le texte d'une décision de la Cour Suprême américaine sur une affaire de pédopornographie, le cas Michael Williams, en 2008. Il s'agissait d'examiner si les lois interdisant la promotion de la pornographie juvénile restreignaient les droits à la liberté d'expression du Premier Amendement des États-Unis.

Devant le tollé suscité sur les réseaux sociaux, la maison Balenciaga a dû présenter ses excuses : « *Nous nous excusons d'avoir affiché des documents troublants dans notre campagne. Nous prenons cette affaire très au sérieux et engageons une action en justice contre les parties responsables de la création du décor et de l'inclusion d'articles non approuvés pour la prise de vue de notre*

campagne printemps-été 2023. Nous condamnons fermement les abus envers les enfants, sous quelque forme que ce soit. Nous défendons la sécurité et le bien-être des enfants. »

La campagne publicitaire « *Holiday* » est signée Gabriele Galimberti du National Geographic. Ce photographe a la particularité d'être très minutieux dans la façon dont ses photos sont composées. À ce sujet il précise : « *C'est vrai, j'adore capturer les détails et j'ai parfois besoin de cinq ou six heures pour prendre une photo. Dans l'un des projets sur lesquels j'ai travaillé, il m'a fallu une journée entière pour prendre quelques photos. Tout ce que vous voyez est réel, mais il arrive que l'image soit véritablement poussée à la limite de la réalité. Je réalise peu de travail de post-production, mais beaucoup de préproduction.* »

Si tout est soigneusement calculé au millimètre près, que veut exprimer Gabriele Galimberti en représentant des enfants entourés d'objets de bondage ? Et que dire de l'utilisation par le photographe Joshua Bright du texte de la Cour Suprême américaine au sujet d'une affaire de pédopornographie ? Quel message veulent faire passer Balenciaga et Adidas ? Qu'ont à dire Cédric Charbit, directeur général de Kering, et Demna Gvasalia, directeur artistique de Balenciaga ? lemediaen442.fr 27 novembre 2022

J-C - Voilà qui est un excellent moyen pour ces monstres de se faire de la pub au niveau mondial gratuitement, ainsi que pour la pédophilie, génial !

En complément avec Twitter en accès libre.

- Quand vous creusez par exemple cette pub avec Isabelle Huppert: il y a un livre de Michael Borremans, peintre dont la série Fire From The Sun montre des enfants nus avec du sang (?), ou des rituels étranges "*combinant l'horreur et l'innocence*".

- Le but n'est sans doute pas de vendre ces peluches...mais de vendre l'idée que sous-tendent ces photos équivoques et/ou de faire un clin d'œil appuyé à une certaine communauté...

Bienvenue chez les poudrés. Le modèle dégénéré qu'ils voulaient imposer à la jeunesse pour mieux l'instrumentaliser et la contrôler.

J-C - En jetant un sort maléfique, un sortilège malfaisant à la jeunesse, c'est la population toute entière qu'ils ont pour ennemi.

Harry Potter : Une star de la saga retrouvée "*le visage dans la cocaïne*", sordides révélations - Purepeople 27 novembre 2022

C'était il y a plus de vingt ans. En 2001, le monde entier découvrait l'univers de petits sorciers dont le grand but était d'apprendre à lutter contre les forces du mal et d'éviter le retour de Voldemort, responsable de la mort des parents du célèbre Harry Potter, le seul qui lui ait survécu.

Harry Potter est devenu une grande famille avec ses personnages emblématiques. Malheureusement, le clan, soudé grâce au succès, a perdu des membres en cours de route.

Alan Rickman, interprète de Severus Rogue, a été emporté par un cancer du pancréas en 2016. Trois ans plus tôt, c'est Richard Griffiths, connu pour avoir prêté ses traits à l'oncle affreux de

Harry, Vernon Dursley, qui tirait sa révérence. Cette année, Robbie Coltrane, comédien jouant l'attachant Hagrid, est mort. Un personnage tout aussi emblématique que celui de Dumbledore, directeur de Poudlard, interprété dans le tout premier film par Richard Harris, mort en 2002. (Un tour de magie noir ! Quel hécatombe, à croire qu'ils étaient envoutés ou qu'ils s'étaient jetés un sort collectivement ! – J-C)

Pour saluer la belle carrière de leur papa, les trois enfants de Richard Harris, Damian, réalisateur et Jamie et Jared, acteurs (fruits de son mariage avec Elizabeth Rees-Williams) ont décidé de lui rendre hommage par le biais d'un documentaire, Le fantôme de Richard Harris, diffusé sur la chaîne Sky Arts. Dans ces images, aucun tabou sur leur papa, acteur vénéré et personnage perturbé. Ou du moins, enclin aux excès comme il l'avait lui-même confié dans le passé.

Pour Far Out Magazine auquel fait référence le site 7sur7, les trois fils sont revenus sur le parcours de Richard Harris et ce qu'était le quotidien à ses côtés. "*Père imprévisible*", il adorait faire la fête même si les soirées pouvaient mal tourner. Bagarres, consommations de substances illicites et d'alcool... L'une d'elles a particulièrement marqué : "*Je suis entré dans sa chambre et c'était comme une scène de Scarface, s'est souvenu Jamie. Il avait laissé tomber ce kilo de cocaïne qui avait éclaté sur le tapis, et son visage était juste au milieu*." Des souvenirs qui, heureusement, n'ont pas tout gâché ! Purepeople 27 novembre 2022

J-C - Parce qu'ils entendent bien perpétuer la mémoire de cette entreprise malsaine et sordide destinée à corrompre et déstabiliser psychologiquement les jeunes adolescents (mais pas seulement apparemment puisque des adultes en raffolent), à briser ou pervertir leurs rapports avec la réalité à coup de baguettes magiques ou à la société, pour qu'ils ne puissent jamais l'interpréter librement.

Le meilleur moyen consiste à les rendre prématurément profondément schizophrènes, à les enfermer dans un monde imaginaire, à perturber leur mémoire ou leurs repères cognitifs en formation, dont ils ont besoin pour construire leur personnalité... Comment ? En leur inculquant des croyances d'un autre âge agrémentées de sortilèges, qui relèvent de l'obscurantisme le plus stupide qui soit, sombre et angoissant où se mêlent des créatures monstrueuses, un procédé qui au passage permet de flatter leur égo et de manipuler leur inconscience en recourant à la sorcellerie, qui leur permettrait soi-disant d'acquérir des pouvoirs magiques dont ils pourraient user pour détenir un pouvoir absolu et atteindre l'immortalité, que l'on retrouve justement à l'origine du transhumanisme, une pure coïncidence sans doute !

Ils ont de la suite dans les idées… contrairement à nous, hélas !

Témoignage. À 23 ans j'hésite à épouser mon compagnon de 71 ans - Closer 28 novembre 2022

J-C - Pourquoi publient-ils ce genre d'infos ?

Ils veulent faire sauter toutes les valeurs, tous les principes, clivages ou repères auxquels la population se référaient à tort ou à raison jusqu'à présent, qui structuraient tous les rapports dans la société, à l'exception de ceux sur l'exploitation qui sont sacrés ou inviolables, afin qu'elle accepte n'importe quoi ou de préférence, qu'elle adhère à celles et ceux que les despotes de Davos veulent lui imposer, pour son bien, cela va de soi.

Cela fait partie de leur projet totalitaire en quelque sorte. Vous devez vous faire à l'idée que tout est dorénavant possible, mieux, souhaitable dans le cadre du Great Reset de l'économie ou plutôt de la nature humaine, puisque c'est de cela dont il s'agit aussi. Laissez-vous aller, tous vos fantasmes les plus farfelus, toutes vos lubies les plus saugrenues, toutes vos mégalomanies les plus insensées sont légitimes, ne vous occupez pas de ceux qui les condamnent, parce que ce sont les valeurs ou les principes qu'ils avaient adoptés qui nous ont conduit à la situation catastrophique que nous vivons actuellement, débarrassons-nous en et le monde s'en portera mieux...

On connaît leur refrain par cœur, il sert à culpabiliser la majorité de la population pour justifier la tyrannie exercée par des minorités auxquelles l'oligarchie appartient et détruire la civilisation humaine, qui aussi imparfaite soit-elle, vaut mieux que leur nouvel ordre mondial totalitaire et transhumaniste.

La dictature climatique et énergétique est dictée par les sommets de l'oligarchie financière internationale.

J-C - Le piège à cons de la réduction du coût des transports en commun ou leur gratuité passagère. Pour qui roulent les ONG ? On va trouver le même scénario dans tous les pays, exactement comme avec la pandémie, le milliardaire Michael Bloomberg - « *Un exemple pour les villes du monde entier* ».

Trains gratuits en Espagne : quel bilan ? - reporterre.net 15 novembre 2022

Depuis trois mois, les équivalents des TER et RER sont gratuits en Espagne. Mais c'est surtout la « *loi sur la mobilité durable* » du pays, approuvée par les ONG, qui soulagera le climat.

J-C – C'est le PSOE ou l'équivalent du PS qui est au pouvoir en Espagne. Une supercherie qui doit servir "*à pénaliser l'usage de la voiture*" ou à vous préparer psychologiquement à vous en passer dans le futur de gré ou de force, à moins de vous endetter lourdement en achetant une voiture électrique si vous en avez les moyens.

Reporterre - Un rapport publié en 2020 par l'Union internationale des transports publics (UITP), sorte de lobby des transports en commun, reconnu pour son expertise technique, estime que la gratuité à elle seule ne convertit pas beaucoup d'automobilistes en adeptes des transports collectifs. Mais elle peut être un outil de promotion efficace si elle s'accompagne d'une politique globale visant à rendre ces modes de déplacement plus attractifs… et à pénaliser l'usage de la voiture.

Selon César Ramos, porte-parole du PSOE sur les transports, personne n'envisage de maintenir la gratuité après 2023. reporterre.net 15 novembre 2022

J-C – En dessous de cet article, on pouvait lire que leur démagogie ou tromperie professionnelle brasse large et rapporte :

Reporterre - Chaque mois, plus d'un million de personnes font confiance au travail des journalistes de Reporterre pour se tenir informées sur l'urgence écologique. Plus de 27 000 de ces lectrices et lecteurs financent le journal par des dons.

J-C - Cela me fait un peu de peine d'être aussi mal traité par mes lecteurs, c'est leur choix et je le respecte.

Londres veut repousser les vieilles voitures plus loin de son centre - Le Point 28 novembre 2022

Restreinte au centre de Londres à son introduction en 2019, la zone ULEZ (ultra low emission zone) avait déjà été considérablement élargie en 2021. Le maire de Londres Sadiq Khan a annoncé vendredi l'étendre à partir du 29 août 2023 à tout le Grand Londres, où vivent neuf millions de personnes. En pleine crise du coût de la vie, introduire une nouvelle taxe a été « *une des décisions les plus difficiles que j'ai eu à prendre* », a-t-il commenté, mais la pollution de l'air rend les Londoniens malades « *du berceau à la tombe* ».

En parallèle, Sadiq Khan a annoncé jeudi son intention de maintenir Londres à l'avant-garde de la « *révolution* » des voitures électriques en ajoutant 100 points de recharge ultrarapide à travers la ville. Ils permettent de complètement recharger une batterie en 20-30 minutes. Selon la municipalité, la capitale compte plus de 11 000 points de recharge, soit un pour quatre véhicules électriques immatriculés à Londres. La ville prévoit aussi la création de 4 500 emplois liés au développement de l'électrique. Les voitures électriques ne sont pas concernées par l'extension de la zone ULEZ.

Le milliardaire Michael Bloomberg, ancien maire de New York et envoyé spécial de l'ONU pour le climat, a estimé sur Twitter que la décision de Londres était « *un exemple pour les villes du monde entier* ».

La société TfL, qui gère plusieurs services de transports à Londres a réalisé une consultation auprès de plus de 57 000 personnes, dont 12 000 personnes militant pour ou contre l'extension de la zone ULEZ. 59 % des personnes interrogées étaient opposées à son extension, et même 70 % de celles vivant dans les zones du Grand Londres concernées par le projet. « *Sadiq Khan a brisé sa promesse d'écouter les Londoniens* », a réagi sur Twitter le groupe d'élus conservateurs à l'assemblée locale de Londres. « *Il doit revenir en arrière sur l'extension (de la zone) ULEZ* ». Cette annonce sera « *un coup de marteau pour les conducteurs et entreprises désespérés qui font déjà face à une augmentation écrasante des prix des carburants* », a aussi protesté l'association d'usagers de la route RAC.

Cumul de taxes

Actuellement, les conducteurs de voitures à essence généralement fabriquées avant 2006 (norme Euro 4) et de véhicules diesel généralement fabriqués avant 2015 (norme Euro 6) doivent débourser 12,50 livres (14,80 euros) par jour pour entrer dans la zone ULEZ. Pour les camions et les cars, il faut payer 100 livres (116 euros) par jour. Les taxis sont exemptés. Outre cette taxe, une « *congestion charge* », un péage urbain de 15 livres par jour, s'applique dans l'ultra-centre à tous les véhicules, afin de réduire le trafic. Selon un rapport de 2019, la pollution de l'air a été à l'origine de 1 000 hospitalisations par an à Londres entre 2014 et 2016. AFP/Le Point 28 novembre 2022

Emmanuel Macron veut équiper « *10 métropoles françaises* » d'un RER - LePoint.fr 28 novembre 2022

Le président Emmanuel Macron a annoncé dimanche son objectif de développer un transport ferroviaire du quotidien de type RER dans dix métropoles françaises afin de favoriser la transition écologique. « *Pour tenir notre ambition écologique, je veux qu'on se dote d'une grande ambition nationale : dans dix grandes agglomérations, dans dix métropoles françaises, de développer un réseau de RER, un réseau de trains urbains* », a-t-il exposé dans une séquence postée sur YouTube, dans laquelle il répond à des questions d'internautes sur l'écologie.

"*Le RER ce n'est pas que sur Paris*", plaidait-on dimanche soir dans l'entourage présidentiel, soulignant le projet de "*faire en sorte que dans les grandes métropoles françaises aujourd'hui congestionnées, les personnes qui ont des trajets pendulaires puissent les faire sans voiture, en décarbonant leur trajets grâce à ces RER métropolitains*". AFP/LePoint.fr 28 novembre 2022

En prime pour les crédules.

Paris : forte hausse du prix du ticket de métro en 2023 - LePoint.fr 27 novembre 2022

Après le pass Navigo, le ticket de métro devrait lui aussi coûter plus cher à partir du 1er janvier. La hausse sera de 40 centimes à l'unité, selon BFMTV. LePoint.fr 27 novembre 2022

EELV ou quand le voile du mirage se déchire sous l'effet de la crise du régime...

J-C - EELV, c'est tout au plus un groupement politique de droite parmi les plus réactionnaires généralement étiqueté à gauche. Il est insignifiant en termes de militants, mais pas seulement. Le candidat d'EELV n'avait obtenu que 4,7 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Il ne doit son existence qu'à ses partenaires du PS ou ceux qui en sont issus et qui s'en sont servis contre le mouvement ouvrier, particulièrement au sein de la jeunesse, à l'oligarchie financière puisqu'ils partagent l'ensemble de ses objectifs économiques et politiques, aux institutions toujours prêtes à faire une petite place à ses partenaires, jusqu'au jour où elles les éliminent, aux médias mainstream qui leur accordent une surface politique surdimensionnée par rapport à ce qu'ils représentent au sein de la population.

C'est un parasite, un cheval de Troie infiltré dans le camp de ceux qui sont supposés être les ennemis du régime pour l'aider à atteindre ses objectifs, ils rament pour la réaction. En représentant le wokisme et toute la pourriture qu'il véhicule, ils ont révélé au grand jour leur véritable nature ou qu'on était en présence de vulgaires imposteurs. Les démasquer et les écraser fait partie de notre combat politique pour le socialisme.

Congrès EELV : « *L'échec incroyable, c'est qu'on est passé de 100 000 votants à la primaire à 5300* », déplore Sandrine Rousseau - Publicsenat.fr 28 novembre 2022

Les militants d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) ont placé Marine Tondelier en tête hier, lors du Congrès du parti. La candidate soutenue par la direction sortante a rassemblé près de 47 % des voix avec une participation d'environ 50% des 11.000 adhérents, alors que la motion soutenue par Sandrine Rousseau et portée par Mélissa Camara n'a obtenu que 13,5 % des suffrages, en troisième place derrière la motion de Sophie Bussière, soutenue par Yannick Jadot, avec 18 %.

Sandrine Rousseau : « *Un Congrès, c'est un vote intramuros. L'échec incroyable de ce Congrès c'est qu'on est passé de 100 000 votants à la primaire à 5300. Comment voulez-vous que l'écologie devienne la force motrice du camp progressiste avec 5300 votants ?* » Publicsenat.fr et Le Figaro 28 novembre 2022

Quand quelqu'un loue le "*niveau intellectuel*" de Macron, c'est que, soit il ne le connaît pas, soit il fait partie de sa famille, Bono remplit les deux conditions.

Ces mots de Bono sur Macron font fondre le petit cœur de ses soutiens - Le HuffPost 28 novembre 2022

Bono le dit d'emblée. Il ne se sent pas « *qualifié* » pour parler de la politique française. Pour autant, lors de son passage sur France inter ce lundi 28 novembre, le leader de U2 a longuement exprimé l'admiration qu'il éprouve envers Emmanuel Macron, qu'il a plusieurs fois croisé.

Le chanteur a loué « *son acuité verbale et intellectuelle* », une qualité qu'il affirme avoir rarement rencontrée au contact des dirigeants du monde entier qu'il a croisés.

« *Tous les gouvernants du monde ne sont pas aussi intelligents (...). Ils savent parler, peuvent être charismatiques, mais on a besoin d'un certain niveau intellectuel. Je vois comment il résout les problèmes. Il faut être témoin de cela. C'est une énergie inhabituelle* », a-t-il souligné.

Une déclaration qui a fait bondir le cœur des macronistes. « *Bono rappelle tout simplement ce que beaucoup disent depuis 2017 en Europe et dans le monde* », s'enflamme l'eurodéputé Renaissance Sandro Gozi, rejoint par sa collègue Laurence Farreng. « *Ça fait parfois du bien d'avoir un regard de l'extérieur sur la politique et ses dirigeants. Celui de Bono sur Emmanuel Macron est parlant* », s'est-elle enthousiasmée.

« *Merci à mon idole Bono, pour son portrait du Président* », a renchéri Jean-René Cazeneuve, député Renaissance du Gers et rapporteur général de la commission des Finances à l'Assemblée nationale. Députée européenne Renaissance, Valérie Hayer a de son côté applaudi le discours résolument pro-européen de la star irlandaise.

Sans surprise, ce discours pro-Macron de Bono fait grincer des dents à gauche. « *L'argent transforme les humains, les coupe de la réalité, les anesthésie, et tue le rock* », a commenté le député LFI Aymeric Caron. « *Bono est vieux et riche* », a aussi grincé sa collègue insoumise de Seine-Saint-Denis Nadège Abomangoli. Le HuffPost 28 novembre 2022

J-C – A « *gauche* », ils semblent ne pas savoir qui est Bono, on va leur rafraîchir la mémoire.

Bono, c'est quoi ? Le Bill Gates du show business version rock.

Paul David Hewson dit Bono, né le 10 mai 1960 à Dublin (Irlande), est un auteur-compositeur-interprète, musicien, homme d'affaires et philanthrope irlandais.

En mai 2002 il parcourt quatre pays d'Afrique en compagnie du secrétaire du trésor des États-Unis, Paul O'Neill, du gouvernement de G. Bush.

En 2003, il sera récompensé d'un Golden Globe de la meilleure chanson originale à Beverly Hills en Californie, la Hollywood Foreign Press Association.

En janvier 2005, il participe au Forum économique mondial de Davos.

Fin 2006, pour échapper à une réforme irlandaise qui est revenue sur le répit fiscal accordé aux royalties, le groupe a transféré aux Pays-Bas le siège de U2 Limited. Or, aux Pays-Bas, les redevances sont pratiquement exemptes de toute fiscalité.

Depuis janvier 2009, il participe comme éditorialiste au journal américain, le New York Times.

En 2011, la fortune du couple de Bono s'élevait à 572 millions d'euros.

En novembre 2017, il est mentionné dans l'enquête des Paradise Papers.

Le 8 mai 2022, en pleine guerre en Ukraine, il répond à l'invitation du président ukrainien Volodymyr Zelensky et se produit avec The Edge, dans le métro de Kiev, transformé en abris. (Source : Wikipédia.org)

Il est cofondateur de Campagne ONE.

Campagne ONE, c'est quoi ? (https://www.one.org/africa/fr/infos/nos-finances)

The ONE Campaign noue des partenariats avec des marques emblématiques mondiales comme Apple, Bank of America...

Donateurs de ONE :

Bill and Melinda Gates Foundation
Open Society Foundations (G. Soros)
The Rockefeller Foundation
Bloomberg Philanthropies
Google
Santander Bank
Cargill
Ford Foundation
Coca-Cola
Merck
Etc.

J-C - Pas besoin d'être très intelligent pour comprendre qu'il appartient au même monde que Macron. Je n'ai jamais écouté U2, et encore moins acheté un de ses disques sans savoir qui Bono était.

De l'extrême droite à la droite en famille. Antisocial assumé ou la réaction sur toute la ligne.

J-C - 78,37% d'abstention auquel s'ajoutent les votes blancs et nuls, autrement dit, le candidat en passe d'être élu a obtenu moins de 9% des voix des électeurs inscrits au premier tour, il ne peut se prévaloir de la démocratie ou de représenter les intérêts du peuple, il n'a aucune légitimité.

Départementale partielle : Louis Aliot en tête au 1er tour dans les Pyrénées-Orientales - Le HuffPost 28 novembre 2022

Le maire de Perpignan Louis Aliot (RN) est arrivé ce dimanche 27 novembre largement en tête du premier tour de l'élection départementale partielle dans le canton de Perpignan-Canohès, dans les Pyrénées-Orientales, loin devant le conseiller sortant socialiste, éliminé.

Recueillant 44,07 % des suffrages exprimés, le ténor du Rassemblement national et sa binôme Carla Muti, conseillère municipale à Canohès, ont devancé le duo divers droite de Jean-Louis Chambon et Florence Micolau (27,63 %). Ils s'affronteront au second tour le 4 décembre.

Avec 26,36 % des voix, le conseiller départemental sortant, Mathias Blanc (PS), est éliminé à l'issue d'un scrutin où la participation s'est élevée à seulement 21,63 %, sur les 16 089 électeurs, seulement 3 478 se sont déplacés.

« *J'appelle à voter Chambon pour faire battre Aliot* », a affirmé à l'AFP Mathias Blanc.

Françoise Chatard (Parti communiste), appelle clairement à voter pour son adversaire, maire de Canohès : "*Pour moi, c'est un vote, systématiquement, contre le Rassemblement National, donc, effectivement, pour Jean-Louis Chambon*."

Les électeurs seront appelés à voter pour le second le dimanche 4 décembre prochain. Le HuffPost et francebleu.fr 28 novembre 2022

Présidence des LR : Ciotti appelle à faire des « *économies sur l'État social* » - Le Point.fr 28 novembre 2022

Au début du mois de décembre, le parti Les Républicains aura un nouveau président à sa tête. Le député des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, se place en favori, même si le résultat reste incertain en l'absence de sondage fiable.

« *Plutôt que sur l'État régalien, faisons des économies sur l'État social* », pose-t-il. En clair ? *« Je propose que nous ayons un plafonnement des prestations sociales, un niveau d'indemnisation chômage moins élevé, que le RSA soit conditionné à une activité et que, parallèlement, nous engagions une vraie politique de lutte contre la fraude sociale.* »

Éric Ciotti veut aussi faire des économies en réduisant le nombre d'employés dans la fonction publique, une thématique mise en avant depuis des années par Les Républicains. « *Il y a 437 agences de l'État, il faut faire le ménage* », pense-t-il. « *Nous avons un trop-plein d'administrations « administrantes », par exemple dans la santé et l'Éducation nationale* ».

Éric Ciotti s'est également exprimé sur les retraites. Il propose « *un système "* à la carte*" qui jouerait à la fois sur le nombre d'annuités et l'âge fixe de départ.* » D'après lui, pour pérenniser un niveau des pensions décent, « *il est indispensable d'avoir une mesure d'âge conduisant à travailler plus tout au long de la vie.* » Le Point.fr et lejdd.fr 28 novembre 2022

Santé.

Les vaccinés sont bien moins nombreux ! Une fake-news de plus ! - Décoder l'éco

https://www.youtube.com/watch?v=iWVKueq5XMU

Djillali Annane, chef de service à l'hôpital Raymond-Poincaré, souhaite la réintégration des soignants non vaccinés - lemediaen442.fr 27 novembre 2022

Alors que cette question a suscité de vifs débats, vite étouffés, dans les rangs de l'Assemblée nationale ce jeudi... Djillali Annane, chef du service de réanimation à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, se prononce sur BFMTV en faveur de la réintégration des soignants non vaccinés. lemediaen442.fr 27 novembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie.

Guerre en Ukraine: l'interview du vice-président de la Douma sur BFMTV en intégralité

https://www.youtube.com/watch?v=9ZL92LCrQ38

J-C - 10450 commentaires le 28 novembre, 4 jours après que cette vidéo eut éte mise sur le Net, c'est dire qu'elle doit être intéressante.

Moscou, 27 novembre (SANA) Des responsables de l'OTAN cités par le *New York Times* ont rapporté que la plupart des États membres de l'OTAN ont considérablement épuisé leur potentiel d'assistance militaire à l'Ukraine dans son conflit avec la Russie.

"*Les pays qui sont plus petits ont épuisé leur potentiel*", ont-ils noté, précisant que 20 des 30 membres sont "*plutôt épuisés*".

Cependant, il a ajouté que les 10 nations restantes peuvent encore contribuer davantage, en particulier les grands alliés comme la France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas.

Les pays de l'Alliance atlantique ont fourni des armes et des munitions à Kyiv pour une valeur approximative de 40 milliards de dollars, un montant comparable au budget militaire annuel de la France.

Info internationale.

IRAN

Le Parlement iranien approuve l'adhésion de l'Iran à l'Organisation de Shanghai - Réseau International 28 novembre 2022

par Al Manar

Les membres du Conseil iranien de la Choura ont voté en faveur de l'adoption d'un projet de loi sur l'adhésion de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai.

L'agence iranienne Tasnim a rapporté que « *lors d'une séance publique aujourd'hui, les membres du conseil ont approuvé les grandes lignes et les détails du projet de l'Iran d'adhérer à l'Organisation de coopération de Shanghai* ».

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, a affirmé sur son compte Twitter que « *le vote décisif de l'Assemblée consultative islamique iranienne sur le projet de loi d'adhésion de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai prouve la détermination et le sérieux de notre pays concernant le développement de coopération économique régionale et internationale et l'orientation vers l'Asie* ».

Le 15 septembre, le ministre iranien des Affaires étrangères et secrétaire général de l'OCS, Zhang Ming, ont signé un document sur l'adhésion à part entière de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai, en marge du sommet de l'organisation à Samarkand, en Ouzbékistan.

« *À partir de maintenant, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de coopération économique et commerciale, de transport et d'énergie* », avait alors déclaré Amir Abdullahian.

Pour sa part, le secrétaire général de l'Organisation de Shanghai a souligné après la signature que « *l'adhésion de l'Iran à l'organisation contribuera à renforcer son rôle et à élever le niveau de son travail* ».

Depuis 2005, l'Iran est un État observateur au sein de l'Organisation de Shanghai et les procédures d'adhésion pour devenir membre à part entière de l'organisation ont commencé en 2021.

Il convient de noter que l'Organisation de Shanghai a été créée en 2001, et c'est un bloc qui comprend la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et un certain nombre de pays de l'ex-Union soviétique.

Des Etats mafieux ont corrompu toutes les institutions internationales. Elles doivent toutes être abolies.

Syrie : les pays occidentaux manipulent l'OIAC et l'utilisent comme plate-forme pour de fausses accusations contre la Syrie et la Russie

La Haye, 29 (SANA) Le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), l'ambassadeur Milad Attia, a exprimé le rejet catégorique de la Syrie de l'utilisation d'armes chimiques par quiconque, où que ce soit et sous n'importe quel conditions.

Dans son discours à l'ouverture de la vingt-septième session de la Conférence des États parties à La Haye, le diplomate a dénoncé que les pays occidentaux ont détourné l'OIAC des objectifs pour lesquels elle a été créée et en ont fait une plate-forme pour diriger de fausses accusations contre la Syrie et la Russie.

"*Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont transformé l'organisation en plate-forme pour porter de fausses accusations contre la Russie d'utiliser ou de préparer l'utilisation d'armes chimiques, tout comme ils l'ont fait avec la Syrie au cours des neuf dernières années*", a déclaré l'ambassadeur.

Il a expliqué que les États-Unis et leurs alliés ont non seulement commis des crimes contre le peuple syrien, mais continuent de faire des tentatives vigoureuses pour reproduire de fausses accusations et des fabrications contre la Syrie au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, malgré le fait que Damas a mis en œuvre tout ce que la Convention sur les armes chimiques exige.

"*La Syrie continue d'être la cible de campagnes sans précédent dans l'histoire de l'OIAC de scepticisme et de fausses accusations pour atteindre des objectifs politiques hostiles des États-Unis et de ses alliés qu'ils n'ont pas pu atteindre par la guerre directe et indirecte*", a déclaré le diplomate.

Il a mentionné les crimes contre le peuple syrien commis par les États-Unis et ses alliés en occupant leur terre, en pillant ouvertement et de manière flagrante leurs richesses, en détruisant leurs capacités, en les assiégeant et en les affamant par le terrorisme économique représenté par des mesures économiques coercitives unilatérales.

Eux aussi ont soutenu les organisations terroristes qui ont massacré des Syriens innocents sans morale ni dissuasion légale pendant près de onze ans, en plus des attaques directes contre le territoire syrien par ces pays sous de faux prétextes, a-t-il conclu.

PALESTINE OCCUPÉE.

Le gouvernement Netanyahu renoue avec le « *sionisme révisionniste* » - Réseau Voltaire 28 novembre 2022

L'accord signé entre le représentant du Premier ministre, Benjamin Netanyahu (Likud), et le représentant de celui qui sera son ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir (Otzma Yehudit), prévoit qu'il dirigera une force armée autonome.

Le ministère de la Sécurité nationale reprendra les attributions de l'ancien ministère de la Sécurité intérieure tout en disposant de nouvelles compétences. Il supervisera à la fois non seulement la police nationale (Mishtara), mais aussi la police des frontières (Magav) qui dépendait jusque-là du ministère de la Défense. L'accord prévoit également la création d'une Garde nationale à grande échelle et l'extension de la mobilisation des troupes de réserve dans la police des frontières.

M. Ben-Gvir est un kahaniste, c'est-à-dire un disciple du rabbin Meir Kahane réclamant l'expulsion des citoyens arabes du pays et l'instauration d'une théocratie. Il ne fait pas mystère de vouloir utiliser la police des frontières pour expulser les populations arabes, qu'elles soient musulmanes ou chrétiennes. Le développement de la police des frontières dépendra des budgets qui lui seront alloués par le Parlement (Knesset).

Le parti d'Itamar Ben-Griv contrôlera également le ministère du Patrimoine chargé du Développement du Néguev et de la Galilée, dont la police de l'environnement pourra imposer sa loi aux bédouins. Il présidera la commission de la Sécurité intérieure de la Knesset, la commission

spéciale de la Knesset pour le Fonds des citoyens israéliens (qui supervise les revenus de l'État provenant des forages gaziers), en plus de recevoir le poste de vice-ministre de l'Économie.

Le ministre de la Défense sortant, Beny Gantz, a déclaré que l'établissement « *d'une armée privée pour Ben-Gvir en [Cisjordanie] est dangereux… et créera de réelles failles dans la sécurité* ».

Benjamin Netanyahu doit encore signer deux autres accords avec deux autres formations d'extrême-droite.

Il faut bien comprendre ce qui est en train de se passer et ne pas se laisser aveugler par ses préjugés. Il y a plusieurs formes de « *sionisme* ». Benjamin Netanyahu était un « *sioniste révisionniste* », adepte de Vladimir Jabotinsky (dont son père Benzion Netanyahu avait été le secrétaire particulier). Jeune, il professait que la Palestine est « *une terre sans peuple pour un Peuple sans terre* ». Il était donc favorable à l'expulsion de tous les arabes. En outre, il professait l'idée que l'État d'Israël devait grandir jusqu'à s'étendre « *du Nil à l'Euphrate* » (Eretz Israel). Il fut pourtant, durant 16 ans, un Premier ministre plutôt modéré. L'on considérait qu'il avait évolué. Or, il s'était simplement adapté à ses majorités conservatrices et à l'air du temps. Aujourd'hui où les straussiens sont au pouvoir aux États-Unis derrière Joe Biden et où son ami personnel Volodymyr Zelensky dirige les « *nationalistes intégraux* » en Ukraine, Benjamin Netanyahu trouve l'occasion de réaliser ses rêves de jeunesse.

Dans les prochains mois, des pogroms anti-arabes auront lieu en Israël, des colonies juives se développeront sur les champs des paysans arabes, et des armes israéliennes seront envoyées en Ukraine. Il ne s'agit pas de questions distinctes. C'est la même idéologie qui sera à l'œuvre au département d'État US, à Tel-Aviv et à Kiev. Réseau Voltaire 28 novembre 2022

Israël: Avi Maoz, suprémaciste juif, va entrer dans le futur gouvernement - RFI 28 novembre 2022

Ventes d'armes : une période faste pour Israël - Courrier International 28 novembre 2022

L'année 2021 a été celle de tous les records pour l'industrie militaire israélienne. "*Selon les chiffres fournis par la Direction de la coopération internationale en matière de défense du ministère de la Défense, les exportations militaires ont bondi de 30 % par rapport à 2020, passant de 8,6 à 11,3 milliards de dollars*", annonce Oded Yaron dans Ha'Aretz.

Et, vu l'évolution du contexte international, l'année 2022 promet de battre de nouveaux records. Courrier International 28 novembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 novembre 2022.

Les jeux du cirque moderne. 220 milliards de dollars, 15 000 morts = 14 666 666 dollars par ouvrier sacrifié, c'est bien payé, bande d'ingrats !

Les poisons dans la Coupe du monde - Réseau Voltaire 29 novembre 2022

La Coupe du Monde de Football a été attribuée au Qatar, désormais financier de la Confrérie des Frères musulmans et donc du terrorisme. C'est pour cela, et non pas pour ses capacités en hydrocarbures, que le président Biden l'a proclamé « *Plus grand Allié Non-Otan des États-Unis* »

Par Manlio Dinucci

La Coupe du Monde FIFA 2022 au Qatar cache une tragique réalité sur laquelle le courant dominant politico-médiatique a fait tomber une chape de silence. Avant tout le fait que ce soit cet émirat du Golfe qui ait été choisi par la FIFA pour organiser la World Cup 2022. La FIFA, la Fédération internationale de football, est profondément corrompue, au point que ses hauts administrateurs ont été arrêtés pour fraudes, racket et recyclage d'argent. Il n'y a donc pas à s'étonner que la FIFA, alors qu'elle a choisi le Qatar, a expulsé la Russie du Mondial. La Coupe du Monde 2022 est la plus couteuse de l'histoire : le Qatar y a dépensé 220 milliards de dollars (par rapport aux 4 milliards dépensés par l'Allemagne pour organiser les Mondiaux de 2006).

Le Qatar -émirat de 3 millions d'habitants -dont la force travail est constituée à 95 % par 2 millions d'immigrés- pour construire les stades et les infrastructures de la Coupe du Monde s'est servi de travailleurs immigrés recrutés au Népal, Bangladesh et autres pays asiatiques. Attirés par de fausses promesses, une fois au Qatar ils ont été soumis à une exploitation de type esclavagiste. Leur passeport a été séquestré pour empêcher qu'ils puissent quitter le pays. Ils ont été contraints à des horaires de travail massacrants, dans des conditions dangereuses, avec des températures de 40-50 degrés, pour des payes très inférieures à celles promises. Ils ont été obligés de vivre dans des taudis avec des conditions d'hygiène désastreuses. Les preuves existent qu'environ 15 000 d'entre eux sont morts, leur décès étant attribué officiellement à des « *causes naturelles* ». Aux familles a été par conséquent refusé toute indemnisation.

Tout cela est ignoré par la « *communauté internationale* » parce que le Qatar, pays qui viole les plus élémentaires droits humains, a été nommé par le président Biden « *Plus grand Allié Non-Otan des États-Unis* ». La base aérienne de Al Udeid au Qatar est la plus grande base militaire états-unienne au Moyen-Orient. Y sont, entre autres, déployés des bombardiers stratégiques d'attaque nucléaire. L'Italie, qui a envoyé plus de 600 militaires surveiller les stades où se déroule la Coupe du Monde, a d'importants accords militaires avec le Qatar, à qui elle fournit des hélicoptères de guerre et autres armements. Réseau Voltaire 29 novembre 2022

En prime, vous ajouterez un milliard dollars pour le complexe militaro-industriel-financier américain.

Washington approuve la vente de systèmes anti-drone au Qatar pour un total d'un milliard de dollars - RT 30 novembre 2022

Le Qatar souhaite acquérir 10 systèmes de destruction intégrés de systèmes d'aéronefs sans pilote fixe (FS-LIDS), capables de détecter des drones volant à basse altitude, de les identifier et de les neutraliser par brouillage électronique. L'accord devrait également inclure 200 intercepteurs Coyote Block 2, Counter unmanned electronic warfare system (CUAEWS). Cette vente de matériel sensible devait auparavant être approuvée par le gouvernement américain, selon le département d'Etat. Le FS-LIDS est fabriqué par le centre de recherche SRC, issu de l'Université de Syracuse, tandis que le Coyote est produit par la société Raytheon.

Le FS-LIDS est fabriqué par le centre de recherche SRC, issu de l'Université de Syracuse, tandis que le Coyote est produit par la société Raytheon.

Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), rien que sur la période 2016-2020 les exportations d'armes américaines au Qatar ont augmenté de 208%. Sous la présidence de Donald Trump, les Etats-Unis avaient approuvé un contrat d'armement de 21 milliards de dollars pour des armes américaines, dont 36 avions de chasse F-15QA. RT 30 novembre 2022

Fake news. Ils ne savent plus quoi inventer pour vous terroriser.

Un virus "*zombie*" de 48 500 ans de retour ? Les scientifiques très inquiets - Yahoo 29 novembre 2022

Pris au piège dans de la glace depuis plusieurs milliers d'années, des virus viennent d'être ramenés à la vie en Sibérie. Les scientifiques sont inquiets.

En Sibérie, ils ont réussi à identifier et à ressusciter 13 virus, appelés "*zombie*" qui étaient jusqu'à présent emprisonnés dans le permafrost depuis plusieurs dizaines de milliers d'années.

Trois d'entre eux datent de 27 000 ans et ont été retrouvés dans de la laine et des excréments de mammouth. Un autre, un pandoravirus, a quant à lui provoqué la surprise des chercheurs en raison de son ancienneté. Il s'agit du plus ancien jamais réveillé. Présent à une quinzaine de mètres sous le fond d'un lac de Yakoutie, il est vieux de plus de… 48 000 ans. Yahoo 29 novembre 2022

J-C - On en tremble déjà, mais est-ce raisonnable ? S'agit-il encore d'une fake news ou d'une misérable instrumentalisation ? J'ai voulu en avoir le cœur net comme disent les commentateurs professionnels (vous avez le droit de vous marrer), et je n'ai pas été déçu.

Les mammouths gelés de Sibérie et d'Alaska - pourlascience.fr 01 avril 2004

Le mammouth est l'espèce éteinte la mieux connue : en trois siècles, on a découvert plusieurs dizaines de spécimens congelés depuis plusieurs dizaines de milliers d'années. pourlascience.fr 01 avril 2004

Au temps des mammouths - hominides.com 16 avril 2013

Les Hommes de Néandertal et les premiers Homo sapiens ont en effet été contemporains du mammouth en Europe pendant des milliers d'années.

Le mammouth original de Lyakhov, actuellement présenté dans la Galerie de Paléontologie du Muséum, a été découvert dans l'une des îles Lyakhov (Russie). Il a été offert à la France en 1912. Son squelette a été monté par Yves Coppens en 1957.

Le bébé mammouth, baptisé « *Dima* », a été découvert près de Magadan en Russie en 1977. Retrouvé dans le sol gelé d'une mine d'or, il était dans un parfait état de conservation. hominides.com 16 avril 2013

Les humains ont coexisté avec le Mammouth laineux durant le Paléolithique supérieur, quand l'Homme est arrivé en Europe en provenance d'Afrique. Avant cela, l'Homme de Néandertal a coexisté avec les mammouths durant le Paléolithique moyen...

En 1864, Édouard Lartet découvre une gravure d'un Mammouth laineux sur un morceau d'ivoire provenant de cet animal dans l'Abri de la Madeleine en Dordogne. Cette gravure est la première preuve largement acceptée de la coexistence de l'Homme avec des animaux préhistoriques éteints et est la première description contemporaine d'une telle créature pour la science moderne.

Peinture représentant quatre hommes préhistoriques, dont trois assis, représentant des mammouths en peignant avec leurs doigts sur les parois d'une grotte. Un cinquième homme se tient debout à côté avec un bâton dans la main.

Le Mammouth laineux est la troisième espèce la plus fréquemment dépeinte dans les peintures de l'âge de glace, après les chevaux et les bisons, et ces peintures ont été réalisées entre 35 000 et 11 500 ans avant notre ère. Aujourd'hui, plus de 500 représentations de Mammouths laineux sont connues, sous la forme de peintures et gravures rupestres situées dans 46 grottes en Russie, France et Espagne, d'engravures et de sculptures (que l'on appelle « *art mobilier* ») dans de l'ivoire, du bois, de la pierre et des os. Wikipédia.org

J-C - Vous aurez compris qu'il s'agit encore d'une supercherie destinée à vous terroriser pour vous rendre docile et vous faire accepter leur orientation de la société contraire à vos intérêts... Entre nous, je m'en doutais, mieux j'en étais convaincu avant même de faire cette petite recherche, ce sont des ordures dans l'âme, ils sont comme cela et personne ne les changera, il faut juste cesser de les écouter en attendant de pouvoir les éliminer. Vous n'en êtes pas convaincus ou vous estimez que j'exagère, attendez leur délire sadique ne s'est pas arrêté là, je vous livre un extrait de la suite de cet article, après vous changerez peut-être d'avis.

Yahoo - Prélevés par les scientifiques afin de les étudier pour développer au plus tôt des vaccins et des antibiotiques, ces virus congelés pourraient à terme s'avérer très dangereux et représenter une réelle menace. Concrètement, le réchauffement climatique pourrait réveiller naturellement ces virus. "*Il existe un risque, amplifié par le changement climatique, qu'ils puissent infecter des plantes ou des animaux, y compris des personnes, si les sols dégèlent*", a expliqué l'un des scientifiques. Le risque d'épidémie est donc bien réel.

Mais que les plus angoissés se rassurent. Concernant le pandoravirus vieux de près de 50 000 ans découvert dans le permafrost sibérien, il ne risquerait pas de s'attaquer à l'Homme. Selon les chercheurs, il infecterait uniquement les organismes unicellulaires.

Au-delà des virus qu'il pourrait libérer, le dégel du permafrost en Arctique pourrait également dégager des quantités phénoménales de gaz à effet de serre. Yahoo 29 novembre 2022

J-C - Si vous avez poussé un cri de soulagement en sachant que vous échapperez à de nouveaux virus venus d'un autre temps, pour autant vous ne seriez pas sortis d'affaire, car c'est l'asphyxie qui vous guette, puisque ces « *scientifiques* » vous le disent ! Qui peut encore croire qu'ils ne sont pas animés que de mauvaises intentions envers la population, qui ? Faites-le savoir...

Adresse à la finance européenne, idiote utile d'un écologisme radicalisé par l'ignorance - climato-realistes.fr 20 novembre 2022

Par Carbone 50 - Article publié le 7 Novembre par l'*Opinion*

Réduire l'empreinte carbone est devenu la « *raison d'être* » de la finance européenne, bras armé des gouvernements et de leur objectif de neutralité carbone à horizon 2050. L'économie et les patrimoines vont souffrir.

Le CO2, qui permet la vie par la photosynthèse, est bizarrement devenu l'ennemi public numéro 1. La croyance en un CO2 maléfique est d'ordre religieux. Elle n'a pas besoin de preuves scientifiques pour se répandre, car nous ne croyons pas nécessaire de nous intéresser à la science du climat et laissons les gourous de l'écologisme radicalisé nous asséner leur catéchisme. Jamais leurs mots ne sont mis en doute. Nous acceptons comme « *preuves* » irréfutables de la culpabilité de nos émissions de CO2 les images anxiogènes qui tournent en boucle, d'une nature qui aurait attendu ces dernières années pour devenir violente, les températures de l'été, la dernière inondation. Honte à nous !

Quel est l'impact réel du CO2 sur le climat ? Comment est-il possible que le CO2 fasse l'unanimité contre lui et que soient prises à son encontre des décisions dramatiques pour le niveau de vie de l'humanité toute entière ? Il est plus que temps que la finance, en pointe dans le combat absurde contre le CO2 fasse son aggiornamento.

Réduire les émissions de CO2 pour quoi faire ?

Dans le résumé de son rapport AR6[i] de 2021, le GIEC[ii] fait une reculade – ou plutôt une avancée – aussi considérable que discrète, en faisant sienne la formule[iii] permettant de convertir les émissions humaines de CO2 en accroissement de la température terrestre. Cette formule indique que le montant actuel des émissions annuelles de CO2 dans le monde produit une augmentation imperceptible de la température terrestre de 0,007 degré par an, soit une hausse de moins de 0,2 degrés à horizon 2050, année de l'objectif de neutralité carbone… Quant aux efforts irréalistes que veut s'infliger l'Europe, ils éviteraient une hausse de 0,001 degré par an. Mais qui le dit ?

La Banque Mondiale estime le coût de la transition énergétique à marche forcée vers cet objectif de neutralité carbone à 100 000 milliards de dollars, soit le montant cumulé des dettes publiques actuelles de tous les pays du monde accumulées au fil des années. Cent mille milliards de dollars pour éviter une hausse de température de 0,2 degrés en 2050 ! La transition énergétique à marche forcée est ruineuse, suicidaire, et surtout inutile.

Pour lire la suite :

https://www.climato-realistes.fr/adresse-a-la-finance-europeenne-idiote-utile-dun-ecologisme-radicalise-par-lignorance/

Mon commentaire posté à ce blog.

- Quelle est l'adresse du blog de Carbone 50, je ne l'ai pas trouvée sur le Net ? Merci.

Un article très intéressant, qui certes brassent des lieux communs pour ceux qui sont correctement informés, cependant ce sont des rappels utiles à l'heure où on croule sous un amoncellement d'informations qui ont le don de nous faire oublier l'essentiel.

Les auteurs posent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses, parce qu'il n'y a pas à en attendre des acteurs auxquels ils s'adressent, la finance européenne, qui n'a pas intérêt à s'opposer aux tenants du Green New Deal promu par le Forum économique mondial.

Ils semblent ne pas avoir compris que cette mystification à 100.000 milliards de dollars, est l'unique réponse à la crise du capitalisme que l'oligarchie financière à trouver, avec évidemment la guerre qui est la plus juteuse des entreprises mercantiles, qui malheureusement ne plus être mondiale, ceci expliquant cela.

Ils ont du mal à admettre cette explication, mais je n'en connais pas d'autres pour justifier la dictature climatique et sanitaire, puis le comportement belliqueux de l'Otan envers la Russie pour la pousser à la guerre en Ukraine.

Bref, ces trois facteurs se combinent pour accélérer la transition énergétique et numérique, transhumaniste conformément à une stratégie ou des objectifs économiques et politiques conçus de longue date... Tout se tient non ?

C'est le président de Toyota qui pourrait bien « *disparaître* »…

L'industrie automobile japonaise n'entend pas abandonner les véhicules thermiques et hybrides - transitionsenergies.com 21 novembre 2022

Au Japon, les constructeurs automobiles n'ont pas l'intention de se laisser dicter les solutions techniques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre par les politiques et les technocrates. Passer exclusivement au véhicule électrique à batteries est à leurs yeux une aberration.

Les constructeurs automobiles japonais ont adopté une autre stratégie que leurs homologues européens et américains sur le passage au véhicule électrique à batteries. Il est vrai que les contraintes imposées au Japon n'ont rien à voir notamment avec celles mises en place en Europe qui condamnent les constructeurs à passer à l'électrique ou à disparaitre. Akio Toyoda, Président de l'association japonaise des constructeurs et du premier d'entre eux et numéro un mondial, Toyota, vient de réaffirmer, au contraire, que pour parvenir à réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre toutes les solutions techniques devaient être poursuivies de l'hydrogène aux carburants verts en passant par les hybrides. «*Il est nécessaire pour nous de présenter la réalité telle qu'elle est pour ceux qui font les règles et nous les imposent*», a-t-il déclaré.

Différentes options de motorisation pour différents usages et différents marchés

«*Un véhicule électrique à batteries est une des options importantes pour résoudre le problème, mais pas la seule*», a réaffirmé Akio Toyoda le 17 novembre lors d'une conférence de presse de l'industrie automobile nippone. «*Mais en tant que constructeurs présents sur tous les marchés mondiaux, nous avons besoin d'avoir différentes options pour différents usages ou différents conducteurs de voitures*», a-t-il ajouté. transitionsenergies.com 21 novembre 2022

Propagande et fake news quotidiennes. Au cœur du système financier international mafieux bénéficiant de la protection royale… et de l'UE.

Blanchiment d'argent : Le Conseil de l'Europe appelle l'île de Man à faire encore mieux sur le « *contrôle interne* » 20 Minutes 30 novembre 2022

Selon le Conseil de l'Europe, l'île de Man doit encore faire des efforts de transparence. L'organisation intergouvernementale a donc appelé mardi le territoire à prendre « *des mesures supplémentaires* » dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, jugeant que l'île « *conserve des lacunes modérées* ».

Moneyval souligne ensuite l'absence d'obligation, pour les entreprises et groupes non financiers contrôlés depuis l'île de Man ainsi que pour les filiales étrangères installées sur l'île, de mettre en œuvre des programmes de lutte contre le blanchiment ou le financement du terrorisme. En conséquence, Moneyval demande que « *les exigences de contrôle interne soient élargies* » sur l'île de Man.

Comme les îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey, Man n'appartient pas au Royaume-Uni mais à la monarchie britannique, et gère ses affaires intérieures en toute autonomie. 20 Minutes avec AFP 30 novembre 2022

Le complotisme pris en flagrant délit.

Suite. Les dernières révélations sur l'affaire Facts and Furious - Xavier Azalbert de France Soir - 28 novembre 2022

Xavier Azalbert, directeur de la publication de France Soir, dévoile les dernières informations sur l'affaire Facts and Furious.

https://www.youtube.com/watch?v=jKfD5NNDC5g

ou

https://odysee.com/@LigneDroiteMatinale:8/les-derni%C3%A8res-r%C3%A9v%C3%A9lations-sur:8?src=embed

---

Quand ils inventent un récit pour camoufler que c'est leur modèle économique qui est « *en déclin* ».

Un rapport affirme que de nombreuses démocraties dans le monde sont en déclin - BFMTV 30 novembre 2022

De nombreux pays démocratiques connaissent une érosion de leur système politique, intensifiée par la guerre en Ukraine et la crise économique, selon un rapport publié ce mercredi le think-tank IDEA International basée en Suède, l'institut international pour la démocratie et l'assistance électorale.

Les démocraties dont l'érosion démocratique est la plus grave, que le rapport catégorise comme pays "*en recul*" et qui incluent les Etats-Unis depuis l'année dernière, ainsi que le Brésil, la Hongrie, la Pologne, l'Inde et l'île Maurice, sont passés de six à sept en 2022 avec l'ajout du Salvador. BFMTV 30 novembre 2022

J-C - La majorité figure parmi les ennemis des Etats-Unis ou ils sont dans son collimateur comme l'Inde par exemple, une pure coïncidence sans doute. Ils ont inclus les Etats-Unis en soutien à Biden...

L'institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, c'est quoi ?

Créé en 1995, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), une organisation intergouvernementale comprenant des États membres de tous les continents, a pour mission de promouvoir la démocratie durable dans le monde. Wikipédia

J-C - On trouve la même généreuse intention en première page des tous les blogs, think tanks ou officines liées au Forum économique mondial (Davos), notamment celui de la NED/CIA ou de la Fondation Rockefeller par exemple. Alors que la démocratie est leur pire ennemi ! Sinon vous avez le droit au refrain habituel repris en chœur par toutes leurs institutions à l'échelle mondiale :

IDEA - Le changement climatique a déjà un impact sur la gouvernance démocratique par ses effets sur la sécurité alimentaire, les conflits, la pénurie d'eau, les migrations et les catastrophes naturelles, entre autres conséquences. Les démocraties doivent formuler et mettre en place des réponses efficaces au changement climatique pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures. (https://www.idea.int/democracy-climate-change)

Qui figurent parmi ses partenaires ? Que du beau monde ! (Source : https://www.idea.int)

- Open Society Foundation (OSF) (G. Soros)
- Carnegie Europe
- European Commission (La Commission européenne)
- Council of the European Union (Le Conseil de l'Europe)
- European Endowment for Democracy (L'agence européenne de la NED/CIA)
- L'USAID (L'ONG de la CIA)
- UN Department of Political Affairs
- UN Democracy Fund
- Ukrainian Think Tanks Liaison Office in Brussels
- Federal Public Service, Foreign Affairs of the Kingdom of Belgium
- Foreign, Commonwealth & Development Office / UKaid
- Sweden: Government Offices of Sweden-Ministry for Foreign Affairs
- Norwegian Ministry of Foreign Affairs

- Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD)
- Ministry for Foreign Affairs of Finland
- OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR)
- Human Rights Watch
- Transparency International (TI)
- Etc.

J-C - No comment !

Aujourd'hui ce n'est pas bien, hier ce n'était pas mieux, mais avant-hier c'était différent, qu'est-ce que c'était chouette !

J-C – Finalement, ce que nous explique monsieur Meyssan, c'est qu'il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme et ses institutions que le socialisme.

Il estime qu'autrefois l'ONU fut une officine du capital fréquentable ou digne de respect pour qu'on y collabore ou la soutienne, se lamentant que depuis quelques décennies déjà elle ne remplirait plus son rôle social et politique auprès des peuples… Plus loin je démontre qu'en réalité c'est une pure vue de l'esprit ou que l'ONU n'a jamais eu de bonnes intentions envers les peuples.

Bref, à défaut d'adopter le socialisme, selon lui le « *droit international* » ou la « *Charte des Nations Unis* » incarneraient les aspirations des peuples, avec plus de 200 guerres à son actif depuis 1947, qu'il nous soit permis d'en douter fortement !

Ajoutons que ceux qui se plaignent que le régime est devenu totalitaire en partage la responsabilité pour l'avoir soutenu dans le passé, puisqu'il rejetait le socialisme. On leur expliqua qu'il n'était pas réformable, sans doute le savaient-ils, mais délibérément ils passèrent outre, alors qu'ils cessent de se lamenter, c'est indécent à la fin. Chacun est libre de choisir son camp, à chacun de l'assumer.

Seule la pluralité de l'information peut prévenir la guerre - Réseau Voltaire 29 novembre 2022

Partout dans le monde, nous observons une multiplicité des médias, mais pas de pluralisme parmi eux. Tous se réfèrent aux mêmes sources qui véhiculent la même vision des faits. Or, nous savons tous que si les faits existent de manière unique, la manière dont nous les percevons est multiple. Déjà dans les années 80, l'Unesco avait mis en évidence l'« *impérialisme de l'information* » ; cette manière d'imposer une seule perception et de nier toutes les autres. Aujourd'hui, cette domination se manifeste avec les News Checkers. Le seul moyen de se libérer de ce système est, non pas de créer de nouveaux médias, mais de nouvelles agences de presse.

Par Serge Marchand, Thierry Meyssan

Après la Seconde Guerre mondiale, le droit international moderne a été constitué avec l'idée de contrer la « *propagande de guerre* » (résolution 110 de l'Assemblée générale des Nations unies du 3 novembre 1947 [1] et résolution 381 du 17 novembre 1950 [2]). Rapidement, les législateurs internationaux, c'est-à-dire les États souverains, sont convenus qu'on ne pouvait lutter contre la guerre qu'en veillant à la « *libre circulation des idées* » (résolution 819 du 11 décembre 1954 [3]).

Or au cours des derniers années, nous avons assisté à un extraordinaire recul qui nous prive de la pensée des autres, nous expose à la propagande de guerre et, en définitive, nous précipite vers un conflit mondial.

Ce phénomène a commencé avec la censure privée sur les réseaux sociaux du président en exercice des États-Unis, puis a continué avec la censure publique des médias russes en Occident. Désormais la pensée des autres n'est plus perçue comme un outil de prévention des guerres, mais comme un poison qui nous menace.

Des États occidentaux se dotent d'instances chargées de « *rectifier* » les informations qu'ils jugent falsifiées (Fake News) [4]. L'Otan réfléchit à la création d'une unité, baptisée Information Ramstein, chargée de censurer non plus les sources d'informations russes, mais les idées russes au sein des 30 États membres de l'Alliance atlantique [5].

Il s'agit d'un complet renversement des valeurs de l'Alliance atlantique qui a été fondée dans le prolongement de la Charte de l'Atlantique, laquelle incorporait les « *quatre libertés* » du président Franklin Roosevelt. La première de ces libertés étant celle d'expression.
Or, avant l'invention de l'Internet, alors que les États-Unis et l'Union soviétique venaient de garantir la « *libre-circulation des idées* » avec les Accords d'Helsinki, les Nations unies et plus particulièrement leur agence en la matière, l'Unesco, s'inquiétaient d'un « *impérialisme de l'information* ». La supériorité technique des Occidentaux leur permettait d'imposer leur vison des faits aux pays en voie de développement.

En 1976, lors de la conférence de Nairobi, l'Onu posait la question du fonctionnement des médias en regard « *du renforcement de la paix et de la compréhension internationale, de la promotion des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre* ».

L'ancien ministre des Affaires étrangères irlandais et prix Nobel de la Paix, Seán MacBride, avait constitué une commission de 16 personnalités au sein de l'Unesco. Elle comprenait aussi bien le Français Hubert Beuve-Mery (fondateur du Monde), le Colombien Gabriel García Márquez (Prix Nobel de Littérature) que le Canadien Marshall McLuhan (théoricien de la communication). Les États-Unis étaient représentés par Elie Abel, alors doyen de l'école de journalisme de l'université de Columbia, et la Russie par le directeur de l'agence Tass, Sergueï Losev. Seule la cinquième et dernière partie du rapport (La communication demain) a fait l'objet d'un débat général. La commission MacBride a discuté du brouillon des autres parties, mais n'a pas pu remettre en question leur rédaction finale. Quoi qu'il en soit son rapport, rendu en 1978, semblait faire consensus.

En réalité, en soulignant que les mêmes faits peuvent être perçus différemment et en ouvrant la question des moyens des médias du Nord et de ceux du Sud, il ouvrait la boîte de Pandore. Concomitamment, l'Unesco était confrontée à la propagande du régime sud-africain d'apartheid et à celle, négationniste des cultures musulmanes et chrétiennes, d'Israël. En définitive, les États-Unis et le Royaume-Uni ont clos le débat en se retirant de l'Unesco. Nous savons aujourd'hui que l'Empire britannique avait assuré sa domination intellectuelle en créant des agences de presse. Whitehall ferma l'Information Research Department (IRD) juste avant la parution du rapport MacBride [6]. Mais la guerre contre la Syrie a montré que le dispositif a été entièrement reconstitué sous une autre forme [7]. Les Occidentaux continuent à falsifier l'information à sa source.

En quarante ans, le paysage médiatique a été transformé : apparition des télévisions internationales d'information continue, des sites internet et des réseaux sociaux. Simultanément on a assisté à une gigantesque concentration des médias dans les mains d'une poignée de propriétaires. Cependant

aucun des problèmes listés en 1978 n'a changé. Au contraire, avec le monde unipolaire, ils se sont aggravés.

La profession journalistique consiste aujourd'hui à soit rédiger des dépêches d'agence, soit à contextualiser ces nouvelles pour les médias. Les agences de presse sont factuelles et non sourcées, tandis que les médias proposent des commentaires et des analyses en se référant aux agences de presse. La contextualisation nécessite beaucoup de connaissances historiques, économiques etc. dont les journalistes actuels sont très largement dépourvus. L'instantanéité des radios et des télévisions ne leur donne pas le temps de lire des livres et encore moins de consulter des archives, sauf lors d'enquêtes de fond. Les commentaires et les analyses se sont donc considérablement appauvris.

L'idéologie dominante en Occident, qui tend à devenir « *globale* », est devenue une religion sans Dieu. Il n'y a plus que deux camps : celui du Bien et celui des apostats. La vérité est déterminée par un consensus au sein des élites alors que le peuple le rejette. Toute critique est considérée blasphématoire. Il n'y a plus de place pour le débat et donc pour la démocratie.
La presse alternative est devenue tout aussi pauvre parce qu'elle se fonde sur les mêmes données que les médias internationaux : les dépêches des agences de presse. Il suffit en effet de contrôler l'AFP, AP et Reuters pour nous imposer une vision des faits. On peut l'assaisonner selon telle ou telle tendance, républicaine ou démocrate, conservatrice ou progressiste, etc., mais ce sera toujours le même plat.

Depuis les attentats du 11-Septembre, ceux qui contestent la version officielle des événements sont qualifiés de « *complotistes* ». Depuis l'élection de Donald Trump, ceux qui contestent les données des agences de presse sont accusés de déformer la réalité et d'imaginer des Fake News. Les journalistes, après s'être interdit de relayer la pensée des « *complotistes* », c'est-à-dire des dissidents, tentent de corriger les Fake News avec des Check News.

Pourtant, dans le même temps, la croyance dans les versions des grands médias s'est effondrée. Aux États-Unis, l'institut Gallup évalue la confiance dans la presse écrite depuis 1973 et dans la presse audiovisuelle depuis 1993. Celle dans les journaux est passée de 51 à 16 % et celle dans les radios et télévisions est passée de 46 à 11 %.

La seule solution suppose que l'on multiplie les agences de presse, c'est à dire les sources d'information. Non pas qu'on les rende nombreuses, mais diverses. Alors seulement nous nous rendrons compte que la manière dont on rend compte d'un événement détermine la manière dont nous le pensons.

Par exemple, aujourd'hui les trois agences de presse citées plus haut présentent le conflit en Ukraine comme une « *invasion russe* ». Elles assurent que Moscou n'a pas été capable de prendre Kiev et de renverser le président Zelenky, mais commet des crimes de guerre chaque jour. C'est une manière de voir. Nous n'avons pas les moyens de publier des dépêches à tout instant, cependant nous éditons un bulletin identique hebdomadaire [8]. Notre critère est différent. Nous nous référons au « *Droit international* » et non pas aux « *règles* » occidentales. Nous décrivons donc le même conflit comme l'application de la résolution 2202 du Conseil de sécurité et de la « *responsabilité de protéger* » les populations opprimées depuis 2014. Les événements sont les mêmes, mais pour les uns la manière dont ils les racontent conduisent à penser que les Russes ont tort, tandis que la nôtre conduit à penser que la position russe est légale. À vrai dire, il y a une autre différence : nous interprétons les faits dans la durée. Pour nous et pour le Conseil de Sécurité, il y a une guerre civile en Ukraine depuis huit ans ayant fait 20 000 morts, les trois grandes agences feignent de l'ignorer. Pour nous

les « *nationalistes intégraux* » ont une longue histoire criminelle, ayant couté la vie à 4 millions de leurs concitoyens, les agences occidentales feignent aussi de l'ignorer [9].

Cette différence peut être appliquée à tous les sujets. Par exemple, les grandes agences de presse nous expliquent que les Occidentaux ont pris des sanctions pour punir la Russie d'avoir envahi l'Ukraine. Nous ne lisons pas les événements de cette manière. Encore une fois, nous référant au « *Droit international* » et non pas aux « *règles* » occidentales, nous relevons que les décisions des Anglo-Saxons et de l'Union européenne violent la Charte des Nations unies. Il ne s'agit pas de « *sanctions* » puisqu'il n'y a pas eu de jugement, mais d'armes économiques pour livrer une guerre à la Russie comme jadis on assiégeait des châteaux pour affamer ceux qui s'y étaient réfugiés.

Chaque différence dans l'interprétation des évènements en provoque une autre. Par exemple, comme nous faisons remarquer que les pseudo-sanctions occidentales n'ont pas été avalisées par le Conseil de Sécurité, on nous répond que c'est bien normal puisque la Russie dispose d'un droit de veto au Conseil. C'est oublier pourquoi l'Onu a été organisée ainsi. Son but n'est pas de dire le Bien, mais de prévenir des guerres. C'est précisément ce qui a permis au Conseil d'adopter la résolution 2202 pour résoudre la guerre civile en Ukraine. Or, les Occidentaux, malgré l'engagement de l'Allemagne et de la France, ne l'ont pas appliquée, contraignant la Russie à intervenir.

Nous pourrions continuer à l'infini cette double lecture. L'important est de retenir que la présentation des faits change radicalement la manière dont on les perçoit. Pour terminer, nous vous invitons à fonder des agences de presse qui décrivent les faits à leur manière et non plus à celle de nos dirigeants. C'est de cette manière et non pas en glosant sur des informations biaisées que nous retrouverons notre lucidité.

Notes.

[1] « Résolution 110 (II) de l'Assemblée générale des Nations Unies », Réseau Voltaire, 3 novembre 1947.

[2] « Résolution 381 (V) de l'Assemblée générale des Nations Unies », Réseau Voltaire, 17 novembre 1950.

[3] « Résolution 819 (IX) de l'Assemblée générale des Nations Unies », Réseau Voltaire, 14 décembre 1954.

[4] « L'Occident renonce à la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 8 novembre 2022.

[5] « Un "ministère de la Vérité" bientôt créé au sein de l'Otan », Voltaire, information internationale, n°16, 25 novembre 2022.

[6] Britain's secret propaganda war, Paul Lashmar et James Oliver, Sutton Publishing, 1998. des documents sur les origines de l'IRD ont été déclassifiés : IRD. Origins and Establishment of the Foreign Office Information Research Department, 1946-48, Historians IRD, History Notes #9, August 1995.

[7] « La fabrication du mythe de la « révolution syrienne » par le Royaume-Uni », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 février 2020.

[8] Voltaire, actualité internationale est un bulletin hebdomadaire publié en six langues : allemand, anglais, espagnol, français, italien et néerlandais.

[9] « Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022.

J-C - Prenons un exemple pour montrer l'inanité, l'opportunisme ou l'imposture de cette démarche.
Le 29 novembre 1947, le plan de partage de la Palestine élaboré par le Comité spécial des Nations unies sur la Palestine (UNSCOP) créé par l'Assemblée générale de l'ONU, est approuvé par cette dernière à New York, par le vote de sa résolution 181.

La décision de partager la Palestine et de créer deux États (un État juif et un État arabe, la zone de Jérusalem placée sous administration internationale) est adoptée le 29 novembre 1947 par 33 voix contre 13 et 10 abstentions.

La résolution 181 avait pour but la création de deux États :

Un État juif de 14 000 km2 avec 558 000 Juifs et 405 000 Arabes, formé de trois parties : la plaine côtière, le long de la frontière syrienne et le désert du Neguev ;
Un État arabe de 11 500 km2 avec 804 000 Arabes et 10 000 Juifs formé de quatre parties : une zone autour de la ville de Gaza, les montagnes de Judée et de Samarie, la majeure partie de la Galilée au Nord, ainsi que la ville de Jaffa ;
Enfin, une zone sous régime international particulier comprenant les Lieux saints, Jérusalem et Bethléem avec 106 000 Arabes et 100 000 Juifs.

Malgré la volonté originale de créer deux États de taille semblable, l'ONU accorde aux sionistes 50 % de plus que le plan Peel de 1937. Wikipédia.org

Résolutions de l'ONU non respectées par Israël - monde-diplomatique.fr 2009

Au mépris du droit. 1947-2009 : une impunité qui perdure

https://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775

J-C – Bien que je la rejette avec les Palestiniens, force est de constater que, non seulement la résolution 181 des Nations Unis ne sera jamais appliquée par Israël, cette colonie anglo-saxonne n'en a respecté aucune depuis 1947 sans jamais être inquiétée. Voilà pour les faits, une constante pendant 75 ans qui vaut pour les Etats-Unis. Qui peut le nier ?

On nous vante "*le droit international moderne*" qui daterait de la résolution 110 de l'Assemblée générale des Nations unies du 3 novembre 1947, tandis qu'au même moment il était en train d'être foulé aux pieds pour être enterré 26 jours plus tard, lorsque l'Assemblée générale de l'ONU décréta la liquidation de la Palestine le 29 novembre 1947.

75 ans plus tard il y en a qui en sont encore nostalgique, mais de quoi ? De quoi sinon du consensus entre l'américain Truman, le britannique Attlee, le français Auriol, le soviétique Staline avec les sionistes, qui scellait définitivement le sort de l'ONU en montrant sa véritable nature comme machine de guerre contre les intérêts fondamentaux de tous les peuples au profit de l'impérialisme

américain et ses vassaux occidentaux, ce qui allait se confirmer tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Effectivement, "*la présentation des faits change radicalement la manière dont on les perçoit*", au point, je cite Wikipédia "*à l'exception des sionistes révisionnistes, la population juive accepte le plan de partage, tandis que la population arabe et les dirigeants des pays voisins le rejettent*", ce qui signifie que non seulement la pluralité de la perception des faits n'avait pas été respectée, celle de la majorité n'avait pas été prise en compte ou ne comptait pas finalement, autrement dit ce ne fut qu'une parodie de démocratie, car en réalité le dénouement de ce conflit était écrit d'avance, puisque rien ne pouvait justifier ce partage ou cette injustice dont devaient être victime les Palestiniens, sinon de décréter que spolier de leurs terres leurs légitimes propriétaires était légal ou la nouvelle norme à laquelle ils devraient se soumettre de gré ou de force.

Question : Comment peut-on se prévaloir de la démocratie et défendre une telle conception du droit qui en est la négation ? Voilà ce qui arrive quand le culte qu'on voue aux puissants l'emporte sur l'empathie qu'on prétend avoir pour le peuple qu'ils oppriment, parce qu'on considère que les rapports sociaux qui sont le produit de la répartition des pouvoirs entre les classes n'ont pas lieu d'être inversés, déniant au peuple la capacité de prendre en main son destin et celui de la société...

Si "*la présentation des faits change radicalement la manière dont on les perçoit*", cela peut vouloir dire beaucoup de choses différentes, par exemple que les faits peuvent être tronqués ou manquer singulièrement de précision, être contextualisés de façon biaisé, faire l'objet de non-dits, d'une sous ou surestimation, etc. Mais surtout, l'ensemble du récit est conçu selon une orientation précise ou sert un objectif politique déterminé, qui n'est pas dévoilé aux lecteurs (ou téléspectateurs) ou apparaîtra uniquement en filigrane plus ou moins ouvertement au besoin, parfois maladroitement parce que l'auteur n'a pas pu faire autrement, de manière à formater leur conscience, leur inculquer une certaine idéologie, les faire adhérer à une idée, les faire adopter un comportement, leur faire partager un objectif, qui plus tard sera exploité pour légitimer ce récit comme s'il venait d'eux.

Ils se sont trop décrédibilisés au cours des 3 dernières années, la coupe est pleine…

Le Premier ministre australien demande la fin des poursuites américaines contre Julian Assange – RT 30 novembre 2022

«*Il y a quelque temps, j'ai fait valoir mon point de vue selon lequel trop c'est trop. Il est temps que cette affaire soit menée à son terme [...]. J'ai soulevé cette question personnellement avec des représentants du gouvernement des Etats-Unis. Ma position est claire*», a affirmé le 30 novembre devant le Parlement australien Anthony Albanese, au sujet des poursuites américaines contre Julian Assange.

Ces dernières semaines, plusieurs hommes d'Etat d'Amérique latine ont appelé à la libération du journaliste australien. RT 30 novembre 2022

Un système économique qui produit tant d'inégalités est illégitime et doit disparaître.

LePoint - La société française de conseil aux investisseurs Proxinvest vient de publier son 23e rapport annuel sur les rémunérations des grands patrons. Et le millésime 2021 peut donner le

tournis. Proxinvest a décortiqué les rémunérations des dirigeants des 120 entreprises les plus importantes cotées à la Bourse de Paris (SBF 120), et en conclut que leurs numéros 1 ont gagné en moyenne la coquette somme de 4,5 millions d'euros en 2021. Soit 42,4 % de plus que l'année précédente, et 21,9 % de plus par rapport à 2019, avant la crise sanitaire. Petite nuance qui a son importance : les chefs des entreprises du CAC 40 (les 40 entreprises les plus valorisées) ont vu leur rémunération moyenne croître de 70,8 %, à 7,9 millions d'euros, soit une hausse de 51,7 % par rapport à 2019.
31 dirigeants sur 120 auraient touché plus de 5 millions ; et 5, moins de 500 000 euros. Dans le top 5 du classement des dirigeants de Proxinvest les mieux payés figure en tête le directeur général de Stellantis, Carlos Tavares (66,7 millions d'euros, dont un bonus annuel de 7,5 millions d'euros, le plus élevé du SFB 120).

Ensuite, à la deuxième place, Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, avec 44,1 millions d'euros, dont 40,8 millions de rémunération actionnariale. On trouve sur la troisième marche du podium Daniel Julien, PDG du spécialiste des centres d'appels Teleperformance (19,6 millions d'euros, dont 2,2 millions d'euros de rémunération fixe, soit la plus élevée du CAC 40, selon Proxinvest). François-Henri Pinault du groupe de luxe Kering, lui, arrive à la quatrième place du classement Proxinvest, avec 12 millions d'euros.

Selon la fintech Scalens, l'Hexagone est le cinquième pays européen le plus généreux avec des dirigeants, derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et le Danemark. LePoint.fr 29 novembre 2022

En complément.

Le Japon veut doubler ses dépenses militaires - RFI 29 novembre 2022

Totalitarisme. Le déni et la tyrannie sont devenus la norme ou le mode de gouvernance de la classe dominante.

Motion de censure : Borne fustige les « *contes et légendes* » de LFI - Le HuffPost 29 novembre 2022

À l'Assemblée nationale, la Première ministre a accusé les députés insoumis de « *fausses informations* » et « *manipulation* ».

Il faut dire qu'en la matière, elle en connaît un rayon !

Covid-19 : Élisabeth Borne appelle au retour des gestes barrière et du masque dans les transports - Journal du Dimanche 29 novembre 2022

Un appel à la prudence. Mardi, depuis l'Assemblée nationale, Élisabeth Borne a lancé un message aux Français, alors qu'une « *nouvelle vague* » de Covid se profile. *« Je lance un appel solennel : respectons les gestes barrière, portons le masque dès que nous sommes avec des personnes fragiles ou dans des zones de promiscuité comme les transports en commun. Ce sont des petits gestes qui sauvent des vies* », a déclaré la Première ministre, rappelant au passage que « *le virus n'a pas disparu, l'épidémie frappe encore, tue encore* ».

La réintégration des soignants non vaccinés pas au programme

Pour Élisabeth Borne, cette neuvième vague fait peser une « pression supplémentaire » sur les hôpitaux qui font déjà face aux épidémies de grippe et de bronchiolite. Alors selon elle, il n'existe qu'une seule solution : « *Vaccinez-vous cela vous protège, cela protège votre hôpital.* »

Fustigeant des propos « *terrifiants* » sur les vaccins dont « *certains confinent à l'obscurantisme* », la Première ministre a enfin dit qu'elle ne « *pensait pas, dans cet hémicycle, dans le pays de Pasteur, que dire que l'on a confiance dans la parole de nos scientifiques et dans l'efficacité de nos vaccins prêterait à des débats aussi vifs* ».

« *Mais vos hurlements ne nous feront pas reculer, a-t-elle lancé à l'adresse de certains parlementaires qui la critiquaient lors de la séance des questions au gouvernement. Nous assumerons, nous ferons toujours le choix de la responsabilité [et] de la science.* » Journal du Dimanche 29 novembre 2022

La réaction sur toute la ligne.

Covid-19 : Emmanuel Macron va remettre la Légion d'honneur aux ex-membres du conseil scientifique - Journal du Dimanche 23 novembre 2022

Le Sénat réduit de 350 millions d'euros le budget de l'aide médicale d'État et réforme son cadre - BFMTV 30 novembre 2022

Cette mesure ne sera certainement pas retenue au final par le gouvernement, qui devrait à nouveau user de l'article 49.3 de la Constitution devant l'Assemblée nationale sur ce texte. BFMTV 30 novembre 2022

Il s'agit de l'aide médicale d'État (AME) couvrant les étrangers en situation irrégulière

Répression en Iran : des sénateurs réclament un durcissement des sanctions contre Téhéran - Publicsenat.fr 30 novembre 2022

Renaud Muselier rejoint le parti Renaissance, un « *traître* » commente Éric Ciotti - Le HuffPost 30 novembre 2022

Après avoir quitté LR en novembre 2021, il avait ensuite appelé à voter pour Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle. Le HuffPost 30 novembre 2022

"*Même pas le temps de faire la lessive*": l'Assemblée se penche sur le rythme de députés épuisés - BFMTV 29 novembre 2022

Confronté à l'épuisement des parlementaires, le Palais-Bourbon veut alléger l'emploi du temps dans l'hémicycle. "*J'ai travaillé 297 heures en octobre*", a compté une députée socialiste. "*On n'accepterait jamais ça dans une entreprise*", juge de son côté une parlementaire Renaissance. BFMTV 29 novembre 2022

J-C - Avec un revenu de 5700 euros net par mois plus ceux de leur conjoint ou conjointe, soit entre 8000 et 10000 euros, ils veulent nous faire croire qu'ils font la lessive à la main ! A moins que le mode d'emploi d'une machine à laver soit au-dessus de leurs moyens intellectuels, qui sait ?

Santé et dictature sanitaire.

Grève dans la psychiatrie hospitalière : « *C'est un cri d'alarme !* » - publicsenat.fr 29 novembre 2022

Service après service, c'est tout l'hôpital public qui semble se déliter. Après la pédiatrie, sous l'eau cet hiver du fait d'une épidémie précoce de bronchiolite chez les bébés, c'est au tour de la psychiatrie d'être en crise. La situation n'est pas nouvelle. Ce mardi, les psychiatres hospitaliers étaient appelés à se mobiliser pour dénoncer le « *délabrement* » du secteur public de la santé mentale.

Les syndicats dénoncent une « *situation plus qu'alarmante* » et « *un abandon de la psychiatrie publique* », qui mène à « *des difficultés majeures pour soigner nos concitoyens qui souffrent* ». Concrètement, il s'agit de moyens insuffisants qui « *se caractérisent au quotidien par le manque criant de lits d'hospitalisation complète et des fermetures régulières de centres médico-psychologiques (CMP)* ». Une situation liée, comme dans d'autres services, à une pénurie de médecins et d'infirmiers. Selon Norbert Skurnik, président de l'Intersyndicale de défense de la psychiatrie publique (Idepp), faute d'accueil, « *rien qu'en Île-de-France, 60 à 70.000 personnes, dont au moins 60 % sont des malades mentaux, errent en dehors de toute institution et de tout domicile* », a-t-il expliqué à l'AFP.

Les médecins en arrivent même à aller plus loin, dans certains cas, aux urgences. « *Comme il n'y a plus de lit disponible dans les hôpitaux, pour éviter que le patient se mette en danger ou fasse mal aux autres, on est obligés de l'attacher au brancard, en salle d'attente, le temps qu'une place se libère. Les gens se sentent persécutés, on aggrave la pathologie. Ce n'est pas tous les jours, mais c'est symptomatique de la situation* », raconte la cheffe de service. publicsenat.fr 29 novembre 2022

« *Des brigades ont injecté du Rivotril aux personnes âgées dans les Ehpad* » – Pierre Chaillot

https://www.youtube.com/watch?v=D4rkY0SBQGY

Lors de notre entretien, Pierre Chaillot s'est aussi exprimé sur la polémique liée à l'usage du Rivotril – une molécule médicamenteuse de la classe des benzodiazépines – dans le cadre de protocoles de soins palliatifs, notamment dans les EHPAD.

« *Le scandale n'est pas tant lié à la molécule en elle-même, mais plutôt au protocole. C'est ce qu'ils ont appelé le protocole palliatif covid. C'est un protocole qui n'a pas lieu qu'en France, et qui a consisté à dire : « Il y a un virus mortel qui circule et quand les personnes âgées l'ont, on ne peut pas les soigner, et en plus elles sont dangereuses pour les autres parce qu'elles vont contaminer leurs voisins. Donc, il faut les isoler et les mettre en protocole palliatif.* »

« *La molécule utilisée par la plupart des autres pays a été le Midazolam et on s'est retrouvé en situation de pénurie. Il y a eu un décret spécifique en France pour pouvoir utiliser le Rivotril* »,

ajoute Pierre Chaillot. « *C'est à partir du moment où l'on prend cette décision que l'on a une forte augmentation de la mortalité, en particulier des personnes âgées dans les EHPAD.* »

« *Cette prise de décision est un vrai scandale. Comment peut-on affirmer d'emblée que les personnes ne se sortiront pas d'une quelconque pathologie et faire peur à tout le monde pour dévoyer le système de soins palliatifs sans tenter autre chose ?* »

Selon Pierre Chaillot, les mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la crise sanitaire s'apparentent d'ailleurs à une gigantesque « *expérience de Milgram* ».

« *On a vécu un niveau d'absurdité phénoménal. On a forcé les gens à fliquer leurs voisins pour savoir s'ils étaient vaccinés, tout le monde a joué le jeu. Les gens ont participé de manière volontaire à cette expérience.* »

Et Pierre Chaillot de conclure : « *Quelle que soit l'expérience que l'on met en place, il y a toujours un nombre significatif de personnes qui ne se laisse pas avoir, à peu près autour de 5%. On a bien vu que ça n'avait aucun rapport avec le niveau d'éducation des gens. De grands chercheurs se sont rebellés, et puis il y a eu aussi des gens pleins de bon sens, quel que soit le niveau de diplôme.* »

« *Il ne faut pas se laisser faire. Il faut continuer à donner de l'information, refuser les choses quand elles sont complètement stupides, ne pas compter sur la totalité de la masse des gens pour s'investir à sa place, il faut le faire personnellement, fermement, sans s'arrêter. C'est nécessaire et ça suffit à ne pas tomber dans la dérive totale.* »

Grèce : le gouvernement réintègre à contre-cœur les soignants non vaccinés - LePoint.fr 29 novembre 2022

Une décision de justice qui contrarie le gouvernement grec, qui s'y plie malgré tout. La Grèce va prochainement réintégrer des milliers d'employés du secteur de la santé qui avaient refusé d'être vaccinés contre le Covid-19, a annoncé mardi 29 novembre le ministre de la Santé après une décision de justice en ce sens. « *Le jugement sera mis en œuvre, même si selon moi il s'agit d'une décision dangereuse pour la santé publique* », a déclaré à Mega TV le ministre de la Santé Thanos Plevris.

Selon ce dernier, la décision entrée en vigueur il y a un an de mettre à l'écart quelque 6 500 employés non vaccinés devrait être annulée à partir du 1er janvier 2023, et peut-être auparavant. AFP/LePoint.fr 29 novembre 2022

Qui détient la palme du régime le plus pourri en Europe ?

La France, dernier pays d'Europe à ne pas réintégrer ses soignants non-vaccinés – LCI 30 novembre 2022

Zéro-Covid : face à la fronde populaire, la Chine accélère la vaccination - AFP/LePoint.fr 29 novembre 2022

Des manifestations historiques ont eu lieu ce week-end pour réclamer le retour des libertés, empêchées par une politique sanitaire stricte.

Le taux insuffisant de vaccination en Chine, particulièrement chez les plus âgés, est l'un des arguments mis en avant par le gouvernement pour justifier sa stricte politique sanitaire, avec confinements à répétition, quarantaines à l'arrivée de l'étranger et tests quasi quotidiens pour la population. Y remédier pourrait justement offrir à la Chine une porte de sortie au « *zéro Covid* ». AFP/LePoint.fr 29 novembre 2022

J-C – Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les maoïstes ont réduit les masses arriérées chinoises à l'état de zombis en leur inculquant le culte du parti unique qui n'a rien de communiste. Ils en ont fait une masse amorphe, obéissante, docile, servile, taillable et corvéable à merci dépourvue de toute indépendance et liberté.

Les Chinois n'ont connu que ce modèle de société totalitaire, qui a contribué à formater leur conscience et à leur inculquer les normes d'une dictature absolue à laquelle ils se conforment, la délation se chargeant de dénoncer aux autorités les comportements « *déviants* », et lorsqu'ils ne les supportent plus, ils font l'objet d'intimidations ou de menaces, toute opposition au régime – manipulée ou non par des puissances occidentales, étant férocement réprimée, dans ces conditions il est extrêmement difficile aux masses chinoises de s'organiser et d'entrevoir une issue politique conforme à leurs aspirations légitimes.

La conception du parti, du pouvoir ou de l'Etat, de la société des maoïstes ou des autorités de Pékin qui incluent la caverne du milliardaire Alibaba, ne correspondent pas au communisme, hormis les secteurs économiques qui sont encore la propriété de l'Etat chinois et gérés par lui ou qui n'ont pas encore réintégré la propriété privée des moyens de production.

Il m'est arrivé souvent de m'exclamer : le parti, encore le parti, toujours le parti, et si aujourd'hui encore je milite pour la construction d'un nouveau parti révolutionnaire socialiste ou communiste, ce n'est certainement pas pour lui faire jouer le même rôle que le parti communiste chinois ou celui de l'ex-URSS sous le stalinisme. C'est parce que j'ai conscience que lors d'une révolution prolétarienne, sans le parti les masses ne pourront jamais renverser l'ordre établi ou s'emparer du pouvoir politique, et encore moins le conserver.

Au sein des masses il existe tous les niveaux de conscience politique que l'on peut imaginer, ce qui en fait une masse très hétérogène et incapable de s'orienter par elle-même. Or, ce facteur est capital pour combattre et vaincre un ennemi, qui lui mène sa lutte de classe de manière homogène et organisée, où toutes ses couches ont conscience de lutter contre un unique ennemi, la classe ouvrière et son idéologie, le communisme ou le socialisme, d'où la nécessité pour l'affronter, de rassembler dans un parti les éléments les plus conscients ou déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes, sans quoi répétons-le, tout espoir de changement de société serait un leurre, une illusion.

Les masses font la démonstration quotidiennement, qu'elles ne possèdent pas le niveau de conscience et d'organisation requis pour imposer à leur ennemi de classe une orientation de la société qui prendrait en compte leurs besoins sociaux et leurs aspirations politiques légitimes. Voilà le constat que chacun peut faire et qui justifie la nécessité de ce parti. Partant de là, autant dire que si elles ne sont pas capables de remplir cette condition élémentaire, elles seraient encore moins en

mesure de gouverner, c'est donc à leur parti que revient d'assumer cette tâche ou de remplir cette fonction une fois l'ancien régime renversé. Pendant combien de temps ? Temporairement, pas indéfiniment, le temps que la révolution socialiste l'emporte dans d'autres pays développés, de sorte que lorsque cette dynamique sera enclenchée rien ne pourrait plus l'arrêter jusqu'à ce qu'on se soit débarrasser du capitalisme à l'échelle mondiale. On peut estimer, qu'une fois que ce processus serait suffisamment avancé et que le capitalisme aurait été vaincu dans plusieurs pays occidentaux, le niveau de conscience du prolétariat aurait suffisamment progressé pour qu'il gouverne directement, le parti renouant avec le rôle de guide ou de conseiller qu'il occupait à ses côtés durant la période qui précéda la révolution. Ce serait logique, puisque les masses auraient intégré consciemment le socialisme et ses objectifs, désormais en quelque sorte plus rien ou presque ne les distinguerait plus du parti, qui à terme serait voué à disparaître avec les classes et l'Etat, les frontières, l'exploitation et la monnaie.

Pouvez-vous nous garantir que le parti ne dégénèrera pas comme ce fut le cas dans l'ex-URSS ? Là vous m'en demandez trop, tout dépendra si le processus révolution gagnera ou non tous les pays petit à petit ou se répandra sur tous les continents, de toutes manières nous n'avons pas le choix ou d'autres alternatives. Il ne faut pas demander l'impossible sous peine d'être réduit à l'impuissance ou à la passivité. C'est comme cela et ce n'est pas moi ni personne qui décide des conditions dans lesquelles on doit mener notre combat politique, elles nous sont imposées, voilà tout.

Finalement, tout dépendra si nous sommes ou non à la hauteur des tâches historiques que nous avons à accomplir au côté des exploités et des opprimés que nous représentons. Notre responsabilité s'arrête là et elle est énorme ! J'appelle tous les lecteurs à en prendre conscience rapidement. C'est un appel à renouer d'urgence avec les enseignements de la révolution russe de 1917.

En complément. Ce courant qui se réclame du trotskysme est votre ennemi.

Le World Socialist Web Site est le centre internet du Comité International de la Quatrième Internationale (CIQI). Sa section nationale en France, le Parti de l'égalité socialiste.

J-C – Ces enragés militent pour la tyrannie sanitaire du « *zéro covid* » !

Les conséquences désastreuses de la levée du zéro COVID en Chine - wsws.org 19 novembre 2022

Au cours de la semaine écoulée, le gouvernement du Parti communiste chinois (PCC) a amorcé un dangereux changement de politique en s'éloignant de la stratégie d'élimination «*zéro COVID*» mise en place dans toute la Chine depuis le début de la pandémie. wsws.org 19 novembre 2022

https://www.wsws.org/fr/articles/2022/11/19/pers-n19.html

Guerre de l'OTAN contre la Russie.

Moscou, 30 novembre (SANA) Le ministère russe de la Défense a annoncé aujourd'hui une nouvelle percée sur le front de la République populaire de Donetsk en libérant complètement les villes de Belogorovka et Pershe Travnia, où les forces ukrainiennes ont subi jusqu'à 50 victimes et perdu quatre véhicules de combat blindés, trois - des pièces d'artillerie propulsées et six véhicules de combat.

Dans son rapport quotidien sur le déroulement de l'opération militaire spéciale sur le territoire ukrainien, l'entité militaire a rapporté qu'en direction de Kupiansk, des groupes tactiques ukrainiens ont tenté d'attaquer les positions des troupes russes, mais ont été repoussés et ont subi 50 pertes parmi leur personnel, dix chars, un véhicule de combat d'infanterie, deux véhicules blindés de transport de troupes, une monture d'artillerie automotrice et une voiture.

Alors qu'ils se trouvaient dans la direction Krasno-Limansky de la République populaire de Louhansk, trois groupes tactiques des forces armées ukrainiennes, renforcés de chars, ont tenté en vain d'attaquer les positions des troupes russes. Mais ils ont été vaincus par des tirs d'artillerie et d'avions et leurs pertes se sont élevées à plus de 40 militaires ukrainiens, un char, quatre véhicules de combat d'infanterie et un véhicule de munitions.

De même, trois groupes tactiques ukrainiens ont tenté de contre-attaquer les positions des troupes russes dans les colonies de Novomikhailovka, Novodonetskoye et Novosyolka de la République populaire de Donetsk, et à la suite des tirs et des actions actives des unités russes, les contre-attaques ont été repoussées et l'ennemi a été contraint retour à leurs positions d'origine, ainsi que perdu plus de 50 militaires, deux véhicules de combat d'infanterie, deux véhicules blindés de transport de troupes, un MT-LB, un véhicule blindé et quatre véhicules.

À leur tour, l'aviation tactique et les forces de missiles et d'artillerie ont vaincu 97 unités d'artillerie et 157 positions de personnel militaire et d'équipement de guerre ukrainiens.

Un important stock de roquettes HIMARS, MLRS et Uragan a également été détruit, ainsi que des armes d'artillerie, ainsi que deux stations radar de contre-batterie AN/TPQ-37 de fabrication américaine, un peloton de systèmes d'artillerie US M777, un dépôt de munitions de la 60e brigade d'infanterie des forces armées ukrainiennes.

D'autre part, un avion Su-25 et huit drones de l'armée de l'air ukrainienne ont été abattus au moyen de la défense aérienne russe.

Info internationale.

LIBYE

Libye : le cri des esclaves étouffé par les ONG au Festival des Droits Humains - Réseau Voltaire 29 novembre 2022

Des associations de défense des Droits de l'homme ont empêché la diffusion d'un documentaire sur l'esclave en Libye. C'est que la Jamahiriya arabe libyenne de Mouamar el-Kadhafi avait lutté contre l'esclavage et était parvenue à dépasser des siècles d'affrontements entre les arabes et les noirs. Mais lorsque l'Otan a écrasé la Jamahiriya et assassiné Kadhafi, l'esclavage a été rétabli.

La projection du film documentaire Le Cri sur le drame des migrants esclaves en Libye, que son réalisateur Michelangelo Severgnini avait été invité à présenter au "*Festival des Droits Humains*" à Naples, a été interrompue après une vingtaine de minutes par les représentants des ONG parmi lesquelles Open Arms (Bras Ouverts…), qui se sont déchaînés contre le film, en le qualifiant de "*saloperie*", et en insultant à maintes reprises le réalisateur sans lui laisser la possibilité de répondre.

Dans l'émission de ce soir (lundi 28 novembre) de Grandangolo Dentro la Notizia, avec la participation de Michelangelo Severgnini et du journaliste de Byoblu Michele Crudelini, on peut voir ce qui s'est passé au "*Festival des Droits Humains*" et les témoignages des migrants esclaves que les représentants de ces ONG "*humanitaires*" veulent faire taire.

On peut mieux se documenter sur la situation en Libye en revoyant sur Byoblu les épisodes suivants de Grandangolo : (Pour traduire ces articles : https://www.deepl.com/fr/translator - J-C)

- La Libye comme personne ne vous la raconte, le film documentaire de Severgnini (10 janvier 2022)

https://www.byoblu.com/2022/01/10/grandangolo-pangea-la-rassegna-stampa-internazionale-di-byoblu-29-puntata/

- Laboratoire Libye : le front inconnu (13 juin 2022)
https://www.byoblu.com/2022/06/13/laboratorio-libia-il-fronte-sconosciuto-dentro-la-notizia-pangea-grandangolo/

- Les "Bras Ouverts" étouffants de l'Occident (22 juin 2022)

https://www.byoblu.com/2022/07/22/le-soffocanti-braccia-aperte-delloccidente-grandangolo-pangea/

- L'Italie et les fonds pour les Garde-côtes (14 septembre 2022)

https://www.byoblu.com/2022/09/14/litalia-e-i-fondi-alla-guardia-costiera-libica-dentro-la-notizia-pangea-grandangolo/

On peut aussi revoir les interviews de Michelangelo Severgnini par Michele Crudelini :

https://www.byoblu.com/tag/michelangelo-severgnini/

CHINE

Espace : premier transfert en orbite réussi pour la Chine - LePoint.fr 30 novembre 2022

Les principaux objectifs de la mission étaient de « *réaliser le premier transfert d'équipage en orbite, d'installer (...) des équipements et des installations à l'intérieur et à l'extérieur de la station spatiale, et de réaliser des expériences scientifiques* », a indiqué le porte-parole de la CMSA, Ji Qiming. *« Pendant le séjour, l'équipage de Shenzhou-15 accueillera le vaisseau cargo Tianzhou-6 en visite et passera le relais (des opérations) au vaisseau spatial habité Shenzhou-16, et prévoit de retourner au site d'atterrissage chinois de Dongfeng en mai prochain.* »

La station spatiale Tiangong est le joyau de l'ambitieux programme spatial de Pékin, qui a fait atterrir des robots sur Mars et sur la Lune et a permis au pays d'être le troisième à mettre des êtres

humains en orbite. La Chine investit depuis quelques décennies des milliards d'euros dans son programme spatial pour rattraper les États-Unis et la Russie.

L'année prochaine, Pékin prévoit de lancer le télescope spatial Xuntian, dont le champ de vision est 350 fois supérieur à celui du télescope spatial Hubble de l'agence spatiale américaine, la Nasa. La Chine a envoyé son premier astronaute dans l'espace en 2003. Elle a fait se poser début 2019 un engin sur la face cachée de la Lune, une première mondiale. En 2021, la Chine a fait arriver un petit robot à la surface de Mars et prévoit d'envoyer des hommes sur la Lune à l'horizon 2030. AFP/LePoint.fr 30 novembre 2022

La Chine part à la conquête du Système solaire - Futura 29 novembre 2022

Lune, Mars, Jupiter, Uranus, astéroïde, comète… C'est un sacré programme qui est en train de se préparer à l'Agence spatiale chinoise qui n'en est pas à son coup d'essai. Les prochaines missions sont financées, et le calendrier officiel se précise.

Comment des échantillons vont être ramenés sur Terre depuis Mars La mission Mars Sample Return est l'une des missions les plus ambitieuses jamais tentées dans l'espace. Son objectif : ramener sur Terre des échantillons d'une autre planète. En images, le déroulé de cette mission tel qu'imaginé par les ingénieurs de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de la Nasa, de l'atterrissage du rover Perseverance sur Mars à la sécurisation des tubes d'échantillons jusqu'à leur lancement depuis la surface de la planète rouge en direction de la Terre.

La CNSA a déjà fait de magnifiques démonstrations sur la Lune ou sur Mars. Depuis la première fois en 2013, la Chine s'est posée deux autres fois sur le sol sélène, une fois sur la face cachée avec Chang'e 4, et la dernière mission, Chang'e 5, a permis de rapporter sur terre près de deux kilos de roches et de poussière lunaire. Sur Mars, la mission Tianwen-1 suit son cours, avec le rover Zhurong à la surface.

Nikrob EV : la voiture la moins chère d'Europe débarque en France ! - AutoPlus 29 novembre 2022

La voiture électrique la plus vendue au monde n'est pas une Tesla mais une mini-citadine chinoise. La Wuling Hogguang Mini EV. Que le modèle soit Chinois n'a en soi rien d'étonnant puisque l'on apprenait via une étude JATO que près d'une voiture électrique sur deux vendue dans le monde est Chinoise, et que 60% des voitures électriques toutes marques confondues sont produites en Chine. Ce qui est plus surprenant, c'est que le modèle best-seller n'est pas un SUV ou une berline. Mais une mini-citadine de ville à quatre places. La Hongguang Mini EV, s'est ainsi écoulée en un an et demi à près de 500 000 exemplaires. Pour un prix de 4 000€ défiant toute concurrence. Simple, fonctionnelle, sans équipement superflu (et équipements de sécurité sophistiqués), elle a fait un véritable carton.

La Hongguang Mini EV arrive en France, et sera le modèle le plus abordable chez nous ! Elle ne sera toutefois pas vendue sous cette marque et cette appellation, sans doute peu vendeuses pour les clients européens. C'est Dartz, le spécialiste letton des blindés et gros véhicules excentriques qui a acheté à Wuling les droits d'importation pour l'Europe. La Hongguang Mini EV sera vendue par

Dartz sous le nom de Freze Nikrob EV. La France a déjà un importateur, lequel est prêt à distribuer ses premiers exemplaires. AutoPlus 29 novembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 2 décembre 2022.

Plus de courant, plus de télévision, plus d'ordinateur, plus de téléphone, plus d'Internet, plus de lumière, plus de cinéma, plus de musique, plus de chauffage, plus de cuisinière, plus de four, plus de machine à laver, plus de sèche-linge, plus de fer à repasser, plus de frigo, plus de train, plus de métro, plus de bagnole et vélo électrique, etc. au secours ils veulent nous renvoyer à l'homme des cavernes, pas besoin vous n'en êtes jamais sorti !

Allez-y, encore un petit effort, coupez tout, fermez tout, cassez tout, interdisez tout, augmentez tout, permettez tout ce qui est bien dégueulasse, poussez-les à bout, pourrissez-leur la vie à l'extrême, ils finiront bien par se soulever et renverser l'ordre établi…

Suite. Le ministère de la Vérité compromis. L'AFP et les médias : un gang mafieux…

Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking: que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ? - FranceSoir 28 novembre 2022

ENQUÊTE - Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la "harcelosphère" qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

La suite à la fin de cette causerie ou à l'adresse suivante :

https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious

---

Les Nations unies, une officine subordonnée au Forum économique mondial de Davos.

Guerre contre l'agriculture mondiale : L'Agenda 2030 « *durable* » non-durable des Nations unies - Réseau International 2 décembre 2022

Au cours des dernières semaines, un assaut coordonné contre notre agriculture – la capacité de produire la nourriture nécessaire à l'existence humaine – a commencé. La récente réunion gouvernementale du G20 à Bali, la réunion de la COP27 de l'Agenda 2030 des Nations unies en Égypte, le Forum économique mondial de Davos et Bill Gates sont tous complices. En général, ils utilisent un cadre linguistique dystopique pour donner l'illusion qu'ils font le bien, alors qu'ils font

en réalité avancer un programme qui conduira à la famine et à la mort de centaines de millions, voire de milliards de personnes si on le laisse se poursuivre. Il est dirigé par une coalition d'argent.

Pour lire l'article en entier.

https://reseauinternational.net/guerre-contre-lagriculture-mondiale-lagenda-2030-durable-non-durable-des-nations-unies/

Confirmation. L'ONU n'est qu'une cynique imposture pour tartufes.

Syrie : L'ONU appelle Israël à se retirer du Golan occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 - Réseau International 2 décembre 2022

Par Press TV

Avec 92 voix pour, 9 contre et 65 abstentions, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté mercredi 30 novembre une résolution intitulée « *Le Golan syrien* ».

La résolution stipule que la décision d'Israël du 14 décembre 1981 d'imposer ses lois et sa juridiction sur le Golan syrien occupé est nulle et non avenue et n'a aucune légitimité, comme l'a confirmé le Conseil de sécurité dans sa résolution n° 497 du 1981.

La résolution appelle également Israël à annuler cette décision et à se retirer complètement du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Le représentant adjoint de la Syrie auprès de l'ONU, al-Hakam Dandi

Il a estimé que l'obstination et le refus d'Israël d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sont la preuve de l'incapacité inacceptable des Nations unies à obliger Israël à mettre fin à l'occupation du Golan.

Selon le diplomate syrien, cet entêtement d'Israël trouve ses origines dans l'impunité offerte par les États-Unis et d'autres pays occidentaux et leurs soutiens indéfectibles à ce régime.

Il a souligné la ferme adhésion de la Syrie à son droit de restituer tout le Golan occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, affirmant que ce droit inaliénable n'est pas sujet à négociation ou concession.

Le Golan fait partie de la province de Quneitra, située dans le sud-ouest de la Syrie, dont le régime israélien a occupé un secteur pendant la guerre des Six Jours en 1967 et en a annexé illégalement une partie le 14 décembre 1981, décision qui a été rejetée par la communauté internationale. Réseau International 2 décembre 2022

Ce qu'ils pondent, l'air de rien ils y pensaient "*depuis des années*".

J-C - Un jour ils affirmaient que c'était néfaste pour votre santé, et un autre que c'était bon. En fait, ils n'en savaient strictement rien, il suffit que je ne sais quels inquisiteurs du ministère de la Santé l'exigent pour que ces charlatans décrètent que c'était mauvais. Mieux, ces cinglés osent vous apprendre qu'ils y pensaient "*depuis des années*" !

Cholestérol : les œufs sont-ils bons ou mauvais pour la santé ? On a enfin la réponse - Yahoo 30 novembre 2022

Longtemps considérés comme "*mauvais pour la santé*", les œufs retrouvent peu à peu une bonne réputation. Comme le rappelle UFC-Que Choisir, de nombreuses études scientifiques contribuent, depuis plusieurs années, à réhabiliter cet aliment, souvent mal jugé. Alors certes, il contient du cholestérol. Mais que les plus angoissés se rassurent : il s'agit de bon gras. Il n'est pas donc nécessaire de s'en priver outre mesure.

"*Le cholestérol provenant de l'alimentation n'est pas un problème en soi. Ce dont il faut se méfier, c'est de notre taux de cholestérol sanguin*", a expliqué Joffrey Zoll, enseignant-chercheur à l'université de Strasbourg, cité par l'association de consommateurs.

Concrètement, la majorité du cholestérol dont le corps a besoin est fabriqué par le foie, le cholestérol alimentaire aurait peu d'influence sur les niveaux de cholestérol sanguin. Comme le rappelle la Fédération des producteurs d'œufs au Québec, lorsque l'on consomme moins de cholestérol alimentaire, le foie en produit davantage, et vice versa, de sorte à maintenir l'équilibre. (Donc ils le savaient ! - J-C)

Selon Joffrey Zoll, "*il est possible de manger deux œufs par jour*." Yahoo 30 novembre 2022

J-C - Subitement, curieux, non ? Peut-être pas tant que cela, à l'heure où ils ont décidé de bannir la viande (Bœuf, porc, mouton) de notre alimentation pour sauver le climat, il faut bien que vous vous procuriez des protéines d'origine animale ailleurs, le poisson étant très cher, peu de gens en consomment, et les protéines végétales ne pouvant pas les remplacer, c'est juste une hypothèse.

Vous avez un mauvais genre, vous devriez en changer. Et dire que cela remonte aux années 60.

L'idéologie du genre basée sur l'étude fausse d'un psychologue pédophile néo-zélandais - Réseau International 1 décembre 2022

Alors que les écoles enseignent l'idéologie du sexe et du genre dès la maternelle, que l'administration Biden encourage les traitements médicaux précoces de la dysphorie de genre et que les influenceurs des médias sociaux discutent du sujet, un nombre record d'adolescentes pensent être transgenres et passent à la vie masculine.

Des adultes inquiets tirent la sonnette d'alarme sur l'absence d'études scientifiques à l'appui des traitements médicaux transgenres qui modifient de façon permanente la physiologie d'un jeune et laissent en suspens ses problèmes de santé mentale.

La psychiatre pour enfants et adolescents Miriam Grossman, qui est une professionnelle de la santé mentale depuis 40 ans, a déclaré que l'industrie du genre est construite sur les mensonges d'un psychologue perturbé.

« *John Money, qui est à l'origine de cette théorie, a émis l'idée que la biologie d'une personne – son corps, ses chromosomes – est totalement distincte de son sentiment d'être un homme ou une femme* », a déclaré Mme Grossman lors d'une interview accordée le 23 septembre dans le cadre du programme « *American Thought Leaders* » d'EpochTV.

Selon M. Grossman, l'industrie entourant l'idéologie du genre – des cliniques et hôpitaux spécialisés dans le genre aux drapeaux de la fierté transgenre et à l'émergence d'un mouvement de défense des droits civils des transgenres – est fondée sur un concept dont la véracité n'a jamais été prouvée.

« *En fait, c'est le contraire qui a été prouvé* », a-t-elle déclaré.

« *L'expérience de John Money a en fait prouvé que tout ce concept d'avoir une identité masculine ou féminine complètement séparée de votre biologie était incorrect.* »

John Money a joué un rôle déterminant dans la création de la première clinique à pratiquer des opérations de réassignation sexuelle sur des enfants et des adultes, la Johns Hopkins Gender Identity Clinic.

Dans les années 1960, Money a voulu prouver au monde entier sa théorie de l'identité sexuelle, et l'étude de cas parfaite est apparue dans son bureau, a déclaré Grossman. Mais au lieu de cela, sa théorie a été réfutée, et il a été révélé plus tard que sa théorie du genre provenait d'une étude qui avait été sérieusement corrompue.

Pour lire la suite (vivement conseillé) :

https://reseauinternational.net/lideologie-du-genre-basee-sur-letude-fausse-dun-psychologue-pedophile-neo-zalandais/

A quoi servent la télévision et les réseaux sociaux ? Le culte du "*en même temps*" permet de tout justifier, y compris la barbarie.

J-C - Les psychopathes dégénérés et sadiques qui nous gouvernent trouvent toujours dans la société des femmes ou des hommes plus cinglés les uns que les autres ou mentalement déséquilibrés, sur lesquels leur propagande a une telle influence qu'ils peuvent ensuite utiliser et qui prendront les mauvais coups à leurs places.

Envoyé spécial - "*Je vais vomir*", "*C'est tellement dérangeant*", "*Bande de détraqués*", "*Pédophilie institutionnalisée*" : un reportage sur les idoles au Japon provoque l'indignation générale sur Twitter - Yahoo 2 décembre 2022

Ce jeudi 1er décembre 2022 sur France 2, *Envoyé spécial* proposait un reportage choc sur les idoles au Japon, ces jeunes filles vénérées par une majorité d'hommes, parfois vieux, prêts à payer cher pour les approcher. Alors que le reportage montrait une idole âgée seulement de sept ans, les internautes ont été très nombreux à exprimer colère et dégoût.

Difficile de ne pas interroger ce fétichisme pour les petites filles, ni la responsabilité des parents qui acceptent la situation : la maman de Yono (7 ans), qui soutient ne pas faire cela pour l'argent mais pour l'épanouissement de sa fille qui est devenue selon elle "*moins timide*", admet tout de même être un peu inquiète. Yahoo 2 décembre 2022

Boycott ! La société du spectacle à lobotomiser passe à l'assaut. Quel cauchemar !

Streaming vidéo : Paramount+ à l'assaut du marché français lepoint.fr 1er décembre 2022

Voilà encore plus de concurrence pour les géants Netflix, Amazon Prime Video, Apple TV+ et Disney+. Le public français dispose depuis ce 1er décembre d'une nouvelle offre de contenus vidéos, films, séries et programmes pour enfants. Paramount+, le service de streaming vidéo du géant américain Paramount se lance en France.

Dans sa besace, des franchises et séries pour toute la famille. Pour la jeunesse, La Pat'Patrouille, Bob l'éponge et Dora l'exploratrice ; pour les adultes la série sur le tueur en série Dexter ; et en cinéma des sagas comme Mission : Impossible, Top Gun, Transformers, Indiana Jones et un total de 200 films, dont des long-métrages français, grâce à un accord passé avec Gaumont.

« *Pour attirer le public français, nous misons d'abord sur nos licences internationales comme Star Trek ou South Park, ainsi que Tulsa King, la série avec Sylvester Stallone qui sortira début 2023*.», explique Antonella Dominici, à la tête des activités de streaming de Parmount en Europe du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique.

« *La France est un marché de streaming vidéo très concurrentiel. Mais il y a encore de la place pour Paramount+* », poursuit-elle, certaine que dans ce pays « *clé* » il y a « une audience déjà friande » des contenus qu'ils connaissent grâce aux chaînes Paramount, comme Comedy Central, MTV, Nickelodeon et Paramount Pictures. « *Même si nous arrivons après plusieurs concurrents en France, je suis convaincu qu'il y a toujours de l'appétit pour nos contenus de haute qualité. Le fait de se lancer aujourd'hui nous permet de tirer les leçons des différents marchés où nous sommes déjà présents* », estime Antonella Dominici. lepoint.fr 1er décembre 2022

Totalitarisme. Dictature énergétique : Ils l'avaient aussi programmée de longue date.

Voici le type de coupures d'électricité auxquelles nous prépare le gouvernement pour cet hiver - Le HuffPost 1 décembre 2022

Au cas où, faites une réserve de bougies. En ce mercredi 30 novembre, le gouvernement « *n'écarte ni ne confirme* » le risque de coupures d'électricité cet hiver en cas de production électrique insuffisante sur fond de baisse des températures. L'heure est donc à l'anticipation.

Il est possible qu'il y ait « *des coupures temporaires sur une partie du territoire* » et une circulaire de la Première ministre sera bientôt transmise aux préfets, afin d'« *anticiper et préparer* » les coupures à l'échelle locale.

Si la situation venait à se compliquer, l'application ÉcoWatts – « *bison futé de l'électricité* » que le gouvernement incite à télécharger – passera au rouge trois jours avant les coupures de courant. Les

Français seront alors exhortés à réduire leur consommation d'électricité, faute de quoi, les coupures seront actées.

Elles ne dureront pas plus de deux heures et uniquement sur deux tranches horaires : le matin, entre 8h et 13h, et le soir, de 18h à 20h. Dans ÉcoWatts, les clients seront avertis à 17h des délestages prévus le lendemain. Ils devront alors préciser leurs adresses (domicile, bureau, etc.) pour savoir s'ils sont concernés.

Les personnes vulnérables ou dépendantes d'un équipement médical à domicile seront identifiées en amont par les autorités sanitaires locales, avec une prise en charge nécessaire pour éviter tout risque. « *On demandera [aux préfets] de mobiliser les agents de l'État, des services publics et des associations si besoin, pour s'assurer de la bonne information des usagers qui n'auraient pas accès à Internet ou ne serait pas familier des dispositifs* », assure-t-on au gouvernement.

Les écoles et universités ne seront pas à l'abri de coupures. En cas de délestage, l'accueil des enfants ne sera pas assuré le matin. Niveau transport, le gouvernement n'exclut pas l'arrêt de certains trains, faute de signalisation en état de marche. « *On ne prendra pas le risque de se retrouver avec des trains bloqués en pleine voie et en plein hiver. Il y aura des mesures d'arrêt de la circulation* », prévient-on. Le HuffPost 1 décembre 2022

Pénurie d'électricité : Orange s'inquiète des risques de coupure du réseau mobile cet hiver - lemediaen442.fr 30 novembre 2022

Auditionnée le mercredi 30 novembre 2022 par la commission des affaires économiques du Sénat, Christel Heydemann, directrice générale du groupe Orange, est revenue sur les conséquences des possibles délestages auxquels pourraient faire face les opérateurs cet hiver.
« *Je crains que nos concitoyens et les Français découvrent que les réseaux télécom dépendent d'électricité et il est illusoire d'imaginer mettre des batteries au pied de chacun des sites mobiles en France.* »

« *Il est illusoire d'imaginer qu'en cas de délestage, on saura maintenir un service continu pour l'ensemble des Français. Les services mobiles, s'ils sont éteints dans une zone géographique pendant deux heures, il n'y aura pas d'accès aux services de numéro d'urgence pendant un temps* », a déclaré la directrice générale d'Orange. lemediaen442.fr 30 novembre 2022

Les marionnettes de Washington.

Guerre en Ukraine: Washington réaffirme que "*seul Zelensky peut décider quand négocier avec Poutine*" - BFMTV 30 novembre 2022

Emmanuel Macron appelle Washington à ne pas faire de l'Europe "*une variable d'ajustement*" - BFMTV 1 décembre 2022

Macron : Le « *meilleur partenaire* » de l'impérialisme américain.

« *Frères d'armes* » : Joe Biden et Emmanuel Macron réaffirment la solidité de leur alliance - Journal du Dimanche 1 décembre 2022

Le chef d'État français a souligné une amitié franco-américaine « enracinée à travers les âges », *jugeant que les deux nations étaient « sœurs dans leurs combats pour la liberté »*, a rapporté l'Agence France-Presse.

« *Face au retour de la guerre, suite à l'agression russe contre l'Ukraine et face aux crises multiples qui frappent nos nations et nos sociétés, il nous faut savoir redevenir frères d'armes* », a clamé Emmanuel Macron. « *Cet esprit de fraternité doit nous permettre de bâtir un agenda d'ambitions et d'espoirs car nos deux pays ont la même foi dans la liberté, dans les valeurs démocratiques, dans l'importance de l'éducation et du travail, dans le progrès par les sciences et le savoir* », a-t-il poursuivi.

« *Les États-Unis ne pourraient pas demander de meilleur partenaire avec qui travailler que la France* », a assuré Joe Biden, avant de scander « *liberté, égalité, fraternité* ». Journal du Dimanche 1 décembre 2022

Un statut que personne ne leur enviera.

New York devient la ville la plus chère du monde - lesechos.fr 1 décembre 2022

Classement annuel réalisé par l'hebdomadaire britannique « *The Economist* ». lesechos.fr 1 décembre 2022

La mairie de New York cherche un chef "*sanguinaire*" pour mettre fin à la prolifération des rats - BFMTV 1 décembre 2022

L'"*abattage*" des millions de rats de la ville peut rapporter entre 120.000 et 170.000 dollars par an. BFMTV 1 décembre 2022

Ils osent tout, même qu'ils sont plein de bonnes intentions.

Borne déclenche un septième 49.3 - Paris Match 30 novembre 2022

La Première ministre a ressorti mercredi l'arme constitutionnelle, sur le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2023, en lecture définitive à l'Assemblée nationale. Paris Match 30 novembre 2022

Gabriel Attal au chevet des Français qui travaillent de nuit - Europe1 30 novembre 2022

Pourra-t-on bientôt se faire enterrer avec son chien ou son chat? - BFMTV 30 novembre 2022

Alexandre Vincent, élu du Rhône, veut permettre aux proches de défunts de pouvoir placer les cendres d'un animal de compagnie dans le cercueil de son propriétaire décédé. Le RN et Renaissance devraient voter en faveur de cette proposition de loi qui pourrait arriver à l'Assemblée en mars prochain. BFMTV 30 novembre 2022

Une proposition de loi déposée pour bannir les "*colliers de dressage*" pour chiens - BFMTV 30 novembre 2022

Covid-19 : l'exécutif planche sur un retour obligatoire du masque - LePoint.fr 1 décembre 2022

Le masque avait disparu des transports en commun en mai dernier, après une décision du gouvernement.

Le gouvernement a fait appel au Covars, successeur du conseil scientifique, pour déterminer si le masque doit de nouveau être obligatoire, indique RMC. LePoint.fr 1 décembre 2022

Ukraine: l'Assemblée nationale condamne le "*crime d'agression*" de la Russie, abstention du RN et de LFI - BFMTV 30 novembre 2022

Une résolution adoptée ce mercredi par les députés "*condamne avec la plus grande fermeté l'attaque brutale, injustifiée et illégale*" de la Russie et ses "*crimes de guerre, voire crimes contre l'humanité.*" BFMTV 30 novembre 2022

Chine. Ils se démasquent, avec toujours les mêmes ingrédients qu'au cours des années précédentes en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Syrie, en Libye, etc.

J-J - C'était une grossière manipulation des agences de presse occidentales, partiellement dévoilée par une officine dont les articles sont régulièrement repris par le blog du Forum économique mondial, *The Conversation*.
Au départ et pendant plusieurs jours les médias tiennent un récit qui tient de la désinformation débridée, mais il a le défaut d'avoir déjà servi. Tous mêlent vérités et mensonges grossiers, désirs et réalité.

Journal du Dimanche 1 décembre 2022 - Ces slogans résonnent depuis plusieurs jours en Chine, lors de manifestations spontanées... Le mouvement de contestation, qui a pris une ampleur sans précédent... Une situation inédite depuis Tian'anmen en 1989… Plusieurs dizaines de campus universitaires chinois sont au cœur des mouvements...On observe une articulation inédite entre l'espace numérique des réseaux sociaux, où les jeunes sont particulièrement présents, et l'expression du mécontentement dans l'espace public physique.

J-C - Mais l'un d'entre eux apportent des précisions qui les contredisent.

The Conversation 30 novembre 2022 - Si les protestations constituent assurément des défis sérieux à l'autorité, il convient de les relativiser. Ainsi, il n'existe pas de véritable parallèle avec les manifestations de la place Tiananmen en 1989. Cette fois, les manifestants se dispersent après avoir

défilé et protesté, et leurs revendications portent principalement sur les restrictions pour contrer la Covid et non sur des principes politiques plus larges.

J-C – Cette dernière affirmation pouvait porter à confusion, seuls certains slogans avaient une portée politique générale, mais pas leur liste de revendications, en tout cas celle que j'ai lue dans leur article je crois, qui comportait 5 ou 6 points relatifs à la politique sanitaire imposée par les autorités.

Suite. Propagande en famille et mimétisme à tous les niveaux. Le nauffrage.

Dans son éditorial de *La Tribune des travailleurs* (POID), il aura suffi à D. Gluckstein que parmi quelques centaines de manifestants en Chine "*certains*" entonnent *L'Internationale* pour y voir un évènement d'une portée politique générale à la manière des éditocrates des médias mainstrain, qui de leurs côtés n'ont pas hésité à évoquer un évènement "*historique*" à propos de quelques dizaines ou centaines de manifestants dans certaines grande villes d'un pays comptant 1,4 milliard d'habitants.

Comment ces gens-là en arrivent-ils à de telles aberrations ou désinformations ? Pourquoi ?

La Tribune des travailleurs - Le genre humain par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=5808

Extraits.

D.G. - Les dirigeants des pays capitalistes et leurs médias s'inquiètent. Sur France Inter, on interroge une « *spécialiste* » : « On a entendu certains chanter L'Internationale, est-ce que cela a un sens particulier en Chine ? » Réponse : « *C'était, c'est le chant révolutionnaire qui était repris par le Parti communiste avant que la Chine ait son propre hymne national. Et en fait, c'est surtout les ouvriers à Wuhan qui ont chanté. D'ailleurs, au début, c'était un peu une manière sans doute d'apaiser la répression éventuelle en montrant qu'ils n'étaient pas contre le système mais contre la politique anti-Covid. Là, on n'est plus dans le chant de L'Internationale, on est dans la protestation contre un système politique lui-même*. »
J-C - Non seulement ils privilégient la propagande à l'information objective, ils recourent aux mêmes méthodes que les médias institutionnels en se situant finalement sur le même terrain politique. Pire encore, ils n'hésitent pas à s'en remettre à une « *spécialiste* » de France Inter sans se demander quel intérêt a ce média d'Etat à construire un récit favorable à ces manifestants par ailleurs soutenus par Macron et Washington. Pourquoi se poseraient-ils ce genre de questions puisque finalement ils le confirment eux-mêmes par la suite :

D.G. - Selon une dépêche de l'AFP, quelques jours plus tard à Pékin, les étudiants manifestent en chantant L'Internationale et en scandant « *la liberté triomphera* ». Le 28 novembre, c'est à Taïwan que se tient un rassemblement en solidarité avec les travailleurs chinois où l'on chante… à nouveau *L'Internationale* en chinois.

J-C - On va sans doute m'accuser de faire le jeu des autorités tyranniques chinoises, alors qu'en réalité je ne fais que montrer comment des gens qui sont censés vous informer manipulent les faits sans scrupule, en l'occurrence de modestes rassemblements en leur donnant une signification

démesurée ou sans rapport avec leur importance ou la réalité... Pourquoi ? Il existe plusieurs explications. C'est très tordu, c'est notre époque qui veut cela, mais on peut en venir à bout.

Alors pourquoi ? De manière à justifier leur étiquette de gauche ou d'extrême gauche, à moins que ce soit destiné à faire croire à leurs militants ou sympathisants que la lutte de classe du prolétariat se porterait bien ou que la classe ouvrière serait passée à l'offensive ou qu'on serait à la veille de manifestations de masse, alors qu'il n'en est rien ou c'est une pure vue de l'esprit, notez bien, sachant que cela arrivera un jour, ainsi ils pourront proclamer à la face des naïfs que les faits leur ont donné raison, vous aurez compris que ce procédé est également démagogique, ils y recourent pour servir plusieurs buts inavouables à la fois, ce que le militant ou le lecteur ne maîtrisant par la dialectique ne percevra pas, soit dit en passant, ils le savent et c'est d'ailleurs pour cette raison que leur courant politique existe toujours.

Parmi ces objectifs figure celui de reprendre l'air de rien à leur compte un ou des éléments du discours des représentants des puissances occidentales, dont la propagande vise quotidiennement la Chine, de telle sorte que les lecteurs condamnent par exemple l'attitude de la Chine envers Taïwan sous protectorat américain. Autrement dit, pour peu qu'on lise attentivement, c'est là qu'ils se démasquent ou qu'ils témoignent, que leurs réelles intentions n'avaient rien à voir avec un quelconque soutien à ces manifestants, parce que leurs motivations étaient purement réactionnaires.

On n'avait pas besoin de tout ce fatras opportunistes pour soutenir ces manifestations. Car bien sûr qu'elles sont légitimes. Quand bien même il n'y aurait eu qu'un seul Chinois dans la rue pour s'opposer à la politique du "*zéro covid*", qui n'a aucune justification sanitaire ou scientifique et relève uniquement du règne de la terreur, notre devoir aurait été de le soutenir, précisons, sans avoir à invoquer l'argumentation des dictatures occidentales.

Si maintenant ils y recourent, c'est qu'il existe une raison à cela. Laquelle ? Là c'est fastoche et tous les lecteurs vont comprendre immédiatement de quoi il s'agissait.

Il leur faut passer sous silence ou faire oublier que pendant près de trois ans en France ou dans leur propre pays, ils avaient emboîté le pas à Macron-OMS-Gates-Davos sur la mystification sanitaire, la soi-disant pandémie au covid-19 construite à coup de tests PCR trafiqués, de faux cas, la muselière et la "*vaccination*"... Bref, en réalité ils avaient adopté la même politique liberticide ou totalitaire que les autorités chinoises, ce qui la fout mal pour les critiquer ou de soi-disant trotskystes, d'où le recours à ces minables expédients pour fausser la piste de leur propre compromission.
Vous avouerez qu'ils se donnent un mal de chien pour nous berner ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ce dont nous ne sommes plus dupes.

Quelques jours après un emballement médiatique hystérique, constatant que la Chine ne s'enflammait pas ou que le vœu de leurs maîtres n'avait aucune chance d'être exhaussé, ils ont été contraints, je cite, de "*relativiser*" ces manifestations ou plutôt rassemblements, qui pour la plupart n'avaient rien de spontané comme ils ont fini par l'avouer, ce que Gluckstein avait lu ou savait, mais qu'il a préféré ignorer délibérément aggravant son cas, qui lui est avéré !

J'ai fourni tous ces éléments dans mes dernières causeries, auxquelles je renvoie les lecteurs, qui peuvent ainsi vérifier eux-mêmes que je ne raconte pas de blagues.

Par acquis de conscience. Je vais faire mieux pour ne laisser aucun doute dans la tête des lecteurs sur le bienfondé de mon argumentation. Je vais vous fournir les liens des articles de presse où figurent les infos auxquelles a fait référence Gluckstein, vous noterez que les dates (27 novembre)

sont antérieures à son éditorial (30 novembre), c'est ce qui s'appelle être pris en flagrant délit de manipulation. Ils nous avaient déjà fait le coup avec la Tunisie, l'Egypte, etc.

Chine : des milliers de manifestants contre le "zéro Covid" dans plusieurs villes - AFP/france24.com 27 novembre 2022

https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20221127-chine-des-milliers-de-manifestants-contre-le-z%C3%A9ro-covid-dans-plusieurs-villes

En Chine, la contestation gagne les étudiants contre la politique zéro-Covid - AFP/huffingtonpost.fr 27 novembre 2022

https://www.huffingtonpost.fr/international/video/en-chine-la-contestation-gagne-les-etudiants-contre-la-politique-zero-covid_210792.html

Les manifestations contre la politique « zéro Covid » prennent une ampleur inédite en Chine - nouvelobs.com 27 novembre 2022

https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20221127.OBS66467/les-manifestations-contre-la-politique-zero-covid-prennent-une-ampleur-inedite-en-chine.html

Les protestations contre la politique zéro-Covid se multiplient en Chine. Personne ne sait comment tout cela va finir - The Conversation 30 novembre 2022
https://fr.news.yahoo.com/protestations-contre-politique-z%C3%A9ro-covid-151225106.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAKYMaCcZjX3YhKH7DbYMPZ2JsvsuF0TWRm89kIudlexlKzKtLhuvq7Xy_bduKqyAEFm6Hc9BOB8y-H-VHDToHFDZ2wMKVpVUpM7QGcsymSkvjLD-fa8o4DJwFU4zU1HAVoGRyeWWAQNSRnJ8ygQccQ5B7MHGMm0SGW57CLGT9YYK

En prime, l'article que j'avais cité dans ma causerie du 29 novembre 2022, en fait j'en avais lu d'autres, je vérifie tout dorénavant.

En Chine, une mobilisation historique par son étendue sur le territoire - euronews 28 novembre 2022

https://fr.news.yahoo.com/chine-mobilisation-historique-étendue-territoire-132859224.html

---

Dossier guerre de l'OTANazie contre la Russie

Le néonazi Zelensky a vendu l'Ukraine ou ce qu'il en restera à BlackRock.

Zelensky confie la gestion des investissements privés en Ukraine au fonds d'investissement américain BlackRock - FranceSoir 29 novembre 2022

Le gouvernement ukrainien s'allie à la société d'investissement américaine, BlackRock, pour "*relancer son économie*". Un protocole d'accord a été signé le 10 novembre dernier, a annoncé le

lendemain le ministère ukrainien de l'Économie. Cet accord porte sur la réalisation d'une plateforme visant à attirer des capitaux privés.

Ce protocole d'accord fait suite à la discussion entre le président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy, et le PDG de BlackRock, Larry Fink, en septembre 2022. Ils avaient évoqué la possibilité d'une mission de conseil "*pro-bono*" de la part de Financial Markets Advisory au profit du gouvernement ukrainien. Mission qui porterait sur "*la structuration d'un fonds de reconstruction, sur le processus d'investissement, sur la gouvernance et l'utilisation de l'argent levé pour le fonds*", lit-on.

La filiale de BlackRock est vite entrée dans le vif du sujet. À peine une semaine après la signature de cet accord, ce gestionnaire de fonds a participé à la vérification préalable d'un engagement de 500 millions de dollars de la part du magnat australien du minerai de fer Andrew Forrest, pour le lancement d'un fonds d'investissement international de 25 milliards de dollars destiné à aider l'Ukraine.

BlackRock a créé Financial Markets Advisory (FMA) après "*la crise financière en avril 2008 pour fournir un soutien dédié aux gouvernements, aux banques centrales et aux institutions financières dans le monde entier*". Il s'agit d'une "*activité distincte et indépendante de l'activité de gestion d'actifs traditionnelle de BlackRock*", peut-on lire sur le site de la société américaine.

Durant les premières semaines de la guerre en Ukraine, BlackRock a enregistré une perte de 17 milliards de dollars. Selon le Financial Times, la valorisation des titres russes gérés par le géant mondial de la gestion d'actifs a été ramenée de 18,2 milliards fin janvier à 1 milliard le 28 février 2022.

La signature du protocole d'accord entre BlackRock et l'Ukraine est passée presque inaperçue. Sur Twitter, des internautes accusent Zelensky d'avoir "*vendu*" l'Ukraine aux États-Unis. FranceSoir 29 novembre 2022

La conférence de presse du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov.

Pour Lavrov, il est impossible de restaurer les relations avec l'Occident en matière de sécurité - RT 1 décembre 2022

Dans un contexte marqué par l'offensive en Ukraine et les dissensions entre l'OTAN et Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères tient une conférence de presse sur la sécurité européenne, ce 1er décembre dans la capitale.

Sergueï Lavrov a évoqué le cas de RT, censuré par les autorités européennes, en dressant un parallèle avec le bombardement du centre de télévision de Belgrade par l'OTAN. «*Quand le centre de télévision a été bombardé à Belgrade – le bâtiment même et la tour –, l'explication a été très simple aussi : "*Cette télévision diffuse de la propagande et soutient l'esprit de l'armée yougoslave*"*», a ainsi rappelé le ministre.

Et d'ajouter : «*C'est d'ailleurs la même logique que celle qui est utilisée en France maintenant quand sur l'ordre de Macron RT et Spoutnik se voient privés d'accréditation à l'Elysée parce que le président a dit personnellement qu'on ne nous laisserait pas entrer puisque nous ne sommes pas des médias mais des moyens de propagande.*»

Sergueï Lavrov souligne qu'Emmanuel Macron a affirmé pendant deux semaines qu'il envisageait une conversation avec Vladimir Poutine. «*Nous attendions son appel. Puis il a dit qu'il ne tenterait pas de le faire avant d'aller à Washington*», note le chef de la diplomatie russe.

Concernant la position des Etats-Unis, il souligne que Washington affirme vouloir discuter des questions de stabilité avec Moscou, mais explique dans le même temps que la Russie doit être battue en Ukraine.

«*Il ne faut pas dire que les Etats-Unis et l'OTAN ne participent pas à cette guerre. Bien au contraire, ils y participent tout à fait directement*» estime le chef de la diplomatie russe, pointant du doigt une «*inondation*» de l'Ukraine par des armes occidentales «*pour tuer des Russes*». Fournitures d'armes, auxquelles s'ajoute la formation de militaires ukrainiens «*sur le territoire des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et d'autres pays*», poursuit le ministre. Ce dernier évoque également le renseignement occidental, au profit des forces ukrainiennes, ainsi que le «*travail sur le terrain*» d'instructeurs étrangers et de mercenaires.

Evoquant les différents canaux de communications existant entre le gouvernement russe et les pays occidentaux (notamment les Etats-Unis) Sergueï Lavrov souligne que Vladimir Poutine s'entretient avec tous ceux qui le souhaitent. «*Nous n'évitons aucun contact*», ajoute-t-il.

Il dément néanmoins de récents contacts avec le département d'Etat américain.

Au sujet de l'attitude occidentale vis-à-vis de ce que Moscou présente comme une «*opération militaire spéciale*», Sergueï Lavrov rappelle l'absence de réactions lorsque des pays occidentaux ont bombardé la Yougoslavie, l'Irak, la Libye ou encore l'Afghanistan.
«*Je me soucie de toutes les pertes de vies humaines en conséquence d'opérations militaires, mais parlons de ces pertes sans deux poids deux mesures*», ajoute-t-il.

Interrogé sur la volonté du pape François de jouer les médiateurs entre Moscou et Kiev, Sergueï Lavrov a dénoncé ses propos «*pas chrétiens*» sur les minorités ethniques en Russie.

Pour rappel, le pape avait accusé les minorités russes d'être «*les plus cruelles*» en Ukraine, suscitant une vague d'indignation en Russie.

«*Les Etats-Unis et l'Union européenne, en Ukraine, ne font rien d'autre que de mettre à bat tous les principes de coopération de l'OSCE en promouvant leur propre approche», estime le ministre russe. Ce dernier accuse les Occidentaux de promouvoir de* «petits formats non inclusifs, tels que la CPE (Communauté politique européenne)» tout en cherchant à «*torpiller*» des plateformes multilatérales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

«*L'Europe est complétement assujettie par les Etats-Unis*», dit-il au sujet de la sécurité européenne, après avoir évoqué la visite d'Emmanuel Macron à Washington.

«*Nous nous rappelons comment l'OTAN a été créée, quand le premier Secrétaire général de l'Alliance, [Lord] Ismay, est arrivé avec la formule "*Garder les Russes en dehors de l'Europe, les Américains en Europe, et les Allemands sous leur contrôle*". Désormais, ce que l'on voit, c'est que l'OTAN revient à ses priorités conceptuelles développées il y a 73 ans. Rien n'a changé. Ils veulent garder les Russes hors d'Europe, les Américains ont déjà mis la main sur toute l'Europe et ils gardent sous leur contrôle pas seulement les Allemands, mais toute l'Union européenne. Donc la philosophie de domination et les avantages unilatéraux n'ont pas disparu à la fin de la Guerre froide*», analyse Sergueï Lavrov.

Interrogé sur les relations de Moscou avec la diplomatie européenne, Sergueï Lavrov déplore son caractère partisan. Rappelant les propos de l'ambassadeur ukrainien au Kazakhstan, qui avait appelé à tuer «*le plus possible*» de Russes, le ministre déplore que personne n'ait commenté ces déclarations.

Selon Sergueï Lavrov, il est désormais impossible de restaurer les relations avec l'Occident en matière de sécurité. «*Il n'y aura pas de* "business as usual"», explique-t-il, en raison selon lui de la politique menée par l'Occident.

Le ministre russe reproche à Kiev et ses partenaires occidentaux d'avoir refusé la mise en place des accords de Minsk, censés permettre le règlement de la guerre dans le Donbass. «*La Russie n'avait d'autre choix que de reconnaître les Républiques de Donetsk et Lougansk comme indépendantes*», fait valoir Sergueï Lavrov évoquant les nombreux réfugiés arrivés en Russie en raison des bombardements de Kiev dans le Donbass. Il ajoute que Moscou a ensuite lancé une «opération spéciale» en Ukraine «*conformément à l'article 51 de la charte de l'ONU*» pour protéger ses citoyens. Cet article prévoit le «*droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée*».

Sergueï Lavrov revient sur les moments ayant précédé le lancement de l'offensive russe en Ukraine. Il rappelle que Moscou avait proposé une réunion sur la sécurité de l'Europe à ses partenaires occidentaux, qui n'ont pas retenu les propositions de Moscou. La Russie souhaitait en particulier limiter l'extension de l'OTAN à l'Est. RT 1 décembre 2022

Suite. Le ministère de la Vérité compromis.

Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking: que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ? - FranceSoir 28 novembre 2022

ENQUÊTE - Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la "*harcelosphère*" qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

La confiance de la population française dans ses médias d'information est au plus bas niveau : seuls 26% des Français déclarent avoir confiance dans les médias mainstream, selon un sondage MIS Group réalisé pour FranceSoir et BonSens.org en novembre 2020. L'onde de choc sur les réseaux sociaux suscitée par la nouvelle de la fermeture soudaine du site Internet de Fact & Furious ce 26 novembre 2022, en amont de la parution de cette enquête, risque de ne rien arranger. Présenté dans la presse comme un « *média indépendant de fact-checking* », ce site controversé et son directeur, le sulfureux Antoine Daoust, ancien militaire de 39 ans reconverti à l'occasion de la crise du Covid-19 en chasseur « *de complotistes et d'anti-vax* », sont au cœur de la tourmente depuis les premières révélations de Malika Daoust, son épouse, mardi 22 novembre sur la chaine YouTube d'Idriss Aberkane

Violences conjugales, coups et blessures aggravés sur mineur, menaces de morts, mercenariat, manipulation de l'information pour le compte de commanditaires, falsification de tests PCR,

déboire judiciaire… loin de l'image médiatique de l'homme honnête, désintéressé et désireux de déjouer les contrevérités, c'est un tout autre portrait d'Antoine Daoust que brosse sa femme : « *Un homme violent, menteur et manipulateur, même auprès de sa famille* ». Un récit accablant dont cette mère de famille a initialement voulu faire part à l'Agence-France presse qui, d'après son témoignage, a couvert l'affaire de façon à protéger le fact-checker revendiqué.

Cette affaire révèle un scandale qui vient jeter un pavé dans la mare des réseaux étroits et coordonnés du fact-checking, ébranlant ainsi une crédibilité déjà bien entamée.

De l'information vraie au blanchiment de fausses informations

Les Décodeurs du Monde, Checknews de Libération, l'AFP Factuel, Fakes Off de 20 Minutes, Les Observateurs de France 24… ces dernières années, les rubriques de fact-checking ayant vocation à prétendument rétablir « *la vérité* » et lutter contre les fausses informations se sont multipliées. Dans un monde au sein duquel règne une profusion d'informations, parfois vraies, parfois fausses, une rubrique qui permet de faire le tri peut, sur le principe, s'avérer un outil d'orientation utile.

En revanche, puisque l'information émane de la presse publique et privée, dont l'indépendance est souvent l'objet de critiques – dépendance aux actionnaires, à l'État, à un parti pris idéologique : les raisons ne manquent pas – un média indépendant et autonome en charge de sa vérification semble, en dehors de la vérification par d'autres pairs, l'un des moyens les plus légitimes pour acquérir aux yeux du grand public une crédibilité en la matière.

Comme le rappelait Fabrice Fries, PDG de l'AFP, lors de la cinquième édition de Médias en Seine mardi 22 novembre, à laquelle FranceSoir était présent : « *Le fact-checking est souvent confondu avec la vérification. Or, la vérification, c'est quelque chose de très différent. C'est quelque chose que tous les médias sont censés faire : vérifier avant de publier son propre contenu. Le fact-checking porte sur des contenus de tiers et qui sont déjà publiés. C'est très différent.* »

C'est dans ce contexte qu'intervient Fact & Furious, un site Internet décrit dans la plupart des médias comme un « *site indépendant de fact-checking* », dont les publications ont été régulièrement reprises par divers organismes de presse aussi bien en France qu'à l'étranger. Un site de vérification des faits apparu soudainement dans le paysage médiatique dont l'ascension sera aussi rapide qu'étrange. Après avoir obtenu rapidement un certificat IPG délivré par le ministère de la Culture, lui octroyant un statut de site "*d'information politique et générale*", le site a décroché un prestigieux contrat de collaboration avec l'Agence France Presse dans le but de collaborer à la lutte contre la désinformation.

Au cœur de l'enquête sur Fact & Furious

Quel était le rôle de Fact & Furious ? Vérifier loyalement des informations publiées par des tiers ou bien « *blanchir* » de fausses informations ? Et qui est vraiment Antoine Daoust, le propriétaire du site ? Que se cache-t-il derrière l'ascension fulgurante de Fact & Furious ?

Cette investigation de plusieurs mois menée par FranceSoir et puis plus récemment par l'essayiste Idriss Aberkane, révèle un scandale de nature à ébranler la crédibilité et la probité du système médiatique français.

Lanceuse d'alerte, Mme Daoust a décidé de sortir du silence en prenant contact avec FranceSoir, certains membres de l'association BonSens.org (depuis mars 2022) et Idriss Aberkane dans le but « *de dévoiler à tout le monde qui est Antoine Daoust* » et quelle est la « *vraie vérité* » derrière la

création de Fact & Furious, organe qui détient un contrat de collaboration avec l'AFP et de supposés liens étroits avec Rudy Reichstadt, directeur de *ConspiracyWatch*, ou bien encore Tristan Mendès France, membre de l'*Observatoire du conspirationnisme*.

Censurée par les fact-checkeurs, cette mère de famille rapporte également les violences (psychologiques et physiques) dont elle et sa fille ont été victimes sous la coupe de son mari, et des coups et blessures aggravés qui font aujourd'hui l'objet d'une plainte. Cette situation est devenue suffisamment préoccupante pour attirer l'attention immédiate du président de la République, Emmanuel Macron…

Une vie conjugale sous le joug de la violence d'Antoine Daoust

Dessinatrice en bâtiment et vendeuse en magasin de prêt-à-porter, Malika Daoust nous a confiés son dur calvaire, qu'elle estime avoir été étouffée par les journalistes appartenant à la « *communauté des fact-checkers* ». Pendant longtemps, apeurée mais aussi animée par un illusoire espoir de le voir changer, elle n'a pas voulu parler : « *La majorité des femmes battues, comme moi, ne font rien… malheureusement* ». Ce n'est que le 16 novembre que cette mère trouvera le courage de déposer une plainte contre son mari pour coups et blessures aggravés envers elle et sa fille de 12 ans.

Rappelons que « *les violences conjugales sont punies par la loi, qu'elles visent un homme ou une femme, qu'elles soient physiques, psychologiques ou sexuelles. Il s'agit des violences commises au sein des couples mariés, pacsés ou en union libre. Si vous êtes victime et que vous signalez les faits, vous pouvez être aidé et protégé. Vous pouvez bénéficier de l'aide et de la protection quelle que soit votre nationalité et quelle que soit la durée de votre séjour en France.* »

Mme Daoust rapporte avoir été la cible de violences conjugales à plusieurs reprises, comme ce 23 mars 2022 : « *Je me suis enfui de la voiture. Il m'a rattrapée, m'a fait une balayette, s'est mis sur moi et m'a rouée de coups. Il m'a porté plusieurs coups de poings et des coups de pieds. Suite à ça, la police est intervenue, ainsi que le SAMU, et j'ai été transportée aux urgences de la clinique du Sidobre* », peut-on lire dans son dépôt de plainte. Résultat : une incapacité totale de travailler (ITT) de six jours. *FranceSoir* a pu consulter le certificat médical qui atteste des séquelles de Mme Daoust. Nous le reproduisons ci-dessous.

Encore attachée à son mari, Mme Daoust décidait « *de lui donner une nouvelle chance pour notre couple et pour sa fille* », poursuit la mère de famille dans sa plainte, dans laquelle elle précise que son mari s'en est également pris à son intégrité physique par le passé, de même qu'à celle de sa fille, qui a elle aussi déposé plainte contre Antoine Daoust.

Des coups qui se seraient plus tard ensuivis de menaces de mort : « *Le 23 mars 2022, il s'en va. À ma sortie de l'hôpital, je commence à tweeter, à mettre ses fausses ordonnances sur les réseaux sociaux. Le 25 mars, il se repointe au domicile [ndlr : pour parler des prises de contact de Mme Daoust auprès l'AFP - voir ci-après]. On se parle, on se pardonne, j'efface tout ce que j'ai écrit sur mon mur. Le 17 avril, rebelote [*nouveaux faits de violences qui déboucheront sur une ITT de 4 jours*]. Le 24 avril, il s'en va définitivement de la maison, en me menaçant de mort, en me disant* "si je reste, je te tue" ». M. Daoust aurait ensuite rejoint une autre femme, sa maitresse.

Ce dernier n'en est pas à ses premiers faits de violence. Alors militaire, il aurait été condamné pénalement à une peine de prison avec sursis pour séquestration en bande organisée.

Mme Daoust précise sur *FranceSoir* : « *Quand Antoine est parti du domicile fin avril 2022, sachez qu'il a tout pris : la voiture, les cartes bleues… Je me suis retrouvé à zéro euros. J'ai dû mendier pour faire manger mes enfants, notamment sa fille.* ».
Dans un complément de plaintes, elle souligne également avoir « *subi des violences psychologiques de la part de [son] mari en date du 15 mars 2022* ». Ce jour-là, Malika avait pourtant tenté d'alerter sur les violences conjugales dont elle était victime, mais aussi sur plusieurs pratiques illégales du fondateur du site Fact & Furious, en entrant en contact avec l'AFP.

Une grande déconvenue pour la lanceuse d'alerte : Pauline Talagrand, rédactrice en chef adjointe au sein de l'agence, a réagi en alertant aussitôt Antoine Daoust de l'action de sa femme, avant d'en informer Malika en message privé sur Twitter et de lui signifier : « *Il semble que l'affaire relève de la sphère privée. Nous ne pouvons en l'état donner suite à une interpellation non étayée sur la réputation d'une personne externe à l'AFP. Si vous estimez que cela vaut davantage, il vaut sûrement mieux vous tourner vers les autorités compétentes.* »

Dans son complément de plaintes, Mme Daoust déclare : « J'avais écrit à Pauline Talagrand de l'AFP car elle et mon époux ont un contrat de travail ensemble. Elle ne m'a pas pris au sérieux. Elle a fait une capture [d'écran] de mes messages et les a envoyés à [Antoine Daoust]. » Elle poursuit : « *Du coup, lui m'a envoyé les messages suivants :* "Mais t'es tarée ma parole, pkoi tu as contacté l'AFP ??? T'es complètement taré ma parole." »

À ce message, Malika répond : *« Non, pas du tout. Tout le monde va savoir qui tu es Antoine, ton vrai visage : le mito, le manipulateur. Je vais tout leur dire sur toi, au moindre détail.* » Et M. Daoust de lui signaler : « *Ils viennent de m'appeler pauvre conne* ».

Mme Daoust déplore non seulement un manque de soutien, mais dénonce les propos que la journaliste a ensuite fait parvenir par messagerie privée à M. Daoust, un échange que *FranceSoir* a pu vérifier : « *Vas-y mollo Antoine* », l'a-t-elle enjoint, en lui faisant parvenir une capture d'écran dans laquelle apparait le message d'Antoine Daoust à Malika : « *Ils viennent de m'appeler pauvre conne* ». L'intéressé a répondu à Mme Talagrand : « *Désolé. Le problème est réglé.* » Malika estime que l'AFP a choisi de « *protéger* » et de « *couvrir* » M. Daoust. Aussi, elle prévoit de porter plainte contre la journaliste, a-t-elle annoncé à *FranceSoir* dans un second Debriefing (voir plus loin dans l'article).

Dans le cadre de cette enquête, FranceSoir a pris attache mardi 22 novembre 2022 auprès de l'AFP afin d'interroger Mme Talagrand à propos de ces échanges. Le 25 novembre 2022, soit trois jours plus tard, ce n'est pas l'intéressée qui répondait à notre prise de contact, mais le service juridique de l'agence de presse. Le contenu de la réponse pose question, car il enjoignait Monsieur Azalbert d'effacer ses tweets mentionnant l'AFP et Mme Talagrand :

« *Dans différents tweets, vous accusez l'AFP et notre journaliste Pauline Talagrand d'avoir ignoré une alerte concernant des faits de violences conjugales qui auraient été infligées par Antoine Daoust.*

Malika Daoust s'est plainte auprès de l'AFP, sur Twitter, dans une conversation privée du 15 mars 2022, d'Antoine Daoust qu'elle a qualifié de « menteur *» et de «* manipulateur *». Elle n'a à aucun moment évoqué des faits de violences conjugales.*

L'AFP n'étant pas un interlocuteur pertinent pour un conflit de vie privée, nous n'avons pas donné suite à cette conversation, mais lui avons conseillé de se tourner vers les personnes compétentes.

Dans tous les cas, il est faux de laisser entendre que l'AFP n'aurait pas tenu compte de faits de violences conjugales, alors que de tels faits n'ont jamais été portés à notre connaissance.
Nous vous prions donc de retirer vos tweets et de cesser ces allégations diffamatoires et infondées, tant à l'égard de l'AFP que de notre journaliste nommément mise en cause, ces tweets ayant pour effet d'altérer ses conditions de travail. »

Xavier Azalbert, dans un message envoyé à l'AFP en date du 26 novembre 2022, leur a fait part de son étonnement suite au refus de Mme Talagrand de répondre aux questions d'un journaliste dans le cadre d'une enquête. Dans son email, dont le PDG de l'AFP, M. Fries, est en copie, il rappelle aussi à ce « *département juridique* » que Madame Talagrand pouvait difficilement ignorer la définition juridique relative aux violences conjugales de par son expertise relative aux violences faites aux femmes, soulignant qu'elle avait été alertée par Mme Daoust du statut de « *manipulateur* » et de menteur de M. Daoust et qu'elle avait constaté le message « *pauvre conne* » adressé par Antoine Daoust à Malika. Et de demander pourquoi la journaliste a préféré refuser d'écouter Mme Daoust et enquêter.

Huit jours plus tard, le 23 mars, cette dernière nous a pourtant rapporté avoir été victime de violences physiques de la part de M. Daoust. Pour l'heure, ni le service juridique de l'AFP ni son PDG n'ont répondu à ce dernier échange.

L'Elysée réagit en 48h au courrier de Malika Daoust

Si l'agence de presse s'est refusée à réagir en mars, la réaction de l'Élysée a été autrement différente. Mercredi 16 novembre 2022, Malika Daoust, trouvant le courage de dépasser ses appréhensions, a finalement déposé plainte contre son mari pour coups et blessures aggravés sur elle et sa fille.

Le vendredi 18 novembre 2022, elle a envoyé un courrier pour signaler à l'Élysée, notamment, les violences qu'elle a subies de la part du directeur de la publication de Fact & Furious. Surprise : la réaction de la présidence sera extrêmement rapide. En seulement 48 heures, dans un courrier en date du 21 novembre, le président de la République l'informe de la bonne réception de sa lettre et de son soutien. « *Sensible au rappel des épreuves auxquelles vous avez été confrontée, M. Emmanuel Macron, déterminé implacablement à lutter contre les violences faites aux femmes, m'a confié le soin de vous transmettre ses chaleureuses pensées et tout son soutien* », peut-on lire dans le courrier de l'Élysée, qui ajoute : « *À la demande du chef de l'État, je n'ai pas manqué de signaler votre démarche à M. le Préfet du Tarn. J'ai également transmis votre correspondance à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice. Vous serez tenue directement informée, par leurs soins, de la suite susceptible d'être réservée à votre intervention.* »

Une attention d'Emmanuel Macron saluée par Mme Daoust, qui tient à le remercier pour son soutien et son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Si la dissymétrie entre la réaction de l'AFP en mars et celle de l'Élysée en novembre a de quoi interpeler, le choix du chef de l'État de s'intéresser immédiatement au cas individuel d'une femme présumée battue interroge également.

Fact & Furious, une officine de désinformation bancale aux réseaux tentaculaires

Le site factandfurious.com est présenté dans la presse comme un média de fact-checking indépendant. Ses publications sont citées par des journalistes à valeur de source crédible pour étayer leurs articles. Son fondateur détient même un prestigieux partenariat avec l'AFP. Mais en vérité, Fact & Furious, c'est surtout l'histoire d'un site piloté par Antoine Daoust, ancien barman retiré

sans compétence journalistique ou scientifique, depuis le garage de son domicile. Animé selon Malika Daoust par le désir de briller en société, prêt à toutes les compromissions pour quelques gains financiers, Antoine Daoust va rapidement devenir l'agent et l'instrument d'un réseau qui le dépasse.

En février 2021, l'ancien militaire s'est lancé dans la création de Fact & Furious. « *On a tous quelqu'un dans la famille qui est touché de près ou de loin par la désinformation ou le complotisme. On a voulu comprendre l'enjeu, le dénoncer* », a-t-il argué quelques temps plus tard auprès de France 3.

« *Un travail impartial respectueux des différences* », « *une diversité de voix et de perspectives* », « *une information traitée de façon objective et désintéressée* », ou bien encore « *une rédaction qui s'engage à respecter les dix devoirs énoncés dans la charte de Munich* » : en apparence, la vitrine présentée sur le site Internet du « *média de fact-checking* » a de quoi charmer le citoyen en quête d'une information sûre et vérifiée.

En vérité, loin d'agir de manière honnête et désintéressé, Antoine Daoust aurait créé Fact & Furious par désir de briller et par besoin de pallier ses soucis financiers, explique Malika Daoust à FranceSoir : « *Il voulait se faire connaitre, c'est ça l'origine [de* Fact & Furious*]. Il a commencé par des vidéos YouTube pour les enfants, ça ne marchait pas. Ensuite, il a commencé à aider des nouveaux YouTubers [ndlr : ce site créé en octobre 2018 s'appelait* Famous Videos Magazine*] : ça ne marchait pas. Ensuite, il a ouvert ce petit journal [ndlr : en septembre 2020, un blog d'actualité généraliste baptisé Instant critique] : ça ne marchait pas. Et du jour au lendemain, le nom* Fact & Furious *est arrivé et ça explose.* » Un nom qui ne viendrait pas de lui, mais qui lui aurait été soufflé, explique Malika, qui rappelle les difficultés financières de son mari, frappé par le passé d'interdiction bancaire : « *Ils ont dû lui proposer de l'argent en lui disant :"*Avec nous, tu vas évoluer, tu vas avoir beaucoup d'argent, tu vas être connu*". Et de là, il a foncé.* »

Promesse visiblement tenue : la réputation de Fact & Furious a pu compter sur une couverture médiatique lénifiante. Au premier rang des admirateurs du site, le service public : en août 2021, France info lui consacre un article élogieux titré « *Comment des citoyens luttent contre les fake news des antivaccins sur le Covid-19 : "*On vide la mer avec une petite cuillère*"* ». AFP, L'Express, BFM TV… Fact & Furious servira ponctuellement de source de référence à de nombreux médias en France mais aussi à l'étranger. Son fondateur, lui aussi, sera couvert de compliments louangeurs : « *Au quotidien, Antoine Daoust traque la désinformation sur le web* », explique par exemple La Dépêche.

En août 2021, alors que le pouvoir en Afghanistan tombait à nouveau dans les mains des Talibans à la faveur du retrait des troupes américaines, Antoine Daoust, bien que condamné pour séquestration en bande organisée au temps où il était encore militaire, a également bénéficié d'une importante couverture médiatique, rappelant son engagement au côté de l'Otan dans le pays. France info, TF1, BFM TV, Le Point, Le Parisien… ont ainsi donné à la parole au vétéran. Engagement dont Mme Daoust met en cause la vertu présentée par l'ex-militaire :

Vidéo - « *On a pu apporter un peu de répit à la population* » : un soldat français en Afghanistan témoigne - Le Parisien 16 août 2021

https://www.youtube.com/watch?v=OdQPWcL-B8Q&feature=emb_title

Antoine Daoust n'hésite pas à se targuer que « Fact & Furious *[soit] régulièrement cité par la presse nationale et les médias* » et que le site soit « *noté cent pour cent* par NewsGuard *pour sa*

fiabilité et sa rigueur ». Signataire du Code européen de bonnes pratiques contre la désinformation émis par la Commission européenne, NewsGuard est l'outil de fact-checking de la multinationale américaine Microsoft, fondée par le milliardaire Bill Gates. Le conseil consultatif de la société compte parmi ses membres le général Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA, et Anders Fogh Rasmussen, ex-secrétaire général de l'Otan, ainsi que plusieurs anciens membres des administrations Clinton, Bush et Obama. En termes de crédibilité et d'irréprochabilité, l'argument n'est sans doute pas des plus vendeurs.

Le site était aussi cité sur Microsoft.com comme étant un site fiable pour les étudiants.

Par ailleurs, le site Fact and Furious était aussi recommandé en site fiable par le Poynter Institute for Media Studies, organisme de recherche américain hébergeant le « *Réseau international de vérification des faits* » (International Fact-Checking Network) et gèrant le célèbre site américain PolitiFact. Quelles diligences cet organisme avait-il effectué pour accorder à Fact & Furious cette crédibilité ? Le rôle des divers instituts ont été explicités dans cette étude complète publiée sur ResearchGate : qui va fact-checker les fact-checkers ?

Un réseau de fact-checking bien organisé ?

En mai 2021, le ministère de la Culture a délivré un certificat IPG au site Fact and Furious, lui octroyant le précieux statut de site « *d'information politique et générale* ».

Se disant « très surprise » et trouvant même « *anormal* » que le ministère de la Culture puisse délivrer aussi rapidement un certificat IPG à ce site, Mme Daoust soutient que Fact & Furious aurait été monté avec l'aide d'un réseau opaque comprenant plusieurs figures sulfureuses, parmi lesquelles Rudy Reichstadt, fondateur du site polémique Conspiracy Watch, et Tristan Mendès France, animateur de l'émission "Complorama" diffusée sur France info et membre de l'Observatoire du conspirationnisme.

Rapidement dos au mur financièrement, l'aventure aurait pu finalement toucher à sa fin au mois de novembre 2021. Pour subvenir à ses besoins, Antoine Daoust espérait recevoir une bourse de ce même ministère de la Culture qui lui a délivré un certificat IPG. Paradoxalement, elle lui a été refusée au motif qu'il n'a « *pas de formation journalistique pour le fact-checking* ». Un camouflet pour le fact-checker revendiqué : la compétence dans le domaine de l'information avancée par Antoine Daoust n'est pas approuvée. Quelles diligences ont été faites par la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) sur Antoine Daoust avant de lui délivrer ce fameux certificat IPG ?

Pourtant, dans le cadre de cette demande de bourse, Antoine Daoust a pu bénéficier d'un soutien important en la personne du député LREM, M. Botherel, qui est intervenu directement auprès du cabinet de la ministre de la Culture. La question des motivations derrière cette intervention se pose : le député macroniste a-t-il agi sur demande ?

Sa demande de bourse refusée, les partenaires d'Antoine Daoust voleront à son secours. « *Ses amis lui donnent l'idée d'organiser une cagnotte en ligne. Il s'exécute et il récolte assez d'argent : un peu plus de 16 000 euros.* » D'autres cagnottes suivront avec à la clé plusieurs milliers d'euros récoltés.

Selon Malika Daoust, une grande partie de ces fonds seront ensuite subtilisés : « *Il a signalé à la juge qu'il ne touche que 200 euros de cette entreprise.* » Et d'ajouter : « *Où est cet argent ? Qu'est-ce qu'il en fait ? Je ne sais pas, mais je vais avoir mes réponses.* » Quelque 8 000 euros auraient pu

disparaitre des comptes de la société. Malika Daoust a cherché à alerter les deux autres personnes impliquées dans la gestion du site au moment de sa création, Tiko Stept et Romain Aubert, sans que ces derniers ne daignent donner suite.

Un partenariat avec l'AFP

En décembre 2021, l'entreprise a pris la forme juridique d'une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) : une SAS qui ne comporte qu'un seul associé. Seulement un mois après la création de la société, le 13 janvier 2022, son directeur Antoine Daoust, bien que ne possédant aucune formation journalistique, comme l'a explicité le ministère de la Culture, a décroché un prestigieux contrat avec l'Agence-France presse dans le cadre de la coalition « *Objectif desinfox* ». Lancé par l'AFP le 6 décembre 2021, ce programme de lutte contre la désinformation réunit 23 médias français et bénéficie du soutien de Google, géant américain du numérique contre lequel *FranceSoir* est actuellement en procès.

Ce partenariat surprenant entérine un lien de collaboration directe entre un site de fact-checking lancé par un individu sans expérience journalistique travaillant depuis le garage de son domicile avec le plus grand organisme de presse français, dont le patron, Fabrice Fries, a récemment été mis en examen pour diffamation, avait révélé *FranceSoir*.

Le contrat biffé avec l'AFP est accessible ci-dessous :

https://www.francesoir.fr/sites/default/files/2022-11/FF AFP_biffé.pdf

Une fausse indépendance

« Fact & Furious *est un service de presse en ligne indépendant* », peut-on lire dans la section « *Qui sommes-nous* » du site Internet. Vraiment ? Selon Malika Daoust, c'est un mensonge : *« Il fait le travail de commanditaires. Il faut qu'il ait leur accord. Ce n'est pas de* Fact & Furious *que partent les investigations.* » Et de marteler : *« [Mon mari] n'est pas libre […] Ce que je sais, c'est que c'est un pion* ».

À en croire la lanceuse d'alerte, Antoine Daoust produisait donc des articles sur commande de façon à ce qu'ils soient publiés sur le site de Fact & Furious puis relayés par les médias, qui présentaient erronément le site comme un « *média indépendant* ». L'objectif : consolider la labellisation des personnes critiques du discours convenu sur les sujets attrayant à la crise du Covid-19 comme « *complotiste* » et « *antivax* » dans l'intention de les discréditer dans la sphère publique. Malika Daoust nous informe que les personnes ciblées par Fact & Furious étaient « *le Pr Raoult, le Pr Perronne, Idriss Aberkane et Xavier Azalbert* ».

Influence dans les pages Wikipédia

Officiellement fiable et neutre, l'encyclopédie en ligne Wikipédia, régulièrement accusée de parti pris idéologique, reprend également ces étiquetages médiatiques, basés pour certains sur les publications du site Fact & Furious, dans le cadre de l'écriture des fiches biographiques publiées sur son site Internet. Un marquage stigmatisant potentiellement à vie.
De nombreux liens surprenants

Une question insolite se pose également, celle d'un lien de collaboration avec… les Renseignements généraux. C'est ce qu'affirme Malika Daoust dans son courrier à l'Élysée (voir plus haut) : M. Daoust mènerait des actes d'espionnages pour le compte des services de

renseignement. Dans un échange, Antoine Daoust mentionne également « *des mots de passe avec les RG* »

Parmi les autres figures du réseau gravitant autour de *Fact & Furious*, la très connue infectiologue Karine Lacombe : une « *amie personnelle* » du directeur de Fact & Furious, selon Malika Daoust. Échangeant régulièrement au téléphone avec le fact-checker revendiqué, Mme Lacombe a pris un rendez-vous médical auprès de ses confrères pour Mme Daoust afin de réaliser des tests cutanés qui avaient vocation à déterminer si elle serait en mesure de pouvoir se faire vacciner contre le Covid-19. Un rendez-vous médical auquel Malika n'a finalement pas donné de suite, ne désirant pas se faire vacciner… sur recommandation de son mari.

Dans une conversation de groupe qui incluait Antoine Daoust selon Malika, Karine Lacombe a sollicité de l'aide dans le cadre de la préparation de son dossier de défense suite à la plainte déposé par le Pr Didier Raoult pour diffamation après les propos tenus par l'infectiologue sur Europe 1 en juillet 2020. Elle avait déclaré que « *des actions en justice [contre Didier Raoult] pour mensonge devant la commission parlementaire [*étaient*] en cours* ».

Antoine Daoust entretenait aussi des liens avec des figures sulfureuses de la "*harcelosphère*" contre l'IHU Méditerranée du Pr Raoult, comme Ari Kouts, consultant pour la société de conseil Viseo, et le Dr Peiffer Smadja, infectiologue sanctionné le 21 octobre d'un avertissement par la chambre disciplinaire de première instance d'Île-de-France de l'Ordre des médecins pour ses propos « *de nature gravement anti-confraternelle* » à l'encontre du Pr Christian Perronne.

Enfin, il convient de noter qu'Antoine Daoust a collaboré avec des journalistes du sulfureux site Libération, relai des thèses les plus farfelues sur l'efficacité des diverses mesures sanitaires depuis le début de la crise du Covid-19, dans le cadre de l'écriture d'articles pour son site Fact & Furious.

Du blanchiment d'information sur commandes à la réalisation de faux tests PCR et de fausses ordonnances

La situation financière de la famille Daoust n'était pas au beau fixe, comme le souligne Malika. Aussi, Antoine Daoust réclamait régulièrement des fonds à sa famille, visiblement agacée, comme dans ce message du 21 août 2021 que nous avons pu consulter, dans lequel on lui rétorque : « *Depuis 5 ans, on vous a versé 50 000 euros, soit le prix d'un appart à Colomiers* ». « *On ne peut rien faire parce que tu nous as asséchés financièrement* », lui était-il signalé dans un autre message.

En parallèle de son activité de directeur de la publication de Fast & Furious, pour arrondir ses fins de mois, Antoine Daoust, pourtant très vigilant en ce qu'il s'agissait de rappeler le bon respect des règles sanitaires, « *falsifiait* » des tests PCR à partir de tests effectués par lui ou son épouse dans le but de les vendre à un prix fixé entre 20 euros, pour les clients réguliers, et 80 euros. Ces tests PCR étaient transmis par le biais des applications Snapchat ou Messenger. Selon Malika Daoust, il en vendait « *au moins 5 par jour pendant une période* ». Un petit business juteux.

Par ailleurs, Antoine Daoust réalisait aussi de fausses ordonnances en usurpant l'identité d'un médecin qui n'était plus en exercice.

Défenseur du vaccin anti-Covid, Antoine Daoust demande à sa femme et sa fille de ne pas se faire vacciner

Malika Daoust déclare auprès de FranceSoir qu'elle et ses enfants ne sont pas vaccinés « à la demande de son mari, car les vaccins sont toujours en phase expérimentale ». D'après elle, Antoine Daoust tenait donc un double langage en faisant la chasse aux "*anti-vax*" via son site Internet.

Annoncée le 22 novembre, cette enquête, alors qu'elle n'était pas encore parue, a d'ores et déjà eu des conséquences avec la disparition du site Fact & Furious et de ses comptes sur les réseaux sociaux le 26 novembre. Au travers d'un communiqué de presse, son fondateur déclare avoir dissous la SASU le 10 novembre 2022, bien qu'aucune déclaration officielle de dissolution n'ait été enregistrée et que les statuts de la société ne prévoyaient pas une dissolution anticipée. Alors que les collectes de fonds continuaient encore le 25 novembre 2022 et que la boutique de Fact & Furious est toujours en ligne, cette déclaration d'un acte de dissolution pose question à plusieurs titres, car le couple Daoust, marié sous le régime légal de la communauté, est en instance de divorce.

L'introduction de la procédure de divorce, datée du 16 novembre 2022, ne mentionne pas cette dissolution. Si cette dissolution est avérée, pourquoi cela n'a-t-il pas été mentionné dans la demande de divorce ? Antoine Daoust aurait-il commis un acte illicite qui pourrait être constitutif d'une dissimulation d'actifs ?

En amont de la parution de cette enquête, le site polémique Conspiracy Watch a publié un billet à charge contre Xavier Azalbert et Idriss Aberkane qui dénonce des « pseudo-révélations » et « une campagne de dénigrement des « *fact-checkeurs* » par la « *complosphère* ». « Sans surprise, les officines se serrent les coudes même face à l'inacceptable », a constaté Idriss Aberkane sur Twitter, qui ajoute : « *Il faut désormais qu'une commission d'enquête parlementaire vienne inspecter ces réseaux anti-démocratiques et leurs productions outrancières* ».

De son côté, Xavier Azalbert a appelé au lancement d'une enquête judiciaire et d'une enquête parlementaire et sénatoriale.

FranceSoir publiera prochainement une enquête sur Conspiracy Watch et ses acteurs.

Dans le cadre d'un second Debriefing, nous avons reçu Malika Daoust afin de recueillir son ressenti sur le déroulé des derniers jours depuis son premier témoignage mardi 22 novembre.

L'entretien et tous les documents afférents aux différends protagonistes :

https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 décembre 2022.

On doit combattre notre ennemi sur tous les fronts ou plans à la fois, ne rien laisser passer, ne rien lui concéder, le harceler, montrer que dans tous les domaines il n'a que de mauvaises intentions envers les peuples, personne ne doit avoir la moindre illusion sur la nature du régime en place qui a pris une tournure fascisante, totalitaire.

Aussi faut-il démasquer et combattre également les faux amis, les opportunistes qui ont pris en otage le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, ce sont les pires car ils véhiculent des illusions mortelles dans le régime, ils sapent tous nos efforts que nous entreprenons pour aider les masses à rompre avec le capitalisme et renouer avec le socialisme.

Cependant, il arrive parfois que nous soyons obligés de leur faire des concessions à la marge et de les ménager, sans pour autant cesser de pilonner le tyran Macron et l'oligarchie financière anglo-saxonne. Nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles nous menons la lutte de classe, elles nous sont imposées ou nous devons faire avec sans nous compromettre.

Quelques données sur leurs instruments de propagande idéologique et psychologique.

- Les 6 grands médias actuels sont : la presse, la télévision et le cinéma, l'affichage, la radio, l'internet.

Le cinéma a toujours été considéré comme l'un des médias les plus puissants en terme de mémorisation, c'est d'ailleurs l'une des premières choses que l'on apprend en école de communication. Sur Google.

J-C - Je me demande comment on peut encore s'étonner de l'état actuel désastreux de la société, car une simple observation aurait suffi à comprendre que ces outils de communication, tant par leur contenu que le public qu'il visait, étaient tous orientés politiquement dans la même direction, et s'ils avaient quelque chose à voir avec les aspirations des masses, c'était pour mieux les combattre ou accroître leur subordination au capitalisme.

La société du spectacle comme certains avaient nommé cette entreprise, était uniquement une opération de propagande politique. La démasquer ou la dénoncer ne devait servir à rien, si dans le même temps on ne proposait pas une issue politique pour y mettre un terme ainsi qu'au capitalisme, puisque son réel mobil était d'assurer sa pérennité.

Les réseaux sociaux utilisés pour accéder à l'information en France - 25 mai 2021

Pour comprendre comment les français s'informent, c'est-à-dire avec quels moyens (supports, appareils), il faut en fait considérer 2 grands groupes : les jeunes et les moins jeunes. Ainsi, le

Baromètre annuel Kantar Public Onepoint pour La Croix (1) révèle de grandes disparités chez les moins de 35 ans et les plus de 35 ans.

Si l'ensemble des Français continuent d'accéder prioritairement à l'information par la télévision (46%) et internet (34%), on observe une rupture nette :

- Les plus de 35 ans s'informent majoritairement via la télévision (53%) puis par internet (23%) et la radio (17%).

- Chez les moins de 35 ans, la tendance est inversée : ils s'informent d'abord par internet (66%), principalement avec le smartphone, puis par la télévision (seulement 26%). La presse écrite est très minoritaire (1%).

Et plus le public est jeune, plus la tendance de l'internet majoritaire est marquée : chez les 18-24 ans, internet est utilisé à 75% pour accéder à l'information, la TV tombe à 18% (1).

Une étude Viavoice soulevait dès 2019 que 28% des 18-24 ans font davantage confiance à une information relayée sur les réseaux sociaux qu'à ce qu'ils trouvent dans les médias, tandis que 47 % de ces 18-24 ans pensent également que "*avec les réseaux sociaux, il est de moins en moins nécessaire de consulter directement les sites de médias en ligne*".

Aussi, il est assez logique de voir que dans ce contexte, pour les 18-30 ans, les réseaux sociaux ont davantage de "*pouvoir*" (en termes d'influence) que les médias pour l'information : En effet, ils sont 67% à penser que les réseaux sociaux ont plus de pouvoir que les médias (33%) sur la façon dont les citoyens sont informés.

https://blog.digimind.com/fr/agences/les-r%C3%A9seaux-sociaux-utilis%C3%A9s-pour-acc%C3%A9der-%C3%A0-linformation-en-france

Sondage exclusif : comment les jeunes s'informent-ils ? - 15 Novembre 2010

Alors que les lycéens sont plutôt adeptes de la télévision (44 % la choisissent en priorité pour s'informer, 30 % optant pour Internet et 15 % pour la presse écrite), les étudiants préfèrent nettement le Web : 45 % y ont recours pour s'informer, contre 25 % pour la télé, qui arrive devant la presse écrite (20 %).

Comment les Français s'informent-ils sur Internet ? - Analyse des comportements d'information et de désinformation en ligne. - Une étude de la Fondation Descartes — Mars 2021

- 3 % du temps total passé en ligne par les participants à notre étude l'a été sur des sources d'information.

Si 17 % des participants à notre étude n'ont consulté aucune source d'information sur Internet en 30 jours, ils sont 5 % à en avoir consulté durant plus de dix heures au total.

Plus les participants ont passé de temps à s'informer en ligne durant les 30 jours de l'étude, plus le nombre de sources d'information différentes qu'ils ont consultées est important.

Les sources d'information les plus consultées par les participants au cours des 30 jours de l'étude sont des sources de la presse papier régionale. Les sources d'information dédiées à l'actualité sportive arrivent en seconde position du temps consacré par les participants à s'informer en ligne.

Les sources en ligne de la presse papier nationale arrivent en troisième position de ce classement. Quant aux agrégateurs de médias, ils arrivent en quatrième position, suivis par les autres sources d'information généralistes.

Nous avons ainsi pu constater (Selon un algorithme de la société Storyzy et Les Décodeurs du journal Le Monde, tout un programme ! - J-C) que 39 % des participants ont consulté des sources d'information jugées non fiables au cours des 30 jours de l'étude. Ces participants y ont passé en moyenne 11 % de leur temps quotidien d'information sur Internet, soit 0,4 % de leur temps total de connexion. Sur l'ensemble des participants, le temps passé sur des sources d'information jugées non fiables représente 5 % du temps total d'information en ligne, soit 0,16 % du temps total de connexion à Internet.

https://www.fondationdescartes.org/wp-content/uploads/2021/03/Etude_Information_Internet_FondationDescartes_2021.pdf

J-C - La Fondation Descartes est une officine spécialisée dans le fact-checking, autrement dit la fabrique du consentement des masses à l'idéologie diffusée depuis le Forum économique mondial, ou le combat contre la vérité, leur ennemi, et décrédibiliser ceux qui la diffusent leurs cibles.

Cette fondation s'est spécialisée dans les techniques de manipulation des esprits, dont il est question plus loin. Ses préoccupations telles qu'elles figurent dans la page d'accueil de son blog se passent de commentaire :

- Colloque 2022 - Le dérèglement climatique : perception, information et désinformation

- Guerre en Ukraine : face à la propagande de Poutine, ne jouez pas à la roulette Russe

- Désinformation, fact-checking et démocratie : interview de Laurent Cordonier

- Les infox de l'Histoire : le podcast de la Fondation Descartes

- Revivez le colloque "*Désordres informationnels: Nouvelles menaces, nouvelles réponses*"

La corruption médiatique - Réseau International 4 décembre 2022

J-C - Cet article est intéressant et je vous conseille de le lire, par exemple quand il aborde l'heuristique de disponibilité ou la notion de cascade de disponibilités. Cependant – c'était inévitable, l'auteur se ridiculise ou se discrédite en évoquant l'ex-Yougoslavie "*totalitaire*" qui avait rompu avec Staline, ou quand il estime que "*dans leur position noble et essentielle de contre-pouvoir, les journalistes avaient à jouer le rôle de garde-fous et de protecteurs de notre ordre social ainsi que de nos droits et libertés*" au cours de la dictature sanitaire qui n'est pas terminée, colportant ainsi des illusions criminelles dans les médias aux ordres, ce qui est inexcusable et intolérable.

Sans doute tenait-il à compenser un discours un peu trop radical ou compromettant pour que les médias le ménagent, précaution dérisoire selon moi. C'est un anthropologue, il ne faut pas trop lui en demander, ne soyons pas sectaire à outrance.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/la-corruption-mediatique/

Le saviez-vous

195 biais cognitifs à connaître

Parmi eux :
8. Le biais de disponibilité

Le biais de disponibilité ou l'heuristique de disponibilité correspond à la tendance à surestimer la valeur des informations immédiates sous prétexte qu'elles sont encore fraîchement inscrites dans la mémoire.

J-C - On aura tendance à considérer qu'une info toute fraîche est vraie sans même prendre la peine de la vérifier.

9. La cascade de disponibilité

Un mécanisme d'auto persuasion qui fait en sorte qu'une croyance collective obtienne de plus en plus de plausibilité grâce à la répétition constante et croissante au sein d'une discussion publique.

J-C - Tous les médias répètent en boucle qu'on risque tous de mourir du covid-19, on se voit déjà mourir, et du coup on adoptera les mesures qu'on nous propose ou impose pour sauver notre peau. D'où la censure obligatoire de tous ceux qui affirment que c'est faux et leur diabolisation.

Pour lire les 193 autres « *biais cognitifs* » :

https://amadium.com/biais-cognitifs/

La chasse aux sorcières du ministère de la Vérité prend une tournure encore plus totalitaire en France.

J-C - S'il est faux de prétendre que "la pluralité de l'information peut prévenir la guerre", en revanche l'information non manipulée est indispensable pour interpréter la situation et ensuite agir. S'il ne faut jamais compter sur les médias grand public pour être correctement informé, cependant il faut admettre qu'ils demeurent plébiscités par l'immense majorité de la population tous médias officiels confondus.

Quant aux rares médias qui osent encore défier l'inquisition ambiante, ils leur réservent un traitement spécial. Il se trouve qu'ils sont malheureusement de droite parce que le mouvement ouvrier a déserté le combat politique contre le régime, alors aussi paradoxal que cela puisse paraître nous défendons le droit de *FranceSoir* à exister pour avoir publié au cours de ces dernières années des articles qui dénonçaient les diverses mystifications initiées par le Forum économique mondial, et fourni ainsi de précieuses informations et témoignages pour les combattre, sans qu'on ait besoin de partager l'orientation politique de ce média ou sans qu'on exige qu'il partage la nôtre, ce qui serait ridicule dans les deux cas.

Décision de la CPPAP de retirer son agrément à FranceSoir : la réponse de Xavier Azalbert, directeur de la publication - FranceSoir 02 décembre 2022

C'est par voie de presse le 30 novembre 2022 que la rédaction de FranceSoir a appris la décision du ministère de la Culture de ne pas renouveler l'agrément CPPAP du journal, et plus particulièrement son certificat d'Information Politique et Générale (IPG). Selon la Commission paritaire des publications et agences de presse, FranceSoir présenterait un « *un défaut d'intérêt général* » et nos contenus publiés à propos de la crise du Covid-19 porteraient « *atteinte à la protection de la santé publique* ».

Le 22 juillet 2022, soit trois mois avant l'expiration de son certificat prévue au 30 septembre 2022, la CPPAP confirmait la bonne réception du dossier de renouvellement de notre certificat IPG. Le 30 septembre 2022, nous étions toujours sans nouvelle d'une quelconque décision. Le 30 novembre, l'annonce tombe, sans que la société n'ait reçu aucun courrier officiel ni même aucune signification de cette décision.

Notons que la position de la CPPAP s'inscrit en contradiction avec celle adoptée en mars 2021 : à la suite d'un audit anticipé de notre agrément sur demande, en février 2021, de la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, l'organisme chargé de reconnaître la validité des titres de presse avait alors jugé que notre journal remplissait tous les critères d'admission. Il soulignait notamment que FranceSoir présentait « *des informations, des analyses et des commentaires […] susceptibles d'éclairer le jugement des citoyens* », comme le veut l'article 2 du décret du 29 octobre 2009 qui fixe ces critères d'admission.

Cette réunion de la CPPAP en plénière s'est tenue près de deux semaines après la publication d'un documentaire à charge de France info ("*Complément d'enquête*" du 17 novembre) contre le Pr Didier Raoult, mais aussi FranceSoir ainsi que son directeur Xavier Azalbert, et deux jours après la publication de l'enquête de FranceSoir sur le scandale Fact & Furious. Cette investigation menée sur plusieurs mois a révélé des compromissions et collusions au sein de la communauté d'opinion des fact-checkers, dans laquelle Antoine Daoust, fondateur du site Fact & Furious, a joué un rôle pivot. Selon le témoignage de son ex-épouse, Fact & Furious, dont les publications étaient régulièrement reprises par des médias mainstream, visait principalement à discréditer par ses articles le Pr Raoult, Idriss Aberkane, Xavier Azalbert et le Pr Christian Perronne. Pourtant, bien qu'il ne détenait aucune formation journalistique, M. Daoust, ex-militaire et barman retiré, a pu obtenir en mai 2021 pour son site un agrément de la part de ce même ministère de la Culture qui lui refusera une bourse au mois de novembre 2021. Le motif : il ne détenait justement « *pas de formation journalistique pour le fact-checking* ».

L'accusation de la CPPAP selon laquelle nous mettrions en danger la santé publique interpelle par sa mauvaise foi. Accusé d'avoir dénigré les « *politiques de santé publique* » mises en place durant la crise du Covid-19 par le gouvernement, Christian Perronne a été entièrement blanchi par la

chambre disciplinaire de première instance d'Île-de-France de l'Ordre des médecins le 22 octobre 2022. Elle est allée jusqu'à juger qu'en sa qualité d'infectiologue internationalement reconnu, le médecin avait « *l'obligation de s'exprimer dans le domaine qui relève de sa compétence* » durant la crise du Covid-19. Si le Pr Perronne était donc lié par un devoir de parole, il en découle logiquement qu'il relève du droit et du devoir de FranceSoir de donner la parole à cet universitaire. Aussi, la CPPAP n'aura pu ignorer cette décision de la CDOM qui met à mal l'argumentaire selon lequel publier des contenus qui s'alignent avec les analyses de cet éminent expert, dont la justesse s'est avérée dans le temps, porte atteinte à la protection de la santé publique. Blanchir le messager et condamner son support démontre une incohérence certaine.

Plus largement, cette décision soulève également un problème de fond plus grave : l'attaque contre le pluralisme de la presse, censé être protégé par le ministère de la Culture. La quasi-totalité de la presse française, mais aussi les GAFAM, sont engagés dans une croisade de censure contre ce journal qui décidément les obsède. En septembre 2021, le géant américain Google avait coupé l'accès de notre site à son réseau publicitaire, nous privant d'une partie de nos revenus. Quelques mois plus tôt, Google nous déréférençait de son service Google Actualités et censurait notre chaine YouTube. Ils veulent nous faire taire.

Parmi les plus combattus, notre journal est aussi l'un des journaux français les moins soutenus. Contrairement au reste de la presse, notre journal ne bénéficie d'aucune subvention d'État. Mais c'est ce qui fait aussi notre force : indépendant de tout intérêt, FranceSoir est exclusivement financé par ses lecteurs qui nous soutiennent par des dons défiscalisés. C'est grâce à nos lecteurs que notre liberté est assurée et que nous pouvons remplir notre mission de quête de vérité. Il va donc sans dire que les conséquences de cette décision de la CPPAP seront éminemment nocives pour notre journal, puisqu'elle entraine notamment la perte d'une exonération fiscale sur les dons.

Cette décision politique a été saluée par certains médias ; elle démontre ainsi que loin est le temps où les organes de presse se posaient en garant de la défense du pluralisme des opinions, dont la confrontation par le débat est pourtant une des conditions nécessaires à la recherche de la vérité. Désormais, seul prime l'invisibilisation des faits qui remettent en cause le discours officiel, dont la trame principale est le mensonge.

Naturellement, FranceSoir a décidé de faire appel de cette décision.

Sélection de commentaires d'internautes

1 - C'est la mise en cause de l'AFP dans l'affaire "*Fact & furious*" qui a provoqué cette attaque-censure parce que mouiller l'AFP, c'est toucher le contrôle du pouvoir médiatique. L'AFP est visiblement une institution militante et non pas une institution neutre vis à vis du pouvoir donc c'est toucher à la crédibilité du pouvoir, c'est provoquer une vérification journalistique des dépêches de l'AFP ce qu'ils ne veulent surtout pas.

C'est un haut fait d'arme que de prendre l'AFP avec la main dans le sac en train de faire du blanchiment d'information pour soutenir la politique sanitaire concernant le Covid, ça fâche le pouvoir mais les faits sont les faits, les journalistes ne peuvent pas croire l'AFP sur dépêche car elle n'est pas neutre.

2 - Le droit de dire et d'écrire ce que nous pensons est le droit de tout homme libre, et priver le citoyen de ce droit c'est exercer la tyrannie la plus odieuse.

FS dérange et dans le totalitarisme toute voix qui éclaire, qui dénonce, qui critique, qui s'exprime, qui enquête, qui publie, qui éveille, qui informe, qui révèle, qui dévoile, qui écrit au nom de la Liberté et la Vérité doit être anéanti, supprimer, calomnier, condamner.
C'est ça le visage et la réalité du totalitarisme.
Nous y sommes !

3 - Soutien total ;

Quelque part cette curieuse annonce de retrait d'agrément, qui n'a pas encore été délivrée par voie officielle est exactement la preuve du bienfondé des reproches faits par France Soir à l'organisation actuelle de l'information en France. Cette décision, si elle s'avère confirmée est la preuve de la corruption d'un système qui a totalement oublié son rôle de "*mission d'information*" et qui préfère interdire plutôt que d'informer.

A une époque où l'on veut nous imposer un "*ministère de la Vérité*" avec les assises imposées par Mme Sonia Backès, il est d'autant plus important de pouvoir avoir accès à des opinions divergentes, de laisser se faire des débats démocratiques , autant sur le plan politique ou économique que sur le plan sanitaire , car aucune de ces matières ne sont des sciences exactes . C'est le seul moyen d'empêcher l'instauration d'un régime totalitaire qui est très nettement en train de se profiler dans notre pays.

Alors si nous voulons protéger notre liberté d'expression, notre démocratie, le futur de nos descendants, nos libertés et les leurs, continuons à soutenir ces médias qui osent avoir une expression et des idées non conformes à la doxa gouvernementale et médiatique en vigueur.
Merci à France Soir et à Xavier.

4 - À partir du moment où nous n'avons plus de presse libre, tout peut arriver. Ce qui permet à une dictature totalitaire ou à toute autre dictature de régner, c'est que les gens ne sont pas informés ; comment pouvez-vous avoir une opinion si vous n'êtes pas informé ? Si tout le monde vous ment en permanence, la conséquence n'est pas que vous croyez les mensonges, mais plutôt que personne ne croit plus rien. Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut plus se décider. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez alors faire ce que vous voulez.

5 - Ils font la chasse à tous ceux qui ont dénoncé tous leurs mensonges.
Ils font la chasse à ceux qui montrent et exposent les discours d'avant, puis les discours d'aujourd'hui.
Ils font la chasse à tous ceux qui ont osé tenter de voir ce qu'il y avait derrière.

Les sujets les plus sensibles sont :
-> Les casseroles et crimes de la majorité
-> La politique dite "*sanitaire covid*"
-> La guerre en Ukraine

Les conséquences des choix politiques aujourd'hui ont bien plus d'impact qu'il y a 10 ans. Aujourd'hui, davantage de gens meurent en France, les gens ont froid, les gens ont faim.

Face à une crise inédite, il leur est important de préparer leur politique sans être "dérangés" par les fouineurs. Les français ne doivent pas savoir, ne doivent pas comprendre. Nous devons subir dans le silence et l'incompréhension.

6 - Discours simple, digne, percutant.

Mon soutien était jusqu'alors occasionnel. Je viens de le programmer récurrent à 10e/mois.
J'espère être suivi par des milliers de lecteurs. Et s'ils ne sont pas assez nombreux. Je doublerai mon soutien.

Le Diplo puis Mediapart m'ayant déçu, je considère FranceSoir comme le seul et unique média indépendant et honnête.

Continuez, Xavier et vos courageux collègues, et votre audience sera rapidement multipliée par dix.

En complément.

#TwitterFiles : Elon Musk publie des mails internes explosifs de l'entreprise, l'affaire « *Hunter Biden* » refait surface - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Le journaliste indépendant Matt Taibbi fait des révélations inédites que lui a généreusement données Elon Musk : « *Ce que vous êtes sur le point de lire est le premier volet d'une série, fondée sur des milliers de documents internes obtenus par des sources chez Twitter. Les* "Twitter Files" *racontent l'histoire de l'intérieur de l'une des plateformes de médias sociaux les plus importantes et les plus influentes du monde. Il s'agit d'un récit à la Frankenstein d'un mécanisme construit par l'homme qui a échappé au contrôle de son concepteur.* »

Pour lire l'article :

https://lemediaen442.fr/twitterfiles-elon-musk-publie-des-mails-internes-explosifs-de-lentreprise-laffaire-hunter-biden-refait-surface/

Suite 2 - La grande illusion orchestrée par l'ONU elle-même continue.

J-C – Une double supercherie, parce qu'Israël ne tiendra pas compte de cette résolution et il ne permettra jamais la création d'un Etat palestinien souverain. Ne pas le préciser relève de la désinformation.

L'ONU vote en faveur de la commémoration de la Nakba - Réseau International 3 décembre 2022

Pour la première fois, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution qui permet l'organisation d'une session de haut niveau pour commémorer le 75ème anniversaire de la Nakba.

La résolution de l'ONU appelle à une « *commémoration du 75ème anniversaire de la Nakba* », notamment en organisant un événement de haut niveau dans la salle de l'Assemblée générale » en mai 2023. Elle préconise également la « *diffusion d'archives et de témoignages pertinents* ».

La résolution a reçu 90 voix pour, tandis que 30 pays ont voté contre, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et la Suède, en plus des États-Unis et d'Israël. 47 pays se sont abstenus de voter.

Il convient de noter que la Mission palestinienne auprès de l'Organisation des Nations unies et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ont déjà organisé des cérémonies pour commémorer la Nakba dans la salle de l'Assemblée générale, mais c'est la première fois que l'événement sera tenu sur la base d'un mandat de l'Assemblée générale elle-même.

Le représentant palestinien aux Nations unies, Riyad Mansour, a appelé la communauté internationale à soutenir l'adhésion à part entière de la Palestine à l'organisation internationale pour sauver la solution à deux États avant de déclarer : « *Lors d'une session ordinaire de l'Assemblée générale sur la question palestinienne – la communauté internationale doit prendre des mesures décisives maintenant et reconnaître l'État palestinien aux frontières de 1967, avec Qods-Est comme capitale, sans plus tarder.* »

La Nakba (catastrophe en français) est un terme qui symbolise l'expulsion forcée massive en 1948 de plus de 750 000 Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres. Le mouvement sioniste, soutenue par la Grande-Bretagne, a pris le contrôle de la plus grande partie de la Palestine par la force des armes et à annoncer la création du régime factice d'Israël. Réseau International 3 décembre 2022

Quand l'ONU entend relancer son régime de terreur pour 0,0001% de décès dans le monde « *dus* » au Covid-19.

Covid-19 : 90% de la population mondiale présente une forme d'immunité - Paris Match 3 décembre 2022

Au moins 90 % de la population mondiale présente une forme d'immunité contre le Covid-19, a déclaré vendredi le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus, tout en mettant en garde contre la baisse de vigilance.

Le chef de l'OMS a mis en garde contre la tentation d'affirmer prématurément que la phase émergente de la pandémie est terminée. "*Nous n'en sommes pas encore là*", a-t-il souligné.

"*Des lacunes dans la surveillance, les tests, le séquençage et la vaccination continuent à créer les conditions idéales pour l'émergence d'un nouveau variant préoccupant qui pourrait causer une mortalité significative*", a-t-il prévenu.

Selon M. Tedros, plus de 500 sous-variants d'Omicron circulent actuellement, tous très contagieux et présentant des mutations les rendant capables de vaincre plus facilement les barrières immunitaires, bien qu'ils causent des formes moins sévères de la maladie que les variants précédents.

Un total de 6,6 millions de décès ont été rapportés par les pays à l'OMS, tandis que près de 640 millions de cas confirmés ont été enregistrés.

Mais le bilan réel est bien plus lourd, selon l'OMS.

Au cours de la semaine dernière, plus de 8.500 décès dus au Covid-19 ont été enregistrés, "*ce qui n'est pas acceptable après trois ans de pandémie, alors que nous disposons de si nombreux outils pour prévenir les infections et sauver des vies*", a souligné M. Tedros. Paris Match 3 décembre 2022

J-C- Ce qui est « *inacceptable* », c'est que 0,0001% de décès dans le monde justifie encore des mesures qui relèvent de la terreur politique. C'est ainsi qu'ils se discréditent eux-mêmes ou plus personne ne les écoute, donc tous les Etats ont toutes les peines du monde à poursuivre leur programme. Bravo M. Tedros, continuez, vous et les vôtres on vous aura à l'usure !

Allemagne. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde. « *Autopsie* » d'un massacre.

Patient décédé suite aux injections à ARNm - Réseau International 3 décembre 2022

Soudain, la télévision mainstream allemande parle « *autopsie* » par Mendelssohn Moses.

Dans le journal *Vaccines* (octobre 2022), le médecin légiste Michael Mörz a publié les résultats de l'autopsie qu'il a conduite à Dresde1, sur un patient atteint de Parkinson, et mort suite à la 3ème injection des « *vaccins* » à ARNm dits « *anti-Covid* ».

Le patient, Monsieur B. Rosin, était alors âgé de 76 ans ; les autorités de l'hôpital où il est mort avaient refusé l'autopsie – ils ont écrit noir sur blanc que c'était non souhaité alors que la famille n'avait pas été consultée. Aux frais de l'épouse et des enfants, qui avaient des doutes sur la cause de décès, le Dr. Mörz a alors autopsié le patient, et à découvert des foyers infectieux dans le cerveau avec destruction des cellules, une myocardite, et une inflammation du système vasculaire. Le médecin légiste est certain de la présence dans ces tissus de la protéine Spike (présence non due à SARS-COV-2), et du rôle de la « *vaccination* » comme, au minimum, un facteur majeur contribuant au décès.

En raison du refus de l'Institut de pathologie local (Institut Georg Schmorl) de donner des interviews à la presse, le Dr. Mörz est allé personnellement aux studios de télévision allemande Mitteldeutscher Rundfunk (MDR)2, et a expliqué ce qu'il a vu. Deux autres pathologistes allemands réputés ont également accepté de parler à MDR, pour insister sur l'absolue nécessité de conduire des autopsies sur les personnes mortes suite à ces « *vaccins* ». Quant aux responsables du Paul-Ehrlich Institut, l'agence allemande en théorie responsable de la surveillance des produits médicamenteux, elles ne voient aucun signal d'alerte qui devrait pousser à autopsier, en dépit de nombreux avertissements de médecins légistes tels les Docteurs Burkhardt, Schirmacher etc.

Sur YouTube, en 3 jours le vidéo du Dr. Mörz sur la chaîne MDR atteint près de 700 000 vues, sans parler des spectateurs en direct et en différé sur la chaîne3.

1 - https://www.mdpi.com/2076-393X/10/10/1651
2 - https://www.youtube.com/watch?v=jxD9OHKbvXo
3 - Voir aussi :

• https://www.youtube.com/watch?v=QNhflLpDyg4
• https://exxpress.at/kritische-aerzte-fordern-mehr-obduktionen-fuer-mehr-gewissheit
• https://www.wochenblick.at/10-punkte-plan-zum-corona-ausstieg-so-wollen-bhakdi-co-den-pandemie-wahnsinn-beenden

---

Ils osent tout. Encore une monstrueuse épidémie inventée. Quand est-ce qu'on les « *abat* » ?

J-C – Souvenez-vous qu'ils veulent nous obliger à ne plus manger de viande, pas même du poulet. Avant-hier ils avaient réhabilité les œufs, sauf qu'au même moment ils jettent leur dévolu sur les poules pondeuses. Ils ne vantaient pas pour des prunes le régime alimentaire végétalien excluant tous les aliments qui proviennent du règne végétal, donc y compris les œufs.

Le véganisme s'inscrivait dans la même logique. On est en présence de dangereux extrémistes, ce qu'on n'a semble-t-il pas encore intégré, hélas !

Parfois on se frotte les yeux, on se dit que ce n'est pas vrai, on rêve, ils ne vont pas nous imposer un truc pareil, c'est une information à la con… Mais non, ils sont très sérieux, ils en sont capables, en tout cas ils se démènent pour y arriver, la preuve.

Les États-Unis subissent la pire vague de grippe aviaire de leur histoire - Courrier International 2 décembre 2022

« *Les États-Unis traversent une crise aviaire sans précédent, avec un virus de la grippe très contagieux, qui a déjà décimé 52,7 millions de volailles* », rapporte la National Public Radio (NPR). Le réseau public de radiodiffusion décrit une épizootie ayant frappé 46 États donnant lieu à "*l'épidémie de grippe aviaire la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis*".

Démarrée en février avec la détection des premiers cas du virus H5N1, cette vague est plus importante que celle enregistrée en 2014-2015, qui avait causé la mort de 50 millions de volailles. Surtout, le titre remarque que "*l'épidémie actuelle a duré tout l'été et a repris de plus belle*", contrairement à la précédente, qui n'avait duré que le temps de l'hiver. "*J'espère que cette situation ne va pas se reproduire chaque année*", déclare pour la NPR Richard Webby, virologue et directeur du centre de recherche sur les pathologies aviaires de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Autre différence majeure par rapport aux précédentes flambées, la transmission semble être l'œuvre d'oiseaux sauvages et non de contacts entre animaux de différents élevages.

Également interrogée par le titre, la professeure à l'université d'État d'Oklahoma Amy Hagerman précise que les volailles pondeuses semblent plus touchées que celles destinées à la consommation. Si les approvisionnements alimentaires ne sont pas directement menacés, "*le prix des œufs aux États-Unis risque de flamber, même s'il n'y a que quelques élevages qui doivent envoyer leurs poules à l'abattoir*". La maladie peut avoir des conséquences catastrophiques, surtout dans les grands complexes généralement forts de plus de 1 million de poules pondeuses.

Dans ce contexte, difficile d'envisager d'autres solutions que l'abattage. La vaccination apparaît comme une entreprise des plus compliquées : deux doses à administrer en fonction du moment de la ponte et le difficile traçage de l'épidémie. Courrier International 2 décembre 2022

France. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde tout le temps. Macron carbonisé.

Yves Bréchet accuse Macron : *"L'abandon du programme Astrid restera comme un modèle de stupidité ou de cynisme"* - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

M. Yves Bréchet, ancien haut-commissaire à l'Énergie atomique et membre de l'Académie, était auditionné le 29 novembre 2022 à la Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France.

Lors de son intervention, l'auteur de plus de 600 publications et coauteur de nombreux rapports d'expertise n'a pas mâché ses mots pour accuser le président Macron d'avoir abandonné le programme Astrid : « *L'électricité générée par le nucléaire est essentiellement décarbonée dans une optique de lutte contre le réchauffement climatique. Il est absurde de dépenser des milliards pour décarboner une électricité déjà décarbonée. […] cette filière à neutrons rapides où la France a été pionnière, vient d'être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l'histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme.* »

« *L'État français peine à assumer ce qui est un atout, qui lui donne une électricité à 90 % décarbonée. Il vient de prendre en 2020, une décision lourde de conséquences en abandonnant la filière à neutrons rapides. Au moment même où de grands États impliqués dans le nucléaire comme la Russie ou la Chine, et maintenant les États-Unis, accélèrent leur développement, cette décision, faisant suite à une série de renoncements concernant le parc électronucléaire, est emblématique de la disparition de l'État stratège en matière énergétique et de la transition d'un État stratège vers un État bavard. Elle est aussi révélatrice d'une désinformation continue concernant cette filière. Désinformation acceptée par l'État quand elle n'est pas organisée par lui. Plusieurs points demandent à être fermement réaffirmés concernant l'énergie nucléaire.*

L'électricité générée par le nucléaire est essentiellement décarbonée dans une optique de lutte contre le réchauffement climatique. Il est absurde de dépenser des milliards pour décarboner une électricité déjà décarbonée. Le démantèlement des centrales est une technologie maîtrisée, mais elle ne créera pas des emplois à la mesure de ceux que la fermeture des centrales à supprimer. Le fonctionnement des centrales est sûr et la létalité de l'énergie nucléaire est faible devant celle des autres sources d'électricité, en particulier de toutes les sources fossiles. La gestion des déchets est garantie par la technologie de vitrification couplée au coût de stockage géologique profond. Deux technologies sur lesquelles la France a une avance reconnue. La question des ressources en uranium est résolue par la technologie des neutrons rapides et de la fermeture du cycle, qui permettent à la fois d'utiliser de l'uranium appauvri et de maintenir le bilan au plutonium. Et enfin, cette filière à neutrons rapides où la France a été pionnière, vient d'être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l'histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme. »
lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Etats-Unis. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde tout le temps. En phase de « *dé-transition* ».

L'ancien transgenre de la Navy SEAL, Chris Beck, annonce sa dé-transition et dénonce la propagande sur les enfants - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

L'ancien militaire de l'US Navy SEAL Chris Beck avait attiré l'attention du public après son coming-out de femme trans — en tant que Kristin Beck — dans une interview avec Anderson Cooper sur CNN en 2013. Or, dans une interview du jeudi 1er décembre 2022, avec le

commentateur politique Robby Starbuck, il a annoncé, qu'il opérait une « *dé-transition* », afin de redevenir un homme.

Il a pris cette décision après avoir réalisé qu'il était « *endoctriné* » et « *utilisé* » par beaucoup de gens, a rapporté la Daily Caller News Foundation. Au cours de la conversation de deux heures, Beck a expliqué que les médias l'utilisaient pour promouvoir l'idéologie transgenre et a mis en garde les dangers de la transition contre des enfants. « *Vous avez tous les médias, les psychologues, tout le monde veut convertir ces enfants en transgenres.* »

Selon l'ancien de la Navy SEAL, qui a servi vingt ans dans des équipes d'opérations spéciales, sa transition a été due à un psychologue qui lui avait affirmé qu'il était transgenre après une seule séance d'une heure. Cette même psychologue, Anne Speckhard, a ensuite manipulé Chris Beck pour qu'il coécrive un livre : « *J'ai été exploité. J'ai fait de la propagande. J'ai été utilisé par beaucoup de gens qui savaient bien au-delà de moi qu'ils savaient ce qu'ils faisaient.* »

Beck a déclaré qu'à mi-chemin de l'écriture de Warrior Princess avec Speckhard, il avait ressenti des doutes et demandé qu'il ne soit pas publié. Le livre coécrit aurait été publié sans sa permission. Après la publication, il a été submergé par l'attention des médias. Anderson Cooper de CNN l'a interviewé sur son parcours de transition. Beck affirme à présent que le média l'a « *utilisé* » et « a détruit sa vie ».

L'ancien de la Navy SEAL a expliqué que s'exprimer contre le mouvement transgenre, qu'il a qualifié de « *secte* » à plusieurs reprises tout au long de l'interview, mènerait à son exclusion : « *S'ils pensent que leur récit est si sacré que vous ne pouvez même pas le contester, dès que vous dites quelque chose, vous êtes éliminé. Vous êtes excommunié. Vous êtes un nazi*. »

L'homme de 56 ans a expliqué les dangers de « *l'acceptation automatique* », des enfants auto-diagnostiqués transgenres par les professionnels de la santé. Il a ajouté que les médecins devraient exiger « *un nombre minimum de séances* » avant d'autoriser les enfants à subir un traitement hormonal ou des chirurgies mutilant le sexe qui changeront leur vie. « *Il y a beaucoup de complications avec ces chirurgies. Et c'est une partie dont ils ne parlent pas vraiment. […] Je ne veux pas que cela continue, et je ne veux pas que ces enfants souffrent* », a déclaré Beck. lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Dossier guerre de l'OTANazie contre la Russie

Citoyens russes comparés à des «*cafards*» et des «*rats*» sur LCI : un journaliste assume puis nuance - RT 2 décembre 2022

Durant la diffusion en direct de l'émission Brunet, Hammett & Cie du 29 novembre, une confusion s'est installée sur le plateau de LCI face à une succession d'appels à la haine contre la société russe, émanant de l'intervenante Alla Poedie, Ukrainienne arrivée en France dans les années 1990. RT 2 décembre 2022

Interview de Marianna Vychemirskaya – Il n'y a pas eu de frappe aérienne à la maternité n°3 de Marioupol - Réseau International 3 décembre 2022

Marianna Vychemirskaya, la fameuse jeune femme dont la photographie a été utilisée pour illustrer une prétendue frappe aérienne russe sur la maternité n°3 de Marioupol a donné une longue interview au journaliste Johnny Miller de Press TV. Avec son autorisation j'ai traduit en français cette interview, où Marianna explique ce qui s'est réellement passé le 9 mars 2022.

Cette interview est intéressante à plus d'un titre. Tout d'abord, Marianna confirme dans cette entrevue ce qu'elle a dit lors de la première interview qu'elle a accordée une fois arrivée à Donetsk, fin mars 2022, à savoir qu'il n'y a pas eu de frappe aérienne russe sur la maternité n°3 de Marioupol où elle se trouvait. Il y a eu une explosion à l'extérieur du bâtiment, qui a soufflé les vitres et les murs en placo-plâtre, mais aucun bruit d'avion ni avant, ni après.

Elle confirme aussi que les soldats ukrainiens s'étaient installés dans l'hôpital où se trouvait la maternité, transformant de fait le bâtiment en cible militaire. Son témoignage est confirmé par deux autres témoignages, celui de Nikolaï, filmé après son évacuation de la ville, et une autre jeune femme, Viktoria, interviewée à Marioupol même (voir vidéo ci-dessous).

Pour lire l'article en entier et voir les photos :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/12/03/interview-de-marianna-vychemirskaya-il-ny-a-pas-eu-de-frappe-aerienne-a-la-maternite-n3-de marioupol/?utm_campaign=shareaholic&utm_medium=email_this&utm_source=email

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 décembre 2022.

Dans la précédente causerie, j'ai oublié de mentionner en conclusion du passage sur les médias, que le nombre de personnes qui se connectaient régulièrement à des blogs alternatifs pour s'informer sur l'actualité politique, étaient ridiculement faibles, peut-être compris entre 10 et 50.000 personnes, sur 50 millions, cela donne entre 0,02 et 0,1%, même en doublant ou triplant ces chiffres on arriverait encore à un résultat particulièrement insignifiant.

Si on ajoute à cela, que ces personnes manifestent peu d'enthousiasme envers les blogs auxquels ils se connectent, vous avez réuni les ingrédients d'une déprime générale, qui confirme le peu d'intérêt que témoignent les masses envers leur propre destin, hélas ! On peut mesurer cela au nombre de lecteurs qui leur envoient des commentaires de qualité. Et si on soustrait les messages à caractère conformiste ou qui confirment la subordination de leurs auteurs au régime, l'immense majorité des commentaires proviennent de membre des classes moyennes ou de retraités nantis, là on frôle la barre du zéro !

Voilà qui ne devrait pas contribuer à relever le moral de mes lecteurs, j'en suis désolé, mais on n'est pas là pour se raconter des histoires ou se faire plaisir, n'est-ce pas ?

J'ai aussi poussé la provocation un peu loin dans la même causerie en me moquant des mauvais coups portés aux masses par Macron. J'avais bien à l'esprit qu'elles n'avaient pas les moyens politiques de s'y opposer, ce qui a pu être mal interprété ou passer pour du cynisme, je m'en excuse, alors qu'en réalité j'ai surtout voulu privilégier le fait que c'était le seul moyen pour qu'elles se radicalisent et se retournent contre le régime.

De la même manière, quand je critique un mouvement social, qu'on ne se méprenne pas, je ne vise pas les revendications légitimes des travailleurs, mais l'orientation politique opportuniste dans laquelle les syndicalistes les enferment.

Dans mon bloc-notes ou ma boîte à réflexion.

Rien ne se crée, ni ne se perd, tout se transforme.

Quelle devait être la nature de leur nouvel ordre mondial ? Quand on observe les différentes étapes qui devaient y conduire au cours des deux dernières décennies, on arrive au constat ou à la conclusion qu'ils recourent pratiquement sans interruption à une suite de coups d'Etat d'une violence extrême.

Ceux qui se prennent pour les maîtres du monde sont en guerre contre tout ce qui échappe encore à leur contrôle, le climat, la nature, les virus, etc. et bien entendu tous les Etats ou concurrents qui refusent d'intégrer leur stratégie mondialiste au détriment de leur indépendance, de leur souveraineté, de leurs intérêts, de leur histoire, de leur culture, de leur identité, bref de leur existence tout simplement.

Bien qu'imparfait ou présentant encore de graves lacunes puisque soumis au capitalisme, le progrès économique et social, les valeurs que les hommes se sont forgés au fil des millénaires jusqu'à nos jours pour s'élever au-dessus de l'état de sauvagerie, les connaissances que les hommes ont acquises et perfectionnées, tous les peuples sont leurs ennemis.

C'est ainsi qu'ils mènent leur lutte de classe contre les peuples exploités et les opprimés du monde entier sans exception pour conserver leurs privilèges ou richesses, leur hégémonies ou leur pouvoir, refusant à l'humanité son émancipation du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, de mettre un terme au règne de la nécessité au profit de celui de la liberté.

Qu'ont-ils réellement en tête ?

Ils ont estimé que les conditions économiques qui leur avaient permis d'accroître leur pouvoir dans des proportions démesurées tout au long du XXe siècle ou au cours du développement du capitalisme, étaient devenues nuisibles à leur survie, dans la mesure où la satisfaction des besoins de 8 milliards d'hommes mettaient en péril l'équilibre fragile sur lequel repose la planète, ou qu'il n'était plus possible d'envisager de maintenir un tel niveau d'exploitation des ressources de la planète sans les épuiser rapidement, et mettre du même coup en danger leur propre existence. Il fallait donc trouver un moyen de réduire drastiquement ces besoins ou la consommation de la population dans pratiquement tous les secteurs économiques, d'où l'accent mis sur l'énergie qui conditionne le développement économique.

Comment la population les perçoit-elle ?

Quand il s'agit d'aborder les évènements importants qui ont contribué à façonner le monde dans lequel nous vivons depuis deux décennies ou qui ont influencé l'orientation de la situation mondiale, il y en a qui y voient une suite d'erreurs commises par des dirigeants peut-être mal conseillés ou entourés, mal préparés ou pas à la hauteur de leur tâche, pas à leur place, trop jeunes ou trop vieux, mais ô combien pleins de bonne volonté ou animés de bonnes intentions envers les peuples.

Sinon, ils invoquent la fatalité, le hasard, la faute à pas de chance, des décisions prises trop hâtivement, improvisées, imposées de l'extérieur dans un contexte particulièrement difficile... Bref, ils sont prêts à leur inventer toute sorte de circonstances atténuantes ou on devrait même les plaindre au lieu de les blâmer d'être les otages d'une idéologie et d'intérêts qu'ils représentent malgré eux ou d'être d'innocentes victimes d'évènements qui les dépassent, car ils ne sont pas si mauvais qu'on veut bien le dire les malheureux, sans parler que personne ne ferait mieux à leur place.

La plupart des gens sont prêts à entendre ou accepter n'importe quelle explication, du moment qu'on ne remet pas en cause l'existence du capitalisme (et ses institutions) ou les médiocres conditions d'existence dont ils se contente en règle générale, capitalisme dont finalement la survie a déterminé tous ces évènements, qui n'auraient pas pu avoir lieu sans la participation et le consentement d'un ensemble d'acteurs, et rien d'autres.

Pendant 20 ans l'oligarchie financière anglo-saxonne va tester à l'échelle mondiale son gigantesque pouvoir politique, la pénétration de son idéologie à tous les niveaux de la société, sa capacité à orienter la situation sur le plan économique, médiatique, scientifique, culturel, sa suprématie sur l'ensemble des acteurs et institutions politiques, en réalisant un ensemble de coups d'Etat dont les conséquences seront destinées à être planétaires, en commençant par un faux attentat terroriste, puis en provoquant la faillite d'une grande banque, pour ensuite enclencher successivement deux

immenses opérations reposant sur des dénis scientifiques qui se combineront parfaitement, pour finir par une provocation militaire débouchant sur une nouvelle guerre visant ses deux principaux rivaux, alliés ou ennemis selon les circonstances

Leur démocratie : la guerre perpétuelle.

Ils la fomentent, la programment, s'y préparent, pour qu'elle soit légitime, acceptée ou populaire, il leur faut un mobil, ils vont le fabriquer ou l'imaginer, leurs vassaux, les médias et leurs réseaux sociaux s'en feront les relais. Puis la guerre leur servira de prétexte pour appliquer tranquillement la suite de leur plan ou leurs objectifs politiques après avoir atteint partiellement ceux économiques.

Les principaux acteurs ayant participé à l'instauration du totalitarisme.

Les banquiers anglo-saxons les plus riches et puissants
Le complexe militaro-industriel
Les GAFAM
Les trusts pharmaceutiques
Les chefs d'Etat de tous les pays du monde à des degrés divers
La totalité des institutions financières ou politiques internationales
L'ensemble des institutions nationales des différents pays
La quasi-totalité des médias officiels
La quasi-totalité des classes moyennes.
La totalité du mouvement ouvrier

11 septembre 2001, « *l'effroyable imposture.* »

Le prétexte à la guerre au terrorisme mondial contre tous les peuples par l'impérialisme américain et ses alliés ou vassaux, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, etc. y compris le peuple américain avec l'avènement du Patriot Act légalisant la surveillance généralisée de la population.

10 ans après la disparition de l'URSS, la superpuissance américaine entend dicter sa loi à tous les Etats de la planète. Aucun chef d'Etat hormis Chavez n'osera dénoncer l'imposte du 11/9, tous feront acte de vassalité.

15 septembre 2008, la mise en faillite de Lehman Brothers.

L'interprétation destinée au public ou aux naïfs :

- Les circonstances qui ont provoqué le 15 septembre 2008, la chute de Lehman Brothers sont nombreuses, mais jamais Richard Fuld, son CEO, n'a cru que le Trésor américain, à la tête duquel se trouvait l'ancien patron de Goldman Sachs et un des « parrains » de Wall Street, le lâcherait. Contrairement à une perception erronée, ce sont les Républicains qui étaient au pouvoir et ne voulaient plus d'un sauvetage des banques. Comme cette crise avait été provoquée par la mauvaise gestion des banques et non par des facteurs extérieurs, il faillait envoyer un message clair: l'argent des contribuables n'est pas au service des institutions financières. Il fallait une leçon grandeur nature pour comprendre ce qu'une telle faillite signifie au niveau mondial et mettre une limite au chantage des banquiers. lemonde.fr 14 septembre 2013

Quels sont les biais dans cette interprétation ?

Le CEO de Lehman Brothers, Richard Fuld, savait que le sort de la quatrième banque d'investissement américaine ne dépendait pas de l'ancien patron de Goldman Sachs qui était à la tête du Trésor américain, mais plutôt du cartel des banquiers les plus riches et puissants des Etats-Unis qui allaient récupérer les actifs de Lehman Brothers et empocher ou se partager dans la foulée les dizaines de milliers de milliards de dollars que la Fed allaient fabriquer au cours des années et de la décennie suivante sur la base d'un prétexte pour une fois avéré, éviter un effondrement de la finance et de l'économie mondiale.

L'explication de "*la mauvaise gestion des banques*" ne tient pas, puisque toutes les grandes banques ou institutions financières avaient recouru aux mêmes pratiques véreuses ou mafieuses, et s'ils y ont recouru, c'est justement parce qu'elles leur étaient imposées par "*des facteurs extérieurs*" qu'ils ne pouvaient pas maîtriser, telles par exemple les conditions frauduleuses dans lesquelles ils avaient accordé des prêts immobiliers ou consenti des prêts hypothécaires à des millions d'Américains, dont les revenus allaient s'avérer insuffisants pour les rembourser pour peu que les taux d'intérêt et l'inflation augmentent, ils allaient se retrouver surendettés et insolvables

Autrement dit, parce que la crise du capitalisme ne permettait plus à la majorité des Américains d'accéder à la propriété ou de devenir propriétaire de leur habitation en recourant à un crédit à long terme, c'est bien un facteur extérieur à la gestion des banques qui fut à l'origine de la faillite de Lehman Brothers, la faillite en somme du capitalisme, ce qui ne figurera jamais dans un article publié par un média mainstream ou dans la bouche d'un banquier, chacun aura compris pourquoi.

En 2013, soit 5 ans plus tard, s'ils le disent :

Le Monde - Que ce soit la baleine de Londres chez JP Morgan, la chute de MF Global et surtout la manipulation du taux du LIBOR ou les délits d'initiés, nous avons continué à assister à un ensemble d'infractions que les régulateurs n'ont pu prévenir. (Rectificatif : que les régulateurs n'ont **voulu** prévenir. – J-C)

Le bilan des grandes banques mondiales continue à contenir deux fois plus d'actifs financiers que de prêts à l'économie. lemonde.fr 14 septembre 2013

2009. L'instrumentalisation du climat et l'imposture du réchauffement de nature anthropique.

2009, l'ONU rédige un rapport en faveur d'un Green New Deal mondial sur la base des rapports du GIEC.

9 ans plus tard, ils estiment que les conditions sont mûres pour lancer leur offensive ou mystification mondiale sur ce thème.

2018, la représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez en a fait son cheval de bataille plaidant pour que les États-Unis passent d'ici à 2030 à un réseau électrique fonctionnant à 100 % grâce aux énergies renouvelables, pour ainsi mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles.

4 ans plus tard, ils s'en serviront pour justifier leur dictature énergétique qui se traduira par une explosion des tarifs de l'électricité et du gaz, dont l'augmentation avait commencé dès 2019 avec une augmentation du tarif de l'électricité de 10% dans l'année, donc 3 ans avant la guerre en Ukraine, qui ne sera qu'un faux prétexte comme d'habitude. Simultanément ils arrêteront plus d'une dizaine de centrales nucléaires pour cause de maintenance, alors qu'ils auraient pu étaler dans le

temps cet entretien, et ils allaient décréter un embargo sur le gaz provenant de Russie qui devait non seulement entraîner une hausse vertigineuse du tarif du gaz mais aussi de l'électricité, ils prévoient une hausse de 15% du tarif de l'électricité en 2023 (pour les particuliers).

Source :

https://www.hellowatt.fr/contrat-electricite/evolution-prix-electricite
https://www.kelwatt.fr/prix/augmentation-electricite

2020. Manipulation d'un vulgaire virus fabriqué et séquestration de la population mondiale.

Le 18 octobre 2019 eut lieu à New York un exercice de simulation d'une pandémie de coronavirus organisé par l'université John Hopkins aux États-Unis, en collaboration avec le Forum économique mondial, la Fondation Bill Gates, la Banque mondiale, d'autres représentants de trusts pharmaceutiques, de la finance mondiale, de l'armée américaine, des médias, etc.

Depuis de nombreux témoignages sont venus corroborer la thèse que le Sars-CoV-2 aurait été présent en Chine à la même époque, ce que les organisateurs de cette simulation savaient pertinemment. Le même cas de figure s'était produit le 11 septembre 2001, lorsque le jour même le Pentagone avait simulé une attaque terroriste du même genre sur les Etats-Unis. Mieux encore, la version officielle comportait tellement de contradictions et de si nombreuses questions demeurées sans réponses, qu'il était évident qu'elle était frauduleuse, conclusion à laquelle des milliers de scientifiques et médecins dans le monde sont également parvenus à propos du récit officiel sur la pandémie de covid-19.

Dans la causerie du 6 novembre 2021 :

Covid-19, petit rappel de dates clefs :

Afin de mieux comprendre le cheminement des évènements, on peut citer les dates-clefs ci-dessous:

1. 2010 : rapport Rockefeller sur le « *Lock Step* » (L'étape du confinement) ;

2. 2015 : le laboratoire de Pirbright dépose une demande de brevet pour un coronavirus qu'il a développé à partir du SRAS à des fins commerciales et thérapeutiques. Brevet obtenu en novembre 2018. Le laboratoire Pirbright est co-financé par Bill Gates ;

3. Août 2019 : aux États-Unis, on note une vague de pneumonies (soupçon de coronavirus) ;

4. Autour du 8 août 2019 : fermeture du laboratoire de l'armée américaine, Fort Detrick, en raison de problèmes de sécurité ;

5. Septembre 2019 : à Hawaï, infection de citoyens japonais qui n'avaient pas été en Chine ;

6. Du 18 au 27 octobre 2019 : Jeux militaires mondiaux à Wuhan (Chine). Cinq athlètes étrangers ont été hospitalisés pour une infection indéterminée ;

7. 18 octobre : « *Event 201* » à New York, parrainé par le Centre de santé publique John Hopkins, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Forum économique mondial. Un des objectifs de cet événement était une simulation informatique d'une pandémie de Coronavirus. Scenario Lock Step ;

8. Novembre 2019 : un rapport d'ABC News dit qu'une filiale du Pentagone mettait en garde dès novembre 2019 contre une nouvelle contagion virulente à Wuhan. Selon les analystes, il pourrait s'agir d'un événement cataclysmique. Informations communiquées à la Defense Intelligence Agency, aux chefs d'État-major des armées du Pentagone et à la Maison-Blanche ;

9. Novembre 2019 : les renseignements israéliens sont avertis par les renseignements américains d'une pandémie potentiellement catastrophique à Wuhan. Les renseignements israéliens confirment;

10. Novembre 2019 : les alliés de l'OTAN sont également informés de la situation ;

11. Le 26 décembre 2019, le coronavirus est détecté à Wuhan ;

12. 30 décembre 2019 : communication de la nouvelle maladie à l'OMS ;

13. 3 janvier 2020 : le chef du CDC américain, Robert Redfield, a appelé le haut responsable chinois du CDC ;

14. 8 janvier 2020 : il a été déterminé qu'il s'agissait du Covid-19 ;

15. Mike Pompeo déclare en public que le Covid-19 est un « *exercice en live* » ;

16. Septembre 2021 : le collectif Drastic (collectif de scientifiques indépendants travaillant sur les origines du Covid-19) a mis en ligne des documents selon lesquels l'ONG EcoHealth Alliance aurait soumis en 2018 à l'armée américaine un projet consistant à créer un virus SARSCoV chimérique, à partir de coronavirus de chauves-souris.

Source :

Origines du Covid-19: rappel des dates clefs et rapport sur les laboratoires biologiques américains Par Anne Philippe – Mondialisation.ca 5 novembre 2021

2022. Enfin la Russie déclenche la guerre contre l'Ukraine placée sous tutelle de l'OTAN.

Je n'ai plus le temps de rechercher les évènements marquant auxquels fut associée l'OTAN, qui depuis le début 1991 jusqu'en février 2022 contribuèrent à harceler et menacer la souveraineté et l'intégrité de la Russie, tant la liste est aussi longue et convaincante que celle sur le covid-19.

Les lecteurs sont censés connaître les circonstances dans lesquelles la Russie a été amenée à lancer son "*opération militaire spéciale*" pour dénazifier l'Ukraine, s'opposer à son entrée dans l'OTAN et lui interdire de se doter d'armes nucléaires. Cette guerre était prévisible depuis la dislocation de l'URSS et du Pacte de Varsovie au début des années 90, dès lors que les Américains allaient afficher leur intention à terme de démembrer la Russie, la faire disparaître ni plus ni moins, avant que ce soit au tour de la Chine.

La réaction russe était donc connue du Deep State, des Straussiens, des néoconservateurs, du Pentagone, ainsi que les conséquences qui allaient en découler pour l'économie mondiale, les répercussions en termes d'approvisionnement en matières premières à la même échelle également... Aucun des acteurs ou protagonistes ne l'ignorait, la seule chose qu'ils ne savaient pas ou ne pouvaient par prévoir, c'est à quel rythme cette guerre allait se dérouler et comment les différents chefs Etats dans le monde allaient réagir au fil du temps, leur réaction étant tributaire de la manière

dont leur pays serait impacté sur le plan économique, social et politique, sachant qu'ils seraient harcelés et menacés par les Américains et leurs vassaux européens s'ils se rangeaient au côté de la Russie, mais qu'ils y gagneraient en stabilité et en sécurité en concluant des accords avantageux avec les Russes, tout dépendrait en dernière analyse s'ils privilégiaient la souveraineté et l'indépendance de leur pays, leur développement, ou s'ils étaient trop corrompus et chiasseux pour résister à l'offre américaine.

Le tout fut piloté par une poignée d'actionnaires, derrière lesquels se cachait un gang mafieux et criminel composé seulement de quelques oligarques multimilliardaires au pouvoir tentaculaire.

Chaque fois de 2001 à 2020, ils testèrent leurs différents pouvoirs pour s'assurer que les conditions étaient réunies pour lancer leur *Great Reset* qui inclut la dictature énergétique, sanitaire, numérique et transhumaniste ou eugéniste.

Triste et pitoyable record.

Coupe du monde : France-Pologne offre un record d'audience à TF1 - Le HuffPost 6 décembre 2022

Grâce aux Bleus, TF1 a enregistré un pic à plus de 17 millions de téléspectateurs. Et la meilleure audience de l'année 2022 à la télévision française. Le HuffPost 6 décembre 2022

En famille. Alors que le gouvernement soutient les néonazis ukrainiens.

Un député LFI demande au gouvernement de "*dénazifier l'espace public*" - BFMTV 6 décembre 2022

J-C – Quels populistes ! Ils ne savent pas quoi inventer pour légitimer le gouvernement.

En famille. Elles sont toutes ministres de Macron !

Énergies renouvelables : la majorité mise sur la gauche pour faire passer son projet de loi - Europe1 6 décembre 2022

À l'Assemblée nationale, à l'ouverture des débats ce lundi sur les énergies renouvelables, la majorité met le cap à gauche pour faire passer son texte. Europe1 6 décembre 2022

Loi sur les énergies renouvelables: "*Nous avons obtenu des avancées*", assure Sandrine Rousseau (EELV) - BFMTV 6 décembre 2022

Clémence Guetté (LFI) : « *Garantissons l'emploi et la souveraineté des filières industrielles renouvelables.* » - Journal du Dimanche 6 décembre 2022

Clémence Guetté - La France est le seul pays de l'Union européenne qui n'atteint pas ses objectifs en matière d'énergies renouvelables (EnR). Pourtant, l'urgence climatique et la crise internationale de l'énergie nous montrent l'urgence de développer massivement toutes les sources d'énergies renouvelables pour conquérir notre souveraineté énergétique. (Elle oublie de préciser ou elle feint d'ignorer que la France l'avait acquise antérieurement. Tout son discours est frauduleux. – J-C)

L'urgence est de garantir l'emploi et la souveraineté stratégique pour les filières industrielles renouvelables. Les solutions sont sur la table, le gouvernement doit être à la hauteur de l'enjeu. Journal du Dimanche 6 décembre 2022

A droite toute !

Duel Ciotti - Retailleau : Les Républicains à droite toute - Le HuffPost 5 décembre 2022

Deux nuances de droite (très) affirmées. Éric Ciotti, le député des Alpes-Maritimes, souvent donné comme favori de la compétition, est arrivé en tête du premier acte de la course à la présidence des Républicains ce dimanche 4 décembre. Il affrontera Bruno Retailleau, le sénateur vendéen, dans une semaine, pour un second tour crucial pour l'avenir du mouvement.

Dans le détail, l'ancien candidat à la primaire recueille 42,7 % des voix qui se sont exprimées ce week-end parmi les adhérents, quand son poursuivant en totalise 34,4 %. Le député du Lot Aurélien Pradié, le troisième homme de cette élection et potentiel faiseur de roi de ce nouveau duel, plafonne lui à 22,2 %. Représentant d'un courant « *populaire* » aux préoccupations sociales, il est éliminé ce dimanche soir.

Restent donc, dans la compétition, deux visions d'une droite dure, forte ou revendiquée, selon les différents adjectifs et les arguments répétés par les candidats à l'issue du premier tour, rue de Vaugirard, dans le sillage d'une campagne où tous les prétendants n'ont cessé de durcir le ton, soucieux de marquer leur différence avec la macronie, un des enjeux du scrutin interne. Le HuffPost 5 décembre 2022

A l'extrême droite toute !

Louis Aliot fait entrer le Rassemblement national au Conseil départemental des Pyrénées-Orientales - BFMTV 5 décembre 2022

Le maire de Perpignan Louis Aliot a remporté dimanche l'élection départementale partielle dans le canton de Perpignan-Canohès avec 53,53% des suffrages exprimés, devenant le premier conseiller départemental RN des Pyrénées-Orientales.

Au deuxième tour de cette élection, Louis Aliot et sa binôme Carla Muti, conseillère municipale à Canohès, ont battu le duo divers droite de Jean-Louis Chambon et Florence Micolau (46,47%). La participation n'a atteint que 23,98% des inscrits.

Louis Aliot s'est dit "*satisfait du résultat*", tout en ajoutant: "*Maintenant il faut quand même raison garder. Il y a une très faible participation*". (Le candidat d'extrême droite a donc été élu en obtenant 12,83% des voix des électeurs inscrits. – J-C)

Au premier tour, le 27 novembre dernier, la participation avait atteint 21,63%. Avec 44,07% des suffrages exprimés, Louis Aliot et Carla Muti avaient déjà devancé Jean-Louis Chambon et Florence Micolau (27,63%).

Avec 26,36% des voix, le conseiller départemental sortant, Mathias Blanc (PS), avait été éliminé, avant d'appeler "*à voter Chambon pour faire battre Aliot*". BFMTV 5 décembre 2022

Dictature climatique et énergétique. La stratégie du chaos et de la peur.

Ascenseurs, digicodes... Ces équipements du quotidien qui pourraient être à l'arrêt en cas de coupure - BFMTV 5 décembre 2022

Le gouvernement l'a confirmé, des coupures de courant sont envisagées cet hiver au cas où le réseau électrique serait sous tension. Ces arrêts temporaires, locaux et planifiés à l'avance ne doivent pas bouleverser le quotidien des Français. Il faudra malgré tout être prudent car de nombreux appareils seront impactés.

· Ascenseurs à l'arrêt

Attention notamment si vous êtes adepte des ascenseurs. Pendant les périodes de coupures de courant, ces appareils électriques seront logiquement à l'arrêt. Mieux vaudra donc éviter de les emprunter au risque de rester bloqué. D'autant qu'il sera difficile pour les secours d'intervenir.

Si vous habitez dans un immeuble équipé d'un digicode ou d'un badge d'accès, le service ne fonctionnera pas. Ce qui ne signifie pas pour autant que vous serez bloqués à l'extérieur, l'électricité servant uniquement à maintenir la porte fermée. La majorité des portes disposent par ailleurs d'un système d'ouverture manuel alternatif, en général un loquet, permettant de pouvoir évacuer même en cas de coupure de courant. Il devrait donc être possible d'entrer et de sortir librement du bâtiment, selon notre journaliste Lisa Hadef.

· Paiements, retraits d'argent...

Pour ce qui est de faire des courses alimentaires, les supermarchés devraient rester ouverts s'ils disposent d'un groupe électrogène, mais certains petits commerces pourraient fermer.

Le paiement par carte bleue, dont le module est électrique, ne sera en revanche pas possible. Mieux vaut donc avoir quelques espèces de côté, d'autant que les distributeurs de billets de banque risquent d'être également à l'arrêt.

"En cas de coupure d'électricité sectorisée pendant une durée déterminée, les clients pourront accéder aux espèces dans un autre lieu à proximité", précise cependant la Fédération bancaire française au Parisien.

· Les transports en commun perturbés

Du côté des transports, le trafic sera lui aussi fortement impacté. Si les trains ne risquent pas de coupure, car ils sont alimentés par un réseau indépendant, l'alimentation des gares, des passages à niveau ou des signalisations pourrait être touchée.

Pour éviter tout risque que des passagers soient bloqués pendant deux heures en pleine voie par défaut de signalisation, les autorités devraient jouer la prudence. "*En cas de coupure, la circulation des trains sera suspendue*", précise ainsi une source gouvernementale.

Du côté des transports en commun, la circulation sera variable. Certains réseaux pourraient être interrompus temporairement s'ils ne disposent pas de "*la capacité effective à faire circuler sur l'intégralité de leur parcours, pendant des horaires de délestage, des trains de banlieue, des métros ou des tramways*".

Le métro parisien ne sera pas concerné puisqu'il dispose de "*son propre réseau d'électricité*", selon le porte-parole du gouvernement Olivier Véran sur BFMTV vendredi.

· Certains feux tricolores coupés

Si vous prenez la route, mieux vaudra être prudent. Les feux tricolores pourraient être éteints dans certaines régions. "*Ça dépend(ra) des endroits*", avance simplement Olivier Véran.

Dans le cas où la signalisation routière serait suspendue, il faudra alors s'en remettre aux consignes de conduite de base : priorité à droite et priorité aux piétons. Les préfets sont également appelés à recommander aux Français de limiter leurs déplacements.

Les barrières de péage, alimentées de façon autonome, devraient en revanche fonctionner normalement. Mais attention de bien faire son plein, les stations-service ne pourront en effet plus délivrer de carburant, à moins de disposer d'un groupe électrogène de secours.

· 40% d'usagers prioritaires

Malgré ces perturbations, de nombreux services continueront à fonctionner malgré les coupures. Certaines personnes, considérées comme des usagers prioritaires, bénéficieront de passe-droits. Ils représentent 40% de la population totale.

Ce sera notamment le cas de malades hospitalisés à domicile, de certains établissements comme les hôpitaux ou des installations de défense nationale. Même chose pour les personnes raccordées à ces réseaux prioritaires, qui vivent par exemple à côté d'un hôpital. La Corse, raccordée au réseau électrique italien, n'est pas non plus concernée. BFMTV 5 décembre 2022

Totalitarisme ou au temps des barbares. La stratégie de la peur ébranlée.

Coupures d'électricité : Emmanuel Macron fustige «*les scénarios de la peur*» - Europe1 6 décembre 2022

En arrivant à un sommet européen à Tirana, Emmanuel Macron a critiqué "*les scénarios de la peur*" face aux risques de coupures d'électricité. Europe1/AFP 6 décembre 2022

J-C - Serait-il tenté de faire marche arrière ? Ce serait étonnant de la part de ce sadique. On y reviendra plus loin.

Laurent Méric, porte-parole d'Enedis, affirme que les patients sous respirateur artificiel à domicile auront des coupures d'électricité - lemediaen442.fr 6 décembre 2022

Les propos du représentant d'Enedis (voir vidéo ci-dessous) sont extrêmement inquiétants : « *Les patients à haut risque vital, qui sont identifiés et […] qui ont un respirateur avec un équipement important à la maison, sont éventuellement délestables [NDLR, suppression momentanée du courant électrique]. Ces personnes sous respirateur artificiel sont non prioritaires, si je peux me permettre de le dire.* »

L'accident est inévitable. Comment les pouvoirs publics vont-ils pouvoir prendre en charge ces personnes à haut risque vital — qui normalement sont à domicile — alors que les hôpitaux sont pleins à craquer et que le personnel est en sous-effectif ? De 2016 à 2021, 21 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés. La question d'une prise en charge de ces personnes à seulement un mois d'une possible coupure d'électricité laisse entrevoir un manque de préparation évident. Nous nageons en plein amateurisme, ce qui laisse craindre le pire. lemediaen442.fr 6 décembre 2022

Le HuffPost - « *On va les appeler, on va leur envoyer un SMS, un mail, pour voir s'ils ont pris des précautions* », deux jours avant les coupures, explique encore Laurent Méric, qui précise que ces personnes auront un numéro de téléphone dédié. Elles seront ensuite « *déplacées* » dans un endroit sans coupure d'électricité, où une aide leur sera garantie. Le HuffPost/AFP 6 décembre 2022

J-C - Le représentant d'Enedis s'est exprimé comme si des coupures de courant allaient forcément avoir lieu et qu'il s'y était préparé, ce qui me fait dire qu'on est en présence d'un scénario similaire à celui employé lors des mystifications sur le climat et la pandémie imaginaire, autrement dit ces coupures sont de nature politique ou que les conditions ont été fabriquées pour les rendre inévitables, les présenter comme telles ou c'était le but que le gouvernement poursuivait. La preuve, l'aveu de Véran, même s'il a tenu à le tempérer, il n'allait tout de même pas dévoiler qu'à l'origine ce scénario reposait sur une supercherie.

Paris Match - "*Nous avons la pleine capacité collectivement d'éviter tout risque de coupure, quelles que soient les conditions hivernales*", a affirmé Olivier Véran. "*Le principe numéro un, c'est qu'il n'y a rien d'inéluctable*".

J-C - Et c'est Macron qui a vendu la mèche :

Paris Match - Le président Emmanuel Macron a invité samedi les Français à ne "*pas paniquer*" face aux risques de coupures d'électricité, jugeant même qu'elles pourraient être évitées si la consommation était baissée de 10%. Paris Match/AFP 6 décembre 2022

J-C - Plus précisément, cette nouvelle opération fait partie de la panoplie des instruments participant à la fabrication du consentement pour contraindre la population à accepter de nouveaux sacrifices ou d'adopter le récit officiel dans le cadre du volet Green New Deal du Great Reset, la régression sociale généralisée étant une fatalité que chacun devrait accepter sans chercher ailleurs un responsable aux difficultés qui accablent la population, surtout pas du côté du gouvernement ou du régime, encore moins de Davos.

Ce sont eux la pire menace qui plane sur l'humanité.

J-C - Ils appellent à se mobiliser contre les méfaits qu'ils ont eux-mêmes produits pour en tirer profit.

Quand on a cela en tête, on ne les écoute pas, on ne peut pas être sous leur influence, on sait d'avance que leur récit sera falsifié, on est armé pour les combattre. Dans le cas contraire, on se laissera manipuler. "*L'humanité*" qu'ils dénoncent, ce sont eux qui l'ont rendue telle qu'elle est et personne d'autres, pas nous en tout cas puisque nous, les peuples, nous ne disposons d'aucun pouvoir, ce sont eux qui concentrent tous les pouvoirs entre leurs mains, mais c'est à nous qu'ils réclament de payer la facture de leurs méfaits à leur place, nous refusons, nous devons nous y opposer, les chasser du pouvoir.

Et dire qu'il y a encore des intellectuels pour s'en remettre à l'ONU, pareil déni est insupportable.

COP15 : l'humanité est devenue une « *arme d'extinction massive* », dénonce Antonio Guterres - Le HuffPost 7 décembre 2022

L'humanité est devenue une « *arme d'extinction massive* » et il est temps de cesser notre *« guerre à la nature* », a déclaré ce mardi 6 décembre le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, appelant les pays à des décisions courageuses à la veille de la COP15 sur la biodiversité.

« *Avec notre appétit sans limite pour une croissance économique incontrôlée et inégale, l'humanité est devenue une arme d'extinction massive* », a-t-il martelé lors du lever de rideau de cette conférence à Montréal, qu'il voit comme « *notre chance d'arrêter cette orgie de destruction* ».

Les défis que la COP15 doit relever sont considérables : un million d'espèces sont menacées d'extinction, un tiers des terres sont gravement dégradées et les sols fertiles disparaissent, tandis que la pollution et le changement climatique accélèrent la dégradation des océans.

Les produits chimiques, les plastiques et la pollution atmosphérique étouffent la terre, l'eau et l'air, tandis que le réchauffement de la planète dû à la combustion des énergies fossiles provoque un chaos climatique - des vagues de chaleur et feux de forêt aux sécheresses et aux inondations.

J-C - L'anarchie qui caractérise le développement du capitalisme relève effectivement d'une « *cacophonie du chaos jouée avec des instruments de destructions* » de l'espèce humaine et de notre planète en toute connaissance de cause au nom du sacro-saint profit.

Le HuffPost - « *Aujourd'hui nous ne sommes pas en harmonie avec la nature, au contraire nous jouons une mélodie bien différente* », une « *cacophonie du chaos jouée avec des instruments de destructions* », a résumé le secrétaire général de l'ONU.

« *Et en fin de compte, nous nous suicidons par procuration* », a-t-il ajouté, avec des répercussions sur l'emploi, la faim, la maladie et la mort.

J-C - Quand plus loin Le HuffPost signale que "*le constat scientifique*" sur lequel repose leur récit "*est peu discuté*", ils avouent que parce qu'ils l'ont entièrement fabriqué pour parvenir à leurs fins, ils ne peuvent pas donner la parole aux représentants des milliers de scientifiques qui par le monde contestent la manipulation frauduleuse des données qui ont été récoltées par le GIEC lui-même et qui contredisent ses conclusions.

Totalitarisme. L'Union européenne des multinationales.

Albert Bourla, patron de Pfizer, refuse de témoigner devant la commission du Parlement européen - lemediaen442.fr 6 décembre 2022

Le PDG de Pfizer, Albert Bourla, a de nouveau refusé de témoigner devant la commission spéciale covid du Parlement européen. « *Depuis l'audience covid d'octobre, nous n'avons aucune autre information à partager avec le Comité, déclinons donc respectueusement l'invitation à réexaminer ces questions* », indique sa lettre du 2 décembre.

Albert Bourla n'en est pas son premier échappatoire. En octobre il devait témoigner devant le comité du Parlement européen et répondre à des questions difficiles sur la manière dont les accords secrets sur les vaccins avaient été conclus. Était notamment concerné un contrat de plusieurs milliards d'euros entre le PDG de l'industrie pharmaceutique et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Alors qu'une audition sur les vaccins était organisée au Parlement européen le 10 octobre 2022, le PDG de Pfizer, Albert Bourla, avait refusé d'être présent. Janine Small, présidente des marchés internationaux, l'avait remplacé. La députée Virginie Joron s'était exprimée en ces termes : « *La journée d'hier était une mascarade. Aucune des questions que nous avions posées, que ça soit sur les contrats, les SMS, les prix, les effets secondaires… aucune des questions n'a reçu de réponse. On sait tous que c'est le contrat d'achat le plus important qui a été négocié au sein de la commission. Je rappelle que c'est 2,4 milliards de doses pour au moins 36 milliards d'euros.* »

Le 28 octobre, le comité covid a adressé une deuxième invitation au PDG. « *Notre commission a estimé que lors de la précédente audition avec des représentants de l'industrie pharmaceutique, où Pfizer était représenté par Mme Janine Small, des questions importantes concernant les accords d'achat anticipé entre l'Union européenne et Pfizer, qui relèvent de la responsabilité du PDG et auquel lui seul a le pouvoir de répondre, sont restées sans réponse* », a déclaré la présidente du comité Kathleen Van Brempt (groupe S&D) dans un communiqué. « *En tant que présidente de la commission covid, je regrette profondément le refus du Dr Bourla de discuter de cette question avec les membres du Parlement européen. En tant que co-législateur du budget européen, le Parlement a le droit d'obtenir une transparence totale sur les modalités de ces dépenses et les négociations préalables qui y conduisent* », a-t-elle déclaré.

L'entreprise Pfizer, condamnée aux États-Unis à 91 reprises pour plus de 10 milliards de dollars d'amendes depuis 2000, ne semble pas disposée à répondre sur ces contrats. « *Pfizer a fourni une contribution au comité spécial sur la pandémie de covid-19 et au Parlement européen au sens large, alors qu'il cherche à comprendre et à tirer des enseignements de la réponse à la pandémie* », a déclaré un porte-parole de la société au média Politico.

En complément.

La vérité sur l'ivermectine - Réseau International 6 décembre 2022

https://reseauinternational.net/la-verite-sur-livermectine/

Inde. Ils sont toujours animés de bonnes intentions, et en guise d'information ils diffusent leur propagande.

Inde: dans le Gujarat, la mémoire des émeutes de 2002 influence encore les votes - rfi.fr 5 décembre 2022

J-C - Depuis 2014 où Modi est devenu Premier ministre, les médias occidentaux et ses détracteurs n'ont cessé de mettre en garde contre une éventuelle guerre civile de nature religieuse en Inde, dont Modi serait l'instigateur, en vain 8 ans plus tard, alors et ils désespèrent !
A Davos ils n'apprécient pas du tout que le Premier ministre indien Modi refuse de sanctionner la Russie de Poutine. Modi est issu du parti nationaliste BJP allié à des organisations hindouistes orthodoxes (RSS) classées à l'extrême droite, dès lors pour ses adversaires acquis idéologiquement à Davos ou ses agents, n'importe quelle occasion sera bonne à exploiter pour l'attaquer ou le diaboliser.

De préférence ils agiront sournoisement ou en avançant masqué comme il se doit, pour que leurs réelles intentions n'interfèrent pas avec leurs motivations, qu'ils estiment conforment "aux règles" démocratiques adoptées par "*l'occident collectif*" ou la "*communauté internationale*" ou aux aspirations légitimes du peuple qu'ils prétendent incarner, cela peut faire sourire quand on sait à quels ordures on a affaire, mais c'est ainsi qu'ils fonctionnent.

Comment ils s'y sont pris cette fois-ci ?

C'est simple, ils ont trouvé un musulman habitant dans un bidonville de Bombay, au passage Mumbai depuis 1995, les colons nostalgiques de RFI n'ont toujours pas actualisé le nom de la capitale économique de l'Inde, et pour mieux émouvoir les lecteurs ils n'ont pas recueilli n'importe quel témoignage, ils ont recouru à un misérable vieillard indien qui fera pitié, avouons que ce n'est pas trop mal joué jusque-là.

Poursuivons le récit de LFI.

Ce brave musulman racontera que "*3 personnes de sa famille ont été tuées lors des émeutes de 2002 par des extrémistes hindous*", ce dont on n'a aucune raison de douter, bien qu'on n'en sache pas davantage. Il faut noter qu'à l'époque de ce massacre qui fit plus de 1000 morts principalement des musulmans, il se trouve que l'État du Gujarat était dirigé par Narendra Modi, il sera accusé d'en avoir été l'instigateur sans qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui, bref, d'où le titre de l'article de RFI qui n'avait rien d'anodin, puisqu'il visait le parti (BJP) de Modi au moment même où se tiennent des élection au Gujarat. Là cela commence à sérieusement sentir le souffre pour RFI.

La suite va nous révéler pourquoi ils ont publié cet entretien et évoqué cet évènement qui remonte à deux décennies, comme si depuis il ne s'était rien passé à Mumbai ou en Inde.

Nous avons tout lieu de penser que le témoignage de ce musulman n'aurait présenté aucun intérêt pour RFI s'il n'avait pas poursuivi en précisant que "*dans ce ghetto, tout le monde vote pour le parti du Congrès*", or, ce parti est soutenu par Washington ou Davos dont Macron et RFI partagent l'orientation politique, ceci explique cela.

Un peu d'histoire ou rappel.

(Soource : https://www.universalis.fr/chronologie/inde/)

Inde. Violents affrontements entre sikhs et hindous au Pendjab 14 février 1984
Inde. Émeutes religieuses à Bombay 17 mai 1984
Inde. Recrudescence du terrorisme sikh 10 mai 1985
Inde. Attentat terroriste sikh contre un Boeing d'Air India 23 juin 1985
Inde. Assassinat de soixante-seize hindous par des terroristes sikhs 6 juillet 1987
Inde. Aggravation du terrorisme au Pendjab 9 mai 1988
Inde. Émeutes intercommunautaires et crise politique après la destruction de la mosquée d'Ayodhya. 6 décembre 1992
Inde. Série d'attentats à la bombe. 12 mars 1993
Inde. Violences interreligieuses meurtrières au Gujarat. 27 février 2002
Inde. Attentats meurtriers à New Delhi. 29 octobre 2005
Inde. Attaque terroriste meurtrière à Bombay. 26 novembre 2008
Inde. Élection régionale de Delhi et émeutes à New Delhi. 8 février 2020
Inde. Affrontement meurtrier dans l'Uttar Pradesh lié à la révolte des paysans. 3 octobre 2021

L'article de RFI.

Inde: dans le Gujarat, la mémoire des émeutes de 2002 influence encore les votes - rfi.fr 5 décembre 2022

On continue de voter, depuis le 1er décembre, pour les législatives au Gujarat, place forte du parti nationaliste hindou BJP. Il y a vingt ans, des émeutes anti-musulmanes y faisaient plus de 1 000 morts et 100 000 déplacés. Une tragédie qui continue d'influencer les dynamiques politiques de la campagne.

Dans le bidonville musulman de Bombay Hotel, la mémoire des affrontements de 2002 oriente les votes. « *Trois personnes de ma famille ont été tuées en 2002 par les extrémistes hindous. C'est pour cela que j'ai dû fuir. Dans ce ghetto, tout le monde vote pour le parti du Congrès. Leurs députés sont les seuls à se soucier de notre sort, à se battre pour amener l'eau et l'électricité* », raconte, Munaf Sheik, un habitant de 60 ans.

De son côté, le BJP affirme avoir ramené la paix civile dans le Gujarat. Le ministre de l'Intérieur Amit Shah a récemment choqué en affirmant que les tueries avaient servi de leçon aux fauteurs de troubles.

J-C - Il aurait pu aussi citer un fait que les lecteurs auraient pu approuver, ce qu'il fallait éviter, sa mise en examen restée sans suite "*pour avoir ordonné l'enlèvement et l'assassinat de mafieux de la région"*. Source : Inde: Narendra Modi nomme le radical Amit Shah à l'Intérieur - RFI 31 mai 2019 - Libération le présentera le 6 février 2020 comme " *le féroce ministre de l'intérieur*" de Modi, "*le Machiavel du nationalisme hindou*".

RFI - Élu un an avant les émeutes, Narendra Modi a su calmer les tensions, juge Yogesh Bhatt, un hindou de 66 ans : « *Les divisions entre hindous et musulmans ont été créées artificiellement. Pour nous, les musulmans, les chrétiens sont aussi des "hindous", ils font partie de l'Inde. Dans ce pays, tout le monde est égal* ».

J-C - Après avoir diabolisé le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, pour faire bonne mesure ou déstabiliser les lecteurs sur le mode, parle toujours il en restera quelque chose, RFI s'est fendu d'un témoignage qui sert à faire oublier que les conflits entre hindous et musulmans n'ont jamais cessé depuis l'indépendance en 1947 quel que soit le parti ou la coalition au pouvoir.

RFI - Dans cette campagne, le nouveau parti d'opposition AAP, qui chasse sur les terres du BJP, a évité toute référence au drame, y compris lors de la libération polémique de violeurs et meurtriers hindous, emprisonnés à l'époque. Preuve que vingt ans plus tard, cette tragédie façonne les positionnements des partis qui s'affrontent au Gujarat. rfi.fr 5 décembre 2022

J-C - Cela ne prouve rien, RFI cherche à camoufler son instrumentalisation des évènements de 2002. En réalité, il était facile de s'en prendre à Modi, pour nous mais pas pour eux, parce qu'ils cautionnent les mesures néolibérales que Modi a adoptées, parmi lesquelles, la diminution des dépenses sociales et de santé et la libéralisation du marché du travail notamment, tout s'explique.

Guerre de l'OTAN contre la Russie.

Capables du pire, l'union de certains gouvernants rend la Guerre mondiale possible par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 6 décembre 2022

Alors que nous réagissons avec effroi à la résurgence de groupes fascistes, nazis ou impériaux japonais, nous ne voyons pas que ce ne sont pas ces idéologies qui ont provoqué la Guerre mondiale, mais l'alliance de gouvernants prêts au pire. La même configuration est sur le point de se reproduire avec d'autres groupes. Dans quelques mois, si nous ne réagissons pas maintenant, une Troisième Guerre mondiale sera peut-être rendue possible.

Pour lire l'article en entier :

https://www.voltairenet.org/article211737.html

L'Ukraine interdit l'Église orthodoxe - Réseau Voltaire 4 décembre 2022

Le Conseil de Sécurité nationale et de Défense ukrainien a décidé, le 1er décembre 2022, d'« *interdire aux organisations religieuses affiliées à des centres d'influence de la Fédération de Russie d'opérer en Ukraine* », a annoncé le président Zelensky en signant le décret 820/2022.

Les « *nationalistes intégraux* » avaient déjà interdit l'Église orthodoxe durant la Seconde Guerre mondiale.

Le « *Service d'État pour l'ethnopolitique et la liberté de conscience* » (joli nom pour un concept raciste !) a été chargé de fermer les bâtiments de l'Église orthodoxe relevant du patriarcat de Moscou. Une dizaine de popes ont été arrêtés pour commencer.

La présidence ukrainienne considère qu'elle respecte la liberté de conscience selon les normes du Conseil de l'Europe, puisque la Fédération de Russie n'en fait plus partie.

Il y a deux semaines, les services de sécurité ukrainiens (SBU) avaient violemment perquisitionné un monastère orthodoxe de Kiev et arrêté un prêtre qui avait osé évoquer la « *Mère patrie* » de l'Ukraine, c'est-à-dire la Russie.

Sur Twitter, Donald Trump Jr. (le fils de l'ancien président) s'est étonné de sa conception de la liberté et a proposé qu'on lui envoie encore 100 milliards de dollars sans en vérifier l'usage.

Arrivée le 3 décembre à Kiev, la sous-secrétaire d'État US, Victoria Nuland, s'est exclamée : « *Vous vous battez aujourd'hui non seulement pour votre liberté, mais aussi pour les valeurs démocratiques* ».

Moscou, 6 décembre (SANA) Le ministère russe de la Défense a annoncé aujourd'hui que plus de 80 militaires ukrainiens ont été neutralisés et que deux chars, trois véhicules blindés de transport de troupes et deux camionnettes ont été détruits dans la direction Krasno-Limansky, où les troupes russes ont effectué Ils ont transporté des opérations offensives et saisi des lignes avantageuses et de nouvelles positions.

De même, jusqu'à 65 soldats de Kyiv ont été éliminés et deux véhicules de combat d'infanterie et une camionnette ont été détruits en direction de Kupiansk, où des tirs d'artillerie préventifs ont empêché une tentative d'attaque de l'ennemi contre la colonie de Kuzemovka de la République populaire de Lougansk.

Pendant ce temps, les opérations offensives des troupes russes se poursuivent avec succès en direction de Donetsk, où les forces armées ukrainiennes ont subi plus de 60 pertes dans leurs rangs et perdu cinq véhicules blindés.

Sur le front sud de Donetsk, l'ennemi a tenté en vain de reprendre les positions perdues dans les colonies de Vladimirovka de la République populaire de Donetsk et de Novodarovka de la région de Zaporozhie. Les unités ukrainiennes ont été arrêtées par des attaques aériennes et d'artillerie et sont retournées à leurs positions d'origine.

Les pertes ennemies sur ce front s'élèvent à plus de 30 soldats ukrainiens tués et blessés, deux véhicules de combat d'infanterie et trois véhicules de guerre.

À leur tour, les forces d'aviation tactique et de missiles et d'artillerie ont vaincu quatre postes de commandement des forces armées ukrainiennes, ainsi que 83 unités d'artillerie et 176 sites de concentration de troupes et de matériel militaire.

En outre, un point de déploiement temporaire de mercenaires étrangers a été atteint dans la colonie d'Ilichovka dans la région de Kharkiv, ainsi qu'une station radar du système de missiles anti-aériens ukrainien S-300.

Dans la région de Zaporozhye, trois dépôts de roquettes et d'armes d'artillerie et de munitions ont été détruits dans les zones des colonies de Gulyaipole, Stepne et Primorskoye.

En outre, un avion de chasse des forces aérospatiales russes a abattu un avion MiG-29 de l'armée de l'air ukrainienne et, dans le même temps, des systèmes de défense aérienne ont abattu six drones et intercepté 15 roquettes à partir de systèmes de missiles à lancement multiple HIMARS et Uragan.

Moscou, 6 décembre (SANA) Le ministère russe de la Défense a déclaré lundi que ses forces aérospatiales et navales avaient mené une attaque massive avec des missiles de haute précision et à longue portée contre des cibles du système de commandement et de contrôle militaire ukrainien.

Il a ajouté que les installations énergétiques et le complexe de défense ukrainien avaient également été attaqués.

Les attaques ont arrêté la production et la réparation d'armes ukrainiennes dans les entreprises du complexe militaro-industriel, et ont également interrompu le transport ferroviaire d'équipements militaires pour les Forces armées ukrainiennes, y compris des livraisons d'armes en provenance de l'étranger, a indiqué l'entité militaire.

Le ministère a précisé que le transfert des forces et du matériel logistique ukrainien est désormais plus difficile en raison de ces attaques.

Il a précisé qu'il n'y avait pas eu d'attaques de missiles contre la ville de Kyiv.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 décembre 2022.

Confirmation. J'ai constaté hier, que les vidéos de la chaîne CrowdBunker de Réinfocovid totalisaient en moyenne à peine quelques centaines de vues, ce qui est insignifiant, alors que Réinfocovid est connu dans la France entière.

Du coup, je me suis dit que notre portail ayant reçu 75.000 visites (hors robots) début décembre 2022 (145.000 en 2021 quand les causeries figuraient dans la page d'accueil), c'est insignifiant ou confidentiel comme fréquentation, mais mieux que d'autres sans aucun moyen ou en étant inconnu.

Parole d'internaute.

- « *Comment se fait-il qu'on regarde toujours la violence des opprimés, et jamais celle des États oppresseurs, des institutions, de l'ordre établi qui harcèle les humains, les communautés dans leur corps, dans leurs terres, dans leurs vies ? Pourquoi la violence d'Etat n'est-elle jamais condamnée ? Pourquoi ceux qui doivent défendre leur vie sont-ils toujours accusés de violence et pas ceux qui sont les véritables agresseurs ?*

Les puissants, les riches, les nantis, sont ceux qui profitent du système capitaliste pour placer, engranger, spéculer, délocaliser, affamer ! »

Dans mon bloc-notes ou ma boîte à réflexion.

Quand la CIA infiltrait la culture - ARTE 2006

https://www.youtube.com/watch?v=so4SGtScPW0

Quand la CIA infiltrait la culture [ARTE] - de Hans-Rüdiger Minow - 2006. Dans les années de l'après-guerre, les services secrets américains lancent une vaste opération d'infiltration des milieux européens de la culture. Ils lui consacrent plusieurs millions de dollars et s'appuient sur un organisme, le "Congrès pour la liberté de la culture", dont le siège se trouve à Paris. La capitale française est un lieu stratégique pour publier des revues lues jusqu'en Afrique, en Amérique latine et dans les pays arabes. Le Congrès pour la liberté de la culture s'intéresse aux artistes et intellectuels de gauche, qu'il essaie de soustraire à l'influence marxiste et de gagner à la cause américaine. En France, la revue Preuves dirigée par Raymond Aron constitue le fer de lance de cette diffusion de la pensée anticommuniste. Ce documentaire montre comment les services secrets américains ont manipulé les milieux artistiques et intellectuels européens pendant la guerre froide. Beaucoup d'écrivains travaillèrent ainsi pour la CIA.

A 28 minutes :

- Werner Spies (Historien de l'art) - D'une manière ou d'une autre l'art a toujours servi les structures officielles, que ce soit au XIXè siècle, à la Renaissance ou dans l'Eglise, l'art a toujours été l'expression de la puissance, la politique s'est toujours servie de l'art pour affirmer son pouvoir...

J-C - En réalité cela n'a jamais cessé dans toutes les catégories artistiques. On a vu l'autre jour le cas de Bono de U2 par exemple via l'Open society foundations de Soros, Hollywood où les majors en sont la caricature pour le cinéma, idem pour la musique et la littérature.

On a beau avoir entendu parler de tout cela ou le savoir, tant qu'on n'a pas vu en détail comment cela se passe en réalité on n'y réfléchit pas trop, on peut même se dire que c'est un phénomène secondaire, mais on commet là une grave erreur, car cela va influencer le mode de penser des intellectuels, des classes moyennes et des masses en général, parce qu'ils visent finalement l'ensemble de la population avec leur propagande déguisée pro libérale ou atlantiste, américaine, finalement en faveur du régime capitaliste auquel on attribuera des qualités qu'il n'a pas ou qui sont usurpées.

En y réfléchissant avant de m'endormir hier soir, juste après avoir terminé de regarder cette vidéo, j'ai été pris d'un affreux doute en me disant qu'ils avaient ainsi réussi à enlaidir ou vulgariser tous les arts sans exception à l'instar de la société toute entière.

C'est le constat que l'on peut faire en comparant la production littéraire du XXe siècle ou les ouvrages indigestes que les éditeurs ont publiés avec la littérature des siècles précédents par exemple. De même avec la musique qui n'atteindra jamais les sommets harmoniques ou lyriques de la musique dite classique, qui exprima toute la gamme des émotions humaines à la perfection, et qui rendit avec un charme incomparable la diversité et la splendeur de la nature jusqu'à la sentir vivre ou vibrer en nous, contribuant à une révélation spirituelle qui élèverait les auditeurs au-dessus de la médiocrité de la condition humaine, en invoquant l'idéal de liberté qui leur restait à conquérir ou pour lequel les hommes devaient lutter...

C'est ce que j'ai ressenti en écoutant le meilleur de la musique classique exécutée par des virtuoses et les orchestres les plus talentueux, bien que j'en écoute beaucoup moins que la musique moderne, parce qu'elle nécessite des dispositions qui sont trop rarement remplies, un grand silence, une concentration d'esprit particulière ou qu'on soit en mesure de faire abstraction de tout le reste pour que la fusion prenne et qu'on en retire un plaisir indicible. Chaque fois que j'en écoute, ensuite j'ai l'esprit apaisé, mes tourments se sont envolés, je me sens bien, heureux, j'ai l'impression d'avoir touché ou approché quelque chose qui me dépasse, de m'être élevé à un niveau de conscience supérieur sans avoir eu à produire le moindre effort, et si mon imagination était fatiguée ou en panne, la voilà rechargée à bloc et mon moral aussi.

Il m'arrive évidemment d'éprouver de grandes sensations en écoutant du hard rock, mais c'est beaucoup plus brouillon, cela part dans tous les sens et j'ai du mal à suivre et à je ne vais en tirer autant profit. Les effets produits par le blues ou le jazz se rapprochent plus de ceux de la musique classique, c'est plus profond, plus sensuel, moins désordonné. Et puis, bien qu'il n'ait aucune influence sur moi et qu'il paraisse anodin, l'aspect satanique qui entoure souvent le hard, heavy ou metal rock n'est pas de nature à procurer de saines et de durables sensations. Il se dégage de cette musique des impressions contradictoires qui s'annulent, du coup après l'euphorie succède la gueule de bois comme après une grosse cuite, ce qui ne se produit pas avec la musique classique, qui nous invite plutôt à prendre conscience de la réalité tout au long de cette expérience, et cet état se poursuit par la suite sans interruption, l'atterrissage se fait en douceur et on est plus disponible qu'auparavant pour affronter la réalité parce qu'on ne l'a jamais réellement quittée, le hard rock et ses déclinaisons servent plutôt à nous en éloigner, à l'oublier, quand j'ai dit qu'il fallait faire

abstraction de tout le reste pour écouter de la musique classique dans les meilleures conditions, je ne faisais pas allusion à la réalité, mais uniquement à nos tracas de la vie quotidienne qui nous occupent l'esprit et nous empêchent de penser à autres choses. La musique classique, c'est la vibration de la dialectique de la nature mise en musique. Quand j'ai évoqué le hard rock, je parlais uniquement de la musique, pas des paroles qui ne m'intéressent pas ou peu. A suivre une autre fois…

Atterrissage forcé avant le crash final, pas du tout, c'était une fausse alerte.

Le Point.fr - Selon les prévisions de l'Association internationale du transport aérien (IATA), les compagnies aériennes devraient redevenir profitables en 2023 en dégageant à l'échelle mondiale des bénéfices de 4,7 milliards de dollars.

Toujours selon les projections de l'IATA, le nombre de passagers aériens devrait par ailleurs repasser l'année prochaine au-dessus de la barre des 4 milliards pour atteindre 4,2 milliards. Le trafic passagers resterait toutefois, en 2023, encore inférieur de 14,5 % à son niveau d'avant crise sanitaire.

Selon les statistiques de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le nombre de passagers aériens avait atteint un niveau record de 4,56 milliards en 2019 avant de s'effondrer de 60 % en 2020 pour tomber à 1,81 milliard, retrouvant ainsi son niveau de 2004. Pour rappel, le nombre de passagers aériens était de 310 millions en 1970, 1,02 milliard en 1990, 1,67 milliard en 2000 et 2,6 milliards en 2010. En Chine, le nombre de passagers aériens a été multiplié par près de 1 000 depuis 1974, date à laquelle il n'était que de 710 000. Il avait atteint 16 millions en 1990, 62 millions en 2000, 266 millions en 2010 et 660 millions en 2019. Le Point.fr 7 novembre 2022

J-C - Entre nous, quelle folie ce besoin devenu compulsif parmi bien d'autres, d'aller se changer les idées ailleurs très loin de chez soi, ce qui est révélateur du mal-être dans leur société devenue irrespirable.

Un peu par la force des choses, vivant en Inde avec des moyens financiers très réduits, j'ai été amené à exclure de mon alimentation tous les produits importés très chers, et depuis je mange indien ou très simplement et je m'en porte très bien, je ne me sens nullement frustré, je me suis habitué à cette situation, je fais avec les produits locaux, et franchement rien ne me manque, ni l'avion et surtout pas la France !

Bienvenue chez les sadiques. Stratégie de la paranoïa collective. Vous pouvez tous mourir à tout instant !

Si vous êtes de ces groupes sanguins, vous avez plus de risques de faire un AVC précoce - Ça m'intéresse 8 novembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Attention, il faut prendre le paracétamol uniquement pendant les repas car pris entre les repas, il peut provoquer la destruction fulgurante du foie*" - Yahoo 5 décembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Les ruptures d'anévrisme tuent sans prévenir et peuvent toucher tout le monde*" - Yahoo 30 novembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Attention aux cacahuètes, cet aliment peut vous tuer et tuer vos enfants*" - Yahoo 18 novembre 2022

Comment ils terrorisent la population.

60% des Français prêts à réduire leur consommation énergétique cet hiver - LePoint.fr 8 novembre 2022

Selon une enquête Elabe commandée par BFM TV, ces Français veulent éviter des coupures d'électricité cet hiver, et vont donc réduire leur consommation. LePoint.fr 8 novembre 2022

Ils osent tout. Après les avoir pris pour des cobayes en les obligeant à se faire injecter des substances géniques en phase expérimentale.

Emmanuel Macron à des ministres sur les risques de coupure: "*Les Français ne sont pas des cobayes*" BFMTV 8 novembre 2022

Emmanuel Macron a recadré certains ministres ce matin à l'Élysée, juste avant le Conseil des ministres. Autour de la table, étaient présents Élisabeth Borne, Bruno Le Maire et Agnès Pannier-Runacher. Il leur reproche leur communication sur les risques de coupures de courant. BFMTV 8 novembre 2022

Même dans leur camp, il s'inquiètent le tyran va trop loin…

Coupures d'électricité : Macron «*donne le sentiment de gouverner par la peur*», observe Olivier Marleix (LR) - Europe1 7 décembre 2022

"*Le gouvernement a fait tout ce qu'il fallait pour nous faire peur... La gestion de la peur des Français tient lieu de l'absence de cap*" pour Emmanuel Macron, a déclaré le président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale au micro d'Europe 1. Europe1 7 décembre 2022

Totalitarisme. Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

Le Royaume-Uni autorise un projet de mine de charbon controversé - LePoint.fr 8 novembre 2022

Le projet d'une mine de charbon souterraine a été autorisé mercredi par le gouvernement britannique, malgré les nombreuses critiques. LePoint.fr 8 novembre 2022

Ceux qui instrumentalisent la peur légitime de la population mal informée qui craint une Troisième Guerre mondiale en seront pour leurs frais.

J-C - Les chroniqueurs de la plupart des médias officiels et alternatifs en ont fait leur fonds de commerce depuis fin février, parfois depuis bien plus longtemps, ces salopards révèlent ainsi qu'ils ne valent pas mieux que Macron et Zelensky.

Guerre en Ukraine: Washington dit "*ne pas encourager*" Kiev à lancer des frappes en Russie - BFMTV 7 décembre 2022
Les États-Unis ont déclaré mardi "*ne pas encourager*" l'Ukraine à lancer des frappes en Russie après des attaques de drones considérées comme émanant de Kiev sur plusieurs bases aériennes russes.

"*Nous n'aidons pas l'Ukraine à organiser des frappes au-delà de ses frontières, nous n'encourageons pas l'Ukraine à lancer des frappes au-delà de ses frontières*", a martelé à la presse le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price.

Joe Biden a dit publiquement qu'il n'encourageait pas l'Ukraine à se doter de missiles de longue portée, redoutant une escalade qui pourrait conduire les États-Unis à jouer un rôle plus direct contre la Russie. BFMTV 7 décembre 2022

Légalisation du nazisme en Ukraine.

Division SS « *Galicie* » : La Cour suprême ukrainienne ne voit aucun lien avec le nazisme - Karine Bechet-Golovko 7 décembre 2022

Puisque l'on vous dit, qu'il n'y a pas de nazisme en Ukraine ! La Cour suprême ukrainienne vient de blanchir le régime néonazi post-Maïdan en déclarant très sérieusement que la Division « *Galicie* » ou 14e division d'infanterie SS Galicienne N°1 n'a pas de symboliques nazies, elle ne peut donc être interdite en Ukraine aujourd'hui. Et pour cause, la symbolique de cet organe, intégré dans les SS, qui a été utilisé pour lutter contre la résistance en Europe de l'Est, est reprise aujourd'hui par de nombreux membres de cette nouvelle armée atlantico-ukrainienne.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/division-ss-galicie-la-cour-supreme-ukrainienne-ne-voit-aucun-lien-avec-le-nazisme/

Ils le disent eux-mêmes et cela ne date pas d'hier.

Non, ce n'est pas Poutine qui a commencé la guerre en Ukraine - Réseau International 7 décembre 2022

« L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus brillante de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement pour Poutine). En plus de deux ans et demi de conversations avec des acteurs russes clés, des traîne-savates des recoins sombres du Kremlin aux critiques libéraux les

plus acérés de Poutine, je n'ai encore trouvé personne qui considère l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct aux intérêts russes. » (William Burns, ambassadeur américain à Moscou, écrivant à la secrétaire d'État Condoleezza Rice, 2008.)

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/non-ce-nest-pas-poutine-qui-a-commence-la-guerre-en-ukraine/

Inversion accusatoire. La CIA et les milieux d'affaires péruviens réalisent un nouveau coup d'Etat.

J-C – Alors que c'est le président élu qui est renversé par un coup d'Etat !

Il est accusé d'« *incapacité morale* ». Quand des chefs d'Etat livrent des armes lourdes à un régime néonazi ne sont pas en état d'« *incapacité morale* » ?

Pérou: le président tente un "*coup d'État*", le Parlement le destitue et le remplace immédiatement - BFMTV 8 décembre 2022

La vice-présidente du pays, Dina Boluarte, a été investie mercredi à la tête du pays, peu après la destitution par le Parlement du président Pedro Castillo. Ce dernier avait annoncé, quelques heures avant le vote d'une motion de destitution à son encontre, la dissolution du Parlement et la formation d'un "*gouvernement d'exception."*

Il assurait également qu'il voulait "*convoquer dans les plus brefs délais un nouveau Congrès doté de pouvoirs constituants pour rédiger une nouvelle Constitution dans un délai ne dépassant pas neuf mois*".

Jusqu'à la mise en place d'un nouveau Parlement, "*le gouvernement agira par décrets-lois*", avait-il poursuivi, annonçant également un "*couvre-feu national à partir d'aujourd'hui*" entre 22 heures et 4 heures.

Mais Castillo ne restera pas en poste. Il a été arrêté par la police et placé en détention.

Crise politique et institutionnelle

"*J'assume (le pouvoir) conformément à la Constitution du Pérou, à partir de ce moment et jusqu'au 26 juillet 2026*", a déclaré ce mercredi devant le Parlement Dina Boluarte, une avocate de 60 ans, première femme à diriger le Pérou.

La diplomatie américaine a fait savoir qu'elle ne considérait plus Pedro Castillo comme le président du pays en exercice. "*Ce que je comprends, c'est qu'avec l'action du Congrès, il s'agit désormais de l'ancien président Castillo*", a déclaré le porte-parole du département d'État américain Ned Price à la presse, saluant le rôle des parlementaires

Pedro Castillo, au pouvoir depuis juillet 2021, fait l'objet de six enquêtes pour corruption présumée, dont sont également accusés sa famille et son entourage politique.

Sa destitution pour "*incapacité morale*", retransmise en direct à la télévision, a été approuvée par 101 des 130 parlementaires, dont 80 dans l'opposition. Il avait auparavant échappé à deux motions similaires, dont la dernière en mars 2022.

Le 7 décembre 2022, après avoir tenté en vain un auto-coup d'État, il est destitué pour « *incapacité morale »* par le parlement et arrêté par l'armée. Sa vice-présidente Dina Boluarte lui succède. BFMTV 8 décembre 2022

Qui est Pedro Castillo ? Un ennemi pour Washington.

J-C - Ils n'ont eu de cesse de le harceler avant même son élection, ensuite ils ont tenté à deux reprises de le renverser, la troisième sera la bonne.

En lisant cette brève biographie du Président du Pérou destitué, vous comprendrez tout de suite que du point de vue des intérêts des Américains, ils avaient tout faux. Avant lui, Dilma Rousseff au Brésil, Morales en Bolivie avait connu le même sort, ainsi que d'autres chefs d'Etat d'Amérique latine ou d'Amérique centrale renversés par des coups d'Etat fomentés avec la participation de la CIA tout au long de la seconde moitié du XXe siècles jusqu'en 2022, jugés trop "*à gauche*", pas suffisamment malléable selon Washington, résistant à son idéologie néolibérale, ils avaient eu la mauvaise idée de vouloir redistribuer davantage de richesses à leurs peuples sans s'attaquer frontalement au pouvoir détenu par la réaction ou s'engager sur la voix du socialisme, une intention et une erreur qui leur seront fatales.

Wikipédia - José Castillo Terrones, né le 19 octobre 1969 à Puña (province de Chota), est un syndicaliste et homme d'État péruvien. Il est président de la République du Pérou du 28 juillet 2021 au 7 décembre 2022.

Issu d'un milieu pauvre et rural, il est instituteur de profession et l'un des meneurs d'une grève nationale d'enseignants qui dure près de trois mois en 2017.

Lors de l'élection présidentielle de 2021, il se présente comme candidat de Pérou libre, un parti marxiste-léniniste qu'il rejoint sept mois avant le scrutin. Affrontant au second tour la populiste de droite Keiko Fujimori, il est proclamé élu avec 50,1 % des suffrages exprimés à l'issue de six semaines de recomptage des bulletins de vote.

Il affiche des positions de gauche radicale sur l'économie et la politique étrangère, tout en se montrant conservateur sur les sujets sociétaux.

Pedro Castillo fait campagne pour une réforme constitutionnelle (Il estime que l'actuelle Constitution du Pérou, promulguée en 1993 sous le président Alberto Fujimori, est responsable des inégalités économiques du pays parce qu'elle consacre un modèle de libre marché), une restructuration du système des retraites et la nationalisation de l'industrie du gaz. Son programme s'appuie sur trois thématiques principales : la santé, l'éducation et l'agriculture, qu'il compte renforcer pour stimuler le développement du pays. Il bénéficie d'une certaine image de probité puisqu'il fait partie des huit candidats (sur dix-huit) à n'être cité dans aucune affaire dans un pays où la corruption politique est importante.

Pedro Castillo est classé à gauche ou à l'extrême gauche sur l'économie et la politique étrangère. Il tient un discours socialiste et populiste, réclamant en particulier de fortes hausses des budgets de l'éducation et de la santé. Il s'engage à défendre les intérêts des entreprises privées péruviennes. Il

affirme vouloir revoir les contrats des compagnies minières, les accusant de "*pillages*", afin de retenir dans le pays 70 % des revenus générés par les projets miniers et gaziers pour œuvrer à une meilleure redistribution des bénéfices. Il exclut toutefois leur nationalisation.

Catholique conservateur, Pedro Castillo est considéré comme de droite sur les questions sociétales. Il exprime son opposition au mariage homosexuel, à l'euthanasie, à la légalisation du cannabis ainsi qu'à « *l'approche de l'égalité des sexes* » dans l'éducation.

Il propose de faire élire une Assemblée constituante pour remplacer la Constitution de 1993, héritée du régime d'Alberto Fujimori, le texte étant selon lui excessivement favorable à l'économie de marché. Il indique qu'il dissoudra la Cour constitutionnelle si celle-ci s'oppose à son projet de changement de Constitution.

Les analystes comparent parfois Pedro Castillo à Evo Morales, ancien président de la Bolivie. Il considère que le régime dirigé par Nicolás Maduro au Venezuela constitue un gouvernement démocratique et non une dictature, et estime qu'il revient aux Vénézuéliens eux-mêmes de résoudre les problèmes de leur pays, sans ingérence étrangère ; ce soutien au régime de Maduro est minoritaire au sein de la gauche péruvienne.

Alors que la monnaie nationale, le sol, tombe à un niveau historiquement bas face au dollar à quelques jours du second tour, le *Financial Times* indique que l'élite péruvienne s'inquiète de la perspective d'une victoire de Pedro Castillo et que les plus grandes fortunes cherchent à transférer leurs économies à l'étranger et à les convertir en dollars.

Les semaines qui suivent sont particulièrement tendues, alors que plusieurs centaines d'officiers à la retraite, parmi lesquels l'ancien dictateur Francisco Morales Bermúdez, appellent l'armée à empêcher l'investiture de Castillo et qu'ont lieu des manifestations anticommunistes parfois émaillées de violence ; cependant, aucun militaire actif ne prend position, la Constitution péruvienne l'interdisant. Le chef de l'armée présente toutefois sa démission trois jours après la proclamation de la victoire de Pedro Castillo. Les origines rurales « *cholo* » - c'est-à-dire métis d'Européen et d'Amérindien, ce qui au Pérou est stigmatisant – du président élu provoquent une vague de rejet raciste d'une partie de la population, surtout à Lima, contre les paysans amérindiens. Un partisan de Castillo est tué.

Premier chef d'État péruvien sans lien avec les élites économiques et politiques du pays, Pedro Castillo promet dans son discours d'investiture, d'éradiquer la corruption et renouvelle son souhait de mettre en place une nouvelle Constitution. Il s'engage à garder de la rémunération présidentielle uniquement l'équivalent de son ancien salaire d'instituteur ainsi qu'à réduire de moitié les indemnités des ministres et parlementaires.

Le nouveau président doit composer avec un Congrès pour lequel les élections législatives d'avril 2021 ont accordé une confortable majorité aux partis centristes, de droite et d'extrême droite.

Les tensions avec le Congrès, dominé par des partis conservateurs, sont particulièrement vives. Celui-ci approuve une loi d'interprétation de la Constitution qui restreint la possibilité pour l'Exécutif de dissoudre le Parlement, alors que ce dernier conserve le droit de destituer le président. En décembre 2021, le Congrès vote une loi en vertu de laquelle un référendum visant à convoquer une Assemblée constituante, l'une des promesses phares de Pedro Castillo pendant l'élection présidentielle, ne pourra se tenir sans une réforme constitutionnelle préalablement approuvée par le Parlement. Lors d'une visite au Parlement espagnol, la présidente du Congrès péruvien María del Carmen Alva demande aux députés du Parti populaire d'approuver une déclaration affirmant que «

le Pérou a été capturé par le communisme et que Pedro Castillo est un président dépourvu de toute légitimité ».

Un vote sur l'ouverture d'une procédure de destitution de Castillo pour « incapacité morale » est convoqué au Parlement en décembre 2021 mais il ne parvient pas à atteindre le seuil nécessaire de voix pour initier la procédure.

Castillo échappe une première fois à la destitution le 28 mars 2022, la motion n'étant votée que par 55 députés alors que 87 étaient nécessaires. Une lobbyste l'accuse d'avoir demandé des pots-de-vin à des entreprises lors d'un appel d'offres pour la construction d'un pont, ce qui a permis au Parlement d'enclencher une procédure de destitution pour « *incapacité morale* » le 14 mars 2022. « *Des ficelles qui ressemblent à celles de la déstabilisation* », estime Arthur Morenas, chargé d'enseignement et de recherche à Sciences Po Strasbourg interrogé par RFI, qui rappelle que les accusations « *reposent sur la parole d'une seule personne qui a financé la campagne de Keiko Fujimori en 2016* ». Le jour même du vote sur la destitution, la justice a émis onze mandats d'arrêts, dont trois contre deux neveux du président et un autre contre l'ancien secrétaire général de la présidence de la République.

Une série de manifestations se déroulent dans tout le Pérou à partir du 28 mars 2022 pour dénoncer l'inflation et protester contre le gouvernement du président Pedro Castillo. Les manifestations interviennent directement après l'échec de la tentative de destitution du président Castillo, dans un contexte de hausse de l'inflation et des prix du gaz résultant des sanctions internationales contre la Russie à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022.

Pedro Castillo annonce des mesures sociales dont une réduction de la TVA pour la vente d'aliments de base et une augmentation de 10 % du salaire minimum. Mais face au caractère non immédiat et limité de ces mesures – la plupart des travailleurs au Pérou exercent dans le secteur informel –, les grévistes ont décidé de poursuivre le mouvement. Les violences policières et les affrontements ont fait six morts et des dizaines de blessés. Les médias nationaux demandent la démission du président. (Source : Wikipédia)

En complément.

Argentine : la vice-présidente Cristina Kirchner condamnée à six ans de prison et à une inéligibilité à vie - Journal du Dimanche 7 décembre 2022

Ce mardi, l'ancienne cheffe d'État et actuelle vice-présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner , a été condamnée à six ans de prison et à une inéligibilité à vie, d'après l'Agence France-Presse.

À l'issue du procès, Cristina Kirchner a dénoncé, dans des propos relayés par l'AFP, « *une mafia judiciaire* » et un « *procès politique* » mené par des juges instrumentalisés par l'opposition de droite. « *La sentence était écrite. L'idée était de me condamner* », a-t-elle assuré. Elle a aussi affirmé qu'elle « *ne sera candidate à rien, ni sénatrice, ni vice-présidente, ni présidente* » lors des prochains scrutins électoraux et a défié les autorités : « *Qu'ils me mettent en prison !* ». Avec cette décision, la figure politique sud-américaine ferait donc une croix sur le maintien de son immunité.

Le président argentin, Alberto Fernandez, a lui, réaffirmé son soutien à sa vice-présidente sur les réseaux sociaux. « *Aujourd'hui, en Argentine, une personne innocente a été condamnée. C'est quelqu'un que les pouvoirs en place ont tenté de stigmatiser à travers les médias et qui a été*

persécutée par des juges complaisants. Quand la politique entre dans les tribunaux, la justice passe par la fenêtre », a-t-il tweeté.

Le chef de l'État mexicain Andrés Manuel López Obrador a également exprimé sa solidarité envers Cristina Kirchner, qu'il a désignée comme une victime « *d'une vengeance politique et d'une bassesse antidémocratique du conservatisme* ». Journal du Dimanche 7 décembre 2022

La campagne du principal opposant d'Orban est financée par une ONG américaine - Courrier international 5 décembre 2022

Le mythe du 8 mai 1945 - Réseau International 6 décembre 2022

https://reseauinternational.net/le-mythe-du-8-mai-1945/

Totalitarisme. Les imposteurs peaufinent leur ministère mondial de la Vérité

"*Grotesque*" : Google et YouTube investissent 12 millions de dollars dans un réseau médiatique mondial de vérification des faits. - mondialisation.ca

Affirmant que "*la lutte contre la désinformation est un défi mondial permanent pour la société*", Google et YouTube ont annoncé mardi qu'ils allaient consacrer 12 millions de dollars à la création d'un fonds mondial de vérification des faits qui soutiendra un réseau de 135 organisations de vérification des faits opérant dans 65 pays et dans plus de 80 langues.

Selon Mashable, cet argent fait partie d'une subvention de 13,5 millions de dollars accordée par les entreprises technologiques à l'International Fact-Checking Network (IFCN), une division de l'institut médiatique à but non lucratif Poynter.

L'argent servira à développer les opérations existantes de l'IFCN de Poynter, ainsi qu'à lancer de nouvelles initiatives pour élever ce que l'IFCN considère comme de l'"information" et réduire ce qu'il considère comme de la "désinformation", rapporte Mashable.

"*Le monde a plus que jamais besoin de la vérification des faits*", a déclaré Baybars Örsek, directeur exécutif de l'IFCN. "*Ce partenariat avec Google et YouTube apporte un soutien financier aux vérificateurs de faits mondiaux et constitue un pas dans la bonne direction.*"

Cependant, Mark Crispin Miller, professeur d'études des médias à l'université de New York, a déclaré au Defender qu'il trouvait le développement "*grotesque – presque au point d'être comique, sauf que ce n'est pas drôle*".

Michael Rectenwald, Ph.D., auteur de "*Google Archipelago: The Digital Gulag and the Simulation of Freedom*" (le goulag numérique et la simulation de la liberté), a également critiqué le partenariat financier de Google et YouTube avec l'IFCN, déclarant au Defender :

"Google et YouTube ne sont pas des pourvoyeurs d'information, ce sont des outils pour le contrôle totalitaire de l'information. Ils se livrent à la censure, au déclassement et à la mise sur liste noire des informations, probablement depuis leur création.

"*L'externalisation de ces fonctions à l'IFCN n'est pas du tout une surprise. L'IFCN n'est qu'un agent du régime totalitaire.*"

La distinction entre ce qui constitue une "*information*" et ce qui constitue une "*désinformation*" est arbitraire et dépend du fait qu'elle s'aligne sur le récit préféré des personnes au pouvoir, a déclaré Rectenwald.

"'*La 'désinformation' désigne tout ce qui va à l'encontre des récits du régime sur un grand nombre de sujets, notamment la politique internationale et la guerre, l'économie et la récession, les pandémies et les vaccins, la politique et les élections, les élites mondiales, le changement climatique et la Grande Réinitialisation qui est mise en place en ce moment même.*"

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/grotesque-google-et-youtube-investissent-12-millions-de-dollars-dans-un-reseau-mediatique-mondial-de-verification-des-faits/5673327

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 décembre 2022.

Lu. Plutôt un suicide collectif perpétré par les acteurs politiques qui nous représentent.

- Le pire, ce n'est pas les États qui privent leurs citoyens de libertés, mais les citoyens qui font encore confiance à ces États qui mentent, manipulent et fraudent en permanence ! Comment peut-on croire la parole "*officielle*" d'un État qui censure pour la liberté ? C'est contradictoire !

Comment ils veulent vous rendre fou. Faites attention où vous marchez, un pas de travers et vous êtes mort !

Les symptômes du cancer que vous pouvez remarquer lorsque vous marchez - Yahoo 8 décembre 2022

Ils osent tout. Terrorisme d'Etat. Ils ne savent plus quoi inventer pour vous faire peur.

J-C - Je vous le donne en mille, dans les deux cas cités ci-dessous, cerise sur le gâteau, un "Russe" serait impliqué.

Frénésie policière dans la satrapie « *Allemagne* » - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Extrait

Le président de la police judiciaire fédérale lui-même, Holger Münch, vient de déclarer à la chaîne de télévision ARD » Morgenmagazin » que ses polices ont carrément arrêté des gens « *dont nous savons vraiment pas encore quel statut ils sont susceptibles avoir par rapport à ce groupe* ».

Ah bon ? Alors pourquoi les arrêter ?

Ensuite et surtout Holger Münch reconnaît qu'il s'agit d'un gigantesque raid spectacle : « *le système étatique allemand n'a jamais été en danger, à aucun moment. N'allez pas imaginer qu'un groupe qui compte quelques dizaines, tout au plus quelques petites centaines de membres, aurait véritablement été en mesure de mettre en péril le système étatique de l'Allemagne.* »

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/frenesie-policiere-dans-la-satrapie-allemagne/

Mimétisme, c'était inévitable que la DGSI « *passe à l'acte* » !

La DGSI a interpellé à Strasbourg sept individus radicalisés soupçonnés de vouloir «*passer à l'acte*» RT 9 décembre 2022

Selon des informations révélées le 8 décembre par Franceinfo, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a procédé le 18 novembre à l'interpellation à Strasbourg de sept jeunes radicalisés soupçonnés de préparer un attentat en France.

Deux d'entre eux, l'un de nationalité russe et l'autre de nationalité tadjik, ont été mis en examen et écroués, a fait savoir une source proche du dossier, citée par la radio française. Sans poursuites à ce stade, les cinq autres ont été remis en liberté.

Pour le moment, aucune preuve tangible n'a permis de démontrer le commencement d'une tentative d'attentat sur le territoire français. « *La nature de leur projet n'est pas établie avec précision mais de nombreux éléments laissent penser qu'ils souhaitaient passer à l'acte* », précise tout de même la source proche du dossier. RT 9 décembre 2022

Le bras armé de l'oligarchie financière anglo-saxonne omniprésent.

L'armée américaine est déployée dans bien plus de pays qu'on ne le croit - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Selon un nouveau rapport important publié la semaine dernière par le Brennan Center for Justice de la faculté de droit de l'université de New York, les forces armées américaines ont été engagées dans des hostilités non autorisées dans beaucoup plus de pays que ce que le Pentagone a révélé au Congrès, sans parler du public.

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/larmee-americaine-est-deployee-dans-bien-plus-de-pays-quon-ne-le-croit/

La plupart ne sauront jamais écrire correctement, ils ne pourront jamais s'exprimer normalement.

Les performances en orthographe des élèves de CM2 continuent à baisser, selon une étude RT 8 décembre 2022

Selon une étude du ministère de l'Education nationale menée sur une longue période, le maniement de la langue française à l'écrit est de moins en moins maîtrisé. L'orthographe grammaticale est en particulier source de fautes plus nombreuses.

Les performances en orthographe des élèves de fin d'école élémentaire sont toujours en baisse en 2021, à en croire une étude publiée le 6 décembre par le ministère de l'Education nationale.

Selon cette enquête sur l'orthographe menée à quatre reprises depuis 1987 avec la même dictée pour des élèves de CM2, le nombre moyen d'erreurs a augmenté régulièrement, passant en 34 ans de 10,7 erreurs à 19,4, selon la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, le service des statistiques du ministère.

L'étude relève, en outre, que le pourcentage d'élèves faisant peu d'erreurs «*a constamment diminué*» : 12,9% des élèves faisaient deux erreurs ou moins en 1987, contre 5,8% en 2007 et 2% en 2015, puis 1,9% en 2021. Du côté des élèves les moins «*performants*», le ministère relève qu'ils sont, en 2021, 27,5% à faire 25 erreurs ou plus. «*Entre 1987 et 2021, la part des élèves faisant 25 erreurs ou plus a ainsi quadruplé*», relève l'étude.

Les différences de performances à la dictée continuent en outre d'être liées à l'environnement social des élèves. Ainsi, le groupe composé des élèves d'écoles les moins favorisées fait en moyenne 21,9 erreurs, contre 15,5 dans le quart composé des écoles accueillant les élèves les plus favorisés. Les deux groupes médians ont, eux, des performances assez proches, avec environ 19 erreurs en moyenne.

Le texte de la dictée est le suivant : «*Le soir tombait. Papa et maman, inquiets, se demandaient pourquoi leurs quatre garçons n'étaient pas rentrés. – Les gamins se sont certainement perdus, dit maman. S'ils n'ont pas encore retrouvé leur chemin, nous les verrons arriver très fatigués à la maison. – Pourquoi ne pas téléphoner à Martine ? Elle les a peut-être vus ! Aussitôt dit, aussitôt fait ! À ce moment, le chien se mit à aboyer*.» AFP/ RT 8 décembre 2022

J-C – Combien de jeunes plus âgés ou d'adultes auraient fait des fautes à cette dictée d'une facilité déconcertante, 50%, 70%, 90% ? Je pose la question, parce que je n'ai pratiquement pas pu lire un courriel depuis 20 ans sans y remarquer de nombreuses fautes, hormis celles d'inattention qu'il m'arrive aussi de faire.

En CM2 j'étais nul en orthographe parce que je ne lisais pratiquement pas, par contre j'avais toujours de très bonnes notes en grammaire, j'apprenais les règles par cœur, pareil en mathématiques. J'aurais fait zéro faute à cette dictée. Je me suis vraiment mis à lire à 19 ans, et depuis je n'ai jamais arrêté, et je crois avoir un peu progressé.

Mon père né en 1931 voulait devenir ébéniste, la guerre est arrivée, les écoles fermèrent. En 1945, plus question d'aller à l'école, sa mère décida qu'il irait en apprentissage en menuiserie, c'est ainsi qu'il devint menuisier en bâtiment.

Quelques décennies plus tard, il était devenu un menuisier hautement qualifié bénéficiant d'un salaire aux pièces de misère. Il était très minutieux et il adorait son métier. Plusieurs fois je l'ai accompagné sur les chantiers. Ses patrons ne tarissaient pas d'éloges à son égard, au point de lui confier la tâche d'accompagner l'architecte ou son représentant lors de la réception des appartements une fois les travaux achevés et un an après que les propriétaires en aient pris possession, généralement il s'agissait d'appartements de luxe ou destinés aux classes moyennes supérieures. Mon père procédait à un contrôle de la menuiserie, plancher, fenêtres et portes, placards, etc. Il livrait ses observations à une secrétaire, pas la sienne évidemment, il était simple ouvrier, et à la fin il devait transmettre un rapport à son patron.

Ce n'est pas lui qui allait le rédiger et l'écrire ou le mettre au propre, mais la secrétaire. Lui, il n'était pas capable d'aligner deux mots sans faire trois fautes d'orthographe, il était archi nul, et en calcul, il ne savait pas faire une division comportant une virgule, un terrible handicap qu'il traînera

toute sa vie, et qui l'empêchera de gravir les échelons de l'échelle sociale comme on disait hier encore.

Voilà ce qui attend la plupart de ces jeunes.

Si vous voulez leur donner un conseil, qu'ils lisent un maximum de livres et non des pages d'écran, et qu'ils écrivent le plus possible, je ne sais pas, ce qui leur passe par la tête, par exemple des petits mots qu'ils glissent dans la poche de leurs parents ou de leurs petits camarades, pour s'amuser, leur faire des blagues ou les distraire agréablement. S'il y a des enfants dans votre entourage, faites-leur un beau cadeau de Noël, offrez-leur un livre.

Charlie Hebdo ou la pourriture néofasciste du libéralisme libertaire.

«*Yoda des violeurs*» : nouvelle charge infamante de Charlie Hebdo contre Julian Assange - RT 7 décembre 2022

Dans les colonnes de Charlie Hebdo, le fondateur de WikiLeaks vient d'acquérir le statut de... «*Yoda des violeurs*». L'expression figure au détour d'une phrase repérée par le comité de soutien français à Julian Assange, dans un article issu de l'édition du 7 décembre de l'hebdomadaire satirique.

La formule fielleuse émane de l'écrivain irlandais Robert McLiam Wilson, qui contribue à l'hebdomadaire satirique depuis 2016.

Quelques semaines plus tôt (le 23 novembre dernier), cette plume anglophone, régulièrement traduite par Charlie Hebdo, avait usé d'une expression non moins grossière, en qualifiant Julian Assange de «*Gandalf violeur et mentalement diminué*».

Comme le relève aujourd'hui le comité de soutien français au fondateur de WikiLeaks, déjà en 2018, Robert McLiam Wilson avait publié un article «*portrait*» dans lequel il avait abondamment insulté le ressortissant australien, alors confiné dans l'ambassade équatorienne de Londres depuis six ans.

On retrouvait dans cet écrit une importante quantité d'éléments infamants visant Julian Assange, que ses soutiens dénoncent régulièrement comme faisant partie d'une campagne politico-médiatique de dénigrement à son endroit. «*On a du mal avec son narcissisme titanesque*», «*un bouffon ignorant*», ou encore : «*Julian Assange s'est un tantinet lâché rayon viol*»... Autant de considérations à charge reprises depuis plus d'une décennie par les détracteurs du journaliste australien. RT 7 décembre 2022

Totalitarisme. La France est tombée dedans.

Budget de l'État : Élisabeth Borne active pour la huitième fois le 49-3, LFI dépose une motion de censure - Journal du Dimanche 8 novembre 2022

Pour faire passer en force, sans vote, la partie « *recettes* » du projet de budget de l'État pour 2023 en nouvelle lecture, Élisabeth Borne a déclenché l'article 49-3 de la Constitution pour la huitième fois depuis son arrivée à Matignon. Journal du Dimanche 8 novembre 2022

Après la scission du POI, au tour du NPA ?

"*La situation est intenable*": le Nouveau Parti anticapitaliste au bord de la rupture - BFMTV 10 décembre 2022

"*La situation est intenable*" entre les défenseurs d'une ligne révolutionnaire stricte et les partisans d'une vision plus "*large et unitaire*" du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), a confié vendredi Philippe Poutou, candidat NPA lors des trois dernières élections présidentielles.

"*On ne peut plus rester un parti avec deux lignes politiques différentes. Les luttes internes, autant au niveau organisationnel que politique, nuisent au parti. La séparation peut apparaître comme une solution*", a ajouté le dirigeant du petit parti d'extrême gauche.

"*C'est le résultat d'une politique générale très difficile: on prend les coups, on n'arrive pas à gagner, on recule et c'est la confrontation avec le pouvoir style Macron*", a-t-il lancé vendredi soir sur BFMTV.

J-C - Vous savez comment ils comptent s'y prendre pour "*gagner*" ? Quoi et avec qui, au détriment de quoi ou de qui ? Vous en avez des exemples dans cette causerie avec LFI et la Nupes : En s'associant avec eux ou le parti de Macron, cela revient au même remarquez bien, c'est-à-dire, en proposant ou adoptant des amendements à l'Assemblée nationale compatibles avec le parti de Macron ou qui ne lui font pas de l'ombre, en capitulant sur toute la ligne pour ceux qui n'auraient pas encore compris la nature du NPA. Ils vont poursuivre leur double jeu en rejoignant la Nupes tout en prétendant être indépendant comme le POI, on prend les paris. Il se pourrait que le POID et le "*clan*" du NPA qui refuse de se fondre dans la Nupes tente de fusionner, ce qui ne ferait pas davantage notre affaire, puisqu'ils ont adhéré à la mystification de Davos sur le climat et la pseudo-pandémie, mais aussi la guerre en Ukraine, entre autres. Vous auriez les opportunistes intégrés à la Nupes et les opportunistes qui demeureraient en dehors à la manière du PCF par exemple.

BFMTV - Cette "*guerre des clans dure depuis des années. Dans le parti, certains camarades se détestent et ces rancœurs personnelles ont mené le parti au bord de l'implosion. Maintenant, il y a deux chemins possibles: soit on trouve un accord, soit on se sépare*", a confié un délégué du parti qui préfère rester anonyme.

L'ultimatum est fixé à samedi, lors du congrès du NPA qui a lieu ce week-end à la Bourse du Travail de Saint-Denis, quatre ans après le dernier congrès du parti.

Philippe Poutou et Olivier Besancenot, un autre ancien candidat du parti à la présidentielle, suivis d'une courte majorité des adhérents, optent pour une "*gauche radicale qui peut travailler avec LFI*".

"*On est d'accord sur certaines actions et thèmes défendus par la Nupes. On a tout intérêt de réaliser des actions ensemble. Qu'on le veuille ou non, Mélenchon est aujourd'hui le représentant de la gauche*", lance Julien, 39 ans.

"*Le choix du parti de soutenir la Nupes après la présidentielle n'était pas le bon. On pense qu'on aurait dû continuer à soutenir Poutou pour les législatives et affirmer nos idées. Si on est amenés à se séparer, ce sera la fin du NPA tel qu'il existe aujourd'hui*", a rétorqué Damien Scali, porte-parole de la campagne de Philippe Poutou lors de la présidentielle 2022. 45% des 2000 adhérents du NPA sont du même avis.

"*Ça ne s'est pas vu de l'extérieur mais en réalité, il y a eu plusieurs campagnes pendant les élections cette année. Il y a ceux qui ne souhaitent que travailler avec Lutte ouvrière, et les partisans d'un parti plus ouvert*", a résumé Julien Salingue, le responsable presse du parti.

J-C - On a eu raison de renvoyer dos-à-dos ces deux "*clans*", car rien ne justifiait de participer à l'élection présidentielle compte tenu des conditions dans lesquelles elle s'est déroulée et le contexte général, à part vouloir légitimer les institutions de la Ve République et le monarque qui serait élu. Et rappelons que tous les "*clans*" ou fractions du NPA sont plus que dégénérés, ils ont adopté le wokisme, l'écriture inclusive, tous les communautarismes propulsés depuis Davos...

Tout ce qu'ils ont "*gagné*", c'est d'avoir brisé par leur opportunisme des milliers de jeunes et de travailleurs qui les avaient rejoints et qui les ont quittés, dont la plupart se seront détournés du socialisme ou ont cessé le combat politique contre le régime. Cependant, en repensant à ma propre expérience, je me dis qu'il doit y avoir un grand nombre d'ex-militants du NPA, de LO, du POI ou POID, du PCF, qui seraient prêts à se tourner à nouveau vers le socialisme si l'occasion se présentait à eux.

BFMTV - Au-delà des oppositions internes sur la ligne politique du NPA, les adhérents sont "*embarqués depuis des années dans un dialogue de sourds*", à cause "*d'une construction du parti qui rassemble plusieurs fractions qui ne communiquent jamais ensemble*", a rapporté un membre de la direction. BFMTV 10 décembre 2022

Tribune libre.

J-C – Nous rencontrons toute sorte de travailleurs qui abordent la situation sous des angles différents ou qui sont différents du nôtre, qui ne se placent pas sur le même terrain que nous, qui manifestent plein d'illusions, aussi nous devons les écouter au lieu de les mépriser ou vouloir les convaincre de quoi de que ce soit, parce que leur manière de poser un certain nombre de questions révèle des contradictions, auxquelles nous pouvons proposer des réponses qui les feront réfléchir.

Les trois mythes qui nous oppriment et qui nous ruinent - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Nous sommes confrontés à divers problèmes liés le plus souvent à des décisions politiques absconses prises dans l'ignorance complète (volontaire ou pas) des réalités scientifiques, économiques ou sociales. Il est important de les situer correctement dans les contextes qui les concernent : les mensonges et la propagande outrancière auxquels nous sommes soumis font que la population ne sait pas toujours relier les évènements aux causes profondes qui les suscitent. De même, des faits secondaires peuvent apparaître comme initiaux alors qu'ils ne sont que des aboutissements de processus pernicieux. La population qui ne connaît que les médias grand public ne sait plus discerner le vrai du faux et vit dans la confusion et la peur, savamment entretenues par les experts en communication qui discréditent ceux qui parlent vrai en utilisant des qualificatifs malhonnêtes.

La réalité est inversée, le droit international est bafoué et ceux qui le bafouent se posent en victimes, réclamant un tribunal exceptionnel (hors toute légalité) pour juger les soi-disant auteurs de crimes de guerres et d'atrocités, alors qu'en réalité c'est leur camp qui en est l'auteur.

C'est ainsi que les présidents comme Slobodan Milosevic, Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Hugo Chavez et Nicolas Maduro, Bachar al-Assad, Vladimir Poutine, etc. sont d'abord qualifiés de dictateurs sanguinaires pour justifier la destruction de leur pays et la mainmise sur les ressources énergétiques et minérales.

Les USA continuent de voler le pétrole syrien dans un silence médiatique total. Et pendant 8 ans, les néo-nazis ukrainiens ont massacré 14 000 russophones du Donbass, pendant que l'Ukraine, sous couvert des accords de Minsk (dont la France et l'Allemagne étaient garants) procédait au renforcement de son armement dans le cadre de l'OTAN, alors que l'Ukraine n'est ni dans l'OTAN, ni dans l'UE, cette dernière s'étant constituée comme telle dans la subordination aux ordres de Washington. Ce qui en résulte est une cascade de dictatures emmenée par les USA.

C'est ainsi également que les pénuries énergétiques ne sont pas tant des conséquences de la guerre en Ukraine et de décisions de Poutine, que de la volonté des USA et de l'OTAN d'affaiblir les pays qui connaissent la prospérité et qui leur apparaissent comme des menaces à l'égard de leur hégémonie et donc comme des ennemis. L'UE est visée (affaiblissement de la Russie et de l'UE dans le processus de destruction de leur partenariat traditionnel), mais les oligarques, heureux et fiers dans leurs habits de laquais se précipitent à Washington pour lécher les bajoues de leurs maîtres, les présidents en place, eux-mêmes tenus entre les griffes du Pentagone et de Wall-Street.

Nous sommes en démocratie et cela signifie que la population est amenée à voter pour élire des représentants (« *démocratie représentative* », d'ailleurs remise en question par ceux qui souhaiteraient la démocratie directe ; il s'agit d'un autre débat qui n'est pas simple).

Les élections supposent que la population soit éclairée sur les enjeux et les projets des uns et des autres. Sans la connaissance des véritables enjeux, le système démocratique ne peut fonctionner que de manière viciée. C'est dire que l'information et les médias sont au cœur du bon fonctionnement de la démocratie. Quand la liberté d'expression est abolie et que les diseurs de vérités sont persécutés, la circulation des idées est bloquée et les débats interdits. Le déblocage ne peut s'opérer que par un renversement du pouvoir en place et la libération des médias muselés. Le port obligatoire du masque est le symbole parfait du musellement de la population et des contre-pouvoirs. Tant que la dictature fonctionne, la vérité ne peut éclater sinon par le moyen des réseaux alternatifs de réinformation, à condition que les paroles qu'ils véhiculent soient entendues et comprises. La politique répressive des manifestations dissuade les gens de descendre dans le rue, mais les gouvernants ont tellement peur qu'ils réquisitionnent les armes des Français !…

Les attaques contre nos valeurs, notre culture, contre l'enseignement et l'éducation traditionnels ne sont pas anodins : il s'agit d'une volonté délibérée de destruction et de nivellement par le bas au profit d'un certain consumérisme dirigé par la haute finance et les multinationales avides de réaliser du profit, particulièrement sur les chimères à la mode comme le réchauffement climatique prétendument de nature anthropique et la transition énergétique ou la pandémie créée de toute pièce par les laboratoires pharmaceutiques qui s'appuient sur la partie corruptible des différents corps : médical, scientifique, politique et médiatique.

Les mouvements sociétaux particularistes, eux-mêmes créateurs de discriminations au nom de la diversité et de l'inclusion, tels que le féminisme, les LGBT, le wokisme, la théorie du genre, etc. ne sont rien en soi et ne seraient qu'insignifiants et marginaux s'ils ne se constituaient en lobbies actifs

et parfois influents sous la pression de la haute finance et de la franc maçonnerie hostile au Christianisme. Ils sont utilisés pour fomenter les troubles dans les pays visés par l'hégémon. Ils nous polluent la vie, ce qui leur confère une importance médiatique. Ils font partie des conséquences observables, souvent sous-évaluées quant à leur pouvoir de nuisance : ce sont des instruments de déstabilisation de notre civilisation qui s'attaquent à la jeunesse et même à l'enfance. Leur dangerosité vient du fait qu'ils sont plongés, parfois de manière indiscernable, dans des mouvances sataniques, maléfiques, luciférienne, comme la franc maçonnerie, qui les meuvent et qui trouvent place dans le haut du tétraèdre, comme les rats sur l'étagère des bocaux de confiture. La plupart du temps, on retrouve la CIA, le MI6, le Mossad et l'inénarrable BHL qui figure dans tous les mauvais coups.

J-C - "*Nous sommes en démocratie et cela signifie que la population est amenée à voter pour élire des représentants (« démocratie représentative », d'ailleurs remise en question par ceux qui souhaiteraient la démocratie directe ; il s'agit d'un autre débat qui n'est pas simple).*

Les élections supposent que la population soit éclairée sur les enjeux et les projets des uns et des autres. Sans la connaissance des véritables enjeux, le système démocratique ne peut fonctionner que de manière viciée."

C'est la théorie que j'avais soutenue dans plusieurs causeries.

Donc nous n'avons jamais été en démocratie, pourquoi faire croire le contraire ? Bonne question, n'est-ce pas ? Alors, pourquoi ? Je vous propose une réponse qui me semble cohérente.

Parce que l'existence d'un régime économique basé sur l'exploitation et l'oppression est incompatible avec un niveau d'information ou de connaissance de la population lui permettant de s'exprimer librement en fonction de ses intérêts ou ceux de la société en générale, autrement dit, si vous vous empariez du pouvoir politique au cours d'une révolution ou que vous parveniez au pouvoir à l'issue d'une élection, ensuite vous ne pourriez pas gouverner conformément aux besoins ou aspirations du peuple si vous ne vous attaquiez pas aux fondements du capitalisme.

Il va de soi que si vous ne vous attaquiez pas aux fondements du capitalisme, vous violeriez la démocratie et on ne donnerait pas chère de votre peau ou vous seriez renversés à la première occasion ou à l'occasion d'un coup d'Etat par exemple, en tout cas vous ne pourriez vous maintenir au pouvoir et changer quoi que ce soit avant d'en être évincé.

Voyez ce qui s'est arrivé dans le monde au cours du XXe siècle à la plupart des gouvernements dits de gauche mais qui ne l'était pas, les seuls qui s'en sont tirés ont refusé de s'attaquer aux capitalistes ou ils s'appuyaient sur l'armée dont la majorité des soldats étaient issus de la paysannerie ou des classes populaires…

Ils sont dépités et se consolent comme ils peuvent.

Inde: le BJP de Narendra Modi remporte une victoire écrasante dans le Gujarat - RFI 9 décembre 2022

En Inde, le parti nationaliste hindou du BJP, au pouvoir au niveau national, vient de remporter une victoire écrasante dans l'État du Gujarat, son bastion d'où vient le Premier ministre Narendra Modi. Mais a perdu le contrôle d'un autre État du nord et de la municipalité de Delhi.

La victoire est assommante. Le BJP remporte 85% des sièges de l'assemblée régionale du Gujarat. Cela fait 27 ans que le parti nationaliste hindou est au pouvoir dans cet État, mais il renforce encore plus sa présence. Cela démontre l'ancrage du modèle du BJP, basé sur un système économique libéral et une politique sociale favorable à la majorité hindoue.

Cependant il échoue à convaincre les électeurs de l'Himachal Pradesh, une région du nord où le parti du Congrès remplace le BJP. C'est l'un des rares succès électoraux récents pour le vieux parti des Gandhi. (En 2022, l'Himachal Pradesh c'est 7,45 millions d'habitants, Delhi, 32 millions, le Gujarat, 60 millions. – J-C)

À New Delhi, le vote religieux et de castes perd exceptionnellement de son importance, et le BJP perd la municipalité à la faveur du parti de l'Aam Admi, qui dirige déjà la région de la capitale. Celui-ci est le vrai parti urbain de l'Inde, qui se concentre avec succès sur l'amélioration de l'éducation et la santé publique, ainsi que les subventions pour les pauvres. RFI 9 décembre 2022

Quand le résultat d'une élection ne leur convient pas, au nom de la démocratie ils vous envoient l'armée, vous arrêtent et s'emparent du pouvoir à l'aide d'un coup d'Etat.

Pérou: la nouvelle présidente Dina Boluarte appelle au calme après de violentes manifestations - BFMTV 10 décembre 2022

Dina Boluarte a reçu jeudi le soutien de l'Union européenne dans « *tous les efforts visant à rétablir le dialogue et à renforcer l'État de droit et les institutions démocratiques au* Pérou » mais aussi des États-Unis pour le « *gouvernement d'union* » qu'elle a « promis de former ». Le ministère français des Affaires étrangères a appelé à « *un dialogue qui assure la stabilité du cadre institutionnel* ».

La nouvelle présidente du Pérou Dina Boluarte a appelé au calme vendredi au lendemain de violentes manifestations de supporters de l'ex-président Castillo réclamant sa libération et de nouvelles élections, une alternative qu'elle a dit ne pas exclure tout en annonçant la formation imminente de son gouvernement.

De nombreuses manifestations ont éclaté jeudi à Lima et dans plusieurs villes du pays, notamment les régions andines où Pedro Castillo, un ancien instituteur en milieu rural, bénéficie du plus grand soutien.

Vendredi les blocages ponctuels de la route panaméricaine, la principale qui traverse le pays et s'étend du nord au sud du continent américain, entamés la veille, se poursuivaient. Et de nouveaux rassemblements sont attendus en fin de journée dans la capitale.

Jeudi, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui se dirigeaient vers le Parlement arborant des pancartes "*Liberté pour Castillo*", "*Boluarte ne me représente pas*" ou "*Dissolution du Parlement*".

Un "*coup d'État*"

"*Nous vivons un coup d'État décrété par le Congrès putschiste. Ce n'est pas possible qu'un petit groupe de cent personnes puisse destituer un président élu par des millions de personnes*", a déclaré une manifestante, Ana Zevallos. BFMTV 10 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

En famille, l'Assemblée nationale se nazifie un peu plus chaque jour.

L'Assemblée nationale adopte une résolution condamnant le crime d'agression de la Russie - ouest-france.fr 1er décembre 2022

L'Assemblée nationale a affirmé mercredi 30 novembre 2022 son « *soutien le plus total* » à Kiev et condamné « *le crime d'agression* » de la Russie envers l'Ukraine, dans une résolution adoptée à une forte majorité.

Déposé par les groupes de la majorité présidentielle, à l'initiative de Pieyre-Alexandre Anglade (Renaissance), le texte appelle à « *une zone de protection autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia* » et affirme le « *soutien le plus total » de l'Assemblée « à l'Ukraine, son peuple, sa souveraineté et son intégrité territoriale* ».

La résolution, qui n'a pas de valeur législative, a été adoptée avec 303 voix pour (une voix contre, 95 abstentions).

Elle « *condamne avec la plus grande fermeté l'attaque brutale, injustifiée et illégale » de la Russie et ses « crimes de guerre, voire crimes contre l'humanité* ». ouest-france.fr/AFP 1er décembre 2022

J-C – L'unique vote contre est celui d'un député Nupes du POI, si je ne me trompe pas.

Comment ils se partagent les rôles et s'entendent comme larrons en foire.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2022-2023/deuxieme-seance-du-mercredi-30-novembre-2022

Six pays de l'UE demandent à Bruxelles de lâcher du lest sur les sanctions antirusses - Réseau International 8 décembre 2022

Les sanctions contre la Russie n'en finissent plus de semer la zizanie entre Européens. Après les atermoiements pour instaurer un plafond au prix du pétrole, ce sont désormais les exportations d'engrais et de céréales qui posent problème, annonce le Financial Times.

Six pays de l'UE – l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal – ont ainsi critiqué les restrictions sur ces approvisionnements. Ces États considèrent que les recommandations édictées par la Commission européenne ne sont pas fondées juridiquement et portent atteinte à la sécurité alimentaire des Vingt-Sept.

« *La situation juridique actuelle amène à critiquer ces sanctions, qui entravent le commerce de denrées alimentaires et d'engrais […]. Ceci est contraire à la politique de sécurité alimentaire commune de l'UE* », indique un mémorandum signé par les six pays et relayé par le Financial Times.

Les cargaisons alimentaires sont parfois retenues dans les ports européens, car les entreprises ont peur de participer à des transactions liées à la Russie et à des entités sous sanctions, soulignent encore les signataires.
Ils demandent donc des clarifications, qui exonéreront de responsabilité « *les fonds ou ressources économiques* » nécessaires à l'achat et au transport de produits agricoles et alimentaires.
Ras-le-bol et allègements

Depuis quelques semaines, des voix s'élèvent pour que l'Europe assouplisse certaines de ses restrictions vis-à-vis de la Russie. Les compagnies aériennes européennes pourraient notamment recommencer à utiliser l'espace aérien russe, pour éviter la concurrence de leurs homologues asiatiques, avait demandé récemment Willie Walsh, ancien patron de British Airways et président de l'Association du transport aérien international.

Source : Sputnik Afrique

La Hongrie oppose son veto à une aide de 18 milliards d'euros à l'Ukraine - Réseau International 8 décembre 2022

L'agence de presse Reuters a rapporté le 6 décembre que la Hongrie a opposé son veto à un prêt de 18 milliards d'euros à l'Ukraine, financé par un emprunt commun de l'Union européenne (UE). Le ministre hongrois de l'Économie et des Finance Mihaly Varga, cité par la même agence, l'a confirmé lors d'une réunion des ministres de l'Économie et des Finances de l'UE à Bruxelles, le 6 décembre, ajoutant que Budapest fournirait une aide bilatérale à Kiev.

Le versement d'une aide de 18 milliards d'euros à l'Ukraine, par le moyen d'un emprunt sur les marchés financiers dont les États membres payeraient les intérêts, et dont Kiev ne rembourserait que le capital à partir de 2033 au plus tôt, requiert l'unanimité des 27.

Ausrinė Armonaitė, la collègue lituanienne de Mihaly Varga, a déclaré à Reuters, avant les pourparlers, qu'elle jugeait « *immoral* » que la Hongrie bloque l'aide de l'UE à l'Ukraine et a accusé Budapest d'utiliser son droit de veto comme monnaie d'échange pour la levée du blocage de fonds européens destinés à Budapest.

Source : RT France

L'Opep+ maintient sa décision de réduire la production de pétrole d'ici la fin 2023 - RT 4 décembre 2022

Les représentants des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) conduits par Riyad, et leurs dix alliés emmenés par Moscou, ont convenu ce 4 décembre de garder le cap décidé en octobre d'une réduction de deux millions de barils par jour jusqu'à fin 2023.

Un communiqué de l'Opep+ a confirmé le maintien de la précédente décision, qui avait été prise pour soutenir les cours et avait suscité l'ire de la Maison Blanche soucieuse de faire baisser les prix à la pompe.

Depuis, les cours des deux références mondiales de l'or noir ont perdu du terrain et se situent entre 80 et 85 dollars, loin de leurs sommets à plus de 130 dollars atteints en mars après le début de l'opération militaire russe en Ukraine.

Le cours du baril de brut de l'Oural évolue actuellement autour de 65 dollars, soit à peine plus que le plafond de 60 dollars, impliquant un effet limité à court terme. Mais le Kremlin a prévenu qu'il ne livrerait plus de pétrole aux pays qui adopteraient ce mécanisme.

Une position réaffirmée ce 4 décembre par le vice-Premier ministre russe en charge de l'Energie, Alexandre Novak. Cité par les agences de presse russes, il a affirmé que la Russie travaillait «sur des mécanismes pour interdire l'utilisation de l'outil de plafonnement, quel que soit le niveau fixé». «*Une telle ingérence ne peut que provoquer une plus grande déstabilisation du marché et une pénurie de ressources énergétiques*», a-t-il prévenu. AFP/RT 4 décembre 2022

Les accords de Minsk étaient juste une mise en scène pour gagner du temps et armer l'Ukraine avant d'attaquer la Russie.

Angela Merkel admet que les accords de Minsk n'ont été signés que pour donner du temps à l'Ukraine - donbass-insider.com 9 décembre 2022

Six mois après la déclaration de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko, qui a dit lors d'une interview qu'il n'avait jamais été question d'appliquer les accords de Minsk, et qu'ils n'étaient qu'un moyen pour l'Ukraine de gagner du temps, l'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel, vient de dire la même chose dans une interview au Zeit, finissant ainsi de jeter le peu de crédibilité des pays occidentaux à la poubelle.

En juin 2022, lors d'une interview accordée à plusieurs médias occidentaux, dont le Deutsche Welle, l'ancien président ukrainien Petro Porochenko, a admis publiquement qu'il n'avait jamais été question d'appliquer les accords de Minsk, et que ces derniers avaient juste eu pour but de donner du temps à l'Ukraine.

« *Nous avons obtenu ce que nous voulions. Nous ne croyions pas Poutine, tout comme nous ne le croyons pas maintenant. Notre tâche était, tout d'abord, d'écarter la menace, ou au moins de retarder la guerre. Nous nous sommes donnés huit ans pour rétablir la croissance économique et renforcer la puissance des forces armées. C'était la première tâche – et elle a été accomplie […]. Malgré le fait que la guerre ait duré huit ans – en ce qui concerne une opération militaire de grande envergure, je pense que les accords de Minsk ont rempli leur rôle* », a déclaré Petro Porochenko.

Cette déclaration n'est pas la première de Petro Porochenko concernant le fait que les accords de Minsk n'étaient qu'un moyen pour l'Ukraine de gagner du temps, et elle n'a donc pas particulièrement attiré l'attention de ceux qui savent depuis longtemps que Kiev n'avait aucunement l'intention d'appliquer ces accords.

Mais là où cela devient choquant, c'est lorsque l'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel, dit exactement la même chose, le 7 décembre 2022, dans une interview accordée au Zeit.

Angela Merkel - « *J'ai considéré que la discussion de 2008 sur l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN était une erreur. Ces pays n'avaient pas les conditions nécessaires pour cela, et les conséquences d'une telle décision n'avaient pas été envisagées jusqu'au bout, tant en ce qui concerne les actions de la Russie contre la Géorgie et l'Ukraine que pour l'OTAN et ses règles d'assistance. Et les accords de Minsk de 2014 étaient une tentative de donner du temps à l'Ukraine.* »
« *Nous savions tous qu'il s'agissait d'un conflit gelé, que le problème n'était pas résolu, mais c'est précisément ce qui a donné à l'Ukraine un temps précieux.* »

Je rappelle quand même que l'Allemagne était garante des accords de Minsk, et surtout de leur mise en œuvre par l'Ukraine ! En clair dès le départ Angela Merkel, et donc aussi François Hollande et Emmanuel Macron, savaient pertinemment que non seulement l'Ukraine n'appliquerait pas les accords de Minsk, mais qu'en prime, cela laisserait juste le temps à Kiev de se préparer pour une résolution du conflit par la force ! D'ailleurs la conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron qui a eu lieu quatre jours avant le lancement de l'opération militaire spéciale russe, et qui a été divulguée par le président français, montrait clairement que ce dernier savait que l'Ukraine allait attaquer, puisqu'il demandait au Président russe de ne pas réagir aux provocations ukrainiennes (en clair de ne pas intervenir pour défendre le Donbass).

Quand on a cette information en mains, et qu'on se remémore les litanies sans fin de la France et de l'Allemagne se plaignant que la Russie (garante comme elles et non partie au conflit) n'appliquait pas les accords de Minsk, on se dit que le niveau d'hypocrisie des autorités allemandes et françaises est littéralement cosmique !

Les autorités russes ont bien sûr vivement réagi à la déclaration d'Angela Merkel, à commencer par Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, qui a déclaré que cette interview donnait la preuve à la Russie de ce qu'elle disait depuis des années sur le manque de volonté des Occidentaux de pousser l'Ukraine à appliquer les accords de Minsk. Et surtout le but de ces accords était de servir de diversion pendant que les pays de l'OTAN gavaient l'Ukraine d'armes pour relancer ensuite le conflit.

« *Dans cette révélation, l'essentiel était que, du point de vue de l'Occident, tout cela n'était qu'affabulations, flirtant avec l'utilisation du droit international dans le seul but de gaver le régime de Kiev d'armes. Il s'agissait de «* détourner *» les yeux de la communauté internationale des événements réels sur le territoire de l'Ukraine, cette catastrophe humanitaire, ces tueries sans fin, qui ont fait plus de 13 000 victimes de tous côtés avant 2022. Cela n'avait qu'un seul but : gaver le régime de Kiev d'armes et le préparer politiquement à lancer les hostilités que nous avons vues au début de 2022, lorsque le régime de Kiev a commencé à lancer des frappes meurtrières contre le Donbass. Cela ne laissait aucune place à une autre action que celle entreprise par la fédération de Russie : reconnaître d'abord ces territoires comme souverains, puis les accepter comme faisant partie de la Fédération de Russie pour pouvoir les défendre réellement, pour sauver leurs vies* », a déclaré Maria Zakharova.

Mais surtout pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, la déclaration d'Angela Merkel prouve que l'Occident ne recule devant aucun mensonge, et s'assoit sur le droit international quand ça l'arrange, peu importe les conséquences pour les civils innocents.

« *Cette confession de l'ancienne chancelière allemande A. Merkel semble terrible : faux (comme méthode d'action de l'Occident), machinations, manipulations, toutes sortes de distorsions de la vérité du droit et de la loi que l'on ne peut qu'imaginer. Ils savaient déjà à l'époque, en 2015, alors qu'ils menaient des pourparlers de plusieurs heures, qu'ils ne le mettraient jamais en œuvre et qu'ils fourniraient des armes au régime de Kiev. Ils n'avaient aucune pitié pour qui que ce soit : les femmes, les enfants, les civils du Donbass, et même l'Ukraine dans son ensemble. Ils avaient besoin d'un conflit. Ils étaient prêts à le faire dès 2015* », a-t-elle ajouté.

Puis, c'est le Président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine, qui a commenté la déclaration de l'ancienne chancelière allemande, en déclarant que les propos d'Angela Merkel l'ont non seulement surpris, mais déçu.

« *Pour être honnête, cela a été une surprise totale pour moi. C'est décevant. Franchement, je ne m'attendais pas à entendre cela de la part de l'ancienne chancelière fédérale, car j'ai toujours supposé que les dirigeants de la République fédérale [d'Allemagne] se comportaient sincèrement avec nous. Oui, ils étaient bien sûr du côté de l'Ukraine, ils soutenaient l'Ukraine, mais je pensais toujours que les dirigeants de la République fédérale avaient toujours sincèrement cherché un règlement sur les principes dont nous avions convenu et auxquels nous étions parvenus, y compris dans le cadre du processus de Minsk* », a-t-il déclaré en guise d'introduction.

Il a ensuite souligné que les propos d'Angela Merkel ne font que prouver que Moscou avait pris la bonne décision en lançant l'opération spéciale, puisque l'ancienne chancelière allemande dit clairement que le but de l'Ukraine était bien de reprendre les hostilités et de régler le conflit du Donbass par les armes, et donc, dans le sang.

« *Ce qui a été dit maintenant prouve seulement que nous avons fait le bon choix en lançant l'opération militaire spéciale. Pourquoi ? Parce qu'il s'avère que personne n'allait mettre en œuvre les accords de Minsk. Les dirigeants ukrainiens, selon les mots de l'ancien président Porochenko, qui l'a également dit : il les a signés, mais il n'allait pas les mettre en œuvre. Mais j'espérais encore que les autres participants à ce processus étaient sincères avec nous. Il s'avère qu'ils nous trompaient aussi. Il s'agissait uniquement d'arroser l'Ukraine d'armes et de la préparer à une action militaire* », a ajouté le Président russe.

Vladimir Poutine a ensuite déclaré qu'au vu de la déclaration d'Angela Merkel, la Russie aurait peut-être dû intervenir plus tôt. Mais ce que n'a pas compris Angela Merkel en faisant cette déclaration tonitruante, c'est qu'elle vient définitivement de saper toute confiance que la Russie aurait pu placer dans les gouvernements des pays occidentaux, ce qui veut dire des problèmes à venir en matière de diplomatie.

Il semble qu'Angela Merkel n'a pas tiré les leçons du désastre diplomatique qu'a été la divulgation de la conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron par ce dernier. Je rappelle que depuis, le Président russe ne s'est plus entretenu avec son homologue français.

La déclaration d'Angela Merkel concernant les accords de Minsk a non seulement privé Kiev d'une porte de sortie diplomatique concernant le conflit en cours (puisque pour reprendre les termes de Vladimir Poutine la question se pose de savoir « *s'il y a quelqu'un avec qui négocier* »), offert une preuve de la légitimité de l'intervention russe dans le Donbass (en jetant à la poubelle le narratif occidental de la pauvre Ukraine qui voulait la paix), mais en prime, elle vient de torpiller pour de bon les relations entre la Russie et l'Allemagne.

À ce stade, quand je vois les conséquences désastreuses de la déclaration de l'ancienne chancelière allemande, j'hésite entre une démence précoce ou un goût prononcé pour le masochisme. Quelle que soit l'option, ce sont les populations d'Ukraine, de Russie (surtout du Donbass) et de l'Union Européenne qui payent et vont payer les conséquences de la décision de la France et de l'Allemagne d'opter pour des accords de Minsk bidons, l'hypocrisie totale, et le chemin de la guerre, plutôt que celui de la paix. donbass-insider.com 9 décembre 2022

Mystification ou instrumentalisation du climat.

Le Green New Deal du Forum économique mondial en famille.

L'Assemblée vote l'obligation d'installer des panneaux solaires dans les grands parkings extérieurs - BFMTV 10 décembre 2022

L'Assemblée a adopté vendredi une obligation d'équiper les parkings extérieurs de plus de 1500 mètres carrés d'ombrières photovoltaïques, une mesure du projet de loi visant à accélérer la production d'énergies renouvelables.

L'article prévoyant cette mesure a été adopté avec 42 voix contre 6, après des débats marqués par une série de compromis entre le gouvernement et la gauche, qui souhaitait durcir le dispositif.

Le gouvernement défendait initialement un seuil à 2500 mètres carrés, tandis que députés écologistes et insoumis demandaient de descendre à 500 mètres carrés.

Après échanges, le gouvernement ne s'est pas opposé à un curseur placé à 1500 mètres carrés, comme le demandaient également des députés macronistes, donnant ainsi un nouveau gage de bonne volonté à la gauche dont il compte obtenir le soutien pour ce projet de loi.

Le Sénat, qui avait examiné le texte en premier, avait substitué la logique de surface voulue par le gouvernement par une logique de nombre d'emplacements, retenant le seuil de 80 places. L'Assemblée a donc rétabli le critère initial exprimé en mètres carrés.

Les députés ont également voté des amendements écologistes réduisant la portée des dérogations prévues dans certains cas, en donnant des possibilités "*d'adaptation*" plutôt que "*d'exonération*".

Ils ont aussi voté des amendements identiques déposés par la gauche et des députés de la majorité, comme l'ex-ministre de la Transition écologique Barbara Pompili, supprimant le caractère initialement optionnel des sanctions et les rendant systématiques en cas de non-respect de l'obligation.

Un amendement LFI doublant les sanctions prévues (à 20.000 euros et 40.000 euros, selon la taille du parking) a aussi été adopté avec le soutien du gouvernement. BFMTV 10 décembre 2022

A quoi peut bien servir leur créature, sinon à nuire à nos intérêts.

Journée mondiale du climat : À quoi sert Dernière rénovation ? - Le HuffPost 8 décembre 2022

À l'occasion de la journée mondiale du climat, ce jeudi 8 décembre, Le HuffPost vous propose un dossier spécial consacré à ce mouvement, qui symbolise la période que nous vivons dans la lutte contre le changement climatique... Le HuffPost 8 décembre 2022

71 % des Français ont entendu parler des actions dans les musées, ils sont 80 % à les rejeter. - Le HuffPost 8 décembre 2022

A lire dans la causerie du 31 octobre 2022 :

Quand leurs créatures dégénérées deviennent incontrôlables. Qui les manipulent ?

Aveu. La réussite de leur plan repose sur la fabrique du consentement destinée à la population, ils le disent eux-mêmes.

J-C - Autrement dit vulgairement, pour vous baiser on a besoin de votre accord ! On va vous amener à adopter ou mieux, à réclamer, un ensemble de mesures destinées à vous protéger contre une menace qui n'existe pas ou qu'on aura fabriquée, sans qu'on sache si leurs conséquences ne seront pas nuisibles à vos intérêts. On croirait entendre le président de Pfizer !

« *Vers une planification écologique à l'échelle européenne ?* » - Le Journal du Dimanche 8 décembre 2022

À la veille de la clôture des Rencontres du Développement Durable organisées par l'Institut Open Diplomacy à Berlin, la coprésidente de ce think-tank, la professeure Laurence Monnoyer-Smith revient sur ce cycle de huit journées complètes de débat en partenariat avec Le Journal du Dimanche.

« *Tout l'enjeu de l'organisation de cette planification écologique européenne est de parvenir à convaincre le citoyen européen qu'elle vise à le protéger, ainsi que son environnement, dans un mouvement de transition dont personne ne mesure aujourd'hui réellement l'ampleur des implications concrètes.* » Le Journal du Dimanche 8 décembre 2022

En complément. Dommage que le ridicule ne tue pas.

Julien Bayou veut repeindre les toits en blanc face aux canicules - BFMTV 9 décembre 2022

L'énergie du désespoir. Ils ont tout manigancé.

Les énergies « *vertes* », une source inédite de chômage ? - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Sur CNEWS, Loïk Le Floch-Prigent, ancien patron de Gaz de France (GDF) a indiqué la situation anormale de voir le non-fonctionnement des centrales nucléaires : « *Normalement, le 1er janvier de chaque année, toutes les centrales nucléaires sont là, en l'occurrence 56 réacteurs. Là, pour une*

fois, ce n'est pas le cas ». Il dénonce « *le retard pris dans les opérations de maintenance de plusieurs sites* » et « *la peur liée à de la corrosion sous contrainte* ». Selon lui, cette menace de corrosion n'est « *pas du tout* » justifiée pour fermer les centrales nucléaires.

Pire encore, l'ancien responsable de GDF, évoquant « *des tas de possibilités* », accuse le gouvernement français : *« On aurait pu ouvrir Flamanville depuis longtemps. De la même façon, on aurait pu faire un programme se demandant comment on pouvait rouvrir Fessenheim* » ; *« Ces possibilités n'ont pas été regardées et par conséquent aujourd'hui le problème qui se pose n'est pas, est-ce qu'on va avoir des coupures ou pas ? Mais est-ce qu'on va faire marcher les centrales nucléaires à temps et est-ce qu'il y a un dispositif d'urgence qui a été mis en place par le gouvernement ?* »

Loïk Le Floch-Prigent pointe le gouvernement français car il n'y a pas eu de plan d'urgence mis en place. « *L'urgence pour le gouvernement, c'est de – rappelant le slogan publicitaire de EDF – dire « vous avez des éoliennes, il faut absolument en faire* » », a déploré l'ancien patron de Gaz de France sur CNEWS tout en lançant : « *Je suis plus inquiet pour les hivers prochains* ». En France, un document a été envoyé par le gouvernement aux préfets pour préparer *« des coupures d'électricité ciblées et programmées* » en cas de forte tension sur le réseau, rappelle le média français. La crainte de ces coupures domine l'actualité car l'utilisation de sources d'énergie *« vertes* » par les pays de l'UE entraînera la destruction de leur production industrielle, une réduction du nombre d'emplois et une baisse du niveau de vie de la population.

Destruction de l'industrie, des entreprises et de l'emploi. Sur son Blog, Loïk Le Floch-Prigent dénonce, à cause du « *drame actuel* », l'augmentation des factures pour l'énergie en France : « *Certains industriels doivent signer des contrats d'approvisionnement multipliant par 5 ou 6 leurs factures pour les trois ans qui viennent* ». Il dénonce la non-volonté politique de réagir rapidement en quittant sa politique idéologique sur les énergies vertes : « *Le retour d'expérience, le vade me cum de tout industriel conduit donc à dire qu'il y a eu échec et qu'il faut réaliser le diagnostic de l'échec pour redresser la situation. Force est de constater que c'est ici tout l'inverse qui nous est proposé, on veut réformer sans s'interroger, on ne se donne donc aucune chance de réussir !* » Plus loin, il accuse : « *Tout d'abord depuis plus de vingt ans, nous avons organisé la pénurie électrique de notre mix pour pouvoir augmenter les prix et ainsi satisfaire les anti-monopoles de l'Europe* » ; « *Nous avons fermé des réacteurs, nous n'en avons pas construit de nouveaux, nous n'avons pas maintenu convenablement l'existant* ». *« Nous étions exportateurs avec une base de 75% nucléaire et les prix étaient attractifs pour la satisfaction de la machine EDF. Nous avons voulu casser l'outil, et nous avons réussi avec l'aide de la Commission européenne, de la priorité donnée sur le réseau aux énergies solaires et éoliennes et la création d'un marché artificiel instituant des «* fournisseurs *» qui ne produisaient pas, de transportaient pas et ne distribuaient pas !* », rajoute-t-il.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/les-energies-vertes-une-source-inedite-de-chomage/

Tout ça pour 0,05°C au mieux. Question : Alors pourquoi ?

Un rapport dénonce la nocivité et l'inutilité de la politique climatique européenne - Association des climato-réalistes 9 décembre 2022

L'Institut de Recherche Économiques et Fiscales (IREF) vient de rendre public un rapport, relu et validé par l'Association des Climato-Réalistes, sur les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne. Ce rapport, librement accessible en ligne, est sans appel. D'une part, s'ils étaient suivis, ces objectifs de réduction feraient chuter le PIB européen de 25% les dix prochaines années, une catastrophe économique inimaginable. D'autre part, selon les propres formules de sensibilité climatique utilisées par le GIEC, l'impact de la mise en œuvre de ces efforts herculéens serait négligeable aussi bien à l'horizon 2030 qu'à l'horizon 2100, avec au mieux 0,05°C de réchauffement qui serait ainsi "*économisé*" à la fin du siècle.

L'UE a déjà réduit ses émissions de 25% les trente dernières années, elle est donc déjà le bon élève de la classe (l'autre étant les États-Unis en termes de réduction des émissions). Si réchauffement climatique anthropique il doit y avoir lors du XXIe siècle, celui-ci proviendra essentiellement des pays émergents, qui ont clairement annoncé lors de la COP27, non sans arguments valables, qu'ils utiliseraient les combustibles fossiles sans remords si cela peut leur permettre de se développer. Le rapport, rédigé par Vincent Bénard, prend acte de cette réalité pour proposer des stratégies adaptées : le Net Zero européen étant inutile et contreproductif, c'est en libérant la recherche et développement de ses absurdes contraintes réglementaires que l'Europe contribuera, si elle le souhaite, à la réduction des émissions globales. Association des climato-réalistes 9 décembre 2022

Les politiques climatiques "*Zéro Émissions Nettes*" de l'Union Européenne : un examen critique

Face à la déferlante d'idées liberticides supposées contribuer à la lutte contre le changement climatique, consécutives au vote d'objectifs drastiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne, l'IREF a voulu vérifier le bien-fondé de ces politiques, tant en terme de faisabilité économique que d'impact réel sur le climat. Voici, en 8 points clé, les principales conclusions de notre rapport :

1. L'Union Européenne est le seul continent à avoir réduit ses émissions de CO2 depuis 30 ans, et ce de façon significative. Culpabiliser les populations de l'union pour leurs émissions est injustifié.
2. Poursuivre à tout prix les objectifs de réduction des émissions de CO2 votés par l'Union Européenne à l'horizon 2030 et 2050 entraînerait une forte décroissance économique. Ces objectifs sont impossibles à atteindre sans saccager à la fois l'économie et les libertés individuelles.
3. L'augmentation des températures mondiales liée aux émissions de CO2 de l'UE serait amoindrie de seulement 2,5 millièmes de degrés en 2030 du fait de ces politiques. Une mise en œuvre stricte de ces politiques saccagerait donc l'économie pour rien.
4. En 2100, l'impact climatique mondial de l'Union Européenne, sous le plus pessimiste – et le moins réaliste- des scénarios d'émissions, sera inférieur à 1 dixième de degré Celsius, sur la base des données climatiques du GIEC. La différence maximale de hausse de température entre une politique climatique purement "technologique" et des mesures coercitives sera au plus de cinq centièmes de degré Celsius (0.05°C) en 2100.
5. Par conséquent, les politiques écologiques coercitives, qui détruiront la qualité de vie d'un grand nombre d'européens dans 10 ans, pour un résultat climatique proche de zéro dans 80 ans, doivent être strictement bannies de toute politique européenne, et ce définitivement.
6. L'Asie et l'Afrique représentent déjà 60% des émissions de CO2 et cette proportion augmentera probablement dans les 30 ans à venir. C'est là-bas que se joue l'avenir des émissions de CO2 globales.

7. Ces deux continents pourraient représenter 85% de la population mondiale en 2100, et leurs principaux dirigeants ont déjà fait savoir qu'ils ne commenceront à décarboner leur économie que lorsque des solutions économiquement viables seraient à leur disposition. De fait, la hausse de leurs émissions prévisibles d'ici 2050 sera supérieure à 40 fois la baisse envisageable des émissions de l'UE dans les scénarios les plus coercitifs.
8. Si la relation CO2 climat est aussi préoccupante que l'affirme le GIEC, la seule stratégie viable pour l'UE est la recherche et le développement de solutions de production d'énergie bas carbone rentables (c'est à dire sans subventions) et commercialisables facilement dans tout type de pays pour que la croissance des autres continents, et notamment l'Asie et l'Afrique, soit, à terme, carboniquement aussi vertueuse que ne l'est déjà celle de l'Union Européenne.

L'étude, 54 pages.

https://frirefeurope.b-cdn.net/wp-content/uploads/sites/2/2022/11/IREF-Politiques-Climatiques-de-lUE-Un-examen-critique-Novembre-2022.pdf

---

C'était déjà de la faute des activités humaines il y a deux millions d'années.

Le Groenland, où a été découvert le plus vieil ADN du monde, abritait des forêts il y a deux millions d'années - lejdd.fr 8 décembre 2022

Aujourd'hui un désert polaire, la partie la plus septentrionale du Groenland abritait autrefois des forêts. Des scientifiques ont extrait le plus vieil ADN du monde dans le Nord de l'île et ont rendu les conclusions de leurs travaux, débutés en 2006, mercredi dans la revue spécialisée *Nature*. Datant de deux millions d'années, cet ADN offre un aperçu sans précédent du passé préhistorique de cette région, mais également de l'adaptabilité des espèces face à la menace du changement climatique. Il a été mis à jour après le séquençage et l'analyse de 41 échantillons de sédiments d'argile et de quartz, grâce à une technologie novatrice. Ces fragments étaient nichés dans l'embouchure d'un fjord à Cap Copenhague et ont pu être conservés à travers les âges dans la glace et le pergélisol.

« *Les rivières (ont transporté) des minéraux et des matières organiques dans l'environnement marin, où ces sédiments terrestres ont été déposés. Et puis, à un moment, il y a environ deux millions d'années, cette masse terrestre sous l'eau a été soulevée et est devenue une partie du Groenland du Nord* », a expliqué Mikkel Winther Pedersen, l'un des chercheurs à l'origine de cette découverte, à l'Agence France-Presse. Ces sédiments ont révélé « *un environnement que nous ne voyons nulle part sur Terre aujourd'hui* », a poursuivi le maître de conférences à l'Université de Copenhague.

Dans cet « *environnement forestier* » luxuriant cohabitaient des mastodontes, des rennes, de lièvres et d'autres mammifères de l'ère glacière « avec un grand nombre d'espèces végétales différentes ». Durant leur étude, les scientifiques ont notamment identifié « *102 taxons végétaux différents* ». La présence avérée de mastodontes dans cette partie du globe est particulièrement mise en avant, car elle n'avait jamais été relevée aussi au nord. lejdd.fr 8 décembre 2022

Santé et dictature sanitaire.

"*On voit qu'il y a une organisation globale pour augmenter la censure*" Christian Perronne - FranceSoir 06 décembre 2022

Le Pr Christian Perronne est l'invité de ce nouvel "*Entretien essentiel*" dans lequel il vient nous présenter son dernier ouvrage "*Les 33 questions auxquelles ils n'ont toujours pas répondu*".

Le Covid était "*une pandémie de peur, de manipulation et de scandales financiers*", selon Christian Perronne.

Pour lire l'article :

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/christian-perronne-organisation-globale-augmenter-censure

La vidéo :

https://app.videas.fr/embed/c9612718-7313-4ebe-bfa0-e9c3b48fba7a/#

ou

https://odysee.com/@francesoir:2/le-covid-etait-une-pandemie-de-peur-christian-perronne:5?src=embed

J-C - J'ignorai que la maladie chronique de Lyme, dont il parle dans cet entretien, était due à une bactérie qui avait été modifiée en laboratoire, d'où la chape de plomb qui s'est abattue sur cette maladie.

Étude du Pr Raoult: "*La présentation des preuves de Complément d'enquête est frauduleuse*" Nicolas Védrines - FranceSoir 07 décembre 2022

Le reportage à charge de "*Complément d'enquête*" sur le Pr Didier Raoult qui voulait démontrer une fraude dans une étude de l'IHU Méditerranée à propos de l'hydroxychloroquine... était-il lui-même frauduleux ? "*Au moins une dizaine de fake*" : c'est le nombre de fausses preuves qu'affirme avoir identifiées Nicolas Védrines, soignant diplômé en ingénierie et passionné par les études de méta-analyses. Dans ce "*Debriefing*", il accuse l'enquête de 52 minutes intitulée "*Didier Raoult, le savant flou*" et diffusée le 17 novembre par France Télévisions, d'être une "*construction de fausses preuves*". Mettant en cause le "*manque de déontologie*" et d'objectivité des journalistes chargés de ce reportage, dont Nathalie Sapena, il n'hésite pas à dénoncer "*une volonté de nuire*".

Pour lire l'article et assister à l'entretien :

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/nicolas-vedrinesla-presentation-des-preuves-de-complement-d-enquete-est-frauduleuse

Et les terroristes enragés.

Des effets secondaires du vaccin anti-Covid sont causés par... le mouvement "*anti-vax*", selon un article scientifique - FranceSoir 04 décembre 2022

Des effets secondaires de la vaccination anti-Covid sont causés par... le mouvement "*anti-vax*". Telle est l'affirmation faite par un article scientifique, publié en september dernier dans la revue scientifique BioMedicine. Son auteur affirme que "*la désinformation perpétuée par le mouvement anti-vaccination peut causer plus de décès et d'effets secondaires*" du vaccin anti-Covid.

Cet article estime que "*l'alarmisme*" et la "*désinformation*" colportés par des "personnes sans formation scientifique" pour "*terroriser*" des individus afin qu'ils ne se fassent pas vacciner, exposent non seulement ces derniers à une contamination mais "*causent également plus d'effets secondaires*".

Le résumé fait état "*d'une revue*" qui offrirait des données démontrant l'affirmation avancée par cet article : "*Une mini-revue de la littérature publiée a été menée et a révélé que le stress mental provoque clairement une vasoconstriction et une constriction artérielle des vaisseaux sanguins*".

Un internaute a expliqué avoir contacté Raymond D. Palmer, l'auteur de cet article. Après avoir partagé un lien sur son "*passif*" et retracé son parcours sur LinkedIn, il écrit : "*Selon son LinkedIn, Palmer est un ingénieur électricien et un amateur d'astronomie. En 2019, il commence à suivre des cours de thérapie génique, de biochimie, etc. Cette même année, il commence à publier des articles dans des revues médicales*", écrit-il.

L'internaute @dystopian_DU rapporte que Raymond Palmer se définit comme "un scientifique axé sur les données". "*J'ai demandé ses preuves 'axées sur les données' pour l'affirmation selon laquelle le stress dû à la 'désinformation' sur les vaccins produit des symptômes de type événement indésirable ... 'Silence'... La littérature n'a pas encore été écrite*", écrit-il. FranceSoir 04 décembre 2022

L'article en entier :

https://www.francesoir.fr/societe/des-effets-secondaires-du-vaccin-anti-covid-causes-par-le-mouvement-anti-vax

La tyrannie sans masque.

Covid-19: Emmanuel Macron remet un masque au nom de la "*responsabilité*" - BFMTV 8 novembre 2022

Vous voyez qu'il sera facile de liquider les « *emmerdeurs* ».

Covid-19 : *« On a décidé de ne plus emmerder les gens avec le port du masque, c'est un manque de courage politique* », dénonce Mathias Wargon - Publicsenat.fr 9 novembre 2022

Invité de la matinale de Public Sénat, vendredi 9 décembre, Mathias Wargon, médecin urgentiste et chef de service à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, estime que le gouvernement tarde à mettre en place une politique de prévention face au risque de 9e vague. Publicsenat.fr 9 novembre 2022

Ils avaient gardé le pire ministre de la Santé pour la fin.

Covid-19 et grippe : François Braun appelle à un « *sursaut* » de la vaccination - Le HuffPost 9 décembre 2022

Covid-19 : le principe d'une dose de rappel tous les six mois défendu par le ministre de la Santé - Journal du Dimanche 9 décembre 2022

Le ministre de la Santé, François Braun, a rappelé vendredi sur BFMTV que « *tout le monde peut se faire vacciner, la vaccination n'est pas réservée aux personnes à risque ou aux plus de 60 ans* ». Il a plaidé pour une dose de rappel « *tous les six mois* » du vaccin contre le Covid-19. « *Si on veut faire simple : les doses de rappel, c'est tous les six mois* », a-t-il encore assuré. Mais le ministre de la Santé le concède : il existe « *des cas particuliers* », notamment « *si vous êtes plus à risque si vous avez eu une maladie, on peut raccourcir ce délai à trois mois, mais ça, c'est votre médecin qui va vous le dire* », explique-t-il. Journal du Dimanche 9 décembre 2022

Dans quelle société vivons-nous ? Big Pharma vous empoisonne délibérément.

Attention, ces médicaments sont à éviter en 2023 - Yahoo 6 décembre 2022

Pour la onzième année consécutive, la revue Prescrire recense de manière documentée des médicaments plus dangereux qu'utiles. Dans le rapport de cette année, il est précisé qu'il s'agit de médicaments à écarter des soins dans toutes les situations cliniques dans lesquelles ils sont autorisés en France ou dans l'Union européenne.

Pour l'année 2023, Prescrire recommande d'éviter 107 médicaments actuellement autorisés mais plus dangereux qu'utiles. Précisément, 88 médicaments sont commercialisés en France.
Par rapport au bilan de l'année dernière, trois nouveaux médicaments ont fait leur entrée car les effets indésirables auxquels ils exposent sont disproportionnés par rapport au gain d'efficacité qu'ils apportent.

À commencer par une poudre de graine d'arachide contenant des protéines d'arachide (Palforzia). Prescrire explique que ce médicament a réduit la fréquence et l'intensité des réactions allergiques à l'arachide lors d'un test réalisé à l'hôpital "*mais elle augmente la fréquence des réactions allergiques dans la vie quotidienne des patients, y compris celles motivant l'administration d'adrénaline*".

Autre médicament à écarter : le roxadustat (Evrenzo). Il est autorisé dans l'anémie liée à une insuffisance rénale chronique. La revue scientifique formule une mise en garde et assure que ce

médicament "*semble augmenter la mortalité chez certains patients et que son profil d'effets indésirables est plus chargé*". Yahoo 6 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 12 décembre 2022.

86 % des Péruviens désapprouvent le Parlement. Soutien inconditionnel à Pedro Castillo.

Pérou : deux morts lors des manifestations contre Dina Boluarte - LePoint.fr 12 décembre 2022

Fraîchement investie mercredi, après la destitution de Pedro Castillo, la nouvelle présidente péruvienne suscite la fronde d'une large partie de son pays.

Le Pérou en proie à de vives tensions. Deux personnes sont mortes et cinq personnes au moins ont été blessées dimanche 11 décembre, lors de manifestations grandissantes contre la présidente Dina Boluarte après le coup d'État manqué et l'arrestation de l'ancien président Pedro Castillo.

Signe de la tension qui monte : une séance au Congrès sur la situation dans le pays a été suspendue après des incidents. Des images publiées sur les réseaux sociaux montrent un homme en train de donner un coup de poing par-derrière à un autre dans une allée de l'hémicycle puis une bousculade au centre de celle-ci, sans qu'il soit possible de savoir la cause. La séance était toujours suspendue dimanche en début de soirée.

Les protestations se sont multipliées à travers le pays, notamment dans les villes du nord et du sud des Andes. Des milliers de personnes se sont mobilisées dans les rues de Cajamarca, Arequipa, Tacna, Andahuaylas, Cusco et Puno, réclamant la libération de l'ancien chef de l'État et de nouvelles élections et appelant à une grève nationale.

La veille, des affrontements à Andahuaylas (sud) s'étaient soldés par un bilan de 20 blessés (16 civils et 4 policiers). Les violences ont repris dimanche avec des tirs de gaz lacrymogènes de la police et des jets de pierres de manifestants. Des renforts de la police antiémeute devaient arriver par avion pour contenir les manifestations, a-t-on appris auprès de la police.

Andahuaylas, située dans la région d'Apurimac, est la région d'origine de Dina Boluarte, qualifiée de « *traîtresse* » par les partisans de l'ex-président destitué. Le poste de police de Huancabamba, une ville d'Apurimac, a été incendié, selon la radio RPP. À Lima, entre 1 000 et 2 000 personnes ont manifesté devant le Congrès aux cris de « *Castillo, tu n'es pas seul, le peuple te soutient* » et en brandissant des pancartes accusant « *Dina (Boluarte) et le Congrès* » d'être des « *rats corrompus* ». Ils ont été dispersés avec des gaz lacrymogènes dimanche en début de soirée.

Lima a toujours tourné le dos à Pedro Castillo, enseignant rural et leader syndical déconnecté des élites, tandis qu'il était soutenu par les régions andines depuis les élections de 2021. Des syndicats agraires et organisations sociales paysannes et indigènes ont appelé dimanche à une « *grève indéfinie* » à partir de mardi, rejetant le Congrès et demandant des élections anticipées et une nouvelle Constitution.

Selon le communiqué du Front agraire et rural du Pérou, qui demande la « libération immédiate » de Pedro Castillo, celui-ci « *n'a pas perpétré de coup d'État* » lorsqu'il tenté, le 7 décembre, de

dissoudre le Parlement et d'instaurer un État d'urgence. Il a été arrêté quelques heures plus tard par son propre garde du corps alors qu'il se rendait à l'ambassade du Mexique pour demander l'asile politique. Il est accusé de « *rébellion* ».

Dina Boluarte, vice-présidente jusqu'à son investiture le 7 décembre après la destitution de Pedro Castillo, a formé samedi un gouvernement au profil indépendant et technique, avec un ancien procureur, Pedro Angulo, comme Premier ministre. « *Jusqu'à présent, la présidente n'a pas été claire sur la grande question : est-ce un gouvernement de transition ou un gouvernement qui a l'intention de rester jusqu'en 2026 ?* » a déclaré à l'Agence France-Presse l'analyste politique Giovanna Peñaflor.

La demande de nouvelles élections est associée à un rejet massif du Congrès : selon les sondages de novembre, 86 % des Péruviens désapprouvent le Parlement. Vendredi, Dina Boluarte n'avait pas exclu de convoquer des élections anticipées afin de trouver une sortie pacifique à la crise politique.

Parallèlement, la théorie avancée par l'ancien chef de cabinet et l'avocat de Pedro Castillo selon laquelle l'ancien président a été drogué à son insu lors de sa tentative de coup d'État ratée passionne le pays.

Dans une lettre que Pedro Castillo aurait écrite en prison, celui-ci assure qu'un médecin et des infirmières « *camouflés* » et un procureur « *sans visage* » (cagoulé) l'ont « *forcé* » à faire des prélèvements sanguins sans son consentement, évoquant un « *plan machiavélique* ». Le président de l'Institut de médecine légale, Francisco Brizuela, a, lui, indiqué que l'ex-président avait *« refusé de se soumettre* » aux tests.

Détruire un pays, piller se richesse, massacrer sa population ne leur suffisaient pas, il leur faut supprimer sa culture ou le supprimer tout court.

Des objets d'art du Yémen volés, vendus aux enchères aux États-Unis et dans d'autres pays. - Press TV 3 décembre 2022

Le centre Al-Hodhod indique dans un nouveau rapport que plus de 4 265 objets d'art ont été passés en contrebande et vendus aux enchères dans six pays.

Le Centre d'études archéologiques al-Hodhod a publié un rapport documentant le vol d'antiquités yéménites et leur vente dans des enchères internationales.

Le rapport indique que les objets ont été vendus en Amérique par le biais de 5 ventes aux enchères, en Grande-Bretagne par le biais de 4 ventes aux enchères, en France par le biais de 3 ventes aux enchères, deux ventes aux enchères dans le régime d'apartheid israélien, et une vente aux enchères en Allemagne et aux Pays-Bas.

Le rapport indique que le nombre de pièces vendues et exposées s'élève à 2 167 objets aux États-Unis, tandis que 501 objets ont été introduits clandestinement dans le régime israélien et vendus là-bas.

Le rapport indique également que le centre al-Hodhod a été en mesure de reconnaître 2523 objets qui ont été vendus jusqu'à présent, pour une valeur estimée à 12 millions de dollars. Certains de ces objets ont une valeur de 800 000 dollars, comme un manuscrit datant du XVe siècle de notre ère.

Le centre a confirmé dans son rapport que les premières statistiques montrent que 1 384 artefacts sont désormais répartis dans sept musées internationaux.

Au début du mois d'août, un document classifié a révélé qu'un haut fonctionnaire de l'administration de l'ancien président yéménite en fuite, Abd Rabbuh Mansur Hadi, est en contact étroit avec des réseaux criminels qui pillent des biens archéologiques et des œuvres d'art sur des sites du patrimoine ancien dans tout le pays en guerre, et les vendent à des trafiquants d'antiquités.

Depuis la guerre dévastatrice menée par l'Arabie saoudite contre le Yémen en 2015, les forces saoudiennes et émiratiennes ont soutenu le trafic d'antiquités pour soutenir les pays occidentaux tout en affamant et en bombardant la population du Yémen. Selon les estimations, un million d'objets culturels se vendant à des millions de dollars ont été sortis clandestinement du pays, notamment des statues, des pièces de monnaie, des manuscrits et des inscriptions.

La guerre saoudienne a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés parmi les Yéménites. La guerre a également détruit les infrastructures du Yémen et répandu la famine et les maladies infectieuses dans ce pays du golfe Persique. ***Press TV 3 décembre 2022***

A bas Charlie ! Soutien à FranceSoir.

J-C – Là aussi les faits nous ont donné raison, quand les corrompus du mouvement ouvrier publiaient des caricatures de Charlie Hebdo en soutien à une opération qui relevait du terrorisme d'Etat. On s'est déjà expliqué dans les précédentes causeries quant à notre soutien à FranceSoir, j'y renvoie les lecteurs.

Décision de la CPPAP : FranceSoir fait appel – Xavier Azalbert apporte de nouvelles informations - FranceSoir 10 décembre 2022

À la suite du retrait de l'agrément de la Commission paritaire des publications et agences de presse, FranceSoir fait appel de cette décision purement politique. Xavier Azalbert, directeur de la publication, apporte de nouvelles informations aux lecteurs et les remercie pour leur soutien.

La vidéo de Xavier Azalbert :

https://lemediaen442.fr/decision-de-la-cppap-francesoir-fait-appel-xavier-azalbert-apporte-de-nouvelles-informations/

Libération et l'art de la manipulation : un complot par récit réécrit - FranceSoir 10 décembre 2022

Paru seulement 10 heures après l'enquête de FranceSoir, l'article rédigé par le service CheckNews de Libération sur le scandale Fact & Furious est un cas d'école des travers du fact-checking. Son principe, louable mais dévoyé, vise à fournir au lecteur une version biaisée d'un récit, si ce n'est pas parfois le réécrire dans son intégralité, en recourant à plusieurs procédés.

Pour lire l'article :

https://www.francesoir.fr/opinions-editos/liberation-et-lart-de-la-manipulation

---

La manifestation des troupes de l'OTAN qu'il fallait boycotter. Ils sont nos ennemis.

Troupe de Poutine hors de toute l'Ukraine !

Manifestation samedi 10 décembre à 14 h 00 - Parvis des droits de l'homme - Place du Trocadéro en direction de l'ambassade de la Fédération de Russie à Paris

Premiers signataires:

A Manca - Assemblée européenne des citoyens – Association autogestion - Aplutsoc - ATTAC France Cedetim - Club Politique Bastille - Coopératives Longo Maï – Éditions Syllepse - Émancipation Lyon 69 Ensemble ! - Entre les lignes entre les mots - Fondation Copernic - Forum civique européen – FSU 03 - Gauche démocratique et sociale - Gauche écosocialiste - L'Insurgé - Les Humanités - Mouvement national lycéen - Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - PEPS Pour une écologie populaire & sociale - Rejoignons- nous – Réseau syndical international de solidarité et de luttes – RESU France (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) - Réseau Penser l'émancipation - Union des Ukrainiens de France Union syndicale Solidaires

J-C - Dans leur appel ils trouveront le moyen de ne pas citer une seule fois l'OTAN, le Pentagone, Washington, l'UE. Pire, en appelant la Russie à quitter "*toute l'Ukraine*", ils apportent leur soutien à Zelenski et son régime néonazi qui bombardent et terrorisent le Donbass et toutes les régions de l'Ukraine russophone depuis 2014, et y ont fait entre 15 et 20.000 morts parmi la population civile.

Toutes ces organisations sont vraiment des ordures, à fuir absolument.

Confirmation. Le parti le plus dégénéré d'extrême gauche scissionne.

J-C – Dans tous ces partis il existe une fraction de dirigeants et de cadres frustrés qui voudraient tirer profit de leur engagement politique, vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ? Permanent dans un syndicat, c'est pas mal, ça casque assez peu et les places sont rares ou très convoités. Finalement ce sont les éternels dindons de la farce, il faut que ça cesse, bordel ! C'est un aspect de cette crise, la suite après cet article.

***"On ne pouvait plus continuer comme ça"*: scission du NPA à l'issue de son cinquième congrès - BFMTV 12 décembre 2022**

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) s'est scindé en deux à l'issue de son cinquième Congrès ce week-end, le courant des figures historiques Philippe Poutou et Olivier Besancenot prenant acte de ses désaccords politiques avec les défenseurs d'une ligne jugée trop "*sectaire*".

"*On était dans une situation, depuis longtemps, où il y avait plusieurs partis dans le parti, avec plusieurs orientations et plusieurs pratiques militantes, et nous qui avons pris l'initiative de la*

séparation. On ne pouvait plus, on ne voulait plus continuer comme ça", a expliqué dimanche lors d'une conférence de presse Philippe Poutou

"*Nous décidons de continuer le NPA en actant de la séparation avec ces groupes*", ont précisé dans un communiqué les délégués de son courant, celui de la plateforme B qui avait recueilli 48,5% des suffrages des 2000 adhérents du parti avant ce congrès.

Le porte-parole du parti a plaidé pour "*une volonté à la fois radicale et unitaire*", toujours "*dans une perspective anticapitaliste*" mais avec une plus grande "*disponibilité*" aux luttes LGBT, féministes et écologiques.

Avec cette séparation, "*le NPA a fait le choix de ne devenir ni un front de tendances et d'organisations, ni une secte politique*", a-t-il ajouté, sans se prononcer sur les rapprochements avec la gauche, et notamment LFI.
Avec la plateforme C, qui avait obtenu 45,3% des suffrages, il y a désormais "*une bagarre de légitimité*" autour du NPA, a reconnu lors de cette conférence de presse la porte-parole Christine Poupin, tout en soulignant que son courant B est "*le plus nombreux*" et en revendiquant la "*légitimité historique et politique*".

"*Les porte-parole Olivier Besancenot et Philippe Poutou rompent avec le NPA. Un acte irresponsable!*", a dénoncé dimanche sur Twitter l'un des porte-parole de la plateforme C, Gaël Quirante, qui revendique notamment le soutien du secteur jeunes du NPA.

"*Partout les comités, les fédérations, les branches du NPA doivent se réunir et prendre clairement position*", a-t-il demandé.

Dans un communiqué publié dimanche soir, les partisans de la plateforme C assurent que "*le NPA continuera malgré le départ de ses principaux porte-parole*" et indiquent que "*dès lundi*", ils "*réuniront toutes les instances du NPA*".

Mis en minorité, les intéressés ont donc décidé de quitter le navire, qui tient à conserver sa dimension révolutionnaire.

« *Les quelques scissionnistes de la direction sortante ont fait le choix de tenter de faire exploser le parti au mépris du vote démocratique des militants et militante* », cingle le NPA dans un communiqué, dénonçant un choix « *irresponsable* » dans un contexte où « *la situation nationale et internationale exige que les révolutionnaires resserrent leurs rangs et avancent des perspectives d'émancipation révolutionnaire pour le monde du travail et la jeunesse* ».

« *Il n'y aura pas, comme le défend la France insoumise, de capitalisme à visage humain, ni de révolution citoyenne par les urnes. Nous réaffirmons la nécessité et la possibilité de construire un parti révolutionnaire, car faire reculer le patronat et à terme lui arracher le pouvoir, ne se fera pas par les élections* », poursuit le parti issu de la Ligue communiste révolutionnaire.

Des conclusions partagées par la branche jeunesse du mouvement trotskiste, qui entend également rester fidèle au NPA, accusant Olivier Besancenot et Philippe Poutou de « q*uitter le parti pour se tourner vers la gauche institutionnelle, en tournant le dos à tout un pan de l'organisation et ses militants* ». BFMTV et huffingtonpost.fr 12 décembre 2022

J-C - Bref, tous les courants qui se réclament du trotskysme se sont construits principalement dès le départ au détour des années 50 ou depuis la mort de Trotsky en 1940, sur la base de deux

orientations politiques distinctes, l'une liée à la social-démocratie dégénérée, l'autre au stalinisme, le rapprochement avec l'un et l'autre se réalisera dans les syndicats, ceux liés à la social-démocratie rejoignant FO, les autres la CGT contrôlée par le PC. La ligne de fracture entre le courant dit lambertiste et le courant dit pabliste, respectivement l'OCI-PCI-MPPT-PT-POI-POID et la Ligue communiste révolutionnaire ne sera pas incarnée, comme on a voulu nous le faire croire depuis pratiquement la mort de Trotsky ou la scission de la IVe Internationale en 1952-53, soit pendant plus de 70 ans jusqu'à nos jours, par un antagonisme entre partisans de différentes conceptions révolutionnaires, non, elle reposera sur l'abandon des enseignements du marxisme et du socialisme.

Et si certains militants ou ex-militants lisent ses lignes, s'ils sont honnêtes et indépendants, ils auront pu observer de quelle manière la politique que les uns et les autres ont adoptée au cours des trois dernières années l'ont magistralement illustrée, en adoptant le récit frauduleux du réchauffement de nature anthropique et d'une pandémie virale entièrement fabriquée par le Forum économique mondial (Davos) ou encore en accusant la Russie d'être responsable de la guerre actuelle en Ukraine au profit de l'OTAN, le bras armé du clan le plus puissant de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Dans la politique nationale ou internationale de ces différents courants se réclamant du trotskysme, on retrouvera systématiquement cette répartition des rôles au côté du PS ou du PCF. La crise du capitalisme n'en finissant plus et se transformant en crise politique larvée, elle allait conduire à la quasi disparition du PS et du PCF en aiguisant leurs contradictions et les forçant à prendre toujours plus en charge les intérêts des capitalistes, ce qui forcément se répercuterait sur leurs satellites respectifs, qui finalement connaîtraient le même sort, dégénérescence, scission, puis conservation à l'état de débris ou déchets fossilisés. Ils rejoindront Lutte ouvrière qui les avait précédé depuis sa création, en refusant de situer son combat dans la perspective de la construction de la IVe Internationale, son orientation politique oscillant entre un ralliement au stalinisme et un dogmatisme compulsif ou fanatique serviront de marqueur à ce fossile politique demeuré en parfait état de conservation 70 ans plus tard, mais inutile ou nuisible à notre combat.

Personnellement, ayant rejoint initialement le courant lambertiste au cours de ma jeunesse pendant une brève période à la fin des années 70, pendant deux décennies j'allais cesser totalement de militer. Puis, au lendemain du choc du 11 septembre 2001 je renouai avec ce courant politique pour définitivement rompre avec lui en 2005. Pourquoi, qu'est-ce qui s'est passé ? J'avais imaginé que j'allais retrouver un courant politique resté fidèle au marxisme et au socialisme, mais au cours des deux décennies précédentes j'avais acquis une certaine indépendance de penser qui me faisait défaut autrefois que j'allais peaufiner en relisant très attentivement une grande partie des ouvrages des maîtres du marxisme à partir du 11 septembre 2001.

Cette relecture allait donc se passer dans des conditions tout à fait particulière, puisqu'à l'époque j'habitais sur une plage, sous les cocotiers bercé par le ressac de la mer, et non plus dans une HLM d'une ville ouvrière de la région parisienne particulièrement laide. Elle allait se passer pour ainsi dire avec des yeux nouveaux ou fort d'une plus riche expérience de la vie et des hommes, et grâce à cette ouverture d'esprit nouvelle et salutaire, j'allais enfin pouvoir me débarrasser des traces du dogmatisme que j'avais hérité de ce courant politique et qui me collait à la peau, soit dit en passant, on ignore à quel point il peut être ancré dans notre inconscience et il est difficile de l'en déloger.

Je mis peu de temps à comprendre qu'autrefois je m'étais mépris sur la nature de ce courant politique ou que j'avais été trompé sur la marchandise. La lecture d'Informations ouvrières me suffit amplement. Je découvris ensuite que d'autres militants ou dirigeants étaient parvenus à la même conclusion que moi durant ces longues années pendant lesquelles je n'avais pas milité. Mais leurs argumentations comportaient trop de contradictions pour ne pas dire pire, pour que je partage les

enseignements qu'ils en avaient tirés, ce qui les conduisit à reproduire les erreurs qu'ils avaient reprochées à leur dirigeants, j'essayai d'en discuter avec eux, en vain, c'était prévisible, ils n'étaient pas plus honnêtes finalement.

Voilà comment je fus amené en 2008 à dédier ce portail à un nouveau courant politique socialiste dans le cadre du mouvement ouvrier, en rupture avec tous les courants officiels se réclamant du trotskysme. On devrait peut-être en conclure que le trotskysme cessa d'exister à la mort de Trotsky, et que ceux qui s'en réclamèrent furent des imposteurs pour la plupart d'entre eux, surtout chez les dirigeants. Toujours est-il que j'ai décidé depuis quelque temps déjà de ne plus m'en réclamer. Je suis issu d'un milieu ouvrier très pauvre, je suis resté un ouvrier, je suis devenu un militant ouvrier, j'ai adopté le marxisme comme mode de penser ou le matérialisme dialectique, et le socialisme comme méthode pour transformer le monde et nous émanciper du capitalisme, conquérir la liberté.

Depuis que je ne traîne plus le boulet du dogmatisme qui entrave l'esprit, j'ai réalisé d'énormes progrès et qu'on nous avait caché énormément de choses, nos braves révolutionnaires sont les champions de l'autocensure et de l'embrigadement. J'ai fait des découvertes formidables ou je n'ai pas cessé d'accumuler des connaissances dans plein de domaines, encore a-t-il fallu les sélectionner minutieusement car là aussi les charlatans pullulent. J'ai essayé de les exploiter au mieux en les intégrant dans mon orientation politique, et à ma grande surprise je me suis aperçu que tout se tenait, évidemment cela nécessite une actualisation permanente. Quand on a adopté une démarche scientifique, rien n'est figé pour l'éternité ou scellé dans le marbre. On progresse pas à pas, et on ne doit pas craindre de se contredire au besoin, faut-il encore le justifier honnêtement. Ma démarche est logique.

Je tenais juste à préciser que durant toutes ces années, je n'ai jamais changé d'orientation politique, je n'ai jamais rien renié, je suis demeuré fidèle à mes engagements, j'ai combattu la réaction sur tous les plans sans jamais rien lui céder contrairement à mes détracteurs. Etonnant, non ? Non, logique. Voyez à quoi ils en sont arrivés.

Vous vous souvenez que tous ces gens-là sans exception ont voulu vous faire porter une muselière ou vous faire piquer, moi pas, jamais et les faits m'ont donné raison.

Dès lors qui est légitime, qui est réellement indépendant, qui n'est pas corrompu, qui représente les intérêts de la classe ouvrière ou plus largement ceux des opprimés, ces courants politiques ou le mien ?

Cela valait bien un déplacement. Le 2 décembre Macron est venu saluer le maintien de l'esclavage légal en Louisiane.

Mercredi 9 novembre 2022, 790 133, c'est le nombre de personnes qui ont voté pour maintenir l'esclavage légal en Louisiane, a écrit Max Parthas, coordinateur de campagne pour le National Abolish Slavery Network, une organisation qui travaille à augmenter le nombre d'États qui interdisent l'esclavage sans exception.

Dans l'État de Louisiane, 61% ont rejeté la suppression de l'article qui autorise la servitude volontaire comme punition pour un crime. De même, l'interdiction expresse de la servitude et de l'esclavage n'a pas été entérinée au motif que la question référendaire prêtait à confusion. Sana 12 décembre 2022

Totalitarisme. La France s'enfonce dans la dictature dans l'indifférence générale.

Budget : Élisabeth Borne déclenche un neuvième 49.3 - LePoint.fr 12 décembre 2022

La Première ministre a une nouvelle fois engagé la responsabilité de son gouvernement. LePoint.fr 11 décembre 2022

J-C - Et pendant ce temps-là les dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers du mouvement ouvrier continuent de discuter avec le tyran au pouvoir comme si de rien n'était…

A droite toute !

Éric Ciotti président des Républicains, avec un projet (très) proche de celui de Marine Le Pen - Le HuffPost 11 décembre 2022

C'est fait. Éric Ciotti est désormais le président des Républicains. Il s'est imposé (sans grande surprise) face à Bruno Retailleau, en récoltant 53,7 % des voix. Les 91 000 militants LR ont donc comme chef le député des Alpes-Maritimes qui, outre sa volonté de faire de Laurent Wauquiez le candidat de la droite en 2027, a aussi soumis un projet lors de cette élection interne.

Une courte victoire pour le député des Alpes-Maritimes qui montre la division au sein d'un parti tiraillé entre deux camps et deux lignes politiques. La participation a atteint 69,70% au deuxième tour contre 72,67% au premier, a précisé Annie Genevard, la secrétaire générale du parti, au moment d'annoncer le nom du vainqueur.

Un document de 10 pages qui définit ce qui sera désormais la ligne officielle du parti de la rue Vaugirard, et que Le HuffPost a disséqué. Et ce qui saute aux yeux, ce sont les (très) nombreux points que Les Républicains ont désormais en commun avec le Rassemblement national. Et plus précisément avec le projet présenté par Marine Le Pen lors de la dernière présidentielle. Le HuffPost et Journal du Dimanche 11 décembre 2022

Le sénateur Hervé Marseille succède à Jean-Christophe Lagarde et devient officiellement président de l'UDI - Journal du Dimanche 11 décembre 2022

Hervé Marseille, est devenu officiellement ce samedi 10 décembre le nouveau patron du groupe lors d'un vote en congrès où il était le seul candidat. Un parti en difficulté, passé de 30 000 adhérents à sa création en 2012 à 10 000 aujourd'hui. - Journal du Dimanche 11 décembre 2022

EELV : qui est Marine Tondelier, la nouvelle cheffe des écologistes ? - Europe1 10 décembre 2022

Élue samedi à la tête d'Europe Ecologie Les Verts, Marine Tondelier , 36 ans, est connue pour son combat contre le RN à Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais.

La végétarienne aux yeux verts et aux cheveux châtains entend créer "*un grand mouvement de l'écologie politique*" et "*rassembler un million de sympathisants écologistes*" d'ici la fin de son mandat. Dans l'équipe de direction du parti depuis 2013, cette fan de foot et de trail était chargée de l'organisation des journées d'été.

Elle fut notamment assistante parlementaire de Cécile Duflot, directrice de campagne du maire de Grenoble Eric Piolle pendant la primaire écologiste, et porte-parole de Yannick Jadot à la présidentielle.

"*La Nupes, je l'ai fait sur le terrain avant la Nupes*", répond la nouvelle cheffe d'EELV, qui veut "*une suite*" à cette alliance, mais en revoyant la gouvernance. Elle défend aussi une liste EELV autonome aux européennes de 2024.

Elle est originaire d'Hénin-Beaumont, ancienne ville minière du Nord, comme ses grands-parents agriculteurs et pharmaciens, sa mère dentiste et son père homéopathe.

Pour le député RN Bruno Bilde, ex-président du groupe majoritaire au conseil municipal d'Hénin-Beaumont, Marine Tondelier est "*une opportuniste, attirée par la lumière*", qui "*a tout de suite vu l'intérêt médiatique d'exister à travers nous*".

Il affirme qu'elle n'est "*pas du tout appréciée de la population*", rappelant qu'elle n'a fait que 18% aux municipales de 2020, "*alors qu'elle avait réussi à faire une liste PS-PCF-LFI-EELV*". La nouvelle patronne des écolos a combattu à plusieurs reprises Marine Le Pen aux législatives, sans succès, même en 2022 en étant candidate Nupes. Europe1 10 décembre 2022

Qui détient les sous ? Leurs intérêts individuels l'emportent sur nos intérêts collectifs, conclusion : Ils ne sont pas aptes à nous représenter.

La France insoumise se réorganise (et ça passe mal) - Le HuffPost 10 décembre 2022

C'est l'histoire d'un parti accusé de fonctionner en petit comité qui décide, au moment de sa réorganisation, de fonctionner en petit comité. Voilà comment résumeraient ceux qui, à la France insoumise, observent d'un œil sceptique la façon dont Manuel Bompard prend les rênes du mouvement.

A l'Assemblée représentative de LFI à Paris, la composition des différents pôles de la direction a été annoncée aux 160 cadres et militants présents.

Tandis que plusieurs jeunes partisans de Jean-Luc Mélenchon comme Bastien Lachaud, Paul Vannier ou Antoine Léaument font partie de cette "*coordination*", ce n'est pas le cas de figures comme les députés Alexis Corbière, Clémentine Autain, François Ruffin ou encore Eric Coquerel.

Une réorganisation qui intervient dans un contexte où Jean-Luc Mélenchon veut prendre de la hauteur et où son dauphin désigné, Adrien Quatennens, a dû se mettre en retrait de son poste de coordinateur après avoir admis des violences conjugales à l'encontre de son épouse.

Ce samedi 10 décembre, la formation a réuni une Assemblée représentative visant à valider le travail de restructuration entamé il y a plusieurs semaines, et qui devrait faire de Manuel Bompard le nouveau coordinateur du mouvement.

Particulièrement remontée, Clémentine Autain (souvent perplexe sur le fonctionnement de LFI) ne cache pas son amertume. « *J'ai postulé pour être dans le pôle communication, on m'a dit que Sophia Chikirou était déjà dessus. Donc j'ai dit que j'étais disponible pour d'autres tâches et je n'ai aucune nouvelle à ce jour* », dénonçait vendredi l'élue de Seine-Saint-Denis auprès de Libération. (Clémentine Autain est un cheval de Troie. – J-C)

Rebelote ce samedi auprès de l'AFP : « *Alors que le moment appelle pour LFI à la cohésion et l'ouverture, la direction choisit la fermeture et le verrouillage* ». Au centre des crispations, la fameuse « *coordination* » de LFI, cœur du réacteur des décisions du parti.

Une instance à laquelle ne siège ni Clémentine Autain, ni François Ruffin, ni Éric Coquerel, ni Alexis Corbière, ni Raquel Garrido. « *Il serait souhaitable que soit représentée dans la direction toute la nuance du mouvement* », expliquait à l'AFP vendredi Éric Coquerel.

Un appel que n'a pas vraiment entendu Manuel Bompard. « *Ruffin, Autain, Corbière et Garrido n'étaient pas dans la coordination, donc on ne peut pas dire qu'on les met de côté. Quant à Coquerel, il est président de la commission des finances, c'est déjà une grosse charge* », a justifié dans Libération Manuel Bompard.

Ce qui ne convainc pas tout le monde en interne. « *On a l'impression que, pour certains, on a construit des critères pour les exclure, et, pour d'autres au contraire, on leur a trouvé des tâches* », regrette auprès du Monde l'eurodéputée insoumise Leïla Chaibi.

Réagissant à l'article du quotidien du soir, un ex-collaborateur d'Éric Coquerel, par ailleurs co-référent du livret Quartiers Populaires de la France insoumise, a publié une série de tweets critiquant les orientations prises par le mouvement. Avec ce commentaire sans appel : « *On ne peut pas se satisfaire de cette organisation* ».

Anticipant les remous, Manuel Bompard avait annoncé qu'à défaut d'intégrer la coordination, les figures du mouvement pourront siéger au sein du « *Conseil politique* », composé d'élus, de personnalités et de cadres insoumis. Une sorte de lot de consolation qui peine à convaincre les plus critiques.

« *Ils ont décidé de nous mettre dehors, du coup ils créent un machin pour faire diversion. Il se réunira tous les mois, c'est une blague…* », cingle auprès de l'AFP un poids lourd du groupe LFI à l'Assemblée nationale, avant de charger le député des Bouches-du-Rhône : « *il a fait une direction à sa main - une purge - tout en détenant l'argent* » du parti. Ambiance. Le HuffPost 10 décembre 2022

Les journées d'action bidons en marche…

LFI organise une "*marche pour nos retraites*" le 21 janvier à Paris - BFMTV 11 décembre 2022

Contre la réforme des retraites, Roussel appelle à de "*grands meetings*" de la gauche en janvier - BFMTV 11 décembre 2022

CFDT et CGT prêtes à se mobiliser en janvier si le gouvernement maintient sa réforme des retraites - BFMTV 6 décembre 2022

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU ont réaffirmé leur opposition à "*tout recul de l'âge légal de départ en retraite comme à toute augmentation de la durée de cotisation*", dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la FSU aux Lilas, près de Paris.

"*Il y aura forcément une première date au moment de l'annonce officielle de la réforme, courant janvier. Et après il y aura d'autres dates, qui seront construites pour faire en sorte que les salariés (...) s'opposent aux 65 ans*" et "*que ces dispositions soient retirées du projet de loi*", a ajouté le "*Monsieur retraites*" du premier syndicat français (La CFDT-J-C). BFMTV 6 décembre 2022

Bientôt il n'existera bientôt plus que de boulangeries industrielles…

J-C – Plus de bon pain, dommage, quelle dégénérescence !

Je vous aurais bien dit que vous pourriez faire votre pain vous-même chez vous, mais au tarif où sera bientôt l'électricité, cela ferait très cher le pain ! C'est aussi un moyen de liquider tous les petits commerces.

Ils ont tout planifié, mais quand on le dit et qu'on appelle à s'organiser pour résister et les combattre, il n'y a plus personne, personne ne nous prend au sérieux, c'est cela le plus désolant, quitte à être condamné à bouffer de la merde. Finalement si tout le monde s'en fout sous un prétexte ou un autre, je ne blâmerais plus ceux qui s'en prennent à cette masse inerte ou qui refuse de réagir.

Chacun d'entre nous, selon qu'on reste passif ou qu'on s'organise peut aider les autres et s'aider lui-même, ou pourrir la vie des autres et la sienne par la même occasion. On n'est peut-être pas en droit de le dire, mais on a le droit d'y penser puisque c'est la réalité.

Alexandra Faure, boulangère, en pleurs : « *Je suis désespérée pour mon travail, pour mes employés, mon mari…* » - lemediaen442.fr 10 décembre 2022

La destruction de la France continue. Alexandra Faure, boulangère indépendante à Valdahon dans le Doubs, s'alarme du montant de ses nouvelles factures d'énergie (de 16 000 €, elles passeront à 40 000 €/an) et prévoit une hécatombe des petits commerces.

« *Je suis désespérée pour moi, pour l'investissement que j'ai donné, pour les dix-huit heures de travail quotidiennes, qui risquent d'être réduits à néant ! Je suis désespérée pour mon mari, je suis désespérée pour mes salariés, pour leur avenir, je suis désespérée pour mes collègues : trente-cinq mille collègues artisans. Donc voilà, je pense que chacun doit prendre conscience de ce qui risque de se produire dans les prochains mois, parce que notre avenir d'artisan d'artisans-commerçants, il est plus que jamais menacé.* »

https://lemediaen442.fr/alexandra-faure-boulangere-en-pleurs-je-suis-desesperee-pour-mon-travail-pour-mes-employes-mon-mari/

Prix de l'électricité : Un boulanger en liquidation judiciaire alors que son carnet de commandes est plein à craquer - lemediaen442.fr 9 décembre 2022

« *Avant, je payais 4 500 € annuellement. Alors là, maintenant, je suis passé à 13 000 € – 14 000 € annuels. C'est un scandale. Moi je veux dénoncer tous ces ministres, tous ces élus qui font de la propagande sur tous les médias. La semaine dernière, on a vu Bruno Le Maire sur BFM qui a dit qu'il ne laisserait crever personne, aucune entreprise, aucun commerçant. Moi, je suis scandalisé, je suis révolté, j'en ai envie de tout brûler, je suis en colère, je suis… je suis en liquidation judiciaire. Je suis endetté. Mais putain ! Mais les boulangers sont en train de crever à petit feu et on va mettre la baguette au patrimoine de l'Unesco.* »

Face à l'augmentation des coûts de production, 80 % des boulangers risquent de fermer boutique. Les faillites de boulangeries sont en forte croissance selon le Bodacc (tableau ci-dessous).

2016 - 195 radiations
2017 - 218 radiations
2018 - 222 radiations
2019 - 301 radiations
2020 - 254 radiations
2021 - 297 radiations
2022 - 357 radiations

https://lemediaen442.fr/prix-de-lelectricite-un-boulanger-en-liquidation-judiciaire-alors-que-son-carnet-de-commandes-est-plein-a-craquer/

Règlement de compte entre clans mafieux de l'Union européenne sur fond de corruption généralisée.

Arrestation pour corruption de la vice-présidente du Parlement européen - Réseau Voltaire 11 décembre 2022

La police belge a mené une vaste opération pour enquêter sur les soupçons de corruption par le Qatar au Parlement européen. Vendredi 7 décembre, 16 perquisitions ont eu lieu à Bruxelles et en Italie.

La vice-présidente du Parlement européen, la Grecque Eva Kaili (photo), a été arrêtée en flagrant délit pour corruption et blanchiment d'argent. Son père également avec une mallette d'argent liquide. Le total des différentes saisies atteint 600 000 euros. Son compagnon et ancien parlementaire européen, l'Italien Antonio Panzeri, et son assistante parlementaire, la Belge Marie Arena, ont également été placés en garde à vue.

Le groupe socialiste au Parlement européen a immédiatement exclu ces personnalités. Réseau Voltaire 11 décembre 2022

Corruption. Le "*Qatargate*" au Parlement européen secoue la Grèce - courrierinternational.com 11 décembe 2022

Une vidéo publiée il y a deux semaines par I AVGI refait aujourd'hui surface : celle d'un discours prononcée par Eva Kaïli à la tribune du Parlement pour défendre les conditions de travail au Qatar. "*Eva Kaïli glorifie le Qatar*", titrait le quotidien de gauche.

"*Aujourd'hui, la Coupe du monde de football au Qatar est une preuve concrète de la façon dont la diplomatie sportive peut aboutir à une transformation historique d'un pays dont les réformes ont inspiré le monde arabe*", avait ainsi déclaré Eva Kaïli à la tribune du Parlement européen le 22 novembre.

"*À la lumière de ces développements, le discours mémorable d'Eva Kaïli au Parlement européen dans lequel elle fait de formidables déclarations de soutien au Qatar ne devrait plus susciter autant de questions*", tranche le quotidien de gauche Efsyn.

La femme originaire de Thessalonique a également été exclue de son parti PASOK-KINAL.

"*Avec l'exclusion de Mme Kaïli se termine une guerre interne qui provoquait des maux de tête au siège du parti*", écrit l'hebdomadaire To Vima. Trop proche de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur au pouvoir, trop éloignée des positions de son propre parti, Mme Kaïli se trouvait dans le viseur depuis plusieurs mois.

"*J'ai annoncé il y a un moment que Mme Kaïli n'aurait pas été à nouveau candidate pour nous car elle fonctionnait en cheval de Troie de la Nouvelle Démocratie*", a accusé le président du PASOK, Níkos Androulákis.

La corruption : le plus gros problème du pays

Toutefois, les conséquences internes à la politique grecque sont relayées au second plan par le désespoir de la presse face à une corruption endémique, dans un pays qui multiplie les scandales.

Pour l'hebdomadaire de gauche Documento, "*la corruption généralisée, l'impunité des puissants et l'enchevêtrement de l'élite économique et politique reste le plus gros problème du pays, produisant plus de scandales que l'opinion publique ne peut en ingurgiter*".

L'incompréhension gagne le média d'opinions Protagon, qui revient de son côté sur les rémunérations des députés européens et interroge "*avec déjà tellement d'argent dans les poches, quel vers vous ronge de l'intérieur au point d'accepter des cadeaux d'hommes en costume ou djellabas ?*" courrierinternational.com 11 décembe 2022

En complément. Les victimes collatérales.

lemediaen442 - Quatre autres arrestations ont eu lieu, dont le compagnon de Eva Kaili, l'italien Francesco Giorgi, qui travaillait comme conseiller parlementaire au Parlement européen dans le domaine des droits de l'homme. Trois autres Italiens ont également été arrêtés. L'ancien député européen social-démocrate Pier Antonio Panzeri, fondateur de l'ONG « *Fight Impunity* », qui lutte contre « *l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité* ». Il est considéré comme le chef d'orchestre dans ce complot de corruption ; le secrétaire de la Confédération européenne des syndicats et récemment élu secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), Luca Visentini ; et Niccolo Figà-Talamanca, secrétaire général de l'ONG « *No Peace Without Justice (NPWJ) – Pas de paix sans justice* » , qui œuvre pour « *la*

protection et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit et de la justice internationale ». lemediaen442.fr 11 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

L'OTAN n'exclut pas que le conflit en Ukraine mène à une guerre avec la Russie

J-C – Il prend ses désirs pour la réalité ou il veut vous faire peur ce salopard.

Bruxelles, 10 décembre (SANA) Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré que le conflit en Ukraine pourrait conduire à une guerre entre la Russie et l'Alliance atlantique.

"*Je crains que la guerre en Ukraine ne devienne incontrôlable et ne devienne une grande guerre entre l'OTAN et la Russie*", a déclaré Stoltenberg, dans une interview à la chaîne norvégienne NRK, citée par RT.

De même, le chef de l'Alliance atlantique a indiqué que "*si quelque chose ne va pas, les choses pourraient mal tourner*".

---

10 décembre (SANA) - Le ministère russe de la Défense annonce l'abattage de quatre drones ukrainiens et la neutralisation d'environ 180 soldats et mercenaires ukrainiens dans les zones d'opérations au cours des dernières 24 heures

---

Moscou : L'armée américaine exploite les systèmes de missiles HIMARS du régime ukrainien

New York, 10 décembre (SANA) Le représentant permanent de la Russie auprès des Nations Unies, Vasily Nebenzia, a confirmé que l'armée américaine est celle qui exploite les systèmes de missiles « HIMARS » et ajuste leurs coordonnées pour le régime ukrainien.

"*Parmi les armes fournies, il convient de faire la lumière sur le système de missile américain HIMARS, qui est guidé par des satellites militaires américains*", a rapporté l'agence Tass, citant Nebenzia lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à l'initiative de Moscou.

Il a précisé que l'armée américaine est présente sur le terrain pour coordonner les données satellitaires et les informations de renseignement, télécharger des coordonnées précises et utiliser le logiciel HIMARS.

De même, le diplomate russe a regretté que le Secrétariat des Nations unies n'ait pas condamné les attaques du régime de Kiev contre la République populaire de Donetsk, et a rappelé le massacre qui s'y est déroulé ces dernières semaines avec des armes occidentales.

Rapport sur l'état d'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine.

Moscou, 11 décembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a annoncé aujourd'hui dans son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, que jusqu'à 30 militaires ukrainiens ont été neutralisés, et un véhicule blindé de transport de troupes, trois pièces d'artillerie et six véhicules de guerre ont été détruits lors d'actions actives contre des positions militaires ukrainiennes dans les colonies de la région de Kharkiv de Sinkovka, Tabaevka et Krakhmalnoye.

Sur le front Krasno-Limanski, les troupes russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans plusieurs directions distinctes et ont saisi de nouvelles lignes et positions.
En outre, trois groupes d'assaut ukrainiens renforcés par des véhicules blindés ont tenté en vain de contre-attaquer les positions des troupes russes en direction des colonies de Zhitlovka, Ploschanka et Kolomyychikha de la République populaire de Lougansk.

Toutes les attaques ont été repoussées et les unités ukrainiennes ont été renvoyées à leurs positions d'origine après avoir subi 65 pertes parmi leurs militaires, tandis qu'un véhicule blindé et deux camionnettes ont été détruits.

En outre, dans les zones de la colonie de Chervonaya Dibrova et dans la forêt Serebryansky de la République populaire de Lougansk, trois groupes ukrainiens de sabotage et de reconnaissance et trois mortiers des forces armées ukrainiennes ont été éliminés.

Dans la direction de Donetsk, les troupes russes ont mené des opérations offensives et tué 40 militaires ukrainiens et détruit deux véhicules blindés de combat et trois camionnettes.

De même, l'ennemi a été vaincu par des tirs d'artillerie et a perdu jusqu'à 40 soldats, un véhicule de combat d'infanterie, deux véhicules de combat blindés et deux camions dans la direction sud-Donetsk.

D'autre part, l'aviation tactique russe a détruit 86 pièces d'artillerie et 177 positions de concentration de troupes et d'équipements militaires ukrainiens en une seule journée.

Au cours de la lutte contre la batterie, deux batteries d'artillerie de la 101 Brigade de défense territoriale et de la 95 Brigade d'assaut aéroportée des Forces armées ukrainiennes ont été touchées sur le front de Krasny Liman, et dans cette même zone, un canon a été touché. peloton de lanceur.

En outre, un système de missile anti-aérien ukrainien Buk-M1 a été touché et les systèmes de défense aérienne ont abattu cinq roquettes du système HIMARS et deux autres du système de lance-roquettes multiples Uragan.

Santé et dictature sanitaire.

Traité international sur la pandémie : l'OMS se réunit pour imposer la censure de la « *désinformation* » - Réseau International 11 décembre 2022

L'agence de santé non élue se rapproche de l'octroi de pouvoirs de censure sans précédent et juridiquement contraignants.

Les membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une agence internationale de santé publique non élue, se réunissent pour examiner une version préliminaire d'un projet de traité international sur la pandémie qui donnera à l'OMS de nouveaux pouvoirs pour *« lutter contre les informations fausses, trompeuses, la mésinformation ou la désinformation* » et être juridiquement contraignant en vertu du droit international.

Le projet de traité contient diverses dispositions à l'article 16 («*Renforcement de la pandémie et de la littérature en santé publique*») qui obligent les 194 États membres de l'OMS (qui représentent 98% de tous les pays du monde) à cibler la soi-disant désinformation.

Les États membres sont invités à « *effectuer une analyse régulière des médias sociaux pour identifier et comprendre la désinformation* », à concevoir leur propre message pour « *contrer la mésinformation, la désinformation et les fausses nouvelles* » et à gérer les *« infodémies » (*une expression créée par l'OMS et décrivant *« trop d'informations, y compris des informations fausses ou trompeuses dans des environnements numériques et physiques lors d'une épidémie* »).

Alors que les dispositions de l'article 16 n'appellent pas directement les États membres à censurer le contenu considéré comme de la désinformation, une disposition de l'article 14 (« *Actions pangouvernementales et autres actions multisectorielles* ») ouvre la voie à Big Tech pour effectuer cette censure au nom de l'OMS.

En vertu de cette disposition, les États membres sont tenus de collaborer avec les acteurs non étatiques et le secteur privé par le biais d'une « approche pangouvernementale globale, multipartite, multidisciplinaire et à plusieurs niveaux ».

Avant l'existence de ce traité pandémique, Big Tech censurait volontairement en masse tout contenu qu'elle considérait comme de la «*désinformation Covid*», même s'il n'y avait aucun accord ou loi les obligeant à le faire. YouTube a même introduit une politique de grande envergure qui a fait d'aller à l'encontre de l'OMS une violation des règles de YouTube et a supprimé plus de 800 000 vidéos en vertu de cette politique.

Dans le cadre du traité sur la pandémie, les liens entre les gouvernements et les entreprises Big Tech favorables à la censure deviendront encore plus forts et une collaboration sera nécessaire.

Nous avons obtenu une copie du projet de traité international sur la pandémie pour vous ici (https://docs.reclaimthenet.org/who-international-pandemic-treaty-zero-draft-december-2022.pdf).

Non seulement ces liens Big Tech-gouvernement sont renforcés par le traité, mais l'OMS a également démontré sa volonté de censurer tout ce qui marque la désinformation. Plus tôt cette année, il a appelé Big Tech à travailler avec lui pour censurer la « *désinformation* » sur la variole du singe.

De plus, l'idée que l'OMS devrait agir en tant qu'arbitre de la vérité est particulièrement ironique étant donné qu'elle a été l'un des producteurs les plus tristement célèbres d'informations trompeuses pendant la pandémie de Covid. Dans un tweet du 14 janvier 2020, l'organisation a déclaré que « *les enquêtes préliminaires menées par les autorités chinoises n'ont trouvé aucune preuve claire de transmission interhumaine* » du coronavirus.

La réunion pour discuter du projet de traité a commencé le 5 décembre et se poursuivra jusqu'au 7 décembre. Elle est suivie par les membres d'un organe intergouvernemental de négociation (INB)

qui a été créé par l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'organe décisionnel de la OMS, en décembre 2021.

L'INB a été chargé de rédiger et de négocier un « *accord mondial sur la prévention, la préparation et la réponse à la pandémie* ». Cet accord mondial est devenu connu sous le nom de traité international sur la pandémie.

Sur la base du calendrier actuellement proposé, l'INB prévoit de finaliser le traité international sur la pandémie d'ici mai 2024 et de présenter un rapport final à la soixante-dix-septième réunion de l'AMS.

Nous avons obtenu une copie du calendrier actuel proposé par l'INB pour vous ici.

S'il est adopté, le traité international sur la pandémie sera adopté en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OMS. Cet article donne à la WHA le pouvoir d'imposer des conventions ou des accords juridiquement contraignants aux États membres de l'OMS si les deux tiers de la WHA votent en leur faveur.

Ce processus de législation contourne le processus habituel des élus votant sur les lois qui s'appliquent à leur pays en permettant à une poignée de représentants mondiaux de décider des règles qui s'appliquent à tous les pays. Même si les représentants d'un tiers des États membres de l'OMS votent contre le traité international sur la pandémie, celui-ci sera toujours appliqué à leur pays en vertu du droit international.

Non seulement ce processus limite le pouvoir des politiciens de décider des lois qui s'appliquent à leur pays spécifique, mais il limite également le pouvoir des citoyens de tenir les politiciens responsables dans les urnes. La plupart des représentants des États membres sont des diplomates non élus qui restent en poste, même lorsque de nouveaux gouvernements sont élus. Et la plupart des votes qui déterminent si une loi internationale s'applique à un pays spécifique sont exprimés par des représentants d'autres pays.

Malgré ce processus antidémocratique, le traité international sur la pandémie bénéficie du soutien de nombreux pays démocratiques, dont les États-Unis (États-Unis), le Royaume-Uni (Royaume-Uni), le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Conseil européen (CE) (qui représente 27 pays de l'Union européenne). (États membres de l'UE).

Certains politiciens de ces pays se sont opposés au traité et plusieurs pétitions, y compris celles qui peuvent forcer un débat parlementaire sur le traité, ont gagné du terrain.

Cependant, le traité international sur la pandémie est toujours en bonne voie d'être finalisé d'ici mai 2024 et l'OMS n'a montré aucune intention d'abandonner sa prise de pouvoir de grande envergure. Réseau International 11 décembre 2022

C'est un phénomène naturel.

Chine : Le Covid « *se propage rapidement* » après l'allègement des mesures, alerte un épidémiologiste - 20minutes.fr 11 décembre 2022

J-C - Les virus n'ont pas besoin d'une autorisation administrative de sortie, ils sont libres. Ce que ne supportent pas les autorités, c'est qu'on le revendique aussi pour mener notre combat politique ou faire valoir nos aspirations légitimes. C'est uniquement cela l'origine ou le mobile de toutes leurs mesures dites sanitaires et qui sont politiques et de nature oppressive ou liberticide en réalité.

En empêchant les virus de se répandre normalement parmi les hommes, ils ont perturbé leur diffusion ou le cours normal de leur vie après toutes les contraintes qu'ils ont imposées à la population, particulièrement le port d'une muselière, la distanciation sociale et le confinement, du coup lorsqu'ils ont suspendu ces mesures, les virus ayant retrouvé pour ainsi dire la liberté de se nourrir et de se reproduire sans entraves se sont rattrapés donnant au passage l'impression trompeuse d'une épidémie. Ensuite, des scientifiques ou les autorités malintentionnées exploiteront ce phénomène pour justifier l'imposition à nouveau de leur dictature sanitaire et ainsi de suite.

L'avantage de ce procédé, c'est comme leurs guerres depuis des décennies, il est sans fin, ces sadiques peuvent le réactiver sur commande à tout moment, et le fait de le savoir leur confère un pouvoir si jubilatoire et si absolue sur la population, qu'ils ne l'abandonneront que lorsque nous les aurons éliminés ou chassés du pouvoir.

Imaginez ce que le régime totalitaire chinois avait imposé à la population sans qu'elle bronche pendant plus de deux ans sans aucune justification scientifique, sans que rien ne la menace, sinon le régime lui-même.

Il avait mis en place un système permettant de tracer la totalité de la population, qui fonctionnait 24h/24 et en tout lieu, autrement dit la liberté individuelle la plus fondamentale avait été abolie. C'est comme si un pays d' 1,4 milliard d'hommes et de femmes avait été transformé en un immense camp de concentration. J'ai lu des commentaires de lecteurs dans le blog Réseau International qui défendaient ce régime au nom de la liberté, dont un qui vit en Chine, c'est cela le plus préoccupant ou terrifiant.

La seule façon d'y échapper serait de ne pas emporter notre téléphone portable, à condition de ne pas en avoir besoin pour accéder à un lieu public ou pour effectuer une transaction, à moins qu'ils puissent s'en passer avec la reconnaissance faciale pour vous pister partout. Détruire les caméras de surveillance est légitime.

BFMTV - La Chine a annoncé ce lundi le retrait de l'application utilisée pour tracer les déplacements des habitants et s'assurer qu'ils n'étaient pas dans une zone touchée, nouveau symbole de la sortie de la stratégie zéro Covid.

L'application affichait la liste des villes voire des districts dans lesquels la personne s'était rendus. Si aucun n'était classé "*à haut risque*" (avec un grand nombre de cas), l'application affichait une flèche verte, synonyme de passage autorisé.

La "*Carte des déplacements*", sous la responsabilité du gouvernement central, sera désactivée à partir de mardi matin minuit, plus de deux ans après son lancement, selon un communiqué officiel. BFMTV 12 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 décembre 2022.

Quand le traitement de l'actualité sociale et politique par les médias mainstream ne relève pas de la propagande ou de la désinformation, il est tombé au niveau de la rubrique des faits divers et des chiens écrasés et ne présente pas plus aucun intérêt pour ceux qui tiennent à s'informer.

Infos sur la situation au Pérou. A bas le coup d'Etat fomenté depuis Davos !

J-C – Soutien inconditionnel au président élu par les travailleurs péruviens Pedro Castillo !

Twitter - Les manifestants attaquent la Cour supérieure de Justice à Huancavelica au Pérou. Les manifestations contre la nouvelle Présidente dégénèrent dans plusieurs villes du pays. Le bilan humain vient de grimper à 4 manifestants tués.

- Des manifestants prennent des policiers en otage au Pérou. Un agent de police a été échangé contre des manifestants arrêtés à Andahuaylas

Deuxième journée du Forum économique mondial (WEF) 2022

Dina Boluarte, vice-présidente du Pérou, lors d'une séance de discussion le deuxième jour du Forum économique mondial (WEF) à Davos, en Suisse, le mardi 24 mai 2022. Le rassemblement annuel à Davos de dirigeants politiques, de cadres supérieurs et de célébrités se déroule du 22 au 26 mai.

Pérou : la contestation ne faiblit pas, cinq nouveaux morts - LePoint.fr 13 décembre 2022

Les manifestations, qui ne faiblissent pas au Pérou malgré l'annonce de la nouvelle présidente Dina Boluarte de vouloir avancer de 2026 à avril 2024 les élections générales, ont fait cinq nouveaux morts lundi 12 décembre, portant à 7 le nombre de décès en deux jours. Parmi ces 7 victimes figurent trois adolescents de 15 et 16 ans.

Les gouvernements de gauche du Mexique, de l'Argentine, de la Colombie et de la Bolivie ont apporté leur soutien au président déchu, estimant qu'il avait été victime depuis le début de son mandat en 2021 d'un mouvement « *hostile et antidémocratique* ». À Lima, les avocats de l'ancien président Pedro Castillo ont pu s'entretenir avec leur client dans sa prison en périphérie est de Lima avant l'audience en appel mardi matin.

Me Ronald Atencio, l'avocat principal de l'ancien président, dit espérer obtenir la « *libération immédiate* » de son client, arrêté mercredi et en détention provisoire depuis jeudi pour sept jours. « *C'est son droit. On espère que le pouvoir judiciaire se montrera à la hauteur des circonstances […], Le tribunal doit faire date, la décision [qu'il prendra] se lira pendant des années, on l'étudiera*

dans les écoles de droit ». « *La position du président, c'est qu'il est un prisonnier politique et il l'a dit à la procureure* », a ajouté l'avocat à la presse. AFP/LePoint.fr 13 décembre 2022

En complément.

- Des manifestants prennent d'assaut le Palais du gouvernement en Mongolie suite à un scandale de corruption et sur fond de colère face à la hausse des prix. Selon des informations, 12,8 milliards de dollars de charbon auraient été détournés par des responsables

J-C – A qui le tour ? Ça vient, ça vient, un peu de patience…

Ils passent leur temps à vous terroriser. Vivez en état de sidération permanente.

À cause d'une écharde, un homme victime d'un AVC - Yahoo 13 décembre 2022

Parole d'internaute.

1 - Il apparaît clairement désormais que les deux crimes contre la France, la désindustrialisation et la destruction du nucléaire, ont été programmées entre 1997 et 2002 par Jospin, Aubry et Voynet, puis facilitées par Chirac et Sarkozy, enfin accélérées par Hollande-Macron.

2 - La manipulation de masse pour les Nuls.

Quand les médias annoncent qu'un sondage révèle que les Français sont favorables à ceci ou favorables à cela, il s'agit en réalité de formater votre esprit : de vous conditionner afin que vous acceptiez l'idée dont le sondage parle.

3 - Lorsqu'un gouvernement vous dit que vous n'avez pas besoin d'armes, c'est que vous avez besoin d'une arme.

Lu.

- L'expert a rappelé que le néolibéralisme a réinstauré l'idée que les propriétaires de l'argent et du grand capital sont les véritables architectes de la politique publique et de l'appareil de sécurité, conçus pour protéger les intérêts des entreprises, et non les intérêts populaires.

"*De plus en plus, au cours de la guerre de classe néolibérale, il y a eu des concentrations non signalées de pouvoir privé afin de contrôler les domaines politique et économique*", a-t-il commenté.

Ils ne vous disent pas tout ou ils vous manipulent.

Moteur à combustion : leur avenir se trouve hors de l'Europe - AutoPlus 12 décembre 2022

Alors que l'Occident se prépare à la fin des moteurs à combustion, ceux-ci resteront demandés dans le monde entier pendant encore des décennies. Une bonne nouvelle pour nos constructeurs automobiles ? AutoPlus 12 décembre 2022

Dans le camp de la réaction. Le discours des libertariens farouchement anticommunistes.

- *« Zelensky est plus proche de Lénine que de George Washington. Il est un dictateur, un dangereux totalitaire. Au cours de l'année écoulée, Zelesnky a interdit les partis d'opposition, il a fermé les médias critiques par la force, il a arrêté son adversaire politique.* » Tucker Carston - Fox News 8 décembre 2022

J-C – Comment les reconnaître ? C'est simple, chaque fois ils assimilent le communisme au totalitarisme, par exemple quand ils s'attaquent à l'Union européenne, au Parti démocrate, à Davos etc. qu'ils caractérisent de communistes.

Guerre psychologique. L'apologie de la guerre made in USA via la NSA, la CIA, le FBI et le Pentagone.

Ces documents prouvent que le jeu vidéo Call of Duty est une opération psychologique à l'initiative du gouvernement étasunien - Réseau International 13 décembre 2022

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/ces-documents-prouvent-que-le-jeu-video-call-of-duty-est-une-operation-psychologique-a-linitiative-du-gouvernement-etasunien/

Commentaires postés à la suite d'un article publié par le blog Réseau International (*L'homme le plus riche du monde : Première partie*) qui donne raison à ses détracteurs?

CTRL + F tapez en bas de l'écran dans la fenêtre de gauche "*juif*" et cochez la case Tout surligner (Windows10)

Le mot "*juif*" est apparu 60 fois dans ce texte, vous pouvez les compter facilement, j'en déduis donc qu'outre l'intérêt qu'il peut avoir par ailleurs, il présente un caractère ou une orientation antisémite à peine déguisé. No comment, vaut mieux pas.

J'ajouterai un mot.

On ne peut rien retenir de valable d'un tel article très long au demeurant qui commence ainsi :

- Je ne prétends pas être en mesure de documenter de manière irréfutable toutes les affirmations faites dans cet essai, ni d'étayer définitivement toutes les déductions faites. Le sujet est tel qu'une

trop grande partie des preuves juridiques nécessaires est irrémédiablement cachée à la vue et à l'accessibilité du public, et nous devons dans de nombreux cas nous fier à la logique et aux preuves circonstancielles pour étayer nos affirmations et nos déductions. Bien que les preuves ne soient pas aussi complètes qu'on le souhaiterait, ce niveau de soutien probatoire est souvent suffisant, surtout lorsque nos affaires suivent un schéma établi et que nous disposons de ce type de raisonnement et de preuves en masse. Les descriptions et les preuves présentées dans cet essai serviront au moins à fournir une base raisonnable de compréhension et à "*attirer l'attention sur certaines des grandes forces qui ont façonné notre monde*". Les chiffres présentés dans cet essai ne sont pas des calculs précis, mais ils visent à faire comprendre aux lecteurs l'ampleur des chiffres et des montants auxquels nous avons affaire.

J-C - Sans données sûres, sans sources, comment voulez-vous faire confiance à l'auteur, vous ne pouvez retenir ou utiliser aucun des éléments qu'il nous fournit, tout du moins en ce qui me concerne, et j'ai renoncé à lire cet article pour ne pas perdre de temps.

2 - Il semblerait que leur idéologie ait favorisé leur épanouissement financier, ainsi que certaines circonstances ou opportunités qu'ils ont su saisir...

Ce qui devrait davantage questionner, c'est comment sont-ils parvenus à concentrer autant de richesses entre leurs mains au cours du développement du capitalisme au XIXe siècle jusqu'à nos jours, pour ne pas remonter au XVIIe siècle ou même avant.

C'est le fonctionnement de l'économie sous les différents modes de production qui devrait nous intéresser, le rôle des usuriers et des banquiers, et non les croyances de certains acteurs, dont les intérêts devaient être en rapport avec la répartition des richesses entre les différentes classes, sachant qu'il existait des communautés d'intérêt entre certains d'entre eux, ce qui leur permettait de mieux les défendre ou de s'en servir pour influencer le pouvoir politique, s'agissant des plus riches qui n'étaient pas forcément les plus puissants, mais ils le deviendront beaucoup plus tard, puisque tel était leur idéal ou objectif, nous y sommes à notre époque.

3 - Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais dans l'état épouvantable dans lequel est le monde et notre environnement soumis à une énorme pression démographique, si la même orientation devait encore durer jusqu'à la fin du XXIe siècle ou même bien avant, vous finiriez par vivre dans une société tellement pourrie que même avec tout l'or du monde vous ne trouveriez plus votre bonheur ou le sommeil.

Je crois que c'est cela qui les taraude les super riches, et pourquoi ils en sont arrivés à la conclusion qu'il fallait à tout prix liquider rapidement une grande partie de l'humanité, faire décroître la population mondiale. Cela s'avérera très difficile, même si le processus naturel adoptera cette orientation... Mais dans combien de temps ? Après avoir franchi quel sommet, 10, 15 milliards d'habitants ? Qu'est-ce qui resterait de la nature et de l'humanité ? Pas grand-chose, peut-être pas de quoi avoir envie d'y vivre encore. Alors vaut mieux prendre les devants et employer des méthodes eugénistes déguisées, qui à défaut de supprimer d'un coup des milliards d'êtres humains, contribuera à accélérer la diminution de la population mondiale. J'ai essayé de me mettre à leur place, et sachant qu'ils ne reculeraient devant rien pour parvenir à leur fin, je n'ai pas trouvé d'autres explications. Ils veulent réduire la population, de sorte que celle qui reste soit stable et serve leurs intérêts, ce qui inclurait qu'elle serait réduite en esclavage par un moyen ou un autre, en recourant au transhumanisme par exemple.

L'époque où ils voulaient amasser encore et encore des richesses appartient au passé, c'est le contrôle du monde qui les obsède dorénavant, la rationalisation de tout ce qui est apte à figurer dans la marchandisation. Ils ont dit que le capitalisme était leur ennemi, ils voulaient dire l'anarchie qui domine dans le capitalisme, mais pas l'exploitation, parce que l'anarchie est antinomique avec le contrôle de toute la société. Mêmes les comportements doivent être soumis à une norme unique, notre manière de penser, notre alimentation, cela on le sait.

Ils concentrent tous les pouvoirs, ils veulent dicter leur volonté au monde qui doit s'y soumettre. Cette prétention est tellement exubérante qu'elle suscite le rejet ou rencontre une farouche résistance un peu partout dans le monde, d'où la guerre avec la Russie par exemple. C'est cela l'unique mobile de leur provocation qui a poussé Poutine à déclencher son "*opération militaire spéciale*".

A Davos, ils se prennent pour les maîtres du monde, voilà tout. Ils contrôlent tous les Etats occidentaux, mais face à la crise sociale qui est en train de prendre forme sur tous les continents et qui ne peut que s'amplifier. C'est un véritable cauchemar qu'ils vont bientôt vivre, et il leur sera fatal, car les peuples finiront par trouver les moyens de les terrasser, d'anéantir leur puissance en leur retirant tout pouvoir, toutes leurs richesses.

Twitter en accès libre.

- Manifestation en Guadeloupe pour la réintégration des soignants suspendus sans salaire depuis plus d'un an

- Les habitants manifestent en Martinique contre le non-lieu requis par le parquet de Paris dans l'enquête sur l'empoisonnement à grande échelle lié à l'utilisation du chlordécone aux Antilles françaises

- Plus de 115 000 postiers se sont mis en grève au Royaume-Uni pour exiger une hausse des salaires face à une inflation à 11%

Fonction publique, autoroutes, trains, transport aérien... les préavis de grève se multiplient menaçant de paralyser le pays pour la période de Noël

- La grève à Sanofi continue depuis 3 semaines sur 16 sites pour exiger une hausse de 10% des salaires. La chaîne du Doliprane est à l'arrêt, avec un début de pénurie. Le groupe a prévu d'augmenter de 16% les dividendes des actionnaires en 2023 soit 700 millions d'euros de plus

- Plus de 1 500 personnes ont manifesté à Champagnole (8 000 habitants) dans le Jura contre la fermeture du service des consultations non programmées et de la ligne de SMUR de l'hôpital de la ville depuis le 1er novembre

- Dans un courrier aux lycées de la région Auvergne Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, qui a organisé des banquets à plus de 1.100 € d'argent public par personne, appelle à un effort « *plus marqué* » contre le gaspillage dans les cantines en raison du contexte économique...

- Pas de prison ferme pour l'ex-directeur de l'Institut Montaigne et compagnon de la macronie : Laurent Bigorgne a été condamné à 12 mois de prison avec sursis et 2.000 € d'amende pour avoir drogué à son insu sa collaboratrice lors d'une soirée en février.

- Indulgence dont bénéficient les politiques aux prises avec la justice : pourquoi les élus corrompus ne dorment-il pas en prison, alors qu'on y envoie volontiers les petits voleurs ? La question revient à chaque affaire ou presque.

- Le gouvernement des riches, par les riches, pour les riches ! Selon *Le Monde*, le gouvernement Borne est encore plus fortuné que celui de 2017. Les ministres détiennent un patrimoine moyen de 1,9 million d'€ et figurent en majorité dans les 10% des plus riches du pays.

- L'ancien élu LR et actuel député macroniste Damien Abad (Renaissance), accusé de viols et de tentative de viol par 4 femmes, vient de prendre la tête du groupe d'amitié franco-libanais à l'Assemblée nationale, avec l'assentiment du parti présidentiel.

- Les Ripouxblicains ? Clientélisme, nombre étonnant d'adhérents dans une maison de retraite... Libé révèle les méthodes scandaleuses des adhésions à LR sur la Côte d'Azur qui remettent en cause la sincérité du scrutin pour la présidence du parti.

- Le JDD a réussi à faire voter 2 chattes, Kalli et Zizou, au congrès des LR qui a lieu aujourd'hui pour élire le président du parti. En février, Libération avait révélé qu'un chien avait pu adhérer aux Républicains pour désigner le candidat du parti à la présidentielle.

- Les atteintes à la liberté de la presse se multiplient : énième exemple avec la convocation par les services de renseignement intérieur français de 3 journalistes qui ont enquêté sur les contrats passés entre l'armée et des entreprises privées...

- Le chanteur Francky Vincent, connu pour ses titres « *Tu veux mon zizi* », « Fruit de la passion » et « *Alice ça glisse* », est nommé chevalier des Arts et des Lettres. (Arrêté ministériel)

« *J'ai toujours été fédérateur* », explique Francky Vincent après avoir été élevé au rang de chevalier des Arts et des Lettres. « Je suis agréablement surpris », ajoute l'interprète de « *Tu pues du cul* » et de « *Ta touffe m'étouffe* ». (BFMTV)

- Espérance de vie en bonne santé : 64 ans en moyenne

- À 62 ans, 25% des 5% les plus pauvres sont déjà morts. Il faut attendre 80 ans pour arriver à la même proportion chez les 5% les plus riches. Chez les hommes, les cadres vivent 6 ans de plus que les ouvriers (Insee)

- Pourrissement démocratique : selon une étude officielle, les atteintes à la probité (corruption, détournement de fonds publics, favoritisme) ont augmenté de 28 % entre 2016 et 2021. Parmi les mis en cause : le ministre de la justice en exercice...

Toujours plus liberticide.

Cette station de ski est la première en Europe à interdire le tabac - LePoint.fr 13 décembre 2022

Dès son ouverture programmée samedi, la station française des Gets va interdire l'usage de la cigarette sur son domaine skiable...

"*Un futur sans tabac*": les Néo-Zélandais nés après 2008 ne pourront jamais acheter de cigarettes - BFMTV 13 décembre 2022

Le nombre de vendeurs autorisés à vendre les produits du tabac va également être réduit de 6000 à 600 sur tout le territoire. BFMTV 13 décembre 2022

La France, l'Union européenne et toutes les institutions internationales rongées par la corruption

J-C – Les ont-ils aussi achetés ? Quoi ? Les résultats des sondages, la baballe en or ou les deux ?

France-Maroc: 53% des Français approuvent le déplacement de Macron au Qatar pour la demi-finale - BFMTV 13 décembre 2022

Si les Français approuvent le déplacement du chef de l'État à Doha pour le match, ils ne s'opposent pas au boycott de la Coupe du monde par certaines villes françaises.

Mondial au Qatar: 64% des Français voient les Bleus remporter la compétition - BFMTV 13 décembre 2022

Les médias cautionnent le fascisme, tout est dans l'ordre des choses.

Le RN gagne en crédibilité chez les Français, selon un sondage - Europe1 13 décembre 2022

Et l'art de nous prendre pour des cons ! Ils ne peuvent pas s'en empêcher.

Juste un soupçon de corruption…

- UE : des **soupçons** de corruption... - LePoint.fr
- **Soupçons** de corruption: réunion de crise... - BFMTV
- Quand Eva Kaili, **soupçonnée** de corruption... - Le HuffPost
- **Soupçons** de corruption : quand un eurodéputé belge... - Publicsenat.fr

Un aveu. La présence de lobbies au sein des institutions signifie qu'ils sont complices de la corruption et qu'ils ne la combattront pas.

Transparence : en France, quelle est la régulation des lobbies ? - Publicsenat.fr 13 décembre 2022

La France a commencé en 2016 à réguler l'activité de lobbying des représentants d'intérêts. Mais alors que le Parlement européen est secoué par un scandale de corruption, quel est l'état de la réglementation française en la matière ? Quelles sont les pistes d'amélioration ? Publicsenat.fr 13 décembre 2022

Soupçons de corruption au Parlement européen : comment sont encadrés les lobbies ? - Publicsenat.fr 13 décembre 2022

Dans la tourmente à cause de soupçons de corruption visant sa vice-présidente, le Parlement européen fait pourtant figure de modèle d'encadrement des pratiques de lobbying. Publicsenat.fr 13 décembre 2022

En complément on rajoute une couche :

Twitter - Elon Musk s'en prend à Fauci : « *Il a menti au Congrès et a financé des recherches sur les gains de fonction qui ont tué des millions de personnes* »
- Quand on apprend, d'après Transparence Santé Public du ministère de la Santé, que le ministre de la Santé a des liens avec les labos Novartis, Astra Zeneca, Sanofi et j'en passe…

Pékin. Les États-Unis ne sont pas en mesure d'agir comme un "*gendarme du monde*"

Pékin, 13 décembre (SANA) Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré jeudi que les sanctions américaines imposées contre Pékin sous prétexte de la situation des droits de l'homme au Tibet étaient illégales.

"*Ces sanctions constituent une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, violent de manière flagrante les règles fondamentales des relations internationales et minent gravement les relations sino-américaines*", a déclaré Wang, cité par RT.

"*Les Etats-Unis n'ont pas le droit d'imposer des sanctions injustifiées à d'autres pays et ne sont pas en mesure d'agir comme un 'policier mondial*", a-t-il ajouté.

Au secours il fait froid ! A ben ça, c'est pas normal !

- La France a connu ce dimanche un record de froid depuis près de dix ans...mais où sont donc passés les gaz à effets de serre, responsables, disent-ils du réchauffement climatique...?

- Royaume-Uni: les transports paralysés à cause de la neige et du gel - BFMTV 12 décembre 2022

Dans les airs, sur les rails ou sur les routes, les transports britanniques ont été confrontés à d'importantes perturbations... BFMTV 12 décembre 2022

- Après l'hiver, c'est le printemps en Australie. L'un des plus froids depuis 10 ans.

Cherchez l'erreur.

- Difficile d'écarter le lien entre le masque prolongé chez les enfants et les épidémies, rebond records de toutes les infections respiratoires jusqu'au streptocoque A.

« *Les réactions en chaîne en santé publique doivent toujours être considérées. Ce fut une erreur !* » (Martin Blachier, médecin spécialiste santé publique)

- Les personnes non vaccinées en Europe VS en Chine

Les premiers enfreints les règles, les seconds crient pour la liberté.

Politique. France.

Ils osent tout. Le cynisme dont ils font preuve permet de mesurer le degré de sadisme auquel ils sont arrivés.

"*Pourquoi avez-vous si peur du débat?*", a demandé la Première ministre ce dimanche à l'Assemblée nationale... tout en annonçant le recours à un neuvième 49.3 pour faire adopter le budget.

Visiblement surpris par cette question, les députés des oppositions ont largement applaudi ironiquement la Première ministre... et cette dernière s'est esclaffée de rire. BFMTV. 12 décembre 2022

En famille. Il avait férocement réprimé les Gilets jaunes. Y a-t-il quelque chose qui vous choque ici ? Il n'y a vraiment pas de quoi.

Lallement se dit « *de gauche* » - Le HuffPost13 décembre 2022

Lallement (ex-Préfet de police de Paris) : "*Je suis historiquement un homme de gauche*". Le HuffPost13 décembre 2022

Retraite à 65 ans: le macroniste François Patriat la justifie par les "*exosquelettes des déménageurs*" - BFMTV 12 décembre 2022

LFI. Ils osent tout. Ils récoltent ce qu'ils ont semé.

J-C - Ils participent à des institutions qui ont refusé de condamner la propagande nazie et qui arment un régime néonazi. Monsieur Mélenchon, vous êtes si dégueulasse qu'on se demande bien qu'est-ce

qui pourrait encore vous salir. A LFI ils ont les mêmes états d'âme existentiels que chez « *les riches* », qui n'ont pas vraiment les mains propres.

Le député Bastien Lachaud (LFI) dénonce "*d'immondes menaces*" néonazies après des tags à Pantin - Le HuffPost 13 décembre 2022

"*Toute la une pour nous salir*": Mélenchon fustige l'interview d'Autain dans "*Libération*" - BFMTV 12 décembre 2022

"*Un problème de riche*": Bompard élude les critiques de Ruffin et Autain sur la nouvelle direction de LFI - BFMTV 12 décembre 2022

Européennes 2024 : EELV ferme (définitivement) la porte à une liste commune avec LFI - Le HuffPost 13 décembre 2022

Affaire Quatennens. Lâcheté et trahison.

J-C - Tout cela pour une gifle. Un jugement politique et une sanction disproportionnée et injuste cautionnée et alourdie par les dirigeants de LFI.

Mais quelle horreur, ce mouvement n'a rien à envier au PS ou à EELV, il est aussi pourri que le parti démocrate américain.

Quatennens condamné à 4 mois de prison avec sursis pour violences conjugales - LePoint.fr 13 décembre 2022

Le député LFI du Nord, Adrien Quatennens, a été condamné mardi 13 décembre à Lille dans une procédure de plaider-coupable à quatre mois de prison avec sursis notamment pour des « violences » sur son épouse, une peine plus lourde qu'attendu. « *Cette peine est un avertissement solennel qui ne l'empêche pas de réintégrer l'Assemblée et de poursuivre son mandat électif* », a estimé son avocate, Me Jade Dousselin, à la sortie de l'audience. Selon son avocate, il lui est reproché une gifle *« il y a plus d'un an dans un contexte extrêmement tendu* », ainsi que « *des SMS répétés, dont le juge homologateur a reconnu aujourd'hui devant nous qu'ils n'avaient aucun caractère harcelant, malveillant ou menaçant* ». Dans la foulée de ce verdict, les députés LFI ont indiqué dans un communiqué leur décision d'écarter Adrien Quatennens pour la durée de sa peine, c'est-à-dire « *jusqu'au 13 avril 2023* ».
« *Fidèles à notre engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes, nous nous devions de prendre collectivement une décision politique* », a déclaré le groupe, radiant temporairement M. Quatennens. Son retour est « *conditionné à l'engagement de suivre un stage de responsabilisation sur les violences faites aux femmes* ». AFP/LePoint.fr 13 décembre 2022

J-C - La pire humiliation qu'on pouvait lui infliger. Ce sont vraiment des salopards à LFI, et leurs alliés de la Nupes sont les pires charognards. Macron doit se marrer.

BFMTV - Les socialistes, les écologistes et les communistes veulent, eux, aller beaucoup plus loin.

"*Un député condamné pour violences conjugales ne peut pas siéger. Il doit démissionner. Par respect pour les femmes, pour nos combats et les valeurs que nous défendons*", a assuré la députée Sandrine Rousseau sur son compte Twitter.

Cyrielle Chatelain, la patronne du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, partage son point de vue, jugeant que tout "*élu condamné pour des violences sexistes et sexuelles doit démissionner*".

De son côté, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'exige pas son départ du Palais-Bourbon.

"*Nous (les socialistes) aurions prononcé l'exclusion. Un homme condamné pour des faits comme ça ne peut pas siéger sur nos bancs*", a expliqué le Premier secrétaire du PS au micro de BFMTV.

"*Je ne vais pas plus loin. Je ne suis pas président de LFI*", a cependant nuancé Olivier Faure. BFMTV 14 décembre 2022
J-C - Il y a de quoi être dégoûté de partager la vie de quelqu'un, c'est peut-être le but de cette sentence injuste ou totalement démesurée au regard d'actes de violence quotidiens qui récoltent des peines similaires. Gardez vos distances, gardez-vous bien d'avoir des relations intimes avec un homme ou une femme, vous ignorez jusqu'où cela pourrait vous entraîner dans l'avenir et vous pourriez le regretter amèrement un jour... En règle générale, vivez seul, ne tissez des liens avec personne comme cela vous ne courrez aucun risque, vous serez protégé, en sécurité, contentez-vous de relations virtuelles.

Il fallait être très con pour avoir confiance dans la justice corrompue de ce pays. Et dire qu'ils le présentaient comme une lumière à LFI, ils avaient oublié de préciser, éteinte ! Cela dit je plains ce pauvre garçon qui n'a pas l'air mauvais, juste bête.

Le juge a privilégié le témoignage de cette femme. C'était un procès à charge. M. Quatennens avait été désigné coupable dès le départ. A aucun moment le juge n'a tenu compte du contexte explosif ou propice à la violence verbale ou physique. Il ne s'est pas demandé non plus si ce n'avait pas été cette femme qui aurait été à l'origine de leur dispute, et si elle ne partageait pas la responsabilité de la scène de violence qui en a suivi, c'est généralement le cas, je dis cela pour l'avoir vécu, chacun accuse l'autre de tout et de rien... Non elle était divinement innocente, on ne pouvait absolument rien lui reprocher, tous les torts étaient forcément du côté de l'homme, le monstre, le diable ! Le législateur n'est pas neutre, il se tient au côté des femmes réputées faibles ou fragiles, les malheureuses, c'est lui qui les encouragent à adopter une attitude provocatrice sachant qu'elles bénéficieront de l'impunité ou de la bienveillance de ce qu'ils osent encore appeler la justice.

Il y a aussi de quoi être dégoûté de rejoindre un parti politique, en observant à quel point ceux qui se présentent comme les plus honnêtes ou humanistes, n'ont en réalité rien à envier aux partis les plus pourris ou réactionnaires.
Vous pouvez rejoindre mon courant politique, jamais vous ne serez victime d'une telle mésaventure, jamais je ne vous trahirai.

J'estime que les militants sont des hommes et des femmes aussi perfectibles que les autres, donc qui ne sont pas forcément des modèles de vertu, je m'inclus dans le lot, aussi nous nous interdirons de porter un jugement sur leur comportement en dehors du champ politique, même si parfois certains comportements peuvent nous contrarier ou s'avérer condamnables selon les principes ou les valeurs qu'on a adoptés, toujours est-il, ils sont le produit de conditions sociales qui leur sont imposées par le régime en place qui par conséquent en porte la responsabilité, s'il y a un procès à faire ici, répétons-le, c'est celui du régime capitaliste et non celui d'Adrien Quatennens ou son

épouse. Le procès de Mélenchon et sa clique de malfaisants n'est plus à faire, ils s'en sont chargés eux-mêmes et la sentence est sans appel : Irrécupérables !

Adrien Quatennens aurait dû savoir que son témoignage sincère allait se retourner contre lui compte tenu de l'état d'esprit vindicatif de son épouse. Il a eu la naïveté de croire en la justice, il paie très cher cette illusion qui est à l'image de celle qu'il colporte en politique, ce qu'apparemment il n'a toujours pas compris, sinon il aurait rompu avec LFI. Voici quelques éléments qui le prouvent.

AFP - Sur le fond de l'affaire, il regrette d'avoir "*enduré en silence un lynchage médiatique inédit*".

"*L'enquête a conclu à ce que j'avais reconnu: une gifle donnée dans un contexte de dispute, il y a plus d'un an et jamais reproduite, et l'envoi de trop nombreux SMS amoureux suite à une annonce de divorce incomprise*", a-t-il expliqué.

"*Ce geste ne me ressemble pas*", a-t-il poursuivi à propos de cette gifle qu'il dit avoir "*beaucoup regrettée*".

Il affirme que son épouse l'"*a ouvertement menacé*" de "*détruire (son) engagement politique*" s'il ne répondait pas favorablement à ses demandes concernant le divorce. "*Aujourd'hui encore (...) je subis son chantage à la plainte ou aux médias*".

J-C - Tu as commis une grave erreur mon garçon. Je pourrais être son grand-père. Je ne le connais pas, mais je l'aime bien, je suis comme ça, j'ai horreur de l'injustice.

Quand une femme veut se barrer, laisse-là partir, ne cherche surtout pas à la retenir, elle a ses raisons, sa décision est irrévocable, tu vas y laisser ta santé. Tu ne pourras pas la rattraper, et si tu insistes lourdement, elle te pourrira la vie au point de te rendre dingue et de vous haïr. Vois-tu, une séparation à l'amiable dans le calme est toujours préférable, même si c'est douloureux. Après tu auras toute ta vie pour essayer de comprendre pourquoi vous en étiez arriver-là. Si tu as la chance de le découvrir, tu t'apercevras alors que toute cette histoire vous dépassait, et qu'il n'y avait ni innocent ni coupable à chercher, mais juste la combinaison d'un certain nombre de circonstances qui vous dépassaient ou dont vous ne pouviez pas avoir conscience, et note bien que c'est valable pour les couples qui sont ensemble pendant 50 ans ou plus, il n'y a donc à avoir ni remord ni regret.

En réalité, la ou les causes d'une éventuelle séparation dans le futur existaient avant même de vous rencontrer, tout comme celles qui vous auraient réunis pour la vie, car quand on y réfléchit un peu, on s'aperçoit qu'on n'est jamais vraiment séparé, c'est un peu comme tous les membres de notre classe quel que soit le destin des uns et des autres, ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous oppose, non ? J'allais oublier qu'on ne partage pas la même interprétation du monde dans lequel nous vivons, les lecteurs auront compris de quoi je parlais, c'est l'essentiel, lui, il ne lira jamais ces lignes.

AFP - "*Je sais que nous n'en serions pas là si j'avais nié comme le font tous les autres. Mais je ne le regrette pas. Surtout si cela peut servir utilement la cause de la lutte contre les violences faites aux femmes*", a-t-il insisté.

"*J'ai simplement découvert à 32 ans qu'en France, quand on pose un genou à terre, qu'on reconnaît une faute et qu'on accepte sa sanction, l'acharnement ne cesse pas"*, a-t-il ajouté. *"Le message envoyé a le mérite de la clarté: niez !*" Il estime être victime d'un coup "*politique*" destiné à l'"*abattre*".

"*Plusieurs sources concordantes me disent que cela a été directement orchestré depuis le ministère de l'Intérieur. Je ne suis pas en mesure de l'affirmer moi-même aujourd'hui*", a-t-il déclaré. AFP/parismatch.com 13 décembre 2022

J-C - Du coup, les ordures du régime profitent de la trahison des dirigeants de LFI pour s'acharner sur leur proie sans défense.

Gérald Darmanin porte plainte en diffamation contre Adrien Quatennens - Le HuffPost 14 décembre 2022

Gérald Darmanin a « *décidé de porter plainte en diffamation* » après des propos du député LFI Adrien Quatennens mettant en cause le ministère de l'Intérieur dans la chute de l'élu, a-t-on appris ce mardi 13 décembre dans la soirée auprès de l'entourage du ministre. Le HuffPost 14 décembre 2022

J-C – Il n'y avait aucun élément de diffamation dans la déclaration d'Adrien Quatennens, puisqu'il avait pris soin de préciser qu'il n'était pas « *pas en mesure* (d')*affirmer* » lui-même les propos qui lui avaient été rapportés.

Un modèle de démocratie. Cachez-moi vite ces miséreux, nos déchets...

États-Unis: la maire de Los Angeles déclare l'état d'urgence face au nombre de sans-abri - BFMTV 13 décembre 2022

La maire de Los Angeles a déclaré lundi l'état d'urgence suite à la montée en flèche du nombre de sans-abri, affirmant vouloir "un changement radical" afin de résoudre ce problème épineux pour la plus deuxième plus grande ville américaine.

Des dizaines de milliers de personnes dorment dans les rues de Los Angeles, leurs tentes éparpillées dans la ville étonnant les touristes qui viennent visiter l'une des zones urbaines les plus riches de la planète.

Une population qui est aussi davantage concernée par les problèmes de santé mentale ou d'addiction.

J-C - Ce serait plutôt la population immonde à laquelle la maire de Los Angeles appartient qui est mentalement déséquilibré et addicte à une cruelle idéologie qui baigne dans l'alcool, la drogue, la prostitution, l'homosexualité, la pédophilie, le wokisme, etc. et s'accommode de la misère humaine que le capitalisme engendre...

BFMTV - Karen Bass, la première femme élue maire de la ville en novembre, a pris ses fonctions dimanche et déclaré dès le lendemain l'état d'urgence.

"*Je ne tolérerai pas une crise des sans-abri qui touche plus de 40.000 personnes et affecte chacun d'entre nous*", a-t-elle expliqué.

"*Ma mission est de mener Los Angeles vers une nouvelle direction avec une approche rapide et stratégique pour résoudre l'un des plus difficiles défis auxquels notre ville doit faire face*."

Dans les prochains jours, l'édile a indiqué qu'elle signerait une série de décrets s'attaquant à ce problème, par exemple en fournissant des logements temporaires via la location d'appartements et de chambres d'hôtel.

Elle a été élue maire face au riche promoteur immobilier Rick Caruso, au terme d'une campagne dominée par la question des sans-abri, devenue omniprésente dans le débat public local.

Les loyers parmi les plus chers du pays, le coût de la vie élevé et des impôts bien supérieurs à la moyenne nationale compliquent encore la situation.

Los Angeles s'apprêtant à accueillir les Jeux olympiques en 2028, nombre d'observateurs jugent que la municipalité sera d'autant plus motivée à faire disparaître les multiples tentes, parfois installées à seulement quelques mètres de boutiques de luxes ou d'imposantes villas. BFMTV 13 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

Le régime ukrainien est fasciste. Les preuves.

Volodymyr Zelensky et l'ethnopolitique par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 décembre 2022

Le président Zelensky vient d'être désigné par la revue Time *« homme politique de l'année 2022 »*. C'est ne pas avoir réalisé son coup de force de juillet, à la faveur de la guerre. Il a fait interdire tous les partis politiques qui s'opposaient à lui ; assassiner les personnalités qui lui résistaient ; contrôler tous les médias, écrits, audiovisuels et internet ; interdire la langue russe ; détruire 100 millions de livres ; confisquer de nombreux biens des oligarques, y compris de celui qui l'a personnellement financé ; nationaliser les biens des investisseurs et sociétés russes ; et enfin interdit l'Église orthodoxe.

Ce faisant, il se conforme à l'objectif énoncé en 1996 dans la Constitution (art. 16) par les « *nationalistes intégraux* » : « *préserver le patrimoine génétique du peuple ukrainien* » (sic). C'est l'ethnopolitique, c'est-à-dire une politique reconnaissant les droits des individus, mais fondée sur l'ethnie ukrainienne.
Pour lire cet article très intéressant :

https://www.voltairenet.org/article218505.html

En complément.

Oleksander Tkachenko, ministre ukrainien de la Culture, appelle au boycott de la culture russe - BFMTV 13 décembre 2022

Le gouvernement se préoccupe du froid. En France ? Mais non, en Ukraine.

Incroyable ! Des lycéens en cours dans le noir à 15°C, sans électricité et sans chauffage - lemediaen442.fr 13 décembre 2022

Fenêtres cassées, pannes de chauffage, coupures d'électricité… Alors que les températures chutent, le lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois passe un hiver hors normes. Les promesses du président Macron concernant la fin de l'abondance sont tenues. Le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, doit considérer les cours de sexualité prioritaires largement avant le chauffage et l'électricité. lemediaen442.fr 13 décembre 2022

La vidéo de 2 mn.

https://lemediaen442.fr/incroyable-des-lyceens-en-cours-dans-le-noir-a-15c-sans-electricite-et-sans-chauffage/

Ukraine : pour faire face au froid, la France acheminera 63 générateurs et quatre transformateurs - Europe1 13 décembre 2022

La communauté internationale se réunit mardi matin au ministère des Affaires étrangères à Paris. La conférence baptisée "*Solidaires du peuple ukrainien*", se tient en présence du président français Emmanuel Macron et du premier ministre ukrainien Denys Schmyhal. Selon les informations d'Europe 1, la France acheminera vers l'Ukraine 63 gros générateurs et quatre gros transformateurs.

Santé et dictature sanitaire.

Confirmation. Ils ont fabriqué le virus de la grippe aviaire.

On vous explique pourquoi cette pénurie de foie gras à Noël et au Nouvel An dans les rayons des supermarchés - lemediaen442.fr 13 décembre 2022

Il ne s'agit pas d'une manipulation pour faire peur, bien évidemment, car le foie gras n'est pas un produit de première nécessité. Ce n'est pas la faute de la guerre en Ukraine ou des sanctions économiques, mais celle de la grippe aviaire qui a ravagé les exploitations françaises, si le foie gras est devenu rare et donc encore plus cher. L'épidémie de grippe aviaire de cette année a été sans précédent : plus de dix millions de volailles ont été abattues et un millier de foyers détectés.

L'Ukraine y serait quand même pour quelque chose. En 2005-2006, en Crimée, à Kherson, Odessa et Soumy, 42 foyers de grippe aviaire (le sous-type H5N1 hautement pathogène) ont été détectés. En 2008, en Crimée, trois autres foyers avaient été repérés d'un virus ayant touché les poulets, les canards, les oies, les dindes, les cygnes et les cormorans.

Une grippe aviaire produite en laboratoire en Ukraine ?

Une épidémie due à une arme biologique, comme la variole du singe (selon le Dr Braun) ? En entrant en Ukraine en 2022, les Russes ont annoncé avoir découvert un programme biologique militaire financé par le ministère américain de la Défense.

En septembre 2022, Igor Kirillov, chef de la force russe de protection contre les radiations, les produits chimiques et biologiques, a dénoncé un projet « *dont l'objectif était de rechercher un potentiel de propagation d'infections particulièrement dangereuses via les oiseaux migrateurs, notamment la grippe hautement pathogène H5N1, dont la létalité pour l'homme peut atteindre 50 %, ainsi que la maladie de Newcastle.* »

Un des fact-checkers de France Info nous informe qu'il s'agit d'un secret de Polichinelle ! Lorsqu'un sujet gênant ne peut vraiment plus être nié, les détenteurs de la Vérité le banalisent. Et en effet, les projets cités par les autorités russes ont déjà fait l'objet de publications dans des revues scientifiques à plusieurs reprises.

En avril 2020, l'ambassade américaine en Ukraine avait avoué le soutien financier du ministère de la Défense américain à des recherches sur des agents pathogènes : *« En Ukraine, le programme de réduction des menaces biologiques, développé par le ministère américain de la Défense en association avec le gouvernement ukrainien, travaille pour (…) sécuriser les agents pathogènes et les toxines préoccupants pour la sécurité des installations gouvernementales ukrainiennes, tout en permettant la recherche pacifique et le développement de vaccins.* »

Conséquence ? Le *Focal Point for animal disease notification* a transmis, le 2 mars 2021, à l'Organisation mondiale de la santé animale sa découverte, le 28 janvier 2021, d'un foyer de grippe aviaire hautement pathogène à virus A(H5) chez 21 cygnes trouvés morts dans un parc naturel dans le district de Kherson.

En 2018-2020, l'Ukraine avait reçu 1,6 million de dollars pour étudier le mode de transmission des infections par les oiseaux migrateurs. Plus de 60 scientifiques des États-Unis, d'Ukraine et de Géorgie participèrent à ces recherches. Pendant la migration de printemps, certains oiseaux étudiés ont migré vers le nord-est et une petite partie vers l'ouest et le sud. Quoi d'étonnant à une transmission du virus en France ?

Avant la convention de l'Onu interdisant le développement, la production et le stockage d'armes biologiques, la CIA avait financé aux États-Unis une étude des oiseaux liée aux armes biologiques par le bureau de recherche Human Ecology Fund (HEF), dans le cadre du projet MKULTRA, entre 1959 et 1963.

Les recherches sur les armes biologiques sont arrêtées aux États-Unis

Dans les années 80, le Washington Post avait enquêté sur les recherches menées au milieu des années 60 sur la migration d'oiseaux, par le Smithonian Institute avec le financement de l'armée. L'objectif des Dr Jekyll et Mr Hyde était double : identifier les sites où des expériences biologiques pourraient être menées sans risque de propagation de pathogènes par voie aviaire et, à l'inverse, et là, nous retrouvons le maléfique Mr Hyde, identifier les routes de migrations propices à des attaques en territoire ennemi. Le programme a été arrêté en juin 1970. Le Washington Post a souhaité connaître les liens entre la CIA et l'institut Smithsonian lors de ces études sur les oiseaux. La CIA a actuellement déclassifié le dossier contenant l'article du Washington Post. Aujourd'hui il semble que le Pentagone ait été autant impliqué que la CIA.

Les laboratoires du Pentagone ont été exportés en Ukraine

En 1972, la convention de l'Onu interdisant le développement, la production et le stockage d'armes biologiques a été signée, entre autres, par les États-Unis et l'Ukraine. Malgré les déclarations officielles des autorités américaines, l'Onu continue d'affirmer qu'il n'y a aucune trace d'un

programme secret d'armes biologiques en Ukraine. Quant à la France, elle s'est opposée à une enquête sur les laboratoires en Ukraine. - lemediaen442.fr 13 décembre 2022

Comment ils ont corrompu la médecine pour en prendre le contrôle.

Comment la Médecine Naturelle a été détruite en 1910 - nouveau-monde.ca 1er mars 2019

Extrait.

Les origines de la médecine occidentale

La création de la médecine moderne commence avec John D. Rockefeller (1839 – 1937), qui était baron du pétrole, et premier milliardaire d'Amérique. Dans les années 1800, l'industrie pétrochimique furent crées via la « chimie biologique » ou la chimie du charbon. Dans les années 1800, il est devenu apparent que divers remèdes à base d'herbes traditionnels contenaient des ingrédients actifs appelés « alcaloïdes ».

Ces alcaloïdes pouvaient souvent être produits de manière synthétique par l'industrie pétrochimique. Parfois, l'ingrédient actif d'une herbe médicinale pouvait être chimiquement modifié et breveté. Ce nouveau business était appelé « *l'industrie pharmaceutique* ». Le brevet médical en résultant pouvait se vendre très cher, en comparaison avec l'herbe dont il était dérivé.

Dès le début du 20ème siècle, Rockefeller contrôlait 90% de toute la production pétrolière aux USA, à travers une multitude de compagnies pétrolières qu'il possédait. En 1900, il y avait environ 1 000 voitures qui roulaient à l'essence. Les voitures ne pouvaient donc pas rapporter beaucoup. Cependant, l'industrie pétrochimique était florissante.

L'industrie pétrochimique promettait d'être l'une des parties les plus profitables de l'industrie pétrolière. Rockefeller investit fortement dans les compagnies pharmaceutiques nouvellement créées. Il fonda la Fondation Rockefeller en 1973, et se focalisa sur les industries pharmaceutiques, et l'éducation médicale.

En 1900, Andrew Carnegie était lui aussi très riche. À la base, il avait fait fortune en investissant dans Columbia Oil en 1862, et il avait fait encore plus fortune dans l'acier. Il lança la Fondation Carnegie en 1905. La fondation était réputée pour son expertise en financement, et dans l'exécution d'entreprises à vocation éducative.

Le rapport Abraham Flexner

Début 1900, la toute récente American Medical Association, ou AMA, comprit que l'éducation médicale était dans un état chaotique. Elle décida donc de créer le Council of Medical Education, en 1904, afin d'étudier le besoin d'améliorations dans l'éducation.

Néanmoins, l'AMA ne pouvait se permettre de financer l'étude. Henry Pritchett, membre de la Fondation Carnegie, proposa de l'argent, et recruta Abraham Flexner pour mener à bien l'étude.
La Fondation Carnegie reprit ensuite la direction du Conseil d'Education Médicale, et investit des millions de dollars dans le projet. Elle étudia chaque école médicale d'Amérique du Nord, et publia un compte-rendu en 1910, intitulé rapport Abraham Flexner. En toute honnêteté, le rapport

Abraham Flexner contribua au moins à standardiser les pratiques médicales. Mais il eut également de nombreux effets négatifs.

L'étude fut financée par la Fondation Carnegie, avec des donations de John D. Rockefeller et d'autres industriels. En 1909, le Council of Medical Education était dirigé par les industriels. Ceux-ci étaient fortement impliqués dans l'industrie pharmaceutique, une branche de l'industrie pétrochimique.

Ces industries entraient directement en compétition avec les méthodes de guérison traditionnelles, telles que la phytothérapie, l'électro-médecine, la naturopathie, le massage, l'alimentation, le sport, etc.

Les effets du compte-rendu sur d'autres branches médicales est bien résumé par l'entrée de Wikipedia sur le rapport Abraham Flexner :

« *On ordonna aux écoles médicales offrant un entraînement dans diverses disciplines, y compris la thérapie par champ électromagnétique, la photothérapie, la médecine éclectique, le physio-médicalisme, la naturopathie et l'homéopathie, soit de laisser tomber ces cours de leur cursus, ou de perdre leur habilitation et leur soutien garanti. Quelques écoles résistèrent pendant un moment, mais elles finirent toutes soit par obtempérer, soit par fermer leurs portes*. »

Le rapport Abraham Flexner a également marqué le début de la fin de la maïeutique aux USA et au Canada. Après 1910, aux Etats-Unis et au Canada, les Etats et provinces interdirent le métier de sage-femme les uns après les autres.

En 1929, l'Institut Carnegie fut habilité à exercer son autorité sur les écoles médicales du Canada et des USA. Toutes les écoles médicales qui ne respectaient pas le rapport Abraham Flexner mirent la clé sous la porte.

Après 1935, les écoles médicales ne proposaient que des approches pharmacologiques, y compris des vaccins et de la chirurgie. Toutes les autres approches sanitaires traditionnelles furent effectivement éliminées de l'éducation médicale.

Après la publication du rapport, les Afro-Américains et les femmes furent expulsés de la pratique médicale. Ce fut malheureux pour les femmes et les Afro-Américains, parce qu'avant 1910, il y avait beaucoup d'Afro-Américains et de femmes médecins.

En 1950, notre culture médicale nord-américaine avait été purgée de toute approche médicale traditionnelle. Seules les méthodes de l'industrie pharmaceutique, ainsi que les vaccins et la chirurgie, furent conservés.

Au fur et à mesure que les vieux médecins prirent leur retraite, la phytothérapie, la naturopathie, l'électro-médecine, les massages et autres thérapies alternatives furent toutes oubliées, sans exception. Elles furent qualifiées de « *médecine de charlatans* », un terme popularisé après le rapport Abraham Flexner. La médecine de Rockefeller devint la médecine du courant dominant.

L'article en entier :
https://nouveau-monde.ca/comment-la-medecine-naturelle-a-ete-detruite-en-1910/

Un article du Dr Joseph Mercola — La refonte de notre système alimentaire est un complot de contrôle : « *la nourriture est un médicament* » - nouveau-monde.ca 12 décembre 2022

La destruction planifiée de notre système alimentaire est bien engagée, sous la bannière d'une « *refonte* » pour une plus grande « *équité* ». Fin septembre 2022, la Maison Blanche a accueilli la Conférence sur la faim, la nutrition et la santé, au cours de laquelle le président Biden a défini un « *objectif audacieux* » pour « *éradiquer la faim et accroître une alimentation saine et l'activité physique d'ici 2030* ».

L'article en entier :

https://nouveau-monde.ca/un-article-du-dr-joseph-mercola-la-refonte-de-notre-systeme-alimentaire-est-un-complot-de-controle-la-nourriture-est-un-medicament/#comment-5878

Argumentaire pour détruire la propagande politique de la dictature sanitaire.

« *Ça peut pas faire de mal* » – « *C'est mieux que rien* » : Masque, peur, sidération, épuisement, etc. - Réseau International 12 décembre 2022

Préambule :

Ce texte s'appuie sur l'hypothèse que les trois théories (croyances) suivantes sont vraies :

Il existerait des entités virus1 que l'on n'a jamais pu observer in vivo qui se reproduiraient et survivraient en tuant des cellules hôtes.

Ces virus seraient contagieux et il y aurait transmission depuis un patient zéro vers une population de plus en plus importante jusqu'à la « *vague* » suivante.

Il serait possible de contrôler ces virus, de contenir, de prévenir, voire de les éradiquer par des mesures pharmaceutiques (médicaments, vaccins, etc.) et non pharmaceutiques (masques, confinements, etc.).

Vous ne pouvez pas croire en l'épidémie de Covid et aux mesures préconisées depuis le début de la crise sans adhérer pleinement à ces trois théories précédentes. Ce texte s'adresse donc principalement à celles et ceux qui y croient.

La « *Vérité* » :

Les « *complotistes* » étudient, critiquent, se font leur vérité quand bien même ils se tromperaient. En revanche, la quasi-totalité des vérités des humains lambda semble une adhésion pure et simple à l'information reçue (famille, amis, enseignants, spécialistes, médias, etc.)

Pour dire autrement :

« *La vérité du commun des mortels est la vérité de la société.* »

Elle n'est en aucune façon le fruit d'une réflexion, d'une critique ou de recherches personnelles.

Plus « *l'information* » distillée par les médias sera monocorde et plus la vérité sera simpliste et binaire.

Nous en avons eu une preuve flagrante avec les trois sujets suivants :

Covid.
Guerre en Ukraine.
Réchauffement climatique.

Sur ces trois sujets, et il y en a plein d'autres, il y a « *consensus* ». 100 % des médias mainstream, qu'ils soient dits de gauche ou dits de droite, tiennent exactement le même discours (à un ou deux pour cent près).

Il m'est arrivé de « *discuter* » avec des membres de l'Église du coronavirus et leur demander de m'expliquer leurs croyances. En entendant leur discours, j'étais inexorablement poussé à leur dire :

« *Je ne te demande pas de me répéter le discours de BFM, du* Figaro *ou de* Libération *que je connais, je te demande TON opinion.* »

La plupart des humains croient « *savoir* » alors que dans les faits, ils ne sont que les « *croyants* » d'une religion inculquée par la société.

Pour être totalement honnête, les « *complotistes* » ne sont pas à l'abri de la croyance et peuvent parfois basculer dans une « *anti-foi* ». Ils prendront comme « *Vérité* » l'exact inverse du discours officiel sans étudier par eux-mêmes pour débusquer des mensonges.
Adhésion :

Hormis les « *complotistes* », espèce reconnue contagieuse par les autorités qui font tout pour les contrôler en espérant les éradiquer, la population a adhéré dans son ensemble aux mesures gouvernementales de « *lutte contre le virus* ».
Comme indiqué précédemment, cette adhésion est totalement déconnectée d'un travail de recherche, d'analyse et de critique personnelle.

« *Si tout le monde (civilisé, non pas les complotistes malades, antisémites d'extrême droite) le dit et le répète, c'est que c'est vrai !* »

Vérités :

Le public a donc majoritairement adhéré aux vérités suivantes citées au début de l'épidémie :

Le Covid est un virus inconnu « *vachement dangereux* ». (Dans les faits, il circulait des mois avant la déclaration officielle et n'est devenu dangereux qu'au moment où les médecins se sont vus interdits de soigner comme à l'accoutumée.)
Nouveau virus, donc absence de traitements, quand bien même il était d'une catégorie banale (coronavirus).
Les confinements sont efficaces – « *logique* », il suffit de s'isoler pour ne pas croiser de virus. (Ici encore, point de questionnement, point de références aux études passées, point de comparaison entre les pays qui confinent et ceux qui ne confinent pas. La Vérité vient d'en haut et on la croit. »
Le masque est « *efficace* ».
[Le public qui adhère à l'inefficacité et à la dangerosité du masque en début de crise, grâce aux conseils des autorités, vérité scientifique rapportée par l'OMS, se met à adhérer tout autant à son

« *efficacité* » et à l'obligation de le porter en tout lieu. Preuve s'il en est de l'adhésion aux paroles d'évangile sans la moindre réflexion de fond.]

Les gestes barrières sont efficaces.

(Idem, aucune référence aux études ou aux statistiques. Notez que le spécialiste médiatique affirme et on ne lui demande JAMAIS ses sources.)

Le « *vaccin* » est efficace.

(Se référer à mes écrits précédents. Il est intéressant de voir comment le public a suivi dès lors que les autorités ont déclaré qu'il était sûr et efficace. Et ce quand bien même l'autorisation de mise sur le marché était conditionnelle, que l'on était encore en phase expérimentale, que l'on vendait une technologie ARNm jamais déployée à grande échelle, et qu'il faut en général 10 ans de recul avant de commercialiser un nouveau vaccin. Ici, rien, même pas peur !)

Tout ceci étant bien entendu martelé 24 heures sur 24 par tous les médias, tout un chacun devenant à son tour le porte-parole de ces « *vérités* ».
Usure :

Notons qu'il existe un phénomène d'usure et de saturation.

L'objectif de la dictature est de nous maintenir dans la peur pour nous faire adhérer et même réclamer nos chaînes. La peur sidère, ou dit plus simplement, la peur rend con !

Le problème est que notre cerveau se lasse de la peur, il finit par mettre en place des contre-mesures afin de pouvoir se remettre à fonctionner.

Un exemple simple à comprendre est celui du soldat sur un champ de bataille. Je ne l'ai pas vécu, mais nous voyons bien que les premiers jours sont un enfer de chaque seconde.

« *Vais-je me prendre une balle, un obus, un gaz mortel, un missile ou pire, une visite de Macron ?* »

Impossible de dormir dans ces conditions !

Si vous retournez voir ce pauvre bougre quelques semaines plus tard, et s'il est encore vivant, vous pourrez voir qu'il dort comme un bébé au milieu de l'enfer et du chaos.

Pourquoi ? Pour la simple raison qu'il a fait de son quotidien (le champ de bataille) une réalité sur laquelle il n'a pas de prise.

Il en est de même du Covid :

Dans un premier temps nos gouvernants nous décrivent l'enfer.

Puis ils prennent soin de nous le rappeler au quotidien, le tout avec quelques permissions en dehors du front (faire souffler du chaud et du froid en permanence).

Ils nous expliquent enfin que nous pouvons vaincre et que notre survie dépend de nous, de notre capacité à obéir aveuglément aux injonctions, quand bien même celles-ci seraient contradictoires.

[C'est la même stratégie employée pour la crise de l'énergie. Les coupures aléatoires, pour faire peur, se sont pas « *le fait de sanctions énergétiques à l'égard de Poutine, le fait de céder aux lobbies dits écologiques et de fermer des centrales nucléaires* », mais de « la responsabilité du public qui doit faire cuire ses pâtes pendant 10 minutes dans de l'eau à 30 °C. »]

Semaine A, vous n'avez pas le droit de vous asseoir sur la plage avec le haut-parleur qui vous rappelle la menace et les consignes. Semaine B on vous dit qu'il ne faut surtout pas se déplacer, au risque de se faire contaminer ou de contaminer sur cette plage.

Les personnes sont dans la panique, elles obéissent sans se poser la moindre question.

Le battage médiatique est tel que l'être humain ne peut pas dormir dans sa tranchée, maintenu dans une même peur, durant des mois ou des années.

Nous assistons de plus en plus à la perte de peur du Covid.
Pas forcément qu'il est perçu comme « gentil », mais que le phénomène d'usure est là.

On n'y croit plus…

« *Vous nous avez dit que si on se confinait on le flinguerait !* »
« *Vous nous avez dit que si on portait un masque on le flinguerait* ! »
« *Vous nous avez dit que si on se faisait tester on le flinguerait !* »
« *Vous nous avez dit que si on se vaccinait on le flinguerait !* »
« *Vous nous avez dit que si on avait un QR code on le flinguerait !* »

Et là « *vous dites qu'il faut faire une deuxième, troisième, quatrième, cinquième dose et vous n'osez plus dire que cela le tuera !* »

« *Vous dites qu'il est indispensable de faire un truc auquel vous ne semblez même pas croire et qui ne servira de fait à rien !* »

Les autorités n'osent plus dire qu'une mesure sera efficace, mais juste « *nécessaire* » !

Il y a une combinaison de « *c'est l'enfer* » avec « *on ne gagnera jamais* », affirmant que l'ennemi aura toujours un coup d'avance.

Le discours est :
« *il y a une pluie de bombes, prends un antalgique !* »

Raisons pour lesquelles nous avons eu droit à l'Ukraine 24 heures sur 24 et maintenant le réchauffement climatique.

Il n'y a plus que LCI qui fait de l'Ukraine non-stop à la télé.

Bruno Lemaire nous disait il y a plus de huit mois que la Russie serait à genoux avec les sanctions.

LCI continue de le répéter jour après jour.

« *Poutine est foutu, l'économie russe est aux abois, ils n'ont plus de missiles, etc.* »

Le Français voit que les prix de l'énergie ou des denrées alimentaires explosent et n'en a plus rien à faire de Poutine. Le « *nous allons nous prendre une ogive nucléaire sur la gueule et Poutine va visiter la tour Eiffel avec les troupes* » ne fonctionne plus.

Le cobaye humain standard est saturé, il en a marre !

Panne de la vaccination

Une grande partie des Français est lassée et semble ne plus avoir vraiment peur du Covid. Ils ne sont plus convaincus de l'efficacité des mesures et encore moins du « *sauveur* », l'injection expérimentale ! La preuve en est du taux ridiculement bas d'injections du bivalent2.

Au 4 décembre, il y avait officiellement (chiffres probablement mensongers comme tous les autres) 3,1 % de Français injectés pour 80 % avec une seule dose. Pour ce qui est de la première dose, l'électro-encéphalogramme est plat depuis le début de l'année, plus de candidats à la première.

J'en reviens au bivalent, seuls 10 % des plus de 70 ans sont censés l'avoir reçu. D'autant plus intéressant que les personnes de plus de 80 ans ne sont pas à plus de 10 % non plus.

On sait que c'est une population captive en maison de retraite ou une population qui suit presque aveuglément les conseils de son médecin traitant sans poser de questions. Cette donnée permet ainsi d'affirmer que :

« *Les médecins généralistes ont, eux aussi, renoncé au vaccin Covid.* »

Relance de l'épidémie ?

Depuis quelques jours le gouvernement essaie de lancer la 9e vague pour introduire de l'angoisse pour les fêtes. Je ne suis pas dans le secret de Satan et je ne sais donc pas si c'est juste pour relancer le marché d'un produit qui n'intéresse plus ou pour relancer la dictature sanitaire.

La relancer ou tout du moins prendre le pouls de la population…

Est-elle prête à gober de nouveau et repartir comme en 14 ? Masques, confinements, vaccination obligatoire, passe sanitaire ? Je ne le sais pas.

Pour autant même les autorités et les corrompus sont bien timides et semblent marcher sur des œufs. Les spécialistes et les politiques sont de retour, mais pour dire que « les personnes à risque » doivent porter le masque dans les lieux publics. Ils parlent d'une nécessité de rappel vaccinal uniquement pour cette même population. Exit les recommandations pour tout le monde.

Est-ce à dire qu'ils ont peur du procès, peur que les effets secondaires des injections expérimentales leur sautent au visage ? C'est assez crédible.

Le « *tous vaccinés, tous protégés* » est dans les poubelles de l'histoire, nul n'ose le dire encore.

De là à imaginer qu'ils vont relancer une fausse vague à un niveau biblique avec à nouveau des fausses saturations et des faux morts du Covid, j'ai quelques doutes, même si l'on peut s'attendre à tout de la part de psychopathes. Il n'en demeure pas moins vrai que la situation demeure anxiogène aussi bien pour les covidistes que pour les complotistes.
Les faits suite aux effets d'annonce

Pour autant nous voyons bien que les annonces gouvernementales, aussi bien des autorités que des médecins corrompus (ou avec conflit d'intérêts), ont leur effet.

Le fait est que le nombre de personnes masquées augmente. Je ne pense pas qu'elles soient toutes dans un mode « au secours on va tous mourir ». Le retour du masque chez les paniqués serait d'autant plus étrange que rien ne leur interdisait de continuer de le porter.

Jamais un quelconque responsable politique ou médecin médiatique n'a annoncé la fin de l'épidémie en France !

Au contraire, le discours sur le retour du Malin en automne est généralisé.

J'entends que le mouton paniqué ne pense pas ou peu, mais quand même, si vous avez vraiment peur de mourir du Covid, d'autant plus que vous avez 5 doses d'un vaccin « *efficace* », il demeure relativement « *logique* » de le porter.

Cette augmentation n'est donc pas un effet de panique, mais de « *prudence* » (cela me fait mal aux tripes d'écrire de telles contre-vérités scientifiques).

J'ai donc, sinon l'intime conviction, la croyance que cette augmentation du nombre de masques repose sur mon titre !

« *Ça peut pas faire de mal, c'est mieux que rien.* »

C'est pas bien grave ? Là est le danger ! (Pour la santé, nos libertés et la démocratie.)

Nous l'avons croisé si souvent depuis des mois le fameux « *c'est pas bien grave* ».

« *Quelques semaines de confinement, c'est pas bien grave si ça peut permettre de se débarrasser du virus.* »
« *Quelques heures de masques par jour c'est pas bien grave si cela permet de contrôler l'épidémie et diminuer les contaminations*. »
« *Scanner un QR code, c'est pas bien grave, après tout qu'est-ce qu'elles (les autorités) en ont à faire de savoir si je suis allé au resto*. »
« *Se faire injecter un produit expérimental c'est pas bien grave si cela peut éviter un séjour en réanimation et de décéder d'une maladie mortelle.* »
Etc.

Ce qu'il y a de formidable avec l'assujetti, c'est que « *rien n'est grave* », quel que soit le sujet!

Interdire la circulation de véhicules anciens ?
Interdire de dépasser le 90 km/h sur autoroute ?
Interdire (conseiller, car ils ne peuvent pas contrôler) de chauffer à plus de 19 °C ?
Interdire de fumer.
Obliger une ceinture de sécurité.
Censurer la liberté d'expression.
Interdire de prendre l'avion.
Obliger un vaccin expérimental pour des millions de personnes en contact avec le public.
11 vaccins obligatoires à la naissance.
Faire des délestages d'électricité dont nous serions les responsables.
Etc., etc., etc.

Il y a des centaines d'autres exemples que nous ne voyons même plus au quotidien tant nous sommes habitués. Que répondre ?

« *C'est pas bien grave !* »

De toutes les façons, pour cette population obéissante, « rien n'est grave » du moment qu'elle a un toit, à manger et qu'elle peut regarder le foot !

Il faut dire que le matraquage est ininterrompu, nous expliquant en novlangue que « *la liberté c'est l'interdit* ».
« *Ça peut pas faire de mal* » et « *c'est mieux que rien*. »

Qu'est-ce qui pousse à l'adhésion aux mesures les plus délirantes ou liberticides ?

Cette masse obéissante n'est pas extrémiste, car :

Si la majorité des masqués actuels ne sont pas paniqués à l'idée de mourir du virus.
Si la majorité des masqués n'est pas intimement convaincue de l'efficacité de la mesure.
Si la majorité des masqués pense que *« c'est pas bien grave* » de le porter. À noter que le « *c'est pas bien grave* » pourrait durer pendant 40 ans en l'absence d'opposition…

Le moteur est certainement lié de fait au « *ça peut pas faire de mal* »

À noter que les croyances sont les mêmes pour les couvre-feux, distanciations, confinements, QR-codes, passe vaccinal, etc., le leitmotiv demeure : *« ça peut pas faire de mal* ».

La conjonction de « *y'a pas besoin d'en faire une affaire d'État* » combinée à « *ça peut pas faire de mal* » est la porte ouverte à la dictature de masse.

Ce concept de danger lié à des effets secondaires directs ou indirects semble difficilement appréhendable par cette population molle qui obéit sans se poser de (vraies) questions.

Il faut dire que les médias sont « *d'une grande aide* ».

Tout individu qui émet l'hypothèse d'une dangerosité du confinement, du masque ou du vaccin et j'en passe, est immédiatement factchecké, calomnié, censuré puis mis au ban de la société.

C'est d'une grande aide pour ne pas se poser de questions.

Concernant les masques, je pense qu'il est difficile pour le commun des mortels d'y voir une nuisance ou un danger. (Sans même tenir compte des autorités qui rassurent et mentent sur ce sujet).

Ils ne voient qu'un bout de tissu qui semble d'autant plus inoffensif qu'il est notamment utilisé par des chirurgiens. Le fameux argument « *imparable* ».

Bien heureusement, il est pris soin de passer sous silence :

Qu'un chirurgien ne le porte pas douze heures par jour.
Qu'il est changé à minima toutes les quatre heures ou entre chaque opération.
Qu'il est porté en atmosphère contrôlée, dans un lieu où la température n'excède pas les 19 °C.
Qu'il n'est jamais manipulé, enlevé, remis, déplacé.
Qu'il est porté par un adulte formé à son usage.
Qu'il a pour objet de protéger des bactéries et certainement pas des virus !

Quelques dangers directs ou indirects du masque :

Augmente la quantité de CO2 inhalé.

Nid à champignons, bactéries qui se développent dans le milieu humide (d'autant plus qu'il est gardé pendant des heures, des semaines ou des mois, rangé dans une poche et manipulé hors protocole).

Substances chimiques inhalées dont microparticules qui se retrouvent dans les poumons.

Graphène selon les modèles de masque.

Perturbations dans la communication non verbale

Problèmes d'apprentissage des langues et des émotions.

Induction de la peur d'autrui, autrui qui devient potentiellement un danger mortel.

Problèmes relationnels, amplification de troubles psychologiques.

Détruit la convivialité, la légèreté, le vivre ensemble.

Rend visible une épidémie dont on ignorerait l'existence sans les médias ou le masque.

Sentiment de sécurité illusoire. (Comme le contrôle technique générateur d'accidents du fait d'un excès de confiance dans un véhicule âgé.)

Et pour ceux qui croiraient à son efficacité, dangereux, car il mettrait à mal les défenses immunitaires, exposerait à des maladies et condamnerait le porteur à le garder jusqu'à sa mort.

Le plus délirant est qu'il est déclaré indispensable pour des personnes qui ont des problèmes respiratoires !

Les faits sur la dangerosité réelle du masque n'entrent pas dans le processus décisionnel de le porter ou pas.

Quand bien même l'ensemble des dangers sont ou seraient connus, ils ne sont jamais additionnés.

Le porteur pourra dire « *oui, c'est vrai* » à propos d'une affirmation, mais n'en fera pas un tout, un objet dangereux (sans même parler de son inefficace légendaire).

Penser que le masque c'est dangereux, c'est comme penser que l'excès de sucre c'est dangereux ou que la cigarette est dangereuse. C'est un danger relatif, presque imaginaire !
Paradoxe des peurs et de la réalité de la menace

C'est là que l'on touche du doigt un énorme paradoxe.

Ce public n'a pas peur de porter pendant des heures, des jours, des semaines, des mois un produit factuellement dangereux.

Une dangerosité dont on peut discuter des conséquences, mais dont nul (honnête) ne peut nier la réalité. Je vous rappelle que nous naissons sans masque et que l'espèce a pu survivre jusqu'à présent. Que le masque est à l'intérieur de notre corps dans nos systèmes de défense contre les agressions extérieures.

La peur de cet objet objectivement dangereux n'est pas conscientisée.

En revanche :

Les porteurs de masque ont peur d'un virus qu'ils n'ont jamais vu pour lequel ils ont besoin de faire un test pour savoir s'ils sont « *malades* » et dont la mortalité est statistiquement anodine.

Qui connaît une personne jeune, en bonne santé, non vaccinée, qui aurait été terrassée par ce virus ? Je pense que je peux répondre sans risque : Personne !

Je peux affirmer que les masqués dans la rue ou dans le bus sont aussi les vaccinés. Vous connaissez peut être une exception sait-on jamais ?!

Plus vous avez de doses de rappels et plus il est probable que vous ayez peur de ce virus et plus vous êtes masqué.

Et c'est là que l'on touche au merveilleux. Le multi-injecté croit que son vaccin le protège des formes graves. Il en est à ce point convaincu qu'à sa sortie de réa diagnostiqué Covid, il pourra déclarer sans sourciller :

« *Heureusement que j'étais vacciné* », sous-entendu que le vaccin lui a sauvé la vie.

N'espérons pas faire pénétrer le doute et lui suggérer que le dit vaccin serait totalement inefficace ou pire, à l'origine de ses troubles.

Le multivacciné est donc à la fois intimement convaincu de l'efficacité de ses injections et en même temps, a d'autant plus peur du Covid qu'il a de doses !
Plus il sera protégé et plus il sera prompt à remettre un masque.

Ce multirécidiviste de l'injection « efficace et inoffensive » se sentira protégé d'un virus mortel par un masque dont la dangerosité réelle sera de fait totalement inexistante.

Parler d'un rapport bénéfice vs risque pour le masque n'a donc pas de sens pour celui qui le porte « *volontairement* ».

Face à la peur de mourir :

La dangerosité réelle du masque devient imaginaire.

Tandis que :

L'efficacité imaginaire du masque devient réelle, réelle, car anxiolytique.

La question est donc :

Cette masse a-t-elle encore assez peur pour se masquer massivement et exiger plus de dictature ou pas ? L'augmentation du nombre de masques dans la rue ou les magasins n'est pas forcément rassurante, mais il est à mettre en balance avec le taux ridicule de personnes qui ont fait leur bivalent.

https://7milliards.fr/tortosa20221207-masque-peut-pas-faire-de-mal.pdf

Source : Nouveau Monde

Dictature climatique ou Green New Deal.

Totalitarisme et colonialisme. Dictature climatique ou Green New Deal sanctuarisé.

J-C - Ils ne survivent que grâce aux mesures dictatoriales qu'ils imposent aux pays en voie de développement dont ils pillent les richesses. Des mesures qui relèvent également du protectionnisme visant leurs principaux concurrents, la Russie et la Chine.

Taxe carbone aux frontières adoptée par l'UE : comment ça marche ? - publicsenat.fr 13 décembre 2022

Tard dans la nuit de lundi, le Parlement européen, la commission et les Etats membres, réunis en trilogue, ont acté les grands principes du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) communément appelé « taxe carbone ».

« *Fin annoncée, même si progressive, du dumping climatique, protection des industries qui décarbonent et levier de relocalisation. On avance !* », s'est félicité l'eurodéputé Yannick Jadot, sur Twitter.

Avec l'envolée du prix de la tonne de CO2, cette taxe carbone a effectivement pour but d'éviter un « *dumping écologique* » qui verrait les industriels délocaliser leur production hors d'Europe, tout en encourageant le reste du monde à adopter les standards européens.

Ce dispositif consistera à appliquer aux importations des Vingt-Sept, les critères du marché du carbone européen, où les industriels de l'UE sont tenus d'acheter des quotas couvrant leurs émissions polluantes. En pratique, l'importateur devra déclarer les émissions liées au processus de production, et si celles-ci dépassent le standard européen, acquérir un « *certificat d'émission* » au prix du CO2 dans l'UE. Si un marché carbone existe dans le pays exportateur, il paiera seulement la différence.

Les secteurs concernés

Le mécanisme, administré pour l'essentiel de façon centralisée au niveau de l'UE, visera les secteurs jugés les plus polluants (acier, aluminium, ciment, engrais, électricité), comme le proposait la Commission européenne. « *L'accord trouvé est satisfaisant car l'assiette est assez large. Certains voulaient notamment exclure les engrais ou l'électricité. Les émissions indirectes (générées par l'électricité utilisée pour la production) sont aussi concernées* », rappelle l'eurodéputé écologiste David Cormand.

Le Parlement a obtenu d'y ajouter l'hydrogène, certains produits dérivés (boulons…), et Bruxelles devra étudier l'éventuelle extension à la chimie organique et aux polymères (plastiques).

Les revenus attendus, qui pourraient dépasser 14 milliards d'euros annuels, alimenteront le budget général de l'UE.

Actuellement, les industriels européens se voient allouer des quotas gratuits couvrant une partie de leurs émissions, pour soutenir leur compétitivité face aux concurrents étrangers. A mesure que montera en puissance l' « *ajustement aux frontières* », les quotas gratuits distribués aux secteurs concernés seront supprimés progressivement.

« *C'est une belle idée la taxe carbone aux frontières mais elle est extrêmement complexe à mettre en place. On risque de se tirer une balle dans le pied en grevant notre compétitivité européenne déjà lourdement impactée par la hausse du prix de l'énergie. L'industrie automobile par exemple utilise des produits importés qui seront lourdement taxés. Ce coût s'en ressentira sur le prix de*

vente et sur les exportations », prévient Sophie Primas, la présidente LR de la commission économique du Sénat.

En juin dernier, le Parlement européen avait rejeté une proposition visant à instaurer une taxe carbone aux frontières. Le PPE (droite européenne) avec le soutien de l'extrême droite, de 22 Renew et de 18 sociaux-démocrates, exigeait un maintien jusqu'en 2034 des quotas gratuits dans l'Union, au nom de la compétitivité des entreprises. Ce qui repoussait également la mise en place complète d'une taxe carbone sur les importations. Ce report à 2034 était une « *ligne rouge* » pour les Verts et S & D.

Calendrier

« *Le nouveau projet de loi sera le premier du genre. Il est conçu pour être en totale conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'appliquera à partir du 1er octobre 2023, mais avec une période de transition pendant laquelle les obligations de l'importateur se limiteront à la déclaration* », détaille le Parlement européen dans un communiqué.

Quant au calendrier du démarrage effectif, il dépendra de pourparlers en fin de semaine sur le reste de la réforme du marché carbone européen.

Commission et Etats défendent une application progressive du mécanisme sur dix ans pendant laquelle la réduction des quotas gratuits baisse de 10 % par an entre 2025 et 2035. Les eurodéputés, eux, demandent une réduction des quotas gratuits de 20 % entre 2027 et 2032.

Le calendrier de suppression des quotas gratuits, âprement discuté, ne sera abordé que vendredi et samedi dans les pourparlers sur la réforme du marché carbone. « *On est train de se diriger vers 2035* », s'inquiète David Cormand. « *Après tout dépendra du rythme de baisse, si c'est 80 % la première année ce ne sera pas la même chose que 10 %. Je rappelle que l'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de C02 de 55 % d'ici 2030 donc il vaudrait mieux s'accorder sur 2032 que 2035* », ajoute-t-il.

L'Union européenne devra également trancher d'autres points cruciaux comme le maintien des allocations gratuites aux industriels européens pour leur production destinée aux exportations vers des pays hors-UE. Mais pour les Etats membres les « *rabais à l'exportation, risquent d'être incompatibles avec les règles anti-subventions de l'OMC.* » publicsenat.fr 13 décembre 2022

Économie.

L'analyse d'un économiste - L'Investisseur sans costume 13 décembre 2022

Soyons un peu marxistes pour une fois et acceptons que l'infrastructure précède la superstructure : Le fric est bien plus important que les bonnes intentions et les droits de l'homme finissent toujours par s'effacer devant les droits de l'asticot, surtout empilés en monceaux de cadavres.

Le fric avant les vies : Les intérêts économiques en Ukraine sont bellicistes

Alors que la Russie occupe toujours 1/5e du territoire ukrainien, le plus riche géologiquement et que la guerre prend bien plus sûrement le chemin de la radicalisation et l'internationalisation que celui

de la résolution, un rapport de plus de 400 pages a été publié mercredi dernier par la branche Parisienne du CEPR.

Le Center for Economic Policy Research est un gros organe néoconservateur financé par des banques centrales (y compris la Banque de France) et de grandes institutions financières. Il a été fondé il y a 40 ans par Richard Portes, professeur d'économie britannique et promoteur infatigable d'un élargissement agressif de l'Union Européenne à l'Est dans la plus pure tradition britannique d'achoppement à l'Est façon Mckinder. C'est le sempiternel jeu des puissances maritimes qui pourrissent les puissances terriennes à l'Est.

Le rapport s'intitule « *Reconstruire l'Ukraine : Principes et Politiques* ».

Alors que les Russes répétaient la veille de la publication qu'ils restaient disposés à mettre fin au conflit si les raisons qui les y avaient poussés étaient éliminées, nous lisons dans le rapport du CEPR que la position occidentale est un brin plus radical et exige une victoire ukrainienne complète pour permettre une reconstruction stable et un climat sûr… Au moins suffisamment pour envisager un scénario sécuritaire de type israélien.

Je vous laisser apprécier la modestie des ambitions des auteurs en faveur de la paix.

Démanteler ou isoler la Russie

Les auteurs imaginent candidement démanteler la Russie en une douzaine d'États indépendants ou l'isoler en un nouveau royaume ermite façon Corée du Nord. Ils n'envisagent jamais en revanche une Russie souveraine acceptée pour ce qu'elle est dans le concert des nations.

Cette ingérence est imprudente devant le soutien indéfectible de la Chinois à son voisin et au risque de contagion et de radicalisation du conflit.

Cette ingérence est folie devant la doctrine nucléaire russe et la déclaration de Poutine au début du conflit sur l'usage atomique : « *À quoi nous sert ce monde si la Russie n'y a pas de place ?* »

De Gaulle et la prophétie européenne

Nous avons également la « *joie* » d'apprendre dans ces pages que l'Europe a finalement décidé de prendre sa place géopolitique depuis que nous avons accepté l'Ukraine comme candidat à l'Union cet été.

Nous aurions pu nous cantonner à une union économique dégradante (degrading to just an economic union) mais fort heureusement nous avons choisi de « *remodeler l'Europe et même l'Eurasie / Reshape Europe and Eurasia* ».

Ben voyons.

La destruction de notre appareil énergétique tient sans aucun doute du génie géopolitique et d'une autonomie géostratégique à faire peur.

Résonne alors douloureusement l'extraordinaire prophétie formulée par de
Gaulle face au risque de l'impossible fédéralisme européen :

« *Dans une Europe intégrée, il n'y aurait peut-être pas de politique du tout, faute de pouvoir en imposer une à chacun des États. Mais alors, peut-être, ce monde se mettrait-il à la suite de quelqu'un du dehors qui, lui, en aurait une. Il y aurait peut-être un fédérateur, mais il ne serait pas européen.* »

Nous ne pouvons qu'observer que nous finissons de nous asservir à notre fédérateur, les États-Unis profitent du conflit ukrainien pour nous passer la laisse énergétique par-dessus les laisses monétaires, militaires, juridiques et technologiques.

La déliquescence actuelle de l'Union Européenne dont nous effleurons la corruption et le vice ces jours-ci ne nous empêche pourtant pas de, littéralement, vendre la peau de l'ours russe avant de l'avoir tué ou pour reprendre le mot de Bruno Bertez de jouer à la roulette russe en Ukraine.

La peau de l'ours russe est déjà vendue...

Dans une sorte d'inconscience lubrique tout le monde sort en ce moment la calculette.

On estimait à 120 milliards d'euros les destructions du conflit en septembre, le coût de la reconstruction est désormais estimé entre 350 et 1 100 milliards d'euros.
Vous êtes peut-être affolé par l'ampleur de la facture mais d'autres se frottent les mains.

Ainsi l'Irak a produit plus de 1 000 milliards de dollars de pétrole depuis la guerre de Bush junior, ce qui a déjà engraissé considérablement les sponsors de l'ex-président texan et encore : 150 milliards se sont envolés, disparus en corruption et mauvais coups.

L'Ukraine ne dispose pas des réserves pétrolières irakiennes mais de ressources minières stratégiques et abondantes (charbon, fer, manganèse, graphite, uranium, titane, néon, xénon…) et d'immenses étendues de ses terres noires si fertiles.

Saccage à l'irakienne

Nous oublions bien trop vite l'importance des ressources ukrainiennes dans ce conflit. Nous oublions que l'Ukraine était déjà le grenier à blé de l'Empire romain et qu'Hitler détourna de Moscou la majeure partie de son armée lors de Barbarossa afin d'atteindre au plus vite les mines du Donbass.

Ajoutez à cela une main-d'œuvre abondante, à bas coût et haute qualification ainsi qu'une corruption endémique et vous avez tous les ingrédients pour un scénario de saccage à l'irakienne.

Rappelez-vous les collusions d'Hunter Biden en Ukraine et le limogeage sur instruction d'un procureur ukrainien qui voulait enquêter.

Mais cette fois, c'est promis, les États-Unis s'engagent pour l'honneur et la gloire et nous, à leur suite, apportons 1 000 milliards de financement par altruisme pour nos frères ukrainiens, enfin s'ils ne sont pas tous morts ou exilés d'ici là.

Bien évidemment : de telles sommes sont considérables et notre bible de la reconstruction ne manque pas de noter que seul un appel massif à des fonds internationaux permettra un redressement rapide de l'Ukraine.

BlackRock aux commandes et à la réception

C'est sans doute pour cela que BlackRock sera en charge de la feuille de route pour exécuter le cadre d'investissement de la reconstruction… De manière totalement objective bien sûr et en servant les intérêts du gouvernement ukrainien avant les siens, n'est-ce pas.
Il ne vous est pas permis de douter que la haute teneur morale de BlackRock leur permet d'être juge et partie en toute honnêteté.

Sans doute les efforts de guerre de chacun seront récompensés par de juteux budgets et c'est là que le bât blesse.

Le hochet contre la paix sans victoire... Non, non, rien n'a changé

Si l'Europe est un contributeur majeur au conflit, la France et l'Allemagne n'y ont encore que plongé un gros orteil, tant la situation est pourrie.

Il n'est pas anodin que ce gros rapport ait été sorti à Paris en pleine visite protocolaire ukrainienne : Il sonne comme un hochet pour ameuter les sponsors et financiers afin qu'ils fassent enfin rentrer dans le rang leurs gouvernements et débloquent crédits et matériels à grande échelle.
Il y a là comme un relent de John Pierpont Morgan quand il avait forcé la main à Wilson en mettant l'industrie américaine au service de l'Entente lors de la Première Guerre mondiale et interdisant la *« Paix sans victoire »* que recherchait Wilson si ardemment mais qui aurait été catastrophique pour JP Morgan… Les choses n'ont pas fondamentalement changé depuis un siècle.

Et l'on voit alors le cercle vicieux se dessiner.

Le mécanisme de la corruption

1- Les gouvernements débloquent des fonds publics massifs pour ce conflit.

2- Ils y gagnent des financements pour leurs élections comme on a pu l'entrevoir avec le scandale FTX qui a remonté des financements ukrainiens pour la campagne des démocrates aux midterms.

3- En échange de quoi les généreux sponsors récupèrent des contrats pharaoniques de reconstruction leur donnant des moyens d'influence disproportionnés sur les gouvernements.

Le cercle est bouclé et il n'y a plus qu'à recommencer.

La guerre au-dedans est le miroir de la guerre au-dehors

Finalement, une bonne guerre devient un excellent moyen de transformer des dépenses publiques massives en gains tout aussi massifs pour le secteur privé.

Finalement la guerre au-dedans contre les populations et au-dehors contre la Russie et derrière la Chine sont les deux faces d'une même pièce.

Et j'espère que vous n'êtes pas encore rassasié car il nous manque encore le plat de résistance.

Les réserves et actifs russes gelés échapperont difficilement aux appétits des banques affamées

Depuis le début du conflit ukrainien dorment 350 milliards de dollars d'actifs et réserves monétaires russes gelés par l'Occident. Bien sûr, une paix négociée devrait restituer ces réserves. Dans le cas

contraire, ils seraient définitivement saisis et attribués officiellement à la reconstruction de l'Ukraine. Ils pourraient aussi être détournés pour renflouer notre secteur financier en lambeau.

Je ne sors pas cette hypothèse du chapeau : En 2008 déjà l'argent de la cocaïne avait renfloué les banques américaines et le blanchiment des mafias russes avait contribué à sauver les banques européennes comme l'avait révélé le scandale Danske Bank.

En 2023 je ne serais pas étonné que l'on utilise les réserves russes pour éponger la crise financière et monétaire carabinée qui nous guette.
Le seul obstacle serait une paix négociée ou pire une défaite ukrainienne.
Il est sérieusement temps de nous demander pourquoi et surtout pour qui nous alimentons cette guerre et plus encore aujourd'hui que les appétits attendus se réveillent et révèlent leur horreur candide.

Le mécanisme morbide de la montée aux extrêmes

Poutine est régulièrement dépeint dans les médias comme un vieil autocrate acculé et dégénéré. Nous ne détestons jamais plus chez les autres que nos propres défaillances et il semble que nous devions les projeter sur Poutine afin de fabriquer l'ennemi à la mesure de notre névrose.

Nous sommes entrés dans un cycle mimétique de montée aux extrêmes si bien décrit par René Girard. Jusqu'ici les Russes et les Chinois refusent de se laisser entraîner et avancent prudemment… Mais pour combien de temps encore. Celui de désamorcer le cycle ou alors de l'alimenter encore davantage ?

L'erreur serait de croire que ces questions ne nous concernent pas et que nous n'y avons aucune prise.

La guerre au-dedans est le miroir de la guerre au-dehors.

C'est le caractère des grands peuples que de refuser la fatalité.

Et pas uniquement sur un terrain de foot climatisé ou devant une télé.

Un peuple qu'est-ce que c'est ? Si vous ne le faites pas, personne ne le fera à votre place.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 décembre 2022.

Même pas peur !

Nouvelle alerte au cobra, la deuxième en moins de 2 mois. Alerte cyclonique.

Un doute et un bon prétexte.

Plus le temps passe, plus on cherche à comprendre, plus on prend conscience de l'étendue de la folie des hommes, disons 99,99% de la population, surtout dans les pays les plus riches comme la France, ceux réputés parmi les plus instruits ou éduqués qui se croient épargnés, et qui en réalité sont un modèle d'hypocrisie, d'arrogance, de lâcheté et d'ignorance.

Ils le savent si bien, qu'ils reportent sur les masses leur propre inconsistance et inconscience. Ce sont généralement des nantis ou des retraités qui vivent confortablement. Ils ne sont pas forcément issus des classes moyennes, ils en partagent les privilèges.

Ce qu'on peut observer, c'est qu'ils existent des millions et millions qui bénéficient de conditions favorables qui leur permettraient d'accéder à un niveau de conscience supérieur, et ils n'en profitent pas pour prendre en mains leur destin, s'organiser et engager le combat pour en finir avec le régime en place, procéder à une transformation révolutionnaire de la société, passer au socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Un jour ou l'autre, ils seront broyés, à moins que ce soient leurs enfants ou petits-enfants, ce qui n'a pas l'air de les préoccuper plus que cela. S'ils observaient ce que vivent actuellement leurs semblables en Ukraine ou dans tous les pays qui ont été un jour en proie à une féroce dictature depuis 75 ans sur tous les continents, cela pourrait les faire réfléchir et les inciter à modifier le regard complaisant ou aberrant qu'ils portent sur la société et le monde, avant qu'il ne soit trop tard. C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

Pour adopter un tel comportement irresponsable ou d'esclave, car c'est bien de cela dont il s'agit, il faut avoir abdiqué ou renié ses aspirations de jeunesse légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste, libérée de toute forme d'exploitation et d'oppression, il faut avoir perdu tout espoir, renoncé à tout idéal. Je me demande comment on peut vivre au quotidien en ne pouvant plus se prévaloir de valeurs humanistes, car on ne peut pas se mentir indéfiniment, quel cauchemar !

C'est bien triste, et le plus triste, c'est qu'ils condamnent l'humanité toute entière à partager cet épouvantable destin, le leur en pire très souvent, alors que la vie pourrait être si belle et agréable sur cette planète si riche et généreuse, quel gâchis par pur individualisme et manque de volonté !

J'avoue ne pas comprendre pourquoi cela ne leur saute-t-il pas aux yeux, alors que j'en ai conscience, ce serait presque à regretter d'avoir évolué au cours de ma vie puisque cela ne sert à

rien, hormis peut-être mon entourage direct qui en profite, pour un peu cela donnerait raison aux imbéciles heureux qui ne se soucient pas de toutes ces considérations.

Dans deux semaines nous seront au bout d'une nouvelle échéance, et je me demande une fois de plus, si je ne devrais pas saisir cette occasion pour cesser ces causeries et profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre auprès des personnes qui me témoignent de la bienveillance et de la tendresse, personnes que j'ai tendance à négliger, ce qui au demeurant est fort injuste.

Indécrottables les Français ? Une mauvaise nouvelle "*ne vient jamais seule*".

L'audience de France-Maroc sur TF1 fait mieux que la finale de 2018 - Le HuffPost 15 décembre 2022

Une bonne nouvelle ne vient jamais seule. La victoire des Bleus contre le Maroc en demi-finale de la Coupe du monde 2022 a réuni, ce mercredi 14 décembre, 20,69 millions de téléspectateurs sur TF1. Une performance qui permet à la chaîne d'enregistrer un nouveau record d'audience, selon des données de Médiamétrie publiées ce jeudi 15 décembre.

Il s'agit même d'un record d'audience pour une Coupe du Monde depuis 2006, a précisé à l'AFP le groupe TF1 qui a comptabilisé, au cours de la soirée, un pic d'audience à 23,3 millions de téléspectateurs.

Comme le souligne Puremédias, c'est aussi la meilleure audience de l'année en France, toutes chaînes de télévision confondues. Le HuffPost 15 décembre 2022

Infos sur la situation au Pérou. A bas le coup d'Etat fomenté depuis Davos !

Twitter - Plusieurs Palais de Justice et bâtiments d'État incendiés au Pérou alors que les manifestations contre la nouvelle présidente se poursuivent suite à la destitution et l'arrestation de Pedro Castillo. Des barrages routiers sont érigés. Au moins 7 manifestants ont été tués
- Les manifestants attaquent la Cour supérieure de Justice à Huancavelica au Pérou. Les manifestations contre la nouvelle Présidente dégénèrent dans plusieurs villes du pays.

Pérou : l'ex-président Castillo restera détenu pendant 18 mois - AFP/LePoint.fr 16 décembre 2022

Le président péruvien déchu Pedro Castillo a été maintenu jeudi 15 décembre en détention provisoire pour 18 mois par la Cour suprême du Pérou, alors que des milliers de ses partisans continuent à manifester à travers le pays pour réclamer sa libération. « *On le sentait venir (...) Nous ne sommes pas allés à l'audience, car nous refusons de prendre part à cette mascarade* », a dénoncé l'avocat de Pedro Castillo, Ronald Atencio, en annonçant qu'il allait faire appel.

Dans les rues, la mobilisation des partisans de Pedro Castillo ne faiblit pas malgré l'état d'urgence décrété mercredi pour 30 jours dans tout le Pérou. Cette mesure permet à l'armée de participer aux opérations de maintien de l'ordre. Au moins dix personnes ont été tuées pendant des manifestations, dont deux jeudi lors d'un affrontement à l'aéroport d'Ayacucho (sud), selon le Défenseur du peuple

(ombudsman) qui a également dénombré 340 blessés. La police a précisé que presque la moitié de ces blessés provenaient de ses rangs.

« *Nous exigeons des forces armées l'arrêt immédiat de l'usage d'armes à feu et de bombes lacrymogènes lancées par hélicoptère* », a déclaré le bureau du Défenseur du peuple dans un communiqué. Les manifestations les plus virulentes ont eu lieu dans le sud du pays, où cinq aéroports restent fermés (Andahuaylas, Arequipa, Puno, Cuzco et Ayacucho). Plus d'une centaine de routes sont bloquées par des protestataires à travers le pays, et le train vers le célèbre site du Machu Picchu a cessé de fonctionner, laissant en rade plusieurs centaines de touristes.

« Nous devons nous battre. Le président est Pedro Castillo », a dit à l'Agence France Presse Milagros Quispe Diaz qui se dirigeait vers les abords du Parlement où se tiennent des rassemblements quotidiens depuis la destitution de Pedro Castillo par les députés. De nombreux policiers et membres des forces armées étaient visibles jeudi soir dans le centre de Lima. « *Il faut une réponse énergique, autoritaire" face aux violences, avait lancé le ministre de la Défense Alberto Otarola, soulignant que l'état d'urgence comprenait « la suspension de la liberté de circuler et de réunion* » avec « *possibilité de couvre-feu* ».

Devant la caserne de police où est détenu Pedro Castillo, à Até (est de Lima), nombre de ses soutiens campent et réclament sa libération. Sa nièce, Vilma Vasquez, 42 ans, a dénoncé devant la presse l'absence de « *justice* ». « *Dès le premier jour de sa prise de fonction et encore plus pendant la campagne, nous étions déjà des terroristes. Le jour où le président Castillo a pris ses fonctions, ils ne l'ont pas laissé gouverner, nous étions des voleurs, nous étions corrompus. Il n'y a pas de justice* », a-t-elle dit. AFP/LePoint.fr 16 décembre 2022

Quelles sont les demandes des manifestants au Pérou pour arrêter les manifestations ?

Damas, 15 déc. (SANA)

Les manifestations massives au Pérou, qui aggravent la crise politique et institutionnelle que traverse le pays depuis des années, sont dans les rues depuis une semaine avec une série de revendications qui visent à réformer les racines de l'État.

La vague de manifestations qui s'est propagée dans les différentes régions péruviennes, notamment dans le soi-disant "*Pérou profond*", a atteint son paroxysme mercredi dernier lorsque le Congrès a décidé de destituer le président Pedro Castillo pour "*incapacité morale*".

Le parlement a exécuté la mesure après que Castillo a annoncé la dissolution du Congrès, la mise en place d'un "*gouvernement d'urgence exceptionnel*", l'appel à un processus constituant, la réorganisation du système judiciaire, entre autres mesures conjoncturelles, telles que gouverner avec des "*décrets de loi ”*.

Après la vacance contre le chef de l'État et la nomination de la vice-présidente de l'époque, Dina Boluarte, comme nouveau président, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exiger le respect de la volonté populaire qui a donné la victoire à Castillo aux élections présidentielles.

Depuis, les manifestants ont exprimé quatre revendications transversales pour revenir à la normalité. Quelles sont les exigences?

1.- Libération et retour de Castillo à la Présidence

Depuis le début des manifestations, les manifestants ont souligné que pour eux le seul "*président constitutionnel*" est Pedro Castillo, car il a été élu par la majorité du pays lors d'élections démocratiques. C'est la principale raison pour laquelle ils considèrent qu'il devrait revenir au pouvoir et assumer des responsabilités devant l'exécutif.

De la même manière, ils considèrent que Castillo est un "*prisonnier politique*" qui a été détenu et privé de liberté par des organes judiciaires, de manière inconstitutionnelle et en violation des droits démocratiques des citoyens.

C'est un point important dans les revendications des partisans de Castillo, qui ont prévenu qu'ils resteraient dans la rue pour faire valoir leurs droits et qu'ils pourraient même se radicaliser avec une grève nationale illimitée, si leurs demandes n'étaient pas satisfaites.

2.- Départ de Dina Boluarte

Les manifestants exigent également que Dina Boluarte, nommée par le parlement à la présidence de la République, quitte l'exécutif, car c'est "*un gouvernement usurpateur"*, qui de l'avis des mécontents ne représente pas le mandat populaire et fait partie d'un " *coup d'Etat institutionnel*". » et "*judiciaire*" qui couvait contre Castillo, depuis qu'il a pris la tête de l'Etat en 2021.

Pour les partisans de Castillo, Boluarte est un "*traître*" et une "*marionnette*" qui, selon eux, s'est prêté à la "*persécution politique*" menée contre son chef par la "*droite péruvienne*" et "*l'oligarchie enracinée au Congrès, le parquet Bureau et le système judiciaire* ».

De plus, ils se souviennent que Boluarte a déclaré qu'il démissionnerait si Castillo était libéré, un problème qui ne s'est pas produit. Une fois l'enseignante rurale libérée, elle est allée au Congrès en tant que vice-présidente pour être investie en tant que présidente.

Après sa nomination, Boluarte a annoncé qu'il dirigerait le pays jusqu'en 2026. Cependant, face à la pression sociale et politique, il change de position et insiste actuellement sur le fait que son gouvernement sera un gouvernement de "*transition*" et qu'il chercher à faire avancer les élections.

3.- Dissoudre le Congrès

La dissolution du Congrès, comme Castillo l'a annoncé avant d'être démis de ses fonctions, est une autre des revendications défendues par les manifestants, car ils considèrent que la situation à laquelle le pays est actuellement confronté relève de la responsabilité du parlement, qui s'est consacré à "*boycotter*", restreindre et contrôler l'exécutif.

Dans leurs revendications, ils soulignent que les membres du Congrès ont outrepassé leurs pouvoirs pour influencer les décisions que le gouvernement devrait prendre en toute indépendance. De plus, ils estiment que le Congrès est devenu une sorte de « *secte* » ou de « *mafia* » qui répond aux intérêts de « *l'oligarchie* », qui viole la volonté populaire et les libertés démocratiques.

En ce sens, ils rappellent que le Congrès a été pendant des années l'épicentre des conflits politiques au Pérou et du climat d'ingouvernabilité, après avoir laissé vacant et forcé la démission des présidents Pedro Pablo Kuczynski, Martín Vizcarra et Castillo.

4.- Convoquer une Assemblée Constituante

Lorsque Castillo a annoncé qu'il dissolvait le Congrès péruvien, il est également revenu sur un point crucial de sa campagne présidentielle, à savoir convoquer un processus constituant qui permette de réformer l'État et la Constitution en vigueur depuis 1993.

Ainsi, les manifestants ont pris cette revendication comme un point transversal qui doit se traduire par la convocation de l'Assemblée constituante, qui permet aux Péruviens de changer l'actuel affrontement des pouvoirs entre le Législatif et l'Exécutif, qui peuvent se dissoudre, si certains les demandes sont satisfaites, ce qui contribue à la crise de gouvernance.

Mais en plus, les mécontents estiment que la réforme constituante que Castillo défend devrait viser le renouvellement total du parlement, qui a de faibles niveaux de popularité, ainsi qu'une restructuration de la justice, qui a ajouté à la confrontation et accentué la politique crise.

Source : RT

Pérou: l'ex-président Castillo reste en prison, les manifestations continuent - AFP/Paris Match 14 décembre 2022

Un tribunal a déclaré "*infondé le recours en appel introduit par la défense*" du président destitué, arrêté le 7 décembre, a indiqué le juge César San Martin en lisant sa décision lors d'une audience télévisée mardi.

Il estime notamment que l'échec de la tentative du coup de force de M. Castillo n'excuse pas son crime, soulignant qu'en voulant "i*nstaurer un gouvernement d'exception, l'ex-chef de l'Etat voulait altérer l'ordre constitutionnel*".

Le parquet a demandé dans la foulée, dans la nuit de mardi à mercredi, une demande de détention préventive de 18 mois et une audience été fixée à 09H00 locale (14H00 GMT) pour décider d'une éventuelle remise en liberté. Selon des experts judiciaires, il est probable que l'ancien président reste en prison.

Pendant l'audience, M. Castillo s'est montré combatif, saisissant l'occasion pour lancer: "*Je ne renoncerai jamais et n'abandonnerai pas cette cause qui m'a amené ici. J'exhorte les forces armées et la police nationale à déposer les armes et à cesser de tuer ce peuple qui a soif de justice*".

"*Je suis détenu de manière injuste et arbitraire, je ne suis ni un voleur, ni un violeur, ni un corrompu ou un voyou*", s'est-il aussi défendu.

Les manifestations exigeant la libération de M. Castillo, la démission de la nouvelle présidente Dina Boluarte - ex-vice-présidente de M. Castillo et issue du même parti radical de gauche que lui - et la dissolution du Parlement, se poursuivaient mardi avec de nombreuses routes bloquées dans 13 des 24 régions, selon la police.

"*Les manifestations se sont intensifiées depuis le 7 décembre. Au début, il s'agissait d'une petite mobilisation (...) mais les jours suivants, elle est devenue plus importante (...) et plus violente*", a estimé la médiatrice de la République Eliana Revollar à l'AFP.

"*C'est une convulsion sociale très sérieuse, nous craignons que cela ne débouche sur un soulèvement parce qu'il y a des gens qui appellent à l'insurrection, qui demandent à prendre les armes*", s'est-elle inquiétée.

Elle a confirmé le bilan de 7 morts, ajoutant que plus de 200 personnes avaient été blessées.

Lundi, le nouveau gouvernement avait déclaré l'état d'urgence pour 60 jours dans sept provinces de la région d'Abancay (Sud) et révoqué tous les préfets nommés par le gouvernement de M. Castillo.

Mardi soir, après une réunion de crise, le ministre de la Défense Alberto Otarola a annoncé que l'état d'urgence avait été déclaré dans deux autres régions dans le sud, Arequipa (qui comprend la deuxième ville du pays) et Ica. Un cadre qui permet notamment à l'armée d'intervenir en même temps que la police.

La partie sud du pays, avec la région touristique de Cuzco et la deuxième ville plus grande ville Arequipa, et celle au nord sont les zones les plus touchées par les manifestations.

Le train reliant Cuzco et la citadelle inca du Machu Picchu, le joyau touristique du Pérou, a été suspendu mardi et mercredi en raison de la situation, a annoncé l'opérateur.

"*Nous demandons la dissolution du Congrès et la démission immédiate Madame Dina Boluarte*", a affirmé à l'AFP Hugo Maquera, un responsable local qui participait au blocage du pont international de Puno à la frontière avec la Bolivie. AFP/Paris Match 14 décembre 2022

En complément.

Twitter -- Affrontements hier soir devant le Parlement au Monténégro suite à l'adoption d'une loi controversée limitant les pouvoirs présidentiels sur fond de crise politique entre les camps pro-occidental, pro-serbe et pro-russe

---

Mystification climatique. La fabrique du consentement s'enraille.

Les "*causes naturelles*" à l'origine du changement climatique pour 40% de la population mondiale, selon une enquête Ipsos - FranceSoir 14 décembre 2022

Selon une enquête mondiale de l'entreprise de sondages française Ipsos, couvrant deux tiers de la population mondiale, environ 4 sur 10 personnes pensent que le changement climatique est dû à des causes naturelles. Selon cette étude, le "*climatoscepticisme*" n'a pas cessé de croître ces dernières années, notamment en France, et le pouvoir d'achat semble devenir la principale priorité de la population interrogée qui, face à une forte inflation, relèguent leurs préoccupations environnementales au second plan, ou plutôt, pour reprendre le classement de l'étude, au quatrième plan.

Cette enquête, publiée pour la quatrième année consécutive pour le compte d'EDF, a été menée dans 30 pays sur les cinq continents, de quoi couvrir les deux tiers de la population mondiale et surtout, des pays grands émetteurs de CO2. Elle révèle, en premier lieu, que la crise économique et la forte inflation qui secoue l'économie mondiale, a pris le dessus parmi les préoccupations de la population mondiale.

L'environnement, une priorité pour les classes supérieures

62% de la population interrogée (10 points de plus par rapport à 2022) est surtout préoccupée par la hausse du coût de la vie, par la pauvreté et les inégalités (46%) et par les problèmes de santé (42%).

Le taux de préoccupation ne varie pas uniquement selon les critères géographiques. Cette étude révèle également que la question climatique figure parmi "*les principales préoccupations des classes sociales supérieures*" : l'environnement est à la seconde place (44 %) chez les ménages les plus aisés, qui s'inquiètent le plus à propos de la hausse du coût de la vie. Chez les ménages les plus modestes financièrement, l'environnement n'est que la sixième préoccupation (36 %). Cette classe se préoccupe surtout "*de la pauvreté et des inégalités (49%), du chômage (44%), du système de santé (41%) mais aussi de la corruption*", lit-on.

Le "*climato-scepticisme n'a cessé de croître ces 3 dernières années (37%, +6 pts en 3 ans)*". Le phénomène est particulièrement marqué en France cette année (37%, +8 pts en un an). Pourtant, l'inquiétude pour l'environnement est "particulièrement forte dans ce pays", explique l'étude.

Celle-ci souligne toutefois que les "*climatosceptiques*" ne nient pas le changement climatique, mais défendent l'idée selon laquelle "*c'est principalement dû aux types de phénomènes naturels que la Terre a connus tout au long de son histoire*". De moins en moins de Français considèrent que le réchauffement climatique est dû à l'activité humaine (63% contre 69% en 2019).

J-C – Que les Français soient parmi les plus corrompus idéologiquement ou réactionnaires n'a rien de surprenant, c'est dû en grande partie au consensus ou à l'union nationale qui existe entre la droite à l'extrême gauche avec les mystificateurs de Davos. Il faut insister sur le fait, que ce consensus présente un caractère permanent, organique, y compris sur l'escroquerie virale…

Mon commentaire posté à la suite d'un article publié par le blog Réseau International *Un milliard de morts : La mort suivant l'injection*.

- Comment peut-on s'abaisser à publier un tel ramassis de conneries ?

Comment peut-on accorder le moindre crédit à ce type d'articles, quel délire ! Pire, les commenter ne vaut guère mieux. C'est pathétique et révélateur du degré de dégénérescence que peuvent atteindre des gens qui se croient plus intelligents que la moyenne, et qui témoignent en réalité de graves perturbations mentales, de l'état misérable de leur esprit plutôt dérangé que critique.

Dommage, pour moi c'est l'article de trop. Vous avez fini de vous discréditer en publiant un tel article. Je retire immédiatement le lien qui figurait dans mon portail vers votre blog. Je ne me connecterai plus non plus à ce blog et j'en informe mes lecteurs. Je préfère encore me passer des articles qui auraient pu m'intéresser, je trouverai ces derniers ailleurs.

Je rajoute un mot.

En fait, j'ai décidé de procéder autrement.

Je continuerai de visiter ce blog et de mettre des liens vers des articles intéressants quand ils s'en présentent, mais avant systématiquement je chercherai si ces articles ne figuraient pas dans des blogs plus fréquentables. Quand je ne reproduirai que de brefs passages, je n'en ferai pas figurer l'origine pour ne pas leur faire de publicité.

Mon portail est un portail dédié à l'information et au combat politique, personne ne peut l'ignorer en regardant la page d'accueil. C'est fait exprès évidemment, j'annonce la couleur, je n'avance pas masqué. Maintenant, c'est parfois difficile de concilier les deux activités sans être accusé injustement de compromission, j'en ai bien conscience. Depuis le temps, en lisant les causeries, il n'y a absolument aucune ambiguïté possible sur mon orientation politique.

Bref, c'est un casse-tête de s'informer sans passer par des supports de merde ! Tenez, hier je reçois le bulletin mensuel de l'Association des climato-réalistes, dedans il y avait un tas de liens, je clique dessus un par un, et sur quoi je tombe, des blogs d'extrême droite ! Ça fait vraiment chier à la fin !

Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de gauche ou d'extrême gauche dans ce pays, elles ont viré à droite, alors quitte à s'encanailler avec la droite pour publier un article ou vidéo, autant s'adresser à l'original et non à sa copie.

Pourquoi choisissent-ils de préférence des blogs d'extrême droite plutôt que de droite pour publier leurs articles ou vidéos ? Parce que la droite ou LR est compromise avec Renaissance ou soutient Macron. Dans le blog Réseau International ils y sont tous, souverainistes, libertariens et extrême droite déclarée.

Twitter en accès libre.

- «*Police partout, justice nulle part !*». Un CRS qui n'était pas habilité à utiliser une grenade de désencerclement et qui n'avait pas reçu l'ordre de s'en servir a été acquitté aux assises. En 2016, il avait éborgné un syndicaliste hospitalier.

- "*Il y avait une grosse proximité avec Emmanuel Macron, ça faisait une sacrée communauté chez McKinsey*", confie un ancien salarié. "*On vendait des fortunes des trucs effarants de nullité*", ajoute un ancien consultant du cabinet de conseil... (Mediapart)

- Affaire Bismuth : le ministre public estime qu'un pacte de corruption a bien été conclu entre Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog et Gilbert Azibert, ancien haut magistrat. Le parquet général a requis des peines de 3 ans de prison avec sursis à l'encontre des 3 prévenus.

- Le président de la Fédération française de rugby Bernard Laporte est condamné à 2 ans de prison avec sursis pour corruption au bénéfice du groupe Altrad. Le président du club de rugby de Montpellier, Mohed Altrad, est condamné à 18 mois de prison avec sursis. (Le Monde)

Les rats en famille.

François Ruffin aurait aimé que Quatennens prenne « *une année sabbatique* » - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Adrien Quatennens condamné: Raphaëlle Rémy-Leleu "*continue de demander la démission*" du député - BFMTV 15 décembre 2022

La conseillère EELV de Paris, invité de BFMTV ce mercredi soir, a réagi à l'interview du député LFI condamné pour violences conjugales. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Retour d'Adrien Quatennens en janvier à l'Assemblée : Fabien Roussel demande sa démission - BFMTV 15 décembre 2022

J-C – Avec Renaissance, le PS, EELV, le PCF, vous avez les pires ordures qui soient, et Ruffin s'y associe, Autain également, LFI en chœur… Vous me direz que c'est normal, puisqu'au bout de 10 49.3 ils ne démissionnent toujours pas, après l'envoie de canons au régime néonazi de Kiev pour bombarder la population civile du Donbass, il n'y a absolument rien à en attendre, sinon le pire.

Vive la guerre !

L'Union européenne s'accorde sur de nouvelles sanctions contre la Russie et une aide à l'Ukraine - RFI 15 décembre 2022

Le Japon s'apprête à réviser sa doctrine de défense face à la Chine - AFP 15 décembre 2022

Le gouvernement japonais doit approuver vendredi une révision radicale de sa doctrine de défense pour tenter notamment de contrecarrer la puissance militaire chinoise, perçue comme un défi à la sécurité de l'archipel. AFP 15 décembre 2022

Danemark : un jour férié supprimé pour augmenter le budget de la défense - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le nouveau gouvernement danois entend accélérer les investissements dans la défense après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, rapporte la « *BBC* ». AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

France, Union européenne : Toutes les institutions rongées par la corruption.

J-C - En famille ils soutiennent le terrorisme, normal.

Lobbying au sein de l'UE : « *Quand allez-vous inscrire les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes ?* », demande Nathalie Goulet - Publicsenat.fr 14 décembre 2022

Lors des questions d'actualité au gouvernement du Sénat, la sénatrice centriste Nathalie Goulet s'est inquiétée des sources de financement de certaines associations. Dans son viseur, les Frères musulmans qu'elle souhaiterait voir inscrits sur la liste des organisations terroristes. *« Ce n'est pas possible* », lui a répondu la ministre des Affaires étrangères. « *Car cette organisation ne répond à aucun des critères fixés par les règles européennes* ».

En réplique, Nathalie Goulet a rappelé que l'Autriche avait inscrit les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes. *« Vous savez très bien que les millions d'euros qui circulent sont véhiculés par le Qatar qui protège les Frères musulmans. Ils gangrènent notre République, nourrissent des think tanks, espionnent nos boîtes. Il faut en finir avec cette naïveté* », a-t-elle conclu. Publicsenat.fr 14 décembre 2022

Macron en est un produit et l'alimente. Ça doit rapporter…

Macron vante le Qatar - Le HuffPost 15 décembre 2022

« *Il faut reconnaître que le Qatar l'organise très bien cette Coupe du monde* », a déclaré le président de la République...

«*Qatargate*»: un réseau principalement italien, exploité par le Qatar et le renseignement marocain - RFI 15 décembre 2022

Un repenti parmi les personnes arrêtées à Bruxelles dans l'affaire des pots-de-vin au Parlement européen. Devant le juge, l'Italien Francesco Giorgi a longuement décrit l'organisation dont il était un pivot : un réseau de corruption principalement italien, exploité par le gouvernement du Qatar et le service des renseignements extérieurs du Maroc. Dans ses déclarations, Francesco Giorgi proclame l'innocence de la vice-présidente grecque du Parlement européen, sa compagne Eva Kaili.

Selon le parquet de Bruxelles, chaque geste visait à mener une « *activité d'ingérence* » au siège de l'UE et aux postes clés des institutions européennes, en particulier au Parlement. Le Qatar n'avait pas les mêmes objectifs que le Maroc : il s'intéressait principalement à l'image du pays en matière de droits civils.

Le parquet fédéral de Belgique n'infirme pas ces nouvelles révélations... RFI 15 décembre 2022

Qatargate : les députés demandent à suspendre l'accès du Qatar au Parlement - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Les eurodéputés, qui se disent consternés par ce scandale, ont voté la suspension des titres d'accès qatariens au Parlement européen. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Cadeau à leurs parrains. La "*justice fiscale*" : Un "impôt minimum" pour les milliardaires !

L'UE adopte l'impôt minimum de 15% sur les multinationales - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Les dirigeants des 27 pays membres de l'UE ont annoncé jeudi 15 décembre avoir approuvé la transposition en droit européen de l'impôt minimum de 15 % sur les bénéfices des multinationales, après la levée des blocages hongrois et polonais. L'entrée en vigueur de la mesure en Europe est prévue au 31 décembre 2023. L'unanimité des Vingt-Sept était nécessaire pour valider le projet de directive préparé par la Commission qui met en oeuvre l'accord historique pour plus de justice fiscale, approuvé l'an dernier par près de 140 pays sous l'égide de l'OCDE.

Le président français Emmanuel Macron, à la pointe sur ce dossier depuis plusieurs années, a salué « *une avancée majeure pour toutes celles et ceux qui tiennent comme nous nous y tenons à la justice fiscale* ». AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Quand Twitter favorisait la diffusion de la propagande pédophile.

Twitter dissout son «*conseil de confiance et de sécurité*», jugé inefficace sur la pédopornographie - RT 14 décembre 2022

Twitter a dissous le 12 décembre son «*conseil de confiance et de sécurité*», quelques jours après qu'Elon Musk a critiqué le groupe pour son manque d'action visant à supprimer de la plateforme des contenus relatifs aux abus sexuels sur mineurs.
«*Alors que Twitter entre dans une nouvelle phase, nous réévaluons la meilleure façon d'intégrer des points de vue externes dans le développement de nos produits et de notre politique. Dans le cadre de ce processus, nous avons décidé que le conseil de confiance et de sécurité n'était pas la meilleure structure pour ce faire*», peut-on lire dans un courriel adressé aux membres du conseil.

C'est un crime qu'ils aient refusé de prendre des mesures contre l'exploitation des enfants pendant des années

Composé d'une centaine de parties prenantes – dont des organisations indépendantes de défense des droits civils, des droits de l'homme et d'autres organisations – le conseil a été informé de sa dissolution peu de temps avant qu'il ne se réunisse dans la soirée du 12 décembre, selon Associated Press. Il avait été créé en 2016 notamment pour traiter sur la plateforme des problèmes tels que les «*discours haineux*», l'exploitation des enfants, le suicide, l'automutilation.

Le 8 décembre, trois de ses membres avaient annoncé leur démission, en signe de protestation contre la nouvelle politique de modération du réseau social, qui ne lutte selon eux pas assez contre les discours dits haineux. Une sortie à laquelle Elon Musk avait répondu par un tweet au vitriol le 10 décembre, expliquant que c'était «*un crime qu'ils aient refusé de prendre des mesures contre l'exploitation des enfants pendant des années*».

Expliquant que «*presque personne ne travaillait sur la sécurité des enfants*», Elon Musk a fait savoir qu'il faisait de la lutte contre l'exploitation d'image pédopornographique sur le réseau social sa «*priorité absolue*». Le 10 décembre, Twitter Safety avait annoncé qu'en novembre, l'entreprise avait augmenté de 57% la suspension de comptes de «*mauvais acteurs*» contenant du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants par rapport à l'année précédente, soit nettement plus que pour tout autre mois depuis début 2022.

«*Nous avons amélioré nos méthodes de détection et d'application et étendu nos partenariats avec des organisations qui contribuent à prévenir le trafic de contenu pédopornographique*», a fait savoir la société. RT 14 décembre 2022

Politique. France.

Hold-up sur l'illusion démocratique. Un régime fascisant ? Un gang mafieux gouverne la France.

Budget 2023 : Élisabeth Borne déclenche un dixième 49.3 - LePoint.fr 15 décembre 2022

La Première ministre a une nouvelle fois engagé la responsabilité du gouvernement ce jeudi pour faire adopter un texte budgétaire. LePoint.fr 15 décembre 2022

J-C – Vous croyez qu'il y aurait un groupe parlementaire qui démissionnerait en bloc, vous n'y pensez pas, ils sont tous complices de la dictature. En réalité, cela les arrange bien dans tous les sens du terme, eux qui se plaignaient de surmenage, et ils pourront se défausser sur le gouvernement.

Déni. Le calcul du taux d'inflation est une escroquerie, elle est au moins du double.

J-C- Mon épouse, qui séjourne en Inde en ce moment, m'a dit qu'il y a 2 ans sa facture mensuelle d'électricité se montait à environ 20 euros et en septembre 2023 elle a atteint 98 euros, pour un T1, elle a ajouté que tous les prix s'étaient envolés depuis janvier 2020, les bienfaits du lancement du « *Great Reset* ».

L'inflation s'est stabilisée à 6,2 % sur un an en novembre - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le smic va augmenter de 1,8 % au 1er janvier - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le smic va ainsi passer à 1 709 euros brut mensuel et 11,27 euros à l'heure. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

En complément.

EDF : entre crise et nostalgie de l'âge d'or - COMMENTAIRE, N° 180, HIVER 2022-2023

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2022/12/2022.12.10-article-Commentaire-EDF-entre-crise-et-nostalgie-de-la%cc%82ge-dor.pdf

Lu

- La Cristallerie d'Arques (Pas-de-Calais) et la verrerie Duralex (Loiret) avaient annoncé placer temporairement une partie de leurs salariés en chômage partiel. Arc France avait vu sa facture gazière passer de 19 millions à 75 millions d'euros, tandis que Duralex, aussi très affectée par la croissance de sa facture énergétique, avait décidé de mettre au chômage partiel 1.600 de ses 4.600 salariés. Ses fours ayant été mis en veille, plus aucun verre ni assiette n'est sorti de ses lignes de production.

Le groupe agroalimentaire Cofigeo commercialisant les célèbres marques de conserves William Saurin et Garbit a décidé d'arrêter de la moitié de ses chaînes de production françaises et de mettre au chômage partiel les deux tiers de ses 1.200 salariés. Cette décision est justifiée par une facture énergétique passée, en un an, de 4 à… 40 millions d'euros, mais aussi par le prix des matières premières et des emballages (constitués de plastiques fabriqués à partir de pétrole). Une hausse stratosphérique impossible à répercuter sur les prix à la consommation ! Même s'il dit « mettre tout en œuvre pour sortir au plus vite de cette situation », le groupe agroalimentaire n'avance aucune hypothèse quant à la reprise de la production.

Les bouchers et les boulangers (deux professions très consommatrices d'électricité : fours, rôtissoires, chambres froides) lancer un cri d'alarme. Étranglés par les prix de l'énergie, nombre d'entre eux seraient sur le point de mettre la clef sous la porte !

Racket aujourd'hui et demain otage du crédit social.

Ceux qui refusent le compteur Linky seront facturés 5 euros par mois dès janvier - lemediaen442.fr 15 décembre 2022

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait fait l'annonce en février dernier. À partir de janvier 2023, les Français qui refusent l'installation d'un compteur Linky seront facturés de 5 euros supplémentaires par mois.

Selon le magazine *Challenges*, « *les personnes s'opposant au compteur Linky devraient ainsi être facturées de 61 euros supplémentaires par an, soit environ 5 euros par mois, sauf s'ils font au moins une auto-relève par an.* »

Faire un relevé de compteur par an est le prix de la liberté du refus du contrôle par Linky. Ce n'est pas compliqué… pour l'instant.

À partir de 2025, Enedis pourra facturer l'ensemble des coûts « *engendrés par la relève des derniers compteurs ancienne génération aux seuls clients générant ces coûts* », confirme Enedis auprès de *Challenges*. lemediaen442.fr 15 décembre 2022

Toujours plus répressif, policier, militarisé, inégalitaire, injuste…

LOPMI: la loi sécurité définitivement adoptée : que contient le texte ? - publicsenat.fr 14 décembre 2022

Le Sénat a adopté ce mercredi 14 décembre le compromis trouvé en commission mixte paritaire (CMP) sur la loi de programmation et d'orientation du ministère de l'Intérieur, dite loi « *LOPMI* ». Le vote final de ce texte, qui prévoit pour les forces de sécurité le déploiement de 15 milliards d'euros sur les cinq prochaines années, n'était qu'une simple formalité au sein de la Chambre haute, qui avait eu la primeur de l'examen parlementaire.

La moitié du budget débloqué par la LOPMI est consacrée à la modernisation des usages numériques au sein des forces de l'ordre, afin de renforcer la lutte contre la cybercriminalité. Les fonds doivent être utilisés pour la création d'une école de formation cyber au sein du ministère de l'Intérieur, la mise en place d'un dispositif d'alerte en cas d'attaque mais aussi le déploiement de

1 500 agents « *cyber-patrouilleurs* », chargés de traquer les escroqueries en ligne, les trafics ou encore les atteintes aux mineurs. En tout, ce sont 8 500 postes de policiers et gendarmes en cinq ans qui vont être créés avec la LOPMI.

Alors que le gouvernement souhaitait élargir le recours à l'amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour fluidifier les procédures judiciaires, la CMP l'a limitée à 29 délits. Les AFD permettent aux policiers de délivrer une sanction pécuniaire sur certains délits punis par des peines d'emprisonnement de moins d'un an.

Par ailleurs, les parlementaires ont renforcé les peines contre les violences faites aux élus, les rodéos urbains et le refus d'obtempérer, désormais passible de 3 ans de prison et 30 000 euros d'amende. L'outrage sexiste et sexuel est considéré comme un délit dans certains cas, notamment lorsqu'il vise un mineur. Il est passible de 3 750 euros d'amende.

Surtout, sous la pression du Sénat, le texte intègre plusieurs éléments liés à la réforme de la police judiciaire, qui doit être mise en œuvre par le ministère en début d'année prochaine. Cette réforme place la PJ et l'ensemble des autres services de police sous l'autorité d'un directeur départemental de la police nationale (DDPN), lui-même dépendant du préfet. Face à la grogne des fonctionnaires, redoutant une perte d'efficacité et l'intervention du politique via l'autorité préfectorale, les sénateurs ont obtenu la mise en place de plusieurs garde-fous à l'intérieur du texte LOPMI, initialement décorrélé de cette importante réorganisation administrative.

Un amendement présenté par Marc-Philippe Daubresse, et conservé en CMP, précise le libre choix du service d'enquête par le magistrat. Il s'agit d'une piqûre de rappel, dans la mesure où l'article 12 du Code de procédure pénale indique que la police judiciaire exerce ses missions sous l'autorité du procureur de la République, un principe lié à la séparation des pouvoirs. L'amendement du sénateur Daubresse prévoit aussi le maintien de la « *cartographie des services* », afin de préserver le traitement de la grande criminalité. publicsenat.fr 14 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

La défense russe confirme l'élimination d'au moins 300 soldats ukrainiens et la destruction d'un entrepôt avec des milliers de roquettes et de projectiles

Moscou, 14 décembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a présenté son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, annonçant qu'au cours des dernières 24 heures, l'armée russe a neutralisé 100 militaires, détruits : un véhicule blindé de transport de troupes, un véhicule de combat blindé et six camionnettes, en direction de Kupiansk dans la région de Kharkiv et de la République populaire de Lougansk.

Dans la direction Krasno-Limansky, les tirs d'artillerie et les actions actives des troupes russes ont contrecarré les contre-attaques de trois groupes d'assaut des Forces armées ukrainiennes, en direction des colonies de Ploshchanka et Kremennaya de la République populaire de Lougansk.

De plus, dans la zone de la colonie Stelmakhovka de la République populaire de Lougansk, un convoi de réservistes des Forces armées ukrainiennes a été touché par le feu. En outre, cinq groupes ennemis de sabotage et de reconnaissance ont été détruits dans les zones des colonies de Chervonaya Dibrova en République populaire de Lougansk et de Torskoe en République populaire

de Donetsk, et les pertes de l'ennemi se sont élevées à plus de 60 militaires tués et blessés, une infanterie véhicule de combat et deux camionnettes.

De même, jusqu'à 50 soldats ukrainiens ont été neutralisés et un char, trois véhicules blindés et quatre camions ont été détruits en direction de Donetsk.

Les colonnes des Forces armées ukrainiennes dans les zones des colonies de Novoselka et de Prechistovka de la République populaire de Donetsk ont essuyé des tirs, et les pertes de l'armée ukrainienne dans cette direction pour une seule journée se sont élevées à 80 militaires, trois véhicules de combat blindés et quatre véhicules.
De leur côté, les troupes de missiles et d'artillerie ont touché 93 unités d'artillerie ukrainiennes en position de tir et 186 positions de concentration de troupes et de matériel militaire.

Un dépôt de munitions a été détruit dans la colonie de Kramatorsk en République populaire de Donetsk, contenant jusqu'à 2 000 roquettes du système Grad et plus de 3 000 obus d'artillerie de différents calibres.

En outre, un entrepôt de roquettes et d'armes d'artillerie des forces armées ukrainiennes a été détruit près de la ville de Kamianske, dans la région de Zaporozhye.

Dans les zones des colonies de Yampolovka et Kalinin de la République populaire de Donetsk, deux stations radar de contre-batterie AN / TPQ-37 de fabrication américaine ont été détruites.

À leur tour, les systèmes de défense aérienne ont détruit trois drones et intercepté un missile HIMARS.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale, les forces russes ont réussi à abattre 343 avions de combat, 183 hélicoptères, 2 658 drones et à détruire 396 systèmes de missiles anti-aériens, 7 099 chars et véhicules de combat blindés, 931 lance-roquettes multiples, 3 685 pièces de artillerie et mortiers, et 7 599 unités de véhicules militaires spéciaux.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 décembre 2022.

Allez, donne la baballe à son maître !

Coupe du monde 2022 : le coût exorbitant des allers-retours de Macron au Qatar - lepoint.fr 18 décembre 2022

Les deux allers-retours d'Emmanuel Macron au Qatar pour la Coupe du monde de football, pour assister à la demi-finale contre le Maroc et à la finale contre l'Argentine, ont coûté environ 501 000 euros au contribuable, soit 31 ans de smic. Ce chiffre est issu des calculs du Point, à partir des coûts par heure de vol fournis par la Cour des comptes et l'Élysée ainsi que des données de déplacement des deux avions présentiels impliqués, l'A330 et le Falcon 7X. lepoint.fr 18 décembre 2022

Un internaute.

- Aujourd'hui on rappelle des barquettes de crevettes créoles potentiellement contaminées à la Listéria, bactérie responsable de la listériose. Mais pas les "*vaccins*" qui tuent, blessent parfois gravement et ne fonctionnent pas.

Comment s'y prennent-ils pour vous embobiner l'air de rien ?

Je me connecte au blog *Les-Crises.fr*, je découvre un article qui peut peut-être m'intéresser, je commence ma lecture, et sur quoi je tombe, devinez ?

Tout article qui reprend le récit de Davos sur le changement climatique, aura été conçu dans le seul but de vous comptiez parmi ses adeptes. Avant même de le lire, vous pouvez être certain que son contenu aura été construit de manière à vous orienter dans cette direction-là. Ensuite au fil de votre lecture vous approuverez les arguments qui vous seront soumis, parce qu'ils correspondaient effectivement à un besoin ou ils semblaient cohérents, à ceci près que les conditions dans lesquelles ils vous avaient été présentées étaient biaisées. C'est de cette façon-là qu'ils parviennent à manipuler même les esprits les plus critiques.

Ils partent du principe que personne nie ou ne peut nier le changement climatique. Ils considèrent que c'est un fait acquis, partant de là, vous approuverez les mesures qu'ils préconisent ou veulent vous imposer. Alors où est le biais ? Dans l'origine du changement climatique, selon qu'il est le produit d'un phénomène naturel ou lié à l'activité humaine, cela change tout. Si le changement climatique a une cause naturelle, les mesures consistant à obliger la population à modifier son comportement seront dérisoires, inutiles, il sera impossible de les justifier, tout leur échafaudage ou toute leur propagande s'écroulera parce qu'elle sera infondée, ridicule.

Ils ne peuvent pas s'aventurer sur ce terrain ou admettre la moindre discussion, pour la bonne raison que les rapports du GIEC reposent sur une affirmation jamais prouvée scientifiquement, frauduleuse, à savoir que le réchauffement climatique serait d'origine anthropique ou lié à l'activité humaine, et c'est à partir de cette affirmation qu'ils ont construit toute leur démonstration et calibré leurs algorithmes, dans le seul but de valider leurs conclusions et justifier les mesures qu'ils allaient préconiser, qui correspondaient aux objectifs qu'ils s'étaient fixés au préalable ou avant même d'aborder étudier ce sujet, ce qu'ils nient évidemment.

On est en présence d'un processus ou d'un mécanisme, qui repose essentiellement sur un déni, un mythe, une fable ou une réalité purement fabriquée que chacun doit croire sans se poser de questions, c'est un procédé malhonnête délibérément mis en œuvre, qui par conséquent relève de l'excès de pouvoir, de l'escroquerie intellectuelle, de la falsification des faits destiné à manipuler les consciences et tromper la population, pour qu'elle adhère à une théorie et en supporte toutes les conséquences par la suite, pour le meilleur ou plus sûrement pour le pire, car elle en sera la principale victime.

Pour que cette supercherie fonctionne, il faut que la population soit et demeure ignorante, c'est la condition indispensable pour mener leur opération à bonne fin ou atteindre leurs objectifs qui sont à la fois économiques et politiques. Dès lors qu'elle s'informe et qu'elle entend un autre récit, leur construction s'écroule comme un château de cartes, d'où la censure.

Allons plus loin.

Quand bien même ils sauraient qu'une partie de la population ne croit pas ou de moins en moins à leur récit, ils n'en changent pas pour faire croire que la majorité continue de le partager. Quand ils finissent par le modifier, c'est parce qu'ils ont atteint leurs objectifs ou qu'il est temps de passer à autre chose, une autre mystification, quitte à y revenir plus tard dans le même registre.

Pour eux se contredire ou tenir deux récits contradictoires coup sur coup, voire simultanément, ne les gêne pas, puisque dans tous les cas ils les présenteront comme véridiques. Ils se moquent qu'on s'en aperçoive, puisqu'ils ne tiendront pas compte des critiques qu'on leur adressera ou ils les censureront. Ils nieront toute contradiction, en expliquant que leurs récits respectifs étaient conformes aux connaissances communément admises au moment où ils les ont rédigés et le tour sera joué. C'est évidemment un énorme mensonge, peu importe, car la manière dont ils présenteront les choses sera suffisante pour embobiner leurs lecteurs ou téléspectateurs qui n'y verront que du feu. Ils ont l'art de la manipulation dans le sang, c'est même à cela qu'on les reconnaît !

En cherchant bien, vous n'auriez pas ce symptôme aussi ?

AVC : voici les symptômes que l'on détecte la semaine précédente chez 43 % des patients - Ça m'intéresse 18 décembre 2022

Nuire à votre équilibre biologique et psychique est une vocation chez eux, une obsession.

J-C – J'ai trouvé cela dans la page d'Info politique France de Yahoo dans la colonne de droite, et non dans un blog dédié à la santé.

Si vous vous croyez en bonne santé, c'est forcément parce que vous ignorez que vous êtes malade. Un conseil, vous devriez cesser d'écouter n'importe qui…

Si vous urinez plus d'une fois par nuit, vous êtes en mauvaise santé, en cause, le foie, le cœur, les reins, le cerveau, le sang, etc. bref, c'est grave docteur... Quel délire ! Ils sont affirmatifs : "*vous présentez certains problèmes de santé*", cela dit "*les autres causes de la nycturie ne sont pas forcément liées à des maladies*", toujours est-il que cela peut avoir des conséquences graves disent-ils, histoire de bien faire peur aux esprits faibles ou aux personnes mentalement perturbées ou déjà atteintes de psychose depuis janvier 2020.

C'est dégueulasse, c'est excercer une autre forme de tyrannie sur la population. Un conseil, cessez de vous connecter à Internet en dehors du strict nécessaire et bannissez les réseaux dits sociaux, les magazines dits spécialisées appartenant à des milliardaires.

Ça m'intéresse est un magazine mensuel français de vulgarisation scientifique créé et édité par Prisma Media racheté en 2021 par la multinationale française Bolloré.

Nycturie : combien de fois doit-on uriner la nuit pour être en bonne santé ? - Ça m'intéresse 17 décembre 2022

De nombreux praticiens comme le souligne Passeport Santé estiment qu'au-delà d'un réveil pour une miction, vous présentez certains problèmes de santé que voici :

Une insuffisance rénale
Hypertrophie de la prostate
Prolapsus de la vessie
Diabétique
Une insuffisance cardiaque
Un syndrome d'apnée de sommeil
Une insuffisance hépatique
Des lésions neurologiques
Une modification physionomique due à l'âge
Une insuffisance veineuse des membres inférieurs

Que vous soyez une personne moins âgée ou une personne très âgée, ces problèmes génèrent en effet des conséquences qui peuvent progressivement s'avérer très graves :

Trouble de l'humeur
Des problèmes cardiovasculaires
Trouble de sommeil
Chute nocturne
Santé métabolique en berne
Perte de connaissance
Fracture

Comme nous l'observons, uriner pendant le sommeil est naturel et vital. Toutefois, au-delà d'une miction, vous êtes peut-être malade. Consultez rapidement votre médecin pour remédier à ce problème.

Quelles sont les autres causes de la nycturie ?

Les autres causes de la nycturie ne sont pas forcément liées à des maladies. Et c'est ici que certains s'y reconnaîtront. Vous vous levez un petit peu trop pendant votre sommeil si :

Vous consommez assez de liquide avant de dormir
Vous êtes enceinte. Certaines grossesses exercent de fortes pressions sur la vessie
Les effets secondaires de certains médicaments que vous consommez en ce moment
Votre vessie est naturellement hyperactive

Pas d'inquiétude si ces cas sont observés chez vous. En revanche, buvez moins d'eau avant d'aller vous coucher. Un verre d'eau deux heures avant d'aller dormir serait idéal. Pas d'alcool non plus. Ou, buvez votre verre d'alcool deux heures avant de rejoindre votre lit. Enfin, pratiquez régulièrement des activités physiques. Ça m'intéresse 17 décembre 2022

Les ONG : La pièce maitresse de leur dispositif destiné à détruire les bases de la civilisation.

J-C – Ce sont des détraqués dans tous les sens du terme, y compris sexuellement, la nature de l'article qui suit. Quand j'évoque parfois la nécessité de les éliminer physiquement pour qu'ils cessent de nuire à la société, j'ai aussi cela en tête. Ils ont atteint un tel degré de sadisme en s'en prenant aux enfants, qu'aucun retour en arrière ne pourrait être envisageable.

Quand on sait que les dirigeants des pays occidentaux et particulièrement en Allemagne n'ont jamais rompu avec le nazisme après la guerre, et qu'on observe leur attitude face au régime de Kiev, ainsi que la passivité de la population allemande, on aurait pu aussi bien citer leur collaboration à cette monstrueuse créature qu'est l'Union européenne, pour comprendre qu'il n'y a pas de rémission possible, quand on a franchi le stade ultime de la cruauté, et qu'on s'est employé par la suite à le cautionner, parce qu'on ne peut pas condamner un comportement ou des évènements aussi horribles auxquels on a participé, si parfaitement inhumains. Toute notre vie on passera notre temps à le justifier en recourant à divers prétextes ou arguments démagogiques misérables, histoire de pouvoir dormir tranquille.

Le Forum économique mondial réalise l'utopie totalitaire du IIIe Reich, ce que la population a beaucoup de mal à réaliser, parce qu'elle s'est laissé corrompre trop longtemps, mais surtout, parce qu'on s'est employé à la tromper délibérément en lui tenant des discours qui ne reflétaient pas la réalité, ce dont elle s'est aperçu. Cela eut pour conséquence, au lieu de l'inciter à prendre son destin en mains, de la dégoûter complètement de la politique, elle s'en est détournée, pour finalement être livrée à une bande de dangereux psychopathes livrant une guerre psychologique destructrice à la couche des masses la plus faible ou vulnérable, sans défense, à ses enfants pour les pervertir, les perturber mentalement, les déstabiliser psychologiquement, leur faire haïr leur propre corps, ceux qui ne leur ressemblent pas, les enfants de l'autre sexe que le leur, leurs parents, leurs familles, leurs frères ou sœurs, leurs collègues de classe, leurs voisins ou voisines du même âge qu'eux, les gosses de leur quartier.

Belgique : un guide sur l'éducation sexuelle à l'école fait polémique - LePoint.fr 16 décembre 2022

Un guide à destination des écoles primaires belges suscite la controverse à cause de passages sur les sextos dès l'âge de 9 ans, relaie « *Le Figaro* ».

Dans les écoles belges, un document officiel publié et distribué dans les établissements est dénoncé par certains pédopsychiatres. Il s'agit de la nouvelle version du guide EVRAS, le « *guide d'Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle* », qui est utilisé dès les classes maternelles. Quatre publics sont visés : les 5-8 ans, les 9-11 ans, les 12-14 ans et les 15-18 ans. Mais le contenu interpelle, rapporte *Le Figaro*, jeudi 15 décembre.

Le guide en question a été parcouru par une pédopsychiatre spécialiste de la petite enfance. *« Il y a des parties qui sont très bien faites, je tiens à le souligner, mais il y a aussi des parties qui ne répondent pas du tout aux besoins des enfants, qui répondent à des questions que les enfants ne se posent pas* », estime Sophie Dechêne, signataire d'une pétition intitulée « *Non à l'hypersexualisation de nos enfants* ».

Des sextos dès 9 ans ?

Par exemple, le guide prévoit de sensibiliser l'enfant, dès 9 ans, à la liberté de choisir son, sa ou ses partenaires. Et toujours à 9 ans, de reconnaître que les partages de sextos ou de photos déshabillées peuvent être « *excitants* » et être source de « *plaisir* ». « *C'est tout à fait inadmissible. Cela doit être revu et corrigé. Un enfant de 9 à 11 ans ne doit pas faire de sexto, et s'il en fait un, c'est que quelque chose ne tourne pas rond dans sa vie quotidienne et il faut consulter* », souligne Sophie Dechêne auprès du journal. « *Il y a évidemment un risque d'intrusion psychique chez l'enfant qui est potentiellement traumatique avec un risque de conséquences sur la santé mentale au long terme et même sur la vie sexuelle d'adulte* », ajoute la pédopsychiatre.

Face à la polémique, la ministre socialiste de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Caroline Désir, a tenté de calmer l'affaire. « *Dans le souci de rechercher le plus grand consensus possible, nous avons chargé les acteurs de se pencher à nouveau sur ces parties du texte* », a-t-elle fait savoir à la presse belge. « *Le guide n'est pas pour les élèves, ni les enseignants ou les parents, mais uniquement pour les associations qui interviennent en milieu scolaire. Le but est qu'ils sachent répondre à n'importe quelle question d'enfant* », assure le porte-parole de la ministre auprès du quotidien. LePoint.fr 16 décembre 2022

Pérou. Confirmation. La CIA directement impliquée dans le coup d'Etat.

Pérou : L'ambassadrice des États-Unis à Lima était un agent de la CIA - bolivarinfos.over-blog.com 16 Décembre 2022

L'ambassadrice des États-Unis au Pérou, Lisa Kenna travaillait pour la CIA et le Pentagone. La veille du coup d'Etat contre le président élu de gauche, Pedro Castillo, Kenna a rencontré le ministre de la défense du Pérou, qui ensuite ordonné aux militaires de se retourner contre Castillo.

Pendant ce temps, le Gouvernement des États-Unis a soutenu inconditionnellement le régime putschiste du Pérou qui a déclaré un « *état d'urgence* » dans tout le pays et déployé les forces armées dans les rues pour essayer de mater les protestations.

La plupart des Gouvernements d'Amérique latine a critiqué et même refusé de reconnaître le régime putschiste du Pérou : le Mexique, l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Honduras, le Venezuela, Cuba et plusieurs pays des Caraïbes.

La CIA a organisé de nombreux coups d'Etat contre des dirigeants de gauche élus démocratiquement en Amérique latine, du président, Jacob Arbenz au Guatemala en 1954 au président Salvador Allende au Chili en 1973.

Quand le Gouvernement de Donald Trump a nommé Lisa Kenna ambassadrice au Pérou en 2020, Département d'État a émis un « *certificat de compétence* » qui disait: « *Avant de rejoindre le service étranger, elle a été pendant 9 ans officier de l'Agence Centrale de Renseignements* » (CIA).

Ce fait important est curieusement absent de la plupart des biographies de Kenna et même de sa page sur le site officiel de l'ambassade des États-Unis.

Sous le gouvernement de Trump, Kenna a aussi été secrétaire exécutive du département d'État et « *assistante principale* » du secrétaire d'État de Trump, Mike Pompeo, qui dirigeait la CIA auparavant.

À propos de son travail, dans une audience au Congrès des États-Unis. En 2020, Kenna a admis qu'en tant que secrétaire exécutive, elle avait vu « *presque tous* », les mémorandum qui étaient envoyés à Pompeo et elle a ajouté : « *Je connais la plupart des appels qu'il a lancés*. »

Kenna a aussi, travailler pour le département de la défense est occupé déchargeant, département d'état en Irak, en Jordanie, en Égypte, en Swaziland et au Pakistan.
Quand le président Joe Biden est arrivé en janvier 2021, il a conservé Kenna comme ambassadrice au Pérou.

Le 6 décembre 2022, elle a rencontré Gustavo Bobbio Rosas, un général de brigade à la retraite qui avait été désigné la veille comme ministre de la défense du Pérou. « *Un média local a fait savoir que cette réunion a eu lieu le 5 décembre mais cela semble avoir été une erreur*.)

Le ministère de la défense du Pérou a publié une photo de cette rencontre amicale.

Au moment de cette réunion, on savait au Pérou, que le Congrès notoirement corrompu et contrôlé par les oligarchies de droite préparait un nouveau vote pour renverser le président élu démocratiquement, Pedro Castillo.
L'article 113 de la Constitution du Pérou, permet au Congrès unicaméral de destituer un président simplement en votant pour déclarer qu'il a une « *incapacité morale* » dans un processus connu sous le nom de « *vacance du pouvoir*. »

Le Congrès du Pérou est bien connu pour son extrême corruption. Dans l'infâme scandale des "*Mamanivideos*", on a enregistré des députés du parti d'extrême droite, Force Populaire en train de suborner d'autres membres du Congrès pour qu'ils votent contre la vacance pour défendre le président de droite précédent Pedro Pablo Kuczynski.

Le parti Force Populaire est dirigé par les membres de la famille d'Alberto Fujimori, le dictateur d'extrême droite qui a gouverné le Pérou d'une main de fer de 1990 à 2000. Avec le soutien des États-Unis, Fujimori a commis un génocide en stérilisant environ 300 000 indigènes tout en assassinant, en torturant et en faisant disparaître un grand nombre de dissidents de gauche.

Le scandale des "*Mamanivideos*" a montré qu'il est assez facile aux oligarques riches du Pérou d'acheter des voix au Congrès pour renverser le président élu par le peuple.

Et dès que Castillo a été investi en tant que président le 28 juillet 2021, le Congrès a essayé de faire exactement cela.

Juste le lendemain du jour où l'ambassadrice des États-Unis a rencontré le ministre de la défense du Pérou, le 7 décembre 2022, le Congrès dominé par la droite a lancé un coup d'Etat parlementaire contre Castillo en utilisant l'article 113.

C'était la troisième tentative de coup d'Etat en un peu plus d'un an de la part du Congrès qui, en septembre 2022, avait à peine 7 % d'approbation.

Dans l'espoir d'arrêter le coup d'Etat, Castillo a répondu en tentant de dissoudre le Congrès. Cela est permis par l'article 134 de la Constitution du Pérou si le Congrès fait obstruction.

Le ministre de la défense Bobbio a dénoncé immédiatement les actions du président et publié une vidéo annonçant sa démission, (il n'avait occupé sa charge que trois jours).

Bobbio a affirmé que Castillo était en train de lancer « *une tentative de coup d'Etat* », mais en réalité, il avait donné des instructions à l'armée péruvienne pour qu'elle soutienne un coup d'Etat contre le président élu au nom d'un Congrès notoirement corrompu, contrôlé par des oligarques sans le soutien de la population.

Pendant que Bobbio ordonnait aux militaires de se révolter contre le président, le Gouvernement des États-Unis attaquait rapidement Castillo.

« *J'ai rencontré la présidente Boluarte pour lui confirmer l'engagement des États-Unis envers la défense de la démocratie et le respect des institutions. Avec la présidente du Pérou, et le Gouvernement d'unité qu'elle s'est engagée à former, nous espérons renforcer nos relations bilatérales.* »

L'agent de la CIA actuellement ambassadrice Lisa Kenna a twitté: « *Les États-Unis rejettent catégoriquement tout acte anticonstitutionnel du président Castillo pour empêcher le Congrès de remplir son mandat.* »

Kenna n'a pas mentionné l'article 134 de la constitution du Pérou, qui stipule :

« *Le président de la République à la faculté de dissoudre le Congrès si celui-ci a censuré ou refusé sa confiance à 2 conseils des ministres (le nom officiel du cabinet péruvien). Le décret de dissolution contient la convocation à des élections législatives.* »

Lorsque Castillo a voulu dissoudre le Congrès, il a cité l'article 134 et a mis en évidence le fait que ce ne serait qu'une dissolution « *temporaire* ». Le président a dit qu'il y aurait de nouvelles élections législatives le plus rapidement possible.

Kenna ignorer tout ce contexte. Par contre, elle a déclaré : « *Les États-Unis, appellent instamment et très fermement le président Castillo à revenir sur son intention de dissoudre le Congrès et à permettre que les institutions démocratiques du Pérou fonctionnent selon la Constitution.* »

L'ancien agent de la CIA voulait dire ainsi que Castillo devait simplement permettre au Congrès antidémocratique et contrôlé par les oligarques de faire un coup d'Etat contre lui.

Ensuite, l'ambassade des États-Unis au Pérou a publié un communiqué officiel qui se faisait l'écho exact de ce que Kenna avait dit.

C'était le feu vert de Washington, pour que le Congrès corrompu du Pérou renverse le président Castillo et pour que les services de sécurité de l'État l'arrêtent sans jugement. bolivarinfos.over-blog.com 16 Décembre 2022

Pérou : le Parlement refuse les élections anticipées malgré les troubles - AFP/LePoint.fr 17 décembre 2022

Le Parlement péruvien, largement discrédité dans l'opinion publique, a refusé vendredi d'avancer les élections générales, alors que le pays est secoué par une grave crise politique, avec des manifestations sévèrement réprimées qui ont fait 18 morts, et que 5 000 touristes sont bloqués dans la célèbre région du Machu Picchu. L'échec du projet de loi, déposé par un parti qui était jadis dans l'opposition au président destitué le 7 décembre, Pedro Castillo, place la nouvelle présidente Dina Boluarte dans une situation difficile, et risque d'exacerber les manifestants dont deux des principales revendications étaient des élections générales immédiates et la dissolution du Parlement.

Plusieurs victimes ont été tuées par des balles tirées par la police et l'armée. 147 personnes ont été arrêtées, selon une ONG de défense des droits de l'Homme. ***AFP/LePoint.fr 17 décembre 2022***

Pérou: Démission des ministres de l'éducation et de la culture - bolivarinfos.over-blog.com 17 Décembre 2022

La ministre de l'éducation Patricia Correa et son homologue du ministère de la culture Jair Perez ont démissionné vendredi à cause des morts provoquées par la répression des manifestations. bolivarinfos.over-blog.com 17 Décembre 2022

Pérou: le bilan des manifestations s'élève à 20 morts - aa.com.tr/fr com 17 Décembre 2022

Un ommuniqué, publié samedi par le ministère péruvien de la Santé, indique que 20 personnes ont été tuées lors des manifestations dans différentes villes du pays, et que 63 blessés ont été transférés aux hôpitaux pour recevoir les soins nécessaires.

Les médias locaux ont rapporté que le nombre de blessés lors des manifestations dans tout le pays dépassait les 500 et que les forces de sécurité avaient arrêté plus de 150 manifestants. aa.com.tr/fr com 17 Décembre 2022

Le Green New Deal a du plomb dans l'aile.

Le deuxième gestionnaire d'actifs mondial quitte l'Alliance pour le climat - lesechos.fr 8 décembre 2022

Coup de tonnerre dans la finance climatique. Alors que s'ouvre la COP15 sur la biodiversité, la plus grande coalition financière mondiale pour la réduction des émissions de carbone vient d'essuyer un sérieux revers : Vanguard, deuxième plus grand gestionnaire de fonds au monde après BlackRock, a décidé de claquer la porte de la Net Zero Asset Managers initiative (NZAM).

Vanguard justifie son départ de la coalition financière climatique par un souci de « *clarté* » vis-à-vis de ses clients.

Fondée en décembre 2020 et composée de 291 membres représentant 66.000 milliards d'actifs sous gestion, soit plus de la moitié des encours de l'industrie, la NZAM a rejoint la Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) lors de sa création l'an dernier par l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney. lesechos.fr 8 décembre 2022

Bio-méthane, hydrogène, éoliennes : ruée vers les "chimères" - h16free.com 17 décembre 2022

Extrait.

Le programme sur les émissions de carbone englobe tous les aspects de la vie.

Mon associée Simone Wapler a évoqué le cas de l'hydrogène dans l'une de ses missives.

Elle écrit que *"l'hydrogène, est une chimère … Le bilan énergétique de la production d'hydrogène par hydrolyse est ruineux. Le processus absorbe environ 80% d'énergie pour en restituer 20%."* Cependant, des géants des énergies voient en l'hydrogène une énergie d'avenir. Le groupe pétrolier BP met des milliards d'euros sur des projets d'hydrogène.

Pour quelle raison ?

Comme avec les éoliennes ou les bio-carburants, les autorités donnent des subventions, ce qui élimine la nécessité de faire un bénéfice.

L'UE déploie en ce moment plus de 5 milliards d'euros pour l'hydrogène. Les États-Unis donnent jusqu'à 3 $ par kg d'hydrogène aux producteurs s'ils promettent de capter le carbone par la suite. Ils ont aussi voté 9,5 milliards $ de subventions pour la création d'infrastructures autour de l'hydrogène.

L'hydrogène d'aujourd'hui vient à 99 % du raffinage du gaz et du charbon. Il requiert donc beaucoup de consommation d'énergie. Il ne fournit pas une forme de carburant compétitive avec l'essence et le diesel en termes de coûts. Cependant, au nom des objectifs sur le climat, le monde va produire plus du double de la quantité d'hydrogène en 2030 par rapport à aujourd'hui.

BP mise donc sur un pactole de subventions au cours de la prochaine décennie. Le tout pour une source d'énergie qui soustrait de la richesse au monde !

Entreprises et agriculteurs courent après des "*chimères*" comme l'hydrogène, le bio-méthane, et les éoliennes. Chacun veut sa part du gâteau. Ils l'obtiennent via des subventions, et aux dépens des autres.

Mon associée Simone Wapler et moi pensons que les autorités vont continuer à empirer la situation. De plus en plus d'argent ira vers les "*chimères*," et de moins en moins vers la production d'énergies utiles, comme le nucléaire ou les énergies fossiles.

Clonage réussi.

L'ancien ministre à la Transition écologique François de Rugy se reconvertit comme banquier d'affaires - BFMTV 18 décembre 2022

L'ex président de l'Assemblée nationale avait quitté les écologistes pour rallier Emmanuel Macron. BFMTV 18 décembre 2022

Parole d'internaute.

L'objectif des très grands banquiers états-uniens est de s'emparer des richesses de la Russie.

Il faut toujours avoir à l'esprit qu'il s'agit à l'origine de familles venues de pays anglo-saxons, qui étaient devenues les maîtres de pays européens dominants le monde, avec à leur tête le Royaume-Uni. Ce Royaume-Uni, où la branche anglaise des banquiers Rothschild avait depuis longtemps pris l'ascendant sur la famille royale. Le royaume était dirigé (et est toujours) par leur organisation Chatham House. Les Rothschild possédait la livre sterling, étaient propriétaires de la Bank of England, Chatham House dirigeait le royaume en lieu et place de Buckingham Palace, Commonwealth y compris, et les grands banquiers, Rothschild en tête, engrangeaient les bénéfices de l'économie et des colonies.

Ceci est la réalité historique, et elle est évidemment cachée. Mais des faits sont visibles : par exemple la reine Elysabeth II n'eut jamais AUCUN pouvoir durant tout son règne long de 70 ans, pas plus que ses prédécesseurs. Les grands banquiers dirigent toujours le Royaume-Uni, et les dirigeants sont leurs exécutants.

J'en viens à l'Axe globaliste : ces familles de grands banquiers ont traversé l'océan Atlantique, et ont reproduit ce schéma de domination sur les Etats-Unis. Ni le Congrès, ni la Maison-Rouge de sang ne détiennent le pouvoir réel. On le voit bien : Trump ne put RIEN faire, Biden ne fait que lire les textes de ses " *conseillers* ". Car les conseillers, les ministres, les patrons de l'Administration sont tous des collaborateurs des très grands banquiers. Tous sont, de longue date, et sans exception, membres du Chatham House américain : le Council of Foreign Relations. Ceux qui ne sont pas rémunérés par les contribuables américains, en tant que hauts fonctionnaires, sont payés directement par les fondations des grands banquiers.

Je passe sur le principal : les grands banquiers sont les seuls actionnaires de la fameuse FED, et ils possèdent le Dollar. Ils assurent la direction du CFR et de ses "*filiales*" aux USA et de par le monde.
Je passe aussi sur des détails : les très grands industriels ont rejoint les grands banquiers. Les Halliburton, Gates, etc. font partie du CFR. Ce sont eux les maîtres du monde unipolaire, et donc de l'Axe globaliste.

Nous ne savons quasiment rien sur ces grandes familles historiques. Alors que leurs fortunes sont leurs fortunes sont incommensurables, ils ne sont même pas répertoriés dans les classements des grandes fortunes...

Nous ne savons rien non plus des intentions des grands banquiers américains, car la formidable organisation du (présumé think tank) CFR ne publie pas leurs pensées secrètes. Ont-ils pris la décision que les armées américaines (et britanniques, fidèles petit caniche depuis 1945) devront livrer la guerre à la Russie ? L'histoire contemporaine a montré que les grands banquiers procèdent à une longue préparation pour faire monter en puissance leurs armements, et qu'ils font s'épuiser les armées d'autres nations avant de lancer les armées américaines (et anglaises).

Lu. Etats-Unis. « *N'est-ce pas le régime de notre propre pays qui devrait être changé?* »

1 – Aux USA, les 1% plus riches détenaient 17,2% de la richesse en 1989, ils en détenaient 27% au 3ème trimestre 2021. Cela confirme de manière incontestable, officielle et chiffrée, le constat mainte fois exprimé que les plus riches ne cessent de s'approprier une part toujours plus importante du gâteau, forcément au détriment des autres.

2 – Si les plus riches détiennent une part de plus en plus importante de la richesse nationale, les 20 % les plus pauvres ont vu leur part de la richesse nationale se réduire de 2,89% à 2,75% entre 1989 et 2021.

L'extrême pauvreté côtoie donc l'extrême richesse aux USA, comme ailleurs, et surtout l'écart entre les deux populations ne cesse de croître. Jusqu'où cette évolution pourra-t-elle aller sans révolte ? La mondialisation «*heureuse*» proposée par certains (qui représentent les plus riches) irait elle dans le sens d'une réduction de cet écart qui, aujourd'hui, ne fait que croître ?

Les 1% les plus riches sont les faiseurs de roi.

Il faut comprendre aussi que la quasi-totalité des personnes qui disposent d'argent à volonté pour pouvoir faire des dons importants aux personnalités politiques de leur choix, lors des campagnes électorales aux USA, font partie des 20% qui détiennent 70,6% de toute la richesse. Ce sont eux qui dominent la politique de la nation par l'argent et les médias. Presque tous les dons qui remplissent les caisses des partis politiques aux USA proviennent des 20% des américains les plus riches et les 1% les plus riches, dont près de 750 milliardaires, sont les « *faiseurs de rois* », les rois étant le Président US, ses proches conseillers, les membres de l'exécutif et ceux du Congrès.
Et si vous faites partie des 80% des citoyens les moins riches aux États-Unis, vous n'êtes pas du tout représenté au sein du gouvernement états-unien.

Les 1% les plus riches ont individuellement beaucoup plus d'argent à leur disposition que le reste des 20% les plus riches pour faire un don à leurs politiciens préférés, car ces 1% les plus riches détiennent les sièges des conseils d'administration et sélectionnent les dirigeants d'entreprise qui embauchent les lobbyistes du Congrès pour «*traiter*» le mieux possible, récompenser et embaucher les membres les plus influents du Congrès, en clair, les corrompre, afin de servir les intérêts de leurs sociétés, et donc des 1% les plus riches qui contrôlent toutes ces sociétés. Sont incluses dans ces sociétés, les grandes banques, Big Pharma, le complexe militaro-industriel, les GAFAM (Google, Apple, Face Book, Amazon, Microsoft), Twitter, tous les grands médias, et la plupart des petits médias qui façonnent aussi l'information et l'opinion publique pour les rendre compatibles avec les intérêts des milliardaires.

Les milliardaires contrôlent la politique étrangère des USA et décident de la Paix ou de la Guerre

L'Amérique compte environ 750 milliardaires qui contrôlent à eux seuls tellement d'argent (plusieurs fois le PIB de la France) qu'ils peuvent amener le Congrès US à ne pas adopter de projet de loi auquel ils s'opposent, et à voter de nombreux projets de loi qu'ils souhaitent imposer au pays. Ce sont eux qui influencent la politique étrangère du pays dans le sens de leurs intérêts et qui décident donc de la paix ou de la guerre dans telle ou telle partie du monde.

Ainsi, le millier d'individus qui constituent le deep state US, et contrôlent donc, en coulisses, l'exécutif états-unien, sont presque tous des milliardaires. Ils contrôlent surtout les sociétés internationales. Ces «influenceurs», imprégnés de l'idéologie néoconservatrice et mondialiste, dominent dans les deux partis.

Par le biais de lobbies transnationaux ce système de contrôle des gouvernements par une brochette de milliardaires opérant en coulisse, finançant généreusement les campagnes électorales, corrompant les politiques, manipulant les opinions publiques à l'aide des médias dont ils ont fait l'acquisition, a essaimé dans les pays vassaux de l'Union Européenne, de l'OTAN, du G7 et quelques autres. Ces pays ne représentent que 12 à 15 % des habitants de la planète mais s'efforcent d'imposer au monde leur hégémonie et leurs valeurs. Cela explique la belle unanimité de l'occident global dans la gestion des crises majeures, souvent «provoquées» avec arrières pensées (Crise sanitaire et crise ukrainienne), crises qui ont émaillé ces trois dernières années. L'affaire de corruption en cours du Qatargate au parlement européen, ne représente aujourd'hui qu'une petite partie émergée de l'iceberg de la corruption. «*On*» la dénonce avec force pour mieux occulter le reste.

Sans doute devrait-on évoquer aussi le Pfizergate et l'Ukrogate dans lesquels les niveaux de duplicité, de corruption, de mensonge des gouvernances occidentales, relayées par les médias, atteint aujourd'hui des sommets. «*Nous avons menti, triché, volé, c'est comme si nous avions suivi des cours de formation pour apprendre à le faire*» Mike Pompéo.

On finit par comprendre pourquoi un nombre croissant d'États, excédés par l'attitude condescendante et les méthodes coercitives employées par les occidentaux pour imposer leur domination et leurs valeurs prétendument universelles, finissent par rejoindre le camp de la multipolarité sous la houlette de la Russie ou dans le cadre des organisations dans lesquelles les États traitent d'égal à égal en se respectant (BRICS, OCS, …).

On comprend mieux aussi le rejet par une forte majorité de pays des valeurs proposées par l'occident et qualifiées d'universelles et de progrès, lorsque celles-ci ne correspondent pas à leurs valeurs traditionnelles.

Pour toutes ces raisons et parce qu'ils ne sont parvenus à isoler la Russie, l'occident et les milliardaires qui le dirigent vont probablement perdre la partie en Ukraine et cette crise aura précipité l'avènement d'un nouvel ordre mondial résolument multipolaire.

Les pouvoirs de l'argent, des médias, de la corruption, de la duplicité, des mensonges ne suffiront pas à une petite élite oligarchique occidentale, en perte de repères et d'intelligence de situation, pour l'emporter.

Au cours des siècles précédents, les aristocrates étaient publiquement connus, par des titres formels; mais dans les prétendues « *démocraties* » d'aujourd'hui, les personnalités qui contrôlent les gouvernements par l'argent sont, au contraire, aussi dissimulées que possible.

Elles ne souhaitent pas que le public sache que le gouvernement ne représente qu'eux, parce que, sinon, lorsque le gouvernement déclare que tel ou tel chef d'État étranger qui ne constitue aucune menace réelle pour la sécurité nationale, devrait être renversé et changé, aux éternels faux prétextes de «*lutte contre le terrorisme ou les dictatures* » et de «*défense des droits de l'homme (et de la femme) à géométrie variable*», les citoyens finiraient par se demander : « *N'est-ce pas le régime de notre propre pays qui devrait être changé?* »

L'observation attentive des médias grand public indique clairement qu'ils ne veulent surtout pas que cette question s'insinue dans l'esprit des citoyens. Les narratifs politiques et médiatiques sont toujours construits pour vendre les changements de régime que les milliardaires souhaitent voir aboutir dans leur intérêt. C'est le moyen d'amener le public à accepter de financer par l'impôt les budgets militaires et les guerres d'ingérence mais aussi à accepter les sacrifices de toute nature qui peuvent en découler.

Antisocial, leur véritable nature.

Suisse : la droite et l'extrême droite suppriment le salaire minimum - LePoint.fr 17 décembre 2022

Depuis cette semaine, les salariés de la restauration, de l'hôtellerie, de la coiffure, de Genève, du Jura ou du Tessin, maudissent Erich Ettlin, sénateur centriste du canton d'Obwald. Cet expert fiscal de 60 ans a déposé une motion intitulée « *Protéger le partenariat social contre des ingérences discutables* ». Les « *ingérences discutables* », ce sont, selon ce parlementaire alémanique, les cantons, principalement latins, qui ont voté un salaire minimum (le premier est entré en vigueur à Neuchâtel en 2017). Dorénavant, « *les dispositions d'une convention collective de travail (CCT) étendue, qui concernent le salaire minimum, le 13e salaire et le droit aux vacances l'emportent sur le droit cantonal* ».

En juin 2022, le Conseil des États (le Sénat) avait déjà voté cette motion. Il a été rejoint cette semaine par le Conseil national (l'Assemblée nationale), par 95 voix contre 93 et 4 abstentions. Une courte victoire, mais une victoire symbolique pour la droite et l'extrême droite, ainsi que pour le patronat, qui ont toujours estimé qu'un salaire minimum crée une « *insécurité juridique* ».

Dans *La Tribune de Genève*, Vincent Subilia, directeur général de la chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (et par ailleurs député libéral-radical au niveau local), assure que la suppression du salaire minimum rendra au canton un élément de compétitivité perdu. LePoint.fr 17 décembre 2022

Malgré des aveux, les médias continuent d'évoquer des « *soupçons* », parce qu'ils sont tous aussi corrompus.

Soupçons de corruption au Parlement européen : le compagnon d'Eva Kaili passe aux aveux - europe1.fr 16 décembre 2022

Le scandale du "*Quatargate*" n'en finit plus de secouer le Parlement européen. 500.000 euros en liquide ont été découverts chez un ancien député italien, 150.000 euros ont été retrouvés dans

l'appartement de la vice-présidente de l'institution, Eva Kaili. Dernier rebondissement : selon "*Le Soir"*, le compagnon de l'eurodéputée grecque est passé aux aveux.

L'eurodéputée grecque Eva Kaili a été écrouée avec trois autres personnes en Belgique dans une enquête sur des soupçons de corruption en lien avec le Qatar au sein du Parlement européen, où elle est l'une des vice-présidentes. Son compagnon, Francesco Giorgi, le reconnaît : il a fait partie d'un réseau d'influence destiné à peser sur les décisions européennes. Un réseau au service non pas d'un seul pays, mais de deux États : le Qatar et le Maroc.

Francesco Giorgi avoue. Lui, l'homme aux deux casquettes, à la fois assistant parlementaire d'un eurodéputé italien et compagnon de la vice-présidente du Parlement, explique aux enquêteurs que son rôle était de gérer l'argent liquide. Des petites coupures remplissant à elles seules de grosses valises. 500.000 euros ont été découverts dans l'appartement de l'ex-député italien Pier Antonio Panzeri.

Avec Panzeri, Giorgi aurait été en contact avec la DGED, le service de renseignements extérieurs marocains. Mais ils n'étaient vraisemblablement pas les seuls. Francesco Giorgi soupçonne deux eurodéputés socialistes, un Italien et un Belge, d'avoir aussi touché de l'argent pour déposer des résolutions contre les Émirats Arabes Unis, le pays rival du Qatar.

En famille. L'Union européenne mime le régime néonazi de Kiev en sanctionnant les partis politiques russes qui ne partagent pas son idéologie.

Bruxelles, 17 décembre (SANA) L'Union européenne a publié la liste des personnalités et des organisations qu'elle a incluses dans son neuvième paquet de sanctions anti-russes, et comprend les forces armées russes et ses différentes branches, dont l'armée, la marine et les forces aérospatiales, ainsi que le Répertoire Principal du Haut Etat-Major des Armées russes.

La liste noire comprend le régulateur russe des télécommunications Roskomnadzor, a rapporté RT.

Dans le cadre du nouveau train de mesures, des sanctions ont également été imposées aux ministres de la Culture, de l'Éducation et des Sciences, 40 députés à la Douma d'État, 44 membres du Conseil de la Fédération et 20 membres de la Cour constitutionnelle du pays.

En outre, cinq partis politiques ont été sanctionnés, dont Russie unie, le Parti libéral-démocrate de Russie et Russie juste.

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds ou quand les tyrans donnent une leçon de « *liberté de la presse* » et de « *démocratie* »

On a appris que le ministre français Jean-Noël Barrot, délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, s'est dit «*affligé par la dérive dans laquelle Elon Musk précipite Twitter*» et a rappelé que «*la liberté de la presse est au fondement même de la démocratie*», ou encore la vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourová, qui a pris le temps de rappeler que l'UE exigeait «*le respect de la liberté des médias et des droits fondamentaux*».

Comme l'ont relevé certains commentateurs, les deux personnages en question incarnent des institutions à l'origine d'une censure inédite au sein de l'Union européenne.

- «*Ils interdisent RT France, où il n'y a que des journalistes français, puis tout le gouvernement nous la joue indigné, au nom de la Liberté de la Presse et de la Démocratie, parce que des journalistes US ont leur compte Twitter suspendu. Et Le Monde participe à cette mascarade !*»

- «*Pourquoi n'avez-vous pas réagi quand votre gouvernement a interdit Rumble, Odyssée, fermé RT et mis au chômage des dizaines de journalistes ?*»

Ce message mis en ligne le 14 décembre sur Twitter par la ministre française des Affaires étrangères : «*J'ai reçu aujourd'hui Dmitri Muratov, rédacteur en chef de Novaïa Gazeta, Prix Nobel de la Paix 2021. Ce journal a dû suspendre l'an dernier ses activités en Russie. La France défend la liberté de la presse partout dans le monde*.»

Quand le ministère chargé de la culture et de la communication retire l'agrémentation de presse à *FranceSoir*, quand Macron et son gouvernement soutiennent le régime néonazi ukrainien qui a interdit tous les partis d'opposition (et les syndicats ouvriers) et donc toute forme d'expression écrite ou orale non conforme à l'idéologie ultra nationaliste ou nazie, dans les deux cas ils se sont livrés à un exercice conforme à «*la liberté de la presse et de la démocratie*». Source : RT 17 décembre 2022

Comment l'information sur la Covid-19 a été censurée mondialement sur les réseaux sociaux - Réseau Voltaire 17 décembre 2022

America First Legal Foundation a obtenu, par voie juridique, des documents internes de l'agence fédérale de Santé publique, les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) d'Atlanta [1]. Parmi ceux-ci, certains attestent que le CDC avait accès à un portail secret de Google chargé de centraliser les notifications de nouvelles s'écartant du discours officiel sur la Covid-19.

America First Legal Foundation est présidé par l'ancien speechwriter du président Donald Trump. Son conseil d'administration comprend de hauts responsables de la Maison-Blanche du président Trump. Son budget annuel est de plus de 6 millions de dollars. Cette fondation fait partie, selon le Washington Post [2], de l'administration en attente de Donald Trump s'il gagne la prochaine élection présidentielle.
Le portail secret de Google est situé en Indonésie et géré par l'association islamiste de Fact Checking, Mafindo [3]. Il centralise la censure sur Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Whatsapp et Hello. Cette association est financée par l'État indonésien.

Le choix des informations considérées « *vraies* » ou « *fausses* » est opéré par la Kaiser Family Foundation (KFF) [4]. Contrairement à ce que son nom inique, KFF n'est pas une fondation familiale, mais une société californienne dont le directeur du Los Angeles Times est administrateur. Elle diffuse gratuitement aux journalistes des notes sur les discours hygénistes à tenir. On ignore qui finance cette organisation.

Ce dispositif a notamment permis d'imposer plusieurs allégations mensongères telles que :

Les « *vaccins anti-Covid* » (ARN messager) protègent de la transmission du virus.
Les « *vaccins anti-Covid* » (ARN messager) sont recommandés pour les femmes enceintes.

Les « *vaccins anti-Covid* » (ARN messager) protègent les enfants.
Les « *vaccins anti-Covid* » (ARN messager) n'ont pas d'effets secondaires notables quels que soient l'âge et la condition des patients.
Il n'existe pas d'autre remède efficace contre la Covid-19 que les vaccins occidentaux.

Cette campagne d'intoxication s'est particulièrement concentrée sur les adolescents noirs pour les convaincre de ces inepties.

Les documents obtenus par l'America First Legal Foundation attestent que l'ensemble de ce dispositif est contrôlé par l'administration Biden depuis la Maison-Blanche.

[1] « AFL Releases More CDC Documents Revealing Bizarre "*Equity*" Agenda in COVID-19 Vaccination and Slides Discussing the Policy Objective of Injecting Children Even When "*Parent Is Not Present*" », America First Legal Foundation, December 15, 2022.

[2] « *How a Trump-allied group fighting 'anti-white bigotry' beats Biden in court. America First Legal was founded last year by Stephen Miller, the architect of Trump's immigrant family separation policy* », Beth Reinhard & Josh Dawsey, Washington Post, December 12, 2022.

[3] Site officiel de Mafindo.

[4] Site officiel de la Kaiser Family Foundation.

Guerre de l'OTAN contre la Russie

Ukraine. Voici ce que disent ses dirigeants militaires par Moon of Alabama - lesakerfrancophone.fr 16 décembre 2022

The Economist a interviewé les trois dirigeants ukrainiens qui gèrent la guerre en Ukraine. Il les résume dans un compte rendu interprétatif. Je vais m'en servir pour en extraire les points importants.

https://lesakerfrancophone.fr/ukraine-voici-ce-que-disent-ses-dirigeants-militaires

Dès 1957, les États-Unis ont envisagé d'infiltrer et de déstabiliser l'Ukraine - strategika.fr 16 décembre 2022

https://strategika.fr/2022/12/16/des-1957-les-etats-unis-ont-envisage-dinfiltrer-et-de-destabiliser-lukraine/

Le "*conflit en Ukraine*" est une nouvelle véritable guerre mondiale - russiepolitics.blogspot.com 16 décembre 2022

Les Etats-Unis ont décidé d'intensifier la formation des militaires ukrainiens dès janvier, en plus de l'envoi d'une batterie de missiles Patriot. Cela répond à ceux, qui tentent de se convaincre de la volonté des Etats-Unis de conduire l'Ukraine à négocier ... Et afin de mettre les points sur les i :

non, les Etats-Unis ne font pas durer le conflit, ils font la guerre. Et ils la font pour gagner, non pas pour négocier. Leur but est simple : faire disparaître la Russie comme puissance potentielle, afin d'assurer la totalité de leur puissance. Il est temps d'appeler un chat un chat, les illusions coûtent toujours très cher en temps de guerre. La Russie n'en a pas les moyens. Cette guerre est déjà mondiale et l'une des batailles décisives se joue en Ukraine. Bataille, qui ne peut être remportée que militairement, ce à quoi l'Axe atlantiste travaille sérieusement. Le reste n'est que manoeuvre dilatoire.

Le NYT vient de l'annoncer : les Etats-Unis vont intensifier la formation des militaires ukrainiens et dès janvier, chaque mois, un bataillon de 500 à 800 personnes sera formé à la tactique avancée du champ de bataille sur la base américaine de Grafenwoehr en Allemagne. Cette base accueille également le Joint Multinational Training Group-Ukraine.

"*La formation élargie mettrait l'accent sur la guerre « interarmes » - une coordination étroite entre l'infanterie, l'artillerie, les véhicules blindés et, lorsqu'il est disponible, le soutien aérien, de sorte que chaque groupe soit renforcé et protégé par les autres*."

Selon le NYT, depuis le début de la réaction de la Russie en février, les Etats-Unis ont formé environ 3 100 Ukrainiens, surtout au maniement des armes américaines. Depuis 2015, c'est plus de 27 000 militaires ukrainiens, qui ont été formés par les instructeurs américains dans un Centre d'entraînement dans l'Ouest de l'Ukraine, à proximité de Lvov.

Les pays de l'Axe atlantiste ont formé environ 12 000 Ukrainiens, militaires de carrière ou nouvelles recrues, qui sont allées en Grande-Bretagne pour suivre une formation d'infanterie. Ajoutons à cela, les militaires ukrainiens, dont la formation a commencé un mois après le début de l'offensive russe, en Allemagne et en Pologne.

De son côté, la Grande-Bretagne revendique la formation de plus de 10 000 Ukrainiens. Le programme a été lancé par Boris Johnson en juin :

"*En outre, la Grande-Bretagne a lancé un programme visant à fournir une formation militaire en Grande-Bretagne à 10 000 recrues et membres du personnel de l'armée ukrainienne, un effort qui vise à renforcer la résistance locale à l'invasion russe. L'initiative, annoncée en juin par Boris Johnson, le Premier ministre de l'époque, a commencé avec plus de 1 000 soldats britanniques de la 11e brigade d'assistance aux forces de sécurité, spécialisée dans la formation à l'étranger*."

Si l'on tient compte du fait, que se sont joint à cette initiative britannique d'autres pays comme le Canada, le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Norvège ou encore la Suède, l'on comprend que ce que l'on appelle pudiquement le "*conflit en Ukraine*" est une guerre mondiale, qui a déjà démarré. russiepolitics.blogspot.com 16 décembre 2022

Commentaire d'un internaute.

- Le conflit entre l'Axe globaliste et la Russie est très asymétrique :

La Russie est intervenue militairement

1. pour libérer les Russes et les russophones du joug et des bombes de Kiev,
2. pour démilitariser un pays voisin dont la menace militaire constitue un risque existentiel.

La voie diplomatique ayant échoué et Moscou a estimé nécessaire recourir aux armes dans une guerre qu'il voyait rester régionale.

L'empire états-unien a des objectifs multiples et à long terme :

1. soumettre la Russie, considérée comme un obstacle dans son parcours de domination mondiale, 2. s'approprier les richesses de la Russie. 3. conserver sa prééminence dans son "*nouvel ordre mondial"* qui est remis en cause par le nouveau monde multipolaire.

Tout cela a été théorisé depuis des décennies.

La Russie s'est placée dans une situation difficile, puisque l'armée de Kiev s'est installée dans les villes pour lui résister, et tire depuis ses arrières des obus et des roquettes sur les villes russes (du Donbass) pour ruer des civils. Dans les conditions actuelles où l'armée russe veut épargner les civils et donc ne bombarde pas les villes, les troupes russes doivent progresser "*immeuble par immeuble*" : au final Bakhmut sera détruit. Et grâce à ses fortifications façon Ligne Maginot, l'armée ukrainienne est encore à proximité de Donetsk !

Sur le terrain, les militaires russes doivent se demander pourquoi les missiles hypersoniques ne veulent détruire que des centrales électriques...

Washington n'a donc qu'à fournir en armes son proxy ukrainien : l'armée américaine n'aura pas une égratignure tant que le conflit conservera ce format !

En résumé, la guerre était déjà mondiale car s'inscrivant dans les chocs, de tous ordres, entre l'empire globaliste et les pays qui résistent, et elle devient militairement mondiale au fur et à mesure que les dirigeants des pays de l'OTAN fournissent à Kiev : matériels, munitions, formations, etc.
Mais elle concerne seulement deux pays sur leur frontière et les peuples européens ne voient pas, concrètement, ni la guerre ni les dangers !

En Europe, les peuples abrutis par la propagande de leurs tyrans valets de l'Axe globaliste, ne voient pas les préparatifs d'un conflit militaire qui pourrait devenir un (nouveau) suicide européen, voire mondial.

Alerte aérienne dans toutes les régions d'Ukraine… Ce que l'Ukraine a perdu en 24 h - french.almanar.com.lb 16 décembre 2022

L'armée russe a abattu un chasseur ukrainien MiG-29 près de Kiev et un hélicoptère Mi-8 dans la République populaire de Donetsk (RPD), a en outre indiqué le 15 décembre la Défense russe dans son bilan quotidien concernant son opération militaire spéciale.

Les troupes russes poussent leur offensive sur l'axe de Donetsk. Elles ont pu s'emparer de nouvelles positions avantageuses, tout en déjouant les offensives ennemies, précise l'instance.

Deux groupes de sabotage et de reconnaissance ont été éliminés près de Pavlovka, en RPD.

De plus, les militaires russes ont aussi entravé l'offensive de quatre groupes d'assaut ukrainiens dans la République populaire de Lougansk (RPL), dans la direction de Krasny Liman. Une attaque a également été déjouée sur l'axe de Koupiansk.

Les frappes russes ont également contrarié le redéploiement des troupes de réservistes ukrainiens dans le sud de Donetsk et détruit plusieurs postes de commandement ukrainiens dans la région de Kharkov.

Au total, l'Ukraine a vu 150 de ses soldats cumulés être mis hors de combat dans les différents affrontements de ces dernières 24 heures.

Armes détruites

Les forces armées russes ont pris pour cible une station radar de production américaine AN/TPQ-37, installée en RPD, près de la localité de Kletscheïevka.

Trois entrepôts de munitions et d'équipements militaires ont été détruits: près de Koupiansk, ainsi que dans les régions de Zaporojié et de Kherson.

La DCA russe a intercepté deux projectiles de lance-roquettes Ouragan, ainsi que 11 drones.

Enfin, 45 postes d'artillerie ainsi que du personnel et du matériel militaires ont été bombardés dans 86 zones.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine, l'armée russe a abattu 344 avions, 184 hélicoptères, 2.669 drones, détruit 396 systèmes de défense anti-aérienne, 7.127 chars et autres blindés, 931 véhicules de lance-roquettes multiples, 3.685 équipements d'artillerie de terrain et de mortiers, ainsi que 7.614 véhicules militaires.

Source: Avec Sputnik

Les infrastructures de Kiev ont été endommagées. La ville est privée d'électricité et d'eau - 16.12.2022

Une frappe aérienne massive sur des installations en Ukraine - 16.12.2022

Dans la matinée du vendredi 16 décembre, sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine a annoncé une alarme aérienne. Les missiles de croisière ont frappé des installations d'importance militaire et d'infrastructure dans au moins douze régions du pays. Cela a été rapporté par la publication Ukraine.ru, ainsi qu'un certain nombre de chaînes Telegram.

Initialement, il a été signalé le lancement de missiles de la mer Noire — environ 8 missiles — ainsi que d'environ 60 missiles de la mer Caspienne (par des bombardiers stratégiques Tu-95 FSM de Russie). En outre, les lancements ont été enregistrés à partir de la direction Nord. Plus tard, ils ont signalé le redémarrage des missiles des porte-avions.

« *Nous devons être invulnérables* » : Evgueni Prigojine a annoncé la volonté du CMP WAGNER de protéger l'Afrique des « *faucons occidentaux* » - politros.com 15 décembre 2022

L'homme d'affaires Evgueni Prigojine a parlé du désir du PMC Wagner de protéger les pays africains des « *faucons occidentaux* ». À ces fins, les combattants russes doivent être invulnérables et avoir des pensées pures, a-t-il déclaré.

En réponse à une demande de Reuters concernant la déclaration du président ghanéen Nana Akufo-Addo selon laquelle la société aurait déployé ses combattants au Burkina Faso voisin, l'entrepreneur a ironiquement noté que les contingents des pays occidentaux, notamment des États-Unis et de la France, sont présents dans 80% des États africains. Dans le même temps, l'Occident possède la plupart des minéraux du continent et extrait illégalement environ la moitié de l'or et des diamants de l'Afrique. En outre, des coups d'État militaires sont régulièrement fomentés et des unités de combattants de militants de Daesh et d'Al-Qaïda sont activement entraînées dans les pays africains sous les directives des manipulateurs de l'OTAN.

« Ils s'efforcent de faire en sorte que ce peuple devienne encore plus pauvre et meure en masse de faim et de maladie. Et pour cette raison, ils ont continué à vendre des vaccins coûteux par l'intermédiaire de l'ONU et d'autres structures sous leur contrôle. C'est le département d'État américain, c'est le gouvernement français, ce sont les pays occidentaux et leurs services spéciaux, dirigés par la CIA. Ce sont des unités armées de l'ONU, que certains appellent des casques bleus », a déclaré l'homme d'affaires cité par le service de presse de la compagnie Concord.

M. Prigojine a souligné que le CMP Wagner n'est pas engagé dans l'exploitation minière ou l'extraction de ressources, afin d'avoir les mains libres et des pensées pures.

« *Nous devons être invulnérables* ». *Eugène Prigojine a affirmé la volonté du PMC Wagner de protéger l'Afrique des « faucons occidentaux* ».

Selon l'homme d'affaires, le PMC « *Wagner* » devrait être invulnérable, car cela l'aidera à protéger ceux que ces « *ils* », les faucons occidentaux, « *tentent d'humilier, de voler ou de détruire* ». politros.com 15 décembre 2022

Les Chinois répliquent sur le mode russe aux Américains.

Pékin appelle Washington à « *respecter les aspirations du peuple africain* » - french.almanar.com.lb 15 décembre 2022

La diplomatie chinoise n'a pas laissé sans commentaire la déclaration du secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, qui au début du Sommet États-Unis-Afrique a accusé la Chine d'agir d'une manière qui « *n'est pas toujours transparente* », ce qui « *crée des problèmes qui finiront par déstabiliser* » la région.

« *Les États-Unis doivent respecter les aspirations du peuple africain et prendre des mesures concrètes pour faire progresser le développement de l'Afrique, au lieu de s'acharner à salir et à attaquer d'autres pays* », a déclaré Wang Wenbi, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Partenariat sino-africain

Le diplomate a souligné que la Chine était « *un bon ami, partenaire et frère de l'Afrique* » et que la coopération entre la Chine et le continent était « *équitable, gagnant-gagnant, honnête et fructueuse* ».

« *Nous espérons également que les États-Unis verront la coopération sino-africaine avec un esprit ouvert. L'Afrique n'est pas un terrain de lutte pour la rivalité entre grands pays, encore moins la cible de tactiques musclées de la part d'un pays en particulier ou d'un peuple en particulier. Les pays et les peuples africains ont la sagesse et la capacité de choisir des partenaires de coopération qui peuvent aider à faire avancer les intérêts africains* », a-t-il ajouté.

D'après lui, le développement de l'Afrique est « *la responsabilité commune de la communauté internationale* ».

Par cette raison, Pékin est toujours « *heureux de voir l'Afrique diversifier ses partenaires de coopération* ».

« *Nous nous félicitons d'une plus grande attention internationale et d'investissements en Afrique, y compris de la part des États-Unis, ainsi que d'une coopération avec l'Afrique qui est réellement sur un pied d'égalité et mutuellement bénéfique* », a-t-il souligné.

Moscou surveille le sommet

Le sommet États-Unis-Afrique qui se tient entre le 13 et le 15 décembre à Washington a réuni les représentants d'une cinquantaine de pays.
Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères a indiqué lundi à Sputnik que Moscou surveillerait de près le sommet. Dans le même temps, il a indiqué que cette rencontre ne pourrait pas nuire aux liens entre la Russie et les pays du continent.

Gerald Horne, professeur d'études afro-américaines à l'université de Houston, a également expliqué à Sputnik que le sommet en question est « *un signe de désespoir* » des États-Unis face au rapprochement entre la Chine et l'Afrique. french.almanar.com.lb 15 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 décembre 2022.

Totalitarisme. Pourquoi sont-ils à l'affut de la moindre occasion pour vous pourrir la vie ?

J-C - C'est une obsession chez eux de nuire en permanence à la population. Pourquoi portent-ils une attention particulière à un tas de conneries ou de saloperies qui n'existent qu'à la marge ou qui ne concernent qu'une infime minorité de la population ? Pour que vous croyiez que cela concerne beaucoup de personnes et que vous finissiez par craindre, détester ou haïr la terre entière.

Ces trois choses que vous devriez supprimer de votre dîner de Noël - Yahoo 21 décembre 2022

Voilà ce qu'il se passe si vous ne croquez pas les huîtres avant de les avaler - Yahoo 21 décembre 2022

Flambée de cas graves de scarlatine : les 6 signes qui doivent vous alerter - Yahoo 21 décembre 2022

Bienvenue chez les pervers ou obsédés sexuels.

Masturbation : la mise en garde surprenante d'un médecin à l'approche de Noël - Yahoo 21 décembre 2022

"*Les décorations de Noël peuvent avoir des aspects pointus ou des morceaux qui peuvent se casser pendant la masturbation, ce qui peut provoquer des douleurs et un risque de traumatisme. Elles sont généralement inadaptées à votre vagin*", a déclaré le Dr Sarah Welsh, gynécologue. Yahoo 21 décembre 2022

Faites-le savoir. Ils doivent être de plus en plus nombreux dans ce cas-là.

Tim Robbins a des remords envers les non-vaccinés : « *Vous passez de quelqu'un d'empathique à un monstre. J'en faisais partie* » - lemediaen442.fr 21 décembre 2022

L'acteur Tim Robbins, connu pour des films tels que Top Gun, Duo à trois et Les Évadés, est venu s'exprimer sur la Chaîne YouTube de l'animateur de télé et humoriste Russell Brand. A cette occasion, Tim Robbins est revenu sur la période covid, faisant part de ses regrets quant à son comportement envers les non-vaccinés et les non-masqués.

L'homme primé aux Oscars s'est expliqué sur sa façon d'avoir strictement respecté les décrets gouvernementaux lors de la pandémie, écouté les experts de la santé sur les plateaux de télévision, de la vaccination, des confinements et du masquage. *« J'y ai adhéré. … Je me cachais partout. Je gardais mes distances sociales. J'adhérais aux demandes qui m'étaient faites et je me sentais en colère contre les gens qui ne le faisaient pas.* » Tout en adhérant pleinement au récit officiel

construit autour du covid-19, ses rencontres dans la vie réelle vont bouleverser ses croyances et générer un sentiment de dissonance cognitive, pour finalement douter du récit officiel.

Alors qu'il se rendait en Grande-Bretagne, il a remarqué que beaucoup de gens ne respectaient plus les consignes faites par le gouvernement. « *J'ai pensé, eh bien, ils vont avoir une dure journée à venir, il y aura des morts ici. […] Quand j'ai vu qu'il n'y avait pas un taux de mortalité énorme [en Grande-Bretagne], après avoir été personnellement témoin de ce qui se passait, j'ai commencé à me demander de plus en plus si ce qu'on nous disait était vrai ou non.* »

Par curiosité Tim Robbins s'est rendu à une manifestation contre les restrictions à Londres et s'est rendu compte de la différence de traitement des médias sur les manifestants et la réalité du terrain. « *J'ai vu la façon dont ils étaient décrits dans la presse, et ce n'était pas vrai. Ce n'étaient pas, vous savez, des nazis. C'étaient des gens qui croyaient en la liberté.* »

Dans un précédent entretien avec le journaliste d'investigation Matt Taibbi, Tim Robbins avait déclaré : « *Je pense que nous avons perdu beaucoup de nous-mêmes pendant cette période. […] J'ai entendu des gens dire [pendant la pandémie],* "Si vous n'avez pas pris le vaccin et que vous tombez malade, vous n'aurez pas droit à un lit d'hôpital." *Cela m'a fait penser à devoir retourner dans une société où nous nous soucions les uns des autres. Si votre voisin est malade, et vous lui apportez de la soupe, peu importe sa politique, vous êtes son putain voisin* », a déclaré Robbins.

Loin de vouloir se défiler face à ses responsabilités et à lui-même, il avouera être passé de l'autre côté, celui des bourreaux. « *Vous passez de quelqu'un d'inclusif, altruiste, généreux, empathique, à un monstre. Vous voulez geler les comptes bancaires des gens parce qu'ils ne sont pas d'accord avec vous. C'est une chose dangereuse. C'est un monde dangereux que nous avons créé. Et je dis* "nous" *parce que j'en faisais partie. J'ai adhéré à cette idée très tôt.* »

Alors que le silence sur cette période se fait par la honte d'avoir adhéré au lynchage des non-vaccinés — bien aider par les gouvernements et les médias —, certains comme Tim Robbins trouvent le courage de reconnaître leur erreur. Et c'est par ces paroles réconciliatrices que demain nous pourrons construire une société où, espérons-le, le bouc émissaire ne sera plus qu'un mauvais souvenir. lemediaen442.fr 21 décembre 2022

Lu.

- L'effondrement économique de l'Europe

Les États-Unis ont utilisé l'Allemagne en instaurant l'euro qui a détruit les industries française et italienne. Les États-Unis se débarrassent ensuite de l'Allemagne avec la planche à billets maniée par les anciens de Goldman Sachs de la banque centrale européenne. Les entreprises allemandes sont invitées à s'installer aux États-Unis. Avec la guerre en Ukraine, les financiers prédateurs américains poursuivent physiquement la destruction de l'économie européenne (destruction de NordStream 1 et 2).

La lutte des classes transversale

La finance a investi l'appareil d'État pour détruire l'économie réelle. La finance attaque une partie de la bourgeoisie, les patrons de PME, les classes moyennes et les ouvriers. Cette lutte est entre le monde de l'économie réelle, commerciale et productrice, et l'économie parasite, la finance.

L'industrie étant passée d'une propriété familiale à une propriété d'actionnaires qui exigent des profits à court terme. Cela achève la liquidation des entreprises. Il s'agit d'une guerre civile froide qui peut déboucher sur une guerre civile chaude. Contre leur ennemi commun et son projet politico-financier, une partie de la bourgeoisie peut donc s'allier avec les salariés et l'ensemble des classes moyennes.

J-C - J'ai évoqué cette perspective dans plusieurs causeries, le socialisme pourrait être une alternative pour un grand nombre de capitalistes et de membres des classes moyennes, qui ne se reconnaissent pas dans le modèle de société dégénéré et totalitaire de Davos.

En principe, ce devrait être à la classe ouvrière et à ses organisations dont le parti révolutionnaire, de prendre la direction du processus qui aboutirait à un soulèvement populaire balayant les institutions de la Ve République et instaurant une République sociale, mais malheureusement ce parti n'existe pas et le mouvement ouvrier est aussi corrompu que l'appareil d'Etat, donc on ne voit pas pour le moment comment on pourrait avancer dans cette direction-là.

J'ai proposé de construire un nouveau courant politique révolutionnaire qui pourrait contribuer à la construction de ce parti, mais apparemment personne ne me prend au sérieux ou tout le monde s'en fout.

Quelle est la tendance politique de tous ces blogs ? Réactionnaire.

Trois d'entre eux ont reproduit le même article dans lequel on pouvoir lire :

- Les temps sont durs en Nouvelle-Zélande. Mais êtes-vous surpris ? Nous parlons d'un État autoritaire d'extrême gauche...

Les adresses de ces 3 articles et leur source.

- La Nouvelle-Zélande exige que les citoyens signalent comme « *terroristes* » les « *théoriciens du complot* » qui « *s'opposent aux politiques du gouvernement* » - Réseau International 20 décembre 2022

https://reseauinternational.net/la-nouvelle-zelande-exige-que-les-citoyens-signalent-comme-terroristes-les-theoriciens-du-complot-qui-sopposent-aux-politiques-du-g/

Source : Nouveau Monde

- La Nouvelle-Zélande exige que les citoyens signalent comme « *terroristes* » les « *théoriciens du complot* » qui « *s'opposent aux politiques du gouvernement* » - nouveau-monde.ca 19 décembre 2022

https://nouveau-monde.ca/la-nouvelle-zelande-exige-que-les-citoyens-signalent-comme-terroristes-les-theoriciens-du-complot-qui-sopposent-aux-politiques-du-gouvernement/#comment-5951

Source : anguillesousroche.com

La Nouvelle-Zélande exige que les citoyens signalent comme « *terroristes* » les *« théoriciens du complot* » qui « *s'opposent aux politiques du gouvernement* » - anguillesousroche.com 18 décembre 2022

https://www.anguillesousroche.com/actualite/la-nouvelle-zelande-exige-que-les-citoyens-signalent-comme-terroristes-les-theoriciens-du-complot-qui-sopposent-aux-politiques-du-gouvernement/

Liens d'extrême droite dans ce blog :

Dreuz.info
Breizh Info
AubeDigitale
Valeurs actuelles
Zero Hedge
(Notamment pas le temps de faire des recherches sur les autres liens)

Le blog nouveau-monde.ca publie un article dans lequel il est question d'un « *État autoritaire d'extrême gauche* » en parlant du gouvernement néo-zélandais, qui selon moi est ouvertement fasciste.

J'envoie un premier commentaire très bref :

- Ce ne serait pas plutôt un gouvernement d'extrême droite ?

Voici la réponse que je reçois d'un lecteur apparemment attitré de ce blog :

- https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/gouvernement-neo-zelandais-place-barre-gauche-toute-590203.html

J-C – Dans cet article daté du 17 mai 2018, France Info qualifiait *"le nouveau gouvernement néo-zélandais de centre-gauche"*.

Ma réponse :

- Sachant que France Info et le gouvernement néo-zélandais partagent la même idéologie que Davos, ce média ne peut pas caractériser le gouvernement néo-zélandais selon sa véritable nature, il doit au contraire le qualifier à l'opposé de ce qu'il est vraiment.

J'ajouterai qu'il en va de même de tout autre acteur qui ne tient pas à ce qu'on connaisse ses véritables intentions, ils pullulent sur les réseaux dits sociaux.

J'ajoute un mot pour les lecteurs.

Ce ou ces blogs qui se présentent comme progressistes ou humanistes, ont l'habitude de flirter avec l'extrême droite, d'où la tournure de cet article et le type de lecteurs qu'on y trouve. Bref, ils n'ont pas vraiment bonne conscience ou ils ne sont pas vraiment très propres sur eux, il leur faut trouver un moyen d'attaquer l'extrême gauche, en recourant à des procédés forcément déloyaux ou dégueulasses, d'où l'amalgame rouge-brun à peine déguisé ici, dont ils se sont faits une spécialité ou la pratique de l'inversion accusatoire selon un mode bien particulier.

Quand ils se servent de l'Union européenne ou du Forum social économique (notamment) pour attaquer l'extrême gauche et/ou le communisme, c'est parce que ces représentants des classes moyennes sont issus de la pseudo-gauche qui s'est prostituée avec la droite avant de se rallier à l'extrême centre de Davos, historique que leurs lecteurs doivent ignorer évidemment, du coup on comprend pourquoi leurs attaques se concentrent contre l'extrême gauche et le communisme. Vous aurez noté au passage qu'ils ont en commun avec Davos d'avoir les mêmes ennemis, la classe ouvrière et son idéologie, le communisme. Il ne vous étonnera que certains propriétaires de ces blogs soient d'ex-militants ou cadres du PCF et qu'ils affectionnent les blogs d'extrême droite ou animés par des libertariens.

Dans le registre les classes moyennes anticommunistes ne savent plus à quel saint se vouer.

Après Bush, Obama et Biden, rétablir la liberté d'expression en Occident par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 20 décembre 2022

Les présidents républicain George Bush Jr, et démocrates Barack Obama et Joe Biden ont détruit la liberté d'expression en Occident. Tous trois sont parvenus à faire des principaux médias des soutiens de leur idéologie commune. En deux décennies, la presse a fermé les yeux sur tout ce qui contredit les discours officiels de Washington et s'est convertie à ses inepties. Le jacksonien Donald Trump a fait du rétablissement de la liberté d'expression l'axe de sa campagne de 2024. Il est pour le moment le seul candidat à se positionner ainsi. Réseau Voltaire 20 décembre 2022

https://www.voltairenet.org/article218531.html

J-C – Ce que monsieur Meyssan ne comprend pas ou ne veut pas comprendre, c'est qu'il est victime d'une pratique qu'il ne dénonçait pas hier ou avant, et qui de nos jours se retourne contre lui ou le concerne directement ainsi que ses semblables.

Je veux dire par là qu'il se plaint que la liberté d'expression aurait été « *détruite* », alors que dans le passé elle n'avait été accessible qu'à certains courants politiques, y compris les plus minoritaires quand il s'agissait pour le pouvoir de leur donner artificiellement de l'importance pour mieux ensuite les manipuler, il en a été ainsi du féminisme, de l'homosexualité, de l'écologie, de l'extrême droite, etc.

Force est de constater que certains courants politiques marxistes ou trotskystes considérés à tort ou à raison comme subversifs, ont toujours été systématiquement censurés. Ils étaient bien autorisés à jouer dans leur cour de récréation, mais au-delà ils devaient disparaître, pas question qu'on invite leurs représentants lors d'un débat télévisé ou radiophonique, même lorsqu'ils participaient à une manifestation, leurs noms n'y figuraient pas, alors qu'ils avaient une surface politique plus importante que certains acteurs systématiquement mis en avant parce que subventionnés par l'Etat par exemple.

En ce qui me concerne, certes, je ne représente rien puisque mes lecteurs ont fait en sorte qu'il en soit ainsi. Toujours est-il que je suis logé à la même enseigne, et je le resterais parce que je m'exprime librement. C'est justement cela que les uns et les autres ne supportent pas. Ils sont bourrés de contradictions et ils versent dans le déni ou le populisme, comme je ne me gêne pas pour le signaler à la première occasion, pour eux je suis infréquentable, normal, je m'en félicite.

L'orientation politique de monsieur Meyssan, par exemple, elle est indéfendable. Elle frise même le ridicule, et à force d'insister il va finir par se discréditer totalement, ce serait dommage parce que c'est un journaliste de grande valeur et il a d'autres qualités encore.

Il est tombé bien bas en se lançant dans de telle spéculation, lu dans l'article publié le 21 décembre 2022 par le Réseau Voltaire *Zelensky et Biden pourraient déclarer la Russie* « État agresseur », (…) *Il s'agirait alors de la dernière étape juridique avant la déclaration de guerre des États-Unis contre la Russie*.

Ce matin, soit le lendemain, j'ai lu les articles de presse, aucune annonce de ce type de près ou de loin, aucune allusion à une prochaine entrée en guerre des Etats-Unis contre la Russie. Bref, ce n'est pas sérieux.

Un regret ou un souhait, une prédiction sordide en guise d'aveu.

J-C - Ah, vous avez souhaité mettre fin à la dictature sanitaire, vous allez le payer très chers !

Un million de morts en Chine à cause du Covid : d'où vient ce chiffre ? - tf1info.fr 19 décembre 2022

Une étude américaine anticipe la levée des restrictions sanitaires en Chine. Elle pourrait conduire à plus d'un million de morts d'ici à 2023, depuis le début de la pandémie. En cause, la faible couverture vaccinale de sa population âgée et plus vulnérable.

Après deux ans sous cloche, Pékin a décidé de lever quelques mesures sanitaires, permettant aux Chinois de reprendre un semblant de vie normale. Les manifestations qui ont éclaté dans le pays ont contraint le régime à assouplir sa politique menée du "*zéro covid*". Mais les conséquences de ce changement de doctrine ont déjà été anticipées : plus d'un million de morts pourrait être à déplorer d'ici à la fin 2023.

L'épidémiologiste Eric Feigl-Ding relaye ainsi une étude d'Airfinity, une société d'analyse de données de santé, qui anticipe jusqu'à 2,1 millions de morts provoqués par le covid en cas d'abandon du zéro covid. tf1info.fr 19 décembre 2022

« *En Chine, le Covid-19 pourrait faire 1,5 million de morts dans les prochains mois* » - ouest-france.fr 14 décembre 2022

Plusieurs modélisations, qui simulent l'évolution de l'épidémie dans le temps, annoncent une flambée des cas. Elle est d'ailleurs corroborée par une modélisation du Wigram Capital Advisors, relayée par le Financial Times. Et l'hypothèse peut même sembler optimiste, à la vue de certaines données retenues. ouest-france.fr 14 décembre 2022

J-C - Savez-vous qui avait déclenché cette annonce ? The Economist.

L'abandon du "*zéro-covid*" met 1,5 million de Chinois en danger de mort - challenges.fr 19 décembre 2022

Selon un modèle mis au point par *The Economist*, le covid pourrait faire rapidement 1,5 million de morts en Chine. L'abandon brutal et mal préparé de la politique de "*zéro-covid*" serait catastrophique.

Selon le modèle de *The Economist* qui prend en compte les taux de vaccination, l'efficacité du vaccin, la létalité du covid pour différentes tranches d'âge et le nombre de lits de soins intensifs le bilan pourrait être très lourd. challenges.fr 19 décembre 2022

J-C - A qui appartient *The Economist* ? A la famille Rothschild et Agnelli, bref, c'est l'agence de presse du Forum économique mondial.

Mais les choses ne se sont pas du tout passées comme ils l'espéraient, hélas pour ces salopards ! Et en prime, ils lâchent le morceau.

Covid-19 en Chine : Pas de nouveau décès, mais l'OMS reste « très préoccupée » - AFP/20minutes.fr 21 décembre 2022

Selon les données officielles, seuls sept patients sont morts du Covid-19 depuis la levée des restrictions début décembre.

Les autorités chinoises ont précisé, mardi, que seules les personnes directement mortes d'une insuffisance respiratoire liée au Covid-19 étaient désormais comptabilisées dans les statistiques. Cette méthodologie, « scientifique », affirment-elles, donne cependant une vision bien plus restreinte de la situation.

« *Cette nouvelle définition est un renversement de la norme internationale qui prévalait* » et en vertu de laquelle est comptabilisée « *comme morte du Covid-19 toute personne décédée avec le Covid-19* », a relevé l'expert de santé Yanzhong Huang, du Conseil sur les relations internationales, un groupe de réflexion américain. AFP/20minutes.fr 21 décembre 2022

J-C - Vous avez bien lu, depuis janvier 2020 dans le monde ils ont comptabilisés « comme morte du Covid-19 toute personne décédée avec le Covid-19 », ma mère par exemple décédé le 3 avril 2021, alors qu'elle était hospitalisée depuis un mois et en fin de vie. C'est leur sordide escroquerie qu'ils exposent ici.

Entre les personnes qui sont mortes d'une infection respiratoire ou d'un désordre cardio-vasculaire dû à ce virus ou à un autre qu'ils ont laissé mourir au lieu de leur prescrire les traitements efficaces existant, les personnes qu'ils ont achevées au Rivotril ou en leur injectant leur poison génique, sur les quelque 150.000 morts, plus de 100.000 auraient pu être évités et sont à mettre au compte de Macron et sa bande d'assassins.

L'AFP acquis à Davos en rajoute une couche pour bien montrer qu'on a affaire à de véritables ordures, lisez attentivement leur récit.

AFP- Pendant ce temps, des crématoriums sont à la peine, selon des témoignages recueillis par l'AFP, sans qu'un lien formel avec le Covid ne puisse être établi.

Certains hôpitaux sont débordés, tandis que les médicaments anti-grippaux sont plus difficiles à trouver dans les pharmacies face à la demande, au moment où le pays apprend à vivre avec le virus.

A rebours de la doctrine jusque-là en vigueur, plusieurs villes autorisent désormais leurs habitants à se rendre au travail normalement même s'ils présentent des symptômes du Covid-19.

Quelques semaines plus tôt, ils auraient été envoyés en centre de quarantaine au nom du "zéro Covid". AFP 21 décembre 2022

Qui est la "*honte internationale*", devinez ?

Finale de la Coupe du Monde : Macron décrié pour son attitude après la défaite des Bleus - Le HuffPost 19 décembre 2022

Les réactions sont d'autant plus vives que, face aux critiques touchant le Qatar, entre impact environnemental de l'évènement sportif et questionnements sur le respect des droits humains, le président avait appelé à ne "*pas politiser le sport*".

À l'issue du match, il était en effet difficile de manquer le président de la République, mis en valeur par les caméras des réalisateurs au chevet des Français abattus par leur défaite. Une image, particulièrement marquante, le montre aux côtés d'un Kylian Mbappé impassible. Malgré ses mots réconfortants, le meilleur buteur de la coupe du monde, regard perdu dans le vide, ne semble pas écouter une seule seconde Emmanuel Macron.

Dans la presse spécialisée, l'opportunisme du président a également été décrié. « *Le président n'est pas du terrain. Son rôle et sa fonction ne pouvaient se manifester de la sorte, à ce moment précis, qui n'appartient, dans le tragique ou la gloire, qu'aux joueurs et au staff éventuellement, écrit dans un éditorial le magazine So Foot. Mais nous savons à quel point Emmanuel Macron aime le mélange des genres pour écrire sa propre histoire et réciter son storytelling.* »

« *En descendant sur la pelouse du stade de Lusail (...) Emmanuel Macron prouva par* « A + B » *que le sport est, a été, et sera toujours politique, surtout lorsqu'il draine des milliards de téléspectateurs* », a étrillé de son côté le journal Libération. « *En venant voir Mbappé de cette manière, Macron a passé cette frontière entre sportifs et responsables politiques pour entrer dans la zone grise de la récupération* », a encore estimé le quotidien.

Sur les réseaux sociaux, les séquences montrant le chef d'État n'ont pas été plus appréciées, de nombreux utilisateurs dénonçant une attitude « *gênante* » et « *paternaliste* » d'Emmanuel Macron. « *Au-delà de la récup politique il y a ces touchers, ces gestes très gênants : tout dans l'attitude de Killian montre qu'il ne veut pas que le président le touche de cette manière, celui-ci s'en tape et continue. Le consentement c'est même pour les présidents* », a ainsi estimé une internaute dans la série de réactions sur Twitter que nous vous partageons ci-dessous.

Conscient de l'impact politique que peut avoir la proximité avec l'attaquant du PSG, l'une des personnalités préférées des Français, le président n'a donc pas hésité à se mettre en scène à ses côtés. Le locataire de l'Élysée s'est également rendu dans les vestiaires, s'adressant à eux pour les remercier d'avoir "*fait rêver des Françaises et des Français qui en avaient besoin*".

Si Emmanuel Macron n'a pas hésité à se mettre en scène dimanche soir, c'est parce qu'il garde en tête la hausse de 20 points de la popularité de Jacques Chirac après la première victoire des Bleus en Coupe du monde.

Dans un moment très compliqué politiquement, entre inflation, risque de coupures électriques et réforme des retraites, pas question donc pour l'Élysée de se passer du soutien d'un évènement aussi fédérateur, regardé par un nombre record de plus de 24 millions de Français ce dimanche, et de gestes d'affection auprès de joueurs très populaires. Au risque d'en faire donc un peu trop. Le HuffPost et BFMTV.com 19 décembre 2022

J-C – Le tyran Macron n'est pas mal avisé, il se croit tout permis, beaucoup trop, au point qu'il en devient indéfendable, y compris par les médias qui le soutiennent et qui craignent la suite…

Pour gaspiller son temps à regarder du sport à la télé, pire, se déplacer et payer pour assister à une compétition, il ne faut pas être très évolué. Si cela peut se comprendre quand on a été conditionné par la société du spectacle, ce n'est plus le cas quand on appartient aux classes moyennes ou supérieures. Là on a affaire à des esprits pour le moins perturbés pour rester poli, et qui passent leur temps à rêver par procuration de gloire ou de puissance ou qui s'identifient à leurs idoles en carton-pâte, célèbrent leurs exploits dérisoires, quand ce n'est pas à nous pourrir l'existence, c'est révélateur du degré de dégénérescence ou de médiocrité atteint par ce qu'on appelle à tort les élites de la société, la leur.

Et les dégâts collatéraux…

Estelle Denis crée un gros malaise en direct : ses propos sur le "*peignoir*" de Lionel Messi au Qatar ne passent pas – Yahoo/Purepeople 19 décembre 2022

Lionel Messi se fait habiller d'un bisht (par l'émir du Qatar, c'est moi qui le précise – J-C), un habit traditionnel du monde arabe lors de la victoire de l'Argentine face à la France, mais visiblement cette tenue n'a pas vraiment plu aux journalistes présents sur le plateau de BFMTV.

Présente sur le plateau de BFMTV, Estelle Denis a eu des mots qui ne sont pas passés inaperçus concernant Lionel Messi et son accoutrement au moment de recevoir le titre.

"*Mais quel gâchis... C'est magnifique mais de le voir en peignoir, excusez-moi, soulever une Coupe du monde alors qu'il a le maillot de l'Argentine qu'on ne voit pas*", balance excédée l'ancienne compagne de Raymond Domenech. "*C'est la première fois qu'il gagne la Coupe du monde avec le maillot de l'Argentine et tu ne vois pas le maillot argentin, il y a un truc qui ne va pas*", conclut-elle. Yahoo/Purepeople 19 décembre 2022

Le freluquet dans son rôle favori.

Emmanuel Macron rejoint le porte-avions Charles de Gaulle pour fêter Noël avec les troupes - Europe1 19 décembre 2022

Le président de la République se rend ce lundi sur le porte-avions Charles de Gaulle, actuellement en mission au large des côtes libyennes, pour rencontrer les membres de la marine française, dans le cadre de la traditionnelle fête de Noël des troupes. L'occasion pour le chef de l'État d'apporter son soutien et sa confiance aux armées, selon son entourage. Europe1 19 décembre 2022

Stratégie du chaos et de la terreur. La tyrannie par la peur comme mode de gouvernance.

J-C – Le gouvernement continue de falsifier et manipuler les faits à seule fin de justifier sa dictature insupportable. Désobéir, résister, s'organiser, se soulever… ou se soumettre, quelle autre voie ?

Dans la causerie du 17 avril 2020 j'avais affirmé qu'ils seront "*tentés d'agiter chaque année*" la même menace, on y est.

Avant les Fêtes, Borne appelle à vaccination et aux masques face à la triple épidémie - AFP/parismatch.com 20 Décembre 2022

"*On fait face à une situation difficile. Et avec les fêtes, cette situation est encore plus tendue"* face à trois épidémies *"qui se superposent*", de bronchiolite, de Covid et de grippe, "*qui est particulièrement dure cette année*", a rappelé la Première ministre après avoir participé à une réunion de pilotage de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.

En "*responsabilité*", "*pour aider ces personnels soignants, on a tous un rôle à jouer*" avec les gestes barrières, a-t-elle poursuivi, en invitant à porter le masque "*dès qu'on est dans un espace clos où on est nombreux"*, et à se vacciner contre la grippe et le Covid, alors qu'"*on doit se retrouver en famille*" pour les fêtes. AFP/parismatch.com 20 Décembre 2022

Tout est possible, ayez peur ! Attention, ils vous empoisonnent !

J-C - Cet avertissement est sérieux, il s'adresse particulièrement à ceux qui ont des enfants, ainsi qu'à ceux qui font une grande consommation de produits transformés, ils vous empoisonnent à petit feu, il faut donc les éviter ou s'en passer. Bien sûr que c'est possible, au lieu de consacrer son temps à un tas de conneries, à la télévision ou aux réseaux sociaux débiles par exemple, il suffit d'en réserver un peu pour cuisiner. Pour ne pas en être esclave non plus, il est préférable de préparer un plat qu'on mangera en plusieurs fois, s'il est bon, en manger deux fois ne devrait pas être mortel !

Jadis, consacrer du temps à rechercher de quoi se nourrir était une activité à laquelle se livraient tous les hommes. Ils ne mangeaient pas n'importe quoi, quelque part ils savaient ce qui était bon ou mauvais à manger. Depuis, non seulement on n'en sait plus rien, parce que c'est servi sur un plateau ou plutôt dans un bel emballage, une boîte, etc. on bouffe n'importe quoi. Bien entendu notre santé s'en ressent, mais tant qu'on ne tombera pas malade, on ne s'en apercevra pas, souvent on s'en remettra, parfois se sera plus sérieux ou fatal.

Bref, on joue à la roulette russe avec sa santé comme avec son destin en général. Au point où vous en êtes, vous laissez aller un peu plus ou un peu moins qu'est-ce que cela changera, foutez-nous la paix avec toutes ces conneries, vous voulez nous culpabiliser ou quoi, laissez-nous vivre, merde ! Ce que j'en disais, si ce comportement n'avait pas une répercussion sur le fonctionnement de l'ensemble de la société, et donc nous concerne tous, que cela vous plaise ou non, je ne vous aurais jamais soumis ces réflexions que vous pouvez ignorer.

Attention, si vous avez ce jambon chez vous, jetez-le immédiatement - Yahoo 19 décembre 2022

Lundi 19 décembre, le site officiel Rappel Conso a formulé un rappel concernant un jambon. Il s'agit d'un produit vendu chez Auchan sous la référence "*Jambon supérieur sans couenne -25% de sel*". Ce jambon est vendu, au frais, par quatre tranches.

Ce rappel a été décidé en raison d'un possible risque de listériose encouru par le consommateur. Yahoo 19 décembre 2022

Attention, ces célèbres tablettes de chocolat noir pourraient être dangereuses - Yahoo 19 décembre 2022

Une association américaine de consommateurs a analysé 28 tablettes de chocolat noir. Mauvaise nouvelle, elles contenaient toutes des métaux lourds. Prudence.

Aux États-Unis, une association de consommateurs américaine, Consumer Reports, a testé 28 tablettes. Résultats ? Elles contenaient toutes des métaux lourds, dont le cadmium et le plomb. "*Pour 23 des barres, manger juste 28 grammes par jour placerait un adulte au-dessus d'un niveau qui, selon les autorités de santé publique et les experts de CR, pourrait être nocif pour au moins un de ces métaux lourds*", souligne l'association de consommateurs.

Même si l'étude a été menée aux États-Unis, certains chocolats sont en vente en France. Dans le détail, des tablettes de chocolat ont été jugées comme meilleures pour la santé, c'est le cas du Valrhona Abinao Chocolat Noir 85% Cacao ou de la tablette Ghirardelli Délice Crépuscule au Chocolat Noir Intense 72% Cacao.

D'autres tablettes étaient trop riches en cadmium, comme celle de Lindt Chocolat Noir Excellence 70% Cacao, Alter Éco Chocolat Noir Classique Blackout Bio 85% Cacao ou de Échange égal Chocolat Extra Noir Bio 80% Cacao. Toujours selon l'association de consommateurs, des chocolats étaient également riches en plomb comme le Godiva Chocolat Noir Signature 72% Cacao, Lindt Chocolat Noir Excellence 85% Cacao, Tony's Chocolonely Chocolat Noir 70% Cacao ou le Hershey's Chocolat noir légèrement sucré spécial.

De graves conséquences pour la santé

D'autres tablettes étaient riches en plomb et en cadmium, comme le Théo Chocolat Noir Pur Extra Noir Bio 85% Cacao. Cinq des barres étaient au-dessus de ces niveaux pour le cadmium et le plomb. "*Une exposition constante et à long terme à de petites quantités de métaux lourds peut entraîner divers problèmes de santé. Le danger est le plus grand pour les femmes enceintes et les jeunes enfants car les métaux peuvent causer des problèmes de développement, affecter le développement du cerveau et entraîner une baisse du QI*", explique Tunde Akinleye, le chercheur en sécurité alimentaire qui a dirigé cette enquête.

L'association de consommateurs alerte sur les conséquences d'une exposition fréquente au plomb chez les adultes. En effet, elle peut causer des problèmes du système nerveux, de l'hypertension, une suppression du système immunitaire, des lésions rénales et des problèmes de reproduction. Yahoo 19 décembre 2022

J-C – Vous aurez au moins appris pourquoi le chocolat devrait être banni de l'alimentation des « *chercheurs* » !

Esclavage. The show must go on. L'exploitation de l'homme par l'homme est un "*crime contre l'humanité*".

J-C - Avec les compliments empressés du groupe Bilderberg ou des monarchies occidentales et de l'oligarchie financière anglo-saxonne, sans oublier la Royal Dutch Petroleum/ Shell dont les trois principaux actionnaires (des fonds de pensions) sont BlackRock, The Vanguard Group et The Capital Group Companies.

L'opération consiste à faire croire qu'on peut très bien s'enrichir, devenir richissime sans recourir à l'exploitation ou l'esclavage moderne. Elle sert donc à cautionner le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

Les Pays-Bas présentent des excuses officielles pour l'esclavage - AFP/LePoint.fr 20 décembre 2022

Les excuses ont été saluées comme un « *tournant dans l'histoire du royaume* » néerlandais.

Le Premier ministre, Mark Rutte, a affirmé : « *Nous ne pouvons que reconnaître et condamner l'esclavage dans les termes les plus clairs comme un crime contre l'humanité.* » « *Des personnes ont été transformées en marchandise. La dignité humaine a été foulée aux pieds, d'une manière horrible* ». « *Des siècles d'oppression et d'exploitation affectent le présent, dans les stéréotypes racistes, la discrimination et l'inégalité sociale* », a-t-il ajouté. (Ils en parlent comme si c'était un reliquat ou une séquelle du passé, alors qu'en réalité ils n'ont jamais cessé. Les inégalités sociales, qui sont à l'origine du capitalisme, disparaîtront avec lui et pas avant, c'est cela qu'il faut enseigner à la jeunesse. – J-C)

L'esclavage a contribué à financer le « *siècle d'or* » néerlandais, période de prospérité grâce au commerce maritime aux XVIe et XVIIe siècles. Le pays a procédé à la traite d'environ 600 000 Africains, principalement vers l'Amérique du Sud et les Caraïbes. À l'apogée de son empire colonial, les Provinces-Unies, connues aujourd'hui sous le nom de Pays-Bas, possédaient des colonies comme le Suriname, l'île caribéenne de Curaçao, l'Afrique du Sud et l'Indonésie, où la Compagnie néerlandaise des Indes orientales était basée au XVIIe siècle.

L'esclavage a formellement été aboli au Suriname et dans d'autres territoires détenus par les Néerlandais le 1er juillet 1863, mais n'a vraiment pris fin qu'en 1873 après une période de « *transition* » de dix ans. AFP/LePoint.fr 20 décembre 2022

Ils le font exprès ou quoi, devinez ? Quand ils sont « *à peu près sûrs de trouver* » ce qu'ils cherchaient.

J-C – Lisez très attentivement. Question : Pourquoi ont-ils entrepris ces travaux simultanément sur toutes ces centrales, ne pouvaient-ils pas les étaler dans le temps, quelques mois de plus ou de moins auraient-ils changé grand-chose ?

Ils ont trouvé des traces de « corrosion », « *sur des conduites de secours servant à refroidir le réacteur en cas d'urgence* », en voilà une affaire d'Etat ! A ce qu'on sache, ces centrales font pas face à des « *cas d'urgence* » tous les quatre matins, n'est-ce pas, cela arrive exceptionnellement, mais là subitement il faudrait passer outre et en faire une priorité absolue et arrêter un grand nombre

de centrales sur le champ, comme si soudain il planait une terrible menace sur la France, quel délire, quelle manipulation scélérate, idéologique, politique !

Électricité : deux réacteurs nucléaires supplémentaires à l'arrêt - lepoint.fr 19 décembre 2022

L'entreprise publique a annoncé, via une note d'information sur son site Internet, que deux réacteurs nucléaires supplémentaires ne pourront finalement pas redémarrer avant la fin de cet hiver, et six autres devront être arrêtés en 2023 pour des réparations liées à des problèmes de corrosion.

En cause, la décision d'EDF de remplacer systématiquement les tuyauteries de la catégorie de réacteurs la plus exposée à ces risques de corrosion, sur des conduites de secours servant à refroidir le réacteur en cas d'urgence. Ces réacteurs devront être arrêtés le temps des travaux. Sur ces six réacteurs de 1 300 mégawatts (MW), « *comme nous sommes à peu près sûrs de trouver des choses (traces de corrosion, NDLR), nous passons directement aux travaux* », a expliqué un porte-parole d'EDF à l'AFP lundi.

« *Les analyses réalisées depuis plus d'un an ont permis à EDF d'identifier les réacteurs dont les lignes des circuits d'injection de sécurité sont les plus sensibles au développement du phénomène de corrosion sous contrainte* » (CSC), indique EDF dans sa note d'information : *« il s'agit des 16 réacteurs les plus récents* ».

L'hiver 2022/2023 était déjà le plus tendu en termes d'approvisionnement électrique, avec un parc nucléaire concerné par de nombreuses opérations de maintenance, mais aussi touché par ces phénomènes de corrosion découverts ou soupçonnés sur une part croissante des centrales. Jamais EDF n'avait produit aussi peu d'électricité nucléaire de son histoire, forçant la France à importer des volumes records d'électricité des pays voisins.

Vendredi 16 décembre, 40 réacteurs nucléaires sur les 56 en France étaient en fonctionnement. Après les nouvelles annonces de réparations, les réacteurs Golfech 1 (Tarn-et-Garonne) et Penly 2 (Seine-Maritime) ne pourront redémarrer que le 11 juin, alors qu'ils devaient revenir respectivement en service le 18 février et le 29 janvier, ce qui aurait permis de couvrir la fin de l'hiver. EDF avait déjà annoncé vendredi deux autres retards, avec notamment la remise en service de Penly 1 le 20 mars, deux mois plus tard que prévu, pour cette même raison : le remplacement préventif d'une portion de tuyauterie menacée de fissures.

« *Les analyses réalisées depuis plus d'un an ont permis à EDF d'identifier les réacteurs dont les lignes des circuits d'injection de sécurité sont les plus sensibles au développement du phénomène de corrosion sous contrainte* » (CSC), indique EDF dans sa note d'information : *« il s'agit des 16 réacteurs les plus récents* ». Quatre réacteurs du « palier N4 » sont Civaux 1 et 2, sur lesquels les travaux sont terminés, et Chooz 1 et 2, où ils sont en cours. Restent 12 réacteurs de 1 300 MW dits de type « *P'4* », sur lesquels EDF a décidé des réparations « préventives », sans même passer par le stade de l'examen, ce qui implique un arrêt de 160 jours, a expliqué le porte-parole à l'Agence France-Presse (AFP).

Sur ces douze réacteurs, un est déjà réparé et les cinq autres sont en cours d'opération. Il en restera donc six à réparer d'office au cours de l'année 2023 (Belleville 1, Belleville 2, Cattenom 2, Golfech 2, Nogent 1, Nogent 2), alors qu'EDF y prévoyait jusqu'à présent seulement des contrôles dans un premier temps. « EDF a décidé ce jour d'adapter sa stratégie de traitement pour l'ensemble des réacteurs du palier 1 300-P'4. Cette stratégie vise à traiter la problématique CSC pour l'ensemble des réacteurs 1 300-P'4 d'ici la fin de l'année 2023 », explique le groupe.

Selon le porte-parole, il n'y aura pas de production globale « inférieure à ce que l'on prévoyait » jusqu'ici, les réacteurs plus petits de 900 MW, l'essentiel du parc, étant in fine « vraisemblablement moins concernés » par ce problème. Mais les calendriers annoncés d'EDF pour le redémarrage de ses réacteurs n'ont cessé de connaître des retards en 2022, ce qui augure un hiver 2023/2024 encore compliqué.

La facture d'électricité de Cofigeo (William Saurin, Petitjean, Garbit…) est multipliée par 10 : le groupe arrête la production - lemediaen442.fr 19 décembre 2022

Mathieu Thomazeau, le président de William Saurin, a annoncé être contraint d'arrêter la production de quatre sites sur huit à compter du 2 janvier 2023, évoquant « *un point de rupture* » en faisant référence au coût de l'énergie (électricité et du gaz).

Pour l'industriel spécialiste des plats préparés, distribués sous les marques William Saurin, Garbit, Zapetti…, c'est la douche froide. Il ne peut que résigner face à ce mur du prix de l'énergie « *Nous sommes couverts pour 2023 à un prix proche de dix fois le prix actuel. Pour l'électricité, qui nous permet d'alimenter nos groupes froids et des automates, nous nous fournissions autour de 40 euros du MWh avant la crise. […] Concrètement, pour janvier, sur les marchés à terme, nous risquons d'acheter notre électricité autour de 600 euros du MWh.* »

Résultat de la politique de nos dirigeants, huit cents des 1200 salariés se verront appliquer un accord d'activité partielle de longue durée (APLD). « *Cette décision a pour objectif de faire face à la hausse spectaculaire des coûts d'énergie (gaz et électricité nécessaires à la cuisson et à la stérilisation des plats et recettes cuisinés), qui seront multipliés par dix dès le début de l'année* », précise l'entreprise dans un communiqué. lemediaen442.fr 19 décembre 2022

Infos sur la situation au Pérou

Pérou : Des officiers se révoltent contre l'usurpatrice - Bolivar Infos 19 Décembre 2022

Nous, les officiers subalternes, techniques, les sous-officiers et les troupes en général cantonnés dans la vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM) et sur les frontières n'accomplirons aucun acte contraire à la vie humaine et nous déclarons en rébellion contre l'usurpatrice, Dina Arcelia Baluarte Zegarra. De même, nous sommes contre ce système exploiteur et corrompu auquel la Constitution politique du Pérou de 1993 donne son aval.

Nous, la glorieuse, armée péruvienne, ne respecterons pas l'état d'urgence que nous considérons comme une violation des droits fondamentaux de la nation péruvienne et déclarons la guerre aux généraux et aux colonels qui s'agenouillent devant les politiciens, les procureur et les trafiquants de drogue à cause de leurs appétit et de leurs intérêts personnels. Nous lançons un appel à notre police nationale du Pérou humaine pour qu'elle dépose les armes. Dans le cas contraire, pour la vie de notre famille paysanne, on procèdera au désarmement militairement grâce à des tactique de guerre.

Malheureusement, la guerre est souvent inévitable. Même si personne n'aime l'idée de devoir quitter sa famille, des millions de nos ancêtres se sont levés en arme pour défendre leur pays. C'est à cause de ces vaillants soldats que les menaces que notre pays a affrontées n'ont pas détruit notre liberté. C'est pourquoi le peuple péruvien auquel nous le devons, nous appelle à défendre ses droits fondamentaux : principalement l'éducation, la santé et le travail pour le peuple péruvien, que depuis

des années 90, un secteur qui se dit « politique » négocie au prix du sang et du feu pour protéger les intérêts privés. Bolivar Infos 19 Décembre 2022

Pérou : Dina Boluarte annonce la restructuration du cabinet - Bolivar Infos 19 Décembre 2022

La présidente de fait du Pérou, Dina Boluarte, a annoncé la destitution de son premier ministre Pedro Angulo dans le cadre de la crise politique que traverse le pays et qui a fait au moins 25 morts dans les protestations qui exigent la convocation d'élections anticipées et la libération de Pedro Castillo.

La présidente désignée par le Congrès qui a pris ses fonctions en tant que vice-présidentes de Castillo a indiqué qu'elle cherche un Gouvernement qui ait la connaissance des institutions mais qui soit aussi « un peu plus politique pour pouvoir affronter » les protestations sociales. Bolivar Infos 19 Décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

L'Occident force Zelensky à attaquer par Valentin Vasilescu - politros.com 19 Décembre 2022

Le plan du général Sergey Surovikin visant à mettre hors service les infrastructures critiques de l'Ukraine commence à montrer son efficacité. L'algorithme suivi par les Russes dans l'exécution de ce plan a fait que les armes fournies par l'OTAN sont restées bloquées dans les régions frontalières de l'Ukraine. Et leurs sites de stockage sont frappés quotidiennement par des missiles russes.

1. L'OTAN a compris que Surovikin a pris l'initiative stratégique et s'il parvient à conserver cette initiative, quelle que soit la quantité d'armes modernes que l'Occident enverra en Ukraine, elles n'atteindront jamais la ligne de front.

2. Sur le front, les Russes font un usage intensif de l'aviation tactique, de l'artillerie et des MLRS, infligeant à l'armée ukrainienne de lourdes pertes en technologie de combat. Des pertes qui ne peuvent être remplacées par l'Occident. Chaque jour qui passe, l'armée ukrainienne perd de plus en plus de sa force de frappe. En effet, l'absence d'appui-feu cloue les unités ukrainiennes, essentiellement composées d'infanterie et de réservistes, dans des tranchées et des fortifications. Une fois sorties de ces fortifications, les compagnies d'assaut ukrainiennes se retrouvent seules, et leurs contre-attaques et tentatives d'infiltration se soldent par de lourdes pertes et un retour à leurs anciennes positions.

3. Outre les missiles de croisière, les Russes lancent également des drones cibles tels que le E95M, doté d'un réflecteur polyédrique qui imite le signal radar des missiles de croisière, dans les régions de Kharkov, Donetsk, Zaporozhe, Dnepropetrovsk, Kherson et Nikolayev. Il s'agit de « *leurres* » pour les batteries de missiles AA ukrainiennes déployées dans ces zones. Ils sont ainsi en mesure de les localiser et d'en frapper un nombre croissant. L'objectif de Surovikin est de créer des voies sécurisées pour les avions russes dans toutes ces régions dans un délai de 30 à 45 jours.

4. La population urbaine ukrainienne commence à ressentir pleinement l'impact de l'absence de conditions de vie minimales et ne se réjouit plus des déclarations triomphalistes de l'administration

de Kiev. Bien qu'ils ne se rebellent pas encore, certains signes indiquent qu'un changement de mentalité des Ukrainiens est sur le point de se produire.

5. Zelensky a également commencé à perdre le soutien extérieur dont il bénéficiait au début de l'opération spéciale. Cela a été démontré par le refus de la FIFA et du Qatar de permettre à Zelensky de faire son discours habituel avant le début de la finale de la Coupe du monde.

Pour toutes ces raisons, les généraux de l'OTAN pressent l'Ukraine d'attaquer maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Même si cela signifie la perte de 30 000 à 50 000 soldats ukrainiens. Si l'Ukraine ne le fait pas d'ici le 31 décembre, en janvier 2023, elle sera tellement affaiblie qu'elle ne pourra même plus tenir ses lignes défensives actuelles. politros.com 19 Décembre 2022

Russie: Vladimir Poutine inaugure un nouveau champ gazier en Sibérie pour exporter vers la Chine - RFI 22 décembre 2022

Le vaste gisement de Kovykta situé à l'ouest du lac Baïkal a été découvert en 1987. Mais il n'a pas été exploité pendant des années, alors que ses réserves de gaz sont estimées à quelque 1 900 milliards de mètres cube.

Grâce aux réserves de Kovykta, Moscou compte augmenter ces exportations pour atteindre 20 milliards de mètres cubes de gaz chaque année. Le gaz provenant de ce vaste champ devrait alimenter le gazoduc Force de Sibérie 1, qui dessert le nord-est de la Chine.

La Russie prévoit par ailleurs la construction d'un autre gazoduc Force de Sibérie 2 qui devrait lui alimenter la Chine via la Mongolie. Sa construction devrait commencer en 2024, marquant définitivement un tournant vers l'Est de la stratégie énergétique russe. RFI 22 décembre 2022

La Tunisie est ingouvernable.

En Tunisie, *"ce qui vient de se passer est un tremblement de terre"* - Courrier international 18 décembre 2022

Les élections législatives organisées par le président Kaïs Saïed samedi 17 décembre viennent d'enregistrer le plus faible taux de participation de l'histoire récente du pays : seulement 8,8 % du corps électoral s'est rendu aux urnes, révélait peu après la fermeture des bureaux de vote Farouk Bouasker, le président de la commission électorale.

Les 1.055 candidats étaient pour la plupart inconnus avec moins de 12 % de femmes. Surtout, il leur était interdit d'afficher une affiliation politique. Presque tous les partis, s'estimant marginalisés, boycottaient le scrutin.

Monica Marks, spécialiste du Moyen-Orient à l'Université de New York à Abu Dhabi, explique :

"*Les Tunisiens pensent que l'élection est une imposture et qu'ils ont perdu le contrôle du processus, mais ils sont tellement concentrés sur les biens de première nécessité qu'ils n'ont pas l'énergie de sortir dans la rue et de faire une autre révolution.*"

Le scrutin de samedi a été précédé par trois semaines d'une campagne électorale plus que discrète, "*avec peu d'affiches dans les rues et aucun débat sérieux au sein d'une population largement préoccupée par les difficultés économiques*", rapporte le *Jordan Times*.

De plus, alors que le Parlement précédent disposait de pouvoirs étendus, les candidats élus au scrutin de samedi "*ne pourront ni nommer un gouvernement ni le censurer, sauf dans des conditions draconiennes quasi impossibles à respecter*", explique le politologue Hamadi Redissi. Comme toutes les lois depuis juillet 2021, la nouvelle loi électorale a été promulguée par décret, souligne *The New York Times*. Elle neutralise les partis politiques en obligeant les candidats à se présenter à titre individuel dans chaque circonscription. "*Et même une assemblée pleine d'opposants politiques serait largement impuissante, car la nouvelle Constitution augmente considérablement le pouvoir du président, réduisant le Parlement à un rôle consultatif*."

Youssef Chérif, du *Columbia Global Center*, voit « *mal le président démissionner ni même reconnaître l'échec de ces élections* ». Même après le très faible score pour le référendum sur la Constitution cet été (30,5 % de participation), il a « *toujours refusé d'admettre une défaite* », souligne-t-il. Et « *comme il a tout fait pour remettre en place le système présidentialiste qui existait avant 2011, les législatives sont marginales à ses yeux* ». Courrier international 18 décembre et 20minutes.fr 19 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 23 décembre 2022.

Ils osent tout. C'est même à cela qu'on les reconnaît...

Marcher 11 minutes "*d'une façon idiote*" pourrait vous faire vivre plus longtemps - Yahoo 22 décembre 2022

A vous dégoûter d'en manger. Qu'est-ce qui est le plus indigeste ?

Voilà ce qu'il se passe si vous ne croquez pas les huîtres avant de les avaler - Yahoo 22 décembre 2022

Rappelez-vous, les huîtres sont vivantes et doivent l'être pour être consommables. "*Lorsque vous mettez l'huître dans la bouche, il faut la mâcher et l'avaler. Si vous ne la croquez pas, elle peut continuer à sécréter par stress dans votre estomac des sécrétions qui peuvent être extrêmement indigestes*", a-t-il expliqué rappelant ainsi l'importance de la tuer, directement dans la bouche. Yahoo 22 décembre 2022

N'en mangez plus pour ne pas être (à nouveau) les cobayes des trusts pharmaceutiques.

Grippe aviaire : les volailles françaises devraient recevoir un premier vaccin à l'automne 2023 - Journal du Dimanche 22 décembre 2022

Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a annoncé vouloir établir une « *stratégie vaccinale* » pour la saison 2023-2024 et éviter un troisième hiver ravageur à la filière.

Pour « *éviter une nouvelle crise* », les grandes lignes d'un plan d'action multipliant les défis, car il n'existe à ce stade ni d'autorisation de mise sur le marché d'un vaccin ni réglementation européenne autorisant la vaccination, ont été dévoilées.

Bien qu'aucun vaccin ne soit encore considéré comme suffisamment efficace pour protéger les volailles d'une épizootie de grippe aviaire, l'exécutif dit s'attendre à l'obtention de premiers résultats significatifs des expérimentations en laboratoire d'ici mars 2023. « *À date, ils sont plutôt encourageants, avec une bonne réponse au virus* », a assuré le ministère de l'Agriculture que relaie l'Agence France-Presse. Journal du Dimanche 22 décembre 2022

J-C – Qui ignore encore que leur unique intention n'est pas de nuire à la santé de la population ?

Capitalisme : Stop ou encore ? Comment ils vous empoisonnent délibérément.

Insouciant: McDonald's, Walmart et Taco Bell alimentent la crise de la résistance aux antibiotiques - Mondialisation.ca, 20 décembre 2022

Les données publiées lundi par la Food and Drug Administration américaine révèlent une augmentation des ventes d'antibiotiques médicalement importants utilisés dans la production de poulet, de bœuf et de porc. Une enquête menée par le Bureau du journalisme d'investigation et le *Guardian* désigne des détaillants et des chaînes de restaurants qui s'approvisionnent en bœuf contenant des antibiotiques nocifs.

Pour lire l'article :

https://www.mondialisation.ca/insouciant-mcdonalds-walmart-et-taco-bell-alimentent-la-crise-de-la-resistance-aux-antibiotiques/5673546

La question qui tue l'idéologie monstrueuse du genre : Qu'est-ce qu'une femme ?

J-C – Je vous conseille de regarder attentivement la vidéo ci-dessous.

***« Qu'est-ce qu'une femme ? »* Le document qui remet à leur place les idéologues du genre - lemediaen442.fr 22 décembre 2022**

« *Qu'est-ce qu'une femme ?* » est un documentaire américain de 2022 traitant des questions de genre et de transgenre, présenté par Matt Walsh, produit et publié par The Daily Wire et réalisé par Justin Folk. Faussement naïf, Matt Walsh a posé sa question (qui est une question piège) à des universitaires et à des bobos californiens, sans obtenir de réponse bien précise. La distinction entre imaginaire et réalité semble floue. Les Massaïs, eux, ont des réponses claires et nettes. Conclusion : les Occidentaux sont les meilleurs clients des laboratoires, que ce soit pour les vaccins expérimentaux, les médicaments hormonaux ou les théories perverses.

Walsh réussi un coup de force en mettant à nu les idéologues du genre en leur posant cette question très simple « *Qu'est-ce qu'une femme ?* » Il a été impossible aux interlocuteurs de répondre ! « *J'ai d'abord commencé à poser cette question :* "Qu'est-ce qu'une femme ?'" *parce qu'il m'est venu à l'esprit, tout comme à beaucoup d'autres personnes, que c'est une question à laquelle les idéologues du genre ne peuvent pas répondre et cela fait tomber en quelque sorte toute la façade de l'idéologie du genre* », a déclaré Matt Walsh dans une interview avec National Review. Nous conseillons à nos lecteurs de découvrir ce documentaire qui met en évidence l'absurdité abyssale des idéologues Woke. « *Je pense que l'idéologie du genre peut être battue, car elle ne résiste à aucun examen. Et donc tout ce qu'il faut, c'est que nous ayons un peu d'audace, que nous la regardions en face et que nous posions quelques questions de base.* »

Une nouvelle clientèle : les enfants transgenres

Selon une étude de 2013, seulement 2 à 14 enfants sur 100 000 s'identifiaient comme transgenres. McKinsey, qui conseille Abbvie, a été convaincant : en 2021, ils étaient 9 000 enfants sur 100 000 ! Le laboratoire AbbVie, issu d'une scission d'Abbott, déjà été condamné 50 fois pour un total de 3,4 milliards de dollars pour infractions liées aux soins de santé. Ses principaux actionnaires sont les habituels Vanguard Group (8,1 %) et BlackRock (4,57 %). Chaque enfant transgenre traité avec un

bloqueur de puberté comme le Lupron représenterait plus de un million de dollars pour l'industrie pharmaceutique (trois mois de traitement à plus de 11 000 dollars, auxquels s'ajoutent les chirurgies de transformation de genre).

Une nouvelle maladie : la « *dysphorie de genre* »

Le Lupron Depot était un traitement du cancer de la prostate, mais il n'était pas assez lucratif. Ensuite, une tentative de l'utiliser contre l'autisme a vite été rejetée comme « *science de pacotille* ». À présent, la nouvelle vache à lait est la « *dysphorie de genre* », un trouble mental dans lequel une personne éprouve une détresse importante liée à un fort désir d'être d'un autre sexe biologique. Dans le documentaire de Matt Walsh, le Dr Michelle Forcier, « *convaincue* » de l'innocuité de Lupron, affirme que les bloqueurs de la puberté sont « *entièrement réversibles* » et « *n'ont pas d'effets permanents* » et… met brusquement fin à l'entrevue lorsqu'on lui demande des données à l'appui de ces affirmations.

Des savants fous, d'Alfred Kinsey à John Money (cela ne s'invente pas), leur ont préparé une théorie du « *genre* » propre à leur apporter une nouvelle clientèle ! George Soros les soutient au nom de la liberté de choix sexuel. Le lobby LGBTQ+ a le triple intérêt de mettre à l'arrière-plan les inégalités sociales, de vendre des médicaments et de limiter la population.

Un florilège des meilleurs moments du documentaire What is a Woman? (« *Qu'est-ce qu'une femme ?* »).

https://odysee.com/@LePartage:8/qu'est-ce-qu'une-femme-(version:0

En complément.

LGBT : l'Espagne vote sa loi sur l'autodétermination du genre - Le HuffPost 22 décembre 2022

Raison de plus de haïr la méritocratie.

Emmanuel Macron décore Elisabeth Borne des insignes de grand'croix de l'ordre national du Mérite - Paris Match 22 décembre 2022

Emmanuel Macron a salué jeudi chez Elisabeth Borne une "*femme de confiance*" et d'une grande "*capacité de travail*", lors d'une remise de décoration pour marquer ses six mois à Matignon, selon plusieurs participants. "*Vous êtes une femme de confiance plus que de confidence*", a affirmé le président de la République en remettant à sa Première ministre les insignes de grand'croix de l'ordre national du Mérite, comme le veut la tradition républicaine après six mois d'exercice du pouvoir à Matignon, où Elisabeth Borne est arrivée le 16 mai. Paris Match 22 décembre 2022

La tyrannie assumée.

En cadeau de Noël, l'équipe d'Élisabeth Borne lui a offert un maillot des Bleus portant le numéro 49-3 - Journal du Dimanche 22 décembre 2022

Un maillot de l'équipe de France de football au pied du sapin de Matignon. Accompagnés de leurs conjoint(e)s, les membres du gouvernement se sont réunis mardi soir dans l'hôtel particulier de la rue de Varenne pour le traditionnel dîner de fin d'année organisé par la Première ministre. Selon un article du *Point*, les participants à la soirée, répartis dans deux salles distinctes du lieu historique, n'ont pas manqué de faire preuve d'imagination quant au cadeau choisi pour leur patronne. En guise de présent de Noël, Élisabeth Borne a reçu un maillot bleu de l'équipe de France, floqué en couleur or du numéro « *49* » à l'avant et du chiffre « *3* » à l'arrière. Un clin d'œil non dissimulé aux dix recours à l'arme constitutionnelle du 49-3 par la Première ministre, pour faire passer en force les propositions du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Ce cadeau collectif de Noël, « *une idée originale du secrétaire d'État Hervé Berville* » selon un ministre, a séduit Élisabeth Borne qui a aussitôt enfilé le t-shirt devant ses collaborateurs. « *C'est une blague de mauvais goût, elle a mis le maillot pour faire plaisir, mais c'est un sujet qu'elle ne prend pas à la légère. Ce n'est pas drôle de devoir enchaîner les 49-3 et les motions de censure* », a par la suite commenté un convive auprès du *Point*, tandis qu'un autre invité a indiqué au *Figaro* avoir « *honte* » de cette offrande « *nulle* ». Journal du Dimanche 22 décembre 2022

Qui l'a oublié ? Quand dès novembre 2013 il faisait "*le ménage*" place Maïdan à Kiev au côté des néonazis pour le compte de l'OTAN.

Corruption au Parlement européen : Raphaël Glucksmann appelle à « *faire le ménage* » - 20minutes.fr 22 décembre 2022

A l'extrême droite toute.

En Israël, le Premier ministre Netanyahu forme le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays - Le HuffPost 22 décembre 2022

Benjamin Netanyahu, a annoncé mercredi 21 décembre tard dans la soirée être en mesure de former le prochain gouvernement avec ses partenaires des partis ultraorthodoxes et d'extrême droite.

Les partenaires sont toutefois connus, dans ce qui devrait être, selon les analystes, le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël : les deux partis ultraorthodoxes Shass et Judaïsme unifié de la Torah (UJT) ainsi que les trois formations d'extrême droite « *Sionisme religieux* » de Bezalel Smotrich, Force juive d'Itamar Ben Gvir et Noam d'Avi Maoz. Le HuffPost 22 décembre 2022

Fuyez-les ! Les réseaux sociaux infiltrés par Davos par différents canaux.

#TwitterFiles : En accusant les complotistes, le FBI évite de répondre sur la censure qu'il a exercée et les 3,4 millions qu'il a versés - lemediaen442.fr 22 décembre 2022

J-C - Laissons de côté la censure à géométrie variable.

Quand Le FBI donne des millions à Twitter.

L'ancien avocat général adjoint de Twitter, Jim Baker, a été informé dans un e-mail, partagé par le journaliste indépendant Michael Shellenberger, que la société avait collecté 3 415 323 dollars auprès du FBI. *« Jim, pour votre information, en 2019, SCALE a institué un programme de remboursement pour notre réponse au processus juridique du FBI. Avant le début du programme, Twitter a choisi de ne pas percevoir en vertu de ce droit légal de remboursement pour le temps passé à traiter les demandes du FBI,* » a écrit un ancien employé de Twitter, mais finalement : « *Je suis heureux d'annoncer que nous avons collecté 3 415 323 $ depuis octobre 2019 !* »

Pour le FBI c'est la faute des complotistes

Dans une déclaration partagée avec Fox News, un porte-parole du FBI a déclaré : « *Les hommes et les femmes du FBI travaillent chaque jour pour protéger le public américain. Il est regrettable que les théoriciens du complot et d'autres alimentent la désinformation du public américain dans le seul but de tenter de discréditer l'agence.* » lemediaen442.fr 22 décembre 2022

Faites tomber les masques. A quoi se résument les "*besoins de soins de la population*" selon le POID ?

La Tribune des travailleurs a publié l'éditorial de Daniel Gluckstein intitulé *Causes et remèdes de la pénurie.* De quoi s'agit-il ? De la pénurie de certains médicaments.

Il nous assure que son journal est "*publié au service des seuls intérêts ouvriers et populaires*", et que le sujet qu'il traite s'inscrit dans le cadre de la "*lutte des classes*", la preuve étant que la Tribune des travailleurs se prononce pour une "*socialisation de l'industrie pharmaceutique*".

Permettez-nous de vous poser une question.

A quelle industrie pharmaceutique faites-vous allusion, celle qui produit tous ces vaccins et médicaments chimiques de synthèse responsables d'une multitude d'effets secondaires catastrophiques et en chaîne invalidants, du déclenchement de maladies immunes le plus souvent fatals ou réduisant l'espérance de vie ? Cela semble le cas puisque vous citer Sanofi, on connaît votre penchant pour Big Pharma. Dommage que votre sollicitude ne porte pas sur l'homéopathie ou la phytothérapie ou toute autre médecine naturelle.

Ce qui nous étonne aussi, c'est que pendant près de trois ans tout au long de l'épisode du covid-19, votre attention ne s'est jamais portée sur un médicament commercialisé par Sanofi, l'Hydroxychloroquine, puis vous avez ignoré l'Ivermectine commercialisée par le laboratoire Merck, alors que ces deux molécules étaient efficaces pour soigner le Covid-19, vous les avez censurés afin de ne pas faire de l'ombre à Pfizer, Moderna et Cie ou les marchands de substances géniques encore en phase d'expérimentation et testées sur la population réduite malgré elle à l'état de cobaye, partageant ainsi la politique sanitaire criminelle de Macron, c'est bien cela monsieur Gluckstein ?

Et vous osez terminer votre éditorial en voulant nous faire croire que votre intention consisterait en "*la seule satisfaction des besoins de la population en matière de soins et de médicaments*" ou vous vous prononcez pour "*un régime de protection sociale qui part du principe que la population doit être soignée*", dites, vous vous moquez de nous, n'est-ce pas ?

Infos sur la situation au Pérou

Des organisations sociales péruviennes tiennent une veillée en hommage aux victimes de la répression - telesurtv-net 22 décembre 2022

Des représentants de la Confédération générale des travailleurs du Pérou, du Nouveau Pérou, de la Centrale unitaire des travailleurs, entre autres, étaient présents.

Diverses organisations du Pérou se sont réunies ce jeudi devant le Palais de justice de Lima (capitale) en hommage aux personnes tuées par la répression des forces de sécurité contre les mobilisations qui demandent la fermeture du Congrès, une Assemblée constituante et la démission du président Dina Bolarte.

Il s'agit de la deuxième veillée, qui a commencé à 17h00 (heure locale), avec la participation de représentants de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), Nuevo Peru, de la Central Unitaria de Trabajadores del Perú (CUT), parmi autres.

Le président de la CUT Pérou, Julio César Bazán, a déclaré qu'"*il a été très clairement configuré que nous sommes confrontés à un gouvernement qui contrôle complètement les putschistes d'extrême droite qui ont une action au Congrès*".

De plus, il a affirmé que la population est indignée et que les travailleurs s'organisent pour rejoindre "*les luttes qui des régions restent fermes*".

Pour sa part, l'ancienne ministre des Femmes et des Populations vulnérables, Anahí Durand, a déclaré que « *malheureusement, nous vivons dans un régime autoritaire imposé par la force militaire et je crois que les meurtres de 27 Péruviens nous le montrent, mais aussi des centaines de blessés et de détenus* ».

"*Ces raids sur les organisations sociales et politiques, ce n'est pas quelque chose qui se passe dans une démocratie. Malheureusement, le gouvernement veut que nous normalisions cela, que nous tournions la page (...) La population continue de se mobiliser, l'indignation continue*", a-t-il souligné.

De son côté, la présidente de la Fédération nationale des femmes paysannes, artisanes, indigènes et autochtones du Pérou, Lourdes Huanca, a déclaré que "*nous devons récupérer la démocratie qui nous a tant coûté à l'époque de la dictature de (Alberto) Fujimori et nous n'allons pas les laisser nous la prendre à cette échelle, comme ils le font avec de nombreux abus de droits*".

De même, des membres du Congrès du banc Peru Libre ont déposé une plainte contre le président Boluarte pour génocide devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour les morts enregistrées lors de la répression des manifestations.

La plainte est également dirigée contre le président du Conseil des ministres, Luis Alberto Otárola, qui était auparavant ministre de la Défense ; ainsi que l'ex-premier ministre Pedro Angulo Arana et l'ex-ministre de l'Intérieur, César Augusto Cervantes. telesurtv-net 22 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

Ukraine: le Kremlin accuse Washington de mener une "*guerre indirecte*" contre la Russie - BFMTV 22 décembre 2022

Face aux journalistes, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov a estimé qu'il n'y a pas eu "*de véritables appels à la paix*" lors de cette visite, la première pour le chef d'État ukrainien depuis le début de la guerre.

Le Kremlin déplore également l'absence de "mises en garde" américaines à Volodymyr Zelensky contre "*la poursuite du bombardement des immeubles résidentiels dans les zones peuplées du Donbass*", région de l'est de l'Ukraine en partie contrôlée par des séparatistes prorusses et régulièrement visée par les forces ukrainiennes.

"*Cela montre que les États-Unis poursuivent leur ligne de guerre de facto et indirecte avec la Russie, jusqu'au dernier Ukrainien*", a ajouté le porte-parole du Kremlin.

Selon lui, la visite n'a illustré aucune "*volonté d'écouter la Russie*" et que Washington menait en Ukraine une "*de facto une guerre indirecte*" contre Moscou. "*Jusqu'à présent, nous pouvons constater avec regret que ni le président (américain Joe) Biden ni le président Zelensky n'ont dit quoi que ce soit qui puisse être perçu comme une volonté potentielle d'écouter les préoccupations de la Russie*", a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. BFMTV 22 décembre 2022

Les forces armées russes ont frappé plus de 1 300 installations critiques en Ukraine - fr.news-front.info 22 décembre 2022

Les forces armées russes ont frappé plus de 1 300 installations critiques en Ukraine, réduisant considérablement le potentiel de combat des troupes ukrainiennes, a déclaré M. Gerasimov.

Selon lui, les frappes de missiles russes ont paralysé le complexe militaro-industriel ukrainien, tandis que les missiles hypersoniques russes Kinnzhal se sont révélés invulnérables à la défense aérienne ukrainienne.

L'aviation tactique et militaire russe a déjà détruit 11 000 armes ukrainiennes, effectuant environ 150 sorties par jour, et les drones de frappe russes ont détruit plus de 600 cibles ukrainiennes, a déclaré le général. fr.news-front.info 22 décembre 2022

L'Ukraine vend des jouets de Noël portant des symboles néo-nazis - fr.news-front.info 22 décembre 2022

Un « *kit du patriote* » du Nouvel An avec des symboles néo-nazis peut être acheté en Ukraine pour seulement 450 hryvnias. L'annonce de la vente a été trouvée dans le segment ukrainien de l'Internet par un canal Telegram.

Des jouets en forme d'arbre de Noël d'une valeur de 450 hryvnyas (environ 850 roubles) pour 12 pièces sont apparus en vente en Ukraine, selon la chaîne. Les photos postées montrent les jouets

avec des autocollants « *patriotiques* » d'Azov, du Secteur droit et même de la division SS allemande Dead Head, très populaire en Ukraine. fr.news-front.info 22 décembre 2022

Économie.

Michael Hudson : « *L'Europe est déjà en train de* s'autodétruire » - Mondialisation.ca, 22 décembre 2022

Le Prof Michael Hudson accorde une entrevue à un magazine allemand.

Cher Professeur Hudson,

Encore une fois : Meilleures salutations de Berlin !

Voici mes questions :

1. Dans notre dernière interview pour le magazine *Four*, vous avez fait quelques prédictions qui se sont réalisées.

Vous avez parlé de crise pour les entreprises allemandes dans la production d'engrais. Cela a fait la une des journaux quelques semaines après notre entretien.

Vous avez également dit : « Ce que vous qualifiez de « *blocage de Nord Stream 2* » est en réalité une politique « *Achetez Américain* ». Cela est devenu plus que clair après la destruction des pipelines Nord Stream.

Pouvez-vous commenter cela ?

Michael Hudson : La politique étrangère américaine s'est longtemps concentrée sur le contrôle du commerce international du pétrole. Ce commerce est l'un des principaux contributeurs à la balance des paiements des États-Unis, et son contrôle donne aux diplomates américains la capacité d'imposer un étranglement aux autres pays.

Le pétrole est le principal fournisseur d'énergie, et l'augmentation de la productivité du travail et du PIB des principales économies tend à refléter l'augmentation de la consommation d'énergie par travailleur. Le pétrole et le gaz ne servent pas seulement à brûler de l'énergie, ils constituent également un intrant chimique de base pour les engrais, et donc pour la productivité agricole, ainsi que pour une grande partie de la production de plastique et d'autres produits chimiques.

Les stratèges américains reconnaissent donc que couper les pays du pétrole et de ses dérivés étouffera leur industrie et leur agriculture. La capacité d'imposer de telles sanctions permet aux États-Unis de rendre les pays dépendants du respect de la politique américaine afin de ne pas être « *excommuniés* » du commerce du pétrole.

Les diplomates américains répètent depuis de nombreuses années à l'Europe de ne pas dépendre du pétrole et du gaz russes. L'objectif est double : priver la Russie de son important excédent commercial, et capter le vaste marché européen pour les producteurs de pétrole américains. Les diplomates américains ont convaincu les dirigeants allemands de ne pas approuver le gazoduc Nord

Stream 2, et ont finalement utilisé l'excuse de la guerre de l'OTAN contre la Russie en Ukraine pour agir unilatéralement et organiser la destruction des deux gazoducs Nord Stream 1 et 2.

2. Pour notre public, nos auditeurs : Dans votre nouveau livre « *Le destin de la civilisation : Capitalisme financier, capitalisme industriel, ou socialisme* »

Vous affirmez que l'économie mondiale se fracture désormais entre deux parties, les États-Unis et l'Europe est la partie dollarisée.

Et cette unité néolibérale occidentale entraîne l'Eurasie et la plupart des pays du Sud dans un groupe distinct. C'est ce que vous venez de déclarer dans une interview de novembre1.

Pourriez-vous l'expliquer à notre public ?

Michael Hudson : La scission n'est pas seulement géographique mais reflète surtout le conflit entre le néolibéralisme occidental et la logique traditionnelle du capitalisme industriel. L'Occident a désindustrialisé ses économies en remplaçant le capitalisme industriel par le capitalisme financier, d'abord pour tenter de maintenir ses salaires à un bas niveau en s'expatriant pour employer de la main-d'œuvre étrangère, puis pour tenter d'établir des privilèges de monopole et des marchés captifs ou des armes (et maintenant du pétrole) et des produits essentiels de haute technologie, devenant ainsi des économies rentières.

Il y a un siècle, le capitalisme industriel était censé évoluer vers le socialisme industriel, les gouvernements fournissant des services d'infrastructure de base subventionnés (tels que les soins de santé, l'éducation, la communication, la recherche et le développement) afin de minimiser le coût de la vie et des affaires. C'est ainsi que les États-Unis, l'Allemagne et d'autres pays ont construit leur puissance industrielle, et c'est aussi ainsi que la Chine et d'autres pays d'Eurasie l'ont fait plus récemment.

Mais le choix de l'Occident de privatiser et de financiariser son infrastructure de base, en démantelant le rôle du gouvernement et en transférant la planification à Wall Street, Londres et d'autres centres financiers, l'a laissé avec peu de choses à offrir aux autres pays – si ce n'est la promesse de ne pas les bombarder ou de ne pas les traiter en ennemis s'ils cherchent à garder leurs richesses entre leurs mains au lieu de les transférer aux investisseurs et aux sociétés américaines.

Le résultat est que lorsque la Chine et d'autres pays construisent leurs économies de la même manière que les États-Unis l'ont fait de la fin de leur guerre civile à la Seconde Guerre mondiale, ils sont traités comme des ennemis. C'est comme si les diplomates américains voyaient que la partie est perdue, et que leur économie est devenue tellement endettée, privatisée et coûteuse qu'elle ne peut plus être compétitive, qu'ils espèrent simplement continuer à faire des autres pays des tributaires dépendants aussi longtemps qu'ils le peuvent jusqu'à ce que la partie soit enfin terminée.

Si les États-Unis réussissent à imposer le néolibéralisme financier au monde, alors les autres pays se retrouveront avec les mêmes problèmes que les États-Unis.

3. Aujourd'hui, les premiers terminaux pour le GNL en provenance des États-Unis sont ouverts en Allemagne. Comment cela affectera-t-il le commerce et l'interdépendance/dépendance entre l'Allemagne et les États-Unis ?

Michael Hudson : Les sanctions américaines et la destruction de Nord Stream 1 et 2 ont rendu l'Europe dépendante des approvisionnements américains, à un coût si élevé du gaz GNL (environ

six fois ce que les Américains et les Asiatiques doivent payer) que l'Allemagne et d'autres pays ont perdu leur capacité à être compétitifs dans la fabrication de l'acier, du verre, de l'aluminium et de nombreux autres secteurs. Cela crée un vide que les sociétés affiliées américaines rentrent chez elles pour le combler par leurs investissements dans d'autres pays ou même par les États-Unis eux-mêmes.

On s'attend à ce que les industries lourdes, chimiques et autres de l'Allemagne et d'autres pays européens soient obligés de se déplacer aux États-Unis pour obtenir du pétrole et d'autres produits essentiels qu'on leur dit de ne pas acheter en Russie, en Iran ou dans d'autres pays. L'hypothèse est que l'on peut les empêcher de se relocaliser en Russie ou en Asie en imposant des sanctions, des amendes et une ingérence politique dans la politique européenne par les ONG américaines et les satellites du National Endowment for Democracy, comme c'est le cas depuis 1945. Nous pouvons nous attendre à une nouvelle opération Gladio pour promouvoir les politiciens prêts à soutenir cette fracture mondiale et le déplacement de l'industrie européenne vers les États-Unis.

La question est de savoir si la main-d'œuvre qualifiée de l'Allemagne suivra. C'est généralement ce qui se produit dans de telles situations. Les États baltes ont connu ce genre de rétrécissement démographique. C'est un sous-produit des politiques néolibérales.

4. Quel est votre avis sur la situation militaire actuelle dans la guerre russo-ukrainienne ?

Michael Hudson : Il semble que la Russie va facilement gagner en février ou mars. Elle créera probablement une zone démilitarisée pour protéger les zones russophones (probablement incorporées à la Russie) de l'Occident pro-OTAN afin de prévenir le sabotage et le terrorisme.

On dira à l'Europe de continuer à boycotter la Russie et ses alliés au lieu de rechercher des gains mutuels par des échanges et des investissements réciproques. Les États-Unis pourraient exhorter la Pologne et d'autres pays à « *se battre jusqu'au dernier Polonais* » ou Lituanien, imitant ainsi l'Ukraine. Ils feront pression sur la Hongrie. Mais surtout, ils insisteront pour que l'Europe dépense une somme immense pour se réarmer, principalement avec des armes américaines. Ces dépenses évinceront les dépenses sociales destinées à aider l'Europe à faire face à sa dépression industrielle qui s'étend ou les subventions destinées à relancer son industrie. Ainsi, une économie militarisée se transformera en frais généraux croissants – tandis que la dette des consommateurs et des industriels augmentera, de même que la dette publique.

Dans ce contexte, la Russie pourrait exiger que l'OTAN ramène ses frontières à celles d'avant 1991.

5. Quel est votre avis sur la situation financière actuelle de cette guerre. Les gouvernements du G7 et de l'UE parlent déjà de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Qu'est-ce que cela signifie pour les entreprises occidentales et le capitalisme financier ?

Michael Hudson : L'Ukraine peut difficilement être reconstruite. Tout d'abord, une grande partie de sa population est partie, et il est peu probable qu'elle revienne, étant donné la destruction des logements et des infrastructures – et des maris.

Deuxièmement, l'Ukraine appartient principalement à un groupe étroit de kleptocrates – qui essaient de vendre aux investisseurs agricoles occidentaux et autres vautours. (Je pense que vous savez qui ils sont).

L'Ukraine est déjà criblée de dettes, et est devenue un fief du FMI (ce qui signifie en pratique, de l'OTAN). On demandera à l'Europe de « *contribuer* », et les réserves étrangères saisies à la Russie pourront être dépensées pour embaucher des entreprises américaines qui feront un malheur financier en reconstruisant un semblant d'économie en Ukraine – laissant le pays encore plus endetté.

Un nouveau secrétaire d'État du parti démocrate fera écho à Madeline Albright et dira que le massacre de l'économie, des enfants et des soldats ukrainiens « *en valait la peine* » comme coût de la diffusion de la démocratie à la sauce américaine.

6. J'ai lu beaucoup de rapports de fond sur les sanctions contre la Russie. Il semble que les sanctions frappent de plus en plus durement la Russie, car elle ne peut pas produire elle-même tous les produits, en particulier la technologie. D'un autre côté, la Russie a maintenant des affaires et des acheteurs plus stables avec et en Chine et en Inde.

Selon votre analyse, quel est l'effet réel des sanctions ?

Michael Hudson : Les sanctions américaines se sont avérées être une aubaine inattendue pour la Russie. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, les sanctions contre les exportations de produits laitiers de la Lituanie et d'autres pays baltes ont conduit à la floraison d'un secteur national russe du fromage et des produits laitiers. La Russie est aujourd'hui le premier exportateur mondial de céréales, grâce aux sanctions occidentales qui ont eu à peu près le même effet que les tarifs protecteurs et les quotas d'importation du type de ceux que les États-Unis ont utilisés dans les années 1930 pour moderniser leur secteur agricole.

Si le président Biden était un agent secret russe, il n'aurait guère pu aider davantage la Russie. La Russie avait besoin de l'isolement économique du protectionnisme, mais elle était encore trop sous l'emprise de la politique néolibérale de libre-échange pour y parvenir par elle-même. Les États-Unis l'ont donc fait pour elle.

Les sanctions obligent les pays à devenir plus autonomes, au moins en ce qui concerne les besoins fondamentaux tels que la nourriture et l'énergie. Cette autosuffisance est la meilleure défense contre la déstabilisation économique des États-Unis visant à forcer un changement de régime et une conformité similaire.

L'un des effets est que la Russie aura besoin d'acheter beaucoup moins à l'Europe, même après la fin des combats en Ukraine. La Russie aura donc moins besoin d'exporter des matières premières vers l'Europe. Elle pourra les produire elle-même. Le noyau industriel qu'était l'Europe pourrait se retrouver davantage en Russie et chez ses alliés asiatiques qu'aux États-Unis.

C'est le résultat ironique du nouveau rideau de fer de l'OTAN.

7. Comment décririez-vous la Chine, la Russie et l'Inde ? Y voyez-vous du capitalisme industriel ou du socialisme ?

Michael Hudson : Les RIC était le noyau initial des BRICS, aujourd'hui largement étendu pour inclure l'Iran et une grande partie de l'Asie centrale et les routes concernées par l'Initiative Ceinture et Route chinoise. L'objectif est que l'Eurasie n'ait plus à dépendre de l'Europe ou de l'Amérique du Nord.

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a souvent qualifié la « vieille Europe » de zone morte en voie de disparition. Elle n'a pas suivi les plans qu'elle avait établis il y a un siècle pour évoluer

vers une économie de plus en plus socialisée, subventionnée par l'État pour améliorer le niveau de vie et la productivité du travail, de la science et de l'industrie. L'Europe a rejeté non seulement le marxisme mais aussi la base de l'analyse marxiste dans l'économie classique d'Adam Smith, de John Stuart Mill et de leurs contemporains. Cette voie a été suivie en Eurasie, tandis que le libéralisme anti-gouvernemental de droite des écoles autrichienne et de Chicago a détruit les économies de l'OTAN de l'intérieur.

À mesure que le centre du leadership industriel et technologique se déplace vers l'Est, les investissements et la main-d'œuvre européens suivront probablement.

Les pays d'Eurasie continueront à visiter l'Europe en tant que touristes, comme les Américains aiment visiter l'Angleterre, sorte de parc à thème de la gentry post-féodale, de l'affectation des gardes du palais et autres souvenirs pittoresques de l'époque des chevaliers et des dragons. Les pays européens ressembleront davantage à la Jamaïque et aux Caraïbes, les hôtels et l'hôtellerie devenant les principaux secteurs de croissance, avec des serveurs français et allemands vêtus de leurs costumes pittoresques quasi hollywoodiens. Les musées connaîtront une activité florissante, l'Europe elle-même se transformant en une sorte de musée du post-industrialisme.

8. Actuellement, nous avons assisté à l'effondrement et à la faillite de la plateforme d'échange de cryptomonnaies FXT. La gestion de cette société semble être hautement criminelle. Comment jugez-vous cela ?

Michael Hudson : Le crime est ce qui a fait de la crypto un secteur de croissance au cours des dernières années. Les investisseurs ont acheté des cryptos parce que c'est un véhicule pour les fortunes qui se font dans le trafic international de drogue, le commerce des armes, d'autres crimes et l'évasion fiscale. Ce sont les grands secteurs de croissance post-industriels des économies occidentales.

Les systèmes de Ponzi sont souvent de bons véhicules d'investissement dans leur phase de décollage – la phase de pompage et de vidage. Il était inévitable que les criminels ne se contentent pas d'utiliser la crypto pour transférer des fonds, mais qu'ils créent en fait leurs propres monnaies « *libres de toute réglementation gouvernementale oppressive* ». Les criminels sont les ultimes libertariens du marché libre de l'école de Chicago.

N'importe qui peut créer sa propre monnaie, un peu comme les banques du Far West américain l'ont fait au milieu du XIXe siècle, en imprimant de la monnaie à volonté. Lorsque l'on faisait ses courses au début du XXe siècle, les magasins avaient encore des listes des valeurs changeantes des différents billets de banque. Les billets les mieux conçus avaient tendance à avoir le plus de succès.

9. Avez-vous connaissance de relations commerciales entre FTX et l'Ukraine, le gouvernement de Kiev ? Il y a eu quelques rumeurs et articles de presse dans les médias alternatifs à ce sujet ?

Michael Hudson : Le FMI et le Congrès ont versé de grosses sommes d'argent au gouvernement ukrainien et à ses kleptocrates en charge. Les journaux rapportent qu'une grande partie de cet argent a été remis à FTX – qui est devenu le deuxième plus grand bailleur de fonds du Parti démocrate (derrière George Soros, qui tenterait également de racheter des actifs ukrainiens). Il semble donc qu'un flux circulaire soit à l'œuvre : Le Congrès américain vote un financement pour l'Ukraine, qui place une partie de cet argent dans la crypto FTX pour payer la campagne politique des politiciens pro-ukrainiens.

10. Il y a quelques mois, la presse américaine a publié des articles sur les plans de la FED : Ils prévoient d'établir un dollar numérique, une monnaie numérique de la banque centrale (CBDC). En Europe également, la présidente de la BCE, Mme Lagarde, et le ministre allemand des Finances, M. Lindner, parlent de l'introduction de l'euro numérique.

En Allemagne, certains experts critiques avertissent que cela ne fera qu'accroître la surveillance totale de la population et des clients.

Quel est votre point de vue sur les monnaies numériques ?

Michael Hudson : Ce n'est pas mon département. Toutes les opérations bancaires sont électroniques, alors que signifie « *numérique* » ? Pour les libertaires, cela signifie qu'il n'y a pas de surveillance de la part du gouvernement, mais entre les mains du gouvernement, ce dernier aura une trace de tout ce que chacun dépense.

11. Quel est votre avis sur la faiblesse ou la force actuelle du dollar américain, de l'euro, de la livre sterling, de l'or et de l'argent ?

Michael Hudson : Le dollar restera demandé, grâce à son succès à rendre la zone euro dépendante de lui. La livre sterling a peu de moyens de soutien, et peu de raisons pour les étrangers d'y investir. L'euro est une monnaie satellite junior du dollar.

En l'absence de dollar ou d'une autre devise dans laquelle ils pourraient détenir leurs réserves monétaires, les gouvernements continueront d'augmenter la proportion d'or, car celui-ci n'est pas assorti d'obligations gouvernementales et les autorités américaines ne peuvent donc pas simplement s'en emparer, comme elles l'ont fait avec les réserves étrangères de la Russie. On ne peut pas faire confiance aux pays de la zone euro pour ne pas suivre les ordres des États-Unis de s'emparer des réserves des pays étrangers, et l'or sera donc évité.

Au fur et à mesure que le taux de change de l'euro baissera par rapport au dollar, les investissements étrangers diminueront, car les investisseurs ne voudront pas investir dans (1) un marché qui se rétrécit, et (2) des entreprises qui gagnent des euros nationaux qui valent de moins en moins de dollars ou d'autres devises fortes pour les sièges sociaux.

Bien sûr, l'or devra être conservé chez soi, afin qu'il ne puisse pas simplement être saisi, comme la Banque d'Angleterre a saisi l'or du Venezuela et l'a donné au mandataire américain de droite. L'Allemagne serait avisée d'accélérer le transport aérien de ses propres réserves d'or depuis les coffres de la Réserve fédérale américaine à New York.

12. Quelle est votre analyse actuelle des crises énergétique et financière dans le monde ?

Michael Hudson : Il n'y a pas de véritable crise mais plutôt un lent crash. L'augmentation des prix payés pour ce que les États-Unis exportent : le pétrole, la nourriture et les produits monopolistiques de l'informatique, le coût de la vie pour les consommateurs augmentant plus vite que les salaires. Il y aura donc un resserrement de la pression sur la plupart des familles. La classe moyenne découvrira qu'elle est vraiment la classe salariée après tout, et s'endettera davantage – surtout si elle tente de se protéger en contractant un prêt hypothécaire pour acheter une maison.

J'ai étudié les XIe et XIIe siècles pour mon histoire de la dette, et je suis tombé sur une histoire qui pourrait avoir un rapport avec les questions que vous avez posées. L'OTAN continue de prétendre qu'elle est une alliance défensive. Mais la Russie n'a aucune envie d'envahir l'Europe. La raison en

est évidente : aucune armée ne peut envahir un grand pays. Plus important encore, la Russie n'a même pas de motif pour détruire l'Europe en tant qu'adversaire fantoche des États-Unis. L'Europe est déjà en train de s'autodétruire.

Je me souviens de la bataille de Manzikert en 1071, lorsque l'Empire byzantin a perdu face aux Turcs seldjoukides (en grande partie parce que son général sur lequel l'empereur comptait, Andronikos Doukas, a fait défection, puis a renversé l'empereur. Crusade of Kings, un jeu complémentaire, couvre largement la bataille, et affirme que la conversation suivante a eu lieu entre Alp Arslan et Romanos :

Alp Arslan : « *Que feriez-vous si j'étais amené devant vous comme prisonnier ?* »

Romanos : « *Je te tuerais peut-être, ou je t'exposerais dans les rues de Constantinople* ».

Alp Arslan : « *Ma punition est bien plus lourde. Je te pardonne et te libère* ».

C'est la punition que l'Europe recevra de l'Eurasie. Ses dirigeants ont fait leur choix : être un satellite des États-Unis.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 décembre 2022.

Incroyable, ce qu'on a oublié : Puisque c'est obligatoire, ce devrait être gratuit pour tous, non ?

- Boire et manger, l'eau et la nourriture sont obligatoires pour vivre...

- Accéder aux soins et aux traitements, c'est obligatoire pour se soigner...

- Aller à l'école et à l'université, c'est obligatoire pour acquérir des connaissances et une formation...

- L'électricité et le gaz, c'est obligatoire pour s'éclairer, se nourrir, se chauffer...

- Le téléphone et Internet, c'est obligatoire pour vivre dans leur société...

- Se déplacer pour aller travailler ou étudier, c'est obligatoire...

J-C – C'est tellement basique, élémentaire que cela en est navrant de devoir le rappeler puisque personne n'ose le dire haut et fort. C'est révélateur de la corruption idéologique qui empoisonne la plupart des cerveaux, qui sont acquis à l'économie de marché, tout a un prix et se marchande, c'est normal, au capitalisme.

Ne serait-ce pas ce renoncement, cette soumission, qui expliquerait pourquoi nous en sommes rendus à vivre dans une société toujours plus monstrueuse de cruauté ?

Totalitarisme. Quand les Etats occidentaux menacent l'existence de l'espèce humaine.

J-C – Vous remarquerez que c'est une obsession quotidienne de nuire à la population.

L'Ecosse facilite la reconnaissance légale du changement de genre, dès 16 ans - RT 23 décembre 2022

Adopté par 86 voix pour, 39 contre, en raison de la majorité dont dispose le gouvernement indépendantiste (SNP), le Parlement écossais a adopté un texte qui vise à faciliter la reconnaissance légale du changement de genre, qui est autorisé dès 16 ans.

D'une part, le texte supprime l'exigence d'un diagnostic médical et psychiatrique lors de la demande d'un certificat de reconnaissance de genre.

D'autre part, il réduit la période durant laquelle un demandeur doit avoir vécu dans son genre acquis, de deux ans à trois mois, avec une période de réflexion supplémentaire de trois mois.

Le certificat pourra donc être obtenu au bout de six mois, selon ce texte, défendu par le gouvernement indépendantiste du Premier ministre Nicola Sturgeon.

En outre, l'âge minimal pour demander ce certificat passe de 18 à 16 ans, selon ce texte, comparable à celui qui vient d'être voté par les députés en Espagne. RT 23 décembre 2022

Totalitarisme. Vous serez vaccinés contre votre gré : *"Des moustiques vivants plutôt qu'un vaccin avec seringue".*

J-C - Cela avait commencé avec les OGM d'une certaine manière puisqu'on en trouve partout, avec la médecine moderne reposant sur un biais ou une fraude scientifique.

Des chercheurs utilisent des moustiques vivants génétiquement modifiés pour "*vacciner*" contre le paludisme - FranceSoir 19 décembre 2022

Des chercheurs de l'Université de Washington ont annoncé avoir utilisé, dans le cadre d'une étude, des moustiques génétiquement modifiés pour "*vacciner*" contre le paludisme. La technique de l'étude, malgré ses résultats mitigés, est présentée comme une démarche qui va "*bouleverser*" la vaccination. Un projet de recherche dans lequel la Fondation Gates et des entreprises du milliardaire sont très présentes.

L'Université de Washington a sollicité une société, Sanaria, qui produit les parasites modifiés. Un beau monde prend part à son financement. Des multinationales, des institutions et centre de recherche américains ainsi que de célèbres organisations. Citons la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG), dont le co-fondateur a toujours exprimé son intérêt pour les gènes modifiés, Chevron, ExxonMobil ou surtout Open Philanthropy, dont le bailleur de fonds est le co-fondateur de Facebook, Dustin Moscovitz.

Pour lire l'article :

https://www.francesoir.fr/societe-sante/des-chercheurs-utilisent-des-moustiques-vivants-genetiquement-modifies-pour-vacciner

---

Totalitarisme. En oligarchie, ploutocratie, technocratie.

« *On assiste à une colonisation de l'appareil étatique par des influences extérieures et par des intérêts particuliers* » Michel Cucchi - FranceSoir 19 décembre 2022

Michel Cucchi, docteur en médecine et cadre de la fonction publique hospitalière, est l'invité de ce nouvel "*Entretien essentiel*" dans lequel il vient nous présenter son livre Influences et pandémies, expériences hasardeuses et tentations autoritaires. Un texte qui explique comment la "*décision publique*", durant l'épidémie de la covid-19, a cessé de servir l'intérêt général pour se mettre au service d'intérêt privés, des "*influenceurs*" qui répondent à un "*agenda industriel*".

Michel Cucchi évoque même "*une colonisation de l'appareil étatique par des intérêts particuliers. Les décisions deviennent biaisées du point de vue de l'intérêt général et finalement, elles ne sont*

conformes qu'à une mission tacite du décideur qui va se conformer aux consignes de commanditaires non identifiés".

Il évoque des décisions "*prises sur la base de critères masqués, non explicites*". "*Plus grave encore, la reddition des comptes ne se fait plus auprès du public mais davantage à des donneurs d'ordre*". Le fonctionnaire alerte sur une "*sortie des limites du jeu démocratique*". "*Cela m'évoque la notion de désinstitutionnalisation des institutions qui ne sont que des paravents pour des groupes, des oligarchies ou des kleptocraties qui arbitrent pour leur propre compte*", affirme-t-il.

Pour lire l'article et accéder à l'entretien :

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/michel-cucchi-colonisation-appareil-etatique

---

Quand les psychopathes enragés se perdent en superlatifs. A qui veulent-ils faire peur ?

Une tempête hivernale « *historique* » paralyse les États-Unis - LePoint.fr 23 décembre 2022

Vague de froid: les États-Unis se préparent à vivre une "*bombe cyclonique*" - BFMTV 23 décembre 2022

Les Etats-Unis plongés dans une tempête hivernale extrême - Paris Match 23 décembre 2022

Jusqu'à - 55 °C : une mégatempête de neige secoue les États-Unis - LePoint.fr 23 décembre 2022

Totalitarisme. Quand le tyran se lâche.

J-C - J'insiste lourdement pour les aveugles et les sourds. Et pendant ce temps personne ne veut caractériser Macron de tyran, personne ne veut rompre avec lui et les institutions au sein du mouvement ouvrier.

Crise au Liban : pour Emmanuel Macron, « *il faut changer le leadership de ce pays* » - Journal du Dimanche 23 décembre 2022

Dans une interview à trois médias dont le quotidien libanais An-Nahar parue ce vendredi, le président de la République Emmanuel Macron a évoqué la crise que traverse ce pays du Moyen-Orient. Pour lui, une seule solution : « *dégager* » les responsables politiques qui bloquent les réformes. Journal du Dimanche 23 décembre 2022

En famille chez les sionistes néonazis.

Israël: les charges criminelles contre le milliardaire Beny Steinmetz abandonnées - RFI 23 décembre 2022

Toutes les charges criminelles en Israël contre le milliardaire franco-israélien ont été abandonnées, indique le parquet israélien. RFI 23 décembre 2022

Economie de guerre.

États-Unis : le Congrès adopte une loi de finance avec 45 milliards de dollars pour l'Ukraine - Le HuffPost 23 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 27 décembre 2022.

Suite. Quand les psychopathes enragés se perdent en superlatifs. Ils dégainent le blizzard?

Le saviez-vous ?

Les blizzards sont fréquents en hiver dans l'arctique, l'antarctique, les Prairies canadiennes, les Grandes Plaines américaines, en Sibérie et dans le nord de la Chine. Ce phénomène est particulièrement craint au Canada et dans le nord des États-Unis car il réduit grandement la visibilité, parfois jusqu'à quelques mètres. (Source : Google et Wikipédia)

Vous avez lu, c'est un phénomène fréquent, la population concernée y est préparée, pas de quoi en faire un plat. Si, si, au contraire, on va rajouter "*du siècle"* pour faire croire à un truc exceptionnel et ensuite embrayer avec le changement climatique... L'Agence Française de Propagande en tête en France.

Le "*blizzard du siècle*" fait près de 50 morts aux Etats-Unis - AFP 26 décembre 2022

États-Unis : Les autorités appellent à la vigilance face au « *blizzard du siècle* », toujours vivace - 20minutes.fr 26 décembre 2022

Tempête aux États-Unis: le «*blizzard du siècle*» cause près de 50 morts - RFI 26 décembre 2022

Etats-Unis : « *le blizzard du siècle* » n'est pas encore terminé - LePoint.fr 26 décembre 2022

En images, c'est mieux pour faire peur !

Les images de la tempête de neige au Japon qui a fait au moins 17 morts - BFMTV 26 décembre 2022

La définition du travail : Une torture !

J-C – Travail : Étymologie vers 1210; du bas latin trepalium, variant de tripalium « *instrument de torture* », du latin classique tripalis « *à trois pieux* ». (Source : Le Grand Robert de la langue française)

Le mot travail fut généralement associé du XIIe au XVe siècle à la peine, à la souffrance, à la douleur, à une activité particulièrement pénible, imposée par nécessité ou devoir. Dès le XVe siècle ou peut-être un peu avant, le travail était employé pour décrire une activité manuelle ou intellectuelle, mais il était toujours associé à une corvée, une obligation. A partir du XVIIe siècle, le clergé et les féodaux qui étaient les seules couches de la société ayant accès à l'instruction, le

décrire davantage comme une activité « *utile* » en commençant par les animaux de peine, puis petit à petit ce fut au tour des hommes qui allaient être soumis au pire esclavage qui soit, le capitalisme.

Le contrat de travail, tel qu'il existe en régime capitaliste entre un employeur et un employé, est la pire formule ou le pire rapport d'exploitation qui puisse exister, puisque le salarié consent d'être exploité tout en renonçant à sa liberté.

Ce que je veux montrer ici, c'est que toutes les élites n'étaient pas ou ne sont pas pourries ou irrécupérables... Et puis, il fait réfléchir, je suis friand de personnages qui aident à réfléchir, qui possèdent cette intelligence-là.

En écoutant Albert Jacquard hier après-midi, j'ai constaté qu'il avait dit une grande partie de ce que je raconte dans mes causeries ou nous sommes assez proches. Bien qu'il n'ait pas été acquis au socialisme, il n'en était plus très éloigné comme Einstein qu'il aimait à citer, quelque part il était plus socialiste et moins conformiste que bien des révolutionnaires autoproclamés. Fils de banquier, il faut avouer que c'était partir dans la vie avec un sérieux handicap, il passa son temps à le combattre sincèrement, notamment en mettant sa notoriété au service des plus démunis, mais sans parvenir à le dépasser complètement, peu importe.

Certes, il avait un côté un peu curé ou boy-scout qui pouvait indisposer, mais au moins quand il était confronté à quelque chose qu'il ne comprenait pas, il prenait la peine d'y réfléchir jusqu'à trouver des réponses satisfaisantes. Il manqua d'à-propos en certaines circonstances ou manifesta de graves illusions, notamment lors d'interviews, sur Obama par exemple, ou encore en préfaçant des ouvrages d'auteurs qui n'en valaient pas la peine, il y avait un aspect naïf dans son humanisme ou certains profitèrent de sa gentillesse.

- Albert Jacquard est né le 23 décembre 1925 à Lyon et il est décédé le 11 septembre 2013 à Paris. Ce fut un biologiste, généticien, ingénieur, mathématicien et essayiste.

Conférencier et auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique, il tient un discours humaniste destiné à favoriser l'évolution de la conscience collective. Il prit la défense de la cause palestinienne et il se prononça pour le boycott d'Israël. Source : Wikipédia.org

L'avenir du travail - Albert Jacquart 1999

https://www.youtube.com/watch?v=_tru7cOEle4

"*La rentabilité n'est pas le moteur du monde*" - Et si c'était demain ? - Albert Jacquard

https://www.youtube.com/watch?v=pHYedCSH35Q

"*On sélectionne les gens les plus dangereux*" - Albert Jacquard

https://www.youtube.com/watch?v=9v9upd Av018

La vraie intelligence - Albert Jacquard

https://www.youtube.com/watch?v=DpzRONla_RU

- *La vraie forme de l'intelligence s'est de comprendre que l'on n'a pas encore compris et de faire le nécessaire pour comprendre quand même*. Albert Jacquard

J-C – Comme les grands esprits se rencontrent, c'est ce que je n'arrête pas d'expliquer dans mes causeries. En vain, car apparemment cela n'intéresse personne, pas même mes lecteurs dont l'intelligence supérieure nous dépasse, bref, on doit être très cons pour eux…

Quand un journaliste lui demanda s'il était pessimiste pour l'avenir, il répondit que malheureusement on semblait mal barré parce que la population se soumettait d'elle-même aux mesures qu'on lui imposait ou elle adoptait une attitude suicidaire.

Cela s'est magistralement confirmé au cours des trois dernières années, hélas ! Il poursuivit en disant que malgré tout on n'avait pas d'autre choix que croire en l'intelligence des masses … ou se loger une balle dans la tête.

Je ne devrais peut-être pas vous le dire, mais étant très très mal en point, cela m'étonnerait que mes causeries passent le 31 décembre, moi si quand même, on verra par la suite si mes poumons me permettent d'oxygéner normalement mes neurones…

La pathologie des fact checker est de toujours accuser l'adversaire d'être un complotiste.

J-C – Pourquoi aborder ce sujet et particulièrement cette officine, NewsGuard ? Parce qu'elle a des antennes tentaculaires et elle est régulièrement citée par l'AFP, les médias mainstream ou d'autres officines censées œuvrer à combattre la désinformation, alors qu'en réalité, ils en sont les principaux artisans.

NewsGuard, la start-up anti « *fake news* » sévit en France depuis 2019 - geopolintel.fr 2 décembre 2022

Crée par deux professionnels de l'information aux Etats Unis et financé par Google Facebook et Publicis, NewsGuard a voulu analyser les sites d'information français.

Cette start-up a été fondée en 2018 aux États-Unis pour contrer l'ascension de Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine de 2016.

Sa spécialité c'est de labelliser les médias d'information, blogs, sites avec un indice mesurant la fiabilité de leurs publications.

En dehors des Etats Unis, Newsguard sévit au Royaume-Uni, en Allemagne en France en Italie et met en avant sa notation manuelle des sites d'information.

http://www.geopolintel.fr/article3335.html

Dans le blog de NewsGuard (https://www.newsguardtech.com/fr)

L'outil de confiance sur Internet - Restoring trust and accountability

NewsGuard - 25 W. 52nd Street, 15th Floor New York, NY 10019 USA

Le comité consultatif de NewsGuard nous indique que le Général Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA, collabore à l'initiative de la vérification de l'information. Il a été directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) du 30 mai 2006 au 12 février 2009, faisant la jonction entre l'administration Bush et Obama. (geopolintel.fr)

Pourquoi nous faire confiance ?

J-C – Ci-dessous leur argumentaire pour tromper les naïfs. Plus loin en prenant connaissance de leurs généreux donateurs ou donneurs d'ordres, vous en comprendrez mieux la signification.

NewsGuard – Nous attachons une grande importance au rôle central du journalisme de qualité dans la démocratie.

Nous avons une politique sur l'éthique et les conflits d'intérêts que nos analystes et nos rédacteurs se sont engagés à respecter.

Nous prenons nos décisions de façon entièrement transparente.

Nous révélons et expliquons en détail les neuf critères sur lesquels nous nous basons pour évaluer les pratiques journalistiques de chaque site d'information.

Nous ne sommes pas la boîte noire d'un algorithme.

Nos revenus proviennent des plateformes et des moteurs de recherche qui souscrivent à nos évaluations afin de les inclure à leurs flux et résultats de recherche, et de l'achat de licences par d'autres entreprises ou chercheurs.

Partenaires

- Avaaz (ONG financée notamment par Soros, Rockefeller, etc.)
- Microsoft
- Gumgum (Goldman Sachs, Morgan Stanley Expansion Capital, Amazon)
- U.S. Department of Defense
- U.S. Department of State
- National Security Innovation Network (U.S. Department of Defense)
- OMS
- Publicis Groupe

The German Marshall fund of the United States (Quelques donateurs : USAID, Open Society Foundations, Office of the French Prime Minister, J.P.Morgan Charitable Giving Fund, Exxon Mobil Corporation, European Union, European Council On Foreign Relations, Bank of America Charitable Foundation, Inc.)

J-C – Pas besoin de vous faire un dessin.

Toutes leurs institutions sont corrompus jusqu'à l'os. Qui en doutait encore ?

Corruption au Parlement européen : le Prix Sakharov en question - Réseau Voltaire 25 décembre 2022

Selon *Le Soir de Bruxelles*, les enquêteurs belges viennent d'ouvrir une nouvelle piste dans l'affaire des corruptions au Parlement européen : le Prix Sakharov pour la liberté de penser.

Institué en 1988 sur proposition du Français Jean-François Deniau, le Prix Sakharov, du nom d'un célèbre dissident soviétique, a été profondément réformé en 2003. Il n'est plus aujourd'hui décerné qu'à des personnalités soutenues par les États-Unis.

Il honore désormais « *une réalisation particulière dans un des domaines suivants : défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté d'opinion, protection des droits des minorités, respect du droit international public, développement de la démocratie et mise en place de l'état de droit*. »

Les candidatures sont présentées par les députés européens, puis sélectionnées par les membres de la Commission des Affaires étrangères et, enfin, choisies par la Conférence des présidents du Parlement européen.

Le lauréat reçoit 50 000 euros.

Il apparaît qu'en 2021, les candidatures de la Saharaouie Sultana Khaya et de la Bolivienne Jeanine Áñez ont été écartées au profit de celle du Russe Alexeï Navalny à la suite de versement occulte à des députés de la Commission des Affaires étrangères. S'il est clair que le Maroc a fait échouer Sultana Khaya, on ignore qui a fait écarter Jeanine Áñez.

On observera que si Alexeï Navalny a été présenté en Occident comme « *le principal opposant au dictateur Poutine* », il n'a fait de mal à personne, hormis celles qu'il a escroquées. Cela aurait pu être pire car la candidate placée en second, la présidente Jeanine Áñez, venait de réaliser un coup d'État en s'appuyant sur les émigrés oustachis croates [1].

En pleine guerre civile, en 2022, alors que la Russie intervenait militairement pour faire appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité des Nations unies, le prix Sakharov a été décerné au « *Peuple ukrainien* » dans son ensemble.

[1] « *La Bolivie, laboratoire d'une nouvelle stratégie de déstabilisation* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 26 novembre 2019.

Moscou révèle les noms des exécutants des programmes bio-militaires réalisés par les USA en Ukraine - french.almanar.com.lb 24 décembre 2022

Selon la Défense russe, les services secrets et les géants pharmaceutiques américains chapeautent des programmes bio-militaires en Ukraine.

Le ministère russe de la Défense dit avoir eu accès à une version élargie d'un rapport du Pentagone contenant les noms des exécutants des programmes bio-militaires réalisés par les États-Unis en Ukraine.

D'après Igor Kirillov, commandant des forces russes de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, il s'agit d'un document de la Defense Threat Reduction Agency (DTRA), une agence

du département de la Défense des États-Unis fondée dans le but de « *protéger les États-Unis et ses intérêts des armes de destruction massive* ».

Parmi les noms cités dans le rapport figurent, selon lui, Kenneth Myers, ex-directeur de la DTRA, Tara O'Toole, vice-présidente exécutive du fonds de capital-investissement In-Q-Tel, contrôlé par la CIA, Thomas Frieden, ex-directeur des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) sous l'administration Obama, Francis Collins, ancien directeur des Instituts nationaux de la santé, Jeffrey Wadsworth, chercheur en chef de Pfizer, et d'autres encore.

« *Un cercle étroit des élites américaines* »

Toutes ces personnes seraient liées au parti Démocrate américain. Les leaders de celui-ci, a souligné M. Kirillov, inspirent les recherches bio-militaires et des « *schémas secrets de blanchiment d'argent dans l'intérêt d'un cercle étroit des élites américaines* », a affirmé le responsable russe.

Le rapport en question concernerait des activités menées en Ukraine, notamment au sein de l'Institut antipesteux Metchnikov d'Ukraine, l'Institut de médecine vétérinaire (de Kiev), l'Institut d'épidémiologie et d'hygiène de Lvov. Il porte sur trois sous-traitants du Pentagone et contient les données personnelles de trente employés de laboratoires et de sept responsables de la Défense américaine, selon le général russe. french.almanar.com.lb 24 décembre 2022

Les autorités chinoises auraient-elles décidé de se débarrasser de la mystification sanitaire ?

J-C – Ce que je crois avoir compris, c'est que les violentes mesures liberticides qu'elles avaient adoptées leur ont causé de gros dommages économiques, il était donc devenu urgent d'y mettre un terme. Xi a pu s'en servir sur le plan politique lors du congrès du PCC qui vient d'avoir lieu, pour écarter certains concurrents ou renforcer son pouvoir à la direction du PCC.

Je rajoute une dernière info, depuis hier, plus besoin de test PCR ou de certificat médical pour entrer en Chine.

Covid-19 en Chine: près de 250 millions de Chinois contaminés en vingt jours - RFI 24 décembre 2022

Chine: un demi-million de cas Covid par jour dans une seule ville, selon un responsable - AFP 24 décembre 2022

J-C - L'AFP ou l'agence de presse de Davos n'en revient pas, les autorités chinoises ont balancé d'un coup toute la propagande que les occidentaux avaient minutieusement fabriquée et imposée pendant 3 ans à la population.

AFP - "*A partir d'aujourd'hui, nous ne publierons plus les informations quotidiennes sur l'épidémie*", a indiqué la commission nationale de la Santé.

J-C - L'épidémie n'existe plus, c'est le retour à la vie d'avant janvier 2020, quel soulagement, mais pas pour tout le monde.

AFP - En deux semaines, le pays est passé de la terreur du virus à vivre avec Omicron.

J-C - Disparu, envolée la psychose collective ! Table rase, il n'y a rien de tel !

AFP - Des mesures prises quelques jours plus tôt, comme la fin de l'obligation de présenter un test Covid négatif de moins de 48 heures à l'entrée des transports, donnaient déjà un aperçu de la révolution en cours. Mais peu de Pékinois s'attendaient au bouleversement du mercredi 7 décembre.

Parmi les dix consignes formulées le 7 décembre par la Commission nationale de la santé, la fin du confinement en centre de quarantaine collectif a été un vrai soulagement pour les familles.

"*Avant les gens auraient eu peur, aujourd'hui, on m'a simplement conseillé de boire beaucoup d'eau, de prendre des vitamines et de bien dormir*."

J-C - Mais alors, c'était un virus tout ce qu'il y a de plus banal. Et c'est vrai, si vous êtes blindé en vitamines C et D, vous passerez l'hiver tranquille sans affection respiratoire, ni médicament ni injection.

AFP - Cela a aussi déclenché une avalanche de questions sur les groupes WeChat. Après les années de contrôle absolu des comités locaux de prévention et de contrôle de l'épidémie (CDC), chacun se retrouve en 24 heures « *responsable de sa santé* », comme le dit sans détour le nouveau slogan officiel.

J-C - Chaque Chinois retrouve la liberté de disposer de son corps ou de sa santé, une bonne nouvelle, sauf pour l'AFP-Macron-Davos !

AFP - L'impression d'un premier saut en parachute pour de nombreux internautes : « *Que faire, alors que notre comité de résidence nous dit de nous débrouiller seuls ?* », « *On dirait que les gardes blancs ont disparu, que faire ?* » ou encore « *j'ai fait un test PCR dans une station de dépistage dans la rue et mon résultat n'est pas revenu.* » Avec trop de retours positifs dans les éprouvettes des tests collectifs au sein des stations PCR à l'extérieur, les laboratoires sont débordés.

J-C - A moins que les tests positifs bidons devenus inutiles posent un problème ou soient contradictoires avec l'annulation de toutes les mesures antérieurement adoptées. Mais cela l'AFP ne pouvait pas le dire.

AFP - Les emojis « *moutons* » envahissent alors les réseaux sociaux. La pauvre bête n'a rien fait, mais en mandarin, le caractère « *positif* » sonne comme celui de l'animal. La capitale chinoise était jusqu'à présent une bulle sanitaire dans la bulle sanitaire. En trois ans, la plupart des Chinois n'ont jamais été confrontés à la pneumonie virale. Mais en quelques jours, les proches, la famille, les collègues de travail ont affiché un mouton sous leur profil. Ce qui a eu aussi pour effet de donner à Pékin un air de printemps 2020.

J-C - Leurs mesures liberticides ont perturbé la vie normale des hommes en présence des virus et des virus eux-mêmes. En procédant de la sorte ils ont affecté l'immunité de la population, et pour un peu certains virus ou bactéries feront davantage de morts, de quoi rassurer l'AFP et Davos.

AFP - Les rues se sont vidées. Les cartonniers et les cantonniers autour des résidences, en contact avec les déchets des tours d'habitations, sont tombés malades parmi les premiers. Puis, les livreurs et finalement tous les commerces, les institutions qui ont dû arrêter provisoirement leurs activités le temps d'être remis sur pied.

J-C - Il n'y a pas eu d'hécatombes ?

AFP - Les personnes asymptomatiques ne sont plus prises en compte dans les bilans et les critères de qualification des morts du Covid ont été réduits. L'on obtient donc ce décompte improbable - 7 décès sur tout le territoire depuis le relâchement des restrictions sanitaires depuis début décembre -, alors que les funérariums tournent à plein régime à Pékin.

J-C - L'AFP s'offusque que les autorités aient adopté une attitude conforme à la situation sanitaire réelle ou aux besoins de la population en matière de santé.

AFP - La Chine est donc passée du jour au lendemain du zéro Covid à « *l'immunité de troupeau* », la course pour « *atteindre le pic (des contaminations) au plus* vite ». Et d'après l'une des grandes figures de la lutte anti-épidémie en Chine, pour aboutir à un retour à la « *vie normale* » d'ici mars 2023.

J-C - Ils n'en reviennent décidément pas à l'AFP, ce n'est pas en France que cela arriverait. Sinon, cela signifie en fait qu'il n'y avait rien à craindre de ce virus ! Quoiqu'il en soit, ces sadiques ne désarment pas, ils prévoient jusqu'à 1,5 million de morts en janvier 2023

AFP - Les modélisations sont toujours compliquées en termes d'épidémies, mais certains experts annoncent entre 300 000 et 1,5 million de morts. Avec cette question : ces morts auraient-ils pu être évités avec une sortie du zéro Covid moins abrupte ? AFP/RFI 24 décembre 2022

L'heure des comptes va sonner ?

Échec de la stratégie sanitaire française. Vive les traitements précoces ! - nouveau-monde.ca 25 décembre 2022

Extraits.

Les données officielles de l'OMS sont sans appel : c'est dans les pays qui ont instauré les mesures sanitaires les plus restrictives et imposé le plus brutalement possible les pseudos vaccins que les mortalités covid cumulées par million sont les plus élevées.

La stratégie OMS de « *confinement, pas de traitement précoce, tout pour les vaccins* » a abouti à des désastres sanitaires.

Avant le covid les dérivés de la chloroquine avaient été administrés sans toxicité notable à des milliards de personnes pendant plus de 70 ans (depuis 1947). Brutalement, pour imposer l'autorisation temporaire des pseudos vaccins elle a été déclarée dangereuse, à l'aide d'études bidon comme celle du Lancet Gate. Le recul dont on dispose maintenant en Inde comme dans les pays africains qui l'ont promu confirme que les antipaludéens n'ont pas donné de complications notables.

Au 13 décembre 2022, les 13 008 560 983 doses de vaccin administrées13 ont rapporté un peu plus de 280 milliards de dollars aux firmes pharmaceutiques dont les bénéfices14 et les marges15 ont explosé et qui en ont probablement reversé suffisamment à leurs mercenaires (fast checkers, épidémiologistes de plateaux télé, certains académiciens et membres de la HAS, cabinets de conseil, décideurs administratifs et politiques corrompus) pour justifier leurs propos mensongers sur la prétendue toxicité et inefficacité des traitements antipaludéens et l'utilité des pseudo vaccins expérimentaux.

L'examen objectif des faits avérés analysés par des chercheurs sans liens d'intérêts avec les firmes ou les gouvernements vaccinolâtres, les données officielles de l'OMS et les courbes de l'université John Hopkins démentent totalement leur propagande marchande.

L'approche scientifique se démarque de l'attitude religieuse par la confrontation permanente des théories du moment aux faits établis ; lorsque les faits constatés ne sont pas en accord avec les théories, ces dernières doivent être abandonnées. Les religions se singularisent au contraire par l'immuabilité du dogme.

Quel que soit votre âge, ne craignez plus le covid. Plutôt que de vous faire indéfiniment injecter des traitements expérimentaux peu efficaces, constituez-vous une petite réserve de médicaments (antibiotiques, hydroxychloroquine ou Ivermectine) à prendre dès le début d'une infection compatible !

Vivez normalement sans masque, sans tests et embrassez ceux qui vous sont chers !

Battez-vous pour défendre toutes vos libertés et les soignants scandaleusement ostracisés.

Pour lire l'article :

https://nouveau-monde.ca/echec-de-la-strategie-sanitaire-francaise-vive-les-traitements-precoces/

La France se tiers-mondisme à toute vitesse sous le tyran Macron.

Elhana, 6 ans, n'a pas été soignée à temps, elle décède d'un arrêt cardiaque aux urgences de Montauban - lemediaen442.fr 26 décembre 2022

Le mercredi 21 décembre 2022, une fillette de 6 ans est décédée aux urgences de Montauban suite à un arrêt cardiaque. Selon La Dépêche, qui a recueilli, les témoignages, « pour sa famille, la gravité de son état n'a pas été entendue à temps. Trois jours après la mort brutale d'Elhana, sa famille est sous le choc ».

Alors que la France voit ses hôpitaux tomber en ruine, les lits disparaître et les soignants être abandonnés avec une charge de travail considérable, le pire vient de se produire à l'hôpital de Montauban avec la mort de la petite Elhana, âgée de seulement 6 ans. La tante de la petite habitante de Varennes raconte que « *depuis le vendredi, elle n'était pas bien. Elle est revenue de l'école primaire de Villebrumier avec de la fièvre et toussait beaucoup* ».

En 96 heures, Elhana va faire trois allers-retours aux urgences de Purpan-Toulouse, puis à Montauban… Le diagnostic à Toulouse annonce une simple toux qui serait à l'origine des douleurs thoracique. Les antidouleurs n'y feront rien. *« Elle n'était vraiment pas bien, la fièvre n'était pas tombée, elle avait du mal à respirer et ne s'alimentait plus* », dira sa tante Ludivine. Alors que la petite vomit du sang, les membres glacés et les lèvres bleues, les pompiers la transporteront aux urgences de Montauban. Elhana y fera un arrêt cardiaque, la réanimation pendant 50 minutes n'y changera rien. Elle décède dans la nuit de mardi à mercredi.

Devant l'école de Villebrumier où la petite était scolarisée, ses camarades ont déposé fleurs, bougies et dessins. Une enquête a été ouverte par le parquet de Montauban pour déterminer les causes exactes de la mort d'Elhana. Les parents, eux, sont effondrés devant l'incompétence de nos institutions, devenues incapables d'établir un diagnostic en 96 heures.

Le décès d'Elhana serait possiblement dû à une angine bactérienne à streptocoque A mal ou trop tardivement diagnostiquée. Selon l'ARS, Les autorités sanitaires ont été informées d'une recrudescence de formes graves d'infections invasives à streptocoque A (IISGA). Ces signalements de cas, plus importants que les années précédentes, ont été relevés dans différentes régions (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et en Auvergne-Rhône-Alpes). Par ailleurs, le Royaume-Uni a également signalé une recrudescence de cas ces derniers jours avec la survenue de nombreux décès chez des enfants.

Et pour ajouter à l'augmentation des cas et à la défaillance des services de soins. Le traitement de ce type d'angine est l'antibiotique (amoxicilline). Une situation d'autant plus délicate que la France est actuellement dans un contexte de rupture de stocks de cet antibiotique. lemediaen442.fr 26 décembre 2022

Réforme de l'assurance-chômage : vers un nouveau durcissement des règles - lejdd.fr 25 décembre 2022

Vendredi, le ministre du Travail Olivier Dussopt a transmis aux partenaires sociaux le projet de décret mettant en œuvre la nouvelle réforme de l'assurance-chômage. Il prévoit une baisse de la durée d'indemnisation plus forte que celle initialement prévue.

Dévoilé par l'agence AEF, le texte prévoit, comme l'avait annoncé le gouvernement en présentant la réforme fin novembre, une baisse de 25 % de la durée d'indemnisation pour tous les demandeurs d'emploi ouvrant des droits à l'assurance chômage à partir du 1er février en métropole.

Toutefois, fait nouveau, il envisage aussi qu'avec un taux de chômage sous les 6 % (contre 7,3 % actuellement), la durée d'indemnisation soit réduite de 40 % et non de 25 %. lejdd.fr 25 décembre 2022

J-C – Vous noterez que les dirigeants syndicaux continuent d'entretenir des rapports avec ce gouvernement fascisant comme si de rien n'était, ils le cautionnent, et aucun parti ne rompt avec ces dirigeants, ils en sont les complices.

Les sionistes sont-ils les pires antisémites ?

Le Premier ministre Netanyahou : « *Israël est devenu, si vous voulez, le laboratoire de Pfizer* » - lemediaen442.fr 24 décembre 2022

Dans une vidéo sur YouTube le 5 décembre 2022, Benyamin Netanyahou explique comment, avec le PDG de Pfizer Albert Bourla, il a transformé Israël en laboratoire à ciel ouvert. « *Nous avons une base de données médicales et 98 % de notre population a un dossier médical numérisé et une petite carte. Et où que vous alliez, nous savons tout sur ce patient depuis vingt ans. Donc Israël est devenu, si vous voulez, le laboratoire de Pfizer.* »

Quant au secret des données médicales garanti par l'anonymisation des données, il a volé en éclats grâce à une ingénierie permettant d'identifier à nouveau les personnes. C'est la conclusion d'une étude réalisée en 2019 par des universitaires de l'Imperial College London et de l'UCLouvain (Université catholique de Louvain).

Albert Bourla (Israël-Abraham Bourla) a dès le début considéré Israël comme un terrain d'expérimentation :

Le 12 mars 2021, il déclarait sur Israël Science Info. : « *Bien sûr, j'ai parlé à plusieurs chefs d'État, y compris Netanyahu, et il m'a convaincu qu'Israël est un endroit avec les bonnes conditions pour l'expérimentation.* »

Loin d'être à son coup d'essai, le Premier ministre Netanyahou avait déclaré le 27 janvier 2021 au Forum économique mondial : *« Israël peut servir de test mondial pour l'efficacité du vaccin. L'État juif pourrait servir de laboratoire mondial pour l'immunité collective.* » De l'aveu de ses dirigeants, le peuple israélien aura été le bétail sur lequel les tests du vaccin auront été faits pour ensuite passer aux autres pays du monde. lemediaen442.fr 24 décembre 2022

France. Rubriques des chiens écrasés, faits divers et misérable récupération politique.

La communauté kurde parisienne victime d'une *"odieuse attaque"* xénophobe - Courrier International 24 décembre 2022

J-C - Un banal crime raciste commis par un excité comme il en existe de plus en plus souvent dans les pays occidentaux, pas de quoi fouetter un chat. J'ai reproduit ci-dessous tous les éléments que j'ai trouvés qui le prouve. Il avait commencé par se rendre rue Saint-Denis, mais il "*a finalement renoncé faute de monde et d'aisance pour recharger son arme en raison de sa tenue vestimentaire*", selon la procureure de Paris Laure Beccuau. De retour au domicile parisien de ses parents, où il vivait, il est ensuite allé à pied rue d'Enghien, vers le centre culturel kurde Ahmet-Kaya, dont il connaît la localisation. (AFP/RT 26 décembre).

Si on s'en tient strictement aux faits, à savoir que l'auteur de cette fusillade voulait tout simplement tuer des étrangers, c'est par hasard ou la faute à pas de chance, parce qu'elles étaient au mauvais endroit au mauvais moment que c'est tombé sur des personnes d'origine kurde, voilà tout.

Mais c'était sans compter sur les alliés de l'extrême centre, la pseudo-gauche et extrême gauche qui allait immédiatement instrumentaliser ce fait divers.

Le contexte allait être exploité par Macron et l'idiot utile à son service, Mélenchon.

- En marge de la manifestation qui s'est tenue ce samedi 24 décembre à Paris en hommage aux Kurdes tués vendredi dans le 10e arrondissement de Paris, Jean-Luc Mélenchon a qualifié la fusillade qui a fait trois morts « *d'attentat* » et « *d'acte terroriste* » et a donc demandé selon sa logique la saisine du parquet national antiterroriste (PNAT), ce qui n'était toujours pas le cas, vingt-quatre heures après les faits. Selon Jean-Luc Mélenchon, cette fusillade « *n'est pas une aventure individuelle* ». (Chez Mélenchon et consort, le déni de la réalité ou la falsification des faits s'inscrit dans le besoin plus profond de nuire systématiquement à la vérité, il en fait encore la démonstration ici. – J-C)

Emmanuel Macron, le chef de l'Etat, a dénoncé une odieuse attaque contre les kurdes de France et adressé ses pensées aux victimes et à leurs proches. Un message franc du président de la République pour marquer l'aspect prémédité de l'attaque.

Le PNAT a indiqué au Figaro qu'à ce stade ce triple meurtre n'était qualifié ni d'attentat ni d'acte terroriste.

Le tireur a ouvert le feu devant le Centre culturel kurde Ahmet-Kaya, puis dans un restaurant et un salon de coiffure voisins de la rue d'Enghien, dans le Xe arrondissement.

À ce stade, le parquet de Paris a ouvert une enquête de droit commun pour assassinats et tentatives d'assassinat à caractère raciste.

"*Le tueur a manifestement voulu s'en prendre à des étrangers, reste à savoir si c'était spécialement sur les Kurdes mais aucun élément ne permet de le savoir*", a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Selon Darmanin cité par The New York Times "*le tireur, dont la police n'a pas révélé l'identité, était un citoyen français, qui n'avait jamais été repéré par les services de renseignement et n'appartenait à aucun groupe radical d'extrême droite connu*". Le suspect, un retraité de 69 ans, « *aurait agi seul* ».

Le père du tireur, âgé de 90 ans, a décrit son fils comme "*un taiseux*" et quelqu'un de "*vraiment renfermé*" qui "*ne vivait pas comme tout le monde*", selon des propos rapportés par L'Écho. "*Ce matin, il n'a rien dit en partant […] Il est cinglé. Il est fou*", a-t-il ajouté. Courrier International, europe1.fr et Le Journal du Dimanche 24 décembre 2022

Suite de l'affaire Adrien Quatennens. De quoi LFI est-il le nom ? A qui profite le crime ?

Le HuffPost - La France Insoumise, déjà plombée en interne par un nouvel organigramme jugé peu satisfaisant, est confrontée dans le même temps à une « *grève militante* » de ses jeunes. En cause : la gestion du cas Quatennens.

Le 13 décembre, les Jeunes Insoumis de Poitiers sont « écœurés ». Ils n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la décision des députés LFI de réintégrer en avril leur collègue du Nord, condamné le matin même à de la prison avec sursis pour violences conjugales. « *Notre combat devient incohérent et ne nous rend plus fier de porter haut notre étendard de justice, de liberté, d'égalité et d'harmonie* », écrivent les jeunes de Poitiers dans une série de tweets.

« *Incohérence* », « *trahison* » ... Les mots reviennent dans quasiment tous les communiqués publiés en moins d'une semaine par les différentes branches jeunesses LFI aux quatre coins du pays. Strasbourg, Bordeaux, Toulouse, Metz, Valencienne, Nanterre, Haute-Vienne, Paris-Nord-Est, Lyon, Marseille ce jeudi 22 décembre...

Jusqu'au « *Discord insoumis* », force de frappe de la France insoumise sur les réseaux sociaux, ils sont au moins une vingtaine d'annexes à réclamer l'exclusion pure et simple d'Adrien Quatennens. En attendant, les actions au nom de LFI sont suspendues et, fidèles à leur esprit fatécieux, les cyber-militants s'amusent à faire des cartes de France, façon météo, des grèves militantes touchant le mouvement.

« *Si Quatennens s'était rendu coupable de fraude fiscale, ils l'auraient viré direct. Cela prouve bien qu'il y a un fossé générationnel, que contrairement à ce qu'ils disent, ils n'ont pas compris les enjeux du combat féministe aujourd'hui* », résume Robbin, un des membres des Jeunes Insoumis de Poitiers, au micro de France Inter.

« *Nous voulons dire aux membres de cette nouvelle direction que si nous voulons* 'faire mieux', *alors nous risquons de devoir faire sans eux* », mettent en garde les jeunes de la Vallée du Gier dans la Loire. Le HuffPost 22 décembre 2022

Quand ceux qui invoquent « *le devoir d'exemplarité* » sont infréquentables.

Qu'on se souvienne, pendant trois ans LFI (et la Nupes plus tard) ont adopté la version officielle d'une pandémie mondiale, qui allait servir à justifier des mesures liberticides d'une violence inouïe contre la population, qui se soldèrent par des millions de morts inutiles dans le monde… Ils ont tout cautionné, la muselière, les tests PCR, les gestes barrières, le confinement, le code QR, la prise en otage de l'ensemble de la population réduite à servir de cobaye aux trusts mafieux pharmaceutiques en lui injectant des produits géniques en phases expérimentales aux effets secondaires inconnus, bref, ils ont soutenu cette épouvantable dictature sanitaire, ce sont de zélés partisans d'une autre escroquerie, le Green New Deal initié également par le Forum économique mondial, ils se placent au côté de l'OTAN dans la guerre en Ukraine, etc. et ils osent invoquer « *le devoir d'exemplarité* », ils se comportent comme Macron finalement, il leur sert de modèle.

Grille de lecture.

- Un certain nombre de militants ou sympathisants de LFI et de la Nupes sont rongés par le wokisme et le libéralisme libertaire, ce sont des bombes à retardement susceptibles d'être activés ou d'exploser à tout moment ou plus précisément quand l'oligarchie financière le décide.

- "*On n'a pas le choix de s'exprimer publiquement*" = *Le Monde* leur accorde généreusement une tribune. A partir de là une question se pose : A qui profite le crime dont Le Monde se fait le complice, devinez ?

- Pour une broutille, pourquoi en viennent-ils à lyncher publiquement un de leurs dirigeants, au nom de quoi ? Certainement pas des intérêts collectifs qu'ils prétendaient représenter, ils figurent parmi les plus décomposés ou pourris parmi les agents de la réaction. Qu'ils soient alliés au PS et à EELV en font des cibles idéales.

- La cellule de Poitiers de LFI en cheval de Troie, les médias n'ont pas perdu de temps pour la repérer et la mettre en scène.

- Ces apprentis dictateurs, qui sont très minoritaires dans leur mouvement, espéraient selon leur terme "*que le groupe parlementaire exclurait Adrien Quatennens*", autrement dit, ils s'offusquent de ne pas avoir été consultés sur la décision adoptée par les dirigeants de leur mouvement, ils jugent le procédé antidémocratique, mais si cette mesure avait été conforme à leur désir, ils l'auraient jugé démocratique. Par conséquent, ce qu'ils contestent ce sont les statuts, l'organisation, les organes de direction et les dirigeants de leur mouvement, bref, on aura compris que cette opération a pour but la fragilisation, mieux, la dislocation de la Nupes et au-delà de LFI.

LFI n'est pas notre tasse de thé comme chacun sait, la Nupes encore moins, je les ai caractérisé de droite, de réactionnaire. Ce qui leur arrive pourrait se produire dans n'importe quel courant ou parti politique, même le plus démocratique, la question n'est pas celle-ci pour nous. Je voulais juste montrer comment les différents éléments de cette opération médiatico-politique s'articulent et sont récupérés par Le Monde qui représente les intérêts politiques de nos ennemis.

Ceux qui s'acharnent sur Adrien Quatennens roulent pour la réaction. Ils sont passés d'une banale dispute qu'ils ont montée en épingle, dont on n'aurait jamais dû entendre parler, à une cabale bruyante, puis à un lynchage public pour fragiliser ou briser la direction de LFI, voilà tout.

Affaire Quatennens : plus d'un millier de militants LFI demandent l'exclusion du député - europe1.fr 26 décembre 2022

Ce lundi, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, plus d'un millier de militants de La France insoumise et de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) demandent son exclusion définitive, et non temporaire.

Les signataires demandent aux dirigeants du mouvement politique d'appliquer ses promesses : « *Oui, le privé est politique, mais aucun agresseur n'a sa place dans nos partis, nos organisations, nos institutions, dans nos hémicycles* ». Le « *devoir d'exemplarité* » est aussi un sujet mis en avant dans cette tribune.

"*On espérait tous que le groupe parlementaire exclurait Adrien Quatennens après la décision de justice*", souligne par exemple Sandra Vidot, militante LFI de Poitiers au micro d'Europe 1. "*Il y a un manque de démocratie dans le parti"*, tonne-t-elle, "*où on n'écoute pas vraiment les militants et on ne leur demande pas leur avis. On n'a pas le choix de s'exprimer publiquement*", poursuit la militante insoumise. europe1.fr et Le Journal du Dimanche 26 décembre 2022

Pour 1.200 milliards de dollars.

Le boom de la guerre par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 25 décembre 2022

Échange de cadeaux de Noël entre Zelensky et Biden dans leur rencontre à la Maison Blanche. Le président ukrainien a apporté à Biden la loi, tout juste signée, qui abolit le Tribunal administratif de district de Kiev, déjà dans le collimateur du Département d'État USA qui avait sanctionné le président du Tribunal pour "*violation des droits humains*". La raison réelle pour laquelle le Tribunal a été aboli est qu'il avait ouvert une procédure contre les néo-nazis ukrainiens et leurs crimes. De son côté Biden a offert à Zelensky la première batterie de missiles Patriot et l'engagement de lui fournir, en 2023, 45 nouveaux milliards de dollars, sous forme d'armes et assistance militaire. Zelensky a déclaré, dans son discours au Congrès, que ce qui est fourni par les USA à l'Ukraine pour la guerre est "*un investissement dans la sécurité mondiale et dans la démocratie*".

Le Congrès USA a approuvé pour 2023 une dépense militaire de 858 milliards de dollars (13 fois celle de la Russie). Le bilan du seul Pentagone enregistre une augmentation de 10% par rapport à celui de l'an dernier, équivalents à 70 milliards de dollars de plus, soit 36 milliards en plus que ce qu'avait demandé le Président même. La dépense militaire étasunienne, pour le seul budget du Pentagone, équivaut à celle des 10 pays suivants ayant les plus grosses dépenses militaires à

l'échelle mondiale. Au budget du Pentagone s'ajoutent d'autres dépenses militaires pour environ 400 milliards de dollars qui portent la dépense militaire étasunienne effective à plus de 1.200 milliards de dollars. Cette colossale augmentation, titre le *New York Times*, crée "*un nouveau boom pour les producteurs d'armes*". Tout cela confirme la volonté de Washington de continuer à alimenter la guerre contre la Russie qui est en train de provoquer en Europe une crise sans précédents. Mondialisation.ca, 25 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 décembre 2022.

Pour info.

Dmitri Medvedev décrit l'avenir du monde : « *On ne peut que compatir avec les citoyens ordinaires des pays de l'UE.* » - lemediaen442.fr 27 décembre 2022

https://lemediaen442.fr/traduction-dmitri-medvedev-decrit-lavenir-du-monde-on-ne-peut-que-compatir-avec-les-citoyens-ordinaires-des-pays-de-lue/

Paru dans le journal russe « *Rossiyskaya Gazeta* » – Numéro fédéral : n° 292

Santé. Capitalisme stop ou encore ou la Bourse ou la vie ? Leur humanisme est la politesse des salauds, des assassins...

France : Le mouroir.

Indre-et-Loire : une sexagénaire meurt d'une crise cardiaque après avoir été refusée aux urgences - Yahoo 27 décembre 2022

En fin de journée, une habitante de Fondettes, âgée d'une soixantaine d'années, a ressenti de plus en plus de difficultés à respirer. Son mari l'a amené à la clinique la plus proche, les urgences de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).

En manque d'effectifs, l'accueil lui aurait conseillé d'appeler le 15 ou de se rendre directement au CHU de Tours selon le quotidien La Nouvelle République.

Des urgences saturées

De retour à leur domicile, le mari appelle le Samu et une équipe est envoyée au domicile du couple. Entre-temps, la sexagénaire est malheureusement victime d'une crise cardiaque. Arrivés au domicile du couple, les secouristes ont bien essayé de réanimer la pauvre dame mais sans succès. Yahoo 27 décembre 2022

La Grande-Bretagne : L'abattoir.

Les médecins renvoient chez eux avec du sirop des parents et leur fillette malade, celle-ci n'y survivra pas - closermag.fr 27 décembre 2022

Une petite fille de 22 mois est morte après avoir été renvoyée des urgences. Le personnel des urgences a renvoyé les parents en leur disant de lui donner du sirop et du paracétamol.

Kris Thompson et Iboyla Adam ont le cœur brisé après la mort de leur petite fille de 22 mois. Selon le Mirror, Hailey Thompson est morte quelques heures après avoir été renvoyée de l'hôpital. La famille a déclaré que Hailey Thompson avait été diagnostiqué d'un virus le 18 décembre dernier. Seulement, le personnel des urgences aurait seulement conseillé aux parents de lui donner du sirop et du paracétamol au lieu d'antibiotiques. La petite fille est morte dans son sommeil le jour même.

"*Après avoir attrapé une toux et un écoulement nasal le 7 décembre, Hailey a consulté un généraliste qui lui a prescrit des antibiotiques, mais elle a arrêté de les prendre en raison d'une réaction allergique*", explique le Mirror. Ses parents l'ont alors emmené chez un autre médecin une semaine plus tard et ce dernier leur a prescrit du Calpol au lieu d'antibiotiques.

Son état semblait s'améliorer puisqu'elle a pu courir, manger, boire et se coucher à l'heure habituelle. Seulement, à 23 heures le même jour, Kris Thompson a trouvé sa fille haletante, le forçant à appeler les urgences.

Après avoir appelé une ambulance, l'opérateur du 111 a informé Kris qu'il y aurait deux heures d'attente. Ce qui l'a forcé à conduire son enfant à l'hôpital. Malheureusement, arrivée aux urgences, la famille a dû attendre cinq heures avant que la petite Hailey ne soit examinée. Après avoir testé sa tension artérielle, le médecin aurait dit à la famille de rentrer chez elle. "*On a dit à ses parents de la garder hydratée, de lui administrer du Calpol et de la ramener aux urgences si son état ne s'était pas amélioré au bout de trois jours*", explique le média. Hailey Thompson a été mise au lit à 18h15 le 18 décembre et six heures plus tard, elle a été retrouvée "raide" et "décolorée". closermag.fr 27 décembre 2022

Désinformation et propagande. Quel virus, quel Covid-19, quelle pandémie ? Connait pas ! Quel cauchemar pour le Forum économique mondial !

J-C - Les médias en sont les porte-parole. Le contexte :

BFMTV - Les autorités chinoises ont cessé depuis dimanche de publier des données quotidiennes sur la situation sanitaire.

J-C - Ce que les tyrans ne supportent pas est bien pire que cela : C'est le retour à la situation sanitaire normale antérieure à janvier 2020 en Chine et à l'échelle mondiale, ce qu'ils ne peuvent pas dire aussi clairement. Car pour eux la stratégie de la terreur contre les peuples doit continuer indéfiniment, et c'est le seul moyen qu'il leur reste pour gouverner et se maintenir au pouvoir.

Covid-19: les États-Unis envisagent des restrictions pour les voyageurs venant de Chine - BFMTV 28 décembre 2022

Le gouvernement américain pourrait imposer aux voyageurs en provenance de Chine de nouvelles restrictions liées au Covid-19 du fait d'inquiétudes sur le "*manque de données transparentes*" fournies par Pékin sur la résurgence de l'épidémie, ont indiqué mercredi des représentants américains.

Le Japon, l'Inde et la Malaisie ont annoncé cette semaine un renforcement des mesures sanitaires concernant les voyageurs en provenance de Chine, citant la flambée des contaminations dans le

pays. Tokyo, par exemple, a fait savoir qu'un test négatif serait désormais nécessaire. BFMTV 28 décembre 2022

Les médias mainstream : Un cas psychiatrique.

Covid en Chine: "*On s'attend à avoir une explosion de cas plus rapide*", affirme Sylvie Briand (OMS) - BFMTV 28 décembre 2022

Après une politique "*zéro-Covid*", la Chine a assoupli les restrictions, ce qui a entrainé une flambée des cas de Covid-19. Les hôpitaux et crématoriums sont saturés. BFMTV 28 décembre 2022

Le passage du "*zéro-Covid*" au tous Covid ne passe décidément pas.

Covid : en Chine, le variant BF.7 serait extrêmement contagieux, faut-il s'inquiéter ? - Topsante 27 décembre 2022

Si vous pensez que l'épidémie de Covid-19 est terminée, détrompez-vous. En Chine, un nouveau variant du coronavirus SARS-CoV-2 a été détecté : il est majoritaire à Pékin depuis début décembre 2022. Baptisé BF.7, cette "nouvelle version" du coronavirus constitue en réalité un sous-variant du variant BA.5, le célèbre variant Omicron.

Des spécialistes soulignent qu'une infection par BF.7 donne les mêmes symptômes qu'une infection par Omicron : de la fièvre, de la toux, des maux de gorge, de la fatigue, un écoulement nasal...

J-C - Bref, que dal ! Comme quoi il faut lire le contenu de leurs articles de merde, et ne pas se contenter des titres destinés à tromper les lecteurs ou leur faire peur.

Ce qui se produit aussi en Chine et qu'il faut interpréter objectivement, c'est que les autorités chinoises ont littéralement terrorisé la population pendant 3 ans, alors quand elles leur sortent d'un coup que tout est terminé, entendez que c'était un sordide bluff, elle n'y croit pas, elle continue de se croire menacée par un danger inexistant, et dès la moindre petite toux ou le moindre nez qui coule, elle bondit à l'hôpital, ce qui va donner l'impression d'une épidémie qui en réalité est saisonnière ou inexistante, sans danger.

Voilà sur quoi surfent les ordures de médias occidentaux pour faire croire à leurs propres populations qu'une pandémie continuerait de sévir et justifier à nouveau des mesures liberticides, tel le port du masque par exemple. Ils l'évoquent au dernier paragraphe ci-dessous

Notons aussi que de nombreux chinois vont continuer de porter leur muselière à l'extérieur ou dès qu'ils se retrouveront dans un milieu fermé en présence d'autres personnes.

Topsante - Bref, il faut rester vigilant et continuer à appliquer les gestes-barrière aussi souvent que possible... Topsante 27 décembre 2022

J-C - Comme quoi ils sont uniquement animés de mauvaises intentions envers la population.

Sur la situation au Pérou.

Pérou : Les vraies raisons de la destitution de Castillo - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Castillo était sur le point de signer le contrat avec les Chinois pour la construction du train sud-américain qui, partant de Tumbes arriverait à Tacna et de là à Cuzco et Puno et de Puno irait en Argentine et au Brésil.

Ce réseau de trains était directement relié au grand port que les Chinois sont en train de construire à Chancay et tout cela donnait aux Chinois une présence géopolitique et stratégique dans toute l'Amérique du Sud et déplaçait définitivement les États-Unis de la région.

Cela, les Yankees n'allaient pas le permettre, et la destitution a été conçue par l'ambassade nord-américaine, ce qui explique pourquoi l'ambassadrice nord-américaine, Lina Kenna, a immédiatement eu une entrevue avec Boluarte le lendemain du jour où elle a pris le pouvoir.

Quand le gouvernement de Donald Trump a nommé Lisa Kenna ambassadrice au Pérou en 2020, le département d'État a émis un « *certificat de compétence* » qui révèle que *« avant de rejoindre le service étranger, elle a été pendant neuf ans officier de l'agence centrale de renseignements.* » (CIA).

Il existe par conséquent un facteur stratégique de premier ordre dans la destitution de Castillo, et c'est un épisode de plus dans la guerre géopolitique actuelle entre les impérialiste yankees et la Chine. En ce même mois de décembre, aux États-Unis, on a interdit l'usage du TikTok chinois sur le territoire nord-américain et ce même mois, on a interdit la vente des téléphones portables chinois.

2. En 2023, les concessions minières, les contrats pour l'extraction du gaz, les concessions pour le téléphone seront caducs et ces grandes entreprises sont en train de chercher le renouvellement des contrats et des concessions pour les prochaines 40 années pour continuer à exploiter, à piller nos ressources naturelles, sans payer d'impôt. De plus, avec les nouvelles méthodes d'exploitation minière, dans 40 ans, il ne restera plus que des roches pelées totalement stériles, sans aucun minerai, et le pays n'en aura bénéficié en rien.

Quelques exemples :

Selon la loi minière édictée par Fujimori, toutes les dépenses, que les compagnies minières réalisent que ce soit en matières premières, en machines, etc., seront remboursées par l'État péruvien. Cela veut dire que si une compagnie minière dépense 120 000 000 de dollars en matières premières et en machines et doit payer 100 000 000 d'impôts, ceux-ci seront décomptés des 120 000 000 qu'elle a dépensés et de plus, l'État doit leur accorder (leur faire cadeau de), 20 000 000 de plus, de sorte que les compagnies minières non seulement ne payent pas d'impôts, mais qu'en plus on leur fait cadeau de millions.

Cela n'existe qu'au Pérou et en aucun autre endroit du monde et ne peut être changé parce que la Constitution actuelle l'interdit. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas changer la Constitution et pour aucune autre raison, aucunement pour la défense de la démocratie.

Cette semaine, le président de la société péruvienne des mines est allé sur la chaîne 8 et a déclaré qu'il était temps de réactiver les gisements miniers, ce qui comprend la remise aux grandes entreprises étrangères des terres des communautés paysanne. Il est évident que dépouillés de leurs

terres, les paysans vont se révolter. Ils seront soumis, au sang et au feu, auront de nombreux morts, parce que c'est la seule façon de chasser les communautés de leurs terres. Dans les temps de famine qui se profilent, exproprier les communautés de leurs terres, c'est condamné les paysans à mourir de faim.

Dans les affrontements entre la compagnie minière de Tia Maria de la Southern Copper Corporation et les communautés paysannes, ceux qui ont attaqué, frappé et tiré sur les membres des communautés étaient des tueurs à gages immigrants vénézuéliens, des matons qui agissaient en coordination avec la police.
La police a même des contrats avec des compagnies minières qui les payent pour réaliser la surveillance de leurs installations.

Les compagnies minières exigent qu'on le remette les gisements de lithium avant que les Chinois les exploitent. Les gisements d'uranium ne paient pas non plus d'impôts et le kilo d'uranium, qui est 2000 fois plus cher que le kilo d'or, ne paye pas d'impôts non plus.

Les membres du Congrès ont présenté 37 projets de loi destinés à accorder les gisements miniers et pétroliers du Nord et à prolonger les concessions de l'énergie électrique et du téléphone également pour 40 ans. Pour cela, ils ont modifié l'article 113 de la Constitution pour abaisser à 67 voix la suspension temporaire et suspendre Castillo pour 12 mois parce qu'ils ne voulaient pas qu'il soit au gouvernement en 2023 pour accorder toutes les ressources au capital étranger. Évidemment, cela n'est pas gratuit, mais au contraire, le pot-de-vin sera gigantesque et les contrats ne seront pas changés parce que la Constitution actuelle l'interdit, de sorte que le pillage se poursuivra éternellement et ne s'achèvera que quand il n'y aura plus rien à piller.

C'est de cela qu'il s'agit dans la destitution de Castillo.

Elle est également en relation avec le gaz. Voyons, ce que disent les contrats de concession :

Article 5.6 :

L'investisseur aura la libre disponibilité du GNL obtenu de l'usine de traitement de gaz naturel et pourra l'exporter sans aucun n'impôt, y compris ceux qui demandent une mention spéciale.

Article 5.8 :

Les dépenser, les investissements que réaliseront, les investisseurs, jusqu'au début de la production commerciale seront cumulés sur un compte dont le montant sera amorti linéairement en le déduisant en portions égales sur une période de 5 ans.

En d'autres termes, non seulement il ne paye pas d'impôts, mais en plus, l'État leur donne de l'argent. C'est ce que dénonce Antauro: le libre pillage de nos ressources.

3. Il avait été prévu qu'en 2023, on déclarerait l'entrée libre dans les universités de l'État mais la droite ne veut pas que le peuple étudie. Et avec le coup d'état, elle va l'empêcher.

Le plus grand risque serait une victoire d'Antauro qui a plus de capacité et de décision que Castillo pour mener à bien la grande transformation. Et maintenant, ils essaient de lui interdire de se présenter.

Tout cela a été planifié avec précision, et ce plan a été conçu et appliqué par l'ambassade nord-américaine. William Zapata n'a ni la capacité intellectuelle ni les connaissances pour mettre au point une conjuration de cette sorte.

Mais le pillage des ressources sera d'une telle ampleur, les tueries seront tellement énormes, la faim si grande, le désespoir d'une telle ampleur, qu'il est probable que finalement, une guerre civile de longue durée qui sera féroce éclate, parce que ce sera une guerre ethnique et que les guerres ethniques sont des guerres d'extermination.

J'ai analysé la fameuse analyse du commandement conjoint des forces armées fujimoristes qui a été publié par la revue "*OIGA*". On y expose le plan de contrôle et d'extermination de la population et sa soumission, et on y expose le concept stratégique « *d'excédent de population nocif.* »

Le directeur de cette revue a dû fuir pour sauver sa vie.

Qui est cet excédent de population nocif ? Très simplement, ce sont les Indiens, les métisses, les montagnards, ceux qui ne devraient pas exister, et devraient être remplacés par une immigration japonaise massive comme l'avait conçu le génial stratège et ministre Tojo dans son plan géopolitique et Fujimori lui-même, l'a dit et expliqué pendant sa campagne pour les élections législatives au Japon.

Une partie de ce plan était la stérilisation forcée massive des femmes parlant quechua réalisée par le ministre de la santé de Fujimori de l'époque, Aguinaga, actuellement député fujimoriste, qui a voté pour la destitution.

À en juger par les derniers événements, on peut voir que cette doctrine de l'excédent de population nocif a été à nouveau réactivée par le commandement conjoint des forces armées parce qu'il n'y a pas que les 34 morts dont parlent les journaux, il y a beaucoup plus de morts, et cela n'est dit dans aucun journal, ni aucune chaîne de télévision.

Pérou : L'usurpatrice voudrait quitter le pays et mettre à sa place le président du Congrès - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Il semblerait que l'usurpatrice Dina Boluarte soit en train de chercher à quitter le pays et propose au Congrès mafieux un projet de loi destiné à laisser sa charge au président du Congrès puisqu'il n'y a pas de vice-président. Le bruit court que Boluarte est devenue un pantin du Congrès, qu'il y aurait une forte possibilité qu'elle fasse un roque avec le militaire qui a des antécédents à l'intérieur de la droite la plus sauvage du Pérou, José Williams Zapata.

Zapata a dirigé le commandement conjoint des forces armées et a été le chef de la criminelle « opération Chavín de Huántar qui a eu lieu en avril 1997, sous le gouvernement du dictateur Alberto Fujimori, pour sauver les 62 otages qui étaient encore prisonniers du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Dans cette attaque, ont été assassinés plusieurs guérilleros parmi lesquels le chef de l'opération Néstor Zerpa Cartolini.

Maintenant, Boluarte s'est inventé la possibilité d'un voyage (ou d'une fuite) et essaie d'imposer l'idée que le Congrès approuve une loi qui légalise ce transfert de commandement à Zapata.

Comme on le voit, au Pérou, la mafia politique parlementaire et le commandement militaire avancent de plus en plus dans leur projet de s'attribuer tout le pouvoir.

Pérou : Dina Boluarte licencie plus de 380 sous-préfets - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Le Gouvernement de la présidente de fait Dina Boluarte a licencié ou reçu la démission de 382 préfets des provinces et des districts dans 24 régions du pays, ces 15 derniers jours.

A Ayacucho, un département du centre-sud du pays qui est gouverné par Carlos Rúa (fondateur du mouvement politique Musuq Ñan), le ministre de l'intérieur a licencié 57 fonctionnaires. Dans cette région, se sont déroulées les protestations qui ont eu le plus de succès contre la destitution de Pedro Castillo, ont fait 10 morts et 72 blessé entre le 15 et le 16 décembre.

Pendant ce temps, à Junin, dans le centre, de Zósimo Cárdenas, du Mouvement Sierra y Selva Contigo Junín, le ministère de l'intérieur a licencié 41 préfets des provinces et des districts. Dans ce département, les fortes mobilisations et la réponse des agents de l'État ont fait 3 morts et 52 blessés.

Dans la résolution Nº 403-2022-IN-VOI-DGIN publiée au JO le 24 décembre, on a révélé le licenciement de 177 sous-préfets de districts de 11 départements.

Au Pérou, ses fonctionnaires ont un rôle politique, loin de la mise en place des politiques publiques comme l'accord des permis pour les marches ou les manifestations, c'est pourquoi ils sont habituellement vus avec méfiance.

Leurs fonctions

Le préfet de région a la charge d'informer la direction des autorités politiques sur la situation des conflits sociaux, la coordination avec les rondes paysannes et les organisations sociales et de les soutenir dans leurs actions de défense civile et de gestion du risque de désastres.

Par la loi, le préfet de région cherche à promouvoir le dialogue entre les autorités et les organisations sociales. Il exécute aussi des actions de prévention en relation avec l'accord de garanties dans les concentrations publiques et les spectacles pour éviter tout trouble de l'ordre public.

Les sous-préfets de province désignent et remplacent les lieutenant-gouverneurs, reçoivent et traitent les plainte contre les sous-préfets de district.

Les critiques

Dans ce contexte, on a discuté au Congrès d'initiatives destinées à éliminer la charge de préfet de région, de sous-préfet de province et de sous-préfet de district.

Le député Eduardo Castillo Rivas, du parti de droite Force Populaire, a proposé des modifications à une initiative destinées à ce que ces serviteurs de l'État n'exercent ni la représentation du président ni celle du pouvoir exécutif et qu'ils ne puissent pas non plus utiliser le budget assigné à des fins de prosélytisme.

Rubén Vargas Céspedes, qui a été ministre de l'intérieur pendant deux semaines sous le Gouvernement intérimaire de Francisco Sagasti (novembre 2020–juillet 2021) a critiqué le fait que les préfets et les sous-préfets exercent des tâches « *déformées* » et finissent par servir de support politique aux Gouvernements de service.

« *Il y a des fonctions et des responsabilités qui ne reviennent pas aux préfets et aux sous-préfets du pays. Ils remplissent un rôle plus politique en faveur du Gouvernement de service* » a dit , Vargas Cespedes, lors d'une session de la commission, de décentralisation, de régionalisation, de gouvernements locaux et de modernisation de la gestion de l'État, en octobre dernier.

« *On ne travaille pas les politiques publiques du ministère de l'intérieur et beaucoup des nominations ne sont pas les plus adéquates,* » a critiqué Vargas Cespedes.

Par contre, la députée Elizabeth Taipe Coronado, du parti de gauche, Pérou Libre, a défendu le rôle de ces fonctionnaires, en disant qu'ils contribuent à gérer les conflits sociaux et qu'ils sont un pont de dialogue entre la société et les autorités.

Après les différentes résolutions émises, les autorités politiques licenciées devront présenter les déclarations sur l'honneur des biens, des revenus et des intérêts.

Le Mexique également visé par la mafia criminelle du Forum économique mondial.

Mexique: Un coup d'Etat doux contre AMLO - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Il existe une plainte au bureau du procureur général de Mexico concernant l'organisation d'un « *coup d'Etat doux* » contre son Gouvernement, a confirmé aujourd'hui le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador.

Lors de sa conférence de presse matinale au Palais National, il a répondu affirmativement à une question d'un journaliste à ce sujet et a dit que le procureur Ernestina Godoy va lui donner une suite et « *j'ai très confiance en elle, parce qu'elle est très honnête t'es un capable d'être complice.* »

Il a dit que tout est dû au fait que nous avons des positions différentes de celles de groupes d'opposition qui ont fait partie d'un régime qui se consacrait piller le Mexique, le trait distinctif de ceux qu'ils ont appelé néo-libéralistes et que j'appelle néo-porphyristes.

Ils protègent un groupe qu'ils ont appelé compact, os, une nouvelle oligarchie, qui est apparu avec l'ancien président, Carlos Salinas de Gortari (1988–1994).

Il a raconté qu'à partir de là s'est créé un réseau de complicités dont les bénéficiaires n'étaient pas seulement les trafiquants d'intérêts mais aussi des patrons de médias, des journalistes, des fonctionnaires haut placés parce qu'on sait que les médias et les journalistes gardaient le silence quand on pillait le Mexique comme jamais dans l'histoire et qu'ils ne l'ont jamais dénoncé.

Ils ont couvert des délits comme ceux qui ont, été commis pendant la guerre contre le trafic de drogue et on sait aussi que Felipe Calderón (2006–2012) a fait savoir qu'il commencerait cet affrontement et a osé dire que celui-ci allait coûter des vies, même de civils et d'innocents, et ça a été un affrontement de haut niveau de mortalité et de massacres.

Ces médias qui sont contre nous, qui disent maintenant que la liberté d'expression n'est pas permise, ont été convoqués par Calderon qui leur a demandé de garder le silence sur ces atrocités.

Maintenant que le changement a lieu, non seulement ceux qui jouissaient de privilèges économiques et d'influences sont offensés, mais le sont également les médias, les journalistes, les intellectuels organiques et même les chefs de l'Académie.
Les processus de transformation sont ainsi, il ne faut pas s'étonner de ce qu'ils cherchent à faire parce que ce sont deux projets différents de pays. Avant, c'était piller et se répartir le butin et celui auquel il ne revenait pas, c'était le peuple simple.

Que signifie cette transformation ? Car mettre de côté les privilèges, mettre de côté la corruption et remettre tout ce qui a été volé aux plus nécessiteux, c'est ce que nous sommes en train de faire. C'est pourquoi ils organisent ces choses-là.

Ils ne se contentaient pas de conserver leurs biens, une banque, une mine, mais ils pillaient le budget public et utilisaient le Gouvernement pour faire des lois qui leur garantissent le pillage et sauver les banques et des entreprises quand elles avaient des problèmes a-t-il dit.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 décembre 2022.

Juste pour rire.

Les hommes qui fument connaissent un déclin mental plus rapide - AFP/Le Monde 06 février 2012

Selon une étude britannique, la consommation de tabac se traduit à long terme par des pertes de mémoire et du mal à utiliser des connaissances passées pour agir au moment présent.

J-C - Attendez, c'est du lourd, voyez le type de population qu'ils ont sélectionné : Des fonctionnaires, qui plus est britanniques ! Ouf, par chance je n'ai été ni l'un ni l'autre !

AFP - Selon une étude britannique publiée lundi 6 février dans la revue américaine Archives of General Psychiatry, les hommes qui fument connaissent un déclin mental plus rapide que les non-fumeurs en vieillissant. "*Cette étude montre que le tabac est mauvais pour le cerveau*", a commenté le Dr Marc Gordon, chef du service de neurologie à l'hôpital Zucker Hillside Hospital (Etat de New York), qui n'a pas participé à cette recherche.

Cette recherche a été menée sur des fonctionnaires britanniques (...). L'âge médian des participants au moment de la première évaluation des capacités mentales était 56 ans, avec une période de suivi de vingt-cinq ans.

Cette étude met en lumière un facteur de risque de plus pour la démence dans une population vieillissante. Le nombre de cas de démence était estimé à 36 millions en 2010 et continue à fortement augmenter, avec un doublement attendu tous les vingt ans, soulignent les auteurs de l'étude. AFP/Le Monde 06 février 2012

J-C – Ils vont nous rendre tous dingues, c'est bien ce qu'on se disait ! Eux les premiers !

Ah ben voilà, j'ai enfin trouvé une explication à mes crises de démence à un âge déjà avancé ! Entre nous, elles avaient commencé précocement, mais je n'étais pas obligé de l'avouer, j'aggrave mon cas, mes lecteurs en sont témoins. On se marre bien quand même en découvrant leurs conneries, le moins marrant, c'est qu'il y en a qui les prennent au sérieux, hélas !

Je tiens le cap depuis quelques jours à 3 clopes par jour de 5 cm, soit l'équivalent de 2 Camel de 7cm... Je me prive déjà sur tout, je suis un grand frustré, je ne vis pas encore comme un ascète, mais je n'en suis pas loin, alors si en plus on me retire ce dernier plaisir, qu'est-ce qu'il va me rester, qu'est-ce que je vais devenir bordel, un peu d'humanité tout de même ! Vaut mieux ne pas fumer du tout, je sais, on a tous de petites faiblesses, je ne fais de mal à personne, c'est cela l'essentiel.

Vous aurez compris que je me sens déjà beaucoup mieux et le moral ou l'humeur sont au beau fixe, c'est tout ce que je vous souhaite pour la suite.

Ils ne s'en remettent pas !

Chine : l'abandon soudain du « *zéro Covid* » inquiète à l'étranger - LePoint.fr 28 décembre 2022

Le tyran n'est pas en reste.

Covid-19 en Chine: Macron demande au gouvernement "*de réfléchir à des mesures de protection des Français*" - BFMTV 28 décembre 2022

"Emmanuel Macron a déjà demandé au gouvernement de réfléchir à des mesures adaptées de protection des Français dans ce contexte et de voir à la fois au niveau national et européen", indique ce mercredi l'Elysée à BFMTV.

L'Italie a déjà annoncé imposer des tests obligatoires à tous les voyageurs venant de Chine. L'île de Taïwan, que la Chine revendique comme faisant partie de son territoire, a également annoncé qu'elle procèderait à des contrôles du virus sur les voyageurs en provenance du continent.

J-C - Ce qu'ils ne supportent pas, ces despotes le disent eux-mêmes :

BFMTV - Le soudain revirement de politique sanitaire opéré par Pékin a mis fin à près de trois années de tests de masse, confinements et quarantaines prolongées...

Le Centre de prévention et de contrôle des maladies chinois a répertorié mercredi 5.231 nouvelles contaminations et trois morts du coronavirus à l'échelle nationale, des chiffres probablement sous-estimés car les malades n'ont plus besoin de se déclarer.

J-C - Ce qui signifie, que dorénavant seuls les véritables décès causés par ce virus seraient comptabiliser, et on s'aperçoit immédiatement qu'ils sont en nombre insignifiant.

Les dirigeants du Forum économique mondial avaient monté ce coup d'Etat mondial en espérant qu'il ne prendrait jamais fin, donc ils sont très contrariés, c'est un euphémisme. Pour autant à tout moment tel ou tel Etat dans le monde pourra le réactiver, y compris les autorités chinoises dont le régime dictatorial sert de modèle à Davos.

Comment ils instrumentalisent le moindre phénomène météorologique.

Le Koweït touché par une rare tempête de grêle - BFMTV 29 décembre 2022

"*On n'a pas vu une telle quantité de grêle tomber en hiver depuis 15 ans*", a affirmé à l'AFP l'ancien directeur du département de météorologie du Koweït, Mohammed Karam. Jusqu'à 63 millimètres de pluie sont tombées dans certaines régions, ont affirmé les services météorologiques.

Si les épisodes de grêle sont "*rares*" au Koweït, ils pourraient se multiplier dans les années à venir en raison du changement climatique mondial, prévient Mohammed Karam.

Le pays du Golfe, riche en pétrole, connait de très fortes chaleurs en été, et risque de devenir invivable à certaines périodes de l'année avec le réchauffement de la planète, selon les scientifiques. BFMTV 29 décembre 2022

J-C - Le Koweit est en grande partie un désert de sable, et la population est habituée à de très hautes températures depuis très longtemps ou toujours. Vous pouvez le vérifier ci-dessous :

Vidéo. Désert de sable du Koweit

https://hors-frontieres.fr/desert-de-sable-du-koweit/

Quelques oasis cernées par un vaste désert - monde-diplomatique.fr décembre 1969

Extraits.

Le paysage est celui d'un désert plat ou très légèrement ondulé, avec parfois des monticules pouvant s'élever près de la mer jusqu'à 150 mètres. A l'intérieur du pays, quelques petites oasis se sont constituées autour de maigres points d'eau.

Pendant l'été, de mai à la fin de septembre, la température est très élevée. Elle peut atteindre des maxima absolus de 50 degrés centigrades à l'ombre et 75 degrés au soleil. monde-diplomatique.fr décembre 1969

Dans la poubelle de Davos.

Votre ballonnement post repas de fêtes pourrait cacher quelque chose de plus grave - Yahoo 29 décembre 2022

Les terrifiantes prédictions de Nostradamus pour 2023 - Slate.fr 29 décembre 2022

Arrivée de l'Antéchrist, troisième guerre mondiale, Buckingham Palace en feu et intensification du réchauffement climatique: un chouette programme nous attend. Slate.fr 29 décembre 2022

La révolution en Iran est aussi jusqu'au-boutiste que le régime - Courrier international 29 décembre 2022

J-C – Parce que financer et armer le régime néonazi de Kiev qui a pris en otage la population ukrainienne et lui fait endurer une guerre, ce ne serait pas du « *jusqu'au-boutisme* » ?

LFI et la Nupes ont choisi de combattre dans le camp de nos ennemis.

La députée LFI Danielle Simmonnet exhorte Adrien Quatennens à « *se mettre en retrait longtemps* » - Journal du Dimanche 29 décembre 2022

« *Sa défense montre qu'il n'est pas du tout dans la déconstruction patriarcale de ce qu'il a commis, mais au contraire dans la justification masculiniste. Il aurait mieux fait de se taire* », a asséné la députée de Paris. Journal du Dimanche 29 décembre 2022

J-C – Et quand une femme file une baffe à un homme, elle devrait engager une « *déconstruction matriarcale* » et cesser de se livrer à une « *justification féministe* » ? Quelle connerie, on a affaire à des déments, de dangereux fanatiques !

Il avait regretté son geste commis dans un contexte particulier, grave erreur de sa part ou précision de trop, il doit expier son crime jusqu'à ce que mort s'ensuive ont décrété ses bourreaux qui par ailleurs sont de sacrées ordures.

En propageant la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique (humaine), de la pandémie au covid-19, du genre, de la guerre en Ukraine déclarée par la Russie, notamment, ils ont démontré qu'ils avaient modifié la nature de leur engagement au point de continuer leur combat politique quotidien dans les rangs de nos pires ennemis, dont acte.

A leur manière, ils confirment les conclusions auxquelles j'étais parvenu tardivement, à savoir que les ménager ainsi que leur prédécesseurs pendant des décennies avait été une grave erreur politique, par faiblesse due à mon isolement autant que par crainte d'être traité de gauchiste, alors que cela n'allait servir à strictement rien de ne pas les caractériser tels qu'ils étaient réellement, des contre-révolutionnaires, des réactionnaires qui allaient s'avérer être de la pire espèce au fil du temps, à l'instar du PS et du PCF sur lesquels ils ont déteint ou avec lesquels ils n'avaient jamais rompu, ne parlons pas des institutions de la Ve République.

Un pays devenu made in USA.

Cinéma: pour la première fois en 33 ans, aucun film français n'est en tête du box-office en 2022 - BFMTV 29 décembre 2022

Box office France 2022 : un Top 10 100% USA et 0% scénario original (que des suites ou des adaptations de comics ou de JV)

Les productions françaises ont réalisé 27,2 millions d'entrées au total contre 54,5 millions de billets vendus pour les productions américaines. BFMTV 29 décembre 2022

Aucun film français parmi les plus vus en 2022, une première depuis 1989 - Le HuffPost 28 décembre 2022

Le box-office français est entièrement dominé par Hollywood et ses superproductions, comme « *Top Gun : Maverick* », « *Avatar 2* » ou le dernier « *Black Panther* ».

Ces chiffres du CNC nous parviennent alors que la fréquentation des salles de cinéma, grand sujet de discussions de 2022, reprend des couleurs depuis peu. Avec 14,78 millions d'entrées au mois de novembre, les salles obscures françaises ont signé leur meilleur mois de l'année Le HuffPost 28 décembre 2022

J-C - La semaine dernière j'ai lu et entendu sur des médias dits alternatifs, qu'il n'y aurait que 9 spectateurs en moyenne dans les salles de cinéma en France, l'auteur en déduisait que les Français désertaient les salles de cinéma parce que les films étaient merdiques, cependant cette conclusion ne correspond pas à la réalité. La preuve, la fréquentation annuelle est passée de 188,8 millions d'entrées en 2006 à 213,3 en 2019, le deuxième plus haut niveau depuis 53 ans.
Source :

https://infogram.com/31aa6aec-6c62-4002-8f4f-72a3aa7f2484 et

https://www.cnc.fr/cinema/etudes-et-rapports/statistiques/ et

https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/frequentation-dans-les-salles-de-cinema/analyze/)

- Pour la sixième année consécutive, la fréquentation des salles de cinéma a franchi en France le seuil des 200 millions avec 213,3 millions d'entrées. Soit le deuxième plus haut niveau depuis 1966 (234,2 millions), après 2011 avec 217,2 millions radiofrance.fr 31 décembre 2019

J-C - Ce qui s'est passé, c'est que le nombre de salles de cinéma (plus de 6000) a augmenté, donc le nombre total de séances (passé de 6,2 à 8 entre 2006 et 2019) et divisé d'autant le nombre de spectateurs, ce qui peut se solder par un très faible remplissage des salles certains jours ou à certaines heures, ce qui peut être trompeur, puisque lorsqu'on additionne le nombre total de spectateurs, il n'a jamais été aussi important.

Tout cela pour dire qu'on ne peut absolument pas se fier à ces médias aussi merdiques que les autres, je suis désolé de le dire.

Ils peuvent être très sympathiques en apparence, et interviewer des personnages qui paraissent honnêtes, malgré tout il ne faut jamais leur faire confiance, surtout quand ils sortent quelque chose et ne fournissent pas les éléments permettant de vérifier sur le champ leurs assertions. On doit garder cela de côté et le vérifier plus tard avant de l'utiliser sous peine de raconter n'importe quoi.

Si on a un doute et qu'on n'a pas pu vérifier une info, on peut s'en servir de cette manière-là lors d'une discussion : - Dis-moi, aurais-tu entendu parler de ça, qu'est-ce que tu en penses ? Réfléchir à plusieurs vaut mieux parfois que réfléchir seul, car on peut passer à côté de quelque chose. Cela doit m'arriver parfois, puisque personne ne veut collaborer avec moi, les lecteurs n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes ! Quand j'ai un doute, je ne publie pas, c'est tout, mais je peux me tromper aussi, désolé.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 décembre 2022.

Ils ne vous laissent même plus chier tranquille !

Diabète : les 2 façons de détecter une glycémie élevée lorsque vous allez aux toilettes - Yahoo 29 décembre 2022

Le maton Macron champion !

Prisons : le nombre de détenus en France atteint en décembre 72 836, un niveau record - AFP/RT 28 décembre 2022

Populisme sordide. Ils ont déjà la protection de la CIA et du MI6 !

La gauche française demande «*d'accorder aux Kurdes la protection qu'ils méritent*» - Paris Match 29 décembre 2022

Lutter contre les inégalités sociales quand elles atteignent un tel niveau, c'est une supercherie, il faut faire table rase du régime.

L'Agence américaine des médicaments, la FDA vient d'autoriser un nouveau médicament contre Alzheimer, nommé Aduhelm, commercialisé par le laboratoire américain Biogen, dont le prix annuel a été fixé à 56.000 dollars, afin de "*maximiser*" ses profits. BFMTV 30 décembre 2022

Ils ne s'en remettent pas ! A force de vouloir justifier l'injustifiable...

Covid-19 : Un dépistage systématique dans l'UE des voyageurs venant de Chine serait « *injustifié* » - AFP/20 Minutes 29 décembre 2022

Les Chinois toujours aussi maltraités ou empoisonnés.

J-C - Il faut comprendre que depuis longtemps les maoïstes ont transformé les Chinois en armées de zombis décérébrés, ils en ont fait des robots incapables de penser librement ou de faire preuve d'esprit critique, il leur est extrêmement difficile de comprendre ce qui se passe réellement du fait

également de la censure ou de la chape de plomb sur l'information libre, du coup ils ont des comportements irrationnels à répétition ou qui défient l'entendement.

Ils ont tous chopé ce virus ou ils sont immunisés, c'est ce qu'on n'arrête pas de leur dire. Malgré tout, ils continuent de se croire vulnérables ou menacés et ils portent encore la muselière, et au moindre symptôme d'infection respiratoire, ils se rendent chez un médecin ou à l'hôpital qui sont du coup débordés. Pire, ils vont se voir refiler des traitements de merde du type paracétamol, alors qu'un appoint en vitamine D et C plus du zinc ferait très bien l'affaire, éventuellement un antibiotique léger, ou ne rien prendre et se contenter d'une alimentation équilibrée et pas trop copieuse pendant quelques jours avec un peu de repos le temps de récupérer ou d'être à nouveau en forme.

Quand on a un peu de fièvre, c'est bon signe, c'est que le corps réagit et se bat, laissons-le faire tranquillement son travail. Il faut surveiller la fièvre, si elle monte trop haut on recourt à un antibiotique qui va s'attaquer à la cause et faire baisser mécaniquement la fièvre, il n'y a que si la fièvre persiste après 45 minutes ou 1 heure, qu'on peut recourir au paracétamol ou à un équivalent, mais pas avant. C'est cela la vraie médecine et non se bourrer de médicaments.

Covid-19 en Chine : Pékin interdit l'exportation de paracétamol - lejdd.fr 29 décembre 2022

La Chine fait face à une explosion des contaminations de Covid-19 sur son territoire. Une envolée de cas notamment due à la fin de sa politique très stricte, « *Zéro Covid* » . Alors que les autorités locales ont annoncé dimanche que la commission nationale chinoise de la Santé ne publierait plus les chiffres quotidiens des cas et décès de Covid, les hôpitaux sont surchargés et les files d'attente en pharmacie s'allongent. Face à cette situation critique, un autre problème s'impose : les pénuries de médicaments. Pékin a donc réquisitionné la production de certaines entreprises pharmaceutiques et interdit les exportations.

Concrètement, deux médicaments sont en rupture de stock dans la plupart des pharmacies chinoise : le paracétamol et l'ibuprofène. L'AFP a contacté une douzaine de pharmacies, qui rapportent des pénuries de médicaments contre la fièvre.

Selon des chiffres avancés par RTL, plus de 200 000 employés travaillent 24 heures sur 24 dans près de 1 600 usines pour les produire. Au moins une douzaine d'entreprises pharmaceutiques ont été sommées par l'État de « *garantir l'approvisionnement* » du pays en médicaments, détaille l'AFP. Les usines chinoises tournent à plein régime depuis la résurgence de l'épidémie de Covid-19. Sinopharm est l'un des plus grands groupes pharmaceutiques de Chine. Il a dépêché des dizaines de camions depuis sa filiale du Xianjing vers Pékin, transportant ainsi 100 000 boîtes de médicaments.

J-C - Quel délire !

D'après des informations relayées par RTL, il est désormais interdit d'exporter ces médicaments à l'étranger, notamment le paracétamol dont la Chine assure la moitié de la production mondiale. Même son de cloche, pour les tests antigéniques et les masques dont la production est là aussi réquisitionnée au profit du seul marché national. En Chine, pour éviter le marché noir, les pharmacies limitent désormais les achats au maximum quand elles sont approvisionnées et demandent aux clients de présenter une pièce d'identité. lejdd.fr 29 décembre 2022

Stratégie de la terreur en bande organisée.

J-C – Une perturbation météorologique qui devait durer à peine quelques jours déclencha une véritable hystérie médiatico-politique. Jugez vous-même.

Aux États-Unis, une importante tempête de neige frappe le pays depuis ce mercredi 21 décembre 2022. - francetvinfo.fr 21 décembre 2022

"*Blizzard du siècle*" aux États-Unis : le calme après la tempête - Euronews 29 décembre 2022

Le "*blizzard du siècle*" semble finalement terminé aux Etats-Unis.

La ville de Buffalo, une des plus violemment touchées par la tempête s'est réveillé ce mercredi sous un manteau toujours blanc, mais avec des températures beaucoup plus douces. Depuis ce jeudi, les habitants peuvent de nouveau circuler librement en voiture. Euronews 29 décembre 2022

Mimétisme. Tout se délite, alors défoncez-vous !

J-C – Quelle est la nature du développement du capitalisme de nos jours ? Vous pouvez ajouter la guerre à la Russie, la guerre à tous les peuples en instrumentalisant le climat et la santé…

États-Unis: à New York, une première boutique de cannabis a ouvert ses portes - BFMTV 30 décembre 2022

Depuis jeudi, il est parfaitement légal d'acheter du cannabis dans des boutiques officielles dans l'État de New York: le tout premier commerce agréé par les autorités a ouvert au cœur de Manhattan.

"*La première vente de cannabis légal pour adultes représente un jalon historique pour l'industrie du cannabis à New York*", s'est félicitée la gouverneure démocrate du quatrième État des États-Unis, Kathy Hochul.

La dirigeante s'est réjouie dans un communiqué: "*Aujourd'hui n'est que le début et je suis impatiente de poursuivre nos efforts pour faire de (l'État de) New York un modèle national pour le secteur sûr, équitable et pour le plus grand nombre, que nous sommes en train de bâtir*".

Dans la boutique, lors d'une présentation de la presse, la sénatrice locale de l'État de New York Liz Krueger, qui a porté le projet de légalisation de ce commerce, s'est dite "*honorée d'assister au lancement de la vente au détail pour adultes de cannabis*".

Même le maire à poigne de la mégapole new-yorkaise Eric Adams, un ancien policier, a reconnu dans un communiqué que "*le marché légal du cannabis pouvait être une vraie aubaine pour la reprise économique de New York (...) par la hausse des recettes fiscales*".

La mairie compte sur 1,3 milliard de dollars de ventes dès 2023 et 19.000 à 24.000 créations d'emplois en trois ans. BFMTV 30 décembre 2022

France. Le Conseil d'État autorise définitivement la vente de fleurs de CBD en France - Journal du Dimanche 29 décembre 2022

Le Conseil d'État retient « qu'il n'est pas établi que la consommation des fleurs et feuilles de ces variétés de cannabis avec un faible taux de THC (la molécule psychotrope inférieure ou égale à 0,3 %) comporterait des risques pour la santé publique », peut-on lire dans la décision de justice, publiée ce jeudi.

Le Conseil d'État fait par ailleurs valoir que le CBD a, selon les données scientifiques, des « *propriétés décontractantes et relaxantes et des effets anticonvulsivants, mais n'a pas d'effet psychotrope et ne provoque pas de dépendance* ».

En novembre 2020, la Cour de justice de l'Union européenne avait jugé illégale l'interdiction en France du CBD, au nom du principe de libre circulation des marchandises. La Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, lui avait emboîté le pas, considérant en juin que tout CBD légalement produit dans l'Union européenne pouvait être vendu en France.

Par cette décision, le Conseil d'État permet le lancement d'une filière chanvre économiquement pérenne en France, selon les représentants du secteur. La France comptait fin 2022 quelque 2000 boutiques de CBD, selon le Syndicat professionnel du chanvre (SPC).

« *Cette nouvelle victoire juridique nous conforte dans cette idée et surtout va permettre à tout un secteur de se développer avec la visibilité nécessaire* », a réagi auprès de l'AFP le SPC, l'une des parties requérantes. Journal du Dimanche 29 décembre 2022

J-C – Un rappel. Ils ont de la suite dans les idées.

La prostitution et la drogue bientôt prises en compte dans le PIB français ? - lepoint.fr 10 juin 2014

L'intégration de l'économie souterraine au PIB est une obligation européenne. L'enjeu d'un tel calcul est important. Tout d'abord, il permettrait à la France de doper sa croissance, puisque, d'après les estimations, le PIB français augmenterait de plus de 3 %.

Trafic de drogue intégré au PIB : ce que ça va changer pour la France - capital.fr 31 janvier 2018

L'Insee a annoncé se conformer en partie à une demande européenne : l'argent issu du trafic de drogue, mais pas de la prostitution, sera intégré au PIB. Ce dernier ne devrait augmenter que légèrement.

Finalement, l'Insee a cédé. L'Europe demande depuis 2013 aux Etats membres d'intégrer les activités illicites dans leur produit intérieur brut (PIB). L'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique ont rapidement suivi le mouvement en prenant en compte la prostitution et le trafic de drogue dans leurs calculs. Et c'est maintenant au tour de la France. L'Insee a ainsi annoncé, ce mardi, que les revenus du trafic de drogue allaient être pris en compte pour estimer le PIB hexagonal. capital.fr 31 janvier 2018

Après le Pérou et le Mexique, la CIA et l'oligarchie bolivienne tentent un coup d'Etat en Bolivie.

La détention du principal opposant de droite plonge la Bolivie dans le chaos - Courrier International 29 décembre 2022

Un mois à peine après la fin des manifestations qui ont secoué la région de Santa Cruz, en octobre et en novembre derniers, la Bolivie replonge dans la crise.

Le mercredi 28 décembre, l'arrestation surprise de Luis Fernando Camacho, le gouverneur de cette région de l'Est et l'un des principaux opposants au gouvernement de gauche radicale du président Luis Arce (MAS, Mouvement vers le socialisme), a provoqué des troubles importants.

"*Santa Cruz s'enflamme après la détention de Camacho*", écrit le quotidien de centre droit Los Tiempos en titre d'un de ses articles :

"*Le chaos s'est emparé de la ville. […] Une partie de la population a commencé à bloquer les rues et les avenues pour exiger la libération du gouverneur*."

Le siège du parquet régional a été incendié, celui de la police détruit "*par des dizaines de jeunes*". Les deux aéroports de la ville ont été assaillis par les manifestants, tout comme les principales routes d'accès à la région.

La ville de Santa Cruz est la plus peuplée du pays et sa véritable capitale économique. Le jeudi 29 décembre, le Comité pro-Santa Cruz, association de défense des intérêts de la région, devait y convoquer une assemblée populaire pour décider de la poursuite des manifestations.

Accusé de "*coup d'État*"

Luis Fernando Camacho a été transféré par hélicoptère à La Paz, capitale administrative et siège du gouvernement, où un procureur l'a accusé de terrorisme pour la préparation présumée d'un coup d'État et a demandé une détention préventive de six mois. Camacho avait participé aux grandes manifestations populaires de 2019 qui avaient chassé du pouvoir le président Evo Morales, fondateur du MAS, poussé à l'exil. Ce dernier est, depuis, revenu au pays.

Jeanine Áñez, la présidente intérimaire qui avait succédé à Evo Morales durant un an, a elle-même été condamnée à dix ans de prison pour avoir pris part à ce coup d'État.

Sur son compte Twitter, l'ancien président – toujours homme fort – s'est félicité de l'arrestation du gouverneur de Santa Cruz :

"*Finalement, après trois ans, Luis Fernando Camacho devra répondre de ses actes pour le coup d'État qui a provoqué des persécutions, des arrestations et des massacres par le gouvernement de facto.*"

Cité par Los Tiempos dans un autre article, le gouverneur de Santa Cruz a lancé durant sa première comparution devant la justice, le jeudi 29 décembre :

"*Je suis fier d'avoir participé à la plus grande lutte pour la liberté et la démocratie*."

Dans son éditorial, le journal compare la détention de Luis Fermando Camacho à "un enlèvement et un acharnement politique à travers une justice soumise au pouvoir exécutif".

En octobre et en novembre, Santa Cruz avait connu d'autres journées de manifestations, qui avaient fait quatre morts, pour exiger la tenue d'un recensement de la population – il n'y en a pas eu depuis 2012 –, qui devrait lui permettre d'obtenir plus de subventions de l'État central et plus de sièges à la Chambre des députés. Courrier International 29 décembre 2022

Ils s'acharnent sur la Syrie.

858 millions de dollars pour associer la Syrie au Captagon - Réseau Voltaire 29 décembre 2022

Le président Joe Biden a promulgué, le 23 décembre 2022, le Countering Assad's Proliferation Trafficking And Garnering Of Narcotics Act, en acronyme « *loi CAPTAGON* » (H. R. 6265).

Officiellement, il s'agit de stopper le trafic de cette drogue de synthèse entre le Liban et l'Arabie saoudite. Officieusement, il s'agit de trouver un nouveau prétexte à l'acharnement des États-Unis contre la République arabe syrienne.

Depuis deux ans, alors que les Nations unies obtenaient l'aide de la Syrie contre les trafiquants, quantité d'articles de presse ont lié le trafic de Captagon libanais au président syrien Bachar el-Assad [1].

Cette drogue a été introduite au Moyen-Orient par l'Otan afin de procurer un sentiment d'invincibilité aux jihadistes [2]. Elle est constituée d'une molécule d'amphétamine unie à une molécule de théophylline par un pont éthyle.

Les États-Unis, après avoir perdu la guerre qu'ils menaient par le truchement des jihadistes, ont initié une nouvelle guerre, économique cette fois, à la République arabe syrienne sous prétexte que celle-ci pratiquerait la torture à grande échelle (Caesar Act). Le pays est assiégé de sorte qu'il est impossible, même pour les ONG humanitaires et pour les Nations unies d'y importer quoi que ce soit. Depuis que les approvisionnements provenant de Russie ont été interrompus par les sanctions contre Moscou, les Syriens n'ont plus de carburant, plus d'électricité (sauf 2 heures par jour) et commencent à souffrir de la faim. Il n'est donc pas possible d'y faire parvenir les composants du Captagon. On ne voit pas dans ces conditions comment le « *régime* » pourrait en fabriquer.

La loi CAPTAGON prévoit une campagne de presse internationale pour associer contre toute logique cette drogue au président el-Assad et pour populariser l'idée que la République arabe syrienne n'est qu'un narco-État. En outre, l'administration US devra produire des rapports à ce sujet. Cette campagne d'intoxication a été dotée d'un budget de 858 millions de dollars.

[1] Voir par exemple : « *On Syria's Ruins, a Drug Empire Flourishes* », *The New York Times ou encore « How Iran turned Syria into 'the den of Captagon* », Arab News. Plusieurs think tanks ou ONG ont également produit des rapports comme The Syrian Economy at War Part 3 Captagon, Hashish, and the Syrian Narco-State, Center for Operational Analysis and Research (COAR Global LTD), April 2021, ou encore The Al-Assad Regime's Captagon Trade, Carnegie endowment for

International Peace, october 2022, et surtout The Captagon Threat. A Profile of Illicit Trade, Consumption, and Regional Realities, New Lines Institute for Strategy and Policy, april 2022.

[2] « *Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 janvier 2016.

Guerre de l'OTAN contre la Russie.

Qui est vraiment Stepan Bandera : Un héros romantique ou le Pierre Laval ukrainien ? - donbass-insider.com 28 décembre 2022

Stepan Bandera, voilà un nom que personne ou presque ne connaissait en Occident à l'orée des années 2000. Lorsque les Maïdans de la Révolution Orange (hiver 2004-2005), puis de « *la Révolution de la Dignité* » (hiver 2013-2014) furent financés et lancés par les Américains, alors ce nom commença à se répandre dans les médias. C'est sur les barricades de Kiev que les médias durent montrer quelques brides du « *héros* » Bandera.

On se garda bien d'expliquer ni l'homme, ni les drapeaux noir et rouge, ni les slogans, ni qui quoi que ce soit. Des pseudos spécialistes, en réalité propagandistes comme Galia Akkerman, des professeurs d'universités douteux, comme Cécile Vaissier, des russophobes patentés invités permanents des cocktails de l'ambassade d'Ukraine à Paris, comme Bernard-Henri Levy ou Nathalie Pasternak, voilà ce qui fut présenté à un public français manipulé et désinformé, pour expliquer le Maïdan et à travers lui Bandera.

Nous ne parlerons pas non plus des cohortes de journalistes, chiens de garde du système, que nous avons déjà souvent dénoncés, et qui furent déversés sur nos têtes par tombereaux entiers. Fruits gâtés de Sciences-Po, de l'ESJ ou autre usine à gaz de production de gens entraînés à défendre le système par tous les moyens, y compris le mensonge, la diffamation, la manipulation, le révisionnisme historique, la désinformation, la négation, les accusations inversées et la fausse nouvelle, le citoyen français lambda fut littéralement noyé, jusqu'à refuser de vouloir lui-même y comprendre quelque chose.

Alors qui était vraiment Stepan Bandera ? Il y a peu le journal *Le Figaro* faisait entrer en scène un historien… Jean-Claude Panné, homme de gauche qui s'est déshonoré à défendre l'indéfendable (12 août 2022). Alors voici simplement la biographie de Bandera, elle parle toute seule.

Pour lire l'article en entier (recommandé) :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/12/28/qui-est-vraiment-stepan-bandera-un-heros-romantique-ou-le-pierre-laval-ukrainien/

Dans la zone de la colonie de Krugliakovka dans la région de Kharkiv, deux systèmes d'artillerie M777 de fabrication américaine ont été détruits, tandis que dans la région de Konstantinovka de la République populaire de Donetsk, un lance-roquettes multiples HIMARS de fabrication américaine a été désactivé.

Moscou, 29 décembre (SANA) Les Forces armées de la Fédération de Russie continuent d'accomplir leurs tâches sur le territoire de l'Ukraine dans le cadre de l'opération militaire spéciale.

Ci-dessous, les détails mentionnés dans l'iReport du ministère russe de la Défense sur le déroulement de l'opération militaire spéciale pour ce 29 décembre

En direction de Koupiansk :

Des frappes d'artillerie ont frappé les unités des forces armées ukrainiennes dans les zones des colonies de Timkovka, Kislovka et Berestovoye de la région de Kharkiv, où plus de 20 militaires ukrainiens ont été tués, et deux véhicules de combat blindés et trois véhicules ont été détruits.

Sur le front Krasno-Limansky :

Jusqu'à 70 militaires ukrainiens ont été neutralisés et trois véhicules de combat blindés et cinq camionnettes ont été détruits par des tirs d'artillerie et des frappes aériennes contre des unités de la 95e brigade d'assaut aéroportée des forces armées ukrainiennes dans la zone forestière de Serebryansky.

En direction de Donetsk :

Les troupes russes ont poursuivi leurs opérations offensives, à la suite desquelles de nouvelles lignes et des positions avantageuses ont été occupées. Les pertes de l'ennemi dans cette direction au cours de la journée se sont élevées à plus de 80 militaires ukrainiens tués et blessés, quatre véhicules de combat d'infanterie, trois véhicules de combat blindés et six véhicules.

Dans le sens Sud-Donetsk :

Les tirs d'artillerie et les actions actives des troupes russes ont vaincu les unités des Forces armées ukrainiennes dans les régions de Sladkoe, Vladimirovka, Pavlovka, Velyka Novoselka des colonies de la République populaire de Donetsk, où au moins 30 militaires ukrainiens, deux véhicules de combat blindés et quatre camionnettes ont été détruits.

En outre, deux groupes de sabotage ukrainiens ont été éliminés dans les zones des colonies de Vremevka de la République populaire de Donetsk et de Levadne de la région de Zaporozhye.

À leur tour, les troupes de roquettes et d'artillerie ont touché quatre postes de commandement des Forces armées ukrainiennes près de la ville de Kherson, ainsi que 83 unités d'artillerie en position de tir et 102 positions de concentration de personnel et d'équipement militaires.

Dans la zone de la colonie de Krugliakovka dans la région de Kharkiv, deux systèmes d'artillerie M777 de fabrication américaine ont été détruits, tandis que dans la région de Konstantinovka de la République populaire de Donetsk, un lance-roquettes multiples HIMARS de fabrication américaine a été désactivé.

Dans la ville de Seversk, en République populaire de Donetsk, un obusier Msta-B a été détruit et dans les colonies d'Ivanovka dans la région de Zaporozhie, deux obusiers D-20 et D-30 ont été détruits.

Abattu de deux chasseurs, deux hélicoptères et sept drones :

Des avions de combat des forces aérospatiales russes ont abattu deux chasseurs Su-25 et Su-24 et deux hélicoptères Mi-8 de l'armée de l'air ukrainienne, dans la République populaire de Donetsk.

En outre, les systèmes de défense aérienne ont abattu 7 drones ukrainiens dans la République populaire de Lougansk, ainsi que quatre roquettes des systèmes de lance-roquettes HIMARS et Uragan.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 décembre 2022.

Avec leurs bons vœux (sadiques).

Twitter - Selon le syndicat SAMU-Urgences de France, 23 patients sont morts sur un brancard aux urgences en décembre, faute d'avoir été pris en charge rapidement. 23 sur seulement 13 départements. Selon le syndicat, le chiffre au niveau national pourrait même monter à 150 ! (JDD)

- Plus de 58 000 personnes ont été radiées de la liste des inscrits à Pôle emploi en novembre 2022. Un chiffre jamais atteint depuis que les statistiques du chômage existent. Interrogé par Mediapart, Pôle emploi dit n'avoir «aucune explication particulière» à fournir...

Ce record historique de radiations des inscrits à Pôle emploi [depuis que les statistiques existent] tombe au moment où le gouvernement souhaite réduire la durée d'indemnisation des chômeurs jusqu'à 40 % si le taux de chômage passe sous les 6 %...

Lequel est le plus anticommuniste ?

De nos jours pratiquement plus personne n'ignore que le PCF stalinisé depuis le milieu des années 20 et social-démocratisé depuis les années 80-90, à moins qu'il ne l'ait été avant de se staliniser, ceci expliquant cela, est étranger au communisme, la négation du communisme si vous préférez.

Si vous vous interrogiez sur la nature du régime cubain, voilà qui devrait vous aider à le caractériser.

Cuba: Diaz-Canel reçoit le Secrétaire national du Parti communiste français - Bolivar Infos 28 Décembre 2022

« *Nous vous sommes très reconnaissants de votre visite en ces temps complexes pour Cuba ; nous vous remercions pour votre courage, car venir à Cuba en ce moment est un acte de courage* », a déclaré, le 19 décembre, le Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste et président de la République, Miguel Diaz-Canel Bermudez, en accueillant Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti communiste français.

Au cours du dialogue, le chef de l'État a reconnu le Parti communiste français comme étant *« l'un des partis de gauche les plus solides, avec le plus d'histoire et de trajectoire en Europe* », et a qualifié d'énormes les défis qu'il doit relever « *pour défendre les idées communistes, du marxisme et de la classe ouvrière française* », selon le site web de la présidence. informacion@granma.cu 20 Décembre 2022

J-C – Il y a de quoi s'étrangler en présence d'une telle mystification, le PCF « *défendre les idées communistes, du marxisme et de la classe ouvrière française* » ! Soyons logique, il faut croire que ceux qui tiennent un tel discours ne défendent pas « *les idées communistes, du marxisme et de la classe ouvrière française* », non ?

Totalitarisme. Ils ne sont plus à une sanction illégale près. La France xénophobe, raciste, fascisante.

Covid-19 en Chine: le pays dissimule ses données médicales et sanitaires, une opacité qui inquiète le monde - BFMTV 30 décembre 2022

Covid-19 : la Chine assure communiquer des données « *fiables* » - lejdd.fr 30 décembre 2022

Vendredi, seuls 5.515 nouveaux cas et un décès ont été annoncés par le Centre chinois pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC).
En Chine, seuls les patients morts d'une déficience respiratoire provoquée par le virus et testés positifs sont considérés comme des victimes du Covid-19. lejdd.fr 30 décembre 2022

La France impose un test Covid aux voyageurs venant de Chine - AFP/LePoint.fr 31 décembre 2022

Le gouvernement français a annoncé vendredi 30 décembre qu'il faudrait désormais aux voyageurs au départ de Chine présenter un test négatif de moins de 48 heures pour pouvoir embarquer à destination de la France.

En outre, le port du masque sera obligatoire à bord des vols au départ de Chine vers la France. AFP/LePoint.fr 31 décembre 2022

Mais le patient, il est où dans tout cela ?

Vers une médecine industrielle ? - FranceSoir 23 décembre 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribune/vers-une-medecine-industrielle

Mon commentaire publié par FranceSoir.

- A l'adresse des lecteurs de mon portail. (luttedeclasse.org)

Je vous conseille la lecture et le téléchargement de cet article.

Vous vous demandiez pourquoi soutenir FranceSoir, et bien j'ai une réponse. Ne serait-ce que parce que c'est l'un des seuls médias à publier ce genre d'articles. C'est suffisant à mes yeux sans pour autant adopter l'orientation politique de FranceSoir, personne ne vous y oblige. En revanche, être informé sur ce qui se passe réellement, ça c'est indispensable pour combattre le régime en place...

Un spectacle abject destiné aux enfants au pays du nouvel ordre mondial totalitaire.

Floride : Des enfants exposés à des actes sexuels explicites de Drag Queens, une enquête est ouverte - lemediaen442.fr 30 décembre 2022

Il faut le voir pour le croire… Seins et fesses à l'air, simulation de sodomie, de masturbation, de plan à trois… A Drag Queen Christmas, en français *Un Noël Drag Queen* est un événement qui propose des performances de drag queens connues qui interprètent des chansons et des sketches de Noël, ainsi que d'autres performances telles que le stand-up.

« *A Drag Queen Christmas* » a eu lieu au Broward Center of the Performing Arts à Fort Lauderdale le 26 décembre en 2022. Le spectacle a déclenché une enquête de l'État de Floride. Les drag queens présentes sur scène montrent explicitement des actes à caractère sexuel devant de très jeunes enfants.

Bryan Griffin, attachée de presse du gouverneur de Ron DeSantis, a twitté : *« Exposer des enfants à des activités sexuellement explicites est un crime en Floride, et une telle action viole les normes de licence du Département pour l'exploitation d'une entreprise et la détention d'un permis d'alcool*. » Pourtant la société de production affirme que « *tous les âges* » sont les bienvenus à ses spectacles.

Vidéo. Drag Groomer Show Christmas at Austin Texas cut scene part 3

https://odysee.com/@Vamp-Girl:3/MWGTdi1nkQtTJPqH:b?src=embed

https://lemediaen442.fr/floride-des-enfants-exposes-a-des-actes-sexuels-explicites-de-drag-queens-une-enquete-est-ouverte/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 janvier 2023.

Quels enseignements peut-on tirer de la fin de la politique du "*zéro covid*" adoptée par la Chine récemment ?

Depuis mi-décembre environ les autorités chinoises ont totalement abandonné le récit de la pandémie au Sars-Cov-2. Ils ne comptent plus que les vraies victimes de ce virus, et il se trouve qu'à ce jour (12 janvier) il n'y en a eu qu'une trentaine pour 1,5 milliard de Chinois, ce qui est infinitésimal, ridiculement bas, du coup les chancelleries occidentales à la solde de Davos hurlent en chœur au scandale.

Tous les Chinois ont retrouvé la vie "*d'avant*" cette mystification, du coup il est annoncé par les agences de presse jusqu'à 500 millions de Chinois contaminés, ce qui ne veut pas dire malades ou qu'ils vont mourir, tandis que pratiquement tous les Chinois réduits en esclavage continuent de porter une muselière, on peut encore le vérifier sur des vidéos tournées récemment, alors il faudrait qu'on nous explique comment auraient-ils pu être contaminés si le masque les protégeait, cela ne tient pas debout. C'est donc le conte de la muselière protectrice qui est démasqué à la face du monde, notamment. En voilà une bonne chose pour la suite.

En résumé, s'il n'y a en Chine que 30 morts dû au covid-19 depuis mi-décembre et 500 millions de contaminés, cela signifie qu'en dehors d'une épidémie de tests PCR truqués, il n'a jamais réellement existé de pandémie virale dans le monde, et n'importe quel ignorant peut le comprendre au quart de tour en ayant ces éléments très simples à l'esprit. Il pourra se dire que tous les gouvernements du monde ont pris tous les peuples pour des demeurés, qu'ils les ont tous manipulés et qu'ils étaient tous malintentionnés à leur égard, pas un n'a rejeté le récit de l'OMS-Gates-Davos, pas un, tous sont au chevet du capitalisme mondial qui pour tenter de retarder sa disparition a engagé une nouvelle guerre au cœur de l'Europe.

Les tyrans osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. Décryptage de leur propagande.

Covid- 19 : que sait-on de XBB.1.5, le variant "*le plus transmissible*" jamais détecté ? - Le HuffPost 13 janvier 2023

J-C - La totalité de ce long article relevait d'une construction idéologique qui était destinée à faire peur aux lecteurs, sauf le passage suivant :

Le HuffPost - Mais rassurez-vous, ce sous-variant, qui a été détecté pour la première fois outre-Atlantique en octobre et qui est le vecteur le plus contagieux du nouveau coronavirus connu à ce jour, représente un risque « *faible pour la population dans son ensemble* ». Le HuffPost 13 janvier 2023

J-C - Autrement dit, ils ont trouvé le moyen de mêlée une vérité à 10 mensonges, arguments fallacieux ou frauduleux. Cela signifie qu'à partir de là on serait bien mal avisé de leur reprocher de

ne pas avoir dit la vérité. Ils se figurent donc irréprochables ou innocents. A ceci près que cette vérité ne pesait pas lourd car elle se retrouvait littéralement ensevelie sous un amas de contrevérités que les lecteurs étaient voués à gober et à conserver en mémoire, sinon pourquoi leur auraient-ils servi sur un plateau ou faire naître une nouvelle psychose collective ?

En conclusion, le procédé sournois retenu devait servir à influencer la population ou à la tromper délibérément. Ainsi, leur intention de nuire à la population ne fait plus l'ombre d'un doute, leur culpabilité est clairement établie.

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-sait-xbb-1-175121555.html

Désinformation ou quand l'AFP prend ses désirs pour la réalité.

Chine: la fin du zéro Covid fait dévisser le commerce extérieur - AFP 13 janvier 2023

AFP - Les exportations de la Chine ont connu en décembre leur plus gros plongeon depuis le début de la pandémie, en raison d'un rebond de Covid dans le pays et d'une demande atone à l'étranger.

J-C - Laissons de côté le rapport cause à effet présent dans le titre de la dépêche de l'AFP, vérifions plutôt ce qu'il en est de la situation économique chinoise sur la base des principaux indicateurs économiques.

AFP - Sur l'ensemble de l'année 2022, les exportations du géant asiatique se tassent (+7%), après un bond de 29,9% l'année précédente.

J-C - On passe déjà d'un "*plongeon*" à un simple tassement, et ce n'est pas fini.

AFP - L'an dernier, le PIB de la Chine avait progressé de plus de 8%. Pékin s'était fixé pour 2022 une croissance d'environ 5,5%.

J-C - Voilà qui est loin d'être catastrophique, bien des économiques occidentales envie la Chine !

AFP - Sur l'ensemble de l'année 2022, les importations chinoises connaissent un brutal coup de frein (+1,1%).

J-C - Quel coup dur, là pour le coup on pourrait croire que la Chine est très mal barré et que l'AFP avait raison. Sauf que...

AFP - L'excédent commercial de la Chine en décembre a malgré tout atteint les 78 milliards de dollars (71,9 milliards d'euros).

Mais ce niveau est bien inférieur au montant record de juillet (101,2 milliards de dollars).

L'excédent total pour 2022 se chiffre à 877 milliards de dollars.

J-C - Ah, c'était juste une blague ! Jugez plutôt, en France, selon les données publiées lundi dernier par les Douanes, le déficit commercial français a atteint 159,5 milliards d'euros sur les douze derniers mois, un record. Le 6 décembre 2022, le déficit commercial des Etats-Unis étaient de

136,9 milliards de dollars, mais en octobre 2022 l'excédent commercial avait atteint plus de 400 milliards de dollars en Russie.

La fin du "*zéro covid*" avait de quoi les rendre dingues parce qu'elle mettait en lumière leurs machinations et leurs mauvaises intentions, mais en plus ils avaient de quoi être jaloux de la Chine (et de la Russie) sur le plan économique.

Une excellente transition pour aborder l'article suivant. Gardez soigneusement en mémoire quels Etats ont engrangé un déficit ou un excédent en 2022.

Le "*compte à rebours*" de l'explosion du capitalisme mondial est enclenché et rien ne semble pouvoir l'arrêter.

J-C - Il faut avoir à l'esprit avant d'aborder cet article que le Courrier international est la propriété du Groupe Le Monde : Xavier Niel et Matthieu Pigasse, et qu'il publie régulièrement des hors-séries thématiques, dont un hors-série annuel en collaboration avec l'hebdomadaire britannique The Economist. (Wikipédia)

The Economist, c'est le clan Rothschild (et Agnelli) ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste, le plus riche et puissant du monde. Quand les conséquences de la mise en œuvre de la monstrueuse stratégie qu'ils avaient élaborée leur échappent et les remplissent d'effroi, c'est qu'il est en train de se passer quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu ou qu'ils ne parviennent pas à contrôler et cela les inquiète au plus haut point.

Les États-Unis risquent de faire exploser la mondialisation - Courrier International 13 janvier 2023

J-C – C'est l'histoire de celui qui menaçait les autres en toute impunité, qui se croyait invincible et se prenait pour le maître de l'univers, et qui un beau matin se réveille en s'apercevant qu'il est devenu une menace… pour lui-même. Franchement, on aurait tort de ne pas en rire un bon coup!

Pour un peu ce serait une bonne nouvelle, mais l'essentiel est ailleurs. Pour bien comprendre de quoi il s'agit, je pense qu'on doit commencer par la lecture attentive du dernier paragraphe fort instructif :

Courrier International - *The Economist* appelle Washington à se ressaisir pour "*sauver l'ordre mondial*", éviter que "*le système ne s'effondre complètement, privant des populations entières de leurs moyens d'existence et remettant en cause la démocratie libérale et l'économie de marché*". Et de conclure : "*La tâche est immense et urgente. Le compte à rebours a commencé.*"

J-C - Pour un peu ils voudraient nous faire croire que c'est Biden qui déciderait de la politique des Etats-Unis, grotesque ! Ils ont dû réaliser que quelque chose ne collait pas dans leur plan et qu'il était urgent de faire marche arrière sans reconnaître la paternité des erreurs commises évidemment. Ce n'est pas parce que l'économie de marché n'existe plus depuis longtemps aux Etats-Unis, et qu'un cartel d'oligarques a pris le pouvoir ou la direction de la politique américaine, qu'il faut le crier sur tous les toits, un peu de discrétion voyons, nous allons voir pourquoi plus loin.

Par ailleurs, personne n'est censé ignorer qu'habituellement ils se fichent complètement que "*des populations entières*" soient privées "*de leurs moyens d'existence*", mais là ce qui les chagrine, c'est la tournure que prend la situation, car l'air de rien ils ont fourni une excellente occasion à de nombreux peuples pour se soulever et à autant d'Etats ou nations pour se débarrasser de la tutelle envahissante, oppressante, menaçante américaine ou occidentale, pour enfin se résoudre à régler leurs problèmes en passant par d'autres intermédiaires moins encombrant ou exigeant, entendez par là la Chine, la Russie, etc., pire, en ayant l'outrecuidance ou l'audace de revendiquer ouvertement leur souveraineté ou indépendance. Décidément, trop c'est trop pour ceux qui se prenaient pour les maîtres incontestés du monde depuis le début des années 90. Ces chefs d'Etat ont été encouragés à affronter les Américains par l'attitude de Vladimir Poutine et Xi Jinping, et ce n'est qu'un début.

Le Great Reset n'a semble-t-il pas tenu toutes ses promesses, autant dire que la suite est prometteuse et qu'on l'attend avec impatience, vous voyez qu'il n'y avait aucune raison de désespérer ou de les croire sur parole quand ils affirmaient qu'ils étaient en train de gagner la lutte des classes. Ils ne gagneront pas cette guerre, et c'est facile de comprendre pourquoi : Parce que l'ensemble des peuples sont ligués contre leur nouvel ordre mondial totalitaire. Voilà le facteur principal qu'ils avaient eu la légèreté de négliger ou plutôt de mépriser, Cela leur sera fatal à terme, et pas seulement à eux, patience.

Les États-Unis risquent de faire exploser la mondialisation - Courrier International 13 janvier 2023

En faisant primer la compétition internationale sur la coopération, la politique industrielle et protectionniste du gouvernement Biden menace gravement l'ordre mondial, alerte "*The Economist*".

La "*nouvelle logique destructive*" adoptée par les États-Unis "*menace la mondialisation*", prévient *The Economist*, un brin alarmiste.

"*Depuis 1945, l'économie mondiale fonctionne selon un système de règles et de normes garanti par l'Amérique*" qui a entraîné une forte intégration économique, elle-même génératrice de croissance et de richesses. Or ce bel édifice est aujourd'hui mis en péril par le revirement de Washington, déplore le magazine libéral, en fervent partisan du libre-échange. (On s'attendait plutôt à ce qu'ils accusent Poutine d'en être l'instigateur. - J-C)

Avec sa loi dite "*sur la réduction de l'inflation*" (Inflation Reduction Act), qui prévoit de subventionner, à hauteur de plusieurs centaines de milliards de dollars, la production, aux États-Unis, "*d'énergies vertes, de voitures électriques et de semi-conducteurs*", "*le président Biden s'est affranchi des règles du libre marché pour mener une politique industrielle agressive*".

Ce faisant, "*il a déclenché une dangereuse spirale protectionniste dans le monde*." À leur tour, certains États "*n'ont rien de plus pressé que de subventionner l'industrie verte, d'attirer les industries de pays amis et ennemis, de limiter les flux de marchandises et de capitaux. L'égoïsme national prime désormais sur l'intérêt général*."

Et voici que s'ouvre une ère de "*la pensée à somme nulle*", que l'on peut résumer par l'adage "*votre gain est ma perte*" (ou votre perte est mon gain). Pour illustrer cette menace qui pèse sur la mondialisation des échanges, l'hebdomadaire présente, en couverture, un dessin représentant des porte-conteneurs formant un sigma – symbole mathématique de la somme – engloutis par un tourbillon.

On l'aura compris, aux yeux du magazine britannique, rien de bon ne peut sortir d'une telle politique. Même si elle parvient à rebâtir l'industrie des États-Unis, elle fera du tort à tout le monde "*en corrodant la sécurité mondiale, en freinant la croissance et en augmentant le coût de la transition verte*."

C'est pourquoi *The Economist* appelle Washington à se ressaisir pour "*sauver l'ordre mondial*", éviter que "*le système ne s'effondre complètement, privant des populations entières de leurs moyens d'existence et remettant en cause la démocratie libérale et l'économie de marché*". Et de conclure : "*La tâche est immense et urgente. Le compte à rebours a commencé*." Courrier International 13 janvier 2023

En complément. (1)

La réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM) de cette année à Davos se tient du 10 au 16 janvier. Alors que les mondialistes se réunissent, les organisateurs ont confirmé que le FEM accueillera 52 chefs d'État et de gouvernement et près de 600 PDG.

En outre, près de 300 ministres gouvernementaux sont attendus. Outre les chefs d'État, ces ministres gouvernementaux doivent également être limogés, déchus de leurs titres et remplacés par des personnes qui serviront les citoyens de leur pays.

Liste de quelques participants français :

Bruno Le Maire - Minister of Economy, Finance and Industrial and Digital Sovereignty of France

Laurence Boone - Minister of State for Europe of France

Olivier Becht - Minister Delegate for Foreign Trade, Economic Attractiveness and French Citizens Abroad of France

Jean-Noël Barrot - Minister-Delegate for the Digital Transition and Telecommunications of France

François Villeroy de Galhau - Governor of the Central Bank of France

Bernard Emié - General Director for External Security, Ministry of the Armed Forces of France

Rémy Rioux - Chief Executive Officer, Agence Française de Développement (AFD), France

Liste des participants gouvernementaux ou institutionnels. (10 janvier 2023)

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/ FEM_list_2023.pdf

Vidéo. L'histoire du Forum Economique Mondial - January 13th, 2023

https://odysee.com/$/embed/@JeanneTraduction:a/History-of-WEF:2?r=6rKHgmeCEdX1bto9c7WSjHtJta1RbQZy

En complément. (2)

Interview de Nikolaï Patrushev, successeur potentiel de Vladimir Poutine - 14 janvier 2023

https://rusreinfo.ru/fr/2023/01/interview-de-nikolai-patrushev-successeur-potentiel-de-vladimir-poutine/

En complément. (3)

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a pris la parole à l'Assemblée nationale - « *Le Venezuela a proposé de créer une Union politique des pays d'Amérique latine avec la Russie et la Chine* ».

« *J'en ai parlé au téléphone avec [le président brésilien Luiz Inácio] Lula [da Silva], j'ai discuté personnellement avec le président [de la Colombie] Gustavo Petro, avec le président argentin Alberto Fernández. Un nouveau moment est venu, un moment particulier pour unir les efforts et les moyens de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour se rapprocher de la création d'un puissant bloc de forces politiques, une puissance économique qui parlera au monde* » a déclaré vendredi Maduro à l'édition « Antagoniste ».

« *Cette communauté partagerait les objectifs communs dont parle notre frère aîné [président de la République populaire de Chine] Xi Jinping : une humanité unie par un destin commun. Ou [construire] ce monde multipolaire et multicentrique dont parle notre frère aîné, le président [de la Russie] Vladimir Poutine* » a expliqué M. Maduro. (Source : Réseau International 15 janvier 2023)

Vive le gaz, le charbon et le progrès social, à bas l'écologie politique et la guerre de l'Otan !

Allemagne: Greta Thunberg vient soutenir le camp anti-charbon de Lützerath, presque démantelé - AFP 12 janvier 2023

Les derniers irréductibles du camp de Lützerath, qui tentent d'empêcher l'extension d'une mine de charbon dans l'ouest de l'Allemagne, vont recevoir samedi le soutien de l'activiste suédoise Greta Thunberg. L'ancien village, situé dans le bassin rhénan, entre Düsseldorf et Cologne, doit disparaître pour permettre l'extension d'une immense mine de lignite à ciel ouvert, l'une des plus grandes d'Europe, exploitée par l'énergéticien allemand RWE.

Le gouvernement juge nécessaire l'extension de la mine pour la sécurité énergétique de l'Allemagne qui doit compenser l'interruption des livraisons de gaz russe, un motif impérieux que contestent les opposants selon lesquels les réserves de lignite sont suffisantes. AFP 12 janvier 2023

Qui a dit ? Pour rire (en un ou deux mots).

Adrien Quatennens a-t-il eu raison de retourner à l'Assemblée nationale?

- "*Les religions recommandent, quand il y a faute, le pardon.*"

Réponse : Un curé franc-maçon nommé Mélenchon jeudi sur France 2. BFMTV 12 janvier 2023

Qui aurait envie de pardonner la trahison de Mélenchon serait bien mal avisé…

La tyrannie n'est pas encore absolue en France.

Référé suspension contre la décision de la CPPAP : le tribunal donne raison à FranceSoir - FranceSoir 13 janvier 2023

Le jugement du Tribunal administratif de Paris vient de tomber. Par une décision en date du 13 janvier 2023, celui-ci vient de trancher en faveur de *FranceSoir* et a prononcé la suspension de la décision du 5 décembre 2022 par laquelle la CPPAP a refusé le renouvellement de l'inscription dans ses registres de notre site en qualité de service de presse en ligne "*jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision*".

Aussi, entre-temps, l'organe judiciaire enjoint la CPPAP "*à rétablir le régime d'aide dont bénéficiait le site préalablement à la décision refusant le renouvellement de son agrément*". Il a été accédé à la demande du journal que soit transmise au Conseil d'État une question prioritaire de constitutionnalité qui devra traiter le sujet de la licéité de l'existence de la CPPAP.

Dans son communiqué de presse, le Tribunal administratif de Paris souligne que le juge des référés a "*considéré que le moyen tiré de ce que la CPPAP n'aurait pas statué en toute impartialité lors de sa séance du 30 novembre 2022 sur la demande de renouvellement de l'agrément dont était titulaire le site francesoir.fr était propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux sur la légalité de la décision contestée*".

https://www.francesoir.fr/politique-france/refere-suspension-contre-la-decision-cppap-tribunal-donne-raison-francesoir

---

C'est l'AFP qui devrait être condamné et dissout.

Gardasil : 10 mensonges dans un seul article de l'AFP Factuel - FranceSoir 13 janvier 2023

TRIBUNE - Un "*article*" récent de l'AFP Factuel - la cellule "*fact-checking*" de l'Agence France-Presse (AFP) - repris par Actu Orange fait la promotion du vaccin anti-HPV (papillomavirus humain) Gardasil. Il tente de mettre en doute les faits rapportés dans ma tribune publiée par FranceSoir et ignore soigneusement les données officielles. Cette production parvient à accumuler 10 mensonges en moins de 2 500 mots sans se référer à aucun chiffre réel, tout en se présentant factuel : un exploit en matière de désinformation ! Contre-vérification en détails.

1) NON, IL N'EXISTE AUCUNE PREUVE D'EFFICACITE ANTICANCER DU GARDASIL. Prétendre le contraire, comme le fait l'AFP Factuel, est mensonger :

2) NON, EN AUSTRALIE LES CANCERS INVASIFS NE DISPARAISSENT PAS !

L'AFP Factuel ment en déclarant faux un authentique graphique officiel australien

3) EN SUÈDE, DEPUIS LA VACCINATION, LES CANCERS DU COL AUGMENTENT. Prétendre le contraire constitue un mensonge de plus...

Etc.

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/gardasil-10-mensonges-dans-un-seul-article-d-afp-factuel

---

La médecine traditionnelle, c'est la médecine des corrompus et des empoisonneurs !

Après la mise en examen d'Éric Gandon, cette ministre alerte contre les « *charlatans* » - Le HuffPost 13 janvier 2023

Ce vendredi 13 janvier, Sonia Backès, la secrétaire d'État en charge de la Citoyenneté auprès du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, a réagi à la mise en examen du naturopathe Éric Gandon pour homicide involontaire, abus de faiblesse, mise en danger de la vie d'autrui et exercice illégal des professions de médecin et pharmacien.

Le praticien et son fils sont effectivement mis en cause après des décès survenus à la suite de jeûnes prolongés qu'ils avaient organisés lors de « *cures hydriques* », a annoncé le parquet de Tours jeudi 12 janvier. L'occasion pour la ministre de rappeler que ces pratiques dites « *alternatives* » comportent de nombreux risques, sanitaires comme financiers.

« *Ce dramatique événement rappelle les dangers auxquels s'exposent les individus qui décident, de gré ou non, d'abandonner les soins prodigués par la médecine traditionnelle pour leur préférer uniquement ceux délivrés par des charlatans* », peut-on lire dans un communiqué dénonçant les « *nouveaux gourous* » qui « *profitent de la vulnérabilité des personnes fragiles* ».

« *Si je comprends le désarroi que certains peuvent ressentir face à leur situation médicale, il est essentiel qu'ils n'abandonnent pas les soins traditionnels, seuls à pouvoir les guérir* », affirme encore Sonia Backès. Et d'appeler pour conclure les médias et les plateformes numériques « *à faire preuve de la plus grande responsabilité* » face au développement de ces pratiques dangereuses. Le HuffPost 13 janvier 2023

Totalitarisme. Qui complote contre qui ? La méthode : La démagogie ou novlangue en guise de pédagogie. Le déni ou le récit se substituant à la réalité.

Réforme des retraites : Emmanuel Macron demande à la majorité présidentielle d'être « *pédagogue* » - lejdd.fr 12 janvier 2023

Pour parvenir à convaincre, le chef de l'État briefe ses soldats. Emmanuel Macron a conseillé aux représentants de la majorité présidentielle de « *ne pas être techno* » et de rappeler la situation des voisins européens, ainsi que la nécessité d'une solidarité entre générations. (La véritable « *solidarité entre générations* », cela devrait être : Les vieux à la retraite à taux plein dès 50 ou 55 ans, et les jeunes au boulot au lieu d'être au chômage ! – J-C)

Pour mieux faire accepter les propositions du gouvernement, Emmanuel Macron a incité la majorité présidentielle à éviter les termes techniques, comme « *minimum contributif* » pour parler de « *retraite minimum* », et à insister sur la comparaison européenne, en citant l'exemple des voisins de l'Hexagone qui se retirent de la vie active après 65 ans (Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Allemagne…). L'accent a aussi été mis sur la solidarité entre les générations de ce système de retraite par répartition, pour « *redonner du sens au collectif, au civique* ». lejdd.fr 12 janvier 2023

Soyons féministe ou égalitariste pour une fois.

Il est dit que l'écart entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'espérance de vie à la retraite varie de 2 ans à 7,5 ans selon les pays en Europe. Raison de plus pour que les femmes travaillent plus longtemps et que les hommes travaillent moins longtemps !

Novlangue. Un accessoire idéologique destiné à manipuler les consciences.

- La novlangue est la langue officielle d'Océania inventée par George Orwell pour son roman d'anticipation 1984 (publié en 1949).

C'est une simplification lexicale et syntaxique de la langue destinée à rendre impossible l'expression des idées potentiellement subversives et à éviter toute formulation de critique de l'État, l'objectif ultime étant d'aller jusqu'à empêcher l'« *idée* » même de cette critique.

Hors du contexte du roman, le mot novlangue est passé dans l'usage, pour désigner péjorativement un langage ou un vocabulaire destiné à déformer une réalité, ou certaines formes de jargon.

(Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Novlangue)

Pérou.

Les manifestations antigouvernementales gagnent de nouvelles régions au Pérou - Bolivar Infos 14 janvier 2023

Les manifestations antigouvernementales continuent de se propager au Pérou. De nouveaux barrages bloquent des routes, les marches et les grèves se multiplient, ainsi que des demandes de démission de la présidente Dina Boluarte pour sortir de la crise.

La tension régnait notamment dans la ville de Cusco, au lendemain de la 47ème victime abattue, nombre accumulé à l'échelle nationale depuis le début des manifestations qui ont suivi la destitution et l'emprisonnement de l'ancien président Pedro Castillo, le 7 décembre.

Les villes de Moquegua, dans le sud du pays, et de Puerto Maldonado, dans le sud de l'Amazonie, ont pris la tête de la série d'arrêts de travail, tandis que les barrages de routes se sont étendus à 26 provinces et que, dans la région méridionale de Tacna, un groupe d'agriculteurs a bloqué la route panaméricaine près du poste frontière avec le Chili.

Dans la région d'Arequipa, le blocage de la route panaméricaine a repris, fermant la route côtière menant à Lima et au reste de la côte péruvienne.

Le principal bastion de la contestation reste la région andine de Puno, où les habitants de la ville de Juliaca sont descendus dans la rue pour se joindre au cortège funèbre des 17 civils tués le 9 janvier, tous abattus, auxquels s'est ajouté le lendemain un policier incendié par un groupe.

À Juliaca, Puno et dans d'autres régions du pays, des groupes de paysans se préparent à se rendre à Lima pour protester au siège du gouvernement. bolivarinfos.over-blog.com 14 janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 janvier 2023.

Lu.

- « Pour la 1ère fois dans l'histoire, l'inefficacité d'un médicament est imputée à ceux qui… ne le prennent pas »

- « Vous pouvez transmettre une maladie que vous n'avez pas à quelqu'un qui est vacciné contre elle. »

J-C – Cela signifie qu'une partie de la population est assez dingue pour les croire, et il ne faut surtout pas qu'elle change quelque chose.

Une bonne nouvelle tout de même.

- Le nombre de naissances au plus bas en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale - publicsenat.fr 17 janvier 2023

- La population chinoise a baissé pour la première fois en 60 ans - LePoint.fr 16 janvier 2023

La Chine a enregistré 9,56 millions de naissances pour 10,41 millions de décès en 2022 et a donc fait baisser sa démographie. LePoint.fr 16 janvier 2023

J-C- Ils racontaient aussi, que le même phénomène avait été constaté dans d'autres pays, et que toutes les mesures incitatives pour augmenter le nombre des naissances s'étaient avérées infructueuses.

Grève du 19 janvier 2023

Notre devoir est d'y participer sur la base de notre orientation politique, donc sans formuler la moindre illusion, j'explique pourquoi, en deux mots : Sans blocage ou paralysie de l'économie du pays, Macron ne retirera pas sa contre-réforme, or les organisateurs de cette mobilisation n'en ont pas du tout l'intention, donc l'issue est connue d'avance.

Commençons par nous poser quelques questions avant d'en arriver aux faits pour en comprendre la signification politique.

Les organisateurs de cette mobilisation ont-ils rompu leurs relations avec le tyran Macron, le représentant de l'oligarchie financière mondialiste qui arme le régime néonazi de Kiev et de l'Otan ? Non. Ont-ils rompu le dialogue social avec le gouvernement qui relève de la collaboration de classes ou du corporatisme ? Non. Sont-ils déterminés à dresser l'ensemble des travailleurs contre

Macron et l'Etat des capitalistes ou à les affronter jusqu'au retrait pur et simple de leur contre-réforme des retraites ? Non.

Dès lors, on est porté à croire qu'il est prévu à nouveau que cette première journée de mobilisation s'inscrira dans un cycle de journées d'action programmées par les dirigeants syndicaux et leurs alliés politiques de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qu'elles sont destinées à se dérouler jusqu'au pourrissement de la situation qui profitera à Macron et son régime pour l'aider à faire passer sa contre-réforme. Tenez, les preuves si nécessaire.

- Les syndicats CGT de la branche pétrole ont annoncé la semaine dernière **plusieurs jours de grève, avec un arrêt de travail de 24 heures le 19 janvier, de 48 heures le 26 et de 72 heures à partir du 6 février,** une démarche qui «*intéresse*» la CGT Mines-Energie. AFP/RT 16 janvier 2023

Vous en voulez une autre, **LFI maintien sa marche pour les retraites le 21 janvier.** Et ainsi de suite...

Pire encore, ils sont même allés jusqu'à donner des gages de bonne conduite au gouvernement ou ils ont tenu à le rassurer :

- Réforme des retraites : « *Il nous faudra échapper aux postures et aux blocages* », encourage Gérard Larcher - Publicsenat.fr

- De son côté, le ministre des Comptes publics Gabriel Attal parlant notamment de LFI comme étant le « *camp du blocage* ». **« *Que cesse ce vocabulaire pour faire peur. Il n'y aura pas de blocage. Il va y avoir un exercice de démocratie qui s'appelle le droit de grève* », rétorque Alexis Corbière (LFI)**. publicsenat.fr 16 janvier 2023

Ouf ! Mais ce n'est pas fini, ils avancent masqués.

- En meeting, la Nupes appelle à « *faire trembler les murs de l'Élysée* » - AFP/lepoint.fr 17 janvier 2023

- Réforme des retraites : *« Je pense que la grève générale est un outil utile* », considère Alexis Corbière - Publicsenat.fr 16 janvier 2023

La *« grève générale est un outil utile »*, mais le blocage du pays, non ! Ne cherchez pas, ils sont comme cela.

Ces gens-là osent tout. Ils croient qu'en tenant en permanence un double langage on ne pourra pas déterminer leur nature sociale ou qui ils sont réellement, afin d'éviter qu'on les démasque et qu'on les caractérise d'agents de la réaction, mais ils se trompent. Car en se livrant à cet exercice de grand écart, en reprenant à leur compte les arguments ou les besoins de la réaction, ils ne font que diviser nos propres forces au profit de Macron et du patronat.

Ils se sont défendus de vouloir bloquer le pays, donc ils ne feront rien pour que cela arrive, et si malgré tout cela se produisait, sans le condamner ouvertement, ils feraient tout pour empêcher que ce blocage persiste ou prenne davantage d'ampleur, donc, ils continueront de s'y opposer jusqu'au bout. C'est logique ou ils sont fidèles à eux-mêmes, puisqu'ils ont fait allégeance à la Ve République ou ils ont tenu à faire savoir qu'ils n'étaient pas vraiment des révolutionnaires mais des commis du régime en place.

Comment voulez-vous qu'il en soit autrement avec des syndicats pourris jusqu'à l'os par plus de 70 ans de corruption et de trahison ? S'en remettre à eux, c'est littéralement suicidaire ou être complice de nos bourreaux, on a suffisamment donné, trop, beaucoup trop, c'est insensé de continuer dans cette voie comme le font tous ceux qui se réclament de l'extrême gauche ou du trotskysme qui leur servent opportunément de caution de gauche.

Pendant qu'on y est, on va continuer de nettoyer les écuries d'Augias du mouvement ouvrier.

Dorénavant je ne me caractériserai plus d'extrême gauche ou de trotskyste, revenons aux principes de base du marxisme, de gauche sera suffisant, c'est-à-dire partisan d'un changement de régime économique et politique ou du socialisme de Marx et Engels puisque c'est la seule alternative au capitalisme. Pourquoi se compliquer la vie quand on peut faire simple, être de gauche signifie être révolutionnaire et socialiste, être d'extrême gauche ou trotskyste ne signifie plus qu'être un réformiste bourgeois ou un conciliateur, un agent masqué du régime capitaliste, nous ne tenons pas à faire partie.

Grève du 19 janvier contre la réforme des retraites : un « million » de manifestants dans la rue ? - Le HuffPost 15 janvier 2023

Réforme des retraites : 93% des actifs contre le report de l'âge légal, selon l'institut Montaigne - RT 13 janvier 2023

Les actifs, soit les personnes ayant actuellement un emploi, seraient seulement 7% à se dire favorables au report de l'âge légal de départ à la retraite, que la réforme annoncée par le gouvernement fixe à 64 ans.

Le rejet du report de l'âge légal «*concerne tous les actifs sans distinction*», précise l'institut avec une «*opposition plus marquée chez les plus jeunes que chez les seniors, qui sont pourtant davantage concernés par la réforme à court terme*». «*Ce rejet traverse toutes les catégories socio-professionnelles, toutes les professions, les salariés du secteur public comme du privé*», assure l'étude. Le texte précise en outre que les opinions exprimées ne sont pas liées aux conditions individuelles de travail. «*Nous sommes en présence d'une dynamique collective qui dépasse de beaucoup la simple question des retraites et qui traduit une crise politique plus générale (défiance vis-à-vis des gouvernements, sentiment général d'injustice) sans doute accompagnée d'une forme d'anesthésie par rapport à la situation des finances publiques*», analyse l'économiste Bertrand Martinot, cité dans l'étude. RT 13 janvier 2023

Grève contre la réforme des retraites : les syndicats de police appellent à la mobilisation - RT 14 janvier 2023

Les appels à la grève se multiplient. Après le secteur des transports et de l'énergie, c'est au tour des forces de l'ordre d'appeler à la mobilisation. Tous les syndicats policiers seront présents à la manifestation prévue à Paris le 19 janvier.

«*On ne touche pas au statut spécial des policiers*» : tel est le slogan du bloc syndical majoritaire, qui réunit 13 syndicats de policiers et personnels techniques, scientifiques et administratifs, conduit par Alliance-CFE-CGC et Unsa police. Ces derniers ont reçu le renfort de la CGT Intérieur, qui a écrit au ministère de l'Intérieur. Courrier, en date du 12 janvier, qui «*vaut donc préavis de grève pour tous les personnels du ministère de l'Intérieur*» fait valoir le syndicat. RT 14 janvier 2023

Situation au Pérou.

Manifestations au Pérou: l'état d'urgence décrété dans la capitale Lima - BFMTV 15 janvier 2023

Le gouvernement péruvien a décrété samedi l'état d'urgence dans la capitale Lima et plusieurs autres régions en raison des manifestations contre la présidente Dina Boluarte qui ont fait au moins 42 morts dans le pays depuis cinq semaines.

Cette mesure, en vigueur pour 30 jours, autorise l'armée à intervenir pour maintenir l'ordre et entraîne la suspension de plusieurs droits constitutionnels comme la liberté de circulation et de réunion et l'inviolabilité du domicile, selon un décret publié samedi soir au journal officiel.

Outre la capitale, les départements de Cusco et Puno (sud) sont notamment soumis à l'état d'urgence, de même que le port de Callao, à côté de Lima.

Plus d'une centaine de barrages routiers bloquaient samedi la circulation à travers le Pérou, principalement dans le sud, épicentre de la contestation, mais également autour de Lima.

Qui a osé déclarer que vous étiez responsable de l'augmentation du tarif de l'électricité ?

- « *Alors d'abord, je rappelle une chose. Le prix de l'électricité, quand il s'est envolé au mois de septembre-octobre, c'est pas parce qu'il était lié au prix du gaz, mais c'est parce que chacun craignait qu'il y ait une rupture d'approvisionnement d'électricité. Et donc, cette perspective de rupture a créé des prix qui se sont envolés parce que les consommateurs sont allés dire :* « Moi, je suis prêt à payer plus pour ne pas être coupé à aucun moment. »

Réponse : La ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. (Source : lemediaen442.fr 16 janvier 2023

Comme la muselière, pas pour les chiens : Pour les Français !

Souffrance animale: l'Assemblée nationale vote l'interdiction des "*colliers de dressage*" - BFMTV 16 janvier 2023

Totalitarisme. Présumé coupable, présumée innocente ! La désunion qui valait bien l'Union nationale ! Contre qui, devinez ?

J-C - Les hommes et les femmes qu'ils n'ont de cesse de monter les uns contre les autres pour ensuite les culpabiliser et les réprimer, leur rendre la vie impossible, avez-vous remarqué qu'ils avaient usé du même procédé tout au long des trois dernières années ?

En France, on vit donc au royaume de l'injustice qui consacre les méfaits commis par un régime d'oppression qu'ils soutiennent tous à bout de bras.

Violences conjugales : l'Assemblée unanime pour une aide d'urgence aux victimes - BFMTV 16 janvier 2023

J-C - Pour qu'on comprenne bien qu'ils sont uniquement animés de mauvaises intentions, ils vont jusqu'à encourager les séparations ou les divorces, le "*le premier départ*" doit être le bon ou définitif. En prime ces inquisiteurs établissent la présomption de culpabilité des hommes, ce qui est condamnable.

Dans leur société abjecte, les hommes et les femmes isolées avec ou non des enfants sont les plus faibles ou vulnérables, les plus faciles à manipuler… Cela fait partie de leur stratégie du chaos ou de la déstabilisation de la société pour la remodeler selon leurs critères et besoins.

BFMTV - Avec cette aide, "*le premier départ*" du foyer ne doit plus être "*un faux départ*", a souligné la ministre Isabelle Rome, chargée de l'égalité femmes-hommes. Car actuellement, des victimes sous "*emprise ou dépendantes financièrement n'ont parfois pas d'autres choix que de revenir à la case départ, dans ce huis clos avec leurs agresseurs*", a-t-elle déploré. BFMTV 16 janvier 2023

A lire.

Israël aide l'Ukraine à blanchir ses nazis Par Ali Abunimah et Asa Winstanley (The Electronic Intifada 23 décembre 2022) - Mondialisation.ca, 29 décembre 2022

https://www.mondialisation.ca/israel-aide-lukraine-a-blanchir-ses-nazis/5673691

Israël-États-Unis. La sanctuarisation d'Israël: objectif constant de l'OTAN 2/4 Par René Naba (Madaniya.info) - Mondialisation.ca, 12 janvier 2023

https://www.mondialisation.ca/israel-etats-unis-la-sanctuarisation-disrael-objectif-constant-de-lotan/5673964

---

80 000 personnes contre la réforme de la justice en Israël, "*un pays où même les juges manifestent*" - Courrier International 15 janvier 2023

Environ 80 000 personnes se sont rassemblées sur la place Habima, manifestant contre le controversé projet de réforme de la justice voulu par le gouvernement de Benyamin Netanyahou. Dans la foule, Ayala Procaccia, ancien juge de la cour suprême. "*Un pays où les juges sortent dans la rue pour manifester est un pays où toutes les lignes ont été franchies*", a-t-il clamé.

Depuis son investiture il y a deux semaines, le gouvernement très marqué à droite de Netanyahou "*s'est embarqué dans une série d'initiatives législatives*", note le *Washington Post*. Le camp au pouvoir parle de corriger des déséquilibres dans les trois branches du gouvernement. Mais, précise le quotidien américain, "*les critiques disent que ces mesures s'apparentent à un coup d'État qui*

détruira le système de séparation des pouvoirs, sauvera Netanyahou de l'inculpation dans trois cas de corruption et encouragera ses partenaires extrémistes religieux à mettre en avant des législations soutenant l'expansion de colonies juives en Cisjordanie".

La réforme propose par exemple, indique Haaretz, de laisser le parlement passer outre une décision de la cour suprême invalidant une loi ou d'introduire plus d'hommes et femmes politiques dans le comité qui nomme les juges.

"*On commence à ne plus reconnaître notre pays*", a confié au *Times of Israel* Reut, venue avec trois générations de sa famille. "*On n'aime pas ce qu'il se passe. Je ne sais pas si manifester changera quelque chose mais si on ne fait rien, c'est sûr, rien ne changera*", a-t-elle encore expliqué.

La foule a chanté des slogans comme "*Bibi rentre chez toi ! "*, "honte" et "*démocratie*", décrit le Jerusalem Post. "*Après une semaine de tension croissante et de rude rhétorique*", le quotidien souligne que les organisateurs ont refusé d'avoir des politiciens actifs à la tribune pour apparaître le moins partisan possible. On a entendu notamment Dan Netanyahou, le cousin du premier ministre, comparer les mesures proposées à celles de l'Allemagne nazie. "*Les acclamations les plus fortes ont été réservées à l'ancienne ministre de la justice Tzipi Livni*", rapporte encore le *Jerusalem Post*. "*Un gouvernement en Israël est entré en guerre contre les institutions démocratiques elles-mêmes pour pouvoir régner sans contrainte*", a-t-elle dénoncé. "*Pas de débat, pas de critique légitime mais une prise de contrôle du politique. Non, les élections ne donnent pas à ceux au pouvoir le droit de détruire la démocratie*".

Le rassemblement s'est terminé sans incident majeur. "*Malgré les consignes de la semaine dernière du ministre de la sécurité nationale Itamar Ben-Gvir d'utiliser les canons à eau sur les manifestants, jusqu'à 22 heures, ces mesures de contrôle de la foule n'avaient pas été utilisées*", observe Haaretz.

Mille policiers avaient été déployés. "*Notre objectif principal est de gérer ceux qui commettent du vandalisme ou des violences. On ne s'occupe pas de choses triviales*", avait annoncé Ami Ashad, le chef de la police locale. Ynetnews a cru y voir une pique à l'interdiction d'agiter le drapeau palestinien décrétée par le ministre Ben Gvir. Courrier International 15 janvier 2023

Quand le néonazisme et la xénophobie font partie des valeurs assumées occidentales ou de la "*communauté internationale*".

Open d'Australie: les drapeaux russes et bélarusses interdits en tribunes - AFP 17 janvier 2023

Les drapeaux russes et bélarusses sont désormais interdits en tribunes à l'Open d'Australie, a annoncé mardi la Fédération nationale de tennis, saisie en ce sens par la diplomatie ukrainienne, une décision qualifiée "*d'inacceptable politisation du sport*" par Moscou.

"*Les drapeaux russes et bélarusses sont bannis à l'Open d'Australie*", a déclaré la Fédération australienne dans un communiqué, précisant que l'interdiction prenait "immédiatement" effet.

Depuis l'invasion russe en Ukraine il y a bientôt un an, les joueurs russes et bélarusses ont concouru sous bannière neutre à des compétitions, y compris à l'Open d'Australie. AFP 17 janvier 2023

Les législateurs savent qu'on nous empoisonne délibérément depuis des lustres.

J-C - Dès lors comment ceux qui détiennent le pouvoir pourraient-ils avoir de bonnes intentions à l'égard de la population ? Cela n'existe pas.

Corinne LALO : « *Ces perturbateurs hormonaux qui nous empoisonnent* » - TV5MONDE – YouTube

Le vaccin, Omicron… Les voix s'élèvent à mesure que les données apparaissent, les journalistes mainstream s'agacent eux-mêmes devant ce mensonge trop grotesque. Les digues commencent à tomber. La vidéo ci-dessous va certainement pousser les Français à réfléchir face aux propos de Corinne Lalo, journaliste spécialisée dans la santé depuis trente ans. Une attention particulière aux enfants et aux femmes.

Corinne Lalo — qu'on ne peut pas traiter de complotiste — est journaliste grand reporter à la télévision, spécialisée dans la santé. Elle a couvert de grandes affaires telles que celle du sang contaminé, du « *nuage de Tchernobyl* », de la vaccination contre l'hépatite B, la grippe H1N1 et du Mediator. Invité sur TV5 dans l'émission L'invité, le présentateur Patrick Simonin ose poser les questions interdites sur le vaccin comme, par exemple, l'effet hormonal dans les ovaires/testicules ou encore la dangerosité de vacciner les enfants. Les réponses de la journaliste grand reporter depuis trente ans, spécialisée dans la santé, est sans appel :

« *Le vaccin anti-covid de Pfizer ou Moderna, selon les textes mêmes fournis par les laboratoires aux agences régulatrices comme l'Agence du médicament européenne, le disent. La protéine Spike produite à partir du vaccin par le corps lui-même doit normalement plus ou moins rester à l'endroit de l'injection du vaccin. Mais, en fait, on la retrouve partout dans les organes. On la retrouve dans le cerveau et on la retrouve dans le foie. On la retrouve également — et c'est là qu'il y a un effet hormonal — dans les ovaires et dans les testicules. Et dans les ovaires, ça a un effet délétère sur la formation des follicules et des ovules.* » « *On est toujours dans un produit qui est expérimental. C'est un produit qui est en phase d'essais cliniques, donc en matière d'essais cliniques, il faut être très, très prudent. Les essais cliniques ne seront finis qu'en 2023. Donc, il faut une extrême prudence avec un produit qui est expérimental. On ne l'utilise pas dans une vaccination de masse un produit qui est expérimental, ça n'a jamais été fait. C'est aberrant.* »

L'entretien.

https://www.youtube.com/watch?v=UGeFrgmqxyE&t=197s

Le commentaire que j'ai rédigé et envoyé à 3 membres de ma famille en France.

(Je vous invite surtout à observer attentivement ma méthode d'analyse qui vaut pour n'importe quel sujet.)

Je vais te raconter rapidement comment j'ai interprété les propos de madame Lalo que je ne connaissais pas.

En l'écoutant, je n'ai pas été vraiment surpris, car j'avais déjà lu ou entendu tout cela ailleurs depuis des années, à la différence près qu'elle a rassemblé un tas de données sur les liens possibles entre de nombreuses substances chimiques principalement et certaines maladies auto-immunes ou endocriniennes.

J'avoue n'avoir jamais étudié ce sujet, mais je vais m'y mettre pour mieux comprendre de quoi il s'agit, car cela pourrait aussi avoir un lien avec mes problèmes actuels de santé, auxquels je n'ai pas trouvé d'explication satisfaisante, hormis une perturbation du fonctionnement du cerveau dont j'ignore l'origine exacte, je commence seulement à en avoir une petite idée après avoir regardé une vidéo d'un jeune naturopathe qui maîtrise bien son sujet. Donc je suis aussi très motivé.

Tout ce déballage qui intervient maintenant et qui de plus passe sur une chaîne de télé d'Etat m'a questionné. Si on devait le prendre à la lettre, pour avoir tous été en contact fréquents ou permanents avec l'une ou l'autre ou plusieurs de ces substances à la fois, on devrait en déduire que nous sommes tous gravement intoxiqués et qu'on va tous en mourir, ce qui est pour le moins préoccupant ou même effrayant pour les esprits fragiles, tu me suis ?

Par conséquent, quelque part son message a le même pouvoir que celui sur le covid-19 destiné à créer une atmosphère de psychose collective ou mortifère parmi la population, ce qui expliquerait pourquoi il n'a pas été censuré par les inquisiteurs qui veillent à tout ce qui est diffusé sur les chaînes de télé publiques. Finalement, il irait dans leur sens ou leur rendrait service d'une certaine manière ou c'est tout du moins la conclusion à laquelle ils seraient parvenus et qui ne me semble pas dénuée d'intérêt au premier abord.

Je crois qu'il serait malsain d'en rester au contenu de cet entretien. Qu'on y adhère ou qu'on le rejette, les deux attitudes contradictoires sont possibles et pour un peu s'annulent ou se neutralisent, de sorte que personne ou presque n'en tirera les enseignements politiques qui s'imposent, à savoir en admettant qu'on y adhère, qu'un tel régime criminel ne devrait pas exister, ce double niveau de lecture explique aussi peut-être pourquoi il est passé sur TV5 Monde, car au final il est inoffensif pour le capitalisme et ceux qui sont aux commandes. On est toujours dans la dénonciation des excès du capitalisme, mais cela ne va jamais jusqu'à la rupture avec le capitalisme, ceci explique cela.

La liste impressionnante des produits mis en cause, et dont la toxicité est ignorée par la plupart des gens, laisse rêveur. Et qu'elle ait été diffusée intentionnellement ou en connaissance de cause l'est davantage encore, cela a de quoi laisser perplexe comme je l'ai signalé précédemment. Mieux ou pire, on peut en déduire que ces poisons étant présents partout, il serait vain de tenter d'y échapper, alors que faut-il en déduire ou quelle attitude adopter ?

Pour répondre à cette question il est peut-être utile de lire les commentaires à la suite de cette vidéo.

La plupart sans surprise adhèrent à son contenu, laissons-les de côté. En aparté, il en va de même généralement sur le Net, les vidéos s'adressent essentiellement à des convertis, donc elles ne présentent aucun danger pour le pouvoir, fin de la parenthèse. En revanche, parmi ceux qui le rejettent, certains ont fourni une argumentation qui se voulait honnête ou sincère pour soutenir leur position, et en les lisant attentivement, on ne peut pas s'empêcher de leur donner raison parfois. C'est le cas de celui qui raconte, que dans sa famille ils mesurent tous entre 1,80 et 2 mètres, donc ils ne croient pas un instant que ces substances décrites comme des perturbateurs endocriniens entraîneraient une diminution de la taille de la population en générale.

Effectivement, sur ce point précis il a raison, et ce serait se comporter en vulgaire dogmatique de ne pas tenir compte de cet argument. Maintenant, la question est d'en comprendre la signification, qu'est-ce que cela veut dire ?

Nous sommes tous différents et nous vivons tous dans des environnements différents, nous sommes tous confrontés à des conditions d'existence ou de travail différentes, par conséquent nous réagirons différemment à ces substances comme à tout le reste d'ailleurs. La taille de ce monsieur et de sa famille prouve que les perturbateurs endocriniens n'ont pas eu d'impacts sur leur taille, mais qui dit qu'ils n'en ont pas ou n'en auront pas sur leur santé, il ne nous le dit pas et nous n'en saurons rien, peu importe.

Tout ce qu'on peut diagnostiquer, c'est que d'une manière ou d'une autre, tôt ou tard à des degrés divers ils en seront victimes, à moins qu'ils aient eu un mode de vie et des conditions de travail particulièrement saines, qu'ils aient adopté une alimentation équilibrée, qu'ils aient vécu dans un environnement naturel et qu'ils aient échappé au stress ou aux pressions psychologiques qui provoquent toute sorte de dégâts cérébraux ou physiologiques, bref, autant de conditions avantageuses ou mêmes idylliques dont ne pourrait bénéficier qu'une infime partie de la population, si elle existe réellement ou encore.

Cela m'amène à conclure, qu'outre toutes ces conditions individuelles ou extérieures propres à chacun d'entre nous, au cours de notre vie, un jour ou l'autre pendant des périodes plus ou moins longues, nous serons forcément exposés à une ou plusieurs de ces substances chimiques, et en fonction de la combinaison d'une multitude de facteurs qu'elles rencontreront, elles pourront jouer un rôle plus ou moins nuisible sur notre santé, ou au contraire s'avérer inopérantes, parce qu'elles n'auront pas trouvé un terrain favorable pour accomplir leurs méfaits.

Finalement, pour aborder sereinement ce sujet, il fallait faire preuve de mesure et de discernement, car on s'aperçoit que tout est une question de rapports, dosages ou proportions, bref, d'équilibres, comme la plupart du temps dans la vie.

On pourrait dire qu'on part tous dans la vie avec au moins un handicap quelle que soit notre condition sociale, ne serait-ce que celui de ne pas savoir quel sens donner à notre propre existence ou notre propre ignorance. C'est à nous par la suite que revient de faire en sorte de ne pas en accumuler inutilement. Mais le plus souvent la société ne nous en laisse guère l'opportunité, et nous finissons par crouler sous le poids des poisons que le régime nous a imposés insidieusement, l'industrie chimique, agro-alimentaire, pharmaceutique, etc. on peut même ajouter inoculés volontairement pour des raisons purement mercantiles et nuire au passage à notre santé, d'où la nécessité impérieuse et urgente de le renverser...

Après la viande et les produits carnés à proscrire, le poisson ! Voilà comment nous pourrions être réduits à l'état végétatif.

Manger un poisson aux Etats-Unis revient à boire de l'eau contaminée pendant un mois - AFP 17 janvier 202

Consommer un poisson d'eau douce pêché dans les lacs et rivières américains revient à boire durant un mois de l'eau contaminée avec des polluants dits "*éternels*", les PFAS, selon une nouvelle étude publiée mardi.

Ces produits chimiques ont été développés dans les années 1940 pour résister à l'eau et à la chaleur. On les retrouve dans les revêtements anti-adhérents, les textiles ou les emballages alimentaires.

Mais le caractère indestructible de ces PFAS, les per- et polyfluoroalkylées, implique qu'ils se soient accumulés avec le temps dans l'air, le sol, les eaux des lacs et rivières, la nourriture et jusqu'au corps humain.

Les appels se sont multipliés pour une réglementation plus stricte de l'utilisation des PFAS, qui sont nocifs pour la santé, avec des conséquences hépatiques, un taux de cholestérol élevé, une réponse immunitaire réduite et plusieurs sortes de cancers.

Les chercheurs ont voulu mesurer la contamination des poissons d'eau douce en analysant 500 échantillons prélevés dans les lacs et rivières américains entre 2013 et 2015.

Le taux médian de contamination était de 9,5 microgrammes par kilo, selon leur étude publiée dans Environmental Research. Sur l'ensemble des échantillons contaminés, trois-quarts étaient des PFOS, un des contaminants les plus courants et les plus nocifs parmi les milliers qui constituent les PFAS.

Manger un poisson d'eau douce revient à boire pendant un mois de l'eau contaminée à hauteur de 48 parties de PFOS par milliard de milliards. L'eau est considérée saine à boire si elle ne contient pas plus de 0,2 partie de PFOS par milliard de milliards, selon l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), dans sa nouvelle recommandation.

Les taux de PFAS constatés dans les poissons d'eau douce pêchés dans la nature se sont avérés 278 fois plus élevés que ceux identifiés dans les poissons d'élevage vendus dans le commerce.

Pour Patrick Byrne, chercheur en pollution environnementale à l'Université britannique John Moores de Liverpool, les PFAS sont "*probablement la plus grande menace chimique pour l'espèce humaine au 21e siècle*".

"*Cette étude est importante car elle fournit la première preuve de la transmission étendue des PFAS directement des poissons à l'homme*", a-t-il dit.

L'étude est publiée après l'initiative du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède qui ont soumis, vendredi dernier, une proposition d'interdiction d'utilisation des PFAS à l'Agence européenne des produits chimiques.

Cette proposition prolonge le constat des cinq pays selon lequel l'utilisation des PFAS n'était pas suffisamment contrôlée. AFP 17 janvier 2023

J-C – Pourquoi ont-ils attendu 80 ans pour se livrer à une telle étude, parce qu'ils en soupçonnaient les résultats dès le départ et il y avait trop de capitaux en jeu, comme toujours quoi.

Haro sur l'Afrique ! Ils convoitent toutes les richesses de l'Afrique au détriment des Africains.

Forum économique mondial : à Davos, l'Afrique vante ses potentiels - LePoint.fr 17 janvier 2023

Le premier grand rendez-vous économique mondial qui réunit les grands décideurs économiques et de nombreuses personnalités politiques ainsi que la société civile pour aborder l'état du monde et discuter des priorités pour les années à venir, le Forum économique mondial (WEF), rouvre cette semaine ses portes à Davos, petite station de ski des Alpes suisses, sur le thème « *Coopération dans un monde fragmenté* ».

Les attentes sont grandes quant au rôle que pourrait jouer le continent africain dans le façonnement de l'avenir de l'économie mondiale. Avec plus de 1 500 dirigeants du secteur privé et dix chefs d'État, l'Afrique veut plus que jamais muscler sa présence et faire entendre sa voix.

C'est un fait : dans ce monde fracturé, l'Afrique s'est retrouvée au cœur d'une guerre d'influence sans précédent, notamment entre la Chine et l'Occident. La Chine a accru son engagement en Afrique ces dernières années, notamment à travers l'initiative chinoise « *la Ceinture et la Route* » du président Xi Jinping. Les dirigeants occidentaux cherchent également à approfondir leur engagement avec l'Afrique, reconnaissant le potentiel de croissance et de développement du continent.

Les dirigeants africains sont confrontés à des marges de manœuvre budgétaires drastiquement réduites depuis la pandémie, et leurs pays sont plus vulnérables face à la dette.

Malgré ces perspectives sombres, les experts entrevoient pour l'Afrique des pistes sérieuses pour renouer avec une croissance plus vigoureuse et durable, notamment à travers la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Lancé en 2020, l'accord doit permettre la suppression des barrières commerciales et tarifaires entre les 54 pays du continent, facilitant le commerce, l'harmonisation des réglementations et des normes créant l'un des plus grands marchés uniques au monde. Le projet a largement convaincu à Davos, où a été lancée, en mai dernier, une initiative intitulée le Forum des amis de la zone de libre-échange continentale africaine et qui vise à mobiliser les entreprises mondiales pour soutenir la mise en œuvre de la Zlecaf.

Un rapport doit être publié cette semaine sur la manière dont ces entreprises ou les investisseurs internationaux peuvent accélérer sa mise en œuvre. Ce document doit mettre en exergue les principales tendances, opportunités et stratégies pour investir en Afrique, tout en développant des chaînes de valeur locales, sous-régionales et continentales et en accélérant l'industrialisation. Désormais, l'idée est d'accélérer, pour cela, l'organe en charge de la Zlecaf va tout faire pour encourager les pays africains à tirer parti des partenariats avec le secteur privé présent à Davos. Pour rappel, le WEF est financé par ses 1 000 entreprises membres, généralement des entreprises mondiales pesant plus de 5 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

J-C - Les 1 000 plus grands vautours ou prédateurs de la planète responsables de tous les malheurs et souffrances des Africains, tout un programme leur Zlecaf pour tenter de contrer l'influence russe et chinoise grandissante en Afrique.

Paradoxalement, la concurrence féroce à laquelle ils se livrent pourraient profiter davantage aux Africains, et l'accélération de l'industrialisation précipiter la fin du capitalisme une fois sa dernière réserve mondiale d'esclaves disparue ou épuisée.

La guerre que se livrent en Ukraine la Russie et la Chine d'un côté, et les Américains assistés de leurs vassaux occidentaux de l'autre devrait y contribuer comme je l'avais déjà expliqué.

L'enjeu économique est expliqué ci-dessous, il est au cœur du Great Reset de Davos qui a été conçu pour soulager le capitalisme en crise et retarder l'heure de la révolution socialiste mondiale.

LePoint - L'Afrique au cœur de la transition énergétique mondiale

Concrètement, le secteur de l'énergie est l'un des plus attractifs au vu des vastes réserves de ressources énergétiques renouvelables dont dispose l'Afrique. Actuellement, seulement 40 % environ de l'Afrique a accès à l'électricité, l'Agence internationale de l'énergie affirme que le continent doit augmenter sa production d'énergie d'au moins 30 % d'ici à 2030 – les analystes voient dans l'Afrique un acteur majeur de la transition énergétique mondiale, et ce même si des questions persistent à l'avenir des hydrocarbures. Car l'espoir pour l'Afrique le partage à la crainte d'une malédiction semblable à celle associée à l'exploitation de l'or noir dans nombre de pays : celle d'une richesse échappant aux populations locales, les laissant même plus pauvres, dévastant leur environnement et engraissant la corruption. « *Si l'activité se limite à la prospection, à l'extraction des métaux, l'Afrique ne tirera aucun profit de la transition énergétique en Europe. Donc il faut absolument investir dans la chaîne de valeur* », avait dit à l'AFP Gilles Lepesant, géographe et chercheur au Centre national français de recherche scientifique (CNRS).

Conduisant ou stockant l'électricité, ces métaux – lithium, cobalt, manganèse, etc. – entrent déjà dans la fabrication de batteries automobiles, d'éoliennes, de panneaux photovoltaïques. L'industrie a besoin de montagnes de ces minerais pour espérer se détourner du pétrole et des énergies fossiles. La course est lancée par les grandes économies pour sécuriser les approvisionnements. La demande et le prix augmentent de jour en jour. L'Afrique est l'un des théâtres de cette grande compétition. Les annonces de découverte se succèdent à un rythme soutenu. Les experts africains souhaitant là aussi que la zone de libre-échange continentale constitue un cadre pour la transition énergétique verte de la région. « *En déplaçant la fabrication de batteries en aval vers la source de nombreux intrants critiques, comme la RDC, où 70 % de l'approvisionnement mondial en cobalt est produit, la région peut devenir une plaque tournante essentielle dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des véhicules électriques* », veut croire Chido Munyati, responsable de l'Afrique et membre du leadership mondial au WEF. Autant de sujets qui démontrent que l'Afrique continue d'être un acteur majeur de l'économie mondiale et devrait jouer un rôle encore plus important à l'avenir. LePoint.fr 17 janvier 2023

Yellen en Afrique pour renforcer les liens avec les Etats-Unis face aux ambitions chinoises - AFP 18 janvier 2023

La ministre américaine des Finances, Janet Yellen, s'est envolée mardi pour une visite de onze jours dans plusieurs pays africains, après un détour par la Suisse, afin de renforcer les liens avec les Etats-Unis sur un continent où la Chine est devenue un acteur majeur.

Une visite qui intervient quelques semaines après la tenue, en décembre, du sommet Afrique-Etats-Unis à Washington, durant lequel la Maison Blanche a annoncé des investissements à plusieurs milliards de dollars sur les années à venir.

Alors que la Chine et la Russie cherchent à augmenter leur influence en Afrique, les Etats-Unis se retrouvent en position défensive, tentant de défendre sa position sur le continent.

Malgré les annonces à l'occasion du sommet, "*il faut passer de la parole aux actes*" concernant le soutien aux pays africains, a estimé Susan Page, ancienne ambassadrice des Etats-Unis au Soudan du Sud et professeure à l'Université du Michigan.

"*Je pense que l'objectif principal (du voyage, NDLR) sera de se positionner par rapport à la Chine, ce qui est dommage car les pays africains veulent être considérés pour ce qu'ils sont, pas comme un terrain d'affrontement entre grandes puissances*", a regretté Mme Page, interrogée par l'AFP.
La ministre américaine devrait en profiter pour souligner les efforts américains afin de renforcer les partenariats les pays africains ainsi que les liens économiques "*en augmentant les niveaux tant en terme d'investissement que de flux commerciaux*", selon le Trésor. AFP 18 janvier 2023

En complément.

La Chine a vu en 2022 son produit intérieur brut croître de 3%, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS) - AFP 17janvier

---

OTAN de la guerre contre la Russie.

Propagande de guerre et désinformation de l'OTAN.

L'UE accuse la Russie de « *crime de guerre* » après la frappe à Dniepr - LePoint.fr 16 janvier 2023

Guerre en Ukraine : au moins 40 morts à Dnipro, la Russie nie être à l'origine de la frappe - Le HuffPost 16 janvier 2023

« *Les forces armées russes ne bombardent pas les immeubles résidentiels, ni les infrastructures civiles, elles bombardent des cibles militaires.* » Ce lundi 16 janvier, la Russie a démenti être à l'origine du bombardement à Dnipro qui a fait au moins 36 morts. Le porte-parole Dmitri Peskov, a évoqué « *une tragédie* » pouvant être due à un tir de la défense antiaérienne ukrainienne. Le HuffPost 16 janvier 2023

Hypothèse confirmée par les Ukrainiens eux-mêmes.

L'affaire de Dniepro provoque la révocation du conseiller en communication de Zelensky-Réseau Voltaire 17 janvier 2023

Le missile russe qui a touché un immeuble d'habitation à Dniepropetrovsk/Dnipro, le 14 janvier, tuant 44 personnes, en blessant grièvement 75 et détruisant 236 appartements, avait été abattu par la défense anti-aérienne ukrainienne.

Les médias ukrainiens et ceux de l'Otan ont abondamment accusé la Russie de « crime de guerre », ce que celle-ci a démenti.

Le conseiller spécial du président Volodymyr Zelensky pour les communication stratégiques, Oleksii Arestovych, a révélé qu'il s'agissait en réalité d'une erreur de la défense anti-aérienne ukrainienne. Puis il s'est ravisé et enfin l'a confirmé. Sur requête des parlementaires nationalistes intégraux, il a été immédiatement mis fin à ses fonctions.

Le ministère russe de la Défense a précisé qu'il ne cible jamais des immeubles d'habitation civil et que son missile avait effectivement été détruit par la défense anti-aérienne ukrainienne, manquant sa cible militaire et détruisant un immeuble civil à Dniepropetrovsk/Dnipro. Réseau Voltaire 17 janvier 2023

Impardonnable en tyrannie. Elle a commis l'erreur d'affirmer que les sanctions contre la Russie n'avaient servi à rien, ce que tout le monde sait.

Allemagne: la ministre de la Défense démissionne après une série de gaffes sur la guerre en Ukraine - BFMTV 16 janvier 2023

L'Occident ou le camp de la guerre perpétuelle.

Ukraine : Poutine dénonce les livraisons croissantes d'armes de l'Occident - LePoint.fr 16 janvier 2023

L'"*impératif moral*" des suppôts du néonazisme.

Envoi de chars à l'Ukraine: Londres évoque un "*impératif moral*", nouvelle aide américaine en vue - BFMTV 17 janvier 2023

Les Pays-Bas ont l'"*intention*" d'envoyer des missiles Patriot à l'Ukraine - BFMTV 17 janvier 2023

Guerre en Ukraine : le secrétaire général de l'Otan promet « *davantage d'armes lourdes* » livrées à Kiev - Journal du Dimanche 15 janvier 2023

Situation en Ukraine : conférence de presse de Maria Zakharova - lecridespeuples.fr 16 janvier 2023

Source : Ministère de la défense russe

https://lecridespeuples.fr/2023/01/16/situation-en-ukraine-conference-de-presse-de-maria-zakharova/

Contrairement à ce qu'ils prétendent, les États-Unis importent massivement du pétrole russe - Réseau Voltaire 16 janvier 2023

Alors que Washington a interdit l'achat de pétrole russe à toute sa population et à ses alliés, il en importe massivement sans violer ses prétendues « *sanctions* », rapporte *The Telegraph of India* [1].

L'Inde achète pour 1,7 million de barils par jour de pétrole russe. Ce pétrole est raffiné par Nayara Energy et par Reliance Industries, puis revendu légalement aux États-Unis.

Dans la pratique, la guerre économique des États-Unis n'affecte donc plus la Russie, mais exclusivement ses alliés de l'Union européenne qui, eux, sont les seuls à être privés d'hydrocarbures russes. Cette constatation doit être mise en perspective avec le sabotage des pipelines Nord Stream 1 et Nord Stream 2 privant l'Union européenne de sa principale source d'énergie.

Ceci démontre que Washington a parfaitement conscience que Moscou n'a pas envahi l'Ukraine, mais tente d'y appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité. L'ensemble de la propagande atlantiste accusant la Russie des pires crimes ne vise donc pas à mobiliser les troupes alliées contre elle, mais à manipuler les Européens pour leur faire accepter une récession économique imposée dans la droite ligne du rapport au Pentagone de Paul Wolfowitz (photo), en 1992 [2]. Le secrétaire d'Etat Antony Blinken et son adjointe Victoria Nuland appartiennent au même groupuscule idéologique que Paul Wolfowitz [3].

Il écrivait à l'époque : « *Bien que les États-Unis soutiennent le projet d'intégration européenne, nous devons veiller à prévenir l'émergence d'un système de sécurité purement européen qui minerait l'Otan, et particulièrement sa structure de commandement militaire intégré* ». Pour le Pentagone, l'ennemi principal ce n'est pas la Russie, mais une Europe indépendante. Réseau Voltaire 16 janvier 2023

[1] « *India's breaking all records for buying Russian oil, but who is the surprise buyer* ? », Paran Balakrishnan, The Telegraph of India, January 16, 2022.

[2] « *US Strategy Plan Calls For Insuring No Rivals Develop* », Patrick E. Tyler, and « Excerpts from Pentagon's Plan : "*Prevent the Re-Emergence of a New Rival"* », New York Times, March 8, 1992. « *Keeping the US First, Pentagon Would preclude a Rival Superpower* » Barton Gellman, The Washington Post, March 11, 1992.

[3] « *Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussiens* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mars 2022.

Ce qui "*s'effrite*" surtout, c'est la croyance selon laquelle le droit dicterait ses lois à l'économie, alors que la réalité est exactement l'inverse.

La Justice impérialiste s'effrite par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 janvier 2023

En temps de paix autant qu'en temps de guerre, la domination occidentale sur le reste du monde, autant que celle des États-Unis sur leurs alliés, passe par l'instrumentation du Droit. Ainsi, les Tribunaux internationaux ne cherchent aucunement à rendre la justice, mais à confirmer l'ordre du monde et à châtier ceux qui le contestent. Le Droit états-unien et le Droit européen servent aussi à contraindre le reste du monde à respecter les politiques de Washington et de Bruxelles. Ce système commence à pâlir.

Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article218657.html

J-C - Pendant des décennies, de nombreux intellectuels nous ont tenu un discours qui consistait à faire croire que le droit précédait l'économie, parce qu'ils ne tenaient pas à affronter le système économique capitalisme en vigueur, encore moins à rompre avec lui. Pour masquer leur penchant idéologique ou leurs réelles intentions, ils l'affublèrent de vertus qu'il n'avait jamais eu, ils lui attribuèrent la capacité de dépasser ou de résoudre ses propres contradictions, sauf que voilà, hormis partiellement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en recourant à de nouvelles guerres et en se dotant d'un système financier mafieux et criminel tentaculaire, il n'en fit jamais la démonstration ou il échoua misérablement. Soit, ils ne se démontèrent pas pour autant.

Cela ne les empêcha pas d'affirmer que le système capitaliste demeurait réformable pour l'affubler d'un visage humain, prétention cynique ou grotesque s'il en est, en s'appuyant sur ses institutions internationales, principalement l'ONU, qui disaient-ils serait apte à remplir cette mission sociale, politique, pacifiste, humaniste et j'en passe, sauf que là aussi les Nations Unis depuis son avènement le 24 octobre 1945 démontrèrent exactement le contraire. En réalité, l'ONU fut impuissante à empêcher toutes les guerres qui allaient se dérouler sur tous les continents jusqu'à ce 18 janvier 2023, il y en aurait eu environ 250 durant cette période, pire, l'ONU les cautionna toute d'une manière ou d'une autre au détriment des intérêts de tous les peuples.

Pour autant, obstinément ils continuèrent de louer ce qu'ils appelèrent le droit international et la Charte des Nations Unis au mépris de la réalité, mais pas seulement. Ils adoptèrent ce déni ou se réfugièrent dans cette imposture, parce qu'ils refusaient obstinément à la fois de reconnaître que le système capitaliste était en crise et voué à disparaître, et que par conséquent il reviendrait non pas à l'ONU ou à la classe des capitalistes dans laquelle ils avaient placé tous leurs espoirs de résoudre la crise du capitalisme, mais à la lutte de classe des exploités et des opprimés de la résoudre à leur manière en remplaçant ce mode de production et de répartition des richesses par le socialisme, dont ils ne veulent absolument pas entendre parler.

Et voilà qu'on nous sort que le droit international serait manipulé "*en temps de paix autant qu'en temps de guerre*", tient donc, quel aveu ! Mieux, cela ne daterait pas d'hier, elle est bien bonne celle-là après avoir prétendu le contraire pendant de longues décennies. Pour autant, ne vous attendez pas à ce qu'ils reconnaissent s'être fourvoyés et adoptent le socialisme, non, ils vont se livrer à un tour de passe-passe plutôt maladroit, qui consiste à nous faire croire que la Russie et la Chine principalement, dont le régime est totalitaire, prendraient le relais des puissances occidentales pour enfin instaurer "*une Justice internationale égale pour tous*", exactement comme annoncé en 1945, faisant l'impasse sur le fait que la politique des Etats, et qui plus est des grandes puissances, est avant tout dictée par leurs besoins économiques en matière de développement présent et futur, tout autre considération étant secondaire ou sans intérêt.

La partition ou le scénario et les acteurs sont les mêmes, seule la répartition des rôles est amenée à connaître quelques modifications ou bouleversement sans que les rapports entre les classe n'en pâtissent fondamentalement.

Il s'agit donc de changer les acteurs de cette tragique comédie pour entretenir une illusion qui a fait son temps ou dans laquelle il serait criminel ou fatal de croire plus longtemps. Pour en avoir la preuve, il suffit d'observer avec quelle violence Poutine ou Xi Jinping traitent leurs opposants politiques, je ne parle pas des agents de la CIA ou de la NED dont le sort nous laisse indifférent, j'évoque les militants du mouvement ouvrier, des Africains ou des travailleurs exploités par des entreprises chinoises et particulièrement mal traités. On pourrait aussi évoquer les gigantesques inégalités sociales en Russie et en Chine qui rivalisent avec celles aux Etats-Unis ou chez leurs vassaux occidentaux, leur refus de dénoncer la mystification sanitaire et climatique, la participation d'une très importante délégation chinoise à Davos en ce moment même, leur collusion avec

l'oligarchie anglo-saxonne mondialiste, pourquoi, mais parce qu'ils sont tous logés à la même enseigne ou en proie à la même crise économique qu'ils entendent faire payer à la classe ouvrière du monde entier ainsi que certains pans des classes moyennes.

En conclusion, l'hégémonie économique des Etats-Unis et de la vieille Europe qui dure depuis plusieurs siècles touche à sa fin, d'autres acteurs s'apprêtent à les remplacer pour remplir les mêmes fonctions, préserver le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une infime minorité de privilégiés au détriment du reste de l'humanité. Ces prétendants disposent d'arguments sérieux, puisque économiques, ils réclament donc une reconnaissance politique équivalente à leur poids économique. Et comme ce sont eux qui sont à l'origine de la croissance mondiale, leurs besoins croissent forcément ou proportionnellement et doivent également pris en compte, si on ne veut pas que la machine se grippe. Ils disposent donc d'un argument de taille pour faire valoir leurs droits auprès de leurs concurrents désormais dépassés.

Du coup, par pure opportunisme ou parce qu'ils croient y trouver leurs intérêts, les intellectuels qui hier encore misaient sur les premiers, misent désormais sur les seconds qui ont pris leur place. Ils ont changé de cheval de bois, sans se rendre compte qu'au manège ils se ressemblent tous ou aucun ne peut échapper au sort que le processus dialectique historique leur a réservé.

Mystification sanitaire.

L'analyste médical de CNN, le Dr Leana Wen, reconnaît le mensonge « *Nous avons compté trop de morts et hospitalisations Covid* » - lemediaen442.fr 17 janvier 2023

Dans un article publié vendredi, l'analyste médical de CNN et chroniqueur du *Washington Post*, le Dr Leana Wen, a admis que la communauté médicale a surestimé le nombre de décès et d'hospitalisations liées au COVID-19. Leana Wen, qui écrit des articles pour le *Washington Post* afin de partager ses observations sur la pandémie, le port de masques… cite des sources affirmant que la plupart des patients diagnostiqués COVID sont en réalité à l'hôpital pour une autre maladie.

L'article intitulé « *Nous surestimons les décès et les hospitalisations liées à la COVID-19. C'est un problème* » a provoqué des réactions de la part des citoyens sur Twitter, rappelant à la principale intéressée qu'elle se prononce « *deux ans et demi trop tard.* » au moment où d'autres citoyens lambda, scientifiques, statisticiens… — que les mainstream les appelaient « *complotiste*s » — en faisaient déjà état.

Nous rappelons à nos lectrices et lecteurs que l'analyste médical, Leana Wen, avait précisé en octobre 2021 sur CNN que la société avait une « *obligation d'empêcher* » les personnes non vaccinées de quitter leur domicile et d'infecter les autres, de la même manière que la société a l'obligation de dissuader les conducteurs ivres. Elle poursuivra en ajoutant que « *Les vaccinés ne devraient plus avoir à payer le prix des soi-disant choix des non vaccinés. Je pense que nous devons vraiment préciser qu'il y a des privilèges associés au fait d'être américain. Si vous souhaitez avoir ces privilèges, vous devez vous faire vacciner. Voyager et avoir le droit de voyager d'un État à l'autre – ce n'est pas un droit constitutionnel, pour autant que je sache, de monter à bord d'un avion… Si vous voulez rester non vacciné, c'est votre choix, mais si vous voulez voyager, vous feriez mieux d'aller vous faire vacciner.* »

Pour en revenir à notre chroniqueuse du Washington Post, elle a commencé son article en exprimant un certain scepticisme à l'égard des dernières statistiques de décès liées à la COVID-19 du CDC :

« *Selon les Centers for Disease Control and Prevention, les États-Unis enregistrent environ 400 décès liés à la COVID-19 chaque jour. À ce rythme, il y aurait près de 150 000 décès par an. Mais ces Américains meurent-ils de la COVID-19 ou avec la COVID-19 ?* » Selon elle il faut — avec deux ans de retard — comprendre que cette « *distinction est crucial pour mettre en perspective le bilan continu du coronavirus. Déterminer la probabilité qu'une infection entraîne une hospitalisation ou un décès aide les gens à peser leur propre risque.* »

Dans son analyse elle cite comme source le Dr Robin Dretler, médecin traitant à l'hôpital Emory Decatur, qui estime que dans son hôpital, 90% des patients diagnostiqués avec le COVID-19 sont en réalité hospitalisés pour une autre maladie. Selon Dretler, « *puisque chaque patient hospitalisé est testé pour le COVID, beaucoup sont d'ailleurs positifs. Si ces patients décèdent, le COVID pourrait être ajouté à leur certificat de décès avec les autres diagnostics. Mais le coronavirus n'a pas été le principal contributeur à leur mort et n'a souvent joué aucun rôle.* »

Le changement de position de Leana Wen après avoir servi pendant deux ans les lobbies pharmaceutiques ne passe pas bien auprès des citoyens américains qui ont été discriminés et insultés de complotistes, avec la complicité de fact-checkers qui ont appelé à la censure sur les réseaux sociaux pour faciliter l'imposition de lois liberticides. Le changement de cap semble s'opérer avant que la vérité éclate. lemediaen442.fr 17 janvier 2023

J-C – Petit à petit et par petits bouts la vérité sort enfin… Sans que les criminels qui détiennent le pouvoir ou nous gouvernent ne soient inquiétés, évidemment.

Que signifie le revirement des autorités chinoises ?

Covid-19 en Chine : au moins 60 000 morts selon les autorités sanitaires du pays - AFP/lejdd.fr 14 janvier 2023

Selon les autorités chinoises, ce samedi, le décès d'au moins 60 000 personnes est lié au Covid-19, depuis un mois. Date à laquelle le pays a levé ses restrictions sanitaires.

La Chine a brutalement levé les mesures sanitaires début décembre après trois années de restrictions parmi les plus draconiennes au monde. Le nombre de malades a connu dans la foulée une forte croissance. Des hôpitaux se retrouvent submergés de patients âgés et des crématoriums apparaissent dépassés par l'afflux de corps. AFP/lejdd.fr 14 janvier 2023

J-C – Lire aussi les causeries précédentes où ce sujet avait été abordé quasi-quotidiennement pour bien comprendre de quoi il s'agissait vraiment.

Donc si on comprend bien, du jour au lendemain on serait passé en Chine de 30 à 60.000 morts dus à ce virus. Pendant combien de temps vont-ils continuer à se foutre de nous ?

Si la détection ou distinction entre les virus est aussi aléatoire ou bordélique en Chine qu'ailleurs, rien ne permet d'établir de quel virus respiratoire ces personnes sont décédées, c'est la première chose.

La seconde et non des moindres, pour ne pas raconter ou surtout faire croire n'importe quoi et qui n'est évidemment pas rapportée par l'AFP, c'est de savoir en quel état de santé étaient ces personnes et quel était leur âge.

Si elles avaient des comorbidités et/ou étaient très âgées, elles font partie des personnes vulnérables qui sont emportées prématurément chaque année après avoir été en contact avec des virus ou des bactéries spécifiques, pour ainsi dire naturellement, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, sauf si on fait l'impasse sur cette donnée pour donner une importance démesurée à quelque chose qui ne le mérite pas à des fins idéologiques.

Dernier élément à prendre en compte. Les autorités chinoises ont manipulé pendant trois ans toutes les données sanitaires à des fins politiques internes et externes. Bien qu'elles aient adopté à la lettre ou avec zèle les mesures liberticides recommandées par l'OMS-Gates-Rockefeller-Davos contre le peuple chinois, elles ont été vivement critiquées par les Etats occidentaux pour ne pas avoir recensé plus de décès du covid parmi leur population.

Il faut bien comprendre qu'ils ne pouvaient pas leur reprocher d'avoir mis en œuvre ces mesures liberticides trop rapidement, et d'avoir ainsi freiné ou stoppé la propagation de ce virus, personne ne l'aurait compris, toujours est-il que cela aurait permis de comptabiliser des millions de morts et de servir d'épouvantail pour terroriser le reste du monde, une arme dont ils ont dû finalement se passer.

Et voilà qu'en janvier 2023, les occidentaux remettent cela après l'abandon de ces mesures liberticides par la Chine, alors qu'eux comptent continuer de se servir le plus longtemps de cette mystification contre leurs peuples, ils sont terrifiés à l'idée qu'à cette occasion on découvre leur gigantesque supercherie, il faut absolument dorénavant qu'un grand nombre de Chinois meurent du covid, c'est indispensable pour justifier leur propre discours alarmiste et le recours à nouveau à ces mêmes mesures, masque, test PCR, geste barrière, confinement, "*vaccination*", etc.

Il semblerait que les autorités chinoises se soient pliées à cette mascarade qui ne leur coûte rien. D'autant plus que les Chinois continuent massivement de porter des masques ou se comportent comme des zombies. C'est terrible ou même effrayant de constater à quel point un peuple entier en est rendu à un tel stade de soumission, de résignation, comme lobotomisé ou réduit à l'état cérébral végétatif. Si maintenant cela peut rendre service aux régimes occidentaux en bute à des crises sociales et politiques de faire croire que des centaines de milliers ou des millions de Chinois vont mourir du covid et que cette menace pèse toujours sur la population mondiale, pourquoi pas si en retour ils leur lâchent un peu les basques...

Rappelons pour finir ce qu'on cherche à tout prix à nous faire oublier, à savoir que partout dans le monde depuis la nuit des temps les hommes meurent rarement de morts naturelles ou lorsque biologiquement un ou des organes essentielles sont usés ou ne sont plus en mesure de remplir leurs fonctions, dans plus de 95% des cas d'autres causes précipitent leur fin ou mettent fin prématurément à leurs jours, il arrive même de plus en plus souvent qu'ils soient malades ou diminués, médicalement assistés pendant des années ou des décennies avant de trépasser, une infime minorité parmi les hommes meurent de leur belle mort comme l'on dit pendant leur sommeil d'un arrêt du cœur au-delà de 80 ou 90 ans.

Quelques données sur la Chine.

- 9.811.000 décès ont lieu annuellement en Chine. Environ 2 millions de Chinois succombent au cancer annuellement. (globometer.com)

- La pollution (2,2 millions), l'obésité (300.000 morts), le tabagisme (1,4 million) et les accidents (800.000 morts), en majorité liés à la circulation, tuent plus de 4,7 millions de Chinois chaque année, selon une étude publiée dans The Lancet. sciencesetavenir.fr 01 septembre 2014

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 janvier 2023.

Ne serait-ce pas légitime d'acquérir pour commencer ce début de conscience politique ?

Quand les acteurs économiques qui préconisent de réduire la consommation sont les mêmes que ceux qui l'ont encouragée et s'y adonnent sans restriction, quand les acteurs politiques qui condamnent la guerre sont les mêmes que ceux qui l'ont fomentée et la financent, quand les mêmes vous incitent à changer votre comportement pour qu'ils n'aient pas à changer le leur, quand ceux qui fustigent la désinformation n'ont jamais cessé de vous mentir ou tromper sciemment sur tout jusqu'à ce que la vérité les submerge, il faudrait être naïf ou dérangé pour les croire, non ?

Alors pourquoi ne pas rompre avec eux, avec tout ce qu'ils représentent, avec leur idéologie cruelle et cynique, barbare, avec la multitude d'idées fausses ou néfastes qu'on a adoptées un jour sans savoir trop pourquoi, que par ignorance ou méprise on avait prises pour des connaissances et qui n'étaient en fait que de vulgaires croyances, avec des habitudes comportementales qui relèvent du conformisme dont nous avons été imprégnés dès notre naissance et qui ont fait de nous des esclaves au lieu d'être des hommes ou des femmes indépendantes épris de justice et de liberté ?

Vous avez dit que la médecine était pourrie en France ? Le témoignage reçu de ma seconde sœur.

En 2020, j'ai été opéré à nouveau des intestins, j'avais des adhérences, une occlusion intestinale avec perforation. Au bout de 12 jours je sors de l'hôpital, ma cicatrice pas terrible, le lendemain matin j'ai appelé en urgence mon infirmière, ma plaie m'avait mouillé tout mon pansement, en fait j'avais une première infection, retour à l'Hôpital, il me nettoie et je repars. J'ai eu 4 infections, les 3 premières n'inquiétaient pas mon chirurgien, c'est mon infirmière qui m'a dit d'aller voir mon généraliste et faire un prélèvement. J'avais seulement un staphylocoque doré!!!! Alors prise d'antibiotiques à forte dose. Bravo l'hôpital !!! Donc maintenant je me méfie encore plus qu'avant.

Je vais ajouter un mot qu'elle lira.

On a tous un tas d'histoires épouvantables du même genre à raconter, qui nous sont arrivées ou qu'on nous a racontées.

C'est un véritable cauchemar, effectivement ! Il est pour ainsi dire interdit de tomber malade… et de vieillir, de devenir vieux, et c'est pourtant ce qui est en train de nous arriver à notre âge (64 et 67 ans). Personne n'y échappera un jour, alors il vaut mieux en prendre conscience ou notre partie, et tout faire pour ménager notre monture, l'entretenir du mieux possible, non pas pour qu'elle dure le plus longtemps possible, car ce genre d'acharnement est malsain, mais pour qu'elle demeure en bonne état de marche le temps qu'il nous reste à vivre.

Ces maladies ou ces expériences malheureuses du corps médical nous ont au moins permis de prendre conscience d'un certain nombre de choses ou d'en tirer des enseignements. C'est ce qu'on

doit garder à l'esprit et cultiver, partager. Le présent appartient à ceux qui peuvent se projeter dans le futur, de manière d'autant plus désintéressée qu'il nous reste peu de temps pour en profiter.

C'est seulement si on n'a pas le sens de la propriété, si on n'est pas attaché à la vie plus que cela, et si en plus on a la conviction d'avoir été honnête tout au long de notre vie, de n'avoir jamais manqué de respect envers les autres, hormis peut-être exceptionnellement quand les conditions nous y avaient conduit malgré nous et qu'on l'a assumé par la suite, on aura le droit de partir l'esprit tranquille, que demander de plus franchement, au hasard : Que vive le socialisme !

Voilà qu'ils s'en vantent les assassins !

Les médecins lui affirment à 10 reprises que sa fille va bien, elle avait en réalité une leucémie - Yahoo

J-C - Cette rubrique est animée par un médecin spécialement recruté par Yahoo, Davos !

Bienvenue dans leur monde de dégénérés.

Woke, féminisme corporatiste et prostitution ou toutes des putes !

Isabelle Mergault "*support masturbatoire*" ? Un auditeur surprend l'actrice en direct dans Les Grosses Têtes - Purepeople

Je milite donc je deviens lesbienne : "*Pendant 20 ans, j'ai cru que je n'aimais pas le sexe*" - Yahoo

J'ai trois amants car mon mari est trop traditionnel au lit - Closer

---

Comment ils vous empoisonnent délibérément.

Attention, cette boisson peut doubler votre risque de cancer de l'intestin - Yahoo

A l'usine ou chez les pauvres cela ne risque pas d'arriver !

Une femme victime d'un cancer à cause de sa manucure - Yahoo

Question existentielle à devenir fou ou folle : Docteur (Big Pharma) est-ce que je pisse trop ou pas assez ?

Le cancer de la vessie est le 7e le plus fréquent en France : les 5 signes qui doivent vous alerter - Yahoo

Cela pourrait-il avoir un rapport de cause à effet, qui sait ?

Blanchâtre, tachetée, lisse : voici ce que dit votre langue sur votre santé - Yahoo

Vos culottes ont des taches blanches ? Voici ce que cela révèle sur votre vagin - Yahoo

---

Big Brother veille !

Les saisies d'œufs de contrebande en hausse aux États-Unis - Courrier international 20 janvier 2023

Le prix des œufs a bondi de 60 % en un an aux États-Unis. Le Service des douanes et de la protection des frontières rapporte une augmentation du nombre de confiscations et d'amendes à la frontière américano-mexicaine. Courrier international 20 janvier 2023

L'anarchie du capitalisme conduit à la surproduction et la crise du capitalisme à des périodes de pénuries, quand ils ne les organisent pas eux-mêmes pour en tirer un maximum de profit.

Pénuries : ces aliments vont manquer dans les supermarchés en 2023 - Yahoo 18 janvier 2023

Les pénuries de produits sont désormais monnaie courante dans les supermarchés. En poussant leur caddie, les clients sont confrontés à des ruptures de stocks sur de multiples produits. Et cela ne devrait pas s'arranger en 2023. Tour d'horizon non exhaustif des produits qui devraient manquer dans les rayons cette année.

La viande rouge
Le riz
Les pois chiches
Les champignons
Moutarde, pain, farine, huile de tournesol

L'Union européenne face à une pénurie de médicaments - Euronews 18 janvier 2023

L'Union européenne connaît des pénuries de médicaments. Les antibiotiques, comme l'amoxicilline, ou les produits contre le rhume, la grippe et autres infections respiratoires sont parmi les plus touchés. Il en va de même pour les traitements pédiatriques.

La situation est considérée comme critique dans la plupart des pays membres. Si les traitements ne sont pas menacés dans les pharmacies, les experts appellent tout de même les citoyens à ne pas constituer de réserve.

Une étude récente en Espagne indique par exemple que les pénuries ont progressé de 38% en un an. L'inflation, la hausse des prix de l'énergie, la crise des matières premières et l'impact de la pandémie de covid-19 expliquent ce phénomène. Euronews 18 janvier 2023

J-C – En cas de rhume, grippe, etc. pendant quelques jours, une grosse dose de vitamine C et D, du zinc et du magnésium, et pas besoin de médicaments chimiques de synthèse. Profitez-en la consultation est gratuite !

Psychopathie aggravée. Après au secours il fait trop chaud, au secours il fait trop froid.

Un record depuis 20 ans: il fait -62,7°C à Iakoutsk, la ville la plus froide du monde - BFMTV 19 janvier 2023

Plus de 20 ans qu'il n'avait pas fait si froid. Par ailleurs le mois le plus froid de l'année dans la ville.

Qui alimente cette psychose ?

Ce nouveau record intervient seulement deux jours après que le mercure est déjà descendu à -50°C, rapporte CNN. BFMTV 19 janvier 2023

Grève du 19 janvier et « *marche* » du 21 janvier 2023

Polémique sur le nombre de participant à la « *marche* » du 21 janvier 2023 à Paris.

Les organisateurs ont comptabilisé 150 000 participants à ce rassemblement parisien entre les places de la Bastille et de Nation.

Le cabinet d'études et de conseil Occurrence a comptabilisé 14.045 personnes seulement, 12.000 d'après une source policière à BFMTV.

J-C- A ce jeu-là, ce n'est pas qui dit mieux, mais qui dit moins je t'embrouille !

Un mot rapide sur le cabinet Occurrence. Dis-moi qui tu es, et je saurais de quoi tu es capable !

Wikipédia qui appartient à la même famille du mondialisme nous dit que : "*ce n'est qu'en 2017 que ces comptages trouvent un écho médiatique, à la suite de la création d'un collectif de médias à l'initiative du journaliste politique Thomas Legrand*".

Ensuite on apprend que Thomas Legrand collabore régulièrement à Slate.fr et Paris Match.

Slate.fr a été cofondé par le banquier J. Attali, et depuis juin 2017 Ariane et Benjamin de Rothschild en sont les principaux actionnaires.

Quant à Paris Match est la propriété de Vincent Bolloré. Thomas Legrand est également conseiller de la rédaction pour le Supplément Politique sur Canal+ qui appartient aussi à Bolloré.

Sans rire, Occurrence recourt à un algorithme (de comptage), le même procédé employé par le GIEC pour instrumentaliser frauduleusement les aléas climatiques, à tel point nous dit-on, que "*plusieurs experts en mesures statistiques, dont notamment le professeur Bruno Andreotti,*

soulignent les limites techniques et méthodologiques du dispositif mis en place par le cabinet Occurrence pour le comptage des manifestants", une formule courtoise pour caractériser ce qu'il faut bien appeler des manipulations grotesques à répétition.

Occurrence est une filiale depuis 2022 du groupe IFOP qui a cédé ses parts au gestionnaire d'actifs LFPI en juillet 2022. (Source : Wikipédia et mrnews.fr 31 juillet 2022)

J-C – Comme quoi je ne suis pas sectaire !

Supplément à Informations ouvrières (POI-Nupes), vendredi 20 janvier 2023 (4 pages)

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2023/01/SUP_Informations-ouvrieres-740_20-janv-2023.pdf

Qui a dit ? Pas de sens, vraiment ?

- « *Cette réforme n'a pas de sens* » et Emmanuel Macron « *ne tiendra pas* », ajoutant à propos du président de la République : « *Il faut qu'il arrête, cela n'a pas de sens, ce bras de fer est inutile [...], cela l'honorerait.* »

Réponse : Jean-Luc Mélenchon, chef de file des Insoumis, au début de la manifestation à Marseille. RT 19 janvier 2023

Quelques infos sur le déroulement de mobilisation du 19 janvier 2023.

Entendu à Marseille dans la manifestation. Travailler pour vivre ou vivre pour travailler ?

- «*Je n'ai pas envie de mourir au travail*»

AFP/RT - Les représentants des syndicats se sont réunis en fin d'après-midi de ce 19 janvier au siège de Solidaires, après une journée de grève et de manifestations qui a réuni selon la CGT plus de deux millions de personnes, et 1,12 million selon le ministère de l'Intérieur et plus de deux millions selon le secrétaire général de la CGT.

Plus de 200 manifestations ont eu lieu à Paris et en régions, très majoritairement dans le calme.

Quelque 400 000 personnes ont manifesté à Paris contre la réforme des retraites, selon la CGT, 80 000 à Paris selon le ministère de l'Intérieur

Le leader des insoumis Jean-Luc Mélenchon a estimé que les syndicats unis ont réalisé «*une démonstration impressionnante de leur audience populaire*» et qu'Emmanuel Macron a perdu la «*première manche*» d'un conflit appelé à durer.

Contre la réforme des retraites, les syndicats appellent à une nouvelle mobilisation le 31 janvier - 19 janvier 2023 AFP/RT

Réforme des retraites : malgré l'ampleur de la mobilisation, l'exécutif ne compte pas reculer - Europe1 20 janvier 2023

Un conseiller du gouvernement réaffirme d'ailleurs la détermination de l'exécutif : "*On ne bougera pas, on ne le peut pas, sinon le président perd toute crédibilité pour les quatre prochaines années*". Le texte sera donc présenté en Conseil des ministres lundi, comme prévu. Europe1 20 janvier 2023

En famille. Tartufferie ou tous soumis à leur souverain.

Retrait inconditionnel ou Macron le tyran dehors ! Il n'existe pas d'autres alternatives.

La question n'est pas de savoir si le système de retraite actuel est viable ou non à court, moyen ou long terme, s'il est compatible ou non avec la politique ultra libérale de Macron, mais qui des aspirations des travailleurs ou des besoins du capitalisme sont légitimes et doivent être pris en compte.

Si le système économique est incompatible avec la satisfaction des besoins élémentaires des travailleurs, il doit disparaître et ses représentants doivent être chassés du pouvoir, à commencer par Macron, la Ve République et le capitalisme doivent être abolis, la République sociale et démocratique instaurée.

Explication.

Il faut partir du constat, que l'état actuel du système des retraites et sa pérennité dépendent essentiellement de facteurs économiques, qui concourent à sa viabilité ou au contraire à sa mise en faillite. Il faut ensuite préciser que les capitalistes et leurs représentants sont les seuls décideurs en la matière, ce sont eux uniquement qui possèdent le pouvoir de décider sur quels facteurs agir pour assurer la survie et l'amélioration ou la détérioration du système de retraites en vigueur.

Autrefois à l'issue d'une telle mobilisation, le même jour en fin d'après-midi le gouvernement recevait une délégation des syndicats pour leur indiquer quelle suite il entendait donner aux mesures contestées par les syndicats et les manifestants, souvent il annonçait qu'il était prêt à les amender ou à faire quelques concessions, parfois il annonçait purement et simplement qu'il retirait son projet. Dès lors on savait à quoi s'en tenir le jour même et la suite de la mobilisation pouvait être annoncée dans la foulée, s'il s'agissait d'une grève, un appel à la poursuivre le lendemain pouvait être envisagé ou une nouvelle manifestation les jours suivants.

Dorénavant plus rien de tout cela. Ils communiquent par médias interposés, et la prochaine action, qui peut être annoncée le jour même, car déjà programmée par les bureaucrates syndicaux, est renvoyée à plusieurs semaines ou davantage, d'ici là elle sera entrecoupée d'actions sectorielles ou par catégories professionnelles histoire de briser l'unité qui avait pu se réaliser le premier jour et qui pouvait augurer une mobilisation encore plus forte la fois suivante, ce qu'il faut éviter à tout prix.

Durant cette période tout sera fait pour diviser les travailleurs, notamment à travers des déclarations contradictoires et autres manœuvres destinées à instaurer le doute dans la tête des travailleurs sur les réelles intentions de ces dirigeants et leur chance d'obtenir satisfaction, entamer leur détermination pour qu'ils se démobilisent ou se résignent.

Louis Boyard: "*Je trouve la posture du président de la République arrogante, à son habitude*" - BFMTV 20 janvier 2023

Emmanuel Macron en Espagne pendant la grève: pour Olivier Besancenot, "*c'est super méprisant*" - BFMTV 19 janvier 2023

J-C - Non, il est normal que le banquier Macron méprise les travailleurs, c'est très bien ainsi, au moins on connaît ses intentions. Qu'est-ce qu'ils lui reprochent au juste, sinon de ne pas être aussi hypocrite qu'eux, on est en droit de le penser.

Bref, c'est une affaire de rivalité entre eux, dont nous ne devons pas être les arbitres ou plutôt, ni les uns ni les autres ne sont dignes de confiance pour représenter les intérêts des travailleurs, qui doivent désigner leurs représentants parmi les militants des organisations qui combattent à leur côté pour mener leur lutte jusqu'à l'émancipation du capital, et non pas parmi ceux qui entendent s'accommoder du capitalisme et n'ont eu de cesse de nous trahir.

François Ruffin: "*On a un irresponsable aujourd'hui à la tête du pays*" - BFMTV 21 janvier 2023

J-C - Pas du tout, il gouverne pour la classe dont il est le représentant, sans masque, il n'est pas comme vous. Qu'est-ce qui vous choque, qu'il apparaisse tel qu'il est, peut-être parce que vous ne l'avez jamais décrit ainsi pour justifier de continuer à avoir des relations avec lui, c'est bien cela n'est-ce pas, parce que vous n'avez jamais envisagé de rompre avec Macron et la Ve République. On le savait déjà !

"*Choisissez votre camp*": Mélenchon critique le soutien de Musk à la réforme des retraites - BFMTV 21 janvier 2023

J-C - Il en tient une épaisse couche d'opportunisme ! Vous vous voyez dire à un milliardaire : Cher monsieur, "*choisissez votre camp*", comme si ce n'était pas fait depuis longtemps, sinon il ne serait jamais devenu multi milliardaire !

Mélenchon nous prend pour des cons ou plutôt il nous révèle quel camp il a choisi, par le nôtre évidemment, sinon il ne s'adresserait pas de cette manière-là à Musk. Il tiendrait à le légitimer, qu'il ne s'y prendrait pas autrement, car imaginez un instant que Musk lui réponde, j'ai réfléchi vous avez raison, je vais me ranger à vos côtés contre Macron, et Mélenchon célèbrerait sa grandeur d'âme, sa générosité, oubliant d'un coup comment il a bien pu accumuler une telle fortune, à laquelle il ne renoncerait pas pour autant, ce dont se foutrait éperdument Mélenchon. C'est vraiment un pauvre type, un sale type finalement, car il sait ce qu'il dit et fait.

Ne dit-on qu'il faut battre le fer tandis qu'il est chaud ? Temporisation et manœuvres des briseurs de grève.

Retraites : après une mobilisation importante, notamment dans les villes moyennes, les syndicats temporisent - publicsenat.fr 20 janvier 2023

L'horizon du 31 janvier fixé par les syndicats comme prochain rendez-vous du mouvement social, a pu interroger. Pourquoi attendre 12 jours alors qu'après ce premier coup de semonce réussi, on

aurait pu s'attendre à ce que l'intersyndicale embraye pour capitaliser sur ce succès. Maxime Quijoux identifie deux paramètres qui pourraient expliquer cette temporisation des syndicats et cette recherche d'un « *point d'équilibre* », qui « *peut être insatisfaisant pour les partisans d'une mobilisation plus forte et plus rapide.* »

Premièrement, l'unité et le front syndical étant « *la boussole principale des organisations syndicales* », entamer le mouvement par « *des formes incantatoires d'appels à la grève générale reconductible* » aurait pu froisser la CFDT, ce que veulent éviter les autres centrales syndicales : « *La CFDT n'est pas une organisation qui a l'habitude de battre le pavé. Or, l'idée est de ne pas trop crisper les uns et les autres, d'avoir des mots d'ordre moins radicaux, mais plus unitaires, pour continuer cette unité syndicale le plus longtemps possible. Les syndicats voient cela comme la seule manière d'avoir une issue victorieuse à ce conflit.* » publicsenat.fr 20 janvier 2023

J-C - Question : "*Une issue victorieuse à ce conflit*" pour qui, les travailleurs ou Macron-BlackRock ?

Et ils nous refont le coup du "*rapport de force avec le gouvernement*" qui sert habituellement de prétexte pour ensuite accuser les travailleurs d'être responsables de l'échec d'une bataille, parce qu'ils n'auraient pas été assez nombreux à se mobiliser, alors qu'ils auront tout fait pour qu'il en soit ainsi, soit en recourant dès le départ à un double langage, c'est encore le cas aujourd'hui, soit en recourant à une série de journées d'action au lieu de poursuivre immédiatement dans la lancée, c'est aussi le cas aujourd'hui, soit en n'inscrivant pas leur combat dans une perspective politique plus large qui permettrait de souder l'ensemble des travailleurs contre le régime.

RT - Il faut "*établir un rapport de force avec le gouvernement*", "*Nous ne sommes qu'au début du processus*". Vous avez déjà entendu ce genre de discours des centaines de fois et vous en connaissez à l'avance les conséquences ou conclusions : La défaite annoncée.

Alors que la première journée de grève contre la réforme des retraites a rassemblé plus d'un million de personnes en France, la CGT-Cheminots veut inscrire la mobilisation dans la durée pour «établir un rapport de force» avec le gouvernement.

«*Il est très probable qu'on fera plus que le 31. Après, est-ce que ce sera avant ou après, ça, c'est ce dont on va discuter cet après-midi*», a-t-il insisté, soulignant «*la très très forte détermination des agents pour peser*» dans le débat sur les retraites. «*Nous ne sommes qu'au début du processus et le gouvernement a l'air de considérer qu'il y a eu une manifestation, c'est comme ça, c'est un témoignage*», a observé le secrétaire général de la CGT-Cheminots Laurent Brun RT 20 janvier 2023

J-C - Et c'est reparti pour 2, 3 tours ou plus... jusqu'à épuisement ou résignation !

- En attendant, l'intersyndicale appelle à "*multiplier les actions*", "*notamment autour du lundi 23 janvier*", jour de la présentation de la loi en Conseil des ministres. BFMTV 21 janvier 2023

BFMTV - Au sortir de la mobilisation du jour, l'ex-candidat à la présidentielle s'est aussitôt projeté vers la "*deuxième phase*" du mouvement social, comme le montre cette note publié sur son blog.

Avec un conseil à l'attention des syndicats: proposer une journée de mobilisation un week-end afin de permettre l'"*action conjointe*" des différents opposants à la politique de l'exécutif.

"*Puis viendra la deuxième phase*", a ainsi écrit Jean-Luc Mélenchon: "*Ce sera celle où les syndicats décideront une action conjointe avec les autres secteurs de la société en appelant à une date de rassemblement et d'action un samedi ou un dimanche*".

Car après un jeudi de grève très suivi, après une marche des jeunes ce samedi, il s'agit à présent pour le fondateur de la France insoumise de réussir "*l'élargissement du front de lutte*". "*L'idée est que cette bataille ne concerne pas seulement les salariés en emplois. Elle concerne au premier chef tout autant les chômeurs et les jeunes en formation. La stratégie d'élargissement leur est destinée en premier lieu*", a-t-il expliqué.

En conséquence, "*facs et lycées doivent se mettre en mouvement*", a-t-il prolongé. Jean-Luc Mélenchon a ensuite incité d'autres secteurs de la société à rallier les rassemblements, s'adressant aux "*classes moyennes, cadres et les petits patrons et commerçants*". BFMTV 22 janvier 2023

En 2016 lors de la bataille contre loi travail dite El Khomri, ils avaient organisés 14 journées d'action pour briser la détermination des travailleurs qui y étaient opposés et qui s'étaient mobilisés pour son retrait, vous connaissez la suite, cette loi scélérate anti-ouvrière fut adoptée.
Dans un contexte différent, si la classe ouvrière et des pans entiers des classes moyennes ainsi que la jeunesse se mobilisaient ensemble pour obliger Macron à retirer son projet de contre-réforme des retraites, après avoir manifesté majoritairement à de multiples reprises au cours des dernières décennies leur méfiance ou leur rejet massif des partis et syndicats qui organisent aujourd'hui la mobilisation contre Macron, il faudrait en tirer l'enseignement politique que la détérioration de leurs conditions a atteint un tel degré et que leur niveau de conscience a suffisamment progressé, pour que la combinaison de ces deux facteurs déterminant l'emporte sur toute autres considération et submergent ses organisateurs, ce qui témoignerait de leur volonté d'infliger une défaite politique à Macron, voire à trouver une issue politique à la crise qui ronge inexorablement le régime en place.

Autrement dit, si des millions de travailleurs de toute condition déferlaient dans la rue, ce serait à la fois contre Macron et ceux qui prétendent les représenter, reste à savoir si au cours de ce processus, ils trouveraient la voie pour s'organiser ou créer leurs propres organismes indépendant de pouvoir en intégrant les milliers de militants du mouvement ouvrier combattant sincèrement à leurs côtés, pour continuer le combat jusqu'au retrait de cette contre-réforme ou chasser Macron.

C'est la stratégie politique que je propose aux lecteurs d'adopter.

Faites tomber les masques. Le vrai visage des libertariens prétendument progressistes ou humanistes selon des opposants à Macron.

Elon Musk soutient la réforme des retraites du gouvernement - Le HuffPost 22 janvier 2023

Le milliardaire propriétaire de Twitter a écrit sur son réseau social pour apporter son soutien à la réforme des retraites voulue par Emmanuel Macron. Le HuffPost 22 janvier 2023

J-C - De la droite conservatrice, souverainistes, issus de l'extrême droite ou affichant leur proximité avec l'extrême droite, partisans ou admirateurs de Trump, etc. ils sont nombreux sur les réseaux dit sociaux à soutenir ce courant politique, qui n'est finalement qu'une variante du néolibéralisme au sein du parti républicain aux Etats-Unis.

C'est un puissant rival organisé au sein du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste. Elon Musk ne fait pas partie des GAFAM, il en est un allié, sinon il ne serait jamais parvenu à accumuler une telle richesse, ils l'auraient brisé avant ou liquidé physiquement.

En France, ce courant idéologique a conquis certaines personnalités. Ils sont facilement repérables. Ils font partie de ceux qui se sont opposés à la dictature sanitaire planétaire de l'OMS-Gates-Rockefeller-Davos durant les trois dernières années, à juste titre soit dit en passant, et qui disposaient d'un réseau ou d'une couverture médiatique suffisamment large pour attirer et mobiliser les membres des classes moyennes ou les intellectuels qui rejetaient toutes les mesures liberticides qui nous ont été imposées par Macron. Bref, Ils les ont instrumentalisés de sorte qu'ils ne constituent jamais un pôle de regroupement politique opposé au régime indépendant, et ils en recrutèrent certains parmi eux au passage. Ils s'en servirent pour distiller leur idéologie extrémiste de droite au sein des classes moyennes, au détriment de qui direz-vous peut-être, mais du mouvement ouvrier dont ils se sont écartés un peu plus, c'était aussi leur objectif, si bien qu'aucun parmi les crétins qu'ils prirent dans les mailles de leur filet ou manipulèrent ne s'en rendit compte !

Pendant 2 ans, sans jamais me compromettre, j'ai participé à un blog d'un médecin pour me rendre compte par moi-même de leur manière de procéder, et voir comment leur mentalité et comportement évoluaient, et je n'ai pas été déçu, cette expérience me permit d'apprendre beaucoup de choses sur ce sujet.

Fascinant. Quand Macron évoque son régime fascisant qui soutient le régime néonazi ukrainien.

Selon Macron, "*il nous manque quelques éléments de réponse*" face à l'extrême droite - BFMTV 19 janvier 2023

"*On n'arrive pas à rappeler cette histoire et ces spécificités de l'extrême droite*" pour qui "*c'est l'Etat de droit qu'il faut changer"*, a-t-il relevé en marge d'un sommet franco-espagnol, soulignant que "*la liberté des journalistes, la liberté universitaire et académique, l'indépendance des magistrats (étaient) menacées*" dans les pays où elle parvenait au pouvoir. En outre "*l'extrême droite dans son histoire, parfois dans certaines de ses composantes, a un rapport à l'antisémitisme, au racisme, à la xénophobie*", a-t-il rappelé.

Emmanuel Macron a mis en garde contre "*une confusion des esprits*", qui "*s'installe, par pragmatisme diraient certains, par glissement ou faiblesse, moi je dirais plutôt*", quand "*on va accompagner progressivement un mouvement de normalisation de l'extrême droite parce que ça arrange de faire des accords. Moi je crois que ce n'est pas bon*".

"*Il faut être intraitable dans cette matière mais intraitable en tirant les conséquences pour nous - mêmes (...) en terme d'efficacité politique, de revitalisation du champ politique, démocratique, et républicain. Et donc en revigorant notre capacité à faire, sur le plan national et européen*", a-t-il plaidé.

Face aux "*peurs*" suscitées par les "*transitions*", notamment énergétique, "*il nous faut, nous démocrates progressistes (...) savoir apporter des réponses qui permettent de proposer un avenir possible et qui rassurent*", a-t-il énuméré.

"*Il nous faut retrouver de la capacité à protéger mieux, sur le plan sécuritaire, sur le plan économique, industriel, sans doute les classes populaires et les classes moyennes*", a-t-il insisté. "*C'est parfois quand nous n'arrivons pas à avoir des résultats suffisamment vite et forts et à convaincre qu'on a nos compatriotes qui se tournent vers l'extrême droite*".

Enfin "*nous ne devons pas oublier de défendre la démocratie et l'État de droit"* qui restent *"fragiles"* et ne sont pas *"un acquis*", a-t-il conclu. BFMTV 19 janvier 2023

J-C – Délirant, n'est-ce pas ? C'est à cela qu'on reconnaît un tyran justement…

Totalitarisme. Nous sommes en dictature chut !

J-C - Chut, s'exclament en chœur les dirigeants de la fausse gauche et extrême gauche, qui parce qu'ils continuent de collaborer avec le représentant du nouvel ordre mondial totalitaire de Davos, Macron, ne peuvent pas caractériser le régime tel qu'il est. Ils partagent donc avec Macron la responsabilité des conséquences épouvantables de cette dictature.

José Garcia dénonce la censure de l'humour : « *On nous empêche de rire ensemble. Il y a une sorte de dictature !* » - lemediaen442.fr 21 janvier 2023

José Garcia dénonce la censure de l'humour dans la société actuelle et compare celle-ci à une dictature.

José Garcia a déclaré lors d'une interview sur France Bleu que notre société actuelle manque d'humour et que celui-ci est de plus en plus censurée. « *Quand une société va bien, il y a beaucoup d'humour. Ce que je trouve très scandaleux maintenant, c'est que tout a été fait pour enlever le principe de choquer. C'est ça qui m'inquiète.* » , a déclaré l'acteur et humoriste. Il ajoute que « *de nos jours, on nous empêche de rire ensemble et ça c'est très douteux parce que c'est comme ça que une société va bien. On ne manque pas d'humour mais il est écrasé, il est interdit. Quand on veut rentrer dans une dictature, la première chose qu'on enlève c'est l'humour et il y a une sorte de dictature !* »

Vidéo de l'entretien.

https://www.youtube.com/watch?v=Q8XwryESuSw

Corruption au sommet des institutions de la Ve République. La blanchisseuse du Palais.

Covid-19 : la mise en examen d'Agnès Buzyn, pour sa gestion de la crise, annulée par la Cour de cassation - Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Depuis le 10 septembre 2021, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn est poursuivie pour mise en danger de la vie d'autrui dans l'enquête sur la gestion de l'épidémie de Covid-19. Ce vendredi, la Cour de cassation a annoncé annuler cette mise en examen. Journal du Dimanche 20 janvier 2023

La direction du parti social-libéral libertaire reste aux commandes.

Congrès du PS : le Parti annonce la victoire d'Olivier Faure avec 50,83 % des voix - Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Le Parti socialiste a annoncé ce vendredi qu'Olivier Faure conservait de justesse son poste de Premier secrétaire. Avec 50,83% des voix, il a devancé Nicolas Mayer-Rossignol qui dans la nuit avait revendiqué la victoire.

Mais dans un communiqué publié dans la foulée, Nicolas Mayer-Rossignol a contesté la victoire d'Olivier Faure et réaffirmé que « *les militants socialistes nous ont placé en tête à au moins 50,5 % contre 49,5 % pour la direction sortante* ». Il a aussi assuré que « *des irrégularités graves et manifestes (scrutateurs expulsés des bureaux de vote, refus de présentation de pièces d'identité, urnes déplacées dans des pièces séparées et fermées...), dont les preuves factuelles sont publiques, ont malheureusement été constatées* ».

Auparavant, dans la nuit de jeudi à vendredi, les deux candidats avaient à tour de rôle revendiqué la victoire. Journal du Dimanche 20 janvier 2023

En complément. Réunion de famille de la réaction.

À Barcelone, Emmanuel Macron et Pedro Sanchez signent un «*traité d'amitié et de coopération*» - Europe1 19 janvier 2023

La guerre, c'est la paix ! L'UE ou l'OTAN politique vassale des Etats-Unis.

"*Investir plus dans nos forces armées*" : l'appel de Macron et Scholz pour la "*souveraineté*" de l'Europe - BFMTV 22 janvier 2023

Après des mois de relations franco-allemandes plus ou moins tendues, Emmanuel Macron et Olaf Scholz publient une tribune commune où ils demandent plus d'investissements pour les armées européennes. BFMTV 22 janvier 2023

Défense : Emmanuel Macron annonce une hausse d'un tiers du budget des Armées - Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Un véritable coup de pouce financier pour l'Armée. Présent dans les Landes pour présenter ses vœux aux armées, Emmanuel Macron annoncé que, dans le cadre de la future loi de programmation militaire (LPM), le budget des Armées sera augmenté d'un tiers sur la période 2024-2023, soit une hausse de 400 milliards d'euros. « *La LPM traduit les efforts du pays en faveur de ses armées » et « ces efforts seront à proportion des dangers, c'est-à-dire considérables », a-t-il déclaré, en ajoutant « qu'après avoir réparé les armées, nous allons les transformer* ».

Cette loi poursuivra l'effort financier en matière de défense après une LPM 2019-2025 de 295 milliards d'euros, qui avait mis fin à des années de coupes budgétaires dans les armées. Elle est très

attendue, alors que la guerre en Ukraine a mis en lumière des faiblesses dans le dispositif militaire français.

« *Au total ces deux lois de programmation militaire auront donc conduit à un doublement des budgets de nos armées* », a souligné le président de la République, relevant que « *ce sont des moyens considérables qui amplifient un effort de défense dont la dynamique est sans précédent depuis cinq décennies* », mais aussi que « *ces ressources exceptionnelles dictent évidemment une grande exigence* ».

Le chef de l'État a indiqué que ces 413 milliards amorcent « *un changement profond qui sera ensuite irréversible* ». « *Nous ne devons pas faire pour autant pareil avec plus, nous devons faire mieux et différemment* », a-t-il insisté, avant de déclarer que les Armées « *devaient avoir une guerre d'avance* » pour « *être prêts à des guerres plus brutales, plus nombreuses et plus ambiguës à la* fois ».

Le budget alloué au renseignement militaire augmentera de près de 60 % sur la période 2024-2030, a informé Emmanuel Macron. Le budget de la Direction du renseignement militaire (DRM) et de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) seront notamment doublés.

L'Outre-mer fera lui l'objet d'investissements supplémentaires en terme d'équipements et d'effectifs, car la marche du monde met nombre de ces territoires, particulièrement dans le Pacifique et l'océan Indien, « *aux premières loges des possibles confrontations de demain* », a souligné le chef de l'État.

La France doit « *disposer de forces de souveraineté renforcées pour pouvoir donner un coup de griffe à celui qui voudrait s'en prendre à nos intérêts* », notamment dans l'Asie-Pacifique, où les visées expansionnistes de la Chine inquiètent, fait valoir l'Élysée. Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Où sont donc passés les Charlie, ces fanatiques de la liberté d'expression... pour ceux qui pensent comme leurs maîtres ou l'OTAN ?

J-C – Je soutiens RT contre Macron et l'Union européenne…

«*Censure d'un autre âge*» : indignation après le gel des comptes de RT France - RT 20 janvier 2023

Une série de voix a condamné la décision des autorités françaises de geler les comptes bancaires de RT France. Adoptée en novembre dans le cadre du neuvième paquet de sanctions de l'Union européenne, la mesure visant la maison-mère de RT France, TV-Novosti, compromet en effet le paiement des prestataires et salariés de la chaîne. Cette décision fait suite à l'interdiction de diffusion dans l'Union européenne adoptée le 27 février 2022 – quand bien même la justice européenne avait par la suite assuré que cette mesure m'empêchait aucunement les journalistes de RT France de faire leur travail...

Le comité de défense de Julian Assange a également salué le sérieux du travail fourni par les journalistes de la chaîne pour couvrir la mobilisation en vue d'obtenir la libération du fondateur de WikiLeaks, toujours détenu dans la prison britannique de Belmarsh. Ledit comité a répliqué à l'eurodéputée macroniste Nathalie Loiseau, qui s'est félicitée de l'enterrement sans «fleurs, ni couronnes» de «*l'arme de désinformation massive*» qu'aurait été RT France.

«*Nous serons notamment privés du suivi rigoureux de l'affaire Assange*», a déploré le comité, citant nos collègues Meriem Laribi et Fabien Rives. «*Puisque vous approuvez tacitement la persécution du fondateur de WikiLeaks, voilà encore une raison de vous réjouir*», a-t-il cinglé en évoquant l'inaction de la France dans ce dossier impliquant la liberté d'expression et d'information que prétend défendre la majorité présidentielle.

Les deux syndicats représentatifs des salariés de RT France, à savoir les sections du Syndicat national des journalistes (SNJ) et de Force ouvrière, ont publié un communiqué commun intitulé «*RT France devait mourir !*», pour réagir à l'annonce du gel des comptes du média. «*Ce sont près de 100 salariés et environ une cinquantaine de journalistes qui vont basculer dans le chômage*», ont-elles déploré en pointant le caractère contradictoire de la décision européenne, qui n'était pas censée empêcher toute production de contenu.

Jugeant légitime la critique de la ligne éditoriale de tout média dont le nôtre, les deux syndicats soulignent pour autant que «*la volonté politique de mettre fin à une rédaction pour des raisons politiques est un fait inédit dans l'histoire récente*», qui devrait inquiéter l'ensemble des partisans du pluralisme, au-delà de leurs divergences d'opinions. La mesure interroge «sur l'état de notre démocratie, où un média peut être débranché séance tenante», s'inquiètent-ils. «*Ne croyez pas que ce qui arrive à RT France ne pourrait pas se reproduire ailleurs*», lancent-ils en guise d'avertissement. Ils rappellent aussi que le média n'a jamais été sanctionné «*pour avoir diffusé une fausse information*», à la différence d'autres, subitement spécialisés en géopolitique et en armement depuis le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine.

Pour rappel : peu après le déclenchement de l'opération militaire russe en Ukraine, la Commission européenne avait invoqué la nécessité de couper tous les canaux de diffusion (satellite, Web et réseaux sociaux) en Europe de «*la machine médiatique du Kremlin*» représentée, selon elle, par RT et Sputnik. Or, l'UE n'a pas été en mesure, pour appuyer cette décision, de citer la moindre fake news dont se seraient rendus coupables ces médias. Et pour cause : la chaîne RT France n'a jamais été sanctionnée par le régulateur français des médias, l'Arcom (ex-CSA).
Les avocats de RT France ont notamment dénoncé une méconnaissance de «*la liberté d'expression dont doit disposer, en toutes circonstances, tout média d'information, sous le contrôle de son régulateur national*».

En outre, un certain nombre de personnalités médiatiques et politiques s'étaient indignés, déjà, cette mesure liberticide et une pétition en ligne contre l'interdiction de RT France a mobilisé plus de 50 000 signataires. RT 20 janvier 2023

Censure de RT France : "*On est en train de criminaliser la pensée et les opinions*" Didier Maïsto - FranceSoir 20 janvier 2023

L'avenir de RT France, interdit de diffusion sur le territoire de l'Union européenne depuis le 2 mars 2022, et de ses 100 salariés est aujourd'hui gravement mis en danger suite à la décision du ministère français de l'Économie de geler les avoirs de la chaine, ce en application de sanctions européennes adoptées en décembre dernier, ont dénoncé vendredi ses syndicats.

Mercredi, nous avons reçu l'un de ses collaborateurs, Didier Maïsto, également journaliste indépendant, venu alerter sur notre plateau contre les dérives politiques à l'endroit de la liberté de la presse et de la liberté d'expression en France, adoubées par ceux qu'ils accusent de "*journaliste collabos*". Soulignant "*n'avoir jamais été aussi libre*" que sur RT France et fustigeant un droit de

parole accordé aux seuls médias qui perçoivent des financements publics, M. Maïsto martèle que la présidence d'Emmanuel Macron a été marquée par l'instauration d'une "*société de la parole criminalisée*".

Un fait de société qui s'observe, explique le journaliste, par la décision de la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), depuis suspendue par le Tribunal administratif, de retirer à FranceSoir son agrément, "*car il est le vilain petit canard qui donne la parole à des gens du peuple*". En toute logique, au nom de la défense de la liberté de la presse et du droit au pluralisme des opinions, la rédaction de *FranceSoir* et son directeur de la publication, Xavier Azalbert, tiennent à apporter leur soutien plein et entier à RT France et à l'ensemble de ses collaborateurs. FranceSoir 20 janvier 2023

L'entretien est à cette adresse :

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/didier-maisto-censure-de-rt-france

---

RT France annonce sa « *fermeture* » - Le HuffPost 21 janvier 2023

Au lendemain de l'annonce du gel des comptes bancaires de RT France, la chaîne de télévision a fait savoir ce samedi 21 janvier qu'elle allait définitivement fermer.

Ce samedi, Moscou a promis de prendre des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie.

« *Le gel des comptes de RT France entraînera des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie. Elles resteront dans les mémoires si les autorités françaises ne cessent pas de terroriser les journalistes russes* », a averti une source au sein de la diplomatie russe, citée par les agences de presse russes Ria Novosti et Tass. Le HuffPost 21 janvier 2023

J-C - Jusqu'à présent je continuais de me connecter à RT pour recueillir des infos censurées par les médias institutionnels, apparemment ce ne sera plus possible. En revanche il existe un autre média d'origine russe où on retrouve pratiquement les mêmes infos, je vous en fournis l'adresse :

https://fr.sputniknews.africa

Sputnik est une agence de presse multimédia internationale lancée officiellement par le gouvernement russe, il y a donc lieu de faire preuve de la même vigilance avec ce média qu'avec l'AFP, AP, Reuters ou Euronews par exemple, ce n'est pas une agence de presse indépendante, cela n'existe pas d'ailleurs.

Voilà le genre d'info que l'AFP, France Info, BFMTV, Le Point, Libération, Le Monde, etc. ne diffuseront jamais, vous devinerez pourquoi RT est si encombrant.

- «*Tsar de la propagande*» : comment George Soros se serait offert les bonnes grâces des médias - RT 21 janvier 2023

«*Au moins 54*» personnalités médiatiques de premier plan auraient un «*lien*» avec le milliardaire George Soros, à travers les organisations qu'il finance. C'est le décompte dressé par le MRC Business, un organisme rattaché au conservateur Centre de recherche sur les médias (MRC), et relayé par Fox News.

Dans le troisième volet d'une étude, ambitionnant d'évaluer l'empreinte du méga donateur du Parti démocrate sur les médias internationaux, ce «*chien de garde*» des médias aux Etats-Unis s'attelle à mettre en lumière certains liens entre des journalistes et des responsables de l'information avec George Soros.

A ce tableau des «*acolytes de la propagande*», dressé par deux analystes du MRC, figure notamment Christiane Amanpour. La présentatrice vedette de la chaîne d'information CNN est senior adviser (haut conseiller) auprès du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), association à but non lucratif qui «*a reçu 2,75 millions de dollars de Soros entre 2018 et 2020 seulement*» affirment les auteurs de l'étude.

Ces derniers soulignent ainsi au passage la position de Matthew Winkler, co-fondateur et rédacteur en chef de l'agence de presse Bloomberg News, au conseil d'administration du CPJ. Même chose concernant les rédactrices en chef des agences de presse Associated Press et Reuters, de celle du Washington Post ou encore de la vice-présidente du *New York Times*.

La démocratie américaine bonne pour la «*poubelle de l'histoire*»?

Sur cette liste du MRC, qui rappelle les propos du controversé milliardaire au New York Times lorsqu'il affirmait ainsi fin 2019 travailler à «plier dans le bon sens [...] l'arc de l'histoire», apparaît également Cesar Conde. Président de NBCUniversal News Group, qui chapeaute le groupe audiovisuel NBC News ainsi que les chaînes d'informations MSNBC et CNBC, il s'assied au conseil d'administration du Aspen Institute «*financé par Soros, qui a obtenu 1,16 million de dollars de Soros entre 2016 et 2020*», selon les auteurs de l'étude.

Ceux-ci s'attardent aussi sur les coups de pouce financiers apportés à la National Public Radio (NPR), radio publique d'outre-Atlantique. A leurs yeux, le financement «direct» du «tsar de la propagande» dans ce réseau de service public «*lui donne de l'influence auprès de toute une légion d'au moins 1 800 journalistes et de 400 reporters et rédacteurs dans plus de 200 stations membres à travers le pays.*» Une implantation loin d'être anecdotique, puisque la NPR affirme sur son site que «*plus de 95% des Américains vivent à portée du signal d'une radio publique*».

Cette étude du MRC n'est pas passée inaperçue à Moscou. «S'il est prouvé que les principaux médias américains recevaient de l'argent pour accommoder la présentation de l'information, alors toute la démocratie américaine peut être enveloppée dans leur Constitution et jetée à la poubelle de l'histoire», a vertement réagi sur Telegram le 20 janvier Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, qualifiant ces révélations de «*bombe nucléaire*». «*Après tout, Washington a toujours insisté sur le fait que la liberté et l'impartialité des médias sont la base de la structure démocratique d'un Etat*», a poursuivi la diplomate russe.

131 millions de dollars injectés en cinq ans dans les médias

Dans les précédents volets, le MRC avance deux autres chiffres clefs. Celui de 131 millions de dollars, montant qui correspondrait à la somme des financements apportés par le réseau d'organisations philanthropiques de George Soros, à pas moins de 253 groupes de journalisme et de médias activistes à travers le monde, entre 2016 et 2020.

Une somme qui n'en demeure pas moins une «*goutte d'eau*» au regard des «*32 milliards de dollars qu'il a injectés dans son Open Society Foundations (OSF) depuis 1984 pour façonner la politique à son goût à l'échelle mondiale*» estiment les auteurs.

Au-delà de l'influence, ceux-ci accusent le milliardaire de s'être «*acheté*» du «silence». Selon eux, ces sommes investies auraient notamment «*pratiquement isolé*» Soros «*de toute enquête sérieuse des journalistes*». Pire, les personnalités qu'ils désignent comme ayant des liens avec ce «*champion du libéralisme*» auraient «*tendance à salir quiconque le critique*».

Les analystes du MRC illustrent leur propos par une interview du ministre hongrois des Affaires étrangères en octobre 2018, au cours de laquelle Christiane Amanpour s'était montrée particulièrement insistante sur les accusations portées à l'encontre de Viktor Orban d'«*alimenter l'antisémitisme à travers la façon dont il traite avec George Soros*».

L'animosité entre le Premier ministre hongrois et le milliardaire d'origine hongroise est de notoriété publique. Entre autres, l'exécutif magyar accuse George Soros de promouvoir à travers ses fondations l'immigration massive afin de saper les fondements de l'Europe. RT 21 janvier 2023

Situation au Pérou.

Pérou : un mort et un blessé lors de heurts entre police et manifestants - AFP/lepoint.fr 19 janvier 2023

Alors que la tension est à son comble à Lima, la situation s'aggrave dans d'autres villes du Pérou. Au moins une personne est morte et une autre a été blessée lors de heurts entre manifestants et policiers à Macusani, une ville andine du sud du pays, près de la frontière bolivienne, a annoncé mercredi 18 janvier dans un communiqué l'hôpital San Martin de Porres de Macusani. « *À 18 h 20 (23 h 20 GMT), une personne de sexe féminin de 35 ans environ, qui ne présentait pas de signes vitaux, est arrivée aux urgences* », selon l'hôpital.

Ce décès porte à 43 le nombre de morts depuis le début de la crise le 7 décembre. Le communiqué parle aussi d'un « *pronostic (vital) réservé* » pour un homme « *de 30 ans* » blessé au « *thorax* ».

Ce décès survient alors que des milliers de paysans andins ont convergé ces derniers jours vers Lima pour prendre part jeudi à un grand rassemblement. Selon les médias locaux, le commissariat de la ville a été brûlé lors de ces heurts.

Heurts au Pérou : mort d'un deuxième manifestant - AFP/LePoint.fr 20 janvier 2023

Cela porte à 44 le nombre de morts depuis le début de la crise, le 7 décembre.

Crise politique au Pérou : Lima s'embrase - Courrier International 20 janvier 2023

Les manifestations s'amplifient au Pérou pour demander la démission de la présidente Dina Boluarte.

Venus des régions andines et pauvres du sud du pays, des milliers de protestataires ont "*marché*", jeudi 19 janvier, sur la capitale, Lima. Si la plupart des manifestations ont eu lieu dans le calme, des violences ont éclaté dans la soirée et jusque tard dans la nuit, opposant les partisans de Pedro Castillo aux forces de l'ordre.

« *Journée de contestation* », titre sobrement sur toute sa une, vendredi 20 janvier, le quotidien de centre gauche *La República*. Titre illustré par la photo d'un immeuble colonial en flammes dans le centre historique de la ville : "*Des témoins ont affirmé que des bombes lacrymogènes [tirées par] la police en étaient responsables, [mais] le ministère de l'Intérieur a démenti*."

« Un groupe de manifestants veut franchir les barrages policiers pour atteindre le palais présidentiel, relate le quotidien. Des explosions résonnent. Ce sont les gaz lacrymogènes. […] Les manifestants, furieux, crient : 'Ne reculez pas !*' Et ils cassent les trottoirs. Ils cherchent des pierres.* »

Les manifestations n'ont pas eu lieu qu'à Lima. Dans le sud du pays, plusieurs groupes ont tenté d'envahir les aéroports de Puno, Cuzco et Arequipa. Ces derniers ont été fermés.

Dans son éditorial, La República écrit : "*La poursuite des manifestations, le climat permanent d'agitation ne peuvent continuer. […] Nous nous dirigeons vers un climat au caractère ingouvernable, où l'autorité est ignorée, où la répression augmente et où le chaos devient la règle*."

"*Nous sommes déjà dans une situation autoritaire sans retour en arrière possible*."

Dans la matinée du vendredi 20 janvier, les manifestations reprenaient à Lima, mais plus encore en province. Courrier International 20 janvier 2023

Pérou: Boluarte déploie plus de 10 000 policiers pour "*contrôler*" la prise de Lima. - bolivarinfos.over-blog.com 20 Janvier 2023

Le gouvernement de Dina Boluarte au Pérou a ordonné jeudi le déploiement d'un fort dispositif pour "*contrôler*" la marche sur Lima, une grande manifestation qui exige entre autres la démission de la présidente désignée et la convocation immédiate d'élections générales.

Le mécontentement généralisé contre le régime Boluarte, qui maintient le pays sous tension et sous une vague de protestations depuis la destitution par le Congrès du président Pedro Castillo le 7 décembre a radicalisé la crise politique et institutionnelle du Pérou.

La répression a fait en un peu plus d'un mois de manifestations une cinquantaine de morts.

La police nationale péruvienne a annoncé que plus de 10 mille agents en uniforme assureront " *la sécurité de la marche afin de maintenir l'ordre interne et public dans le pays*". Elle a d'autre part assuré que les autorités du ministère public péruvien ont vérifié "*l'équipement et le déploiement de la police*" pour l'événement.

Des milliers de personnes originaires des provinces les plus éloignées, théâtres d'actes de répression brutale contre les manifestations, arrivent à Lima depuis le début de la semaine.

La Centrale Générale des Travailleurs Péruviens a lancé un mot de grève nationale pour soutenir la marche des quatre Suyos, imitant la grande manifestation contre le président Alberto Fujimori, en 2000. bolivarinfos.over-blog.com 20 Janvier 2023

OTAN de la guerre contre la Russie.

A lire.

La résilience russe, la suffisance américaine, le calme chinois : L'Occident contre le reste du monde - Réseau International 18 janvier 2023

Le récent sommet organisé à Abou Dabi confirme l'émergence d'un nouvel ordre mondial, une évolution dont les répercussions géostratégiques sont colossales.

https://www.middleeasteye.net/fr/opinionfr/etats-unis-russie-chine-ukraine-golfe-nouvel-ordre-mondial-petrole

---

Les néonazis ukrainiens élevés officiellement au rang de "*patriotes*" par leur parrain, Joe Biden.

Crash d'hélicoptère en Ukraine: Joe Biden pleure les victimes de cette "*tragédie déchirante*" - BFMTV 19 janvier 2023

Le président américain et son épouse ont salué la mémoire du ministre ukrainien de l'Intérieur, "*un homme de réformes et un patriote*". BFMTV 18 janvier 2023

Ukraine : dix-huit morts, dont le ministre de l'Intérieur, dans le crash d'un hélicoptère près de Kiev - Journal du Dimanche 18 janvier 2023

Un hélicoptère s'est écrasé mercredi près d'une école dans la région de Kiev, faisant 18 morts dont trois enfants. Le ministre de l'Intérieur, Denys Monastyrsky, son premier adjoint et un autre haut responsable se trouvant à bord de l'appareil ont également été tués dans le crash. Le gouverneur de la région, Oleksiï Kouleba, a précisé, sur Telegram, qu' *« il y a aussi 29 blessés, dont 15 enfants »*, faisant craindre un bilan encore plus lourd.

« *La tragédie frappe au cœur de l'Ukraine déchirée par la guerre. J'exprime mes sincères condoléances aux familles des victimes, à Volodymyr Zelensky et à tout le pays suite au crash d'un hélicoptère à Brovary. Nous sommes en deuil avec vous* », a de son côté écrit Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, sur Twitter.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a exprimé ses « *plus sincères condoléances* » au peuple ukrainien, après la mort d'« *un grand ami de l'UE* » : « *Nous nous associons à la douleur de l'Ukraine* », a-t-il écrit sur Twitter. Emmanuel Macron s'est, lui, déclaré mercredi « *attristé par la mort tragique* » du ministre ukrainien de l'Intérieur, exprimant ses « *pensées* » aux victimes de l'accident. Journal du Dimanche 18 janvier 2023

J-C – Vous avez encore en mémoire le discours que Macron a tenu le lendemain en Espagne sur l'extrême droite. Quand j'affirme que l'extrême centre ou le courant politique de Macron est d'extrême droite, fascisant, suis-je outrancier ou est-ce la vérité ? Macron vient de fournir la réponse, si besoin était.

"*Une 'solution finale' à la question russe*": Lavrov compare les États-Unis à Hitler - BFMTV 18 janvier 2023

Lors d'une prise de parole tenue ce matin depuis Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a violemment critiqué la politique des États-Unis à leur égard qui, selon lui, peut être comparée à celle de Napoléon ou d'Hitler.

"*Ce qui se passe actuellement est le résultat de plusieurs années de préparation par les États-Unis, et leurs états satellites, qui souhaitent une guerre hybride contre la Russie*", a-t-il commencé.

Par la suite, le ministre a fait un parallèle historique, estimant que "*tout comme Napoléon a mobilisé presque toute l'Europe contre l'Empire russe, comme Hitler a capturé une partie des pays européens et les a déployés contre l'Union soviétique*", les États-Unis "*ont créé une coalition avec presque tous les pays européens qui sont membres de l'Otan et de l'UE*."

"*En utilisant l'Ukraine, ils mettent en place une guerre avec la même finalité, celle de la 'solution finale' de la question russe. Tout comme Hitler voulait une 'solution finale' à la question juive*", lance-t-il.

Venant des pires assassins de l'histoire, qui va l'écouter ? Personne.

Washington désigne le groupe russe Wagner comme une organisation criminelle - AFP 21 janvier 2023

"*Wagner est une organisation criminelle qui commet de vastes atrocités et abus de droits humains*", a déclaré à la presse le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby.

Le responsable a annoncé que Washington prendrait d'autres sanctions prochainement contre le groupe Wagner, dans la foulée de la désignation vendredi du groupe comme organisation criminelle à l'image de la Mafia ou d'autres organisations liées au crime organisé, comme les yakuzas.

Le groupe paramilitaire est dirigé par Evguéni Prigojine, un homme d'affaires russe de 61 ans proche du président Vladimir Poutine, et il est très actif dans la bataille acharnée pour la prise de Bakhmout, dans l'est de l'Ukraine.

Il opère ailleurs dans le monde et notamment en Afrique.

"*Nous travaillerons sans relâche pour identifier, exposer et viser tous ceux qui assistent Wagner*", a encore affirmé John Kirby. AFP 21 janvier 2023

Ceci doit expliquer cela.

Le Mali reçoit de nouveaux appareils de guerre de la Russie - euronews 21 janvier 2023

Le Mali reçoit de nouveaux appareils de guerre de la Russie. Des livraisons semblables avaient eu lieu en mars et août 2022.

Massacre made in USA. Remember. Ils ont parlé d'un "*devoir de mémoire*" ? 21 janvier 1991 - 21 janvier 2022

1991 : George Bush fait bombarder une route en Irak, 25 000 morts étalés sur 80 km de bouchon - lemediaen442.fr 21 janvier 2023

L'autoroute de la mort.

Il y a un an, Joe Biden traitait Vladimir Poutine de « *tueur sans âme* », affirmant que son homologue russe paierait le prix de son ingérence dans les affaires américaines. Joe Biden faisait sans doute allusion à la défaite américaine en Syrie face à la Russie. On n'en était pas encore à la guerre en Ukraine — une « *affaire américaine* » sous couvert de l'Otan. D'ailleurs, les États-Unis étaient-ils bien placés pour accuser qui que ce soit de crime ? Ils ont sévi en Afghanistan, mais un des crimes de guerre les plus brutaux qu'ils ont commis a eu lieu il y a 25 ans, en Irak à l'ouest de Koweït City.

Dans la nuit du 26 au 27 février 1991, après un cessez-le-feu, le président George Bush a ordonné à ses troupes de massacrer l'armée irakienne en retraite. Des avions de chasse des forces de la coalition se sont écrasés sur le convoi non armé et ont immobilisé les véhicules à l'avant et à l'arrière, de sorte qu'ils ne pouvaient pas s'échapper. Puis les vagues successives d'avions ont pilonné les véhicules piégés pendant des heures, un bouchon de 80 km de troupes accompagnées de leurs aides civiles, des voitures, autocars, véhicules divers, pare-chocs contre pare-chocs, et quelques chars, fuyant la guerre, capitulant sur l'injonction de quitter le Koweït et retournant sur Bagdad. L'aviation américaine a laissé 25 000 morts étalés sur les 80 km de ce qu'on a appelé l'autoroute de la mort.

Après la fin du carnage, quelque 2 000 véhicules irakiens sont restés, détruits, et les corps de dizaines de milliers de soldats irakiens ont été carbonisés et démembrés sur 80 km. Plusieurs centaines d'autres jonchaient une autre route, l'autoroute 8, qui mène à Basra. Les scènes de dévastation sur ces deux routes sont devenues quelques-unes des images les plus emblématiques de la guerre du Golfe.

Pour voir la vidéo du massacre.

https://lemediaen442.fr/1991-george-bush-bombarde-une-route-en-irak-25-000-morts-etales-sur-80-km-de-bouchon/

Les Etats-Unis de quoi sont-ils le nom ? Remember. Un article datant de 2015 à actualiser.

Depuis la création des Etats-Unis, le pays a été en guerre 218 ans - dhnet.be 24 février 2015

Selon « *l'Histoire de l'Amérique* », une étude surprenante a permis de constater que les Etats-Unis ont été en guerre 91% du temps de leur existence.

Triste nouveau record qui vient d'être constaté puisque en 239 ans d'existence, les USA n'ont été en paix que durant 21 ans. En 229 ans, aucun président des USA n'a eu l'occasion, durant son mandat, d'effectuer un '*cleen sheet'* au niveau de la paix. De ce fait, tous les présidents qui se sont succédés peuvent être tous considérés comme des présidents "*en guerre*". Les Etats-Unis ne sont donc jamais restés une décennie complète sans être en guerre. Leur meilleur "*résultat*" se situe entre 1935-1940, un lustre de paix durant la période isolationniste de la grande "*dépression américaine*".

Première force mondiale mais première menace mondiale aussi...

Dans la vaste majorité de ces guerres, les Etats-Unis furent à l'offensive. Le Washington Blog admet que quelques-unes de ces guerres furent défensives. Il laisse aussi de côté toutes les opérations secrètes de la CIA visant à renverser des régimes (la liste est longue) et d'autres actes qui pourraient aussi être considérés comme actes de guerre. En fait, quasiment toutes les opérations militaires qui ont été lancées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'ont été par les Etats-Unis. De plus, les dépenses militaires des USA sont de loin les plus chères au monde. Écrasant même celles de toutes les autres nations du monde réunies.

Des chiffres impressionnants qui montrent aujourd'hui encore la suprématie des States et les difficultés rencontrées à tendre vers une paix mondiale. dhnet.be 24 février 2015

La Russie réclame le jugement d'Angela Merkel et de François Hollande - Réseau Voltaire 18 janvier 2023

Le président de la Douma d'État russe, Viacheslav Volodine, a demandé la tenue d'un tribunal militaire international comparable à celui de Nuremberg pour juger l'ancienne chancelière allemande Merkel et l'ancien président français François Hollande.

« *Les aveux faits par le représentant du régime de Kyiv et les anciens dirigeants de l'Allemagne et de la France devraient être utilisés comme preuves devant un tribunal militaire international. Ces dirigeants ont comploté pour déclencher une Guerre Mondiale aux conséquences prévisibles. Et ils méritent d'être punis pour leurs crimes* », a-t-il déclaré

Angela Merkel avait assuré, lors d'un entretien à Die Zeit, avoir négocié et signé les Accords de Minsk non pas pour faire la paix en Ukraine, mais pour donner du temps à l'armée ukrainienne pour préparer la guerre actuelle [1]. François Hollande lui avait donné raison dans un entretien à Kyiv Independent [2].

Le Droit international considère les « *crimes contre la paix* » comme plus graves que les crimes contre l'humanité. Cependant, les Nations Unies n'ont jamais défini clairement ce qu'ils sont vraiment.

La non-application des Accords de Minsk a prolongé la guerre civile en Ukraine durant 8 ans faisant au moins 20 000 morts.

La Russie n'a pas envahi l'Ukraine, mais a lancé une opération militaire spéciale pour appliquer la résolution 2202 du Conseil de sécurité ; résolution qui valide les Accords de Minsk. Réseau Voltaire 18 janvier 2023

Délires néonazis et nouvelles du camp de la guerre contre tous les peuples.

Guerre en Ukraine : Zelensky assure vouloir reprendre la Crimée - LePoint.fr 18 janvier 2023

Au forum de Davos, le président ukrainien a déclaré que son objectif était de « *libérer l'ensemble de nos territoires* », y compris la Crimée. LePoint.fr 18 janvier 2023

Volodymyr Zelensky sur le crash près de Kiev: "*Ce crash n'est pas un accident parce qu'il est dû à la guerre (...) Il n'y a pas d'accidents en temps de guerre*" - BFMTV 19 janvier 2023

Guerre en Ukraine : à Davos, Volodymyr Zelensky obtient des armes *« plus lourdes et plus modernes* » - Journal du Dimanche 18 janvier 2023

Le secrétaire général de l'Otan a promis un soutien accru à l'Ukraine. Journal du Dimanche 18 janvier 2023

Ukraine: Washington annonce une nouvelle tranche d'aide militaire à Kiev de 2,5 milliards de dollars - BFMTV 19 janvier 2023

Cette nouvelle aide comprend différents types de véhicules blindés mais pas de chars lourds. BFMTV 19 janvier 2023

Le Danemark va donner à l'Ukraine ses 19 canons Caesar commandés à la France - 19 janvier 2023 AFP/RT

Ce même jour, un autre allié des autorités ukrainiennes a annoncé la livraison de nouveaux armements à celles-ci : «*Aujourd'hui, je peux dire que nous allons également envoyer 600 autres missiles Brimstone sur le théâtre des opérations, ce qui sera incroyablement important pour aider l'Ukraine à dominer le champ de bataille*», a ainsi déclaré le ministre britannique de la Défense Ben Wallace, en visite dans la base militaire de Tapa en Estonie.

Guerre en Ukraine : Pourquoi cette réunion en Allemagne est cruciale pour Kiev - Le HuffPost 20 janvier 2023

L'armée ukrainienne va recevoir de nouvelles livraisons substantielles d'armes de la part de plusieurs pays. Le HuffPost 20 janvier 2023

Guerre en Ukraine: Volodymyr Zelensky a rencontré le directeur de la CIA à Kiev - BFMTV 19 janvier 2023

Selon les informations du "*Washington Post*" et de l'agence de presse Reuters, le directeur de la CIA américaine, William Burns, s'est récemment rendu à Kiev pour y rencontrer le président ukrainien. BFMTV 19 janvier 2023

Tiens, voilà qui dénote !

Guerre en Ukraine: la Russie est-elle en train de reprendre le dessus? - BFMTV 18 janvier 2023

Nouvelle-Zélande. L'une des pires tyrannies sanitaires entre 2020 et 2022.

Nouvelle-Zélande : Jacinda Ardern, Première ministre, annonce sa démission prochaine - Le HuffPost 19 janvier 2023

Jacinda Ardern, 42 ans, était devenue Première ministre dans un gouvernement de coalition en 2017, avant de conduire le Parti travailliste de centre-gauche à la majorité absolue lors de l'élection suivante, trois ans plus tard. Elle a vu son parti et sa popularité personnelle chuter dans les récents sondages, alors que de nouvelles élections doivent avoir lieu cette année.

Quelques données ou faits marquants qui permettent de comprendre pourquoi toutes les chancelleries occidentales saluent le courage de cette psychopathe enragée.

- Elle faisait partie de l'élite mondialiste sélectionnée pour rejoindre le Forum des Young Global Leaders de Davos ou le Forum économique mondial.

- Elle a décidé de confiner son pays au printemps 2020 alors qu'il y avait zéro mort du coronavirus, plus tard elle imposa la stratégie "*zéro-Covid*" avant de devoir l'abandonner...

- Le 22 novembre 2021 elle annonça que le confinement mis en place à Auckland depuis trois mois et demi, allait être levé le 3 décembre.

Jusqu'à présent, son gouvernement visait une élimination complète du virus, politique dite "*zéro-Covid*", avec des mesures de confinement strictes, une traçabilité rigoureuse des contacts et des contrôles stricts aux frontières.

Mme Ardern avait initialement prévu de changer de politique une fois un taux de vaccination de 90% atteint dans le pays, mais a finalement avancé la réouverture alors que le niveau de vaccination se situe actuellement autour de 83%.

Le nouveau système se présente comme des feux de circulation, le vert signifiant pratiquement aucun contrôle du virus, l'orange imposant le port du masque dans certains lieux tandis que le rouge

permet aux commerces de rester ouverts aux seuls clients vaccinés et en observant une distanciation sociale. AFP 23 novembre 2021

Covid-19. Face à Omicron, Jacinda Ardern met la Nouvelle-Zélande en alerte et annule son mariage - Courrier international 23 janvier 2022

La Nouvelle-Zélande va passer dans une configuration "*feu rouge*", ce qui implique un port du masque renforcé et des rassemblements en intérieur limités à 100 personnes. Cela fait suite à l'identification d'un cluster de cas.

Dans un premier temps, la stratégie reste la même que face au variant Delta : tester, tracer les contaminations et isoler les personnes positives. Avec l'augmentation du nombre de cas, ce triptyque cédera la place à "*une phase de transition […] pour se concentrer beaucoup plus sur les personnes ayant davantage de risques de développer une forme grave*", explique le journal néo-zélandais. Enfin, "*lorsqu'on dénombrera des milliers de cas chaque jour, des changements devraient être apportés aux règles de suivi des cas-contact et d'isolement*", changements que le gouvernement va préciser mercredi. Environ 94 % de la population est pleinement vaccinée.

- Les résultats d'une enquête publiée le mois dernier par 1 News Kantar ont montré que le soutien au Labour était tombé à 33%, contre 41% environ un an plus tôt. National est arrivé en tête de ce sondage avec 38%. reseauinternational.net 20 janvier 2023

Nouvelle-Zélande : le nouveau Premier ministre désigné - AFP/LePoint.fr 21 janvier 2023

L'ex-responsable néo-zélandais de la lutte contre la pandémie de Covid-19 Chris Hipkins, 44 ans, a été désigné par les députés du Parti travailliste pour remplacer Jacinda Ardern au poste de Premier ministre, a annoncé vendredi le parti dans un communiqué. Il doit encore être formellement désigné dimanche par la direction de son parti avant de pouvoir devenir le 41e Premier ministre de son pays, après la démission surprise de Jacinda Ardern jeudi.

Considéré comme expérimenté avec plus de 14 ans passés au Parlement, il a admis l'année dernière que les gens en avaient assez des restrictions strictes en matière de pandémie. AFP/LePoint.fr 21 janvier 2023

Nouvelles de la Palestine occupée.

Justice. En Israël, la Cour suprême invalide la nomination d'un ministre ultraorthodoxe - Courrier international 18 janvier 2023

La plus haute juridiction de l'État hébreu a invalidé mercredi 18 janvier la nomination d'Aryeh Deri, leader du parti Shas, au poste de ministre de l'Intérieur et de la Santé, en raison de sa condamnation pour fraude fiscale. Une première contre-attaque de la Cour suprême dans le bras de fer qui oppose l'exécutif au pouvoir judiciaire.

En Israël, le bras de fer entre le gouvernement de Benyamin Nétanyahou et le pouvoir judiciaire s'intensifie. Mercredi 18 janvier, la Cour suprême israélienne a invalidé, par 10 voix contre une, la

nomination d'Aryeh Deri au poste de ministre de l'Intérieur et de la Santé, en raison de sa condamnation, l'année dernière, pour fraude fiscale.

Une "*décision explosive*", selon le quotidien israélien de centre gauche *Ha'Aretz*, "*qui pourrait compromettre les chances de survie de la coalition*".

"*Avoir Deri à la tête de deux des ministères les plus importants du gouvernement nuit à l'image et à la réputation du système judiciaire du pays et contredit les principes de conduite éthique et de légalité*", a déclaré Esther Hayut, la présidente de la plus haute juridiction de l'État hébreu, dans sa décision.

À la fin de décembre, la majorité parlementaire avait voté une loi, dite "*Deri*" – plus précisément un amendement à la Loi fondamentale qui fait office de Constitution –, permettant à une personne reconnue coupable d'un crime, mais pas condamnée à de la prison ferme, à occuper un poste de ministre.

Une loi sur mesure pour le leader du parti ultraorthodoxe Shas, une des formations de la coalition gouvernementale dont fait également partie le Likoud de Benyamin Nétanyahou, lui-même jugé pour corruption dans une série d'affaires, et d'autres formations d'extrême droite.

En réaction à la réaction de la Cour suprême, le parti de Deri a affirmé que par sa décision cette dernière avait annulé "*la voix et le vote de 400 000 électeurs du Shas*".

De son côté, le ministre de la Justice, Yariv Levin, a déclaré qu'il ferait "*tout ce qui est nécessaire que pour l'injustice flagrante faite à Aryeh Deri, au Shas et à la démocratie israélienne soit entièrement réparée*".

Yariv Levin porte un projet très controversé de réforme du système judiciaire israélien accroissant le pouvoir des élus sur celui des magistrats, dont une introduisant une clause qui permettrait au Parlement d'annuler une décision de la Cour suprême. Un projet contre lequel l'opposition et la société civile ont manifesté ces deux dernières semaines.

Israël: l'ex-Premier ministre se joint à une manifestation contre le gouvernement - AFP 22 janvier 2023

Quelques dizaines de milliers d'Israéliens, dont l'ancien premier ministre Yaïr Lapid, ont manifesté samedi soir à Tel Aviv pour clamer leur refus de la politique de la coalition au pouvoir, dont ils craignent une dérive antidémocratique. Le rassemblement de masse de samedi intervient après des manifestations étudiantes à travers le pays et une manifestation de centaines d'avocats devant un tribunal de Tel-Aviv. AFP 22 janvier 2023

Une dépendance peut en cacher une autre encore plus difficile à extraire.

Le colonialisme est dépassé, la dépendance à la monnaie, c'est à dire au dollar le remplace - Réseau International 18 janvier 2023

par Michael Hudson

Dès les années 1970, et c'était juste après que la guerre du Vietnam ait forcé les États-Unis à renoncer à l'or et que l'Arabie saoudite ait pris possession de ses réserves de pétrole les diplomates américains ont voulu s'assurer que tout le développement soit centré sur les États-Unis et non sur l'étranger.

Ils ne savaient pas comment naviguer. Aussi ironique que cela puisse paraître, j'ai été embauché par Herman Kahn à l'Institut Hudson [sans relation avec mon nom] pour aller au Département d'État, à la Maison Blanche et à la Défense, pour expliquer comment fonctionnait le super-impérialisme.

Le plus gros achat de mon livre « *Super Imperialism* », 2000 exemplaires, a été effectué par la CIA, où il s'agissait d'un manuel d'exploitation.

Les États-Unis pensaient que si nous pouvions continuer à faire en sorte que d'autres pays gardent leurs économies aux États-Unis en achetant des bons du Trésor américain, si nous pouvions dire à l'Arabie saoudite et aux pays pétroliers qu'ils pouvaient facturer ce qu'ils voulaient pour leur pétrole à condition de garder tous leurs revenus aux États-Unis, sur le marché boursier américain alors nous contrôlerions tout le système.

Les étrangers détenteurs de dollars ne peuvent pas acheter une grande société américaine – mais les États-Unis peuvent acheter tout ce qu'ils veulent et prendre le contrôle d'autres économies, aucun investisseur d'un autre pays ne peut acheter le contrôle d'industries américaines critiques.

L'Arabie saoudite peut acheter des actions minoritaires, peut acheter des bons du Trésor ; les Japonais ont été autorisés à acheter des terrains de golf, sur lesquels ils ont perdu des milliards de dollars ; ils ont pu acheter le terrain sous le Rockefeller Center, sur lequel ils ont perdu un milliard de dollars. Mais ils ne pouvaient pas vraiment acheter l'industrie américaine.

Vous aviez donc tout un plan pour rendre d'autres pays dépendants des États-Unis et des satellites américains, et faire en sorte que ces pays accumulent des dollars mais obtiennent très peu pour leur argent.

Le fait est que les États-Unis ont découvert qu'ils avaient développé un nouveau type d'impérialisme. Ce n'était pas l'ancien type d'impérialisme colonial. (…)

Les États-Unis ont compris : « *Nous pouvons contrôler les autres pays. On peut les faire emprunter en dollars, fonder leurs systèmes monétaires et la création de leur propre crédit sur les dollars des banques américaines, créer leur propre crédit en dollars, et tous les paiements d'intérêts et les plus-values sur tout cela seront reversées aux États-Unis. Nous n'avons plus besoin du colonialisme militaire. Nous savons que nous ne pouvons pas avoir un autre Vietnam. Ce que nous pouvons avoir, c'est une dépendance au dollar.* »

Note BB : C'est dans le piège ainsi décrit cyniquement que l'Europe est tombée.

Les responsables vous ont menti, ils n'ont jamais créé une monnaie rivale de celle des États Unis, ils n'ont jamais voulu être indépendants. Ils ont créée au contraire une monnaie serve, adossée au dollar et au système américain. La BCE est une succursale de la Fed. Tout comme la Bank of Japan d'ailleurs. Et la Banque Nationale Suisse, la BNS !

L'appât a été constitué par les déficits récurrents américains. Ils ont constitué la matière première de la finance mondiale ! Tout le monde a voulu y a voir accès, la travailler, en profiter.

Ces déficits US se sont accumulés, une masse considérable de dollars s'est entassée en dehors des USA et les banques européennes ont saisi cette aubaine empoisonnée, elles ont recyclé ces dollars et elles ont dollarisé leurs bilans. Elles se sont insérées dans le maillage, dans le tissu, dans le piège tendu par les USA. Par les USA dis-je, mais avec l'aide des grandes institutions de la City qui ont bien contribué à l'asservissement! Les banques euros ont toutes voulu être à Wall Street et s'en mettre plein les poches.

L'euro ne sera jamais un concurrent du dollar et nos banques seront toujours serves car elles travaillent sur une monnaie qui n'est pas la leur. La BCE peut créer des euros, elle ne peut pas créer des dollars, tout ce qu'elle peut faire quand il y a une crise du type 2008 ou 2019 c'est aller en mendier à la FED !

Le colossal point faible européen à été constitué par la Deutsche Bank qui a construit un portefeuille de dérivés astronomique et qui à ce titre est plus qu'insérée, elle est noyée sous les besoins en dollars ! La capacité bilancielle de la DB dépend entièrement de la Fed et du DOJ, on comprend que les Allemands aient le doigt sur la couture du pantalon. Mais chut vous n'êtes pas censés le savoir.

Tout le système européen est tenu par les couilles conformément à ce qu'explique Hudson et que moi j'explique depuis le début des années 80. Vous avez été vendus aux américains par votre kleptocratie, votre ploutocratie et votre bourgeoisie financière. Vous comprenez mieux je pense que cette bourgeoisie ne puisse pas se désolidariser de l'aventure militaire ukrainienne voulue par les États Unis.

Vous comprenez aussi que le fondé de pouvoir de la ploutocratie, Macron, traitre à son pays, veuille renforcer tout cela, renforcer la dépendance et la rendre irrémédiable en mettant l'argent de vous retraites chez BlackRock, le faux nez, le bras séculier de la FED : BlackRock !

Vous comprenez aussi pourquoi il n'y a pas de grand marché financier unifié européen, pas de grand journal financier européen etc. etc. !

C'est contre ce système de domination et d'exploitation que les nouvelles puissances veulent lutter. Et c'est ce qui donne son sens aux affrontements actuels,

En 2009, dès fin mars 2009 j'ai prévu ce qui allait se passer. J'ai écrit et répété :

« *Un jour ou l'autre il faudra qu'il y ait la guerre, on le sait bien…* »

J'ai expliqué que la solution de la fuite en avant lors de la crise financière impliquait que la coopération internationale allait éclater, que la concurrence allait s'exacerber pour la lutte pour s'attribuer le surproduit mondial.

J'ai écrit que lorsque le butin se réduit, les bandits s'entretuent.
J'ai donc annoncé à la fois le regain de luttes sociales internes et la montée des rivalités externes.

Les USA, en faisant ce choix de kick the clan était obligé de se comporter ainsi, de rompre la coopération internationale.

C'est le système d'exploitation et de drainage de la richesse mondiale que les USA ont mis en place, qui est au centre des pourparlers entre la Chine, la Russie, l'Iran et les pays du Sud ;

C'est ce système semi colonial qui est au centre de la question de la dédollarisation. (…)

La destruction de la suprématie britannique

Michael Hudson : Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont utilisé leur position de fournisseur d'armes aux Alliés pour imposer la création de deux institutions, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) conçues pour briser jusqu'à l'Empire britannique.

Dans le cadre du prêt-bail de la Seconde Guerre mondiale et aux termes du FMI, ils ont obligé la Grande-Bretagne à [surévaluer] la livre à 5 livres par dollar et ils ont forcé les britanniques à promettre de ne pas la dévaluer avant 1949.

Ils ont également insisté sur le fait que la Grande-Bretagne ne pouvait pas maintenir sa zone sterling. La Grande-Bretagne avait une zone sterling qui ressemblait beaucoup à la zone dollar aujourd'hui.

Pendant la guerre, l'Inde et d'autres anciennes colonies avaient exporté des matières premières et accumulé d'énormes économies gouvernementales en échange de ces matières premières. Et, comme ces pays faisaient partie de la zone sterling, ils étaient obligés de dépenser toutes ces économies dans les produits manufacturés britanniques.

Mais l'Amérique a dit : « *Nous voulons des marchés libres !* » Des marchés libres, cela signifie que vous pouvez dépenser votre argent n'importe où. Ils ont fait irruption dans la zone sterling britannique et ont dit : « *Vous pouvez acheter des marchandises n'importe où* », c'est-à-dire aux États-Unis.

Parce que la Grande-Bretagne étant attachée à une livre sterling [surévaluée] et que les États-Unis avaient la capacité industrielle, les États-Unis se sont retrouvés à drainer toutes ces économies que l'Empire britannique avait accumulées.

Sous Franklin Roosevelt, les Etats-Unis ont considéré que la Grande-Bretagne était le rival numéro un de l'Amérique. La Grande-Bretagne était dans la position où se trouve la Chine aujourd'hui.

Ainsi, l'empire [britannique] a été démantelé et fondamentalement endetté par sa balance des paiements, car la Grande-Bretagne ne pouvait plus soutenir sa place et dominer la zone sterling en exportant. Elle était sur la voie de la désindustrialisation.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 janvier 2023.

L'heure a sonné de faire « *table rase* » du passé… et de passer au socialisme.

D'après vous quel genre d'Histoire enseigne-t-on ici ?

- Vous ne me paraissez pas fort en Histoire. Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, menteuse, qu'on enseigne, l'Histoire ad usum delphini (A l'usage du dauphin, expurgé pour les pouvoirs en place) ; puis l'Histoire secrète, où sont les véritables causes des événements, une histoire honteuse. (Honoré de Balzac - Illusions perdues - 1837-1843)

D'après vous quel genre d'Histoire enseignent les dirigeants actuels du mouvement ouvrier ?

Depuis plus de trois ans, n'enseigneraient-ils pas « *l'Histoire officielle, menteuse* » notamment à propos du climat, de la situation sanitaire, et maintenant la guerre de l'Otan contre la Russie ? Pas un seul n'a rompu les relations avec le tyran Macron et son régime, vrai ou faux ? Vrai, hélas !

Ils ne peuvent pas le nier, ils sont pris en flagrant délit ou comme l'on dit, il n'y a pas photo.

Il s'agit là de faits incontestables et vérifiables. Quelle en est la signification politique ? Quels enseignements devrait-on en tirer ? Cela ne poserait-il pas d'innombrables questions à chaque militant ou sympathisant du mouvement ouvrier ? Pourquoi la plupart refusent-ils de se les poser ? Que craignent-ils donc de découvrir ?

Les travailleurs sont en droit d'exiger d'eux des réponses ou des explications claires, sans quoi ils n'ont aucune légitimité pour parler en leurs noms.

Pourquoi aucun de ses dirigeants ne partage notre conception de la lutte de classe, notre stratégie et notre orientation politique conforme au socialisme ?

Ici, on mène le combat contre nos ennemis de classe sur tous les fronts ou plans, social, politique idéologique, psychologique. On refuse de laisser le champ libre à des éléments de la réaction ou de l'extrême droite qui prétendent incarner les intérêts des travailleurs. On propose des réponses à toutes les questions que pose la situation en fonction des moyens et du temps dont on dispose…

Ici nous combattons ce fléau.

Le déclin de l'intelligence et l'appauvrissement du langage - reseauinternational.net 25 janvier 2023

Il semble que le niveau d'intelligence, mesuré par des tests, diminue dans les pays les plus développés. Les causes de ce phénomène peuvent être nombreuses. L'un d'entre eux pourrait être l'appauvrissement de la langue.

En effet, plusieurs études montrent la diminution des connaissances lexicales et l'appauvrissement de la langue : ce n'est pas seulement la réduction du vocabulaire utilisé, mais aussi les subtilités linguistiques qui permettent d'élaborer et de formuler des pensées complexes.

La disparition progressive des temps (subjonctif, imparfait, formes composées du futur, participe passé) donne lieu à une pensée presque toujours au présent, limitée à l'instant : incapable de projections dans le temps.

La simplification des tutoriels, la disparition des majuscules et de la ponctuation sont des exemples de « *coups mortels* » portés à la précision et à la variété de l'expression.

Moins de mots et moins de verbes conjugués signifient moins de capacité à exprimer des émotions et moins de capacité à traiter une pensée. Des études ont montré qu'une partie de la violence dans les sphères publique et privée découle directement de l'incapacité à décrire les émotions avec des mots.

Sans mots pour construire un argument, la pensée complexe devient impossible.

Plus la langue est pauvre, plus la pensée disparaît. L'histoire est pleine d'exemples et de nombreux livres (George Orwell – « *1984* » ; Ray Bradbury – « *Fahrenheit 451* ») racontent comment tous les régimes totalitaires ont toujours entravé la pensée en réduisant le nombre et le sens des mots.

S'il n'y a pas de pensées, il n'y a pas de pensées critiques. Et il n'y a pas de pensée sans mots. Comment construire une pensée hypothético-déductive sans le conditionnel ? Comment penser le futur sans une conjugaison avec le futur ? Comment est-il possible de saisir la temporalité, une succession d'éléments dans le temps, passés ou futurs, et leur durée relative, sans un langage qui distingue ce qui aurait pu être, ce qui était, ce qui est, ce qui pourrait être, et ce qui sera après que ce qui aurait pu se produire se soit effectivement produit ?

Chers parents et enseignants : faisons en sorte que nos enfants, nos élèves parlent, lisent et écrivent. Enseignons et pratiquons la langue sous ses formes les plus diverses. Même si cela semble compliqué. Surtout si elle est compliquée. Parce que dans cet effort, il y a la liberté.

Ceux qui affirment la nécessité de simplifier l'orthographe, de débarrasser la langue de ses « *défauts* », d'abolir les genres, les temps, les nuances, tout ce qui crée de la complexité, sont les véritables artisans de l'appauvrissement de l'esprit humain.

Il n'y a pas de liberté sans nécessité. Il n'y a pas de beauté sans la pensée de la beauté. reseauinternational.net 25 janvier 2023

A lire. L'arnaque de la transition énergétique expliquée.

Objectif de développement durable 7 : L'impossible transformation énergétique - Réseau International 21 janvier 2023

Le prétendu objectif de développement durable n°7 (ODD7) des Nations unies (ONU) vise à « *assurer l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne* ». Les impacts réels de sa mise en œuvre ne pourraient pas être plus différents. Les énergies renouvelables ne sont ni renouvelables ni durables et la transition énergétique du ODD7 ne fait qu'aggraver le problème de la pauvreté énergétique.

La rhétorique vide et délirante des alarmistes ignore complètement l'immense danger pour l'humanité que représentent le développement durable et la poursuite insensée de l'ODD7.

Se pourrait-il que, malgré tous leurs signaux de vertu, ils n'aient aucune idée des ravages que le développement durable cause à toute forme de vie ?

Pour lire l'article en entier (fortement recommandé et de l'imprimer en pdf)

https://reseauinternational.net/objectif-de-developpement-durable-7-limpossible-transformation-energetique/

Lu.

J-C - Comment saisir le point de basculement pour ne pas se faire manipuler et en tirer les leçons politiques appropriées ? C'est impossible si au préalable on n'avait pas à l'esprit que les médias sont foncièrement malintentionnés à notre égard et qu'ils ont le même comportement envers la vérité. Si cette condition n'est pas remplie ou on l'ignore, on se méprisera sur les réelles intentions de leur volte-face quand elle interviendra, ce qui faussera notre interprétation de la situation.

1- Il ne fait aucun doute que le dernier article de CNN contredit le récit fabriqué artificiellement sur l'Ukraine que ce média lui-même a pourtant contribué à créer au cours de l'année écoulée.

Tout cela montre que les médias grand public ne peuvent plus mentir sur cette guerre par procuration puisque les faits sont aujourd'hui impossibles à nier purement et simplement, si ces gestionnaires de la perception espèrent conserver la moindre crédibilité aux yeux de leur public cible.

2- Pékin est devenu un gros exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) russe vers l'Europe, tandis que l'Inde est devenue un gros exportateur de pétrole russe et de produits raffinés tels que le diesel – également vers l'Europe. La Chine et l'Inde, membres des BRICS, achètent au-dessous du prix du marché à la Russie, également membre des BRICS, et revendent à l'Europe en réalisant de gros bénéfices. Des sanctions ? Quelles sanctions ?

3- Se méfier de tout est devenu une maladie mentale...

Bienvenue chez les sadiques enragés.

Après on va tous mourir d'un virus, on va tous devenir sourd !

Dr Christian Recchia : "*1 milliard de personnes sur la planète sont en perte d'audition*" - Yahoo

Faites-vous vacciner contre la grippe pour garder vos deux jambes !
Il se fait amputer des deux jambes après avoir contracté... la grippe - Yahoo

Vous ne mangerez plus jamais l'esprit tranquille, ces sadiques se le sont jurés !

Cancer de l'œsophage : ces symptômes peu connus qui pourraient survenir lorsque vous mangez - Yahoo

---

Psychopathie aggravée. Après au secours il fait trop chaud, au secours il fait trop froid.

Au Royaume-Uni, une vague de froid intense s'installe dans le sud du pays - Le HuffPost 24 janvier 2023

Un épisode de froid s'est abattu sur la partie sud du Royaume-Uni. Les températures ont chuté jusqu'à -9 degrés ce mardi 24 janvier. Le HuffPost 24 janvier 2023

Chine : record de -53°C à Mohe, dans le nord-est du pays - euronews 24 janvier 2023

Le record de la température la plus basse enregistrée en Chine a été battu ce dimanche à Mohe, ville près de la frontière avec la Russie. euronews 24 janvier 2023

Prostituez-vous !

Sugar baby à 24 ans je suis tombée amoureuse d'un sexagénaire - Closer 23 janvier 2023

Sugar baby assumée, Semie Atadja, 24 ans, avoue être tombée amoureuse de Claudio, 60 ans, en raison de son style de vie luxueux et de son statut social. Admettant ouvertement qu'elle aime « *les hommes riches* ». Closer 23 janvier 2023

Les nouveaux agents du nouvel ordre mondial totalitaire

- Il y aurait à peu près 100 000 influenceurs en France. Mais qu'est-ce qu'un influenceur ? Ce terme désigne toute personne qui dispose d'une notoriété sur une thématique spécifique au travers du web et notamment dans les réseaux sociaux. (Claude Janvier, pour FranceSoir 23 janvier 2023)

Totalitarisme. Après avoir promu la société pornographique et pédophile, des maquerelles et prostituées affirment que leur monstrueuse créature serait hors de contrôle.

Rapport sur le sexisme : « *Il faut faire de l'éducation à la sexualité une discipline à part entière* », plaide Laurence Rossignol - publicsenat.fr 23 janvier 2023

Sous le précédent mandat d'Emmanuel Macron, la lutte contre le sexisme devient d'ailleurs l'une des « *grandes causes* » de son quinquennat.

Pourtant, en 2023, le sexisme ne recule pas en France. C'est le constat inquiétant que dresse le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes (HCE), dans un rapport rendu public le 23 janvier 2023. Pire encore, *« ses manifestations les plus violentes s'aggravent, et les jeunes générations sont les plus touchées* ». Si le rapport fait bien état d' « *avancées en matière de droits des femmes* », avec la mise en place de nouveaux moyens de lutte contre les violences sexuelles et sexistes et de nouvelles dispositions en faveur des femmes, le résultat de l'enquête menée par le HCE est sans équivoque : *« La situation est alarmante* », la société française demeure extrêmement sexiste, et ce dans l'ensemble de ses sphères. « *Les conclusions ne sont vraiment pas satisfaisantes* », a réagi Elisabeth Borne, lors de ses vœux à la presse. Elle a annoncé réunir un comité interministériel en mars.

J-C - Comment ils instrumentalisent des données constantes ou un simple constat valable au fil des ans et des décennies antérieures, uniquement pour justifier de nouvelles mesures de contrôle de la population, liberticides ou répressives... Comment les hommes et les femmes pourraient-ils estimer être traités de la même manière, du fait qu'ils sont différents, c'est aberrant ou grotesque. Que leurs rapports se détériorent ou s'améliorent dépend uniquement des conditions sociales que le pouvoir leur réserve, c'est lui qui en porte la responsabilité et non les hommes ou les femmes.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'ils sont bien obligés de passer en permanence des compromis pour vivre ensemble, sinon leur vie serait infernale, non ? C'est ce fragile équilibre qu'ils entendent briser, au lieu de tout faire pour le renforcer.

Les rapports entre les hommes et les femmes reproduisent à des degrés divers les rapports sociaux qui existent au sein du système économique d'exploitation... Et il ne peut pas en être autrement, précisons, pas forcément au détriment des femmes, car dans ces rapports il y en a où ce sont les femmes qui dominent les hommes pour des raisons diverses...

Même au-delà, car dans un couple quel qu'il soit, il y en a toujours un y qui domine, qui est plus sensible ou conscient que l'autre sur un sujet donné ou en général, qui le maîtrise mieux, c'est normal, cela fait partie de la vie, mais ces malfaisants ne l'évoquent pas. Il leur faut criminaliser à tout prix leurs rapports, favoriser la dislocation des couples et des familles, atomiser tous les membres de la société pour mieux les contrôler, c'est une obsession chez ces inquisiteurs.

Donc, d'une manière ou d'une autre il se présentera toujours des situations que l'un sera mieux à même d'affronter que l'autre, sans pour autant que l'un ait l'impression d'imposer quoi que ce soit à l'autre qui ne se sentira pas frustré ou humilié... Pourquoi faut-il toujours qu'ils introduisent cette notion dans les rapports les plus simples entre les hommes et les femmes, sinon pour les diviser et les affaiblir pour mieux les manipuler ensuite.

Publicsenat - Sphère privée, professionnelle, publique, numérique, politique : vis-à-vis des hommes, les femmes restent inégalement traitées. Ainsi, d'après le rapport, 93 % des Français estiment que

les femmes et les hommes ne sont pas traités de la même façon dans au moins une des sphères de la société.

Globalement, 80 % des femmes ont la sensation d'avoir déjà été moins bien traitées en raison de leur sexe, victimes de sexisme. « *Les chiffres sont là. Ils démontrent l'état du sexisme en France, qui doit rester une préoccupation majeure des politiques* », constate Annick Billon, présidente centriste de la délégation aux droits des femmes du Sénat, « *ces préoccupations doivent absolument nous mobiliser* ». publicsenat.fr 23 janvier 2023

Rappel. Quand un couple de pédophile officie à l'Elysée.

Macron annonce que le 25 janvier deviendra officiellement la "*journée nationale contre le sexisme*" - BFMTV 26 janvier 2023

Ils mentent sur tout. Désinformation. Stratégie de la terreur.

Covid-19 : près de 13 000 décès en une semaine en Chine - Santé Magazine 22 janvier 2023

Le Centre chinois pour le contrôle des maladies (CDC) précise que 681 personnes sont mortes à l'hôpital à cause d'une infection au Covid-19, et 11 977 sont décédées d'autres maladies combinées au virus.

La société britannique d'analyses médicales Airfinity estime que plus de 600.000 personnes sont mortes de la maladie depuis l'abandon par la Chine des restrictions en décembre. Santé Magazine 22 janvier 2023

J-C - Les 13 000 décès étaient en réalité 681, c'est à peu près dans le même ordre d'idée que l'évaluation officielle du nombre de manifestants en France le 19 janvier 2023 ! Ou les 500.000 morts du covid-19 annoncés en France et en Grande-Bretagne en janvier 2020.

Massacre en masse et eugénisme déguisé.

Twitter en accès libre.

- Le Dr. Christophe Prudhomme, urgentiste au Samu de Seine-St-Denis et porte-parole de la CGT-Santé, estime que l'attente aux urgences cause 500 morts par semaine en France. Un chiffre proche de celui donné récemment par les autorités britanniques.

- «*Avant les décès aux urgences étaient exceptionnels. On faisait un rapport. Aujourd'hui, on ne fait plus rien. On nous explique que* "c'est partout pareil"», un soignant. *«Il y a des décès qui sont étouffés*», lâche une syndicaliste à Mediapart...

Quand ils avouent à demi-mots que la médecine s'est fourvoyée (délibérément) pendant un siècle.

Nous avions toujours "*tué*" les cellules cancéreuses pour guérir le cancer. Maintenant nous avons une autre idée : les guérir - Purebreak 22 janvier 2023

Il est estimé dans le monde qu'un homme sur cinq et une femme sur six développeront un cancer au cours de leur vie. Une maladie que de nombreux chercheurs tentent d'éradiquer par tous les moyens. Ces derniers pourraient d'ailleurs y parvenir grâce à une thérapie très prometteuse.

La plupart des traitements contre le cancer (comme la chimiothérapie ou l'immunothérapie) visent à tuer les cellules cancéreuses. Et si nous pouvions les guérir ? Certains chercheurs tentent d'y parvenir grâce à la thérapie dite de différenciation.

La réaction sur toute la ligne au quotidien ou le programme de Davos.

JO 2024 : le Sénat adopte la vidéosurveillance par algorithme, la gauche dénonce un nouveau « *big brother* » - Publicsenat.fr 24 janvier 2023

Energies renouvelables : sénateurs et députés trouvent un accord sur le projet de loi - Publicsenat.fr 24 janvier 2023

Grippe aviaire : 4,6 millions de volailles ont été abattues depuis août - LePoint.fr 24 janvier 2023

"*À table !*" : La poudre de grillon débarque en Europe - Courrier international 24 janvier 2023

La décision de la Commission européenne de légaliser la vente de farine de grillon dégraissée est très médiatisée outre-Rhin. Pour la "*Tageszeitung*", ce type de produits est dans l'air du temps. Courrier international 24 janvier 2023

Une réplique de la cellule d'Alexeï Navalny exposée devant l'ambassade russe à Berlin - BFMTV 24 janvier 2023

Ils osent tout. Les oligarques sont des parasites, des vautours, des pilleurs, des kleptomanes... et des racketteurs.

J-C - C'est dingue, on croit rêver. C'est l'histoire d'un mec qui ne doute de rien et qui te dit : Je sais que tu n'as rien demandé, mais si tu ne veux pas que je pourrisse en permanence ton écran avec de la pub, file-moi du fric !

J'imagine (en Inde où je vis) mon voisin mettre sa télé à fond à 6 heures du matin et qui me réclame 500 roupies pour l'éteindre ou diminuer le son ! Il pourrait me répondre : Musk le fait bien, alors pourquoi pas moi ?

Elon Musk propose un Twitter payant mais sans pub - Le HuffPost 22 janvier 2023

Payer pour ne plus avoir de publicité du tout.

Il s'agirait d'un changement radical de modèle économique de la part de Twitter, qui s'est jusqu'ici appuyé sur la publicité ciblée pour obtenir des revenus, avant le lancement d'un premier abonnement payant à la mi-décembre.

Ce nouvel abonnement zéro pub s'intégrera à une stratégie plus large, annoncée par le milliardaire américain via un tweet, de remise à plat de la présence de la publicité sur le réseau social. Le HuffPost 22 janvier 2023
J-C - Elon Musk est présenté par des souverainistes ou conservateurs de droite opposés à la politique du Forum économique mondial comme le nouveau rédempteur des hommes, un saint homme ou presque, c'est une escroquerie politique évidemment que j'ai eu l'occasion de dénoncer, parmi tant d'autres !

Vidéo. Musk est un sauveteur mais pas un sauveur (Christian Combaz) 23 janvier 2023 YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=R3n37qoguuk

Il a reçu plus de 120 commentaires élogieux, autrement dit de gens naïfs qu'il a trompés pour la plupart, du coup j'ai posté le commentaire suivant, le second en fait, rapidement rédigé car j'ai autres choses à faire :

- Plus démagogique tu meurs !

Pour bien montrer que vous délirez et induisez en erreur les gens qui vous écoutent, vous n'êtes pas sans savoir qu'Elon Musk n'est pas le bienfaiteur de l'humanité que vous prétendez. La preuve, une de plus.

Votre nouvelle égérie Elon Musk et grand démocrate a déployé au-dessus de l'Ukraine un réseau de satellites Starlink pour aider le régime néonazi de Kiev à la solde de l'Otan à faire sa guerre à la Russie, guerre dont vous imputez par ailleurs la responsabilité à l'Otan ou aux américains et au nazillon Zelensky, on est bien d'accord monsieur Combaz, vous n'êtes pas à une contradiction près, n'est-ce pas ?

De nos jours la censure est au service du fascisme.

L'édition allemande d'une BD française de Dominique Grange annulée à cause d'un mot sur Israël - Le HuffPost 25 janvier 2023

La BD « *Élise et les Nouveaux Partisans* » ne sera pas publiée en Allemagne à cause de la présence des mots « *apartheid israélien* » dans la postface de l'œuvre. Le HuffPost 25 janvier 2023

Totalitarisme déguisé. Leur humanisme est la politesse des salauds... qui soutiennent le régime néonazi de Kiev et

Australie: manifestations contre la fête nationale, qui divise le pays - AFP 26 janvier 2023

Guerre en Ukraine: la Russie exclue des commémorations de la libération d'Auschwitz - BFMTV 25 janvier 2023

Macron annonce que le 25 janvier deviendra officiellement la "*journée nationale contre le sexisme*" - BFMTV 26 janvier 2023

JO : le Sénat vote en faveur du retour des CRS/maîtres-nageurs-sauveteurs sur les plages, dès la fin des Jeux - Publicsenat.fr 25 janvier 2023

Contre les sécheresses et pénuries, Christophe Béchu veut un « *Écowatt* » de l'eau - Le HuffPost 25 janvier 2023

Le ministre de la Transition écologique veut réduire la consommation d'eau. « *Il faut s'habituer à la fin d'abondance, y compris pour* l'eau », insiste-t-il.

L'AFP participe à la chasse aux sorcières et à la délation. Entre maccarthisme et inquisition.

Open d'Australie: le père de Djokovic filmé avec des supporteurs pro-russes - AFP 26 janvier 2023

Le père du Serbe Novak Djokovic a été filmé en compagnie de supporteurs brandissant des drapeaux pro-russes pendant l'Open d'Australie de tennis, des scènes qualifiées de "*honteuses*" par l'ambassadeur d'Ukraine à Canberra.

Une vidéo publiée par la suite sur une chaîne YouTube pro-russe australienne a montré Srdjan Djokovic, le père du joueur, posant en compagnie de l'homme brandissant le drapeau avec le visage de Poutine. AFP 26 janvier 2023

Ils sont pires que les inquisiteurs fanatiques du régime...

Adrien Quatennens exclu du Parti de gauche - AFP/20 Minutes 25 janvier 2023

« *Le secrétariat exécutif national du PG décide de transformer la suspension d'Adrien Quatennens en exclusion* », indique le parti dans un communiqué. Le député du Nord était suspendu depuis le 20 septembre, au début de l'affaire. AFP/20 Minutes 25 janvier 2023

La milice fasciste de Macron à l'oeuvre

Les antifas agressent « *Les Masques blancs* » et mettent à la poubelle les portraits des victimes du vaccin - lemediaen442.fr 22 janvier 2023

La gauche a cette particularité d'être l'idiot utile des forces en puissance, que ce soit pour appeler à voter pour Macron tout en connaissant son programme sur la réforme des retraites ou pour faire le ménage des lobbies pharmaceutiques en agressant et insultant les victimes de mesures liberticides et néfastes dues à la "crise sanitaire".

Le collectif « *Les Masques Blancs* » de Lyon a été confronté à des nervis antifascistes cagoulés lors d'une manifestation sur la réforme des retraites. Les Masques Blancs ont l'habitude de manifester de manière pacifique pour sensibiliser les gens aux effets néfastes des mesures prises pendant la crise sanitaire. Certains individus proches du pouvoir — les idiots utiles — jouent un rôle de « *cordon sanitaire* » en malmenant les manifestants de toutes origines.

Dans une publication sur Twitter, le collectif — qui se veut pacifique et ouvert à tous — dénonce des actes de vandalisme et d'intimidation commis par les antifascistes cagoulés qui ont détruit leur matériel, tenté de les intimider et s'en sont particulièrement pris à deux femmes « *La manif passant devant notre action, les cagoulés de service sont revenus à la charge pour détruire notre matériel, nos bâches et tenter de nous intimider.* »

Tout d'abord, voici le matériel auquel les antifascistes se sont attaqués. Vous verrez plus plus bas, qu'ils se sont empressés de mettre dans une poubelle les portraits de personnes décédés. C'est inacceptable !

Les images ci-dessous montrent comment ces antifascistes s'en prennent aux citoyens pacifistes en les accusant à tort d'être des antisémites d'extrême droite. Macron peut rester à Barcelone, les antifas font le ménage à sa place.

https://lemediaen442.fr/les-antifas-agressent-les-masques-blancs-et-arrachent-les-portraits-des-victimes-du-vaccin/

J-C - Ils remplacent les guépéoutistes du PCF et les nazillons du FN qui autrefois s'en prenaient physiquement à ceux qui se réclamaient du trotskysme ou de l'anarchisme ou cette racaille a hérité de leurs méthodes pour réprimer les travailleurs qui ont osé à juste titre dénoncés et s'opposés à la dictature sanitaire criminelle de Macron, qui a à ce jour plus de 150.000 morts innocents à son actif depuis janvier 2020.
Ce sont des agents du nouvel ordre mondial totalitaire que tente d'instaurer à tous les peuples par tous les moyens l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui officie depuis le Forum économique mondial de Davos.

Vous aurez noté que cette vermine bénéficie de la mansuétude du pouvoir et de la complicité du cadavre de la gauche et de l'extrême gauche, laissant le champ libre à la pire réaction.

Un témoignage édifiant. A lire absolument.

Blast : Chiens de garde du système, allégeance servile et propagande ukrainienne - donbass-insider.com 18 janvier 2023

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/01/18/blast-chiens-de-garde-du-systeme-allegeance-servile-et-propagande-ukrainienne/?unapproved=20045&moderation-hash=964dc9d99d4ea01844f51c7ffb76b8c7#comment-20045

Ils n'ont aucune légitimité, à bas les institutions de la Ve République !

J-C – Fin de règne. Dorénavant le curseur de la majorité ou dit de la démocratie se situe autour de 10%. Parvenu à ce point le régime ne tient plus que grâce à l'inertie de l'histoire, à l'absence d'alternative politique, il suffirait qu'il y en ait une qui jaillisse pour qu'il soit balayé ou s'effondre d'un coup…

Législatives partielles: très faible participation, les trois sortants en tête après le premier tour - BFMTV 23 janvier 2023

Les trois députés sortants dans le Pas-de-Calais, la Marne et la Charente engagés dimanche dans des élections législatives partielles ont viré en tête à l'issue du premier tour, sur fond de forte abstention.

Dans la première circonscription de la Charente, qui inclut la préfecture d'Angoulême), abstention : 71,24%.

Horizons Thomas Mesnier (35,54% des suffrages exprimés) et le représentant de la Nupes, l'Insoumis René Pilato (35,36 %)

Dans la deuxième circonscription de la Marne, comportant plusieurs cantons de Reims), abstention : 76%.

RN sortante Anne-Sophie Frigout 34,80% des voix, la candidate de la majorité présidentielle unie Laure Miller 30,0%.

Dans la 8e circonscription du Pas-de-Calais (Saint-Omer et alentours), abstention : 70,39%.

Bertrand Petit (apparenté PS et investi par la Nupes) 46,14% des voix, RN Auguste Evrard 23,97%. BFMTV 23 janvier 2023

De quoi la survie du capitalisme est-elle le nom ?

700 étudiants font la queue à la soupe populaire : « *Ce midi, je ne vais pas manger, je me réserve pour ce soir.* » - lemediaen442.fr 25 janvier 2023

Les images de cette longue file d'attente sont choquantes, les propos qui y sont tenus semblent sortis d'un autre temps, d'une autre époque... Cela se déroule en France en l'année 2023 et la distribution des repas a doublé en un an.

C'est dans un froid glacial que des étudiants du 13ème arrondissement de Paris se tournent vers des soupes populaires pour se nourrir en raison de la hausse des coûts de la vie. Selon les organisateurs, ils ont distribué des repas à environ 700 personnes lors de la dernière distribution « *Aujourd'hui, nous sommes à environ 700 personnes par distribution. Et pour donner un ordre d'idée, il y a encore un an, nous étions plutôt à 300 ou 400 personnes.* »

Les étudiants reçoivent des fruits et des légumes frais, bio pour certains, ainsi que des plats et des denrées de récupération. Certains étudiants ont déclaré qu'ils sautaient régulièrement des repas pour économiser de l'argent et ont décrit des difficultés financières « *Ce midi, je ne vais pas manger, je vais plutôt me réserver pour ce soir et c'est quelque chose que je fais régulièrement, au moins trois ou quatre fois par semaine.* » Ces soupes populaires sont vues comme un moyen de pallier aux difficultés et certains étudiants se demandent comment ils pourraient s'en sortir sans ces initiatives.

Pour Linkee, l'organisation venant en aide aux plus démunis, les témoignages deviennent de plus en plus inquéitant « *Je saute systématiquement le déjeuner et des fois même je reste jusqu'à 16h sans rien manger.* » Manon, 23 ans, étudiante en Langues étrangères appliquées à Paris.

Le temps passe, les promesses du président Macron se succèdent mais les étudiants français se retrouvent encore dans l'incapacité de se nourrir de manière adéquate alors que des scandales de corruption impliquant des oligarques ukrainiens qui s'enrichissent aux dépens de la France continuent d'éclater.

https://lemediaen442.fr/700-etudiants-font-la-queue-a-la-soupe-populaire-ce-midi-je-ne-vais-pas-manger-je-me-reserve-pour-ce-soir/

Dossier contre-réforme des retraites scélérates.

Quel progrès social !

- «*J'ai 13 trimestres manquants en ayant travaillé depuis mes 18 ans, car mes bénéfices n'étaient pas assez importants. Je vais finir à 67 ans*», Bernard, buraliste. «*Ah oui, pas de chance…*», lui répond le ministre du Travail Olivier Dussopt, visiblement embêté... (Monde)

- Un ministre lâche à Mediapart : « *Personne n'a voté pour Macron en se disant* "Chouette, on va travailler jusqu'à 65 ans". *C'est même le contraire : cela nous a coûté la majorité absolue aux législatives. On a perdu, à cause des retraites, des dizaines de députés...*».

- Après la très forte mobilisation contre la réforme des retraites, au sommet de l'État, on espère que le mouvement donne des signes d'essoufflement et on mise sur la "*résignation des Français pris ds le quotidien et les fins de mois difficiles*".

- «*Vous êtes de 65, votre âge légal de départ passe à 63 ans et 3 mois. Je suis désolé*», assène [le jeune ministre et millionnaire] Gabriel Attal. Exclamation dépitée de la quinquagénaire qui a commencé à 16 ans. «*J'aurai 46 ans de cotisation*».

Infos diverses (Twitter).

- (le 18 janvier) Selon France Inter, E.Macron estime déjà que même si elle est forte jeudi, "*la mobilisation ne reflètera pas l'état d'esprit réel des Français*". Alors que 93% des actifs se déclarent opposés à cette réforme, "*les Français ne veulent pas tout renverser*", ajoute l'Élysée.

- Retraites : alors que l'exécutif comptait sur la résignation, plusieurs villes battent des records de mobilisation pas vus parfois depuis 30 ans ! L'ampleur des cortèges de la matinée est un "*petit coup de froid dans la majorité"*, confie une source ministérielle à BFM.

- L'avertissement est réel, avec la perspective d'un conflit qui pourrait durer. « *C'est une participation extrêmement forte, il ne faut pas se leurrer. Une des plus fortes de ces 20 dernières années* », admet un influent conseiller ministériel. (LP)

Retraites : « *Les femmes sont pénalisées par le report de l'âge légal* », reconnaît Franck Riester - Publicsenat.fr 23 janvier 2023

Invité d'Audition publique, l'émission hebdomadaire de Public Sénat, LCP-AN, en partenariat avec Le Figaro Live, le ministre des Relations avec le Parlement a reconnu que les femmes seraient plus impactées que les hommes par le report de l'âge légal à la retraite à 64 ans. « *On demande un effort à tout le monde y compris aux femmes* », a-t-il déclaré. Publicsenat.fr 23 janvier 2023

Retraites : Élisabeth Borne refuse de laisser dire que la réforme désavantage les femmes - Europe1 24 janvier 2023

La Première ministre Élisabeth Borne a tenté mardi d'éteindre la polémique sur l'impact de la réforme des retraites sur les femmes, assurant qu'elle allait "*réduire*" les inégalités avec les hommes, alors que son ministre Franck Riester avait reconnu qu'elles seraient "*un peu pénalisées*" avec ce projet du gouvernement. Europe1 24 janvier 2023

Radicalisation en cours.

- La police intervient ce soir pour empêcher une AG au Campus Condorcet Paris Aubervilliers où une occupation a commencé. Jeudi dernier, les CRS avaient déjà évacué une AG à l'université de Strasbourg

- 20 étudiants ont été interpellés et placés en GAV hier soir suite à un début d'occupation contre la réforme des retraites au campus Condorcet Paris Aubervilliers. Présence policière actuellement sur place

- Fin des journées saute-mouton ? Le syndicat SUD-Éducation appelle à une grève reconductible à partir du 31 janvier « *afin de hisser le rapport de force à la hauteur de l'enjeu* ».

- Les fédérations de la CGT Pétrole, Ports et Docks, ainsi que Mines et Énergie, au gros pouvoir de blocage, forment un front commun et appellent à "*des luttes reconductibles*" jusqu'au retrait du projet de loi

Réforme des retraites : l'opposition au projet de loi s'intensifie - AFP/ LePoint.fr 26 janvier 2023

La cote d'Emmanuel Macron et d'Élisabeth Borne s'est fortement dégradée depuis l'automne, selon un sondage Elabe pour BFMTV publié mercredi qui révèle une opposition croissante des Français à la réforme des retraites.

Le rejet de réforme des retraites s'intensifie avec 72 % des Français « opposés » au projet du gouvernement, soit une hausse de 6 points en une semaine, et de 13 points en deux semaines.

« *L'opposition à la réforme progresse fortement en une semaine et devient pour la première fois majoritaire chez les retraités (59 %, + 13)* », note l'institut.

Plus spécifiquement, 74 % (+ 10 points en une semaine) estiment la réforme « *injuste* », 62 % (+ 5) « *inefficace* » pour assurer la pérennité du système de retraites, et 54 % (+ 1) « *pas nécessaire* ».

Autres enseignements : l'approbation de la mobilisation contre la réforme progresse (64 %, + 8) et 57 % des Français (+ 2) assurent qu'ils « *comprendraient que les grévistes bloquent le pays, car c'est le seul moyen pour que le gouvernement retire ou modifie sa réforme des retraites* ». Mais 71 % des Français pensent que la réforme « sera votée et appliquée », selon ce sondage. AFP/ LePoint.fr 26 janvier 2023

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Le contexte.

- Les deux syndicats des remontées mécaniques, qui représentent 100 % des voix aux élections professionnelles, appellent à la grève illimitée à partir du 31 janvier

Mobilisation contre la réforme des retraites: le gouvernement demande "*un respect des vacances*" - BFMTV 24 janvier 2023

La ministre déléguée chargée du Tourisme Olivia Grégoire a demandé de respecter "*tout le boulot que font les acteurs économiques de la montagne*" en réponse à la grève des syndicats de remontées mécaniques. BFMTV 24 janvier 2023

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas. L'objectif dévoilé.

L'homme qui a réformé le système de retraite suédois alerte Emmanuel Macron - LePoint.fr 23 janvier 2023

Dans son argumentaire pour la réforme des retraites, le Gouvernement n'a de cesse de se référer aux autres pays européens où l'âge de départ a déjà été repoussé. C'est le cas de la Suède qui, il y a vingt ans, a réformé son système de retraite et a repoussé l'âge pivot à 65 ans. Mais avec le recul, cette réforme suédoise, qui a également mis en place un système par capitalisation, est vue d'un œil critique. Si bien que même son principal instigateur, interrogé par BFMTV, tente de dissuader Emmanuel Macron de s'en inspirer.

Karl Gustaf-Scherman est l'ancien responsable de la sécurité sociale suédoise. Ex membre du Gouvernement, c'est lui qui a porté le projet de réforme des retraites il y a vingt ans. Aujourd'hui, il admet que cette réforme est imparfaite : « *Nous avons une nouvelle formule pour calculer les pensions. Il faut que les gens travaillent plus longtemps, mais on ne le leur explique pas. Et nous n'aidons pas ceux qui en ont besoin* », regrette-t-il.

Les pensions de retraite suédoises ont baissé

En effet, si les Suédois doivent travailler jusqu'à 65 ans pour toucher une retraite à taux plein, la plupart ne parviennent pas à travailler jusqu'à cet âge et s'arrêtent deux ou trois ans plus tôt. Résultat, leur pension est réduite. De plus, le passage à un système par capitalisation ne s'avère pas rentable.

Conséquence : selon une étude de la caisse des pensions suédoises réalisée en 2019, 72 % des hommes et 92 % des femmes à la retraite ont subi une baisse de leur pension et de leur pouvoir d'achat après la réforme du système. Celle-ci a donc paupérisé les retraités.

Conclusion de Karl Gustaf-Scherman lui-même : « *Ne recopiez pas le modèle suédois.* ». LePoint.fr 23 janvier 2023

Macron et les médias complotent contre le peuple.

Retraites : en secret, Macron a convoqué dix éditorialistes pour leur dicter ses éléments de langage - RT 23 janvier 2023

Soucieux de «*distiller la bonne parole*», le chef de l'Etat a déjeuné en secret avec les dix éditorialistes «*les plus influents de la presse parisienne*» pour faire passer des éléments de langage sur la réforme des retraites, selon France 5.

Décryptant «*l'art de la communication*» politique, France 5 s'est laissé aller à la confidence sur la façon dont le chef de l'Etat distille plus ou moins discrètement ses recommandations aux médias concernant la façon d'aborder la très controversée réforme des retraites.

Dans l'émission C médiatique diffusée le 22 janvier, la journaliste Eve Roger explique comment Emmanuel Macron a repris la main avant les mouvements sociaux, alors qu'il avait dans un premier temps «*déserté la scène médiatique*» sur le sujet.

«*Deux jours avant la journée d'action, la communication de l'Elysée organise une petite rencontre dont elle a le secret, c'est-à-dire un déjeuner avec le président et dix éditorialistes de la presse parisienne, convoqués à peine 24 heures avant*», soutient la journaliste. C'est le média *Politico* qui a le premier éventé cette réunion, le 18 janvier. Dans sa newsletter, le média a souligné que France Inter ou BFM TV avaient glissé un mot sur la lutte du chef de l'Etat contre «*l'irresponsabilité*»,

quand *Le Figaro* avait pris soin de rappeler que la réforme concernait «*aussi ceux qui sont exclus*» du marché du travail.

«*Une rencontre en toute discrétion*», affirme encore Eve Roger, où auraient été présents, selon elle, les éditorialistes phares de BFM TV, du Monde, de France Télévision, de France Inter, du Figaro, des Echos ou encore de RTL. «*L'objectif de l'Elysée, c'est qu'Emmanuel Macron distille la bonne parole, donne lui-même les éléments de langage aux dix journalistes les plus influents de la presse parisienne, afin que la parole présidentielle infuse dans l'opinion et pourquoi pas l'influence*», poursuit-elle doctement.

«*Mais il y a une condition de taille à ce déjeuner : les journalistes ne doivent pas dire qu'ils ont vu Emmanuel Macron, et donc ne peuvent pas le citer*», explique la journaliste, provoquant les rires de ses confrères. RT 23 janvier 2023

Retrait ou chasser Macron et la Ve République !

Réforme des retraites: Véran affirme que le nombre de manifestants "*ne change pas les choses*" - BFMTV 23 janvier 2023

Le calendrier de la réforme des retraites s'accélère - Le HuffPost 23 janvier 2023

Ce lundi 23 janvier, la réforme des retraites, ou plutôt le « *projet de loi financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023* » contenant les annonces faites par Élisabeth Borne est officiellement présenté en Conseil des ministres, après avoir été examiné par le Conseil d'État.

Une première étape formelle qui intervient alors qu'une majorité de Français reste opposée au texte et que ses adversaires continuent de se mobiliser. « *La CGT appelle les salariés à participer, à partir du 23 janvier, à toutes les initiatives locales proposées par nos organisations* », exhorte le syndicat dirigé par Philippe Martinez.

Au niveau local, plusieurs intersyndicales ont effectivement appelé à des actions, comme à Dieppe où un rassemblement est prévu devant la sous-préfecture de Seine-Maritime ce lundi. « *L'important, c'est qu'il y ait un feu roulant d'actions qui montre que tous les jours les salariés sont déterminés à ne pas laisser ce gouvernement tranquille* », a déclaré à l'AFP Catherine Perret, secrétaire confédérale CGT.

Les organisations de jeunesse entendent également maintenir la pression. Mercredi 25 janvier, des Assemblées générales sont prévues dans les facs et les lycées. Toujours dans cette volonté d'entretenir la flamme contestataire, plusieurs fédérations syndicales ont annoncé des initiatives, à l'image de la CGT Pétrole, qui a déposé des préavis de grève dans les raffineries le 26 janvier et ce, pour une durée de 48 heures.

De quoi s'occuper avant l'arrivée du texte en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, prévue pour le lundi 30 janvier, mais surtout de la deuxième journée de mobilisation, annoncée le lendemain, mardi 31 janvier. Objectif pour l'intersyndicale, faire mieux que jeudi 19 janvier, qui a réuni 1.1 million de manifestants selon la police.

Un véritable test pour les syndicats, alors que l'examen de la réforme commencera la semaine suivante, lundi 6 février. Celui-ci durera neuf jours. Les députés ont alors jusqu'au vendredi

17 février à minuit pour l'adopter en première lecture. Le texte partira ensuite au Sénat, sans que l'on sache précisément ce qu'il en sera de la contestation syndicale.

Pour autant, Philippe Martinez a annoncé ce dimanche que l'hypothèse de grèves durant les vacances de février est envisagée du côté de la CGT. « *À partir du moment où le gouvernement s'entête sur ce qui fait conflit, oui il y a la possibilité qu'il y ait des journées d'action pendant les vacances scolaires* », a prévenu le leader syndical sur le plateau du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI.

Conformément au véhicule législatif choisi par l'exécutif, limitant l'examen du texte à 50 jours maximum, le Sénat a jusqu'au dimanche 26 mars à minuit pour voter le texte, ou le rejeter (hypothèse à ce stade improbable compte tenu de la domination de la droite à la chambre Haute). Toutefois, si le texte restait bloqué au Parlement, le gouvernement aurait alors carte blanche pour mettre en œuvre la réforme par ordonnances. Afin de coller au calendrier présidentiel, qui a annoncé une application de la réforme dès cet été. Le HuffPost 23 janvier 2023

Qui fait le « *guignol* » ? Peut-être celui qui craint que la situation "*dégénère*", Macron, non, Poutou son ministre du Travail !

J-C – Ah ces révolutionnaires qui affectionnent la paix sociale, le consensus, l'union nationale !

"*Ils ne veulent pas convaincre, ils veulent imposer*": Poutou dénonce l'attitude du gouvernement sur les retraites - BFMTV 23 janvier 2023

"*Quand on les écoute, on l'impression que c'est un peu des guignols. Ils jouent, ils s'amusent avec nous*", dénonce l'ancien candidat du NPA à la présidentielle.

J-C - Ils ont peut-être leurs raisons, non ? Une piste. Ne savent-ils pas que tous les dirigeants du mouvement ouvrier sont leurs alliés objectifs ?

BFMTV - "*Ils jouent avec une situation sociale qui est très dure et ils le savent. Il y a tous les éléments pour qu'on ne s'entende pas et il y a tous les éléments pour que ça dégénère*", affirme Philippe Poutou.

J-C - Poutou, pour qui roulez-vous ? On croirait entendre un membre du patronat ou de la réaction qui craignent par-dessus tout que ça pète un jour ou que la situation leur échappe, et que le régime soit sérieusement menacé. Pourtant, cela ne devrait-il pas être le souhait le plus cher d'un "*révolutionnaire*" ?

BFMTV - "*Ils ne veulent pas convaincre, ils veulent imposer*", dénonce Philippe Poutou. "*'On a droit de manifester, mais ça ne changera rien au bout du compte': ils le disent clairement. Ils le disent même cyniquement*", déplore-t-il.

J-C - "*Ils veulent imposer*", normal, non ?

C'est là aussi qu'on voit que Poutou a un sérieux problème avec la caractérisation politique du régime en place, il refuse de le caractériser de dictature ou de tyrannique. Pourquoi ? Mais pour qu'on ne démasque pas qu'il est en réalité un faux révolutionnaire ou parce qu'il s'accommode du régime en place tout en faisant croire aux naïfs le contraire.

BFMTV - "*On savait déjà que ça se passerait comme ça. Ça pose le problème du mouvement qu'il faudrait durcir, de comment on peut construire un mouvement qui les fait taire et qui les fait reculer*", poursuit l'ancien candidat à la présidentielle.

Philippe Poutou veut croire qu'une victoire du mouvement social est possible, avec l'abandon du projet de réforme des retraites. "*C'est vrai qu'on a des raisons de douter, parce qu'on a perdu les dernières batailles*", reconnaît-il. BFMTV 23 janvier 2023

J-C - Il faut rappeler que de tout temps, le plus souvent les mobilisations sociales se soldent par des échecs ou les victoires sont rares surtout quand elles concernent des revendications collectives, Si l'inverse était vrai, cela signifierait que le socialisme est déjà instauré et qu'on vivrait dans une société juste ou chacun pourrait s'épanouir, je ne pense pas que ce soit le cas aujourd'hui, nulle part dans le monde.

Douter est certes permis, l'exprimer ainsi devant des millions de travailleurs a valeur de trahison !

Le régime va craquer de partout. Ils ne peuvent plus empêcher de le dire sur leurs médias.

Le chanteur Daniel Guichard dénonce l'injustice envers les soignants et les pompiers suspendus - lemediaen442.fr 23 janvier 2023

Le chanteur Daniel Guichard a dénoncé lors de son passage à *France Bleu*, le traitement des soignants et des pompiers qui ont refusé de se faire vacciner, qualifiant cela de honteux et d'injuste.

Daniel Guichard, invité de l'émission « *Dans le rétro* » sur France Bleu, a exprimé sa déception et sa colère concernant le traitement des soignants suspendus pendant la pandémie de COVID-19. Il a déclaré que c'est une honte qu'ils aient été suspendus et n'aient pas reçu de salaires, et qu'ils ne soient pas en mesure de bénéficier du chômage ou d'une quelconque forme d'aide. « *C'est une honte ce qui a été fait aux infirmières, aux soignants et aux gens des hôpitaux. On les a suspendus simplement parce qu'ils refusaient une piqûre, malgré les doutes qu'ils pouvaient avoir. C'est inacceptable de demander à des infirmières et des soignants qui ont eu le COVID de continuer à travailler avec les malades. C'est également honteux d'avoir fait venir des centaines de pompiers d'autres pays européens, alors qu'il y avait des milliers de pompiers qui ont été suspendus en France.* »

Guichard a également rappelé que la France est le dernier pays au monde à n'avoir pas réintégré les travailleurs de la santé, les pompiers, les militaires et les policiers qui ont refusé de se faire vacciner et qu'il est honteux que ces travailleurs aient été mis sur la touche sans aucun soutien. Nombre de ces travailleurs sont des mères célibataires qui luttent maintenant pour subvenir aux besoins de leur famille. lemediaen442.fr 23 janvier 2023

Soignants non vaccinés et suspendus : la colère de Daniel Guichard

https://www.youtube.com/watch?v=B8aGFAoI8P0

Une analyse sur la crise du capitalisme et la stratégie de l'oligarchie pour tenter de la surmonter.

Le « *Covid-19* » n'existe pas, sauf en tant qu'association de malfaiteurs - Réseau International 22 janvier 2023

https://reseauinternational.net/le-covid-19-nexiste-pas-sauf-en-tant-quassociation-de-malfaiteurs/

par Michael Bryant
COVID-19 : Une opération financière mondiale.

Le phénomène COVID ne peut être compris sans comprendre l'effondrement financier sans précédent qui menace l'ensemble du système financier mondial.

L'histoire de la pandémie du COVID-19 n'a pas de sens si on la considère sous l'angle de la santé, de la sécurité et de la science. En revanche, si on la considère sous l'angle de l'argent, du pouvoir, du contrôle et du transfert de richesse, tout est parfaitement logique.

Les confinements, les muselières obligatoires, la distanciation antisociale et la pléthore de mesures complémentaires n'ont rien fait pour protéger ou améliorer la santé publique – ils n'ont jamais été conçus pour le faire.

Les nombreuses obligations nées au début du scénario Covid-19 ont toutes été conçues pour briser délibérément l'économie mondiale et écraser les petites entreprises, ainsi que pour briser l'esprit et la volonté des gens, détruire le tissu social, afin de « *reconstruire une société meilleure* » conforme aux visions dystopiques des psychopathes qui mènent cette guerre des classes.

Le résultat souhaité est une utopie de milliardaires, dans laquelle ils posséderont et contrôleront la planète sous la forme d'un fief techno-féodal où l'humanité sera marquée numériquement et régulée comme du bétail dans une technocratie super-surveillée.
Ce que cette crise fabriquée camoufle commodément, c'est que nous sommes au milieu d'un effondrement économique total planifié – un effondrement qui était inévitable.

L'activation de la fraude COVID est devenue nécessaire lorsque les marchés mondiaux ont été confrontés à une crise aiguë de la dette à l'automne 2019, crise qui est apparue sur des marchés auparavant essentiellement liquides : les marchés des pensions, les marchés monétaires et les marchés des changes.

Les gouvernements occidentaux se sont précipités pour sauver ce système en décomposition, endiguer ce glissement de terrain cataclysmique, renflouer les investisseurs à grande échelle et installer de manière proactive une infrastructure de sécurité afin de contrôler l'inévitable désordre social résultant de cet effondrement. Cette opération serait suivie d'une réinitialisation financière mondiale, après une période d'hyperinflation, détruisant à la fois la valeur de la dette et les créances papier correspondantes.

Le système financier était déjà à un stade avancé de déclin à l'automne 2019, comme l'illustre la prise de contrôle du marché Repo par la Fed en septembre pour court-circuiter la Repocalypse. Cet effondrement a commencé pour de bon en 2008/09 et les tentatives des quinze dernières années pour sauver ce système économique corrompu n'ont fait que retarder l'inévitable.

À l'automne 2019, la crise a recommencé à s'étendre rapidement.

Une baisse spectaculaire de la production industrielle a caractérisé la crise bancaire d'août 2019 – la crise dite du Repo – lorsque les banques ont commencé à refuser les titres de la dette souveraine américaine comme garantie pour les prêts au jour le jour, obligeant la Réserve fédérale à intervenir et à imprimer de l'argent pour couvrir cette pénurie massive.

Le marché Repo est le marché sur lequel les banques empruntent de l'argent chaque jour afin de disposer d'un certain pourcentage d'actifs liquides à la fin de chaque journée pour pouvoir répondre à certaines exigences fiduciaires.

Vers la mi-septembre, la Fed a commencé à injecter 10 à 20 milliards de dollars par jour sur le marché des pensions pour maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau, afin que les banques puissent emprunter l'argent nécessaire pour rester en activité. Cependant, ce n'était toujours pas suffisant.

Début mars, la Fed injectait 100 milliards de dollars sur le marché Repo afin d'endiguer cette crise majeure.

Tout le monde à Wall Street était chargé d'une énorme dette et retenait les liquidités américaines afin d'assurer le service de cette dette, refusant de financer les achats de devises étrangères, puis de devises américaines, alors que le marché Repo se bloquait à un taux d'intérêt de 10 % sur les prêts Repo au jour le jour. Les obligations du Trésor américain et même les billets de banque américains étaient rejetés comme garantie pour les opérations de pension.

En mars 2020, la crise de liquidité s'est propagée des marchés des courtiers primaires (les banques TBTF et les fonds spéculatifs ont été renfloués en septembre) vers toutes les autres actions, matières premières, obligations, obligations adossées à des prêts, titres adossés à des prêts hypothécaires, fonds communs de placement, fonds négociés en bourse, ainsi que divers systèmes de Ponzi tels que les produits dérivés structurés, négociés sur des plateformes propriétaires représentant jusqu'à plusieurs milliers de milliards de dollars.
Lorsque les bons du Trésor américain sont devenus illiquides en raison de la croissance exponentielle de la dette publique – mais surtout privée – en dollars, alors même que la FED absorbait les liquidités des marchés financiers, l'enfer s'est déchaîné.

Le château de cartes qui s'écroulait depuis six mois n'a pas pu être arrêté, si bien que l'hystérie du COVID a été fabriquée pour couvrir ce qui représente 10 à 15 000 milliards de dollars de renflouement de la FED en espèces et en actions via les opérations permanentes d'open market (POMO) – une façon élégante de dire que la FED achète des bons du Trésor, injecte de l'argent sur les marchés financiers et donne des garanties de valeur des garanties utilisées dans les produits dérivés structurés.

Le tour final, actuellement en cours, consiste pour les banques centrales (Fed) à racheter toutes les dettes toxiques et sans valeur des fonds spéculatifs et des banques, y compris les 1,5 quadruple milliards de produits dérivés, puis à transférer la dette au Trésor public en tant que dette souveraine. Ils imprimeront ensuite de l'argent à l'infini, ce qui est déjà en cours, pour assurer le service de cette dette fictive afin de faire couler le dollar via l'hyperinflation, puis saisiront les États-Unis et tous les autres détenteurs de dettes en dollars sans valeur.

C'est ça le tour : une hyperinflation mondiale pour vaporiser les actifs des masses et des États afin de remettre les actifs publics aux investisseurs privés. Cela permet à la classe dirigeante d'éponger les biens (petites entreprises en faillite, maisons saisies, etc.) afin de s'approprier sans limite tout ce qui existe dans le monde.

L'arrivée de « *l'urgence* » Covid-19 a fourni la justification et l'opportunité de geler l'effondrement bancaire américain par des injections massives de liquidités. Quelque 8 à 10 trillions de dollars ont été versés aux banques américaines jusqu'en mars 2020, avec un stimulus économique supplémentaire de 5 trillions de dollars promis par la Fed.

La croyance en une urgence médicale mondiale, à partir de mars 2020, était un résultat de la manipulation des médias de masse, des techniques de conditionnement comportemental et de l'ingénierie sociale. Tout cela a été rendu possible grâce à une programmation institutionnelle et à des messages médiatiques envahissants, empêchant les processus cognitifs de base et éliminant les possibilités de pensée critique.

À côté de ce bombardement médiatique incessant et écrasant prônant la théorie d'un virus pandémique mortel, aucune autre explication n'a été autorisée à exister dans les médias ou la conscience publique.

Sans la menace telle qu'un « *virus tueur* », cet effondrement financier massif aurait immédiatement provoqué la panique et menacé la crédibilité du dollar. Sans l'écran de fumée du Covid-19, ce système de Ponzi généralisé et le transfert de richesse historique en cours seraient vus pour ce qu'ils sont : un vol opéré par l'aristocratie financière.

L'opération Covid : Le cheval de Troie pour inaugurer le nouvel ordre mondial

Comme l'a illustré la « *guerre contre le terrorisme* », ces événements sont construits pour exploiter autant de lignes d'opportunité que possible. Avec la « *pandémie de Covid* » remplaçant la fausse « *guerre contre le terrorisme* », une autre « *crise mondiale* » instrumentalisée se transforme miraculeusement en une opportunité pour la classe dirigeante.

Alors que la nécessité immédiate était de stopper l'hémorragie du système financier mondial, de nombreux autres objectifs étaient et sont servis par cette opération à multiples facettes. Rien de tout cela n'est accidentel. Tout cela est caché au grand jour, planifié et exécuté, comme en témoignent de multiples exercices de simulation tels que « *Event 201* » et de nombreux documents tels que « *l'Agenda 2030 pour le développement durable* ».

L'opération Covid elle-même couvre de nombreux objectifs :

• Préemption et le camouflage des raisons de l'implosion économique susmentionnée ;

• Accélération du plus grand transfert de richesse vers le haut de l'histoire humaine ;

• Justification et ancrage de l'État de biosécurité, y compris la surveillance par l'IA dans de multiples secteurs de la société ;

• Renforcement et enrichissement du cartel des technologies de pointe, par le biais d'applications de suivi, de la prolifération et de la normalisation des médias sociaux et des plateformes de communication en tant qu'« *intermédiaires* » dans tous les domaines de la vie. Évolution de toute la vie sociale vers l'impératif technologique – les repas commandés via DoorDash, les réunions sur Zoom, l'augmentation des dépenses via Visa/MasterCard en commandant des biens en ligne avec Amazon, les films via Netflix, etc. ont tous été imposés à un public mondial crédule et largement soumis pendant la tyrannie Covid ;

• Création de « la pandémie » comme mécanisme financier. Les pandémies fabriquées sont devenues des opportunités d'investissement gigantesques qui augmentent la richesse des milliardaires et consolident davantage leur pouvoir ;

• Expansion de l'industrie de la santé publique dans tous les domaines de la vie publique et économique. L'industrie de la santé est désormais directement liée aux marchés mondiaux et aux conglomérats financiers et est devenue l'un des instruments financiers les plus importants pour les investisseurs ;

• Création d'un système de « *gestion de la santé* » bio-médical entièrement nouveau et lucratif afin d'introduire et de codifier un modèle médical bio-technique en mettant l'accent sur des « *vaccins* » ARNm téléchargeables « *révolutionnaires* » ;

• Expansion et normalisation de l'utilisation des cartes d'identité numériques, y compris les passeports vaccinaux, en les reliant à une monnaie numérique de la Banque centrale (CBDC) ;

• Système de revenu de base universel (UBI), permettant de suivre les achats, les interventions médicales, les « *choix de vie* », etc. pour nous inciter à adopter les comportements « *souhaités* » ou nous exclure complètement du système, à leur gré ;

• Réorganisation, privatisation et réduction des services publics sous le prétexte de les rendre « *plus agiles* » pour les « *urgences publiques* » ;

• Conditionner le public à des « *états d'urgence* » perpétuels pour le préparer à la mise en œuvre de « *l'Agenda 2030 pour le développement durable* ».

Le mot de la fin

Nous vivons le plus grand crime organisé mondial depuis la Seconde Guerre mondiale. Certains l'ont compris. D'autres sont encore endormis ou traumatisés, alors que le tissu social est réduit en miettes et que le monde qui les entoure est complètement transformé.

Les élites financières savent qu'elles ont accumulé d'énormes dettes et déficits impayables. Elles savent que les promesses de retraites et d'avantages sociaux ne pourront pas être payées. Elles savent que le système a atteint son Waterloo et que l'agitation sociale est inévitable.

Ils savent qu'ils doivent agir rapidement et de manière globale pour détourner cet effondrement afin de protéger le Léviathan financier dont dépend leur capacité à maintenir leur pouvoir et leur contrôle.

En d'autres termes, le Covid-19 n'était pas une urgence médicale généralisée, mais un système de blanchiment d'argent, une opération psychologique de masse et un écran de fumée pour une révision et une restructuration complètes de l'ordre mondial social et économique actuel.

Covid-19, l'événement médiatique, était le cheval de Troie construit pour introduire une transformation complète de notre société.

Covid-19TM, l'opération, n'a jamais été un événement épidémiologique, c'est un modèle économique destiné à augmenter les portefeuilles des super-riches.

Le « *Covid-19* » n'existe pas, sauf en tant qu'association de malfaiteurs.

Source : Off-Guardian via Strategika

Davos, c'est synonyme de quoi au juste ?

- Réforme des retraites : "*Reculer l'âge de départ est une bonne chose pour le business*", murmure-t-on au forum économique mondial de Davos - francetvinfo.fr 18 janvier 2023

Un homme d'affaires malaysien à franceinfo : "*Peut-être pas une bonne nouvelle pour les Français, mais pour les multinationales installées en France, ça l'est.*" francetvinfo.fr 18 janvier 2023

Twitter - Sarah Ellis, PDG de GLAAD (Groupe de surveillance des médias pro-LGBT) à la réunion annuelle du FÉM 2023 à Davos

«*Nous avons travaillé de très près avec Hollywood. Nous sommes partout, ns sommes sur votre lieu de travail, ns sommes dans vos familles, ns sommes partout*»

- Davos : Gates, Schwab et les élites mondiales sont de plus en plus critiqués pour leur programme "*Maîtriser l'avenir*". Par Michael Nevradakis (The Defender 18 janvier 2023) - Mondialisation.ca, 23 janvier 2023

Des milliers de personnalités du monde politique et des affaires se réunissent à Davos, en Suisse, cette semaine pour la réunion annuelle du Forum économique mondial, alors que les critiques les accusent de "centraliser le pouvoir entre les mains d'élites mondiales triées sur le volet".

Extraits.

Dans sa déclaration de mission, le WEF affirme "*être indépendant, impartial et n'être lié à aucun intérêt particulier*".

La déclaration poursuit :

"*Le Forum s'efforce dans tous ses efforts de faire preuve d'esprit d'entreprise dans l'intérêt public mondial tout en respectant les normes de gouvernance les plus élevées. L'intégrité morale et intellectuelle est au cœur de toutes ses activités.*"

Cependant, les critiques décrivent le WEF comme une "*organisation politique fanatique se faisant passer pour une entité neutre*", dont l'objectif est de "*centraliser le pouvoir entre les mains d'élites mondiales triées sur le volet*" et qui fonctionne sans demander l'opinion de, ni responsabilité envers, le public.

Certains critiques affirment que la réunion annuelle du WEF "*fait office de magasin d'idées et de politiques pour la classe dirigeante mondiale, en personne, sur invitation seulement et fermé aux étrangers idéologiques*".

Les déclarations issues de la réunion de cette année n'ont guère contribué à apaiser les inquiétudes quant à l'agenda réel du WEF.

M. Schwab a demandé ce que signifie "*maîtriser l'avenir"* :

"*Qu'est-ce que cela signifie, de maîtriser l'avenir ? Je pense que disposer d'une plateforme où toutes les parties prenantes de la société sont engagées – gouvernements, entreprises, sociétés civiles, jeune génération… Je pense que c'est la première étape pour relever tous les défis*."

M. Schwab a également profité de son discours d'ouverture pour répondre aux critiques formulées à l'encontre du WEF ces dernières années. Cependant, il a déclaré que le WEF et ses partenaires mondiaux doivent "*surmonter*" ces "*attitudes négatives, critiques et conflictuelles*".

Dans un billet de blog, le journaliste d'investigation Jordan Schachtel a noté que le WEF semble "*jouer en défense*" en réponse aux "*vents contraires majeurs*" auxquels son "*programme extrémiste*" est confronté, en affirmant qu'il est victime de "*campagnes de désinformation*".

Par exemple, un article paru le 5 août 2022 dans le quotidien canadien The Globe and Mailaffirmait que la fameuse citation "*ne possédez rien et soyez heureux*" avait "*déclenché une campagne de désinformation"*, même si M. Schachtel a fait remarquer que la phrase provenait du WEF lui-même. L'article contenant la citation a été écrit par Adrian Monck, aujourd'hui directeur général du WEF.

Et le gouverneur de Floride Ron DeSantis a récemment attaqué le WEF, en remarquant qu'"*ils dirigent tout et que tous les autres sont essentiellement des serfs.*"

Pèlerinage annuel de génuflexion devant Bill Gates et Klaus Schwab".
La liste des conférenciers à la réunion du WEF de cette année représente le proverbial "*who's who"*, les personnalités de l'élite mondiale de la politique, des affaires, du journalisme et des organisations à but non lucratif.

Faisant référence au nombre important de journalistes participant en tant que panélistes et orateurs, Robert F. Kennedy, Jr, président et conseiller juridique principal de Children's Health Defense, a déclaré :

"*La presse américaine fait son pèlerinage annuel pour faire des génuflexions devant Bill Gates et Klaus Schwab et recevoir ses ordres de marche des milliardaires.*"

Parmi les conférenciers de la réunion du WEF de cette année figurent 52 chefs d'État et de gouvernement, dont des représentants de familles royales, ainsi que 56 ministres des finances nationaux, 35 ministres des affaires étrangères, 30 ministres du commerce et 19 gouverneurs de banques centrales.

En effet, un nombre record de chefs d'État participe à la réunion de cette année.

Les principales personnalités internationales figurant sur la liste de cette année sont le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne et ancienne directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), et l'ancien vice-président Al Gore.

Plus d'une douzaine de représentants de l'UE sont présents, dont la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, et d'autres hauts fonctionnaires, dont le commissaire européen à l'économie et le vice-président exécutif du Pacte vert européen.

Des chefs d'État européens, tels que le chancelier allemand Olaf Scholz et le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, figurent parmi les orateurs, aux côtés de personnalités royales européennes telles que la reine Mathilde de Belgique, la reine Máxima des Pays-Bas et le prince Albert II de Monaco. Un important contingent d'hommes politiques ukrainiens est également présent.

Les grosses compagnies pharmaceutiques sont également fortement représentées dans la liste des orateurs de cette année. Parmi les participants figurent Albert Bourla, PDG de Pfizer, qui, lors de la réunion du WEF de l'année dernière, a évoqué la façon dont les micropuces seront un jour ajoutées aux pilules, Stéphane Bancel, PDG de Moderna, des cadres supérieurs d'AstraZeneca, de Bayer, de Merck et de Sanofi, et Adar Poonawalla, du Serum Institute indien, le plus grand fabricant de vaccins au monde.

Parmi les personnalités du monde des affaires et de la finance figurant sur la liste des orateurs figurent Larry Fink, PDG de BlackRock, Andy Jassy, PDG d'Amazon, Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase, Jane Fraser, PDG de Citigroup, Orit Gadiesh, président de Bain & Company, ainsi que les gouverneurs des banques centrales de pays tels que la France, Israël et les Pays-Bas.

Cinq représentants de la Fondation Bill et Melinda Gates figurent sur la liste des orateurs, ainsi que des rédacteurs et des journalistes de médias tels que The Associated Press, Reuters et The Washington Postet Axios, Bloomberg, CBS, CNBC, CNN, Deutsche Welle, The Economist, le Financial Times, Forbes, Foreign Affairs, Fortune, Fox Business, NBC, The Atlantic, le New York Times, Politico et le Wall Street Journal.

Les représentants de Big Tech (les géants des technologies de l'information) et de fintech (technologies numériques financières) ne manquent pas non plus dans la liste des orateurs du WEF, notamment les dirigeants de Google, LinkedIn, Meta, Microsoft, TikTok, ainsi que Mastercardet Visa.

Au total, plus de 2 700 participants de 130 pays sont répertoriés.

Notamment, George Soros, président de Soros Fund Management et fondateur de l'Open Society Foundations, a déclaré dans un tweet du 10 janvier qu'il ne participerait pas à la réunion du WEF de cette année "*en raison d'un conflit d'agenda inévitable*". Le fils de Soros, Alexander Soros, président adjoint de l'Open Society Foundations, figure toutefois sur la liste.

Malgré la présence d'un si grand nombre de personnalités de haut niveau à la réunion annuelle du WEF, Schwab a précédemment déclaré qu'il ne faisait pas de "*déclarations politiques ou de déclarations économiques qui … influencent de quelque manière que ce soit les personnalités politiques.*"

Toutefois, M. Schwab a été photographié en train de se mêler aux chefs d'État du monde entierlors de la conférence du G20 de novembre 2022 en Indonésie.

M. Schwab a également déclaré que les anciens membres de son Forum des jeunes leaders mondiaux ont "*pénétré*" les gouvernements de plusieurs pays, où les politiques du WEF sont largement adoptées.

Selon M. Lawton, les dirigeants d'entreprise considèrent que l'avantage de la participation à la réunion du WEF est de "*rencontrer des politiciens*", tandis que les dirigeants d'ONG se concentrent sur l'obtention "*d'une audience avec des chefs d'entreprise (donateurs potentiels) et des décideurs politiques*".

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/davos-gates-schwab-et-les-elites-mondiales-sont-de-plus-en-plus-critiques-pour-leur-programme-maitriser-lavenir/5674257

Totalitarisme. Big Brother, une fiction ou la réalité ?

États-Unis : Beverly Hills championne du monde de la télésurveillance - Courrier international 24 janvier 2023

Difficile de faire un pas à Beverly Hills sans être espionné, rapporte Bloomberg. En matière de télésurveillance, la célèbre banlieue chic de Los Angeles est pionnière au point de faire office, si l'on en croit le site d'information économique, de laboratoire mondial.

« *La ville exploite plus de 2 000 caméras de sécurité – soit une pour seize habitants –, ce qui en fait l'une des communautés urbaines les plus étroitement surveillées dans le monde*. »

Longue de plus de 3 kilomètres, Rodeo Drive, l'artère commerçante de la ville, en compte à elle seule 29, auxquelles vont bientôt s'ajouter quatre appareils destinés à photographier automatiquement les plaques d'immatriculation des véhicules en circulation.

À Beverly Hills, les caméras de surveillance sont ainsi "*un élément incontournable du mobilier urbain*". Les policiers répartis sur le terrain ont également été équipés de caméras piétons. Quant aux drones espions munis d'un téléobjectif capable de lire n'importe quelle plaque d'immatriculation à un demi-mille, ils couvrent les trois quarts de la ville sept jours sur sept. À la moindre alerte, leurs pilotes postés à distance peuvent en prendre le contrôle pour les diriger vers la zone concernée.

Des logiciels censés repérer les "*comportements suspects*"

Depuis juin dernier, toutes les images recueillies – y compris par les caméras privées dont les flux sont partagés avec le dispositif policier – sont centralisées dans un QG dernier cri, le Real Time Watch Center (" *centre de surveillance en temps réel*", RTWC), où elles sont analysées par des logiciels censés repérer tout "*comportement suspect*".

"*Là, les policiers peuvent diriger une caméra sur Wilshire Boulevard, puis zoomer à l'aide d'une autre caméra vers le bas de Canon Drive et ainsi de suite*."

Les agents présents sur le terrain peuvent également visionner sur leurs téléphones les images filmées par les drones. "*C'est l'utilisation simultanée de toutes les technologies qui donnent les meilleurs résultats. Et le centre de surveillance constitue la plaque tournante*", explique Mark Stainbrook, le chef de la police locale.

Totalitarisme. Un régime aux abois toujours plus liberticide et prêt à recourir à des applications à "*caractère expérimental*".

J-C - Cela ne vous rappelle-t-il rien ? Leurs saloperies d'injections géniques sur la population réduite à l'état de cobaye. Il faut aussi préciser que chaque fois qu'ils adoptent des mesures liberticides suite à un évènement ou dans le cadre d'une situation particulière, jamais ils ne les retirent par la suite.

Pour les JO de Paris 2024, une loi spéciale qui parle très peu de sport (et suscite des inquiétudes) - Le HuffPost 22 janvier 2023

C'est l'histoire d'un texte répondant aux besoins d'une manifestation sportive d'envergure, et qui aborde finalement peu cette manifestation sportive d'envergure.

Un projet de loi qui comporte de nombreuses dispositions qui dépassent (largement) l'organisation des JO, comme le relevait le Conseil d'État dans un avis rendu le 22 décembre.

« *Si huit articles ne sont applicables qu'aux prochains jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, dont deux ont un caractère expérimental, onze autres articles créent des dispositions nouvelles ou modifient des dispositions existantes de façon pérenne et seront donc susceptibles de s'appliquer à d'autres situations* », souligne l'institution, proposant par ailleurs de renommer le texte pour mieux coller à son contenu.

Parmi elles, le recours aux caméras « augmentées », utilisant l'intelligence artificielle, aussi appelée vidéosurveillance algorithmique (VSA), visant à détecter « *des situations anormales* ».

« *En autorisant l'État à analyser, classer, évaluer les mouvements et comportements de chaque individu dans l'espace public, en lui donnant des pouvoirs de décision décuplés par l'automatisation de la prise de décision, cette technologie transforme notre rapport à l'espace public et démultiplie les capacités de contrôle et de répression de la police* », s'alarme La Quadrature du Net, une association de défense et de promotion des droits et libertés sur Internet.

Dans son avis daté du 4 janvier, la Commission nationale de l'Informatique et des libertés appelle à la vigilance (CNIL). « *Le déploiement, même expérimental, de ces dispositifs de caméras augmentées est un tournant qui va contribuer à définir le rôle qui sera confié dans notre société à ces technologies, et plus généralement à l'intelligence artificielle* », observe la CNIL, considérant que ces outils de surveillance « *peuvent en effet conduire à un traitement massif de données à caractère personnel* ».

Une prudence dont ne s'embrassent pas certains sénateurs, qui ont déposé des amendements pour élargir le périmètre du dispositif. Ainsi, la sénatrice LR Michèle Tabarot propose d'inclure des enregistrements sonores à ces outils de surveillance, quand sa collègue (également LR) Jacqueline Eustache-Brinio voudrait étendre cette surveillance à la « *prise en charge illégale de clients par des transporteurs publics particuliers, VTC ou taxis clandestins* ».

« *Cheval de Troie* »

Autre motif d'inquiétude, un arsenal répressif semblant rédigé sur mesure pour des problématiques autres que celles s'appliquant aux Jeux Olympiques. À l'image de l'article 12 du volet sécurité du projet de loi qui transforme, « *lorsqu'elles sont commises en récidive ou en réunion* » deux

infractions en délits : « *le fait de pénétrer ou de tenter de pénétrer, par force ou par fraude, dans une enceinte sportive* » et « *le fait de pénétrer ou de se maintenir sans motif légitime sur l'aire de compétition d'une telle enceinte* ».

Ce qui sonne comme une référence indirecte aux interruptions de manifestations sportives organisées par des militants écologistes. Tarif : six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende. L'article, suivant, le 13, fait également grincer des dents. Il entend renforcer « *l'effectivité du dispositif des interdictions judiciaires de stade* ».

Ces interdictions de stade, qui étaient jusque-là facultatives, auront dorénavant un caractère automatique et ce, même une fois les Jeux Olympiques terminés. « *C'est clairement le football qui est visé »,* déplore auprès du Monde Ronan Evain, directeur général de l'association Football Supporters Europe, qualifiant ce texte de « *cheval de Troie* » permettant au gouvernement de profiter des Jeux Olympiques pour muscler son arsenal répressif.

Le texte tel qu'il est présenté aux sénateurs prévoit également « *l'utilisation de scanners corporels à ondes millimétriques à l'entrée des enceintes accueillant plus de 300 personnes pour des manifestations sportives, culturelles ou récréatives* ». Là encore, ce dispositif aura vocation à perdurer après les Jeux Olympiques, et pas uniquement sur des événements sportifs. Le HuffPost 22 janvier 2023

Situation au Pérou.

Pérou : Un projet de loi qui autorise l'entrée de militaires étrangers avec des armes de guerre. - bolivarinfos.over-blog.com 22 Janvier 2023

Approuvé par le conseil des ministres, ce projet de loi a été envoyé au Congrès pour être débattu.

Au milieu des tensions internes que le pays est en train de vivre, la présidente de fait du Pérou, Dina Boluarte et le conseil des ministres de la dictature ont présenté un projet de loi qui autorise l'entrée de personnel naval et militaire avec des armes de guerre en territoire péruvien.

« *Nous avons le plaisir de nous adresser à vous, conformément à l'article 107 de la Constitution Politique du Pérou, pour soumettre à la considération du Congrès de la République, avec l'approbation du conseil des ministres, le projet de résolution législative qui autorise l'entrée d'une unité navale et de personnel militaire étranger avec des armes de guerre sur le territoire de la République du Pérou*, », dit la lettre adressée au Congrès. bolivarinfos.over-blog.com 22 Janvier 2023

Pérou: Le ministre de l'Intérieur et le chef de la police poursuivis en justice - bolivarinfos.over-blog.com 23 Janvier 2023

Le Comité national de coordination des droits de l'homme du Pérou a déposé ce dimanche une plainte contre le ministre de l'Intérieur, Vicente Romero, et le commandant général de la police nationale, Raul Alfaro, à la suite du raid effectué dans les locaux de l'université de San Marcos à Lima.

Deux avocats membres de l'organisation ont allégué l'"a*rbitraire*" des arrestations de samedi sur le campus de la principale université de la capitale.

La police a eu recours à des chars pour déloger les manifestants qui se trouvaient dans les locaux depuis quatre jours pour soutenir les protestations contre le gouvernement de la présidente Dina Boluarte. Au moins 205 personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'opération policière, selon les médias locaux. bolivarinfos.over-blog.com 23 Janvier 2023

Pérou : violents heurts lors d'un grand rassemblement à Lima - AFP/LePoint.fr 23 Janvier 2023

La présidente péruvienne Dina Boluarte a appelé mardi à une « *trêve nationale* » alors qu'à Lima, une nouvelle grande manifestation réclamant son départ a été le théâtre d'affrontements violents. La mobilisation ne faiblit pas avec une journée nationale de protestation et des marches programmées mercredi dans de nombreuses villes du pays.

En soirée, les autorités ont annoncé la fermeture de l'aéroport de Cuzco, capitale touristique du pays, s'ajoutant à celles des aéroports de Puno et d'Arequipa. AFP/LePoint.fr 23 Janvier 2023

OTAN de la guerre contre la Russie.

L'Allemagne s'apprête à livrer des chars Leopard à l'Ukraine - LePoint.fr 25 janvier 2023

Selon deux médias allemands, le chancelier Olaf Scholz va accéder à la demande de l'Ukraine, autorisant les pays alliés à en faire autant.

Guerre en Ukraine : l'Afrique du Sud se dit "amie" de la Russie - France 24 25 janvier 2023

L'Afrique du Sud, critiquée pour sa position "neutre" refusant de condamner Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine, a franchi un nouveau cap lundi 23 janvier en se disant "amie" de la Russie, lors d'une rencontre entre les chefs de la diplomatie des deux pays à Pretoria.

Au Burkina, la porte pour la France, le tapis rouge pour la Russie - LePoint.fr. 24 janvier 2023

Moins de 9% des entreprises de l'UE et du G7 ont quitté la Russie, selon une étude suisse - AFP/RT 19 janvier 2023

Seules 8,5% des entreprises de l'Union européennes et des pays du G7 ont quitté la Russie, selon une étude universitaire suisse publiée le 19 janvier, qui remet en cause «*le discours sur un vaste exode*» des entreprises depuis le début du conflit en Ukraine.

Avant le mois de février 2022, 2 405 filiales appartenant à 1 404 entreprises de l'Union européenne et des pays du G7 étaient actives en Russie, ont recensé les professeurs Simon Evenett de

l'Université de Saint-Gall et Niccolò Pisani de l'IMD Lausanne, un prestigieux institut de gestion des affaires.

Fin novembre, neuf mois après le début de l'intervention militaire russe, moins de 9% du panel étudié avait déjà vendu au moins une filiale russe, les départs concernant surtout des entreprises américaines, plutôt que des entreprises européennes ou japonaises, selon leurs travaux.

A cette date, moins de 18% des filiales appartenant à des entreprises basées aux Etats-Unis avaient entièrement finalisé la cession de leurs filiales russes, contre 15% pour celles appartenant à des entreprises japonaises et 8,3% pour celles appartenant à des entreprises de l'UE.

«*De nombreuses entreprises domiciliées dans ces Etats ont résisté à la pression des gouvernements, des médias et des ONG de quitter la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine*», note le communiqué de l'Université de Saint-Gall présentant l'étude.

Selon leurs recherches, 120 entreprises occidentales avaient quitté la Russie fin novembre. Parmi celles qui y sont encore actives, 19,5% sont allemandes, 12,4% sont américaines et 7% japonaises. AFP/RT 19 janvier 2023

Ils osent tout. Quand ils affichent leur véritable intention de détruire la Russie.

J-C - Reconnaissons que les autorités russes avaient vu juste...

La Russie pourrait se désintégrer si elle perd la guerre en Ukraine - Slate.fr 22 janvier 2023

Slate - Hormis la question certes importante de la continuité territoriale, la Fédération de Russie qui détient la Sibérie n'est pas radicalement différente de l'Espagne détenant le Mexique ou du Portugal détenant le Brésil.

Les parallèles avec l'Espagne et le Portugal peuvent également être utiles pour modéliser une éventuelle rupture de la Russie. Comme les structures internes de ces empires ne sont pas dissemblables, le mécanisme de leur éclatement peut aussi se dérouler de manière similaire, à partir de leur déclencheur (une défaite militaire par une puissance tierce).

J-C - Le scénario que les idéologues des oligarques anglo-saxons mondialistes ont concocté, il avait déjà été évoqué par Thierry Meyssan du Réseau Voltaire. Pour tenter de le rendre cohérent, ils ont dû procéder à une réécriture frauduleuse ou arrangée de l'histoire de la Russie.

Slate - Un scénario.

Discutons maintenant des scénarios de ce «*divorce national*». À quoi pourrait-il ressembler?

Le plus probable est qu'il ne sera pas lancé par des opposants politiques ou des activistes, mais par les groupes d'intérêts régionaux déjà existants, dont le caractère peut varier énormément d'une région à l'autre.

Le processus ne commencera sans doute pas dans les républiques ethniques. Beaucoup de gens pensent que le séparatisme ethnique risque de détruire la Russie, mais c'est précisément la raison pour laquelle il est très peu probable que cela se produise: ce scénario est tellement évident que des précautions sont prises, et de longue date. Il faut donc considérer qu'il est plus probable que cela

commence dans des régions «*russes*», où le risque politique semble plus faible aux yeux de Moscou et de ses services.

Le processus commencera très probablement de facto, et il pourrait ne trouver sa formalisation juridique que bien plus tard, peut-être même très tard. Il se déroulera probablement sous la forme de groupes d'intérêts locaux prenant plus de pouvoir, poursuivant des politiques régionales plus protectionnistes, etc., plutôt que sous la forme de déclarations ouvertes.

Où tout cela pourrait-il commencer? Les trois candidats les plus probables sont représentés sur cette carte.

Tous trois sont majoritairement russes, au plan ethnique. Peu de précautions sont prises envers eux. Tous trois sont riches, si on les prend isolément: ces régions paient les factures des autres régions plutôt que d'attendre la manne fédérale. Dans tous les trois, enfin, les élites régionales sont puissantes et ne sont que partiellement contrôlées par Moscou.

Le processus de désintégration va probablement se dérouler en quelques itérations. Moins ces régions continueront à obéir à Moscou et à lui payer des impôts, moins les autres auront de motivation en matière de coût-bénéfice. Les régions les plus riches sont plus motivées que les régions les plus pauvres.

Contrairement à ce que pense l'opinion générale, la désintégration et la formation de nouveaux États se produiront probablement sur une base régionale, plutôt qu'«*ethnique*» ou «*raciale*». Il est très peu probable que la désintégration se fasse selon les lignes ethniques.

Historiquement, les instruments ont tendance à se transformer en institutions. En particulier, au sein des empires, les frontières administratives ont tendance à devenir des frontières nationales. Comme en Amérique latine, la désintégration se fera le long des frontières administratives plutôt qu'ethniques.

Les nouveaux États ressembleront probablement à une collection de n anciennes régions russes, avec $n \geq 1$. Les anciennes démarcations entre les provinces deviendront les frontières nationales.

Pourquoi privilégier ce scénario où ce sont les frontières administratives qui deviennent les frontières nationales? L'ethnicité, la «*race*» et la culture ne suffisent pas pour que les nouveaux États s'en sortent. Pour qu'ils réussissent, ils doivent pouvoir payer leurs factures. Donc, le principe des clusters économiques sera au moins aussi important pour définir leurs frontières que le principe ethnique ou culturel.

La question clé n'est ainsi pas celle du Caucase ou même de la Volga. C'est la question de la Sibérie. La Sibérie est le joyau de la couronne russe, et c'est elle qui paie les factures de l'empire. Si la Fédération garde le contrôle de la Sibérie, elle peut facilement reconquérir tout le reste. Si elle la perd, c'est fini. Slate.fr 22 janvier 2023

Ce qu'il faut savoir.

Zelensky, l'un des personnages les plus corrompus d'Ukraine.

Ukraine : cinq gouverneurs et quatre vice-ministres démis de leurs fonctions pour corruption - Paris Match 24 janvier 2023

J-C - Rappel. C'était avant que Zelensky devienne la coqueluche de l'OTAN et rejoigne les néonazis. Depuis, c'est l'omerta des médias officiels.

***"Économie parallèle"*. Le président ukrainien Zelensky dans la tourmente des Pandora Papers - courrierinternational.com 05 octobre 2021**

Avec les Pandora Papers, les révélations pleuvent au sujet des sociétés offshores de Volodymyr Zelensky et de ses alliés politiques, écornant son image d'homme simple décidé à lutter contre les oligarques. courrierinternational.com 05 octobre 2021

Ukraine. Volodymyr Zelensky piégé par les Pandora Papers - humanite.fr 07 octobre 2021

En Ukraine, c'est le site d'investigation de Slidstvo.info qui, en participant au Consortium international des journalistes d'investigation (Icij), a sorti plusieurs documents impliquant le président Zelensky dans des tractations commerciales secrètes. L'un d'eux pointe ainsi l'achat par des compagnies offshore (une entreprise enregistrée à l'étranger), appartenant à sa société de production Kvartal 95, *« de trois appartements dans le centre de la capitale britannique (…) pour une somme d'environ 7,5 millions de dollars* », atteste Slidstvo.info. Les journalistes ont réussi à retrouver leur localisation exacte. Les deux premiers appartiennent à l'entreprise de Serhiy Shefir, premier assistant du chef de l'État.

Cette affaire est éclairante sur le cercle proche de Volodymyr Zelensky, issue de sa société de production Kvartal 95 qui se trouve au cœur du scandale. Elle est derrière un vaste réseau tentaculaire d'entreprises enregistrées à l'étranger pour cacher leur activité et détenues en copropriété par son groupe d'amis. Tous sont issus soit de la ville natale de Zelensky, Kryvyï Rih, dans le sud, ou de sa société de production. « *Il s'agit de Serhiy Shefir, qui a produit les émissions à succès de Zelensky, et le frère aîné de Shefir, Borys, qui a écrit les scripts. Un autre membre du consortium est Ivan Bakanov, un ami d'enfance. Bakanov était directeur général du studio de production et le réalisateur, producteur et copropriétaire de Kvartal 95, Andriy Yakovlev* », raconte Slidstvo.info.

Ce partenariat autour de la société de production apparaît quand Volodymyr Zelensky est acteur, humoriste et comédien et pas encore dirigeant. Il s'est servi d'une de ses séries les plus populaires, Serviteur du peuple, où il tenait le rôle d'un enseignant indigné par la corruption de son pays qui devient président. En 2019, Zelensky reprend le nom de la série pour en faire une formation politique et se faire élire avec 73 % des voix sur un programme sans concession... humanite.fr 07 octobre 2021

L'OTAN et la France arment les néonazis.

***"La France, c'est un ennemi"*: le vice-président de la Douma évoque la dégradation de la relation Moscou-Paris - BFMTV 24 janvier 2023**

Le vice-président de la Douma, chambre basse du parlement russe, a dénoncé sur BFMTV la guerre économique et militaire que les pays occidentaux mènent contre son pays.

Invité lundi soir sur BFMTV, Piotr Tolstoï, vice-président de la Douma, chambre basse du parlement russe, a confirmé cette tension entre Paris et Moscou.

"*Bien sûr, la France pour nous c'est un ennemi*", a-t-il lancé.

De son point de vue, les justifications sont multiples. "*La France mène contre mon pays une guerre économique depuis déjà huit ans, et la France fournit aux Ukrainiens des matériaux militaires. La France, comme l'Allemagne et d'autres pays de l'Europe qui participent à la guerre, côté ukrainien, de manière militaire*", a ajouté Piotr Tolstoï.

"*A cause de l'aide européenne, la guerre dure depuis un an*", a-t-il dénoncé. Selon lui, cette implication des pays occidentaux est la raison pour laquelle il est actuellement impossible d'avoir "*des négociations et de terminer la guerre*." "*C'est votre responsabilité et pas la nôtre. Nous on a du temps devant nous, mais pour vous j'ai des doutes*".

Pour lui, les dommages sont particulièrement profonds dans l'imaginaire collectif russe, alors que la France, "*que nous avons toujours considérée comme pays ami", fournit désormais "des chars et des canons pour tuer les Russes*". BFMTV 24 janvier 2023

Allemagne, un autre haut général ose s'exprimer, il est clair et dur !

Un nouveau général allemand a émis un avertissement public que la guerre sur le champ de bataille ukrainien par les armées américaines et de l'OTAN est perdue, et que l'Allemagne sera ensuite perdue si l'avancée des forces russes vers Kiev et Lvov n'est pas stoppée rapidement par un armistice.

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/allemagne-un-autre-haut-general-ose-sexprimer-il-est-clair-et-dur/

Guerre en Ukraine: Lavrov accuse les États-Unis et l'Occident d'avoir fait échouer les négociations - AFP/BFMTV 24 janvier 2023

Lors d'un déplacement en Afrique du Sud lundi, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dénoncé l'attitude des alliés de Volodymyr Zelensky.

La Russie "*ne refuse pas les négociations avec l'Ukraine*", a assuré ce lundi Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, lors d'un déplacement à Pretoria, en Afrique du Sud. Près d'un an après le début de la guerre, le chef de la diplomatie russe est revenu sur les premières semaines du conflit, assurant que Kiev et Moscou étaient sur le point de trouver un accord en mars.

Des phases de négociation ont effectivement eu lieu au début de la guerre entre les deux parties. "*Et à la fin du mois de mars, les deux délégations s'étaient entendues sur le principe du règlement de ce conflit*", a assuré ce lundi Sergueï Lavrov.

Moscou s'est dit plusieurs fois prêt à un "*dialogue sérieux*"

"*Mais nos collègues américains, britanniques et certains européens ont dit à l'Ukraine qu'il était trop tôt pour passer un deal, et l'arrangement qui était presque conclu*" n'a jamais trouvé les faveurs de Kiev, a dénoncé le ministre russe des Affaires étrangères.

"*Ceux qui refusent doivent comprendre que plus longtemps ils refusent, plus il sera difficile de trouver une solution*", a ajouté Sergueï Lavrov.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 janvier 2023.

L'heure a sonné de faire « *table rase* » du passé… et de passer au socialisme.

Le POID résume assez bien la situation ou fournit une analyse proche de la mienne déjà formulée dans de précédentes causeries (Ci-dessus).

Editorial de La tribune des travailleurs. Tout se concentre dans la lutte de classe par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=6184

Extrait.

Tout se concentre dans la lutte de classe. Une journée de grève et de manifestations a ébranlé le régime. L'organisation de la grève massive le contraindra à reculer. Ou alors à partir.

Les députés de « *gauche* » qui soutiennent la mobilisation des travailleurs et des jeunes seraient avisés de ne pas tomber dans le piège qui leur est tendu par Macron. « *Amender* » ce projet ne servirait qu'à donner un semblant de démocratie à ce coup de force. C'est pourquoi, solidaires des grévistes et des manifestants, les députés de la Nupes devraient y renoncer. Et tout simplement, refuser de siéger à l'Assemblée aussi longtemps que le gouvernement n'a pas cédé.

Le mandat du 19 janvier est clair : retrait total du plan Macron-Borne. Le respect de ce mandat pose la question de la grève générale. Si le gouvernement persiste, les confédérations syndicales qui ont appelé au 19 et au 31 janvier, auront-elles un autre choix, pour le faire céder, que d'appeler dans l'unité au blocage du pays ?

Plus Macron s'accroche à sa contre-réforme, plus la question du pouvoir est posée.

« *Qu'il parte avec sa réforme !* » peut, demain, devenir le mot d'ordre de millions et de millions de femmes et d'hommes mobilisés dans la grève et les manifestations.

Retrait ou chasser Macron et la Ve République !

Retraites: "*Le gouvernement est en train de perdre la bataille de l'opinion*" - BFMTV 26 janvier 2023

«*Une réforme antisociale*» : les lycéens rejoignent la mobilisation contre la réforme des retraites - Europe1 26 janvier 2023

"*On considère que c'est une réforme qui est antisociale. On n'a pas envie de voir nos parents travailler jusqu'à 64 ans. On veut se battre contre cette réforme, même pour nous en tant que lycéennes et lycéens. Il y a 18% de chômage actuellement chez les jeunes et si on recule l'âge de départ légal à la retraite, ça fera juste augmenter ce chiffre*", détaille le délégué national de la Fidl au micro d'Europe 1. Europe1 26 janvier 2023

Réforme des retraites: le gouvernement perd le soutien des retraités - BFMTV 26 janvier 2023

Même si l'exécutif s'est attaché à ne demander aucun effort aux retraités, ces derniers s'opposent désormais, en majorité, au texte du gouvernement. BFMTV 26 janvier 2023

Ils osent tout. Alors qu'ils ont été élu avec entre 15 et 25% des voix des électeurs inscrits.

J-C – Le peuple, Macron-BlackRock et le CAC40 y sont étrangers ou leur ennemi.

Jean-Pierre Raffarin: "*La rue n'est qu'une fraction du peuple, ce n'est pas le peuple*" - BFMTV 26 janvier 2023

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre de 2002 à 2005 et soutien d'Emmanuel Macron.

L'idiot qui n'est pas inutile pour tout le monde…

Retraites : pour Jean-Luc Mélenchon "*tout le monde sait que c'est une réforme qui est inutile*" - BFMTV 26 janvier 2023

Faites tomber les masques. Macron et sa contre-réforme des retraites en quête de légitimité. Pourquoi fournissent-ils une tribune à l'extrême droite ?

Retraites: Marion Maréchal veut une réforme, mais dit comprendre "*l'exaspération*" des Français - BFMTV 27 janvier 2023

Invitée ce jeudi soir sur BFMTV, Marion Maréchal, vice-présidente exécutive du parti d'extrême droite Reconquête, soutient une réforme des retraites, mais pas exactement celle du gouvernement d'Élisabeth Borne.

Éric Zemmour avait en effet proposé une réforme des retraites avec le report de l'âge légal de départ à 64 ans, la réévaluation des petites retraites, un index senior... autant de propositions présentes dans le projet actuel du gouvernement.

Elle développe alors: "*Il y a un déséquilibre dans le système actuel, mais à l'issue de la mise en place de cette réforme, il n'est absolument pas garanti qu'il y ait une augmentation générale du nombre d'actifs.*" La représentante du parti Reconquête veut ainsi une meilleure politique de l'emploi et de la natalité. Un argument déjà avancé par Jordan Bardella (RN) lors d'un débat sur la réforme des retraites organisé sur BFMTV.

Même si elle comprend l'"*exaspération*" et le "*sentiment d'injustice*" des Français, majoritairement opposés à la réforme des retraites d'après le dernier sondage "*L'Opinion en direct*" de l'institut Elabe pour BFMTV mercredi, Marion Maréchal s'oppose aux blocages prévus les prochains jours, notamment le 31 janvier prochain.

"*Une fois de plus, on se retrouve avec un blocage [...] C'est l'expression d'une France ultra syndiquée, qui n'est pas tout à fait légitime à porter la voix des Français*", considère-t-elle. BFMTV 27 janvier 2023

J-C - "*Une France ultra syndiquée*", Vérifions-le tout de suite.

- La dernière étude de la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques (Dares), datée du 21 décembre 2021, explique qu'en 2019, « 10,3 % des salariés déclarent adhérer à un syndicat.

Aujourd'hui, la fonction publique compte 18,4 % de syndiqués contre 7,8 % dans le secteur privé. Entre l'âge de 40 et de 49 ans, le pourcentage moyen est de 12,6 % et à partir de 50 ans, il remonte à 14,7 %. Chez les plus jeunes, les moins de 30 ans sont seulement 2,7 % à adhérer à un syndicat. Entre 30 et 39 ans, ce chiffre monte à 8,1 %. lanouvellerepublique.fr 18 octobre 2022

Précisions.

11,2 sont des cadres et seulement 18,7% sont des employés ou des ouvriers , les professions intermédiaires représentent 11,6% des syndiqués dans le privé. (dares.travail-emploi.gouv.fr 21 décembre 2021)

Qui sont les "*alliés*" derrière lesquels se rangent la Nupes et le PCF pour justifier l'envoi d'armes lourdes au régime néonazi de Kiev ? Des suppôts de nazis de toujours ! La preuve.

J-C - Question : Jusqu'où et depuis combien de temps le mouvement ouvrier nous trahit-il ? On est en droit de se poser la question, non ? Un article plus loin vous fournira d'importantes précisions.

Cela dit on savait déjà que pratiquement tous les régimes occidentaux avaient été complices des nazis pendant et après la guerre, en revanche ce qu'on ignorait, c'est qu'ils n'avaient jamais condamné leur idéologie, pire, ils continueraient de la partager secrètement, ce que la guerre actuelle en Ukraine a mis en lumière.

"*Route des rats*" : comment des nazis ont réussi à fuir l'Allemagne pour l'Amérique du Sud - caminteresse.fr 26 janvier 2023

Klaus Barbie, Adolf Eichmann, Josef Mengele… À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de soldats SS, de la Gestapo ou du Troisième Reich ont bénéficié des réseaux d'exfiltration nazis mis en place par le Vatican et les renseignements américains.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 30 000 personnes sont répertoriées par les Alliés comme criminels de guerre sous le Troisième Reich. Au procès de Nuremberg, seuls 24 hauts responsables nazis sont condamnés dont Hermann Göring, bras droit d'Hitler, et Rudolf Hess, successeur désigné à la tête du Reich.

En Allemagne comme dans tous les pays qui ont été occupés, la chasse aux nazis démarre. Beaucoup se cachent, certains décident de fuir l'Europe. À l'aide de puissantes institutions, la "*route des rats*" se met en place et permet à quelque 5 000 hiérarques nazis, allemands, autrichiens, croates et collaborateurs français ou belges d'échapper à la justice.
Alois Hudal, l'évêque de l'ombre

Avant même la fin de la guerre, plusieurs réseaux voient le jour. La plupart débutent en Autriche ou en Italie. Les recherchés peuvent "*compter sur un réseau de passeurs bien organisé (...) via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud*", raconte un article du journal allemand Der Spiegle, publié en 2017.

Pour la plupart des nazis, la fuite est possible grâce à un homme : Alois Hudal, évêque au Vatican. À la fin de la guerre en Italie, l'homme d'Église est chargé d'aider les prisonniers de guerre et les internés germanophones détenus dans des camps en Italie. Il utilise son pouvoir et son influence pour aider les coupables en fuite à s'envoler vers l'Amérique du Sud.

Comme le raconte L'Express dans une enquête publiée en 1998 et mise à jour en 2006, le catholique négocie entre autres avec le président argentin Juan Perón, admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas. Selon l'hebdomadaire Newsweek, 2 000 passeports argentins et 8 000 cartes d'identité vierges sont envoyés par valise diplomatique vers Rome. En Argentine, un comité d'accueil a même pour mission de sélectionner, parmi les candidats à l'exil, ceux qui présentent un intérêt pour le pays de Perón.

La "*Vatican Connection*"

Alois Hudal ne semble pas avoir été le seul à avoir les mains sales. Dans ses Mémoires, l'homme assure avoir agi pour le compte du Saint-Siège, raconte l'Express.

Pour plusieurs historiens dont Ignacio Klich, spécialiste de "*la route des rats*", cela ne fait aucun doute : "*Le rôle de Hudal pendant la guerre n'aurait pas été possible sans le feu vert du Saint-Siège.*" Ce que confirme par la suite la découverte d'un télégramme confidentiel adressé au secrétaire d'Etat américain George Marshall par l'attaché militaire américain à Rome, Vincent La Vista. Dans le papier, ce dernier décrit le Vatican comme "*la principale organisation impliquée dans le déplacement illégal de personnes*". Selon lui, 21 dignitaires du Saint-Siège sont impliqués dans ce réseau, écrit-il dans le document. Une étude menée par les chercheurs de la Commission pour l'éclaircissement des activités des nazis (Ceana) parle même d'une "*Vatican Connection*", s'appuyant sur plusieurs preuves écrites.

Ce réseau permet, après la mort d'Hitler, la fuite d'Adolf Eichmann, principal responsable de la mise en œuvre de la Solution Finale, son homologue Alois Brunner ou encore Joseph Mengele, l'un des médecins nazis du camp d'Auschwitz qui mena des expériences médicales des plus sadiques sur des prisonniers.

Les Etats-Unis et l'opération Paperclip

Mais à l'époque, le Vatican n'est pas la seule grande institution à venir en aide aux nazis. Le service de renseignements de l'armée américaine, le Counter Intelligence Corps (CIC), aide ainsi Klaus Barbie à échapper aux autorités françaises. Recruté comme espion à la fin de la guerre, il fuit à l'aide du CIC vers l'Argentine puis la Bolivie Les renseignements américains sont au courant du passé de celui qu'on appelle "*le boucher de Lyon*", mais son aide et sa connaissance du communisme sont jugées trop précieuses en pleine Guerre froide.

Le CIC utilise le réseau de Draganovic, nom d'un prêtre croate qui aide les nazis à voyager de l'Autriche vers les pays d'Amérique du Sud. L'objectif ? Assurer l'opération Paperclip en recrutant des scientifiques nazis pour notamment créer des armes chimiques et préparer la conquête spatiale.
Si plusieurs nazis furent rattrapés par les tribunaux comme Klaus Barbie ou Adolf Eichmann, d'autres à l'image d'Alois Brunner ont pu profiter injustement d'une paisible retraite loin de l'Europe. caminteresse.fr 26 janvier 2023

Quand les suppôts du néonazisme prônent la "*politique de tolérance zéro*" et osent évoquer la "*dignité des femmes*".

Hôpitaux: le gouvernement demande le retrait des fresques à connotation sexuelle - AFP 25 janvier 2023

Les hôpitaux qui abritent des fresques à caractère pornographique ou sexiste dans les salles de garde vont devoir les retirer, "*dans la concertation*" avec les internes, selon une instruction ministérielle que l'AFP s'est procurée mercredi.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la "*politique de tolérance zéro*" affichée face aux "*violences morales ou sexuelles à l'encontre des étudiants en santé*", fait valoir cette instruction de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Cette note, datée du 17 janvier et révélée par le site d'information Hospimedia, souligne que "*plusieurs contentieux clos ou en cours*" ont visé des fresques. Saisi en référé par l'association Osez le féminisme au nom de la "*dignité des femmes*", le tribunal administratif de Toulouse a ainsi ordonné en décembre 2021 le retrait de certaines décorations des salles de garde du CHU de la ville.

Quand le régime fascisant de Macron reçoit le soutien de la Nupes et du PCF partisans de la guerre contre la Russie.

Il faudrait être naïf ou inconscient pour croire un instant que ceux qui veulent fournir des armes offensives au régime néonazi de Kiev ou de l'OTAN défendent les retraites des travailleurs en France. En fait, avec Macron ils ne s'y opposent pas ou ils estiment que l'envoi de ces armes lourdes serait justifié. Jugez plutôt sur la base des faits ou de leurs déclarations

1- Ce jeudi 26 janvier, l'insoumis Manuel Bompard et le communiste Fabien Roussel ont estimé que la question d'une possible livraison de chars Leclerc à Kiev pour faire face à l'agression russe doit être tranchée par les parlementaires.

Manuel Bompard (LFI) - « *Si on devait prendre une telle décision, on ne peut pas le faire sans un débat à l'Assemblée nationale* »

J-C - Le "*on*" signifie qu'il parle au nom du chef de guerre Macron. Sachant que le parti de Macron associé à LR dispose de la majorité absolue à l''Assemblée nationale, Bompard (LFI) et Roussel (PCF) cautionnent à l'avance leur décision derrière laquelle ils se rangeraient.

2- À ce stade, le coordinateur de la France insoumise affirme que sa formation ne se prononcera pas « *sans les informations stratégiques et militaires* », justifiant cet envoi.

J-C - Autrement dit, il suffirait que Macron lui fournisse des « *informations stratégiques et militaires* » sur mesure ou fabriquées pour la circonstance pour qu'il les partage.
3- Même chose du côté de Fabien Roussel. « *Cette décision ne peut pas être prise seulement par le président* ».

J-C - Ce qui signifie qu'il entend y être associé.

4- « *On est pour l'envoi de chars et d'armes* », tranche sans la moindre ambiguïté auprès du HuffPost une source parlementaire socialiste. Ce que confirme la députée PS Anna Pic, membre de la Commission défense de l'Assemblée nationale.

J-C - Le PS parti de la guerre, on le sait depuis le 4 août 1914 !

5- Lors de sa traditionnelle séance de vœux à la presse, la maire (PS) de Lille, Martine Aubry, a évoqué, ce jeudi, son soutien total à la livraison « *d'armes offensives* » à l'Ukraine pour lutter contre l'invasion russe.

« *Il ne faut pas hésiter à donner des armes offensives à l'Ukraine, quand on voit les crimes de guerre multiples de la Russie* », assure-t-elle d'une voix martiale. (20minutes.fr 26 janvier 2023)

6- Également membre de la Commission défense de l'Assemblée nationale, le député EELV de Paris Julien Bayou ne dit pas autre chose. « *Nous sommes clairement pour l'envoi de chars en général* », affirme au HuffPost l'élu parisien.

J-C - EELV est parmi les pires va-t-en-guerre au service de la pire réaction au niveau international. C'est la voie de Davos, des Straussiens, de l'Etat profond, de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste, totalitaire. Plus zélé agent de l'OTAN, tu meurs !

- « *Sur le principe, il faut soutenir l'Ukraine et d'un point de vue stratégie, agir de concert avec nos alliés* », Julien Bayou appelle à envoyer « *le plus rapidement possible* » les équipements nécessaires à la défense ukrainienne. Il refuse de *« subordonner un envoi qui n'a que trop tardé à un vote du Parlement* ». (Source : Le HuffPost 26 janvier 2023)

7 - Ukraine : des chars lourds pour la paix ? (Lutte ouvrière 26 janvier 2023)

J-C - Aucune condamnation, cela les ferait même marrer : "*Ils prétendent sans rire que c'est pour aider à assurer la paix*".

De quoi le déni de la Nupes, du PCF et consorts du mouvement ouvrier est-il le nom ?

Le rabbin Mikhail Finkel qualifie l'Ukraine de néo-nazi : « *La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les banderistes* » - lemediaen442.fr 27 janvier 2023

Le rabbin (et journaliste) Mikhail Finkel a été interviewé sur 9TV, une chaîne israélienne russophone, à propos de l'Ukraine. Il a rappelé aux personnes assises dans le studio de quoi et de qui se compose l'Ukraine.

Politologue israélien, docteur en jurisprudence, expert en relations internationales, Mikhail Finkel a surpris plus d'un spectateur israélien qui ne se doutait pas de l'horreur qui se cache au sein du gouvernement ukrainien.
« Les héros de l'Ukraine sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré : "Tous les Juifs doivent être exterminés", sans oublier Bogdan Khmelnitski, qui a tué 300 000 Juifs. Chaque année à Kiev, il y avait un défilé de la division SS "Galicie" *et notre ministère des Affaires étrangères a protesté contre cela. Ce sont des racailles ! C'est un régime néo-nazi. La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les bandéristes et les pétliouristes*. »

Nous rappelons à nos lecteurs que le 18 avril 2019, Volodymyr Zelensky répondant aux questions de RBC-Ukraine, a donné son avis sur l'agent de la Gestapo, collaborateur nazi sous commandement de la Wehrmacht, Stepan Bandera :

« *Il y a des héros indéniables. Stepan Bandera est un héros pour un certain pourcentage d'Ukrainiens, et c'est normal et c'est cool. C'est l'une de ces personnes qui ont défendu la liberté de l'Ukraine.* »

Voici le héros super cool de Zelensky : du 30 juin au 5 juillet 1941, a lieu un massacre de milliers de Juifs à Lvov. Les Einsatzgruppen organisaient les pogroms avec l'aide des unités paramilitaires ukrainiennes pro-nazies menées par Stepan Bandera. Inscription des tracts bandéristes qui menaçaient les Juifs : « *Vous avez accueilli Staline avec des fleurs, vos têtes seront jetées aux pieds de Hitler* ». lemediaen442.fr 27 janvier 2023

La Russie exclue des commémorations de la libération d'Auschwitz… le camp de concentration libéré par l'Armée Rouge ! - lemediaen442.fr 27 janvier 2023

Le 27 janvier 1945, l'armée rouge a libéré le camp de concentration et d'extermination nazi d'Auschwitz. Cependant, les représentants de la Russie n'ont pas été invités aux commémorations du 78ème anniversaire de cet événement. Le musée d'Auschwitz a justifié cette absence en évoquant « *l'agression contre une Ukraine libre et indépendante* » .

Piotr Cywinski, directeur du Musée d'Auschwitz, a souligné l'importance de la présence des ruines des bâtiments qui ont servi de symboles à l'extermination des Juifs, rappelant que ces vestiges sont un avertissement poignant pour l'humanité, particulièrement dans le contexte des crimes de guerre actuels en Ukraine. Il a également annoncé que, compte tenu de l'agression contre l'Ukraine, les représentants de la Fédération de Russie n'ont pas été invités à participer aux célébrations de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz cette année.

« *Compte tenu de l'agression contre une Ukraine libre et indépendante, les représentants de la Fédération de Russie n'ont pas été invités à participer à la célébration de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz de cette année* », a indiqué à l'AFP Piotr Sawicki, porte-parole du musée.

Cette décision a suscité de la confusion chez les internautes, qui rappellent que les Etats-Unis ont toujours été invités malgré leur rôle dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les millions de morts en Irak ou les multiples guerres menées par l'Occident en Libye, Syrie et Afghanistan.

Dans sa tribune sur Le Point, Arno Klarsfeld met en lumière le fait que certains Ukrainiens continuent de célébrer des nationalistes ayant collaboré avec les nazis :

À Lviv, il y a encore deux ans, des centaines d'hommes ont défilé en uniforme SS de collaborateurs ukrainiens lors d'un événement approuvé par la ville. Ces dernières années, au moins trois municipalités ukrainiennes ont dévoilé des statues pour l'adjoint de Bandera, Yaroslav Stetsko, qui, pendant la Shoah, approuvait « *l'extermination des Juifs* ». La devise des nationalistes ukrainiens collaborateurs de nazis de Bandera affichée dans les rues de Kiev en 1941 était : « *Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins.* »

Le fait que le musée d'Auschwitz n'ait pas invité les représentants de la Russie aux commémorations de l'anniversaire de la libération du camp est un affront pour le peuple russe qui a libéré le camp et sauvé 7 000 prisonniers. Voici la réaction de la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova :

« *Aussi intelligents soient nos « non-partenaires » européens dans leurs tentatives de réécrire l'histoire d'une manière nouvelle, la mémoire des horreurs du nazisme et des héros-libérateurs soviétiques ne peut être effacée* » lemediaen442.fr
27 janvier 2023

L'UE et ses nostalgiques du nazisme.

Deux États de l'Union européenne vers la rupture des relations diplomatiques avec la Russie - Réseau Voltaire 26 janvier 2023

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, c'est à dire la fermeture des ambassades, serait la dernière étape avant l'entrée en guerre.

Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « *à parité* » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Pétersbourg et de Pskov par « *réciprocité* » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet.

En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi [1]. En effet, le 30 juin 1941, le « *nationaliste intégral* » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec l'appui des nazis [2].

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « *zone maritime exclusive* » en créant une « *zone maritime contiguë* » dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de

l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersboug, la seconde ville de Russie.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« *guerre d'hiver* »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu).

Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, c'est à dire la fermeture des ambassades, serait la dernière étape avant l'entrée en guerre.

Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « *à parité* » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Pétersbourg et de Pskov par « *réciprocité* » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet.

En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi [1]. En effet, le 30 juin 1941, le « *nationaliste intégral* » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec l'appui des nazis [2].

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « *zone maritime exclusive* » en créant une « *zone maritime contiguë »* dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersboug, la seconde ville de Russie.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« *guerre d'hiver* »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu).

Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

[1] Voltaire, actualité internationale, n°18, 9 décembre 2022.

[2] « *Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022.

Stratégie de la terreur.

Restez chez vous !

Hospitalisé à cause d'une piqûre d'insecte, il découvre qu'il souffre d'une tumeur cérébrale - Yahoo

Ne parlez plus !

La parole altérée, premier signe de la maladie de Parkinson ? - Yahoo

Inquisition coloniale médiatique.

RDC : dans le Maniema, des femmes dénudées et battues par des miliciens maï-maï pour des jupes "*trop courtes*" - Les Observateurs 27 janvier 2023

Quand ils sont rattrapés par le régime de terreur qu'ils ont instauré.

Éric Dupond-Moretti "*dévasté en tant que père*" après le placement en garde à vue de son fils - BFMTV 27 janvier 2023

Éric Dupond-Moretti a commenté ce vendredi le placement en garde à vue de son fils, Raphaël Dupond-Moretti, pour des soupçons de violences conjugales.

Les faits reprochés à Raphaël Dupond-Moretti se seraient déroulés jeudi dans la station de ski de Courchevel, en Savoie. C'est une voisine qui a appelé les gendarmes après avoir entendu des éclats de voix ressemblant à des violences conjugales. Elle a expliqué aux enquêteurs avoir recueilli la compagne ou ex-compagne de Raphaël Dupond-Moretti. Celle-ci lui aurait indiqué avoir reçu des coups de poing, de pied et de sac. BFMTV 27 janvier 2023

J-C – Personne ne nous soupçonnera d'avoir la moindre accointance avec le ministre de l'Injustice.

Dorénavant, le principe de la présomption d'innocence est systématiquement bafoué ou vous êtes littéralement traité comme un accusé dès qu'une plainte a été déposée contre vous. Cela constitue une inversion de la preuve, c'est à vous de prouver que vous n'êtes pas l'auteur des faits qu'on vous reproche ou que vous n'avez aucun lien avec eux, quand bien même ils ne sont pas solidement établis. Si des cas semblables ont fait l'objet d'une jurisprudence, de plus en plus souvent selon le droit anglo-saxon et un ensemble de critères qui ne sont pas du domaine de la justice, le juge s'y réfèrera pour statuer sans tenir compte des circonstances de l'affaire, ce qui débouchera sur des jugements particulièrement injustes, à caractère politique ou idéologique.

Un geste, un mot, une idée peut suffire à ruiner votre vie, briser votre famille, casser votre carrière professionnelle (Oh la vilaine expression !), vous exclure de la société sous ce régime totalitaire, même si vous étiez reconnu innocent ou blanchi à l'issue d'une enquête ou d'un procès, pour autant ils ne consacreraient pas autant d'énergie ou de temps pour vous réhabiliter puisque leur intention

était juste de vous salir, vous anéantir, ils se seront tellement acharnés sur vous, qu'il en restera quelque chose.
Cette histoire pourrait arriver à n'importe qui. Qui lors d'un différend ne s'est pas un jour engueulé avec sa ou son compagne, n'est-ce pas ?

Ils ont fait de la société un monstre d'intolérance et de délation, où les frustrés et les fanatiques décérébrés ne manquent pas, des personnages particulièrement médiocres avides de vengeance jusqu'à la haine aveugle, animés de mauvaises intentions envers tous ceux qui ne leur ressemblent pas, la Terre entière en somme, transformés en apprentis dictateurs sous l'influence de l'idéologie dominante, ils sont prêts à dénoncer quiconque aurait un comportement déviant du discours officiels dicté depuis Davos.

Un simple témoignage ramassé au fond d'une poubelle et à charge, suffit à vous couvrir d'opprobre.

Quand on a une conscience de classe, on ne porte aucun jugement sur nos semblables, parce que ce ne sont pas les exploités et les opprimés qui disposent du pouvoir ou qui détermineraient leurs conditions d'existence ou tous les rapports qui existent dans la société, et qui en subissent les conséquences désastreuses.

La responsabilité de la situation économique et sociale, politique, de tous les maux qui accablent le peuple est imputable au capitalisme pourrissant et non aux travailleurs tout statut social confondu.

Sadisme. Comment vous empoisonnent-ils délibérément ?

Un rapport sénatorial pointe les dangers des aliments ultra-transformés - publicsenat.fr 27 janvier 2023

La situation le justifie : en France, en 2019, 17 % de la population adulte était obèse, soit environ huit millions de personnes. En vingt-cinq ans, cette proportion a doublé, à tel point que certains parlent d'épidémie. Parmi les causes de cette obésité, l'alimentation, et en particulier l'alimentation ultra-transformée.

Les aliments ultra-transformés ont subi « *d'importants procédés de transformation* », ou contiennent des additifs ou des « *substances industrielles* », pour « *imiter ou améliorer leurs qualités* sensorielles ». Ces aliments, nous les croisons tous les jours quand nous faisons nos courses. Tant et si bien que la note relève qu' « *entre 30 et 35 % des calories ingérées par les adultes proviennent d'aliments ultra-transformés* ».

Ces aliments sont souvent à un prix abordable et largement publicisés, marketés pour attirer le consommateur. Pourtant, de plus en plus d'études révèlent les liens existants entre alimentation, en particulier consommation d'aliments ultra-transformés, et maladies chroniques, voire mortalité. Ainsi, la note cite le chiffre suivant : « *En France, 11 % des décès et 6 % des années de vie en bonne santé perdues sont imputables à l'alimentation. Cette dernière est le premier facteur de risque de perte d'années de vie en bonne santé devant l'alcool et le tabac* ».

Les études épidémiologiques sont de plus en plus nombreuses à s'intéresser aux liens entre aliments ultra-transformés et problèmes de santé. Ainsi, une association significative est observée entre leur consommation et les risques de surpoids et d'obésité, de diabète de type 2 ou encore de maladies cardiovasculaires. Mais les études vont plus loin que cela, elles mettent en évidence une association

entre alimentation ultra-transformée et risques de cancer, notamment de cancer du sein. publicsenat.fr 27 janvier 2023

Même dans un zoo, un cirque, un asile d'aliénés on n'en voudrait pas.

La mairie de Toulouse interdit à des drag-queens de faire la lecture sur la question du genre à des enfants de 3 à 6 ans - lemediaen442.fr 26 janvier 2023

La mairie de Toulouse a annoncé, mardi 24 janvier, avoir déprogrammé un atelier de lecture pour enfants animé par des drag-queens. L'atelier, prévu pour le samedi 18 février à la Médiathèque Cabanis, était destiné aux enfants de 3 à 6 ans et devait être animé par les drag-queens Shanna Banana et Brandy Snap afin d'explorer la question du genre avec les tout petits enfants.

Selon Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, la décision a été prise « *dans un souci d'apaisement* » et vise maintenant à *« n'accueillir qu'un public majeur* ». Cette décision a suscité de nombreuses réactions, certains y voient un manque de tolérance et une restriction à la liberté d'expression, d'autres y voient un souci de préserver les enfants de tout ce qui pourrait être considéré comme choquant ou inapproprié.

Le choix du thème de la bande dessinée « *Peau d'Homme* », apologie d'une sexualité débridée dans un contexte transgenre, n'a pas été du goût des toulousains.

Il semble que les parents ne soient pas favorables à l'éducation sur la question du genre auprès de jeunes enfants de 3 ans, rappelant des mémoires douloureuses de la période où François Hollande et son gouvernement voulaient instaurer cette théorie dans les écoles. Rappelons que l'un des pères de cette « *théorie du genre* » est le Dr Alfred Kinsey qui pratiquera avec l'aide Fritz von Balluseck, la torture et la pédophilie sur les nourrissons au nom de la science. Il avait violé des centaines d'enfants. Ce dernier avouera à son procès : « *C'est Kinsey lui-même qui me le demandait* ». Judith Reisman — décédée depuis — avait mené un juste combat : sauver les enfants de ces adultes pervers qui veulent les sexualiser dans les faits depuis la naissance et le faire accepter par la société.

D'après Arthur Cottrel, l'atelier était organisé par l'association ALLÉE (Association Laïque pour les Loisirs et l'Éducation des Enfants), qui gère le CLAE Patte d'Oie pour Toulouse, et hébergé par la MJC Roguet gérée par la Haute-Garonne. L'association reçoit près de 300 000€ de subventions annuelles de la part de la ville pour cela. La publication d'une pétition « *contre les lectures drag à l'intention des jeunes enfants* » a semble-t-il accéléré la mobilisation. La pétition comptait près de 5000 signatures lundi 23 janvier 2023.

Voici une vidéo de la drag-queen Shanna Banana qui souhaitait lire une Bd de genre aux enfants de trois ans :

https://www.youtube.com/watch?v=Dj7485giFTs&t=150s

Situation au Pérou.

Pérou : Les raisons de l'infamie - Bolivar Infos 25 Janvier 2023

Dina Boluarte n'est rien de plus qu'une marionnette de ceux qui ont usurpé le pouvoir.

La cruauté, la sottise et le cynisme de Dina Boluarte, la femme qui, soutenue par la classe économiquement dominante du Pérou, a ouvert la vanne de la violence extrême contre le peuple péruvien, impressionne. Déjà, plus de 50 manifestants ont été assassinés de sang-froid par les forces armées dont les membres appartiennent à la même classe marginalisée et pauvre qu'ils répriment. Les discours de Boluarte, chargés de haine et de mensonges sont la faiblesse commune des oligarchies latino-américaines dont la réponse aux revendications de justice et d'équité sont toujours les balles.

Au Pérou, se répète le schéma du double critère imposé par les États-Unis à tout notre continent : leurs discours sur la démocratie et la liberté s'effondre quand le fléau de la balance s'incline vers l'élection de Gouvernements progressistes dont les propositions s'éloignent des intérêts de l'empire et de ses multinationales. Le destin des pays du tiers-monde est conditionnée par ce paramètre néolibéral qui les empêche de s'élever parce que l'élévation et l'indépendance représentent une réduction des privilèges de ceux qui dominent la planète. Le meilleur exemple en est le cirque du Forum Economique Mondial de Davos où se côtoie le gratin de l'aristocratie économique qui se dispute avec beaucoup de style l'avenir des peuples en se répartissant entre eux la richesse de ceux qui sont loin.

La guerre déclarée au Pérou n'échappe pas à ce schéma. Boluarte, la grande traîtresse, est seulement une pièce du casse-tête et son rôle pathétique se limite à respecter aveuglément les dictats du groupe économique de son pays. La même chose se passe dans d'autres pays latino-américains où l'odeur du colonialisme sature toute initiative destinée à imposer un modèle plus humain, à récupérer le bénéfice de l'exploitation de leurs richesses naturelles et à respecter l'autonomie de ses peuples originaires. Le grand ennemi est, en définitive, le système installé par un empire et grâce à un empire qui, pour sa part, est lui aussi plein de fissures.

Les morts à cause de la violence dans les rues des villes péruviennes sont une preuve de la faiblesse du Gouvernement et du discrédit de ses autorités. Les citoyens exigent de meilleures conditions de vie et cela, aussi bien au Pérou que dans tous nos pays, est une revendication dont les conséquences vont de la répression la plus extrême à l'installation d'une dictature, comme c'est le cas en ce moment au Pérou. Les instruments destinés à renforcer ces Gouvernements répressifs étendent leurs tentacules avec une efficacité surprenante en créant un dôme de silence autour des atrocités commises par les dictateurs, dans ce cas, autour des excès commis par les forces armées sous les ordres de Dina Boluarte. Ainsi, s'installe un silence complice des organismes internationaux soi-disant créés pour défendre la démocratie, la paix et la justice en élevant les raisons de l'infamie comme justification valide des atrocités.

Au milieu de ces scènes de violence, la presse, se tait, éteint ses caméras, s'intéresse à nouveau aux problèmes d'un ordre du jour médiatique imposé par les pays puissants et laisse ses valeurs de côté pour répondre à des intérêts éloignés de sa véritable mission. Ce qui se passe au Pérou est couvert d'un filtre neutre pour ne pas opacifier d'autres campagnes médiatiques d'intérêt géopolitique et économique des pays puissants. Les revendications des peuples sont une gifle impardonnable pour les classes dominantes. Bolivar Infos 25 Janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 janvier 2023.

Logique, non ?

Trop de pouvoir aboutit à un abus de pouvoir, à un pouvoir totalitaire. D'où tiennent-ils leur pouvoir sinon du capitalisme. Par conséquent, pour leur retirer, il suffit d'abolir le capitalisme.

Le pouvoir des 1% est illégitime, il doit être aboli.

Partout dans le monde ceux qui gouvernent contre les peuples sont ultra minoritaires ou représentent les intérêts de l'infime minorité qui détient le pouvoir économique, les capitalistes, l'oligarchie financière...

Quand est-ce que la majorité va les chasser et s'emparer du pouvoir ?

Tunisie. Plus de 85% des électeurs ont boycotté les élections législatives.

Selon les premières estimations de l'autorité électorale Isie, à peine 11,3% des électeurs se sont déplacés pour participer au second tour des élections législatives (en légère augmentation par rapport au premier tour [8,8%]). (Source : AFP/euronews 30 janvier 2023

En France dimanche, lors du second tour de trois législatives partielles, trois députés ont été élus avec respectivement en pourcentage des électeurs inscrits environ 18% (8e circonscription du Pas-de-Calais),15% (première circonscription de Charente) et 10% (deuxième circonscription de la Marne), un étiqueté Renaissance, un autre LFI et le dernier PS, et tous se félicitent ou crient "*victoire*", certainement pas de la démocratie ! Comme quoi ils n'en sont pas les représentants. Alors qu'est-ce qu'ils représentent ? Devinez.

En avant vers le socialisme !

L'exercice du pouvoir qu'exerce une minorité ne peut être qu'une dictature imposée à la majorité. Il en va de même des droits dont se prévaut une minorité quelle qu'elle soit dans la société dès lors que la majorité les conteste, les imposer malgré tout à la majorité relève d'un abus de pouvoir ou de la tyrannie, le régime sous lequel nous vivons.

La société et le capitalisme, le régime d'exploitation et d'oppression tels qu'ils existent ne date pas d'hier, ni même d'avant-hier ou de l'Ancien Régime. Il faut remonter au tout début du processus historique qui vit naître notre espèce d'hominidé, puis à l'origine des classes sociales et de l'Etat, pour comprendre comment au fil du temps une succession de minorités ont pu imposer leur domination à la majorité de la population après s'être emparées du pouvoir politique, de telle sorte que ce pouvoir devienne héréditaire ou que d'une minorité il soit transmis à une autre et ainsi de

suite, sans que le peuple ne puisse jamais le revendiquer ou s'en emparer. Le pouvoir politique était devenu la chasse gardée de ceux qui détenaient les richesses ou les moyens de production.

Il en alla ainsi pendant des milliers d'années, jusqu'au jour où après avoir donné naissance à des modes de production successifs, le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production parvint au stade où, suite au gigantesque développement des forces productives les conditions objectives allaient être remplies pour satisfaire tous les besoins matériels des hommes, laissant entrevoir la fin du règne de la nécessité, autrement dit leur émancipation collective du système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Compte tenu que la classe dominante ou détenant le pouvoir quand ce processus arriverait à maturité était une classe minoritaire, et qu'elle avait toujours gouverné pour accroître ses richesses et son pouvoir au détriment de la majorité de la population, il serait inconcevable qu'elle lui cède ses privilèges ou son pouvoir ou exiger d'elle qu'elle réalise une tâche contraire à sa nature, à sa raison d'être ou qui signerait sa disparition, il faut être sérieux.

Cette fois ce n'est plus à une minorité disposant déjà d'un pouvoir économique que revient la tâche de s'emparer du pouvoir politique pour promouvoir un mode de production supérieur, mais à la majorité des exploités et des opprimés ne disposant d'aucun pouvoir économique bien qu'ils produisent toutes les richesses, il faut donc qu'elles parviennent à réunir au préalable les conditions subjectives pour s'emparer du pouvoir politique et réaliser son émancipation.

Maintenant, il est inconcevable que la masse des exploités et des opprimés parviennent à un niveau de conscience suffisant pour embrasser l'ensemble du processus historique qu'on vient de décrire et déterminent les tâches historiques qu'elle a à accomplir. Aussi, revient-il à une minorité, à ses éléments les plus évolués et déterminés, les plus conscients, de s'organiser et d'organiser les masses afin d'atteindre ces objectifs, s'emparer du pouvoir politique, abolir la Constitution de la Ve République et instaurer une République sociale sur la base des besoins sociaux et des aspirations démocratiques de l'immense majorité des exploités et des opprimés en s'attaquant aux fondements du capitalisme, processus auquel cette majorité du peuple adhèrera librement.

Cette analyse brossée rapidement, les marxistes l'avaient faite dès la fin du XIXe siècle. Je n'y reste pas fidèle par fétichisme ou dogmatisme, mais parce que je ne vois pas sur quelle autre base politique pourrait reposer notre stratégie.

Alors qu'ils arment le régime néonazi de Kiev et soutiennent le régime néofasciste israélien.

Borne présente un plan pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations - BFMTV 30 janvier 2023

Le départ de Macron et son gouvernement «*n'est plus négociable*» !

Retraites : le report de l'âge de départ à 64 ans «*n'est plus négociable*», prévient Borne - Paris Match 29 janvier 2023

Ils auront menti sur tout !

Réforme des retraites : Élisabeth Borne dénonce la « *désinformation* » de l'opposition - Le HuffPost 28 janvier 2023

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Fermeture des mairies le 31 janvier : Gérald Darmanin y voit « *une forme d'irrespect* » - Journal du Dimanche 30 janvier 2023

Un acte « *irrespectueux envers les plus pauvres* », juge Gérald Darmanin. Journal du Dimanche 30 janvier 2023

Et vive les riches !

Bruno Le Maire défend le rôle des milliardaires en France - LePoint.fr 30 janvier 2023

Les tyrans se lâchent ou osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît... La méthode de l'inversion accusatoire.

J-C - De quoi Macron-Darmanin sont-ils le nom, sinon du régime capitaliste le plus inégalitaire et injuste, autoritaire et liberticide depuis 1945...

Retraites : « *La Nupes ne cherche qu'à bordéliser le pays* », dénonce Gérald Darmanin - Journal du Dimanche 28 janvier 2023

À seulement quelques jours de la deuxième mobilisation nationale contre la réforme des retraites, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a critiqué le « *gauchisme paresse et bobo* » représenté par la Nupes.

« *La Nupes, plus les jours passent, plus les électeurs de gauche voient que c'est une arnaque. La Nupes ne cherche qu'à bordéliser le pays* », a-t-il lâché. Jean-Luc Mélenchon « *et ses amis* » « *défendent une idée gauchiste, bobo, celle d'une société sans travail, sans effort* ».

L'ancien maire de Tourcoing a estimé qu'il y avait toujours « *une gauche traditionnelle* », celle « *des syndicats, qui portent des combats pour sauver les emplois et cherchent à défendre les intérêts de la classe ouvrière et des employés* ». Il a poursuivi auprès du journal : « *Je les distingue de ceux qui veulent préempter le débat, ce gauchisme paresse et bobo. Ceux-là ont finalement un profond mépris de la valeur travail que défendent les ouvriers et les classes populaires.* »
Le ministre de l'Intérieur a enfin assuré que « *pour mettre notre système des retraites à l'équilibre* », il allait falloir « *travailler plus* ». « *Oui, il faut se lever tôt pour aller travailler, oui, il faut bosser à l'école. Comme on dit chez moi : on n'a rien sans rien* », a enfin déclaré Gérald Darmanin au Parisien. Journal du Dimanche 28 janvier 2023

Tout sauf la grève générale, ouf s'écrie Macron !

J-C – Il est de notre devoir de prévenir les travailleurs et militants sur ce qui se trame dans leurs dos.

Un certain nombre d'acteurs politiques au sein du mouvement ouvrier pratiquent un double langage sournois destiné à diviser les travailleurs… tout en prétendant combattre à leur côté ou pour les rassembler.

En réalité, puisqu'aucun d'entre eux n'entend rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, il ne leur reste plus par n'importe quel moyen qu'à aider Macron à faire passer sa contre-réforme. Comment procèdent-ils ?

Au lieu de reconnaître qu'une journée nationale de grève isolée même suivie par des millions de travailleurs ne suffira pas pour obliger Macron à retirer son projet, ils enchaînent les propositions d'actions, sauf le recours à la grève générale qui provoquerait le blocage du pays ou de l'économie, ce qui forcerait Macron à retirer sa mesure scélérate ou pire ou mieux, selon le camp dans lequel on se situe, provoquerait la chute du régime.

J'exagèrerais ? La preuve du contraire.

- Dans l'émission Le Grand Rendez CNEWS, Europe 1 et Les Échos, Fabien Roussel (PCF) a invité la population « *à se mobiliser et à montrer pendant une journée (…) une détermination sans faille, pacifique* ». (Une « *journée* » pas plus, mercredi matin tous au boulot ! – J-C)

- Manuel Bompard (LFI) sur BFMTV a appelé à élargir le mouvement : « *Si on veut la faire bouger, il faut que la mobilisation dans la rue s'étende, s'élargisse encore et qu'elle soit obligée de retirer cette réforme.* » lejdd.fr 29 janvier 2023 (Décidément, ils sont fâchés avec certaines expressions ! – J-C)

Contre la réforme des retraites, Mélenchon appelle les syndicats à une « *grande marche* » un week-end - Le HuffPost 29 janvier 2023

Une initiative qui permettrait selon lui une plus ample mobilisation, mais qui ne séduit pas toujours les syndicats, frileux à l'idée de s'embarquer vers des champs qui ne seraient pas syndicaux.

« *Je forme le vœu que vous soyez le plus possible engagés dans cette action. S'il y a des appels à manifester, manifestez. Nous avons la chance d'avoir tous nos syndicats unis et toutes les organisations de la Nupes unies pour ce 31 janvier* », a déclaré Jean-Luc Mélenchon à Villiers-le-Bel lors de la cérémonie de vœux du député La France Insoumise Carlos Martens Bilongo.

« Je forme le vœu que les syndicats permettent, en y appelant, qu'une très grande marche ait lieu pendant un week-end. Pourquoi pendant un week-end ? Parce que pendant la semaine, ne peuvent entrer dans l'action, par la grève, que ceux qui sont au travail. Ce qui n'est pas toujours simple pour eux, mais ils y sont », a poursuivi la figure des Insoumis.

« *Mais vous devez penser qu'il y a plus de deux millions d'étudiants, dont seulement un million − la moitié − travaillent, précairement mais travaillent. Vous avez plusieurs millions de retraités, plusieurs centaines de milliers de gens qui ne peuvent pas aller au travail* », a argumenté l'ancien candidat à la présidentielle.

« *Il faut qu'ils puissent participer à la lutte. Tous ensemble ! Travailleurs salariés, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens même s'il le faut, et il le faut, tous ensemble, nous sommes le peuple* », a lancé Jean-Luc Mélenchon. Le leader de La France insoumise a accusé le gouvernement « *de mettre sur pied la société de marché intégrale, où tout est marché et tout est marchandise* ». Le HuffPost 29 janvier 2023

TRIBUNE. Retraites : 300 syndicalistes, intellectuels et militants appellent à généraliser la grève - Journal du Dimanche 28 janvier 2023

Extrait

Dans une tribune au JDD, 300 personnalités du monde politique, syndical et intellectuel, dont l'actrice Adèle Haenel et le cheminot Anasse Kazib, appellent à ce que la mobilisation du 31 janvier contre la réforme des retraites soit encore plus importante que celle du 19.

Tout cela indique qu'il est possible de le faire reculer, voire d'arracher des acquis comme la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles) avec 37,5 annuités et une augmentation générale des salaires et des pensions. Cependant, sans plan de bataille à la hauteur, Macron, qui joue son mandat sur cette réforme, ne cédera pas.
L'expérience de toutes les mobilisations précédentes, à commencer par le puissant mouvement des retraites de 2010, montre que les journées d'action de 24 heures, même massives, ne suffisent pas. Or, après la date du 19 janvier, l'intersyndicale a annoncé une nouvelle date le 31 janvier, et ce alors que des plans plus ambitieux étaient dans le paysage.
Il est central que cette date soit encore plus importante que le 19 janvier, mais il faut commencer à discuter d'un plan qui permette de poser les bases d'un départ en grève reconductible. Le gouvernement a fixé des échéances parlementaires très resserrées et l'enchainement de journées espacées risque de laisser se dissiper la colère exprimée le 19.

Pour construire un mouvement reconductible après le 31 janvier, il est cependant indispensable que ces secteurs, qui occupent des positions stratégiques et ont une grande capacité de blocage, soient rejoints par des millions d'autres travailleurs, ainsi que par la jeunesse, pour généraliser la grève. De fait, ceux qui paieront le prix le plus fort sont précisément les travailleuses et travailleurs les plus précaires, les femmes et les jeunes. Le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations rendra presque impossible à tout salarié ne bénéficiant pas d'une carrière ininterrompue d'avoir droit à une pension complète.

Pour s'organiser dans cette perspective et construire la grève reconductible par en bas, il est fondamental de construire, partout où c'est possible, des assemblées générales sur les lieux de travail et d'études, mais aussi des assemblées générales interprofessionnelles regroupant travailleurs de différents secteurs et jeunes qui se chargent d'étendre la mobilisation aux secteurs les moins mobilisés, d'organiser la solidarité à l'égard des plus précaires, de faire vivre la mobilisation partout en dehors des grandes journées de manifestation et de coordonner l'action des grévistes.

C'est ainsi que nous pourrons briser les obstacles et préparer un 31 janvier encore plus fort que le 19, qui marque le début d'une dynamique de grève reconductible généralisée, pour faire retirer la réforme et imposer une défaite majeure à Macron et son monde.

Pour lire l'intégralité de leur appel.

https://www.lejdd.fr/politique/tribune-retraites-300-syndicalistes-intellectuels-et-militants-appellent-generaliser-la-greve-132085?at_medium=affiliate&at_campaign=Yahoo

---

La théorie du genre est perverse et sadique.

Oli London, influenceur devenu homme après sa détransition, dénonce l'enseignement « *woke* » qui cible les enfants - lemediaen442.fr 28 janvier 2023

Le youtubeur Oli London et influenceur britannique — suivi par 1 000 000 personnes sur le réseau social TikTok — a récemment fait des déclarations choquantes sur sa transition de genre en annonçant qu'après avoir vécu six mois en tant que femme coréenne, il souhaitait redevenir un homme. L'histoire de transition de genre (voir vidéo ci-dessous) de Oli London est fascinante et révèle les effets de normalisation de la transition de genre sur les enfants.

Dans une interview avec *Fox News* face à Tucker Carlson, l'influenceur mondialement connu a dénoncé la « *nouvelle norme* » de la politique de genre qui cible les enfants et les adolescents. L'influenceur affirme que les enfants sont enseignés dès l'âge de cinq ans par l'idée que changer de genre est tout fait acceptable « *Il n'est pas surprenant que des gens comme moi et les jeunes veulent changer de genre quand nous avons cette normalisation dans nos écoles dans ce pays. Les enfants sont enseignés dès l'âge de cinq ans, dans certains cas, que c'est normal de changer de genre.* »

« J'ai commencé à changer, à m'habiller en femme coréenne et j'ai réalisé que c'était une grosse erreur. Et je veux juste être un garçon. »

Oli London accuse les écoles d'enseigner aux enfants une idéologie radicale qui encourage l'idolâtrie des hommes faibles et vilipende les figures comme Superman ou les astronautes « *Les écoles enseignent sur la masculinité toxique pour affaiblir le genre masculin dominant. L'homme hétérosexuel est érodé.* »

Il a déclaré avoir trouvé le bonheur qu'il recherchait et compris que la transition ne résout pas les problèmes d'identité de genre et d'estime de soi *« J'ai réalisé que c'était une grosse erreur. Et je pense que si j'étais né il y a 40 ans, je n'aurais pas fait cela. C'est ce que la culture woke pousse de nos jours. Ce que nous voyons sur Tik-Tok, c'est la nouvelle norme. Et c'est tellement faux. Cela affecte vraiment nos enfants.* »

Celui qui aujourd'hui se considère pleinement comme un homme, incite les écoles à répondre de cette tendance qui, selon lui, affecte négativement les enfants et les laisse dans la confusion *« Il y a des enfants qui sont confus avec le genre. Beaucoup d'enfants ont de la dysphorie de genre [NDLR, état de malaise ou de désaccord entre le genre perçu ou vécu et le genre assigné à la naissance].* »
lemediaen442.fr 28 janvier 2023

Vidéo. Détransition -- Oli London chez Tucker Carlson - January 27th, 2023

https://odysee.com/@Elo:84/Oli-London:3?src=embed

A lire.

Influence de l'information de la Grande-Bretagne sur l'opinion publique en Europe (source : Oriental Review)

Avec le début de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, les médias de l'Union européenne et des États membres de l'OTAN ont commencé à baser la majorité de leurs articles sur les sources des grands quotidiens et tabloïds britanniques, négligeant l'analyse critique de l'information et utilisant la situation actuelle pour promouvoir des informations unilatérales, opposant les approches de politique étrangère de l'Occident collectif et de la Russie.

La diffusion de thèses délibérément fausses et l'ignorance des faits objectifs dans les médias du Vieux Continent soulignent l'utilisation de la partialité comme principal outil de la communauté journalistique occidentale pour atteindre les objectifs de propagande fixés par les services de renseignement de Washington et de Londres : modifier les attitudes et les valeurs publiques des citoyens des pays européens dans le but de préserver l'ordre libéral et occidental-centré, fondé sur l'hégémonie des États-Unis et du Royaume-Uni.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/influence-de-linformation-de-la-grande-bretagne-sur-lopinion-publique-en-europe/

Paupérisation. Et dire qu'à la question capitalisme stop ou encore, il y en a encore qui hésitent !

En Grande-Bretagne c'est l'enfer : « *Des ambulanciers, enseignants, infirmières se rendent à la banque alimentaire.* » - lemediaen442.fr 28 janvier 2023

Le quotidien new-yorkais « *The New York Times* » titre la descente aux enfers des britanniques « *Dans la crise du coût de la vie au Royaume-Uni, certains travailleurs ont du mal à nourrir les enfants* ». En ces temps de crise économique, de nombreux travailleurs britanniques se retrouvent dans l'incapacité de nourrir leurs enfants. À Londres, le Hackney Food Bank a fourni des repas à 647 enfants en décembre, contre 330 un an plus tôt.

Selon le NY Times, en Grande-Bretagne, dans l'un des pays les plus riches du monde, les banques alimentaires sont de plus en plus sollicitées et les signes de détresse sont partout. La croissance de l'emploi a réduit le nombre de foyers sans emploi, mais de nombreux travailleurs n'ont pas atteint un niveau de vie décent, les rendant vulnérables lorsque l'inflation a atteint son niveau le plus haut depuis 41 ans. « *C'est atroce que ce soient des travailleurs qui viennent à nous* », a déclaré Vicky Longbone, une pasteure qui dirige une banque alimentaire à Derby, dans le centre de l'Angleterre.

Les mesures d'austérité adoptées par les gouvernements conservateurs ces dix dernières années ont également entamé les prestations versées aux familles à faible revenu, y compris les foyers ouvriers. Les coûts de l'alimentation et du chauffage dû à la guerre en Ukraine ont atteint des records, mettant à rude épreuve les familles les plus défavorisées qui dépensent la grande part de leurs revenus pour les besoins essentiels. « *Vous voyez des ambulanciers, des enseignants se rendre à la banque alimentaire. Qu'est-ce que cela évoque sur une communauté, sur un pays ?* », a déclaré Kingsley Fredrick, qui travaille pour une banque alimentaire dans l'est de Londres.

Même si certains chiffres clés ne sont pas encore disponibles — comme le dernier chiffre annuel de la pauvreté infantile — il est clair que de nombreux travailleurs sont sous une pression sérieuse et qu'il y a de plus en plus de preuves que les enfants ont faim à la maison. Pour Alicia Marcano, 46 ans, infirmière, qui s'est rendue pour la première fois dans une banque alimentaire du quartier de Hackney, dans l'est de Londres, c'est la gêne qui envahit la femme qui écoute attentivement les instructions des volontaires, puis, les yeux baissés, a commencé à emballer des boîtes de haricots, des biscuits et des pâtes. « *C'est un endroit nouveau pour moi* », a-t-elle déclaré.

Comme l'infirmière Alicia Marcano, des ambulanciers, des enseignants, des étudiants… ce sont tous les pays occidentaux qui sont touchés par la cupidité des politiques qui ne rêvent que de guerre et trouvent l'argent nécessaire pour en fournir au président ukrainien Volodymyr Zelensky. On apprend par la suite que les membres de son gouvernement s'enrichissent en achetant des voitures de luxe, des villas somptueuses et s'envolent pour des vacances de rêve pendant que les enfants européens courent après un biscuit. Jusqu'où allons-nous descendre ? lemediaen442.fr 28 janvier 2023

L'Otan a pris le pouvoir.

République tchèque : l'ex-général de l'Otan Petr Pavel élu président. - AFP/lejdd.fr 28 janvier 2023

L'ancien chef du Comité militaire de l'Otan, Petr Pavel, a été élu président de la République tchèque face à l'ancien Premier ministre Andrej Babis.

« *Je vois que des valeurs telles que la vérité, la dignité, le respect et l'humilité ont gagné dans cette élection* », a déclaré Petr Pavel, avant de remercier ses électeurs et ceux qui se sont rendus aux urnes. Le taux de participation dans le pays a été de 70,3 %.

Cet ancien parachutiste et général à la retraite, âgé de 61 ans, succède à Milos Zeman. L'ancien chef d'État était quelque peu controversé. Il entretenait d'étroites relations avec la Russie, jusqu'au début de la guerre en Ukraine en février 2022 où Milos Zeman a brusquement changé de camp.

Ardent défenseur de l'appartenance de la République tchèque à l'Union européenne (UE) et à l'Otan, Petr Pavel a promis d'être un président indépendant de la politique des partis. Il souhaite continuer à apporter son aide à l'Ukraine pour faire face à la guerre contre la Russie. Petr Pavel soutient d'ailleurs la candidature de Kiev pour devenir membre de l'UE. AFP/lejdd.fr 28 janvier 2023

Chars à voile pour l'Ukraine néonazie.

Lula annonce son refus d'envoyer des munitions de chars à l'Allemagne pour les transférer à l'Ukraine - oceanguinee.com

Prudent, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a rejeté une demande du gouvernement allemand pour la fourniture de munitions de chars, que Berlin envisage de transférer à l'Ukraine. Une information rapportée par le journal brésilien Folha de S.Paulo. La décision a été prise le 20 janvier.

Nous parlons de munitions pour les chars Leopard 1. Selon Folha de S.Paulo, aujourd'hui, seuls quatre pays utilisent ces chars, dont le Brésil.

Il a déclaré que le Brésil pourrait recevoir environ 5 millions de dollars de l'Allemagne pour le transfert de ces munitions, tout en admettant qu'il était possible d'interdire à la RFA de transférer des munitions vers l'Ukraine. M. Lula da Silva a refusé l'Allemagne, estimant qu'"*il n'y a pas lieu de provoquer les Russes*".

Le néofascisme, c'est aussi cela quotidiennement.

J-C - Leur humanisme est la politesse des oppresseurs.... Condamnation à géométrie variable. Jugez les faits.

Rappel du contexte.

Israël : Nétanyahou nomme le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays - liberation.fr 29 décembre 2022

Sans surprise, Itamar Ben Gvir, chef de file du parti Puissance Juive, provocateur, et condamné à de nombreuses reprises pour incitation à la haine, hérite du ministère de la Sécurité publique, avec un contrôle étendu de la police. liberation.fr 29 décembre 2022

Aryeh Deri, démis de ses fonctions ministérielles, sera vice-Premier ministre - timesofisrael.com 22 janvier 2023

Cette décision fait suite à la décision de la Cour suprême interdisant leader du Shas Deri Aryeh Deri d'occuper ces fonctions de ministre de la Santé et de l'Intérieur. timesofisrael.com 22 janvier 2023

J-C - Vous avez compris qu'il y a un gouvernement d'extrême droite, néofasciste, d'apartheid, raciste en Palestine occupée. Venons-en aux faits des derniers jours.

Cisjordanie : neuf Palestiniens tués lors d'un raid israélien à Jénine - AFP/france24.com 26 janvier 2023

L'armée de l'Etat juif colonial anglo-saxon massacre neuf Palestiniens le 26 janvier lors d'un raid israélien présenté comme une opération contre des activistes islamistes dans le camp de réfugiés de Jénine, une ville du nord de la Cisjordanie occupée, et en blesse des dizaines.

Un dixième Palestinien a été tué par balles par les forces israéliennes jeudi, à Al-Ram près de Jérusalem, dans des conditions non précisées, et plusieurs autres ont été blessés dans d'autres incidents.

L'Autorité palestinienne a dénoncé "*un massacre*" et annoncé mettre fin à la coopération sécuritaire avec Israël, une première depuis 2020.

J-C - Réactions internationales ou condamnations de ce massacre en règle : Nulles ! Normal, la vie d'un Palestinien ne vaut rien pour eux.

France24 - "*Depuis le début de l'année, nous continuons d'observer les niveaux élevés de violence et les tendances négatives qui ont caractérisé 2022*", a regretté dans un communiqué l'émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, Tor Wennesland.

Les décès de jeudi portent à 30 le nombre de Palestiniens, civils ou membres de groupes armés, tués depuis le début de l'année dans des violences avec des forces ou des civils israéliens. AFP/france24.com 26 janvier 2023

J-C - Trois jours plus tard deux Palestiniens ripostaient ou se vengeaient en tuant 7 ressortissants juifs israéliens. Ces deux attaques feront l'objet d'une condamnation unanime des gouvernements des puissances occidentales alliés de l'Etat néofasciste israélien. Jugez les faits.

Ce que l'on sait des deux attaques successives à Jérusalem-Est - AFP/BFMTV 29 janvier 2023

Deux attaques ont été menées par deux Palestiniens dans la ville israélienne de Jérusalem vendredi soir et samedi matin, faisant sept morts et plusieurs blessés.

Le tireur est un Palestinien âgé de 21 ans résident de Jérusalem-Est, qui a ouvert le feu dans la rue vers 20h15 (19h15 heure française) vendredi soir, selon la police. L'homme a été abattu.

Samedi, c'est un adolescent âgé de 13 ans, Palestinien également originaire de Jérusalem-Est, qui a tiré blessant deux personnes. Il a été "*neutralisé et blessé*" par des passants qui détenaient un permis de port d'armes, a déclaré la police israélienne.

J-C - Réactions internationales ou condamnations suite de cette tuerie : En abondance, car voyez-vous, pour eux la vie d'un juif a plus de valeur que celle d'un arabe.

- De Washington à Moscou, de nombreux dirigeants étrangers ont dit leur effroi samedi après les deux attaques successives à Jérusalem-Est. L'Autorité palestinienne s'est abstenue de condamner et a jugé qu'Israël était "*entièrement responsable de la dangereuse escalade*".

L'attentat a été condamné par le président américain, qui a appelé le Premier ministre israélien pour l'assurer de "*l'engagement à toute épreuve des États-Unis pour la sécurité d'Israël*".

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est lui déclaré samedi "*profondément bouleversé*".

Le ministre britannique des Affaires étrangères, James Cleverly a tweeté vendredi soir : "*Nous sommes aux côtés de nos amis israéliens*".

La France condamne "*l'effroyable attaque terroriste*" à Jérusalem-Est, déclare le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. "*Ferme condamnation de cet acte odieux. L'engrenage de la violence doit être évité à tout prix*", a également écrit le président français, Emmanuel Macron, samedi sur Twitter.

Un peu plus tôt, l'ONU avait déjà condamné une attaque "*abjecte*" tandis que les États-Unis l'ont qualifiée d'"*épouvantable*".

"*On ne peut mettre fin aux violences répétitives que dans le cadre d'un processus de négociations se basant sur les principes du droit international*", estime la diplomatie russe. AFP/BFMTV 29 janvier 2023

L'Etat d'apartheid s'acharne sur le peuple palestinien sans défense.

Israël impose des mesures de rétorsion : destruction des maisons des terroristes de Jérusalem-Est – Euronews 30 janvier 2023

Israël: l'exécutif prend des mesures après les attaques à Jerusalem-Est - RFI 29 janvier 2023

Le cabinet de sécurité israélien a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche une série de mesures, dont une privant des «*familles de terroristes*» de certains droits.

Le texte annonce la révocation des droits à la Sécurité sociale des « *familles de terroristes qui soutiennent le terrorisme* » ainsi que la discussion dimanche en Conseil des ministres d'un projet de loi visant à révoquer « *les cartes d'identité israéliennes* » de cette même catégorie de familles.

Les mesures annoncées sont dans la ligne des propositions de ses partenaires politiques d'extrême droite lui ayant permis de revenir au pouvoir fin décembre, à l'issue des législatives du mois précédent.

Mohammad Hassouneh a 35 ans. Il habite à Ramallah.

" *Le seul moyen de stopper tout cela, c'est de mettre fin à cet apartheid dans lequel nous vivons. Que voulez-vous attendre d'un enfant qui a vécu toute sa vie sous occupation ? Pensez-vous qu'il vous amènera des fleurs ? Non. Ils ne savent même pas à quoi ressemblent les fleurs*."

Il évoque le double standard des médias ou de la communauté internationale, qui ne s'intéressent à la situation, dit-il, que lorsque des Israéliens sont tués.

"*Si vous comparez et regardez les chiffres, c'est suffisant pour que vous compreniez la réalité. Le gouvernement israélien peut tuer autant de Palestiniens qu'il veut. En silence, et avec une impunité totale. Personne ne les stoppera, personne ne les sanctionnera et personne ne fera un geste contre Israël. C'est vraiment dévastateur. Je pense que les vies humaines devraient être égales, mais je ne vois pas ça*."

Il le précise, son espoir ne réside ni dans la communauté internationale, ni dans des gouvernements, mais dans la société civile. « *Nous, Palestiniens, c'est ça qui nous tient en vie* », ajoute-t-il. RFI 29 janvier 2023

J-C - Monsieur Hassouneh, nous sommes à vos côtés, nous soutenons inconditionnellement la cause palestinienne ou votre combat contre l'occupant, et nous condamnons l'existence de cet Etat monstrueux, corrompu et criminel d'Israël.

En complément.

Israël : nouvelles manifestations contre la réforme de la justice - euronews 29 janvier 2023

Israël: des journalistes lancent l'alerte sur les projets du gouvernement - RFI 30 janvier 2023

Les réformes décriées proposées par le gouvernement israélien d'extrême droite dirigé par Benyamin Netanyahu ne concernent pas seulement le judiciaire, mais également les médias, et en particulier l'audiovisuel public, la fermeture de KAN, le diffuseur public. RFI 30 janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 janvier 2023.

Guerre de classes. Ils le disent eux-mêmes.

Une des officines du néolibéralisme l'avoue : « *La réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale*. »

Slate.fr - Individuation du rapport de la vie au travail. Démantèlement de l'État social. Avec la refonte du code du travail, la réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale. Pour tous les gouvernements néolibéraux, c'est un verrou qu'il faut faire sauter pour imposer un nouveau récit de la vie au travail.

J-C - Ils avaient cru qu'ils étaient en train de gagner la lutte de classes, pas de bol, les faits leur infligent un cinglant démenti, rien n'est joué et notre capacité à abolir le capitalisme est intacte.

Slate.fr - Elle avait fait son temps la manif, pensait-on, détrônée par les mouvements d'occupation des places de 2011 et les nouvelles formes de mobilisation numérique apparues à cette occasion. «*Le Che Guevara du XXIe siècle, c'est le net*», pouvait ainsi déclarer Alec Ross, le conseiller pour l'innovation d'Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis.

J-C - Au passage vous aurez compris que ce sont eux qui sont à l'origine de ces alternatives aux moyens d'expression de la lutte de classe du mouvement ouvrier ou qui les ont propulsées médiatiquement pour détourner les travailleurs et jeunes du combat classe contre classe...

Slate.fr - On l'avait enterrée un peu trop vite. Par leur ampleur, les divers cortèges du 19 janvier contre la réforme des retraites ont déjoué tous les pronostics. Réunies pour la première fois depuis douze ans sous une même banderole, les huit organisations syndicales ont réussi à mobiliser les foules contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

En rassemblant 1,12 million de personnes selon le gouvernement et plus de 2 millions selon les syndicats, la journée du 19 janvier s'est d'ores et déjà hissée au deuxième rang des plus grandes mobilisations des trente dernières années, toutes dirigées contre des projets de réformes du régime des retraites (en 1995 sous Alain Juppé, en 2003 face au projet de loi Fillon, puis en 2010 lors de la réforme conduite par Éric Woerth). Rien de tel qu'un million ou deux de manifestants dans les rues pour faire plier le gouvernement.

J-C - Vivre pour travailler et les engraisser jusqu'à notre dernier souffle, voilà le modèle de société qu'ils veulent nous imposer.

Slate.fr - En voulant repousser l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans, en multipliant les cas particuliers d'application de la loi, le gouvernement actuel ne retarde pas seulement l'accès à un droit individuel, il bouche un horizon commun, celui d'une fin désirable de la vie au travail. Tous les ingrédients symboliques d'une explosion sociale sont ici réunis. Slate.fr 30 janvier 2023

Macron, c'est l'extrême droite, le fascisme, le nazisme.

En pleine mobilisation sur les retraites, Emmanuel Macron va se concentrer sur l'Ukraine - BFMTV 31 janvier 2023

Alors qu'une nouvelle journée de grève a eu lieu mardi dans toute la France contre la réforme des retraites, l'emploi du temps du chef de l'État sera consacré à la guerre en Ukraine. Le président recevra en effet à l'Élysée le président du parlement ukrainien et le ministre ukrainien de la Défense.

Ukraine : Emmanuel Macron ne s'interdit pas de fournir des avions de chasse - LePoint.fr 31 janvier 2023

Emmanuel Macron va recevoir Benjamin Netanyahu à Paris le 2 février - BFMTV 31 janvier 2023

En famille. Qu'ont soutenu en réalité les partisans du Brexit ? La City ou le temple de la finance mafieuse du mondialisme !

J-C – Rappelons que je n'ai jamais soutenu le Brexit en expliquant pourquoi, contrairement à la totalité des organisations du mouvement ouvrier. C'est étonnant leur propension à se tromper de cause ou de camp…

Royaume-Uni : Rishi Sunak voit le Brexit comme une « *immense opportunité* » pour la croissance britannique - AFP/20 Minutes 31 janvier 2023

Le communiqué de Downing Street souligne surtout « *l'immense opportunité* » de la sortie de l'UE notamment « *pour la croissance de l'économie britannique* ». Il cite la création de ports francs, des zones considérées hors du territoire douanier du pays et bénéficiant donc d'une fiscalité avantageuse, et les perspectives ouvertes selon lui par la dérégulation post-Brexit.

Trois ans après la sortie de l'UE, un sondage YouGov paru en novembre indique que moins d'un tiers des Britanniques estime que le Brexit était une bonne décision. AFP/20 Minutes 31 janvier 2023

Grande-Bretagne. Ils sont en guerre contre leur propre peuple.

Scandale en Grande-Bretagne : L'armée a espionné les opposants aux restrictions, incluant politiques, journalistes et citoyens - lemediaen442.fr 30 janvier 2023

Le scandale d'espionnage de l'armée britannique a choqué le public en révélant la surveillance des opposants au confinement, que ce soit des politiques, journalistes et citoyens.

Des unités secrètes de l'armée britannique ont espionné les citoyens qui critiquaient les politiques de restriction du gouvernement lors de la pandémie, révèle *The Mail on Sunday*. Les opérateurs militaires de la brigade de « *guerre de l'information* » au Royaume-Uni ont fait partie d'une opération sinistre qui visait les politiques et les journalistes de haut niveau qui ont exprimé des doutes sur la réponse officielle à la pandémie Covid-19.

Des documents obtenus par le groupe de défense des libertés civiles Big Brother Watch ont révélé le travail de cellules gouvernementales telles que l'Unité de « *contre-désinformation* », basée au Département du numérique, de la culture, des médias et du sport, et l'Unité de réponse rapide au Cabinet Office. Cependant, la plus secrète des unités est la 77e Brigade MoD. Selon un lanceur d'alerte qui a travaillé pour la brigade pendant les restrictions, l'unité a dépassé de loin son champ de compétence de cibler les puissances étrangères. lemediaen442.fr 30 janvier 2023

De la part de suppôts du néonazisme, il faut s'attendre au pire…

Pfizer a modifié le virus de la Covid avant l'épidémie - Réseau Voltaire 30 janvier 2023

Une vidéo de Project Veritas montre Jordon Trishton Walker, directeur de la recherche et du développement, des opérations stratégiques et de la planification scientifique de l'ARNm du laboratoire pharmaceutique Pfizer, affirmer que son entreprise avait exploré à l'avance un moyen de faire « *muter* » le Covid pour anticiper le développement de futurs « *vaccins* » [1].

L'entretien laisse entendre que Pfizer aurait pris des risques sanitaires et violé les lois états-uniennes pour mener ses recherches.

En cinq jours, l'enregistrement avait déjà été vu 41 millions de fois sur Twitter, lorsque Pfizer a publié un communiqué. Sans remettre en cause l'authenticité de l'enregistrement, il a précisé ne pas avoir mené de recherche sur le gain de fonction. Il a ajouté : « *Dans un nombre limité de cas lorsqu'un plein virus ne contient aucun gain connu de mutations fonctionnelles, un tel virus peut être modifié pour permettre l'évaluation de l'activité antivirale dans les cellules* » [2].

À ce stade, il n'est pas clair de savoir si Pfizer a ou non rendu le virus plus dangereux avant de concevoir son « *vaccin* ».

Par ailleurs, le laboratoire pharmaceutique doit déjà faire face aux accusations selon lesquelles il savait depuis le début que son vaccin ne protégeait de la transmission, mais a laissé les gouvernements prétendre le contraire sans intervenir. Réseau Voltaire 30 janvier 2023

[1] « *Pfizer Executive : 'Mutate' COVID via 'Directed Evolution' for Company to Continue Profiting Off of Vaccines …* », Project Veritas, January 25, 2023.

[2] « *Official voice of the US should not be absent on Pfizer undercover video* », Global Times, January 30, 2023.

Un document publié sur le blog des BRICS. L'Inde et Modi dans le colimateur de l'agence anglaise du mondialisme.

Le documentaire de la BBC sur les émeutes du Gujarat est une tentative désespérée de l'establishment britannique pour salir Modi. - infobrics.org January 30, 2023

Ahmed Adel, chercheur en géopolitique et économie politique basé au Caire

Un documentaire de la BBC sur les émeutes de 2002 au Gujarat est une tentative désespérée de l'establishment britannique de susciter des violences communautaires entre hindous et musulmans en Inde en raison du refus du Premier ministre Narendra Modi d'imposer des sanctions à la Russie.

La violence communautaire a éclaté en Inde lorsque 58 pèlerins hindous ont été brûlés à mort lorsque leur wagon de train a pris feu à la gare de Godhra, dans le district de Panchmahal, le 27 février 2002. " *Inde : The Modi on the Gujarat riots of 2002*" traite des troubles sociaux survenus dans l'État d'origine de Modi lorsqu'il était ministre en chef et que les musulmans locaux ont été accusés du crime.

Selon les chiffres officiels, environ 1 100 personnes sont mortes et 2 500 autres ont été blessées dans les violences qui ont duré trois jours. Des militants des droits de l'homme et des dirigeants de l'opposition financés par l'Occident ont accusé le désormais premier ministre de soutenir tacitement les foules hindoues, ce que Modi et son parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), ont démenti. En outre, les tribunaux, y compris la Cour suprême de l'Inde, et les équipes d'enquête spéciales, après des années d'investigation, ont conclu que Modi n'était coupable d'aucun crime.

Le documentaire a été interdit en Inde le 22 janvier. Cependant, son contenu, y compris de courts extraits vidéo, a circulé sur les médias sociaux et provoqué un tollé dans ce pays d'Asie du Sud.

"*Le parti pris et le manque d'objectivité, ainsi que la persistance d'un esprit colonial, sont visibles de manière flagrante*", a déclaré Arindam Bagchi, porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères. "*Une pièce de propagande conçue pour pousser un récit discrédité particulier*".

Il a ajouté que le documentaire de la BBC est une "*pièce de propagande conçue pour pousser un récit particulier discrédité. Le parti pris, le manque d'objectivité et, franchement, la persistance d'un état d'esprit colonial, sont visibles de manière flagrante.*"

Le 23 janvier, plus de 300 anciens juges, bureaucrates et personnalités indiennes ont publié une déclaration commune contre la BBC, accusée de promouvoir l'impérialisme britannique et de "*s'ériger en juge et jury pour ressusciter les tensions entre hindous et musulmans*".

"*Alors que les Hindous et les Musulmans de l'Inde ont accepté la blessure de l'émeute de 2002, en quoi cela regarde-t-il la BBC de raviver les problèmes communaux ?* "

Le système judiciaire indépendant de l'Inde ayant reconnu l'innocence de Modi, on peut se demander pourquoi la BBC a produit un documentaire dans le but de le salir près de deux décennies plus tard. Il n'est pas inutile de rappeler que l'Inde a dépassé le Royaume-Uni en tant que cinquième économie mondiale en 2022, qu'elle présidera le G20 en 2023 et que des élections importantes auront lieu dans neuf États, les élections générales étant prévues pour 2024.

Le documentaire est un moyen indirect pour l'establishment britannique de faire pression sur son ancienne colonie sur certaines questions, notamment l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine. Le fait que l'Inde ait adopté une position neutre sur les opérations militaires russes et

refuse d'imposer des sanctions à Moscou, tout en approfondissant ses liens économiques et sécuritaires, a énormément frustré Londres.
La stratégie de défense et la politique étrangère de l'Inde sont désormais axées sur la défense des intérêts du pays. On pensait qu'en rejoignant le QUAD avec les États-Unis, l'Australie et le Japon pour tenter de contenir la Chine, l'Inde perdait son indépendance et rejoignait l'orbite de Washington. Cependant, la guerre en Ukraine a rapidement dissipé cette croyance.

L'Inde est devenue le plus grand importateur maritime de pétrole russe depuis que l'UE a imposé des embargos et que le G7 a plafonné les prix des exportations.

Selon Poten & Partners, une société mondiale de courtage et de conseil en énergie, les exportations vers l'Inde sont passées de pratiquement rien avant l'opération militaire russe à 1,2 million de barils par jour en novembre de l'année dernière.

Citant des données provenant de sources industrielles, Reuters rapporte que la Russie est devenue le troisième fournisseur de pétrole de l'Inde en 2022, représentant environ 15 % du total des achats, entraînant la part de l'OPEP au plus bas depuis plus d'une décennie.

"*Les importations de pétrole de l'Inde en provenance de Russie continueraient à augmenter cette année encore, principalement en raison des rabais et si les pays occidentaux ne prennent pas d'autres mesures strictes visant le pétrole russe*", a déclaré un responsable d'un raffineur indien qui a refusé d'être nommé car il n'était pas autorisé à parler aux médias.

L'Inde ne cherche pas seulement à obtenir le meilleur accord pétrolier possible, mais elle essaie également de réduire sa dépendance vis-à-vis de la région du Golfe, compte tenu des sensibilités géopolitiques et des relations traditionnellement étroites du Pakistan avec les pays islamiques de la région. La Russie répond à cet objectif, car elle fournit à l'Inde du pétrole bon marché et constitue manifestement une source alternative d'énergie.

Bien que les coffres de la Russie aient sans aucun doute reçu un coup dur lorsque le brut n'a plus pu être exporté directement vers les pays de l'UE et le Royaume-Uni, l'Inde a rapidement comblé le vide et a été récompensée en recevant des remises. Ce fait met immensément en colère l'establishment britannique et c'est pour cette raison qu'ils ont maintenant recours à une propagande médiatique bon marché pour inciter à la violence communautaire en Inde et attaquer Modi.
Source : InfoBrics

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 janvier 2023

Je ne suis pas encore mort, la preuve !

Je crois qu'il est important de s'accorder le temps de la réflexion. On croule sous les infos, ce n'est pas cela qui est malsain, mais de se prendre au jeu ou au sérieux, et de vouloir rivaliser en réaction avec des organismes qui disposent de moyens incommensurablement plus importants que les nôtres, on finit par s'épuiser et à y perdre en profondeur d'analyse, bref, c'est une connerie.

Quand on est isolé pour penser, cela présente des avantages et des inconvénients, sans parler des erreurs qu'on peut commettre et que personne ne vous signalera pour les corriger. C'est un exercice qui présente des risques, périlleux, réalisé sans filet, et plus on vise haut, plus la moindre chute sera fatale ! Voyez où en sont rendus tous les partis ou courants politiques.

Quand ils ne sont pas déjà morts, ils sont en état clinique de survie artificielle, et personne n'aura envie de se sacrifier pour les maintenir en vie, ils sont trop gangrenés, tous les organes sont atteints, on ne peut plus rien pour eux, ils sont condamnés, ils sont trop compromis, ils se sont suicidés eux-mêmes, il n'y a rien à en récupérer, vaut mieux tourner définitivement la page et en écrire une nouvelle, propre ou sans taches.

Est-ce que cela existe ? Il faut ne pas se sentir très propre sur soi pour oser poser une telle question, il faut ignorer de quoi est fait le peuple. Certes, personne n'est parfait et heureusement, sinon, entre nous, qu'est-ce qu'on se ferait chier ! Il existe cependant une grande différence entre les crapules en apparence bien disposés à notre égard et qui en réalité sont animées de mauvaises intentions, et les hommes ou les femmes du peuple pour lesquels un tel comportement est étranger et ignoble, j'en fais partie, mais vous n'êtes pas obligés de le croire, je vous le déconseillerais bien, mais vous en ferez un mauvais usage, je vous connais trop bien maintenant !

On se marre bien quand même l'air de rien, non ? En réalité, on n'a jamais été aussi sérieux. Chut ! Tout l'art du camouflage consiste à ne pas le crier sur les toits, car c'est à chacun que revient le privilège d'en prendre conscience. Bref, vous aurez compris qu'il s'agit là d'un exercice de mise en condition psychologique, avant d'affronter la suite qui tiendra plus du quatre-quarts bien consistant à consommer lentement, plutôt que du gâteau au yahourt davantage moelleux, bien que dans les deux cas on risque l'étouffement si on se goinfre !

D'après vous, pourquoi contrairement à mes détracteurs qui se réclament également du mouvement ouvrier, j'avais pris la peine depuis des années de faire soigneusement la distinction entre mondialisation et mondialisme, entre l'économie capitaliste et le système mafieux qui trône à la City de Londres, entre autres ? Ce qu'on vit depuis trois ans a permis d'apporter une réponse à cette question, et ce n'est pas pour des prunes ou un hasard si tous nos dirigeants sont systématiquement passés à côté, c'était délibéré de leur part. Vous me direz que des membres de la réaction étaient parvenus au même constat que moi. Et alors cela démontre quoi ? Absolument rien en ce qui me concerne, car je ne vois pas comment j'aurais pu les empêcher de partager le même constat que moi.

Ceux qui avancent cet argument pour me discréditer sont de misérables manipulateurs, car la question essentielle était ailleurs. A savoir, que les conclusions auxquelles est parvenue la réaction se situent à l'extrême opposé des miennes. J'en veux pour preuve, qu'à ma connaissance aucun de leurs membres ne prônent la rupture avec le capitalisme et ses institutions, mieux, ils sont plus antisocialistes ou anticommunistes que jamais, leurs idéologues vont jusqu'à amalgamer ou identifier le Forum économique mondial et son nouvel ordre mondial totalitaire ou l'Union européenne au communisme, alors que c'est leur pire ennemi avec la classe ouvrière.

De compromissions sordides en trahisons cruelles, ces démagogues professionnels en sont arrivés à justifier au moyen d'arguments frauduleux qui n'avaient rien de scientifique, le programme politique de l'OMS-Gates-Davos-Macron comprenant entre autre la réduction de l'ensemble de la population à l'état de cobaye au profit de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste entraînant rien qu'en France le massacre de plus de 100.000 victimes innocentes et beaucoup plus de blessés parfois à vie.

Vous comprenez pourquoi après cela on ne peut pas leur accorder le moindre sursis ou la moindre réduction de peine, encore moins la moindre confiance, il faudrait être fou, et malheureusement si on en est arrivé là, c'est bien parce que dans le passé on l'a été fou. Pendant plus de 70 ans nos dirigeants se sont fourvoyés en voulant encore faire jouer un rôle historique à des partis ouvriers (PS et PCF) qui figuraient désormais dans le camp de nos ennemis. Ils ont obstinément refusé ce constat, ils ont tordu le cou de la réalité ou déformé les enseignements de la lutte des classes pour qu'ils collent avec leur théorie foireuse dont on voit le résultat désastreux de nos jours. Mélenchon, LFI et la Nupes en sont des caricatures grotesques.

Pour cette raison on nous traitera de révisionnistes, de gauchistes, venant d'eux, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement, quelle légitimité ont-ils, aucune. Sous l'Ancien Régime, hormis tactiquement il était déjà impossible de soutenir la classe montante des capitalistes, parce que d'une manière ou d'une autre elle était vouée historiquement à remplacer au pouvoir l'aristocratie féodale pour exploiter le peuple travailleur, et une fois parvenue au pouvoir, quand la bourgeoisie serait attaquée par les nostalgiques de la monarchie, elle serait tout aussi indéfendable parce qu'aucun retour en arrière ne se produirait jamais, car la roue de l'histoire ne tournera à l'envers, c'est comme le processus biologique propre à tout organisme vivant ou propre à l'évolution des espèces qui n'a jamais été réfutée.

On s'est bercé d'illusions, on a été induit volontairement en erreur, on a fait preuve d'une grande ignorance, on a vécu dans le déni permanent de la réalité au lieu d'être l'expression conscience du mouvement inconscient, on s'est raconté de belles histoires qui ont très mal tourné ou le bilan qu'on a sous les yeux quotidiennement est accablant, catastrophique. Voilà ce que nous devons admettre. Qui y est prêt ? Je l'ignore. De mon côté ma modeste contribution à cet inventaire pour continuer le combat politique sur des bases et des principes sains est restée lettre morte. Je ne prétends pas que j'aurais pu incarner la direction de quoi que ce soit, je ne m'attendais pas à un tel rejet ou mépris, à une telle indifférence générale. Je m'étais dit que cela pourrait être le point de départ d'une réflexion collective pour corriger le tir, mais apparemment cela n'intéresse personne ou plutôt personne n'y croit ou ne croit plus en rien, l'espoir d'un monde meilleur a disparu des perspectives ou objectifs que se fixent les militants, pour eux c'est utopique et cela le restera indéfiniment.

Personnellement je ne suis pas d'accord. Je ne peux pas me résigner, me soumettre ou accepter que l'humanité soit livrée à un tel destin tragique. On doit continuer de se battre sans rien renier de nos idées et de nos principes, on doit demeurer digne de notre idéal, on n'a pas le choix, vaincre ou périr les armes à la main parce que notre cause est juste.

En fonction de mon état de santé, je ferai ce que je pourrai pour participer au combat contre la tyrannie et pour le socialisme. En attendant, je dois impérativement me reposer, davantage dormir, je n'ai plus le choix.

Pour certains la vieillesse est un naufrage ou une régression sans fin qui consiste à tout renier, c'est un comportement que les vieux sont d'autant plus encouragé à adopter de nos jours à cause du nihilisme ambiant qui prévaut, donc il ne faut pas être injuste et leur en vouloir. Il est préférable de montrer l'exemple en demeurant fidèle à nos valeurs ou à nos idéaux, car rien ni personne ne peut justifier que l'immense majorité des hommes demeurent sous l'emprise de l'exploitation et de l'oppression ou soient privés de liberté. Quant à ceux qui d'une manière ou d'une autre s'en accommodent, ils ne sont pas dignes de parler en notre nom ou de représenter nos intérêts. Et si j'ai la prétention de ne pas en faire partie et de l'assumer, c'est en sachant que je ne suis pas le seul à avoir adopté ces aspirations humanistes que partagent tous les exploités et opprimés à travers le monde.

Ci-dessous une courte causerie. Compte tenu de mon état de santé, je ne peux pas vous indiquer quand sera publiée la prochaine causerie. J'ai enregistré dans mon téléphone portable plein d'idées à explorer, on verra cela plus tard. La dernière fois j'ai cru être remis et j'ai rechuté quelques jours plus tard, donc je ne m'avance plus.

Le 18 janvier 2023

Il fiigure un passage sur la grève de demain dans la causerie.

Mon nouveau traitement ayurvédique et homéopathie sont efficaces apparemment, je suis presque en forme. Cela se voit que je suis beaucoup moins fatigué ou que je dors mieux, je trouve plus facilement mes mots, c'est formidable.

Je me suis aperçu qu'il m'arrivait souvent de vous soumettre des conclusions ou d'adopter des positions sans les avoir suffisamment justifiées. Je veux dire par là, que j'aurais davantage dû me mettre à la place des lecteurs pour éviter d'éventuelles méprises ou incompréhensions, de mauvaises interprétations ou qu'on me prête des intentions qui m'étaient étrangères.

Le problème, c'est qu'on ne pense pas à tout, tout ne nous vient pas à l'esprit d'un coup, il faut y réfléchir à différentes reprises de la journée ou de la nuit même, il faut y revenir plusieurs fois. On n'a pas une réponse toute prête en magasin pour chaque question, heureusement, car c'est le meilleur moyen de se planter !

Dans la causerie j'ai essayé d'aborder la question des perturbateurs endocriniens sous différents angles ou situations, pour ne pas tomber dans l'alarmisme ou au contraire sous-estimer ce grave problème de santé publique, sans concession dans un sens ou un autre. J'ai voulu faire preuve de mesure et m'en tenir à cet exercice, car j'estime que c'est le mieux adapté pour permettre ensuite à chacun d'en penser ce qu'il veut librement, en parfaite connaissance de cause. Pour bien faire, il faudrait procéder de même avec tous les sujets qu'on aborde, mais on n'en a pas le temps le plus souvent, ou alors il faut rester scotché devant l'écran et je m'y refuse dorénavant.

Cela dit, ce que je n'écris pas toujours, je l'ai tout de même en tête quelque part. Je tenais juste à vous montrer ma méthode et que vous soyez assurés que je n'adopte jamais une position sans y

avoir longuement réfléchi avant, je ne balance jamais un truc à la légère ou sans explications. Ce que vous lisez là à valeur de témoignage des intentions qui m'animent en quelque sorte.

Je sais que vous êtes comme moi gavés d'infos qui comportent généralement des éléments disons toxiques ou idéologiques plus ou moins camouflés, difficilement détectables, il y en a un exemple dans la causerie d'aujourd'hui. Souvent il m'arrive de lire un truc et de me dire qu'il y a quelque chose qui ne colle pas sans pouvoir le déterminer spontanément, parce que je suis passé à côté d'un élément ou je n'étais pas suffisamment concentré sur ma lecture ou j'ai été perturbé... Parfois on se demande quel lien ou rapport il existait entre deux éléments, on ne comprend pas forcément au premier abord à quoi voulait en venir l'auteur. Il faut prendre du recul, élargir son champ de vision, etc. c'est tout un travail cognitif et de réflexion à réaliser qu'il faut improviser, et chaque fois ou à chaque sujet ce sera différent. Il faut donc disposer d'une grande disponibilité d'esprit à ce moment précis, si on en manque, on pourra commettre un contresens ou interpréter de travers quelque chose, c'est toujours possible, d'où la nécessité de développer un esprit critique, logique indépendant, libre et de ne faire confiance à personne. Même pas dans nos maîtres à penser, parce que tout ce qu'ils ont pensé, ils l'ont pensé dans un contexte ou à une époque qui n'est pas la nôtre. Donc, aucune pensée n'est superposable en l'état, sauf certaines généralités, elles doivent toujours faire l'objet d'un minutieux toilettage pour qu'elles soient adaptées au présent.

Le mieux, quand c'est possible, c'est de formuler nos propres idées. L'inconvénient, c'est que vous ne bénéficierez pas de la légitimité de vos maîtres. On ne vous accordera pas le même traitement que si vous citiez à tout bout de champ Marx, Engels, etc. là pour le coup vous passeriez pour un dirigeant ou un savant, sinon pour un idiot qui parodie ses maîtres sans l'avouer. Personnellement je m'en tape éperdument. Je fais ce que je peux, je le fais comme je le peux le plus honnêtement du monde, ensuite personne n'est obligé de partager mes idées.

La causerie du 18 janvier 2023 est disponible au format pdf.

Le 22 janvier 2023

Plus le temps de causer, 18h25, je dois préparer le repas des chiens, prendre une douche et peut-être me reposer un peu ! Demain ce sera dimanche !

Le 26 janvier 2023

Today is Republic Day en Inde, jour férié, cela coïncide avec l'entrée en vigueur de la Constitution indienne le 26 janvier 1950. Cela dit, l'Inde est autant une république que le régime français ou états-unien, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

Le 28 janvier 2023

Tout se tient.

Il est beaucoup question du nazisme dans cette causerie, plus longtemps dure la guerre de l'OTAN contre la Russie, et plus les puissances occidentales assument ouvertement leur soutien armé à un régime nostalgique du IIIe Reich d'Adolphe Hitler. On se souvient qu'en décembre dernier à l'ONU ils avaient refusé de condamner la diffusion de la propagande nazie. Si certains se demandaient encore pourquoi, désormais ils ont la réponse.

Quand on tient ce discours à un travailleur, il comprend de quoi on lui parle, et il ne cherchera pas à nier ces faits. Il n'en ira pas de même avec des militants qui sont devenus bornés ou dogmatiques, fanatisés, et refuseront toute discussion sur la base des faits, ils seront en meilleure compagnie avec des membres de la Nupes ou du PCF qui sont alignés sur Macron, l'UE ou l'OTAN la branche militaire de Davos, du complexe militaro-industriel-financier de l'oligarchie mondialiste.

Quelque part, pour eux cela doit être rassurant de se placer au côté de l'organisation militaire qui se croit encore la plus puissante de la planète, c'est ce que les médias distillent à longueur de temps, oubliant au passage qu'ils n'ont de cesse de leur mentir, cela doit les arranger.

S'ils n'entendent pas rompre et affronter l'OTAN gage de paix et de démocratie comme chacun sait, comment voudriez-vous qu'ils aillent jusqu'à affronter Macron au risque de menacer la paix sociale sans laquelle leur mode de vie risquerait d'en pâtir ?

Je sais très bien que c'est le genre de propos qu'il ne faut pas tenir devant des militants, surtout quand on espère qu'ils partagent nos idées, ce dont je me fous éperdument, je laisse cette hypocrisie à leurs dirigeants.

De quelle légitimité des dirigeants et des partis politiques du mouvement ouvrier qui soutiennent l'impérialisme français et le régime néonazi de Kiev disposent-ils pour s'exprimer en notre nom, pour prétendre défendre nos intérêts ? Absolument aucune.

Il faut faire avec malgré tout... On connaît par coeur cet argument éculé, c'est lui qui a servi à achever la destruction du mouvement ouvrier. Je ne suis pas d'accord. Si vous pensez de la sorte, c'est parce que vous avez décidé qu'il en serait ainsi uniquement, c'est vous qui creuser votre propre tombe et la nôtre, c'est vous qui adoptez une attitude suicidaire, rien ni personne ne vous y oblige. On nous a raconté aussi que les travailleurs et les militants se servaient du mouvement ouvrier tel qu'il était pour résister, et que c'était grâce à cela que jusqu'à présent on aurait échappé au pire. C'est oublier un peu vite que le pire existe déjà au quotidien pour des millions de travailleurs et leurs familles, et que si la réaction n'atteint pas tous ses objectifs, il n'en demeure pas moins qu'elle n'a cessé de gagner du terrain au cours des dernières décennies, qui oserait le nier ? Par conséquent, l'argument qu'on nous oppose est démagogique, il ne sert qu'à masquer le bilan catastrophique des stratégies adoptées par les différents partis dits ouvriers.

Cela fait des années que je milite pour la refondation du mouvement ouvrier, du syndicalisme, en vain, tous s'en accommodent tel qu'ils sont. Je vais encore passer pour l'empêcheur de danser en rond, chacun s'imaginant qu'on pourrait rebâtir la société avec un mouvement ouvrier aussi décomposé et corrompu, quelle illusion, c'est une pure vue de l'esprit ! Cela dit, le combat politique continue.

Le 31 janvier 2023

Qu'avons-nous fait pour mériter un tel destin ? Rien, justement, c'est peut-être cela le problème.

Comment peut-on accepter de vivre dans une telle société, aussi injuste, aussi pourrie, et espérer accéder au bonheur ? Comment ne pas avoir envie d'apprendre comment un tel monstre de cruauté a-t-il pu voir le jour et fonctionne ? Comment peut-on supporter un mode de vie aussi médiocre et inhumain ? Comment peut-on adopter un mode de penser aussi hypocrite et détestable ? Comment ne pas devenir fou ou une ordure dans un monde pareil ou ne pas avoir envie de se loger une balle dans la tête après tant et tant de malheurs, souffrances, désillusions ?

En adoptant le marxisme et le socialisme, sans être une potion magique, vous atteindrez un niveau de conscience qui vous protègera contre la plupart des méfaits de leur société, et ils vous procureront l'opportunité ou la liberté de tirer le meilleur parti de l'existence et d'en éprouver une grande satisfaction, que vous n'aurez volée à personne. Avouez que ce serait dommage de s'en passer, non ?

Extrait de la causerie.

Guerre de classes. Ils le disent eux-mêmes.

Une des officines du néolibéralisme l'avoue : « *La réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale.* »

Slate.fr - Individuation du rapport de la vie au travail. Démantèlement de l'État social. Avec la refonte du code du travail, la réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale. Pour tous les gouvernements néolibéraux, c'est un verrou qu'il faut faire sauter pour imposer un nouveau récit de la vie au travail.

J-C - Ils avaient cru qu'ils étaient en train de gagner la lutte de classes, pas de bol, les faits leur infligent un cinglant démenti, rien n'est joué et notre capacité à abolir le capitalisme est intacte.

Slate.fr - Elle avait fait son temps la manif, pensait-on, détrônée par les mouvements d'occupation des places de 2011 et les nouvelles formes de mobilisation numérique apparues à cette occasion. «Le Che Guevara du XXIe siècle, c'est le net», pouvait ainsi déclarer Alec Ross, le conseiller pour l'innovation d'Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis.

J-C - Au passage vous aurez compris que ce sont eux qui sont à l'origine de ces alternatives aux moyens d'expression de la lutte de classe du mouvement ouvrier ou qui les ont propulsées médiatiquement pour détourner les travailleurs et jeunes du combat classe contre classe...

Slate.fr - On l'avait enterrée un peu trop vite. Par leur ampleur, les divers cortèges du 19 janvier contre la réforme des retraites ont déjoué tous les pronostics. Réunies pour la première fois depuis douze ans sous une même banderole, les huit organisations syndicales ont réussi à mobiliser les foules contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

En rassemblant 1,12 million de personnes selon le gouvernement et plus de 2 millions selon les syndicats, la journée du 19 janvier s'est d'ores et déjà hissée au deuxième rang des plus grandes mobilisations des trente dernières années, toutes dirigées contre des projets de réformes du régime des retraites (en 1995 sous Alain Juppé, en 2003 face au projet de loi Fillon, puis en 2010 lors de la réforme conduite par Éric Woerth). Rien de tel qu'un million ou deux de manifestants dans les rues pour faire plier le gouvernement.

J-C - Vivre pour travailler et les engraisser jusqu'à notre dernier souffle, voilà le modèle de société qu'ils veulent nous imposer.

Slate.fr - En voulant repousser l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans, en multipliant les cas particuliers d'application de la loi, le gouvernement actuel ne retarde pas seulement l'accès à un droit individuel, il bouche un horizon commun, celui d'une fin désirable de la vie au travail. Tous les ingrédients symboliques d'une explosion sociale sont ici réunis. Slate.fr 30 janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 1er février 2023.

Stratégie de la terreur alimentée au quotidien. Ils sont animés uniquement de mauvaises intentions envers la population. La preuve.

Découverte d'un nouveau virus touchant le foie : quels signes doivent vous inquiéter ? - Yahoo

---

Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.

Réforme des retraites: 2,8 millions de manifestants selon la CGT, 1,2 millions d'après les autorités - RT 31 janvier 2023

Les syndicats appellent à des nouvelles mobilisations les 7 et 11 février contre la réforme des retraites.

J-C – Et c'est reparti pour les journées d'action destinées à venir en aide à Macron…

RT – D'après la préfecture de police de Paris, 87 000 personnes ont défilé à Paris alors que la CGT annonce 500 000 participants. Selon le cabinet Occurrence, régulièrement critiqué, 55 000 personnes étaient présentes dans le défilé parisien.

Partout en France, les images des cortèges particulièrement denses ont suscité des commentaires enthousiastes des opposants au report de l'âge légal à 64 ans et à l'accélération de la réforme Touraine. RT 31 janvier 2023

Twitter en accès libre.

- Plus de 10 000 personnes contre la réforme des retraites à Blois, ville de 45 000 habitants

- Plus de 9 000 personnes contre la réforme des retraites à Vannes, ville de 54 000 habitants

- Une foule immense sur Castres
- Manifestation monstre au Havre
- Énormément de monde à Clermont-Ferrand contre la réforme des retraites
- Manifestation massive à Saint-Nazaire contre la réforme des retraites

- La réforme des retraites n'est soutenue aujourd'hui en majorité que par la catégorie des Français les plus aisés. (Ifop)

- Réforme des retraites : "*Ce qui se joue, c'est mon autorité*", a lâché Emmanuel Macron hier soir à l'Élysée lors d'un dîner agrémenté de "*fruits de mer et de bon vin*", écrit Le Parisien. "*On ne*

reculera pas", a-t-il ajouté devant plusieurs ministres & cadres de son parti. *« Le président est d'une humeur massacrante* », lâche un habitué de l'Élysée au Parisien.

Malheur à ceux qui auraient une mémoire déficiente ou sélective !

J-C - Pendant longtemps j'ai cru que l'unité des organisations du mouvement ouvrier ou le front unique ouvrier était le passage obligé précédant une crise révolutionnaire... Puis, en observant comment la lutte de classe s'était déroulée à partir des années 20 au XXe siècle, je me suis aperçu que cela avait été une grave erreur politique. car cela avait uniquement permis aux organisations traitres du mouvement ouvrier de se refaire une santé, tandis qu'il demeurerait impossible de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, tous les courants dissidents ou issus de la social-démocratie ou de l'Internationale communiste stalinisée qui allaient voir le jour trahiraient à leur tour un jour ou l'autre, au point qu'aujourd'hui il n'existe même plus l'embryon d'un parti ouvrier digne de ce nom, pour faire bref, en adoptant la muselière et la piquouse en 2020, ils ont signé leur crime.

Quand les travailleurs ne supportent plus le sort qui leur est réservé, ils manifestent ou participent aux actions proposées par les syndicats ou les partis dits ouvriers, ils utilisent ce cadre sans pour autant développer des illusions dans ces organisations. Autrefois, dans les années 30, puis vers la fin de la Seconde Guerre mondiale jusque dans les années 50 et même 60, des millions de travailleurs rejoignirent les syndicats (la CGT) et les partis dits ouvriers (PS et PCF) dans une moindre mesure, et chaque fois qu'ils se retrouvèrent au pouvoir, au lieu de mettre en œuvre une politique de rupture avec le capitalisme, ils se prosternèrent devant lui, les travailleurs constatant que leur condition demeurait inchangée leur retirèrent leur confiance et la réaction revint au pouvoir pour de longues années ou décennies. Chaque fois se reproduisit le même scénario, le même espoir et la même désillusion.

On vous expliquera que c'était inévitable, parce que la condition ouvrière s'était considérablement améliorée au cours du XXe siècle... Certes, à ceci près que fondamentalement absolument rien n'avait changé dans la vie quotidienne des travailleurs, contraints d'adopter un mode de vie frustrant, humiliant, qui ne correspondait pas à leur conception de la société, à leurs aspirations, sur fond de guerres toujours et encore, l'exploitation et l'oppression demeuraient les principes auxquels chacun devait se soumettre. Bref, les matériaux ne manquaient pas pour justifier le combat pour une société débarrassée du capitalisme. N'oublions pas non plus que pour ainsi dire la moindre cause de satisfaction dans cette société avait pour pendant l'insatisfaction d'autres pans de la société. Autrement dit, les mieux lotis étaient condamnés à faire preuve d'hypocrisie, d'indifférence, de mépris, de déni ou de mensonges pour avoir bonne conscience, avouez que ce n'est pas très enviable, confortable comme situation ou difficilement supportable, quand on doit se regarder tous les matins dans un miroir pour se peigner, n'est-ce pas ?

On peut mentir aux autres indéfiniment, mais pas à soi-même. Les années passent, on atteint l'âge mur, puis au crépuscule de notre vie on s'interroge, on se demande ce qu'on en a fait, pas grand-chose ou rien en réalité, rien ne s'est passé comme on l'aurait souhaité parce qu'on n'a jamais réellement eu le choix, on n'a rien à se reprocher, on est passé à côte de tout ou de l'essentiel qui aurait pu donner un sens à notre vie. Aussi incroyable que cela puisse paraître, on aura passé notre vie à nous illusionner sur pratiquement tout, et c'est quand il est trop tard qu'on s'en aperçoit, c'est injuste et triste.

Peut-être que si nous n'avions pas accepté de subir un si mauvais traitement, on n'en serait pas à se demander pourquoi ! On n'a rien à regretter, puisque nous ne referions rien de la même manière. Les hommes sont incohérents et manquent singulièrement de logique, ils sont fâchés avec la dialectique. Ils devraient se fixer comme objectif de la maîtriser, mais ce n'est pas ce qu'on leur enseigne. Ce message s'adresse principalement aux plus jeunes pour lesquels il n'est pas encore trop tard.

Les syndicats profitent-ils de la mobilisation contre la réforme des retraites ? - lepoint.fr 31 janvier 2023

Selon un sondage Cluster17 pour « *Le Point* », si le soutien à la manifestation contre le projet de réforme est massif, les syndicats ont une image dégradée.

Près de deux tiers des Français n'ont pas confiance dans les syndicats. C'est l'enseignement d'un sondage Cluster17 pour Le Point, dévoilé ce mardi 31 janvier, nouvelle journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites. Une défiance étonnante envers la CGT, Force ouvrière ou encore la CFDT, alors que le soutien de l'opinion à la grève est encore massif, tout comme le rejet du projet du gouvernement, arrivé à l'Assemblée lundi.

Plus surprenant, les syndicats semblent avoir perdu la confiance des ouvriers (61 % de défiance, dans la moyenne). Seules les professions intermédiaires (57 %), les employés (58 %) et les inactifs (50 %) sont moins sévères. Les artisans et commerçants sont ceux chez qui la défiance est la plus élevée (77 %). Des syndicats qui déçoivent ? Si les plus jeunes sont moins défiants (45 % des 18-24 ans), la confiance s'étiole avec l'âge. À plus de 75 ans, les Français sont 72 % à n'avoir aucune confiance en leurs syndicats. lepoint.fr 31 janvier 2023 lepoint.fr 31 janvier 2023

- Clémentine Autain a dénoncé "*une très forte radicalisation et un dogmatisme du gouvernement*" interrogée sur LCI.

- « *C'est un comportement irresponsable* » a affirmé François Ruffin ce mardi sur RTL.

- « *Les Français ont besoin qu'on les réconcilie avec quelque chose qui soit moins autoritaire* » a-t-il conclu.

- Jean-Luc Mélenchon, mardi 31 janvier à Marseille, lors de la manifestation, a appelé à un référendum contre cette réforme, *« nous avons une arme démocratique à notre disposition* ».

- « *Les députés de la NUPES (alliance des partis de gauche) ont déposé une motion référendaire, qui sera défendue lundi prochain, (...) je mets au défi les autres partis qui se disent d'opposition d'adopter cette motion* », a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

- « *Faisons voter les Français* », a poursuivi le leader des Insoumis. *« Et voilà maintenant qu'il nous menace d'une dissolution, et bien chiche* », a-t-il poursuivi en évoquant la possibilité de nouvelles élections législatives brandie par le chef de l'État.

- Jean-Luc Mélenchon à propos d'Emmanuel Macron : "*Je l'adjure d'entendre la voix de la raison*". BFMTV et Le HuffPost 31 janvier 2023

Quelle est la signification politique de ces déclarations ?

Empêcher qu'une issue politique émerge qui remettrait en cause l'existence des institutions de la Ve République. Lisez attentivement, toutes ces déclarations qui se veulent radicales en apparence, consistent à légitimer Macron et le Parlement qui lui est acquis. Comment ?

En faisant croire que Macron pourrait cesser d'être "*dogmatique*" ou d'appliquer le programme de l'oligarchie financière pour lequel l'ex-banquier a été élu, c'est comme demander en quelque sorte à un banquier ou à un capitaliste de cesser de l'être. C'est aussi déclaré que Macron aurait « *un comportement irresponsable* », alors qu'il a un comportement tout ce qu'il y a de plus normal, puisqu'il n'a de compte à rendre qu'à ses commanditaires, ses amis de la finance.

La suprême tartufferie que l'on doit à Mélenchon, a consisté à supplier le tyran "*d'entendre la voix de la raison*", autant dire celle du diable métamorphosé en ange ou bienfaiteur de l'humanité, un exercice de diversion dont ont le secret les illusionnistes professionnels ravalant d'un coup de baguette magique l'enjeu de la contre-réforme des retraites à une question de nature métaphysique histoire de nous éloigner un peu plus de la lutte des classes qui se déroule sur fond d'intérêts économiques inconciliables entre les exploités et les exploiteurs.

Au plan institutionnel, c'est faire croire qu'un référendum serait « *une arme démocratique* », et oublier que celui de 29 mai 2005 dont le résultat n'avait pas été respecté, avait signifié que le régime bonapartiste avait basculé vers une dictature de plus en plus implacable ouvrant la voie à un régime tyrannique ou totalitaire, nous y sommes de plein pied depuis janvier 2020.

Plus généralement, appeler à de nouvelles élections dans le cadre de ce régime, cela revient à le légitimer, c'est faire croire qu'une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs pourrait voir le jour dans le cadre des institutions de la Ve République qui ont été conçues par les capitalistes et pour servir exclusivement leurs intérêts, alors que chacun sait qu'un bulletin de vote n'est jamais permis nulle part dans le monde de procéder à un changement de régime politique et économique.

Chacun aura compris que ces déclarations ne s'inscrivent pas du tout dans cette perspective ou que cela n'a jamais été les objectifs de leurs auteurs.

L'Homme avec un grand H et la Vie avec un grand V n'ont jamais expliqué quoi que ce soit, désolé !

Deux perceptions de la guerre en Ukraine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 31 janvier 2023

L'intervention militaire en Ukraine n'est pas du tout interprétée de la même manière en Occident et en Russie. C'est un cas d'école. Cette différence de représentation ne provient pas d'intérêts matériels antagonistes, mais de conceptions différentes de ce qui fait l'Homme et de ce qu'est la Vie. Pour les uns, l'ennemi tenterait de restaurer la grandeur de l'Empire tsariste ou de l'Union soviétique, tandis que pour les autres, il s'imaginerait incarner le Bien.

Pour lire l'article en entier :

https://www.voltairenet.org/article218730.html

J-C - En effet, cet article constitue "*un cas d'école*" pour vous convaincre que la guerre actuelle entre l'OTAN et la Russie ne serait pas le produit d'"*intérêts matériels antagonistes*", économiques, comme toutes les guerres passées, mais correspondrait plutôt à des "*conceptions différentes de ce qui fait l'Homme et de ce qu'est la Vie"* de nature métaphysique ou existentielle aux relents mystiques. Ailleurs on nous dit que l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste visait le démentèlement de la Russie. Et alors ? Elle voulait faire main basse sur les richesses de la Russie. Et alors ? On n'est pas plus avancé ! Ne cherchez pas, les brasseurs de vent ne vont jamais plus loin, c'est trop compromettant.

Puisque nous sommes incorruptible ou inoxydable, osons une question délicate, horriblement recherchée, aux conséquences insondables, aux enjeux incommensurables, le genre de truc à vous faire tourner la tête, à vous rendre fou, imaginez un peu : Pourquoi ? C'est tout ? Oui, c'est tout, pourquoi l'oligarchie financière anglo-saxonne tient-elle absolument à intégrer la Russie, la Chine, l'Inde et le reste du monde dans sa stratégie mondialiste ? Parce que c'est une question de vie ou de mort pour le capitalisme mondial, tout du moins pour tenter de le sauver du péril qui le guette de toutes manières.

Ses concurrents, qui sont à la traîne, n'y sont pas formellement opposés. Ils entendent juste profiter des avantages que leur confère la situation pour accroître leur part du gâteau du marché mondial, pour plus tard partager le pouvoir au sein d'un gouvernement mondial à part égal ou en fonction de leur apport respectif à l'économie mondiale ou à la survie du capitalisme, afin d'assurer leur propre développement présent et futur, voilà tout.

OTAN de la guerre.

A lire.

Aux ordres de la bannière étoilée par le Général (2S) Henri Roure

https://reseauinternational.net/aux-ordres-de-la-banniere-etoilee/

La démocratie du canon. L'occident est néonazi.

Guerre en Ukraine : la France va fournir 12 canons Caesar supplémentaires - Paris Match 31 janvier 2023

La France va fournir à l'Ukraine 12 canons Caesar de 155 mm supplémentaires, en plus des 18 pièces déjà livrées, ainsi que des moyens antiaériens, a annoncé mardi le ministre français des Armées Sébastien Lecornu.

L'Ukraine va recevoir « *entre 120 et 140* » chars lourds occidentaux - LePoint.fr 31 janvier 2023

Plusieurs pays occidentaux ont annoncé leur intention de fournir rapidement ces véhicules de combat pour aider Kiev face à l'armée russe. LePoint.fr 31 janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 février 2023.

L'opposition contrôlée.

On va retenir la formule, d'opérette, sous influence, bref corrompue idéologiquement et pas que.

Qui a dit ? Et à savoir ou dans quel monde vivons-nous.

- « *Je ne ferai pas partie de ceux qui diront qu'une réforme de cette ampleur adoptée avec le 49-3, c'est antidémocratique* ».

Réponse : Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger dans interview aux Échos, ce n'est pas le patronat qui le contredira.

- « *Wir im Krieg mit Russland ? Nein, Frau Baerbock !* » (Nous sommes en guerre contre la Russie)

Réponse : Frau Baerbock (Verts) ou la ministre allemande des Affaires étrangères, lors d'une conférence, en Allemagne.

- « *Le WEF devient de plus en plus un gouvernement mondial non élu que le peuple n'a jamais demandé et dont il ne veut pas* ». (WEF : Forum économique mondial)

Réponse : Le propriétaire et PDG de Twitter, Elon Musk.

- « *Les politiciens doivent comprendre que nous sommes parfois confrontés à ce genre de défis. Il vaut mieux prendre aujourd'hui des décisions qui, à terme, ne seront pas populaires [sic] mais essentielles, pour pouvoir façonner l'opinion publique elle-même* ».

Réponse : Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres à Davos 2023.

- A Davos. « *Quels que soient les participants à ces panels et discours, qu'il s'agisse de médias d'entreprise invités, de responsables gouvernementaux et/ou de dirigeants d'entreprise, aucune dissidence ou différence d'opinion apparente n'est exprimée* ».

Réponse : Le journaliste d'investigation Jordan Schachtel à Davos 2023.

La vérité est que le WEF et ses dirigeants préfèrent la conformité au débat. En fait, le débat est activement découragé, et sortir du rang – via une violation narrative – est un motif d'exclusion permanente du Club Davos. (Mondialisation.ca, 02 février 2023)

- A Davos. « *Les mentalités du WEF/OMS et de Davos sont essentielles à comprendre. C'est la mentalité qui gouverne notre monde ici en Occident. Un grand nombre de nos dirigeants, même à des niveaux inférieurs, adhèrent à la vision homogénéisée et technocratique du monde. Ne négligez pas cela* ».

Réponse : Le journaliste Jack Pobosiec à Davos 2023.

- A Davos. « *Tous les participants dans les salles de restauration mangent de la viande. De même, les hors-d'œuvre servis aux participants (...) lors des soirées ont de la viande* ».

Réponse : Un journaliste indépendant Savanah Hernandez présent à Davos. La viande – ou le découragement de sa consommation – était à l'ordre du jour. Jim Hagemann Snabeprésident de Siemensa dit, *« Si un milliard de personnes arrêtent de manger de la viande, je vous le dis, il a un grand impact. Non seulement il a un grand impact sur le système alimentaire actuel, mais il va aussi inspirer l'innovation des systèmes alimentaires* ». Snabe a également plaidé pour la viande synthétique. (Mondialisation.ca, 02 février 2023)

La mystification climatique a du plomb dans l'aile.

La saison cyclonique de 2022 a été la plus faible des 42 dernières années - Association des climato-réalistes 30 janvier 2023

Selon les observations de la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration), la saison cyclonique 2022 a été la plus faible depuis le début des mesures satellitaires.

Énergie cumulative des cyclones tropicaux (ACE). Source : Département des sciences atmosphériques de l'Université de l'État du Colorado (à partir des données du National Hurricane Center de la NOAA).

À l'échelle globale, les données ACE de l'année 2022 sont d'environ 29% inférieures à la moyenne de la période de 30 ans (1991 à 2020).

Les mêmes sources de données montrent aussi qu'au niveau mondial, le nombre des cyclones n'a pas augmenté depuis le début des mesures (1980).

Cette tendance à l'affaiblissement mesurée depuis des décennies, contredit les affirmations alarmistes selon lesquelles les cyclones sont de plus en plus intenses et fréquents en raison du « *changement climatique* ». Association des climato-réalistes 30 janvier 2023

https://www.climato-realistes.fr/la-saison-cyclonique-de-2022-a-ete-la-plus-faible-des-42-dernieres-annees/

A lire.

Qui dirige le monde? 8 points à retenir de la réunion du Forum économique mondial en janvier 2023

Alors que le Forum économique mondial a clôturé aujourd'hui sa réunion annuelle d'une semaine réunissant près de 3 000 élites politiques, économiques, médiatiques et universitaires, « *The Defender* » a identifié huit points essentiels à retenir, sur la base de reportages et de commentaires de participants et de personnes présentes.

https://www.mondialisation.ca/qui-dirige-le-monde-8-points-a-retenir-de-la-reunion-du-forum-economique-mondial-en-janvier-2023/5674629

Un ex-Goldman Sachs nommé Rishi Sunak, Premier ministre britannique.

Les liens entre le Premier ministre britannique et Moderna - Mondialisation.ca, 31 janvier 2023

https://www.mondialisation.ca/les-liens-entre-le-premier-ministre-britannique-et-moderna/5674563

Ils ont fait croire que c'était le socialisme pour que les travailleurs et les militants s'en détournent.

« *Ce n'est pas du socialisme* »: la Chine est une économie de main-d'œuvre capitaliste bon marché, basée sur des salaires extrêmement bas par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 25 janvier 2023

Les gens de gauche affirment que la RPC est un pays socialiste.

Pour lire l'article :

https://www.mondialisation.ca/ce-nest-pas-du-socialisme-la-chine-est-une-economie-de-main-doeuvre-capitaliste-bon-marche-basee-sur-des-salaires-extremement-bas/5674298

Vidéo. Documentary(2009): The largest factory in the world and Chinese labor

https://www.youtube.com/watch?v=bzlzlPjseao&t=17s

Article. Une apologie de la Chine de Xi Jinping

https://reseauinternational.net/une-apologie-de-la-chine-de-xi-jinping/

J-C - Le premier média est plutôt de tendance social-démocrate donc anticommuniste, le second néostalinien donc pas davantage communiste. Pendant qu'on y est, un troisième, Le Média en 4-4-2.

Sans rire, Le Média en 4-4-2 se présente comme "*un média par le peuple et pour le peuple*", sans dire lequel. Il publie le 3 février 2023 un article *Faits & Documents – Portrait de François Ruffin : la personnalité politique aidée par le système*, en réalité un ramassis de niaiseries.

Faits & Documents est une publication purement d'extrême droite créée par un ex-journaliste de *Minute*, Emmanuel Ratier, à l'occasion de son décédé en 2015, Jean-Marie Le Pen saluera un des siens en regrettant "*une perte immense pour la cause nationale*".

Un conseil, méfiez comme de la peste de tous les médias, si vous craignez de vous faire manipuler, évitez-les. Je me charge de vous fournir des infos fiables et sourcées, mais si vous ne trouvez pas votre bonheur dans ce que je publie, contactez-moi et indiquez-moi quel sujet vous voudriez voir traiter et je m'y attellerai.

Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.

A lire.

Contre-réforme des retraites : un argumentaire de Philippe Arnaud - legrandsoir.info 15 janvier 2023

https://www.legrandsoir.info/contre-reforme-des-retraites-un-argumentaire-de-philippe-arnaud.html

---

Lu.

- Les avis divergent, les uns disant que les journées saute-mouton ont déjà prouvé leur inefficacité, les autres prétextant qu'avec le contexte économique actuel, peu de gens peuvent se permettre d'enchaîner les journées sans salaires.

J-C - Depuis quand n'exige-t-on pas le paiement intégral des jours de grèves comme condition pour reprendre le travail une fois la victoire arrachée ? En fait, cette revendication doit figurer dès le départ…

Mes commentaires postés dans le blog Le Grand Soir.

La seule raison d'espérer, pour le gouvernement, est sans doute à trouver… du côté de la résignation de la population. Le HuffPost 1 février 2023

J-C – C'est ce qui m'a incité à réfléchir à cette question, et voilà quelle réponse j'ai trouvée.

1- Drôle de syndicalisme !

Cela se passait dans une entreprise japonaise au début des années 80 juste après l'annonce de l'austérité ou du blocage des salaires par le gouvernement. La direction refusant une augmentation des salaires équivalente à l'inflation, après consultation du personnel, j'ai appelé à une grève illimitée jusqu'à satisfaction, sans oublier d'exiger le paiement intégral des jours de grève, j'étais le seul syndiqué du collège ouvrier dans cette entreprise de 400 salariés (U-Bix devenu Konica).

La grève fut suivie à plus de 95% du personnel, y compris l'encadrement, au bout de 3 jours et demi nous avons obtenu satisfaction sur l'intégralité de nos revendications, y compris les tickets restaurants.

Du coup je ne comprends pas qu'il y en a qui s'interroge sur le mot d'ordre de la grève générale, la grève illimitée pour commencer c'est très efficace et logique, on fait grève pour gagner pas pour perdre. Quand j'entends dire que "peu de gens peuvent se permettre d'enchaîner les journées sans salaires" je suis effaré par un tel discours, car franchement, depuis quand n'exige-t-on pas le paiement intégral des jours de grèves comme condition pour reprendre le travail une fois la victoire arrachée ?

2- Qui vous a parlé de "*grève générale*" ? Pas moi, vous. J'ignore si vous faites exprès de ne pas comprendre ce que j'ai mis en relief, je ne chercherai pas à le savoir ou à polémiquer.

Quant à l'argument selon lequel aujourd'hui le contexte ne serait plus le même que dans les années 80, patati et patata, déjà à l'époque on nous le servait, on le connaît par cœur... Pour autant, il est légitime à n'importe quelle époque de proposer aux travailleurs la grève illimitée jusqu'à satisfaction avec paiement des jours de grève, ce qui n'est tout de même pas une revendication extraordinaire, je dirais même que c'est le b.a.-ba du syndicalisme, car on n'entraîne pas les travailleurs dans une grève sans se donner les moyens de la gagner. Je me demande si ceux qui en parlent ici, se sont déjà un jour retrouvés dans cette situation ou sinon c'était de drôles de syndicalistes, jamais je n'aurais fait grève avec eux !

Quand j'ai proposé aux salariés ce moyen d'action en 82, je leur ai dit que c'était à prendre ou à laisser, car moi aussi je n'avais pas envie de perdre un ou plusieurs jours de salaire. Et puis c'est une question de respect, non ? Je les ai réunis en assemblée générale, et ils ont adopté la grève illimitée à main levée, et je me souviens encore qu'il en a qui m'avaient interpelé en me disant : surtout tu ne nous lâches pas en cours de route, on ira jusqu'au bout... Je leur répondis, que s'ils étaient prêts à faire grève jusqu'à satisfaction, je les suivrais à condition qu'on reste unis, moi je n'étais que leur porte-parole.

En famille. LFI : ils sont plus que soumis, des loques qui cautionnent les fachos dits « *antifascistes* » au service du régime.

Mélenchon félicite Darmanin pour la dissolution du groupe d'extrême droite Bordeaux Nationaliste - AFP/BFMTV 2 février 2023

Le triple candidat à la présidentielle appelle à "*continuer et poursuivre les tentatives de reconstitution de ligues dissoutes*". "*Bordeaux Nationaliste*", un groupuscule d'extrême droite de Bordeaux, se voit reprocher l'implication de ses membres dans "*des faits de violence en réunion et de dégradation*" ainsi que des "*rixes*" contre des "*militants antifascistes*".

Selon le décret prononçant sa dissolution, il est fait état de "*stratégie de recrutement de nouveaux membres en exaltant le recours à la violence*" et l'organisation "*régulière de rassemblements en hommage ou en soutien à des groupes d'ultradroite ou des personnalités emblématiques de la collaboration*".

En plus de cette dissolution, Gérald Darmanin en a annoncé une autre ce mercredi, celle du groupe "*Les Alerteurs*", basé dans l'Aude et prônant l"islam radical.

Selon son décret de dissolution, il est reproché à l'association "*Les Alerteurs*" de "*véhiculer une idéologie antirépublicaine et radicale invitant à la révolte et à la violence en laissant entendre que le coup d'État serait un mode d'action à privilégier face au gouvernement français*" et de diffuser des thèses complotistes. AFP/BFMTV 2 février 2023

J-C – Moi aussi je prône la révolte et la violence, la révolution, le soulèvement armé, un coup d'Etat pour en finir avec ce régime, donc selon le procureur général Mélenchon mon courant politique devrait être interdit.

Réforme des retraites : Édouard Philippe soutient « *à 100 %* » le texte Le HuffPost 3 février

Édouard Philippe: "*La réforme des retraites est importante, difficile, contestée mais nécessaire*" - BFMTV 3 février

Quelques heures plus tard un de ses admirateurs se manifeste.

"*Dans son camp, c'est l'un des meilleurs*": Alexis Corbière salue "*l'élégance*" d'Édouard Philippe - BFMTV 3 février

"*Dans son camp, c'est l'un des meilleurs. Ça m'attristait de le voir souffrir un peu... il dit que ce n'est pas douloureux. Tant mieux, je suis content. Je ne lui souhaite sur ce point de vue-là que du bien, et pourquoi pas qu'il revienne politiquement*", a lancé Alexis Corbière sur le plateau de BFMTV. Il souligne aussi "*la grande élégance*" et la "*certaine classe*" du maire du Havre. "*J'aimais bien quand Jean-Luc Mélenchon et lui avaient des joutes [verbales] à l'Assemblée nationale*", explique-t-il.

J-C – Quand on pense qu'il a assumé revendiquer l'intégralité de la politique menée par Macron depuis mai 2017, « *Nous avons une relation de confiance qui est d'un certain point de vue unique à l'échelle de la Ve République* », dira Emmanuel Macron le 3 juillet 2020 (la-croix.com), aux millions de travailleurs qui en ont souffert et en souffrent encore, on ne peut s'empêcher de se dire qu'Alexis Corbière s'en moque éperdument, sinon il ne s'apitoierait pas sur le sort de celui qui en partage la responsabilité. Finalement, chacun son camp…

Quelle serpillière ! Elle avait osé dire « *congratulation* » en hébreux, vous imaginez où en est rendue la tyrannie !

"*Mon propos a heurté*": Clémentine Autain supprime un tweet polémique sur Meyer Habib - BFMTV 3 février 2023

Dans un tweet depuis supprimé, la députée de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain (LFI) a commenté ce vendredi l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'élection du député Meyer Habib (LR), en écrivant l'interjection "*Mazel Tov!"*, une exclamation pouvant exprimer des félicitations en hébreux. BFMTV 3 février 2023

J-C – Vous imaginez tous ces lâches affronter un jour le régime les armes à la main, au premier coup de canon ils déserteraient ou ils iraient se planquer sous leur lit en pissant de trouille dans leur culotte.

La différence entre eux et moi, c'est que ces escrocs se sont fait élire en trompant les travailleurs, tandis que moi qui suis parfaitement honnête et abats un boulot colossal depuis 15 ans, je ne récolte qu'indifférence ou mépris, cherchez l'erreur. A force on s'y fait, pour rien au monde je ne changerai quoi que ce soit à mes principes et à mon orientation politique, et surtout, je n'envie pas ses salopards.

En famille avec ceux qui ont fait du mouvement ouvrier un instrument du régime.

Olivier Besancenot sur les retraites: "*Si on peut faire une réunion unitaire de toute la gauche, nous sommes disponibles*" - BFMTV 2 février 2023

Celui qui est facteur de profession souhaite en ce sens, une "*unité la plus large*" de la gauche, allant de "*Nathalie Arthaud (Force Ouvrière) à Olivier Faure"*. Et d'ajouter: "*Si on peut faire une réunion unitaire de toute la gauche, des meetings communs, nous on est disponibles*." BFMTV 2 février 2023

Paupérisation en Grande-Bretagne.

Des milliers d'enseignants manifestent au Royaume-Uni lors d'une journée de grèves massives - France 24 2 février 2023

Des milliers d'enseignants ont défilé à Londres, mercredi, aux côtés des cheminots et des agents publics. Il s'agissait de la plus importante journée de grèves depuis dix ans au Royaume-Uni, plongé dans la crise par la hausse des prix.

La fédération syndicale TUC avait prévenu que ce serait "*la plus grosse journée de grèves depuis 2011*", avec, pour la première fois en plusieurs mois de mouvements sociaux, la participation des enseignants. Plusieurs milliers d'écoles sont restées fermées.

Dans un pays où les manifestations sont rares, des milliers d'enseignants ont convergé dans le centre de Londres, après avoir tenu des piquets de grève un peu partout dans la capitale. "*Pay Up*" (Hausse des salaires), "*School just wanna have funds*" (L'école veut seulement de l'argent), "Save our schools" (Sauvez nos écoles), peut-on lire sur les bannières brandies par les manifestants.

Pour beaucoup, c'est la première fois, comme pour Shane. « *Je gagne 19 000 livres par an [1 800 euros par mois], en tant qu'assistante de vie scolaire. Je gagnerais plus si je travaillais dans un supermarché !* », déclare la manifestante.

Face à l'inflation de 11%, le gouvernement propose 5% d'augmentation - financées par les écoles elles-mêmes. Des écoles qui n'ont même plus les moyens de fonctionner correctement, déplore Wendy. *« Je travaille dans une école où l'on manque de papiers, où l'on n'a plus de tubes de colle. On manque de tout. Sans compter le chauffage, et tout ce qui augmente. C'est pour ça qu'on est là* », explique-t-elle.

Daniella adore son travail, mais envisage sérieusement la reconversion. « *Avec tous mes diplômes, je n'aurais jamais cru que j'aurais autant de mal à joindre les deux bouts. Je dois travailler à temps partiel, car je n'avais pas les moyens de payer la garderie de mes enfants ! Quand je discute avec mes amis qui travaillent dans le privé, ma situation financière leur paraît extrême* », raconte Daniella.

Selon une étude du Syndicat national de l'éducation, un enseignant sur trois démissionne dans les cinq premières années. France 24 et RFI 2 février 2023

Clochardisation et paupérisation de la France en marche...

Le nombre de personnes sans domicile a plus que doublé en dix ans, selon la Fondation Abbé Pierre - RT 1 février 2023

Dans son rapport annuel sur le mal-logement en France, l'ONG estime que le nombre de personnes sans domicile a augmenté de 130% depuis 2012, les mandats d'Emmanuel Macron n'ayant pas permis d'inverser la tendance malgré ses promesses de campagne.

Le nombre de personnes sans domicile en France a plus que doublé en dix ans, selon la Fondation Abbé Pierre, qui évalue leur nombre à environ 330 000 dans son rapport annuel consacré au mal-logement, présenté ce 1er février 2023.

Au total, plus de 4 millions de personnes sont «*non ou très mal logées*» en France, estime la Fondation Abbé Pierre, comptabilisant dans cette catégorie les personnes en hébergement contraint chez des tiers. Parmi elles, elle dénombre près de 340 000 personnes de plus de 25 ans contraintes, après une période de logement autonome, de revenir habiter chez leurs parents ou grands-parents, ainsi qu'environ 150 000 majeurs de plus de 25 ans habitant chez leurs parents, dans l'incapacité de disposer de leur propre logement pour des raisons financières. RT 1 février 2023

Un mois après le gaz, l'électricité augmente de 15% en France - RT 1er février 2023

Le tarif de l'électricité augmente ce 1er février de 15% en France, un mois après une hausse similaire du tarif du gaz. La hausse concernera dans l'Hexagone 20,54 millions de foyers et 1,45 million de petits professionnels, ainsi que la Corse et l'Outre-mer.

Les tarifs de l'électricité étaient gelés en France depuis le 1er février 2022, date à laquelle ils avaient augmenté de 4%, en vertu du «bouclier tarifaire» annoncé en octobre 2021 par le gouvernement d'alors. Au total, ce tarif a donc augmenté de 19,6% depuis 2021.

«*Les nouveaux prix seront répercutés sur la facture chaque mois*», précise EDF à l'AFP. Pour les clients qui ne veulent pas modifier leurs mensualités, une régularisation en fin d'année sera appliquée. RT 1er février 2023

Les vases communicants, il y a ceux qui trinquent et ceux qui se goinfrent.

ExxonMobil : profit record de 55,7 milliards de dollars en 2022 - RT 1 février 2023

La compagnie pétrolière américaine ExxonMobil a dégagé un profit record de 55,7 milliards de dollars en 2022, profitant du bond du cours des hydrocarbures lié à la reprise de la demande et au tarissement de l'offre russe.

Son chiffre d'affaires s'est lui établi à 413,7 milliards de dollars, en hausse de 45% par rapport à 2021 et au-dessus des prévisions du marché. RT 1 février 2023

Shell enregistre les bénéfices les plus élevés en 115 ans grâce à l'invasion de l'Ukraine - lemediaen442.fr 2 février 2023

L'entreprise géante du pétrole et du gaz, Shell, a annoncé des bénéfices annuels record suite à l'augmentation des prix de l'énergie l'année dernière à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les bénéfices ajustés s'élèvent à 39,9 milliards de dollars (31,6 milliards d'euros), les plus élevés de l'histoire de la société, qui existe depuis 115 ans.

Les sociétés d'énergie ont enregistré des bénéfices records alors que les prix du pétrole et du gaz ont bondi suite à l'invasion de l'Ukraine. Cela a mis la pression sur les entreprises pour qu'elles paient une taxe exceptionnelle alors que les ménages font face à des factures en hausse.

Les prix du pétrole et du gaz avaient commencé à augmenter à la fin des restrictions Covid, mais ont fortement augmenté suite à l'invasion de l'Ukraine. Cela a entraîné des bénéfices considérables pour les entreprises énergétiques, mais a également entraîné une augmentation des factures pour les ménages et les entreprises. Couplé à l'augmentation des prix des aliments, cela a poussé l'inflation à un niveau record de 40 ans. lemediaen442.fr 2 février 2023

Totalitarisme. L'UE où la menace du fascisme se précise…

L'UE réfléchit aux moyens de censurer les points de vue russes - Réseau Voltaire 2 février 2023

L'Union européenne organise un colloque intitulé : « *Au-delà de la désinformation : la réponse de l'UE à la menace des manipulations étrangères de l'information* ». Il s'agit en fait de réfléchir aux moyens de censurer dans l'Union tous les points de vue russes.

L'UE a déjà censuré les chaînes de télévision Russia Today et l'agence Sputnik. La réflexion s'oriente désormais vers la censure des citoyens de l'Union qui relayent leurs points de vue, qu'ils les partagent ou non.

L'évènement sera présidé par Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, assisté de Stefano Sannino, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure.

Le parlementaire Raphaël Glucksmann, président du Comité spécial du Parlement européen sur l'interférence étrangère, s'y exprimera ainsi que des représentants de l'Agence de défense psychologique suédoise, du Foreign Office britannique et du département d'État US, et bien sûr de l'Otan.

Le clou du spectacle reviendra à Nina Jankowicz, qui, après avoir été conseillère en communication du président Volodymr Zelensky, fut chargée par le président Joe Biden de présider le Disinformation Governance Board, la fugace agence de censure des États-Unis.

Tous les intervenants, à l'exception de M. Glucksman, sont des hauts-fonctionnaires et non pas des élus. Réseau Voltaire 2 février 2023

Propagande. Quand les oligarques mondialistes nomment leurs ennemis.

Indice de la démocratie 2022: la Russie en forte chute à la 146e place, la France stable au 22e rang - AFP/BFMTV 1 février 2023

La Russie est le pays du monde où la démocratie a le plus reculé en 2022 devant le Burkina Faso et Haïti, selon une étude publiée jeudi 2 février par le groupe britannique The Economist réalisant un indice de la démocratie dans 167 pays. (The Economist propriété des familles Rothschild et Agnelli. - J-C)

La levée des restrictions liées à la pandémie de Covid-19 a dopé le score de nombreux pays dont la France (22e, stable), l'Espagne (22e aussi, + 2 places) et le Chili (19e, + 6 places) qui font leur retour dans le groupe des « *démocraties complètes* ». Au niveau régional, l'Europe de l'Ouest est la seule région à améliorer de manière décisive sa note en 2022. « *Celles de l'Amérique du Nord, de l'Asie, de l'Australasie, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique subsaharienne ont stagné, et celles de l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont subi des baisses* », ajoute l'étude. AFP/BFMTV 1 février 2023

Et dire qu'il y en a qui siègent à l'Assemblée nationale en notre nom.

Dans le cadre d'une visite de trois jours en France, le président du parlement ukrainien, Rouslan Stefantchouk, s'est exprimé mardi 31 janvier devant l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron va recevoir de son côté le ministre de la Défense ukrainien Oleksiy Reznikov ce mardi à l'Élysée, vers 18 h 30, a annoncé la présidence française dans un communiqué.

Le président de la Rada glorifiait le 1er janvier dans un tweet Stepan Bandera, allié de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale et responsable de la mort de dizaines de milliers de juifs et Polonais...

Le tweet du parlement ukrainien en question rendait hommage à Stepan Bandera, qui fut le chef de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), un groupe ultranationaliste qui avait pendant la Seconde Guerre mondiale sa propre organisation paramilitaire, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), et qui a collaboré avec les nazis, participant notamment aux massacres des Polonais en Volhynie. Stepan Bandera a également fondé la Légion ukrainienne, qui a combattu l'armée russe pour le compte de la Wehrmacht. RT et AFP 31 janvier et 1 février 2023

A lire absolument et à partager, un document historique.

Bandera, nazi d'Ukraine et champion de l'Occident par Annie Lacroix-Riz (24.01.2023)

https://www.legrandsoir.info/bandera-nazi-d-ukraine-et-champion-de-l-occident.html

Vidéo. Ukraine, histoire d'une guerre impérialiste ? (et synarchie) Annie Lacroix-Riz

https://www.youtube.com/watch?v=slfmANDzWO4

Règlement de compte entre mafieux à Kiev.

La déchéance du sponsor de Volodymyr Zelensky et de Hunter Biden - Réseau Voltaire 1er février 2023

L'ancien sponsor du président Volodymyr Zelensky, l'ancien milliardaire Ihor Kolomoïsky (groupe Privat) est au centre d'une enquête des Services de sécurité ukrainiens (SBU). Selon les enquêteurs, il aurait volé à son profit 40 milliards de hryvnias (environ un milliard de dollars) lors de nationalisation de ses sociétés d'hydrocarbures, Ukrnafta et Ukrtatnafta, en novembre 2022.

En 2010, Ihor Kolomoïsky avait tenté de prendre le contrôle du Conseil européen des communautés juives. Il avait dû s'en retirer devant la fronde des responsables juifs européens qui dénonçaient son parcours mafieux. Après le coup d'Etat de 2014, il finança les groupes armés « *nationalistes intégraux* », notamment les bataillons Aidar, Donbass, Dnipro 1, Dnepr 227. Dans les années 2020, il fut le principal sponsor du président Volodymyr Zelensky et de son parti, Serviteur du peuple. Il était le propriétaire de Burisma Holding, la société dont le fils du présisdent Joe Bien, Hunter Biden, et celui de l'ancien secrétaire d'Etat John Kerry, Devon Archer, étaient devenus administrateurs [1].

Il s'est brouillé il y a quelques mois avec son poulain Volodymyr Zelensky qui lui aurait retiré la nationalité ukrainienne.

[1] « *Ukraine : Ihor Kolomoïsky propose 1 million de dollars pour assassiner Oleg Tsarev* », Réseau Voltaire, 16 mai 2014.

En famille ils osent tout. Quand le Premier ministre d'un gouvernement d'extrême droite, d'apartheid, raciste, néofasciste, vient chercher "*un certificat de respectabilité et d'honorabilité*" auprès de Macron, son semblable.

Visite de Benyamin Netanyahu à Paris : « *L'objectif, c'est d'obtenir un certificat de respectabilité* » - Publicsenat.fr 3 février 2023

Le 2 février 2023, le premier ministre d'Israël Benyamin Netanyahu effectuait sa première visite en Europe depuis sa réélection, en novembre 2022. Et c'est à Paris que le chef du gouvernement israélien a choisi de se rendre.

La visite à Paris est très importante. L'objectif, c'est d'obtenir, avec une photographie et un aller-retour de 24 heures, un certificat de respectabilité et d'honorabilité. Parce que la France est un pays capable de lui en décerner un : elle est quand même membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, c'est le seul membre permanent du conseil de sécurité et qui est membre de l'Union européenne. C'est ce que Netanyahu est venu chercher. Publicsenat.fr 3 février 2023

Pérou.

Pérou : quatrième refus du Parlement pour avancer les élections, les manifestations continuent - AFP/RT 3 février 2023

Pour la quatrième fois depuis décembre, le Congrès rejette un projet de loi visant à avancer les élections et à organiser un référendum sur une assemblée constituante, comme le demandent les manifestants mobilisés depuis la destitution de Castillo.

Le Parlement péruvien a rejeté le 2 février une nouvelle proposition visant à avancer les élections à la fin 2023 et prévoyant aussi la tenue d'un référendum sur une assemblée constituante dans l'espoir de calmer l'actuelle vague de manifestations.

Le projet de loi, présenté par le parti de gauche Peru Libre, a été rejeté par 75 députés, tandis que 48 ont voté pour et deux se sont abstenus. «*La réforme n'a pas atteint le nombre de voix [...] par conséquent le projet de loi n'a pas été approuvé*», a déclaré José Williams, président du Congrès, après un débat qui a duré un peu plus de quatre heures.

Les manifestants s'en sont également pris aux «vendus de la presse» et montrent leur méfiance à l'égard des journalistes en général, car ils considèrent que leur couverture des évènements favorise le gouvernement péruvien. Dans la matinée, des dizaines d'autres personnes se sont rassemblées devant le siège des principales chaînes de télévision privées du pays pour exprimer leur mécontentement. AFP/RT 3 février 2023

Inde. Comment se déroule une attaque contre un Etat qui ne s'aligne pas sur la politique étrangère de Washington ?

J-C - D'où est parti le coup ? Devinez, une petite société américaine d'investissement nous dit-on.

On dit le milliardaire indien Gautam Adani grand ami du Premier ministre Modi qui achète de plus en plus de pétrole à la Russie au grand dam des Américains, donc ils attaquent l'un pour tenter d'affaiblir l'autre.

Loin de moi l'idée de soutenir Modi ou Adani, c'est juste pour montrer comment fonctionnent les relations entre les différents acteurs de l'économie mondiale, comment les Américains font pression sur un Etat.

Inde: le titre d'Adani Enterprises continue de plonger - rfi.fr 2 février 2023

Nouvelle journée noire pour Gautam Adani. Adani Entreprises, le fleuron du conglomérat du tycoon indien, a chuté ce mercredi de près de 30% à la Bourse de Bombay. Un plongeon qui signe une cinquième journée consécutive de pertes. La déroute liée à la publication d'un rapport très critique a engendré des pertes colossales pour le conglomérat, qui s'est construit autour de ses activités portuaires et avec le commerce de matières premières.

Depuis la semaine dernière, 92 milliards de dollars de valeur boursière ont été effacés, selon Bloomberg News. Dans le même temps, la fortune personnelle de Gautam Adani a fondu de plus de 40 milliards de dollars, selon le classement Forbes. Cela le fait sortir du top 10 des hommes les plus riches du monde.

À l'origine de cette débâcle : le rapport d'une petite société américaine d'investissement Hindenburg Research. Il accuse le groupe de « *manipulation éhontée des actions* » et « *de fraude comptable sur plusieurs décennies* ». Le conglomérat n'a pas tardé à répondre longuement. 413 pages pour se défendre contre ce qu'il estime être « *une attaque injustifiée contre une entreprise spécifique* » *et « une attaque calculée contre l'Inde* ».

Le groupe envisage une action en justice contre Hindenburg Research, Hindenburg qui avait parié sur la baisse des cours d'Adani. Pari réussi, pour le moment du moins. (RFI qui est la voix de son maître atlantiste s'en réjouit apparemment, normal. - J-C) rfi.fr 2 février 2023

Confirmation dès le lendemain.

En Inde, la débâcle du groupe Adani prend un tour politique - RFI 3 février 2023

« *Nous avons toujours dit que ce gouvernement était prêt à tout pour soutenir ses amis* ». Le parti d'opposition du Congrès accuse Narendra Modi d'avoir facilité l'ascension du groupe Adani, et fermé les yeux sur ses fraudes supposées.

Les partis d'opposition sont donc unis et demandent une enquête parlementaire ou judiciaire, car il en va également des économies des Indiens.

Le groupe Adani a plus de 20 milliards d'euros d'emprunts, contractés en partie auprès des banques publiques. Et la débâcle boursière de la société pourrait remettre en cause sa capacité à les rembourser. RFI 3 février 2023

J-C - Vraiment, dans un autre article RFI indiquait que le groupe Adani, c'était "*un empire estimé à près de 240 milliards de dollars en Bourse et d'une fortune personnelle proche de 137 milliards de dollars*", donc malgré ses lourdes pertes des derniers jours, il a largement de quoi rembourser 20

milliards d'euros. Le parti du Congrès étiqueté de centre gauche est pro américain et réputé pour être corrompu jusqu'à l'os, sans le soutien de Washington cela ferait longtemps qu'il n'existerait plus. Il s'est violemment opposé à la politique sanitaire du gouvernement qui avait fait la promotion de l'hydroxychloroquine et de l'ivermectine associée à un antibiotique, la vitamine D et le zinc.

Dans un article du 2 juin 2022 consacré à la position adoptée par l'Inde sur la guerre en Ukraine consistant à refuser de condamner la Russie, l'Institut Montaigne, un think tanks néolibéral, exprimèrent ainsi leur dépit face à la résistance de l'Inde aux menaces américaines et européennes après avoir constaté que "toutes les forces politiques indiennes tendent à voir en Moscou "*un partenaire à toute épreuve" - "an all-weather friend""*, c'est-à-dire un partenaire fiable depuis plus de 70 ans, contrairement aux Etats-Unis et ses vassaux européens qui ont violé tous les engagements qu'ils avaient pris aussi bien à l'ONU qu'envers tous les Etats suite à des accords bilatéraux.

A leur manière, la fin de leur article le confirmait en lançant un avertissement à Modi : "*Les puissances occidentales disposent de leviers puissants - en termes d'intérêts - pour faire évoluer l'Inde. Mais y recourront-elles, étant donné l'importance du pays dans leur quête d'un contrepoids à la Chine ?"*, une menace à peine voilée, dont on voit ici quelle autre forme elle peut prendre en lançant une offensive contre Adani pour atteindre Modi, en vain.

Débats indiens sur la guerre en Ukraine : un consensus à entrées multiples

https://www.institutmontaigne.org/analyses/debats-indiens-sur-la-guerre-en-ukraine-un-consensus-entrees-multiples

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 février 2023.

Stratégie de la terreur.

J-C – Pourquoi vous battre pour vivre mieux, pour une société meilleure, c'est foutu, lisez.

Vous avez des croûtes dans le nez ? Attention, cela peut cacher quelque chose de grave - Yahoo

Elle découvre son cancer du poumon grâce à une part de pizza - Yahoo

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "*Les femmes qui se lissent les cheveux ont trois fois plus de risques d'avoir un cancer de l'utérus*" - Yahoo

Cancer des testicules : "*Pendant longtemps, il n'y a pas de symptômes... Hormis un signe qui doit vous alerter*" - Yahoo

---

L'humanité menacée de se transformer en asile d'aliénés.

J-C - Cela ne vous rappelle-t-il pas l'utilisation expérimentale de puissants psychotropes sur des populations civiles par la CIA entre 1950 et 1988 ?

L'Australie légalise de puissants psychotropes à des fins de prescriptions médicales - RFI 4 février 2023

L'Australie vient d'annoncer qu'elle allait autoriser la prescription, à des fins médicales uniquement et dans des conditions très strictes, de MDMA et de psilocybine, autrement dit des « *champignons hallucinogènes* ». Des psychotropes puissants, que les psychiatres pourront prescrire à partir du mois de juillet pour traiter leurs patients souffrant de stress post-traumatique et de dépression aiguë. RFI 4 février 2023

J-C - Dorénavant, c'est le plus légalement du monde qu'ils prescrivent toutes sortes de drogues ou de médicaments aux effets secondaires potentiellement graves, aléatoires ou incontrôlables, commercialisés par les trusts pharmaceutiques mafieux et criminels. Ils prétendent que c'est pour le bien-être de leurs patients, vous y croyez, vous ?

Dans quel monde de fous voudraient-ils nous faire vivre ?

Il y aurait les personnes transgenres et les personnes normales ou hétérosexuelles qui désormais seraient appelées cisgenres. Et bien nous refuserons d'employer cette expression barbare.

Les transgenres, qui ne sont pas le produit d'une confusion génétique des sexes au moment de leur conception, sont des malades mentaux. La plupart des personnes de sexe masculin ou féminin qui ne parviennent pas à avoir des rapports sexuels avec des personnes de sexe différent du leur sont perturbées mentalement.

Des cinglés sadiques sont aux commandes.

Cerveaux d'enfants manipulés et théorie du genre : Le pire de la « cancel culture » et la circulaire de septembre 2021

https://reseauinternational.net/cerveaux-denfants-manipules-et-theorie-du-genre-le-pire-de-la-cancel-culture-et-la-circulaire-de-septembre-2021/

L'héritage laïc serait potentiellement LGBTQIphobe ? Ce monde devient fou et on se demande jusqu'à quel point les dirigeants veulent détruire l'humanité, son histoire, ses liens avec son passé, etc. Suicide collectif, mais choisi par quelques-uns seulement, avec la volonté de l'imposer à des milliards d'individus…

Au lieu d'apprendre à lire, à compter et un minimum d'histoire et du monde, un peu de géographie et de botanique, etc., les enfants sont soumis à un matraquage sur des questions qu'ils ne se posent pas.

Il faut bannir traitements hormonaux et bloqueurs de puberté, à visée transgenre chez les mineurs

https://reseauinternational.net/il-faut-bannir-traitements-hormonaux-et-bloqueurs-de-puberte-a-visee-transgenre-chez-les-mineurs/

Les bloqueurs de puberté sont des médicaments qui inhibent la production des hormones sexuelles et de ce fait suspendent la puberté chez les enfants et les adolescents – Ils empêchent les adolescents d'acquérir des signes sexuels secondaires (seins, barbe). La combinaison de bloqueurs de puberté et d'hormones pour développer les signes sexuels secondaires de l'autre sexe a des conséquences irréversibles. Si elle intervient tôt dans le processus de la puberté, elle a notamment pour effet de rendre la personne stérile.

A venir et à suivre :

La France va bloquer l'accès aux sites pornographiques pour les mineurs - Paris Match 6 février 2023

C'est malheureux. Mais il fallait y penser avant de devenir vieux. A quoi ? Devinez.

Il n'y a plus de pain dans les plateaux repas des retraités de Lisieux - lemediaen442.fr 4 février 2023

Depuis un mois maintenant à Lisieux, les retraités qui bénéficient de la livraison de repas à domicile n'ont plus droit au pain.

Pour voir le reportage BFMTV du 3 février.

https://lemediaen442.fr/il-ny-a-plus-de-pain-dans-les-plateaux-repas-des-retraites-de-lisieux/

L'art de la falsification des faits ou de la désinformation. Tripotage météorologique.

Même quand ils vous donnent une température, vous ne devez plus les croire.

Quand une mesure réalisée avec un instrument vous dérange, vous en changer ou, quand l'étalonnage d'un instrument fournit une mesure qui vous déplait, vous modifiez son étalonnage ou encore, vous modifiez les conditions dans lesquelles cette mesure a été effectuées pour parvenir au résultat escompté.

Traduction : la mesure de la température extérieure ne vous convient pas, pas de problème, vous ajoutez le vent qui souffle très fort et vous obtenez la « *température ressentie* », une température beaucoup plus basse généralement pendant une courte durée, jugez vous-même.

Notez qu'il ne s'agit plus de vous donner simplement la température telle qu'elle est, mais de la fabriquer, de vous donner la température qu'on souhaitait vous fournir, ce qui n'est plus du tout la même chose, c'est ce qui distingue la réalité de la propagande en somme, y compris ici, c'est dingue, non ?

Le Mont Washington enregistre des températures ressenties proches des plus froides atteintes sur Terre - Le HuffPost 5 février 2023

La station du Mont Washington enregistre en ce moment des valeurs les plus extrêmes sur Terre : -43°C avec des valeurs de vent stratosphériques proches des 200km/h soit un ressenti de -80.

Brian Brettschneider, un climatologue basé en Alaska, a lui aussi écrit sur Twitter qu'il n'avait jamais fait aussi froid à l'observatoire depuis 1885. À l'aide d'anciens formulaires climatiques indiquant la température et la vitesse moyenne du vent sur 24 heures, le scientifique a estimé que le Mont Washington aurait connu des températures ressenties sous les - 78 °C le 22 janvier 1885. Le HuffPost 5 février 2023

J-C - "*Aurait connu des températures ressenties*", supputation à l'emporte-pièce ou de circonstance... De -43 à - 80; c'est carrément du simple au double, voilà comment ils manipulent la réalité. Ils nous prennent vraiment pour des cons.

Pour évaluer le taux de contagiosité d'un virus parmi la population, puis de mortalité, début 2020 ils ont procédé de la même manière avec le Sars-Cov-2, de façon à faire croire qu'il constituait une terrible menace pour la population et justifier la batterie de mesures liberticides qui allaient suivre.

Ce sont des sadiques qui prennent manifestement un malin plaisir à terroriser la population.

Le nord-est des Etats-Unis et l'est du Canada sous un froid polaire historique - AFP 4 février 2023

"*Epique*" et du jamais-vu depuis des "*générations*": les services météorologiques des Etats-Unis et du Canada ont redoublé vendredi d'avertissements catastrophistes face aux températures polaires risquant d'atteindre -50 degrés ressenti dans le nord-est américain et l'est canadien soumis à un vent glacial. (« *Risquant d'atteindre* », un vœu de sadique ! – J-C)

L'Etat septentrional du Maine en particulier pourrait voir dans la soirée de vendredi et samedi la température chuter à -51 degrés Celsius ressenti, selon un bulletin du National Weather Service (NWS) pour la région de Caribou, non loin de la frontière avec le Canada, "*quelque chose que le nord et l'est du Maine n'ont pas connu depuis 1982 et 1988*", note le NWS. (« *Pourrait voir* » , ils n'en savaient rien ! – J-C)

En certains endroits du nord-est américain, et de cette région de la Nouvelle-Angleterre, les températures sous un vent glacial "*pourraient atteindre leur plus bas niveau depuis des décennies voire un niveau jamais encore enregistré*", selon le NWS. (« *Pourrait atteindre* » , à croire qu'ils le souhaitaient ces malfaisants ! – J-C)

La température ressentie était de -41° à Montréal vendredi après-midi. Le mercure pourrait descendre jusqu'à -50° ressenti dans les régions plus au nord du Québec. (« *Pourrait descendre* », ils auront insisté très lourdement ! – J-C)

Avant que les températures ne remontent dimanche. AFP 4 février 2023

J-C – En voilà une mauvaise nouvelle !

A lire.

La pieuvre du complexe numérico-financier (Dévoilement de la pieuvre financière)

https://reseauinternational.net/la-pieuvre-du-complexe-numerico-financier-devoilement-de-la-pieuvre-financiere/

Rétablir la vérité : Ce que vous devez savoir sur l'Ukraine

https://reseauinternational.net/retablir-la-verite-ce-que-vous-devez-savoir-sur-lukraine/

Un excellent article qui résume l'essentiel rapidement.

Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.

Retraites : les Français soutiennent de plus en plus massivement les mobilisations contre la réforme - lefigaro.fr

Le pays soutient de plus en plus massivement les mobilisations contre la réforme des retraites. Au surlendemain de la deuxième grande journée de grève contre le projet de l'exécutif, la dernière vague du sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro* révèle que 71% des Français approuvent la démarche des manifestants. Cela représente une hausse de +5 points par rapport à la

journée d'action du 19 janvier, où 1 à 2 millions de personnes avaient battu le pavé. Alors que l'on a recensé entre 1,272 et 2,8 millions de personnes dans les rues mardi, selon les chiffres de la police et de la CGT, l'institut juge le soutien «*très élevé*». D'autant qu'aucun heurt majeur n'a été à déplorer. Résultat, une très large majorité de citoyens (71%) y voient aussi un «*succès*».

Or, malgré le risque de perturbations voire de blocages à attendre un peu partout, le soutien ne faiblirait pas pour autant. Quelque 63% des Français se disent ainsi prêts à assumer les conséquences de telles grèves. Car le bras de fer ne ferait que commencer selon eux : 80% des sondés (+6 points) pensent en effet que le mouvement va se prolonger. Peut-être d'ailleurs jusqu'à faire «*plier*» le gouvernement, puisque 56% des Français estiment que l'exécutif va devoir «*modifier*» ou «*abandonner*» sa réforme face à la rue.

«*Si l'exécutif sait sa réforme impopulaire, il semble persuadé que les Français sont plus résignés que combatifs*», juge Gaël Sliman, président d'Odoxa. Avant de mettre en garde sur le risque d'«*accroître la colère en donnant le sentiment d'une obstination méprisante*».

Qui regrette que Macron remette en cause l'« *unité de la nation* », un acteur politique de droite, d'extrême droite ?

- « *Dans ses vœux du 31 décembre, Emmanuel Macron a répété six fois l'expression* « unité de la nation ». *C'est son inconscient qui parle : cette unité, c'est lui qui la met en péril*. »

Réponse : Le député LFI François Ruffin dans un entretien au *Point*, qui lui offre généreusement une tribune, on aura compris pourquoi.

Quelle est son orientation politique ? Révolutionnaire, vous rigolez ou quoi, l'union nationale ou la collaboration de classe.

Ruffin - Dans cet état, d'usure, de fatigue, pourquoi ajouter des tensions ? J'en appelle à l'apaisement, à la réparation du pays.

J-C - Il se plaint des "*tensions*" qui dressent les masses contre le régime qu'il faut préserver à tout prix , il prône "*l'apaisement*" ou la paix sociale favorable aux capitalistes pour qu'ils vaquent tranquillement à leurs affaires, "*la réparation du pays*", c'est maintenir le statu quo, ne rien changer surtout aux rapports entre les classes.

C'est quoi Ruffin ? Donnons-lui la parole.

Ruffin - Mon combat, le combat de la gauche, ce doit être que les gens s'épanouissent, s'émancipent par le travail.

J-C - Sous le régime capitaliste ? Il est pour que les "*gens s'émancipent par le travail*", mais pas du travail ou de l'exploitation, au moins c'est clair.

Ruffin - La gauche n'a pas besoin d'un nouveau courant !

J-C - Il est vrai que partant de là, c'est inutile puisqu'aucun n'est réellement anticapitaliste et n'a l'intention de le devenir !

Ruffin - Quand certains ministres débarquent à l'Assemblée nationale, on sait que le duel va être dur parce qu'ils ont du talent. On se dit qu'on aimerait bien avoir la même patine.

J-C – Moi, je suis admiratif de l'éloquence de Karl Marx, à chacun ses influences. Au fait, le ministre qu'il envie tant, c'était Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, l'un des piliers de la macronie.

Ruffin - (A propos de Mélenchon) On ne doit jamais oublier que, sans lui, il n'y aurait peut-être plus de gauche dans notre pays. Que la gauche ait été incarnée par François Hollande, puis par son héritier Emmanuel Macron pour en récupérer des morceaux, c'est une double tragédie pour le peuple de gauche.

J-C - Une triple tragédie avec Mitterrand dont se réclame Mélenchon, et pendant qu'on y ait une quadruple tragédie avec Mélenchon lui-même et la bande de bras cassés dont vous faites partir monsieur Ruffin.

Ruffin - Comment adapte-t-on l'agriculture, l'énergie, la santé, l'industrie aux chocs climatiques en cours ?

J-C - Cette question n'aurait-elle pas été posée à Davos il y a deux semaines en arrière ? C'est cette question qui sert aux représentants de l'oligarchie mondialiste à justifier le démantèlement de pans entiers de l'industrie ou la restructuration de secteurs clés de l'économie par les prédateurs de Davos.

Pas avec notre argent ! Le régime n'a rien à craindre des « *opposants* » qu'ils financent.

Jean-Luc Mélenchon inaugure une écolé dédiée à la formation des cadres de LFI - BFMTV 5 février 2023

Organisée en départements (philosophie, géographie, histoire...), la fondation est à la fois un lieu de rencontre des intellectuels anticapitalistes, une source de notes thématiques et une école de formation militante.

Si le fonds de dotation initial a été abondé par LFI, qui met temporairement à disposition quelques bureaux, précise le secrétaire général de l'Institut, Manuel Menal, La Boétie va demander des subventions publiques, à l'exemple de la Fondation Jean-Jaurès, proche du PS. Ainsi "*ça dépasse largement le cadre insoumis"*, dit-il. BFMTV 5 février 2023

Ah, si c'est pour atteindre un objectif militaire dicté par l'OTAN !

Danemark : des milliers de personnes manifestent contre la suppression d'un jour férié - AFP/BFMTV 5 février 2023

Au Danemark, le projet gouvernemental de supprimer un jour férié ne passe pas auprès de nombreux habitants du pays, qui ont décidé de descendre dans la rue, ce dimanche. Un fait rare qui n'est pas dans leurs habitudes.

Le mouvement est porté par la Confédération des syndicats danois (FH), qui compte 1,3 million de membres, soit près d'un quart des 5,9 millions d'habitants. Il a réuni ce dimanche plusieurs milliers de personnes devant le parlement danois à Copenhague. "*Préservez notre jour férié*", "*Foutaises antidémocratiques*", "*Votez non*"... pouvait-on lire sur les différentes pancartes.

"*C'est une grande menace pour le modèle danois. Les politiciens devraient rester en dehors des questions qui concernent le travail. Et là, ils vont juste s'imposer et violer nos accords*", s'insurgeait fin janvier Lizette Risgaard, présidente de FH.

Emmené par la sociale-démocrate Mette Frederiksen, le gouvernement de coalition centre gauche-centre droit entend supprimer un jour férié, "*le grand jour des prières*", une institution depuis la fin du XVIIe siècle qui tombe chaque année le quatrième vendredi après Pâques.

La raison invoquée est d'atteindre dès 2030, au lieu de 2033, l'objectif fixé au sein de l'Otan de consacrer au moins 2% du PIB au budget de la défense. Une accélération elle-même motivée par la prise de conscience née de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La mesure implique 7,4 heures de travail en plus par an, a avancé le gouvernement.

"*Je ne pense pas que ce soit un problème de devoir travailler un jour de plus*", a affirmé Mette Frederiksen. "*Nous devons faire face à d'énormes dépenses pour la défense et la sécurité, pour la santé, la psychiatrie et la transformation verte*", a-t-elle justifié lors de son discours de politique générale. "*Et il n'y a aucune marge de manœuvre financière*."

Pour le syndicat et beaucoup d'économistes, l'argument ne tient pas. Afin de rapporter aux caisses de l'État les 3 milliards de couronnes (403 millions d'euros) prévues, les Danois devraient donc accepter de travailler un jour de plus et leurs employeurs accepter de leur accorder une hausse de salaire équivalente.

Or, l'existence de ce jour férié, et ses conséquences salariales pour ceux qui travaillent ou chôment ce jour-là, est acté dans les conventions collectives, une institution sacro-sainte dans le pays scandinave. AFP/BFMTV 5 février 2023

Etats-Unis : Etat voyou !

Les Etats-Unis ont abattu le ballon chinois au-dessus de l'océan Atlantique - AFP/lepoint.fr 4 février 2023

Le ballon, dont le Pentagone assure qu'il s'agissait d'un ballon espion, a été abattu par l'armée américaine au large de la côte est des Etats-Unis, selon Fox News et CNN.

En réalité.

Pékin a reconnu qu'il s'agissait bien d'un appareil venu de Chine, mais assuré qu'il s'agissait d'un « aéronef civil, utilisé à des fins de recherches, principalement météorologiques ». L'engin aurait « dévié de sa trajectoire », avait ajouté un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, en exprimant les « *regrets* » de son pays pour cette violation « *involontaire* » de l'espace aérien américain. AFP/lepoint.fr 4 février 2023

Ce que l'agence de propagande française alignée sur Washington n'a pas dit.

La Chine appelle à une communication en temps opportun avec les Etats-Unis pour éviter toute erreur de jugement - french.news.cn 4 février 2023

La Chine et les Etats-Unis doivent maintenir le cap en communiquant en temps opportun, éviter les erreurs de jugement et gérer les différences face aux situations inattendues, a indiqué vendredi soir Wang Yi, directeur du Bureau de la Commission des Affaires étrangères du Comité central du Parti communiste chinois (PCC).

M. Wang, par ailleurs membre du Bureau politique du Comité central du PCC, a fait ces remarques lors d'une conversation téléphonique avec le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken.

Les deux parties ont communiqué l'une avec l'autre sur la façon de faire face à un événement fortuit de manière calme et professionnelle.

En tant que pays responsable, la Chine respecte toujours strictement le droit international et n'acceptera aucune spéculation infondée ou battage publicitaire, a souligné M. Wang. french.news.cn 4 février 2023

Confirmation.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a affirmé le 5 février qu'il avait «*demandé clairement aux Etats-Unis de gérer la situation correctement, d'une manière calme, professionnelle et avec retenue*». RT France 5 février 2023

Voilà qui ne devrait pas plaire du tout à ceux qui se prennent pour les maîtres du monde.

Iran : la France devrait dire au monde comment « *Israël* » s'est procuré l'arme nucléaire - french.almanar.com.lb 4 février 2023

Le ministère iranien des Affaires étrangères a vilipendé les déclarations du président français, Emmanuel Macron sur le dossier nucléaire, rappelant « *le caractère pacifique des activités nucléaires de l'Iran, qui sont soumises à la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique* ».

Macron avait dénoncé « *une ruée imprudente* » sur le programme nucléaire iranien après des entretiens avec le Premier ministre du gouvernement d'occupation, Benjamin Netanyahu, arrivé hier jeudi à Paris pour discuter d'un certain nombre de dossiers et de questions, dont le programme nucléaire iranien.

Dans une déclaration publiée à l'issue d'un dîner-rencontre entre Macron et Netanyahu à l'Elysée, Macron a déclaré que « *la poursuite du projet nucléaire par Téhéran aura inévitablement des conséquences* », selon ses termes.

En guise de réponse, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a déclaré dans un communiqué : « *Les positions non constructives de certains responsables français méritent une ferme condamnation* ».

Kanani a ajouté : « *Le président français critique les activités nucléaires pacifiques de l'Iran, oubliant apparemment que l'entité sioniste possède des dizaines d'ogives nucléaires, qui ne sont soumises à aucun contrôle international, et sont considérées comme la source la plus importante de menace à la paix et à la sécurité régionale et internationale.* »

« *La partie française devrait informer le monde de la manière dont l'État sioniste terroriste a obtenu des armes nucléaires, au lieu d'exprimer de manière superficielle ses inquiétudes concernant les activités nucléaires pacifiques de l'Iran, qui sont entièrement sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique* », a indiqué Kanani.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a conseillé aux autorités françaises de corriger leur approche « *inappropriée* » et de revenir au principe de respect mutuel, afin de ne pas « *causer davantage de dégâts dans les relations bilatérales entre les deux pays* ».

La France a soutenu « *Israël* » dans l'armement nucléaire

Les propos de Kanani surviennent, sur la base de documents historiques, selon lesquels la France a été le premier pays à fournir à l'entité d'occupation israélienne des « *armes nucléaires* », ainsi révélé en 2015 par l'ancien ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres qui a affirmé comment la France avait accepté en 1956 de fournir à « *Israël* » de l'uranium et de construire le réacteur Dimona.

C'est grâce au soutien de la France qu' « *Israël* » a pu construire la centrale nucléaire de Dimona dans le désert du Néguev, sachant que la BBC parle d'un accord secret entre la France et « *Israël* » en vertu duquel la centrale de Dimona a été construite à la fin des années cinquante du siècle dernier. Selon le site Web National Interest, *« les Juifs américains et la France ont fabriqué les armes nucléaires d'Israël* ».

Afin de concevoir et de construire le réacteur, « *Israël* » a demandé et reçu l'aide de la France. Le gouvernement israélien a caché l'objectif militaire du site pendant des années aux États-Unis, le qualifiant même d' « *usine textile* ». french.almanar.com.lb 4 février 2023

Le président vénézuélien veut établir une pleine union avec l'Iran - french.almanar.com.lb 4 février 2023

En présence du ministre iranien des Affaires étrangères Hussein Ami-Abdollahian, en visite à Caracas, le président vénézuélien Nicolas Maduro a insisté sur la nécessité *« d'établir une pleine union* » avec Téhéran.

Le Burkina propose de créer "*une fédération*" avec le Mali - fr.sputniknews.africa 3 février 2023

Le Premier ministre burkinabè a proposé la création d'une "*fédération*" entre son pays et le Mali, tous deux confrontés à la violence jihadiste et dirigés par des militaires putschistes qui ont exigé le départ des soldats français de leurs territoires.

"*Nous pouvons constituer une fédération souple qui peut aller en se renforçant et en respectant les aspirations des uns et des autres chez eux*", a déclaré Apollinaire Kyélem de Tambela, cité dans le compte-rendu d'une visite qu'il a effectuée au Mali mardi et mercredi, publié par ses services.

"*Nos devanciers ont tenté des regroupements, comme la Fédération du Mali, qui malheureusement n'a pas duré. Mais ils ont montré la voie*", a-t-il ajouté en référence à une éphémère tentative de fédération entre le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso et le Bénin (1959-1960) au moment des indépendances de ces ex-colonies françaises.

Il a estimé que "*c'est un chantier que nous devons essayer de tracer pendant la période de transition, parce que si les politiciens reviennent au pouvoir, ce serait difficile*".

Aucune réaction officielle n'a été rapportée du côté des autorités maliennes à l'idée d'une fédération.

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a encouragé son homologue burkinabè à suivre l'exemple malien, lors d'un dîner mardi soir.
Choguel Kokalla Maïga a répété les principes dont la junte malienne a fait son mantra : défense de la souveraineté, de la liberté de choisir ses partenaires étrangers et des intérêts nationaux.

Les colonels qui ont pris la tête du Mali par la force en 2020 se sont détournés de la France et ses partenaires et tournés vers la Russie.

"*L'une des raisons qui explique ma visite au Mali, c'est que nous avons constaté que pendant longtemps nous avons passé le temps à regarder ailleurs, alors que souvent, les solutions sont juste à côté de nous*", a soutenu le Premier ministre burkinabè, affirmant que la "*vraie révolution*" menée par le Mali depuis 2020 avait "*inspiré*" les nouveaux dirigeants burkinabè.

"*Le Mali est un grand producteur de coton, de bétail et d'or. Le Burkina Faso aussi produit du coton, du bétail, de l'or. Tant que chacun va regarder ailleurs, nous ne pesons pas tellement mais si vous mettez ensemble la production de coton, d'or et de bétail du Mali et du Burkina Faso, ça devient une puissance*", a-t-il souligné. fr.sputniknews.africa 3 février 2023

Le chef de la division droits de l'homme de la Minusma expulsé du Mali - RFI 5 février 2023

L'expulsion du dirigeant onusien intervient après l'intervention critique d'Aminata Dicko au Conseil de sécurité de l'ONU le 27 janvier. Elle suit par ailleurs celle du représentant de la Cédéao et celle de l'ambassadeur de France, après le départ de Barkhane. RFI 5 février 2023

Sergueï Lavrov, chef de la diplomatie russe, au Mali pour une première visite - RFI 6 février 2023

Cette visite, qualifiée de « *haut niveau* » par les autorités maliennes, s'inscrit, selon elles, « *en droite ligne du choix politique opéré par le gouvernement de la Transition d'élargir et de diversifier les partenariats stratégiques* ».

Au cours de son séjour, le chef de la diplomatie russe aura des entretiens avec son homologue malien Abdoulaye Diop, suivi d'une séance de travail élargie aux deux délégations. L'hôte du Mali sera également reçu en audience par le colonel Assimi Goïta, président de la Transition. De source diplomatique russe, auprès de ses différents interlocuteurs, Lavrov va réitérer l'invitation de son pays au Mali pour participer au prochain Sommet Russie-Afrique qui devrait se tenir au mois de juillet 2023 à Saint-Pétersbourg.

Outre la coopération économique, la coopération militaire entre les deux pays sera abordée. Bamako reçoit de plus en plus de matériels militaires russes, auxquels il faut ajouter des hommes, instructeurs selon le gouvernement malien, des mercenaires de la société Wagner, selon des pays comme la France, ou encore les États-Unis. RFI 6 février 2023

Pérou.

Pérou : Bases et présence militaire des États-Unis - Bolivar Infos 3 Février 2023

http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/02/perou-bases-et-presence-militaire-des-etats-unis.html

Pérou : nouvelle manifestation à Lima pour réclamer la démission de la présidente Boluarte - RT France 5 Février 2023

Des milliers de protestataires ont pris part dans le centre de Lima à, selon les organisateurs, «*la plus grande*» manifestation rassemblant «toutes les communautés» depuis le début de la mobilisation en décembre contre la présidente Dina Boluarte.

Syndicats de paysans, organisations civiles et mouvements étudiants venus des régions andines de Cusco et Puno, dans le sud du pays, ainsi que des habitants de la capitale Lima ont convergé le 4 février vers la Plaza Dos de Mayo pour exiger une nouvelle fois la démission de la présidente Dina Boluarte et la dissolution du Parlement.

A la nuit tombée, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui avançaient vers le Parlement et le palais du gouvernement. Les protestataires, munis de casques et boucliers artisanaux, ont affronté les forces de l'ordre en tirant notamment des feux d'artifice.

«*Nous ne renoncerons pas à cette lutte, ceux qui doivent abandonner, ce sont l'usurpatrice [Dina Boluarte] et le Parlement, qui font tout pour ne pas avoir à améliorer notre situation. Ils ne font que nous voler et donner nos richesses à des entreprises qui ne sont pas péruviennes*», a dénoncé à l'AFP Romina Cuno, une paysanne âgée de 37 ans originaire de Puno.

J-C - Démission de la présidente et dissolution du Parlement, quand est-ce que ce sera le mot d'ordre central en France ?

Pour un Etat sioniste d'apartheid et… démocratique s'il vous plaît!

Israël : la fronde anti-Netanyahu se poursuit, des manifestations dans une vingtaine de villes - France 24 5 février 2023

Pour la cinquième semaine d'affilée, des milliers de personnes ont protesté, samedi à Tel Aviv et dans une vingtaine d'autres villes d'Israël, contre le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu, alliant partis de droite, d'extrême droite et ultra-orthodoxes juifs.

Cinquième semaine consécutive. Des milliers de personnes ont de nouveau manifesté, samedi 4 février dans le centre de Tel-Aviv, contre les réformes judiciaires controversées envisagées par le gouvernement du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Brandissant le drapeau bleu et blanc israélien, la foule a envahi la rue Kaplan dans le centre-ville, avec des pancartes où l'on pouvait lire que le nouveau gouvernement est une "*menace pour la paix mondiale*". Sur une autre pancarte figurait un appel à "*sauver la démocratie d'Israël de Netanyahu*".

Selon des médias locaux, des rassemblements ont eu lieu dans 20 villes du pays samedi, ajoutant que des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées à Tel-Aviv.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 février 2023.

La semaine précédente j'ai été très mal, comme jamais, depuis je me suis remis, donc j'ai très peu travaillé, c'est seulement hier que j'ai découvert que le portail était bloqué depuis un mois. Moi je ne peux pas me connecter à mon site depuis des années pour une raison inconnue. Personne ne m'avait prévenu, bravo et merci à tous mes lecteurs !

La causerie ne pourra pas être actualisée avant lundi. Mon état de santé ne me permet plus de travailler normalement.

Pourquoi le portail a-t-il cessé d'être accessible le 6 ou 10 janvier 2023 ?

La société OVH qui héberge le portail a bloqué son accès sur Internet à partir du 6 janvier 2023, sous prétexte d'une injonction de la CNIL suite à une plainte formulée par un dénommé Jean-Marcel (et non Grégoire) Bougereau, éditorialiste du Nouvel Obs réclamant "*l'effacement de données à caractère personnel*" qui auraient figuré dans un article provenant du blog *Arrêt sur Info* datant de 2015 que j'avais reproduit le 14 mars de la même année.

(http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utilesde- vladimir-poutine.html)

La société OVH dit m'avoir envoyé plusieurs notifications par mail à une vieille adresse, or je n'ai rien vu, j'ai dû vider cette boîte aux lettres dont je ne me sers plus et j'ai balancé leurs mails à la poubelle.

Je reproduis ci-dessous le passage de l'article d'Arrêt sur Info où ce sale type est nommé. Vous constaterez par vous-même que nulle part il n'a été diffamé ou il n'y figure absolument pas de "*données à caractère personnel*", il s'agissait donc d'une mystification. Mais pourquoi a-t-il voulu faire supprimer la référence à son article paru dans le Nouvel Obs du 31 janvier 2015, il y a là un truc qui m'échappe. Etait-ce un prétexte fabriqué pour faire disparaître mon portail ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

- Les « conspirationnistes » ne seraient donc pas seulement des égocentriques animés par la volonté de puissance, ils seraient avant tout manipulés par des « régimes autoritaires ». On retrouve ici l'accusation à l'emporte pièce prononcée par de multiples médias à l'encontre des réfractaires à la narrative occidentale à propos du conflit ukrainien, les assimilant à des « idiots utiles » de Vladimir Poutine, notamment dans cet éditorial mémorable

(http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utilesde- vladimir-poutine.html)

de Jean-Marc Bouguereau dans le Nouvel Observateur. Cette vision paranoïde d'une manipulation des « *complotistes* » par d'autres « *comploteurs* », si elle peut paraître séduisante à certains esprits

cherchant à réduire la complexité du réel en lui attribuant des causes intentionnelles simplificatrices, constitue malheureusement en elle-même une théorie du complot, ce qui la rend dans le cas présent non seulement parfaitement inopérante.

Qu'évoquait-il dans son article ? Voici les extraits qui nous intéressent.

- Le FN et l'extrême gauche française, les idiots utiles de Vladimir Poutine.

- Il y a en Europe une étrange coalition qui fait de Vladimir Poutine son nouveau héros. On y trouve pêle-mêle des amis de Marine Le Pen jusqu'à l'extrême gauche.

- La guerre d'Ukraine offre l'occasion à ces forces de jouer les "idiots utiles" du potentat du Kremlin.

https://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utiles-de-vladimir-poutine.html

On aura compris que le fond était la guerre entre l'Ukraine et la Russie déjà en 2015.

A l'époque il fustigeait l'extrême gauche et l'extrême droite qui prétendait-il soutenaient Poutine, alors qu'en réalité seule l'extrême droite officielle se plaçait au côté de la Russie suite à l'annexion de la Crimée. Or, suite à l'*Opération militaire spéciale* lancée par la Russie le 24 février 2022, à demi-mot l'extrême droite à rallier les rangs des suppôts de l'Otan dont fait évidemment partie la pseudo-gauche et extrême gauche.

Marine Le Pen vendredi 8 avril 2022 sur franceinfo - " *Cette agression armée était inadmissible au regard du droit international et nous avons voté au Parlement européen une condamnation extrêmement ferme de cette agression russe*". franceinfo 8 avril 2022

Bref, les positions des uns et des autres sont très claires depuis début 2015, donc je ne comprends pas la raison de cette plainte de ce journaliste.

Quant à la société OVH, elle s'est comportée comme le supplétif des GAFAM, aux ordres de la CNIL, la milice médiatique du régime néofasciste de Macron.

L'auteur de la plainte portée contre moi a mystifié la CNIL ou plutôt, au regard du sujet politique et la manière dont il est traité par les autorités, la CNIL s'est volontiers laissé mystifier par un misérable éditocrate du Nouvel Obs parce que cela l'arrangeait.

Si maintenant on ne peut plus dénoncer des arguments "*à l'emporte-pièce*" ou caractériser de "*paranoïde*" la vision d'un journaliste, autant dire que tout désaccord ou toute critique d'un article colportant la propagande officielle sera considéré comme un crime de lèse-majesté insupportable, et vous exposera à des représailles ou des sanctions. Ainsi va ce qu'ils osent appeler la liberté d'expression, qu'ils passent leur temps à piétiner ou museler.

Sous ce régime totalitaire, les médias protégés par les autorités ou les institutions croient détenir tous les pouvoirs, par conséquent ils estiment que tout leur est permis. Le jour où nous parviendrons au pouvoir, il ne faudra pas qu'ils s'étonnent qu'on use de la violence la plus féroce à leur égard, ce sera parfaitement légitime et démocratique.

L'histoire de mon site bloqué.

De Support OVH 15/11/2022

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contacté suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page :

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande. A défaut de réponse de votre part, vos services pourront être suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

De Support OVH 26/12/2022

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contacté suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page :

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

Ceci mail constitue une relance. En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande. A défaut de réponse de votre part, ou d'actions entreprises au 6 Janvier 2023, vos services seront suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

De Vous 10/02/2023

Je découvre le ticket précédent (les 2 mails ci-dessus - JC) que je n'avais jamais vu ni ouvert. Autant dire que j'ignorais tout de cette plainte, jamais reçu la moindre notification de personne, sauf que vous avez coupé mon portail !

Je viens de supprimer le fichier en question, je n'ai même pas eu le temps de l'ouvrir pour voir de quoi il s'agissait, un truc de 2015 !

Je vous demande de remettre immédiatement mon portail sur le Net.

Ce problème est de votre faute. Parce que suite à un changement de mot de passe il m'a fallu donner une nouvelle adresse e.mail que je n'utilise et ne visite jamais, donc votre courriel avait dû atterrir là et je ne l'ai pas vu. Merci encore !

De Support OVH 10/02/2023

Bonjour,

La réactivation de l'hébergement est à faire à votre niveau en suivant cette documentation : https://docs.ovh.com/fr/hosting/diagnostic-403-forbidden/

Je rajoute un mot.

Quel service déplorable ! Au moins à EDF ou GDF, quand ils coupent l'électricité ou le gaz, une fois réglée le différent ils viennent reconnecter, là non, démerdez-vous, heureusement que j'ai un peu l'habitude de l'informatique, je m'en suis sorti tout seul.

OVH aurait dû s'étonner de mon absence de réponse, il connaissait ma nouvelle adresse mail, pourquoi j'aurais laissé bloquer mon portail, alors que je l'actualisais tous les 2 ou 3 jours, cela ne tenait pas debout, ils ne se sont pas posés la question, ils n'en avaient rien à foutre. Ils auraient pu aussi envoyer une lettre à l'adresse en France que je leur avais donnée. Il aurait pu aussi s'interroger sur cette plainte et ouvrir le fichier que j'avais reproduit, ils se seraient aperçus que cette plainte était sans fondement et le signaler à la CNIL, défendre leur client, il ne faut pas rêver.

A ce propos, c'était à la CNIL de vérifier le bien-fondé de la plainte de ce journaliste de merde, eux non plus ils n'en avaient rien à foutre, la parole d'un éditorialiste du Nouvel Obs leur suffisait, une gage d'honnêteté ou de probité sans doute, mon cul ouais, une racaille !

Vous excuserez tous ces désagréments.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 13 février 2023.

On en est rendu au point où il faut tout expliquer et justifier sous peine d'être incompris ou d'être assimilé à des individus particulièrement malfaisants, à une époque où le nihilisme, l'hédonisme et l'individualisme forment le triptyque nauséabond de la philosophie et de l'idéologie de la classe dominante.

Un autre aspect de cette époque qui en rappelle d'autres également sordides, c'est cette fâcheuse tendance qu'on nos contemporains à effacer le passé proche ou à être frappés d'amnésie dès qu'on aborde les faits qui dérangent ou qui permettent de caractériser précisément le régime en place, comme si personne ne voulait admettre qu'on vit sous un régime tyrannique marqué du sceau du totalitarisme, qui s'accommode de sa résurgence, finalement compatible avec le fascisme et le nazisme.

Il faut dire que ce serait embarrassant de qualifier ainsi le régime en place quand on y collabore ouvertement, les réelles intentions de leurs auteurs seraient démasquées et ils n'y tiennent pas, car quant à rompre avec lui, il ne faut pas y compter, sauf à se faire de graves illusions sur eux.

Ils viennent tous encore de refuser de s'opposer à l'envoi d'armes supplémentaires au régime néonazi de Kiev, qui s'en sert pour bombarder la population civile du Donbass et demain de la Crimée, tous les partis parlementaires français sont complices de ce crime de guerre.

Macron et les siens ont assassiné plus de 150.000 patients entre janvier 2020 et janvier 2023, pour avoir refusé aux uns l'accès aux traitements efficaces existant pour soigner le covid-19, et aux autres l'accès aux soins ou à une opération chirurgicale dont ils avaient besoin, entraînant après coup des dizaines de milliers de morts de cancers notamment, les uns et les autres continuent d'entretenir des relations avec lui ou ils en parlent comme si rien ne s'était passé ou comme si c'était déjà une histoire ancienne, alors que ces cadavres sont à peine refroidis, ceux du Donbass sont encore bien chauds.

Tous vivent dans un déni permanent de la réalité, l'exemple vient toujours d'en haut ou de ceux qui détiennent du pouvoir, après il ne faut pas s'étonner si la population devient schizophrène, on connaît les coupables et leurs complices.

Solidarité avec les peuples syriens et turcs après le terrible séisme qui a fait plus de 33.000 morts au dernier décompte.

- Moi, citoyen syrien, je tente depuis des heures de trouver le discours juste, objectif et digne de publication. Mais l'oppression, la colère et la déception qui pèsent sur mon cœur et le cœur de tous ceux que j'ai vus et entendus ces deux derniers jours rendent la sobriété du langage extrêmement difficile.

Au soir de ce mercredi 8 février, seuls 13 pays ont annoncé leur volonté d'aider les Syriens et certains sont arrivés sur place dès les premières heures. Parmi ceux-là, des pays qui endurent un blocus américain étouffant et meurtrier depuis des années, tels l'Iran et le Liban ; des pays qui ont subi des guerres américaines ayant déchiré leur géographie, détruit leurs villes et villages, tué des centaines de milliers de leurs habitants, tels l'Irak et la Libye ; des pays qui subissent des guerres militaires, économiques et politiques entretenues par Washington dans le but de renverser leurs gouvernements et de les détruire, telles la Russie et la Chine ; des pays qui, en aucune circonstance, ne se sont dérobés face à leurs devoirs humanitaires et nationaux, telle l'Algérie.

https://reseauinternational.net/le-monde-face-a-la-tragedie-syrienne-esclave-du-commandant/

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES CLIMATO-RÉALISTES

Paris, 10 février 2023

FranceInfo publie ce matin un article qui jette l'opprobre sur Régis Crépet, prévisionniste à La Chaîne Météo. Uniquement à charge, cette enquête accuse le prévisionniste d'être « *climatosceptique* », relaie sans nuance diverses critiques souvent anonymes, et use et abuse de sous-entendus partiaux. Cela va jusqu'à une accusation, clairement validée par l'article, de « *charlatanisme* » envers celui qui est prévisionniste depuis 22 ans. Régis Crépet est également accusé, pêle-mêle, d'insincérité dans ses réponses, et de ne pas parler assez du réchauffement climatique dans ses chroniques.

Cette « *enquête* » a donc tout d'une tentative de mise au pas de la libre expression journalistique, alors que l'expression d'opinions divergentes est une nécessité dans une société démocratique. L'article n'apportant pas la moindre preuve de faits délictueux, ses méthodes de délation n'en sont que plus choquantes, et rappellent le triste épisode du licenciement de Philippe Verdier par France Télévision en 2015.

L'Association des Climato-Réalistes apporte donc son soutien à Régis Crépet, et condamne de toutes ses forces la manière qu'a FranceInfo de s'en prendre à l'honneur et à la considération de quelqu'un sous prétexte qu'il ne serait pas assez engagé dans la diffusion de la doctrine climatique officielle. Un tel procédé est incompatible avec le pluralisme démocratique qui doit rester un principe cardinal de notre société.

Quand seront-ils jugés et pendus ?

Action en justice intentée contre le gouvernement japonais pour dissimulation de données sur le vaccin - lemediaen442.fr 7 février 2023

Des chercheurs japonais intentent une action en justice contre le gouvernement japonais pour avoir dissimulé des données dérangeantes sur le vaccin dans le but de continuer la campagne vaccinale.

Des chercheurs japonais engagent une action en justice contre le gouvernement du Japon pour dissimulation de données sur le vaccin. Le professeur Masanori Fukushima, membre de l'équipe de chercheurs, affirme que la situation est historiquement grave et menace l'existence même de la nation. Les données montrent que le nombre de nouvelles infections chez les personnes ayant été

vaccinées deux fois est 4 fois plus élevé que chez les non-vaccinés. De plus, les taux de mortalité sont également plus élevés chez les personnes vaccinées, indépendamment de leur âge.

La vidéo.

https://odysee.com/@ana%C3%AFstea:0/fukushima-(1):7?src=embed

---

La pédophilie est bien encouragée par ceux qui gouvernent le monde.

Révélations fracassantes de la députée Républicaine, Marjorie Taylor Greene, sur la pédopornographie sur Twitter - lemediaen442.fr 12 février 2023

La députée républicaine, Marjorie Taylor Greene, s'exprime face aux ex-employés de Twitter, en particulier Yoel Roth, au sujet de la pédopornographie sur Twitter.

Marjorie Taylor Greene dénonce la censure exercée par Twitter sur les Américains et la thèse de doctorat de l'Université de Pennsylvanie en 2016 de l'ancien responsable de la sécurité de Twitter, Yoel Roth. L'homme de 34 ans souhaitait donner un accès aux mineurs à une plateforme de rencontres pour adultes « *Dans votre thèse de doctorat intitulée «* Gay Data *», vous avez soutenu que les mineurs devraient avoir accès à Grindr. Une application de rencontres gay pour hommes adultes. Vous avez banni définitivement mon compte twitter mais vous avez autorisé la diffusion de pornographie infantile sur Twitter… Je suis ravie que vous ayez perdu vos emplois. Dieu merci Elon Musk a pris le contrôle de Twitter et a banni 44 000 comptes qui faisaient la promotion de la pornographie infantile.* »

Loin d'être à son premier forfait, Yoel Roth avait écrit sur Twitter en 2010 : « *Les lycéens peuvent-ils consentir de manière significative à des relations sexuelles avec leur professeur ?* » et en 2021, alors qu'il était directeur de la confiance et de la sécurité sur Twitter. Un garçon mineur et sa mère sont allés jusqu'au procès parce que Twitter diffusait et refusait de retirer une vidéo obscène mettant en scène ce jeune garçon avec un autre mineur. lemediaen442.fr 12 février 2023

En complément. Lu.

- La directrice exécutive d'EUROPOL Catherine De Bolle est membre du réseau International Gender Champions. Celui-ci s'engage dans le monde entier pour l'égalité des sexes, y compris dans les organisations internationales. International Gender Champions est un réseau d'organisations et de dirigeants influents, comme le chef de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus, le secrétaire général de l'ONU Antonio Gueterres, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Rafael Mariano Grossi (directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohammed Abdiker (Organisation internationale pour les migrations/ONU Migration), etc. Et Klaus Schwab, fondateur du FEM, fait également partie de ce réseau. L'égalité des sexes est-elle vraiment le seul intérêt des membres de ce réseau ?

Lu ou rappel.

- La France est, rappelons-le, le pays record d'Europe de la distribution de dividendes (Covid ou pas Covid, guerre ou pas guerre … du dividende "*tout terrain et tout temps*" en somme). Rien que pour le CAC 40, l'année 2022 a été record, avec 80 milliards d'euros de dividendes versés et une accumulation de profits s'élevant au record historique de 172 milliards pour cette même année ! capital.fr 12 février 2023

Etes-vous xénophobe, raciste à tendance fasciste ? Non, nous n'ont plus.

J-C – Le problème sous ce régime soutenant des régimes fascistes ou néonazis, c'est que ses médias ne donnent pas la parole à des gens comme vous et moi ou uniquement pour les diaboliser ou les ridiculiser.

Donc ici on donne la parole à ceux qui pensent différemment quand ils ne penchent pas vers l'extrême droite, à ma connaissance. Bref, la démocratie, c'est ici ou on en fait la démonstration.

La légende française du biathlon, Martin Fourcade, souhaite le retour des Russes et des Biélorusses aux JO de 2024 - lemediaen442.fr 12 février 2023

La légende française du biathlon, Martin Fourcade, s'est confiée à la chaîne norvégienne NRK dans la ville brumeuse d'Oberhof lors des championnats du monde. Ces derniers temps, le Français avait un poids sur l'estomac, celui qui a toujours été honnête et franc avait besoin de tout déballer concernant le sport et le conflit en Ukraine. Ce qui ne manquera pas de faire les gros titres.

« *Nous sommes incroyablement fiers de montrer au monde à quel point la France est belle. Et je ne comprends pas comment on peut accueillir le monde sans les athlètes russes et biélorusses.* »

Le skieur français avait beaucoup à dire et à partager sur l'exclusion des athlètes russes et biélorusses de la compétition. « *En tant que représentant des athlètes et en tant que sportif, je pense que nous devrions envisager de permettre aux athlètes russes et biélorusses de reprendre la compétition. C'est le message principal. J'ai été élu au CIO pour défendre les athlètes. Et j'ai un peu l'impression de ne pas défendre ces athlètes. Bien sûr, ils sont russes et biélorusses, mais ils sont aussi des athlètes. Je pense qu'ils devraient également être défendus sur cette base.* »

Prenant à contrepied la doxa sur ce sujet, Martin Fourcade comprend qu'il va susciter l'adhésion mais aussi le mécontentement. « *Il y en a beaucoup qui comprendront et beaucoup qui ne comprendront pas. Je ne dis pas que j'ai la vérité, mais en tant qu'être humain, j'ai une opinion personnelle à ce sujet. Aujourd'hui, je sens que c'est bien de parler de cela.* »

C'est sous une énorme pression mondiale que le Français ose dire ce qu'il pense en vue des prochains Jeux olympiques de 2024. *« Je serai très gêné pour mon pays s'il décidait d'interdire la compétition aux athlètes russes et biélorusses*« , déclare Martin Fourcade, membre de la commission des athlètes du Comité international olympique (CIO). « *Nous sommes incroyablement fiers de montrer au monde à quel point la France est belle. Et je ne comprends pas comment on peut accueillir le monde sans les athlètes russes et biélorusses.* »

Le quintuple champion olympique, sept fois vainqueur du classement général de la Coupe du monde et treize fois champion du monde n'a pas fini de faire parler de lui. lemediaen442.fr 12 février 2023

En complément. Lu.

- On ne se souvient plus que l'invité d'honneur du Salon du Livre de Paris en 2018 était la Russie. Pour la circonstance, Le Monde du 16 mars 2018 dressait le portrait de l'écrivain Zakhar Prilepine, ancien militant national-bolchevik qui venait de côtoyer les combattants indépendantistes du Donbass. Un tel article serait-il encore possible aujourd'hui ? Cette question fondamentale empêche la planète de tourner. Ce n'est pas la seule.

L'orchestre de Moscou peut-il jouer à l'Opéra de Lyon ? Le champion serbe de tennis, Novak Djokovic, doit-il renier son père filmé dans les allées du tournoi de l'Open d'Australie avec des supporteurs brandissant un drapeau russe à l'effigie de Vladimir Poutine ? Le Comité international olympique doit-il exclure les sportifs bélarussiens et russes des prochaines compétitions ? S'il s'agissait d'une autre nationalité, un tollé intergalactique envahirait les rédactions de désinformation et secouerait les belles âmes occidentales. Elles ne font que reprendre et développer des propos officiels qui établissent une incontestable ségrégation. Après l'apartheid vaccinal, voici la russophobie élevée au rang de politique d'État !

Lu. On pourrait dire les choses comme cela.

- En prenant le contrôle des institutions et des services de l'État, on crée une gouvernance mondiale des grandes entreprises représentées. Pour ce coup d'État silencieux et dissimulé, le Forum économique mondial (FEM) utilise une sorte de tour de passe-passe :

D'une part, le public mondial est impliqué dans des crises créées artificiellement. Qu'il s'agisse d'entreprises publiques en crise, de crises bancaires, de la pandémie Covid, ou bien d'autres. D'autre part, les véritables responsables de ces crises, qui agissent en arrière-plan, sont présentés au public mondial comme étant les seuls sauveurs compétents pour sortir du dilemme. Ces crises sont en outre utilisées pour restreindre l'ordre démocratique fondamental dans les différents États. Les peuples sont ainsi empêchés de construire une résistance contre ce coup d'État silencieux, c'est-à-dire contre la redistribution de la propriété et du pouvoir du peuple entre les mains des grandes entreprises.

Quand démocratie rime avec massacre de masse, c'est qu'il s'agit d'autre chose, non ?

L'OxyContin, l'anti-douleur qui a rendu l'Amérique accro.

Comment un simple analgésique, autorisé par l'autorité de santé américaine et prescrit en France aujourd'hui encore, a-t-il pu être à l'origine de l'un des plus grands scandales sanitaires de ces dernières années ?

L'OxyContin est un puissant analgésique similaire à la morphine, développé et commercialisé par le laboratoire privé Purdue Pharma, basé dans le Connecticut aux États-Unis. Bien qu'autorisé par la

Food and Drug Administration (FDA), le gendarme de la santé américaine, il serait à l'origine de plus de 300 000 morts par overdose depuis les débuts de sa commercialisation sur le marché américain en 1996.

Cet opiacé censé soulager les douleurs intenses en agissant directement sur le cerveau humain est également accusé d'être le principal contributeur de la « crise des opioïdes » qui a ravagé les États-Unis, faisant plus de 450 000 morts depuis 1999.

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/loxycontin-lanti-douleur-qui-a-rendu-lamerique-accro/

En famille chez les « *démocrates* » (de gauche, sans rire). A moins qu'il s'agisse d'autre chose, non ?

Joe Biden et Lula unis pour défendre la démocratie "*mise à l'épreuve*" au Brésil et aux États-Unis - France 24 11 février 2023

Reçu vendredi 10 février par Joe Biden, le président brésilien Lula a affirmé que les deux dirigeants ne "*devaient plus jamais permettre*" des assauts contre la démocratie telle que ceux connus par les États-Unis en janvier 2021 et par le Brésil en janvier 2023. Joe Biden a lui reconnu que la démocratie avait été "*mise à l'épreuve*".

J-C - On sait que lorsque des Etats occidentaux se livrent à des donations, ce n'est jamais sans contrepartie politique ou économique. Ne dites pas que Lula est corrompu jusqu'à l'os…

"*J'ai évoqué la nécessité que les pays riches prennent leurs responsabilités pour aider les pays ayant des forêts tropicales et pas seulement au Brésil*", a dit Lula à la presse.

France 24 - Lula a relancé ce fonds que son prédécesseur avait gelé, et auquel a surtout contribué la Norvège, et dans une moindre mesure l'Allemagne. Le Brésil est aujourd'hui à la recherche d'autres donateurs. France 24 11 février 2023

Rappel. L'économie à l'origine de toutes les guerres à notre époque notamment ?

L'avocat Marcel Ceccaldi : Kadhafi a signé son arrêt de mort en créant une monnaie commune à l'Union africaine - lemediaen442.fr 12 février 2023

Comme il est toujours important de rappeler les fondements des événements. Nous avons décidé de revisiter l'interview de Marcel Ceccaldi, l'avocat de Kadhafi, diffusée sur France 24 en mars 2018. Elle porte sur les raisons derrière l'assassinat tragique du chef d'État libyen, qui a simplement cherché à promouvoir l'indépendance de l'Afrique. Malheureusement, sous la direction des États-Unis, la France a mené une sombre opération, avec l'appui des gesticulations de BHL.
Dans la vidéo ci-dessous, Marcel Ceccaldi déclarait que la décision de Kadhafi de créer une monnaie commune pour l'Union africaine était l'une des raisons de sa chute *« Je pense que Kadhafi*

a signé son arrêt de mort lorsqu'il a décidé de créer une monnaie commune à l'Union africaine. […] Il a heurté de front les intérêts des Etats-Unis et du dollar américain. »

La Libye faisait partie de l'Union africaine et l'Etat libyen avait investi 420 millions de dollars dans cette banque, ce qui aurait permis à l'Union africaine de se libérer des griffes des bailleurs de fonds internationaux dont l'aide repose sur le dollar. Cependant, cela a aussi attiré l'attention des Etats-Unis et entraîné la chute de Kadhafi.

Marcel Ceccaldi a également mentionné que les compagnies pétrolières étaient strictement encadrées sous le président Mouammar Kadhafi. Elles avaient des quotas de production et des conditions financières strictes. Par exemple l'entreprise Total devait reverser plus de 85% de ses profits à l'Etat libyen. Toutefois, après la chute du régime, ces compagnies ont pu faire ce qu'elles voulaient sans restrictions « *A partir du moment où le régime tombait, chaque compagnie a fait ce qu'elle a bien voulu faire.*», a déclaré l'avocat.

Pour visionner la vidéo original : Financement libyen de la campagne de 2007 : l'ancien avocat de Kadhafi répond à France 24

https://www.youtube.com/watch?v=LwGzVpZHDVQ

Avant de livrer des armes au régime néonazi de Kiev, la France en avait déjà livrées aux barbares sanguinaires de Daesh, qui l'a oublié ?

Le 8 février 2023, lors d'une visite éclair du président ukrainien à Paris, Emmanuel Macron a décerné la légion d'honneur à Volodymyr Zelensky. AFP 8 février 2023

En famille, union nationale, vive la guerre ! Là aussi ils avancent masqués.

Le Sénat vote une résolution de soutien à l'Ukraine et appelle au renforcement de l'aide - publicsenat.fr 7 février 2023

La Haute assemblée s'est montrée aux côtés de l'Ukraine, en adoptant ce mardi une proposition de résolution « *exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine* », par 324 voix, contre 16 du groupe communiste et 4 abstentions.

L'auteur de la proposition de résolution, le président du groupe Les Indépendants, Claude Malhuret, a appelé la France à s'engager sans équivoque aux côtés de l'Ukraine, y compris militairement. Preuve du caractère transpartisan du texte, il est signé par quatre autres présidents de groupes politiques : Bruno Retailleau (LR), Hervé Marseille (UC), François Patriat (RDPI) et Jean-Claude Requier (RDSE).

« *C'est maintenant qu'il faut livrer les chars, les missiles, les défenses sol-air et les avions si nous voulons, comme le promettait le Président de la République lors de ses vœux, accompagner l'Ukraine jusqu'à la victoire finale* », a affirmé dans l'hémicycle Claude Malhuret.

Guillaume Gontard, président du groupe écologiste du Sénat, qui soutient le principe de la livraison « *d'armes de pointe à l'Ukraine* ». L'écologiste appelle ainsi la France à livrer ses chars Leclerc et des avions de chasse.

Pour le groupe CRCE (communiste), Pierre Laurent, tout en soutenant l'Ukraine, il convient « *de prévenir une guerre généralisée* » publicsenat.fr 7 février 2023

J-C – Au moins cela a le mérite d'être clair, tous les partis présents à l'Assemblée nationale font consensus avec Macron et l'OTAN, ils soutiennent et arment le régime néonazi de Kiev, l'opposition à cette guerre fomentée par les Américains n'y est pas représentée. publicsenat.fr 7 février 2023

En marche vers l'économie de guerre, tel est leur souhait.

Ukraine : le Sénat appelle la France à se préparer de nouveau à « *une guerre de haute intensité* » - Publicsenat.fr 10 février

Décoré de la légion d'honneur par Emmanuel Macron en présence d'Olaf Scholz hier soir, et adoubé par Charles Michel, président du Conseil européen, ce jeudi matin avec un « *bienvenue chez vous, bienvenue dans l'UE* », c'est en héros que le président Ukrainien a été accueilli à Bruxelles. Publicsenat.fr 10 février

---

Le maître et son factotum.

Volodymyr Zelensky: "*Nous avons besoin de blindés, d'avions de chasse et de missiles à longue portée*" - BFMTV 8 février 2023

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'exprime ce mercredi soir lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de sa visite à Londres, aux côtés du Premier ministre britannique Rishi Sunak. BFMTV 8 février 2023

Alors qu'il est le dernier à y croire !

Emmanuel Macron affirme sa volonté "*d'accompagner l'Ukraine vers la victoire*" - BFMTV 8 février 2023

Emmanuel Macron s'exprime ce mercredi soir lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky à Paris. BFMTV 8 février 2023

Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.

Si "*cela se joue au Parlement*", il est minoritaire et illégitime, il faut le renverser ! A bas les institutions de la Ve République antidémocratiques !

"*Cela ne changera rien*": comment la macronie réagit après la mobilisation de ce samedi - BFMTV 12 février 2023

La quatrième journée de mobilisation intersyndicale contre la réforme des retraites, la première un samedi, a réuni près d'un million de personnes en France, selon le ministère de l'Intérieur. Pas de quoi inquiéter la macronie, qui gagne même en confiance.

La macronie ne cache pas, ce samedi soir, un certain soulagement après cette quatrième journée de mobilisation intersyndicale contre la réforme des retraites dans toute la France, alors que Jean-Luc Mélenchon avait annoncé "*la plus grande mobilisation sociale depuis un demi-siècle*".

"*Pas d'effet blast*", interprète un ministre. Il est rejoint par un cadre de la majorité: "*Cela n'augmente pas vraiment.*"

Selon la CGT, plus de 2,5 millions de personnes ont manifesté dans toute la France, en hausse par rapport à mardi (près de deux millions) et en baisse par rapport au 31 janvier (2,8 millions). Côté ministère de l'Intérieur, 963.000 manifestants se sont réunis, contre 757.000 personnes mardi et 1,272 million le 31 janvier.
"*Cela ne changera rien*", assure, imperturbable un député Renaissance en première ligne sur cette réforme. En clair: on ne touche ni aux 64 (âge légal de départ à la retraite) ni aux 43 ans (nombre d'annuités).

Un ténor de la majorité ajoute: "*C'est la simple traduction de l'impopularité d'une réforme qu'on assume. Maintenant, cela se joue au Parlement.*" BFMTV 12 février 2023

A aucun moment il n'exigera le départ de Macron ainsi légitimé.

Jean-Luc Mélenchon a estimé ce samedi qu'Emmanuel Macron était "*condamné*" à perdre la bataille sur ce projet de loi et affirmé que le Président ne devrait pas compter sur l'"*usure*" de la mobilisation.

"*Il sait que l'état d'exaspération du pays à son égard est complet et que maintenant, il ne lui reste plus grand-chose comme moyen d'action*", a-t-il ajouté. L'ex-candidat de LFI à la présidentielle pense que le président "*est dans une situation qui le condamne à perdre*". BFMTV.com 11 février 2023

Une annonce qui ressemble à une sinistre blague de briseurs de grève.

J-C – Il y en a qui se réjouissent de l'unité des 8 syndicats, moi au contraire à leur place je m'en méfierais.

Réfléchissez un peu, si un syndicat se désolidarisait des autres parce qu'il y en aurait eu un parmi eux qui se serait trop radicalisé à son goût, les autres seront rapidement tentés de le suivre en agitant le même prétexte ou un autre. En revanche, si un syndicat se distinguait en se radicalisant, vous pouvez être certains qu'il ne sera jamais rejoint par les 7 autres syndicats.

Il ne s'agit nullement d'un appel à une grève reconductible ou illimitée nationalement à partir du 7 mars, mais d'une nouvelle journée d'actions destinée à conforter Macron.

Après la manifestation du 11 février contre la réforme des retraites, une nouvelle journée le 16 février - Le HuffPost 8 février 2023

La quatrième journée d'action n'est pas encore passée que la cinquième est déjà programmée. Le HuffPost 8 février 2023

Réforme des retraites : les syndicats prêts à « *mettre la France à l'arrêt* » le 7 mars - Le HuffPost 11 février 2023

L'intersyndicale confirme par ailleurs qu'une nouvelle journée de mobilisation sera organisée « *sur l'ensemble du territoire* », jeudi 16 février.

« *L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes* », annoncent encore les organisations syndicales. Et d'appeler « *le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités face au rejet massif de la population de ce projet injuste et brutal* ». Le HuffPost 11 février 2023

Ils l'avaient déjà sorti avant le 7 février.

Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez a appelé le 7 février à des «*grèves plus dures, plus nombreuses, plus massives, et reconductibles*», au départ de la manifestation à Paris contre la réforme des retraites.

«*Samedi on va peut-être décider de monter d'un cran avec des grèves reconductibles et des blocages*», a également affirmé à ses côtés le président du syndicat CFTC Cyril Chabanier.

Pour Benoît Teste (FSU), «monter d'un cran, ce sera à partir du 6 mars, après les congés [scolaires]». «*D'ici là il faut maintenir un haut niveau de mobilisation*», a-t-il affirmé, tandis que Frédéric Souillot (FO) s'est félicité d'une intersyndicale «*unie pour longtemps*». RT 7 février 2023

Grève du 7 février : 757.000 manifestants en France selon l'Intérieur, « *près de deux millions* » selon la CGT - Le HuffPost 7 février 2023

C'était prévisible, mais la mobilisation est en baisse, à Paris comme au niveau national. La CGT a annoncé ce mercredi 7 février, au soir de la troisième journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites que « *près de deux millions* » de personnes avaient battu le pavé à travers la France. Un chiffre en recul par rapport aux journées du 19 et du 31 janvier, où l'organisation syndicale avait dénombré respectivement plus de deux millions puis 2,8 millions de manifestants.

Une baisse qui se retrouve logiquement au niveau local. Ainsi, quelque 400 000 personnes ont manifesté ce mardi à Paris, d'après les chiffres communiqués par la CGT à l'Agence France presse. D'après l'organisation syndicale, cela représente une baisse importante par rapport au 31 janvier

(500 000 manifestants avaient alors été comptabilisés), mais autant de présence que le 19 janvier. Le HuffPost 7 février 2023

Que craignent-ils donc tant que cela ? De perdre le contrôle des masses ?

Laurent Berger (CFDT) dans un entretien à La Croix.

Mardi 31 janvier, "*1,27 million de personnes ont refusé pacifiquement la réforme dans la rue*", souligne-t-il pour mieux légitimer les demandes du mouvement social.

"*Quelle serait la perspective si [ces personnes] ne recevaient pas de réponse ? Faut-il l'outrance, la violence et la hargne pour se faire entendre ?*", questionne-t-il, toujours dans La Croix. Ce serait *« une folie démocratique de rester sourd »* à la contestation de la réforme a-t-il jugé. BFMTV.com et RT 7 février 2023

Crise d'infantilisme ou de populisme à LFI.

J-C - Où je veux en venir ? Montrer que ce sont des guignols à LFI, ils attaquent des acteurs politiques ou autres, mais ils se gardent bien d'attaquer les fondements du régime capitaliste ou les institutions dans lesquelles finalement ils se sont fondus... C'est de régime économique qu'il faut changer, et non pas de personnel politique ou dit autrement, tout changement politique sans changement économique revient à ne rien changer du tout, c'est le créneau des opportunistes dont font partie LFI, les composantes de la Nupes, le PCF, etc.

Sanction contre Thomas Portes : des députés LFI ironisent sur cette décision, ballon à la main - lejdd.fr 11 février 2023

Le député LFI Thomas Portes a reçu une lourde sanction de l'Assemblée nationale : une exclusion de 15 jours. La raison : une photo publiée sur Twitter le montrant avec un ballon à l'effigie du ministre du Travail. lejdd.fr 11 février 2023

Retraites : une poupée Élisabeth Borne « *pendue* » à Marseille, la Macronie horrifiée - Le HuffPost 12 février 2023

J-C - Vraiment ?

Réforme des retraites: "*Cette nouvelle mobilisation ne changera rien*", confie un député Renaissance à BFMTV - BFMTV 12 février 2023

Quand les barbares et les humanistes ne sont pas ceux qu'on croit.

Certains pensent ou la majorité, qu'on peut changer la société ou quelque chose notamment la mentalité, le comportement ou le mode de penser de la population sans réaliser un changement économique radical, et bien ils se trompent lourdement, en voici la preuve.

Les croyances et superstitions, les mentalités ou comportements, les modes de pensée ou de vie, les idées, les mœurs ou us & coutumes ne se décrètent pas, on pourrait ajouter les principes et les valeurs que l'on adopte, ils sont le produit des rapports sociaux reposant sur des conditions matérielles d'existence qui sont imposées à l'ensemble de la société, qui correspondent à un stade du développement économique d'un pays ou d'une nation…

Vous ne pouvez pas en changer radicalement sans justification partagée par la population, sinon elle n'y adhèrera pas ou elle rejettera ces changements. Il faut qu'elle y ait quelque chose à gagner en échange, on n'abandonne pas une chose pour une autre sans raison valable ou mobile.

Il faut admettre qu'au cours du développement économique, donc déjà bien avant l'ère du capitalisme, la population a adopté toute une panoplie de comportements plutôt contestables pour ne pas dire infâmes parfois, et cela sur tous les continents, ce qui est normal puisque ce développement se déroula alors que la population n'en avait pas conscience, ceci explique cela.

De nos jours, l'agonie du capitalisme laisse entrevoir une société débarrassée de tous ces anachronismes ou toutes ces anomalies grotesques qui ont jalonné son histoire ou plutôt sa préhistoire, mais de manière encore inconsciente, une aspiration existe vers une société meilleure et plus juste, mais du fait que ses acteurs ne parviennent pas à se débarrasser des oripeaux du capitalisme, dans une grande confusion ils s'en prennent à ceux qui incarnent la résistance au nouvel ordre mondial totalitaire, qui à leur tour n'entrevoient pas d'issue à la crise du capitalisme au-delà du capitalisme, de sorte qu'ils se comportent en conservateurs réactionnaires.
L'affrontement entre ces deux courants politiques tel que je viens de l'exposer, ne peut pas déboucher sur une issue politique conforme à leurs aspirations, puisque tous les deux restent solidement amarrés au capitalisme, qui ne peut leur proposer aucune solution satisfaisante.

La tauromachie est une forme de barbarie d'un autre âge qu'on le veuille ou non. Certains y tiennent, d'autres voudraient l'interdire. Le jour où nous entreverrons une société où le rapport de dominant à dominé sera en voie de disparition, où chacun pourra s'épanouir individuellement, plus personne n'aura plus envie de faire souffrir n'importe qui inutilement et injustement ou d'en tirer du plaisir, de le justifier d'une manière ou d'une autre, on relèguera cette horreur au musée de la préhistoire des hommes.

Montpellier : des milliers de personnes ont défilé pour défendre la ruralité - RT France 12 février 2023

Entre 13 000 et 15 000 personnes, selon les sources, ont battu le pavé à Montpellier le 11 février pour pour défendre les traditions taurines et la ruralité face aux «*attaques des écolos bobos*».

Entre mars et novembre, des dizaines de villes et villages de l'Hérault, du Gard, des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, organisent des centaines de courses camarguaises, nom officiel de la «*bouvine*», dont l'origine remonte au XVIIIe siècle.

Dans une tribune publiée dans le quotidien Le Monde qui a mis le feu aux poudres début janvier, une cinquantaine de personnalités politiques, notamment écologistes, et de représentants d'associations animalistes ont réclamé une réglementation des pratiques entourant la bouvine. Ils fustigent la castration à vif des jeunes taureaux de certaines manades (élevages où les troupeaux vivent en semi-liberté), le marquage au fer rouge ou le lâcher de taureaux dans les rues lors des férias.

«*Il y a un mouvement politique, celui de l'écologie punitive, composé d'élus animalistes et écologistes, qui souhaitent remettre en cause des pans entiers de nos traditions et de nos manières de vivre*», a lancé sur les marches du Corum Laurent Jaoul, le maire de Saint-Brès, une commune proche de Montpellier, qui figure parmi les organisateurs du rassemblement avec des représentants du secteur de l'élevage de taureaux et des associations locales.

«*La véritable écologie, ce sont les manadiers [gardiens de taureaux élevés en semi-liberté en Camargue], les agriculteurs, les chasseurs, les pêcheurs*», a enchaîné le maire de la commune voisine de Baillargues, Jean-Luc Meissonnier, sous les applaudissements.

«*A l'instar de toutes les grandes avancées sociétales du passé, celle des droits des animaux génère de la contestation. Les générations futures se demanderont comment leurs ancêtres ont pu tolérer de telles pratiques*», a assuré le 9 février dans un communiqué Eddine Ariztegui, élu du Parti animaliste au conseil municipal de Montpellier et initiateur de la tribune du Monde. RT France 12 février 2023

Capitalisme : Stop ou encore ?

Manifestation monstre à Madrid pour défendre l'hôpital public - Le HuffPost 12 février 2023

Ils dénoncent la « *maltraitance des professionnels et des patients* ». Plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé ce dimanche 12 février à Madrid lors d'une nouvelle manifestation de défense du système de santé public dans la région-capitale espagnole, miné depuis des mois par le manque d'effectifs et de moyens.

Au nombre de 250 000 selon la préfecture, et de près d'un million selon les organisateurs, ils ont réclamé « *plus de moyens* » au gouvernement régional de Madrid et à sa présidente Isabel Diaz Ayuso, accusée de favoriser les prestataires privés au détriment du service public.

Une situation jugée paradoxale, Madrid étant la région la plus riche d'Espagne. « *C'est une honte qu'avec autant de richesse, l'accès à des soins de santé publics de qualité ne soit pas garanti* », a regretté dans la manifestation Pepe Alvarez, secrétaire général de l'UGT, l'un des principaux syndicats espagnols. Le HuffPost 12 février 2023

Infos internationales.

En famille. Tartufferie électorale. Ce qu'ils appellent le « *pire* » pour le SPD, c'est en réalité le « *pire* » pour les travailleurs allemands : Les écologistes.

J-C - Pourquoi ? C'est simple, voyez ce qui se passe aux Etats-Unis entre républicains et démocrates. Plus un parti se dit de gauche, plus il penchera encore plus à droite en réalité.

Ce qui se passe aussi, c'est que lorsque les partis officiels de la réaction sont rejetés par la majorité du peuple, que ceux issus du mouvement ouvrier le sont également, ils en inventent de nouveaux ou ils aident certains partis à émerger pour les remplacer et poursuivre leur politique antisociale.

Notez que dans les deux cas, les dirigeants de tous ces partis sont issus des partis précédents tous plus pourris ou corrompus les uns que les autres.

Par la suite, quand les électeurs sont revenus de leurs illusions dans ces nouvelles formations, ils se rabattent à nouveau vers les vieux partis réactionnaires dits de droite ou de gauche, qui tous sont liés au régime en place et servent les intérêts de l'oligarchie financière mondialiste.

Personne ne s'est demandé pourquoi cette pseudo-gauche était chassée du pouvoir par le peuple qui l'avait élue. Il faudrait peut-être se demander avant, par quelle couche de quelles classes elle avait été portée au pouvoir, on s'apercevrait que ce ne sont pas forcément les mêmes.

La pseudo-gauche doit de plus en plus se conformer aux exigences exprimées par ses maîtres de Davos, au point de figurer comme un clone du parti officiel de l'ordre ou de la réaction. Ce sont donc parmi les couches privilégiées ou les mieux nantis que vont figurer ses électeurs potentiels solidement ancrés au régime. Déçus par le sort que leur réservaient ces commis de Davos, une partie va faire sécession ou migrée vers d'autres partis de droite ou les écologistes totalement inféodés au Forum économique mondial, qui, parce qu'ils incarnent la pire réaction peuvent à l'instar de la social-démocratie frayer la voie au fascisme ou à la guerre. On en veut pour preuve, que la ministre des Affaires étrangères allemande issue du parti des Verts a déclaré, que l'Allemagne était en guerre contre la Russie, appelant Poutine à déclarer officiellement la guerre à l'Allemagne, autrement déclencher la Troisième Guerre mondiale.

Allemagne: les sociaux-démocrates de Scholz battus lors d'une élection locale à Berlin - AFP/BFMTV 13 février 2023

Le parti social-démocrate du chancelier allemand Olaf Scholz a subi un cuisant revers dimanche lors d'une élection locale hautement symbolique à Berlin, son fief depuis plus de vingt ans, face aux conservateurs.

Même si cette défaite s'est jouée surtout sur des enjeux locaux, elle intervient alors qu'au plan national Olaf Scholz est lui-même sous pression, critiqué notamment pour ses atermoiements en vue de soutenir militairement l'Ukraine.

L'Union chrétienne-démocrate conservatrice (CDU) de l'ex-chancelière Angela Merkel est arrivée en tête de l'élection pour le parlement local de la capitale allemande avec environ 28% des suffrages (+ 10 points).

Les sociaux-démocrates doivent se contenter de 18%, leur pire résultat depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, selon les premières estimations des chaines ARD et ZDF.

Pire même pour le SPD, il semble être au final relégué en troisième position, derrière les écologistes qui sont donnés à entre 18,2% et 18,7% par les chaînes de télévision. La maire sortante de Berlin, Franziska Giffey, a parlé d'une "*soirée amère*" et d'une "*situation difficile*" pour son parti.

Depuis 2021, le SPD avait toujours terminé cette élection en tête. Le parti d'Olaf Scholz risque d'avoir du mal dans ces conditions de conserver le poste de maire de la ville-Etat de Berlin qu'il détient depuis plus de 20 ans.

Les négociations pour former une nouvelle coalition majoritaire dans la ville de Berlin s'annoncent très difficiles.

À part les libéraux du FDP, aucune formation ne s'est dite prête, avant l'élection, à gouverner avec les conservateurs, qui ont appelé dimanche soit "*à un changement*" à Berlin. Et l'extrême droite est hors-jeu.

L'élection berlinoise, sans remettre en cause la coalition nationale au pouvoir en Allemagne autour d'Olaf Scholz, risque toutefois de fragiliser le chancelier.

Berlin est en effet un Etat-région à part entière dans le système fédéral allemand et le changement de majorité dans la capitale qui se profile pourrait avoir des répercussions sur une des deux chambres du parlement fédéral, le Bundesrat, représentant les 16 Länder. AFP/BFMTV 13 février 2023

La crise finale du capitalisme conduit au totalitarisme.

Israël: des dizaines de milliers de manifestants contre la réforme de la justice - AFP 12 février 2023

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté samedi à Tel-Aviv et dans d'autres villes du pays, pour la sixième semaine consécutive, contre la réforme judiciaire menée par le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"*Démocratie*", criaient les manifestants au rythme des roulements de tambour, "*Honte, honte*!", "*On ne va pas abandonner*".

Les dirigeants du mouvement ont appelé à une grève le même jour.

Déjouant les prévisions selon lesquelles l'annonce de cette grève détournerait une partie des manifestants des rassemblements devenus habituels du samedi soir, les Israéliens ont manifesté plus nombreux que les semaines précédentes, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les médias israéliens ont fait état d'environ 50.000 manifestants à Tel-Aviv, jusqu'à 75.000 selon le quotidien Haaretz (gauche), environ 10.000 à Haïfa et 4.000 à Jérusalem, devant la résidence de M. Netanyahu.

Pour la première fois depuis le début du mouvement en janvier, plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés à Efrat, une colonie israélienne de Cisjordanie occupée.

Le gouvernement mis sur pied fin décembre par M. Netanyahu, qui a adossé le Likoud (droite) à des alliés religieux et d'extrême droite, est considéré comme un des plus à droite de l'histoire d'Israël.

Les propositions de la coalition limiteraient considérablement la capacité de la Cour Suprême à invalider des lois et des décisions du gouvernement. Une "*clause dérogatoire*" permettrait à la Knesset de légiférer à nouveau sur des lois invalidées avec une majorité simple de 61 voix.

La réforme prévoit également de modifier le système de nomination des juges en donnant plus de poids au pouvoir politique.

M. Netanyahu est lui-même jugé pour corruption dans plusieurs affaires. AFP 12 février 2023

Tout le monde adore l'Afrique ou plutôt ses richesses !

Lavrov promet à l'Afrique aide russe contre les jihadistes et implication accrue - AFP 8 février 2023

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a promis mardi l'aide de Moscou aux pays du Sahel et du Golfe de Guinée face aux jihadistes, et laissé présager une implication accrue en Afrique, confrontée selon lui aux "*instincts néocoloniaux*" des Occidentaux.

M. Lavrov a vanté la nouvelle alliance entre le Mali et la Russie contre le jihadisme qui ensanglante la région, lors d'une visite à Bamako présentée par les deux parties comme une première "*historique*" de la part d'un chef de la diplomatie russe.

"*La lutte contre le terrorisme est bien sûr d'actualité pour les autres pays de la région*", a dit M. Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue malien Abdoulaye Diop. "*Nous allons leur apporter notre assistance pour surmonter ces difficultés. Cela concerne la Guinée, le Burkina Faso et le Tchad, et en général la région sahélo-sahélienne et même les pays riverains du Golfe de Guinée*", a-t-il déclaré.

M. Lavrov a promis au Mali la poursuite du soutien militaire matérialisé depuis fin 2021 par des livraisons d'armements et l'envoi de centaines d'hommes, décrits en fonction des sources comme des instructeurs de l'armée russe ou des mercenaires de Wagner, un groupe de sécurité privé aux agissements décriés.

Il a aussi promis un engagement russe intensifié en Afrique, signifiant la volonté d'occuper le terrain. Les Etats-Unis viennent de lancer une offensive diplomatique sur le continent déjà en proie à une âpre concurrence stratégique et économique entre grandes puissances.

"*Nous allons apporter notre soutien au règlement des problèmes sur le continent africain, nous partons constamment du principe qu'il faut régler les problèmes africains avec des solutions africaines*", a déclaré M. Lavrov. Les agissements des Occidentaux en Afrique sont les mêmes "*partout dans le monde*", y compris en Europe où ils ont fait de l'Ukraine une "*tête de pont*" pour mener une "*guerre hybride*" contre la Russie, a-t-il dit.

Les critiques occidentales contre l'alliance russo-malienne "*reflètent les approches néo-coloniales*" des Occidentaux, a-t-il fustigé.

La visite de M. Lavrov au Mali, en proie à la violence jihadiste et à une profonde crise multidimensionnelle, concrétise le rapprochement opéré par les colonels maliens depuis 2021, en même temps qu'ils rompaient l'alliance militaire avec la France et ses partenaires. Avant de repartir,

M. Lavrov a été reçu par le colonel Assimi Goïta, chef de la junte qui a pris le pouvoir par la force en 2020. AFP 8 février 2023

Le plus grand exercice militaire d'Afrique de l'Est débute au Kenya - RFI 12 février 2023

Il est dirigé par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique en Afrique de l'Est. Objectif : améliorer la préparation de la force conjointe américaine et de ses partenaires impliqués dans des opérations de maintien de la paix, de gestion de crise ou d'assistance humanitaire sur le continent africain.

Un millier de participants venus de vingt pays d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique sont arrivés au Kenya pour cette grande manœuvre. Des militaires essentiellement mais aussi policiers et des civils amenés à travailler avec l'armée américaine sur le continent africain au sein de forces multinationales. RFI 12 février 2023

Des monstres nous gouvernent. La civilisation humaine est gravement menacée de disparition.

Aux Pays-Bas, les steaks poussent en laboratoire - Publicsenat.fr 10 février 2023

80 000 steaks hachés créés à partir de quelques cellules souches. L'idée peut donner le vertige ou passionner. Elle est en passe de devenir réalité aux Pays-Bas. En France, le Sénat a lancé une mission d'information menée par le LR Olivier Rietmann, pour dresser un état des lieux du secteur, même si cette viande ne devrait pas arriver dans nos assiettes avant plusieurs années.

Pour l'heure aucun consommateur européen n'a encore goûté cette viande in vitro, ou « de culture », terme préféré par les industriels.

Personne n'a encore franchi ce cap mais les investisseurs y croient. Mosa Meat a déjà levé plus de 85 millions d'euros ; des financements du gouvernement néerlandais, des fonds d'entreprises privées comme Aoste spécialisée dans la charcuterie ; et même de Leonardo Di Caprio ; l'acteur est prêt à utiliser son image pour Mosa Meat. Car les dirigeants ont des arguments : « *La consommation de protéines augmente dans le monde et avec notre viande, vous ne tuez plus les animaux, vous émettez moins de méthane et vous consommez beaucoup moins d'eau que pour l'élevage conventionnel,* » explique Peter Verstrate le cofondateur ; « *mais ce n'est pas fini, en créant du muscle et de la graisse nos produits auront plus de goût que les options végétales. Notre objectif c'est de faire un produit qui plaît et qui va donner envie aux consommateurs de revenir.* »

Il faudra aussi créer un produit abordable. Le tout premier steak de 2013 a coûté 280 000 euros !

C'est pour cela que le gouvernement investit : 60 millions d'euros pour toute la filière avec pour but de développer un écosystème avec des cursus et des fournisseurs locaux. L'objectif c'est de devenir le centre de gravité de la viande cultivée en Europe. Car le pays fait face à une crise de son agriculture très intensive et très polluante. On compte 11 millions de cochons, 4 millions de vaches, et 100 millions de poulets, pour 18 millions d'habitants. L'azote est devenu un problème majeur, il faudrait qu'un tiers des exploitations arrête son activité et qu'un autre tiers se reconvertisse.

La viande cultivée apparaît donc pour le gouvernement comme une solution pour diversifier les protéines et le modèle des éleveurs.

De la viande cultivée, bientôt dans nos assiettes ? Le Sénat se penche sur le développement de la viande in vitro - publicsenat.fr 08 février 2023

Le processus de production, complexe, consiste à prélever des cellules animales avant de les placer dans un « *bio-réacteur* » selon la présidente LR de la commission des affaires économiques Sophie Primas. Les cellules sont ensuite « *nourries dans un milieu de culture à température physiologique contenant des nutriments dont la composition, qui varie d'une entreprise à l'autre, est souvent le secret de* fabrication », détaille Sophie Primas.

Le secteur connaît un développement rapide depuis la confection du premier steak artificiel à Londres en 2013. Les Pays-Bas, Israël et les Etats-Unis ont déjà largement investi la recherche sur la viande artificielle bien qu'à l'heure actuelle elle ne soit autorisée qu'à Singapour. Sophie Primas a néanmoins rappelé qu'« *Il semble qu'on approche du passage du laboratoire au site industriel* ».

Une référence à l'entreprise américaine Upside Foods qui a passé la première étape en matière d'autorisation de mise sur le marché américain par la Food and Drug Administration, l'autorité de sécurité alimentaire aux Etats-Unis. Afin d'être commercialisés sur le marché européen, les nouveaux produits alimentaires doivent faire l'objet d'une autorisation de la part de la Commission européenne après avoir été testés une évaluation par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Si les premières demandes devraient intervenir d'ici quelques années, L'EFSA rappelle que la délivrance d'une autorisation prend plusieurs mois « *Nous disposons de neuf mois pour procéder à l'évaluation des risques, la Commission européenne doit ensuite préparer une proposition de décision négative ou positive dans un délai de sept mois.* »

« *Nous ne sommes pas là pour remplacer la viande, nous sommes là pour proposer un nouveau choix au consommateur* »

Une éventuelle autorisation de commercialisation d'ici quelques années menace directement l'élevage, déjà sommé de s'adapter aux évolutions climatiques et environnementales. Face à des sénateurs songeurs, Nicolas Morin cofondateur et président de Gourmey a cherché à rassurer en affirmant que la viande cultivée est une « *solution d'avenir qu'il faut explorer* », avant d'ajouter « *la question n'est pas de prendre position pour ou contre mais de prendre acte.* »

Nécessairement, le recours à des aliments toujours plus transformés industriellement interroge sur l'impact sanitaire de la viande artificielle. Un choix de société pour Thierry Marx qui affirme ne pas « comprendre cette idée de vouloir massifier encore plus l'industrialisation de notre nourriture. » Un « *appauvrissement culturel* » et un véritable paradigme consumériste selon le chef étoilé « *Vous avez renoncé à la qualité donc on vous fait des petits prix, c'est la théorie du low cost* ».

Des interrogations sérieuses sur la qualité de notre alimentation, confirmées par l'absence de consensus scientifique sur la question de la viande in vitro. OGM, hormones de croissance et antibiotiques seront-ils au menu ? Une véritable possibilité pour Jean-François Hocquette (INRAE) « *L'utilisation d'antibiotiques est possible ou probable.* » En l'absence de dossier déposé devant l'EFSA, difficile de savoir dans quelle mesure la production de viande in vitro aura recours à des antibiotiques ou des hormones de croissance.

Les producteurs l'affirment pourtant, l'EFSA est strict et la commercialisation ne peut que concerner « *des produits dont la sécurité alimentaire est garantie.* » L'occasion pour Etienne Duthoit, fondateur et directeur général de Vital Meat, d'exposer les vertus de la viande in vitro « *Nous ne mettons pas d'hormones de croissance au sens où on en a connues dans l'élevage avec des bovins sous stéroïdes.* » Pour ce dernier, le développement d'une filière française permettrait la mise en place d'un « *cahier des charges extrêmement exigeant sur l'empreinte environnementale et la sécurité alimentaire.* »

J-C - On connaît ce discours. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Mais le plus dingue encore, c'est d'avoir imaginé ce procédé pour nourrir la population, au lieu de chercher un moyen acceptable et partagé pour réduire la population et la contenir dans le futur.

Dossier économie.

L'Assemblée sauve EDF ? Avec des soutiens pareils, plus besoin d'adversaires - L'Investisseur sans costume 12 février 2023

Il est un peu plus de 15 heures ce jeudi 9 février — à marquer d'une pierre blanche — quand le député socialiste Philippe Brun monte à la tribune de l'Assemblée. Le ton est solennel, la diction saccadée d'émotion contenue ; le moment est historique :

« *J'ai l'honneur, au nom des députés socialistes, de demander à l'Assemblée Nationale, la nationalisation du groupe Électricité de France (bravos épars dans la salle).*

Cette phrase prononcée ici à la tribune peut sembler extraordinaire, durant les 25 dernières années, cette Assemblée n'a cessé d'adopter des textes ayant méthodiquement détruit et démantelé ce qui faisait notre fierté nationale (quelques huées de désaprobation) … » [1]

S'ensuit une vive discussion. Le ministre de l'industrie déplore l'incompatibilité entre le projet de loi et le droit européen, les macronistes s'offusquent d'un cavalier législatif devant l'article 3bis qui réintroduit un tarif réglementé pour les artisans sans lien avec la sauvegarde de l'énergéticien ; puis deux suspensions de séance et 3 rappels aux règlements plus tard, la majorité s'emporte, finit par claquer la porte de cette « mascarade » refusant de participer à ce *« déshonneur pour l'Assemblée* » car enfin *« il faut respecter notre Constitution* » comme le rappelle une Aurore Berger très en colère mais pas à une contradiction près. [1]

Au bout de 4 heures de tension insoutenable la proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement [2] est finalement adoptée en première lecture à l'unanimité moins une voix [3] : La démocratie a fonctionné, EDF est sauvé.
Sauf que rien dans cette loi n'empêche le démembrement d'EDF.

Les députés s'amusent une nouvelle fois à jouer dans le telenovelas le plus cher de France. Plus Belle la vie n'est pas mort, la saison 19 a déménagé au Palais Bourbon.

Comment donc ? EDF n'est donc pas protégé d'un démembrement par cette loi tapageuse ? Que nenni mon bon ami, c'est tout l'inverse.

Mais pardonnez mon inconséquence, j'ai oublié de commencer cette lettre par le résumé des épisodes précédents. Cela fait un moment que je cause d'EDF et pour bien comprendre ce qui se joue ici, je vous invite à consulter cet article de référence et ces deux vidéos de synthèse en version longue ICI et LÀ en version raccourcie ; en une phrase, disons qu'EDF doit être démembrée pour que le trésor de notre énergie nucléaire puisse être livré aux Allemands et compenser l'immense faute de leur folie énergétique depuis 20 ans, à nos dépens donc.

Mais qu'y a-t-il donc dans cette loi qui commence sa navette parlementaire après son adoption en première lecture (le texte est disponible ICI) ?

Eh bien, il y a déjà un titre :

Loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement.

Jusqu'ici tout va bien et l'intention est particulièrement louable, mais vous savez jusqu'où mènent les pavés de bonne intention : C'est la première et dernière fois que vous verrez le mot démembrement dans ce texte.

Heureusement pour nous elle se limite à deux pages et 4 articles, certes fort mal écrits, mais son examen nous sera plus court qu'à nos frivoles députés.

Article Premier : La société Électricité de France est nationalisée

Premier article, premières sueurs.

Tout le premier article tient dans ces 5 mots : La société Électricité de France est nationalisée.

Ah.

Ce premier article laisse à penser qu'il faudrait nationaliser EDF pour éviter son démembrement : L'objectif supposé de la loi.

Si elle est nationalisée, c'est donc qu'elle était privée dirait un esprit pauvre.

L'État détenait déjà 84 % d'EDF mais à la suite de l'offre publique d'achat simplifiée du gouvernement, il en possédait même 96 % la veille de l'examen ! [4]

Nous sommes donc en train de nationaliser une entreprise publique.

Ou alors nos maux viennent-ils des 4 % détenus par d'irréductibles porteurs et anciens salariés ? Ces salauds ne feraient rien qu'entraver la bonne marche de l'État et se gaver sur le dos des pauvres boulangers et familles les plus modestes… Mais heureusement l'État veille et protège la veuve et l'affligé ! Voici en somme la potion débile que ces gens entendent nous faire boire.

Amusant.

Cela ne sert à rien qu'à un peu de spectacle, cela fait passer le temps en attendant la mort mais surtout, continuons de pédaler comme des Shadocks de peur qu'il se passe quelque chose de plus grave si nous arrêtions.

La réalité est que cette loi n'est pas là pour nationaliser EDF mais sortir la société de la cote et éviter les obligations de publication des sociétés cotées en Bourse.

Voilà donc le tour de manche grossier de nos vaillants députés : Ils veulent faire passer pour une nationalisation un retrait de cote.

Effectivement, la nationalisation d'un groupe privé permet à l'État de prendre le contrôle d'une entreprise stratégique en cas d'intérêts contraires à ceux de la Nation mais retirer un groupe déjà public de la cote a l'effet contraire en soustrayant l'entreprise à la transparence comptable et donc au contrôle citoyen.

D'ailleurs, notre cher député Brun avait lui-même montré que la « nationalisation » d'EDF — prévue avant lui par le gouvernement — avait pour seul objectif de mieux permettre le démantèlement exigé par Bruxelles à l'abri de regards un peu trop inquisiteurs ou simplement soucieux de l'avenir.

Jusqu'ici notre loi ne change donc strictement rien au projet du gouvernement et de Bruxelles.

Article 2 : Un groupe « *unifié* » au capital « *incessible* »… et alors ?

L'article 2 est le plus important. C'est lui qui est censé protéger concrètement EDF d'un démembrement.

Nos députaillons nous assènent gravement un nouveau pléonasme en déclarant qu'EDF est un groupe public unifié. Je cherche toujours un exemple de groupe désuni.

Le dossier législatif fait référence à la SNCF à l'époque où l'on avait réunifié RFF et la SNCF… Mais rien ici n'empêche de faire l'inverse.

L'article détaille les activités d'EDF puis stipule que le capital est incessible.
Dis autrement, si l'on voulait jamais privatiser EDF, même partiellement, il faudrait passer devant le parlement : C'est généralement ainsi que cela se passe pour un groupe public. Cette écriture est une nouvelle fois superfétatoire.
Ce sont les activités d'EDF qui devraient être incessibles mais rien de cela ici. Quand demain un quelconque rapport fera mine de découvrir qu'EDF est surendettée et que l'État prétendra que le sérieux budgétaire — qui sera le sien ce jour-là — l'empêche de renflouer les caisses, rien ne l'empêchera de vendre 95 % de son parc renouvelable ou 99 % de son réseau de distribution.

Le groupe sera toujours unifié, le capital sera toujours préservé et même sauvegardé, le périmètre d'activité d'EDF sera le même et le groupe aura effectivement été démantelé.

Notez qu'il n'y a rien que de très classique ici. Sans chercher plus de deux minutes (excusez ma paresse) je me souviens de ces terres agricoles rachetées par le Chine il y a quelques années en France. Pour éviter que la SAFER ne s'oppose à ces transactions fort dangereuses pour notre sécurité alimentaire, les Chinois avaient acquis 95 % de parts de sociétés elles-mêmes détentrices des terres.

Article 3 : Si vous n'aimez pas notre prix, ce sera quand même notre prix

L'article 3 est aussi spirituel que les précédents : Il est consacré au prix de rachat des actions contesté par nos petits actionnaires.

Ces derniers supportent mal de se faire racheter au tiers du prix d'introduction par ceux-là mêmes qui ont effondré le cours par leurs âneries.

En effet, le gouvernement a tenté un coup d'esbroufe en proposant une offre d'achat simplifiée à 12 €, offre contestée par des actionnaires minoritaires.

En cas d'échec de l'offre, pensez-vous qu'ils devraient passer par une offre d'achat en bonne et due forme ou simplement renoncer à leur funeste projet, bref respecter le droit ?

Absolument pas, une commission composée du même genre de fonctionnaires qui ont fixé le prix une première fois le fixera une seconde.

Pas un seul représentant des actionnaires n'aura voix à ce chapitre, l'État, rien que l'État dans sa grandiose décadence.

Pléonasme, pléonasme encore un pléonasme… Quant au droit et au respect de la propriété privée, c'est bon pour les autres.

Article 3bis : Les artisans ne sont pas sortis d'affaire

Et voici qu'entre les articles 3 et 4, nos socialistes moribonds ont glissé une petite surprise avariée, encore dégoulinante de bons sentiments.

La bonne intention d'abord : La loi rétablirait un tarif réglementé pour les TPE sans limite de consommation, y compris et surtout les boulangeries qui ferment les unes après les autres.

Elle rétablirait également un tarif réglementé exceptionnel jusqu'à la fin de l'année pour les PME.

Il y a malheureusement trois problèmes de taille à cette proposition :
Ôter toute limite de consommation au tarif réglementé pour les TPE promet des abus et détournements massifs de cette manne énergétique à bas prix.

Nos députés dans leur infinie folie — sans doute croyant faire plaisir à Bruxelles — ont poussé le bouchon plus loin et exigé que TOUS les fournisseurs proposent le tarif réglementé.

Le tarif réglementé de vente est proposé par tous les fournisseurs d'électricité et peut, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, se substituer aux contrats de fourniture en cours des consommateurs concernés.

Non seulement cela contribue à banaliser EDF au lieu de sanctuariser l'entreprise publique mais la mesure est surtout complètement ILLÉGALE selon l'article L442-5 du code du commerce qui punit d'une amende de 75 000 € la vente à perte.

Cet article est d'autant moins applicable qu'il est bien précisé que les pertes de recettes collectées par les fournisseurs d'électricité ne sont pas compensées par l'État.

On se rend également compte que cette extension du tarif réglementé doit être notifiée à Bruxelles… Mais également approuvé par la Commission selon les dispositions finales de la directive 2019/944 de la Commission Européenne. [5]

Si le retour du tarif réglementé pour nos artisans et même temporairement nos PME est salutaire, cet article est bien trop problématique pour que nous puissions fonder des espoirs sérieux : Je doute qu'il survive à la navette, aux décrets ou simplement à la pression de la Commission Européenne.

Article 4 : Merci de fumer des cigarettes pour financer nos beaux projets

Dernier article enfin : Tous les surcoûts entraînés par cette loi seront financés par une hausse des taxes sur les cigarettes.

Voici donc une dernière bizarrerie, aisément expliquée par nos dérives législatives.

Pour être examinée et selon le règlement de l'Assemblée, une loi ne doit pas entraîner « *soit la diminution d'une ressource publique soit la création ou l'aggravation d'une charge publique* ».

Plutôt que de s'embêter à équilibrer les aspects financiers de son projet de loi, Monsieur Brun s'est contenté de renvoyer la question derrière un rideau de fumée… de cigarette.

Il n'y a absolument aucune raison pour que les fumeurs subventionnent le tarif réglementé des boulangers. Qui se souvient encore que les taxes sont censées être affectées au périmètre sur lequel elles ont été prélevées ? Mais nous n'en sommes plus à de telles broutilles tant est honteux ce torchon sur lequel le mot loi est en train d'être inscrit.

Décadence législative : Ce parlement est foutu

Ce torchon a été approuvé à l'unanimité moins une voix. Absolument tous les partis, tous les députés sauf un ont contribué par leur vote ou leur absence à faire voter une loi d'une imbécillité crasse, qui fait l'inverse de ce qu'elle prétend, qui rapproche un peu plus EDF du couperet de son démembrement et donne de faux espoirs aux artisans en détresse.

Surtout mon cher lecteur, ne pensez pas que cette loi est une exception. J'ai pris le temps de décortiquer celle-là car elle est de mon ressort et que je sais bien que plus personne ne fait l'effort d'étudier les textes qui pourtant régissent nos vies.

J'ai pris le temps de décrire cette mascarade par le détail pour montrer la décadence de notre Assemblée alors que l'on se contente ailleurs de juger des vêtements de nos députés les plus débraillés et coups de comm'certes pathétiques des plus turbulents d'entre eux mais dont on se ficherait pas mal si ces gens étaient compétents par ailleurs : Ils ne le sont pas.

EDF n'est pas sauvé.

Il n'y a plus rien à attendre de nos structures démocratiques, on le sait depuis un bon moment, mais en voici une nouvelle preuve exaspérante.

Cela se passera dans la rue et c'est normal. Cela finira en guerre civile et cela est terrible. L'Investisseur sans costume 12 février 2023

Notes :

[1] Vidéo de la séance : https://videos.assemblee-nationale.fr/video.12889296_63e4f8e6230f9.2eme-seance--proteger-le-groupe-edf-d-un-demembrement--protection-et-accompagnement-des-enfants-vi-9-fevrier-2023

[2] Texte de la loi adoptée en première lecture : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16t0078_texte-adopte-seance

[3] Résultats du scrutin : https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/16/(num)/937

[4] https://www.lefigaro.fr/societes/renationalisation-d-edf-l-etat-possede-96-du-capital-a-la-cloture-provisoire-de-l-opa-annonce-l-autorite-des-marches-financiers-20230208

[5] https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038414250

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 février 2023.

Stratégie du chaos et culture de la terreur.

Ils ont oublié la salive, les crottes de nez, les plaies et les croutes, les boutons et les verrues, les pertes blanches, le sperme…

Urine, sueur, matières fécales : les jacuzzis sont de véritables nids à bactéries - Yahoo

Sens-moi, tu ne sens rien, tu es sûr, tu me le dirais si tu sentais quelque chose, hein ?

Il sent une odeur bizarre, il apprend qu'il souffre d'un cancer au cerveau -Yahoo

Fumisterie. Vive le crack et la cocaïne !

Dr Christian Recchia : "*Un pétard provoque 50 fois plus de cancers du poumon que la cigarette*" - Yahoo

---

Corporatisme. Qu'ils ne comptent pas sur notre soutien. La médecine est un cauchemar dans ce pays.

J-C - Où étaient-ils quand Macron suspendit le droit de prescrire des médecins entre mars 2020 et fin 2022 ? Où étaient-ils pour défendre les traitements efficaces contre le convid-19 ? Où étaient-ils quand Macron transforma la population en cobaye des trusts mafieux pharmaceutiques ? Où étaient-ils quand des malades furent refoulés des hôpitaux parce qu'ils ne disposaient pas d'un pass vaccinal ?

Les médecins généralistes manifestent à Paris pour protester contre « *une loi scélérate* » - publicsenat.fr 14 février 2023

L'un des principaux points de crispation autour de la proposition de loi sur « *l'amélioration de l'accès aux soins* » réside dans la possibilité pour les « *infirmiers en pratique avancée* » (IPA) de réaliser des soins et de prescrire certains examens et ordonnances. Dans le même ordre d'idée, la proposition de loi prévoit également la possibilité d'accéder directement à certains spécialistes du secteur paramédical sans passer par un médecin généraliste.

Des mesures jugées inadmissibles pour la plupart des syndicats de médecine libérale.

Les médecins généralistes redoutent avant tout le passage à une médecine « *à deux vitesses* ». publicsenat.fr 14 février 2023

J-C - On hésite à appeler cela encore des médecins.

On a réalisé au cours des trois dernières années, que la plupart d'entre eux étaient en réalité des charlatans, de vulgaires représentants de commerce, des VRP de Big Pharma, des prescripteurs de substance chimique de synthèse aux effets secondaires néfastes pour la santé, de piètres conseillers en matière d'alimentation ou de nutrition, des ignorants en matière de phytothérapie ou botanique, bref, des personnalités, des notables ou potentats locaux qui profitent du pouvoir que leur confère leur statut privilégié pour s'enrichir sur le dos de la population crédule ou ignorante en médecine le plus légalement du monde.

Déni ou falsification de l'histoire, mémoire sélective. Alors qu'elle soutient le régime néonazi ukrainien et le régime fasciste israélien.

Dîner du CRIF : Elisabeth Borne appelle à combattre l'antisémitisme et évoque la déportation de sa famille à Auschwitz - Publicsenat.fr 14 février 2023

La première Ministre souhaite toujours « *que chaque élève de France effectue au moins une visite d'un lieu de mémoire dans sa scolarité* ». « *Transmettre, réparer, faire vivre la mémoire : c'est d'abord pour notre jeunesse que nous le faisons* » a-t-elle déclaré. Publicsenat.fr 14 février 2023

J-C - En langage populaire, ils ont une parole de pute ou ils nous prennent vraiment pour des cons. Ce sont des salopards qui avancent masqués. Il ne faut jamais les écouter ou les croire pour ne pas se méprendre sur leurs intentions forcément malveillantes.

Un président juif s'entoure de néonazis antisémites, il est soutenu par une Première ministre juive qui envoie des armes lourdes aux bataillons néonazis de ce président, question : sont-ils vraiment juifs et ne seraient-ils pas antisémites parfois ? Moi je crois qu'ils n'existent dans tout cela que des intérêts économiques et rien d'autres.

Ils osent tout. Dommage que le ridicule ne tue pas.

L'Union européenne ajoute la Russie à sa liste des paradis fiscaux - Euronews 14 février 2023

Pour un peu on se croirait en France !

"*Allergique à la liberté d'expression*", le Cambodge ferme l'un des derniers médias indépendants - Courrier international 14 février 2023

À quelques mois des élections générales, un article sur le fils du Premier ministre a scellé le sort de Voice of Democracy (VOD), l'un des derniers bastions de la presse indépendante cambodgienne. La licence du média a été révoquée, lundi 13 février. Courrier international 14 février 2023

Les réseaux dits sociaux : c'est pire que la mafia !

- Soupçon d'ingérence à BFMTV : derrière le cas de Rachid M'Barki, l'enquête "*Story Killers*" révèle le rôle d'une agence de désinformation israélienne - francetvinfo.fr

Extraits - Une enquête de la cellule investigation de Radio France, avec le consortium Forbidden stories, dévoile que BFMTV a diffusé des informations fournies par une agence de désinformation israélienne dirigée par des anciens de l'armée et des services secrets.

Nous avons finalement pu identifier qui se cachait derrière le mystérieux Jorge, le maître d'œuvre de ces opérations. Il se fait aussi appeler "*Michael*", "*Joyce Gamble*" ou "*Coral Jaime*". Il dispose de plusieurs adresses email et de numéros de téléphones dans différents pays. Mais il se nomme en réalité Tal Hanan. Il est à la tête de deux sociétés opérant dans la sécurité et le renseignement : Sol Energy et Denoman. Sur le site internet de cette dernière, il est décrit comme un spécialiste des explosifs ayant servi dans les forces spéciales de l'armée israélienne et comme ancien officier de liaison de Tsahal, l'armée de défense d'Israël, auprès du commandement des forces spéciales de la sixième flotte des États-Unis. Selon sa biographie, il aurait aussi "*commandé des opérations de protection des cadres à haut risque au Mexique, en Colombie et au Venezuela, et dirigé des programmes de formation en matière de lutte contre le terrorisme… pour le gouvernement américain*". Titulaire d'un diplôme en relations internationales de l'Université hébraïque de Jérusalem, il est présenté comme "*un conférencier très recherché qui a fait des exposés devant le Congrès américain, de nombreux gouvernements étrangers et des sociétés internationales*". On le retrouve interviewé dans plusieurs médias en lignes et dans de grands journaux comme le Washington Post en 2006.

Selon Anat Ben David, professeure associée de communication à l'Université ouverte d'Israël, non seulement les révélations du projet "*Story Killers*" lèvent le voile sur les coulisses de la désinformation et ses nouveaux acteurs, mais elles mettent aussi en lumière les failles des réseaux sociaux : "*Nous sentions bien, tous, que quelque chose n'allait pas. Nous analysions les profils sans rien pouvoir faire de plus. Mais avec cette investigation on voit enfin en temps réels comment les choses se passent*." Et comment ces réseaux, faute de régulation, mais aussi parce qu'ils sont instrumentalisés par des officines malveillantes, permettent de manipuler l'opinion.

Pour lire l'article (très long) en entier :

https://www.francetvinfo.fr/monde/story-killers/soupcon-d-ingerence-a-bfmtv-derriere-le-cas-de-rachid-m-barki-l-enquete-story-killers-revele-le-role-d-une-agence-de-desinformation-israelienne_5659016.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230215&pid=459386-1676105518-3fb080c9

Le ministère de la Vérité renforce son arsenal totalitaire.

Le « climatoscope », café du commerce climatique - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 14 février 2023

Une nouvelle… comment dirais-je… « *étude* » vient d'être mise en ligne ce 13 février, avec l'estampille du CNRS. Elle s'intitule « *Les nouveaux fronts du dénialisme et du climato-scepticisme* » et nous dit en substance que les vilains méchants sceptiques ont débarqué en masse sur Twitter. Oui, c'est vraiment aussi caricatural. Oui, c'est vraiment aussi mal écrit.

D'ordinaire, quand on mène une étude de ce genre, on essaye de mettre un peu les formes. On prend le ton neutre de scientifiques impartiaux, en s'autorisant éventuellement un petit mot quelque part pour signaler qu'on est bien du côté de ceux qui pensent comme il faut.

Là, non. Les auteurs ont choisi de ne pas faire dans la dentelle. Ça commence dès les premières lignes, où il est question d'expliquer la terminologie employée :

Les personnes qui rejettent les principales conclusions des rapports du GIEC (reflétant l'état des connaissances issues des sciences du climat et du changement climatique) et de la science du climat – sont communément appelées "*climato-sceptiques*". Dans ce qui suit, nous les appellerons également "*dénialistes climatiques*" ou simplement "*dénialistes*". Nous voulons par-là souligner qu'il ne s'agit pas de dire qu'un fait établi scientifiquement est nécessairement incontestable, mais que les faits les plus légitimes pour prendre les décisions futures sont ceux qui sont rigoureusement établis par les scientifiques sur la base de l'état actuel des connaissances et de la compréhension liées au système terrestre.

Nous désignerons par "*pro-sciences du climat*", ou pour faire court "*pro-climat*" les personnes qui acceptent les résultats de la communauté scientifique et les synthèses qu'en fait le GIEC.

Pour lire l'article en entier :

https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2023/02/14/le-climatoscope-cafe-du-commerce-climatique/

Où va le journalisme ? La prédication de l'« urgence climatique » - contrepoints.org 15 février 2023

https://www.contrepoints.org/2023/02/15/450585-ou-va-le-journalisme-la-predication-de-l-urgence-climatique?utm_source=Newsletter+Contrepoints&utm_campaign=72455c0b13-Newsletter_auto_Mailchimp&utm_medium=email&utm_term=0_865f2d37b0-72455c0b13-101657205&mc_cid=72455c0b13&mc_eid=6160da6738

J-C - Le réchauffement anthropique de la planète est une excroquerie, tout comme l'augmentation de la température due à celle du CO2 dans l'air, car en réalité c'est l'inverse qui se produit...

- « *Le climat se réchauffe du fait de l'activité humaine et les scientifiques sont clairs : il faut agir sans attendre. En se dotant d'une charte pour un journalisme au niveau de l'enjeu écologique et en donnant à ses lecteurs une boîte à outils de contenus sur le sujet, Ouest-France s'engage à faire du défi climatique et de la biodiversité, un pilier de son projet éditorial.* »

A lire :

Le climat par les chiffres : sortir de la science-fiction du GIEC de Christian Gerondeau chez L'Artilleur (9,90 € - tarif provisoire) - À paraître le 01 mars 2023

https://www.lalibrairie.com/livres/le-climat-par-les-chiffres--sortir-de-la-science-fiction-du-giec_0-9676896_9782810011643.html

En complément : Une bonne nouvelle.

La situation de l'ours polaire en 2021 - Association des climato-réalistes15 février 2023

La biologiste évolutionniste Susan Crockford, que l'ACR a reçue en 2019, a rédigé pour la GWPF un document qui indique que la population mondiale d'ours polaires est d'au moins 32 000 individus. L'ACR en publie une traduction en libre accès.

Pour lire l'article :

https://www.climato-realistes.fr/la-situation-de-lours-polaire-en-2021/

Flagrant délit. Ils ont osé utiliser une arme sismique.

J-C – Question qu'aucun lecteur n'envisagera de se poser : Quelles armes devrions-nous utiliser à la hauteur de leurs méfaits pour se débarrasser d'eux définitivement ? Vous allez voir que c'est encore moi qui vais passer pour un extrémiste, c'est la meilleure !

Selon la sénatrice Diana Ivanovici Șoșoacă, les USA ont provoqué le séisme en Turquie et en Syrie - Réseau Voltaire 13 février 2023

La sénatrice roumaine, Diana Ivanovici Șoșoacă, s'exprimant le 8 février au Parlement roumain, a observé que :

1 minute avant que les sismographes détectent le tremblement de terre, les gazoducs et pipe-lines turc ont interrompu leur trafic (NB. Nous n'avons pas pu vérifier cette seule imputation).

24 heures avant le tremblement de terre, 10 pays occidentaux ont retiré leurs ambassadeurs à Ankara.

5 jours avant le tremblement de terre, plusieurs pays occidentaux, dont la Roumanie, ont émis une contre-indication de voyage en Türkiye sans la motiver.

Le tremblement de terre en Türkiye et en Syrie a donné lieu à plus de 150 répliques, la seconde (et non la première) étant de toutes la plus importante. Contrairement à l'habitude, elle n'a pas eu de foyer, mais s'est déroulée le long d'une faille sur plusieurs centaines de kilomètres. Il existe actuellement d'autres possibilités de répliques, y compris à Istanbul.

Par ailleurs :

15 sociétés turques exportent pour 18,5 millions de dollars des matériels achetés aux États-Unis vers une dizaine de sociétés russes faisant l'objet de mesures coercitives unilatérales US [1].

La Türkiye a renvoyé le sous-secrétaire US au Trésor chargé du Terrorisme et du Renseignement financier, Brian Nelson, qui venait exiger la fin des exportations militaires turques à la Russie et de l'opposition à l'adhésion de la Suède à l'Otan [2].

Le sabotage des gazoducs Nord Stream, le 26 septembre 2022, a été publiquement annoncé par le président états-unien Joe Biden, lors d'une conférence de presse commune avec le chancelier allemand Olaf Scholz, comme une opération qu'il ferait exécuter en cas d'intervention russe en Ukraine ; position confirmée par la sous-secrétaire d'État chargé de la politique, Victoria Nuland, lors d'une audition au Congrès [3].

Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont testé avec succès le moyen de provoquer des tsunamis, ainsi que l'attestent des documents déclassifiés néo-zélandais [4].

À la fin de la guerre du Vietnam, les États-Unis et l'Union soviétique ont décidé de ne plus faire de guerre environnementale. Ils ont signé une « *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles* » (1976) [5]. Selon ce Traité (non signé par la France) sont interdites « *toutes les techniques ayant pour objet de modifier — grâce à une manipulation délibérée de processus naturels— la dynamique, la composition ou la structure de la Terre* », ce qui inclus clairement les tremblements de terre.
À la dissolution de l'Union soviétique, les États-Unis ont récupéré ses scientifiques engagés dans le programme Pamir ayant provoqué avec succès des tremblements de terre [6]

Nous avions déjà posé la question, en 2010, lors du tremblement de terre à Haïti correspondant au début de l'exercice du Pentagone visant à coordonner et déployer des secours privés sur des zones de catastrophe [7]. La sénatrice Diana Ivanovici Șoșoacă va plus loin et interprète ces éléments pour affirmer que le tremblement de terre en Türkiye et en Syrie a été provoqué par les États-Unis.

Il est clair que l'Administration Biden n'a pas de compassion pour les victimes puisqu'elle interdit aux secours occidentaux de se déployer en Syrie, à l'exception de zone d'Idleb contrôlée par les jihadistes. Certes, le secrétaire d'État, Antony Blinken, s'est félicité que les États-Unis aient envoyé les secours les plus nombreux en Turquie, cependant sur place, ce n'est pas le sentiment que les personnes que nous avons pu contacter ont.

[1] « *Russia's Ukraine War Effort Fueled by Turkish Exports* », Jared Malsin, The Wall Street Journal, February 3, 2023.

[2] « *U.S. warns Turkey on exports seen to boost Russia's war* effort », Jonathan Spicer, Reuters, February 5, 2023.

[3] « *Comment les États-Unis ont détruit Nord Stream* », par Seymour M. Hersh, Réseau Voltaire, 11 février 2023.

[4] « *Tsunami bomb NZ's devastating war secret* » et « *Devastating tsunami bomb viable, say experts* », par Eugene Bingham, New Zealand Herald, 25 et 28 septembre 1999. « *Experimental bomb to create huge tidal wave was tested in 1944* » par Kathy Marks, The Independent, 27 septembre 1999.

[5] Ce Traité est aujourd'hui signé par 48 États membres de l'Onu sur 195. Cf. Nations unies, collection des Traités.

[6] L'Otan a réalisé quantité d'études sur les tremblements de terre, les seules rendues publiques traitent de leurs impacts et non pas s'ils peuvent être provoqués.

[7] « *Haïti et l'arme sismique* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2010.

https://www.voltairenet.org/article163692.html

En complément ou en prime.

Comment les États-Unis ont détruit Nord Stream par Seymour M. Hersh - Réseau Voltaire 11 février 2023

https://www.voltairenet.org/article218827.html

Voilà ce qui arrive quand on se prend pour la science !

Dans un entretien à Sud-Radio. Pr Raoult - "*Le niveau d'analyse de la science est très bas en France*"

Le Pr Raoult, hormis l'hydroxychloroquine dont il fit la promotion, et encore, pour tout le reste c'est vraiment un charlatan de première.

Et encore, parce qu'en réalité c'était tout autant ou davantage la combinaison entre cette molécule et un antibiotique, l'azithromycine, qui était efficace contre le covid-19, et qui plus est, l'ivermectine qui fut reconnue dès mars 2020 pour traiter cette maladie présente une efficacité très nettement supérieure à l'hydroxychloroquine découverte par les Chinois pour ce traitement, or lui continua de ne parler presque exclusivement de l'hydroxychloroquine au point de de demander s'il ne cherchait pas à tous prix à ménager les intérêts de Sanofi.

Puis il nous soûla avec ses tests PCR, dont on apprit plus tard qu'ils étaient bidons, et n'avaient servi qu'à faire croire en une pandémie inexistante en dehors de cette épidémie de tests !

Ajoutons la muselière dont on le vit affublé le jour de la visite de Macron, là aussi on devait apprendre plus tard qu'il ne servait strictement à rien, pas même en salle d'opération sinon pour protéger le chirurgien des projections de sang des patients.

Quant aux gestes barrières et autre confinement, le même traitement leur fut réservé, il fut démontré qu'ils étaient inutiles, voire aussi nuisibles que les masques.

Il en vint à recommander aux couples de dormir dans des chambres séparées, alors que ce n'était pas la contagiosité du virus qui était en cause, mais l'état du terrain de chaque personne qui déterminait sa vulnérabilité. Vous n'avez jamais fait l'expérience au cours de votre vie, de situations où vous côtoyiez quelqu'un qui avait développé une maladie, rougeole, varicelle, grippe, etc. alors que vous et son entourage non ? Tout simplement parce que vous étiez en meilleure santé ou votre immunité était meilleure et vous a protégé, ce n'est pas compliqué, par besoin de posséder la science d'un Raoult pour comprendre cela au quart de tour.

Alors se laver les mains des centaines de fois par jour, quelle connerie il nous raconta là !

Le pire on l'a gardé pour la fin, quand il prit position pour la "*vaccination*" obligatoire du personnel soignant juste une semaine avant Macron, histoire de cautionner à l'avance cette mesure liberticide et criminelle ou lui donner une base légitime, après avoir affirmé qu'elle ne servait à rien ! Même quand il affirma que ces substances expérimentales appelées vaccins étaient efficaces contre les formes graves de la maladie, il mentit. Il fit l'apologie de toutes les vaccinations contre d'autres virus. Du jour au lendemain, Raoult oublia que la population était traitée comme un cobaye, un animal de laboratoire.

Jamais un médecin réellement préoccupé par la santé de ses patients ne se serait comporté de cette manière-là, ou alors il a une drôle de conception de la médecine et des rapports avec ses patients.

Lu. Quand une théorie passe avec succès l'épreuve redoutable des faits, on dit qu'elle est validée. Un scénario semblable à celui du 11 septembre 2001.

- Le tremblement de terre qui vient de secouer la Türkiye et la Syrie n'a pas les caractéristiques des tremblements observés jusqu'ici, partout dans le monde. Le fait qu'une dizaine d'ambassadeurs occidentaux aient quitté Ankara dans les cinq jours précédant le séisme et que, dans la même période, leurs pays aient émis des conseils de ne pas se rendre en Türkiye semble indiquer que les Occidentaux savaient à l'avance ce qui allait avoir lieu.

Les États-Unis disposent de moyens techniques pour provoquer des tremblements de terre. Ils s'étaient engagés, en 1976, à ne jamais y recourir.

La sénatrice roumaine Diana Ivanovici Șoșoacă affirme qu'ils ont violé leur signature de la « *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles* » et ont provoqué ce séisme [6].

Le président Recep Tayyip Erdoğan a demandé à ses services de Renseignement (MİT) d'étudier ce qui n'est aujourd'hui qu'une hypothèse. Dans le cas d'une réponse positive, il faudrait admettre que Washington, conscient qu'il n'est plus ni la première puissance économique mondiale, ni la première puissance militaire mondiale, détruit ses alliés avant de mourir.

Quand The Economist (Rothschild) ou l'oligarchie financière mondialiste fait la promotion de la pédophilie.

J-C – Etonnant que la crème de l'oligarchie financière mouille sa chemise pour défendre cette saloperie immonde, n'est-ce pas ? Qui a conscience que ce sont de tels pervers dégénérés qui détiennent le pouvoir, et qu'il est urgent de leur retirer des mains ?

Offensive législative contre la scène drag aux États-Unis - courrierinternational.com 13 février 2023
Une trentaine de projets de loi dans quinze États différents tentent d'entraver l'organisation des spectacles drags, notamment les lectures de contes dans les écoles. L'hebdomadaire britannique "*The Economist*" y voit un nouveau front dans la guerre culturelle en cours outre-Atlantique.

De plus en plus d'États américains, souvent républicains, se mettent en ordre de bataille pour interdire les spectacles drags sur leur territoire au nom de la protection des enfants. Ces derniers mois, ce sont ainsi au moins 36 projets de loi qui ont été déposés dans 15 États différents.

Un phénomène qui "met en lumière les calculs politiques des législateurs, l'escalade de cette guerre idéologique et la façon dont les médias (et les réseaux sociaux) alimentent l'indignation", analyse l'hebdomadaire britannique The Economist.

Les drag-queens et drag-kings sont des personnes s'habillant en décalage avec leur genre, souvent avec extravagance. "*Présent depuis longtemps dans les bars gays, le drag est devenu plus grand public grâce à RuPaul's Drag Race [une compétition de drag-queens qui connaît un immense succès télévisuel*]", note le titre économique. Les personnes pratiquant le drag ne sont pas à confondre avec les personnes transgenres.

La scène drag a très vite été prise pour cible par les milieux conservateurs. Ces derniers affirment qu'elle "*est très sexualisée et donc peu adaptée à un public de mineurs*" et tentent de réguler la publicité de ces spectacles.
Mesures extrêmes

Le Texas, bastion républicain, cherche à "*réglementer les lieux qui accueillent des spectacles de drag qui deviendraient des* 'commerces à caractère sexuel', *ce qui imposerait des frais de licence supplémentaires et limiterait l'organisation des spectacles à certains lieux*". Et certains États vont encore plus loin :

"*Les propositions les plus extrêmes veulent interdire les spectacles de drag en public et surtout aux mineurs. Dans le Missouri, le Dakota du Nord et le Tennessee, exposer un mineur à un spectacle de ce genre serait un crime, passible d'une peine de prison*."

Pour *The Economist*, cette offensive contre la scène drag américaine s'inscrit dans un contexte plus large de politisation des identités LGBTQI qui deviennent "*le point de crispation des querelles idéologiques*". L'Union américaine pour les libertés civiles (Aclu, en anglais), une association ayant pour objectif de défendre les libertés individuelles, a recensé "*296 projets de loi hostiles aux LGBTQI en train d'être examinés dans les Parlements du pays*". courrierinternational.com 13 février 2023

A lire aussi :

LGBTQI. Des drag-queens à l'heure du conte ? "*Ceux qui se mettent en travers du chemin, ce sont les adultes*"

En Suède et en Amérique du Nord, les "*drag story hour*" rassemblent de plus en plus d'enfants autour d'histoires inclusives. Malgré les polémiques et les vagues de haine, ces événements où "*l'acceptation des autres est au centre des préoccupations*" continuent de se tenir dans les écoles et les bibliothèques.

https://www.courrierinternational.com/article/lgbtqi-des-drag-queens-a-l-heure-du-conte-ceux-qui-se-mettent-en-travers-du-chemin-ce-sont-les-adultes

Atomisés, éparpillés, ventilés, individualisés… Solitaire, haineux, teigneux… fragilisés, vulnérables…

Les Françaises et Français vivent de moins en moins en couple, selon les chiffres de l'Insee en 2019 - francetvinfo.fr 13 février 2023

Selon l'Insee, en 2019 en France, 31 millions de personnes vivent en couple dans le même logement, soit 59% de la population âgée de 18 ans ou plus. Un chiffre en légère, mais constante, diminution depuis les années 1980. Cette proportion était de 62% en 1999, 64% en 1990 et 62% entre 1962 et 1982.

Chez les plus jeunes, 25% des femmes et 14% des hommes de 20 à 24 ans vivent en couple, contre 54% des femmes et 32% des hommes en 1975, presque toujours en couple marié, souligne l'Insee. La part des couples mariés diminue drastiquement chez les 20-24 ans avec seulement 4% des femmes et 2% des hommes de cette tranche d'âge vivant en couple marié en 2019. Ces proportions connaissent une baisse depuis les années 2010, qui peut être liée à la hausse des taux de scolarisation à ces âges et à la hausse du chômage des jeunes, précise l'Insee.

En 2019, les Françaises et Français diplômés âgés de 30 à 39 ans vivent plus souvent en couple que les Françaises et Français non-diplômés. Sept titulaires d'un bac+5 sur dix vivent dans le même logement que leur conjoint, contre six personnes sans diplômes sur dix, selon l'Insee. Avant 2000, les femmes sans diplômes vivaient plus souvent en couple que leurs homologues diplômées.

Chez les plus âgés, l'Insee relève une hausse de la vie en couple, qui peut être expliquée par la baisse de la mortalité des hommes de plus de 70 ans et donc le recul du veuvage. Ainsi, 26% des femmes de 80 à 89 ans vivent encore en couple en 2019 contre 16% en 1999. La proportion d'hommes en couple à un âge avancé, 65% pour les plus de 80 à 89 ans, reste beaucoup plus élevée que cette proportion chez les femmes car il y a plus de veuves que de veufs, précise l'Insee. francetvinfo.fr 13 février 2023

Jusqu'à quand vont-ils vous pressuriser avant que vous ne réagissiez ?

Le prix du jus d'orange explose, et ce n'est pas près de s'arrêter - LePoint.fr 14 février 2023

Le jus d'orange, bientôt un produit de luxe ? Depuis juillet 2022, son prix a augmenté de 77 %, pour atteindre son prix le plus cher de l'histoire, selon *Capital*. Le prix moyen en supermarché en 2022 était de 1,13 euro le litre. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette hausse : les catastrophes naturelles, la situation sanitaire ou encore le caractère mondial du marché du jus d'orange.

Les ouragans et la maladie sont accompagnés d'un autre problème pour le marché du jus d'orange : la demande mondiale a baissé. Un trio de problématiques promettant une hausse des prix générales sur le long terme. LePoint.fr 14 février 2023

Inflation : les Français consomment moins de fruits et légumes - francetvinfo.fr 14 février 2023

Les Français mangent aujourd'hui trois à quatre fois moins de fruits et légumes que dans les années 60. Produits frais, congelés ou en conserve, tous les secteurs sont impactés.

Les fruits et légumes sont boudés par les Français avec des prix qui ont flambé. En un an, les légumes ont augmenté de 9,8%, et les fruits de 4,6%. francetvinfo.fr 14 février 2023

Dictature sanitaire, énergétique, guerre, c'était l'objectif escompté.

Coût de la vie: les faillites de pubs s'envolent au Royaume-Uni - AFP 13 février 2023

Coûts en hausse et ventes en baisse: la crise du pouvoir d'achat frappe durement les emblématiques pubs britanniques, qui ont vu l'an dernier le nombre de faillites s'envoler de 83% sur un an dans le secteur, selon le cabinet britannique d'experts comptables UHY Hacker Young.

Pendant la pandémie de Covid-19, les aides gouvernementales avaient maintenu sous perfusion de nombreuses entreprises. Mais en 2022, 512 pubs ont déposé le bilan, contre 280 l'année précédente, lors d'une période où les prix de l'énergie ont grimpé en flèche, grevant les budgets des entreprises, selon le communiqué.

En parallèle, la crise du coût de la vie "*a affecté les habitudes des consommateurs, les rendant moins susceptibles de dépenser pour des +non essentiels+*", poursuit le cabinet...

Le nombre de pubs diminue lentement à travers le pays depuis plusieurs décennies, mais "*les chocs récents comme la pandémie et la crise énergétique ont mis (ces établissements) sous une pression plus forte que jamais*", selon la fédération sectorielle, la British Beer and Pub Association (BBPA).

Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.

Ils appelleront à la grève illimitée quand il sera trop tard, c'est leur pari.

Grève du 16 février: Contre la réforme des retraites, le cortège parisien ira de Bastille à la place d'Italie - 20minutes.fr 15 février 2023

La cinquième journée de mobilisation contre la réforme des retraites est prévue ce jeudi à 14 heures, avec une manifestation place de la Bastille qui avancera en direction de la place d'Italie. 20minutes.fr 15 février 2023

En attendant il y en a qui se marrent et ils ont de quoi.

Il faut dire que le camp présidentiel semble en meilleure forme que prévu.

« *On souhaite vraiment qu'il y ait un débat démocratique sur ce texte, qu'on puisse discuter argument contre argument, projet contreprojet* », a déclaré à l'AFP la Première ministre.
En famille. Au moins une fois qu'elle aura été adoptée, il sera encore plus difficile d'obtenir son abrogation.

- Réforme des retraites : Pourquoi Renaissance et la CGT veulent un vote sur l'article 7 - huffingtonpost.fr 13 février 2023

« *Nous souhaitons qu'il y ait un vote sur l'article 7* », a martelé Philippe Martinez, le leader de la CGT ce lundi sur BFMTV, à l'unisson de ses homologues de l'intersyndicale, afin que *« chaque député puisse s'exprimer* » sur l'allongement à 64 ans.

« *La majorité et le groupe Renaissance souhaitent voter toute la loi avant vendredi soir* », a expliqué Sylvain Maillard, le vice-président du groupe macroniste, ce lundi sur Public Sénat, en assurant vouloir « *voter l'article 7, l'article 9 sur la pénibilité, la revalorisation des petites pensions…* » huffingtonpost.fr 13 février 2023

C'est faux, lui il a la sienne et eux la leur, en fait ils ont la même !

- Retraites : en Conseil des ministres, Macron évoque les oppositions qui «*n'ont plus de boussole*»- Paris Match 15 février 2023

"*Les oppositions n'ont plus de boussole et sont totalement perdues*", a déclaré le président lors du Conseil des ministres ce mercredi, d'après des informations du Figaro, confirmées par BFMTV.

"*Ils sont totalement perdus et considèrent comme d'habitude que les Français ne sont que le décor de leur action faute d'être au cœur de leurs préoccupations*", a encore avancé le chef de l'État devant les membres du gouvernement.

Dans une allusion à la droite, il a fait remarquer que "*ceux qui ont défendu les 65 ans secs il y a moins d'un an s'opposent maintenant aux 64 ans avec accompagnements*".

Le président a aussi critiqué ceux, à gauche, "*qui ont défendu et fait voter la réforme Touraine*" sous la présidence du socialiste François Hollande et "*la dénoncent désormais*". Paris Match et BFMTV 15 février 2023

J-C – Macron a le beau rôle avec des traitres ou salopards pareils !

Elle a eu à peine besoin de le réclamer poliment pour qu'ils s'exécutent, ils sont bien dressés.

- Retraites : Borne réclame « *le retrait* » des amendements d'« *obstruction* » - LePoint.fr 14 février 2023

- Réforme des retraites: la Nupes annonce retirer "*un millier d'amendements*" à l'Assemblée nationale - BFMTV 14 février 2023

- Retraites: la Nupes retire près de 3000 amendements pour faire avancer le débat jusqu'au vote de l'article 7 BFMTV 16 février 2023

Après ils peuvent se fendre de quelques politesses ou marques de courtoisie en famille.

- "*Un appel de courtoisie*": Élisabeth Borne a fini par téléphoner à Philippe Martinez - BFMTV 14 février 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

La défaite de l'Ukraine se précise par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 14 février 2023

C'est un secret de polichinelle : le gouvernement de Kiyv est en train de perdre militairement face à l'armée russe. Celle-ci avance sans se presser et construit la défense des régions qui ont rejoint Moscou par référendum. Mais cette réalité inexorable en cache d'autres. Par exemple, le fait que la Türkiyé, toujours membre de l'Otan, soutient la Russie et lui fournit des pièces détachées pour son armée. Non seulement l'Alliance atlantique perd, mais elle se fissure.

Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article218828.html

L'exceptionnel documentaire d'Oliver Stone sur la guerre civile en Ukraine : « *L'Ukraine en feu* » - lemediaen442.fr 14 février 2023

Voici un documentaire exceptionnel produit par Oliver Stone et réalisé en 2016. Depuis des siècles, l'Ukraine est au centre d'un bras de fer entre des puissances qui cherchent à contrôler ses riches terres et l'accès à la mer Noire. En 2014, le massacre de Maidan a déclenché un soulèvement sanglant qui a conduit à l'éviction du président Viktor Ianoukovytch, la sécession de la Crimée et sa réintégration au sein de la Russie, et une guerre civile dans l'Est de l'Ukraine. Les médias occidentaux ont dépeint la Russie comme étant la coupable, mais était-elle vraiment responsable de ces évènements ?

Oliver Stone nous fait découvrir les dessous de l'affaire en interviewant l'ancien président Ianoukovytch et l'ancien ministre de l'Intérieur Zakharchenko, qui lui ont expliqué que les États-Unis avaient activement comploté pour provoquer un changement de régime en Ukraine. Oliver Stone a évidemment rencontré des problèmes pour faire distribuer son documentaire aux États-Unis et dans les pays occidentaux... Ukraine on Fire — avec le travail de doublage l'Aile à Stick — offre une perspective historique sur les divisions profondes qui affectent la région et nous permet de mieux cerner ce qui s'y joue actuellement. lemediaen442.fr 14 février 2023

Vidéo. 2023/017 Ukraine en Feu - Agression Russe ou ingérence Américaine ? À vous de décider.

https://odysee.com/@laileastick:4/2023-017-Ukraine-on-fire-Finalisation:f?src=embed

---

Infos internationales.

Italie à l'extrême droite toute !

Élections locales en Italie: la coalition de droite remporte deux importantes régions - BFMTV 14 février 2023

La coalition de droite italienne au gouvernement a remporté les élections régionales organisées ce dimanche et lundi dans deux importantes régions, selon les résultats presque complets, un scrutin marqué par un fort taux d'abstention.

La coalition formée de Fratelli d'Italia (FDI, extrême droite) de la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni, de la Ligue antimigrants de Matteo Salvini et de Forza Italia (FI, droite) de Silvio Berlusconi a remporté les deux régions les plus peuplées de la péninsule, la Lombardie, autour de Milan, poumon économique du pays, et le Latium, région de la capitale Rome.

Ce vote a été marqué par une très forte abstention, avec seulement 40% de participation dans les deux régions. BFMTV 14 février 2023

Chine-Iran.

Xi Jinping salue la "*solidarité*" Chine-Iran dans un monde "*complexe*" - AFP 14 février 2023

Le président chinois Xi Jinping a loué mardi la "*solidarité*" Chine-Iran lors de l'accueil à Pékin de son homologue iranien Ebrahim Raïssi, lequel entame un séjour de trois jours dans le pays asiatique.

Il s'agit de la première visite d'Etat d'un président iranien en Chine depuis plus de 20 ans.

Ebrahim Raïssi, accompagné à Pékin par une importante délégation économique et commerciale, a été accueilli par Xi Jinping sur le tapis rouge de l'immense Palais du peuple, au bord de la place Tiananmen.

"*Face à la situation complexe entraînée par les évolutions du monde, de l'époque et de l'histoire, la Chine et l'Iran se soutiennent mutuellement, affichent leur solidarité et leur coopération*", lui a déclaré M. Xi, selon la télévision étatique chinoise CCTV.

"*La Chine soutient l'Iran dans la sauvegarde de sa souveraineté nationale, de son indépendance, de son intégrité territoriale et de sa dignité nationale*", a déclaré mardi Xi Jinping à son homologue iranien.

"*La Chine soutient l'Iran dans sa résistance à l'unilatéralisme et à l'intimidation, s'oppose aux forces extérieures qui s'ingèrent dans les affaires intérieures de l'Iran et compromettent la sécurité et la stabilité de l'Iran*."

Les deux pays ont par ailleurs signé mardi plusieurs documents de coopération bilatérale dans les domaines de l'agriculture, du commerce, du tourisme, de la protection de l'environnement, de la santé, des secours en cas de catastrophe, de la culture et des sports, selon CCTV.

Pékin avait signé en 2021 un vaste accord stratégique sur 25 ans avec Téhéran. Ce grand partenariat couvre des domaines aussi variés que l'énergie, la sécurité, les infrastructures et les communications.

La Chine est le premier partenaire commercial de l'Iran, selon Irna, qui cite les statistiques des autorités douanières iraniennes sur 10 mois.

Au cours de cette période, la République islamique a exporté vers la Chine pour 12,6 milliards de dollars (11,7 milliards d'euros) de marchandises, tandis qu'elle a importé pour 12,7 milliards de dollars (11,8 milliards d'euros) de produits chinois. AFP 14 février 2023

Colombie. La CIA va-t-elle assassiner, destituer et faire emprisonner Gustavo Petro ?

Colombie : des milliers de personnes défilent en soutien aux réformes sociales de Gustavo Petro - RT France 15 février 2023

Des milliers de Colombiens ont répondu à l'appel du premier gouvernement de gauche de l'histoire du pays en descendant dans la rue le 14 février pour exprimer leur soutien à son gouvernement et aux réformes sociales qu'il propose.

La Central Unitaria de Trabajadores (CUT), le plus grand syndicat de Colombie, mais également d'autres syndicats, des partis et diverses organisations sociales de gauche, se sont notamment rassemblés sur la Plaza de Bolívar, la place principale de Bogota, mais aussi à Medellin, Cali, Cartagena et dans plusieurs autres villes du pays.

S'exprimant devant la foule de ses partisans réunis depuis le balcon du palais présidentiel, Gustavo Petro a appelé les Colombiens à «*se lever, à ne pas s'agenouiller, et à devenir une multitude consciente qui tient l'avenir et le présent entre ses mains*».

Dans un long discours adressé notamment au Congrès, aux politiciens et aux plus riches, il leur a demandé, dans un «*acte de générosité, de permettre les réformes de la Colombie*», avertissant au passage que «*c'est au peuple qu'il appartient de décider*» jusqu'où iront les réformes.

Dans son discours, Gustavo Petro a baptisé cette journée le «coup d'envoi» du «changement», slogan sur lequel il avait été élu à l'été 2022. «*L'élection a rendu le gouvernement au peuple, a rendu le pouvoir au peuple, et cela doit être suivi d'effets dans la réalité, dans le quotidien*» des Colombiens, a-t-il plaidé.

L'accès aux soins aux plus pauvres Le gouvernement présentait ce même 14 février devant le Congrès une réforme du système de santé, qui vise à étendre la couverture de l'accès aux soins aux plus pauvres et à la création d'un régime de travail spécial pour les employés du secteur.

Il a par ailleurs insisté sur le fait que l'objectif est que la santé soit «*un droit universel*» et non une entreprise lucrative. La réforme prévoit ainsi la construction d'un réseau de centres de santé publics, privés et mixtes dans lesquels les soins seront prodigués dans les lieux reculés du pays, à l'abandon depuis des décennies.

Après l'adoption d'une nouvelle loi sur les impôts, les nouvelles mesures s'inscrivent dans une série de réformes sociales et sociétales voulues par le président Petro sur les retraites, la refonte du système pénitentiaire, ou encore la soumission des narcotrafiquants à la justice. Elles seront présentées cette semaine au Congrès.

Le président a plaidé pour que tous les Colombiens aient droit à une retraite et pour une réforme du travail. Dans ce sens, il entend favoriser l'emploi en contrat à durée indéterminé (CDI). «C*e que nous voulons, c'est que le contrat de travail soit à durée indéterminée et qu'il puisse permettre la dignité du travail*», a-t-il plaidé.

Cette réforme est, sans surprise, rejetée par les conservateurs, dans ce pays traditionnellement dirigé par la droite. Celle-ci a d'ailleurs appelé à manifester ce 15 février contre ces réformes qui ont suscité des tensions politiques, y compris au sein de la coalition gouvernementale.

Équateur

Équateur: l'opposition de gauche renforcée des élections - 24heures.ch 7 fevrier 2023

L'opposition soutenant l'ancien président de gauche Rafael Correa sort renforcée des élections locales et du référendum qui se sont tenus dimanche en Équateur.

Des candidats de l'opposition pro-Correa ont remporté les mairies de la capitale Quito et de la seconde ville du pays, le port de Guayaquil, selon les résultats égrainés depuis 24 heures par la commission électorale (CNE).

Le référendum, dont la question clé était l'approbation de l'extradition, n'a pas obtenu le soutien prévu ces derniers jours par les sondages et le gouvernement de droite du président Guillermo Lasso (élu en 2021).

Sur 93% des votes comptabilisés, le non atteint 51% contre 49% pour le oui, indiquent les résultats préliminaires publiés lundi après-midi par la CNE.

L'ancien président Correa vit en exil en Belgique depuis six ans. Il a été condamné en 2020 par contumace à huit ans de prison pour corruption, des accusations qu'il dénonce comme du Lawfare, ou instrumentalisation de la justice à des fins politiques. 24heures.ch et RT France 7 fevrier 2023

Equateur: Le Gouvernement aurait des liens avec la mafia albanaise - bolivarinfos.over-blog.com 14 Février 2023

Un rapport des services de renseignement équatoriens publié ce lundi par le média numérique La Posta révèle des liens présumés entre le gouvernement du président Guillermo Lasso, la mafia albanaise et le trafic de drogue.
http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/02/equateur-le-gouvernement-aurait-des-liens-avec-la-mafia-albanaise.html

---

Pérou.

Pérou : Ils me présentent comme un monstre. Je suis le président du Pérou. - Bolivar Infos13 Février 2023

Interview de Pedro Castillo par El Salto

L'équipe d'El Salto a interviewé le président Pedro Castillo dans la prison de très haute sécurité où est détenu aussi Alberto Fujimori, condamné pour crimes contre l'humanité par la cour Inter américaine des droits de l'homme.

Malgré les obstacles mis par l'institut national pénitentiaire à cette interview, celle-ci a quand même pu avoir lieu de façon orale et manuscrite entre les derniers jours du mois de janvier et la première semaine de février. Tous les appareils d'enregistrement, y comprits les téléphones portables étaient expressément interdits.

Pour lire l'article :

http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/02/perou-ils-me-presentent-comme-un-monstre.je-suis-le-president-du-perou.html

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 février 2023.

- La dictature des minorités au nom de la démocratie, cela porte un nom : La tyrannie.

- Ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui gouvernent sont animés de mauvaises intentions envers la population. Ce sont des psychopathes, des sadiques.

- La marque de fabrique de tous les gouvernements depuis plus de 40 ans : La régression sociale sans fin.

- Encore un petit effort pour que les intellectuels les plus évolués parviennent à maturité et adoptent le socialisme...

Lu.

Et si les gens arrêtaient de parler ?

« *Alors le système commencera à libérer son potentiel agressif. Parce qu'à ce moment-là, la machination de masse devient complète, la folie devient complète, et tout le monde dans les masses et les dirigeants commencent à être convaincus que c'est leur devoir sacré de détruire tous ceux qui ne vont pas dans le sens de leur système, de leur idéologie – de leur idéologie totalitaire – dont ils croient toujours qu'elle va créer un paradis artificiel.* »

« *L'incapacité de la société à fournir des liens sociaux forts entraîne un sentiment d'isolement et de solitude. Avant la pandémie, il y avait déjà une crise de la solitude... Les confinements ont aggravé la crise.* »

Stratégie de la terreur. Knock : « *Les gens bien portants sont des malades qui s'ignorent.* »

***"J'ai remarqué des taches violettes sur ma poitrine, on m'a dit que je n'avais que 3 semaines à vivre"* - Closer**

Cancer du poumon : ce simple signe sur vos doigts pourrait permettre un diagnostic précoce - Yahoo

---

Totalitarisme. Le couperet du scientisme ou la dictature scientifique.

Sexualité : quelle est la durée d'un rapport intime "*normale* ? La science a tranché - Grazia

Pourquoi il faut garder vos chaussettes... pendant l'acte sexuel – Yahoo

---

La fabrique à produire des impuissants et des pervers se porte bien ou rapporte gros.

Etats-Unis : Du Viagra bientôt vendu sous forme de pastilles à la menthe - 20minutes.fr 16 février 2023

Un médicament de type Viagra sous la forme de pastilles à la menthe. C'est ce que va proposer d'ici quelques jours la société américaine Hims & Hers, selon les informations de Franceinfo. En créant ce nouveau médicament, le site de télémédecine par abonnement cherche à passer outre la stigmatisation de ce type de produit utilisé pour lutter contre les troubles d'érection.

Le marché du Viagra est colossal. Il atteindrait 2,3 milliards de dollars en 2021 selon les chiffres de l'institut Grand View Research qui attend une croissance du marché de 8 % par an jusqu'en 2030. D'après l'organisation mondiale de la santé (OMS), 15 % des hommes seraient touchés par des troubles de l'érection chaque année. 20minutes.fr 16 février 2023

Cela fait partie de toutes les monstruosités qu'ils ont inventées et promues au cours des dernières décennies ou davantage.

Totalitarisme et wokisme. C'est quoi la pseudo-gauche au pouvoir ? Quand une infime minorité de dégénérés font la loi.

Espagne : congé menstruel, IVG, transidentité… Le Parlement adopte deux lois sur les droits humains - Le HuffPost 16 février 2023

L'Espagne adopte une loi dite « *transgenre* » permettant de changer de genre dès 16 ans - RFI 16 février 2023

Les députés espagnols ont adopté, jeudi 16 février, une loi permettant de changer librement de genre dès 16 ans, à l'heure où d'autres pays européens freinent sur ce sujet controversé. Ce vote est intervenu après des mois de débat au sein de la gauche au pouvoir. Dorénavant, avec cette loi dite « *transgenre* », il suffira aux Espagnols de 16 ans et plus d'une simple déclaration administrative pour changer de genre sur leurs papiers d'identité. RFI 16 février 2023

Polémique transgenre : La démission surprise de la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon - lemediaen442.fr 17 février 2023

La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a annoncé sa démission sans préavis. Elle avait été fragilisée par l'adoption d'une loi controversée sur la transition de genre en décembre.

La démission surprise de la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a provoqué un choc. Les Parlements britannique et écossais étant en vacances, son annonce a été faite lors d'une conférence de presse organisée en urgence. Nicola Sturgeon, qui a remplacé Alex Salmond en tant que Premier ministre d'Ecosse, restera en poste jusqu'à ce que son successeur soit élu. Bien qu'elle ait connu un

certain succès électoral, elle a également été confrontée à des polémiques, notamment liées à l'adoption d'une loi controversée facilitant la transition de genre dès 16 ans et au transfert d'une détenue transgenre, Isla Bryson âgé de 31 ans, reconnue coupable de viols sur deux femmes. L'administration écossaise des prisons entendait l'envoyer purger sa peine dans la prison de femmes de Cornton Vale, près de Stirling (centre de l'Ecosse).

Cette annonce intervient peu après la démission de la Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern. lemediaen442.fr 17 février 2023

Pourquoi un média des mondialistes en fait-il la promotion ?

Aux États-Unis, les communautés en ligne "*child-free*" font un tabac - Courrier international 16 février 2023

La pandémie a dopé le mouvement "*child-free*", ces adultes qui revendiquent d'être "*libres d'enfants*". Sur les réseaux sociaux, influenceurs et groupes de soutien se sont multipliés depuis deux ans, en particulier aux États-Unis. Une visibilité accrue qui n'est pas sans provoquer certaines réactions hostiles, rapporte la BBC.

En termes de popularité, c'est une véritable explosion : sur TikTok, les hashtags #child-free et #childfreebychoice totalisent respectivement 570 millions et 391 millions de vues. Et sur Reddit, le site communautaire américain de discussion et d'actualités sociales, le thème fédère 1,5 million d'abonnés. (Sans doute un truc propulsé par une officine mafieuse. – J-C)

Le mouvement "*child-free*" (mot à mot : "*libre d'enfants*") est en plein essor, constate le site de la BBC. Un phénomène très sensible aux États-Unis, mais qui touche bien d'autres pays. « *Quand j'ai lancé mon compte Instagram, il y a deux ans, il y avait peut-être trois ou quatre comptes* 'child-free'. *Aujourd'hui, il y en a des centaines* », explique Marcela Munoz, une influenceuse de 27 ans qui vit au Kansas et dont les comptes intitulés "*Childfree Millennial*" cartonnent sur TikTok, Instagram et YouTube.

Elizabeth Hintz, chercheuse de l'Université du Connecticut, confirme :

"*La décision de ne pas avoir d'enfants n'a rien de nouveau, mais la tendance à se revendiquer* 'child-free' *et à revendiquer ce choix s'est accentuée*." Courrier international 16 février 2023

Quelle justice quand des cocaïnomanes ou dealers détiennent le pouvoir ?

J-C - Il y a quelques jours en allant acheter du pain je tombe sur une vieille connaissance (75 ans environ), Louis, un Français installé ici depuis plus de 40 ans, il fait partie de la communauté internationale d'Auroville. Il me raconte que Modi, le Premier ministre, a décidé avec ses amis du BJP de reprendre en main la gestion de cette communauté et d'en exclure les étrangers, bref, de liquider cette communauté qui existe depuis le début des années 70, une utopie de hippies soixante-huitards attardés que je n'ai jamais fréquentés, trop individualistes à mon goût.

Cela s'est traduit immédiatement par une chasse policière au cannabis, dorénavant introuvable ou hors de prix, l'ouverture de 4 magasins d'alcool, alors qu'il n'en existait pas jusque-là, et surtout la

diffusion de cocaïne qui était pratiquement inexistante également parce que cette communauté y était opposée... Louis m'a dit, tu comprends, l'alcool et la cocaïne, cela rapporte un maximum de fric par rapport à l'herbe produite localement un peu partout, ils veulent avoir le contrôle de ce business, un cadeau pour les amis de Modi le fasciste, je répète ses propos.

En France, il y en a trop parmi les élites ou la société du spectacle qui se sont défoncés ou qui se défoncent encore à la cocaïne et d'autres drogues, qui se prostituent ou qui sont impliqués dans un tas de trafics pour que la justice passe…

Justice à deux vitesses ? Pierre Palmade échappe à la détention provisoire, c'est le choc pour la famille et amis des victimes - lemediaen442.fr 18 février 2023

Le célèbre humoriste Pierre Palmade ne sera pas incarcéré suite au tragique accident de circulation qui a eu lieu il y a une semaine en Seine-et-Marne. Mis en examen, il est assigné à résidence sous surveillance électronique selon une décision prise par un juge. Est-ce qu'il y a une justice à deux vitesses : conducteurs lambda vs personnalités publiques ?

Alors que les commentateurs à la télévision nous répètent que la procédure suivie pour Pierre Palmade — déjà connu des services de police — est tout à fait normale et qu'il n'est pas privilégié. Il est important de noter que des affaires similaires ou beaucoup moins graves sont nombreuses et que des conducteurs lambda sont placés en détention provisoire même s'ils n'ont ni blessé ni tué personne.

Cette disparité de traitement soulève des questions sur l'équité de la justice et laisse perplexe. Que doit-on en conclure ? Sur Google il est assez simple de se rendre compte que la détention provisoire peut avoir lieu sans pour autant casser le bassin d'une femme, tuer son bébé, briser la mâchoire d'un enfant de six ans qui doit voir son père dans le coma.

Ivre au volant, un chef d'entreprise, le tribunal a décidé son placement en détention provisoire
Quimper. Ivre au volant : six mois de prison ferme (il avait été placé en détention provisoire)
Ivre, il prend un sens interdit et part en détention provisoire
Ivre au volant, sans permis : Placé en détention provisoire
Placé en détention provisoire… 10 mois de prison pour le conducteur contrôlé deux fois ivre
Nidal C., alcoolisé au volant, a failli renverser des piétons. Il a été placé en détention en attendant d'être jugé en janvier.
Saint-Vaast-la-Hougue. Il conduit ivre et sans permis : Il est en détention provisoire à la maison d'arrêt de Cherbourg lemediaen442.fr 18 février 2023

D'où provient cette confusion générale observée en Occident ?

Pas un jour ne passe sans être témoin de la confusion qui règne dans toutes les strates de nos sociétés. Phénomène du hasard ? Je ne le crois pas. À l'origine, ceux qui l'alimentent pensent en faire un outil stratégique qui les servira à contrôler les populations. Sauf qu'en fin de compte, il semble bien que leur outil se retourne contre eux. Ce qui présage de fortes turbulences dès lors qu'aux manœuvres ils n'entendent rien lâcher.

https://reseauinternational.net/dou-provient-cette-confusion-generale-observee-en-occident/

Comment les puissants utilisent les crises pour concentrer la richesse et manipuler les masses

Dans un récent épisode de son émission « *Stay Free* », l'humoriste et commentateur politique Russell Brand a expliqué comment les crises qui touchent les gens ordinaires – de la pandémie de COVID-19 à la guerre en passant par la crise économique – sont autant d'occasions pour les personnes au pouvoir de concentrer leurs richesses et de manipuler les masses.

« *Dans divers types de crises, qu'il s'agisse d'une crise énergétique, d'une crise sanitaire ou d'une crise militaire, il y a de curieux profits et avantages à en tirer* », a déclaré M. Brand.

M. Brand a fait appel à Mattias Desmet, docteur en psychologie de l'université de Gand, en Belgique, pour discuter de son livre « *The Psychology of Totalitarianism* ».

Le livre théorise la façon dont les dirigeants manipulent les crises comme des instruments psychologiques pour un contrôle totalitaire.

M. Desmet a expliqué qu'une société totalitaire, qui, selon lui, s'est formée tout au long de la crise pandémique, se distingue de la dictature classique en ce qu'elle s'appuie sur la « *formation des masses* » – un phénomène psychologique de groupe où les gens perdent leur capacité à évaluer de manière critique le groupe auquel ils s'identifient.

Les personnes sous l'emprise de la formation de masse, a-t-il dit, sacrifieront leur propre bien-être au profit du récit du groupe et deviendront radicalement intolérants aux opinions divergentes.

Il a averti qu'au stade final de la formation des masses, qui, selon lui, n'est pas encore arrivé dans la société contemporaine, les gens deviennent prêts à commettre des atrocités contre ceux qui ne vont pas dans le sens des masses.

M. Desmet a décrit les conditions nécessaires pour que cette formation de masse se développe dans une large population. Il a déclaré que l'incapacité de la société à fournir des liens sociaux forts entraîne un sentiment d'isolement et de solitude.

Avant la pandémie, il y avait déjà une crise de la solitude, a déclaré M. Desmet. Les confinements ont aggravé la crise.

La solitude et l'isolement donnent l'impression que la vie n'a pas de sens, ce qui entraîne une « *anxiété flottante* » généralisée – un état dans lequel les gens se sentent inquiets, frustrés et agressifs, sans pouvoir en identifier la cause.

« *L'anxiété flottante est extrêmement aversive parce que lorsque vous ne savez pas pourquoi vous êtes anxieux, vous ne pouvez pas contrôler votre anxiété* »

https://reseauinternational.net/comment-les-puissants-utilisent-les-crises-pour-concentrer-la-richesse-et-manipuler-les-masses/

C'est le signe que le « *système arrive à sa totale fin* ».

***"L'absence de vision et l'impunité des hauts fonctionnaires sont la démonstration que le système arrive à sa fin"* Paul-Antoine Martin - FranceSoir 11 février 2023**

"*Absence de vision et de stratégie*", "*manque de culture*", "*prétention*"... C'est dans ces termes incisifs que Paul-Antoine Martin dépeint les hauts fonctionnaires français dans son ouvrage "*Le clan des seigneurs : Immersion dans la caste d'État*", paru le 11 janvier 2023 aux éditions Max Milo. Ingénieur de formation et cadre dirigeant, il dévoile dans cet "*Entretien essentiel*" le "*fonctionnement de mafia*" et le raisonnement de ces membres de la haute administration qui "*sont la caricature d'eux-mêmes*". Dressant un constat "*assez terrible*" de ces personnes qui "*peuvent échouer sans que leur carrière ne s'arrête*", Paul-Antoine Martin nous explique cet état de fait par "*leur impunité*", selon lui, signe que le "*système arrive à sa totale fin : son accomplissement dans le dérèglement*".

Ils ne sont pas élus, ils ne sont pas connus, mais ces hauts fonctionnaires "prennent les décisions, ont le pouvoir en France, ne risquent rien, ne craignent rien et auront, de toute façon, les honneurs de la nation : la République en fait son élite". "*Ils savent mieux que quiconque. Encore mieux que les experts, avec une assurance en leur savoir : une totale prétention*". Même un Premier ministre "*a eu du mal*" face à ce corps, explique Paul-Antoine Martin, en racontant l'anecdote d'un haut fonctionnaire, indéboulonnable, qui "*a réussi l'exploit*" de faire baisser de 30% l'activité d'une infrastructure économique en sept ans. Il le souligne : "*J'en ai vu qui ne lisent pas, ou qui sont à la tête de structures de commerce international sans pouvoir parler en anglais*".

Évoquant sans détours un "*esprit appauvri*", un "*avachissement intellectuel, culturel et surtout moral*" qui font "*que ces personnages finalement se rabougrissent à leurs caricatures*", l'auteur attire particulièrement l'attention sur "*l'analogie*" entre hauts fonctionnaires sortis des écoles Polytechnique et de l'ENA et grands dirigeants politiques ou certains membres du gouvernement : "*Je comprenais d'autant mieux nos hommes politiques en observant les hauts fonctionnaires et réciproquement. J'ai constaté qu'ils sont assez semblables dans leur mode de fonctionnement*".

Son livre "*Le clan des seigneurs: Immersion dans la caste d'État*" dévoile, à travers un personnage, "*l'état d'esprit de ces personnes*", leurs comportements, leur manière de raisonner et de penser les choses, avec, en prime, de nombreuses anecdotes : "*Toutes sont vraies. Il y en a qui sont incroyables, grotesques, mais vraies. C'est un récit dans lequel tous les faits sont avérés*". Un travail "*courageux*" mais également "*dangereux*".

Pour assister à l'entretien :

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/paul-antoine-martin-hauts-fonctionnaires

---

L'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord peaufine son statut criminel.

L'Otan devient une coalition de volontaires - Réseau Voltaire 15 février 2023

Les ministres de la Défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se sont réunis à Bruxelles pour signer une Convention modificative des statuts de l'Alliance.

Désormais l'Otan pourra entrer en guerre hors article 5, c'est-à-dire sans qu'un de ses membres soit attaqué, et non plus à l'unanimité, mais à la majorité. Il s'agit de faire de l'Organisation une «

coalition de volontaires à la carte ». En ligne de mire : la Russie et la Chine. Réseau Voltaire 15 février 2023

Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.

Avec un peu de chance, ils décideront de bloquer le pays quand la majorité qui y était prête ne le sera plus.

Nouvelle journée contre la réforme des retraites : entre 440 000 et 1,3 million de manifestants - RT France 16 février 2023

Des organisations étudiantes et lycéennes ont appelé à «*durcir le mouvement*» contre la réforme des retraites, avec des actions tous les jeudis jusqu'au 7 mars puis une journée de mobilisation de la jeunesse le 9 mars.

«*Nous appelons la jeunesse à se mobiliser, à durcir le mouvement et à mettre à l'arrêt le pays pour faire comprendre au gouvernement que nous refusons son projet de réforme des retraites*», ont indiqué dans un communiqué commun les syndicats étudiants Unef, Alternative et la Fage, le mouvement lycéen La Voix lycéenne, ou encore l'Union des étudiants communistes, les Jeunes socialistes, les Jeunes insoumis et les Jeunes écologistes.

Les organisations encouragent notamment «*à construire la mobilisation par des actions sur les lieux d'études tous les jeudis jusqu'au 7 mars*», puis «*à faire monter la pression le 7 mars*» et «*à continuer la mobilisation le 8 mars*». Ils appellent «*à une journée d'action et de mobilisation de la jeunesse, le 9 mars, pour dénoncer et mettre en lumière l'impact de la réforme sur les jeunes et imposer une véritable mise en protection sociale des jeunes*». RT France 16 février 2023

Les agents du régime à la manœuvre viennent en aide à Macron-BlackRock.

Ralentir les débats ou accélérer: la Nupes se divise sur les amendements avant le vote sur les 64 ans - BFMTV.com 17 février 2023

Le vote devrait se tenir vendredi soir peu avant minuit, heure à laquelle les débats autour de la réforme des retraites prendra fin. Le Sénat et l'Assemblée nationale doivent se prononcer avant le 26 mars dans le cas contraire le gouvernement pourra faire passer la réforme par ordonnances comme indiqué à l'article 47-1 de la Constitution utilisé par l'exécutif.

Les socialistes ont de leur côté indiqué avoir enlevé "*100% de leurs amendements*" avant l'article 7. Il en restait moins de cinq chez les écologistes avant la coupure du dîner à 20 heures.

Preuve que les insoumis eux-mêmes hésitent : selon plusieurs parlementaires, un vote interne jeudi soir a rejeté de peu l'abandon d'amendements.

Dans les rangs des communistes, on assume la stratégie. "*Oui, allons vite à l'article 7. Les salariés, les Français nous regardent. Que tout le monde retire ses amendements*", a lancé sur son compte Twitter le numéro 1 du PCF.

Mélenchon lors d'un meeting quelques heures plus tard à Montpellier, a dénoncé "*une lourde erreur de la part des communistes*". À 17 heures, le leader insoumis est venu interrompre les débats sur les retraites qui patinaient au Palais Bourbon et semer un peu plus la pagaille dans les rangs d'une union de gauche aussi fragile que fragilisée.

« *Incompréhensible retrait des amendements du PCF. Pourquoi se précipiter à l'article 7 ? Le reste de la loi ne compte pas ? Hâte de se faire battre ?* », a lancé, sur le réseau social Twitter.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, et son homologue de la CGT, Philippe Martinez, ont tous deux souhaité que le débat et le vote puisse avoir lieu sur l'article 7, qui porte la mesure d'âge. BFMTV.com 17 février 2023

« *Il y a du mou dans la gâchette* » (1) et cela fait marrer nos ennemis !

Retraites : les syndicats doivent-ils durcir le mouvement pour se faire entendre ? - lejdd.fr 16 février 2023

Cependant, en dépit de la sortie de la crise sanitaire ou de l'augmentation du nombre de salariés, le niveau de mobilisation ne progresse pas sensiblement.

Certes, les syndicats font un important travail de communication – très unitaire –, d'organisation et d'encadrement pacifique des manifestations.

Mais il faut compter aussi avec un mécontentement social latent, en lien avec l'inflation et le surenchérissement des prix de l'énergie et de l'alimentation, qui n'est pas nécessairement encadré par les syndicats, certains manifestants préférant même défiler sous aucune bannière syndicale. Malgré cette réussite, avec plus de 2 millions de syndiqués revendiqués par les diverses organisations, il reste du potentiel pour conférer une dimension historique à la contestation.

C'est sans doute le choix d'un répertoire d'action – selon le terme du sociologue Charles Tilly – trop classique ou trop bien encadré, qu'il faut interroger : celui de la manifestation de rue, lors d'une journée, en semaine ou le week-end.

Mais peut-il en être autrement ? On voit aussi que, contrairement au calcul fait pour mobiliser davantage de gens du privé, le choix du samedi ne fonctionne pas plus qu'un jour de semaine (voire moins).

Si certains salariés du privé sont bien présents dans les cortèges, et sans doute en plus grand nombre que d'habitude (au vu de taux de grévistes plutôt en recul dans les services publics), ils restent encore minoritaires.

Ainsi, la stratégie privilégiée par les syndicats depuis plusieurs années, soit des manifestations pacifiques, fondées sur le « *nombre* », malgré des succès passés, ne suffit pas – pour le moment – pour trancher le désaccord social sur la réforme des retraites. Dès lors que faire ?

Les syndicats hésitent entre continuer à manifester ou faire grève. Certains se disaient favorables à ce « *durcissement* » depuis le début, notamment des fédérations de la CGT – cheminots, énergie, chimistes (dont les raffineurs)… – mais aussi l'Union syndicale Solidaires (qui rassemble les syndicats SUD), connues pour son radicalisme et une type de syndicalisme « *à l'ancienne* », fondé sur le militantisme et, souvent, le conflit ouvert.

Mais que signifie le mot « *durcissement* » ? Il est censé illustrer une gradation dans l'action collective.
Celle-ci ne consistera plus seulement en des défilés pacifiques et intermittents – certains syndicalistes critiquant au passage des journées « *saute-mouton* » peu efficaces.

Il s'agira d'actions plus déterminées, voire plus violentes (même si le terme reste tabou) et continues. L'objectif est d'engendrer des désordres dans l'économie ou dans la vie sociale ou quotidienne – étant entendu que les salariés se montreront compréhensifs puisqu'il s'agit de leur bien – pour faire céder un gouvernement sourd aux seules manifestations de rue.

Vers de nouvelles formes d'actions ?

Tous les syndicats ne sont pas favorables à une telle évolution. Mais plus personne ne les exclut. Même la CFDT, qui a patiemment sculpté son identité réformiste depuis des années, ne la rejette pas, du moins par antiphrase.

Ainsi, son leader, Laurent Berger, faisant allusion aux « *gilets jaunes* », s'étonnait récemment que les formes d'actions « *très violentes* » (et minoritaires) aient obtenu gain de cause alors que les revendications portées par des manifestations pacifiques, bien plus nombreuses, laissent indifférents les pouvoirs publics.

Cela légitime implicitement des actions plus radicales. Pour autant, ce n'est pas la violence qui a caractérisé les « *gilets jaunes* ». Ce mouvement a innové, en révélant une France des invisibles.

Reste à passer à ces nouvelles formes d'actions : grève d'un jour, voire reconductible…

Une « *grève générale* » pourrait aussi se profiler même si elle n'est pas encore annoncée comme telle. L'intersyndicale préfère l'euphémisme de « *mise à l'arrêt de tous les secteurs* » pour éviter d'effrayer l'opinion tout en se préservant d'un échec éventuel qui serait sans doute rédhibitoire.

Une telle grève paraît aussi hypothétique. Celles qui ont réussi – pour faire allusion au Front populaire ou à mai 1968 – n'ont pas été décrétées par les confédérations syndicales. Et le secteur privé, en particulier, ne semble pas prêt à une telle éventualité, d'autant plus que la responsabilité directe des entreprises n'est pas en cause dans la réforme. Comme une récente enquête du ministère du Travail vient de le rappeler, le taux de syndicalisation dans le secteur privé continue de reculer. Dès lors, pour les organisations syndicales, susciter et encadrer un tel mouvement paraît difficile. Les syndicats paient implicitement leur éloignement de bien des salariés à la base et notamment, des plus jeunes, même si leurs récents succès dans la rue montrent qu'ils sont bien vivants.

Le « *durcissement* » pourrait aussi venir d'une implication plus forte des organisations étudiantes. Présentes dans l'intersyndicale, ces dernières restent encore peu impliquées et les universités, sauf exception, ne connaissent pas de perturbations.

Les confédérations syndicales, à l'instar de Laurent Berger, insistent par ailleurs beaucoup sur ce qui serait une « *révolte des sous-préfectures* ». Bref, le mouvement serait particulièrement actif dans les petites villes. En fait, peu de comparaisons sérieuses ont été faites entre le nombre de manifestants actuels et passés dans ces villes.

Un examen rapide révèle que la situation s'avère contrastée. Ce surcroît de manifestants dans certaines villes s'explique, semble-t-il par l'importance locale de l'emploi public. Cela confère à ces populations des taux de syndicalisation supérieurs à la moyenne.

Ainsi, cette « *révolte des sous-préfectures* » révélerait d'abord les forces et faiblesses de la syndicalisation. Mais les syndicats y voient surtout des exemples à suivre, traduction d'une colère profonde dans le tissu social. The Conversation/lejdd.fr 16 février 2023

Note.

1- Un film de Louis Grospierre, sorti en 1967 avec Bernard Blier, Jean Lefebvre deux tueurs qui ratent toujours leur cible, et Francis Blanche…

D'autres éléments de réflexion.

- Beaucoup d'observateurs, comme Jérôme Fourquet, et bien des syndicalistes ont souligné des mobilisations d'une ampleur inédite dans des villes moyennes avec des taux de mobilisation assez impressionnants dans des villes comme Figeac, Morlaix, Tulle, Quimperlé, Tarbes, Vesoul, Aubenas, Montargis, Digne-les-Bains, Vierzon. Mon collègue Jean Viard analyse ce phénomène comme la mobilisation de « *la France des gens de peu* », celle des sous-préfectures et des petites villes qui se sentent reléguées. Dans ces petites communes, certaines catégories se sentent abandonnées par un pouvoir politique qui ne comprend plus les difficultés de la vie des citoyens « *ordinaires* ». Il est tentant de faire un parallèle avec les Gilets jaunes, bien sûr, même si l'on manque de données pour étayer empiriquement cette hypothèse.

...on voit que la question de la juste rémunération de sa vie au travail, de la juste récompense des efforts faits dans sa vie agit comme un puissant levier qui explique l'opposition à cette réforme sur l'âge de départ en retraite. lepoint.fr 16 février 2023

Si vous détestez la gauche, c'est parce que c'est un agent masqué de l'oligarchie financière mondialiste.

J-C - Qui agit comme l'extrême droite, qui est le tyran, qui s'en prend à la santé de la population, pas forcément ceux qu'on croit.

Lula - « *Moi, si j'ai 10 vaccins covid et 50 à prendre au total, j'en prends autant que nécessaire, parce que j'aime ma vie*»

Au Brésil, la loi oblige tous les enfants à recevoir 26 vaccins avant l'âge de quatre ans, et vous savez comment la gauche de Davos ose appeler ce cadeau aux trusts pharmaceutiques mafieux, un système de santé publique universel. Mais il y a pire, quand le sadisme rivalise avec l'injustice.

Lors de son premier mandat Lula lança en 2003 le programme Bolsa Família, il exigeait que les chefs de famille reçoivent une allocation qui s'élevait à quelques dizaines d'euros par mois, que leurs enfants soient scolarisés et vaccinés.

Dès sa prise de fonction il y a cinq ans, Jair Bolsonaro avait supprimé notamment l'obligation de se faire vacciner.

Bien entendu, Lula soutint à fond l'injection des substances expérimentales des empoisonneurs de Big Pharma de la population brésilienne, tandis que Bolsonaro, d'extrême droite, s'y opposait, mieux, il continua à affirmer que notamment l'hydroxychloroquine pourraient aider à prévenir l'hospitalisation, ce qui était tout à fait exact. (Source : profidecatholica.com 13 février ; fr.italy24.press 16 février 2023 – Précision : La première source est catholique conservatrice ou très à droite, et la seconde se veut de gauche, la pire qu'on puisse imaginer, donc on ne pourra pas m'accuser d'avoir choisi des sources orientées idéologiquement à sens unique.)

Tsahal et le Mossad, les médias, ont toujours été au service de la démocratie, qui en doutait franchement ?

The Guardian piège l'Israélien Tal Hanan, qui s'entoure d'agents du Mossad et aurait manipulé 30 élections dans le monde - lemediaen442.fr 18 février 2023

Selon une enquête menée par un consortium international de journalistes, dont Le Monde, Der Spiegel, El País... Une équipe de contractants israéliens aurait manipulé plus de 30 élections à travers le monde en utilisant des méthodes de piratage, de sabotage et de désinformation automatisée sur les réseaux sociaux.

Dans la vidéo ci-dessous, The Guardian a piégé Tal Hanan — surnommée « *Team Jorge* » —, un ancien soldat des forces spéciales qui aime s'entourer de soldats de Tsahal (Armée de défense d'Israël) et d'agents du Mossad. L'entreprise secrète opérait lors d'élections de divers pays depuis plus de deux décennies, et offrait ses services à des agences de renseignement, des campagnes politiques et des entreprises privées qui voulaient manipuler secrètement l'opinion publique.

« *Nous avons une équipe en Grèce et une équipe aux Émirats… [Nous avons réalisé] 33 campagnes au niveau présidentiel, dont 27 ont été couronnées de succès.* » – Tal Hanan

Une grande partie de leur stratégie consistait à perturber ou saboter les campagnes rivales. L'enquête que nous avons partagé dans article précédent — Une agence israélienne diffusait de fausses informations aux Français avec l'aval de BFMTV — révèle également qu'une partie du travail de l'équipe consistait à infiltrer (ou collaborer ?) les médias « *grand public* » afin de divulguer de fausses informations — comme ce fut le cas avec la chaîne de télévision BFMTV, dirigée par le Franco-Israélien Patrick Drahi —, qui étaient ensuite amplifiés par le logiciel Aims de Team Jorge. Ce dernier contrôle une vaste armée de milliers de faux profils de médias sociaux sur Twitter, LinkedIn, Facebook, Telegram, Gmail, Instagram et YouTube, certains avatars ayant même des comptes Amazon avec des cartes de crédit, des portefeuilles bitcoin et des comptes Airbnb.

« *Nous pouvons rassembler des renseignements sur nos rivaux en utilisant des techniques de piratage pour accéder aux comptes Gmail et Telegram.* » – Tal Hanan

Tal Hanan nie toute activité illégale et le ministère israélien de la Défense n'a pas répondu aux demandes de commentaires. L'enquête jette une lumière crue sur l'industrie de la désinformation relayée par les grands médias mainstream, soulignant les défis auxquels sont confrontées les plateformes de grandes technologies. lemediaen442.fr 18 février 2023

Vidéo. The Guardian a piègé Tal Hanan

https://odysee.com/@vcuendet:1/The-Guardian-1-et-2:c?src=embed

---

Dossier santé.

A savpir. Qui a couvert ce massacre, n'est pas apte à s'exprimer en notre nom.

Guillaume Bigot : « *190 000 effets secondaires*, c'est très important. Des gens qui sont morts et d'autres ont eu des handicaps. » - lemediaen442.fr 16 février 2023

Le politologue Guillaume Bigot affirme sur CNews que les chiffres des vaccins anti-Covid permettent d'avoir une vision claire des effets secondaires en France, avec 190 000 cas recensés, dont 25% sont considérés comme graves. Cela représente près de 50 000 effets secondaires graves, parmi lesquels on peut citer des cas de thrombose, de péricardite ou encore de paralysies neurologiques. Bien que la plupart de ces effets secondaires graves sont réversibles, même s'ils ont nécessité une hospitalisation, certains effets sont irrémédiables, et il y a eu des décès et des cas de handicap « *190 000 effets secondaires, c'est très important. […] Il y a des gens qui sont morts, il y a des gens qui ont eu des handicaps.* » faisant référence au reportage d'Arte « *Les effets secondaires graves de la vaccination anti-Covid : la lutte pour être reconnus* » dans lequel on peut voir des personnes souffrant d'effets secondaires graves. lemediaen442.fr 16 février 2023

Il suffit de prendre un des traitements efficaces contre la covid-19, hydroxychloroquine ou ivermectine notamment.

Le Dr Robert Malone explique comment éliminer l'injection de votre système - lemediaen442.fr 16 février 2023

Robert Malone répond à cette question de l'animateur radio et de télévision Grant Stinchfield "*Existe-t-il un moyen d'éliminer ce vaccin de votre système et d'en inverser les effets pour qu'il ne soit plus présent ?"*

https://odysee.com/@ana%C3%AFstea:0/ROB-MALONE-(1):e?src=embed

---

Mais où est passé le mouvement ouvrier, devinez ?

Des enseignants non vaccinés de New York fichés au FBI avec leurs empreintes digitales - lemediaen442.fr 16 février 2023

Des enseignants non vaccinés à New York ont vu leurs empreintes digitales envoyées au FBI avec un signalement « *code problème* », ce qui peut nuire à trouver un emploi selon l'avocat John Bursch « *Lorsque la ville appose ces « problem codes » sur les employés qui ont été licenciés, non seulement ils ont ce signalement dans leur dossier, mais leurs empreintes digitales sont envoyées*

avec ce signalement au FBI et aux services de justice pénale de New York, ce qui a un impact sur leur capacité à trouver un emploi ailleurs. »

Les enseignants concernés ont dénoncé cette pratique, se demandant pourquoi leurs empreintes digitales ont été envoyées et quelle activité criminelle ils auraient commise, à part avoir refusé quelque chose qui ne leur convenait pas religieusement. Rachelle Garcia, une des enseignantes fichées : « *Qu'ai-je fait ? A quel type d'activité criminelle ai-je participé ? Mise à part avoir refusé quelque chose qui ne me convenait pas religieusement et mentalement ?* » lemediaen442.fr 16 février 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Lu. Quand le brouillard de la guerre commence à se dissiper…

Les deux récentes révélations qui modifient la donne sont :

– les déclarations concordantes de l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, de l'économiste américain Jeffrey Sachs et des médiateurs turcs, selon lesquelles le gouvernement ukrainien a été à très proche, fin mars 2022, de signer un accord avec la Russie pour mettre un terme au conflit ;

– l'article de Seymour Hersh décrivant la manière dont les Etats-Unis ont procédé pour conduire l'opération de sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 et les conclusions d'un procureur allemand chargé de l'enquête.

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/quand-le-brouillard-de-la-guerre-commence-a-se-dissiper/

Comment faire passer un régime néonazi pour un régime parlementaire bourgeois.

J-C – On est là en présence d'une falsification de l'histoire dans des proportions inouïes, gardez en mémoire en lisant cet article que depuis le 22 octobre 2022, la Cour de cassation ukrainienne a terminé d'interdire les 12 partis politiques d'opposition. Les syndicats et les médias sont soumis à la même interdiction, seules les organisations accréditées par les néonazis au pouvoir ont encore le droit d'exister et de s'exprimer sous contrôle. France Télévisions ne peut pas l'ignorer.

Guerre en Ukraine : entre efficacité et opacité, comment le Parlement de Kiev continue à travailler malgré le conflit - France Télévisions 18 février 2023

La Rada ne chôme pas depuis le début de l'invasion russe. En dépit de la loi martiale, les parlementaires doivent adopter de nombreux textes, au prix d'une nouvelle organisation.

Depuis cette journée du 24 février, le travail parlementaire n'a pas cessé.

Près de "*273 sur 423 élus*" sont présents, selon Oleksiy Hontcharenko. (Où sont passés les autres ? La réponse plus loin. – J-C)

"*Nous n'annonçons plus les dates des sessions publiquement, elles ne sont pas retransmises en direct sur internet, mais diffusées plus tard, et la presse n'est pas autorisée à y assister*", détaille Yevheniia Kravchuk. Les députés sont invités à ne pas diffuser ces informations...

"*Des députés étaient même armés pour défendre le cœur de la démocratie de l'envahisseur. Nous n'oublierons jamais ce moment*." Oleksiy Hontcharenko, député ukrainien d'opposition à franceinfo

Les parlementaires ont aussi réduit leur temps de présence physique dans l'hémicycle, avec des sessions de deux jours, programmées une à deux fois par mois.

Au-delà des questions d'organisation, le conflit a aussi bouleversé les dynamiques politiques au sein du Parlement. "*Avant la guerre, le parti de Volodymyr Zelensky avait parfois du mal à faire voter des lois, malgré sa majorité absolue*", rappelle Sarah Whitmore, chercheuse à l'université Brookes d'Oxford et spécialiste du Parlement ukrainien. A présent, les députés, y compris d'opposition, votent presque systématiquement avec le gouvernement. "*Les forces parlementaires, malgré des différences idéologiques, se sont consolidées pour s'opposer à l'agresseur*", justifie Oleksiy Hontcharenko.

Les débats n'ont pas disparu pour autant (...) On est loin du temps des bagarres à répétition dans l'hémicycle. De nombreux Ukrainiens voient cette nouvelle ambiance d'un bon œil.

Plusieurs députés prorusses siègent encore à la Rada, malgré la dissolution de leurs partis en juin par le président Zelensky. "*Les députés craignent la présence de ces élus dans les réunions, relate Sarah Whitmore. L'un d'entre eux est accusé de trahison et deux autres ont quitté leur poste, mais cela remet en cause le sérieux de l'institution*."

Au-delà des députés, l'absence de transparence inquiète la société civile.

Une inquiétude que ne partagent pas les députés ukrainiens interrogés par franceinfo. "*Il est naturel que la démocratie souffre en temps de guerre, ça ne peut pas être autrement*", répond Oleksiy Hontcharenko. Mais nous devons la préserver et la restaurer complètement après notre victoire."

Selon Wikipédia pro ukrainien ou Otan.

Oleksiy Hontcharenko figure sur la liste des sanctions de la Russie depuis 2015.

Toutes ces années, il a vivement critiqué la Russie pour ses violations des droits de l'homme. Depuis 2019, il s'oppose au retour de la délégation russe à l'APCE. Lors de la session de printemps de l'APCE en 2022, il a activement plaidé pour la création d'un tribunal international qui enquêterait sur les crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine. Il appert, l'APCE a appelé à la création urgente d'un tel tribunal peu de temps après.

Il a organisé des réunions en ligne avec des membres du Congrès américain et a préconisé des sanctions plus sévères à l'encontre de la Russie.

Par exemple, lors d'un discours devant 50 membres du Congrès américain, il a fait pression pour un embargo sur le pétrole et le gaz russes. Les États-Unis ont ensuite imposé une interdiction des exportations de pétrole russe.

Lors de la session de printemps de l'APCE en avril 2022, il a plaidé en faveur d'un tribunal international spécial pour les crimes de guerre russes en Ukraine. En conséquence, l'Assemblée parlementaire a adopté une résolution demandant la création d'un tel tribunal.

L'Ukraine interdit le dernier parti politique d'opposition - Réseau Voltaire 23 octobre 2022

https://www.voltairenet.org/article218299.html

La Cour de cassation ukrainienne a terminé d'interdire les 12 partis politiques d'opposition. Le dernier était le Parti socialiste d'Ukraine.

Il est reproché à ces formations d'avoir agi en respectant les Accords de Minsk (2015), reconnus par le Conseil de sécurité des Nations unies (résolution 2202).

En mars le Conseil de sécurité ukrainien avait décidé d'interdire ces formations. Une loi a été votée par la Rada, le 3 mai, puis signée par le président Zelensky, le 14 mai. La Fédération de Russie ayant décidé d'intervenir pour protéger les victimes des violations des Accords de Minsk, toute référence à ces Accords est considérée comme une « haute trahison ».

Seul l'oblast de Transcarpathie (proche de la Hongrie) refuse de démettre les élus locaux issus des partis politiques interdits.

Selon l'Otan, l'Ukraine est une « *grande démocratie* » (sic).

Quelques éléments sur le « *parlement démocratique* » ukrainien.

Dans la causerie du 13 août 2014

LeMonde.fr - Le vote, en première lecture au Parlement ukrainien, d'un projet de loi permettant aux autorités d'interdire des médias pour des raisons de « *sécurité nationale* » sans décision de justice.

Le projet de loi, qui doit être à nouveau examiné jeudi, permettrait au Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien, sous contrôle du président Petro Porochenko, d'interdire la diffusion de médias locaux ou internationaux, qu'il s'agisse de journaux, de sites Internet, de radios ou de chaînes de télévision. LeMonde.fr 12.08

Dans la causerie du 18 avril 2015

Adoptée en septembre dernier par le Parlement ukrainien, cette loi a déjà permis de faire tomber de nombreuses têtes, comme l'explique notre correspondante Maria Korenyuk : ''*La Cour a commencé à examiner la constitutionnalité d'une loi qui est en vigueur depuis plus de six mois. Durant cette période, 500 fonctionnaires de l'ancien régime ont été limogés et 1500 autres ont démissionné.*'' euronews.com 17.04

Seul l'agence de presse Euronews rendait compte de ces infos, les médias institutionnel français pratiquent la censure ou complotent dans notre dos. L'Ukraine fasciste, c'est à deux pas de chez vous, n'est-ce pas ? Alors pourquoi aucun parti n'a-t-il pas organisé une manifestation ou un rassemblement devant l'ambassade d'Ukraine à Paris, pourquoi le mouvement ouvrier ne se mobilise-t-il pas pour venir en aide au prolétariat ukrainien ?

Dans la causerie du 26 avril 2015

Le 9 avril 2015, le parlement ukrainien avait voté une loi glorifiant l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) et l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) qui massacrèrent plus de 80 000 Polonais – essentiellement de confession juive – en Volhynie et en Galicie. Parallèlement aux propos du général polonais, le centre Simon Wiesenthal a ouvertement condamné la dérive néo-nazie et révisionniste du parlement et du gouvernement ukrainiens. Arrêt Sur Info 21.04

Le nazisme à l'honneur à Kiev, comme quoi nous n'avions pas rêvé.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF) - legrandsoir.info 20.04

Le centre Simon Wiesenthal condamne les décisions prises par le parlement ukrainien de mettre à égalité le Nazisme et le Communisme et de reconnaître les collaborateurs nazis locaux comme des « *combattants de la liberté*», « *le vote d'une interdiction contre le nazisme et le communisme consiste à mettre à égalité le régime le plus génocidaire de l'histoire humaine avec le régime qui a libéré Auschwitz et contribué à mettre fin au règne de terreur du Troisième Reich* » a déclaré le Dr Efraim Zuroff, directeur pour les affaires d'europe de l'est au centre Wiensenthal.

(https://theorisk.wordpress.com/2015/04/17/le-centre-simon-wiesenthalcondamne- la-derive-neo-nazie-et-revisionniste-de-kiev/)

Dans la causerie du 16 mai 2015

En attendant, Porochenko a promulgué hier les lois qui avaient été adoptées par le parlement ukrainien le 9 avril dernier, interdisant toute propagande communiste et glorifiant les combattants nationalistes ayant combattu au côté des nazis.

Le régime ukrainien soutenu par Washington, Bruxelles et Paris notamment est devenu officiellement fasciste. On attend toujours que les partis ouvriers le caractérise comme tel.

Dans la causerie du 21 février 2017

- ... le Parlement ukrainien a élu Andreï Paroubi comme nouveau président du Parlement ukrainien à la majorité des députés.

Andreï Paroubi est le cofondateur du parti néo-nazi ukrainien. Il a animé toutes ses milices militaires pendant plusieurs années. Il s'est occupé du commandement militaire de Maïdan. Cet homme-là a été nommé président du parlement ukrainien dans un contexte de tensions avec la Russie. On imagine ce que la nomination d'un tel personnage signifie pour la stabilité de l'Europe. Il n'y a pas une information là-dessus dans Le Monde. Le président du parlement du plus grand pays d'Europe est le fondateur du parti néo-nazi local et Le Monde n'en parle pas.

J'ai consacré du temps à cette histoire sur mon blog. j'ai même fait un très gros effort, j'ai fait traduire la prose de ce sinistre personnage des années 1990 en français. Dedans, on apprend que le rôle historique de l'Ukraine est de protéger la race blanche en Europe des hordes barbares asiatiques qui vont les envahir avec les Russes. Cet homme est président du parlement. C'est délirant. Il rencontre les plus grands dirigeants de l'Europe et cela ne pose aucun problème. C'est de ce genre de choses dont j'ai parlé et qui me font être haï par les grands médias. C'est parfaitement vrai. C'est parfaitement factuel. Ils n'en parlent pas. c'est un exemple de « no news » avec des conséquences

dramatiques. (Olivier Berruyer fondateur et animateur du blog Les-Crises.fr - Source : interview au portail Le Grand Soir)

Dans la causerie du 14 juin 2018

- De Rugy critiqué pour la réception d'un député ukrainien nationaliste - L'Express.fr

A l'ordre du jour pour François de Rugy ce lundi 11 juin est en effet inscrit un entretien à 10h avec Andriy Parubiy, président de la Rada (parlement ukrainien) depuis 2016. En fin de journée, le président du Sénat Gérard Larcher (LR) devait également recevoir M. Paroubiï. Il a fondé au début des années 1990 le parti social-nationaliste d'Ukraine, appelé par la suite "*Liberté*" ("*Svoboda*" en langue originale), réputé d'extrême droite. Ses partisans arborent notamment des symboles wolfsangel, utilisés pendant la Seconde Guerre Mondiale par des unités nazies.

Dans la causerie du 8 février 2019

- L'Ukraine fait de la date d'anniversaire d'un collaborateur nazi un jour férié et interdit un livre critiquant un leader antisémite - Les Crises 30.01

Le Parlement ukrainien a officiellement désigné l'anniversaire d'un collaborateur nazi de premier plan (Stepan Bandera Bandera - ndlr) comme jour férié, tout en interdisant un livre critiquant un autre dirigeant national antisémite (Symon Petliura - ndlr).

Le 17 décembre, l'Ukraine a voté contre une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à lutter contre « *la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques contribuant à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y sont associées* », selon l'agence de presse Tass. Les États-Unis ont également voté contre la mesure, bien que 129 pays aient appuyé cette initiative.

Yaroslav Stetsko, bras droit de Stepan Bandera, écrit donc en 1941 qu'il approuve totalement "*l'extermination des Juifs et la rationalité des méthodes allemandes d'extermination des Juifs, au lieu de leur assimilation*".

Ce Yaroslav Stetsko, sous prétexte de lutte contre le communisme, va bénéficier du soutien des USA comme de nombreux autres criminels de guerre ayant collaboré avec les nazis. Il va créer à Munich en 1946 le "*Bloc des nations anti-bolchéviques*" qu'il présidera jusqu'à sa mort en 1986.

Article complaisant du "*Washington Post*" du 21 juillet 1981, "*Yaroslav Stetsko, le patriote solitaire*" - Les Crises 30.01:

https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1981/07/21/yaroslav-stetsko-the-lonely-patriot/5f432413-8437-4b17-8326-35a2253a66cc/?noredirect=on&utm_term=.e870ce569f79

Y a-t-il des nazis en Ukraine ?

Lev Golinkin. Monuments aux collaborateurs nazis en Ukraine. 27 Janvier 2021 - Tribune Juive 30 janvier 2023

Forward est un site d'obédience juive. Dans le cadre d'une série consacrée à travers le monde aux monuments à la mémoire de collaborateurs nazis, ils se sont arrêtés en Ukraine. On peut dire qu'ils ont été servis. Cet article est paru au mois de janvier 2021, soit plus d'un an avant l'Opération Militaire Spéciale russe. Un voyage dans l'Ukraine néo-nazie… Mieux vaut prévenir de suite : ça donne le tournis. (XP)

Au cours des années écoulées depuis que le soulèvement de Maïdan a amené un nouveau gouvernement en Ukraine en 2014, de nombreux monuments aux collaborateurs nazis et aux auteurs de l'Holocauste ont été érigés, parfois jusqu'à un nouveau chaque semaine.

https://www.tribunejuive.info/2023/01/30/lev-golinkin-monuments-aux-collaborateurs-nazis-en-ukraine-27-janvier-2021/

En famille. Flagrant délit. L'État islamique combat dans les rangs des nazis d'Azov.

L'Associated Press a publié des images d'un commandant ukrainien de l'État islamique dans la région de Donetsk. - lemediaen442.fr 17 février 2023

Un commandant ukrainien — qui porte le nom de guerre "*Kurt*" — portant un écusson de l'État islamique appelle à l'acquisition de jets de combat, suscitant des préoccupations quant à l'activité militante islamique en Ukraine.

Les images sont à peine croyables et viennent d'une vidéo datant du 15 février 2023 de l'agence de presse mondiale « *Associated Press* » montrant un commandant ukrainien portant un écusson de l'État islamique — aussi appelé Daech — et appelant à l'acquisition de jets de combat et de roquettes pour gagner la guerre. L'occident se retrouve à fournir des armes aux djihadistes de Daech et au bataillon nazi Azov. lemediaen442.fr 17 février 2023

Vidéo. Ukrainian soldiers call for more Western weapons - AP 15 février 2023

https://www.youtube.com/watch?v=EStbapOFQ6Y

Opération militaire spéciale russe en Ukraine – La réalité alternative des médias français - donbass-insider.com/fr 15 février 2023

Depuis le début de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, les médias français se vautrent dans le mensonge à un niveau stratosphérique, mais plus les mois passent, et plus ces mensonges se transforment en création d'une véritable réalité alternative.

Sur le plan militaire, après le déni de réalité, comme celui auquel on a assisté après la prise de contrôle de Soledar par les unités de Wagner, que les médias français ont mis près de deux semaines à reconnaître publiquement, maintenant on nous joue la carte des énormes pertes russes. Puisqu'il est désormais impossible de nier l'avancée des troupes russes, il faut chercher autre chose, et tenter de justifier ce qui était nié jusque-là.

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/02/15/operation-militaire-speciale-russe-en-ukraine-la-realite-alternative-des-medias-francais/

Des réfugiés de Soledar et Bakhmout racontent comment les soldats ukrainiens détruisent ces villes - donbass-insider.com/fr 06 février 2023

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/02/06/des-refugies-de-soledar-et-bakhmout-racontent-comment-les-soldats-ukrainiens-detruisent-ces-villes/

Les Pays-Bas et le Danemark sortent du « paquet de chars » pour l'Ukraine - fr.news-front.info 16 février 2023

Les Pays-Bas et le Danemark ont refusé de participer à la fourniture de chars Leopard 2 aux militants du régime de Kiev, ce qui avait déjà donné leur accord. C'est ce qu'écrit le journal Die Welt.

La publication rapporte qu'une demande a été envoyée aux gouvernements néerlandais et danois pour savoir si ces États étaient prêts à fournir Leopard 2 aux militants ukrainiens. Les autorités des deux pays ont répondu qu'elles n'allaient pas participer à la fourniture de ces chars.

Plus tôt, le premier ministre néerlandais Mark Rutte a déclaré que son pays enverra à l'Ukraine 18 Leopard 2, loué à l'Allemagne. Cependant, les autorités néerlandaises ont maintenant répondu au journal Die Welt que ces chars ne seraient pas livrés à Kiev. Cette décision, selon Rutte, a été prise en étroite coordination avec Berlin. fr.news-front.info 16 février 2023

Les armes occidentales destinées à Kiev « refont surface » dans des pays tiers - fr.news-front.info 16 février 2023

Le Pentagone a déclaré que l'armée américaine avait saisi quelque 5 000 fusils d'assaut, 1,6 million de munitions d'armes légères, des missiles antichars et 7 000 explosifs sans contact au large des côtes du Yémen, a rapporté une chaîne Telegram, citant des déclarations d'anciens et d'actuels responsables américains.

Comme indiqué dans l'article, les politiciens occidentaux pensent que l'Ukraine utilise les corridors céréaliers pour transférer des armes vers le Moyen-Orient.

« *Alors que les États-Unis s'efforcent de répondre au besoin de soutien militaire de l'Ukraine, les responsables ukrainiens vendent des armes transférées à des terroristes* », a déclaré l'ancien commandant en chef des forces conjointes de l'OTAN en Europe, le général Wesley Clark.

Blake Masters, membre du Parti républicain, a déclaré que l'Occident était incapable de « prendre le pouls » car les armes adressées à Kiev étaient constamment découvertes sur le marché noir.

« *La situation est déjà tellement hors de contrôle que des armes destinées à Kiev apparaissent sur le marché noir non seulement en Europe, mais aussi au Moyen-Orient et en Afrique* », a déclaré Blake Masters.

Le document indique que malgré l'indignation des responsables américains du gouvernement sur cette question, l'administration Biden, tout en fermant les yeux, refuse de reconnaître que les armes saisies sont arrivées au Moyen-Orient depuis l'Ukraine.

Selon les contributeurs du Telegram, les avocats du Pentagone sont maintenant occupés à renvoyer ces armes en Ukraine – car l'embargo de l'ONU exige que les armes saisies aux terroristes soient éliminées immédiatement. fr.news-front.info 16 février 2023

La Fédération de Russie s'est retirée de la Charte du Conseil de l'Europe – Slutsky - fr.news-front.info 16 février 2023

La Fédération de Russie a pris une autre décision importante: la Douma d'État a mis un terme à la question de la séparation avec le Conseil de l'Europe. Leonid Slutsky, président du Parti libéral-démocrate et chef de la commission des affaires internationales de la Douma d'État, l'a écrit sur son canal Telegram.

Le chef du comité de la Douma pour les affaires internationales déclare que la loi « *sur la dénonciation des traités internationaux du Conseil de l'Europe en ce qui concerne la Russie* » a été adoptée à l'unanimité. Il note qu'elle concerne le retrait de la Charte du Conseil de l'Europe, de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et de ses différents protocoles.

Slutsky affirme que le retrait du Statut du Conseil de l'Europe consacre l'aspect juridique de la décision de mettre fin à l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe le 16 mars 2022. L'homme politique estime que c'est la seule décision correcte dans la situation actuelle.

« *La décision est la seule correcte compte tenu du double standard monstrueux, des approches unilatérales et de la russophobie qui ont régné ces dernières années dans les institutions internationales à Strasbourg. Plus d'une fois, nous avons assisté à des hystéries anti-russes et à des résolutions dépourvues de tout message constructif contre notre pays, notamment à l'APCE.* »

Le président du LDPR note que la rupture avec l'organisation européenne autrefois inclusive était attendue depuis un certain temps. L'organisation était en train de se transformer en un outil commode de l'Occident collectif.

« *Les principes unificateurs énoncés dans la Charte du CdE ont commencé à être dilués en faveur de l'Union européenne et de l'OTAN, transformant les normes du Conseil de l'Europe en un fameux 'ordre fondé sur des règles' et promouvant des valeurs étrangères à la Russie* », note l'homme politique.

Slutsky assure que le respect des droits de l'homme en Russie ne sera en aucun cas affecté. Il maintient que toutes les normes qui ont été adoptées par le passé ne vont nulle part et resteront en vigueur.

« *Mais je tiens à rassurer nos électeurs sur la dénonciation de la CEDH. Cela n'affectera en rien le respect des droits de l'homme en Russie. Au cours des 26 années d'adhésion de notre pays au Conseil de l'Europe, toutes les normes de la Convention européenne des droits de l'homme ont été intégrées dans la législation nationale, sont en vigueur et continueront de l'être. La Constitution russe prévoit également un champ plus large de garanties des droits et libertés que la CEDH* », a conclu M. Slutsky. fr.news-front.info 16 février 2023

Tribune libre.

La guerre mondialiste contre les éléments de la vie

https://reseauinternational.net/la-guerre-mondialiste-contre-les-elements-de-la-vie/

Le CO2 est nocif, nous dit-on. Nous devons réduire les émissions de CO2, sinon nous détruirons notre planète. Depuis peu, l'azote est également dans le collimateur des mondialistes et a été déclaré azote t. Où tout cela nous mène-t-il encore ?

Écoutez Mike Adams, connu aux États-Unis comme le « *Health Ranger* », un scientifique, propriétaire d'un laboratoire de sciences alimentaires accrédité par l'ISO [ISO = International Organization for Standardization, laboratoire certifié selon la norme internationale]. Mike Adams a été banni des médias sociaux il y a plusieurs années et a donc créé sa propre plateforme – http://www.brighteon.com – ainsi qu'une chaîne de télévision et une station de radio pour continuer à jouir de sa liberté de parole. Écoutez ici son point de vue sur ce qu'il appelle la *« guerre des mondialistes contre les éléments de la vie* » !

Les éléments sont les composants de tout ce qui existe dans notre monde. Ils sont les éléments constitutifs de la vie elle-même. Les éléments forment des molécules, et ces molécules sont animées de vie, de conscience, de signification et de créativité. C'est la vie, un don de Dieu, mais qui s'exprime à travers la matière physique de notre monde, et cette matière physique peut être décomposée en éléments, comme vous pouvez le voir dans le tableau périodique des éléments.

Parmi ces éléments, on trouve l'hydrogène, l'hélium et ensuite des choses comme le carbone, l'azote, l'oxygène, le magnésium, n'est-ce pas ? Tous les métaux et les minéraux alimentaires sont des éléments, et sans ces éléments, nous ne pouvons pas survivre. Donc, quand les mondialistes attaquent des éléments, ils attaquent la vie sur la planète Terre.

Bienvenue dans ce reportage vidéo spécial, « *La guerre des mondialistes contre les éléments de la vie* ». Vous avez probablement entendu l'expression « *guerre contre le carbone* » et on nous a dit que le carbone était mauvais. Le carbone se trouve dans le dioxyde de carbone, et l'EPA [Environmental Protection Agency, agence gouvernementale américaine pour la protection de l'environnement et de la santé humaine] a déclaré que le dioxyde de carbone était un polluant.

Maintenant, avez-vous également réalisé que nous sommes des formes de vie basées sur le carbone et, en fait, toute la vie que nous connaissons dans le cosmos est une vie basée sur le carbone. Toute la vie sur la planète Terre, les pollinisateurs, les insectes, les microbes, les humains, les primates, les animaux, les dauphins et les baleines, les poissons dans la mer. Tout est basé sur le carbone. Une guerre contre le carbone est donc une guerre contre la vie.

Et saviez-vous que la plupart des molécules dont vous avez besoin pour vivre, comme la vitamine C, sont à base de carbone ? Saviez-vous que toutes les herbes médicinales sont des molécules à base de carbone ? Et saviez-vous que les plantes ont besoin de carbone pour survivre et que les plantes alimentaires ont besoin de carbone pour produire de la nourriture ?

Une guerre contre le carbone est donc une guerre contre la nourriture, et une guerre contre le dioxyde de carbone n'est pas seulement une guerre contre la production de nourriture et de plantes :

c'est aussi une guerre contre l'oxygène, car le dioxyde de carbone contient naturellement à la fois du carbone et de l'oxygène. Et sans oxygène, aucun d'entre nous ne peut respirer.

Les animaux suffoqueraient et mourraient. Même les dauphins et les baleines, les insectes et les pollinisateurs, sans oxygène, tous mourraient.

Ainsi, lorsque les personnes au pouvoir déclarent la guerre au carbone et au dioxyde de carbone, elles déclarent la guerre aux deux éléments les plus importants pour la vie telle que nous la connaissons sur cette planète. Ils déclarent de facto qu'ils sont du côté de la mort. Ils participent au culte de la mort. Et dans ce culte de la mort, ils souhaitent la destruction totale de la vie sur Terre.

Ils ont maintenant compris que le moyen le plus simple de provoquer une extinction de masse est de provoquer une famine de masse. Ils s'attaquent donc à l'approvisionnement alimentaire en essayant d'éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère. Il s'agit d'une opération de terraformation [remodelage de la terre], connue sous le nom de stockage du carbone.

Ils ont de grosses machines qui aspirent le dioxyde de carbone de l'atmosphère et le transforment en liquide. Ils le pompent dans des pipelines et le stockent ensuite sous terre pour empêcher les plantes du monde entier d'avoir accès au CO2.

Eh bien, pourquoi est-ce important ? À cause de la photosynthèse. Parce que la photosynthèse, le processus biologique le plus important sur la planète Terre, a besoin de dioxyde de carbone comme l'un de ses trois intrants. La photosynthèse a besoin de dioxyde de carbone, de lumière solaire et d'eau. Avec ces trois éléments, les plantes peuvent produire de la nourriture.

Les plantes peuvent produire leurs propres structures. Pédoncules, tiges, feuilles, pollen, fleurs, fruits, oléagineux, etc. Puis des racines. Mais elles ont besoin de la photosynthèse pour fonctionner. Et la photosynthèse a besoin de la lumière du soleil, de dioxyde de carbone et d'eau.

Eh bien, les mondialistes sont en guerre contre deux de ces trois-là. Ils se battent contre la lumière du soleil. Ils disent qu'il y a trop de lumière solaire et ils veulent obscurcir le soleil par ce qu'ils appellent une injection stratosphérique d'aérosols [des aérosols, par exemple de carbonate de calcium, doivent être introduits dans la stratosphère pour réfléchir la lumière du soleil et ainsi l'obscurcir], pour bloquer le soleil, pour réduire littéralement la quantité de lumière solaire qui atteint la surface de la Terre.

Et ils veulent aussi bloquer le dioxyde de carbone en le stockant, comme je viens de le mentionner. Ce faisant, ils provoqueraient un effondrement écologique, une extinction de masse sur la planète Terre comme cela ne s'est jamais produit auparavant dans l'histoire de la planète.

Selon les scientifiques du courant dominant, la Terre existe depuis environ 5 milliards d'années, mais au cours de ces 5 milliards d'années, il n'y a jamais eu de tentative de meurtre de masse de toute vie sur la planète, à travers les formes de vie existant sur la planète. C'est une première et c'est dévastateur. C'est un génocide à l'échelle de la planète qui est mené au nom du changement climatique, au nom du sauvetage de la planète.

Mais ce ne sont pas seulement le carbone et l'oxygène qui sont visés par ce culte de la mort du climat. Ils ont maintenant imaginé quelque chose de nouveau qu'ils visent, et c'est l'azote. En s'attaquant à l'azote, ils peuvent s'attaquer à l'approvisionnement en viande de notre planète. Ils peuvent fermer des fermes d'élevage en prétendant que les animaux produisent trop d'azote.

Et ils ont déjà dit que les animaux d'élevage produisaient trop de méthane. Mais ils n'ont pas vraiment trouvé le moyen de capturer les pets et les rots des vaches sans avoir l'air vraiment stupide. Les vaches devraient-elles porter des masques et des couches absorbant le méthane, et les agriculteurs devraient-ils changer les couches des vaches tous les jours ? Je ne pense pas que cela fonctionnera.

Les personnes au pouvoir ont donc décidé qu'elles pouvaient cibler l'azote dans l'urine. Oui, c'est vrai. L'urine. Ils ont dit que l'urine animale représentait en quelque sorte une menace pour l'environnement, alors que l'azote est précisément le nutriment dont les plantes ont besoin pour accélérer leur croissance et dont les cultures alimentaires ont besoin pour produire plus de nourriture. L'azote est un engrais, et l'urine animale est également une forme d'engrais. L'urine humaine aussi, d'ailleurs.

Comme vous pouvez le constater, l'azote est librement disponible dans l'atmosphère. Environ 78 à 79% de l'atmosphère est composée d'azote, principalement sous forme de N2. Or, cet azote ne peut pas être utilisé sous cette forme par les plantes. Il doit être transformé en une forme qui peut être plus facilement absorbée par les racines des plantes. Il doit être rendu essentiellement biodisponible.

Eh bien, il y a plus d'un siècle, un scientifique allemand du nom de Haber, H-A-B-E-R, a mis au point une méthode qui permet de combiner l'azote avec l'hydrogène moyennant une forte pression et une haute température afin de produire du NH3, également connu sous le nom d'ammoniac. Il a utilisé des hydrocarbures, donc du gaz naturel, pour obtenir l'hydrogène. Ensuite, il a tiré de l'azote de l'air.

Et cette invention est l'une des découvertes les plus importantes de l'histoire du monde, car elle a permis de produire des engrais à base d'azote, grâce auxquels près de la moitié de la population mondiale peut être nourrie.

Environ 4 milliards de personnes sur la planète Terre peuvent donc se nourrir aujourd'hui grâce à cette invention de Haber. Cela est dû au fait qu'elle rend l'azote biodisponible pour les plantes sous forme d'ammoniac. Et ensuite, à partir de cet ammoniac, on obtient des composés comme le nitrate d'ammonium, qui est un engrais, ainsi que d'autres formes d'engrais minéralisés, comme le nitrate de calcium et ainsi de suite.

Mais les animaux peuvent produire quelque chose de similaire sans avoir besoin d'énormes usines. Les animaux peuvent absorber l'azote de l'air et même de la nourriture et le transformer en azote utilisable grâce à leur urine. Ce que Haber voulait faire, les vaches le font, et elles le font gratuitement.

Et l'azote de l'urine de vache, qui se compose en partie d'urée, peut être utilisé pour fertiliser des plantes et produire des aliments partout dans le monde. L'urine animale n'est donc pas un polluant. L'urine animale est un engrais pour des aliments et doit simplement être collectée, détournée et utilisée pour fertiliser les cultures. Ce qui par ailleurs serait du « Bio ».

Et cela réduirait le besoin d'engrais synthétiques issus de combustibles fossiles. L'urine animale devrait donc être recueillie et utilisée pour la culture de denrées alimentaires. Pourtant, une attaque contre l'azote est en train de se produire mondialement, notamment aux Pays-Bas et d'autres pays européens, et elle se propage dans le reste du monde. Et ça comme prétexte pour arrêter la production de viande animale.

Ils prétendent que l'azote serait un polluant, tout comme ils disent que le carbone est un polluant, que le dioxyde de carbone est un polluant ou même, que la lumière du soleil serait néfaste.

Vous voyez donc que la guerre contre les éléments s'étend. Avant, c'était juste une guerre contre le carbone, plus récemment une guerre contre le dioxyde de carbone, et maintenant c'est une guerre contre le carbone, l'oxygène et l'azote, et tout cela est combiné avec une guerre contre la lumière du soleil, la photosynthèse.

La question se pose donc de savoir à quels éléments les globalistes vont s'attaquer par la suite ? Vont-ils dire que l'hydrogène est mauvais parce que l'hydrogène et l'hélium alimentent le soleil ? Vont-ils dire que la solution serait de détruire le soleil ?

Afin qu'une boule sombre et effondrée flotte dans l'espace, au lieu de cette étoile qui fournit de la lumière et de la chaleur et de l'énergie à la planète Terre ? Voudraient-ils tuer le soleil s'ils le pouvaient ? C'est fort probable. Après tout, ils célèbrent le culte de la mort. Ils sont orientés sur l'obscurité et la mort.

Et s'ils parvenaient à éliminer l'hélium et l'hydrogène, ils pourraient arrêter le réchauffement climatique et stopper le réchauffement de la planète, car elle deviendrait alors une boule de glace gelée et morte et toute la biosphère écologique s'effondrerait complètement. Cela semble être leur objectif.

Et… tout ce qu'ils ne peuvent pas détruire, ils veulent le taxer à mort. Et c'est ainsi qu'ils ont eu une idée : vous avez déjà entendu parler des taxes sur le CO2 ? Maintenant, ils veulent taxer le tableau périodique des éléments. Eh bien, puisque chaque être vivant sur la planète Terre est constitué de carbone, ils admettent vouloir taxer tout être vivant sur la planète Terre.

Vous êtes faits de carbone. Ils veulent vous taxer pour l'élément carbone qui est contenu dans les molécules de votre corps. Il y a du carbone dans votre peau, il y a du carbone dans vos cheveux, du carbone dans vos organes et dans votre sang. Chaque système de votre corps contient du carbone. Ils veulent donc taxer chacun de ces systèmes.

Et lorsque vous respirez, vous expirez également du dioxyde de carbone. Ils veulent donc taxer votre souffle, ce qui signifie qu'ils veulent soit vous facturer chaque respiration, soit limiter vos émissions en réduisant le nombre de vos respirations.

Et bien sûr le moyen le plus efficace pour eux est tout simplement de vous tuer, car les morts ne respirent pas. Les personnes mortes ne produisent pas de dioxyde de carbone, pas plus que les bovins et autres animaux d'élevage.

Vous voyez donc que toutes les solutions se résument à la mort, parce qu'eux, les mondialistes, les climato-sectaires, ce sont des adeptes du culte de la mort, ils veulent la mort. Ils veulent que l'humanité soit détruite.

Et ils veulent que toute action humaine s'arrête, même s'il s'agit de la production alimentaire, de l'agriculture, des transports, de l'innovation, de l'activité économique et de tout le reste. Ils veulent que tout s'arrête parce que tout ça est néfaste, parce que c'est fait de carbone et que ça émet du dioxyde de carbone.

Jadis, le tableau périodique des éléments a été accueilli avec joie, parce que développé à l'époque moderne comme une merveilleuse compréhension de la vie. Regardez, disaient les scientifiques,

nous avons découvert de quoi la vie est faite. C'est la matière qui définit la structure physique de la vie, et même les choses qui ne sont pas vivantes. C'est la matière dont le monde est fait. Quelle découverte étonnante !

Jamais ils n'auraient imaginé qu'à peine un siècle plus tard, d'autres scientifiques regarderaient ce tableau périodique des éléments et l'utiliseraient comme outil pour essayer de provoquer la mort en masse, non pas la vie, mais la mort, tout le contraire de ce que les scientifiques de l'époque avaient expliqué. Ils utilisent réellement la compréhension de la vie pour créer des outils tueurs. Et tout ça au nom de la science.

Le domaine entier de la science, qui était autrefois un domaine de découverte, d'innovation, de créativité et d'enthousiasme, est maintenant devenu un domaine de mort, de destruction et de tromperie.

Maintenant, la science sert à matraquer les gens, les contraindre à prendre des vaccins qui tuent ou à restreindre leurs activités comme l'agriculture ou la production alimentaire ou les transports, ou même la respiration. La science s'est transformée en une arme contre l'humanité et le tableau périodique des éléments est devenu leur cible.

Il est toutefois important que nous comprenions la science afin de pouvoir comprendre les armes que les mondialistes utilisent à notre encontre. Ils utilisent la science pour commettre des génocides. Ils utilisent la science pour commettre un meurtre contre l'humanité et ils utiliseront la science pour tenter de tuer la planète Terre et la transformer en une boule morte, congelée et sombre. Car c'est finalement ce que ce culte du climat veut pour nous tous. Ne l'oubliez jamais !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 février 2023.

Quelques réflexions.

Les cabinets conseils Mckinsey et Cie. assurent le service après-vente auprès des gouvernements occidentaux pour le compte du groupe Bilderberg ou le Forum économique mondial (Davos)…

Pourquoi leur discours atteint-il un tel degré de désinformation délirant, de mensonge éhonté, grossier, quel que soit le sujet qu'ils traitent ?

Parce que leur système économique ou le capitalisme est à bout de souffle, leur seul recours pour le maintenir en survie artificielle durant quelque temps encore consiste à semer le chaos dans toute la société en lui déclarant la guerre, de sorte qu'il soit impossible d'identifier la cause qui en est à l'origine, de manière à ménager le régime et épargner leurs auteurs.

Regardez autour de vous, écoutez, tout le monde se demande ce qui se passe et n'y comprend rien, n'est-ce pas ? La confusion est à son comble, alors qu'en réalité les choses sont très simples à comprendre, surtout pour les couches et classes supérieures.

Ils ont façonné les consciences de la population au fil du temps, de sorte qu'elle participe et cautionne les mécanismes destinés à la broyer le moment venu. Ils ont commencé par l'intégrer dans ces mécanismes en lui présentant sous un jour avantageux ou avenant. Elle en profita tout un temps, puis plus tard ils sifflent la fin de la partie et ils les retournent contre elle. Elle s'est laissé corrompre, du coup il lui est difficile d'identifier les auteurs de cette machination sans se dénoncer elle-même, il lui faudrait admettre qu'elle s'est fourvoyée durant toute une vie, et elle n'est pas prête à se livrer à un tel aveu.

Tenez, avant-hier soir, je ne sais pas pourquoi cette idée m'est venue à l'esprit.

Il y a une quarante-deux ans la peine de mort a été abolie en France, les auteurs de crime passible de la peine dite capitale devrait dorénavant rester en prison jusqu'à leur dernier souffle. A ce qu'on appelait à tort la gauche et l'extrême gauche à l'époque, tout le monde salua cette réforme présentée comme progressiste ou humaniste, digne des philosophes des Lumières et de la franc-maçonnerie qui paraît-il en fut à l'initiative.

Maintenant, quand on y réfléchit un peu, il apparaît que cette réforme était particulièrement cruelle, sadique, dans la mesure où il est pire de vivre privé totalement de liberté durant de très longues décennies, de savoir qu'on va demeurer enfermé entre quatre murs le restant de nos jours, cette idée est à vous rendre fou, au lieu de s'épargner cette abominable souffrance en livrant sa tête ou son corps au bourreau, guillotine, pendaison ou injection, c'est rapide et pratiquement indolore.

La question qu'on doit se poser est de savoir, comment une telle inversion des valeurs a-t-elle bien pu se produire dans les cerveaux et être approuvée par le peuple ?

Cela dit, je ne me prononce ni pour ni contre la peine de mort ou la réclusion à perpétuité, puisque je récuse leur tribunal, je ne lui reconnais aucune légitimité.

Là encore, il y en a qui se mettent à la place du législateur dans le cadre du régime en place pour statuer sur le sort de telle ou telle personne, donc ils légitiment les institutions en place, pas moi. C'est là toute la différence entre un travailleur qui a une conscience de classe, et un travailleur qui n'en a pas ou plutôt qui confond la sienne avec celle de ses ennemis de classe.

Le nouvel ordre mondial totalitaire et dictature climatique expliqué par un de ses dirigeants.

J-C – Que Soros participe à cette mystification est normal. Ce qui l'est moins, c'est qu'un simple travailleur ou un militant ne comprenne pas, qu'une cause défendue par ce gangster de la finance va forcément à l'encontre de leurs intérêts ou fait l'objet d'une instrumentalisation.

Georges Soros: "*La lutte entre sociétés ouvertes et fermées occulte la crise climatique*" – lecho.be 16 janvier 2023

George Soros s'est exprimé ce jeudi lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Voici un extrait de son discours. Pour lui, "*pendant que les sociétés ouvertes et les sociétés fermées se livrent bataille pour asseoir leur domination sur le monde, notre civilisation risque de s'effondrer à cause de l'avancée inexorable du changement climatique*".

Pour lire la déclaration de Soros fort instructive.

https://www.lecho.be/opinions/general/georges-soros-la-lutte-entre-societes-ouvertes-et-fermees-occulte-la-crise-climatique/10447848.html

---

Nous avons tous été contaminés…

Le New Age, poison lent de l'Occident - zapoi.eu 19 février 2023

Extrait. Le New Age, c'est la tranche napolitaine, on y trouve de tout. Il se présente à la fois comme une pseudo-religion ET une pseudo-science.

Ses adeptes semblent embarqués dans un voyage sans retour autour de leur nombril tout en adoptant une curieuse « *approche holistique de la spiritualité* ».

En sciences humaines, l'approche holistique est une tarte à la crème postulant l'interdépendance des partis interconnectées des systèmes complexes ; elle a à voir avec la cybernétique dans la mesure où les deux approches interrogent les processus de régulation, de contrôle et de communication au sein d'un système. L'idée assez banale que tout est dans tout a donné naissance à la théorie du « *battement d'aile du papillon* » ou théorie du chaos. Avec cette théorie du chaos arrivera le Club de Rome et son catastrophisme malthusien et dépopulationniste.
Tout est dans tout, Mère Nature est Une, notre monde est Un et donc il faut être inclusif pour espérer l'améliorer. Le refrain est connu.

En somme, le caractère hyper individualiste et holistique de la démarche New Age détache l'homme de ses signifiants fondamentaux (famille, nation, religion) pour proposer un simulacre d'identité mondialisée à la carte. Syncrétisme et relativisme radical.

Mais surtout, ce qui caractérise cette « *philosophie* » New Age, c'est son aversion pour le monde réel : on se sent en terre cathare.

C'est de ce constat que doit partir notre questionnement car pour l'occidental dépressif comme pour le pouvoir profond – le pouvoir déteste avoir à régler des problèmes réels ; il préfère de loin créer des problèmes artificiels qu'il contrôle – , le réel est problématique parce qu'il est ce qui ne se contrôle pas ; l'un comme l'autre doivent donc concevoir un dispositif de trucage reposant sur un subtil « *management* » des perceptions. Nous sentons ici poindre les délires de l'auto-identification, de la théorie des genres et de la cancel culture. Une ingénierie sociale est passée par là qui nous impose déréalisation et bien-pensance totalitaire.

Le New Age serait-il la matrice de la défaite de la pensée en occident ? La matrice de notre mode de vie hallucinatoire sous wokisme et cancel culture ?

Pour lire l'article en entier (conseillé) :

https://reseauinternational.net/le-new-age-poison-lent-de-loccident/

J-C – J'ai apprécié cette formule dans cet article qui en mettra plus d'un mal à l'aise : « *Davos c'est Woodstock plus la cravate !* »

On était jeune et insouciant, on s'est laissé embarquer dans ce truc-là sans savoir dans quoi on mettait les pieds… Il ne s'agit pas de renier ce qu'on a apprécié un jour, à tort ou à raison d'ailleurs, mais de comprendre comment on a été manipulé pour que cela ne se reproduise plus.

Haro sur l'Inde depuis le clan mafieux de Davos !

J-C – Ils recourent aux mêmes méthodes qu'avec la Russie, la Chine, l'Iran, le Venezuela, etc. tous les Etats qui privilégient leurs intérêts nationaux au détriment de ceux des Etats-Unis.

Il faut toujours avoir à l'esprit qu'ils sont mafieux, malfaisants, criminels, sadiques, partant de là on peut tout imaginer.

Tout ce que touche Soros et ses semblables pue, tout ce qu'ils disent est matière à caution ou forcément tordu, il faut juste découvrir le lézard ou le mobile pour saisir leurs réelles intentions.

Narendra Modi, l'Inde et la démocratie: le débat fait rage sur les réseaux sociaux - rfi.fr 20 février 2023

Le débat s'est amplifié depuis le raid des autorités fiscales la semaine passée dans les locaux de la BBC en Inde, avec d'un côté les supporters de Narendra Modi. Ceux-ci voient le documentaire comme la dernière preuve d'un complot occidental anti-indien. Ils font l'amalgame avec le rapport critique de la firme Américaine Hindenburg contre l'empire de l'homme d'affaires Adani, proche du pouvoir ou encore les propos récents de George Soros. Certains appellent même à bannir

purement et simplement la BBC d'Inde. L'Occident a bien banni Russia Today, argumente ainsi l'un d'eux.

Des internautes qui semblent extrêmement polarisés, à l'image de la classe politique indienne. Le débat se recoupe dangereusement avec celui sur l'Occident. Pour les soutiens du pouvoir en place, toute critique contre Narendra Modi est une critique contre l'Inde et donc une ingérence étrangère. Pour les autres, c'est bien cette logique de confusion entre l'Inde et son dirigeant qui porte le danger de détruire la démocratie indienne.

Des visions profondément antagonistes, creusées par l'approche des élections de 2024 durant lesquelles l'Inde choisira son prochain Premier ministre. rfi.fr 20 février 2023

«*Vieux*», «*riche*» et «*dangereux*» : New Delhi critique Soros pour sa sortie sur la démocratie en Inde - RT France 19 février 2023

Les électeurs indiens ont décidé «*de la manière dont le pays devrait fonctionner*» : lors d'une conférence à Sydney le 18 février, Subrahmanyam Jaishankar, ministre indien des Affaires étrangères, a vertement répondu aux critiques de George Soros à l'encontre de New Delhi.

Le 16 février, dans un discours prononcé à la Conférence de Munich sur la sécurité, le milliardaire américain d'origine hongroise avait en effet déclaré que l'Inde est «*une démocratie, mais son dirigeant, Narendra Modi, n'est pas un démocrate*». Des commentaires typiques d'une «*vision euro-atlantique*», a estimé Subrahmanyam Jaishankar, qualifiant George Soros de «*vieux, riche, opiniâtre et dangereux*».

Le ministre indien a par ailleurs rappelé que le fondateur du réseau Open Society Foundations «*investit des ressources pour façonner des narratifs*». «*Cela nous inquiète. Nous sommes un pays qui a connu le colonialisme, nous connaissons les dangers de ce qui se passe lorsqu'il y a des ingérences extérieures*», a ajouté Subrahmanyam Jaishankar. RT France 19 février 2023

Stratégie du chaos et de la terreur.

Vous voilà ravalé au rang d'excrément, vous pataugez dedans sans le savoir !

Votre maison est probablement remplie... de dépôts d'excréments - Yahoo

Méfiez-vous, une banale infection peut être mortelle !

Une petite fille de 3 ans diagnostiquée d'une infection, il s'agissait en réalité d'un cancer très agressif - Yahoo

Méfiez-vous de votre dentiste, il veut peut-être votre mort !

Son rendez-vous chez le dentiste tourne mal, il frôle la mort - Yahoo

Méfiez-vous des infirmières qui peuvent être des sadiques !

États-Unis : une infirmière accusée d'avoir amputé le pied d'un patient sans son consentement - Yahoo

Méfiez-vous de vos amis, ils sont peut-être infréquentables !

***"C'est arrivé du jour au lendemain"* : elles ont découvert le sexisme de leurs amis et n'arrivent pas à passer outre -Yahoo**

Leur humanisme est la politesse des salauds. Pas dix balles de plus !

Alimentation : il manque 65 euros aux neuf millions de Français les plus précaires pour se nourrir correctement, d'après l'association Familles rurales - Franceinfo 22 février 2023

Selon Familles rurales, cette somme est ce qu'il "*suffirait*" d'ajouter au budget mensuel des familles vivant au niveau du seuil de pauvreté pour respecter le Plan national nutrition santé. Franceinfo 22 février 2023

J-C – Alors qu'ils leur manquent 1000 euros ou plus pour vivre décemment…

Quel pays dit démocratique n'a pas de Constitution ?

Réponse : Dans l'article de France 24 du 21 février 2023, En Israël, un influent cercle de réflexion derrière la controversée réforme judiciaire, on pouvoir lire Israël n'a pas de Constitution**.**

Immunisez-vous contre ce terrible poison : L'inversion accusatoire. Et le fascisme.

- L'ambassadeur israélien à l'ONU, Gilad Erdan, a accusé les Palestiniens d'"*empoisonner les esprits de générations*" par des "*campagnes de propagande qui rendraient très fiers Goebbels et Hitler*".

"*La culture de la haine et de la terreur des Palestiniens est réelle. Comment ce Conseil peut-il justifier de l'ignorer?*", a-t-il lancé. BFMTV 21 février 2023

Quand ils en sont à provoquer des tremblements de terre.

Question sur le tremblement de terre en Turquie et en Syrie - Réseau Voltaire 21 février 2023

Selon l'Institut de Sismologie de Damas, l'éclair bleu qui a été vu en Turquie et au nord de la Syrie juste avant le tremblement de terre ne correspond à aucune observation précédente.

Cette observation renforce l'hypothèse selon laquelle ce séisme n'était pas naturel, mais provoqué.

Rappelons qu'après les expériences soviétiques visant à créer de petits tremblements de terre pour en prévenir de grands et les expériences états-uniennes visant à provoquer des tempêtes, un traité de désarmement, la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, fut signé entre les deux pays, en 1976. Il a depuis été signé et ratifié par 48 autres. Lors de la dissolution de l'Union soviétique, les scientifiques russes du projet Pamir ont été récupérés par le projet HAARP (High frequency active auroral research program) états-unien.

Mise au point de l'Agence spatiale turque sur le tremblement de terre - Réseau Voltaire 22 février 2023

Lors d'une ancienne conférence, le directeur de l'Agence spatiale turque, Serdar Hüseyin Yıldırım, a décrit une arme que les États-Unis mettaient au point :

« *Il existe des satellites militaires qui peuvent envoyer des bâtons en alliage de titane de 10 mètres depuis l'espace vers n'importe quelle cible dans le monde. Ils pénètrent à 5 kilomètres de profondeur dans le sol, créant un tremblement de terre de 7- 8 magnitude* ».

Cet extrait de son discours a ressurgi dans le contexte du tremblement de terre. Serdar Hüseyin Yıldırım a alors déclaré :
« *Cette courte vidéo est un extrait d'une conférence que j'ai donnée il y a longtemps dans un institut de stratégie [le Stratejik Düşünce Enstitüsü]. J'ai expliqué le système d'arme qui peut effacer une petite ville de la carte lorsqu'il est déployé et utilisé en orbite terrestre. Il n'a aucune fonction telle que déclencher des lignes de faille ou créer des tremblements de terre tectoniques. Par conséquent, cela n'a rien à voir avec la catastrophe de Maraş, qui est un tremblement de terre tectonique qui s'est produit sur une ligne de faille connue. Je ne veux pas qu'il soit mal compris. L'effet de cette arme est comparable à un impact de météorite* ».

Il va de soi que s'il avait déclaré autre chose, la Türkiye aurait dû se déclarer en guerre. Réseau Voltaire 22 février 2023

Totalitarisme. D'urgence il faut arrêter la recherche !

Angleterre: des archéologues pensent avoir trouvé un sextoy vieux de 2000 ans - BFMTV 21 février 2023

L'objet pourrait avoir été utilisé à des fins sexuelles ou alors comme un objet porte-bonheur.

Il a d'abord été catalogué comme un outil utilisé pour la couture, mais pourrait bien avoir eu une tout autre utilité. Un objet en bois long de 16 centimètres, trouvé en 1992 dans le fort romain de Vindolanda à Northumberland, au nord de l'Angleterre, a récemment été réétudié par des archéologues des universités de Newcastle et de Dublin. Résultat: il pourrait s'agir du plus vieux sextoy jamais retrouvé, raconte The Guardian.

"*Je dois avouer, une partie de moi pense que c'est un peu évident que c'est un pénis*" a reconnu Rob Collins, conférencier en archéologie à l'université de Newcastle.

Le spécialiste a également déclaré "*ne pas savoir*" qui avait, au moment de sa découverte en 1992, enregistré l'objet comme étant un outil utilisé en couture. "*C'était peut-être quelqu'un de mal à l'aise*" avec le sujet, "ou qui ne pensait pas que les Romains faisaient ces choses", a-t-il ajouté.

Les chercheurs ont finalement élaboré trois théories quant à l'utilité de cet objet qui a été découvert dans un fossé avec plusieurs paires de chaussures. Il pourrait d'abord s'agir d'un jouet sexuel, utilisé pour le plaisir ou comme objet de torture.

"*Les sextoys n'étaient pas toujours utilisés pour le plaisir, ils pouvaient être des outils de torture*", a expliqué Rob Collins, ajoutant "espérer" qu'il ait été utilisé dans la première situation.

Selon une deuxième théorie, l'objet en bois pourrait avoir été utilisé comme un pilon, à des fins culinaires ou pour broyer des ingrédients cosmétiques ou médicinaux.

Selon la dernière possibilité, il aurait fait partie d'une statue touchée par les passants pour leur porter chance ou repousser le mal. Une théorie moins probable en raison des conditions dans lesquelles a été conservé l'objet en bois. BFMTV 21 février 2023

Leur humanisme est la politesse des tyrans. Pire qu'un autodafé. A bas le wokisme !

J-C- Il est connu que les puritains sont les pires tyrans. Nous sommes en présence d'une vaste opération de « *purification* », de réécriture de l'histoire que n'auraient pas reniée les nazis du IIIe Reich. Et je n'exagère pas, hélas !

Les nouveaux Inquisiteurs vont jusqu'à juger le passé à l'aune des critères du présent. Pourquoi ? Afin de rendre le présent incompréhensible et donc le futur inconcevable ou inimaginable en dehors de la version qu'ils veulent nous imposer.

Cela leur sert à justifier leur réécriture du passé et faire ainsi disparaître l'ensemble du processus historique, sans lequel il est impossible d'aborder et de comprendre le présent puisqu'il est le produit du passé.

Quand on examine le passé et sa production littéraire ou philosophique, on s'aperçoit qu'il a toujours existé une multitude de courants de pensée qui se côtoyaient,

Wokisme : de nouvelles éditions des livres de Roald Dahl expurgées de mots jugés offensants - RT France 19 février 2023

Le Figaro se fait l'écho de publications britanniques indiquant que les ouvrages pour enfants du célèbre auteur Roald Dahl sont réédités avec des changements de termes jugés offensants, au regard des normes supposées de notre époque.

Roald Dahl bientôt «*cancel*» ? Le Figaro, citant le Daily Telegraph, rapporte ce 19 février que la maison d'édition britannique Puffin, qui publie le défunt auteur gallois, a remplacé certains termes qui «gêneraient les minorités sexuelles ou ethniques» dans ses nouvelles éditions.

Ce n'est pas la première œuvre à faire les frais d'un relooking progressiste : en 2020, la débaptisation de la version française du roman d'Agatha Christie Dix petits nègres (Ten Little

Niggers en anglais dans la première édition du livre en 1939) en Ils étaient dix avait suscité un débat public. Récemment, c'est le jeu Scrabble qui a été expurgé des mots tels que boche», «*chicano*», «*gogol*», «*goudou*», «*nègre*», «*poufiasse*», «*tantouse*» ou encore «*travelo*», jugés discriminatoires. RT France 19 février 2023

- Interrogé sur la même chaîne au sujet de ces suppressions, Jean-Marie Rouart, membre de l'Académie française, a estimé «*qu'il ne fallait pas se laisser envahir par la culture américaine*» en cherchant à «*purifier*», pour des raisons morales ou à la demande de minorités, un certain nombre de mots. Selon ce partisan «*d'une liberté totale du langage*», retirer des insultes du stock utilisable est à la fois dangereux pour la richesse et la diversité de la langue française, et contre-productif. «*La tolérance ne s'apprend pas en éliminant des mots*», a-t-il plaidé. RT France 23 décembre 2022

J-C - RT France appelle cela "*un relooking progressiste*", archaïque ou réactionnaire en réalité, ils nous feraient regretter d'avoir condamné la censure dont RT a fait l'objet.

C'est l'occasion qui crée le larron ou les conditions dans lesquelles se trouve une personne qui justifient le langage qu'elle utilise. Donc si son langage vous déplaît ou vous choque, au nom de la morale, de valeurs humanistes, cela va de soi, pour qu'elle en change vous aurez le choix entre : soit modifier les conditions qui en sont à l'origine, autrement dit changer les bases sociales sur lesquelles reposent tous les rapports dans la société ; soit recourir à un procédé particulièrement violent, c'est-à-dire coercitif, despotique, qui consiste à légiférer pour lui interdire d'y recourir sous peine d'être durement réprimée, voire emprisonnée.

C'est la seconde méthode qui prévaut de nos jours ou à laquelle tout le monde ou presque se rallie plus on monte dans les classes sociales, normal puisque celle qui sont en haut n'ont pas vraiment intérêt à un changement de régime.

Le puritain est hypocrite, il condamne ceux qui disent tout haut ce qu'il pense tout bas. C'est un grand frustré, un déséquilibré mental qui prend un malin plaisir à faire souffrir inutilement les autres. Rongé par la haine, complexé, sexuellement refoulé, il peut devenir pervers et criminel.

Comment la Nupes (et bien sûr les ONG) participe à cette entreprise tyrannique.

La Nupes scandalisée par ce tweet misogyne d'Alain Jakubowicz - Le HuffPost 20 février 2023

L'ancien président de la Licra a ciblé la députée insoumise Ersilia Soudais en ironisant sur sa tenue. Le HuffPost 20 février 2023

Homophobie : Partout en Europe, les violences anti-LGBT sont en « *forte hausse* », alerte une ONG - 20minutes.fr

Discrimination - L'ONG note aussi une « *hausse [du nombre] des suicides signalés* » de personnes LGBTQ + 20minutes.fr

Entre eugénisme déguisé et acharnement thérapeutique sadique. On vit si bien dans leur société, on est tellement épanoui, heureux.

Fin de vie : un pas de plus vers une « *aide active à mourir* » - LePoint.fr 20 février 2023

La convention citoyenne a majoritairement voté dimanche 19 février en faveur d'une évolution de la loi sur la fin de vie vers une « *aide active à mourir* ». 72 % des 180 participants se sont prononcés en faveur d'un suicide assisté, 66 % en faveur d'une euthanasie lors d'un vote devant le Conseil économique, social et environnement (Cese).

Les citoyens ont longuement débattu de la question des mineurs. À 56 %, ils se sont prononcés pour que l'accès au suicide assisté leur soit aussi ouvert.

Le numéro deux des Républicains, François-Xavier Bellamy, a estimé lors d'un entretien sur Sud Radio, rappel, qu'il est fermement « *opposé à l'euthanasie* ». LePoint.fr 20 février 2023

En complément.

Suicide assisté: un médecin suisse acquitté après avoir aidé une octogénaire en bonne santé - BFMTV 21 février 2023

En avril 2017, Pierre Beck, un médecin suisse, alors vice-président de l'organisation d'aide au suicide "*Exit Suisse romande*", avait prescrit du pentobarbital à une octogénaire en bonne santé. Celle-ci ne voulait pas survivre à son mari, gravement malade. Après une première condamnation, le médecin a finalement été acquitté par la justice genevoise, au terme d'années de procédure judiciaire. BFMTV 21 février 2023

Ministère de la Vérité en régime totalitaire. Franceinfo : Censure, inquisition, falsification, désinformation à tour de bras.

J-C - Tous les éléments qu'ils mettent en avant ont été réfutés une multitude de fois à partir de sources diverses, toutes les accusations qu'ils portent ont été récusés sur la base des faits amplement détaillés. Voire les causeries antérieures.

Guerre en Ukraine : des documentaires de RT diffusant de fausses informations de propagande russe toujours disponibles sur YouTube - Franceinfo 22 février 2023

L'organisation NewsGuard révèle, dans un rapport rendu public mercredi, avoir recensé plus de 250 cas où des documentaires de RT à propos de la guerre en Ukraine ont été diffusés sur YouTube, malgré un blocage des chaînes de RT sur la plateforme de vidéos.

Ils diffusent toute une série de fausses informations qui sont au cœur de la propagande russe. L'idée selon laquelle le "*nazisme*" est présent en politique comme dans la société en Ukraine, l'accusation de "*génocide*" contre des populations russophones dans le Donbass, la révolution de Maïdan en 2014 qui serait "un coup d'Etat soutenu par l'Occident"...

YouTube : "*Nous avons retiré plus de 9 000 chaînes et plus de 85 000 vidéos liées à la guerre pour violation de notre règlement de la communauté", se défend le géant américain. Par ailleurs, nous avons bloqué les chaînes YouTube associées aux chaînes d'actualité financées par l'Etat russe dans le monde entier, ce qui a mené au blocage de plus de 800 chaînes et plus de 4 millions de vidéos.*" Mardi 21 février, la plateforme avait retiré 81 vidéos parmi les 250 contenus de propagande identifiés par NewsGuard.

Extrait d'une causerie, NewsGuard, qu'est-ce que c'est ? Une officine de Davos.

NewsGuard, la start-up anti « *fake news* » sévit en France depuis 2019 - geopolintel.fr 2 décembre 2022

Crée par deux professionnels de l'information aux Etats Unis et financé par Google Facebook et Publicis, NewsGuard a voulu analyser les sites d'information français.

Dans le blog de NewsGuard (https://www.newsguardtech.com/fr)

L'outil de confiance sur Internet - Restoring trust and accountability
NewsGuard - 25 W. 52nd Street, 15th Floor New York, NY 10019 USA

Le comité consultatif de NewsGuard nous indique que le Général Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA, collabore à l'initiative de la vérification de l'information. Il a été directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) du 30 mai 2006 au 12 février 2009, faisant la jonction entre l'administration Bush et Obama. (geopolintel.fr)

Partenaires

- Avaaz (ONG financée notamment par Soros, Rockefeller, etc.)
- Microsoft
- Gumgum (Goldman Sachs, Morgan Stanley Expansion Capital, Amazon)
- U.S. Department of Defense
- U.S. Department of State
- National Security Innovation Network (U.S. Department of Defense)
- OMS
- Publicis Groupe

The German Marshall fund of the United States (Quelques donateurs : USAID, Open Society Foundations, Office of the French Prime Minister, J.P.Morgan Charitable Giving Fund, Exxon Mobil Corporation, European Union, European Council On Foreign Relations, Bank of America Charitable Foundation, Inc.)

Quand j'ai voulu publier ce rappel dans la rubrique commentaire de France Info, voici le message qui s'est affiché :

The language in this comment looks like spam. You can edit the comment or submit it anyway for moderator review.
La langue de ce commentaire ressemble à du spam. Vous pouvez modifier ce commentaire ou le soumettre quand même à l'examen du modérateur.

En famille. Les masques tombent.

Une tribune d'élus socialistes estime irréalistes la retraite à 60 ans et les 40 ans de cotisation pour tous - Publicsenat.fr 20 février 2023

Grève du 7 mars: Jordan Bardella "*pas favorable au blocage*" du pays - BFMTV 19 février 2023

"*Les deux parties*" ont provoqué la guerre en Ukraine, affirme Thierry Mariani (RN-FN) - BFMTV 20 février 2023

Exercice de parlementarisme. Pourquoi les bureaucrates corrompus des syndicats ont violemment dénoncé la stratégie de LFI ?

Philippe Martinez (CGT) a vivement regretté sur BFMTV le choix des Insoumis de maintenir jusqu'au bout leurs milliers d'amendements, ce qui n'a pas permis d'examiner, dans le temps imparti, l'article 7 du texte qui reporte l'âge légal de départ de 62 à 64 ans. : « *le cœur de la réforme c'était 64 ans et le fait qu'il n'y ait pas eu un seul débat et pas de vote pose un problème* ».

Pour justifier son refus d'aller au vote sur l'article 7, Mélenchon avait exprimé sa crainte « q*ue tous les ballots de la Terre se disent : ah on a perdu une fois de plus* », et n'engendrent une forme de résignation avant la journée de blocage prévue le 7 mars par les syndicats. 20 Minutes avec AFP 19 février 2023

J-C - Mélenchon n'a pas tort, à ceci près qu'il a cautionné les journées d'action "*saute-moutons*" qui ont le même effet désastreux que l'adoption de l'article 7 à l'Assemblée nationale, nous ne sommes pas des "*ballots de la Terre*".

Si l'article 7 avait été adopté, Martinez et ses semblables auraient pu souffler un grand ouf de soulagement, enfin la mobilisation va faiblir, la résistance se disloquer et personne ne pourra dire qu'on y est pour quelque chose.

Dorénavant le gouvernement a le choix entre recourir à l'article 38 de la Constitution et légiférer par ordonnance ou préférer l'article 49.3 qui permet d'adopter une loi sans passer par le vote des parlementaires.

Le corporatisme se porte à merveille et débouche sur un accord « *historique* ». A bas le dialogue social, combat classe contre classe.

J-C - Les représentants de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière se sont entendus sur le coût de leur collaboration au régime capitaliste, au détriment de l'immense majorité des travailleurs de ce pays. Il s'agissait de rendre plus attractif des mécanismes déjà existants, intéressement, participation et prime de partage de la valeur, défiscalisés ou au détriment de l'augmentation générale des salaires sujets à cotisations sociales.

Qu'est-ce que cela signifie "*mieux répartir la valeur créée au sein des entreprises*", sinon faire en sorte d'associer les travailleurs au système économique qui les exploite et les opprime et qui est responsable de l'orientation de la société et du mode de vie qui leur sont imposés, de telle manière que lorsqu'ils ont perdu leur indépendance, ils ne soient plus en mesure de combattre leur ennemi sur leur terrain de classe, cela revient à se laisser acheter ou corrompre.

Les travailleurs sont appelés à cautionner un système économique, dont le fonctionnement et la survie nécessitent d'augmenter sans cesse le taux d'exploitation au détriment de leurs conditions de travail et d'existence. On les appelle à revendiquer les rapports d'exploitation qui constituent les fondements du capitalisme et qui sont à l'origine de tous les maux et malheurs dont souffrent atrocement tous les peuples, afin qu'ils se perpétuent.

Vous comprendrez qu'on ne peut que condamner une telle entreprise, car on ne peut pas à la fois lutter pour son émancipation et se comporter en allié de ses geôliers.

Le Medef demande au gouvernement de respecter l'accord trouvé avec les syndicats sur le partage de valeur - lejdd.fr 19 février 2023

Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux a lancé un appel au gouvernement en lui demandant de respecter l'accord trouvé avec les syndicats sur le partage de la valeur en entreprise.

Invité dans l'émission le Grand Rendez-vous Europe 1/Cnews/Les Echos ce dimanche, le chef de l'organisation patronale a appelé l'exécutif à respecter l'accord trouvé avec les syndicats sur le partage de la valeur en entreprise. « *Tout détricotage de cet accord serait pour moi un coup de poignard dans le dos des partenaires sociaux* », a-t-il prévenu. Geoffroy Roux de Bézieux fait référence au texte présenté le 10 février dernier par l'ensemble des organisations patronales (Medef, CPME et U2P) et syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC).

Pour le président du Medef, il serait « *intolérable* » de changer le texte, dont le dialogue s'est fait « *dans le silence, la discrétion, sans* invectives » entre les partenaires sociaux.

L'accord entre les syndicats et le patronat intervient après d'autres compromis trouvés sur le télétravail ou la santé au travail.

« *Je dis aux syndicats, continuons sur cette lancée* », a encore appelé Geoffroy Roux de Bézieux, qui juge que le « rôle des partenaires sociaux va monter », au fur et à mesure que le « *Parlement donne ce spectacle lamentable* », en référence aux débats houleux à l'Assemblée sur la réforme des retraites. AFP/lejdd.fr 19 février 2023

Entreprise : Borne promet de transcrire dans la loi l'accord trouvé entre les syndicats et le patronat - lejdd.fr 20 février 2023

En présence du parti présidentiel Renaissance et de certains ministres, Élisabeth Borne a donc annoncé : « *Nous respecterons le compromis trouvé entre les partenaires sociaux et nous proposerons la transcription fidèle et totale de cet accord dans la loi*. » Avant d'estimer que cet accord était « *très riche* » et « *historique* ».

« *Le dialogue social continue et porte ses fruits* », se réjouit Élisabeth Borne, et ce, « *malgré le contexte* » de tensions entre les syndicats et l'exécutif sur la réforme des retraites. « *Ce sont des*

mesures importantes, qui auront un impact durable sur le pouvoir d'achat des salariés et leur association à la vie de leur entreprise », a-t-elle poursuivi. lejdd.fr 20 février 2023

Partage de la richesse en entreprise : Elisabeth Borne prône le dialogue social - publicsenat.fr 21 février 2023

Prime Macron : 4,4 milliards d'euros distribués par les entreprises en 2022 - LePoint.fr 21 février 2023

Le succès est au rendez-vous de la « *prime Macron* », rebaptisée depuis juillet 2022 « prime de partage de la valeur (PPV) ». Selon Gabriel Attal, dont les propos ont été rapportés par les journalistes de RTL, 4,4 milliards d'euros ont été versés au titre de cette prime en 2022. C'est 50 % de plus qu'en 2021. Dans le détail, cela concerne 5,5 millions de salariés répartis dans 460 000 entreprises pour un montant moyen de 800 euros. « *Notre conviction est que le profit n'est pas que pour les patrons ou les actionnaires, ça doit aussi être pour les salariés* », a ainsi souligné le ministre des Comptes publics.

La prime de partage de la valeur (PPV) a été mise en place en 2019 pour permettre aux entreprises de redistribuer leurs bénéfices avec leurs salariés en étant exonérées de toute cotisation sociale, patronale et salariale, si elles ont mis en place un dispositif d'intéressement ou de participation. Entre 2021 et 2022, le plafond de cette prime a été multiplié par trois pour atteindre 3 000 à 6 000 euros en fonction des entreprises. Les entreprises n'ont toutefois aucune obligation de verser cette prime. LePoint.fr 21 février 2023

En complément dans le même registre. Comment travailler plus sans que cela se voit... ou presque.

J-C- Si vous réalisez le même travail en 4 jours qu'en 5 en augmentant ou non le nombre d'heures de travail quotidien, le taux d'exploitation aura augmenté d'1/5è soit 20%... A la fin du XIXe siècle, il y a même eu des patrons anglais qui étaient favorables à la journée de 8 heures au lieu de 10 ou davantage. Si vous arrivez à produire autant en 8 heures qu'en 10, le taux de la plus-value augmente, soit parce que vous travaillez plus vite ou des machines plus performantes ont été mises en service.

De toutes manières, ne vous faites pas d'illusions, ça c'est ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne diront jamais à leurs militants ou aux travailleurs, jamais aucune mesure prise par les capitalistes ou leurs représentants n'est destinée au bien-être des travailleurs, jamais, cela n'a jamais existé, tout au plus, quand elles paraissent progressistes, c'est uniquement parce qu'ils en ont besoin qu'ils les adoptent et pas autre chose ; D'ailleurs, quand ils n'en ont plus besoin, qu'est-ce qu'ils font, ils reviennent dessus ou les suppriment.

Et même quand la lutte des classes les y contraint parfois, comme par exemple la diminution de l'âge du départ à la retraite à 60 ans adoptée en 1981 et la réduction du temps de travail, ils se rattrapent quelque part ou ils transforment ces mesures en leurs contraires, là en l'occurrence elles coïncidèrent avec le démarrage du chômage de masse, la multiplication des contrats de travail précaire, ainsi qu'une panoplie de mesures toutes plus réactionnaires les unes que les autres qui ont été prises par tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'à nos jours.

Au Royaume-Uni, la semaine de quatre jours rencontre un franc succès - LePoint.fr 22 février 2023

Les conclusions d'une étude à grande échelle sur la semaine de travail à quatre jours ont été publiées. Résultat : la productivité est restée stable tandis que la satisfaction des employés a augmenté de façon spectaculaire.

Les entreprises et organisations qui ont pris part à cet essai de six mois allaient de petites entreprises locales à de grandes sociétés comptant environ 2 900 employés. Ces employés ont vu leur semaine de travail réduite de cinq à quatre jours, sans perte de salaire associée.

L'essai a été mené par l'association 4 Day Week, le think tank Autonomy et des chercheurs de l'université de Cambridge et du Boston College (Etats-Unis). (La Grande-Bretagne est une colonie vassale des Etats-Unis. - J-C)

Les résultats ont montré que la majorité des entreprises ont vu leurs performances et leur productivité se maintenir, avec une augmentation moyenne de 1,4 % de leurs revenus. Environ 92 % d'entre elles ont maintenu la semaine de quatre jours après la fin du projet pilote, et dix-huit d'entre elles ont déclaré que cette nouvelle politique était un changement permanent.

Le stress et l'épuisement professionnel des employés ont diminué de manière significative, 71 % d'entre eux faisant état de niveaux d'épuisement inférieurs. Les niveaux d'anxiété, de fatigue et de troubles du sommeil ont diminué, tandis que la santé mentale et physique s'est améliorée.

Quelques points négatifs sont toutefois à noter : 17 % des employés ont rapporté une hausse du nombre d'heures supplémentaires et 15 % ont relevé une augmentation de leur volume horaire. LePoint.fr 22 février 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Macron et Zelensky les marionnettes de Washington.

Moscou dénonce les propos d'Emmanuel Macron sur la Russie - lemonde.fr 19 février 2023

La Russie a dénoncé dimanche les propos tenus samedi par Emmanuel Macron et rapportés par la presse française. Emmanuel Macron y a déclaré souhaiter la défaite russe dans le conflit qui l'oppose à l'Ukraine, tout en disant vouloir éviter que la Russie soit « *écrasée* ».

Maria Zakharova, la porte-parole du Kremlin, a évoqué le souvenir de Napoléon Ier, défait lors de la campagne de Russie. « *La France n'a pas commencé avec Macron, et la dépouille de Napoléon, vénéré au niveau de l'Etat, repose au centre de Paris* », a-t-elle dit. « *La parole de Macron n'a guère de valeur* », a-t-elle déclaré, ajoutant que ses propos démontraient que l'Occident avait engagé des discussions sur un changement de régime en Russie.

Vendredi, Emmanuel Macron a exhorté ses alliés à renforcer le soutien militaire à l'Ukraine, mais il a également déclaré qu'il ne croyait pas au changement de régime et qu'il faudrait des négociations à un moment donné. lemonde.fr 19 février 2023

Rappel.

Ces révélations sont particulièrement importantes et permettent de comprendre que Zelensky ne décidait de rien, qu'il a accepté de se voir dicter ses décisions par les Occidentaux, et que ce sont ces derniers qui ont refusé la signature d'un cessez-le feu.

Les déclarations concordantes de l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, de l'économiste américain Jeffrey Sachs et des médiateurs turcs, selon lesquelles le gouvernement ukrainien a été à très proche, fin mars 2022, de signer un accord avec la Russie pour mettre un terme au conflit, mais les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne s'y opposèrent.

Tout est relaté en détail dans le document suivant :

https://reseauinternational.net/quand-le-brouillard-de-la-guerre-commence-a-se-dissiper/

Comment le média d'Etat fabrique de fausses preuves contre la Russie.

Comment procèdent-ils pour attribuer à l'armée russe une multitude de crimes de guerre ? Leur méthode est simple. Elle consiste des semaines ou des mois après les faits à accuser la Russie d'avoir bombardé des quartiers d'habitation ou des infrastructures civiles, une fois que les traces de l'armée ukrainienne sur les lieux aient été effacées, le matériel ou les preuves matériels ayant été déplacées, une fois que tous les protagonistes ont changé de place et d'objectifs.

Imaginez qu'une personne soit soupçonnée d'avoir commis un meurtre, et que le seul moyen dont elle dispose pour prouver son innocence, repose sur les empreintes digitales figurant sur l'arme du crime qui n'étaient pas les siennes, lorsqu'au dernier moment l'assassin parvient à les effacer.

Guerre en Ukraine : de la recherche de preuves à un éventuel procès, comment une ONG enquête sur un "*crime de guerre atroce*" à Mykolaïv - francetvinfo.fr 21 février 2023

Une officine basée à Bruxelles, c'est aussi suspect qu'à Washington DC ou New York. Truth Hounds fait partie d'un panel de 60 ONG financées par l'UE et des oligarques Gates, Soros, Rockeffeler, etc. On pourrait appeler cela du lobbying humanitaire destiné au gang criminel de Davos.

L'association Truth Hounds s'est penchée sur l'attaque d'un bâtiment administratif de cette ville du sud de l'Ukraine (Mykolaïv), qu'elle impute directement à l'armée russe. Mais le dossier pourrait mettre des années avant d'atterrir sur le bureau d'un juge. L'ONG prépare activement sa visite à Mykolaïv, en lien avec le Partenariat international pour les droits humains (IPHR), une organisation basée à Bruxelles. L

Truth Hounds

https://truth-hounds.org/en/partners-3/

Partners

U.S. Embassy in Ukraine

The US Diplomatic mission to Ukraine started on January 22, 1992, and today is comprised of approximately 181 Americans and more than 560 Ukrainians, representing more than a dozen US Government departments and agencies.

Ils se prennent toujours pour les maîtres du monde, fais ce que je te dis, mais ne fais pas ce que je fais.

J-C - Quand on lit ces déclarations, on se dit mais quel délire, mais on est encore très loin du compte. Il faut tout inverser pour se faire une petite idée de la réalité. Sinon, ils instrumentalisent tout pour ce qui bouge pour lui faire dire n'importe quoi, c'est systématique. C'est là qu'on s'aperçoit à quoi point ils sont malfaisants ou animés uniquement de mauvaises intentions. Ce sont des monstres, des dégénérés de la pire espèce terriblement dangereux et efficaces, car ils avancent masqués, ils profitent de leurs statuts pour se livrer à leurs activités criminelles et nuire à la population en toute impunité.
Il faut le lire pour le croire tellement c'est énorme.

Ukraine: les Etats-Unis accusent pour la première fois la Russie de "*crimes contre l'humanité*" - AFP 19 février 2023

La vice-présidente des Etats-Unis Kamala Harris a accusé pour la première fois la Russie d'avoir perpétré des "*crimes contre l'humanité*" depuis le début de son invasion de l'Ukraine il y a près d'un an, prévenant que les responsables devront "en rendre compte".

"*Nous avons examiné les preuves, nous connaissons les normes juridiques et il n'y a pas de doute: ce sont des crimes contre l'humanité*", a-t-elle déclaré.

Depuis le début de l'invasion, les Etats-Unis ont documenté ou répertorié plus de 30.600 cas de crimes de guerre commis par les forces russes en Ukraine, précise le département d'Etat américain. AFP 19 février 2023

L'inversion accusatoire s'applique ici aussi. C'est ce qui s'appelle mettre les points sur les I !

J-C - Aucun chez d'Etat occidental ne serait en mesure de produire un discours comparable en qualité ou éloquence à celui que Poutine vient de prononcer devant la Douma, à côté ils paraissent tous insignifiants.

Ce qui les indispose au plus haut point ou les rend fou, c'est que Poutine décrive ce qui se passe dans les pays occidentaux que les médias s'emploient à censurer ou à déformer. Il fournit trop d'éléments concrets pour qu'il soit possible de les réfuter, pire, cela rejoint en grande partie ou confirme tout le mal que les peuples pensent de leurs gouvernements, du coup ils pourraient en arriver à ne plus croire leur récit sur cette guerre déclenchée par l'Otan…

Transcription du discours du président Poutine devant l'assemblée fédérale russe :

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/02/22/vladimir-poutine-la-russie-suspend-sa-participation-au-traite-start-3/

[FR] Discours intégral de Vladimir Poutine au Parlement russe.

https://www.youtube.com/watch?v=6Qb-X98Zcic

Le discours américain trompeur sur la "*lutte mondiale entre démocraties et régimes autocratiques*".

Washington répond à Poutine et dénonce « *l'absurdité* » de son discours - lepoint.fr 22 février 2023

J-C - Alors qu'existe en occident une forme de russophobie hystérique depuis un an (ou beaucoup plus en fait) que chacun a pu constater.

Le Point - Vladimir Poutine a prononcé un discours profondément anti-occidental lors de son allocution annuelle à la nation, à Moscou, mardi. Washington n'a pas tardé à répondre. Un haut responsable américain a dénoncé « *l'absurdité* » des accusations du président russe, qui a affirmé que la menace occidentale contre la Russie justifiait l'invasion de l'Ukraine.

J-C - Alors que depuis 8 ans la population russophone du Donbass était bombardée par le régime néonazi de Kiev armé par les Etats-Unis et l'OTAN.

Le Point - « *Personne n'attaque la Russie. Il y a une sorte d'absurdité dans l'idée que la Russie était sous une forme de menace militaire de la part de l'Ukraine ou de quiconque d'autre* », a déclaré aux journalistes le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, Jake Sullivan.

J-C - Alors que les Etats-Unis et ses vassaux européens ne cessent d'envoyer des armes au régime néonazi de Kiev pour que le conflit dure plus longtemps... Sans parler de leur sabotage des pourparlers de paix de mars 2022.

Le Point - Sullivan a déclaré qu'il « *n'esquisserait aucune sorte de plan visant à mettre fin à la guerre, par la voie diplomatique* ».

En complément.

- Le coup d'État du 22 février 2014 : interdiction de la langue et de la culture russe, bombardements constants du Donbass, massacre de la Maison des syndicats, les accords de paix de Minsk et les fourberies de Merkel et de Hollande...

- Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'ONU.

« *La guerre n'a pas commencé en février 2022, a-t-il déclaré récemment. Elle a commencé en 2014. Depuis 2014, L'OTAN et les alliés de l'Alliance ont fourni les armes et la formation pour que les Forces armées ukrainiennes soient beaucoup plus fortes en 2022 qu'en 2014.* »...

Les nazis ukrainiens en roue libre - observateurcontinental.fr 20 février 2023

L'armée ukrainienne recrute de nouvelles forces pour former de nouvelles brigades offensives, des unités d'assaut, signale le quotidien Die Junge Welt. Ces unités d'assaut seront entièrement composées de volontaires, dont la plupart ont, comme le média allemand rapporte les propos du ministre ukrainien de l'Intérieur Igor Klimenko, « *vécu l'enfer* » et sont « *animés par le patriotisme* » : « Il y en a beaucoup dans notre pays. Jusqu'à présent, plus de 27 000 candidatures auraient été reçues ».

La nouvelle formation d'assaut comprend, également, l'unité d'élite la plus connue de la Garde nationale, qui a atteint le statut de culte en Ukraine et dans le monde occidental en tant que «*défenseurs héroïques d'Azovstal* ». Récemment, une délégation Azov composée de personnalités de la politique, des affaires et de la culture françaises – dont l'ancien président François Hollande – a célébré à Paris l'avant-première du film documentaire de propagande « *Slava Ukraini* » (Gloire à l'Ukraine) du publiciste Bernard-Henri Lévy (BHL).

Présentant son film documentaire, BHL tweete : « *l'Ukraine a changé, elle travaille son devoir de mémoire* ». Pour BHL, l'Ukraine n'a pas de nazis et l'Ukraine a lavé sa mémoire nazie et ses crimes de guerre nazis datant de la Seconde Guerre Mondiale, s'étonne quelque part le média berlinois.

Pendant que BHL se félicite de voir que de gros media français, comme Madame Figaro, TF1, Paris Match, ont relayé son « *film documentaire de propagande* », Die Junge Welt, continue : « *Une unité spéciale commandée par le fondateur d'Azov, Andrij Biletsky, qui a été formée en février 2022 et peu après incorporée dans l'armée régulière, a été étendue à une brigade, il y a trois semaines* ». Le média allemand souligne qu'Azov est, également, devenu une organisation paramilitaire de la Garde nationale ukrainienne, telle qu'elle a été créée à l'origine en 2014, faisant d'elle une grande association qui peut fonctionner de manière indépendante.
Die Junge Welt témoigne qu'Azov a monté et réalisé des slogans publicitaires dans des vidéos pour recruter des volontaires...

Die Junge Welt confirme qu'Azov a déjà présenté des images des premiers jours du déploiement de sa brigade à Bakhmout. De nouveau, une armée nazie affronte l'armée russe, et sous la bénédiction de l'Occident.

En janvier, le géant américain Facebook a retiré Azov de sa liste des organisations dangereuses. « Des centaines de comptes Azov ont été débloqués. Depuis lors, Azov en tant que mouvement – qui, outre les unités de combat, comprend également des milices pour terroriser les membres de l'opposition et les minorités à l'intérieur [du pays], un parti, ses propres labels de mode et de musique et un réseau de marchandises – a pu fonctionner dans le monde entier sans restriction », tient à faire savoir le quotidien.

Die Junge Welt s'indigne : « *Avec sa machine de propagande en constante expansion, Azov produit non seulement des bellicismes, des idéologies de domination et des mythes de héros, mais aussi une désinformation ciblée : surtout, le mensonge qu'Azov a rompu avec le nazisme* ». « *Le chef d'Azov Andrij Biletsky les a lui-même exposés le 3 février, à l'occasion du 94ème anniversaire de la fondation de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) »,* avertit le média allemand car *« il a rendu hommage à Stépan Bandera, Roman Choukhevitch et à d'autres collaborateurs de l'Allemagne hitlérienne qui partageaient la responsabilité de l'Holocauste et a exhorté ses partisans à agir de manière décisive : « L'OUN a rempli sa mission historique. C'est maintenant notre heure* ». »

http://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=4659

Pourquoi l'Etat juif doit disparaître.

Syrie : frappe israélienne meurtrière sur Damas - euronews 19 février 2023

Quinze personnes, dont deux femmes, selon une ONG, ont été tuées dimanche lors de frappes israéliennes sur Damas, qui ont visé un quartier abritant le siège de plusieurs services de sécurité.

La diplomatie russe appelle Israël à cesser ses «*provocations armées*» contre la Syrie - RT France 19 février 2023

«*Nous condamnons fermement les actions militaires menées par Israël, qui constituent une violation flagrante du droit international*», a déclaré ce 19 février la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, au lendemain d'une frappe attribuée à l'armée israélienne en Syrie, qui a causé la mort de plusieurs civils. «*Nous exhortons la partie israélienne à mettre un terme aux provocations armées contre la Syrie et à éviter les mesures lourdes de conséquences dangereuses pour toute la région*», a-t-elle fait savoir, ajoutant encore : «*Pour nous, il est tout à fait inacceptable de poursuivre cette pratique perverse, surtout à un moment où de nombreux pays, dont la Russie, apportent une assistance active à la Syrie dans le traitement des effets du séisme dévastateur, en y envoyant des secouristes, des médecins et de l'aide humanitaire*.» RT France 19 février 2023

L'ambassadeur américain en Israël s'attire les foudres du gouvernement Netanyahu - rfi.fr 20 février 2023

Calmer le jeu, obtenir un consensus, a proposé l'ambassadeur des États-Unis en Israël. Nous disons au Premier ministre israélien de freiner les efforts de son gouvernement pour faire adopter la réforme du système judiciaire, a encore dit Tom Nides, comme je le dis à mes enfants, a-t-il encore ajouté.

Des propos très mal reçus par plusieurs ministres de la coalition gouvernementale, qui l'ont accusé d'ingérence dans la politique interne d'Israël. Freinez vous-même et mêlez-vous de vos propres affaires, a rétorqué Amichai Chikli, le ministre de la Diaspora. Le ministre des Finances Bezalel Smotrich, qui est attendu à Washington le mois prochain, a souligné pour sa part qu'Israël ne s'ingère pas dans les affaires internes des États-Unis et s'attend à la réciproque.

La délégation israélienne expulsée de la salle de réunion de l'Union africaine à Addis-Abeba - lemediaen442.fr 19 février 2023

La directrice adjointe pour l'Afrique au ministère des Affaires étrangères, Sharon Barley, et les autres membres de la délégation israélienne ont été expulsés de la salle de réunion de l'Union Africaine (UA) à Addis-Abeba lors d'une réunion des pays membres de l'UA le samedi 18 février 2023. Selon le Jerusalem Post, des gardes de sécurité se sont approchés des membres de la délégation israélienne et leur ont demandé de quitter la salle.

Un haut fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré que les diplomates de la délégation avaient été informés que cette demande avait été initiée par l'Afrique du Sud et l'Algérie. Israël a réagi de manière très négative à cet incident, considérant qu'il s'agissait d'une prise d'otages de l'Union Africaine par un petit nombre de pays extrémistes, tels que l'Algérie et l'Afrique du Sud, motivés par la haine et contrôlés par l'Iran. Cette expulsion intervient au moment où Israël autorise neuf colonies illégales en Cisjordanie et menace la viabilité d'un futur État palestinien dans le cadre d'une solution à deux États.

Israeli delegation expelled from African Union conference hall - Reuters 18 février 2023

https://www.jpost.com/breaking-news/article-731964

La défaite de l'Ukraine ne signifie pas la fin de la guerre par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 21 février 2023

On raisonne à tort en pensant que la défaite du président Zelensky à Donetsk et à Lougansk, à Kherson et Zaporijjia, puisse marquer la fin des combats. Face à la résistance que Moscou a rencontrée pour faire appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité, le président Poutine a déclaré qu'il lui restait à libérer Odessa et à joindre la Transnistrie. C'est précisément ce que cherche le Pentagone depuis 2019. D'ores et déjà, il prépare une seconde manche en Moldavie. Non pas qu'il veuille défendre les Ukrainiens, puis les Moldaves, mais parce qu'il entend dépouiller ses propres alliés.

Pour lire l'article en entier :

https://www.voltairenet.org/article218862.html

Guerre en Ukraine. Livraisons d'armes à la Russie : Washington met en garde Pékin - courrierinternational.com 19 février 2023

Lors de l'entretien "*très franc*" qu'ils ont eu en marge de la conférence de Munich sur la sécurité, samedi 18 février, Antony Blinken a mis en garde son homologue chinois Wang Yi contre les conséquences d'une éventuelle livraison d'armes létales à Moscou. courrierinternational.com 19 février 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 février 2023

Ma santé, ça va ça vient. Je dors très mal et pas suffisamment. Et la chaleur arrive déjà, 32°C à l'ombre aujourd'hui à midi.

Dans cette causerie, comme chaque fois beaucoup d'infos, de faits et d'éléments de réflexion pour aider à comprendre dans quel monde nous vivons. Si j'ai adopté un ton très direct, peut-être un peu trop professoral parfois et qui peut déplaire à certains, loin de moi l'intention de vouloir imposer mes idées à quiconque, bien au contraire, et puis je ne vois pas ce que cela pourrait me rapporter franchement. On va droit au but, on appelle un chat un chat, on ne cherche pas à finasser, on ne tourne pas autour du pot, j'ai horreur de cela et c'est une perte de temps. Et si cela vous choquait, un conseil, demandez-vous pourquoi, vous seuls le savez. Je m'adresse à vous comme si nous étions entre nous, sans faire de manières.

Quand j'emploie une formule ou une expression choc, généralement elle renvoie à une caractérisation politique. C'est plus rapide, une sorte d'économie du langage, un condensé, un concentré, parfois explosif, un peu comme les aphorismes qui en peu de mots disent autant que de longues phrases. J'essaie d'aller à l'essentiel en peu de mots ou pages, c'est très difficile et parfois impossible.

Habituellement dans les médias, on vous suggère de partager des idées sans vous fournir la notice pour les décrypter, moi je vous fournis le mode d'emploi, ensuite vous en faites ce que vous voulez.

Le 7 février 2023

Avec un peu d'avance sur la causerie de demain qui sera rajoutée plus tard.

Offrez-vous les causeries depuis 2008 en un unique fichier pdf, vous pourrez vérifier par vous-même que je n'ai pas changé ou je ne vous ai pas trahis durant toutes ces années, notamment au cours des 3 dernières, où tous les acteurs politiques du mouvement ouvrier se sont couchés honteusement devant le Forum économique mondial de Davos au lieu de l'affronter, révélant qu'il ne faudrait pas compter sur eux dans l'avenir.

J'ignore si ce fichier a bien été enregistré dans le serveur qui héberge le portail, je n'ai pas les moyens de le vérifier suite à un problème technique que la société OVH n'a jamais résolu.

Le 11 février 2023

La semaine précédente j'ai été très mal, comme jamais, depuis je me suis remis, donc j'ai très peu travaillé, c'est seulement hier que j'ai découvert que le portail était bloqué depuis un mois. Moi je ne

peux pas me connecter à mon site depuis des années pour une raison inconnue. Personne ne m'avait prévenu, bravo et merci à tous mes lecteurs !

La causerie ne pourra pas être actualisée avant lundi. Mon état de santé ne me permet plus de travailler normalement.

Pourquoi le portail a-t-il cessé d'être accessible le 6 ou 10 janvier 2023 ?

La société OVH qui héberge le portail a bloqué son accès sur Internet à partir du 6 janvier 2023, sous prétexte d'une injonction de la CNIL suite à une plainte formulée par un dénommé Jean-Marcel (et non Grégoire) Bougereau, éditorialiste du Nouvel Obs réclamant "*l'effacement de données à caractère personnel*" qui auraient figuré dans un article provenant du blog *Arrêt sur Info* datant de 2015 que j'avais reproduit le 14 mars de la même année.

(http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utilesde- vladimir-poutine.html)

La société OVH dit m'avoir envoyé plusieurs notifications par mail à une vieille adresse, or je n'ai rien vu, j'ai dû vider cette boîte aux lettres dont je ne me sers plus et j'ai balancé leurs mails à la poubelle.

Je reproduis ci-dessous le passage de l'article d'Arrêt sur Info où ce sale type est nommé. Vous constaterez par vous-même que nulle part il n'a été diffamé ou il n'y figure absolument pas de "*données à caractère personnel*", il s'agissait donc d'une mystification. Mais pourquoi a-t-il voulu faire supprimer la référence à son article paru dans le Nouvel Obs du 31 janvier 2015, il y a là un truc qui m'échappe. Etait-ce un prétexte fabriqué pour faire disparaître mon portail ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

- Les « *conspirationnistes* » ne seraient donc pas seulement des égocentriques animés par la volonté de puissance, ils seraient avant tout manipulés par des « *régimes autoritaires* ». On retrouve ici l'accusation à l'emporte-pièce prononcée par de multiples médias à l'encontre des réfractaires à la narrative occidentale à propos du conflit ukrainien, les assimilant à des « *idiots utiles* » de Vladimir Poutine, notamment dans cet éditorial mémorable

(http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utilesde- vladimir-poutine.html) de Jean-Marc Bouguereau dans le Nouvel Observateur. Cette vision paranoïde d'une manipulation des « *complotistes* » par d'autres « *comploteurs* », si elle peut paraître séduisante à certains esprits cherchant à réduire la complexité du réel en lui attribuant des causes intentionnelles simplificatrices, constitue malheureusement en elle-même une théorie du complot, ce qui la rend dans le cas présent non seulement parfaitement inopérante.

Qu'évoquait-il dans son article ? Voici les extraits qui nous intéressent.

- Le FN et l'extrême gauche française, les idiots utiles de Vladimir Poutine.

- Il y a en Europe une étrange coalition qui fait de Vladimir Poutine son nouveau héros. On y trouve pêle-mêle des amis de Marine Le Pen jusqu'à l'extrême gauche.

- La guerre d'Ukraine offre l'occasion à ces forces de jouer les "idiots utiles" du potentat du Kremlin.

https://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utiles-de-vladimir-poutine.html

On aura compris que le fond était la guerre entre l'Ukraine et la Russie déjà en 2015.

A l'époque il fustigeait l'extrême gauche et l'extrême droite qui prétendait-il soutenaient Poutine, alors qu'en réalité seule l'extrême droite officielle se plaçait au côté de la Russie suite à l'annexion de la Crimée. Or, suite à l'*Opération militaire spéciale* lancée par la Russie le 24 février 2022, à demi-mot l'extrême droite à rallier les rangs des suppôts de l'Otan dont fait évidemment partie la pseudo-gauche et extrême gauche.

Marine Le Pen vendredi 8 avril 2022 sur franceinfo - " *Cette agression armée était inadmissible au regard du droit international et nous avons voté au Parlement européen une condamnation extrêmement ferme de cette agression russe*". franceinfo 8 avril 2022

Bref, les positions des uns et des autres sont très claires depuis début 2015, donc je ne comprends pas la raison de cette plainte de ce journaliste.

Quant à la société OVH, elle s'est comportée comme le supplétif des GAFAM, aux ordres de la CNIL, la milice médiatique du régime néofasciste de Macron.

L'auteur de la plainte portée contre moi a mystifié la CNIL ou plutôt, au regard du sujet politique et la manière dont il est traité par les autorités, la CNIL s'est volontiers laissé mystifier par un misérable éditocrate du Nouvel Obs parce que cela l'arrangeait.

Si maintenant on ne peut plus dénoncer des arguments "*à l'emporte-pièce*" ou caractériser de "*paranoïde*" la vision d'un journaliste, autant dire que tout désaccord ou toute critique d'un article colportant la propagande officielle sera considéré comme un crime de lèse-majesté insupportable, et vous exposera à des représailles ou des sanctions. Ainsi va ce qu'ils osent appeler la liberté d'expression, qu'ils passent leur temps à piétiner ou museler.

Sous ce régime totalitaire, les médias protégés par les autorités ou les institutions croient détenir tous les pouvoirs, par conséquent ils estiment que tout leur est permis. Le jour où nous parviendrons au pouvoir, il ne faudra pas qu'ils s'étonnent qu'on use de la violence la plus féroce à leur égard, ce sera parfaitement légitime et démocratique.

L'histoire de mon site bloqué.

De Support OVH 15/11/2022

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contacté suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page :

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande. A défaut de réponse de votre part, vos services pourront être suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

De Support OVH 26/12/2022

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contacté suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page :

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

Ceci mail constitue une relance. En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande. A défaut de réponse de votre part, ou d'actions entreprises au 6 Janvier 2023, vos services seront suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

De Vous 10/02/2023

Je découvre le ticket précédent (les 2 mails ci-dessus - JC) que je n'avais jamais vu ni ouvert. Autant dire que j'ignorais tout de cette plainte, jamais reçu la moindre notification de personne, sauf que vous avez coupé mon portail !

Je viens de supprimer le fichier en question, je n'ai même pas eu le temps de l'ouvrir pour voir de quoi il s'agissait, un truc de 2015 !

Je vous demande de remettre immédiatement mon portail sur le Net.

Ce problème est de votre faute. Parce que suite à un changement de mot de passe il m'a fallu donner une nouvelle adresse e.mail que je n'utilise et ne visite jamais, donc votre courriel avait dû atterrir là et je ne l'ai pas vu. Merci encore !

De Support OVH 10/02/2023

Bonjour,

La réactivation de l'hébergement est à faire à votre niveau en suivant cette documentation :

https://docs.ovh.com/fr/hosting/diagnostic-403-forbidden/

Je rajoute un mot.

Quel service déplorable ! Au moins à EDF ou GDF, quand ils coupent l'électricité ou le gaz, une fois réglée le différent ils viennent reconnecter, là non, démerdez-vous, heureusement que j'ai un peu l'habitude de l'informatique, je m'en suis sorti tout seul.

OVH aurait dû s'étonner de mon absence de réponse, il connaissait ma nouvelle adresse mail, pourquoi j'aurais laissé bloquer mon portail, alors que je l'actualisais tous les 2 ou 3 jours, cela ne tenait pas debout, ils ne se sont pas posés la question, ils n'en avaient rien à foutre. Ils auraient pu aussi envoyer une lettre à l'adresse en France que je leur avais donnée. Il aurait pu aussi s'interroger sur cette plainte et ouvrir le fichier que j'avais reproduit, ils se seraient aperçus que cette plainte était sans fondement et le signaler à la CNIL, défendre leur client, il ne faut pas rêver.

A ce propos, c'était à la CNIL de vérifier le bien-fondé de la plainte de ce journaliste de merde, eux non plus ils n'en avaient rien à foutre, la parole d'un éditorialiste du Nouvel Obs leur suffisait, une gage d'honnêteté ou de probité sans doute, mon cul ouais, une racaille !

Vous excuserez tous ces désagréments.

Le 16 février 2023

Cinquième journée de mobilisation disloquée contre la réforme scélérate des retraites de Macron, les bureaucrates corrompus des syndicats iront-ils jusqu'à 14 (Loi Travail en 2016) pour la faire passer ou les masses auront-elles raison de cet obstacle ? Sans bloquer l'activité économique du pays par une grève illimitée jusqu'au retrait, aucune chance de l'obtenir.

Macron va la faire adopter en recourant à nouveau à un coup d'Etat par le biais d'un Parlement ultra minoritaire contre la volonté de 93% de la population qui s'y oppose. Ensuite il espère que la mobilisation refluera, que les travailleurs en prendront leur parti ou se résigneront à travailler au minimum 2 ans de plus.

Il ne faut pas perdre de vue que 2 ou 3 millions dans la rue, cela reste relativement modeste, entre 5 et 10% des travailleurs et jeunes concernés ou un peu moins, alors qu'ils ont eu l'occasion de manifester un samedi, et ils ne peuvent pas invoquer la division. Pendant 3 ans Macron a imposé une dictature sanitaire sans que des millions descendent dans la rue le samedi pour la contester. Idem pour la dictature climatique ou la guerre en Ukraine fomentée par l'OTAN ou Washington, Davos, qui a entrainé une flambée du tarif du gaz et de l'électricité, une hausse générale des prix autour de 10% sans que les masses déferlent contre le régime.

Tant pis pour les quelques millions les plus pauvres ou démunis ainsi que leurs familles, l'homme et la femme sont ainsi faits que leur égocentrisme les aveugles, tant que leur condition ne leur apparaîtra pas insupportable, ils ne se poseront pas de questions, ils jugeront inutiles de prendre en mains leur destin, ils continueront de se laisser aller, ils profiteront de ce que la situation met à leur disposition et ils se désintéresseront du reste, en espérant qu'il en ira toujours ainsi dans l'avenir, quelle illusion !

Ce qu'ils n'imaginent pas, c'est qu'en agissant de la sorte, ils scellent leur destin, ils nuisent à leurs propres intérêts et à ceux de leurs semblables, à la société toute entière, qui d'une manière ou d'une autre ne les épargnera pas le moment venu, c'est absolument certain, personne n'y échappe. Leur bonne conscience leur sera inutile ou ne sera plus qu'une façade qui se lézardera avec le temps, leur hypocrisie les rattrapera, ils auront alors l'occasion de rafraîchir leur mémoire, ils se rendront compte alors que ce qu'ils vivent et ils sont en train de prendre conscience, on leur avait raconté 20, 30, 40 ans plus tôt, mais ils n'avaient rien voulu entendre, mais maintenant pour les plus vieux il est trop tard pour se réveiller, ils seront passés à côté de tout, quel cauchemar !

Je me suis fait une autre réflexion ce matin.

La plupart des gens oublient au fur et à mesure les expériences qu'elles viennent de vivre, elles n'en tirent aucun enseignement politique, totalement prises dans le tourbillon du présent qui file à toute allure, le passé disparaît sans laisser de traces, dans ces conditions elles ne peuvent pas saisir non plus le présent, du coup elles n'auront pas de futur ou elles ne peuvent pas l'envisager, se l'imaginer, c'est le trou noir. Je les plains.

Ma santé s'améliore de jour en jour depuis que j'ai cessé définitivement de fumer (des cigarettes, je ne fumais plus que cela depuis quelque temps).

Je me demande comment il faudrait s'adresser aux lecteurs pour qu'ils s'engagent à mes côtés, car quelque part c'est le but de mon travail, et non de déballer des états d'âme ou je ne sais quoi, à la limite ce que je pense n'intéresse personne, dès lors que cela ne mérite pas d'être partagé. C'est cette notion qui doit nous porter, partager nos idées avec le plus grand nombre jusqu'au jour où elles seront majoritaires ou suffisamment nombreuses pour s'imposer. Une minorité très déterminée et consciente suffit à entraîner les masses, mais hélas il n'en existe plus la trace de nos jours, ou nous sommes dispersés et sans moyen de communiquer ensemble. Ce n'est pas facile de rencontrer des gens qui partagent nos idées, et qui ont envie d'en faire profiter les autres de manière désintéressée dans le cadre du mouvement ouvrier.

Je me demande comment on peut vivre dans une société aussi pourrie, et ne pas avoir envie de s'engager dans le combat pour en changer, il ne faut pas être trop exigeant avec la vie ou ne pas se poser la question de sa signification...

Le 19 février 2023

Du lourd encore dans cette causerie, très digeste ou comestible pour qui est en bonne santé, l'êtes-vous, pas sûr, c'est un test. J'en doute, mais je peux me tromper. On verra combien de mails je recevrai, seuls les bien-portants m'écriront.

J'aime bien avoir des réponses cohérentes ou satisfaisantes aux questions que je me pose, pas vous ?

Vous appréciez d'aller à l'essentiel, moi aussi. Vous privilégiez les faits, moi aussi. J'affectionne particulièrement les flagrants délits, et vous ? Il y en a qui s'acharnent à vouloir démontrer un tas de trucs sans preuves suffisantes, alors qu'on peut en apprendre plus simplement en écoutant et en lisant ce que nous racontent les uns et les autres, même pas besoin d'interpréter, c'est du prémâché.

Un exemple, FranceInfo a pondu un long article où cette officine du régime fait l'apologie de la démocratie au parlement ukrainien, je ne plaisante pas, alors que tous les partis d'opposition sont interdits depuis le 22 octobre 2022, les syndicats et les médias indépendants également, traqués, attaquée, etc. vous lirez cela dans cette causerie. J'ai ressorti presque tous les éléments que j'avais récoltés dans les causeries sur le parlement ukrainien depuis 2015, qui prouvent que le régime néonazi était déjà en place à cette date-là, notamment en honorant le passé nazi de certains dirigeants ukrainiens.

Du coup, la question qui devrait vous venir immédiatement à l'esprit devrait être : Mais qu'est devenu le régime politique en France ? Macron soutient aussi le régime le plus à l'extrême droite de l'histoire d'Israël, fasciste pour être plus précis. Comment se fait-il qu'il y a des dirigeants du mouvement ouvrier en France qui continuent de parler avec Macron le nazillon, que signifie politiquement cette collusion, sinon que sur le fond ils partagent les mêmes intérêts ?

Ce sont les faits, strictement les faits, qui parmi les lecteurs partagent les enseignements politiques que j'en tire ? Je crois que je vais recevoir beaucoup de courrier...

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 1er mars 2023

J'ai un gros problème à l'oeil droit, notamment. J'ai commencé hier un traitement homéopathique et ayurvédique. Dans une semaine j'irai chez un ophtalmologiste avec une opération en vue, cela va me coûter la peau du cul, mais bon, je n'ai plus le choix. Bref, je vais devoir passer encore moins de temps devant l'écran, je ne sais même pas si je vais pouvoir poursuivre cette activité politique qui ne sert à strictement rien, puisqu'elle ne se concrétise pas sur le plan organisationnel.

Au regard du climat et des rapports bien pourris qui règnent en France depuis 3 ans (ou avant), toutes les relations entre les gens se sont détériorées ou elles ne se sont pas vraiment arrangées. C'est l'indifférence qui prédomine, le chacun pour sa gueule, je me demande comment on peut vivre ainsi. Loin des yeux, loin du coeur, moi je le vis ainsi dans mon trou en Inde, et je dois dire que c'est assez pénible. Maintenant que je suis devenu vieux, je devrais me souvenir que les vieux sont petit à petit abandonnés ou on se souvient d'eux une ou deux fois par an en se forçant un peu. Si vous avez le moral fragile ou instable, ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut regarder, vaut mieux penser à autre chose pour ne pas déprimer.

Et depuis qu'à Davos ils ont sonné la fin de la récréation en janvier 2020, on a eu mille fois l'occasion de se poser un tas de questions qu'on n'aurait jamais osé aborder avant ou alors pour les enterrer aussitôt. J'ai décidé de m'y atteler une par une chaque fois qu'elles me reviendraient à l'esprit, et je n'ai pas été déçu du résultat finalement, puisque cela revient à faire table rase de la société infâme dans laquelle nous vivons. Pas seulement, depuis hier, depuis bien plus longtemps sans que cela ne nous dérange plus que cela. En réalité, on en arrive à se dire que les hommes sont restés des barbares, ils sont toujours aussi cruels, en plus raffinés, c'est emballé comme il faut pour se donner bonne conscience, cela en est plus épouvantable encore, cruel, sadique.

A Davos ils ont décidé de tout remettre en cause, à leur manière évidemment, et bien on va faire la même chose mais à notre manière, avant d'aborder une autre fois les propositions qu'on pourrait soumettre à la population, on peut commencer par quelques constats consternant, pitoyables, effrayant, sans appel.

Ce n'est pas la matière qui manque.

Prenez les animaux dits de compagnie, les chiens et les chats principalement, les pauvres bêtes se retrouvent enfermées dans des appartements sans pouvoir s'ébattre librement et se soulager, c'est cruel, il n'y a pas d'autres mots. Et comme on n'a pas de quoi les nourrir normalement ou on n'a pas le temps de leur préparer à manger, on leur file des trucs immondes à bouffer, genre pâté ou croquette qui leur donnent une haleine putride entre autres. C'est dégueulasse. J'avoue être passé par là, hélas ! Les animaux de compagnie devraient être interdits en appartement et leur commerce banni, l'entrée dans le pays des animaux exotiques devrait être interdite. Pour parodier Prévert, finies les cages dorées !

Prenez les animaux qui officient dans des cirques, ils vivent dans des cages, c'est l'horreur absolue. Cette activité devrait être interdite, ainsi que toute exhibition, sport ou jeu avec des animaux, y compris les corridas.

Prenez les animaux destinés à l'alimentation humaine, les élevages intensifs dans des bâtiments fermés devraient être bannis, volaille, ovins, caprins et bovins devraient être élevés en plein champ et bénéficier exclusivement d'une nourriture naturelle, les hormones, antibiotiques et autres vaccins seraient interdits. Il n'y aurait plus assez de viande pour satisfaire la demande nous dira-t-on. Certes, les prix seraient fixés par le ministère de l'Agriculture et la consommation serait réglementée de façon à ce que toute la population puisse y accéder. Oui, ce serait une bonne occasion pour en manger moins et être en meilleure santé, puisqu'on sait maintenant qu'une surconsommation de protéines animales peut provoquer des maladies auto-immunes et un excès de fer dans le sang s'agissant du boeuf.

Ils ont fait la promotion de la cigarette, de l'alcool, de la viande, du sel, du sucre, de la graisse, des aliments transformés en boîte, sous cellophane, surgelés, de la vitesse, de l'argent, de la compétition, de la concurrence, de la puissance, de la force, de la violence, du meurtre, du bruit, de la pornographie, de la pédophilie, de l'homosexualité, du cinéma, de la télévision, des jeux vidéos, des jeux d'argent, de l'individualisme, de la méritocratie, de l'indifférence, de la xénophobie, du racisme, des vaccins, de certains médicaments, etc.

Sur tous ces sujets ou dans tous ces domaines ils ont manipulé les consciences. Ils ont établi des normes que la population a intégré dans son comportement ou mode de penser, et il arrive de plus en plus souvent qu'ils lui disent qu'elle doit en changer ou qu'elle doit les abandonner sans lui fournir le mode d'emploi pour comprendre pourquoi, puisque rien n'a changé entre aujourd'hui et hier c'est incompréhensible pour elle, c'est un abus de pouvoir caractérisé contre lequel elle est désarmée, et il lui est d'autant plus difficile de résister qu'elle défend des normes qui sont indéfendables quand on y réfléchit un peu, du coup elle ne peut être que divisée pour les affronter.

Prenez la question de la médecine et des vaccins, la médecine moderne est une caricature de la médecine, imposer 11 vaccins à des enfants en bas âge, c'est monstrueux, 26 au Brésil avec Lula, qui dit mieux. Parmi les personnes qui étaient contre la substance génique appelée vaccin contre le covid-19 certaines soutiennent par ailleurs la vaccination obligatoire des enfants avec ces 11 vaccins ou la vaccination contre la grippe qui ne sert à rien non plus ou peut avoir des effets secondaires sur le long terme. D'autres sont contre tous les vaccins, ils passent pour des extrémistes. Les plus mesurés seraient prêts à accepter les vaccins au cas où ils seraient irremplaçables, et à condition qu'ils aient fait leurs preuves. Il y a des gens qui rejettent la médecine allopathique et d'autres qui l'acceptent quand ils ne peuvent pas faire autrement, ponctuellement.

On voit ici que face à une question importante, il existe divers comportements et différentes manières de l'aborder qui s'opposent. La meilleure réponse pourrait consister à ne conserver que ce qui a fait ses preuves, ce qui marche et ne présente aucun risque. Par exemple, on ne vaccine pas contre des maladies qui n'existent plus ou lorsqu'il existe des médicaments efficaces pour les soigner. On ne prescrit pas des médicaments quand la personne peut se rétablir après un peu de repos... On ne recourt pas à des substances chimiques de synthèse, quand il existe l'équivalent à l'état naturel sous forme de plantes ou autres, d'huiles essentielles, d'aliments. Par contre quand il existe des molécules efficaces et irremplaçables dans la pharmacopée allopathique, on aurait tort de s'en passer.

Voilà le genre de synthèse à laquelle on pourrait arriver quand on prend en compte uniquement le bien-être de la population présente et à venir dans le respect de son environnement. J'ai écrit cela

rapidement d'un trait, c'était juste pour montrer qu'une société meilleure n'est pas une utopie ou qu'elle existe, mais malheureusement les masses des pays les plus développés n'en ont pas conscience et les classes moyennes se sont laissé corrompre... Quant aux militants, ils n'y croient plus !

La causerie du 1er mars 2023 est disponible au format pdf.

- Causerie du 1er mars 2023 (11 pages)

Le 23 mars 2023

Coup de force pour coup de force.

Et si une fois les manifestations terminées Macron refusait toujours de retirer son projet de "*réforme*" des retraites, on ne bougeait pas, on restait sur place, on occupait la rue jusqu'à tant qu'il cède... Pourquoi les dirigeants des syndicats et des partis dits de gauche ne le proposent-ils pas ? Ils craignent l'affrontement avec Macron et son régime ?

Bonne manife.

Le 24 mars 2023

Le moral est au beau fixe, la santé se maintient. J'ai entamé hier un nouveau et bref traitement homéopathique, résultat j'ai bien dormi et je pète la forme.

La situation me tracasse, mais plus elle se radicalise, plus cela conduit les masses à se poser des questions, plus nos ennemis commettent d'erreurs, plus ils se démasquent, il faut être patient et ne rien lâcher, nos principes ne nous ont jamais trahi, le marxisme non plus, raison de plus pour être plus socialiste ou communiste que jamais.

Le 25 mars 2023

Macron et la réaction se radicalisent, les masses et la jeunesse aussi, nous également, cela va de soi.

J'ai reçu un mail d'un Indien vivant en France qui avait voté Macron, le malheureux, il est pauvre, il est dégoûté au dernier degré, la France c'est la misère, c'est devenu un pays invivable... J'en fais la remarque à mon épouse qui repart en France la semaine prochaine, j'ajoute que c'est une découverte pour lui, mais il ne se doute pas que d'autres le savaient déjà ou qu'il y en a qui n'en sont pas encore arrivés là, ils y viendront. C'est normal.

Pour les nantis, la vie va devenir de plus en plus un véritable cauchemar, cela va les faire réfléchir, puis bouger, c'est là-dessus que je compte, comme d'habitude, les enseignements de la lutte de classe du passé, ils ne sont pas tous obsolètes.

La question des retraites est sociale pour les travailleurs, économiques pour les capitalistes, si le système économique ne peut pas supporter le départ à la retraite à un âge décent, disons plus proche de 50 que de 60 ans, il doit disparaître, c'est aussi simple que cela. Et si aucun système économique n'est compatible avec cette revendication sociale, c'est peut-être qu'il est temps de se demander si le moment ne serait pas arrivé de se passer de la monnaie ou de l'argent pour faire face dans les meilleures conditions aux multiples défis que doit affronter l'humanité.

Le 28 mars 2023

Si Macron ne recule pas ou ne capitule pas, c'est parce qu'il sait qu'il est soutenu par les bureaucrates corrompus des syndicats, les dirigeants de la pseudo gauche et extrême gauche. Il faudrait qu'ils soient débordés ou qu'ils perdent le contrôle de la mobilisation en cours contre le régime. Nous appelons les travailleurs à s'organiser eux-mêmes chaque fois qu'ils le peuvent, à organiser des assemblées générales ou des réunions partout, dans chaque entreprise, commune, quartier, centraliser toutes ces initiatives au niveau local, départemental, national... La jeunesse doit y être associée, ainsi que tous les militants qui le souhaitent, dès lors qu'ils combattent pour le retrait de la contre-réforme des retraites de Macron...

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 5 avril 2023.

Qu'est-ce qu'ont en commun leurs lecteurs ? Ils n'ont pas besoin de savoir lire.

Marlène Schiappa à la Une de « *Playboy* », Macron dans Pif Gadget, voilà qui donne la mesure du niveau de décomposition auquel le régime est parvenu.

On n'a rien sans rien, encore faudrait-il savoir ce que l'on veut vraiment.

Le temps du changement est venu

Extrait.

La majorité de la population des nations occidentales doit désormais obéir à des minorités. La cancel culture, qui veut dire la culture de l'effacement ou de la déconstruction est le bras armé du wokisme. Tout doit être déconstruit. Ce sont les buts de l'ONU, de l'UE, du FMI, de la CEDH et de toutes les ONG. Vous noterez qu'on en revient toujours aux buts d'une certaine oligarchie internationale financière apatride. Il est à noter que le wokisme, la théorie du genre et le lobby des LGBTQ+A sont largement promus par des multinationales comme Coca-Cola, l'Oréal et Balenciaga. Mais il est à noter aussi que du sommet de l'État en France jusqu'aux municipalités de petites villes, tout est fait pour vous influencer. Drapeaux LGBTQ+A omniprésents dans les publicités, sur les plages – parasols, coupe-vent -, dans les commerces, tout est bon pour mettre l'attention sur ce fanion coloré, comme les passages piétons à Paris !

C'est peut-être de bon ton et à la mode de s'asseoir et d'attendre, en espérant « *un monde meilleur* ». C'est certainement très bien de ne penser qu'à sa famille, qu'à son travail et à ses vacances, en se disant que le monde pourrait être meilleur qu'il ne l'est, mais qu'on n'est pas si mal en France, etc.

Mais ce sont des démarches qui conduisent, petit à petit, à un suicide personnel, national et international. En effet, qu'on le veuille ou non, toute la population terrestre est en interaction. Ignorer sciemment ou inconsciemment qu'en-dehors de son « *pré carré* », il y a des guerres, de la famine, de l'illettrisme, de la pauvreté et de la criminalité, n'aide en rien la survie. Ignorer aussi, et c'est très certainement un des points majeurs, qu'il y a un nombre assez conséquent de psychopathes ayant de hautes fonctions dans les gouvernements est suicidaire. Car, en apparence, ils vous veulent du bien, mais leurs actions prouvent le contraire.

À moins d'un grand changement dans la civilisation actuelle, au demeurant fort branlante, nous risquons fort d'être anéanti ou de faire partie d'une population de plus en plus réduite en esclavage.

Notre culture est aujourd'hui au bord de la destruction totale. Victime des coups de boutoirs de la « *cancel culture* », du « *wokisme* », du lobby LGBTQ+, et du lavage de cerveau médiatique et politique, elle est en train de s'effondrer dans une inconsistance abyssale.

Que cette destruction survienne sous la forme d'une ou plusieurs explosions épouvantables, à l'occasion d'un soulèvement politique ou encore par la désagrégation sociale, elle risque de venir, et ce, beaucoup plus rapidement qu'on ne le pense. À moins d'y faire quelque chose.

Il faut regarder autour de soi et observer maintes conditions et situations qui sont autant de signes de déclin, de douleur et de chagrin. Vous savez, au fond de vous-même, que cela ne doit pas être ainsi.

Si chacun d'entre nous se hisse vers des états d'efficacité toujours plus hauts, les choses peuvent changer. Chacun d'entre nous à le pouvoir de dire « *Non* ». Chacun de nous peut désobéir à des ordres ineptes et contre-survie. La désobéissance civile, face à un gouvernement qui oppresse de plus en plus et qui n'œuvre pas pour la survie de son peuple, est une nécessité.

Les lanceurs d'alerte sont décriés, mis au banc de la société sans pouvoir s'exprimer dans les médias qui sont aux ordres. Mais le bouche à oreille est beaucoup plus puissant qu'on ne l'imagine. Un exemple : malgré l'anti-pub que les médias de masse ont écrit à propos du film « *Vaincre ou mourir* », malgré le déluge des critiques négatives des médias, ce film caracole à plus de 300 000 entrées.

Le temps du changement est venu. On peut y arriver si de plus en plus de gens disent « *Non* ». Tout peut s'améliorer. Tout peut changer. Le futur n'est pas écrit.

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/le-temps-du-changement-est-venu/

J-C - Je ne partage pas l'orientation politique de cet article. J'ai retenu en partie le constat qu'il dressait et que nous devons être nombreux à partager.

J'estime que les enseignements de la révolution russe de 1917 demeurent valables, même si tous les courants politiques du mouvement ouvrier les ont abandonnés. Je ne vois pas non plus d'autre alternative cohérente et sérieuse au capitalisme que le socialisme.

Sinon, se résigner ou collaborer, quitte à y laisser son âme ou sa dignité, ce qui ne semble pas répugner à grand monde, hélas !

Totalitarisme. Leur ennemi : L'homme civilisé.

Egalité hommes-femmes « *On est en train de passer d'un extrême à l'autre, où finalement tout homme pourrait être un agresseur en puissance* », affirme la sénatrice de l'Essonne, Laure Darcos - publicsenat.fr 01 avril 2023

Arnaud de Heer, cadre dans une entreprise et papa de trois enfants dont deux petites filles.

- « *Le problème c'est qu'on met l'homme avant l'agresseur. Ce n'est pas l'homme qu'il faut punir, c'est l'agresseur. Et l'agresseur malheureusement, je vous l'accorde, cela va être à 99,9 % un homme. « Mettre l'homme uniquement en tant qu'individu social, en tant qu'être dangereux, c'est un extrême et là-dessus je suis un peu gêné.* »

Quand ils disent eux-mêmes que c'est une guerre entre grandes puissances impérialistes, on les écoute attentivement...

Que cherche la Chine en Afrique? - Slate.fr 3 avril 2023

Quel est le point commun entre le port algérien d'El Hamdania, la centrale hydroélectrique ougandaise d'Isimba et la ligne de train nigériane Lagos-Kano? Qu'elles soient déjà construites ou encore dans les cartons, toutes ces infrastructures bénéficient de financement chinois dans le cadre des «nouvelles routes de la soie», ce méga-projet visant à assurer la croissance de la Chine vers l'Ouest. Pour Pékin, l'enjeu est double: offrir de nouveaux marchés à ses produits et faciliter l'importation de matières premières. L'Afrique, elle, se dote d'infrastructures bienvenues pour rattraper son retard de développement.

Au-delà de ces considérations de terrain, ces investissements relèvent du soft power puisqu'ils permettent à la Chine de soigner son image et de se positionner comme une superpuissance alternative aux Occidentaux.

Les données de l'Afrobaromètre en novembre 2021, une étude qui cherche à évaluer l'opinion publique sur le continent africain, montrent que cela fonctionne: la Chine jouit d'une bien meilleure image en Afrique qu'ailleurs sur la planète. Ainsi, à la question «*Pensez-vous que l'influence économique et politique de la Chine est positive dans votre pays?*», 88% des Béninois répondent «*oui*», comme 85% des Cap-Verdiens et 81% des Maliens. Moyenne dans les trente-quatre États sondés: 63%. Même le plus sévère des pays d'Afrique, la Tunisie (seulement 30% de «oui») est moins dur que bien des pays européens et asiatiques.

Le soft power chinois en Afrique est loin de s'arrêter aux infrastructures, explique Lina Benabdallah, professeure adjointe à l'université de Wake Forest et autre spécialiste des relations Chine-Afrique. «*C'est vrai que ce qu'on voit en premier, ce sont les ponts, les aéroports, les gares routières et les autoroutes. Mais il y a aussi tous les produits importés de Chine, comme les routeurs d'internet ou les motos, qui sont un moyen de transport très utile en ville. Ou encore le thé vert, qui fait par exemple partie de la culture au Mali*.»

Surtout, insiste-t-elle, la Chine met le paquet pour s'adresser directement aux citoyens africains, par le biais «*de bourses étudiantes, de diplomates invités à visiter la Chine, de séminaires pour journalistes… Cela sert à montrer le modèle chinois à ces gens et à établir des relations interpersonnelles*.»

Une drague à la chinoise

Objectif poursuivi par la puissance asiatique: générer un contre-discours sur elle-même dans les médias et la bouche des politiciens africains, diamétralement opposé à celui que l'on entend sur les chaînes d'information en continu occidentales (anglophones ou francophones), sources majeures de nouvelles internationale sur le continent. De leur côté, les étudiants qui partent dans des universités de l'empire du Milieu prouvent que l'Europe n'est pas le seul horizon pour les jeunes. De retour au pays, peut-être pourront-ils même travailler pour une entreprise chinoise.

À Pékin, la propagande a prévu une expression pour cela: la «*modernisation à la chinoise*». Les officiels n'ont pas peur des formules lourdes quand il s'agit de l'évoquer: «*La modernisation à la chinoise brise le mythe selon lequel la modernisation est synonyme d'occidentalisation et offre à*

l'humanité un nouveau choix pour parvenir à la modernisation», disait ainsi Wang Wenbin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse le 24 février dernier. (L'occident, c'est la régression à tous les niveaux. - J-C)

S'il insiste tellement, c'est parce qu'il sait que ses propos ont une résonance. «*Il y a une fascination certaine dans pas mal de pays africains pour la réussite économique de la Chine, soutient le sinologue Jean-Pierre Cabestan. En particulier chez les Africains qui sont allés en Chine, et qui en reviennent généralement assez impressionnés*.»

De plus, le modèle chinois, mélange d'autoritarisme et de réformes économiques, a tout pour plaire à plusieurs pays, selon Lina Benabdallah. «*Beaucoup de présidents africains n'ont pas une grande patience pour la rhétorique du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, ils considèrent qu'il s'agit d'une ingérence dans leur mode de gouvernance*», souligne-t-elle. La Chine, elle, ne vient pas faire de grandes leçons de démocratie… D'autant plus qu'on ne peut pas dire que les promesses de développement des Occidentaux aient toutes été tenues. (C'est un euphémisme cynique ou sadique une fois de plus. - J-C)

À plus court terme, la Chine gagne quelque chose de non-négligeable: des votes en sa faveur à l'ONU, ce qui lui permet de placer ses pions dans plusieurs instances comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, dirigée depuis 2019 par un Chinois, Qu Dongyu. Et, au passage, de faire échouer certaines résolutions la visant. (...)

D'autres pays rodent, à commencer par la Turquie. En janvier, on apprenait notamment que l'Ouganda avait mis fin à un contrat de construction d'une voie ferrée signé avec une compagnie chinoise, et envisageait plutôt de faire affaire avec une société turque. C'est peut-être la meilleure nouvelle pour l'Afrique dans cette histoire: ce continent en pleine explosion démographique et économique voit de nombreux pays lui faire la cour pour profiter de ses richesses et de ses forces vives. Saura-t-il faire monter les enchères en sa faveur?

J-C - Cela les rend malade et hystérique qu'en Afrique la Chine évince sur le plan économique les occidentaux et en premier lieu les Français, au point de lui préférer les Turcs, c'est pour dire quelle haine ils vouent en réalité aux Africains en général. Sur le plan politique et militaire, c'est la Russie qui s'en charge, ce qui les rend fou littéralement !

La Chine publie un rapport sur les innombrables violations des droits de l'homme aux États-Unis

http://lagazetteducitoyen.over-blog.com

J-C- Un rapport précis, exhaustif, impossible à réfuter…

Totalitarisme. Des méthodes dignes de régimes fascistes.

Soutien à Thierry Casasnovas suite à sa mise en examen - lemediaen442.fr 2 avril 2023

Thierry Casasnovas mis en examen et interdit d'exercer toutes activités en lien avec la santé. Accusé d'abus de bien social et de détournement de millions d'euros, il clame son innocence.

Suite à la mise en examen de Thierry Casasnovas, celui-ci se retrouve interdit d'exercer toutes activités en lien avec la santé, la naturopathie et même le bien-être, jusqu'à ce que son procès puisse avoir lieu (et cela peut prendre plusieurs années). Accusé d'abus de bien social et de détournement de millions d'euros, Thierry clame son innocence et a apporté toutes les preuves et explications sur le volet fiscal.

De nombreuses incompréhensions demeurent :

Thierry est aujourd'hui accusé gravement sur le plan financier alors que lui et sa société sont officiellement sous surveillance depuis 2020, et son association a déjà subi plusieurs contrôles fiscaux musclés sans aucun redressement auparavant.

La mise en examen a été annoncée dans la presse avant même la fin de la garde à vue.

Le parquet laisse fuiter des informations à la presse, violant allègrement le secret de l'enquête et de l'instruction.

Thierry et son entreprise sont chassés de toutes les banques depuis la crise sanitaire.

Certains établissements financiers refusent de lui reverser l'argent qu'il a gagné.

Ses partenaires reçoivent anonymement des menaces et intimidations, ainsi que des raids organisés sur Twitter depuis 2020.

Son compte de dons Tipeee, puis ensuite Patreon, ont été fermés suite à des raids numériques organisés.

Sa page Wikipedia est activement modifiée, ne laissant apparaître qu'une présentation d'éléments à charge.

Depuis le début de la crise sanitaire, des anonymes ont commencé à réaliser des montages vidéo avec des extraits sortis de leurs contextes.

Constance, plaignante présente dans « *La Fabrique du mensonge* », a subi des pressions pour témoigner contre lui alors qu'elle n'a jamais été en contact avec lui auparavant, qu'elle n'a jamais dépensé le moindre centime pour sa société ou son association, que la cause de sa maigreur découle selon ses dires de ses douleurs digestives et de son endométriose, et que sa tentative de suicide fait suite à une absence de prise en charge par le Centre antidouleur qu'elle a contacté.

La presse n'est aucunement inquiétée de l'ensemble des diffamations faites à son encontre.

Le retrait de la garde de son fils a été justifié en reprenant les termes d'un article mensonger écrit par Victor Garcia en collaboration avec la zététique dans l'Express, et produit quelques jours avant l'audience.

Si vous souhaitez soutenir Thierry Casasnovas et l'aider à prouver son innocence, vous pouvez cliquer sur le lien suivant pour en savoir plus : https://crowdbunker.com/fund/thierry

---

En Israël, le gouvernement approuve la formation d'une "*garde nationale*" - AFP/France 24 3 avril 2023

Le gouvernement du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a donné son feu vert dimanche à la décision pour la formation création d'une garde nationale sous la direction du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir.

Le gouvernement israélien a approuvé dimanche 2 avril la décision de former une garde nationale, ont annoncé des responsables, des opposants craignant qu'elle ne fonctionne comme une "*milice privée*" sous les ordres du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir.

Un comité - composé de membres des "*agences de sécurité israéliennes*" - décidera si le chef de la police, ou d'une autre entité, dirigera cette garde, a indiqué le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"*La garde nationale s'occupera des situations d'urgence nationales à l'instar des troubles ayant eu lieu lors de l'opération Gardiens des Murs*", a ajouté le bureau, faisant référence aux affrontements entre Israël et le mouvement palestinien Hamas en mai 2021.

Un communiqué du bureau d'Iamar Ben-Gvir avait affirmé auparavant que la garde nationale traiterait des "*scénarios d'urgence, de la criminalité à caractère nationaliste (des agressions ou des attaques contre les juifs selon Itamar Ben-Gvir, NDLR), du terrorisme, et du renforcement de la souveraineté*" d'Israël. AFP/France 24 3 avril 2023

Le reporter de guerre Vladlen Tatarski a été assassiné lors d'un attentat terroriste à Saint-Pétersbourg - donbass-insider.com 2 avril 2023

Le 2 avril 2023, une bombe a explosé dans un café de Saint-Pétersbourg en Russie, où le reporter de guerre Vladlen Tatarski (Maxime Fomine de son véritable nom) organisait une soirée patriotique, le tuant sur le coup, et blessant 25 autres personnes dont un enfant. L'attentat terroriste qui a tué Vladlen Tatarski a très certainement été organisé par l'Ukraine.

Il est 17 h ce samedi lorsque débute une soirée patriotique dans le Street Food Bar n°1 de Saint-Pétersbourg animée par Vladlen Tatarski, le célèbre reporter de guerre russe. Il y racontait les détails de sa profession, l'entrée était gratuite, et il n'y avait pas de sécurité à l'entrée. Pendant la soirée, une femme offre à Vladlen Tatarski un buste le représentant.

Mise-à-jour : La femme, nommée Daria Trepova, est recherchée pour soupçon de meurtre. Elle a déjà été arrêtée l'an passé pour participation à des manifestations contre l'opération militaire spéciale. Son mari, Dmitri Rylov, soupçonné d'être complice, est lui aussi recherché. Leur domicile est perquisitionné.

Vladlen Tatarski était un des reporters de guerre russe les plus influents (sa chaîne Telegram a plus d'un demi-million d'abonnés), et sa tête avait été mise à prix par l'Ukraine depuis longtemps. D'autres éléments pointent d'ailleurs clairement vers l'implication de Kiev dans ce nouvel attentat terroriste.
Premièrement, comme dans le cas de Daria Douguina, il semble que c'est une femme qui a été utilisée pour mener l'attentat terroriste, car attirant moins la méfiance qu'un homme.

Deuxièmement, un néo-nazi ukrainien nommé Ivan Zalizniak qui a déjà offert par le passé de l'argent pour commettre des attentats terroristes en Russie, a publié aujourd'hui un post sous-entendant son implication dans le meurtre de Vladlen Tatarski.

Le comité d'enquête russe a ouvert une enquête pour meurtre, et l'affaire est considérée comme un attentat terroriste.

Si, comme dans l'affaire Daria Douguina, l'implication de Kiev dans l'attentat terroriste qui a ôté la vie de Vladlen Tatarski est prouvée, alors il est temps que la Russie déclare officiellement que l'Ukraine est un pays terroriste. Et il est surtout temps que de renforcer à la fois les mesures anti-terroristes partout en Russie, mais aussi la protection des journalistes ! Car le but est clairement de les effrayer pour les pousser à se taire, à cesser de faire savoir ce que fait l'Ukraine.

Je rappelle que l'an passé, l'Ukraine a tenté d'assassiner les journalistes Adrien Bocquet, Olga Skabaeyeva et Vladimir Soloviov, et a assassiné Daria Douguina lors d'un attentat terroriste. Et qu'au début de cette année, Kiev a tenté d'assassiner Konstantin Malofeyev, qui dirige le média Tsargrad ! Combien d'attentats terroristes, de meurtres de journalistes ou de tentatives de meurtres faudra-t-il pour que la menace soit réellement prise au sérieux (y compris par certains journalistes eux-mêmes) ? Nous avons en face de nous un ennemi qui ne recule devant rien, pas même le meurtre d'enfants, le meurtre de masse et les attentats terroristes. Et il est temps d'en tenir compte de manière concrète.

Je connaissais Maxime, nous nous sommes croisés plusieurs fois début 2022 alors que nous filmions des reportages sur les bombardements de l'armée ukrainienne sur des infrastructures civiles. Né à Makeyevka, en RPD (République Populaire de Donetsk), il avait servi dans la milice populaire en 2014 pour défendre sa patrie, avant de devenir reporter de guerre en 2022. Sa chaîne Telegram avait un grand succès, et chaque soir il publiait une vidéo résumant les nouvelles militaires importantes de la journée. Il était aussi un des promoteurs de l'utilisation active et intensive des drones dans le conflit en cours. C'était un homme franc, rieur, qui n'hésitait pas à dire les choses comme elles sont, sans fard.

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/04/02/le-reporter-de-guerre-vladlen-tatarski-a-ete-assassine-lors-dun-attentat-terroriste-a-saint-petersbourg/

Pour l'AFP il s'agit d'une "*explosion*", pas d'un attentat terroriste.

Russie : un blogueur militaire russe connu tué dans une explosion à Saint-Pétersbourg - AFP 2 avril 2023

Guerre en Ukraine : Zelensky veut enfermer Poutine dans une cave sans toilette - Paris Match 3 avril 2023

Qualifications JO-2024: la Russie n'enverra pas ses escrimeurs en Pologne en raison des conditions imposées - AFP 2 avril 2023

La Russie a annoncé dimanche qu'elle n'enverrait pas ses escrimeurs à Poznan en Pologne ce mois-ci (21-24 avril) à la première épreuve qualificative pour les JO-2024 de Paris, en raison des conditions "*inacceptables*" émises par Varsovie pour permettre le retour des sportifs russes et bélarusses en compétition.

La Pologne a demandé aux athlètes russes et bélarusses de signer un document écrit attestant qu'ils ne soutenaient pas l'offensive en Ukraine et qu'ils n'étaient pas employés par l'armée ou bien un organe de sécurité russe, tout en respectant les critères de neutralité établis.

"*La Fédération polonaise a oublié qu'il s'agissait d'une fédération sportive, pas politique. Malheureusement, tout est mélangé*", a déploré M. Mamedov.

Plus de 300 escrimeurs du monde entier ont depuis signé une pétition pour dénoncer la position de la FIE et le Danemark, la France et l'Allemagne ont tous les trois annulé des compétitions face à l'émoi provoqué.

Le 28 mars dernier, le CIO a recommandé le retour des athlètes russes et bélarusses sous bannière neutre et à titre individuel, sans toutefois se prononcer à ce stade sur une éventuelle participation de ces sportifs aux Jeux olympiques de Paris en 2024.

Le Comité olympique russe a toutefois déjà jugé ces critères de réintégration "*discriminatoires*".

Totalitarisme. Comme quoi nous avons bien affaire à des monstres.

États-Unis: un juge fédéral bloque l'interdiction de spectacles de drag-queens dans le Tennessee - BFMTV 1 avril 2023

Un juge fédéral a, ce vendredi, temporairement bloqué l'interdiction de représentations de drag-queens dans les lieux publics du Tennessee, décrété par le gouverneur de cet État américain, rapportent les médias locaux, comme CBS.

Le Tennessee a été le premier État américain à légiférer, début mars, contre les spectacles de drag-queens au nom, selon les autorités locales, de la protection des enfants face à des spectacles jugés trop sexualisés. BFMTV 1 avril 2023

Dans la même rubrique, ils l'assument, la cruauté en prime.

Le cancer comme arme : Semer des champs de bataille avec de l'uranium appauvri

« *La poussière du désert transporte la mort* », a déclaré le docteur Jawad Al-Ali, oncologue et membre de la Royal Society of Physicians d'Angleterre. « *Nos études indiquent que plus de quarante pour cent de la population autour de Bassorah aura un cancer. Nous sommes en train d'assister à un autre Hiroshima* ».
La plupart des victimes de leucémie et de cancer ne sont pas des soldats. Ce sont des civils. Et beaucoup d'entre eux sont des enfants. Le Comité des sanctions irakiennes, dominé par les États-Unis, à New York, a rejeté les demandes répétées de l'Irak pour du matériel de traitement du cancer et des médicaments, même des analgésiques comme la morphine. En conséquence, les hôpitaux débordés dans des villes comme Bassorah sont obligés de traiter les cancéreux avec de l'aspirine.

Cela fait partie d'une plus grande horreur infligée à l'Irak qui voit jusqu'à 180 enfants mourir chaque jour, selon les chiffres de mortalité compilés par l'UNICEF, à partir d'un catalogue de maladies du XIXe siècle : choléra, dysenterie, tuberculose, e. coli, oreillons, rougeole, grippe.

https://reseauinternational.net/le-cancer-comme-arme-semer-des-champs-de-bataille-avec-de-luranium-appauvri/

Reese Report : L'OTAN disperse de l'uranium appauvri à travers le monde

https://reseauinternational.net/reese-report-lotan-disperse-de-luranium-appauvri-a-travers-le-monde/

https://odysee.com/@ana%C3%AFstea:0/RR-URANIUM-(1):7?src=embed

---

La dictature alimentaire, qu'est-ce que c'est ?

J-C - Qu'on se le dise, les tyrans de Davos ont décrété que notre alimentation était néfaste et que la population mondiale devait en changer, ni plus ni moins. Lisez, ils affichent ouvertement leurs intentions démoniaques et démesurées. Leur objectif : Contrôler la totalité de la chaîne alimentaire permet de s'octroyer un droit de vie ou de mort sur tous les peuples, c'est bien un objectif totalitaire.

Cependant, ils ne pourront jamais atteindre leur objectif, ni celui-là ni un autre, tout au plus pourront-ils semer le chaos dans la société, et en le contrôlant continuer d'exercer leur hégémonie.

Dans leur blog :

Réinventer la chaîne alimentaire.

Qui sommes-nous

Nous sommes le leader mondial de la production d'ingrédients à base d'insectes pour l'alimentation des animaux, des êtres humains et des plantes. Notre objectif ? Proposer une alternative plus durable, à haute qualité nutritionnelle et associer la sobriété à notre activité.

Nous devons révolutionner nos systèmes alimentaires

Nos systèmes alimentaires sont arrivés à un point de non-retour. L'alimentation et les fertilisants sont essentiels, mais la qualité de ces derniers doit être à la hauteur de l'enjeu : celui de produire mieux.

Le scarabée, un aliment de grande qualité pour les hommes et la planète
Le résultat

Une solution fonctionnelle, déployable partout dans le monde pour permettre la création de systèmes alimentaires aux services de l'homme et de la planète.

Ils nous soutiennent

Word Economic Forum (Le Forum économique mondial ou Davos)

https://www.ynsect.com/fr/

Totalitarisme. Sadisme. Ils veulent votre peau, vous en doutez encore?

Panier de courses franceinfo : l'inflation de nos 37 produits du quotidien bat des records, les marques nationales explosent - francetvinfo.fr 3 mars 2023

Le mois de mars a bien été rouge du côté des étiquettes des produits de marque dans les supermarchés. Conséquence : notre panier de courses augmente encore.

Une hausse de 56% sur un an pour le sucre premier prix, +28% pour le riz de marque distributeur et le papier toilette premier prix... L'inflation a poursuivi en mars sa fuite en avant. Les 37 produits du panier franceinfo, en partenariat avec France Bleu et le cabinet NielsenIQ, ont augmenté de 17,7% entre mars 2022 et mars 2023.

C'est un point d'inflation de plus qu'en février. Très concrètement, cela signifie qu'en un an, le total de notre panier de courses a augmenté de près de 16 euros, passant de 90,8 en mars 2022 à 106,25 euros aujourd'hui. Et ce prix varie d'un département à l'autre.

Le fait marquant de cette nouvelle édition du panier franceinfo / France Bleu avec NielsenIQ, c'est le retour d'une hausse importante des prix des marques nationales, et notamment des produits-phares parmi celles-ci.

Ainsi, un en mois, l'inflation sur la marque leader des boissons au cola, Coca-Cola pour ne pas la citer, est passée de 9,6 à 12%. Du côté du produit phare des pâtes à tartiner, le Nutella, c'est un bond de 10,7 à 13% entre février et mars 2023. Même phénomène du côté des chips de marque, comme Vico, Lay's ou Brets, où la hausse des prix sur un an est passée de 15,5% en février à 20,1% en mars. "*Les plus grandes marques, les marques emblématiques par catégorie de produits sont celles qui ont vraiment augmenté le plus en un mois. C'est de l'inédit, souligne Emmanuel Cannes, expert prix et inflation chez NielsenIQ. Ces marques sont faites pour attirer les consommateurs en magasin. Ils connaissent le prix de ces produits. Donc ça reste toujours des produits très bataillés et historiquement plutôt déflationnistes. Et là, on a vraiment une hausse spectaculaire qu'on n'a jamais constatée.*" (Soit dit en passant, rien que des produits dégueulasses et inutiles, qui ne servent qu'à pourrir votre santé et celle de vos enfants. - J-C)

Ces hausses sont la conséquence directe des accords commerciaux conclus fin février entre distributeurs et industriels de l'alimentaire, qui avaient accouché d'une augmentation générale des prix d'environ 10%. Et le rayon le plus concerné sur le sujet, c'est "*le frais en libre-service, comme les yaourts ou le fromage ont augmenté de plus de 15% en un an. C'est vraiment le rayon le plus touché fortement par les hausses de prix des marques*", souligne l'expert de NielsenIQ. (Là c'est plus beaucoup plus grave, puisque cela touche les produits essentiels à une alimentation saine et équilibrée. - J-C)

Mais alors, pourquoi l'inflation du panier de courses franceinfo, en partenariat avec France Bleu et NielsenIQ, n'explose pas mais continue plutôt sa hausse de croisière (+1 point sur un mois) ? Principalement parce que les négociations commerciales ne concernaient que les produits de marques nationales. Notre panier étant composé pour moitié de produits distributeurs ou premiers prix, l'impact est plus modéré. D'autant que l'évolution de l'inflation sur les produits premiers prix, bien que toujours très forte, commence à fléchir : il y avait eu 1,6 point d'augmentation entre janvier et février, contre seulement 0,5 point entre février et mars.

Combat contre la « *réforme* » des retraites de Macron-BlackRock.

Lu.

- On ne peut pas parler des modalités d'action des manifestants sans parler aussi des stratégies policières qui leur sont opposées et de la manière dont les réformes sont conduites par le pouvoir politique. Tout cela est lié : la protestation est modelée par la manière dont le pays est gouverné et la réponse policière découle des injonctions du pouvoir politique. En France, ce que l'on observe, c'est une brutalisation des conflits.

Depuis une vingtaine d'années, les formes de protestations se sont transformées. Dans un contexte de creusement des inégalités sociales et économiques, certains groupes souhaitent sortir des cadres classiques de la protestation et revendiquent une action plus directe, plus vigoureuse. Les gouvernements ont fait le choix de privilégier la réponse policière. Les affrontements de Sainte-Soline confirment cette escalade, avec plus de 5 000 grenades envoyées par les forces de police en quelques heures sur quelques milliers de manifestants. Cela a donné lieu à une quarantaine de blessés graves, dont un se trouve encore dans le coma. On assiste à une brutalisation du maintien de l'ordre, et cet événement s'inscrit clairement dans cette tendance. À ma connaissance, dans la période récente, on n'a pas vu ça dans d'autres pays européens.

La posture de déni prédomine en France, qu'il s'agisse des violences policières, des discriminations liées aux contrôles d'identité ou encore de la question du racisme policier. C'est très clair dans les déclarations de Gérald Darmanin, notamment. Il y a une extrême difficulté à ouvrir le débat et à reconnaître seulement l'existence d'un problème. Mais le déni n'est pas présent à tous les étages, il semblerait qu'on le trouve davantage parmi les élites politiques et policières : plus bas dans la hiérarchie, certaines voix s'élèvent pour critiquer la tournure des choses.

C'est surtout la gestion politique autoritaire des revendications concernant la justice sociale, l'égalité des droits ou encore l'environnement, qui appelle une remise en cause. Or, la seule réponse politique apportée aux mouvements sociaux, c'est une réponse policière, qui ne résout jamais rien. Autrement dit, la brutalisation est autant policière que politique : le politique tolère les dysfonctionnements de la police tout en faisant reposer sur elle la résolution de crises qu'il a lui-même déclenchées.

Sainte-Soline, réforme des retraites : « *On assiste à une brutalisation du maintien de l'ordre* » - Le HuffPost 2 avril 2023

Une enquête est ouverte : Indignation suite à une vidéo montrant un policier déshabillant un homme à Lyon - Le HuffPost 2 avril 2023

La pétition pour la dissolution de la BRAV-M approche les 250 000 signatures - lemediaen442.fr 2 avril 2023

Laurent Bigot, ancien sous-préfet : « *Je ne reconnais pas la police avec laquelle j'ai travaillé. On recrute des teubés, des voyous* » - lemediaen442.fr 30 mars 2023

Laurent Bigot, ancien sous-préfet de 2003 à 2008, a récemment partagé ses réflexions sur les changements qu'il a observés dans la police. "*Je ne reconnais pas la police avec laquelle j'ai travaillé*", a-t-il déclaré.

Pour l'ancien sous-préfet, les enregistrements de la BAC diffusés par Loopsider montrent des policiers parlant comme des voyous et des "*teubés. C'est hyper inquiétant, ce comportement n'est pas dû à la fatigue ou à l'énervement, mais plutôt à un mode de fonctionnement. Ce sont des voyous. Ils parlent comme des voyous de basse catégorie. C'est jouissif pour eux de tabasser… mais t'as rien à faire dans la police va faire du MMA*", explique-t-il.

Selon lui, cette situation est due à un recrutement de personnes qui n'ont clairement pas le niveau pour assumer des missions graves, solennelles et dangereuses « *Il y a des mecs qui n'ont pas le profil psychologique pour assumer ces missions. Ils n'ont pas de discernement ni de maîtrise* », conclut-il. lemediaen442.fr 30 mars 2023

Macron et sa clique de nervis soutiennent bien déjà le régime néonazi de Kiev.

Mélenchon visé par une enquête pour « *injure publique* » pour ses propos sur la Brav-M - Le HuffPost 1 avril 2023

Laurent Nuñez a signalé à la justice des propos tenus dimanche 26 mars par l'ex-candidat LFI à la présidentielle. Sur LCI, Jean-Luc Mélenchon avait déclaré, au sujet des membres de ces Brigades de répression de l'action violente motorisées, créées au printemps 2019 après le saccage d'une partie des Champs-Élysées : « *Nous enverrons ces jeunes gens se faire soigner* ».

« *Vous imaginez ce que c'est que de dire je suis volontaire pour monter sur une moto et tabasser des gens en passant ? C'est manifester un état d'esprit qui ne me convient pas et que je trouve anormal* », avait lâché le fondateur de la France insoumise. « *Pour moi, ce n'est pas une activité normale* », avait-il encore martelé.

Et à la suite de ce signalement, une enquête pour « *injures publiques visant une personne dépositaire de l'autorité publique* », confiée à la Brigade de répression de la délinquance aux personnes, a donc été ouverte dès mercredi, a indiqué ce vendredi 31 mars le parquet de Paris, confirmant une information du *Parisien*.

L'ancien candidat Insoumis à la présidentielle avait également répété le souhait de ses troupes de « *dissoudre* » cette unité, une proposition qui est également portée actuellement par une pétition signée vendredi soir par près de 230 000 personnes.

Outre le leader LFI, le parquet de Paris a confirmé vendredi que l'enquête visait l'avocat Arié Alimi, objet d'un signalement distinct du préfet de police.

Sur RMC, le 22 mars, Me Alimi avait déclaré que les Brav-M *« sont un certain type de policiers engagés volontaires, qui recherchent la violence, c'est comme ça qu'on les sélectionne, qui sont lancés dans les rues de Paris avec des matraques et des armes, qui brisent les os et qui font des chasses à l'homme comme on le voit sur les images à longueur de journée en ce moment* ».

« *Je serai honoré de pouvoir répondre, et d'abord aux services de police le jour où ils me convoqueront, et de pouvoir démontrer tout ce que j'avance* », a commenté l'avocat, sollicité par l'AFP.

« *C'est probablement une réponse du berger à la bergère* », a ajouté celui qui défend régulièrement des personnes victimes de violences policières, comme la famille de Cédric Chouviat, un livreur mort à Paris à la suite d'une interpellation début 2020.

J-C – Ils se comportent comme des dictateurs. On aura noté que Mélenchon et son avocat avaient tenu un discours relativement mesuré et respectueux. Pour les fascistes, le seul discours possible, c'est le leur, tout autre est jugé injurieux et ses auteurs doivent être réprimés.

L'intersyndicale, elle va discuter de quoi avec Borne ? Il ne reste plus qu'à les dégager !

« *Je ne veux pas faire de surprise : ça n'existe pas de mettre un projet de loi en pause* »

Élisabeth Borne vendredi 31 mars dans le cadre d'un entretien avec les lecteurs du groupe de presse quotidienne régionale Centre Presse.

« *On ne peut pas faire de pause quand on a un projet de loi qui a été voté, qui est en cours d'examen devant le Conseil constitutionnel* », a répété la cheffe du gouvernement lors d'un déplacement dans la Nièvre. (Source : Le HuffPost 1 avril 2023)

Réforme des retraites : après LFI, le PCF et EELV, les socialistes annoncent qu'ils ne se rendront pas à l'invitation d'Elisabeth Borne à Matignon - francetvinfo.fr 2 avril 2023

J-C – Cela ne leur coûte rien. Ils ont tous cautionné les journées d'action qui permettront à Macron de faire passer sa mesure scélérate et injuste, c'est cela l'essentiel. Et ils ont tous voté Macron, il ne faut jamais l'oublier.

En famille. L'inversion incantatoire.

J-C – L'art de dire l'inverse de ce que l'on fait si bien maquillé qu'on a du mal à discerner l'escroquerie. Quand ils disent qu'ils combattent le gouvernement, au fait, est-ce vrai, pourquoi devrait-on les croire sur parole ? Les apparences… Mais au-delà, si on gratte un peu, qu'est-ce qu'on découvre ? Qu'en appelant à des journées d'action éparpillées Macron ne cèdera jamais, alors qu'avec une bonne grève continue, reconductible, illimitée ou générale, appelez-là comme vous voudrez, il cèderait au bout de 2 ou 3 jours, en prime les travailleurs dont les jours de grèves ne seraient pas payés y perdraient moins sur leur feuille de paie, vous voyez, les salopards de dirigeants syndicaux n'ont absolument aucune excuse.

"*C'est une très mauvaise nouvelle pour le gouvernement*" : ce que change l'élection de Sophie Binet à la tête de la CGT dans la lutte contre la réforme des retraites - francetvinfo.fr 01 avril 2023

A la tribune, la nouvelle secrétaire générale de la centrale syndicale, Sophie Binet, a un message pour Emmanuel Macron, en pleine contestation contre la réforme des retraites. "*Nous ne lâcherons rien, à commencer par notre exigence de retrait de cette réforme*". "*Il n'y aura pas de trêve, pas de*

suspension, pas de médiation. On ne reprendra pas le travail tant que cette réforme ne sera pas retirée."

Engagée sur les questions environnementales et coautrice du livre Féministe, la CGT ? Les femmes, leur travail et l'action syndicale (éditions de l'Atelier, 2019), elle apparaît moins radicale qu'Olivier Mateu ou Céline Verzeletti, dont les noms étaient cités pour prendre la tête de la CGT.

Avec Sophie Binet, l'avenir de l'intersyndicale semble s'inscrire dans la continuité. "*Le fait que la voix du compromis ait triomphé rend peu probable à court terme toute fracturation de l'intersyndicale*", analyse ainsi Pierre Rouxel. (Soit il prend ses désirs pour la réalité, soit il a raison et il aura fallu une femme à la direction de la CGT pour l'achever ! – J-C)

Son élection a été saluée par d'autres syndicats, à l'instar du secrétaire général de l'Unsa, Laurent Escure. "*Je veux dire que je suis très heureux pour elle*", a-t-il écrit sur Twitter. Même enthousiasme chez les opposants politiques à la réforme des retraites. "*Les dangers étaient la fracture interne et l'affaiblissement du front contre la retraite à 64 ans. Ils sont évités. C'est une bonne nouvelle à mes yeux*", souffle à France Télévisions un député de la Nupes.

Dans ce contexte, l'arrivée de Sophie Binet est-elle une bonne ou une mauvaise nouvelle pour l'exécutif ? Officiellement, la majorité salue son élection. "*Personne ne peut souhaiter que la radicalité s'impose à la CGT. Sa désignation est d'abord une bonne nouvelle pour le dialogue social*", assure à France Télévisions le député Renaissance Marc Ferracci, proche d'Emmanuel Macron. "*On ne peut que se réjouir de voir une réformiste à la tête de la CGT*", approuve également le député Horizons Paul Christophe, chargé des retraites pour son groupe. "*Je trouve préférable d'avoir des syndicats forts et réformistes que faibles et radicaux. Les premiers peuvent faire bouger les choses en mettant en place un rapport de force utile, les seconds montent les tensions dans le pays sans rien apporter de positif*", appuie de son côté Nicolas Turquois, député du MoDem.

J-C – De tels hommages augurent le pire… ou le meilleur !

En famille. La droite et l'extrême droite ont élu leur députée… du PS, quoi de plus naturel !

Législative partielle en Ariège : Martine Froger, dissidente PS, l'emporte sur Bénédicte Taurine (LFI) - Le HuffPost 3 avril 2023

J-C - Le taux de participation a été de 37,87%, moins 4,20% votes nuls et 5,74% votes blancs, la candidate élue a obtenu 22,79% des suffrages exprimés, elle n'a donc aucune légitimité.

C'est une défaite symbolique pour la Nupes. La socialiste dissidente Martine Froger a remporté dimanche l'élection législative partielle l'opposant en Ariège à la députée sortante Nupes/LFI Bénédicte Taurine, a appris l'AFP dimanche auprès de la préfecture.

Martine Froger, 61 ans, soutenue par la présidente PS de la région Occitanie, Carole Delga, et le numéro 2 du parti, Nicolas Mayer-Rossignol, a recueilli 11 758 voix (soit 60,19 % des suffrages) contre la sortante Bénédicte Taurine, candidate insoumise de 46 ans officiellement appuyée par l'union de gauche (LFI, EELV, PS et PCF) qui a obtenu 7 776 (39,81 % des voix).

La première circonscription de l'Ariège était devenue à l'occasion de cette élection un enjeu de la guerre des gauches entre le premier secrétaire du PS Olivier Faure, qui soutenait l'insoumise en vertu de l'accord Nupes, et le numéro 2 Nicolas Mayer-Rossignol, défenseur de la dissidente.

Martine Froger a également reçu les félicitations d'Olivier Dussopt, ministre du Travail, le parti présidentiel Renaissance ayant très clairement appelé à voter pour elle à l'issue d'un premier tour où sa candidate Anne-Sophie Tribout n'avait obtenu que 10,69 % des voix. « *S'il existe bien sûr une place sur l'échiquier politique pour une gauche responsable, ce scrutin montre surtout que l'outrance et la radicalité ne paient pas et ne ressemblent pas* », a écrit le ministre sur Twitter.

Sur Twitter, plusieurs ministres ont adressé des félicitations à de Martine Froger. Même Julien Odoul, député du RN, a félicité la dissidente. "*Une députée LFI en moins c'est une victoire pour la République!*" a-t-il écrit. (Avec un tel attelage, la Nupes, c'est mérité ! – J-C)

Quant à la députée sortante Bénédicte Taurine, déçue, elle a estimé que la victoire de Martine Froger, c'était « *la victoire de la droite* ». « *Quand on regarde le report des voix, c'est l'ensemble de la droite qui se reporte sur Mme Froger* », a-t-elle jugé. (Vous êtes tous de droite, n'oubliez pas que vous aussi vous êtes des dissidents du PS ! – J-C)

Son analyse était partagée par plusieurs ténors des Insoumis. « *En Ariège, les voix des macronistes, de la droite et de l'extrême droite ont éliminé une députée du peuple* », a ainsi tweeté comme en écho la cheffe de file des députés LFI, Mathilde Panot.

Pour Jean-Pierre Raffarin, "*un front républicain anti-Nupes est en cours de constitution*" - BFMTV 3 avril 2023

Jean-Pierre Raffarin, désormais membre d'Horizons, le parti d'Édouard Philippe, a été nommé Premier ministre par Jacques Chirac après l'élection présidentielle de 2002.

Santé.

La Covid de 2019 à février 2023, voici la base documentaire la plus incontournable

Nous accueillons aujourd'hui Guillaume Girard, ingénieur spécialisé en gestion des risques chimiques et biologiques. Il a compris très tôt que cette crise mondiale dépassait de beaucoup tout ce que l'Humanité avait vécu en termes de complexité sociétale. Avec patience et ténacité, il a tenu à réaliser un véritable travail de spécialiste en histoire contemporaine où la complexité de l'utilisation des données se trouve souvent exacerbée par les savoirs manquants. Il nous livre ici un décryptage exceptionnel de tout ce que cette histoire contenait de connu jusqu'en février 2023, à l'appui de 233 documents que l'on devrait tous archiver avant que certains ne disparaissent.

https://reseauinternational.net/la-covid-de-2019-a-fevrier-2023-voici-la-base-documentaire-la-plus-incontournable/

L'action en justice intentée par l'Afrique du Sud pour mettre fin à l'utilisation des vaccins à ARNm de Pfizer pourrait avoir des « *conséquences mondiales* »

https://reseauinternational.net/laction-en-justice-intentee-par-lafrique-du-sud-pour-mettre-fin-a-lutilisation-des-vaccins-a-arnm-de-pfizer-pourrait-avoir-des-consequences-mondiales

---

Lockdown Files, la fin de l'histoire du Covid au Royaume-Uni - Décoder l'Éco, Pierre Chaillot - France-Soir 30 mars 2023

Au Royaume-Uni les Lockdown Files défraient la chronique depuis plusieurs semaines. Il s'agit d'une énorme fuite de conversations privées entre Matt Hancock, le secrétaire d'État à la santé pendant la crise, et de nombreuses autres personnalités, politiques ou scientifiques. Ce sujet ne fait pas grand bruit en France, alors que les conclusions à en tirer sont immenses : les politiques placés comme gestionnaires de la "*crise sanitaire*" savent pertinemment que les mesures qu'ils ont prises n'ont absolument servi à rien. Matt Hancock se moque carrément de ceux qui y croient.

En France, dans de nombreux médias, ou même sur YouTube, il a été, et est encore bien souvent, interdit de contredire la doxa. Les politiques comme Matt Hancock savent donc parfaitement que le mur de censure, et le prétendu "*consensus*," imposés par les média n'est qu'un écran de fumée. Le vrai visage des prétendus "*journalistes*" qui continuent encore de rabâcher le discours de la peur et de vanter les mérites de la politique gouvernementale est désormais dévoilé : ils n'ont servi que de "*kapo*" à un système qui les méprise ! Les commanditaires politiques n'ont jamais cessé de rire sous cape. Les rares qui vont oser se réveiller risquent de subir une terrible gueule de bois.

Lockdown Files : même les politiques à la manœuvre ne croient pas à l'escroquerie pandémique.

La journaliste Isabel Oakeshott a été missionnée par Matt Hancock lui-même pour écrire son journal de la pandémie "*Pandemic Diaries*". À cette occasion, il lui a fourni ses conversations privées avec des politiques (Boris Johnson, le Premier Ministre, les Ministres de la Santé etc.), des "*scientifiques officiels*" du gouvernement, des conseillers politiques et des hauts fonctionnaires.

Après l'écriture du livre, la journaliste a fourni toute cette matière au journal "*The Telegraph*" qui l'analyse et publie presque tous les jours de nouveaux articles démontant point par point toutes les prétendues justifications des mesures prises au Royaume-Uni depuis 3 ans. 10 points saillants des révélations sont en lecture libre.

On y apprend par exemple que Matt Hancock n'a pas voulu mettre en place de test systématique dans les maisons de retraite anglaises en mars 2020 pour ne pas "*semer la confusion*". Il a choisi limiter les tests aux personnes âgées transférées dans les hôpitaux. En Angleterre, ce ne sont donc que les personnes "*très malades*" quelle qu'en soit la cause, et les "*mourants*" qui ont été testés.

Cela a complètement biaisé la perception des tests positifs : si on ne teste que des mourants, on va découvrir un taux de mortalité très élevé des personnes testées positives. On va alors attribuer la mort au "*virus*" détecté par le test. Si l'Angleterre avait testé tout le monde, ils auraient alors découvert qu'il y a bien plus de personnes en parfaite santé parmi les testés positifs (comme le montrent les statistiques de la DREES), que de personnes malades.

Ils auraient donc trouvé un taux de mortalité parfaitement ridicule parmi les testés positifs et n'auraient pas pu entretenir la peur du virus. De la même manière, ils auraient découvert que la majorité des malades présentent des tests négatifs (comme le montrent les statistiques de la DREES) et n'auraient pas pu étiqueter en tant que "*Covid-19*" tous les décès constatés en maison de retraite. Ne pas "*semer la confusion*", c'est s'arranger pour maintenir un discours unique de la peur.

On y voit clairement Matt Hancock se moquer des 149 personnes, dont des personnalités, revenus en Angleterre et acceptant d'être parquées en quarantaine dans des "*boîtes à chaussures*" de leur propre volonté ! Hilarant, d'après lui.

On y apprend que les enfants anglais ont porté des masques à l'école, non pas sur la base de résultats scientifiques, mais pour éviter de se disputer avec la Première Ministre Écossaise qui avait déjà opté pour ce choix. Pour information, les seules études publiées avec un protocole sérieux montrent que les masques n'ont aucun impact décelable sur le nombre de malades. Chacun s'habille comme il l'entend, mais sur ce sujet il n'a jamais été question de science, mais bien de scientisme.

On y découvre enfin que pour les confinements, depuis la prise de décision, la discussion de leur durée, et la promotion de leur prétendue "*efficacité*" n'a rien à voir avec des résultats scientifiques, mais avec des questions politiques.

Il s'agit de réponses à l'opinion publique mesurée par sondage, de pseudo-justifications basées sur des chiffres "*erronés*" suivies d'un refus de perdre la face en admettant leur inutilité.
Les confinements sont inutiles partout, pas qu'au Royaume-Uni

Le mathématicien Vincent Pavan a montré de multiples manières que la décision de confinement en France n'est en aucun cas basée sur de la science. Il a expliqué ses résultats dans l'émission du CSI du 02/03/2023.

Pour résumer, la panique a été exacerbée par un modèle mathématique de mortalité complètement hors-sol de Neil Ferguson :

- qui avait déjà prévu la fin de monde lors de l'escroquerie H1N1 en 2009;

- qui a par la suite continué à promouvoir son modèle grâce à l'intervention de la fondation Bill & Mélinda Gates;

- qui a été d'abord été incapable de présenter son modèle aux autorités anglaises lorsqu'on lui a demandé d'où venaient ses prédictions, mais a fait intervenir en urgence les équipes de Microsoft pour lui produire un programme qui fonctionne.

Ses prévisions alarmistes ont été promues en France par Simon Cauchemez, qui a travaillé avec Ferguson. Le discours dès le début de l'année 2020 fut alors : il faut empêcher les interactions sociales au maximum, donc confiner, en attendant le vaccin. Le confinement n'a été mis en place que parce qu'il a été promu par un modèle mathématique qui s'est révélé par le passé complètement fantaisiste, et qui présuppose, sans preuve scientifique, que le confinement est efficace. La France est dans le même cas de figure que le Royaume-Uni.

Les Lockdown Files montrent qu'au Royaume-Uni, Matt Hancock est parfaitement conscient que les confinements ne servent absolument à rien et qu'ils ne sont qu'une réponse politique à une panique. En ce qui concerne la France, un article frauduleux a été publié par le journal scientifique Science prétendant mesurer la grande efficacité du confinement. Comme l'a montré Vincent Pavan, les deux signataires Simon Cauchemez et Arnaud Fontanet n'ont pas signalé leur conflit d'intérêt évident : en tant que membre du Conseil Scientifique, ils ont intérêt à justifier la décision de confinement qu'ils ont cautionnée.

De plus, Vincent Pavan a montré que les auteurs ont fait l'impasse sur un des résultats majeurs de leur analyse : l'étude prouve que les Français n'ont pas été soignés et sont décédés, non pas à cause

du virus, mais par abandon. Cela se voit comme le nez au milieu de la figure avec la courbe présentant la durée entre l'entrée à l'hôpital et le décès : une énorme part de patient décède le jour de leur arrivée. Ce n'est pas le résultat d'un virus fulgurant, mais une combinaison de la politique de non-soin et de mauvais choix thérapeutiques.

De surcroît, les auteurs ont maquillé la courbe de lissage pour masquer leur incapacité à trouver un modèle mathématique qui corresponde à leur discours. Il s'agit donc d'une fraude scientifique grave réalisée sciemment pour permettre aux auteurs de justifier leur opinion.

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/lockdown-files-la-fin-de-l-histoire-du-covid-au-royaume-uni-4

Lockdown files : fin de l'histoire "Covid" au Royaume-Uni

https://www.youtube.com/watch?v=00J0TYOxvbU

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Naissance du monde multipolaire (3)

Comment la Russie envisage son rôle dans la construction du monde multipolaire par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 avril 2023

La Russie vient de rendre publique son « *Concept de politique étrangère* ». Après avoir rappelé sa position dans le monde, ce document décrit la fin de la domination occidentale et les efforts des États-Unis et de leurs alliés pour maintenir l'hégémonie de Washington. Il énumère les intérêts et les buts de Moscou. Il souligne la primauté du Droit international contemporain (une création du tsar Nicolas II) et se conclut par une description du monde en mutation.

Pour lire l'article :
https://www.voltairenet.org/article219099.html

Ils osent tout. Ils avaient refusé de condamné la propagande nazie, donc tout est dans l'ordre des choses.

Reconnaissance de l'Holodomor comme génocide : du « *zèle anti-russe répugnant* » pour Moscou - AFP/parismatch.com 1 avril 2023

La Russie a qualifié samedi de "*zèle anti-russe répugnant*" le vote de l'Assemblée nationale française, reconnaissant comme un génocide l'Holodomor, une famine provoquée au début des années 1930 en Ukraine par les autorités soviétiques, à l'origine de plusieurs millions de morts.

"*Le zèle anti-russe des députés français paraît d'autant plus répugnant que la France elle-même n'a pas encore fermé la page de ses crimes de la période coloniale*", a asséné dans un communiqué la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Dans une résolution adoptée mardi à une quasi-unanimité (168 voix contre 2), les députés ont reconnu l'Holodomor comme génocide, appelant le gouvernement à en faire de même, pour répondre à la forte attente de Kiev au sujet de ce souvenir douloureux, ravivé par l'intervention militaire russe dans le pays.

Le texte adopté "*reconnaît officiellement le caractère génocidaire de la famine forcée et planifiée par les autorités soviétiques à l'encontre de la population ukrainienne en 1932 et 1933*".

Selon Mme Zakharova, "une fois de plus, nous sommes confrontés à la duplicité et à la russophobie de nos adversaires européens".

Elle a dénoncé "*les doubles standards de +l'Occident collectif+*" et "*une action vide et insensée*" de la France "*organisée à la hâte pour plaire au régime de Kiev*".

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a, lui, salué une "décision historique" pour son pays.
La grande famine de 1932-1933

Surnommée "*le grenier à blé de l'Europe*" pour la fertilité de ses terres noires, l'Ukraine a perdu plusieurs millions d'habitants dans la grande famine de 1932-1933, sur fond de collectivisation des terres, orchestrée selon des historiens par Staline pour réprimer toute velléité indépendantiste de ce pays, alors république soviétique.

Mi-décembre, le Parlement européen avait lui aussi qualifié de génocide l'Holodomor.

La Russie, elle, refuse catégoriquement cette classification, invoquant le fait que la grande famine des années 1930 n'avait pas seulement fait des victimes ukrainiennes, mais aussi russes, kazakhes, et parmi d'autres peuples.

Ils craignent que la Russie lève des lièvres compromettants.

Présidence russe à l'ONU: Zelensky dénonce la "*faillite*" de cette institution - BFMTV 2 avril 2023

Ces critiques de la part de Kiev n'ont toutefois pas empêché Moscou d'assurer que sa délégation à l'ONU ce mois-ci, pour succéder au Mozambique, serait bien dirigée par le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

"*Un autre événement clé de la présidence russe sera le débat public de haut niveau du Conseil (de sécurité) sur* 'Un multilatéralisme efficace à travers la défense des principes de la Charte des Nations unies'. *Cette réunion sera présidée par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov*", a même déclaré jeudi à la presse sa porte-parole, Maria Zakharova.

Elle a souligné que Sergueï Lavrov comptait aussi présider une session de débats sur le Moyen-Orient le 25 avril. BFMTV 2 avril 2023

Libérez Julian Assange !

L'arrestation d'un journaliste américain pour espionnage en Russie démontre l'hypocrisie de l'Occident - donbass-insider.com

Le 30 mars 2023, le FSB (services de renseignement russes) annonçait avoir arrêté Evan Gershkovich, un journaliste américain du Wall Street Journal, à Ekaterinbourg, pour espionnage. L'utilisation d'un journaliste comme espion, et la réaction occidentale à l'arrestation de Gershkovich, qui brandit sa profession comme un totem d'immunité, alors que Julian Assange est en prison en Angleterre depuis des années, démontrent clairement l'hypocrisie de l'Occident.

Alors qu'il menait « *officiellement* » une enquête sur la SMP (Société Militaire Privée) Wagner, Evan Gershkovich est revenu à Ekaterinbourg peu de temps après un premier voyage dans cette ville sous le même prétexte. Sauf que comme l'a révélé le député russe Viatcheslav Wegner de la région de Sverdlovsk, ce qui intéressait en réalité Gershkovich c'était les entreprises du complexe militaro-industriel situées dans la région.

Le « *journaliste* » lui a posé des questions sur l'expérience de la région de Sverdlovsk en matière de réorientation des installations de production, en demandant si les entreprises avaient changé de profil, combien d'équipes y travaillent et si elles disposent de suffisamment de personnel. Le député a souligné qu'il n'était pas habilité à répondre à des questions de cette nature.

« *[Gershkovich] a commencé à poser des questions sur le complexe industriel de défense d'Ekaterinbourg, il a nommé l'une des entreprises Novator et ainsi de suite* », a expliqué M. Wegner.

Le journaliste américain s'est également intéressé aux communications entre Viatcheslav Wegner et Evgueni Prigojine, qui dirige la SMP Wagner.

Il est intéressant de noter que le média Meduza (considéré comme agent étranger et interdit en Russie) a lui-même déclaré que Gershkovich s'est rendu à Nijny Taguil, la ville où se trouve Uralvagonzavod, l'une des plus importantes entreprises du complexe militaro-industriel russe. Ce qui montre bien que l'enquête sur la SMP Wagner n'était qu'une couverture pour obtenir des informations sur autre chose.

D'ailleurs les autorités russes ont souligné qu'Evan Gershkovich a été arrêté en flagrant délit de tentative d'obtention d'informations secrètes sur le complexe militaro-industriel russe. Après une audience en huis clos à cause de la nature même de l'affaire, Gershkovich a été placé en détention provisoire pour deux mois. Un accès consulaire lui a été accordé.

Sans surprise le Wall Street Journal, la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Maria Pejčinović-Buric, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, Washington, Londres, Paris, et le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ont condamné l'arrestation de Gershkovich et demandé sa libération, mettant en avant son statut de journaliste comme s'il s'agissait d'un totem d'immunité.

Sauf que le travail légitime de journaliste n'inclut pas l'espionnage de sites ou d'entreprises militaires, comme l'a très bien souligné la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

« *Ce que cet employé de l'édition américaine du Wall Street Journal faisait à Ekaterinbourg n'a rien à voir avec le journalisme. Ce n'est malheureusement pas la première fois que le statut de «* correspondant étranger *», un visa et une accréditation de journaliste sont utilisés par des étrangers dans notre pays pour dissimuler des activités qui ne relèvent pas du journalisme. Ce n'est pas le premier Occidental bien connu à être attrapé la main dans le sac* », a-t-elle écrit sur sa chaîne Telegram.

Personnellement la réaction occidentale me semble d'autant plus déplacée et hypocrite, que le journaliste Julian Assange est en prison en Angleterre depuis quatre ans, non pas pour avoir cherché à espionner des entreprises du complexe militaro-industriel américain, ou divulgué des positions militaires, mais pour avoir dénoncé les crimes de guerre de l'armée américaine et des autres armées de l'OTAN, entre autre en Irak et en Afghanistan.

Avant d'exiger que la Russie relâche Gershkovich, l'Occident ferait bien de balayer devant sa porte en libérant Julian Assange, et en cessant d'utiliser leurs journalistes comme des James Bond à la petite semaine !

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/03/31/arrestation-un-journaliste-americain-pour-espionnage-en-russie-demontre-hypocrisie-de-occident/

Russie : un journaliste américain arrêté par les autorités russes - francetvinfo.fr 2 avril 2023

"*Ce ne sont pas seulement des allégations. Evan Gershkovich a été pris la main dans le sac. Ceux qui possèdent une activité normale de journaliste et qui ont des accréditations valides pourront continuer à travailler*", a affirmé Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin.

L'alliance anti-russe s'effrite : Le Japon achète du pétrole russe à un prix supérieur au plafond ; d'autres suivront

https://reseauinternational.net/lalliance-anti-russe-seffrite-le-japon-achete-du-petrole-russe-a-un-prix-superieur-au-plafond-dautres-suivront/

Afrique.

Nathalie Yamb à Moscou : Discours sur le néocolonialisme - lemediaen442.fr 2 avril 2023

Invitée d'honneur de la Douma d'Etat, Nathalie Yamb s'est adressée aux 40 délégations de députés africains et russes présentes à la 2e conférence parlementaire Russie-Afrique à Moscou. Elle a mis en garde contre la falsification de l'histoire comme outil de pérennisation du néocolonialisme.

Vidéo. Nathalie Yamb à Moscou: Discours sur le néocolonialisme

https://www.youtube.com/watch?v=e-OJfza7Xv4

Nathalie Yamb – « *Comment l'ONU entretient l'insécurité et la déstabilisation sur le continent africain ?* » - lemediaen442.fr 8 février 2023

Dans cette vidéo, Nathalie Yamb fait une présentation sur l'Organisation des Nations unies (ONU) et examine comment le système onusien est utilisé pour entretenir l'insécurité et la déstabilisation sur le continent africain. Celle qui se surnomme « *la Dame de Sotchi* » abordera également le Mali, la République démocratique du Congo, la Centrafrique, ainsi que d'autres pays de la Corne de l'Afrique et du Maghreb.

Vidéo. La guerre de l'ONU contre l'Afrique

https://www.youtube.com/watch?v=Nh1ZBsFwqnc

Nathalie Yamb, biographie sommaire par Wikipédia (Davos)

Nathalie Yamb, née le 22 juillet 1969 à La Chaux-de-Fonds, est une influenceuse et vidéaste web en tant que femme politique, activiste et militante suisse et camerounaise, accusée par département d'État des États-Unis d'être liée au groupe Wagner et d'être un élément de la propagande russe en Afrique.

Installée en Côte d'Ivoire depuis 2007, elle est expulsée du pays pour la Suisse en décembre 2019. En France, elle est persona non grata depuis janvier 2022.

En décembre 2019, elle est expulsée de Côte d'Ivoire, accusée de mener des activités incompatibles avec l'intérêt national3. Cependant, elle reste très active sur les réseaux sociaux, tenant des propos toujours aussi virulents contre le gouvernement Ouattara et la politique française en Afrique. En février 2020, la militante déplore le silence de l'Union africaine par rapport aux thématiques qu'elle aborde. Ses prises de positions lui valent d'être considérée comme un relai d'opinion de la Russie sur le continent africain.

En 2021-2022 son militantisme s'engage dans une voie anti-occidentale, dénonçant notamment le « *néocolonialisme français* », notamment avec son compère Kemi Seba. Parallèlement elle soutient la ligne russe sur le conflit en Ukraine et est considérée par ses opposants comme agente russe. Elle exerce son militantisme au travers des réseaux sociaux (200 000 abonnés sur Twitter et 160 000 sur Youtube). Son militantisme anti-français lui vaut en janvier 2022 une interdiction d'entrée et de séjour sur le territoire français, rendue publique en octobre 2022. L'arrêté, pris par le ministre de l'Intérieur français, indique qu'« *au regard à la haine profonde qu'elle entretient à l'égard de la France qu'elle exprime très régulièrement par des propos virulents diffusés et relayés via des services de communication au public en ligne qui bénéficient d'une large audience, il est à craindre que sa présence en France provoque de graves troubles à l'ordre public.* »

Burkina Faso : les correspondantes du « *Monde* » et de « *Libération* » expulsées - LePoint.fr 3 mars 2023

La rédaction du journal « *Le Monde* » ainsi que celle de « *Libération* » dénoncent une mesure « *inacceptable* » et « *arbitraire* » après l'expulsion de leurs correspondantes.

Israël

En Israël, la rue maintient sa pression sur le gouvernement - Courrier International 2 avril 2023

L'opposition israélienne n'offre aucun répit à Benyamin Nétanyahou. Bien que le Premier Ministre ait concédé une pause dans son projet de réforme judiciaire, des centaines de milliers de manifestants sont descendues dans les rues d'Israël samedi 1er avril, dans plus d'une centaine de villes.

Les organisateurs de la manifestation ont revendiqué plus de 440 000 personnes dans tout le pays, bien que ces chiffres n'aient pas pu être corroborés. Le Jerusalem Post en a dénombré plus de 175 000 rien qu'à Tel-Aviv (230 000 selon les organisateurs), essentiellement regroupés dans la rue Kaplan et le carrefour Azrieli, centres névralgiques du mouvement depuis treize semaines. Courrier International 2 avril 2023

Ecosse.

L'Écosse se dote d'un Young Leader du département d'État US et Humza Yousaf devient Premier ministre

Si le nouveau Premier ministre écossais Humza Yousaf est en théorie la créature de son prédécesseur Nicola Sturgeon – la Papesse du confinement, de la Piquouze et du Woke qui vient de démissionner suite aux affaires de son influent époux Peter Murrell – £ 670.000 en ballade – et peut-être, de quelque chose de notoirement plus grave, remonter à l'origine de l'intronisation de Yousaf est d'une facilité enfantine.

En effet, ce Yousaf vient parfaire le tableau de chasse des Quisling européens : c'est un protégé 2008 du International Visitor Leadership Programme dirigé par le Bureau of Educational and Cultural Affairs au sein du Département d'État US. Initié par Nelson Rockefeller en 1940, le programme prétendait contrer l'influence, euh, soviétique en Amérique espagnole.

De nos jours, l'objectif déclaré de l'*International Visitor Leadership* suit le modèle du Young Leaders du Forum économique mondial, quoiqu'à rabais : « *cultiver des relations sur la durée entre des professionnels chevronnés ou appelés à le devenir venus de partout au monde, et leurs confrères US* ». Les protégés sont censés « *participer à des réunions avec des organisations du secteur public et privé US en relation avec le thème du projet* ».

Désormais, l'*International Visitor Leadership Programme* reçoit environ 5000 étrangers chaque année à Washington DC, mais uniquement sur recommandation de l'Ambassade US locale**.**

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/lecosse-se-dote-dun-young-leader-du-departement-detat-us-et-humza-yousaf-devient-premier-ministre/

Economie.

Le cabinet Cooper & Kirk dénonce une « *Opération Choke Point 2.0* » contre la cryptomonnaie menée par les régulateurs bancaires - lemediaen442.fr 2 avril 2023

Nouvelle alerte dans l'industrie de la cryptomonnaie : selon un rapport du cabinet d'avocats Cooper & Kirk, les régulateurs bancaires fédéraux américains mènent une "*Opération Choke Point 2.0*" contre l'industrie, en utilisant des tactiques de pression et de réglementation similaires à celles utilisées sous l'administration Obama.

Un nouveau livre blanc du cabinet d'avocats de Washington D.C. Cooper & Kirk a exposé des preuves selon lesquelles les régulateurs bancaires fédéraux, qui sont des organismes gouvernementaux qui supervisent les banques et les institutions financières aux États-Unis, à savoir la Federal Deposit Insurance Corporation ("*FDIC*"), la Federal Reserve Board et l'Office of the Comptroller of the Currency ("*OCC*"), mènent une guerre financière clandestine contre l'industrie de la cryptomonnaie.

Selon le rapport du cabinet d'avocats, les régulateurs fédéraux utilisent les mêmes outils de réglementation et les mêmes tactiques de pression qu'ils ont utilisés lors de l'infâme "*Opération Choke Point*", qui consistait, sous l'administration Obama d'utiliser une pression réglementaire informelle et des menaces en coulisses pour couper l'accès des entreprises aux services bancaires, y compris l'accès au capital, sans avoir d'abord démontré que les entreprises ciblées enfreignaient la loi. Les cibles étaient les marchands d'armes, de tabac, producteurs de charbon et d'autres entreprises politiquement impopulaires du système financier moderne. Le 17 août 2017, le département de la Justice des États-Unis, sous l'administration Trump, avait annoncé que l'opération Choke Point de l'administration Obama prenait officiellement fin, affirmant qu'elle nuisait aux entreprises légitimes au lieu de prévenir la fraude comme prévu.

Cooper &Kirk avait réussi à poursuivre avec succès la FDIC, la Federal Reserve et l'OCC pour l'Opération Choke Point. Le cabinet d'avocats est bien placé pour reconnaître les signes avant-coureurs de menaces et de tactiques de pression de l'ère Obama, qui sont déployés aujourd'hui contre la cryptomonnaie.

« *Bien que la première Opération Choke Point ait été exposée et stoppée, nous avons toujours craint que les outils de réglementation qui avaient été utilisés contre les prêteurs sur salaire et les magasins de tabac soient repris à l'avenir et utilisés contre la prochaine industrie politiquement impopulaire. Il semble que ce temps soit venu, et que la cryptomonnaie soit maintenant l'industrie visée. Le Congrès doit une fois de plus tenir les régulateurs bancaires fédéraux responsables et s'assurer que cette Opération Choke Point 2.0 soit exposée et immédiatement stoppée, tout comme la version 1.0* », a déclaré David H. Thompson, avocat chez Cooper & Kirk

Tout comme lors de l'Opération Choke Point, les agences bancaires ont maintenant publié des documents informels qui désignent les clients de cryptomonnaies comme présentant un risque supposé accru pour les banques. Les entreprises de l'industrie de la cryptomonnaie se retrouvent soudainement dé-bancarisées et privées d'accès, sans explication, au réseau ACH (qui est la chambre de compensation automatisée, le réseau par lequel l'argent circule). Et ces dernières semaines, les régulateurs fédéraux ont effectivement fermé une banque qui était connue pour servir l'industrie de la cryptomonnaie, puis ont choisi de fermer plutôt que de vendre la partie de la banque qui sert les clients d'actifs numériques, à un coût de plusieurs milliards de dollars.

Le 12 mars 2023, la Signature Bank, la plus importante banque pour l'industrie des cryptomonnaies après Silvergate, a été fermée conjointement par le département du Trésor américain, la Federal Reserve (banque centrale du pays) ainsi que l'Agence de garantie des dépôts (FDIC).

Cooper & Kirk exhorte donc le Congrès à exercer son rôle de surveillance et à tenir ces agences responsables. Dans la section IV de son document, le cabinet propose cinq mesures que le Congrès devrait prendre pour améliorer la réglementation des banques et des institutions financières dans l'industrie de la cryptomonnaie. Les mesures proposées incluent la production de communications entre les régulateurs bancaires et les institutions financières supervisées, l'explication des raisons de l'isolation des banques de la technologie blockchain et des clients qui opèrent dans l'espace crypto, le rappel aux régulateurs bancaires fédéraux que les exigences de la loi sur la procédure administrative sont obligatoires, l'enquête sur le rôle des régulateurs fédéraux dans la décision du Département de surveillance financière de l'État de New York de fermer Signature Bank et l'enquête sur la question de savoir si les régulateurs bancaires agissent pour étouffer l'innovation du secteur privé.

Une chose est certaine : le cabinet d'avocats Cooper & Kirk, connu pour avoir remporté des victoires judiciaires d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars pour ses clients et pour avoir défié le gouvernement fédéral devant les tribunaux à plusieurs reprises, a trouvé son nouveau cheval de bataille. Il se positionne désormais comme défenseur de la cryptomonnaie. La bataille a déjà commencé.

Ils se comportent comme des voyous, des gangsters.

L'Italie interdit ChatGPT pour violation de la vie privée, une enquête est ouverte - lemediaen442.fr 1 avril 2023

Sur son site, l'autorité italienne de protection des données (GPDP) a imposé une limitation temporaire immédiate sur le traitement des données des utilisateurs italiens par OpenAI, l'entreprise américaine qui développe et gère la plateforme. Selon la GPDP « Il n'y a pas de moyen pour ChatGPT de continuer à traiter des données en violation des lois sur la vie privée. » Une enquête a été ouverte pour examiner les faits.

C'est terminé pour les Italiens, ChatGPT est inaccessible, à cause d'une violation de données affectant les conversations et les informations sur les paiements des abonnés au service ChatGPT qui avait été signalée le 20 mars.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 9 avril 2023.

Marlène Schiappa : "*En France, les femmes sont libres*"... de se prostituer.

Marlène Schiappa, de l'érotisme à la politique : "*fière*" de son parcours, elle assume à 100% ses choix - Purepeople 5 avril 2023

J-C – C'est le genre de femme qui confond liberté et crise d'autoritarisme, liberté d'opprimer…

Lu.

Pourquoi ne faut-il pas critiquer les vaccins sur YouTube ? C'est très simple.

YouTube est la propriété d'Alphabet. Et qui possède Alphabet ? Réponse : Vanguard, BlackRock, Fidelity management, State Street… Ce sont également les principaux actionnaires de Pfizer, de Moderna et de Johnson & Johnson. Rien d'étonnant à ce que YouTube ne veuille pas faire de peine aux laboratoires. Vanguard, BlackRock, Fidelity management et State Street dictent ses règles, avec l'appui de l'OMS, dont le principal financement provient de Bill Gates.

Le saviez-vous ?

- C'est un fait inconfortable de l'histoire que ces mêmes pouvoirs qui ont donné naissance au fascisme n'ont jamais été punis lors des procès de Nuremberg. Les industriels et financiers de Wall Street qui ont fourni à l'Allemagne des financements et des fournitures avant et pendant la guerre n'ont pas été punis… pas plus que les financiers britanniques de la Banque d'Angleterre qui ont assuré1 que les coffres nazis seraient remplis de butin confisqué à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie ou à la Pologne.

L'ère d'après-guerre n'a pas seulement vu une vaste réorganisation des tueurs fascistes sous la forme de l'opération Gladio gérée par la CIA/l'OTAN et nous savons qu'Allan Dulles a directement supervisé la réactivation du chef du renseignement d'Hitler, Reinhard Gehlen dans la structure de commandement du nouveau renseignement ouest-allemand avec l'ensemble du réseau CIA/OTAN. Des nazis ukrainiens comme Stefan Bandera et Mikola Lebed ont été rapidement absorbés par ce même appareil, Bandera travaillant avec Gehlen de 1956 à sa mort en 1958, tandis que Lebed était absorbé par les services de renseignement américains à la tête d'une organisation écran de la CIA appelée Prolog.

Comme Cynthia Chung l'a récemment souligné dans son « Somnambulisme vers le fascisme », pas moins de dix anciens nazis de haut niveau jouissaient d'un vaste pouvoir au sein de la structure de commandement de l'OTAN pendant les années sombres de l'opération Gladio. Cynthia écrit : « *De 1957 à 1983, l'OTAN comptait plusieurs « anciens » nazis de haut rang aux commandes de*

plusieurs départements au sein de l'OTAN… Le poste de commandant de l'OTAN et chef des forces alliées en Europe centrale (commandant en chef du CINCENT, Forces alliées d'Europe centrale – AFCENT) était un poste qui a été occupé UNIQUEMENT par des « anciens » nazis pendant 16 ANNÉES DE SUITE, de 1967 à 1983. »

(Derrière l'intronisation d'Helsinki dans l'OTAN, des « *cadavres nazis dans les placards* » de la Finlande et de la Suède

https://reseauinternational.net/derriere-lintronisation-dhelsinki-dans-lotan-des-cadavres-nazis-dans-les-placards-de-la-finlande-et-de-la-suede/)

Les sans-abri américains sont invités à défendre l'Ukraine

Les volontaires potentiels se voient promettre le statut de volontaire international, une assurance médicale et des paiements mensuels. Le nombre de sans-abri américains qui souhaitaient se battre pour la « *cause sainte de la protection de l'Ukraine contre l'agression russe* » n'est pas signalé.

Rappelons qu'il y a quelque temps, des informations indiquaient que le nombre de « *soldats de fortune* » professionnels souhaitant rejoindre les rangs de l'armée ukrainienne avait considérablement diminué.

Un certain nombre de médias ont rapporté que sur les vingt mille mercenaires annoncés précédemment, seuls un millier et demi se trouvent en réalité en Ukraine. Les autres ont été détruits par l'armée russe ou ont simplement fui.

https://reseauinternational.net/les-sans-abri-americains-sont-invites-a-defendre-lukraine/

Sadisme et propagande. La version intérieure des guerres humanitaires préventives. Ils vous font peur "*par précaution*".

À l'issue d'un rapport révélant la présence de pesticides dans l'eau potable, peut-on encore boire l'eau du robinet ? - francetvinfo.fr 6 avril 2023

Les précisions du journaliste et médecin Damien Mascret, présent sur le plateau du 19/20, jeudi 6 avril.

Un rapport a montré que l'eau du robinet contenait des pesticides potentiellement dangereux pour la santé. Alors peut-on encore boire l'eau du robinet ? "*Oui, on peut encore parce qu'on parle ici de qualité de l'eau pour lequel le seuil a été dépassé, mais il y a un autre seuil qui est bien plus haut qu'on appelle ici un seuil sanitaire et là, l'agence insiste bien, il n'a pas été dépassé*", précise le médecin Damien Mascret, présent sur le plateau du 19/20, jeudi 6 avril. De plus, il ne s'agit pas de contaminations par des agents infectieux pour lesquels il y a un risque immédiat.

Un principe de précaution

Pourquoi cette alerte ? "*Parce que la molécule mère de ce pesticide a été démontré comme cancérogène probable. Cela veut dire que potentiellement, il y a un risque*", poursuit le médecin. Cependant, il n'y a pas encore eu de démonstration d'un effet chez l'homme souligne Damien Mascret. C'est donc un principe de précaution qui s'applique. francetvinfo.fr 6 avril 2023

J-C – Vous ne trouvez pas étrange qu'ils soient soudainement pleins de bonnes intentions envers la population qu'ils ont si mal traitée au cours des trois dernières années ?

Vont-ils vous imposer de changer vos habitudes en matière de boisson au profit de l'eau minérale contrôlée par des sociétés privées ?

Trois trusts ou groupes se partagent ce juteux marché.

- Danone - Volvic, Évian, Badoit, Aqua, Bonafont, etc.
- Nestlé - Contrex, Hépar, Vittel, Perrier, etc.
- Alma - Cristaline, Courmayeur, Thonon, Saint-Yorre, etc.

Eau potable en France : ce qu'il faut retenir du rapport de l'Anses, qui révèle une vaste contamination aux résidus de pesticides - francetvinfo.fr 6 avril 2023

L'agence de sécurité sanitaire a publié jeudi une étude sur la présence dans l'eau du robinet de composés chimiques peu ou pas recherchés lors des contrôles réguliers. Elle attire notamment l'attention sur le métabolite du chlorothalonil R471811, un fongicide interdit depuis plusieurs années et dont les résidus ont été retrouvés "*dans plus d'un prélèvement sur deux*".

Elle a beau être transparente, l'eau que nous buvons cache des choses. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié, jeudi 6 avril, un rapport sur l'"*eau destinée à la consommation humaine*". L'Anses s'est plus particulièrement intéressée à "*la présence de composés chimiques qui ne sont pas ou peu recherchés lors des contrôles réguliers*". Cette étude porte sur des prélèvements d'eaux brutes et traitées, réalisés sur l'ensemble du territoire français, y compris en outre-mer. Les résultats issus des quelque 136 000 analyses réalisées montrent une vaste contamination aux résidus de pesticides, même des années après leur utilisation.

Le résidu d'un fongicide interdit est omniprésent dans l'eau potable et au-delà de la limite de qualité dans un tiers des cas

L'Anses a retenu, avant de mener l'enquête, 157 pesticides et métabolites de pesticides, c'est-à-dire les résidus de ces pesticides. Au total, "*89 d'entre eux ont été détectés au moins une fois dans les eaux brutes et 77 fois dans les eaux traitées*", relève l'agence de sécurité sanitaire.

Pour sept composés, les analyses ont mis en évidence "*des dépassements de la limite de qualité de 0,1 µg/litre*". "*Un cas en particulier se dégage*", selon l'Anses : celui du métabolite du chlorothalonil R471811. Ce dernier est issu de la dégradation dans l'environnement du chlorothalonil, un fongicide interdit en France depuis 2020, mais longtemps utilisé dans de nombreuses cultures (vignes, céréales, pommes de terre), selon une fiche de phytopharmacovigilance de l'Anses datée de 2017. Il a retenu l'attention de l'agence de sécurité sanitaire car il s'agit du résidu de pesticide retrouvé le plus fréquemment, "*dans plus d'un échantillon sur deux*", et qu'il a conduit à des dépassements de la limite de qualité "*dans plus d'un échantillon sur trois*".

"*Ces résultats attestent qu'en fonction de leurs propriétés, certains métabolites de pesticides peuvent rester présents dans l'environnement plusieurs années après l'interdiction de la substance active dont ils sont issus*." L'Anses dans un rapport d'appui scientifique et technique publié le 6 avril 2023

La Commission européenne n'avait pas renouvelé en 2019 l'autorisation du chlorothalonil. La France avait alors accordé un délai de grâce jusqu'en mai 2020 pour permettre d'écouler des stocks de ce produit. Bruxelles relevait, à l'époque, qu'il était "*impossible à ce jour d'établir que la présence de métabolites du chlorothalonil dans les eaux souterraines n'aura pas d'effets nocifs sur la santé humaine*". La Commission reprenait les conclusions de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, qui écrivait, en avril 2019, que le chlorothalonil "*devrait être classé comme cancérogène de catégorie 1B*", c'est-à-dire cancérogène "*supposé*".

Le résidu d'un herbicide, déjà dans le viseur des autorités sanitaires, détecté dans plus de la moitié des échantillons

L'Anses pointe également la présence d'un autre métabolite de pesticide, le métolachlore ESA, dans plus de la moitié des échantillons prélevés. C'est un résidu du S-métolachlore, "*une substance active herbicide de la famille des chloracétamides*", qui "entre dans la composition de différents herbicides", expliquait l'Anses dans un rapport de septembre 2021. Le S-métolachlore, avec 1 946 tonnes écoulées chaque année, est "*l'une des substances actives herbicides les plus utilisées en France*", note l'Anses. L'agence de sécurité sanitaire, mandatée pour évaluer et autoriser ou non les pesticides, avait d'ailleurs engagé une procédure de retrait de cet herbicide très utilisé sur le maïs, le soja et le tournesol. Mais le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a demandé à l'Anses de faire marche arrière, au nom de la "*souveraineté alimentaire*".

Le résidu métolachlore ESA se trouve sous surveillance étroite. "*Ce métabolite ne remplit aucune des conditions permettant de conclure qu'il est non-préoccupant*", relevait l'Anses dans un avis de janvier 2023, requérant une évaluation plus poussée afin d'en savoir davantage. Le S-métolachlore, lui, a également été classé comme cancérogène et perturbateur endocrinien "*suspecté*" en juin 2022 par l'Agence européenne des produits chimiques (Echa). Pas d'inquiétude à avoir malgré tout, souligne l'Anses.

"*Toutes les concentrations mesurées pour les différentes molécules restent cependant très inférieures aux Vmax [les valeurs sanitaires maximales] lorsque celles-ci sont disponibles*." L'Anses dans un rapport d'appui scientifique et technique publié le 6 avril 2023

L'Agence appelle à la vigilance et estime que "*ces travaux devraient permettre de faire évoluer la liste de molécules intégrées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux afin d'en améliorer la pertinence*".

Car le problème n'est pas nouveau. La présence dans l'eau potable de résidus de pesticides ou de médicaments est documentée depuis de longues années. Des études et des analyses ont lieu de façon continue. Les autorités sanitaires en parlent régulièrement. Le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) avait rappelé "*la nécessité de renforcer les mesures préventives visant à réduire la contamination, par les pesticides et leurs métabolites, des ressources en eaux brutes utilisées pour la production d'eau à destination de la consommation humaine*" dans un avis de mars 2022 (en PDF).
Des résidus d'explosifs dans moins de 10% des prélèvements

En France, la contamination de l'eau potable par des résidus d'explosifs est une conséquence, déjà connue, "*des deux guerres mondiales du XXe siècle, et plus particulièrement de la première (1914-1918)*", explique l'Anses, précisant que "*les activités militaires (fabrication de munitions, zones de combats, zones de destruction) ont entraîné une potentielle pollution environnementale d'une grande diversité chimique*". Pour établir un état des lieux plus précis, la campagne nationale de prélèvements et d'analyses s'est donc penchée sur "*différents composés organiques constitutifs des munitions des deux guerres mondiales*". Au total, 54 molécules ont été recherchées.

Les résultats montrent une soixantaine de sites positifs, un peu partout en France, mais pour des raisons différentes. Dans les zones "*historiques*", les Hauts-de-France et le Grand-Est, il s'agit d'une "*forte concentration de molécules de la famille du TNT, comme les sites correspondant à des combats de la Grande guerre ou des terrains de démolition après la Première guerre mondiale*".

L'agence de sécurité sanitaire pointe également en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie "*une contamination par des explosifs dits '*modernes*' comme HMX et RDX, utilisés depuis la Seconde Guerre mondiale que l'on retrouve encore dans des compositions d'explosifs actuels*". Dans tous les cas, les taux mesurés ne présentent rien de préoccupant, assure l'Anses.

D'infimes traces d'un solvant cancérogène, le 1,4-dioxane, dans 8% des échantillons

Le 1,4-dioxane est classé cancérogène de catégorie 2B par le Centre international de recherche contre le cancer, rappelle l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). "*Son rejet dans l'environnement est principalement lié aux pratiques d'élimination des déchets chimiques ou aux rejets d'eaux résiduaires"*, explique l'Anses. Le dioxane, liste l'INRS, peut être utilisé dans la fabrication d'autres produits chimiques organiques de base, de matières plastiques de base, de savons, détergents et produits d'entretien, de produits chimiques à usage industriel, de peinture, de vernis ou encore d'encres.

Des traces de dioxane ont été trouvées dans 8% des échantillons prélevés par l'agence de sécurité sanitaire dans le cadre de son étude. Si les réglementations européenne et nationale ne prévoient pas de valeur réglementaire pour le 1,4-dioxane dans les eaux destinées à la consommation humaine, il n'y a pas d'inquiétude à avoir tant les taux mesurés sont faibles. Le critère de qualité pour l'eau potable est fixé à 50 µg/L par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En France, la concentration maximale observée en eau brute est de 4,8 µg/L. Il faut également souligner que le seuil de détection était extrêmement bas (fixé à 0,15 µg/L) et que, dans 92% des cas, ce seuil n'a pas été dépassé. francetvinfo.fr 6 avril 2023

J-C - L'eau dite potable du robinet que vous buvez serait pour ainsi dire impropre à la consommation, empoisonnée, empestée de pesticides, de résidus de plastique et autres matériaux cancérigènes, bref, attendez-vous au pire ! C'était à prévoir ou ils le savaient déjà, à moins que ce soit une invention de leur part.

Ils prétendent que non, parce qu'ils ne voulaient pas savoir, alors pourquoi soudainement en 2023, sinon parce qu'à Davos ils ont décidé lors du déclenchement du "*Great Reset*" en janvier 2020 que l'agriculture gourmande en eau était l'ennemi des peuples au même titre que le CO2, l'élevage ou la consommation de viande ou de produits extraits d'animaux au profit d'insectes ou un ersatz de viande synthétique fabriquée en laboratoire par des start-up financées par l'oligarchie donc contrôlée par elle.

Ils nous ont menti sur presque tout, et quand ils ne nous mentent pas, c'est pour instrumentaliser un facteur afin de l'exploiter à nos dépens, par exemple les aléas climatiques, il n'y a donc aucune

raison qu'ils s'arrêtent un jour. C'est la première chose qu'on devrait conserver soigneusement à l'esprit ou ne jamais oublier.

Ils nous ont déclaré la guerre et ils s'en vantent. Or, la guerre est un crime commis contre les peuples. Donc contrairement à une énigme policière, dès le départ nous connaissons les auteurs de ces crimes et leurs mobiles, l'argent ou le pouvoir ou les deux ensemble, ceux qui sont destinés à en subir les conséquences négatives et ceux qui en profiteront sont donc identifiés dès la première minute où ces forfaits sont accomplis. Dès lors, il ne reste plus qu'à découvrir quels procédés ils avaient conçus ou ils ont employés pour atteindre leurs objectifs. Sans être un dialecticien chevronné, on peut en déduire que c'est là que se situe le nœud de l'énigme à dénouer. Encore reste-t-il à déterminer avec précision de quelle manière l'ensemble des éléments de chaque coup fourré s'articulent, pour que le commun des mortels prennent conscience des liens qui existaient entre eux, et qu'ils étaient voués à être manipulés pour qu'ils en soient les victimes.

Le contexte : La guerre qu'ils ont déclaré aux engrais chimiques pour tenter de faire baisser la production agricole mondiale, dès lors on peut évoquer une dictature alimentaire destinée à affamer les peuples des pays sous-développés, mais pas seulement, car il s'ensuit une augmentation des prix de l'ensemble des produits alimentaires à l'échelle de la planète, qui frappe en priorité les travailleurs les plus pauvres exactement comme lors d'une guerre où la nourriture devient au quotidien le bien le plus précieux pour survivre. On ne peut imaginer politique plus sadique et radicale, et après il est reproché aux manifestants de se radicaliser, mais c'est au peuple tout entier de se radicaliser, de se soulever pour renverser ce régime infâme.

Totalitarisme. Stratégie du chaos. Dictature climatique. "*Un grand vacarme*". Ils ont trouvé le moyen d'instrumentaliser les conséquences d'un phénomène naturel pour alimenter la psychose collective chez une nouvelle catégorie de la population.

J-C – A les entendre soudainement des millions de maisons se fissureraient sous l'effet du « *changement climatique* », parce que jusqu'à présent elles n'auraient jamais été soumises à de fortes chaleurs ou à des périodes particulièrement pluvieuses, bref, cela n'aurait jamais existé, encore une de leur découverte destinée à alimenter la psychose collective.

Moi qui habite en Inde, il y a 9 ans j'ai fait construire une petite maison, à peine emménager absolument tous les murs ont commencé à se fissurer à l'intérieur, pas à l'extérieur, c'était si impressionnant que je me suis demandé quand cela allait s'arrêter. Ce phénomène se poursuivit pendant plusieurs mois, et passé un an plus rien n'a changé, je vis donc avec sans y prêter attention. En séchant le ciment s'est rétracté, qui plus est, pour rehausser les portes les ouvriers ont donné d'énormes coups de masse, ce qui a créé des vibrations et désolidarisé les briques créant des fissures, voilà tout.

Dans l'article qui suit, on ne vous donne pas le contexte, on ne vous dira pas si ces maisons ont été construites à l'emplacement de cours d'eau, de sources, d'anciennes mines, vous ne saurez pas si des travaux ont eu lieu à proximité, rien sur la circulation automobile et de poids lourds qui crée d'importantes vibrations…

Sécheresse : les propriétaires de maisons fissurées, symboles malgré eux d'un système d'assurance submergé par le changement climatique - francetvinfo.fr 8 avril 2023

En France, plus de la moitié (54%) des maisons individuelles sont situées en zone d'exposition moyenne ou forte au phénomène de RGA. Soit 10,5 millions de maisons sur un total de 19,4 millions, d'après les chiffres du ministère de la Transition écologique. Derrière ce sigle se cache un phénomène mécanique et géologique relativement simple. Les sols argileux sur lesquels les bâtisses touchées sont construites sont très sensibles à l'eau : ils se gonflent quand il pleut et se rétractent lors des périodes de sécheresse. L'alternance entre les périodes humides et sèches entraîne ainsi des mouvements successifs du sol qui fragilisent les fondations des maisons, finissent par les faire bouger, et provoquent des fissures visibles dans les constructions.

Car le réchauffement climatique et ses conséquences mettent déjà le régime "*Cat-Nat*" à rude épreuve. Selon une étude de la fédération des assureurs, la sécheresse a coûté 16 milliards d'euros entre 1989 et 2021 et l'addition pourrait grimper à 43 milliards pour la période 2020-2050. Les dégâts aux bâtiments provoqués par les épisodes observés en France l'été dernier devraient coûter entre 1,6 et 2,4 milliards d'euros aux assureurs, classant 2022 en tête des années les plus coûteuses pour ce type d'événements, devant 2003 et ses 2,12 milliards d'euros pompés par la sécheresse. "*Et qui sait ce que réserve l'année 2023, alors qu'on sort d'une sécheresse hivernale qui bat tous les records ?".*

"*Derrière cette question du RGA, ce sont des pertes énormes pour des gens et donc le risque d'une paupérisation de tout un pan de la société, sans compter les risques psychologiques associés qui vont aussi peser sur les finances publiques*", poursuit l'experte. Car les problématiques soulevées par ces sinistres sont immenses : relogement, destruction des maisons inhabitables, dépollution des sites, recyclage des matériaux, déplacement des populations, des activités… Tout cela, sans compter les impacts du RGA sur les communes quand les routes, les bâtiments publics, les canalisations et les lignes de trains seront touchés à leur tour. "*C'est vertigineux en réalité*", concède Magali Reghezza. Les réponses des pouvoirs publics, "*toujours dans une logique réactive*", ne sont pas "*dimensionnées à la crise*", poursuit-elle. Les sinistrés le diront tous : une petite fissure peut présager d'un grand vacarme. francetvinfo.fr 8 avril 2023

Totalitarisme et hystérie. Bientôt il sera interdit de prendre une douche, d'utiliser une machine à laver...

Sécheresse : déjà des restrictions d'eau dans le Gard - francetvinfo.fr 9 avril 2023

Une quinzaine de départements français sont désormais concernés, dimanche 9 avril, par des restrictions d'eau. Reportage dans le Gard, où les nappes phréatiques sont à des niveaux très bas.

Le printemps commence à peine, mais les premières restrictions d'eau touchent déjà Bagnols-sur-Cèze (Gard) et ses alentours. La pluie manque depuis janvier, et la rivière affiche un niveau d'un mois de juin. L'alerte sécheresse vient d'être déclarée, il est interdit de renouveler l'eau des piscines.

Les habitants s'adaptent

Joss Corsini, une habitante de la ville, s'inquiète des restrictions d'arrosage. Elle a investi dans un gazon l'an dernier, et planté des fleurs partout. "*Si on avait su, j'aurais peut-être mis plus de pierres, de graviers*", dit-elle. Un autre habitant a pris une décision radicale : il n'arrose plus du tout son jardin. Il est également interdit de laver sa voiture, chez soi comme en station. francetvinfo.fr 9 avril 2023

Totalitarisme. Le ministère de la Vérité dans tous ces états et il y a de quoi : "*La contagion de la désinformation progresse dans l'opinion publique*", enfin une bonne nouvelle, la vérité triomphe toujours !

J-C - L'Etat ou le gouvernement, les agences de presse et les médias détenus par des oligarques ne diffusent pas de la désinformation et de la propagande, seuls leurs opposants se livreraient à cette activité, c'est bien connu.

En fait, ce qu'ils ne supportent plus, c'est qu'on puisse démonter leurs mensonges et falsifications de la réalité, ce qui ruine leur stratégie basée en grande partie sur l'adhésion de la population à leurs récits fabriqués, afin qu'elle participe à leurs opérations ou mystifications, de manière à faire croire que c'est elle qui réclame les mesures autoritaires, liberticides ou antisociales qu'ils vont prendre dans la foulée et non les autorités contre lesquelles il ne faut surtout pas se retourner, encore moins leurs commanditaires, l'oligarchie financière de Davos.

Comment la propagation de la désinformation s'est accélérée en France au cours des dernières années - francetvinfo.fr 8 avril 2023

La contagion de la désinformation progresse dans l'opinion publique. Les journalistes de "*Vrai ou fake"*, l'émission de fact-checking de franceinfo, l'observent au quotidien. Chaque actualité s'accompagne de son lot de fake news. En France, un écosystème s'est développé au cours des dernières années, qui a accéléré et intensifié la propagation des fausses informations et des thèses conspirationnistes.

J-C - Je vous passe la suite de cet article, tout y passait du 11 septembre 2001 aux "*antivaccins devenus prorusses*" en passant par les Gilets Jaunes...

Fabrication d'une fake news par l'AFP reprise par les médias mainstream.

États-Unis : accusations de racisme après l'exclusion de deux élus noirs du parlement du Tennessee - AFP/france24.com 7 avril 2023

Deux élus démocrates du Tennessee, qui avaient manifesté il y a une semaine pour un meilleur encadrement des armes à feu ont été exclus du parlement de cet Etat. Une mesure rare dénoncée comme un acte raciste et condamné par la Maison Blanche. La vice-présidente, Kamala Harris est attendu sur place vendredi.

J-C - Plausible au premier abord, seulement, car dès lors que vous apprenez ce qui s'est réellement passé une semaine auparavant vous vous dites qu'ils auraient été exclus de l'Assemblée nationale en France ou dans toutes institutions similaires dans le monde.

Qu'est-ce qui s'est réellement passé ?

On voudrait vous faire croire que ce serait la dénonciation des armes à feu aux Etats-Unis qui serait la cause de cette exclusion ou plutôt le fait que ces deux élus seraient démocrates et afro-

américains, tandis que les vilains républicains seraient d'horribles racistes réactionnaires , les démocrates ne le seraient pas qui plus est ils seraient gentils, alors qu'en réalité ils en rajoutent une couche chaque fois qu'ils sont à la Maison Blanche. Si on s'en tient strictement au fait, il s'agit de toute autre chose, la manière dont ces deux élus démocrates du Tennessee ont manifesté le 30 mars. Voici ce qu'on apprenait plus loin dans cet article.

AFP/france24 - Le 30 mars, quelques jours après une tuerie dans une école chrétienne de Nashville, Justin Jones, Justin Pearson et Gloria Johnson avaient rejoint des centaines de manifestants dans l'enceinte du parlement pour exiger une régulation plus stricte des armes à feu.

Les protestataires étaient entrés dans le Capitole du Tennessee pour interpeller les élus réunis en session.

J-C - Jusque-là la thèse de la ségrégation semblait confirmée ou l'emporter, mais tout de suite après un élément nouveau allait modifier radicalement la situation au point de faire tomber cette théorie fabriquée par les démocrates et reprise complaisamment par France24 notamment.

AFP/france24 - Justin Jones et Justin Pearson avaient notamment utilisé un mégaphone pour inviter les manifestants à crier des slogans tels que "*Le pouvoir au peuple*" et "*Pas de paix sans actes*", selon plusieurs médias.

Jeudi, leurs collègues républicains les ont sanctionnés.

J-C - La thèse du racisme avancée par Gloria Johnson, l'élue qui les accompagnait et qui n'a pas été exclue ne tient pas, après qu'elle eut déclaré : "*Je suis une femme blanche de 60 ans et eux sont deux jeunes hommes noirs*", car ce qui a été sanctionné ce n'est pas la couleur de la peau de ces deux jeunes hommes, mais d'avoir utilisé un mégaphone dans l'enceinte du Capitole du Tennessee, c'est tout. En France, ils auraient été expulsés manu militari sur le champ et sévèrement sanctionnés, gageons que l'AFP aurait applaudi ce fait d'arme d'une bravoure incroyable, ridicule !

Les fake news de l'État profond : Les manipulateurs du gouvernement contrôlent le cycle de l'information

Extrait.

Comme le rapporte le journaliste chevronné Carl Bernstein, qui, avec Bob Woodward, a fait éclater le scandale du Watergate, dans son volumineux article paru en 1977 dans Rolling Stone, intitulé « *La CIA et les médias* », *« plus de 400 journalistes américains […] se sont rendus coupables d'une violation des droits de l'homme* » :

« *Au cours des vingt-cinq dernières années, plus de 400 journalistes américains ont secrètement effectué des missions pour la Central Intelligence Agency… Il y a eu coopération, accommodement et chevauchement. Les journalistes ont fourni une gamme complète de services clandestins… Les journalistes partageaient leurs carnets de notes avec la CIA. Les rédacteurs en chef partageaient leurs équipes. Certains journalistes étaient des lauréats du prix Pulitzer, d'éminents reporters… Dans de nombreux cas, les documents de la CIA montrent que des journalistes ont été engagés pour effectuer des tâches pour la CIA avec l'accord des directions des principaux organes de presse américains* ».

Bernstein fait référence à l'opération « *Mockingbird* », une campagne de la CIA lancée dans les années 1950 pour transmettre des rapports de renseignement aux journalistes de plus de 25 grands journaux et agences de presse, qui les régurgitaient ensuite pour un public inconscient du fait qu'ils étaient nourris de propagande gouvernementale.

Dans certains cas, comme le montre Bernstein, les membres des médias ont également servi de prolongement à l'État de surveillance, les journalistes effectuant des missions pour le compte de la CIA.

Des cadres de CBS, du New York Times et du magazine Time ont également travaillé en étroite collaboration avec la CIA pour contrôler les informations. Bernstein écrit : « *Parmi les autres organisations qui ont coopéré avec la CIA figurent l'American Broadcasting Company, la National Broadcasting Company, l'Associated Press, United Press International, Reuters, Hearst Newspapers, Scripps-Howard, le magazine Newsweek, le Mutual Broadcasting System, le Miami Herald et les anciens Saturday Evening Post et New York Herald-Tribune.* »

En fait, en août 1964, les principaux journaux du pays, dont le Washington Post et le New York Times, se sont fait l'écho de l'affirmation de Lyndon Johnson selon laquelle le Nord-Vietnam avait lancé une deuxième série d'attaques contre des destroyers américains dans le golfe du Tonkin. Aucune attaque de ce type n'avait eu lieu, mais le mal était fait. Comme le rapportent Jeff Cohen et Norman Solomon pour Fairness and Accuracy in Reporting, « *en présentant les affirmations officielles comme des vérités absolues, le journalisme américain a ouvert les vannes de la sanglante guerre du Viêt Nam* ».

https://reseauinternational.net/les-fake-news-de-letat-profond-les-manipulateurs-du-gouvernement-controlent-le-cycle-de-linformation/

La Macronie de Juillet, la bourgeoisie de masse au pouvoir par Pascal Tripier-Constantin - francesoir.fr 05 avril 2023

Comment un homme sans expérience politique et sans mandat a pris le pouvoir et l'a absolutisé. Il existe des phénomènes qui tirent leur existence d'un concours de circonstances exceptionnelles, qui rendent possible l'apparition d'une expérimentation insolite, non viable, et qui pourtant prospèrent un temps et suscitent l'adhésion.

Le macronisme est l'un de ces phénomènes collectifs hautement improbables et qui pourtant est advenu. Cet épisode nous rappelle l'expérience politique de la Monarchie de Juillet qui, de 1830 à la révolution de 1848 allait décider du sort des Français. Dix-huit ans de règne d'un mouvement qui avait mis au pouvoir la bourgeoisie.
Aujourd'hui, le macronisme est contesté et ses mois sont comptés. Il est d'abord le produit d'une période exceptionnelle de notre histoire récente : la version française d'un moment historique plus vaste, essentiellement occidental. Une séquence politique, économique et sociale qui s'installe avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir.

Les hommes et les femmes de la Sarkozie, de la Hollandie et de la Macronie se mélangent allègrement et montrent la proximité de leurs intérêts. Sur le plan chronologique, les dix-huit années de la Monarchie de Juillet pourraient se rapprocher des possibles vingt années de la Sarko-Hollando-Macronie, sauf si un contexte impérieux écourtait le deuxième quinquennat Macron.

Le fait le plus marquant de la Macronie de Juillet est l'agglomération des bourgeoisies qu'elle a accomplie. Après s'être emparées de l'appareil d'État, de l'appareil médiatique et de l'appareil culturel, les bourgeoisies se sont incarnées dans cet extrême centre de gouvernement. C'est l'état social dominant du pays, c'est l'état social dominant des pays occidentaux.

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/la-macronie-de-juillet-la-bourgeoisie-de-masse-au-pouvoir

---

"*Colère*", "*dégoût*": 65% des Français ont une image négative d'Emmanuel Macron, selon un sondage - BFMTV 7 avril 2023

Seuls 26% des Français interrogés conservent une image positive d'Emmanuel Macron -et 4% une image "*très positive*"-, ce qui représente tout de même 2 points de plus que la Première ministre Élisabeth Borne.

Dans le détail, ce sont les personnes de 50 à 64 ans qui sont le moins favorables à l'action du président (70% d'opinions négatives) et les personnes de plus de 65 ans qui en ont une opinion la plus positive (34%).

Les libertés ont également régressé depuis la présidence d'Emmanuel Macron pour 55% des Français. Le président est par ailleurs considéré comme "plus autoritaire" actuellement qu'en 2017, lors de sa première élection.

Sa politique est également vue comme "*solitaire*" pour plus de la moitié des Français (53%). Et pour plus de deux tiers d'entre eux, elle n'est jugée ni "*au service de l'intérêt général*" (68%), ni "*juste*" (69%) ni "*respectueuse des oppositions politiques*" (69%). Elle n'est pas non plus considérée comme "*à la hauteur des enjeux d'avenir*" (65%) ou "*claire*" (66%).

Combat contre la « *réforme* » des retraites de Macron-BlackRock.

L'éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

Et pendant ce temps… l'économie de guerre est en marche

La scène se déroule le 29 mars au matin à l'Assemblée nationale. Les murs de la capitale résonnent encore de l'écho des milliers de manifestants qui, la veille, ont – pour la dixième journée d'action – crié leur exigence du retrait de la réforme des retraites.

Il est 9 heures, ce 29 mars, quand le député macroniste Plassard présente à la commission des finances son « *rapport d'information sur l'économie de guerre* ». Il rappelle que le « *président de la République a initié l'entrée dans l'économie de guerre* » : il faut maintenant la mettre en place pour « *nous préparer à l'hypothèse d'un affrontement majeur* ».

Impossible de citer toutes les préconisations de ce rapport. Relevons la mise en place d'un « *nouveau dispositif juridique* » permettant de « *demander à des entreprises civiles de mettre leurs capacités de production et leurs ressources humaines au service de la production d'équipements militaires* ». Et aussi l'obligation d'« *anticiper* » en « *identifiant les normes (…) dont nous pourrons*

nous passer durant la crise (droit de la commande publique, droit du travail) ». Citons la possibilité d'imposer « *une augmentation du temps de travail* » et de « *faire appel à des outils dérogatoires à ce que permettent les conventions collectives (travail le dimanche, voire réquisition*) ».

Bien sûr, le rapport salue la prochaine « *généralisation du SNU (Service national universel)* ». (Qui a avorté depuis. – J-C)

Se félicitant des 413 milliards de la loi de programmation militaire destinés à l'industrie d'armement, il préconise la mise en place d'un « *pool bancaire* » chargé d'accorder des crédits à « *l'économie de guerre* », en particulier « sur le modèle des prêts garantis par l'État lors de la crise du Covid ». Mais cela ne suffira pas : aussi faudra-t-il « *mobiliser l'épargne privée vers l'industrie de défense* », voire « *flécher une partie des encours du livret A* ».

Etc., etc.

L'économie de guerre, c'est le pillage maintenant des fonds publics pour la guerre, la remise en cause maintenant des droits des travailleurs, l'embrigadement maintenant de la jeunesse par la généralisation du SNU, le détournement maintenant de l'épargne populaire pour les besoins de la guerre.

La réforme des retraites s'inscrit logiquement dans « *l'économie de guerre* » puisque ce gouvernement Macron-Borne mène d'un même pas la guerre à l'extérieur et la guerre à l'intérieur contre le peuple travailleur.

On notera l'extrême platitude de la réaction de Coquerel, président (LFI) de la commission des finances, qui se plaint qu'on « *ne produise même plus les cartouches* », mais se félicite que le rapport essaie d'améliorer « *les enjeux d'une souveraineté nationale sur la question d'équipements et d'armements militaires* » ; et de celle de Saintoul, intervenant au nom du groupe parlementaire LFI dans cette réunion, qui réclame « *une vraie planification presque à l'ancienne qui sécurise le financement et sécurise les approvisionnements* ».

Les travailleurs et les jeunes mobilisés contre la réforme des retraites qui, pour beaucoup, se prononcent pour la grève générale pour en imposer le retrait ne veulent pas de « *l'économie de guerre* ».

Rompre avec Macron, sa politique de guerre et sa Ve République militariste et antidémocratique, tel est le devoir de quiconque prétend défendre les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Ils ne risquaient pas d'entonner l'Internationale !

Retraites: des dizaines de députés sanctionnés après avoir chanté la Marseillaise pendant le 49.3 - BFMTV 5 avril 2023

Ils ne seront pas ingrats, rassurez-vous.

Patrick Kanner « *appelle Gérald Darmanin à avoir un peu de mémoire sur ce que représente la Ligue des droits de l'homme* » - Publicsenat.fr 5 avril 2023

J-C - Le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner, a rappelé « *les actions qui ont pu être menées par la LDH depuis plus de 120 ans...* » de loyaux services rendus au régime en place.

Grâce à Gérald Darmanin, la Ligue des Droits de l'Homme voit les dons affluer
Le HuffPost 7 avril 2023

Les complices de Macron jouent le pourrissement.

Réforme des retraites : prochaine journée de mobilisation jeudi 13 avril - Le HuffPost 7 avril 2023

La douzième journée de mobilisation contre la réforme des retraites aura lieu jeudi 13 avril.

« *Près de 2 millions* » de personnes ont manifesté ce jeudi dans toute la France lors de la 11e journée d'action, selon le décompte de l'intersyndicale, tandis que le ministère de l'Intérieur en a recensé 570 000. À Paris, quelque 400 000 personnes ont manifesté à Paris, selon la CGT, tandis que la préfecture de police, elle, a comptabilisé 57 000 personnes dans le cortège parti de la place des Invalides à 14 heures pour rejoindre la place d'Italie.

A Marseille, ce sont 170 000 manifestants qui ont été comptabilisés par les syndicats, soit 10 000 de moins que le 28 mars (10 000 ont été recensés par la police, contre 11 000 il y a cinq jours). À Nice, ils étaient 20 000 manifestants, selon les syndicats, soit 5 000 de moins que le 28 mars (2 300 pour la police, contre 3 700 il y a cinq jours).

Même tendance à Avignon, où l'on est passé de 25 000 à 20 000 selon les syndicats, ou à Rennes, où 8 500 manifestants ont été recensés par la police, contre 13 600 la semaine dernière.

Quelques villes faisaient cependant de la résistance et affichaient une participation du même ordre que le 28 mars, en particulier à Lyon (13 000 à 30 000) et Perpignan (4 700 à 15 000). Le HuffPost 6 et 7 avril 2023

Ils forment un vœu qui les trahit. Vers un essoufflement du mouvement ?

Si l'intersyndicale se montre déterminée, reste à savoir combien de temps les salariés pourront encore se mobiliser. « *Pour les salariés il est évident qu'une journée de mobilisation c'est, a minima, une demi-journée de grève, voire une journée. Donc ça commence à peser très lourdement et on a beau avoir des dispositifs de prise en charge c'est quand même très compliqué* », reconnaît Laurent Berger. Publicsenat.fr 6 avril 2023

J-C – Il est parfaitement clair que s'ils avaient lancé une grève illimitée ou générale avec manifestation et assemblée populaire quotidienne dans toute la France, les travailleurs n'auraient pas perdu à ce jour 11 jours de salaire pour rien, en quelques jours Macron aurait cédé d'une manière ou d'une autre, mais voilà, leur véritable intention était d'aider Macron à parvenir à ses fins.

Brav-M : La pétition pour sa dissolution enterrée par l'Assemblée nationale - Le HuffPost 5 avril 2023

Malgré plus de 250 000 signatures, la commission des lois de l'Assemblée nationale a classé la pétition...

C'est Macron le casseur, c'est lui qui doit se casser !

Réforme des retraites : à Guichen, près de Rennes, une première manifestation sans "*casseurs*" ni "*lacrymos*" - francetvinfo.fr 7 avril 2023

"*Macron, t'es foutu, Guichen est dans la rue*", crache un haut-parleur, entre le monument aux morts et le salon de coiffure. Environ 500 personnes sont rassemblées sur la place centrale pour manifester leur oppposition à la réforme des retraites, jeudi 6 avril, vers 17 heures. De mémoire de syndicaliste, on n'a pas vu une manifestation dans cette commune de 8 800 habitants depuis vingt ans.

"*Ici, on sait que ça ne va pas tourner à la violence*", explique Anne, 60 ans. "Enfin, on espère. Sinon, on s'en va", ajoute l'ancienne aide-soignante en se tournant vers son mari. "*A Rennes, tout a été saccagé*", souffle Marc, qui fêtera ses 62 ans "*le même jour qu'Elisabeth Borne*". A moins de 30 kilomètres de Guichen, la préfecture de la Bretagne fait désormais office de repoussoir pour certains opposants à la réforme, inquiets des affrontements de plus en plus violents entre manifestants et forces de l'ordre.

"*On se doute qu'il n'y a pas de casseurs à Guichen*", se rassure Samantha. Son mari est allé quelques fois manifester à Rennes, mais sans elle, ni leur fille de 8 ans. "*Là, on peut venir en famille*", se félicite Mickaël. Leur fille Mélody, emmitouflée dans une doudoune rose, a même croisé ses copines de classe et la maîtresse dans le cortège qui commence à se former. "*Pas besoin de prendre de sérum phy dans le sac*", sourit Mathéo. L'étudiant de 22 ans a pris l'habitude des gaz lacrymogènes qui embrument Rennes les jours de mobilisation mais trouve "*chouette*" de pouvoir aussi manifester avec sa mère et sa petite sœur, près de la maison familiale.

Un gamin traverse soudain la foule en s'époumonant "*Macron, ta réforme, tu sais où on se la met !*" provoquant les sourires des manifestants sur son passage. "*Il est bien, cet enfant*", lâche une dame en le voyant sautiller.

C'est le fils de Mickaël, conducteur de bus dans la commune voisine. Ces chants, il les a appris lors d'une manifestation à Rennes. "*Au début du mouvement, on y est allés une fois, explique le père, avant de se raviser. Maintenant, je ne veux plus y aller avec lui. Ma belle-mère de 70 ans a pris de la lacrymo... Ici, c'est plus simple.*"

La famille habite dans le village d'à côté et se rend pour la première fois à une manifestation. L'horaire choisi par les organisateurs tombe à pic. "*Pour les pépettes, c'est compliqué de faire grève*", explique Jacky. Pour son épouse, Justine, infirmière à l'hôpital, c'est même impossible en journée. "*Je suis réquisitionnée d'office*", lance la trentenaire. Seul leur ami Guillaume, magasinier, a accepté d'amputer son salaire. "*Je suis célibataire, je n'ai pas de famille à charge, alors je peux me le permettre"*, précise-t-il.

A quelques mètres de là, Anne-Sophie, quinquagénaire, n'a pas non plus fait grève depuis le début du mouvement. "*C'est compliqué financièrement, alors je suis allée manifester à Rennes sur ma pause déjeuner, entre midi et deux. Mais c'est encore mieux à cette heure-ci, se félicite-t-elle. Ça permet de montrer que tout le monde est contre cette réforme, pas seulement dans les grandes villes.*"

"*Même les vieux militants de la CGT n'ont jamais vu autant de manifestations différentes le même jour en Ille-et-Vilaine.*" Joël, manifestant à Guichen à franceinfo

En retournant sur leurs pas, les manifestants semblent eux-mêmes surpris de la longueur du cortège. "*Le bouche-à-oreille a bien fonctionné*", se réjouit Sarah, enseignante venue avec ses deux fils. Une réussite qui ne l'empêche pas d'être inquiète pour la suite. "*J'aimerais bien y croire, mais je ne suis pas convaincue que l'on soit entendus*", reconnaît-elle, résignée. Le doute n'est pas permis pour Joël : "*La révolution commence à Guichen !*" francetvinfo.fr 7 avril 2023

Contre la réforme des retraites, les Français soutiennent le mouvement social, mais ont peur de manifester - Le HuffPost 6 avril 2023

Les semaines passent et les Français soutiennent toujours davantage le mouvement social contre la réforme des retraites. C'est en tout cas l'un des enseignements du sondage mené par YouGov pour Le HuffPost au tout début du mois d'avril. Et ce même s'ils craignent d'aller manifester.

Dans le détail, 58 % des sondés expliquent soutenir le mouvement social à l'orée d'une nouvelle journée d'actions organisée par les syndicats ce jeudi 6 avril. Un chiffre, en hausse de trois points par rapport au mois précédent, à mettre en parallèle avec l'opposition aussi massive que durable au projet phare d'Emmanuel Macron, puisque 71 % des Français n'en veulent toujours pas.

Dans ce contexte, il est également intéressant de relever l'influence sur la population des violences (d'où qu'elles viennent) constatées en marge des défilés depuis l'utilisation par la Première ministre de l'article 49.3 de la Constitution.

Elle est manifestement réelle puisqu'un Français sur deux (53 %) dit avoir « peur » de se rendre dans les défilés syndicaux et d'y être « *victime de violence.* » Seuls 17 % des sondés expliquent ne pas craindre « *du tout* » pour leur sécurité. Une donnée à imputer à la « brutalisation » du maintien de l'ordre ? Et aux violences policières constatées ici ou là ?

Les centrales dirigées par Laurent Berger (CFDT), Sophie Binet (CGT) ou Frédéric Souillot (FO), en pointe dans la contestation sociale de la réforme des retraites, grappillent des points dans l'opinion. Une nouveauté pour ces corps intermédiaires à l'influence décroissante depuis des décennies.

Début mars, seuls 29 % des Français expliquaient avoir une bonne opinion des syndicats. Ils sont 40 % un mois plus tard, selon notre sondage YouGov. Une tendance qui peut également se lire dans la part des sondés prêts à prendre une carte de l'une de ces organisations.

Dans le détail, un quart de la population (24 %) affirme que la mobilisation contre la réforme des retraites leur « *donne envie* » de se syndiquer. C'est dire si Emmanuel Macron aura réussi un autre tour de force : remettre le syndicalisme à l'honneur. Et lui permettre d'envisager un nouvel élan, à l'heure où seuls 10 % des Français seulement sont adhérents à une centrale.

J-C - Pas vraiment une bonne nouvelle compte tenu de la nature des syndicats, jaune, corporatiste ou collaborateur avec le régime. Ils ont fait passer la loi Travail, toutes les contre-réformes du Code du travail, des chômeurs, ils ont participé au bradage de tous nos acquis sociaux au cours des décennies précédentes, ils n'ont eu de cesse de nous trahir depuis un siècle. Comment expliquez-vous que je me retrouve avec une retraite de moins de 400 euros par mois après avoir cotisé à mi-temps, alors que mon dernier revenu était de 1800 euros environ ?

Ils ne combattent pas l'Etat, les traitres s'en remettent au Conseil constitutionnel.

Comment entretenir de cruelles illusions dans les institutions de la Ve République ou les légitimer ? Mode d'emploi.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT - « *Le gouvernement a lui-même dit qu'il fallait aller au bout du processus démocratique avec la décision du Conseil constitutionnel. Manifester fait aussi partie du processus démocratique* ». Laurent Berger a prévenu que la CFDT respectera « *la décision du Conseil constitutionnel, au sens où elle ne dira pas qu'elle est invalide* ».

Sophie Binet, nouvelle secrétaire générale de la CGT - « *Évidemment que nous attendons que le Conseil constitutionnel ait une décision de sagesse* ». publicsenat.fr 6 avril 2023

Eux "*radicalisés*", vous n'y pensez pas...

Retraites : « *Il faut que ce gouvernement arrête de considérer que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui sont radicalisés* », estime Laurent Berger (CFDT) - Publicsenat.fr 6 avril 2023

…en face en revanche…

Twitter - A Sainte-Soline, les FDO ont utilisé des produits marquants codés, un produit invisible restant jusqu'à plusieurs mois sur la peau et vêtements. Contrôlés avec des lampes UV, deux manifestants ont été placés en GAV. Cette pratique est expérimentée en dehors de tout cadre légal.

Dissolution des Soulèvements de la Terre : 33 associations interdites par Emmanuel Macron, un record sous la Ve République - francetvinfo.fr 8 avril 2023

Emmanuel Macron détient le record de dissolutions d'associations depuis le début de la Ve République mais il est le deuxième chef de l'Etat à avoir eu le plus recours à ce pouvoir depuis sa création en 1936, derrière le Général De Gaulle. francetvinfo.fr 8 avril 2023

En famille, ils sont inséparables !

Retraites : malgré l'échec des discussions, Élisabeth Borne « *n'envisage pas d'avancer sans les partenaires sociaux* » - Publicsenat.fr 5 avril 2023

Élisabeth Borne s'est entretenue ce mercredi matin avec les représentants de l'intersyndicale. Un échange qui a tourné court devant le refus de l'exécutif de revenir sur la réforme des retraites et le relèvement de l'âge de départ. Publicsenat.fr 5 avril 2023

Voilà qu'ils craignent une crise politique au lieu de la souhaiter ou comment ils ménagent le régime en réalité.

J-C - Ne vous fiez pas aux apparences, plus ils sont radicaux dans leur discours ou vocifèrent, moins ils le sont en acte.

***"Déni" "brutalité", "fracture"*... La gauche étrille Élisabeth Borne après sa réunion avec les syndicats - BFMTV 5 avril 2023**

Jean-Luc Mélenchon a estimé sur son compte Twitter que Madame Borne, est "*radicalisée et murée dans le déni de réalité, transforme une crise sociale en crise politique par son obstination*."

Le sénateur Xavier Iacovelli, membre du bureau exécutif de Renaissance a appelé à « *maintenir le dialogue social* », qui n'a « *jamais été rompu* ». BFMTV 5 avril 2023

Sinon il leur reste leurs hochets fétiches.

J-C - C'est tout ? On croyait qu'ils en auraient confectionné davantage.

"*Il y a eu 41 attentats déjoués depuis 2017*", affirme Gérald Darmanin - BFMTV 5 avril 2023

J-C - Ils agitent l'épouventail de l'extrême droite.

Présidentielle 2027: Le Pen grande favorite au 1er tour, Philippe ferait mieux que Le Maire ou Darmanin - BFMTV 5 avril 2023

Quelles que soient les hypothèses de candidature pour la majorité présidentielle, Marine Le Pen arriverait en tête du premier tour, selon un sondage Ifop-Fiducial pour "*Le Figaro Magazine*" et Sud Radio.

Présidentielle 2027 : Marine Le Pen et Édouard Philippe les mieux placés pour être qualifiés au second tour - Journal du Dimanche BFMTV 5 avril 2023

J-C – Entre nous, ça a bien marché en 2002, puis en 2017, alors pourquoi pas en 2027 !

Santé.

Les tyrans toujours en embuscade.

Soignants :« *Il est préférable de garder l'obligation vaccinale quand elle est absolument nécessaire* », insiste la Haute autorité de santé - Publicsenat.fr 5 avril 2023

La présidente de la Haute Autorité de santé, Dominique Le Guludec, est revenue sur les raisons qui ont conduit son collège à ne plus préconiser une obligation vaccinale contre le covid-19 chez les soignants.

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 1/5)

https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-1-5/

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 2/5)

https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-2-5/

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 3/5)

https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-3-5

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 4/5)

https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-4-5/

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 5/5)

https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-5-5/

Portail du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie

Chef des forces radiologiques, chimiques et de la protection biologique des forces armées de la Fédération de Russie général Igor Kirillov

Réunion d'information sur l'analyse des documents relatifs militaro-biologique des États-Unis - 7 avril 2023

https://fr.mil.ru/fr/news_page/country/more.htm?id=12463265@egNews

J-C - Juste pour montrer le genre de documents importants que la Russie met à la disposition de la population mondiale.

Derrière l'intronisation d'Helsinki dans l'OTAN, des « cadavres nazis dans les placards » de la Finlande et de la Suède

Alors que la Finlande aime célébrer le fait que sa guerre de 1941-1944 avec la Russie n'avait rien à voir avec la Seconde Guerre mondiale, mais était simplement une alliance défensive avec l'Allemagne contre la diabolique Union soviétique, et tandis que la Suède aime célébrer le fait qu'elle est restée neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, les faits racontent une histoire très différente. Non seulement les deux nations ont joué, aux côtés de l'Allemagne hitlérienne, un rôle agressif dans la guerre contre l'Union soviétique pendant l'opération Barbarossa et au-delà, les deux nations ont également fourni de vastes prêts et d'autres soutiens économiques aux nazis de 1940 à 1945.

Sur le plan purement militaire, la Suède « *neutre* » dirigée par le roi Gustav V et le Premier ministre social-démocrate Per Albin Hannson a assuré la mise à disposition de leurs territoires aux nazis lors de la bataille de Narvik en 1940 qui a entraîné la chute de la Norvège. Lorsque l'opération Barbarossa a été lancée un an plus tard, l'Allemagne a été autorisée à utiliser le territoire suédois, les réseaux ferroviaires et de communication pour envahir l'Union soviétique via la Finlande. Des soldats allemands et du matériel de combat ont été transportés d'Oslo à Haparanda dans le nord de la Suède en vue d'assauts contre la Russie.

https://reseauinternational.net/derriere-lintronisation-dhelsinki-dans-lotan-des-cadavres-nazis-dans-les-placards-de-la-finlande-et-de-la-suede/

Lula prend position sur la Guerre en Ukraine et veut que Kiev renonce à la Crimée - Le HuffPost 7 avril 2023

Ukraine : les obus à uranium appauvri, des munitions aussi utiles que controversées - Euronews 5 avril 2023

Le Royaume-Uni s'est engagé à livrer des obus à uranium appauvri pour les chars utilisés par les Ukrainiens. Ces munitions sont depuis toujours controversées car elles contiennent des matériaux radioactifs. Euronews 5 avril 2023

En Turquie, le chef de la diplomatie russe prône un nouvel ordre mondial fondé sur la multipolarité - RT France 7 avril 2023

Pour le ministre russe des Affaires étrangères, le règlement du conflit en Ukraine passe par la remise en cause de l'ordre international actuel dominé, selon lui, par Washington. «*Certains experts internationaux, des représentants de certains pays tentent de présenter des initiatives du type "*mettons maintenant la Russie et l'Ukraine à la table des négociations*". C'est un symptôme de la situation qui s'est développée à la suite de la mise en place par les Etats-Unis d'une hégémonie totale dans les relations internationales*», a ainsi jugé le chef de la diplomatie russe, s'exprimant devant la presse à l'issue d'un entretien avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu. Et d'ajouter : «*Par conséquent, il s'agit [de définir] les principes sur lesquels le nouvel ordre mondial sera fondé, dont nous avons tous besoin, au lieu de l'ordre mondial unilatéral, de l'ordre mondial d'un seul hégémon, comme l'a dit notre président*.»

Sergueï Lavrov a rappelé que son pays se prononçait, «*avec la majorité écrasante des autres Etats*», pour que le nouvel ordre mondial «*repose sur les principes de la Charte des Nations unies*» –

principes qui, selon le chef de la diplomatie russe, «*sont directement violés par l'Occident dans son ensemble*». RT France 7 avril 2023

Afrique.

« *Une Afrique s'ouvrant à d'autres partenaires est un risque pour l'Europe* »

Les Européens sentent que l'Afrique sort peu à peu de leur zone d'influence et s'en inquiètent, explique à Sputnik Lianhoué Imhotep Bayala, politologue burkinabé. L'apparition de nouveaux partenaires comme la Russie rebat les cartes sur le continent.

L'avènement d'un monde multipolaire et d'une Afrique pleinement souveraine ne peut donc que nuire à l'Europe, indique Lianhoué Imhotep Bayala.

« *Refuser de constater que le monde est devenu multipolaire, c'est jouer la politique de l'autruche. Aujourd'hui l'Afrique est ouverte au reste du monde, elle est sortie de la prison coloniale, dans laquelle l'avait enfermée les États occidentaux. Et cette Afrique s'ouvrant à d'autres partenaires présente un risque pour l'Europe, qui ne veut pas que le continent et ses richesses lui échappent* », explique-t-il.

Nouveaux partenariats

L'émergence de ce monde multipolaire permet également à l'Afrique de choisir ses partenaires, en fonction de ses intérêts. Les liens noués avec la Russie dans certains secteurs devraient ainsi permettre au continent d'avancer en s'émancipant du modèle occidental, ce qui en agace certains, affirme encore Lianhoué Imhotep Bayala.
« *Le rapprochement russe avec l'Afrique garantit aux pays du continent la possibilité de construire des nations souveraines, des économies prospères, un leadership permettant aux populations de s'épanouir, ce qui rend l'Europe complètement folle. La seule évocation de la Russie fait paniquer l'UE et c'est tout à l'honneur de cette puissance, qui est aujourd'hui perçue par les Africains comme une alternative fiable à l'escroquerie occidentale* », déclare-t-il.

https://reseauinternational.net/une-afrique-souvrant-a-dautres-partenaires-est-un-risque-pour-leurope/

Etats-Unis.

Le crépuscule de la doctrine Monroe : Comment la Chine et la Russie empiètent sur l'Amérique

https://reseauinternational.net/le-crepuscule-de-la-doctrine-monroe-comment-la-chine-et-la-russie-empietent-sur-lamerique/

Donald Trump arrêté à New York : « *Cette fausse affaire n'a été intentée que pour interférer avec les élections de 2024* » - lemediaen442.fr 5 avril 2023

Le 5 avril 2023, l'ancien président américain Donald Trump a été arrêté officiellement pendant deux heures à New York. Des accusations ont été portées contre lui pour falsification de documents financiers dans le supposé versement d'argent à l'ancienne actrice pornographique Stormy Daniels lors de la campagne électorale de 2016. Trump est devenu le premier ex-président de l'histoire des États-Unis à être accusé d'une infraction pénale.

L'arrestation de Trump a été un événement historique et sans précédent dans l'histoire des États-Unis. Jamais auparavant un ancien président n'avait été accusé d'une infraction pénale. Cela montre à quel point l'ancien Président subit un acharnement à la veille de se présenter de nouveau comme chef d'état.

Alors que l'arrestation devait durer environ 20 à 30 minutes, elle s'est finalement étendue sur deux heures. Les accusations portent sur 34 chefs d'accusation et l'examen de cette affaire est prévu en janvier 2024, ce qui laisse suffisamment de temps pour que toutes les preuves soient examinées et que les arguments des deux côtés soient entendus. Les avocats estiment que l'affaire initiée par le parquet de New York contre l'ex-président des Etats-Unis n'a aucune perspective.

« *Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un procureur a porté plainte contre un ancien président pour des motifs que de nombreux avocats et analystes considèrent comme non pertinents. Ce n'est pas un procès, c'est une persécution.* »

Trump a qualifié les accusations portées contre lui d'ingérence électorale. « *Maintenant, il y a une ingérence dans les élections à une échelle sans précédent dans notre pays.* » Cela a commencé avec le procureur soutenu par George Soros, Alvin Bragg, qui a construit sa campagne autour de la mise en place de l'arrestation du président Trump « *C'est incroyable, nous sommes maintenant un État défaillant. Nous sommes un pays en déclin.* »

Le donateur milliardaire démocrate George Soros avait déclaré au Forum économique mondial de Davos « *Je considère l'administration Trump comme un danger pour le monde. Mais je le considère comme un phénomène purement temporaire qui disparaîtra en 2020, voire plus tôt. Cela nécessitera non seulement un glissement de terrain, mais aussi un parti démocrate qui visera un redécoupage non partisan, la nomination de juges bien qualifiés, un recensement correctement mené et d'autres mesures qu'un système bipartite fonctionnel nécessite* »

Chacun des chefs d'accusation est passible d'une peine maximale de quatre ans de prison. Cela signifie que si Trump est reconnu coupable de toutes les accusations, il pourrait être condamné à une peine maximale de 136 ans de prison.

Trump a plaidé non coupable et a quitté New York pour se rendre en Floride après son arrestation. Là-bas, il a affirmé sur son réseau social Truth Social il a nié toutes les accusations « *Cette fausse affaire n'a été intentée que pour interférer avec les élections de 2024.* »

Arabie saoudite.

L'Arabie saoudite et le monde multipolaire - Réseau Voltaire 7 avril 2023

Les deux négociateurs saoudien et iranien, Fayçal ben Fahrane et Hossein Amir-Abdollahian, qui ont signé un accord de rapprochement le 10 mars à Beijing, s'y sont retrouvés une nouvelle fois. Les deux parties finalisent l'application de ce document.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, se rendra à Riyad à l'invitation du roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, fin avril.

Simultanément, le port de Djeddah a accueilli une frégate militaire russe, l'Amiral Gorshkov et le pétrolier Kama. L'Arabie saoudite n'avait pas reçu de navires russes depuis l'intervention de l'armée russe en Syrie contre les jihadistes, alors soutenus par Riyad.

L'Arabie saoudite considère désormais les États-Unis comme un partenaire parmi d'autres. Réseau Voltaire 7 avril 2023

Arabie saoudite-Iran : la Chine organise une rare rencontre entre diplomates des deux pays - Journal du Dimanche 6 avril 2023

La Chine a réussi un tour de force diplomatique. Lors d'un sommet organisé ce jeudi à Pékin, les chefs de la diplomatie d'Iran et d'Arabie saoudite ont convenu de travailler ensemble afin d'œuvrer à « *la sécurité, la stabilité et la prospérité* » au Moyen-Orient. Cette rencontre intervient moins d'un mois après la reprise des relations diplomatiques entre les deux puissances rivales, où la Chine avait là aussi joué un rôle de médiateur.

Dans un communiqué commun, le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian et son homologue saoudien Fayçal ben Farhane « *ont convenu de poursuivre la mise en oeuvre de l'accord de Pékin et son application d'une manière qui accroisse la confiance mutuelle ainsi que les champs de coopération* ».

Les deux pays devraient rouvrir leurs ambassades respectives d'ici mi-mai, et mettre en oeuvre des accords de coopération économique et de sécurité signés il y a plus de 20 ans. Une visite du président iranien Ebrahim Raïssi en Arabie saoudite est également prévue après le ramadan, fin avril.

Tunisie.

Tunisie : le président Kaïs Saïed dit « *non* » au FMI - lepoint.fr 7 avril 2023

« *En ce qui concerne le FMI, les diktats provenant de l'étranger et qui ne mènent qu'à davantage d'appauvrissement sont inacceptables* », a déclaré, jeudi 6 avril, le chef de l'État tunisien, Kaïs Saïed, à la presse en marge d'une cérémonie à Monastir (Centre-Est), marquant le 23e anniversaire du décès du père de l'indépendance tunisienne Habib Bourguiba. Un pavé dans la mare à quelques jours de l'ouverture des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Washington, le 10 avril.

Cela fait de longs mois que la Tunisie négocie avec le Fonds monétaire international, pour un plan de sauvetage d'1,9 milliard de dollars (1,75 milliard d'euros), dont l'institution internationale conditionne l'octroi à des réformes économiques et à la levée de certaines subventions étatiques. «

Ils veulent que nous écoutions leur discours », a poursuivi le dirigeant, « nous n'écouterons personne sauf Dieu et la voix du peuple ».

La Tunisie, endettée à environ 80 % de son PIB, a obtenu un accord de principe du FMI à la mi-octobre pour un nouveau prêt d'environ 2 milliards de dollars pour l'aider à surmonter la grave crise financière qu'elle traverse. Mais les discussions sont dans l'impasse, faute d'engagement ferme de la Tunisie à mettre en œuvre un programme de réformes pour restructurer les plus de 100 entreprises publiques tunisiennes lourdement endettées et lever les subventions sur certains produits de base.

« *Il faut trouver d'autres idées, car la paix sociale n'est pas un jeu ou quelque chose qui peut être pris à la légère* », a dit le président tunisien, rappelant les meurtrières « *émeutes du pain* » sous le régime de Bourguiba, dans les années 1980. L'alternative serait « *que l'on compte sur nous-mêmes* », a-t-il ajouté en réponse à une question. En décembre 1983, les autorités tunisiennes avaient décidé de supprimer la subvention sur les produits céréaliers. Conséquence : les prix du pain, de la semoule et des pâtes s'étaient envolés, provoquant aussitôt des émeutes qui atteignirent leur apogée le 3 janvier 1984. L'état d'urgence fut instauré. Le bilan officiel fut plusieurs dizaines de morts, mais il serait plus élevé, selon des ONG.

Au lendemain de la tenue de ces propos, l'inquiétude a gagné les milieux économiques et financiers, alors que les obligations tunisiennes se sont effondrées. Le pays se dirige-t-il vers un défaut de paiement ? En tout cas, le retard pris dans les négociations avec le FMI ou la puissante syndicale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) soulève des préoccupations, alors que la situation économique et sociale est explosive : 90 % des nouveaux emprunts servent désormais à rembourser les précédents. Et il manquerait près de 24 milliards de dinars (plus de 7 milliards d'euros) pour boucler un budget de 69 milliards (20,8 milliards d'euros), fixé pour 2023.

« L'économie tunisienne risque de s'effondrer » sans le renflouement du FMI, avait mis en garde le secrétaire d'État américain Antony Blinken au Sénat américain en mars. Même son de cloche chez les Européens. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, est venu enfoncer le clou, évoquant le risque d'un effondrement de l'État susceptible de « *provoquer des flux migratoires vers l'Union européenne et d'entraîner une instabilité dans la région Mena [Moyen-Orient et Afrique du Nord]* », si la Tunisie ne finalisait pas rapidement un accord avec le FMI.

Economie.

Voici 7 signes indiquant que la dédollarisation mondiale vient de passer à la vitesse supérieure

Le fait d'être la première monnaie de réserve du monde a permis aux États-Unis de jouir d'un niveau de vie massivement gonflé : celui-ci touche à sa fin.

Pendant des décennies, le dollar américain a été le roi incontesté des monnaies mondiales, mais des changements spectaculaires sont en train de se produire.

La Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Arabie saoudite et d'autres pays sont en train de prendre des mesures importantes qui leur permettront de devenir beaucoup moins dépendants du dollar américain dans les années à venir.

C'est une très mauvaise nouvelle pour les États-Unis, car le fait d'être la première monnaie de réserve du monde leur a permis de jouir d'un niveau de vie massivement gonflé.

Une fois qu'ils auront perdu ce statut, leurs modes de vie seront bien différents de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Malheureusement, la plupart des Américains [et plus largement, des Occidentaux] ne comprennent rien à tout cela.

https://reseauinternational.net/voici-7-signes-indiquant-que-la-dedollarisation-mondiale-vient-de-passer-a-la-vitesse-superieure

---

Sanctions occidentales : Le yuan dépasse le dollar en tant que monnaie la plus échangée en Russie - lemediaen442.fr 5 avril 2023

Selon un récent rapport de Bloomberg, la Russie renforce ses liens économiques et politiques avec la Chine. Le yuan a maintenant dépassé le dollar américain en tant que monnaie la plus échangée en Russie. Cette tendance est due aux sanctions occidentales et au renforcement des liens économiques entre la Russie et la Chine.

A qui profite les sanctions ?
Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le yuan était peu échangé sur les marchés russes. Cependant, depuis mars 2022, son volume de négociation a augmenté en raison des sanctions occidentales qui pèsent sur l'économie russe. Comble de l'échec des sanctions, c'est à l'occident de se soumettre aux nouvelles monnaies…

En effet, CNOOC et TotalEnergies ont conclu leur premier contrat en yuans via la plateforme SHPGX de Shanghai. Cette plateforme a été créée par la Chine pour promouvoir l'utilisation du yuan dans les échanges d'hydrocarbures.

Le dollars exclu du Brésil

Rappelons que la Chine et le Brésil ont conclu un accord pour exclure le dollar américain de leurs échanges commerciaux et utiliser uniquement leurs propres devises, le yuan et le real. Cet accord a été signé à la fin du mois de janvier par les banques centrales des deux pays et a établi une « *chambre de compensation* » au Brésil pour faciliter les échanges en monnaie locale. Cet accord vise à promouvoir des échanges bilatéraux encore plus importants et à faciliter les investissements entre les deux pays.

La réduction de la dépendance au dollar et l'augmentation de la circulation du yuan font partie des directives de la politique étrangère de la Chine dans le contexte des différends commerciaux avec les États-Unis.

Le dollar va disparaitre

Le président chinois Xi Jinping a récemment visité Moscou pour renforcer les liens commerciaux entre les deux pays. Selon Alex Kuptsikevich, chef analyste de marché chez FxPro, bien que le dollar soit encore très présent sur la scène mondiale, il pourrait continuer à perdre du terrain au cours des prochains trimestres.

Ursula von der Leyen veut encre des sanctions

Après le week-end de Pâques, la Commission européenne et les ambassadeurs auprès de l'UE tiendront une nouvelle série de consultations. La chef de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré que le 11e paquet de sanctions visera à contrer diverses méthodes de contournement. Les pays de l'UE envisagent d'imposer des sanctions contre Rosatom et des restrictions sur le secteur nucléaire russe en Europe. lemediaen442.fr 5 avril 2023

Amérique latine.

Onze pays d'Amérique latine lancent une «*alliance*» contre l'inflation - RT France 6 avril 2023

Les présidents de 11 pays d'Amérique latine, dont les principales économies de la région – Brésil, Mexique, Argentine, Chili et Colombie –, ont annoncé le 5 avril la création de «*L'Alliance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes contre l'inflation*».

L'accord a été annoncé par le gouvernement mexicain après une rencontre par vidéo-conférence des chefs d'Etat, de gauche dans leur grande majorité. Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a invité ses collègues à une réunion à Cancun les 6 et 7 mai prochains. Cette nouvelle alliance comprend également le Belize, la Bolivie, Cuba, le Honduras, le Venezuela et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Le but de cette organisation est de faciliter les échanges d'aliments, de produits de base et de biens intermédiaires en supprimant «des obstacles, des droits de douane, des mesures sanitaires».

On lit dans la déclaration que la priorité va à la réduction «*du coût de ces produits pour la population la plus pauvre et vulnérable*». L'inflation en 2022 a été de 5,79% au Brésil et de 7,82% au Mexique, les deux premières économies de l'Amérique latine. Elle a atteint 94,8% en Argentine, un record en 30 ans.

Les chefs d'Etat ont mentionné «des mesures logistiques, financières et d'autre nature» pour que l'échange des produits de base et des biens intermédiaires «se fasse dans de meilleures conditions».

Les signataires vont créer un groupe de travail technique qui déterminera les mesures de coopération notamment sur la question des «*engrais chimiques et organiques*». Ce groupe pourra établir un plan d'action pour mettre en œuvre «dans un délai raisonnable» les mesures anti-inflation. En matière de logistique, le groupe énoncera des recommandations pour faciliter le transit des produits par les ports et les frontières, et l'échange de technologies pour favoriser la productivité agricole.

Les 11 premiers signataires, membres de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), ont invité d'autres pays de la région à les rejoindre. Les signataires se déclarent cependant «*conscients*» des accords commerciaux signés par chaque pays ou de leur engagement dans d'autres mécanismes de coopération et d'intégration économique.

Le Brésil et l'Argentine sont déjà membres du Mercosur avec l'Uruguay et le Paraguay, tandis que le Mexique est signataire d'un accord de libre-échange qui le lie aux Etats-Unis et au Canada. RT France 6 avril 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 avril 2023.

Le miracle n'a pas eu lieu !

Ayons une pensée charitable pour les pauvres pécheurs ou les pauvres d'esprit si vous préférez, qui avaient placé des espoirs inconsidérés et injustifiés dans la curie de gauche ou éventuellement d'extrême gauche, et dont le destin était suspendu au verdict d'une officine acquise au régime, le Conseil constitutionnel.

Tout militant ou organisation qui colporte la moindre illusion dans le mouvement ouvrier ou le régime, se conduit en agent de la réaction.

Leur cauchemar.

83% des Français estiment que la lutte des classes est toujours une réalité. (Ifop)

J-C – Comme quoi tout n'est pas encore perdu, non ? Alors qu'attendez-vous pour réagir ?

L'anticommunisme primaire, fanatique, a toujours été décomplexé, et il n'a jamais changé.

J-C – De la part de partisans ou protecteurs du nazisme ukrainien, on comprend…

Nous avons un problème de mémoire avec le communisme - Slate.fr 12 avril 2023

Extrait. Cette mémoire, qu'elle nous gêne ou nous indiffère, nous ne la partageons pas. Or, elle est très prégnante dans l'imaginaire de nos voisins et il suffit de regarder quelques films polonais, hongrois, tchèques ou allemands pour s'en rendre compte: l'officier du KGB y est aussi cruel que le militaire de la Waffen-SS. Pourquoi cela nous indiffère-t-il à ce point? Slate.fr 12 avril 2023

https://www.slate.fr/story/244097/devoir-memoire-oubliez-communisme-histoire-totalitarisme-goulag-parti-communiste-pcf#xtor=RSS-2

Deux mots seulement : Enrichissez-vous, goinfrez-vous !

(Twitter en accès libre.)

- Selon l'ONU, les prix de l'alimentaire ont chuté de 20,5% en 1 an dans le monde. Au même moment, ils flambaient de 15,8% en France en mars 2023, selon l'Insee.

- Interrogé en décembre 2022, Bruno Le Maire indiquait : "l*e pic de l'inflation n'est pas encore passé*". 5 mois avant, le ministre affirmait : "*Le plus dur, nous y sommes, le pic inflationniste, c'est maintenant*". 10 mois plus tard, l'inflation s'accentue dans les rayons.

- Depuis octobre 2021, un panier de produits alimentaires sélectionnés par RTL a augmenté de 32,26% ! Une inflation qui s'accentue encore en avril avec une hausse de 2%, la plus forte depuis 6 mois.

- 79% des Français au Smic ont réduit leurs achats alimentaires. 42% ont même supprimé un repas en raison de l'inflation, selon une étude de l'Ifop. Environ 30% des Français gagnent le SMIC ou moins. Les prix de l'alimentation ont augmenté de 15,8% sur 1 an. (Insee)

Alors que les prix de l'alimentation s'affolent, de plus en plus de Français modestes se résignent à voler dans les magasins pour se nourrir correctement ou de manière plus variée. (Mediapart)

- « *Avant, les clients venaient pour voler les produits à prix élevé, notamment l'alcool et les foies gras. Là, ils prennent même des pâtes qui coûtaient 80 centimes et se retrouvent à 2€. Maintenant, les 1ers prix, ça a tellement explosé qu'il n'y a plus de 1ers prix* ».

- Alain officie au rayon boucherie d'un magasin. Il reste hébété de voir que des personnes dérobent des chipolatas à 3€ ou des petits-beurre à « *1€ et quelques* ». Sans compter que les profils détonnent : « *Ce ne sont même pas des adolescents mais des papis et mamies* ».

- Avec l'inflation galopante, les arbitrages ne se font plus sur une sortie au cinéma ou sur l'achat d'une nouvelle tenue. Désormais, les ménages les plus modestes n'ont plus d'autre choix que de couper dans les repas... (Le Parisien)

- Inflation : les prix de l'alimentation flambent, les Français modestes mangent moins
Portions réduites, repas supprimés, renoncements à certains achats alimentaires… L'inflation force les Français les plus pauvres à changer leur manière de manger. Non sans impact sur la santé.

Temps de travail plus temps libre passé devant des écrans vous tue lentement mais sûrement...

En Australie, un tiers des salariés songeraient à démissionner - courrierinternational.com 11 avril 2023

Une étude de l'université de Melbourne relayée par "*The Guardian*" montre une augmentation du mal-être au travail chez les travailleurs australiens, notamment dans le tertiaire. Ils sont près de 50 % à se dire totalement épuisés. courrierinternational.com 11 avril 2023

Tous les empires finissent un jour par disparaître.

La guerre, la séparation du monde, ou la fin d'un Empire ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 11 avril 2023

Nombreux sont ceux qui pronostiquent une Guerre Mondiale. Effectivement quelques groupes s'y préparent. Mais les États sont raisonnables et, dans les faits, envisagent plutôt une séparation à

l'amiable, une division du monde en deux mondes différents, l'un unipolaire et l'autre multipolaire. Peut-être assistons-nous en réalité à un troisième scénario : l'« *Empire américain* » ne se débat pas dans le piège de Thucydide, il s'effondre comme son ex-rival soviétique est mort.

https://www.voltairenet.org/article219129.html

J-C – Tous ces scénarios ne doivent pas nous distraire de l'essentiel, à savoir qu'ils seront le produit de la crise du capitalisme mondiale dont l'issue dépendra de la classe qui se chargera de la résoudre, sachant que celle des capitalistes en sera toujours incapable, les choses ne pourraient aller que de mal en pis, à moins que ce soit le prolétariat mondial qui s'en charge pour le compte de l'ensemble de l'humanité, auquel cas l'espoir d'un monde meilleur et plus juste existe encore…

C'est tout le mal qu'on se souhaite et qu'on voudrait partager, mais hélas personne ne semble y être préparé, en attendant soyons patient et ne lâchons rien, le socialisme triomphera.

« *L'eurocentrisme, un concept dépassé* »

Subrahmanyam Jaishankar, ministre indien des Affaires étrangères, expose la voix de l'autonomie stratégique de son pays.

https://reseauinternational.net/leurocentrisme-un-concept-depasse/

En France, on célèbre même la pédophilie.

Brigitte Macron fête ses 70 ans. - Paris Match 13 avril 2023

Paul-Loup Sulitzer "*pas gêné*" par les 35 ans d'écart avec sa célèbre et très jolie ex - purepeople.com 13 Avril 2023

Pourquoi les démocrates ou la gauche font-ils la promotion de la théorie du genre ou de la pédophilie ?

États-Unis : pourquoi les conservateurs se sont mués en censeurs de livres pour enfants - France 24 13 avril 2023

- Le Dalaï-Lama demande à un petit garçon de lui "*sucer la langue*".

Il a dû croire que la pédophilie était légale au regard du nombre d'élus ou de personnalités dans le monde mêlés à des affaires de pédophilie et qui n'ont jamais été condamnés.

Ils ont toujours eu un faible pour les enfants.

En Australie, ce café emploie des enfants de 11 ans, et c'est tout à fait légal - Le HuffPost 12 avril 2023

La majorité des employés de ce café australien sont des enfants de 11 ans et plus mais ce n'est pas illégal.

En Nouvelle-Galles du Sud, les enfants de 11 ans et plus n'ont besoin que d'un numéro fiscal pour pouvoir travailler. Ils sont payés 36,8 % du salaire minimum qui représente 21,38 $ de l'heure soit 7,87 dollars australiens de l'heure (4,80 euros).

Selon Anne Hollonds, commissaire nationale australienne à l'enfance, le pays est souvent à la traîne au niveau des politiques pour les enfants. Sur 38 pays riches, l'Australie est classé 32e en ce qui concerne leur bien-être.

En Australie, 214 500 enfants âgés de 15 et moins travaillent légalement. Le HuffPost 12 avril 2023

Sinon les mondialistes font la promotion de la pornographie et de la prostitution.

Poils, pénis et seins : une émission britannique sur la nudité fait polémique - AFP/LePoint.fr 13 avril 2023

J-C - Notez bien que cette émission sur une chaîne gouvernementale (Chanel 4) est destinée aux jeunes : "*Jusqu'où peut-on aller pour promouvoir une image positive du corps auprès des ados ?*" AFP/LePoint.fr 13 avril 2023

Totalitarisme. Rubrique des chiens écrasés…

États-Unis : les chiens robots vont patrouiller dans les rues de New-York - Le HuffPost 12 avril 2023

Totalitarisme. Modifier les normes ou casser le thermomètre, ça c'est de la science !

Pollution automobile : Les Etats-Unis durcissent les normes pour promouvoir l'électrique - AFP/20 Minutes 12 avril 2023

Le gouvernement américain a présenté, ce mercredi, des normes plus strictes sur les émissions polluantes des automobiles, une mesure visant à ce que deux tiers des voitures vendues en 2032 dans le pays soient électriques. AFP/20 Minutes 12 avril 2023

Totalitarisme. Londres appartient aux gangsters de la City.

Pollution : le maire de Londres envisage de faire payer le nombre de kilomètres parcouru aux automobilistes - lejdd.fr 10 avril 2023

Dans une interview accordée lundi au Financial Times, Sadiq Khan est revenu sur la redevance controversée instaurée dans les zones à très faibles émissions (ULEZ), lancée en avril 2019 puis étendue en octobre 2021 et une nouvelle fois en août prochain. Cette mesure impose aux conducteurs en possession d'un véhicule polluant de payer 12,50 livres sterling par jour, soit environ 14,25 euros, pour pouvoir accéder à la capitale britannique.

Les conducteurs vont-ils devoir bientôt payer pour chaque kilomètre parcouru à Londres ? Sadiq Khan l'envisage à long terme. « *La tarification de l'utilisation des routes est intéressante. Si vous vous débarrassez du péage urbain, de l'ULEZ, de la taxe routière et que vous faites payer les gens en fonction du nombre de kilomètres parcourus, de la pollution de leur véhicule, de l'heure à laquelle ils conduisent, de l'existence d'alternatives liées aux transports publics, du nombre de personnes dans la voiture, c'est potentiellement très intéressant. Le problème, c'est que la technologie est encore loin d'être au point* », a-t-il expliqué au Financial Times.

Outre la zone à très faibles émissions, d'autres programmes ont été mis en place à Londres, tels que les quartiers à trafic réduit, afin de compliquer la conduite automobile et d'inciter les citoyens à se déplacer à pied ou à faire du vélo. lejdd.fr 10 avril 2023

Confirmation. Totalitarisme. Bientôt il sera interdit de prendre une douche, d'utiliser une machine à laver...

J-C – Chez les tyrans, le moindre risque avéré ou non prend systématiquement la forme d'une menace réelle justifiant des mesures liberticides, antisociales.

En raison de la sécheresse, l'eau du robinet est interdite à la consommation dans quatre communes des Pyrénées-Orientales à partir du vendredi 14 avril, rapporte France Bleu Roussillon. - francetvinfo.fr 13 avril 2023

Cette décision intervient en pleine sécheresse, et alors que jeudi 13 avril le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a alerté que sur le fait que 75% des nappes phréatiques sont à un niveau jugé en-dessous des normales, contre 58% il y a un an. Selon le BRGM, une partie du département des Pyrénées-Orientales est considérée comme ayant un "*très fort*" risque de sécheresse pour l'été.

Les habitants de ces communes situées à l'ouest de Perpignan ont été alertés des niveaux faibles actuels du réseau en eau potable. Sur Facebook, la mairie de Corbère-les-Cabanes indique que "*le niveau du forage d'eau potable sur Bouleternère est arrivé à son seuil de prélèvement*". En attendant que le nouveau branchement de forage prenne le relais vendredi, "*l'eau du robinet est interdite à la consommation jusqu'à ce que l'Agence régionale de santé l'autorise*". La commune annonce dans ce communiqué qu'elle distribuera gratuitement "*un pack d'eau par personne et par semaine*".

La mairie demande à ses concitoyens de "*préserver au maximum*" l'eau dans ce contexte de sécheresse. La municipalité leur rappelle d'ailleurs qu'il "*est toujours interdit d'arroser, de laver les voitures, remplir les piscines, nettoyer façades et terrasses*". francetvinfo.fr 13 avril 2023

J-C – Personne ne peut prédire s'il ne pleuvra pas au cours des deux prochains mois. De l'eau, il y en a, jamais un robinet ne s'est retrouvé à court d'eau, il est toujours resté suffisamment d'eau dans les nappes phréatiques pour satisfaire les besoins de la population.

En admettant qu'un jour il n'y ait plus d'eau du tout, cela pourrait parfaitement arriver. Cela s'est déjà produit dans de nombreuses contrées dans le monde dans le passé ou même récemment, où des populations entières ont dû être déplacées, des villages abandonnés, alors pourquoi pas en France ou en Europe, pourquoi cela devrait-il arriver que sur les autres continents ?

Vous n'êtes pas du tout préparé à connaître le pire, je vous plains avec un tel régime en place !

Un million de personnes déplacées par la sécheresse en Somalie - unhcr.org 11 août 2022

Selon l'UNICEF et l'OMS, 1 personne sur 3 n'a pas accès à de l'eau salubre. Aujourd'hui près de 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau. 22 mars 2022

Totalitarisme. Mystification climatique. Comment ils trafiquent la réalité.

Sécheresse : malgré des précipitations importantes en mars, les sols restent secs, notamment sur le pourtour méditerranéen - francetvinfo.fr 12 avril 2023

En Provence-Alpes Côte d'Azur, les sols sont, en avril, dans une situation comparable à celle de juin, selon Météo France. La situation est également préoccupante au pied des Pyrénées.

J-C - "*Les sols sont, en avril, dans une situation comparable à celle de juin*", début ou fin avril et juin car ce n'est pas la même chose, de fin avril à début juin cela ne fait qu'un mois, c'est ridicule.

francetvinfo - Des pluies importantes sont tombées en mars 2023 sur la France hexagonale, mais malheureusement pas de miracle en vue pour le pourtour méditerranéen et le pied des Pyrénées, alors que la France est frappée par la sécheresse. Les sols autour de la Méditerranée et autour des Pyrénées étaient tellement secs à la sortie de l'été que ça n'a pas permis de compenser les effets de la sécheresse.

J-C - "*Des pluies importantes sont tombées en mars 2023 sur la France hexagonale*" et plus loin "*la France est frappée par la sécheresse*" !

francetvinfo - Selon Météo France, les sols sont aujourd'hui dans une situation qu'on trouve en général pendant le mois de juin, pour ce qui concerne par exemple la région Provence-Alpes Côte d'Azur. Les pluies ont été excédentaires en mars et les sols se sont nettement humidifiés voire très humidifiés sur la partie nord, mais ces précipitations n'auront pas sauvé le pays du risque de sécheresse de surface problématique pour l'agriculture.

La période de recharge des nappes est terminée

J-C - Voilà qu'ils inventent une nouvelle menace, un "*risque de sécheresse de surface*" normal lors de forte chaleur ou en été, non ? Il faut arroser davantage, c'est tout.

francetvinfo - Avec la remontée des températures et de l'apparition de la végétation, l'eau aura de plus en plus de mal à pénétrer dans les sols. La France entière aura donc du mal à remplir les nappes souterraines même si les sols qui s'étaient asséchés pendant le mois de février se sont réhumidifiés, explique Simon Mittelberger climatologue à Météo France. "*L'effet a été très bénéfique, on a des sols qui étaient dans une situation record pour la fin du mois de février avec une situation digne d'un mois d'avril et les précipitations du mois de mars ont permis aux sols de se regorger d'eau*".

J-C - Alors leur crainte est infondée, ils décrivent encore une fois des phénomènes naturels qui peuvent présenter des variations d'une année sur l'autre sans être catastrophique, ce sont eux qui créent un climat alarmiste.

francetvinfo - Mais il existe de grandes disparités, d'autant qu'on est maintenant à la fin de la période de recharge des nappes. Ce constat alarmant intervient alors que le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), fera l'état des nappes souterraines jeudi. En février dernier, 80 % d'entre elles étaient à un niveau modérément bas à très bas. Selon Météo France, le déficit de pluie entre septembre et mars est de 10 % contre 18 % en 2022, mais les nappes phréatiques étaient basses à la sortie de l'été dernier dans le nord et le sud-est.

J-C - Qu'est-ce que c'est "*un niveau modérément bas à très bas*", ils nous prennent pour des cons une fois de plus, le niveau il est normal ou bas, il n'est pas un peu, moyennement, modérément, beaucoup, très je ne sais pas quoi. Ils disent eux-mêmes que le déficit de pluie entre septembre et mars s'est amélioré par rapport à l'année précédente, alors qu'est-ce qu'ils ont à nous faire chier avec ces conneries, pour justifier ou vendre leurs mesures dictatoriales sur le climat qu'ils tiennent absolument à nous imposer, ainsi qu'un changement de comportement ?

En famille. Un nouveau torche-cul de droite.

Laurent Joffrin lance « *Le Journal* » : « *La gauche a perdu sa boussole* » - LePoint.fr 12 avril 2023

Le Journal est avant tout un média d'opinion.

Laurent Joffrin - *Le Journal* se revendique de gauche, même si à gauche, on va nous dire que nous sommes de droite, car nous défendons des valeurs sociales-démocrates !

Mais non, mais non, quoique…

Je suis d'extrême droite (c'est Laurent Joffrin qui le dit) - nouvelobs.com/rue89 24 décembre 2010

Wikipédia - En 1984, il présente une émission intitulée « *Vive La Crise* » avec Alain Minc: Laurent Mauduit écrit qu'au cours de cette émission diffusée sur Antenne 2, Laurent Joffrin vante le « *néolibéralisme* », en critiquant les acquis sociaux du système français, tout en présentant Philippe de Villiers comme un modernisateur. Son émission est présentée en partenariat avec *Libération* avec la « *fondation Saint Simon dont il est membre avec Alain Minc* ».

Pour la journaliste Aude Lancelin, Laurent Joffrin fait partie des journalistes labellisés « *de gauche* », mais qui sont « *en réalité entièrement acquis au néolibéralisme* ». (Wikipédia)

Avant ou après la mort ?

La majorité présente ses mesures pour « *bâtir la société du bien vieillir* »

La démocratie confisquée ou c'est moi, j'en fais ce que je veux. C'est plutôt la définition de la tyrannie.

Macron à l'institut néerlandais Nexus de La Haye (Pays-Bas), mardi - « *Je peux répondre à toutes les questions sur ce dont nous discutons en France. Ceci est une démocratie et une démocratie est exactement un endroit où l'on peut manifester et assister à ce type d'interventions. Le jour où vous vous dites "*quand je suis en désaccord avec la loi qui a été adoptée ou les personnes qui ont été élues, je peux faire ce que je veux car je décide moi-même de la légitimité de ce que je fais*", vous mettez la démocratie en danger* » lejdd.fr 11 avril 2023

J-C – Lui, il peut faire ce qu'il veut, vous n'avez pas le droit de le contester, vous n'avez aucun droit de fait, mais pourquoi ? Pardi, parce que lui a été élu, pas vous ! Ainsi en va la Constitution de la Ve République. Vous comprenez pourquoi il faut l'abolir…

Révélateur. C'est marrant qu'ils pensent toujours spontanément au pire et non au meilleur, à eux-mêmes, à croire qu'ils n'y croient pas, non ?

François Ruffin (LFI): "*Le poison du ressentiment peut politiquement mener au pire, à Marine Le Pen*" - BFMTV France 13 avril 2023

J-C – Et moi pauvre andouille qui croyais qu'en ce moment « *le pire* » c'était Macron et sa loi scélérate sur les retraites…

Combat contre la « *réforme* » des retraites de Macron-BlackRock.

Monseigneur, le plaisir sera partagé, s'il vous plaît, prenons rendez-vous.

- Emmanuel Macron a annoncé ce mercredi, lors d'une conférence de presse à Amsterdam, qu'il était prêt à rencontrer les représentants syndicaux une fois que le Conseil constitutionnel aura rendu sa décision sur la réforme des retraites.

Sophie Binet, la nouvelle secrétaire générale de la CGT, affirme que « *si c'est pour parler du retrait [de la réforme], avec grand plaisir, sinon on a autre chose à faire* ». Journal du Dimanche 13 avril 2023

Réforme des retraites : Macron invite les syndicats mardi 18 avril à l'Élysée - Le HuffPost 15 avril 2023

L'intersyndicale n'acceptera pas de réunion avec l'exécutif avant le 1er mai, annonce la CGT - BFMTV 15 avril 2023

Retraites : ce qu'il faut retenir de cette 12e journée de manifestations - AFP/Le Point 13 avril 2023

Le mouvement a moins mobilisé les Français que les précédentes journées de mobilisation. 380 000 manifestants étaient dans les rues d'après les autorités, contre plus de 1,5 million selon le décompte de la CGT. Dans plusieurs grandes villes, les chiffres policiers et syndicaux sont les plus faibles depuis le 11 mars, précédent point bas du mouvement. C'est notamment le cas à Toulouse (9 000 selon la police, 70 000 selon les syndicats), Nantes (10 000 à 25 000), Rennes (6 500 à 15 000) et Clermont-Ferrand (6 000 à 10 000).

« *Contrairement à ce qu'espère le gouvernement, le mouvement est loin d'être fini* », a déclaré la numéro un de la CGT Sophie Binet, en tête de la manifestation parisienne, où la préfecture de police a recensé 42 000 participants contre 57 000 la semaine dernière. De son côté, la CGT revendique 400 000 manifestants comme jeudi dernier.

Pour les manifestants, cette douzième journée de mobilisation s'essouffle également. De fait, les grévistes étaient peu nombreux, en particulier dans l'éducation, où le ministère en recensait environ 5 % parmi les enseignants des zones pas encore en vacances. Des blocages de lycées et d'universités ont eu lieu à Lille, Paris et Strasbourg. Peu de perturbations également dans les transports, avec trois TER sur cinq et quatre TGV sur cinq en circulation, et un trafic légèrement perturbé des métros et RER en région parisienne. Dans les airs, l'annulation de 20 % des vols à Nantes, Bordeaux et Toulouse n'a pas empêché des retards d'une à deux heures constatés en début d'après-midi. AFP/Le Point 13 avril 2023

Retraites. Histoire d'une imposture en famille. A quoi d'autre pouvait servir l'unité de syndicats corrompus, réactionnaires ?

J-C – Depuis le temps que je répète qu'il faut foutre à la poubelle le mouvement ouvrier et le refonder, en vain, tant pis. Je ne suis pas là pour entretenir les illusions qui ont infesté le cerveau des militants, mais pour les combattre, désolé, je ne me rangerai jamais au côté des opportunistes.

Retraites : le Conseil constitutionnel valide l'essentiel de la réforme, dont les 64 ans - LePoint.fr 15 avril 2023

Réforme des retraites : la loi sera promulguée par Emmanuel Macron sous 48 heures - BFMTV 15 avril 2023

« *La décision du Conseil constitutionnel est incontestable et doit être incontestée* » - LePoint.fr 15 avril 2023

Retraites : comment la réforme s'appliquera à partir du 1er septembre - LePoint.fr 15 avril 2023

Les traitres aux pieds de leur souverain. Ils ont leur rond de serviette à la table du Palais.

Réforme des retraites : l'intersyndicale demande à Macron de ne pas promulguer - Le HuffPost 15 avril 2023

« *Ne promulguez pas la loi* », exhortent les syndicats par la voix de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Le HuffPost 15 avril 2023

Réforme des retraites: la Nupes demande à Emmanuel Macron un nouveau débat à l'Assemblée nationale - BFMTV 15 avril 2023

Dans une lettre adressée au président de la République, les quatre présidents des groupes parlementaires de la Nupes demandent une nouvelle délibération sur la réforme des retraites par l'invocation de l'article 10 de la Constitution. ***BFMTV 15 avril 2023***

Les masses abandonnées à elles-mêmes face à l'appareil répressif de l'Etat.

Réforme des retraites : après le verdict du Conseil constitutionnel, des rassemblements partout en France - Le HuffPost 15 avril 2023

Le totalitarisme passe par la désinformation ou le contrôle de l'information.

Klaus Schwab recrute des millions de « *guerriers de l'information* » pour « *prendre le contrôle d'Internet* »

Le Forum économique mondial (WEF) a annoncé qu'il avait recruté des centaines de milliers de « *guerriers de l'information* » pour surveiller l'internet, les réseaux sociaux et les forums à la recherche de « *désinformation* » et de contenus conspirationnistes qui seront ensuite systématiquement fermés.

Selon le WEF de Klaus Schwab, la désinformation sur internet est une « *infodémie* » qui est « *potentiellement mortelle* » et nécessite un « *remède* ». La définition de la désinformation, selon le WEF, est tout contenu sur Internet avec lequel il n'est pas d'accord. Cela signifie que les centaines de milliers de guerriers de l'information du WEF se chargeront d'éradiquer toute dissidence à l'encontre de l'élite mondialiste.

Klaus Schwab nous a prévenus le mois dernier que celui qui contrôlera l'IA contrôlera l'avenir. Et les élites de Davos n'ont pas perdu de temps pour jeter les bases de l'asservissement de l'humanité.

Les forums conspirationnistes et les sections de commentaires de YouTube sont attaqués par les « *guerriers de l'information* » du WEF qui prétendent être des utilisateurs ordinaires de la plateforme, mais qui travaillent en réalité à perturber les débats et à semer secrètement le soutien à l'idéologie du WEF de Klaus Schwab.

Annonçant la nouvelle dans un podcast du WEF, Melissa Fleming, directrice de la communication de l'ONU, a déclaré : *« Jusqu'à présent, nous avons recruté 110 000 volontaires de l'information, et nous les avons dotés de connaissances sur la manière dont la désinformation se propage et nous leur avons demandé de servir en quelque sorte de « premiers intervenants numériques » dans les espaces où la désinformation se propage* ».

Le WEF influence de manière subliminale les masses pour faire passer ses récits aux gens.

Toujours dans le podcast, Mark Little, journaliste chevronné, présente des solutions possibles à ce que l'on appelle « *l'infodémie* ».

Mark Little a travaillé pour Twitter et a fondé Storyful, une agence de presse spécialisée dans les médias sociaux, étroitement liée au programme de vérification des faits. Il vient de lancer Kinzen, une entreprise qui menace d'utiliser l'intelligence artificielle pour censurer les contenus en ligne pour le compte des élites.

« *J'ai commencé à considérer la diffusion de fausses informations comme une crise sanitaire mondiale* », explique M. Little à World Vs Virus. « *La désinformation est une menace aussi sérieuse pour notre société* ».

« La désinformation se produit auprès de nos amis et dans notre famille. Nous devons donc trouver des stratégies pour, tout d'abord, la reconnaître. Ensuite, en tant que citoyens actifs, tout comme nous portons des masques pour protéger les autres, nous devons être de bons citoyens, le vecteur actif de la lutte dans notre vie quotidienne ».

Le WEF est déterminé à contrôler Internet et a joué un rôle majeur dans la promotion du projet de loi 686 du Sénat, également connu sous le nom de projet de loi sur l'interdiction de TikTok, qui prévoit 20 ans de prison pour les citoyens américains qui diffusent de la soi-disant désinformation.

Il s'agit du projet de loi le plus dangereux depuis le Patriot Act de 2001 et nous avons réalisé une vidéo complète exposant comment il permettra à l'élite mondialiste de coloniser l'Amérique et le monde libre. Le lien se trouve sous cette vidéo au cas où vous ne l'auriez pas vue.

Il est de la plus haute importance de sensibiliser le public à ce projet de loi et de veiller à ce qu'il soit rejeté.

Le Forum économique mondial n'est pas la seule organisation mondialiste qui vise à contrôler le discours sur les médias sociaux en lançant des centaines de milliers de « *guerriers de l'information* ».

Une campagne d'influence mondiale financée par le gouvernement israélien disposait d'un budget de 1,1 million de dollars l'année dernière, selon un document obtenu par The Electronic Intifada.Selon les documents divulgués, l'État israélien emploie une armée de 15 000 personnes pour « *influencer les opinions publiques étrangères* » et dispose de trois bureaux dans trois pays différents qui se consacrent exclusivement au contrôle de l'information sur l'internet.

L'unité Jigsaw de Google sponsorise un rapport de la RAND qui recommande *« d'infiltrer et de subvertir* » les forums de conspiration en ligne de l'intérieur. Selon ce rapport, la meilleure façon de subvertir les forums conspirationnistes est de « *planter des messages autorisés chaque fois que c'est possible* ».

Qu'est-ce qu'un « *message autorisé* » ? Si vous avez passé un peu de temps sur les forums ces derniers temps, vous avez peut-être remarqué que lorsqu'un sujet intéressant ou explosif est créé, les utilisateurs inondent immédiatement le fil de discussion et laissent des messages qui déprécient le message original, le décortiquent et trouvent en fait tous les moyens possibles pour exprimer leurs doutes quant à sa légitimité.

Ce type de comportement est un exemple de « *messages autorisés* » et est le fait d'utilisateurs participant au nom du Forum économique mondial ou de Jigsaw Drive de Google.

Le rapport indique que si les « *messages autorisés* » sur le forum conspirationniste réussissent, les soi-disant « *théoriciens modérés de la conspiration* » deviendront des influenceurs et aideront à guider le « troupeau » vers des pâturages plus verts en tant qu'« *ambassadeurs de marque* » pour le bien de tous, en enseignant aux autres les erreurs de leur comportement.

Le rapport de Google poursuit en affirmant que les membres des forums conspirationnistes finiront par être persuadés par le bombardement de contenu marqué par les algorithmes, et en viendront progressivement à croire que les médias grand public et les vérificateurs de faits ont raison en raison du simple volume de preuves et/ou de la pression exercée par les pairs pour qu'ils se conforment à la réalité.

À en juger par le contenu de ce rapport, il est clair que les élites ont peu de respect pour l'intelligence et la persévérance du soi-disant « *théoricien du complot* » moyen. C'est là qu'elles se trompent.

L'utilisateur moyen des forums conspirationnistes en 2023 a déjà prouvé sa valeur en rejetant les « *fake news* » omniprésentes des grands médias, malgré un barrage incessant de propagande et de programmes prédictifs. Ces personnes ont compris que le monde entier est une scène. Ces personnes sont déjà aguerries.

Tenter d'infiltrer les forums conspirationnistes et les réseaux sociaux et de subvertir certains membres semble être une tactique qui sera perçue comme une intrusion qui accroît la division et conduit à une confiance encore plus faible. Cela dit, il est important que nous comprenions la nature de la guerre de l'information menée par les pouvoirs en place.

Nous faisons partie de quelque chose de très grand en ce moment. Les élites ne cibleraient pas les forums conspirationnistes et les médias sociaux en 2023 si ces forums n'étaient pas les derniers endroits au monde où la vérité est dévoilée et les mensonges exposés.

Nous avons le potentiel de briser les chaînes du passé. Le contrôle, la division, la haine et la séparation. Nous sommes littéralement en train de créer un nouveau monde. C'est pourquoi l'appareil de contrôle a si peur. Ils savent qu'ils ne peuvent pas arrêter cela. Plus ils mentent, plus ils trompent, plus ils s'exposent, plus ils sont près de perdre le contrôle.

https://reseauinternational.net/klaus-schwab-recrute-des-millions-de-guerriers-de-linformation-pour-prendre-le-controle-dinternet/

J-C - Je vois deux problèmes, l'affaiblissement de la confiance dans les infos mis à la disposition des lecteurs et dans leurs auteurs qui est un fait établi, ensuite, le fait que 99,99% de ses auteurs se livrent eux-mêmes à la désinformation ou à la propagande idéologique, pratiquement tous sont

vulnérables ou ont déjà été pris en flagrant délit de manipulation ou de déni de la réalité, du coup je crains que ce soit le nihilisme qui l'emporte sur la connaissance.

Quoiqu'il en soit la vérité finira par triompher, on peut se rassurer de la sorte, mais en attendant ils auront fait des millions de victimes innocentes.

Santé.

La légende du vaccin. La déroute de la science et des scientifiques - par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 10 avril 2023

Extraits.

Chacun doit honnêtement le reconnaître : le débat contradictoire n'est plus possible aujourd'hui, en France. Toutes les décisions prises au « *Conseil de guerre* » ou au « *Conseil scientifique* », ne reposent sur aucune donnée scientifique. Celui qui les réclame se voit répliquer le « *secret défense* ». Toute contestation est qualifiée de « *complotiste* » ou de « *terroriste* », ou « d'*atteinte à la sûreté de l'Etat* » …

Personne ne peut rien savoir sur la Covid-19, seul le narratif officiel des gouvernants répand et impose sa doxa par les médias inféodés. Partout ailleurs, c'est la censure qui règne !

Comment faut-il qualifier ce comportement d'un Veran qui trahissait la science, qui trahissait la médecine et qui trahissait la confiance du peuple français ? L'Etat de droit a été remplacé par le crime, le mensonge, la perversion, la corruption, la mafia.

Mais les « *autorités* » se moquent éperdument des morts, et aujourd'hui des effets « *collatéraux* » des injections ! Le but, le seul qui les intéresse est ailleurs.

Ce que l'on peut également se demander, c'est comment et pourquoi les Français continuent-ils de faire confiance à des individus pareils ? C'est un mystère incompréhensible pour ceux qui sont habitués à se poser des questions sur les réalités qui les entourent et à penser par eux-mêmes.

Du moment que c'est « *l'autorité qui le dit* », on ferme les yeux sur le reste. L'autorité a forcément raison : l'individu abdique sa propre raison en adhérant à un narratif mensonger et crapuleux, simplement parce que c'est l'autorité qui en est l'auteur !

On repense bien entendu à ce que l'on a déjà évoqué dans un article publié sur mondialisation.ca, c'est l'expérience terrible faite en psychologie comportementaliste par Stanley Milgram (Cf., article mondialisation.ca du 12 mai 2020)

C'est la peur des menaces proférées par l'autorité qui paralysait les jeunes médecins internes. Ce qui a caractérisé cette période invraisemblable des trois années que nous venons de perdre, c'est l'absence de tout débat contradictoire et l'absence de données scientifiques qui auraient dû fonder les décisions prises en termes de santé publique ! La science a été évacuée dès le début de cette perversion pour être remplacée par une croyance sérieusement débile ; la science a été discréditée et disqualifiée !

Mais justement, ce n'était pas une question de santé publique, simplement un programme d'enrégimentation des populations qui devaient être graphénisées pour leur dressage inconditionnel, garanti, assuré, implacable, sans faille, pour les conduire dans la docilité obtenue vers cette nouvelle colonie pénitentiaire de Kafka, le meilleur des mondes, la société « *orwellienne* », devenue l'actualité !

La doxa convenue du narratif covidiste a fait régner la tyrannie sanitaire et l'arbitraire politique des mesures qui semblaient faites pour écraser la contestation et dresser les personnes à cette sorte de croyance religieuse, comme on l'a dit, criminalisant en même temps tout esprit critique. Ce comportement néo-obscurantiste n'a pu se développer que dans les pays riches qui pouvaient déverser des milliards de dollars ou d'euros dans la poche des laboratoires.

Il y a déjà un moment, l'ONU avait déclaré que « *l'industrie pharmaceutique était la première cause de corruption dans le monde !* »

Les étudiants en médecine se souviennent qu'on étudiait encore dans les années 80, l'activité antimicrobienne des plantes.

Il est utile de savoir que Big Pharma a lutté de toutes ses forces pour éliminer des études de médecine, cette référence aux plantes et à tout ce qui n'était pas « *médicaments brevetables* ».

On l'a déjà dit dans la première partie de ce tour d'horizon : des associations ministérielles militent pour faire condamner la pratique du yoga, de la méditation, l'usage des plantes médicinales mais aussi les fruits et légumes qui sont recommandés par des nutritionnistes de renom, dans le but d'assurer la base première d'une bonne santé. Cette kabbale pharmaceutique, contre tout ce qui peut être naturel et imbrevetable, s'est étendue aux facultés de médecine.

Il faut impérativement que tout traitement rapporte des centaines de milliards d'euros ou de dollars à l'industrie pharmaceutique. Tout le reste est condamné, rejeté, interdit et ridiculisé par un discours négateur devenu insupportable dans le contexte actuel…

Les grandes revues et les Facultés de Médecine sont colonisées par ce discours néo-obscurantiste et mafieux, au nom de la science qui n'a rien à faire là-dedans, mais que l'on implore à tort et à travers, alors que c'est l'argent qui règne en maître absolu sur cette dérive sociétale.

C'est donc la corruption qui fait la loi en médecine : on pense aux malades qui se retrouvent dans les mains de gens qui ne jurent qu'à travers des poncifs dictés par la corruption pharmaceutique !

Heureusement que beaucoup de médecins de terrain ont encore leur libre arbitre et pensent par eux-mêmes en faisant leur propre expérience de ce qui soigne et de ce qui ne soigne pas ; ceux-là ne tiennent pas à faire partie de la secte médicale allopathe aux certitudes sectaires qui écarte tout autre alternative à sa pratique totalitaire et à son dogme intolérant.

Le savoir qui provient de ces grandes revues médicales ne peut plus revendiquer son statut de scientifique à cause de la corruption omniprésente des publications falsifiées ou biaisées.

C'est la sécu qui paie, c'est-à-dire les cotisations des Français issues du travail des Français qui sont en train d'engraisser monstrueusement cette industrie pharmaceutique aux pratiques mafieuses vampirisant sans scrupules les systèmes de sécurité sociale en pratiquant sans fin ce pillage des Etats Nations.

Il n'existe pas une organisation plus criminelle au monde que celle de la mafia pharmaceutique qui, sans scrupule, accumule des fortunes sur le dos des malades et de la souffrance humaine.

Une pléiade d'agences gouvernementales corrompues par l'industrie pharmaceutique a condamné les nombreuses publications scientifiques qui ont été faites sur les traitements efficaces existant contre la Covid-19, afin de ne favoriser que les soi-disant « vaccins », comme étant la seule solution !

Ces agences gouvernementales corrompues ont bloqué toute utilisation des molécules qui ne pouvaient pas générer des brevets et des milliards de dollars ou d'euros…

L'hydroxychloroquine en vente libre dans les pharmacies depuis des décennies se trouvait tout à coup criminalisé, prohibé, condamné, dénigré, par Agnès Buzyn, avant même l'apparition de la Covid-19, pendant qu'on promouvait un produit toxique n'ayant jamais donné ses preuves ! On allait même jusqu'à en interdire la prescription par des médecins clairement infantilisés ! Qui ne peut pas voir qu'il y a là quelque chose qui cloche très sérieusement ? Ceux qui ne veulent pas voir !

Les médecins généralistes qui ont une vraie expérience de terrain ont massivement compris qu'on était en dehors des clous du « sanitaire ».

Certains médecins ont en effet été radiés de l'Ordre des médecins pour avoir osé soigner sérieusement les malades ! En revanche, certains, au milieu de ceux-là qui participaient au crime contre l'humanité, recevaient la Légion d'Honneur ! De même un grand nombre de médecins ont été suspendus dans leur droit d'exercer la médecine, parce qu'ils ont refusé de se faire injecter des produits expérimentaux en phase de test et sans aucune étude scientifique pour contrôler leur innocuité !

Tout ce qu'a publié le Professeur Perronne durant ces deux dernières années, est fondé, prouvé, démontré scientifiquement. Il est inattaquable sur le plan scientifique. C'est pourquoi personne ne veut un débat scientifique avec lui ; les ordures qui nous gouvernent préfèrent radoter que Perronne « *affirme des contre-vérités sur la Covid-19* », « qu'il ne sait plus ce qu'il dit », que c'est un « *charlatan* », sans rien démontrer, sans jamais rien argumenter. Les pervers aux commandes se contentent de dénigrer, d'humilier, de détruire par le mensonge et la diffamation, la réputation de tous ceux qui s'opposent à leur croyance obscurantiste sur la Covid-19.

https://www.mondialisation.ca/la-legende-du-vaccin-la-deroute-de-la-science-et-des-scientifiques/5676808

Chine.

Pékin promet de "*nouvelles opportunités*" pour le Brésil et le monde - AFP 14 avril 2023

La Chine a promis vendredi "*de nouvelles opportunités*" pour le Brésil, au cours d'une rencontre vendredi à Pékin entre le président Xi Jinping et son homologue brésilien Luiz Inacio Lula da Silva qui a vivement critiqué la veille l'omniprésence du dollar américain.

Le dirigeant de gauche de 77 ans en a profité pour fustiger le Fonds monétaire international (FMI), qu'il a accusé d'"*asphyxier les économies de pays comme l'Argentine*".

"*Aucun dirigeant ne peut travailler avec le couteau sous la gorge parce qu'il est endetté*", a déclaré l'ancien syndicaliste.

Le chef de l'Etat de la première économie d'Amérique latine a également déploré que le dollar américain soit encore utilisé pour la plupart des échanges internationaux.

"*Pourquoi tous les pays seraient obligés de faire leurs échanges en se basant sur le dollar? Qui a décidé que le dollar serait la monnaie (de référence)?*" a lancé le président brésilien.

"*Aujourd'hui, un pays doit se procurer des dollars pour exporter alors qu'il pourrait le faire dans sa propre monnaie*", a-t-il ajouté.

Fin mars, lors d'un forum économique regroupant plusieurs dizaines de patrons brésiliens en Chine, les deux pays ont noué un accord prévoyant que leurs échanges pourront être effectués dans leur propre monnaie, sans utiliser le dollar.

Deux banques - une de chaque pays - ont été désignées pour réaliser les opérations de change qui permettront à l'exportateur de recevoir dans sa monnaie un paiement fait par l'importateur dans sa devise d'origine.

Les échanges commerciaux entre le Brésil et la Chine ont atteint 150 milliards de dollars en 2022, avec 89,7 milliards de dollars exportés par les Brésiliens vers la Chine. AFP 14 avril 2023

Etats-Unis.

L'affaire des fuites de l'administration Biden révèle un niveau déconcertant d'incompétence - Réseau Voltaire 14 avril 2023

Le FBI a arrêté Jack Teixeira, considéré comme le responsable de la fuite la plus importante des dernières années aux États-Unis.

Le jeune homme aurait photographié des centaines de documents parmi les plus secrets des États-Unis et les aurait exhibés durant six mois sur Discord, un forum de joueurs en ligne. En définitive, certains de ces documents ont migré début avril sur des réseaux sociaux, provoquant des répercutions militaires et diplomatiques dans le monde entier. En un clin d'œil, l'administration Biden a obtenu de tous ces réseaux qu'ils les suppriment.

Selon les autorités US, Jack Teixeira est un informaticien de 21 ans, affecté au Renseignement de la Garde nationale. Il avait le grade d'aviateur de 1° classe.

Cette affaire défie l'entendement : comment un jeune engagé de la Garde nationale a-t-il pu photographier des documents hautement classifiés dont certains n'étaient destinés qu'au président Joe Biden et à une poignée de ses collaborateurs ?

Contrairement aux premières informations, ce ne sont pas une centaine, mais des centaines de documents qui ont fuité. Tous ceux qui ont été identifiés ont des niveaux de classification extrêmement élevés, bien plus secrets que les Pentagon Papers ou les fuites de Wikileaks.

Outre l'invraisemblable faiblesse des procédures de sécurité états-uniennes, les informations qu'ils contiennent (lire l'édito de Voltaire, actualité internationale n°36) font apparaître l'incroyable naïveté des analystes du renseignement et des dirigeants US : pour eux, toute communication interceptée est une vérité d'Évangile. Réseau Voltaire 14 avril 2023

Arabie saoudite.

L'Arabie saoudite accueille des officiels iraniens et syriens, signe d'un dégel - AFP/France 24 13 avril 2023

L'Arabie saoudite a accueilli mercredi 12 avril une délégation iranienne venue rouvrir les missions diplomatiques dans le royaume, ainsi que le chef de la diplomatie syrienne, dans le cadre d'un dégel qui redessine la carte régionale.

La visite de la délégation iranienne est intervenue quelques jours après une rencontre historique à Pékin des chefs de la diplomatie des deux pays, qui avaient rompu leurs liens en 2016.

Celle du ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Meqdad, survient avant la tenue vendredi en Arabie saoudite d'une réunion de neuf pays de la région pour discuter d'un éventuel retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe, dont le prochain sommet ordinaire est prévu le 19 mai dans le royaume.

Les deux ministres ont discuté "*des mesures nécessaires pour parvenir à un règlement politique complet de la crise syrienne*", a déclaré le ministère saoudien des Affaires étrangères dans un communiqué. L'objectif est de parvenir à "*une réconciliation nationale (...) de ramener la Syrie dans le giron arabe et qu'elle reprenne son rôle naturel dans le monde arabe*", ajoute le texte. AFP/France 24 13 avril 2023

L'ambassadeur saoudien rencontre à Sanaa les dirigeants houthis

Accompagnée de médiateurs omanais, la délégation diplomatique saoudienne a obtenu, semble-t-il, toute l'attention des responsables Houthis qui ne peuvent que se féliciter de la perspective d'une fin de conflit, après huit longues années de combats meurtriers. Le fait est que la trêve conclue en 2022 entre les deux camps belligérants a été, dans l'ensemble, parfaitement respectée mais les craintes étaient vives de voir reprendre les hostilités depuis que son expiration en octobre 2022 n'a pas donné lieu à son renouvellement.

L'Arabie saoudite, selon des sources crédibles, propose une feuille de route dans laquelle il est question, d'abord, d'une trêve de six mois au cours desquels seront menées les négociations de paix, ensuite une période de transition de deux ans afin d'asseoir les bases d'un État yéménite consensuel.

À Sanaa, le diplomate saoudien Mohamed al-Jaber s'est entretenu à ce sujet avec le chef politique de la rébellion houthie Mahdi al-Mashat avant d'être reçu par le premier responsable Abdelmalek Houthi. L'impact du rapprochement irano-saoudien est désormais à l'œuvre et permet d'envisager plus ou moins rapidement un retour du Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule arabique et affligé de la pire crise humanitaire au monde, dans le giron arabe et international.

https://reseauinternational.net/lambassadeur-saoudien-rencontre-a-sanaa-les-dirigeants-houthis/

La diplomatie chinoise réussit au Yémen là où Washington a échoué

Dans son rapport, le site Internet américain The Intercept a souligné « *le rôle évident de la Chine et l'absence totale des États-Unis et du président Joe Biden dans la conclusion d'accords liés au Yémen, sachant que Biden avait promis de mettre fin à la guerre au Yémen, deux ans de son élection mais c'est la Chine qui a réalisé cette promesse* », selon le site.

Le site a expliqué que des décennies de politique étrangère militaire américaine au Moyen-Orient « *ont permis à la Chine de jouer le rôle de pacificateur, tandis que Washington est bloqué et incapable d'offrir plus que des accords d'armement et des garanties de sécurité de moins en moins convaincants* ».

Selon le site, les États-Unis ont toujours soutenu l'Arabie saoudite au maximum et se sont fermement opposés au gouvernement de Sanaa, mais la Chine a maintenant obtenu des concessions de la part des Saoudiens qui ont rendu possibles les pourparlers de cessez-le-feu.

À son tour, Eric Sperling, directeur exécutif de Just Foreign Policy, a affirmé : « *Les concessions saoudiennes – y compris la possible levée du blocus et la fin de la guerre – montrent que leur priorité est de protéger le territoire saoudien des attaques et de se concentrer sur le développement économique dans le royaume* ».

Selon le rapport, cela diffère de l'approche privilégiée par de nombreuses élites de la politique étrangère à Washington, qui espéraient que la guerre et le blocus saoudiens forceraient le gouvernement de Sanaa à faire des concessions et à céder plus de pouvoir au gouvernement yéménite soutenu par les États-Unis.

Le rapport conclut : « *la politique américaine envers le conflit yéménite était si hostile à la paix qu'elle était capable de faire l'impossible* ».

Le Wall Street Journal a rapporté jeudi que « *les États-Unis sont profondément frustrés par la manière rationnelle dont les différentes parties se comportent* ».

https://reseauinternational.net/la-diplomatie-chinoise-reussit-au-yemen-la-ou-washington-a-echoue/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 avril 2023.

Un mot personnel.

J'ai fait un tas de conneries au cours de ma vie, une multitude de mauvais choix, j'ai pratiquement tout foiré, c'est à se demander si elle m'a intéressé un jour, toujours est-il qu'il y en a un que je ne regrette pas au regard de la tournure que prend la situation, c'est celui d'avoir pris ma retraite aux environs de 38 ans, d'avoir dit merde à ma façon au capitalisme, dit de cette manière-là on pourrait me prendre pour un anarchiste, mais je n'en suis pas un, je suis un socialiste ou un communiste « *pur jus* », un marxiste-léniniste intégral, incorruptible. Certes ce n'est pas très glorieux, je vous l'accorde volontiers, il aurait mieux valu que je continue de militer, mais j'en fus empêché pour au moins deux raisons, une personnelle et une politique, la personnelle pour préserver mon couple, la politique avait un rapport avec la conception de la lutte de classe de l'organisation dans laquelle je militais qui était incompatible avec une vie de famille, je n'exagère pas. Depuis ce courant politique accepte dans ses rangs de simples adhérents, mais j'ai découvert entre temps qu'il était opportuniste, il est donc inapte à servir la cause que je défends, le socialisme, et je n'y adhèrerai pas.

Si je ne m'étais pas tant fourvoyé au cours de mon existence, je n'aurais pas atterrit dans ce trou en Inde où je finirai mes jours. Au moins j'ai su gérer mes propres affaires et m'en sortir, ce qui n'était pas donné à l'avance, j'ai eu énormément de chance en Inde, j'ai su profiter d'un tas d'opportunités qui m'ont permis de tenir financièrement, car ma bourse était extrêmement limitée. J'avais quitté la France en août 1996 avec 250.000 francs seulement, environ 35.000 euros, pas grand-chose, et je devais tenir jusqu'en 2017 avant de toucher une misérable retraite, mais suffisante pour survivre modestement ici, 390 euros. Je n'ai exploité personne, je n'ai pas joué au casino ou à la Bourse avec mon petit capital, je l'ai placé à la banque sur un compte rémunéré, au départ 16%, c'est tomber à 7%, ou je l'ai prêté à des patrons qui avaient besoin de cash sur de courtes périodes à des taux d'intérêts usuraires, entre 2 et 3% par mois, 24 ou 36% par an, les affaires sont les affaires, c'était le tarif usuel et puis ce n'est pas moi qui les aient démarchés, ce sont eux qui sont venus me supplier de leur prêter un peu d'argent, j'en ai prêté à plus de 50 différents sur des périodes allant de quelques semaines à plusieurs années, ils renouvelaient leurs emprunts et tout le monde y trouvait son compte. C'est un de mes beaux-frères qui s'occupait de mes affaires, moi cela me faisait chier, à vrai dire, c'est lui qui m'a forcé la main, car moi je préférais que mon argent soit à la banque, d'Etat par sécurité, je suis de nature anxieux. Au passage, j'ai eu l'opportunité de m'enrichir, de devenir très très riche, mais comme cela n'a jamais été mon objectif dans la vie, j'ai décliné les offres qui m'avaient été faites, une participation dans des entreprises dont une clinique ou encore l'achat d'une pharmacie, ou encore l'achat de parcelles de terrain dont le prix a été multiplié par 20 ou plus.

Bref, j'ai géré au mieux mon petit pécule, ce qui m'a permis de bien vivre de 1996 à 2017, d'acheter un petit terrain et de faire construire une petite maison, et d'avoir encore un peu d'économie à la banque à laisser à ma compagne quand je serai mort, sinon sans salaire et devenue vieille, elle se retrouverait misérable. Je ne peux pas toucher à ce capital et j'essaie même de l'augmenter à cause de l'inflation galopante. Il faut tout prévoir des années ou des décennies à

l'avance pour ne pas se retrouver dans la merde noire, ne pas faire de dépense inutile, c'est ma spécialité l'organisation, la gestion et la planification !

Ma retraite misérable, je la dois à ces salopards de dirigeants syndicaux qui l'ont négociée contre je ne sais pas quoi, c'est toujours plus facile de taper sur les plus pauvres, moi aussi j'ai bénéficié d'un « *régime spécial* », le pire qu'on pouvait imaginer !

Au moins je n'aurais pas eu la vie de merde réservée habituellement à mes semblables, j'aurais même mieux vécu que les membres des classes moyennes, que les nantis. J'ai tout de même passé 10 ans sur une plage, sans slip, chaussette, cravate, veste, pull, bagnole, radio réveil, radio, chaîne hifi, TV, journaux, sans pollution, bruit, embouteillage, parcmètre et autres bonheurs, je n'ai même pas de boîte aux lettres et le téléphone sonne très rarement ! Je suis une espèce de sauvage civilisé qui a pris le meilleur des deux et rejeté le pire, notamment la cigarette, l'alcool et la drogue. Je suis devenu un ascète, je déconne, disons que j'ai la chance d'avoir une vie saine, y compris d'esprit, même si mes lecteurs ou mes proches ne l'apprécient pas, à cela aussi ils ne doivent rien y comprendre je suppose.

J'ai surtout fait le bonheur de plusieurs personnes autour de moi, à commencer par mon épouse indienne, je l'ai sortie de sa condition misérable, dorénavant elle vit en France, seule, mais cela c'est son choix.

Ma compagne indienne actuelle, je l'ai sortie de l'esclavage épouvantable auquel elle était vouée jusqu'à la fin de sa vie, à la place je lui ai offert une retraite à 40 ans, j'ai aussi réglé ses importantes dettes (dotes de ses filles). Grâce à moi sa fille mariée avec son second frère et leurs trois enfants ont pu sortir de leur taudis pour aller vivre dans une grande maison neuve que j'ai financée, j'ai payé aussi l'installation de son fils et son mariage, je passe tout ce que je leur ai donné, moto, 2 réfrigérateurs, 1 climatiseur, etc. cela a totalement changé leur vie. Au départ je leur avais prêté de l'argent seulement, il s'est trouvé qu'ils ne pouvaient plus me le rembourser suite à l'épisode Covid-19 entre autres, je m'en passerai. Passons sur les prêts accordés à d'autres membres de sa famille qui ne me rembourseront jamais non plus, le même scénario s'était présenté avec mon épouse et ses frères. Les deux familles m'ont « soutiré » environ l'équivalent des économies qu'il me reste en banque, soit 2,5 millions de roupies (29 000 euros), bref, je me prive sur tout pour économiser de l'argent, qu'ensuite je distribue en grande partie, c'est mon côté insupportable pour les Français de ma connaissance qui se permettent de me juger, je les plains.

Et pour finir je viens d'accueillir chez moi la très vieille mère de ma compagne, elle a entre 88 et 90 ans, aucun de ses enfants ne pouvait s'occuper d'elle, et ils avaient plutôt tendance à la maltraiter, à la brutaliser, elle errait courbée en deux dans les rues du village, elle sautait régulièrement des repas, elle n'a plus que les os sur le corps, elle était crasseuse, à moitié dénudée, souvent en diarrhée elle s'oubliait, sentait mauvais, elle ne pouvait pas se laver et s'habiller toute seule. Bref, la pauvre femme était devenue un fardeau pour sa famille ou plus personne ne voulait s'en occuper à part la fille ainée de ma compagne qui travaille et ne pouvait pas toujours la surveiller. Ma compagne est une femme merveilleuse, avant-hier soir je l'ai observée quand elle l'a lavée entièrement, ensuite elle l'a habillée avec une des chemises de nuit que je lui ai achetée, elle l'a coiffée, elle était resplendissante et souriait, elle s'appelle Virama, notre plus beau cadeau. On va lui offrir la plus belle fin de vie qu'elle n'aurait même plus osé espérer.

Voyez-vous, je n'ai peut-être pas été le militant modèle tel qu'on se l'imaginait et j'en suis sincèrement désolé, mais au moins j'aurais été un homme aussi juste et bon que j'ai pu, je le dis parce que personne ne le dira à ma place, sauf ici les gens qui me côtoient quotidiennement, eux ils

savent que je les respecte, que je ne les ai jamais méprisés et que je mérite leur estime, ce dont je leur suis reconnaissant.
C'est marrant comment les occidentaux réputés pour être les plus civilisés semblent l'être le moins ces derniers temps.

Je sais que mes lecteurs me prennent pour un rustre, dans ma famille je passe pour un monstre, si, si, je ne déconne pas, chacun pense ce qu'il veut, je n'en ai rien à foutre à vrai dire, j'ai ma conscience pour moi, cela me suffit.

J'avais écrit un tas de réflexions politiques, mais je n'en suis pas satisfait ou je n'ai pas terminé ce que je voulais écrire, du coup je ne les publie pas aujourd'hui, je me demande même à quoi bon puisque les lecteurs s'en contrefoutent ! Je suis injuste, ils ont sans doute de bonnes raisons. Le ventre plein on en trouve toujours ! Assez d'hypocrisie !

Un type honnête, c'est si rare.

Interview du statisticien Pierre Chaillot : « *Hors de question que je reste là sans rien faire pour mes enfants.* » - lemediaen442.fr 20 avril 2023

Nous avons interviewé Pierre Chaillot, statisticien et auteur de « *Covid-19: ce que révèlent les chiffres officiels* », il revient de manière méthodique et sourcée sur les origines du Covid pour exposer la réalité des chiffres. C'est toute la problématique de ses contradicteurs qui ont du mal à l'accabler, car il s'applique à sourcer tout ce qu'il avance sur près de 500 pages. Pour ce statisticien de métier, l'absurdité du comptage administratif — qui aura des répercussions sur toute une population sans épargner les plus jeunes — l'a poussé à ne pas rester un simple spectateur. « *Dès que le gouvernement a mis en place un passe sanitaire, puis a voulu masquer les enfants et les obliger à se faire vacciner sans aucune base scientifique, je suis entré en ordre de bataille. Hors de question que je reste là sans rien faire pour mes enfants* », déclare-t-il. lemediaen442.fr 20 avril 2023

Interview de Pierre Chaillot | Covid-19: ce que révèlent les chiffres officiels

https://crowdbunker.com/v/qzpVUnDpjt

J-C – Faites attention de ne pas être récupéré par les libertariens.

Pierre Chaillot répond aux critiques de Libération sur son livre "*Covid-19: ce que révèlent les chiffres officiels*" - lemediaen442.fr 21 avril 2023

Pierre Chaillot, statisticien et auteur de "*Covid-19: ce que révèlent les chiffres officiels*", a récemment réagi à deux articles publiés par Libération le 6 avril dernier. Ces articles, écrits par le journaliste Luc Peillon, prétendaient nier toutes les explications de son livre. Selon Libé, le livre de Pierre Chaillot serait un "grand théâtre covido-sceptique".

Ce n'est pas la première fois que Luc Peillon écrit des articles diffamants à l'égard de Pierre Chaillot. A chaque fois, il propose un travail bâclé qui s'épuise à réfuter en bloc tout ce que dit Pierre Chaillot jusqu'à l'absurde. Sur deux articles, un seul élément pertinent a été apporté et il n'est pas de Luc Peillon.

Pierre Chaillot défend son travail et ses recherches en affirmant que son livre "*Covid-19: ce que révèlent les chiffres officiels*" est basé sur des faits et des données vérifiables. Il invite les lecteurs à se faire leur propre opinion en lisant son livre et en examinant les preuves qu'il présente.

Vidéo. Libération s'enferme dans la Doxa du Covid-19 - Décoder l'éco

https://www.youtube.com/watch?v=Av8bA3ARz04&embeds_euri=https%3A%2F%2Flemediaen442.fr%2F&source_ve_path=MjM4NTE&feature=emb_title

---

Un pacte pour bagnards !

- « *Pacte de la vie au travail* »

Vous ne trouvez pas que cela fait plutôt *vivre pour travailler* au lieu de *travailler pour vivre*, une formule d'esclavagiste ?

Y a-t-il des pauvres parmi mes lecteurs ?

Inflation sur les produits alimentaires : à qui profite la hausse des prix ? - francetvinfo.fr 20 avril 2023

15,9% d'inflation sur les produits alimentaires en un an selon l'INSEE. Dans les supermarchés, les prix continuent de s'envoler. Mais dans des proportions qui varient d'une enseigne à l'autre.

Nous avons comparé les prix de quatre produits de grande marque, à Clamart commune des Hauts-de Seine au sud de Paris.

Quatre enseignes dans un rayon d' 1,5 kilomètre seulement : Carrefour, Casino, Super U et Lidl. Sur notre liste de courses : du Camembert, du jambon, des pâtes et du dentifrice. Premier constat : notre camembert est vendu 1,89€ chez Lidl, jusqu'à 2,59€ chez Carrefour. Soit un écart de 37% entre la moins chère et la plus chère des quatre enseignes. Pour le jambon, le prix varie de 2,23€ à 3,55 € soit jusqu'à 59% % de différence. francetvinfo.fr 20 avril 2023

Le producteur Christophe Cossé : « *Il est dangereux de vivre, protégez-vous !* » - lemediaen442.fr 17 avril 2023

C'est en substance ce qu'implique la norme morale et psychologique qui nous est encore serinée après ces deux années d'hypnose collective. La vie est toujours menacée par un virus, puis le spectre d'autres se dessine, mais notre existence est aussi désormais menacée par le climat et la guerre en Ukraine, comme une surenchère permanente de la terreur.

Il est particulièrement remarquable que le discours politico-médiatique est strictement le même d'une crise l'autre. Les mêmes ressorts de langage, de sémantique, sont utilisés, la même dramatisation, la même instrumentalisation, les mêmes contours d'une manipulation globale, dont les responsables sont éminemment psychotiques et déshumanisés.

En corollaire de ces menaces incessantes, le discours souvent martial, toujours machiavélique, associe la culpabilisation, dans une instrumentalisation manichéenne généralisée, la parole politique est devenue la nouvelle réalité. L'objectif est clair, il faut prendre le contrôle de la narration sur le réel, prendre le contrôle de l'émotionnel sur le rationnel et le libre arbitre, exploiter chaque angle mort en le remplaçant par une réalité virtuelle, pour mieux cacher le sombre agenda qui est programmé par la caste qui a pris tous les pouvoirs.

Une implacable et impensable dynamique de rationalisation de cette folie collective nous submerge, nous détachant complètement du réel, au service non pas d'un humanisme libérateur, mais d'un dessein non dissimulé de trans-humanisme, vers le contrôle total des masses et des individus, vers un asservissement encore jamais vu.

Sous les traits de concepts de liberté, de progrès, et d'épanouissement, par des mises en scènes permanentes, chaque individu est littéralement hameçonné par ces valeurs morales illusoires et trompeuses qui le mènent aveuglément à cet asservissement.

L'humanité entière est menacée, car cette entreprise est bien mondiale. Les schémas sont identiques dans tous les pays qui vivent désormais leur quotidien sous l'influence d'une volonté hégémonique d'une poignée de psychopathes pervers. Leurs outils sont les réseaux sociaux qu'ils contrôlent, la presse et le divertissement qu'ils orientent, les politiques qu'ils manipulent et qu'ils enrôlent. Le peuple, lui, obéit sans défense. Tout ceci est parfaitement décrit dans le livre annonciateur de Klaus Schwab, « *The Great Reset* », tout comme le sombre dessein d'un petit caporal devenu führer le fut aussi dans son ouvrage « *Mein Kampf* » auquel personne n'avait vraiment cru, alors qu'il devint chancelier en 1933, appuyé par l'industrie et l'afflux des capitaux occidentaux.

Klaus Schwab a déjà sous sa main, le World Economic Forum, le soutien des grands industriels et des grands financiers, l'obédience des principaux chefs d'Etat occidentaux, dont une large majorité provient du sérail des « *Young Leaders* » du même World Economic Forum, et de plus, sa lignée nous ramène aux origines du nazisme.

Il est grand temps de se réveiller, de se mobiliser, afin de faire éclore non pas le Great Reset de la techno science et la révolution transhumaniste, mais bien celui de la nature, du droit naturel et de l'humain. De nombreux signes avant-coureurs nous indiquent que leur plan ne se déroule pas totalement comme prévu, et que l'espoir d'un renouveau est plus que possible. Nous, humains de ce 21ème siècle, portés par la conscience du vivant et par l'amour, allons devenir les moteurs de cette nouvelle ère. lemediaen442.fr 17 avril 2023

Totalitarisme. Cancel culture. Lobotomisation civilisationnelle.

J-C – Au cours de notre vie, on passe par différents stades de conscience, de connaissance, de caractérisation de ce qui nous entoure. Tout ce matériel cognitif ou psychologique est appelé à connaitre des modifications plus ou moins profondes ou à être remis en cause avec le temps suite aux expériences que nous avons vécues.

Le regard que l'on porte sur les choses ou les personnes évolue en fonction de notre âge, de tous ces facteurs extérieurs, les conditions d'existence qui nous sont imposées, les transformations de la société ou du monde, rien ne demeure figé en somme.

Pour autant on ne peut pas nier ce qu'on a vécu personnellement au cours de notre enfance, notre adolescence, à l'âge adulte, on ne peut pas nier la société dans laquelle on a évolué il y a des décennies ou depuis plus d'un demi-siècle en arrière.

Le présent est le produit du passé sans lequel on se retrouverait déconnecté de la réalité, tant il demeure omniprésent par endroits, ou les liens qui les relient entre eux sont si nombreux que les briser ou les négliger conduirait à nous couper de pans entiers de la réalité, de sorte qu'il nous serait impossible de comprendre le présent ou de l'interpréter pour nous guider quotidiennement, on serait alors à la merci de ceux qui entendent dicter notre destin.

On ne doit rien nier ni renier de ce qu'on a pu penser ou de ce qu'on a fait au cours de notre vie, et il ne faut pas craindre d'être jugé non plus, personne n'a le droit de nous juger ou nous seul savons les personnes qui peuvent se le permettre parce qu'on leur a manqué un jour de respect. Ceux qui ne nous connaissent pas et qui se permettent de nous juger sont des dictateurs qui ne méritent que notre mépris et qu'on doit dénoncer comme tels.

S'agissant de la mémoire des périodes historiques appartenant au passé dans le domaine des arts et lettres ou de la politique, des sciences en général, ce témoignage nous est très précieux pour décrire les traits les plus marquants de l'époque dans laquelle nous vivons, de manière à pouvoir caractériser avec précision les principaux acteurs ou personnages qui la façonnent, le régime tyrannique actuel, fascisant, totalitaire…

Littérature : une nouvelle réécriture de certaines œuvres Agatha Christie fait polémique - francetvinfo.fr 20 avril 2023

Les éditions du Masque annonce que certains passages des œuvres d'Agatha Christie vont être réécrits. Il s'agit de supprimer les termes jugés offensants ou racistes employés autrefois.

Jusqu'où ira-t-on dans la réécriture de l'œuvre d'Agatha Christie ? Il est de nouveau question de modifier plusieurs des romans de la reine du crime, pour ne pas blesser certains lecteurs. La décision a été prise par l'arrière-petit-fils de la romancière. Dans La mystérieuse affaire de Styles, les expressions "*un juif, bien sûr !*", et "*un style gitan*" ont été supprimées. Dans Mort sur le Nil, l'expression "indigène" a été remplacée par "local".

Ces changements sont rejetés en bloc par les lecteurs d'une librairie spécialisée. "*En ne montrant pas jusqu'où on est allé, on va effacer complètement cette mémoire pour nos générations futures, et ça va à l'envers de ce qu'ils essayent de faire*", confie une lectrice. Il y a trois ans, la maison d'édition de la romancière anglaise avait déjà créé la polémique en rebaptisant son roman le plus célèbre, les *Dix petits nègres*, devenu *Ils étaient dix*. francetvinfo.fr 20 avril 2023

Extrait de : 1984 de George Orwell (1948)

Lorsque toutes les corrections qu'il était nécessaire d'apporter à un numéro spécial du Times avaient été rassemblées et collationnées, le numéro était réimprimé. La copie originale était détruite et remplacée dans la collection par la copie corrigée.
Ce processus de continuelles retouches était appliqué, non seulement aux journaux, mais aux livres, périodiques, pamphlets, affiches, prospectus, films, enregistrements sonores, caricatures, photographies. Il était appliqué à tous les genres imaginables de littérature ou de documentation qui pouvaient comporter quelque signification politique ou idéologique. Jour par jour, et presque minute par minute, le passé était mis à jour. On pouvait ainsi prouver, avec documents à l'appui,

que les prédictions faites par le Parti s'étaient trouvées vérifiées. Aucune opinion, aucune information ne restait consignée, qui aurait pu se trouver en conflit avec les besoins du moment. L'Histoire tout entière était un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que c'était nécessaire. Le changement effectué, il n'aurait été possible en aucun cas de prouver qu'il y avait eu falsification.

La plus grande section du Commissariat aux Archives, bien plus grande que celle où travaillait Winston, était simplement composée de gens dont la tâche était de rechercher et rassembler toutes les copies de livres, de journaux et autres documents qui avaient été remplacées et qui devaient être détruites. Un numéro du Times pouvait avoir été réécrit une douzaine de fois, soit par suite de changement dans la ligne politique, soit par suite d'erreurs dans les prophéties de Big Brother. Mais il se trouvait encore dans la collection avec sa date primitive. Aucun autre exemplaire n'existait qui pût le contredire. Les livres aussi étaient retirés de la circulation et plusieurs fois réécrits. On les rééditait ensuite sans aucune mention de modification.

Ce sont les maquereaux de Davos qui fournissent la crème.

Scandale au collège Desert Hills : une compétition de léchage de crème entre élèves et enseignants provoque l'indignation - lemediaen442.fr 21 avril 2023

Un jeu étrange a été organisé entre des élèves et des enseignants du collège Desert Hills à Kennewick, dans l'État de Washington. Une vidéo partagée sur internet montre une « *compétition* », qui consistait à lécher de la crème de guimauve sur une vitre en plexiglas. De nombreux parents et élèves ont exprimé leur dégoût et leur indignation face à ce jeu qu'ils jugent « *inapproprié* » et « *dégoutant* ».

La vidéo montre deux équipes qui se sont affrontées dans le gymnase du collège, où deux vitres en plexiglas recouvertes de crème de guimauve avaient été installées. Les participants ont léché la crème de chaque côté de la vitre en même temps, dans une course effrénée pour finir en premier. Des élèves horrifiés ont enregistré la compétition et ont montré les images à leurs parents, qui ont été choqués par ce qu'ils ont vu.

Suite à la diffusion de la vidéo du jeu controversé, de nombreux parents ont exprimé leur colère. Megan Sa, dont la fille lui a envoyé la vidéo, a déclaré à Fox News que le principal avait été vu en train de rire et filmer la scène avec son téléphone. Elle a également été choquée par une partie de la vidéo montrant un adulte tenant la tête d'un enfant contre le plexiglas pendant que d'autres léchaient l'autre côté de la structure. Selon elle, l'agent de sécurité semblait lécher la guimauve de manière sensuelle. Megan Sa ajoute :

"*Nous n'envoyons pas nos enfants à l'école pour être exposés à des comportements hautement sexualisés de la part d'adultes. Nous les envoyons pour apprendre et socialiser avec leurs pairs. Les écoles devraient être un endroit sûr*."

Sandie Salisbury, une mère dont l'enfant fréquente l'école, a également exprimé son mécontentement sur les réseaux sociaux, affirmant que la compétition était « *incroyablement inappropriée* » et qu'elle ne pouvait pas comprendre comment cela avait pu être autorisé. D'autres parents ont affirmé que l'un des éducateurs impliqués dans la compétition était le vice-principal du collège. Quant au directeur, Casey Gant, qui filmait le sourire aux lèvres, ce dernier a dû s'excuser dans une lettre :

« *Au nom du collège Desert Hills, je tiens à présenter mes excuses pour l'activité qui a eu lieu lors de notre récente assemblée. En tant que directeur de l'établissement, je prends la responsabilité des événements qui se produisent dans mon établissement et je reconnais l'impact que cette situation a eu sur notre communauté scolaire.* »

La diffusion de la vidéo a provoqué un scandale aux États-Unis. De nombreuses familles sont agacées par le "*wokisme*" et craignent que les adultes agissent de manière étrange. Elles doivent désormais être vigilantes lorsqu'elles envoient leurs enfants à l'école. Une réalité qui arrive en France avec la lecture aux enfants par les drag-queens et l'éducation sexuelle pour les primaires concoctée par le Ministre de l'Éducation nationale, Pap NDIAYE. lemediaen442.fr 21 avril 2023

https://www.youtube.com/watch?v=s7N5WvDl6JA

J-C - En tant que père de famille j'aurais porté plainte et j'aurais fait bouffer leur merde aux organisateurs de cette saloperie. Ces pervers dégénérés doivent cesser de nuire aux enfants.

Le saviez-vous ?

- Chaque année, beaucoup plus de personnes meurent de maladies liées au froid que de maladies liées à la chaleur.

La propagande peut se présenter sous la forme d'une question.

Viande de synthèse : pourquoi la croisade de l'Italie pourrait être un échec ? - euronews 17 avril 2023

Pourquoi cette monstruosité devrait-elle s'imposer ?

Pour Bill Gates, le futur passe forcément par la viande de synthèse - konbini.com 15 avril 2022

"*Je pense que tous les pays riches devraient passer au bœuf synthétique à 100 %. On peut s'habituer à la différence de goût, et on prétend que le goût sera encore meilleur avec le temps*", déclare le patron de Microsoft.

Le 14 février 2021, dans un entretien accordé à la MIT Technology Review, le milliardaire se confiait à l'occasion de la sortie de son nouveau livre, How to Avoid a Climate Disaster. Son ouvrage porte sur les innovations technologiques nécessaires à la réduction des émissions dans des secteurs clés tels que l'acier, le ciment ou encore l'agriculture aux États-Unis. À titre personnel, l'entrepreneur a investi massivement dans les sociétés Beyond Meat, Carbon Engineering, Impossible Foods, Memphis Meats et Pivot Bio.

Dictature climatique. Si c'est l'un des leurs qui le dit…

Net Zero : une solution désastreuse à un problème inexistant - Association des climato-réalistes 6 avril 2023

Le dernier article de Nigel Lawson ancien secrétaire à l'Énergie (1981–1983) puis Chancelier de l'Échiquier (1983–1989) dans le gouvernement de Margaret Thatcher, décédé le 3 avril 2023.

Article initialement publié le 6 novembre 2021 par The Spectator. Traduit par Camille Veyres.

Quelle que soit la cause de la folie du changement climatique, l'effet est clair. Si le réchauffement climatique n'est pas un problème, les politiques destinées à le prévenir sont un désastre.

La folie humaine n'est que trop fréquente. Mais au cours de ma longue vie, je n'ai jamais rencontré quelque chose d'aussi délétère que la terreur climatique actuelle.

https://www.climato-realistes.fr/net-zero-une-solution-desastreuse-a-un-probleme-inexistant/

Le continent maudit ! Propagande idéologique, déni de la réalité ou falsification éhontée, récit fabriqué, mensonge grossier, mystification, imposture, ils osent tout.

L'Europe frappée de plein fouet par le changement climatique en 2022 - Euronews 20 avril 2023

Le Vieux continent, où la température grimpe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, a connu son été le plus chaud jamais enregistré.

Le monde se réchauffe sous l'effet de l'accumulation des gaz à effet de serre générés par l'activité humaine, essentiellement le CO2 et le méthane (CH4)…

Les huit dernières années ont ainsi été les plus chaudes jamais enregistrées…

J-C – Je vous mets l'adresse de l'article, pour que vous puissiez constater par vous-même qu'ils instrumentalisent absolument toutes les données de manière à ce qu'elles correspondent à leur objectif politique ou économique si vous préférez. Absolument rien de ce qu'ils avancent ne doit être pris pour argent comptant, tout doit être vérifié ou rejeté.

https://fr.news.yahoo.com/leurope-frapp%C3%A9e-plein-fouet-changement-094437117.html

---

On vous expose sur quoi repose la dictature climatique.

Vidéo. Décarboner la France pour un millième de degré ?

Conférence organisée par l'association des Climato-Réalistes de Bretagne. Par François Gervais Professeur émérite de Thermophysique à l'Université de Tours.

https://www.youtube.com/watch?v=jOCPfdOrYHI

Vidéo. GIEC: C'est Donc Cela Qu'ils Veulent Nous Faire Croire

Après l'interdiction des voitures thermiques en 2035, Emmanuel Macron décide maintenant des restrictions d'eau pour les français. Le monde brule, nous dit-on, et nous devons tout faire pour sauver la planète, y compris nous sacrifier, nous. Mais tout cela est-il nécessaire?

https://www.youtube.com/watch?v=glBuzGdS2nE

« *Les océans sont en feu* » - Association des climato-réalistes 19 avril 2023

Lundi 10 avril, sur le plateau du 12/13 de France TV Info, le journaliste Jules Lonchampt affirmait que les températures de la surface de la mer auraient doublé depuis les années 80. Le magazine en ligne *Futura Science* titrait dans un article du 16 avril, « *Les océans sont en feu* ». Cette bouffée d'alarmisme semble avoir pour origine les propos de scientifiques interrogés par CNN le 1er avril 2023 selon lesquels la température globale moyenne des océans en 2023 est inhabituellement élevée avec une barre symbolique des 21°C franchie le 16 mars dernier, et se hissant même à 21,1 °C depuis le 1er avril, ce qui serait record depuis le début des mesures, en 1981. (…)

Résumé du rapport du professeur Ole Humlum concernant la température des océans

À l'échelle mondiale, depuis 2004, les 1 900 m supérieurs des océans ont connu un réchauffement net d'environ 0,07 °C. Le réchauffement net maximum (environ 0,2°C) affecte les 100m supérieurs. Cela se voit principalement dans les régions proches de l'équateur, où la plus grande quantité de rayonnement solaire est reçue. À de plus grandes profondeurs, un léger réchauffement net (environ 0,025 °C) s'est produit entre 2004 et 2020. Cette évolution des températures océaniques moyennes mondiales se reflète dans les océans équatoriaux, entre 30 °N et 30 °S, qui, en raison de la forme sphérique forme de la planète, représentent une immense surface. Cependant, simultanément, les océans du nord (55–65°N) ont en moyenne connu un refroidissement marqué jusqu'à 1400 m de profondeur, et un léger réchauffement en dessous. Les océans du sud (55–65°S) ont en moyenne connu un léger réchauffement à la plupart des profondeurs depuis 2004, mais principalement près de la surface.

https://www.climato-realistes.fr/les-oceans-sont-en-feu/

Y aurait-il des raisons de détester le monde associatif.

Scandale : Les « *Restaurants du cœur* » ont refusé de donner de la nourriture aux suspendus non vaccinés - lemediaen442.fr 15 avril 2023

Les Restaurants du cœur sont accusés d'avoir refusé de donner de la nourriture à des suspendus sans salaire sous prétexte qu'ils n'étaient pas vaccinés. Les membres de l'association "*les Blouses Blanches*" ont exprimé leur indignation lors d'une interview à *France Soir*.

Au fur et à mesure que la vérité émerge, son lot d'horreurs l'accompagne. Dans cet extrait de l'Entretien essentiel sur France Soir du 6 avril 2023, Sonia et Nathalie de l'association "l*es Blouses Blanches*" apportent un éclairage sur l'attitude des "*Restaurants du cœur*" qui ont purement et simplement refusé de donner de la nourriture aux suspendus sans salaire.

« *En tant que collectif, nous étions vraiment bloqués. Lorsque nous avions sollicité les Restaurants du cœur – Coluche doit se retourner dans sa tombe – plusieurs restaurants du cœur dans le 78 nous ont refusé la collecte alimentaire. Ils ont refusé de nous donner de quoi nourrir ces suspendus qui n'avaient rien du tout, alors qu'ils étaient légitimes. Sous prétexte qu'ils n'étaient pas vaccinés, ils ont clairement dit que c'était de leur faute et qu'ils n'avaient qu'à aller se faire vacciner.* »

L'animosité envers les non-vaccinés avait trouvé son terreau chez le chanteur Patrick Bruel, qui est l'un des représentants de l'association "*Les Restaurants du cœur*". Sur scène au Cirque Royal à Bruxelles, il avait déclaré : « *Allez dire à vos copains qui n'ont pas envie de se faire vacciner qu'ils commencent à nous saouler* ». De nombreuses personnalités s'étaient exprimées de manière ignoble contre une partie de la population qui devait se faire discrète et attendre que l'orage passe.

Vous pouvez visionner l'entretien entièrement : Reintégration des soignants: « *On est toujours dans le flou » Sonia et Nathalie de l'association « les Blouses Blanches* »

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/sonia-et-nathalie-de-l-association-des-blouses-blanches

---

Faux opposant ou imposteur. Une "*bonne constitution*" qui permettrait aux riches de continuer d'exister ?

Étienne Chouard: "*Une bonne constitution devrait empêcher l'accaparement des médias par les plus riches*" (France-Soir 17 avril 2023)

Déballage en famille.

Elon Musk révèle que les gouvernements américains et étrangers avaient accès aux messages privés des citoyens sur Twitter - lemediaen442.fr 18 avril 2023

Dans une interview exclusive avec Tucker Carlson de Fox News, Elon Musk a révélé que les agences gouvernementales américaines et étrangères avaient "un accès total" aux messages privés des utilisateurs de Twitter avant son acquisition de la plateforme. Cette pratique, qui pourrait également être en vigueur sur d'autres plateformes telles que Facebook, soulève des inquiétudes quant à la liberté des citoyens du monde.

Au cours de cet entretien rare et sans filtre, le PDG de Tesla et 00a partagé ses préoccupations concernant l'intelligence artificielle (IA), son acquisition de Twitter et ses projets futurs pour la plateforme de médias sociaux qu'il a achetée l'automne dernier. Il a également accusé ses prédécesseurs chez Twitter d'avoir autorisé les agences de renseignement à accéder aux messages privés des utilisateurs.

« *Le degré d'implication des agences gouvernementales, qui avaient parfaitement accès à tout ce qui se passait sur Twitter m'a sidéré. Je n'étais pas au courant de ça* »

Musk a annoncé qu'il prévoyait d'ajouter une fonctionnalité — qu'il dévoilera ce mois-ci — permettant aux utilisateurs de crypter leurs messages afin de limiter l'ingérence gouvernementale et d'empêcher l'utilisation de la plateforme pour recueillir des renseignements. Le nouvel ajout de

chiffrement donnerait aux utilisateurs l'option de crypter les messages afin que « *personne chez Twitter ne puisse voir ce dont vous parlez* ». Le fait que les agences gouvernementales aient eu accès à tous les messages de Twitter a étonné le magnat de la technologie et a expliqué que cela avait renforcé son désir de restaurer la liberté d'expression sur la plateforme.

Au cours d'une interview avec Tucker Carlson, Musk a également partagé ses préoccupations concernant l'intelligence artificielle. Il a révélé son projet de créer une alternative à ChatGPT, une application d'IA qu'il avait initialement financée. Cependant, il craint maintenant que cette application ne conduise à "*une destruction civilisationnelle*" si elle est mal gérée.

L'interview complète d'Elon Musk avec Tucker Carlson sera diffusée mardi à 20 heures sur Fox News. lemediaen442.fr 18 avril 2023

Totalitarisme. Great Reset, ils l'avaient annoncé, ils l'ont fait. Vous changerez de gré ou de force vos habitudes, y compris alimentaires.

Croquettes, parapharmacie : ces prix qui explosent à cause de l'inflation - AFP/lepoint.fr 17 avril 2023

Avec une inflation alimentaire galopante (14,8 % en févier 2023, 15,9 % en mars), les Français ont dû revoir leurs habitudes de consommation. Exit, donc, les produits de grande qualité, les ménages se tournent désormais vers les produits de marque de distributeurs, indique Le Parisien.

La baisse de consommation de certains produits s'explique simplement par la crise. C'est le cas des huiles (- 22,8 %), des plats cuisinés (- 22 %), des conserves et produits de la mer (-1 6,8 %), des jus de fruits frais (- 14,2 %) ou des soupes et sauces fraîches (- 13,8 %). D'autres produits, considérés comme de luxe, disparaissent aussi des chariots. C'est le cas du foie gras frais (- 65,1 %), du champagne (- 18,2 %) ou des bières de luxe (- 16 %). Les Français font également davantage l'impasse sur les viandes, les poissons, les fruits et les légumes. « Sur la période du 1er janvier au 19 mars 2023, les viandes et les fruits et légumes ont reculé de 5 % en volume en l'espace d'un an, et le poisson frais de 14 % », pointe pour sa part Gaëlle Le Floch, la directrice marketing de Kantar Worldpanel, auprès du quotidien.

Les prix des produits destinés aux animaux ont, eux aussi, augmenté. Sur un an, une hausse de 15 % a été observée, ce qui fait de cette catégorie la troisième la plus inflationniste dans les supermarchés. AFP/lepoint.fr 17 avril 2023

Ceux qui nous gouvernent sont des minables, des monstres dans les petites et grandes occasions, c'est à cela qu'on les reconnaît.

Olivier Véran, risée d'Internet ? Des images de lui interpellent, l'ex-ministre obligé d'intervenir - purepeople.com 20 avril 2023

Sur le compte Twitter AlertesInfos, une vidéo montrant Olivier Véran faire une mimique suspecte derrière la jeune femme de 21 ans pousse à s'interroger sur l'origine de cette expression. La question que tout le monde se pose : Olivier Véran se moque-t-il d'un strabisme de l'étudiante ? Pour une grande majorité des internautes passés par là, la réponse est oui.

J-C - Pour voir la vidéo :

https://lemediaen442.fr/olivier-veran-se-moque-t-il-du-strabisme-de-la-jeune-femme-nina-fleury-panel/

Alors que Nina Fleury-Panel interpellait la Première ministre Élisabeth Borne, Olivier Véran s'est décalé pour être dans l'axe de vision d'Élisabeth Borne et s'est mis à loucher, semblant se moquer du léger strabisme de Nina Fleury-Panel. Cette attitude a été remarquée et a suscité l'indignation des internautes.

La séquence a été partagée sur Cnews par Pascal Praud, qui a déclaré : "*Cette image fait le tour des réseaux sociaux. C'est Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, qui est accusé de s'être moqué hier d'une femme atteinte de strabisme…*"

J-C - On voit bien que ce nazillon mime un strabisme et se marre ensuite de son épouvantable blague.

En famille, ils se sont livrés à un exercice de démocratie...

Français de l'étranger : aux législatives partielles, Meyer Habib, Éléonore Caroit et Karim Ben Cheikh réélus - Le HuffPost 17 avril 2023

Les taux de participation ont été bas, pour ces scrutins à faible enjeu. Le HuffPost 17 avril 2023

J-C - Quel euphémisme, voilà des "*députés*" dont le mieux élu a récolté moins de 8% des voix des inscrits, 92% n'ont pas voté ou voté pour lui, c'est cela leur conception de la démocratie. Elle ne peut pas fonctionner autrement sous un régime dictatorial au profit de la minorité, c'est forcément une minorité qui élit une minorité qui gouvernera pour cette minorité.

Après cela ils prétendent être légitimes ou ils vont vous sortir comme Macron avant-hier : Moi j'ai été élu pas vous. Comment ? On s'en tape mon pote ! Je ne suis pas votre « *pote* » ordure.
Voilà les infos complémentaires que j'ai dégottées dans le portail du Ministère des Affaires étrangères.

- **2e circonscription**, qui regroupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la sortante macroniste Éléonore Caroit a récolté 62,44 % des voix exprimés ou 7.39% du nombre de voix inscrits. (Source : https://www.diplomatie.gouv.fr)

- **8e circonscription**, qui regroupe plusieurs pays du pourtour méditerranéen, dont Israël, l'Italie, la Grèce et la Turquie, le sortant apparenté LR Meyer Habib a récolté 53,99 % du nombre des voix exprimés ou 5.84% du nombre de voix inscrits.

- **9e circonscription**, des Français établis au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, le sortant écologiste et candidat de la Nupes Karim Ben Cheikh l'a emporté avec 67,65 % du nombre des voix exprimés ou 6,42% du nombre de voix inscrits.

Source : Portail du Ministère des Affaires étrangères.

Sadomasochisme ou fanatisme en famille

Allocution d'Emmanuel Macron : 15,1 millions de Français devant leur poste - AFP/ LePoint.fr 18 avril 2023

Près de 15,1 millions de téléspectateurs ont suivi l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron, lundi 17 avril, sur l'ensemble des chaînes qui la diffusaient (TF1, France 2, M6, TMC, BFMTV, CNews, LCI et franceinfo), selon des chiffres de Médiamétrie, publiés ce mardi.

Cela représente 69,5 % de part d'audience. Ce qui signifie que sept Français sur dix qui étaient devant leur télévision à 20 heures ont regardé le président. AFP/ LePoint.fr 18 avril 2023

En famille. C'est le mouvement ouvrier qui se trimballe de sacrées casseroles !

L'allocution d'Emmanuel Macron accueillie par des concerts de casseroles et des manifs spontanées - Paris Match 17 avril 2023

Quand ils doutent…

« *Rien à dire aux Français* », « *vœux pieux* »... Macron étrillé par le corps politique - LePoint.fr 17 avril 2023

Le tyran inspire la haine bien méritée…

Alsace : Macron violemment hué pour son premier bain de foule depuis des semaines - LePoint.fr 19 avril 2023

Réforme des retraites : les déplacements de ministres, même les moins connus, perturbés - Le HuffPost 19 avril 2023

Emmanuel Macron assure avoir pour Laurent Berger du « *respect* » et de « *l'amitié* » - Le HuffPost 19 avril 2023

Allocution de Macron : à Lyon, la devanture de la police municipale incendiée en marge de manifestations sauvages - Le HuffPost 18 avril 2023

Des concerts de casseroles à Lyon en feu. L'allocution télévisée d'Emmanuel Macron ce lundi 17 avril au soir a été accueillie partout en France par des concerts de casseroles de manifestants déterminés à montrer qu'ils ne souhaitaient pas l'écouter, parfois suivis de manifestations sauvages émaillées de dégradations, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 18 avril 2023

« *Il est venu voir les gueux* » : à Ganges, Macron esquive les manifestants - LePoint.fr 21 avril 2023

« *À bas la Ve République !* » « *Louis XVI, Louis XVI, on l'a décapité. Macron, Macron, on va recommencer !* » « *Et nous aussi, on va casser la France !* » Ces slogans rageurs, accompagnés de sifflets, de tintements de casseroles et de jets d'œufs et de pierres, Emmanuel Macron n'en a entendu que l'écho assourdi, ce jeudi matin, depuis le collège public Louise-Michel, à Ganges (4 000 habitants), dans l'Hérault, où il était venu parler éducation et revalorisation du salaire des enseignants avec le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye.

Pour éloigner les fâcheux – environ 2 000 manifestants farouchement hostiles à sa réforme des retraites –, des centaines de gendarmes barraient les accès de toutes les rues aux alentours du collège. Le président de la République a pu y évoluer en toute quiétude pendant que ses opposants tentaient, en vain, à plusieurs reprises, de franchir les mailles du filet.

Parmi les motifs de colère des manifestants : la fermeture récente de la maternité de Ganges, dépendant d'une clinique privée, faute d'un nombre suffisant de naissances. « *Depuis sa fermeture, les habitants de ma commune sont obligés de faire deux heures de voiture* », déplore la maire divers gauche du Vigan, une commune voisine. L'élue qualifie la visite du chef de l'État – qui n'a pas invité la plupart des maires des environs à la visite du collège – de « *provocation* ».

Parmi les manifestants : Lio, 34 ans, ex-sage-femme à la maternité locale, et exerçant désormais en libéral. « *S'il n'y a plus de maternité, les jeunes couples ne viendront plus s'installer dans la région* », regrette la soignante. Ce qu'elle attend d'Emmanuel Macron ? « *Rien. Qu'il s'en aille.* »

Dans la foule, des manifestants, des cheminots, des métallurgistes, des salariés de Sanofi, et même des paysans : « *Je me bats contre la réforme des retraites, mais aussi contre l'agriculture industrielle* », assure Olivier, viticulteur et membre de la Confédération paysanne, qui a été « *de toutes les manifs* ». Ce qu'il attend du président : « *Qu'il s'en aille. Et qu'il arrête de faire monter Marine Le Pen.* » LePoint.fr 21 avril 2023

Popote en famille. Voilà à quoi en est réduite la soi-disant opposition à Macron.

J-C – Pour que le mouvement ouvrier en arrive là, c'est qu'il n'y a plus rien à en attendre, il faut le refonder sur les bases du socialisme. Toutes ces actions merdiques n'ont rien à voir avec le militantisme, c'est comme leurs horribles ballons dans les manifestations, on se croirait au carnaval des horreurs ! Ah ils doivent bien se marrer à Davos !

BFMTV et Le HuffPost - Les casseroles sont devenues un symbole de la contestation contre la réforme des retraites. Lors de l'allocution du président de la République ce lundi, des Français ont tapé sur des casseroles, à l'appel d'Attac, pour boycotter la prise de parole d'Emmanuel Macron.

Alors que la moindre de ses visites dans l'Hexagone est désormais couverte par un concert de casseroles, la préfète du département a pris un arrêté interdisant de fait les ustensiles de cuisine sur le site.

Plus précisément, l'arrêté en question prohibe « *tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ou pouvant servir de projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes et des biens* », ainsi que « *l'usage de dispositifs sonores portatifs ou*

émanant de véhicules non dûment autorisés ». Sur place, plusieurs manifestants n'ont pas pu accéder au périmètre munis de leurs casseroles.

Dans son arrêté, la préfecture cite l'article 132-75 du code pénal qui définit notamment les armes par destination mais ne détaille pas la notion vague de « dispositifs sonores portatifs » permettant aux gendarmes de filtrer les manifestants qui voudraient intégrer le périmètre désigné équipés de leurs casseroles.

Une instruction gouvernementale ? « *Pas de consigne nationale* », assure au HuffPost le ministère de l'Intérieur. Sans surprise, ce zèle préfectoral a immédiatement fait bondir les oppositions.

Comme le montrent les images du comité d'accueil réservé au chef de l'État, cet arrêté n'a toutefois pas permis de bannir complètement les casseroles de la commune héraultaise, ni autres objets sonores du périmètre tracé par les autorités.

Professeur de droit public à l'université Université Grenoble Alpes, Serge Slama s'est insurgé contre cette disposition. *« Cet arrêté préfectoral - signé qui plus est par un ancien professeur de droit public - est totalement illégal. Un périmètre de protection de l'article L226-1 CSI n'a que pour seule fonction que de prévenir le risque terroriste et non protéger le président des hués de ses citoyens* », a-t-il dénoncé sur Twitter. BFMTV et Le HuffPost 20 avril 2023

Envahissement d'Euronext : les opposants à la réforme des retraites décidés à franchir "*une nouvelle étape*" de la mobilisation - francetvinfo.fr 20 avril 2023

Ils ont fait grève et défilé dans les rues pour s'opposer au projet loi. Face à ce qu'ils considèrent comme un entêtement illégitime de l'exécutif, ces manifestants ont désormais décidé d'envahir, pacifiquement, le siège de grandes entreprises. francetvinfo.fr 20 avril 2023

En complément sur l'Etat policier.

Sécurité : une hausse exceptionnelle des effectifs de police en 2023 dans l'agglomération parisienne - Journal du Dimanche 20 avril 2023

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé déployer 2 800 policiers et gendarmes supplémentaires. Journal du Dimanche 20 avril 2023

Combat contre la « *réforme* » des retraites de Macron-BlackRock.

Twitter - Après la promulgation de la loi, 7 Français sur 10 sont toujours opposés à la réforme des retraites. 64% veulent la poursuite du mouvement. 45% veulent un durcissement, +5 pts en 7 jrs. 90% des Français pensent que l'allocution du PR ce soir ne changera rien. (Elabe)

- La France devient-elle "*illibérale*" ? Le journal allemand Tagesspiegel estime qu'il faut interroger "*les idées reçues sur la démocratie et l'État de droit dans tous les régions de l'UE*". La France agit-elle "*plus démocratiquement que la Hongrie et la Pologne ?*".

J-C – Le régime de Macron est tyrannique, mais personne ne veut le caractériser ainsi, hormis en passant exceptionnellement, tous le ménagent…

En famille on peut tout se dire, même vérité, si, si...

J-C - Le plus navrant ou pathétique, ce sont ces milliers de militants (et ex-militants) qui le savent et qui s'en foutent... Tous les syndicats roulent pour le régime et personne ne veut en tirer les enseignements politiques...

Retraites: pour Patrick Buisson, "*on a assisté à un jeu de rôles*" entre "*le pouvoir et l'intersyndicale*" - BFMTV 19 avril 2023

Depuis trois mois, l'exécutif défend fermement sa réforme des retraites, tout juste promulguée par le président de la République il y a quatre jours. En face, les syndicats prônent l'unité pour pousser le camp présidentiel à abandonner son texte. Ils ont organisé de nombreuses mobilisations d'ampleur et se réuniront de nouveau le 1er mai, pour une journée qu'ils espèrent historique.

Mais cette confrontation n'en serait pas une, selon Patrick Buisson.

"*Il y a une complicité objective entre le pouvoir et l'intersyndicale*", juge l'essayiste de droite, qui vient de publier un livre, intitulé Décadanse.

Pour lui, "*chacun est gagnant-gagnant dans un jeu de rôle que l'on connaît par cœur* ". L'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy avance un "*objectif commun*":

"*Enterrer le mouvement des gilets jaunes*", une "*protestation incontrôlable qui a donné tant de sueurs à la fois à l'exécutif et aux syndicats*", selon lui, "*puisqu'elle sortait des canons ordinaires de la revendication sociale*".
Patrick Buisson poursuit son analyse, en estimant que dans cette séquence, syndicats et exécutif "*ont parfaitement réussi l'un et l'autre*". Les premiers ont "*retrouvé du lustre*", juge-t-il, quand le second a "*pu jouer la fermeté, attirer à lui le parti de l'ordre (Les Républicains, ndlr)*". BFMTV 19 avril 2023

En complément.

Lu dans l'éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- Si Macron a pu promulguer sa réforme, c'est principalement parce que ces mêmes dirigeants, sur le plan politique comme sur le plan syndical, ont fixé au mouvement en cours une limite à ne pas franchir : ne pas déstabiliser le régime de la Ve République.

J-C - Qui pendant plus de 70 ans s'est efforcé de maintenir ces dirigeants en place, qui n'a cessé de collaborer avec eux, sinon vous notamment. Ils vous appréciaient tellement qu'ils vous avaient octroyé nombre de postes de permanents (rémunérés évidemment) dans leurs syndicats, osez dire que ce n'est pas vrai. Je milite pour la construction d'un nouveau syndicat et parti ouvrier…

- D'une manière ou d'une autre, le mouvement en cours fraiera sa voie.

J-C – Quand ? Ils s'en foutent visiblement. Certainement pas grâce à vous ! On s'est même demandé sérieusement, si vous ne partagiez pas cette « *limite à ne pas franchir* » ?

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=6958

Retraites: 60% des Français veulent que l'appel à la mobilisation par les syndicats se poursuive - BFMTV 15 avril 2023

Plus de deux tiers des Français (71%) sont toujours opposés à la réforme, en hausse de 3 points par rapport au précédent sondage. BFMTV 15 avril 2023

J-C – Je suis contre si c'est pour embrayer sur des actions ou des journées d'actions bidons.

Enterrement de troisième classe. L'unité ou l'intersyndicale était la quintessence de la putréfaction des syndicats.

Retraites : après la promulgation de la loi, la Nupes veut poursuivre la lutte - lepoint.fr 15 avril 2023

C'est une défaite cinglante pour la coalition de gauche Nupes (PS, LFI, EELV, PCF).

- Pour « *continuer la lutte* », la gauche compte ainsi grossir les rangs des manifestations, particulièrement le 1er mai avec l'intersyndicale, traditionnel rendez-vous à gauche, qui devrait être plus massif qu'habituellement. (Qu'est-ce qu'en aura à foutre Macron, franchement ! - J-C)

- Fabien Roussel, le leader des communistes, s'est également porté vers cette date : « *J'en appelle au peuple : le 1er mai, tous dans la rue !* » Pour Jean-Luc Mélenchon aussi, ce rendez-vous « *sera décisif* ». (Salopards ! - J-C)

- « *Nous continuerons absolument toutes les formes de mobilisation* », a aussi averti la députée écologiste Sandrine Rousseau.

- Mais pour le responsable PS cité plus haut, « *d'ici au 1er mai, il ne peut pas y avoir de manifestations toutes les semaines* » : « *Il y a une forme d'épuisement, les gens en ont marre de manifester pour rien, avec le risque que ça s'effiloche* », a-t-il prévenu. (Remplacer "*épuisement*" par pourrissement délibéré. - J-C)

- « *On va déposer un troisième RIP, voire d'autres si on a le temps* », a même lancé en privé un responsable du PS. (On ne le soutiendra pas. – J-C)

- Le PS a suggéré de lancer une « *pétition* » avec l'intersyndicale. (On ne la signera pas. – J-C)

Réforme des retraites : les syndicats expriment leur « *incompréhension* » après la promulgation de la loi - Journal du Dimanche 15 avril 2023

L'Élysée a promulgué la loi sur la réforme des retraites dans la nuit de vendredi à samedi. Journal du Dimanche 15 avril 2023

J-C – Je trouve au contraire que tout est clair ou dans l'ordre des choses, fin de la mauvaise farce.

« *Nous sommes déterminés à accélérer* » les réformes, assure Élisabeth Borne - Journal du Dimanche 15 avril 2023

J-C – Ils le peuvent.

À la SNCF, une journée « *de la colère cheminote* » prévue jeudi 20 avril - Le HuffPost 15 avril 2023

J-C – Rien à foutre ! Les syndicats sont en train de négocier une prime pour les agents de la SNCF pour éviter les grèves pendant les jeux olympiques…

Ils n'ont pas autant de scrupules quand ils acceptent les journées d'actions bidons…

La gauche s'indigne de la présence de deux ministres au concert de Jay-Z, en pleine promulgation de la loi sur les retraites - BFMTV 15 avril 2023

Deux membres du gouvernement dansent dans le public aux côtés d'Alexandre Arnault, un des fils de Bernard Arnault, le patron du groupe de luxe LVMH, à la fondation Louis Vuitton qui accueillait l'événement surprise.

Le député LFI de la Somme François Ruffin dénonce une attitude "*minable*" de la part des deux membres du gouvernement, déplorant des ministres qui "*se déhanchent*", alors que la toujours très décriée réforme des retraites vient d'être validée.

"*L'aristocratie s'amuse après s'être figuré avoir écrasé les gueux*", dénonce encore la députée LFI de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain.

Cela les tracasse tout de même, alors ils se rassurent, ils peuvent.

Manifestations contre la réforme des retraites: quand parler de révolution? - Slate.fr 17 avril 2023

Certains critères doivent être réunis pour pouvoir employer ce terme.

«*Une révolution nécessite un basculement du régime*»

«*Si l'on regarde les révolutions précédentes, elles ont engagé des masses de populations de classes sociales et d'opinions politiques différentes. Une révolution, c'est un moment où les classes unissent leurs forces pour faire basculer le pouvoir*»

À regarder de plus près les dernières révolutions en France, beaucoup ont un point commun: elles interviennent à un moment de crise particulièrement intense. La révolution de 1789, par exemple, est précédée de deux mauvaises récoltes de céréales qui ont entraîné la hausse du prix du pain, la régression du pouvoir d'achat, une crise de l'industrie textile et le chômage. Celle de 1830 est précédée par une grave crise due, entre autres, à de mauvaises récoltes là encore. Autant de problèmes majeurs qui ont rendu exsangue la vie de millions de Français, poussés à bout. (Ils ont oublié 1848 et surtout 1871, on comprend pourquoi... - J-C)

«*Pour en arriver là, il faut un contexte d'inégalité et de souffrance sociale tellement fort et ancien que, si on fait le calcul, il n'y a rien de mieux à faire que la révolution. Il faut ne plus rien avoir à perdre*» (Ceux qui n'ont rien à perdre ne se mobilisent pas, ils n'intéressent pas le mouvement ouvrier. – J-C)

«*Il y a beaucoup d'alertes avant une révolution, comme une succession de mouvements de rébellion*», indique Guillaume Mazeau. Tout a souvent déjà été tenté au préalable, et les esprits sont prêts pour un tel changement, comme en 1792 avec l'abolition de la royauté en France, précédée de trois années révolutionnaires.

«*On reste dans la tradition des mouvements sociaux des XXe et XXIe siècles, qui ne se rapprochent en rien d'une révolution*.» Slate.fr 17 avril 2023

Les dirigeants occidentaux se comportent bien comme de vulgaires délinquants qui pratiquent la menace et le chantage.

Le G7 jure de faire payer "*le prix fort*" aux pays aidant la Russie en Ukraine - AFP 19 avril 2023
Tournée latino-américaine de Lavrov: la Russie veut une union contre le "*chantage*" de l'Occident - AFP 19 avril 2023

"*Il est nécessaire d'unir nos forces pour contrer les tentatives de chantage et les pressions unilatérales illégales de l'Occident*", a affirmé M. Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue vénézuélien Yvan Gil, évoquant "*un monde multipolaire*".

Au niveau bilatéral, la Russie et le Venezuela ont annoncé avoir signé des accords concernant l'exploitation pétrolière et minière.

Après le Brésil, le Venezuela est la deuxième étape de la tournée de M. Lavrov en Amérique latine. Il doit aussi se rendre à Cuba et au Nicaragua.

"*Le Venezuela, Cuba et le Nicaragua sont des pays qui choisissent leur propre voie*", a-t-il déclaré. Ces trois pays d'inspiration socialiste, critiqués pour leurs carences démocratiques par des ONG de défense des droits humains, ont des relations difficiles avec les Etats-Unis et l'Union européenne.

J-C - Les ONG et l'AFP ont des relations moins "*difficiles avec les Etats-Unis et l'Union européenne*", et pour cause !

Quel cauchemar !

Enjeux de pouvoir : les ressorts d'un front anti-américain de plus en plus large - francetvinfo.fr 16 avril 2023

Brésil, Inde, Arabie Saoudite, et une stratégie guidée par Xi Jinping...

Volonté chinoise de séduire les pays membres de la BRICS… francetvinfo.fr 16 avril 2023

Santé.

M. Biden va consacrer 5 milliards de dollars à une nouvelle initiative de vaccination contre le coronavirus, soutenue par M. Gates, M. Fauci et des législateurs républicains par Michael Nevradakis - Mondialisation.ca, 19 avril 2023

Le gouvernement américain consacrera 5 milliards de dollars à un programme visant à accélérer la mise au point de nouveaux vaccins et traitements contre les coronavirus, ont annoncé cette semaine des responsables de la Maison Blanche. Le projet NextGen, qui succède à l'opération Warp Speed, bénéficie d'un soutien bipartisan et sera financé par les fondations Bill & Melinda Gates et Rockefeller.

https://www.mondialisation.ca/m-biden-va-consacrer-5-milliards-de-dollars-a-une-nouvelle-initiative-de-vaccination-contre-le-coronavirus-soutenue-par-m-gates-m-fauci-et-des-legislateurs-republicains/5677168

Les données montrent qu'il y a eu 45 fois plus de décès après l'injection de COVID en seulement 2 ans que pour l'ensemble des décès liés au vaccin antigrippal depuis 1990 par Suzanne Burdick - Mondialisation.ca, 19 avril 2023

Les auteurs d'une méta-analyse évaluée par des pairs et portant sur les effets indésirables du vaccin COVID-19 aux niveaux national et international au cours des deux premières années de son déploiement ont déclaré que leurs résultats soulignaient l'importance de réévaluer les politiques de santé publique qui encouragent l'injection de masse universelle et les rappels multiples pour tous les groupes démographiques.

https://www.mondialisation.ca/les-donnees-montrent-quil-y-a-eu-45-fois-plus-de-deces-apres-linjection-de-covid-en-seulement-2-ans-que-pour-lensemble-des-deces-lies-au-vaccin-antigrippal-depuis-1990/5677165

La légende du vaccin. Sciences et crédibilité, Vaccins anti-covid et effets secondaires… par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 19 avril 2023

Dans ce document de « *Santé Publique France* », il est clairement affirmé, sans ambiguïté, qu'il n'y a jamais eu ni « *pandémie* » ni même épidémie de Coronavirus !

https://www.mondialisation.ca/la-legende-du-vaccin-sciences-et-credibilite-vaccins-anti-covid-et-effets-secondaires/5677119

Big Pharma dealer ou "*docteur ecstasy*". Comment se débarrasser d'une partie de la population encombrante tout en s'enrichissant pour bien faire.

J-C – Ils auront tout fait pour promouvoir toutes les drogues qui font des ravages dans la jeunesse.

Santé mentale : les États-Unis pourraient bientôt autoriser les thérapies à base de MDMA - caminteresse.fr 20 avril 2023

Le stress post-traumatique a déjà été soigné avec succès grâce à la thérapie assistée d'ecstasy ou MDMA lors d'essais cliniques aux États-Unis. Le pays pourrait bien valider ce processus de soin au niveau fédéral dans un futur proche.

Champignons magiques, LSD, ecstasy… Les études scientifiques ont radicalement changé les perceptions sur la valeur thérapeutique des drogues illicites depuis quelques années. Alors que les antidouleurs légaux à base d'opiacés ont fait un demi-million de morts aux États-Unis en 20 ans, de plus en plus de processus thérapeutiques se tournent vers des molécules illégales à l'image sulfureuse pour tenter de traiter les troubles particulièrement difficiles à prendre en charge, comme la dépression, ou le stress post-traumatique. Et c'est justement cette dernière pathologie que des experts américains de la Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies (MAPS) tentent de soigner depuis des dizaines d'années grâce à la MDMA. Leurs travaux de recherches, qui ont obtenu des résultats très satisfaisants, pourraient bien ouvrir la voie à une autorisation légale de cette substance dans le cadre thérapeutique en 2023, spécule un article de la très sérieuse revue Nature.

La MDMA a déjà été autorisée comme traitement très restreint en février dernier par l'Australie, ce qui pourrait mettre la pression sur les Américains. Rick Doblin espère d'ailleurs qu'une évolution dans les mentalités ouvrira la porte à d'autres psychédéliques thérapeutiques, notamment la kétamine, l'ayahuasca (potion hallucinogène d'Amérique du Sud à base de plantes), le LSD, la psilocybine (l'ingrédient actif des champignons magiques) et d'autres actuellement en développement. Selon lui, le marché des psychédéliques pourrait valoir plus de 8 milliards de dollars en quatre ans, grâce à la vente du produit breveté, l'émergence potentielle de centres de traitement, la formation des thérapeutes…

Mais cela ne sera sûrement pas si facile. En effet, la MDMA ne fonctionne pas seule, mais seulement accompagnée d'une psychothérapie. Les deux sont inséparables, mais l'autorité ne peut se prononcer que sur la molécule. "*Ce que nous pensons, c'est que les résultats que nous avons obtenus ne provenaient pas de MDMA. Ils provenaient de thérapeutes hautement qualifiés qui utilisaient la MDMA*", assure encore le "*docteur ecstasy*" auprès de *Nature*. L'organisation s'attend en cause d'autorisation à ce que l'étiquette de prescription du médicament indique que la MDMA doit être administrée en association avec une thérapie. Mais la formation du thérapeute pose encore question… Car il ne faut pas nier la dangerosité de la substance en elle-même, tout comme celle d'une consommation mal encadrée. Arriver à améliorer la santé mentale de la population "*prendra plusieurs générations*", assure Rick Doblin. caminteresse.fr 20 avril 2023

J-C – Quand on vous dit que ce sont des monstres de cruauté, vous ne voulez pas nous croire, vous avez tort. Et on ne sait pas tout !

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

On croirait qu'ils commentent un match de football ou qu'ils veulent refaire le match !

L'Otan doit s'assurer que l'Ukraine "*l'emporte*" sur la Russie - France 24 20 avril 2023

En visite à Kiev, le secrétaire général de l'Otan a estimé que sa priorité était une victoire militaire ukrainienne sur la Russie et que la question de l'accession de l'Ukraine à l'Alliance serait débattue en juillet lors du sommet de l'organisation. France 24 20 avril 2023

Ukraine : Supériorité de la guerre électronique russe

La guerre électronique (GE) est l'un des aspects les plus importants des capacités militaires modernes et constitue souvent le test décisif du degré d'avancement d'un État et de ses forces armées. Elle fait partie des combats « invisibles » et pourtant extrêmement intenses que nous ne pouvons généralement pas voir directement. Cependant, son impact est tout à fait indéniable. La Russie fait partie des leaders mondiaux en matière de guerre électronique et ses capacités de combat dans ce domaine sont une source de fierté pour le géant eurasien, mais aussi de crainte pour ses adversaires. La domination russe en matière de guerre électronique sur les lignes de front en Ukraine est si complète et massive qu'elle est l'une des rares choses que la machine de propagande grand public n'a jamais osé remettre en question ou ridiculiser.

https://reseauinternational.net/ukraine-superiorite-de-la-guerre-electronique-russe/

Ukraine : La frappe meurtrière sur l'immeuble résidentiel à Slaviansk par un missile « *russe*»

Après la frappe meurtrière sur un immeuble résidentiel dans la ville de Slaviansk de la région du Donetsk, à Donbass, le 14 avril dernier, la propagande de Kiev diffuse largement la vidéo des restes d'un missile de fabrication russe en affirmant que ce sont les restes d'un missile lancé par les monstres russes, l'un de ceux qui ont touché l'immeuble.

Aujourd'hui, l'appareil de propagande du régime de Kiev a fait, une fois de plus, une grave erreur en montrant le numéro de série de la fusée (plus précisément, du moteur de celle-ci) : 5V55. Pourquoi ceci est une grave erreur ? C'est très simple : ce numéro 5V55 (5B55 en russe) est celui attribué à la première série du complexe S-300 PS de la défense aérienne. À savoir, que cela est justement l'un des seules trois systèmes de missile anti-aérien que les forces armées ukrainiennes disposent depuis 1991 (hormis les toutes nouvelles livraisons des systèmes occidentaux) : S-300 PT, S-300 PS et S-300 V.

En ce qui concerne les unités de la défense aérienne des forces armées de la Fédération de Russie, elles ont été intégralement rééquipées des années auparavant, bien avant le début du conflit en Ukraine, par la version ultérieure et profondément modernisée de ce système de défense. Version structurellement distincte et qui comporte des numéros de séries complètement différents de ceux affichés sur le corps du propulseur exposé par l'Ukraine actuellement.

Plus un seul système S-300 PS n'est en service au sein de l'armée russe.

Ainsi, l'appareil de propagande de Kiev, sans le vouloir, confirme que l'attaque meurtrière contre l'immeuble résidentiel à Slaviansk – ville, dont la majorité de la population est profondément pro-russe – a été infligée par un missile de leur propre système de défense antiaérienne.

https://reseauinternational.net/ukraine-la-frappe-meurtriere-sur-limmeuble-residentiel-a-slaviansk-par-un-missile-russe/

L'Ukraine et la Russie. La réaction occidentale par le déversement massif du mensonge et une russophobie primaire

Les médias inféodés au système qui a organisé la guerre contre la Russie, se déchaînaient comme on ne l'avait vu qu'à l'occasion de la fausse pandémie et de la campagne hystérique pour injecter les poisons de l'industrie pharmaceutique aux populations traînées dans la boue de la terreur et de la culpabilisation pour en arriver à leurs fins criminelles de dressage ou d'une patiente extermination. Les événements vont se succéder à un rythme délirant et les Russes seront systématiquement les agresseurs, les criminels, les méchants de l'histoire ! Un déluge de mensonges va s'abattre sur l'Occident abreuvé d'un discours pervers et falsifié, dépassant tout ce que l'on aurait pu imaginer !

Ce système pervers de désinformation mondiale, entièrement basé sur le mensonge, ne tolère aucun narratif indépendant ou opposé à sa version qu'il impose à coups de censures, de sanctions, d'éliminations ou d'exclusions, car sa survie dépend exclusivement du mensonge et de l'illusion qu'il génère. Ce système survit tant que des milliards de personnes continuent d'y croire et d'adhérer au narratif de la doxa totalitaire.
Le véritable agresseur de l'Ukraine, c'est l'Occident atlantiste : ses nombreux mensonges sont des aveux et sont en soi des témoins irréfutables ! Nous devons accepter de regarder en face cette vérité!

https://www.mondialisation.ca/lukraine-et-la-russie-la-reaction-occidentale-par-le-deversement-massif-du-mensonge-et-une-russophobie-primaire/5677035

La Russie interdira les sites faisant de la propagande LGBT et de changement de sexe - lemediaen442.fr 19 avril 2023

Alors que la France apprend la fellation, la sodomie, le cunnilingus et le changement de sexe à des CM2. Le Kremlin se positionne totalement à l'opposé de notre ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, qui éduque, dès la primaire, les enfants à la sexualité et à la différence des genres.

La Russie intensifie son contrôle des médias en adoptant des critères d'évaluation pour les contenus promouvant les relations LGBT et le changement de sexe. L'agence fédérale Roskomnadzor dispose désormais du pouvoir de déterminer si ces contenus sont prohibés ou non.

D'après un décret publié sur le portail officiel d'information juridique, les sites diffusant des contenus faisant la promotion des relations sexuelles non conventionnelles et cherchant à en persuader de l'attrait seront inscrits au registre unifié des sites prohibés par Roskomnadzor. De même, les sites propageant des contenus visant à altérer la perception négative des relations non

conventionnelles en imposant des informations à leur sujet seront également prohibés. Cette mesure s'inscrit dans la lignée de la politique anti-LGBT menée en Russie.

Selon l'agence TASS, l'ordonnance a été publiée lundi sur le portail officiel d'information juridique. Selon l'ordonnance, les sites seront interdits s'ils publient les informations suivantes :

La diffusion de contenus mettant en avant les bénéfices du changement de sexe, dans le but de susciter une perception favorable de cette démarche.

Des informations faisant la propagande pour les relations sexuelles non traditionnelles ;

Des informations cherchant à persuader de l'attrait des relations sexuelles non conventionnelles, des préférences et des comportements, y compris en façonnant une image favorable des individus engagés dans des relations sexuelles non conventionnelles.

Des informations cherchant à donner une image erronée de l'égalité sociale entre les relations sexuelles conventionnelles et non conventionnelles.

L'ordonnance entrera en vigueur le 1er septembre 2023.

J-C – En France, quel parti politique, quel média a salué cette annonce ? Aucun, normal.

Le Brésil, accusé par Washington de répéter "*la propagande russe*", a reçu Sergueï Lavrov - AFP/France 24 18 avril 2023

Le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a été reçu lundi au Brésil, où il a rencontré son homologue Mauro Vieira ainsi que le président Lula. Au menu : la guerre en Ukraine, dans laquelle Brasilia tente de se poser en médiateur. Washington a estimé que le Brésil se faisait "*l'écho de la propagande russe et chinoise*" sur le conflit.

Lors d'une escale aux Émirats Arabes Unis, dimanche, Lula avait jugé que "*l'Europe et les États-Unis continuent de contribuer à la poursuite de la guerre. Alors ils doivent s'asseoir autour de la table et dire : 'Ça suffit.'*" AFP/France 24 18 avril 2023

J-C – La Russie isolée ?

L'Italie aux armes de l'Europe à l'Indo-Pacifique - Réseau Voltaire 15 avril 2023

Les Européens s'entraînent, sous les ordres du Pentagone, à faire la guerre contre la Russie et la Chine qui ne les menacent pas et ne les ont jamais menacés. Cette escalade n'a aucune justification réelle, mais correspond à une intense campagne d'intoxication de l'Alliance atlantique. Celle-ci, masquant le rôle des nationalistes intégraux ukrainiens et la création de bases militaires US aux marges de la Russie, présente l'opération militaire spéciale russe en Ukraine comme une invasion. Identiquement, masquant le voyage de l'ancien président du Kuomintang en Chine et les accords militaires entre Beijing et Taipei, elle présente les manœuvres chinoises contre le déploiement US comme la préparation d'une invasion de Taïwan.

Par Manlio Dinucci

Le 22 avril commence l'exercice militaire multinational Defender 23, dirigé par l'US Army Europe, l'Armée de Terre des USA en Europe. L'exercice se déroulera sur deux mois dans 10 pays européens. 9 000 soldats US et 17 000 de 26 pays alliés des USA y participent, avec au premier plan l'Italie. Ils utiliseront 7 000 pièces d'équipement (armements et matériels militaires) expédiés depuis les États-Unis en Europe, plus 13 000 pièces d'équipement militaire provenant des dépôts de l'Armée de Terre des États-Unis en Europe. À son terme, en juin, se déroulera en Europe une grande manœuvre de guerre aérienne avec chasseurs-bombardiers US et alliés à double capacité conventionnelle et nucléaire. Pendant que l'Europe est transformée par les USA en camp d'entraînement à la guerre contre la Russie, les forces de missiles stratégiques russes potentialisent leur propre capacité de combat avec le test de lancement d'un nouveau missile balistique intercontinental armable d'un plus grand nombre de têtes nucléaires.

En même temps les USA augmentent le déploiement de forces militaires dans l'Indo-Pacifique, région qui, dans la géographie du Pentagone, s'étend de la côte occidentale des États-Unis à celle de l'Inde. L'objectif central de cette escalade est la Chine, toujours plus redoutée par Washington pour ses initiatives politiques et économiques, aujourd'hui surtout au Moyen-Orient. Le titre du Washington Post est emblématique : « *Le nouvel ordre mondial de la Chine est en train de prendre forme* ». Malgré la tentative US d'isoler la Chine, des entrepreneurs français et allemands sont en train de conclure de gros contrats avec elle.

Note pour la version française
« *En même temps* », exemple (marseillais) du récent voyage en Chine de « *nos* » entrepreneurs :

« *CMA CGM a commandé 16 porte-conteneurs au constructeur chinois China State Shipbuilding Corporation (CSSC). L'opération, qui affiche un montant record de 3,06 milliards de dollars, a été annoncée la semaine dernière lors de la visite d'Emmanuel Macron en Chine* ».

Chine.

Guerre en Ukraine: le ministre chinois de la Défense salue des liens "*forts*" avec la Russie - AFP/BFMTV 17 avril 2023

Le ministre chinois de la Défense Li Shangfu a salué dimanche des liens "*forts*" avec Moscou lors d'une rencontre avec le président russe Vladimir Poutine au Kremlin.

"*Nous avons des liens très forts, qui dépassent les alliances militaro-politiques de l'époque de la Guerre froide*" et sont "*très stables*", a-t-il dit lors de cette rencontre retransmise à la télévision russe, selon leur traduction.

Il a ajouté que les relations entre la Russie et la Chine étaient "*déjà entrées dans une nouvelle ère*".

"*Il s'agit de ma première visite à l'étranger depuis que j'ai pris mes fonctions de ministre de la Défense. J'ai choisi spécifiquement la Russie, afin de mettre l'accent sur la nature spéciale et l'importance stratégique de nos relations bilatérales*", a ajouté Li Shangfu.

"*Nous travaillons activement par l'intermédiaire des départements militaires, échangeons régulièrement des informations utiles, coopérons dans le domaine de la coopération militaro-technique et menons des exercices conjoints*", a déclaré Vladimir Poutine.

"*Il s'agit sans aucun doute d'un autre domaine important qui renforce la nature (...) de nos relations*", a-t-il ajouté.

Cette visite de Li en Russie, qui doit durer jusqu'au 19 avril, intervient après celle du président chinois Xi Jinping en mars à Moscou. Lors de ce sommet, Vladimir Poutine et Xi Jinping avaient affiché leur bonne entente, se posant comme des alliés stratégiques déterminés à résister à un hégémonisme américain.

Depuis le début du conflit, Pékin se dit officiellement neutre, sans jamais condamner l'invasion russe. Xi Jinping n'a jamais parlé au président ukrainien Volodymyr Zelensky. AFP/BFMTV 17 avril 2023

J-C – A travers leurs discours, les Russes et les Chinois entendent donner au reste du monde ou plus particulièrement à leurs futurs alliés des gages de loyauté rassurant, susceptibles de les convaincre de les rejoindre et de lâcher les Etats-Unis et ses vassaux européens. Pour leurs ennemis, c'est une épreuve de vérité redoutable qui les rend littéralement fou !

La "*position unie*" de Lula et Xi sur l'Ukraine, un nouveau revers pour les États-Unis - Courrier international 15 avril 2023

Au terme de sa visite à Pékin, le président brésilien a resserré les liens avec la Chine en signant quinze accords économiques, en taclant le dollar américain et surtout, en appelant les États-Unis à "*cesser d'encourager*" la guerre en Ukraine. Une prise de position abondamment commentée par la presse mondiale.

"*L'Occident espérait que Lula serait un allié. Il a d'autres projets*", tranche le Washington Post, tandis que, de l'autre côté du Pacifique, le Japan Times constate : "*le dirigeant brésilien adopte la position chinoise sur l'Ukraine*". Les 13 et 14 avril, le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva – dit Lula – était en visite officielle en Chine.

Le Japan Times, qui précise : "*Xi et Lula ont éviter l'usage des mots 'invasion' ou 'guerre' [absents du discours du Kremlin], et sont restés évasifs sur la manière dont ils pourraient amener la Russie et l'Ukraine autour de la table de négociations après plus d'un an de guerre*."

Le chef d'État brésilien a tout de même déclaré qu'il soutenait le plan de sortie de crise de la Chine, "*qui n'appelle pas la Russie à retirer ses troupes*" du territoire ukrainien, souligne le journal japonais.

"*Mais surtout, il faut convaincre les pays qui fournissent des armes, qui encouragent la guerre, d'arrêter*" a déclaré Lula.

Selon l'agence d'Etat Chine nouvelle, Lula et Xi Jinping ont déclaré que "*le dialogue et la négociation*" étaient le "seul moyen possible" de résoudre la crise, appelant les autres nations à jouer un "*rôle constructif*" pour un règlement politique.

Lula a affirmé vouloir "*rééquilibrer la géopolitique mondiale*". Pour le Financial Times, cette position "*marque une rupture avec celle de son prédécesseur, [l'ex-président d'extrême droite] Jair Bolsonaro, qui priorisait les liens bilatéraux avec l'ancien président américain Donald Trump et d'autres nations dirigées par des leaders populistes, comme la Hongrie et Israël*". Sans surprise,

c'est un virage diplomatique très bien reçu en Chine : dans un éditorial, le Global Times estime que la collaboration avec le Brésil "*contribuera à défendre les intérêts des pays en développement et à favoriser le développement de l'ordre international vers plus d'équité, de justice et de rationalité*". Courrier international 15 avril 2023

Etats-Unis.

L'Etat américain narcotrafiquant est le seul responsable.

Les États-Unis estiment que le combat contre le fentanyl doit être mondial comme le Covid-19 - AFP/BFMTV 16 avril 2023

Le 6 avril, Pékin a nié l'existence d'un "*trafic illégal de fentanyl entre la Chine et le Mexique*".

"*Les États-Unis devraient faire face à leur propre problème et prendre des mesures pour (...) réduire la demande*", avait déclaré la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning. AFP/BFMTV 16 avril 2023

J-C – Vous aurez remarqué le changement de ton des Chinois. Dorénavant ils répondent systématiquement à la moindre allusion ou attaque, ils ne passent plus rien aux Américains et à leurs vassaux européens.

Tous les empires sont mortels, l'« *empire américain* » aussi par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 avril 2023

La semaine dernière, je m'interrogeai sur la réalité de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. Peut-être le « *piège de Thucydide* » n'est qu'un paravent qui masque la désintégration imminente de l'« *empire américain* ». Dans le présent article, je résume son parcours que les Occidentaux n'ont pas compris, et j'invite à penser ce qui pourra advenir lorsqu'il aura disparu.

https://www.voltairenet.org/article219153.html

Robert Kennedy Jr. révèle les méthodes de contrôle des masses de la CIA - lemediaen442.fr 17 avril 2023

Robert Kennedy Jr. a conclu son intervention à l'université d'Hillsdale sur BigPharma en partageant trois réflexions sur les méthodes de contrôle des masses utilisées par la CIA. Il a révélé avoir obtenu les manuels MK-Ultra de la CIA et expliqué que l'agence a étudié pendant des années comment contrôler le comportement individuel et de masse, induire une psychose de masse et créer des « *candidats mandchous* » [NDLR : terme qui désigne un individu qui a subi un lavage de cerveau et qui a été programmé sous hypnose pour tuer]. Selon lui, la CIA utilise la propagande et la peur pour imposer un contrôle étranger centralisé aux populations indigènes en semant le chaos et en détruisant les relations et la confiance dans les institutions.

https://odysee.com/@ana%C3%AFstea:0/kennedy-2-(1):5?src=embed

---

Arabie saoudite.

Le chef de la diplomatie saoudienne en Syrie pour consacrer la réconciliation entre les deux pays - AFP/France 24 18 avril 2023

Le chef de la diplomatie saoudienne Fayçal ben Farhane a effectué mardi 18 avril une visite inédite à Damas où il a été reçu par le président Bachar el-Assad, consacrant la réconciliation entre la monarchie pétrolière et la Syrie. Cette visite, la première d'un responsable saoudien en Syrie depuis la guerre en 2011, intervient dans le sillage du rapprochement entre son pays et l'Iran, grand allié du président syrien.
Le président Assad a salué dans ce cadre "*les politiques d'ouverture et réalistes*" de l'Arabie saoudite, qui "*servent les intérêts des pays arabes et de la région*", selon un communiqué de la présidence syrienne. Il a également estimé que les relations "*saines*" entre la Syrie et le royaume étaient "*naturelles*". AFP/France 24 18 avril 2023

Interview de Romain Molina : Que se cache-t-il au Yémen derrière le silence des médias ? - lemediaen442.fr 18 avril 2023

https://lemediaen442.fr/interview-de-romain-molina-que-se-cache-t-il-au-yemen-derriere-le-silence-des-medias/

Economie.

La dette, arme de destruction massive des économies occidentales

https://reseauinternational.net/la-dette-arme-de-destruction-massive-des-economies-occidentales/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 avril 2023.

Question à 1 centime d'euro aux lecteurs : Existe-t-il en France un courant politique dans le mouvement ouvrier qui n'avance pas masqué, qui ne trimballe pas son lot de casseroles rouillées qu'envierait Macron, qui ne collabore pas avec son régime fascisant suppôt de néonazis, qui ne soit pas cul et chemise avec les bureaucrates corrompus des syndicats, qui ne fait pas le jeu du capitalisme en se faisant passer pour des résistants ou des opposants en réclamant des sous ou plus de « *pouvoir d'achat* », qui ne participe pas d'une manière ou d'une autre aux institutions, qui ne se serait pas compromis avec la dictature sanitaire, climatique, avec le camp de la guerre depuis le 11 septembre 2001, etc. ?

Réponse : Oui, c'est ici ! Est-ce que je le pense vraiment, d'après vous, qu'est-ce qui nous motiverait sinon ? Cela en choquera peut-être certains qui se diront : Mais pour qui il se prend celui-là.

Je leur répondrai ceci : Dites donc, c'était mon droit de dénoncer (entre autres) les mystifications sanitaires et climatiques, de ne pas porter de muselière et de refuser de servir de cobaye aux trusts pharmaceutiques mafieux et criminels, de les dénoncer, de les combattre sur la base des faits et de rapports scientifiques, c'était mon devoir, et je n'y peux rien si cela m'a amené à me distinguer du reste du mouvement ouvrier complètement dégénéré ou à reconstruire.

La manière dont Marx et Engels abordait la « *position des communistes envers les différents partis d'opposition* » dans le *Manifeste du parti communiste* est obsolète depuis un siècle, dans la mesure ou la social-démocratie a gouverné à plusieurs reprises de longues années, et elle a démontré en se mettant avec application et constance au service de la réaction ou du capital, qu'elle ne pouvait pas servir à la fois les intérêts des exploités, encore moins incarner le socialisme.

« *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* » encore faudrait-il que ce soit des partis ouvriers ou qu'ils le soient restés, ce qui n'est pas du tout le cas, la preuve étant qu'ils ne partagent pas « *le but immédiat des communistes* » : « *Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* »

On aurait pu faire une autre lecture de ce passage, on ne se détermine pas par rapport aux autres partis, c'est la politique qu'ils adoptent qui les place dans le camp de la réaction, et non nous qui les y mettrions. S'ils s'en plaignent, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes !

A bas la transition numérique, à bas la transition énergétique, à bas la transition écologique, vive la transition au socialisme !

Notre réponse à ceux qui estimeraient choquant le ton des causeries.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

J-C – Faibles d'esprit et âmes sensibles, hypocrites en tout genre, passez votre chemin…

Le saviez-vous ? Ils vous prennent pour des cons avec leur transition énergétique, la preuve.

- Le charbon a fait un retour en force sur le marché mondial, dans un contexte de crise énergétique. Même en ayant décidé d'un embargo sur le charbon russe, l'Europe a augmenté ses importations. En manque de gaz russe, l'Allemagne a ainsi rouvert plusieurs centrales à charbon en 2022, comme à Mehrum, près de Hanovre.

Les Occidentaux font la leçon à l'Afrique sur les énergies propres. Berlin a notamment appelé l'Afrique du Sud à décarboner son économie… tout en lui demandant d'augmenter ses exportations de charbon vers l'Allemagne!

Moscou avait d'ailleurs récemment dénoncé ce double discours de l'UE. Les Vingt-Sept importent "*de plus en plus de gaz, de pétrole et de charbon d'Afrique, tout en demandant aux pays du continent de renoncer à ces sources d'énergie*", avait ainsi résumé l'ambassadeur itinérant du ministère russe des Affaires étrangères. fr.sputniknews.africa 24 avril 2023

Un secteur qui ne connaît pas la crise.

Les dépenses mondiales pour les besoins militaires battent des records - observateurcontinental.fr 24 avril 2023

En 2022, les dépenses mondiales pour les besoins militaires ont établi un nouveau record, atteignant 2224 milliards de dollars. Cette conclusion figure dans un nouveau rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI).

La croissance la plus rapide a été affichée par le continent européen, en particulier les pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, qui ont augmenté leurs dépenses de défense à des niveaux record depuis la fin de la guerre froide. Au total, un peu plus de 80% des dépenses militaires mondiales étaient réparties entre 15 pays, alors que les trois leaders – les États-Unis, la Chine et la Russie – représentaient plus de la moitié, rapporte Bloomberg.

Les dépenses militaires des pays européens ont augmenté de 13%, à 480 milliards de dollars, soit la plus forte croissance des 30 dernières années. Les pays d'Europe centrale et occidentale ont alloué 345 milliards de dollars aux besoins militaires l'année dernière, soit une hausse de 30% par rapport aux niveaux d'il y a dix ans. Les fonds dépensés par ces pays pour la défense ont dépassé en termes réels l'indicateur de 1989, à la fin de la guerre froide. Parmi les pays de l'UE, la Finlande (36%), la Lituanie (27%), la Suède (12%) et la Pologne (11%) ont connu la plus forte augmentation de leur budget militaire.

Selon les experts, le budget militaire russe a augmenté de 9,2%, pour atteindre 86,4 milliards de dollars (4,1% du PIB).

De son côté, l'Ukraine a dépensé 44 milliards de dollars pour la défense (34% du PIB) et s'est placée 11ème dans le classement mondial. Ses dépenses militaires ont augmenté de 640%, ce qui représente la plus forte croissance relative pour un pays individuel depuis 1949. Le Sipri n'a pas pris en compte l'aide militaire gratuite fournie à Kiev par d'autres pays dans le cadre de ce rapport.

Les États-Unis étaient en tête du budget militaire en 2022, tout comme les années précédentes, avec 887 milliards de dollars, soit 39% du total mondial des dépenses de défense.

Au total, les dépenses militaires des pays membres de l'OTAN en 2022 ont atteint 1.232 milliards de dollars.

La Chine a conservé le deuxième budget militaire le plus élevé, avec 292 milliards de dollars.

Les dépenses militaires des États-Unis, de la Chine et de la Russie représentent 56% des dépenses mondiales correspondantes, selon les estimations du SIPRI. Les États-Unis dépensent dix fois plus pour la défense que la Russie.

L'Inde occupe la quatrième place en termes de dépenses, avec une augmentation de 6% de son budget militaire, pour atteindre 81,4 milliards de dollars. En cinquième position, l'Arabie saoudite a augmenté ses dépenses de défense de 16%, à 75 milliards de dollars.

En 2022, les dépenses militaires ont augmenté dans quatre des cinq régions géographiques. La plus forte croissance a été observée en Europe (+13%), suivie par le Moyen-Orient (+3,2%), l'Asie et l'Océanie (+2,7%) et l'Amérique du Nord et du Sud (+0,3%).

L'Afrique est la seule région où, selon les estimations du SIPRI, les dépenses consacrées aux besoins militaires ont diminué. En un an, le budget de défense des pays africains a diminué de 5,3%, à 39,4 milliards de dollars. La majeure partie de la réduction est imputable à plusieurs grands pays de la région : le Nigeria (-38%), l'Afrique du Sud (-8,4%) et l'Algérie (-3,7%). Cependant, l'Éthiopie a connu une augmentation de 88% de ses dépenses militaires, pour atteindre 1 milliard de dollars, en raison de la reprise des hostilités actives entre les forces gouvernementales et des groupes rebelles dans le nord du pays. observateurcontinental.fr 24 avril 2023

Parmi les conneries que certains osent sortir et qui sont plébiscitées. Le tirage au sort des élus. (Étienne Chouard) On y est déjà !

Sérieusement, vous imaginez vivre dans une société où les acteurs politiques seraient tirés au sort parmi tous les psychopathes, schizophrènes, mégalomanes, déséquilibrés mentaux, cinglés en tous genres qui existent, malfaisants, sadiques et j'en passe ignorants au dernier degré, il faut être un abruti fini pour sortir un truc pareil, le dernier des cons, et je suis poli.

Média gouvernemental. On croirait entendre s'exprimer des barbares.

Liège-Bastogne-Liège 2023 : Tadej Pogacar-Remco Evenepoel, duel de cannibales dans les Ardennes - francetvinfo.fr 23 avril 2023

Totalitarisme. Wokisme et théorie du genre.

Espagne : Les écoles obligées de dénoncer les parents refusant le changement de sexe de leurs enfants - France-Soir 21 avril 2023

La loi sur les transgenres, approuvée depuis le mois de février en Espagne reconnaît la volonté de la personne comme seule condition pour changer de sexe au registre civil à partir de l'âge de 16 ans. Aujourd'hui, les écoles peuvent dénoncer aux services sociaux les parents qui refusent que leurs enfants changent de sexe.

Avec la nouvelle loi transgenre espagnole, il est désormais possible pour un mineur de changer de nom et d'apparence en classe sans se réinscrire à l'école et sans le consentement des parents. Onze protocoles établis par la loi appellent les directeurs des écoles à dénoncer aux services sociaux les parents refusant le changement de sexe de leurs enfants.

https://www.francesoir.fr/societe/espagne-les-ecoles-obligees-de-denoncer-les-parents-refusant-le-changement-de-sexe-de-leurs

Des députés canadiens critiqués après avoir porté des talons hauts pour lutter contre les violences faites aux femmes - lemediaen442.fr 23 avril 2023
Ces vidéos montrant ces hommes politiques défilant en talons lors de l'événement annuel organisé par Halton Women's Place en Ontario ont été largement partagées sur les réseaux sociaux. Cependant, ce défilé n'a pas fait l'unanimité en raison du malaise qu'il a suscité et du fait qu'il a détourné l'attention de la grève des 155 000 fonctionnaires fédéraux qui réclamaient un rattrapage salarial. L'accent mis sur les questions sociétales sert à masquer les problèmes sociaux, une technique ancienne utilisée par les détenteurs du pouvoir.

Malheureusement pour les députés, cette démarche ridicule a été critiquée et moquée par de nombreux utilisateurs des réseaux sociaux qui estiment que porter des talons n'est pas une manière efficace de lutter contre les violences faites aux femmes. La commentatrice Bernie Spofforth a déclaré de soin côté : « *Je suis tellement gêné que cela m'a fait frissonner le cuir* chevelu ».

Cerise sur le gâteau, l'événement « *Hope in High Heels* » a eu lieu peu de temps après l'arrestation d'une femme transgenre en Ontario, au Canada, pour agression sexuelle sur une femme biologique dans un foyer d'accueil. L'égalité des genres en prend un coup.

Depuis la France, nous saluons nos cousins canadiens qui doivent faire face aux mêmes hurluberlues wokistes déconnectées de la réalité, qui rient et défilent en talons hauts alors que le peuple traverse l'une des pires crises de son histoire. Courage ! lemediaen442.fr 23 avril 2023

https://lemediaen442.fr/des-deputes-canadiens-critiques-apres-avoir-porte-des-talons-hauts-pour-lutter-contre-les-violences-faites-aux-femmes/

Dictature climatique.

Stratégie de la terreur. Catastrophisme. Les Espagnols vont « *mourir de soif* » !

"*On pourrait manquer d'eau potable*" : face à une sécheresse historique, le contre-la-montre de la Catalogne pour ne pas mourir de soif - francetvinfo.fr 23 avril 2023

Désinformation. Prouesse scientifique ou une découverte. Ils les ont comptés, ils les ont dégottés où ?

La pollution de l'air tue encore 1.200 enfants et adolescents par an en Europe - AFP 24 avril 2023

La pollution de l'air provoque encore chaque année en Europe le décès prématuré d'au moins 1.200 enfants et adolescents, selon un rapport de l'Agence européenne de l'environnement (AEE) publié lundi, même si la tendance est à l'amélioration.

"*La pollution de l'air cause plus de 1.200 décès prématurés par an chez les moins de 18 ans en Europe et augmente significativement le risque de maladie plus tard au cours de leur vie*", écrit l'AEE dans son rapport. AFP 24 avril 2023

J-C - Et devenez ce qui est en cause, je vous le donne en mille, les énergies fossiles, le carburant des véhicules à moteur et le charbon. La question n'est pas de le nier, c'est le timing et leur motivation qui ne passe pas ou qui relèvent de l'instrumentalisation, qui plus est sachant qu'ils n'en ont rien à foutre de la santé de la population, n'oublions pas que lUE est pro nazi quand même.

Combat contre la « *réforme* » des retraites de Macron-BlackRock.

Qui a dit ?

- (1er mai) Pas de « *logique du grand soir* », mais bien un objectif, « *transformer la société, car nous ne nous satisfaisons pas du monde tel qu'il est* ». Ouf !

Réponse : La présidente de la CGT Sophie Binet. (lejdd.fr 23 avril 2023)

Il est ultra minoritaire, qu'il dégage, dehors le tyran !

Selon 7 Français sur 10, la réélection d'Emmanuel Macron a été une mauvaise chose pour le pays - Journal du Dimanche 24 avril 2023

Les mots qui reviennent le plus pour qualifier le chef de l'État sont « *désaccord* », « *déception* » et « *colère* ».

Les masses se radicalisent.

Une majorité de Français comprend les insultes proférées à l'encontre d'Emmanuel Macron - BFMTV 24 avril 2023

56% des Français considèrent que l'on peut comprendre ce type de réaction puisque sa politique et sa façon de s'exprimer provoque une très forte colère.

Macron en Alsace : trois personnes jugées pour outrage - Le HuffPost 22 avril 2023

Trois personnes seront jugées en septembre pour avoir fait des doigts d'honneur et proféré des insultes envers Emmanuel Macron lors de la visite du président à Sélestat, en Alsace, a confirmé ce samedi 22 avril à l'AFP la procureure de Colmar.

Ces trois manifestants sans antécédents judiciaires, deux hommes et une femme, comparaîtront sur reconnaissance préalable de culpabilité pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, a indiqué la procureure, Catherine Sorita-Minard, confirmant en les précisant des informations du journal *L'Alsace*.

Rappel.

Le 7 mars, Éric Dupond-Moretti a fait deux bras d'honneur dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, mais il n'a pas été sanctionné.

J-C – Après ils s'étonnent qu'on les supprime lors d'une révolution…

Ils mentent comme des arracheurs de dents. Ils sont honnis.

« *Pas de manifestation interdite* » : Élisabeth Borne dit l'inverse de l'arrêté préfectoral - Le HuffPost 22 avril 2023

Gérald Darmanin assure que les "*casseroles ne sont pas interdites*" dans les manifestations - BFMTV 22 avril 2023

Certains manifestants se sont vus confisquer cet objet ce jeudi à leur entrée à Ganges, dans l'Hérault, où se déplaçait Emmanuel Macron. ***BFMTV 22 avril 2023***

À Montreuil, manifestants et casseroles accueillent François Braun - LePoint.fr 22 avril 2023

Venu visiter un centre de santé, le ministre a trouvé l'entrée bloquée par quelque 250 manifestants opposés à la réforme des retraites. ***LePoint.fr 22 avril 2023***

Macron, Ndiaye, Dupond-Moretti… Des déplacements encore marqués par les casseroles - Le HuffPost 24 avril 2023

De Poitiers dans la Vienne, à Lyon dans le Rhône, en passant par… Ostende, en Belgique : les casseroles continuent de poursuivre Emmanuel Macron et ses ministres. - Le HuffPost 24 avril 2023

Paris: un "*comité d'accueil*" muni de casseroles pour la ministre de la Culture avant les Molières - BFMTV 24 avril 2023

Lyon : la visite de Pap Ndiaye à l'Inspe annulée en raison de la présence de manifestants - Journal du Dimanche 24 avril 2023

Pap Ndiaye exfiltré de la gare de Lyon en raison de la présence de manifestants - Journal du Dimanche 24 avril 2023

Le ministre revenait d'un déplacement à Lyon lorsqu'il a été accueilli par des opposants à la réforme des retraites. Plus tôt dans la journée, sa visite à l'Inspe et au rectorat de Lyon avait également été perturbée. Journal du Dimanche 24 avril 2023

Absurdités, confusions grotesques ou contre-vérités... Ils veulent nous refaire le coup une troisième fois, ils nous prennent vraiment pour des cons !

Charte des Nations Unies – La guerre en Ukraine et notre engagement pour la paix - investigaction.net 17 avril 2023

- La Charte des Nations Unies était autrefois un cadeau des puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale – les Etats-Unis, l'Union soviétique de l'époque, la Grande-Bretagne et la France – à l'humanité. Aujourd'hui, ces Etats (ou leurs successeurs) se sont tellement discrédités avec la guerre en Ukraine que nous ne pouvons pas attendre d'eux un renouvellement de la Charte des Nations Unies.

J-C - C'est à croire qu'il ne s'est rien passé depuis le 11 septembre 2001, aucune guerre déclenchée par les Etats-Unis et leurs vassaux... A bas les Nations Unies !

- Le flambeau d'un ordre mondial pacifique et axé sur la coopération doit désormais être porté par d'autres pays, comme le Brésil, l'Argentine et le Mexique en Amérique latine; l'Inde, la Chine et l'Indonésie en Asie; l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Ethiopie en Afrique, et l'Egypte et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient.

En assumant une plus grande responsabilité pour la paix mondiale, ces pays feraient un pas de plus vers un monde multipolaire et égalitaire. Quoi de mieux pour cela qu'un ordre de paix fondé sur la Charte des Nations Unies et le principe de «*l'égalité souveraine de tous ses membres*» ! investigaction.net 17 avril 2023

Ils osent tout. Tour d'illusionnisme. Toujours à la recherche du sauveur suprême du capitalisme ! Vive le corporatisme au passage !

Possible chamboulement de la politique US - Réseau Voltaire 22 avril 2023

Robert Francis Kennedy Jr., fils de l'ancien ministre de la Justice Bob Kennedy et neveu du président John Fritzgerald Kennedy, s'est porté candidat à l'investiture du Parti démocrate US contre le président sortant Joe Biden.

Les sondages donnent aujourd'hui Joe Biden perdant face à Donald Trump.

Robert Kennedy Jr. est un avocat environnementaliste. il a notamment gagné un procès retentissant contre Monsanto. Au nom de la science, il a mené le combat contre le Dr. Anthony Fauci et des entreprises pharmaceutiques lors de l'épidémie de Covid [1].

Comme Bernie Sanders en 2020, cet homme de gauche, qui n'a cessé de lutter contre les dirigeants du Parti démocrate woke, tente de s'emparer de ce parti à la manière dont le jacksonien Donald Trump s'est emparé du Parti républicain. Kennedy a fait de la lutte contre la corruption des institutions et contre le pouvoir des transnationales son cheval de bataille.

Il incarne une gauche non-sectaire, tournée vers le Bien commun.

En juillet 2021, Robert Kennedy Jr. avait participé au ReAwaken America Tour, qualifié par la presse de mouvement chrétien d'extrême-droite. Il s'y était fait photographier aux côtés du général Michael Flynn et du stratège électoral Roger Stone.

Le républicain Roger Stone, qui a participé aux campagnes de Richard Nixon, de Ronald Reagan, de George W. Bush, et a dirigé celle de Donald Trump, assure que, quelles que soient les divergences entre Trump et Kennedy (notamment sur les armes et l'avortement), une candidature d'union nationale des deux hommes offrirait une solution pour répondre à la division du pays et préserver l'existence des États-Unis. De son côté, Steve Bannon a encouragé Robert Kennedy à se présenter.

[1] The Real Anthony Fauci : Bill Gates, Big Pharma, and the Global War on Democracy and Public Health, Robert F. Kennedy, Skyhorse (2021).

J-C - Il y en a qui tiennent absolument à "préserver l'existence des États-Unis"...

« *Bernie Sanders en 2020, cet homme de gauche* », Robert Kennedy Jr *« incarne une gauche non-sectaire, tournée vers le Bien commun* », il fallait oser le sortir, traduire : Charité bien ordonnée commence par soi-même ou la classe sociale qu'il représente, en aucun cas la classe ouvrière.

Les traités sont faits pour être violés.

La Russie et la Chine exigent l'application de tous les Traités - Réseau Voltaire 24 avril 2023

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit, en ce moment 24 avril 2023, sous la présidence du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, pour débattre du thème : « *Maintien de la paix et de la sécurité internationales : un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies* ».

Rappelons que l'interprétation de la Charte des Nations unies a été précisée dans la « *Déclaration relative aux principes du Droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations unies* » (résolution 2625 du 15 décembre 1970). Celle-ci ne proscrit pas la guerre, mais précise les cas d'échec des moyens de résoudre pacifiquement les crises. (Des "*relations amicales*" entre Etats, ce n'est pas sérieux. « *Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêt*s », Charles de Gaulle, vous devriez réviser vos classiques au Réseau Voltaire ! - J-C)

Les Occidentaux ont dressé un réquisitoire contre la Fédération de Russie et son *« invasion de l'Ukraine* », selon eux contraire à la Charte des Nations unies. Ils s'appuient sur la décision de la Cour internationale de Justice (le tribunal interne de l'Onu), enjoignant la Russie de retirer ses troupes d'Ukraine. C'est malhonnête car cette décision ne porte pas sur l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, mais sur l'accusation de génocide formulée par la Russie contre l'Ukraine au Donbass. Or, la Russie a publié depuis quantité de documents écrits et vidéos attestant de ses dires.

De leur côté, la Russie et la Chine, dans la ligné des déclarations de l'ambassadeur chinois à Paris, Lu Shaye, ont réclamé en priorité le respect des engagements écrits de chacun, c'est-à-dire l'application des traités, de tous les traités. Cette position commune prolonge la proposition russe de garanties de sécurité, présentée le 17 décembre 2021, dans l'esprit du sommet des présidents Poutine et Xi du mois dernier.

Il ne s'agit pas seulement de remettre en question l'extension à l'Est de l'Otan en violation les multiples engagements écrits en la matière.
Ainsi :

- la Finlande s'est engagée par écrit en 1947 à rester neutre. Son adhésion à l'Otan est donc une violation de sa propre signature.

- les États baltes se sont engagés par écrit, lors de leur création en 1990, à conserver les monuments honorant les sacrifices de l'Armée rouge. Leur destruction de ces monuments est donc une violation de leur propre signature.

- les Nations unies ont adopté la résolution 2758 du 25 octobre 1971 reconnaissant que Beijing, et non pas Taïwan, est le seul représentant légitime de la Chine. À le suite de quoi, le gouvernement de Tchang Kaï-chek a été expulsé du Conseil de sécurité et remplacé par celui de Mao Zedong. Par conséquent, par exemple, les récentes manœuvres navales chinoises dans le détroit de Taïwan ne constituent pas une agression contre un État souverain, mais un libre déploiement de ses forces dans ses propres eaux territoriales.

- etc, etc.

La paix internationale dépend donc de savoir si les règles qui s'appliquent sont celles du Droit international, fondé sur les traités bilatéraux et les règles élaborées collectivement, ou si ce sont les règles rédigées par les seuls Occidentaux.
(A suivre…) Réseau Voltaire 24 avril 2023

J-C – Vous n'avez rien remarqué ? On a le choix entre uniquement des règles établies par des grandes puissances représentant leurs propres intérêts ou les intérêts du capitalisme mondial, aucune qui pourraient être établies par les travailleurs conformément à leurs intérêts, ce qui nous fait dire que ces règles ne sont pas pour nous d'où qu'elles viennent.

Vous ne serez jamais assez tordu pour imaginer des trucs pareils.

L'industrie américaine de « *fabrication d'atrocités* » visant à diaboliser les États rivaux

Les organes du gouvernement américain travaillant avec les médias occidentaux ont créé une industrie massive de « *fabrication d'atrocités* » pour discréditer la Chine et d'autres ennemis perçus de l'Occident, selon un nouveau livre étonnant qui sera publié le mois prochain.

L'étonnante étude de 500 pages réalisée par AB Abrams de l'Université de Londres montre exactement comment le monde a été trompé par une série de techniques trompeuses, développées au fil de nombreuses années : et comment ce que nous lisons aujourd'hui est directement lié à des reportages notoirement frauduleux comme le « *armes de destruction massive* » et le mitraillage d'étudiants sur la place Tiananmen.

« *La population ouïghoure du Xinjiang était les derniers bébés koweïtiens en couveuse, les derniers civils américains tués dans les attaques terroristes cubaines, les derniers civils philippins brutalisés par les Huks ou les victimes syriennes des armes chimiques de leur gouvernement* », écrit Abrams. « *Il s'agissait de Park Yeonmi forcée de traverser trois montagnes et d'enterrer son père, de dissidents irakiens nourris vivants dans des broyeurs humains, d'étudiants écrasés par des chars sur la place Tiananmen ou de femmes libyennes violées par les mercenaires noirs africains de Kadhafi*. »

« *Ce que toutes ces victimes présumées avaient en commun, c'est que les crimes contre elles n'ont jamais été réellement commis mais ont été très largement diffusés pour construire des récits qui servaient les objectifs de la politique étrangère occidentale*. »

Le superbe travail d'Abrams sera publié le mois prochain, mais des copies anticipées ont été envoyées à l'auteur actuel et à d'autres. Le livre est décrit par le grand journaliste indépendant Max Blumenthal comme « *un exposé dévastateur de la clique interventionniste qui a militarisé les droits de l'homme afin de déstabiliser les nations ennemies et d'appauvrir leurs populations*. »

Abrams est un universitaire très respecté, connu pour ses superbes travaux de recherche sur les relations géopolitiques et sa capacité à voir à travers le brouillard épais du bruit médiatique. Dans des détails minutieux, avec des sources soigneusement citées, ce nouveau livre raconte précisément comment le monde occidental utilise les médias pour façonner la pensée mondiale en créant de faux récits et en armant des concepts tels que les droits de l'homme pour diaboliser ses rivaux.

Comment fonctionne la technique de fabrication d'atrocité ? Des personnes hostiles dans des groupes « *indépendants* » de défense des droits de l'homme financés discrètement par le gouvernement des États-Unis fabriquent des histoires d'atrocités grotesques qui sont largement diffusées par les plus grands médias du monde, dont la BBC, Reuters et le New York Times.

https://reseauinternational.net/lindustrie-americaine-de-fabrication-datrocites-visant-a-diaboliser-les-etats-rivaux/

Santé.

763 célébrités mortes après la vaccination au Covid ! Combien alors dans la population ?

763 décès liés au vaccin Covid et des centaines de victimes de la vaccination – un énorme crime vaccinal est mis en lumière avec force preuves ! Kla.TV a rassemblé 17 heures d'images qui montrent les conséquences effrayantes et la mortalité mondiale suite à la vaccination Covid-19.

Si autant de personnes meurent rien que parmi les célébrités, qu'en est-il des anonymes et des inconnus qui ne sont pas publiés dans les médias ?

https://reseauinternational.net/763-celebrites-mortes-apres-la-vaccination-au-covid-combien-alors-dans-la-population/

J-C - Aucun acteur politique occidental de premier plan, bizarre, non, normal. Si Macron a refusé l'examen sanguin avant la rencontre avec V. Poutine à Moscou, c'est parce qu'elle aurait révélé qu'il n'était pas "*vacciné*".

Alerte Info : Cédric Villani reconnaît que les autorités connaissaient les dangers du vaccin Covid pour les troubles menstruels - lemediaen442.fr 22 avril 2023

Les révélations de Cédric Villani sur les effets secondaires du vaccin Covid font froid dans le dos. Selon l'ancien député de LREM, le système de pharmacovigilance avait été le premier à alerter sur les effets secondaires menstruels du vaccin Covid.

Dans un enregistrement audio (voir ci-dessous) partagé par Romain Doyer, fils de Marc Doyer dont la femme est décédée des suites du vaccin Covid, Cédric Villani, célèbre mathématicien et ancien député sous l'étiquette de La République en marche (LREM), a fait des révélations choquantes.

Selon Villani, le système de pharmacovigilance avait été le premier à alerter sur les effets secondaires menstruels du vaccin Covid. Cependant, lorsque cette information a été transmise au groupe d'évaluation de l'Agence européenne du médicament (AEM), les conclusions ont été que ces effets secondaires n'étaient pas significatifs. « *Le système de pharmacovigilance s'était bien rendu compte et avait été le premier à alerter sur les effets secondaires menstruels. Mais quand cela s'est retrouvé au groupe d'évaluation de l'Agence européenne du médicament, les conclusions ont été que ce n'était pas significatif.* », selon l'ancien député de La République en marche.

Ce n'est que récemment que le système a fini par revoir son diagnostic à ce sujet. « *C'est étrange que d'un côté, la pharmacovigilance avait alerté très tôt et sur la base des retours de personnes vaccinées. Et de l'autre côté, l'ANSM a mis un temps considérable avant de l'accepter comme quelque chose de probable, 1 année* », a déclaré Cédric Villani.
Ces révélations extrêmement choquantes soulèvent des questions sur la transparence et l'efficacité des systèmes de surveillance des effets secondaires des vaccins. C'est un véritable pavé dans la mare qui vient d'être lancé et qui donnera raison, encore une fois, aux personnes qualifiées de "*complotistes*". Comment est-il possible de faire vacciner des millions de femmes en connaissant les risques de cette vaccination ? Comment est-il possible que la parole de milliers de femmes qui se sont vaccinées soit encore insultée par les médias comme Libération en les qualifiant d'antivax complotistes ?

Faut-il rappeler que l'association « *Où est mon cycle ?* » alerte depuis près de deux ans sur cette grave problématique ? Voici le commentaire de Mélodie Feron, fondatrice du collectif « *Où est mon cycle ?* » concernant cette révélation :

Nous avons pris part à des réunions avec l'ANSM début mai 2022. Il y avait des représentants des différents ordres de médecins et personne n'a pris nos propos au sérieux. Nous avons proposé d'envoyer les milliers de témoignages reçus et la réponse a bien entendu été négative. Un médecin nous a même répondu : *« Pour sauver 15 000 vies, on peut bien sacrifier 100 utérus* ». Je vous laisse apprécier la phrase à sa juste valeur… Venant de l'ordre des médecins, ça en dit long…

Est-ce pour service rendu que Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'ANSM, a été élue pour 3 ans à la vice-présidence du conseil d'administration de l'EMA en juin 2022 ?

Rappelons à nos lecteurs que dans l'affaire Mediator, le tribunal correctionnel de Paris avait rendu son verdict. Les Laboratoires Servier et l'ANSM (ex-Afssaps) avait été reconnus coupables de tromperie aggravée, d'homicides et de blessures involontaires. Au terme d'un procès fleuve, ils ont été respectivement condamnés à une amende de 2,7 millions d'euros et plus de 300 000 euros — ce qui est peu comparé aux 400 millions de bénéfices tirés du Mediator.

Lorsque les risques sont connus et qu'une vaccination de masse est autorisée malgré tout, il est possible pour tout citoyen de porter plainte contre l'État pour négligence. L'affaire ne fait que commencer. lemediaen442.fr 22 avril 2023

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Hersh : l'Ukraine achète du pétrole russe à prix réduit pour alimenter les chars de guerre - investigaction.net

Le prestigieux journaliste Seymour Hersh fait de nouvelles révélations : l'Ukraine achète du pétrole russe pour ses chars, l'entourage de Zelensky détourne des sommes colossales à partir de fonds provenant des États-Unis et des ministères ont monté une arnaque aux armes fournies par l'Occident. Ces armes sont revendues à des marchands d'armes du monde entier.

L'année dernière, le président Zelensky et son entourage ont détourné au moins 400 millions de dollars de fonds américains. Ces fonds étaient destinés à l'achat de diesel. C'est ce qu'affirme un nouvel article de Seymour Hersh.

Seymour Hersh est un journaliste au parcours exemplaire. Il a fait d'importantes révélations sur la guerre du Vietnam et a remporté le prix Pulitzer, entre autres. C'est aussi lui qui a révélé que les États-Unis étaient à l'origine de l'explosion du gazoduc Nord Stream. Dans son article, il se base sur des sources au sein de la CIA.
Selon ces sources, l'Ukraine a acheté du diesel directement à la Russie elle-même, pays avec lequel elle est en guerre. De plus, des sommes importantes ont été prélevées sur les fonds destinés aux paiements du diesel.

« *Zelensky a acheté du diesel bon marché aux Russes* », a déclaré un agent de la CIA.

https://www.investigaction.net/fr/hersh-lukraine-achete-du-petrole-russe-a-prix-reduit-pour-alimenter-les-chars-de-guerre/

À l'ONU, Lavrov exhorte la « *minorité occidentale* » à respecter les autres pays - fr.sputniknews.africa 24 avril 2023

La « *minorité occidentale* » doit « *bien se comporter* » et respecter les autres membres de la communauté internationale, a déclaré ce lundi 24 avril le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov devant les Nations unies.

« *Appelons un chat un chat : personne n'a autorisé la minorité occidentale à parler au nom de toute l'humanité* », a déclaré le ministre lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le multilatéralisme.

Selon lui, l'Occident doit « *se comporter décemment et respecter tous les membres de la communauté internationale* ».

Le ministre russe a affirmé que les États-Unis avaient en effet procédé à la *« destruction de la mondialisation* », bien qu'ils aient présenté cette dernière comme le plus grand bien de l'humanité.

« *Washington et le reste de l'Occident qui lui obéit utilisent leurs propres règles chaque fois qu'ils ont besoin de justifier des mesures illégitimes prises contre ceux qui conduisent leur politique conformément au droit international en refusant de suivre les intérêts égoïstes du dénommé milliard d'or* », a insisté Lavrov. fr.sputniknews.africa 24 avril 2023

Visas US refusés aux journalistes russes: Moscou promet de "*ne pas laisser tomber l'histoire*" - fr.sputniknews.africa 24 avril 2023

Le Kremlin a fustigé la non-délivrance de visas américains à la presse russe. Moscou "*ne laissera pas tomber cette histoire*", a assuré le porte-parole du Président russe.

"*C'est un sujet pour une discussion sérieuse au sein de l'Onu avec les pays qui ont des reproches à faire au gouvernement américain suite aux violations des obligations internationales tout en accueillant le quartier général sur [son] territoire*", a jugé Dmitri Peskov.

Pendant son discours au Conseil de Sécurité de l'Onu, Sergueï Lavrov s'est pour sa part adressé aux journalistes internationaux couvrant l'événement:

"*Vos collègues des médias russes n'ont pas été autorisés à s'y rendre. L'ambassade américaine à Moscou a annoncé en se moquant qu'elle était prête à leur délivrer des visas au moment où notre avion a décollé.*" fr.sputniknews.africa 24 avril 2023

Le monde a décidé de se passer de l'Occident - euro-synergies.hautetfort.com 24 avril 2023

Le nouvel ordre mondial américain est de plus en plus en crise et un nouvel ordre mondial est en train d'émerger. C'est l'objectif déclaré de Moscou et de Pékin: le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a lui-même subordonné le processus de paix avec Kiev à l'installation d'un nouvel ordre mondial. Ce qui est étonnant, c'est que les eurocrates de Bruxelles restent

obstinément aveugles. Le nouvel ordre n'est pas une simple hypothèse, mais est désormais une réalité en advenance, explique Gianandrea Gaiani, rédacteur en chef d'Analisi Difesa (https://www.analisidifesa.it/), faits à l'appui.

http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2023/04/24/le-monde-a-decide-de-se-passer-de-l-occident.html

---

Le mystère Wagner : Wagner est en fait commandé de haut en bas par de véritables commandants militaires russes

Le véritable commandant de Wagner serait un nom de code Lotus, ou Lotos en russe.

Lotus, né Anton Yelizarov à Rostov, en Russie, était un officier de réserve russe et diplômé de plusieurs prestigieuses académies militaires russes dans les années 90, dont l'école de parachutistes d'élite Suvorov Military Guards Ulyanovsk et l'école aéroportée Ryazan. Il a ensuite servi dans le district militaire du Sud en tant que commandant de peloton et de compagnie dans la 7e division de montagne d'assaut aéroportée d'élite. Il aurait ensuite été promu à la 10e brigade des forces spéciales séparées du GRU.

Il a ensuite été transféré à Wagner et aurait servi en Syrie où il a été blessé, ainsi qu'instructeur en République centrafricaine, puis commandant en Libye.

En bref : ce type a une sacrée carrière et une expérience de conflit actif sans pareille.

https://reseauinternational.net/le-mystere-wagner-wagner-est-en-fait-commande-de-haut-en-bas-par-de-veritables-commandants-militaires-russes/

Quand en France les manuels d'histoire sont des manuels de propagande politique.

Guerre en Ukraine : en Russie, le pouvoir modifie les manuels d'histoire pour expliquer "*pourquoi cette opération était inévitable*" - francetvinfo.fr 23 avril 2023

Les manuels d'histoire des élèves russes des classes équivalentes à la première et à la terminale, à la rentrée de septembre 2023, comporteront un chapitre consacré à la guerre en Ukraine. Naturellement, le pouvoir russe entend y faire prévaloir sa vision des événements. francetvinfo.fr 23 avril 2023

J-C - Le soutien de la France au régime néonazi ukrainien figurera-t-il dans les prochains manuels scolaires en France ?
Lu ou rappel.

- Les puissances de l'OTAN et les médias occidentaux ont fait des heures supplémentaires au cours des 24 derniers mois pour réécrire l'histoire et présenter la guerre en Ukraine comme une provocation russe…

Afrique.

Les descendants des esclavagistes continuent de martyriser l'Afrique

La transformation de l'Afrique en une arène de rivalités géopolitiques provoque l'instabilité. En Éthiopie, elle s'est transformée en une guerre civile sanglante, et au Nigeria en une lutte féroce entre clans lors des élections générales.

Pour décrire les charmes du capitalisme, ses idéologues utilisent une gamme restreinte d'exemples. Leur « *matériel d'illustration* » se limite à l'Amérique du Nord, à l'Europe occidentale, au Japon et à quelques autres pays. En même temps, les propagandistes du marché se taisent pudiquement sur le prix du « *progrès* ». Par exemple, les régions qui ont participé pleinement à l'histoire du capitalisme. Non pas en tant que bénéficiaires, mais en tant que « *matériaux de construction* ».

L'Afrique a fourni l'accumulation initiale de capital pendant des siècles. Le nombre d'esclaves exportés du continent est estimé à 17 millions. Au XIXe siècle, l'Afrique a été divisée par les puissances capitalistes, ce qui a gelé son développement. En 1900, la population du deuxième plus grand continent du monde ne représentait que 6% de la population mondiale.

Au prix de souffrances inimaginables, l'Afrique a constitué la base de la prospérité de l'Occident et attire aujourd'hui les prédateurs mondiaux avec ses ressources
https://reseauinternational.net/les-descendants-des-esclavagistes-continuent-de-martyriser-lafrique/

Soudan.

Les premières impressions sur la tragédie soudanaise

Revue de presse par Mouna Alno-Nakhal

Il semble que personne ne pouvait s'attendre à ce que les divergences entre le général Abdel Fattah al-Burhane, chef de l'armée soudanaise et numéro un du Conseil souverain de transition, et le général Mohamed Hamdan Dogolo, alias Hemedti, commandant des « *Forces de soutien rapide* » et numéro deux du même Conseil, aboutissent à un affrontement armé tel celui qui a débuté le 15 avril dernier, avec d'ores et déjà plus de 200 morts et des centaines de blessés.

https://reseauinternational.net/les-premieres-impressions-sur-la-tragedie-soudanaise/

Etats-Unis.

Jack Teixeira et les « *Pentagon Leaks* » : Hypothèses d'officiers du renseignement US

Dans la semaine du 20 avril, le magistrat Andrew Napolitano, ami du Colonel Douglas MacGregor et introduit dans le milieu du renseignement – il a joué un rôle important dans les tentatives de déjouer le « *Russiagate* » frauduleux contre le président Trump1 – a interviewé plusieurs officiers du renseignement civil et militaire à la retraite sur les « *Pentagon Leaks* » prétendument orchestrés par le jeune Jack Teixeira.

Leurs hypothèses et analyses divergeant notoirement de celles avancées par la presse conforme, en l'absence de transcription écrite nous présentons ici le paraphrase (et non des citations verbatim), d'éléments remarquables quoique bruts de décoffrage, extraits de plusieurs heures d'interviews cette semaine avec le magistrat Napolitano. Les références YT des interviews y figurent ainsi que, le cas échéant, le site personnel des intervenants.

https://reseauinternational.net/jack-teixeira-et-les-pentagon-leaks-hypotheses-dofficiers-du-renseignement-us/

Le monde déteste l'Amérique… Et l'attaque vient d'un pays de l'OTAN

« *Le monde entier déteste l'Amérique* ». Une déclaration inacceptable pour les larbins européens et surtout italiens. Ceux-ci pourraient l'ignorer si elle avait été prononcée par Marco Rizzo ou un autre représentant de l'extrême droite ayant survécu au changement de cap américano-crossettiste. Au lieu de cela, il s'agit d'une déclaration du ministre turc de l'Intérieur Suleiman Soylu. Il a ajouté que les États-Unis et l'UE « *continuent à ruiner leur réputation* ».

https://reseauinternational.net/le-monde-deteste-lamerique-et-lattaque-vient-dun-pays-de-lotan/

Amérique Latine.

Equateur: Le Parquet demande la détention préventive de Lenin Moreno - Bolivar Infos 21 Avril 2023

- Le ministère public équatorien a demandé mercredi l'incarcération préventive de l'ancien président Lenin Moreno et de son épouse Rocío González, poursuivis pour leur participation présumée à l'affaire Sinohydro.

Depuis le 13 mars, les 37 accusés dans cette affaire de corruption devaient comparaître périodiquement devant la Cour nationale de justice (CNJ) afin de garantir leur présence lors d'un éventuel procès, mais Lenin Moreno, son épouse et neuf autres suspects n'ont pas respecté les mesures prises lors de l'audience de mise en accusation.
Moreno et sa femme avaient demandé à comparaître à l'ambassade d'Équateur au Paraguay, où ils résident, mais un tribunal de la Cour nationale de justice a rejeté l'action en habeas corpus introduite par la défense de l'ancien président équatorien.

Le bureau du procureur a demandé qu'Interpol soit informé de leur recherche et de leur capture.

Selon la thèse du bureau du procureur général de l'Équateur, les 37 personnes mises en examen dans cette affaire ont formé une structure criminelle qui a perçu 76 millions de dollars de pots-de-vin de la part de l'entreprise chinoise Sinohydro, chargée de la construction de la centrale hydroélectrique de Coca Codo Sinclair sous le gouvernement de Rafael Correa.

Les allégations contre Moreno découlent d'une enquête intitulée Le labyrinthe offshore du cercle présidentiel, publiée en 2019 au sujet d'une affaire de corruption, qui implique directement la société INA Investment Corporation, créée par Edwin Moreno, qui porterait une partie du nom des filles de l'ancien chef d'État.

Selon la documentation enregistrée, cette société gérait des comptes à la Balboa Bank du Panama, à partir desquels des meubles coûteux, des tapis et d'autres articles de luxe ont été acquis pour l'appartement de Moreno à Genève (Suisse), où il était l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour les personnes handicapées. Bolivar Infos 21 Avril 2023

Bolivie: Jeanine Áñez mise en examen pour le massacre de Senkata - Bolivar Infos 19 Avril 2023

L'ancienne présidente de fait de la Bolivie, Jeanine Áñez, a été inculpée pour les crimes présumés de génocide, d'homicide, ainsi que pour blessures graves et légères en degré de paternité dans l'enquête menée pour le massacre de Senkata, qui a eu lieu en novembre 2019.

En se trouvant au niveau de la décision et du commandement, Áñez, avait le contrôle absolu de toute la structure organisée du pouvoir. Les décisions concernant le déploiement d'unités policières et militaires ont été prises à ce niveau, dans un contexte d'opérations conjointes, selon le document de la commission de procureurs présenté devant un juge de l'affaire d'El Alto.

Le bureau du procureur a déposé l'accusation officielle devant le premier tribunal pénal d'El Alto. Il demande également qu'Áñez entre en détention provisoire pour 6 mois dans la prison de Miraflores, pendant que les investigations avancent.

Le 19 novembre 2019, des actes de violence ont été enregistrés, faisant une dizaine de morts par balles et 31 blessés. Le massacre de Sacaba, à Cochabamba, a également été enregistré quatre jours plus tôt.

Dans l'accusation, le ministère public déclare qu'Añez était responsable des morts parce qu'elle a publié le décret 4078 qui a permis les opérations conjointes des forces armées et de la police face aux manifestations pacifiques condamnant coup d'État qui, quelques jours auparavant, avait chassé du pouvoir le président de l'époque, Evo Morales.

Dans les événements violents survenus dans différentes parties du pays, 37 personnes ont perdu la vie, des centaines ont été blessées et des milliers d'arrestations illégales et de violations des droits de l'homme ont été signalées.

À la mi-janvier, la première Cour d'instruction pénale d'El Alto a défini que l'ancienne présidente de fait devait être jugée pénalement et non lors d'un procès en responsabilité.

Nicaragua : Suspension des relations avec l'Union européenne - Bolivar Infos 19 Avril 2023

Bolivie : Arce alerte sur les menaces étrangères et appelle la défendre le lithium - Bolivar Infos 19 Avril 2023

Le président Luis Arce a alerté mardi sur les menaces étrangères à cause de l'intérêt de pour les réserves de lithium bolivien, c'est pourquoi il a appelé la population à défendre cette ressource

naturelle que la Bolivie industrialisera sous un modèle, a-t-il rappelé, qui garantit la souveraineté sur toute la chaîne de production et de commercialisation de cette ressource naturelle.

Depuis Potosi, le département qui concentre la plus grande quantité des réserves de lithium, il a défendu le droit et la souveraineté bolivienne sur cette ressource naturelle qui intéresse des États-Unis, comme l'a révélé le Commandement Sud.

« Il y a des menaces étrangères, et encore plus ici, à Potosi. Le Commandement Sud des États-Unis nous a envoyé un message trois fois, le lithium bolivien les intéresse, notre réserve de lithium les intéresse. Ils nous considèrent comme si nous étions leur réserve, alors que le lithium est aux Boliviens, le lithium est à nous, c'est notre ressource naturelle et il faut la défendre. »

Uyuni, Potosí, possède 21 000 000 de tonnes de lithium certifiées auxquelles s'ajoutent les réserves de Pastos Grandes et de Coipasa.

Le 8 mars, devant une commission de la chambre des représentants des États-Unis, la chef du Commandement Sud, Laura Richardson, a exprimé son inquiétude pour « l'activité maligne » de ceux qu'elle considère comme ses adversaires, faisant ainsi allusion à la Chine, qui s'approprierait les ressources naturelles qui existent en Bolivie, au Chili et en Argentine, dont le lithium.

C'était une allusion à l'accord que Gisements de Lithium Boliviens (YLB) a signé le 20 janvier avec le consortium chinois CBC pour l'installation de 2 usines avec la technologie d'extraction directe du lithium (EDL)E dans les salins de Potosi et d'Oruro avec un investissement de plus de 1 083 000 000 de dollars.

L'industrialisation permettrait de produire en 2025 des cathodes et début 2026, de commencer à exporter des batteries de lithium, un élément actuellement demandée pour la voiture électrique.

Arce a défendu l'accord avec CBC parce qu'il renforce le modèle souverain de l'industrialisation du lithium avec la présence de l'État à tous les échelons de la chaîne de production.

« *Nous allons gagner sur toute la chaîne de production, c'est notre façon de faire des affaires que nous avons proposée aux patrons chinois et ils ont accepté.* »

Et il a invité les organisations sociales à réfléchir sur ces faits parce que le pays « *a besoin d'organisations sociales mûres, claires, parce qu'il y a un seul processus de changement dans notre pays dont nous sommes tous les acteurs.* »

Bolivie : Le chancelier défend la souveraineté de la Bolivie sur le lithium - Bolivar Infos 18 Avril 2023

Le chancelier Rogelio Mayta a défendu lundi devant le sous-secrétaire adjoint des États-Unis pour le Brésil et le Cône Sud, Mark Wells, la souveraineté de la Bolivie sur ses ressources naturelles comme le lithium far aux déclarations de la chef du Commandement Sud, Laura Richardson, qui a exprimé l'intérêt de son pays pour cette ressource.

« *Nous lui confirmons (à Mark Wells) que la Bolivie a le désir d'avoir les meilleurs relations avec les pays et les peuples de la communauté internationale sur la base du respect de sa souveraineté et de son autodétermination, et que nous allons prendre les décisions nécessaires en Bolivie sur nos*

ressources naturelles pour obtenir leur meilleur usage au bénéfice de nos peuples et en particulier des grande majorité. »

Le 8 mars, devant une commission de la chambre des représentants, la chef de la mission militaire, étasunienne dans la région, a exprimé son inquiétude à cause de « *l'activité maligne* » de ceux qu'elle considère comme ses « *adversaires* », en parlant de la Chine, parce qu'elle s'approprie les ressources naturelles, qui se trouvent en Bolivie, au Chili, en Argentine, en particulier le lithium.

« Je pense que pendant trop de temps, nous avons ignoré notre propre arrière-cour, et nous avons permis que la Russie, la Chine et l'Iran, des adversaires des États-Unis, fassent de grandes incursion dans notre région, », a prévenu à cette époque, Jimenez, qui a même dit : *« Je pense que la Chine est notre plus importante menace » et a indiqué que « il ne va manquer que le militaire*. »

Le 20 janvier, Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) et le consortium chinois CBC (CATL BRUNP & CMOC) ont signé un accord pour l'installation de deux usines avec de la technologie d'extraction directe du lithium, dans les salins de Potosi et d'Oruro avec un investissement supérieur à 1 083 000 000 de dollars.

Mayta considère que les déclarations de Richardson ont été un « *faux pas inacceptable* », et que le Gouvernement a fait « *connaître sa protestation diplomatique* », grâce aux démarches appropriés.

Lors de la réunion de ce lundi, selon lui, Wells lui a expliqué que les déclarations de Richardson ont été « à interprétées » et « *sorties de leur contexte* », et que « *ils ne pensent d'aucune manière ce qui a été compris* », à propos de « *l'ingérence qui pourrait exister*. »

Chili : Boric annonce une politique pour l'exploitation du lithium - Bolivar Infos 22 Avril 2023

Le président du Chili, Gabriel Boric, a annoncé lors d'une intervention radiotélévisée diffusée jeudi les termes généraux de la politique nationale concernant le lithium qui inclut la création d'une entreprise d'Etat et la collaboration public–privé dans l'exploitation de ce minerai, ont fait savoir les médias locaux.

Le président a parlé des grandes réserves du pays de ce qu'on appelle «l'or blanc» comme d'une opportunité de croissance économique. *« Le Chili a l'une des plus importantes réserves de lithium du monde. Un minerai qui, en étant dans les batteries qui fournissent de l'énergie, est un élément clé dans la lutte contre la crise climatique*, », a-t-il souligné.

« *C'est une opportunité de croissance économique qui se représentera difficilement à court terme. Avec le développement de l'hydrogène vert, c'est la meilleure chance que nous ayons de passer à une économie soutenable et développée. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de ne pas en profiter*, », a-t-il ajouté.

Il a expliqué qu'en ce moment, ce métal n'est exploité que dans le salin d'Atacama, au nord du Chili, et qu'il représente déjà 30 % du volume mondial.

Et il a ajouté qu'il existe au moins 60 autres salins et lagunes dans tout le pays et que sur ceux-ci seront réalisées des explorations pour déterminer leur potentiel d'extraction ainsi que les zones protégées où il n'y aura pas d'activité de production.

Boric a expliqué que la politique nationale est basée sur 5 points fondamentaux pour atteindre ces objectifs. Le premier dit que l'État participera à tout le cycle de production de ce minerai et que pour cela sera créée une Entreprise Nationale du Lithium basée à CODELCO et ENAMI, les seules entreprises d'Etat dans le domaine minier.

Le second point dit que l'effort d'exploration, d'exploitation et de valeur ajoutée se fera sur la base de la collaboration public–privé sur laquelle l'État aura obligatoirement tout le contrôle et sur laquelle le privé pourra aspirer au mieux à 49,9 % de participation.

Le troisième point de ce programme est d'avancer dans l'utilisation des nouvelles technologies pour réduire l'impact sur les écosystèmes et encourager l'investissement grâce à un réseau de protection des salins pour respecter tous les engagements des objectifs de 2030.

C'est pourquoi le président a annoncé la création d'un Institut National du Lithium et des Salins consacré à la recherche qui, pour se concrétiser, n'a pas besoin d'une loi mais d'un processus de dialogue avec les communautés et les législateurs, de sorte que quand le projet sera soumis au Parlement, il y aura déjà eu une discussion préalable.

Dans le quatrième point, le président affirme que ce développement se fera avec la participation de toutes les communautés proches des zones d'extraction car ces endroits, *« ne sont pas seulement des endroits où il y a du lithium, ce sont des personnes, des communautés, des eaux du désert, des biotechnologies et d'autres minerais, ce sont des maisons de culture millénaire*. »

Associatve, il s'est engagé à commencer ce processus par une réunion personnelle avec le conseil des peuples d'Atacama car on prévoit d'entrer dans le salins de Atacama, le seul dans lequel on produit actuellement du lithium au Chili est dans l'exploitation et Thomas des entreprises SQM et Abemarle jusqu'en 2030.

Enfin, le cinquième. Ce sera d'encourager non seulement l'extraction et la conservation, mais la production de produits du lithium à haute valeur ajoutée.

« *Notre défi est que notre pays devienne le principal producteur de lithium du monde et augmente de cette manière sa richesse et son développement en la distribuant de façon juste en même temps que nous protégerons la biodiversité des salins*, » a conclu le locataire du palais de la Moneda.

Economie.

La rébellion contre l'empire du dollar s'élargit - Réseau Voltaire 23 avril 2023

En quelques mois, la rébellion contre l'empire américain s'est traduite dans les faits : la part du dollar dans les réserves mondiales est tombée à 47 % en 2022. La secrétaire US au Trésor, Janet Yellen, a été contrainte de déclarer : « *Il existe un risque lorsque nous utilisons des sanctions financières liées au rôle du dollar qu'avec le temps, elle puissent saper l'hégémonie du dollar* ».

par Manlio Dinucci

Pendant que le secrétaire d'état US à la Défense Austin convoque en Allemagne le « Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine » pour fournir toujours plus d'armes à Kiev et alimenter la guerre en Europe, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov est en visite au Brésil, au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba. En Amérique Latine, que les USA considèrent comme leur « *arrière-cour* », est en train de naître un projet qui, en se développant, minerait les fondations du pouvoir économique états-unien dans la région. Le Brésil et l'Argentine ont conclu un accord pour créer une nouvelle monnaie commune à utiliser à la place du dollar dans les échanges commerciaux entre les deux pays et avec d'autres pays latino-américains. Au Brésil Lavrov a rencontré le président Luiz Inácio Lula da Silva, qui demande explicitement « *la fin de la domination commerciale du dollar* ».

Le même objectif se trouve énoncé dans le communiqué sur le partenariat stratégique entre le Brésil et la Chine, émis au terme de la visite du président Lula à Pékin : « *Le Brésil et la Chine se sont accordés pour renforcer leurs échanges en monnaies locales* ». Les deux pays, faisant partie des BRICS, se sont aussi accordés pour promouvoir conjointement la Nouvelle Banque pour le Développement, la principale institution financière des BRICS alternative à la Banque Mondiale dominée par les USA. Même dans les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie, doublés en l'espace d'une année, les monnaies respectives sont utilisées à la place du dollar. Le même critère est utilisé dans les accords que la Chine conclut avec un nombre croissant de pays eurasiatiques dans la cadre de la « *Nouvelle route de la soie* ».

Face à la croissante rébellion contre l'empire du dollar, pilier de la prédominance de l'Occident, les ministres des Affaires étrangères du G7, réunis au Japon, répondent par un véritable communiqué de guerre : ils annoncent de nouvelles sanctions contre la Russie et somment la Chine et d'autres pays de « *cesser l'assistance à la guerre russe, ou ils subiront de graves coûts* ». Et alors que les États-Unis et leurs alliés déploient de croissantes forces, y compris nucléaires, contre la Chine, les ministres des Affaires étrangères du G7 avertissent la Chine de « *s'abstenir de menaces et d'usage de la force* ».

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 avril 2023.

Pas vraiment la forme ?

Joe Bonamassa - "The Loyal Kind" (Live) - Tales of Time

https://www.youtube.com/watch?v=7scxFza1aJ8

Joe Bonamassa - "The Heart That Never Waits" (Live) - Tales of Time

https://www.youtube.com/watch?v=AnLTOsikbkM

Je n'ai pas eu le temps de terminer plusieurs textes que j'ai commencés et laissés en plan depuis des semaines. Je ne peux pas être partout à la fois et je fatigue, mes yeux surtout. J'ai de moins en moins envie de m'exprimer, à quoi bon. Laissons la situation mûrir. Je n'ai pas dit pourrir parce que j'y crois encore, je suis le seul dans mon entourage (en France). Décidément je ne voudrais ressembler à personne que je connais. Ceci explique cela.

Beaucoup de gens ont un comportement épouvantable et ne s'en rendent pas compte, ils sont d'une stupidité confondante et se croient très intelligents, ils se disent tolérants, mais ne supportent pas qu'on ait des idées différentes des leurs. Hier j'ai lu des commentaires semblables dans un blog, je ne suis pas le seul à le constater, donc je ne me fais pas des idées.

La tournure que prend la situation me désole évidemment, mais je n'y peux absolument rien. Sans cesse je me repasse le film, tout, et j'essaie de mieux comprendre ce qui se passe et vers où on va, comment on y va. Je guette les signes avant-coureurs de bonnes nouvelles, mais je n'en ai pas encore détectés, cela viendra le moment venu. Ce n'est pas parce que le présent est sombre et l'avenir semble bouché, qu'il faudrait désespérer, au contraire, encore faut-il avoir entretenu la petite lumière qui brillait au fond de nous-même, cet idéal d'un monde meilleur que les hommes libres forgeront eux-mêmes. Avant il faut en prendre son parti et souffrir dignement en pensant à ceux qui ont un destin mille fois pire que le nôtre, et qui ne l'ont pas davantage mérité. Seule la lutte peut nous sauver, voyez à quel degré de déchéance en sont rendus ceux qui l'ont abandonnée, qu'il nous soit épargné une si triste et pénible fin, c'est ce qu'on souhaite à chacun, lutter jusqu'à notre dernier souffle pour le socialisme, au moins on n'aura pas vécu pour rien, car il triomphera un jour.

Ici c'est l'été et les vacances scolaires. En plus de la grand-mère de 88 ans, j'héberge pendant un mois sa petite-fille. Bref, je ne suis pas totalement seul, j'ai une nouvelle famille, une grande famille, et tout le monde (plus ou moins intéressé) est au petit soin avec moi qui me fais vieux aussi.

Je vis mieux en Inde que je vivrais en France, je ne manque de rien, je suis un privilégié. Il a même plu ce matin, on ne manque pas encore d'eau ! La santé est meilleure que jamais depuis que j'ai

arrêté de cloper, l'alcool et le café, je dors de mieux en mieux, c'était inespéré il y a trois mois. Portez-vous bien et gardez espoir.

Traduire : Le chaos, c'est l'ordre.

Macron - "*L'ordre au-dessus du chaos*", qu'est-ce que c'est ?

L'ordre version Macon. Un cocaïnomane assassin en liberté.

Pierre Palmade : cette très grande faveur qui lui sera accordée dès le 6 mai prochain - Voici 27 avril 2023

Pour France DésInfo il n'y a pas d'injustice sociale en France et vaut mieux encore avoir un bas salaire !

Selon les chiffres de l'Insee pour 2021, hors fonction publique, 90% des salariés gagnaient moins de 4 010 euros précisément, en équivalent temps plein. Cela représente 15 millions de personnes. Logiquement, 10% des salariés en France gagnaient plus que 4 010 euros par mois en 2021.

Au-delà de ces chiffres, le salaire médian en France était de 2 012 euros net par mois en 2021, soit le niveau de salaire qui partage la population en deux parts égales (50% des salariés gagnaient moins que cette somme, 50% gagnaient plus).

Dans le bas du tableau des salaires, on s'aperçoit que les 10% des salariés les moins bien payés gagnent moins de 1 360 euros par mois net. À l'inverse, tout en haut de l'échelle, les 1% les mieux payés gagnent plus de 9 600 euros net.

Les salaires, petits ou gros, évoluent de manières diverses, ces dernières années : sur une période courte, entre 2020 et 2021, presque toutes les catégories de salaires ont baissé. Seuls les 10% les plus faibles ont légèrement augmenté.

Sur une plus longue période, 25 ans, les plus bas salaires ont augmenté de 19%, pendant que les 10% les plus hauts ont augmenté de 16%. Donc, on peut dire que les disparités salariales ont légèrement diminué sur 25 ans en France. francetvinfo.fr 28 avril 2023

Les trusts aussi de l'agro-alimentaire sont mafieux. Plus c'est gros, mieux ça passe…

Aliments vendus en "*maxi format*" : Foodwatch dénonce des "*arnaques*" sur le prix au kilo de certains produits - francetvinfo.fr 26 avril 2023

Certains aliments vendus en lots paraissent moins chers que dans leur version "*classique*" alors que c'est le contraire. L'association Foodwatch publie une enquête et pointe du doigt cette pratique des distributeurs qui concerne des produits de grande consommation.

Le prix au kilo ou au litre de certains aliments est plus élevé lorsqu'ils sont vendus en *"maxi format"* ou en lots que lorsqu'ils sont vendus dans leur version standard, révèle ce mercredi l'ONG Foodwatch, qui dénonce des *"arnaques"*.

Dans une enquête, Foodwatch épingle ainsi 12 produits de grandes marques ou de marque distributeur "*chez Carrefour (Vannes), Hyper U (Saint-Avé), Cora (Rennes), Leclerc (Vannes), Monoprix (Croisé La Roche) et Auchan (Vélizy 2)* : *Par exemple, le prix au kilo des biscuits Pépito Lu augmente de près de 25% quand ils sont vendus par paquets de deux, des tranches de Gouda chez Cora sont plus chères de 28% au kilo quand le paquet passe de 8 tranches à 14 en maxi format*", note l'ONG, qui cite aussi des petits gâteaux Milka, des barres de céréales Nesquik, des viennoiseries Pasquier et Harry's, du Pepsi…etc. - francetvinfo.fr 26 avril 2023

J-C – En Inde, ce procédé est généralisé, il doit être anglo-saxon et importé.

En Inde où je vis, ils ont redoublé d'imagination pour nous arnaquer, les prix sont fixes et indiqués sur les emballages, le poids du contenu, le prix à l'unité ou par gramme, ce qui permet facilement de comparer les produits.

L'arnaque la plus minable consiste à présenter un produit en promotion, alors qu'en réalité il pèse le même poids que précédemment ou moins.

Ils indiquent qu'au poids normal ils ont ajouté 10 à 25%. Par exemple un paquet de gâteaux secs de 50 gr vendu 10 roupies. Ils ont ajouté 10 gr = 60 gr au total, donc 20% de produit en plus au titre soi-disant de la promotion, sauf que la semaine d'avant le même paquet de gâteaux de 60 gr était vendu 10 roupies. La fois suivante, ils retirent la promotion et pour 10 roupies vous n'avez plus que 50gr de gâteaux au lieu de 60. C'est ainsi que j'ai vu fondre le poids de certains produits de 50% proposé au même prix.

Fake news en pagaille quotidiennement.

Etats-Unis: seul un Américain sur neuf fume désormais, le chiffre le plus bas jamais enregistré - BFMTV 27 avril 2023

En 2020, 30,8 millions d'Américain fumaient, selon une estimation du Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

La consommation de e-cigarettes a continué de croître, passant de 4,7% en 2021 à 5,9%.

Les cigarettes électroniques sont populaires auprès des jeunes américains. En 2018, les autorités sanitaires américaines estimaient que 3,6 millions de lycéens et collégiens vapotaient, un chiffre en plein essor.

J-C - "*Un chiffre en plein essor*" et ils osent faire croire que les Américains fument moins. Les 3,6 millions de lycéens et collégiens qui recourent aux cigarettes électroniques représentent 10% du nombre de fumeurs de cigarettes à base de tabac, il faut y ajouter les millions d'adultes qui utilisent aussi ces e-cigarettes, l'article les a ignorés et pour cause.

Capitalisme : Stop ou encore ? Encore voyons...

En Afrique de l'est, la faim tue toutes les 36 secondes - AFP/20 Minutes 28 avril 2023

Dans le Sahel, 18,6 millions de personnes sont en insécurité alimentaire grave. Une personne meurt de faim toutes les 36 secondes en Ethiopie, au Kenya et en Somalie. La faim progresse inlassablement en Afrique, ont dénoncé ce jeudi l'ONU et des ONG.

Au Burkina Faso, profondément déstabilisé par une insurrection djihadiste meurtrière, trois fois plus d'enfants ont été tués entre janvier et septembre 2022 que sur la même période en 2021, et le nombre de mineurs traités pour malnutrition aiguë sévère a augmenté de 50 % d'une année sur l'autre, selon l'Unicef. Au Niger, la sécheresse récurrente et des inondations désastreuses en 2022, outre les conflits en cours, ont rendu les récoltes de plus en plus difficiles, provoquant une « *chute de la production céréalière de près de 40* % », déplore Louis-Nicolas Jandeaux, d'Oxfam France.

Quelque 430.000 enfants nigériens souffrent de malnutrition sévère aiguë, alors que 154.000 femmes enceintes et allaitantes devraient en être victimes cette année, contre environ 64.000 en 2022, soit une augmentation de 141 %, selon Lucile Grosjean, une porte-parole de l'Unicef. Dans la Corne de l'Afrique, cinq saisons des pluies déficitaires d'affilée ont tué des millions de têtes de bétail et détruit les récoltes.

Selon l'ONU, 22 millions de personnes sont menacées par la faim en Ethiopie, au Kenya et en Somalie, où sévit en plus une insurrection islamiste. « *On prévoit qu'entre avril et juin, plus d'un tiers de la population somalienne - 6,5 millions de personnes - sera en état de crise alimentaire, avec des projections de famine* », soit « *un manque extrême de nourriture provoquant la mort* », dans certaines régions du pays, déplore Mathilde Casper, de l'ONG Care.

« *Nous sommes face à la pire crise alimentaire et humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale* », affirmait dans le quotidien *Le Monde*, David Beasley, l'ancien directeur du Programme alimentaire mondial. AFP/20 Minutes 28 avril 2023

Mayotte appartient à l'archipel des Comores, pas à la France !

La France s'entête à coloniser l'île de Mayotte - Réseau Voltaire 28 avril 2023

Un afflux considérable de Mahorais illégaux, sans ressources, s'est traduit par une augmentation vertigineuse de la violence et de la criminalité à Mayotte. Le ministère de l'Intérieur français a débuté l'« *Opération Wuambushu* » visant à détruire les bidonvilles de Mayotte et à expulser les immigrants illégaux vers l'île d'Anjouan. Cependant, les forces de l'ordre ont été interrompues par une décision de Justice interdisant de détruire les bidonvilles car, compte tenu de la forme de leur construction, cela pourrait endommager des bâtiments construits légalement. En outre, les Comores ont fermé leurs ports aux navires français. Durant le début de l'opération, 1 800 policiers ont tiré 650 grenades lacrymogènes, 85 grenades de désencerclement, 60 tirs de LBD. Elles ont été contraintes de tirer au sol 12 balles réelles à titre de sommation, malgré le risque de les voir rebondir et tuer.

L'archipel des Comores a été divisé en deux par la France, en 1974. D'un côté l'actuelle Union des Comores, de l'autre l'actuel département français de Mayotte. Cette division viole d'une part l'engagement pris par la France lors des accords du 15 juin 1973 signés par le ministre de l'Outre-

mer Bernard Stasi et le président du Gouvernement du territoire, Ahmed Abdallah Abderamane, d'autre part le principe d'indivisibilité de l'archipel établi par le Droit international.

La question de la nature des régimes qui se sont succédé aux Comores n'a pas à entrer en ligne de compte, pas plus que celle de l'absence d'unité des Comores durant des siècles et encore moins les opérations des troupes irrégulières de Bob Denard.

La France ne sait plus comment satisfaire ses citoyens mahorais et son engagement à décoloniser l'archipel uni. Elle tente de conserver l'île de Mayotte qu'elle utilise pour contrôler les îles Éparses (également occupées illégalement) et y entretient une base d'interception électromagnétique. Plutôt que de négocier avec l'Union des Comores, la France ne tient pas compte des rappels au Droit international émis sur cette question par l'Assemblée générale des Nations unies et s'entête à se maintenir sur l'île, risquant de provoquer à terme une situation comparable à celle qui s'est présentée en Algérie. Réseau Voltaire 28 avril 2023

Haïti et la République dominicaine doivent s'unifier et rompre avec Washington.

Haïti : excédée par les gangs, la population se venge en brûlant vifs les suspects - francetvinfo.fr 27 avril 2023

À Haïti, des gangs violents terrorisent la population. En guise de riposte, cette dernière s'est livrée plusieurs fois à des vengeances d'une extrême brutalité : les membres des gangs sont brûlés vifs en pleine rue.

À Port-au-Prince (Haïti), les cendres d'un homme fument encore. Il a été lapidé puis brûlé vif par une foule en colère, qui le suspectait d'appartenir à un gang. Beaucoup quittent les lieux précipitamment par peur des représailles. "*Cet endroit n'est pas sûr, il y a beaucoup de fusillades. Ils tirent sur tout et sur tout le monde*", témoigne un homme, un bébé dans les bras. Dans la ville, les expéditions punitives rythment les journées de certains quartiers.

Des habitants, excédés par la présence de ces gangs, ont décidé de se faire justice eux-mêmes. Au moins 13 membres ont été brûlés vifs ces derniers jours. "*S'ils veulent revenir, qu'ils reviennent, mais ce ne sera pas facile. La population va se battre*", assure un homme. Dans les rues de Cité Soleil, le quartier le plus pauvre de la ville, nombreux sont ceux qui approuvent ces bains de sang vengeurs. Tous vivent dans la peur des gangs. francetvinfo.fr 27 avril 2023

Rappel.

La ligne de la frontière entre Haïti et la République dominicaine fut formellement définie (sous l'égide des États-Unis qui occupèrent Haïti de 1915 à 1934 et la République dominicaine de 1906 à 1924) par le Traité du 21 janvier 1929 signé à Port-au-Prince par les présidents, Horacio Vásquez et Louis Borno. (Source : wikipedia.org)

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

J-C - Propagande, désinformation, falsification, manipulation des consciences, ils n'ont plus de limites. A les entendre le « *wokisme* » serait une « *idéologie progressiste* », non vous ne rêvez pas, la preuve :
- Le gouverneur républicain de Floride Ron DeSantis, potentiel candidat à la Maison Blanche, a fait de la lutte contre le « wokisme » un de ses principaux chevaux de bataille : il accuse un groupe d'« *élites* » d'imposer leur idéologie progressiste à une société qui la refuse, et s'est engagé à y faire rempart sur ses terres.

Pas encore déclaré pour la primaire républicaine, ce conservateur de 44 ans porte sa lutte contre Disney en étendard, dans ses discours comme dans sa récente autobiographie, où le sujet occupe un chapitre entier.

Le groupe s'était attiré les foudres du gouverneur l'an dernier, en dénonçant un projet de loi qui restreignait l'enseignement des sujets en lien avec l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans les écoles primaires de Floride.

Début avril, le patron de Disney, Bob Iger, avait déjà accusé publiquement Ron DeSantis de prendre une « *mesure anti-commerce* » qui enfreignait « *le droit à la liberté d'expression* » de l'entreprise.

(Source : Le HuffPost 27 avril 2023)

La bière « *Bud Light* » regrette son partenariat avec la transgenre Dylan Mulvaney et tente de rebondir - lemediaen442.fr 28 avril 2023

Anheuser-Busch prévoit une grande campagne de marketing pour Bud Light afin de se remettre de la polémique entourant son partenariat avec l'influenceuse transgenre Dylan Mulvaney qui a provoqué un boycott d'une ampleur phénoménale de la part des consommateurs. Un épisode révélateur de la méfiance croissante envers le mouvement woke, de plus en plus remis en question à travers le monde.

Selon Benj Steinman, rédacteur en chef de Beer Marketer's Insights (principal éditeur interentreprises d'informations sur les industries de la bière), les dirigeants d'Anheuser-Busch, la maison mère de Bud Light, ont informé les distributeurs lors d'une réunion à huis clos à Washington que l'entreprise allait « *investir massivement dans la marque après une chute des dépenses l'année dernière* ». Benj Steinman a écrit dans une lettre à ses clients que l'entreprise *« a promis de dépenser beaucoup d'argent en marketing pour Bud Light ce printemps et cet été, en commençant par une grande campagne cette semaine pour le repêchage de la NFL* ».

Selon *Fox News*, Bud Light est toujours au cœur de la tourmente après avoir envoyé à Dylan Mulvaney un pack de bière personnalisé avec son image dans le cadre d'une publicité pour le concours March Madness de la compagnie et pour célébrer les « *un an* » depuis que Mulvaney s'identifie en tant que femme. Suite à la viralité de ce partenariat particulier, Anheuser-Busch a perdu environ 5 milliards de dollars en valeur de marché suite aux appels au boycott national et les bars et distributeurs du pays ont signalé des baisses significatives des ventes de Bud Light.

C'est la panique à bord… la réaction a conduit la marque à restructurer son équipe marketing et le PDG d'Anheuser-Busch, Brendan Whitworth, a publié une longue déclaration dans l'espoir d'apaiser l'animosité envers Bud Light et sa société mère. Malheureusement, la fronde se fait entendre du côté de la gouverneure de l'Arkansas, Sarah Huckabee Sanders, qui a lancé une nouvelle gamme de koozies (ou prote gobelet) appelée "Real Women of Politics" « *en français : Les vraies femmes politiques* » en réponse au partenariat controversé de Bud Light avec l'influenceuse transgenre Dylan Mulvaney. "*Les vraies femmes n'ont pas besoin de faire semblant*", a déclaré la gouverneure républicaine sur Twitter en partageant une vidéo promotionnelle présentant quatre choix disponibles sur son site web pour 15 dollars les deux.

Bud Light, classée deuxième bière la plus vendue au monde, va devoir redoubler d'efforts pour regagner la confiance des consommateurs américains suite à son partenariat avec l'influenceuse transgenre Dylan Mulvaney. Il n'est pas certain que les consommateurs soient prêts à pardonner. Cette polémique va également dissuader d'autres marques de s'associer aux mouvements LGBT et woke. Le monde change… lemediaen442.fr 28 avril 2023

Comment procèdent-ils pour monter des procès d'intention contre n'importe qui, pour fabriquer un récit portant atteinte à la notoriété d'un personnage public ?

C'est très simple. Quand ils évoquent des normes, ce qu'ils appellent aussi la situation normale, des règles ou un règlement, des principes, des valeurs, ils oublient délibérément de préciser que ceux ou celles qui avaient cours au moment des faits qu'ils évoquent en 2023 n'étaient pas les mêmes 30, 50, 70 ans ou plus auparavant, ils modifient la place où se situe le curseur pour pouvoir s'en prendre à qui ils veulent en toute légalité. En deux mots, ils réécrivent l'histoire. Comment ? Tout simplement en modifiant les critères qui permettaient de les apprécier ou de les interpréter en fonction de leurs besoins.

J-C - Ces histoires sont montées de toutes pièces, comme celle par exemple de la pandémie au coronavirus ou celle sur le réchauffement climatique de nature anthropique, elles participent à la stratégie du chaos mise en œuvre par la branche straussienne de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialisme comme réponse à la crise du capitalisme, afin d'empêcher qu'une issue politique n'émerge parmi les couches des classes moyennes prêtes à se tourner vers la classe ouvrière consacrant leur rupture avec le capitalisme et ses institutions, il faut faire en sorte que toutes les couches, communautés, catégories de la population s'affrontent entre elles au lieu qu'elles se rassemblent pour renverser le régime en place...

Ils flattent le penchant progressiste et humaniste de la population dont ils se réclament eux-mêmes pour la mettre en confiance et mieux la berner pour parvenir à leurs fins, sachant qu'elle est toujours aussi ignorante ou inconsciente

Médiapart agent ou chien de garde du régime oligarchique.

Webedia - On a appris que Gérard Depardieu était visé par une enquête du site "*Médiapart*" ce mardi 11 avril, qui l'accuse d'agressions sexuelles sur 13 femmes ayant collaboré avec lui sur les plateaux de cinéma...

J-C - Médiapart remplit la fonction du délateur auprès de la justice, d'inquisiteur, de procureur général comme dans les dictatures militaires sud-américaines, c'est lui qui accuse l'acteur, car on

apprend un peu plus loin que ses 13 femmes ont témoigné "*anonymement pour le site*", et aucune "*n'a porté plainte*", pour évidemment des faits remontant jusqu'en 2004, il y a 19 ans, on peut en déduire que l'intention de ces femmes de nuire à Depardieu ou de se faire de la publicité est établie. Qui sont-elles ?

Webedia - 13 femmes, actrices, maquilleuses ou encore techniciennes de cinéma, qui accusent Gérard Depardieu d'actes obscènes sur les plateaux lors de projets en commun entre 2004 et 2022.

J-C - On a tous en mémoire dans notre entourage ces femmes allumeuses, provocatrices à souhait, maquillées et attifées comme des putes, à moitié dénudées, les seins à l'air, la jupe au ras de la culotte quand elles en avaient ou portant des pantalons hyper moulant qu'un copain appelait des pouces-au-viole, au point qu'il aurait fallu être idiot pour se méprendre sur leur prétendue vertu, non?

Moi aussi j'en ai été témoin ou victime autrefois. Certaines très belles ne demandaient qu'à passer à l'acte, elles ont été jusqu'à me le glisser dans le creux de l'oreille, je ne déconne pas. C'était très tentant évidemment, mais je préférai m'abstenir et me contenter de les observer en gardant soigneusement mes distances avec elles, j'avais dans l'idée que ces femmes pouvaient être une source d'emmerdements et je préférai m'en garder pour préserver mon couple... pour mon plus grand malheur puisque je serai abandonné par la femme que j'aimais, j'ai toujours privilégié les sentiments et le partage de valeurs au sexe, à mes dépens, hélas, la vie est fort injuste !

Reste à voir ce qu'ils appellent des "*actes obscènes*". On nous dit ensuite, selon Médiapart que ces femmes auraient décrit un même "*mode opératoire*", qui aurait notamment consisté à poser ses mains "*dans la culotte, à l'entrejambe, sur les fesses ou sur la poitrine*".

On notera là encore que l'article est orienté ou à charge contre l'acteur, évoquant des "*agressions sexuelles*" rétrogradées ensuite en "*actes obscènes*", finalement des attouchements tels qu'on en voit dans un grand nombre de scènes de films depuis les années 60.

Pourquoi l'opération #meetoo ou #BalanceTonPorc s'est-elle focalisée sur le cinéma ? Parce que le milieu du cinéma est réputé pour être l'un des plus pervers, débauché ou dégénéré sur le plan des mœurs, la plupart des jeunes actrices couchent ou se prostituent, le libertinage est la règle, beaucoup de jeunes acteurs mâles subissent le même traitement ou s'y livrent volontiers pour se lancer.

Qui est derrière cette campagne destinée à dresser les femmes contre les hommes ravalés au rang de violeurs en puissance, comme hier tout musulman accusé d'être un terroriste en puissance ? Quand on apprend que #MeToo s'est diffusé dans au moins 85 pays (Wikipédia), on comprend tout de suite qui possède exclusivement un tel pouvoir, la clique à Soros, Rockefeller et Cie ou Davos, d'ailleurs le Forum économique mondial relaie cette campagne mondiale.

Cette chasse à l'homme est destinée à affaiblir et isoler les hommes et les femmes, les dresser les uns contre les autres, briser tous les rapports qui existaient entre eux, instaurer une sorte de barrière sociale entre eux, de manière à ce qu'ils ne puissent pas résister à l'offensive lancée par l'oligarchie financière mondialiste en janvier 2020...

Le cinéma est rempli de scènes érotiques ou pornographiques depuis des décennies, avec Internet l'accès à la pornographie s'est généralisé à toute la population sans distinction d'âge, de sorte que les esprits les plus perturbés, déséquilibrés, sans parler des détraqués, ou tout simplement les plus frustrés dans la société et ils sont légion de nos jours, peuvent s'imaginer que si des hommes et des femmes se livrent à une telle orgie d'actes sexuels en tous genres, c'est qu'ils sont légaux, alors

pourquoi n'en profiteraient-ils pas aussi, pourquoi ne tenteraient-ils pas leur chance avec la première femme venue, après tout, comme on s'emploie à les montrer, ne seraient-elles pas toutes de grosses salopes en puissance ou qui s'ignorent ?

Effectivement, c'est le niveau où est tombée leur morale avec la complicité de ces inquisitrices ou mal baisées, ces dépressives sadomasochistes qui ont transformé les hommes en gibier de potence. Ce qu'elles dénoncent est vieux comme le monde, cela a quelque chose à voir avec l'esclavage, la division de la société en classes, etc.

Sur les réseaux dits sociaux ils flattent ou encouragent pêle-mêle : la solitude, la masturbation, l'orgasme sans partenaire, l'homosexualité, les partouses ou les coups à trois, la bigamie, la polyandrie ou la polygamie, les couples avec une grande différence d'âge entre les partenaires pour ne pas dire la pédophilie, la PMA et la GPA, etc. bref tous les rapports sexuels imaginables, sauf l'hétérosexualité, tous les couples possibles, sauf un homme et une femme de la même génération. Vous avouerez que c'est fait exprès, ce n'est pas un hasard, et sachant qu'ils sont toujours animés de mauvaises intentions, il faut croire qu'ils y trouvent leur compte au détriment des hommes et des femmes en général dans leur société déshumanisée.

On comprend ou plutôt on n'est pas étonné d'apprendre que des acteurs ou des personnages connus, profitent de leur richesse ou de leur pouvoir pour se livrer à de tels actes sur des femmes, moins farouches en d'autres occasions ou discrètes sur leurs débauches. Elles se posent en victimes, mais le sont-elles vraiment ? Ne savaient-elles pas ce qui les attendait dans ce milieu-là ?

Autrefois un de mes meilleurs copains vivaient avec une mannequin. Christian avait beaucoup de mal à s'insérer dans la société. Encore jeune, il se mit petit à petit à dépérir, et cette femme ne put rien faire pour lui tellement elle était stupide, c'était une gravure de mode et rien de plus. Il la soupçonna de le tromper, et il finit par se tirer une balle dans la tête. Il avait privilégié les apparences et le sexe aux sentiments ou à l'affection, à la tendresse, plutôt beau mec et fils à papa, cela l'a perdu. Lui aussi il eut un comportement odieux ou épouvantable avec les femmes, ils les maltraitaient. Ils les collectionnaient. Je me souviens qu'il sortit un jour avec 5 ou 7 femmes à la fois, une différente pour chaque jour de la semaine. Je me souviens aussi que toutes ces jeunes femmes se faisaient humilier ou insulter sans réagir, il leur filait des baffes parfois. Moi j'en étais gêné, j'avais envie de les prendre dans mes bras pour les consoler, mais deux minutes après elles tombaient dans les siens comme si rien ne s'était passé, je ne comprenais pas pourquoi, j'étais dégoûté, car moi je n'arrivais pas à sortir avec une femme, j'en avais peur, et pour cause, plus hypocrite et sorcière tu meurs, je plaisante...à moitié !

Tout dans cette société est synonyme de souffrance ou malheur, donc cela ne sert à rien d'opposer les uns aux autres ou de vouloir changer les hommes et les femmes, c'est stupide et improductif, c'est le régime qu'il faut changer, c'est lui qui est à l'origine de tous les rapports sociaux dans la société, y compris ou surtout les plus insupportables.

Autant dire que je me sous du sort de Depardieu. Il a uniquement un immense talent pour jouer la comédie, et apparemment il lui arrive de confondre la comédie avec la réalité, à moins que ce ne soit l'inverse.

Ayant travaillé dans 45 boîtes, j'ai assisté aux manèges de bien des femmes, parfois de très près !

Dans les années 70. Il y en a une qui m'invita à boire un verre chez elle après le boulot un vendredi soir, puis à rester diner avec elle, son mec était au Maroc et ne reviendrait que lundi, elle me demanda de passer la nuit avec elle, je déclinai poliment l'invitation.

Dans une autre boîte, je travaillais dans une pièce très exiguë où il y avait trois bureaux, dont deux collés face à face, mon chef réussi à en caser un quatrième derrière le mien. Très rapidement, célibataire et très mignonne, elle portait une minijupe si courte que lorsqu'elle était assise, de préférence les jambes écartées, je ne pouvais pas m'adresser à elle sans voir ce qu'il y avait en dessous, systématiquement elle prenait cette pause, elle ira jusqu'à me confier qu'elle cherchait un homme pour se mettre en couple, je déclinai une fois de plus la proposition.

Dans la même boîte, dans le parking souterrain une employée hyper sexy d'une trentaine d'années se garera juste derrière moi et me fera des appels de phare pour que je la rejoigne dans sa voiture afin de se livrer à des galipettes, il n'y avait personne à cette heure-là, je déclinai l'invitation.

Toujours dans la même boîte cette fois dans le local syndical, une employée d'une quarante d'année profitera qu'on était seuls pour me faire des avances. Elle se tenait debout les bras tendus et les mains posées sur une table, légèrement courbée en avant et les jambes un peu écartés, elle se retourna vers moi, dirigea son regard sur son fessier et me dit soudain : tu viens ! Comment, tu ne veux pas ? Non merci, j'ai ce qu'il faut à la maison, alors que ce n'était pas vrai, je vous raconte toutes ces histoires alors que mon épouse n'avait plus de rapports sexuels avec moi depuis des années.

Un soir, toujours dans la même tôle, je me suis retrouvé dans le bureau de la secrétaire du PDG japonais, cette femme d'une quarantaine d'années également qui avait beaucoup de charme et qui était bien faite me serra si fort dans ses bras que ses énormes seins étaient comprimés contre ma poitrine et ses lèvres étaient si proches des miennes que lorsqu'elle parlait j'avais l'impression qu'elles se touchaient, cette scène était d'une sensualité à faire succomber n'importe quel homme, sauf moi, je restai immobile, elle me lâcha et je sortis de son bureau.

Quelques temps plus tard, un soir lors d'une fête de fin d'année on dansera ensemble, à son invitation, il était déjà tard, elle me proposa de la rejoindre dans sa voiture, je refusai. Lors de la même soirée je danserai avec une créature de rêve d'un charme fou, sans doute la plus belle femme que j'ai tenue un jour dans mes bras, à un moment donné, elle retira un de ses bas résille qu'elle glissa dans la poche supérieure gauche de ma veste, on continua de danser, elle me proposa d'aller ailleurs pour enlever son autre bas, puis de finir la soirée chez elle, je lui rendis son bas en lui disant que mon épouse m'attendait et que j'étais désolé, elle n'insista pas.

D'autres femmes tentèrent leur chance dans cette boîte, mais aucune ne fut honorée.

Quand je militais à l'OCI, j'ai dû repousser les avances d'au moins 5 femmes

15 ans plus tard, ce sera la patronne qui me draguera, une magnifique femme allemande blonde de 40 ans environ genre Romy Schneider en plus désirable encore. J'avais appris qu'elle avait eu des rapports avec tous les cadres, il était donc normal que ce soit mon tour ! Elle m'emmena déjeuner avec elle quasiment en amoureux, toute guillerette à l'idée du bon moment qu'elle allait passer en ma compagnie... Complet blanc très chic avec chemisier également blanc, largement ouvert sur une poitrine généreuse, regard voluptueux et insistant, assis à côté d'elle dans son coupé Volvo je n'osais pas bouger par crainte de la toucher, et quand je me tournai vers elle pour lui parler, j'évitais de la regarder trop longtemps ou fixement tellement elle était envoutante, magnifique, elle souriait, rigolait. En revanche au retour elle fit la gueule, elle était vexée que je n'aie pas essayé de la séduire, alors qu'elle avait tout fait pour me mettre en condition. C'était peut-être la première fois qu'un homme résistait à son charme, toujours est-il qu'elle le prit très mal, et elle s'employa à ce que

je sois viré rapidement, j'aurai tenu un peu plus de 6 mois dans cette tôle où j'étais cadre pour la première fois de ma vie.

J'ai toujours été fidèle, y compris en amitié ou à des principes, à mes idées, parfois peut-être stupidement avec les femmes, cela ne m'a pas porté bonheur de ce côté-là, c'est injuste !

Je me demandais hier si les gens qui se sentent malheureux ou qui sont mal dans leur peau, ne se seraient pas laissé aller par hasard à un comportement dévoyé à de nombreuses reprises au cours de leur vie, au point de se dégoûter eux-mêmes et de trimballer derrières eux ces expériences peu flatteuses qui leur collent à la peau et les empêchent d'envisager d'avoir des rapports normaux avec les autres ou d'être heureux tout simplement.

Je ne les juge personne, eux seuls sont concernés. Sachant que tout se paie un jour dans la vie, je me demandais si cela n'était pas une partie de l'explication du mal-être dans lequel sont malheureusement installés beaucoup de gens, je ne connais que cela autour de moi en France et c'est bien triste.

En complément. Un bref aperçu des rapports qu'ils proposent.

Poly-Amours - Margot, 31 ans : "*Je suis la copine du mercredi. Ses lundi et mardi, il les passe avec la femme avec qui il habite. Le jeudi, avec son autre compagne*" - Yahoo

Je milite donc je deviens lesbienne : "*On a fait un pacte avec ma meilleure amie : devenir lesbiennes. On est super heureuses*" - Yahoo

Elles ont choisi de devenir mères seules : "*Je préfère un enfant avec un seul parent qui l'aime, plutôt qu'un enfant avec deux parents qui n'a été ni voulu, ni aimé*" - Yahoo

Différents d'âge - Flavien, 61 ans et Magali, 31 ans : "*Je suis tombée amoureuse du père de mon compagnon et nous vivons une histoire d'amour*" - Yahoo

Différents d'âge - Eric 64 ans, Elodie 43 ans : "*Je ne pensais pas que nos mails allaient aboutir à cela*" - Yahoo

---

Combat contre la dictature climatique.

L'état du climat en 2022 - Association des climato-réalistes 29 avril 2023

https://www.climato-realistes.fr/letat-du-climat-en-2022/

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2023/04/State-Climate-2022-francais-V1.pdf

Pensée Unique

https://pensee-unique.climato-realistes.fr/index-2.html

Quand ils ne sont même pas capables de prévoir le temps qu'il fera demain ! Spéculations paranoïaques.

La météo de mai, juin, et juillet ne sera pas exactement la même que d'habitude - Le HuffPost 29 avril 2023

Chaque mois, Météo-France produit un bulletin des grandes tendances pour les trois mois à venir. Son dernier en date, publié en début de semaine, annonce les scénarios les plus probables pour les mois de mai, juin et juillet.

J-C - Ils prévoient le pire évidemment, soit un "*scénario plus chaud que la normale est le plus probable*"

Comme quoi ils n'en savent rien et le disent eux-mêmes, donc ne les écoutez pas : "*Météo-France dresse trois scénarios possibles*"

Leurs mauvaises intentions affichées, le pire scénario une "*chance*" : "*50 % de chances de se produire pour celui* « plus chaud que les normales de saison »"

D'où le sortent-ils, à quoi cela correspond-il, devinez? Ils inventent un récit calqué sur la fable du changement climatique : "*Le scénario le plus chaud rappelle Météo France,* est « en cohérence avec les effets du changement climatique »", alors qu'il y a rien de moins incertain en la matière, leur consensus est une pure invention. Et pour être sûrs d'atteindre leurs objectifs, ils ont pris en compte de nouvelles normes : "*C'est aussi la première fois pour cette période de mai, juin, juillet, que Météo France prend en compte ses nouvelles normales de saison. Celles-ci ont été instaurées au début de l'été dernier* ". Ils utilisent le même procédé pour les précipitations de manière à faire peur à la population et à justifier les coupures inutiles d'eau potable qui relèvent du sadisme.

Parvenu à ce stade de cet article, les lecteurs tremblent de craindre de devoir crouler sous la canicule dans quelques mois et de se retrouver sans eau potable, ils auront tout fait pour que la population soit prise de panique, angoisse devant le sort épouvantable qui l'attend.

Oui mais voilà, la suite de l'article était rassurante, pour un peu la négation ou un démenti de la première partie, lisez attentivement, c'est délirant, on a affaires à des détraqués, des salopards.

Des tendances et non des prévisions

Pour la suite de l'été, le service avertit : « *une évolution importante du système climatique planétaire se met en place cet été avec l'émergence probable du phénomène El Niño. Toutefois, pour le prochain trimestre, cela n'exercera pas d'influence notable aux latitudes tempérées de l'hémisphère nord.* ».

Les scénarios de températures et de précipitations restent toutefois encore à confirmer. Météo-France précise bien qu'il ne s'agit « *pas de prévisions météorologiques destinées à fournir des informations sur le temps attendu en France tel ou tel jour, mais de dégager des tendances probabilistes à l'échelle de l'Europe* ».

De son côté, La Chaîne météo avait aussi établi ses tendances à trois mois il y a un peu plus de deux semaines. Elle penchait alors pour un scénario un peu plus orageux : « *à partir de juin, et pour l'été, notre modèle envisage une évolution orageuse, principalement du sud-ouest vers le nord-est, et sur*

les arrière-pays méditerranéens. Le déficit serait donc moins marqué que l'été dernier, qui avait été caractérisé par une forte sécheresse. » Le HuffPost 29 avril 2023

J-C – Ils confondent à souhait délibérément phénomènes météorologiques et climatiques qui ne fonctionnent pas du tout de la même manière et sur des périodes différentes.

Ils ont finalement terminé sur une note rassurante pour répondre de toute accusation de manipulation des consciences, en vain, car en attendant ils ont introduit le doute dans la tête des lecteurs qu'ils savent particulièrement mentalement perturbés depuis l'épisode de la dictature sanitaire, auxquels on peut faire croire n'importe quoi.

L'apport de la géographie physique au débat sur le réchauffement climatique actuel - Association des climato-réalistes 28 avril 2023

Bilan et perspectives

Aucun paramètre unique ne saurait expliquer le changement climatique actuel et encore moins le CO2 d'origine anthropique comme l'ont démontré des scientifiques de spécialités différentes. C'est une idée simple et qui culpabilise l'Homme.

Penser que ce dernier aurait de tels pouvoirs sur notre Terre soumise à un nombre énorme d'interactions au sein du système solaire est sans fondements.

Des études pluridisciplinaires sont nécessaires pour pouvoir comprendre le fonctionnement du système Terre : il faut redonner toute sa place à la SCIENCE.

Il n'y a pas un climat général mais des climats sur Terre, qui s'emboîtent à des échelles spatiales différentes : grands milieux bioclimatiques, climats régionaux, climats locaux, microclimats.

Importance des échelles de temps considérées

On ne peut évoquer la phase de réchauffement climatique actuelle sans connaître celles de l'époque historique (optimum romain, optimum médiéval), à un moment où l'homme n'avait aucun rôle dans une quelconque production de C02.

Réchauffement climatique et pollution sont à dissocier.

La pollution, contrairement aux climats, est bien entièrement le fait des Hommes. Il y a là une lutte intense à développer contre la pollution des villes, des campagnes, des déchets plastiques dans les océans etc.

La vision globale du géographe physicien apporte donc une connaissance concrète et comparée des changements climatiques, dans une perspective spatio-temporelle, basée sur celle du terrain, des formations superficielles informant sur les systèmes d'érosion et leurs changements et de datations par des méthodes de plus en plus nombreuses (14C, ISL/ORSL, dendrochonologie, lichénométrie, palynologie, biologie végétale, isotopes cosmogéniques). Elle permet aussi de déterminer le facteur anthropique dans le développement de catastrophes naturelles, en fonction des sites d'occupation (lits majeurs, couloirs d'avalanches), des déforestations irresponsables dans les milieux tropicaux humides, là où les sols sont minces, abandon de terrasses de cultures en milieu méditerranéen

exacerbant l'érosion hydrique, comportements à risques responsables de feux de forêts dont les sous-bois sont mal gérés, amplifiés par la présence d'espèces facilement inflammables (ex. eucalyptus en Australie).

La connaissance du passé qui manque aux alarmistes de l'évolution climatique, permet aux géographes physiciens d'envisager la question du réchauffement climatique actuel avec réalisme et dans toute la complexité du système Terre. Nous ne sommes pas non plus des climato-sceptiques car le réchauffement climatique postérieur au Petit Age de Glace est un fait, mais nous sommes des climato-réalistes, la part de l'Homme dans ce réchauffement étant très faible. La Science permettra progressivement de mieux comprendre ces phénomènes multifactoriels et l'Homme continuera de s'adapter aux variations des climats comme il l'a toujours fait. Le climat actuel n'est pas « *déréglé* », il a toujours été fluctuant et le sera toujours.

Alors, n'ayons pas peur du climat de demain.

https://www.climato-realistes.fr/lapport-de-la-geographie-physique-au-debat-sur-le-rechauffement-climatique-actuel/

Taxe européenne sur le chauffage : quand l'UE s'enferre dans sa quête illusoire de décarbonisation - Association des climato-réalistes 27 avril 2023

https://www.climato-realistes.fr/taxe-europeenne-sur-le-chau%EF%AC%80age-quand-lue-senferre-dans-sa-quete-illusoire-de-decarbonisation/

Catastrophisme, comment entretenir la psychose collective.

La sévérité des sécheresses dans la Corne de l'Afrique est liée au réchauffement climatique - Courrier International 27 avril 2023

La Corne de l'Afrique subit une sécheresse historique qui "*n'aurait pas eu lieu sans le changement climatique*", rapporte le *Financial Times* d'après une étude du World Weather Attribution (WWA), un groupe de spécialistes des événements climatiques extrêmes. Dans leur conclusion, les chercheurs "*estiment que la survenue de telles sécheresses est cent fois plus probable qu'auparavant.*" (Probable ou prévisible dans le sens d'hypothétique ? Allez, c'est pareil ! - J-C)

L'Afrique de l'Est traverse actuellement une sécheresse majeure, commencée en 2021, la quatrième en quarante ans. (Ce n'est donc pas un phénomène nouveau, et il y a 40 les scientifiques estimaient que la Terre se refroidissait, cela avait fait la couverture de *Times magazine*. - J-C)

Bien que le mois de mars ait été plus humide, avec de fortes pluies et des inondations éclair, les conditions pour que cette sécheresse dure sont toujours réunies. (Qu'est-ce qu'ils en savent, attendons de voir ce qu'il en sera les mois prochains. 6 J-C)

Pour Friederike Otto, climatologue à l'Imperial College à Londres et fondatrice du WWA, le réchauffement climatique joue clairement un rôle dans l'insécurité alimentaire, mais "*beaucoup d'autres facteurs déterminent comment la sécheresse peut se transformer en une telle catastrophe*", dit-elle au *Financial Times*. (L'Imperial College à Londres qui s'est illustré en annonçant des

millions de morts du Covid-19 en Grande-Bretagne, France et le reste de l'Europe, une officine liée à Davos. On comprend mieux ou tout s'explique. Tout est bon à être instrumentalisé pour justifier les politiques mise en œuvre par les gouvernements à la solde du Forum économique mondial. - J-C)

Vague de chaleur en Espagne : la France s'attend aussi à de fortes températures - Le HuffPost 27 avril 2023

L'agence Météo-France reste toutefois prudente et parle d'un pic de chaleur plutôt qu'une vague jeudi et vendredi, avant que les températures ne retrouvent un niveau plus normal à partir de samedi. *« Les températures devraient être orientées à la baisse », mais « en restant au-dessus des moyennes de saison »*.

Si aucun record de chaleur ne devrait être battu en France, il fera quand même 28 °C à Toulouse et Agen, 29 °C à Pau, ou encore 27 °C à Bordeaux.

Interrogé par TF1, le météorologue Guillaume Woznica voit surtout dans cette vague de chaleur espagnole un « *marqueur* » de plus « *du changement climatique* ». (Pourquoi ne donnent-ils pas les températures en Italie entre 10 et 22°C seulement, j'ai été vérifié, parce qu'elles contrediraient leur récit ? - J-C)

Sécheresse : « *Aujourd'hui nous ne sommes plus dans un état d'urgence, c'est devenu l'état normal* » - Publicsenat.fr 28 avril 2023

J-C - Pourquoi ces discours hystériques, catastrophistes sur la sécheresse, le réchauffement ou le changement climatique ? Uniquement pour justifier le changement de comportement de la population dans le domaine de l'alimentation, la contraindre à accepter pour son bien cela va de soi, de manger moins de viande ou de s'en passer carrément au profit de protéines de synthèse ou à base d'insectes.

Publicsenat.fr - Alors que le département des Pyrénées-Orientales connaît le mois d'avril le plus sec depuis 1959. Le préfet détermine le niveau d'alerte, dans les situations de « *crise* », les usages sont restreints aux utilisations essentielles c'est-à-dire la consommation d'eau potable et la salubrité principalement. Plusieurs villages du département sont d'ores et déjà privés d'eau potable.

J-C - Le préfet détient tous les pouvoirs, y compris celui de vous priver d'eau potable, alors qu'il y en a encore de l'eau. La situation n'est pas nouvelle puisqu'elle s'était déjà produite en 1959, ce sont eux qui le disent. Sauf que dorénavant ils détiennent tous les pouvoirs, ils ont donc décidé de s'en servir pour nuire à la population dans absolument tous les aspects de la vie quotidienne, il faut immédiatement en prendre conscience et agir en conséquence, s'organiser pour abattre le régime en place, il n'existe pas d'autres alternatives à moins de se soumettre et accepter le sort cauchemardesque qu'ils nous réservent.

Publicsenat.fr - Le ministre de la Transition écologique qui souhaite « *préparer notre pays à 4 degrés* » d'augmentation des températures moyennes.

J-C - Pure spéculation de nature propagandiste qui ne correspond pas à la réalité.

Publicsenat.fr - « *L'année dernière plus de 1000 villages ont été privés d'eau potable ». « Il faut peut-être réfléchir à arrêter l'arrosage des golfs et le remplissage des piscines, ce n'est pas normal de privilégier l'arrosage d'un golf à la consommation d'eau potable* »

J-C - Vous voyez le délire ou l'injustice, ils privent 1000 villages d'eau potable et ils autorisent l'arrosage des golfs et le remplissage des piscines privées.

Publicsenat.fr - Néanmoins ces usages restent relativement marginaux puisque la première activité consommatrice reste l'agriculture avec 57 % de l'eau utilisée par l'agriculture (contre 26 % pour l'eau potable). La question du modèle agricole est donc centrale pour prévoir une trajectoire de réduction de la consommation d'eau et de responsabilisation des usages.

J-C - On commence là à voir où ils veulent en venir, la suite va nous le révéler sans surprise en ce qui me concerne, c'est une imposture.

Publicsenat.fr - Le modèle agricole actuel est également largement remis en question pour sa consommation d'eau et notamment pour la production de céréales destinées à l'élevage et non à la consommation humaine. « *Quand on a un système qui produit de la viande* « en batterie », *les consommations d'eau sont folles. Il faut envoyer un message de réorientation de l'agriculture* »

J-C – Pour un peu, après l'épisode du confinement ils nous feraient croire qu'ils se soucieraient du sort des animaux « *en batterie* » ! Et qui va faire les frais de leur mystification, devinez, ceux qui en seront victimes, la double peine.

Publicsenat.fr - Quelques mesures importantes sont saluées comme la volonté affichée de lutter contre les fuites d'eau potable ou la tarification progressive.

J-C - Votre facture d'eau va exploser, ce qui ne les empêcherait pas de vous couper l'eau s'ils le souhaitaient. Et ils annoncent que le pire est à venir si on ne prend pas le pouvoir.

Publicsenat.fr - « *Il y a beaucoup de mesures utiles dans le plan eau, mais le gouvernement refuse de s'attaquer aux mesures structurantes, je pense qu'au fond le gouvernement n'a pas compris la crise climatique, il faut des mesures bien plus drastiques* » Publicsenat.fr 28 avril 2023

Nécrologie du régime. Décès de François Léotard, un de moins. Un hommage dithyrambique

Il intègre la (première) promotion 1981 des « *Young Leaders* » de la French-American Foundation-France.

Admirateur de Margaret Thatcher, de Ronald Reagan, et ce n'est pas un hasard si François Léotard et Alain Madelin se rendent aux États-Unis à la fin de l'année 1985, et si, la même année, les dirigeants du PR invitent l'ancien directeur de campagne de Ronald Reagan à assister à l'université d'été du parti à Sophia Antipolis.

Le délégué général du Parti républicain. « Chantre du libéralisme » ; « *grand prêtre du libéralisme* » ; « *l'idéologue numéro 1 du libéralisme* » ; « *doctrinaire libéral* » ; « *libéral acharné* » ; « *libéral enragé* » : les qualificatifs ne manquent pas dans la presse de l'époque pour souligner l'originalité profonde du positionnement idéologique d'Alain Madelin.

Pour comprendre la nature profonde de ce libéralisme ostentatoire, voire provocateur, il faut rappeler l'évolution intellectuelle de cet homme politique passé en quelques années du groupuscule d'extrême droite Occident au libéralisme débridé de Hayek et de Mises – via une décennie de giscardisme. (Source cairn.info 2015)

A la direction du Parti républicain, M. Alain Madelin et M. Gérard Longuet, respectivement délégué général et trésorier du parti, placés à ces postes-clefs par M. François Léotard, et l'équipe qui s'est constituée autour de M. Pierrick Borvo, directeur de cabinet du secrétaire général du PR depuis trois ans.

Depuis plusieurs mois chaque mardi soir, à l'Assemblée nationale, ils se réunissent avec MM. Yves Verwaerde, secrétaire national chargé des fédérations, Bernard Lehideux, secrétaire national chargé des élections, Mme Anne Méaux, attachée de presse de M. Giscard d'Estaing et du groupe UDF de l'Assemblée nationale et... M. Michel Calzaroni : tous ont eu des sympathies pour l'extrême droite activiste autour de 1968 ou la droite extrémiste qui, en 1974, créait le Parti des forces nouvelles.

Ils ont, depuis cette époque, gardé entre eux des liens solides.

Au sein d'un parti marqué par l'individualisme, ils peuvent tirer avantage du même souci de l'organisation qui les anime, de la même cohérence idéologique, d'une réflexion à long terme sur un projet déjà ancien, même s'il est rebaptisé aujourd'hui libéralisme pour les besoins de la cause. (Source : lemonde.fr 30 janvier 1986)

Macron - « *François Léotard a servi l'État et porté une grande idée de la culture. Avec sa disparition, nous perdons un esprit libre, un homme de livres et d'engagement. Son Var natal, la France qu'il a défendue, la République qu'il aimait éprouvent aujourd'hui une grande perte* »

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu - « *Émotion à l'annonce du décès de mon prédécesseur François Léotard. Homme de conviction et d'engagement, les armées gardent de lui le souvenir d'un homme profondément attaché à la souveraineté et à l'indépendance de la France* ».

Qui gouverne la France. Réponse.

Baisse de la note de la France : Le Maire promet de nouvelles « *réformes structurantes* » - AFP/LePoint.fr 29 avril 2023

Le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, a assuré, ce samedi, que la France allait continuer à « *faire passer des réformes structurantes* » dans une déclaration à l'AFP, au lendemain de l'abaissement de la note financière de la France par l'agence Fitch.

« *Je crois que les faits infirment l'appréciation de l'agence Fitch. Nous sommes en mesure de faire passer des réformes structurantes pour le pays* », a-t-il dit, citant la réforme de l'assurance-chômage et celle des retraites. « *Et nous continuerons à faire passer des réformes structurantes pour le pays* », a-t-il affirmé.

« *Nous avons devant nous toute une série de réformes qui vont accélérer la transformation du modèle économique français* », a fait valoir samedi Bruno Le Maire. AFP/LePoint.fr 29 avril 2023

Offrez-leur des jeux et ils nous foutront la paix !

Coupe de France : la préfecture de Paris interdit la manifestation des syndicats en marge de la finale - AFP/lejdd.fr 28 avril 2023

Finalement le préfet de Paris autorisera cette manifestation aussi stupide qu'inutile, c'est à en avoir honte d'être syndiqué... Macron a dû savourer que le Stade de France ait été bourré à craquer, avec de tels écervelés il n'a pas trop à s'inquiéter, quoique...

Macron persona non grata partout en France ! La peur est en train de changer de camp.

France : Macron estime que les casserolades ne sont pas un "*signe de respect démocratique*" - aa.com.tr 25 avril 2023

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite dans le Loir-et-Cher.

Où sont les millions qui le soutiennent ?

Macon - "*Je n'ai pas le sentiment qu'il y a des millions de manifestants dans la rue*".

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une visite dans un centre médical de Loir-et-Cher

Faisant référence, par ailleurs, à l'interpellation de la ministre de la Culture Rima Abdul Malak sur la réforme des retraites, lors de la cérémonie des Molières, lundi soir, au Théâtre de Paris, le chef d'État français a estimé que "*quand on peut expliquer les choses et restaurer la vérité, ça a une autre allure*".

Deux artistes avaient interpellé la ministre, dénonçant la "*logique ultralibérale*" de l'Exécutif français sur la réforme des retraites. En réaction à son interpellation, Rima Abdul Malak avait alors défendu les actions passées de la majorité, notamment les aides aux artistes et intermittents pendant la pandémie de Covid-19.

En référence à l'exfiltration, lundi soir, du ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye à son arrivée à la Gare de Lyon alors que des manifestants munis de casseroles l'attendaient à son retour d'un déplacement perturbé à Lyon, Emmanuel Macron a estimé que "*le ministre de l'Éducation nationale a été confronté à une situation qui n'est pas civique*".

Ainsi, ce mardi, la visite d'Emmanuel Macron à Vendôme, dans le Loir-et-Cher, a été accueillie par un concert de casseroles, malgré l'interdiction annoncée par la préfecture de "*dispositifs sonores amplificateurs de son*".

Il est à noter que la Justice a, ensuite, suspendu l'arrêté interdisant cette casserolade près de la maison médicale de la ville où le chef d'État français s'est entretenu avec des professionnels de la Santé, en compagnie du ministre François Braun.

Le Président français est retourné dans la capitale en hélicoptère sans faire de bain de foule, comme ce fut le cas lors de ses récentes visites en Alsace et dans l'Hérault, elles-mêmes émaillées de casserolades.

La visite du ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye à Lyon a également été fortement perturbée, ce lundi, par une casserolade ainsi que la tentative de quelques manifestants de pénétrer dans le bâtiment de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspe).

Plusieurs membres du gouvernement ont récemment annulé certaines de leurs visites, pour des raisons de sécurité. aa.com.tr 25 avril 2023

La chasse aux casseroles rend fou le tyran et ses acolytes.

Macron dans le Doubs : les rassemblements « *festifs à caractère musical* » interdits par un arrêté - Journal du Dimanche 26 avril 2023

Pour prévenir un nouveau concert de casseroles à son arrivée dans le Doubs, un arrêté préfectoral stipule que « *toute manifestation de type rassemblement festif à caractère musical* » est interdite. Une terminaison sujette à une interprétation, qui ne mentionne pas les casseroles, devenues de véritables symboles de protestation. Journal du Dimanche 26 avril 2023

Concert de casseroles, chants contestataires… On a suivi le déplacement chahuté de Sarah El Haïry à Versailles - 20 Minutes 26 avril 2023

Sarah El Haïry, secrétaire d'Etat en charge de la Jeunesse et du SNU (service national universel). 20 Minutes 26 avril 2023

« *On est là, on est là !* ». Il est midi sur la place du marché de Versailles et on n'entend qu'eux. Une centaine de manifestants sont postés devant une rangée de policiers. Au ciel flottent des drapeaux de différents syndicats : Sud, Snes-Fsu, CGT, Solidaires…

Bruits de casseroles et de poêles, sifflets et chants résonnent sur la place, d'ordinaire très calme. Une grogne qui s'exprime avant tout contre la réforme des retraites. « *On veut la fête à 60 ans* », « *Pas de retrait, pas de JO* », tonnent-ils en chœur. 20 Minutes 26 avril 2023

Twitter en accès libre du 24 au 28 avril 2023. Bruit de fond.

Un déplacement de la secrétaire d'État Bérangère Couillard annulé pour "*des raisons de sécurité*" - BFMTV 25 avril 2023

Attendue ce mardi après-midi sur la plage de Saint-Froult en Charente-Maritime, la secrétaire d'État est rentrée plus tôt à Paris. BFMTV 25 avril 2023
- La Ministre Isabelle Rome copieusement huée et accueillie par un concert de casseroles à son arrivée à la Préfecture d'Annecy (Le Dauphiné Libéré)

- Comité d'accueil et concert de casseroles pour le Ministre Christophe Bechu en déplacement à Perpignan

- Concert de casseroles et blocage de la route devant le salon du MEDEF qui se tient aujourd'hui à Lyon

- Comité d'accueil et concert de casseroles pour la venue de l'ancien Premier-Ministre Jean-Pierre Raffarin, le préfet et des députés et élus de la Vienne pour l'inauguration d'une usine de Bonilait à Chasseneuil

- Les ministres Gabriel Attal et Stanisla Guerini accueillis sous les huées et au son des casseroles à Mauguio

- Concert de casserole pour la députée et porte-parole du groupe Renaissance Prisca Thévenot ce soir à Chaville

- Le Ministre du logement Olivier Klein accueilli sous les huées et les bruits de casseroles à Massy

- Le Ministre Stanislas Guérini annule sa visite à Castelnau-le-Lez où un comité d'accueil l'attendait et se rend au centre des finances publiques de Lunel. Les manifestants appellent à s'y rendre

- Le député Renaissance Jean Marc Zulesi contraint de quitter la Fête de la Fraise et suivi dans les rues par les manifestants à Salon-de-Provence ce week-end

- En Australie ces incidents font de plus en plus l'actualité. Des citoyens détruisent les caméras de surveillance disposée un peu partout (dans la ville de Wellington).

La rupture. Ils s'inquiètent.

« *Casserolades* » : la rupture est-elle consommée entre l'opinion publique et Emmanuel Macron ? - Publicsenat.fr 25 avril 2023

Comment imaginer alors un quinquennat où le Président de la République ne puisse plus arpenter le pays en dehors de dispositifs policiers importants ?

« *Ce qui a changé, fondamentalement, depuis la fin du mandat de Sarkozy et les années 2010, c'est qu'Emmanuel Macron n'a pas de militants. François Hollande et Nicolas Sarkozy en avaient encore un peu d'ailleurs* », analyse Nicolas Mariot. « *Là ce qui est embêtant c'est moins la présence d'opposants que le manque de militants. Il y a toujours eu des opposants dans les déplacements, mais le PS ou le RPR ramenaient des bus entiers de militants, pour organiser un accueil du chef de l'État digne de ce nom. Et avec un accueil, la présence d'opposants n'est pas si grave, on retombe dans une opposition politique classique entre soutiens et opposants*. »

La situation d'Emmanuel Macron aujourd'hui est probablement un peu inédite, estime l'historien : *« Renaissance est un parti qui existe peu en termes militants, donc Macron apparaît un peu comme un homme seul, un peu nu en quelque sorte*. »
« *Sans militants pour organiser un accueil chaleureux, il reste peu de monde et ce sont tous des opposants, donc on entend les insultes et les casserolades* », poursuit le politologue, avant d'ajouter qu'avec la généralisation des smartphones, il serait impossible d'autant verrouiller la

communication qu'il y a encore 20 ans. Toutes ces évolutions, tant dans le champ politique que médiatique, rendent l'exercice beaucoup plus périlleux pour l'actuel Président de la République, qui a d'ailleurs écrit aux adhérents de Renaissance ce lundi soir, pour les appeler à « *sillonner le pays* » plutôt que de « *déserter le terrain.* »

Une sorte d'aveu de faiblesse, pour un parti dont l'ancrage local et la mobilisation militante n'ont jamais été le fort, d'autant plus que les enquêtes d'opinion vont dans le même sens que ces remontées du terrain.

Aujourd'hui, au-delà des cotes de popularité, l'intensité de l'hostilité envers Emmanuel Macron semble « *rarement égalée* », d'après les sondeurs. Tout comme cette impopularité s'exprime différemment par rapport à ses prédécesseurs dans les voyages présidentiels, avec un Président seul face à des opposants, l'image dépeinte par les sondages – sur un plan plus « qualitatif » – « *témoigne d'une vertigineuse dégradation de tous ses traits d'image.* » Publicsenat.fr 25 avril 2023

S'ils le disent eux-mêmes.

Emmanuel Macron est loin de réaliser la puissance des casseroles - Slate.fr 26 avril 2023

Et si les concerts d'ustensiles étaient intolérables au pouvoir parce qu'ils lui renvoient son insignifiance et la brutalité de son langage?

Depuis son intervention télévisée ratée destinée à tourner la page de la loi et à ouvrir une nouvelle séquence de réformes, un acte II du quinquennat à peine entamé, la casserole des retraites ne cesse de se rappeler à lui. Elle s'insinue partout dans la société comme une sorte de dissolvant de la parole publique. Elle couvre la parole présidentielle par ses stridences, ses percussions, ses roulements de tambour. Elle l'attire vers le bas. Le peuple des casseroles incarne une sorte de front sonore du refus, refus de la réforme bien sûr, mais aussi, plus généralement, refus d'entendre le pouvoir.

On l'a à peine remarqué, mais la casserole a pris le relais des feux de poubelles tant décriés sur les chaînes d'info en continu sans être remerciée pour autant. Le pouvoir et les médias en continu lui réservent leurs flèches les plus absurdes. La police encercle les fanfares, gaze les moindres rassemblements spontanés de cuillères en bois ou de louches en inox. Un tel acharnement contre des poêles et des marmites ne peut que raviver tout un imaginaire du pouvoir grotesque.

Comme dans les chansons populaires, la maréchaussée se ridiculise. Elle procède à des réquisitions dans les paniers des ménagères. Des préfets prennent des arrêtés ubuesques contre les «*dispositifs sonores amplificateurs de son*». Peine perdue, le vacarme redouble, relayé par les applications pour smartphones telles que Cacerolazo et Cassolada 2.0. Comment faire taire ces maudites casseroles? Batterie de cuisine contre batterie de gendarmerie, l'affrontement prend des airs de guerre picrocholine. La France se réduit aux dimensions d'un village de Clochemerle diligenté par un Jupiter grimé en pitre.

La bonne vieille casserole suit tout bonnement la mondialisation des politiques néolibérales dont elle est devenue un puissant écho sur le globe. Les peuples ne choisissant pas les moyens et les formes de leur lutte. Ils les créent en s'inspirant les uns les autres. C'est leur forme d'attractivité. Le retour en France des casseroles n'a donc rien d'étonnant au moment où le gouvernement Borne franchit un pas de plus dans l'application du programme néolibéral et l'impose avec des méthodes brutales. Effet boomerang garanti.

La crise financière de 2008 a porté un coup fatal au crédit de la parole publique. Le débat sur la réforme des retraites n'a fait qu'aggraver ce discrédit. Ce que dénoncent les opposants à cette loi va désormais au-delà du report de l'âge légal à 64 ans. C'est le monopole du discours dominant, sa rhétorique, ses médias aux ordres, ses procédures de forçage parlementaire, ses verrous constitutionnels qui ont été démasqués, délégitimés. La révolte des casseroles met en lumière le discrédit qui frappe tous les récits officiels.

Depuis trois mois, le pouvoir ne cesse de chuter dans les sondages. Mais il n'a pas non plus la faveur des marchés. Un an après l'élection présidentielle, le peuple est sorti de l'isoloir, il a créé sa propre agence de notation. Chaque jour, il abaisse la note du pouvoir en place, jetant le doute sur sa solvabilité future. Jusqu'où, le discrédit? C'est bien la question qui est dans tous les esprits.

J-C - J'ai sauté quelques paragraphes dont celui-ci destiné à dénigrer devinez qui... et surtout à rassurer leurs partisans, Slate est la voix de Davos ou le Forum économique mondial.

Slate - Les casseroles comme le gilet jaune ne sont les symboles de rien. C'est leur force. Ils ne portent aucune revendication, ne symbolisent rien. La casserole est un signifiant vide. Slate.fr 26 avril 2023

Diversion-divertissement. Viseraient-ils un changement de régime ? Non sa majesté, vous pouvez dormir tranquille.

14-juillet : vers une grande journée d'actions de la France insoumise ? - leJDD 27 avril 2023

Santé.

Marchands de poisons, marchands de canons.

L'Europe, leader mondial des produits médicaux - lepoint.fr 27 avril 2023

Les pays de l'UE en ont exporté un montant record de 287 milliards d'euros en 2022, contre 50 milliards il y a vingt ans.

Selon Eurostat, les pays de l'Union européenne ont exporté en 2022 un montant record de 287 milliards d'euros de produits pharmaceutiques et médicaux, contre 235 milliards d'euros en 2021 et seulement 50 milliards d'euros en 2002. Ils en ont importé pour une valeur de 112 milliards d'euros, contre 100 milliards d'euros en 2021 et 32 milliards d'euros en 2002.

Au total, l'Union européenne a dégagé l'année dernière dans ce secteur un excédent également record de 175 milliards d'euros. Celui-ci a été multiplié par dix depuis 2002, année où il s'établissait à 18 milliards d'euros.

L'Allemagne est le premier pays exportateur de produits médicaux en dehors de l'Union européenne, avec un montant de 68 milliards d'euros, devant la Belgique (56 milliards d'euros), l'Irlande (42 milliards d'euros), les Pays-Bas et l'Italie (chacun 22 milliards d'euros). Les États-Unis sont de leur côté le premier pays destinataire des exportations de produits médicaux européens (33 %), devant la Suisse (13 %), le Royaume-Uni (7 %), la Chine et le Japon, chacun 6 %.

Les exportations du secteur pharmaceutique français se sont quant à elle élevées l'année dernière à 38,2 milliards d'euros, majoritairement (60 %) vers d'autres pays de l'UE. Elles étaient en hausse de 8,2 % par rapport à 2021 tandis que les importations se sont établies à 35,2 milliards d'euros, en progression de 7,7 %, permettant de dégager un excédent de 3 milliards.

Enfin, d'après les données de l'OMC pour 2021, le secteur des produits médicaux représentait 5,9 % du commerce mondial pour un montant de 2 654 milliards de dollars. L'Europe arrive très largement en tête en matière d'exportations de médicaments, avec une part de marché atteignant 77,7 %, loin devant l'Asie (11 %) et l'Amérique du Nord (10 %). lepoint.fr 27 avril 2023

La concurrence est rude pour nous pourrir la vie.

- Selon le Stockholm International Peace Institute (Sipri), les dépenses mondiales en matière d'armement se sont accrues de 3,7 % en 2023 pour atteindre 2 240 milliards de dollars. Réseau Voltaire 28 avril 2023

J-C - Pour info, le secteur de l'agro-alimentaire brasse environ 5 000 milliards de dollars, soit le double de celui de l'armement ou des produits médicaux ou les deux réunis, vous comprenez pourquoi les prix de l'alimentation explosent, aucun secteur ne doit demeurer épargné par l'offensive mondiales qu'ils ont lancée en janvier 2020 contre tous les peuples.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Suite du débat du Conseil de sécurité - Réseau Voltaire 25 avril 2023

Après une suspension de séance, le débat du Conseil de Sécurité intitulé « *Maintien de la paix et de la sécurité internationales : un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies* » a repris.

Les interventions des différents États qui se sont inscrits pendant le débat pour y participer n'ont pas ajouté grand-chose à l'exception des déclarations du Groupe des amis pour la défense de la charte des Nations unies et du Mouvement des pays non alignés.

Ces deux organisations ont souligné le caractère colonial des « *mesures coercitives unilatérales* » et évidemment contraire au Droit international. Elles ont exigé leur retrait immédiat par les Occidentaux qui en pratiquent contre plus de 30 pays derrière l'euphémisme de « *sanctions* ». En outre, elles ont souligné l'importance de l'égalité entre nations, quelles soient grandes ou petites. Allant plus loin sur ce thème, l'Inde et l'Afrique du Sud se sont étonnés que les cinq membres permanents du Conseil soient « *plus égaux que les autres* ».

Dans leurs interventions, de nombreuses nations membres de ces deux organisations sont apparues en retrait par rapport au discours qu'elles tiennent collectivement. À l'évidence, il est très difficile pour de petits États de s'exprimer librement sans risquer de lourdes mesures de rétorsion.
Ce débat est apparu historique par le sujet et les passions qu'il a soulevé, mais décevant par l'impossibilité pour de nombreux participants de dire ce qu'ils pensent. Réseau Voltaire 25 avril 2023

Crimes des mercenaires français en Ukraine - Réseau Voltaire 26 avril 2023

La Commission d'enquête russe sur les crimes commis en Ukraine a déclaré avoir identifié des mercenaires français parmi les responsables de l'assassinat de 25 prisonniers de guerre russes. Ils auraient agi dans le cadre du Bataillon Azov et de la 92° brigade des forces armées ukrainiennes.

La Commission d'enquête établira toutes les circonstances des incidents pour traduire en justice les personnes impliquées dans la commission des crimes.

Il y aurait 8 000 mercenaires étrangers sur le front ukrainien, principalement Polonais, États-uniens, Canadiens, Roumains et Britanniques.

Selon le Haut-Commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme (OHCH), l'Australien Volker Turk, l'Ukraine n'engage aucune poursuite contre ses soldats ayant commis des crimes de guerre documentés.

Le Code pénal français punit de 5 ans d'emprisonnement et de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, les activités de mercenariat (art. 436). Les mercenaires comme les soldats réguliers doivent, en outre, répondre des actes de torture et des assassinats de prisonniers. Ils encourent alors la réclusion à perpétuité. Réseau Voltaire 26 avril 2023

Lavrov en Amérique latine : Grande infortune pour Washington

https://reseauinternational.net/lavrov-en-amerique-latine-grande-infortune-pour-washington/

Discours de Sergueï Lavrov à l'ONU : Les funérailles du monde unipolaire

Intervention du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors du débat public au sein du Conseil de Sécurité des Nations unies portant sur un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations unies.

La 9308ème réunion du Conseil de Sécurité des Nations unies est déclarée ouverte.

https://reseauinternational.net/discours-de-serguei-lavrov-a-lonu-les-funerailles-du-monde-unipolaire/

BRICS.

L'adhésion aux BRICS explose : 19 pays font leur demande avant le sommet annuel

À l'approche du sommet annuel des BRICS, 19 pays soumettent des demandes d'adhésion, mettant en lumière le changement de pouvoir économique à l'échelle mondiale.

L'alliance des BRICS, composée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, a reçu un nombre sans précédent de 19 demandes d'adhésion de pays souhaitant rejoindre ce puissant bloc économique. Cette vague d'intérêt survient à l'approche du sommet annuel des BRICS qui se tiendra en Afrique du Sud cet été, où l'expansion sera au cœur des discussions.

Bloomberg a rapporté la liste croissante de candidatures suite à l'annonce des pays des BRICS, plus tôt cette année, qu'ils étaient ouverts à l'élargissement de leur adhésion.

https://reseauinternational.net/ladhesion-aux-brics-explose-19-pays-font-leur-demande-avant-le-sommet-annuel/

Turquie.

La Türkiye face à l'Empire américain par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 25 avril 2023

À trois semaines de l'élection présidentielle turque, le débat se transforme. De pour ou contre l'islamisme de Recep Tayyip Erdoğan, il devient pour ou contre l'alliance avec les États-Unis. Le président sortant est en train de regagner des points dans les sondages qui le pronostiquaient perdants. D'islamiste, il est devenu nationaliste. On ignore pour le moment si cela sera suffisant pour lui permettre de l'emporter, mais on doit s'attendre, s'il gagne, à ce qu'il retire la Türkiye de l'Otan.

https://www.voltairenet.org/article219187.html

Élections en Turquie : Vladimir Poutine apporte son soutien à Recep Tayyip Erdogan - leJDD 27 avril 2023

Etats-Unis.

Les actions unilatérales des États-Unis violent la Charte de l'ONU

L'ambassadeur permanent de l'Iran auprès des Nations Unies a déclaré que les mesures unilatérales prises par les États-Unis sont contraires à la Charte de l'ONU et menacent le multilatéralisme dans le monde.

https://reseauinternational.net/les-actions-unilaterales-des-etats-unis-violent-la-charte-de-lonu/

Israël.

Pourquoi les Saoudiens ont-ils décommandé leur mariage avec Israël ?

https://reseauinternational.net/pourquoi-les-saoudiens-ont-ils-decommande-leur-mariage-avec-israel/

Technologie.

Avec la technologie 6G, un nouveau cap de franchi : « Elle est 100 fois plus rapide que la 5G » - mediaen442.fr 27 avril 2023

Alors que la 5G n'est pas encore largement adoptée par les utilisateurs, le développement de la 6G progresse à grands pas. La nouvelle génération de télécommunications devrait être lancée en 2030, mais la Corée du Sud pourrait devancer cette date. Les chercheurs annoncent régulièrement des avancées dans le développement de cette technologie.

Selon cnBeta, les promesses de la 6G sont nombreuses. LG, par exemple, a réussi à tripler la distance de transmission des données grâce à cette technologie. Mais c'est surtout en termes de vitesse de transfert que la 6G est attendue. Des chercheurs chinois de la China Aerospace Science and Industry Corporation ont récemment franchi un cap historique dans l'histoire des télécommunications.

Ils ont réussi à utiliser la fréquence 1 THz (térahertz) pour effectuer un transfert de données. Cette avancée est importante car cette fréquence permet une bande passante plus large et donc une augmentation de la vitesse de téléchargement. Les ingénieurs chinois affirment avoir obtenu un débit de 100 Gb/s en téléchargement, comparé à 1 Gb/s pour la 5G.

100 Gb/s (gigabits par seconde) est une vitesse de téléchargement très élevée. Pour vous donner une idée, voici quelques exemples de ce que cela représente en termes de téléchargement :

Un film de 2 heures en qualité HD (environ 5 Go) pourrait être téléchargé en environ 0,4 seconde.
Un album de musique (environ 100 Mo) pourrait être téléchargé en environ 0,008 seconde.
Un jeu vidéo de 50 Go pourrait être téléchargé en environ 4 secondes.

L'utilisation de cette fréquence 1 THz est donc très prometteuse pour la technologie, si elle parvient à multiplier par 100 les débits actuels. Elle pourrait révolutionner de nombreux domaines industriels, tels que la téléphonie, l'automobile et le jeu vidéo. Est-ce que cela aura un impact sur la santé ? A suivre… mediaen442.fr 27 avril 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 6 mai 2023.

En occident ou dans les pays dits développés. Les ravages de l'ouvriérisme.

Il est de bon ton de se décharger sur les autres de toute responsabilité sur l'origine des maux, souffrances et malheurs qui accablent les peuples, il en serait de même des conséquences de nos actes de la vie quotidienne. J'ai lu cela la semaine dernière dans l'éditorial d'un journal d'un parti qui se dit marxiste et socialiste, cela laisse rêveur !

Bref, il y en a même qui poussent le vice jusqu'à en faire commerce ou le colporter. Les travailleurs en général quel que soit leur statut social ou leur revenu n'y seraient pour rien, nous dit-on. Ceux qui tiennent ce discours démagogique flattent l'ignorance et les faiblesses des masses au lieu de les combattre de manière à attirer l'attention et gagner la confiance de ceux parmi elles qui sont en quête d'existence ou de reconnaissance. A ce titre, le militantisme est un puissant moyen pour se donner bonne conscience à pas cher, du moment qu'on est engagé, on estime que c'est forcément pour la bonne cause, ce qui est un peu léger comme justification dans la mesure où c'est ce que pense aussi ceux qui rejoignent la police ou l'armée, la légion étrangère, je ne suis pas certain qu'ils œuvrent pour une cause humaniste !

S'ils ne sont pour rien dans l'évolution cauchemardesque de la situation, la transformation ou l'orientation désastreuse de la société, il faut en tirer toutes les conséquences et ne pas s'arrêter en chemin. Cela signifie qu'il ne faut pas compter sur eux pour changer quoi que ce soit, leur déléguer le moindre pouvoir, dont le droit de vote qui devrait leur être refusé ou ce serait pure folie, non seulement parce qu'ils ne sont pas mûrs pour exercer la démocratie, ils en ignorent toujours la signification et les implications.

Si la réaction est au pouvoir pour encore des décennies, voire davantage, c'est que quelqu'un l'y a mise, et si elle nous pourrit la vie quotidiennement, c'est bien parce qu'il y en a qui la laissent faire et l'alimentent. Et qu'on ne nous sorte pas que ce serait la faute du mouvement ouvrier dégénéré, certes il l'est, là encore personne n'est obligé de le rejoindre tel qu'il est, il existe suffisamment d'instruments (numériques) de communication pour se faire connaître ou le contourner, rassembler les partisans d'un changement de régime politique et économique, si cela ne se produit pas, c'est parce qu'ils n'existent pas ou plutôt les opposants résolus au régime sont divisés à l'infini.

Au lieu de perdre notre temps à examiner quelles en sont les conséquences, on ferait mieux de se demander pourquoi ou quelles en sont les origines, à commencer par la principale, les analyses de la situation mondiale réalisées par tous les courants politiques qui se sont avérées erronées, l'incapacité de leurs dirigeants de renouer avec le marxisme, de prendre en compte l'ensemble du processus historique qui sert de trame au développement économique et politique. Cela les a conduits à adopter des positions profondément réactionnaires, que ce soit sur les conflits mondiaux (Libye, Irak, Syrie, Ukraine, etc.) ou les mystifications sanitaire ou climatique qui empiétaient sur une multitude de secteurs économiques et sociaux, les crises économiques ou financières, les opérations ou campagnes nationales ou internationales à caractère communautaire ou identitaire orchestrée par l'oligarchie financière, sur la liberté d'expression ou de la presse, les mœurs ou les us & coutumes, les discriminations en tous genres, l'instrumentalisation du moindre fait divers ou

évènement isolé à des fins politiques contre les masses, à aucun moment il ne s'est trouvé une formation politique pour produire une analyse qui prennent en compte la totalité des faits ou qui s'en tiennent strictement aux faits, je ne parle pas de leur interprétation.

Chaque fois il a fallu qu'ils bidouillent la réalité pour qu'elle soit conforme à leur orientation politique ou la justifie. A part cela, ils ne tiennent pas à avoir absolument raison, non, non, mais qui les croit ? Chaque fois ils nous ont offert un bien piètre spectacle en sombrant dans le déni de la réalité et le ridicule un peu plus tard en prime. La réalité, ils l'ont défigurée, escamotée, trafiquée au point de la rendre méconnaissable, au nom de la vérité de préférence ou de la science, pour qu'on ne puisse pas les confondre par la suite. Mauvais calcul, mais avaient-ils le choix, car nous n'avons pas attendu après eux pour la décrire telle qu'elle s'était manifestée grâce à une armée forte utile à travers le monde de témoins plus ou moins bien intentionnés du reste, peu importe. L'essentiel c'est de rassembler les informations, de réunir les pièces du puzzle qui permettent d'avoir une vue d'ensemble du tableau, quitte à ajouter les pièces manquantes parce que nous les avions déjà collectés, de sorte que chacun puisse se faire librement ou en toute indépendance sa propre idée de la situation.

Une fois ce constat dressé, de notre point de vue, faire tomber les masques de l'opportunisme ou de l'imposture est une tâche relativement aisée. On l'a déjà accomplie en réalité ou les faits s'en sont chargés eux-mêmes sans qu'on ait à intervenir. D'ailleurs, tout le monde va finir par comprendre que les épisodes sanitaire et climatique étaient de gigantesques escroqueries politiques, le mouvement ouvrier ne se remettra jamais de telles casseroles, il doit être refondé sur des bases saines, à partir d'une analyse sans concession et honnête.

Au cours des 15 dernières années j'ai eu l'occasion d'envoyer des mails à une douzaine de responsables politiques ou cadres pour tenter de tisser des liens avec eux, de nous rapprocher pour voir si nous pourrions faire quelque chose ensemble, collaborer ou se partager le travail, en vain, quand j'ai reçu des réponses, généralement c'était sur un ton méprisant et je n'ai pas insisté.

Voilà pourquoi j'ai continué à actualiser ce portail, et non pour me distinguer ou pour qu'on parle de moi, franchement, à mon âge dans mon trou en Inde, qu'est-ce que vous voulez que ça me foute ! N'ayant trouvé aucune formation politique qui partagerait mes idées ou tout du moins qui les respecterait, j'ai été amené contre mon gré à déclarer fonder un nouveau courant politique pour tenter de les partager malgré tout.

En ne reproduisant plus les causeries dans la page d'accueil du portail, sa fréquentation a été réduite de moitié, une sorte d'épuration naturelle s'est opérée, semble-t-il, cela ne me contrarie pas, bien au contraire, car je déteste les opportuns ou me faire passer pour ce que je ne suis pas. De 145 000 visites en 2021, on a terminé 2022 à 79 000 visites seulement, et 2023 s'annonce une année exceptionnelle aux alentours de 40 ou 50 000 selon les dernières statistiques.

Plus le temps passe, et plus les gens ne croient plus en rien ni en personne, et les militants ou les travailleurs que mon courant politique pouvaient intéresser adoptent le même comportement, celui qui leur est dicté, non pas par les évènements, mais par la machine à propagande du régime qui fonctionne 24h/24, elle est destinée à broyer les consciences, à faire douter les plus résolus, à démoraliser les plus déterminés, quoiqu'on en dise, force est de constater que cela marche à merveille jusqu'à présent.

Le mouvement ouvrier de révolutionnaire en est réduit à un bruit de casseroles, les siennes, des casseroles aussi vides que ses dirigeants. On a vu des syndicalistes taper sur des casseroles à 300 ou

500 mètres du lieu où devait se produire Macron, autant dire qu'ils n'ont fait que se casser eux-mêmes les oreilles. Offrez-leur des jeux et du pain, n'oubliez pas la batterie de cuisine !

Une voix, un vote, c'est la démocratie, qu'il soit permis d'en douter fortement.

C'est ce système politique démagogique qui a placé Macron au pouvoir. Compte tenu que l'immense majorité de la population n'a pas développé une conscience politique, une conscience de classe, ceux qui détiennent les moyens financiers et qui eux en possèdent une, n'ont rencontré aucune difficulté pour conditionner ou manipuler cette majorité, afin qu'elle leur remette tous les pouvoirs ou se résignent à placer son destin entre leurs mains.

Cette manifestation d'impuissance et de soumission ne devait pas rester sans conséquences... A quoi bon s'attarder sur ce sujet ou poursuivre notre analyse, puisque tout le monde s'en fou ou personne n'entend se dresser contre cette situation, je parle sérieusement.

C'est ce système qui a permis la suspension de nos libertés fondamentales pendant plus de 3 ans à partie de janvier 2020. En fait, il est tellement vicié à la base qu'il autorise toutes les dictatures, sauf une, la dictature du prolétariat parce qu'elle sonnerait le glas de toutes les autres liés au capital.

Quelque part, bien qu'ils soient ultra minoritaires dans la société, les capitalistes et leurs représentants officiels s'estiment légitimes pour gouverner, parce qu'ils sont plus conscients que le reste de la population ou les autres classes, ce n'est pas totalement faux, mais ce qui est vrai aussi, c'est l'inverse, à savoir qu'il existe également une minorité de travailleurs parmi les classes exploitées ou opprimées qui ont atteint un niveau de conscience qui n'a rien à envier à celui de leurs ennemis, et il en faut de peu pour qu'ils soient prêts à prendre le relais des capitalistes en fournissant aux masses les moyens d'exercer la démocratie.

Ce que j'ai voulu dire par là, c'est que dans la mesure où la démocratie n'existe pas, elle ne se décrète pas davantage. On ne peut pas l'inventer ou la faire vivre du jour au lendemain. C'est impossible d'élever le niveau de conscience des masses d'un coup de baguette magique, il faut être sérieux et ne pas s'écarter de la réalité. Notez bien qu'on ne se résigne pas ou on n'abandonne pas cet objectif, bien au contraire. On dit simplement qu'il faut du temps, un peu comme celui nécessaire à un enfant ou à toute personne qui doit passer par une période d'apprentissage pour parvenir à un certain niveau de connaissance, un passage obligé en quelque sorte qu'on doit s'imposer, sinon il faudrait se résoudre à demeurer ignorant ou renoncer à la démocratie.

Vous me direz, mais qu'en est-il pour ces travailleurs plus conscients que les autres. Et bien c'est aussi simple, plus simple, eux aussi doivent continuer d'apprendre quotidiennement pour affronter les immenses défis qui se présentent à eux, ils sont logés à la même enseigne, mais disposant des instruments de la logique et de solides connaissances de base, ils sont en mesure d'aborder facilement n'importe quel sujet et de prendre position, d'évaluer les propositions qui leur sont soumises pour prendre les décisions qui correspondent aux intérêts de la population sans hypothéquer les besoins des futurs générations et les ressources de notre planète qui ne sont pas inépuisables.

Maintenant, pour que cette minorité de travailleurs conscients concurrence celle des capitalistes, il faut qu'elle rompe avec le capitalisme et ses institutions, qu'elle cesse de vouloir leur faire jouer un rôle dans le futur, il faut qu'elle s'élève au niveau du socialisme scientifique de Marx et Engels en

tirant les leçons théoriques et pratiques de la lutte des classes du passé à nos jours, sinon elle est condamnée à se décomposer (PCF, NPA), se putréfier (POI-POID) ou se fossiliser (LO).

Parmi la classe ouvrière et les classes moyennes, des centaines de milliers ont plus ou moins conscience de certains aspects du fonctionnement de la société capitaliste, mais une infime minorité parmi eux sont parvenus à faire le tour de la question, disons pour être bref, ils doivent se compter sur les doigts de deux ou une main seulement, c'est très peu, et en plus ils ne se connaissent pas ou ils s'ignorent, du coup, aussi loin que porte notre regard sur l'horizon, il n'existe à ce jour aucune issue politique conforme à nos intérêts, ceux qui prétendent le contraire vous raconte des blagues.

Cependant il suffirait que les masses entrent en effervescence et que le régime continue de les agresser et commette l'erreur de les réprimer violemment, pour qu'un grand nombre de militants basculent vers le socialisme. Ainsi la minorité qui nous fait défaut aujourd'hui verrait enfin le jour, c'est tout le mal qu'on peut se souhaiter et auquel nous travaillons sans relâche.

Le Great Reset ou Grande Réinitialisation du capitalisme a du plomb dans l'aile, dans cette causerie vous découvrirez que l'Intelligence artificielle est contestée par un de ses concepteurs, Google, Facebook, Twitter, tous les réseaux dits sociaux qui concourent à la fabrication du consentement sont remis en cause, la guerre inter impérialiste actuelle est de plus en plus impopulaire, tous les gouvernements nationaux sont contestés, les mouvements sociaux et parfois les émeutes se multiplient dans le monde entier, ils profitent du chaos qu'ils ont créé sur le plan économique, énergétique, logistique pour se livrer à des augmentations drastiques des prix, organisant un véritable racket, pillage du revenu des masses et dont les plus défavorisés sont les principales victimes, gazant et matraquant férocement les participants à chaque manifestation, Macron, ses ministres ou élus ne peuvent plus apparaître en public sans être vivement conspués, ils sont persona non grata dans leur propre pays, etc. Tous ces facteurs indiquent une radicalisation de la situation et des acteurs des deux camps en présence.

Quand interviendra l'affrontement décisif ? Personne n'en sait rien, à nous de nous y préparer, en espérant qu'on en profitera pour refonder le mouvement ouvrier, se doter d'un véritable syndicat de classe et d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire.

Lu dans les commentaires d'un blog.

1- Et tout cela, à cause de certaines conversations.
Alors l'échange verbal n'est que l'étalage de banalités, autant dire : aucune conversation, ce qui n'est guère mieux pour le résultat ou pour une élévation des consciences et de respect vis à vis de l'autre… une dictature de la pensée.

2- Je crois que je préfère m'ennuyer que de me prêter à des conversations hypocrites. Même parler de la pluie et du beau temps est devenu sujet à prises de bec avec l'influence du réchauffisme. Et comme sur ce sujet, je suis sûr de clore le bec de quiconque en moins de 2 minutes, mais aussi sec de me faire un ennemi de plus je préfère rester dans ma bulle et de m'y ennuyer en rêvant éveillé.

3- J'ai les deux cas de figure dans ma famille :
1) Ma famille paternelle qui n'a pas besoin de moi pour vivre a coupé les ponts depuis 2021 ;

2) Ma famille maternelle qui n'attendait de moi que des enveloppes bien remplies (la cousine célibataire qui a une "*bonne retraite*" et que l'on invitait à chaque "*occasion d'enveloppe*") les

attend toujours, car c'est moi qui ai coupé les ponts avec tous les gens qui ont une mentalité de "*collabos*".

Ils ont choisi la voie du fric et de l'épate alors que j'ai choisi la voie de la vie toute simple…

4- Repas de famille l'autre jour et donc plan de table à savoir ou c'est y qu'on me fout? En bout de table avec en voisin deux personnes n'ayant strictement aucune affinité! D'une normativité extrême, ces deux personnes ne m'ont pas adressé le moindre regard ni aucune considération et même l'usage de s'inquiéter ou de se présenter aux autres ne fut pas respecté;
Pas un mot à placer sans y foutre le bordel…
Ce que j'ai fini par faire jusqu'à l'absurde.

Le sujet global des "*discussions*" étaient justement la dictature actuelle!

5- Je partage totalement votre inquiétude car c'est également ce que je constate dans tout mon entourage : une totale dépossession de sa capacité de jugement et même de son bon sens ancestral !

6- C'est ce que j'ai tendance aussi à penser mais je m'interdis de le penser par humanisme, et aussi parce qu'il est intelligent pour d'autres choses. Je pense que ça va au-delà et que c'est plus profond qu'un simple manque d'intelligence.

Le plus drôle c'est qu'il pense que c'est moi qui suis déconnecté de la réalité. Chez lui le déni de réalité est trop excessif pour être normal. Il y a quelque chose qui ressemble à une emprise psychique qui empêche l'individu de percevoir le réel, d'exercer son discernement, de penser par lui-même : l'individu n'est plus qu'un élément d'une ruche mentale, il ne s'appartient pas psychiquement.

7- Personnellement et au vu de l'incroyable propagande actuelle et ce qu'elle parvient à mettre dans les têtes de 95 % de la population, j'évite de participer aux rassemblements qu'ils soient d'ordre familial ou de voisinage, parce que je suis sûr que je vais gâter l'ambiance.
Je laisse donc ces braves gens faire entre eux de l'occidentalisme à pas cher sans crainte d'être gêné par l'outrecuidant que je suis devenu.

Désolé si j'en importune quelques-uns ici, mais c'est devenu une de mes trop rares opportunités de m'exprimer.

J-C – Comme quoi je ne me fais pas d'illusions et c'est bien ce que je vis également de la part des personnes que je connais en France ou ma famille, pas de la part des Indiens qui me voient vivre au quotidien. Personne ne t'écrit ou te répond, loin des yeux loin du cœur, c'est pitoyable et bien triste, mais compréhensible.

L'hyper individualisme a gagné de nombreux adeptes au cours des 4 ou 5 dernières décennies.

Les gens se foutent de ce que vous pensez, de ce que vous devenez quand ils ne vous ont pas vu depuis très longtemps, qui plus est, s'ils croient qu'ils ne vous reverront sans doute jamais. Ils sont plus ou moins schizophrène, déjà que vous ne faites pas ou plus partie de leur vie, alors vous avez aucune chance d'y entrer, vous êtes un intrus, un étranger et on vous traite comme tel. Pour moi qui suis très attaché aux gens que j'ai connus, c'est particulièrement cruel.

La vie est ainsi faite ! Cela fait 21 ans ce mois-ci que je ne suis pas allé en France, et que je n'ai pas revu ma famille ou ce qu'il en reste.

Une autre fois je raconterai ce qui m'est venu à l'esprit ce matin au réveil en repensant au passé. Je me suis dit que j'avais eu tort de m'obstiner à respecter des principes qu'on m'avait inculqués, parce que cela allait me causer inutilement bien des problèmes et déterminer en grande partie le cours de ma vie, contribuer à la foirer jusqu'à la terminer dans ce trou en Inde, à cause d'une femme évidemment !

Un commentaire lu à la suite d'un article :

- C'est nous-mêmes qui sommes responsable de notre propre destruction, nous les laissons faire sous prétexte que nous ne pouvons rien.

Capitalisme : Stop ou encore ? Encore, encore, encore ! Le socialisme peut attendre. Et eux ?

- En 2022, 258 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence, soit 65 millions de plus qu'en 2021.

Le nombre de pays concernés a également augmenté pour passer de 53 à 58.

L'insécurité alimentaire aiguë englobe les niveaux 3 à 5 de l'échelle internationale de la sécurité alimentaire: crise, urgence et catastrophe.

En 2022, le niveau 3 a concerné 26% de la population de la République démocratique du Congo, 21% des Éthiopiens, 12% des Nigérians et 24% des Soudanais.

L'insécurité du niveau 4 a touché 3,8 millions de Congolais (4%), 3,1 millions de Soudanais (6%), 2,9 millions de Soudanais du Sud (23%), 1,5 million de Somaliens (9%).

Selon le rapport, l'insécurité alimentaire "*reste à un niveau inacceptable*" notamment en RDC, en Éthiopie, en Afghanistan, au Nigeria ou encore au Yémen.

Sur 376.000 personnes se trouvant dans la phase "*catastrophe*" de l'insécurité alimentaire, la phase la plus critique, 57% vivent en Somalie, qui est depuis fin 2020, tout comme le reste de la Grande Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Djibouti, Kenya et Soudan) en proie à la pire sécheresse de ces 40 dernières années.

La phase catastrophe frappe également des Soudanais du Sud, des Burkinabè et des Nigérians.

La FAO signale que les conflits ont été le principal moteur des crises alimentaires en 2022. fr.sputniknews.africa 3 mai 2023

Le monde associatif et les ONG sont à vomir.

J-C – Tout ce qui se présente comme une alternative sur le plan humanitaire dans le cadre du régime en place, est une imposture, cela vaut aussi pour les médias.

Audi Q7 et salaire annuel de 203 000 € : les avantages du directeur d'Equalis, qui prétend aider les plus démunis - lemediaen442.fr 3 mai 2023

L'association Equalis, censée venir en aide aux personnes défavorisées, est au cœur d'un scandale financier concernant ses dépenses somptueuses malgré les subventions publiques qu'elle reçoit.

L'association Equalis, qui est censée venir en aide aux personnes défavorisées, a reçu 83 millions d'euros de subventions publiques, dont 14 millions pour les demandeurs d'asile. Seuls quelques médias confidentiels et Le Canard enchaîné, ont réellement parlé de cette affaire.

Equalis avait un directeur général, Arthur Anane, qui touchait un salaire exorbitant de 203 000 € brut par an, d'une Audi Q7 d'une valeur d'environ 90 000 euros, louée plus de 2 000 euros par mois par l'association. Il disposait également d'un logement de fonction.

Le contraste entre les dirigeants et la mission de l'organisation

Le contraste entre le mode de vie somptueux des dirigeants et la mission fondamentale de l'organisation d'aider les personnes dans le besoin, notamment par le biais de services sociaux d'urgence tels que le "*115*" qu'elle gère, est frappant. L'association est subventionnée par de nombreuses entités publiques, notamment des autorités régionales de développement économique et social et des agences de santé, ainsi que par des donateurs privés tels que Carrefour, Auchan, Carrefour, Véolia, Banque populaire…

Le scandale du séminaire

Cette fois-ci, il s'agit d'un séminaire de trois jours coûteux offert à son comité exécutif, pour un montant de plus de 12 000 euros. Malgré le fait que l'organisation soit financée par des fonds publics pour aider les sans-abri et les migrants, la réunion a eu lieu à l'hôtel Pullman de Bordeaux, un établissement luxueux, et n'a été fréquentée que par 11 membres du comité.

L'enquête et ses conclusions

Une enquête a révélé de nombreuses irrégularités et a donné lieu à des injonctions et des recommandations, notamment des salaires excessifs, des cartes de crédit prépayées, des achats injustifiés d'appareils électroménagers et des contrats de conseil attribués aux contacts personnels du directeur.

La misère des uns fait le bonheur des dirigeants de l'association Equalis ! lemediaen442.fr 3 mai 2023

Inversion accusatoire. Dis-moi qui sont tes ennemis et je te dirai qui tu es.

La liberté de la presse est "*noyée*" sous la désinformation, alerte Reporters sans frontières dans son classement annuel - AFP/franceinfo 3 mai 2023

Pour l'ONG, les nouveaux "*moyens technologiques permettent de diffuser le faux, de le présenter pour le vrai, d'amplifier les rumeurs, la propagande*", et leur "*intensité est inédite*".

Sans changement, le pays le mieux noté est la Norvège et le dernier la Corée du Nord. La France est 24e et gagne deux places. Globalement, les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises dans 7 pays sur 10

Dans les deux tiers des 180 pays évalués, les spécialistes qui contribuent à l'élaboration du classement *"signalent une implication des acteurs politiques*" dans des "*campagnes de désinformation massive ou de propagande*", selon RSF. C'est le cas de la Russie, de l'Inde, de la Chine ou du Mali.

"*L'information fiable est noyée sous un déluge de désinformation*", juge Christophe Deloire, secrétaire général de l'ONG.

Mais ce qui l'inquiète tout particulièrement, c'est la capacité qu'ont certains Etats de "*disposer de moyens technologiques pour exercer une propagande*". "*Que ce soit Moscou ou Pékin, les grandes dictatures ne se contentent pas de contrôler les esprits de leurs citoyens avec un bourrage de crâne*", s'est-il désolé sur France Inter, alertant sur la volonté qu'ont la Russie et la Chine "*d'exporter leur contenu de propagande et leur modèle de contrôle de l'information*" au-delà de leurs frontières. AFP/franceinfo 3 mai 2023

J-C - La Russie, l'Inde, la Chine, le Mali dans le collimateur de Washington. En France et dans tous les pays occidentaux la désinformation sévit hystériquement 24h/24 dans tous les médias mainstream, je ne cesse d'en faire la démonstration dans ces causeries, c'est devenu compulsif chez eux, obsessionnel, la norme. Avec une telle référence, RSF, l'AFP et France Info montrent leur véritable nature ou quels intérêts ils servent.

Reporters sans frontières, qu'est-ce que c'est cette officine ? En bref.

Quant à RSF financé par la NED/CIA, le gouvernement américain et français, l'Union européenne, l'United States Agency for International Development (USAID), l'Open Society Institute du milliardaire George Soros, etc.

En avril 2002, RSF a soutenu le coup d'Etat contre le Président Hugo Chávez organisé par Washington.

Le 16 janvier 2004, RSF s'est réunie avec les représentants de l'extrême droite cubaine de Floride pour mettre en place une stratégie de lutte médiatique contre le gouvernement cubain.

En 2003/2004, l'Union européenne (UE) a octroyé 1 293 303 euros à RSF.

RSF a fait l'apologie de l'invasion de l'Irak en 2003

Le 16 août 2007, lors de l'émission de radio « *Contre-expertise* », Robert Ménard, alors secrétaire général de RSF, a légitimé l'utilisation de la torture.

RSF a soutenu le coup d'Etat contre le Président haïtien Jean-Bertrand Aristide organisé par la France et les Etats-Unis le 29 février 2004 en titrant : « *La liberté de presse retrouvée : un espoir à entretenir* », et dans le même temps recevait 11 % de son budget du gouvernement français (397.604 euros pour 2003). (legrandsoir.info)

Suivez la piste de l'argent…

RSF affirme ouvertement que seuls les pays sous-développés l'intéressent : « Nous avons décidé de dénoncer les atteintes à la liberté de la presse en Bosnie et au Gabon et les ambiguïtés des médias algériens ou tunisiens… mais de ne pas nous occuper des dérives françaises ». Pourquoi ? « *Parce que, ce faisant, nous risquons de mécontenter certains journalistes, de nous mettre à dos les grands*

patrons de presse et de braquer le pouvoir économique. Or, pour nous médiatiser, nous avons besoin de la complicité des journalistes, du soutien de patrons de presse et de l'argent du pouvoir économique ».

RSF n'a jamais caché ses relations avec le monde du pouvoir : « *Un jour, nous avons eu un problème d'argent. J'ai appelé l'industriel François Pinault pour qu'il nous apporte son aide. […] Il a répondu aussitôt à ma demande. Et c'est cela seul qui compte* » car « *la loi de la gravitation existe, chers amis. Et la loi de l'argent aussi* ».

RSF est infréquentable.

La face cachée de Reporters sans frontières - de la CIA aux faucons du Pentagone.

https://www.legrandsoir.info/la-face-cachee-de-reporters-sans-frontieres-de-la-cia-aux-faucons-du-pentagone.html

La dernière ignominie de Reporters sans frontières

https://www.legrandsoir.info/la-derniere-ignominie-de-reporter-sans-frontieres.html

Ukraine : Reporters sans frontières applaudit une loi qui censure la presse.

https://www.legrandsoir.info/ukraine-rsf-applaudit-une-loi-qui-censure-la-presse.html

Le "*Nobel Israélien*" récompense Reporters Sans Frontières.

https://www.legrandsoir.info/le-nobel-israelien-recompense-reporters-sans-frontieres.html

Les subventions versées à Reporters sans frontières par l'Union européenne intrigue le Médiateur.

https://www.legrandsoir.info/les-subventions-versees-a-reporters-sans-frontieres-par-l-union-europeenne-intrigue-le-mediateur.html

---

Une info de dernière minute qui confirme mon propos.

Centrafrique : comment les Etats-Unis engagent une stratégie pour évincer le groupe Wagner du pays – Francetvinfo 2 mai 2023

Depuis maintenant cinq ans, des hommes blancs, masqués, sont systématiquement présents à chaque sortie de leur président Faustin Archange Touadéra. Aujourd'hui, la milice Wagner appuie l'armée centrafricaine, sécurise les convois, mais y exploite aussi plusieurs mines et contrôle les douanes du pays. Les Etats-Unis seraient en train d'essayer de changer la donne. Une réunion secrète se serait tenue à Washington, en décembre 2022, lors du Sommet Afrique-USA. Ce jour-là, une équipe de la Maison-Blanche aurait proposé de soutenir la formation des forces armées centrafricaines, et d'augmenter leur aide humanitaire, en cas de départ de la milice. En cas de refus, ils seraient prêts à couper tout financement. Une pression dénoncée par certains.

Cette tentative américaine pour dégager la milice Wagner s'inscrit dans une stratégie plus large. "*Ces manœuvres témoignent de la volonté d'affaiblir la Russie, qui déploie de son côté, une diplomatie agressive en Afrique*", indique Charles Bouessel, consultant sénior pour l'International Crisis Group.

Les Etats-Unis n'ont pas confirmé cette information. L'ambassade américaine en Centrafrique, via un post Facebook, rappelle seulement qu'il respecte la souveraineté du pays. Francetvinfo 2 mai 2023

J-C – Et il faudrait le croire ?

Vous avez bien lu les Etats-Unis entendent « *dégager* » la Russie de Centrafrique, ils ne s'en cachent pas, en fait de tous les pays où la Russie ou la Chine ont établi des relations économiques, commerciales, diplomatiques, militaires et politiques, d'où la nécessité absolue et urgente pour eux de stopper les ambitions totalitaires américaines par tous les moyens, y compris militaires.

Lu sur Twitter en accès libre.

- Pour payer moins d'impôts, devenez milliardaires ! Cette sous-imposition est encore plus criante sur l'IFI, qui a succédé à l'ISF. Selon l'étude de l'IPP, en 2016, les 370 familles les plus riches de France n'étaient taxées qu'aux alentours de 0,3 % de leur patrimoine...

- Selon l'Institut des Politiques Publiques, le taux d'imposition sur le revenu qui pèse sur les 370 premiers foyers fiscaux du pays s'élève en moyenne à seulement 2,5%. Plus stupéfiant encore, il descend à 0,26 % pour les 37 familles les plus riches de France... (L'Obs)

Tiers-mondisation et esclavage. Quand le travail informel s'installe en France.

J-C – Vous constaterez une fois de plus, que c'est une part importante de la population (des classes moyennes ?) qui encourage son développement. Ils avaient annoncé qu'ils voulaient que la population change de comportement et son « *mode de consommation* », apparemment ils y parviennent sans trop de difficulté, c'était prévisible…

Un **rapport présenté à l'Assemblée Nationale préconise la régulation des dark stores et dark kitchen - 20minutes.fr 4 mai 2023**

« L'explosion de la demande de livraison express à domicile marque une véritable rupture dans nos modes de consommation. De nouvelles mesures doivent être adoptées pour réguler ce quick commerce ». Ce mercredi, Maud Gatel, députée de la 11e circonscription de Paris, présente les conclusions de la mission d'information sur le « *quick commerce* » à l'Assemblée nationale.

Si deux entreprises, Flink et Getir, règnent actuellement sur les Dark stores, cette dernière vient d'ailleurs d'être placée en redressement judiciaire par le Tribunal de commerce de Paris, Maud Gatel cite également *« les plates-formes de livraison comme Just Eat, Deliveroo ou Uber Eats* ».

Selon le rapport, ces « *dark stores* » ou « dark kitchen » comptent « *pour 49 % des produits alimentaires livrés à domicile le jour même* » à Paris et en Île-de-France, contre 26 % dans tout le

pays. « *La capitale et la petite couronne abritent l'essentiel des implantations du secteur à l'échelle du pays, soit près de 72 % des dark stores et 60 % des dark kitchen au début de l'année 2022* ».

Un « *essor spectaculaire* » qui se traduit dans les chiffres avec un marché estimé à 10 milliards d'euros en 2021 contre 4 milliards *« seulement* » en 2019. Un secteur à réguler jusque dans le droit du travail puisque le rapport indique que si la majorité des livreurs des « *dark stores* » sont des salariés, « *les travailleurs des plateformes sont des indépendants » et certaines estimations font état de « 70 % des effectifs employés* » sont sans titre de séjour.

J-C Le coin des bonnes intentions du législateur.

Protection des travailleurs

C'est pourquoi les premières conclusions du rapport portent sur ce point : faire respecter le droit actuel des salariés. Ainsi Maud Gatel propose de « *travailler à l'établissement d'une convention collective unique pour le commerce de livraison de produits alimentaires à domicile* » pour les salariés tout en veillant au « *respect du principe du repos dominical dans l'organisation de l'activité des entreprises* ».

Les indépendants ne sont pas oubliés puisque le rapport préconise de conforter un cadre de représentation et de négociations collectives entre les travailleurs et les plateformes, de renforcer le droit des livreurs indépendants par « *le recours à des dispositifs de portage salarial* », de permettre la prise en considération de la situation des livreurs indépendants dans la « *circulaire Valls* », tout en renforçant les sanctions des plateformes qui utilisent des employés en situations illégales et envers les personnes qui leur sous-louent des comptes de livreurs. Le rapport demande également à ce que des prescriptions minimales soient établies au sujet des véhicules et équipements pour la sécurité des livreurs. 20minutes.fr 4 mai 2023

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

États-Unis: le parlement de Floride interdit les traitements de transition de genre pour les mineurs - BFMTV 4 mai 2023

Le texte voté ce jeudi par les républicains de Floride proscrit les opérations chirurgicales, les traitements bloquant la puberté ou la prise d'hormones. BFMTV 4 mai 2023

Pédophilie et prostitution déguisée ou légale aux Etats-Unis.

Un enfant drag queen sponsorisé par une appli de rencontre gay danse sensuellement entouré d'hommes survoltés - lemediaen442.fr 2 mai 2023

Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux fait scandale. On y voit un très jeune drag queen danser au milieu d'une foule d'adultes lors d'une soirée parrainée par Jack'd, une application de chat et de rencontre pour les hommes gays et bisexuels à la recherche de relations sexuelles. Le jeune drag queen, qui porte une robe rose et des bottes en latex noir, est le seul enfant présent à la fête entouré d'hommes survoltés de la communauté LGBT.

Le drag queen en question est Ally Marc Jacobs, un préadolescent de 13 ans originaire de Kingston Wells, qui se produit régulièrement dans des spectacles pour adultes. Il est sous la coupe de Jamari Amour, un mannequin et chorégraphe de porno gay, qu'il appelle « *papa* ».

En mars, il avait déjà suscité l'indignation en dansant dans une robe en latex noir et des bottes à talons hauts pour un public d'adultes au Brtbtv TV Awards Ball à New York. Lors de cette représentation, on peut apercevoir le garçon tenu en laisse avec une chaîne par un adulte.

https://lemediaen442.fr/un-enfant-drag-queen-sponsorise-par-une-appli-de-rencontre-gay-danse-sensuellement-entoure-dhommes-survoltes/

Pousse au viol. Elles ne se prostituent pas, elles sont seulement stripteaseuses.

Tendance : le cache-téton, revendication de liberté féminine - francetvinfo.fr 30 avril 2023

Les soutiens-gorge n'auraient plus la cote. Celles qui n'en portent plus se déclarent, selon le terme anglais, "*no bra*", "*sans soutien-gorge*". Cependant, 69% des moins de 25 ans se déclarent gênées qu'on voit leur téton. Alors par pudeur, elles achètent de petites coques autocollantes, dénommées cache-tétons, et composent sur l'extrémité de la poitrine, sous le t-shirt. Autrefois cantonnés aux stripteaseuses, ces accessoires, qui permettent de dissimuler les mamelons, voient leurs ventes exploser.

Certains fabricants proposent une alternative

Toutes les enseignes répondent à cette demande qui ressemble à une revendication de liberté féminine. Les influenceuses servent de modèle et disent appartenir au "*club des sans soutien-gorge*" sur les réseaux sociaux. francetvinfo.fr 30 avril 2023

Ils détestent l'espèce humaine

J-C – Ces adeptes dégénérés d'un monde carcéral, totalitaire font la promotion de la solitude, de l'atomisation de la population pour la rendre impuissante, stérile, vulnérable, schizophrénique et manipulable à souhait.

Les relations sexuelles en valent-elles vraiment la chandelle? - Slate.fr 2 mai 2023

Vous connaissez peut-être les incels. Ce terme, contraction de «*involuntary celibacy*», est utilisé par des hommes misogynes qui blâment les femmes pour leur propre statut de célibataire. Désormais, un groupe opposé se forme: les célibataires volontaires. Ces personnes rejettent les standards du couple et du sexe, et pour beaucoup s'en sentent mieux. The Guardian est allé recueillir leurs témoignages.

Selon une étude de grande ampleur menée par l'Université d'Indiana, il y a eu une hausse entre 2009 et 2018 du nombre d'adolescents aux États-Unis qui n'ont pas d'activité sexuelle, passant de 28,8% à 44,2% pour les jeunes hommes, et de 49,5% à 74% pour les jeunes femmes. Cette tendance vient par exemple de la sensibilisation à l'asexualité, ou encore d'une baisse de la consommation d'alcool. Slate.fr 2 mai 2023

Combat contre la dictature climatique. La supercherie éventée.

La vente de jets privés devrait atteindre les sommets en 2023 3 mai 2023 - LePoint.fr 3 mai 2023

Les ventes de jets privés neufs et d'occasion devraient générer 34,6 milliards de dollars cette année, contre 34,1 milliards l'an dernier. LePoint.fr 3 mai 2023

Totalitarisme. "*Macron démission*", "*Macron, on t'emmerde*". Abus de pouvoir intolérable.

Emmanuel Macron à Saintes : malgré l'arrêté préfectoral, un comité d'accueil pour le président - Le HuffPost 4 mai 2023

Un retraité condamné à un stage de citoyenneté pour avoir affiché une banderole anti-Macron - BFMTV 4 mai 2023

J-C - Sur cette banderole il était écrit : "*Macron, on t'emmerde*". Ce salopard a le droit de nous emmerder et de s'en vanter, lui il est au pouvoir et c'est un tyran, nous non, c'est la toute la différence.

Ils sont tellement heureux... qu'ils aimeraient bien que cette relation change radicalement !

Fête du Travail : La relation aigre-douce des Français avec le leur - Le HuffPost 1 mai 2023
78 % des personnes sondées donnent une place « *importante* » à leur travail dans la vie. Point positif, elles sont 65 % à se dire « *heureuses* » dans leur tâche quotidienne. Le chiffre grimpe encore quand on interroge les Français sur le « *sens* » qu'ils donnent ou non à leur métier : 76 % d'entre eux affirment « *être engagés dans la finalité* » de leur labeur.

Sans surprise, les signaux d'alerte ne sont pas forcément à trouver au niveau de l'engagement des Français. En revanche, plusieurs chiffres témoignent d'une forme de malaise ambiant, en tout cas partagé par une part significative de la population dans leur travail. Ce n'est pas un hasard si 45 % des sondés disent avoir « *songé* » à démissionner au cours des six derniers mois, et si 15 % affirment avoir franchi le pas.

Plus délicat, la moitié des Français est « *inquiète* » de connaître un burn-out, un épuisement physique, émotionnel et mental dans sa vie professionnelle dans les temps à venir. Ils sont même 34 % à avoir déjà vécu un épisode de ce type par le passé. Des chiffres à mettre en relation avec l'étude annuelle du groupe de protection sociale Malakoff Humanis, publiée en septembre dernier, laquelle montre effectivement une recrudescence des arrêts maladies pour épuisement professionnel.

Question temps de travail, les personnes sondées par YouGov sont également très favorables (75 %) à l'idée de la semaine de 4 jours, sans baisse de salaire. Dans le détail, 23 % des Français y sont favorables, uniquement si le temps de travail diminue quand 45 % disent oui, même si le nombre d'heures reste similaire à l'échelle de la semaine.

Le travail c'est peut-être la santé, comme le dit l'adage – et Henri Salvador. Mais à condition de l'adapter. Le HuffPost 1 mai 2023

J-C - Non, la chanson disait : "*le travail c'est la santé, mais ne rien faire c'est la conserver*", ce qui n'est pas tout à fait pareil.

1er mai. 13 petits tours et puis s'en vont !

L'intersyndicale et la gauche contre la mobilisation de millions de travailleurs. « *On ne peut pas faire croire aux travailleurs qu'avec une manifestation toutes les semaines, on fera retirer la réforme* », voilà comment ils ont avoué leur imposture.

La treizième journée de mobilisation contre le projet phare d'Emmanuel Macron, a accordé un nouveau succès aux syndicats même s'il n'y a pas eu de raz-de-marée. En réunissant des centaines de milliers de personnes (2,3 millions selon la CGT, 782 000 selon le ministère de l'Intérieur), ils ont battu un record pour un 1er mai et acté un rebond de la mobilisation.

Désormais, les huit numéros 1 doivent penser l'après. C'est l'objet de leur réunion au sommet ce mardi 2 mai au matin. « *La mobilisation massive et déterminée du jour nous oblige demain à continuer dans l'unité syndicale à combattre cette loi* », résumait ainsi le leader de Force Ouvrière Frédéric Souillot sur RTL, quelques heures après la manifestation.

Faut-il, d'un côté, continuer les manifestations avec la même fréquence ? Et de l'autre se rendre à Matignon à l'invitation d'Élisabeth Borne ?

Si la CGT ou Solidaires sont très déterminés à continuer la mobilisation, certains dirigeants émettent effectivement de sérieux doutes quant à l'opportunité de poursuivre un rythme aussi soutenu que depuis la fin janvier. « *Je pense que ce ne sera pas possible de continuer des manifestations aussi fréquentes* », soufflait par exemple François Hommeril, le 1er mai sur LCI.

De quoi faire apparaître, en creux, la résurgence des dissensions entre les syndicats dits « *réformistes* » et les autres, qualifiés de plus radicaux ? Force est de constater que Laurent Berger n'a plus le même allant pour les cortèges à répétition… Ni le même espoir de voir la réforme défaite par la rue. « *On ne peut pas manifester pendant six mois* », expliquait-il, dimanche dans Le Grand Jury, car « *on ne peut pas faire croire aux travailleurs qu'avec une manifestation toutes les semaines, on fera retirer la réforme* ».

Après un "*délai de décence*", la CFDT "*ira désormais discuter*" (à Matignon), a fait savoir Laurent Berger sur BFMTV ce lundi. "*Je ne connais pas d'autre façon de faire que d'alterner la mobilisation et la discussion*", a ajouté le syndicaliste.

J-C - L'intersyndicale a cadenassé le mouvement social pour protéger Macon et son régime honni par les masses.

Un propos quelque peu résigné qui tranche avec les expressions de la nouvelle dirigeante de la CGT, Sophie Binet, par exemple. « *Nous ne passerons pas à autre chose tant que cette réforme ne sera pas retirée* », martelait-elle encore, lundi, dans la matinale de France 2, en appelant Emmanuel Macron à « revenir à la raison. » « *La mobilisation n'est pas finie. Une mobilisation c'est quelque*

chose qui est vivant, qui continue… », assurait de son côté le co-délégué de l'organisation Solidaires Simon Duteil, samedi dernier sur BFMTV.

Vraie différence ou simple nuance ? Tous s'accordent en tout cas sur un point : l'impérieuse nécessité de rester unis dans la contestation, la principale force de l'intersyndicale depuis le début de la réforme des retraites.

J-C - Ce qui unit tous les dirigeants de l'intersyndicale : Le combat contre la classe ouvrière au côté de Macron.

Frédéric Souillot de Force Ouvrière ne voyait « *pas un gravier* » entre les différents numéros 1.

J-C - Comme quoi ils ont conscience que les travailleurs sont déterminés à refuser de travailler plus longtemps.

Au cœur de la manifestation, Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière a assuré que l'opposition des Français à la retraite à 64 ans était toujours "*intacte*". Sur ce point, elle a été rejointe par la secrétaire nationale d'Europe Écologie Les verts Marine Tondelier affirmant sur son compte Twitter que "*la page des retraites n'est pas tournée*".

Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti sociale a lui salué l'"*immense démonstration de force d'un peuple qui ne se résigne pas à subir*". Une thèse partagée par son collègue de la Nupes, Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste français: "*Nous sommes plus déterminés que vous!"*

Même si aucune date n'a encore été transmise par les syndicats, une journée retient l'attention des opposants à la réforme des retraites: le 8 juin. L'Assemblée étudiera la proposition de loi visant à repasser l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans.

"*En ligne de mire: le 8 juin. Les députés se prononceront sur la retraite à 64 ans, enfin! D'ici là, on lâche rien!*", a encouragé François Ruffin, député LFI de la Somme.
D'ici cette date, Philippe Poutou a défendu sur notre antenne d'"*autres formes de lutte*" pour "*faire craquer le gouvernement*". "*Les manifestations ne suffisent pas (...) Ce combat doit se mener par les manifestations mais il y a besoin d'autres formes de lutte. La confrontation directe dans les manifestations compte*", a déclaré le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste. BFMTV 2 mai 2023

Le déni, jusqu'où sont-ils capables d'aller ?

Mobilisation contre la réforme des retraites: Bompard (LFI) estime que Macron "*a perdu son pari*" - BFMTV 2 mai 2023

Alexis Corbière mardi matin - "*J'ai une pensée pour le policier blessé, je dénonce toutes les violences*". - BFMTV 2 mai 2023

J-C - Moi j'aurai "*une pensée*" pour un policier quand il se trouvera du même côté de la barricade. C'est ce qui distingue le révolutionnaire du vulgaire opportuniste qu'est monsieur Corbière, ex-militant trotskyste.

Ils ne pouvaient pas dire qu'ils ne le savaient pas.

Retraites : pendant la campagne présidentielle, 77 % des Français souhaitaient déjà le retrait de la réforme - lejdd.fr 4 mai 2023

Selon un sondage Ifop pour le JDD publié le 13 avril 2022 (soit juste après le premier tour du scrutin) dans notre newsletter politique, 77 % des Français estimaient qu'Emmanuel Macron devrait retirer cette mesure de son programme. Sachant qu'à l'époque, il était question de repousser l'âge à 65 ans, et non pas à 64 ans. Concrètement, il y a un peu plus d'un an, le rejet était majoritaire dans la quasi-totalité des catégories de population interrogées. lejdd.fr 4 mai 2023

L'essentiel, ce sont les apparences.

Comment la gauche veut continuer de s'opposer à la réforme des retraites après le 1er-Mai - BFMTV 2 mai 2023

Vote d'une proposition de loi pour abroger le report de l'âge légal, référendum d'initiative partagée, 14-Juillet... Les élus de la Nupes comptent poursuivre leur combat contre la réforme des retraites après la mobilisation de ce lundi.

Les syndicats ont déjà annoncé vouloir attaquer les décrets de la réforme des retraites dès leur publication devant le Conseil d'État.

"*Ne cédez pas. Ne vous laissez pas domestiquez quoiqu'il en coûte. Si vous êtes des insoumis, soyez-le jusqu'au bout. La lutte continue jusqu'au retrait*", a lancé le fondateur de La France insoumise à Paris ce lundi.

Ce n'est pas demain qu'ils tireront les leçons de leurs pires expériences et défaites...

"*Ni morts, ni out, ni has been !*" : les syndicats récupèrent des dizaines de milliers de nouveaux adhérents grâce au mouvement contre la réforme des retraites - francetvinfo.fr 30 avril 2023

Même si la loi a finalement été promulguée, le combat contre la réforme des retraites a permis aux syndicats d'être plus visibles.

On compte plus de 30 000 nouveaux adhérents depuis janvier à la CFDT. Idem à la CGT, qui a gagné autant de membres ces trois derniers mois qu'en une année entière.

Des changements incarnés par Sophie Binet, élue à la tête du syndicat il y a un mois. Nouveau visage attendu à la CFDT également, en juin prochain : Marylise Léon, qui prendra le relais de Laurent Berger, sans changer de méthode. Ces témoignages prouvent que le mouvement syndical a de beaux jours devant lui, selon Cyrille Lama, secrétaire confédéral de Force ouvrière. Lui aussi a vu les demandes d'adhésions grimper en flèche : elles sont passées d'une cinquantaine par semaine à 250 depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites. francetvinfo.fr 30 avril 2023

J-C - Les dirigeants pourris des syndicats jubilent, ils se sentent plus légitimes... Macron aussi du même coup !

Ceci explique cela, cela tombe bien la CGT aussi a renié le socialisme...

Sophie Binet, la « *queen* » de la CGT qui doit confirmer - Le HuffPost 1 mai 2023

Première femme, mère de famille, première représentante de la branche des cadres à diriger la CGT, venue du PS. Benoît Hamon s'enflamme. « *Vous voudriez faire le portrait-robot du dirigeant syndical parfait, il se peut qu'on tombe sur Binet !* »

Elle, renierait presque son engagement socialiste, décrit comme « *très ponctuel sur France Inter* », le 3 avril. Caroline De Haas, « *compagne de route* », comme elle se définit, rencontrée à la direction de l'Unef dans les années 2000 résume : « *Le cœur de l'engagement de Sophie, ce n'est pas le socialisme : c'est le syndicalisme.* ».

Elle y trace son chemin dès 15 ans, d'abord en s'engageant aux Jeunesses Ouvrières chrétiennes comme Cécile Duflot, Laurent Berger ou Jacques Delors avant elle. Le HuffPost 1 mai 2023

Ils vous disent même que ces manifestations ne servent à rien, sauf à faire passer cette contre-réforme.

Twitter.

Strategie de la défaite de l'intersyndicale : après 13 journées d'actions espacées et au lendemain d'un 1er mai historique, les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 6 juin, dans cinq semaines.
Le 6 juin, 14e journée de manifestations contre la réforme des retraites - Le HuffPost 2 mai 2023

Au lendemain de la forte mobilisation contre la réforme des retraites organisée à l'occasion du la journée des travailleurs, l'intersyndicale a annoncé ce mardi 2 mai la date de la prochaine journée manifestations à l'issue d'une réunion entre les dirigeants syndicaux. Ce sera le 6 juin prochain.

Laurent Berger « *je ne vais pas raconter d'histoire, je ne vais pas dire qu'on va faire une 15e, 16e, 17e journée de mobilisation qui fera céder le gouvernement et le président de la République* », a-t-il reconnu.

Les autres syndicats « *réformistes* », CFE-CGC et CFTC ont déjà dit eux aussi qu'ils iraient également aux réunions avec l'exécutif. « *On ne peut pas indéfiniment sécher les réunions à Matignon. Il faut un rapport de force rénové, c'est l'écriture d'un nouveau chapitre* », a plaidé François Hommeril (CFE-CGC). Le HuffPost 2 mai 2023

Tribune libre

Informations ouvrières (POI-Nupes) 2 mai 2023

Informations ouvrières - Tous ceux qui, sournoisement ou ouvertement, espéraient qu'une nième manifestation, après d'autres n'ayant pas obtenu satisfaction, finirait par provoquer recul, abattement, fin de mobilisation, en sont pour leurs frais.

J-C - "*Tous ceux qui, sournoisement ou ouvertement, espéraient qu'une nième manifestation*" sans lendemain ne servirait à rien ou ne ferait pas reculer Macron peuvent au contraire s'estimer satisfait. Le POI fait dans le déni jusque dans les petits détails.

Informations ouvrières - Cité par le Huffington Post, Laurent Berger a déclaré : « *On ne peut pas faire croire aux travailleurs qu'avec une manifestation toutes les semaines, on fera retirer la réforme.* »

De son côté, dans Le Journal du dimanche, Frédéric Souillot déclare : « *Réécoutez les déclarations de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin avant le 1er mai 2006, en plein conflit sur le contrat première embauche, ou celles d'Emmanuel Macron en juin 2020 sur la création d'un système universel de retraite : vous verrez bien que des lois ont beau avoir été votées, elles n'ont jamais été appliquées. C'est quand les musiciens rangent leurs instruments que le bal est vraiment terminé. Nous continuerons à nous mobiliser pour faire reculer le gouvernement.* »

Ils ont raison. Chacun à leur façon tiennent compte de la réalité et ils disent vrai !

J-C - Berger qui par principe est contre tout affrontement direct entre les classes, est contre toute mobilisation des masses, c'est contraint qu'il y appelle, c'est en quelque sorte ce qu'il tenait à rappeler, le cynisme était en prime, pour lui la lutte des classes se réduit au dialogue social, à la collaboration de classe, au corporatisme.

Informations ouvrières - Le communiqué de l'intersyndicale propose de « *multiplier les initiatives avec notamment une nouvelle journée d'action commune de grèves et de manifestations le 6 juin prochain qui permettrait à l'ensemble des salariés de se faire entendre des parlementaires* ». Pourquoi pas ? Si cela peut contribuer à organiser une action efficace.

J-C – Ben voyons ! Le POI a intégré la Nupes, il est mort politiquement, mort pour le socialisme.

Ediorial de La tribune des travailleurs (POID)

De deux choses l'une

Ce 1er-Mai 2023, le mouvement engagé depuis près de quatre mois contre la réforme des retraites s'est transformé en une mobilisation ouvertement politique.

La plupart des commentateurs le signalent : les mots d'ordre appelant, sous toutes les formes, au départ de Macron et de son gouvernement ont dominé les manifestations dans toute la France. Ainsi, des centaines de milliers de manifestants ont exprimé un point de vue qui tend à devenir majoritaire : « *Il est urgent d'en finir avec Macron !* »

À travers Macron, c'est le régime de la Ve République qui est en accusation. Chaque jour davantage, la crise politique se transforme en crise institutionnelle. Quelle perspective politique permettra de la dénouer ? Pour qui se situe du côté ouvrier de la barrière de classe, cela signifie : quelle perspective politique conforme aux intérêts des travailleurs ?

L'intersyndicale annonce une nouvelle journée d'action le 6 juin. Le choix de cette date est motivé, explique-t-elle, par l'examen, début juin, par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi visant à abroger un ou deux articles de la loi sur les retraites. Encore faudrait-il qu'une majorité de députés l'adopte (ce qui est pour le moins incertain), que le Conseil constitutionnel ne s'y oppose pas, puis que Macron accepte de la promulguer… Bref, une nouvelle fois, les travailleurs sont appelés à inscrire leur action dans le cadre fixé par les mécanismes et le calendrier des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Sur le plan politique, ce 1er-Mai, on a entendu Jean-Luc Mélenchon déclarer : « *Le Conseil constitutionnel a fait son travail. Il a défendu une Constitution de nature autoritaire et anti-ouvrière*. » Jusqu'à un passé récent, tous les chefs de la Nupes appelaient le peuple à espérer beaucoup des décisions à venir du Conseil constitutionnel… Aujourd'hui, Mélenchon infléchit son discours et ajoute : « *Quand je commence à entendre partout "Macron démission !", cela ne devient plus un mot d'ordre d'avant-garde, cela commence à devenir un désir et une espérance populaire de masse.* »

Si « "Macron démission !" *devient un mot d'ordre de masse* », pourquoi Mélenchon ne le reprend-il pas à son compte ? N'est-ce pas le moment d'appeler dans tout le pays à constituer des comités pour l'unité pour : « *Macron démission, Assemblée constituante pour en finir avec la Ve République !* »

De deux choses l'une : ou bien s'appuyer sur la Constitution ; ou bien s'appuyer sur la mobilisation du peuple travailleur.

Ou bien rester prisonnier du cadre des institutions ; ou bien s'en remettre aux millions qui ont fait grève et manifesté et les appeler à s'organiser pour la rupture, pour le gouvernement de la majorité, celle qui n'a que son travail pour vivre.

Le POID est disponible pour toute action commune permettant d'imposer la rupture…

J-C – En effet, la question de l'organisation est déterminante, sinon c'est un couteau sans lame, un attrape nigauds, ce qu'est LFI, le POI et la Nupes…

Totalitarisme. Le régime français est policier, non, sans blague ?

Twitter - «*La France devient une démocratie policière, au sens où elle fait un usage excessif de la police pr limiter la liberté de manifester. La garantie des droits est fragilisée par des actes d'intimidation des préfets illégaux ou à la limite de la légalité.*», S.Roché. (CNRS)

- Usage de drones dans les manifs, législation antiterroriste pour empêcher les contestataires de faire sonner des casseroles… Le pouvoir place la police au cœur de sa stratégie et multiplie les décisions à la frontière de la légalité... (Monde)

Retraites : la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté dénonce "*une instrumentalisation des gardes à vue à des fins répressives*" - franceinfo 2 mai 2023

Dans son rapport rendu mercredi, la contrôleuse générale pointe des "*interpellations violentes*", des "*conditions d'hygiène indignes*" en garde à vue et des "*irrégularités*", après avoir contrôlé neuf commissariats le 24 et 25 mars dernier.

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) dénonce mercredi 3 mai "*une instrumentalisation des mesures de garde à vue à des fins répressives*". Dans un courrier envoyé au ministre de l'Intérieur le 17 avril dernier et rendu public mercredi, Dominique Simonnot appelle à la "*vigilance*" de Gérald Darmanin "*quant à la nécessité de veiller au respect des dispositions législatives et réglementaires applicables à la procédure de garde à vue*".

Après la manifestation record du 23 mars dernier contre la réforme des retraites, à laquelle de 1 à 3,5 millions de personnes ont participé en France selon le ministère de l'Intérieur ou la CGT, et qui s'était terminée par de violents affrontements jusqu'après minuit autour de la place de l'Opéra à Paris, 457 personnes avaient été interpellées partout en France. Le lendemain et le surlendemain, les 24 et 25 mars, Dominique Simonnot et ses équipes se sont rendues dans "*neuf commissariats parisiens pour contrôler les conditions de prise en charge des personnes interpellées*".
Interpellations et conditions de détention inquiétantes

Dans son rapport joint au courrier, Dominique Simonnot explique que les personnes interpellées lui ont décrit des "*interpellations violentes*", "*des fouilles systématiques en sous-vêtements*", "*des conditions d'hygiène indignes*", "*des espaces individuels insuffisants en cellule collective*" ou encore "*des irrégularités dans les fiches d'interpellation*". "*Certaines personnes ont entendu des policiers décider au hasard, au terme de discussions triviales, des infractions à retenir contre elles. Des fiches d'interpellation pré-remplies ont été distribuées aux agents*."

Un gardé à vue raconte par exemple avoir entendu des policiers dire "*qu'est-ce qu'on lui met, à celui-là ?"* au moment de cocher une infraction. Une fois au commissariat, les agents sont d'ailleurs, selon le rapport, souvent incapables d'expliquer le contexte de l'arrestation. Certains évoquent seulement des ordres reçus pour interpeller de façon systématique dans certains secteurs de la capitale. Résultat : 80% des personnes interpellées ont été relâchées sans aucune poursuite. Et les rares qui ont été jugées en comparution immédiate sont souvent ressorties libre du tribunal. La plupart après avoir passé 24 heures en garde à vue dans des conditions indignes, selon le rapport.

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté s'inquiète d'une "*banalisation de l'enfermement*". Elle note également que sur les 785 gardes à vue prononcées du 16 mars à la nuit du 22 au 23 mars, une semaine marquée par la multiplication des manifestations nocturnes après l'utilisation par le gouvernement du 49.3, 629 procédures ont été classées sans suite. "*Le CGLPL ne peut que questionner la finalité réelle de ces gardes à vue*", écrit Dominique Simonnot à Gérald Darmanin.

"*Les instructions données par la préfecture de police et le parquet de Paris, de même que le classement sans suite de 80% des procédures, révèlent un recours massif, à titre préventif, à la privation de liberté à des fins de maintien de l'ordre public, dénonce Dominique Simonnot. Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, le droit français conditionne pourtant expressément le recours à une mesure de garde à vue à l'existence d'un soupçon caractérisé quant à la commission ou la tentative d'infraction.*" franceinfo 2 mai 2023

Santé.

Boycott. Ces sadiques vont fabriquer de soi-disant vaccin pour chaque virus, leur nombre est infini !

C'est là qu'on commence à se poser des questions sur l'état et l'orientation de la médecine qui ne relève pas de la science...

Les Etats-Unis approuvent le premier vaccin contre la bronchiolite - AFP 4 mai 2023

C'est une première mondiale: les Etats-Unis ont approuvé mercredi le premier vaccin contre le virus respiratoire syncytial (VRS), responsable de la bronchiolite et de dizaines milliers de décès chaque année. Selon les autorités sanitaires américaines, ce virus entraîne le décès d'entre 6.000 et 10.000 personnes de 65 ans et plus aux Etats-Unis chaque année, et entre 60.000 à 160.000 hospitalisations. AFP 4 mai 2023

J-C – Jusqu'à présent, devenu très vieux mourir d'une infection respiratoire était considéré comme normal ou la norme pour beaucoup de vieux, mon père et ma mère en sont morts, ils avaient des comorbidités ou ils étaient déjà très malades, en fin de vie.

Depuis janvier 2020 et leur folie covidique, ils ont décrété que chaque virus mériterait l'injection d'un vaccin supplémentaire. Imaginez un peu le fric qu'ils vont se faire avec votre vieille carcasse jusqu'à ce que vous creviez ! Des sadiques, on disait…

Fin annoncée de la dictature sanitaire.

J-C – L'épreuve ou l'épisode qui aura été fatale au mouvement ouvrier, mais apparemment personne ne s'en soucie, tout le monde a les yeux rivés sur l'intersyndicale de la honte.

Covid-19 : les soignants non vaccinés vont pouvoir être réintégrés à partir de "*mi-mai*", annonce le gouvernement - francetvinfo.fr 1er mai 2023

Les soignants qui avaient été suspendus faute de schéma vaccinal complet contre le Covid-19 vont pouvoir être réintégrés, a annoncé avant le week-end le ministre de la Santé, François Braun, qui prévoit la parution d'un décret en ce sens "*mi-mai*"

Paris avait opté pour la contrainte à la fin de l'été 2021 : l'obligation de se vacciner a été requise auprès de 2,7 millions de personnes, soignants mais aussi personnels des hôpitaux et des maisons de retraite, ambulanciers, aides à domicile ou encore pompiers. Faute d'attester d'un schéma vaccinal complet (deux, puis trois doses), quelques milliers ont depuis été suspendus, sans rémunération. "*Un phénomène très minoritaire voire marginal*" pour le ministère, qui estimait en mars la proportion d'agents hospitaliers encore concernés "*autour de 0,3%*". Même proportion infime du côté des libéraux, où l'Assurance maladie dénombrait mi-mars moins de 2 000 soignants suspendus. francetvinfo.fr 1er mai 2023

Sans pouvoir combien, on sait que des dizaines ou centaines de milliers de personnes ont été déclarées "*vaccinées*", alors que le contenu des seringues avaient fini dans des lavabos, soit des

attestations de complaisance accordées par des professionnels de santé bienveillants, cela existe tout de même.

Officiellement environ 15 000 salariés toutes professions confondues auraient perdu leur emploi durant cette période ou ils auraient été suspendus. Je me demande pourquoi ces salariés suspendus travaillant dans des hôpitaux n'ont pas opté pour le faux certificat assez facile à se procurer en passant par des connaissances, des collègues de travail, c'est un truc que je ne m'explique pas, à moins que cela ait été plus difficile que ce que je pensais, délation et chasse aux sorcières oblige, pourquoi pas. Ici, pour mon épouse avant qu'elle reparte en France, il a suffi d'en parler à un de ses frères et le lendemain l'affaire était réglée, gratuitement en plus, sans verser une somme importante à un médecin, l'Inde est le pays par excellence de la corruption.

Obligation vaccinale des soignants : l'Assemblée vote son abrogation, contre l'avis du gouvernement - leJDD 4 mai 2023

Le gouvernement avait prévu la suspension de l'obligation vaccinale des soignants. Ce jeudi, l'Assemblée nationale est allée plus loin, adoptant en première lecture un texte pour l'abroger. leJDD 4 mai 2023

Comment finir le sale boulot. Un aveu.

Système de Santé – Quand Macron admet involontairement : « *C'est plus dur de réinventer quand tout n'a pas été détruit.* » - lemediaen442.fr 1 mai 2023

Détruire ce qui fonctionnait permet de faire place à l'arrivée de la « *médecine moderne* », cette médecine scientiste gérée numériquement par des algorithmes sous intelligence artificielle renseigné par le DMP, le Dossier Médical Partagé.

Le 26 avril 2023, Macron annonçait n'avoir pas encore tout détruit « *Je finirai par-là et je vous remercie de cet engagement, on est dans une période où on refonde. On est en train de réinventer un modèle. C'est plus dur de réinventer quand tout n'a pas été détruit.* » :

La politique gouvernementale de ces 40 dernières années en matière de gestion de la santé c'est 40 ans de destruction :

Investissement dans l'immobilier délaissé, justifié par une réduction des coûts
Réduction continue du nombre de lits en hôpital, justifiée par une réduction des coûts (100 000 lits en 40 ans, dont 5700 lits supprimés en 2021)
Maintien de salaires bas, justifié par une réduction des coûts et désert médical pour certaines zones géographiques
En 2020, un pouvoir politico-exécutif en partie opaque (conseil scientifique dédié au COVID-19) ordonne comment se soigner, ce qui est illégal
En 2021, ordre d'ostraciser les personnes refusant une thérapie génique expérimentale par ce même pouvoir politico-exécutif en partie opaque, ce qui est illégal
Désertion de la profession par des professionnels en cours d'activité
Réorientation d'études en vue de parcours professionnels lorsque les jeunes ont vu le chaos vers lequel ils se dirigeaient.

Si les populations ne prennent pas conscience de l'importance de leur santé, comment sera gérée notre santé à l'avenir ? Il est possible que nous soyons confrontés à une situation où nous devrons nous rendre à une borne informatique pour renseigner nos données personnelles et nos symptômes. En fonction des informations fournies, la borne pourrait nous délivrer une ordonnance pour obtenir des médicaments ou pour recevoir des soins. Est-ce vraiment l'avenir que nous voulons pour notre santé ? Très pratique, nous sommes face à une machine qui n'a pas de revendications sociales, disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, diagnostic irréfutable…

La méfiance des patients et des populations envers une médecine exclusivement fondée sur la technologie peut se propager rapidement. Face à ce scénario dystopique, les professionnels du milieu médical pourraient être de plus en plus enclins à abandonner cette approche et à explorer d'autres options pour répondre aux besoins de leurs patients.

A Lyon, une initiative innovante est en train de voir le jour: la plateforme "*Une Notre Santé*" vise à promouvoir une approche plus humaine de la médecine. Cette plateforme met l'accent sur l'écoute et la prise en compte des besoins des patients pour leur offrir des soins de qualité. lemediaen442.fr 1 mai 2023

Sinon il y a ça. Publicité pour ceux qui ne savaient pas encore que cela existait.

Prégabaline : la nouvelle "*drogue du pauvre*" prend de l'ampleur - francetvinfo.fr 30 avril 2023

À l'origine, la prégabaline est un médicament mais en détournant son usage, certains toxicomanes en font une drogue. Elle est accessible sur simple ordonnance à un prix défiant toute concurrence, d'où son surnom de la "*drogue du pauvre*".

"*La posologie est à 25mg, là les personnes l'utilisent à 300mg donc c'est une forte dose (...). La prise de ce médicament expose les personnes à un danger réel de mort*", affirme le Dr Saïd Ouichou. francetvinfo.fr 30 avril 2023

Le point de vue du légaliste chez les tenants du capitalisme.

À quoi la Russie et la Chine utilisent-elles leur domination militaire ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 2 mai 2023

Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, ils n'ont pas à craindre de domination militaire de la Russie et de la Chine, mais l'usage par elles de leur puissance militaire pour les contraindre à respecter leur signature.

https://www.voltairenet.org/article219232.html

Réseau Voltaire - Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, ils n'ont pas à craindre de domination militaire de la Russie et de la Chine, mais l'usage par elles de leur puissance militaire pour les contraindre à respecter leur signature.

La manière de penser des anciennes puissances coloniales les poussent à imaginer que la Russie et la Chine vont utiliser leur supériorité militaire pour imposer leur mode de vie au reste du monde. Or, ce n'est pas du tout leur intention et ce n'est pas ce qu'elles font.

J-C - C'est le discours qu'elles tiennent en public et qui relève de la propagande. Il sert à camoufler leurs véritables intentions qui n'ont pas changé depuis le début du XXe siècle ou même au siècle précédent, mais elles n'en croient pas un mot, cette interprétation est une diversion, et elle n'est pas correcte.

Si la Russie et la Chine n'ont pas l'intention d'utiliser leur armement « *pour imposer leur mode de vie au reste du monde* », elles entendent s'en servir pour résoudre des conflits politiques dans certains pays en Afrique notamment, ou mettre un terme au chaos que les puissances occidentales ont instauré dans ces pays, afin que le climat soit propice à leurs affaires, entendez par là au détriment des entreprises occidentales qui seraient évincées…

L'attitude de la Russie est une réponse à la crise du capitalisme, à ses contradictions exacerbées qu'elle est incapable de résoudre sans recourir à la force ou à la guerre pour accroître son hégémonie sur le marché mondial ou préserver sa place ou ses parts de marché au sein de l'économie mondiale menacées par les Américains et la Chine, mais aussi pour assurer son développement futur, en fait, toutes les grandes puissances sont logées à la même enseigne, pour défendre ses intérêts la Chine use et abuse de sa position dominante sur le plan économique vis-à-vis du reste du monde sans avoir besoin de recourir à la guerre.

Réseau Voltaire - Moscou et Beijing ne cessent de réclamer l'application du Droit international. Rien de plus. Les Russes aspirent à être tranquilles chez eux, tandis que les Chinois espèrent pouvoir commercer partout.

J-C - Monsieur Meyssan feint de ne pas comprendre que les intérêts économiques de chaque puissance prévalent sur tout autre facteur politique, parce qu'il ne veut pas aborder la crise du capitalisme qui force ces Etats à violer le droit international ou les traités qu'ils ont signés.

Chaque puissance aspire à exploiter et dominer les peuples du reste du monde en toute tranquillité, c'est émouvant n'est-ce pas ? Meyssan rend un culte aux puissants, parce que c'est un être faible, et il reporte son complexe d'infériorité sur le plan politique.

Ce qu'ils appellent le Droit international se résume à un rapport de force entre Etats, en fonction de leur puissance financière et militaire, les plus fortes imposent leur domination aux plus faibles, qui n'ont pas d'autres alternatives que s'y soumettre. Les mafieux gangsters, pilleurs, destructeurs, massacreurs font la loi, et il y en a qui applaudissent et en redemandent, au nom de la démocratie, de la paix et du bien-être des peuples, qu'il nous soit permis de ne pas en être.
Ils changent les règles de la partie quand bon leur semble ou quand ils sont sur le point de perdre la partie, c'est normal chez les puissants, dans leur pays respectif ils passent déjà leur temps à cela et en promesses qu'ils ne tiendront jamais, sinon à quoi bon détenir le pouvoir, si ce n'est pas pour en user et en abuser.

Le Droit international consacre le capitalisme comme mode de production et de répartition des richesses. Il sert à cautionner l'exploitation et l'oppression de tous les peuples en leur fournissant un semblant de justification juridique, qui ne vaut que pour ceux qui l'ont conçu, pas pour nous, car rien ni personne ne peut justifier de nos jours l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les conséquences dramatiques qui en découlent quotidiennement pour des milliards de femmes, hommes et enfants.

Il n'y a absolument rien d'humaniste ou de morale dans le Droit international, c'est une vue de l'esprit, une escroquerie. Nous ne devons donner aucune illusion aux travailleurs et aux militants dans ces institutions et tous ceux qui se réclament du Droit international, il n'y a rien à en attendre.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Russie: Lavrov affirme que l'attaque de drones présumée était impossible sans que Washington soit "*au courant*" - BFMTV 5 mai 2023

La Russie persiste. L'attaque présumée de drones ukrainiens contre le Kremlin cette semaine n'aurait pu avoir lieu sans que les Etats-Unis soient au courant, a affirmé vendredi le chef de la diplomatie russe, alors que Washington et Kiev ont nié toute implication.

"*Il s'agit d'un acte hostile. Il est clair que les terroristes de Kiev n'auraient pu le commettre sans que leurs patrons soient au courant*", a lancé Sergueï Lavrov lors d'un déplacement en Inde.

Il a aussi affirmé que Moscou allait prendre des "*actions concrètes*" pour riposter à cette attaque présumée.

Mercredi, Moscou a affirmé avoir intercepté deux appareils ukrainiens qui visaient le Kremlin, dénonçant une tentative d'assassiner le président Vladimir Poutine. L'Ukraine a fermement démenti toute implication dans ces faits.

"*Les efforts de Kiev et de Washington pour nier toute responsabilité sont totalement ridicules. Les décisions concernant de telles attaques ne sont pas prises à Kiev mais à Washington*", a déclaré jeudi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, sans toutefois étayer ses accusations.

Les Etats-Unis "*n'ont rien à voir dans cette affaire*", avait rétorqué jeudi John Kirby, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche.

"*Si vous croyez que dès que les Etats-Unis et l'Ukraine ont rejeté les accusations, nous devons arrêter de penser ce que nous savons là-dessus, ce n'est pas le cas*", a pour sa part insisté vendredi Lavrov, s'adressant à la presse.

"*La capacité de nos amis ukrainiens et occidentaux de mentir est très bien connue*", a-t-il affirmé.

Le remaniement de M. Lavrov à New York

https://reseauinternational.net/le-remaniement-de-m-lavrov-a-new-york/

Face aux journalistes de cour, Lavrov démasque méthodiquement l'hypocrisie de l'Occident

Réponses à la presse de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite aux États-Unis dans le cadre de la présidence russe au Conseil de Sécurité de l'ONU.

https://reseauinternational.net/face-aux-journalistes-de-cour-lavrov-demasque-methodiquement-lhypocrisie-de-loccident/

Massacre d'Odessa: les États-Unis ont fermé les yeux sur les mensonges ukrainiens, selon Moscou - Sputnik Afrique 2 mai 2023

Washington a passé l'éponge sur les destructions de preuves après les massacres d'Odessa en mai 2014, a dénoncé l'ambassade russe aux États-Unis.

Une complaisance coupable. Les États-Unis n'ont rien fait pour empêcher l'Ukraine de mettre le massacre d'Odessa sous le tapis en 2014, a déclaré l'ambassade russe aux États-Unis dans un communiqué. Après la mort de 48 personnes dans la ville ukrainienne, Kiev a en effet tout fait pour détruire les preuves et protéger les auteurs, sous l'œil passif de Washington.

"*Contrairement aux promesses de Kiev d'enquêter sur ce crime barbare et de punir les auteurs, les autorités ont tout fait pour cacher la vérité et détruire les preuves afin de permettre aux organisateurs et aux exécutants d'échapper à la justice. Aux États-Unis, ils ont décidé de +ne pas remarquer+ cela*", a ainsi déclaré l'ambassade russe à Washington.

La mission diplomatique fustige en outre l'hypocrisie des "*soi-disant militants locaux des droits de l'homme*" qui ont "*couvert les bourreaux d'Odessa*".

Sombre anniversaire

Le 2 mai 2014, il y a tout juste neuf ans, les massacres d'Odessa faisaient 48 morts et 250 blessés. Des rixes avaient notamment éclaté entre des militants de l'Euromaïdan, rejoints par des ultras de clubs de football, et des protestataires contestant le coup d'État contre le Président Viktor Ianoukovitch.

Ces échauffourées s'étaient conclues par l'incendie de la Maison des syndicats, où s'étaient réfugiés des anti-Maïdan. Des cocktails Molotov et des grenades de gaz avaient été jetés sur et dans l'édifice. Des personnes essayant d'échapper aux flammes avaient par la suite été frappées avec des battes de baseball. Plusieurs survivants ont déclaré que des assaillants munis de haches avaient pénétré dans le bâtiment.

Kiev a tenté de faire porter la responsabilité sur les victimes et les opposants au coup d'État ukrainien. Certains ont fait l'objet de poursuites pénales, bien qu'aucune preuve n'ait pu être avancée contre eux. Toutes les personnes mises en examen dans le cadre de cette affaire ont été acquittées. Sputnik Afrique 2 mai 2023

La Russie et l'Inde en discussion sur les cartes Mir et RuPay - Sputnik Afrique 1 mai 2023

L'Inde et la Russie négocient pour que les cartes RuPay et Mir soient acceptées dans chacun des deux pays. Une alternative au système SWIFT, dont Moscou a été exclu, a aussi été mise sur la table.

La Russie et l'Inde continuent de resserrer leurs liens économiques. Les deux pays réfléchissent à la possibilité d'accepter les cartes RuPay (Inde) et Mir (Russie) pour faciliter leurs échanges, rapporte The Economic Times.

Une telle mesure permettrait aux citoyens indiens et russes d'effectuer des paiements sans tracas en roupies et en roubles dans leurs pays respectifs. Le sujet a été évoqué lors d'une réunion de la Commission gouvernementale interne sur la coopération commerciale, économique, scientifique, technologique et culturelle (IRIGC-TEC).

Les responsables ont également discuté d'une alternative au système bancaire SWIFT, duquel la Russie a été exclue. Pour les paiements transfrontaliers, il est envisagé d'adopter le système de messagerie financière russe, le Bureau des services du système de messagerie financière de la Banque de Russie.

Côté paiements instantanés, le Faster Payments System (FPS) russe pourrait se voir plus étroitement lié au Unified Payments Interface (UPI) développé par l'Inde et déjà utilisé par une trentaine de pays.

L'Afrique tentée par Mir

L'Inde n'est d'ailleurs pas la seule à se pencher sur le système russe de paiement Mir. Plusieurs pays d'Afrique ont fait part de leur intérêt, comme la République démocratique du Congo (RDC) qui y voit une alternative solide au réseau Mastercard.
Maurice, dont l'économie repose en partie sur le tourisme, souhaiterait aussi accepter les cartes Mir, pour permettre aux visiteurs russes de faire leurs achats.

Pour les mêmes raisons, l'Égypte cherche à rendre son système bancaire compatible avec les cartes de paiement Mir. Sputnik Afrique 1 mai 2023

Sur le champ de bataille.

Près de 200 tonnes de munitions et quatre quartiers d'Artiomovsk parmi les pertes de Kiev en 24h - Sputnik Afrique 30 avril 2023

L'Ukraine a perdu environ 200 tonnes de munitions, environ 670 militaires, un poste de commandement, un dépôt d'armements et quatre autres quartiers de la ville d'Artiomovsk (Bakhmout), selon un nouveau bilan de la Défense russe. Deux groupes de sabotage et de reconnaissance ont en outre été pris pour cibles.

Les forces armées ukrainiennes ont perdu approximativement 670 militaires en ces dernières 24 heures, rapporte le 30 avril le ministère russe de la Défense dans son bilan quotidien.

Plus de 480 soldats, dont des mercenaires, ont été tués sur l'axe de Donetsk, en proie à des combats intenses, notamment à Artiomovsk (Bakhmout). Près de 280 soldats ont été blessés après une attaque au missile à Konstantinovka, dans la République populaire de Donetsk.

Les troupes d'assaut ont libéré quatre quartiers supplémentaires dans la partie ouest de la ville.

Les forces de Kiev ont également perdu jusqu'à 85 militaires sur l'axe de Koupiansk, et jusqu'à 30 autres dans les zones du sud de Donetsk et de Zaporojié. Enfin, jusqu'à 65 hommes ont été éliminés sur l'axe de Krasny Liman et plus de 10 autres sur l'axe de Kherson.

Deux groupes ukrainiens de sabotage et de reconnaissance ont été mis en échec dans la région de Kharkov.

Selon la Défense, un poste de commandement des forces ukrainiennes a été anéanti dans la République populaire de Lougansk.
Un dépôt de réparation de matériel militaire et d'armements a aussi été détruit dans la région de Soumy.

Armements mis hors service

Jusqu'à 200 tonnes de munitions de l'armée de Kiev ont été détruites à la suite d'une frappe près de Kramatorsk, dans la République populaire de Donetsk. Un entrepôt de munitions a été éliminé dans la République populaire de Lougansk.

L'armée russe a aussi intercepté sept projectiles de lance-roquettes multiples HIMARS de production américaine et d'Ouragan, et a abattu quatre drones.

Parmi les obusiers mis hors service figurent deux D-20, deux D-30, deux Msta-B et un canon automoteur Gvozdika.

Un radar de contrebatterie AN/TPQ-36 de fabrication américaine a aussi été anéanti.

Au total, en 24 heures, les frappes russes ont visé 82 postes d'artillerie ainsi que du personnel et du matériel militaires dans 115 zones. Sputnik Afrique 30 avril 2023

L'armée russe abat trois avions ukrainiens en 24 heures - Sputnik Afrique 2 mai 2023

Les militaires russes impliqués dans l'opération spéciale ont éliminé plus de 495 soldats ukrainiens et mercenaires étrangers en ces 24 heures, affirme le ministère de la Défense.

Dans le même temps, un avion d'attaque au sol Su-25 et un chasseur MiG-29 des forces ukrainiennes ont été abattus par la défense antiaérienne russe au-dessus de la région de Kherson. Un autre MiG-29 a été détruit dans la république populaire de Donetsk.

En outre, l'armée russe a éliminé 92 unités d'artillerie ukrainiennes, ainsi que cinq obusiers, un char, dix blindés et 18 autres véhicules de l'armée ukrainienne. Trois dépôts de munitions ennemis ont été anéantis et six drones descendus.

Au total, depuis le début de son opération en Ukraine, l'armée russe a abattu 416 avions, 230 hélicoptères et 3.919 drones. Elle a également détruit 421 systèmes de défense antiaérienne, 8.938 chars et autres blindés, 1.095 véhicules de lance-roquettes multiple, 4.695 pièces d'artillerie de terrain et de mortiers, et 9.911 autres véhicules militaires. Sputnik Afrique 2 mai 2023

Inde.

Haro sur l'Inde ! Cela les reprend, élections générales en 2024 oblige. Qu'est-ce qui indispose tant que cela ces suppôts de néonazis ?

J-C - Le titre peut sembler outrancier, mais les lecteurs oublient facilement qui s'adresse à eux, alors il faut leur rappeler, et pour être bref, il faut employer des mots ou des formules qui se passent de commentaires.

Comment Narendra Modi a mis les institutions indiennes au service de son idéologie - Courrier International 3 mai 2023

En classe de première, l'étude de la démocratie conduit les élèves à s'interroger sur les progrès et les remises en cause de ce régime politique dans le temps et dans l'espace.

L'Inde, considérée comme la plus grande démocratie au monde, peut servir d'étude de cas, tant le fonctionnement de ce pays de 1,4 milliard d'habitants semble aujourd'hui menacé par la dérive autoritaire de son Premier ministre Narendra Modi.

Cette revue de presse, élaborée à partir d'éditoriaux récents de trois journaux anglo-saxons, permet de comprendre comment un parti politique au pouvoir peut faire dévier progressivement la démocratie vers l'autoritarisme.

J-C - Trois journaux anglo-saxons, sachant qu'ils sont tous à la solde de Davos, on est mal barré en terme d'objectivité ou de déontologie journalistique comme ils disent.

Courrier International - "*Le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi a affaibli les institutions censées garantir un État à la fois transparent et responsable. L'information est censurée, la société civile harcelée et les manifestations réprimées.*"

J-C - C'était déjà le cas lorsque le Parti du Congrès était au pouvoir, en fait une coalition de partis qui n'hésitaient pas à se livrer à ce qu'ils dénoncent ici, par exemple au Tamil Nadu, les présidents du DMK et de l'AIADMK avaient fait de brefs séjours en prison, le premier soutenait le BJP, le second le Parti du Congrès.

Le BJP est un parti nationaliste avec des relents d'extrême droite, ce qui ne les gêne par de trop, ils le disent eux-mêmes plus loin. Alors qu'est-ce qui indispose leurs commanditaires de Davos, vous allez le savoir tout de suite.

Courrier International - Ce qui semble inquiéter le plus les journalistes dans cette revue de presse, c'est que, jusque-là, en Asie, l'Inde était considérée comme un contrepoids démocratique face à la Chine. Si les Occidentaux ont largement fermé les yeux devant les dérives autoritaires de Modi, il devient désormais urgent de condamner ouvertement ce gouvernement nationaliste et autoritaire, qui menace la plus grande démocratie du monde.

J-C - Il se trouve qu'à l'occasion de la guerre de l'Otan contre la Russie, l'Inde a adopté une position similaire à celle de la Chine, ces trois pays appartenant aux BRICS, bref, l'Inde s'est rapprochée de la Chine par l'intermédiaire de la Russie, et les Etats-Unis et leurs vassaux européens regardent cela d'un mauvais œil, hypocritement, en fait ils voudraient le beurre et l'argent du beurre puisque par l'intermédiaire de l'Inde les paix de l'Union européenne continuent d'acheter du pétrole à la Russie en passant par l'Inde, un secret de polichinelle. Ils préfèrent la famille Gandhi corrompue depuis

plusieurs génération, davantage pro américaine ou occidental, plus malléable, plus servile ou à l'écoute de leurs besoins au détriment du peuple indien.

Certes Modi a taillé à la hache dans le code du travail en portant la journée de travail de 8 à 12 heures, mesures très rarement appliquée, impossible à mettre en œuvre parce que les travailleurs y sont totalement opposés, mais sur le plan économique il faut bien constater qu'on est mieux traité qu'en France, les prix en général ont certes augmenté, comme tous les ans entre 10 et 20%, hormis quelques exceptions il n'y a pas eu de gros dérapages, j'ignore si le prix de l'acier qui avait flambé a diminué dernièrement, toujours est-il que le prix de l'essence ou de l'huile de tournesol est resté stable ou il a baissé, de 200 ou 240 roupies le litre, l'huile de tournesol est retourné au prix de janvier 2020,115 roupies, l'alimentaire est stable, le salaire d'un maçon est passé de 750 à 850 roupies par jour, soit entre 17 et 20 000 par mois, alors que le salaire minimum se situe aux alentours de 6 à 10 000 roupies.

Et paradoxalement, avant le coup d'Etat constitutionnel orchestré par les Etats-Unis au Pakistan début avril 2022, le Premier ministre indien Narendra Modi issu d'un parti hindouiste extrémiste (Adepte de la doctrine de l'hindutva) entretenait de bonnes relations son homologue pakistanais Imran Khan, ceci expliquant cela. Les Américains voudraient faire chuter Modi, mais à ce jour apparemment il n'existe aucune alternative politique, cela les rend d'autant plus fébrile que la situation est identique face à Poutine, Xi, Lula ou Ramaphosa, le Président sud-africain.

Des rivières meurent, des lacs s'enflamment: l'Inde face à une grave crise des eaux usées - AFP 3 mai 2023

Sa petite nièce dans les bras, Mohammed Azhar observe dans une rue de New Delhi un égout pluvial rempli de plastiques et de boues nauséabondes qui témoigne de l'incapacité de l'Inde à traiter près des deux tiers des eaux usées urbaines.

"*Nous restons à l'intérieur de nos maisons*", déclare à l'AFP le jeune homme de 21 ans, dans le quartier de Seelampur où des égouts à ciel ouvert pleins de détritus et d'une eau insalubre noirâtre se déversent le long des ruelles.

"*Ça pue. Ça attire les moustiques. On attrape des maladies, les enfants tombent malades*", ajoute-t-il, "*il n'y a personne pour nettoyer la saleté*".

Selon les Nations unies, l'Inde serait devenue fin avril le pays le plus peuplé du monde devant la Chine, avec près de 1,43 milliard d'habitants.

La population urbaine devrait exploser dans les prochaines décennies, avec plus de 270 millions de citadins supplémentaires attendus d'ici 2040.

Sur les 72 milliards de litres d'eaux usées générés chaque jour dans les centres urbains, 45 milliards --l'équivalent de 18.000 piscines olympiques-- ne sont pas traités, selon les chiffres du gouvernement pour 2020-2021.

Les deux tiers des foyers urbains indiens ne sont pas connectés aux égouts, selon l'Alliance nationale de gestion des boues (NFSSM).

De nombreuses stations d'épuration en activité ne sont pas en conformité, dont 26 des 35 installations de Delhi, selon la presse indienne.

Ajoutées à d'énormes volumes d'effluents industriels, ces eaux usées provoquent des maladies, polluent les cours d'eau, tuent la faune et flore et s'infiltrent dans les nappes phréatiques.

- Les enfants tombent malades -

La dysenterie, causée principalement par de l'eau et des aliments contaminés, reste l'une des principales causes de mortalité infantile, malgré les importants progrès de l'Inde pour réduire cette dernière.

Plus de 55.000 enfants de moins de cinq ans sont morts de dysenterie en Inde en 2019, selon une étude l'an dernier de la revue scientifique BMC Public Health.

La rivière Yamuna à Delhi est l'une des plus polluées au monde et considérée par endroits comme écologiquement morte. Les pauvres gens y lavent pourtant encore leur linge et y font leurs ablutions matinales ou rituelles.

Une épaisse mousse blanchâtre apparaît régulièrement à sa surface et les installations de traitement de l'eau potable pour les 20 millions d'habitants de Delhi sont régulièrement fermées en raison de niveaux dangereux d'ammoniac.

Malgré quelques points positifs, comme les efforts déployés pour planter plus d'arbres le long des rivières, la situation n'est guère meilleure dans d'autres grandes villes comme Bombay ou Madras.

À Bangalore, il est arrivé à l'immense lac Bellandur, hautement contaminé par les eaux usées de la ville et produits chimiques, de s'enflammer en raison du méthane produit par la prolifération des bactéries.

- "*En manque d'eau*" -

Selon la Banque mondiale, l'Inde est l'un des pays les plus "en manque d'eau" au monde, avec des nappes phréatiques qui s'assèchent et des pluies de mousson de plus en plus irrégulières.

Madras a brièvement manqué d'eau durant l'été 2019 et d'autres villes devraient, au rythme actuel, connaître des crises similaires en raison du pompage excessif des eaux souterraines et de la médiocrité des infrastructures.

Selon Mridula Ramesh, l'auteure de "Watershed", un livre sur la crise de l'eau en Inde, traiter correctement les eaux usées aiderait à prévenir la pénurie d'eau annoncée.

"*Les eaux usées peuvent si facilement être captées pour éviter cela et nous aider dans une très large mesure à résoudre le problème de nos villes*", assure à l'AFP l'auteure qui vit dans une maison à "*presque*" zéro déchet.

Il suffirait d'installer des stations d'épuration locales qui pourraient être financées en partie par le secteur privé ou des ONG, préconise-t-elle.

"*L'eau de l'Inde est tellement saisonnière. De nombreuses villes indiennes ne reçoivent que 50 jours de pluie (...) mais les eaux usées sont disponibles tous les jours (...). C'est un instrument tellement puissant*", ajoute-t-elle.

Pour Khalil Ahmad, debout près de l'égout de Seelampur, cerné de mouches bourdonnantes, en attendant une solution qui tarde trop, "*les enfants continuent de tomber malades (...) Et s'ils ne sont pas soignés, les enfants mourront*".

États-Unis.

L'état de la démocratie aux États-Unis : 2022

Le ministère chinois des Affaires étrangères a publié un rapport intitulé *« L'état de la démocratie aux États-Unis : 2022* ». Le rapport rassemble une multitude de faits, de commentaires des médias et d'opinions d'experts afin de présenter une image complète et réelle de la démocratie américaine au cours de l'année.

Voici le texte intégral du rapport.

https://reseauinternational.net/letat-de-la-democratie-aux-etats-unis-2022/

Quand les corrompus font la loi des corrupteurs.

La Commission européenne veut lutter contre la corruption en Europe et à l'échelle mondiale - euronews 4 mai 2023

La Commission européenne a présenté mercredi ses propositions pour renforcer la lutte contre la corruption. Elle propose une harmonisation entre les 27 de la définition des infractions pénales. L'institution veut également sanctionner les responsables d'actes de corruption partout dans le monde. euronews 4 mai 2023

Italie.

Faire baisser le "*coût du travail*" pour les faibles revenus revient à les exploiter ou appauvrir davantage.

Giorgia Meloni supprime une prestation sociale qui a sorti un million d'Italiens de la pauvreté - Le HuffPost 2 mai 2023

Le gouvernement italien a supprimé ce lundi 1er mai le « *revenu de citoyenneté* », une aide bénéficiant à des millions de personnes pauvres, remplacé par un « *chèque d'inclusion* » au périmètre plus limité.

L'exécutif ultra-conservateur dirigé par Giorgia Meloni a aussi voté un assouplissement des embauches en contrat à durée déterminée et l'exonération des cotisations patronales pendant un an

pour les entreprises recrutant un allocataire du « *chèque d'inclusion* » en contrat à durée indéterminée ou en tant qu'apprenti, selon le décret publié à l'issue du Conseil des ministres.

L'objectif affiché est de stimuler l'emploi et d'inciter les jeunes à trouver du travail dans la troisième économie de la zone euro où le taux de chômage des 15-24 (22,4 % en février) est près de trois fois supérieur à la moyenne nationale (8 %).

Pour ses défenseurs, le « *revenu de citoyenneté* » est un amortisseur social qui a fait ses preuves, notamment dans les régions du Sud frappées par la précarité, tandis que pour le gouvernement il est onéreux (huit milliards d'euros en 2022) et maintient ses allocataires hors de la vie active.

Dès le 1er janvier 2024, « *le revenu de citoyenneté* » sera remplacé par un « *chèque d'inclusion* » pour un coût de 5,4 milliards d'euros par an.

Alors que le « *revenu de citoyenneté* » était destiné à toute personne justifiant de revenus très modestes - y compris les jeunes -, le « *chèque d'inclusion* » sera réservé aux familles composées de personnes présentant un handicap, de mineurs ou de plus de 60 ans.

Le « *chèque d'inclusion* » sera plafonné à 500 euros par mois

« *Nous réformons le revenu de citoyenneté pour faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas* », a justifié Giorgia Meloni.

Le gouvernement fait néanmoins valoir qu'il propose des exonérations de charges pour l'embauche de moins de trente ans.

Le « *chèque d'inclusion* » sera plafonné à 500 euros par mois, auxquels s'ajouteront 280 euros pour les foyers non-propriétaires de leur logement. D'une durée de 18 mois, il pourra être renouvelé pour un an après une carence d'un mois.

Le gouvernement introduit aussi un « instrument d'accès à l'activité » professionnelle : pour les personnes aptes à l'emploi, la participation à des formations ou des « *projets utiles à la collectivité* » devient obligatoire, moyennant une indemnité de 350 euros par mois maximum pendant un an. Le coût pour l'État est estimé à 2,1 milliards d'euros en 2024.

Avec la baisse du coût du travail pour les revenus de moins de 35 000 euros bruts par mois sur les cinq prochains mois et les exonérations de charges liées aux mesures annoncées, le gouvernement se targue d'avoir engagé « *la plus forte baisse des taxes depuis des décennies* », a souligné Giorgia Meloni dans un message vidéo ce lundi.

Selon l'Institut italien de la statistique (Istat), le « *revenu de citoyenneté* » introduit en 2019 par le gouvernement Cinq Étoiles a permis de sortir un million de personnes de la pauvreté même si environ la moitié des personnes pauvres ne le perçoivent pas, soit parce qu'elles n'y sont pas éligibles (moins de dix ans de résidence sur le territoire), soit parce qu'elles n'en ont pas fait la demande.

Une allocation moyenne de 550 euros

En 2022, il a bénéficié à 1,6 million de foyers représentant près de quatre millions de personnes, pour une allocation moyenne de 550 euros, selon l'organisme de sécurité sociale INPS. Le HuffPost 2 mai 2023

Syrie.

Ebrahim Raïssi se rend à Damas, première visite d'un président iranien en Syrie depuis 2010 - France 24 3 mai 2023

Cette visite officielle de deux jours se déroule dans un contexte de réchauffement diplomatique dans la région, marqué par le dégel des relations entre les deux poids lourds du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et l'Iran.

Le porte-parole du gouvernement iranien, Ali Bahadori Jahromi, a affirmé que ce voyage, à l'invitation du président Assad, revêtait une "importance stratégique" pour les deux pays et que son objectif était d'ordre "*économique*". "*Les deux pays ont coopéré avec succès dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme*", et ils *"peuvent également coopérer lors de la reconstruction*" de la Syrie, a-t-il ajouté.

Attirer des capitaux pour financer la reconstruction du pays aux infrastructures ravagées est une priorité pour le gouvernement, depuis que ses forces ont reconquis la plupart des territoires perdus au début de la guerre.

Depuis 2013, l'Iran a aussi ouvert des lignes de crédit notamment pour garantir les besoins en pétrole de la Syrie, frappée par un embargo international. Damas et Téhéran ont en outre signé des accords bilatéraux début 2019 dans plusieurs domaines, dont l'un comprenait l'inauguration de nouveaux ports dans les villes côtières de Lattaquié et Tartous. France 24 3 mai 2023

Échec des négociations secrètes USA-Syrie - Réseau Voltaire 5 mai 2023

Selon L'Orient-Le Jour, les États-Unis ont négocié avec la Syrie en février-mars à Oman.

Le président Bachar el-Assad s'était rendu à Oman, le 23 février.

Les négociations ont échoué, Washington refusant de retirer ses troupes qui occupent le Nord-Est du pays.
Les États-Unis justifient de leur présence en Syrie par le fait qu'ils combattent Daesh, ce dont les Syriens seraient incapables. Or, les armées syriennes et russes sont les seules à avoir repoussé victorieusement Daesh, tandis que les armées US se contentaient de le contenir dans le « *sunnistan* » qui lui avait été alloué par le Pentagone (plan Robin Wright). Quant au cinquième calife de Daesh, Abu al-Hussein al-Hussein al-Husseini al-Qurashi, il a été éliminé le 30 avril par la Turquie et non pas les forces US. Réseau Voltaire 5 mai 2023

Technologie.

Intelligence artificielle - Quand des monstres sont aux commandes.

J-C - On apprend que "*un millier d'experts a appelé à une* « pause » *dans le développement de l'IA dans une lettre ouverte*".

C'est marrant, dans plusieurs causeries j'avais émis l'idée qu'il faudrait stopper la recherche en générale, compte tenu qu'elle ne pouvait être que mal employé ou servir à assouvir des intentions néfastes pour la population sachant que des psychopathes détenaient tous les pouvoirs.

Je reviens rarement sur les positions que j'ai adoptées ou les conclusions auxquelles je suis arrivé dans un tas de domaines, par manque de temps et je ne vais pas passer mon temps à me mettre en avant, je ne suis pas à la recherche d'une quelconque reconnaissance, ceci pour montrer aux lecteurs que lorsque je me prononce sur un sujet ou un évènement, ce n'est pas pour raconter n'importe quoi ou j'ai longuement réfléchi avant.

Même Geoffrey Hinton, à l'origine de la technologie servant à ChatGPT regrette son invention - Le HuffPost 2 mai 2023

Geoffrey Hinton, considéré comme le « *parrain* » de l'IA, a quitté Google pour pouvoir confier ses inquiétudes concernant cette technologie.

Intelligence artificielle - Il est le « *parrain* » de l'IA et il a quitté Google pour pouvoir parler librement de ses craintes. Geoffrey Hinton s'est exprimé auprès du New York Times dans une interview publiée ce lundi 1er mai. Il y évoque les risques potentiels de l'intelligence artificielle et ses regrets quant à son rôle dans sa conception.

Geoffrey Hinton, Britannique qui a émigré au Canada, a fourni des travaux pionniers sur les réseaux neuronaux ont jeté les bases de la technologie de l'intelligence artificielle. Il a d'ailleurs reçu en 2019 le Turing Award, un prix considéré comme le prix Nobel de l'informatique, avec ses collègues Yann LeCun et Yoshua Bengio.

Maintenant qu'il a démissionné du géant Google, Geoffrey Hinton, 75 ans, a plus de latitude pour exprimer ses peurs concernant la technologie qu'il a participé à créer. « *Je me console avec l'excuse classique : si je ne l'avais pas fait, quelqu'un d'autre l'aurait fait.* », dit-il. Car « il est difficile de voir comment on peut empêcher les mauvais acteurs de l'utiliser à des fins malveillantes. »
Ne plus savoir « *ce qui est vrai* »

Cette crainte, il n'est évidemment pas le premier à l'avoir puisque fin mars, un millier d'experts a appelé à une « pause » dans le développement de l'IA dans une lettre ouverte. Ceci afin de permettre des recherches plus approfondies sur les conséquences possibles de l'intelligence artificielle générative telle que le chatbot ChatGPT. Quelques jours plus tard, une autre tribune était mise en ligne par l'Association pour le développement de l'intelligence artificielle. Là encore, il était question des risques portés par la technologie. Geoffrey Hinton n'a signé aucune des deux lettres, car il était encore chez Google explique-t-il au New York Times.

Aujourd'hui, l'une de ses principales inquiétudes concerne les photos, vidéos et textes créés de toutes pièces car, selon lui, cela pourrait mener à « ne plus être capable de savoir ce qui est vrai ».

Il craint également l'impact économique que l'intelligence artificielle pourrait avoir. Selon un rapport de Goldman Sachs, l'IA pourrait remplacer 300 millions de postes. « *Cela supprime les tâches pénibles* », mais « *Il se pourrait bien qu'il enlève plus que cela* », avertit Geoffrey Hinton. Le HuffPost 2 mai 2023

La quatrième révolution industrielle chinoise ébranle les valeurs technologiques étasuniennes

Le véhicule électrique de BYD à 11 400 $ et les progrès de Huawei dans le domaine des logiciels de planification des ressources d'entreprise nuisent à Tesla et à Cisco.

Deux des valeurs technologiques américaines les moins performantes de la semaine – Cisco et Tesla – ont un point commun : elles se sont toutes deux heurtées à la concurrence chinoise. À l'ouverture de la bourse de New York le 21 avril, Tesla avait perdu plus de 12% au cours de la semaine et Cisco plus de 8,1%.

BYD, le concurrent chinois de Tesla, a annoncé un véhicule électrique à 11 400 dollars, ce qui représente un défi pour l'offre la moins chère de Tesla, qui est d'environ 33 000 dollars.

Le véhicule électrique Seagull de BYD, d'une valeur de 78 000 yuans (11 400 dollars), qui offre un rayon de 300 miles [480 km] et une accélération de 0 à 60 mph en cinq secondes, a volé la vedette au salon de l'automobile de Shanghai la semaine dernière, selon les sites web de l'industrie. C'est la moitié du prix de base de la Nissan Leaf ou de la Chevrolet Bolt, ce qui fait de la Seagull le véhicule électrique le moins cher au monde – devenant ainsi la Ford Model T du XXIe siècle. BYD affirme qu'elle exportera 300 000 véhicules cette année, soit six fois plus qu'en 2022.

La Chine a produit 27 millions de voitures en 2022, contre 10 millions aux États-Unis, 7,8 millions au Japon, 5,5 millions en Inde et 3,7 millions en Corée du Sud et en Allemagne. Avec un chiffre d'affaires de près de 3000 milliards de dollars, le secteur automobile est de loin la plus grande industrie manufacturière du monde.

Les constructeurs automobiles chinois constituent un laboratoire national pour les technologies dites de la quatrième révolution industrielle, et la domination de la Chine dans le domaine des batteries pour véhicules électriques constitue un avantage supplémentaire. La combinaison de la robotique et de l'intelligence artificielle, y compris le contrôle de la qualité et la maintenance préventive, pourrait faire s'effondrer la structure des coûts de la production automobile, et la Chine est très en avance sur le reste du monde dans ce domaine.

https://reseauinternational.net/la-quatrieme-revolution-industrielle-chinoise-ebranle-les-valeurs-technologiques-etasuniennes/

Economie.

Cadeau. Dis-moi à qui profite le crime et je te dirai qui sont ses commanditaires.

JPMorgan rachète la banque en faillite « *First Republic Bank* » - lemediaen442.fr 1 mai 2023

JPMorgan Chase & Co a remporté l'appel d'offres pour acquérir la First Republic Bank lors d'une intervention d'urgence orchestrée par le gouvernement américain après que les efforts de sauvetage privés ont échoué à combler les déficits de l'établissement bancaire et que les clients ont retiré leurs dépôts.

JPMorgan prendra le contrôle des actifs de First Republic, y compris environ 173 milliards de dollars de prêts et 30 milliards de dollars de titres, ainsi que 92 milliards de dollars de dépôts.

Selon Bloomberg, les actions de First Republic ont chuté de plus de 33 % lors des échanges avant la séance de bourse, tandis que les actions de JPMorgan ont augmenté de 3,8 %. Le PDG de JPMorgan, Jamie Dimon, a déclaré que le gouvernement américain les avait invités à intervenir et que leur force financière leur avait permis de minimiser les coûts pour le fonds d'assurance-dépôts.

Les co-PDG de l'unité bancaire grand public et communautaire de JPMorgan, Marianne Lake et Jennifer Piepszak, vont superviser la banque :

« *First Republic s'est forgé une solide réputation en servant ses clients avec intégrité et un service exceptionnel. Nous sommes impatients d'accueillir les employés.* »

JPMorgan s'attend à enregistrer un gain unique de 2,6 milliards de dollars lié à la transaction, mais à encourir des coûts de restructuration liés à la transaction d'un montant de 2 milliards de dollars au cours des 18 prochains mois.

JPMorgan et la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation, est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis pour protéger les dépôts des clients des banques en cas de faillite) ont conclu un accord de partage des pertes pour couvrir les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts commerciaux, ainsi que 50 milliards de dollars de financement à terme à taux fixe de cinq ans. La FDIC estime que le coût pour le fonds d'assurance-dépôts sera d'environ 13 milliards de dollars. lemediaen442.fr 1 mai 2023

Enquête aux Etats-Unis sur le rôle de Goldman Sachs dans la faillite de SVB - AFP 5 mai 2023

Les autorités américaines enquêtent sur les activités menées par Goldman Sachs pour le compte de la Silicon Valley Bank (SVB) avant la faillite de cette banque californienne, a révélé Goldman Sachs dans un document boursier publié jeudi.

Goldman Sachs a été critiqué pour avoir à la fois mené des activités de conseil pour la banque et racheté des titres dépréciés au cours d'une opération qui s'est révélée avoir joué un rôle central dans la faillite de SVB. AFP 5 mai 2023

J-C - Goldman Sachs s'est servi, et alors, normal, non ?

La Banque centrale américaine relève, encore, son principal taux directeur - AFP/LePoint.fr 4 mai 2023

La décision a été prise à l'unanimité. Mercredi 3 mai, la Banque centrale américaine a décidé de relever, d'un quart de point de pourcentage, son principal taux directeur, pour la dixième fois d'affilée. Il se situe désormais dans une fourchette de 5 % à 5,25 %, soit au plus haut depuis 2006.

De nombreux acteurs du marché attendent désormais une pause dans ces hausses de taux, qui renchérissent le coût du crédit pour les ménages et les entreprises, et, en ralentissant l'activité économique, doivent permettre de desserrer la pression sur les prix.

La dédollarisation passe à la vitesse supérieure

Le dollar américain est essentiel à la projection de la puissance mondiale des États-Unis. Mais en 2022, la part du dollar dans les monnaies de réserve a diminué dix fois plus vite que la moyenne des deux dernières décennies.

Il est désormais établi que le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale est en train de s'éroder. Lorsque les médias occidentaux commencent à s'attaquer sérieusement au récit de la dédollarisation du monde multipolaire, on sait que la panique s'est installée à Washington.

Les chiffres : la part du dollar dans les réserves mondiales était de 73% en 2001, de 55% en 2021 et de 47% en 2022. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'année dernière, la part du dollar a diminué dix fois plus vite que la moyenne des deux dernières décennies.

Il n'est désormais plus farfelu de prévoir une part mondiale du dollar de seulement 30% d'ici à la fin de 2024, ce qui coïncidera avec la prochaine élection présidentielle aux États-Unis.

https://reseauinternational.net/la-dedollarisation-passe-a-la-vitesse-superieure/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 mai 2023.

Je n'ai pas pu mettre cette causerie en ligne mercredi matin en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, et parce qu'au même moment les batteries de secours ont lâché et pour tout arranger le convertisseur de courant est en panne. Je vais le faire réparer et en acheter un second car on ne peut pas rester sans courant l'été, avec mon problème respiratoire c'est insupportable.

On a passé la journée dans le jardin sous une chaleur écrasante car sans ventilateur. Du coup je suis claqué ! Je vais peut-être cesser à nouveau d'actualiser le portail, car compte tenu de l'atmosphère délétère qui règne en France, j'ai l'impression de perdre mon temps.

Réhabiliter le socialisme est une priorité, dès lors que c'est l'unique alternative au capitalisme.

Qui affirment qu'il aurait failli ? Ceux qui nous mentent sur tout tous les jours. Cela mérite qu'on y réfléchisse, non ?

Le nazisme combattu...

Poutine dénonce une "*guerre*" orchestrée contre la Russie lors du défilé du 9-Mai - France 24 08 mai 2023

La Russie célèbre mardi, sous haute sécurité et sur fond de guerre en Ukraine, "*sa*" victoire sur l'Allemagne nazie, avec une parade militaire monstre sur la place Rouge, présidée par Vladimir Poutine.

"*La civilisation est de nouveau à un tournant. Une guerre a été lancée contre notre patrie*", a-t-il lancé devant des milliers de soldats et l'élite politique russes réunis pour commémorer la défaite nazie en 1945.

... et le culte du nazisme...

Guerre en Ukraine : Kiev ne commémorera plus la capitulation allemande le 9 mai - Le HuffPost 08 mai 2023

Von der Leyen à Kiev pour marquer la Journée de l'Europe. - Euronews 08 mai 2023

Allemagne: les drapeaux russes et soviétiques bannis à Berlin le 9 mai - BFMTV 08 mai 2023

Le tribunal supérieur administratif de Berlin a confirmé que les drapeaux russes et soviétiques seraient bien interdits le 9 mai, à l'inverse des drapeaux ukrainiens. BFMTV 08 mai 2023

La comparaison avec le nazisme est-elle outrancière ?

La leçon de l'Holocauste – et du covid – n'est pas que les Allemands, les Albertains ou les gens du XXIe siècle sont exceptionnellement crédules ou mauvais. C'est que pour la plupart des gens, la « *moralité* » n'est pas une question de principe, mais plutôt d'adoption de ce qu'ils perçoivent comme l'idéologie dominante du groupe – même si cette idéologie est marquée par l'irrationalité gratuite ou l'inhumanité brutale.

https://reseauinternational.net/la-comparaison-avec-le-nazisme-est-elle-outranciere/
J-C – Le système économique capitaliste qui repose sur les rapports sociaux entre dominants dominés, se traduit par un comportement chez ces derniers, qui consiste à vouer un culte au pouvoir, aux puissants, à l'Etat, un culte de la personnalité envers leurs représentants qui peut aller jusqu'au fanatisme, et s'il était utile de le mentionner, à l'encontre de leurs intérêts.

Parole d'internaute.

1 - ...la haine contre des personnes pour des raisons irrationnelles, quelques puissent être ces personnes est même devenue redoutablement facile.
Cette manipulation de foule accélérée est l'éclatante démonstration que beaucoup de "bons citoyens" peuvent devenir des féroces défendeurs d'une idéologie dangereuse et stupide si l'état, bien encadré par les médias aux ordres les y incite.

Amener le peuple là où il voulait a pris grosso-modo 12-13 ans au chancelier allemand, ça n'a pris quelques mois à "l'élite" française.

2 - On dit que lorsque le noir américain Jesse Owens remporta l'une de ses 4 médailles aux jeux de Berlin en 1936 5100 m et 200 m, saut en longueur, 4X100m, Hitler aurait quitté le stade, ce qui serait faux.

Mais le "*pire*" c'est que Jesse Owens dans ses mémoires écrit qu'il s'était senti bien plus respecté comme être humain dans l'Allemagne nazie qu'aux USA et il donne pas mal d'exemples.

Tout ça non pas pour réhabiliter le nazisme et Hitler que je déteste, mais que la société occidentale se tient toujours dans l'antichambre du nazisme et qu'elle y bascule dès que la nécessité s'impose à elle.

Pour preuve, je dirai sans l'ombre d'une hésitation que c'est cette société qui a tout fait pour qu'Hitler s'empare du pouvoir et qu'elle l'a fait pour contrer le socialisme qui, partout dans le monde progressait.

Pourquoi les services secrets occidentaux ont-ils participé très activement à la création des mouvements islamistes ? Parce que ces derniers étaient farouchement opposés au socialisme et au nationalisme arabe.

Un imposteur démasqué.

Les liens de Chomsky avec Jeffrey Epstein et le cerveau présumé du 11 septembre, Ehud Barak, révélés au grand jour

Extrait.

Depuis notre échange de courriels malencontreux de 2008, j'ai tendance à reconnaître la probabilité que Chomsky soit un salaud de sioniste menteur et adepte de l'éclairage au gaz. Mais je n'en étais pas sûr jusqu'à il y a quelques jours, lorsque la nouvelle a éclaté que Chomsky avait fréquenté à plusieurs reprises le criminel sexuel Jeffrey Epstein, alors condamné, notamment en rencontrant Epstein avec le pervers et suspect du 11 septembre Ehud Barak, et apparemment même en volant sur le Lolita Express de Jeffrey Epstein. Comme à son habitude, Chomsky s'est dérobé : « *S'il y a eu un vol (avec Epstein), ce dont je doute…* » Si Chomsky n'avait pas volé avec Epstein, bien sûr, il l'aurait dit. Ses dérobades à la vérité, qu'il s'agisse de JFK, du 11 septembre, de l'occupation israélienne des États-Unis ou de ses relations avec Epstein et Barak, ont un ton passif-agressif et vide qui est inimitablement Chomskyesque, mais qui est étonnamment incompatible avec sa réputation d'un des plus grands linguistes du monde.

La réponse de Chomsky aux questions des journalistes sur sa relation avec Epstein commence ainsi : « *La première réponse est que cela ne vous regarde pas. Ni personne* ». C'est, bien sûr, exactement ce que diraient de nombreuses personnes interrogées sur leurs activités sexuelles avec des adultes consentants. Alors pourquoi Chomsky répond-il toujours « *ne me posez pas de questions sur ma vie sexuelle* » lorsqu'on l'interroge sur sa relation avec Jeffrey Epstein et son écurie de prostituées mineures ?

Plus que la question de savoir si Chomsky a (légalement) violé des jeunes filles, il faut se demander pourquoi il a rencontré le principal maître chanteur israélien des dirigeants américains, Jeffrey Epstein, ainsi que le cerveau probable du 11 septembre, Ehud Barak.

En rencontrant simultanément Epstein et Barak, Noam Chomsky s'est démasqué comme un chien de berger sioniste de haut niveau chargé de maintenir le bétail goyim américain aveugle, ignorant et enfermé dans son enclos, bêlant les platitudes qui lui sont enseignées par ses supérieurs sionistes. Dire que le scandale va ternir l'héritage de Chomsky est inexact, car il n'y a pas d'héritage à ternir. Chomsky est un charlatan et un imposteur. Il se révèle être un agent de l'État le plus génocidaire et le plus systématiquement terroriste du monde – un État qui a attaqué les États-Unis à plusieurs reprises depuis 1954, assassinant ses meilleurs dirigeants, tuant ses marins et ses civils, pillant son arsenal nucléaire et son trésor, et assumant généralement une grande partie de la responsabilité de sa destruction imminente.

De quoi Chomsky a-t-il donc parlé avec Epstein, le principal maître chanteur d'Israël, et Barak, le coupable du 11 septembre ? La conversation ressemblait-elle à celle de Netanyahou avec ses amis au Fink's Bar à Jérusalem en 1990 ?

À la tête de la table se trouvait Netanyahou. Le groupe à la table venait de voler 5 dispositifs cryptographiques américains KG 84 avec l'aide de Canadiens servant dans l'ONUST sur le plateau du Golan, donnant à cette cabale dirigée par Israël un accès en temps réel à toutes les communications du département d'État américain, de la marine et de l'OTAN.

https://reseauinternational.net/les-liens-de-chomsky-avec-jeffrey-epstein-et-le-cerveau-presume-du-11-septembre-ehud-barak-reveles-au-grand-jour/

- En 2023, le *Wall Street Journal* révèle que Noam Chomsky était un ami proche du criminel sexuel Jeffrey Epstein et que Chomsky a rencontré Epstein à plusieurs reprises en 2014 et 2015, les années suivant la condamnation judiciaire d'Epstein. (Wikipédia)

Ils affichent leur ambition totalitaire mondiale. Pour une République sociale universelle.

Un gouvernement mondial est-il souhaitable? - Slate.fr7 mai 2023

Slate - La perspective d'un gouvernement mondial serait-elle une solution d'avenir? Un rêve planétaire dans le sillage poétique de Paul Fort? «*Si tous les gars du monde voulaient se donner la main*», ils construiraient ensemble les États-Unis du monde. Cette organisation s'attaquerait enfin aux tragédies planétaires, censément inévitables, pour favoriser concrètement un nouvel humanisme. La paix, l'écologie, la famine, la pauvreté, l'immigration malheureuse, les pandémies, l'esclavage moderne, sont autant de sujets mondiaux qui échappent actuellement aux 193 pays membres de l'ONU. Il n'y a qu'à regarder le monde se diviser entre la Russie et l'Ukraine pour mesurer l'impuissance des États-nations à garantir la paix mondiale.

J-C – On dirait que la Russie a contrarié leurs projets, bien qu'ils comptaient l'instrumentaliser. Ceux qui ont écrit ces lignes sont les porte-parole de ceux qui ont fomenté cette guerre, l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône à Davos.

Les gueux et les ultras riches « *se tiennent la main* » dans leur vision corporatiste et fasciste du monde pour instaurer « *un nouvel humanisme* ». Plutôt étrange, on croyait à entendre ceux qui trônent au sommet du capitalisme ou leurs représentants, que la société qu'ils nous avaient concoctée jusque-là était guidée par des valeurs humanistes, il faut donc admettre ou en conclure que ce n'était pas vraiment le cas, bien au contraire puisqu'ils ne furent bons qu'à fomenter des guerres, dès lors il vaudrait mieux leur couper les mains (la langue et le reste) que leur tenir !

Slate - « *Au regard du risque politique actuel mais aussi du risque économique, financier, sanitaire, écologique, atomique, il serait souhaitable que nous ayons un gouvernement mondial, c'est-à-dire une unité politique qui garantisse la paix dans le monde,* observe Olivier Bobineau, sociologue et politologue, membre du groupe Sociétés, religions, laïcités (Sorbonne/CNRS)[1]. *Ce gouvernement pourrait alors prendre l'initiative d'une politique planétaire, émettant des règles, des lois et des normes, pour diriger notre planète*. » C'est ici que l'affaire se corse, car comme le disait Pablo Picasso: «*S'il y avait une seule vérité, on ne pourrait pas faire cent toiles sur le même thème*.»

J-C - Pour avoir un aperçu de ce qui se passerait, il suffit d'avoir en mémoire l'épisode récent dramatique de la dictature sanitaire. Corrigeons Picasso, il n'y a qu'une seule vérité et une variété plus ou moins importante de l'interpréter en fonction de facteurs, conditions ou intérêts que les hommes ignorent le plus souvent. Tant qu'ils continueront de les ignorer ou ils n'en auront pas pris conscience, ce ne sera pas celle correspondant aux intérêts de la majorité du peuple qui l'emportera. Elle triomphera enfin, quand la majorité du peuple ne supportera plus les souffrances qu'on lui a imposées, à ce moment-là elle se débarrassera du fatras idéologique qui contribuait à la maintenir en esclavage. La souffrance, la peur mais aussi la vérité aura changé de camp.
Slate - Selon Olivier Bobineau, «*ce gouvernement ne pourrait servir qu'une seule vision du monde et il exercerait nécessairement une unité de contrôle pour vérifier la bonne exécution de sa politique*». Ce qui est juste pour les États-Unis d'Amérique ne l'est pas pour la Chine, la Russie ou l'Iran. Ce qui est un atout pour la France n'en est pas un pour l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, le Mali. La Corée du Sud n'est pas faite du même bloc que la Corée du Nord. Le conflit entre Israël et la

Palestine n'est toujours pas réglé. Comment dès lors unir les États du monde sans risquer l'implosion? C'est loin d'être gagné.

J-C - Heureusement, des obstacles infranchissables va les empêcher de mener à bien leur entreprise totalitaire, ce sont eux d'une certaine manière qui la caractérisent ainsi, à juste titre.

Au passage, vous aurez remarqué qu'ils revendiquent la nécessité ou leur intention d'exercer un contrôle sur l'ensemble de la population mondiale, d'où la mise en place d'un certain nombre de dispositifs de surveillance de nature liberticide et l'adoption de lois contribuant à dicter à la population les idées et les comportements auxquels elle doit se soumettre.

Slate - « *Un gouvernement du peuple à visée mondiale suppose un risque totalitaire qui pourrait engendrer ce que la réforme grégorienne a engendré au Moyen Âge, explique Olivier Bobineau. En prétendant unifier l'Église, pour la libérer de ses tutelles politiques et de ses divisions internes, c'est au final l'Inquisition qui a fait loi au XIIIe siècle.* » Soit un tribunal pontifical traquant les hérétiques jusqu'aux bûchers. Un peu comme si, pour éviter la guerre des mondes, l'humanité érigeait une dictature mondiale. À se faire des frayeurs en mode Big Brother, on peut même imaginer un gouvernement mondial en ligne, collectionnant les données personnelles des gens de ce monde, auquel seuls les non-connectés échapperaient.

J-C – « *Un tribunal pontifical traquant les hérétiques jusqu'aux bûchers* », c'est effectivement ce qu'ils ont fait avec les personnes qui refusaient de servir de cobayes aux trusts pharmaceutiques criminels pendant la dictature sanitaire.

Vous constaterez qu'on retrouve là la méthode employée par J. Attali pour diffuser dans la population le venin du mondialisme dont il est le représentant, histoire de la préparer à ce qui l'attend, de manière à ce qu'elle acquière la conviction qu'elle n'y coupera pas quoiqu'elle fasse.

Pour qu'un "*gouvernement du peuple à visée mondiale*" ne "*suppose*" pas "*un risque totalitaire*", il faudrait qu'il inclut au préalable l'éradication de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la planète, car c'est uniquement l'exploitation, le capitalisme, le profit, l'argent ou la monnaie qui est à l'origine de l'oppression, du totalitarisme, et non les hommes ou les femmes qui aspirent au bien-être, à la paix et la liberté. Lesquels, voyons, ceux qui vivent de leur travail et qui n'exploitent personne, donc qui n'ont besoin de n'opprimer personne. Le « *risque totalitaire* » vient donc uniquement des capitalistes.

Slate - La perspective totalitaire est en tout cas partagée par Martin Deleixhe[2], politologue, professeur à l'Université libre de Bruxelles, qui considère l'hypothèse d'un gouvernement mondial comme « *irréaliste car les États sont trop attachés à leur souveraineté pour y renoncer de leur plein gré, or ce serait une condition nécessaire de la création d'un gouvernement mondial doté d'une autorité réelle. Les contraintes et restrictions imposées à la souveraineté des États par les Nations unies sont vécues plus difficilement par ces derniers qu'il y a cinquante ans. La tendance ne semble donc pas être à l'intégration politique supranationale. La donne géopolitique, et la démultiplication des conflits locaux ou régionaux, n'incite pas non plus à déceler à l'heure actuelle des élans cosmopolitiques partagés, contrairement à l'état d'esprit qui a pu être largement partagé dans les années 1990.* » Realpolitik donc, à tous les étages.

J-C – Au passage ils rappellent l'une des fonctions essentielles de l'ONU qui consiste à jouer le rôle de gouvernement mondial par intérim et à entamer la souveraineté des Etats…

Ils ont bien déliré après la disparition de l'URSS et du Pacte de Varsovie, depuis ils en sont revenus ! Comme dit précédemment, tous les peuples ont vécu les 78 dernières années sous l'égide d'institutions supranationales financières ou politiques et ils n'en veulent plus, cela vaut pour l'ONU et toutes ses agences, le FMI, la Banque mondiale, etc. Pour autant, ils ne lâcheront pas le morceau si facilement.

Quand leur rêve devient un cauchemar.

Slate - Rêvons quelques minutes. Anticipons les décennies. Ce qui paraît impossible aujourd'hui ne le sera peut-être pas à l'horizon 2050 ou 2100. L'Union européenne telle qu'elle existe actuellement était elle-même, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un mirage institutionnel. Jacques Attali, économiste, haut fonctionnaire, polytechnicien, énarque, le sait bien qui, pour améliorer la santé du monde, appelait de ses vœux un gouvernement mondial, en 2009, anticipant une pandémie majeure qui «*fera alors surgir, mieux qu'aucun discours humanitaire ou écologique, la prise de conscience de la nécessité d'un altruisme, au moins intéressé. [...] On devra pour cela mettre en place une police mondiale, un stockage mondial et donc une fiscalité mondiale. On en viendra alors, beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un véritable gouvernement mondial. C'est d'ailleurs par l'hôpital qu'a commencé en France au XVIIe siècle la mise en place d'un véritable État*.»

J-C –Si vous vous demandiez encore d'où provenait la dictature sanitaire et quel était son objectif, vous avez la réponse. Précisons que c'est en 1981 qu'Attali avait évoqué la première fois le recours à une dictature sanitaire pour avancer vers un gouvernement mondial.

Slate - Problème: les pays riches cultivent une tendance à avoir la mémoire courte. Les pays pauvres cheminent, eux, par tous les temps, dans une relative indifférence mondiale. Selon la Banque mondiale, entre 75 et 95 millions de personnes pourraient avoir basculé dans l'extrême pauvreté en 2022. Près de la moitié de l'humanité est pauvre aujourd'hui. Dans ce contexte international, la première mesure d'un gouvernement mondial pourrait être l'application de la taxe Tobin au niveau planétaire. Cet impôt imaginé par James Tobin –prix Nobel d'économie en 1981– consiste, dans sa version originale, à prélever une taxe de moins de 1% sur les transactions financières spéculatives effectuées sur les places boursières du monde entier. Par l'argent ainsi récolté –au moins 30 milliards par an–, il deviendrait ainsi possible de lutter globalement contre la pauvreté mondiale.

J-C – Ils osent tout… C'est là qu'on se rend compte qu'ils sont à court d'arguments, et puis ces psychopathes s'expriment au conditionnel parce qu'ils ne croient pas eux-mêmes à leur conte machiavélique.

Slate - Dans une économie libérale mondialisée, où l'on voit mal comment la planification soviétique pourrait revenir en masse, un gouvernement mondial pourrait définir de nouvelles priorités économiques et sociales afin de favoriser le commerce équitable et le développement durable au niveau planétaire. L'exécutif terrestre intégrerait l'Inde et l'Afrique entière dans ses processus de décisions et... stop. Revenons plutôt au principe de réalité par la gouvernance mondiale.

J-C - Ce qu'ils nous disent là de manière déguisée, c'est que leur société modèle ressemblerait à celle qui existe aujourd'hui généralisée à toute la planète sans qu'on puisse en changer, c'est cynique, monstrueux ! Voilà leur réalité : « La *gouvernance mondiale* » serait régie selon les principes d'« *une économie libérale mondialisée* », c'était là qu'ils voulaient en venir parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives. Nous si, le socialisme.

Slate - « *La gouvernance ne repose pas sur le principe de l'autorité, mais de coordination, ce qui est fort différent, souligne Martin Deleixhe. Ce que certains auteurs évoquent parfois, dont Richard Falk, David Held ou, en France, Louis Lourme, c'est la possibilité d'un Parlement mondial mais qui est plus envisagé comme une chambre de délibération globale, dotée d'une capacité législative relative, plutôt que comme un centre de pouvoir et une autorité souveraine, au sens d'un gouvernement*. »

J-C - Un Parlement mondial qui détiendrait ni pouvoir ni souveraineté, cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ? « *Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés.* » David Rockefeller en 1991 à la Commission Trilatérale. Bref, ils radotent, la fin est proche !

1 — L'Incroyable Histoire de l'Église, Olivier Bobineau et Pascal Magnat, Les Arènes BD. Retourner à l'article

2 — Martin Deleixhe collabore au site La Vie des idées, partenaire du Collège de France. Retourner à l'article

---

Deux mondes, mis en scène les 6 et 9 mai par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 9 mai 2023

Londres et Moscou sont le théâtre de grands événements collectifs. Chacun exprime des valeurs qui lui sont propres. En Angleterre, les fastes masquent l'origine de riches ornements, souvent volés sans scrupule. En Russie, célébrer les martyrs de la Seconde Guerre mondiale est un engagement au même sacrifice pour la patrie. À Londres, la réussite se mesure à ce que l'on a accaparé. À Moscou, elle s'évalue à ce que l'on a fait pour les siens.

https://www.voltairenet.org/article219270.html

J-C « *Les siens* », qui ?

Personnellement, je constate que la concurrence dans l'instrumentalisation de l'histoire se porte bien. La tentation est grande de considérer ou de suggérer que les uns seraient « *les méchants* » et les autres « *les bons* », pour finalement l'interpréter à la manière de la classe dominante, puisque quel que soit le vainqueur, les vaincus seront toujours les mêmes, les dominés, les exploités.

On apprend que parce que Poutine est "*de culture russe*", et pour cette raison qui aurait le même pouvoir qu'une potion magique, il serait avant tout "un homme" sur lequel le luxe n'aurait pas d'emprise, à défaut d'être un saint, ce serait une sorte d'ascète bienveillant pour son peuple, pour un peu Meyssan a dû le confondre avec Lénine, on se serait passé d'un tel culte de la personnalité.

Cela dit et je le rejoins, Poutine n'est pas le despote que décrivent les occidentaux pour faire oublier qu'ils soutiennent les néonazis de Kiev. La différence entre Poutine et Lénine, c'est que Lénine défendait la Russie en privilégiant les intérêts de la classe ouvrière, et Poutine défend la Russie en privilégiant les intérêts de la classe des capitalistes.

On a trouvé plus intelligent, gardez espoir !

L'Intelligence artificielle est-elle intelligente ?

Il faudrait avant tout définir ce qu'est l'IA, qui, rappelons-le, existe depuis au moins 50 ans dans le domaine de l'informatique.

La nouvelle IA engloberait la faculté de créer des photos truquées. C'est intéressant ! Ça voudrait dire que l'IA est une mystification de la réalité. Ce n'est pas très bon ! Ça décrédite a priori tous ceux, et toutes les entreprises, qui enfourcheraient ce nouvel « *outil* ».

Sur l'aspect traduction automatique : compte tenu de la nullité de nombreuses traductions, on doit d'ores et déjà exclure de licencier les traducteurs professionnels. La supervision d'un traducteur restera INDISPENSABLE, surtout pour les textes complexes ou sensibles, i.e. ceux du DOMAINE DES IDÉES, et ceux réunissant plusieurs domaines de connaissance (droit, médecine, politique, art, religion, philosophie …).

Il reste que l'IA – dans le domaine de la traduction – restera quasiment indispensable.

Sur le Covid, je suis très curieux des synthèses qu'apportera cette IA. En toute logique, elle ne devrait tenir compte que des données officielles. Le contraire serait rassurant, mais tellement improbable !

Enfin, dans le DOMAINE DES IDÉES (et en dehors de l'aspect traduction), il n'y a RIEN à attendre de l'IA.

Wikipedia l'a bien montré depuis 20 ans, il n'est qu'un outil orwellien, non seulement un dictionnaire biaisé, mais une encyclopédie d'articles de presse revisités.
Une IA réellement intelligente devrait mentionner une Bibliographie complète des sources, et une bibliographie complète des sources refusées. Autant dire qu'une telle IA est impossible à réaliser.

Il faudrait donc que chaque texte d'IA déclare son identité ou son profil, et ses intérêts, via une fiche permettant de situer sa mouvance intellectuelle. Cela ne semble pas gagné. Et si cela prend la forme des déclarations des agences de presse, le passé récent prouve que cela ne serait guère crédible.

L'IA semble donc être une tentative de mainmise des yankees :

- Sur une nouvelle économie jugée très prometteuse,
- Sur une nouvelle représentation du monde géopolitique.

Cette nouvelle IA est une extension de Wikipedia, mais c'est surtout la future encyclopédie du Mondialisme. Son but est l'Effacement du Monde.

Rappelons que dès 1748, Montesquieu dans « L'esprit des Lois » – considérable succès de librairie dans toute l'Europe – avait d'avance dénoncé le Mondialisme en constatant pour les Lois l'importance considérable de 2 domaines d'idées :

- La Culture spécifique à chaque peuple
- Et celle – totalement novatrice – du Climat.

L'IA veut-elle brûler Montesquieu ?

https://reseauinternational.net/lintelligence-artificielle-est-elle-intelligente/

Totalitarisme. Notre portail attaqué par la CNIL pour la seconde fois depuis le début janvier 2023.

Courriel reçu d'OVH, la société qui héberge le portail.

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contactés suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page : http://www.luttedeclasse.org/dossier/eco_france_riches_120712.pdf

En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande.
A défaut de réponse de votre part, vos services pourront être suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

Cordialement,

Ma réponse du 8 mai 2023.

J'ai retiré le nom de cette personne de ce fichier de 2011, un article anodin du Nouvel Observateur.

Cela fait la deuxième fois depuis janvier 2023 que la gestapo numérique me menace.

La France est devenue un Etat policier et OVH s'en fait le relais.

Je constate que vous ne vous donnez même pas la peine de vérifier si la réclamation qu'on vous adresse est justifiée ou non, ici ce monsieur figurait dans une liste des 500 personnes les plus riches de France et rien d'autre. Son nom figurait à la 472è place dans un article de 2011 que personne ne lira plus, quel délire !

J'ajoute un mot.

J'ignore qui est ce monsieur Bougereau Grégoire et je n'ai pas de temps à lui accorder.

Totalitarisme. La France un Etat policier ? Charlie !

J-C – J'ai été prof de français pendant une brève période au lycée française de Pondichéry. En 2001 j'avais obtenu le CAPFLE, un diplôme universitaire (faculté de Rouen) me permettant d'enseigner le français dans un établissement public français. A coup sûr, si j'étais rentré en France et que

j'aurais obtenu un poste dans l'Education nationale, je serais dans la même situation que ces deux professeurs, compte tenu de mes idées et que je n'ai pas l'habitude de les tenir dans mon mouchoir !

Professeurs suspendus: pour Pap Ndiaye, leurs propos "*d'une très grande violence*" sortent du "*droit d'expression*" - BFMTV 7 mai 2023

Deux professeurs de philo suspendus trois mois pour leurs prises de position - AFP/20 Minutes 6 mai 2023

Franklin Nyamsi, qui enseigne à Rouen, et René Chiche, près de Marseille, tous deux professeurs agrégés.

René Chiche a été suspendu à partir de la mi-avril, selon un courrier des ressources humaines du ministère de l'Education, tweeté par le professeur. Connu dans le milieu enseignant pour ses propos virulents sur une école qu'il juge à la dérive, le professeur est également vice-président d'Action et Démocratie, un syndicat d'enseignants très minoritaire.

« *Selon le ministre, mon expression publique et l'audience de mes propos portent atteinte à l'image et la réputation du service public de l'Education nationale* », a-t-il écrit samedi sur Twitter. La commission paritaire réunie en conseil disciplinaire lui avait reproché, il y a quelques semaines, de mettre « *en avant sa qualité de professeur dans ses prises de paroles publiques* ». La commission avait considéré « *que la fréquence de ces propos est de nature à impacter le bon fonctionnement du service public* ».

« *Persécution politique* »

Suivi par près de 160.000 personnes sur Twitter, Franklin Nyamsi, lui, estime avoir été sanctionné pour ses « *critiques contre la politique africaine de la France* » et évoque une « *persécution politique* », selon une publication fin avril.

Samedi encore, il a partagé un article du quotidien local Paris Normandie relatant sa suspension sans versement de salaire, qu'il a contestée devant la justice. Le tribunal administratif de Rouen l'a débouté de sa demande jeudi, selon une décision qu'il a rendue publique vendredi.

« *Sans le moins du monde motiver sa décision, un juge administratif de France a rejeté notre recours contre l'exclusion de fonctions professorales que je subis depuis le 14 mars 2023* », a-t-il commenté, alors que la justice doit se prononcer dans un second temps sur le fond de l'affaire. Contacté par l'AFP, le ministère de l'Education nationale n'avait pas répondu samedi après-midi. AFP/20 Minutes 6 mai 2023

De quoi s'agit-il ? Une cabale, un procès politique.

René Chiche sur Twitter - Quand un gouvernement qualifie tous ses opposants de complotistes, on n'a plus à faire simplement à une crise démocratique sur fond de crise sociale mais à une crise majeure du régime républicain, qui laisse place en l'espèce à un mélange de totalitarisme et de bouffonnerie.

Interview. René Chiche, professeur de philosophie, suspendu pour avoir critiqué le gouvernement? - France-Soir 04 mai 2023

René Chiche est aussi vice-président du syndicat Action&Démocratie, membre du Conseil supérieur de l'éducation (CFE-CGC).

J-C - Il a le tort de reprocher à tous les autres syndicats d'être responsables de l'état de délabrement de l'Education national et du statut d'enseignement, ainsi les traitements misérables des professeurs ou instituteurs. Il entend refonder le syndicalisme enseignant, je ne connais pas précisément son orientation politique, mais jusque-là je le suis. J'ai pris le temps d'écouter attentivement cette vidéo, en conclusion de quoi je soutiens inconditionnellement René Chiche. J'ignore le cas de son collège, Franklin Nyamsi,

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/renechiche-prof-philosophie-suspendu-critique

Mon commentaire publié par FranceSoir.

- La France est dirigée depuis 2017 par un tyran parvenu au pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat constitutionnel légal, et depuis les abus de pouvoir portant atteintes aux libertés individuelles et collectives n'ont pas cessé de se multiplier, allant jusqu'à enfermer la totalité de la population sous un prétexte fabriqué de toutes pièces le 17 mars 2020.

La liberté d'expression n'a jamais existé dans ce pays, c'était un leurre, elle était tolérée et encadrée telle la marche contre le terrorisme du 11 janvier 2015 à laquelle participèrent le président ukrainien néonazi, Petro Porochenko, et le Premier ministre israélien d'extrême droite, Benjamin Netanyahu, tandis que tout ce que compte le pays d'opportunistes ou de démagogues se déclaraient Charlie.

Lors de l'avènement d'Internet les mêmes imposteurs patentés déclarèrent que c'était une grande victoire de la démocratie, en réalité, c'était exactement le contraire qui était en train de se produire, et à ce jours, disons deux décennies plus tard, personne ne semble l'avoir compris.

Le régime français est tout simplement policier, il n'a rien de républicain ou de démocratique. La question urgente qui se pose à nous n'est pas seulement l'abolition de la Constitution de la Ve République ou un changement de régime politique, mais aussi ou surtout un changement de régime économique afin de neutraliser ceux qui nuisent aux intérêts de la population ou leur couper les moyens de nuire au peuple...

Éducation nationale : une nouvelle « *grande muette* » ?

Communiqué du syndicat Action & Démocratie CFE-CGC – 2 mai 2023

Le syndicat Action & Démocratie CFE-CGC prend connaissance de la sanction qui frappe l'un des siens, René CHICHE, professeur agrégé de philosophie, vice-président et porte-parole de notre organisation, membre titulaire du conseil supérieur de l'éducation où il siège en tant que représentant de notre confédération CFE-CGC. Sans que ne lui soit reprochée la moindre faute dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de celles-ci, le ministère de l'éducation nationale décide de l'en exclure pour une durée de trois mois, sanction très lourde qui est non seulement privative des droits à rémunération mais également des droits à avancement et retraite ; sanction absurde qui prive des élèves de leur professeur à quelques semaines de l'épreuve de philosophie du baccalauréat

à laquelle il les prépare ; sanction inique qui fait suite à une procédure disciplinaire déclenchée dans des conditions obscures sur lesquelles il reste à faire toute la lumière.

Le syndicat Action & Démocratie CFE-CGC se déclare unanimement solidaire avec René CHICHE : en l'attaquant pour des interventions sur les réseaux sociaux, les radios et les télévisions où il s'exprime pourtant en qualité de responsable syndical, c'est au syndicat Action & Démocratie CFE-CGC lui-même que s'en prend le ministre, et ce sont tous les personnels de l'éducation nationale que l'on cherche à intimider à travers lui. Combien d'entre eux en effet n'osent déjà même plus parler et se réfugient dans l'anonymat des réseaux sociaux qui leur semble être la seule façon de pouvoir exprimer ce qu'ils ont à dire sans être inquiétés ? L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme énonce pourtant clairement que « *tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.* » Nous ne laisserons pas une administration en perte de repères désigner des « *boucs émissaires* » ici et là pour mettre le corps enseignant tout entier sous tutelle. Nous ne laisserons pas le ministère intimider les personnels de l'éducation pour les priver de leur droit d'exprimer leurs opinions ou les dissuader d'en faire usage.

Le syndicat Action & Démocratie CFE-CGC est déterminé donner à cette affaire toutes les suites qu'elle mérite, au plan juridique aussi bien que médiatique et administratif, afin de défendre la liberté d'expression pour tous et l'exercice du droit syndical qui sont menacés non seulement dans le champ de l'éducation nationale mais également au sein de notre société. Cela doit devenir une cause nationale. Action & Démocratie CFE-CGC – 2 mai 2023 (Je ne connaissais pas ce syndicat, peu importe. – J-C)

Un professeur rouennais suspendu pour ses critiques envers la politique étrangère française - france3-regions.francetvinfo.fr 5 mai 2023

Le professeur rouennais agrégé de philosophie Franklin Nyamsi, suspendu par l'Éducation nationale depuis le mois de mars, le restera donc jusqu'au mois de juin, selon la décision du tribunal administratif de Rouen. Il lui est reproché ses propos critiques envers la politique étrangère de la France sur les réseaux sociaux. Le professeur avait contesté cette sanction disciplinaire le 3 mai.

"*Sans le moins du monde motiver sa décision un juge administratif de France a rejeté notre recours contre l'exclusion de fonctions professorales que je subis depuis le 14 mars 2023 de la part du Gouvernement Français*", se plaint dans un tweet Franklin Nyamsi.

Natif du Cameroun, le professeur est connu pour son travail et ses prises de position en faveur de la démocratisation et du cosmopolitisme du continent africain. Docteur de l'Université de Lille, il enseignait jusqu'à la sanction au lycée Val de Seine de Grand Quevilly, près de Rouen. Il bénéficie d'une forte audience sur les réseaux sociaux, étant suivi par plus de 225 000 personnes sur Youtube et 157 000 personnes sur Twitter.

Franklin Nyamsi est soutenu par les organisations syndicales de l'Éducation nationale qui parle, dans un communiqué, d'une "*atteinte à la liberté d'expression et d'opinion*". Ils ont par ailleurs diffusé une pétition pour contester la sanction. france3-regions.francetvinfo.fr 5 mai 2023

Communiqué.Intersyndicale FNEC FP FO, FSU, CGT EDUC'ACTION, SUD EDUCATION

Les organisations syndicales signataires ont appris que Franklin Nyamsi, professeur de philosophie de l'Académie de Normandie, actuellement en poste au lycée Val de Seine de Grand Quevilly, était exclu temporairement de ses fonctions, pour une durée de trois mois.

Cette sanction le prive de sa rémunération.

Les organisations syndicales, représentées par leurs commissaires paritaires lors de la CAPA disciplinaire dont Franklin Nyamsi a été l'objet en décembre dernier dénoncent la mise en cause de la liberté d'expression et d'opinion induite par cette sanction.

1. Absolument rien n'est reproché à ce collègue dans l'exercice de ses fonctions. Que ce soit en classe, avec ses élèves, en dehors de sa classe dans ses échanges avec les parents d'élèves, ses collègues ou l'administration.

2. Ce qui lui est reproché, ce sont uniquement ses prises de position sur les réseaux sociaux. Il y dénonce en effet depuis longtemps et avec force la politique étrangère de la France en Afrique.

Cela suffit pour le condamner et lui interdire d'exercer son métier.

Il n'est pas de notre ressort de discuter des opinions et des analyses de Franklin Nyamsi ; elles peuvent plaire, ou non, ce n'est pas le problème. Cela doit nous alerter sur l'extension démesurée que le Ministère de l'Education Nationale entend donner au « *devoir de réserve* ».

Le Ministère considère que toute activité sur les réseaux sociaux qu'on peut rattacher, directement ou indirectement à la fonction de professeur tombe désormais pour lui sous le coup de ce devoir, que tout dénigrement de la politique d'un gouvernement particulier de la France doit être sanctionné, dès lors qu'il émane d'un enseignant.

Deux remarques :

1. Les professeurs de l'enseignement public sont des fonctionnaires d'État, d'un État républicain qui doit garantir la liberté d'opinion et d'expression.

2. L'extension du domaine du devoir de réserve retire de fait à tous les fonctionnaires leur droit constitutionnel à la liberté d'expression. Comment en effet garantir qu'un professeur ne sera pas mis en cause dans l'expression publique de ses opinions et dans ses publications, si cela ne convient pas au gouvernement en place ?

C'est pourquoi nous sommes opposés à toute sanction visant ce collègue.

Fabrication du récit. Archaïque et réactionnaire par excellence. Il faut être gravement perturbé mentalement pour être monarchiste.

La monarchie couronne sans surprise le nouvel ordre mondial totalitaire.

Elle collabore au Forum économique mondial ou Davos, elle est présente au groupe Bilderberg depuis sa création en 1954. Elle est aussi de tous les coups pourris, elle a 2 guerres mondiales à son

actif, le New Age, elle a favorisé la consommation d'alcool (Pub - Grande Bretagne) et de drogue (Coffee shop - Pays-Bas), de la prostitution (exposée en vitrine - Pays-Bas), impérialiste (Empire britannique, le Commonwealth), colonialiste et surtout esclavagiste, raciste, suppôt du nazisme jusqu'à nos jours (Edward VIII [Allemagne] et maintenant Charles III [Ukraine]), du régime d'apartheid hier en Afrique du Sud, de nos jours en Israël, soutien indéfectible de toutes les guerres fomentées par les Américains, bref, sans rire selon Courrier international, un modèle de démocratie, car si en 2005, le prince Harry se rendit à une fête costumée déguisé en officier nazi, avec un brassard à croix gammée, c'était juste pour rire, vous pouvez coller les deux mots.

La monarchie, cette institution à la "*santé de fer*" - Courrier international 6 mai 2023

Certaines monarchies du XXIe siècle sont bien plus ouvertes à la démocratie que d'autres.

Le quotidien espagnol El Mundo estime que l'événement confirmera *"à quel point l'enchantement qui entoure la monarchie reste inaltérable au XXIe siècle".*

Le système monarchique n'est pas propre au Royaume-Uni puisque une quarantaine d'États à travers le globe en épousent les contours, dont dix en Europe (Royaume-Uni donc, Espagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Danemark, Belgique, Luxembourg, Liechtenstein, Monaco, auxquels s'ajoutent le Vatican et la principauté d'Andorre). Courrier international 6 mai 2023

Business.

Au final les ventes de souvenirs, les nuits d'hôtel, les pique-niques entre voisins, l'afflux de touristes et de fans sur Londres, le business généré devrait atteindre près de 1,4 milliard de livres sterling (soit 1,6 milliard d'euros) selon les données du Centre for retail research. Le secteur de l'hôtellerie table sur un gain de près de 200 millions tandis que les ventes de mugs, médailles, drapeaux et autres souvenirs devraient rapporter 246 millions… lepoint.fr 5 mai 2023

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

Pédophilie déguisée ou légale. Macron était mal placé pour réagir autrement...

J-C - On avait déjà abordé ce sujet. Spontanément toute personne de n'importe quel âge ou condition décrirait au premier coup d'œil un enfant attaché faisant une fellation à un adulte, sauf Macron et la ministre de la Culture, cherchez l'erreur.

Leur soutien aveugle au régime néonazi de Kiev les amène à cautionner toutes les horreurs qui peuvent être produites par les tenants ou supporters de cette monstruosité.

Un homme a vandalisé le tableau à caractère pédopornographique au Palais de Tokyo - lemediaen442.fr 9 mai 2023

Dimanche 7 mai dans l'après-midi, un homme d'un certain âge a vandalisé un tableau intitulée « *Fuck abstraction !* » exposé au Palais de Tokyo en l'aspergeant de peinture. L'œuvre d'art représentait une fellation faite par un enfant aux mains liées. L'homme avait dissimulé la substance à l'intérieur d'une bouteille de médicament. Une partie du tableau de l'artiste Miriam Cahn a été

recouverte de peinture mauve, ce qui, selon certains qui se réjouissent de l'acte, ajoute de la profondeur et une fraîcheur à l'œuvre. lemediaen442.fr 9 mai 2023

« *Fuck Abstraction* » : Emmanuel Macron condamne « *l'acte de vandalisme* » au Palais de Tokyo - Le HuffPost 8 mai 2023

Après la ministre de la Culture, au tour du chef de l'État de prendre la parole. Après la dégradation ce dimanche 7 mai de l'œuvre « *Fuck Abstraction* » de l'artiste suisse Miriam Cahn exposée au Palais de Tokyo, Emmanuel Macron est monté au créneau.

« *En ce 8 mai, où nous célébrons la victoire de la liberté, je condamne l'acte de vandalisme commis hier* », a écrit sur Twitter le président de la République, avant de fustiger le caractère symbolique de cette attaque. « *S'en prendre à une œuvre, c'est attenter à nos valeurs. En France, l'art est toujours libre et le respect de la création culturelle, garanti* », a-t-il poursuivi. Le HuffPost 8 mai 2023

Pour un homme, vaut mieux un travelo qu'une femme, voilà où ces cinglés en sont rendus !

Un homme accusé de transphobie car il préfère avoir des relations sexuelles avec des femmes biologiques - lemediaen442.fr 9 mai 2023

Lors d'un débat (voir vidéo ci-dessous), une invitée a quitté le plateau après qu'un invité ait déclaré qu'il n'aurait pas de relations sexuelles avec un homme biologique qui s'identifie comme une femme transgenre. L'épisode « *The Whatever Podcast* » est devenue virale sur les réseaux sociaux.
Un téléspectateur pose une question à l'invité de l'émission qui se prénomme Chase, alias Sovereign Brah, un photographe professionnel et consultant en image de marque : « *Chase, préférerais-tu coucher avec la plus belle femme transgenre du monde ou la plus vieille femme du monde ?* »

La réponse de l'intéressé : « *Honnêtement, mec, la plus vieille femme du monde, parce que je ne suis pas gay.* »
Sa réponse a été perçue comme transphobe et a suscité l'indignation de Keeko, une autre invité qui n'accepte pas ce point de vu : « *Quoi ? Tu veux vraiment que je te démolisse, putain. Qu'est-ce que tu veux dire ?* ». Chase a alors justifié sa réponse en expliquant qu'il ne voulait pas avoir de relation sexuelle avec une personne transgenre, car il considère qu'il s'agit d'un homme biologique et que cela reviendrait à avoir un rapport homosexuel. Cette déclaration a provoqué le départ de la jeune femme Keeko qui avait menacé de frapper Chase.

Une autre femme tentera de défendre Chase « *Si vous voulez respecter les identités de genre, défendez la sienne, c'est sa sexualité* ». lemediaen442.fr 9 mai 2023

https://lemediaen442.fr/un-homme-accuse-de-transphobie-car-il-prefere-avoir-des-relations-sexuelles-avec-des-femmes-biologiques/

Combat contre la dictature climatique

Vidéo. Non, nous ne manquons pas d'eau potable ! - Idriss Aberkane

https://www.youtube.com/watch?v=gJHlnAnyylo

Commentaires que j'ai postés :

- "*nous ne manquons que de bon sens*", non monsieur, le problème est politique.

Quand les contradictions du capitalisme sont exacerbées et atteignent les limites que peut supporter le capitalisme, invariablement la crise économique se transforme en crise politique, dont la fonction consiste à imposer au peuple des mesures antisociales et injustes qui permettront de contenir temporairement la crise économique ou de sauver le système capitaliste. C'est donc le régime économique qui est en cause, et qui parce qu'il est incompatible avec la satisfaction des besoins de l'humanité, doit disparaître.

On ne peut pas attendre comme vous le faite d'un régime qui est la cause d'un problème, qu'il le résolve lui-même, cela reviendrait à exiger qu'il change de nature ou se suicider, autant demander à un banquier de cesser de l'être, ce ne serait pas sérieux.

Dénoncer les méfaits du capitalisme sans envisager un changement de régime économique, revient à soutenir le capitalisme avec toutes les conséquences qui en découlent, attitude que chacun caractérisera comme il l'entend au choix, opportunisme, démagogie, hypocrisie, charlatanisme, imposture, escroquerie intellectuelle, illusionnisme...

- Très intéressante démonstration qui passe à côté de l'essentiel.

En réalité, il va dans le sens de la doxa officielle, à l'entendre, il y aurait véritablement un manque d'eau potable. En fait, pas du tout, c'est le pouvoir qui l'a décrété suivi par les élites, autrement dit les différents services de l'Etat, les scientifiques ou universitaires, les médias mainstream qui sont acquises au nouvel ordre mondial de Davos.

Depuis environ un mois les médias mainstream sont passés en phase hystérique sur ce sujet, martelant quotidiennement qu'on va manquer d'eau et qu'il faut accepter les mesures liberticides imposées à la population par les préfets ou le gouvernement, tout cela parce qu'il n'a pas plu depuis des semaine dans certaines régions, voire davantage, ils évoquaient la sécheresse, des températures quasi caniculaires pour la saison, puis depuis près d'une semaine plus rien ou ils se sont calmés, et pour cause.

Semaine du 8 au 14 mai : retour d'un temps frais et humide
Prévision pour les 13 et 14 mai de Meteo consult :

Le risque d'averses semble se maintenir sur les 2/3 du pays

Les températures iront de 7 à 13°C le matin et de 15 à 19 °C l'après-midi du nord au sud, avec des pointes à 25°C près de la Méditerranée par effet de foehn. D'une manière générale, il fera frais et on se situera 2 à 4°C sous les normales de saison.

Ah ben merde alors, voilà qu'il pleut des cordes et la température est "sous les normales de saison", autrement dit, on se fout de vous !

Un jour il fait chaud et sec, ils hurlent à la catastrophe, le lendemain il fait frais et il pleut, ils se taisent, jusqu'à la prochaine fois où ils hurleront à la catastrophe pour vous terrifier et que vous obéissiez à leurs ordres tyranniques.

Les Français sont-ils fous ?

Une procession religieuse organisée à Draguignan pour "*demander la pluie*" - france3-regions.francetvinfo.fr 7 mai 2023

Suffirait-il de l'appeler pour la faire venir ? La paroisse de Draguignan renoue en tout cas avec une vieille tradition, celle des processions provençales destinées à invoquer une météo clémente.

Organisée ce dimanche 7 mai à partir de 16h30, cette procession s'est tenue en présence et à l'initiative de l'évêque de Fréjus-Toulon, Monseigneur Dominique Rey, pour "demander la pluie".

Cette manifestation qui convoque le divin a été annoncée en ligne, sur la page Facebook de la paroisse de Draguignan, le 21 avril dernier.

"*Urgence sécheresse. Nous allons reprendre les traditions de nos anciens et processionner pour demander au Ciel de penser à nous*", explique sur sa page la paroisse.

Parmi les élus présents, le maire de la commune, Richard Strambio (DVC), et le député du Var et conseiller municipal de la commune de Draguignan, Philippe Schreck (RN).

Le 18 mars, c'est à Perpignan, en Occitanie, que les reliques étaient de sortie. Une procession sous le signe du Saint-Gaudérique, le patron des agriculteurs, a été organisée. Une première depuis 150 ans. france3-regions.francetvinfo.fr 7 mai 2023

J-C – La régression politique des masses serait-elle de 150 ans ? On ne veut pas le croire.

Totalitarisme. Dictature climatique. Amalgame climat et météo. A bas l'écologisme politique, agent de Davos ! Boycott !

J-C - Si le Forum économique mondial ne leur avait pas soufflé dans le cul, on n'en entendrait pas parler !

Pour la santé et le climat, plus de 70 associations environnementales appellent à "*réduire progressivement le trafic aérien*" - franceinfo 9 mai 2023

Dans une tribune publiée sur franceinfo, ces organisations encouragent à manifester, de mardi à dimanche, en faveur "*du plafonnement à la baisse du nombre de vols*" et pour "un couvre-feu dans tous les aéroports, aérodromes et héliports de France".

Ils dénoncent l'impact de la croissance du trafic aérien sur le réchauffement climatique et sur la santé humaine. Dans cette tribune publiée par franceinfo.fr, plus de 70 associations et collectifs environnementaux appellent à "*mettre un coup d'arrêt à la croissance du trafic aérien*", tout en accompagnant "*la reconversion des travailleurs concernés*". "*Nous ne pouvons plus tolérer que notre santé, notre bien-être et l'avenir de l'humanité fassent les frais d'activités qui profitent surtout aux plus privilégiés, et pour lesquelles des alternatives existent*", dénoncent-elles. Les signataires

marquent également leur soutien aux manifestations organisées du mardi 9 au dimanche 14 mai en faveur du plafonnement des aéroports. Ils s'expriment ici librement. franceinfo 9 mai 2023

J-C - France(dés)info leur offre une tribune, quoi de plus naturel, au moins cela permet aux lecteurs de savoir immédiatement à quoi s'en tenir. Grâce à ces abrutis notamment, qui font le jeu des despotes de Davos, le prix du billet d'avion de mon épouse entre l'Inde et Marseille est passé de 800 à 1400 euros.

Quelques donnés sur ce sujet.

- Selon Klara Maria Schenk de Greenpeace «*80% de la population mondiale n'a jamais pris l'avion*»

- Selon *The Guardian*, 1040 jets privés auraient servi à transporter les participants à la réunion annuelle de Davos en 2022 en Suisse.

- Le secteur des avions privés ne s'est jamais aussi bien porté. En 2022, il s'en est vendu pour plus de 34 milliards de dollars, et ce montant devrait encore augmenter d'un demi-milliard cette année.

Les jets privés n'avaient jamais autant sillonné le ciel depuis leur invention. En 2022, plus de 5,3 millions de vols ont été effectués avec ces appareils... Le précédent "record" remonte à 2007, avec 4,8 millions de vols (la crise économique qui avait démarré en milieu d'année avait ensuite calmé les ultra-riches).

Le nombre de ces vols n'a d'ailleurs jamais faibli : alors que l'on en dénombrait 10 000 au début du siècle, il y en a eu plus de 23 000 en 2022. Le rapport pointe également le fait qu'ils ont augmenté de + 23 % depuis le début de la pandémie.

Selon un rapport, ce mode de transport n'est accessible qu'à 0,0008 % de la population mondiale. (Source : radiofrance.fr 4 mai 2023)

Ils n'ont pas tous voté Macron pour rien. A bas la collaboration de classes-trahison ! Tous vendus !

Après des mois de tensions, Élisabeth Borne recevra les syndicats les 16 et 17 mai - Journal du Dimanche 5 mai 2023

La CGT répond favorablement à l'invitation d'Élisabeth Borne - Le HuffPost 6 mai 2023

Force ouvrière accepte l'invitation de Borne, tous les syndicats se rendront à Matignon - Le HuffPost 9 mai 2023

Emmanuel Macron appelle les syndicats à un « *dialogue social responsable* » - AFP/lejdd.fr 5 mai 2023

Le président de la République a appelé les syndicats à un « *dialogue social responsable* » pour un modèle social « *plus juste* ». AFP/lejdd.fr 5 mai 2023

Le régime en tremble !

Manifestation surprise à l'initiative de la France insoumise devant le siège de Renaissance à Paris - BFMTV 8 mai 2023

Drapeaux et casseroles se sont invités devant le siège parisien de la majorité, à l'occasion du sixième anniversaire de l'élection d'Emmanuel Macron. Une cinquantaine de militants La France insoumise ont manifesté ce dimanche soir devant le siège du parti Renaissance situé rue du Rocher dans le VIIIe arrondissement de Paris.

Des élus, des syndicalistes, comme les responsables de la CGT Energies, ou des responsables d'organisations de la jeunesse se sont rassemblés dans la soirée pour scander des slogans contre la réforme des retraites dans le centre de la capitale, selon nos journalistes présents sur place. BFMTV 8 mai 2023

Ils ont tout simplement oublié que ce n'était pas notre guerre.

Macron à Lyon : 3 000 personnes bravent l'interdiction de manifester - AFP/Le Point 8 mai 2023

Malgré l'interdiction de tout rassemblement, plusieurs milliers de personnes ont manifesté lundi 8 mai à Lyon pour protester contre la réforme des retraites et rendre hommage aux résistants.

La préfecture du Rhône ayant interdit tout rassemblement dans un large périmètre autour du mémorial, les organisateurs ont été contraints de se rassembler par groupes avant de défiler en bordure de la zone interdite. Quelque 3 000 personnes selon la préfecture, 5 000 selon la CGT.

Le tribunal administratif de Lyon a rejeté dans la matinée un recours en référé-liberté déposé la veille par des syndicats, dont la CGT du Rhône, contre l'interdiction préfectorale de manifester à proximité du mémorial où le président devait rendre hommage à Jean Moulin et aux résistants. La CGT a maintenu son « *appel à commémorer l'œuvre sociale de la Résistance* » aux abords de la zone interdite, comme FO, le PCF, une intersyndicale de l'éducation et d'autres organisations.

« *8 mai : commémorer la résistance, c'est défendre ses conquêtes ! Pas touche à nos retraites* ! » clamait une des nombreuses banderoles déployées par les manifestants. AFP/Le Point 8 mai 2023

A bas l'union nationale derrière Macron !

Seul et sans public : Emmanuel Macron commémore le 8 mai 1945 - Euronews 8 mai 2023

Le HuffPost - Lundi matin, la mise en place d'un large périmètre de sécurité pour empêcher l'opposition de manifester a donné des images d'un Emmanuel Macron remontant les Champs-Élysées en voiture, sans personne sur son passage. Une séquence qui accentue la solitude régulièrement décrite du chef de l'État en ce début de second quinquennat.

C'est donc une image quasi-surréaliste que l'on a pu voir sur les télévisions en direct ce lundi, celle d'une voiture présidentielle toutes vitres fermées, escortée par la Garde républicaine, remontant une avenue vidée de tout public jusqu'à la Tombe du Soldat inconnu.

« *On voulait voir le président, on est très déçus. On comprend pas bien pourquoi il y a tout ce bazar* », déplore auprès de l'AFP Adrien Prevostot, bloqué avec sa fille à 200 mètres des Champs-Élysées. « *Les cérémonies militaires, c'est fait pour que la population soit derrière le drapeau. C'est quand même dommage pour la France* », abonde Stanislas, un habitant du quartier.

À son arrivée devant la prison de Montluc, le président de la République a été interpellé par le sénateur EELV du Rhône Thomas Dossus : « *Merci d'être là, on aurait aimé qu'il y ait un peu plus de monde mais c'est compliqué* »... Ce à quoi Emmanuel Macron a répondu : *« Je pense que l'esprit civique mériterait à être largement diffusé (...) Les fautes de ton ne sont jamais bonnes, ce sont des moments de réunion où il faut plutôt s'élever* ». Le HuffPost 8 mai 2023

Totalitarisme. L'Etat policier est en place.

Des manifestations interdites pour le 8-Mai : les justifications de la Macronie - Le HuffPost 7 mai 2023

Bruno Le Maire a déclaré ce dimanche sur BFMTV, que ce jour « *doit rester un moment d'union nationale* ». Loïc Signor, porte-parole de Renaissance a-t-il estimé que des casserolades seraient « *déplacées* » en ce jour particulier. Sur LCI, pour le président LR du Sénat, Gérard Larcher, a aussi déploré que des opposants à la réforme veuillent organiser une action en marge d'une cérémonie. « *C'est inacceptable quand on veut croire aux valeurs de la République* ». (Source Le HuffPost 7 mai 2023

J-C - Il est vrai que le régime néonazi de Kiev armé par la France a fait l'objet d'un soutien indéfectible de tous les partis présents au parlement depuis 14 mois, voilà pour l'union nationale. Il n'y a là rien de "*déplacé*" compte tenu que tous ces partis partagent la même idéologie réactionnaire ou de droite. Quant à l'exercice du pouvoir par un seul homme, il s'inscrit en totale contradiction avec les " *valeurs de la République*".

La suspension de deux professeurs justifiée par Pap Ndiaye qui relève du procès politique, illustre très bien leur conception de la République qui en pratique se traduit par une succession d'abus de pouvoir au cours desquelles ces valeurs sont tout bonnement piétinées.

Santé.

Quand les élites sont des barbares.

Laurence Dezélée – Scandale d'Etat : le terrifiant charnier de l'Université Paris-Descartes - lemediaen442.fr 6 mai 2023

Laurence Dezélée, ancienne vice-présidente de l'association Charnier Descartes et auteur du livre "*Pardon maman pour ce qu'ils t'ont fait*" aux éditions Plomb, était l'invitée de l'émission Ligne

Droite sur Radio Courtoisie. Elle est venue parler du scandale du charnier de l'Université Paris Descartes.

Pour bien cadrer les choses, il faut savoir que Laurence Dezélée a perdu sa mère en 2015. Cette dernière avait courageusement décidé de donner son corps à la science pour faire avancer la recherche. Cependant, en 2019, Laurence Dezélée a découvert à travers un article de L'Express que l'endroit où le corps de sa mère avait été transféré, l'Université Paris Descartes, faisait l'objet d'un énorme scandale national. Les corps y étaient extrêmement maltraités.

C'est cette histoire personnelle qui a poussé Laurence Dezélée à s'engager dans la lutte contre ce scandale innommable et à écrire son livre poignant et fondamental. lemediaen442.fr 6 mai 2023

Scandale d'Etat : le terrifiant charnier de l'Université Paris-Descartes

https://www.youtube.com/watch?v=5XqHae_6kKA

J-C - Désolé si cette radio est d'extrême droite. Ecoutez, juste pour savoir que cela existe en France en 2023, vous ne deviendrez pas d'extrême droite pour autant.

Rappel. Covid-19 ou l'épisode qui aura été fatal à la gauche et à l'extrême gauche.

Pendant 3 ans entre janvier 2020 et janvier 2023, j'ai consulté toutes les organisations politiques et syndicales qui se réclamaient du mouvement ouvrier en France, et j'ai constaté qu'elles avaient toutes sans exceptions adoptées le discours officiel criminel du Forum économique mondial, tel que l'avait relayé l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Tout ce qui figure dans l'article ci-dessous ou sorti de la bouche du professeur Perronne, je n'ai cessé de le marteler pendant 3 ans, il m'est même arrivé d'avoir un peu d'avance sur lui, sur les masques et les tests PCR par exemple. Bien qu'il incarne une conception de la médecine que je ne partage pas, on pourrait lui reprocher ses prises de positions sur les vaccins en général qui reposent sur des postulats erronés fabriqués par les laboratoires et éloignés de la réalité, on doit lui reconnaître le mérite d'avoir constamment défendu la vérité contre les tenants du régime malgré les graves menaces qu'il avait reçues.

Nantes: Christian Perronne à la rencontre de ses partisans - Alain Tranchant, pour France-Soir - 07 mai 2023

Le Pr Perronne, présent à Nantes, vendredi 5 mai, pour une conférence intitulée : une conférence intitulée "*Pandémie de Covid-19: la grande manipulation*".

TRIBUNE/RENCONTRE - Salle comble pour le professeur Perronne vendredi 5 mai au soir dans un établissement de la banlieue de Nantes, où il donnait une conférence à l'invitation de la librairie Dobrée ainsi que de plusieurs collectifs de soignants.

Et moment d'émotion quand, en prenant la parole, il salue sa sœur Catherine présente dans la salle, puis évoque la mémoire de son beau-frère décédé à Nantes lors de la première vague de Covid. "*On a laissé crever mon beau-frère*", avait-il dit à l'époque, puisque les traitements précoces ne lui avaient pas été appliqués.

Complétant ce tableau préliminaire, j'ajouterai que je n'ai pas assisté à un rassemblement de gens cagoulés, venus à la nuit tombante ourdir je ne sais quel complot. J'ai vu des femmes et des hommes paisibles, acquis bien sûr à la cause que le professeur Perronne a servie, lui réservant un tonnerre d'applaudissements à la fin de son propos.

Que le pouvoir se rassure ! Je n'ai pas entendu parler de la prise de la moindre Bastille. Et, quand le professeur Perronne a déclaré, avant de se prêter aux questions-réponses : "*Apprenez à dire : non* !", des précédents historiques sont là pour lui donner raison.

J'ai hésité à donner à cet article un titre sibyllin : "*3 mois et 400 milliards...".* Tant il est vrai qu'à l'heure où la pandémie a tourné les talons ("*ce sont aujourd'hui des grippettes, des bronchites, et on a tous les outils pour traiter"),* il est désormais possible de mesurer, avec le recul donné par le temps qui passe, le poids des erreurs, et même des fautes, commises par nos gouvernants dans la gestion de ce qui a été "*une épidémie réelle, mais pas une tragédie".*

Christian Perronne observe qu'au total, "*la mortalité a été extrêmement faible dans tous les pays du monde, et n'a fait que diminuer avec le temps". Ce n'était "pas pire que la canicule*", et s'il y a eu une surmortalité, c'est pour les gens âgés, les personnes ayant des problèmes cardio-vasculaires, respiratoires. Surtout, "*si on avait traité, on aurait évité la plupart des morts*", et "*cela aurait été terminé en 3 mois*", pour une simple raison : "*Les traitements précoces avaient fait la preuve de leur efficacité*". L'étude de Raoult était "*fantastique*", son application à Garches en avait confirmé l'efficacité, à la seule condition de "*donner très tôt*" le protocole azithromycine - hydroxychloroquine.

Mais voilà ! Si l'on avait appliqué ces traitements - et, avant même l'arrivée de la pandémie en France, le gouvernement avait supprimé la chloroquine des médicaments en vente libre -, il n'était pas possible de faire la promotion d'un "*vaccin*" d'un genre vraiment nouveau, puisqu'il n'empêche ni d'attraper, ni de transmettre la maladie, ce qui devrait tout de même mettre la puce à l'oreille des détracteurs du professeur Perronne.

Il a donc fallu avoir recours à "*une utilisation frauduleuse de la PCR*", dont l'inventeur avait pourtant dit qu'il ne fallait jamais l'utiliser en population générale, pour "*faire croire qu'il y avait des vagues énormes".*

On a ainsi "*déclaré cas Covid des gens en parfaite santé*" et "*créé une épidémie de faux cas pour maintenir la peur",* justifier les confinements de la population et légitimer le recours à un "*vaccin*" qui ne se justifiait pas, "*étant donné la mortalité extrêmement faible*".

Fort de son expérience en matière de vaccination, et des hautes fonctions occupées dans ce domaine au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour la grande Europe, de l'Atlantique à Vladivostok, Christian Perronne avance tranquillement : "*Un vaccin, c'est 10 ans de développement, et on ne peut pas raccourcir à moins de 6 - 7 ans*". Et, surtout, l'autorisation de mise sur le marché n'aurait jamais dû être donnée à ce produit qui est "*toujours en phase expérimentale*". Cela étant, "*s'ils avaient reconnu que l'hydroxychloroquine, ça marchait, ils étaient cuits* !"

Le professeur l'affirme également : "*On a mis en danger des femmes enceintes (pour lesquelles, normalement, un vaccin doit avoir 20 ans d'application), des enfants. Les obligations vaccinales - qui, étrangement, ne concernent pas les policiers- sont illégales, puisqu'il s'agit d'un produit expérimental*", et "*c'est assimilable à un crime contre l'humanité*".

Au total, la France aura dépensé "*400 milliards d'euros pour le Covid*" (alors que le pouvoir est à la recherche de 12 à 13 milliards pour les retraites !), et cela "*pour un pseudo vaccin toxique"*. Comme il n'était pas possible de nier qu'il n'empêchait pas la transmission du virus, l'idée a été répandue qu'il protégeait des formes graves et de la mort. Hélas ! il est apparu rapidement que "les gens vaccinés avaient plus de chances de faire des formes graves et de mourir" (4 fois plus suivant une étude parue en Angleterre).

Et, maintenant, les conséquences de l'application de ce produit expérimental apparaissent en toute clarté. Le journal *Le Parisien* faisait état récemment d'une "*augmentation de 20 % de la mortalité*", pour une cause inconnue ! Une "*augmentation énorme*" des myocardites, des thromboses, des AVC, des embolies, est également observée.

Christian Perronne le dénonce avec force : ce qui est "*très inquiétant, c'est la flambée actuelle des cancers (des généralistes n'ont jamais vu ça de leur vie)*", des "*turbos-cancers*", disent certains. On assiste à "*une flambée des cancers du pancréas, mais on ne sait pas d'où ça vient*". Également à "*une augmentation importante de la stérilité, qui concerne aussi bien les hommes que les femmes*".

Et le diagnostic du médecin n'est pas meilleur quand il s'applique à nos grandes institutions. La Justice n'a pas été indépendante du pouvoir politique, la médecine est "*en grand danger*", *"on a tué l'hôpital*", on a "*supprimé la liberté d'expression des médecins, des universitaires*" (même si la Chambre disciplinaire de l'Ordre des médecins d'Ile-de-France lui a reconnu "*non seulement le droit, mais l'obligation d'émettre un avis divergent*" sur la manière dont la pandémie a été gérée).

Tels sont, pour l'essentiel, les propos tenus par Christian Perronne au cours de cette belle soirée nantaise. Dans le droit fil du combat qu'il mène depuis trois ans, le professeur Perronne poursuit inlassablement son action, alors qu'il pourrait couler des jours tranquilles depuis son départ à la retraite. À l'évidence, la charge est lourde (son nom figure sur "une liste de quatre personnes à abattre" !). Mais il la porte avec un courage qui force le respect et mérite le soutien de ses partisans.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Poutine accuse l'Occident de vouloir « *cancel* » les résultats de la Seconde Guerre mondiale - Le HuffPost 9 mai 2023

Une nouvelle charge contre l'Occident et un appel à la « *victoire* » sur le front ukrainien. Le président russe Vladimir Poutine a estimé ce mardi 9 mai que le monde était à « *un tournant* » et accusé les pays occidentaux d'orchestrer une « *guerre* » contre la Russie lors de célébrations militaires sur la place Rouge à Moscou.

« *Une guerre a été lancée contre notre patrie* », a lancé le président russe devant des milliers de soldats et l'élite politique réunis pour commémorer la défaite nazie en 1945. Il a notamment reproché aux élites occidentales mondialisées de « *provoquer des conflits, d'encourager la russophobie et le nationalisme* », selon des propos rapportés notamment par SkyNews.

« *Culte du nazisme* »

Les pays occidentaux veulent « *monter les peuples les uns contre les autres, diviser les sociétés, provoquer des conflits sanglants* » et « *détruisent les valeurs familiales traditionnelles* », a-t-il en particulier dénoncé.
Pour le président russe, les Occidentaux ont « *oublié qui a détruit* » le nazisme – comprendre la Russie – et « *libéré les peuples d'Europe* ». Et Poutine d'estimer qu'en dehors de la Russie, les pays essaient de « *supprimer la mémoire des vrais héros* » en détruisant des monuments soviétiques et en créant « *un véritable culte du nazisme* ».

« *Ils essayaient d'annuler les résultats de la Seconde Guerre mondiale et de déstabiliser le système de sécurité internationale et le droit international* », a déclaré Vladimir Poutine, assurant néanmoins que la Russie ne considère pas avoir des ennemis « *à l'Ouest ou à l'Est* ». « *Nous voulons voir notre avenir pacifique et stable*. »

« *Leur but est de parvenir à l'effondrement et à la destruction de notre pays* », a encore accusé le chef d'État russe...

L'impérialisme français chassé d'Afrique se rebiffe. Traités de « *terroristes* » par ceux qui ont armé les barbares issus d'al-Qaïda en Syrie !

J-C – Voilà qui justifie si nécessaire la guerre de la Russie à l'Otan… à moins que ce ne soit l'inverse !

Guerre en Ukraine : que peut craindre le groupe paramilitaire russe Wagner après le vote des députés français le qualifiant de "*terroriste*" ?

« *Les exactions du groupe Wagner doivent être qualifiées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des actes terroristes.* » L'Assemblée nationale a adopté une proposition de résolution, mardi 9 mai, visant à faire inscrire par Paris et l'Union européenne le groupe paramilitaire russe sur la liste des organisations terroristes.

Porté par le député Renaissance Benjamin Haddad et cosigné par des députés de la majorité, mais aussi des rangs socialistes, écologistes et LR, ce texte rappelle les "*actes de barbarie*" de la milice russe en Syrie, en "*soutien au régime autoritaire de Bachar Al-Assad dans sa répression violente à la suite du soulèvement de 2011*". Les députés reviennent aussi sur les actions des paramilitaires russes en Afrique, notamment leurs "*multiples exactions*" en Centrafrique ou au Mali. Depuis le début de la guerre en Ukraine, "*Wagner prend une part active aux combats et est accusé de multiples crimes de guerre, tels que le bombardement de localités habitées, des actes de tortures et de violence sexuelle ou encore des exécutions sommaires*", poursuivent-ils.

Pour les députés signataires, avec cette décision, "*les autorités des pays européens ainsi que leurs partenaires pourront imposer des mesures de contrôle et de sanction renforcées aux dirigeants, membres et soutiens de cette entité militaire privée, en gelant ses avoirs, en limitant leurs déplacements internationaux ou encore en réprimant plus sévèrement leurs actions*".

Si le groupe Wagner finissait par être considéré comme organisation terroriste, il serait passible de sanctions prévues par une position commune du Conseil du 27 décembre 2001, comme "*le gel des fonds et des autres avoirs financiers ou ressources économiques*" des personnes et entités

considérés comme terroristes. Il s'agit aussi de veiller "*à ce que des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques, ou des services financiers ou autres services connexes ne soient pas, directement ou indirectement, mis à la disposition*" des acteurs identifiés comme terroristes.

Avec cette qualification, "*si on applique la même chose que pour le groupe Etat islamique par exemple, on étend le champ des produits financiers visés*", précise Marie Robin. "*On va probablement ratisser plus large, voir qui est lié à Wagner, qui fait des affaires avec le groupe*", ajoute Elizabeth Sheppard-Sellam, maîtresse de conférences à l'université de Tours.

Selon elle, tout type de produit financier pourrait être visé. Des flux financiers impliquant des citoyens européens, même s'ils ont lieu hors de l'UE, pourraient aussi être ciblés. Néanmoins, ces sanctions pourraient avoir un effet limité, car il y a "*tout un volet que l'on ne contrôle pas*" dans les financements du groupe en Russie.

Chine.

La Chine accuse le Canada de « saboter » leurs relations - AFP/LePoint.fr 8 mai 2023

Pékin a vivement réagi à l'expulsion d'un de ses diplomates par le Canada, qui l'accuse d'avoir tenté d'intimider un parlementaire canadien.

Lundi 8 mai, le Canada a annoncé qu'il expulsait un diplomate chinois accusé d'avoir cherché à intimider un député canadien critique de la Chine. « *Nous ne tolérerons aucune forme d'ingérence étrangère dans nos affaires internes* », a déclaré la ministre canadienne des Affaires étrangères Mélanie Joly. Une décision aussitôt fustigée par la Chine, deuxième partenaire commercial du Canada, qui accuse Ottawa d'avoir « *saboté* » les relations bilatérales déjà très tendues.

« *La Chine prendra des contre-mesures fermes et toutes les conséquences qui en découleront seront endossées par le Canada* », a déclaré lundi l'ambassade de Chine au Canada, dans un communiqué. Le gouvernement de Justin Trudeau « *viole gravement non seulement le droit international, mais aussi les normes fondamentales des relations internationales* ». « *Cette décision a été prise en considérant attentivement tous les facteurs en jeu* », a précisé la ministre canadienne.

Car dans cette affaire, la Chine avait déjà eu des mots forts après la convocation la semaine passée de son ambassadeur, évoquant les « *calomnies* » et les « *diffamations* » du Canada. Selon une source proche du dossier, Zhao Wei, fonctionnaire du consulat de Chine à Toronto, sera expulsé dans les cinq jours qui viennent.

Il est accusé par Ottawa d'être au cœur des tentatives d'intimidation sur un député conservateur canadien. Michael Chong et sa famille auraient ainsi subi des pressions chinoises en raison des critiques du parlementaire d'opposition envers Pékin – notamment sur la question des Ouïghours.

Cela fait des semaines que le gouvernement de Justin Trudeau est soumis à des pressions croissantes pour qu'il hausse le ton face à Pékin, accusé de nombreuses ingérences dans les affaires canadiennes. Et ces révélations de la presse avaient encore fait monter la tension d'un cran. « *Il y avait […] un vrai risque politique pour le gouvernement Trudeau. Il a donc décidé de prendre le risque de montrer les muscles »*, analyse Geneviève Tellier, professeure d'études politiques à l'université d'Ottawa. AFP/LePoint.fr 8 mai 2023

Syrie.

Après onze ans d'isolement, la Syrie de Bachar al-Assad réintègre la Ligue arabe - Euronews 7 mai 2023

Isolé diplomatiquement depuis 2011, le président syrien Bachar al-Assad est récemment sorti de son statut de persona non grata et certains observateurs estiment qu'il pourrait même assister le 19 mai à Jeddah au sommet annuel des chefs d'Etat de l'organisation panarabe.

Il s'agit d'un retournement spectaculaire sachant qu'en 2013, l'opposition anti-Assad avait pu occuper le siège de la Syrie lors d'un sommet de la Ligue arabe à Doha au Qatar.

Avec le temps et le soutien précieux de la Russie et de l'Iran, le régime Assad a repris le contrôle de la majeure partie du territoire même si quatre millions de personnes vivent dans le nord-ouest sous contrôle des rebelles et des jihadistes.

En novembre 2011, 18 des 22 membres de la Ligue arabe avaient suspendu la participation du gouvernement syrien à leurs réunions, suscitant l'approbation des pays occidentaux et de la Turquie, mais l'ire de la Russie, de l'Iran, de l'Irak et du Liban.

L'Arabie saoudite et la Syrie annoncent rouvrir leurs missions diplomatiques respectives - France 24 10 mai 2023

L'Arabie saoudite et la Syrie ont annoncé mardi 9 mai le retour de leurs représentations diplomatiques l'une chez l'autre, après onze ans de rupture de Riyad avec le régime de Damas. France 24 10 mai 2023

États-Unis.

John Pilger sur la guerre à venir : « *Refusez la guerre qu'on veut vous imposer* »

https://reseauinternational.net/john-pilger-sur-la-guerre-a-venir-refusez-la-guerre-quon-veut-vous-imposer/

Comment la CIA organise les révolutions de couleur dans le monde

Un nouveau rapport dévoile comment la CIA organise des révolutions colorées dans le monde entier. Il est clair qu'en ce qui concerne la France depuis longtemps allié des États-Unis dans ce genre d'opération y compris avec Hollande et Fabius, la « *révolution de couleur* » est opérée depuis longtemps puisqu'il est désormais évident que toute la gauche parlementaire plus ses pseudos « *radicaux* » y compris le PCF (comme en a témoigné son invraisemblable dernier congrès) est rangé sur les desiderata de l'OTAN et son appareil de propagande. Le fait est qu'il n'y a pas la moindre contestation et que tout sera fait pour que la protestation populaire termine vers un allié, voire l'extrême-droite. Voici donc la description de la manière dont la CIA s'y est prise partout.

https://reseauinternational.net/comment-la-cia-organise-les-revolutions-de-couleur-dans-le-monde/

Robert Kennedy Jr accuse la CIA d'avoir assassiné son oncle - Réseau Voltaire 9 mai 2023

Le candidat démocrate à la présidence des États-Unis, Robert Kennedy Jr, a donné une interview, le 6 mai 2023, à John Catsimatidis.

À propos de l'assassinat de son oncle, le président John F. Kennedy, en 1963, il a déclaré : « *Il existe des preuves accablantes que la CIA était impliquée dans son meurtre. Je pense qu'à ce stade, c'est au-delà de tout doute raisonnable* ».

Il a renvoyé ses auditeurs au livre de James W. Douglass, JFK et l'indicible, publié en français aux éditions Demi-Lune, en vente sur notre site.
https://www.librairie-voltairenet.org/fr/livres-en-francais/76-jfk-l-indicible.html

---

Chili

Au Chili, l'extrême droite chargée de rédiger la nouvelle Constitution - AFP/LePoint.fr 8 mai 2023

Au Chili, les urnes ont parlé et c'est finalement la droite ultraconservatrice qui sera chargée de rédiger le nouveau projet de Constitution afin de remplacer celle héritée de la dictature d'Augusto Pinochet. Dimanche 7 mai, plus de 15,1 millions de Chiliens ont voté pour élire, parmi 350 candidats, les 50 membres qui formeront le Conseil constitutionnel.

Après dépouillement des bulletins, c'est donc le Parti républicain, classé à l'extrême droite et opposé depuis le début à une réforme de la Constitution, qui remporte les élections, avec 35 % des suffrages, soit 22 sièges. La coalition de gauche soutenant le gouvernement de Gabriel Boric a, elle, récolté, 29 % des votes exprimés, soit 17 sièges, selon les données officielles. Enfin, la droite traditionnelle a obtenu 21 % des voix, soit 11 sièges.

Le Parti républicain, qui s'oppose à l'avortement et tient un discours anti-immigrés, « *n'aura pas besoin de négocier avec qui que ce soit, il pourra écrire la Constitution qu'il veut* » et « *aura le pouvoir de mettre son veto à tout amendement* », prédit Claudia Heiss, directrice de la faculté de sciences politiques de l'université du Chili. AFP/LePoint.fr 8 mai 2023

Economie.

La planche à billets et l'hyperinflation : Le marteau et l'enclume du capitalisme financier

https://reseauinternational.net/la-planche-a-billets-et-lhyperinflation-le-marteau-et-lenclume-du-capitalisme-financier/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 17 mai 2023.

En raison de la chaleur accablante, 41°C à l'ombre à midi, 35°C dans la maison à 10 heures du soir, ici on ne dit pas 22 heures, on vit à l'heure anglo-saxonne, de problèmes respiratoires, je suis claqué et je dois ménager ma monture, par conséquent j'actualiserai le portail moins souvent, rien ne presse, n'est-ce pas ?

Ici je vis beaucoup mieux qu'en France, mais je n'en profite pas vraiment parce que je consacre tout mon temps à cette activité politique, trop car sans retour, pire, cela me vaut d'être mis à l'index par les membres de ma famille et mes connaissances qui doivent me reprocher de ne fournir que des mauvaises nouvelles, comme si j'y étais pour quelque chose, tandis qu'eux entendent profiter de la vie sans se soucier du reste, y compris leur propre destin, ce dont ils n'ont pas conscience. Sinon ils passent leur temps à se plaindre ou à critiquer les autres, alors qu'ils ne valent guère mieux

On ne devrait avoir des relations avec les gens que pour flatter leur égo ou partager leur discours indigents ou discuter du temps qu'il fait, passionnant, quoique cela soit aussi devenu un sujet à polémique à éviter pour ne pas froisser leur susceptibilité à fleur de peau, il ne faut surtout pas troubler leur petite tranquillité ou les contrarier, à moins que vous ne souhaitiez vous en débarrasser ou ne plus avoir de nouvelles d'eux, racontez –leur ce que vous pensez réellement et le résultat est garanti d'avance !

Cette société pourrie repose en grande partie sur l'hypocrisie et le mensonge qui ne sont pas qu'institutionnels, mais unanimement partagés par la population, c'est ce consensus qu'il faut aussi briser.

Tout le monde est pro capitaliste de nos jours. Tout le monde est fier inconsciemment de vivre dans une société esclavagiste, aux relents fascisants ou totalitaires. Il faut bien s'adapter, on vous dira, entendez par là, s'en accommoder, collaborer avec elle, lui trouver des qualités pour justifier notre misérable compromission, notre lâcheté, notre paresse intellectuelle. Il est vrai que dans ce cas de figure, il vaut mieux la fermer, sinon on se fâcherait, car que répondre sinon des choses forcément désagréables, en attendant des jours meilleurs.

Personnellement j'ai de quoi tenir un siège pendant longtemps ou je vis mon isolement depuis près de 30 ans, alors un jour de plus ou de moins, je suis blindé contre l'opportunisme, le populisme ou le naufrage qui guette la vieillesse. Je veille au grain sur ma frêle embarcation le regard tourné vers l'horizon, c'est-à-dire, au-delà du capitalisme, il n'y a que la maladie qui pourrait me faire chavirer à jamais, pas les hommes, ils sont trop faibles.

Hier, les plateaux de télévision, les studios de radio, les salles de rédaction recevaient tout le beau monde de la droite et de la gauche officielle ou parlementaire pour débattre disaient-ils, alors qu'en réalité ils se livraient à un numéro d'illusionnisme en jouant une unique partition à plusieurs voix, et c'est ce simulacre de démocratie qui donna l'impression trompeuse que la liberté d'expression pouvait s'épanouir sous la Ve République.

Aujourd'hui, la droite et la gauche officielle ou parlementaire ont pour ainsi dire fusionner, de sorte qu'une voix unique entonne la même partition, alors pour perpétuer l'illusion que le régime serait démocratique et que la liberté d'expression existerait bel et bien, ce sont des acteurs issus de cette droite et de cette gauche qui assurent le spectacle au sein des réseaux dits sociaux ou dans divers blogs, pour divertir ceux qui se plaignent de ne plus pouvoir se donner bonne conscience à bon compte ou hypocritement.

On assiste donc à une répartition des rôles entre les fidèles du régime qui officient toujours sur les plateaux de télévision, dans les studios de radio ou dans les salles de rédaction, et des dissidents ou opposants frustrés qui ont créé leurs propres supports de communication dans lesquels ils interviennent sans remettre en cause l'existence du capitalisme, ce qui leur permet d'entretenir l'illusion que nous vivrions en démocratie, et rend un fieffé service à ceux qui gouvernent et qui s'en réclament.

A lire dans cette causerie.

« *Le primat de l'individu est le point commun entre le social-libéralisme et le libéralisme-social.* »

- Le terme «*idéologie*» peut désigner un ensemble d'idées plus ou moins organisées ou acceptées, susceptibles d'orienter les comportements des individus. Si l'on s'en tient à cette définition, l'idéologie libérale-libertaire est à l'évidence l'idéologie de notre temps, celle qui structure notre société. Le primat de l'individu est le point commun entre le social-libéralisme, ce que nous appelons habituellement la «*gauche*», et le libéralisme-social, ce que nous appelons en général la «droite». Pour moi, ce sont les deux faces d'une même idéologie. Il n'y a pas de différence fondamentale entre ces prétendues droite et gauche.

Les promoteurs de l'idéologie libérale-libertaire exercent le pouvoir depuis 40 ans, en rejetant aux extrêmes qui pense autrement qu'eux. 2017 n'est pas la victoire d'une nouvelle manière de faire de la politique mais la poursuite du même pouvoir idéologique libéral-libertaire par d'autres moyens.

J-C - Qu'en pensent les adeptes de *L'humain d'abord* (PG-LFI) ?

Vous comprenez d'où vient leur compromission idéologique, pourquoi ils sont de tous les coups pourris montés par les oligarques de Davos, wokisme, mariage pour tous, LGBT démentiel, homophilie enragée, antiracisme fanatisé, féminisme hystérique, pourquoi nous les combattons férocement aussi ?

Le « *primat de l'individu* » qui nous ramène deux siècles et demi en arrière, « *L'humain d'abord* » cher à Mélenchon l'histrion du régime, le « *droitdel'hommisme* » de l'ONU aux ONG, l'atomisation des masses pour mieux les contrôler, la primauté accordée aux droits individuels au détriment des droits collectifs, l'individualisme débridé, tout cela procède de la même logique, de la même idéologie réactionnaire muée par la volonté de réduire la capacité de résistance des masses pour l'empêcher de mener son combat sur le terrain de la lutte des classes.

La médiocratie est le pendant de la méritocratie.

La 1re édition des Flammes, qui se veut le complément des Victoires de la musique pour les cultures populaires, se tiendra le 11 mai 2023. - francetvinfo.fr 11 mai 2023

Musique : les Flammes, l'étincelle qui manquait au rap et aux cultures urbaines ?

Le groupe de heavy metal suédois Ghost sur la grande scène du festival Hellfest, en 2022 - francetvinfo.fr 11 mai 2023

Rencontre avec Ghost, ce groupe de heavy metal suédois qui reprend Genesis, les Stranglers ou Tina Turner

Des milliers de fans découvrent le clip du nouveau titre de Daft Punk en exclusivité au Centre Pompidou. - francetvinfo.fr 11 mai 2023

Evénement : des centaines de fans découvrent un titre inédit de Daft Punk, "*Infinity repeating*", en exclusivité au Centre Pompidou

---

Choose France, c'est gratuit ou presque, subventions à gogo, profitez-en pendant que Macron est là... avant liquidation ou délocalisation !

Plus imposteurs les uns que les autres. Collaboration de classes.

Interview de Macron lundi soir sur TF1.

Que reproche l'opposition parlementaire à Macron ?

De ne pas adopter sa ligne politique, pourquoi, parce qu'il le devrait ? Ridicule ou complice.

Retraites, salaires… Les syndicats reçus par Élisabeth Borne « *pour poser des exigences* » - Paris Match 16 mai 2023

Sophie Binet (CGT) au *Parisien.* Impressionnant, Borne en tremble déjà.

Lu.

La nouvelle directrice de Twitter, Linda Yaccarino, âgée de 59 ans, elle a passé toute sa carrière dans la télévision, elle a apporté son soutien à la vaccination contre le Covid-19. Elle a aussi dirigé un groupe de travail au sein du Forum économique mondial. (Source : lejdd.fr 12 mai 2023)

J-C - On se marre en pensant à ceux qui voyaient dans le républicain libertarien Elon Musk un sauveur suprême face à Davos, une supercherie de plus éventée, bonne nouvelle.

A lire.

Il y a quelque chose de pourri au Parlement européen Par Ahmed Bensaada Mondialisation.ca, 14 mai 2023

https://www.mondialisation.ca/il-y-a-quelque-chose-de-pourri-au-parlement-europeen/5677740

Lu. Mystification. Ils ont enfin trouvé la panacée : La multipolarité. La Russie alliée à la Chine où les sauveurs suprêmes du capitalisme.

- La décision de la Russie de lancer l'opération militaire spéciale en Ukraine a corrigé une "*anomalie historique*" et intensifié la transition vers la multipolarité.

J-C - Pourquoi une "*anomalie*" ? Il était somme toute normal que l'honneur de diriger l'économie mondiale revienne au capitalisme le plus avancé et le plus puissant pour également assurer sa pérennité.

- Le "*retour de l'histoire*" a eu lieu grâce à l'opération spéciale en Ukraine"

J-C - Précisons, qui n'aurait jamais pu être lancée sans le soutien de la Chine.

- L'établissement d'un ordre mondial équitable et juste devrait être occupé par les BRICS, dont les membres ont compris que le monde unipolaire ne servait que "*les intérêts d'une puissance hégémonique*",

J-C - Entendez par là les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux. Au fait, "*un ordre mondial équitable et juste*" pour qui, pour les peuples ou ceux qui les exploitent et les oppriment ? En réalité, rien de changer pour eux, les esclaves changeraient juste de maîtres, et finalement ils seraient soumis à une dictature toute aussi implacable ou féroce qu'incarne déjà sur le plan politique le régime chinois totalitaire.

Totalitarisme sans frontière. Le régime fascisant français s'octroie un pouvoir judiciaire extraterritorial.

Crime contre l'humanité et crime de guerre : la compétence de la justice française confirmée - AFP/LePoint.fr 12 mai 2023

La justice française a la capacité de poursuivre en justice les auteurs étrangers de crime contre l'humanité et de crime de guerre, même s'ils sont commis hors de France sur des ressortissants étrangers. AFP/LePoint.fr 12 mai 2023

Totalitarisme. La France un Etat policier ? Le fait du prince accompagne la censure.

Élisabeth Borne demande le retrait d'une biographie écrite par Bérengère Bonte - Le HuffPost 10 mai 2023

La Première ministre Élisabeth Borne a assigné en justice l'éditeur d'une biographie la concernant pour qu'il la retire du commerce en raison d'atteintes, estime-t-elle, à sa vie privée. Le livre concerné est *La Secrète*, écrit par la journaliste Bérengère Bonte et mis en vente le 4 mai par les éditions de l'Archipel.

Ils osent tout. Inversion accusatoire. Propagande et l'art de nous prendre pour des cons.

Retraites : Emmanuel Macron déplore le "*déni de réalité*" des opposants à la réforme - BFMTV 12 mai 2023

Dans le magazine *Challenges* sur la séquence des retraites durant laquelle il a observé "*beaucoup de cynisme et de postures*" de la part des opposants. BFMTV 12 mai 2023

Retraites : Sophie Binet (CGT) demande aux députés de prendre « *leurs responsabilités* » le 8 juin - Journal du Dimanche 12 mai 2023

La secrétaire générale de la CGT à appeler l'ensemble des députés à voter la proposition de loi du groupe Liot pour « *permettre une sortie de crise par le haut* ». Journal du Dimanche 12 mai 2023

J-C – Il y en a qui se posait des questions sur la nouvelle secrétaire générale de la CGT, et bien désormais ils ne s'en poseront plus ! Elle appelle les membres du parti de Macron et de LR à voter pour l'abrogation de la contre-réforme des retraites, on ne peut imaginer pire opportuniste.

"*Pas du tout le rôle d'un élu*": Bayou condamne le slogan d'un élu LFI comparant Macron à Louis XVI - BFMTV 10 mai 2023

J-C – En voilà un qui n'a déjà plus toute sa tête !

Fraude fiscale : le PNR, ce fichier qui pourrait traquer les ultra-riches - LePoint.fr 12 mai 2023

La Cnil va devoir se prononcer sur l'utilisation éventuelle des données de voyages des compagnies aériennes, que Gabriel Attal souhaite utiliser. LePoint.fr 12 mai 2023

J-C – Traquer mon site, ouais ! (voir la précédente causerie)

Les députés français demandent d'inscrire Wagner sur la liste des groupes terroristes de l'UE - BFMTV 10 mai 2023

J-C – Et l'armée et les services secrets français qui depuis 2011 ont encadré, entraîné, financé et armé en Syrie les barbares issus d'Al-Qaïda, on les inscrits où ?

Wagner assure à leur demande, la sécurité d'Etats menacés par la France ou les Etats-Unis qui commercent avec la Russie notamment.

Mali : un rapport accablant de l'Onu met en cause l'armée dans la mort de 500 civils en 2022 - Journal du Dimanche 13 mai 2023

Discours du 9 mai de Vladimir Poutine : « *Un message de propagande* » - Publicsenat.fr 10 mai 2023

J-C – Macron jamais quand il prend la parole… Mais lui c'est normal.

En Hongrie, le pouvoir gaze la jeunesse révoltée contre l'éducation "*orbanisée*" - Courrier international 13 mai 2023

J-C – Pas en France !

Liste non exhaustive, juste pour montrer que je n'exagère rien et que la moindre info fait l'objet d'une instrumentalisation ou manipulation pour influencer les lecteurs dans une direction politique bien précise…

Ukraine: le patron de Wagner a proposé des infos à Kiev contre un retrait de Bakhmout, selon le Washington Post - BFMTV 15 mai 2023

J-C – Ils en sont à sortir des âneries enfantines. Cela montre à quel point ils sont décontenancés face à l'évolution de la situation en Ukraine

---

Cela ne les dérange pas de "*dérouler le tapis rouge*" aux représentants du régime néonazi de Kiev.

L'erreur du 14 Juillet : dérouler le tapis rouge à l'extrême droite indienne - liberation.fr 10 mai 2023

Par Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts, Benjamin Joyeux, journaliste spécialiste de l'Inde et conseiller régional écologiste d'AuRA, Aurélien Taché, député écologiste Nupes, membre de la commission des Affaires étrangères, Guillaume Gontard, sénateur écologiste, vice-président de la commission des Affaires étrangères et Annie Lahmer, conseillère régionale écologiste d'Ile de France

« *Il faut rappeler que depuis l'arrivée de Narendra Modi au pouvoir en 2014, l'Inde, pourtant qualifiée habituellement de plus grande démocratie du monde, n'a eu de cesse de régresser sur le terrain du respect des droits humains et des libertés fondamentales* », soulignent les auteurs de la tribune. « *Beaucoup s'inquiètent de la dérive autoritaire que pourrait prendre un troisième mandat*

de Modi, sombrant de plus en plus dans l'autoritarisme et le culte de la personnalité » parismatch.com 12 mai 2023

J-C - Ils ont voté pour le tyran Macon suppôt de néonazi, à ce moment-là ils n'ont pas vraiment dû se soucier "*de la dérive autoritaire*" de son régime, qui depuis n'a "*eu de cesse de régresser sur le terrain du respect des droits humains et des libertés fondamentales*", ils s'en foutent, ils se ressemblent...

Les Verts ou EELV n'ont eu de cesse depuis 2014 de démontrer qu'ils étaient en réalité de la graine de fascistes, d'où la tendre affection et attention que leur portent les tenants du Green New Deal de Davos, les architectes du nouvel ordre mondial totalitaire.

Modi est sur une position non-alignée en politique internationale, conforme à celle de l'Inde depuis son indépendance en 1947. Il a passé des accords commerciaux et militaires aussi bien avec la France, les Etats-Unis et la Chine notamment.

L'occident collectif par la voix de cette vermine reproche à Modi de ne pas avoir sanctionné la Russie, pire, d'acheter davantage de pétrole à la Russie depuis le 24 février 2022, de bénéficier des tarifs avantageux que Poutine a octroyés à l'Inde et qui profitent à son économie et à son peuple

Les Verts ou EELV, c'est le parti bourgeois qui rivalise avec la pire réaction, l'imposture est devenue une seconde nature chez eux.

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

En France des enfants de 3 ans livrés à des drag-queens.

Un atelier de lecture à destination des enfants de 3 à 6 ans a eu lieu à Saint-Senoux (village de moins de 2000 habitants) près de Rennes en Ille-et-Vilaine. Il était animé par trois drag-queens autour du thème de "*la diversité et l'acceptation de soi."*

"*On parle d'un spectacle adapté à des enfants, le contenu est adapté*", martèle la mairie.

"*L'animation était très bien, tout s'est bien passé. Quasiment tous les habitants de Saint-Senoux ont trouvé cette initiative très bien*", raconte l'un d'eux.

On ignore si c'est vrai ou non, toujours est-il que l'évènement a été perturbé par des militants d'extrême droite puisque la gauche et l'extrême gauche étaient aux abonnés absents comme chaque fois en pareil occasion, pire, la députée Nupes-LFI Mathilde Hignet a tenu à apporter son soutien aux auteurs de cette saloperie, elle a même été jusqu'à appeler le gouvernement à dissoudre "*les groupes qui sont auteurs de discours de haine*", demain ce sera eux que le gouvernement dissoudra. (Source : BFMTV 16 mai 2023)

Bonjour,

Breton de coeur depuis mon enfance et marié une première fois à une bretonne (Saint-Méen Le Grand), je n'en reviens pas que ce genre de saloperie et perversité, je parle des drag-queens et plus largement du mouvement LGBT ainsi que la théorie du genre qui sert de couverture à la pédophilie

propulsé par le Forum économique mondial ou Davos, ait le droit de citer dans une petite commune bretonne, qui plus est à destination d'enfants de 3 à 6 ans.

Mais quel délire vous a pris, quelle honte, c'est scandaleux ! Il faut être conditionné au dernier degré ou gravement intoxiqué par le discours officiel et médiatique pour cautionner ces dégénérés. Un tel conformisme atteint un niveau pathologique.

Ma fille de 42 ans est institutrice à La Réunion, et je ne crois pas qu'elle permettrait que ses élèves soient mis en présence de ces sadiques, elle préférerait sans doute se mettre en retrait ou démissionner de l'Education nationale.

Il faut espérer que ces enfants de Saint-Senoux n'aient rien compris à l'idéologie monstrueuse qu'on tentait de leur inculquer, c'est ce qu'on peut leur souhaiter de mieux, à leurs parents aussi par la même occasion. Il faudrait demander à ces braves gens, s'ils verraient d'un bon oeil que l'un de leurs enfants leur annonce un jour qu'il avait décidé de changer de sexe, je voudrais bien voir leur réaction.

On se demande comment des gens éduqués se réclamant de certaines valeurs, peuvent ainsi les nier du jour au lendemain. Une telle dégénérescence de la société est bien triste et très préoccupante pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Bien à vous.

M. Tardieu Jean-Claude

(67 ans, enseignant à la retraite depuis 35 ans dans un petit village du sud de l'Inde, divorcé, remarié avec une femme indienne, 2 fois grand-père, 5 fois en comptant les petits-enfants de ma compagne actuelle. Je la tiens informée de ce qui se passe dans le monde, la pauvre femme de 52 ans veuve et illettrée trouve monstrueux tout ce qui se rapporte au wokisme, à la théorie du genre, à la cancel culture qui vont de pair avec le Great Reset de Davos, vous avez dû en entendre parler.)

Retour sur des faits de société par l'anthropologue Jean-Dominique Michel : Crise sanitaire, suicide, meurtre et pédocriminalité. - lemediaen442.fr 13 mai 2023

Jean-Dominique Michel, l'anthropologue et expert en santé publique qui avait pris position dès 2020, nous explique aujourd'hui le sac de nœuds autour de l'affaire Epstein.

Jeffrey Epstein, homme d'affaires milliardaire, possédait une fortune estimée à 200 millions de dollars, une île privée et un jet privé, mais malgré cela, il n'avait aucune entreprise ni relation commerciale à son nom. Cependant, une révélation explosive a émergé sur Epstein, affirmant qu'il était un agent espion travaillant pour la CIA et le Mossad, en collaboration avec le gouvernement américain pour piéger des célébrités, des hommes politiques et des scientifiques.

Bien qu'il ait été condamné en 2006 pour pédocriminalité, Epstein est décédé de manière suspecte en août 2019, deux jours avant sa libération, dans l'une des prisons les plus sécurisées des États-Unis, sans aucune vidéo de surveillance. Epstein avait des liens avec les clans Obama et Clinton, Donald Trump, Bill Gates et même l'avocate de Barack Obama, Catherine Rumbler, qu'il avait vue à plusieurs reprises et avait essayé de faire travailler avec Bill Gates. Gates était également un

habitué de l'île où Epstein organisait ses exactions pédocriminelles et avait pris le « Lolita Express » 26 fois.

Le fait que William Burns, maintenant Directeur Général de la CIA, ait rencontré Epstein à l'époque où il était au Département d'État pose des questions. Burns a déclaré qu'il ne savait rien de l'implication d'Epstein dans la pédocriminalité, mais cela semble peu plausible étant donné la notoriété publique de l'affaire. En outre, la femme de Burns a travaillé en étroite collaboration avec la fondation Bill et Melinda Gates.

Les larges financements de Gates pour les ONG, les systèmes scientifiques et même les médias ont eu un impact sur la politique covidienne menée depuis trois ans. Gates est également un ardent défenseur de l'agenda de l'OMS sur les droits sexuels des enfants, qui s'approche dangereusement de la légalisation de la pédocriminalité.

Jean-Dominique Michel, anthropologue médical et un expert en santé, a révélé que Noam Chomsky faisait également partie de la constellation de personnes autour d'Epstein. Cela pourrait expliquer les commentaires de Chomsky sur les personnes qui ne voulaient pas se faire vacciner, qu'il a conseillé d'exclure de la société.

De plus, le contact français qui fournissait « *la chair fraîche* » à Epstein s'est suicidé en prison, et la juge qui enquêtait sur l'affaire a vu son fils assassiné par un faux-livreur. Ces incidents tragiques illustrent le pouvoir et l'opacité entourant le sujet de la pédocriminalité chez les élites de notre société, allant des partis politiques à la magistrature, en passant même par l'Ordre des Médecins, avec la couverture opaque de certains médias. lemediaen442.fr 13 mai 2023

Vidéo. ONU - OMS : un agenda pédocriminel global ?!

https://www.youtube.com/watch?v=qMeNk_x3gaI

Combat contre la dictature climatique

Dictature climatique. Mince, il pleut ! Ils n'en parlaient plus, on se demandait bien pourquoi. C'était juste une instrumentalisation...

Sécheresse : bonne nouvelle pour ces 8 régions, les nappes phréatiques sont pleines - Femme Actuelle 15 mai 2023

Une sécheresse alarmante, accentuée par un automne et un hiver, où les pluies et les neiges sont très peu tombées. Toutefois, à l'inverse de l'année précédente, le mois de mai 2023, semble apporter son lot de cumulus. En effet, depuis le 8 mai 2023, les pluies ont fait leur grand retour, et perdurent sur quasiment tout l'Hexagone. Celles-ci sont d'ailleurs supérieures aux moyennes de saison... Et pour cause, grâce à ces pluies incessantes, les sols ont pu être abreuvés, allant jusqu'à bien remplir les nappes phréatiques.

Ainsi, huit régions peuvent se réjouir de posséder un haut niveau d'eau, selon la cartographie d'Info Sécheresse, dévoilée samedi 13 mai 2023. L'île de France, dont les départements de l'Essonne, la Seine-et-Marne, et la région parisienne, sont notamment bien rechargés. Il y a également la Bretagne, comptant le plus de départements avec les sous-sols bien remplis, ainsi que les régions de la Normandie, de la Bourgogne Franche-Comté, du Grand Est, des Hauts-de-France, des Pays de la

Loire et de la Nouvelle-Aquitaine, possédant à nouveau des sols riches en eau. Femme Actuelle 15 mai 2023

On a les opposants qu'on mérite.

L'atout majeur de Macron, c'est la médiocrité de ses opposants - Slate.fr 11 mai 2023

Rarement un président avait été tant encalminé. Plus précisément, tous les leviers que met à sa disposition la Ve République semblent hors d'usage.

La dissolution? Elle atténuerait encore sa majorité relative. Le référendum? Il signerait sa défaite. Le remaniement? Il serait perçu comme une gesticulation sans effet durable.

Reste une chance pour le chef de l'État: il n'a pas d'adversaire. Slate.fr 11 mai 2023

Santé.

Ils nous empoisonnent ou nous rendent malades délibérément. En cause : le régime capitaliste.

J-C - Puisqu'ils ne sont pas en mesure de s'attaquer au capitalisme, ils préconisent des mesures liberticides, via ce qu'ils appellent la régulation qui consisterait à faire disparaître une multitude de produits au profit d'autres qui ne seraient pas forcément moins nocifs pour la santé, cela permettrait de mieux contrôler ce secteur d'activité, de réduire le nombre d'acteurs sur le marché et d'en favoriser certains. Lisez, ils disent eux-mêmes que ce qu'ils préconisent constitue "une atteinte aux libertés".

Pourquoi de telles saloperies sont produites, commercialisées, il est là le problème et pas ailleurs, c'est du sadisme, de la cruauté de concevoir des produits en sachant qu'ils seront mauvais pour la santé de la population.

Pollution, alimentation, pandémies, les principales causes de mortalité sont directement liées à l'activité humaine - Publicsenat.fr 11 mai 2023

Sur environ 50 millions de décès chaque année dans le monde, la plupart sont directement liés à l'activité humaine explique Jean-David Zeitoun puisque « *la pollution c'est 9 millions de morts par an dont 50 000 en France, le tabac entre 7 et 8 millions par an, l'obésité 5 millions, l'alcool entre 2 et 3 millions* ». Au regard des causes de mortalité, Jean-David Zeitoun estime que la plupart des décès au niveau mondial sont causés par l'activité humaine, en particulier économique.

L'industrialisation de l'alimentation et la consommation de produits transformés ont notamment causé une forte augmentation du nombre de cancers, de maladies respiratoires ou cardiovasculaires dans les pays les plus riches et font aujourd'hui partie des principales causes de mortalité. « L'obésité est associée à un sur-risque de 14 cancers. En tant que gastro-entérologue, on constate une grosse augmentation du cancer colorectal de plus en plus jeune entre 35 et 50 ans alors qu'avant c'était inenvisageable d'avoir ce type de cancer avant 50 ans », alerte Jean-David Zeitoun. Ce dernier avance « *la possibilité que la croissance économique soit devenue trop mauvaise pour la*

santé » et surtout que la recherche de croissance économique a poussé à accepter la création de risques pour la santé.

Des menaces sanitaires essentiellement liées à une logique économique exorbitante par rapport à la santé. « *Le sucre est utilisé par les industriels pour augmenter le caractère attractif et addictif du produit, or c'est un des composants négatifs du système alimentaire mondial, largement responsable de l'augmentation de l'obésité. Une difficulté également issue de la consommation des produits transformés et l'utilisation de pesticides sur les aliments* », détaille Jean-David Zeitoun. Par ailleurs, la création de ces risques est sous-tendue par une logique de rendement dans le cas des pesticides notamment.

La destruction des habitats naturels et de la biodiversité génère également une augmentation importante des risques pour la santé humaine. « *L'émergence des nouveaux pathogènes est en croissance linéaire depuis les années 1960, c'est lié à la pression exercée sur les espèces animales et la destruction de leurs habitats naturels, les virus sautent sur d'autres espèces quand une espèce est menacée, chaque pandémie commence comme ça* », analyse Jean-David Zeitoun, tout en rappelant que quatre pandémies ont déjà eu lieu au XXIe siècle.

La régulation plutôt que la responsabilité individuelle

Si les difficultés sont multifactorielles, la solution, pour Jean-David Zeitoun est excessivement simple, il faut réguler sévèrement. Ce dernier considère que des régulations strictes sont indispensables pour protéger notre santé. Par ailleurs, les tentatives de responsabilisation individuelle parfois prônées pour protéger la liberté économique se révèlent largement inefficaces. « *A chaque fois que les risques ont été réprimés, comme avec le tabagisme qui est en baisse, ça a été par une intervention légale et économique mais là aussi on a cherché à dire que c'était difficile de trouver un équilibre* », affirme Jean-David Zeitoun.

D'autre part, en appeler à la responsabilité individuelle et à une consommation engagée est illusoire et néglige un certain nombre de réalités contemporaines, au premier rang desquelles « *le fait que beaucoup de gens ne sont pas libres d'acheter ce qu'ils veulent à manger, les aliments transformés sont ubiquitaires, envahissent la vision et biaisent nos choix* ». Puisque « *face au risque, l'offre sculpte la demande* », la solution la plus efficace reste la régulation, martèle Jean-David Zeitoun. Sans interdire totalement les produits les plus discutables, Jean-David Zeitoun évoque des pistes de compromis inspirées du succès du Nutri-Score « *On pourrait imaginer que les produits avec un mauvais Nutri-Score soient interdits de publicité, ne puisse pas avoir des emballages attrayants, c'est une atteinte aux libertés, mais quand on est malade on n'est pas très libre. Ce sont des pistes qui ne sont pas violentes mais auraient un effet considérable* ». Publicsenat.fr 11 mai 2023

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

La porte-parole russe Maria Zakharova : « *Von der Leyen cherche à se venger pour la défaite de ses ancêtres nazis* » - lemediaen442.fr 12 mai 2023

Le 10 mai 2023, lors de son briefing, la porte-parole du Ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, a accusé la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen de chercher à se venger pour la défaite de ses ancêtres nazis. Selon elle, Ursula von der Leyen est une représentante des revanchards européens.

Cette déclaration intervient après l'annulation par le président ukrainien Vladimir Zelensky du Jour de la Victoire le 9 mai (équivalent en France du 8 mai) et l'a remplacé par la Journée de l'Europe. Ursula von der Leyen était présente à la célébration à Kiev.

« *Vladimir Zelensky a annulé le Jour de la Victoire […]. Pour comprendre l'essence de ce remplacement, il suffit de regarder les officiels qui ont assisté à la soi-disant « célébration » à Kiev. L'une d'elles était la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, une Allemande et représentante des révisionnistes européens qui veut se venger de la Russie pour ses ancêtres nazis et la défaite écrasante qu'ils ont subie il y a 78 ans*. », a déclaré Maria Zakharova.

Une enquête approfondie révèle que l'arbre généalogique d'Ursula von der Leyen retrace un héritage de pouvoir et de brutalité, incorporant non seulement certains des nazis les plus importants d'Allemagne, mais aussi certains des plus grands marchands d'esclaves de Grande-Bretagne et des États-Unis. Von der Leyen descend directement de James Ladson, qui possédait plus de 200 esclaves lorsque la guerre de Sécession a éclaté. Quant à Joachim Freiherr von der Leyen, pendant la période du national-socialisme et en tant que capitaine du district de Galice, il a été impliqué dans l'organisation de l'Holocauste.

La porte-parole du Ministère des Affaires étrangères russe s'interroge sur les limites du cynisme et appelle à ne pas trahir la mémoire de ceux qui ont sauvé les juifs de l'extermination. *« Je me demande s'ils vont essayer de faire la même chose avec l'Holocauste. Pouvez-vous les imaginer renommer, réécrire et changer cette tragédie ? À mon avis, la mémoire de ceux qui ont sauvé des gens n'est pas moins importante que la mémoire des victimes qui ont été sauvées des bouchers. Il doit y avoir une limite au cynisme. Ceux qui tiennent pour sacrée la mémoire de l'Holocauste devraient voir ce qui se passe sous leurs yeux. C'est la trahison de la mémoire de ceux qui ont sauvé les gens de l'extermination totale.* » lemediaen442.fr 12 mai 2023

Les projets de démantèlement de la Russie

La revue Conflits vient de publier une traduction d'un article relatant comment l'UE, l'OTAN, et ceux que les russes appellent désormais « *l'occident collectif* » organisent un vaste projet de démembrement de la Russie.

https://reseauinternational.net/les-projets-de-demantelement-de-la-russie/

Les opposants au gouvernement actuel en Ukraine attendent la prison ou la mort

L'Ukraine a longtemps été considérée comme le pays le plus libre de l'espace post-soviétique. Il y a dix ans encore, les partis politiques et les organisations publiques de toutes tendances, les différents médias fonctionnaient librement dans notre pays, et les politiciens, journalistes et militants de l'opposition critiquaient ouvertement et sans crainte les autorités. Toute tentative d'empêcher les critiques des autorités de mener leurs activités était à l'origine d'un grand scandale, et il y avait très peu de tentatives de ce genre.

Mais tout a changé radicalement depuis l'Euromaïdan de 2014. Le régime oligarchique de droite qui est arrivé au pouvoir avec une idéologie nationaliste a commencé à persécuter sévèrement ses opposants, en recourant à des méthodes terroristes.

Les répressions utilisées par le gouvernement actuel pour lutter contre ceux qui ne sont pas d'accord ont fait de l'Ukraine l'État le moins libre d'Europe, un État où toute personne qui ose s'opposer aux autorités, à l'oligarchie, au nationalisme et au néo-nazisme risque la liberté, et souvent la vie.

Nous vous demandons de diffuser cette information le plus largement possible, car dans la situation actuelle, seule une large publicité internationale des faits présentés dans cet article peut aider à sauver des milliers de personnes dont la liberté et la vie sont aujourd'hui réellement menacées en Ukraine.

https://reseauinternational.net/les-opposants-au-gouvernement-actuel-en-ukraine-attendent-la-prison-ou-la-mort/

Pakistan.

Voici pourquoi les Pakistanais se soulèvent contre l'Establishment

https://reseauinternational.net/voici-pourquoi-les-pakistanais-se-soulevent-contre-lestablishment/

Pakistan : après les émeutes, la Cour suprême ordonne la libération sous caution d'Imran Khan - RT France 12 mai 2023

L'ex-Premier ministre pakistanais Imran Khan s'est vu accorder ce 12 mai la liberté sous caution par la Cour suprême d'Islamabad. Son arrestation avait déclenché des émeutes dans tout le pays.

«*Le tribunal a accordé à Imran Khan un intérim de deux semaines sous caution et a ordonné aux autorités de ne pas l'arrêter*» à nouveau durant cette période dans cette affaire de corruption, a déclaré à la presse devant le tribunal l'un de ses avocats, Khawaja Harris, cité par l'AFP.

«*Je suis sûr à 100% que je serai de nouveau arrêté*», avait pourtant déclaré Imran Khan à CNN avant son audience. «*Il n'y a qu'un seul homme qui agit contre moi et c'est le chef de l'armée*», a affirmé l'ancien Premier ministre, ciblant le général Syed Asim Munir.

États-Unis.

Les États-Unis créent une pseudo « *Armée syrienne libre* » composée entre autres de terroristes de l'EI - reseauinternational.net 12 mai 2023

L'expérience montre que les pays impérialistes utilisent entre autres le terrorisme, la division et les fausses « *révolutions* » dites de couleur pour créer le désordre dans d'autres pays convoités dans le but d'intervenir ensuite pour mettre fin au désordre qu'ils ont eux-mêmes créé. Il s'agit d'une subtile stratégie qui n'a échappé à nulle personne bien informée. Il en est ainsi presque dans tous les théâtres contemporains de guerre. Ainsi, ils n'ont jamais intérêt à ce que s'éteignent les organisations terroristes afin de pouvoir les réactiver en cas de besoin.

Mais laissons la parole en ce qui concerne la Syrie à Sergueï Lavrov.

« *Les États-Unis ne se contentent plus de soutenir les autorités kurdes autoproclamées dans la région de l'Euphrate et à fournir des armes aux groupes armés illégaux qu'ils ont créés.*

Avec des représentants de tribus arabes locales, des militants de l'EI et d'autres organisations terroristes, les américains ont commencé à créer une pseudo « Armée syrienne libre », a affirmé le chef de la diplomatie russe.

« *L'objectif est clair : utiliser ces militants contre les autorités légitimes de la République arabe syrienne pour déstabiliser le pays* », a alerté Sergueï Lavrov.

Des analyses pour réfléchir et à lire.

«*L'idéologie libérale-libertaire est le dernier avatar de la religion du Progrès*» - Le Figaro 25 janvier 2019

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Avec «*Voyage au bout des ruines libérales-libertaires*», l'écrivain Matthieu Baumier analyse les raisons idéologiques des maux de l'époque. Il voit dans le libéralisme économique et le primat du désir individuel les deux faces, gauche et droite, d'une même idéologie vouée selon lui à l'échec.

Matthieu Baumier est écrivain et essayiste, et collabore régulièrement à plusieurs revues. Il a notamment publié La démocratie totalitaire. Penser la modernité post-démocratique (Presses de la Renaissance/Plon, 2007). Voyage au bout des ruines libérales libertaires (Pierre-Guillaume de Roux éditeur) vient de paraître.

FIGAROVOX.- Votre livre s'intitule «*Voyage au bout des ruines libérales-libertaires*». Comment définissez-vous l'idéologie «*libérale-libertaire*»?

Matthieu Baumier.- Le terme «*idéologie*» peut désigner un ensemble d'idées plus ou moins organisées ou acceptées, susceptibles d'orienter les comportements des individus. Si l'on s'en tient à cette définition, l'idéologie libérale-libertaire est à l'évidence l'idéologie de notre temps, celle qui structure notre société. Pour Jean-Claude Michéa, c'est la rencontre entre la pensée économique libérale et ce qu'il nomme la pensée libertaire, en référence au primat du désir individuel qui s'est imposé. L'analyse me semble juste. Ce primat de l'individu est le point commun entre le social-libéralisme, ce que nous appelons habituellement la «*gauche*», et le libéralisme-social, ce que nous appelons en général la «*droite*». Pour moi, ce sont les deux faces d'une même idéologie. Il n'y a pas de différence fondamentale entre ces prétendues droite et gauche. Les promoteurs de l'idéologie libérale-libertaire exercent le pouvoir depuis 40 ans, en rejetant aux extrêmes qui pense autrement qu'eux. 2017 n'est pas la victoire d'une nouvelle manière de faire de la politique mais la poursuite du même pouvoir idéologique libéral-libertaire par d'autres moyens. Cette idéologie est de de mon point de vue encore plus ample: c'est une véritable foi en l'illimité et la certitude qu'il n'y aurait qu'un chemin unique. Elle est ainsi le dernier avatar de la religion du Progrès. Je parle évidemment du progrès en tant qu'idéologie, selon laquelle nous marcherions vers un monde meilleur sous réserve de prendre avec volontarisme le chemin en main, ou en marche, et non des progrès que connaît toute société.

Le primat de l'individu est le point commun entre le social-libéralisme et le libéralisme-social.

Cette idéologie a-t-elle paradoxalement dévoyé l'idéal de liberté, au point de présenter une dérive totalitaire?

Plutôt totalisante: c'est la pensée dominante dans le monde politique, intellectuel, culturel et médiatique. L'idéal de liberté du libéralisme est en effet dévoyé, un peu comme si les idées libérales étaient devenues folles. Comme toute idée politique, le libéralisme est multiforme, il peut tendre vers différents devenirs. Une forme de libéralisme s'est radicalisée pour devenir oligarchique. Une minorité d'individus, à l'échelle planétaire, ayant tous la même vision du monde, détient l'essentiel des rênes du pouvoir et œuvre à instituer ce mode de fonctionnement à l'échelle globale, en s'appuyant sur l'industrie du bonheur, sur «*l'happycratie*». Ce modèle libéral-oligarchique est producteur de ruines, en général, et de sa propre ruine en particulier. La folie de la répartition des richesses et du pouvoir en un nombre toujours plus restreint d'individus confine à la maladie mentale: comment amasser toujours plus dans un monde dont les ressources sont naturellement limitées?

Dans votre introduction, vous rendez hommage à Guy Debord, Martin Heidegger, Jean Baudrillard et Georges Bernanos. Que représente chacun de ces penseurs pour vous? En quoi nous aident-ils à comprendre notre époque?

De la banlieue de mon enfance, j'ai le souvenir d'un espace encadré, mais aussi d'un espace où nous vivions réellement ensemble.

Il me semble intéressant de nourrir son propre travail intellectuel par la mise en confrontation, et donc la lecture, voir la méditation, des conceptions du monde de penseurs très divers. Debord, Heidegger, Baudrillard et Bernanos ont cependant un point commun: leurs œuvres pensent en avance, et parfois annoncent, le monde dans lequel nous sommes entrés. Chacun d'eux montre, à sa manière, comment une image virtuelle du monde s'impose à nous, prétendant être la réalité, et le rôle que joue la technoscience dans ce processus. Simulacre, robots, arraisonnement, spectacle… Peu importe le concept, ces quatre penseurs ont pensé ce qui advient maintenant: une déréalisation du réel quotidien.

Les ruines libérales-libertaires, ce sont notamment les banlieues françaises désintégrées. Vous avez grandi à Bagneux, dans la ceinture rouge de Paris. Comment en est-on arrivé à la sécession de ces quartiers?

Dans mon essai, j'appuie l'analyse intellectuelle de ce que nous vivons par des récits d'événements tirés de l'actualité quotidienne. C'est un moyen de montrer comment une idéologie se traduit concrètement dans nos existences. De la banlieue de mon enfance, j'ai le souvenir d'un espace encadré, par le Parti communiste évidemment. Mais aussi, et je ne suis pas le seul, d'un espace où nous vivions réellement ensemble, contrairement à l'illusion actuelle du «*vivre ensemble*». Ce qui a changé? La sécession des banlieues a de nombreuses causes. La perte de l'autorité, et même la négation que l'autorité est une nécessité. Que penser de familles où une mère n'a pas autorité sur son adolescent parce qu'il est un garçon? La massification de l'immigration. Que penser du fait que 40 % des jeunes issus de l'immigration sont chômeurs ou du fait que 14 % des femmes accouchant dans le 93 sont excisées? Le développement de l'islam et sa prétention à contester l'habitus originel, et la collaboration d'une partie des «*élites*» politiques, culturelles et médiatiques qui ont favorisé le désamour voir la détestation de la France sur fond de repentance historique généralisée. La mainmise de l'industrie du désir et de l'objet technique sur nos vies quotidiennes. La transformation de certains mots en gros mots, «*identité*», «*droite*», «*instruction*», «*autorité*», «*policier*», «*professeur*», «*catholicisme*»… (Non pas « *le développement de l'islam* », mais plutôt une certaine lecture ou instrumentalisation de l'islam virant au fanatisme… - J-C)

Vous consacrez un chapitre à la figure de Mehdi Meklat, chroniqueur du Bondy Blog et idole de France Inter, dont on a découvert des centaines de tweets racistes, antisémites, homophobes… Comment expliquez-vous que ce «*jeune*» issu de banlieue a été longtemps le chouchou des médias libéraux-libertaires?

La personnalité de ce monsieur remplissait toutes les cases de la bien-pensance contemporaine. Il s'agit du prototype, presque caricatural, du bon client pour les membres des «*élites mondialisées*» qui exercent le pouvoir idéologique. Une figure qui, mise en avant, médiatisée, permet de masquer le réel. Voilà que ce dernier, le réel qui peuple l'imaginaire d'une partie des «*jeunes*» des actuelles banlieues, revient d'un coup au galop! Et ce réel a une casquette brune.

Vous consacrez plusieurs pages à la post-démocratie. Que signifie ce concept?

Le pouvoir dominant considère le peuple comme un groupe d'enfants auquel il suffirait d'indiquer ce qui va être fait.

La post-démocratie, c'est ce moment plus ou moins démocratique que nous vivons. En publiant La démocratie totalitaire en 2007, j'affirmais que nous sommes dans un moment post-démocratique qui garde les apparences de la démocratie représentative et libérale, mais où la démocratie n'est plus que l'image d'elle-même. Nous vivons dans une image d'un monde que nous pensons être encore le vrai monde. Nous sommes sortis du réel, au profit d'une réalité imaginaire et divertissante, que l'on pense à la dernière fête de la musique à l'Élysée, ou au grand débat, lequel réel ne peut donc que nous revenir dans la figure. Comment une telle tension entre le réel des vraies gens et la fausse réalité instituée ne générerait-elle pas violences et soubresauts? La post-démocratie est une violence faite aux peuples en bien des domaines, tant en ce qui concerne le Politique que le Sacré où l'Humain, et elle se traduit dans la volonté de transformer la réalité de l'être humain.

Le mouvement des «*gilets jaunes*» est-il une réaction à cette impasse démocratique?

En son début, le mouvement des «*gilets jaunes*» a eu certaines caractéristiques d'un mouvement populiste: la spontanéité, la demande de démocratie directe, la multiplicité des revendications très concrètes. C'est aussi un mouvement populaire, une jacquerie au fond, contre les «*élites mondialisées*». Quand la démocratie n'est plus que l'ombre d'elle-même, mise sous tutelle, que l'on pense à la frayeur qui saisit toute personnalité politique libérale-libertaire à la simple évocation du mot référendum, alors cela ne peut que générer des éruptions populaires. Le pouvoir dominant considère le peuple comme un groupe d'enfants auquel il suffirait d'indiquer ce qui va être fait. Manque de chance, c'est un peuple, charnellement enraciné! Ce mouvement est plus qu'une réaction: c'est un symptôme montrant que la démocratie libérale est malade. Les réactions par contre avaient déjà eu lieu avant, lors du référendum de 2005, de La Manif Pour Tous ou encore de plusieurs mouvements sociaux récents.

Que répondez-vous à ceux qui voient dans la montée des populismes un danger pour la démocratie?

Qui voit un danger dans l'éveil des peuples? Sinon ceux qui ont un intérêt clair à ce que les peuples ne s'éveillent pas!

J-C – Si cette analyse se situe aux antipodes de la nôtre, les constats qui sont dressés ici sont soigneusement sélectionnés sur une base idéologique ou ne recoupent pas entièrement la réalité, on retiendra ceux que nous partageons. On remarquera que cet entretien est publié dans un journal de droite et que son auteur l'est également, alors que la plupart de ses constats sont avérés ou bien

réels, ils sont niés par ceux qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche, et pour causent elles participent à cette « *politique libérale-libertaire* ».

Aider les peuples à s'éveiller, c'est ce à quoi nous nous efforçons, mais non pas pour favoriser une sorte ou une autre de populisme pour qu'elles prennent conscience que leur destin est entre leurs mains et pas ailleurs, et que la minorité qui détient aujourd'hui le pouvoir appartient au passé.

La mort du paradigme libéral et la montée de la technocratie

https://reseauinternational.net/la-mort-du-paradigme-liberal-et-la-montee-de-la-technocratie/

J-C - Je vous invite à lire attentivement cet excellent article et à le faire circuler... Il y manque juste la lutte des classes, comme pratiquement toujours, et évidemment le socialisme. J'avais commencé une analyse de fond de cet article et j'ai dû arrêter à cause de la chaleur écrasante et de la fatigue.

Avant d'y venir, la première réflexion que je m'étais faite après la lecture en diagonal de cet article.

Les Etats-Unis et la Chine ont coorganisé la mystification sanitaire planétaire de 2020.

Jusqu'avant-hier, il nous manquait encore un élément pour parvenir à cette conclusion : La Chine avait été désignée pour être le pivot de la dictature sanitaire mondiale qui allait se mettre en place à partir de janvier 2020, date de lancement officiel du Great Reset ou Grande réinitialisation de l'économie mondiale sous l'égide du Forum économique mondial réunissant 1000 entreprises parmi les plus influentes dans le monde, compte tenu de la place hégémonique de la Chine dans la production manufacturière mondiale, elle ne pouvait pas ne pas participer activement à cette entreprise colossale destinée à modifier profondément du fonctionnement des secteurs économiques déterminant comme l'énergie, le transport, la médecine, etc. jusqu'à l'alimentation, le comportement de chaque personne.

Il existait un faisceau d'indices, une forte présomption que la Chine était impliquée dans ce coup d'Etat mondial totalitaire, mais il nous manquait un élément, et certains le trouveront encore discutable, à savoir la tenue de la réunion annuelle du Forum économique mondial en juin 2023 en Chine, comme pour célébrer à domicile la réussite de leur plan machiavélique, dont tous les peuples de la planète furent la victime et continuent d'en subir les très graves conséquences. (https://www.weforum.org/events/annual-meeting-of-the-new-champions-2023)

Revenons en arrière, en 2015, sans doute une étape décisive avant le lancement de cette opération, date choisie arbitrairement mais qui acquiert une signification particulière, car c'est en 2015 que le président chinois Xi Jinping effectuera du 20 au 23 octobre un séjour officiel de 4 jours en Grande-Bretagne. Lors de cette visite d'Etat dans ce pays il se rendit à l'Impérial Collège de Londres, le premier partenaire britannique de la Chine dans le domaine de la recherche. Or c'est justement dans cet institut qu'officiait l'épidémiologiste britannique Neil Ferguson, vice-doyen de la faculté de médecine à l'Imperial College London, également membre du comité scientifique du gouvernement Johnson, qui allait prédire le 16 mars 2020 des millions de morts en Europe et aux Etats-Unis de la Covid-19, jusqu'à 40 millions dans le monde, et c'est cette fausse catastrophe annoncée fabriquée à l'aide d'un modèle mathématique délibérément erroné qui allait conduire de nombreux pays à confiner leur population ou à justifier l'adoption d'une batterie de mesures liberticides déjà décrites dans un rapport publié par la Fondation Rockefeller en 2010.

Le choix de la ville de Wuhan en Chine.

- Outre la présence d'un marché aux animaux sauvages...

- La tenue des Jeux mondiaux militaires qui se sont déroulés du 18 au 27 octobre 2019, et qui réunirent près de 10 000 athlètes de 100 pays différents, ce qui permit de transporter ce coronavirus dans le monde entier simultanément. C'est près de trois semaines plus tard que le premier cas de Covid-19 sera officiellement reconnu par la Chine, soit le 17 novembre.

- La présence d'un laboratoire P4...

- Dans la capitale de la province du Hubei ont été installé 100 relais 5G permettant l'utilisation des applications numériques les plus sophistiquées...

Ainsi, il était possible de retenir l'un de ces éléments au choix ou plusieurs pour évoquer l'origine chinoise de la covid-19, de sorte que les uns se dressant contre les autres dans un brouhaha ou une polémique indescriptible, personne n'en retrouverait vraiment la trace et plus personne n'y penserait. C'était bien pratique ou cela arrangeait tout le monde, car si la piste chinoise était pratiquement unanimement retenue, personne ne se préoccuperait de savoir à quel degré les autorités chinoises étaient impliquées dans cette opération.

La communication des autorités chinoises prendra une tournure étrange.

Leur déclaration sur le premier cas de Sars-Cov-2 fera le tour des agences de presse et des médias du monde entier, de sorte qu'ils se focaliseront sur la situation sanitaire en Chine d'où la suite des opérations sera annoncée relayée par l'OMS.

Le premier cas est officiellement déclaré par les autorités de la république populaire de Chine le 27 décembre 2019.

En revanche l'information sur l'hydroxychloroquine utilisée avec succès en Chine ne bénéficiera pas du même traitement officiel ou médiatique, elle restera confinée à la Chine ou passée sous silence par toutes les rédactions du monde, de sorte que personne en dehors de Chine ne pourra se référer à l'expérience chinoise, sauf le Pr Raoult en France...

Les autorités chinoises ne contrediront pas l'OMS, elles ne mentionneront pas non plus ses non-dits, elles ne révèleront pas la fausseté de certaines informations...

Le 11 janvier 2020, Pékin annonçait officiellement son premier mort du coronavirus

Le 25 janvier, Xi Jinping, président de la république populaire de Chine, déclare que la situation est grave et que l'épidémie s'accélère.

Le 30 janvier 2020 l'OMS a qualifié pour la première fois le virus d'urgence de santé publique de portée internationale.

La fabrication de la pandémie à partir des « *cas* » est lancée depuis la Chine. L'OMS prend le relais.

Le 13 février, la république populaire de Chine change ses critères de diagnostic de la maladie, ce qui conduit à une importante augmentation du nombre de cas.

Le 11 mars 2020, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonce en conférence de presse que l'on fait maintenant face à une pandémie de la COVID-19 à l'échelle mondiale. L'OMS s'appuie sur 118.000 cas signalés dans le monde dans 114 pays, « *plus de 90% des cas se trouvent dans seulement quatre pays, et deux d'entre eux - la Chine et la Corée du Sud - ont des épidémies en nette diminution* ». En outre, 81 pays n'ont pas signalé de cas, et 57 pays ont signalé 10 cas ou moins. Autant dire qu'il s'agit uniquement d'une banale épidémie.

Entre novembre 2019 et décembre 2021, la Chine va déclarer officiellement 5 000 morts de la covid pour 1,4 milliard d'habitants.

La dictature numérique au service de la mystification sanitaire ou le QR Code entre en action.

Alors que le dernier décès dû à la pandémie a été enregistré le 14 janvier 2021, à partir de mars, la Chine déploie progressivement sur tout le territoire le principe du passeport santé, intégré dans une application mobile associée à un QR code. Celui-ci doit être présenté dans un grand nombre de lieux et est mis à jour dès que la personne croise une personne à risque. Il faut un code vert pour pouvoir circuler, un code orange contraint à l'isolement à domicile et un code rouge à un isolement dans un lieu décidé par les autorités.

Le régime totalitaire décrète la fin de cet exercice d'abus de pouvoir !

J-C - La politique du zéro covid aura permis d'inclure de nouveaux confinements qui auront contribuer à désorganiser un peu plus l'économie mondiale, ce qui devait se traduire par des pénuries qui serviraient utilement à justifier la flambée des prix sous un prétexte fabriqué qui en précèderait un autre, celui de la guerre en Ukraine, l'apothéose de cette opération en quelque sorte, car, il faudrait être très naïf pour ne pas se demander si un tel enchaînement n'était pas programmé de longue date ou ne s'improvisait pas vraiment, non ?

Le 7 décembre 2022, le gouvernement chinois annonce pour la première fois depuis le début de la pandémie, la fin de la politique zéro Covid.

Le 21 décembre 2022, la Chine annonce qu'elle procède désormais à une nouvelle méthode de comptage du nombre de morts en comptabilisant seulement les personnes étant décédées d'une infection respiratoire.

Le 25 décembre 2022, la commission nationale chinoise de la santé, qui est la plus haute juridiction sanitaire dans le pays, annonce qu'elle arrête de publier les chiffres de contaminations et de décès quotidiens.

Le 21 janvier 2023, un scientifique du gouvernement chinois annonce qu'environ 80 % de la population aurait déjà eu le Covid-19, ce qui correspond à environ 1,1 milliards de personnes.

J-C – Qu'est-ce que cela signifie ? C'est simple, les Chinois ont obtenu l'immunité collective en étant en contact les uns avec les autres sans aucune restriction et sans tomber malade, sans mourir sur place, un miracle pour les scélérats qui ont voulu faire croire le contraire à la population pendant 3 ans, cette maladie n'était pas plus dangereuse que la grippe, voilà ce que cela prouve.

Mon autre brouillon inachevé.

Je voudrais remercier notre ami d'Allemagne, Peter Töpfer, d'avoir noté mon intervention lors de la récente conférence internationale sur la multipolarité. Et si ma modeste contribution a été remarquée, c'est parce que j'ai essayé de souligner qu'en ce moment, malgré des conflits majeurs entre différents pays, ils suivent tous docilement le même agenda mondialiste. J'ai mentionné qu'il s'agit de ce qu'on appelle le Great Reset, Agenda 21 ou Agenda 2030 pour le développement durable, adopté au sein de l'ONU. Et si tous les pays, sans exception, suivent le même ordre du jour, le résultat qui sera atteint sera commun à toute l'humanité. C'est-à-dire la disparition de tout élément d'identité religieuse, civilisationnelle et culturelle collective. Il s'agit du vaste programme des élites mondialistes qui se résume à deux priorités : Dépeuplement et conrôle. Et les moyens pour atteindre ces objectifs démoniaques sont ceux fournis par la techno-science. Il s'agit du phénomène complexe de la destruction de l'homme en tant que création divine ou, pour ceux qui ne s'associent à aucune foi religieuse, de l'homme tel qu'il a existé à travers l'histoire.

L'agenda mondialiste : le Great Reset, Agenda 21 ou Agenda 2030 pour le développement durable, adopté au sein de l'ONU.

- Il s'agit du vaste programme des élites mondialistes qui se résume à deux priorités : Dépeuplement et contrôle.

- La disparition de tout élément d'identité religieuse, civilisationnelle et culturelle collective.

- Et les moyens pour atteindre ces objectifs démoniaques sont ceux fournis par la techno-science.

- L'uniformisation du monde. La politique génocidaire de l'OMS, la numérisation totale de la société, l'élimination de l'argent liquide et l'imposition de la CBDC, l'introduction des documents électroniques, l'expansion du réseau 5G et l'acceptation du plan de développement technologique 6G, l'adhésion au mythe climatique, la guerre totale contre l'identité sexuelle et la famille (la théorie du genre et le féminisme faisant partie des conventions de l'ONU et les politiques de l'UE, de l'OTAN, etc.

- Un type d'agression identitaire généralisée et omniprésente, la guerre culturelle dévastatrice, la rupture des codes moraux, le dynamitage des traditions et l'homogénéisation rapide du monde prennent des rythmes et des proportions colossales.

- Les États du monde ne représentent plus des acteurs internationaux indépendants. Les sociétés transnationales ont définitivement subordonné leurs États, et le facteur économique a pris le dessus sur le facteur politique.

- L'idéologie libérale fondée sur le parlementarisme, le pluripartisme, l'électoralisme et la religion des droits de l'homme ne représente qu'une illusion majeure cultivée par les élites mondialistes. (Il s'agit là du plan politique. - J-C)

J-C - Après ce passage, l'auteur va sombrer dans la confusion, parce que pour lui il n'existe pas d'issue politique, puisqu'il rejette le socialisme. C'est ce qui arrive à tous ceux qui n'ont pas encore compris que le socialisme n'est pas au départ une réponse politique à la crise du capitalisme, mais la seule manière de résoudre la crise du capitalisme et de s'en débarrasser définitivement. Ce sont les contradictions du capitalisme qui justifient la nécessité du passage au socialisme, et non on ne sait quelle lubie ou quel fantasme d'individus frustrés ou dont les désirs auraient été refoulés, le

socialisme possède une solide base matérielle, objective, historique avant de devenir une théorie politique…

- Et pourtant, le libéralisme politique qui sous-tend la démocratie de masse, assurant la domination des usuriers et des marchands, apparaît à l'heure actuelle comme une réalité obsolète. Actuellement, les techniques de contrôle de l'esprit, de façonnage du comportement et de gestion de la perception permettent au système soi-disant démocratique de fonctionner dans l'intérêt des élites satanisées.

La théorie politique libérale a rempli sa fonction historique malheureuse, étant abandonnée à l'heure actuelle par les élites mondialistes qui l'ont utilisée pour dominer les masses, s'emparer des richesses mondiales, assujettir leurs États et concentrer tout le pouvoir politique à l'échelle mondiale. Les élites mondialistes n'ont plus besoin de ses outils théoriques ni de son expression politico-juridique et économique.

J-C - Il commet l'erreur de faire dépendre la réalité d'une théorie, alors que dans la réalité c'est exactement l'inverse qui se produit.

Ce qu'il appelle des "*outils théoriques*" sont en fait les rapports sociaux de production qui n'ont pas changé. Et il sombre dans le déni, quand il affirme plus loin que "la propriété privée appartient au passé, alors qu'elle est omniprésente. La propriété privée transcende tous les modes de production depuis que les classes existent ou les hommes produisent au-delà de leurs besoins, et il en ira ainsi jusqu'à ce que la propriété privée des moyens de production soit abolie par les exploités. Personne ne peut arbitrairement nier que c'est l'existence des classes sociales aux intérêts antagoniques et irrémédiablement inconciliables qui structure la société. Les seuls qui s'y avisent se rangent toujours au côté des capitalistes, ce qu'ils ne peuvent jamais totalement camoufler.

Dit autrement, il ne comprend pas que cette "*élites*" s'inscrit dans le cadre du développement du processus historique engagé lors du passage au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui conduit infailliblement depuis quelques millénaires à une concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'un nombre d'oligarques ou de capitalistes toujours plus restreint. La phase du "*libéralisme politique*" correspondait à un stade du développement économique ou des forces productives, il en était l'expression politique dans le cadre d'un mode de production qui de nos jours n'a pas changé, ce sont toujours les travailleurs qui transforment la matière et créent la plus-value et personne d'autres, on n'a pas encore vu des robots au fond des mines ou remplacer des ouvriers agricoles dans les champs.

- Les cercles occultes qui se cachent derrière des organisations telles que le WEF (Le Forum économique mondial), la Commission Trilatérale, le CFR (Council on Foreign Relations), le Groupe Bilderberg, le Club de Rome, etc. et qui opèrent par le biais d'organismes internationaux officiels tels que l'ONU, l'UE, l'OMS, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux, etc. ont des instruments de domination, devant lesquels aucun État ne peut résister. Il s'agit d'entités nébuleuses comme Big Money, Big Tech, Big Pharma, Big Media avec un impact mondial dévastateur. Face à un tel tsunami aux proportions diluviennes, toute revendication d'indépendance politique et d'autonomie civilisationnelle me paraît être soit une grossière naïveté, soit un simulacre.

J-C - Rappelons au passage que la pseuso-gauche et extrême gauche nient le pouvoir tentaculaire acquis par toutes ces officines reliées à une poignée d'oligarques anglo-saxons pour la plupart d'entre eux, elles sont donc disqualifiées d'avance pour fournir une analyse sérieuse de la situation mondiale. Je rappelle également qu'au cours des 18 dernières années, au fur et à mesure que je les

découvrais, je me suis approprié tous ces éléments ou je les ai intégrés dans mon analyse, c'est ainsi que j'ai pu tenir et progresser sans me fourvoyer.

- Aujourd'hui l'oligarchie mondialiste ou la superclasse mondiale (David Rothkopf, Michel Geoffroy) s'approprie l'accomplissement complet d'une stratégie d'asservissement et de contrôle. La Ploutocratie établit une tyrannie mondiale absolue avec un autre nom – la Technocratie. Big Money assure la domination du monde grâce à Big Tech.

J-C - Quoi qu'il en soit, jusque-là les rapports entre dominants et dominés, exploiteurs et exploités demeurent inchangés, n'est-ce pas ?

- À l'heure actuelle, toute analyse géopolitique qui ferait abstraction de l'entrée en scène de l'histoire d'un nouveau phénomène – la Technocratie – est incomplète et implicitement déformante.

Et toute analyse politique qui ignorerait ce phénomène (le transhumanisme, l'émergence de l'Intelligence Artificielle, ainsi que la numérisation totale du monde) d'une ampleur et d'une gravité écrasantes est partielle et donc incapable de saisir l'image globale du monde d'aujourd'hui.

J-C - Exact, et comment cette ignorance ou plutôt ce déni se traduit-il en pratique ? C'est simple, ces ignorants ou négationnistes se retrouvent à combattre au côté de la réaction contre les intérêts fondamentaux des masses, c'est ce qu'on a pu observer par exemple lors de la dictature sanitaire à laquelle la gauche et l'extrême gauche ont participé, idem avec la mystification climatique, la guerre en Ukraine, toutes les guerres initiées par l'impérialisme américain depuis le 11 septembre 2001, toutes les campagnes à caractère identitaire ou communautariste destinées à atomiser les masses pour ainsi dire dans tous les sens du terme.

(Fin de mes commentaires)

- L'autre lieu commun dans les analyses des auteurs de notre camp antimondialiste opposé à l'hégémonie américaine est la jubilation devant l'ascension de la Chine sur la scène mondiale comme leader économique et technologique incontesté. Détester l'Occident collectif comme expression du mal absolu et contester la domination américaine crée souvent la tentation de souscrire, consciemment ou non, à l'idée de domination chinoise. La nouvelle route de la soie ravit les tenants de la multipolarité, les empêchant souvent de voir une réalité frappante, à savoir que si ce gigantesque projet chinois réussit, le monde sera à nouveau unipolaire, avec un centre de commandement unique situé à Pékin. Nous vous rappelons que One Belt One Road est une stratégie globale de développement des infrastructures adoptée par le gouvernement chinois en 2013 dans le but d'investir dans plus de 150 États sur les 193 existants. Et puis, pourquoi l'unipolarité sous la baguette américaine est-elle contestée, et celle à la chinoise applaudie ?

Il conviendrait ici de rappeler la stratégie des élites mondialistes pour désindustrialiser les pays occidentaux et transformer la Chine non seulement en « usine du monde », mais aussi en un projet pilote, un modèle de société qui s'imposerait à tous les États. Il serait bon de se rafraîchir la mémoire sur le rôle d'Henry Kissinger (sa visite de juillet 1971 à Pékin) pour mieux comprendre quels facteurs ont assuré le saut économique et technologique de la Chine. Ignorer le fait que les élites sataniques ont des stratégies de longue date, ainsi que le fait qu'elles sont essentiellement apatrides, exerçant leur domination mondiale en tant qu'entités extraterritoriales, serait une erreur regrettable.

Nous ne mentionnons ici que quelques éléments qui aideraient les chercheurs qui souhaitent approfondir le sujet de la Chine en tant qu'outil des mêmes élites mondialistes qui se tenaient derrière l'Empire britannique, et après la Seconde Guerre mondiale – derrière les États-Unis.

1. Dans le rapport annuel de la Fondation Rockefeller de 2010, qui décrit une hypothétique pandémie qui a coïncidé étrangement – à 100% – avec la plandémie Covid-19 lancée en 2020, les auteurs louent les performances de la Chine communiste pour avoir fait face au mieux à ce fléau inventé par les mondialistes. Ces éloges sont une preuve évidente du fait que les élites satanistes préfèrent un gouvernement totalitaire à un régime qui respecterait un minimum de droits civiques.

2. Le 18 octobre 2019, le John Hopkins Center for Health Security à New York (créé et financé par le même clan Rockefeller) en partenariat avec le Forum économique mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates a accueilli la réunion appelée Event 201, une soi-disant exercice pandémique1. Parmi les participants figuraient des responsables américains de la santé publique et des représentants de l'industrie pharmaceutique, ainsi qu'un haut responsable chinois, à savoir le professeur George F. Fao, directeur général du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, président de la Société chinoise de biotechnologie et président de la Fédération asiatique de biotechnologie. Et le 27 décembre 2019, les autorités chinoises signalaient déjà le premier cas de Covid-19 découvert à Wuhan. Cet exercice de simulation de pandémie était un cas classique de programmation prédictive autour de l'opération spéciale des élites sataniques Covid-19 destinée à contribuer au dépeuplement massif du monde. L'événement a été financé par l'Open Philanthropy Project appartenant au sinistre magnat George Soros.

3. La prochaine réunion du Forum économique mondial aura lieu du 27 au 29 juin 2023 en Chine. Tout analyste avec un minimum de formation sait que cette institution est l'un des principaux outils des mondialistes.

Revenons maintenant à l'expansion économique qui se poursuit aux dépens des États-Unis. Même s'il en est exactement ainsi, pourquoi ce phénomène susciterait-il la satisfaction des antimondialistes ? Je savais personnellement que les militants de la multipolarité sont par définition souverainistes, s'opposent à la domination étrangère et aspirent à restaurer l'indépendance de leur propre pays. Dans ces conditions, le rejet du colonialisme économique devrait être un élément clé de la pensée et de l'action d'un antimondialiste. L'école de pensée centrée sur le protectionnisme économique, conceptualisée par Friedrich List qui s'est inspiré des travaux d'Alexander Hamilton, n'a pas perdu selon moi de sa pertinence. Et si aux XVIIIe et XIXe siècles les deux auteurs s'opposaient à l'impérialisme britannique manifesté dans le cadre du régime de libre-échange, un patriote des temps modernes – même s'il est adepte de la théorie des « grands espaces » selon Carl Schmitt – n'ont-ils pas à s'inquiéter de l'impérialisme économique chinois qui s'impose à travers le même régime de libre-échange ?

On sait que la domination politique d'un pays est précédée et accompagnée de sa domination économique. Comme on le sait, la différence fondamentale entre une économie productive (la Chine) et une économie de consommation (les 150 pays qui seraient envahis par les investissements et les biens chinois). Avouons-le, être à la fois opposant à l'unipolarité américaine et partisan de l'unipolarité chinoise fait preuve d'une naïveté inquiétante. À la décolonisation économique des pays du monde, c'est-à-dire au rejet de la domination des capitaux et des biens d'origine occidentale, ne doit pas succéder leur recolonisation par la Chine.

De plus, la gigantomanie tant décriée sous le communisme et rejetée dans le cas de la domination mondiale de la corporatocratie occidentale ne devrait pas être traitée avec autant d'admiration et d'enthousiasme dans le cas de la Chine. Si les Chinois aspirent à rendre 150 pays heureux par leur

présence économique, il s'ensuit implicitement que tous accepteront le rôle ingrat des « *républiques bananières* » chinoises. Le reste du monde ne fournirait au géant mondial chinois que des matières premières, des marchés et éventuellement de la main-d'œuvre. Dans ces conditions, quelle place reste-t-il à nos aspirations vers un ordre mondial multipolaire ?

Actuellement, la Chine est le rêve d'or de tout dictateur de l'histoire, avec la médecine forcée, le confinement et l'incarcération de ses propres citoyens dans leurs maisons, une surveillance généralisée, un contrôle social et aucune liberté politique et civile. C'est précisément pour cela que la Chine est louée par les représentants des élites mondialistes-sataniques telles que Klaus Schwab ou Bill Gates. Donc ceux qui veulent savoir à quoi ressembleront leurs sociétés demain doivent regarder la Chine d'aujourd'hui.

Le chemin de la liberté

À partir de l'année 2020, l'on a vu s'instaurer la tyrannie mondiale sous prétexte médical, et constaté ce que valent les principes démocratiques et la légalité. Dans le même temps, toute illusion sur l'existence de centres de pouvoir véritablement indépendants a disparu. La plandémie de Covid-19, annoncée par le patron du WEF comme une fenêtre d'opportunité pour le « *Great Reset* », a brisé toute illusion que la tyrannie numérique mondiale pouvait être stoppée en recourant aux méthodes traditionnelles de lutte politique : élections, rue protestations, recours en justice, critiques dans la presse alternative. Le monstre mondialiste n'a plus besoin de maintenir l'apparence de l'État de droit. Le terrorisme d'État et l'imposition de mesures génocidaires et liberticides sont devenus des pratiques quotidiennes partout dans le monde.

Rappelons-nous que la gouvernance mondiale s'exerce sans entrave au moyen de gouvernements fantoches subordonnés aux élites luciférienne. Et la succession au gouvernement n'apporte aucun changement substantiel, ne servant que de décor à ce sinistre spectacle. L'éventail politique dans tous les pays de la démocratie libérale s'est définitivement uniformisé. La classe politique est l'otage du même paradigme dominant. La subordination de tous les gouvernements de pays du monde entier à l'ONU et à ses agences (OMS, OMC, PNUD, UNICEF, etc.) en tant qu'expression du Gouvernement Mondial est évidente pour tout observateur attentif.

Alors que faire ? Premièrement, toutes les illusions doivent être abandonnées. Présenter le désirable comme une réalité et cultiver le mythe des rivalités géopolitiques qui transcenderaient l'agenda globaliste-sataniste est non seulement contre-productif, mais suicidaire. C'est-à-dire qu'il faut un saut paradigmatique qui dépasserait les clichés d'interprétation politique et géopolitique. Une analyse profonde, réaliste et sans limite circonstancielle des hiérarchies étatiques est le prélude à l'élaboration d'une plateforme de lutte idéologique et politique efficace.

Et puisqu'à l'heure actuelle il n'y a aucun pays qui dispose d'un leadership fort, déterminé à livrer un combat total, jusqu'à la mort, aux élites satanistes qui ont usurpé le pouvoir politique à l'échelle mondiale, il est impératif de révéler cet état de fait tragique. En ce moment historique, critique pour l'humanité, l'esprit de sacrifice et le courage des élites intellectuelles anti-Système est la condition indispensable de notre effort pour réveiller les nations. Toute tentative d'édulcorer la réalité et d'éviter les risques de confrontations directes avec des gouvernements asservis à des centres de commandement mondialistes peut être fatale pour le monde entier. L'histoire est mise en avant par des personnages forts et lucides. Le temps des marchands et de l'esprit petit-bourgeois doit rester révolu. Le temps des héros frappe à la porte. L'avenir dépend de la volonté de quelques minorités qui constituent les véritables élites des nations. L'on ne peut pas bâtir sur les fondations fragiles de la médiocrité et de la lâcheté. Notre futur sera compromis si nous manquons le moment opportun.

Nous sommes tous d'accord pour dire que nous assistons à la fin d'un cycle historique que nous associons à la Modernité et au capitalisme. Les signes des temps font que certains chefs religieux chrétiens voient approcher le dénouement apocalyptique. Mais en recourant à l'interprétation de René Guénon, on espère toujours qu'il ne s'agit pas de la fin du monde, mais de *« la fin de ce monde »*. Nous ne souscrivons pas à la conception hindoue de la cyclicité du temps, mais utilisons simplement cette figure de style pour dire que nous désirons tous la naissance d'un monde meilleur. Et le chemin qui y mène passe nécessairement par la rupture des schémas et la remise en cause du libéralisme, mais aussi de la technocratie qui tend à prendre sa place. À ce moment crucial de l'histoire, une révolte majeure, mondiale, inconciliable et victorieuse des nations s'impose. Un nouveau monde ne peut être construit que sur les ruines d'un ancien monde. La génération actuelle est destinée à devenir le fossoyeur du capitalisme mondialiste, mais aussi de la technocratie démoniaque.

1- https://centerforhealthsecurity.org/our-work/tabletop, https://www.youtube.com/watch?v=AoLw-Q8X174

Mes 2 commentaires que Réseau International a publiés à la suite de cet article.

1 - Je me suis bien marré en lisant cet article en pensant à tous ceux qui vouent un culte à la Chine ou à la Russie, en fait c'est bien triste car cela signifie qu'ils n'ont pas compris grand-chose.

J'ai relevé ceci, le reste je le publierai dans mon portail, ce sera très long car je reprends en grande partie cet article.

Il commet l'erreur de faire dépendre la réalité d'une théorie, alors que dans la réalité c'est exactement l'inverse qui se produit.

Quand il affirme que la propriété privée appartient au passé, il devait vouloir dire que, parce que c'est son horizon indépassable, il vaut mieux nier son existence ou la faire disparaître pour qu'on ne lui reproche pas d'en être un partisan. Un procédé qui relève de la malveillance, puisqu'il révèle qu'il a conscience que ce qu'il écrit va induire en erreur les lecteurs.

Que ce soit sous le "*libéralisme politique*" ou la "*technocratie*", la force de travail demeure à la fois l'unique origine de la plus-value créée et consommée, les classes (passage modifié), les rapports entre les classes, la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques et irrémédiablement inconciliables, demeurent en place, quand elles auront été abolies la propriété privée des moyens de production aura cessé d'exister définitivement, nous en sommes encore très très loin ! Mais il n'est pas interdit de combattre pour précipiter sa fin, surtout quand on se prétend humaniste au grand cœur…

2 - Actuellement, la Chine est le rêve d'or de tout dictateur de l'histoire…

– La Chine est louée par les représentants des élites mondialistes-sataniques telles que Klaus Schwab ou Bill Gates…

Et pour cause : Quel monde merveilleux, le bonheur est dans le pré, elle n'est pas belle la vie !

Face à certaines vérités que certains ne veulent surtout pas voir, il y en a qui vont inévitablement sombrer dans le déni, la falsification des faits, l'amalgame minable, le syllogisme idiot, etc. d'autres la fermeront tout simplement et cela nous fera des vacances, marre de toutes ces niaiseries !

Cet article a un côté dévastateur pour les croyants en tous genres, excellent.

Il y en a même parmi eux qui se réclament du socialisme ou du communisme, moi aussi sauf que je n'appartiens pas à cet espèce de croyants. Ils ont le choix entre revoir leur copie, c'est ce qu'on leur souhaite, ou s'enfoncer dans la démagogie, le populisme, c'est ce qu'on ne souhaite à personne.

Un commentaire que j'ai glissé à la suite d'un autre article publié par Réseau International. Il m'arrive d'en envoyer, cela me force à rédiger de brefs textes pour ne pas perdre la main, puisque mes lecteurs ne m'écrivent pas.

Numéro d'illusionnisme.

Dans quelle direction l'auteur de cet article voulait-il entraîner les lecteurs, à leur insu évidemment ou comme presque toujours dans ce cas de figure ? Un indice.

- Il est bon que les décideurs politiques admettent enfin que nos problèmes sont réels.

- Les décideurs politiques et les experts doivent prendre en compte cette réalité et s'attaquer à ses implications.

Réponse : A quoi bon envisager de prendre en mains notre destin pour procéder à une transformation révolutionnaire de la société, s'il suffit de s'en remettre aux "*décideurs politiques*" en espérant qu'un jour ils auront la bonté de prendre en compte nos besoins et aspirations...

On ne peut imaginer pire illusion pour le compte de la réaction.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 20 mai 2023.

Collaboration de classes. La mascarade continue.

La CGT décline une réunion multilatérale avec l'exécutif sans annonces sur les retraites ou les salaires - lejdd.fr 16 mai 2023

J-C – Elle a participé à celle-ci, c'est déjà trop.

Reçus par Élisabeth Borne, FO évoque des discussions franches quand la CFDT maintient la pression - lejdd.fr 16 mai 2023

J-C – Il faut reconstruire le mouvement ouvrier, mais pas dans ces syndicats pourris…

Editorial de La tribune des travailleurs (POID)

« Rompez l'Union sacrée ! »

La formation en France de pilotes ukrainiens annoncée par Macron le 15 mai, c'est un pas de plus qui nous rapproche davantage de la ligne de front. Avant cela, le gouvernement Macron – cobelligérant de fait – avait déjà pris en charge la formation de milliers de soldats ukrainiens en France, et l'envoi de conseillers militaires français en Ukraine, et l'implantation de milliers de soldats français en Roumanie et dans les pays baltes, et l'envoi d'armement de toutes sortes…

« *L'argent, c'est le nerf de la guerre* », dit le proverbe. À l'Assemblée nationale, le débat sur la loi de programmation militaire (LPM) vient de commencer. Elle prévoit 413 milliards d'euros sur six ans, 40 % de plus que la précédente. À quoi s'ajouteront les dépenses d'armement pour l'Ukraine, hors LPM et sans limite fixée !

Lecteur, nous ne te demandons pas de nous croire sur parole. Prends connaissance du dossier publié dans ce journal. Tu constateras, comme nous, que les amendements déposés par les députés des partis de « *gauche* » en commission ne font que renforcer le poids et le coût de l'engagement militaire. Plus d'avions, de camions, de munitions, de moyens technologiques et logistiques… c'est à qui, parmi les députés de « *gauche* », ira le plus loin dans la surenchère.

C'est l'Union sacrée pour la guerre et ce que Macron appelle l'« économie de guerre ».

Mais n'y a-t-il pas un rapport entre la marche à la guerre et la répression que le gouvernement déchaîne contre les travailleurs en grève et les manifestants ? N'y a-t-il pas un rapport entre la politique de guerre et la volonté de Macron d'imposer le Service national universel obligatoire pour embrigader la jeunesse ? N'y a-t-il pas un rapport entre le flot d'argent déversé en priorité pour l'armement et la misère à laquelle le gouvernement condamne chaque jour davantage l'école publique, les hôpitaux, les services publics, le logement social ? N'y a-t-il pas un rapport entre

l'économie de guerre et les contre-réformes qui s'attaquent aux retraites, au lycée professionnel, au RSA ?

Il y a un rapport, évident. Personne ne peut l'ignorer.

Force est de constater pourtant que, lors du vote en commission sur la LPM, pas un seul député présent, membre du PS, de LFI, d'EELV (ceux du PCF étant absents) n'a osé voter contre. Dans quelques jours, le projet de loi passera en séance plénière de l'Assemblée nationale. Il sera soumis au vote de tous les députés d'ici à la fin du mois.

Aux députés qui prétendent représenter leurs intérêts, les travailleurs et les jeunes sont en droit de dire : « *Rompez l'Union sacrée, votez contre la loi de programmation militaire ! Aucun travailleur ne pourra prendre au sérieux vos discours en faveur des droits ouvriers et démocratiques si vous ne le faites pas.* »

Contre l'Union sacrée, contre la guerre impérialiste, contre le gouvernement Macron fauteur de guerre, pour que les milliards aillent au peuple travailleur et pas à la guerre : retrouvons-nous au meeting européen du 4 juin à Paris.

J-C – J'estime que c'est une grave erreur politique d'inciter les travailleurs et les jeunes à s'adresser « *aux députés qui prétendent représenter leurs intérêts* », car on a pu observer depuis le début du xxe siècle, excusez du peu, que cette orientation politique était néfaste ou conduisait à alimenter les illusions des travailleurs et des jeunes envers les opportunistes qui combattent au côté de la réaction, sans jamais n'avoir rien de bon à attendre de cette tactique désastreuse. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles tous les partis du mouvement ouvrier sont corrompus ou il a été impossible de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire au cours des 75 dernières années.

Une réflexion politique à compléter...

Ce qui induit en erreur bien des analystes, c'est que les grands puissances (Etats-Unis, Russie, Chine) sont à la fois en concurrence pour conserver leurs parts de marché, assurer leur propre développement futur, et complice dans la mesure où elles ne peuvent pas se soustraire des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, elles ont un unique ennemi, le prolétariat mondial, le socialisme. En fonction de la situation internationale, de leur propre agenda national, de l'évolution des besoins des unes et des autres, des besoins du moment, du rapport de force entre les classes, ce sera l'un ou l'autre de ces facteurs stratégiques qui déterminera leur politique ou leur positionnement face à des évènements intervenant dans tel ou tel pays et les réactions de leurs dirigeants et des masses...

Tous les pays ou Etats n'ont pas les mêmes intérêts puisque leur histoire est différente et leur rythme ou degré de développement économique a été spécifique à chaque pays, est inégal, par conséquent ils n'auront pas forcément les mêmes réactions face à un défi ou un évènement...

Voilà en gros ce qui explique la confrontation politique et militaire entre l'Otan et la Russie, son origine est économique, même si pour la Russie cette guerre est également de nature existentielle. Les commentateurs en tous genres font systématiquement l'impasse sur son aspect économique, parce qu'il renvoie à la crise du capitalisme qu'il faut éviter de mettre en lumière, ce serait trop compromettant, imaginez un instant, on pourrait en arriver à se demander s'il n'existerait pas un moyen de s'en passer, quel cauchemar, le socialisme !

Quand ils critiquent le développement anarchique du capitalisme et ses conséquences, c'est uniquement pour tenter de le sauver d'un naufrage annoncé ou d'une faillite inéluctable (dette mondiale monstrueuse), la raison d'être du Great Reset, du Green New Deal, de la quatrième révolution industrielle, donc des mystifications sanitaires et climatiques, de la transition énergétique, numérique, écologique, des lois toujours plus liberticides, du refus de condamner la propagande nazi, le recours au totalitarisme pour gouverner, parce que les besoins sociaux et les aspirations démocratiques de 8 milliards d'hommes et de femmes sont incompatibles avec la concentration des richesses et du pouvoir entre quelques mains, parce que tous les peuples aspirent légitimement à leur émancipation du joug du capitalisme, à la liberté.

Un Etat, en réalité un puissant clan mafieux et criminel de l'oligarchie financière anglo-saxonne a décidé d'imposer sa loi, "*ses règles*", à tous les Etats de la planète au détriment des intérêts de leur peuple, parfois au prix de leur disparition, certains, une minorité s'y est soumise, dont les Etats de l'UE vassaux des Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et quelques Etats ou micro-Etats répartis sur tous les continents, entre une quarantaine ou une soixantaine d'Etats sur 194, soit moins de la moitié de la population mondiale, la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran, la Bolivie, Cuba, le Venezuela, l'Afrique du Sud, le Brésil, la RDC, le Mali, l'Algérie, la Syrie, etc. s'y sont opposés au nom de leur souveraineté et des intérêts de leur peuple...

Pourquoi font-ils tout pour dégoûter les masses de la politique ?

Pour revenir en arrière, si on voulait les dégoûter définitivement de la politique, on ne s'y prendrait pas mieux qu'en les invitant à s'adresser aux députés de la Nupes comme le fait le POID.

Réponse d'un membre de ma famille en France à mon dernier courriel.

- "*Tu as deviné tout seul, que la politique me gonflait. Je n'aspire qu'à une fin de vie tranquille, qu'avec du positif. Je m'occupe de moi, de ma petite famille, de mes amies*. "

On voudrait bien raconter de belles histoires, mais si c'était pour faire croire qu'on vit dans un monde merveilleux, il ne faut pas compter sur nous. Il faut dire aussi que les gens ne retiennent que ce qui les arrange, ils ont une mémoire sélective qui confine jusqu'à l'amnésie et à la mauvaise foi.

Leur servir une bonne nouvelle, c'est souvent flatter leur paresse intellectuelle, dans ce cas-là vaut mieux s'abstenir, quitte à passer pour un rabat-joie ou quelqu'un de triste, ce qu'on n'est pas du tout.

Certains croient qu'on est plus heureux dans l'ignorance, l'imbécile heureux est bien plus malheureux que ce que l'on croit où on n'échangerait pour rien notre condition avec la sienne. Au contraire, on se sent beaucoup mieux quand on sait à quoi s'en tenir, on peut plus facilement maîtriser nos émotions ou empêcher qu'elles nous submergent, ceux qui croient le contraire sont des ignorants, comme ils ignorent de quoi ils parlent, et ils sont mal placés pour en parler.

On nous reproche de ne pas être « *positif* », c'est très injuste puisqu'on leur propose une issue politique et les moyens de la réaliser. Et puis on ne les culpabilise pas, on les infantilise pas, on ne se moque pas d'eux, on les respecte toujours, mais ils n'en tiennent pas compte, ils sont trop conditionnés, ils ne sont pas indépendants, on pense pour eux et ils sont incapables de penser par

eux-mêmes, ils ne cherchent même pas à faire un effort pour y arriver, ils sont soumis et esclaves par nature.

Qui plus est, vous remarquerez que cela ne les empêche pas tous les soirs de regarder les infos télévisées pendant lesquels les présentateurs vont vomir des infos plus sordides, cruelles, morbides, sadiques les unes que les autres, alarmistes, catastrophiques, sans qu'ils coupent leur putain de télévision. Chaque soir, bien qu'ils aient affaire au même spectacle ignoble, ils sont fidèles au rendez-vous, ils en redemandent, ils ne sont jamais sevrés de ce dégueulis de saloperies immondes destinées à les dégoûter au dernier degré de la politique justement, à leur faire peur, à les terroriser littéralement pour qu'ils se détournent du combat politique contre le régime responsable de toutes leurs difficultés et souffrances.

Bref, voilà une vie très égoïste, étriquée, conventionnelle, conformiste, son regard ne porte pas plus loin que le bout de son nez ou de ses pieds, de son ombre sur laquelle elle marche car inconsciemment elle piétine au passage ses propres intérêts, avec un horizon aussi limité on manque forcément de perspective, d'idéal, c'est bien triste.

En réalité, cette personne aura eu ce comportement durant toute sa vie, donc il est trop tard pour en changer. C'est navrant d'entendre son discours, mais on y est habitué depuis 50 ans. Combien de discussions au cours de diffusions, de porte à porte, de réunions et de baffes reçues dans la gueule du militant ouvrier pour le socialisme, de déconvenues. C'est là qu'on réalise que pour changer la société, il va falloir être très patient, très discipliné et très déterminé pour ne pas fléchir, sombrer, capituler ou pire encore, or on l'est rarement suffisamment.

Il ne faut pas perdre de vue qu'un déni en entraîne toujours un autre et ainsi de suite jusqu'à la chute finale, c'est la raison pour laquelle par principe on ne doit accepter aucune exception, ce serait suicidaire.

J'ai assisté autour de moi ou parmi les gens que j'ai croisés au cours des 20 dernières années sur le Net, à bien des naufrages de gens très bien, inattendus ou qu'on n'aurait pas soupçonné auparavant. Nos idées ont tellement divergé, qu'elles ne veulent plus me parler. Personnellement, fondamentalement j'ai conservé la même orientation politique et les mêmes principes, en revanche j'ai modifié la manière dont j'abordais ou interprétais sur un grand nombre de sujets, j'estime avoir progressé, pendant que mes contradicteurs n'ont cessé de régresser, de s'enfoncer, de s'avilir, dommage.

Quand quelqu'un vous sort que la politique le gonfle, c'est comme s'il vous disait qu'il n'a pas envie de prendre en main son destin, c'est stupide mais il l'ignore. Il se fout en quelque sorte de ce qui lui adviendra aussi incroyable que cela puisse paraître. Il se sent impuissant à y changer quoi que ce soit, tout est fait pour qu'il en arrive à cette conclusion. Si cela le concernait uniquement, à la limite on pourrait lui répondre qu'on se moque de ce qui pourrait lui arriver s'il y tient vraiment, sauf que voilà, nos destins sont intimement liés, en sapant le sien il sape le nôtre, et cela on ne peut pas le laisser passer ou l'accepter sans lui faire remarquer que, tout ce qui cloche dans la société n'adviendrait pas si les gens n'adoptaient pas cette attitude passive de résignation, de soumission.

On pourrait aborder cette question sous d'autres angles.

Cette personne entend profiter de la vie, c'est légitime, comme tout un chacun, n'est-ce pas ? On ne peut donc pas lui reprocher. Maintenant il faudrait se demander ce que cela recouvre, profiter de quoi, de la Sécurité sociale, du régime de retraites, des hôpitaux, des écoles, des services publics ou ce qu'il en reste encore qui n'existent pratiquement pas dans de nombreux pays du monde, de

conditions de vie supérieures à ce qui existe partout dans le monde, de conditions de travail qu'envieraient les travailleurs de tous les continents, produits des besoins du capitalisme au cours de son développement ou pour assurer son fonctionnement, et surtout de la lutte de classe du prolétariat, etc. bref, profiter de tout ce qu'on veut lui parler et qui ne l'intéresse pas. Elle entend profiter de tous ces avantages, mais n'entend pas participer au combat politique pour les préserver, donc si ils disparaissent elle s'en fout, elle s'en passera, ses enfants et petits-enfants devront affronter des conditions de travail et d'existence pire que les siennes, elle s'en moque, je l'engage vivement à leur dire en face, si, si j'insiste, il faut leur dire ce que vous pensez vraiment.

On lui fera remarquer également que ce dont on vient de parler est particulièrement « *positif* », et que ce qu'on lui propose l'est tout autant, c'est donc nous faire un vilain procès d'intention de nous accuser d'être négatif.

Tout comportement dans la société, passif, neutre, actif, engagé pèse sur le cours de la situation dans un sens ou dans l'autre qu'on le veuille ou non. Mon propos n'est pas de juger ou porter une accusation, mais d'expliquer comment les choses se passent et pourquoi nous en sommes là.

Je viens d'un milieu ouvrier pauvre et très arriéré, donc depuis ma naissance je suis habitué à côtoyer des gens de ma condition, et je suis bien placé pour observer leur comportement, qui plus est depuis 27 ans que je vis en Inde, je baigne en permanence dans un milieu hyper arriéré, entouré de gens analphabètes, ce qui me donne l'occasion de tester leurs réactions à ce qui se passe dans le monde, c'est passionnant à vrai dire et j'en tire plein d'enseignements utiles pour notre combat politique.

Si c'est une minorité qui détient tous les pouvoirs et une minorité qui gouverne pour elle, toujours est-il qu'elle s'appuie sur le comportement de la majorité de la population, soit qui la soutient directement, parce qu'elle estime que ses intérêts coïncident avec ceux de cette minorité ou parce qu'elle est ignorante et bourrée d'illusions au point de croire ses promesses électorales ou d'écouter aveuglément son discours, soit qui reste à l'écart de la scène politique en adoptant une attitude neutre ou passive.

Pour s'emparer du pouvoir politique ou renverser le régime en place une minorité aussi est suffisante, mais pour le conserver il faut qu'elle se transforme en majorité, or cela est impossible aussi longtemps qu'une minorité significative ne rompra pas avec le régime, et parmi elle autant qu'une minorité ne s'organisera pas pour prendre la direction des opérations au cours du processus révolutionnaire, d'où l'incontournable parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut de nos jours, sans lequel aucune révolution prolétarienne ne triomphera, encore moins socialiste. C'est l'un des principaux enseignements de la révolution russe de 1917, auquel on a tourné le dos ou dont on n'a pas compris suffisamment la signification politique.

Aurions-nous un puissant parti ouvrier à notre disposition, que cela ne changerait rien si une portion importante des masses n'était pas prête à rompre avec le capitalisme, car il faut à la fois que les conditions objectives et subjectives soient mûres pour qu'une révolution ait lieu et ait une chance de vaincre...

Quand bien même nous bénéficierions de conditions objectives favorables, nous ne saurions pas en profiter, parce que nous ne serions pas prêts pour l'aborder en l'absence du parti de militants conscients, une partie des masses seraient plus révolutionnaires que ses dirigeants, soit, mais sans être capables de s'orienter dans la bonne direction ou de déterminer les tâches et les objectifs politiques à se fixer et les moyens de les réaliser. Si malgré tout une explosion sociale intervenait,

livrées à elles-mêmes les masses se feraient massacrer et seraient finalement vaincues, sans direction, je veux dire sans un parti révolutionnaire, point de salut, c'est tout.

Au secours sécheresse !

Inondations meurtrières en Italie, la Bosnie et la Croatie également touchées - euronews 17 mai 2023
Les rues de nombreuses localités en plaine ont été submergées par les eaux après d'abondantes précipitations.

Mais les enragés n'en démordent pas. L'AFP en voyant pour croyants.

J-C - L'infléchissement de leur rhétorique en fonction de la dictature climatique, le danger ne vient pas de ce qui se produit, mais de ce qui pourrait se produire évalué en terme de risque, autrement dit quand la situation n'est pas catastrophique, ils fabriquent les conditions pour la rendre telle quelle.

Prévisions toujours alarmistes pour vous rendre psychotique.

En France, 68 % des nappes phréatiques à des niveaux insuffisants malgré des pluies abondantes - AFP/France 24 17 mai 2023

Au 1er mai, une très large majorité des nappes phréatiques françaises (68 %) restait à des niveaux préoccupants malgré les pluies tombées en abondance sur certaines régions ces deux derniers mois, a constaté mercredi le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Cela pourrait donc présager d'un été encore plus sec cette année.

Pour les prochaines semaines, le BRGM prévoit une dégradation. AFP/France 24 17 mai 2023

J-C - L'article a été publié le 17 mai, ils évoquent "*une dégradation*" pour les prochaines semaines, mais ils font l'impasse sur la pluie qui est tombée du 1er au 17 mai.

Totalitarisme. Après l'obligation de porter une muselière (un masque) en forêt ou sur une plage déserte...

L'Assemblée nationale vote l'interdiction de fumer dans les bois et les forêts pendant les périodes à risque - Journal du Dimanche 18 mai 2023

J-C – La France, un pays toujours plus liberticide, policier. Je ne pourrais plus y vivre. A côté, qu'est-ce qui fait bon vivre en Inde, on se sent beaucoup plus libre, encore un paradoxe.

Dans quel monde vivons-nous ?

Australie: une femme de 95 ans dans un "*état critique*" après avoir été "*tasée*" par la police - BFMTV 19 mai 2023

Elle est entre la vie et la mort. La police australienne a reconnu ce vendredi qu'un de ses agents a employé un taser dans une maison de retraite contre une femme de 95 ans, désormais dans un "*état critique*".

Les policiers ont été appelés mercredi dans une maison de retraite de l'Etat de Nouvelle-Galles-du-Sud pour maîtriser une femme "*armée d'un couteau*", a indiqué la police dans un communiqué.

"*Les policiers ont essayé de parler à la femme*", a-t-elle poursuivi. "*Pendant cette interaction, un agent expérimenté a fait usage de son taser, ce qui a fait chuter la femme qui s'est cogné la tête*".

La vieille dame a été conduite à l'hôpital du district de Cooma, dans le sud de l'Etat, où elle se trouve dans un "*état critique*", selon la police.

D'après le quotidien Daily Telegraph de Sydney et d'autres médias, la femme, Clare Nowland, est une mère de huit enfants atteinte de démence, et marchait à l'aide de son déambulateur en brandissant un couteau quand la police est arrivée. BFMTV 19 mai 2023

Massacres sur ordonnance.

Tuerie de masse et médicaments psychiatriques

Dans les années 1990, les fusillades dans les écoles sont passées d'une situation très rare à un aspect fréquent de la vie américaine. Cette période coïncidant avec l'arrivée des ISRS (inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine) sur le marché américain, de nombreux articles ont évalué le lien entre les tueries de masse et les médicaments psychiatriques. Je citerai l'un des résumés les plus complets (écrit en 2013) qui tente d'analyser toutes les fusillades de masse connues

https://reseauinternational.net/tuerie-de-masse-et-medicaments-psychiatriques/

Etats-Unis : A Philadelphie, la « drogue du zombie » fait des ravages

https://www.20minutes.fr/monde/4037488-20230518-philadelphie-drogue-zombie-fait-ravages?xtor=RSS-176

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

En France des enfants de 3 ans livrés à des drag-queens. Suite de la dernière causerie.

Courriel adressé à la Municipalité de Saint Senoux.

Breton de cœur depuis mon enfance et marié une première fois à une bretonne (Saint-Méen Le Grand), je n'en reviens pas que ce genre de saloperie et perversité, je parle des drag-queens et plus

largement du mouvement LGBT ainsi que la théorie du genre qui sert de couverture à la pédophilie propulsé par le Forum économique mondial ou Davos, ait le droit de citer dans une petite commune bretonne, qui plus est à destination d'enfants de 3 à 6 ans.

Mais quel délire vous a pris, quelle honte, c'est scandaleux ! Il faut être conditionné au dernier degré ou gravement intoxiqué par le discours officiel et médiatique pour cautionner ces dégénérés. Un tel conformisme atteint un niveau pathologique.

Il faut espérer que ces enfants de Saint-Senoux n'aient rien compris à l'idéologie monstrueuse qu'on tentait de leur inculquer, c'est ce qu'on peut leur souhaiter de mieux, à leurs parents aussi par la même occasion. Il faudrait demander à ces braves gens, s'ils verraient d'un bon oeil que l'un de leurs enfants leur annonce un jour qu'il avait décidé de changer de sexe, je voudrais bien voir leur réaction.

On se demande comment des gens éduqués se réclamant de certaines valeurs, peuvent ainsi les nier du jour au lendemain. Une telle dégénérescence de la société est bien triste et très préoccupante pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Bien à vous.

M. Tardieu Jean-Claude

(67 ans, enseignant à la retraite depuis 35 ans dans un petit village du sud de l'Inde, divorcé, remarié avec une femme indienne, 2 fois grand-père, 5 fois en comptant les petits-enfants de ma compagne actuelle. Je la tiens informée de ce qui se passe dans le monde, la pauvre femme de 52 ans veuve et illettrée trouve monstrueux tout ce qui se rapporte au wokisme, à la théorie du genre, à la cancel culture qui vont de pair avec le Great Reset de Davos, vous avez dû en entendre parler.)

La réponse reçue ou le communiqué de La Municipalité de Saint Senoux

La Municipalité de Saint Senoux souhaite, par ce communiqué de presse, apporter une réponse aux évènements qui ont eu lieu ce samedi 13 mai 2023

Extrait.

Tout d'abord il convient de revenir sur les faits : l'objet de cet évènement (partie intégrante d'un programme d'action sur la parentalité) était la transmission de la valeur d'égalité entre filles et garçons, femmes et hommes. La thématique ainsi proposée sur «l'égalité des genres, parlons-en» est vue dans le sens de la déconstruction des stéréotypes et porte sur l'acceptation de soi et des autres, la Municipalité souhaitant aborder une diversité de thématiques contemporaines.

Ma réaction. La mauvaise foi à caractère idéologique est incurable.
Le monde évolue et les structures familiales ont changé et se sont diversifiées : selon l'Insee, le nombre de familles monoparentales et recomposées est en forte progression (respectivement 24.7% et 9% en 2020). De la même manière, l'institut estime, sur la base du recensement 2018, à 31 000 le nombre d'enfants vivant avec au moins un parent homosexuel. Il s'agit là d'une réalité sociale que nous élu.es devons prendre en considération. Nous avons vocation à représenter le plus grand nombre, quelle que soit l'origine, l'âge, la couleur de peau, ou l'orientation sexuelle de nos administrés.

« *31 000 le nombre d'enfants vivant avec au moins un parent homosexuel* », sur 20 millions de couples avec au moins 1 enfant, cela représente 0,15%, cette catégorie de la population est donc une infime minorité, quasi inexistante, et c'est elle qui devrait imposer sa conception des rapports entre les hommes et les femmes aux 99, 85% de la population, pas au nom de la tolérance, pas au nom de l'égalité, pas au nom de la démocratie, puisqu'il s'agit en l'occurrence d'un énorme abus de pouvoir.

Vous comprenez pourquoi on se bat sur tous les fronts à la fois. Il existe de fait parmi la population un conformisme majoritaire, un consensus avec les élites, un culte de tout ce qui représente le pouvoir, l'Etat, les puissants ou les riches, qui vient se greffer sur un complexe d'infériorité et de culpabilité qui conduisent à une sclérose de la pensée, une paralysie de l'imagination, une paresse de la réflexion débilitante. Dès lors l'absence totale de logique, interdit toute objectivité et impartialité, toute honnêteté dans le processus intellectuel, toute discussion est rendue impossible.

Ce qui permet de distinguer les hommes des femmes, c'est en dernière analyse leur nature biologique. C'est le sexe qui leur a été donnant lors de leur conception dans le ventre de leurs mères et rien d'autres, surtout pas les pratiques sexuels ou les emplois qu'ils ou elles pourraient en faire plus tard, qui ne changeraient rien à leur nature biologique. Même en les amputant ou en leur appliquant des procédés chimiques, ce transformisme relèverait du travestissement à caractère pathologique ou clinique pour parler comme les psychiatres ou psychanalystes.

On ferait mieux de se préoccuper du profond mal-être social de ces gens-là, au lieu de l'instrumentaliser à des fins politiques.

Dans leur monde animal de frustrés. Et incitation à toutes les perversités sexuelles, à la prostitution.

Masturbation : ces 3 façons de prendre encore plus de plaisir, selon les Français - Femme Actuelle

Masturbation : voici la fréquence à laquelle hommes et femmes s'y adonnent vraiment - femina.fr

Histoires de femmes infidèles : "*Si je pouvais en parler à mes amies et leur conseiller de le faire, je le ferais*" - Yahoo

Poly-Amours - Camille, 29 ans : "*On forme un trouple. On alterne les nuits ensemble*" - Yahoo

Différents d'âge - Marie, 31 ans et Patrick, 56 ans : "*J'ai l'âge d'être son père. On va quand même se marier et avoir un enfant*" - Yahoo

---

Qui a dit ?

- « *On n'est jamais perdant quand on fait le choix de femmes et d'hommes d'État.* »

Réponse : Sarkozy jeudi 18 mai dans les colonnes du *Figaro*.

Il voulait justifier son soutien à Macron. Volera-t-il à son secours ? Rappelons que cette pourriture est responsable de l'assassinat de Kadhafi, s'il pouvait connaître la même fin horrible, nous n'en serions pas émus.

J'ai mis cette info à cet endroit-là parce qu'elle pourrait s'adresser à la mairie de Saint Senoux.

Promotion de la sodomie et de la pédophilie

J-C – Normal avec un couple pédophile à l'Elysée, toutes les formes de prostitution ou de perversion sexuelle sont permises, que dis-je, encouragées.

"*Ici, on peut être soi*" : le ministère de l'Éducation nationale dévoile une campagne de prévention contre les LGBT+phobies - francetvinfo.fr 17 mai 2023

Cette campagne s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie.

Donner "*toute leur places aux élèves LGBT+*" au sein de leur environnement scolaire francetvinfo.fr 17 mai 2023

J-C – A bannir des établissements scolaires, à boycotter partout !

La sexualité est une affaire qui concerne individuellement et uniquement chaque enfant, ce principe devrait être imprescriptible. Personne, ni l'Etat ni des acteurs sociaux n'ont le droit de s'immiscer dans sa vie et d'influencer son orientation sexuelle ou de perturber le cours de son développement sexuel qui suivra son rythme au fil du temps, de sa maturité sexuelle et de ses expériences.

J'ai eu l'occasion de parler très librement de sexualité avec ma fille qui a maintenant 42 ans, rien ne l'a choqué, et je ne l'ai pas été davantage quand elle me raconta son parcours sexuels, ses aventures, etc.

On ne peut pas aller contre la nature

"*Homos en France*", un documentaire qui bouscule les préjugés et retrace l'histoire de l'homosexualité, longtemps considérée comme une maladie - francetvinfo.fr 17 mai 2023

France 2 propose mardi une soirée spéciale, avec la diffusion d'un documentaire inédit co-écrit par Vincent Dedienne et Aurélia Perreau, à la veille de la Journée mondiale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie.

Les préjugés ont la vie dure. Pour preuve, les actes homophobes sont en hausse quasi constante, selon les chiffres livrés chaque année par le ministère de l'Intérieur, malgré l'évolution des mentalités et des lois**.**

Suivez la piste de l'argent.

Côte d'Ivoire : lancement de Meleagbo, le premier magazine LGBT+ d'Afrique de l'ouest - France 24 17 mai 2023

Le magazine Meleagbo se présente comme la première revue LBGT+ d'Afrique de l'ouest francophone. Fondée par l'ONG Gromo, qui défend les droits des minorités sexuelles à Abidjan... France 24 17 mai 2023

États-Unis: le Texas vote l'interdiction des soins de transition de genre aux mineurs - BFMTV 17 mai 2023

Combat contre la dictature climatique

Un prix Nobel de physique 2022 se déclare climato-réaliste ! - Association des climato-réalistes 9 mai 2023

À deux jours d'intervalle ont eu lieu deux événements à l'opposé l'un de l'autre. Le premier s'est produit à Rome le 6 mai, où une fois de plus des activistes climatiques ont saccagé une œuvre d'art plusieurs fois centenaire pour exiger « *la fin des énergies fossiles* ». Le second s'est tenu à Arlington le 8 mai : John Clauser, le plus récent titulaire du prix Nobel de physique, a annoncé son ralliement au climato-réalisme.

Au fond, ce croisement de symboles était devenu inévitable compte tenu des défections qui se multiplient chez les alarmistes du GIEC au même rythme que l'intégrisme écologiste qui, sentant de plus en plus qu'il perd la partie, poursuit sa route vers le fanatisme.

Salir délibérément avec de l'eau mêlée de charbon la belle fontaine des Quatre-Fleuves érigée par le Bernin au XVIIe siècle au centre de la célèbre et splendide piazza Navona au cœur de Rome, voilà la nouvelle prouesse réalisée par les éco-activistes. Certes peu populaires, ces coups d'éclats ont, pour les extrémistes, l'intérêt d'habituer le public à leur violence, espérant peut-être que nous finirons collectivement par la trouver normale.

Tandis que les représentants de ce nouvel extrémisme du XXIe siècle qu'est l'écologisme radical se donnaient ainsi en spectacle, le débat véritablement scientifique autour du climat a connu lui aussi un nouvel épisode, mais d'une toute autre valeur : John Clauser, prix Nobel de physique 2022, vient d'intégrer la CO2 coalition américaine, qui est l'une des principales organisations climato-réalistes de par le monde. Le consensus Potemkine sur la prétendue « *crise climatique* » vient donc de prendre un nouveau coup de massue, après ceux récemment portés par Steven Koonin, Michael Shellenberger, Zion Lights ou encore Neil Winton.

Les propos du physicien sont sans ambiguïté sur ce qu'il pense du récit climatique actuel : « *Le narratif commun sur le changement climatique, explique-t-il, constitue une dangereuse corruption de la science qui menace l'économie mondiale et le bien-être de milliards de personnes. Une science climatique mal orientée s'est métastasée en une pseudoscience journalistique massive. À son tour, celle-ci s'est faite bouc émissaire de quantité de maux qui n'ont aucun rapport.* » Difficile d'être plus clair.

« *Il n'y a pas de crise climatique* », insiste le spécialiste mondial de l'intrication quantique, usant ainsi d'une formulation qui fait un écho sans doute volontaire à la déclaration Clintel du même nom, qui rassemble plus de 1500 signatures dont celle d'un autre prix Nobel de physique, Ivar Giaever. « *En revanche, ajoute Clauser, il y a un problème bien réel celui-là, qui est de fournir un niveau de vie décent à une large part de la population* mondiale ». Le scientifique conclut sa déclaration en soulignant que la crise énergétique actuelle est « *inutilement exacerbée par ce qui, à mon sens, est une science climatique incorrecte* ».

https://www.climato-realistes.fr/un-prix-nobel-de-physique-2022-se-declare-climato-realiste/

Une analyse approfondie montre de graves erreurs dans le dernier rapport du GIEC - Association des climato-réalistes 15 mai 2023

Communiqué de presse de CLINTEL du 13 mai 2023

La Fondation Clintel vient de publier un rapport intitulé The Frozen Climate Views of the IPCC, qui à notre connaissance, est la première « *évaluation* » internationale sérieuse du sixième rapport d'évaluation du GIEC. Organisé en 13 chapitres et 180 pages, ce rapport montre que le GIEC a réécrit l'histoire du climat, mis l'accent sur le scénario d'émission le plus improbable, pris le parti de surexposer les « *mauvaises nouvelles* » et de rester silencieux sur les « *bonnes nouvelles* ».

Le rapport complet (en anglais) peut être téléchargé ici.

(https://clintel.org/download-ipcc-book-report-2023/)

Un résumé en français du rapport Clintel est également disponible ici.

(https://www.anguillesousroche.com/changement-climatique/le-giec-admet-que-nombre-de-ses-sombres-previsions-climatiques-sont-peu-probables/)

https://www.climato-realistes.fr/une-analyse-approfondie-montre-de-graves-erreurs-dans-le-dernier-rapport-du-giec/

Le changement climatique n'inquiète que 15% de la population mondiale - Association des climato-réalistes 13 mai 2023

Sous le titre *What worries the world*, l'IPSOS publié une plaquette résumant les conclusions d'une enquête mondiale menée entre janvier et février 2023 pour connaître les sujets qui inquiètent le plus l'humanité aujourd'hui. Cette enquête a été menée auprès de19 500 personnes dans 29 pays. Il en ressort les résultats suivants.

Ce sont l'inflation (43%), la pauvreté et les inégalités sociales (32%), qui arrivent en tête du classement. Arrivent ensuite la criminalité et la violence (27 %), le chômage (27 %) et la corruption

(25 %). Le changement climatique n'arrive qu'en 8ème position des sujets qui inquiètent l'humanité avec un score de 15%.

Les populations des pays développés sont le plus « *climato-inquiètes* »

Le diagramme ci-dessous montre quels sont les pays dont la population se sent les plus inquiets par le changement climatique. Sans surprises, ce sont les pays développés qui se sentent le plus « *climato-concernés* ». On relèvera la score de la France qui est de 24%, suivant de peu l'Allemagne et l'Australie (ex æquo à 28%), et la Hollande (26%).

https://www.climato-realistes.fr/le-rechauffement-climatique-ninquiete-que-15-de-la-population-mondiale/

Transition technologique accélérée et risque de verrouillages pernicieux

https://www.science-climat-energie.be/2023/04/07/transition-technologique-acceleree-et-risque-de-verrouillages-pernicieux/

Parole d'internaute.

- Ils veulent faire payer une taxe carbone aux citoyens mais pas interdire les jets privés, à partir de là tout est dit. Et j'ai vraiment choisi un exemple de contradiction parmi des milliers d'autres parce qu'il y en a la pelle.

- Il suffit de lire les documents officiels sur l'écologie du WEF (Davos – J-C) depuis quelques années et on sait vers quoi on va...

- Le réchauffement climatique est un fait, mais il est instrumentalisé par les riches pour conserver leurs privilèges et que les pauvres acceptent leurs conditions de pauvreté future.

J-C – C'est élémentaire, à la portée de chaque citoyen, non ?

Santé.

Délire sadique, bienvenue chez les enragés à la solde de Big Pharma

Santé : 6 millions de Français ignorent souffrir d'hypertension artérielle - francetvinfo.fr 17 mai 2023

***"Il va falloir prendre un traitement tous les jours"*, rien que cela !**

Pour la première fois, une étude très précise sur l'hypertension artérielle voit le jour. "*17 millions de Français souffrent d'hypertension artérielle, et surtout parmi eux 6 millions de Français l'ignorent*", indique Damien Mascret, médecin et journaliste pour France Télévisions, mardi 16 mai, sur le plateau du 19/20. Pourquoi ? "*Tout simplement parce que l'hypertension ça ne donne très*

longtemps aucun symptôme. Donc pour savoir si on est hypertendu, le seul moyen c'est de mesurer ou de faire mesurer sa pression artérielle. Et bien sûr, s on est hypertendu, il va falloir prendre un traitement tous les jours", ajoute Damien Mascret.

Attention, vous risquez de mourir à tout instant !

Si le traitement n'est pas pris, il y a des risques "*pour toutes les artères. Ça veut dire que vous allez abîmer votre cœur, des risques d'infarctus, votre cerveau, des risques d'accident cérébral ou de démence, et vous allez même abîmer vos reins, avec de risques d'insuffisance rénale*", détaille le médecin et journaliste.

Dès 20 ans vous faire dépister tous les ans, quel délire !

En pratique, tout le monde doit se faire dépister dès 30 ans "*et même dès 20 ans si vous avez des risques particuliers, par exemple du surpoids ou de l'hypertension dans la famille*", précise le médecin. Il est également important de le faire tous les ans.

CSI n° 103 : Christian Vélot - 04/05/2023 - Perturbateurs endocriniens

https://crowdbunker.com/v/KiRRvJkgpY?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20%20Mai%202023&utm_medium=email

---

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Surrenchère guerrière. Vers la rupture totale des relations entre la Russie et l'occident néonazi.

Londres souhaite une coalition internationale pour livrer des avions à l'Ukraine - LePoint.fr 17 mai 2023

L'objectif de cette coalition internationale est « *de fournir à l'Ukraine des capacités aériennes de combat* », a indiqué Downing Street, mardi.

Ukraine: l'Europe et les pays du G7 lancent un registre des dommages provoqués par la Russie - AFP 17 mai 2023

Les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la quasi-totalité des pays européens ont signé mercredi un registre des dommages de guerre provoqués par l'invasion russe en Ukraine, prélude à des demandes de réparations et des poursuites visant Moscou, a annoncé le Conseil de l'Europe réuni en Islande. AFP 17 mai 2023

Le jour où la défense aérienne américaine a perdu le duel contre le Kinjal russe à Kiev

Lors d'une attaque massive de missiles russes sur Kiev, le système aérien de défense Patriot a été détruit. Selon les experts, cela a causé de graves dommages au système aérien de défense créé par

les pays de l'OTAN en Ukraine alors qu'il était considéré comme l'un des systèmes les plus avancés au monde avec des radars et des commandes puissantes. C'est une victoire militaire, politique et d'image de la Russie sur l'OTAN. Comment le missile hypersonique russe Kinjal, (« *Poignard* » en russe) a-t-il réussi à remporter ce duel ?

https://reseauinternational.net/le-jour-ou-la-defense-aerienne-americaine-a-perdu-le-duel-contre-le-kinjal-russe-a-kiev/

La Défense russe confirme la destruction de 5 lanceurs US Patriot à Kiev par des missiles Kinjal - fr.sputniknews.africa 17 mai 2023

"*Selon des données confirmées de manière fiable, le 16 mai, à la suite d'une frappe du système de missiles hypersoniques Kinjal dans la ville de Kiev, une station radar multifonctionnelle, ainsi que de cinq lanceurs du système de missiles anti-aériens Patriot de fabrication américaine , ont été touchés et complètement détruits*", a déclaré mercredi le ministère russe de la Défense.

---

5 États de l'UE demandent à Zelensky de négocier la paix - Réseau Voltaire 17 mai 2023

Selon le journaliste états-unien Seymour Hersh [1] s'appuyant sur des sources du Renseignement US, un groupe d'États, conduit par la Pologne, a demandé au président Zelensky de négocier la paix sans attendre.

La démarche polonaise est soutenue par la Tchéquie [2] et la Hongrie, et les trois États Baltes.

Seymour Hersh précise qu'il ne considère pas l'armée russe comme dangereuse et efficace, mais que ces États réagissent aux pertes humaines considérables, particulièrement à Bakmout qu'il compare à la bataille de Verdun.

Pour le moment, la loi ukrainienne interdit au président Zelensky de négocier avec l'« *ennemi* » russe tant qu'il « *occupe* » une parcelle de *« territoire ukrainien* » (au sens des frontières de 1991). Cependant, Zelensky a déjà pris contact avec Moscou via une partie tierce.

[1] The Ukraine refugee question, Seymour Hersh, Substrack, Mai 17, 2023.

[2] NB. Dans son article, Seymour Hersh ne parle pas de la Tchéquie, mais de la « *Tchécoslovaquie* », État dissout en 1992.

Lavrov: en Afrique on "*en a ras le bol*" de la pression occidentale relative aux sanctions antirusses - fr.sputniknews.africa 17 mai 2023

"[Les pays occidentaux] menacent directement et punissent. Certains de mes amis en Afrique et en Amérique latine se plaignent d'en avoir ras le bol des exigences occidentales de se joindre aux sanctions. Je leur ai demandé ce qui leur a été proposé en échange d'un point de vue économique et financier. Ils avouent en baissant les yeux qu'en échange, on leur promet de ne pas les punir. En

voilà une diplomatie", a fait savoir le ministre dans une interview accordée à la chaîne de télévision Tsargrad.

Selon lui, les déclarations de l'Occident d'après lesquelles il "*a isolé*" la Russie témoignent du fait qu'il se prend pour le nombril du monde.

"*C'est l'unique explication à sa politique actuelle*", avance le ministre.

"*Les tentatives de l'Occident de contraindre les pays du Sud global -comme nous les appelons maintenant- à se joindre aux sanctions antirusses se heurtent à la volonté de la majorité écrasante des pays en développement de mener leur politique sur la base de leurs intérêts nationaux, des besoins de leur économie et de leurs problèmes sociaux*", a ajouté M.Lavrov.

Il a précisé que Vladimir Poutine avait expliqué dans le menu détail les causes du début de l'opération militaire spéciale: le coup d'État en Ukraine, le refus de Kiev d'honorer les accords de Minsk, les opérations militaires contre les civils du Donbass pendant huit ans.

"[Le Président russe] a démontré que nous n'avons pas eu d'autre choix. D'aucuns peuvent ne pas l'accepter. L'Occident ne l'a pas accepté. Que les autres décident par eux-mêmes de qui a raison, qui a tort et quelle position occuper: pour, contre ou neutre. Mais on ne les laisse pas faire. Ils sont pressés de jour en jour, on leur dicte, on les force à se joindre à quelque chose d'antirusse. Ceux qui sont sûrs d'avoir raison ne se comportent pas de cette façon", a conclu le ministre.

Xénophobie et terrorisme institutionnels.

"*Tuer des Russes partout*": Moscou fustige auprès de l'Onu les propos d'un responsable ukrainien - fr.sputniknews.africa 17 mai 2023

La Russie a critiqué devant l'Onu les propos du chef du renseignement militaire ukrainien, Kyrylo Boudanov, appelant à tuer des Russes "*n'importe où*". C'est "*un discours de haine et de russophobie"*, a martelé le représentant permanent de la Russie, Vassili Nebenzia, dans une lettre.

La partie russe a distribué une lettre au Conseil de sécurité de l'Onu, concernant les déclarations de Kyrylo Boudanov, patron du renseignement militaire ukrainien.
"*Nous avons tué des Russes et nous continuerons à tuer des Russes n'importe où sur Terre jusqu'à ce que la victoire complète de l'Ukraine*", avait notamment déclaré le responsable ukrainien lors d'un entretien à Yahoo News.

"*La direction de l'Onu, n'a aucunement réagi aux déclarations de Boudanov […]. Le représentant officiel du secrétaire général tente de se cacher derrière des propos généraux sur l'inadmissibilité de tout attentat terroriste*", poursuit ainsi Vassili Nebenzia.

Chine.

Xi Jinping annonce une "*nouvelle ère*" pour les relations Chine-Asie centrale - AFP 18 mai 2023

Le président chinois Xi Jinping a salué jeudi l'entrée dans une "*nouvelle ère*" des relations entre son pays et l'Asie centrale, à l'ouverture en Chine d'un sommet inédit avec ces cinq républiques ex-soviétiques.

Destiné à resserrer les liens économiques et culturels avec ces nations traditionnellement plus proches de Moscou que de Pékin, ce grand rendez-vous est organisé au moment où Joe Biden rencontre au Japon les dirigeants du G7.

C'est la toute première édition de ce "*sommet Chine-Asie centrale*" depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1992 entre le géant asiatique et ces républiques (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) après la chute de l'URSS.

Choix symbolique: cette réunion qualifiée "*d'extrêmement importante*" par Pékin se tient dans la ville historique de Xi'an (nord), extrémité orientale de l'ancienne Route de la soie qui reliait l'Europe et la Chine via l'Asie centrale.

"*La Chine invite sincèrement*" ces pays à "*monter à bord du train express de son développement pour bâtir ensemble un avenir meilleur*", a-t-il souligné, selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

Anciennement membres de l'Empire russe puis de l'Union soviétique, ces nations conservent des liens économiques, linguistiques et diplomatiques privilégiés avec Moscou.

Mais avec la guerre en Ukraine, l'influence russe s'est émoussée. Un vide relatif que le président chinois se montre disposé à combler.

Hasard (ou pas) du calendrier: un sommet des dirigeants du G7 (Canada, France, Etats-Unis, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni) s'ouvre vendredi à Hiroshima, en présence notamment du président américain Joe Biden - dont le pays dépeint régulièrement Pékin comme une menace.

L'événement japonais sera notamment consacré à l'établissement d'une stratégie commune face à l'influence croissante de la Chine dans le monde.

En face, "*l'importance diplomatique et stratégique*" de l'inédite réunion organisée à Xi'an jeudi et vendredi "*ne doit pas être sous-estimée*", souligne Zhiqun Zhu.
"*Le sommet Chine-Asie centrale montre que le renouveau de la Chine ne peut être entravé et qu'il bénéficie d'un fort soutien en Asie centrale et ailleurs dans les pays en développement*."

La Chine estime que son commerce avec Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan a atteint l'an passé les 70 milliards de dollars (64 milliards d'euros) et grimpé sur un an de 22% lors du premier trimestre 2023.

L'Asie centrale occupe une place majeure dans l'initiative chinoise des "*Nouvelles routes de la soie*", également connue sous le nom "La Ceinture et la Route".

Incarné par Xi Jinping qui l'a lancé fin 2013, ce programme pharaonique entend notamment développer, grâce à des fonds chinois, des routes, ports, chemins de fer et infrastructures à l'étranger.

Le géant asiatique a déjà investi des milliards d'euros pour exploiter des réserves de gaz naturel en Asie centrale et construire des liaisons ferroviaires reliant la Chine à l'Europe via la région.

Le sommet est l'occasion de faire avancer certains projets, comme la ligne ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan ou encore l'extension de l'oléoduc entre l'Asie centrale et la Chine.

Xi Jinping a déclaré jeudi à son homologue kirghize, Sadyr Japarov, que la Chine était "*disposée à travailler avec le Kirghizstan pour construire une communauté de bon voisinage, d'amitié, de prospérité partagée et d'avenir commun".*

Le président chinois a tenu des propos similaires à ses homologues ouzbek Chavkat Mirzioïev, tadjik Emomali Rakhmon et turkmène Serdar Berdymoukhamedov, appelant à promouvoir les relations économiques et culturelles.

Pakistan.

Imran Khan et l'indépendance du Pakistan par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 16 mai 2023

Le Pakistan n'a jamais été indépendant. Il est toujours resté un jouet dans les mains du Royaume-Uni et des États-Unis. Durant la guerre occidentale contre le régime communiste afghan, il est devenu une base arrière des moujahidines et des combattants arabes de Ben Laden. Cependant, depuis une décennie, un champion de cricket pas comme les autres tente de le libérer, de faire la paix avec l'Inde et de créer des services sociaux : Imran Khan.

La population pakistanaise se lève contre son armée et contre son personnel politique. Partout, des manifestations se forment pour soutenir l'ancien Premier ministre, Imran Khan, tout juste libéré, mais faisant l'objet d'une centaine de procédures judiciaires.

https://www.voltairenet.org/article219300.html

Turquie.

Résultat des élections législatives en Turquie - tass.com 15 mai 2023

L'Alliance populaire (Le parti du Président Recep Tayyip Erdogan) a remporté les élections législatives avec 49,4 % des voix. Selon la chaîne de télévision publique TRT, elle obtiendra 321 sièges sur les 600 que compte le Parlement. Selon les dernières données, l'Alliance de la Nation de l'opposition obtiendra 213 sièges.

Taux de participation record

Les citoyens se sont rendus en masse aux urnes pour voter, le taux de participation ayant atteint le niveau record de 88,9 %, selon les dernières données du Conseil électoral suprême de Turquie. Le taux de participation était de 86,2 % lors de l'élection présidentielle précédente.

J-C - Je n'ai pas vu cette info les derniers jours dans les pages d'information internationale de Yahoo, ils devaient être déçus des résultats de ces élections, alors ils ont préféré les faire disparaître, au nom de la démocratie ou de valeurs, non, de leurs "*règles*" !

Syrie.

La Syrie officiellement réintégrée dans la Ligue arabe - Réseau Voltaire 16 mai 2023

Une réunion préparatoire du sommet de la Ligue arabe s'est tenue à Djeddah, retransmise en direct par la chaîne de télévision El-Ekbariya.

Le ministre des Finances saoudien, Mohamed Al-Jaddan, a chaleureusement accueilli la délégation syrienne. Celle-ci comprenait le ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, Fayçal Miqdad, le ministre de l'Information, Boutros Al-Hallaq, le ministre adjoint des Affaires étrangères et des Expatriés, Ayman Soussan, ainsi que le directeur du bureau du ministre des Affaires étrangères, Jamal Najib.

Le président syrien, Bachar el-Assad, a été invité au sommet auquel plusieurs dirigeants occidentaux devraient participer.

La reconnaissance de la victoire de la République arabe syrienne sur les jihadistes soutenus par l'Occident et sa réintégration dans la Ligue des États arabes marque la fin de la domination étrangère sur la région. Réseau Voltaire 16 mai 2023

Palestine occupée.

75 ans de deuil de sang et de larmes : Qui se souvient de la Nakba ?

« *À la fin de 1947, la Palestine compte près de 2 millions d'habitants : un tiers de juifs, deux tiers d'Arabes. La résolution 181 des Nations unies décide sa partition en deux États : l'un doit être presque exclusivement peuplé d'Arabes ; dans l'autre, les juifs seraient légèrement majoritaires.*
Un an plus tard, c'est un État à très forte majorité juive, Israël, qui occupe 78% de la Palestine. Plus de 500 villages ont été rasés, de nombreuses villes ont presque entièrement perdu leur population arabe. Et 800 000 Arabes palestiniens originaires des territoires qui font désormais partie d'Israël peuplent des camps de réfugiés hors de ses frontières.

En quelques mois, forts de leur supériorité militaire, de leur accord secret avec le roi de Jordanie, de la passivité complice des soldats britanniques et de l'impéritie de l'ONU, les dirigeants du mouvement sioniste ont organisé le « transfert », *par la violence et l'intimidation, d'une population arabe plutôt pacifique, sans défense, abandonnée de tous.* »

(Ilan Pappe, historien israélien)

Tout est parti du plan Daleth

En novembre 1947, au moment du vote du plan de partage, la Palestine mandataire compte environ 600 000 juifs pour 1 200 000 Arabes. David Ben Gourion a confié à Yigaël Yadin le soin d'étudier

un plan militaire permettant de préparer le Yichouv à l'intervention annoncée des États arabes. Comment bouter les Arabes du maximum de terres pour l'espace vital juif ? Il s'agit du plan Daleth qui est mis en application dès le début du mois d'avril.

Le plan Daleth ou plan D, est le plan établi par la Haganah en mars 1948 pendant la guerre de Palestine de 1948. Il fut rédigé par Israël Ber et Moshe Pasternak, sous la supervision de Yigal Yadin, chef des opérations de la Haganah. Ilan Pappé y voit un plan mis au point par les sionistes pour spolier les Arabes palestiniens de leur terre en les chassant de leur terre.

Ilan Pappé : « *Le nettoyage ethnique de la Palestine* », Arthème Fayard 20082

https://reseauinternational.net/75-ans-de-deuil-de-sang-et-de-larmes-qui-se-souvient-de-la-nakba/

Equateur.

En Équateur, le président Guillermo Lasso dissout le Parlement en raison d'une « *grave crise politique* » - lejdd.fr

Le chef de l'État est menacé de destitution par le Parlement, où l'opposition est majoritaire. Celle-ci l'accuse de corruption autour d'un contrat de pétrole.

Le président équatorien Guillermo Lasso a ordonné mercredi la dissolution du Parlement et la tenue d'élections législatives anticipées, dont l'opposition pourrait sortir renforcée. Dans un communiqué diffusé par ses services, le chef de l'État conservateur annonce « *dissoudre l'Assemblée nationale en raison de la grave crise politique et des troubles intérieurs* ».

L'ancien président Rafael Correa (2007-2017), qui dirige l'opposition malgré sa condamnation à huit ans de prison par contumace pour corruption et vit en exil en Belgique, a qualifié la décision de Guillermo Lasso d'« *illégale* » et de « *coup d'État* », y voyant « *le dernier clou planté dans son propre cercueil* politique ». Une alliance d'organisations de gauche a appelé à défendre dans la rue « *les droits et les libertés* ».

BILDERBERG MEETING 2023

Lisbon, 18 - 21 May 2023

https://bilderbergmeetings.org/press/press-release/press-release

Communiqué de presse via leur site officiel :

La 69e réunion Bilderberg aura lieu du 18 au 21 mai à Lisbonne, au Portugal

LISBONNE, 18 mai 2023 – La 69e réunion Bilderberg se tiendra du 18 au 21 mai 2023 à Lisbonne, au Portugal. Environ 130 participants de 23 pays ont confirmé leur présence. Comme toujours, un groupe diversifié de dirigeants politiques et d'experts de l'industrie, de la finance, du monde

universitaire, du monde du travail et des médias a été invité. La liste des participants est disponible sur bilderbergmeetings.org.

Les principaux thèmes de discussion de cette année sont les suivants

L'IA
Système bancaire
La Chine
Transition énergétique
L'Europe
Défis fiscaux
L'Inde
Politique industrielle et commerce
L'OTAN
Russie
Menaces transnationales
Ukraine
Leadership américain

J-C – LA DÉLÉGATION FRANCAISE

Attal, Gabriel,	Ministre des comptes publics
Barbizet, Patricia,	Présidente-directrice générale, Temaris & Associés SAS
Baudson, Valérie,	PDG, Amundi SA
Beaune, Clément,	Ministre des transports
Buberl, Thomas,	PDG, AXA SA
Castries, Henri de,	Président, Institut Montaigne
Émié, Bernard,	Directeur général de la sécurité extérieure, ministère des armées
Philippe, Édouard,	Maire, Le Havre
Pouyanné, Patrick,	Président-directeur général, Total Energies SE

LISTE DES PARTICIPANTS 2023 :

22----------	Ministres ou députés.
22----------	Finances.
22----------	Médias et technologie de l'information.
21- gras	Institutions publiques et privées, think tanks…
11- clair	Entreprises, industries, multinationales, etc.
11----------	Energie, IA…
9----------	Universitaires.
9----------	Français (toutes catégories confondues)

Abrams, Stacey (USA), PDG, Sage Works Production
Achleitner, Paul M. (DEU), président du conseil consultatif mondial, Deutsche Bank AG
Agrawal, Ajay (CAN), Professeur d'économie, Université de Toronto
Albares, José Manuel (ESP), ministre des Affaires étrangères
Altman, Sam (USA), PDG, OpenAI

Alverà, Marco (ITA), Co-fondateur, zhero.net ; PDG TES
Andersson, Magdalena (SWE), Leader, Parti social-démocrate
Applebaum, Anne (USA), Rédactrice en chef, The Atlantic
Arnaut, José Luís (PRT), Associé gérant, CMS Rui Pena & Arnaut
Attal, Gabriel (FRA), Ministre des comptes publics
Balsemão, Francisco Pinto (PRT), Président, Groupe Impresa
Barbizet, Patricia (FRA), présidente-directrice générale, Temaris & Associés SAS
Barroso, José Manuel (PRT), président, conseillers internationaux, Goldman Sachs
Baudson, Valérie (FRA), PDG, Amundi SA
Beaune, Clément (FRA), Ministre des transports
Benson, Sally (USA), Professeur de science et d'ingénierie de l'énergie, Université de Stanford
Beurden, Ben van (NLD), conseiller spécial du conseil d'administration, Shell plc
Borg, Anna (SWE), Présidente-directrice générale, Vattenfall AB
Borrell, Josep (INT), Vice-président, Commission européenne
Botín, Ana P. (ESP), Présidente exécutive du groupe, Banco Santander SA
Bourla, Albert (USA), président-directeur général, Pfizer Inc.
Braathen, Kjerstin (NOR), PDG, DNB ASA
Brende, Børge (NOR), président, Forum économique mondial
Brink, Dolf van den (NLD), PDG, Heineken NV
Brudermüller, Martin (DEU), PDG, BASF SE
Buberl, Thomas (FRA), PDG, AXA SA
Byrne, Thomas (IRL), Ministre du sport et de l'éducation physique
Carney, Mark (CAN), Vice-président, Brookfield Asset Management
Cassis, Ignazio (CHE), Conseiller fédéral, Département fédéral des affaires étrangères
Castries, Henri de (FRA), Président, Institut Montaigne
Cavoli, Christopher (INT), Commandant suprême des forces alliées en Europe
Ceylan, Mehmet Fatih (TUR), Président, Ankara Policy Center
Chhabra, Tarun (USA), directeur principal pour la technologie et la sécurité nationale, Conseil de sécurité nationale
Creuheras, José (ESP), président, Grupo Planeta et Atresmedia
Debackere, Koenraad (BEL), président, KBC Group NV
Deese, Brian (USA), ancien directeur, Conseil économique national
Donohoe, Paschal (INT), Président, Eurogroupe
Döpfner, Mathias (DEU), Président et PDG, Axel Springer SE

Easterly, Jen (USA), directrice, Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures
Economy, Elizabeth (USA), conseillère principale pour la Chine, ministère du commerce
Ehrnrooth, Henrik (FIN), président, Otava Group
Émié, Bernard (FRA), directeur général de la sécurité extérieure, ministère des armées
Empoli, Giuliano da (ITA), Politologue et écrivain, Sciences Po
Entrecanales, José M. (ESP), président-directeur général, Acciona SA
Eriksen, Øyvind (NOR), Président et PDG, Aker ASA
Ferguson, Niall (USA), Milbank Family Senior Fellow, Université de Stanford
Fleming, Jeremy (GBR), Ancien directeur, GCHQ
Frederiksen, Mette (DNK), Premier ministre
Freeland, Chrystia (CAN), Vice-premier ministre
Garijo, Bélen (DEU), Président-directeur général, Merck KGaA
Gentiloni, Paolo (INT), Commissaire à l'économie, Commission européenne
Gonzáles Pons, Esteban (ESP), Vice-président, Parti populaire européen
Gosset-Grainville, Antoine (FRA), président, AXA
Goulimis, Nicky (GRC), Membre du conseil d'administration et co-fondateur, Nova Credit Inc.

Griffin, Kenneth (USA), Fondateur et PDG, Citadel LLC
Gruber, Lilli (ITA), Rédactrice en chef et présentatrice, La7 TV
Gürkaynak, Refet (TUR), Professeur d'économie, Université de Bilkent
Haines, Avril D. (USA), Directeur du renseignement national
Halberstadt, Victor (NLD), Professeur d'économie, Université de Leiden
Hassabis, Demis (GBR), PDG, DeepMind
Hedegaard, Connie (DNK), Présidente, Fondation KR
Hofreiter, Anton (DEU), député ; président de la commission des affaires européennes
Holzen, Madeleine von (CHE), rédactrice en chef, Le Temps
Jensen, Kristian (DNK), PDG, Green Power Denmark
Joshi, Shashank (GBR), Rédacteur en chef de la défense, The Economist
Kaag, Sigrid (NLD), ministre des finances ; vice-premier ministre
Karp, Alex (USA), PDG, Palantir Technologies Inc.
Kasparov, Garry (USA), président, Renew Democracy Initiative
Kieli, Kasia (POL), président et directeur général, Warner Bros. Discovery Poland
Kissinger, Henry A. (USA), Président, Kissinger Associates Inc.
Koç, Ömer (TUR), Président, Koç Holding AS
Kolesnikov, Andrei (INT), Senior Fellow, Carnegie Endowment for International Peace
Kostrzewa, Wojciech (POL), président, Polish Business Roundtable
Kotkin, Stephen (USA), Senior Fellow, Hoover Institution, Université de Stanford
Kravis, Henry R. (USA), coprésident, KKR & Co. Inc.
Kravis, Marie-Josée (USA), présidente, Musée d'art moderne
Kudelski, André (CHE), président et CEO, Groupe Kudelski SA
Kuleba, Dmytro (UKR), ministre des affaires étrangères

Lammy, David (GBR), secrétaire d'État fantôme aux affaires étrangères, Chambre des communes
Leysen, Thomas (BEL), président, Umicore et Mediahuis ; président DSM-Firmenich AG
Liikanen, Erkki (FIN), président, IFRS Foundation Trustees
Looney, Bernard (GBR), PDG, BP plc
Marin, Sanna (FIN), Premier ministre
Metsola, Roberta (INT), Présidente, Parlement européen
Micklethwait, John (USA), rédacteur en chef, Bloomberg LP
Minton Beddoes, Zanny (GBR), rédactrice en chef, The Economist
Moreira, Duarte (PRT), cofondateur et associé gérant, Zeno Partners
Moyo, Dambisa (GBR), économiste mondial ; membre de la Chambre des Lords
Mundie, Craig J. (USA), Président, Mundie & Associates LLC
Nadella, Satya (USA), PDG, Microsoft Corporation
O'Leary, Michael (IRL), PDG du groupe Ryanair
Orida, Deborah (CAN), Présidente-directrice générale, PSP Investments
Özel, Soli (TUR), Professeur, Université Kadir Has
Papalexopoulos, Dimitri (GRC), président, TITAN Cement Group ; trésorier des réunions Bilderberg
Philippe, Édouard (FRA), maire, Le Havre
Pottinger, Matthew (USA), Distinguished Visiting Fellow, Hoover Institution
Pouyanné, Patrick (FRA), président-directeur général, TotalEnergies SE
Rachman, Gideon (GBR), commentateur en chef des affaires étrangères, The Financial Times
Ramírez, Pedro J. (ESP), Directeur, El Español
Rappard, Rolly van (NLD), Co-fondateur et Co-président, CVC Capital Partners
Reynders, Didier (INT), Commissaire européen à la justice
Röttgen, Norbert (DEU), Député, Bundestag allemand
Rutte, Mark (NLD), Premier ministre

Salomon, Martina (AUT), Rédactrice en chef, Kurier
Sawers, John (GBR), Président exécutif, Newbridge Advisory Ltd.
Schadlow, Nadia (USA), Senior Fellow, Hudson Institute
Schallenberg, Alexander (AUT), Ministre des affaires européennes et internationales
Schmidt, Eric E. (USA), Ancien PDG et président, Google LLC
Schmidt, Wolfgang (DEU), Chef de la Chancellerie, Ministre fédéral des tâches spéciales
Sebastião, Nuno (PRT), Président et PDG, Feedzai
Sikorski, Radoslaw (POL), Député européen, Parlement européen
Silva, Filipe (PRT), PDG, Galp
Stilwell de Andrade, Miguel (PRT), PDG, EDP
Stoltenberg, Jens (INT), Secrétaire général, OTAN
Subramanian, Arvind (INT), Senior Fellow in International and Public Affairs, Brown University

Tellis, Ashley J. (USA), Chaire Tata pour les affaires stratégiques, Carnegie Endowment
Thiel, Peter (USA), Président, Thiel Capital LLC
Tsu, Jing (USA), Professeur de langues et littératures d'Asie de l'Est, Université de Yale
Tugendhat, Tom (GBR), Ministre d'État chargé de la sécurité
Vadera, Shriti (GBR), Présidente, Prudential plc
Vassilakis, Eftichios (GRC), président, Aegean Group
Waldron, John (USA), président et directeur de l'exploitation, The Goldman Sachs Group, Inc.
Wallenberg, Marcus (SWE), président, Skandinaviska Enskilda Banken AB
Wennink, Peter (NLD), président et CEO, ASML Holding NV
Wright, Thomas (USA), directeur principal pour la planification stratégique, Conseil national de sécurité
Yang, Yuan (GBR), Correspondant Europe-Chine, Financial Times
Yergin, Daniel (USA), Vice-président, S&P Global
Yinanç, Barçin (TUR), Journaliste, T24 News Website

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 mai 2023.

(Documentaire) Propaganda : la fabrique du consentement

Réalisé par Jimmy Leipold, ce documentaire explique le concept de propagande de masse, né aux États-Unis au début du XXe siècle, pour convaincre le peuple d'entrer en guerre. De cette théorie découleront les techniques de publicité et de communication utilisées dans le commerce ou la politique, les « *relations publiques* ». Le film revient sur la création et les évolutions de ces méthodes de propagande.

Vidéo. (Documentaire) PROPAGANDA : La fabrique du consentement - 28 juin 2022

https://odysee.com/@lapressedupeuple:a/Propaganda---La-fabrique-du-consentement---ARTE:1?src=embed&t=1444.437105

J-C - En regardant cette vidéo j'ai appris un tas de choses utiles que j'ignorais sur les Etats-Unis.

Encore une fois je repense à ce militant qui s'était moqué de moi parce que je m'intéressais beaucoup à ce sujet. Selon lui la propagande ou la guerre psychologique menée contre les masses par les spécialistes en communication ou « *relations publiques* » pour le compte de capitalistes ou de gouvernements, ne servait à rien ou n'avait pas d'influence sur les masses ou le cours de l'histoire… Or malheureusement, les faits ont démontré le contraire une multitude de fois depuis le début du XXe siècle jusqu'à nos jours, et les conséquences en ont été tragiques à chaque fois, la pire ayant été de parvenir à éloigner les masses du socialisme pour une durée indéterminée au profit du capitalisme, auquel elles ont littéralement voué un culte qui sera très difficile à déboulonner…

Dictature climatique. Encore une escroquerie du GIEC mise en lumière.

Les données montrent que le niveau de la mer baisse depuis plus de 100 ans en Scandinavie. Mais le GIEC décide qu'il monte

Depuis plus d'un siècle, les villes d'Oslo, de Stockholm et d'Helsinki, en Europe du Nord, ne cessent de s'élever, sans que rien ne laisse supposer que le niveau local de la mer ne continuera pas à baisser de quelques millimètres par an. Jusqu'en 2020, date à laquelle le nouvel outil de projection du niveau de la mer du GIEC (AR6) a soudainement annoncé des hausses substantielles du niveau de la mer sur l'ensemble du territoire. Cette découverte semble déconcerter Ole Humlum, professeur émérite de géographie physique à l'université d'Oslo. Il semble que cet outil n'ait pas été produit pour tester la validité d'une idée scientifique. Il s'agit plutôt d'une tentative pour « *alarmer l'utilisateur* », a-t-il déclaré.

Le Daily Sceptic a fait état des activités d'une opération d'agit-prop verte basée aux États-Unis, appelée Climate Central, qui est soutenue par des fondations milliardaires et qui utilise les données du GIEC pour promouvoir des histoires d'inondations catastrophiques sur mesure dans les médias

locaux. Récemment, le Mirror a rapporté qu'une grande partie de Londres pourrait disparaître d'ici 80 ans, tandis que de vastes zones le long de la Humber et des Midlands pourraient également disparaître sous les vagues. Les politiciens locaux, comme le maire de Londres Sadiq Khan, reprennent ces histoires fantastiques et les utilisent pour justifier des politiques « *climatiques* » dures, y compris un assaut contre le transport privé.

C'est ce que M. Humlum a découvert lorsqu'il a interrogé le nouveau modèle informatique de projection de l'évolution du niveau de la mer du GIEC pour la ville côtière d'Oslo. La capitale norvégienne, comme d'autres villes scandinaves, a été ensevelie sous une énorme couche de glace qui n'a commencé à se soulever qu'il y a 20 000 ans. Aujourd'hui encore, la région subit une élévation « *isostatique* » continue de plusieurs millimètres par an, à mesure qu'elle rebondit sur les couches sous-jacentes. Le rythme observé de la baisse du niveau de la mer est indiqué en violet dans le graphique ci-dessus. Si la tendance observée depuis plus de 100 ans se poursuit, le niveau de la mer baissera de 28 cm d'ici la fin du siècle. Le modèle du GIEC prévoit une augmentation du niveau de la mer de 17 cm d'ici à 2100. M. Humlum a trouvé des schémas et des déconnexions similaires pour les capitales de la Suède et de la Finlande. Copenhague se trouvait à la limite de la calotte glaciaire, et une très faible augmentation annuelle s'est transformée en une hausse substantielle de 45 cm d'ici 2100.

Il est « *extrêmement surprenant* », observe M. Humlum, que ce changement modélisé apparaisse pour la première fois en 2020 sous la forme d'un changement progressif assez marqué du niveau relatif de la mer. Humlum suggère que si les modélisateurs avaient produit des données remontant à 1950, « le conflit entre les données mesurées et modélisées serait immédiatement devenu évident ». Selon M. Humlum, *« il est extrêmement décevant qu'un contrôle de qualité aussi simple – ou un contrôle de santé – n'ait apparemment jamais été demandé ou effectué par le GIEC.* »

Le travail de M. Humlum figure dans le rapport Clintel récemment publié – « *The Frozen Climate Views of the IPCC »* – et fait partie d'un examen détaillé et critique du sixième rapport d'évaluation (AR6) de l'organisation des Nations unies. Comme nous l'avons noté récemment, les auteurs scientifiques sont très critiques à l'égard d'une grande partie du travail du GIEC. En plus de mettre l'accent sur les scénarios les plus pessimistes, il réécrit l'histoire du climat, a un « *énorme* » biais en faveur des mauvaises nouvelles, et écarte les bonnes nouvelles du résumé à l'intention des décideurs politiques, largement diffusé. Le scénario le plus pessimiste est appelé SSP5-8.5 et suppose que les températures augmenteront de 5°C en moins de 80 ans. Étant donné que les températures ont augmenté d'à peine 0,1°C au cours des deux premières décennies de ce siècle, presque personne ne croit que ces scénarios sont un tant soit peu plausibles. Néanmoins, M. Clintel note que 43% des prévisions du GIEC concernant un changement climatique radical et préjudiciable, et environ la moitié de la littérature scientifique sur le climat, sont basées sur ces scénarios.

https://dailysceptic.org/about/

https://marie-claire-tellier.over-blog.com/2023/05/les-donnees-montrent-que-le-niveau-de-la-mer-baisse-depuis-plus-de-100-ans-en-scandinavie.mais-le-giec-decide-qu-il-monte.html

Comment ils s'en prennent consciemment à l'état mental de la jeunesse pour mieux la contrôler et la soumettre.

Les réseaux sociaux peuvent être dangereux pour les jeunes, alerte le médecin-chef des Etats-Unis - AFP 24 mai 2023

Les réseaux sociaux peuvent avoir des "*effets extrêmement nocifs*" sur la santé mentale des enfants et des adolescents, alerte le médecin-chef des Etats-Unis, appelant les géants de la tech à agir, dans un rapport publié mardi.

"*Nous traversons une crise nationale de la santé mentale des jeunes, et je crains que les réseaux sociaux ne soient un moteur important de cette crise - ce à quoi nous devons répondre de toute urgence*", prévient Vivek Murthy dans un communiqué accompagnant ce document.

D'autres recherches sont nécessaires pour "*mieux comprendre les effets des réseaux sociaux*" sur les jeunes, mais "*de nombreux éléments*" prouvent qu'ils peuvent avoir des conséquences négatives, indique-t-il dans un rapport de 19 pages.

Des études ont par exemple établi un lien entre l'utilisation des réseaux sociaux et l'apparition de symptômes dépressifs. En poussant les adolescents à se comparer, ces plateformes

Tous les jeunes peuvent aussi être exposés à des contenus "*dangereux*", montrant par exemple des actes violents ou sexuels, insiste le médecin-chef.

Les entreprises de la tech devraient appliquer un "*âge minimum*" pour les enfants souhaitant rejoindre leurs réseaux sociaux, et créer des paramètres par défaut protégeant mieux leur vie privée, affirme-t-il.

Jusqu'à 95% des jeunes américains de 13 à 17 ans disent utiliser un réseau social, dont un tiers s'en servent "*quasiment constamment*", selon le Pew Research Center. AFP 24 mai 2023

Collaboration de classes. La mascarade continue, suite et fin.

L'intersyndicale s'était calée sur le syndicat jaune ou corporatiste.

J-C - Dès le premier jour nous savions ce qui allait se passer, comme pratiquement chaque fois, à quoi bon le signaler puisque tout le monde s'en fout.

Sur les retraites, Laurent Berger contre des « *manifestations à répétition* » après le 8 juin - Le HuffPost 21 mai 2023

J-C – Qui ne savait pas que par principe manifester rebute à la CFDT, à la CFTC, à la CGC, et accessoirement aux dirigeants de la FO et de la CGT entre deux ballons ou merguez-frite ?

Vaincre Macon serait "*un but difficile à atteindre*", il aura tout fait pour qu'il en soit ainsi, c'est surtout cela qu'il faut avoir à l'esprit, pour finalement annoncer qu'il vaut mieux l'abandonner et donner satisfaction à Macron-BlackRock.

Il avoue à sa manière qu'il a instrumentalisé la mobilisation des travailleurs quand il affirme "*nous voulons nous servir de la force du mouvement social pour obtenir des avancées pour les travailleurs*", il n'a jamais eu l'intention de l'utiliser comme point de départ d'une mobilisation plus large, centralisée, généralisée, il s'y est toujours opposé, ce qui vaut pour tous les syndicats, car il en est le porte-parole. Le retrait du projet de contre-réforme des retraites n'a jamais été l'objectif de l'intersyndicale.

Pourquoi font-ils tout pour dégoûter les masses de la politique ? (Suite de la causerie précédente.)

Même si la politique vous fait chier et vous ne voulez pas en entendre parler, tous les jours vous en êtes gavé à la télé, à la radio et dans les journaux, et puis tout le monde en parle, donc vous ne pouvez pas y échapper quoi que vous fassiez ou disiez. Pourquoi, mais parce que tout est politique !

C'est comme les gens qui se disent apolitiques, c'est une fumisterie, cela n'existe pas, car, quel que soit votre comportement, il aura un contenu et une signification politique ou il aura une incidence politique, même si vous ne connaissez rien à la politique, vous n'y coupez pas.

Vous nous dites qu'on vous emmerde quand on parle de politique, parce que c'est triste, négatif, vous n'avez pas envie d'entendre des trucs pareils, mais que faites-vous en écoutant la télévision ou la radio ? Leur voix serait autorisée ou ferait autorité, mais la nôtre vaudrait que dal, c'est cela, il faut le dire carrément que vous nous prenez pour des cons et que vous n'avez confiance qu'en Macron et les guignols qui lui servent de ministres ou je ne sais quel journaliste ou expert à la con qui vous fera prendre des vessies pour des lanternes, allons plus loin, de leur part ce serait normal ils incarnent le pouvoir, ils peuvent faire ce qu'ils veulent, ils ont leur raison, nous, nous n'en détenons aucun, on ne vaut rien et notre parole non plus, on est négatif parce qu'on ose contester la parole officielle à laquelle la majorité se rallie sans réfléchir une seconde.

Je rajoute un passage qui m'est venu à l'esprit le 23 mai au matin.

Quand ils sont consultés pour donner leur avis, leur consentement sur un sujet, une mesure, un projet de loi, comment pourraient-ils se prononcer objectivement, je n'ose pas dire en toute indépendance puisque cela ne les intéresse pas, ils s'en foutent, ils n'ont rien fait pour s'informer, pour comprendre.

Ils se comportent comme des irresponsables qui préfèrent subir le destin qui leur était réservé en espérant y échapper à titre individuel, et c'est là qu'ils se trompent lourdement, car le mauvais sort va les rattraper un jour ou l'autre ou personne ne sera épargné au bout du compte, et quand ils s'en rendront compte, ils devront régler d'un coup la totalité de la facture qu'ils croyaient ne jamais devoir honorer, de préférence très lourde et douloureuse, et évidemment ils en seront incapables ou ils ne pourront pas l'assumer, il ne leur restera plus qu'à vivoter misérablement en feignant d'y trouver une satisfaction en s'enfermant définitivement dans le déni ou le mensonge jusqu'à leur mort. Quelle vie épouvantable et quelle triste fin ! Avoir vécu pour finir ainsi, quel gâchis, quelle idiotie, c'est à croire parfois que les hommes ne parviendront jamais à surmonter leurs faiblesses.

Le sentiment d'impuissance conduit à la passivité ou à la neutralité. Il est alimenté par la politique spectacle, la comédie pitoyable et sinistre qu'offrent la soi-disant gauche et extrême gauche

compromis depuis trop longtemps au point d'être irrécupérables, sauf à se bercer de cruelles illusions.

Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse, à quoi bon en parler, cela ne sert à rien, ce n'est pas moi qui vais y changer quoi que ce soit, comment voulez-vous que je sache qui a raison ou tort, je n'en sais rien, alors autant les laisser se démerder avec leurs histoires, moi cela me dépasse, et puis j'ai autres choses à penser...

Ce qui est satirique, ironique, humoristique, comique, burlesque, philosophique, pédagogique doit absolument être banni !

Que nous reste-t-il alors pour présenter ou décrire la réalité, sinon les tons les plus durs, sombres, angoissants, tristes, sinistres, cruels, froids, glacials, vindicatifs, belliqueux, suintant la haine, respirant la mort à plein nez, empruntés par nos ennemis ?

Bannir la dérision de notre discours, ce n'est pas moi qui le souhaite évidemment, mais ceux que les masses écoutent, et qui nous reprochent ensuite de n'évoquer que des choses tristes ou négatives comme si nous y étions pour quelque chose.

J'avoue avoir du mal à prendre à la légère certains sujets, parce que ce serait pour certains un prétexte pour ne pas le prendre au sérieux, ils ne manquent pas, alors ce n'est pas la peine d'en rajouter.

Je suis désolé, la situation ne porte pas vraiment à la traiter par-dessus la jambe ou à la prendre à la rigolade, ne serait-ce qu'en pensant aux conditions dramatiques d'existence de milliards d'hommes et de femmes plus mal lotis que nous. En vivant en Inde, on ne peut pas les oublier une fraction de seconde. Cela dit, je suis de nature cordiale et apaisée, tranquille et j'aime bien rire ou faire des blagues ou le clown, cela détend l'atmosphère, surtout avec les gosses qui ont le droit de rigoler,

---

Lu.

La servitude volontaire par la peur.

« Tout ce que les dirigeants ont à faire, c'est de dire au peuple qu'ils ont quelque chose à craindre. Pointez du doigt la source de leur peur, et vous pourrez obtenir des humains qu'ils fassent tout ce que vous désirez. Vous pouvez les rendre obéissants. »

(Source : *Goering, Le Journal de Nuremberg*, Gustave Gilbert, 1947)

Foutaise !

Etienne Chouard, militant politique, opposant au régime nous dit-on, cela reste à prouver, et pour cause, coqueluche des réseaux dits sociaux dits alternatifs adepte de la démocratie où les élus seraient tirée au sort dans une pochette surprise, considéré comme le père du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) et figure emblématique du mouvement des gilets jaunes, professeur de droit, d'économie et d'informatique âgé de 66 ans.

- « *Un citoyen digne de ce nom est constituant sinon ce n'est pas un citoyen, c'est un électeur. Un électeur c'est un enfant politique alors qu'un citoyen c'est un adulte politique, c'est quelqu'un qui est souverain avec les autres citoyens.* »

J-C - Non, ce n'est pas parce qu'on est citoyen qu'on serait "*un adulte politique*", loin s'en faut, ni un adulte tout court dans bien des cas tellement le niveau de conscience de la majorité de la population est faible ou défectueux, il faut arrêter avec ce genre de démagogie qui montre au passage que ceux qui se croient les plus évolués, ne le sont pas vraiment, c'est cela le plus inquiétant ou il faut chercher ailleurs.

On n'avance pas, on ne construit rien sur la base d'un constat faussé ou de croyances. Les masses seraient incapables de gouverner, voilà la réalité. En revanche un parti composé des éléments les plus conscients de la société en serait parfaitement capable en s'appuyant sur les couches des masses les plus évoluées et déterminées à terrasser nos ennemis.

Ce parti n'existe pas, merci je le sais. Alors construisons-le ensemble. Mais là il n'y a plus personne, tout le monde démissionne en faisant appel à toute sorte de faux prétextes. Personne ne cherchera à comprendre pourquoi, parce que tout le monde ou presque n'y comprend rien. Personne n'admettra ne pas avoir de réponses à ces questions, et qu'ils en existent forcément une qui soit correcte. J'ai la prétention de l'avoir découvert, je ne suis sans doute pas le seul, à quoi bon devant tant de mauvaise foi, d'incurie ou de malhonnêteté intellectuelle. Laissons le temps faire son usage, on en reparlera plus tard...

Il est l'un des pires prédateurs de la planète. Comment les médias volent au secours de Soros. Attention, on ne touche pas aux oligarques mondialistes !

Elon Musk accusé de propos flirtant avec l'antisémitisme à l'encontre de George Soros - Journal du Dimanche 16 mai 2023

Qui est George Soros ? - Journal du Dimanche 19 mai 2023

George Soros est aujourd'hui surtout connu pour son engagement pour le courant progressiste et libéral. À travers sa fondation, l'Open Society Foundations, il mène des actions partout dans le monde visant à promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et l'accès à l'éducation. Journal du Dimanche 19 mai 2023

J-C – Un brave homme en somme, la pire des ordures, formidable !

A lire.

Loi "*France Travail*" : tout comprendre au projet du gouvernement - 16 Mai 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/rsa-france-travail/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-mai-+21_05_23

Le monopole bourgeois de l'indignation face à la violence - 19 Mai 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/bourgeois-violence/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-mai-+21_05_23

J-C - Bon article, sauf la fin qu'on ne partage pas, vociférer, gesticuler, taper sur des casseroles ou se livrer à des sabotages, on préfère investir dans le long terme et le dur, la construction d'un parti, c'est cela qui nous manque cruellement de nos jours, un lieu où tous les travailleurs se rassemblent pour briser leur isolement et pour préparer le renversement du régime.

Il ne faudrait surtout pas que cela coupe l'appétit à ceux qui ont encore de quoi manger à leur faim ou qui s'estiment heureux comme ils sont.

Un Français sur six ne mange pas à sa faim, une hausse brutale en quelques mois - RT France 18 mai 2023

Selon le Crédoc, 16% des Français ne mangeaient pas à leur faim en novembre 2022. Un chiffre qui a bondi de 33% en quatre mois, souligne l'organisme. Derrière les bons chiffres du chômage, la précarité explose en France. (Cela ne signifie pas qu'ils ne s'en accommoderaient pas s'ils ont encore des satisfactions ailleurs, sinon il y aurait une révolution en France ! Je crois qu'il y a quelque chose qui cloche dans ces données. – J-C)

Manger à sa faim, une préoccupation réservée aux pays pauvres ? La France, pourtant septième puissance économique mondiale en 2022, est de plus en plus touchée par la malnutrition.

Les « *personnes en insuffisance alimentaire qualitative* », c'est-à-dire qui ne mangent pas forcément les aliments qu'ils souhaitent, sont également plus nombreuses. Elles sont passées de 41 à 45% des personnes interrogées entre 2016 et novembre 2022 (44 à 45% entre juillet et novembre 2022). Passent ainsi à la trappe viande, poisson, légumes frais. Au-delà de ces situations parfois tragiques, le Crédoc déplore que «*le sentiment de devoir se restreindre sur les dépenses alimentaires*» ait bondi de 22 à 41% des consommateurs entre juillet et novembre 2022.

Logiquement, ce sont les individus les plus fragiles qui sont les plus touchées par la précarité alimentaire : personnes à faibles revenus, femmes isolées, chômeurs, jeunes. En témoigne aussi l'explosion du recours à l'aide alimentaire : il a triplé en dix ans, selon une étude publiée par la Banque alimentaire le 27 février 2023. En tout, 2,4 millions de Français y ont désormais recours, dont 17% d'actifs, 17% de retraités et 11% d'étudiants, souligne l'association. De son côté, le Secours catholique estimait en novembre 2022 que 48% des ménages rencontrés par l'ONG d'entraide n'arrivaient pas à couvrir leurs dépenses alimentaires quotidiennes.

Coupable désigné par le Crédoc et la plupart des associations d'aide aux démunis : l'inflation. Si elle montait à 6% en moyenne sur un an en mars 2023, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), elle explosait à 16% pour les produits alimentaires sur la même période. Une croissance continue, puisqu'elle s'élevait déjà à 15% en février 2023. Des chiffres considérables qui masquent en outre de grandes disparités selon les produits : les légumes frais ont vu leur prix bondir de 29% en un an, contre plus de 20% pour les pâtes ou les fromages, 23,8% pour le beurre ou 13,9% pour la viande.

Inflation : les premiers prix plus touchés

Le Crédoc, s'appuyant sur l'étude «*Iri Vision – Le prix*» de janvier 2023, souligne en outre que cette hausse des tarifs touche davantage les marques premier prix que les marques nationales, impactant d'autant plus les personnes précaires. Celles-ci subissent également la hausse des tarifs de l'énergie : «*24% des personnes citent en effet "des problèmes pour aller faire des courses" comme raison de leurs difficultés.*»

Manque d'argent pour faire le plein, magasins trop éloignés ou absence de transports en commun peuvent ainsi empêcher les Français précaires d'aller acheter des provisions. Une énergie plus chère pousse aussi les Français à opter pour des produits nécessitant moins de cuisson, souligne encore le Crédoc. Des fragilités qui se cumulent, puisque ceux qui se nourrissent mal sont aussi ceux qui renoncent à se soigner correctement et qui ont des difficultés de logement, déplore encore l'organisme.

Un sombre tableau qui ne risque guère de s'éclaircir au vu d'autres indicateurs économiques. Dans son «*Suivi mensuel des défaillances*», la Banque de France a ainsi souligné que le nombre de faillites avait bondi de 49% entre mars 2022 et mars 2023 et de 47% entre avril 2022 et avril 2023.

Et si le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est au plus bas depuis 14 ans à 7,2%, le nombre de personnes en «*situation de contraintes sur le marché du travail*» est toujours très élevé, à 16,5% des «*participants au marché du travail*». Cet indicateur de l'Insee regroupe plusieurs catégories de personnes précaires. On y trouve tout d'abord le «*halo du chômage*», c'est-à-dire les personnes sans travail, mais qui ne répondent pas aux critères du chômage : en recherche d'emploi, mais pas immédiatement disponibles, par exemple. Y figurent aussi les personnes en temps partiel subi ou qui enchaînent les emplois temporaires.

Autant de Français menacés de précarité alimentaire. RT France 18 mai 2023

RSF : Une « *ONG* » ‘‘*printaniste*’’ corrompue qui doit disparaître du paysage médiatique algérien et africain ! - lemediaen442.fr 19 mai 2023

Par DJERRAD Amar

Reporter sans frontières est une association franco-française de droit français. Elle est devenue, à force de compromissions, une organisation dite « *non-gouvernementale* » (ONG) d'envergure « *internationale* » activant dans le domaine « *liberté d'expression* » sans mandat de quiconque dans le monde.

RSF un instrument néolibéral subversif et de sape

Comme Amnesty International, Human Rights Watch et d'autres organisations dites « *ONG* » créées par les gouvernements occidentaux, à leur tête les USA, RSF est chargée aussi de promouvoir, en fait, le néolibéralisme américain en leur lieu et place pour mieux duper !

RSF (tout comme ces ONG) est un virus destructeur, un cheval de Troie, un moyen d'infiltration et de sape, un instrument de propagande et de subversion au service des milieux impérialistes et néocolonialistes qui la finance. C'est une organisation qui n'a jamais été « *non-gouvernementale* ». Elle travaille, contre financement, pour des « *printanistes* » occidentaux avec mission de juger les « *non-occidentaux* » insoumis à leurs règles en s'introduisant – par le biais d'autochtones frustrés,

revanchards et sans principes – pour les déstabiliser dans le but d'y placer des dirigeants liges, dans le cadre de ce qu'il appelle « *regime change* ».

En Algérie, RSF (qui se déclare concernée par l'Afrique du Nord, mais qui ne s'intéresse qu'à l'Algérie) a été en première ligne derrière Radio M et son correspondant (travaillant aussi dans cette radio) pour manipuler et dévier le véritable hirak en connivence des associations algériennes (Rassemblement Action Jeunesse RAJ, ligue des droits de l'homme LADDH et autres dont Barakat de Amira Bouraoui l'exfiltrée depuis la Tunisie par les « *services » français*) qui se sont avérées des instruments financés par la NED américaine entre autres et par Canal France International.

RSF est un club d'usurpateurs et d'imposteurs qui ne défend pas la « *liberté d'expression* » et les « *journalistes* », mais leurs agents sous couvert de « *journalisme* » s'ils se font arrêter pour leurs activités cachées subversives en relation avec l'espionnage et la subversion. Sa mission déclarée cache une exécrable tromperie que l'on peut facilement percevoir par ses sources de financement ; dans son cas par la NED, Open society de Soros, la France et l'Etat sioniste (avec le million de dollars reçu sous couvert d'un prix). Les autres journalistes du monde (y compris européens), que l'on interdit d'exercer (comme RT, Sputnik en particulier) ou qui se font tabasser, arrêter ou assassiner (comme les 50 journalistes palestiniens entre autres) c'est le dernier de ses soucis, car cela n'entre pas dans ses missions !

Rappelons-nous que RSF n'avait même pas mentionné, en 1999, l'assassinat par l'Otan des 16 membres du personnel de la station de télévision yougoslave. Cette « *ONG* » ne dénonce, en matière de liberté de la presse, que les pays listés du ministère des Affaires étrangères américain et leurs alliés. La « *liberté d'expression* » de ces bougres s'arrête là où commence le financement étranger qui les entretient.

Sur instigation de RSF et ses mentors, le Parlement européen a adopté ces jours-ci une « *résolution* » fustigeant l'Algérie au sujet de Radio M dissoute et de son administrateur condamné par la justice à de la prison. Ceci fera l'objet d'un commentaire après ce rappel :

Rappel à propos de Radio M dite du Maghreb

Radio M (qui ne vise que l'Algérie), est financée par Canal France International lié au Quai d'Orsay. Le docteur Ahmed Bensaada en a fait un article en 2021 bien documenté repris par plusieurs sites d'information. Les lois américaines désignent la presse américaine et ONG que financent des étrangers par « Agents étrangers » ; passibles de lourdes peines ! Une radio où exerce K. Drareni la mascotte de RSF. Cette radio n'a rien à voir avec la liberté d'expression, elle n'exprime que ce que lui dictent ceux qui la financent. Le but : semer la confusion et le désordre en Algérie avant pendant et après l'échec du « *hirak* » bis frelaté appuyé par la presse française aux ordres, les islamistes de Rachad et les pseudos gauchistes algériens et français ainsi des ONG, dont RSF.

Ce n'est pas un hasard si le 1er organisme qui a défendu Drareni, puis El Kadi est Reporter sans frontière. Ce n'est pas aussi un hasard si l'un des principaux fondateurs n'est autre que Robert Ménard, Pied noir, maire de Béziers, un fervent partisan de l'Algérie française auteur du livre « *Vive l'Algérie française* ». Oui celui qui a déclaré en débaptisant une rue de Béziers « *l'Algérie, notre paradis à nous, comme disait et dit toujours ma mère. Oser dire que la guerre d'Algérie s'est terminée le 19 mars, ce n'est pas seulement un mensonge, c'est une ignominie, une insulte à la mémoire de tous [jeunes du contingent, harkis] …L'Algérie, ce n'est pas ce qu'un Benjamin Stora ne cesse d'écrire. Ils ont voulu hier l'Algérie algérienne. Ils ne veulent pas aujourd'hui de la France française. Non, je ne veux plus que nous soyons dans la repentance…* » a conclu l'élu,

achevant sous les acclamations « *Algérie française* ! » et « *Le Chant des Africains* », rengaine militaire reprise par les partisans de l'Algérie française.

Cette Radio M, qui n'a pas d'agrément, a exercé sans que les autorités, à l'époque de Bouteflika, n'y prêtent trop attention. Suite à sa maladie, ses réseaux ont laissé faire parce que la subordination au néocolonialisme leur était nécessaire pour le soutien d'un projet de 5ème mandat et se maintenir au pouvoir. Le Hirak a mis fin à leurs ambitions ! C'est alors que l'idée d'une « *phase de transition* » inconstitutionnelle a germé, relayée par des « *opposants* » d'Algérie, de France et du Maroc, ainsi que par les islamistes algériens afin d'imposer un « *triumvirat* » pour gouverner cette phase. Radio M a été de la partie en activant dans cette direction !

Au moment où cette radio a poussé à la révolte, en faisant appel à des personnes qui soutiennent la politique du Makhzen, de la France « *nostalgique* » et des « *opposants algériens à l'étranger* » contre les institutions de l'Algérie et de son armée en interdisant la contradiction que les choses sont devenues préoccupantes. Les vidéos existent. Ses émissions fustigent, jusqu'à la diffamation et sans preuves la gouvernance actuelle, issue des élections légitimes et légales, faisant la promotion du « *hirak* » dévié pour l'instauration d'une présidence collégiale sans vote du Peuple. Les limites de la décence étant dépassées, le pouvoir ne pouvait accepter cette défiance aux lois d'autant que les réseaux sociaux reprochaient au nouveau gouvernement ce laisser-faire moribond !

Voilà que les mêmes milieux politiques et médiatiques réagissent de concert pour condamner avec la même narration la fermeture de cette Radio M et l'incarcération de son administrateur. Tous sont appuyés par des aboyeurs estampillés « analystes », des défenseurs des « *droits de l'hommismes* » et « *des libertés* », des « *opposants algériens à l'étranger* », des médias 'mainstrean', RFI, France24, AFP, TV5, BBC, Al Magharibia, El Watan, Amnesty, le Parisien, le Point, le Monde, Libération, le Figaro, RSF et des menteurs professionnels associés à une pléthore d'agitateurs algériens berbéro-islamo-démocrates. S'il y a toute cette fumée contre la décision de la justice, c'est qu'il y a un feu allumé par des pyromanes qui ne veulent pas que ce média, leur instrument de propagande, disparaisse ! Une radio « *lauréate de la bourse Ebticar, une subvention de l'Union européenne visant à récompenser les médias en ligne du monde arabe les plus innovants* ». Elle a été bien « *innovante* » et bienfaitrice !

Imaginons une Radio dite « F », financée par l'Algérie, exerçant en France, sans agrément, dirigée par un Français nommé E.K Isidor avec son adjoint français K. Didier ayant pour mission d'inciter les Français à la révolte et au désordre pour destituer leurs dirigeants civils et militaires obéissants aux injonctions et ingérences algériennes ! Au nom de la liberté d'expression, leur crédo, le peuple français et ses gouvernants seront là pour la défendre et son administrateur récompensé par un prix ! RSF sera certainement en première ligne pour approuver et féliciter cette action ! Patience ! Pas de panique, ce n'est que de la fiction !

Un Parlement européen corrompu, infesté de gredins.

Il est évident que c'est sous influence de RSF et ses mentors, que le Parlement européen avec des députés corrompus, dans le « *moroccogate* » et « *qatargate* », s'est ingérée dans les affaires algériennes en votant une ''*résolution*'' (qui n'est pas la première) condamnant l'Algérie à propos des « *droits de l'homme* », « *la liberté d'expression* » demandant aux autorités algériennes avec des manières effrontées, pernicieuses de libérer « *Ihsane El Kadi* » condamné par la justice pour financement étranger et non sur ses écrits. Le monde et les citoyens européens savent que ce Parlement n'a aucune crédibilité pour juger qui que ce soit ! Il faut vraiment être atteint d'une aliénation mentale due à l'emprise de l'argent, des vacances royales gratuites, d'addiction à la luxure pour se laisser guider par des escrocs, aussi fripouille qu'eux. C'est-à-dire par des états

corrupteurs et une multitude de canailles regroupées dans des « *ONG* ». RSF, de droit français, est bien l'initiatrice de cette résolution juste suite à une lettre transmise à la Présidence algérienne des mains de son représentant. Que peut bien faire à l'Algérie ce parlement de gredins – incapables de défendre les intérêts de leur pays face aux actions destructrices de leur économie, en déclin, par leur maître US – discrédité par la corruption en plus d'être sans souveraineté et fortement affaibli par la gifle russe. Diversion pour cacher leurs tares qui consiste à se rabattre souvent sur les pays africains pour certifier leur pseudo-puissance afin de se consoler et d'atténuer leur humiliation ? « *Qui se fait ange n'est bien souvent qu'un diable qui se cache* » (proverbe italien) ! Même les pressions les plus ardues, en complots politiques, économiques ou terroristes ont été mises en échec ! Sa « Cour » des droits de l'homme serait aussi financée par le milliardaire G. Soros, selon « *Valeurs actuelles* ». En conformité avec ses principes, l'Algérie va la négliger tout en réservant à cette ingérence crasse et méprisante une suite appropriée ; elle a suffisamment de ressorts pour le faire. Les Algériens ont appris que quand il y a des « *campagnes* », initiées depuis l'étranger, c'est qu'il y a tromperie et RSF par cette action vient de fournir un motif inespéré pour que l'État prenne des mesures légales et légitimes ! À notre avis, bannir cette ONG funeste du paysage médiatique algérien (voire de toute l'Afrique) est salutaire ! Ainsi, elle sera remise à sa place géographique d'où elle disparaîtra également faute de matière ou de thème et donc d'activité ! En attendant, l'Assemblée Algérienne a condamné cette « *résolution* » la jugeant « *une immixtion éhontée dans les affaires internes du pays* », suivie du Parlement Arabe qui recommande de cesser de s'ingérer dans les affaires internes des pays arabes.

Pour notre part, nous pensons que ce Parlement a beaucoup à faire en matière de droits de l'homme et de libertés d'expression à l'intérieur de ses frontières avant de regarder ailleurs, souvent vers des pays qui la dépassent dans ce domaine. Le « *hirak* » en Algérie qui a mobilisé des millions de citoyens dans plusieurs villes durant plus d'une année n'a pas enregistré un seul mort ou subi la répression ou les interdictions que l'on constate en France par exemple. La presse algérienne et ses journalistes sont bien plus libres avec des analyses de qualité que la leur, concentrée et dirigée par des lobbies de pression où les journalistes réduits à des « *plumitifs* » se contentent des communiqués, les obligeant à mentir et à faire dans la subversion pour semer le désordre dans les pays visés tout en leur donnant la liberté d'émettre leurs avis, mais sans sortir du cadre idéologique et politique tracé au risque de se retrouver en chômage ; d'où le qualificatif de « *mainstream* ». La censure ou l'interdiction des médias est devenue une pratique légale sous les prétextes « *désinformations* » ou « *propagande* » (contre RT ou Sputnik par exemple, et même ''France-Soir''), alors qu'eux-mêmes ne débitent que cela et médiocrement, à longueur d'année. Ils feignent parfois quelques auto-critiques, mais c'est pour distraire afin de mieux faire passer le prochain mensonge. Cela n'existe pas en Algérie ! RSF ne dit rien, car elle ne voit que ce que lui montre le doigt de ses maîtres hors de leurs frontières ! Le système judiciaire, malgré quelques insuffisances et injustices durant la gouvernance déchue par le peuple, a repris son indépendance en regagnant méthodiquement ses lettres de noblesse contrairement à la propagande. Ces « *milieux* » et « *organismes* » « *justiciers* » sont des fossoyeurs qui accablent plus qu'ils n'assistent ! Ils vivent aux dépens du malheur de ceux qu'ils manipulent, en faisant en sorte que leur malheur dure le plus tard possible ! Comme les Occidentaux sont toujours en avance, en matière de « *droits de l'homme* » nous pensons qu'ils doivent redoubler d'efforts pour faire avancer les projets d'avenir des LGBT, encourager la pédophilie, les mariages entre personnes du même sexe, les changements de sexe pour instaurer une société nouvelle avec des êtres nouveaux plus équilibrés, intelligents et productifs afin qu'à terme les pays émergents adoptent facilement leur nouvelle civilisation avancée.

Terminons par ce commentaire de Jacques-Marie Bourget (grand reporter et écrivain, blessé « *à mort* » par un sniper sioniste de Tsahal) suite à une interview réalisée par le quotidien algérien L'Expression de décembre 2020 :

« Ce très grave épisode de ma vie m'a encouragé à m'informer sur la vraie nature de RSF. Une association … qui vit… d'argent public : français, américain ou autre. Si RSF ne m'a pas défendu, c'est pour ne pas offenser l'Etat d'Israël… Il faut savoir que, dans le classement mondial… RSF s'est arrangé pour ne prendre en compte que les seuls critères qui concernent Israël …. Tous les crimes et violences contre la presse palestinienne, toutes les exactions commises par Israël en Palestine occupée, colonisée, ne comptaient pas. … On pouvait assassiner des reporters, des photographes, sans que la cote d'Israël chute dans le classement des libertés de presse. … Imaginez que j'ai été blessé par l'armée nationale lors d'un reportage en Algérie. Je passais immédiatement au rang de héros. … RSF est un outil à l'indignation sélective. …Il est exact de dire que la NED, National Endowment for Democracy, … a soutenu RSF. Qui, en conséquence, est structurellement un outil de la propagande atlantiste. … Soyez sûr d'une chose, RSF ne fera rien qui puisse chagriner Washington. RSF, … s'est… retrouvé à court d'argent après le départ de son patron Robert Ménard, …Un Ménard qui avait eu le culot, avant de quitter RSF, d'aller chercher des fonds au Qatar, …Christophe Deloire, le nouveau patron de RSF, s'en est allé, lui, faire la quête au Gabon et au Maroc, main dans la main avec le quotidien Libération. …Mieux, Deloire est allé aussi faire tendre la main en Israël où il a reçu, pour son «ONG», une sorte de prix Nobel israélien doté d'une pluie de dollars…. »

« *L'argent qu'on possède est celui de la liberté ; celui qu'on pourchasse est celui de la servitude* ». (Jean-Jacques Rousseau)

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

Une centaine d'étudiants du Chêne-Bleu, à Pincourt, ont arraché et piétiné le drapeau LGBT - lemediaen442.fr 19 mai 2023

L'École secondaire du Chêne-Bleu, située à Pincourt au Canada, a été le théâtre d'un incident jugé homophobe par les médias ce mardi 16 avril 2023. Alors que la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie se tenait le lendemain, un étudiant de l'école a arraché le drapeau aux couleurs de la communauté LGBTQ2+ avant de le lancer du deuxième étage. Plus d'une centaine d'élèves ont alors piétiné le drapeau en scandant des messages de désapprobation.

« *Une vidéo de l'incident a été largement diffusée sur les réseaux sociaux.* »

Selon les informations recueillit par Neomedia, la directrice de l'école, Julie Roy, s'est dite « *très touchée* » et « déçue » par cet incident, surtout pour les élèves qui ont travaillé pour la mise en place des activités en lien avec la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie et qui se sont affichés comme membres de la communauté LGBTQ2+. « *Ils ne se sentaient pas en sécurité hier ni aujourd'hui d'ailleurs* », explique-t-elle.

Il y a quelques semaines, un intervenant de l'Association LGBTQ2+, Vaudreuil-Soulanges, s'était rendu à l'école pour faire de la sensibilisation auprès des élèves. Selon Julie Lemieux, les élèves sont de plus en plus réticents à l'idéologie LGBT « *Notre intervenant sentait beaucoup de fermeture, de résistance venant des étudiants. Il a trouvé très difficile son passage à l'école* », commente-t-elle.

Cet événement est loin d'être isolé et a plutôt tendance à prendre de l'ampleur. Selon TVA Nouvelles, des élèves de deux écoles secondaires en Estrie ont protesté contre la journée contre l'homophobie et la transphobie. À l'école internationale du Phare, une pétition a été lancée pour

retirer les symboles LGBTQ+ et des jeunes ont arraché les affiches et les drapeaux. Le CSSRS a confirmé que des mesures ont été prises à l'égard des élèves fautifs. À l'école secondaire La Frontalière de Coaticook, des élèves se sont vêtus de noir au lieu des couleurs de l'arc-en-ciel. Des sanctions ont été imposées et le CSSHC a assuré que des actions de sensibilisation seront menées.

L'idéologie du wokisme semble perdre de son attrait et agace les élèves qui doivent habituellement se conformer à la doxa dans le silence. Un autre élément important à noter est que les commentaires sous les vidéos et les publications sur les réseaux sociaux soutiennent massivement les élèves qui se rebellent contre le drapeau LGBTQ+. lemediaen442.fr 19 mai 2023

Wokisme. Cela relève de la psychiatrique.

Wokisme : La « *Culture Plurielle* » provoque une épidémie de Trouble Dissociatif de l'Identité - lemediaen442.fr 20 mai 2023

Nous constatons qu'une frange de l'extrême gauche "*woke*" s'est emparée et appropriée la question du trouble dissociatif de l'identité. Elle est en train de l'étouffer par la mise en place d'une vaste culture « *plurielle* » ouverte à toute forme de « *multiplicité* ». Ces termes restent très conceptuels et toujours sans définition précise, donc sans aucune limite si ce n'est celle de l'esprit humain…

L'appellation « *pluriel* » est une sorte de label, un terme parapluie regroupant toutes les formes de « *multiplicité* ». Ce vague concept de « pluralité » est donc une porte grande ouverte aux pires dérives psy "*autodiagnostiquées*". La « *multiplicité* » devient subjective et si vous et moi décidions du jour au lendemain de nous inventer une personnalité multiple avec tout un univers intérieur fantasque, dans ces communautés nous serions alors automatiquement validés sous couvert d'inclusivité. Nous commençons à comprendre l'épidémie de TDI et l'origine de cette flambée nuisible à la cause des victimes et survivants véritablement multiples. Nous pourrions résumer la chose ainsi : Créer une épidémie de faux pour cacher le vrai. Une PsyOp (ou guerre psychologique) ne s'y prendrait pas autrement pour noyer le TDI et ses causes premières que sont les sévices rituels sectaires nécessaires pour fractionner un esprit et le programmer.

Vidéo- Wokisme et Trouble Dissociatif de l'Identité - La «*Culture Plurielle*» provoque une épidémie TDI FAKE

https://www.youtube.com/watch?v=-jQAM0gD3D8
J-C - Toujours plus dingue, un pur produit du régime capitaliste.

Ce qu'ils appellent le "*Trouble Dissociatif de l'Identité*" me fait penser à la désagrégation schizoïde du psychanalyste allemand Wilhelm Reich, qu'il avait décrite dans L'analyse caractérielle que j'avais étudiée pendant un an environ, j'avais tout juste 20 ans, il y a 47 ans. Il était question de la décomposition de la personnalité en rapport avec la schizophrénie. Il avait mis l'accent sur le caractère qui cristallisait toutes les émotions et expériences passées d'un homme, et qui allait déterminer son comportement le restant de ses jours. Quand on évoque le comportement, on veut parler de la manière dont il va vivre chaque expérience de sa vie, et non les choix qu'il est amené à faire qui dépendent plutôt de sa condition sociale et de la compréhension qu'il en a.

Wilhelm Reich - Le problème de la détresse sexuelle de la population ne peut être résolu que par le mouvement de libération de toutes les formes d'oppression. (Préface de 1931 à L'irruption de la morale sexuelle -1932, 1935)

Dans ce livre, le psychanalyste tente de confirmer la théorie de MORGAN-ENGELS sur l'évolution sociale - patriarcat, matriarcat, origine de la propriété privée, partage des rôles entre hommes et femmes, éducation des enfants. Il tente de lier le régime de la propriété des choses au développement de la répression sexuelle, bref de comprendre comment fonctionne l'économie sexuelle.

La lutte sexuelle des jeunes (1932) aborde de front les questions de tension sexuelle et de satisfaction, des ressorts de l'homosexualité, les difficultés des relations de camaraderie chez les jeunes, la signification de la répression de la vie sexuelle des jeunes dans la société capitaliste, les conditions de la révolution sexuelle, avec comme préalable la révolution socialiste...

Wilhelm REICH se livre à une critique féroce des institutions (famille, Église, État) qui troublent les capacités humaines de jouissance, en entrant véritablement dans le détail. Il faut remarquer que cette approche se situe à l'époque dans toute une vaste littérature, il est vrai souvent réservée au corps médical, qui traite, bien avant Sigmund FREUD d'ailleurs, des troubles sexuels dans tous leurs aspects anatomiques et physiologiques. Ce qui est nouveau dans son approche, c'est la mise en évidence des rôles sociaux de tels troubles sexuels, notamment dans la jeunesse ouvrière allemande.

(Source : https://gil-conflit.over-blog.org/article-wilhelm-reich-1897-1957-49117350.html)

J-C – W. Reich a pu se fourvoyer vers la fin de sa vie, mais il n'en demeure pas moins qu'il a permis à la psychanalyse d'avancer…

Hystérie woke : La sénatrice Machaela Cavanaugh a « *pète un câble* » et hurle pour défendre les transgenres - lemediaen442.fr 22 mai 2023

Vendredi 26 mai 2023, une session de la législature du Nebraska a sombré dans le chaos après qu'une élue démocrate a commencé à crier son soutien aux personnes transgenres lors d'un débat sur un projet de loi visant à interdire les changements de sexe pour les mineurs dans l'État.

En voulant exprimer son désaccord avec la mesure, la sénatrice démocrate Machaela Cavanaugh a littéralement « *pété un câble* » et crié à plusieurs reprises, tout en frappant sur le petit meuble à pupitre : « *Les personnes transgenres ont leur place ici, nous avons besoin des personnes transgenres, nous aimons les personnes transgenres* ».

Les cris hystériques de Cavanaugh pendant la session législative ont duré un peu moins d'une minute et la vidéo qui dure 2 minutes est extrêmement gênante à regarder.

Le projet de loi a finalement été approuvé par les législateurs et envoyé au bureau du gouverneur républicain Jim Pillen pour être promulgué en loi, celui-ci interdira les changements de sexe pour les mineurs, n'en déplaise à l'hystérique Machaela Cavanaugh. lemediaen442.fr 22 mai 2023

J-C - Je vous conseille de regarder cette vidéo juste pour que vous puissiez vous rendre compte à quel degré de folie ils sont arrivés, j'insiste, c'est très court.

https://lemediaen442.fr/hysterie-woke-la-senatrice-machaela-cavanaugh-pete-un-cable-et-hurle-pour-defendre-les-transgenres/

Santé.

La porte d'entrée du totalitarisme : La dictature sanitaire.

L'OMS plaide pour un « *accord historique* » sur les pandémies - leJDD 22 mai 2023

Après la crise mondiale du Covid-19, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) souhaite changer la donne dans la lutte contre les pandémies. Le directeur général de l'agence, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé ce dimanche à un accord international contraignant, destiné à mieux préparer les pays aux crises sanitaires.

« *Nous ne pouvons tout simplement pas continuer comme avant* », a-t-il affirmé lors de la 76e Assemblée mondiale de la Santé, qui réunit à Genève les délégués des États membres de l'OMS. L'objectif du directeur général : faire en sorte que le monde soit mieux armé pour prévenir une prochaine pandémie et y réagir d'une manière plus efficace.

« L'accord sur la pandémie que les États membres sont en train de négocier doit être un accord historique pour susciter un changement de paradigme dans le domaine de la santé mondiale, en reconnaissant que nos destins sont liés », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus. Si cet accord aboutissait, il deviendrait le deuxième traité contraignant sur la santé en 75 ans d'existence de l'OMS, après l'adoption d'un accord-cadre sur le tabagisme en 2005.

Le directeur de l'agence de santé publique a néanmoins appelé à rester vigilant sur la pandémie de coronavirus. « *Le Covid-19 est toujours avec nous, il tue encore, il change encore et demande encore notre attention* », a-t-il mis en garde. Selon les chiffres officiels, l'épidémie de Covid-19 a provoqué la mort de 7 millions de personnes dans le monde. Mais selon l'OMS, le bilan pourrait en réalité approcher les 20 millions de morts.

J-C - Pourquoi pas 100, 200 millions ! Les Etats perdraient le peu de souveraineté qu'il leur reste au profit de cette officine contrôlée par la branche de l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui trône au Forum économique mondial.

A la rupture avec l'UE et l'OTAN, vous pouvez ajouter l'ONU, en réalité toutes les institutions politiques ou financières liées issues du capitalisme.

En famille néonazie on s'entraide. Ils sont devenus inséparables.

Pourquoi Volodymyr Zelensky a utilisé un avion officiel français pour se rendre au G7 - Le HuffPost 20 mai 2023

Ce n'est pas la première fois que le président ukrainien utilise un avion de la République.
Le président ukrainien Volodymyr Zelensky arrive à Jeddah pour assister au sommet de la Ligue Arabe... à bord d'un avion de la République Française... Le HuffPost 20 mai 2023

Les minables cabotins font leur numéro.

Volodymyr Zelensky reçu au G7 : une « *initiative française* » ? - Journal du Dimanche 21 mai 2023

Un symbole fort qui témoigne du succès d'une « *initiative française* », selon un conseiller d'Emmanuel Macron. Accusé à plusieurs reprises d'attentisme, voire de complaisance avec la Russie au sujet de la guerre en Ukraine, le président français aurait personnellement œuvré pour que son homologue ukrainien puisse être reçu au G7.

Lors de la visite de Zelensky à Paris dimanche dernier, sa venue au sommet d'Hiroshima se serait rapidement glissée « *dans la conversation* » au cours du dîner avec Emmanuel Macron, témoigne le conseiller de l'Élysée. Mais ce n'est qu'à la fin du repas qu'aurait été formulée une « *sollicitation ukrainienne* » directe, selon la même source.

« *Nous avons pu convaincre la présidence japonaise* » du G7 « non seulement d'inviter le président Zelensky à Hiroshima, mais de lui permettre d'échanger » avec des chefs d'État de pays émergents présents au sommet, se félicite le conseiller. Journal du Dimanche 21 mai 2023

J-C - Rappelons que le tyran Macron n'est qu'un homme de paille sans pouvoir du clan de l'oligarchie financière de Davos, Zelensky aussi ou il l'est devenu. Il fait le sale boulot qu'on lui demande de faire, c'est tout, ils l'ont mis en place pour cela et demeurer dans l'ombre. Décidément, de plus en plus infréquentable ce pays, lequel, mais la France voyons !

Ce mois-ci cela fera exactement 22 ans que je n'y ai pas mis les pieds, et à vrai dire compte tenu de ce que c'est devenu, l'air du pays ne me manque pas ou plus. Si j'avais été un peu plus fortuné, j'aurais aimé visiter la Russie et la Chine pour me rendre compte par moi-même comment on y vit au quotidien.

Imposture. Ce sont ceux qui soutiennent le régime ukrainien néonazi qui dénoncent les néonazis français.

Paris, Annecy, Saint-Brevin... Les actions de l'ultradroite se multiplient - BFMTV 19 mai 2023

Ces dernières semaines sont marquées par plusieurs rassemblements d'ultradroite, reprenant des symboles fascistes.

Jean-Luc Mélenchon : "*Voilà où mène la permissivité de Darmanin pour les bandes de violents d'extrême droite qui l'acclament. De ville en ville, ça se répand. Mais pour la macronie, le danger c'est LFI.*" BFMTV 19 mai 2023

Etat policier et terroriste, la France rivalise avec les Etats-Unis. Attentat : Généralement c'est comme cela qu'ils les annoncent.

A New York, Gérald Darmanin s'alarme d'une "*reprise*" en Europe d'une menace "*terroriste islamiste*" - BFMTV 19 mai 2023

Le ministre de l'Intérieur a bouclé une visite de deux jours à Washington, à New York et à l'ONU, afin de doper la coopération policière et judiciaire entre la France et les Etats-Unis pour la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité. BFMTV 19 mai 2023

Etat policier. Ils veulent militariser la jeunesse, la mettre au pas. A bas le SNU !

Pour généraliser le SNU, le gouvernement pense à deux semaines de stage en seconde - Le HuffPost 19 mai 2023

Expérimenté depuis 2019, le Service national universel a vocation à être généralisé à l'ensemble des jeunes. Le gouvernement envisagerait pour cela de nouvelles pistes à la rentrée prochaine.

Comment les médias tentent de banchir le néonazi Zelensky.

Ce que l'on sait des "*villas*" prétendument achetées par Volodymyr Zelensky avec l'argent des Occidentaux - Les Observateurs-France 24 19 mai 2023
https://observers.france24.com/fr/europe/20230519-ce-que-l-on-sait-de-ces-villas-pr%C3%A9tendument-achet%C3%A9es-par-volodymyr-zelensky-avec-l-argent-des-occidentaux

---

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Il y a quatre ans, Volodymyr Zelensky est devenu Président de l'Ukraine - 20 mai 2023

https://odysee.com/@SputnikFrancePlay:f/zelensky-president-quatre-ans:e?src=embed

---

Le « *Choc et Effroi* » financier contre la Russie déclaré « *mort* » par deux revues de l'establishment

Deux médias anglo-américains très établis au Royaume-Uni (The Spectator et le Telegraph) l'ont finalement – et amèrement – admis, « *à voix haute* » : Les sanctions contre la Russie ont échoué.

https://reseauinternational.net/le-choc-et-effroi-financier-contre-la-russie-declare-mort-par-deux-revues-de-lestablishment/

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine félicite Wagner et l'armée russe pour la capture de Bakhmout - BFMTV 21 mai 2023

"*Vladimir Poutine a félicité les unités d'assaut de Wagner de même que tous les militaires des unités des forces armées russes qui leur ont fourni le soutien nécessaire et (qui ont couvert leur*

flanc), pour l'achèvement de l'opération (ayant permis de) libérer Artemovsk", utilisant le nom soviétique de Bakhmout, a rapporté l'agence de presse TASS, citant le communiqué du Kremlin.

Moscou a revendiqué samedi soir la capture totale de la ville de Bakhmout, épicentre des combats dans l'Est de l'Ukraine et théâtre de la bataille la plus longue et sanglante dans le pays depuis l'assaut russe en février 2022.

"A la suite des actions offensives des unités d'assaut de Wagner, avec le soutien de l'artillerie et de l'aviation de l'unité 'Sud', la libération de la ville d'Artemovsk est totale", a affirmé le ministère russe de la Défense, en utilisant le nom soviétique de Bakhmout.

Un drapeau russe hissé au-dessus d'Artiomovsk libéré - fr.sputniknews.africa 21 mai 2023

Un drapeau russe a été érigé au-dessus d'Artiomovsk (Bakhmout) dans la République populaire de Donetsk (RPD).

Les images ont été relayées le jour même après les annonces faites par le fondateur du groupe Wagner, Evguéni Prigojine, au sujet du passage définitif de cette ville stratégique du Donbass sous le contrôle des forces armées russes.

Wagner a libéré Artiomovsk, un an jour pour jour après la libération totale de Marioupol

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/05/20/wagner-a-libere-artiomovsk-un-an-jour-pour-jour-apres-la-liberation-totale-de-marioupol/

https://vk.com/video-171319905_456239180

Zelensky avoue la perte d'Artiomovsk par l'armée de Kiev - fr.sputniknews.africa 21 mai 2023

Volodymyr Zelensky a confirmé la perte de la ville d'Artiomovsk (Bakhmout) par l'armée ukrainienne, rapporte Reuters.

"*Je ne crois pas. Aujourd'hui, elle ne reste que dans nos cœurs*", a-t-il déclaré en marge du sommet du G7 au Japon, lorsqu'on lui a demandé si la ville restait sous le contrôle de l'Ukraine.

RT France - Les décisions du G7 visent à "*contenir*" la Russie et la Chine, selon Moscou.

Selon le chef de la diplomatie russe, "*les décisions discutées et prises aujourd'hui au sommet [...] visent à contenir doublement la Russie et la Chine*".

"*L'objectif est fixé haut, fort et ouvertement: vaincre la Russie sur le champ de bataille, mais ne pas s'arrêter là et l'éliminer en tant que concurrent géopolitique. En fait, tout autre pays qui revendique une sorte d'endroit indépendant dans le scénario mondial sera également supprimé en tant que concurrent*", s'est exprimé le ministre russe lors d'une réunion du Conseil de la politique étrangère et de défense.

M.Lavrov a fait valoir que la Russie avait un bon nombre d'alliés et de partisans.

"*Il faut très bien comprendre que nous ne prônons aucune hostilité envers quiconque. Nous sommes obligés de répondre, fermement, par principe, de manière cohérente à la guerre qui nous est déclarée*", a tranché le ministre russe. RT France 20 mai 2023

Décisions "*odieuses*", format "*dégradé*": la diplomatie russe réagit au sommet du G7 - fr.sputniknews.africa 21 mai 2023

Avec ses décisions "*politisées*", le G7 est "*irréversiblement dégradé*", a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères à l'issue du sommet du groupe à Hiroshima. De plus, l'arrivée du dirigeant ukrainien a transformé l'événement "*en un spectacle de propagande*" alors que le groupe est "*obsédé par une confrontation globale avec la Russie*".

"*Le résultat principal [du sommet, ndlr] est un ensemble de déclarations saturées de passages odieux de nature antirusse, ainsi qu'antichinoise. Une fois de plus, les résultats de l'événement sont des décisions politisées visant à tracer des lignes de division dans les relations internationales*", selon le communiqué publié le 21 mai.

Selon Moscou, le groupe est composé "*d'anciennes puissances coloniales ou prédatrices qui ont bâti leur bien-être sur l'exploitation et l'expropriation d'autrui*".

Les règles défendues par le G7 "*sont leur propres idéologie et système de valeurs. Ils servent les intérêts privés, et non les intérêts généraux, de la communauté internationale*".

La Russie a ouvert la boîte de Pandore qui les engloutira tous qu'ils le veuillent ou non.

Brésil : Lula met fin à sa participation au G7 - bolivarinfos.over-blog.com 22 Mai 2023

Le président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) a mis fin à sa participation au sommet des dirigeants du G7 avec une position considérée comme contestataire et critique envers le pouvoir des pays les plus industrialisés du monde qui font partie du groupe. Pour finir, Lula a critiqué la façon dont les puissances affrontent les crises géopolitiques et a affirmé : « *Il faut rompre avec la logique des alliances excluantes et les faux conflits entre civilisations.* »

« *La multi-polarité que cherche le Brésil est basée sur les prémices du droit international et sur la promotion du multi-latéralisme. Représenter à nouveau la guerre froide serait une folie. Diviser le monde en est et ouest ou nord et sud serait aussi anachronique qu'inutile. Il faut rompre avec la logique des alliances excluantes et des faux conflits entre civilisations* », a déclaré le président dans son dernier discours au sommet. bolivarinfos.over-blog.com 22 Mai 2023

http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/05/bresil-lula-met-fin-a-sa-participation-au-g7.html

---

ONG non grata, des officines liées à l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Guerre en Ukraine : « *indésirable* » en Russie, Greenpeace juge cette décision « *absurde* » - Le HuffPost 20 mai 2023

L'ONG de défense de l'environnement Greenpeace est, depuis ce vendredi 19 mai, placée sur la liste des organisations « *indésirables* » sur le territoire national par Moscou. Une décision qualifiée d'« *absurde* » par l'association.

Dans un communiqué, le Parquet général russe a affirmé que Greenpeace International, dont le siège social est aux Pays-Bas, représentait une « *menace aux fondements de l'ordre constitutionnel et à la sécurité* » de la Russie et cherchait à y « *renverser le pouvoir de façon anticonstitutionnelle* ». Le Parquet accuse également Greenpeace d'encourager des « *ingérences* » dans les affaires intérieures de la Russie, de chercher à « *saper ses fondements* économiques » et de financer des organisations russes qualifiées par les autorités d'« *agents de l'étranger* ».

Il est également reproché à Greenpeace de mener « *régulièrement* » des « *campagnes d'information* » pour « *empêcher la réalisation de projets d'infrastructures et énergétiques rentables* » pour la Russie, toujours selon le Parquet. Le Parquet a aussi accusé Greenpeace de se livrer à de la « *propagande antirusse* » et d'appeler *« à renforcer les sanctions* » contre la Russie depuis le début de la campagne militaire en Ukraine.

L'antenne russe de Greenpeace, ouverte en 1992, mène dans le pays des opérations de sensibilisation au changement climatique, de lutte contre les feux de forêts, contre la pollution, et de préservation des espèces animales menacées.

En Russie, selon l'ONG spécialisée OVD-Info, les organisations classées « *indésirables* » ont l'interdiction d'ouvrir des structures, d'y mener des projets et d'y diffuser des informations.

Depuis le début de l'offensive en Ukraine, les autorités russes ont fortement accéléré la répression des voix critiques. Loin de se cantonner à l'opposition politique, cette répression touche tous les domaines, comme les milieux culturels et les organisations écologistes. En mars, le Fonds mondial pour la nature (WWF) avait été classé en Russie « *agent de l'étranger* », ce qui complique fortement ses activités dans le pays. Cette qualification est toutefois moins contraignante que celle « *d'organisation indésirable* », car elle autorise la poursuite des activités en Russie.

Israël.

Israël : les manifestations contre la réforme de la justice ne désemplient pas - AFP/LePoint.fr 21 mai 2023

Samedi 20 mai, la foule est de nouveau descendue dans les rues pour protester contre le projet de réforme du système judiciaire du gouvernement de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien inculpé pour corruption dans une série d'affaires. C'est la 20e semaine consécutive que la population exprime son mécontentement. Sur les pancartes sont inscrits des messages critiquant le gouvernement : « *Bibi, l'ennemi de la démocratie* », « *ministre du crime* ».

La « pause » proposée par le Premier ministre le 27 mars afin de donner une « chance [...] au dialogue » n'a finalement pas convaincu. Car la mobilisation reste forte et les Israéliens continuent de conspuer leurs politiques. « *Nous nous tenons ensemble pour défendre la démocratie israélienne* », a déclaré Amos Tanay, scientifique de 52 ans, appelant à l'union des « *parties de la société israélienne qui, pendant toutes ces années, ont été silencieuses et écoutaient"* ». *« Mais aujourd'hui, nous crions et nous essayons d'être forts* », a-t-il ajouté.

Chine.

Suivez la piste de l'argent ou de l'économie et vous comprendrez mieux ce qui se passe... L'inversion accusatoire comme méthode de propagande.

J-C - Ils accusent la Chine de "*coercition économique*", alors qu'ils ont été jusqu'à lui imposer des sanctions économiques ! Avec une population d'1,4 milliards d'habitants et le soutien de la Russie notamment comme principal fournisseur d'énergies fossiles, la Chine domine l'économie mondiale...

Le G7 veut se protéger de toute coercition économique chinoise - Journal du Dimanche 20 mai 2023

Premier exportateur et deuxième importateur mondial, la Chine est un acteur économique majeur dans le monde. Les craintes sont donc grandes que l'empire du Milieu n'utilise cette puissance à des fins diplomatiques. Réunis en sommet à Hiroshima, au Japon, les dirigeants des pays du G7 ont ainsi prévenu ce samedi que toute tentative de « *coercition économique* » aurait « *des conséquences* », visant implicitement les pratiques de la Chine mais sans la nommer.

« *Nous travaillerons ensemble pour veiller à ce que les tentatives d'utiliser les dépendances économiques comme une arme* » soient « *vouées à l'échec* » et aient « *des conséquences* », ont déclaré les responsables du G7, dans un communiqué. Le groupe des sept est composé de l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, ainsi que l'Union européenne.

« *Nous exprimons notre vive inquiétude au sujet de la coercition économique » qui nuit non seulement au commerce international mais « porte également atteinte à l'ordre international fondé sur le respect de la souveraineté et de l'État de droit et, en fin de compte, compromet la sécurité et la stabilité mondiales* », ont-ils ajouté.

La déclaration commune du G7 attendue dimanche ne contiendra rien d' « *hostile* » ou de « *gratuit* », mais plutôt un appel à des « relations stables avec la Chine et à travailler ensemble sur des questions d'intérêt mutuel », selon le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis Jake Sullivan.

Pas de quoi apaiser Pékin, qui a exprimé son « *vif mécontentement* » après la publication du communiqué. « *Le G7 s'obstine à manipuler les questions liées à la Chine, à discréditer et attaquer la Chine »,* a déploré un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, qui a exprimé la « *ferme opposition* » de son gouvernement.

Washington a mené ces derniers mois une intense campagne visant à restreindre l'accès de la Chine aux outils avancés de fabrication de semi-conducteurs, en invoquant des préoccupations de sécurité nationale. Les États-Unis ont ainsi poussé le Japon et les Pays-Bas à prendre des mesures similaires. Journal du Dimanche 20 mai 2023

En Chine, un sommet inédit avec les dirigeants d'Asie centrale pour ouvrir "une nouvelle ère" – Euronews 20 mai 2023

Un sommet à 6 en réplique à la réunion du G7. Alors que les dirigeants des sept pays occidentaux les plus riches se retouvent ce vendredi à Hiroshima, au Japon, le Président chinois Xi Jinping a reçu en grande pompe 5 chefs d'état d'Asie centrale à Xi'An, dans le centre de la Chine. L'objectif: renforcer la collaboration dans la région, quand l'Europe et l'OTAN alertent sur l'influence croissante et les ambitions de Pékin.

"Nous devons agir sur l'iitiative de sécurité mondiale et rester fermes contre les tentatives extérieures d'ingérence dans les affaires intérieures des pays de la région ou d'incitation à des révolutions. Nous devons faire preuve d'une tolérance zéro vis-à-vis des forces du terrorisme, du séparatisme et de l'extrémisme, et nous efforcer de résoudre les problèmes de sécurité dans la région. Nous devons travailler ensemble pour nous assurer que notre communauté ne présente aucun conflit et une paix durable" a affirmé le Président chinois dans son discours.
En échange de grands investissements et de la construction d'autoroutes et des voies ferrées à la pointe de la technologie dans le cadre des "Nouvelles Routes de la Soie", la Chine espère aussi mettre la main sur les ressources gazières de la région.

Chine : Élargissement de la coopération avec les pays africains

La Chine élargit sa coopération pour apporter des contributions positives à la paix et au développement en Afrique, a déclaré le haut législateur chinois Zhao Leji.

M. Zhao a tenu ces propos au cours de sa rencontre avec le président sénégalais Macky Sall. À l'invitation du président de l'Assemblée nationale sénégalaise Amadou Mame Diop, M. Zhao, qui occupe le poste de président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale chinoise, a effectué une visite officielle amicale au Sénégal de dimanche à mardi et s'est entretenu avec MM. Sall et Diop.

https://reseauinternational.net/chine-elargissement-de-la-cooperation-avec-les-pays-africains/

Turquie.

Les médias-oligarques ont voté… à gauche avec Washington, cherchez l'erreur ! Il n'y en a pas !

Turquie : Erdogan, la chute ? - Courrier international 10 mai 2023

Et si le vote des femmes faisait perdre Erdogan dès le premier tour ? - Courrier international 12 mai 2023

Turquie : une défaite d'Erdogan au premier tour n'est plus à exclure - Courrier international 13 mai 2023

Turquie: qui est Kemal Kiliçdaroglu, ce candidat à la présidentielle qui pourrait battre Recep Tayyip Erdogan? - BFMTV 13 mai 2023

À la tête d'une coalition de six partis d'opposition, Kemal Kiliçdaroglu est donné vainqueur dans les sondages. Il caresse l'espoir de vaincre le président sortant Recep Tayyip Erdogan, arrivé au pouvoir en 2003.

Élections en Turquie : Kemal Kiliçdaroglu, l'opposant à Recep Tayyip Erdogan qui espère le renverser - Le HuffPost 13 mai 2023

Elections en Turquie : le tremblement de terre va-t-il contribuer à la chute du président Erdogan - Euronews 13 mai 2023

Élections en Turquie : ce qui peut changer en cas de défaite d'Erdogan - Paris Match 13 mai 2023
Élection présidentielle en Turquie : Erdogan au bord de la défaite après 20 ans de pouvoir sans partage - Le HuffPost 14 mai 2023

Les espoirs de l'Occident d'un changement de pouvoir en Turquie s'estompent Par Alexandre Lemoine - Mondialisation.ca 15 mai 2023

L'intervention de l'Occident dans les élections turques a battu tous les records. De nombreux dirigeants occidentaux, dont le président américain Joe Biden et le secrétaire d'État Blinken, ont exprimé à plusieurs reprises leur soutien aux opposants d'Erdogan. L'article publié le 4 mai dans The Economist britannique était particulièrement sans vergogne. Presque tous les grands médias occidentaux l'ont relayé. La couverture du magazine portait les slogans « *Sauver la démocratie*! » et « *Erdogan doit partir!* »

Beaucoup en Turquie ont été choqués. Le président turc a également exprimé son indignation, écrivant sur Twitter que ses compatriotes « *ne permettront pas aux couvertures de magazines, qui sont un instrument opérationnel des grandes puissances mondiales, d'interférer avec la volonté de la nation* ».

https://www.mondialisation.ca/les-espoirs-de-loccident-dun-changement-de-pouvoir-en-turquie-sestompent/5677762

Epilogue, suite et fin. Ils sont déçus et ne le cachent pas.

Élections en Turquie : « *Erdogan reste l'homme fort du pays malgré toutes les difficultés* » - Le HuffPost 16 mai 2023

Les chiffres définitifs sont tombés. Recep Tayyip Erdogan (à la tête de l'AKP) est arrivé en tête de l'élection présidentielle de ce dimanche 14 mai avec 49,5 % des voix, contre 44,9 % pour son principal opposant Kemal Kiliçdaroglu (CHP). Un score surprise : la plupart des sondages avant le scrutin du dimanche 14 mai donnaient ce dernier en tête avec plusieurs points d'avance.

"*Personne n'a encore gagné, ni perdu l'élection*" : en Turquie, l'opposition se mobilise à quelques jours du second tour de la présidentielle - francetvinfo.fr 22 mai 2023

À l'échelle nationale, Recep Tayyip Erdogan a devancé Kemal Kiliçdaroglu de 2,6 millions de voix au premier tour. Puisqu'aucun candidat n'est sorti vainqueur du scrutin du premier tour le 14 mai, il y aura donc un second tour dimanche 28 mai. L'enjeu pour chaque camp est donc de mobiliser les électeurs indécis, car plus de huit millions d'électeurs ne sont pas allés voter.

J-C - Devinez pour quel candidat le cœur de Franceinfo bat à tout rompre ?

francetvinfo.fr - L'opposition estime qu'une majorité d'entre eux sont plutôt favorables au rival du président sortant.

francetvinfo.fr - Ahmet Kiraz, représentant local du CHP, le parti de Kemal Kiliçdaroglu. "*On pense pouvoir mobiliser au moins un ou deux millions d'électeurs de l'opposition qui ne sont pas allés voter au premier tour.*"
francetvinfo.fr - L'autre réserve de voix identifiée par l'opposition : les électeurs de Sinan Ogan, un ultranationaliste arrivé troisième au premier tour, avec 2,8 millions de voix.

francetvinfo.fr - Dernière réserve de voix possible pour Kemal Kiliçdaroglu : les électeurs du parti ultranationaliste Iyi, ou Bon parti, qui n'ont pas voté pour lui, alors même que leur formation est membre de l'alliance d'opposition.

"*Personne n'a encore gagné, ni perdu l'élection. Le match reprend sur un score de 0 à 0, et nous croyons que nous pouvons rattraper les 5 points qui nous manquent pour faire gagner Kemal Kiliçdaroglu.*" Egemen Güner, responsable local de Bon parti à franceinfo.

Reste à voir si l'opposition parviendra non seulement à élargir son électorat, mais aussi à convaincre tous ses électeurs du premier tour de retourner aux urnes. francetvinfo.fr 22 mai 2023
J-C - Mais non, Francetvinfo n'est pas un média d'Etat, il y en a uniquement en Russie, en Chine, à Cuba, au Venezuela, en Iran, en Syrie, pas en France voyons. Ne jamais accorder la plus petite once de confiance à ce genre de média qui confond information et propagande pour conditionner et induire en erreur leurs lecteurs.

Là ils sont carrément dépités ! La victoire de l'opposant Kiliçdarogl (...) paraît plus compromise que jamais.

En Turquie, le candidat Sinan Ogan annonce son soutien à Erdogan - Le HuffPost 22 mai 2023

Tout le monde attendait sa décision. Et finalement l'ultranationaliste Sinan Ogan a annoncé ce lundi 22 mai son soutien au président sortant Recep Tayyip Erdogan au second tour dimanche de la présidentielle turque.

Fort de 5,2 % des voix recueillies au premier tour le 14 mai, Sinan Ogan, quinquagénaire et dissident du parti d'extrême droite MHP, était courtisé par les deux finalistes de l'élection.

La victoire de l'opposant Kiliçdaroglu, qui semblait possible avant le 14 mai, paraît plus compromise que jamais. Le HuffPost 22 mai 2023

Grèce.

Législatives en Grèce : le parti de Mitsotakis, le « *Macron grec* », largement victorieux - Le HuffPost 22 mai 2023

Le parti de droite de Kyriakos Mitsotakis, surnommé le « Macron grec », a remporté ce dimanche 21 mai une large victoire lors des élections législatives en Grèce mais un second scrutin sera nécessaire pour lui garantir un gouvernement stable.

La Nouvelle-Démocratie (ND) dirigée par le Premier ministre sortant a remporté 40,8 % des suffrages, selon des résultats définitifs. Elle devance très nettement la gauche de l'ancien chef de gouvernement Alexis Tsipras qui n'a recueilli que 20 % des voix, devant le parti socialiste Pasok-Kinal qui a enregistré un score de 11,5 %.

Saluant avec sa victoire « *un séisme politique* », Kyriakos Mitsotakis, aux commandes depuis 2019, a ouvert la voie à un second scrutin qui pourrait se tenir fin juin ou début juillet et lui permettrait, s'il confirme cette performance, de décrocher une majorité absolue.

Grâce à un système électoral différent, le parti vainqueur obtiendrait alors un « bonus » pouvant aller jusqu'à 50 sièges. Selon les projections dimanche soir, son parti s'adjuge 145 des 300 sièges de députés, soit six sièges de moins que la majorité absolue.

Totalitarisme sanitaire planétaire imposé par Big Pharma-Davos. Une menace pèse sur l'humanité.

Etats-Unis.

Bases militaires américaines

Un réseau d'installations militaires américaines est présent dans pratiquement tous les pays d'Europe. L'OTAN constitue l'élément essentiel de la présence politico-militaire de Washington.

Le Pentagone a construit un réseau dense d'infrastructures militaires autour de la planète. Il s'agit avant tout d'un réseau de bases militaires situées dans les principaux carrefours géopolitiques et sites géographiques où Washington projette sa puissance. Ce concept définit la domination régionale globale de Washington depuis 1823, date du discours annuel du président américain James Monroe devant le Congrès où il déclara ses principes de politique étrangère.

Au XXe siècle, la doctrine a acquis de nouvelles significations et a été actualisée à la lumière de la politique néocoloniale de l'hégémon nord-américain.

Au début du XXIe siècle, les États-Unis disposaient de 850 bases militaires. Elles sont situées dans environ 130 pays. Il est plus facile d'énumérer les pays où, selon l'expression figurée du Los Angeles Times, « *l'empire des bases* » n'a pas encore pénétré.

https://reseauinternational.net/bases-militaires-americaines/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 mai 2023.

2 réflexions sur le dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID).

LTT – Quand le journal *L'Humanité* ouvre son numéro du 23 mai sur cette interrogation : « *Comment réinventer la démocratie ?* », c'est pour proposer « *17 remèdes pour éviter l'asphyxie* » de la démocratie. Mais, d'aucune manière, il ne se prononce pour la rupture avec la Ve République.

J-C – Au fait, quand sous la Ve République la démocratie aurait-elle existé ? Jamais. Alors pourquoi ne pas commencer par montrer aux lecteurs de quelle manière sournoise le PCF ménage le régime et quelle en est la signification politique, qui recoupe ses véritables intentions ? Chacun aura compris que l'objectif du PCF n'a jamais été l'établissement d'un régime démocratique, les « *17 remèdes* » qu'il préconise, c'est « *pour éviter l'asphyxie* » de quoi sinon la Ve République, à laquelle il tient autant que Macron et la Nupes. Dit autrement.

Pourquoi le journal du parti dit communiste ne peut-il pas rompre avec la Ve République ? La Tribune des travailleurs poursuivait ainsi "*la seule vocation des 89 articles de la Constitution est d'imposer l'arbitraire et les plans anti-ouvriers par tous les moyens* ?" qui correspondent aux besoins du capitalisme en crise, autrement dit on a la réponse à notre question, c'est avec le capitalisme que le parti dit communiste ne peut pas rompre, mais pourquoi, pardi, parce qu'il n'a jamais été un parti communiste, rappelons que Lénine et Trotsky l'avaient déjà constaté au début des années 20, depuis ou un siècle plus tard le PCF est plus étranger ou éloigné que jamais du socialisme ou du communisme.

LTT – Quant à La France insoumise, elle vient de publier un contre-projet de loi de programmation militaire (LPM) qui ne remet pas en cause le montant de 413 milliards de la LPM de Macron. Pire, dans son contre-projet, La France insoumise salue les « *sommes conséquentes annoncées* » mais regrette qu'elles restent « *en deçà des besoins immenses nécessaires* ». Il faudrait plus que 413 milliards pour la guerre ? Il est vrai que le contre-projet précise : « *Nous ne proposons pas de sortir immédiatement de l'Alliance atlantique.* »

J-C – Personne n'a oublié qu'avant de se voir Premier ministre de Macron, Mélenchon s'était exprimé à plusieurs reprises sur l'armée française à la manière d'un ministre de la Défense de Hollande ou d'un général de l'Empire colonial français. Qui ne sait pas à quoi s'en tenir à propos de LFI, franchement !

L'économie d'armement et de guerre présentent que des avantages pour ceux qui en tirent profit, car elles mobilisent et consomment des capitaux colossaux en pure perte pour la société ou la population, sauf bien sûr pour les capitalistes qui contrôlent ce secteur économique qui sert de volant d'entraînement au capitalisme, et leur permet d'avoir à disposition un moyen de s'enrichir toujours plus à la vitesse et au prix d'un missile, qui plus est leurs créanciers sont solvables, puisque ce sont les Etats qui y recourent à leur demande. En quelque sorte, le jackpot conduisant à de gigantesques destructions de forces productives, infrastructures, et aux monstrueux massacres de la population civile bénéficie d'une sérieuse garantie.

Sans rire, quotidiennement ce sont ces ordures qui vous font la morale et vous demandent de l'adopter, qu'il nous soit permis de nous abstenir.

Le moment de vérité en Ukraine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 mai 2023

Depuis le 24 février 2022, le monde a les yeux tournés vers le conflit ukrainien. Les Occidentaux soutiennent financièrement Kiev, lui livrent des quantités invraisemblables d'armes et de munitions, mais veillent à ne pas s'impliquer directement sur le théâtre des opérations. Moscou reste patient et fait mine de ne pas voir les conseillers militaires étrangers présents sur le terrain. Nous arrivons à un point de basculement où les Occidentaux pourraient être précipités dans la guerre par un usage délibéré de leurs armes contre la Russie sur son territoire d'avant 2014. C'est pourquoi six États de l'UE recommandent soudainement de négocier la paix et deux missions de bons offices sont mises en place par la Chine et l'Union africaine.

https://www.voltairenet.org/article219325.html

J-C - Quand je lis ce genre d'article, je suis très circonspect ou je demeure dans l'expectative. Je me demande où les auteurs veulent en venir en observant qu'ils se lancent dans des spéculations que j'estime plutôt malsaines ou particulièrement malvenues, car on peut constater que dans leurs analyses, il manque un facteur crucial qui permettrait d'étayer telle ou telle hypothèse ou d'établir un pronostic sérieux, à savoir, il n'y figure pas les rapports entre les masses et les dirigeants des pays impliqués dans ce conflit qui agissent pour le compte du capitalisme, les institutions ou l'Etat, les rapports sociaux et politiques. ils font totalement l'impasse sur leur état d'esprit qui est déterminant dans le déclenchement d'une guerre ou dans sa conduite, du coup on n'est pas plus avancé.

C'est une fâcheuse manie chez ces intellectuels petits bourgeois acquis au capitalisme, de nier l'existence de la classe ouvrière. Ils se refusent à faire jouer un quelconque rôle déterminant aux classes exploitées et opprimées au cours de l'histoire. Ils ont sans cesse les yeux rivés sur le passé, sur les classes dominantes dont ils partagent les intérêts, les puissants, qui selon eux détiennent légitimement ou pour l'éternité le sort de l'humanité entre leurs mains, le pouvoir, et doivent le conserver dans l'avenir quoi qu'il arrive. Ils leurs vouent littéralement un culte quand ils ne rêvent pas éveillés de prendre leur place pour faire la même sale besogne. C'est en réalité un parti pris qui n'a rien d'objectif ou d'impartial qui relève d'un engagement idéologique. Les militants rompus à ce genre d'exercice critique parviennent facilement à le détecter, en ayant à l'esprit l'ensemble des facteurs qui composent la situation.

Quand dans ce genre d'article il est fait abstraction de la lutte des classes et de la crise du capitalisme, vous pouvez vous dire que l'auteur raconte n'importe quoi ou il vous mène en bateau.

On ne va pas entrer ici dans les détails ou se répéter pour la énième fois, c'est usant à force même si parfois c'est nécessaire. Il semblerait qu'une guerre généralisée ou étendue à toute l'Europe, puis mondiale, mettrait à mal un des aspects les plus sophistiqués de la société qu'ils se sont employés à développer au point de le rendre indispensable à son fonctionnement au quotidien, sans lequel elle se retrouverait totalement désorganisée, incontrôlable, je veux parler des instruments informatiques ou numériques, des applications et des bases de données qui pourraient être effacées ou infectées, détruites en grande partie, sans lesquelles plus aucun service ne pourrait être efficient ou accessible, votre ordinateur ou votre Iphone demeurerait désespérément silencieux, vides, ils ne seraient pas endommagés ou inutilisables, ils ne serviraient plus à rien, tout du moins dans vos rapports avec le

monde extérieur, l'administration, les services de l'Etat, les organismes sociaux, etc. et vice versa. Il suffirait d'un clic de souris pour rendre inopérant tout le système informatique d'un pays, le paralyser ou quelques missiles pourraient très bien faire l'affaire, imaginez un instant le chaos qui en suivrait, l'angoisse, la panique, l'effroi dans lequel ils seraient plongés...

Les conditions ne sont pas réunies pour que les pays occidentaux entrent en guerre contre la Russie et ses alliés.

Prendraient-ils un tel risque avec les conséquences en cascade d'une portée colossale qui en découleraient et qu'ils ne pourraient pas maîtriser ? En quelque sorte ils perdraient le contrôle de la société, et rien ne dit qu'ils seraient en mesure de le récupérer, car cela en serait fini de la dernière trace de confiance que les masses leur accordaient encore, car il faudrait bien qu'elles se débrouillent pour survivre et commencer à réorganiser la société à sa manière, pour un peu ou de préférence sans faire appel à eux, donc sans eux et contre eux. C'est le genre d'initiative que les masses sont parfaitement capables de prendre au cours d'une révolution, elles apprennent très vite, elles peuvent faire preuve d'une imagination qu'on ne soupçonne pas, sauf quand on a retenu les enseignements de la révolution russe de 1917...

Quels sont les rapports entre Macron et les masses ? Quels sont les rapports entre Biden et les Américains ? Si je ne me trompe pas, ils sont en fort mauvais termes, n'est-ce pas ? Donc s'ils les précipitaient dans un conflit armé, il y a de fortes chances que les masses retourneraient leurs armes contre eux, personne n'a envie de mourir pour l'Ukraine, et puis il n'y a pas 10 millions de chômeurs en France, 50 millions aux Etats-Unis, en revanche l'injustice sociale bat des records au point qu'il y en a plus d'un qui voudraient bien régler cette question à sa façon, les armes à la main. La méfiance des masses dans les médias officielles n'est pas mal non plus. Sans parler du capitalisme qui est rendu responsable de tous les maux de la société par le Forum économique mondial, c'est là qu'on se marre parce qu'il en faudrait bien peu pour que les masses les prennent au mot, pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour s'en débarrasser une fois pour toute, n'est-ce pas ?

Quand sous le régime de Pétain ils ont voulu faire croire aux masses que c'était la Russie soviétique, les bolcheviks, le communisme, les responsables de la guerre et de toutes leurs souffrances du peuple, cela n'a pas fonctionné comme ils l'avaient imaginé, à tel point qu'à la fin de la guerre un mouvement révolutionnaire commença à se dessiner. Les staliniens réussirent à le contenir et à le liquider à la fois pour le compte du Kremlin et de l'Etat français, mais cela est une autre histoire. De nos jours les travailleurs et jeunes disposent d'une multitude de moyens de communication, de sources d'informations, et ils échangent sur un tas de sujets de société comme jamais auparavant, bien que la vérité soit pour le moment noyée dans un océan de désinformation, de propagande, de mensonges, elle existe, elle est disponible pour qui veut la chercher, et dans des conditions exceptionnelles, ce ne serait pas très compliqué de s'en approcher ou de la découvrir, de se l'approprier...

A trop en faire, vous savez ce qu'on dit, plus personne ne vous écoute ou ne vous croit. A force de mentir éhontément ouvertement, de mépriser les masses, à force de leur en foutre plein la gueule en les prenant pour des demeurées, elles sont peut-être longues à la détente, mais elles apprennent. Elles commencent par prendre leur distance avec le régime sans encore parvenir à rompre avec lui, cela viendra. Il suffirait que le défi qui se pose à elles deviennent une question de vie ou de mort, pour qu'elles franchissent le pas décisif et se soulèvent. Dites-moi, c'est bien de cela dont il s'agit quand on est pris dans une guerre, le temps des hésitations, tergiversations ou errements est révolu. On n'accepte plus aucun sacrifice, on refuse d'obéir docilement plus longtemps, on veut en finir le plus tôt possible. On cherche s'il n'existerait pas un moyen d'y parvenir, on se repasse tout le film depuis le début, et fatalement on va percevoir plus ou moins clairement qu'on a été trompé, dès lors

il faut passer à l'action, agir, s'engager dans le combat politique, on n'a plus le choix. Qui l'aurait cru il y a peu encore, eh oui tout peut arriver un jour !

Je n'ai pas évoqué le risque d'une guerre nucléaire, chimique, bactériologique en cas de conflit généralisé, cela va de soi, inutile de se faire peur pour rien, puisque je ne pense pas qu'ils iront jusque-là, car de toutes manières cela leur serait fatal, il ne pourrait pas en être autrement, ce serait une lutte à mort, et absolument plus rien ne nous retiendrait de liquider physiquement ces monstres de cruauté.

On reviendra une autre fois sur ce sujet. On pourrait ajouter : Comment imaginer une population (occidentale) comportant 30 à 40% d'obèses ou de personnes en surpoids, des millions de cancéreux, diabétiques, sujettes à l'hypertension, atteintes de maladies cardiovasculaires et j'en passe sous traitements lourds, en fait une population malportante qui s'ignore plus ou moins, vous la voyez se mobiliser et partir à la guerre la fleur au fusil ?

Quoiqu'on en dise, la guerre chez les autres, c'est quand même plus confortable !

Et que dire de tous ces millions installés dans leur petit confort et qui ne supportent pas la moindre contrariété, le moindre retard, le moindre contretemps, le moindre petit bobo, le moindre virus, la moindre petite bête, la moindre pénurie, etc. vous pouvez ajouter la moindre réflexion qu'ils prennent forcément pour eux, à juste titre dans la plupart des cas... Bref, vous les voyez du jour au lendemain soumis à un régime de précarité absolue comme c'est le cas lors d'une guerre, sur le plan alimentaire, sanitaire, hygiénique, financier, sans chauffage ou climatisation, sans eau potable, gaz ou électricité, sans essence, etc. pauvreté ou misère et chômage généralisés. Sachant qu'une grande partie sont déjà dépressifs, ils craqueraient, ils deviendraient complètement fous, leur seul salut consisterait uniquement à commencer à écouter ceux qui suggèrent qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, que le socialisme n'est pas ce qu'on leur a raconté

Un autre facteur doit être pris en compte.

Avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le prolétariat mondial a subi de graves défaites en cascade dans les années 30, défaite du Front populaire en France préfigurant l'arrivée de Pétain au pouvoir, arrivée au pouvoir de Franco en Espagne, de Mussolini et du fascisme en Italie, de Hitler et du nazisme en Allemagne, etc. La trahison et la dégénérescence de la IIe et IIIe Internationale allait sceller le sort des peuples en Europe et les livrer à des régimes dictatoriaux. Les Américains allaient financer cette guerre dont ils avaient besoin pour asseoir leur domination mondiale et résoudre provisoirement leurs problèmes intérieurs, le New Deal de Roosevelt n'eut pas le temps de mettre fin à la pauvreté et au chômage de masse, qu'une nouvelle dépression intervenait en 1937. La guerre était la seule issue politique qui se présentait aux tenants du capitalisme.

De nos jours aussi, sauf que les conditions décrites plus haut coincent aux entournures. Ils doivent donc se débrouiller autrement en semant des guerres ici ou là, le règne de la terreur sur tous les continents, déployer des trésors d'imagination pour monter de toutes pièces des mystifications toujours plus grotesques...

On poursuivra une autre fois. Une grande guerre pourrait les anéantir, puisque plus rien ne pourrait fonctionner normalement et qu'il y aurait urgence dans tous les domaines, pour un peu on pourrait peut-être envisager de supprimer immédiatement la monnaie, les banques, les bourses, on pourrait vivre sans, non ?

Quelques commentaires glissés à la suite d'articles parus dans FranceSoir.

"*Qui contrôle la Constitution est le souverain*", une pétition citoyenne pour instaurer le RIC constituant - France-Soir 24 mai 2023

J-C - "*Qui contrôle la Constitution est le souverain*", allez donc raconter cela à tous les chefs d'Etat dits de gauche ou tout simplement garants de l'indépendance et de la souveraineté de leur pays, qui ont été renversés ou destitués à l'occasion d'un coup d'Etat constitutionnel ou militaire fomenté par les banquiers et capitalistes de leur pays, eux au moins ils pourraient vous raconter qui détient vraiment le pouvoir. Si ce n'est pas le peuple, c'est eux !

Il y a des gens comme cela qui ne retiennent rien des expériences ou enseignements du passé. Ils sont hermétiques à la lutte des classes jusqu'à l'aveuglement.

J-C - Ils ne savent pas quoi inventer pour voler au secours des institutions de la Ve République rejetées par les masses et conçues uniquement pour assurer la pérennité du capitalisme.

Il s'agit d'une énième entreprise fumeuse destinée à faire croire aux naïfs que le droit serait supérieur au régime économique en place ou le précèderait, alors qu'il est déterminé par les rapports sociaux établis entre les classes, ce n'est tout de même pas sorcier à comprendre.

Le système économique capitaliste repose sur les inégalités sociales entre les classes au profit de la classe qui détient les moyens de production ou les richesses, partant de là le droit en vigueur ne peut pas s'opposer aux intérêts de la classe dominante ou qui détient le pouvoir économique. Tout au plus elle peut concevoir des arrangements ou des compromis quand cela fait son affaire ou quand elle s'y sent obligée, lorsque le rapport de force entre les classes n'est pas à son avantage temporairement, car par nature elle est mal disposée à l'encontre des exploités ou elle n'a jamais de bonnes intentions à son égard.

Jamais elle n'acceptera des lois ou des modifications de la Constitution qui porteraient atteintes à sa domination de classe, faire croire le contraire serait une escroquerie politique.

Pourquoi ne veulent-ils pas rompre avec la Constitution de la Ve République tout simplement ? Pardi, parce qu'ils ne veulent pas rompre avec le capitalisme qui est à l'origine de tous nos maux.

L'hydroxychloroquine, un traitement efficace contre la Covid-19 "*saboté depuis le début*" : "*Il faut qu'il y ait une commission parlementaire à ce sujet*", entretien avec le Professeur Raoult - France-Soir 26 mai 2023

- Raoult, c'est le genre de personne qui a toujours raison, facile quand on tient en permanence un double langage, c'est peut-être ce qui lui a valu d'être traité de charlatan.

L'hydroxychloroquine est relativement efficace en phase précoce de la maladie, et encore, quand elle est associée à l'azithromycine, ce sont des médecins qui l'avaient relevé, dont le Dr. Maudrux. A ce stade, l'ivermectine est aussi efficace, ensuite elle surpasse l'hydroxychloroquine.

Il y a même des médecins, en Afrique je crois me souvenir, qui en avaient prescrit à des patients en phase très avancée ou terminale ou qu'ils croyaient condamnés à mourir. Ils ont tenté le tout pour le

tout en leur donnant des doses massives d'ivermectine passant de 12mg à 100mg, et à leur grande surprise ces patients survécurent, avec l'hydroxychloroquine ils seraient morts, à forte dose elle est mortelle, c'est Raoult qui l'avait signalé en ajoutant que si vous vouliez vous suicider, c'était facile, il suffisait d'avaler le contenu d'une boîte d'hydroxychloroquine.

- Raoult a fait la promotion des tests PCR à grande échelle contre l'avis de son inventeur décédé en 2019, celui-ci avait précisé qu'il ne faudrait jamais l'utiliser en cas d'épidémie ou sur l'ensemble de la population, Raoul n'en a pas tenu compte, et c'est à lui qu'on doit la pandémie de test PCR positif, faussement positif qui allait justifier toutes les mesures liberticides imposées par Macron. Il y a pire encore.

- En Inde où je vis, la covid-19 n'a pas fait de ravage, or la population mange avec les mains, la main droite pour les droitiers, la main gauche pour les gauchers, l'autre sert à s'essuyer les fesses après s'être soulagé, le papier hygiénique est réservé aux riches. Le pays est un des plus dégueulasse de la planète avec ses décharges à chaque coin de rue, à l'entrée de chaque village, même le long des routes est jonché de détritus en tous genres, les gosses jouent, mettent les mains par terre, partout en fait, y compris à leur bouche et malgré cela ils ne sont pas morts, un miracle Pr. Raoult ! Il y a pire.

- Raoult avait dit qu'il serait impossible de mettre au point un vaccin avant une dizaine d'années. Plus tard, cela ne l'a pas empêché de faire la promotion des substances géniques à ARN messager, sachant que la population servirait de cobaye aux trusts pharmaceutiques, se moquant des effets secondaires qui en découleraient et des morts ou handicapés à vie que ces injections produiraient, allant même jusqu'à la rendre obligatoire pour le personnel soignant, ce qui allait entraîner la perte d'emploi et de revenu pour des milliers d'entre eux qui refuserait de se plier à ce diktat. Il a fait pire.

- Il a fait la promotion des masques sachant qu'ils étaient parfaitement inutiles, la taille du coronavirus étant inférieur au maillage des masques, c'était inscrit sur les boîtes vendues au grand public. Là encore, il fit dans la surenchère, en allant jusqu'à conseiller au couple de faire chambre à part et de porter un masque dans leur habitation. Plus fort encore.

- Il raconta qu'il se lavait 100 fois les mains quotidiennement avec une substance à base d'alcool, à ce rythme-là il aurait dû avoir la peau des mains tellement desséchée et à vif !

Il a oublié que c'était le mauvais état de santé des personnes et les conditions d'hygiène extérieures déplorables, qui étaient responsables des infections virales ou bactériennes, davantage que leur comportement quotidien, le simple contact avec un virus ou une bactérie n'a rien à voir là-dedans.

- Les résultats des tests PCR étaient faussés, dès lors que le cycle d'amplification des prélèvements effectués avec ces tests dépassait 20, or Raoult se cala à 25, pourquoi, histoire d'amplifier l'illusion d'une pandémie ? De plus, il savait que la matière virale qui était testée pouvait être de natures très différentes, morte ou vivante, elle pouvait appartenir à différents virus, rien ne disait que la personne testée positive était malade et même contagieuse.

Un virus n'est pas contagieux. La preuve en est que lorsqu'on était scolarisé, tous les hivers il arrivait que parmi nos petits camarades de classe certains chopent le virus de la grippe, mais pas leur voisin ou tous ceux qui avaient été en contact avec eux, par conséquent ce facteur ne constituait pas la cause de la maladie, mais le terrain, l'état biologique de chaque gosse...

Dans cette affaire Raoult est juge et partie, il est donc mal placé pour fournir un avis objectif en la matière.

- On lui doit de nous avoir fait connaître un traitement relativement efficace en phase précoce de la maladie, l'association de l'hydroxychloroquine et azithromycine, ajoutant parfois la vitamine D et le zinc, on le remercie pour cela, mais c'est tout.

Personnellement, j'ai testé sur mon entourage l'ivermectine et azithromycine, plus de la vitamine D et du zinc, avec un effet fulgurant, deux Indiens de ma famille rétablis en moins de 48 heures chrono, et personne d'autre de malade parmi les 10 personnes de la maison, âge entre 6 ans et 86 ans. Cela je le dois au Dr. Maudrux, qui lui aussi fit naufrage par la suite, dommage... Mon témoignage a été publié par Réinfocovid en juin 2021.

A lire.

Les machines à lire dans les pensées sont là : est-il temps de s'inquiéter ?

https://reseauinternational.net/les-machines-a-lire-dans-les-pensees-sont-la-est-il-temps-de-sinquieter/

Quand le « *progrès* » est synonyme de régression sociale.

L'Éducation suédoise fait machine arrière et réinvestit dans les manuels scolaires - France-Soir 24 mai 2023

DÉPÊCHE — Le 15 mai dernier, la ministre de l'Éducation suédoise a rebroussé le chemin du "*tout numérique*" à l'école, et demandé à l'État de réinvestir dans les bons vieux manuels scolaires pour les enfants. Selon des études médicales menées dans le pays, les écrans auraient fait chuter le niveau des élèves.

Voilà quelques années déjà que les Suédois sont pionniers dudit "*progrès*", ayant mis un iPad entre les mains de tous leurs élèves, et ce, dès la crèche. L'idée, c'était de faire d'eux des petits génies du numérique, en commençant le montage vidéo, la photo et la programmation dès l'âge de cinq ans. Cela étant, les médecins du pays ont récemment sonné l'alerte, jugeant le temps passé sur les écrans responsable de la baisse du niveau scolaire.

S'appuyant sur ces avis, l'actuelle ministre de l'Éducation, Lotta Edholm, a choisi de faire machine arrière. Alors que l'agence nationale de l'enseignement scolaire venait de se prononcer en faveur du développement numérique en décembre 2022, la responsable politique demande au gouvernement de réinvestir dans les manuels scolaires en papier. Elle décrivait l'usage du numérique dans les écoles primaires comme une "expérimentation" et pointait du doigt "*l'attitude dépourvue d'esprit critique qui considérait, avec désinvolture, la numérisation comme bonne, quel que soit son contenu*".

Finalement, le gouvernement va sortir 60 millions d'euros pour équiper à nouveau les élèves de manuels scolaires dès la rentrée 2023. Comme au bon vieux temps. France-Soir 24 mai 2023

Le despotisme tout azimut.

Violences envers les soignants : Agnès Firmin-Le Bodo prône la « *tolérance zéro* »- Publicsenat.fr 24 mai 2023

Immigration: 85% des Français favorables au rétablissement de la "*double peine*" pour les étrangers condamnés - BFMTV 24 mai 2023

Préparez-vous à une maladie encore plus meurtrière que le Covid, le signal d'alarme de l'OMS - Yahoo 23 mai 2023

Racket, la ficelle est un peu grosse !

Impôts : la taxe foncière flambe dans tous les territoires français - francetvinfo.fr 25 mai 2023

La taxe foncière de tous les propriétaires augmente cette année de 7% en moyenne. La hausse sera sûrement plus élevée dans les grandes villes avec 11,4% en moyenne.

Elle n'arrivera dans les boîtes aux lettres qu'à l'automne prochain mais les jeux sont déjà faits. La taxe foncière va grimper et même flamber pour certains. À Paris, Jean-Louis et Josiane possèdent un appartement de 70m2 pour lequel il paye chaque année une taxe foncière. Pour 2022, elle s'élevait à 793 euros. En 2023, la mairie de Paris va l'augmenter de plus de 50%. Le montant passerait donc à 1205,36 euros.

Une augmentation que la ville de Paris juge indispensable pour financer la transition écologique, mais qui s'ajoute à l'inflation des derniers mois. Outre Paris, d'autres villes vont augmenter leurs taxes comme à Grenoble : +25%, ou +14,3% à Metz. francetvinfo.fr 25 mai 2023

Dictature et escroquerie climatique.

Bonnes nouvelles, c'est si rare qu'il faut les signaler.

Crise climatique : sous la pression des conservateurs américains, l'alliance des assureurs pour le climat vole en éclats - francetvinfo.fr 26 mai 2023

L'alliance mondiale des assureurs pour l'objectif zéro carbone (NZIA) a du plomb dans l'aile. Trois membres fondateurs, le réassureur Scor et les géants Axa et Allianz ont annoncé, jeudi 25 mai, leur départ, dans un contexte de pression conservatrice aux Etats-Unis. Cette alliance avait été créée en juillet 2021 sous l'égide de l'ONU. Le rôle des assureurs est central dans l'exploitation des énergies fossiles, principale cause du réchauffement climatique : les entreprises charbonnières, pétrolières ou gazières ont besoin de leur service pour assurer leurs projets.

Un peu plus tôt dans la semaine, c'est Swiss Re qui avait claqué la porte de cette alliance. Trois autres poids lourds européens les avaient précédés ces derniers mois en annonçant leur départ: Munich Re, Hannover Re et l'assureur Zurich. Dans la foulée de ces nouvelles défections, le français Matmut a également annoncé son départ. francetvinfo.fr 26 mai 2023

J-C – J'ai corrigé deux fautes d'orthographe. Le commentaire que je leur avais envoyé a été censuré, j'avais juste écrit : Bonne nouvelle, la dictature climatique a du plomb dans l'aile.

Zones à faibles émissions : une consultation du Sénat montre une forte opposition des Français - Publicsenat.fr 25 mai 2023

Le niveau de la participation traduit déjà en lui-même quelque chose. Le Sénat a dévoilé ce 25 mai les résultats d'une consultation publique, ouverte sur son site du 17 avril au 14 mai, sur la mise en œuvre des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m). Dans ces espaces en vigueur dans onze métropoles actuellement, la circulation des véhicules les plus polluants y est restreinte, dans une démarche d'amélioration de la qualité de l'air. Au 1er janvier 2025, les restrictions s'étendront à plus d'une trentaine d'agglomérations supplémentaires, où les seuils européens de qualité de l'air sont régulièrement dépassés.

Suivant des modalités variables d'une ZFE à l'autre, les particuliers ou les professionnels au volant des véhicules les moins propres – en fonction du niveau de la vignette Crit'Air – ne sont plus autorisés à entrer dans ces périmètres. Signe d'une préoccupation dans la population, plus de 51 000 personnes ont répondu sur le site du Sénat, un record pour ce genre d'exercice. « *Cela témoigne des inquiétudes que ce dispositif génère chez eux* », constate le sénateur Philippe Tabarot (LR), rapporteur d'une mission d'information sur l'acceptabilité et la mise en œuvre des ZFE.

Un « *sentiment d'injustice* »

Naturellement, le chiffre est à prendre avec précaution, puisqu'un tel mode de consultation comporte des biais statistiques. La mission sénatoriale est consciente qu'elle a pu susciter des mobilisations. Selon les résultats présentés ce 25 mai, il ressort que 86 % des particuliers qui se sont exprimés sont défavorables aux ZFE. Dans leurs commentaires, ils évoquent un creusement des inégalités sociales, une « *exclusion sociale* » ou encore un « *sentiment d'injustice* ». Publicsenat.fr 25 mai 2023

Pourquoi ont-ils créé la grippe aviaire ? Pour la même raison que la covid-19 ou notamment engraisser Big Pharma.

J-C – Il faut avoir à l'esprit, que depuis des lustres les hommes mangent de la volaille sur la Terre entière sans se soucier de leur état de santé et ne s'en portent pas plus mal.

Ce sont des psychopathes qui à notre époque ont jeté leur dévolu sur l'espèce humaine qu'ils haïssent, qui ont décidé que ces volatiles transportaient des virus qui les rendraient impropres à la consommation ou présenteraient des risques pour la santé humaine sans être parvenu à le démontrer scientifiquement, sans preuve.

Ici en Inde, comme sur la plupart des continents, hormis ceux qui abritent les pays occidentaux qui veulent dicter leurs lois scélérates au monde entier, la population mange la production locale de volaille qui ne fait l'objet d'absolument aucun contrôle sanitaire des autorités sans tomber malade ou mourir pour autant, alors que toutes sortes d'oiseaux ou animaux sauvages vivent à proximité d'eux ou les côtoient quotidiennement, sans parler des conditions d'hygiène souvent épouvantables

dont ils bénéficient, ajoutez la chaleur, les mouches et les insectes, l'odeur relevé ou faisandée en prime !

Personnellement, quand j'achète un poulet, je choisis l'endroit qui pue le moins, et où les bêtes sont à peu près propres et en bonne santé, c'est la seule précaution que je prends et bien la faire cuire.

Grippe aviaire : des vaccins "*très efficaces*" sur les canards - AFP/francetvinfo.fr 26 mai 2023

Ce virus fait des ravages dans les élevages de canards en France depuis plusieurs années.

Bonne nouvelle pour les éleveurs. Deux vaccins expérimentés en France se sont avérés "*très efficaces*" pour prémunir des canards de la grippe aviaire, ont rapporté jeudi 25 mai l'Anses et le ministère de l'Agriculture. Cette annonce ouvre la voie à une vaccination nationale alors que le virus ne laisse pas de répit aux éleveurs.

J-C - Une "*bonne nouvelle*" surtout pour le trust pharmaceutique qui commercialisera ce vaccin, une mauvaise pour les éleveurs et les consommateurs qui devront ingurgiter cette saloperie ou se passer de canard, demain de poulet...

Hasard de l'actualité, hier soir je suis tombé sur un nouvel article qui allait dans le sens de ce que j'ai avancé, jugez vous-même.

La Russie accuse les États-Unis de développer des armes biologiques en Ukraine - observateurcontinental.fr 26 mai 2023

Le ministère russe de la Défense a fait état de nouveaux détails concernant les recherches biologiques militaires du Pentagone en Ukraine. Outre le développement d'une souche de grippe aviaire hautement pathogène, dont des traces ont été retrouvées dans un laboratoire à Kherson, les scientifiques américains, sous couvert de recherches pacifiques, menaient d'autres "*projets*" similaires.

Les États-Unis développent des armes biologiques sur le territoire ukrainien, comme en témoignent les nouvelles informations obtenues par le ministère russe de la Défense, "*des faits de collecte de souches de virus de la grippe aviaire capables de franchir la barrière des espèces*". C'est ce qu'a déclaré le général Igor Kirillov, chef des forces de protection radiologique, biologique et chimique (RBC), lors d'une conférence de presse du ministère russe de la Défense.

Il est question de documents que les militaires ont saisis dans un laboratoire de la réserve de biosphère d'Askania-Nova (région de Kherson). Selon les affirmations, ces matériaux confirment l'implication de l'Institut vétérinaire de Kharkov dans les projets américains UP-8, P-444 et Flu-Fly-Way. Selon Igor Kirillov, l'objectif de ces programmes est "*d'évaluer les conditions dans lesquelles les processus de transmission d'agents pathogènes d'infections économiquement significatives peuvent devenir incontrôlables*" et notamment créer des risques pour la sécurité alimentaire.

"*Cependant, le département militaire américain étudie activement ces infections économiquement significatives au-delà de son territoire national dans des laboratoires biologiques situés le long des frontières de ses adversaires géopolitiques. Cela confirme une fois de plus que les États-Unis développent des composants d'armes biologiques hors de leur juridiction nationale, y compris en Ukraine*", a déclaré le général.

Le Pentagone, qui n'a rien à voir avec l'étude des voies de migration des oiseaux, était le commanditaire de ces projets.

"*Un groupe opérationnel du ministère russe de la Défense, en collaboration avec des employés du Service fédéral de sécurité et de Rosselkhoznadzor [Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire], a confirmé les faits de collecte et de caractérisation des souches du virus de la grippe aviaire, possédant un potentiel épidémique élevé et capables de franchir la barrière des espèces, en particulier la souche H5N8, dont la mortalité peut atteindre 40% lorsqu'elle est transmise à l'homme*", a déclaré Igor Kirillov.

Il a ajouté que le personnel de la réserve de Kherson avait tenté de "*détruire d'urgence les biomatériaux prélevés"* en désactivant les installations de réfrigération et détruisant les conteneurs cryogéniques avec de l'azote liquide, mais les spécialistes du ministère de la Défense "*ont quand même réussi à détecter dans les échantillons soumis à la destruction*" des "*traces de matériel génétique de la grippe aviaire hautement pathogène, du virus de la maladie de Newcastle, des avulavirus*".

Selon les employés restants dans la réserve, la partie ukrainienne leur a proposé une récompense financière importante pour l'évacuation ou la destruction des résultats des recherches.

Le chef des troupes de protection RBC a rappelé qu'il avait déjà attiré l'attention sur "*le fait documenté de la mortalité massive des oiseaux sur le territoire de la réserve d'Askania-Nova en 2021, qui, selon les experts, était de nature infectieuse*".

Il a qualifié dans ce contexte de particulièrement préoccupante l'augmentation de l'incidence de la grippe aviaire en Russie et dans les pays européens, où, selon l'Organisation mondiale de la santé animale, la maladie est devenue annuelle et les pertes depuis 2021 ont dépassé 3 milliards d'euros.

http://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=4936

J-C – Il ne s'agit pas de virus existant à l'état naturel et potentiellement inoffensif pour les hommes, mais de virus modifié génétiquement dans l'intention de nuire à la santé des hommes. Cela revient à fabriquer un produit toxique, c'est donc une entreprise délibérément criminelle.

Hommage du tyran à l'Etat policier. L'assassin protégé du régime pervers dégénéré et cocaïnomane Palmade est libre.

Emmanuel Macron a rendu hommage à Roubaix aux trois policiers tués - Le HuffPost 26 mai 2023

Jeunes policiers tués : « *Cet assassin a blessé l'intégralité de la police nationale* », tance Gérald Darmanin - Publicsenat.fr 24 mai 2023

Le ministre de l'Intérieur n'a pas hésité à employer le mot « *assassins* » pour qualifier le conducteur qui était alcoolisé et sous l'emprise de stupéfiants. Publicsenat.fr 24 mai 2023

En famille. C'est bien connu que Macron n'est ni de droite ni d'extrême droite !

J-C – Et pour cause, il est de gauche tel que l'entendent ceux qui s'en réclament ou ceux qui les classent à gauche. Et ce n'est pas un hasard, si c'est avec les partis se déclarant de la gauche que l'extrême-centre de Rothschild-Rockefeller-Macron est le plus lié, dans lesquels cette idéologie a pénétré le plus profondément jusqu'à adopter les mystifications climatique et sanitaire, le wokisme et la théorie du genre, la cancel culture, etc.

Ils forment une grande famille, la grande famille de la réaction. Seule l'extrême gauche reste à l'écart ou demeure épargné, injustement le plus souvent parce qu'elle est tout aussi compromise ou corrompue.

Du coup, on se demande où se situer, ne vous marrez pas c'est un vrai dilemme. On incarne à la fois la véritable gauche et extrême gauche. Les deux se confondent, on lutte pour un changement de régime politique et économique, l'abolition du capitalisme et ses institutions politiques, on combat la réaction sur tous les fronts, idéologique, politique, psychologique, ce qui nous vaut de rester isolé en attendant des jours meilleurs… C'est dommage que personne ne veuille participer au développement de ce courant politique, pour le moment…

***"Complaisance avec l'extrême droite"* : la gauche fustige les propos de Macron sur la *"décivilisation"* - BFMTV 25 mai 2023**

Le président de la République a employé cette expression en Conseil des ministres ce mercredi pour décrire les récents faits de violences. La gauche l'accuse de reprendre un terme connoté à droite et à l'extrême droite.

J-C - Des accusations qui servent à nous distraire de l'essentiel qu'il ne faut surtout pas dire, et pour cause ils ont voté et appelé à voter pour lui : Macron, c'est l'extrême droite au pouvoir. Ils dénoncent la proximité entre Macron et l'extrême droite pour ne pas avoir à le caractériser d'extrême droite parce qu'ils n'entendent pas rompre leurs relations avec lui et les institutions de la Ve République qu'ils soutiennent à bout de bras.

"*Dangereux pour notre pays*", "*huile sur le feu*", "*courte échelle à l'extrême droite*": les réactions de la gauche se sont multipliées mercredi.

"*Considérer que ce serait pure coïncidence est soit une farce, soit affligeant*", a tranché l'insoumis Alexis Corbière. Tout en rappelant que le terme de "*décivilisation*" est le titre d'un ouvrage de "*l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus*".

Cyrielle Chatelain s'est voulue encore plus explicite qu'Alexis Corbière, la cheffe de file des députés écologistes considérant qu'il s'agit d'un "*nouvel exemple*" de la "complaisance coupable d'Emmanuel Macron envers l'extrême droite".

"*C'est dangereux pour notre pays, tout simplement*", a mis en garde Marine Tondelier au micro de BFMTV.

"*Quand on multiplie les passages en force avec le 49.3, quand on ignore des taux d'abstention qui fragilisent la légitimité de la démocratie représentative, quand on se refuse aux référendums... Tout ça, ça déplace la violence*", a dit Chloé Ridel, porte-parole du Parti socialiste (PS).

J-C - Cela valait quand Hollande était à la place de Macron. Le PS ou la social-démocratie ont toujours servi de marche-pied à l'extrême droite ou il en était l'antichambre depuis 4 août 1914, il l'a instrumentalisé pour mieux la porter au pouvoir.

Il faut conserver en mémoire que, ce qu'ils appellent à tort la gauche, n'a jamais empêché un coup d'Etat militaire, l'arrivée au pouvoir d'un dictateur, une guerre nulle part dans le monde, au contraire elle les a favorisés en trahissant la classe ouvrière et le socialisme.

C'est le PS qui a porté Macron au pouvoir, un petit rappel pour rafraîchir la mémoire des amnésiques.

Macron n'a jamais été « *socialiste* » ou moi je serais papiste ! S'il a intégré l'idéologie social-libérale du PS, c'était parce que c'était le courant politique de droite sur la scène politique française le plus proche du néolibéralisme et le mieux implanté au cœur des institutions et des élites, de l'aristocratie du régime, pour ensuite une fois élu pouvoir l'imposer une fois débarrassé des oripeaux de gauche ou social, puisqu'il avait été désigné et élu pour appliquer une politique strictement néolibérale ou ultra réactionnaire, donc liquider tout ce qui restait de progressiste ou de social dans la législation, conformément à l'évolution des rapports entre les classes depuis la disparition de l'URSS qui était favorable à la classe dominante en l'absence de toute opposition organisée susceptible de rassembler les masses, ou de constituer une menace pour le pouvoir en place.

L'heure de la réaction sur toute la ligne avait enfin sonné, et c'était le président de l'oligarchie financière anglo-saxonne, Macron, qui allait l'incarner à la perfection en s'appuyant à la fois sur le PS et ses satellites se réclamant de la social-démocratie, en fait tous les partis qui au sein du mouvement ouvrier en étaient issus ou qui y étaient liés, subordonnés à la Ve République, que l'on retrouve aujourd'hui au sein de la Nupes.

Emmanuel Macron sur RMC et BFMV le jeudi 19 février 2015, il n'est pas membre du PS "*Je l'ai été*".

Macron, socialiste sans carte, en visite au PS pour la première fois - Paris Match 17 décembre 2014

Emmanuel Macron, le militant fantôme du PS - Le NouvelObs 17 juin 2015

Primaire: l' effacement du candidat PS face à Macron - Challenges 20 janvier 2017

Le PS apporte son soutien à Macron - Reuters 24 avril 2017

Le PS va distribuer 4 millions de tracts pour Macron - Cnews 25 avril 2017

La garde rapprochée d'Emmanuel Macron est toujours socialiste - Contrepoints 23 février 2023

Macron, militant à l'âge de 24 ans, il était précédemment enregistré à la section «*culture*», dans laquelle il fut un membre actif entre 2006 et 2009.

C'était en décembre 2014. Moins de quatre mois après son arrivée à Bercy, le ministre de l'Economie s'exprime devant des dirigeants d'entreprises à l'occasion d'un sommet organisé par Challenges et répète pas moins de quatre fois qu'il est «*socialiste*».

« *J'ai bien compris que l'invitation qui m'avait été faite, c'était essentiellement de briser les tabous […]. Alors la première chose, c'était de dire* «pourquoi je suis socialiste». *Parce que ça, c'est un vrai tabou […]. Et pourquoi je crois que c'est utile d'être socialiste aujourd'hui. […] Moi je suis socialiste et je l'assume. Et être socialiste aujourd'hui me paraît une nécessité de bâtisseur, parce que c'est croire qu'à certains moments de notre histoire il y a une France qui se réveille, qui veut autre chose, et à qui il faut donner la place.* » (Source : Paris Match 17 décembre 2014)

Le 19 août 2016 en visite au Puy du fou (Vendée), Macron va déclarer : «*L'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste*» (Source : Libération 9 août 2016)

Il signait là la fin de cette grossière imposture sans prendre de risque, attitude sans doute recommandée par ses conseillers, puisque de nos jours seule une infime minorité de la population se réclame encore du socialisme, et encore moins sait ce que cela signifie réellement, de plus cela annonçait un changement de paradigme dans la stratégie de la réaction destinée davantage à s'appuyer sur le consentement de la population, qui servirait à justifier le recours à des mesures toujours plus rétrogrades, antisociales ou liberticides.

On ne lui demanderait plus son adhésion à des mesures tournées contre ses intérêts fondamentaux, on ferait en sorte de les présenter comme si c'était elle qui les réclamait après maintes manipulations préparatoires, de telle manière qu'une fois ce minutieux processus mis en place et alimenté quotidiennement par un matraquage médiatique quasi hystérique sur fond de censure et autocensure, il lui serait extrêmement difficile de s'y retrouver et de se rassembler pour les combattre. Finalement, un tel mécanisme machiavélique allait faire merveille ou démontrer son efficacité lors des trois années qu'allait durer la dictature sanitaire.

La Nupes est le meilleur allié de Macron avec l'extrême droite

---

"*La menace de l'extrême droite*" : Ce sont les imposteurs ou opportunistes qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche qui l'instrumentalisent pour le compte de Macron.

La gauche unie à Saint-Brevin pour contrer "la menace de l'extrême droite" - BFMTV 24 mai 2023

De nombreux responsables de la Nupes se rendent ce mercredi dans la commune de Loire-Atlantique pour une marche en soutien au maire démissionnaire Yannick Morez, visé par un incendie criminel et des menaces de l'extrême droite. L'intéressé dénonce une "*récupération politique*" et ne participera pas au cortège. Il prendra néanmoins la parole devant la mairie. BFMTV 24 mai 2023

Totalitarisme. Union nationale pour la normalisation de l'intrusion du lobbysme jusque dans chaque foyer.

J-C - On devrait parler de propagande ou dictature commerciale parce qu'elle abuse des esprits faibles ou vulnérables pour les détrousser. Ils avouent eux-mêmes que ces pratiques abusives étaient légales, ils les ont laissé proliférer. Il n'y a pas qu'en politique que l'abus de pouvoir est omniprésent et sévit en toute impunité. En fait, cela revient à reconnaître que nous vivons sous un régime corrompu ou mafieux dont les capitalistes tirent profits.

Proposition de loi sur les influenceurs : accord entre députés et sénateurs - Publicsenat.fr 25 mai 2023

Le texte déposé par les députés Arthur Delaporte (PS) et Stéphane Vojetta (apparenté Renaissance) a fait l'objet d'un compromis ce 25 mai, dans la matinée, au cours d'une commission mixte paritaire entre députés et sénateurs.

Ce sera probablement un coup d'arrêt à des pratiques abusives ou escroqueries, dans un secteur qui était jusqu'à présent encore mal cerné par la législation. La proposition de loi « *visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre la dérive des influenceurs sur les réseaux sociaux* » est maintenant sur la voie pour être adoptée définitivement.

J-C - Le législateur n'avait aucunement l'intention d'éradiquer ou interdire cette pratique, bien au contraire, il s'agissait de lui fournir un statut légal et de protéger ceux qui se livrent à ces pratiques mafieuses.

Publicsenat.fr - La proposition de loi doit poser une réglementation claire, pour éviter toute promotion trompeuse voire dangereuse, d'objets, de fournitures ou de services, par l'intermédiaire d'influenceurs.

« *Le Sénat s'est montré particulièrement ambitieux en matière de protection des internautes, des consommateurs et de la jeunesse* », s'est également félicité la sénatrice Union centriste Amel Gacquerre.

J-C - Après avoir interdit les traitements efficaces contre la covid-19 et avoir plus de 100 000 morts à leur actif, qui va les croire ? Cette loi servira seulement à écarter les cas les plus grossiers qui entravent la bonne marche de ce commerce très lucratif, ne soyons pas naïfs.

Totalitarisme. La "*décivilisation*" en marche, c'est cela aussi.

J-C - C'est la négation que l'homme serait perfectible, donc de la nature humaine, il s'agit donc d'une entreprise monstrueuse.

L'homme demeurerait indéfiniment vulnérable ou faible, bourré à vie de tares ou défauts au point d'être incapable de prendre conscience de sa condition, de prendre en main son destin ou de façonner la société en fonction de ses besoins, d'autres continueraient de s'en charger à sa place, lui, il s'adapterait au monde dans lequel ils lui imposeraient de vivre grâce à des artefacts technologiques qu'ils contrôleraient contrairement à lui... Rien ne distinguerait le transhumain de demain, une sorte de bioborg, de l'esclave d'aujourd'hui, hormis qu'il ne pourrait pas être déconnecté sous peine de disparaître... Qui a envie de vivre dans une telle société ?

Le multimilliardaire Elon Musk n'a pas plus de bonnes intentions envers les peuples qu'un autre dirigeant de la classe dominante, malheur à ceux qui l'oublient ou ne veulent pas en tenir compte !

États-Unis : la start-up Neuralink va tester ses implants cérébraux sur des humains - lepoint.fr 26 mai 2023

La start-up Neuralink, une des entreprises d'Elon Musk, a annoncé jeudi sur Twitter qu'elle avait reçu l'accord des autorités sanitaires américaines pour tester ses implants cérébraux connectés sur

des humains. « *C'est un premier pas important qui permettra un jour à notre technologie d'aider de nombreuses personnes* », a déclaré la société californienne sur son compte Twitter, précisant que « *les recrutements pour les essais cliniques ne sont pas encore ouverts* ».

Neuralink conçoit des appareils connectés à implanter dans le cerveau pour communiquer avec les ordinateurs directement par la pensée. Ils doivent d'abord servir à aider des personnes paralysées ou souffrant de maladies neurologiques. La start-up veut ensuite rendre ces implants suffisamment sûrs et fiables pour qu'ils relèvent de la chirurgie élective (de confort) – des personnes pourraient alors débourser quelques milliers de dollars pour doter leur cerveau d'une puissance informatique.

Pour Elon Musk, ces puces doivent permettre à l'humanité d'arriver à une « *symbiose avec l'intelligence artificielle (IA)* », selon ses mots de 2020, prononcés lors de la conférence annuelle de l'entreprise.

Pour l'instant, les prototypes, de la taille d'une petite pièce de monnaie, ont été implantés dans le crâne d'animaux. Plusieurs singes sont ainsi capables de « *jouer* » à des jeux vidéo ou de « *taper* » des mots sur un écran, simplement en suivant des yeux le mouvement du curseur à l'écran. lepoint.fr 26 mai 2023

Wokisme. Cela relève de la psychiatrique.

Christelle Comet : « *A Saint-Etienne, on est venu expliquer aux enfants ce qu'était la sodomie ou la fellation !* » - lemediaen442.fr 24 mai 2023

Selon Christelle Comet, porte-parole de l'association "*Mamans Louves*", la manière dont on aborde la sexualité avec les enfants peut avoir des conséquences néfastes sur leur développement psycho-affectif. Elle cite l'exemple d'une école de Saint-Etienne où une infirmière scolaire a expliqué à des enfants de 9 à 10 ans ce qu'était la fellation, la sodomie, le cunnilingus, le changement de sexe ou encore de caresser les testicules.

Cela revient à traumatiser les enfants et à faire tout l'inverse de l'objectif fixé. En effet, si l'enfant est confronté à un prédateur sexuel alors qu'on lui a dit que certaines pratiques étaient possibles, il risque d'être davantage exposé. De plus, cela peut inciter les enfants à essayer ces pratiques entre eux. lemediaen442.fr 24 mai 2023

Une association LGBT dit stop et avertit : « *Nous sommes sur une route sombre menant à la pédophilie légale* » - lemediaen442.fr 27 mai 2023

https://lemediaen442.fr/une-association-lgbt-dit-stop-et-avertit-nous-sommes-sur-une-route-sombre-menant-a-la-pedophilie-legale/

J-C – Cette association défend une position similaire à la mienne, à savoir qu'ils n'ont rien demandé à personne. Ils sont des citoyens comme les autres avant tout. Ils ne se définissent pas à partir de leur penchant sexuel, ils considèrent que c'est secondaire. Et ils estiment que la propagande actuelle est dégueulasse et leur porte gravement préjudice au lieu de leur rendre service.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Il n'y a pas de raison pour des pourparlers de paix

https://reseauinternational.net/il-ny-a-pas-de-raison-pour-des-pourparlers-de-paix/

Journée de l'Afrique : Vladimir Poutine salue la fin du colonialisme - RT France 25 mai 2023

Le président russe a adressé ses vœux aux dirigeants africains à l'occasion des 60 ans de l'Organisation de l'unité africaine, deux mois avant le sommet Russie-Afrique prévu à Saint-Pétersbourg du 26 au 29 juillet.

«*Veuillez accepter mes vœux les plus sincères à l'occasion de la Journée de l'Afrique*», a déclaré Vladimir Poutine lors du 60e anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 25 mai 1963 à Addis-Abeba. Une fête devenue, selon le président russe, un «*symbole de la victoire des peuples*» du continent africain «sur le colonialisme» et du «*désir de liberté, de paix et de prospérité*».

Conseil économique suprême eurasien : Poutine plaide pour plus d'intégration - RT France 25 mai 2023

Au palais du Kremlin, les dirigeants des pays membres de l'Union économique eurasiatique (UEEA) ont tenu ce 25 mai leur conseil annuel. Les présidents de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan et du Kirghizistan ainsi que le Premier ministre arménien se sont ainsi retrouvés afin de définir les grandes orientations de leur union douanière à moyen et long termes. Dans un format élargi, les présidents de l'Azerbaïdjan et de l'Ouzbékistan – qui ne sont pas membres de l'UEEA – ont été conviés aux discussions.

Le président russe s'est par ailleurs félicité que l'UEEA devienne selon lui l'un «*des centres indépendants et autosuffisants du monde multipolaire émergent*», soulignant que cette union demeurait «*fondée sur des principes de bénéfices mutuels*».

En bref sur la Russie.

Moscou ferme le consulat général de Suède à Saint-Pétersbourg et expulse cinq diplomates - RT France 25 mai 2023

8,3 millions de barils par jour : les exportations de pétrole russe atteignent un record depuis 2022 - RT France 16 mai 2023

Devant Xi Jinping, Michoustine salue l'alliance avec la Chine contre les pressions occidentales - RT France 24 mai 2023

«*Aujourd'hui, les relations entre la Russie et la Chine ont atteint un niveau sans précédent*», a déclaré le Premier ministre russe Mikhaïl Michoustine à l'issue d'une cérémonie d'accueil organisée devant le monumental Palais du peuple à Pékin, ce 24 mai.

«*Elles se caractérisent par un respect mutuel des intérêts de chacun, le désir de répondre ensemble aux défis, qui sont liés à une turbulence accrue sur la scène internationale et à la pression de sanctions illégitimes de la part de l'Occident collectif*», a-t-il ajouté.

Le Premier ministre russe Mikhaïl Michoustine est arrivé le 23 mai en Chine. Il a pris part le jour même à un forum économique à Shanghai puis s'est rendu dans la capitale chinoise pour des entretiens avec son homologue Li Qiang et le président Xi Jinping. Il s'agit du plus haut responsable russe à se rendre en Chine depuis le début du conflit en Ukraine.

La Chine est le premier partenaire commercial de la Russie, avec des échanges qui ont atteint en 2022 190 milliards de dollars (176 milliards d'euros), selon les douanes chinoises. Li Qiang a souligné que le montant des échanges avait déjà atteint 70 milliards de dollars (64 milliards d'euros) sur les quatre premiers mois de l'année, soit une hausse annuelle de plus de 40%.

«*L'ampleur des investissements entre les deux pays continue d'augmenter. Les grands projets stratégiques progressent également de façon stable*», s'est félicité le Premier ministre chinois.

Géorgie : le Premier ministre justifie le réchauffement des relations avec Moscou - RT France 24 mai 2023

La Géorgie ne peut pas se permettre d'imposer des sanctions à la Russie qui risqueraient de «*dévaster*» son économie, a affirmé le Premier ministre géorgien, Irakli Garibachvili, lors d'un forum au Qatar.

Quelques jours après le rétablissement des liaisons aériennes entre Tbilissi et Moscou, le dirigeant géorgien Irakli Garibachvili a défendu la position de son pays face aux critiques internationales.

Milorad Dodik : «*La Russie a été forcée de lancer l'opération militaire spéciale en Ukraine*» - RT France 25 mai 2023

Le président de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, a rencontré le président russe Vladimir Poutine le 23 mai. Ce dernier l'a remercié pour la «*position neutre*» de son pays dans le conflit ukrainien.

La Russie va doter la Somalie de moyens militaires pour lutter contre le terrorisme – Africanews 26 mai 2023

La Russie est prête à fournir à l'armée somalienne du matériel militaire dans sa guerre contre le terrorisme, a déclaré vendredi le ministre russe des Affaires étrangères.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a fait cette offre après des entretiens avec son homologue somalien Abshir Omar Jama à Moscou.

Le chef de la diplomatie russe a déclaré que Moscou a réaffirmé sa volonté de répondre aux besoins matériels de l'armée somalienne dans sa lutte contre les extrémistes qui restent sur le territoire somalien, notamment al-Shabaab et al-Qaïda.

L'offre souligne en outre l'intérêt croissant de la Russie pour le continent africain qui éclipse l'Occident dans les pays en conflit.

Actuellement, les mercenaires russes Wagner sont présents en République centrafricaine, au Mali, au Mozambique et en Libye.

La Somalie a fait face à de nombreuses attaques du groupe affilié d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, al-Shabab, et récemment, le gouvernement s'est lancé dans ce qui a été décrit comme l'offensive la plus importante contre le groupe extrémiste al-Shabab depuis plus d'une décennie.

Le groupe extrémiste a freiné la reprise de la nation après des décennies de conflit.

Le plan de match de la Russie en Afrique a consisté à rechercher des alliances avec des régimes ou des juntes évités par l'Occident ou confrontés à des insurrections et à des défis internes à leur régime.

Les dirigeants africains obtiennent la reconnaissance du Kremlin et la puissance militaire de Wagner. Ils le paient en donnant à la Russie un accès prioritaire à leur pétrole, leur gaz, leur or, leurs diamants et leurs précieux minéraux.

L'influence russe en Afrique a été mise en évidence lorsque les Nations Unies 17 des 35 pays qui se sont abstenus lors d'un vote sur une résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine étaient africains.

La Somalie avait voté en faveur de la résolution ukrainienne mais s'efforçait d'améliorer les relations avec la Russie qui ont été rompues en 1978 lorsque Moscou a soutenu l'Éthiopie dans une guerre contre la Somalie.

source : Africanews

https://fr.africanews.com/2023/05/26/la-russie-va-doter-la-somalie-de-moyens-militaires-pour-lutter-contre-le-terrorisme/

Les Ukrainiens ont préféré raser une ville russophone du Donbass de 70 000 habitants, plutôt que la laisser à ses habitants.

Artiomovsk (Bakhmout) libéré une vue aérienne - Sputnik 24 mai 2023

Quelques jours après la libération d'Artiomovsk (Bakhmout) dans le Donbass, des correspondants de Sputnik ont filmée des images de la ville à l'aide de drones.

Des quartiers anéantis, des charpentes de bâtiments noircies, des débris de munitions éparpillés partout dans les rues… Ces destructions manifestes gardent la trace de longs et féroces combats qui ont duré pratiquement 10 mois, à partir du mois d'août 2022.

Cette ville de la république populaire de Donetsk était un point d'approvisionnement important pour les troupes ukrainiennes dans le Donbass.

Les autorités russes ont annoncé sa prochaine reconstruction et la reprise de la vie civile. En premier lieu, il est nécessaire de déminer la ville, a indiqué le chef par intérim de la République populaire de Donetsk (RPD), Denis Pouchiline.

Seulement après la fin de ces travaux, il serait possible d'envisager la date du retour à la normale, selon lui. fr.sputniknews.africa 25 mai 2023

https://odysee.com/@SputnikFrancePlay:f/Artiomovsk-(Bakhmout)-lib%C3%A9r%C3%A9-une-vue-a%C3%A9rienne.:4?src=embed

---

Pourquoi cette guerre en Ukraine entre l'OTAN et la Russie alliée à la Chine ou aux Brics ?

J-C - J'ai déjà fourni une explication que j'ai répétée à de nombreuses reprises, la voici confirmée en partie de manière claire et nette par les faits eux-mêmes. Je le précise puisque personne ne le fait à ma place ou ne semble partager mes analyses, et non pour me mettre en valeur, je n'en ai rien à foutre franchement !

L'Occident fait pression sur l'Afrique pour torpiller le sommet Russie-Afrique, selon Moscou -fr.sputniknews.africa 25 mai 2023

Certains pays d'Afrique se sont plaints de pressions occidentales pour les dissuader de participer au prochain sommet Russie-Afrique, a déclaré Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie. De plus, le continent se tourne vers Moscou pour se protéger des "révolutions de couleurs".

Le futur sommet Russie-Afrique agace les Occidentaux. Plusieurs pays africains se sont en effet plaints de pressions visant à les décourager de participer à la rencontre, comme l'a affirmé Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie.

Ces pays africains ont déclaré que Washington et ses alliés les avaient aussi découragés de se rendre à la dernière réunion sur la sécurité internationale, qui se tient actuellement à Moscou, a ajouté le responsable russe.

"*Ceux avec qui nous avons parlé, nous ont dit :* Lorsque nous voulons venir vous voir, des représentants des États-Unis et d'autres pays occidentaux nous expliquent : +Vous n'avez pas besoin de faire ça, vous n'avez pas besoin d'aller à cette réunion ou au sommet Russie-Afrique ", a ainsi déclaré Nikolaï Patrouchev.

Plusieurs pays africains voient dans ces intimidations une approche "*néocolonialiste*", a encore souligné le responsable. Ils espèrent que la Russie les aidera à s'affirmer pour "ne plus dépendre de l'Occident".

Aide occidentale

Les pays africains se tournent vers Moscou pour se défendre et se protéger des "*révolutions de couleurs*", a encore souligné Nikolaï Patrouchev. Mais aussi pour obtenir une aide au développement, sans arrière-pensées.

Certains pays du continent déplorent en effet que l'aide occidentale finisse par les plonger dans une situation de dépendance.

"*En fait, elle n'est pas du tout dépensée dans leur intérêt, mais dans l'intérêt des pays occidentaux, et ils deviennent de plus en plus dépendants d'eux*", a ainsi expliqué le responsable russe.

Politique de sanctions

Ce n'est pas la première fois que des pressions sont constatées sur les pays africains, pour qu'ils modifient leur relation avec Moscou. La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen aurait même examiné les sanctions antirusses de tous les pays africains visités lors de sa dernière tournée sur le continent, comme l'avait récemment affirmé à Sputnik l'ambassadeur itinérant russe Oleg Ozerov.

"*Il y a beaucoup d'exemples de ce genre. Les délégations qui viennent quasi quotidiennement de Washington et d'autres pays anglo-saxons, du Canada, du Royaume-Uni, mais aussi de l'UE, assiègent littéralement les dirigeants africains et les organes de pouvoir africains, les Parlements. C'est tout juste s'ils n'exigent pas d'arrêter de coopérer avec la Russie*", expliquait-il alors.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov avait déjà dénoncé des tentatives d'intimidations à propos du sommet Russie-Afrique, début avril. Il avait accusé les Occidentaux de vouloir "*torpiller*" la rencontre, tout en notant que de nombreux pays africains n'étaient plus prêts à "*sacrifier leurs intérêts fondamentaux pour Washington et ses lèche-bottes*".

Le second sommet Russie-Afrique sera organisé à Saint-Pétersbourg du 26 au 29 juillet. Moscou a envoyé des invitations à tous les pays du continent, ne fermant la porte à personne, au contraire des États-Unis qui se montrent souvent plus sélectifs pour leur traditionnel sommet États-Unis-Afrique.

Des dizaines de pays ont d'ores et déjà déclaré qu'ils se rendraient au sommet Russie-Afrique, notait en mai auprès de Sputnik, l'ambassadeur itinérant russe Oleg Ozerov. Les réponses arrivent "*tous les jours*".

Chine.

Commonwealth. La russophobie et la sinophobie d'Etat se portent bien.

Washington accuse Pékin d'une cyberintrusion, la Chine dénonce une « *campagne de désinformation* » - AFP/20 Minutes 25 mai 2023

Ça continue de chauffer entre Washington et Pékin. Dans un avis conjoint, les autorités chargées de la cybersécurité aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande ont mis en garde jeudi contre « *un groupe d'activités* » malveillant associé à « *un cyberacteur parrainé par l'Etat de la République populaire de Chine, également connu sous le nom de Volt Typhoon* ». « *Cette activité affecte les réseaux des secteurs d'infrastructures essentielles des Etats-Unis » et l'entité qui mène l'attaque « pourrait appliquer les mêmes techniques (…) dans le monde entier* », ont-elles ajouté.

Démenti de Pékin

Des accusations battues en brèche jeudi par Pékin. « *Il s'agit d'un rapport qui présente de graves lacunes et qui est extrêmement peu professionnel* », a réagi au cours d'une conférence de presse régulière Mao Ning, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. « *Il est clair qu'il s'agit d'une campagne de désinformation collective des pays de la coalition Five Eyes, lancée par les Etats-Unis à des fins géopolitiques* », a-t-elle poursuivi.

« *Comme chacun le sait, l'alliance Five Eyes est la plus grande organisation de renseignement du monde et l'Agence nationale (américaine) de sécurité (NSA) est la plus grande organisation de piratage informatique du monde* », a déclaré Mao Ning. *« Le fait qu'ils s'associent pour publier un tel rapport de désinformation est en soi ironique.* »

L'alliance « *Five Eyes* » est un réseau de collaboration dans le renseignement qui comprend l'Australie, les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande - soit des pays qui ont pour la plupart des différends avec la Chine, à des degrés divers. AFP/20 Minutes 25 mai 2023

Syrie.

Syrie : Damas condamne « *l'hystérie* » de la France après des propos sur Bachar al-Assad - AFP/20 Minutes 25 mai 2023

La Syrie a qualifié mercredi « *d'hystérie* » l'attitude de la France après des déclarations la veille de sa cheffe de la diplomatie se disant favorable à un procès du président Bachar al-Assad.

« *Nous avons récemment suivi l'hystérie et les positions isolées de la diplomatie française, qui ont perdu leur sens après les décisions historiques du sommet arabe en Arabie saoudite à propos de la Syrie* », a déclaré mercredi le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué. « *La diplomatie française à contre-courant doit revoir ses positions* », a ajouté le ministère, en accusant aussi la France de chercher « *à rétablir l'héritage de l'ère coloniale* ».

Bachar al-Assad a fait son retour sur la scène régionale en participant la semaine dernière en Arabie saoudite au sommet de la Ligue arabe, après en avoir été exclu pendant plus d'une décennie. AFP/20 Minutes 25 mai 2023

Inde.

L'Inde quintuple ses importations en provenance de Russie et demande à Londres de restituer ce que les Britanniques lui ont volé - reseauinternational.net 25 mai 2023

La Russie est devenue le deuxième fournisseur de marchandises de l'Inde, derrière la Chine. Au cours du premier trimestre de cette année, les exportations de Moscou vers New Delhi ont dépassé 15,5 milliards de dollars, soit près de cinq fois plus qu'au cours du premier trimestre de l'année dernière. Un signe clair du non-alignement du reste du monde sur les sanctions imposées par Washington et adoptées par les majordomes européens.

Au contraire, face aux protestations de Borrell – le représentant de la politique étrangère européenne et le génie qui a considéré Giggino Di Maio comme le meilleur candidat pour gérer les relations entre l'Europe et les pays du Golfe – sur les achats excessifs de pétrole russe par l'Inde, le ministre des Affaires étrangères de New Delhi a rétorqué en invitant Borrell à étudier les règles européennes avant de répandre des âneries.

Car les idiots eurocratiques ont créé les conditions, grâce aux sanctions, pour acheter du pétrole russe mais en le payant plus cher. « *Le pétrole russe,* lui a rappelé le ministre indien, *est largement transformé dans des pays tiers et, de ce fait, n'est plus considéré comme russe.* » Une farce, en somme. Que tout le monde connaît, sauf Borrell. Dans la pratique, la Russie continue de vendre du pétrole qui est traité au-delà de la frontière et qui acquiert la « *nationalité* » du pays de traitement qui le revend, à des prix plus élevés, à l'Ouest.

L'Inde et la Chine obtiennent quant à elles du pétrole à des prix réduits pour rendre leurs économies plus compétitives.

Mais les Russes ont également utilisé un autre stratagème. Ils ont transféré des hommes et des entreprises dans les anciens pays soviétiques d'Asie centrale. Avec la possibilité de produire et de commercer tranquillement avec tous les pays du monde. Et de « *réexporter* » ensuite vers la Russie ce dont ils ont besoin.

C'est ainsi, entre autres, que l'on fait croître les économies des pays voisins, renforçant le front des « *non-alignés* », même si ce front se rapproche de plus en plus de Pékin.

Quant à l'Inde, sollicitée par tous dans l'espoir de lui attribuer une fonction anti-chinoise, elle continue à penser principalement à ses propres affaires, profitant de la cour rapprochée que lui font les Russes et les Atlantistes, voire les Chinois eux-mêmes. Et elle a renchéri. En demandant à Londres de restituer tout ce que les Britanniques ont volé pendant la période coloniale. Car il est curieux que les défenseurs atlantistes des droits et de la légalité oublient toutes les valeurs et les bons principes lorsqu'il s'agit de les respecter. reseauinternational.net 25 mai 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 2 juin 2023.

Enfin une bonne nouvelle. A leur place, par précaution j'annulerais les J.O. !

À Roland-Garros, plus aucun Français sur 28 après 2 tours, le pire bilan depuis 55 ans - Le HuffPost 2 juin 2023

Faites-moi disparaître cette misère qu'on se saurait voir.

Face à la pénurie d'hébergement en région parisienne, le président des banquiers (Macron) à proposer la création de « *SAS régionaux* » pour clochards. A la veille des JO on nous dit que le but affiché serait de "*rééquilibrer l'effort de solidarité à travers le territoire national pour répondre à la pénurie d'hébergement en région parisienne*", bref, faire disparaître les déchets de leur système économique, les éloigner de la capitale et des grandes villes où se dérouleront les jeux du cirque moderne.

Et pour bien faire et être sûr qu'ils ne se volatilisent pas dans la nature, et surtout qu'ils ne retournent pas d'où ils viennent, il est prévu de les confiner ou séquestrer, une fâcheuse manie dans ce pays, c'est ainsi que "*ces centres pour sans-abri d'un genre nouveau, plus qu'à de l'hébergement d'urgence, ressemblent davantage à des lieux de privation des libertés, gardiennés et clôturés, est-il précisé.*" (Le HuffPost 30 mai 2023)

J-C – Le même problème qu'avec les "*migrants*" va se trouver poser à la population et aux élus des communes qui seront sélectionnés pour recevoir ces miséreux, "*l'État va reporter la misère vers des collectivités qui n'auront pas davantage de moyens d'accueil ni d'insertion pour y faire face*", c'est Le HuffPost et non moi qui le dit.

Eloigner ces malheureux du morceau de trottoir ou le squat où ils se sont réfugiés, du quartier où ils ont leurs habitudes, va accroître leur désarroi et leurs difficultés pour survivre.

Le HuffPost - Même quand on est sans abri, on a des habitudes de vie, des réseaux de solidarité auxquels on s'accroche. Partir ailleurs, cela ne s'improvise pas. Un tel projet suppose un travail de dentelle, un effort de conviction qui prend du temps.

Enfin, un tel objectif nécessite une association étroite des élus locaux. L'hébergement d'urgence relève certes des compétences de l'État. Mais l'installation d'un centre d'hébergement, pour qu'elle soit réussie, nécessite que les élus locaux soient impliqués dans les choix qui sont faits. Autant de conditions qui, aujourd'hui, ne sont pas remplies. Le HuffPost 30 mai 2023

Ils vous oppriment et ils veulent vous rendre fou, ce sont eux qui l'avouent, mieux, ils s'en vantent !

Dépression, privations… Ce que l'inflation fait subir aux Français - LePoint.fr 1 juin 2023

Des chiffres alarmants. Dans une étude publiée ce jeudi 1er juin pour le site MonPetitForfait, l'Ifop a étudié les différents effets de l'insécurité financière engendrée par l'inflation, située en mai à 5,1 % sur un an, sur la population française. Les chiffres révélés par l'enquête « *montrent que l'anxiété financière des Français, loin d'être un sentiment irrationnel, est bien le fruit d'une dégradation réelle de leur pouvoir d'achat non sans conséquence inquiétante sur leur corps comme sur leur esprit* », indique l'institut de sondage.

Plus de la moitié des Français interrogés déclare avoir rogné sur leur budget alimentaire au cours des douze derniers mois pour des raisons financières contre 29 % en 2007. Ainsi, ils se retrouvent contraints de « *sauter des repas régulièrement ou occasionnellement* » (en hausse de 7 points depuis juin 2022). Pour 28 % des personnes sondées, sauter un repas est une pratique « régulière. » Les sondés assurent majoritairement (66 %) que leur situation financière s'est fortement dégradée par rapport à l'an dernier.

Une santé mentale inquiétante

Si l'inflation est synonyme de privation chez certains Français, elle est également une source d'anxiété, de dépression et de pensées suicidaires. « *La flambée actuelle des prix ne conduit pas qu'à rogner les conditions de vie matérielles des Français les plus pauvres », elle fragilise aussi leur santé mentale, explique l'étude de l'Ifop. « Les troubles anxiodépressifs étant bien plus fréquents dans la fraction de la population le plus en difficulté financièrement, quel que soit l'indicateur retenu.* » Les personnes en difficulté financière sont ainsi celles qui affichent des niveaux de détresse largement supérieurs à la moyenne. (Et des problèmes de santé aussi « *supérieurs à la moyenne* », c'est moi qui le rajoute, cela tombe sous le sens. – J-C)

Après le prélèvement des dépenses « *contraintes* » sur les comptes bancaires (loyer, électricité…), 31 % des Français se retrouvent avec un « *reste à vivre* » de moins de 100 euros sur leur compte en banque. 10 % d'entre eux sont même à découvert. Ce chiffre bondit chez les personnes le plus en détresse : 47 % des personnes interrogées souffrant de « *pensées suicidaires* » arrivent avec moins de 100 euros le 10 du mois. LePoint.fr 1 juin 2023

J-C - Conclusion ou solution salutaire à adopter : C'est le régime en place qu'il faut "*suicider*", liquider.

Ils ont l'art de vous prendre pour des cons.

En famille chez les influenceurs malfaisants.

La loi visant à encadrer les influenceurs adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale - BFMTV 31 mai 2023

J-C – Vous avez remarqué qu'ils sont tous abrutis au dernier degré, et que les femmes ont l'air de putes ?

Ouf, la démocratie existe encore !

J-C - Quels mauvais acteurs, quels scélérats !

Retraites: la Nupes quitte la commission et accuse la macronie d'être "*un danger pour la démocratie*" - BFMTV 31 mai 2023

En voilà une surprise !

Retraites : les députés votent contre l'abrogation du recul de l'âge de départ à 64 ans proposée par Liot - Journal du Dimanche 31 mai 2023

Totalitarisme. Le régime français fait du zèle

Désinformation : un ministre français menace de bannir Twitter de l'Union européenne - leJDD 29 mai 2023

Twitter, le réseau social détenu par Elon Musk, a annoncé qu'il allait quitter le code européen « *de bonnes pratiques* » contre la désinformation en ligne, lancé en 2018. Pourtant, à partir du 25 août 2023, la loi sur les services numériques entre en vigueur.

Sur franceinfo, ce lundi matin, le ministre chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, Jean-Noël Barrot, a prévenu que le réseau social serait « *banni de l'Union européenne s'il ne se conforme pas à nos règles* ».

Même si le ministre délégué a reconnu que Twitter « *joue un rôle important dans le débat public* », « *la désinformation est une des menaces qui pèse sur notre démocratie […] On ne peut pas prendre le risque que notre débat public soit affecté* », a-t-il affirmé.

Cette nouvelle loi sur les services numériques prévoit notamment « *l'obligation de retirer les contenus illicites* » et « *l'interdiction des publicités ciblées sur les mineurs* ». Jean-Noël Barrot a prévenu que les plateformes qui ne respecteront pas ces règles risqueront des amendes allant jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires mondial des entreprises, soit « *environ 300 millions d'euros pour Twitter* ».

Un régime toujours plus policier, répressif, liberticide.

Conduite sous stupéfiants: Borne annonce que les sanctions seront "*sans doute renforcées*" en juillet - BFMTV 28 mai 2023

Régime totalitaire et fabrication du consentement. Au fait 81% qui ne les ont pas élus ?

Violences envers les élus : 81% des Français sont favorables au renforcement des sanctions, selon notre sondage Odoxa -Publicsenat.fr 29 mai 2023

Selon le baromètre politique d'Odoxa, réalisé par Mascaret pour Public Sénat et la presse quotidienne régionale, plus de 8 Français sur 10 sont favorables au renforcement des sanctions pénales pour des violences faites aux élus. Près de 2/3 des Français estiment que la sécurité des élus locaux n'est pas suffisamment assurée. Publicsenat.fr 29 mai 2023

Totalitarisme. Big Brother vous surveille. Un régime en fin de règne aux abois toujours plus liberticide.

Reconnaissance faciale : une proposition de loi censée écarter « *tout risque d'une société de surveillance* » - Publicsenat.fr 1 juin 2023

C'est une question de sécurité publique et de libertés individuelle qui occupe la Haute assemblée depuis déjà quelques mois. Publicsenat.fr 1 juin 2023

J-C - Il faudrait être fou pour les croire, après qu'ils eurent piétiné les libertés individuelles pendant trois ans sur fond de dictature sanitaire...

La loi justice permet de transformer les téléphones en mouchards, dénonce la Quadrature du Net - Le HuffPost 1 juin 2023

La Quadrature du Net a mis en garde mercredi 31 mai sur la possibilité pour les enquêteurs judiciaires d'activer à distance les appareils électroniques d'une personne à son insu, prévue par le projet de loi justice. L'association y voit une « *une grave atteinte à l'intimité et une surenchère sécuritaire* ».

L'article 3 du projet de loi pour une justice « *plus rapide* » porté par Éric Dupond-Moretti, qui sera examiné à partir du 6 juin au Sénat, prévoit la possibilité nouvelle pour les enquêteurs d'activer le téléphone portable ou tout autre appareil connecté d'une personne à son insu en vue de capter du son ou des images. Il limite cependant cette possibilité aux crimes et délits passibles de plus de 5 ans d'emprisonnement.

Cela permettra par exemple d'activer le micro ou la caméra d'un téléphone ou d'un ordinateur, même s'ils ne sont pas allumés, pour filmer ou écouter les alentours, explique la Quadrature du Net, ou encore de géolocaliser un conducteur via le système électronique de sa voiture. Les enquêteurs pourraient aussi utiliser d'autres appareils connectés, allant des téléviseurs aux babyphone et aux assistants vocaux, en passant par les montres ou trottinettes connectées, avertit l'association.

Les avocats ulcérés

« *Techniquement, les policiers exploiteront les failles de sécurité de ces appareils pour installer un logiciel qui permet d'en prendre le contrôle et transformer vos outils, ceux de vos proches ou de différents lieux en mouchards, précise l'association de défense des libertés sur Internet. Si ce texte était définitivement adopté, cela démultiplierait dangereusement les possibilités d'intrusion policière, en transformant tous nos outils informatiques en potentiels espions* ».

Cette possibilité a également été dénoncée mi-mai par le Conseil de l'Ordre du barreau de Paris, pour qui « *il constitue une atteinte particulièrement grave au respect de la vie privée qui ne saurait être justifiée par la protection de l'ordre public* ». « *En outre, le projet n'interdit pas (...) l'écoute des conversations dans son cabinet, entre l'avocat et son client, même si leur transcription est prohibée. Il s'agit-là d'une atteinte inadmissible et contraire au secret professionnel et aux droits de la défense* », a insisté le Conseil de l'Ordre.

« *L'article 3 de la LOPJ suscite de graves inquiétudes quant à l'atteinte aux droits et libertés fondamentales (droit à la sûreté, droit à la vie privée, au secret des correspondances, droit d'aller et venir librement). C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des parlementaires à œuvrer pour la suppression de ces dispositions* », conclut La Quadrature du Net. Le HuffPost 1 juin 2023

Twitter en accès libre.

- Démocratie paravent : en utilisant tous les moyens à sa disposition pour passer en force ses politiques libérales, l'exécutif prend un tournant que les chercheurs n'hésitent plus à qualifier d'autoritaire. (Politis)

- Des manifestant ayant participé à des concerts de casseroles à Dijon commencent à recevoir des amendes de 68 euros réalisées sur la base d'images de vidéosurveillance pour "*Emission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme*." (France Bleu)

- Charge des gendarmes, gaz lacrymogène et interpellations à Millau contre des manifestants à l'occasion du déplacement de trois ministres pour les asises des petites villes de France

- (26 mai) Au rassemblement écologiste contre l'AG de Total, des policiers ont lancé une bombe lacrymogène et gazé les militants pacifistes, nassés et assis au sol. Ils les ont ensuite dirigés vers l'avenue Hoche. Des coups de pied ont été donnés par les forces de l'ordre.

- Interrogés par Mediapart, des préfets s'émeuvent du fonctionnement hyperviolent de la CRS8, une unité spéciale que Gérald #Darmanin a créée en 2021 et qu'il utilise directement depuis son ministère ! Elle est visée par une enquête judiciaire...

- "*Emmanuel Macron et les autorités indépendantes : ses potes à tous les postes !*", titre Libération. Depuis 2017, le PR a placé plusieurs de ses soutiens à la tête d'instances censées exercer un -contre-pouvoir sur l'exécutif...

- "*On n'a peur de rien*", assure la députée macroniste Aurore Bergé, interrogée ce matin sur BFMTV. Hier, l'opposition a accusé la minorité présidentielle d'être dans "*une dérive mafieuse*" en faisant tout pour empêcher le vote des députés sur la réforme des retraites.

- Réforme des retraites : la lauréate de la Palme d'Or Justine Triet a dénoncé la répression du mouvement social et l'aveuglement du pouvoir. Interrogée sur BFMTV, la ministre de la Culture s'en prend à la réalisatrice en pointant son "*fond idéologique d'extrême gauche*".

- Tandis que la réforme des retraites est rejetée par 93% des actifs, Elisabeth Borne estime que la proposition du groupe LIOT [qui vise à abroger la très contestée réforme du PR] est un « *manque de respect* » vis-à-vis des Français. (déclaration)

- Tandis que la minorité présidentielle fait tout pour empêcher les députés de voter la proposition du groupe Liot sur l'abrogation de la réforme des retraites, 71% des Français déclarent être en faveur de la tenue d'un vote à l'Assemblée nationale sur ce texte. (Elabe)

- *Abrogation de la réforme des retraites : "Nous* ferons tout pr que ce débat n'ait pas lieu", assure la sec. d'État Charlotte Caubel sur Public Sénat. "*On ne peut pas prendre le risque d'aller au vote. Il faut à tout prix l'éviter"*, ajoute un cadre macroniste à Mediapart.

- Régression démocratique à l'Assemblée : la fuite en avant du pouvoir ! L'opposition dénonce les "*magouilles*" et "*la dérive mafieuse*" de l'exécutif.

- Députés remplacés pour avoir des pro-réforme des retraites, sous amendements mis de côté, prise de parole réduite... La situation dérape en commission des Affaires sociales. L'ex-min. de la Justice Urvoas évoque "*un jour qui contribuera à l'affaissement de l'Assemblée*".

- Abrogation de la réforme des retraites : en soutien à la macronie, Les Républicains ont remplacé une député LR présente en commission des Affaires sociales par une autre députée plus favorable à la réforme. Objectif : aider l'exécutif à empêcher tout vote à l'Assemblée.

- Après avoir utilisé les articles 47-1, 49.3 & 44.3, l'exécutif pourrait bientôt activer l'article 40 [via la présidente de l'Assemblée, une manœuvre totalement inédite] pour empêcher les députés de voter l'abrogation de la réforme des retraites.

- Le Sénat a adopté en commission des lois une proposition de loi autorisant dans certains cas le recours à la reconnaissance biométrique dans l'espace public en temps réel et a postériori senat.fr

---

- La CGT, Sud et la FSU révèlent que des cadres de l'administration animent des formations payantes dispensées par un organisme privé dont le but est d'indiquer aux employeurs les façons de parer aux actions de l'inspection du travail. (L'Humanité)

- Financement de milices armées en Centrafrique ? Soupçonné de complicité de crimes contre l'humanité, le géant français du vin & de la bière, le groupe Castel, propriétaire des magasins Nicolas, est visé par une enquête du parquet antiterroriste.

- C'est un secret bien gardé à Bercy : le montant des aides publiques dont bénéficient les entreprises. Il représente près d'un tiers du budget de l'État, selon un rapport. 160 milliards d'€ par an, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans.

- (31 mai) Des manifestations et émeutes éclatent en Mauritanie suite à la mort d'un jeune dans un commissariat après son interpellation. La situation est hors de contrôle dans plusieurs villes. Les autorités pourraient imposer un couvre-feu et couper internet dans les prochaines heures

---

Les voilà qui volent au secours de Borne !

Olivier Faure pour le PS : "*S'il y a décivilisation c'est celle du président*" sur Twitter le 30 mai.

"*Comment le président ose recadrer Élisabeth Borne, fille rescapée des camps, parce qu'elle a rappelé la filiation idéologique de l'extrême-droite!?*"

J-C - Si on est juif ou qu'on est rescapée d'un camp, on est forcément quelqu'un de bien, comme le président ukrainien néonazi par exemple ou le gouvernement israélien d'extrême droite qui martyrise les Palestiniens.

Aurélien Taché, député écologiste : "*Partez Élisabeth Borne. Restez dans l'Histoire comme celle qui a refusé de voir un président aussi cynique qu'inculte normaliser l'extrême-droite*".

J-C - On croyait qu'il allait dire : Restez dans l'histoire comme celle qui a repoussé... l'âge du départ à la retraite à 64 ans, mais non !

Alexis Corbière pour LFI sur Twitter : "*C'est pourtant factuel, le FN fut fondé en 1972 par des pétainistes*", pas uniquement, tous les courants se réclamant du trotskysme furent animés par des militants qui venaient du PC ou des jeunesses communistes, et on ne se penchera pas sur ce qu'ils sont devenus plus tard, journalistes dans des médias mainstream, fonctionnaires au PS ou aux Etats-Unis idéologues du courant néoconservateur…

Bref, il aurait mieux fait de la fermer les opportunistes de service. Mais bon, c'est bien qu'ils montrent aux militants ce qu'ils ont dans le ventre ou qu'ils soutiennent Borne à qui Macron vient de renouveler sa confiance.

Ce n'est pas nous qui leur ferions confiance !

En famille à l'extrême droite.

- Le RN « *héritier de Pétain* » selon Borne...

J-C - Disons, Renaissance héritier de Thiers !

En famille, Roussel (PCF) vice-ministre de l'Intérieur de Macron.

J-C - Cadet Rousselle a une épée,

Cadet Rousselle a une épée,

Très longue, mais toute rouillée,

Très longue, mais toute rouillée,

On dit qu'ell' ne cherche querelle,

Qu'aux moineaux et qu'aux hirondelles.

Ah ! Ah ! Ah ! oui vraiment,

Cadet Rousselle est bon enfant.

Immigration : « *Nous travaillerons avec monsieur Darmanin* », annonce Fabien Roussel - Journal du Dimanche 28 mai 2023

Au lendemain de la réponse de Gérald Darmanin aux LR sur le projet de loi immigration, « *Chiche, travaillons ensemble* », le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, a promis : « *Nous travaillerons avec monsieur Darmanin sur le texte de loi, le parti communiste fera des propositions et nous les défendrons.* ». « *Travaillons à obtenir le consensus le plus large sur ce sujet*» a appelé Fabien Roussel dans Le Grand Rendez-vous d'Europe 1, Les Échos et Cnews. Journal du Dimanche 28 mai 2023

J-C – « *Chiche* », « *consensus* » avec un ministre de l'intérieur fascisant, collaboration avec l'ennemi, le PCF n'est pas à cela près :

Rappel.

Le 26 juin 1940, Jean Catelas et Maurice Tréand, tous deux membres du comité central du PCF adresseront la requête suivante à Otto Abetz, ambassadeur d'Adolf Hitler dans la France occupée par les troupes du régime nazi : «*Nous demandons l'autorisation de publier L'Humanité sous la forme dans laquelle elle se présentait à ses lecteurs avant son interdiction par Daladier au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique*.»

Dès le 17 juin, trois jours après l'entrée de la Wehrmacht dans Paris et cinq jours avant la signature de l'armistice, la direction clandestine du PCF a décidé de prendre contact avec les Allemands.

Le 14 juillet 1940, dans *L'Humanité* clandestine, on lit ces lignes : «*Fraternité franco-allemande. Les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient. Nous en sommes heureux*.»

(Source : https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2007/09/14/01006-20070914ARTMAG90416-juin_la_negociation_secrte.php

https://www.lemonde.fr/societe/article/2006/12/09/quand-le-pcf-negociait-avec-les-nazis_843769_3224.html

https://www.jstor.org/stable/3778153?oauth_data=eyJlbWFpbCI6ImpjdGFyZGlldTE5NTVAZ21haWwuY29tIiwiaW5zdGl0dXRpb25JZHMiOltdfQ&seq=2)

Ne serait-ce pas déjà le monde dans lequel nous vivons depuis pas mal de temps ?

« *La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader.*

Un système d'esclavage où, grâce la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude ... » Aldous Huxley, Le Meilleur des Mondes.

L'avant-garde du mouvement ouvrier préféra le nier ou s'enfermer dans un déni ravageur, parce que ce constat était dénoncé et instrumentalisé par des intellectuels antimarxistes, proches ou ayant adhéré au PC dans les années 60-70. C'est ainsi qu'on se retrouva privé d'une critique du régime en place qui nous aurait été forte utile pour le combattre aussi sur le plan psychologique et idéologique.

Il va de soi que cette société de la consommation et du divertissement dénoncée par Baudrillard, Debord, Bourdieu, Couscard, etc. exerçait une puissante influence sur le comportement de la classe ouvrière et des militants, la laisser agir sur ces derniers, c'était prendre le risque de les laisser se fourvoyer sachant qu'ils étaient déjà très vulnérables, au point de les perdre un jour les uns après les autres...

Il était relativement facile de ne pas tomber dans le panneau des différentes interprétations qu'en donnaient les intellectuels critiques de cette époque, puisqu'ils s'en tenaient comme toujours ou presque à des concepts qui privilégiaient la métaphysique ou l'existentialisme pour décrire la réalité au détriment des faits et leurs interactions, sans remonter à leurs origines... Et quand ils y faisaient référence, c'était pour s'en écarter aussitôt, afin de préserver le système de pensée qu'ils avaient érigé et qui leur servait de boussole, avec lequel ils s'identifiaient, où leurs croyances ou délires pouvaient s'épanouir librement à la manière des philosophes ou des sociologues…

Totalitarisme. Inversion accusatoire. Nous sommes tous visés par ces tyrans.

Roger Waters visé par une enquête en Allemagne, après avoir porté un costume jugé trop nazi - Le HuffPost 26 mai 2023

J-C - Que lui reprochent-ils ? De ne pas être "*consensuel*", c'est-à-dire, pro sioniste d'extrême droite, pro nazi ukrainien.

Le compositeur de Wish You Were Here ou encore du morceau Money n'est pas à sa première prise de position non consensuel. Membre notamment du mouvement BDS qui milite pour le boycott pur et simple d'Israël, il a récemment eu des déclarations pour le moins anti conformiste sur la guerre en Ukraine : « *Il n'est pas vrai que l'invasion russe de l'Ukraine ait été non provoquée* », avait notamment lancé l'ex-Pink Floyd le 8 février devant le Conseil de sécurité de l'ONU, où il avait été invité par la Russie à s'exprimer.

Pour cette tournée en Europe This Is Not A Drill, le musicien illustre aussi sa prestation par des extraits de violences policières commis partout dans le monde.

La police allemande a déclaré avoir ouvert une enquête suite au concert de Roger Waters, cofondateur du groupe des Pink Floyd, le 17 mai dernier à Berlin. « *Nous enquêtons sur des soupçons d'incitation à la haine car les vêtements portés sur scène sont susceptibles de glorifier ou de justifier le régime national-socialiste et de troubler la paix publique* », a souligné à l'AFP un porte-parole de la police, Martin Halweg.

Parmi les éléments reprochés au chanteur britannique : sa tenue à un moment du concert, lorsqu'il a un manteau un peu spécial pour incarner le nazi pour le morceau The Wall sorti en 1982. Une veste décorée d'un brassard à l'avant-bras qui ferait allusion, selon la police, à la tenue des SS.

Plus tard dans son concert, il en a profité pour dénoncer à la fois les juifs morts pendant l'Holocauste tout en pointant la mort de la journaliste américo-palestinienne Shireen Abu Akleh, tué par l'armée israélienne.

Ce parallèle entre les morts et cette tenue n'a apparemment pas plus aux Allemands ainsi qu'au gouvernement israélien. Le ministère israélien des Affaires étrangères a ainsi reproché ce mercredi à Roger Waters d'avoir « *souillé la mémoire d'Anne Frank et des six millions de Juifs assassinés pendant l'Holocauste* ».

Depuis, une manifestation contre le déroulement de son prochain concert le 28 mai prochain à Francfort a été annoncée, « *à l'appel de la communauté juive locale et du parti des Verts* notamment ». Les autorités de Francfort ont de même essayé de faire annuler le concert de Roger Waters par voie administrative. Mais cela a été annulé par le tribunal au nom de la liberté d'expression. Le HuffPost 26 mai 2023

Pour les esclavagistes modernes une vie ne vaut rien, sauf pour ceux qui en calculent la valeur et en tirent profit !

J-C - Vous vous disiez peut-être encore, que Tardieu abusait vraiment dans ces causeries, quand il prétendait que ceux qui gouvernent ou postulent au pouvoir étaient viscéralement mal intentionnés envers le peuple et qu'il ne pouvait pas en être autrement… Et bien je crois que lorsque vous aurez lu les lignes suivantes, vous serez parfaitement convaincu que leur cynisme ou immoralité, leur cruauté est établie et sans limite. Slate est un porte-parole de Davos.

Quelle est la valeur statistique d'une vie? - Slate.fr 31 mai 2023

J-C - Dès la première phrase vous allez percevoir à quel point leur conception de l'homme, de la société ou du monde est sordide, tout le reste sera à l'avenant.

Slate - Les dépenses publiques pour réduire la mortalité doivent-elles tenir compte de l'âge? Par exemple, à la suite d'une intense vague de chaleur ou d'une violente épidémie, convient-il d'éviter d'abord le décès d'enfants, d'adultes ou de vieilles personnes? Dit autrement, pour un budget donné, doit-on chercher à sauver le plus grand nombre de vies possibles, sans opérer de distinction d'âge parmi elles, ou sauver le plus grand nombre d'années de vie possibles en privilégiant la population qui bénéficie d'une espérance de vie plus longue car plus jeune?

La question est vivement débattue chez les économistes.

Nous préconisons de compter selon les années de vie gagnées –donc selon l'âge– lorsque les aléas frappent avant tout les personnes âgées, comme dans le cas des canicules ou du Covid-19. Rappelons qu'en France, 86% des décès de la canicule de 2003 et 83% des décès de l'épidémie du SARS-CoV-2 ont affecté des personnes de 70 ans et plus.

Qu'est-ce que la «*valeur statistique d'une vie*» ?

Un instrument d'aide à la décision publique.

J-C - Leur régime économique est basé sur le principe hautement moral ou humaniste, que dis-je, philanthropique suivant, qui consiste à déterminer qui doit être soigné et vivre, et qui doit mourir en fonction du coût qu'il occasionne à la société.

Slate -Nous devons revenir à quelques notions et principes de base du calcul économique. Afin de mieux répartir les dépenses publiques pour sauver des êtres humains, l'économie appliquée a besoin de chiffres. Pour décider quelles actions mener contre les accidents de la route ou contre le tabagisme, il est nécessaire de comparer leurs coûts aux bénéfices en matière de vies humaines épargnées.

Pourquoi proposons-nous d'opter en faveur d'une valeur tenant compte de l'âge?

J-C - Une affaire comptable ou d'épicier.

Slate - Les personnes âgées ayant moins d'années à vivre devant elles, le passage d'une comptabilité en valeur d'une vie perdue à une comptabilité en année de vie perdue conduit à retenir proportionnellement moins de projets de réduction du risque de mortalité en leur faveur.

J-C - Pour eux les générations ne sont pas égales entre elles, certaines ont plus de valeur que d'autres, il faut en privilégier certaines au détriment des autres. Il ne vous étonnera pas que celles qui présentent le moins d'intérêt à leurs yeux coûtent plus qu'elles ne rapportent, parce qu'elles sont sorties du cycle de la production, elles sont trop vieilles pour travailler, donc elles ne produisent plus la plus-value que le capitaliste empoche, elles ne méritent plus de vivre en somme ou peu importe qu'elles soient maltraitées !

Slate - Le choix d'une valeur ou d'une autre relève ainsi d'un souci de justice intergénérationnelle, soit celui de privilégier les vieilles générations soit celui de privilégier les jeunes générations.

J-C - Que la santé de la population fasse l'objet d'un calcul mercantile sordide, se marchande, leur paraît tout à fait normal.

Slate - L'évitement de décès de personnes ayant franchi ou s'approchant du cap de la vieillesse n'est pas acceptable s'il peut seulement être obtenu en coûtant des vies à ceux qui en sont loin. Une telle situation apparaît quand la société s'est fixé un budget contraint pour les dépenses de santé et de sécurité civile.

Quelle valeur du coût d'une année de vie en moins évitée choisir?

J-C - Voici celle qu'ils ont retenue.

Slate - La valeur d'une vie en fonction de l'âge prend approximativement la forme d'un U renversé. Elle augmente rapidement au cours des jeunes années, se stabilise à l'âge adulte et diminue plus ou moins vite au cours de la vieillesse. La forme précise du U renversé et donc la valeur d'une année de vie selon l'âge, qui n'est plus constante contrairement à la première méthode, diffère cependant beaucoup selon les études.

Nous recommandons que la présentation des résultats pour évaluer telle ou telle dépense publique soit accompagnée d'une étude de sensibilité au taux d'actualisation et courbes de U renversés choisies.

J-C – C'est donc le critère ignoble que l'Etat devrait retenir selon ces représentants de Davos. Tant que votre productivité est censée augmenter vous pourriez bénéficier de notre relative

La bienveillance intéressée qu'ils sont prêts à accorder à votre santé dépendra de la courbe de votre productivité au cours de votre vie. Elle sera soutenue jusqu'aux alentours de 50 ans, puis elle déclinera progressivement jusqu'à disparaître quand vous partirez à la retraite, à ce stade vous serez devenu improductif, un déchet encombrant tout juste bon à être réduit en compost !

Slate - Notre proposition doit être discutée et débattue au-delà des experts de la question et de l'administration. Il ne s'agit pas d'un choix technocratique. Les citoyens doivent y être associés et en délibérer.

J-C - Et à quoi les citoyens devraient-ils être associés, devinez, à délibérer sur leur propre sort tels des bourreaux !

Slate - L'État ne peut pas consacrer exclusivement son budget à sauver des vies humaines. Il est important d'estimer s'il convient de dépenser un peu plus pour prévenir les maladies cardiovasculaires que pour les soigner, pour lutter contre l'alcool et l'héroïne, ou encore pour réduire les accidents de la route et d'avion. L'enjeu est d'épargner le plus de vies possible avec un budget donné.

J-C - Je vous ai fait grâce de plusieurs passages de cet article. Cependant, je ne voulais pas que vous loupiez celui-ci, il est révélateur ou confirme tout le mal que nous avons dit de ces monstres.

Slate - Bien entendu, la mort ne peut pas être perpétuellement évitée. Intuitivement, la valeur d'un individu pour retarder sa mort dépend du temps gagné –un an, c'est mieux qu'une semaine– et de l'âge –un an de plus à 40 ans, c'est mieux qu'un an de plus à 80 ans.

Le Forum économique mondial nous promet l'esclavage par l'intelligence artificielle

La mission du Forum économique mondial (World Economic Forum, WEF) est remarquablement simple : le gouvernement mondial doit être confié aux meilleurs et aux plus intelligents. En langage WEF, un schéma de supervision totale et de modification du comportement créera un avenir «durable» pour l'humanité. Les humains sont perçus comme des «*choses*» à compter, mélanger, catégoriser, étiqueter, surveiller, manipuler et contrôler. Ils deviennent de simples rouages de la grande machine technocratique transhumaniste du WEF.

Aujourd'hui, Klaus Schwab, leader du Forum économique mondial (WEF), promet un «*Great Reset*» (Grande Réinitialisation) à l'humanité. Son Utopia combinera une technologie de précision, une gestion centralisée des ressources de la Terre, la surveillance attentive des citoyens, la fusion de l'intelligence humaine et artificielle et la centralisation du pouvoir politique entre les mains d'une petite classe de professionnels à l'expertise reconnue. Bien que le WEF ait passé les 50 dernières années à organiser des conférences, à publier des propositions politiques et à mettre en relation les leaders mondiaux de l'industrie, de la banque, des technologies de l'information, de la collecte de renseignements, de la stratégie militaire et de la politique, son objectif est remarquablement simple : les meilleurs et les plus intelligents devraient gouverner le monde.

https://reseauinternational.net/le-forum-economique-mondial-nous-promet-lesclavage-par-lintelligence-artificielle/

A lire absolument.

Henry Kissinger, un criminel de guerre, est toujours en liberté à 100 ans

Nous savons aujourd'hui beaucoup de choses sur les crimes qu'il a commis quand il était en fonction, qu'il s'agisse d'aider Nixon à faire échouer les négociations de paix de Paris et à prolonger la guerre du Viêt Nam, ou de donner son feu vert à l'invasion du Cambodge et au coup d'État de Pinochet au Chili. Mais nous savons peu de choses sur les quatre décennies qu'il a passées au sein de Kissinger Associates.

https://reseauinternational.net/henry-kissinger-un-criminel-de-guerre-est-toujours-en-liberte-a-100-ans/

Tous cancéreux ! Ils tiennent à vous pourrir la vie en permanence, à vous rendre fou !

J-C- Dites, vous avez pensé aux peuples qui vivent sous les tropiques et qui ont le droit à plus de 300 jours ensoleillés par an, ils devraient tous être atteints du cancer de la peau !

Dr Christian Recchia : "*Aujourd'hui, l'agressivité des rayons du soleil est telle que de toute façon, vous fabriquerez forcément chaque été un cancer*" - Yahoo

J-C - Hormis que c'est une énorme connerie, il n'y a rien qui vous choque ?

Hier ou depuis qu'il existe, le soleil bombarde la Terre de rayonnements électromagnétiques en tous genres, gamma, X, UV, infrarouge, un maximum de rayonnements visibles, micro-ondes, ondes radios, etc.

Mais voilà-t-il pas que, soudain "*l'agressivité des rayons du soleil*" serait une nouveauté. C'est très intéressant et révélateur. Car, ce n'est pas ce qu'affirme le GIEC, Macron, les cinglés d'écologistes politiques, bref les fanatiques réchaufistes pour lesquels l'activité solaire ou cosmique est secondaire ou compte pour du beurre dans leur théorie du changement climatique dont l'activité humaine littéralement diabolisée serait responsable. Ce sont les scientifiques qui rejettent cette propagande, qui ont mis en évidence que la température de la Terre était corrélée à l'activité solaire. Voir les graphiques dans la page d'accueil du site.

Dictature et escroquerie climatique.

Alerte sécheresse, alerte inondation, alerte canicule, alerte froid polaire...

J-C - Quand il ne pleut pas, ils se plaignent qu'il ne pleut pas, et quand il pleut, ils se plaignent qu'il pleut !

Espagne: de fortes intempéries après des mois sans pluie provoquent des inondations - BFMTV 30 mai 2023

Une partie de l'Espagne est placée mardi en alerte météorologique en raison d'un important épisode pluvieux touchant la péninsule ibérique, où des trombes d'eau ont provoqué ces derniers jours des inondations ponctuelles après des mois de sécheresse.

J-C - Quoiqu'il en soit, continuez de trembler, d'angoisser jusqu'à devenir fou et dépressif, c'est le but de ces salopards.

Selon les spécialistes, ces pluies torrentielles - qui ont tendance à ruisseler au lieu de s'infiltrer dans le sol - sont néanmoins insuffisantes et trop tardives pour mettre un terme au déficit dont souffrent les nappes phréatiques et les réservoirs d'eau du pays.

D'après le ministère espagnol de la Transition écologique, ces réservoirs ont vu leur niveau chuter durant la dernière semaine de mai à 47,5% de leur capacité, contre 47,7% la semaine précédente, soit près de 20 points de moins que la moyenne des dix dernières années à cette époque de l'année (68,1%). BFMTV 30 mai 2023

J-C – Ils ont sélectionné « *la dernière semaine de mai* », uniquement parce qu'elle permettait d'atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixés, c'est-à-dire, démontrer que le niveau de ces réservoirs (et pas d'autres) avait chuté les « *dix dernières années* ». Mais si on avait choisi une autre période de référence, quelles auraient été les conclusions ? Chut !

Intempéries : le sud de la France balayé par de violents orages, un mort dans le Tarn-et-Garonne - francetvinfo.fr 30 mai 2023

Intempéries : une commune du Puy-de-Dôme dévastée par une coulée de boue - francetvinfo.fr 29 mai 2023

J-C – C'est le côté spectaculaire qui les motivent, les images chocs qui éveillent de fortes émotions parmi la population pour la traumatiser ou la rendre folle. C'est une obsession chez eux, c'est pathologique, névrotique.

Alarmisme, catastrophisme, psychose collective fabriquée artificiellement au jour le jour pour que vous n'en sortiez jamais.

Sécheresse : suivez en temps réel le niveau des nappes phréatiques et des cours d'eau en France - Franceinfo 1er juin 2023

Comment franceinfo a-t-il réalisé cette carte ? L'Onde et l'OFB réalisent une observation visuelle d'un ruisseau au moins une fois par mois. Afin de ne pas faire figurer sur la carte des observations trop anciennes et sujettes à évolution en fonction des précipitations notamment, franceinfo n'a conservé que les observations réalisées dans les dix derniers jours. Franceinfo 1er juin 2023

J-C - Ils n'ont pas conservé les "*observations trop anciennes et sujettes à évolution en fonction des précipitations notamment*", parce qu'elles auraient contredites leur discours alarmiste.

Stratégie du choc et de la peur, ils ne sont jamais à court d'imagination.

Un virus méconnu, proche de la grippe et du Covid-19, a inquiété les médecins américains ces derniers mois - BFMTV 1er juin 2023

La Nasa dévoile une première vidéo d'un Ovni pour sa conférence sur le sujet - BFMTV 1er juin 2023

Allez vous faire enculer ! Vous noterez qu'ils ne disent pas non, donc ce n'est pas une insulte.

Toujours "*la communauté internationale*" minoritaire et dégénérée contre la majorité des peuples.

J-C - Ce n'est pas le sort au quotidien des peuples qui les motive ou les inquiète, puisqu'ils sont responsables de tous leurs malheurs ou maux, non, ces malfaisants vont chercher la petite bête qui ne concerne qu'un nombre infime de la population pour justifier la menace de représailles financières, politiques, militaires, parce qu'ils se croient toujours les maîtres du monde.

Tollé international après la promulgation d'une loi anti-homosexualité en Ouganda - AFP/LePoint.fr 30 mai 2023

Ce pays d'Afrique de l'Est a annoncé promulguer une nouvelle loi instaurant des lourdes peines pour toute relation homosexuelle, ainsi que pour ce qui est considéré comme de la « *promotion* » de l'homosexualité. Cette nouvelle mesure indigne et inquiète à plusieurs niveaux, des ONG locales à la Maison-Blanche.

Le président américain Joe Biden, dénonçant une « atteinte tragique » aux droits humains, étudie les conséquences de cette loi sur « *tous les aspects de la coopération entre les États-Unis et l'Ouganda* », notamment l'aide et les investissements, selon un communiqué de la Maison-Blanche. AFP/LePoint.fr 30 mai 2023

L'Afrique aux Africains !

Africanews - Le président ougandais, Yoweri Museveni a ratifié une nouvelle loi anti-LGBT, largement condamnée par les défenseurs des droits de l'homme mais soutenue par de nombreux habitants du pays d'Afrique de l'Est. (Le ton est déjà différent de celui de l'AFP, la voix de Washington. – J-C)

La version signée par Yoweri Museveni ne criminalise pas les personnes qui s'identifient comme LGBTQ, contrairement au projet de loi antérieur. (Autrement dit, ce n'est pas l'homosexualité en soi qui est visée, mais les pratiques criminelles auxquelles elle peut donner lieu ainsi que sa promotion, ce que l'AFP s'est bien gardée de préciser. – J-C)

Toutefois, la nouvelle loi prévoit toujours la peine de mort pour "*homosexualité aggravée*" définie comme des relations sexuelles avec des personnes infectées par le VIH ou avec des mineurs.

"*Lorsque vous commettez des actes d'homosexualité par la force, la contrainte ou une influence indue, la loi définit cela comme de l'homosexualité aggravée et quelle est la peine encourue ? La*

peine maximale est la mort. Ainsi, lorsque vous commettez une homosexualité aggravée, la loi stipule que vous êtes passible de la peine de mort," explique Asuman Basalirwa, législateur ougandais et auteur du projet de loi antihomosexualité 2023.

La disposition sur la "*promotion*" de l'homosexualité inquiète les organisations de défense des droits des homosexuels.

Selon le texte, quiconque --particulier ou organisation-- "*promeut sciemment l'homosexualité*" encourt jusqu'à 20 ans de prison. S'il s'agit d'une organisation, elle risque dix ans d'interdiction.

Toutefois certains considèrent que légiférer sur la question LGBT n'est pas une priorité lorsque des droits fondamentaux comme l'accès à l'éducation et aux services de santé sont bafoués.

Les défenseurs des droits des LGBTQ estiment que la nouvelle législation est inutile dans un pays où l'homosexualité est depuis longtemps illégale en vertu d'une loi datant de l'époque coloniale qui criminalise l'activité sexuelle contre nature.

Une disposition sur la "*promotion*" de l'homosexualité inquiète les organisations de défense des droits des homosexuels.

Selon le texte, quiconque --particulier ou organisation-- "*promeut sciemment l'homosexualité*" encourt jusqu'à 20 ans de prison. S'il s'agit d'une organisation, elle risque dix ans d'interdiction. Africanews 29 et 30 mai 2023

J-C – Que les dirigeants occidentaux et les journalistes qui officient dans les médias mainstream ou à l'AFP se fassent sodomiser et aiment cela, cela ne nous regarde pas, mais quand ils incitent lourdement tous les hommes de la planète à les imiter, ainsi que les femmes évidemment – sous prétexte que ces serait « *indolore* », souvenez-vous de l'article de Yahoo que j'avais mis en ligne où ils en faisaient l'apologie, qu'il nous soit permis de nous en tenir à nos pratiques hétérosexuelles entre adultes consentants et libres, qui à l'échelle mondiale doivent représenter 99% des pratiques sexuelles des hommes et des femmes.

Ils vous font la morale. Riches, ils se paient des prostituées.

Laurent Dassault amoureux tactile, le célèbre milliardaire présente sa très grande et jeune compagne à Roland Garros - purepeople.com 29 mai 2023

Diaporama Jean-Michel Aulas : Rare apparition avec sa jeune et sublime compagne, radieuse dans une belle robe moulante - purepeople.com 29 mai 2023

Ils n'arrêtent jamais ! Ces pervers ont un sexe à la place du cerveau.

"*Les Rencontres du Papotin*" : Angèle révèle être pansexuelle - Le HuffPost

Différents d'âge - Karim, 25 ans et Anthony, 46 ans : "*Il y a encore des blagues sur le fait que je sois son gigolo*" - Yahoo

Différents d'âge - Guillaume 41 ans, et Élise, 68 ans : "*Je voulais une femme à la retraite pour qu'elle s'occupe de moi*" - Yahoo

Différents d'âge - Marcia 62 ans et Laurent, 38 ans : "*J'aime la peau et les corps des femmes plus âgées. La jeunesse ne me fait pas bander*" - Yahoo

Poly-Amours : Nico, 41 ans : "*Ma copine n'est en couple qu'avec moi mais il lui arrive de coucher avec mon amoureux*" - Yahoo

Histoires de femmes infidèles : "*Je rêvais chaque soir que je faisais l'amour avec une femme*" - Yahoo

À 79 et 82 ans, ces deux femmes vivent ensemble dans un Ehpad et envisagent de se marier - Closer

---

Santé.

Le Net Zero est-il compatible avec une prospérité de masse ? - Association des climato-réalistes 29 mai 2023

Lors de la conférence annuelle 2023 du GWPF le 25 mai, Lord Frost a prononcé un discours devant un public réuni dans le centre de Londres.

https://www.climato-realistes.fr/le-net-zero-est-il-compatible-avec-une-prosperite-de-masse/

La Cour des comptes recommande de réduire le cheptel des vaches - Association des climato-réalistes 26 mai 2023

https://www.climato-realistes.fr/la-cour-des-comptes-recommande-de-reduire-le-cheptel-des-vaches/

International Covid Summit III - part 1 - European Parliament, Brussels (Sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=bFLPWWCAHfQ

Dr Martin au Parlement européen - 20 minutes capitales ! Le Covid et sa longue préparation pour un crime contre l'humanité ! - May 27, 2023 (En anglais, sous-titrage à actionner par l'utilisateur)

https://odysee.com/@ExcaliburTraduction:4/International-Covid-Sumit-Iii-Dr-Martin-Wlt--1:3?src=embed&t=6.535827

Parmi les participants, ceux que j'ai pu identifier sur le Net.

Dr. David Martin, américain.

Dr. Stephen Malthouse of Denman Island, B.C Canadian.

Ivan Vilibor Sinčić, un député croate, groupe des non-inscrits.

C. Isidoro est professeur de médecine à l'université du Piémont oriental en Italie.

Giovanni Meledandri est professeur au département des sciences humaines à l'université Telematica Guglielmo Marconi à Rome en Italie.

A. Stramezzi est un professeur italien spécialiste notamment en odontologie, en maladies infectieuse et cardiovasculaires.

Louis Fouché, médecin anesthésiste français.

P Brouqui, médecin et professeur à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille.

Pierre Kory est un médecin américain.

H. Risch, professeur épidémiologiste à l'université de Yale aux Etats-Unis.

Dr. Byram Bridle, professeur en immunologie virale à l'université de Guelph au Canada.

Les empoisonneurs, vaccino-furie dangereuse.

Bronchiolite: les États-Unis autorisent un second vaccin développé par le laboratoire Pfizer - BFMTV 1 juin 2023

Sous réserve des conclusions de cette réunion, Pfizer compte mettre sur le marché son vaccin Abrysvo au troisième trimestre, soit avant l'automne, qui marque traditionnellement le début d'une résurgence saisonnière des cas de bronchiolites. BFMTV 1 juin 2023

Bienvenue chez les va-t-en-guerre contre l'humanité. Ils ont trouvé une nouvelle "*guerre*" à mener.

Ces négociations sur le plastique, à Paris, sont loin d'être juste symboliques - Le HuffPost 29 mai 2023

La guerre est (bientôt) déclarée ? La France organise avec l'Unesco un sommet international sur la crise du plastique ce lundi 29 mai (et jusqu'au 2 juin). Près de 200 représentants de pays se retrouvent dans la capitale pour plancher sur un futur traité contre la pollution plastique, le premier du genre.

Il s'agit de la deuxième session de négociations sur les cinq prévues au total par l'accord de principe scellé en 2022 à Nairobi par 175 pays. Leur ambition : élaborer d'ici à la fin 2024 un texte

juridiquement contraignant sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Après des débats techniques fin 2022 en Uruguay, l'étape de Paris doit permettre de dessiner les principales orientations, voire une première ébauche de texte. L'enjeu est en tout cas de taille, bien au-delà des symboles, car le plastique, issu de la pétrochimie, est partout : dans les emballages, les fibres de vêtements, le matériel de construction, les outils médicaux.

« *Si on ne fait rien, en 2060, il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans. Si on ne fait rien, 10 % de nos émissions de gaz à effet de serre seront du plastique* », a ainsi résumé le ministre de la Transition écologique, samedi sur franceinfo, en marge d'une réunion préparatoire au sommet qui s'ouvre ce lundi.

J-C - Ce qui est intéressant ici, c'est que Béchu s'est laissé aller à tenir un discours stupide agrémenté d'affirmations anti-scientifiques... à la manière du Giec effectivement.

Le HuffPost - Christophe Béchu plaide, avec les partenaires de la France, pour un Giec du plastique, un agenda à l'horizon 2040 et, surtout, l'engagement des pays producteurs. « Il *faut qu'on fasse attention à ce que la question du recyclage ne remplace pas le débat sur la réduction de la production de plastiques* », a-t-il mis en garde en amont des débats, en ciblant, sans les nommer la Chine ou les États-Unis.

J-C - En Inde le plastique est omniprésent, c'est la matière reine, il y en a partout, surtout le long des routes transformées en décharges. Tout le monde balance ses détritus là où il se trouve, par les vitres ouvertes des bagnoles ou des bus, il n'y a pas de poubelles publiques dans les villes, les vaches bouffent des sacs plastiques et en meurent. Le gouvernement a adopté une loi à Pondichéry, officiellement les emballages plastiques jetables sont interdits, dans les faits pratiquement personne ne la respecte. Il n'a pas de ramassage des ordures, sauf irrégulièrement en ville, du coup elles continuent de proliférer partout, c'est très dégueulasse et pas très agréable à vivre, quand on sort de chez soi, on évite d'avoir la vue basse, c'est déprimant. Les masses sont trop pauvres pour se préoccuper de cette question, ce sont les classes moyennes et supérieures qui en portent la responsabilité.

Le HuffPost - Cette question s'annonce comme un point clé des négociations alors que la production annuelle a plus que doublé en 20 ans pour atteindre 460 millions de tonnes (Mt). Elle pourrait encore tripler d'ici à 2060 si rien n'est fait. Or les deux tiers de cette production mondiale ont une faible durée de vie et deviennent des déchets à gérer après une seule ou quelques utilisations. 22 % sont abandonnés (décharges sauvages, incinérations à ciel ouvert ou rejet dans la nature) et moins de 10 % sont recyclés.

J-C - En Inde, il y a des biffins qui parcourent les rues et les villages, qui récupèrent tout ce qui peut se recycler, papier, carton, plastique, bouteilles, métaux.

Et puis ici comme dans beaucoup d'autres pays sous-développés j'imagine, on ne vit pas comme chez vous en France. On ne va pas faire les courses en bagnole, 95% ou plus des Indiens n'en ont pas, on ne va pas au supermarché, cela n'existe pas ou ils sont très rare, un seul à Pondichéry pour 1 million d'habitants avec la proche banlieue. On ne remplit pas des caddys ou de grands sacs à provision ; les Indiens vivent au jour le jour ; ils achètent uniquement ce qu'ils ont besoin pour cuisiner le jour même ou le lendemain tout au plus ; personne ou presque n'a les moyens de stocker quoi que ce soit ; on fait les courses au jour le jour chez les commerçant du coin ; il n'y a pas de poubelles, pas de décharges officielles, pas de ramassage des ordures, hormis dans les grandes

villes, et encore, c'est hyper dégueulasse, pareil dans les villages, l'Inde est une immense décharge, c'est triste à dire, surtout quand on y vit. C'est moi le cantonnier de la rue où est située ma maison, donc il n'y a pas un seul morceau de papier ou de plastique sur le sol, on ramasse les ordures que les voisins balancent dehors et on les brûle, sauf le plastique rigide. Deux fois par semaine, en allant faire des courses, je vais vider un grand sac en toile qui sert de poubelle dans une décharge à moitié municipale et à moitié sauvage située à 1 km de chez nous. Je suis le seul habitant (sur 500 environ) de mon village à m'imposer cette discipline.

Le HuffPost - Cette perspective est portée par la Coalition pour la haute ambition, conduite par le Rwanda et la Norvège et composée de 56 pays, dont l'Union européenne, le Canada, le Chili. Depuis vendredi, le Japon, le Gabon et la République de Maurice ont rejoint ce bloc. Et l'Argentine a manifesté son intérêt samedi, selon Bérangère Couillard, la secrétaire d'État à l'Écologie.

Réduire en premier lieu la production est aussi martelé par les ONG et les scientifiques. Mais d'autres nations, du côté de l'Asie (Chine et Inde notamment) ou des États-Unis, se montrent plus réticentes, insistant sur le recyclage et une meilleure gestion des déchets.
« Chaque pays doit être clair sur l'objectif » de réduire à zéro les rejets dans l'environnement d'ici à 2040, a déclaré à l'AFP le ministre américain Jose W. Fernandez, qui mène la délégation à Paris des négociateurs états-uniens. Mais « nous devrions laisser le soin à chaque pays de tracer sa route » pour remplir cet engagement, déjà pris par les pays du G7 en avril.

J-C - Pour qui se prennent-ils, le G7 est minoritaire, ses engagements ne concernent que les pays qui le composent et aucun autre, donc 7 pays sur 194.

Dans le dernier éditorial de *La Tribune des travailleurs*, le POID prend parti pour la "*décarbonisation*", la diminution de la production de CO2 prônée par les mystificateurs du Forum économique mondial.

Le POID est contre la théorie de la décroissance, mais pour la diminution du « *quotas d'émission de CO2* » qui aboutirait à la décroissance ou à la diminution de la production des entreprises!

Au passage, ces opportunistes enragés nous ont gratifié de la théorie sur "*l'émission de gaz à effet de serre*" de nature anthropique cher au Giec ou au concepteur du Green New Deal de Davos, bravo!

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=7332

Lu dans un article du Point du 28 mai 2023.

J'ignorais que la fête annuelle de Lutte ouvrière était payante, 25 euros, il n'y a pas de petit profit quand on est révolutionnaire !

La première conférence de la journée était intitulée « *Pourquoi la Chine n'est pas impérialiste* », l'intervenante assure qu'il n'y a « *que de petits capitalistes en Chine* ».

Les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent Xiomi), ces géants de l'Internet chinois qui représentent l'équivalent des Gafam, Huawei et BYD, le leader chinois des voitures électriques, sont sans doute,

à ses yeux, des PME. Et la « *chercheuse* », dont on a cherché, en vain, à connaître le nom, d'ajouter, sans rire, que « *les entreprises chinoises ne sont pas motivées par la recherche du profit* ». Le Point 28 mai 2023

Amalgame et chasse aux sorcières dans un Etat totalitaire. « *Transmission* » directe de Davos.

Aurore Bergé: "*La France Insoumise est un marchepied extraordinaire pour l'extrême droite*" - BFMTV 1er juin 2023

« *Courroie de transmission* » russe : le RN visé par un rapport explosif - 1er juin 2023 LePoint.fr

---

Union nationale. Xénophobie institutionnelle. S'il fallait "*interdire les produits issus du travail forcé*" en France, ll y aurait plus de 30 millions de chômeurs !

Le Sénat vote une résolution pour interdire les produits issus du travail forcé des Ouïghours - BFMTV 2 juin 2023

"*Nous souhaiterions que la France et l'Europe adoptent une position proche de celle des États-Unis*", avec une inversion de la charge de la preuve, a déclaré le président du groupe écologiste, Guillaume Gontard.

Le communiste Fabien Gay a jugé "*problématique*" la référence au dispositif américain, relevant que les décisions des États-Unis "*s'inscrivent dans une logique de guerre économique*". Son groupe s'est néanmoins prononcé en faveur de la proposition de résolution, à deux exceptions près.

Outre le groupe écologiste, le texte a également été voté par les groupes PS, RDPI à majorité Renaissance, Indépendants et RDSE à majorité radicale.

Sur 343 votants, le texte, qui n'a pas de valeur contraignante, a recueilli 144 voix "*pour*", aucune contre. BFMTV 2 juin 2023

J-C - Tous les partis présents au Sénat sont alignés sur les Etats-Unis, ils viennent d'en faire la énième démonstration. On comprend pourquoi bien des militants et l'immense majorité des travailleurs sont dégoûtés de la politique s'ils s'en tiennent à ces partis pourris, un tel consensus sur fond de xénophobie ou sinophobie est à vomir.

Nous vivons sous un régime autoritaire en France. S'ils sont obligés de le reconnaître eux-mêmes, c'est que cela doit être vrai !

J-C - De larges extraits et quelques brèves remarques.

En Macronie, la montée du « *national-libéralisme* » - politis.fr 24 mai 2023

En utilisant tous les moyens à sa disposition pour passer en force ses politiques libérales, l'exécutif prend un tournant que les chercheurs n'hésitent plus à qualifier d'autoritaire.

L'autoritarisme dont fait preuve le garant de nos institutions pourrait le placer au rang de ceux auxquels il voulait précisément s'opposer : Viktor Orban en Hongrie, Andrzej Duda en Pologne. Les dérives illibérales de ces deux pays ont toujours été vues du coin de l'œil depuis l'Hexagone, comme si la France en était par nature préservée. Et pourtant. Manifestations interdites, surveillance des voix protestataires, déploiement d'outils technologiques, violences policières, contournement des corps intermédiaires, évitement des débats parlementaires, promulgation d'une réforme des retraites qu'une grande majorité de la population rejette.

Les exemples étaient déjà nombreux, mais les voyants s'allument partout depuis cinq mois. Les institutions qui veillent au respect des libertés ne cessent de sonner l'alarme : commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, rapporteur spécial de l'ONU sur les libertés associatives, Ligue des droits de l'homme ou encore contrôleuse générale des lieux de privation de liberté. Les médias internationaux, eux aussi, décrivent la réalité brutale derrière le mythe du « *pays des droits de l'homme ».*

« *Il y a une intensification de la restriction des libertés comme élément systématique de la politique gouvernementale* », alerte Stéphanie Hennette-Vauchez, professeure de droit public à l'université Paris-Nanterre. Une dynamique liberticide favorisée par les états d'urgence successifs que la France a connus depuis les attentats terroristes de 2015.

Ces moments « *ont produit un effet d'abaissement généralisé de la garde vis-à-vis de la protection des libertés. Mais ce ne sont pas les Français qui ont abandonné leurs principes, explique l'autrice de* Démocratie en état d'urgence (Seuil, 2022). *C'est le pouvoir qui s'habitue à avoir les coudées franches pour appliquer les dispositifs les plus brutaux. Alors que, dans un État de droit, le politique doit chercher la mesure la moins attentatoire aux libertés pour l'objectif recherché ».* Allégorie de cette dérive, les arrêtés préfectoraux qui se fondent sur des dispositifs antiterroristes issus de l'état d'urgence, désormais entrés dans le droit commun par la loi Silt, renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, adoptée en octobre 2017. (Comme quoi au passage l'Etat de droit est une supercherie. - J-C)

Une dérive d'autant plus sournoise qu'elle prend forme dans le cadre constitutionnel de la Ve République. (Pourquoi "*sournoise*", au contraire elle était conforme à sa nature antidémocratique, mais cela ils ne peuvent pas le dire. - J-C)

Cette détermination à imposer un modèle néolibéral par tous les moyens n'est pas nouvelle. Mais le caractère inédit que revêt la politique d'Emmanuel Macron pourrait résider dans sa capacité à utiliser constamment tous les leviers, aussi violents soient-ils, pour parvenir à ses fins. « L'atteinte systématique aux libertés publiques constitue l'arme politique majeure du chef de l'État pour imposer des politiques de production d'inégalité sociale », analyse Jean-François Bayart, politologue et professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement international, à Genève. (Le protégé des Rothschild a été sélectionné pour faire ce sale boulot au moment où toutes les conditions subjectives semblaient réunies. - J-C)

Une forme démocratique posée sur le socle d'un libéralisme autoritaire, que le philosophe Grégoire Chamayou donne à comprendre dans son ouvrage La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire (La Fabrique, 2018). L'auteur défriche l'origine d'un concept qui théorisait la nécessité, pour une économie libérale, de s'appuyer sur un État vertical et autoritaire. Dans ce système, la démocratie sert de paravent. Elle est un cadre légitime au sein duquel règne l'ordre

capitaliste, débarrassé des contre-pouvoirs et des protestations populaires. Et ne tient debout que par le rituel électoral. politis.fr 24 mai 2023

La citer est tabou à l'Agence Française de Propagande (AFP) et à France(dés)info.

J-C - Ils ont réussi à consacrer un article à la dette publique américaine sans mentionner son montant exorbitant, 31 400 milliards de dollars, dette que les Américains et le reste du monde paient pour que l'oligarchie financière anglo-saxonne continue de nous pourrir l'existence. Si vous ne me croyez pas, vérifiez-le vous-même à cette adresse :

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/etats-unis-la-chambre-des-representants-s-accorde-sur-une-hausse-du-plafond-de-la-dette-americaine_5860511.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230601&pid=459386-1676105518-3fb080c9

Etats-Unis : la Chambre des représentants s'accorde sur une hausse du plafond de la dette américaine - AFP/Franceinfo 1er juin 2023

6% de nantis.

Consommation : le bio représente 6% du panier de courses des Français en 2022, en légère baisse sur un an - Franceinfo 1er juin 2023

Le bio représente 6% du panier de courses alimentaires des Français en 2022, un chiffre en légère baisse par rapport à 2021 (6,44%). C'est ce que détaille le "*panorama du bio 2022*" de l'Agence bio que franceinfo révèle jeudi 1er juin. C'est autant que les Américains. À titre de comparaison, le bio représente 13% des achats alimentaires au Danemark, et 11% en Autriche. Franceinfo 1er juin 2023

Totalitarisme. Inversion accusatoire. Nous sommes tous visés par ces suppôts de néonazis.

Roger Waters visé par une enquête en Allemagne, après avoir porté un costume jugé trop nazi - Le HuffPost 26 mai 2023

J-C - Que lui reprochent-ils ? De ne pas être "*consensuel*", c'est-à-dire, pro sioniste d'extrême droite, pro nazi ukrainien

Le compositeur de Wish You Were Here ou encore du morceau Money n'est pas à sa première prise de position non consensuel. Membre notamment du mouvement BDS qui milite pour le boycott pur et simple d'Israël, il a récemment eu des déclarations pour le moins anti conformiste sur la guerre en Ukraine : « *Il n'est pas vrai que l'invasion russe de l'Ukraine ait été non provoquée* », avait notamment lancé l'ex-Pink Floyd le 8 février devant le Conseil de sécurité de l'ONU, où il avait été invité par la Russie à s'exprimer.

Pour cette tournée en Europe This Is Not A Drill, le musicien illustre aussi sa prestation par des extraits de violences policières commis partout dans le monde.

La police allemande a déclaré avoir ouvert une enquête suite au concert de Roger Waters, cofondateur du groupe des Pink Floyd, le 17 mai dernier à Berlin. « *Nous enquêtons sur des soupçons d'incitation à la haine car les vêtements portés sur scène sont susceptibles de glorifier ou de justifier le régime national-socialiste et de troubler la paix publique* », a souligné à l'AFP un porte-parole de la police, Martin Halweg.

Parmi les éléments reprochés au chanteur britannique : sa tenue à un moment du concert, lorsqu'il a un manteau un peu spécial pour incarner le nazi pour le morceau The Wall sorti en 1982. Une veste décorée d'un brassard à l'avant-bras qui ferait allusion, selon la police, à la tenue des SS.

Plus tard dans son concert, il en a profité pour dénoncer à la fois les juifs morts pendant l'Holocauste tout en pointant la mort de la journaliste américo-palestinienne Shireen Abu Akleh, tué par l'armée israélienne.

Ce parallèle entre les morts et cette tenue n'a apparemment pas plus aux Allemands ainsi qu'au gouvernement israélien. Le ministère israélien des Affaires étrangères a ainsi reproché ce mercredi à Roger Waters d'avoir « *souillé la mémoire d'Anne Frank et des six millions de Juifs assassinés pendant l'Holocauste* ».

Depuis, une manifestation contre le déroulement de son prochain concert le 28 mai prochain à Francfort a été annoncée, « *à l'appel de la communauté juive locale et du parti des Verts notamment* ». Les autorités de Francfort ont de même essayé de faire annuler le concert de Roger Waters par voie administrative. Mais cela a été annulé par le tribunal au nom de la liberté d'expression. Le HuffPost 26 mai 2023

En service "*commandé*" pour le compte du CAC 40.

Robert Badinter : la consternation

Célébré en France depuis 1981 pour avoir contribué à l'abolition de la peine de mort lors de son passage Place Vendôme, l'ancien Garde des Sceaux, sénateur et Président du Conseil Constitutionnel Robert Badinter vient de publier un ouvrage qui quoique l'on puisse penser du personnage ne restera pas dans la mémoire comme relevant d'un haut fait d'armes dans le contexte d'une carrière pourtant exemplaire.

Se pose alors la question de savoir qu'est-ce qui a pu pousser un homme de 95 ans n'ayant plus rien à prouver de s'adonner à une besogne aussi peu reluisante que celle dont il est fait état dans son dernier ouvrage: "*Vladimir Poutine : L'Accusation*". (Fayard 2023).

Coécrit avec Alain Pellet et Bruno Cotte, respectivement ancien membre de la chambre de première instance de la Cour pénale internationale et ancien président de la Commission du droit international des Nations unies, "L'Accusation" s'apparente à ce qu'il est communément appelé "*une commande*".

Dès l'introduction, le ton psychologisant est donné: " *A 20 ans (Poutine) voulait le pouvoir et aimait le secret…De surcroît, il aurait amassé une immense fortune*."

Le terme "*dictateur*" est répété à longueur de page comme si le simple fait d'appeler la Président de la Fédération de Russie par son patronyme relevait de l'impossibilité sémantique.

S'en suit une interprétation des évènements ayant eu lieu en Ukraine depuis les évènements du Maïdan en 2014 qui semble calqué sur le narratif épousé par le Département d'État américain.

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/05/29/robert-badinter-la-consternation/?unapproved=20611&moderation-hash=a0bf3480c021dcdb53c84bb86e35a726#comment-20611

Mon commentaire.

- Badinter a adopté le discours des va-t-en-guerre de l'OTAN. Ses intentions sont motivées. Ceci explique cela.

Voilà un ouvrage de propagande conforme aux intérêts du camp ou clan que les Badinter représentent au sein du CAC40, le CA de Publicis dont ils sont les principaux actionnaires a été de 10,79 milliards EUR en 2020, la fortune d'Élisabeth Badinter s'élevait à 922 millions d'euros en 2021 (Wikipédia).

Rien d'étonnant qu'on y trouve mêler tous les mécanismes habituels de la désinformation et de la manipulation des faits : dénis, non-dits, contrevérités, faits ou constats amputés, épurés, falsifiés, sélectionnés sur le volet, amalgames douteux ou frauduleux, affirmations non étayées ou sans preuve, conclusions hâtives ou bricolées, sémantique délibérément accusatoire basée sur des a priori purement idéologiques, etc.

On retrouve les procédés accusatoires dignes des tribunaux d'exception, militaires, de l'inquisition, qui consistent à n'entendre les interprétations ou retenir les arguments avancés par l'une des deux parties seulement, ceux de l'accusation défendus par le représentant du ministère public, l'avocat ou le procureur général, tandis que l'autre partie ou sa défense est réduite au silence dans l'attente de la sentence qui sera prononcée contre elle de manière illégitime et autoritaire.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Les Occidentaux refusent la paix en Ukraine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 30 mai 2023

Au nom de la Chine, Li Hui est venu proposer aux Occidentaux de faire la paix en Ukraine en reconnaissant leurs erreurs. Son analyse est précise et étayée. Mais les Occidentaux ne l'ont pas écouté. Ils poursuivent sans relâche le discours qu'ils ont mis au point durant la Guerre froide : ils sont démocrates, tandis que les autres, tous les autres, ne le sont pas. Ils poursuivront leur soutien à l'Ukraine, même si celle-ci n'a guère plus de soldats et a déjà perdu sur le terrain.

https://www.voltairenet.org/article219369.html

«*Qu'il reste à sa place*» : au Mozambique, Sergueï Lavrov recadre un ambassadeur américain - RT France 31 mai 2023

Lors d'une conférence de presse, le ministre russe des Affaires étrangères a sèchement répondu à une question portant sur des accusations portées par un ambassadeur américain à l'encontre de livraisons d'armes supposées de Pretoria à Moscou.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud devrait s'occuper de ses affaires. C'est en substance le message adressé ce 31 mai, depuis Maputo, par le chef de la diplomatie russe. Lors d'une conférence de presse, Sergueï Lavrov a été interrogé sur les allégations de Reuben Brigety – l'émissaire américain en Afrique du Sud – selon lesquelles Pretoria aurait fourni des armes aux Russes.

«*La République d'Afrique du Sud est un Etat souverain, la Fédération de Russie est un Etat souverain*», a rétorqué le ministre russe, soulignant que Moscou et Pretoria établissaient leurs relations «*dans le plein respect des normes et des principes du droit international en vigueur*».

«*Si l'ambassadeur américain – ou tout autre ambassadeur étranger – a cru voir je ne sais quoi, qu'il reste à sa place et ne s'immisce pas dans les affaires d'autrui*», a asséné le diplomate.

Le 12 mai, Reuben Brigety avait directement accusé l'Afrique du Sud d'avoir fourni une aide militaire à la Russie, déclarant à la presse être «*convaincu*» que «*des armes et des munitions*» avaient été chargées à bord du cargo russe Lady R, dont l'accostage dans une base navale du pays en décembre 2022 avait créer une polémique dans le pays.

«*Nous ne violons jamais les normes internationales, contrairement à nos homologues occidentaux lorsqu'ils déclarent leur neutralité en ce qui concerne les événements en Ukraine, alors qu'ils injectent dans ce pays de grandes quantités des dernières armes à longue portée et généralement dangereuses, y compris pour ceux qui les utilisent*», a par ailleurs déclaré le ministre russe, en faisant référence aux munitions à uranium appauvri.

«*Ils fournissent des armes à un régime dont les responsables ont proféré des menaces de tuer tous les Russes. Par conséquent, les ambassadeurs américains feraient mieux de prendre soin de leur propre image aux yeux du public étranger*», poursuit et conclut Sergueï Lavrov.

Après le Kenya et le Burundi, le Mozambique était la troisième étape de la tournée africaine de Sergueï Lavrov. Le ministre russe s'est notamment entretenu avec le Président Filipe Nyusi, alors que se profile à Saint-Pétersbourg – fin juillet – la deuxième édition du sommet Russie-Afrique. Un sommet où la concrétisation de contrats, renforçant les partenariats bilatéraux entre Moscou et différentes capitales africaines, est attendue. RT France 31 mai 2023

Lavrov au Burundi : «*L'Occident soutient le génocide des Russes*» - fr.sputniknews.africa 30 mai 2023

«*L'Occident insiste sur le fait qu'il n'y a pas d'autre base pour résoudre la situation ukrainienne que la fameuse* «formule de paix de Zelensky». *Or l'équipe de Zelensky menace de commencer à tuer tous les Russes et à détruire tout ce qui est russe en Crimée et en Ukraine orientale après les avoir «libérées», comme ils le disent. La conclusion est très simple : l'Occident soutient directement le génocide»,* a indiqué le ministre.

Pour le chef de la diplomatie russe, les armes occidentales fournies à Kiev en est la parfaite illustration.

«*Il ne fait aucun doute que le régime de Kiev est passé depuis longtemps à des méthodes ouvertement terroristes. Il utilise pour cela les armes que l'Occident lui fournit […]. Des menaces de tuer des Russes ont été proférées par de nombreux responsables du régime de Kiev, dont le chef du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, le conseiller du chef de l'administration Zelensky et des ambassadeurs ukrainiens à l'étranger*», a-t-il ajouté.

Selon Lavrov, la déclaration de l'Occident selon laquelle les armes occidentales ne doivent pas être utilisées contre le territoire russe est un mensonge de plus.

Dans cette optique, le ministre russe a salué la position équilibrée des pays africains à l'égard du conflit en Ukraine.

Les pays africains proposent des initiatives de règlement de la crise ukrainienne «d'une manière honnête et en partant du désir d'apporter leur assistance. Nous apprécions cette attitude», a déclaré Lavrov. fr.sputniknews.africa 30 mai 2023

Poutine commente les perspectives de partenariat Russie-Érythrée - fr.sputniknews.africa 31 mai 2023

Les autorités russes et érythréennes vont signer plusieurs accords intergouvernementaux, a déclaré ce mercredi 31 mai le Président russe Vladimir Poutine, accueillant son homologue érythréen Isaias Afwerki à Moscou.

Selon les documents diffusés par les autorités russes à la veille de la rencontre des Présidents, le montant des échanges commerciaux entre les deux pays ont connu un bond de 4,207 millions de dollars en 2022 (soit 13,521 millions contre 9,314 millions de dollars en 2021). fr.sputniknews.africa 31 mai 2023

Le Pentagone précise le montant d'aide militaire accordée à Kiev en deux ans - fr.sputniknews.africa 31 mai 2023

"*Au total, les États-Unis ont pris des obligations financières pour assurer la sécurité ukrainienne pour plus de 38,3 milliards de dollars après l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden, y compris 37,6 milliards à compter de la date du […] 24 février 2022*", détaille la Défense américaine dans son communiqué.

Ce document publié sur le site du Pentagone, dévoile de façon exhaustive les quantités d'armements et de munitions livrées en Ukraine incluant notamment:
Plus de 1.700 systèmes antiaériens Stinger;
Plus de 10.000 systèmes antichars Javelin;
Plus de 60.000 autres systèmes et munitions antichars;
Plus de 160 obusiers de 155 mm et plus de 2 millions d'obus d'artillerie de 155 mm;
Plus de 7.000 munitions de précision de 155 mm;

Plus de 14.000 cartouches de 155 mm pour systèmes de mines antichars à distance;
100 000 cartouches de munitions de char de 125 mm;
Plus de 50.000 obus d'artillerie de 152 mm;
Environ 40.000 obus d'artillerie de 130 mm;
40.000 obus d'artillerie de 122 mm;
60.000 roquettes Grad de 122 mm;
72 obusiers de 105 mm et plus de 500.000 obus d'artillerie de 105 mm;
Un système sol-air Patriot avec des munitions;
Huit systèmes NASAMS;
Plus 30 véhicules tactiques pour missiles TOW et plus de 4.000 missiles antichars TOW;
Plus de 300 véhicules tactiques pour transporter les armes, etc.
Le Pentagone a également promis un nouveau paquet pour soutenir financièrement l'Ukraine à la hauteur de 300 millions de dollars.

Espagne

Elections municipales et régionales en Espagne: très lourde défaite pour Pedro Sánchez - AFP 29 mai 2023

A six mois des élections législatives, le parti socialiste du Premier ministre Pedro Sánchez a subi une très lourde défaite lors des élections municipales et régionales de dimanche en Espagne.

Mais outre le PP, l'autre grand vainqueur est le parti d'extrême-droite Vox, déjà troisième force politique au Parlement, qui, avec plus de 1,5 million de voix aux municipales (7,19%), a doublé son score en quatre ans et effectué une poussée spectaculaire dans de nombreux parlements régionaux.

Les sondages annonçaient tous une victoire de la droite à ce double scrutin municipal et réginal, mais personne ne s'attendait à ce que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Sánchez subisse de telles pertes.

Le PP, qui avait fait de ces élections locales et régionales un référendum national sur la politique de M. Sánchez, a pratiquement atteint tous ses objectifs.

Il a d'abord recueilli le plus grand nombre de voix aux municipales, plus de 7 millions (31,5%), soit quelque deux millions de plus qu'il y a quatre ans, contre moins de 6,3 millions (28,1%) pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Sánchez.

Surtout, selon la Télévision publique TVE et le quotidien El País, le PP a conquis au moins six des dix régions jusqu'alors dirigées (directement ou au sein d'une coalition) par le PSOE: la Communauté valencienne (est), quatrième du pays par la population, l'Aragon (centre), l'Extrémadure (ouest), les Baléares (est), la Cantabrie et la Rioja (nord).

Mais le revers de la médaille est que dans la plupart de ces régions, il aura besoin du soutien de Vox pour gouverner, et ce parti d'extrême-droite s'annonce d'ores et déjà comme un partenaire difficile et encombrant pour le PP, alors que celui-ci essaie de projeter une image modérée.

Les deux partis gouvernent déjà depuis l'an dernier dans une région.

Le parti socialiste a également perdu au profit du PP la mairie de Séville, la plus grande ville d'Andalousie (sud) et son principal bastion municipal, ainsi que celle de Valence. Et il n'est pas assuré de remporter celle de Barcelone, son candidat n'étant arrivé qu'en deuxième position derrière un indépendantiste.

Les élections de ce dimanche portaient sur la totalité des 8.131 municipalités, soit 35,5 millions d'électeurs, ainsi que les assemblées de 12 des 17 régions autonomes que compte le pays. Quelque 18,3 millions d'électeurs étaient concernés par ce deuxième vote.

Ce double scrutin était considéré comme une répétition générale avant les élections législatives, dont la date exacte n'est pas encore connue.

M. Sánchez avait fait campagne sur le bilan de son gouvernement, principalement dans le domaine économique.

Mais M. Feijóo jouait également très gros, car il s'agissait des premières élections auxquelles il participait à la tête du PP.

Le Parti populaire a non seulement conservé les deux régions qu'il détenait (Madrid et Murcie), mais il a conquis dans les deux la majorité absolue. Tout comme pour la mairie de la capitale.

Espagne: Sánchez crée la surprise en convoquant des législatives anticipées - AFP 29 mai 2023

Ces élections auront lieu "*le dimanche 23 juillet*", soit durant le semestre de présidence espagnole du Conseil européen qui commence le 1er juillet, a ajouté le socialiste, au pouvoir depuis 2018.

"*J'ai pris cette décision à la vue des résultats des élections d'hier*", a dit M. Sánchez, alors que les législatives devaient initialement se tenir à la fin de l'année, à une date qui n'avait pas encore été fixée. AFP 29 mai 2023

Chine.

Chine : Vol inaugural réussi pour le premier avion de ligne de conception chinoise - AFP/20 Minutes 28 mai 2023

C'est une première majeure pour le secteur chinois du transport aérien. Le premier avion de ligne de conception chinoise, le C919, a réalisé dimanche son vol commercial inaugural. Pékin espère que le C919 pourra rivaliser avec les appareils étrangers les plus prisés comme le Boeing 737 MAX et l'Airbus A320.

La Chine, qui cherche à devenir autonome dans le secteur des technologies, a beaucoup investi dans la production de ce premier avion de ligne de conception chinoise. L'aéronef est construit par l'entreprise d'Etat Comac, mais de nombreuses pièces de l'engin proviennent d'autres pays.

J-C - L'AFP ne peut pas s'empêcher de suinter la haine de la Chine jusque dans le moindre détail sémantique, qualifiant un produit issu de la haute technologie d'"*engin*", à l'instar d'un vulgaire engin de chantier ou un tractopelle !

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

Les responsables du commerce chinois et américains conviennent de renforcer les échanges - Xinhua 2 juin 2023

Les responsables du commerce chinois et américains ont souligné l'importance des relations économiques et commerciales bilatérales et ont convenu de maintenir et de renforcer les échanges, a déclaré jeudi Shu Jueting, porte-parole du ministère chinois du Commerce.

Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, a rencontré la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, et la représentante américaine au Commerce, Katherine Tai, la semaine dernière lors de sa visite aux Etats-Unis pour la réunion des ministres du Commerce de l'APEC.

Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les questions économiques et commerciales qui les préoccupent respectivement et discuté de possibles domaines de coopération, a indiqué Mme Shu lors d'un point de presse.

La Chine espère que les Etats-Unis œuvreront avec elle sur la base des principes de respect mutuel, de coexistence pacifique et de coopération gagnant-gagnant pour gérer les différends et maintenir et approfondir la coopération économique et commerciale pragmatique bilatérale, afin de bénéficier aux deux peuples et aux deux pays et de faire avancer le développement économique mondial, a-t-elle indiqué.

La porte-parole a également noté que la politique et le contrôle des exportations adoptés par la partie américaine à l'égard de l'industrie des semiconducteurs suscitaient d'importantes inquiétudes économiques et commerciales pour la Chine et comptaient parmi les questions clés soulevées par la partie chinoise au cours des entretiens. Xinhua 2 juin 2023

La réduction des risques n'est qu'un découplage déguisé - Xinhua 26 mai 2023

Le G7 dirigé par les Etats-Unis a achevé dimanche trois jours de réunion à Hiroshima, au Japon. Dans un communiqué publié à la hâte samedi, ses dirigeants ont déclaré qu'ils ne se "découplaient" pas d'avec la Chine, mais qu'ils "*dé-risquaient*".

Ce terme élaboré, précédemment utilisé par les alliés européens des Etats-Unis dans leur politique à l'égard de la Chine, puis repris par les responsables américains, peut sembler plus doux. Mais comme l'ont révélé de nombreux sceptiques, l'hostilité fondamentale envers la Chine demeure.

Cette rhétorique glorifiée de découplage survient alors que Washington est confronté à de multiples difficultés économiques intérieures, allant d'un très possible défaut de paiement de la dette

américaine aux turbulences financières exacerbées par des hausses d'intérêts problématiques et l'effondrement soudain de plusieurs banques.

Le découplage d'avec le marché le plus prometteur et le plus dynamique du monde serait peu judicieux et insoutenable pour les entreprises américaines. Il en va de même pour les consommateurs américains. Avec des produits chinois abordables, ils peuvent éviter une crise plus grave du coût de la vie.

Les chiffres montrent également que le découplage d'avec la Chine va à l'encontre de la tendance. Les échanges de marchandises entre les Etats-Unis et la Chine ont atteint un nouveau record de 690,6 milliards de dollars en 2022, selon les données publiées en février par le Bureau américain d'analyse économique.

Dans ces circonstances, Washington a tenté d'embellir sa rhétorique sur le découplage, la rendant plus acceptable pour le public américain, en particulier pour les entreprises américaines. Ce changement de langage de la part de l'administration américaine reflète également son état d'esprit paradoxal. Tout en ayant besoin de la coopération de la Chine dans certains domaines, Washington veut continuer à l'endiguer.

En outre, ce nouveau terme à la mode illustre l'effort renouvelé des Etats-Unis de vouloir apaiser leurs alliés. Si le découplage va trop loin, il tirera non seulement l'économie américaine vers le bas, mais il éloignera également ses alliés, a averti une tribune publiée par Politico.

Une récente étude d'un groupe de réflexion autrichien a estimé qu'en cas de découplage d'avec la Chine, l'Allemagne verrait son PIB chuter de 2% par an, ce qui équivaudrait à une perte de 60 milliards d'euros (environ 65 milliards de dollars).

En donnant à leur discours sévère un ton plus doux, les Etats-Unis cherchent à gérer la discorde avec leurs alliés.

Mais qu'on ne s'y trompe pas.

Un changement de mots ne signifie pas une différence d'action. En substance, la réduction des risques n'est guère différente du découplage.

Washington a intensifié son siège de la Chine dans le domaine des hautes technologies et ailleurs. Parmi les mesures prises récemment, citons l'avancement du projet de loi sur la concurrence avec la Chine 2.0, la discussion animée sur les chaînes d'approvisionnement dites résilientes des semi-conducteurs lors du sommet du G7, la promotion du "*friend shoring*" et la restriction des investissements américains en Chine.

Pour Washington et certains de ses alliés, les risques auxquels ils sont confrontés sont induits par la Chine et ce n'est qu'en la contenant qu'ils pourront les éliminer. Cette mentalité ridicule crée des risques réels pour le monde.

Récemment, Washington et certaines capitales occidentales ont sapé les règles internationales, incité à l'antagonisme idéologique, se sont engagées dans une confrontation de blocs, ont abusé de la position de monopole de leur monnaie pour imposer une juridiction au bras long et des sanctions unilatérales contre d'autres pays, exportant leur propre inflation et leurs propres crises financières vers d'autres parties du monde.

Les alliés de Washington pourraient penser qu'ils ont intérêt à suivre l'Amérique pour contenir la Chine. Mais les Etats-Unis ne pensent tellement qu'à eux que leurs alliés sont devenus "*moitié complices, moitié victimes"*.

La loi américaine sur la réduction de l'inflation en est un exemple récent. En accordant des incitations et des allègements fiscaux aux entreprises qui produisent aux Etats-Unis, cette loi nuit gravement à l'Europe, dont les entreprises sont davantage tentées de délocaliser aux Etats-Unis.

Par rapport aux Etats-Unis, la Chine a apporté au monde des opportunités, de la coopération et de la stabilité. Selon l'Administration générale des douanes, le total des échanges de marchandises en Chine a atteint le chiffre record de 42.070 milliards de yuans (6.200 milliards de dollars) en 2022, soit une hausse de 7,7% par rapport à l'année précédente, ce qui la place en tête des pays du monde pour la sixième année consécutive.

La Chine est un partenaire commercial majeur de plus de 140 pays et régions. Le Fonds monétaire international prévoit que sa contribution à la croissance économique mondiale s'élèvera à plus d'un tiers cette année.

Il est clair que la soi-disant réduction des risques n'est qu'un nouveau prétexte inventé par Washington pour contenir la Chine. En jouant sur les mots, les Etats-Unis mettent en péril le développement de l'humanité. Washington doit être conscient qu'il est dangereux de s'engager plus avant dans cette voie.

Sénégal.

Sénégal: des violences éclatent à Dakar après la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko - BFMTV 2 juin 2023

Des violences ont éclaté ce jeudi à Dakar et au Sénégal après la condamnation de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, accusé de viols, à deux ans de prison ferme pour "*corruption de la jeunesse*", une peine qui compromet encore davantage sa candidature à la présidentielle de 2024.

Deux responsables policiers ont fait état auprès de l'AFP sous le couvert de l'anonymat de trois morts dans des manifestations à Ziguinchor (sud) et d'un policier tué à coups de pierres par des jeunes dans la banlieue de Dakar. Aucun officiel n'a confirmé publiquement ces informations.

Ousmane Sonko, adversaire le plus farouche du président Macky Sall, était absent au prononcé de l'arrêt, tout comme lors de son procès. Il est présumé être bloqué par les forces de sécurité chez lui dans la capitale, "*séquestré*" selon lui.

Mais, après deux ans d'une confrontation avec les autorités qui a tenu en haleine le pays, il peut désormais être arrêté "*à tout moment*", a dit à des journalistes le ministre de la Justice Ismaïla Madior Fall. Sans attendre une telle arrestation, les troubles redoutés avant le délibéré ont éclaté à Dakar et dans plusieurs villes.

L'université de Dakar a pris des airs de champ de bataille. Des groupes de jeunes ont affronté à coups de pierres les policiers ripostant à coups de gaz lacrymogènes. Plusieurs cars de la faculté de médecine, du département d'histoire et de la principale école de journalisme du pays ont été incendiés et des bureaux saccagés.

En dehors de ces foyers de violence, les rues de Dakar ont été désertées, spectacle rare dans une métropole grouillante. Des troubles ont été rapportés ailleurs dans le pays, en Casamance (sud), à Mbour et Kaolack (ouest) ou Saint-Louis (nord). BFMTV 2 juin 2023

Turquie.

L'OTAN a voté !

Election présidentielle en Turquie : avant le second tour, trois victimes de procès politiques confient leur "*profond espoir de changement*" - francetvinfo.fr 28 mai 2023

Turquie : Recep Tayyip Erdogan réélu président - Le HuffPost 29 mai 2023

Un peu plus de 64 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes.

Selon les résultats portant sur plus de 99,85% des bulletins, le chef de l'Etat a obtenu 52,16% des suffrages contre 47,84% au candidat social-démocrate Kemal Kiliçdaroglu.
Lors de ce second tour, le premier de la carrière politique d'Erdogan pour une élection présidentielle, ni le désir de changement et d'ouverture d'une partie de l'électorat, ni l'inflation sévère qui mine la Turquie, ni les restrictions aux libertés et l'hyperprésidentialisation d'un pouvoir qui a envoyé des dizaines de milliers d'opposants derrière les barreaux ou en exil, n'ont pesé face au désir de sécurité et de stabilité qui s'était déjà exprimé au premier tour.

Et les conséquences dramatiques du séisme survenu en février (au moins 50 000 morts et 3 millions de déplacés) n'ont pas été non plus un levier suffisant pour faire gagner Kemal Kiliçdaroglu. Le HuffPost et BFMTV 28 mai 2023

Revue de presse. Désinformation, manipulation de l'information et des consciences. Décryptage.

Message laconique.

Turquie : Recep Tayyip Erdogan réélu président - Le HuffPost

En Turquie, Erdogan réélu pour cinq ans - Courrier international 28 mai 2023

Alors qu'ils avaient exprimé le souhait de s'en débarrasser. (Dans la causerie du 24 mai)

Présidentielle en Turquie : la classe internationale félicite Erdogan pour sa victoire - Journal du Dimanche 28 mai 2023

Élection présidentielle en Turquie: Emmanuel Macron "*félicite*" Recep Tayyip Erdogan pour sa victoire - BFMTV 28 mai 2023

Après avoir affirmé que sa réélection n'était pas acquise.

Turquie : victoire sans surprise d'Erdogan, réélu président - LePoint.fr 28 mai 2023

Jusqu'à la dernière minute ils auront eu recours à la propagande au détriment de l'information

La Turquie suspendue a verdict des urnes après la fermeture des bureaux de vote - Le HuffPost 28 mai 2023

Après sa défaite face à Erdogan, Kiliçdaroglu se dit "*triste*" face "*aux difficultés qui attendent*" la Turquie - BFMTV 28 mai 2023

En Turquie, la victoire d'Erdogan tétanise la communauté LGBTQ+ - Le HuffPost 28 mai 2023

Et ils menacent !

Après la réélection d'Erdogan, l'opposition craint une nouvelle dérive autoritaire - Courrier international 29 mai 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 6 juin 2023.

Pour commencer dans la bonne humeur… en musique ! On va en avoir besoin !

Paul Rodgers All right Now & Wishing Well

Celebrating 50 years since Paul Rodgers & Paul Kossoff formed Free.

https://www.youtube.com/watch?v=x6rliRtir6A

Paul Rodgers and Joe Bonamassa Perform the Free Hit "*Walk In My Shadow*" Beacon Theater - New York

https://www.youtube.com/watch?v=rlxXSdU6L_4

Joe Bonamassa, Kenny Wayne Shepherd, Walter Trout - How Many More Years - 2019 Cruise

https://www.youtube.com/watch?v=CMQthovIaI8

A chaud dans l'actualité du jour.

Qui avait intérêt à faire sauter le barrage de Nova Kakhovka ?

J-C - Pour répondre à cette question :

1 - Qui contrôlait le secteur ? La Russie.

2- Qui contrôle Crimée ? La Russie.

3 - Qui contrôle la centrale nucléaire de Zaporijjia située dans le même secteur ? La Russie.

4 - Conclusion : Seul le régime néonazi de Kiev avait intérêt à faire sauter ce barrage. Les médias officiels ne partagent pas ce constat.

Le HuffPost - Un vaste barrage de l'ère soviétique dans la partie du sud de l'Ukraine contrôlée par la Russie, a été détruit ce mardi 6 juin, provoquant une inondation

Ce barrage, haut de 30 mètres et long de 3,2 km, a été construit en 1956 sur le fleuve Dnipro dans le cadre de la centrale hydroélectrique de Kakhovka.

Il abrite un réservoir de 18 km3 qui alimente également en eau la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en 2014, et la centrale nucléaire de Zaporijjia, également sous contrôle russe.

« *Le (barrage) de Kakhovka a été détruit par les forces d'occupation russes* », a déclaré le commandement sud des forces armées ukrainiennes sur sa page Facebook.

Les agences de presse russes ont indiqué que le barrage avait été détruit par des bombardements, tandis qu'un responsable installé par la Russie a déclaré qu'il s'agissait d'une attaque terroriste - un raccourci russe pour une attaque de l'Ukraine. Le HuffPost 6 juin 2023

J-C - Malgré l'évidence que seule l'Ukraine avait intérêt à cette opération, Le HuffPost et l'ensemble des médias ce matin accusent ouvertement ou implicitement la Russie, c'est grotesque évidemment.

Même quand la ficelle est grosse, énorme, ils ne peuvent pas s'empêcher de manipuler les faits, c'est cela qu'il faut retenir.

Quand on veut polémiquer, vaut mieux savoir où l'on met les pieds.

J'ai participé à une polémique dans le blog *Réseau International* avec des lecteurs censés être progressistes ou quelque chose comme cela, c'est tout du moins ainsi qu'ils aiment se présenter. Vous allez voir qu'ils ne sont pas à une contradiction ou démagogie près. Un bon exercice pour nos lecteurs.

- Quel charme Maria Zakharova ! (C'est la porte-parole du ministre des Affaires étrangère russe)

On pensera ce qu'on veut de sa déclaration dont on partage les constats.

Toujours est-il que, quelles que soient nos intentions, il est toujours maladroit ou inapproprié de prendre pour référence un personnage d'extrême droite, en l'occurrence ici l'eurodéputé français Thierry Mariani, ce que les ennemis de la Russie ne manqueront pas de lui reprocher, déjà qu'ils ne loupent pas une occasion pour signaler que ce sont essentiellement des acteurs politiques d'extrême droite qui soutiennent la Russie contre l'OTAN.

Voilà un amalgame qui servira de repoussoir à destination de ceux qui se posaient des questions légitimes sur les réelles motivations de l'OTAN, et qui pour cette raison hésiteront encore avant de rompre avec cette organisation terroriste suppôt de néonazis.

Extrait de la réponse d'un lecteur très agressif.

- Thierry Mariani d'extrême droite ?

Ma réponse argumentée :

- Il a été élu député européen sur la liste du Rassemblement National (RN) aux élections de 2019.

Thierry Mariani, du Rassemblement national, déclare sa candidature à la mairie de Paris pour 2026. – lejdd.fr 02 juin 2023

Je me demande à quoi cela sert de répondre à des gens de votre espèce.

Réponse à un autre lecteur qui saluait certaines positions adoptées par des personnages d'extrême droite.

- Nous exigeons la nationalisation de toutes les entreprises appartenant aujourd'hui à des trusts.

Nous exigeons une participation aux bénéfices des grandes entreprises.

Nous exigeons une augmentation substantielle des pensions des retraités.

Nous exigeons une réforme agraire adaptée à nos besoins nationaux, la promulgation d'une loi permettant l'expropriation, sans indemnité, de terrains à des fins d'utilité publique – la suppression de l'imposition sur les terrains et l'arrêt de toute spéculation foncière.

L'État doit se préoccuper d'améliorer la santé publique par la protection de la mère et de l'enfant, l'interdiction du travail de l'enfant…

Nous exigeons la lutte légale contre le mensonge politique conscient et sa propagation par la presse.

Extraits du Programme en 25 points du Parti national-socialiste des travailleurs allemands tel qu'il a été proclamé le 24 février 1920 à Munich par Adolf Hitler.

Vous auriez adhéré à ce programme et vous auriez soutenu ce parti ou vous l'auriez rejoint au nom de vos principes (ou absence de principes en fait, pas moi, c'est ce qui nous distingue, à bon entendeur salut !

Nouvelle attaque du même lecteur auquel j'ai répondu :

- Vous faites dans l'inversion accusatoire, dont la définition fournie par François Belliot figure dans la page d'accueil de mon portail. Partant de là, ne vous étonnez pas de ma réaction, relativement mesurée.

Et puis, ce que j'ai écrit ne vous concernait pas particulièrement, il suffisait de lire d'autres commentaires pour s'en assurer. Si vous l'avez pris pour vous, c'est certainement parce qu'il y avait une bonne raison, pas celle que vous avez avancée, cela va de soi, d'ailleurs vous le prouvez vous-même.

Vous vous méprenez ou plutôt vous ne savez pas lire, je ne sais pas, je ne vous prête aucune intention ou propos malveillants, ce n'est pas mon genre et en l'occurrence c'est parfaitement inutile.

En outre, je vous laisse l'initiative du rapprochement entre le CNR et le parti national socialiste allemand, un sacré panier de crabes il faut dire !

De nos jours il ne faut plus appeler un chat un chat, je ne suis pas de cet avis :

- "*Étiqueter*" tient du langage policier ou du boutiquier, moi je préfère caractérisation quand j'évoque l'orientation politique d'une personne, d'un parti ou une institution.

De nos jours c'est devenu tabou au point qu'on ne peut même plus appeler un homme un homme, et force est de constater que cela déteint sur toute la société ou presque.

Cela dit, c'est dommage car vous étiez jusqu'à présent un des rares lecteurs que j'appréciais passablement.

Maintenant, j'estime qu'il faut reconstruire le mouvement ouvrier, un véritable syndicat de lutte de classe et un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du socialisme. C'est ce qui détermine mon orientation politique et mes prises de position, je n'en ai jamais changé, et je ne suis pas du genre à brader mes principes parce que je me retrouve à contre-courant du mouvement des masses.

On ne choisit pas les conditions dans lesquelles on milite, il faut faire avec. C'est difficile parfois parce qu'on est incompris de la majorité et on se retrouve totalement isolé, toujours est-il, ce n'est pas une raison pour s'encanailler avec n'importe qui ou faire n'importe quoi, il faut juste faire preuve de beaucoup de patience, les faits nous donnent raison 9 fois sur 10, alors de quoi devrait-on nous plaindre.

C'est juste une question de temps pour que nos aspirations démocratiques se réalisent enfin... Dès lors qu'on ne s'écarte pas de nos principes et de notre idéal humaniste, on est blindé pour tout entendre ou affronter, on ne s'égare pas, à mener ce combat politique on gagne même en sérénité, même l'injustice dont on fait parfois l'objet par ignorance, confusion ou méprise ne suffira pas à nous déstabiliser, à nous briser, à nous faire taire, parce que notre cause est juste et historiquement justifiée.

C'est ce qui nous amène à faire preuve d'un optimisme raisonnable sur l'avenir de l'humanité, à condition d'avoir confiance dans les masses, car en dernière analyse, ce sont elles qui font l'histoire et personne d'autres.

Il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions pour ne pas commettre d'erreurs ou se fourvoyer, voyez-vous. Il en faut beaucoup plus pour se forger une conscience politique inébranlable, qui soit orientée dans la bonne direction, qui correspondent à nos intérêts de classe, qui à l'arrivée se confondent avec ceux de l'ensemble de la société...

Ces petites querelles ou polémiques sont somme toute fois inévitables, donc légitimes. Abordons-les honnêtement et tout le monde en profitera ou s'en portera mieux, c'est tout le mal que je vous souhaite.

Mon dernier commentaire du 6 juin.

Ceux qui veulent se soustraire à la caractérisation des différents courants politiques favorisent ce qu'on appelle la collaboration de classes quand on a une conscience politique de classe, au-delà, le corporatisme, l'union (ou consensus) national et à l'arrivée le fascisme ou le totalitarisme. Ce sont les faits tels qu'ils figurent dans les enseignements de la lutte des classes qui le montrent, je n'invente rien.

J-C – Vous remarquerez que je suis resté très courtois ou j'ai évité de m'emporter, et puis chaque fois j'ai motivé mon point de vue.

Dans la rubrique ils vous prennent pour des cons. Quand ils le font baisser, c'est pour mieux le faire remonter ensuite, classique !

La popularité d'Emmanuel Macron connaît un rebond spectaculaire dans notre sondage exclusif - Le HuffPost 2 juin 2023

Le chef de l'État affiche 27 % d'opinions favorables, alors qu'il flirtait avec son plus bas niveau historique début mai, avec une cote à 19 %.

Ce net regain ne doit toutefois pas cacher l'autre fait marquant. « *Force est de constater qu'il reste ancré à un niveau de popularité relativement faible* », souligne YouGov. Le HuffPost 2 juin 2023

Une autre manière de nous prendre pour des demeurés.

Le macronisme n'est pas du néolibéralisme, c'est du pragmatisme libéral - Slate.fr. 5 juin 2023

Slate - Comment peut-on taxer le macronisme d'être néolibéral, s'il ne cesse d'augmenter les dépenses publiques et de maintenir les aides et les versements de solidarité?

J-C - Les "*dépenses publiques*" qui profitent au privé ? Il ne faut pas le dire. Les "*aides et les versements de solidarité*", la baisse des allocations chômages doit en faire partie, et tout le reste est à l'avenant, une aumône au regard de l'inflation galopante, c'est de la propagande de bas étage.

Les mesures de réduction fiscale en faveur des plus riches, avec la suppression de l'ISF, la mise en place d'une «*flat tax*» sur les revenus du capital, la baisse de l'impôt sur les sociétés, la protection des actionnaires et des investisseurs, Slate nous dit que c'est de la rigolade, cela compte pour du beurre, pas pour tout le monde, certainement pas pour ceux qui en profitent une fois de plus.

Impayable, c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils n'en ont strictement rien à foutre.

Retraites : « *Nous avons marqué des points cruciaux* », assure Sophie Binet (secrétaire générale de la CGT) - LePoint.fr 4 juin 2023

La preuve :

Réforme des retraites : les premiers décrets d'application publiés au Journal Officiel - BFMTV 4 juin 2023

Parmi les décrets concernés, on compte le plus controversé, celui qui reporte progressivement l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans. BFMTV 4 juin 2023

Passons à la mauvaise nouvelle du jour qui concernera tous nos lecteurs.

Nouvelle attaque de la CNIL contre notre portail.

Rappel. La société OVH qui héberge mon portail avait bloqué son accès sur Internet à partir du 6 janvier 2023, et cela dura un mois, sous prétexte d'une injonction de la CNIL suite à une plainte formulée par un dénommé Grégoire Bougereau, en réalité Jean-Marcel Bouguereau, erreur de prénom et faute d'orthographe dans le nom, étrange, on y reviendra plus tard, éditorialiste au Nouvel Obs réclamant "*l'effacement de données à caractère personnel*" qui auraient figuré dans un article provenant du blog Arrêt sur Info datant de 2015 que j'avais reproduit le 14 mars de la même année.

Trois mois plus tard, nouvelle menace de la CNIL via OVH, le 1er juin 2023.

Etrangement la seconde plainte de la CNIL qui me parvient 3 mois plus tard concernerait un individu qui porterait le même nom et prénom, Bougereau Grégoire, mais dont le statut social n'aurait rien à voir avec le précédent ! La fois précédente il aurait été journaliste au NouvelObs, et maintenant ce serait un homme d'affaire ou entrepreneur qui appartiendrait au club des 500 plus riches de France ! Qui est-il vraiment, mystère ?

En fait il n'existerait pas de journaliste au NouvelObs se prénommant Grégoire Bougereau, en revanche il y aurait bien ou bien eu un Jean-Marcel Bouguereau. Quant au millionnaire Grégoire Bougereau, je ne l'ai pas trouvé sur le Net !

OVH. Nouveau ticket - Transmission d'une demande d'effacement - Relance 1er juin 2023.

Nous vous relançons concernant une prise de contact de la CNIL avec nos services suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page : http://www.luttedeclasse.org/dossier/eco_france_riches_120712.pdf

En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande.

Si au 6 juin 2023 nous constatons que le fichier est toujours présent, nous procéderons à une suspension de vos services conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Nous attirons par ailleurs à votre attention que votre site ne dispose pas de mentions légales, qui sont obligatoires. Nous vous encourageons à vous mettre en conformité sur ce point également.

J-C - En réalité, dans mon portail figure plus que les "*mentions légales*" obligatoires, puisqu'un paiement de ma retraite par la CNAV certifie mon adresse, de plus, on peut voir ma photo en page d'accueil, ainsi que mon nom et prénom. De toutes manières, un jour ou l'autre tous les portails ou blogs qui indisposent ces despotes seront censurés sur le Net, je l'ai toujours dit.

Je ne pensais pas si bien dire !

OVH vient de me signifier qu'à l'expiration de mon abonnement à leur serveur en décembre 2024, ils m'éjecteront, je ne pourrais pas renouveler mon abonnement, donc il me reste environ un an et

demi pour trouver une autre société informatique qui accepte d'héberger mon portail, sans quoi il disparaîtra du Net. A moins que ce soit une bonne raison pour ne pas prolonger cette expérience au-delà de cette date, c'est à moi d'en décider.

Tout va dépendre aussi du coût de cette opération et des conditions que je vais trouver en Inde. Si c'était onéreux je pourrais décider de m'abstenir car je n'ai pas de fric à dépenser dans un portail que par ailleurs personne ne veut soutenir ou financer, dans la vie il faut savoir ce que l'on veut !

Chacun doit bien avoir conscience, que si mon courant politique disparaissait, le mouvement ouvrier serait privé du seul courant politique qui n'était pas corrompu ou qui était encore digne du socialisme, donc l'enjeu dépasse de loin le sort de ce modeste portail ou de ma petite personne.

J'attends vos réactions : jctardieu@outlook.fr

Parole d'internaute.

- « *Pour étouffer par avance toute révolte, il ne faut surtout pas s'y prendre de manière violente. Les méthodes archaïques comme celles d'Hitler sont nettement dépassées. Il suffit de créer un conditionnement collectif en réduisant de manière drastique le niveau et la qualité de l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle.*

Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité et plus sa pensée est bornée à des préoccupations matérielles, médiocres, moins il peut se révolter. Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en plus difficile et élitiste... que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif.

Là encore, il faut user de persuasion et non de violence directe : on diffusera massivement, via la télévision, des divertissements abrutissant, flattant toujours l'émotionnel, l'instinctif.
On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon avec un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de s'interroger, penser, réfléchir. »

« *On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme anesthésiant social, il n'y a rien de mieux. En général, on fera en sorte de bannir le sérieux de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté ; de sorte que l'euphorie de la publicité, de la consommation deviennent le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté* »

Günther Anders - "*L'obsolescence de l'homme*" - 1956

Tout est dit ici : La foi résidait dans le remède !

Un argument indémodable, inoxydable, indestructible, d'une valeur inestimable. Gloire à Maupassant !

J-C - Ce qui est remis en cause en 1886, il y a 137 ans en arrière, excusez du peu, c'est la conception de la médecine moderne telle qu'elle est appliquée en France ou dans l'ensemble des pays occidentaux et ailleurs depuis le début du XXe siècle.

Maupassant - " Le 16 Janvier 1853, deux jeunes gens se disaient adieu dans le Port du Havre, l'un d'eux partant pour l'Amérique. Ils furent mordus en même temps par le même chien. Celui qui restait mourut au bout d'un mois. L'autre ne le sut point et demeura quinze ans en Amérique, ignorant absolument ce qu'était devenu son compagnon.

À son retour, au mois de Septembre 1868, il apprit soudain la fin misérable de son ancien ami: il prit peur, et expira trois semaines plus tard avec tous les symptômes connus de la rage.

Alors un savant illustre dont les travaux admirables avaient déjà enthousiasmé la terre, dont les recherches mystérieuses sur la rage inquiétaient et passionnaient depuis des années; et cet homme en qui l'Univers tout entier avait confiance s'est écrié: "*Je guéris la rage, j'ai trouvé ce grand secret de la Nature !*"

Et il a guéri, en effet, à la façon des Saints qui faisaient marcher les paralytiques par la simple imposition des mains. Il a guéri le monde, il a rendu à la race humaine un des plus grands services qu'on puisse lui rendre: il l'a sauvé de la peur qui tuait comme un mal !

Si la dent du chien peut me communiquer la rage, je crains d'autant plus l'aiguille du savant. Et, en cas de morsure, je serais sauvé par la seule puissance de la statistique, car, à l'exception de quelques personnes, peu de monde est mort de ce contre quoi on veut nous préserver. Personne n'est mort ? Combien en mourait-il donc autrefois ? Bien peu. Dix-neuf par an, disent les chiffres officiels. Et nous savons, par les inoculations récentes de Monsieur Pasteur, que le nombre des gens mordus atteignait entre deux milles et trois milles personnes, alors ? La foi est dans le remède ?

Cette foi dans le remède, beaucoup d'empiriques, beaucoup de charlatans l'ont imposée tout d'abord, dans les campagnes aux paysans simples et crédules, ensuite à une population ayant peur de mourir d'on ne sait quoi exactement; et toujours la guérison miraculeuse se produisit à la suite des remèdes les plus bizarres, plus bizarre que la vaccine, hannetons pilés, écorce de citrouille, yeux de chouette écrasés dans l'huile, etc., etc., car la foi, qui transporte les montagnes, guérit aisément d'un mal qui n'a pour cause que la peur du mal…

Vous prenez un chien enragé que vous faîtes manger par un lapin, vous faites ensuite manger ce lapin par un mouton, le mouton par un rat, le rat par une mouche, la mouche par une araignée et l'araignée par une grenouille.

Ce dernier animal reçoit donc le virus rabique à sa septième puissance et il enrage instantanément. Pour vous guérir si vous êtes en contact avec cet animal, respectez la consigne suivante:

Vous lui enlevez l'œil gauche dont vous extrayez le fluide visuel au moyen d'une seringue à Morphine.

Vous mettez ce fluide dans un petit pot de granit avec cinq gouttes de bave de journaliste, quarante gouttes de salive de pseudo-médecin, dix-huit gouttes nasales d'un Politique, sept larmes d'un candidat à une Académie quelconque, deux milligrammes de sang d'un Banquier, vous faîtes bouillir le tout pendant dix-huit heures, puis vous vous administrez ce remède au moyen d'un petit clystère, le miracle de votre guérison devrait intervenir dans les minutes qui suivent, la peur partant d'elle-même."

Guy de Maupassant à René Maizeroy, le 9 Mai 1886.

Publié par : https://jesuismalade.org/2021/10/18/lettre-de-guy-de-maupassant-a-rene-maizeroy-le-9-mai-1886/

Lu.

- Le paradoxe de personnes très instruites et intelligentes qui se retrouvent piégées dans des mécanismes toxiques. Ces personnes ont peut-être acquis une grande quantité d'informations et de connaissances, mais elles ont peut-être perdu le contact avec leur système émotionnel et leur intuition, qui sont des formes d'intelligence plus profondes.

« *Dans la société actuelle, une tendance malheureuse persiste, selon laquelle les personnes instruites sont considérées comme plus intelligentes.* »

J-C - Tout cela ne veut rien dire du tout ou entretient la confusion ambiante.

Si l'intelligence humaine devait faire l'objet d'une évaluation, on choisirait de préférence comme critère la conscience générale et politique, car c'est le seul facteur qui couvre l'ensemble du processus historique et même au-delà, l'ensemble des connaissances...

Quand par exemple, d'un côté une personne se déclare humaniste, démocrate, écologiste, féministe, antiraciste, pacifiste, etc. et que de l'autre elle soutient le système d'exploitation et d'oppression en place, le capitalisme et ses institutions, on ne peut pas dire qu'elle est intelligente puisqu'elle cette contradiction élémentaire lui échappe, son niveau de conscience plafonne au niveau de celui de la limasse !

En réalité, le véritable antisémite, c'est Soros lui-même !

Le groupe "*Juifs contre Soros*" lancé par le rédacteur en chef de Newsweek : « *Critiquer George Soros n'est pas un acte antisémite* » - lemediaen442.fr 5 juin 2023

Un groupe nommé « *Juifs contre Soros* » a été créé à l'initiative de Josh Hammer, rédacteur en chef de Newsweek, et Will Scharf, candidat au procureur général du Missouri. Selon les deux hommes, critiquer l'activiste milliardaire George Soros n'est pas un acte antisémite.

Dans un communiqué, le groupe a déclaré qu'il riposterait contre la diffamation de cette gauche qui prétend que s'opposer à Soros et à son réseau d'organisations politiques est antisémite.

« *Il n'y a rien d'antisémite à s'opposer à George Soros. Aujourd'hui, nous Will Scharf et Josh Hammer lançons* « Juifs contre Soros », *une nouvelle coalition populaire de Juifs qui s'opposent au programme radical de gauche de George Soros*. »

Le groupe affirme que Soros finance une grande partie de la gauche radicale aux États-Unis et qu'il doit être arrêté.

« *Les Juifs contre Soros riposteront contre la diffamation commune de la gauche selon laquelle l'opposition à Soros et à son réseau tentaculaire d'organisations politiques est antisémite* », a déclaré un communiqué de presse mercredi. « *Attaquer Soros pour son influence sur la politique américaine, sans parler de son programme néfaste en Israël même, n'est pas antisémite. C'est simplement un fait que Soros finance une grande partie de la gauche radicale dans ce pays. Et il doit être arrêté* », ajoute le communiqué de presse.

Le site internet de cette nouvelle organisation assure que *« Il est temps que les Juifs de toute l'Amérique se dressent contre George Soros.* » lemediaen442.fr 5 juin 2023

J-C- Quand le régime en place craque de partout, ils s'écharpent entre eux... C'est excellent pour nous, car ils en arrivent à sortir des vérités qui seraient qualifiées de mensonges si c'était nous qui les avions formulées. Bref, la vérité y gagne, donc c'est profitable à notre combat.

Combat politique contre la gangrène du wokisme.

Boycott des consommateurs : Target perd 12 milliards de dollars puis retire ses produits LGBTQ+ pour enfants - lemediaen442.fr 1 juin 2023

La chaîne de supermarchés américaine Target a récemment retiré des produits destinés aux enfants de sa collection LGBTQ+ Pride après avoir été confrontée à une vague d'indignation de la part de certains clients. Cette décision a entraîné un tollé au sein de la communauté LGBTQ+ et a coûté à l'entreprise environ 12 milliards de dollars en valeur boursière.

Dans certains magasins Target dans le sud des États-Unis, la société a été contrainte de déplacer les produits LGBTQ+ Pride pour éviter une « *situation à la Bud Light* ». Chaque année, de nombreux magasins Target à travers le pays présentent des affichages massifs pour le mois de la fierté en juin, avec des articles allant des maillots de bain « *tuck friendly* » pour les personnes transgenres aux tasses portant l'inscription « *genre fluide* ». Cependant, Target a été critiqué par les citoyens, les articles pour enfants étant particulièrement controversés.

« *Ce que vous avez vu ces derniers jours a largement dépassé l'inconfort…* », a déclaré le PDG de Target, Brian Cornel.

Le cours des actions de Target a chuté pendant huit jours consécutifs, plongeant encore de 3,66 % mardi pour atteindre 133,88 $ alors que le magasin a perdu une valeur marchande stupéfiante de 12 milliards de dollars au cours des 14 derniers jours à la suite du boycott des consommateurs déclenché par sa marchandise LGBTQ.

Le boycott des consommateurs est un moyen puissant pour les citoyens d'exprimer leur mécontentement envers une entreprise ou une organisation. En refusant d'acheter des produits ou des services d'une entreprise spécifique, les consommateurs peuvent exercer une pression

économique sur cette entreprise pour qu'elle change ses pratiques ou ses politiques. Dans le cas de Target, le boycott a entraîné une chute considérable de la valeur boursière de l'entreprise, montrant l'impact que les citoyens peuvent avoir lorsqu'ils agissent collectivement. lemediaen442.fr 1 juin 2023

LFI : De la compromission au naufrage final.

J-C – Jour après jour les uns et les autres se révèlent des lâches et des imposteurs à LFI, pour un oui ou pour un non ils se renient, bref, ces gens-là n'ont absolument aucun principe ou leurs véritables motivations n'ont rien à voir avec nos intérêts collectifs. Constatez-le vous-même.

Sur les questions LGBT, François Ruffin admet devoir « *progresser* » - LePoint.fr 2 juin 2023

Le député de la Somme a reconnu s'être trompé après avoir écarté des priorités une loi sur le changement de genre au nom de « *l'apaisement* ». (Il préfère être en bon terme avec les médias et leurs commanditaires de Davos, plutôt que s'en tenir à ses convictions, qu'il est prêt à brader à la première occasion ou abandonner à la moindre critique. Voilà pour leur indépendance qui était fictive ! – J-C)

« *Du Pacs au mariage pour tous, la société française a progressé sur les droits des personnes LGBT+. Elle est mûre pour le faire encore, pour combler les manques, j'en suis convaincu* », ajoute le député, qui reconnaît que « *sur ce sujet, comme sur pas mal d'autres, en toute humilité, (il doit) progresser* ».

Dans leur programme de l'élection présidentielle 2022, les insoumis proposent "*d'inscrire le droit à l'autodétermination du genre dans les droits humains inaliénables protégés par la Constitution de la VIe République*". (Soros n'a même pas eu besoin de les recruter, ils font eux-mêmes le sale boulot ! - J-C)

« *Les demandes pour faciliter le changement de genre n'est pas une lutte* "sociétale", *c'est fondamental* », a critiqué de son côté Andy Kerbrat, député insoumis de Loire-Atlantique. "*Être LGBT+, c'est toujours la double peine*", déplore encore le parlementaire. LePoint.fr 2 juin 2023

J-C – Ce sont des rats, ils nous débectent vraiment !

États-Unis : le Texas devient le plus grand État à interdire l'aide médicale aux mineurs transgenres - AFP/BFMTV 4 juin 2023

Le gouverneur du Texas a interdit l'aide médicale aux mineurs transgenres, devenant ainsi le plus grand État américain à restreindre l'accès aux traitements pour les jeunes concernés.

Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a promulgué vendredi une loi interdisant d'apporter une aide médicale aux mineurs transgenres, élargissant encore aux Etats-Unis les restrictions d'accès aux traitements pour les jeunes concernés.

Greg Abbott s'aligne ainsi sur une position déjà adoptée par le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, également républicain, qui avait promulgué une législation similaire en mai.

Le Texas et la Floride sont les deuxième et troisième Etats les plus peuplés des Etats-Unis.
Une exception pour les mineurs déjà engagés

La loi adoptée au Texas interdit aux professionnels de la santé de prescrire des médicaments bloquant les hormones ou d'effectuer des actes de chirurgie pour modifier la sexualité de toute personne de moins de 18 ans. Elle entrera en vigueur le 1er septembre. AFP/BFMTV 4 juin 2023

Dictature et escroquerie climatique.

Au secours, il pleut !

Intempéries : le sud de la France touché par de violents orages - francetvinfo.fr 4 juin2023

Tiens, il y a des orages dans le sud de la France, c'est nouveau !

Intempéries : pourquoi le sud de la France est-il en proie aux orages ? - francetvinfo.fr 30 mai 2023

Totalitarisme et Intelligence artificielle.

Comment les villes intelligentes vont enfermer l'humanité dans des camps de concentration à ciel ouvert

Une ville intelligente est un environnement urbain où les technologies de surveillance et de collecte de données sont omniprésentes et où les détails les plus intimes et les plus personnels de chacun sont surveillés et enregistrés.

L'objectif est de tout savoir sur tout le monde : ce que vous mangez et buvez, où vous allez, ce que vous achetez, qui vous rencontrez, ce que vous pensez, ce que vous ressentez, vos opinions, vos habitudes, votre état de santé et de vaccination, etc. Tout. Chaque détail. Cette surveillance tous azimuts est justifiée par le fait qu'elle est soi-disant essentielle pour «*sauver la planète*» du changement climatique. Ils garantissent également que cela rendra votre vie plus connectée, plus sûre et plus saine.

https://reseauinternational.net/comment-les-villes-intelligentes-vont-enfermer-lhumanite-dans-des-camps-de-concentration-a-ciel-ouvert/

Santé.

Sur l'affaire qui vise le professeur Didier Raoult.

Nous sommes face à un paradoxe que nous assumons. On ne choisit pas les conditions dans lesquelles on mène la lutte de classe.

En fonction des circonstances et de son comportement, on a été amené à lui apporter notre soutien avant de lui retirer. Il est à nouveau attaqué injustement sur la question du traitement qui était fondamentale, du coup nous sommes dans l'obligation de lui renouveler notre soutien.

Manifestement ils veulent faire un exemple, de manière à décourager dans le futur les potentiels opposants à leur dictature sanitaire au sein du corps médical. L'acharnement contre l'hydroxychloroquine pourrait aussi se justifier de leur point de vue, parce que c'est une molécule multifonction ou qui peut soigner de nombreuses affections à un moindre coût, ce qui contrecarre les plans de leurs commanditaires, les despotes de Davos ou la clique aux Gates et Rockefeller et Cie.

Les autorités mafieuses et le corps médical corrompu lui font un procès d'intention. Comment procèdent-ils ? C'est très simple, ils assimilent une étude observationnelle dans le cadre de soins, des prescriptions médicales réalisées hors AMM tout à fait légales, dont l'hydroxychloroquine pour soigner les personnes atteintes de la covid-19 en 2020 et 2021 à l'IHU de Marseille, à une étude thérapeutique "*sauvage*".

Autrement dit, il suffit à quelques tyrans d'abuser du pouvoir dont ils disposent pour lancer n'importe quelle accusation ou cabale contre n'importe qui, pour qu'elle soit considérée comme légitime ou valable, leur parole suffit et l'examen sérieux des arguments sur lesquels porte leur plainte est décrété superflu

Ce qui lui est reproché surtout, c'est d'avoir continué de prescrire librement en tant que médecin contre l'avis du ministère de la Santé.

Covid-19 : l'infectiologue Didier Raoult se défend d'avoir réalisé un "*essai thérapeutique*" - AFP/franceinfo 30 mai 2023

Le très controversé scientifique, ancien patron de l'IHU de Marseille, s'est exprimé mardi, après la publication d'une tribune de médecins dénonçant ses méthodes.

"*Il n'y a jamais eu d'essai thérapeutique*", s'est défendu, mardi 30 mai, le professeur Didier Raoult, ancien patron de l'IHU de Marseille. Le très controversé scientifique était interviewé sur BFMTV après la publication d'une tribune de médecins l'accusant d'avoir mené "*le plus grand essai thérapeutique '*sauvage*' connu*" sur l'hydroxychloroquine.

Au sujet de son étude publiée en avril en preprint, c'est-à-dire non revue par des pairs, Didier Raoult a affirmé : "*C'est juste une étude observationnelle*", ajoutant que cette étude, qui conclut à l'efficacité de l'hydroxychloroquine sur la mortalité des patients Covid, *"peut servir et elle servira pour l'Histoire*".

Interrogé sur le fait qu'il a administré cette spécialité à des patients Covid pendant plusieurs mois après l'interdiction par le Haut Conseil de la santé publique, Didier Raoult a répondu : "*J'avais parfaitement le droit moi, mais aussi les autres, de prescrire de l'hydroxychloroquine*". L'interdiction est "*une décision politique mais qui n'engage pas la responsabilité personnelle des médecins*". L'infectiologue, très controversé depuis la crise sanitaire du Covid-19 affirme même que "*des milliers de gens qui auraient pu être traités n'ont pas été traités*".

Dimanche, 16 sociétés savantes de médecine ont interpellé les autorités dans une tribune du journal Le Monde sur "*la prescription systématique, aux patients atteints de Covid-19 (...) de médicaments*

aussi variés que l'hydroxychloroquine, le zinc, l'ivermectine ou l'azithromycine (...) sans bases pharmacologiques solides, et en l'absence de toute preuve d'efficacité".

Sur son compte Twitter, le professeur a réagi plusieurs fois. Le 2 juin 2023, il assure que tous les auteurs, dont lui, ont décidé "*par solidarité avec le Pr Lagier menacé par la direction, de retirer le preprint pour ne pas laisser croire à une trahison de sa part et pour protéger les plus jeunes". Et d'ajouter que "les auteurs ont en effet été menacés de sanctions en public par Mr Braun, ministre de la Santé, au sénat, sans procés, sans défense!!! Sous le pretexte que le soin qui a sauvé tant de gens (dont on ne veut pas parler) aurait été un essai et non du soin de qualité*". Puis il qualifie de "*seuls cobayes*" "*ceux qui ont été vaccinés, par un essai illégal du fait de l'absence de consentement sans contrainte*".

Dimanche 4 juin 2023, le professeur Didier Raoult partage, toujours sur Twitter, une tribune de soutien à son égard. Il écrit : "*il y a heureusement des collègues qui comprennent la manipulation qui consiste, maintenant que nos résultats exceptionnels sont incontestables (et incontestés) , à faire croire qu'il était illégal de vouloir guérir les patients, malgré les ordres*". AFP/franceinfo 30 mai et 4 juin 2023

Covid: Une chroniqueuse sur CNews reconnaît une "*obligation*" des journalistes "*à confesser des choses qui se sont révélées être fausses, voire des mensonges*" - France-Soir 03 juin 2023

Un premier aveu, en attendant d'autres ? Sur le plateau de CNews, Charlotte d'Ornellas, chroniqueuse de l'émission "*L'heure des pros*" chez Pascal Praud et journaliste de Valeurs Actuelles, a évoqué le traitement par les médias français de la pandémie du Covid. Mardi 30 mai 2023, elle a reconnu que les journalistes "*ont été obligés de confesser des choses qui se sont révélées être fausses, voire même des mensonges*". Elle cite les questions liées à l'efficacité de la vaccination dans la baisse de la transmission du coronavirus ou les effets secondaires du vaccin. "*Poser la question, c'était déjà attaquer la science, être dans le complotisme*", a-t-elle regretté.

L'émission "*L'heure des pros*" a consacré une bonne partie de son épisode du mardi à son invité, le Pr Didier Raoult et la publication de son étude rétrospective sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine. Si les journalistes présents sur ce plateau se sont bien attardés sur plusieurs aspects de cette étude et d'autres questions brûlantes concernant l'ancien président de l'IHU-Méditerranée, ils ont franchement exprimé leur désarroi face à ce débat.

"*Nous sommes démunis. Nous avons d'un côté, vous (Pr. Raoult, ndlr), qui jouissez d'une réputation depuis des années et d'un autre côté, des gens qui disent exactement le contraire*", fait remarquer l'animateur, Pascal Praud.
Poser des questions "*interdites*", c'est "*être dans le complotisme*"

Un sentiment partagé par la chroniqueuse Charlotte d'Ornellas, qui a regretté l'absence de débats qui auraient été utiles "*puisque nous sommes, nous [journalistes], incapables de trancher*" sur ces questions. "*En plus, y a une telle assurance et de tels mots employés des deux côtés... Ils ont tellement l'air d'être sûrs d'eux sur une matière normalement scientifique que c'est déstabilisant*", ajoute-t-elle. La journaliste chez Valeurs Actuelles "*aimerait voir ce genre de débats*" car, "*depuis le début du Covid, des questions obligatoires sont interdites*".

"*Nous avons vécu 2 années pendant lesquelles on nous disait qu'on n'a pas toutes les réponses sur un traitement mais qu'il faut aller vite, et, en même temps, sur d'autres traitements, c'est*

absolument interdit", fait-elle remarquer. Elle évoque des interrogations sur le vaccin qui "*était obligatoire pour les enfants et les adolescents*" ou encore ses effets secondaires constatés. "*Je ne dis pas que c'était le cas de tout le monde, ni que c'était tout le temps. Mais y a la question des myocardites pour les enfants, les jeunes sportifs qui font des arrêts cardiaques (...) Poser ces questions, c'était déjà être contre la science*", déplore-t-elle.

L'animateur Pascal Praud cite notamment la question de la prétendue efficacité du vaccin dans la réduction transmission du coronavirus. Charlotte d'Ornellas souligne que *"personne, à ce moment-là, ne disait 'je ne sais pas'. Poser la question, c'était être dans le complotisme. Et quand on a une réponse contraire, on nous dit qu'on ne pouvait pas tout savoir'. Vous aviez quand même l'air de très bien savoir*", fustige-t-elle.

Une attitude que Pascal Praud attribue "*aux prêtes de l'espace médiatique, qui expliquent ce qu'il faut penser sur ces sujets, comme la Covid, le climat, la retraite...*". Une influence confirmée par la chroniqueuse, qui avoue avoir "*été obligés [journalistes] de confesser des choses qui se sont révélées être fausses, voire des mensonges*". "*Nous sur les plateaux de télévision (...) On est obligé de relayer la parole sans jamais se poser de questions (...) Nous, je dis un 'nous' médiatique, avons défendu des positions soutenues par certains médecins qui se sont révélées être fausses*".

Un débat "*sur tout, comme celui sur l'hydroxychloroquine*"

Mme d'Ornellas appelle ainsi à avoir un débat comme celui sur l'hydroxychloroquine "*sur tout le reste, tous les traitements, tous les médicaments". "Est-ce qu'on peut simplement avoir un peu d'esprit critique, et dire 'je ne vais pas relayer ce que disent tous ces médecins parce que je ne sais pas', (...) ce n'est pas remettre en cause tout le vaccin de reconnaître qu'aujourd'hui, il est même impossible d'évoquer cette question-là sans se faire engueuler. Ce n'est pas normal*", poursuit-elle.

Elle rappelle en guise d'exemple le discours médiatique sur l'obligation de vacciner les enfants sans que les journalistes aient eu "*le droit de dire 'vous avez vu les effets ? Est-ce qu'on peut avoir des réponses là-dessus?".*

Des aveux sur lesquels rebondit encore l'animateur de L'heure des pros, qui fait remarquer que "*le livre le plus vendu actuellement en France est celui de la généticienne Alexandra Henrion-Caude (Les Apprentis sorciers: tout ce qu'on vous cache sur l'ARN messager, paru le 8 mars 2023 et vendu à 14 431 exemplaires, ndlr)".*

"*Personne ne l'a reçu sur aucun plateau à part ici, et interrogez-vous pourquoi ce livre est le plus vendu (...) C'est pour cela que je gardais un peu mes distances (...) Notre métier, c'est de témoigner de la réalité, d'apporter une contradiction et de développer l'esprit critique*", a-t-il conclu.

Le Pr Raoult a publié une étude rétrospective qui démontre l'efficacité de l'hydroxychloroquine en traitement précoce de la Covid-19, faisant l'objet de nouvelles attaques de la part de sociétés savantes, de tribunes et opinions relayées par plusieurs médias mainstream. Avant d'évoquer mardi ces questions sur le plateau de Cnews, il était l'invité des "*Débriefings*" de France-Soir.

Il a affirmé durant cet entretien que si l'hydroxychloroquine, ce traitement "*économique, pas cher et sûr"* n'avait pas été "*saboté*" depuis le début, "*des milliers de morts*" auraient pu être évités. Il en veut pour preuve son "*étude exhaustive qui reprend tous les patients qui sont venus pour se faire soigner pendant deux ans*", à qui le choix d'accepter ou de décliner ce traitement a été donné.

Un protocole qui a associé dans un premier temps l'hydroxychloroquine et un antibiotique de type macrolide, l'azithromycine (AZI). D'autres types de traitements ont pu être proposés en alternative ou en complément, comme l'ivermectine, les corticoïdes, le zinc. "*On a eu la surprise que l'hydroxychloroquine sans AZI avait les mêmes résultats*" (bénéfiques, ndlr), indique le professeur Raoult.

Des programmes eugénistes à l'édition génétique: les "philanthropes" et leur quête d'une "*espèce humaine améliorée*" France-Soir 02 juin 2023

Hier la Fondation Rockefeller, aujourd'hui la fondation Bill & Melinda Gates... Dotées de budgets colossaux, ces organisations dites philanthropiques, tout comme celles de Ford ou de Hewlett Packard, exercent une influence sans précédent sur les États et les organisations internationales. Si elles financent des recherches scientifiques, des campagnes de prévention, de vaccination ou encore des projets sociétaux, leurs efforts ne sont pas toujours désintéressés. Ces fondations aux ressources financières qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars, se targuent de pouvoir améliorer la santé humaine, voire d'"*éradiquer toutes les maladies*". Afin d'y parvenir, certaines d'entre elles misent désormais sur l'édition génétique et affichent leurs intentions de façonner un tout autre monde... et une tout autre humanité ? Voilà qui n'est pas sans rappeler le financement de programmes eugénistes au début du 20e siècle.

https://edition.francesoir.fr/societe/programmes-eugenistes-edition-genetique-les-philanthropes

---

Quand les porte-parole du ministère de la Vérité font dans l'amalgame ordurier ou d'extrême droite pour le compte de Big Pharma ou Davos.

Comment médecines alternatives et extrême droite se fédèrent autour d'un discours "antisystème" - francetvinfo.fr 3 juin 2023

Une équipe de l'émission "*Vrai ou fake*" de franceinfo s'est rendue à deux événements consacrés à la santé et à l'ésotérisme, où les ateliers de méditation côtoyaient des discours antivax et "*antisystème*".

Il n'y a parfois qu'un pas entre la remise en cause de la médecine et le rejet radical de la société. En témoignent certains discours tenus par des participants de deux événements récents ayant réuni des partisans des pratiques de soins non conventionnelles, des antivaccins, des covido-sceptiques, voire des figures complotistes et des membres de l'extrême droite.

https://www.francetvinfo.fr/vrai-ou-fake/video-comment-medecines-alternatives-et-extreme-droite-se-federent-autour-d-un-discours-antisysteme_5863124.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230604&pid=459386-1676105518-3fb080c9

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

La réorganisation des armées russes par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 2 juin 2023

En plein conflit ukrainien, la Fédération de Russie a décidé d'achever la réorganisation de ses armées. C'est un travail de titan qui a été accompli depuis la dissolution de l'Union soviétique et la complète anarchie qui a suivi. Cependant, malgré les très graves problèmes survenus, l'année dernière, successivement avec l'envoi au front de jeunes gens sans formation militaire, puis avec les retards d'approvisionnement de certaines unités, une professionnalisation du système est déjà bien visible. La réforme annoncée entend non seulement homogénéiser les Forces armées vers le haut, mais transformer en profondeur les méthodes du commandement.

https://www.voltairenet.org/article219391.html

Etats-Unis.

Les États-Unis violent massivement les droits de leurs citoyens à une vie privée - Réseau Voltaire 3 juin 2023

Le rapport statistique de la directrice nationale du Renseignement US, Avril Haines, sur les enquêtes nominatives sur Internet effectuées en 2021 atteste d'une très vaste violation du droit des citoyens états-uniens à la vie privée [1].

Chaque agence de Renseignement a la possibilité de demander aux entreprises de l'Internet de lui donner accès aux informations nominatives dont elles disposent concernant des internautes étrangers ou des internautes états-uniens soupçonnés de crimes. Edward Snowden a montré que ces données comprennent des courriels, des conversations vidéo et des conversations vocales, des photos, des transferts de fichiers, des connexions, des détails sur les comptes de réseaux sociaux, etc.

En vertu du Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA), non seulement un magistrat, le procureur général des États-Unis, peut autoriser ces recherches, mais aussi un fonctionnaire, le directeur national du Renseignement.

En 2021, la CIA a effectué environ 4 000 recherches… tandis que le FBI en a entrepris 3 394 053. Il peut utiliser les données récoltées à d'autres fins que celles qui avaient motivé ses requêtes. Réseau Voltaire 3 juin 2023

Opération Mockingbird : comment la CIA a manipulé les médias pour promouvoir sa vision stratégique - lemediaen442.fr 2 juin 2023

Après la deuxième guerre mondiale, c'est le début de la guerre froide. Des nations mènent des combats et dans le choix des armes, plusieurs techniques sont utilisées dont la propagande. Le but étant de faire accepter aux peuples des concepts et de modifier la perception d'évènements. L'ennemi était le communisme, mais pas pour sauver les peuples de cette doctrine en apportant de la démocratie, ça c'est la façade. La finalité était d'atteindre une hégémonie économique.

Les Etats-Unis, et par là, il faut comprendre la C.I.A, avaient bien compris que cela devait passer par les organes de presse mais pas que. L'agence, un véritable état dans l'état, créée en 1947 par le Président Truman, dispose dès ses débuts de fonds illimités. Et, comme toute agence de renseignements digne de ce nom, elle sait qu'une des conditions fondamentales de la victoire tient à un contrôle sans faille de l'opinion publique. Ce sera la mission de l'Opération Mockingbird. (1)

En 1948, les États-Unis ont lancé le plan Marshall, une initiative visant à aider l'Europe dévastée à se remettre de la guerre. La CIA a décidé de siphonner des fonds pour créer le « *Bureau de coordination des politiques* », qui deviendrait la branche des actions secrètes de l'agence. On parle de 265 millions de dollars par an (l'équivalent de 1 million et demi actuels).

Mockingbird, consistait à recruter des journalistes et les payer pour écrire de faux articles avec des documents classés de la C.I.A, qui promouvaient la vision stratégique de l'agence de renseignement. Pour éviter les fuites de ces informations top secret, il y a eu des écoutes téléphoniques de personnalités politiques et journalistiques, avec la complicité de la compagnie de téléphone et avec le consentement du procureur général. L'opération a abouti à l'identification de dizaines de sources de journalistes, dont un membre du personnel de la Maison Blanche, un procureur général adjoint, vingt et un membres du personnel du Congrès, six membres du Congrès et douze sénateurs.

L'opération Mockingbord (« *opération Oiseau moqueur* ») comprenait également des organisations culturelles étudiantes et des magazines auraient été financés comme façades de cette opération. En France, Thomas Braden a fondé le « *Congress for Cultural Freedom* » en 1950 (2), dirigé par l'agent de la CIA Michael Josselson. Établi à Paris et dans 35 pays, il était l'une des chevilles ouvrières majeures de l'offensive sur le front gauche. Il regroupe toutes sortes d'iconoclastes et de libres penseurs réunis autour du refus du « *totalitarisme stalinien* » et de la défense de la « *liberté occidentale* ». L'Europe, avec ses anciens cercles intellectuels souvent anti-impérialistes et idéologiquement proches du communisme, se retrouve ainsi au centre des préoccupations de la CIA et en première ligne de la guerre psychologique.

En tout, il y a eu plusieurs centaines de journalistes et des dizaines de journaux aux États-Unis et dans plusieurs pays dans le monde.

En voici quelques-uns :

James Reston du New York Times
C. D. Jackson du Time Magazine
Walter Pincus du Washington Post
Walter Winchell du New York Daily Mirror
Drew Pearson, Walter Lippmann, William Allen White, Edgar Ansel Mowrer du Chicago Daily News
Hal Hendrix du Miami News
Whitelaw Reid du New York Herald Tribune
Jerry O'Leary du Washington Star

Un focus sur quelques rédacteurs en chef et propriétaires de journaux impliqués dans l'opération Mockingbird :

Philip Graham (1915 – 1963) (3) (4) (5)

Recruté par Franck Wisner, il était un candidat de choix pour l'opération de désinformation. En effet, il était président-directeur général du Washington Post (tout en étant marié avec la fille du propriétaire) et président du conseil d'administration de Newsweek. En tant que président de la Washington Post Company, il contrôlait plusieurs filiales, dont trois magazines, Newsweek, Art News et Portfolio, ainsi que les stations de radio et de télévision WTOP à Washington et la station de télévision WJXT à Jacksonville, en Floride. Le Washington Post exploitait aussi, conjointement avec le Los Angeles Times, une agence de presse qui fournissait aux clients des articles pour les Etats-Unis et l'étranger.

Philip Graham avait employé d'anciens membres des services de renseignements militaires devenus journalistes et coordonnait les liens avec eux et la CIA dans le cadre de l'opération Mockingbird. Ses liens privilégiés avec les anciens présidents Lindon Jonhson et kennedy ont contribué au travail de collaboration avec les services de renseignements.
Graham s'est suicidé à 48 ans par balle, en 1963.

Les frères Joseph et Stewart Aslop

Les journalistes et frères, Joseph (1910-1989) et Stewart Alsop (1914-1974), de 1945 à 1958, étaient co-auteurs, de la chronique « Matter of Fact » pour le *« New York Herald Tribune* » et le « *Newsweek* ». Leur mère, Corinne Robinson Alsop, était la cousine germaine d'Eleanor Roosevelt, et les Alsop ont maintenu une relation avec la première dame jusqu'à sa mort en 1962.

Joseph était l'ami intime de John Kennedy, à qui il conseilla de prendre comme vice-président Lyndon Johnson. Un proche de Richard Nixon était aussi l'une des figures les plus marquantes de *ces endroits et évènements du* » Tout-Washington » qui servent bien souvent de coulisses ou de bancs d'essai à la grande politique.(6)

Stewart travaillait au Bureau des services stratégiques, une agence de renseignements créée pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ben Bradlee (1921-2014)

En 1946, Bradlee a acheté le New Hampshire Times. Il a travaillé pour le journal jusqu'à ce qu'il soit vendu à William Loeb. En 1951, Graham a aidé Bradlee à devenir attaché de presse adjoint à l'ambassade américaine à Paris pour le Washington Post. Sa famille avait également des racines dans le journalisme : son grand-oncle, Frank Crowninshield, était le rédacteur en chef, fondateur de Vanity Fair.

En 1952, Bradlee a rejoint le personnel de l'Office of US Information and Educational Exchange (USIE), l'unité de propagande de l'ambassade. L'USIE a produit des films, des magazines, des recherches, des discours et des articles d'actualité à l'usage de la Central Intelligence Agency dans toute l'Europe. L'USIE (plus tard connue sous le nom d'USIA) contrôlait également la Voix de l'Amérique, un moyen de diffuser des « *informations culturelles* » pro-américaines dans le monde entier. Bradlee a été officiellement employé par l'USIE jusqu'en 1953, date à laquelle il a commencé à travailler pour Newsweek.

Il a été le voisin de JFK en 1959 dans une rue de Georgetown où il venait d'acheter une maison. John Fitzgerald Kennedy, était depuis un an sénateur du Massachusetts. Une amitié durable s'était établie entre eux. JFK a suivi Bradlee, alors journaliste au bureau de Newsweek dans la capitale américaine, pendant toute sa carrière.

The GeorgesTown Set : Une officine de faiseurs d'opinions

Ce cénacle était composé des frères Alsop, du couple Philipp Graham/ Katherine Meyer, la fille de Eugène Meyer propriétaire du Washington Post, qui a pris la relève du poste de chef de la rédaction après le suicide de son mari Philipp, Franck Wisner le chef de la C.I.A, des diplomates et des spins doctors. Sous couvert de soirées entre gens de bonne compagnie, où ces hommes d'influence venaient avec leurs épouses, ce fût un cercle d'initiés aux affaires de sécurité intérieure et de responsables de presse qui parlaient boutique tout en dégustant des petits fours. (9) (10) (11) Deux personnes clés étaient aux commandes de Mockingbird. D'abord Franck Gardiner Wisner en 1948 et ensuite Allen WELSH DULLES en 1953.

Frank Gardiner Wisner a servi au Bureau des services stratégiques pendant la Seconde Guerre mondiale et a dirigé le Bureau de coordination des politiques (OPC), une unité de renseignement clandestine, de 1948 à 1950. En 1950. L'OPC a été placé sous « *l'Agence centrale de renseignement* » et rebaptisé « *Direction des plans* » (DDP) qui a d'abord été dirigé par Allen Dulles. Wisner est devenu directeur adjoint des plans en 1951 jusqu'en 1958, lorsque Dulles a été nommé directeur du renseignement central. (12) (17)

Franck Gardiner Wisner (1909-1965)

Sa carrière d'espion débute au sein de l'OSS en tant que chef des réseaux stay-behind de l'OTAN. En 1943, il est envoyé par l'OSS, le service d'espionnage de l'armée, dans sa base opérationnelle en Turquie. Avant la fin du conflit, il est promu chef de poste en Roumanie, où il réussit à faire évader plus de 1 700 prisonniers de guerre américains.

Après la guerre, Wisner a décidé en 1945 de retourner à son cabinet d'avocats. Peu de temps après, Dean Acheson, numéro deux du Département d'État, l'a convaincu de prendre en charge la supervision de la diplomatie américaine de la zone Europe.

En 1948, Frank Gardiner Wisner est nommé directeur du Bureau des projets spéciaux. Peu de temps après, il a été rebaptisé Bureau de la coordination des politiques (OPC). C'est devenu la branche d'espionnage et de contre-espionnage de la Central Intelligence Agency . Et c'est là qu'il a reçu l'ordre de créer l'opération Mockingbird pour se concentrer sur « *la propagande, la guerre économique, l'action directe préventive, y compris les mesures de sabotage, de lutte contre le sabotage, de démolition et d'évacuation, organisation d'actions subversives contre les états hostiles à la démocratie estampillée US, avec l'aide aux groupes de résistance clandestins, et le soutien des éléments anticommunistes dans les pays communistes.* »

Il se fait virer de la C.I.A en 1953, du travail sur Wisner devenait évident. Il a travaillé sans relâche pendant le soulèvement.

Quelques exemples d'actions clandestines dont Franck Wisner a été à la tête :

En 1953, l'opération AJAX, (13) qui a consisté au renversement du premier ministre d'Iran, Mohammad Mossadegh en apportant son soutien au Général Fazlollah Aahedi aidé du MI 6 pour organiser un coup d'état le 19 aout 1953. En arrivant au pourvoir, il a fait renaitre le sentiment nationaliste iranien en chassant les entreprises étrangères. Cela prend des proportions inédites quand en décembre 1950, l'Arabian-American Oil Company (AAOC) a conclu un accord sur la base d'un partage des profits à hauteur de 50 %.

En Hongrie en 1956 pour faire reculer l'expansion soviétique. Mais cela a été largement ignoré par crainte de déclencher une guerre nucléaire. Les conséquences sont catastrophiques : 2 500 Hongrois ont été tués, 200 000 ont été forcés de fuir leur pays et des dizaines de milliers ont été arrêtés et emprisonnés. (20)
Il s'est suicidé en 1965.

Hommes d'influence de père en fils :

Frank Georges WISNER (né en 1938) est le fils de Fanck Gardiner Wisner.

Il est Ambassadeur de l'organisation philanthropique de David Rockfeller, Iran Project né en 2002. (14)

A été membre du « *Conseil consultatif international de la Fondation Hakluyt/HoldinghamHakluyt & Company Ltd* » (15) un bureau d'intelligence économique de Londres qui promettait de trouver des informations pour ses clients qu'ils « *ne recevraient pas par les voies gouvernementales, médiatiques et commerciales habituelles* ». Un vrai réseau d'influence avec des connivences avec le MI 6, puisque Christopher James et Mike Reynolds sont tous deux d'anciens membres du service extérieur britannique.

Au conseil d'administration de HAYKLUT ont siégé les patrons ou anciens patrons de HSBC, SHELL, BP, FORD, BRITSH AIRWAYS, ROLLS ROYCE, l'ancien ambassadeur de Grande Bretagne aux USA. Également Bill BRADLEY ancien candidat à la Maison Blanche dont Franck Georges Wisner avait fait la campagne.

Aux USA, il a également participé aux campagnes d'Hillary CLINTON, Georges W BUSH, Al GORE et John KERRY. Il est aussi Membre du conseil du ROCKEFELLER BROTHERS FUND dont ont fait partie : Dean RUSK (faucon de la guerre de Corée et de celle du Viet Nam), Henry KISINGER, Edward TELLER (initiateur du programme de militarisation de l'espace de REAGAN), John GARDNER (initiateur du programme de philanthropie stratégique de la CARNEGIE CORPORATION)

Connexion Nicolas Sarkozy :

Franck Wisner s'est remarié avec Christine de GANAY, issue d'une famille aristocratique Française, en 1977. (16)
Le père de Nicolas Sarkozy, Pal Sarkozy, a été marié avec Christine de Ganay. Ensemble ils ont eu un fils Olivier Sarkozy, le demi-frère de Nicolas Sarkozy. Franck Wisner est donc le beau -père d'Olivier Sarkozy, celui-ci avait 7 ans lorsque sa mère se remaria. Sa femme, Christine est la belle-mère par alliance de Nicolas Sarkozy qui d'ailleurs séjourne souvent chez les WISNER aux USA.

Allen WELSH DULLES (1893-1969)

Allen Dulles (18) était un avocat et diplomate avant de prendre ses fonctions au sein de la C.I.A. Juste après la fin de la deuxième guerre mondiale, il fonde avec William J Donovan, le « *Comité américain pour une Europe unie* » financé notamment par la fondation Ford. C'est un organisme qui collecte des fonds privés et publics pour les verser en Europe, vers d'autres organisations pro-européennes. Dans ce cadre, Il fonda Radio Free Europe. (21) (22) Le but était la création de l'Europe avec des pouvoirs effectifs de législation, l'abolition des quotas douaniers intra-européens, la garantie uniforme des droits de l'homme et la création d'une Cour européenne pour les faire

respecter. Dans cette immixtion de l'impérialisme américain, Dulles était en lien avec Jean Monnet, le leader de la création Européenne. (19)

Il a été le premier directeur civil de la CIA et à ce jour celui qui a eu la plus grande longévité de mandat.
Etudiant à Princeton, il participait activement à l'« *American Whig-Cliosophic Society* », le plus ancien cercle d'étudiants. D'ailleurs le 10 AVRIL 1953, Allen Dulles, tout juste promu chef de la C.I.A, prononce un discours devant une assemblée d'anciens élèves de Princeton. Il dit :

« *Je me demande toutefois si nous percevons clairement l'ampleur du problème, si nous réalisons à quel point la bataille pour l'esprit des hommes est devenue sinistre entre les mains des Soviétiques* ». Nous pourrions l'appeler, sous sa nouvelle forme, la « *guerre des cerveaux* ».

Anti -communiste convaincu, il œuvre pour une collaboration avec les Allemands et entretient des relations avec Heinrich Himmler. Il met en contact le ministre de l'économie du III ème REICH, Hjalmar Schacht avec ses amis banquiers pour que le régime Nazi puisse financer l'équipement de leur armée.
Allen DULLES et Jonh Edgar HOOVER, alors à la tête du FBI, disaient à propos des nazis, qu'ils estimaient leurs valeurs stratégiques de guerre. Cela fait penser à l'opération MK UKLTRA, initiée par la C.I.A.

Allen Dulles a été également l'un des sept membres de la commission Warren, chargée d'enquêter sur l'assassinat de John F. Kennedy.

Durant ses fonctions, il y a eu des controverses liées à ses conflits d'intérêts familiaux. En effet, son frère John Foster DULLES était secrétaire d'état de 53 à 59 sous Eisenhower, et les deux frères étaient aux manettes du coup d'État baptisé « *opération PBSUCCESS* » organisé au Guatemala par la CIA et certains gouvernements d'Amérique centrale. Carlos Castillo Armas s'auto-proclame président et est aussitôt reconnu par les États-Unis, au grand bénéfice de l'entreprise américaine, la « *United Fruit Company* ».

Durant la première guerre mondiale, John Foster Dulles, diplomate, est en mission dans le monde, comme au Panama en 1917 avant de participer à la conférence de Versailles.

La commission Church :

L'opération fut percée à jour en 1975 par la « *Commission Church* », à l'occasion de l'affaire du Watergate, notamment grâce au témoignage d'E. Howard Hunt. La Commission Church de la CIA est une commission du Sénat américain créée en 1975 pour enquêter sur les activités de la Central Intelligence Agency (CIA) et d'autres agences de renseignement aux États-Unis. La commission a été créée en réponse aux préoccupations concernant l'implication de la CIA dans un certain nombre d'activités controversées, telles que la surveillance illégale, les complots d'assassinats et d'autres opérations secrètes.

La commission était présidée par le sénateur Frank Church (23) de l'Idaho, et son titre officiel était « *United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities* » (Commission spéciale du Sénat des États-Unis chargée d'étudier les activités gouvernementales en matière de renseignement). L'enquête de la commission a duré de 1975 à 1976 et a abouti à la publication d'un rapport en 14 volumes qui a révélé un large éventail d'activités illégales et contraires à l'éthique menées par la CIA et d'autres agences de renseignement. On peut le souligner au travers de la surveillance illégale de citoyens américains,

l'utilisation de méthodes d'interrogatoire illégales et anticonstitutionnelles et l'assassinat de dirigeants étrangers. Le rapport révèle également que la CIA a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de nombreuses opérations secrètes dans le monde entier, dont beaucoup ont entraîné la mort de civils innocents.

En 2007, environ 700 pages de documents des années 1970 ont été déclassifiées et publiées par la CIA dans une collection intitulée « *The Family Jewels* ». Les dossiers entouraient les enquêtes et les scandales liés à l'inconduite de l'agence dans les années 1970. (24) La révélation la plus choquante de l'enquête de la commission Church est sans doute l'implication de la CIA dans l'assassinat de dirigeants étrangers, dont Fidel Castro à Cuba et Patrice Lumumba au Congo. La commission a également révélé que la CIA avait participé à la planification et à l'exécution de nombreux assassinats contre d'autres dirigeants étrangers, dont Rafael Trujillo de la République Dominicaine et Ngo Dinh Diem du Sud-Vietnam.

SOURCES :

(1) http://archive.today/2021.10.26-144649/https://spartacus-educational.com/JFKmockingbird.htm

(2) http://archive.today/2023.05.27-204232/https://www.cia.gov/resources/csi/studies-in-intelligence/1995-2/origins-of-the-congress-of-cultural-freedom-1949-50-cultural-cold-war/

(3) http://archive.today/2022.02.12-063028/https://www.washingtonpost.com/politics/the-grahams-a-family-synonymous-with-the-post-and-with-washington/2013/08/05/94f26d04-fe1a-11e2-96a8-d3b921c0924a_story.html

(4) http://archive.today/2023.05.26-164430/https://www.theguardian.com/media/2013/aug/06/washington-post-sale-graham-family

(5) http://archive.today/2023.05.26-165356/https://documents.theblackvault.com/documents/fbifiles/journalists/philipgraham-fbi1.pdf

(6) http://archive.today/2023.05.25-184255/https://erpapers.columbian.gwu.edu/joseph-and-stewart-alsop

(7) http://archive.today/2023.05.24-210351/https://www.liberation.fr/medias/1995/11/28/le-washington-post-histoire-d-une-mutation-la-transformation-du-quotidien-a-travers-les-memoires-de-_148674/

(8) http://archive.today/2017.09.20-070754/https://consortiumnews.com/2015/03/10/ben-bradlees-not-such-a-good-life-part-2

(9) http://archive.today/2023.05.26-192959/https://www.politico.com/magazine/story/2014/10/the-georgetown-set-112125/

(10) http://archive.today/2023.05.26-205809/https://www.goodreads.com/book/show/20697387-the-georgetown-set

(11) http://archive.today/2020.05.10-083016/https://wikispooks.com/wiki/The_Georgetown_Set

(12) http://archive.today/2015.11.06-062743/http://spartacus-educational.com/JFKwisner.htm

(13) http://archive.today/2023.05.27-080856/https://www.etudesgeostrategiques.com/2014/08/30/la-genese-de-loperation-tp-ajax-mossadegh-et-la-crise-de-l-aioc/

(14) http://archive.today/2023.01.22-152648/https://www.rbf.org/about/our-history/timeline/iran-project

(15) http://archive.today/2020.06.13-002105/https://powerbase.info/index.php/Hakluyt

(16) http://archive.today/2023.05.27-202324/https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Olivier_Sarkozy

(17) http://archive.today/2023.05.26-223650/https://www.archyde.com/the-alcoholic-chief-of-cia-covert-operations-who-became-a-scourge-of-the-iron-curtain/

(18) http://archive.today/2023.05.27-171834/https://www.memoiresdeguerre.com/article-dulles-allen-58590388.htm

(19) http://archive.today/2023.05.27-181827/https://books.openedition.org/psorbonne/47328

(20) http://archive.today/2023.05.26-231608/https://www.mentalfloss.com/article/48959/retrobituaries-frank-wisner-father-american-covert-operations

(21) http://archive.today/2023.05.25-170338/https://fr.wikipedia.org/wiki/Radio_Free_Europe/Radio_Liberty

(22) http://archive.today/2023.05.25-170750/https://www.wilsoncenter.org/book/radio-free-europe-and-radio-liberty-the-cia-years-and-beyond

(23) http://archive.today/2023.05.27-081513/https://www.theguardian.com/books/2023/may/07/last-honest-man-frank-church-book-james-risen-review

(24) http://archive.today/2022.08.01-182715/https://www.cia.gov/readingroom/collection/family-jewels

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 juin 2023.

De plus en plus glauque la France. On patauge dans le marais, ça empeste de partout, on suffoque, on est pris en otage…

Le Talon de Fer.

Quand une infime minorité entend imposer sa loi à la majorité de la population, par exemple les fanatiques agents de gauche de Davos LGTBQI+, - le QI est absent chez eux, le Q suffit pour les identifier, elle pratique un abus de pouvoir en la prenant en otage.

Et quand cet abus de pouvoir est légal, soutenu ou cautionné par les autorités politiques d'un pays, cela signifie qu'on se retrouve sous un régime tyrannique ou de terreur.

Un excellent article d'actualité à lire, à apprendre par cœur et partager.

Edward Bernays, le père du lobbying : mensonges et manipulation contre le peuple - lemediaen442.fr 8 juin 2023

- Edward Bernays
- Gustave Le Bon (1841-1931)
- Wilfried Trotter (1872-1939)

Un passage que je ne connaissais pas. Avec quoi vous lavez-vous les dents ?

- La compagnie d'aluminium ALCOA : le mythe des bienfaits du fluorure pour la dentition est né aux États-Unis en 1939. Pourquoi ? La Compagnie d'aluminium ALCOA, qui faisait l'objet de poursuites pour déversement toxique de fluorure, commanda, sur les conseils d'Edward Bernays, à des scientifiques payés par Bernays, une étude faisant l'éloge de ce déchet industriel dérivé de la production de l'aluminium, des fabriques de munitions (et plus tard des centrales nucléaires). L'étude allait jusqu'à proposer qu'on ajoute la substance à l'eau des villes.

En 1947, ALCOA, réussit à placer un de ses propres avocats à la tête de l'Agence fédérale de sécurité, ce qui lui donnait ainsi le contrôle des Services de santé publique. Cette agence qui avait sous son contrôle 87 villes américaines a établi un programme de fluorisation de l'eau, c'est-à-dire que les fonds publics servaient (et servent encore) à acheter un déchet toxique dont l'élimination était très coûteuse et à l'inclure dans l'eau potable consommée par la population.

https://lemediaen442.fr/edward-bernays-le-pere-du-lobbying-mensonges-et-manipulation-contre-le-peuple/

Une réflexion politique.

La véritable nature dictatoriale du régime de la Ve République apparaît au grand jour un peu plus chaque jour sous les yeux de travailleurs et militants ébahis, à lire ou à entendre les acteurs politiques ou les journalistes qui l'évoquent à demi-mot, on croirait qu'ils viennent de faire une découverte ou que ce serait une nouveauté, alors qu'en réalité cela dure depuis 1958 ! Pour autant aucun d'entre eux n'entend rompre avec les institutions de la Ve République ou ses représentants, car ils se sont trop compromis tout au long de ces décennies.

Et parmi les représentants du mouvement ouvrier, aucun n'a osé proclamer que le combat engagé contre la "réforme" des retraites de Macon-Blackrock était perdu d'avance, car il était contrôlé par des syndicats subordonnés à ce régime rassemblés dans une intersyndicale, qui avait pour unique mission de cadenasser le mouvement ouvrier afin d'éviter que le contrôle de cette mobilisation leur échappe et que les masses en profitent pour se soulever contre le régime.

Tous aussi lâches et hypocrites les uns que les autres ont préféré se taire et colporter les pires illusions dans la tête des travailleurs et des militants, qui étaient déterminés à en découdre ou à affronter le régime, afin de les diviser et de les démoraliser. En leur cachant cet aspect déterminant de la situation, ils leur interdiront d'en tirer le principal enseignement, à savoir qu'ils doivent se doter d'une direction indépendante du capitalisme et ses institutions, d'un syndicat de lutte de classe et d'un parti ouvrier révolutionnaire pour mener leur combat politique, sans quoi ils continueront d'aller de défaite en défaite, et aucun changement de régime politique et économique ne pourra intervenir dans le futur.

Pour autant ce combat méritait d'être mené, on n'a jamais affirmé le contraire, car on considérait que toutes les revendications des travailleurs pour améliorer leur condition de travail ou d'existence étaient légitimes, à défaut d'obtenir le retrait de cette contre-réforme, cette exercice aurait pu être l'occasion de rassembler des travailleurs et des militants sur une ligne politique indépendante des appareils pourris des syndicats et de la pseudo-gauche parlementaire corrompue et d'en gagner au socialisme, bref, encore une occasion perdue, qui n'augure rien de bon pour l'avenir.

Beaucoup de gens sont devenus lunatiques ou hyper susceptible, pour un rien, au moindre mot de travers, à la moindre contrariété, ils vous envoient chier ou ils vous font la gueule, quelle époque agréable ! Donc en plus il faut supporter leur mauvaise humeur !

Comme quoi les mécanismes mis en œuvre pour nous pourrir la vie fonctionnent à merveille ou ont de l'emprise sur beaucoup de personnes. Ce qu'ils ne se rendent pas compte, ce n'est pas qu'à force on n'aurait plus envie de les voir, on ne les voit plus tout simplement parce qu'ils fuient tout contact ou discussion.

La politique est à vomir, attention vous allez vous vomir dessus !

Sans conscience politique, de classe si vous préférez, vous êtes à poil et vulnérable. Privé de repères, de direction, sous l'influence de vos émotions incontrôlées, vos réactions vont partir dans tous les sens. Vous allez vous tirer une balle dans le pied ou pire, vous trompez de combat ou de camp aussi, cela arrive plus souvent qu'on ne le croit...

Vous dégoûter de la politique, c'est avant tout un moyen pour vous diviser à l'infini en fonction de vos particularités, qu'il suffira d'instrumentaliser pour que vous vous dressiez les uns contre les autres, cela fonctionne à merveille.

C'est vous dégoûter de la société, du monde, bref, de l'espèce humaine, de vous-même aussi, mais vous n'en avez pas conscience, vous ne croyez plus en rien, même pas en vous-même, vous n'avez plus confiance en personne, pas même en vous-même, vous mettez tout le monde dans le sac à merde. Remarquez que c'est un moyen très efficace qui a déjà fait ses preuves pour contenir, endiguer, disloquer toute opposition (de gauche), empêcher qu'elle se rassemble contre le régime.

Se détourner de la politique, c'est se détourner de ses propres intérêts et laisser le soin à des acteurs politique malintentionnés à votre égard de s'en charger, alors cela ne peut que mal tourner ou se terminer dramatiquement…

Ma réaction à la vidéo d'Idriss Aberkane *Pourquoi la CIA commet autant de crimes* ?, parue dans le blog Réseau International.

https://www.youtube.com/watch?v=TKt7tr8NuLA

Trois commentaires rédigés très rapidement, dont deux réponses à des lecteurs. Vous remarquerez que j'ai à cœur de défendre pied à pied le socialisme et ses dirigeants.

Ce que j'ai écrit sur Idriss Aberkane, vaut pour la totalité des « *géopoliticiens* » dont j'ai lu des articles ou regardé des vidéos sur le Net, à croire qu'ils se sont donnés le mot où qu'ils sortent du même moule, celui de la réaction, on a aujourd'hui aucune raison particulière de les ménager.

1 - Les beaux parleurs exercent le même pouvoir sur les naïfs que les flatteurs. Et cela marche, on va pouvoir le constater ici.

Pour qui roule-t-il vraiment pour sans cesse calomnier ainsi Trotsky ou le trotskysme, qui durant toute une période ont incarné la résistance au stalinisme ou la continuité de la révolution russe de 1917, je ne parle pas de ceux qui s'en réclament de nos jours et qui sont décomposés ? Je précise que j'ai été trotskyste, maintenant je préfère me caractériser de marxiste et léniniste.

Pour la réaction. C'est entendu, mais c'est enveloppé d'une telle manière qu'il va encore s'en trouver pour le défendre ou lui trouver des circonstances atténuantes, sans doute parce qu'ils lui ressemblent, à chacun son bouc émissaire, de préférence dans l'incapacité de se défendre. Il est loin d'être le seul dans ce cas-là, ses semblables qu'on n'ose même pas nommer se sont donnés le mot, c'est aussi la tête-de-Turc des libertariens et autres légalistes défenseurs du "droit international", de la Charte des Nations Unis, organisation somme toute fort respectable qui compte entre autres à son actif plus de 200 guerres depuis sa création en 1945.

Si vous vous demandez pourquoi de nos jours ils s'attaquent encore avec une telle virulence à ce courant politique insignifiant et décomposé qui n'a aucun avenir, j'ai une explication à proposer. C'est parce que le trotskysme (ou le léninisme au choix) met en lumière la véritable nature de leur orientation politique, réactionnaire ou qui n'a rien à envier aux néoconservateurs ou la collusion avec les maîtres de Davos, autrement dit, l'illusion que les peuples devraient en attendre quelque chose de bon est compromise, donc ils enragent.

Autrefois, c'est-à-dire hier, on appelait de la démagogie de bas étage, le mot est faible, le genre d'exercice auquel se livre Idriss Aberkane, faire œuvre de faussaire, falsifier la réalité ou les faits à l'aide d'amalgames ou généralisations abusives, notamment, mentir effrontément, faire preuve d'hypocrisie, être profondément malhonnête, de nos jours commettre ce genre de détournement des consciences est encensé, par qui, pardi par ceux qui en seront victimes !

Vous aurez remarqué qu'en dehors du bref passage sur Trotsky que les internautes devaient sans doute ignorer, tout le reste était du réchauffé mille fois. En conclusion, Idriss Aberkane fait partie de ces intellectuels qui participent à l'œuvre de désagrégation des enseignements de la lutte des classes du passé pour le compte de la réaction, nos ou tout du moins mes ennemis.

2 - Le problème avec ces gens-là, c'est qu'ils ne sont pas honnêtes. Comment cela, c'est très simple. Pratiquement tous assimilent les dirigeants trotskystes à des néoconservateurs, alors que cela ne concerna qu'une infime minorité d'entre eux.

Le pire, c'est qu'ils ne disent pas qu'ils avaient cessé d'être trotskystes depuis un bail, pour autant qu'ils l'aient été un jour, quand ils sont devenus parmi les pires idéologues néoconservateurs. Autrement dit, ils font croire que c'est le trotskysme qui aurait engendré le néoconservatisme, ce qui est complètement absurde et qu'ils n'ont jamais été en mesure de prouver, sauf en fabriquant de faux arguments pour l'occasion.

C'est bien connu que Lénine était un agent du Kaiser ou de l'Allemagne, Trotsky des banquiers juifs (comme lui) de New York, etc. on va en rajouter une couche, Marx était antisémite, et il y a des esprits faibles ou mal informés pour croire ces âneries… Un peu de logique permet souvent très simplement de remettre les choses à leurs places. C'est aussi faire preuve d'intelligence, semble-t-il.

3 - Quels faits précisément ?

La Tcheka a existé pendant 4 ans seulement durant la guerre civile fomenté par une coalition impérialiste occidentale d'une vingtaine d'Etat, je ne sais plus au juste, la même qui se dresse contre la Russie en 1923, hier contre la Libye et la Syrie.

C'était donc la guerre, et pendant la guerre en général on ne fait pas de cadeaux à l'ennemi. Cela peut prendre une tournure barbare parfois, certes, la guerre l'est au départ, ce sont ceux qui l'ont déclarée au nouvel Etat ouvrier russe ou soviétique qui en portent la responsabilité.

Il faut bien comprendre qu'en calomniant les dirigeants de la révolution russe de 1917, c'est l'idéologie ou la théorie, le processus révolutionnaire, la classe ouvrière, le socialisme, qui ont permis cette victoire dont ils font le procès pour le compte de la contre-révolution mondiale, dont Davos est le centre de commandement.

Vous savez ce qu'ils racontent sur le "*boucher sanguinaire*" Bachar el-Assad, la même chose que sur Kadhafi qu'ils ont assassiné notamment, ils continuent de tenir le même discours sur Lénine et Trotsky, c'est de la propagande de guerre de classe, il faut l'avoir à l'esprit avant de porter un jugement sur tel ou évènement, et si j'osais j'ajouterais, et choisir son camp. Tenez, pendant qu'on y est, vous pourriez même ajouter Maximilien Robespierre…

J'ajoute un mot.

Au bout de deux jours, un article est devenu obsolète. Si vous publiez un commentaire, personne ne le lira et personne n'y répondra non plus. Il n'y a pas de suivi de la part des lecteurs. Ils ne cherchent pas à avoir des relations suivis avec d'autres lecteurs. Ils ne cherchent pas à mieux les connaître, cela ne les intéresse pas visiblement. Ils envoient leur bafouille et puis plus rien, ils passent à autre chose, bref, rien de consistant ou de bien sérieux.

En les observant, on se dit que généralement on a affaire à des gens plutôt bornés, qui savent tout mieux que toute le monde et qui ne cherchent pas à progresser, ils incarnent la vérité révélée et un point c'est tout. Essayer de les convaincre de quelque chose ou plutôt de les faire changer d'idée simplement, c'est peine perdue d'avance. On ne pourra pas me reprocher de ne pas avoir essayé.

Un géopoliticien est un intellectuel, une sorte d'illusionniste en carton-pâte qui se meut dans le système (capitaliste) de pensée fermé qu'il a adopté ou inventé, dont il ne sortira jamais ou dont il ne sortira pas grand-chose. Il a sa propre ligne éditoriale. Le plus souvent, il prédit ce qui est déjà en train de se réaliser mais que vous ignoriez, parce qu'il est mieux informé que vous. Un brin prédicateur, il trouve toujours un moyen d'expliquer ses erreurs en faisant porter le chapeau à des éléments extérieurs. Il travaille sur commande pour ses propres lecteurs ou potentiels, et non pour la vérité comme il l'affirme. Il ne manipule pas forcément l'information, il lui fait dire ce qu'il veut sans qu'on puisse toujours faire la distinction, d'où la recommandation de ne jamais le croire sur parole dès qu'on a le moindre doute, sans tomber dans la paranoïa ou le procès d'attention.

Ce sont surtout de bons documentalistes, hier on aurait dit des rats de bibliothèques, de nos jours des fouineurs plutôt sur Internet ou dans les médias. Ils rassemblent des données éparpillées parfois inaccessibles au quidam, ensuite ils livrent leurs analyses qui ne sont valables que durant une période limitée. Ce sont des produits jetables flanqués d'une date de péremption, c'est ce qui leur permet de vivre. Ils doivent sans cesse les renouveler. Ils rajoutent un petit morceau et on croit qu'ils viennent de pondre un texte original d'une grande profondeur, cela suffit à épater ceux qui ne connaissent pas le truc. A force, ils disposent d'une solide base de données facilement accessible avec l'informatique, dans laquelle ils piochent en fonction des circonstances ou à la demande ou commande. Ils savent où chercher et ils doivent aussi avoir une bonne mémoire, cela aide grandement, c'est une question d'organisation, le reste est une formalité ou presque, la plupart des tâches sont pour ainsi dire automatisées, il n'y a plus qu'à peaufiner l'emballage et c'est pesé !

Situé sur un piédestal par excès de modestie, il devise sur le sort du monde en compagnie de personnages importants auxquels il voue un culte, à moins qu'il les envie tout simplement. A l'occasion il les conseils pour le bien de leurs peuples, cela va s'en dire. Il n'y a que les acteurs qui détiennent du pouvoir qui les intéresse, les autres, la plèbe, il les ignore, de ce fait il se croit volontiers investi d'un grand pouvoir. Il sert les puissants, il leur sert de conseiller et de porte-parole en somme, alors quant à représenter le peuple, il repassera. Cela ne l'empêche pas d'être humaniste, démocrate ou progressiste à l'occasion, cela ne lui coûtera rien. Il peut faire le buz comme l'on dit de nos jours, histoire d'entretenir sa notoriété ou d'en tirer un profit personnel.

Il faut toujours avoir cela à l'esprit quand on les lit, sinon vous pouvez facilement vous laisser embobiner par leurs discours parfois particulièrement bien ficelés. C'est du sur-mesure, de la haute-couture, du travail de précision, ils ont des qualités tout de même, c'est agréable à lire, donc pour trouver le lézard ou la faille quand il y en a une, il faut lire très attentivement et prendre du recul pour déceler où se situe la part d'interprétation, d'idéologie ou de propagande, qui s'est glissée dans

leurs articles et en faire abstraction pour ne conserver que les faits qui nous intéressent. Pour un peu ils nous feraient croire qu'ils sont apolitiques, ce qui signifie qu'ils sont engagés politiquement, sinon ils feraient autre chose... et moi aussi.

Ce n'est pas forcément un honneur !

Thierry Meyssan, premier géopoliticien sur l'Internet global - Réseau Voltaire 3 juin 2023

Le statisticien Juan C Diaz-Herrera de l'université de Guadalajara (Centro Universitario De Ciencias Sociale) a établi, pour la seconde année consécutive, que Thierry Meyssan était l'analyste géopolitique le plus lu sur Internet durant l'année 2022.

Ce classement ne signifie pas que Thierry Meysan est le meilleur dans sa spécialité, mais qu'il est le plus influent à l'échelle mondiale. Réseau Voltaire 3 juin 2023

Liste des 15 géopoliticiens les plus influents sur le Web. (Source : Wikipédia et diverses)

Qu'ont-ils en commun ? Ce sont tous des porte-parole des classes dominantes, ils sont tous viscéralement antisocialistes.

- Thierry Meyssan qu'on ne présente plus…

- Pepe Escobar (1954, São Paulo) est un journaliste brésilien indépendant...

- Alfredo Jalife-Rahme (né le 24 mai 1948) est un analyste politique mexicain, d'origine libanaise...

- Alexandre Guelievitch Douguine (Moscou 7 janvier 1962), est un intellectuel, idéologue, propagandiste et théoricien politique d'extrême droite russe. Il est polyglotte, parlant dix langues.

- Daniel Estulin, (29 août 1966 à Vilnius - Lituanie), est un essayiste et conférencier d'origine lituanien résidant en Canada.

- Radhika Desai est professeure au département d'études politiques de l'université du Manitoba (Canada) et dirige actuellement le Geopolitical Economy Research Group, un groupe de recherche sur l'économie géopolitique.

- Alistair Crooke, (né en 1949) est un ancien diplomate britannique. Il vit au Liban depuis 2005.

- Parag Khanna (né en 1977 à Kanpur en Inde), il a servi au Council on Foreign Relations, au Forum économique mondial (Davos), à la Brookings Institution, etc. et pour finir il a été sélectionné pour faire partie des Young Global Leader de Davos, c'est du lourd !

- John Mearsheimer, (né en 1947 à New York), est un spécialiste américain des relations internationales, qui appartient à l'école de pensée réaliste. Il a participé à la Brookings Institution et au Council on Foreign Relations, encore du lourd !

- Andrés Serbin (né en septembre 1948 en Argentine) est un anthropologue en sociologie, il a également un doctorat en philosophie de science politique (Venezuela), notamment. Professeur

universitaire, directeur d'un institut d'études sociales et politiques, conseiller du ministère des Affaires étrangères, etc.

- Frederick William Engdahl (né en 1944 à Minneapolis, dans le Minnesota) est un économiste, écrivain et journaliste américain qui s'exprime sur des sujets de géopolitique, d'économie et d'énergie depuis plus de trois décennies.

- Michael Hudson (né en mars 1939) est un économiste américain, professeur d'économie à l'Université du Missouri-Kansas City et chercheur au Levy Economics Institute du Bard College, ancien analyste de Wall Street, consultant politique, commentateur et journaliste.

- Gideon Rachman(né en 1963) est un journaliste britannique. Il est devenu le principal commentateur des affaires étrangères du Financial Times en juillet 2006. En 2016, il a remporté le prix Orwell du journalisme politique. La même année, il a reçu le prix du commentateur aux prix de la presse européenne. Il a passé 15 ans à The Economist de Rothschild et il rédige des articles pour le Financial Times, encore du très lourd !

- Robert D. Kaplan (né le 23 juin 1952) est un journaliste américain, spécialiste des sciences politiques. Il est actuellement l'un des rédacteurs de The Atlantic. Il a par ailleurs écrit des articles dans de grands journaux américains tels que The Washington Post, The New York Times, The Wall Street Journal, et publié plusieurs ouvrages, encore un gauchiste !

- Pedro Baños (né en 1960 en Espagne) est un colonel de réserve, il se définit comme analyste, écrivain et conférencier. Il est conseiller militaire et a donné de nombreuses conférences dans des universités et des fondations, tant en Espagne qu'en Europe et à l'international. En plus de ses livres, il a fréquemment écrit des articles sur des questions géopolitiques et de sécurité.

Entendu.

- Les services secrets infiltrent la mafia pour mieux la contrôler et s'en servir le moment venu pour mieux lui faire porter la responsabilité de ses actes ou crimes commandités par les gouvernements, qui ainsi l'instrumentalisent pour neutraliser à l'avance toute tentative de sa part de se retourner contre ses donneurs d'ordre ou les Etats, la mafia se retrouve éventuellement sur le banc des accusés et ne peut pas se défendre.

Les services secrets exerce un contrôle sur les médias, remplacez services secrets par officines ou think tanks liés à Davos...

Pour infiltrer un pays, c'est très bien d'infiltrer les organisations criminelles, puis de les recruter (maire)...

Certains pays sont obligés de contrôler leur crime organisé (Russie, Chine, Etats-Unis, Italie, mais aussi France !) pour éviter toute infiltration dans les institutions de l'Etat...

La loge P2, Gladio, réseau Stand-behind…

Andreotti a tout balancé, la CIA l'a assassiné. Pasqua avait une main de fer sur le milieu, le parrain en somme...

C'était possible de gagner, la preuve...

Retraites: 7 Français sur 10 souhaitent que la proposition de loi abrogeant le report de l'âge de départ soit débattue - BFMTV 7 juin 2023

Pourtant, sept Français sur dix (71%) souhaitent que cette proposition de loi initiale, comprenant l'abrogation du report de l'âge légal de départ, soit débattue et mise au vote à l'Assemblée, selon les résultats d'un sondage Elabe pour BFMTV à ce sujet.

64% des Français interrogés souhaitent d'ailleurs que cette loi soit adoptée, un chiffre en hausse de trois points en une semaine.

En plus d'être majoritairement en faveur d'une abrogation de la réforme des retraites, 63% des Français continuent de soutenir le mouvement de mobilisation contre celle-ci. BFMTV 7 juin 2023

... mais ils auront tout fait pour que vous perdiez, « je ne vois pas comment on peut encore gagner » !

Retraites: "*plus de 900.000*" manifestants en France selon la CGT, 281.000 selon la police - BFMTV 6 juin 2023

A Paris, la CGT annonce 300.000 manifestants, contre 31.000 selon la police. Environ 250 actions étaient prévues dans toute la France.

"*La lutte continuera*", a promis Jean-Luc Mélenchon, qui "*ne sait pas sous quelle forme*". BFMTV 6 juin 2023

J-C – Il s'en balance éperdument !

Réforme des retraites : après la manifestation du 6 juin, l'intersyndicale dans le flou - Le HuffPost 6 juin 2023

Concernant la réforme des retraites, « *le match est en train de se terminer* », reconnaissait notamment Laurent Berger, secrétaire générale de la CFDT avant que la manif' parisienne ne s'élance.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT est sur le registre du fatalisme. « *Il ne faut pas mentir aux salariés : les 64 ans sont en train d'arriver. Cette réforme est partie pour entrer en vigueur* », a-t-il déclaré sur BFMTV. De quoi en rester à 14 journées (comme en 2010) voire à sceller le sort de l'intersyndicale ? *« C'est sans doute une des dernières journées de mobilisation* », avait-il prévenu dans la matinée sur Europe 1,

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, semble également imaginer une suite différente à ce qui se passe depuis six mois. « *Ce qui est évident aussi, c'est que l'intersyndicale restera unie et soudée sur cette revendication de refus de la réforme et qu'elle continuera par tous les moyens à essayer d'obtenir sa non-application. Nous allons travailler ensemble sur les leviers à notre*

disposition », avertit la syndicaliste dans une interview accordée au HuffPost. Le HuffPost 6 juin 2023

Totalitarisme. Sous la Ve République, vous vous croyiez où, il faut redescendre sur terre, au bout de 65 ans l'atterrissage est compliqué !

Pas de vote sur l'abrogation des 64 ans: le groupe Liot dénonce "*une attaque inédite contre les droits du Parlement*" - BFMTV 7 juin 2023

Le groupe de députés indépendant Liot, à l'origine de la proposition d'abroger la retraite à 64 ans, a dénoncé mercredi "*une attaque inédite contre les droits du Parlement*" après l'annonce de la présidente de l'Assemblée qu'elle ferait barrage à l'examen de cette mesure, programmé jeudi dans l'hémicycle.

"*Sous la pression de l'exécutif, la présidente de l'Assemblée nationale a donc fait (ce) choix*", a relevé le groupe Liot, dénonçant "*une attaque inédite contre les droits du Parlement*", et "*un nouveau déni de démocratie*".

A l'image de son camp, la patronne du Palais Bourbon se range derrière l'article 40 de la Constitution pour justifier de l'irrecevabilité de la mesure d'abrogation des 64 ans. Cette disposition précise que les propositions et amendements des parlementaires ne sont pas recevables s'ils entraînent une diminution des recettes ou un alourdissement des charges publiques.

En ce sens, le camp présidentiel qualifie depuis des semaines le texte Liot d'"*inconstitutionnel*", soulignant qu'il créerait un déficit de "*15 milliards d'euros en 2030*", en se privant de la mesure d'âge de la réforme des retraites.

J-C – Mais 413 milliards d'euros pour le budget de la Défense ne creuse pas la dette de l'Etat que rembourse les contribuables au marché !

Salauds de pauvres, profiteurs !

Niveau record de fraudes aux allocations sociales : « *Il faut encore rajouter au moins un zéro* » - Publicsenat.fr 6 juin 2023

L'an passé, presque 48 700 fraudes ont été recensées pour un total de 351,4 millions d'euros versés à tort, soit une augmentation de 13 % en un an. Un résultat, certes, d'une nouvelle ampleur qui ne serait dû qu'à une amélioration de contrôles, selon la Cnaf. « *Les Caf (caisses d'allocations familiales) confirment leur exemplarité en matière de lutte contre la fraude en bande organisée traquée par le Service national de lutte contre la fraude à enjeux (SNLFE) qui boucle avec succès sa première année complète d'exercice* », déclare Nicolas Grivel, directeur général de la Cnaf.

Au total, ce sont 700 contrôleurs qui ont été déployés pour effectuer 32,4 millions de contrôles. Publicsenat.fr 6 juin 2023

J-C - Ce n'est pas la fraude fiscale s'élevant entre 80 et 100 milliards d'euros chaque année, qui ferait l'objet de la même attention, normal.

Pourquoi les patrons et médecins sont ceux qui fraudent le plus - frustrationmagazine.fr 6 Juin 2023

Résumons :

La fraude des usagers nous coûte 3 milliards d'euros par an, elle n'est pas toujours intentionnelle, elle peut être, nous dit le ministère des finances "*le fait de réseaux mafieux*" et elle est compensée par les 3 milliards d'euros de prestations non-perçues en raison, notamment, du flicage anxiogène que les gens subissent à cause de la lutte contre la fraude.

La fraude des professionnels de santé coûte 1 milliard d'euros, on peut facilement dire qu'elle est intentionnelle car elle concerne des professionnels formés et informés, personne n'en parle.

La fraude aux cotisations sociales coûte 8 milliards d'euros, elle est le fait des entreprises privées, elle est intentionnelle et elle marque la présence de travail dissimulé, ce qui prive de droits sociaux nombre de travailleurs.

La fraude fiscale nous coûte entre 80 et 100 milliards, elle est le fait des personnes aisées et des entreprises privées, elle est intentionnelle. Des entreprises existent pour vous conseiller à mieux frauder, pardon, optimiser.

Contre qui le gouvernement a-t-il décidé de durcir les sanctions ? Contre la catégorie qui ne coûte rien, qui est déjà harcelée au point que ses membres préfèrent renoncer à percevoir leur dû.

Pourquoi les classes supérieures peuvent tricher

Si les classes supérieures fraudent autant, c'est d'abord parce qu'elles en ont les moyens. Gestionnaires de patrimoine pour les riches, banques d'affaires pour les entreprises, impunité pour les professionnels de santé… Ce sont elles qui ont les leviers permettant de payer ou non, de déclarer ou pas, de déplacer leurs fonds ou pas. Les moyens du commun des mortels sont nettement plus limités.

Ensuite, le rapport à la légalité des plus riches est beaucoup plus détendu : c'est ce que le criminologue américain Edwin H. Sutherland appelait "*le crime en col blanc*" : c'est un acte illégal commis par une personne respectable, de statut social élevé, dans son cadre professionnel. Pour lui, la criminalité des classes supérieures est systématiquement sous-estimée, car d'une part, les classes supérieures utilisent leur puissance politique et financière pour échapper aux condamnations et d'autre part, des systèmes juridiques spécifiques existent pour les milieux d'affaires et les professions bien établies. C'est le cas des professionnels de santé, dont les actes doivent être signalés aux Ordres (des médecins, des pharmaciens), qui sont des instances parallèles, et qui plus est, corporatistes. On est loin du bénéficiaire des allocations chômage dont les droits peuvent être suspendus au moindre doute.

Suttherland insiste sur le fait que le coût financier des crimes en col blanc est beaucoup plus grand que tous les crimes et délits communs en raison du statut des auteurs et des montants détournés/volés. Effectivement, un grand patron qui choisit de frauder le fisc nous coûtera bien plus cher qu'un allocataire du RSA qui n'a pas déclaré qu'il avait trouvé un petit boulot… Pourtant, devinez de qui on parle le plus ?

https://www.frustrationmagazine.fr/fraude-patrons-medecins/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juin-06_06_23

Comme dirait ma sœur cadette (véridique) : s'ils sont pauvres, c'est qu'ils ont fait des mauvais choix, c'est de leur faute. Ignoble !

Lorient : un SDF se donne la mort après avoir cherché en vain un logement avec sa compagne, malgré 2 000 euros de revenus - Yahoo 7 juin 2023

Le couple avait alerté sur sa situation quelques semaines avant le drame, en vain.

"*Si on avait eu un logement, il n'aurait jamais fait ça !*". Ce cri du cœur dans les colonnes du Télégramme vient d'Anne-Sophie, 37 ans, dont le compagnon, Pascal, 47 ans, s'est donné la mort le 31 mai dernier à Larmor-plage, tout près de Lorient (Morbihan).

Au-delà de la tragique nouvelle, c'est l'histoire de cet homme, racontée depuis plusieurs semaines par le journal local, qui met le doigt sur un problème largement répandu : les difficultés pour les plus précaires à trouver un logement, y compris loin de l'Île-de-France, qui concentre bien souvent l'attention médiatique.

SDF après "*une dépression et un licenciement*"

Le 24 mai dernier, Le Télégramme consacre un article à cet homme, Pascal, et à sa compagne, Anne-Sophie, 37 ans, menacés d'expulsion par les forces de l'ordre. Ils sont alors en couple depuis quatre mois et sans domicile fixe depuis environ un an. Leurs nuits, ils les passent dans une tente, au pied d'un arbre, à la sortie de Lorient.

Anne-Sophie s'est retrouve à la rue après "*une dépression liée à quatre années de problèmes familiaux et un licenciement en période de crise sanitaire*", tandis que Pascal a fait un passage en détention. Au mois de mars dernier, Anne-Sophie trouve un travail grâce à une association tandis que son compagnon doit se résoudre à surveiller la tente, à l'intérieur de laquelle tout est aménagé comme un studio : "*un petit espace cuisine, des rangements, une coiffeuse sur laquelle trône un petit miroir*", détaille Le Télégramme.

2 000 euros de revenus mais pas d'accès au logement

Malgré ce retour dans la vie active et des revenus qui atteignent les 2 000 euros par mois, entre le RSA et le salaire de Anne-Sophie, et l'espoir qu'un stage aboutisse à un CDI, le couple ne parvient pas à trouver de logement. "*On a tout essayé : Le bon coin, les agences immobilières, mais on ne trouve rien*", déplorait-elle dans les colonnes du quotidien local. Les exigences des bailleurs sont importantes : des garants, une situation professionnelle stable et des revenus importants, trois fois le montant du loyer.

Conséquence, elle mène de front vie active et conditions de logement difficile : "*On n'a pas de réfrigérateur. Le matin, quand il pleut, c'est inondé. On a plein d'insectes. On entend les gens autour. Je dors 2 h par nuit et je pars travailler après*", expliquait-elle au Télégramme.

Le problème des logements saisonniers et des loyers exorbitants.

Une situation à l'issue dramatique qui en cache d'autres dans la région. France 3 rapporte le cas de Bretons obligés de vivre à l'année dans un camping, faute d'accéder à un logement. Un couple ouvrier dans l'agroalimentaire et qui cumule 3 000 euros de salaire mensuel est ainsi obligé de vivre dans sa caravane, posée dans le camping; et de faire sa vaisselle dans les sanitaires communs. "*Les logements que l'on voudrait, ils sont loués en saisonnier, pour une semaine ou deux*", déplore-t-il.

À leurs côtés dans ce camping, un ouvrier intérimaire, qui s'est retrouvé à la rue à 51 ans après une séparation et qui a dormi trois mois dans sa voiture avant de louer un mobil-home dans ce camping, ou encore Julie, qui n'a pas pu satisfaire aux demandes exorbitantes de loyers, du genre 550 euros pour un 16 m2, explique-t-elle à France 3.

Le prix des loyers en hausse de 7% sur un an à Lorient

Une difficulté à se loger qui date de plusieurs années à Lorient, où le prix moyen du m2 à la location à Lorient a augmenté de 7% en un an, pour dépasser les 12,67 € du mètre carré, selon Ouest France Immo. Un appartement deux pièces se loue autour de 500 euros par mois dans la ville.

En septembre 2021, alors que de nombreux étudiants peinent à se loger dans la ville, Ouest-France part à la recherche d'explications auprès d'agents immobiliers. Les studios, autrefois occupés par les étudiants, sont désormais loués par de jeunes travailleurs, qui n'ont plus les moyens de louer un T2, rapportait le journal local.

L'association Abbé Pierre dénombre 14,6 millions de Français touchés par cette crise du logement. Yahoo 7 juin 2023

J-C – C'est terrible, combien de drames similaires se produisent tous les jours aux quatre coins de la France… Parfois je me dis, voilà à quoi tu as échappé.

Lu.

- Hongrie +39% ; Slovaquie +25,4% ; Estonie +23,4% ; Serbie +23,1% ; Ukraine +22,2% ; Lituanie +21,9% ; Lettonie +20,2%. Il s'agit des pays européens où la hausse des prix des denrées alimentaires a été la plus forte en avril par rapport à l'année dernière.

Et puis, il y a les spéculateurs. C'est d'abord la hausse des prix de l'énergie qui a fait grimper les prix des denrées alimentaires. Puis l'énergie a baissé, mais pas les prix des denrées alimentaires. C'est la faute aux stocks, expliquent-ils. Il fallait les écouler et les consommateurs devaient en payer le coût. Puis les prix ont augmenté à cause de la sécheresse. Puis ils ont augmenté à cause des pluies.

Ah ces libertariens ! Comme larrons en foire avec les autorités chinoises !

Elon Musk évoque les plans de régulation de l'intelligence artificielle en Chine - AFP 6 juin 2023

Combat politique contre le wokisme et la théorie du genre.

Dorénavant en France, l'exhibitionnisme et le harcèlement à caractère sexuel sont légalisés.

J-C – L'air de rien, ces salopards prennent la population ou les parents en otage.

Code pénal.

Article 222-32 - Modifié par LOI n°2021-478 du 21 avril 2021 - art. 12

L'exhibition sexuelle imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Même en l'absence d'exposition d'une partie dénudée du corps, l'exhibition sexuelle est constituée si est imposée à la vue d'autrui, dans un lieu accessible aux regards du public, la commission explicite d'un acte sexuel, réel ou simulé.

Lorsque les faits sont commis au préjudice d'un mineur de quinze ans, les peines sont portées à deux ans d'emprisonnement et à 30 000 euros d'amende.

Article 222-33 - Modifié par LOI n°2018-703 du 3 août 2018 - art. 11 - Modifié par LOI n°2018-703 du 3 août 2018 - art. 13

I. - Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

L'infraction est également constituée :

1° Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;

Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis :

1° Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

7° Alors qu'un mineur était présent et y a assisté ;

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000021796946

Des femmes avec un faux pénis s'exhibent devant des enfants dans un square, avec l'autorisation de la Mairie de Paris - lemediaen442.fr 6 juin 2023

Une représentation d'extrême-gauche avec des costumes suggestifs a eu lieu à proximité des aires de jeux bondées d'enfants.

Le samedi 3 juin 2023 vers 17h, une scène déconcertante s'est déroulée au Kiosque du square du Temple-Elie Wiesel, situé sous les fenêtres de la Mairie de Paris. Une représentation d'extrême-gauche a suscité l'indignation des parents et passants. Des femmes portant des tenues hautement sexualisées se sont exhibées en public.

Les aires de jeux, bondées d'enfants, se trouvaient à moins de 2 mètres de la scène. Certains enfants étaient en larmes à cause de la musique angoissante, tandis que d'autres observaient ce spectacle inapproprié et choquant où les wokistes exhibaient des faux phallus et des poitrines aux nez des bambins venus profiter du toboggan. Les parents, scandalisés, ont demandé l'intervention de la police, mais malheureusement, celle-ci n'a pas pu intervenir en raison d'une autorisation accordée par la Mairie de Paris. La page Facebook annonçait l'évènement « *C'est une initiative de François Massut du collectif* « Poésie is not dead » *qui a su séduire la Mairie de Paris et ses kiosques en fête (youhou !) notamment grâce à son amour des parcs et jardins.* »

Ce qui aurait dû être un samedi ensoleillé en famille au square s'est transformé en un cauchemar sonore et visuel, soulevant des questions sur l'idéologie de la Mairie de Paris et de l'intérêt de vouloir traumatiser les très jeunes filles et garçons innocents. Cette représentation était orchestrée par le collectif Famapoil dirigée par Sonia Kuipers. Une autre participante, Clothilde Salmon, connue pour son comportement insultant et vulgaire, n'a pas hésité à exhiber un faux pénis devant les enfants. lemediaen442.fr 6 juin 2023

La courte vidéo de cette horreur.

https://crowdbunker.com/v/DwMAQQQZRn

On est gouverné par des monstres, des sadiques soutenus par la "*gauche*" parlementaire.

J-C – Retrait immédiat des cours de sexualisation à l'école !

Macon, Borne et le ministre de l'Education nationale, Davos, ainsi que tous les supporters du wokisme, du mouvement LGBTQI+ et de la théorie du genre sont responsables. L'Education nationale incite les enfants en bas à expérimenter toutes sortes de pratiques sexuelles, c'est clair.

Ces cours doivent être retirés de toutes les écoles, et l'entrée des établissements scolaires doit être interdite à toute personne du mouvement LGBTQI+.

Deux fillettes de 5 et 7 ans suspectées d'avoir violé une élève de 4 ans à l'école dans l'Essonne - lemediaen442.fr 8 juin 2023

On ne peut qu'être abasourdi et choqué d'entendre cette information. On peut imaginer l'effroi des parents des enfants auteurs de ces faits, car judiciairement, il n'y a pas d'écho pour qu'ils répondent de leurs actes. Alors reste la pédagogie comme outil pour comprendre, faire comprendre pour ne pas voir de la récidive.
Je développerai ultérieurement ce que l'on pourrait en dire, les pistes de réflexions et les éléments historiques à connaître.

Ce que l'on sait d'après cet article du « Parisien » :

« *Le lundi 5 juin 2023, au sein de l'école maternelle Ferdinand-Buisson à Morsang-sur-Orge, une élève de 4 ans aurait subi un viol de la part de deux autres fillettes de l'établissement scolaire. L'école maternelle Ferdinand-Buisson à Morsang-sur-Orge a été le théâtre d'un fait horrible. Ce lundi, lors de la pause déjeuner, une fillette de 4 ans aurait subi un viol de la part de deux autres élèves, âgées de 5 et 7 ans, selon les informations du Parisien. La victime aurait en effet confié « avoir mal aux fesses* », avant de se faire ausculter par l'infirmière de l'école.

L'examen montrera des « *rougeurs autour de l'anus* », causées par deux jeunes élèves de l'établissement. La victime d'abus sexuels a été conduite aux urgences pédiatriques. Quant aux deux fillettes mises en cause, elles ont reconnu les faits d'agression sexuelle. Une psychologue a été présente le mercredi 7 juin 2023. La maire de la commune a également prévu de rencontrer les parents de la petite fille victime de viol.

Par ailleurs, une autre procédure a été engagée à l'encontre de la mère de l'une des suspectes. Celle-ci était venue chercher sa fille après l'entretien avec les policiers. Lorsqu'elle l'a récupérée, elle l'a violemment giflée, provoquant chez sa fille un saignement de nez. Cette claque lui aurait même déclenché un saignement de nez. La mère a été placée en garde à vue et sa fille se trouve actuellement en foyer.

Dans un premier temps, est-ce inédit qu'un mineur soit victime d'agression sexuelle de la part d'un autre mineur ? Non ! Une simple recherche superficielle et nous pouvons trouver quelques cas et certains qui concernent de très jeune âge :

Arras : agression sexuelle entre élèves de 6 ans à l'école Anatole-France

https://www.lavoixdunord.fr/art/region/arras-agression-sexuelle-entre-eleves-de-6-ans-a-ia29b6340n2255600

Violences sexuelles entre mineurs: pas un jeu d'enfant

https://www.lavoixdunord.fr/art/france-monde/violences-sexuelles-entre-mineurs-pas-un-jeu-d-enfant-ia0b0n3279171

Une fillette victime d'agressions sexuelles par un camarade, l'école ne réagit pas

https://archive.ph/2023.06.07-205916/https://www.aufeminin.com/enfant/une-fillette-victime-d-agressions-sexuelles-par-un-camarade-l-ecole-ne-reagit-pas-s4034233.html#selection-3971.0-3978.0

Focus sur le dernier paragraphe :

La maman de l'une des deux petites filles auteures des faits d'agression sexuelle est en garde à vue pour avoir giflé son enfant en apprenant les faits à la sortie de l'école et sa fille placée dans un foyer. Nous pouvons constater avec une pointe d'ironie que, tonitruant, la grande cavalerie a été dépêchée !
Les acteurs de l'aide social à l'enfance, je parle des associations qui gèrent des foyers, peuvent se frotter les mains. A raison de plusieurs milliers d'euros par enfant placé, le malheur des uns fait le bonheur des autres. Si la petite fille n'est pas rendue à sa maman, on pourra rajouter ce cas dans la longue liste des placements abusifs.
Maintenant que la petite est placée, comment sera recueillie sa parole ?

Les influences de la propagande :

Les cours de sexualisation des enfants dès la maternelle sont dispensés depuis longtemps, par l'article L312-16 qui a été quelques fois modifié comme en août 2021 : LOI n°2021-1109 du 24 août 2021 – art. 33.

En 2014, sous Hollande, la ministre de l'éducation national, Najet Bel Kacem avait lancé les « *ABC de l'égalité* », un chiffon rouge pour éviter de regarder de plus près les textes. Qui pourrait être contre l'égalité homme/femme ?

La technique est de communiquer sur une ligne officielle qui permet de libérer des enfants de leurs goûts qui seraient des carcans dans lesquels ils seraient enfermés. Les petites filles qui aiment bien mimer leur mères en câlinant un poupon et les garçons préférant faire rouler des petites voitures, voilà un combat existentiel, plus crucial que la méthode globale de lecture qui crée de l'illettrisme avec un abonnement chez l'orthophoniste. Et dans le même temps, parsemer la propagande de la théorie du genre, de la sexualisation couplée de LGBTQI+ dans certaines académies, histoire de tester.

Des parents sont alertés mais comme les parents des autres académies n'avaient pas les mêmes séances, on entendait des « *complotistes* » ou des « *affabulateurs* ». La méthode fonctionne bien, le déni est en marche !

A l'époque une enseignante, Farida Belghoul, avait compris la supercherie et avait organisé les « *journées de retrait de l'école* » pour que les parents ne mettent pas leurs enfants à l'école les jours des séances sur le genre prodiguées bien souvent par des associations LGBTQI+. Cela lui a valu d'être sanctionnée d'un blâme pour finir par une procédure disciplinaire suivie de son renvoi.
Depuis 2014, nous avons pu constater qu'ils ont passé d'autres paliers encore plus extrêmes pour effracter l'innocence et la psyché des enfants, avec l'arrivée du matériel pour que les petits simulent une pénétration, avec les notions de positions sexuelles, d'identité de genre, de drag queen…

Les antifas sont bien des agents de Soros ou Davos.

J-C – Après avoir agressé des représentants d'une association de non-vaccinées en France, voilà que ces enragés épousent la cause woke.

Genre à l'école primaire : Bagarre générale entre parents américains de culture arménienne et antifas LGBTQ - lemediaen442.fr 7 juin 2023

Des tensions ont éclaté lors d'une manifestation anti-LGBTQ devant un conseil scolaire à Los Angeles. Des parents arméno-américains en colère contre l'éducation sexuelle et de genre dans les écoles se sont heurtés aux antifas. La police de Glendale a déclaré le rassemblement illégal et a ordonné aux manifestants de se disperser, les avertissant d'arrestations en cas de non-respect.

Alors qu'une personne trans/non-binaire démocrate progressiste, qui se fait appeler « *Maebe A Girl* » et qui anime, produit et joue dans des spectacles de dragsters à Los Angeles, avait appelé à contrer une manifestation des parents, ces derniers se sont finalement bien fait entendre.

Ces familles américaines de culture arménienne étaient furieuses que les écoles primaires organisent des événements LGBT sans les en avoir informées, particulièrement contrariés par l'école fabriquant une croix chrétienne à partir de symboles de fierté LGBT et sur la façon dont les écoles enseignent le genre et la sexualité. Les antifas se sont heurté aux hommes de la communauté très en colère qui scandaient « *nos enfants, nos enfants, laissez nos enfants tranquilles* ».

L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais pour une raison indéterminée, les policiers n'ont pas réussi à empêcher un rapprochement entre les antifa-wokistes et les Arméno-Américains. Une bagarre d'une rare violence a éclaté, laissant peu de chances aux militants LGBT face à des pères de famille imposants. Une salve de coups s'est abattue sur les wokistes, qui ont dû battre en retraite. L'intervention de la police, bien que difficile, a finalement réussi à séparer les deux groupes. Trois personnes seront finalement arrêtées.

Aux États-Unis comme en France, les tensions ne cessent d'augmenter contre l'idéologie wokiste et la communauté LGBT qui souhaitent éduquer les enfants dès l'école primaire à l'éducation sexuelle et de genre sans que les familles n'aient leur mot à dire. Les parents qui s'opposent à cette éducation sont souvent traités d'homophobes ou de transphobes. La situation semble se diriger vers une colère populaire envers le sectarisme wokiste antifa. lemediaen442.fr 7 juin 2023

Convergence aux Etats-Unis : Musulmans et chrétiens manifestent contre l'éducation sexuelle et de genre dans les écoles - lemediaen442.fr 8 juin 2023

Bug dans la matrice, des américains musulmans se lèvent contre les gauchistes wokistes LGBTQ qui veulent obliger les enfants à l'éducation de genre et à la sexualité.

https://lemediaen442.fr/convergence-musulmans-et-chretiens-manifestent-contre-leducation-sexuelle-et-de-genre-dans-les-ecoles/

Dictature et escroquerie climatique.

Météo : 21 jours sans pluie à Paris, Lille et Nantes - francetvinfo.fr 6 juin 2023

Pas une goutte d'eau n'est tombée depuis trois semaines à Paris, Lille (Nord) ou Nantes (Loire-Atlantique) : un record depuis 1949.

Le temps sec ne permet pas aux nappes phréatiques de se remplir correctement. Au début du mois de mai, leur niveau était déjà modérément bas dans plusieurs régions de la moitié nord de la France. Le soleil devrait laisser sa place à un épisode de pluie à la fin de la semaine. francetvinfo.fr 6 juin 2023

J-C – Ici en Inde du Sud, il a dû pleuvoir 4 ou 5 jours depuis le début de l'année et la chaleur est écrasante, et bien imaginez un peu, on ne manque pas d'eau, on ne meurt pas encore de faim (ou sinon pour d'autres raisons.) ! Et personne n'en parle, personne, les Indiens vont finir par être moins schizophrènes que les Français !

Totalitarisme. Alerte au terrorisme climatique en France. Entre faux devins et infantilisme.

J-C – Ils voulaient juste dire, qu'il allait faire plus chaud en été qu'au printemps ou en hiver, en juillet qu'au mois de janvier. Ce sont des cas cliniques qui visiblement relèvent de la psychiatrie.

Canicule: Christophe Béchu évoque "*une intensification des vagues de chaleur*" et annonce le lancement d'un plan national - BFMTV 8 juin 2023

Le plan canicule pour l'été 2023 prévoit des alertes par SMS et dans les transports - Le HuffPost 8 juin 2023

De l'alerte par téléphone aux « *flyers* » distribués par les facteurs, Christophe Béchu a annoncé des dispositifs pour informer les Français sur les « *bons gestes* » à adopter en période de vagues de chaleur.

- « *Fr-Alert* » étendu aux vagues de chaleur
- Messages dans les transports
- Une vaste campagne de communication
- Les jeunes du SNU et les facteurs mis à contribution
- Aussi des mesures pour les entreprises, les écoles, la culture...

Enfin un recensement des événements culturels et sportifs, eux aussi soumis aux aléas climatiques, sera effectué dans chaque département afin de les inciter à adapter leur organisation en cas de canicule. En cas de risques élevés, les préfets pourront être amenés à les reporter ou à les annuler. Le HuffPost 8 juin 2023

Le réchauffement climatique et l'affrontement de l'Occident contre reste du monde par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 6 juin 2023

La théorie de la cause anthropique du réchauffement climatique sera bientôt au centre de l'affrontement entre l'Occident et la Russie. Si personne ne conteste que certaines parties du monde se réchauffent, il n'y a pas pour le moment d'explication alternative à ce phénomène. Mais des scientifiques de renom en présenteront une autre à la COP-28 de Dubaï. Il se trouve que ce sont des membres de l'Académie des Sciences de Russie.

https://www.voltairenet.org/article219410.html

J-C - Vous constaterez que dans cet article fort intéressant au demeurant, il ne figure aucun des facteurs ou éléments décisifs permettant de trancher cette question sur une base observationnelle et scientifique, tels qu'ils figurent dans la page d'accueil de notre portail, et qui permettent d'établir sans l'ombre d'un doute sans avoir besoin d'être scientifique que la théorie du réchauffement climatique dû à l'activité humaine est une supercherie.

Un tel refus de citer ces éléments et de s'en remettre à une théorie avancée par un géophysicien croate il y a près d'un siècle, quand les instruments de mesures modernes n'existaient pas et les connaissances à cette époque présentaient de graves lacunes qui depuis ont été comblées, est le produit d'un parti pris idéologique qui ne sert pas la vérité ou à comprendre ce qui se passe réellement au niveau du climat.

Attendons de voir ce qui en sortira, personnellement je suis prêt à parier que les scientifiques russes passeront à côté de l'essentiel ou ils ne mettront pas vraiment les pieds dans le plat comme l'on dit, de sorte qu'il n'en sortira rien et l'imposture soutenue par Davos pourra continuer de manipuler les esprits comme si les déclarations des scientifiques russes n'avaient jamais eu lieu, car la Russie pas plus que la Chine ne souhaite ou a intérêt à s'opposer au Green New Deal destiné à donner un nouveau souffle ou un répit au capitalisme en crise, car ne l'oublions pas l'enjeu économique se chiffre en milliers de milliards de dollars, et personne, aucune économie ne peut échapper à terme à la crise qui ronge le capitalisme et à ses conséquences sociales... Je vous donne rendez-vous à la fin de l'année, date de la COP-28 pour le vérifier.

Rappel des faits.

Les données incontestables.

- Le réchauffement climatique de nature anthropique est une imposture, puisque le CO^2 présent dans l'air provient essentiellement de la végétation et des océans (à 94% environ).

- Le pourcentage de CO^2 dans l'air dû à l'activité humaine (ou anthropique) est donc insignifiant. Il est passé de 0,03 à 0,04% en un siècle, il a augmenté de 0,01% en un siècle.

- Il est établi que la hausse de la température précède la hausse du taux de CO^2 dans l'air.

- Dans le résumé de son rapport AR6 de 2021, le GIEC fait une reculade – ou plutôt une avancée – aussi considérable que discrète, en faisant sienne la formule permettant de convertir les émissions humaines de CO2 en accroissement de la température terrestre. Cette formule indique que le montant actuel des émissions annuelles de CO2 dans le monde produit une augmentation imperceptible de la température terrestre de 0,007 degré par an, soit une hausse de moins de 0,2 degrés à horizon 2050, année de l'objectif de neutralité carbone… Quant aux efforts irréalistes que veut s'infliger l'Europe, ils éviteraient une hausse de 0,001 degré par an.

- La Banque Mondiale estime le coût de la transition énergétique à marche forcée vers cet objectif de neutralité carbone à 100 000 milliards de dollars, soit le montant cumulé des dettes publiques actuelles de tous les pays du monde accumulées au fil des années. Cent mille milliards de dollars pour éviter une hausse de température de 0,2 degrés en 2050 ! La transition énergétique à marche forcée est ruineuse, suicidaire, et surtout inutile.

Accessoirement ou pouvant peut-être encore porté à polémique.

- Des scientifiques ont constaté que les variations de la température de la Terre au cours des 400 dernières années coïncidaient avec les variations de l'activité solaire. Le même constat a été relevé avec les rayons cosmiques qui bombardent la Terre depuis 500 millions d'années.

Santé.

A lire.

Alerte : OMS et Fausse Pandémie ! Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca 05 juin 2023

https://www.mondialisation.ca/alerte-oms-et-fausse-pandemie/5678340

J-C - Je n'apprécie pas le ton alarmiste de cet article, mais les infos qu'il contient valent la peine de le lire.

Sachant qu'ils sont animés de mauvaises intentions envers la population, traduire : Cessez d'essayer de vous soigner tout seul, avec votre médecin restez malade !

Médicaments : un Français sur cinq prend des doses plus fortes - AFP lepoint.fr 7 juin 2023

« *Les médicaments ne sont pas des produits ordinaires, ne les prenons pas à la légère.* » L'ANSM lance une campagne grand public sur leur bon usage, un « *enjeu de santé public majeur* ». Son slogan : « *Les médicaments ne sont pas des produits ordinaires, ne les prenons pas à la légère.* » AFP lepoint.fr 7 juin 2023

J-C - Ce ne serait pas l'officine criminelle qui a interdit tous les traitements efficaces contre la Covid-19 et causé plus de 100.000 morts entre 2020 et 2022 ?

Quand ils confondent lupus et schizophrénie, cela fait peur, n'est-ce pas ?

Après 20 ans en psychiatrie, elle se réveille grâce à un traitement contre le lupus - Yahoo 5 juin 2023

J-C - J'ai fait cette rapide recherche pour vous sur Google : Le lupus est une maladie chronique auto-immune qui peut toucher toutes les régions du corps humain (peau, articulations, et / ou organes à l'intérieur du corps). La maladie se manifeste aussi par des démangeaisons (souvent plus intenses la nuit) et des lésions cutanées de grattage.

Même si aujourd'hui, on ne guérit pas définitivement d'un lupus, les traitements existants soignent poussées et complications, et préviennent leur apparition. Ils reposent sur des médicaments (antipaludéens, corticoïdes, immunosuppresseurs etc.) et parfois sur d'autres soins. Antipaludéens, dont l'hydroxychloroquine, tiens donc ! Chut, ils sont en train de faire un procès d'intention au Pr. Raoult !

Poursuivons, lisez bien le paragraphe suivant.

Presque tous les organes peuvent être touchés, y compris certaines parties du cerveau. On parle alors de neurolupus, qui peut provoquer tout type d'atteinte neurologique, tel des paralysies, des fourmillements, des convulsions, mais aussi psychiatriques, comme de l'anxiété diffuse ou un accès de psychose.

Tous les médecins que cette femme a consultés sont passés à côté.

Yahoo - Cette histoire débute il y a 20 ans. April Burrell, étudiante américaine en comptabilité, a développé une psychose et a souffert d'hallucinations visuelles et auditives. Après un traumatisme, elle reçoit un diagnostic de schizophrénie dans une forme sévère. La jeune femme souffre également de catatonie.

Elle reste internée en psychiatrie pendant 20 ans, mais en 2018, un nouveau diagnostic change tout. En effet, un psychiatre américain lui annonce que ses symptômes pourraient être ceux d'un lupus. Précisément, son système immunitaire s'est déréglé et pourrait se retourner contre les cellules de l'organisme. Elle entame alors un traitement de six mois contre cette maladie auto-immune. Les résultats sont édifiants, cette prise en charge améliore très rapidement son état cognitif.

Le psychiatre Sander Markx, qui a pris la patiente en charge, assure que c'est "*comme si April s'était réveillée après plus de 20 ans*".

J-C - La pauvre femme, ils ont gâché 20 ans de sa vie par incompétence ou dogmatisme…

A ceux qui en pinçaient aveuglément pour Poutine.

J-C – « *La médecine russe n'est pas contrôlée par le président ou le ministre de la santé, mais par l'OMS* », voilà qui devrait vous faire penser à d'autres pays, dont la France.

« *La médecine russe est contrôlée par l'OMS* » par Edward Slavsquat - lemediaen442.fr 6 juin 2023

Voici une traduction d'un article de Riley Waggaman, écrit sous le pseudo Edward Slavsquat dans l'entretien, personnalité ayant vécu plusieurs années en Russie. Il donne parole à des personnalités qui s'opposent à l'OMS, notamment issues du corps médical. On découvre alors une similitude avec ce qu'il s'est passé, et se passe, dans le reste de l'Europe, ce qui met la population médicale russe dissidente au même niveau que celles impactées par cette dictature sanitaire inique comme pour la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, etc. Cette situation russe est méconnue, ou mal connue, pour nous Français et il est toujours bon pour le moral collectif d'observer un consensus international fait d'humanité qui se dresse devant le même oppresseur.

« J'ai récemment eu l'honneur et le privilège d'interviewer le Dr Alina Lushavina, directrice de l'Association indépendante des médecins de Russie. Avant de partager avec vous cet entretien qui suscite la réflexion, j'aimerais vous donner quelques informations sur le groupe du Dr Lushavina et sur la place qu'il occupe dans le mouvement pour la liberté médicale en Russie dans son ensemble.»

Comme en Occident, le mouvement pour la liberté médicale en Russie comprend un éventail très diversifié d'organisations et de groupes de défense qui, malgré leurs différences, sont tous d'accord pour dire que la « *pandémie* » était une escroquerie massive et meurtrière provoquée par l'OMS.

Ne vous laissez pas abuser par l'Uniparti (Russie Unie), un parti insipide, castré, qui s'occupe de bétail, qui fait la promotion des vaccins, qui aime l'OMS et qui est au service des oligarques : la Russie s'enorgueillit d'une variété impressionnante de groupes sociopolitiques patriotiques, qui couvrent l'ensemble du spectre idéologique. Du côté « *droit* » de ce spectre, on trouve des groupes orthodoxes/conservateurs, tels que l'organisation de défense des valeurs familiales OUZS (coprésidée par Andrei Tsyganov, de Katyusha). D'une manière générale, ces groupes sont favorables à Poutine, mais ils sont en état de guerre permanent avec les laquais mondialistes et les lèche-bottes occidentaux perçus comme tels au sein du gouvernement russe, y compris dans le cercle rapproché de Poutine.

Mais cette vision du monde est loin d'être la plus extrême de l'extrême droite religieuse russe qui déteste l'OMS. (Les radicaux orthodoxes de la Troisième Rome qualifient nonchalamment le Kremlin de « *synagogue de Satan* ». Vous voyez ce que je veux dire…) À l'opposé de ce spectre, on trouve les néo-soviétiques. Au lieu de réclamer le retour du tsar, ils prônent une structure de pouvoir horizontale, des « *conseils du peuple* » d'inspiration soviétique, etc. Ils détestent également l'OMS.

Il existe également des groupes qui combinent des éléments des deux pôles idéologiques, comme le mouvement Essence of Time de Sergey Kurginyan (qui gère un excellent média, Red Spring). Enfin, il existe des organisations apolitiques qui ont attiré des professionnels de la santé et des activistes de tout le spectre idéologique. Médecins pour la vérité, par exemple.

L'Association indépendante des médecins du Dr Lushavina est affiliée à l'Union populaire pour la renaissance de la Russie, un mouvement néo-soviétique d'extrême gauche qui n'a pas vraiment été adopté par le gouvernement russe (L'ironie est que, bien que ciblée pour son prétendu « *radicalisme* », l'association a tenté à plusieurs reprises de travailler dans le cadre du système juridique russe afin d'apporter des changements positifs – c'est peut-être ce qui la rend si radicale). Quoi qu'il en soit. Malgré leurs différences idéologiques, les membres du mouvement russe pour la liberté médicale sont unanimes : les vaccins COVID, y compris Sputnik V, ne sont ni sûrs ni efficaces :

L'OMS exerce une influence démesurée sur la Russie et Moscou doit se retirer immédiatement de cette horrible organisation destructrice de la santé. La « *réponse pandémique* » de Moscou a eu des conséquences catastrophiques, qui n'ont probablement pas encore été pleinement réalisées. Je souligne tout cela parce que, malheureusement, les internautes ont tendance à être obsédés par des points de désaccord insignifiants ou des différences idéologiques.

Je n'aime pas cela. Je pense que nous devrions nous réjouir du fait que des personnes du monde entier, issues de tous les horizons idéologiques, ont été capables de travailler ensemble pour s'opposer à l'une des escroqueries mondiales les plus importantes et les plus destructrices de l'histoire de l'humanité. L'Association indépendante des médecins a sans doute fait plus que tout autre groupe en Russie pour sensibiliser aux effets désastreux des « *vaccins* » et autres mesures de « *santé publique* » approuvées par l'OMS. En juillet 2021, l'association a écrit à plusieurs ministères et organisations fédérales pour demander la composition de Spoutnik V, ainsi que des informations sur les décès survenus parmi les Russes vaccinés. Leurs demandes sont restées lettre morte.

Ils ont également dressé une liste de plus de 1 000 décès liés à Sputnik V et à d'autres vaccins russes COVID. Le groupe fait partie des organisations qui ont protesté contre l'annonce du ministère de la défense selon laquelle les citoyens mobilisés seraient soumis à une politique de vaccination obligatoire préexistante.

En octobre 2022, j'ai publié une traduction de leur lettre à Poutine demandant que cette décision soit annulée (Il y avait toutes les raisons de prendre au pied de la lettre la menace d'une vaccination obligatoire pour les soldats mobilisés, puisque la vaccination obligatoire contre le virus COVID dans l'armée russe avait commencé bien avant qu'elle ne soit « *officiellement* » décrétée en juin 2021, et s'était poursuivie jusqu'au début de l'Opération Militaire Spéciale).

La vaccination obligatoire contre le virus COVID dans l'armée russe a commencé bien avant qu'elle ne soit « *officiellement* » décrétée en juin 2021, et s'est poursuivie jusqu'au début de la SMO. Heureusement, en partie grâce au tollé général, le ministère de la défense a décidé que la « *situation épidémiologique* » du COVID ne justifiait plus les injections obligatoires.

L'association est toujours très active, comme vous l'apprendra bientôt le Dr Lushavina.

Edward Slavsquat : Dans un récent rapport sur la sécurité des médicaments, le gouvernement russe a reconnu qu'environ 60 % des 61 000 effets indésirables enregistrés l'année dernière étaient attribués à la vaccination contre le coronavirus. Il n'a pas donné plus de détails (et nous ne savons pas exactement quels « *vaccins* » ont causé ces effets secondaires, bien qu'en 2022, Sputnik V était réellement le seul vaccin COVID largement utilisé en Russie). Pensez-vous que ce chiffre « *officiel* » soit représentatif des risques réels liés à la sécurité de Sputnik V ?

Dr Alina Lushavina : En ce qui concerne la sécurité du médicament Sputnik V, je peux dire ce qui suit : depuis trois ans, nous publions des articles et des rapports montrant que ce vaccin n'est pas seulement dangereux, mais qu'il nuit à la santé de nos concitoyens et qu'il entraîne des maladies auto-immunes, des thromboses et des décès.

Notre organisation est un groupe de médecins praticiens et, le 20 mars 2020, lorsque la pandémie de coronavirus a été annoncée pour la première fois en Russie, nous avons organisé une émission en direct pour déclarer qu'en tant que médecins, nous n'étions pas d'accord avec les décisions de nos autorités.

Nous avons démontré scientifiquement que le coronavirus n'est rien d'autre qu'une infection virale respiratoire aiguë, et que toutes les mesures – masques, restrictions, confinement et vaccination – n'auraient aucun effet positif sur les statistiques de la maladie et la mortalité. De plus, les restrictions entraîneraient une augmentation du nombre de décès et une exacerbation des maladies chroniques graves, y compris chez les personnes âgées.

Nous nous sommes opposés au développement et au déploiement des « vaccins » contre les coronavirus et, à ce jour, la Russie est toujours aux prises avec les conséquences de ces médicaments. Le fait est que ces vaccins ont été créés en utilisant les nouvelles technologies de l'ARN et de l'ADN. Ces vaccins contiennent des protéines étrangères qui modifient le génome humain. Le corps est génétiquement modifié et commence à produire d'énormes quantités de protéines étrangères, ce qui entraîne des thromboses et des maladies auto-immunes.

De plus, l'organisme génétiquement modifié commence à considérer ses propres cellules comme étrangères et les attaque, ce qui entraîne des maladies auto-immunes telles que l'inflammation cérébrale, l'encéphalite, la poly-neuropathie, la sclérose en plaques et la thrombose. Ces maladies peuvent entraîner des accidents vasculaires cérébraux et des crises cardiaques.

Des tentatives antérieures de création d'un vaccin contre le coronavirus ont été faites dans le monde entier et toutes ont échoué à cause de l'effet ADE, ou renforcement dépendant des anticorps. Des expériences menées sur des rongeurs ont montré qu'après avoir été vaccinées contre le coronavirus, les souris commençaient à produire tellement d'anticorps qu'ils affectaient leurs propres cellules, entraînant leur mort. En d'autres termes, toutes les souris vaccinées sont mortes. Ces études ont été menées pendant 20 ans et se sont toutes soldées par la mort des rongeurs.

Lorsque les nouveaux vaccins contre le coronavirus ont été créés – et je peux vous dire que tous les vaccins sont exactement les mêmes, Sputnik, AstraZeneca, Pfizer, ils fonctionnent tous de la même manière – aucun d'entre eux n'a fait l'objet de tests appropriés à long terme sur les animaux. Après la création de ces vaccins, ils sont passés presque directement aux tests sur les humains. Ce qui est illégal.

Avant l'arrivée du coronavirus, les essais de vaccins devaient durer au moins cinq ans, avec différentes phases de recherche et différents groupes de patients. Mais les vaccins contre le coronavirus ne sont qu'un début, car l'OMS et les autorités russes ont déjà dit qu'il fallait passer à de nouvelles formes de vaccins, à savoir les vaccins issus du génie génétique. Bientôt, tous les vaccins seront basés sur l'ARN et l'ADN. Il s'agit d'une modification du GENOTYPE humain. La grande expérience médicale.

Soit dit en passant, il y a des gynécologues dans notre association : notre association compte des gynécologues, y compris des gynécologues du Kazakhstan, et après avoir étudié les patients vaccinés, nous sommes parvenus à la conclusion que ces vaccins provoquent également la stérilité. Cela fait maintenant trois ans que nous documentons tout cela, ainsi que d'autres faits, dans nos publications.

Dans notre pays, aucune information détaillée sur les effets secondaires signalés des vaccins n'est accessible au public ! Mais nous avons recueilli nos propres statistiques sur les conséquences de la vaccination.

Edward Slavsquat : Le Dr Alexander Redko a récemment adressé une demande au ministère de la santé pour obtenir les résultats de l'essai de phase III de Sputnik V, qui n'ont pas été rendus publics. Votre organisation a également adressé une pétition au ministère de la santé (et à d'autres organismes) pour obtenir des informations sur ce « *vaccin* ». Pouvez-vous nous parler de cette procédure et des réponses que vous avez reçues ? Des progrès ont-ils été réalisés en matière de transparence et de responsabilité ?

Dr Alina Lushavina : Cela fait maintenant trois ans que nous sommes engagés dans des batailles juridiques avec notre gouvernement. En 2020, nous avons commencé à envoyer des centaines de lettres, de pétitions et de demandes au président, au bureau du procureur et au ministère de la santé. Comme nous n'avons reçu aucune réponse, nous avons intenté un procès. Nous avons poursuivi le gouvernement à deux reprises devant la Cour suprême. Nous avons demandé l'annulation du statut du coronavirus en tant qu'infection exceptionnellement dangereuse et la fin du régime restrictif des masques. La Cour a reçu plusieurs milliers de demandes similaires dans le cadre d'une « *plainte collective* ». Malheureusement, nous avons perdu les deux procès.

Par la suite, nous avons rédigé dix rapports scientifiques dans lesquels nous avons démontré que les restrictions liées au coronavirus n'avaient aucun avantage médical et qu'elles étaient inutiles. Nous avons également rédigé plusieurs avis sur les vaccins, démontrant que ces médicaments étaient dangereux.

Nous avons également inclus ces documents dans un procès contre le ministère de la santé, qui a contourné les lois russes afin d'enregistrer Sputnik V. Notre action en justice a été rejetée et on nous a dit que nos droits n'avaient pas été violés – « *si vous ne voulez pas vous faire injecter, ne vous plaignez pas* ». Après avoir reçu cette réponse, nous avons intenté des actions en justice contre les gouverneurs régionaux dans tout le pays pour demander l'annulation de la vaccination obligatoire et des restrictions liées au coronavirus, y compris les codes QR (passeports vaccinaux). Les poursuites se sont poursuivies pendant plusieurs mois, mais ces restrictions ont finalement été annulées dans les semaines qui ont suivi le début de la guerre en Ukraine.

Le 25 mai 2023, nous avons déposé une plainte auprès du comité d'enquête, demandant que le ministre de la santé Mikhail Murashko, Anna Popova, chef de Rospotrebnadzor, et Alexander Gintsburg, le créateur de Sputnik V, soient inculpés de meurtre. Nous avons présenté une liste de 1

000 cas documentés de personnes tuées par le vaccin contre le coronavirus et demandé l'ouverture d'une procédure pénale à leur encontre. Notre travail se poursuit donc.

Edward Slavsquat : L'Organisation mondiale de la santé a récemment annoncé que le COVID n'était plus une urgence sanitaire mondiale. Quel est, selon vous, l' « *héritage* » de cette « *pandémie* » en Russie ?

Dr Alina Lushavina : L'héritage que nous laissons est l'exacerbation des maladies chroniques, un grand nombre de victimes des vaccins et les personnes décédées à la suite d'un traitement inapproprié du coronavirus. Mais ce qui est intéressant, c'est que statistiquement, on a plus de chances de mourir d'un accident de la route que du coronavirus. Il ne s'agit donc pas d'une infection particulièrement dangereuse.

Mais la dictature du fascisme médical de l'OMS n'est pas terminée. Elle prépare déjà de nouvelles épidémies et nous devons donc rester sur nos gardes. Après tout, nos autorités s'apprêtent à signer un nouvel accord sur les pandémies. En cas de nouvelles épidémies, nous serons entièrement subordonnés à l'OMS. Cela fait partie du régime colonial russe et de l'occupation cachée de notre pays.

Edward Slavsquat : Pourriez-vous donner quelques exemples de l'influence de l'OMS en Russie ? De nombreux activistes russes demandent à Moscou de se retirer de cette organisation. Pensez-vous qu'il s'agit d'une possibilité réelle ?

Dr Alina Lushavina : Toutes nos communications avec les autorités russes ont abouti à la même réponse : « *Nous ne pouvons pas changer notre décision, parce que l'OMS l'a prise et que nous devons obéir à cette organisation* ». La médecine russe n'est pas contrôlée par le président ou le ministre de la santé, mais par l'OMS.

Oui, nous continuerons à demander le retrait de notre pays de l'OMS. Il est possible de quitter cette organisation si notre pays est libéré du régime colonial actuel. Nous ne sommes pas seulement subordonnés à la Banque mondiale, au FMI et à d'autres organisations mondiales. Notre pays appartient déjà à une organisation appelée l'Organisation mondiale des « *Cités et gouvernements locaux unis* » (CGLU) – un autre signe que la Russie est une colonie. Nous ne devons donc pas seulement nous retirer de l'OMS, nous devons aussi quitter d'autres organisations mondiales.

En ce qui concerne l'OMS, je peux dire que non seulement la Russie, mais le monde entier devrait se méfier de cette organisation et la déclarer criminelle. Ils doivent être traduits en justice – tous les pays doivent déposer une motion de censure contre cette organisation. Malheureusement, elle a été rendue intouchable, mais toutes les dictatures se sont toujours terminées par un procès populaire – il suffit d'unifier les masses. lemediaen442.fr 6 juin 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Le maire de la ville ukrainienne Nova Kakhovka, accuse l'Ukraine d'avoir détruit le barrage - lemediaen442.fr 6 juin 2023

Les accusations des médias occidentaux et ukrainiens selon lesquelles les forces russes seraient responsables de la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka ont été démenties par le maire de Nova Kakhovka.

Les informations des médias occidentaux et ukrainiens selon lesquelles la responsabilité de la percée et de la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka incomberait aux forces russes sont purement mensongères. C'est ce qu'a déclaré mardi Vladimir Leontiev, maire de la ville ukrainienne Nova Kakhovka.

« *Je peux immédiatement démentir ces insinuations et ces fausses informations. La centrale hydroélectrique de Kakhovka subit des attaques constantes, des tirs de roquettes depuis l'été dernier. Nous avons eu une journée où plus de 70 roquettes [de systèmes de lancement multiple] HIMARS ont été tirées sur elle* », a-t-il déclaré sur la chaîne Perviy Kanal, répondant à une question de l'animatrice sur les informations publiées dans les médias occidentaux.

Dans la nuit de mardi, les forces armées ukrainiennes ont lancé une attaque contre la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Suite au bombardement, les vannes ont été détruites et un déversement incontrôlé d'eau a commencé.

Selon l'agence TASS, la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka a eu des conséquences désastreuses pour la région. Selon Vladimir Leontiev, chef de l'administration de Nova Kakhovka, la ville a été inondée. Le niveau de montée des eaux atteignait 10 mètres et les zones côtières du Dniepr et de Korsunka ont été inondées. Les habitants d'environ 300 maisons situées sur les rives du Dniepr ont été évacués, ainsi que 600 maisons ont été inondées dans trois colonies du district de Novokahovsky.

En raison des rejets d'eau incontrôlés, les barrages hydroélectriques continuent d'être endommagé, la centrale a subi de graves dommages et il est vraisemblablement impossible de la réparer.. Une partie de Nova Kakhovka est temporairement déconnectée de l'électricité. Andrey Alekseenko, président du gouvernement de la région de Kherson, a déclaré que 14 colonies, où vivent 22 000 personnes, se trouvent dans la zone inondable. Cependant, il a ajouté que le niveau de montée des eaux sous la centrale hydroélectrique est de 2 à 4 mètres, ce qui ne menace pas les grandes agglomérations en aval.

À Krivoy Rog, il y a eu des pannes dans le système d'approvisionnement en eau. Selon un expert militaire de la LPR, le colonel Vitaly Kiselev, une percée et une libération incontrôlée d'eau ne pourront pas affecter de manière critique la ligne de défense des forces russes dans la région. Le commandant adjoint de la brigade "*Don*" a déclaré que les forces armées ukrainiennes quittaient l'embouchure du Dniepr après la percée de la centrale hydroélectrique. lemediaen442.fr 6 juin 2023

Ils osent tout. Inversion accusatoire.

Guerre en Ukraine : pourquoi Kiev et ses alliés considèrent que la destruction partielle du barrage de Kakhovka peut constituer un crime de guerre - francetvinfo.fr 06 juin 2023

Qui a attaqué le barrage hydroélectrique de Kakhovka? - fr.sputniknews.africa 06 juin 2023

La destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka est un acte de sabotage de la part de l'Ukraine. Parmi ses objectifs: priver la Crimée d'eau et détourner l'attention de la contre-offensive ukrainienne infructueuse, selon le porte-parole du Président russe.

Pourquoi la centrale de Kakhovka est-elle importante?

La centrale hydroélectrique de Kakhovka a été construite sur le Dniepr en 1956.

En plus de produire de l'électricité, la centrale et son barrage ont servi à créer le réservoir de Kakhovka, long de 240 km, d'une superficie de plus de 2.150 kilomètres carrés, qui contient 18,2 milliards de mètres cube d'eau douce.

Il alimente les régions de Kherson, de Zaporojié et de Dniepropetrovsk (de Dniepr en ukrainien), régulant le débit d'eau le long du Dniepr. Il prévient les inondations et fournit de l'eau douce aux canaux de Crimée du Nord, de Kakhovka et de Dniepr-Krivoï Rog.

Le réservoir de Kakhovka alimente aussi les mines, les usines et les localités voisines, fournit de l'eau pour l'agriculture et, surtout, assure l'approvisionnement en eau du réservoir de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporojié.

Qui avait le contrôle de cet endroit?

La Russie a pris le contrôle de la centrale de Kakhovka le jour où Moscou a lancé son opération militaire spéciale en Ukraine le 24 février 2022, signalant son importance stratégique.

Les troupes ukrainiennes ont presque immédiatement commencé à bombarder les zones autour de la centrale et son barrage en utilisant l'artillerie à longue portée, des missiles et roquettes, y compris Totchka-U et HIMARS livrés par l'Occident. Elles ont également bombardé la ville de Novaïa Kakhovka, située à proximité de la centrale, tuant et blessant des dizaines de résidents locaux.

Selon Alexeï Podberezkine, directeur du Centre d'études militaro-politique affilié à l'Institut des relations internationales de Moscou (MGIMO), ces frappes font partie de la campagne ukrainienne visant à détruire le Donbass, sa population et ses infrastructures civiles qui se déroule depuis 2014.

"*Le barrage a été bombardé plus d'une fois. Nos militaires, y compris les forces stationnées là-bas, ont fait de leur mieux pour l'empêcher. Mais lorsque l'autre partie a commencé à tirer avec des systèmes de 300 mm, qui ont été utilisés contre ce barrage, rien de plus ne pouvait être fait ici. Les forces armées ukrainiennes s'efforcent depuis longtemps de faire sauter le barrage de Kakhovka. Eh bien, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient* ", a-t-il déploré. fr.sputniknews.africa 06 juin 2023

La CIA aurait eu vent, en juin 2022, du projet ukrainien de saboter North Stream - Réseau Voltaire 7 juin 2023

Selon un document des Discord Leaks, que le Washington Post s'est procuré auprès d'un ami de Jack Teixeira, la CIA aurait eu vent d'un projet ukrainien de sabotage de Nord Stream, en juin 2022 [1].

La CIA aurait partagé cette information avec le BND allemand avant que le sabotage ne soit effectué, le 26 septembre 2022, ce que des officiers de Renseignement aurait confirmé.

Simultanément, une expédition privée à laquelle participait un journaliste de Greyzone, a trouvé sur le lieu de l'attentat une botte de plongée qui correspond à celles des nageurs de combat ukrainiens [2].

Plusieurs hauts responsables européens et états-uniens ont déclaré en décembre qu'il n'y avait aucun élément permettant d'incriminer la Russie [3].

Les saboteurs seraient sous les ordres directs du général Valerii Zaluzhnyi, commandant en chef des armées ukrainiennes, et de son adjoint, le nationaliste intégral Dmytro Yarosh.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, cette nouvelle n'absout pas les États-Unis car Dmytro Yarosh est un membre historique des services secrets de l'Otan. Il a mené quantité d'opérations secrètes pour l'Alliance atlantique contre la Russie depuis les années 2000 [4].

Les gazoducs Nord Stream sont la propriété d'un consortium international russo-germano-franco-néerlandais. Le sabotage de ces gazoducs est un acte de guerre contre la Russie, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Notes :

[1] « *U.S. had intelligence of detailed Ukrainian plan to attack Nord Stream pipeline* », Shane Harris & Souad Mekhennet, Washington Post, June 6, 2023.

[2] *« Independent Nord Stream expedition discovers clue missed by official investigators* », Jeffrey Brodsky, The Greyzone, June 5, 2023.

[3] « *No conclusive evidence Russia is behind Nord Stream attack* », Shane Harris, John Hudson, Missy Ryan & Michael Birnbaum, Washington Post, December 21, 2022.

[4] « *La CIA coordonne nazis et jihadistes* », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 19 mai 2014. « *Dmitry Yarosh, conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes* », Réseau Voltaire, 21 février 2022.

Politique de la terre brûlée : L'Ukraine fait exploser le pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa

«*Le 5 juin, vers 21h00 heure de Moscou [18h00 GMT], un groupe ukrainien de sabotage et de reconnaissance a fait sauter le pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa près de la colonie de Masyutovka dans la région de Kharkov*», a indiqué le ministère.

L'explosion de l'oléoduc a été qualifiée d'attentat terroriste, il y a des victimes parmi la population civile, ils ont «*reçu l'assistance médicale nécessaire*», selon le ministère de la Défense.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré que les travaux de réparation du pipeline pourraient prendre jusqu'à trois mois, et seulement si la Russie est en mesure d'assurer l'accès au site de l'attaque.

«*L'une des stations de pompage a été mise hors service. Les vannes de blocage ont fonctionné, mais une fuite de matières premières s'est néanmoins produite. Selon des estimations préliminaires, les travaux de réparation et de restauration [du pipeline] prendront environ un à trois mois. Ceci, bien sûr, nécessitera l'accès au site des dommages*», a déclaré Zakharova lors d'un briefing.

Le pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa part de la région russe de Samara, entre en Ukraine à Kharkov et pousse vers le sud et l'ouest vers la ville côtière d'Odessa, sur la mer Noire, où la

ressource est exportée. L'ammoniac est une matière première clé utilisée dans l'enrichissement des engrais naturels.

Le pipeline a été construit en 1979 pendant la période soviétique et, jusqu'à récemment, il pouvait transporter jusqu'à 2,5 millions de tonnes d'ammoniac par an. L'utilisation du pipeline a été arrêtée en février dernier après que la crise de longue date dans le Donbass s'est transformée en une véritable guerre par procuration entre la Russie et l'OTAN en Ukraine. La Russie a cherché à réactiver l'oléoduc dans le cadre de l'accord sur les céréales négocié avec l'aide de la Turquie et des Nations Unies l'année dernière. Le mois dernier, Moscou a averti que si ses demandes de reconnecter la Banque agricole russe à SWIFT et de relancer le pipeline n'étaient pas traitées, l'accord sur les céréales serait résilié après le 17 juillet.

https://reseauinternational.net/politique-de-la-terre-brulee-lukraine-fait-exploser-le-pipeline-dammoniac-togliatti-odessa/

La grande « *offensive* » ukrainienne a débuté en fanfare.

Plus de 3.700 soldats, 52 chars: la Défense russe précise le bilan de l'offensive ratée de Kiev - fr.sputniknews.africa 06 juin 2023

Ces trois derniers jours, les forces armées ukrainiennes ont perdu plus de 3.700 soldats lors de leur tentative ratée de mener une offensive, a indiqué ce 6 juin le ministre russe de la Défense.

Parmi les armements détruits figurent aussi 207 blindés, 134 autres véhicules, cinq avions, deux hélicoptères, 48 pièces d'artillerie et des drones, a noté Sergueï Choïgou.

Les militaires russes ont également réussi à détruire huit chars Leopard de conception allemande et trois à roues, des AMX-10RC de conception française. Et ceci sans compter 136 équipements militaires, dont 79 de production étrangère, poursuit-il.

Côté russe, 71 militaires ont péri, 210 autres ont été blessés, a-t-il précisé. Les troupes russes ont également perdu 15 chars, neuf blindés, deux véhicules et neuf pièces d'artillerie.

"*Les tentatives d'offensive ont été déjouées, l'ennemi a été arrêté partout, alors que les officiers et soldats russes ont fait preuve de courage et d'héroïsme dans les combats*", a déclaré le ministre. fr.sputniknews.africa 06 juin 2023

En ces dernières 24 heures, l'armée russe a anéanti un centre de décision de l'armée ukrainienne et a déjoué toutes les attaques près d'Artiomovsk. Trois avions militaires et deux hélicoptères ont été abattus, plusieurs obusiers dont un M777 américain et un Caesar français ont été détruits. Enfin, 19 drones ont été interceptés.

Pertes humaines

Lors de ces combats, les troupes russes ont neutralisé près de 260 militaires ukrainiens en ces dernières 24 heures.

Par ailleurs, les forces de Kiev ont aussi perdu près de 40 des leurs sur l'axe de Koupiansk, et jusqu'à 120 autres dans les zones du sud de Donetsk et de Zaporojié. Enfin, environ 60 hommes ont été éliminés sur l'axe de Krasny Liman et plus de 25 sur celui de Kherson.

Les forces russes ont aussi mis en échec quatre groupes ukrainiens de sabotage et de reconnaissance.

Aviation ukrainienne essuie un coup

La défense antiaérienne russe a abattu deux avions de combat Su-25 dans la région de Kherson et dans la république populaire de Donetsk (RPD), près de la localité Nikolskoïé. Un chasseur Su-27 a été détruit au-dessus de la localité Andreïevka, toujours dans la RPD.
Enfin, deux hélicoptères Mi-8 dans la région de Zaporojié et dans la RPD ont connu le même sort.

Autres armes détruites

Parmi les pièces d'artillerie mises hors service figurent cinq lance-roquettes multiples Grad, quatre canons automoteurs Gvozdika, un canon automoteur Caesar de production française, un système d'artillerie M777 de production américaine, ainsi que deux obusiers D-30 et deux Msta-B.

Les forces armées russes ont également intercepté un missile de croisière Storm Shadow, un missile antiradar HARM, tout comme 12 roquettes de HIMARS et d'Ouragan et 19 drones.

Elles ont aussi réussi à raser plusieurs entrepôts de munitions de l'armée ukrainienne.

Au total, en 24 heures, les frappes russes ont visé 84 postes d'artillerie ainsi que du personnel et du matériel militaire dans 114 zones.

Pologne et Serbie. Des manifestations téléguidées ?

Pourquoi les médias mainstream prennent-ils la défense des manifestants en Pologne et en Serbie, mais pas en France ?

J-C - Une piste pour la Serbie : Si la Serbie condamne l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 aux Nations unies, le président serbe refuse d'imposer des sanctions économiques et diplomatiques contrairement à l'Union européenne.

La piste pour la Pologne : Tusk développe une politique atlantiste, cherchant à se rapprocher des États-Unis. C'est un farouche ennemi du Premier ministre hongrois Viktor Orbán dans le colimateur de Washington et Soros depuis des années.

Des dizaines de milliers de manifestants à nouveau mobilisés "contre la violence" en Serbie - france24.com 3 juin 2023

Une nouvelle manifestation anti-violence et anti-gouvernementale a réuni, samedi, des milliers de personnes à Belgrade. Il s'agit de la cinquième mobilisation dans les rues de la capitale serbe depuis les deux fusillades qui ont fait 18 morts début mai. france24.com 3 juin 2023

Pologne : pourquoi la rue défie le gouvernement - LePoint.fr 5 juin 2023

Une manifestation massive s'est tenue dimanche à Varsovie contre l'autoritarisme du gouvernement. LePoint.fr 5 juin 2023

Pologne : l'Europe condamne définitivement la « *loi muselière* » sur les juges - LePoint.fr 5 juin 2023

Le système de contrôle des juges en Pologne a été condamné par la Cour de justice de l'Union européenne. En référé, le gouvernement ultra-conservateur du PiS a déjà été sommé de suspendre sa loi dite « *muselière* » et condamné à payer une astreinte qui s'élève désormais à plus de 550 millions d'euros.

En deux mots, le gouvernement du PiS, au pouvoir depuis 2015, avait imposé aux juges de déclarer leur affiliation éventuelle, même passée, à une association, une fondation à but non lucratif ou à un parti politique. Saisie par la Commission, la CJUE juge que ces dispositions transgressent la protection des données personnelles et le respect de la vie privée.

La CJUE rappelle sa jurisprudence constante : les valeurs et principes de l'État de droit sont fondateurs de l'identité de l'Union. LePoint.fr 5 juin 2023

AFP - Venus de toute la Pologne, les manifestants - arborant les couleurs polonaises blanc et rouge et celles de l'Union européenne - ont répondu à l'appel du chef du principal parti d'opposition centriste (Plateforme civique, PO), l'ancien chef du Conseil européen Donald Tusk, pour protester contre "*la vie chère, l'escroquerie et le mensonge, en faveur de la démocratie, des élections libres et de l'UE*".

Dans son discours, M. Tusk, la bête noire du pouvoir en place, a souligné que l'actuelle mission de l'opposition est "*d'importance comparable*" à celle des années 1980 et la lutte contre le communisme à l'époque.

"*La démocratie meurt en silence. A compter d'aujourd'hui, il n'y aura plus de silence*", a lancé Donald Tusk devant une marée humaine serrée au seuil de la Vieille ville, sous un soleil magnifique.

"*Pour que la démocratie ne meure pas, malgré les attentats quotidiens du PiS de Kaczynski contre ses bases-mêmes*", a-t-il précisé. AFP 5 juin 2023

Sénégal.

Il y aurait comme une odeur de gaz.

Que se passe-t-il véritablement au Sénégal : Révolution de couleur ou soulèvement populaire ?

Le Sénégal est sous haute tension après la condamnation à deux ans ferme de Ousmane Sonko pour «*corruption de la jeunesse*». Depuis jeudi, les rues de Dakar et Ziguinchor sont notamment le théâtre d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Ces affrontements violents ont déjà

causé la mort de 15 personnes, depuis jeudi 29 mai, a indiqué le gouvernement, tandis que les militaires ont été déployés dans plusieurs secteurs de la capitale. Les éclairages du géostratège Charly Kengne.

I. Sénégal : Révolution de couleur ou soulèvement populaire ?

Il convient déjà de rappeler que lorsqu'on parle de «*Révolution de couleur*» ou de «*Soulèvement Populaire*» l'un n'est que la continuité de l'autre parce que toute révolution de couleur passe obligatoirement par une «*Soulèvement Populaire*» soit par une forme d'instrumentalisation de la masse (Soft Power) qui croit manifester pour un faux idéal qui leur a été vendu (Pacifique) ;

Soit encore à la suite d'un coup de pouce qui leur a été donné par des individus (mercenaires) tapis dans la foule avec pour seul motif de susciter les actes de violence entre les deux camps à savoir : manifestants et force de maintien de l'ordre afin de les pousser à des affrontements (Violente).

Alors serions-nous dans un tel cas de figure du côté du Sénégal ?

Très certainement, on peut affirmer qu'un certain nombre de service ou d'agence de renseignements occidentaux précisément français et américains en ce moment précis opèrent du côté du Sénégal, car pareille situation n'est que du «*Pain Béni*» pour eux.

Maintenant à la question de savoir : « *En faveur de quel camp ceux-ci opèrent*» ?

Nul ne pourrait vous répondre avec certitude. Agissent-ils en faveur du camp du Président Macky Sall ou celui du leader Ousmane SONKO ? Personne ne peut y répondre avec certitude. Seulement il nous est possible d'analyser les faits et les mettre dans le contexte géopolitique actuel afin d'en déceler les contours de la chose.

Rappelons que jusqu'à ce jour, les occidentaux n'ont pas digéré encore moins pardonné au président Macky Sall le fait d'avoir donné des **CONTRATS D'EXPLOITATION DU GAZ DE SON PAYS AUX IRANIENS ET AUX TURCS**. D'où dans mes propos liminaires je vous renseignais sur une main certaine d'agences ou service de renseignements occidentaux dans la situation au Sénégal.

D'ailleurs l'annonce ses dernières heures de ces multiples démissions en cascade au sein des forces de Défense et de Sécurité qu'il faut le dire sont encore pour certaines unités sous influence française traduise à suffire cet état de fait (toujours se souvenir de la situation en côte d'ivoire pendant le conflit post-électoral de 2011-2012, on est là dans les mêmes schémas où la DGSE française avait soudoyé un ensemble de hauts officiers ivoiriens parmi lesquels le chef d'état-major des Armées Ivoiriennes de l'époque afin qu'ils ne se mêlent pas de ce qui était en cours de gestation dans le pays contre le président Gbagbo).

https://reseauinternational.net/que-se-passe-t-il-veritablement-au-senegal-revolution-de-couleur-ou-soulevement-populaire/

Confirmation. Depuis quand un média à la solde de Davos relaierait-il un appel "*Pour une société véritablement démocratique*" sans arrière-pensées ?

"*Pour une société véritablement démocratique*" : trois intellectuels sénégalais de premier plan interpellent Macky Sall - Courrier international 7 juin 2023

Après des jours de heurts et la répression qui a suivi, l'essayiste Boubacar Boris Diop, le philosophe Felwine Sarr et l'écrivain lauréat du prix Goncourt Mohamed Mbougar Sarr dénoncent un climat politique empoisonné par une hubris présidentielle et une brutale fermeture de l'espace politique. Courrier international 7 juin 2023

Colombie.

Colombie: Que se passe-t-il en Colombie ? - Bolivar Infos 6 Juin 2023

Le président Gustavo Petro a affirmé qu'il n'accepte pas le chantage, "*je ne vois pas non plus la politique comme un espace de faveurs personnelles*".

Le président colombien avait déjà dénoncé une stratégie de coup d'État doux contre les membres de son Gouvernement.

Le président colombien Gustavo Petro a réaffirmé son intégrité morale alors qu'un scandale récent impliquant deux anciens membres de son Gouvernement s'intensifie dans le pays et que les critiques de l'opposition contre la gestion du président redoublent.

L'ancien ambassadeur colombien au Venezuela, Armando Benedetti, et l'ancienne chef de cabinet, Laura Sarabia, sont impliqués dans une affaire pour abus d'autorité et écoutes téléphoniques.

Ce fait survient alors que le président demande au Congrès d'approuver plusieurs réformes en matière de santé, de travail et de pensions, dans le cadre du programme de justice sociale de son Gouvernement.

À ce sujet, Petro a affirmé sur son compte Twitter: « *Je ne suis là que pour obtenir plus de justice sociale dans mon pays. C'est ce qui me motive et m'obsède. S'il y a des gens dans une autre logique différente dans le Gouvernement, il vaut mieux qu'ils le quittent.* »

Néanmoins, il a envoyé un message à l'ancien ambassadeur disant: « *Je pense comprendre ce qui se passe dans l'esprit d'Armando Benedetti, j'accepte ses excuses, mais il doit expliquer ses paroles devant le parquet et le pays.* »

Le correspondant de teleSUR en Colombie, Hernán Tobar, a rappelé que le président Petro avait déjà dénoncé une stratégie de coup d'État doux contre les membres de son Gouvernement, y compris contre ceux du Pacte historique en affirmant : « *Ce qu'il y a ici , c'est une persécution politique et juridique, un lawfare contre eux pour que les réformes sociales, politiques et économiques qu'on envisage n'avancent pas.* »

http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/06/colombie-que-se-passe-t-il-en-colombie.html

---

Venezuela.

Venezuela : ingérence secrète, le British Council - Bolivar Infos 5 Juin 2023

La diplomatie culturelle est un outil que le Royaume-Uni a su gérer dans le scénario vénézuélien pour imposer un ordre du jour qui transfère ses intérêts dans des domaines que beaucoup pourraient considérer comme « *inoffensifs* » mais qui ont indubitablement des racines dans l'imaginaire collectif comme les expressions culturelles. Celles-ci ont été instrumentalisée dans ce que le critique culturel Raymond Williams a appelé « des politiques culturelles d'exhibition » destinées à une forme de diplomatie plus orientée vers les citoyens que le modèle standard qui n'est déjà plus dirigé vers d'autres Gouvernements mais vers des audiences et des publics dans différents pays et dans le monde entier.

On la comprend de plus en plus comme un processus transnational dans auquel peuvent participer non seulement les Gouvernements et leurs institutions mais aussi les parties intéressées de la société civile et le secteur privé. La diplomatie culturelle britannique en tant qu'instrument de politique étrangère est devenue de plus en plus importante. Les relations culturelles ont été utilisées de façon stratégique pour que l'ancien empire communique et établissent les récits qui lui conviennent dans le tissu social des autres pays qui à leur tour, construisent des perceptions extérieures de leur culture et de leurs valeurs. Pour le Royaume-Uni, les institutions culturelles dirigent le panorama changeant des relations internationales ; le British Council, à travers ses diverses initiatives, a joué un rôle important dans la construction du discours de Londres, autour de sujets comme l'identité culturelle, la politique étrangère et les frontières physiques et culturelles.

Dans cette enquête sur les activités de diplomatie culturelle du British Council au Venezuela, nous étudions la mise en place de la politique publique d'enseignement de l'anglais dans l'éducation publique vénézuélienne un exposant auparavant les buts, diplomatie culturelle britannique et le déploiement de son travail, à la lumière de ces considérations.

http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/06/venezuela-ingerence-secrete-le-british-council.html

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 février 2023.

La semaine précédente j'ai été très mal, comme jamais, depuis je me suis remis, donc j'ai très peu travaillé, c'est seulement hier que j'ai découvert que le portail était bloqué depuis un mois. Moi je ne peux pas me connecter à mon site depuis des années pour une raison inconnue. Personne ne m'avait prévenu, bravo et merci à tous mes lecteurs !

La causerie ne pourra pas être actualisée avant lundi. Mon état de santé ne me permet plus de travailler normalement.

Pourquoi le portail a-t-il cessé d'être accessible le 6 ou 10 janvier 2023 ?

La société OVH qui héberge le portail a bloqué son accès sur Internet à partir du 6 janvier 2023, sous prétexte d'une injonction de la CNIL suite à une plainte formulée par un dénommé Jean-Marc (et non Grégoire) Bougereau, éditorialiste du Nouvel Obs réclamant "*l'effacement de données à caractère personnel*" qui auraient figuré dans un article provenant du blog *Arrêt sur Info* datant de 2015 que j'avais reproduit le 14 mars de la même année.

(http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utilesde- vladimir-poutine.html)

La société OVH dit m'avoir envoyé plusieurs notifications par mail à une vieille adresse, or je n'ai rien vu, j'ai dû vider cette boîte aux lettres dont je ne me sers plus et j'ai balancé leurs mails à la poubelle.

Je reproduis ci-dessous le passage de l'article d'Arrêt sur Info où ce sale type est nommé. Vous constaterez par vous-même que nulle part il n'a été diffamé ou il n'y figure absolument pas de "*données à caractère personnel*", il s'agissait donc d'une mystification. Mais pourquoi a-t-il voulu faire supprimer la référence à son article paru dans le Nouvel Obs du 31 janvier 2015, il y a là un truc qui m'échappe. Etait-ce un prétexte fabriqué pour faire disparaître mon portail ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

- Les « conspirationnistes » ne seraient donc pas seulement des égocentriques animés par la volonté de puissance, ils seraient avant tout manipulés par des « régimes autoritaires ». On retrouve ici l'accusation à l'emporte pièce prononcée par de multiples médias à l'encontre des réfractaires à la narrative occidentale à propos du conflit ukrainien, les assimilant à des « idiots utiles » de Vladimir Poutine, notamment dans cet éditorial mémorable

(http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utilesde- vladimir-poutine.html)

de Jean-Marc Bouguereau dans le Nouvel Observateur. Cette vision paranoïde d'une manipulation des « *complotistes* » par d'autres « *comploteurs* », si elle peut paraître séduisante à certains esprits

cherchant à réduire la complexité du réel en lui attribuant des causes intentionnelles simplificatrices, constitue malheureusement en elle-même une théorie du complot, ce qui la rend dans le cas présent non seulement parfaitement inopérante.

Qu'évoquait-il dans son article ? Voici les extraits qui nous intéressent.

- Le FN et l'extrême gauche française, les idiots utiles de Vladimir Poutine.

- Il y a en Europe une étrange coalition qui fait de Vladimir Poutine son nouveau héros. On y trouve pêle-mêle des amis de Marine Le Pen jusqu'à l'extrême gauche.

- La guerre d'Ukraine offre l'occasion à ces forces de jouer les "idiots utiles" du potentat du Kremlin.

https://leplus.nouvelobs.com/contribution/1315716-russie-ukraine-le-fn-et-l-extreme-gauche-francaise-les-idiots-utiles-de-vladimir-poutine.html

On aura compris que le fond était la guerre entre l'Ukraine et la Russie déjà en 2015.

A l'époque il fustigeait l'extrême gauche et l'extrême droite qui prétendait-il soutenaient Poutine, alors qu'en réalité seule l'extrême droite officielle se plaçait au côté de la Russie suite à l'annexion de la Crimée. Or, suite à l'*Opération militaire spéciale* lancée par la Russie le 24 février 2022, à demi-mot l'extrême droite à rallier les rangs des suppôts de l'Otan dont fait évidemment partie la pseudo-gauche et extrême gauche.

Marine Le Pen vendredi 8 avril 2022 sur franceinfo - " *Cette agression armée était inadmissible au regard du droit international et nous avons voté au Parlement européen une condamnation extrêmement ferme de cette agression russe*". franceinfo 8 avril 2022

Bref, les positions des uns et des autres sont très claires depuis début 2015, donc je ne comprends pas la raison de cette plainte de ce journaliste.

Quant à la société OVH, elle s'est comportée comme le supplétif des GAFAM, aux ordres de la CNIL, la milice médiatique du régime néofasciste de Macron.

L'auteur de la plainte portée contre moi a mystifié la CNIL ou plutôt, au regard du sujet politique et la manière dont il est traité par les autorités, la CNIL s'est volontiers laissé mystifier par un misérable éditocrate du Nouvel Obs parce que cela l'arrangeait.

Si maintenant on ne peut plus dénoncer des arguments "*à l'emporte-pièce*" ou caractériser de "*paranoïde*" la vision d'un journaliste, autant dire que tout désaccord ou toute critique d'un article colportant la propagande officielle sera considéré comme un crime de lèse-majesté insupportable, et vous exposera à des représailles ou des sanctions. Ainsi va ce qu'ils osent appeler la liberté d'expression, qu'ils passent leur temps à piétiner ou museler.

Sous ce régime totalitaire, les médias protégés par les autorités ou les institutions croient détenir tous les pouvoirs, par conséquent ils estiment que tout leur est permis. Le jour où nous parviendrons au pouvoir, il ne faudra pas qu'ils s'étonnent qu'on use de la violence la plus féroce à leur égard, ce sera parfaitement légitime et démocratique.

L'histoire de mon site bloqué.

De Support OVH 15/11/2022

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contacté suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page :

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande. A défaut de réponse de votre part, vos services pourront être suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

De Support OVH 26/12/2022

Monsieur Tardieu,

La CNIL nous a contacté suite à une réclamation de M. BOUGEREAU Grégoire qui rencontre des difficultés pour obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant publiées sur cette page :

http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

Ceci mail constitue une relance. En application de l'article 28.3(e) du règlement (UE) 2016/679, et du contrat qui vous lie à OVHcloud, nous vous prions de bien vouloir donner suite à cette demande. A défaut de réponse de votre part, ou d'actions entreprises au 6 Janvier 2023, vos services seront suspendus conformément aux conditions générales de services auxquels vous avez souscrit.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire au traitement de cette demande.

De Vous 10/02/2023

Je découvre le ticket précédent (les 2 mails ci-dessus - JC) que je n'avais jamais vu ni ouvert. Autant dire que j'ignorais tout de cette plainte, jamais reçu la moindre notification de personne, sauf que vous avez coupé mon portail !

Je viens de supprimer le fichier en question, je n'ai même pas eu le temps de l'ouvrir pour voir de quoi il s'agissait, un truc de 2015 !

Je vous demande de remettre immédiatement mon portail sur le Net.

Ce problème est de votre faute. Parce que suite à un changement de mot de passe il m'a fallu donner une nouvelle adresse e.mail que je n'utilise et ne visite jamais, donc votre courriel avait dû atterrir là et je ne l'ai pas vu. Merci encore !

De Support OVH 10/02/2023

Bonjour,

La réactivation de l'hébergement est à faire à votre niveau en suivant cette documentation : https://docs.ovh.com/fr/hosting/diagnostic-403-forbidden/

Je rajoute un mot.

Quel service déplorable ! Au moins à EDF ou GDF, quand ils coupent l'électricité ou le gaz, une fois réglée le différent ils viennent reconnecter, là non, démerdez-vous, heureusement que j'ai un peu l'habitude de l'informatique, je m'en suis sorti tout seul.

OVH aurait dû s'étonner de mon absence de réponse, il connaissait ma nouvelle adresse mail, pourquoi j'aurais laissé bloquer mon portail, alors que je l'actualisais tous les 2 ou 3 jours, cela ne tenait pas debout, ils ne se sont pas posés la question, ils n'en avaient rien à foutre. Ils auraient pu aussi envoyer une lettre à l'adresse en France que je leur avais donnée. Il aurait pu aussi s'interroger sur cette plainte et ouvrir le fichier que j'avais reproduit, ils se seraient aperçus que cette plainte était sans fondement et le signaler à la CNIL, défendre leur client, il ne faut pas rêver.

A ce propos, c'était à la CNIL de vérifier le bien-fondé de la plainte de ce journaliste de merde, eux non plus ils n'en avaient rien à foutre, la parole d'un éditorialiste du Nouvel Obs leur suffisait, une gage d'honnêteté ou de probité sans doute, mon cul ouais, une racaille !

Vous excuserez tous ces désagréments.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 juin 2023.

Le mot du jour.

Cyclothymie. n. f.

Étymologie. 1909 - mot allemand (1882), du grec kuklos, et thumos « *état d'esprit* ». (Le Grand Robert de la langue française)

- Anomalie ou constitution psychique qui fait alterner les périodes d'excitation (instabilité, euphorie) et de dépression (apathie, mélancolie).

En attendant ils sont parvenus à vous neutraliser, c'est déjà pas mal. A votre place je m'inquiéterais.

Quand les conditions politiques furent réunies, l'oligarchie financière anglo-saxonne décida dans un premier temps d'en finir avec l'URSS, et au-delà avec la Russie...

Soudain, elle réalisa que le moment était venu en l'absence de toute opposition organisée puissante au sein du mouvement ouvrier international, d'étendre son hégémonie au reste du monde ou que les conditions allaient enfin être réunies pour pouvoir dicter son modèle de société totalitaire à tous les peuples…

Depuis un moment déjà, disons depuis le début des années 80, personnellement je pencherais plutôt pour le début des années 50, que la démographie exponentielle de la population mondiale constituerait à terme un obstacle à son propre bien-être, et qu'elle devait envisager d'imposer des mesures drastiques à tous les peuples pour inverser cette tendance, parce la vie sur Terre deviendrait infernale si elle devait supporter 10, 20, 30 milliards d'habitants, autrement dit, cela lui pourrirait l'existence et elle n'y tenait pas, d'où sa volonté dorénavant affichée de dicter sa loi à tous les Etats relayés au rôle de simple exécutant de sa politique.

C'était sans compter sur la résistance de tous les peuples et leur histoire singulière, leur aspiration légitime à la démocratie et au bien-être, qui allait alimenter la crise du capitalisme mondial empêtré dans des contradictions insurmontables, qu'elle ne pourrait affronter qu'à coup de règlements policiers, de mesures toujours plus liberticides, de matraquages ou de guerres.

Cela allait lui donner l'occasion à partir de janvier 2020 ou le lancement de son « *Great reset* », d'amplifier ou d'intensifier sa guerre sur tous les plans contre tous les peuples. Elle en a fait une question de vie ou de mort, à nous de relever ce défi et de vaincre cet ennemi déclaré de l'humanité ou de nous soumettre, nous résigner au sort dramatique qu'elle nous a réservé.

Elle compte pour parvenir à ses fins sur la lâcheté ou l'hypocrisie, l'égoïsme, la corruption des classes moyennes, des éléments les plus instruits ou dits évolués de la société, qui parce qu'ils disposent d'un niveau de vie relativement confortable ou les moyens financiers de paliers aux aléas de la décomposition sociale de la société, préfèreront demeurer passives ou neutres, plutôt que d'adopter le socialisme et s'engager dans le combat politique pour transformer révolutionnairement la société.

En gros nous en sommes là.

Risquons-nous encore à une analyse. Sortez vos fusils !

La philosophie nihiliste adoptée par ceux qui se prennent pour les maîtres du monde, consiste in fine à nier toute connaissance ou plutôt, que les hommes pourraient parvenir à décrire la matière, la nature d'un corps simple ou complexe ou sa composition biologique, inerte ou morte, ainsi qu'à la compréhension de son fonctionnement en remontant à son origine.

Pour un scientifique qui se respecte, toute connaissance acquise demeure valable aussi longtemps qu'elle n'a pas été réfutée. C'est ainsi qu'elle acquiert le double statut de vérité relative et absolue. En principe, des connaissances ne devraient être remises en cause qu'à cette condition. C'est ce principe que violent délibérément les nihilistes au pouvoir en substituant leur conception de la réalité ou de la société, qui ne repose pas sur des bases scientifiques, mais uniquement politiques, conformément aux besoins économiques de la classe dominante dont ils incarnent les intérêts au détriment de ceux de la population entière.

Le développement économique qui a engendré le progrès social au cours des derniers millénaires n'a pu se réaliser qu'à partir du moment où il reposait sur une base solide qu'incarnait l'aspect absolue des connaissances acquises, qui représentaient la quintessence de l'ensemble des expériences que les hommes avaient été amenés à vivre dans le passé, qu'ils théorisèrent également, elles leur servaient à la fois dans la vie quotidienne et dans leur recherche de point de repères, afin de relever les multiples défis auquel ils étaient confrontés...

Autrement dit, ils devaient trouver les moyens de satisfaire leurs besoins au fur et à mesure qu'ils allaient se manifester au fil du temps, dont l'origine remontait à leur nature ou coïncidait avec elle sans qu'ils en aient conscience. Mais pas seulement, restait à découvrir la dialectique qui parcourait l'ensemble de ce processus historique inconscient.

Pour parvenir à améliorer leur condition, les hommes devaient parvenir à maîtriser les éléments de la nature qui entraient dans la composition des moyens à mettre en œuvres pour satisfaire leurs besoins matériels ou qui contrariaient leur dessein de s'émanciper à terme du règne de la nécessité dans lequel ils étaient enfermés depuis que leur espèce était parvenu à maturité.

Avant de devenir esclaves d'autres hommes, les hommes furent d'abord esclaves de leur propre nature biologique et spirituel, de la nature environnante et généreuse à laquelle ils devaient leur survie, mais qui pouvait également s'avérer hostile, et ils devaient commencer par s'émanciper de cette dernière, concevoir de nouveaux rapports avec elle pour la domestiquer, la dominer ou l'exploiter à bon escient, avant de pouvoir envisager de mettre fin au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui les empêchait de s'épanouir pleinement aussi longtemps qu'il existerait et de conquérir enfin leur liberté.

Voilà à quoi devaient servir le fabuleux développement des forces productives, le développement économique et le progrès social qui l'accompagna pendant des dizaines de milliers d'années, le progrès scientifique et technologique, les modes de production successifs qu'ils engendrèrent, au cours desquels les hommes connurent de profondes transformations sur le plan anthropologique, de leur métabolisme, de leur organisation sociale, culturel, de sorte qu'aucun retour en arrière ne puisse être envisagé au niveau de ses besoins avec lesquels s'identifie sa propre existence, c'est ainsi qu'ils sont condamnés à toujours progresser ou à disparaître s'ils échouaient à franchir la dernière étape qui les sépare de leur libération du joug de la servitude sous toutes ses formes.

C'est le but du socialisme, c'est l'idéal qui nous porte et que j'ai essayé en vain de partager avec mes lecteurs.

Vous remarquerez qu'il y a nulle fanatisme ou croyance là-dedans.

Des névrosés psychorigides entendent enrégimenter les moindres détails de votre existence.

Voici la fréquence à laquelle nous devrions laver nos draps en été lors d'une vague de chaleur – Yahoo

J-C – Cela doit être une directive de la Commission européenne !

Voici pourquoi vous ne devez pas vous coucher nu pendant une vague de chaleur - Yahoo

J-C – Sans doute pour avoir encore plus chaud !

Voici pourquoi vous ne devriez jamais donner de l'eau à un bébé avant ses six mois – Yahoo

J-C – Vaut mieux le laisser se déshydrater sans doute !

Voici la seule partie de notre corps qu'il ne faut absolument pas laver selon la science (et vous ne devinerez jamais laquelle !) - Grazia

J-C – Pour vous sauver la vie je vous le dit : Les oreilles !

La tyrannie, c'est aussi cela.

Selon l'étude scientifique, voici les prénoms les plus agréables à l'oreille - entrenous.fr

J-C – Je suggère : Charles, George, François, Nicolas, Emmanuel…

Quels sont les prénoms qui réussissent le mieux au travail ? – Closer

J-C – Les mêmes de préférence !

Un psychologue révèle la pire chose qu'un parent puisse dire à son enfant – Closer

J-C – S'il a peur de quelque chose, dites-lui que c'est normal. Normal de la part de tels sadiques.

Faites tomber les masques. Où va se nicher l'opportunisme ?

Il y a quelques jours, j'ai trouvé deux infos dans ma boîte aux lettres provenant d'organisations qui se proclament indépendantes et de gauche. Mais voilà, dans les deux cas il y a un gros problème qui tient de l'instrumentalisation, or je ne suis pas du genre à me laisser manipuler. Leurs campagnes ne sortent pas n'importe quand, et principalement pour cette raison il est impossible de les reprendre ou de les soutenir. Pourquoi ?

Parce que l'une crie haro sur l'industrie agro-alimentaire au moment même où les davossiens la jettent hypocritement en pâture à l'opinion publique pour mieux justifier les mesures autoritaires qui accompagnent leur dictature climatique et qu'ils entendent nous imposer, sachant que l'industrie agro-alimentaire sera épargnée puisqu'elle participe à l'empoisonnement général de la population, leurs principaux actionnaires sont les mêmes, Blackrock et Cie. En revanche les agriculteurs et éleveurs, les artisans ou PME qui proposent des produits meilleurs ou sains à la population se verront harceler par leurs créanciers ou les services fiscaux de l'Etat...

Tandis que l'autre porte sur la dénonciation de la pénurie de médicaments allopathiques, dont la population est accro ou fait une consommation monstrueuse, qui la rend encore plus fragile ou malade, intoxiquée, et qui au passage engraisse les trusts pharmaceutiques mafieux. Je ne vois vraiment pas pourquoi on devrait participer à une campagne consistant à les enrichir davantage au détriment de la santé de la population.

J'ai bien conscience, que dans les deux cas les militants ou travailleurs à l'esprit étroit condamneront ma position, libre à eux, je ne fais pas dans le populisme. Je ne les ai pas attendus pour m'attaquer aux trusts de l'agro-alimentaire ou pharmaceutiques, sur une ligne politique vraiment indépendante.

La première campagne.

- Le système agro-industriel va droit dans le mur.
- Notre objectif : mettre la pression sur les principaux acteurs de ce système : lobbys, multinationales de l'agrochimie, organismes de régulation, grandes coopératives agricoles et, bien sûr, la toute-puissante FNSEA.

J-C - Ils prétendent commander à "*l'agro-industriel*", une manière de rendre le capitalisme plus propre, plus présentable, plus acceptable, merci on connaît !

Débat Basta! : L'urgence d'enquêter sur l'agro-industrie par Basta media 19 juin 2023,

https://www.helloasso.com/associations/basta-media/evenements/debat-basta-l-urgence-d-enqueter-sur-l-agro-industrie

La seconde campagne.

- L'un des aspects de cette incapacité à assurer le bien-être des populations est la difficulté d'accès à un nombre grandissant de médicaments. La pénurie à laquelle nous faisons face atteint des produits

de base comme le doliprane, mais également des antibiotiques très utilisés, comme l'amoxicilline, ou des traitements anticancéreux.
- Ces dix dernières années, l'Académie nationale de Pharmacie a régulièrement alerté sur les pénuries régulières de vaccins...

- Résultat : avec la flambée des maladies respiratoires cet hiver (grippe, bronchiolite, Covid, etc.), de nombreux médicaments indispensables se sont retrouvés en pénurie

J-C - Les Français sont les champions du monde dans ce domaine, ils ont oublié les antidépresseurs qu'ils se réservent sans doute, car il ne faut pas être bien dans sa tête pour sortir ce genre de saloperie infâme. Quels "nombreux médicaments indispensables" pour la Covid-19, puisque les autorités n'ont pas cessé de marteler qu'il n'existait pas de traitement efficaces. Autrement dit, mot à mot ils reprennent la propagande criminelle de l'OMS-Gavi-Gates-Macron qui avaient censuré l'hydroxychloroquine, l'ivermectine et même les antibiotiques et la vitamine D...

N'allez surtout pas croire qu'ils se seraient démasqués eux-mêmes, car la plupart des Français n'ont toujours pas compris ou admis que Macron et sa clique de sadiques n'avaient que de mauvaises intentions à leur égard, malgré tous les coups qu'ils prennent quotidiennement sur la gueule. Qui sont-ils ? Ils se présentent comme anticapitaliste, en réalité ce sont des autogestionnaires, autrement dit, ils revendiquent le pouvoir politique non pas pour abolir le capitalisme, mais pour lui donner un visage humain. Lisez attentivement, c'est écrit noir sur blanc à la fin de leur article.

Pénuries de médicaments : l'industrie pharmaceutique est coupable - frustrationmagazine.fr 9 juin 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/penuries-de-medicaments-lindustrie-pharmaceutique-est-coupable/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juin-12_06_23https://www.frustrationmagazine.fr/penuries-de-medicaments-lindustrie-pharmaceutique-est-coupable/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juin-12_06_23

Ils vont même jusqu'à faire la promotion des empoisonneurs de l'agro-alimentaire.

Cet ingrédient caché des boissons énergisantes pourrait être la clé pour vivre longtemps en bonne santé – Yahoo

---

« *Nous pensons pareil* », tel père, tel fils. A gauche la succession est assurée, si c'est Le Point qui l'affirme, on ne va pas le contredire !

Fervent anti-Trump, qui est Alexander Soros, le fils et successeur de George Soros ? - LePoint.fr 14 juin 2023

L'une des personnalités les plus détestées au monde prend sa retraite. À 92 ans, l'homme d'affaires et philanthrope George Soros, connu pour son engagement de centre gauche et ses prouesses spéculatives, passe la main à son quatrième enfant, Alexander.

À 37 ans, ce dernier, issu du deuxième mariage de George Soros avec l'historienne Susan Weber, n'était pas pressenti pour succéder à son père. Celui-ci avait en effet affirmé à plusieurs reprises être « *opposé par principe* » à l'idée de placer l'un de ses enfants à la tête de son empire de 25 milliards de dollars.

Mais le diplômé en histoire de Berkeley et New York University, fan de hip-hop, de football et de philosophie, a su gagner la confiance de son père par ses huit ans de travail à temps plein à l'Open Society Foundations. « *Nous pensons pareil* », a ainsi déclaré le patriarche, qui a simplement commenté après l'élection d'Alexander à la présidence du conseil d'administration de l'Open Society Foundations : « *Il l'a mérité*. » Ce nouveau dauphin supplante aussi son frère aîné, Jonathan, 57 ans, qui lui a un temps été préféré.

Surnommé « *Alex* », le jeune homme poursuivra ainsi l'engagement de son père, qui investit depuis quarante ans en faveur de la liberté d'expression, des droits de l'homme et de la démocratie. Il dirige désormais aussi le « *super PAC* », une structure qui verse des fonds aux campagnes de candidats politiques (plutôt démocrates), et fait partie du comité d'investissement du Soros Fund Management, la firme supervisant les fonds.

Quelques changements de ligne sont néanmoins à prévoir : interviewé par le Wall Street Journal ce week-end, le jeune héritier s'est affirmé « *plus politique* » que son père. Son compte Instagram le montre ainsi aux côtés de nombreuses personnalités de la gauche américaine, posant avec Joe Biden et Kamala Harris – la chaîne de droite Fox News a assuré qu'il s'était rendu 17 fois à la Maison-Blanche depuis la victoire démocrate – mais aussi avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau et son homologue brésilien, Lula.

Le Soros 2.0 entend ainsi investir davantage la scène américaine en promouvant le droit à l'avortement, l'égalité des sexes et le vote des minorités ethniques, Afro-Américains et Hispaniques en tête.

Soutien des défenseurs de l'environnement

L'environnement risque également d'être de la partie puisque certains de ses défenseurs ont déjà été récompensés par la fondation personnelle d'Alexander Soros, fondée en 2012 pour promouvoir des « *projets plus expérimentaux et controversés » que ceux soutenus par les « grandes fondations traditionnelles* ».

Le fils est par ailleurs plus proche de la communauté juive que le père, qui finance assez peu de projets en Israël. LePoint.fr 14 juin 2023

J-C – Le rejeton de l'une des pires ordures du monde ne pouvait que ressembler à son père, en pire sans doute…

La France est un paradis fiscal pour les plus riches. "*Ils ne paieraient pas plus d'impôts s'ils déménageaient demain aux Bermudes !*"

Taxation des milliardaires : quatre questions sur l'étude démontrant que les ultra-riches contribuent moins à l'impôt en France - francetvinfo.fr 14 juin 2023

1 - Quelles sont les principales conclusions de l'étude ?

Une étude menée par l'Institut des politiques publiques montre qu'à partir d'un certain seuil de richesse, le taux d'imposition régresse. Cela s'explique par les profits que les ultra-riches tirent de leurs sociétés, qui échappent au calcul de l'impôt sur le revenu.

Les chiffres sont implacables : les milliardaires paient proportionnellement moins d'impôts sur leurs revenus globaux que les autres contribuables.

Si l'on considère le "*revenu fiscal de référence*", utilisé pour calculer l'impôt sur le revenu, le système fiscal français est bel et bien progressif : plus le revenu fiscal de référence est élevé, plus les contribuables riches une part importante d'impôt sur le revenu.

Toutefois, afin de mieux refléter le patrimoine des plus aisés, les quatre auteurs de la note ont choisi d'ajouter à ce revenu les "*bénéfices de société non distribués", créant ainsi la notion de "revenu économique*". Ce revenu prend en compte les profits (actions, dividendes...) issus des sociétés dont les foyers sont actionnaires à plus de 10%, mais qui n'ont pas été perçus, et ne peuvent donc être soumis à l'impôt sur le revenu. Ces bénéfices sont cependant taxés par un autre biais, à travers l'impôt aux sociétés. "*On a fait comme si les sociétés étaient complètement transparentes, comme si les revenus ne s'arrêtaient pas à la société, mais remontaient directement à leur détenteur, dès lors qu'ils étaient actionnaires de référence*", explique Arthur Guillouzouic, économiste à l'Institut des politiques publiques et co-auteur de la note, à franceinfo.

Ainsi, les auteurs constatent que le taux d'imposition global sur ce revenu économique est progressif jusqu'à un niveau élevé, avant de régresser. Il atteint 46% pour les 0,1% les plus riches. Passé ce seuil, il chute à 26,2% pour les 0,0002% les plus riches, représentant 75 foyers. Si le barème des impôts sur les revenus personnels s'appliquait à l'ensemble de leur revenu économique, ce taux bondirait de 26,2% à 59,4%, relèvent les auteurs. "*Nous étions nombreux à se douter qu'il y avait une forme de dégressivité [de ce taux d'imposition global], c'est devenu incontestable du fait de la qualité de ce travail*", loue Camille Landais, économiste à la London School of Economics et président délégué du Conseil d'analyse économique.

2 - Pourquoi les milliardaires sont-ils moins imposés que les contribuables moins riches qu'eux ?

Ce taux d'imposition plus faible s'explique par la composition du patrimoine des plus hauts revenus. A partir d'un certain seuil, les ménages plus riches tirent davantage leur richesse de leurs sociétés que de leurs revenus. Or, l'imposition des bénéfices sur les sociétés (qui s'établit à 25% pour la plupart des entreprises) est plus avantageuse que l'imposition des revenus personnels (jusqu'à 45%).

"*Les résultats sont édifiants !*", réagit Gabriel Zucman, économiste à l'université de Californie à Berkeley, qui dénonçait en janvier un taux d'imposition réel à 2% pour les ultra-riches. *« Le revenu fiscal des milliardaires est infime par rapport à leur vrai revenu économique, c'est-à-dire les dividendes qu'ils touchent des compagnies qu'ils détiennent comme LVMH, Kering, L'Oréal, etc.* », constate ce proche de l'économiste Thomas Piketty.

Ce phénomène s'explique, selon le chercheur, par le "*recours systématique aux sociétés holding – de simples sociétés-écrans – au sein desquelles les très grandes fortunes françaises logent leur revenu pour se soustraire à l'impôt [sur le revenu]*". Une pratique d'optimisation fiscale, qui n'est pas illégale, contrairement à la fraude.

3 - Est-il pertinent de considérer les revenus issus de l'entreprise comme des revenus personnels ?

Interrogé par franceinfo, le ministère de l'Economie et des Finances émet des réserves par rapport aux résultats de l'étude : "*Cette analyse ne correspond pas à la réalité du fonctionnement des impôts. Ces sommes [les bénéfices issus des sociétés] ne sont pas disponibles et ne peuvent donc être dépensées. On ne peut imposer des revenus dont un contribuable ne dispose pas*". En effet, le Conseil Constitutionnel a jugé en 2012 qu'il n'était pas légal de prendre en compte les revenus non distribués de sociétés détenues au cours des cinq dernières années dans le calcul du revenu fiscal de référence.

Pour l'économiste Camille Landais, l'approche de l'Institut de politiques publiques est au contraire "*la bonne manière de présenter les choses*". "*Les détenteurs de ce type de biens professionnels privés ont un contrôle sur l'ensemble de l'usage de ce patrimoine, de sorte que les revenus générés par ces entreprises sont effectivement des revenus personnels*", juge l'économiste. Quant à l'argument avancé par Bercy, il s'agit selon Camille Landais d'une "*vision très naïve de la manière dont fonctionnent ces holdings"*. Arthur Guillouzouic, co-auteur de la note, estime que les actionnaires de référence "ont bien leur mot à dire sur la politique de distribution de l'entreprise" puisqu'ils détiennent plus de 10% de ses parts.

J-C - La suite et fin étaient uniquement destinées à justifier cette fiscalité avantageuse, comme il se devait, genre il faudrait une « *plus grande transparence fiscale des holdings françaises, afin de mieux les taxer* », donc je vous en ferai grâce de ces 3 derniers paragraphes.

En fait, cet article était destiné à vous rendre le capitalisme sympathique, à le légitimer, à vous faire croire que dès lors que ses partisans parviendraient à le domestiquer, bien qu'il continuerait de reposer sur le vol de votre force de travail, vous pourriez tout de même l'adopter aussi, au lieu d'être tenté de lorgner vers le socialisme ou de chercher une issue politique à la crise du capitalisme. Ces intellectuels ou économistes liés à la social-démocratie dégénérée ou au PS ne servent qu'à cela.

On a refusé de se livrer à cet exercice que nous jugeons indigne, d'en être le complice, j'espère que vous apprécierez.

Le mythe de l'Union de la gauche ou du Front populaire

Pedro Sanchez n'avait aucune chance de rester au pouvoir en Espagne sans cet accord - Le HuffPost 10 juin 2023

Le chef du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sánchez, s'est félicité ce samedi 10 juin de l'union de la gauche radicale en vue des législatives du 23 juillet.

Cette union, officialisée vendredi soir après d'intenses négociations par Sumar, plateforme de la ministre communiste du Travail Yolanda Diaz, intègre une quinzaine de formations politiques, dont Podemos, principal parti de la gauche non socialiste. Le HuffPost 10 juin 2023

Haro sur les BRICS !

L'Afrique du Sud, plaque tournante du financement du jihadisme - AFP 14 juin 2023

L'Afrique du Sud n'a jamais été réellement concernée par les attentats jihadistes."*La vigilance n'a pas été suffisante pendant 20 ans parce que l'Afrique du Sud n'a pas été touchée du tout par les problèmes de terrorisme*", explique à l'AFP Hans-Jakob Schindler, directeur du centre de réflexion Counter-Extremism Project (CEP).

J-C - Counter-Extremism Project (CEP) est une officine sioniste créée en 2014. Elle a compté parmi ses fondateurs ou dirigeants : Un conseiller de George W. Bush, un membre de l'administration Clinton, un président de la National Security Advisor (NSA) ou services de renseignement des Etats-Unis, du FBI, ajoutez le Council on Foreign Relations (CFR), la Commission Trilatérale, et l'International Republican Institute (Parti républicain), le McCain Institute, etc.

Bref, c'est du lourd la référence de l'AFP, indépendante, pas du tout orientée politiquement…

En Inde, le pouvoir nationaliste censure et réécrit les manuels scolaires - courrierinternational.com 14 juin 2023

France. Ils osent tout. Le comble du sadisme. Parole de barbares. Leur humanisme est la politesse des salauds...

J-C - "*L'acte le plus barbare qui soit*", c'est d'avoir financé, armé, entraîné, soutenu les barbares de Daesh ou les groupes issus d'Al-Qaïda.

Attaque au couteau à Annecy: Emmanuel Macron dénonce "*l'acte le plus barbare qui soit*" - BFMTV 9 juin 2023

Guerre en Ukraine: Emmanuel Macron appelle l'Iran "*à mettre immédiatement fin au soutien*" à la Russie - BFMTV 11 juin 2023

L'Union européenne dirigée par des psychopathes est déjà un asile d'aliénés.

Attaque à Annecy : Gérald Darmanin met le sujet d'un « *asile européen* » sur la table - leJDD 10 juin 2023

Il a raison : Gérald Darmanin, vous êtes condamné à mort !

Attaque au couteau à Annecy : "*La folie est une excuse trop facile a priori*", affirme Gérald Darmanin - BFMTV 10 juin 2023

Big Brother vous surveille, de la fiction à la réalité. Un régime toujours plus policier ou liberticide.

J-C - On retiendra " *sauf* " qui revient à chaque alinéas. Les croire serait commettre une fatale erreur de jugement.

Reconnaissance faciale : le Sénat adopte une proposition de loi pour expérimenter cette technologie - Publicsenat.fr 13 juin 2023

Par 226 voix contre 117, le Sénat a adopté lundi 12 juin une proposition de loi destinée à expérimenter pour une durée de trois ans le recours à la reconnaissance faciale dans l'espace publique. Le texte était porté par le sénateur LR, Marc-Philippe Daubresse et le centriste, Arnaud de Belenet. Tous les deux étaient co-auteurs d'un rapport sur « *la reconnaissance faciale et ses risques* », adopté à l'unanimité par la commission des lois, l'année dernière.

Bien conscient de la sensibilité du sujet, à la tribune, Marc-Philippe Daubresse a tenté de rassurer la gauche de l'hémicycle, opposée au texte. « Nous avons voulu définir collectivement un cadre garantissant que nous ne tomberions pas dans une société de surveillance, c'est-à-dire comprenant des lignes rouges, et également définir une méthode, un régime de contrôle », a-t-il exposé avant de citer : « *Interdiction de la notation sociale, interdiction de la catégorisation d'individus en fonction de l'origine ethnique, du sexe ou de l'orientation sexuelle sauf s'il s'agit de recherches scientifiques, interdiction de l'analyse d'émotions sauf à des fins de santé ou de recherche, interdiction de la surveillance biométrique à distance en temps réel sauf exceptions très limitées avec des garanties considérables* ».

Le rapporteur du texte, Philippe Bas (LR) a assuré que la commission des lois « *avait pris des précautions immenses* ». « *Les conditions sont très restrictives. C'est un magistrat qui décide. C'est un officier de police judiciaire qui exécute. Toutes les garanties sont là pour que cette technologie soit mise au service de la justice et de la sécurité de nos concitoyens sans courir de risques pour la protection de nos libertés* », a-t-il assuré.

L'utilisation la reconnaissance faciale en temps réel ne concernera quant à elle que les cas plus extrêmes ; terrorisme, atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation, infractions relatives à la criminalité organisée.

J-C - Qui décide de ces caractérisations, sinon le pouvoir politique qui dicte sa loi au pouvoir judiciaire, il ne faudrait pas nous prendre pour des demeurés.

C'était juste une mauvaise farce de parlementaristes !

Après des débats agités, les Liot retirent leur proposition de loi pour abroger la réforme des retraites - BFMTV 9 juin 2023

Combat politique contre le wokisme et la théorie du genre.

Qantas autorise les hommes de sa compagnie aérienne à se maquiller et les femmes à ne plus le faire - Le HuffPost 9 juin 2023

Critères ESG : Pourquoi Disney, Bud Light et Target persistent-elles dans l'idéologie wokisme malgré des pertes de milliards ? - lemediaen442.fr 12 juin 2023

Des sociétés comme Disney, Anheuser-Busch (maison mère de Bud Light) et Target ont leurs bénéfices qui plongent et perdent des milliards en capitalisation boursière après avoir promis leur fidélité à l'agenda trans.

Avec des boycotts de droite plus efficaces que les boycotts de gauche, le mouvement démontre clairement que la gauche politique n'a pas autant de pouvoir que les conservateurs et les indépendants, qui détiennent la majorité aux États-Unis. En réponse, les médias qualifient ce mouvement de « *terrorisme économique* ». Autrement dit, si vous ne soutenez pas l'agenda woke avec votre argent, vous êtes considéré comme un ennemi intérieur.

Il aura fallu du temps, mais les Américains moyens s'engagent enfin dans une guerre culturelle déclenchée il y a des années par des institutions mondialistes utilisant des militants de gauche comme exécutants. La question clé — dont très peu de gens parlent — est que les groupes d'activistes n'auraient aucun pouvoir s'il n'y avait pas le soutien sans précédent qu'ils reçoivent des gouvernements, des organisations à but non lucratif, des groupes de réflexion et du monde des affaires. Et une grande partie de ce soutien a été injectée par le biais de financements de type ESG ainsi que de programmes DEI (Diversité, Équité et Inclusion).

ESG est un sigle international utilisé par la communauté financière pour désigner les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance qui constituent généralement les trois piliers de l'analyse extra-financière.

L'ESG (Environnement, Social, Gouvernance) devient un terme bien connu et est, au fond, une forme d'*« investissement d'impact »* – C'est-à-dire que de grands prêteurs tels que Blackrock ou Carlyle Group, ou des groupes de réflexion comme la Fondation Ford, cherchent à contrôler les résultats sociétaux en utilisant les prêts comme levier.

https://lemediaen442.fr/criteres-esg-pourquoi-disney-bud-light-et-target-persistent-elles-dans-lideologie-wokisme-malgre-des-pertes-de-milliards/

Au nom du «*net-zéro carbone*», vers le massacre de 200 000 vaches en Irlande

https://reseauinternational.net/au-nom-du-net-zero-carbone-vers-le-massacre-de-200-000-vaches-en-irlande

Dictature et escroquerie climatique.

Des fous furieux à enfermer d'extrême urgence.

J-C - Faramineux, cela représente par an 0,0001% de la population de l'UE (Environ 450 millions d'habitants).
Les catastrophes météo ont tué 195.000 personnes en Europe depuis 1980 - AFP 14 juin 2023

"*Pour éviter plus de pertes, nous devons de toute urgence passer de la réaction aux phénomènes météorologiques extrêmes (...) à une préparation proactive*", a dit à l'AFP Aleksandra Kazmierczak, une experte de l'Agence européenne de l'environnement (AEE).

Dans le nouvel inventaire, les canicules comptent pour 81% du nombre de morts.

Les modèles climatiques prévoient des vagues de chaleur extrêmes plus longues, plus intenses et plus fréquentes, ce qui doit obliger l'Europe à agir pour protéger sa population vieillissante, vulnérable aux températures élevées.

"*La plupart des politiques nationales d'adaptation (...) reconnaissent les effets de la chaleur sur les systèmes cardiovasculaire et respiratoire, mais moins de la moitié couvrent les effets directs de la chaleur tels que la déshydratation ou les coups de chaud*", note l'institut communautaire. AFP 14 juin 2023

J-C - Le second volet de cet article était consacré au coût de ces "*catastrophes météo*". Et ils n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère ces cinglés, cela se chiffrait en centaines de milliards d'euros, histoire de dire : si vous rechignez à adopter les mesures qu'on préconise, ne venez pas pleurer le jour où on vous présentera la note.

A trop en faire on se décrédibilise soi-même. Météo France : Une officine de la dictature climatique de Davos.

J-C - Quel est le vecteur principal de la désinformation, qui est le champion de la fake news ? Les organismes de l'Etat relayés par les médias qu'ils subventionnent.

Vers un été plus chaud que la normale ? Pourquoi les tendances saisonnières sont à prendre avec précaution - BFMTV 13 juin 2023

Selon les tendances à trois mois de Météo France, pour les mois de juin, juillet et août, "*le scénario le plus probable est celui d'un trimestre plus chaud que la normale*". Une tendance confirmée par sept autres modèles de prévisions saisonnières analysés par le service météo et climat de BFMTV.
J-C - Vous savez, les fameux "*modèles*" mathématiques foireux ou l'on entre dedans ce qu'on veut à seule fin de justifier la conclusion à laquelle on souhaitait arriver, un discours et des mesures antisociales ou liberticides, comme lors de l'épisode de la dictature sanitaire, ce qu'évidemment la population est censée ne pas savoir.

BFMTV - Concernant les tendances pour les précipitations, Météo France ne dégage aucun scénario privilégié sur la France ou le reste de l'Europe pour les trois prochains mois. Il est tout aussi probable que l'été soit plus sec que les normales de saison qu'il soit conforme ou plus humides.

J-C - Ils vous disent qu'ils ne savent rien ou ne peuvent rien prévoir, chez eux tout est propagande, spéculation à caractère idéologique à seule fin de vous angoisser, de vous nuire. La suite, après avoir rappelé les prévisions foireuses de 2021 de Météo France.

BFMTV - Interpellé sur ce "*décalage*", l'organisme avait rappelé sur Twitter que ces tendances ne sont pas une science exacte: "*Le scénario le plus probable ne se réalise pas systématiquement, le moins probable peut se réaliser*".

J-C - Tout peut se produire, à bon entendeur salut !

Je me souviens qu'autrefois je me demandais pourquoi ils nous faisaient chier à la télé avec la météo, depuis j'ai compris. Nos ennemis ont de la suite dans les idées contrairement à nous. Il y a cependant des exceptions, cela fait belle lurette que je n'ai plus de télévision.

Un gars participe à une grève ou à une manif, une nana est sensibilisée suite à un évènement, pendant un temps ils s'engagent, ils se mobilisent, puis d'un coup ils redeviennent passifs et disparaissent. Vous aviez cru les gagner à la lutte de classe, et bien vous vous étiez trompés. Parfois ou souvent cela arrive avec des travailleurs qui militaient depuis des années, en schématisant on pourrait dire qu'ils n'ont jamais vu plus loin que le bout de leur nez, ils n'ont rien appris pour la suite, car il n'y aura pas de suite ou pas avant longtemps, peut-être.

Les partis dits ouvriers se foutent de la formation de leurs militants, de leur niveau de conscience politique, les uns et les autres ne poursuivent que des buts immédiats, selon des intérêts individuels de préférence, avec de tels partis et militants, il n'est pas étonnant que le socialisme soit renvoyé aux calendes grecques.

Pourquoi donnent-ils systématiquement la parole à ce type de cinglés, sinon pour vous terroriser, vous paralyser, vous faire accepter ce que vous n'accepteriez jamais en temps normal.

- François Gemenne : "*La situation de la planète est dramatique. Le changement climatique tue déjà et le XXIe siècle sera celui des pandémies*"

J-C – Un récit fabriqué de toutes pièces, médiatisé, où l'accusation et la défense se confondent où le juge est partie, où le pompier et le pyromane sont le même...

Pourquoi consacrer du temps à ce procès ? Parce qu'il pourrait servir de référence ou jurisprudence pour les cinglés du monde entier gagnés à leur mystification.

Pourquoi la Cour suprême de l'Etat du Montana a-t-elle jugé cette plainte recevable, sinon pour encourager n'importe quel névrosé, frustré ou refoulé profond à imiter ceux qui en sont à l'origine dans le Montana, de manière à faire croire que c'est la population qui est à l'origine du mouvement contre "*le changement climatique*", et non les oligarques philanthropiques du Green New Deal qui ont à cœur de répondre à cette légitime préoccupation en mettant en œuvre l'Agence 2030.

Comprenez bien que, dès lors que cela vient de la population, du brave peuple bardé de connaissances dans tous les domaines pour l'occasion, élevé au rang de société savante, la preuve est faite que la démocratie fonctionne, alors si vous avez le malheur d'évoquer une dictature climatique, si vous traitez de supercherie le discours que tient le gouvernement, les médias et leurs

« *experts* », vous allez passer pour un abruti, un enragé, un extrémiste, vous aurez pratiquement tout le monde contre vous, personne ne vous écoutera, vous serez diabolisé et réduit au silence avant même d'avoir ouvert la bouche.

Les crédules qui n'avaient aucune idée précise sur la question se rangeront au côté de la majorité instrumentalisée, et ils vous ignoreront superbement, comme si vous n'existiez pas tout simplement. Ensuite, sans crainte ils ont la voie libre pour appliquer leur politique autoritaire, personne ou presque ne s'y opposera, aucune force organisée, toutes celles qui existent sont trop corrompues.

Voyez comment c'est enrobé.

Un procès historique pour le climat s'ouvre dans le nord-ouest des Etats-Unis - AFP13 juin 2023

Le premier procès lié au changement climatique aux Etats-Unis s'est ouvert lundi dans le Montana, après qu'une dizaine de jeunes eurent engagé des poursuites contre cet Etat du nord-ouest, l'accusant d'enfreindre leur droit constitutionnel à un "environnement propre et sain".

Les 16 plaignants, âgés de 5 à 22 ans, affirment que les "*effets dangereux des énergies fossiles et de la crise climatique*" leur ont porté atteinte — les enfants étant "*singulièrement vulnérables*" à ces effets qui ne font qu'empirer.

La plaignante principale, Rikki Held, dont la famille possède un ranch dans l'est du Montana, a raconté comment leur mode de vie avait été directement affecté par les feux de forêt, les températures extrêmes, et la sécheresse qui frappent de plus en plus fréquemment cet Etat réputé pour ses paysages verdoyants.

Au cœur des débats, un article de la constitution locale disposant que "*l'Etat et tout un chacun doivent maintenir et améliorer un environnement propre et sain dans le Montana pour les générations présentes et futures*".

Les plaignants remettent également en question la constitutionnalité d'une loi du Montana qui interdit à l'administration locale de prendre en compte les impacts sur le climat lorsqu'elle doit accorder ou non des permis à des entreprises d'énergies fossiles.

Ils n'exigent aucun dédommagement, mais demandent qu'une déclaration stipulant que leurs droits sont enfreints soit rédigée. Celle-ci doit constituer une première étape vers une action législative.

Dans ses propos liminaires, l'avocat Roger Sullivan a évoqué les effets du réchauffement climatique sur la jeunesse du Montana.
"*Chaleur, sécheresse, feux de forêt, pollution de l'air, violentes tempêtes, disparition de la faune locale, fonte des glaciers, perte de piliers et traditions familiales et culturelles*", a-t-il listé, évoquant également les dégâts médicaux et psychologiques.

Le climatologue Steve Running, appelé à témoigner par l'accusation, a exposé lundi les preuves scientifiques de la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique. Le Montana connaît par exemple des hivers plus courts rallongeant la saison des feux, a-t-il noté.

A plusieurs reprises, l'Etat a tenté de faire annuler les poursuites pour des raisons de vice de procédure mais le 6 juin, la Cour suprême de l'Etat a donné son feu vert pour que le procès débute. Il se déroulera jusqu'au 23 juin à Helena, capitale du Montana.

Le procureur général du Montana Michael Russell a lui affirmé qu'au cours des débats, le tribunal entendrait des "*suppositions*" concernant "*ce que le futur peut réserver, y compris des affirmations radicales et grandiloquentes sur un destin tragique qui nous attend tous*".
Selon lui, la loi au cœur des débats du procès ne peut pas être à l'origine des dommages dont les plaignants se sont dits victimes. AFP13 juin 2023

Santé.

C'est magique, ça c'est de la vraie médecine, même qu'elle vous enterre vivant !

En Équateur, cette femme déclarée morte s'est réveillée en pleine veillée funèbre - Le HuffPost 12 juin 2023

Le décès de Bella Montoya avait été constaté vendredi dans un hôpital public de la ville côtière de Babahoyo, dans le sud-ouest du pays.

Stupeur autour d'un cercueil en Équateur. Des proches qui veillaient depuis cinq heures une femme âgée déclarée morte l'ont entendue soudainement respirer, a raconté dimanche 11 juin le fils de celle que les médias locaux qualifient de « *ressuscitée* ».

Une vidéo publiée sur Twitter montre Bella Montoya, 76 ans, à l'intérieur d'un cercueil ouvert et respirant bruyamment, entourée de deux hommes qui lui viennent en aide.

Bella Montoya a été déclarée morte dans un centre médical en Équateur mais a choqué tout le monde quand quelques heures plus tard, elle a ressuscité pendant sa veillée funèbre. Les médecins pensent que la femme était en état de catalepsie (paralysie, NDLR) lorsqu'elle a été déclarée.

Selon le ministère de la Santé, Bella Montoya avait été hospitalisée pour un accident vasculaire cérébral présumé et « *a subi un arrêt cardiorespiratoire sans réagir aux manœuvres de réanimation, à la suite de quoi le médecin de garde a confirmé son décès* ». Le HuffPost 12 juin 2023

J-C - Avec les merveilles de l'Intelligence Artificielle ou de la médecine à distance, un jour c'est ce qui pourrait vous arriver !

Ne seraient-ils par la conséquence de leur politique sanitaire, tout particulièrement depuis trois ans ?

J-C - En novembre 2021, 82% des Néerlandais âgés de plus de 12 ans sont entièrement vaccinés contre la Covid-19.

Les Pays-Bas fournissent de la crème solaire gratuite pour lutter contre les cancers de la peau - BFMTV 13 juin 2023

Depuis ce week-end et pour tout l'été, les Pays-Bas mettent à disposition de leurs habitants des distributeurs de protection solaire pour lutter contre des niveaux records de cancers de la peau dans le pays, ont rapporté des médias locaux, dont Dutch News.

Les distributeurs ont également été placés dans les écoles, les universités, les parcs et autres espaces publics.

"*Cela coûte de l'argent, quelques milliers d'euros, mais nous pensons que la santé de nos habitants et visiteurs est très importante*", a expliqué à NOS Jacco Knape, un élu de la station balnéaire de Katwijk.

En 2020, l'ONG World Cancer Research Fund avait considéré que les Pays-Bas étaient le pays le plus touché par les mélanomes dans le monde. BFMTV 13 juin 2023

J-C - Ce sont des enragés de la seringue. Remarquez bien qu'on meurt rarement suite à une vaccination, il arrive qu'on observe des effets secondaires immédiats plus ou moins graves ou douloureux, personne ne sait de quelle manière ils agissent sur le métabolisme du cobaye tout au long de sa vie.

Tout le monde ou presque ignore s'ils ne participent pas à l'éruption de maladies auto-immunes telles que le cancer justement, c'est logiquement probable, mais insuffisant pour en tirer des conclusions scientifiques. Le problème réside dans le fait que c'est pratiquement indétectable ou le lien de cause à effet est difficile à établir avec certitude. Il faudrait se livrer à une étude sur une longue période fort coûteuse, et suivre une large frange de la population, aucun laboratoire n'acceptera de la financer pour les raisons que vous devinez.

Puisqu'il existe des traitements efficaces contre toutes ces maladies dont la plupart sont naturellement en voie de disparition ou elles n'affectent (ou infectent) qu'une infime minorité de la population parmi la plus à risque, il est fortement recommander d'éviter ces vaccins, ensuite chacun fait comme il l'entend. Personnellement je ne suis plus vacciné depuis près de 60 ans et je m'en porte très bien en Inde. Je n'ai pas fait vacciner ma fille après sa naissance, j'ignore si depuis elle s'est fait vacciner, j'ai oublié de lui demander, elle faisait partie des enseignantes non-vaccinées contre la Covid-19 à La Réunion. La rougeole est la seule maladie infectieuse que j'ai faite au cours de ma vie, j'ai 67 ans.

Je viens de questionner ma compagne indienne Selvi Kalayan à propos de ses trois petits-enfants (8, 15 et 18 ans). Elle m'a affirmé qu'en dehors du vaccin contre la variole ("*maa*" en tamoul), ils n'ont reçu aucun autre vaccin, elle a précisé qu'elle et ses trois enfants non plus.

On est en Inde, le pays le plus peuplé du monde, où la densité de la population est trois fois celle de la Chine, où la promiscuité est omniprésente, tout comme le manque d'hygiène, les décharges, la pauvreté, et pourtant ils ne meurent pas comme des mouches. Comme quoi les bienfaits de la vaccination relève de la propagande, de la supercherie, elle fonctionne dans les pays développés ou dits riches où la population est soi-disant plus évoluée ou instruites, ailleurs on n'y fait même pas attention ou on l'ignore et c'est préférable ainsi. Cela fait réfléchir, n'est-ce pas ?

Aux Pays-Bas, une pétro-monarchie oligarchique, elle cumule, entre 2 mois et 12 ans les enfants sont piqués 23 fois, quel délire criminel ! Vous pouvez le vérifier ici.

https://rijksvaccinatieprogramma.nl/sites/default/files/2017-12/005471%20Bescherm%20uw%20kind%20FACTSHEET_FRA_v2def%20web_0.pdf

Institut National de la Santé publique et de l'Environnement des Pays-Bas.

Protégez votre enfant contre les maladies infectieuses (Dutch National Immunisation Programme)
Faites vacciner votre enfant

Aux Pays-Bas, tous les enfants reçoivent un certain nombre de piqûres contre les maladies infectieuses. Elles sont appelées vaccinations ou inoculations. C'est de cette manière que nous protégeons votre enfant contre les maladies infectieuses graves

Contre quelles maladies votre enfant est-il vacciné? Certaines maladies infectieuses sont graves et difficiles à traiter. C'est pourquoi il est sage de toujours faire vacciner votre enfant.

Votre enfant peut être vacciné contre les maladies suivantes:

- La diphtérie
- La rubéole
- La coqueluche
- L'infection par les bactéries Hib
- Le tétanos
- L'infection à pneumocoque
- La polio
- L'infection à méningocoque C
- Les oreillons
- L'hépatite B
- La rougeole
- Le cancer du col de l'utérus (VPH)

J-C – Je suis arrivé à 23 piquouses en additionnant les rappels ou les doses multiples entre 2 mois et 12 ans.

Tu m'étonnes après cela qu'ils aient une santé fragile. Ils ont un niveau de vie élevé, ils vivent vieux… en mauvaise santé. Que voulez-vous, il faut bien qu'ils reversent d'une main, ce que la protection sociale leur a accordé de l'autre. Mais apparemment ils n'ont toujours pas compris comment cela fonctionne, nulle part remarquez bien ! Ce n'est pas très rassurant, vous avez le mot pour rire décidément…

En Allemagne, le laboratoire BioNTech face à la justice pour son vaccin anti-Covid - AFP 12 juin 2023

Vaccinés contre le Covid, ils disent souffrir d'effets secondaires et veulent obtenir réparation: le laboratoire BioNTech, qui a développé, avec l'américain Pfizer, l'un des principaux vaccins sur le marché, comparaît depuis lundi pour la première fois en procès.

Cette audience judiciaire très attendue, censée durer plusieurs mois, a débuté lundi par une bataille procédurale.

"*L'impartialité du juge a été questionnée par les avocats de la plaignante*", a annoncé peu après le début de l'audience un porte-parole du tribunal.

Les défenseurs demandent notamment que le procès soit présidé par un collège de magistrats spécialisés en questions de santé et non un juge unique, "*ce qui permettrait une réelle expertise*", a justifié un des avocats, Marco Rogert.
Une prochaine session aura donc lieu "*dans quelques jours*", selon l'avocat. Le tribunal décidera alors "*s'il reste dans cette disposition pour le procès ou s'il le confie à la chambre*".

J-C - L'AFP embraie avec le récit fabriqué par les Fondations Rockefeller et Gates repris par l'OMS qu'on entend depuis janvier 2020, sans se soucier que les faits l'ont invalidés.

AFP - L'affaire est éminemment complexe. Fin 2021 débutait une campagne de vaccination d'une ampleur inédite face à une pandémie mortelle qui a entraîné le confinement de millions de personnes et la paralysie de l'économie mondiale.

Selon l'Agence européenne des médicaments (EMA), il a été estimé qu'au cours de la première année de la pandémie, les vaccins anti-Covid ont aidé à sauver près de 20 millions de vies.

J-C - En réalité "*une pandémie mortelle*" théoriquement, moins mortelle que la grippe, invention pour justifier notamment la séquestration de la population mondiale. La première vague de décès (100.000 environ) a été causée par l'interdiction de prescrire des traitements efficaces aux malades, la seconde, par la vaccination. Cette thérapie génique expérimentée sur la population réduite à l'état de cobaye n'a pas plus sauvé de vie que des vaccins, hormis à la marge.

Mais certaines personnes affirment qu'ils ont entraîné une dégradation de leur état de santé.

J-C - Ces salopards de l'AFP osent mettre en doute leur déclaration. Lire la suite plus loin. - J-C)

AFP - Des actions en justice ont été lancées dans plusieurs pays, comme la France ou le Royaume-Uni.

Quelques centaines de plaintes ont été déposées en Allemagne visant à faire reconnaître le lien de causalité entre cette vaccination et le développement de pathologies.
Le tribunal de Hambourg est ainsi le premier à se pencher sur une demande de réparation.

D'autres audiences sont à venir dans les prochains mois, l'avocat affirmant représenter 250 plaignants, "*tous en bonne santé*" avant de souffrir de symptômes qu'ils attribuent à la vaccination.

"*Les symptômes sont très différents, cela va de l'AVC à la thrombose et aux maladies cardiaques*", assure Joachim Cäsar-Preller, un autre avocat allemand, qui représente 140 clients dans des poursuites similaires.

Sur les 192 millions de vaccins administrés en Allemagne, l'institut scientifique Paul Ehrlich a reçu 338.857 signalements d'effets secondaires présumés, dont 54.879 cas jugés graves. (

J-C - Ce qui est énorme, pour le dixième dans le passé des campagnes de vaccination ont été stoppées nettes.

AFP - Le laboratoire BioNTech explique qu'à ce stade, "*aucune relation causale entre les troubles de santé décrits et la vaccination n'a été prouvée dans les cas examinés*".

L'entreprise assure néanmoins, dans une déclaration à l'AFP, "*prendre ses responsabilités*" et "*examiner chaque cas individuel avec soin, sur la base des informations disponibles*".

"*Le producteur est responsable de son produit et c'est pourquoi on attaque BioNTech*", a déclaré lundi M. Ulbrich.
Discrète pépite du secteur des biotechnologies, BioNtech a acquis une célébrité mondiale en s'associant avec Pfizer pour mettre au point un vaccin à ARN messager contre le Covid-19, vendu à des millions d'exemplaires.

Cette technologie innovante et la rapidité d'homologation du produit en raison de l'urgence sanitaire ont généré une importante vague de scepticisme et de désinformation sur le vaccin, mettant en cause sa sécurité.

J-C - L'AFP en fait encore la promotion, alors qu'il faut 10 ans au minimum pour mettre au point un vaccin. Ils ne diront pas que toutes les tentatives dans le passé pour mettre au point des vaccins ARN M notamment sur des animaux s'étaient toujours soldées par des échecs et le décès prématurés de tous leurs cobayes.

Soignants non vaccinés : une lingère d'un EHPAD indemnisée de 30 000 euros d'arriérés de salaire - lemediaen442.fr 11 juin 2023

Une lingère d'un EHPAD en Meurthe-et-Moselle, qui avait été suspendue pour non-vaccination, gagne son procès et va être indemnisée.

Alors que le décret ministériel autorise désormais la réintégration des soignants suspendus depuis le Covid pour avoir refusé la vaccination. Un jugement du conseil des prud'hommes de Nancy pourrait faire jurisprudence. En effet, le conseil a condamné un EHPAD de Meurthe-et-Moselle à réintégrer une lingère et à lui verser 30 000 euros d'arriérés de salaire.
Christiane Gérard, lingère dans cet EHPAD, avait été sommée de quitter son poste le 27 septembre 2021 car elle n'était pas vaccinée contre le Covid. Elle avait alors été suspendue et sa fiche de salaire affichait 0 euro.

« *J'ai eu des aides par la Croix-Rouge qui m'ont aidée pour l'alimentation, ma famille qui m'a aidée, je me suis débrouillée à trouver du travail pour pouvoir payer des factures, pouvoir manger, pour être normale, pour vivre. Il faut vivre quand même* », raconte-t-elle.

Le 3 mai dernier, le conseil des prud'hommes de Nancy lui a donné raison et a ordonné sa réintégration. Un soulagement pour Christiane Gérard, même si elle avoue avoir peur de retourner travailler dans cet EHPAD. Dans ses conclusions, la justice souligne que l'employeur a violé le secret médical et n'a pas respecté le droit individuel garanti par la Convention européenne des droits de l'homme.

Pour l'avocat de Christiane Gérard, cette décision est un signal pour tous les soignants non vaccinés réintégrés par le décret ministériel. « *Aujourd'hui on s'aperçoit que la justice se réveille. Effectivement on se rend compte que cette aberration n'a que trop duré, doit être stoppée et réparée* », explique-t-elle. lemediaen442.fr 11 juin 2023

En vidéo sur France 3

https://www.youtube.com/watch?v=gvYY3BClu10

Slovénie : le gouvernement rembourse toutes les amendes Covid aux citoyens - lemediaen442.fr 14 juin 2023

Les mesures appliquées pendant la pandémie de Covid en Slovénie sont vivement remises en question. Les « lois » anticonstitutionnelles ont été examinées et les amendes infligées à l'époque sont même en cours de remboursement, dans le but de restaurer la confiance des citoyens envers l'État de droit.
Politique européenne, la Slovénie officiellement en avance sur tout de monde ?

Le gouvernement slovène affirme vouloir rétablir la confiance dans l'État de droit. C'est pourquoi toutes les amendes qui ont dû être versées pendant la pandémie pour violation des règles Covid seront remboursées. La Cour constitutionnelle avait auparavant déclaré toutes les lois Corona inconstitutionnelles.

Le nouveau gouvernement slovène parle d'une étape vers le rétablissement de la confiance dans l'État de droit. « *Avec cette loi, le gouvernement remplit l'une de ses principales promesses de coalition* », a souligné la ministre de la Justice Dominika Švarc Pipan lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion du gouvernement.

Les amendes Covid ont déclenché des protestations contre le gouvernement précédent. Depuis la fin de l'état d'urgence Covid, la Cour constitutionnelle slovène a invalidé d'importantes lois adoptées lors de la pandémie. Cette législation — notamment sur les rassemblements publics — a servi de base juridique au gouvernement précédent pour infliger des amendes pour violation de la loi Covid. Pendant la pandémie, les amendes imposées ont été l'une des raisons des manifestations antigouvernementales dans le pays. Le nouveau gouvernement, en place depuis un an, avait promis pendant la campagne électorale de mettre fin à toutes les procédures d'amendes et de rembourser toutes les amendes déjà payées.

« *La confiance dans l'État de droit a été massivement endommagée pendant la pandémie* ». La ministre de la Justice Pipan a qualifié le projet de loi d'étape essentielle pour rétablir la confiance dans l'État de droit, *« qui a été massivement endommagée par le recours à une répression excessive et anticonstitutionnelle… pendant la pandémie* ».

Entre mars 2020 et mai 2022, plus de 62 000 procédures ont été engagées et des amendes d'un montant total de 5,7 millions d'euros ont été infligées. Jusqu'à présent, 30 % des amendes — 1,7 million d'euros — ont été payées ou recouvrées volontairement. Le reste est encore en cours.

Toutefois, la Cour constitutionnelle a entre-temps déclaré inconstitutionnelle la législation sur la base de laquelle ces mesures ont été prises. Les procédures en cours seront abandonnées, les amendes versées seront remboursées. Selon le nouveau projet de loi, toutes les procédures en cours seront abandonnées. De même, tous ceux qui ont payé ces amendes seront remboursés. En outre, les données relatives aux infractions seront automatiquement effacées des registres publics.

La ministre a estimé qu'au début de la pandémie, le gouvernement précédent était confronté à une grande incertitude tout en devant agir rapidement. « *Toutefois — et c'est essentiel — de telles mesures doivent être conformes aux piliers de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit. Une crise ne peut et ne doit pas être un prétexte pour les saper* », a ajouté Pipan. lemediaen442.fr 14 juin 2023

Surmortalité 2022 : l'Insee montre que les jeunes meurent trop !

https://www.youtube.com/watch?v=4P-Bxl-5g9I

Les anti-Raoult signataires de la tribune du Monde ont reçu plus de 18,5M d'euros des labos - France-Soir 04 juin 2023

La base de données https://transparence.sante.gouv.fr, consultée via le site eurosfordocs.fr, comptabilise le montant des avantages perçus de l'industrie pharmaceutique. Les sommes comptabilisées le sont pour les sociétés savantes signataires de ladite tribune, mais également pour leurs représentants à titre individuel au cours des 4 dernières années. Les montants rapportés ne comptabilisent pas les conventions où les montants ne sont pas déclarés.

Les résultats sont édifiants :

Les représentants individuels ont touché en moyenne la somme considérable de 152 000 euros au cours des quatre dernières années. En « *haut* » du classement, le Pr Leclerc et le Pr Laharie ont touché plus de 600 000 euros chacun.

De leur côté, les sociétés savantes se voient octroyées en moyenne plus de 1 400 000 euros. Les plus gâtées, la Société française de cardiologie et la Société nationale française de gastro-entérologie ont reçu respectivement 6,4 et 1,9 million d'euros !
Comment, avec de tels liens d'intérêts, espérer une quelconque indépendance de ces organismes vis-à-vis des intérêts industriels ? Comment espérer que leur dépendance et l'influence des intérêts industriels ne soient pas véhiculés dans la sphère politique et médiatique, alors que ces sociétés savantes sont les interlocuteurs privilégiés des autorités de santé et des médias ? Pourquoi les médias, qui ont repris cette tribune à l'unisson, n'ont-ils pas déclaré ces sommes avant de parler à leurs lecteurs et auditeurs ?

En ce qui concerne l'étude sur l'hydroxychloroquine et l'accusation calomnieuse « *d'essais thérapeutiques sauvages* » le temps fera son affaire, et donnera probablement raison, d'une manière ou d'une autre, aux Pr Lagier, Brouqui et Raoult ainsi qu'à leurs équipes qui ont soigné de leur mieux des dizaines de milliers de patients. Il n'y a aucune loi qui interdise la prescription hors AMM qui a été faite de l'hydroxychloroquine, et aucune loi qui transforme une étude rétrospective en essais thérapeutique (recherches impliquant la personne humaine, ou RIPH au sens de la loi Jardé).

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/plus-de-185m-d-euros-des-labos-pour-les-signataires-de-la-tribune-anti-raoult

---

Un dirigeant de l'OMS appelle à adopter des mesures "*restreignant les libertés individuelles*" pour lutter contre les prochaines pandémies - France-Soir 05 juin 2023

Un lapsus ou une véritable "*déclaration d'intention*" ? Lors d'une table ronde organisée le 22 mai 2023 en marge de la 76e Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève, le co-président d'un groupe de travail de cette instance internationale a ouvertement appelé

les États membres à se doter de "*mesures qui restreindraient les libertés individuelles*", afin de lutter contre les prochaines pandémies.

Le coup d'envoi de la 76e Assemblée mondiale de la Santé a été donné le 22 mai dernier, à Genève. Cette édition est dédiée au Traité sur les Pandémies, qui prévoit "*d'habiliter l'OMS à remplir son mandat en tant qu'autorité de direction et de coordination du travail sanitaire international, y compris pour la préparation et l'intervention en cas de pandémie*".

Il s'agit là de l'une des propositions émises en juin 2022 par l'Organe intergouvernemental de négociation (OIN), initié en décembre 2021 par les 194 États membres de l'OMS et "*chargé de rédiger et de négocier une convention, un accord ou un autre instrument international de l'OMS sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies*".
Après cette première réunion de juin 2022, cet organe s'est de nouveau réuni en juillet 2022 pour convenir que ce Traité sur les pandémies sera adopté en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OMS et sera "*juridiquement contraignant*" pour les signataires.

Une décision saluée par le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. "*On ne saurait trop insister sur l'importance d'un instrument juridiquement contraignant: il fera partie de notre héritage collectif pour les générations futures*", avait-il déclaré.

Un rapport de cet OIN, dont une copie a été transmise aux États membres le 1er février 2023, a été examiné lors de cette 76e Assemblée mondiale de la Santé. L'OIN espère conclure l'accord en mai 2024, permettant à l'OMS de déclarer les pandémies et soumettre les États membres à son autorité "*de direction et de coordination du travail sanitaire international*".
"*Restreindre les libertés"... "C'est nécessaire*" (Et dire que la totalité du mouvement ouvrier avait adopté ce principe totalitaire ! - J-C)

Plusieurs tables rondes autour de ce Traité ont été organisées en marge de cette Assemblée. La première, portant sur "*le renforcement de la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies*", s'est tenue le 22 mai 2023 et réunissait plusieurs décideurs de l'OMS, à commencer par son chef, Tedros A. Ghebreyesus. Ce n'est toutefois pas sa déclaration qui suscite une polémique. C'est l'intervention du Dr Abdullah Assiri, co-président d'un groupe de travail sur les amendements au Règlement sanitaire international (WGIHR) (À partir de 15:00) qui provoque des interrogations, voire des craintes.

Abdullah Assiri a d'abord dressé un bilan du Règlement sanitaire international (RSI) de 2005, "*seul document contraignant que nous avons". "Cela fait 16 ans que le RSI est en vigueur. Sa mise en œuvre était la composante la plus problématique du processus mais le monde a évolué*", a-t-il dit.

Après avoir rappelé la genèse de l'OIN, il a déclaré que les États membres ont examiné les 300 amendements proposés par cet organe, devant permettre "*la mise en œuvre du RSI, qui permettra aux pays membres de détecter les urgences de santé publiques, de riposter et de réduire les risques de pandémies*".

Néanmoins, l'OMS a besoin, dit-il, d'un "*autre niveau de mandats juridiques*". Il évoque "*un traité pour gérer une éventuelle pandémie*" qui doit non seulement "*prioriser certaines mesures*" mais "*qui le fera*". Il cite "*une restriction des libertés individuelles*", le "*partage les informations et les ressources et surtout, la fourniture des fonds pour les efforts de lutte contre la pandémie*".

"*Tout cela est nécessaire*", justifie celui qui a occupé de nombreux postes au ministère de la Santé d'Arabie saoudite. Mais "*les moyens de réaliser ces objectifs ne sont pas disponibles pour*

l'instant", poursuit le Dr Assiri, sans donner plus de détails, reprenant son résumé du calendrier devant mener à l'examen des amendements du RSI lors de la prochaine Assemblée en 2024.

À se référer à cette intervention, énoncée en présence du patron de l'OMS, celle-ci assume ouvertement une volonté de restreindre les libertés individuelles chez les populations des États membres au nom d'une lutte contre les prochaines pandémies. S'agit-il d'un malentendu ? Le Dr Assiri a-t-il mal exprimé l'un des objectifs du Traité sur les pandémies ou exprime-t-il une opinion personnelle ?

https://www.francesoir.fr/societe-sante/oms-appelle-mesures-restreignant-libertes-pandemie

---

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Déni et propagande de l'OTANazie.

Guerre en Ukraine : où en est la contre-offensive après les premières victoires proclamées par Kiev ? - Le HuffPost 13 juin 2023

Guerre en Ukraine: Kiev affirme avoir repris sept villages aux forces russes avec sa contre-offensive - BFMTV 12 juin 2023

Moscou affirme avoir repoussé l'offensive ukrainienne, Kiev revendique des gains - Paris Match 12 juin 2023

Guerre en Ukraine : l'offensive est « *difficile* » mais « *progresse* », affirme Zelensky - LePoint.fr 12 juin 2023

Guerre en Ukraine: Volodymyr Zelensky annonce que l'offensive est "*difficile*" mais "*progresse*" - BFMTV 12 juin 2023

Guerre en Ukraine : « *Si les défenses russes sont enfoncées, tout peut aller très vite* » - Publicsenat.fr 14 juin 2023

Les faits.

Rapport du ministère de la Défense de Russie sur le déroulement de l'opération militaire spéciale

https://fr.mil.ru/fr/index.htm

Selon CNN, au moins 16 Bradley ukrainiens auraient été détruits

https://reseauinternational.net/selon-cnn-au-moins-16-bradley-ukrainiens-auraient-ete-detruits/

Comment les Russes ont-ils détruit les blindés occidentaux ? (Valentin Vasilescu)

https://reseauinternational.net/comment-les-russes-ont-ils-detruit-les-blindes-occidentaux/

Huit jours après le lancement de l'offensive ukrainienne, le bilan pour Kiev est désastreux

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/06/13/huit-jours-apres-le-lancement-de-offensive-ukrainienne-le-bilan-pour-kiev-est-desastreux/

L'armée ukrainienne en déroute - Réseau Voltaire 10 juin 2023

En six jours, les armes occidentales accumulées par l'armée ukrainienne ont été presque toutes été détruites (munitions, blindés et avions). On ne compte plus le bilan humain de cette catastrophique contre-offensive.

L'armée ukrainienne s'est fracassé sur la première ligne de défense russe et n'a pas pu atteindre la seconde, malgré sept vagues successives pour les franchir, dont la dernière dans la nuit du 9 au 10 juin.

Les dirigeants de l'Alliance atlantique et ceux des armées ukrainiennes se renvoient la responsabilité de cette terrible défaite.

L'arrogance occidentale a été vaincue. Réseau Voltaire 10 juin 2023

J-C - Quelques jours plutôt lors d'un entretien (YouTube) Thierry Meyssan avait affirmé qu'il n'y aurait pas de contre-offensive ukrainienne. Un excès d'arrogance ?

Selon CNN, au moins 16 Bradley ukrainiens auraient été détruits - Réseau Voltaire 12 juin 2023

Selon CNN, au moins 16 des chars Bradley sur les 60 dont disposait l'Ukraine ont été détruits au cours de la première semaine de contre-offensive [1].

Kiev maintient un embargo sévère sur les informations de sa contre-offensive. Tout au plus revendique-t-il la prise des villages de Neskuchne, Blagodatné, Storojeve et Makarivka, tous contigus et situés le long de la même rivière dans l'oblast de Donetsk. En aucun cas, les forces ukrainiennes n'ont percé les lignes de défense russe qui, dans cette zone, débutent une dizaine de kilomètres à l'intérieur de partie libérée par Moscou.

L'effondrement de Kiev par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 juin 2023

Le sort des armes a tranché. Le moment de vérité a parlé. La contre-offensive ukrainienne a lamentablement échoué. L'armement considérable de l'Otan n'a servi à rien. Le champ de bataille est jonché de cadavres. Pour rien. Les territoires qui ont adhéré par référendum à la Fédération de Russie resteront russes.

Cet « *échec et mat* » ne marque pas simplement la fin de l'Ukraine telle que nous l'avons connue, mais de la domination occidentale qui avait misé sur ses mensonges.

Le monde multipolaire pourra naître cet été à l'occasion de plusieurs sommets internationaux. Une nouvelle manière de penser dans laquelle la force ne fait plus le droit.

https://www.voltairenet.org/article219444.html

J-C – Quand est-ce que vous cesserez de vouloir à tous prix faire naître des illusions dans la tête des masses sur les intentions des grandes puissances ou de leurs dirigeants ? Gardez pour vous et vos semblables votre « *manière de penser* » qui n'est pas nouvelle.

Les travailleurs et peuples du monde entier savent, que le monde soit « *multipolaire* » ou « *unipolaire* », la force fera toujours office de droit, elle sera toujours du même côté face à leurs revendications sociales ou politiques, aussi longtemps que règnera le capitalisme…

Tiens donc, l'ONU accusée d'être à l'origine d'une guerre civile ou d'un coup d'Etat, sans blague !

Soudan : le gouvernement déclare l'émissaire de l'ONU persona non grata - AFP/LePoint.fr 9 juin 2023

Le chef de l'armée soudanaise, le général Abdel Fattah al-Burhane, avait réclamé le limogeage du haut diplomate, l'accusant d'être responsable de la guerre qui a éclaté le 15 avril entre ses troupes et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo. Dans une lettre adressée à l'ONU, le général Burhane avait notamment accusé Volker Perthes d'avoir « *dissimulé* » dans ses rapports la situation explosive à Khartoum avant le déclenchement des hostilités. Sans ces « *mensonges* », le général « *Daglo n'aurait pas lancé ses opérations militaires* », a-t-il soutenu.

Depuis plusieurs mois, des milliers de personnes soutenant l'armée et les islamistes avaient manifesté contre Volker Perthes et les « *ingérences* » étrangères supposées.

De longue date, les pro-démocratie accusent le général Burhane d'être instrumentalisé par les islamistes du régime d'Omar el-Béchir (1989-2019). Le général Daglo joue d'ailleurs de cette rhétorique : il répète à l'envi combattre « *les islamistes* » et les « *vestiges de l'ancien régime* » et se fait le chantre de « *la démocratie* » et des « droits humains », alors même que ses milliers d'hommes sont accusés d'avoir commis des atrocités pour le compte de Béchir lors de la guerre du Darfour (ouest) dans les années 2000.

La guerre au Soudan a fait plus de 1 800 morts, selon l'organisation ACLED, spécialisée dans la collecte d'informations dans les zones de conflit. Près de deux millions de personnes ont quitté leurs foyers, selon l'ONU qui estime que 25 des 45 millions d'habitants du pays, déjà l'un des plus pauvres du monde, avait besoin d'aide humanitaire. AFP/LePoint.fr 9 juin 2023

Etats-Unis.

Ils savent de quoi ils parlent !

Trump: la connerie ne meurt jamais - Slate.fr 9 juin 2023

J-C – La preuve, à Slate aussi ils sont encore vivants, hélas !

Iran.

La découverte d'un immense champ de lithium en Iran va changer les rapports de force

Un haut responsable du ministère iranien de l'Industrie et des Mines a déclaré qu'il s'agissait du plus grand réservoir de lithium au monde situé en dehors de l'Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie et le Chili représentent 58% des ressources mondiales), et le deuxième après le réservoir chilien, qui contient 9,2 millions de tonnes de lithium.

https://reseauinternational.net/la-decouverte-dun-immense-champ-de-lithium-en-iran-va-changer-les-rapports-de-force/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 juin 2023.

Qui a dit ?

- "*Je pense que le monde entier est fier de lui*".

Réponse : Le rabbin Moshe Reuven Azman, cité par l'agence ukrainienne Unian, en réponse à Vladimir Poutine lors d'un forum économique à Saint-Pétersbourg, qui avait qualifié Zelensky de "*honte pour le peuple juif*".

Enfin, le grand rabbin a déclaré qu'il n'y avait pas de forces néonazies en Ukraine, comme l'affirme la Russie. AFP/rtl.fr 16 juin 2023

J-C - Ce rabbin a raison, les antisémites et nazis ne sont pas toujours ceux qu'on croit, il l'illustre très bien...

Parole d'internaute.

- Si on se réfère à la position "*géographique*" des parlements post révolutionnaire, la droite regroupait les représentants de l'aristocratie et la gauche les représentants de la bourgeoisie.

La gauche pour s'attirer les faveurs du peuple lança les idées "*socialisante*" tel: "*Pas de progrès sans progrès social*" mais toujours le peuple à quelque rare exception fut écarté du parlement en application de la doctrine de l'abbé Sieyès:

- Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la Loi...

S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus un état représentatif ; ce serait un État démocratique!

Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. 7 septembre 1789

J-C – Voilà qui légitime la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pour représenter les intérêts du peuple, des classes exploitées et opprimées, le rassemblement des éléments les plus conscients et humanistes de la société, afin de doter le peuple révolutionnaire d'une direction politique pour atteindre ses objectifs, procéder à un changement de régime politique et économique…

France

Autocrate à vie.

Richard Ferrand appelle à modifier la Constitution pour autoriser un 3e mandat présidentiel - Le HuffPost 18 juin 2023

Interrogé dans un entretien au Figaro sur le fait que le chef de l'État ne peut pas se présenter pour un troisième mandat, le macroniste de la première heure dit « *regretter tout ce qui bride la libre expression de la souveraineté populaire.* » « *La limitation du mandat présidentiel dans le temps, le non-cumul des mandats, etc… Tout cela corsète notre vie publique dans des règles qui limitent le libre choix des citoyens. Ça affaiblit notre vie politique en qualité et en densité, et la rend moins attractive* », assure-t-il, à l'image de tout un pan de la classe politique, favorable à l'idée d'assouplir certaines contraintes. Le HuffPost 18 juin 2023

Ils auraient tort de se retenir.

Remaniement : l'aile gauche du camp Macron peut-elle encore empêcher un tournant à droite ? - Le HuffPost 16 juin 2023

L'hypothèse d'un remaniement et d'une alliance avec Les Républicains agite les personnalités du camp présidentiel issues de la gauche. Le HuffPost 16 juin 2023

En famille. Entre pantomime mondaine et bouffonnerie populiste.

Le résistant Missak Manouchian entrera au Panthéon en février – BFMTV 17 juin 2023

Le président de la République annoncera dimanche sa décision de faire entrer le résistant d'origine arménienne Missak Manoukian, et "*chef*" de l'Affiche rouge, au Panthéon. BFMTV 17 juin 2023

Totalitarisme. Militarisation de la jeunesse. Leur objectif : « *renforcer le lien armée-Nation au sein de notre jeunesse* ». Abolition du SNU !

Le SNU intégré au temps scolaire : le Sénat continue de réclamer un débat sur sa mise en œuvre - Publicsenat.fr 15 juin 2023

Le Service national universel (SNU) sera en partie intégré à la classe de seconde. Dans un entretien au Figaro publié ce jeudi 15 juin, Sarah El Haïry, la secrétaire d'État à la Jeunesse, annonce que les élèves de seconde des lycées volontaires auront la possibilité d'effectuer le « *séjour de cohésion* », première phase du SNU, sur leur temps scolaire à partir du mois de mars 2024. « *Il n'y aura pas d'obligation, un peu comme un voyage scolaire. Je précise que ce séjour ne coûtera rien aux établissements, ni aux parents. Cette nouvelle modalité coexistera avec les séjours de cohésion choisis à titre individuel par les jeunes pendant leurs vacances* », explique Sarah El Haïry au quotidien.
Des « *points bonus* » SNU dans Parcoursup.

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, le SNU, a été lancé sous forme d'expérimentation en 2019, et se présente comme une lointaine évolution du service militaire, abrogé en 2001. Il s'adresse aux Français de 15 à 17 ans et se découpe en trois étapes : un séjour de cohésion de douze jours en centre d'hébergement, puis une mission d'intérêt général, de 12 jours consécutifs ou 84 heures réparties sur une année, et enfin une troisième phase dite « *d'engagement* », facultative, sur une durée de 12 mois, à travers une association ou un service civique. L'expérimentation lancée en 2019, sur la base du volontariat dans 13 départements, ne concerne que les deux premières phases. Elle a rassemblé 9 000 participants la première année. Ils étaient 32 000 en 2022, une montée en puissance jugée laborieuse par les détracteurs du projet, le gouvernement ayant initialement misé sur 200 000 jeunes à l'horizon 2022, avant que la crise du covid-19 ne vienne percuter le déploiement.

Par ailleurs, un flou demeure sur le caractère obligatoire ou non du SNU à terme. Dans les colonnes du *Figaro*, Sarah El Haïry prend soin de ne repousser aucune option. « *Le projet du président de la République a toujours été le même : aller chercher une universalité, faire en sorte qu'un maximum de jeunes puissent participer au SNU. Quelle forme doit prendre la généralisation de ce dispositif ? Le débat est ouvert. La question de l'obligation n'est pas un tabou. Mais notre objectif est de créer de l'engouement, pas de la coercition* », a-t-elle expliqué.

J-C - Les étudiants pris en otage.

Un engouement qui pourrait néanmoins être entretenu de façon artificielle en liant le SNU à Parcoursup, la plateforme d'affectation dans l'enseignement supérieur des bacheliers. Toujours dans le même entretien, le secrétaire d'Etat indique en effet vouloir renforcer la prise en compte des « *engagements volontaires* » au sein du parcours étudiant : *« Il y a une piste qui a ma préférence, mais qui est loin d'être stabilisée. Il s'agirait, en cochant une case SNU, d'obtenir des points bonus intégrés dans le calcul algorithmique de Parcoursup.* »

Alors que des mesures concernant le SNU étaient annoncées dans le projet de loi de programmation militaire (LPM), le texte finalement présenté – actuellement examiné au Sénat – n'en fait plus mention. Une série de réunions étaient prévues ce jeudi rue de Grenelle avec les représentants des syndicats enseignants et les recteurs pour évoquer le déploiement du programme, sachant que les partenaires sociaux, syndicats d'enseignants, de lycéens et associations de parents d'élèves, ont déjà alerté sur les risques d'une généralisation qui s'inscrirait sur le temps scolaire, venant grignoter sur les enseignements généraux.

« *On a retiré le SNU de la LPM, c'est un état de fait. Je pense qu'il faudrait que le Parlement soit directement interpellé sur le sujet pour donner son avis sur la mise en œuvre de ce SNU* », estime auprès de Public Sénat Christian Cambon, le président LR de la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. « *Il y a un vrai sujet à trancher, on parlait d'une obligation pour toute une classe d'âge, ce qui représentait une dépense oscillant dans les 3 milliards, et maintenant plutôt d'un retour au volontariat. C'est un sujet essentiel. Maintenant que cela se fasse en seconde, en première ou en terminale, c'est une question annexe*. »

Répondre à la contrainte matérielle et humaine

Inscrire le SNU au sein de la scolarité des lycéens est pourtant la piste privilégiée par le Sénat, dans un rapport de la commission des finances présenté par le socialiste Éric Jeansannetas en mars dernier, arguant d'une économie non négligeable en termes de moyens humains et matériels. Selon les calculs de la Chambre haute, une généralisation hors temps scolaire nécessiterait de mobiliser entre 2 100 et 2 800 centres d'accueils et un nombre d'encadrants estimé entre 39 375 et 52 500. À

rebours, inscrire la généralisation dans le parcours scolaire permettrait de rationaliser les moyens : « *Les besoins de recrutement seraient moins élevés (entre 14 000 et 16 153 personnes), mais le nombre d'encadrants requis en simultané serait important (entre 7 000 et 8 076). Les encadrants devraient en outre être disponibles tout au long de l'année pour assurer des séjours de cohésion.* » Avec ce scénario, le nombre de centre d'accueil nécessaire varie entre 748 et 862.

« *Dans chaque établissement, il y aura un référent SNU rémunéré dans le cadre des missions supplémentaires du futur 'pacte' proposé par le ministre de l'Éducation nationale. Nous prévoyons également une aide financière pour les lycées engagés* », précise Sarah El Haïry auprès du Figaro.

Ces annonces sont encore loin de correspondre à la création d'une « *filière de l'encadrement du séjour de cohésion* », également préconisée par le Sénat. Actuellement, les encadrants sont des volontaires issus pour partie des forces de l'ordre, de l'armée ou de la fonction publique. « *Généralement, ce sont des gens très engagés et passionnés par ce qu'ils font, mais pour atteindre l'objectif d'une généralisation du SNU, on ne pourra évidemment pas compter sur le seul volontariat. Il faudra nécessairement mettre en place de véritables formations* », relève auprès de Public Sénat le sénateur RDSE Henri Cabanel, auteur en 2022 d'un rapport « *Jeunesse et citoyenneté* ».

Obstacle législatif

Cet élu, qui considère le SNU comme « *un outil intéressant pour redynamiser la citoyenneté* », estime toutefois que l'inscrire pleinement dans le parcours scolaire risquerait d'en dénaturer la fonction. « *J'en ai parlé à la ministre et c'est un point de désaccord que nous avons. J'aurais souhaité que le séjour de cohésion se fasse au moins pour moitié sur le temps des vacances. Si on se cale entièrement sur le temps scolaire, je crains que la symbolique de l'engagement ne soit plus assez forte.* »

Si l'intégration du SNU à la classe de seconde permet de minimiser la contrainte matérielle et humaine, elle risque toutefois de compliquer la mise en place d'un service obligatoire. Les voyages scolaires d'une ou plusieurs nuitées sont facultatifs, et imposer un séjour de deux semaines pourrait être considéré comme une atteinte aux libertés. Le gouvernement pourrait donc être obligé de passer par un projet de loi s'il entend persévérer dans cette voie. Une difficulté déjà pointée dans le rapport sénatorial d'Éric Jeansannetas.

« *Je ne pense pas que ce soit la volonté d'une seule personne ou d'un gouvernement qui doit primer pour rendre obligatoire un dispositif qui va concerner toute une classe d'âge. Il faut que le Parlement puisse s'en saisir, c'est le rôle de la représentation nationale* », souligne le sénateur Henri Cabanel. « *La nécessite de renforcer le lien armée-Nation au sein de notre jeunesse est réelle et, d'une manière générale, faire prendre conscience à nos jeunes de leur citoyenneté va plutôt dans le bon sens. Mais sur le fond, le SNU n'a jamais fait l'objet d'un débat au Parlement et cela, nous demandons à l'avoir* », abonde Christian Cambon. Publicsenat.fr 15 juin 2023

J-C – A une autre époque le service militaire de 12 mois était obligatoire. J'y ai échappé en mimant la folie, c'était en 1975, j'avais 20 ans. Au bout de 12 jours j'ai été réformé P4, c'est-à-dire, inapte à tout emploi civil ou militaire dans l'armée en cas de guerre, je serais mobilisé après les culs-de-jatte, les manchots et les aveugles !

La crise du logement est enfin résolue : Prison !

Logement : le Parlement durcit les peines contre les squatteurs - AFP/franceinfo 14 juin 2023

La nouvelle législation triple les sanctions encourues par les squatteurs jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende.

Le Parlement a définitivement adopté, mercredi 14 juin, par un dernier vote du Sénat, une proposition de loi de la majorité présidentielle durcissant les peines contre les squatteurs. Le vote sur ce texte, qui accélère par ailleurs les procédures en cas de loyers impayés, a été acquis par 248 voix contre 91.

Elle triple les sanctions encourues par les squatteurs jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. Selon un ajout des sénateurs en première lecture, le juge ne pourra plus accorder de délais aux squatteurs dont l'expulsion a été judiciairement ordonnée.

Un nouveau délit est créé, punissant d'une amende de 3 750 euros la propagande ou la publicité en faveur de méthodes encourageant la violation d'un domicile. La proposition de loi accélère par ailleurs les procédures en cas de loyers impayés. Il est prévu notamment de manière systématique dans les contrats de bail une "*clause de résiliation de plein droit*". Activer cette clause permettra à un propriétaire d'obtenir la résiliation du bail sans avoir à engager une action en justice et de pouvoir ainsi obtenir plus rapidement une expulsion.

Dans son rapport annuel, la Fondation Abbé-Pierre a estimé à 330 000 le nombre de personnes sans domicile en France. Soit 30 000 de plus que l'année précédente. Le nombre de ménages demandeurs d'un logement social n'a jamais été aussi élevé (2,42 millions). ***AFP/franceinfo 14 juin 2023***

Changer la vie mais pas la société, en famille avec les macronistes !

Pourquoi la Nupes veut légiférer sur les vacances - Le HuffPost 19 juin 2023

D'après les calculs des élus de gauche, 40 % des Français ne partiront pas en vacances cet été, contre 37 % l'an dernier. « *Ils sont 69 % parmi les bas revenus, 44 % des ouvriers* », expliquent-ils, précisant que 3 millions d'enfants seront, eux, « privés de grand bol d'air. »

Parmi les arguments avancés afin d'amadouer les députés macronistes, ceux de la Nupes veulent ainsi mettre l'accent sur l'aide à l'intégration. En effet, ils soulignent que les vacances peuvent être une période de dépaysement pour mieux découvrir notre pays. Le HuffPost 19 juin 2023

Voilà qu'il se prend pour l'Empereur de l'Europe !

Jean-Luc Mélenchon appelle à répartir les migrants "*d'autorité*" dans les pays européens - BFMTV 19 juin 2023

La défaite programmée a bien eu lieu ou comment ils vous ont baladés.

Réforme des retraites : l'intersyndicale acte un échec face au gouvernement mais n'arrête pas le combat - Le HuffPost 16 juin 2023

Neuf jours après la 14e et dernière journée d'action contre la réforme des retraites, l'intersyndicale qui a mené la bataille a reconnu avoir échoué à faire reculer le gouvernement, réaffirmé son unité et appelé les salariés à se mobiliser pour les salaires, à l'issue d'une réunion au siège de la CFE-CGC.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, avait reconnu le 6 juin que l'on s'acheminait vers « *la fin du match* », et affirmé clairement deux jours plus tard qu'il ne jugeait pas opportun une 15e journée d'action. Le HuffPost 16 juin 2023

J-C – Dès le mois de janvier j'avais refusé de colporter la moindre illusion sur l'issue de cette bataille. Ce ne fut pas le cas des partis du mouvement ouvrier. Dès lors, non seulement ils ne pourront pas tirer le moindre enseignement politique de cette bataille, ils n'en tireront aucun profit non plus, ce qui signifie que le mouvement ouvrier sera encore plus faible demain qu'hier pour affronter les défis qui l'attendent.

On aurait pu commencer à rassembler les militants qui n'entendaient plus suivre cette orientation politique opportuniste, pour constituer un nouveau pôle de regroupement destiné à organiser les travailleurs et jeunes qui voulaient en découdre. Dommage, encore une occasion de perdue…

Lu.

- "*Jean-Pierre Chevènement traîne l'étiquette d'un intellectuel égaré en politique qui, pour finir, intéresse plus les gens de droite que ceux de sa famille politique*."

J-C - En fait c'était la même famille !

- "*Dans son dernier livre, Chevènement dresse une archéologie précise de la décomposition à l'œuvre depuis 40 ans. Parmi les responsables : une bonne partie de la gauche, convertie au cours des années 80 au libéralisme et au mondialisme*."

J-C - Depuis le temps, ils ont largement eu le temps de tous s'y rallier. La preuve, entre autres, pendant trois ans ils ont adopté la muselière (masque) et la piquouse (thérapie génique expérimentale)…

En famille à l'extrême droite toute « *sans complexes* » !

En Finlande, un accord de gouvernement entre droite et extrême droite - Courrier International 16 juin 2023

Le conservateur Petteri Orpo s'apprête à diriger "*le gouvernement le plus à droite de l'histoire*" de la Finlande après sa victoire aux législatives du 2 avril, constate El País.

Le président de la Coalition nationale (NCP) a annoncé, jeudi 15 juin, qu'il allait gouverner le pays nordique avec le Parti des Finlandais, classé à l'extrême droite, et deux partis que le journal espagnol qualifie de "*minoritaires*", les Démocrates-chrétiens et le Parti populaire suédois (RKP).

"*Toutes les questions ont été résolues et les documents sont prêts*", a déclaré M. Orpo, appelé à devenir le prochain Premier ministre. Courrier International 16 juin 2023

Pour se détendre un peu. Connaissez-vous l'indice de démocratie ?

Il consiste en une évaluation annuelle du niveau de la démocratie des États dans le monde, tout un programme.

Et devinez qui décide des critères qui servent à cette évaluation, je vous le donne en mille, The Economist ou la famille Rothschild, en toute impartialité qu'allez-vous imaginer !

C'est ainsi que la Finlande se positionne en 5è rang avec 9,29 points, un modèle de démocratie, peu importe que monarchie et démocratie soient incompatibles ou s'éliminent réciproquement, l'essentiel c'est d'y croire ou de le répéter indéfiniment jusqu'à ce que cela devienne ou non un jour une réalité. (Source : Wikipédia)

Comment l'extrême droite autrichienne soutient le Hongrois Viktor Orbán - Journal du Dimanche 16 juin 2023

Le gouvernement de Viktor Orban, sur la sellette à Bruxelles, peut toutefois encore compter sur le soutien sans faille d'un parti majeur d'un des pays de l'UE : le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). Journal du Dimanche 16 juin 2023

Espagne: le parti d'extrême droite VOX allié au Parti populaire à la tête de 10 grandes villes - rfi.fr/fr 17 juin 2023

C'est une situation inédite en Espagne. Pour la première fois, des municipalités importantes sont désormais dirigées par une coalition entre le Parti populaire (PP), la droite classique, et Vox, l'extrême-droite. C'est le résultat des élections locales du 28 mai, qui ont vu la déroute de la gauche et la victoire nette du camp de la droite.

Valladolid, Burgos, Tolède, Guadalajara, Elche… Au total, 10 grandes villes espagnoles sont entre les mains d'une alliance entre la droite conservatrice et l'extrême droite, un rapprochement jusqu'ici exceptionnel, et désormais généralisé du nord au sud du pays.

C'est le grand changement politique qui se matérialise au niveau des municipalités, et qui va bientôt se concrétiser dans plusieurs régions, comme Valence ou l'Estrémadure.

Pour l'heure, cette alliance est vécue sans complexes. Histoire de se donner toutes les chances pour les législatives du 23 juillet prochain, où le camp de la droite est largement donné favori. rfi.fr/fr 17 juin 2023

Combat politique contre le wokisme et la théorie du genre.

Lu. Dans quel monde dirigé par pervers dégénérés vivons-nous.

L'écosexualité est une forme d'activisme écologique basée sur l'idée que la Terre est notre amante, nous permettant ainsi d'établir des relations sexuelles avec elle.

Dans une vidéo, on peut voir un homme entièrement nu s'adonner à des relations sexuelles avec des plantes à l'aide de sextoys, dans un jeu sexuel, pour ainsi dire. Tout cela peut sembler étrange, voire comique, si seulement cette lubie n'était pas subventionnée par nos impôts, grâce à une allocation de 1500 euros de la mairie écologiste de Lyon. Et surtout, si cette performance écosexuelle n'était pas imposée à des enfants.

Ces détraqués sont en transe naturellement.

Avec cette loi ciblant les personnes trans, la Russie accélère son virage conservateur - Le HuffPost 14 juin 2023

Les députés russes ont avalisé un texte interdisant le changement de sexe de façon chirurgicale ou à l'état civil. Le HuffPost 14 juin 2023

J-C – Quoi de plus naturel, tu nais mâle, tu resteras mâle toute ta vie, tu nais femelle, tu demeureras une femelle toute ta vie, il n'y a rien à ajouter. A quoi reconnaît-on un garçon d'une fille à la naissance, sinon à son sexe, il en va ainsi chez tous les animaux.

Quant aux anomalies hormonales ou génétiques à la naissance qui apparaîtraient plus tard, elles devraient être vécues à l'instar des différences morphologiques qui existent entre les hommes ou entre les femmes, où il y en a des petits et des grandes, des fluets et des grosses, des forts et des faibles, bref, plus ou moins avantagées par la nature comme l'on dit, plus ou moins développés sur tous les plans, chacun devant s'assumer tel qu'il est, ce qui n'est pas toujours facile ou possible dans une société basée sur des inégalités, d'où le combat politique pour en changer.

Suède: le maire adjoint de Stockholm se mue en drag-queen pour fustiger l'"*intolérance*" - BFMTV 15 juin 2023

Jan Jönsson, maire adjoint de Stockholm, est allé à la rencontre d'enfants dans le cadre d'une campagne lancée depuis plusieurs années contre l'"*intolérance et le populisme*". BFMTV 15 juin 2023

« *Toutes des salopes* », c'est une obsession chez ces prostitués. A vous dégoûter de l'espèce humaine, c'est leur objectif.

Différents d'âge - Aline, 62 ans et Mario, 34 ans : "*Mes amies ont été déçues que je me mette avec un petit jeune*" - Yahoo

Poly-Amours : Emilie, 34 ans : "*Mon mec m'a vue tomber amoureuse de cette fille*" - Yahoo

Poly-Amours : Daphné, 27 ans : "*J'en veux à mes parents de ne pas vouloir rencontrer mes deux amoureux*" - Yahoo

Histoires de femmes infidèles : "*Je ne veux pas que ça devienne une addiction, je me limite à un mec par mois*" - Yahoo

Histoires de femmes infidèles : "*Je couche avec les hommes qui veulent*" - Yahoo

---

Dictature et escroquerie climatique.

Au nom du «*net-zéro carbone*», vers le massacre de 200 000 vaches en Irlande

https://reseauinternational.net/au-nom-du-net-zero-carbone-vers-le-massacre-de-200-000-vaches-en-irlande

---

Totalitarisme. La dictature permanente. CO2, particules fines, ozone, sécheresse, virus, etc.

Pollution à l'ozone : la vitesse réduite ce vendredi en Ile-de-France - francetvinfo.fr 16 juin 2023

Si vous circulez en Ile-de-France, ce vendredi, il faudra réduire votre vitesse autorisée de 20 km/h en Île--de-France. La préfecture de police justifie ces restrictions de vitesse en raison d'un épisode de pollution "*persistant*" à l'ozone.

Les opérations de brûlage à l'air libre sont également interdites. AFP/francetvinfo.fr 16 juin 2023

Stratégie de la peur, de la terreur. Toujours plus "*fortes*" ! Quand ils expriment un souhait.

Orages : 35 départements allant du Sud-Ouest aux Hauts-de-France placés en vigilance orange - francetvinfo.fr 17 juin 2023

"*Ces orages pourront présenter un caractère violent avec de fortes chutes de grêle, de fortes rafales de vent, de fortes intensités de précipitation*", prévient Météo France. francetvinfo.fr 17 juin 2023

J-C – De très vieilles bâtisses déjà fragilisées ou fissurées.

Séisme dans l'ouest de la France : 71 bâtiments déclarés inhabitables - francetvinfo.fr 17 juin 2023

71 bâtiments ont été déclarés inhabitables, principalement à La Laigne (Charente-Maritime).

Il y quelques jours seulement, un propriétaire avait signé un compromis de vente pour sa demeure patiemment rénovée. "*Les gens n'achèteront pas, c'est tout foutu. Ce n'est pas facile*", s'émeut-il. francetvinfo.fr 17 juin 2023

J-C – Il avait dû camoufler les fissures de sa baraque, la nature a rendu justice !

Il y aurait au total environ 150 maisons ou édifices concernées dans la région sur 409 655 habitations que compte le département de Charente-Maritime et 374 873 celui des Deux-Sèvres, autrement dit, une fois de plus tout un battage médiatique pour moins de 0,02% des 784 528 habitations concernées. C'est à cela qu'on juge leur mauvaise intention ou disposition envers la population…

Sinon, comment déclencher une psychose collective, mode d'emploi de France(dés)Info.

francetvinfo - Au-delà des dégâts, la soirée et la nuit ont été très éprouvantes, et les enfants ont eu peur. Une peur qui ressurgit à chaque réplique, comme samedi matin. D'autres répliques devraient encore se produire dans les prochains jours.

J-C - Pour vous montrer à quel point je suis scrupuleux, j'ai poussé jusqu'à visiter la page que consacrait Wikipédia à la commune de Sainte-Gemme où se situait le centre de ce séisme. J'ai aussi lu 5 ou 6 articles et regardé autant de vidéos.

Pour vous c'était peut-être inutile, une perte de temps, vous n'en aviez rien à foutre de cette histoire, mais à partir du moment où je traitais un sujet je me devais de le faire sérieusement. C'est la moindre des choses selon moi pour montrer à mes lecteurs que je les respecte ou que je ne tiens pas à les manipuler contrairement à FranceInfo et aux médias en général, qu'ils ne l'apprécient pas à sa juste valeur est une autre histoire, je n'y peux strictement rien.

En lisant ce qui suit, vous comprendrez immédiatement pourquoi toutes les vieilles demeures de cette commune et une partie de celles de ces deux départements sont relativement vétustes ou en mauvais états, ce qui ne se voit pas au premier coup d'œil quand elles ont été partiellement rénovées pour servir de résidences secondaires, les fissures ont parfois été camouflées par les anciens propriétaires pour pouvoir revendre leur maison.

Wikipédia.

Risques naturels.

Carte des zones d'aléa retrait-gonflement des sols argileux de Sainte-Gemme.

Les mouvements de terrains susceptibles de se produire sur la commune sont des tassements différentiels12.

Le retrait-gonflement des sols argileux est susceptible d'engendrer des dommages importants aux bâtiments en cas d'alternance de périodes de sécheresse et de pluie. 79,2 % de la superficie communale est en aléa moyen ou fort (54,2 % au niveau départemental et 48,5 % au niveau

national). Sur les 727 bâtiments dénombrés sur la commune en 2019, 582 sont en en aléa moyen ou fort, soit 80 %, à comparer aux 57 % au niveau départemental et 54 % au niveau national. Une cartographie de l'exposition du territoire national au retrait gonflement des sols argileux est disponible sur le site du BRGM13.

Par ailleurs, afin de mieux appréhender le risque d'affaissement de terrain, l'inventaire national des cavités souterraines permet de localiser celles situées sur la commune.

La commune a été reconnue en état de catastrophe naturelle au titre des dommages causés par les inondations et coulées de boue survenues en 1982, 1999 et 2010. Concernant les mouvements de terrains, la commune a été reconnue en état de catastrophe naturelle au titre des dommages causés par la sécheresse en 2011 et par des mouvements de terrain en 1999 et 2010.

France(dés)Info découvre l'été à Pékin.

Météo : le Vietnam frappé par une chaleur écrasante - francetvinfo.fr 17 juin 2023

Le record de température pour une mi-juin a été franchi, vendredi 16 juin, à Pékin (Chine), avec 39,4 degrés dans la capitale chinoise.

J-C - Vraiment ? Lu sur la page de Google consacré à l'été à Pékin.

Google - L'été est très long à Pékin : près de 4 mois entre juin et septembre. Les températures atteignent régulièrement les 40°C. (china-roads.fr)

J-C - Quelle température habituellement au Vietnam ? Lu sur la page de Google consacré à ce sujet.

Google - Les températures moyennes sont comprises entre 27°C et 34°C mais sachez que selon les années elles peuvent descendre à 21°C et monter jusqu'à 38°C.

J-C - Si France(dés)Info n'a pas mentionné la température au Vietnam, c'est qu'elle était inférieure à 38°C, donc rien à se mettre sous la dent pour alimenter la machine infernale de la peur, alors ils se sont rabattus sur la Chine, inutilement comme on vient de le voir.

francetvinfo - Une grande partie de l'Asie subit une vague de chaleur.

J-C - Chez nous ici dans le sud de l'Inde au Tamil Nadu, le mois de mai qui est le plus chaud de l'année est déjà derrière nous, et la température à l'ombre n'a pas dépassé 39°C pendant quelques jours seulement, alors qu'il arrive qu'elle grimpe à 42°C, je l'ai vérifié moi-même. Avant-hier 17 juin, il a fait 38°C à l'ombre, ce matin il pleut et la température est tombée à 28°C, donc en dessous des températures "*normales saisonnières*", mais cela ces scélérats n'en tiendront pas compte.

Jour après jour leur instrumentalisation du climat est dénoncée à travers le monde.

John Clauser, prix Nobel de physique 2022, vient de rejoindre la CO_2 coalition américaine en déclarant que l'alarmisme climatique est « *une dangereuse corruption de la science* ».

John F. Clauser, lauréat du prix Nobel de physique 2022, a été élu au conseil d'administration de la CO2 Coalition, à Arlington, en Virginie.

"*Le Dr Clauser ajoutera énormément à la profondeur intellectuelle de notre organisation, qui bénéficie déjà de l'adhésion de plus de 120 scientifiques et chercheurs représentant un large éventail de disciplines. Ses études sur la science du climat démontrent clairement qu'il n'y a pas de crise climatique et que l'augmentation des concentrations de CO2 sera bénéfique pour le monde*", a déclaré M. William Happer, président du conseil d'administration de la Coalition pour le CO2.

M. Clauser a critiqué l'attribution du prix Nobel 2021 pour ses travaux sur le développement de modèles informatiques prédisant le réchauffement climatique et a déclaré au président Biden qu'il n'était pas d'accord avec ses politiques en matière de climat. M. Clauser a mis au point un modèle climatique qui ajoute un nouveau processus dominant important aux modèles existants. Ce processus concerne la lumière visible réfléchie par les cumulus qui couvrent, en moyenne, la moitié de la Terre. Les modèles existants sous-estiment considérablement cette rétroaction des nuages, qui constitue un contrôle thermostatique très puissant et dominant de la température de la Terre.

Dans la lumière visible de l'espace, vue par le Soleil, des nuages d'un blanc éclatant couvrent de façon variable entre un tiers et deux tiers de la surface de la Terre. Ces nuages réfléchissent à leur tour environ 90 % de la lumière solaire incidente vers l'espace. La lumière du soleil qui atteint la surface de la Terre dans la zone sans nuages, dont les deux tiers sont couverts par les océans, est absorbée et évapore l'eau de mer, produisant à son tour des cumulus. La production de nuages est de plus en plus abondante lorsque la fraction de couverture nuageuse est trop faible et que la température est trop élevée, et inversement lorsque la fraction est trop importante. La variabilité de la fraction de couverture nuageuse contrôlée par rétroaction constitue alors un thermostat de puissance d'entrée très puissant qui stabilise l'apport de chaleur et la température à la surface de la Terre. Les changements dans le taux de transfert de chaleur radiatif (connu sous le nom de forçage radiatif) associés aux changements dans le dioxyde de carbone atmosphérique sont presque deux ordres de grandeur plus petits que la stabilisation effective de la puissance d'entrée fournie par le thermostat basé sur les nuages. Le rôle du dioxyde de carbone peut donc être considéré comme négligeable en comparaison. Il convient de noter que les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et de l'Académie nationale des sciences reconnaissent à plusieurs reprises que les effets des nuages représentent effectivement la plus grande incertitude dans leurs prévisions climatiques. Mais ces organisations n'ont guère progressé dans la résolution de ces problèmes.

Selon M. Clauser, "*le discours populaire sur le changement climatique reflète une dangereuse corruption de la science qui menace l'économie mondiale et le bien-être de milliards de personnes. Une science climatique erronée s'est métastasée en une pseudo-science journalistique de choc. À son tour, cette pseudoscience est devenue un bouc émissaire pour une grande variété d'autres maux sans rapport. Elle a été promue et étendue par des agents de marketing commercial, des politiciens, des journalistes, des agences gouvernementales et des écologistes tout aussi malavisés. À mon avis, il n'y a pas de véritable crise climatique. En revanche, il existe un problème très réel pour assurer un niveau de vie décent à l'importante population mondiale et une crise énergétique associée. Cette dernière est inutilement exacerbée par ce qui, à mon avis, est une science climatique incorrecte*".

https://co2coalition.org/publications/nobel-laureate-john-clauser-elected-to-co2-coalition-board-of-directors/

Les forêts boréales nord-américaines brûlent beaucoup, mais moins qu'il y a 150 ans… - transitionsenergies.com 6 juin 2023

Attention aux conclusions un peu trop hâtives sur l'impact du changement climatique. Les incendies de forêt en Amérique du Nord sont depuis plusieurs années fréquents, de grande ampleur et dévastateurs, mais il s'agit avant tout de phénomènes naturels qui étaient encore plus importants au XIXème siècle…

https://www.transitionsenergies.com/forets-boreales-nord-americaines-brulent-mais-moins-150-ans/

Santé.

Salauds de profiteurs, tas de fainéants !

Arrêts maladie : les généralistes se rebellent contre l'Assurance maladie - Capital 18 juin 2023

C'est "*une pression psychologique de plus et de trop*", pour les médecins traitants. Représentés par la Fédération française des médecins généralistes (MG France), ils seront 15.000 à recevoir une visite des délégués de l'Assurance maladie "*pour les avertir d'une pratique excessive*" vis-à-vis de la délivrance d'arrêts de travail, indique BFM Business. L'institution s'est effectivement lancée dans une campagne de redressement, soupçonnant certains professionnels de "*complaisance*", c'est-à-dire d'une trop grande générosité sur la délivrance d'arrêts maladie. Capital 18 juin 2023

Qui veut la peau du professeur Raoult ? - Louis Fouché et Claude Escarguel

https://www.youtube.com/watch?v=Pb8MGkNVP9Q

J-C – Pourquoi s'en prennent- ils au Pr. Raoult alors qu'il a pris sa retraite ? En fait, c'est après son étude qu'ils en ont, parce que ses conclusions contredisent le discours que les autorités sanitaires ont tenu durant trois ans, à savoir qu'il n'existait aucune molécule ou traitement efficace contre la Covid-19, elle prouve qu'elles ont menti à la population et qu'au moins 100.000 décès auraient pu être évités. Mais surtout, cette étude remet en cause dans le futur le recours à des AMM en faveur de vaccins pour traiter d'autres épidémies virales, dans la mesure où il existe des traitements efficaces, parmi plus de 60 molécules, il y en aurait forcément une ou plusieurs qui feraient l'affaire, alors adieu SARS-CoV-3, 4 puis 5 et leurs variants.

Bref, terminé le scénario de la dictature sanitaire, alors évidemment, cela rend fou ses partisans et tous ceux qui en ont profité pour s'enrichir.

Vaccins ARNm, dévoiement de la science, Covid... : "*J'ai le devoir d'informer mes concitoyens*", Jean-Paul Bourdineaud, toxicologue - France-Soir 16 juin 2023

Jean-Paul Bourdineaud est toxicologue. Professeur de biochimie et de microbiologie à l'Université de Bordeaux, il est aussi l'auteur de l'ouvrage "*La Science Outragée*", publié aux éditions Marco

Pietteur, en janvier 2023. Ce livre aborde notamment les questions relatives à la gestion du Covid, la faillite du journalisme scientifique, les conflits d'intérêts ou encore les effets secondaires vaccinaux.

https://edition.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/vaccins-arnm-devoiement-de-la-science-covid-j-ai-le-devoir-d-informer

---

Ça c'est la science, la médecine ! A consommer sans modération !

J-C - Deux études, deux articles publiés en 48 heures aux conclusions contradictoires !

Dans le premier la consommation d'alcool même modérée présenterait "*un risque de maladies cardiovasculaires"*, dans le second la consommation modérée d'alcool pourrait "*réduire le risque de maladie cardiaque*", elle aurait "*des effets cardiaques protecteurs*".

La consommation de ce type de boisson augmente le risque de développer plus de 60 maladies, selon une étude - Femme actuelle 12 juin 2023

Si l'on sait que la consommation d'alcool présente des risques pour la santé, comme des risques de cancers ou de maladies cardiovasculaires, une étude chinoise estime que la consommation d'alcool, même modérée, peut augmenter le risque de développer 61 maladies, dont 33 n'avaient pas été mesurées par le passé. Leurs résultats sont publiés dans la revue Nature Medicine.

Les auteurs ont alors découvert que l'alcool pouvait entraîner l'apparition 61 maladies, dont 28 maladies dont le lien a déjà été fait par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). On note la cirrhose, les accidents vasculaires cérébraux et plusieurs cancers gastro-intestinaux. En revanche, les auteurs ont découvert que 33 maladies pouvaient être en lien avec la consommation d'alcool et dont le lien n'avait pas été mesuré au préalable. Les spécialistes énumèrent notamment la goutte, la cataracte, le cancer du poumon, de l'estomac et des maladies digestives.

Les auteurs précisent qu'une consommation, même modérée, augmenterait les risques de souffrir de ces maladies. Femme actuelle 12 juin 2023

Alcohol consumption and risks of more than 200 diseases in Chinese men - Nature Medicine

https://www.nature.com/articles/s41591-023-02383-8

Une consommation modérée d'alcool associée à un risque diminué de maladie cardiaque - Yahoo 14 juin 2023

Les scientifiques ont étudié le lien entre la consommation légère/modérée d'alcool et les événements cardiovasculaires indésirables majeurs.

Selon une nouvelle étude publiée dans le Journal of the American College of Cardiology, boire de l'alcool de manière modérée peut entraîner une réduction à long terme de l'activité de stress du cerveau, réduisant ainsi le risque de maladie cardiaque. Cet impact semble expliquer les réductions des événements cardiovasculaires observées chez les buveurs légers à modérés participant à l'étude.

Cette étude a concerné plus de 50 000 personnes.

Les chercheurs ont constaté une réduction de la signalisation du stress dans l'amygdale, la région du cerveau associée aux réponses au stress, chez les personnes qui buvaient peu à modérément. "*Nous avons constaté que les changements cérébraux chez les buveurs légers à modérés expliquaient une partie importante des effets cardiaques protecteurs. Lorsque l'amygdale est trop alerte et vigilante, le système nerveux sympathique est renforcé, ce qui fait monter la pression artérielle et augmente le rythme cardiaque, et déclenche la libération de cellules inflammatoires*", a expliqué Ahmed Tawakol. Yahoo 14 juin 2023

Le Journal of the American College of Cardiology,

https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0735109723054256

J-C – Dans leur article en anglais il est spécifié qu'une consommation modérée correspondait selon leurs critères à 140 grammes d'alcool pur par semaine.

10 grammes d'alcool pur représentent :

25 cl de bière ou cidre à 6 degrés
12,5 cl de vin ou champagne à 11 degrés
6 cl d'apéritif à 20 degrés
3 cl de whisky à 40 degrés
2 cl de pastis ou digestif à 45 degrés

Donc au choix si vous buvez de l'alcool, 14 verres par semaine, 2 par jour, 1 par repas, qu'on se le dise !

Si vous picolez un peu, ne vous formalisez pas, ne culpabilisez pas, ne les écoutez pas, leur notion sont assez élastiques ou charlatanesque, la preuve, elles vont d'un verre à un litre de pinard par jour, qui dit mieux ! Ceux qui sont à plaindre à les entendre, ce sont ceux qui vivent quelque part dans le monde où il n'y a pas de pinard, pas de bol vraiment, je me demande comment ils font pour survivre en bonne santé !

Et dire qu'ils se prétendent scientifiques. Franchement, à côté de ces écervelés qu'est-ce qu'on est ? On fait partie des premiers grands crus millésimés, de la confrérie des penseurs géniaux, quoi !

Vous êtes un prolo et vous trimbalez un vieux complexe d'infériorité parce que vous n'êtes pas insensibles au charme du Romanée Conti Grand Cru lors des grandes occasions ou de la bouteille en verre étoilée plus modestement le reste de l'année, c'est l'occasion ou jamais de vous en débarrasser, faites votre "*Great reset*" !

- Des études scientifiques prouveraient les bienfaits du vin rouge sur l'organisme : à condition de ne pas dépasser 1 à 2 verres par jour, la boisson contribuerait à prévenir certaines maladies cardio-vasculaires, à renforcer le système immunitaire ou encore à ralentir les symptômes de la maladie d'Alzheimer.

Le vin rouge permettrait de diminuer la pression sanguine. Les risques d'arrêt cardiaque seraient amenuisés de 20 %, tandis que le risque de développer une maladie cardiovasculaire diminuerait de 14 %.

« *Le vin rouge, comme le bordeaux, possède des vertus cardioprotectrices. Les tanins, plus ou moins présents, ont une action antithrombotique. Certains de leurs composants, comme le resvératrol, permettent de prévenir les caillots sanguins dans les vaisseaux.* »

La plupart des autorités médicales conseillent aujourd'hui aux hommes de ne pas boire plus que 3 verres de vin par jour; pour une femme, on suggère de ne pas dépasser 2 verres. Toutefois, le Dr Poikolainen soutient qu'on peut aller jusqu'à une bouteille de 750 millilitres, mais ne pas dépasser un litre.

J-C – Sinon vous pouvez opter pour les alcools forts, ils en font la promotion sur Google.

- Vodka Soda. Voici une boisson savoureuse qui a été créée à l'origine à des fins médicales, et qui offre en fait quelques avantages pour la santé. La vodka-soda est bonne pour le cœur car elle augmente la circulation sanguine

- Whisky ou Bourbon Whisky. L'avantage de ces boissons, c'est que vous pouvez vous détendre et boire sans vous sentir lourd ou ballonné. Le bourbon offre également un certain nombre de bienfaits pour la santé, notamment le fait qu'il peut, comme la vodka, favoriser la santé cardiaque, en modération bien-sûr.

- Certains amateurs dégusteront volontiers un cognac Hors d'Âge avec un bon cigare.

J-C – Délirant, n'est-ce pas ? Ils sont toujours animés de bonnes intentions envers la population, la preuve.

Ils sont pires que le cancer !

Lutte contre le cancer : le Sénat adopte à l'unanimité l'instauration d'un registre national - Publicsenat.fr 15 juin 2023

« *Paradoxalement, nous ne connaissons pas exactement les grands indicateurs de prévalence, d'incidence, de mortalité ou de survie du cancer dans notre pays ni pour 2022, ni pour 2020, ni même pour 2019.* ». Ces mots prononcés par la sénatrice Nadia Sollogoub (Union centriste), rapporteure de la commission des affaires sociales, font état de la difficulté persistante à obtenir des informations fiables sur l'évolution des cas de cancers à l'échelle nationale. Pourtant, ces statistiques sont indispensables à la recherche, à la prévention et au traitement de ces maladies.

En 2018 en France, 382 000 nouveaux cas de cancers sont recensés, mais il ne s'agit là que d'une estimation des professionnels de santé, faute de registre suffisamment précis à l'échelle nationale. Cette situation est d'autant plus problématique quand on sait qu'il s'agit de la première cause de mortalité chez les hommes et de la deuxième chez les femmes. Publicsenat.fr 15 juin 2023

J-C – Alors que des "*statistiques sont indispensables à la recherche, à la prévention et au traitement de ces maladies*" qui sont "la première cause de mortalité chez les hommes et de la deuxième chez les femmes", elles n'existaient pas ! Oui, mais ils ont décidé de remédier à cette fâcheuse lacune...

Attendez, vous avez pu observer de quelle manière aléatoire ou légère ils diagnostiquaient une maladie respiratoire pouvant entraîner la mort, mieux, de quelle manière scandaleuse ils la

traitaient, qu'en est-il en réalité du cancer ? Grâce à l'IRM il serait mieux diagnostiqué et les traitements seraient de plus en plus efficaces. Soit, mais qu'en est-il des effets secondaires de ces traitements lourds sur la santé des patients ? Ne concourent-ils pas à les achever prématurément d'une autre manière, après bien des souffrances qui ne seront pas prises en compte dans la gestion de leur traitement du cancer, alors que le rapport de cause à effet était établi ?

Cela ne relèverait-il pas de l'acharnement thérapeutique destiné à tirer profit d'une personne malade ou en fin de vie si elle était déjà très âgée ? Jusqu'à quel point le corps médical minimise sciemment ou ferme les yeux sur les effets secondaires des traitements qu'ils infligent à leurs patients ? N'aurait-il pas conscience des dégâts irréversibles qu'ils peuvent ainsi créer et qui seront fatales à leurs patients ? Leurs certificats de décès indiquera qu'ils sont morts d'autres pathologies que le cancer, puisque précédemment il avait été diagnostiqué qu'il avait été vaincu ou qu'il avait disparu. Il va de soi, que l'établissement sanitaire ne mentionnera jamais que les traitements que leurs patients avaient suivis étaient à l'origine de leur décès ou tout du moins, qu'ils y avaient contribué en partie ou plus dans certains cas.

Pour ceux qui veulent creuser le sujet.

Il apparaît qu'au plan épidémiologique certaines maladies auto-immunes soient associées à une pathologie tumorale (cancer) sous-jacente, de plus certains traitements anti-tumoraux entraînent des complications auto-immunes.

Les cancers peuvent être à l'origine de manifestations auto-immunes dont le champ d'expression est varié. En revanche, les mécanismes de l'auto-immunité au cours des cancers solides sont plus obscurs.

Source : https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0248866314004524

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Discours de Vladimir Poutine lors du Forum Économique International de Saint-Pétersbourg (SPIEF) 2023

Le Forum Économique International de Saint-Pétersbourg (SPIEF) a lieu cette année du 14 au 17 juin 2023. Vladimir Poutine a participé à la session plénière du 16 juin, et y a prononcé un discours principalement axé sur les défis de politique intérieure auxquels la Russie doit faire face, et les améliorations qu'elle doit apporter sur le plan législatif et financier pour y parvenir.

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/06/17/discours-de-vladimir-poutine-lors-du-forum-economique-international-de-saint-petersbourg-spief-2023/

Guerre et paix.

Ukraine : Volodymyr Zelensky rejette la médiation africaine - RT France 17 juin 2023

Délégation de paix africaine : Poutine salue une «approche équilibrée» - RT France 17 juin 2023

Le président russe Vladimir Poutine s'est dit «*prêt*» à un «d*ialogue constructif avec ceux qui souhaitent la paix*», lors d'une rencontre avec les médiateurs africains sur l'Ukraine, saluant leur «*approche équilibrée*» face au conflit.

Selon Vladimir Poutine, «*en Russie, on respecte beaucoup la position des Etats africains en faveur du maintien de la stabilité (...), on soutient leur aspiration à une politique pacifiste*». «*Nous sommes ouverts à un dialogue constructif avec ceux qui souhaitent la paix basée sur les principes de la justice et de la prise en compte des intérêts légitimes des parties*», a-t-il ajouté.

La contre-offensive ukrainienne est un désastre. Bilan de 24h de combat.

Un Storm Shadow, 18 drones, contre-attaques repoussées: bilan ukrainien en 24h - Sputnik Afrique 18 juin 2023

Sur le front, l'Ukraine a poursuivi ses tentatives de contre-attaques en essuyant des échecs, déclare la Défense russe dans son bilan quotidien. Selon le communiqué, la Russie a abattu un missile Storm Shadow et deux obus de HIMARS mais aussi 18 drones ukrainiens en 24 heures.

Les forces armées ukrainiennes ont poursuivi, durant ces dernières 24 heures, leurs tentatives d'offensive sur les axes de Zaporojié, de Donetsk-Sud et de Donetsk, a constaté ce dimanche le ministère russe de la Défense.

Les hostilités les plus intenses ont eu lieu sur l'axe de Zaporojié. Quatre colonnes de réserve dans la région de Zaporojié ont été frappées, neuf chars, dix véhicules blindés de combat d'infanterie et une dizaine d'autres blindés ont été détruits. Toutes les attaques de l'ennemi entreprises dans cette zone ont été repoussées, selon le communiqué.

La Russie a détruit pendant cette période un radar de contre-batterie américain AN/TPQ-50, intercepté un missile de croisière Storm Shadow et deux projectiles de lance-roquettes multiple HIMARS. 18 drones ukrainiens ont également été abattus, selon le bilan quotidien de la Défense.

Pertes de Kiev sur les différents axes:

Axe de Zaporojié: l'Ukraine a perdu 33 chars, 30 véhicules blindés de combat d'infanterie et 35 blindés de combat.

Axe de Donetsk-Sud: quatre attaques ont été repoussées; Kiev a perdu en 24 heures 35 chars, 33 véhicules blindés de combat d'infanterie dont deux Bradley ainsi que 38 blindés de combat dont un blindé Stryker et un obusier D-20.

Axe de Donetsk: huit attaques ont été repoussées; un véhicule blindé de transport de troupes, un véhicule blindé de combat d'infanterie, trois véhicules, deux pick-up, un lance-roquettes multiple Grad et un dépôt de munitions ont été détruits.

Axe de Koupiansk: les forces russes ont mis fin aux activités de deux groupes ukrainiens de sabotage et de renseignement; elles ont détruit trois pick-up, un obusier Msta-B et un obusier automoteur polonais Krab.

Axe de Krasny Liman: deux groupes ukrainiens de sabotage et de renseignement ont été neutralisés; Kiev a perdu un véhicule blindé de transport de troupes, deux autres véhicules, un canon automoteur Akatsiya et un obusier D-30.

Axe de Kherson: les pertes de l'Ukraine se montent à deux véhicules, un obusier américain M777, un obusier Msta-B, une pièce d'artillerie Guiatsint-B et un dépôt de munitions.

Quand les Russes ne s'en laissent plus compter…

La Russie accuse Kiev de payer l'aide militaire occidentale avec les organes de ses soldats tués

Moscou a accusé Kiev de payer l'assistance militaire que lui procurent les pays occidentaux avec des organes humains extraits des dépouilles de ses soldats tués sur le front de guerre.

«*Nous avons parlé et cité à plusieurs reprises des faits lors des briefings, qui indiquent que l'Ukraine est en train de devenir rapidement l'une des plaques tournantes mondiales de la transplantation illégale*», a accusé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, lors d'un point de presse rapporté par l'agence Tass, précisant se référer à un documentaire intitulé «*Tanks for Kidney*», lequel fournit selon elle, «*une preuve supplémentaire que le régime de Kiev démantèle ses combattants blessés pour leurs organes*».

https://reseauinternational.net/la-russie-accuse-kiev-de-payer-laide-militaire-occidentale-avec-les-organes-de-ses-soldats-tues/

Désinformation russe en France: le vice-président de la Douma accuse Catherine Colonna de "*mentir*" - BFMTV 15 juin 2023

Piotr Tolstoï, vice-président de la Douma, a réagi ce mercredi 14 juin sur BFMTV aux récentes accusations de Paris à l'encontre de Moscou. Catherine Colonna a dénoncé "*une campagne numérique de manipulation de l'information contre la France [...] à laquelle des entités étatiques ou affiliées à l'État russe ont participé*". Il s'agit des "agissements indignes d'un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies", selon la ministre des Affaires étrangères.

"*Dans cette histoire, votre ministre ment*", répond Piotr Tolstoï ce mercredi soir sur notre antenne.

"*Vous mentez sur la Russie depuis des mois et des années, malheureusement on a l'habitude de ça, on n'est pas préoccupés*", ajoute le vice-président de la chambre basse du Parlement russe.

Des "campagnes de désinformation" de l'Occident

Piotr Tolstoï a également dénoncé "*plusieurs campagnes de désinformation*" menées selon lui depuis le début du conflit entre l'Ukraine et la Russie, citant des événements comme le sabotage des gazoducs Nord Stream, le bombardement de civils ukrainiens ou encore de "mensonges" concernant le massacre de Boutcha ou la récente destruction partielle du barrage de Kakhovka.

"*Tous ces mensonges passent dans le silence*", déclare-t-il encore sur BFMTV.

Selon lui, la contre-offensive ukrainienne a "*lamentablement échoué*" et représente un "*désastre historique*": 20% de l'aide occidentale aurait été détruite par l'armée russe tandis que Kiev aurait perdu 10.000 soldats, a annoncé le député.

"*Les Russes ont déjà brûlé 120 chars occidentaux sur le champ de bataille lors de cette contre-offensive ukrainienne qui a échoué. On va continuer à les brûler*", a-t-il lancé. BFMTV 15 juin 2023

Quand les régimes féodaux du Golf deviennent plus civilisés que les occidentaux.

L'Australie s'oppose à la construction d'une nouvelle ambassade russe - AFP/LePoint.fr 15 juin 2023

Des tensions diplomatiques inévitablement liées à la guerre en Ukraine. Le gouvernement australien va s'opposer à la construction d'une nouvelle ambassade de Russie près du Parlement à Canberra, a annoncé jeudi 15 juin le Premier ministre Anthony Albanese, invoquant un risque pour la sécurité nationale.

« *Le gouvernement a reçu des conseils très clairs en matière de sécurité quant au risque posé par une nouvelle présence russe si près du Parlement* », a déclaré Anthony Albanese aux journalistes. La Russie loue actuellement une parcelle à proximité du Parlement à Canberra. Le gouvernement australien a déjà tenté, sans succès, de faire annuler ce bail, signé pour la première fois en 2008.

Le chef du gouvernement australien a annoncé qu'après avoir exploré en vain toutes les voies juridiques possibles, de nouvelles lois seraient votées par le Parlement pour bloquer la construction de l'ambassade russe sur ce terrain. « *Nous agissons rapidement pour faire en sorte que le site loué ne devienne pas une présence diplomatique officielle* », a déclaré le Premier ministre.

Pour la ministre australienne de l'Intérieur, Clare O'Neil, la nouvelle ambassade que souhaite construire la Russie constitue une menace évidente pour la sécurité nationale du pays. AFP/LePoint.fr 15 juin 2023

A Dubaï, la plus grande tour du monde aux couleurs de la Russie à l'occasion de la fête nationale - RT France 13 juin 2023

Pour célébrer la Journée de la Russie, la tour Burj Khalifa à Dubaï, aux Emirats arabes unis, était illuminée aux couleurs du drapeau russe.

«*Aujourd'hui, Burj Khalifa célèbre la riche histoire, la culture dynamique et les réussites exceptionnelles de la Russie. Nous souhaitons à la nation russe une cérémonie qui restera gravée dans les mémoires et un futur sous le signe de l'unité et de la prospérité*», a annoncé la ville de Dubaï sur Instagram.

Dans l'émirat voisin d'Abou Dabi, la compagnie nationale pétrolière (Abu Dhabi National Oil Company, ADNOC) pavoisait elle aussi son bâtiment du drapeau russe. RT France 13 juin 2023

BRICS.

La nouvelle banque de développement des BRICS se dédollarise et accueille l'Argentine, l'Arabie saoudite et le Zimbabwe parmi ses membres

Le bloc des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'étend et construit une nouvelle architecture économique pour contester la domination du dollar américain.

L'une des institutions les plus importantes créées par les BRICS est la Nouvelle banque de développement (NDB). Il s'agit d'une alternative orientée vers le Sud à la Banque mondiale, qui est située aux États-Unis et essentiellement contrôlée par eux.

Contrairement à la Banque mondiale, la Nouvelle banque de développement est une institution véritablement multilatérale, et non dominée par une seule puissance.

L'accord fondateur de 2014 stipule que «*le capital initial souscrit de la NDB sera réparti de manière égale entre les membres fondateurs*» et que «*le pouvoir de vote de chaque membre sera égal à ses parts souscrites dans le capital social de la Banque*».

Aucun pays ne dispose d'un droit de veto au sein de la NDB.

L'accord fondateur de la NDB stipule également que :

«*Le président de la Banque sera élu par l'un des membres fondateurs sur la base d'une rotation, et il y aura au moins un vice-président de chacun des autres membres fondateurs*».

La Banque mondiale est complètement différente. Cette institution est essentiellement contrôlée par les États-Unis et son siège se trouve à Washington, DC.

La banque indique clairement sur son site web que les États-Unis «*restent aujourd'hui le plus grand actionnaire du groupe de la Banque mondiale*», se vantant de ce qui suit,

En tant que seul actionnaire du Groupe de la Banque mondiale qui conserve un droit de veto sur certains changements dans la structure de la Banque, les États-Unis jouent un rôle unique en influençant et en façonnant les priorités mondiales en matière de développement.

Traditionnellement, le président de la Banque mondiale a toujours été un citoyen américain nommé par les États-Unis.

Les États-Unis détiennent 15,81% des droits de vote au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'organe de prêt du groupe de la Banque mondiale. Aucun autre pays ne s'en approche de près ou de loin.

Le Japon arrive en deuxième position avec 7,22% des droits de vote. Bien que sa population soit quatre fois supérieure à celle des États-Unis, la Chine ne détient que 5,60% des voix. L'Allemagne a 4,30% et la Grande-Bretagne 3,81%.

L'Inde, qui compte plus de 1,4 milliard d'habitants, est à égalité avec la France, qui compte moins de 66 millions d'habitants ; chacune de ces deux nations détient 3,81% des droits de vote à la Banque mondiale.

La Russie n'a que 2,88%. Le Canada a 2,56% et l'Italie 2,50%. La Banque mondiale agit comme une sorte d'institution néocoloniale, dominée par les puissances occidentales.

Il ne s'agit pas tant de la Banque mondiale que de la Banque de Washington.

Avec son frère financier de Bretton Woods, le Fonds monétaire international (FMI), qui est également dominé par les États-Unis, la Banque mondiale est connue pour piéger les pays du Sud dans une dette odieuse.

Lorsque les pays débiteurs ne sont pas en mesure de rembourser la Banque mondiale (ou le FMI), l'institution contrôlée par les États-Unis impose fréquemment des politiques économiques néolibérales sévères, dans le cadre d'un programme d'«*ajustement structurel*», exigeant du gouvernement qu'il réduise les services sociaux, les salaires, les pensions, les dépenses de santé et d'éducation, qu'il mette fin aux subventions, qu'il privatise les entreprises d'État et qu'il déréglemente les marchés.

Dans son livre «*Confessions of an Economic Hit Man*», l'ancien consultant John Perkins décrit la Banque mondiale comme un «*agent de l'empire mondial*» qui aide à «*escroquer*» les pays pauvres du Sud «*de milliers de milliards de dollars*», puis à «*acheminer l'argent… dans les coffres des grandes entreprises et dans les poches de quelques familles riches qui contrôlent les ressources naturelles de la planète*».

M. Perkins a ajouté que les «*tueurs à gages économiques*» de la Banque mondiale et d'autres institutions similaires dominées par les États-Unis «*jouent un jeu aussi vieux que l'empire*».

https://reseauinternational.net/la-nouvelle-banque-de-developpement-des-brics-se-dedollarise-et-accueille-largentine-larabie-saoudite-et-le-zimbabwe-parmi-ses-membres/

Le président du Kenya, Williams Ruto, appelle les nations africaines à abandonner le dollar sous les ovations - lemediaen442.fr 15 juin 2023

Alors que les pays occidentaux, avec les États-Unis en tête, espéraient ardemment un boycott total contre la Russie, il apparaît que la dédollarisation de l'économie mondiale se poursuit en constatant les difficultés de l'oncle Sam. Face à la perte de contrôle des États-Unis, l'Afrique se détache progressivement du dollar américain et opte pour l'utilisation de ses propres monnaies. Cette décision reflète un souhait depuis longtemps caressé par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, un vœu qui lui aura coûté la vie.

Le président kenyan William Samoei Ruto a appelé les nations africaines à cesser d'utiliser le dollar américain pour le commerce intracontinental. Lors de son récent discours au parlement de Djibouti, le président Ruto a souligné la nécessité d'abandonner la dépendance au dollar américain pour les transactions commerciales entre Djibouti et le Kenya.

Actuellement, les commerçants de Djibouti et du Kenya doivent acquérir des dollars américains lorsqu'ils s'engagent dans le commerce entre les deux pays. Le président Ruto a remis en question la nécessité d'impliquer la devise américaine dans les activités commerciales entre les deux nations.

« *Nous avons tous du mal à effectuer des paiements de biens et de services d'un pays à l'autre en raison des différences de devises. Et au milieu de tout cela, nous sommes tous soumis à un au*

dollar», a déclaré le Dr Ruto lors d'un forum de représentants du gouvernement et du secteur privé participant à un forum sur l'AfCFTA à Nairobi lundi.

Le chef d'État kenyan a souligné le rôle de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), qui offre un mécanisme permettant aux commerçants du continent d'effectuer des transactions en utilisant leurs propres devises locales, facilitant ainsi les transactions commerciales de manière plus transparente.

« *Je suggère que nous ayons un mécanisme où nous pouvons régler tous nos paiements, que ce soit entre nos pays ou à l'extérieur en utilisant nos devises [locales]. Et nous avons un mécanisme comme celui qui a été mis en place par l'Afreximbank afin que nous n'ayons pas à être l'otage d'une seule devise. Le paiement d'un pays africain à un autre passe généralement par plusieurs institutions financières intermédiaires, ce qui entraîne une augmentation des coûts, des complications, des problèmes et des fluctuations inutiles des devises et cela finit par être tout un écosystème de confusion. Il existe un mécanisme permettant à tous nos commerçants de négocier dans la monnaie locale. Nous n'avons pas à chercher de dollars; nos hommes d'affaires se concentreront sur le transport des biens et des services, et laisseront la tâche ardue des devises à Afreximbank.* »

Le président Ruto tient à préciser qu'il ne s'agit pas d'une opposition directe au dollar américain, mais plutôt d'une volonté de promouvoir un commerce plus libre. Il suggère que les achats en provenance des États-Unis puissent toujours être réglés en dollars américains, tandis que les transactions avec Djibouti pourraient se faire en utilisant les devises locales.

Un discours qui a été accueilli par un auditoire en ovation !

https://lemediaen442.fr/le-president-du-kenya-williams-ruto-appelle-les-nations-africaines-a-abandonner-le-dollar-sous-les-ovations/

https://twitter.com/simonateba/status/1668415862657671168?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1668415862657671168%7Ctwgr%5E040404a0a6e611d46348bdf38c2fc0009b6766b5%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Flemediaen442.fr%2Fle-president-du-kenya-williams-ruto-appelle-les-nations-africaines-a-abandonner-le-dollar-sous-les-ovations%2F

Ces pays qui doivent abandonner le dollar pour un monde multipolaire, selon un ministre nicaraguayen - Sputnik Afrique 15 juin 2023

Lors du Forum économique à Saint-Pétersbourg, le ministre des Finances et du Crédit public du Nicaragua a noté que les pays des BRICS, d'Asie et d'Amérique latine doivent abandonner le dollar pour la création d'un monde multipolaire.

Les BRICS, les pays d'Asie et d'Amérique latine doivent se débarrasser du dollar pour un monde multipolaire.

Cette déclaration a été faite ce jeudi 15 juin Ivan Adolfo Acosta Montalvan, ministre des Finances du Nicaragua lors du Forum économique à Saint-Pétersbourg.

Il s'agit d'États dont plus de 90% des transactions passent encore par le dollar.

C'est ainsi que le développement mondial sera équilibré, a-t-il noté.

"*En Afrique, en Amérique latine, il y a des pays très pauvres, il y a de nouveaux colonisateurs qui s'enrichissent aux dépens de nos pays*", a déploré le ministre.

La dédollarisation en marche

Ces derniers temps, plusieurs pays émettent le souhait d'abandonner l'utilisation du dollar dans les échanges commerciaux avec les pays tiers.

Qui plus est, la question de la création d'une monnaie commune des BRICS devrait être à l'ordre du jour du prochain sommet, d'après Moscou qui l'a évoquée à plusieurs reprises. Cette idée a été soutenue par le Président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva.

Des analystes de JPMorgan Chase ont indiqué début juin que l'économie mondiale montrait des signes d'émergence de dédollarisation, dans un contexte d'efforts croissants des économies asiatiques pour défier l'hégémonie de la devise américaine. Sputnik Afrique 15 juin 2023

Chine.

En famille entre « *amis* ».

Bill Gates reçu en Chine par le président Xi Jinping - AFP 16 juin 2023

Le cofondateur de Microsoft, Bill Gates, a été reçu vendredi à Pékin par le président chinois Xi Jinping, à l'occasion d'une visite destinée à soutenir les efforts de la Chine dans la recherche médicale.

Cette rencontre, annoncée par la télévision publique chinoise, est très rare pour un homme d'affaires américain: ces dernières années, seule une poignée ont été reçus individuellement par M. Xi, notamment le patron d'Apple Tim Cook et celui d'Amazon Jeff Bezos.

"*Vous êtes le premier ami américain que je rencontre cette année*". "*Nous avons toujours placé nos espoirs dans le peuple américain et espérons que l'amitié entre les deux peuples se poursuivra*", a dit Xi Jinping, cité par le Quotidien du Peuple.

Bill Gates est reçu en qualité de co-président de la Fondation Bill et Melinda Gates, a-t-elle toutefois précisé.

Avec ce voyage, son premier en Chine depuis 2019, le cofondateur de Microsoft emboîte le pas à plusieurs autres mastodontes de l'économie américaine, dont le patron de Tesla, Twitter et SpaceX, Elon Musk, venu en mai.

La fondation va aussi renouveler sa coopération avec l'Institut de découverte de médicaments pour la santé mondiale (GHDDI) - fondé à Pékin par Bill Gates -, les autorités municipales de Pékin et les responsables de la prestigieuse université Tsinghua.

"*La Chine a réalisé des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la santé dans le pays*", a estimé M. Gates jeudi lors d'un discours au GHDDI.

"*J'espère que la Chine pourra jouer un rôle encore plus important pour relever les défis actuels, en particulier ceux auxquels sont confrontés les pays africains*", a-t-il ajouté.

Le PDG de la banque JPMorgan Chase, Jamie Dimon, autre acteur majeur, s'est rendu dans le pays au début du mois, tandis que celui d'Apple, Tim Cook, était à Pékin en mars. Il y avait salué la relation "*symbiotique*" de son entreprise avec la Chine.

D'autres grands patrons américains comme celui de Starbucks ou General Motors sont aussi allés en Chine ces dernières semaines pour y rencontrer des représentants du gouvernement chinois. AFP 16 juin 2023

Afrique.

Les pays africains veulent créer une Agence spatiale panafricaine

Alors qu'il participait au Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF), le patron de l'Agence spatiale nationale sud-africaine (SANSA), Humbulani Mudau, a annoncé qu'une agence spatiale panafricaine dont le siège se situera au Caire serait prochainement mise sur pied par les pays africains.

«*Nous sommes très impliqués dans les projets de développement de l'espace. Le gouvernement [sud-africain] a récemment adopté une stratégie de développement spatial impliquant d'autres pays africains, qui créera une agence spatiale commune. Il s'agira d'une agence panafricaine dont le siège sera au Caire. Elle coordonnera les activités communes*», a déclaré Humbulani Mudau.

Dans sa déclaration, il a également invité Roscosmos, l'agence spatiale russe, à coopérer, notamment pour résoudre le problème des débris spatiaux. «*Nous organiserons une réunion des responsables des agences spatiales des BRICS dans notre pays, vous êtes tous invités*», a-t-il ajouté.

https://reseauinternational.net/les-pays-africains-veulent-creer-une-agence-spatiale-panafricaine/

Un responsable africain s'en prend à Bill Gates et George Soros : «*Mon continent n'est pas votre laboratoire climatique géant*»

Un scientifique nigérian a dénoncé les projets soutenus par des personnalités telles que Bill Gates et George Soros, qui utilisent l'Afrique pour tester des théories simplistes non prouvées.

Bill Gates a soutenu une technologie dans laquelle des particules seraient répandues dans l'atmosphère pour empêcher la lumière du soleil d'atteindre la surface de la planète, comme l'a noté Forbes. En février, Soros a apporté son soutien à un projet de géo-ingénierie solaire visant à renvoyer davantage de lumière solaire dans l'espace, selon Fortune.

Cependant, Chukwumerije Okereke, directeur du Centre pour le changement climatique et le développement à l'université fédérale Alex Ekwueme au Nigeria, a déclaré que ces concepts ne devraient pas être testés en utilisant l'Afrique comme boîte de Pétri géante.

«*En tant qu'expert en climatologie, je considère que ces techniques de manipulation de l'environnement sont extrêmement risquées. Et en tant qu'expert climatique africain, je m'oppose fermement à l'idée que l'Afrique devienne un terrain d'essai pour leur utilisation*», a-t-il écrit dans une tribune publiée dans le New York Times et intitulée «*Mon continent n'est pas votre laboratoire climatique géant*».

Okereke a fait remarquer que les idées présentées sur papier ne tiennent pas compte de leur impact sur les populations et que «*les technologies risquent de perturber les régimes climatiques locaux et régionaux – en intensifiant la sécheresse ou les inondations, par exemple, ou en perturbant les cycles de la mousson. L'impact à long terme sur le climat régional et les saisons est encore largement inconnu*».

«*Des millions, voire des milliards de personnes pourraient voir leurs moyens de subsistance compromis*»

https://reseauinternational.net/un-responsable-africain-sen-prend-a-bill-gates-et-george-soros-mon-continent-nest-pas-votre-laboratoire-climatique-geant/

J-C – De tous les côtés partout dans le monde, le discours, la suprématie, le colonialisme, la dictature anglo-saxonne et de ses vassaux européens sont remis en cause publiquement par des chefs d'Etat. Il semblerait que les Russes aient ouvert la boîte de Pandore qui sonnera à terme la fin de leur hégémonie… A suivre.

A bas la France néocoloniale, terroriste !

Le sentiment antifrançais imprègne durablement les populations d'Afrique francophone - AFP 14 juin 2023

Les discours anti-français en Afrique francophone se sont répandus au-delà des élites urbaines éduquées et le phénomène pourrait "*s'enraciner durablement*", estime Alain Antil, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri) dans un entretien avec l'AFP.

Il est frappant de constater que les détracteurs ne cherchent même plus à faire la démonstration de contre-vérités: "*on n'a même plus besoin de prouver que la France soutient le djihadisme. On l'affirme*", observe-t-il. AFP 14 juin 2023

L'Algérie rétablit un vieux couplet anti-France dans son hymne national - LePoint.fr 14 juin 2023

Un décret élargit la liste des circonstances officielles où sera chanté un passage tombé en désuétude ordonnant à la France de « *rendre des comptes* ». LePoint.fr 14 juin 2023

Le Mali réclame le « *retrait sans délai* » de la mission de l'Onu - Journal du Dimanche 16 juin 2023

Même le climat est anti-Français en Afrique !

Sécheresse en France : pendant ce temps, le Sahel reverdit - lepoint.fr 14 juin 2023

Climatiquement sinistrée dans les années 1980, la zone enregistre depuis plusieurs années des pluies abondantes et des récoltes records.

Le 10 mai 2023, le ministère malien de l'Agriculture a mis en ligne un communiqué très positif sur la récolte de céréales en 2023-2024. Cette saison encore, elle devrait battre celle de l'année précédente (de 6 % exactement), « *sous l'effet d'une expansion des superficies plantées, d'une météorologie favorable et d'une distribution améliorée des engrais aux producteurs* ». Le Mali exporte désormais 10 à 15 % de ses céréales vers les pays voisins. En décembre 2022, le gouvernement a même décidé de les bloquer dans l'espoir de ralentir la hausse des prix en interne !

Les disettes subsistent au Sahel, mais beaucoup moins désormais à cause du climat qu'en raison de l'insécurité, qui gêne le travail des agriculteurs. C'est le cas au Niger. Dans ce pays, classé parmi les plus pauvres d'Afrique, les récoltes battent des records : + 69 % pour les céréales en 2022 par rapport à l'année précédente, avec une hausse d'un tiers de la superficie totale des cultures emblavées. L'insécurité alimentaire est causée par les islamistes et le manque d'engrais, bien plus que par la sécheresse.

L'anomalie climatique des années 1970 et 1980

Pour les spécialistes, ces informations n'ont rien de surprenant. Le grand public a gardé du Sahel une image vintage, fixée dans les années 1980 : une immense zone subsaharienne inexorablement grignotée par le sable et les dunes, faute de précipitations. « *L'Afrique de l'Ouest a effectivement connu un épisode de sécheresse brutal de 1968 à 1993* », explique Luc Descroix, hydrologue à l'Institut de recherche pour le développement. « *C'est du passé. Nous avons désormais des données robustes qui nous permettent de dire que la pluviométrie est revenue à son niveau moyen de long terme.* »

Bonne nouvelle supplémentaire, le retour de la pluie au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad va se pérenniser, sous l'effet du changement climatique. « *Les terres se réchauffent plus vite que l'eau dans le golfe de Guinée, explique Luc Descroix. Cela rend la mousson plus puissante.* »

Le phénomène est comparable à ce que les météorologues appellent un « *épisode cévenol* », ou les marins un « *thermique* », mais à l'échelle d'un continent. Schématiquement, l'air surchauffé du Sahel monte, ce qui pompe vers l'intérieur de l'Afrique des masses d'air océanique, relativement plus fraîches et surtout chargées d'humidité. « *On est parti pour des moussons efficaces au moins jusqu'en 2100 »*, résume Luc Descroix. À tel point que le Sahel connaît parfois maintenant des inondations !

L'analyse des séries de photos satellites confirme « *une tendance au reverdissement à l'échelle régionale comme résultat de l'amélioration des conditions pluviométriques à partir des années*

1990 », expliquent des chercheurs français et africains dans une étude parue en 2021 dans la revue Physio-Géo. La période 1968-1994 était « *une anomalie sèche* », aux causes encore mal comprises.

En deux décennies, dans de nombreuses zones rurales du Sahel, la population a doublé et les rendements ont triplé, amorçant une boucle vertueuse. *« Il y a de la main-d'œuvre pour travailler, de la pluie pour faire pousser des acacias qui fixent l'azote et de l'argent pour acheter des intrants. Résultat, la sécurité alimentaire s'améliore. Les terres sont très médiocres, mais, avec un travail intensif, elles nourrissent 400 habitants par kilomètre carré* », soit une densité quatre fois supérieure à celle de la France, plus proche de celle des Pays-Bas. lepoint.fr 14 juin 2023

Aide humanitaire et sécuritaire au Mali : Poutine s'entretient avec le colonel Goïta - RT France 14 juin 2023

L'entretien a eu lieu «*à l'initiative de la partie malienne*», a précisé le Kremlin. Les deux dirigeants ont évoqué leurs relations sécuritaires et économiques, «*dont la livraison de céréales, d'engrais et de carburant par la Russie au Mali*».

Moscou a rapporté qu'Assimi Goïta avait «*remercié Vladimir Poutine pour l'aide humanitaire apportée, ainsi que pour l'aide fournie pour assurer la sécurité, neutraliser la menace terroriste et stabiliser la situation*» au Mali. «*Nous avons eu des échanges directs et sincères sur des sujets d'intérêt commun et sur notre volonté de renforcer nos relations diplomatiques, économiques et sécuritaires*», a quant à lui déclaré le colonel malien. RT France 14 juin 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 23 juin 2023.

Je pourrais profiter de juillet ou août pour faire une pause, afin de me reposer un peu et de m'occuper de mes affaires personnelles que je néglige, j'ai toujours des travaux à faire chez moi. Ici sous les tropiques, tout s'abîme très vite, humidité, grande chaleur, cyclone, termites, rouille, qualité des équipements laissant à désirer, c'est un euphémisme, le moindre relâchement dans l'entretien et tout se dégrade rapidement.

A cause de la chaleur on vit les fenêtres ouvertes toute l'année, c'est bien agréable, protégées par des moustiquaires, c'est obligatoire pour empêcher nos amis les bêtes de nous rendre visite et de parfois s'incruster, surtout les moustiques, la poussière et le ménage en prime, on n'a rien sans rien ! Le petit jardin est devenu une forêt, au départ c'était un champ de cailloux peu engageant.

Il arrive dans la vie, qu'à force de volonté ou détermination on parvienne à réaliser certaines choses, et parfois non, comme donner vie à ce courant politique. N'en parlons plus puisque cela n'intéresse personne ; J'imagine que tout le monde à trouver pointure à son pied et s'en porte très bien. Que bien leur en fasse dans le meilleur des mondes, quelle fabuleuse époque où chacun parvient à s'épanouir ! Passons plutôt aux choses sérieuses.

Lu. Rappel. Ceci explique cela.

- Bill Gates a-t-il pris le contrôle total des opinions des citoyens du monde entier ? La question se pose à la suite d'une révélation explosive faite ce 15 novembre 2021 par le média d'investigation MintPresseNews.com. En effet, ce média a révélé que Bill Gates a versé 319 millions de dollars à différents groupes de presse dans le monde pour contrôler la ligne éditoriale et imposer son agenda sur certains sujets.

Le média dit avoir obtenu ces informations en fouillant dans quelque 30 000 dons effectués par la fondation Bill & Melinda Gates et figurant dans sa base de données. MintPressNews.com est allé jusqu'à dévoiler le nom des médias qui ont bénéficié de ce gigantesque financement.

Parmi les médias cités, figurent : CNN, NBC, PBS et The Atlantic pour ce qui concerne les États-Unis. Dans le reste du monde, d'autres médias ont été mouillés. Parmi eux, figurent : El Pais (en Espagne), The BBC, The Guardian, The Financial Times et The Daily Telegraph (au Royaume-Uni), Der Spiegel (en Allemagne), Al-Jazeera (au Qatar) et Le Monde (en France).

Les montants versés à ces médias ont été dévoilés. Ainsi, la chaîne américaine CNN a touché 3 600 000 dollars du milliardaire américain. El Pais a touché 3 968 184 dollars ; Le Monde aurait touché 4 014 512 dollars ; la BBC a touché 3 668 657 dollars ; Der Spiegel a touché 5

437 294 dollars. Le média The Guardian semble avoir remporté le gros lot : 12 951 391 dollars. Et la liste n'est pas exhaustive.

D'après la source, cet argent sert à couvrir des thématiques chères à Bill Gates. Par exemple, les 3 600 000 dollars qui ont été attribués à la chaîne CNN servent à couvrir des questions liées au genre et à la parité, avec un focus sur les pays en voie de développement.

Après avoir fourni des informations extrêmement détaillées sur les financements de Gates accordés aux médias, le site d'information Mint Press News explique à quel point cette mainmise sur les médias tue le journalisme, en imposant à la presse une seule ligne favorable au tout-puissant milliardaire américain.

Par ce système qui s'apparente clairement à de la corruption, l'image de Bill Gates est constamment redorée par les médias internationaux qui le présentent ainsi comme un véritable sauveur de la planète. Ses conflits d'intérêts et les graves scandales dans lesquels il est impliqué sont volontairement passés sous silence et ceux qui osent en parler risquent de le payer très cher.

Quand ils se portent garants de la ligne éditoriale de la presse mainstream porte-parole de la réaction.

Le passage de Geoffroy Lejeune de Valeurs Actuelles au JDD fait bondir la gauche - Le HuffPost 22 juin 2023

« *Et voilà, à ceux qui banalisaient, il ne s'agit pas seulement de concentration économique, avec Bolloré il s'agit de la construction d'un empire de propagande pour la droite-extrême et ses valeurs de haine* », écrit David Assouline, sénateur socialiste...

« *Vincent Bolloré continue à mettre son empire médiatique au service des idées d'extrême droite, et de son obsession identitaire et anti-musulmans. Voilà à quoi mène la concentration des médias dans les mains de milliardaires réactionnaires* », souligne aussi la députée LFI Sarah Legrain...

D'autres ont fustigé un possible changement de ligne éditoriale du journal, de « *porte-parole de la Macronie* » à celui de « *l'extrême droite, de Zemmour et Marion Maréchal* », selon Aymeric Caron (Révolution écologique pour le vivant.). « *Les digues sautent* », tacle de son côté Thomas Portes (LFI)...

Selon Le Monde, le mercato « *bolloréen* » ne s'arrête pas à l'arrivée de Lejeune. Jérôme Béglé, actuel numéro 1 du JDD, devrait être recasé à Paris Match. Surtout, la journaliste de Valeurs Actuelles Charlotte d'Ornellas devrait aussi profiter du mouvement pour arriver « *dans le sillage* » de son ancien chef, écrivent nos confrères. Le HuffPost 22 juin 2023

J-C - Tant que le JDD était le « *porte-parole de la Macronie* », tout allait très bien, ils s'en accommodaient il faut croire. Que voulez dire par là ?

Une fois de plus il s'agit pour eux d'épargner Macron dont la politique et le comportement, la manière de gouverner, sont assimilables à ceux de l'extrême droite, sans appliquer la totalité du programme de l'extrême droite ou sans remplir toutes ses fonctions politiques, de sorte qu'il demeure fréquentable, tandis que l'instrumentalisation de l'extrême droite peut ou plutôt doit continuer, puisqu'elle sert les intérêts réciproques de Macron et de cette pseudo-gauche pourrie.

Dit autrement, il ne faudrait pas que la macronie et l'extrême droite se confondent, sinon ces imposteurs seraient privés du principal argument qui leur permet encore d'avoir des relations avec lui, de lui témoigner du respect et de le légitimer au passage. Ils ne le caractériseront pas de tyrans ou de despotes, ils lui donnent du monsieur le Président à cette pourriture.

Leur sortie est d'autant plus grotesque que le JDD est également contrôlé par le milliardaire Vincent Bolloré depuis 2021 !

Les sionistes d'extrême droite sont des antisémites, racistes. La pseudo-gauche se veut antiraciste pour faire oublier qu'elle est foncièrement opportuniste, corrompue jusqu'à la moelle.

Elle est devenue l'ennemi de la classe ouvrière et du socialisme. Elle constitue le meilleur allié de la réaction. Elle est un des principaux obstacles à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, parce que pratiquement l'ensemble des militants refusent de la caractériser en fonction de l'orientation politique réactionnaire qu'elle a adoptée. Quoiqu'elle fasse, quels que soient les crimes qu'elle ait commis, ils continuent de faire référence à sa lointaine nature avec laquelle elle a totalement et définitivement rompu, pour justifier le soutien qu'ils lui apportent ou leur collaboration.

Ils ne comprennent pas qu'en procédant de la sorte, ils introduisent une contradiction qui fausse toute analyse de la situation, qui divise, disperse nos forces au lieu de contribuer à les rassembler. Leurs dirigeants préfèrent l'union avec ces traitres ou vendus, plutôt que l'unité des militants qui entendent rester fidèles à notre classe et au socialisme. Je n'oppose pas la base au sommet, j'expose ce qui est, c'est tout, que cela ne plaise pas à la plupart, je m'en doute et je m'en moque.

Ça c'est pour le visage humain du capitalisme. Quand on vous disait que leur humanisme était la politesse des salauds...

Une téléopératrice meurt à son bureau, ses collègues continuent de travailler à côté du cadavre - 20minutes.fr 21 juin 2023

Les employés d'une grande entreprise madrilène auraient été contraints de poursuivre leur mission, malgré le décès d'une de leurs collègues, le 13 juin. Comme le révèle le journal espagnol Diari de Girona, une femme de 56 ans a ainsi succombé à une crise cardiaque en plein travail et son corps est resté dans les locaux de la société Konecta pendant plus de deux heures.

Un délégué CGT à la prévention des risques professionnels explique au quotidien que la quinquagénaire s'est effondrée peu avant 13 heures et a été déclarée morte par les secours qui n'ont pas pu la réanimer. Mais le corps n'a été pris en charge par les pompes funèbres que vers 16 heures. Entre-temps, il est resté au sol, à côté de ses collègues et gardé par des policiers.

Certains salariés auraient donc continué à répondre au téléphone, par peur des représailles. D'autres auraient tout simplement choisi de poursuivre leurs activités, malgré un ordre d'évacuation progressive donné par la responsable de la prévention des risques professionnels de Konecta en début d'après-midi. La CGT évoque des téléopérateurs qui auraient agi par « *inertie* », habitués à un travail automatisé et « *déshumanisé* ». 20minutes.fr 21 juin 2023

Lu.

Transfert massif de capitaux, de technologie, délocalisation et division du travail internationale, démographie exponentielle, développement de nouveaux marchés...

- Le G7 est le groupe de sept nations (États-Unis, Japon, France, Allemagne, Italie, Canada et Royaume-Uni) qui, dans les années 70, comprenait les principaux pays industrialisés du monde capitaliste. (Quelques décennies plus tard) La part du G7 dans le produit intérieur brut mondial est passée de 70 % à seulement 27 %, contribuant à seulement 15 % de la croissance globale en 2012-2021. De plus, ils ne représentent plus que 10 % de la population mondiale.

En comparaison, les cinq pays « *BRICS* » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) contribuent désormais à près de 31,5 % du produit intérieur brut mondial et représentent une part importante de la croissance mondiale ainsi que 42 % de la population mondiale.

Les nations du G7 ne se réunissent donc plus, en réalité, en grandes puissances industrielles mais plutôt en alliés idéologiques et géostratégiques.

J-C - Elles sont plus adversaires qu'ennemis, complices, complémentaires, elles sont temporairement ennemis, mais à plein temps celui du prolétariat mondial. Entre nous, peu importe le nom que porte notre employeur, l'exploiteur ou l'oppresseur, il est notre ennemi. Je ne crois pas que les travailleurs des BRICS soient mieux traités que les autres, pire dans la plupart des cas, ils peuvent revendiquer le plus grand marché aux esclaves du monde.

Parole d'internaute.

Trois questions pour Darmanin

Si les BRAV sont des «*Brigades de répression de l'action violente*»…

Pourquoi sont-elles envoyées sur des actions non-violentes ?

Pourquoi sur ces actions non-violentes commettent-elles des violences ?

Vous condamnez ?

J-C – Vos questions sont de fort mauvais goût !

Stratégie du chaos et de la peur. Ils en sont à l'origine quand ils ne l'ont pas créé eux-mêmes, qui l'a oublié?

Le chef de l'ONU déplore que "*le terrorisme et l'extrémisme violent*" continuent de "*se développer*" - BFMTV 19 juin 2023

Antonio Guterres a appelé à "*faire front commun face à cette menace mondiale*".

En famille. Fascistes ou suppôts du nazisme hier et aujourd'hui, on ne se refait pas.

L'extrême droite toujours plus présente dans l'Union européenne - euronews 19 juin 2023

Après l'Italie et la Suède, l'extrême droite fait son entrée dans le gouvernement finlandais. La porosité entre la droite et les mouvements populistes... euronews 19 juin 2023

France

En famille. Aristocratie syndicale héréditaire.

« *Décidée* » et « *pugnace* » : qui est Marylise Léon, la nouvelle cheffe de file de la CFDT ? - AFP/parismatch.com 19 juin 2023

Marylise Léon, qui prendra mercredi 19 juin la tête de la CFDT, était depuis cinq ans la numéro deux du syndicat.

De l'ombre à la lumière. Marylise Léon va officiellement prendre les rênes de la CFDT ce mercredi 19 juin, après Laurent Berger, leader du syndicat réformiste pendant onze ans. Née le 23 novembre 1976 au Mans, Marylise Léon sera la deuxième femme à prendre la tête de la Confédération, après Nicole Notat, qui l'a dirigée de 1992 à 2002.

Secrétaire générale adjointe depuis 2018, elle était chargée de dossiers stratégiques comme l'assurance-chômage et les relations intersyndicales. Elle représentait la CFDT au sein du Pacte du pouvoir de vivre, alliance de plus de soixante organisations agissant pour la convergence des questions écologiques et sociales.

Elle incarne sur la ligne une continuité par rapport à Laurent Berger, qui dit avoir convenu avec elle depuis au moins un an et demi de lui transmettre le témoin en juin 2023.

Le président du Sénat, Gérard Larcher, corrobore : elle est « *dans la même veine* » (que Laurent Berger).

C'est « *une femme dont la connaissance du monde du travail est remarquable* », a jugé le ministre du Travail Olivier Dussopt sur Radio J.

Diplômée en chimie, celle qui se dit « *fascinée par le monde végétal* » même si elle n'a *« pas la main verte* » a notamment travaillé comme responsable sécurité environnement dans un cabinet de conseil. En 2003, deux ans après la catastrophe AZF, elle est embauchée à l'institut d'étude et de formation de la fédération Chimie énergie de la CFDT pour épauler les représentants syndicaux dans les entreprises sur les questions de sécurité et d'environnement.

À partir de 2009 elle est chargée au sein de cette fédération des questions de santé au travail, et du suivi des branches chimie, verre et papier carton. En 2014, elle entre à la Confédération comme secrétaire nationale confédérale, chargée des dossiers développement durable, responsabilité sociale des entreprises, politique industrielle et énergétique, dialogue social. Et devient secrétaire générale adjointe en 2018. AFP/parismatch.com 19 juin 2023

J-C - Bref, si on fait le compte, elle n'a pratiquement jamais bossé, c'est un pur produit de la bureaucratie syndicale corporatiste.

Départ de Laurent Berger de la CFDT : Philippe Martinez salue son combat « *sincère* » - Publicsenat.fr 20 juin 2023

« *Je suis convaincu qu'on a la même conception du rôle du dirigeant syndical avec Laurent Berger. Des dirigeants qui parlent du travail* », témoigne Philippe Martinez, au micro de Public Sénat (Journaliste reporter d'images: Samia Dechir)

« *Il est proche des militants. Il se déplace beaucoup, va beaucoup au contact. Les syndiqués ont envie de voir des dirigeants syndicaux à leurs côtés* », relate Philippe Martinez. « *C'est l'une de ses qualités et c'est apprécié par les militants de la CFDT* ».

« On a des différences entre la CGT et la CFDT. Forcément, on n'a pas toujours été d'accord sur le fond. Je crois qu'on a réussi à dépasser ce qui nous divisait, pour essayer de travailler sur ce qui pouvait nous rassembler. Le premier semestre de cette année a montré qu'on était capable de faire des choses bien ensemble », se satisfait Philippe Martinez.

« *Le syndicalisme a de l'avenir, le syndicalisme n'est pas mort* », scande Philippe Martinez. *« La cote des syndicats a beaucoup augmenté. On a fait à la CGT, comme à la CFDT, des dizaines de milliers d'adhésions. Le syndicalisme a de l'avenir grâce à nos combats communs* » Publicsenat.fr 20 juin 2023

Et à qui elle peut dire merci ? Pardi, à ceux qui ont été « *capables de faire des choses bien ensemble* ».

Pour Élisabeth Borne, "*quand on a surmonté les retraites, on peut résister à tout*" - BFMTV 20 juin 2023

La Bourse ou la vie. Comment détourner vos petites économies au profit de l'oligarchie.

Industrie verte : le Sénat vote la création du livret d'épargne avenir climat - Publicsenat.fr 22 juin 2023

Ne pas confondre les damnés de la Terre et les Soulèvements de la Terre.

J-C – Le collectif les Soulèvements de la Terre est gauchiste, opportuniste, provocateur, il base toute son action sur la rhétorique de la "*catastrophe écologique*" empruntée à Davos ou il n'hésite pas à instrumentaliser les conséquences minimes qu'occasionnent les aléas du climat pour se livrer à des actions violentes et des dégradations de biens publics.

Pourquoi devrait-on le soutenir, puisqu'il cautionne la politique de Macron ou de Davos, pire, ils en réclament même davantage sur aucune base scientifique, notion qu'ils ignorent totalement. Ce sont des agents de la dictature climatique et énergétique tournée contre les masses, qui manipulent la jeunesse et la livrent à la répression féroce du régime.

Dans ces conditions, et compte tenu du panier de crabes, de réactionnaires, altermondialistes, de porte-parole patentés des oligarques anglo-saxons appelant à un Green New Deal, etc. qui soutiennent ce collectif, ce sera sans moi.

Ils ont été jusqu'à instrumentaliser la liberté d'expression, la détourner ou se l'accaparer pour en faire un élément de chantage vis-à-vis de ceux qui refuseraient de les soutenir, davantage que pour la défendre, on est échaudé depuis Charlie !

Les éléments à partir desquels j'ai adopté ma position.

Lancement des Soulèvements de la Terre - mediapart.fr 10 mars 2021

https://blogs.mediapart.fr/les-soulevements-de-la-terre/blog/100321/lancement-des-soulevements-de-la-terre

Lu dans ce document : "*Le coronavirus relève de la dévastation écologique, de l'exploitation globale de la terre et du vivant*", hypothèse farfelue que plus personne n'ose soutenir, hormis ces manipulateurs ou charlatans !

Wikipédia - Les Soulèvements de la Terre.

Les Soulèvements de la Terre est un collectif fondé en janvier 2021 à Notre-Dame-des-Landes, en France, par des anciens membres de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il se décrit dans un communiqué comme une « *coalition qui regroupe des dizaines de collectifs locaux, de fermes, de sections syndicales, d'ONGs à travers le pays* ».

Le premier appel des Soulèvements de la Terre est signé par des chercheurs (Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, Anselm Jappe, François Jarrige, Kristin Ross, Sophie Wahnich), des écrivains (Alain Damasio, Baptiste Morizot, Alessandro Pignocchi, Nathalie Quintane) et des figures politiques (José Bové, Corinne Morel Darleux).

Sa création s'inscrit dans un contexte de diversification du mouvement climat en France et à l'international, avec la création de nombreux groupes comme Scientifiques en Rébellion, Dernière Rénovation ou Terres de Luttes, et qui s'ajoutent à ceux créés dans les années 2010 comme Youth for Climate, Fridays for Future ou Extinction Rebellion. Ces mouvements ont en commun une critique des projets d'aménagement, appelés « *grands projets inutiles et imposés* », et relèvent d'une remise en cause du progrès technique.

Les Soulèvements de la Terre sont rapidement rejoints par des militants issus d'autres organisations écologistes, comme Extinction Rebellion ou Youth for Climate. Plusieurs associations, syndicats et collectifs écologistes, notamment la Confédération paysanne, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), Alternatiba, ou encore l'Union syndicale Solidaires, s'y agrègent.

Face à l'état d'urgence climatique et critiquant l'inaction climatique du gouvernement français, malgré la condamnation de l'État, certains militants désertent et se radicalisent pour tenter de se faire entendre.

Les Soulèvements de la Terre justifient leurs méthodes par l'urgence d'agir face à la crise écologique, et estiment que les autres modes d'action du mouvement climat ont échoué.

Plusieurs partis de gauche, comme La France insoumise et Europe Écologie Les Verts, critiquent la volonté de dissolution du gouvernement. Une tribune de soutien de 300 personnalités et de plusieurs milliers de personnes est publiée le 30 mars, en parallèle de manifestations de soutien. Elle a recueilli, mi-juin, une centaine de milliers de signatures, incluant des « *syndicalistes, artistes, scientifiques, élus, et des dizaines d'organisations politiques, associatives et syndicales en France et à l'international* ».

Plusieurs médias, comme Reporterre, Blast, Socialter et Terrestres participent à une soirée de soutien face à ce qui constitue pour eux « *une atteinte grave aux libertés publiques* ».

Emmanuel Macron exige, lors du conseil des ministres du 14 juin 2023, que la dissolution du collectif soit lancée. Le décret de dissolution devrait être présenté au conseil des ministres du 21 juin. (Source : Wikipédia.)

Sud Radio - Erwan Seznec, journaliste du journal Le Point, explique qui est derrière la mobilisation, et tout particulièrement le mouvement "*Les Soulèvements de la Terre*" sur lequel il a enquêté.

Les membres de "*Les Soulèvements de la Terre*", "*ce sont tout simplement les zadistes de Notre-Dame-des-Landes*", explique le journaliste. "*Le siège de l'association lui-même est basé à Notre-Dame-des-Landes*".

Leur nombre est relatif, toutefois, avec "*un petit noyau*" qui compte quelques dizaines d'individus "*pas plus*". Autour de ce noyau, il y a malgré tout "des centaines de personnes" actives, dont des jeunes et des étudiants. "*Tout autour, ensuite, vous avez ceux qui viennent juste aux manifs, qui se comptent en milliers.*" Selon Erwan Seznec, le noyau dur n'est pas composé de "*spécialistes de l'irrigation".*

Le mouvement a une idéologie communiste. "*C'est des gens qui veulent abolir la propriété privée, qui font explicitement référence à Lénine et qui veulent instaurer la dictature du prolétariat". "Il n'y a aucune ambiguïté" à ce sujet, explique le journaliste, puisque tout est marqué dans leurs écrits. "Leur but est d'abolir le capitalisme*." sudradio.fr 27 mars 2023

J-C – Déclaration sans lendemain ou plutôt inventée, qui doit relever de l'interprétation malveillante. Je n'ai trouvé aucune trace de cette orientation politique sortie tout droit de la tête de cet anticommuniste primaire.

En revanche dans leur document fondateur j'ai trouvé cela : "*Nous avons besoin d'air, d'eau, de terre et d'espaces libérés pour explorer de nouvelles relations entre humains comme avec le reste du vivant*", il est donc nulle part question de lutte de classes, de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production, ce qui ne pourrait intervenir qu'à la suite d'une révolution politique, dont l'abolition des institutions de la Ve République, moyen et objectif politique qu'ils rejettent.

Qui est Basile Dutertre, le porte-parole de ce collectif ?

J-C – Un apprenti businessman, adepte des grandes écoles destinées aux rejetons de l'aristocratie du régime, influencé par le rapport Meadows sur lequel repose le « Great Reset » du Forum économique mondial ou Davos, tout un programme !

Basile Dutertre 20 ans.

Étudiant à EM Lyon business school | Master in Management | Programme Grande École

https://fr.linkedin.com/in/basile-dutertre-00485324b

Activité

QS World University Rankings by Subject 2023: emlyon ranked 4th French business school in Social Sciences & Management and Business & Management…
Aimé par Basile Dutertre

Formation

Graphique Sainte-Croix de Neuilly
Sainte-Croix de Neuilly
Classes préparatoires

2020 – 2022

Graphique Ecole internationale bilingue
Ecole internationale bilingue
Baccalauréat, mention très bien Économie

2010 – 2020

Graphique emlyon business school
emlyon business school
Programme grande école

Plus d'activités de Basile Dutertre

Il y a 50 ans, le rapport Meadows alertait pour la première fois sur les risques d'une croissance infinie dans un monde aux ressources limitées…
Aimé par Basile Dutertre

Dans son nouveau palmarès des écoles de commerce les plus reconnues en 2023, publié en exclusivité, Le Figaro replace en 4e position l'EM Lyon, qui…
Aimé par Basile Dutertre

BFMTV - Déclaration à l'emporte-pièce.

"*Seul un basculement radical - un soulèvement - pourrait permettre d'enrayer le réchauffement climatique et la 6ème extinction massive des espèces déjà en cours*", décrivent-ils.

"*Il ne nous reste aujourd'hui plus d'autre voie que de mettre toutes nos forces dans la bataille pour enrayer le désastre en cours, et abattre le système économique dévorant qui l'engendre*", alerte le mouvement. BFMTV 28 mars 2023

J-C – Vous retrouvez là le discours alarmiste sur le climat destiné à convaincre les masses d'adopter les mesures antisociales et liberticides préconisées par le Forum économique mondial. C'est le même scénario qu'avec la dictature sanitaire au Covid-19 à laquelle ils ont participé.

En famille.

Les Soulèvements de la Terre soutenus par la gauche avant leur dissolution par Darmanin - Le HuffPost 21 juin 2023

Nombreux sont ceux à apporter leur soutien à l'association ce mardi. Jean-Luc Mélenchon estime par exemple que ces militants sont « *réprimés comme des terroristes qu'ils ne sont pas.* » Ils « *doivent être écoutés (...) L'urgence écologique doit être comprise* », ajoute le leader de la France insoumise sur les réseaux sociaux, après avoir jugé une dissolution « *stupide* », ce dimanche sur BFMTV.

Mêmes critiques du côté du coordinateur des insoumis Manuel Bompard, lequel défend « *des citoyens pacifistes et inquiets des conséquences terribles de l'inaction climatique* ». En réalité, ces élus dénoncent une forme de pression des autorités sur les activistes du climat. L'eurodéputé écologiste David Cormand, ex-chef d'EELV, dénonce par exemple « *l'acharnement répressif et la criminalisation des militants écologistes, symptomatique du déni et de l'aveuglement de ce gouvernement* ».

« *Ce pouvoir est un danger pour la démocratie !* », s'est- emportée la cheffe de file des députés LFI, Mathilde Panot.

Soulèvements de la Terre: plus de 130 rassemblement en France contre la dissolution - BFMTV 21 juin 2023

Au menu: des regroupements prévus devant toutes les préfectures de France, le Conseil d'État mais également à proximité les sites du cimentier Lafarge. Cet appel a été partagé par Greta Thunberg, l'une des figures mondiale de la lutte contre le réchauffement climatique, sur son compte Twitter.

Greenpeace France, Attac et La Ligue des droits de l'Homme, très critiquée par Gérald Darmanin ces dernières semaines, ont appelé à rejoindre les rassemblements organisés par le collectif dissous. Les Soulèvements de la Terre ont désormais l'intention de contester cette dissolution devant le Conseil d'État. BFMTV 21 juin 2023

J-C – Il ne manque plus qu'Al Gore et Bill Gates ou Georges Soros !

Ce sont des imposteurs qui avancent masqués, nous n'avons rien à faire avec ces gens-là. Nous n'entretenons aucune illusion dans le régime en place.

Dictature et escroquerie climatique.

Il y a un siècle, c'était une formidable source de protéines, aujourd'hui, c'est un poison !

Des cardiologues listent les 5 aliments qu'ils évitent le matin - topsante.com 21 juin 2023

"*La chose n ° 1 que j'éviterais est le bacon*, déclare le Dr Freeman, directeur du département cardiovasculaire prévention et bien-être au National Jewish Health à Denver (USA). *Il est chargé de sel et d'une variété d'autres additifs. ... En plus d'être une viande rouge transformée et accusée de causer le cancer, il augmente aussi le risque de maladie cardiaque*". topsante.com 21 juin 2023

J-C - Et dire qu'ils le conseillent aux Américains depuis... un siècle !

- Quand on pense au petit déjeuner américain et à l'American way of life, le plat qui nous vient à l'esprit est très certainement le fameux Bacon & Eggs. Pourtant, ce plat existe dans les assiettes de nos compères transatlantiques depuis seulement un siècle. Dans les années 1920, la compagnie Beech-Nut Packing, principalement axée sur la production et le commerce de viande, veut trouver un moyen d'augmenter la demande en viande des Américains. Elle adresse son problème à l'agence d'Edward Bernays. La solution trouvée est plutôt simple : pourquoi essayer d'augmenter les quantités de viande servies à midi et le soir si on peut convaincre l'opinion publique que le repas le plus important de la journée est le petit-déjeuner ?

Après avoir contacté des docteurs pour donner plus de poids à l'importance d'un tel repas, il publie la « *découverte* » dans une vaste campagne marketing. L'appui de spécialistes est très important pour convaincre l'opinion publique, et ce sont les journaux qui s'occupent de transmettre l'information aux masses. Edward Bernays choisit ce moyen de communication car il était pris très au sérieux par la population américaine et cela donne du crédit au message qu'il transmet. heconomist.ch 24 novembre 2020

Vous pouvez aussi regarder cette vidéo.

Vidéo. PROPAGANDA : La fabrique du consentement (Nouveau)

https://odysee.com/@lapressedupeuple:a/Propaganda---La-fabrique-du-consentement---ARTE:1?src=embed&t=1444.437105

Elle aura sans doute le même traitement, plus tard, trop tard... Quel cauchemar en attendant!

Les Etats-Unis autorisent la commercialisation de viande de poulet cultivée en laboratoire - AFP 22 juin 2023

Les Etats-Unis deviennent le deuxième pays, après Singapour, à ouvrir la voie à la viande artificielle dans les assiettes, en autorisant mercredi pour la première fois la vente de viande de poulet cultivée en laboratoire par deux entreprises.

Le ministère américain de l'Agriculture a inspecté et approuvé les systèmes de sécurité sanitaire des infrastructures d'Upside Foods et Good Meat, a indiqué à l'AFP un porte-parole.

Le service fédéral d'inspection sanitaire des aliments (FSIS) a ainsi "*délivré trois avis de conformité à des établissements fabriquant (....) des produits dérivés de cellules animales*", a-

t-il précisé dans un communiqué, le troisième allant à Joinn Biologics, société qui travaille avec Good Meat.

"*Cette autorisation va fondamentalement changer la manière dont la viande atterrit sur nos tables*", a affirmé Uma Valeti, PDG et fondateur d'Upside Foods, qui a aussi salué *"un pas de géant vers un avenir plus durable*" dans un communiqué.

Les produits des deux entreprises seront rapidement disponibles dans plusieurs restaurants, ont-elles assuré.

La cheffe française étoilée Dominique Crenn a d'ailleurs passé commande à Upside Foods pour son restaurant à San Francisco, dans la foulée de l'annonce de l'autorisation.

Le célèbre chef José Andrés devrait lui obtenir la première fournée américaine de l'entreprise Good Meat, qui sera servie dans l'un de ses restaurants de la capitale Washington.

La viande de laboratoire reste pour le moment très compliquée et très coûteuse à produire

La fabrication de viande artificielle de poulet consiste à mettre en culture des cellules extraites d'un animal ou d'œufs de poules fertilisées dans des bioréacteurs et de les nourrir avec des nutriments similaires à ceux ingurgités par les animaux réels: protéines, graisses, sucre, minéraux et vitamines.

Grâce à ces nutriments, les cellules se développent comme elles le feraient dans le corps de l'animal et deviennent tissu musculaire et graisses. Le produit obtenu est ensuite "*récolté*" des cuves et moulé dans certaines formes pré-définies, comme celle d'un filet de poulet.

Des interrogations persistent toutefois sur le réel impact environnemental de cette alternative, notamment sur sa consommation énergétique ou encore la sécurité sanitaire.

Une récente étude de l'Université de Californie à Davis, qui n'a pas encore été examinée par d'autres scientifiques, a ainsi montré que toutes les phases de production de la viande de laboratoire nécessitaient beaucoup d'énergie et émettaient une grande quantité de gaz à effet de serre.

J-C - Bref, c'est comme pour les matériaux qui entrent dans la composition des éoliennes et des panneaux solaires ainsi que leur recyclage.

Mais surtout l'avantage de ce produit industriel fabriqué à la chaîne en usine et nécessitant un important investissement, c'est que sa fabrication et sa commercialisation seront contrôlées par un minimum d'investisseurs privés, toujours les mêmes, les Gates et Cie. Ils seront les maîtres de ce marché dont ils auront l'exclusivité, tout en étant seulement une poignée à empocher l'essentiel des profits à en attendre, pas comme sur le marché traditionnel de la viande, où des centaines de milliers d'éleveurs se partagent les profits de cette activité économique.

Leur objectif est de contrôler tous les secteurs économiques de la planète, aussi doivent-ils s'accaparer toutes les sources importantes de profits, mettre la main sur toute la chaîne de production des marchandises produites de la matière première au consommateur final, et le

meilleur moyen demeure de rationaliser ou concentrer au maximum la production de manière à évincer sur le marché tous les autres concurrents, ici l'immense majorité des éleveurs, il ne resterait plus que les éleveurs ayant les moyens de produire de la viande de qualité qui serait accessible uniquement à la clientèle la plus fortunée, tandis que la population n'aurait pas d'autre alternative que se rabattre sur leurs produits synthétiques insipides ou cesser de manger de la viande, au fil du temps, les coûts de production de leur saloperie seraient réduits une fois lancés dans la production industrielle ou de masse.

En complément. Comme quoi ces monstres ont de la suite dans les idées.

L'alimentation seule pourrait réchauffer le climat de près de 1°C d'ici à 2100 - AFP /terre-net.fr 08 mars 2023

« *La poursuite des habitudes alimentaires actuelles dans le monde d'ici à la fin du siècle pourrait ajouter environ 1°C de réchauffement additionnel* », conclut un groupe de chercheurs basés aux Etats-Unis dans une étude publiée par la revue Nature climate change.

Les auteurs proposent une fourchette de 0,7 à 0,9°C de réchauffement, avec une marge de 0,2°C, selon les scénarios de croissance démographique.

L'essentiel de ce réchauffement est causé par des nourritures sources importantes de méthane : viande de ruminants comme le bœuf et le mouton qui éructent ce puissant gaz à effet de serre, ainsi que les produits laitiers ou le riz. Les autres sources proviennent du CO2 et du protoxyde d'azote (N2O), ce dernier étant notamment émis lors de l'utilisation des engrais de synthèse.

Toutefois, l'avenir n'est pas écrit : plus de 55 % de ce réchauffement peut être évité en améliorant les pratiques de production agricole, en réduisant les déchets et en adoptant un « régime sain », soulignent les auteurs. Pour ce dernier point, ils se sont fondés sur des recommandations médicales en faveur d'une réduction de la consommation de viande - surtout la viande rouge - au profit d'autres protéines contenant moins de graisses saturées et de cholestérol. AFP /terre-net.fr 08 mars 2023

Totalitarisme. Ils sont pris de démence à jeun.

Alzheimer : consommer cette boisson en quantité excessive pourrait avancer la survenue du déclin cognitif - Femme Actuelle 19 juin 2023

Réponse : L'alcool bien sûr, quelle découverte !

Ce n'est pas la première fois que des chercheurs se sont intéressés au lien entre l'alcool et la maladie d'Alzheimer. En effet, les scientifiques de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ont également constaté, dans une étude publiée en 2018 dans la revue *The Lancet*, que la consommation excessive d'alcool pouvait être associée à un triplement du risque de démence et un doublement du risque en ce qui concerne la maladie d'Alzheimer. Femme Actuelle 19 juin 2023

J-C - Avant d'aborder la manière dont ils ont traité ce sujet, la consommation excessive d'alcool, il faut avoir à l'esprit qu'ils sont animés de mauvaises intentions, cela étant posé d'emblée, il va être relativement facile de trouver quels étaient leurs réels objectifs.

Ils ne veulent pas vous inciter à boire moins d'alcool pour que restiez en bonne santé, pas du tout, ce pourrait être rendu indispensable dans le cadre d'un appauvrissement général de la population, de l'inflation galopante, la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité, des biens d'équipement, des énergies fossiles et de votre facture d'électricité entre autres.

Il va de soi que l'augmentation des salaires pour ceux qui en bénéficieraient ne couvrirait pas la hausse de toutes leurs factures, assurance, dépense scolaire, charges d'habitation, frais de parking et parcmètre, autoroute, frais médicaux non remboursés par la Sécu ou une mutuelle, coût des maisons de repos, frais liés à l'incontournable dépendance numérique, etc.

Il ne vous restera plus qu'à procéder à des choix drastiques pour joindre les deux bouts, en tentant de réduire à tous prix vos dépenses, la plupart des charges étant incompressibles, vous devrez vous rabattre sur tout le reste, vous éviterez les déplacements qui ne sont pas indispensables, vous réduirez vos dépenses en matière de divertissement, vous éliminerez de votre alimentation ce qui est superflu ou ce qui vous coûte le plus cher, l'alcool par exemple.

Il faut aussi avoir à l'esprit que, plus vos besoins seront réduits, moins l'entretien ou le renouvellement de votre force de travail coûtera cher, plus sa valeur baissera, donc le taux d'exploitation augmentera, la part qui vous revient en terme de salaire de la plus-value que vous avez produite sera encore réduite. Notez que cette démonstration vaut pour tous les comportements qu'ils veulent nous imposer, cela va de se passer de viande ou de posséder une voiture, personnellement j'en mange très peu et je n'en ai pas, car je n'en ai ni l'utilité ni les moyens, sauf à me priver davantage.

La consommation excessive d'alcool est due à une mauvaise habitude prise pour compenser la fatigue ou la paresse intellectuelle, pour palier à des angoisses ou troubles psychologiques provoqués par un mode de vie qui nous offre peu de satisfactions, un manque d'affection, pour oublier un moment la médiocrité de notre condition ou faire abstraction de la société... S'y ajoute très souvent la cigarette et le café noir, le trio infernal de notre tube digestif, du microbiote intestinal.

Si l'alcool pris modérément détend, à force d'en boire on ne ressent plus cet effet bénéfique, c'est ce qui pousse à en boire davantage, autrement dit, si on ne veut pas être tenté de boire trop, il faut s'abstenir d'en boire même modérément, mais si on ne peut plus recourir à cet expédient pour se détendre un peu, notre vie va devenir un véritable cauchemar. C'est peut-être là qu'ils voulaient en venir. Il restera toujours les antidépresseurs, les anxiolytiques, etc. qui vous ravageront le cerveau autrement ou votre système immunitaire.

Adoptez le socialisme, vous gagnerez en sérénité et je vous garantis que vous vous passerez très bien de toutes ces substances ou vous n’en ferez plus qu’un usage très modéré.

0,000000035%. Titan sous l'emprise de la folie devient Satan !

L'humanité a changé l'inclinaison de la terre à force de pomper l'eau souterraine - Le HuffPost 19 juin 2023

Sans même le vouloir, l'Homme a réussi à changer de manière significative la course de la Terre. En l'espace de 20 ans, les activités humaines ont décalé de près d'un mètre l'axe de rotation de notre planète. C'est ce que révèle une étude publiée dans l'édition de juin 2023 de la revue Geophysical Research Letters par des chercheurs de l'Université de Séoul.

Comment l'humanité a-t-elle réussi à décaler l'angle de rotation de la Terre ? En pompant une grande quantité d'eau dans le sol, répondent les scientifiques. Ils estiment que l'Homme a pompé 2 150 gigatonnes d'eau souterraine entre 1993 et 2010.

Cette eau a été utilisée pour irriguer les cultures, fabriquer des vêtements, drainer des chantiers…
Problème : le fait de prélever cette eau dans le sol puis de la déplacer à la surface de la Terre provoque un changement important de la répartition de la masse d'eau sur la planète… Au point de la désaxer.

« *Comme si on ajoutait un tout petit peu de poids à une toupie, la Terre tourne un peu différemment lorsque l'eau est déplacée* » expliquent les auteurs de l'étude. Selon leurs analyses, l'Homme a détourné une telle masse d'eau que la Terre a basculé de 80 centimètres vers l'est par rapport au méridien de Greenwich en l'espace de vingt ans.

En effet, cette étude est la première à confirmer avec autant de certitude que le fait d'extraire de l'eau dans le sol contribue significativement à l'élévation de la mer. Selon ces nouveaux calculs, en vingt ans les prélèvements d'eaux souterraines ont augmenté en moyenne le niveau de la mer de 6 millimètres. Le HuffPost 19 juin 2023

J-C - On n'arrête pas le délire ! Un peu de sérieux.

Le poids de la Terre : La masse de la terre est d'environ 6 000 000 000 000 000 000 000 000 kg, soit 6 mille quadrillions de kilogrammes. 5,972 × 10^24 kg = 6,0×1012 Gigatonne [Gt], alors que représente 2 150 gigatonnes, attention c'est phénoménal : 0,000000035%, si je ne me suis pas trompé dans mon calcul, même à un zéro près après la virgule cela resterait infiniment microscopique.

Qui va croire des représentants de l'UE ? Encore un rapport manifestement frauduleux.

J-C - Ils ont installé une grande partie de leurs thermomètres dans des espaces bétonnés ou bitumés qui n'existaient pas autrefois. La température de l'air à la surface de la Terre aurait augmenté de 0,6% en deux siècles avec une marge d'erreur, de 0,2%, alors comment arrivent-ils à 2,3% soit 4 à 5 fois plus, mystère !

L'Europe s'est réchauffée d'environ 2,3 degrés depuis la période 1850-1900 - AFP 19 juin 2023

Le climat en Europe s'est réchauffé de 2,3 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle (1850-1900), avec un rythme deux fois plus rapide que la moyenne mondiale depuis les années 1980, ont annoncé lundi l'ONU et le programme européen Copernicus. AFP 19 juin 2023

L'observatoire du changement climatique Copernicus (C3S) est une officine de l'Union européenne.

Ils ne savent plus quoi inventer pour justifier leur dictature climatique.

J-C - On est en présence de dangereux fanatiques, d'hystériques, d'enragés, de fous furieux qui ne reculent devant rien. Qu'est-ce qui est en cause aujourd'hui ? Votre bonne vieille cuisinière à gaz. Pourquoi ? Parce qu'ils ont décrété que votre consommation de gaz serait responsable du changement climatique. Soit vous passer à la cuisinière électrique, soit vous boufferez froid, choisissez !

Ces électroménagers pourraient favoriser l'apparition de certains cancers - Yahoo 19 juin 2023

Selon une nouvelle étude publiée dans Environmental Science & Technology, les brûleurs et les fours au gaz et au propane émettent 10 à 50 fois plus de benzène que les cuisinières électriques. "*Les émissions moyennes de benzène des brûleurs à gaz et propane à haute température et des fours réglés à 350 °F variaient de 2,8 à 6,5 µg min –1, 10 à 25 fois plus élevées que les émissions des alternatives électriques et radiantes ; ni les cuisinières à induction ni les aliments en cours de cuisson n'émettent de benzène détectable*", détaille l'étude.
Des hottes inefficaces

Grâce à cette recherche, les scientifiques ont constaté que les concentrations en benzène pouvaient migrer dans les pièces de la maison avoisinantes comme les chambres. Là, les concentrations peuvent atteindre des niveaux élevés et dépasser les seuils recommandés. "*Une bonne ventilation aide à réduire les concentrations de polluants*", assurent les auteurs de cette étude cités par le communiqué de l'étude. Toutefois, ils ont constaté que certaines hottes ne seraient pas toujours efficaces pour réduire les concentrations de benzène et d'autres polluants mêmes quand l'évacuation est faite à l'extérieur du domicile.

"*Je loue un appartement qui se trouve avoir une cuisinière électrique. Avant de commencer cette recherche, je n'y ai jamais réfléchi à deux fois, mais plus nous en apprenons sur la pollution des cuisinières à gaz, plus je suis soulagé de vivre sans cuisinière à gaz*", assure le responsable de cette étude. Aux États-Unis, les centres de santé américains rappellent qu'une exposition à long terme à des niveaux élevés de benzène dans l'air peut être responsable de l'apparition d'une leucémie. Yahoo 19 juin 2023

Environnement : vers une interdiction des chauffages à gaz ? - francetvinfo.fr 6 juin 2023

La Première ministre Elisabeth Borne a évoqué au nom de l'école, l'interdiction si possible des chaudières à gaz d'ici 2026. 11 millions de foyers seraient concernés. francetvinfo.fr 6 juin 2023

Les chauffages au gaz et au mazout bientôt interdits en Allemagne - Capital 9 mars 2023

L'Allemagne veut désormais interdire l'installation de nouveaux chauffages au gaz et au mazout dès l'an prochain. Le but : privilégier les sources d'énergie renouvelable, a indiqué jeudi le ministre de l'Économie et Climat.

La coalition gouvernementale d'Olaf Scholz s'était au départ entendue sur une interdiction à partir de 2025 des systèmes de chauffage qui ne produisent pas au moins 65% de chaleur à partir d'énergies renouvelables.

Un certain nombre de questions doivent encore être clarifiées avant qu'un projet final ne soit présenté, a-t-il souligné. Il s'agit notamment de savoir si l'industrie sera en mesure de répondre à la demande croissante de pompes à chaleur, un défi que M. Habeck estime réalisable. À l'échéance de 2045, tous les systèmes de chauffage au mazout et au gaz devraient être interdits d'exploitation dans le pays. Capital 9 mars 2023

Santé.

Pénurie sordide orchestrée.

Allemagne : la pénurie de médicaments menace les pharmacies de proximité - Euronews 21 juin 2023

Ces dernières années, les pharmacies allemandes disparaissent à un rythme alarmant. Selon l'Association fédérale des pharmaciens allemands (ABDA), plus de 120 officines ont fermé au cours des seuls trois premiers mois de l'année.

"*Nous avons actuellement le nombre de pharmacies le plus bas depuis le début des années 1980* ", révèle à Euronews Christian Splett, le porte-parole de l'ABDA.

Le nombre de pharmacies dans le pays est en baisse depuis un certain temps, mais le déclin s'est vraiment accéléré au cours de l'année dernière. Fin 2022, selon le journal FAZ , on comptait 18 000 pharmacies en activité dans le pays, soit 2 800 de moins qu'il y a dix ans.

En conséquence, de nombreux Allemands sont privés d'un lien essentiel avec le système de santé. C'est le cas tout particulièrement dans les zones rurales où les pharmaciens sont souvent les premiers à qui les gens s'adressent avant de contacter un médecin.

"*Les pharmaciens remplissent aussi une fonction fondamentale dans le système de santé, qui ne se mesure pas à la quantité de médicaments qu'ils vendent*", explique Christian Splett. « *Ils sont le premier point de contact pour les patients qui ne savent pas s'ils doivent consulter un médecin ou quels médicaments ils peuvent obtenir. Et c'est important.* »

Selon la base de données nationale officielle PharmNet.Bund, qui surveille l'approvisionnement en médicaments en Allemagne, plus de 400 médicaments sont répertoriés comme n'étant pas du tout disponibles dans le pays. Euronews 21 juin 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Depuis le Donbass : Le témoignage de la journaliste Christelle Néant à Algérie 54

https://reseauinternational.net/brouillon-auto/

Contre-offensive de Kiev: plus de 13.000 militaires et 246 chars ukrainiens éliminés, annonce Moscou - fr.sputniknews.africa 22 juin 2023

L'armée ukrainienne a perdu plus de 13.000 soldats lors de ses tentatives de contre-offensive, a déclaré Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, lors d'une réunion de cette instance en présence de Vladimir Poutine ce 22 juin.

Selon lui, il s'agit de données agrégées pour la période du 4 au 21 juin provenant de diverses instances.

En outre, parmi les pertes de l'ennemi pour ces 17 jours de combats figurent 246 chars, dont 13 de production étrangère, 42 systèmes de lance-roquettes multiples, 10 chasseurs et 264 drones. fr.sputniknews.africa 22 juin 2023

La fausse contre-offensive et le refus de bons offices par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 20 juin 2023

C'est un jeu de dupes. La communication de Kiev affirme que son armée a lancé une contre-offensive depuis deux semaines. Mais cela ne correspond pas à ce que l'on peut constater sur le champ de bataille. Elle affirme aussi accueillir avec espoir les deux missions de bons offices de la Chine et de l'Union africaine. Mais Volodymyr Zelensky a interrompu les négociations qu'il menait avec Moscou et a promulgué une loi interdisant de les reprendre.

https://www.voltairenet.org/article219511.html

J-C - Thierry Meyssan prend un air outragé pour dénoncer ce qu'il appelle "*la fausse contre-offensive*" ukrainienne ou affirmer que "*la contre-offensive n'existe pas*", après avoir

prophétisé dans une vidéo daté du 3 juin qu'elle n'aurait pas lieu, 5 jours avant… qu'elle ne débute le 8 juin, ce qui la foutait mal, ce qui sera aussitôt confirmé par Poutine lui-même.

- "*Nous pouvons totalement affirmer que cette offensive a commencé, pour preuve l'utilisation des réserves stratégiques*" ukrainiennes, a déclaré Vladimir Poutine dans une vidéo diffusée sur Telegram par un reporter de la télévision publique russe. tf1info.fr 9 juin 2023

Monsieur Meyssan joue sur les mots pour faire oublier son analyse foireuse, à l'entendre, au lieu d'une contre-offensive il s'agirait d'une simple contre-attaque, tout cela parce que le sort qui était réservé à toute tentative d'enfoncer les lignes de défense russe était vouée à l'échec, compte tenu de la supériorité de l'armée russe sur tous les plans militaires, il ne pouvait pas en être autrement d'une manière générale. De plus les deux belligérants ayant adopté une position défensive sur les 1300 kms de la ligne de front, c'était davantage à une contre-attaque qu'ils devaient se livrer, peu importe comment on l'appelait franchement.

Monsieur Meyssan insiste et nous dit, que "*la littérature militaire préfère parler de contre-attaque que de contre-offensive"*, sauf que les acteurs politiques et les médias s'adressent à la population ou des personnes ne maîtrisant pas les astuces de la terminologie militaire et non à des militaires censés la maîtriser.

En publiant *Le point sur la contre-offensive ukrainienne (16 juin - 11h)*, il avait rectifié son erreur, alors pourquoi repartir dans des explications abracadabrantes dont tout le monde se fout. Sa vidéo du 3 juin n'a eu que 4920 vues au 21 juin, autrement dit, elle a fait l'objet d'une diffusion confidentielle ou elle a été regardée par pratiquement personne dans l'espace francophone (321 millions de locuteurs francophones dans le monde).

Il se veut peut-être perfectionniste, à moins qu'il veuille toujours avoir raison, il faut dire que c'est dans l'air du temps. De nos jours, avec les détraqués de Davos et leurs représentants ou porte-parole, leurs agents, l'homme n'est plus perçu comme perfectible, susceptible d'évoluer ou de progresser, non, il est décrété pur, parfait, gare à celui qui ne le serait pas, les chiens de garde veillent !

Il faut toujours prendre avec des pincettes ce que les médias dits alternatifs publient, sans devenir parano pour autant, vigilant, prudent, c'est tout.

La vidéo avec monsieur Meyssan

https://crowdbunker.com/v/muZEihcJa8

Qu'est-ce qu'une contre-offensive ? - Le Grand Continent 13 juin 2023

https://legrandcontinent.eu/fr/2023/06/13/quest-ce-quune-contre-offensive/

La France et l'Union européenne sont en guerre contre la Russie.

Ukraine : les soldats formés par les Chasseurs alpins ou les paras français maintenant au front - RT France 19 juin 2023

Les pays de l'Union européenne vont former 30 000 soldats ukrainiens en 2023, a déclaré le ministère de la Défense ukrainien. - francetvinfo.fr 21 juin 2023

L'Otan attaque l'Union européenne - Réseau Voltaire 20 juin 2023

Selon le Wall Street Journal, la récession qui vient de débuter dans l'Union européenne a été provoquée par le sabotage des gazoducs Nord Stream.

Celui-ci étant imputable à l'Alliance atlantique, il faut en conclure que l'Otan a déclaré la guerre à l'Union européenne ainsi que le préconisait le straussien Paul Wolfowitz, en 1991.

Par Manlio Dinucci

« *Une équipe de saboteurs a utilisé la Pologne comme base opérationnelle pour faire sauter les gazoducs Nord Stream qui transportaient du gaz de la Russie en Allemagne à travers la mer Baltique* » : c'est ce qu'a établi une enquête officielle allemande, rapportée par The Wall Street Journal. Les enquêteurs allemands ont reconstruit la route en mer Baltique du yacht Andromeda, provenant de Pologne, à bord duquel ils ont trouvé des traces de HMX, un explosif militaire pour la démolition d'infrastructures sous-marines. Ainsi s'ajoute un nouveau chapitre explosif à l'enquête du journaliste états-unien Seymour Hersh Comment l'Amérique a démoli le gazoduc Nord Stream. Tout est désormais prouvé. En décembre 2021, un groupe de travail —composé d'officiers de la CIA, de l'état-major et du département d'État— est convoqué à la Maison-Blanche avec la mission de saboter Nord Stream. En juin 2022, pendant l'exercice de l'Otan Baltops, des patrouilleurs états-uniens et norvégiens, opérant à partir du yacht Andromeda envoyé de Pologne, placent les charges sous-marines. Trois mois plus tard, le 26 septembre 2022, un avion P8 de la Marine norvégienne largue une bouée sonar, dont le signal fait exploser les charges.

Le Wall Street Journal le définit comme « *un des plus grands actes de sabotage en Europe depuis la Seconde guerre mondiale* ». C'est un acte de guerre accompli par trois membres de l'Allliance atlantique -États-Unis, Norvège et Pologne- contre l'Allemagne, membre de l'Otan, pour empêcher l'Union européenne d'importer du gaz russe à bas coût. Le secrétaire d'État Anthony Blinken a qualifié le blocage du Nord Stream d'« *opportunité extraordinaire pour éliminer une fois pour toutes la dépendance de l'Europe de l'énergie russe, une énorme opportunité stratégique pour les années à venir* » et a souligné que « *les États-Unis sont devenus le principal fournisseur de gaz naturel liquéfié à l'Europe* ». GNL, évidement, beaucoup plus cher que le gaz russe. Maintenant arrivent à la conquête du marché énergétique européen Exxon, Chevron et d'autres compagnies US qui « *ont enregistré des profits record grâce à la flambée des prix du pétrole* ». À cause du prix croissant de l'énergie —écrit le Wall Street Journal— « *l'Eurozone glisse vers la récession, parce que l'inflation fait chuter la consommation, et l'Europe est bloquée par l'équivalent économique d'un long Covid* ».

Dans cette Union européenne a commencé « *le plus grand déploiement de forces aériennes dans l'histoire de l'OTAN* » avec l'exercice Air Defender qui se déroule en Allemagne sous commandement des USA.

J-C – Rappel. C'est aussi en Pologne que fut préparé le coup d'Etat de 2014 de l'OTAN en Ukraine, prélude à la guerre actuelle. L'OTAN mérite bien son nom d'Organisation Terroriste de l'Atlantique Néonazie.

Fourniture de gaz : l'Ouzbékistan dit oui à la Russie - RT France 20 juin 2023

L'Ouzbékistan a signé un contrat avec la société russe Gazprom pour la livraison annuelle de gaz à compter d'octobre 2023.

«*Le plan est de commencer à importer 9 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour dans le cadre de l'accord le 1er octobre de cette année*», a indiqué ce 19 juin le service de presse du ministère ouzbek de l'Énergie.

Le volume annuel prévu est «*d'environ 2,8 milliards de mètres cubes*», précise le communiqué concernant cet accord conclu dans le cadre du Forum économique de Saint-Pétersbourg. Cet or bleu, acheté aux Russes, contribuerait à satisfaire la demande grandissante des Ouzbeks, précise le ministère. RT France 20 juin 2023

Des dossiers déclassifiés exposent le rôle des Britanniques dans les armées terroristes Gladio de l'OTAN

Des dossiers britanniques récemment déclassifiés font la lumière sur les origines et le fonctionnement interne de l'opération Gladio, un complot secret de l'OTAN qui déploie des milices terroristes fascistes dans toute l'Italie. Les espions de Londres ont-ils appliqué ces leçons en Ukraine ?

Les dossiers récemment déclassifiés du ministère britannique des Affaires étrangères ont ajouté des détails troublants à l'histoire de l'opération Gladio. L'opération secrète a été découverte en 1990, quand le public a appris que la CIA, le MI6 et l'OTAN ont formé et dirigé une armée clandestine d'unités paramilitaires fascistes à travers l'Europe, déployant ses actifs pour saper les opposants politiques, y compris par de fausses attaques terroristes.

https://reseauinternational.net/des-dossiers-declassifies-exposent-le-role-des-britanniques-dans-les-armees-terroristes-gladio-de-lotan/

BRICS.

La Russie salue les candidatures de l'Égypte et du Bangladesh aux BRICS - fr.sputniknews.africa 22 juin 2023

La partie russe a accueilli favorablement la demande de l'Égypte et du Bangladesh de rejoindre les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a déclaré à Sputnik un représentant de la diplomatie russe.

Selon lui, l'expansion de l'organisation sera discutée lors du prochain sommet du groupe, prévu en août.

L'instance rappelle que les deux pays ont déjà participé à plusieurs reprises à des événements en format BRICS+.

Notamment, les chefs des diplomaties ont pris part à la réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe début juin au Cap. En outre, Le Caire et Dacca sont actionnaires de la Nouvelle Banque de Développement.

Comprenant actuellement cinq pays (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), les BRICS représentent à eux seuls 40% de la population mondiale et près d'un tiers de l'économie mondiale.

Beaucoup de pays montrent de l'intérêt pour rejoindre cette organisation.

À part l'Égypte et le Bangladesh, ce sont aussi l'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Bahreïn et les Émirats arabes unis qui ont déposé leur candidature officielle.

En outre, d'après Anil Sooklal, ambassadeur d'Afrique du Sud auprès des BRICS, relayé récemment par New Zimbabwe, plus de 30 pays ont fait la demande, de manière officielle ou officieuse, pour rejoindre le groupe.

Selon ce média, on y compte également l'Afghanistan, la Biélorussie, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Mexique, le Nicaragua, le Nigeria, le Pakistan, le Sénégal, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela ou encore le Zimbabwe. fr.sputniknews.africa 22 juin 2023

Chine.

À Pékin, Blinken reçoit l'accueil qu'il mérite - reseauinternational.net 19 juin 2023

Dans la dépêche ci-dessous, l'AFP annonce à ses lecteurs l'arrivée du secrétaire d'État US à Pékin. Mais les larbins de l'Amérique oublient l'essentiel et font l'impasse sur l'état réel des relations entre les États-Unis et la Chine où tout est symbole. Il n'y a pas beaucoup de pays au monde où les dictateurs américains sont ainsi remis à leur place.

Au pied de la passerelle, pas de tapis rouge, pas de flonflon ni trompettes, ni de fanfares. Pas un seul officiel de son niveau pour l'accueillir, mais seulement l'ambassadeur des États-Unis en Chine et un préposé aux protocoles convenablement masqué contre les parasites.
Ces images sont soigneusement gommées

Le gouvernement chinois avertit le secrétaire d'État américain, dès son arrivée, en quel état d'esprit il sera reçu par son homologue.

https://reseauinternational.net/a-pekin-blinken-recoit-laccueil-quil-merite/

Le président américain Joe Biden range son homologue chinois Xi Jinping dans la catégorie des "*dictateurs*" - BFMTV 21 juin 2023

Le président américain Joe Biden a estimé mardi que son homologue chinois Xi Jinping appartenait à la catégorie des "*dictateurs*" lors d'une réception en Californie, en présence de journalistes.

La diplomatie chinoise, Mao Ning, a estimé que ces propos relevaient de la « *provocation* ». « *Cette remarque de la partie américaine est vraiment absurde, très irresponsable, ne reflète pas la réalité, contrevient aux pratiques diplomatiques et porte gravement atteinte à la dignité politique de la Chine* », a-t-elle déclaré devant la presse. « *C'est ouvertement une provocation politique* », a souligné la porte-parole. BFMTV et lejdd.fr 21 juin 2023

La Chine et le Qatar signent un contrat d'approvisionnement en GNL sur 27 ans - RT France 20 juin 2023

La Chine ne cesse d'accroître son influence au Moyen-Orient. Outre l'importance stratégique de la région pour le projet des routes de la soie et sa médiation entre les deux ennemis saoudien et iranien, Pékin s'intéresse à la zone pour son approvisionnement en matières premières.

Le 20 juin, le Qatar a signé avec la China National Petroleum Corporation (CNPC) un contrat d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) pour une durée de 27 ans. Il s'agit du deuxième accord entre les deux pays en l'espace de moins d'un an.

Le Qatar fournit du GNL à Berlin «*Dans le cadre de cet accord, le Qatar fournira 4 millions de tonnes de GNL par an à la Chine sur 27 ans*», a déclaré le 20 juin le ministre Saad Sherida Al-Kaabi, par ailleurs PDG de QatarEnergy, l'entreprise d'Etat.

«*Dans le cadre de cet accord, le Qatar fournira 4 millions de tonnes de GNL par an à la Chine sur 27 ans*», a déclaré le 20 juin le ministre Saad Sherida Al-Kaabi, par ailleurs PDG de QatarEnergy, l'entreprise d'Etat.

Le patron a également annoncé que la CNPC allait «rejoindre la famille» avec l'Iran pour collaborer sur le North Field East (NFE), projet d'extension offshore du plus grand champ gazier du monde que se partagent Téhéran et Doha, le North Field.

La société qatarie prévoit ainsi de transférer 5% du projet à la China National Petroleum Corporation, soit une équivalence de près de 8 millions de tonnes par an. RT France 20 juin 2023

Syrie.

J-C – Un article à lire.

L'histoire méconnue des Casques blancs en Syrie

Le Volkskrant néerlandais a publié cette semaine un article remarquable :

«*Le ministère néerlandais des Affaires étrangères garde secret un audit qui, selon le tribunal d'Amsterdam, doit être partiellement révélé. Le rapport porte sur de possibles abus financiers au sein de la fondation Mayday Rescue, appelée les Casques blancs, impliquée dans les opérations de sauvetage en Syrie*».

Pendant de nombreuses années, l'organisation Mayday Rescue, dont le siège se trouve à Amsterdam, a été la fondation néerlandaise, dotée d'un million d'euros, qui a soutenu les secouristes des Casques blancs en Syrie. Huit pays donateurs – dont la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis – ont versé ensemble environ 100 millions d'euros de subventions à Mayday.

Le ministère néerlandais des affaires étrangères estime que la divulgation du rapport d'audit pourrait nuire au «*bon fonctionnement de l'État*». La divulgation de l'enquête mettrait également en péril les relations diplomatiques néerlandaises. Selon le ministère des affaires étrangères, d'autres pays concernés ont «*explicitement indiqué*» que la divulgation de l'enquête pourrait nuire aux relations avec les Pays-Bas.

La question qui se pose maintenant est la suivante : avec ces déclarations, qu'est-ce que le ministère néerlandais a à cacher, ou plutôt qu'est-ce que les Pays-Bas et l'Occident ont à cacher ?

La réponse est simple ! Les Casques blancs faisaient partie d'Al-Qaïda, un groupe terroriste qui a ensuite fusionné avec DAESH – ISIS (IS). La preuve a été présentée par le directeur de l'organisation basée en Russie : Study of Democracy Foundation, Maxim Grigoriev en 2018.

Le rapport est basé sur des entretiens avec plus de 100 témoins oculaires, dont 40 membres des Casques blancs, 50 résidents et 15 anciens combattants terroristes. Plus de 500 civils ont également été interrogés dans les villes syriennes d'Alep et de Deraa.

https://reseauinternational.net/lhistoire-meconnue-des-casques-blancs-en-syrie/

Etat juif d'apartheid.

La choquante vérité sur les attentats à la bombe de Bagdad en 1950 et 1951

Dans son livre «*Trois mondes : mémoires d'un juif arabe*», Avi Shlaim affirme avoir découvert la preuve indéniable que des agents sionistes ont pris pour cible la communauté juive, pour la forcer à fuir l'Irak et à s'installer en Israël.

La résolution que privilégie Shlaim, autrefois rejetée comme marginale et extrémiste, mais aujourd'hui envisagée avec de plus en plus de sérieux par nombre de Palestiniens mais encore très peu d'Israéliens, est la solution d'un seul État, avec «*des droits égaux pour tous ses citoyens, indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leur religion*».

Cela équivaudrait à la fin de l'État juif d'Israël. Pourquoi alors l'envisager ? Shlaim lance sa dernière bombe : «*L'apartheid au XXIe siècle n'est tout simplement pas viable*».

https://reseauinternational.net/elementor-326497/

L'alliance des « *sionistes révisionnistes* » et des « *nationalistes intégraux* » se confirme - Réseau Voltaire 22 juin 2023

Natan Sharansky, l'ancien dissident soviétique qui fut décoré par Ronald Reagan avant de devenir ministre d'Ariel Sharon et de Benjamin Netanyahu, a organisé une conférence vidéo entre de nombreuses personnalités juives et Andriy Yermak, directeur de cabinet du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Natan Sharansky est né à Donetsk (URSS). C'est un disciple de Ze'ev Jabotinsky qui, lui, était né à Kherson. En 1921, Jabotinsky fit alliance avec le « *nationaliste intégral* » Simon Petlioura contre les bolchéviques. Lorsque l'affaire fut connue, l'Organisation sioniste mondiale lui retira son mandat d'administrateur et l'exclut de ses rangs car Petlioura était un antisémite virulent et avait organisé de vastes massacres de juifs. Lors de la mort de Jabotinsky à New York, en 1940, David Ben Gourion s'opposa au secrétaire de Jabotinsky, Bension Netanyahou (le père de Benjamin Netanyahu), et refusa qu'il soit inhumé en Israël.

Andriy Yermak est de père juif, mais proche de l'Église de Scientologie. Il a servi d'intermédiaire avec Rudy Giuliani lors des tentatives de Donald Trump d'enquêter sur la corruption de Joe Biden par Burisma. Il a rappelé qu'avec l'appui du président Zelensky, la Verkhovna Rada avait adopté une loi pour lutter contre l'antisémitisme.

Les participants à cette réunion sont convenus de poursuivre l'assimilation de l'Holodomor à l'Holocauste et de mener des actions contre les livraisons par l'Iran de drones à la Russie.

Les « *nationalistes intégraux* » ukrainiens prétendent contre toute évidence que la famine des années 30 qui toucha le Sud de l'Union soviétique était une volonté de Staline pour tuer le peuple ukrainien, tandis que les « *sionistes révisionnistes* » masquent que Dmytro Dontsov, le théoricien du nationalisme intégral et administrateur de l'institut Reinhard Heydrich, était un des maîtres d'œuvre de la « *solution finale* » des « *questions juives et tsiganes* ».

Parmi les participants à cette réunion, on remarquait :

Le rabbin David Niederman, président des organisations juives unies de Williamsburg et rabbin de North Brooklyn ;

L'oligarque Boris Lozhkin, ancien directeur de cabinet du président Petro Porochensko et actuel président de la Confédération juive d'Ukraine ;

La professeure Hannah Lessing, secrétaire général du Fonds général d'indemnisation des victimes du national-socialisme ;
Le rabbin loubavitch Raphael Rutman, président exécutif de la Fédération des communautés juives d'Ukraine.

Nouvelles exactions collectives de colons israéliens - Réseau Voltaire 22 juin 2023

Les 19 et 20 juin 2023, des colons israéliens de Cisjordanie ont incendié des champs et des maisons, caillassé des voitures et vandalisé des magasins palestiniens le long de la route 60.

Deux Palestiniens, membres du Hamas, ont pris pour cible des colons israéliens dans une station-service, faisant quatre morts et quatre blessés. L'un des assaillants a été tué par un Israélien, un autre a été abattu par l'armée israélienne quelques heures plus tard.

400 colons israéliens ont alors investi le village palestinien de Turmus Aya, le 21 juin, brûlant une trentaine de maisons et une soixantaine de voitures.

Le 26 février, d'autres colons avaient, en présence de l'armée israélienne, détruit le village de Huwara, également situé sur la route 60, faisant 400 blessés et un mort. Ce pogrom arabophobe avait été encouragé par les déclarations des actuels ministres des Finances, Bezalel Smotrich, et ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben- Gvir, tous deux partisans de la suprématie juive. Une polémique avait opposé Washington et Tel-Aviv à l'issue de laquelle le gouvernement de coalition israélien avait pris l'engagement que cela ne se reproduirait pas.

J-C – Dorénavant je corrige les fautes de frappe ou d'orthographe que je détecte dans les articles publiés par le Réseau Voltaire, sans en faire part à cette organisation.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 25 juin 2023.

Une petite causerie très vite en raison de l'actualité politique internationale. En page 6 sur la Russie.

Lu.

- Politico rapporte cyniquement que les preuves du dernier avertissement de Daniel Ellsberg (le dénonciateur des Pentagon Papers) sont «*rares*», bien que les États-Unis disposent de 750 bases militaires évidentes et soient impliqués dans de multiples guerres chaudes, sans parler des sièges, des coups d'État et de la coercition économique. Comme le précise l'article, le contexte autour de la citation :

Ellsberg soutient que l'Amérique dirige toujours un «*empire secret*» dans le monde, incarné par la domination américaine de l'OTAN. Il estime que Washington a délibérément provoqué l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine en poussant le siège de son pouvoir à l'est, vers les frontières de la Russie ; que les grands médias sont «*complices*» en permettant au gouvernement de garder des secrets qu'il n'a pas le droit de garder ; et que toute notion selon laquelle les Américains sont toujours les «*bons*» à l'étranger «*a toujours été fausse*».

Lu.

- Si on suit les tribulations occidentales, on y voit se développer le malthusianisme, la peur de l'avenir généralisée, l'angoisse de rareté, la psychose climatique, la volonté de freiner le développement des masses, la marche vers un monde de plus en plus fermé et élitiste, etc.

- Les modernistes occidentaux sont de très profonds conservateurs, mécanistes, positivistes et incapables de supporter rien que l'évocation d'une pensée dialectique. L'Occident est arc-bouté sur ses privilèges. C'est un comble qui illustre bien sa prise dans le syndrome orwellien : les libéraux sont les nouveaux fascistes, les libéraux sont archi-conservateurs.

En fait, ce n'est pas tout à fait vrai : les libéraux à la sauce financière moderne sont ultra conservateurs ; pour eux, ils veulent que leurs privilèges soient éternels mais ils sont férocement «*progressistes*» pour vous, pour le peuple, pour les manants, ils veulent que vous acceptiez tout, tous les changements, tous les reculs, toutes les privations, toutes les infamies comme la guerre en Ukraine pour que eux puissent rester en place.

- Le capitalisme est un moment de l'histoire, mais ce n'est pas la fin de l'histoire ; il a ses limites et il sera dépassé.

J-C - L'auteur est un patron de presse français spécialiste de l'information financière, fondateur du quotidien La Tribune. Par conséquent, il ne peut pas nous dire par quoi le capitalisme "*sera dépassé*", cependant il connaît la réponse et il n'y adhère pas évidemment : Le socialisme.

Le capitalisme, c'est avant tout un mode de production, on a plutôt tendance à l'oublier. Il se caractérise par la privatisation des moyens de production ou la propriété privée des moyens de production qui produisent de la plus-value ou du profit au cours du procès de production en exploitant la force de travail, profit ou plus-value que les propriétaires de ces moyens de production s'accaparent ou se répartissent entre eux au détriment de ceux qui ont produit ces richesses, auxquelles ils réservent une portion (salaire direct et indirect) de cette plus-value nécessaire pour reproduire leur force de travail ou tout juste de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires dans le meilleur des cas ou pour alimenter leur système économique, car il faut bien que quelqu'un consomme les marchandises qu'ils ont produites, ce qui permet au passage de perpétuer son existence, et non par générosité, par nécessité uniquement.

« *La communauté internationale* » réduite à la Françafrique. Mauvais joueur, mauvais perdant.

Emmanuel Macron reproche à la Russie d'être une « *puissance de déstabilisation de l'Afrique* » - AFP/20 Minutes 23 juin 2023

Macron attaque frontalement l'approche russe en Afrique. Le président français a accusé vendredi Moscou d'être « *une puissance de déstabilisation de l'Afrique* », regrettant que les choix du Kremlin *« ne jouent pas un rôle bénéfique pour la communauté internationale* », lors d'un entretien accordé à plusieurs médias en marge du sommet de Paris.

Quand un Etat fait valoir ses intérêts, Macron l'accuse « *de ne plus respecter le droit international* »

Selon lui, « *la Russie s'est mise de son propre chef dans une situation qui est de ne plus respecter le droit international, de redevenir au fond l'une des seules puissances coloniales du XXIe siècle, en menant une guerre d'empire auprès de son voisin, l'Ukraine* ». AFP/lepoint.fr/20 Minutes 23 juin 2023

Les puissances occidentales coloniales continuent de faire régner la terreur sur tous les continents.

L'outil de l'UE pour poursuivre les pays qui aident la Russie à échapper aux sanctions - Euronews 23 juin 2023

Selon des fonctionnaires et des diplomates, ce système sera plutôt utilisé comme une stratégie de la carotte et du bâton par David O'Sullivan, l'envoyé spécial de l'UE pour les sanctions, afin d'inciter les pays à respecter les réglementations de l'Union. Euronews 23 juin 2023

France

Demandez le programme du Forum économique mondial ou "*Great Reset*".

J-C - Ils veulent faire payer aux peuples du monde entier les conséquences de la crise du capitalisme, en amalgamant vraie et fausses crises qu'ils ont eux-mêmes créées.

Nouveau pacte financier mondial - francetvinfo.fr 23 juin 2023

Révolutionner la finance internationale, sauver la planète, éradiquer la pauvreté, réconcilier Nord et Sud… Le sommet pour un nouveau pacte financier mondial s'est achevé, vendredi 23 juin, par la promesse des Etats et des institutions rassemblés à Paris de mener les réformes qu'exige l'empilement sur notre planète des crises climatiques, économiques et sanitaires.

J-C - Ils veulent à tous prix embringuer dans leur aventure les pays dits du Sud pour mieux les contrôler et continuer de les piller.

francetvinfo - Si le système financier n'a pas été revu de fond en comble, la place accordée aux pays en développement dans ces discussions constituerait-elle déjà une forme de révolution ?

J-C - C'était une mascarade, la preuve.

francetvinfo - Les besoins sont faramineux. Selon l'ONG Oxfam, les pays à revenus faibles et moyens ont besoin de 27 000 milliards de dollars d'ici à 2030 pour répondre aux besoins en matière de dépenses climatiques et sociales. Face à ces montants, les 100 milliards de dollars par an promis depuis la COP15 de Copenhague, en 2009, et finalement réunis pour la première fois cette année, ne suffisent pas à crier victoire. francetvinfo.fr 23 juin 2023

« *Un pur racket* ». Les plus pauvres et les jeunes visés en premier.

Le contrôle technique des deux-roues entrera progressivement en vigueur « *début 2024* » lepoint.fr 24juin 2023

Le gouvernement prévoit pour l'heure de rendre obligatoire le contrôle technique à partir de « *début 2024* » et de manière « *progressive en fonction de l'âge des* véhicules », c'est-à-dire que les plus anciens devront être contrôlés en premier.

Jean-Marc Belotti, coordinateur de la Fédération française des motards en colère (FFMC) pour Paris et sa petite couronne juge que le dispositif qui se profile est « *un pur racket* », « *strictement inutile* », pour des véhicules sur lesquels « *on peut voir à l'œil nu et très facilement tous les organes de sécurité* ».

Le gouvernement veut inclure dans le dispositif les deux-roues dont le gabarit est inférieur à 125 cm3, « *car ils présentent une accidentologie élevée et peuvent aussi être la source de pollutions, de l'air ou sonore, importantes en ville* ».

Le ministre a indiqué à Brut qu'il visait un coût « *autour d'une cinquantaine d'euros* ».

« *Cinquante balles pour faire le tour d'une moto en dix minutes, c'est une véritable escroquerie* », peste Jean-Marc Belotti, de la FFMC.

Le ministère des Transports estime à quatre millions le nombre de deux-roues concernés. lepoint.fr 24juin 2023

Dictature et escroquerie climatique.

Les agents et justiciers de la dictature climatique de Davos.

Nouveau pacte financier mondial : qui est Mia Mottley, la Première ministre de la Barbade à l'origine du sommet de Paris ? - francetvinfo.fr 23 juin 2023

Mia Mottley, 57 ans, a une conviction : il faut réformer le système financier international et demander des réparations financières de la part des pollueurs historiques que sont les pays riches et industrialisés du Nord. francetvinfo.fr 23 juin 2023

J-C – Il s'agira de faire payer les Etats, en réalité les contribuables, les peuples pour enrichir l'oligarchie ! Ils mettent en scène des acteurs politiques qui leur sont acquis, qui vont s'en prendre aux Etats au nom de leurs commanditaires, les oligarques qui non seulement ne seront pas mis à contribution mais empocheront le pont d'or !

Qui est Mia Mottley ?

En 2022, Mia Mottley a été été réélue à la tête du gouvernement de la Barbade. La même année, le magazine *Time* l'avait citée parmi les 100 personnes les plus influentes de l'année, alors qu'elle est Première ministre d'un Etat qui compte seulement 287 371 habitants, classé 175ème sur les 193 Etats membres de l'ONU, un micro-Etat !

Et de remettre sur le tapis la tarte à la crème de la taxation des profits des multinationales, des sociétés d'énergie fossile, ils manquent d'imagination…

La théorie du genre relève de la psychiatrie.

La psychiatre Christy Olezeski, directrice de « *Yale Pediatric Gender* », propose le changement de genre dès l'âge de 3 ans - lemediaen442.fr 23 juin 2023

Christy Olezeski est directrice et co-fondatrice du Yale Pediatric Gender Program (YPGP) qui fournit des services aux jeunes et aux familles transgenres et à genre expansif (TGE) dans le Connecticut.

Professeur à Yale, elle a créé le scandale après que Yale Medicine a publié une vidéo sur les réseaux sociaux dans laquelle on la voit expliquer un programme universitaire qui aide les enfants dès l'âge de 3 ans. « *Je suis la directrice du programme de genre de Yale, qui est un programme interdisciplinaire travaillant avec des individus de 3 à 25 ans et leurs familles.* » De plus, elle ajoute : « *Nous aidons les personnes qui remettent en question leur identité de genre ou qui s'identifient comme transgenres ou non binaires, et nous les aidons dans leur parcours de genre.* »

Publiée par le réalisateur Robby Starbuck sur Twitter, la vidéo a dépassé le million de vues, obligeant à rendre privée la vidéo sur YouTube de la chaîne Yale Medicine. Le site Web du programme universitaire indique que seules les personnes âgées de plus de 18 ans sont éligibles aux chirurgies transgenres, mais ne précise pas comment les hormones précoces et les bloqueurs de la puberté peuvent être utilisés. lemediaen442.fr 23 juin 2023

https://odysee.com/@laileastick:4/Little-2022-064-Un-nouveau-Genre:f?src=embed

---

Santé.

Affaire Didier Raoult : « *Je ne crains pas la justice. Dans 5 ans, c'est l'ANSM qui sera condamnée* » - lemediaen442.fr 23 juin 2023

Les autorités remettent en question une étude sur l'hydroxychloroquine contre le Covid-19 menée à l'IHU de Marseille et cosignée par le professeur Didier Raoult, portant sur plus de 30 000 patients entre 2020 et 2021. L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) affirme qu'aucune "*autorisation*" n'a été accordée pour cette étude. L'ancien directeur de l'IHU-Méditerranée s'est exprimé lors d'une interview avec Mandarin TV, dénonçant "*une mauvaise foi absolument spectaculaire*" de la part des autorités.

https://www.youtube.com/watch?v=3VbzUZwpsGc

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Propagande de guerre

Jeux européens : les nageuses ukrainiennes emballent le public avec leur ballet au thème guerrier - AFP/franceinfo 23 juin 2023

Vendredi, à l'occasion des Jeux européens.

« *Rébellion armée en Russie* ». Ma version des faits.

Le Kremlin a fabriqué un faux ennemi dans ses rangs, de manière à encourager les opposants à Poutine à se manifester afin de mieux les contrôler ou les évincer des organes de pouvoir dans lesquels ils peuvent s'être infiltrés.

Bref, une opération interne d'épuration en quelque sorte, permettant au passage de cataloguer ou de compter ceux qui sont loyaux au régime et ceux qui ne le sont pas vraiment.

Les commentaires que j'ai envoyés à un blog et qui les a publiés aujourd'hui.

1 - Poker menteur et presque tout le monde était tombé dans le panneau, bravo !

Patati et patata, quand on passe son temps à refaire le monde entre quatre murs devant son écran d'ordinateur au lieu de militer sur le terrain ou de s'engager dans le combat politique pour le transformer, on se transforme inconsciemment en protagoniste d'un épisode de télé-réalité dans lequel on joue le rôle principal.

Même Erwan Castel avait raconté n'importe quoi, propos rapporté par un lecteur :

– "*En échange de cela, Prigozhin dissoudra probablement Wagner ou le transférera dans les unités de l'armée russe, quittant le poste de chef de son entreprise militaire*."

Avec le décalage horaire avec la France j'ai quelques heures de retard sur vous, car lorsque l'info est tombée qu'il s'agissait d'un coup de bluff du Kremlin je dormais déjà. Cela dit avant de fermer les yeux je m'étais repassé la situation, et j'en étais arrivé à la conclusion que l'annonce d'une rébellion de Prigozhin (Wagner) ne devait pas être prise au sérieux. Pourquoi ? Pardi, parce que j'avais en tête ce qu'avait écrit Thierry Meyssan dans un article du Réseau Voltaire, à savoir que c'était un commandant de l'armée russe qui dirigeait Wagner et non Prigozhin, ce dernier remplissant une fonction de communiquant civil, d'homme de paille, une façade pour permettre de proposer les services de la Russie sur le plan militaire à d'autres Etats, en Afrique principalement à l'heure actuelle, certes, un secret de polichinelle que les puissances occidentales n'ignoraient pas, qu'elles pouvaient dénoncer mais sans pouvoir aller trop loin puisqu'elles font exactement la même chose avec la CIA notamment ou la NED sur le plan de la propagande.

Du coup, je n'ai pas tenu compte des centaines de commentaires tous plus ou moins délirants qui ont été publiés hier dans la journée sur ce blog, et je me suis endormi tranquillement. Et ce matin au réveil, la baudruche s'est dégonflée et on va passer un bon dimanche, c'est ce que je vous souhaite.

2 - Un complément à mon précédent commentaire (en attente de modération). C'est marrant comment les lecteurs ont une si mauvaise mémoire.

Une précision déterminante sur Wagner à laquelle j'avais fait allusion dans mon commentaire :

La réorganisation des armées russes – Réseau Voltaire 2 juin 2023

https://www.voltairenet.org/article219391.html

– Enfin, il (Poutine – JCT) a créé, à titre expérimental, une armée privée, le Groupe Wagner, où il a pu tester diverses formes d'organisation.

Au cours des deux dernières années, Wagner a été commandé dans l'ombre par le colonel Dmitri Outkine, tandis que le cofondateur de cette société, le communiquant Evgueni Prigojine, captait tous les regards et les critiques. Réseau Voltaire 2 juin 2023

3 - Prigozhin, le vendeur de hot-dogs : Un vrai chef de guerre !

On se marre bien quand même, en faisant abstraction des cons qui ont cru un instant à leur histoire.

En France on a eu une histoire différente qui nous fait penser à celle-ci. Un pauvre type, un ex-barman nommé Antoine Daoust devenu fake-checker pour l'AFP, qui depuis a été démasqué. Les révélations de FranceSoir l'ont contraint à fermer son blog le 26 novembre 2022.

Le HuffPost - Evguéni Prigojine a passé neuf ans en détention à l'époque soviétique pour cambriolage, proxénétisme ou violences, comme le raconte Mediapart. Il sort en 1990, alors que l'URSS est en train de s'effondrer et profite de l'arrivée du capitalisme pour lancer une entreprise de vente de hot-dogs, avec succès.

Il monte ensuite en gamme, jusqu'à ouvrir un restaurant de luxe qui devient l'un des plus courus de Saint-Pétersbourg - Le HuffPost 25 juin 2023

Communiqué de presse de Evgueni Prigojine : Les combattants de Wagner font demi-tour - lemediaen442.fr 24 juin 2023

Les combattants de la société militaire privée « *Wagner* » ont commencé à se retirer et à retourner dans leurs camps de base, selon un communiqué de la presse du chef du groupe, Evgueni Prigojine, sur sa chaîne Telegram. *« Conscients de la responsabilité que représente le fait que du sang russe sera versé d'un côté ou de l'autre, nous faisons demi-tour et retournons dans nos camps de base* », a-t-il déclaré.

Plus tôt, le service de presse du président biélorusse Alexandre Loukachenko avait annoncé que Prigojine avait accepté l'offre du chef de la République de mettre fin à l'avancée de Wagner sur le territoire russe et de prendre des mesures pour désamorcer les tensions. Il a été précisé qu'une solution avantageuse et acceptable pour résoudre la situation était sur la table, avec des garanties de sécurité pour les combattants du groupe.

La nuit dernière, le Centre des relations publiques du FSB a annoncé que toutes les informations diffusées sur les réseaux sociaux au nom d'Evgueni Prigojine concernant les frappes de missiles et de bombes infligées par le ministère de la Défense contre la société militaire privée Wagner étaient fausses et constituaient une provocation informationnelle. Le ministère de la Défense a également fait une déclaration similaire. Le département d'enquête du FSB a ouvert une enquête criminelle contre Evgueni Prigojine en vertu de l'article 279 du Code pénal (« *Organisation d'une insurrection armée* »).

Le président Vladimir Poutine, dans son discours à la nation, a déclaré que tous les responsables de la tentative d'insurrection seraient inévitablement punis et répondraient devant la loi et le peuple. Il a également souligné que des mesures décisives seraient prises pour stabiliser la situation à Rostov-sur-le-Don, où le travail des organes civils et militaires est effectivement bloqué.

Les pays occidentaux et l'Ukraine se sont réjouis de cette situation, mais elle n'aura duré qu'une courte journée. lemediaen442.fr 24 juin 2023

Le Président biélorusse Loukachenko obtient de Prigojine la retraite de la SMP Wagner - RT France 24 juin 2023

Le chef de la SMP Wagner, Evguéni Prigojine, a accepté la proposition du président biélorusse Alexandre Loukachenko d'arrêter l'avancée des combattants de son groupe à travers la Russie, a rapporté Minsk.

Evguéni Prigojine a accepté, le 24 juin en début de soirée, la proposition du président biélorusse Alexandre Loukachenko de «*stopper le mouvement des gens en armes de la société Wagner sur le territoire russe et d'amorcer une désescalade des tensions, en échange de garanties de sécurité pour les combattants de la SMP Wagner*» ont rapporté les services de la présidence biélorusse.

Evguéni Prigojine partira en Biélorussie, a indiqué le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov plus tard dans la soirée. L'enquête pénale contre lui est close, a-t-il ensuite précisé, saluant que la situation avait été résolue sans pertes supplémentaires grâce à l'action de Loukachenko, qui connait Prigojine «*depuis vingt ans*».

Minsk a indiqué que c'est avec «l'aval du président russe», avec qui il s'était entretenu le matin du 24 juin, que le président de la Biélorussie a tenu des pourparlers avec le chef de la société militaire privée Wagner. «*Les négociations ont duré toute la journée*», ont précisé les services du Président Loukachenko, avant de déboucher «*sur le constat commun qu'un massacre sanglant sur le territoire russe est inadmissible*». RT France 24 juin 2023

Et la désinformation habituelle ou les médias à éviter, à ne jamais croire sur parole. Ils s'y voyaient déjà, la Russie n'a jamais été aussi forte depuis la fin de l'URSS.

Russie: Evguéni Prigojine, l'imprévisible patron de Wagner qui défie Vladimir Poutine - BFMTV 24 juin 2023

Rébellion de Wagner : « *Prigojine veut chasser Poutine du Kremlin* » - LePoint.fr 24 juin 2023

Rébellion armée en Russie : le groupe Wagner en route vers Moscou - France 24 24 juin 2023

Russie: les combattants de Wagner ne se "rendront pas"**, lance son chef Evguéni Prigojine - BFMTV 24 juin 2023**

Evguéni Prigojine affirme que Vladimir Poutine a "*tort*" de l'accuser de trahison et affirme que les combattants de Wagner "*ne se rendront pas*".

Avant la rébellion de Prigojine, ces insurrections qui ont failli conduire à la chute du Kremlin - Le HuffPost 24 juin 2023

En Russie, la rébellion du chef de Wagner Evguéni Prigojine « *déstabilise le régime* », pour Natalia Pouzyreff - Le HuffPost 24 juin 2023

"*La fin pour Poutine*", un "*retour de bâton*", une "*menace mortelle*" : l'Europe réagit à la rébellion armée de Wagner - courrierinternational.com 24 juin 2023

Rébellion de la milice Wagner: pour les Ukrainiens, "*c'est le destin qui est en train de basculer*", affirme Bernard-Henri Lévy - BFMTV 24 juin 2023

"*Fenêtre d'opportunité*", "*très bonne chose*": l'Ukraine se réjouit de la rébellion de Wagner - BFMTV 24 juin 2023

Rébellion avortée de Wagner : le Kremlin annonce qu'Evguéni Prigojine va partir au Bélarus - BFMTV 24 juin 2023

Volodymyr Zelensky : "*La faiblesse de la Russie est évidente. Une faiblesse totale*" - euronews 24 juin 2023

Quand l'Etat juif cautionne la propagande nazie.

«*Personne n'a le droit à de tels héros*» : Zakharova recadre l'ambassadeur israélien à Kiev - RT France 23 juin 2023

La porte-parole de la diplomatie russe a vertement tancé l'ambassadeur israélien à Kiev. Ce dernier avait déclaré que le soutien de l'Etat hébreu à Kiev ne devait pas pâtir du fait que des responsables de la Shoah y soient érigés en héros.

«*Etes-vous sûrs de n'avoir rien manqué ?*» Sur sa chaîne Telegram, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a interpellé le 22 juin le représentant

israélien à Kiev, Michael Brodsky. «*Il faut se souvenir de l'Holocauste non seulement parce qu'il a eu lieu autrefois, mais aussi pour qu'il ne se reproduise plus jamais», a poursuivi la diplomate, «pas seulement envers une nationalité ou une religion, mais envers tout le monde*».

Dans une interview accordée plus tôt cette semaine à Iton TV, chaîne de télévision israélienne en langue russe, Michael Brodsky avait déclaré qu'il était «*impossible d'arrêter*» le fait que l'Ukraine glorifiait les dirigeants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) en tant que héros nationaux «*si nous regardons les choses de manière réaliste*».

«Bien sûr, nous n'aimons pas ces héros, mais pour la majorité des Ukrainiens, ce sont des héros qui se sont battus pour l'indépendance», a ajouté l'ambassadeur israélien. Dès lors, celui-ci a estimé qu'il «*serait incorrect de conditionner notre soutien à l'Ukraine […] en exigeant que l'Ukraine cesse de renommer les rues ou cesse de nommer Bandera ou Melnik comme héros*.»

«*C'est absolument blasphématoire*», fustige Zakharova

«*Personne n'a le droit à de tels héros. Parce que ce ne sont pas des héros, ce sont des créatures de l'enfer, et ce n'est pas une identité mais une honte pour le peuple ukrainien. C'est la glorification du nazisme*», a rétorqué la diplomate russe, qui a qualifié d'«*absolument blasphématoire*» le raisonnement du diplomate israélien.

«*De la même façon, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, la société allemande était également à la recherche de son identité et de ses héros*», a-t-elle également noté, soulignant qu'entre 1941 et 1943 près d'1,4 million de juifs avaient été tués en Ukraine. Maria Zakharova a aussi rappelé les massacres de dizaines de milliers de Polonais, perpétrés en Volhynie et en Galice orientale, par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), la branche militaire de l'OUN dirigée notamment par Roman Choukhevytch et Stepan Bandera.

«C'est ainsi que raisonnaient ceux qui ont financé Hitler dans les années 1930. D'ailleurs, principalement les Anglo-Saxons», a-t-elle poursuivi. Avant de conclure : «*Si les soldats soviétiques avaient raisonné de cette façon, il n'y aurait tout simplement pas de Brodsky aujourd'hui ni de souvenir de l'Holocauste.*» RT France 23 juin 2023

En complément.

L'emblème d'une division SS n'est pas un signe nazi, selon la Cour suprême ukrainienne 6 décembre 2022

https://francais.rt.com/international/102843-embleme-d-division-ss-n-est-pas-signe-nazi-selon-cour-supreme-ukrainienne

Amazon propose des articles estampillés aux couleurs de combattants néonazis ukrainiens 14 mars 2022

https://francais.rt.com/economie/97099-amazon-propose-articles-estampilles-couleurs-combattants-neonazis-ukrainiens

L'ambassadeur d'Israël à Kiev accepte la glorification du nazisme, Maria Zakharova dénonce le silence des associations juives - lemediaen442.fr 23 juin 2023

Dans un silence assourdissant, un tournant des plus macabres vient d'être annoncé par un haut fonctionnaire israélien. Le 22 juin 2023, le ministère russe des Affaires étrangères, par le biais de sa porte-parole Maria Zakharova, a publié une déclaration cinglante où elle s'en prend vivement à l'ambassadeur israélien en Ukraine, Mikhail Brodsky. Ce dernier s'accommode de ceux qui glorifient Stepan Bandera, chef nationaliste nazi ukrainien.

L'indignation de la responsable russe fait suite à une interview accordée à la chaîne ITON-TV, dans laquelle le diplomate israélien, tout en reconnaissant que les dirigeants nationalistes ukrainiens Bandera, Shukhevych et Melnyk avaient soutenu l'idéologie nazie, souligne que leurs opinions différaient de celles de la majorité des Ukrainiens.

« *Baser notre soutien à l'Ukraine et notre aide à l'Ukraine sur le fait que l'Ukraine cesse de renommer ses rues ou de considérer Bandera ou Melnyk comme des héros serait erroné. Parce que si l'on regarde objectivement les choses, cela n'arrivera certainement pas* », a déclaré Brodsky.

Dans ses commentaires, Maria Zakharova a souligné que l'ambassadeur israélien, natif de Leningrad ayant survécu au siège, a accusé Mikhail Brodsky de blasphème.

« *Si selon Mikhail Brodsky, Kiev a le droit à de tels héros et à une telle identité, alors c'est un problème pour le ministère des Affaires étrangères d'Israël. Personne n'a le droit à de tels héros. Parce qu'il ne s'agit pas de héros, mais de créatures immondes, une honte pour le peuple ukrainien. C'est la glorification du nazisme. Et dire qu'on ne peut rien y faire est tout simplement un blasphème. C'est ainsi que raisonnaient ceux qui ont financé Hitler dans les années 1930, principalement les anglo-saxons.* »

L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN – interdite dans la Fédération de Russie), dirigée par Stepan Bandera, s'était fixé comme objectif le meurtre de Juifs. Et en conséquence, environ 1,4 million de personnes ont été tuées dans l'Ukraine occupée par les nazis avec le soutien des nationalistes ukrainiens. « *De quel genre de « héros » peut parler Mikhail Brodsky ?* » se demande Zakharova.

Outrée par les propos de l'ambassadeur, la porte-parole est tout aussi critique contre les associations juives qui semblent accepter la situation :

« *Pas une seule organisation de défense de la mémoire des victimes de l'Holocauste n'a bougé un sourcil. Hé, vous qui recevez des milliards de soutien pour maintenir le sujet à flot, êtes-vous sûr de n'avoir rien raté ? L'Holocauste doit être rappelé non seulement parce que c'est arrivé, mais aussi pour que cela ne se reproduise jamais.* »

Face aux propos lunaire de l'ambassadeur, la porte-parole Maria Zakharova conclura :

« Si les soldats soviétiques avaient eu de tels raisonnements, il n'y aurait tout simplement pas eu de Brodsky aujourd'hui, ni de souvenir de l'Holocauste. »

Du côté de la France, les propos de Mikhail Brodsky, qui entretient une collaboration consciente avec ceux qui vénèrent les nazis, n'ont curieusement pas donné lieu à une condamnation de la part de la LICRA, de SOS Racisme, du CRIF, de l'UEJF ou de toute autre association antiraciste. Nous rappelons les propos du rabbin (et journaliste) Mikhail Finkel interviewé sur 9TV qui dira :

« *Les héros de l'Ukraine sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré :* "Tous les Juifs doivent être exterminés", *sans oublier Bogdan Khmelnitski, qui a tué 300 000 Juifs. Chaque année à Kiev, il y avait un défilé de la division SS* "Galicie". *Ce sont des racailles ! C'est un régime néo-nazi. La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les bandéristes et les pétliouristes.* »

La devise des nationalistes ukrainiens, collaborateurs nazis de Bandera, affichaient dans les rues de Kiev en 1941 : *« Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins.* »

L'occident sombre dans l'horreur, non seulement en ne tirant pas les leçons du passé mais en faisant preuve d'une collaboration consciente avec les sinistres figures nazies.

Déclarations du ministre de la Défense russe Sergueï Choïgou - Réseau International 23 juin 2023

Les principales déclarations du ministre de la Défense de la Fédération de Russie Sergueï Choïgou lors d'une réunion opérationnelle avec les membres permanents du Conseil de sécurité :

• Les Forces armées ukrainiennes ont subi des pertes importantes et ont réduit leur activité, l'ennemi se regroupe actuellement ;

• Les forces armées ukrainiennes se préparent à de nouvelles actions offensives, les forces armées de la Fédération de Russie se préparent également à ces pas de l'ennemi ;

• Le nombre d'armes livrées aux forces armées ukrainiennes en 2023 n'aura pas d'incidence significative sur les combats ;

• La formation des armées de réserve des Forces armées RF sera achevée d'ici la fin juin ;

• En moyenne, 1336 soldats contractuels entrent dans les Forces armées RF par jour ;

• Les forces armées russes ont détruit 18 des 109 véhicules de combat d'infanterie Bradley livrés à Kiev ;

• Les forces armées RF ont détruit 246 chars des forces armées ukrainiennes, y compris des chars de fabrication occidentale ;

• Les Forces armées RF ont recruté 114 000 militaires contractuels et 52 000 volontaires.

La Grande Interview. Entretien avec Alexeï Tchékounkov, ministre russe du Développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique, en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg. - RT en français

https://odysee.com/@EchiquierMondial:2/tchekun2023:1?src=embed&t=324.70907

La « *solution coréenne* » pour l'Europe par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 24 juin 2023

Les Occidentaux ont pris acte des leurs défaites successives en Allemagne, en Chine, en Corée, au Vietnam, en Syrie, et maintenant en Ukraine. De même qu'ils ont divisé l'Allemagne, la Chine et la Corée, ils viennent de faire passer la division de l'Ukraine par pertes et profits, espérant survivre en prolongeant un peu plus la Guerre froide.

https://www.voltairenet.org/article219538.html

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 27 juin 2023.

Le biais ou la fausse info de l'AFP répétée en boucle, qui sert à justifier la manière dont les médias corrompus occidentaux ont traité la situation en Russie depuis le 24 juin 2023

- Le groupe Wagner a été créé par Yevgeny Prigozhin en 2014. Non, en réalité il a été créé par Poutine.

Qu'a dit Poutine lundi soir 26 juin 2023 en s'adressant à la télévision aux citoyens de la Fédération de Russie ?

Outre le récit de « *la rébellion de la SMP Wagner* » et sa résolution : « *C'est l'état d'esprit patriotique de la population qui a joué un rôle essentiel ces jours-ci* », qui a permis de surmonter « *une épreuve particulièrement difficile pour notre pays* », a conclu Vladimir Poutine. RT France 26 juin 2023

« *Aujourd'hui, je m'adresse à tous les citoyens russes. Je vous remercie pour votre endurance, votre solidarité et votre patriotisme. Cette solidarité citoyenne a démontré que tout chantage, toute tentative de créer des troubles internes est vouée à l'échec* » fr.sputniknews.africa 26 juin 2023

L'Occident a transformé l'Ukraine en cellule terroriste, selon Moscou - fr.sputniknews.africa 26 juin 2023

Les pays occidentaux ont nourri Kiev et ses soutiens néonazis pour mieux s'en prendre à la Russie, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères. L'Occident a si bien alimenté la crise qu'elle a désormais une portée mondiale.

Le marchepied idéal. L'Occident s'est servi de l'Ukraine pour mener une guerre "*hybride*" contre la Russie, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. Washington, Londres et leurs alliés ont assumé ce rôle, en fournissant des armes et des renseignements à Kiev, afin de cibler des citoyens russes et des infrastructures civiles en Russie.

"*Les Occidentaux ont choisi l'Ukraine comme tremplin et instrument de lutte armée contre notre pays, après avoir nourri un régime néonazi à Kiev et transformé l'Ukraine en une nouvelle cellule terroriste internationale*", a ainsi déclaré le ministère des Affaires étrangères.

Par leurs efforts, les Occidentaux ont donné au conflit une portée mondiale, qui déteint sur de nombreuses autres régions, de l'Afrique à l'Amérique latine. L'Occident a ainsi sacrifié les perspectives de coopération mondiale dans divers domaines, au profit de ses ambitions et pour maintenir son hégémonie, note encore le ministère. fr.sputniknews.africa 26 juin 2023

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou s'est rendu au QG du groupement «*Zapad*» - RT France 26 juin 2023

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a inspecté le poste de commandement avancé du groupement Ouest des forces russes engagées sur le front ukrainien.

Il s'agit de la première apparition officielle du ministre de la Défense depuis la mutinerie de la SMP Wagner, qui contestait son autorité. La confiance envers le ministre russe de la Défense reste inchangée, a indiqué Dmitri Peskov au soir du 24 juin, une fois que l'accord avec Evguéni Prigojine avait été obtenu par le Président biélorusse Loukachenko. RT France 26 juin 2023

A peine croyable, ils ne vont pas s'en remettre.

La Russie donne l'image d'un retour à la normale après la rébellion de Wagner - France 24 26 juin 2023

Rien que cela !

Wagner en Russie : coup d'Etat manqué, et maintenant ? - France 24 26 juin 2023

En désespoir de cause, France(dés)Info joue tout seul les prolongations !

- Rébellion de Wagner : pourquoi les chefs de guerre russes Sergueï Choïgou et Valeriy Guerassimov sont dans le viseur d'Evguéni Prigojine - francetvinfo.fr 27 juin 2023

Seul comme Evgueni Prigojine !

- En Russie, Evgueni Prigojine s'est « *rendu compte qu'il était tout seul* » à vouloir marcher sur Moscou - Le HuffPost 27 juin 2023

Le Général de salle de rédaction François Chauvancy, docteur en sciences de l'information et de la communication et consultant en géopolitique, revient pour Le HuffPost...

François Chauvancy- "*Pour l'instant on est donc dans un retour à la normalité en termes de communication, comme si rien ne s'était réellement passé*." "*Personne ne connaît vraiment Prigojine en Russie*." Le HuffPost 27 juin 2023

Peu importe et dommage !

En Russie, la rébellion d'Evguéni Prigojine a affaibli Vladimir Poutine et son clan comme jamais - Le HuffPost 27 juin 2023

Nicolas Tenzer, directeur de la publication de Desk Russie et enseignant à Sciences-Po, interrogé par Le HuffPost.

Nicolas Tenzer - « *Pour l'heure, ce ne sont que des hypothèses, et rien ne dit que son clan va chercher à le* (Poutine - J-C) *renverser* » Le HuffPost 27 juin 2023

Ouf, quel soulagement !

Le chef de Wagner assure que l'objectif de la rébellion n'était pas de renverser le pouvoir russe BFMTV 26 juin 2023

Même pas un ! C'était juste une simulation pour observer la réaction des uns et des autres.

"*Nous n'avons pas tué un seul soldat sur le terrain*": le premier message audio d'Evguéni Prigojine en exil - Le HuffPost 26 juin 2023

Dans un message sonore de 11 minutes, le fondateur de la milice Wagner, Evguéni Prigojine, explique que l'objectif de sa marche vers Moscou n'était pas de renverser le pouvoir russe et de tuer des soldats de l'armée, mais de "*sauver Wagner*". Selon lui, le groupe paramilitaire devait cesser d'exister le 1er juillet. Le HuffPost 26 juin 2023

J-C – Démenti à lire plus loin du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Et la palme du grotesque dans la catégorie chef d'Etat revient à Biden. Sinon cela se saurait !

Rébellion avortée de Wagner: Joe Biden assure que les Occidentaux n'étaient "pas impliqués" - BFMTV 27 juin 2023

Quelques heures plus tôt ses vassaux avaient préféré la mettre en veilleuse.

Prudence de l'UE sur les conséquences de la rébellion de Wagner en Russie - Euronews 26 juin 2023

La palme du fanatisme débridé dans la catégorie média revient à Yahoo.

Rébellion de Wagner en Russie : "*Prigojine contre Poutine, c'est un bras de fer entre deux mafieux*" - Yahoo 26 juin 2023

Pour le général Dominique Trinquand, spécialiste des relations internationales, la rébellion du groupe Wagner menée par Evgueni Prigojine est "*une attaque contre le président Poutine lui-même*". Quant aux motivations des rebelles, il estime qu'elles sont pilotées par "*de vrais opposants au président Poutine*". Yahoo 26 juin 2023

Le dépit et pas de bol, l'Occident est totalement décrédibilisé en Afrique.

Groupe Wagner en Afrique : pourquoi il n'y a pas eu d'opposition efficace à la présence des mercenaires - The Conversation 26 juin 2023

Il n'y aura probablement pas non plus de mobilisation internationale efficace contre Wagner. En effet, la condamnation de l'Occident resterait lettre morte, voire se retournerait contre lui. Comme l'a récemment observé Joseph Sany, un expert réputé en matière de construction de la paix à l'Institut américain de la paix, *"la condamnation par l'Occident de la violence et de la corruption immorales de la Russie est inaudible, parce qu'elle est teintée d'hypocrisie en raison du passé de l'Occident sur le continent"*.

La seule grande puissance extérieure qui compte pour l'Afrique est la Chine. Mais, à mon avis, la Chine ne jouera aucun rôle pour contenir Wagner. Pour l'instant, du moins, la guerre d'Ukraine a fait de la Russie et de la Chine des pays alliés. En outre, la Chine a des intérêts commerciaux importants, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en minerais des États africains francophones et lusophones. The Conversation 26 juin 2023

L'image de la Russie reste «inchangée» en Afrique après la mutinerie Wagner, garantit Lavrov - RT France 26 juin 2023

La rébellion de Wagner ne changera rien aux relations entre la Russie et ses amis, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans une interview exclusive accordée à RT. «*J'ai reçu plusieurs appels de solidarité, y compris de mes collègues africains*», a-t-il ajouté, rejetant l'hypothèse que l'image de la Russie soit détériorée en Afrique à la suite de la mutinerie Wagner.

Des instructeurs militaires russes œuvrent en Afrique, «*ce travail va bien sûr continuer*» a-t-il par ailleurs déclaré. Aussi a-t-il estimé que l'Europe et la France «*ayant abandonné la République centrafricaine et le Mali*», ces pays se sont tournés vers la Russie et Wagner pour avoir des instructeurs militaires et «*assurer la sécurité de leurs dirigeants*». RT France 26 juin 2023

Rébellion de Wagner : Le groupe va continuer ses opérations au Mali et en Centrafrique, assure Lavrov - AFP/20 Minutes 26 juin 2023

Le groupe paramilitaire Wagner va continuer d'opérer au Mali et en Centrafrique, a assuré ce lundi le chef de la diplomatie russe, qui affirme en outre que la rébellion de cette organisation en Russie n'affectera pas la relation entre Moscou et ses alliés. Les membres de Wagner travaillent au Mali et en République centrafricaine « *comme instructeurs. Ce travail va bien sûr continuer* », a déclaré Sergueï Lavrov dans un entretien à la chaîne RT. AFP/20 Minutes 26 juin 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 28 juin 2023.

Pour commencer dans la bonne humeur et s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante.

Joe Bonamassa - Questions and Answers (Live)

https://www.youtube.com/watch?v=pWZWL6AFE1c

J-C – Et en prime il est sympa ! J'en ai un peu marre des gammes de Vaï et Satriani, ils usent de leur virtuosité au détriment de la mélodie, ils perdent le sens de la mesure ou le succès leur est monté à la tête. Avec Joe Bonamassa, le son est pur, la technique parfaite, la mélodie est préservée, et la voix est un plus tellement humain…

Quelques réflexions politiques et autres.

1- Toute personne placée devant les faits par n'importe qui, et qui refuse de les prendre en compte, est un idiot !

2- On dit que c'est difficile de comprendre ce qui se passe ou d'interpréter un évènement, alors qu'en réalité c'est extrêmement simple. Il suffit de conserver l'essentiel à l'esprit, c'est tout.

Tous les jours on voit des gens qui réagissent au quart de tour à l'actualité sociale ou politique en se lançant dans des diatribes infinies ou qui finalement n'ont ni queue ni tête, pour tout dire d'une absurdité pitoyable ou sortir des âneries qui dénotent une grande confusion ou un tel manque d'a propos. C'est assez curieux à observer, mais fort instructif. Ils semblent amnésique ou totalement déconnectés du passé, y compris le plus récent.

On savait qu'ils n'avaient pratiquement tiré aucun enseignement des expériences qu'ils avaient vécues au cours des trois dernières années de la dictature sanitaire, mais on ignorait à quel point le rythme de vie infernal qu'on leur imposait et qu'ils s'imposaient aussi eux-mêmes pouvait à ce point réduire le temps de cerveau dont ils disposaient pour réfléchir, de telle sorte qu'il n'allait pas dépasser le stade des apparences trompeuses, au-delà desquelles l'influence de la propagande officielle cessait de faire des ravages dans leurs cerveaux formatés pour en devenir l'esclave, les instruments de la logique la plus élémentaire leur faisant défaut. Car c'est à cette catégorie qu'appartient non seulement l'esprit critique, le discernement le plus basique, mais aussi l'essentiel qu'il fallait retenir de toutes les expériences qu'ils allaient vivre, à côté desquelles ils allaient passés en témoins sourds et aveugles, au lieu de les vivres en acteurs éclairés.

3- Les champions de la propagande, de la désinformation, de la fake news, de la manipulation des consciences, de la fabrication du consentement, de la stratégie du chaos, j'ai nommé les dirigeants des puissances occidentales et les médias à leur service se seront ridiculisés une fois de plus devant le monde entier après avoir marché à fond dans la farce que Poutine leur avait concoctée ou le piège qu'il leur avait tendu, sans doute également pour d'autres raisons. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point leurs mauvaises intentions ou leur fanatisme peuvent les aveugler au point de se tirer une balle dans le pied ou de nuire à leurs propres intérêts, peu importe penseront-ils, ils se croient tout puissants !

Ils croient encore pouvoir toujours tirer avantage du moindre évènement en le tordant dans tous les sens, sans s'apercevoir que leurs actes sont dorénavant observés, disséqués, commentés ou dénoncés en temps réel, qu'ils sont démasqués.

4- Le wokisme sert de caution à la pédophilie.

5- Le mécanisme qu'on retrouve absolument partout.

Ils commencent par créer un récit. Ce récit ne correspond pas à la réalité puisqu'il est imaginaire ou fantasmatique. A force de le répéter, ils vont parvenir à imposer leur récit au détriment de la réalité ou de la vérité des faits.

Ensuite, ils vont s'en servir pour à la fois structurer leur interprétation de chaque évènement qui se produira, et justifier les conclusions politiques qu'ils adopteront, y compris leurs guerres, qui évidemment seront fidèles aux "*règles*" qu'ils avaient eux-mêmes conçues dans leur unique intérêt, au "*droit international*" qu'ils imposaient aux autres Etats mais qu'ils violaient allègrement à la première occasion, à la démocratie qui a toujours été le pire ennemi à leur hégémonie.

Leur humanisme est la politesse des salauds... Francofolie ou le puritanisme anglo-saxon.

J-C- Quand les monstres de cruauté du Nouvel ordre mondial totalitaire veulent effacer les traces de leurs saloperies qu'ils imputent aux peuples, c'est qu'en guise de morale leur sadisme a atteint un stade supérieur qu'ils veulent leur faire partager.

Racisme, sexisme, homophobie... Le Scrabble n'admet plus les mots "*irrespectueux des valeurs humaines*" - BFMTV 28 juin 2023

À l'occasion de la parution le 19 juin de "*L'Officiel du jeu Scrabble*", le guide des règles du jeu, la Fédération internationale de Scrabble francophone (FISF) a dévoilé, dans un communiqué, les mots qui ne seront plus admis sur les grilles.

La neuvième édition de l'ouvrage voit 750 nouvelles entrées et 64 suppressions, dont 62 pour des "*raisons éthiques*".

Des mots à caractère haineux

Les joueurs de Scrabble ne sont donc officiellement plus autorisés à utiliser les mots suivants, que ce soit au féminin, au masculin ou au pluriel:

"Asiate", "boche", "chicano", "enculeur", "femmelette", "gogol", "goudou", "gouine", "lope", "lopette", "nabot", "nègre", "négresse", "négrillon", "pédé", "pouffiasse", "romano", "schleu", "sidaïque", "tafiole", "tantouse", "tantouze", "tarlouse", "tarlouze", "travelo".

La FISF explique que ces mots ont été "*identifiés comme ayant un caractère haineux, irrespectueux des valeurs humaines et des nouvelles sensibilités de notre monde*". La précédente édition avait entraîné la suppression, en 2019, des mots "*chinetoque*" et "*négro*".

J-C - Alors que ce sont eux qui tiennent des propos haineux, xénophobes, envers les Russes et les Chinois**,** entre autres, qui soutiennent des régimes racistes ou néonazis, avec lesquels ils partagent « *des valeurs humaines* », nous n'en doutons pas un instant.

BFMTV - "*10 formes homographes de quelques autres noms à caractère haineux resteront jouables en 2024, mais uniquement en tant que formes verbales*", ajoute la FISF. Il s'agit de "*chicana*", "*enculé*", "*grognasse*", "*salope*". BFMTV 28 juin 2023

J-C – Je ne jugerai jamais un travailleur qui les emploie, qui plus est si cela leur est adressé !

Entre une personne qui emploie ces mots et un hypocrite qui n'ose pas les employer et n'en pense pas moins, je préfère la première, au moins on est fixé ou on a une petite idée de la personne à laquelle on a affaire, ensuite cela permet éventuellement d'en parler avec elle.

On comprend pourquoi ils poussent à l'autocensure, pour faire croire à un consensus qui n'existe pas plus ici que sur leur mystification sanitaire ou climatique et le reste. Ils poussent à la délation, à la mise à l'écart ou à l'exclusion des gens qui ne pensent pas ou qui ne parlent pas exactement comme eux, c'est une entreprise totalitaire maquillée en opération humaniste.

France. C'est un assassinat !

Refus d'obtempérer à Nanterre : ce que l'on sait de la mort d'un adolescent de 17 ans, tué par un policier lors d'un contrôle routier - francetvinfo.fr 27 juin 2023

J-C - Le parquet a été jusqu'à ouvrir deux enquêtes contre ce jeune décédé, le ministère de l'Intérieur compte-t-il traduire son cadavre en justice et l'envoyer en prison ? C'est la procédure nous dira-t-on, elle aurait pu être abandonné au regard des circonstances tragiques, mais pas en présence de sadiques.

Ce qu'ils ont maquillé dans cet article, c'est que lors du contrôle effectué par deux policiers circulant à moto, le véhicule conduit par ce jeune était à l'arrêt, il n'était pas en train de

prendre la fuite ou de foncer sur les policiers. Ce qu'on voit sur la courte vidéo, c'est que le jeune conducteur pris de panique a redémarré lorsque l'un des policiers l'a braqué avec son arme de service. Il a pris peur et il a cru bien faire, manque de bol, c'était la décision inverse qu'il aurait dû prendre pour rester en vie, il l'ignorait.

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/police/refus-d-obtemperer-a-nanterre-ce-que-l-on-sait-de-la-mort-d-un-adolescent-de-17-ans-tue-par-le-tir-d-un-policier-lors-d-un-controle-routier_5915282.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230628&pid=459386-1676105518-3fb080c9

Lu. Chez les riches, tout va bien. Pourquoi se gêneraient-ils ?

142 milliards d'euros, c'est le montant des bénéfices enregistrés par les 100 plus grandes entreprises françaises au cours de l'exercice 2022.

Sur ces 142 milliards d'euros perçus par les entreprises, 80,1 milliards vont dans la poche des actionnaires sous la forme de dividendes ou de rachats d'actions, un outil financier qui permet aux entreprises de mieux valoriser leurs actions en rachetant puis annulant un certain nombre d'entre-elles et donc mieux rémunérer les actionnaires restants. Entre 2011 et 2021, la valeur versée aux actionnaires a augmenté de 57 %. Sur le podium des entreprises qui délivrent le plus de dividendes, on retrouve TotalEnergies (61 milliards d'euros), Sanofi (53 milliards) et Axa (27 milliards). « *Les actionnaires semblent alors sortir indemnes de toutes les successions de crise : leurs revenus continuent d'augmenter.* »

Alors que la hausse des prix affecte le pouvoir d'achat des Français, les salaires ne parviennent pas à suivre la cadence inflationniste, les ménages ayant perdu en moyenne 720 euros entre janvier 2021 et juin 2022.

Comment justifier le blocage des salaires ou le maintien de salaires misérables. Et corporatisme.

L'Assemblée vote une obligation de « *partage de la valeur* » pour les petites entreprises - lepoint.fr 27 juin 2023

C'est l'une des principales mesures d'un projet de loi issu d'un accord syndicat-patronat. L'Assemblée a voté mardi 27 juin l'obligation pour les entreprises rentables de 11 à 49 salariés d'instaurer au moins un dispositif de « *partage de la valeur* ».

La participation est un mécanisme de redistribution des bénéfices, actuellement obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés, tandis que l'intéressement est une prime facultative liée aux résultats ou performances non financières. Ces dispositifs s'accompagnent d'avantages fiscaux.

Toutes ces mesures sont issues de l'ANI, un accord signé par quatre syndicats sur cinq (sans la CGT), que le gouvernement souhaite transposer de manière « *fidèle* ». Il doit permettre, selon

le ministre du Travail Olivier Dussopt, d'agir « *pour le pouvoir d'achat pour faire face à l'inflation* », via *« une solidarité accrue entre capital et travail* ». AFP/lepoint.fr 27 juin 2023

En famille. Dans la rubrique corruption, on achète bien la presse écrite.

J-C – Ils ne vont pas cracher dans la soupe, hein ?

Aides à la presse : comment ça marche et qui touche quoi ? - Publicsenat.fr 26 juin 2023

Au total, l'ensemble des aides à la presse, directes et indirectes, représentent donc 366,9 millions d'euros en 2021.

A noter que suite à la crise sanitaire, qui est venue compliquer encore davantage la situation, le secteur a bénéficié d'aides conjoncturelles à l'occasion du plan de relance (à hauteur de 140 millions d'euros en autorisation d'engagement et 70 millions d'euros en crédits de paiement).

Depuis quelques années, le ministère de la Culture donne les chiffres précis des aides, selon les titres. On connaît par encore les chiffres 2022, qui seront communiqués d'ici quelques semaines. Concernant l'année 2021, 431 titres ont bénéficié d'aides de l'Etat.

Toutes aides confondues, le titre de presse qui a touché le plus d'argent public est Aujourd'hui en France, avec 11.897.000 euros (+ 1.623.000 euros pour Le Parisien/leparisien.fr), soit environ 13,5 millions d'euros. Viennent ensuite Le Figaro, avec 7,7 millions d'euros d'aides, Libération (6,7 millions), Le Monde (5,9 millions), L'Humanité (5,1 millions), La Croix (4,9 millions), Ouest-France (2,3 millions), Les Echos (2,2 millions), L'Opinion (2,1 millions), Sud-Ouest (2,1 millions), Le Journal du Dimanche (1,9 million), Le Dauphiné Libéré (1,4 million).

Le Point reçoit 1,1 million, Marianne 996.000 euros, L'Equipe 980.000, L'Express 811.000, 20 Minutes 577.000, Charlie Hebdo 304.000, Paris Match 287.000, Alternatives Economiques 250.000 euros et L'Obs 183.000 euros. A noter qu'à l'antépénultième place, Alternative Libertaire perçoit de l'Etat 1.898 euros. En dernière position, c'est L'Eco de l'Ain qui reçoit le moins de subsides publics, avec 1.162 euros en 2021.

Si on ramène le niveau des aides en fonction de la diffusion annuelle, le titre le plus aidé est un quotidien : c'est L'Humanité, suivi d'Aujourd'hui En France, La Renaissance (hebdomadaire de Saône-et-Loire), de Sciences Humaines, d'Alternatives Economiques, de Stratégie, de la Tribune de Lyon. A noter que le Journal du Dimanche (JDD) arrive à la 8e place des titres les plus aidés en fonction de leur diffusion, suivi de Libération.

Toujours ramené à la diffusion, La Croix est à la 15e place, Marianne à la 20e, Le Point à la 32e, Le Figaro à la 33e place, L'Express à la 35e place, Les Echos sont 36e du classement. Sud-Ouest n'est qu'à la 99e place, L'Obs à la 147e.

Si l'on compte par propriétaire, pour ne pas dire par milliardaire, ce sont les titres détenus par le PDG de LVMH, Bernard Arnault (Le Parisien, Les Echos), qui sont le mieux lotis, avec un total de 15,7 millions d'euros.

Le groupe Le Monde, détenu par Xavier Niel et en partie par Daniel Kretinsky, totalise avec ses titres (Le Monde, Télérama, Courrier International, La Vie, Le Monde Diplomatique) 7.767.000 euros d'aides, auxquels s'ajoutent les aides à L'Obs (détenu par les mêmes actionnaires sans faire partie du groupe), avec 183.000 euros. Quant au Figaro, détenu par la famille Dassault, il a reçu 7.724.000 euros. Le JDD, sur lequel Vincent Bolloré a mis la main, avait touché 1,9 million en 2021. Publicsenat.fr 26 juin 2023

Rapport d'information au format PDF

https://www.senat.fr/rap/r20-692/r20-6921.pdf

Synthèse du rapport

https://www.senat.fr/rap/r20-692/r20-692-syn.pdf

France

Prostitution en famille.

Pour Roselyne Bachelot, « *tout le monde est d'accord pour une 3e candidature* » de Macron - LePoint.fr 27 juin 2023

L'ancienne ministre de la Culture s'est dite très favorable à la possibilité, pour le président de la République, de se présenter une 3e fois consécutive. LePoint.fr 27 juin 2023

Édouard Philippe va participer aux journées d'été d'EELV - LePoint.fr 27 juin 2023

L'ancien Premier ministre Édouard Philippe va se rendre aux journées d'été du parti écologiste, qui se dérouleront du 24 au 26 août, au Havre. LePoint.fr 27 juin 2023

Totalitarisme. Régime carcéral dès le collège jusqu'à l'université incluse. Abolition de Parcoursup !

Emmanuel Macron veut instaurer le collège de 8h à 18h dans les quartiers d'éducation prioritaire - Le HuffPost 27 juin 2023

Cette initiative aura ensuite vocation à être généralisée à tous les quartiers dits sensibles en France, a-t-il dit. Les plages horaires iront de 9h à 18h « *minimum* », a précisé l'Élysée, ajoutant que tous les collèges en Réseaux d'éducation prioritaires (Rep) et Rep+ seraient concernés.

Concernant Parcoursup, il a aussi promis d'améliorer « *l'humanité du système* » et de faire en sorte que « *parents d'élèves et jeunes aient beaucoup plus de retours sur leurs dossiers* », notamment quand il s'agit de refus. Le HuffPost 27 juin 2023

Dictature et escroquerie climatique.

Les mots magiques de la manipulation climatique : Alerte à la canicule !

Climat : le pourtour marin breton victime d'une canicule - francetvinfo.fr 27 juin 2023

Le réchauffement touche tout le littoral breton, mais surtout toute la côte Sud...

J-C - Entendez, s'ils avaient pris en considération les températures de la côte Nord, ils seraient parvenus à la conclusion inverse !

Pendant "*plusieurs jours*" vous risquez de mourir, mais pas un de plus, ne loupez pas l'occasion si vous avez un état d'esprit suicidaire !

Le sud des Etats-Unis sous une dangereuse vague de chaleur - AFP 28 juin 2023

Une vague de chaleur frappe durement le sud des Etats-Unis, en particulier le Texas et la Louisiane, avec des températures "*dangereuses*" qui devraient durer encore plusieurs jours et dans lesquelles les experts pointent le rôle du réchauffement climatique.

Alors que l'été vient à peine de commencer, des millions d'Américains sont sous le coup d'alertes à la chaleur extrême, avec des températures dépassant souvent les 40°C.

Ces températures extrêmes durent déjà depuis des jours mais s'étendent peu à peu vers l'Est, et devraient perdurer jusqu'au week-end. AFP 28 juin 2023

Plus de 44 degrés en Espagne pour la première vague de chaleur de l'été - AFP 26 juin 2023

J-C - Ils annonçaient également une baisse de la température en fin de semaine... Chute !

Comment fonctionne l'alarme caniculaire. Mode d'emploi.

J-C - Dans un premier temps il suffit d'isoler le relevé des températures des jours les plus chauds d'une saison ou de l'année et d'ignorer les autres, de manière à les instrumentaliser. Comment ? En faisant croire que ce facteur météorologique serait le produit du réchauffement climatique dû à l'activité humaine pour justifier des mesures autoritaires, antisociales, liberticides…

Visualisez l'ampleur de la canicule marine en Atlantique Nord qui menace des milliers d'espèces - francetvinfo.fr 25 juin 2023

"*Une canicule marine de cette ampleur, c'est du jamais-vu*". Dans la bouche de Raphäel Seguin, biologiste marin à l'Université de Montpellier, la sentence résonne comme une alerte. Mercredi 21 juin, la température à la surface de l'eau dans la partie nord de l'océan Atlantique a été mesurée à 23,3°C, soit 1,28°C de plus que la moyenne historique à cette période, selon les données de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique.

L'une de ces zones demeure particulièrement touchée : au large des côtes irlandaises, les satellites et les bouées scientifiques ont mesuré depuis plusieurs jours des températures jusqu'à 5°C supérieures à la moyenne historique. Les experts parlent de "*canicules marines*" ou de vagues de chaleur océaniques. "*Elles se caractérisent par des eaux de surface à un mètre de profondeur qui dépassent un certain seuil durant au moins cinq jours*", détaille Thibault Guinaldo, chercheur en océanographie spatiale au Centre national de recherches météorologiques (CNRS-Météo France).

Les mesures enregistrées ces dernières semaines sont particulièrement inhabituelles, atteignant des niveaux jamais atteints depuis 1982, date des premières mesures.

L'ensemble de ces facteurs s'ajoute à la tendance constante du réchauffement climatique, causé par l'action de l'homme. francetvinfo.fr 25 juin 2023

Quand ils combinent mystification sanitaire et climatique.

J-C – En Inde du Sud où je vis, il fait chaud toute l'année, plus chaud encore en été, on a tout de même une saison plus fraîche que les autres, celle de la mousson qui fait chuter la température, 20°C minimum en plein hiver. Et bien chaque année dans mon village entre les mois d'avril et juillet et entre les mois de novembre et février, les vieux ou vieilles les plus fragiles ou en fin de vie trépassent victimes de difficultés respiratoires. C'est normal pour ainsi dire. Ils meurent le plus souvent dans leur lit pendant la nuit ou lors d'une crise. On n'en fait pas un plat, personne n'en parle, c'est la vie un point c'est tout.

Mais il en va tout autrement en Occident et plus particulièrement en France, où sévit une forme aiguë de sadisme adepte de l'acharnement thérapeutique ou de l'euthanasie des vieux, c'est selon. Quel que soit le traitement, il servira à les faire crever prématurément à moins qu'ils les aient rendus plus malades avant histoire de leur soutirer un maximum de fric, sans parler des mouroirs que sont les Ehpads ou les maisons de santé.

Une algue toxique provoque des symptômes grippaux en France et en Espagne - Euronews 26 juin 2023

Un nouveau rapport de l'ANSES, l'Agence nationale de sécurité sanitaire française, met en garde contre les dangers du contact humain avec l'algue et ses toxines.

Des symptômes similaires à ceux de la grippe.

Les travailleurs des magasins et des restaurants situés à proximité risquent également d'être exposés à l'air ambiant, selon le rapport. Les "*personnes souffrant de problèmes respiratoires*" doivent également être particulièrement vigilantes, selon Carole Castini, porte-parole de l'ANSES.

En 2021, plusieurs plages de Biarritz, Saint-Jean-de-Luz et Bidart, sur la côte basque, ont été fermées à titre préventif en raison des niveaux élevés d'ostreopsis.

Maïder Arosteguy, maire de Biarritz - une ville qui attire des milliers de touristes chaque année - a déclaré à Euronews Green qu'il était très peu probable que les plages soient fermées cette année.

"*Nous disposons aujourd'hui de plus d'informations qu'en 2021. Nous savons également que si nous fermons les plages, nous devrions également fermer les restaurants et les magasins à proximité en raison de sa présence dans l'air*". Euronews 26 juin 2023

Ils ne peuvent être animés que de mauvaises intentions. Pensez à ceux qui sont destinés à "*gagner plus d'argent*".

Pour gagner plus d'argent, la solution miracle serait de protéger la biodiversité selon les scientifiques - Le HuffPost 27 juin 2023

J-C- Où voulaient-ils en venir ? Réponse :

Le HuffPost - Sur cinq scénarios proposés, le plus rentable reste celui de supprimer les subventions agricoles pour rediriger l'argent vers la recherche et le développement. Le HuffPost 27 juin 2023

J-C - Recherche et développement contrôlés par qui, au service de qui ? Les Gates, BlackRock et Cie... Pour favoriser quel type d'alimentation ? Naturelle, non, industriel, synthétique...

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

La rébellion de Prigojine ne serait-elle pas une psyop russe ? – Le Saker Francophone 26 juin 2023

https://lesakerfrancophone.fr/la-rebellion-de-prigojine-ne-serait-elle-pas-une-psyop-russe

---

La rébellion d'Evgueni Prigojine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 27 juin 2023

Contrairement aux commentaires de la presse occidentale, Evgueni Prigojine n'a jamais tenté de coup d'État contre Vladimir Poutine. Il a voulu le faire chanter afin de conserver les

privilèges exorbitants qu'il a accumulés depuis la création de sa société militaire privée. Puis il s'est rendu à la raison et a réintégré son poste.

https://www.voltairenet.org/article219541.html

J-C - Monsieur Meyssan, le géopoliticien "*le plus influent du monde*", n'apporte aucun élément dans cet article qu'on ne sache déjà.

Pire, on pourrait lui discerner le titre de "*trop tard à la soupe*" pour avoir attendu trois jours avant de s'exprimer, alors que l'affaire était entendue depuis le début. On est à la limite du plagiat.

Chaque jour son état mental empire.

Le média Russe « *RIA Novosti* » traite le président Macron de caniche schizophrène dans un spectacle de cirque américain - lemediaen442.fr 25 juin 2023

Voici un article qui résume parfaitement la situation diplomatique de la France — sous tutelle américaine —, dont le président Macron s'amusait à divulguer ses conversations avec le président Poutine dans un documentaire sur France 2. Aujourd'hui, alors que Macron souhaite incruster les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), aucun chef d'État ne se risquerait à se retrouver dans le prochain reportage de France Télévision. La diplomatie nécessite un niveau élevé de confiance et de respect mutuel, et la divulgation de conversations privées peut compromettre cette confiance et compliquer les négociations et les partenariats futurs.

Article de RIA Novosti,

Emmanuel Macron a déclaré qu'il décrocherait le téléphone si Vladimir Poutine l'appelait, mais a fièrement souligné qu'il ne téléphonerait pas lui-même au président russe. Garder bonne figure dans une mauvaise partie est la seule chose qui reste au leader français, à qui la Russie a gâché tous ses plans.

Comme on le sait, Macron veut participer au BRICS, à tel point qu'il a envoyé le chef de son ministère des Affaires étrangères en Afrique du Sud. Elle devait effectuer une première reconnaissance, sondant le terrain pour savoir si le président français serait autorisé à entrer dans l'antichambre, en le faisant attendre à la porte, ou s'il trouverait une chaise pour lui permettre de participer à la réunion des leaders sérieux et des poids lourds politiques.

Cette semaine, Moscou a dissipé les espoirs d'une résolution positive de la question en déclarant par la voix du vice-ministre des Affaires étrangères Sergueï Riabkov : « *Il est clair que le leader d'un État qui mène une politique si hostile et inacceptable pour nous, qui partage la ligne de l'OTAN pour nous infliger ce qu'on appelle une défaite stratégique, un tel leader n'a pas sa place en tant qu'invité au BRICS.* »

Pourquoi Macron a décidé de devenir un souffre-douleur public et donc encore plus humiliant. Le Financial Times bien informé a révélé les plans de nos ennemis stratégiques. Il

s'avère que le président français est utilisé comme un caniche dans un spectacle de cirque, et les dresseurs sont assis de l'autre côté de l'océan.

La divulgation des conversations privées de Macron avec Poutine a compromis ses ambitions de rejoindre les BRICS.

Choisir Macron comme possible parlementaire pour participer au BRICS est encore un autre calcul erroné. Qui, avec du bon sens et avec une bonne mémoire, admettrait aux discussions confidentielles un politicien qui divulgue immédiatement leur contenu à la presse ?

Il est évident que plus l'offensive tant vantée s'enlisera profondément, plus nous verrons des activités diplomatiques étranges — pour ne pas dire schizophréniques. Dans les situations de division et de confusion, il est fréquent que ceux qui ont encore des restes de cerveau choisissent généralement de hisser le drapeau blanc. Et nous pourrions le voir bien plus tôt que prévu. lemediaen442.fr 25 juin 2023

https://embedftv-a.akamaihd.net/79a00e2853bad75b025081e6e4befffd

---

Alors que la Russie et Poutine sortent renforcés de l'épisode du "*coup d'Etat avorté*", les occidentaux considèrent qu'elle est plus faible et que Poutine a été "*humilié*".

A ce niveau-là, ce n'est plus de la mauvaise foi, de la propagande ou de la désinformation, ils ont explosé les limites du ridicule ou du grotesque, on ne pouvait pas imaginer pire pour finir de se décrédibiliser auprès de la population, c'est carrément suicidaire. Bravo, continuez !

Russie : le pire est à venir - Courrier international 28 juin 2023

Courrier international se fait le relais des médias occidentaux désabusés.

Poutine tente de réaffirmer son autorité devant les Russes - Courrier international 27 juin 2023

Poutine s'est en outre félicité que "*des personnalités publiques, des partis politiques et des organisations religieuses aient adopté une position ferme en faveur de l'ordre constitutionnel*".

Pour El País, le maître du Kremlin a surtout profité de l'allocution pour "*se lancer des fleurs*"... Il a également "*répété la propagande du Kremlin*", selon laqu

Avec ce discours, Poutine a "*essayé de reprendre le contrôle d'une nation ébranlée et de dissiper les inquiétudes selon lesquelles la rébellion avait révélé des failles profondes dans la sécurité de la Russie*", analyse pour sa part le Washington Post.

Interrogé par Al-Jazeera, l'expert de la Russie Pavel Felgenhauer estime qu'en dépit de son "*discours de victoire destiné au peuple russe*", Poutine n'est pas sorti d'affaire. Il relève

notamment que Poutine "*a appelé les combattants de Wagner à rejoindre l'armée – mais ils ne le font pas*".

"*Ils sont toujours là, avec leurs armes, ils sont bien organisés, et sont actuellement les meilleurs combattants du pays. Difficile de savoir quelle sera leur prochaine initiative*", observe l'expert. "*Pour l'instant, ils se sentent probablement menacés. Mais ils n'ont pas disparu*." Courrier international 27 juin 2023

J-C – Quel délire ! Ils sont aux abois manifestement, et non Poutine ou la Russie.

Afrique : Nouvelles sanctions des Etats-Unis contre les activités de Wagner en Centrafrique et au Mali - 20 Minutes 28 juin 2023

Washington tente une nouvelle fois de lutter contre l'influence de Wagner et de Moscou en Afrique. Les Etats-Unis ont pour cela annoncé mardi de nouvelles sanctions contre les activités du groupe de mercenaires russe en Centrafrique mais aussi au Mali, quelques jours après une mutinerie avortée de son chef Evguéni Prigojine. ***AFP/20 Minutes 28 juin 2023***

Fermez le banc ou fin de la *"révolte d'opérette"* (Spiegel).

Mutinerie de la SMP Wagner : le FSB classe l'affaire - RT France 27 juin 2023

Le Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie a annoncé ce 27 juin avoir mis fin à la procédure pénale contre la SMP Wagner. RT France 27 juin 2023

Rébellion Wagner : la Garde nationale russe annonce qu'elle va s'équiper de chars - RT France 27 juin 2023

La Garde nationale russe, l'une des formations chargées de la sécurité de l'Etat, va recevoir des chars et d'autres équipements lourds, a annoncé le général Solotov, trois jours après la rébellion avortée du groupe paramilitaire russe Wagner. RT France 27 juin 2023

Vladimir Poutine a félicité au Kremlin les militaires russes engagés face à la mutinerie Wagner - RT France 27 juin 2023

Plusieurs centaines de responsables de la sécurité et de militaires ont été réunis au Kremlin. Poutine a salué leur action lors de la rébellion de la SMP Wagner. RT France 27 juin 2023

Désinformation. La position de la Chine n'a pas varié d'un millimètre.

Guerre en Ukraine : la Chine pas opposée à une restitution de la Crimée à Kiev - BFMTV 28 juin 2023

J-C - Il s'agit d'une surinterprétation malveillante de BFMTV. Qu'a dit réellement Fu Cong, le chef de la mission chinoise au sein de l'UE, dans une interview accordée à plusieurs médias dont Al Jazeera :

BFMTV - Questionné sur la reconquête d'autres régions actuellement occupées par les autorités russes, le haut diplomate chinois a répondu "*ne pas voir pourquoi*" Pékin ne soutiendrait pas Kiev.

"*Nous respectons l'intégrité territoriale de tous les pays. Lorsque la Chine a établi des relations avec l'ex-Union soviétique, c'est ce que nous avons convenu. Mais comme je l'ai dit, ce sont des questions historiques qui doivent être négociées et résolues par la Russie et l'Ukraine et c'est ce que nous défendons*", a ajouté Fu Cong.

J-C - Il en est resté à la position adoptée par la Chine depuis le 24 février 2022. Mieux. BFMTV n'a pas reproduit la suite de l'article d'Al Jazeera, et pour cause :

BFMTV - La Chine n'a pas officiellement condamné le Kremlin pour l'invasion de l'Ukraine en février 2022 et, après que des combattants mercenaires russes ont menacé d'organiser une rébellion à grande échelle à Moscou au cours du week-end, l'alliance de la Chine avec Vladimir Poutine reste forte.

"*En tant que voisin amical de la Russie et partenaire stratégique global de coordination pour la nouvelle ère, la Chine soutient la Russie dans le maintien de la stabilité nationale et la réalisation du développement et de la prospérité*", a déclaré le ministère chinois des affaires étrangères dans un communiqué lundi, minimisant la mutinerie inattendue menée par le patron de Wagner, Evgeny Prigozhin, comme une "*affaire interne*".

L'ambassadeur Fu a défendu la position de la Chine sur l'Ukraine, affirmant qu'elle "*a été très claire*". BFMTV 28 juin 2023

Pendant que les représentants de l'Occident vocifèrent, la Russie et la Chine renforcent leur coopération.

Lavrov : «*La Russie et la Chine offrent une alternative à la domination mondiale de l'Occident*» - RT France 27 juin 2023

Le 26 juin à l'occasion de la 8e conférence internationale consacrée à la coopération sino-russe, Sergueï Lavrov a rappelé l'importance capitale de ce partenariat stratégique pour la Russie dans un contexte international en pleine mutation.

Moscou et Pékin «contribuent à la formation des conditions d'un ordre mondial multipolaire», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Les deux alliés offrent «*une alternative constructive à la politique de l'Occident*» a-t-il ajouté, «*en prenant en compte les intérêts de tous les États, l'identité culturelle et civilisationnelle de tous les peuples*».

Cette allocution du chef de la diplomatie russe a été diffusée le 26 juin, à l'occasion de la huitième conférence internationale «*Russie et Chine : la coopération à une nouvelle ère*». Cet événement, qui se tenait à Pékin, était organisé conjointement par le Conseil russe des relations internationales (RIAC), un think tank rattaché au ministère russe des Affaires étrangères, et par l'Académie chinoise des sciences sociales.

«*Depuis longtemps, l'Occident ignore volontairement les intérêts vitaux de la Russie dans les espaces européen et eurasiatique et crée des menaces à [leur]s traditions et [leur] culture*», a déclaré le diplomate, estimant que le partenariat sino-russe «*contribuera[it] de manière visible à la mise en place des fondements d'un ordre international plus stable et plus juste sans subir aucune hégémonie ni pratiques néocoloniales*».

Le partenariat sino-russe s'est considérablement renforcé ces derniers temps, notamment après la visite en mars à Moscou du président chinois Xi Jinping. Un point qu'a souligné Serguei Lavrov en rappelant que le développement «*d'un partenariat global et d'une interaction stratégique*» avec son voisin chinois demeurait «*l'une des priorités absolues*» de la diplomatie russe. RT France 27 juin 2023

La causerie « *spéciale* Russie » du 25 au 27 juin 2023

Le 27 juin 2023.

Le biais ou la fausse info de l'AFP répétée en boucle, qui sert à justifier la manière dont les médias corrompus occidentaux ont traité la situation en Russie depuis le 24 juin 2023

- Le groupe Wagner a été créé par Yevgeny Prigozhin en 2014. Non, en réalité il a été créé par Poutine.

Qu'a dit Poutine lundi soir 26 juin 2023 en s'adressant à la télévision aux citoyens de la Fédération de Russie ?

Outre le récit de « *la rébellion de la SMP Wagner* » et sa résolution : « *C'est l'état d'esprit patriotique de la population qui a joué un rôle essentiel ces jours-ci* », qui a permis de surmonter « *une épreuve particulièrement difficile pour notre pays* », a conclu Vladimir Poutine. RT France 26 juin 2023

« *Aujourd'hui, je m'adresse à tous les citoyens russes. Je vous remercie pour votre endurance, votre solidarité et votre patriotisme. Cette solidarité citoyenne a démontré que tout chantage, toute tentative de créer des troubles internes est vouée à l'échec* » fr.sputniknews.africa 26 juin 2023

L'Occident a transformé l'Ukraine en cellule terroriste, selon Moscou - fr.sputniknews.africa 26 juin 2023

Les pays occidentaux ont nourri Kiev et ses soutiens néonazis pour mieux s'en prendre à la Russie, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères. L'Occident a si bien alimenté la crise qu'elle a désormais une portée mondiale.

Le marchepied idéal. L'Occident s'est servi de l'Ukraine pour mener une guerre "*hybride*" contre la Russie, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. Washington, Londres et leurs alliés ont assumé ce rôle, en fournissant des armes et des renseignements à Kiev, afin de cibler des citoyens russes et des infrastructures civiles en Russie.

"*Les Occidentaux ont choisi l'Ukraine comme tremplin et instrument de lutte armée contre notre pays, après avoir nourri un régime néonazi à Kiev et transformé l'Ukraine en une nouvelle cellule terroriste internationale*", a ainsi déclaré le ministère des Affaires étrangères.

Par leurs efforts, les Occidentaux ont donné au conflit une portée mondiale, qui déteint sur de nombreuses autres régions, de l'Afrique à l'Amérique latine. L'Occident a ainsi sacrifié les perspectives de coopération mondiale dans divers domaines, au profit de ses ambitions et pour maintenir son hégémonie, note encore le ministère. fr.sputniknews.africa 26 juin 2023

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou s'est rendu au QG du groupement «*Zapad*» - RT France 26 juin 2023

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a inspecté le poste de commandement avancé du groupement Ouest des forces russes engagées sur le front ukrainien.

Il s'agit de la première apparition officielle du ministre de la Défense depuis la mutinerie de la SMP Wagner, qui contestait son autorité. La confiance envers le ministre russe de la Défense reste inchangée, a indiqué Dmitri Peskov au soir du 24 juin, une fois que l'accord avec Evguéni Prigojine avait été obtenu par le Président biélorusse Loukachenko. RT France 26 juin 2023

A peine croyable, ils ne vont pas s'en remettre.

La Russie donne l'image d'un retour à la normale après la rébellion de Wagner - France 24 26 juin 2023

Rien que cela !

Wagner en Russie : coup d'Etat manqué, et maintenant ? - France 24 26 juin 2023
En désespoir de cause, France(dés)Info joue tout seul les prolongations !

- Rébellion de Wagner : pourquoi les chefs de guerre russes Sergueï Choïgou et Valeriy Guerassimov sont dans le viseur d'Evguéni Prigojine - francetvinfo.fr 27 juin 2023

Seul comme Evgueni Prigojine !

- En Russie, Evgueni Prigojine s'est « *rendu compte qu'il était tout seul* » à vouloir marcher sur Moscou - Le HuffPost 27 juin 2023

Le Général de salle de rédaction François Chauvancy, docteur en sciences de l'information et de la communication et consultant en géopolitique, revient pour Le HuffPost...

François Chauvancy- "*Pour l'instant on est donc dans un retour à la normalité en termes de communication, comme si rien ne s'était réellement passé.*" "*Personne ne connaît vraiment Prigojine en Russie.*" Le HuffPost 27 juin 2023

Peu importe et dommage !

En Russie, la rébellion d'Evguéni Prigojine a affaibli Vladimir Poutine et son clan comme jamais - Le HuffPost 27 juin 2023

Nicolas Tenzer, directeur de la publication de Desk Russie et enseignant à Sciences-Po, interrogé par Le HuffPost.

Nicolas Tenzer - « *Pour l'heure, ce ne sont que des hypothèses, et rien ne dit que son clan va chercher à le* (Poutine - J-C) *renverser* » Le HuffPost 27 juin 2023

Ouf, quel soulagement !

Le chef de Wagner assure que l'objectif de la rébellion n'était pas de renverser le pouvoir russe BFMTV 26 juin 2023

Même pas un ! C'était juste une simulation pour observer la réaction des uns et des autres.

"*Nous n'avons pas tué un seul soldat sur le terrain*": le premier message audio d'Evguéni Prigojine en exil - Le HuffPost 26 juin 2023

Dans un message sonore de 11 minutes, le fondateur de la milice Wagner, Evguéni Prigojine, explique que l'objectif de sa marche vers Moscou n'était pas de renverser le pouvoir russe et de tuer des soldats de l'armée, mais de "*sauver Wagner*". Selon lui, le groupe paramilitaire devait cesser d'exister le 1er juillet. Le HuffPost 26 juin 2023

J-C – Démenti à lire plus loin du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Et la palme du grotesque dans la catégorie chef d'Etat revient à Biden. Sinon cela se saurait !

Rébellion avortée de Wagner: Joe Biden assure que les Occidentaux n'étaient "*pas impliqués"* - BFMTV 27 juin 2023

Quelques heures plus tôt ses vassaux avaient préféré la mettre en veilleuse.

Prudence de l'UE sur les conséquences de la rébellion de Wagner en Russie - Euronews 26 juin 2023

La palme du fanatisme débridé dans la catégorie média revient à Yahoo.

Rébellion de Wagner en Russie : "*Prigojine contre Poutine, c'est un bras de fer entre deux mafieux*" - Yahoo 26 juin 2023

Pour le général Dominique Trinquand, spécialiste des relations internationales, la rébellion du groupe Wagner menée par Evgueni Prigojine est "*une attaque contre le président Poutine lui-même*". Quant aux motivations des rebelles, il estime qu'elles sont pilotées par "*de vrais opposants au président Poutine*". Yahoo 26 juin 2023

Le dépit et pas de bol, l'Occident est totalement décrédibilisé en Afrique.

Groupe Wagner en Afrique : pourquoi il n'y a pas eu d'opposition efficace à la présence des mercenaires - The Conversation 26 juin 2023

Il n'y aura probablement pas non plus de mobilisation internationale efficace contre Wagner. En effet, la condamnation de l'Occident resterait lettre morte, voire se retournerait contre lui. Comme l'a récemment observé Joseph Sany, un expert réputé en matière de construction de la paix à l'Institut américain de la paix, *"la condamnation par l'Occident de la violence et de la corruption immorales de la Russie est inaudible, parce qu'elle est teintée d'hypocrisie en raison du passé de l'Occident sur le continent"*.

La seule grande puissance extérieure qui compte pour l'Afrique est la Chine. Mais, à mon avis, la Chine ne jouera aucun rôle pour contenir Wagner. Pour l'instant, du moins, la guerre d'Ukraine a fait de la Russie et de la Chine des pays alliés. En outre, la Chine a des intérêts commerciaux importants, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en minerais des États africains francophones et lusophones. The Conversation 26 juin 2023

L'image de la Russie reste «inchangée» en Afrique après la mutinerie Wagner, garantit Lavrov - RT France 26 juin 2023

La rébellion de Wagner ne changera rien aux relations entre la Russie et ses amis, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans une interview exclusive accordée à RT. «*J'ai reçu plusieurs appels de solidarité, y compris de mes collègues africains*», a-t-il

ajouté, rejetant l'hypothèse que l'image de la Russie soit détériorée en Afrique à la suite de la mutinerie Wagner.

Des instructeurs militaires russes œuvrent en Afrique, «*ce travail va bien sûr continuer*» a-t-il par ailleurs déclaré. Aussi a-t-il estimé que l'Europe et la France «*ayant abandonné la République centrafricaine et le Mali*», ces pays se sont tournés vers la Russie et Wagner pour avoir des instructeurs militaires et «*assurer la sécurité de leurs dirigeants*». RT France 26 juin 2023

Rébellion de Wagner : Le groupe va continuer ses opérations au Mali et en Centrafrique, assure Lavrov - AFP/20 Minutes 26 juin 2023

Le groupe paramilitaire Wagner va continuer d'opérer au Mali et en Centrafrique, a assuré ce lundi le chef de la diplomatie russe, qui affirme en outre que la rébellion de cette organisation en Russie n'affectera pas la relation entre Moscou et ses alliés. Les membres de Wagner travaillent au Mali et en République centrafricaine « *comme instructeurs. Ce travail va bien sûr continuer* », a déclaré Sergueï Lavrov dans un entretien à la chaîne RT. AFP/20 Minutes 26 juin 2023

Le 26 juin 2023.

Ils y ont tous cru aveuglément ! Ils s'y sont brûlés les ailes. On ne s'en lasse pas !

J-C - Tous les acteurs politiques occidentaux ainsi que les médias mainstream vont s'être encore ridiculisés à la face du monde dans cette histoire. Devinez à qui elle profite : La Russie et Poutine en particulier.

BFMTV - Pour l'invité de BFMTV, Marat Gabidullin, ancien membre du groupe paramilitaire Wagner, Prigojine "*a un peu exagéré*". "*Il a essayé de jouer contre les règles*." "*Evguéni Prigojine a fait les choses beaucoup trop vite, il est devenu incontrôlable*" BFMTV 26 juin 2023

Emmanuel Macron ce dimanche dans une interview au quotidien La Provence : "*La rébellion de Wagner montre les divisions qui existent au sein du camp russe, la fragilité à la fois de ses armées et de ses forces auxiliaires comme le groupe Wagner*".

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, avait également estimé ce dimanche que le coup de force avorté du chef du groupe Wagner, Evguéni Prigojine, révèle des "*fissures réelles*" atteignant le président Vladimir Poutine. BFMTV 25 juin 2023

Capital - Dans une interview exclusive accordée au Point, Olivier de Bavinchove, général de corps d'armée (2S) : Avec une absence de perspectives et une préparation accrue grâce aux combats menés en Ukraine, les miliciens Wagner ne craignent rien, "*pas même la mort*". Sous la direction "*charismatique*" de leur chef, Evgueni Prigojine, qui partage leur langage et leur passé carcéral, ils représentent une force redoutable, affirme le militaire. (25.000 hommes

face à la police, l'armée, les services de renseignement de la Russie, c'est plutôt léger, non ? – J-C)

Olivier de Bavinchove souligne que la rébellion de la milice Wagner ne peut être considérée comme "*une aventure d'une nuit*". (Là il a pris ses désirs pour la réalité ! - J-C) D'après lui, les conséquences immédiates de cet événement sont inévitables et auront un impact significatif sur le cours de la guerre. (Peut-être, mais pas celui auquel il pense, quel crétin ! La suite le confirme magistralement, un vrai régal - J-C)

Prigojine parviendra-t-il à rallier des forces loyales au régime à sa cause ? Détient-il des otages de grande valeur, tels que le chef d'état-major Vitali Guerassimov ou le ministre de la Défense Sergueï Choïgou ? Le militaire se demande aussi quelle sera la réaction du chef d'état-major général ukrainien, Zaloujny, dans les jours à venir. (Il n'y aura pas de ralliement, pas d'otages pas de "*jours à venir*", que dal, la charlatanerie du général est démasquée ! Le malheureux général deux étoiles n'en méritait pas une troisième décidément, il terminait en formulant un vœu, creux évidemment. - J-C)

Enfin, il souligne que la population russe, qui avait tendance à ignorer la réalité de la guerre en Ukraine, est désormais confrontée à son spectre sur son propre territoire. La guerre autrefois "*expéditionnaire*" prend désormais les traits d'une guerre civile. Capital 25 juin 2023

Courrier international - "*La courte rébellion armée a exposé de profondes faiblesses au sein du Kremlin et ébranlé le règne de Vladimir Poutine comme jamais auparavant*", affirme NBC News. Une analyse partagée par l'essentiel des médias américains.

"*L'accord a stoppé le problème urgent de l'avancée de Prigojine sur Moscou […] Il ne dirige plus le groupe Warner directement mais il est aussi à l'extérieur de la Russie, en dehors du contrôle immédiat de Poutine*", explique au *Washington Post* Joseph Dresen du think tank Wilson Center. (Tout faux. Il ne l'a jamais dirigé "*directement*", il en était le communiquant uniquement. Et puis c'est à croire que l'armée russe se serait soudainement volatilisée, quelle connerie franchement ! - J-C)

Parlant d'un "*prétendu accord*", CNN s'interroge sur la crédibilité de ce qui est rapporté par les services de presse des présidences russes et biélorusses. On ne sait toujours pas où se trouve M. Prigojine et il n'a rien commenté pour l'instant, rappelle la chaîne. (Ils ont été roulés dans la farine ou ils savaient de quoi il retournait, mais ils ne pouvaient pas le dire ! Bref, la comédie est terminée, Poutine compte les points et se marre assurément au regard de ces réactions, un coup de maître en matière de stratégie et de propagande ! Leur délire ne s'arrête pas là, les voilà qu'ils se mettent à rêver à haute voix, ils se voient déjà expulser la Russie d'Afrique ! J-C)

La situation précaire de Wagner représente une "*opportunité*" pour les États-Unis, fait remarquer Politico. Le groupe opère en Afrique et au Moyen-Orient. S'il devait quitter ces régions, cela pourrait "*créer une ouverture pour un raid diplomatique américain*" et pour chercher comment "*combler le vide de pouvoir qui en résultera et regagner de l'influence dans ces domaines*". De toute façon, "*si les États-Unis et d'autres pays occidentaux n'interviennent pas, d'autres acteurs le feront*", prédit le site, citant l'État islamique et Al-

Qaida. (Ces prédateurs se lâchent en témoignant leur réelle intention impériale, interdire à quiconque de leur faire de la concurrence sur le marché mondial, leur chasse gardée. – J-C) Courrier international 26 juin 2023

Rébellion de Wagner: la Chine dit soutenir les efforts de la Russie pour "*protéger la stabilité*" du pays - BFMTV 26 juin 2023

Pékin a réagi ce dimanche pour la première fois après la rébellion avortée du groupe paramilitaie russe Wagner. La Chine estime que les événements constituent une "*affaire intérieure*". BFMTV 26 juin 2023

Rébellion de Wagner: la Corée du Nord exprime son soutien à la Russie - BFMTV 26 juin 2023

Au lendemain de la mutinerie du groupe Wagner en Russie, la Corée du Nord apporte son soutien à Vladimir Poutine ce dimanche. BFMTV 26 juin 2023

Ils ont la défaite amère !

Guerre en Ukraine : après la rébellion avortée de Wagner, Prigojine quitte la Russie en rock star - Le HuffPost 25 juin 2023

Ils ne peuvent pas cacher leur déception.

Wagner: au lendemain de sa rébellion avortée, Evguéni Prigojine se fait très discret - BFMTV 25 juin 2023

Tiens, les voilà plus raisonnables.

Rébellion de Wagner: Sergueï Choïgou et Valeri Guerassimov, les fusibles de Vladimir Poutine? - BFMTV 26 juin 2023

C'est à l'Agence Française de Propagande que revient la palme d'or de la désinformation.

Russie : soulagement après le retrait de rebelles de Wagner "*respectés*" AFP. 25 juin 2023

Toute la journée, des hommes de Wagner au visage dissimulé ont patrouillé à Rostov en maîtres des lieux, fusil d'assaut en bandoulière, tandis que leur chef, Evguéni Prigojine, prenait ses quartiers au siège de l'armée qu'il a dit avoir pris "*sans tirer un coup de feu*". (Tiens donc ! - J-C)

Les habitants, qui sont nombreux à être restés cloîtrés chez eux samedi à l'appel des autorités locales, profitent désormais du soleil en déambulant dans les allées boisées. (Bon dimanche et que la paix soit avec vous ! - J-C)

Si les habitants disent avoir été surpris par l'arrivée de Wagner et sont nombreux à se dire soulagés après le départ des mercenaires, certains ne cachent pas leur soutien pour les combattants de ce groupe qui a participé à l'offensive de Moscou en Ukraine, notamment à la désormais célèbre bataille de Bakhmout, ville de l'est de l'Ukraine dévastée par des mois de combats. (L'AFP n'a pas pu cacher que si beaucoup de Russes appréciaient les combattants de Wagner, ce qui était justifié de fait, en revanche ils leur reprochaient de s'en être pris à l'armée régulière ou de ne pas avoir réglé leur "*différent*" autrement ou en eux. C'est ce qui ressort de ces témoignages. - J-C)

AFP - Lorsqu'ils ont entamé leur retrait de Rostov samedi soir, les combattants de Wagner ont été applaudis par des dizaines de personnes dans la rue.

"*Merci* !", "*Wagner* ! *Wagner* !", ont scandé des habitants, tandis que le patron du groupe, Evguéni Prigojine, comme une rock star, serrait des mains par la fenêtre de son 4x4 pris d'assaut par des jeunes qui l'acclamaient en le filmant. (« *Merci* » ne s'adressait pas à leur « *rébellion* », c'est là que l'AFP dérappe. – J-C)

Boris Koudriavtsev, un chauffeur de taxi à la retraite, ne cache pas son "*respect*" pour les membres de Wagner. "*Je les comprends un peu*", poursuit-il, tout en estimant qu'ils auraient dû régler leur différend avec l'armée russe autrement.

"*Ce n'est pas correct. Ils sont arrivés avec des armes, cela aurait pu être bien pire*", dit-il.

Depuis des mois, M. Prigojine s'en prend au ministre de la Défense et au chef de l'état-major de l'armée, qu'il accuse d'incompétence, se faisant l'écho de la frustration d'une partie de la population russe face aux difficultés de l'offensive en Ukraine.

Pour Anton, 33 ans, le groupe Wagner a agi "*correctement*", car "*ils défendent ce qui est juste et c'est ce qu'il faut faire*". (Qu'a-t-il dit d'autres Anton, l'AFP a extrait ce passage d'une phrase pour lui faire dire ce que l'AFP voulait, c'est de la manipulation grossière. – J-C)

"*Ces gars ont beaucoup fait pour notre pays*", ajoute-t-il. (Qui a dit le contraire ? – J-C) AFP 25 juin 2023

Ephémère !

Russie : la rébellion avortée de Prigojine a laissé des traces - Le HuffPost 26 juin 2023

Une quinzaine de maisons et plus de 10.000 m2 de chaussée ont été endommagées lors de la rébellion armée du groupe Wagner en Russie, ont annoncé ce dimanche 25 juin les autorités locales...

Ni Wagner, ni l'armée russe n'ont à ce stade communiqué officiellement sur d'éventuelles victimes liées à ces affrontements.

« *La restauration de la surface de la route à Rostov-sur-le-Don, endommagée lors du déplacement des colonnes d'équipements militaires du PMC Wagner autour de la ville, a commencé près du bâtiment du quartier général principal du district militaire sud* »

« *Les équipes commenceront à réparer les dégâts aujourd'hui. L'ensemble des travaux est prévu pour être achevé en deux jours* », a précisé le responsable. Le HuffPost 26 juin 2023

C'est du "*sérieux*", c'est BFMTV qui l'affirme. Qu'il soit permis d'en rire !

Rébellion de Wagner en Russie: les États-Unis au courant depuis deux semaines, selon des médias américains - BFMTV 25 juin 2023

Les médias américains The Washington Post et CNN, réputés pour leur sérieux, assurent, dans des articles parus samedi, que les renseignements américains étaient informés depuis deux semaines de la mutinerie en préparation du groupe Wagner. BFMTV 25 juin 2023

Le 25 juin 2023.

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

« *Rébellion armée en Russie* ». Ma version des faits.

Le Kremlin a fabriqué un faux ennemi dans ses rangs, de manière à encourager les opposants à Poutine à se manifester afin de mieux les contrôler ou les évincer des organes de pouvoir dans lesquels ils peuvent s'être infiltrés.

Bref, une opération interne d'épuration en quelque sorte, permettant au passage de cataloguer ou de compter ceux qui sont loyaux au régime et ceux qui ne le sont pas vraiment.

Les commentaires que j'ai envoyés à un blog et qui les a publiés aujourd'hui.

1 - Poker menteur et presque tout le monde était tombé dans le panneau, bravo !
Patati et patata, quand on passe son temps à refaire le monde entre quatre murs devant son écran d'ordinateur au lieu de militer sur le terrain ou de s'engager dans le combat politique pour le transformer, on se transforme inconsciemment en protagoniste d'un épisode de télé-réalité dans lequel on joue le rôle principal.

Même Erwan Castel avait raconté n'importe quoi, propos rapporté par un lecteur :

– "*En échange de cela, Prigozhin dissoudra probablement Wagner ou le transférera dans les unités de l'armée russe, quittant le poste de chef de son entreprise militaire*."

Avec le décalage horaire avec la France j'ai quelques heures de retard sur vous, car lorsque l'info est tombée qu'il s'agissait d'un coup de bluff du Kremlin je dormais déjà. Cela dit avant de fermer les yeux je m'étais repassé la situation, et j'en étais arrivé à la conclusion que l'annonce d'une rébellion de Prigozhin (Wagner) ne devait pas être prise au sérieux. Pourquoi ? Pardi, parce que j'avais en tête ce qu'avait écrit Thierry Meyssan dans un article du Réseau Voltaire, à savoir que c'était un commandant de l'armée russe qui dirigeait Wagner et non Prigozhin, ce dernier remplissant une fonction de communiquant civil, d'homme de paille, une façade pour permettre de proposer les services de la Russie sur le plan militaire à d'autres Etats, en Afrique principalement à l'heure actuelle, certes, un secret de polichinelle que les puissances occidentales n'ignoraient pas, qu'elles pouvaient dénoncer mais sans pouvoir aller trop loin puisqu'elles font exactement la même chose avec la CIA notamment ou la NED sur le plan de la propagande.

Du coup, je n'ai pas tenu compte des centaines de commentaires tous plus ou moins délirants qui ont été publiés hier dans la journée sur ce blog, et je me suis endormi tranquillement. Et ce matin au réveil, la baudruche s'est dégonflée et on va passer un bon dimanche, c'est ce que je vous souhaite.

2 - Un complément à mon précédent commentaire (en attente de modération). C'est marrant comment les lecteurs ont une si mauvaise mémoire.
Une précision déterminante sur Wagner à laquelle j'avais fait allusion dans mon commentaire:

La réorganisation des armées russes – Réseau Voltaire 2 juin 2023

https://www.voltairenet.org/article219391.html

– Enfin, il (Poutine – JCT) a créé, à titre expérimental, une armée privée, le Groupe Wagner, où il a pu tester diverses formes d'organisation.

Au cours des deux dernières années, Wagner a été commandé dans l'ombre par le colonel Dmitri Outkine, tandis que le cofondateur de cette société, le communiquant Evgueni Prigojine, captait tous les regards et les critiques. Réseau Voltaire 2 juin 2023

3 - Prigozhin, le vendeur de hot-dogs : Un vrai chef de guerre !

On se marre bien quand même, en faisant abstraction des cons qui ont cru un instant à leur histoire.

En France on a eu une histoire différente qui nous fait penser à celle-ci. Un pauvre type, un ex-barman nommé Antoine Daoust devenu fake-checker pour l'AFP, qui depuis a été démasqué. Les révélations de FranceSoir l'ont contraint à fermer son blog le 26 novembre 2022.

Le HuffPost - Evguéni Prigojine a passé neuf ans en détention à l'époque soviétique pour cambriolage, proxénétisme ou violences, comme le raconte Mediapart. Il sort en 1990, alors que l'URSS est en train de s'effondrer et profite de l'arrivée du capitalisme pour lancer une entreprise de vente de hot-dogs, avec succès.

Il monte ensuite en gamme, jusqu'à ouvrir un restaurant de luxe qui devient l'un des plus courus de Saint-Pétersbourg - Le HuffPost 25 juin 2023

Communiqué de presse de Evgueni Prigojine : Les combattants de Wagner font demi-tour - lemediaen442.fr 24 juin 2023

Les combattants de la société militaire privée « *Wagner* » ont commencé à se retirer et à retourner dans leurs camps de base, selon un communiqué de la presse du chef du groupe, Evgueni Prigojine, sur sa chaîne Telegram. *« Conscients de la responsabilité que représente le fait que du sang russe sera versé d'un côté ou de l'autre, nous faisons demi-tour et retournons dans nos camps de base* », a-t-il déclaré.

Plus tôt, le service de presse du président biélorusse Alexandre Loukachenko avait annoncé que Prigojine avait accepté l'offre du chef de la République de mettre fin à l'avancée de Wagner sur le territoire russe et de prendre des mesures pour désamorcer les tensions. Il a été précisé qu'une solution avantageuse et acceptable pour résoudre la situation était sur la table, avec des garanties de sécurité pour les combattants du groupe.

La nuit dernière, le Centre des relations publiques du FSB a annoncé que toutes les informations diffusées sur les réseaux sociaux au nom d'Evgueni Prigojine concernant les frappes de missiles et de bombes infligées par le ministère de la Défense contre la société militaire privée Wagner étaient fausses et constituaient une provocation informationnelle. Le ministère de la Défense a également fait une déclaration similaire. Le département d'enquête du FSB a ouvert une enquête criminelle contre Evgueni Prigojine en vertu de l'article 279 du Code pénal (« *Organisation d'une insurrection armée* »).

Le président Vladimir Poutine, dans son discours à la nation, a déclaré que tous les responsables de la tentative d'insurrection seraient inévitablement punis et répondraient devant la loi et le peuple. Il a également souligné que des mesures décisives seraient prises pour stabiliser la situation à Rostov-sur-le-Don, où le travail des organes civils et militaires est effectivement bloqué.

Les pays occidentaux et l'Ukraine se sont réjouis de cette situation, mais elle n'aura duré qu'une courte journée. lemediaen442.fr 24 juin 2023

Le Président biélorusse Loukachenko obtient de Prigojine la retraite de la SMP Wagner - RT France 24 juin 2023

Le chef de la SMP Wagner, Evguéni Prigojine, a accepté la proposition du président biélorusse Alexandre Loukachenko d'arrêter l'avancée des combattants de son groupe à travers la Russie, a rapporté Minsk.

Evguéni Prigojine a accepté, le 24 juin en début de soirée, la proposition du président biélorusse Alexandre Loukachenko de «*stopper le mouvement des gens en armes de la société Wagner sur le territoire russe et d'amorcer une désescalade des tensions, en échange de garanties de sécurité pour les combattants de la SMP Wagner*» ont rapporté les services de la présidence biélorusse.

Evguéni Prigojine partira en Biélorussie, a indiqué le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov plus tard dans la soirée. L'enquête pénale contre lui est close, a-t-il ensuite précisé, saluant que la situation avait été résolue sans pertes supplémentaires grâce à l'action de Loukachenko, qui connait Prigojine «*depuis vingt ans*».

Minsk a indiqué que c'est avec «*l'aval du président russe*», avec qui il s'était entretenu le matin du 24 juin, que le président de la Biélorussie a tenu des pourparlers avec le chef de la société militaire privée Wagner. «*Les négociations ont duré toute la journée*», ont précisé les services du Président Loukachenko, avant de déboucher «*sur le constat commun qu'un massacre sanglant sur le territoire russe est inadmissible*». RT France 24 juin 2023

Et la désinformation habituelle ou les médias à éviter, à ne jamais croire sur parole. Ils s'y voyaient déjà, la Russie n'a jamais été aussi forte depuis la fin de l'URSS.

Russie: Evguéni Prigojine, l'imprévisible patron de Wagner qui défie Vladimir Poutine - BFMTV 24 juin 2023

Rébellion de Wagner : « *Prigojine veut chasser Poutine du Kremlin* » - LePoint.fr 24 juin 2023

Rébellion armée en Russie : le groupe Wagner en route vers Moscou - France 24 24 juin 2023

Russie: les combattants de Wagner ne se "*rendront pas*", lance son chef Evguéni Prigojine - BFMTV 24 juin 2023

Evguéni Prigojine affirme que Vladimir Poutine a "*tort*" de l'accuser de trahison et affirme que les combattants de Wagner "*ne se rendront pas*".

Avant la rébellion de Prigojine, ces insurrections qui ont failli conduire à la chute du Kremlin - Le HuffPost 24 juin 2023

En Russie, la rébellion du chef de Wagner Evguéni Prigojine « *déstabilise le régime* », pour Natalia Pouzyreff - Le HuffPost 24 juin 2023

“*La fin pour Poutine*”, un “*retour de bâton*”, une “*menace mortelle*” : l’Europe réagit à la rébellion armée de Wagner - courrierinternational.com 24 juin 2023

Rébellion de la milice Wagner: pour les Ukrainiens, "*c'est le destin qui est en train de basculer*", affirme Bernard-Henri Lévy - BFMTV 24 juin 2023

"*Fenêtre d'opportunité*", "*très bonne chose*": l'Ukraine se réjouit de la rébellion de Wagner - BFMTV 24 juin 2023

Rébellion avortée de Wagner : le Kremlin annonce qu'Evguéni Prigojine va partir au Bélarus - BFMTV 24 juin 2023

Volodymyr Zelensky : "*La faiblesse de la Russie est évidente. Une faiblesse totale*" - euronews 24 juin 2023

Quand l'Etat juif cautionne la propagande nazie.

«*Personne n'a le droit à de tels héros*» : Zakharova recadre l’ambassadeur israélien à Kiev - RT France 23 juin 2023

La porte-parole de la diplomatie russe a vertement tancé l’ambassadeur israélien à Kiev. Ce dernier avait déclaré que le soutien de l’Etat hébreu à Kiev ne devait pas pâtir du fait que des responsables de la Shoah y soient érigés en héros.

«*Etes-vous sûrs de n'avoir rien manqué ?*» Sur sa chaîne Telegram, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a interpellé le 22 juin le représentant israélien à Kiev, Michael Brodsky. «*Il faut se souvenir de l'Holocauste non seulement parce qu'il a eu lieu autrefois, mais aussi pour qu'il ne se reproduise plus jamais», a poursuivi la diplomate, «pas seulement envers une nationalité ou une religion, mais envers tout le monde*».

Dans une interview accordée plus tôt cette semaine à Iton TV, chaîne de télévision israélienne en langue russe, Michael Brodsky avait déclaré qu’il était «*impossible d’arrêter*» le fait que l’Ukraine glorifiait les dirigeants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) en tant que héros nationaux «*si nous regardons les choses de manière réaliste*».

«Bien sûr, nous n'aimons pas ces héros, mais pour la majorité des Ukrainiens, ce sont des héros qui se sont battus pour l'indépendance», a ajouté l’ambassadeur israélien. Dès lors, celui-ci a estimé qu’il «*serait incorrect de conditionner notre soutien à l'Ukraine […] en exigeant que l'Ukraine cesse de renommer les rues ou cesse de nommer Bandera ou Melnik comme héros*.»

«*C'est absolument blasphématoire*», fustige Zakharova

«*Personne n'a le droit à de tels héros. Parce que ce ne sont pas des héros, ce sont des créatures de l'enfer, et ce n'est pas une identité mais une honte pour le peuple ukrainien. C'est*

la glorification du nazisme», a rétorqué la diplomate russe, qui a qualifié d'«*absolument blasphématoire*» le raisonnement du diplomate israélien.

«*De la même façon, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, la société allemande était également à la recherche de son identité et de ses héros*», a-t-elle également noté, soulignant qu'entre 1941 et 1943 près d'1,4 million de juifs avaient été tués en Ukraine. Maria Zakharova a aussi rappelé les massacres de dizaines de milliers de Polonais, perpétrés en Volhynie et en Galice orientale, par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), la branche militaire de l'OUN dirigée notamment par Roman Choukhevytch et Stepan Bandera.

«*C'est ainsi que raisonnaient ceux qui ont financé Hitler dans les années 1930. D'ailleurs, principalement les Anglo-Saxons*», a-t-elle poursuivi. Avant de conclure : «*Si les soldats soviétiques avaient raisonné de cette façon, il n'y aurait tout simplement pas de Brodsky aujourd'hui ni de souvenir de l'Holocauste.*» RT France 23 juin 2023

En complément.

L'emblème d'une division SS n'est pas un signe nazi, selon la Cour suprême ukrainienne 6 décembre 2022

https://francais.rt.com/international/102843-embleme-d-division-ss-n-est-pas-signe-nazi-selon-cour-supreme-ukrainienne

Amazon propose des articles estampillés aux couleurs de combattants néonazis ukrainiens 14 mars 2022

https://francais.rt.com/economie/97099-amazon-propose-articles-estampilles-couleurs-combattants-neonazis-ukrainiens

---

L'ambassadeur d'Israël à Kiev accepte la glorification du nazisme, Maria Zakharova dénonce le silence des associations juives - lemediaen442.fr 23 juin 2023

Dans un silence assourdissant, un tournant des plus macabres vient d'être annoncé par un haut fonctionnaire israélien. Le 22 juin 2023, le ministère russe des Affaires étrangères, par le biais de sa porte-parole Maria Zakharova, a publié une déclaration cinglante où elle s'en prend vivement à l'ambassadeur israélien en Ukraine, Mikhail Brodsky. Ce dernier s'accommode de ceux qui glorifient Stepan Bandera, chef nationaliste nazi ukrainien.

L'indignation de la responsable russe fait suite à une interview accordée à la chaîne ITON-TV, dans laquelle le diplomate israélien, tout en reconnaissant que les dirigeants nationalistes ukrainiens Bandera, Shukhevych et Melnyk avaient soutenu l'idéologie nazie, souligne que leurs opinions différaient de celles de la majorité des Ukrainiens.
« *Baser notre soutien à l'Ukraine et notre aide à l'Ukraine sur le fait que l'Ukraine cesse de renommer ses rues ou de considérer Bandera ou Melnyk comme des héros serait erroné.*

Parce que si l'on regarde objectivement les choses, cela n'arrivera certainement pas », a déclaré Brodsky.

Dans ses commentaires, Maria Zakharova a souligné que l'ambassadeur israélien, natif de Leningrad ayant survécu au siège, a accusé Mikhail Brodsky de blasphème.

« *Si selon Mikhail Brodsky, Kiev a le droit à de tels héros et à une telle identité, alors c'est un problème pour le ministère des Affaires étrangères d'Israël. Personne n'a le droit à de tels héros. Parce qu'il ne s'agit pas de héros, mais de créatures immondes, une honte pour le peuple ukrainien. C'est la glorification du nazisme. Et dire qu'on ne peut rien y faire est tout simplement un blasphème. C'est ainsi que raisonnaient ceux qui ont financé Hitler dans les années 1930, principalement les anglo-saxons.* »

L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN – interdite dans la Fédération de Russie), dirigée par Stepan Bandera, s'était fixé comme objectif le meurtre de Juifs. Et en conséquence, environ 1,4 million de personnes ont été tuées dans l'Ukraine occupée par les nazis avec le soutien des nationalistes ukrainiens. « *De quel genre de « héros » peut parler Mikhail Brodsky ?* » se demande Zakharova.

Outrée par les propos de l'ambassadeur, la porte-parole est tout aussi critique contre les associations juives qui semblent accepter la situation :

« *Pas une seule organisation de défense de la mémoire des victimes de l'Holocauste n'a bougé un sourcil. Hé, vous qui recevez des milliards de soutien pour maintenir le sujet à flot, êtes-vous sûr de n'avoir rien raté ? L'Holocauste doit être rappelé non seulement parce que c'est arrivé, mais aussi pour que cela ne se reproduise jamais.* »

Face aux propos lunaire de l'ambassadeur, la porte-parole Maria Zakharova conclura :

« Si les soldats soviétiques avaient eu de tels raisonnements, il n'y aurait tout simplement pas eu de Brodsky aujourd'hui, ni de souvenir de l'Holocauste. »

Du côté de la France, les propos de Mikhail Brodsky, qui entretient une collaboration consciente avec ceux qui vénèrent les nazis, n'ont curieusement pas donné lieu à une condamnation de la part de la LICRA, de SOS Racisme, du CRIF, de l'UEJF ou de toute autre association antiraciste. Nous rappelons les propos du rabbin (et journaliste) Mikhail Finkel interviewé sur 9TV qui dira :

« *Les héros de l'Ukraine sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré :* "Tous les Juifs doivent être exterminés", *sans oublier Bogdan Khmelnitski, qui a tué 300 000 Juifs. Chaque année à Kiev, il y avait un défilé de la division SS* "Galicie". *Ce sont des racailles ! C'est un régime néo-nazi. La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les bandéristes et les pétliouristes.* »

La devise des nationalistes ukrainiens, collaborateurs nazis de Bandera, affichaient dans les rues de Kiev en 1941 : *« Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins*. »

L'occident sombre dans l'horreur, non seulement en ne tirant pas les leçons du passé mais en faisant preuve d'une collaboration consciente avec les sinistres figures nazie

Grèce

J-C – Comme quoi ils n'ont tiré aucun enseignement politique depuis la guerre civile grecque de 1946 à 1949, la dictature des colonels de 1967 à 1974, et tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'à présent de « *droite* » ou de « *gauche* ».

On comprend que certains travailleurs ou militants désespèrent au regard d'un bilan aussi désastreux, il vaut pour tous les autres pays ou peuples. Il n'y a pas lieu si on s'en aux faits. On doit être parfaitement en état d'en comprendre les raisons pour corriger le tir, mais si on s'y refuse ou si on n'en est pas capable, on est voué à rester indéfiniment au point mort. A chacun de savoir ce qu'il veut vraiment.

Grèce : avec la majorité absolue aux législatives, Mitsotakis de nouveau Premier ministre - AFP 26 juin 2023

La Nouvelle-Démocratie (ND), au pouvoir de 2019 à fin mai, obtient 40,5% des voix, soit largement plus du double que son principal adversaire, la gauche Syriza emmenée par Alexis Tsipras, selon des résultats portant sur plus de 90% des bureaux de vote.

Syriza, qui a déjà subi un revers cinglant lors du premier scrutin il y a cinq semaines, ne recueille que 17,8% des suffrages, soit 2,2 points de moins que le 21 mai. Alexis Tsipras encaisse une nouvelle lourde défaite, après une gifle il y a cinq semaines lorsque Syriza était tombée à 20,07% des suffrages, soit une chute de plus de 11,5 points par rapport à 2019.

Ce résultat devrait assurer à la droite 158 sièges sur les 300 du Parlement monocaméral grec, selon des analystes.

Huit partis devraient franchir le seuil des 3% nécessaire pour entrer au Parlement, selon ces résultats partiels, dont le parti d'extrême droite "*Spartiates*", soutenu par un ancien cadre de la formation néo-nazie Aube dorée, Ilias Kassidiaris, qui purge actuellement une lourde peine de prison. AFP 26 juin 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 1er juillet 2023.

Abus de pouvoir. Ils savaient qu'ils vous empoisonnaient. En toute impunité évidemment.

Sodas light, chewing-gums : l'aspartame bientôt classé cancérogène - Yahoo 29 juin 2023

Cet édulcorant artificiel, l'un des plus courants au monde utilisé notamment dans le Coca-Cola light, devrait être répertorié le mois prochain comme "*probablement cancérogène pour l'homme*" par le Centre international de recherche sur le cancer, la branche de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé. Une annonce officielle qui devrait être faite le 14 juillet, selon les dernières informations divulguées. Yahoo 29 juin 2023

Quand des psychopathes vous soignent, votre santé est gravement menacée.

Australie : l'ecstasy et les champignons hallucinogènes autorisés comme médicament - LePoint.fr 30 juin 2023

L'Australie va permettre aux médecins d'utiliser ces drogues à des fins médicales à partir du 1er juillet. L'objectif : lutter contre les pathologies mentales.

Psychose collective. Quand le corps humain en comporte des milliards.

Les taies d'oreiller non lavées contiennent plus de bactéries que les sièges de toilette - Yahoo 29 juin 2023

Ils en sont bourrés, quelle découverte !

De nouveaux coronavirus découverts chez des chauves-souris au Royaume-Uni ! Ça m'intéresse 30 juin 2023

Ah ben merde alors, respirez, soufflez...

Le Japon se tourne vers les engrais d'origine humaine face à la poussée des prix - AFP 30 juin 2023

Ce n'est cependant qu'avec l'invasion russe en Ukraine, et la flambée du coût des engrais chimiques, que l'idée a gagné en popularité.

Malgré les machines pour absorber les odeurs, les effluves de l'installation de Miura trahissent l'origine de cet engrais, un problème également sensible dans les champs, reconnaît Nobuyoshi Fujiwara, 41 ans, gérant d'une exploitation agricole dans une ville voisine, "*nous ne pouvons pas l'utiliser dans les champs proches des habitations, car il y a des plaintes concernant l'odeur*".

J-C – L'idée est bonne, mais c'est le manque de moyen mis en œuvre pour éradiquer l'odeur qui fait défaut. Encore une histoire de fric qu'un gouvernement ouvrier résoudrait.

En famille financez l'industrie de guerre !

Le Sénat vote la création d'un « *livret d'épargne souveraineté* » pour « *soutenir l'industrie de défense* » - Publicsenat.fr 29 juin 2023

Pour répondre aux difficultés de financement des petites et moyennes entreprises du secteur de la défense, le Sénat a créé un « *livret d'épargne souveraineté* », dans le cadre de l'examen du projet de loi de programmation militaire 2024-2030.

Comme le livret A, il serait exonéré d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux.

Cette idée de nouveau livret d'épargne vient d'une proposition issue d'un rapport des sénateurs Pascal Allizard (LR) et Yannick Vaugrenard (PS).

Selon ce dernier, dans la période internationale actuelle, « *c'est important de faire comprendre à l'ensemble de nos concitoyens que des efforts seront nécessaires, par l'intermédiaire de l'épargne* », a défendu le socialiste. Pascal Allizard voit par ailleurs dans la création de ce livret « *une dimension pédagogique* » et « *même patriotique* ».

En famille avec les médias mainstream. Ils cautionnent ainsi la désinformation ou leur propagande.

Grève au « *JDD* » : la Nupes veut renforcer le statut des journalistes - LePoint.fr 28 juin 2023

Les différents groupes parlementaires de gauche, sous le sillage de Clémentine Autain, souhaitent proposer une loi pour éviter que ne se reproduise la situation du « *JDD* ». LePoint.fr 28 juin 2023

Clémentine Autain, Alexis Corbière ou Éric Coquerel ont signé une tribune pour soutenir Le Journal du dimanche. Ils se sont également rendus à la soirée de soutien organisée par RSF. Pour Éric Coquerel, député LFI, il fallait signer la pétition, même si "*le texte, peut être, n'est pas parfait*", et "*en même temps, être présent au meeting*" de mardi soir. Un député LFI, qui veut rester anonyme, confirme à France Inter que, dans une boucle de discussion interne, Jean-Luc Mélenchon a expliqué que signer la pétition n'avait "*pas de sens*", qualifiant les journalistes du JDD de "*larbins de Bolloré*" qui promeuvent l'extrême droite. francetvinfo.fr 28 juin 2023

Tentative désespérée de ranimer le cadavre puant de la social-démocratie ou l'illusion dérisoire de la "*troisième voie*".

Des députés de la majorité et de l'opposition lancent le « *collectif progressiste* » - LePoint.fr 28 juin 2023

Des députés des groupes Renaissance, du MoDem, du Parti socialiste, de Liot et des non-inscrits lancent un « *collectif progressiste* » selon la formule de Jean-Louis Bricout, l'un de ses instigateurs, qui siège sur les bancs de Liot. « *Entre vingt et vingt-cinq* » élus en tout.

« *On souhaite faire vivre la sensibilité sociale-démocrate, faire en sorte qu'elle soit davantage exprimée sur certains textes afin de trouver un équilibre* », expose au Point Jean-Louis Bricout.

Une sorte d'amicale, en somme, entre des députés de gauche qui refusent l'hégémonie mélenchoniste de la Nupes et des députés de la majorité qui veulent résister au rapprochement avec la droite, qu'il soit idéologique, tactique… ou les deux à la fois. LePoint.fr 28 juin 2023

France. C'est un assassinat ! Mes commentaires publiés par un blog.

1- Je comprends votre réaction suite à ce que vous avez vécu, mais je ne la partage pas désolé.

Vous justifiez qu'un policier pointe d'emblée son arme sur quelqu'un alors qu'il n'est nullement menacé, et éventuellement qu'il en fasse usage sans sommation. Eh bien dites donc, heureusement qu'on ne risque pas de se croiser, j'habite en Inde !

J'ignore quelle réaction j'aurais si j'avais un flingue braqué sur moi. En fonction de la dangerosité de la menace, j'évaluerais tranquillement les intentions de mon agresseur en essayant de gagner du temps, ensuite j'aviserais.

Depuis près de 30 ans que je vis en Inde, j'ai été agressé une dizaine de fois et j'ai été gravement blessé une fois au visage. J'ai été menacé de mort autant de fois, d'être découpé en morceaux et balancé dans la mer. Contre mon grès, j'ai dû me défendre et me battre chaque fois avec plusieurs agresseurs à mains nus ou armés de bâtons ou de machettes.

Parfois cela s'est arrêté là, parfois j'ai porté plainte au commissariat de police. La plupart du temps j'ai obtenu gain de cause, mais il est arrivé aussi que la police soutienne mes agresseurs et me menace à son tour de m'envoyer en cabane ou de me faire expulser d'Inde.

Pour autant je n'ai jamais changé de principe ou d'attitude, même en cas de danger extrême je ne baisse pas les yeux, je réponds, je me défends parce que je suis dans mon droit, moi à près de 68 ans je n'ai jamais agressé personne.

Un jour j'avais reçu une brique en plein thorax. Les policiers me demandent si j'accepte les excuses de mon agresseur, sinon ils l'envoyaient directement en tôle, son épouse m'a supplié de lui pardonner et j'ai accepté et j'ai abandonné ma plainte.

Voyez-vous, je ne suis pas aigri, je n'ai pas de compte à régler avec mes semblables, mais uniquement avec le régime politique en place.

2- Si pour un défaut de permis de conduire et un refus d'obtempéré il y en a qui justifient une balle dans la tête, c'est qu'ils sont bon à tuer à défaut de pouvoir passer à l'acte eux-mêmes.

C'est mieux que de longs discours pour se faire une idée assez précises sur la personnalité des lecteurs de ce blog, des humanistes, des progressistes, de braves gens animés de bonnes intentions assurément, aucune illusion à avoir, les intéressés se reconnaîtront.

3- A qui le tour, peut-être celui de ceux qui cautionnent ici ces assassinats ?

Charente: un policier mis en examen pour homicide volontaire après la mort d'un homme de 19 ans lors d'un contrôle - BFMTV 29 juin 2023

4- Il y en a qui se prennent pour le ministre de l'Intérieur !

Je prendrai toujours parti pour le plus faible, le plus pauvre, le plus exploité, le plus opprimé quoiqu'il ait pu faire, et quand bien même cela me concernerait directement j'éviterai de le juger et de le condamner, car après tout j'aurais très bien pu être à sa place, et j'ignore comment j'aurais réagi.

Quant aux policiers ou aux militaires, aux huissiers aussi, ils ont choisi un métier à risques, de faire le sale boulot en connaissance de cause, personne ne les a forcés, et bien qu'ils l'assument.

5- Vous êtes un filou et un démagogue. (Jean-Dominique Michel, un anthropologue)

Vous êtes un filou, parce que vous savez que c'est l'Etat qui est à la fois responsable de la délinquance ou du gangstérisme et de les mater.

Vous êtes un démagogue, parce que vous inciter les lecteurs à répondre à la question que vous posez dans votre dernier paragraphe que c'est "*la maffia*" selon vos termes "*omniprésente, omnisciente et armée jusqu'aux dent*s" qui constitue de ce fait une menace pour la population, l'Etat.

Or, l'Etat est l'ennemi à abattre des libertariens au profit d'un régime ploutocratique, où les plus riches et les plus puissants disposeraient de tous les pouvoirs à la manière d'une monarchie absolue.

6- Vous vous étiez mépris surtout sur l'orientation politique de ce blog, c'est ce qui est mis en lumière, mais je ne suis pas sûr que vous l'ayez vraiment saisi, ne vous méprenez pas, vous êtes loin d'être le seul dans ce cas-là.

Quand Jean-Dominique Michel, c'est un sacré réactionnaire qui se démène pour donner un aspect présentable à sa salade de manière à berner les naïfs, et ça aussi cela fonctionne à merveille si j'en juge par les commentaires.

A un moment donné il évoque les émeutiers qui rendraient service à Macron, je fais bref. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est simple, si l'Etat d'urgence était instauré, ce n'est pas à Macron qu'il faudrait s'en prendre, mais à cette jeunesse exaspérée et qui n'a aucun avenir dans cette société pourrie.

Autrement dit, son discours est semblable à celui de l'extrême droite ou de LR, il sert à le cautionner. C'est un réac pur jus, voilà tout. Au passage, voilà où conduit l'idéologie anarchiste, puisqu'il se revendique anarchiste…

7- Autre élément qui contredit son argumentation.

Quand il dénonce de manière déguisée ceux qui réagissent violemment à l'assassinat de ce jeune garçon, en réalité il s'en prend à l'ensemble des masses exploitées et opprimées. Lisez.

Emeutes : « *La carte des émeutes ne correspond pas du tout à celle de 2005 où les émeutes avaient clairement lieu dans les quartiers les plus pauvres* » - Publicsenat.fr 30 juin 2023

Extrait.

Est-ce qu'il n'y a pas un changement majeur dans la localisation des émeutes ?

... il y a tout de suite eu une généralisation du mouvement à l'échelle nationale. Ensuite, on observe de nombreux incidents dans le cœur des villes, dans les centres-villes et même dans des villes de taille moyenne. (...) De manière générale, les événements ne sont plus circonscrits aux quartiers pauvres beaucoup d'incendies ont eu lieu dans des endroits qui d'habitude sont très calmes.

Tardieu - Cela signifie que l'immense majorité de la population n'en peut plus des conditions d'existence qui lui sont imposées, du régime tyrannique de Macron, des inégalités sociales dues à la survie artificielle d'un système économique dont la mission historique est achevée depuis longtemps...

France

France. Vous avez dit Etat policier, régime fascisant ?

- Pour mémoire depuis une loi de 2017, les forces de l'ordre peuvent tirer sur un véhicule qui n'obtempère pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants « *sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui* ».

En 2022 13 personnes ont été tuées par des policiers pour un refus d'obtempérer, 6 de plus que l'année précédente. Publicsenat.fr 29 juin 2023

J-C - Cette loi de 2017 a été votée sous la présidence de François Hollande. Il y a eu une multiplication par cinq des tirs mortels effectués par des policiers entre avant et après cette loi.

Ces choses-là se disent autrement, franchement.

Le compte Twitter du Syndicat « *France Police* » dirigé par Bruno Attal est suspendu après avoir justifié la mort de Nahel - lemediaen442.fr 28 juin 2023

Le message publié mardi par l'organisation disait :

« *#Nanterre Bravo aux collègues qui ont ouvert le feu sur un jeune criminel de 17 ans. En neutralisant son véhicule, ils ont protégé leur vie et celle des autres usagers de la route. Les seuls responsables de la mort de ce voyou sont ses parents, incapables d'éduquer leur fils.* »

Gérald Darmanin a annoncé qu'il demanderait un signalement sur la plateforme Pharos et saisirait le procureur de la République de Paris en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale. Le ministre de l'Intérieur a également demandé à ses services d'étudier les possibilités de dissolution de ce groupuscule. lemediaen442.fr 28 juin 2023

Un autre appel au meurtre des justiciers mais déguisé (à peine) !

Les syndicats de police Alliance et UNSA se disent « *en guerre* », et outrent la gauche - Le HuffPost 1 juillet 2023

« *Aujourd'hui, les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain, nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience.* » C'est en ces termes, proches d'un avertissement aux pouvoirs publics, que les deux principaux syndicats de police ont manifesté ce vendredi 30 juin leur colère, après trois nuits de violences après la mort de Nahel, tué par un tir policier. Un message et un ton digne d'un « *appel à la guerre civile* », et qui choque plusieurs cadres de la gauche.

Via un communiqué Alliance Police et UNSA Police se disent « *en guerre* » contre « *les nuisibles* », la « *chienlit* » et les « *hordes sauvages* ». Avec, en conclusion, une mise en garde

directement adressée à l'exécutif : « *Alliance Police et UNSA Police prendront leurs responsabilités et préviennent le gouvernement qu'à l'issue, nous serons dans l'action* ».

Mort de Nahel: Darmanin annonce 150 interpellations après "*une nuit de violences insupportables*" - BFMTV 29 juin 2023

"*Soutien aux policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers qui font face avec courage*", a-t-il écrit, dénonçant également "*ceux qui n'ont pas appelé au calme*." BFMTV 29 juin 2023

La gâchette ou le droit de tuer !

Charente: un policier mis en examen pour homicide volontaire après la mort d'un homme de 19 ans lors d'un contrôle - BFMTV 29 juin 2023

Un policier, brigadier de 52 ans, avait ouvert le feu sur un automobiliste de 19 ans mi-juin, le touchant mortellement. Il a été mis en examen ce mercredi, a annoncé la procureure de la République d'Angoulême Stéphanie Aouine.

D'après les premiers éléments de l'enquête, alors que deux véhicules de police tentaient de l'interpeller, le jeune homme avait enclenché la marche arrière pour repartir ensuite en avant, heurtant les jambes d'un policier, qui avait alors tiré une balle.

D'après l'enquête menée depuis par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) et communiquée au parquet, "*les analyses toxicologiques n'ont révélé aucune trace d'alcool ou de stupéfiants chez le conducteur du véhicule*", qui a emprunté "*vraisemblablement*" le trajet "*qui le menait à son travail*", a ajouté la procureur d'Angoulême mercredi.

Arrivé en France en 2018, passé par un foyer de l'Aide sociale à l'enfance et ayant décroché un CAP de cuisine, le jeune Guinéen a travaillé dans un restaurant et officiait désormais dans une base logistique d'Intermarché, où il se rendait, selon ses proches. Il était inconnu de la justice, selon le parquet. BFMTV 29 juin 2023

Pas un seul policier ou gendarme mort, alors que Nahel a été excécuté.

J-C - C'est étonnant que ceux qui détiennent une arme à feu ne s'en servent pas...

Mort de Nahel : 249 policiers et gendarmes blessés lors d'une nouvelle nuit de violences, annonce le ministère de l'Intérieur - francetvinfo.fr 30 juin 2023

Les forces de l'ordre ont par ailleurs procédé à 667 interpellations dans toute la France, a précisé Gérald Darmanin, sur Twitter. Suivez notre direct. francetvinfo.fr 30 juin 2023

Une seule réponse en tyrannie : Policière.

Violences urbaines : Darmanin annonce 45 000 policiers et gendarmes mobilisés pour la nuit de vendredi à samedi - Le HuffPost 1 juillet 2023

« *Davantage d'unités spécialisées* », comme le RAID, la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) ou le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) seront mobilisés, a ajouté Gérald Darmanin sur TF1, parlant de « *moyens exceptionnels* ».

À ces effectifs, en légère hausse par rapport à la nuit précédente, s'ajoutent le déploiement de blindés de la gendarmerie et la poursuite du recours à des unités d'élite comme le RAID ou le GIGN.

Les forces de l'ordre n'ont jusque-là pu mettre un terme aux violences qui agitent de nombreuses villes du pays depuis mardi. Malgré l'arrestation de près de 900 personnes dans la nuit de jeudi à vendredi, un total 492 bâtiments ont été visés, 2.000 véhicules brûlés et des dizaines de magasins pillés, notamment en plein cœur de Paris. Le HuffPost 1 juillet 2023

C'est Macron qui a déclenché la guerre civile ou la population sanctionnée.

Mort de Nahel : blindés, événements annulés... Les mesures du gouvernement face aux violences urbaines - Le HuffPost 30 juin 2023
• Des véhicules blindés déployés

À l'issue d'un deuxième comité interministériel de crise en deux jours, Emmanuel Macron s'est félicité de la réponse « *rapide et adaptée* » des 40 000 policiers et gendarmes mobilisées dans la nuit de jeudi à vendredi, dont des unités d'intervention d'élite.

Il a annoncé des « *moyens supplémentaires* » sur le terrain ces prochaines nuits. Des blindés de la gendarmerie seront ainsi déployés, selon la Première ministre Élisabeth Borne.

• Des événements majeurs annulés

Le gouvernement a aussi décidé l'annulation d'événements « de grande ampleur », selon Matignon, notamment les concerts de Mylène Farmer, prévus au stade de France à Saint-Denis vendredi et samedi.

En outre des fêtes scolaires ont été supprimées, notamment en Île-de-France.

• Les bus et tramways arrêtés à 21h

Gérald Darmanin a également demandé aux préfets de prendre des arrêtés concernant les bus et les tramways dans toute la France, et dont la circulation devra s'arrêter dès 21 heures.

• Les manifestations interdites dans certaines villes

Les villes de Marseille, Lyon, Bordeaux et Montpellier ont en outre interdit toute manifestation en centre-ville, alors que des appels au rassemblement dans 18 grandes villes de France sont relayés sur les réseaux sociaux.

• Dupond-Moretti va prendre une « *circulaire pénale spécifique* »

Le garde des Sceaux a réclamé une réponse pénale « *rapide, ferme et systématique* » à l'encontre des auteurs de violences urbaines mais aussi de leurs parents.

« *L'ampleur des exactions commises depuis plusieurs jours dans de nombreuses villes du territoire national appelle une organisation qui permette d'apporter un traitement efficient des procédures initiées sur ces faits, à même de donner une réponse pénale rapide, ferme et systématique à l'encontre de leurs auteurs* », a indiqué le ministre de la Justice dans cette circulaire adressée aux parquets.

Éric Dupond-Moretti y rappelle la possibilité de contrôler les identités et véhicules, même en l'absence de comportement suspect, pour rechercher des armes, explosifs ou autres produits permettant par exemple la préparation de cocktails Molotov.

Le ministre a également indiqué qu'il avait demandé aux procureurs de faire des réquisitions judiciaires à l'encontre d'opérateurs type Snapchat. « *Je souhaite que tous ces jeunes sachent qu'on peut parfaitement trouver leur adresse IP et bien sûr leur identité* ». « *Je souhaite qu'il n'y ait pas d'impunité et que les jeunes se rendent compte que l'on ne peut pas se réfugier derrière le téléphone pour ne pas être poursuivis* », a-t-il insisté.

L'accusation de trop !

Émeutes : Emmanuel Macron appelle « *tous les parents à la responsabilité* » - Paris Match 30 juin 2023

Un assassin cocaïnomane protégé du régime en liberté.

"*Il titubait en tenant son…*" : Pierre Palmade filmé interpellant un automobiliste bordelais en pleine rue - Closer 30 juin 2023

Ce mercredi 28 juin en effet, Pierre Palmade a été filmé dans le centre-ville par un internaute. Selon lui, l'humoriste "*semblait ivre ou défoncé, en tout cas en vrac*", comme il le raconte au Figaro. Lors de cette sortie, "*il titubait en tenant son pantalon*" puis a voulu parler au jeune homme, qui n'a pas compris ce qu'il lui disait. "*Je pense qu'il me demandait de le déposer quelque part"*, se souvient-il auprès de nos confrères.

Voilà leur modèle... de démocratie.

États-Unis : l'ancien militaire qui a étranglé Jordan Neely dans le métro plaide "non coupable" Le HuffPost 29 juin 2023

Daniel Penny, 24 ans, s'était livré à la police après la mort par étranglement de Jordan Neely, un sans-abri connu de bon nombre de New-Yorkais. Il est poursuivi pour homicide involontaire.

Ce mercredi 28 juin, Daniel Penny, un ancien soldat américain, a plaidé « *non coupable* » devant la justice de New York qui le poursuit depuis mai pour homicide involontaire après la mort par étranglement et asphyxie d'un sans-abri connu dans la ville.
Conformément à la procédure pénale américaine, cet ex-militaire du corps des Marines de 24 ans a comparu devant un tribunal new-yorkais pour se faire signifier son inculpation, dont le chef a été rendu public mi-mai mais qui devait être acté par un grand jury, des citoyens collaborant à l'enquête du parquet.

Selon des journalistes sur place, Daniel Penny, un jeune homme blond frisé et athlétique, vêtu d'un costume bleu et une cravate bordeaux, a comparu libre sous caution et a plaidé « *non coupable* ».

En cas de procès, Daniel Penny, qui a servi dans l'armée quatre années jusqu'en 2021, encourt jusqu'à 15 ans de prison. D'après ses avocats lors de son inculpation mi-mai, le jeune homme n'a pas tué de manière « *intentionnelle* » Jordan Neely, décédé par étranglement et « *compression* » au niveau du cou.

Jordan Neely (afro-américain - J-C), 30 ans, qui vivait dans les rues de Manhattan, était réputé depuis dix ans pour sa ressemblance et des performances imitant celles de la légende de la musique et de la danse Michael Jackson. Une vidéo du drame, qui a déclenché une vive émotion dès le 1er mai, montre la victime au sol pendant cinq minutes, Daniel Penny couché derrière pour l'entraver. Elle se débat avant de ne plus bouger. Le HuffPost 29 juin 2023

Les conseillers de Macron sont toujours aussi bien inspirés, quelle chance !

Otan : Macron appelle Turquie et Hongrie à débloquer l'adhésion de la Suède - Euronews 28 juin 2023

Ah ces monarchies scandinaves modèles sociales et de démocratie, suppôts du nazisme à l'occasion hier comme aujourd'hui !

La police suédoise autorise à brûler le Coran devant une mosquée dans le centre de Stockholm - lemediaen442.fr 28 juin 2023

La police suédoise a donné son autorisation pour que le Coran (livre sacré des musulmans) soit brûlé ce mercredi 28 juin 2023 à 13h30, devant une mosquée sur l'île de Södermalm, dans le centre de Stockholm. Et cette même police s'inquiète de possibles attaques suite à cette action qu'ils autorisent. L'organisateur Salwan Momika, âgé de 37 ans, affirme vouloir exprimer son opinion à propos du Coran : « *Je vais déchirer le Coran et le brûler*. »

Cette action va certainement retarder l'approbation de la Turquie à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. En février de cette année, le président Recep Tayyip Erdogan avait déclaré lors d'un discours devant des députés :

« *Tant que vous permettrez de brûler et de déchirement le livre saint, le Coran, et que vous le ferez en collaboration avec vos forces de sécurité, nous ne dirons pas oui à votre adhésion à l'OTAN.* »

Peu de temps avant cela, le politicien d'extrême droite danois Rasmus Paludan — accusé de conversations de nature sexuelle avec des mineurs — avait brûlé un Coran devant l'ambassade de Turquie à Stockholm. Il avait organisé cette action, soutenu par des partisans du parti populiste de droite, les Démocrates de Suède.

Suite à cette action controversée et avec l'aval du gouvernement, la police suédoise, la Säpo, a mis en garde contre des attaques potentielles. Mercredi, une porte-parole de la Säpo a déclaré que l'autorisation de brûler le Coran pourrait inciter des individus à commettre des attaques.

On voudrait créer un fossé entre les citoyens et encourager des actes terroristes… qu'on ne s'y prendrait pas autrement. lemediaen442.fr 28 juin 2023

Raciste, va !

Poutine : Le non-respect du Coran est « *un crime réprimé par la législation russe* »

Le président russe a déclaré que «*conformément à la Constitution et à l'article 282 du Code pénal russe, le non-respect des sentiments religieux des gens est un crime*».

Le président russe Vladimir Poutine a dénoncé l'autodafé d'un exemplaire du Coran en Suède, soulignant que le non-respect du Coran est un «*crime réprimé par la législation de son pays*».

C'est ce qui ressort de son entretien avec l'imam d'une mosquée de Derbent, dans le sud de la Russie, Sidakhia Sedov, qui a offert à Poutine un exemplaire du Coran, selon un reportage, mercredi soir, de Russia Today.

https://reseauinternational.net/poutine-le-non-respect-du-coran-est-un-crime-reprime-par-la-legislation-russe/

Dictature et escroquerie climatique.

Nouvel ordre mondial totalitaire, ils y oeuvrent quotidiennement. A bas la dictature climatique reposant sur une imposture !

Réchauffement climatique : les chaudières à gaz dans le collimateur du gouvernement - francetvinfo.fr 29 juin 2023

Le gouvernement entend s'attaquer aux chaudières à gaz, qui équipent 40 % des foyers.

L'électricité est bien plus chère au kilowattheure. Toutefois, les chaudières neuves pourraient être interdites prochainement. francetvinfo.fr 29 juin 2023

Leur « *but est bien de mettre en place cette* « gouvernance mondiale » » S'ils le disent.

J-C - Après le sommet de Paris des 22 et 23 juin pour un nouveau pacte financier mondial.

Pour lutter contre le changement climatique, il faut plus de mondialisation - slate.fr 27 juin 2023

Le but est bien de mettre en place cette «*gouvernance mondiale*»...

Cette fois, il s'agit d'aller beaucoup plus loin et de travailler ensemble pour atteindre des objectifs définis collectivement. C'est une forme de mondialisation beaucoup plus ambitieuse et d'autant plus difficile à mettre en œuvre que les États sont à la fois la solution et le problème.

Le problème, parce que les États poursuivent des politiques de puissance qui entrent souvent en conflit avec la recherche du bien commun. Et dans ces politiques de puissance, l'exploitation des énergies fossiles est un atout dont on ne se prive pas sans quelques arguments sonnants et trébuchants.

La pression exercée sur les dirigeants au pouvoir n'est pas aussi forte qu'on pourrait être tenté de le croire.

Une étude récente de l'OCDE sur le comportement des ménages et l'environnement menée dans neuf pays (Belgique, Canada, États-Unis, France, Israël, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) est très instructive.

Cette étude montre que le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux sont devenus un vrai sujet de préoccupation dans les pays développés, mais qu'ils viennent après les questions de sécurité et les problèmes économiques. Les personnes interrogées sont prêtes à modifier leur mode de vie pour l'environnement, mais à condition que cela ne les entraîne pas dans des dépenses supplémentaires, que cela soit facile à mettre en œuvre et ne conduise pas à une perte de confort…

Pratiquement tout le monde est d'accord pour éteindre la lumière en quittant une pièce, car c'est une mesure d'économie facile, mais dès que la contrainte envisagée demande plus d'efforts ou implique un changement plus important des habitudes de consommation, l'enthousiasme tombe assez vite.

La conclusion s'impose: il faut travailler à une nouvelle mondialisation, dans laquelle les plus riches coopèrent au sein des grandes organisations internationales pour permettre à l'ensemble de l'humanité de traverser l'Affaire du Siècle dans les meilleures conditions possibles. Les

divisions du monde ne permettent pas d'être très optimistes, mais ce n'est pas une raison de ne rien faire. Nous ne sommes qu'au début d'une longue marche. slate.fr 27 juin 2023

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

Alerte : Les pédophiles exploitent l'IA pour créer du contenu réaliste de viols d'enfants et de nourrissons

Les créateurs de ce matériel utilisent un logiciel d'IA appelé Stable Diffusion, initialement destiné à la génération d'images artistiques ou graphiques. Cependant, la BBC a découvert que ce logiciel était utilisé pour créer des images d'abus sexuels réalistes impliquant des enfants, y compris des viols de nourrissons.

Selon la chercheuse et journaliste indépendante Octavia Sheepshanks, qui enquête sur le sujet depuis plusieurs mois, il y a une énorme quantité d'images générées par l'IA, impliquant même des enfants en bas âge.

« *Depuis l'avènement des images générées par l'intelligence artificielle (IA), une prolifération massive a été observée. Il ne s'agit plus seulement d'images de très jeunes filles, mais également de pédophiles qui évoquent des enfants en bas âge.* »

https://lemediaen442.fr/alerte-les-pedophiles-exploitent-lia-pour-creer-du-contenu-realiste-de-viols-denfants-et-de-nourrissons/

Pourquoi visent-ils les enfants ? Promotion déguisée de la pornographie et de la pédophilie.

Comment les drag queens sont devenues la nouvelle cible de l'extrême droite - francetvinfo.fr 29 juin 2023

Depuis plusieurs mois, en France, des manifestants perturbent des séances de lecture pour enfants animées par des drag queens. Alors qu'elles deviennent plus visibles grâce à l'émission "*Drag Race France*", les principales concernées s'inquiètent d'une montée de la violence. francetvinfo.fr 29 juin 2023

J-C - Ces salopards dégénérés sont des manipulateurs qui assimilent à l'extrême droite toute personne qui s'oppose à la diffusion de la théorie du genre, à la promotion de l'homosexualité ou du mouvement LGBT. Toute personne revendiquant son hétérosexualité est considérant comme anormale, conservatrice, réactionnaire, et ce sont eux qui les accusent d'intolérance, ils recourent à l'inversion accusatoire.

La tyrannie du lobby pédopornographique criminel.

250 célébrités hollywoodiennes signent une lettre demandant aux Big Tech de censurer quiconque s'oppose aux chirurgies transgenres sur les enfants

Il s'agit donc essentiellement de censurer toute personne qui ne préconise pas l'ablation des organes génitaux des enfants et leur stérilisation.

https://reseauinternational.net/250-celebrites-hollywoodiennes-signent-une-lettre-demandant-aux-big-tech-de-censurer-quiconque-soppose-aux-chirurgies-transgenres-sur-les-enfants/

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Xénophobie ordinaire des médias occidentaux.

Les Russes en Europe : minorité incomprise ? Ou des resquilleurs ? - Euronews 28 juin 2023

Comment ils fabriquent leur récit et le substitue à la réalité, mais très maladroitement, ce qui permet de démasquer l'arnaque. La Lituani vaut mieux que la Russie, vraiment ?

Euronews - "*Mon rêve a toujours été de partir en Europe*", déclare Ivan Sidorov. Il n'a pas donné son vrai nom, craignant pour son statut d'immigrant et sa famille en Russie.

Surpris par la facilité avec laquelle il pouvait entrer dans l'UE, cet homme de 31 ans a trouvé un emploi et quitté Saint-Pétersbourg pour s'installer en Lituanie en septembre dernier, quelques semaines seulement avant que la Russie n'annonce sa mobilisation partielle.

Il a vu son avenir en Europe en raison de la situation désastreuse de son pays.

"*Notre président, notre gouvernement, notre régime - nous ne pouvons rien changer. Si nous essayons, nous risquons d'aller en prison. Auparavant, je pensais que nous avions une chance. Mais je me suis rendu compte que c'était inutile*", explique M. Sidorov à Euronews.

J-C - Voilà une hypothèse parmi d'autres qui pourrait expliquer le rôle joué par Prigojine et la réaction de Poutine. Cependant il reste un truc qui cloche.

Pourquoi "*inévitablement, sous Prigojine, Wagner s'engageait sur la même voie que les entrepreneurs militaires privés des États-Unis*", puisque ce n'est pas lui qui dirige Wagner mais directement le Kremlin via des officiers supérieurs de l'armée russe ?

Par M.K. Bhadrakumar.

- Lorsque les contrats de sécurité nationale et de défense s'enlisent dans la corruption et le capitalisme de connivence, c'est un signe de décadence. Si les États-Unis ne gagnent plus leurs guerres hybrides – que ce soit en Afghanistan ou en Irak, dans les Caraïbes ou en Afrique – le problème de fond est la corruption à tête d'hydre qui étend ses tentacules sur l'élite dirigeante jusqu'au Pentagone, au Congrès et à la Maison-Blanche. Maintenant, on peut soutenir à l'infini que ce malaise est endémique au capitalisme, etc. mais ce n'est ni l'un ni l'autre.

Inévitablement, sous Prigojine, Wagner s'engageait sur la même voie que les entrepreneurs militaires privés des États-Unis – au sujet desquels le célèbre lanceur d'alerte Edward Snowden, qui vit à Moscou, a franchement écrit dans son livre «*Permanent Record*». Par conséquent, fortuitement, l'héritage de Prigojine donne au Kremlin une raison impérieuse de nettoyer l'écurie d'Augias. L'avenir nous dira si cela se produira ou non.

https://reseauinternational.net/prigojine-sexile-mais-laisse-derriere-lui-une-boite-de-pandore/

Alliance entre chrétiens orthodoxes et musulmans : Kadyrov transmet les vœux de Poutine aux musulmans pour l'Aïd al-Adha - lemediaen442.fr 28 juin 2023

Le chef de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a récemment eu une rencontre avec le président russe Vladimir Poutine pour discuter de la situation socio-économique de la région. Lors de cette réunion, ils ont évoqué les plans à long terme et les réalisations de la République tchétchène. Kadyrov a partagé un post sur sa chaîne Telegram, accompagné d'une photo avec le chef de l'État, pour transmettre les vœux de Poutine à tous les musulmans à l'occasion de l'Aïd al-Adha.

« *A la fin de la rencontre, Vladimir Vladimirovitch m'a demandé de transmettre mes sincères félicitations à tous les musulmans à l'occasion de l'avènement de la fête de l'Aïd al-Adha, de transmettre les vœux de bonheur, de gentillesse, de paix et de prospérité ! C'est avec une grande joie que j'accomplis cette honorable mission et rejoins les vœux de Vladimir Vladimirovitch Poutine ! Puisse l'Aïd al-Adha remplir le cœur de tous les croyants de bonheur et de paix !* »

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a confirmé la tenue de cette réunion entre Poutine et Kadyrov lors d'une déclaration à l'agence de presse TASS. Cette rencontre témoigne de l'importance accordée à la situation en Tchétchénie et à l'occasion de l'Aïd al-Adha.

L'alliance entre les chrétiens orthodoxes et les musulmans continue de s'épanouir, renforçant ainsi des liens déjà étroitement tissés. Le soutien sans faille de Kadyrov lors de la rébellion contre Poutine et la Russie n'a fait qu'approfondir cette solide collaboration. Les communautés orthodoxes et musulmanes ont trouvé un terrain d'entente harmonieux, favorisant la compréhension mutuelle et le respect des valeurs religieuses et culturelles. Encore un pari gagné pour le chef du Kremlin ! lemediaen442.fr 28 juin 2023

Kramatorsk : Les Russes détruisent un hôtel abritant des forces spéciales américaines/britanniques - reseauinternational.net 29 juin 2023

«*Des centaines de soldats de l'OTAN étaient logés au Kramatorskshotel, équipant les défenses aériennes et l'artillerie… tous pourraient bien être morts*». (World News 24)

Les médias sont à nouveau piégés par l'Ukraine, cette fois une attaque de missiles russes contre un hôtel abritant des membres de la 101e division aéroportée, combattant illégalement en Ukraine, a été touchée par un missile Iskander qui a échappé à une batterie de missiles Patriot.

Jusqu'à 80 Américains ont été tués.

Les photos montrent clairement que les «*enfants*» qui mangeaient de la pizza portaient tous des t-shirts verts, provenant des États-Unis et beaucoup pesaient bien plus de 90 kilos.

Hier, un volontaire ukrainien local à Kramatorsk a donné l'emplacement des mercenaires américains et canadiens avec un post sur Instagram, apparemment il était si facile à géolocaliser que peu de temps après, l'armée russe a frappé avec des missiles le restaurant habituel des mercenaires militaires étrangers.

Il y a un moment dans la vidéo que personne, à part les Ukrainiens, ne comprendra. Dans la vidéo, ils parlent soit en ukrainien, soit en anglais. De plus, de nombreuses personnes peuvent être identifiées par leurs vêtements comme étant des volontaires ou des militaires.

Il y avait certainement des locaux, par exemple des serveurs ou des personnes ayant des relations avec quelqu'un. Mais l'ukrainien n'est pas parlé à Kramatorsk. Pour la plupart, ce sont tous des Banderistes qui sont venus en grand nombre et leur shobla-ebla (façon bizarre de jurer)

Sur les vidéos, on peut voir des hommes étrangers essayant de s'entraider, certains d'entre eux avec des tatouages apparemment liés à l'armée américaine, dans l'une des vidéos un homme dit : «il y a des soldats sous les décombres, partout».

Un autre angle de l'attaque sur Kramatorsk, où la réunion des officiers des forces armées ukrainiennes et des mercenaires étrangers a eu lieu dans un hôtel. Au moins deux militaires des États-Unis et du Canada s'y sont révélés. Kiev a annoncé 42 blessés et 4 morts (ils mentent, à en juger par l'ampleur des destructions). Le public ukrainien est hystérique parce que quelqu'un a révélé l'emplacement de cet endroit à Kramatorsk. Ils écrivent qu'une sorte de nazi volontaire a posté une photo avec des mercenaires à côté de l'hôtel. La frappe a été à la fois précise et efficace.

https://reseauinternational.net/kramatorsk-les-russes-detruisent-un-hotel-abritant-des-forces-speciales-americaines-britanniques/

En complément.

Relevé dans un article de l'AFP.

- Un restaurant populaire...

- Le restaurant Ria Pizza, un établissement du centre-ville apprécié des journalistes, travailleurs humanitaires et des soldats.

- Selon Pavlo Kyrylenko, gouverneur de la région ukrainienne de Donetsk, où est située la ville de Kramatorsk, "il y avait principalement des civils" dans le restaurant au moment de la frappe.

- De son côté, Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, s'est indigné ce mercredi d'une "*nouvelle démonstration de terreur*" que "*la Russie impose aux civils ukrainiens* ». "*C'était un point de rencontre bien connu de la presse internationale. Encore une fois, la Russie continue de violer le droit international et de commettre des crimes de guerre*", a-t-il complété dans un tweet.

Le Kremlin a quant à lui affirmé mercredi ne frapper que des cibles militaires en Ukraine, comme depuis le début de son invasion le 24 février 2022.

"*La Russie ne frappe pas des infrastructures civiles, elle frappe des installations qui sont liées d'une manière ou d'une autre à des infrastructures militaires*", a indiqué aux journalistes le porte-parole de la présidence russe Dmitri Peskov.

Le ministère russe de la Défense a lui expliqué avoir frappé à Kramatorsk un "*point de déploiement temporaire*" de la 56e brigade d'infanterie mécanisée des forces armées ukrainiennes. AFP 28 juin 2023

L'Union européenne apporte son soutien aux membres du « *gouvernement biélorusse en exil* » - Réseau Voltaire 29 juin 2023

L'Union européenne a créé un groupe de contact avec l'opposition biélorusse choisie par Washington.

Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a présidé la réunion en présence de Sviatlana Tsikhanouskaya, ancienne candidate malheureuse à la présidence biélorusse, aujourd'hui en exil en Lituanie.

Au tout début de l'opération militaire spéciale russe, Sviatlana Tsikhanouskaya a annoncé la création d'un « *gouvernement biélorusse en exil* ». Elle vient de se s'auto-proclamer chef de l'État.
Lors de la rébellion d'Evgueny Prigogine, les autorités ukrainiennes ont appelé à renverser le président biélorusse Alexandre Loukachenko. Kiev dispose d'jà d'une force d'environ un millier de Biélorusses, le Bataillon Kastous-Kalinowski.

Prudent, Josep Borrell n'a pas reconnu ni cette armée, ni ce gouvernement en exil, mais l'a désigné comme représentatif « *des forces démocratiques et de la société civile* ». Réseau Voltaire 29 juin 2023

Les Africains se rebellent.

Les États-Unis ne peuvent pas tolérer une Afrique du Sud indépendante

https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ne-peuvent-pas-tolerer-une-afrique-du-sud-independante/

L'Éthiopie vers les BRICS : «Nous n'avons plus besoin d'unilatéralisme», insiste l'ambassadeur

L'Éthiopie ne voit pas seulement les BRICS comme une opportunité économique, mais comme un outil politique permettant de faire émerger un monde multipolaire, a déclaré à Sputnik Uriat Cham Ugala, ambassadeur éthiopien en Russie.

«*Je ne vois pas cela uniquement dans une perspective économique. Il y a un aspect politique. Dans le monde actuel, le multilatéralisme est ignoré : quelques nations puissantes, militairement ou économiquement, dominent le monde et imposent leurs intérêts à d'autres nations. Je pense que beaucoup de pays veulent maintenant passer au multilatéralisme*», déclare-t-il ainsi.

https://reseauinternational.net/lethiopie-vers-les-brics-nous-navons-plus-besoin-dunilateralisme-insiste-lambassadeur/

Sous pression de Bamako, l'ONU sonne le glas de sa mission au Mali - AFP 30 juin 2023

Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme immédiat vendredi à la mission des Casques bleus au Mali, une exigence de la junte malienne qui fait craindre pour la sécurité de la population dans un pays toujours en proie aux attaques jihadistes. AFP 30 juin 2023

Le Burkina Faso suspend la diffusion de la chaîne française LCI pendant trois mois

L'autorité de régulation des médias du Burkina Faso a décidé de suspendre la chaîne française d'information en continu LCI pendant trois mois, après les propos d'une journaliste concernant la situation liée aux violences jihadistes qualifiés de «*fausses informations*».

Début avril, les autorités de la transition du Burkina Faso, dont le président et capitaine Ibrahim Traoré est arrivé au pouvoir par un coup d'État en septembre, avaient expulsé les correspondantes des quotidiens français Libération et Le Monde.

Fin mars, elles avaient ordonné la suspension sine die de la chaîne de télévision France 24, après avoir suspendu en décembre 2022 Radio France Internationale (RFI), médias publics français.

https://reseauinternational.net/le-burkina-faso-suspend-la-diffusion-de-la-chaine-francaise-lci-pendant-trois-mois/

Les Américains comptent en faire une tribune politique contre le reste du monde.

Les Etats-Unis à nouveau membre de l'Unesco, malgré Russie et Chine - AFP 1 juillet 2023

Les Etats-Unis ont officiellement rejoint vendredi l'Unesco, qu'ils avaient quittée sous la présidence de Donald Trump, après un plébiscite des Etats-membres de cette organisation onusienne basée à Paris, et malgré l'opposition de la Russie et de la Chine.

Quelque 132 Etats ont voté pour ce retour américain, 15 se sont abstenus et dix s'y sont opposés.

Plusieurs pays comme l'Iran, la Syrie, la Chine, la Corée du Nord et surtout la Russie ont toutefois manifesté leur opposition de principe, quand la conférence générale extraordinaire de l'Unesco organisée sur deux jours semblait acquise au retour américain.

"*Nous serions prêts à accueillir favorablement la volonté de Washington*" de rejoindre l'Unesco, mais "*nous pensons qu'on essaie de nous emmener dans un monde parallèle, qui dépasse vraiment toutes les descriptions absurdes des livres de Lewis Carroll*", a tonné vendredi un diplomate russe.

"*Dans cet espace déformé, ceux qui défendent la démocratie et la primauté du droit commencent à nous entraîner vers une violation de ces règles et à s'arroger des droits privilégiés*", a-t-il poursuivi, estimant que les Etats-Unis doivent payer intégralement leurs arriérés à l'Unesco avant de pouvoir la rejoindre, quand Washington propose de le faire progressivement.

Depuis 2011, et l'admission de la Palestine au sein de l'Unesco, les Etats-Unis, dirigés alors par Barack Obama, avaient stoppé tout financement à l'organisation onusienne, un énorme coup d'arrêt pour celle-ci, alors que les contributions américaines représentaient 22% de son budget.

Pékin, qui avait initialement assuré ne pas s'opposer au retour des Etats-Unis, et dont les relations avec Washington connaissent un léger mieux, a finalement voté contre à l'Unesco.

La dette américaine auprès de cette organisation onusienne dédiée à la culture, aux sciences et à l'éducation, contractée entre 2011 et 2018, atteint aujourd'hui 619 millions de dollars, soit davantage que le budget annuel de l'Unesco, évalué à 534 millions de dollars.

Les Etats-Unis ont indiqué avoir demandé au Congrès américain de décaisser 150 millions de dollars pour l'année fiscale 2024, un montant équivalent devant être déboursé les années suivantes "*jusqu'à résorption*" des arriérés à l'Unesco.

Ils avaient déjà quitté l'Unesco en 1984, sous Ronald Reagan, invoquant l'inutilité supposée et les débordements budgétaires de l'organisation qu'ils avaient ensuite réintégrée en octobre 2003. AFP 1 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 7 juillet 2023.

J'ai diagnostiqué que j'avais une bronchopneumopathie chronique, maladie assez grave dite irréversible, c'est ce qu'ils disent, les alvéoles des poumons sont partiellement détruites à cause du tabac. Après le moindre effort on a du mal à respirer, on manque d'oxygène, y compris après manger ou lorsqu'on parle, même quand on réfléchit et je ne déconne pas, on se sent fatigué en permanence, aller faire des courses en scooter ou prendre une douche m'épuise, après j'ai besoin de m'asseoir et de reprendre ma respiration. Je ne fume plus que 3 petites clopes indiennes par jour. J'avais totalement arrêté fin février, et las j'ai repris très modérément, j'en ai marre de me priver de tout. Je pourrais aussi claquer en plein ébats sexuels, je m'en passe. Depuis deux jours cela va un peu mieux, mais je dors très mal, c'est épuisant.

Je pratique des exercices respiratoires pour me soulager, y compris chaque nuit, en plus de différents traitements naturels que j'ai trouvé ici ou là et que j'adapte, citron, gingembre, eucalyptus, repos, exercice, alimentation réduite, saine et équilibrée…

Je n'ai pas consulté de médecins ou d'hôpitaux, vous comprendrez pourquoi en lisant l'article ci-dessous.

Pour bien faire, je devrais cesser d'actualiser ce portail temporairement ou définitivement. J'y réfléchis.

Il est vrai aussi que moralement la situation nous travaille, jamais une bonne nouvelle, absolument rien ne nous permet d'être optimiste puisque chacun campe sur ses positions. Je ne dis qu'il faudrait adopter le même état d'esprit que ces jeunes palestiniens qui prennent les armes en ayant conscience qu'ils risquent d'y laisser leur peau et qui s'en moquent au regard du sort misérable qui leur était réservé sous occupation sioniste (à lire plus loin), ceux qui savent que le socialisme est l'unique alternative au capitalisme et qui disposent d'un mode de vie confortable, devraient ne pas hésiter à en sacrifier une petite partie pour notre cause, ne serait-ce que pour donner un sens à leur vie, cesser de vivre en permanence dans l'hypocrisie, y gagner un peu en dignité. Car si ceux qui ont acquis un jour un début de conscience politique ne s'en servent pas pour nous débarrasser du capitalisme ou ne la mettent pas au service de la révolution socialiste, on n'est pas près d'y arriver, et on ne peut pas, on ne doit pas compter sur une guerre mondiale, c'est trop insensé et cruel.

Avec LFI et la Nupes, les masses disposent d'une direction, celle des abattoirs ! Si on avait mieux à leur proposer, qui sait, ce jeune garçon ne serait peut-être pas mort à l'heure qu'il est, car l'espoir d'un monde meilleur existerait bel et bien.

Qui a dit ? Quand la médecine devient une croyance votre santé est menacée.

- "*Certains algorithmes savent faire des choses que les humains ne savent pas, et ne sauront jamais, faire, comme prédire votre risque à dix ou quinze ans de développer une maladie. Ou, en cas de maladie, de prédire les chances de guérison à cinq, dix ou quinze ans. Ces choses-là, même les meilleurs experts ne savent pas le faire*."

Réponse : Le professeur Jean-Emmanuel Bibault, cancérologue et chercheur à l'hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris, dans un entretien à franceinfo (franceinfo.fr 6 juillet 2023)

Les « *meilleurs experts* » feraient mieux de la fermer, on s'en porterait mieux !

- « *Le savoir quand tu commences à mettre le nez dedans, c'est pire que la came.* »

Ça c'est du dialoguiste Michel Audiard dans *La grande sauterelle* de Georges Lautner (1966).

Un portail où télécharger des vidéos gratuitement.

Il faut cocher la case "*movies*", puis taper le nom d'un acteur, d'un metteur en scène ou le titre d'un film.

https://archive.org/details/movies?and[]=mediatype%3A%22movies%22

Lu dans un blog où je pèche des infos. (Le Media 442)

Il s'agit là d'une mise en garde destinée aux lecteurs qui sans s'en apercevoir se retrouvent attirés par des blogs à l'allure contestataires et qui distillent des idées d'extrême droite plus ou moins déguisées.

Je voudrais bien pécher des infos dans des supports plus fréquentables ou respectables, mais ils ne courent pas les rues par les temps qui courent ou ils les censurent ! Ensuite on fait le tri dans leurs poubelles en se bouchant le nez, on en est là, hélas !

La véritable nature réactionnaire habituellement plus ou moins déguisée des souverainistes ou des nationalistes (des libertariens aussi) qui se prétendent progressistes ou démocrates, il arrive que l'actualité politique les conduise à se lâcher, en voici quelques exemples. Attention, c'est du lourd !

- Qui met le feu à la France : l'islam ou la délinquance ? – Youssef Hindi et Pierre-Antoine Plaquevent

Ces émeutes sont donc davantage de nature ethnique que religieuse...

« *En réalité, c'est l'absence de religiosité, l'absence de loi au sens profond du terme, y compris la loi naturelle, qui engendre ce type d'événements.* »

J-C - La loi naturelle, ce n'est pas un hasard si tous les adeptes du totalitarisme s'en réclament... Ce sont les contradictions exacerbées du capitalisme qui mettent « *le feu à la France* », cela, ils ne pouvaient pas le dire évidemment.

- Youssef Hindi et Pierre-Antoine Plaquevent sont-ils en désaccord avec Pierre Hillard ?

J-C - Pierre Hillard est un royaliste, no comment !

- Révélation du système occulte de Cyril Hanouna avec Xavier Poussard de « *Faits et Documents* »

Xavier Poussard, directeur de publication de Faits et Documents, est aujourd'hui l'invité spécial de Géopolitique Profonde pour une interview animée par Mike Borowski.

J-C - Faits et Documents et Géopolitique Profonde sont deux officines d'extrême droite.

- Communiqué vidéo d'Alain Soral : La guerre civile en France et le combat pour sa libération...

Alain Soral propose une analyse approfondie de la situation. Il appelle à un sursaut des bonnes volontés et à une union sacrée des patriotes pour lutter contre l'alliance de la racaille d'en haut et d'en bas qui s'oppose au peuple français.

J-C - Alain Soral issu du FN n'a jamais rompu avec l'idéologie d'extrême droite.

- « *Sauver l'humain, sauver la France* » par Jean-Dominique Michel

J-C - Cet anthropologue de la santé passe son temps à fournir des arguments à ceux qui se livrent à l'amalgame ordurier rouge-brun, c'est un anticommuniste primaire...

Quelques réflexions politiques.

- Cela fait partie de la stratégie de la tension et du chaos d'alimenter la violence dans la société, de créer des situations propices à son développement ou de profiter de toutes les occasions qui se présentent de manière à monter la majorité de la population contre ses auteurs, pour ensuite justifier l'adoption d'une législation de plus en plus répressive ou restreignant les libertés individuelles et collectives.

La rage destructrice de cette jeunesse est l'expression des conditions d'existence que leur impose le régime, de la violence dont fait preuve la classe dominante à leur égard et l'Etat,

quand ils les vouent à l'avance à la précarité et à la pauvreté comme seul avenir avec son lot ininterrompu de souffrances et de drames.

Ils cumulent tous les handicaps, ils ne supportent plus l'injustice sociale, que leurs aspirations soient en permanence bafouées. Ils ne s'en prennent pas aux symboles de la République, mais à ceux de l'Etat. Ils meurent d'envie de se révolter, de se soulever contre le régime pour mettre un terme aux privations, aux frustrations, aux humiliations qui rythment leur vie quotidienne, celle de leurs familles, comme n'importe quel travailleur ils aspirent à vivre dans une société meilleure, à vivre de son travail, à participer à la société.

- Quand on nie, néglige ou on se détourne des deux principaux moteurs du développement de la civilisation humaine que sont l'économie (capitaliste) et la lutte des classes, infailliblement on va être amené à adopter une orientation politique opportuniste ou pire, se retrouver dans le camp de la réaction jusqu'à flirter avec sa variante idéologique la plus extrême, le fascisme.

C'est ce qu'on peut observer quotidiennement depuis des décennies, et plus particulièrement depuis janvier 2020.

Voyez comment les commentateurs officiels ou autoproclamés s'y prennent pour éviter d'y faire référence ou alors à la marge pour immédiatement les oublier. Pourquoi agissent-ils de la sorte demanderez-vous peut-être. Parce qu'évoquer la crise du capitalisme amène à poser la question de sa responsabilité des maux et des souffrances qui accablent l'humanité toute entière. Ils ne viennent pas d'ailleurs, c'est la survie du capitalisme qui en est la cause, d'où leur incessante quête de boucs émissaires qui en seraient coupables à sa place, entendez par là, qu'il suffirait de changer le personnel qui dirige les Etats ou de modifier le fonctionnement de telle ou telle institution financière ou politique créées par les capitalistes eux-mêmes pour que le bonheur rayonne enfin sur Terre !

Vous ne trouverez pas un seul journaliste, un seul blog sur le Net qui ne soit pas sur cette orientation opportuniste, personnellement je n'en connais pas. Et comme tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier se sont gravement compromis à un moment donné ou plus généralement à de multiples reprises au cours des 70 dernières années, les masses exploitées et opprimées se retrouvent sans représentation politique digne d'incarner leurs besoins ou aspirations, et évidemment le socialisme.

La prise en compte de ces deux facteurs déterminants au cours de nos analyses, caractérise ce qu'on appelle le marxisme, pour faire bref. Ces deux facteurs interagissent l'un sur l'autre, tout d'abord parce que le système économique repose à l'origine sur les rapports qui existent entrent les classes ou le pouvoir tel qu'il est réparti entre chacune d'entre elles sur la base des inégalité sociales existantes ou qui vont se creuser davantage dans le futur, ce système ne relevant pas de la génération spontanée mais ayant tendance à reproduire les rapports d'exploitation qui existaient sous l'Ancien Régime, les nobles, seigneurs ou aristocrates fortunés étant devenus des bourgeois, des industriels, des hommes d'affaires.

Si les rapports entre les classes sont à l'origine de l'économie, vous ne pouvez pas vous livrer à une analyse de fond de l'économie ou de la situation économique en faisant l'impasse sur les

classes et le rapport de force qui existe entre elles au moment où vous rédiger un article, à moins de brasser du vent pour induire vos lecteurs en erreur.

De la même manière, vous ne pouvez pas aborder un évènement ou la situation politique en ignorant la lutte des classes qui est omniprésente. C'est là qu'on s'aperçoit que c'est l'existence des classes sociales qui structurent l'ensemble de la société dans laquelle nous vivons. Et c'est ce qui devrait nous conduire à nous demander qu'est-ce qui permet de les distinguer, de les décrire ainsi que leur fonctionnement, de déterminer quelles différences il existe entre elles, quelle est leur véritable nature sociale, de préciser celles qui sont indépendantes, pourquoi leurs intérêts sont irrémédiablement inconciliables, disons, aussi sûrement qu'une barricade ne comporte que deux côtés, que l'eau et le feu sont incompatibles, vous pourrez toujours secouer un bocal renfermant de l'huile et du vinaigre, jamais ils ne constitueront une masse homogène, chacun conservera ses propriétés, jamais un voleur et sa victime ne conviendront qu'ils partageraient les mêmes intérêts...

C'est aussi simple que cela, trop, puisque tout le monde ou presque passe à côté, et c'est bien là que réside notre problème.

Lu.

- « *Les rédactions du monde entier observent avec stupeur la situation désastreuse à laquelle sont confrontés les Français…* »

- « *Cette spirale de violence témoigne de l'inefficacité des mesures sécuritaires mises en place par le gouvernement Macron.* »

Chaque évènement important permet de confondre ou démasquer les opportunistes, les imposteurs, les charlatans, les démagogues en tout genre, les ignorants, tous ces intellectuels qui se sont autoproclamés progressistes, démocrates, donc animés de bonnes intentions envers le peuple opprimé, cela inclus tous ceux qui ont créé des blogs, des organisations ou des associations dites alternatives, qui se servent quotidiennement des réseaux dits sociaux pour diffuser leur idéologie réactionnaire, antisociale, anti-ouvrière, antisocialiste.

C'est la réflexion que je me suis fait il y a quelques jours en lisant dans un blog les commentaires désabusés de lecteurs qui découvraient effarés qu'un grand nombre d'entre eux étaient racistes suite à la lecture de leurs commentaires après la mort de ce jeune garçon tué à bout portant par un policier à Nanterre. Jusque-là ils avaient cru que la plupart des lecteurs partageaient les mêmes intentions qu'eux, or ce n'était pas du tout le cas ou ils s'étaient lourdement abusés eux-mêmes, car c'est le constat auquel j'étais parvenu le premier jour lorsque j'avais lu des commentaires dans ce blog, je savais parfaitement à quoi m'en tenir, j'étais parvenu au même constat trois ans auparavant en participant au blog du Dr. Maudrux.

Il n'y a rien de surprenant à cela, puisqu'aucun n'avait réellement développé une conscience politique de classe. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de m'en apercevoir en postant des commentaires politiques pour les tester, les faire parler, leur permettre d'exprimer librement ce qu'ils pensaient vraiment, et je n'ai pas été déçu ou cela a confirmé ce que je savais déjà. Et

pour tout vous dire, comme trois ans auparavant aucun n'a posté un commentaire indiquant qu'il partageait mon orientation politique ou tout simplement mon interprétation.

Ces lecteurs ont été d'autant plus désabusés de découvrir que leurs petits camarades tenaient des propos racistes ou soutenaient la répression féroce, criminelle des forces de l'ordre, qu'ils croyaient que parce qu'ils avaient tenu quelque temps plutôt des positions correctes sur la dictature sanitaire, ils devaient partager leurs autres positions ou ils étaient sur la même longueur d'onde, et bien pas du tout. Pourquoi, quelle en est la signification politique ? A suivre.

Lu. Ils partagent bien tous la même orientation politique. La preuve

J-C - Aucun chef d'Etat d'Amérique du Sud n'a déclaré que la pandémie de COVID-19 n'existait pas ou qu'elle était fabriquée. Tous se sont alignés sur Washington et l'OMS, Davos.

- Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 a encore accentué les graves inégalités sociales en Amérique du Sud.

J-C - Tous les chefs d'Etat d'Amérique du Sud ne pensent qu'en termes de marché à la manière des oligarques anglo-saxons.

- Le président brésilien a fait l'éloge du potentiel économique de l'Amérique du Sud, avec son PIB de 4000 milliards de dollars et ses 450 millions d'habitants qui constituent un important marché de consommation. En termes de ressources naturelles, il a affirmé que le continent possède «*le potentiel énergétique le plus important et le plus varié du monde*», une importante production alimentaire, un tiers des réserves d'eau douce de la planète, une riche biodiversité et des minéraux « *essentiels pour l'industrie de dernière génération* ».

La libre concurrence est l'état normal du règne animal.

J-C – Partant de là, il ne faut s'étonner de rien de la part des hommes, n'est-ce pas ? Tous les adeptes du capitalisme ou de la propriété privée des moyens de production vénèrent la « *libre concurrence* », parce qu'elle permet de repousser les limites de l'exploitation humaine, de les diversifier au profit des négriers des temps modernes, ce qui explique pourquoi l'Union européenne lui vaut littéralement un culte.

Au-delà, elle sert le dumping social ou contribue à favoriser les entreprises où le coût du travail est le plus bas, à accroître le taux d'exploitation, le taux de profit…

La libre concurrence place les travailleurs dans une situation inique, où ils se retrouvent contraints de vendre leur force de travail au plus offrant ou au rabais pour obtenir un emploi pour survivre…

- Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance.

Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en œuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité et qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est à dire aujourd'hui la production sociale, reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire.

Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, un grand krach. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées peut élever les hommes au-dessus du reste du monde animal au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, notamment les sciences de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui l'aura précédé.

(Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme.- F.Engels 1876)

Attention, propriété privée !

Quels sont nos droits durant les vacances pour circuler et marcher dans la nature ou le long de la mer ? - francetvinfo.fr 2 juillet 2023

Tous les prétextes sont bons pour enrichir les armateurs selon leur porte-parole.

Tourisme : les bateaux de croisière font de plus en plus de mécontents - francetvinfo.fr 2 juillet 2023

francetvinfo - Si les croisières peuvent être bénéfiques aux villes desservies d'un point de vue économique...

- Une bonne nouvelle, a priori, pour l'économie des villes desservies.

J-C – Les guerres et les ventes d'armes aussi, quelles aubaines pour l'emploi !

Lu.

Les impôts ont flambé de 12% en 2022 pour atteindre le record de 451 milliards d'euros. Profitant de l'inflation, l'État a enregistré des rentrées hors-normes sur la TVA avec 20 milliards d'euros supplémentaires récupérés dans la poche des Français.

Lu.

Vanguard, BlackRock et State Street, la combinaison de leurs actifs gérés atteint 22 000 milliards de dollars et équivaut à plus de la moitié de la valeur combinée de toutes les actions des sociétés du "S&P 500", indice boursier basé sur 500 grandes entreprises cotées aux États-Unis.

BlackRock est un gestionnaire d'actifs qui réalise des investissements sur les marchés financiers pour le compte de ses clients. Créée en 1988 par Larry Fink, la société est actuellement le leader mondial de son activité, avec 10 000 milliards de dollars confiés par ses clients. Il s'agit également du premier actionnaire mondial, puisque BlackRock s'est exprimé en 2019 sur près de 159 000 résolutions (2), votant à plus de 17 000 assemblées générales (AG). Le gestionnaire d'actifs, présent dans 35 pays avec 18 400 employés, est actionnaire dans plusieurs sociétés, y compris les géants de la tech comme Google-Alphabet, Amazon, Meta, Apple, Microsoft (GAMAM). BlackRock est également actionnaire dans 18 sociétés françaises du CAC40 et détient une part de 2,1% de l'indice boursier.

Un portefeuille astronomique et un pouvoir de gouvernance dans les AG qui dote BlackRock d'une réelle influence mondiale, tant sur les entreprises que sur les politiciens.

Vanguard gère 7 200 milliards USD (dollar américain) d'actifs. Ce fonds d'investissements, lui-même actionnaire de BlackRock, agit différemment et joue le rôle d'intermédiaire pour plus de 30 millions de clients.

Ce sont ces derniers qui détiennent des parts dans les plus grandes sociétés du monde.

J-C – Comment ces officines mafieuses et criminelles ont-elles pu concentrer autant de richesses ? Apparemment elles auraient bénéficié de complicités au niveau des Etats ou des gouvernements…

Enfin, le visage humain du capitalisme. La poudre à canon au service de la chirurgie esthétique.

Conflits armés : 2022, l'année la plus meurtrière du siècle - France-Soir 29 juin 2023

Le rapport annuel publié hier, mercredi 28 juin, par le groupe de réflexion Institute for Economics and Peace (IEP) révèle une augmentation du nombre de décès dus aux conflits armés au cours de l'année dernière.

Les dépenses militaires totales ont augmenté de 17% depuis 2008 (92 pays ont augmenté leur budget militaire), les augmentations les plus importantes provenant de la Chine (180 milliards de dollars), des États-Unis (70 milliards de dollars) et de l'Inde (40 milliards de dollars).
L'impact de la violence sur l'économie mondiale a augmenté de 1 000 milliards de dollars pour atteindre le chiffre record de 17 500 milliards de dollars, ce qui équivaut à 13% du PIB mondial (2 200 dollars par personne) et à 64% du PIB de l'Ukraine, en raison des dépenses militaires liées au conflit russo-ukrainien. La disparité de l'impact économique de la violence est frappante, les dix pays les plus touchés représentant en moyenne 34% du PIB, contre seulement 3% pour les dix pays les moins touchés.

https://edition.francesoir.fr/politique-monde/conflits-armes-2022-l-annee-la-plus-meurtriere-du-siecle

---

Totalitarisme. Ils ont trouvé un nouvel ennemi pour cet été : Les tongs !

J-C - Quelle niveau de connerie ! J'en porte toute l'année depuis 28 ans, le modèle de base, le moins cher, et j'ai les pieds parfaitement normaux.

Attention à ces chaussures vedettes de l'été, elles peuvent représenter un danger - Yahoo 3 juillet 2023

Sur TikTok, un podologue met en garde sur le port des tongs. Ces chaussures ouvertes peuvent représenter un danger pour la santé.

L'été et les vacances sont là. L'occasion pour de nombreuses personnes de ressortir leurs plus belles paires de tongs. Pourtant, ces chaussures stars des beaux jours pourraient faire du tort à vos pieds. Le New York Post relaye la mise en garde formulée sur TikTok par le podologue Paul Macaulay.

"*Non seulement les sandales décontractées manquent de soutien de la voûte plantaire, mais elles manquent également de sécurité. Vous les portez pendant de longues périodes et vos orteils peuvent commencer à se raidir et à se cramponner, puis cela peut être difficile à*

inverser", met en garde le spécialiste des pieds dans sa vidéo diffusée sur le réseau social. Pour limiter les conséquences, il recommande de porter des chaussures avec une sangle supplémentaire autour du talon. "*Cela donnera plus de stabilité à la cheville et maintiendra le pied en place. Ou vous pouvez même choisir le style qui a une sangle sur le devant, qui maintient le pied vers le bas*". Avant de compléter : "*Les tongs sont OK si elles sont portées pour la bonne activité, si c'est juste de la voiture à la plage ou pour traverser la plage à pied, ça va. Le simple fait de les porter pour marcher 5 à 10 km ne serait pas recommandé car ils n'ont aucun soutien."*

Autre conséquence liée au port des tongs, les pieds peuvent se fissurer. Le podologue met également en garde sur le risque de trébucher et de se faire mal à cause du manque de maintien des tongs. Yahoo 3 juillet 2023

J-C - Pauvre con, il suffit de regarder où tu fous tes pieds ! Ça touche combien par mois un podologue ?

Apprenez-leur le caniveau ou ceci explique cela.

États-Unis : un couple de policiers met leur fils de 3 ans en prison pour avoir fait dans sa culotte - Yahoo 3 juillet 2023

Les parents ont eu recours à deux reprises à cette punition très particulière pour obliger leur enfant à aller sur le pot.

Une méthode éducative qui fait débat. Aux États-Unis, un couple de policiers a été sommé de s'expliquer devant le département des services à l'enfance et aux familles de la Floride, après avoir menotté et emprisonné pendant quelques minutes leur fils âgé de 3 ans.

Des difficultés dans l'apprentissage de la propreté

Comme le rapporte Law&Crime, ce passage derrière les barreaux était en fait une punition décidée par les parents du petit garçon pour le forcer à aller sur le pot. Le média américain explique ainsi que le couple composé d'un lieutenant et d'une sergent avait rencontré quelques difficultés pour apprendre la propreté à leur enfant.

Ainsi, à l'automne dernier, alors que ses parents l'avaient inscrit dans une crèche n'acceptant que les enfants habitués au pot, le garçonnet faisait toujours régulièrement sous lui. Ses parents ont donc décidé d'employer une méthode radicale pour "*aider*" leur fils à passer enfin cette étape. ": 'Tu sais, tu ne respectes pas les règles. Donc tu vas aller en prison'", témoigne le papa, cité par Law&Crime.

"*Il a réagi comme j'espérais qu'il réagisse*"

Les deux policiers ont ainsi passé les menottes à leur enfant et l'ont ensuite enfermé dans une cellule pendant quelques minutes. Ils ont ensuite répété cette punition le lendemain. Interrogé par les services sociaux, le papa a assuré que la cellule en question avait été préalablement

inspectée et vidée, mais aussi que l'enfant n'avait jamais été laissé seul, un de ses parents se trouvant en permanence de l'autre côté des barreaux.

"*Il pleurait, raconte le père. Il a réagi comme j'espérais qu'il réagisse."* Le garçonnet aurait en effet fini par promettre qu'il ne ferait plus jamais dans sa culotte. D'après le témoignage des parents, la punition a ainsi produit l'effet escompté et leur fils va désormais sur le pot sans problème. Pour l'heure, le département des services à l'enfance et aux familles n'a pas encore livré ses conclusions concernant cette affaire peu banale. Yahoo 3 juillet 2023

Lu. Un brin d'humour qui sonne vrai.

- En attendant ce jour, nous avons réussi à développer une fois encore notre pouvoir d'acceptation, tout en repoussant les limites de notre endurance : «*Les Français se sont serré la ceinture aux repas de Noël*», claironne Le Figaro du 29/12/2022. «*Inquiets de l'inflation, ils ont réduit leurs achats, surtout pour le champagne, le saumon et le foie gras*».

En lisant Franceinfo, on ne peut que s'émerveiller devant la contribution étudiante à l'effondrement de l'économie russe : «*Précarité alimentaire : 97% des étudiants se restreignent sur la qualité et la quantité de leur alimentation :* «Depuis la rentrée, les prix ont beaucoup augmenté», *explique Morgane, étudiante à l'Inalco*».

Malgré l'élan solidaire de cette jeunesse pleine d'espoir, un nouveau fléau frappe nos grandes surfaces : «*Vols à l'étalage : davantage de personnes âgées dérobent du beurre ou un morceau de fromage*», titre TF1 le 28/12/2022. «*Des antivols sur la viande, les tablettes de chocolat, le thé… Avec la hausse des prix et l'augmentation des vols à l'étalage, les produits de consommation courante sont protégés comme des produits de luxe*», nous rassure Le Figaro du 27/03/2023.

La bonne nouvelle c'est qu'en France, il y a une solution à tout. Comme par exemple les Restos du Cœur qui démarrent l'année en trombe, ce dont on ne peut que se féliciter : «*Sur les trois derniers mois, l'association a vu une hausse de 22% des bénéficiaires par rapport à la même période l'année dernière*», s'enthousiasme RMC le 01/03/2023.

N'oublions pas non plus le sabordage enthousiaste des derniers lambeaux de notre secteur productif : «*Une hausse de 69% des défaillances d'entreprises enregistrée cet été par rapport à 2021*», titre l'Obs du 11/10/2022. «*Ces chiffres n'avaient jamais été observés depuis plus de vingt-cinq ans*». Ceux qui misaient sur un relâchement de la solidarité, ou sur un retour de l'irresponsabilité et des égoïsmes, ont clairement sous-estimé les Français.

Les résultats sont là, et les Ukrainiens nous font totalement confiance : «*Ils ne voulaient pas nous donner de l'artillerie lourde, alors ils l'ont fait. Ils ne voulaient pas nous donner les systèmes HIMARS, alors ils l'ont fait. Ils ne voulaient pas nous donner des chars, maintenant ils nous donnent des chars. En dehors des armes nucléaires, il ne reste rien que nous n'obtiendrons pas»,* s'extasie Yuriy Sak, conseiller du ministre ukrainien de la Défense.

Si à première vue, 2022 apparaît donc comme une année sans contrariétés majeures, il n'en faut pas moins se méfier des apparences.

«*En 2022, treize personnes, 6 conducteurs et 7 passagers, sont mortes après des tirs de la police dans le cadre de refus d'obtempérer*», nous apprend Franceinfo. «Un bien triste record», soupire 20 Minutes. Il faut reconnaître que si le fait de mitrailler des véhicules en pleine rue montre l'engagement de nos forces de l'ordre dans la lutte contre le CO2, leur palmarès annuel reste hélas bien en-deçà de ce qu'on observe outre-Atlantique, dans l'empire où la démocratie ne se couche jamais et où trois personnes sont tuées chaque jour par la police, selon *Le Monde* du 06/01/20231. Briser les codes, lutter au quotidien contre les conservatismes, mettre hors d'état de nuire les adversaires de la tolérance et de l'obtempérance : telle est la leçon à retenir de nos grands frères états-uniens.

Avec à peine 105 détenus pour 100 000 habitants, nous sommes également loin derrière le pays de la Liberté qui comme son nom l'indique, détient le taux d'incarcération le plus élevé au monde, c'est-à-dire six fois plus. Pour autant, notre démocratie n'est pas aussi vacillante que certains voudraient le croire, et c'est avec beaucoup de réactivité citoyenne que l'Assemblée nationale a mis sur pied une Commission d'enquête relative aux ingérences de puissances étrangères visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français. Comme son nom l'indique, cette commission passe au crible les actions, fréquentations et opinions contraires à l'intérêt national des États-Unis d'Amérique, ou susceptibles d'être considérées comme telles : les illibéraux n'ont qu'à bien se tenir, car une formidable régulation se met en place, plus transpartisane que jamais.

Soutien inconditionnel au peuple palestinien.

Missiles, maisons rasées, huit Palestiniens tués : terrible bilan du raid israélien à Jénine - RT France 3 juillet 2023

«*Jénine subit la plus grande opération militaire de l'occupation depuis 2002*», a titré le journal qatari Al-Jazeera pour décrire la situation après le raid israélien dans le camp palestinien en Cisjordanie.

Dans la nuit du 2 au 3 juillet, Tsahal a lancé une «opération anti-terroriste» visant à neutraliser des cadres du Hamas, du Jihad islamique et d'autres factions combattantes palestiniennes. A l'aide de l'aviation, qui a pilonné plusieurs positions, l'armée israélienne est entrée dans le camp de Jénine. Des bulldozers ont notamment rasé des maisons et des trottoirs pour bloquer l'accès à certaines zones de la ville.
Alors que l'opération est toujours en cours, le bilan du raid est très lourd : huit Palestiniens ont été tués et une cinquantaine blessés, dont dix gravement.

A Jénine, il y a la ville, mais aussi le camp où vivent les descendants des Palestiniens chassés de leur terre en 1948, lors de la création d'Israël. « *Ce sont des réfugiés, déplacés de force une seconde fois* », s'insurgent des Palestiniens sur les réseaux sociaux.

Au total, 3 000 des 18 000 habitants du camp de Jénine ont dormi cette nuit dans les écoles de la région.

« *Nous soutenons la sécurité d'Israël et son droit à défendre sa population contre le Hamas, le Jihad islamique palestinien et d'autres groupes terroristes* », a déclaré un porte-parole du département d'Etat américain. AFP et RT France 3 juillet ; RFI 4 juillet 2023

J-C - Depuis le nombre de Palestiniens tués est passé à 12 et plus de 100 blessés, pour 1 Israélien tué.

Quand prend fin le temps des illusions. C'est une stratégie de survie et d'autodéfense.

En Cisjordanie occupée, une nouvelle génération de Palestiniens renoue avec la résistance armée - francetvinfo.fr 7 juillet 2023

Ces combattants appartiennent à une génération privée de toutes perspectives. Nés bien après les accords d'Oslo en 1993, qui prévoyaient une transition de cinq ans pour trouver un accord de paix, ils "*ont été bercés d'illusions*".

"*Cette génération n'attend plus la validation de la communauté internationale pour résister. Elle se bat par tous les moyens, violents et non-violents. C'est une stratégie de survie et d'autodéfense*."

"*Aujourd'hui, un jeune qui a grandi à Jénine a des membres de sa famille en prison ou qui sont morts. Il est entouré de checkpoints et de murs, il ne peut pas aller à la mer, à l'hôpital ou travailler librement*", décrit Inès Abdel Razek.

"*La jeunesse qui a 15-20 ans aujourd'hui a vu que les manifestations non-violentes de ses parents, la création d'ONG, le dialogue, etc. n'ont rien amené*", commente le chercheur indépendant Thomas Vescovi. Nombre d'entre eux n'ont jamais voté, la dernière élection datant de 2006. Et leur maigre espoir de changement s'est éteint avec l'annulation des élections législatives en 2021. "*Cette absence de perspective politique nourrit ce sentiment que la lutte armée est la seule solution pour contraindre Israël à faire des concessions*", analyse le chercheur.

Les jeunes nés dans les années 2000 "*n'ont vu que la corruption des institutions et les échecs de la diplomatie internationale. Ils ne croient plus en une réconciliation et prennent les armes*", déplore Ghaith Al-Omari, ancien cadre de l'Autorité palestinienne. Or, les jeunes nés dans les années 2000 "*n'ont vu que la corruption des institutions et les échecs de la diplomatie internationale. Ils ne croient plus en une réconciliation et prennent les armes*", déplore-t-il. Pour ce Palestinien, négociateur lors de pourparlers pour la paix dans les années 2000, la "*situation est hors de contrôle et sans espoir*". francetvinfo.fr 7 juillet 2023

J-C – Cela pourrait valoir pour de nombreux pays, y compris la France.

En réponse à une crise sociale et économique, ils préconisent l'intervention d'une force armée internationale.

Haïti : plus de 250 membres de gangs tués par des justiciers autoproclamés depuis avril - AFP/lepoint.fr 6 juillet 2023

Au moins 264 personnes soupçonnées d'appartenir à des gangs ont perdu la vie à Haïti depuis le mois d'avril, tuées par des justiciers autoproclamés. La représentante de l'ONU sur place a commenté ces chiffres, s'inquiétant du phénomène dans un pays frappé par les crises sociales et économiques.

Face à l'incapacité de la police à faire face à la violence sans précédent des gangs qui contrôlent une majorité du territoire de la capitale Port-au-Prince, des habitants ont décidé de faire justice eux-mêmes, tandis que la communauté internationale n'a toujours pas trouvé de pays pour mener une force d'intervention réclamée par l'ONU et le gouvernement haïtien.

Et *« il ne peut pas y avoir de solution politique durable et inclusive sans une amélioration radicale de la situation sécuritaire* », a insisté le secrétaire général, répétant son appel à envoyer une force internationale pour épauler la police et « *démanteler* » les gangs. AFP/lepoint.fr 6 juillet 2023

J-C – Ils n'ont que le mot sécuritaire à la bouche.

France. Nahel, c'est une exécution sommaire ! Mes commentaires publiés par un blog.

1 - Au cinéma comme à la télévision depuis sa naissance jusqu'à nos jours ont été diffusés de préférence par milliers et milliers des films violents, de guerres, de génocides aussi, de massacres, mettant en scène des militaires, des flics, des voyous, des gangsters, toute sorte de tueurs, pour dire que ce qu'il raconte dans cette vidéo est d'une banalité confondante, à croire qu'il savait qu'il existait un public pour de telles conneries. Ce blog en fait la promotion.

2 - Je ne suis pas d'accord avec vous, on aurait pu dire la même chose par exemple des Beatles, de Gabin ou de Belmondo, tous ont été manipulés et ils en prirent conscience à un moment donné, par qui, pardi par ceux qui financèrent leur carrière.

Vous pourriez dresser le même constat avec tous les arts, la drogue, l'alcool, le tabac, la pornographie, le sport et le culte de la puissance, du plus fort...

A une autre échelle à toutes les époques, aussi bien les tyrans que les truands furent glorifiés, mise en scène dans la littérature, le cinéma et le théâtre, puis plus tard à la télévision et dernièrement sur Internet, histoire de canaliser la haine et la violence que tous les régimes successifs inspiraient au peuple opprimé, afin de les détourner de ces régimes qui en étaient à l'origine.

Et force est de constater ici que cela fonctionne à merveille.

Pour les uns, le bouc émissaire c'est le flic, pour d'autres, c'est Macron, et pour la majorité ce sont ces jeunes des banlieues qui savent que leur avenir est hypothéqué dans cette société pourrie.

Qui réclame ici un changement de régime économique et politique, personne, c'est révélateur du degré de conscience politique misérable ambiant.

3 - Dommage qu'il ne suffise pas d'appuyer sur un bouton pour déclencher une révolution et renverser le régime en place !

Le problème ou la clé de la situation, c'est que cela nécessite un certain niveau d'organisation et de conscience politique qui font défaut aujourd'hui partout dans le monde.

A des degrés divers les masses se sont embourgeoisées, elles se sont laissé corrompre par l'idéologie de la classe dominante du fait de la profonde dégénérescence du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde révolutionnaire qui s'est compromise et à renier ses principes…

Notre tâche consiste à reconstruire une direction et un parti qui incarnent exclusivement les intérêts des exploités et des opprimés pour mener à bien notre lutte de classe, car c'est uniquement de cela dont il s'agit, d'une lutte à mort pour le pouvoir, qui doit gouverner la société, qui doit décider de son orientation, l'infime minorité des exploiteurs que représente Macron ou l'immense majorité des exploités, qui doit détenir tous les pouvoirs, de la réponse à cette question dépend l'avenir de la société, de chacun d'entre nous. En rejetant cette orientation politique, on se prive des moyens de changer la société, c'est aussi simple que cela, mais ô combien difficile à faire comprendre ou à réaliser.

4 - Mes parents étaient de braves gens qui chérissaient leur petit garçon, si, si, vraiment, la preuve.

Ils menacèrent de m'envoyer en pension si je n'étais pas sage. Las, quelques années plus tard ils évoquèrent la maison de correction. Mon père regretta qu'il n'y ait pas une bonne petite guerre pour que j'y sois envoyé, car selon lui cela formait un homme. Enfin, en désespoir de cause ils optèrent très sérieusement pour l'asile psychiatrique ou l'enfermement de force, après m'avoir tabassé comme chaque fois, chaque jour.

Du coup, qu'est-ce qui se passa ? Je me mis à fréquenter des voyous, des délinquants. Agressions et vols au programme, bien arrosé. J'avais l'âge de Nahel, 16 ou 17 ans. Un samedi soir, on était 4 à s'emmerder sec, le plus âgé, il devait avoir 20 ans, maçon de son état, Jean-Yves Mignon, un colosse, il décide de piquer une bagnole pour aller faire un tour. Il ne trouva qu'une 2CV dont une porte était ouverte, pas génial mais peu repérable ! On se trouvait sur le pont de Chatou (92) quand la conduite de Jean-Yves attira l'attention d'un car de flic qui nous prit en filature à une certaine distance, il accélère pour le semer, arrivé au bout du pont de Chatou il décide brusquement de tourner à droite, et voilà qu'il chevauche le terre-plein et s'empale dans un panneau de signalisation. Marche-arrière, la bagnole roule encore. Là il prend l'allée qui longue la Seine, manque de bol, c'est un cul-de-sac ! Demi-tour et nous voilà face à face avec les flics qui s'étaient arrêtés et nous attendaient tranquillement en se marrant !

Les flics furent très corrects, très polis, pas d'insultes, pas de violences, ils n'ont pas dégainés leurs armes de service.

Une nuit en cage au commissariat en attendant que mes parents viennent me chercher, j'étais mineur. Aussi incroyable que cela puisse être, en plus de mes parents il y avait ma grand-mère maternelle qui était la bonté même, et bien ils ne décrocheront pas un mot de reproche, que dal, ils étaient en état de choc, ma grand-mère m'adressa un mot gentil pour me réconforter.

Rentrer à la maison, idem, pas un mot, pas un geste, je m'attendais à me faire démolir par mon père, rien. Ils ne comprenaient pas comment leur fils avait pu tourner ainsi après l'avoir envoyé dans des écoles privées confessionnelles catholiques, ils croyaient m'avoir donné une bonne éducation, alors qu'en réalité la fréquentation forcée de fils de bourgeois n'avait fait qu'alimenter la haine que j'avais de l'injustice sociale, mon père était menuisier en bâtiment et nous étions très pauvres.

A partir de ce moment-là, mes parents cessèrent de me menacer de me faire enfermer, et de mon côté de moi-même je cessai de fréquenter ces voyous.

Plus tard j'eus une fille, elle a 42 ans, elle est institutrice, je ne l'ai jamais frappé, je n'ai jamais crié dessus, elle est relativement épanouie, surtout, je lui ai évité de vivre ce que j'avais vécu.

Ceux qui flattent le recours à la violence sur des enfants sont des monstres de cruauté, des abrutis finis, des pauvres types ou des vieillards séniles et aigris, la vieillesse est souvent un naufrage, ce blog en regorge !

5 - A défaut de pencher d'un côté, on penche de l'autre, celui de la réaction, rien de plus normal.
Le système économique est au bout du rouleau, par tous les moyens possibles et inimaginables ils s'emploient à le tenir en survie artificielle, cela donne toutes les horreurs auxquelles nous assistons depuis le début du XXe siècle, guerres incessantes, guerres civiles, génocides, famines, épidémies, terrorisme, populations déplacées par dizaines de millions, enrichissement monstrueux d'une infime partie de la population ; médiocrité, paresse, corruption intellectuelle ; nihilisme, hédonisme, égocentrisme et individualisme forcené, mégalomanie ; indifférence, violence, schizophrénie aggravée, imposture, mensonge, hypocrisie ou lâcheté généralisée ; décomposition, dégénérescence, putréfaction de la société, etc.

Avec un tel tableau, les véritables humanistes se font forcément rares, sauf exception, ce n'est pas ici qu'il faut les chercher.

France. La réaction se déchaîne. Menace, intimidation, négationnisme, pousse au crime.

« *M. Mélenchon est un factieux* », dénonce Éric Ciotti - LePoint.fr 2 juillet 2023

Le président de LR s'en est pris à Jean-Luc Mélenchon et aux Insoumis, qu'il accuse de ne pas condamner les violences déclenchées par la mort de Nahel.

La France insoumise avait appelé vendredi 30 juin « *notamment les plus jeunes* » à « *ne pas toucher* » aux écoles ou aux bibliothèques en ajoutant que « *jamais les Insoumis n'ont été pour la violence* ». (Les vendus se repentent, ordures ! - J-C)

Pour Éric Ciotti, « *cette phrase est un appel à pouvoir attaquer en toute liberté […] les autres bâtiments, y compris les commissariats et les mairies* ». Plus largement « *les Insoumis sont des dangers pour la République* », de même que d'autres élus à gauche comme l'écologiste Sandrine Rousseau qui « *a justifié les pillages* », a appuyé Éric Ciotti. Selon lui, « *il y a des réponses judiciaires qui devront être activées* ». « *Il faudra que des magistrats apprécient ceux qui ont allumé les mèches* » des émeutes depuis mardi en France. BFMTV 2 juillet 2023

En complément.

Mort de Nahel : Laurent Nuñez soutient qu'il n'y a "*pas de racisme dans la police*" - BFMTV 2 juillet 2023

Il n'y a pas que dans la police qu'il y en a.

Nanterre : une cagnotte en faveur du policier dépasse celle pour la famille de Nahel - LePoint.fr 2 juillet 2023

Une cagnotte lancée pour le fonctionnaire actuellement écroué a récolté près de 278 000 euros, contre 62 500 euros pour celle en soutien à la famille du jeune homme. A 16h elle s'élève à 635 220 euros versés par 30 221 donateurs avec des dons de plus de 3.000 euros.

Ouverte par Jean Messiha, ex-délégué du Rassemblement national et désormais membre du parti d'Éric Zemmour, Reconquête !, la cagnotte pour le policier atteint près de 278 000 euros samedi 1er juillet à 19 heures. Près de 14 000 personnes ont déjà fait un don. « *Soutien pour la famille du policier de Nanterre, Florian. M, qui a fait son travail et qui paie aujourd'hui le prix fort* », est-il indiqué.

De son côté, la cagnotte en soutien à la famille de Nahel atteint 62 500 euros, grâce aux dons de 4 200 personnes.

La cagnotte en « *soutien pour la famille du policier* », qui a tué le jeune Nahel à Nanterre avant d'être mis en examen pour homicide volontaire, a dépassé, ce lundi 3 juillet en milieu de journée, le million d'euros.

L'autre cagnotte ouverte en soutien à la maman de Nahel, ne dépassepas les 200 000 euros à ce jour. - Le HuffPost 3 juillet 2023

Mercredi peu après minuit, elle affichait 1 636 220 euros de 78 000 dons. francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Décompte.

- Au total la Place Beauvau a comptabilisé quelque 5 000 véhicules incendiés, 10 000 feux de poubelles, près de 1 105 bâtiments brûlés ou dégradés, 269 attaques de commissariats ou de gendarmeries, plus de 700 membres des forces de l'ordre blessés… AFP 3 juillet 2023

Au niveau national, en une semaine, 3 625 personnes ont été placées en garde à vue, dont 1 124 mineurs. Parmi elles, 990 ont été déférées devant la justice et 380 incarcérées. francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Viendra le jour où à la place de gamins ce sera des ouvriers armés qui les affrontera…

Violences urbaines : près de Rouen, la municipalité de Darnétal instaure un couvre-feu jusqu'à la fin du mois de juillet pour les mineurs de moins de 16 ans - francetvinfo.fr 2 juillet 2023

Les mineurs de moins de 16 ans ne pourront pas circuler seuls dans la ville entre 21 heures jusqu'à 6 heures s'ils ne sont pas accompagnés d'un parent ou d'une représentant légal, sur une partie de la ville. francetvinfo.fr 2 juillet 2023

J-C - A les entendre des mineurs de moins de 16 ans se seraient livrés à des "*agressions sur des agents dépositaires de l'autorité publique*".Question : Ils les recrutent où, sur quels critères, dans une agence de mannequins efféminés et poudrés ?

La prochaine fois, ce sera à balles réelles.

14-Juillet: Gérald Darmanin veut intensifier la lutte contre le détournement d'articles pyrotechniques - BFMTV 6 juillet 2023

Pas moins de 68.000 fusées d'artifices ont été saisies ces derniers jours sur tout le territoire. Ces feux d'artifice, en vente libre, sont détournés de leur usage depuis plusieurs années et utilisés à des fins illégales notamment dans le cadre d'attaques dirigées contre les forces de l'ordre, les bâtiments, véhicules ou bien même contre d'autres groupes criminels, selon une note récente de la direction générale des douanes.

En Île-de-France, plus d'une tonne de mortier a été saisie en région parisienne depuis une semaine. BFMTV 6 juillet 2023

La terreur est la norme, elle a raison.

Pour Yaël Braun-Pivet, il n'y a « *aucun problème* » dans la police en France - Le HuffPost 3 juillet 2023

En famille. La réaction sur toute la ligne est incompatible avec la justice. C'est le régime qui doit être renversé.

Après la mort de Nahel, Clémentine Autain plaide pour une "*grande marche pour la justice*" - BFMTV 4 juillet 2023

Et voilà qu'ils en profitent pour créer un nouveau délit.

Cyberharcèlement : le Sénat créée un nouveau délit d'outrage en ligne - Publicsenat.fr 5 juillet 2023

Hier soir, le Sénat a voté l'article 5 du projet de loi de sécurisation de l'espace numérique, qui instaure une peine complémentaire de « *bannissement* » de 6 mois des réseaux sociaux (un an en cas de récidive) dans le cas d'une condamnation pour haine en ligne, cyberharcèlement ou autres infractions graves. En commission, les sénateurs avaient élargi le champ des infractions concernées, en incluant notamment les *« menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique.* »

En séance, le Sénat a donc aussi complété le dispositif en adoptant un amendement du co-rapporteur Loïc Hervé qui créée un « *délit d'outrage en ligne* », puni d'une amende forfaitaire délictuelle de 300 à 600 euros. Le sénateur centriste entendait ainsi répondre aux « *difficultés posées par la réponse pénale classique* », qui suppose, en matière de harcèlement, des procédures lourdes. Le délit d'outrage en ligne imaginé par Loïc Hervé, inspiré du délit d'outrage sexiste et sexuel, permet la « *sanction immédiate par une amende forfaitaire délictuelle* » de « *contenus de toute nature portant atteinte à la dignité d'une personne ou présentant à son égard un caractère injurieux, dégradant ou humiliant, ou créant à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante*. »

Assassinats en série.

Emeutes à Marseille : une information judiciaire ouverte après la mort d'un homme dans la nuit de samedi à dimanche, l'IGPN saisie - francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Le parquet de Marseille a ouvert une information judiciaire pour "*coups mortels avec usage ou menace d'une arme*" après la mort d'un homme de 27 ans dans la nuit du samedi 1er au dimanche 2 juillet, a-t-il annoncé mardi à France 3 Provence-Alpes-Côte d'Azur, confirmant une information de La Marseillaise. L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie, a appris franceinfo de source proche de l'enquête.

Le parquet juge "*probable un décès causé par un choc violent au niveau du thorax causé par le tir d'un projectile de type flash-ball*", ayant entraîné un arrêt cardiaque de la victime. Celle-ci a été découverte cours Lieutaud, dans le centre de Marseille, et transférée à l'hôpital, où elle est morte. francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Il faut pourrir la vie de ces salopards !

Émeutes: pour Valérie Pécresse, "*il faut pourrir les vacances*" des casseurs - BFMTV 5 juillet 2023

La France serait-elle passée sous un régime autoritaire ?

Couper les réseaux sociaux en cas d'émeutes ? Olivier Véran précise ce qu'envisage le gouvernement - Le HuffPost 5 juillet 2023

Le porte-parole du gouvernement a été interrogé à la sortie du Conseil des ministres sur l'intention d'Emmanuel Macron de « *couper* » les plateformes « *quand les choses s'emballent* ». Le HuffPost 5 juillet 2023

Police et justice politique. Vous n'avez pas encore tout vu ! Le pervers sexuel cocaïnomane assassin Palmade est en liberté !

"*Jamais vu ça*": après les émeutes en France, des peines très sévères prononcées par la justice - BFMTV 5 juillet 2023

Malgré la jeunesse des prévenus ou leur absence d'antécédents judiciaires, des mandats de dépôt ont été prononcés.

À Nanterre jeudi dernier, Aymeric C. fait certainement partie des premières personnes à comparaître à la suite des violences qui touchent la France depuis la mort de Nahel, un jeune de 17 ans tué par un tir policier lors d'un contrôle routier. La vingtaine, il est jugé pour avoir diffusé le nom et la ville où habite le policier mis en cause. Inconnu jusqu'alors de la justice, inséré professionnellement, il est condamné à 18 mois de prison dont 12 avec sursis pour une story Snapchat publiée en privé.

Depuis jeudi, la justice, de Marseille à Créteil en passant par Bobigny, Nanterre ou Grenoble, organise un défilé de comparutions immédiates de personnes soupçonnées d'être impliquées dans les émeutes. Incendie de poubelles, casse de commerces, pillages de magasins, ou attaques contre des policiers, la plupart disent regretter, beaucoup disent ne pas comprendre pourquoi ils ont agi de la sorte. Souvent, c'est l'effet de meute qui est invoqué. Pour l'heure, ce ne sont pas ceux en première ligne dans ces violences qui ont été jugés.
350 incarcérations

Ils ont 18, 19 ans, la trentaine tout au plus, ils sont insérés scolairement ou professionnellement, ils n'ont pas de casier judiciaire pour la plupart, mais sont condamnés, de l'avis de tous, et selon le souhait du gouvernement, "*fermement*". Sana, 18 ans, en formation pour être auxiliaire de vie, a écopé de quatre mois de prison ferme pour avoir tenté de piller un magasin rue Féréol à Marseille samedi soir. Un autre a pris 10 mois de prison ferme,

interpellé - en récidive - une canette de Red Bull à la main alors qu'il sortait d'un magasin pillé. À Montpellier, un homme a écopé de trois mois de prison ferme pour les mêmes faits.

Samedi, au tribunal de Bobigny, dix prévenus étaient jugés dans le cadre de cinq dossiers liés aux violences urbaines. Sur les dix, huit d'entre eux ont été incarcérés immédiatement à l'issue de l'audience pour effectuer la peine à laquelle ils venaient d'être condamnés. De nombreux tribunaux prononcent des mandats de dépôt, synonyme d'incarcération, là où la peine pourrait être faite sous bracelet électronique. Depuis le début des jugements, il y a eu 350 incarcérations, a précisé le garde des Sceaux ce mardi.

La justice pénale a un rôle de dissuasion générale. Dès vendredi, le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti a transmis une circulaire pour réclamer une réponse pénale "*rapide, ferme et systématique*". "*L'encre de la circulaire était à peine sèche que les procureurs la mettaient en marche*", a-t-il salué lors des questions au gouvernement dans l'hémicycle.

À Grenoble ou Bobigny, par exemple, les procureurs "*en chef*" sont d'ailleurs descendus requérir lors des comparutions immédiates, fait rarissime. "*Il y a eu atteinte à la sécurité publique collective, il faut une réponse pénale ferme, des peines pour l'exemplarité*", estimait le représentant du parquet à Marseille.

"*On constate qu'on a des peines fortes et qui sont des peines avec mandat de dépôt pour des gens qui n'ont pas de casier*", note Aurélien Martini, secrétaire général adjoint de l'Union Syndicale des Magistrats.

Pour les avocats, "*la justice est totalement instrumentalisée*" par le politique. "*Depuis la circulaire du 30 juin, le changement a été drastique*", constate Me Camille Vannier, qui a participé au système de défense collective ce week-end. "Des mandats de dépôt, des mandats de dépôt, des mandats de dépôt... pour des faits mineurs", poursuit l'avocate qui déplore que "*des jeunes, de très jeunes prévenus qui comparaissent pour la première fois*" soient qualifiés d'"*émeutiers*" par la justice.

"*Sur des délits aussi mineurs, je n'ai jamais vu ça*", martèle Me Vannier.

"*Les peines sont extrêmement fermes, les procédures bâclées, il y a de nombreux scénarios où on ne reconnaît pas les gens, les PV d'interpellation sont extrêmement flous, c'est une justice politique*", déplore à son tour Me Elsa Marcel. Le traitement de faveur est le même pour les mineurs, une justice rendue différemment que pour les majeurs. Alors que l'âge médian des personnes interpellées est de 17 ans, eux sont systématiquement déférés devant le parquet et notamment des jeunes de 13 ans, une situation extrêmement rare.

Ce qui est le plus inquiétant, c'est que "*les juges du siège (ceux qui prononcent les condamnations, NDLR) suivent de manière aveugle les réquisitions, c'est très inquiétant du point de vue de l'indépendance de la justice*", conclut Me Camille Vannier.

J-C – L'indépendance de la justice, cela n'existe pas en France, nulle part. Dans quel pays la classe ouvrière détiendrait-elle tous les pouvoirs ? Aucun.

"Un ras-le-bol général".

"*Comment se faire entendre?*" : un émeutier de 18 ans justifie les violences après la mort de Nahel - BFMTV 6 juillet 2023

Un jeune homme de 18 ans raconte à BFMTV les raisons pour lesquelles il est descendu dans la rue la semaine dernière pour participer aux émeutes liées à la mort de Nahel, 17 ans, tué par un policier à Nanterre.

Le lycéen préfère éviter d'employer le terme de "*casseurs*", car pour lui ces violences urbaines sont liées à "*un ras-le-bol général*" provoqué par les conditions de vie dans les quartiers. "*C'est pas à cause de la mort de Nahel que tout ça a été provoqué. C'est à cause de tout ce qui se passe dans nos quartiers, dans tous les quartiers de France".*

"*Vous le savez, dans les quartiers il n'y a pas énormément d'argent et on se débrouille comme on peut. C'est ça qui fait qu'il y a eu un soulèvement général*", appuie cet homme qui se surnomme "*La Flèche*".

"*Comment on va se faire entendre?*", s'interroge-t-il encore, avant d'évoquer les contrôles au faciès de la police qui sont selon lui monnaie courante dans certains quartiers. Il raconte "*la peur constante, quand on revient tranquillement du lycée et qu'on se fait contrôler au faciès, pour rien, parce qu'on est des arabes et des noirs*". "*Nous les jeunes de banlieue, quand on sort dans la rue avec la peur constante de se faire arrêter et de risquer de se faire tuer parce qu'on a fait un refus d'obtempérer*".

Et d'ajouter: "*Une personne noire, une personne d'origine maghrébine va prendre plus de prison qu'un homme blanc d'un quartier riche, même s'il a fait quelque chose de bien plus répréhensible que moi*".

"*Rien ne change*" : à Guyancourt, des jeunes habitants racontent leurs relations avec la police et les discriminations qu'ils subissent au quotidien - Franceinfo 02 juillet 2023

Tous les huit ont entre 18 et 23 ans. Trappes, Elancourt, Coignières, Plaisir… Ils habitent dans des communes des Yvelines où des émeutes ont éclaté depuis la mort de Nahel, ce jeune de 17 ans tué par un policier, mardi 27 juin. Sans filtre, ils livrent leur regard sur la situation, vendredi, et racontent leurs rapports avec la police, les contrôles quotidiens et décrivent les humiliations.

Magasins saccagés, écoles et voitures brûlées… Depuis plusieurs nuits, les scènes de violences se multiplient dans le pays. Pour Elie, 20 ans, les auteurs de ces faits sont très jeunes, autour de 15 ans. "*Ils ont grandi dans les quartiers. Ils voient très bien que les plus grands ont déjà vécu ces violences avec la police, que rien ne change*", raconte cet habitant de Guyancourt.
"*On vient de la cité, ça ne sert à rien de prendre un micro et de parler. Il n'y a que comme ça qu'on peut se faire entendre.*" Elie, 20 ans à franceinfo

D'une voix grave et posée, le jeune homme raconte tous ces moments vécus avec les forces de l'ordre, où il s'est senti malmené, humilié, visé parce qu'habitant des quartiers. "*Les bavures policières, il y en a tous les jours. Il y a toutes celles qui ne sont pas filmées, explique-t-il.*

J'entends toujours : 'Retourne chez toi' de la part de la police. Pour eux, je suis noir et sénégalais, je ne suis pas français", accuse-t-il.

"*Certains policiers ont des problèmes avec certaines personnes*"

D'autres, autour de la table, acquiescent. Ce genre d'expériences ne fait pas exception. "*Je ne connaissais pas les contrôles de police. Mais quand je suis sorti de mon quartier, dans Paris, dans d'autres villes ou départements, j'ai compris comment ça se passait, j'ai vu qu'on se faisait plaquer au mur et qu'on se faisait insulter*", relate Marius, 19 ans. Il raconte ces interpellations où son origine roumaine a été l'objet de moqueries, de discriminations. "*Un jour, un policier m'a dit : 'Ah, encore un Arabe, toujours les mêmes !' Je l'ai regardé et je lui ai dit : 'Ah non monsieur, je suis roumain.' Il m'a dit : 'Ah ben, encore pire.' J'ai été vexé, mais je n'ai rien pu faire*."

A ses côtés, Amine, 23 ans, qui habite à Elancourt, refuse de faire des généralités sur les policiers. Mais, déplore-t-il, les "*mauvais*" ont une influence sur ceux qui tentent "*d'apaiser les choses*". Lui aussi relate des contrôles au cours desquels les policiers n'hésitaient pas à le menacer : "*J'étais respectueux, j'étais tranquille, je ne disais rien… Pourtant, on m'a dit : 'Si tu continues à faire le malin, je vais te mettre un rapport et dire que tu as craché par terre.' Et cracher par terre, c'est une amende…*" "*Certains policiers ont des problèmes avec certaines personnes : il y a des têtes qu'ils n'aiment pas. Des Blancs, comme moi, ils ne vont pas les contrôler… Je remarque qu'il y a davantage de contrôles sur les gens de couleur*", dénonce Léa, 19 ans, qui aspire à devenir infirmière, grâce à l'aide des conseillers de la mission locale.

Tous se disent très satisfaits de ce dispositif d'accompagnement pour trouver un emploi. "*Cela permet de se professionnaliser sans être discriminé parce que les intervenants sont à l'écoute, pas hypocrites et pas racistes*", glisse Shawn, 19 ans, en référence à ce qu'il raconte avoir vécu lors d'entretiens d'embauche ou lors de sa scolarité. "J'essaye d'avoir un regard neutre", glisse-t-il en aparté. "*Je comprends aussi que les policiers soient usés après les 'gilets jaunes', les manifestations… Qu'ils n'ont pas les moyens*", étaye-t-il. Ils font face à des jeunes déterminés, estime son collègue Elie, qui pense que la situation n'est pas près de se calmer : "*Ça va continuer comme en 2005."* Franceinfo 02 juillet 2023

J'ai trouvé un article qui résume assez bien la mystification dans laquelle on voudrait nous enfermer, qui consiste à imputer ces évènements à des boucs émissaires ou à accuser tel ou tel acteur social, afin de détourner l'attention de l'unique facteur qui en est à l'origine, le système économique en place, la survie artificielle du capitalisme, la crise économique dont le capitalisme est incapable de sortir, qui se traduit par des conditions matérielles d'existence faites à une couche du prolétariat de plus en plus large ne lui permettant pas de satisfaire ses besoins élémentaires, une injustice sociale d'une violence intolérable, une multitudes de difficultés au quotidien pour tout juste parvenir à survivre, élever ses enfants, qui se transforment en cauchemars permanents et en désespoir justifiant le passage à des actes illégaux qu'on ne condamnera pas, car n'ayant plus rien à attendre de personne, des institutions, de cette société dégénérée, décadente, largement entrée en décomposition accélérée, en putréfaction, qui finalement n'ont plus rien à perdre.

Vous reconnaîtrez dans les extraits ci-dessous les différents acteurs ou facteurs qui ont joué un rôle dans ce drame, tout y passe, mais le régime est épargné, jamais cité, les conditions sociales désastreuses de cette couche de la jeunesse qui en sont à l'origine n'y figurent pas, ailleurs elles seront citées à la marge par des acteurs politiques qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme, j'insiste lourdement sur ce point, cela paraîtra pénible à certains lecteurs, car c'est la seule explication conforme aux intérêts collectifs de la classe ouvrière et à l'issue politique qui permettrait de les satisfaire pour peu qu'elle se réalise, qui permet de se dissocier de toutes les autres interprétations opportunistes ou démagogiques, populistes ou franchement réactionnaires, qui toutes s'en prennent à une couche ou une autre des masses, le coupable idéal, alors qu'elles sont les victimes de la trahison ou de la compromission des dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier.

L'auteur confond la forme et le contenu, les causes, les moyens et les conséquences parce que cela l'arrange, c'est un ex-gendarme.

- Nos élites (Le réseau Soros, Attali, Minc qui a accouché de Macron), corrompues et apatrides dans l'âme, oeuvrent désormais depuis plus d'un demi-siècle à la destruction intégrale de notre pays.

- Les racailles sont les idiots utiles d'un système ambivalent qui a posé tous les jalons nécessaires à leur révolte, et dans le même temps, tous les jalons nécessaires à leur détestation.

Le fait divers à l'origine de ces événements n'est pas un accident hasardeux car il résulte de la conjonction de deux phénomènes orchestrés par les élites, les ayant de facto conduites à anticiper ce qui allait se produire.

Le premier facteur est consécutif à la communautarisation d'une frange ethnicisée de la population qui a de plus en plus évolué à la marge au point de s'inscrire dans une déviance qui ne la fait plus adhérer aux normes de la société.

Dès le départ, il existait chez ces populations issues majoritairement de couches sociales précaires en provenance du continent Africain, des incompatibilités sociologiques profondes, notamment quant à la structure de la famille et à la place qu'occupe le garçon au sein de cette cellule familiale

Le rejet des normes sociétales s'accompagne de l'instauration de nouvelles normes propres à définir l'identité du groupe : le jeune des banlieues n'est donc pas en mal de repères parce que précaire économiquement, mais parce que, conduit par ses déterminismes sociaux à ne pas pouvoir s'accorder avec le modèle qui est censé l'assimiler.

Les délinquants sont ceux dont la structuration et l'autorité de la famille sont pour le moins inexistantes.

Le deuxième facteur à l'origine de ce drame est humain. Il relève probablement d'une erreur d'appréciation du cadre légal dans lequel le policier s'est situé et a décidé d'ouvrir le feu. La justice tranchera afin de déterminer si le tir était justifié ou non.

Le fait est que le drame qui s'est produit ne serait jamais arrivé s'il n'y avait pas eu la conjonction de ces deux facteurs : déviance sociologique du délinquant non assimilé et faute humaine, certainement accentuée par un contexte de tension constante sur le terrain.

Il existe une réelle complicité entre la racaille d'en bas et la racaille d'en haut qui la soutient.

Fin de l'extrait.

On pourrait partager l'éditorial de *La Tribune des travailleurs* qui a traité ce sujet, à ceci près ou on voudrait rappeler à ses dirigeants, qu'appeler à rompre avec Macron, c'est très bien, on est au moins d'accord sur ce point, encore faudrait-il qu'ils rompent eux-mêmes avec les dirigeants corrompus des syndicats, qui de Bergeron(FO) et Séguy (CGT) jusqu'à nos jours se sont employés à pratiquer sans interruption la collaborations de classes avec les capitalistes et leurs représentants pendant plus d'un demi-siècle, tout en subordonnant les classes exploitées aux institutions anti-ouvrières de la Ve République, détournant ainsi leur lutte de classe de leur émancipation du capital ou du socialisme...

On ne peut pas passer sous silence cet aspect capital de la situation politique, car c'est lui qui en grande partie a conduit à la situation actuelle, en privant les masses de toute issue politique conforme à leurs intérêts et les livrer au désespoir, à leurs bourreaux, ainsi désarmées sur le plan théorique, politique, organisationnelle, puisqu'il n'existe pas de parti politique dans lesquels elles pourraient se reconnaître. Elles se retrouvent livrées à elles-mêmes pour le meilleur et le pire surtout, surtout les jeunes qui par nature sont impatients et aspirent légitimement à un avenir meilleur que le sort qui avait été réservé à leurs parents.

Il faut rappeler ou avoir à l'esprit, que les dirigeants syndicaux qui étaient tous liés au PS ou au PCF ou au parti officiel de l'ordre ou qui partageaient leur idéologie réactionnaire, ont accepté de négocier avec les gouvernements successifs depuis 1958 ainsi que le patronat, une multitude de mesures au détriment des intérêts des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui étaient destinées à les maintenir dans la précarité ou la pauvreté, mes parents et moi-même en faisions partie, en échange de quoi le reste de la classe ouvrière bénéficiait de conditions de travail ou d'existence plus avantageuses, d'où sa neutralité ou son soutien au régime en place.

Du coup les uns et les autres en ont oublié que quel que soit notre statut social ou le niveau de notre rémunération, c'est bien une vraie vie de merde à laquelle on était promis et qu'on aura vécu depuis notre naissance au XXe siècle ou au début du XXIe, et qu'on est voué à ne connaître rien d'autre jusqu'à notre dernier souffle comme c'est parti, alors que la vie pourrait être si agréable, si douce, si belle, un vrai bonheur que nous ne connaîtrons jamais.

Nous y avons tous aspiré quand nous étions jeunes, puis cela nous est sorti de l'esprit pour ne jamais plus y revenir, comme c'est dommage et bien triste. C'était parfaitement légitime contrairement à l'exploitation et à l'oppression, à toutes les souffrances qu'on nous a infligées, aux guerres... Et ne voilà-t-il pas que le socialisme qui incarne ces aspirations manquerait de légitimité. Tiens donc, pourquoi ? Pardi, par ignorance ! Alors il n'est jamais trop tard pour corriger cette aberration et l'adopter, au lieu d'écouter ceux qui s'étaient employés à le

déformer et à le criminaliser. Mais qui donc ? Voyons, les tenants du capitalisme, qui voulez-vous que ce soit, qui y avait intérêt franchement.

Quand on est indépendant, on arrive toujours à se poser les bonnes questions et à leur trouver des réponses satisfaisantes.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein

Pas avec lui !

Dans la situation chaotique que connaît le pays, il y a quelque chose d'indécent et de grotesque à voir Macron et ses ministres s'agiter pour défendre des causes qui ne sont pas les leurs.

L'école, les services publics, les transports ? C'est Macron qui ordonne fermetures et privatisations.

La vie des travailleurs ? C'est lui qui fait rallonger de deux ans la vie de travail avec sa réforme des retraites, c'est lui qui bloque tout mécanisme d'ajustement des salaires sur l'inflation.

La défense des élus ? Il alourdit toujours plus les charges qui pèsent sur les communes, creusant le fossé entre les élus et la population.

Le pillage ? Son gouvernement a prélevé 600 milliards d'euros de fonds publics pour les offrir aux patrons pendant la pandémie, puis à nouveau 413 milliards pour la loi de programmation militaire, c'est-à-dire pour la guerre. C'est lui qui encourage les multinationales à piller les richesses des pays d'Afrique et d'Asie au détriment des intérêts de leurs peuples.

Ce gouvernement qui fait mine de vouloir protéger la population a déjà préparé ses prochains coups, comme le Service national universel obligatoire pour embrigader la jeunesse et le nouveau plan d'austérité de 60 milliards d'euros, exigé par l'Union européenne, pour tailler en pièces les services publics et la Sécurité sociale.

Ni Macron, ni Borne et leurs ministres ne peuvent défendre la population, ses intérêts, ses services publics, ses commerces de proximité.

Pourtant, force est de constater qu'au prétexte de faire face au chaos les dirigeants de la « *gauche* » jouent la carte de l'Union sacrée.

Borne invite les groupes parlementaires à chercher des solutions avec elle ? Ils y sont tous. Macron convoque les élus de toutes couleurs politiques ? Ils y vont. Certes, les dirigeants de la Nupes critiquent ici ou là la politique du gouvernement. Mais pas un seul n'ose dire : Macron doit partir tout de suite !

C'est pourtant la question centrale. Ce pays est profondément malade, il se fracture et se disloque. De quoi est-il malade ? De la politique d'un gouvernement tout entier au service des

banquiers, capitalistes et spéculateurs, un gouvernement qui n'hésite devant aucune destruction, aucune remise en cause des droits, aucun démantèlement social pour satisfaire leur appétit de profit.

Loin de répondre à l'attente du peuple travailleur, les dirigeants de « *gauche* » poursuivent sur la voie de l'Union sacrée, comme ils l'ont fait auparavant en votant au Parlement européen avec les députés macronistes et de droite pour donner toujours plus d'argent pour la guerre en Ukraine.

Ce n'est pas avec Macron et consorts que des solutions seront trouvées. C'est au contraire sans eux, et contre eux. L'exigence de la rupture avec Macron est au centre de toute réponse ouvrière à la situation.

Lutter pour un gouvernement sans Macron ni patrons, pour un gouvernement sans armée dans les écoles et sans pillage des fonds publics pour les multinationales et la guerre : telle est la ligne de conduite du POID, dictée par les seuls intérêts des travailleurs et des jeunes.

Dictature et escroquerie climatique.

Dommage !

Sécheresse : bonne nouvelle pour ces 5 départements, les nappes phréatiques sont pleines - femmeactuelle.fr 3 juillet 2023

Il s'agit des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, du Tarn dans le sud-ouest, et du Vaucluse dans le sud-est. D'autres, comme l'Ariège, les Bouches-du-Rhône, les Hautes-Alpes ou la Haute-Corse semblent également un peu mieux armés face à la sécheresse grâce à des niveaux "*modérément hauts*" de leurs nappes phréatiques. Idem pour le Cantal, la Haute-Loire, la Meurthe-et-Moselle, le Pas-de-Calais et le Morbihan. Plus généralement, la Bretagne semble épargnée par un plus grand risque de sécheresse grâce à des sous-sols bien remplis : le Finistère, les Côtes-d'Armor, l'Ille-etVillaine, mais aussi le Loire-Atlantique et la Mayenne présentent des niveaux jugés "*proches de la moyenne*". Même chose pour l'Indre-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime, les Landes, la Corrèze, l'Hérault, ou encore la Corse du Sud.

J-C - Attendez, aussitôt ces cinglés

Toutefois, ces pluies printanières abondantes, ainsi que les pluies d'orages qui ont arrosé les sols durant le mois de juin, n'ont pas forcément été suffisantes pour recharger les sols en profondeur.

Miracle ! Comment faire croire que c'est mieux avec la gauche ? Réponse avec l'AFP ou pourquoi l'oligarchie a-t-elle voté Lula.

J-C- Pour que la mystification climatique du Forum économique mondial fonctionne et qu'il parvienne à ses fins, il faut que les acteurs politiques étiquetés à gauche (à tort) jouent le jeu, ensuite, soit la droite conservatrice s'y rallie, soit elle est jeté en pâture à l'opprobre public de façon à être marginalisée ou éliminée de la scène politique au profit de l'extrême centre ou de la fausse gauche qui leur est acquise ou qu'ils peuvent instrumentaliser à leur guise, sachant qu'elle n'a pas d'autres alternatives puisque jamais elle ne se tournera vers le socialisme ou ne rompra avec le capitalisme.

Brésil : la déforestation de l'Amazonie a baissé d'un tiers au premier semestre - AFP/LePoint.fr 7 juillet 2023

Une chute de 33,6 % en un an. La déforestation de la partie brésilienne de la forêt d'Amazonie a baissé entre janvier et juin 2023 par rapport à la même période l'an passé, selon des données officielles publiées jeudi.

La lutte contre l'exploitation de la forêt amazonienne est l'un des principaux objectifs du gouvernement de Luiz Inacio Lula da Silva, redevenu président du Brésil le 1er janvier.

A cette époque, le dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro, très critiqué pour sa gestion de l'Amazonie, était encore au pouvoir. AFP/LePoint.fr 7 juillet 2023

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

De Kinsey à Matzneff La pédophilie de réseau avec Francesca Gee et Marion Sigaut

https://www.youtube.com/watch?v=RPBnoDdkw2I

Toujours plus dégénérés.

Les députés LFI réclament l'ouverture de la PMA aux hommes transgenres - BFMTV 6 juillet 2023

"*L'égalité et la non-discrimination sont des principes universels*", a déclaré la députée insoumise Ségolène Amiot lors de la présentation du texte. BFMTV 6 juillet 2023

Santé.

Portez-vous bien !

Cancers : les femmes de plus en plus exposées, le nombre de nouveaux cas a presque doublé en France depuis 1990 - BFMTV 4 juillet 2023

Pour 2023, le nombre de nouveaux cancers est estimé à 433.136 cas, indique ce travail de Santé publique France, de l'Institut national du cancer (Inca), du réseau des registres des cancers Francim et du service de biostatistique-bioinformatique des Hospices Civils de Lyon (HCL).

"*Entre 1990 et 2023, le nombre de nouveaux cas de cancers a doublé, avec une augmentation de 98% des cancers chez l'homme et de 104% chez la femme, toutes localisations confondues*", selon cette étude parue dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire de SpF.

L'âge médian au diagnostic est de 70 ans chez l'homme et de 68 ans chez la femme, précise ce travail portant sur les 19 cancers les plus fréquents et sur les seules tumeurs invasives.

La hausse du nombre de cancers est liée dans une large mesure à l'évolution démographique de la France (accroissement et vieillissement de la population), mais aussi à une hausse du risque lié aux comportements et modes de vie, notent les chercheurs. BFMTV 4 juillet 2023

Obligation vaccinale : plus de 300 militaires canadiens portent plainte contre l'Armée et réclament 500 millions de dollars - France-Soir 29 juin 2023

Des centaines de membres, actifs ou anciens, des Forces armées canadiennes (FAC), qui estiment avoir été lésés par l'obligation vaccinale contre le Covid-19, intentent un procès contre l'Armée canadienne et le chef d'État-major de la Défense. Dans un recours déposé le 21 juin dernier à la Cour fédérale, ces militaires se disent victimes d'un "*abus de pouvoir*" de la part du commandement des FAC, ayant subi de "*graves conséquences*" comme la perte de leur carrière ainsi que leurs droits. Ils réclament un dédommagement à hauteur de 500 millions de dollars.

Les plaignants reprochent à l'Armée canadienne d'avoir injecté "*un produit non testé*", "une thérapie génique expérimentale étiquetée comme un vaccin" et d'avoir "sciemment fait de fausses déclarations sur son innocuité et son efficacité". Il est également reproché au haut commandement d'avoir écarté "*toute possibilité de refuser le vaccin, à l'exception d'un départ permanent du service*".

Les 330 plaignants accusent les FAC et le chef d'État-major de leur avoir "causé des blessures" et de leur avoir fait subir "*une coercition, une discrimination, une menace de perte de carrière et d'autres avantages*".

Les accusés auraient aussi, selon les plaignants, "*ignoré les limites législatives de leurs actions*", "*en autorisant la torture physique et/ou psychologique de membres non vaccinés*" et

en "*ignorant la loi établie sur le droit à la vie privée*", sur "*le droit de choisir un traitement médical*", sur "*le consentement éclairé*" et sur "*les croyances religieuses et spirituelles*".

https://edition.francesoir.fr/monde-societe-sante/obligation-vaccin-militaires-canadiens-plainte-armee

---

Un joueur de basketball professionnel de 28 ans meurt d'une crise cardiaque – moins de deux ans après avoir dit à ses fans que les vaccins de Pfizer l'avaient conduit à développer une myocardite induite par le vaccin - Mondialisation.ca 29 juin 2023

https://www.mondialisation.ca/un-joueur-de-basketball-professionnel-de-28-ans-meurt-dune-crise-cardiaque-moins-de-deux-ans-apres-avoir-dit-a-ses-fans-que-les-vaccins-de-pfizer-lavaient-conduit-a-develop/5679035?doing_wp_cron=1688293018.2002611160278320312500

La Chine est partie prenante de la stratégie mondialiste totalitaire de Davos, la preuve si nécessaire.

Moderna va produire des vaccins à ARN messager en Chine - Courrier international 6 juillet 2023

Le laboratoire américain pourra développer en Chine des médicaments utilisant la technologie de l'ARN messager.

"*Le gouvernement de la municipalité de Shanghai a confirmé la signature d'accords de coopération stratégique avec Moderna après la rencontre, mercredi, entre des responsables chinois, parmi lesquels le secrétaire du Parti communiste de Shanghai, Chen Jining, et [le Français] Stéphane Bancel, PDG du groupe pharmaceutique.*"

Les grands laboratoires pharmaceutiques cherchent à se développer en Chine, un pays dont la population est vieillissante et qui enregistre des taux élevés de maladies chroniques et des problèmes de santé découlant d'un régime alimentaire de plus en plus occidentalisé. Courrier international 6 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

***«Il n'y a jamais eu aucune intention sincère»* des Européens, estime Lavrov - RT France 30 juin 2023**

Depuis l'ambassade de Biélorussie, où il assistait ce 30 juin à la réception donnée pour la Fête de l'Indépendance, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est montré critique à l'encontre des Européens.

«*Nous voyons aujourd'hui le nazisme renaitre avec la pleine complaisance de nos voisins occidentaux*» a notamment fustigé le diplomate, qui venait de rappeler les origines de la fête de l'indépendance biélorusse. Célébrée le 3 juillet, elle commémore la libération en 1944 par l'armée rouge de la ville de Minsk alors sous occupation allemande.

«*Dans cette maison commune européenne – que l'on croyait en tout cas comme tel – où l'on voit de nouveau les idées de suppression des cultures, de domination raciale*», a estimé Sergueï Lavrov. «*Ce n'est pas tu, c'est au contraire entériné dans la politique officielle*», accuse-t-il, avant de poursuivre. «*On voit aujourd'hui des monuments historiques être détruits et remplacés par des monuments à Bandera, Choukhevytch et leurs complices*».

Face à ces «*déclarations d'intolérance*» qui «vont à l'encontre de l'humanisme européen», le chef de la diplomatie russe a dressé un constat sévère. Selon lui, «*tout ce qui s'est passé*» entre la Russie et la Biélorussie d'une part et l'Europe d'autre part, «n'était qu'un jeu, une couverture, pour défendre les intérêts égoïstes des pays occidentaux, sans aucun souhait de mettre en œuvre les promesses faites d'établir un espace commun, de promouvoir des valeurs communes sur la base du respect mutuel entre les pays. Il n'y avait aucune intention sincère ici. Les accords qui ont été conclus ont tous été piétinés».

«*La conclusion qui s'impose est que nous devons nous appuyer sur nous-mêmes*», poursuit Sergueï Lavrov, mettant en avant les relations bilatérales entre Moscou et Minsk à travers l'Etat de l'Union, mais également l'Union eurasiatique, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou encore l'Organisation de coopération de Shanghai. RT France 30 juin 2023

Les pays du Sud global n'ont pas signé de déclarations communes avec l'Occident, dit Lavrov - fr.sputniknews.africa 1er juillet

L'objectif principal de l'Occident est d'amener les pays du Sud, dont les BRICS, à soutenir un "*plan de paix*" ukrainien qui prévoit le retrait des troupes russes. Mais les pays concernés ont refusé de signer des déclarations communes lors d'une réunion au Danemark, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères au groupe Radio et TV Portugal.

Les pays du Sud global (les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine) ont refusé de signer des déclarations communes avec l'Occident lors d'une rencontre consacrée à l'Ukraine. Cette déclaration a été faite par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans une interview accordée au groupe de médias Radio et TV Portugal.

Selon lui, l'Occident a publiquement annoncé son intention de "*tirer*" les pays du Sud, y compris les BRICS, de son côté sur la question ukrainienne, afin qu'un traité de paix puisse être conclu à l'aide de la "*formule Zelensky*", visant à faire capituler la Russie.

"Cette question a fait l'objet d'une réunion à Copenhague, à laquelle ont été conviés un certain nombre de pays respectés du Sud global, qui, comme on nous l'a dit, ont refusé de signer des déclarations communes", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

En outre, M.Lavrov a estimé que les États occidentaux continueraient d'essayer de rallier les pays concernés à leur cause.

"*C'est là le cœur du processus politique que l'Occident veut imposer à tous les autres: attirer nos amis, nos partenaires stratégiques partageant les mêmes idées dans le camp de Zelensky pour la capitulation de la Russie. Si c'est le cas, et c'est vraiment le cas, puisqu'ils en parlent publiquement, alors, pour le moins, la qualité de l'art diplomatique laisse à désirer*", a-t-il ajouté.

La pression occidentale

Lors d'un point de presse le 30 juin, le ministre russe a dénoncé une pression occidentale "*absolument effrontée, impudente et sans cérémonie*" contre les pays du Sud global. Il a appelé l'Occident à "*laisser les autres tranquilles*".

Les services secrets russes et occidentaux face à rébellion d'Evgueni Prigojine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 juillet 2023

En se rebellant en pleine guerre pour conserver en nom propre les biens qui lui avaient été confiés, Evgueni Prigojine a menacé la cohésion de son pays. Cette affaire, qui aurait pu être dramatique, s'est pourtant bien terminée. Indépendamment de cette initiative, les services secrets occidentaux et russes avaient à l'avance prévu, les uns et les autres, les avantages qu'ils pourraient en tirer.

https://www.voltairenet.org/article219580.html

J-C - Cette version confirme celle que j'avais proposée dès le 24 juin 2023.

L'Algérie et la Russie veulent coopérer dans ce secteur clé - fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

Alger et Moscou vont travailler de concert dans le domaine des hydrocarbures, ont annoncé les autorités russes. Le géant russe Gazprom collabore déjà avec la Sonatrach pour exploiter des champs gaziers en Algérie.

"*La Russie et l'Algérie mettent en œuvre de nombreux projets conjoints dans le domaine du combustible et de l'énergie. Les entreprises de nos pays sont intéressées par la poursuite du développement du dialogue énergétique et de la coopération mutuellement bénéfique*", a ainsi déclaré Sergueï Motchalnikov dans un communiqué. fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

Organisation de coopération de Shanghai

C'est officiel : l'Iran devient le neuvième membre de l'Organisation de coopération de Shanghai - RT France 4 juillet 2023

Ce n'était qu'une question de temps depuis l'annonce de son adhésion en 2021. L'entrée de l'Iran dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a été officialisée lors du sommet à New Delhi, en Inde, ce 4 juillet.

«*Les États membres ont souligné l'importance historique de l'admission de la République islamique d'Iran à l'OCS en tant qu'État membre à part entière*», indique le document.

«*L'hégémonie du monde occidental contribue à l'hégémonie du dollar. Afin de créer un nouvel ordre économique, il est nécessaire de supprimer cet instrument d'hégémonie dans la pratique mondiale, d'utiliser les monnaies nationales dans les règlements entre pays*», a déclaré le chef d'Etat iranien.

L'Iran rejoint ainsi la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Inde et le Pakistan dans l'organisation régionale. La Mongolie, la Biélorussie et l'Afghanistan en sont membres observateurs. RT France 4 juillet 2023

Xi Jinping : «*Les pays de l'OCS doivent respecter les intérêts fondamentaux de chacun*» - RT France 4 juillet 2023

A l'invitation du Premier ministre indien, Narendra Modi, le président chinois Xi Jinping a participé par liaison vidéo depuis Pékin à la 23e réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), accueilli pour cette édition par l'Inde.

Lors de son allocution, Xi a exhorté ses partenaires à «*privilégier la coopération et non la concurrence et à respecter les intérêts et préoccupations fondamentaux de chacun*». Un principe d'égalité qui s'accompagne selon lui d'une opposition «*catégorique*» à «*toute tentative d'ingérence étrangère et d'incitation à des révolutions de couleur pour quelque motif que ce soit*».

Sur le plan économique, le dirigeant chinois a appelé à «*augmenter la part des règlements en monnaies nationales dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai*» [...] et à «renforcer la coopération pour une monnaie numérique souveraine, travailler à la mise en œuvre d'une banque de développement de l'Organisation de coopération de Shanghai».

L'OCS, pilotée par Moscou et Pékin, a vocation à créer des synergies sur le plan sécuritaire et géopolitique.

BRICS.

Le Président Ramaphosa a invité tous les dirigeants africains au sommet des BRICS - fr.sputniknews.africa 6 juillet 2023

Le Président sud-africain Cyril Ramaphosa a décidé d'inviter tous les dirigeants des pays africains au prochain sommet des BRICS, a fait savoir l'ambassadeur itinérant des BRICS pour l'Afrique du Sud.

J-C – Un camouflet de plus pour Macron qui voulait s'inviter à ce sommet, mais qui s'est fait rembarré par la Russie.

Les BRICS finalisent un document pour faciliter leur extension - fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

Les BRICS ouvrent la porte à un élargissement. Le calendrier pour fixer les contours de cette extension se précise alors qu'un document est en cours de finalisation, a affirmé à Sputnik Anil Sooklal, ambassadeur itinérant des BRICS pour l'Afrique du Sud.

Ce document est en train d'être parachevé à Durban, à travers une réunion d'urgence des sherpas et sous-sherpas du groupe des Cinq (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Il sera ensuite transmis aux ministres des Affaires étrangères des BRICS.

"*Il y a un mois, nous avons présenté notre document sur les principes de l'extension des BRICS lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères au Cap. Ils nous ont demandé de finaliser notre rapport. Nous devons soumettre le document mis à jour lors d'une nouvelle réunion le 20 juillet. Ils étudieront notre rapport et donneront leurs recommandations sur l'expansion pour le prochain sommet des BRICS à Johannesburg en août*", explique ainsi Anil Sooklal.

Une trentaine de pays intéressés

L'idée d'un élargissement plane au sein des BRICS depuis plusieurs mois. Une trentaine de pays s'intéressent aux travaux du groupe, souligne Anil Sooklal. Certains États africains ont déjà officiellement déposé une demande d'adhésion, comme l'Algérie, l'Égypte ou l'Éthiopie. fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 13 juillet 2023.

La santé se maintient avec des nuits très perturbées. Le moral est meilleur, je dispose de ressources quasi-inépuisables, heureusement. Je ne compte que sur moi-même.

On arrive à survivre en jonglant, j'ai dorénavant une personne en plus à charge, la grand-mère de 88 ans qui mange autant ou plus que moi. J'ai perdu 4 kilos, je veux en perdre encore 10. La chienne a mis bas. Il reste 4 chiots sur 6 en bonne santé, ils ressemblent tous à leur père, entre le berger allemand et le rottweiler, ils ont 3 semaines et bouffent comme 4, ils sont déjà placés, mais il va falloir les nourrir pendant encore 2 ou 3 mois. Je dépense déjà une fortune en viande et œuf, plus que pour moi et Selvi mensuellement, je préfère qu'ils soient en bonne santé, que de filer du pognon au vétérinaire ou balancer du fric dans des médicaments, ils sont heureux, c'est le principal, le pognon, je m'en tape !

J'ai fait une connerie en prenant un chien il y a 3 ans, j'ai craqué sur un malheureux chiot maladif, et comme il s'emmerdait, j'ai pris une chienne pour lui tenir compagnie, et me voilà embarqué pendant 10 ans dans des dépenses qui sont au-dessus de mes moyens, ce n'est pas très sérieux. Vous voyez où cela mène la bonté, à des emmerdements supplémentaires, cela dit, je les adore évidemment, j'assume mes faiblesses.

Sinon, toujours autant de boulot. On vit une époque formidable ou on ne peut pas lire un truc sans qu'il soit bourré de conneries, c'est délirant ! Du coup je laisse passer un tas de sujets, pas le temps de tout démêler à chaque fois, ce qui nécessite des recherches et une longue écriture. Un mensonge ou une falsification isolée, c'est facile à rectifier, mais quand c'est tout le contenu d'un article qui relève de l'imposture ou qui a été trafiqué, et qu'il faut le réécrire en remettant chaque chose à sa place sans commettre de contresens ou s'emmêler les pinceaux, cela prend un temps fou.

Je me demande comment on peut se complaire dans une société aussi pourrie et sans idéal, il faut n'avoir aucun principe ni dignité, c'est très troublant, surtout quand cela concerne nos proches. Toute discussion devient impossible, comme ils la fuient en général, cela tombe bien ! On finit par s'y habituer.

En revanche, de jeunes Indiens me questionnent sur la situation économique et politique dans le monde, généralement ils ne regardent pas la télé et ne lisent pas de journaux, donc ils sont peu informés, le bouche à oreille seulement, ils n'utilisent pas Internet pour s'informer sur le plan politique, pas confiance apparemment, trop de corruption en Inde...

Quelque part, ils sont moins intoxiqués que les Français qui croient encore n'importe qui ou n'importe quoi, chez nous ici, c'est au-dessus de nos moyens.

Brûlez-les !

Whitesnake - Burn (Deep Purple) (Live 2004)

https://www.youtube.com/watch?v=wAydlI2fOjs

Michael Angelo Batio - Burn

https://www.youtube.com/watch?v=WIwj8bNH0TE

Rothschild ou The Economist n'aime pas Modi, France(dés)info non plus !

Narendra Modi invité du 14-Juillet : comment la démocratie indienne a reculé sous les mandats du nationaliste hindou - francetvinfo.fr 13 juillet 2023

Opposants écartés, minorités ostracisées, médias mis au pas… En neuf ans à la tête du gouvernement de l'Inde, Narendra Modi a resserré son emprise autoritaire sur cet immense pays multiconfessionnel.

J-C – Pour "*resserrer son emprise autoritaire*" sur ce minuscule pays qu'est la France, il a fallu moins de temps à Macron.

Francetvinfo - Avec la victoire des nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP) aux législatives de 2014, l'Inde est peu à peu devenue une "*démocratie ethnique*". "*Ce terme désigne un régime dans lequel des citoyens de 'second rang' issus de minorités n'ont pas les mêmes droits que la majorité*", explicite Christophe Jaffrelot, politiste au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris (Ceri).

J-C - En France, la "*démocratie ethnique*" est assurée par Macron pour le compte de la minorité du CAC40, qui elle non plus n'a pas "*les mêmes droits que la majorité*" !

Francetvinfo - La dernière décennie a ainsi vu "*se multiplier les attaques contre les minorités religieuses*, en particulier les musulmans", selon Meenakshi Ganguly, directrice Asie du Sud de l'ONG Human Rights Watch.

J-C - En France les musulmans sont les bienvenues, qui l'ignore franchement !

Francetvinfo - Si l'Inde continue d'organiser des scrutins réguliers et "*disputés, grâce à un multipartisme très riche*", il existe "*un déséquilibre dans la compétition électorale*", juge Christophe Jaffrelot.

J-C - Pas en France !

Francetvinfo - Car "*le BJP a d'énormes ressources financières*", qui lui permettent de dominer l'espace médiatique lors des campagnes. Mais le pouvoir a entrepris d'étouffer plus encore les partis adverses. Human Rights Watch dénonce ainsi des tentatives d'intimidation contre l'opposition.

J-C - Ce n'est pas le cas en France ou certains partis disposent de millions d'euros, pendant que d'autres font la manche pour payer leur bulletins électoraux !

Francetvinfo - Le Parlement a par ailleurs été "*réduit à une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif*", selon Christophe Jaffrelot. "*Narendra Modi gouverne beaucoup par ordonnances. Lorsqu'une loi est présentée aux élus, elle est souvent introduite au moment du vote, sans débat préalable*", illustre-t-il.

J-C - En France, jamais ! Le Parlement "*réduit à une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif*", c'est inscrit dans la Constitution de la Ve République.

Francetvinfo - Le Parlement n'est pas le seul contre-pouvoir à être entravé. La Commission électorale indienne, chargée de garantir l'indépendance des scrutins, est "*très politisée*", analyse Christophe Jaffrelot.

J-C - Le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel ne le sont pas en France, c'est bien connu!

Francetvinfo - Les journalistes sont, eux aussi, dans le viseur des nationalistes hindous.

J-C - En France aussi, ils sont virés manu militari, passés à tabac !

Francetvinfo - "*Le BJP entretient des liens étroits avec les oligarques indiens, qui ont acquis de nombreux médias, surtout dans l'audiovisuel*", relève Christophe Jaffrelot.

J-C - Macron pas du tout !

Francetvinfo - Les médias indépendants font, eux, l'objet de "*pressions via des descentes de police, des enquêtes administratives et fiscales, ou se voient privés de contrats publicitaires*", dénonce Meenakshi Ganguly.

J-C - Pareil en France ou pire encore, menaces, intimidations, arrestations arbitraires, coups de matraque ou gazage, etc.

Francetvinfo - "*Le gouvernement ne tolère aucune forme de critique et cela affecte le fonctionnement même de la démocratie, en empêchant l'expression de toute opinion dissidente.*", selon Meenakhsi Ganguly, directrice Asie du Sud de Human Rights Watch à franceinfo

J-C - En France c'est la censure et l'autocensure qui règnent en maître.

Francetvinfo - Ces tentatives d'intimidation visent aussi les médias étrangers.

J-C - En France ils ont interdit RT et Sputnik, non ?

Francetvinfo - Autre "*enjeu considérable*" : la révision des manuels d'histoire pour servir le récit des nationalistes hindous, en "*effaçant l'héritage du [parti du] Congrès ou l'apport des musulmans à la culture indienne*", relève Christophe Jaffrelot.

J-C - En France les manuels d'histoire relèvent du conte de fées ou du révisionnisme ! Au passage, vous savez pour qui France(dés)info vote, comme Rothschild voyons !

Francetvinfo - Sous Narendra Modi, l'Inde est devenue un environnement de plus en plus hostile pour les ONG.

J-C - Qui s'en plaindrait franchement, cette pourriture sont des agents de Washington ou Davos.

Francetvinfo - Les autorités ont aussi gelé les comptes d'ONG de défense des droits humains, contraignant Amnesty International à fermer ses bureaux indiens en 2020.

J-C - Qui s'en plaindra ? Personne.

J-C - Voilà un bel exercice de propagande ou de désinformation mené de la première à la dernière ligne. Ne croyez jamais ce qu'ils disent, ils vous manipulent.

J'étais en train de penser à ma fille, et je me suis demandé si F. Engels avaient eu des enfants, la réponse est non.

Pour la petite histoire, moi non plus je ne voulais pas d'enfant au regard du monde pourri dans lequel ils devraient vivre, car j'avais déjà dans l'idée que nos conditions d'existence n'allaient pas s'améliorer dans le futur, et je ne m'étais pas trompé. Aussi, quand ma première épouse tomba enceinte, c'est elle qui décida de garder l'enfant qu'elle portait, dans le but de se l'accaparer, puisqu'elle m'évincera de sa vie le jour même de sa naissance. Je résisterai pendant 8 ans où je vivrai un cauchemar avant qu'elle me quitte sachant que sa fille lui reviendrait, nous divorçâmes. Elle me dit en substance le jour où elle apprit qu'elle attendait un enfant : Si tu n'es pas d'accord avec moi, tu peux partir, je ne te retiens pas, tu es libre, je ne t'en voudrais pas, j'avais le choix entre abandonner mon bébé et priver cet enfant de père ou devoir vivre l'enfer avec cette femme et être profondément malheureux en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais, je choisis de chérir et d'élever cet enfant le mieux que je pourrais.

C'est d'ailleurs à cette occasion que j'arrêtai de militer, parce que pour me contraindre à la quitter ainsi que notre enfant, elle se livra à un ignoble chantage : Tu choisis entre continuer de militer et notre couple, profondément attaché à mon enfant je capitulais sans condition. Au passage, je n'ai jamais capitulé politiquement, c'est la seule fois dans ma vie où j'ai fait passer mes idées ou mon idéal au second plan. Depuis 22 ans j'essaie de me rattraper, donc ne m'en veuillez pas d'avoir eu cette faiblesse, qui toutefois ne manquait pas d'humanisme, j'espère que vous l'accorderez, merci.

Venons-en à notre grand ami Engels.

Engels vécut avec Mary Burns, une ouvrière irlandaise qui avait immigré en Angleterre, ils se sont toujours opposés à l'idée de mariage, considéré comme une institution bourgeoise, et à sa mort il vécut avec sa soeur cadette Lizzie qui vivait avec eux comme servante, il l'épousa

quelques heures avant sa mort pour répondre aux attentes religieuses de cette dernière. (Moi je m'étais marié à la mairie uniquement pour payer moins d'impôts ! J-C)

Toutes les deux n'apprirent jamais à lire et à écrire. Bien qu'illettrée, Lizzie était sincère, honnête et en quelque sorte dotée d'une finesse que l'on ne rencontre que rarement. Engels dira à son propos : Ma femme était un véritable enfant du prolétariat irlandais et sa dévotion passionnée pour la classe dans laquelle elle était née valait bien plus pour moi - et m'a bien plus aidé dans mes moments de doute - que toute l'élégance d'une artiste intellectuelle et éduquée de la classe moyenne. (Source Wikipédia)

Moi aussi je vis avec une femme illettrée, une femme tamoule de 50 ans, Selvi, qui était destinée à être ma servante et ma maîtresse, puisque mon épouse handicapée avait décidé de partir vivre en France, Selvi est devenue ma compagne à part entière il y a 10 ans déjà, et je ne la traite pas en servante. La comparaison s'arrête là.

Cependant, je me suis demandé si l'attitude malveillante à mon égard de la part de mes lecteurs (réfugiés dans l'anonymat), ne proviendrait pas en partie de mon parcours pour le moins anachronique, au point que je ne leur inspirerais aucune confiance ; Imaginant qu'ils étaient sans doute bourrés de préjugés ou d'idées préconçues, il n'y aurait rien d'étonnant à cela, puisque finalement je ne corresponds à aucun moule ou je suis inclassable. Contrairement à Engels, à sa demande, j'ai aidé Selvi à apprendre à lire et à écrire sa langue maternelle, et si c'est encore laborieux, cela lui procure une grande satisfaction.

FRIEDRICH ENGELS par V. LENINE

Extrait.

- Friedrich Engels s'est éteint à Londres le 5 août (24 juillet ancien style) 1895. Après son ami Karl Marx (mort en 1883), Engels fut le savant le plus remarquable et l'éducateur du prolétariat contemporain du monde civilisé tout entier. Du jour où la destinée a réuni Karl Marx et Friedrich Engels, l'œuvre de toute la vie des deux amis est devenue le fruit de leur activité commune. Aussi, pour comprendre ce que Friedrich Engels a fait pour le prolétariat, faut-il se faire une idée précise du rôle joué par la doctrine et l'activité de Marx dans le développement du mouvement ouvrier contemporain. Marx et Engels ont été les premiers à montrer que la classe ouvrière et ses revendications sont un produit nécessaire du régime économique actuel qui crée et organise inéluctablement le prolétariat en même temps que la bourgeoisie; ils ont montré que ce ne sont pas les tentatives bien intentionnées d'hommes au cœur généreux qui délivreront l'humanité des maux qui l'accablent aujourd'hui, mais la lutte de classe du prolétariat organisé. Dans leurs œuvres scientifiques, Marx et Engels ont été les premiers à expliquer que le socialisme n'est pas une chimère, mais le but final et le résultat nécessaire du développement des forces productives de la société actuelle. Toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours a été l'histoire de la lutte des classes, de la domination et des victoires de certaines classes sociales sur d'autres. Et cet état de choses continuera tant que n'auront pas disparu les bases de la lutte des classes et de la domination de classe: la propriété privée et l'anarchie de la production sociale. Les intérêts du prolétariat exigent la destruction de ces bases, contre lesquelles doit donc être orientée la lutte de classe consciente des ouvriers organisés. Or, toute lutte de classe est une lutte politique.

Ces conceptions de Marx et d'Engels, tout le prolétariat qui lutte pour son émancipation les a aujourd'hui faites siennes; mais dans les années quarante, quand les deux amis commencèrent à collaborer aux publications socialistes et à participer aux mouvements sociaux de leur époque, elles étaient entièrement nouvelles. Nombreux étaient alors les hommes de talent ou sans talent, honnêtes ou malhonnêtes, qui, tout à la lutte pour la liberté politique, contre l'arbitraire des rois, de la police et du clergé, ne voyaient pas l'opposition des intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat. Ils n'admettaient même pas l'idée que les ouvriers puissent agir comme force sociale indépendante. D'autre part, bon nombre de rêveurs, dont certains avaient même du génie, pensaient qu'il suffirait de convaincre les gouvernants et les classes dominantes de l'iniquité de l'ordre social existant pour faire régner sur terre la paix et le bien-être général. Ils rêvaient d'un socialisme sans lutte. Enfin, la plupart des socialistes d'alors et, d'une façon générale, des amis de la classe ouvrière, ne voyaient dans le prolétariat qu'une plaie qu'ils regardaient grandît avec horreur à mesure que l'industrie se développait. Aussi cherchaient-ils tous le moyen d'arrêter le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la «*roue de l'histoire*». Alors que le développement du prolétariat inspirait une peur générale, c'est dans la croissance ininterrompue du prolétariat que Marx et Engels mettaient tous leurs espoirs. Plus il y aurait de prolétaires, plus grande serait leur force en tant que classe révolutionnaire, et plus le socialisme serait proche et possible. On peut exprimer en quelques, mots les services rendus par Marx et Engels à la classe ouvrière en disant qu'ils lui ont appris à se connaître et à prendre conscience d'elle-même, et qu'ils ont substitué la science aux chimères.

Voilà pourquoi le nom et la vie d'Engels doivent être connus de chaque ouvrier; voilà pourquoi, dans notre recueil, dont le but, comme celui de toutes nos publications, est d'éveiller la conscience de classe des ouvriers russes, nous nous devons de donner un aperçu de la vie et de l'activité de Friedrich Engels, l'un des deux grands éducateurs du prolétariat contemporain.

Engels naquit en 1820 à Barmen, dans la province rhénane du Royaume de Prusse. Son père était un fabricant. En 1838, pour des raisons de famille, Engels dut abandonner ses études au lycée et entrer comme commis dans une maison de commerce de Brême. Ses occupations commerciales ne l'empêchèrent pas de travailler à parfaire son instruction scientifique et politique. Dès le lycée, il avait pris en haine l'absolutisme et l'arbitraire de la bureaucratie. Ses études de philosophie le menèrent plus loin encore. La doctrine de Hegel régnait alors dans la philosophie allemande et Engels s'en fit le disciple. Bien que Hegel fût, pour sa part, un admirateur de l'Etat prussien absolutiste au service duquel il se trouvait en sa qualité de professeur à l'Université de Berlin, sa doctrine était révolutionnaire. La foi de Hegel dans la raison humaine et dans ses droits et le principe fondamental de la philosophie hégélienne selon lequel le monde est le théâtre d'un processus permanent de transformation et de développement conduisirent, ceux d'entre les disciples du philosophe berlinois qui ne voulaient pas s'accommoder de la réalité, à l'idée que la lutte contre la réalité, la lutte contre l'iniquité existante et le mal régnant, procède, elle aussi, de la loi universelle du développement perpétuel. Si tout se développe, si certaines institutions sont remplacées par d'autres, pourquoi l'absolutisme du roi de Prusse ou du tsar de Russie, l'enrichissement d'une infime minorité aux dépens de l'immense majorité, la domination de la bourgeoisie sur le peuple se perpétueraient-ils? La philosophie de Hegel traitait du développement de l'esprit et des idées; elle était idéaliste. Du développement de l'esprit, elle déduisait celui de la nature, de l'homme et des rapports entre les hommes au sein de la société. Tout en reprenant l'idée hégélienne d'un processus perpétuel de développement, Marx et Engels en rejetèrent l'idéalisme préconçu; l'étude de la vie leur montra que ce n'est pas le développement de l'esprit

qui explique celui de la nature, mais qu'au contraire il convient d'expliquer l'esprit à partir de la nature, de la matière...

A l'opposé de Hegel et des autres hégéliens, Marx et Engels étaient des matérialistes. Partant d'une conception matérialiste du monde et de l'humanité, ils constatèrent que, de même que tous les phénomènes de la nature ont des causes matérielles, de même le développement de la société humaine est conditionné par celui de forces matérielles, les forces productives. Du développement des forces productives dépendent les rapports qui s'établissent entre les hommes dans la production des objets nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Et ce sont ces rapports qui expliquent tous les phénomènes de la vie sociale, les aspirations des hommes, leurs idées et leurs lois. Le développement des forces productives crée des rapports sociaux qui reposent sur la propriété privée, mais nous voyons aujourd'hui ce même développement des forces productives priver la majorité de toute propriété et concentrer celle-ci entre les mains d'une infime minorité. Il abolit la propriété, base de l'ordre social contemporain, et tend de lui-même au but que se sont assigné les socialistes. Ces derniers doivent seulement comprendre quelle est la force sociale qui, de par sa situation dans la société actuelle, est intéressée à la réalisation du socialisme, et inculquer à cette force la conscience de ses intérêts et de sa mission historique. Cette force, c'est le prolétariat.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1895/00/fe.html

J-C - Chercher par "*tous le moyen d'arrêter le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la* «roue de l'histoire»*"*, cela vous dit sans doute quelque chose, c'est le discours que tiennent les adeptes de « *la décroissance* » ou ceux qui s'en prennent à ce qu'ils appellent *« le productivisme* », qui veulent supprimer les énergies fossiles et l'énergie nucléaire pour nous ramener au Moyen-Age ou arrêter la «*roue de l'histoire*», la faire revenir en arrière quand les exploités n'avait conquis aucun droit politique...

Pourquoi y a-t-il des gens qui évoluent et d'autres non ?

Pour répondre à cette question, j'ai comparé le comportement de trois enfants issus dans deux familles différentes. Une explication parmi d'autres...

J'ai expliqué à ma compagne en présence de sa petite fille dimanche dernier, que les expériences qu'avait vécues un enfant au cours des premières années de sa vie, ainsi que les relations qu'il avait eues avec ses parents, détermineraient souvent son comportement durant le restant de ses jours.

Pour se faire j'ai comparé le comportement de trois enfants issus de deux familles différentes, et chaque fois le même constat s'est imposé. En examinant ce qu'ils avaient vécu en tenant compte de leur âge, il s'est avéré que trois conditions devaient être réunies.

1 - Pour que l'enfant devenu adulte, dont le cerveau a été formaté ou qui a été endoctriné, modifie radicalement son comportement, il a besoin d'un choc psychologique.

2- Ce choc doit se produire le plus tôt possible pour produire un effet bénéfique ou exploitable, trop tard son cerveau serait déjà fossilisé et toute évolution serait rendue très compliquée ou parsemée d'obstacles pratiquement infranchissables, sauf en cas de choc collectif, pour le meilleur ou le pire.

3 - Pour finir, il doit rencontrer la ou les bonnes personnes, des personnes bien intentionnées en qui il aura confiance, qui lui transmettront les leçons qu'ils avaient tirées de leurs propres expériences ou lui procureront les précieux conseils qui lui permettront de progresser, pour peu qu'il les prenne au sérieux ou les mette en pratique.

Personnellement, j'ai eu la chance inouïe de rassembler ces trois conditions quand j'avais entre 18 et 19 ans. A l'époque j'étais un abruti fini, un ignare de la pire espèce, le dernier des cons, timide, craintif, complexé... J'étais donc encore jeune, il a suffi que j'en prenne soudain conscience au contact de jeunes à peine plus âgés et beaucoup plus évolués que moi, pour que cela me procure une sorte d'électrochoc violent et salutaire. Surtout, j'eus la bonne idée d'en parler avec l'un d'entre eux, qui au lieu de se moquer de moi eut la gentillesse de me prêter des manuels scolaires de philosophie à étudier, tout en se proposant de m'aider au besoin, et surtout, sans en parler à personne tellement j'avais honte de mon ignorance. Je lui voue une gratitude infinie, d'autant plus que le malheureux se suicida d'une balle dans la tête quelques années plus tard.

Mes deux sœurs plus jeunes que moi n'ont pas eu cette chance, l'une à 64 ans, l'autre 58 ans, et elles sont restées aussi bêtes que 40 ans auparavant, l'une un peu moins que l'autre, parce qu'elle a subi de rudes épreuves au cours de sa vie et vit avec une retraite misérable de 1150 euros par mois, cela fait un peu réfléchir mais sans plus.

Deux de mes commentaires publiés dans un blog.

1- La totalité des articles ou vidéos proposés partagent la même trame et au moins un objectif politique.

Quelle est l'orientation politique de cet article ? Est-elle anodine ? Au détriment de qui ?

Pour un peu il se réjouit de la hausse vertigineuse du prix de l'énergie et des matières premières...

- "*La flambée des prix de l'énergie et des matières premières finira par provoquer une forte baisse du pouvoir d'achat du dollar américain.*"

De quoi est fait son «*Globe mondial*», pour quel type de régime s'enflamme-t-il ?

- "*À plus long terme, les principaux acteurs du «Globe mondial» – la Chine, l'Iran, la Turquie, les Émirats arabes unis*"

Sa seule préoccupation réside dans la préservation du modèle de société basé à l'échelle mondiale sur l'exploitation et l'oppression des peuples, qui à aucun moment ne doivent s'en émanciper ou conquérir leur liberté. On a là la réponse à notre première question : tout doit

changer sans que rien ne change dans les rapports entre les classes au profit de la classe dominante.

- "*Le cœur du problème est bien sûr la volonté d'instaurer un ordre mondial multipolaire équitable, à l'opposé de «l'ordre international fondé sur des règles» imposé par l'hégémon*."

- "*Un autre système mondial est plus que jamais possible."*

Mais pas celui qu'il prône, une République social universelle débarrassée du capitalisme, de tous les régimes qui existent actuellement qui sont tous à des degrés divers dictatoriaux et esclavagistes.

Finance, puissance, intégration : L'OCS accueille un nouveau «*Globe mondial*»

https://reseauinternational.net/finance-puissance-integration-locs-accueille-un-nouveau-globe-mondial/

2 - Si "*tant de* «gens biens» *finissent par adhérer à des idéologies liberticides*", c'est parce que des intellectuels de votre espèce ne leur proposent aucune issue politique pour en finir avec le régime en place avec lequel ils se sont trop compromis.

Pourquoi ne le peuvent-ils pas ? Tout simplement parce qu'ils sont corrompus dans tous les sens du terme par l'idéologie de la classe dominante ou ils auraient trop à perdre à rompre avec le capitalisme et ses institutions.

Ariane Bilheran & J-D. Michel : Décoder la «nature perverse» du pouvoir autoritaire en marche

https://reseauinternational.net/ariane-bilheran-j-d-michel-decoder-la-nature-perverse-du-pouvoir-autoritaire-en-marche/

L'extrême gauche la plus bête ou manipulatrice du monde, digne des pires révisionnistes ou de la pire réaction.

Discussion : à propos d'un appel unitaire. Arguments pour la lutte sociale - 7 juillet 2023

L'auteur en deux mots : Vincent Présumey, ex-membre du Conseil économique et social et environnemental, délégué départemental de la FSU de l'Allier, compatible avec la direction pourrie de ce syndicat…

https://aplutsoc.org/2023/07/07/discussion-a-propos-dun-appel-unitaire/#respond

Après une semaine d'affrontements, des milliers d'arrestations, des morts et des blessés, sort l'appel « *Notre pays est en deuil et en colère* » (ci-dessous) signé par des syndicats (CGT, FSU, Solidaires), des associations (du DAL à la Libre Pensée et au RAAR en passant par la

LDH et ATTAC), pas mal de collectifs nationaux dont le Comité Vérité et Justice pour Adama, ou locaux, des partis ou groupes politiques : LFI, EELV, POI, NPA (publiant l'Anticapitaliste), UCL, PEPS, Réseau Bastille …

A la différence de ce qui s'était passé en 2005, nous avons là un appel large de défense des jeunes et des habitants de nombreux quartiers contre la répression (sans aller pour autant jusqu'à exprimer la légitimité de la recherche de l'affrontement avec L'État). C'est à souligner, d'autant que manquent les signatures du PCF et du PS, le premier soucieux de combattre la chienlit conformément à la « *ligne Roussel* », le second peu désireux de revendiquer l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017 permettant largement à la police de tirer. Il y a donc une dimension indispensable de défense contre la répression que l'on doit saluer, et qui, il faut le dire, est le fruit de la réalité politique et sociale : des millions ont cherché à vaincre Macron en défense des retraites, des centaines de milliers se sont littéralement soulevés depuis une semaine.

Cela étant dit, que préconise cet appel ? Citons-le. « *La situation nécessite que le gouvernement prenne ses responsabilités et apporte des réponses immédiates pour sortir de l'affrontement* » (en gras dans le texte). Suivent les « *réponses immédiates* » qu'il est donc explicitement demandé à Macron, Borne et Darmanin de mettre en œuvre : abrogation de la loi de 2017, « *réforme en profondeur de la police* », remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant et création de services de l'État dédiés à la lutte contre les discriminations. Certes, est-il ajouté, « *Rien ne peut se faire sans un partage des richesses* » et sans la lutte contre la pauvreté, la précarité, le dérèglement climatique … toutes choses belles et bonnes qui constituent donc les « *chantiers auxquels le gouvernement devrait s'attaquer* ».

Un pas en avant, un pas en arrière ! La supplique à Macron, Borne et Darmanin est explicite, elle a pour message : ce président et ce gouvernement doivent rester en place. En cela, cet appel formule une orientation politique conséquente qui s'oppose au mouvement qui a poussé des millions à manifester pour les retraites et des centaines de milliers de jeunes à affronter l'État. Sa signature par un certain nombre d'organisations et de groupes se voulant anticapitalistes et opposés à cet État, n'est pas anodine : leur droit d'ainesse contre un plat de lentilles !

Bien entendu, personne ne demande à la Ligue des Droits de l'Homme, par exemple, d'appeler au renversement de Macron. Mais là c'est l'inverse : pour signer un appel contre la répression, il a fallu signer un appel posant explicitement le maintien du président et du gouvernement en place, le respect de la V° République, et donc au final y compris la préservation de la police, nantie d'une « *réforme en profondeur* » à laquelle il est demandé de fait à … Darmanin, de procéder !

Alors qu'un simple appel en défense des jeunes, contre la répression, laissant chacun libre de ses orientations politiques par ailleurs, eût été parfaitement possible. Remarquons d'ailleurs que quitte à adresser au gouvernement des doléances, la dissolution des organisations factieuses, qui ne sont pas des syndicats, telles que Alliance, dont J-L. Mélenchon vient de dire à juste titre, dans une interview à Médiapart, que le gouvernement en a peur et leur sert la soupe, aurait pu figurer dans la liste : même pas. Il ne s'agissait donc même pas d'adresser à ce gouvernement des exigences démontrant son incompatibilité absolue avec la sécurité publique la plus élémentaire, mais bien de lui demander responsablement de gouverner (ce qu'il fait !!!) et qu'il « *prenne ses responsabilités* » – sic.

Bien entendu, les milliers et les milliers, et Aplutsoc en sera, qui manifesteront samedi 8 juillet pour la justice, dans les « *marches citoyennes* » appelées par les signataires, seront présents, pas pour que le gouvernement Macron-Borne-Darmanin prenne ses responsabilités, mais pour le combattre et le battre sans attendre 2027.

J-C – Monsieur Présumey a omis de reproduire le passage suivant qui indiquait clairement l'objectif de ces « *marches citoyennes* », le même que Macron :

- "*L'apaisement durable n'est possible que si le gouvernement prend les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence de la situation et aux exigences des populations concernées*."

J-C – Je n'aurais pas appelé à participer à ces « *marches citoyennes* » avec ce panier de crabes de vendus. Oui, mais vous avez appelé à manifester le samedi pendant plus de deux ans contre la dictature sanitaire, alors que ces manifestations étaient organisées par des organisations conservatrices ou liées à l'extrême droite.

Comprenez bien, tout d'abord il s'agissait d'une question de vie ou de mort, ensuite c'était le seul moyen de s'opposer publiquement à la politique de Macron, et pour terminer, aucun de mes lecteurs n'étaient censés être attirés par ces organisations infréquentables, contrairement à la pseudo gauche et extrême gauche qui avancent masquées et les manipuleraient facilement. La pseudo gauche et extrême gauche ont collaboré à la dictature sanitaire, on ne peut pas nous le reprocher tout de même. Et puis, depuis le temps, aurions-nous viré à droite ou à l'extrême droite, je n'en ai pas l'impression, bien au contraire.

Cet appel et les signataires :

Notre pays est en deuil et en colère - L'appel des collectifs, associations, syndicats et organisations politiques le 5 juillet 2023.

https://lafranceinsoumise.fr/2023/07/05/notre-pays-est-en-deuil-et-en-colere-lappel-des-collectifs-associations-syndicats-et-organisations-politiques/

On va en finir une bonne fois pour toute avec ce groupuscule opportuniste.

Vive l'OTAN ! Au moins c'est clair.

- L'intérêt des peuples et de la démocratie, c'est sa chute au plus vite (de Poutine - JC), et le bon canal, c'est l'armement de l'Ukraine sans conditions ni restrictions posées par l'OTAN, et le soutien aux forces révolutionnaires, démocratiques et défaitistes réelles en Russie, dont celles des peuples non-russes. aplutsoc.org

https://aplutsoc.org/2023/07/02/la-question-russe-revient-au-centre-par-vincent-presumey/

J-C - Ce que ne vous dit pas Présumey, c'est que les "*forces révolutionnaires, démocratiques et défaitistes réelles en Russie, dont celles des peuples non-russes*" n'existent tout simplement pas pour constituer une alternative au régime en place !

« *L'armement de l'Ukraine sans conditions* », message reçu 5/5 par le cinglé qui trône à l'Elysée, Présumey va applaudir :

Guerre en Ukraine : la France va livrer des missiles « *Scalp* » à Kiev, annonce Emmanuel Macron - Le HuffPost 11 juillet 2023

Le chef de l'État a annoncé la livraison prochaine de ces missiles longue portée à son arrivée au sommet de l'Otan à Vilnius, en Lituanie.

« *Compte tenu de la situation, et de la contre-offensive qui est menée aujourd'hui par l'Ukraine, j'ai pris la décision d'accroître les livraisons d'armes et d'équipement* », a déclaré devant la presse le chef de l'État, afin de permettre à l'armée ukrainienne d'avoir « *des capacités de frappe dans la profondeur* », qui lui permettront d'atteindre les zones occupées par la Russie à l'Est, ce qui lui est difficile actuellement avec les missiles de moyenne portée dont elle dispose. Le HuffPost 11 juillet 2023

Pire encore, si, si c'est possible.

J-C - Il est de bon ton chez certains courants d'extrême gauche dits trotskystes hier vassalisés au PS, de nos jours à ses rejetons ou déchets avançant masqués, à ceux qui ont pris sa place ou remplissent les mêmes fonctions contre-révolutionnaires qu'autrefois, d'afficher haut et fort sa russophobie, son soutien au régime ukrainien néonazi, pardon, démocratique et indépendant, à l'OTAN ! Logique après avoir collaboré à la mystification sanitaire et climatique, tout se tient.

Une imposture aussi invraisemblable ou grotesque ne pouvait se réduire à un simple déni de la réalité, il fallait réécrire quasiment la totalité des relations qu'avait entretenues la Russie avec l'Ukraine depuis au moins un siècle, exercice périlleux, épreuve fatale compte tenu de la richesse de la documentation qui existe qui permet de remettre chaque évènement à sa place ou dans son contexte historique. Je n'ai pas eu le temps de fouiller dans le Net pour me documenter comme il le faudrait, cependant je suis tombé sur un texte qui faisait parfaitement l'affaire, sourcé et très bien documenté apparemment, j'ignorais tout de son auteur, peu importe, plus loin je vous fournis quelques éléments pour le situer.

Vous voyez, si nous avions construit une petite organisation, on aurait pu faire minutieusement ce travail et le livrer à nos lecteurs, tout le monde y aurait gagné, la vérité surtout. En attendant, on fera bref ou on ira à l'essentiel, un brin bâclé, je n'y peux rien.

Rien que ces passages suffiront à vous filer la nausée :

Des fakes à la place de la réalité ukrainienne : une peste émotionnelle.

https://aplutsoc.org/2023/02/18/des-fakes-a-la-place-de-la-realite-ukrainienne-une-peste-emotionnelle/

- Or, en 2013-2014, c'est une crise révolutionnaire que connaît l'Ukraine, avec le Maïdan, qui aboutit à chasser Ianoukovitch. Sa fuite vers la Russie dans la nuit du 22 février 2014 n'est pas du tout le résultat d'un coup d'État, mais de la formidable pression populaire

insurrectionnelle. Juste auparavant, les ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais étaient venus négocier son maintien dans le cadre d'une « *union nationale* » impossible. Le Maïdan fut un soulèvement démocratique de masse. Bien entendu, il ne s'affichait pas comme « *progressiste* » ou « *socialiste* » : nous sommes ici dans un pays qui a connu le stalinisme et le Holodomor. La comparaison la plus parlante pour des Français serait celle des Gilets jaunes : le Maïdan, ce furent des GJ à la puissance 10.

- ...le Maïdan fut le premier grand mouvement insurrectionnel sur le continent européen du cycle commencé avec les « *révolutions arabes* », un maillon très important dans l'histoire des mouvements populaires.

- La qualification de génocide semble du coup justifiée pour le Holodomor : mais ce fut le génocide caché, celui dont il était interdit de parler.

- En réalité, la révolution ukrainienne a côtoyé la révolution russe et a été niée par elle ; c'est pour cela qu'il y a eu un grand désordre et ceci n'a pas été la cause la moins importante, mais toujours ignorée, de la rapide dégénérescence de la révolution russe. aplutsoc.org

J-C - Vous vous demandez peut-être légitimement si l'auteur de ces ignominies est fou, non, pas du tout, c'est un professeur agrégé, un ex-dirigeant trotskyste (OCI), il est vieux, il a fait naufrage depuis déjà pas mal d'années, c'est tout !

Voyons ce qu'il en fut vraiment, très rapidement. Il semblerait que la révolution ukrainienne livrée à elle-même ne fut pas très folichonne ou ne correspond pas vraiment à ce que nous en a dit Présumey, c'est le moins qu'on puisse dire. Il réécrit l'histoire comme cela l'arrange. La totalité de son discours colle parfaitement avec celui de Washington, Macron et l'OTAN, une simple coïncidence sans doute.

L'Ukraine et la révolution de 1917

Promesse d'émancipations et limites de l'indépendance par Thomas Chopard

Pru dans Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2017/3 (N° 135), pages 73 à 86

https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2017-3-page-73.htm

Extraits.

- Mais tout en souhaitant se prémunir d'une radicalisation de la révolution, la Rada n'en adopte pas moins des mesures prises par le jeune gouvernement soviétique : socialisation de la terre, abolition des grandes propriétés nobles et cléricales, journée de huit heures dans les usines, « *contrôle d'État de toute la production à travers l'Ukraine* », négociations de paix immédiates. La révolution ukrainienne ne peut se poursuivre sans adopter les revendications sociales emblématiques de la révolution de 1917.

- La redéfinition de l'Ukraine sur la base d'un ethno-nationalisme agressif est donc profondément liée à la révolution.

- Sur le plan économique, aussi, l'égalité tarde à se concrétiser. Les difficultés dans la nouvelle répartition des terres entraînent des résolutions interdisant aux Juifs de posséder des terres, renouvelant de fait des discriminations que la révolution avait balayées. L'impossible intégration de cette minorité à la paysannerie met en lumière un problème plus sourd mais certainement plus crucial en Ukraine.

- L'élaboration d'une opposition contre des populations que la Rada prétendait gouverner. Elle fragilisait donc dans le même temps l'assise de la République populaire ukrainienne. Ainsi, les politiques d'inclusion volontariste des minorités ne résolurent pas localement l'exclusion qui s'organisait.

- Mais contrairement à la révolution paysanne en Russie, qui ne connut aucun frein, la paysannerie en Ukraine fut très largement entravée par l'armée et ses exigences de ravitaillement. Face à la multiplication des émeutes paysannes et la menace de destructions des propriétés, les autorités militaires, sans susciter de récrimination de la Rada, envoient la troupe.

J'ai trouvé cela pour illustrer la personnalité et l'expérience de l'auteur de ces extraits sur l'Ukraine, à première vue cela semble sérieux, cela m'étonnerait fort que Présumey fasse le poids à côté, jugez plutôt.

Curriculum vitae de Thomas CHOPARD (Extraits)

FONCTIONS & AFFILIATIONS

Chercheur postdoctorant ERC au CNRS, rattaché à l'Institut d'Histoire Moderne etContemporaine (IHMC – CNRS/ENS), projet ERC consolidator « Lubartworld » porté par Claire Zalc
Chercheur associé à l'Institut Convergences Migrations (Collège de France)
Chercheur associé à l'Institute of Historical Research, School of Advanced Studies, University of London
Chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC – CNRS/EHESS)

CURSUS UNIVERSITAIRE 2009 - 2015

Doctorat en Histoire & Civilisations
Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS), Paris, France
Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) sous la direction d'Alain Blum (EHESS/INED)

Thèse : « *La guerre aux civils : Les violences contre les populations juives d'Ukraine (1917-1924). Guerre totale, occupation, insurrections, pogroms* »

Mémoire de Master : « *Les violences et les femmes au cours du processus révolutionnaire et de la guerre civile en Russie (1917-1922)* »

OUVRAGES

co-direction avec Elissa Bemporad (CUNY) du numéro thématique de Quest. Issues in Contemporary Jewish History, « *The Pogroms of the Russian Civil War at 100: New Trends, New Sources* » n°15, septembre 2019, 257 p

Le Martyre de Kiev. 1919. L'Ukraine en révolution entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme, Paris, Vendémiaire, 283 p

Articles dans des revues à comité de lecture.

« *Ukrainian Neighbors. Pogroms and Exterminations in Ukraine, 1919-1920* », Quest. Issues in Contemporary Jewish History, n°15, septembre 2019, pp.139-167.

« *L'ère des atamans. Politique, guerre civile et insurrections paysannes en Ukraine* », 20&21, n°141, 2019/1, pp.55-68.

« *L'écho des persécutions. Les minorités nationales, la Conférence de la Paix et les guerres civiles à l'Est de l'Europe (1919-1920)* », Relations Internationales, n°175, 2018/3, pp.79-92.

« *L'Ukraine et la révolution de 1917. Promesse d'émancipation et limites de l'indépendance* », Vingtième Siècle, n°135, 2017/3, pp.73-86

« *Rapatriés et expulsés. Le retour des réfugiés de guerre juifs en Ukraine soviétique, entre exigences étatiques et urgences humanitaires (1919-1924)* », Cahiers du Monde Russe, 2015/1, vol.56, pp.175-198.

« *De la guerre mondiale à la guerre civile. L'occupation austro-allemande de l'Ukraine en 1918* », Hispania Nova. Revista de Historia Contemporanea, 2015, n°13, pp.218-231.

« *Identifier, légitimer, stigmatiser. Les matériaux de la Délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix de Paris (1918-1920)* », Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°113-114, pp.180-185.

Contributions à des ouvrages collectifs

« *Voisins et pogromistes. Exterminations de communautés juives en Ukraine (1919-1920)* », Laurent Besse, Albane Cogné, Ulrike Krampl, Stéphanie Sauget (dir.), Voisiner. Mutations urbaines et construction de la cité du Moyen Âge à nos jours, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2018, pp.277-290.

« *Biélorussie* », « *Pologne* », « *Ukraine* », A l'Est, la guerre sans fin (1918-1923), Paris, Gallimard/Musée de l'Armée, 2018.

(avec Eric Aunoble) « *Les victimes juives en Ukraine soviétique : entre reconnaissance et abstraction* », in Filmer la guerre : les Soviétiques face à la Shoah (1941-1946), Paris, éditions du Mémorial de la Shoah, 2015, pp.97-102.

https://lubartworld.cnrs.fr/wp-content/uploads/2020/04/CV-tc.pdf

J-C – D'après vous, entre monsieur Vincent Présumey et monsieur Thomas Chopard, lequel des deux au premier abord connaît le mieux l'histoire de l'Ukraine ? Il n'y a pas photo, n'est-ce pas ? Et monsieur Chopard n'avait apparemment aucun intérêt à falsifier l'histoire de l'Ukraine contrairement à monsieur Présumey.

Dans quel monde vivons-nous ? Deux documents sidérants à retenir.

J-C – Pourquoi sommes-nous comme ils disent « *anti-vax* » et nous le revendiquons ?

Ne pas faire de la malaria en Afrique le fonds de commerce d'un vaccin business commandité

Rappel à titre indicatif

Nigeria, juin 2007 : le gouvernement intente des actions en justice suite aux essais illégaux de médicaments anti-méningite de la firme Pfizer qui ont tué ou handicapé des enfants.1

Tchad, décembre 2012 : une vaccination contre la méningite tourne au drame vu que des enfants injectés sont victimes de troubles neurologiques et de paralysie.2

Guinée Bissau, 2017 : 30 ans de dossiers médicaux consultés par les experts mondiaux Soren Morgensen et Peter Aaby, révèlent que les filles vaccinées avec le DTC (diphtérie-tétanos-coqueluche) ont été 10 fois plus nombreuses à mourir que les enfants non vaccinés.3

Angola, Cameroun, Congo, Nigeria, Tchad, Zambie, septembre 2020 : l'OMS reconnaît que le vaccin oral liquide contre la polio a donné naissance dans ces pays, à des souches plus virulentes alors que le virus sauvage commençait à disparaitre de lui-même comme l'avait constaté le CDC Usa depuis 2016 !

Guinée équatoriale, 19 mai 2022 : AFP annonce que des centaines de jeunes filles ont été hospitalisées après avoir reçu le vaccin diphtérie-tétanos.

Gabon, suite à la folie sanitaire Covid d'injecter de l'ARN dans une population saine, ce sont 300 femmes vaccinées qui ont pris d'assaut les médecins généralistes et gynécologues pour les interpeller au sujet de la disparition de leur cycle menstruel. L'omerta au sujet de ce préjudice s'avoisine à celle qu'ont connue les femmes rendues stériles à leur insu par des vaccins contenant l'hormone bêta-GCh.4

Le palu et l'humain

Le palu est transmis aux humains lors de piqûres de moustiques avec lesquels nous cohabitons sous les ères géologiques ! Dans les écosystèmes encore préservés telles les forêts d'Afrique et d'Amazonie qui sont de véritables eldorados de moustiques, la nature veut que l'on fasse son palu pour en être immunisé à vie par l'usage de plantes et autres traitements naturels ! En règle générale, les virus et les microbes ont toujours fait partie de la vie et la nature ne tolère aucune construction moléculaire qui n'appartient pas à son univers bactérien. D'ailleurs, on n'a pas vocation d'injecter dans l'organisme, à tout bout de champ, des anticorps pour toutes

les maladies. En harmonie avec la nature, le système immunitaire de notre corps ne contient-il pas seulement 30 milliards de cellules, contre 100 mille milliards de bactéries et 3 mille milliards de virus !

En 2007, sur la base d'études cliniques, Pr Valentin Agon du Bénin a mis au point, «Api Palu», un traitement à base de palmier à huile et autorisé dans 5 pays africains. C'est un concentré d'extraits antipaludique efficace à 97% sur les plasmodiums falciparum, vivax, ovale.

En 2015, la pharmacienne Youyou Tu se voit décerner le Prix Nobel de médecine pour ses travaux sur l'Artémisia annua, une plante particulièrement efficace contre le palu et utilisée en médecine traditionnelle chinoise depuis des millénaires.

En 2018, Dr Jérôme Munyangi publie les résultats d'un essai contrôlé randomisé sur 1000 patients porteurs du falsiparum et répartis en 02 cohortes. La parasitologie révèle que chez les patients sous tisane Artémisia annua, la charge parasitaire disparaît avec une efficacité de 97%. Par contre, chez les patients sous ACT, des parasites subsistent dans leur sang malgré une efficacité de 80%.

https://reseauinternational.net/elementor-331447/

En complément.

Les vérités cachées des vaccins : «*C'est le plus grand scandale sanitaire de tous les temps*»

Christine Cotton est biostatisticienne, ex-PDG d'une société de recherche sous contrat spécialisée dans la gestion des essais cliniques pour l'industrie pharmaceutique. Au cours de sa carrière, elle a travaillé sur plus de 500 essais cliniques pour le compte de grands laboratoires (Pierre Fabre, Roche, Sanofi, Aventis, Bayer, Pfizer, AstraZeneca, Ipsen, Janssen-Cilag, Virbac, etc.) ainsi que sur des études observationnelles.

Elle vient de publier «*Tous vaccinés, tous protégés ? – Chronique d'une catastrophe sanitaire annoncée*», aux éditions Guy Trédaniel. Un ouvrage qui détaille les déviations et les biais méthodologiques des essais cliniques des vaccins développés par Pfizer/BioNTech, mais qui donne aussi la parole aux victimes d'effets indésirables graves.

https://reseauinternational.net/les-verites-cachees-des-vaccins-cest-le-plus-grand-scandale-sanitaire-de-tous-les-temps/

Capitalisme : Stop ou encore ? Pourquoi ces monstres exposent-ils leurs propres crimes ?

Ce que vous allez lire là dépasse en horreur tout ce que vous avez pu prendre connaissance jusqu'à maintenant.

Je préfère prévenir les lecteurs, afin de mettre en garde ceux qui sont déjà sujets à un état dépressif ou gravement déstabilisés psychologiquement ou profondément démoralisés, le sadisme ou la cruauté n'a pas de limite chez les psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs ou gouvernent le monde.

J'ajoute quelques mots au courriel ci-dessous adressé à un acteur politique influent il y a quelques jours, resté sans réponse comme il se doit.

Je m'étais demandé quels intérêts les oligarques mondialistes de Davos auraient-ils à exposer en long et en large leurs forfaits et leurs intentions malfaisantes. Attention, il s'y mêle de fausses informations destinées aux esprits faibles, tordus ou malintentionnés, qui en y faisant référence aveuglément se ridiculiseront eux-mêmes auprès de leurs lecteurs ou qui jetteront un doute sur les informations réelles que contiennent ces documents au profit de ces oligarques, le but étant de les épargner, tout en semant le désarroi ou le désespoir chez ceux qui voudraient les combattre.

Sur cette planche pourrie ou savonneuse, il est plus facile de se casser la gueule, que de rester debout en bonne santé mentale. Ils savent que la plupart des gens réagiront impulsivement ou émotionnellement ou que leur faculté de discernement fait défaut, et qu'ils auront tendance à prendre pour vrai ce qui est faux ou fabriqué, par conséquent ils passeront à côté de ce qui est vrai, c'est leur objectif, les jeter dans une confusion extrême dont ils ne pourront jamais sortir ou certainement pas indemne. Ils deviendront ainsi les précieux agents au sein de toutes les couches de la société de leur propagande. Il suffit d'observer le nombre ahurissant d'articles à dormir debout ou carrément débiles que publient quotidiennement les médias ou blogs dits alternatifs pour en avoir une idée assez précise, tous les réseaux dits sociaux sont mis à contribution.

Revenons à mon courriel.

On pourrait ajouter aux hypothèses que j'ai émises, couper l'herbe sous le pied de ceux qui dénoncent leurs crimes et comment les normaliser en quelque sorte, dit autrement, faire en sorte que tout le monde en parle comme si c'était la norme, inévitable, au-delà nécessaire, pour que cela devienne la norme, ce qui leur permettrait de continuer de perpétrer leurs crimes en toute tranquillité ou sans être inquiété par la justice, pour mieux parvenir à leurs fins. Pour emprunter leur terminologie, imaginez un instant les Rothschild, Rockefeller et Cie traduits en justice et accusés de crime contre l'humanité, de haute trahison, d'avoir attenté à la sécurité des Etats-Unis ou de la France, etc. et être passibles de la peine capitale ou la réclusion à perpétuité...

Sérieusement, il n'y a qu'un tribunal révolutionnaire qui les dépouillerait de tous leurs biens et les enverrait travailler dans une mine de charbon pour rembourser la dette qu'ils ont contractée et qu'ils doivent rembourser à leurs innombrables victimes à travers le monde, ce châtiment serait pour eux pire que la peine de mort.

Mon courriel.

- Connaissez-vous cette officine Stop World Control ? Je suis tombé dessus par hasard, comme très souvent. Voyez ce qu'elle dénonce (1), et qui y participe, dont la plupart des gouvernements occidentaux et The Open Society Institute de Soros, je ne vous en dis pas plus.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi ils fournissent ainsi des arguments documentés et sourcés à ceux qui combattent leur politique, pour qu'on ne les accuse pas de participer à cette entreprise totalitaire, cela ne tient pas debout puisque les preuves existent qu'ils en sont à l'origine ou tout du moins qu'ils sont mouillés dans tous ces crimes ou toutes ces mystifications ; pour déstabiliser leurs ennemis, on ne voit pas en quoi encore une fois puisque les faits sont établis ; pour montrer qu'ils sont tout puissants et démoraliser leurs ennemis, pour les faire douter et abandonner leur combat, c'est possible, il existe une autre explication.

Toute leur politique est tournée contre l'ONU pour la faire exploser. Pourquoi ? Parce que tous les Etats de la planète y participent. Ce serait donc eux qui seraient visés finalement, là ça se tient apparemment. Certains Etats profite de la tribune des Nations Unis pour manifester leur résistance ou leur opposition au nouvel ordre mondial piloté par l'oligarchie financière anglo-saxonne, ce qu'ils ne tolèrent plus ou constitue un obstacle à leur stratégie, par conséquent vaudrait mieux encore que l'ONU disparaisse et que les Etats se retrouvent seuls ou isolés pour les affronter, ce qui leur permettrait de mieux briser leur résistance (coups d'Etat) ou les soumettre à leur politique. Cette hypothèse me semble crédible, même si cela semble irréaliste ou un vœu pieux de psychopathes mégalomanes enragés ! J'ai laissé de côté leur dénonciation d'un gouvernement mondial communiste, car c'était trop ridicule.

A les entendre, l'instauration d'un gouvernement communiste mondial serait la pire menace qui planerait sur l'humanité.

En fait, ils préconisent et exécutent tous les forfaits ou crimes qu'ils avaient initialement imputés au communisme, leur nouvel ordre mondial totalitaire en est l'exacte négation. Pour un peu, et ce serait logique, ils signifient que le communisme est bien la seule alternative à leur modèle de société, et que tous ceux qui le rejettent devraient adopter le communisme.

1 - Les Nations unies déploient actuellement l'Agenda 2030, avec les fameux "*objectifs de durabilité*". Ce projet mondial vise à transformer complètement tous les aspects de l'existence humaine : alimentation, sexualité, famille, travail, finances, santé, éducation, tout ! Il est censé mettre fin à la pauvreté, à la faim, aux inégalités, aux maladies et à bien d'autres maux mais un ancien directeur exécutif qui a travaillé à l'ONU pendant deux décennies raconte une histoire bien différente. Il dévoile et explique que l'ONU est contrôlée par des criminels qui l'utilisent pour s'enrichir et asservir l'humanité.

- Nous révélons bien plus que cette vidéo. Par exemple, comment une seule société possède virtuellement le monde entier, qui sont les entités obscures qui contrôlent la plupart des gouvernements, comment nos élections sont truquées pour positionner les marionnettes des criminels, comment notre météo est manipulée pour créer le "*changement climatique*", et même comment les pandémies sont orchestrées pour imposer la tyrannie à l'humanité. Tout est basé à 100% sur des preuves et peut être vérifié de manière approfondie par des centaines de références.

https://stopworldcontrol.com/fr/nu/

Quand ils font la promotion de la pédophilie ou ils se font les avocats de la pédocriminalité internationale.

« *Préparer les enfants à avoir des relations sexuelles* » – L'agenda de l'ONU pour normaliser la pédophilie

Extraits.

- Ce rapport de preuves révèle comment l'Organisation Mondiale de la Santé et les Nations Unies sexualisent les petits enfants dans l'enseignement primaire partout dans le monde, dans le but de normaliser la pédophilie. Ce rapport n'est constitué que de preuves solides, avec de nombreux documents officiels, vidéos, livres, archives, etc. Tous les documents PDF peuvent être téléchargés dans la section "*Références*" à la fin de ce rapport.

Les Nations Unies ont publié le document intitulé "*Guide technique international sur l'éducation sexuelle*", qui constitue la ligne directrice officielle pour les écoles élémentaires du monde entier. L'objectif de ce document est décrit à la page 16 :

Selon leurs propres termes : "*Il vise à équiper les enfants... à développer des relations sexuelles*".

À la page 17, les Nations Unies expliquent que ce guide est destiné à aider les enfants à construire des relations avec des partenaires romantiques ou sexuels.

Selon leurs propres termes : "*Ces compétences peuvent aider les enfants à nouer des relations avec... des partenaires sexuels*".

À la page 71, les éducateurs sont invités à enseigner aux enfants dès l'âge de 5 ans les baisers, les étreintes, les attouchements et les comportements sexuels. Les enfants de 9 ans doivent être sensibilisés à la masturbation, à l'attirance sexuelle et à la stimulation sexuelle.

L'Organisation Mondiale de la Santé développe actuellement un programme visant à garantir que les jeunes enfants aient des partenaires sexuels. Son document intitulé "*Standards pour l'éducation sexuelle en Europe*"2 contient les instructions suivantes à l'intention des écoles maternelles et élémentaires:

− Les enfants de 0 à 4 ans doivent apprendre ce qu'est la masturbation et s'intéresser à leur propre corps et à celui des autres.
− Les enfants de 4 à 6 ans doivent apprendre la masturbation et être encouragés à exprimer leurs besoins et désirs sexuels.
− Les enfants de 6 à 9 ans doivent apprendre ce que sont les rapports sexuels, la pornographie en ligne, l'amour secret et l'autostimulation.

− Les enfants de 9 à 12 ans doivent avoir leur première expérience sexuelle et apprendre à utiliser la pornographie en ligne.

https://stopworldcontrol.com/fr/enfants/

https://stopworldcontrol.com/fr/maltraitent/

Chine : Un laboratoire du totalitarisme mondial pour Davos.

"*Summer Davos*" : malgré la fin du zéro-covid, Klaus Schwab flatte le gouvernement chinois, "impatient d'apprendre" de sa "*vision*"... pour imposer le crédit social ? - France-Soir 05 juillet 2023

Créée en 2017, la réunion des "*Nouveaux Champions du WEF*", tenue au sein du forum "*Summer Davos*", se tient chaque été en Chine et réunit des participants issus des pays émergents, des chefs entreprises, des "*leaders*" de la "*prochaine génération*" ou encore des personnalités de la Tech.

Cette année, la nouvelle mouture a eu lieu à Tianjin du 27 au 29 juin 2023. Au programme des discussions : des thématiques traditionnellement prisées par le WEF et déjà abordées lors des précédentes éditions du Forum de Davos, comme la sécurité alimentaire et les biotechnologies, le climat et le réchauffement climatique, le futur de la monnaie ou encore l'Intelligence artificielle.

Lutter contre le réchauffement climatique "*auprès de la Chine*"

Cette nouvelle édition fait surtout parler d'elle en raison du discours d'ouverture de Klaus Schwab. Dans son allocution, il a ouvertement exprimé la reconnaissance du WEF pour son "*partenariat de plus de 40 ans avec le Parti communiste chinois*" (PCC), se disant prêt à "*l'approfondir*". Le fondateur du Forum s'engage par exemple à "lutter contre le réchauffement climatique" aux côtés de la Chine, saluée "*pour ses mesures de contrôles anti-Covid*".

Cet exemple chinois, avec sa "*modernisation durant les 40 dernières années*" et ses mesures anti-Covid, est ainsi, ce que beaucoup redoutent, le modèle que le WEF et son fondateur Klaus Schwab souhaiteraient instaurer dans plusieurs autres nations, notamment européennes et nord-américaines. Une "*modernisation*" accompagnée par des technologies de surveillance de masse, qui rime en fait avec l'instauration d'un système de crédit social.

Mais les procédés qui suscitent l'inquiétude en Occident sont différents. Malgré le rejet des mesures anti-Covid par une partie de la population, comme le port du masque, la vaccination ou le confinement, des États du G20 ou des organisations mondiales comme l'OMS envisagent ouvertement de reconduire la mise en place de passe sanitaire, "*pour prévenir les prochaines pandémies*".

Le WEF "*impatient*" d'apprendre de la "*vision*" chinoise

De nombreuses autres initiatives, visant à "*lutter*" contre les épidémies, le réchauffement climatique ou à protéger les mineurs font planer le risque d'un système de crédit social semblable à celui instauré en Chine et sont, à chaque fois, décriées par des citoyens, en France comme ailleurs en Europe ou aux États-Unis.

Citons les projets européen et américain de créer une version numérique de leurs devises respectives, l'euro et le dollar, ou encore le projet français d'un certificat digital pour empêcher l'accès des mineurs à des sites pornographiques. N'omettons pas le projet européen d'une identité numérique, qui pourrait intégrer "*des données sociales, financières, médicales, professionnelles et bien plus encore"*, et de "*stocker les informations personnelles dans un seul identifiant numérique*".

La lutte contre le réchauffement climatique suscite aussi une appréhension, puisque, parmi les mesures proposées (et parfois adoptées), figurent la surveillance obligatoire de l'empreinte carbone des individus, à travers un "*passe*" que certains voient comme une violation de la vie privée et des libertés individuelles.

Lu.

La mort du jeune Nahel est l'étincelle qui a mis le feu à une poudrière sociale dans les quartiers abandonnés par la République. En plus du racisme systémique dont sont principalement victimes les personnes issues de l'immigration (47% des personnes originaires d'Afrique subsaharienne et 30% des personnes originaires du Maghreb en sont victimes), les populations défavorisées sont délaissées par les pouvoirs publics. Les chiffres sont éloquents : 7,5% des Français (5,5 millions d'habitants) vivent dans les banlieues.

Dans ces territoires, le taux de chômage est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. La moitié des jeunes ne disposent pas d'emploi. Près de 40% des habitants n'ont aucun diplôme alors que la moyenne nationale est de 20%. Il y a près de deux fois moins de bibliothèques et trois fois moins d'équipements sportifs dans les quartiers populaires que dans le reste du pays.

Le taux de pauvreté y est trois fois plus élevé que dans le reste du pays (42% contre 14,9%). Pour rappel, il y a 9 millions de pauvres en France, dont 3 millions d'enfants. Alors que la moyenne nationale est de 400 médecins pour 100 000 habitants, ils ne sont que 250 dans les quartiers populaires. 40% des quartiers populaires ne disposent pas de crèches, alors que les familles monoparentales y sont deux fois plus nombreuses que dans le reste du pays (20%). Contrairement à une idée reçue, les transferts sociaux y sont moins élevés : 6 100 euros par an et par habitant contre 6 800 euros pour la moyenne nationale.

En outre, ces quartiers, loin d'être sous perfusion, contribuent davantage à l'effort national que le reste du pays. Par exemple, la Seine-Saint-Denis est le troisième département le plus pauvre de France (le premier de l'hexagone) sur un total de 101 départements et celui qui reçoit le moins de protection sociale par habitant, alors qu'il est le huitième contributeur social aux finances publiques du pays. Ainsi, la Seine-Saint-Denis compte 1 100 effectifs de la fonction publique hospitalière pour 100 000 habitants contre une moyenne de 1 800 pour le reste du pays. Les gouvernements ne se soucient guère du sort de ces populations paupérisées car elles ne disposent que de très peu de pouvoir politique et électoral. En effet, 48% des habitants des quartiers populaires sont soit non-inscrits, soit se sont abstenus lors des dernières élections présidentielles.

J-C – Voilà ce que préconisent ceux qui tiennent ce genre de discours : "*Le gouvernement doit apporter une réponse politique, économique et sociale à la question de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des discriminations*".

Quelle en est la signification politique ? C'est simple : Faites confiance à Macron !

Lu. Le vers était dans le fruit dès le départ.

- Marine Tondelier (EELV). ...une question sur l'Ukraine, la végétarienne ne laisse pas la machine humaine terminer sa phrase et coupe : «*Des avions ! Des avions ! Il faut tout de suite envoyer des avions à Zélinsky !*».

Voilà donc le cas clinique d'une femme, mère de famille, qui mange des plantes, déteste le mot chasse accolé à un fusil mais l'adore s'il est associé à avion. Ah ! Un bel avion de chasse !

Faut dire que cette guerrière a connu une enfance douloureuse. Un père médecin, une mère dentiste, un grand père gros paysan Picard, une grand-mère pharmacienne, il faut assumer cette précoce prolétarisation. Pourtant ce monde des gueux qu'elle entend maintenant représenter. Sûr que ce n'est pas au boulot qu'elle a rencontré le travail, et ceux qui transpirent. La militante a passé toute sa vie, ou presque, à faire des acrobaties électorales dans son «*territoire*» des Hauts-de-France, avec un départ un tremplin à 1,63% des voix. Pas grave, le moulin à paroles à la bouche ouvrière, sait convaincre une population qui adore les bombardiers. D'ailleurs elle s'y connait donc en politique étrangère. Naguère, n'a-t-elle pas fait une manif à Alep pour soutenir les «petits gars» d'al-Qaïda qui, dixit Fabius, d'al- Qaïda faisaient ici «*du bon boulot*».

Marine devrait se méfier de l'histoire. Se rappeler par exemple que les racines de l'écologie, même vertes, ne sont pas pur esprit. René Dumont, pacifiste, excellent et admirable candidat écolo à la présidentielle de 1974, a aussi été un gentil fonctionnaire de l'État de Pétain à Vichy. Pour vous dire que souvent, les «*Verts*», même s'ils sont dans le fruit, devraient se méfier de leurs propres élans. Regardez le meilleur d'entre eux, l'inimitable Cohn Bendit : il a su passer du col Mao au Rotary et se laissant glisser sur le toboggan de l'ultra libéralisme made in USA. Retour aux sources puisqu'en Mai 68 il avait déjà bien défendu l'Amérique.

Qu'est-ce que l'ordre fondé sur des règles, le terme le plus fréquemment utilisé dans la diplomatie américaine ?

Les États-Unis ne sont plus capables de maintenir un «*ordre fondé sur des règles*» de type mafieux

Qu'est-ce que l'ordre fondé sur des règles, le terme le plus fréquemment utilisé dans la diplomatie américaine ? Il n'a jamais été défini avec précision, jusqu'à ce qu'un récent tweet révèle sa véritable nature mafieuse.

Nury Vittachi, un journaliste chevronné né au Sri Lanka et basé à Hong Kong, a publié lundi 10 définitions de l'ordre fondé sur des règles, notamment :

Les États-Unis gouvernent le monde ;

Les États-Unis établissent toutes les règles ;

Personne ne peut savoir quelles sont les règles, seulement qu'elles existent ;

Les États-Unis seront responsables de la flexibilité offerte par le caractère inexistant des règles ;

Les règles alternatives de gouvernance qui fonctionnent avec succès (cf. Chine, Singapour) doivent toujours être tournées en dérision comme de «*l'autoritarisme*» ;

La domination mondiale injuste de la minorité occidentale de 13% (cf. totalitarisme) doit toujours être qualifiée de «*démocratie*».

https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ne-sont-plus-capables-de-maintenir-un-ordre-fonde-sur-des-regles-de-type-mafieu/

Parole d'internaute.

1 - Pour bien comparer les pays, il ne faut pas prendre le PIB mais les composantes du PIB correspondant à la production réelle et non à du vent. Le vent étant des avocats, des médecins, des financiers, des communicants, des sportifs, des artistes surpayés.

Ainsi, grosso modo, cela revient à conserver le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, forêts), le secteur secondaire (industrie et artisanat) ainsi que la faible part du secteur tertiaire en lien direct avec l'industrie (ce qui ne devrait pas être sous-traité en fait).

Egalement, il faut mettre cela en parité de pouvoir d'achat parce que la structure de coûts est bien différente entre les Etats-Unis, la France et la Russie par exemple.

Cela donne ceci pour les derniers chiffres disponibles il y a 6 mois, date des calculs (en dollar):

* Chine : 10 965 B USD.
* Inde : 4 312 B USD.
* Etats-Unis : 3 732 B USD.
* Indonésie : 1 803 B USD.
* Japon : 1 608 B USD.
* Russie : 1 481 B USD.
* Allemagne : 1 153 B USD.
* Corée du sud : 948 B USD.
* Iran : 888 B USD.
* Brésil : 857 B USD.

* Turquie : 821 B USD.
* Italie : 548 B USD.
* France : 540 B USD.
* UK : 535 B USD.
* Espagne : 416 B USD.
* Philippines : 365 B USD.
* Viêt-Nam : 336 B USD.

Donc la Chine colle une tôle aux Etats-Unis : 10 965 B USD vs 3 732 B USD.
Egalement, la Russie dépasse l'Allemagne : 1 481 B US vs 1 153 B USD. La Russie pèse 40% des Etats-Unis, sachant que le ratio de population est 45% (avec les nouveaux territoires d'Ukraine).

BRICS = CN+IN+RU+IR+BR = 18 503 B USD
BRICS+ = BRICS+ID+TR = 21 127 B USD.
OTAN = EU+DE+IT+FR+UK+ES = 6 924 B USD
OTAN+JP+KR = 9 480 B USD.

2 - Pourquoi personne ne voit la mascarade des PIB des pays occidentaux par rapport aux pays des BRICS ? Nos PIB sont en grande partie basés sur des services, entre autres financiers, qui ne représentent pas de vraie richesse, alors que les BRICS ont encore une industrie et créent des choses en plus d'avoir les ressources pour ce faire. En Europe, nous n'avons presque plus d'énergie, presque plus d'industrie, nous avons un coût du travail qui est un multiple de celui des pays qui nous concurrencent. Comment pouvons-nous espérer entrer en compétition avec eux ? Nous n'avons même plus de supériorité dans l'éducation des ingénieurs ou dans le dépôt de brevets…

3 - Quand on regarde à distance, on constate que les BRICS proposent un modèle de développement centré sur les pays non-occidentaux qui regorgent non seulement de ressources abondantes, mais d'un fort potentiel de croissance.

J-C – Voilà un sujet que j'aborderai dans la prochaine causerie ou plus tard, en tordant le cou à la propagande consistant à faire croire que les BRICS feraient mieux que les anciennes puissances impérialistes coloniales occidentales.

Succinctement, on peut avancer qu'en réalité les BRICS se proposent de prendre le relais de l'occident grâce à leur croissance économique pour assurer la pérennité du capitalisme, en exploitant les richesses de l'Afrique et des pays asiatiques ou d'Amérique latine qui disposent d'une gigantesque réserve de matières premières et d'énergies fossiles, nécessitant des investissement colossaux, y compris pour construire des infrastructures à l'échelle d'un continent…

Cette stratégie n'est pas incompatible avec celle du Forum économique mondiale, elles se combinent dans la perspective de l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire, chaque puissance y contribuant en fonction de ses particularités historiques et des moyens dont elles disposent, ainsi que leur situation sur le plan économique, financier, politique, militaire, technologique et scientifique…

A lire.

J-C – Je vous avouerai que je n'ai pas eu le temps de les lire tous, l'orientation politique semble correcte, il semble avoir déjoué tous les pièges, à vous de juger.

Oui, il y a bien une justice de classe en France - frustrationmagazine.fr 7 Juil 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/justice-de-classe/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juillet-09_07_23

Révolte des banlieues : ceci est bien un mouvement social - frustrationmagazine.fr 5 Juil 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/revolte-banlieues/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juillet-09_07_23

Chronique d'une France en feu : pas de justice, pas de calme - frustrationmagazine.fr 6 Juil 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/justice-emeutes/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juillet-09_07_23

France.

Ils collaborèrent même avec un régime tyrannique.

Élisabeth Borne reçoit les syndicats pour une opération câlinothérapie après la réforme des retraites - Le HuffPost 12 juillet 2023

Ce mardi 11 juillet, la Première ministre Élisabeth Borne reçoit les organisations syndicales et patronales pour « *préparer l'agenda social* » des prochains mois. À Matignon, on se réjouit de cette rencontre. « *La Première ministre aura à cœur de réaffirmer sa confiance dans le dialogue social et les partenaires sociaux, elle redira que c'est sa marque de fabrique, son mode de travail habituel depuis qu'elle est ministre et même avant, dans ses fonctions précédentes comme à la RATP* », insiste-t-on à Matignon.

J-C - Le corporatisme n'est pas « *une nouvelle méthode totalement inédite* ».

Le HuffPost - C'est en vantant « *une nouvelle méthode totalement inédite* » qu'Élisabeth Borne entend se réconcilier avec les organisations syndicales : la transposition des accords

trouvés par les partenaires sociaux seront désormais « *le plus fidèlement possible et intégralement au Parlement, avant même que l'on les ait vus* ».

Le ballon d'essai a pris la forme du projet de loi sur le partage de la valeur présenté fin mai. Adopté le 29 juin par l'Assemblée nationale, le texte est désormais utilisé par le gouvernement comme la preuve par l'exemple que cette méthode est la bonne. Ainsi, Matignon n'oublie pas de souligner que *« les partenaires sociaux sont satisfaits de ce qui est ressorti de l'Assemblée nationale* ». Et en rajoute une couche : « *Cette méthode consiste en un a priori de confiance extrêmement fort du gouvernement envers les partenaires sociaux, dans leurs capacités à trouver les meilleurs accords possibles* ».

« *Les partenaires sociaux ont coché presque toutes les cases de nos propositions. Ils ont repris à leurs comptes les idées qu'on a pu leur proposer et nous, ça nous va très bien* », se réjouit-on. Le HuffPost 12 juillet 2023

J-C - Il faudrait être difficile pour espérer mieux ! Ces ordures se rendent à Matignon le lendemain de l'adoption par le Sénat d'une mesure scélérate visant les chômeurs.

Ils renouent avec le STO !

RSA : le Sénat vote les 15 heures d'activité hebdomadaire obligatoire pour les allocataires - publicsenat.fr 11 juillet 2023

Ce ne sont ainsi pas simplement les allocataires du RSA qui seront finalement concernés, « *même si ceux-ci doivent être mobilisés en priorité, mais à tous les demandeurs d'emploi signataires d'un contrat d'engagement et nécessitant un accompagnement, notamment les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et les autres chômeurs de longue durée* », précise la commission des Affaires sociales.

L'article 3 du texte en question réforme le régime de sanctions applicables aux allocataires du revenu de solidarité active (RSA), qui ne respecteraient pas leurs obligations.

En cas de non-respect de ces contrats, le projet de loi a pour objectif de rendre « *plus progressives* » et « *plus effectives* » les sanctions prévues par la loi. Il crée à ce titre, avant la sanction maximale de la radiation (peu utilisée), la suspension temporaire du RSA en cas de manquements. Une régularisation est prévue si la personne respecte à nouveau ses devoirs. Pour le ministre du Travail Olivier Dussopt, cette nouvelle sanction nommée *« suspension-remobilisation* » vise à « *rénover l'accompagnement* » des allocataires du RSA. « *Cela nous paraît équilibré, cela nous paraît utile aussi* », a-t-il ajouté.

En commission des affaires sociales, les sénateurs ont limité à trois mois de RSA les sommes pouvant être restituées. publicsenat.fr 11 juillet 2023

France(dés)Info n'aime pas la SNCF et tiens à le faire savoir.

Transports : les premiers trains Lyon-Barcelone de la Renfe débarquent en France pour concurrencer la SNCF - francetvinfo.fr 13 juillet 2023

Avec l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire français, les premiers trains de la compagnie espagnole roulent à partir de ce jeudi 13 juillet entre Lyon et Barcelone, pour un trajet direct de 5h contre 5h30 avec un changement dans la meilleure des configurations pour la SNCF.

Les prix de lancement sont très attractifs, 29 euros pour un départ depuis la gare de Lyon Part Dieu.

L'opérateur espère ainsi conquérir les voyageurs par la qualité de ses trains et leur ponctualité.

En deux semaines, 31 000 billets ont été vendus sur le territoire historique de la SNCF. Ce concurrent de plus pour l'opérateur français a de l'appétit et entend se faire une place sur le corridor stratégique Paris Lyon. francetvinfo.fr 13 juillet 2023

Les masques tombent. Quand ceux qui dénoncent le racisme arment les néonazis de Kiev.

La cheffe de l'extrême droite finlandaise obligée de s'excuser après un énième scandale raciste - Le HuffPost 12 juillet 2023

Le président finlandais Sauli Niinistö, depuis le sommet de l'Otan à Vilnius, a appelé le gouvernement « *à prendre une position claire de tolérance zéro contre le racisme* ». Le HuffPost 12 juillet 2023

Dictature et escroquerie climatique.

Stratégie de la terreur et du chaos, manipulation de la météo et mystification climatique à la rescousse.

Europe : plus de 60 000 décès attribuables à la chaleur à l'été 2022 - LePoint.fr

Une étude publiée ce lundi estime que le continent fera face à une moyenne de plus de 68 000 décès excédentaires chaque été à l'horizon 2030.

Plus de 60 000 morts en Europe durant l'été 2022, le plus chaud jamais enregistré - France 24

Vers plus de 120 000 morts par an en Europe d'ici 2050 à cause de la chaleur - Le HuffPost

Canicule: un été 2022 très meutrier en Europe - AFP

Jusqu'à 44°C: l'Espagne fait face à nouvel épisode de chaleur extrême - BFMTV

Le sud des Etats-Unis se prépare à une forte vague de chaleur - AFP

Au Japon, des morts et des milliers d'évacuations après des pluies hors normes - Euronews

États-Unis: de fortes pluies et des inondations font au moins un mort dans l'État de New York - BFMTV

Fabrique du consentement ou quand les services corrompus de l'Etat fabrique un "*baromètre*".

Climat : les Franciliens et les plus aisés sont ceux qui soutiennent le plus les mesures environnementales, selon une étude - francetvinfo.fr 11 juillet 2023

"*Les problèmes environnementaux apparaissent comme l'une des préoccupations majeures des Français*", confirme ce mardi le baromètre annuel d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), le service statistique du ministère de la Santé.

Toutefois, l'étude menée auprès de 4 000 personnes, âgées d'au moins 18 ans, révèle que pour lutter contre le changement climatique, les Franciliens et les personnes les plus socialement favorisées soutiennent davantage les mesures environnementales que les autres catégories sociales et que les habitants des communes rurales.

57% des Franciliens se disent par exemple favorables à l'augmentation de la taxe carbone contre 20% des résidents des communes rurales et près d'un tiers des résidents des autres unités urbaines.

Chez les cadres, ils sont 47% à y être favorables contre 35 % pour l'ensemble des personnes interrogées. Globalement, les mesures qui visent à adopter des modes de vie décarbonés, mais qui ont des effets négatifs immédiats sur le pouvoir d'achat et qui affectent le quotidien "*rencontrent une moindre adhésion*". (En fait elles sont majoritairement rejetées. - J-C)

Les mesures proposées pour faire face au changement climatique ne font donc pas l'unanimité alors que, dans ce baromètre d'opinion 2022 de la DREES, cette "*préoccupation environnementale"* est largement partagée. 84% des Français interrogés se disent, en effet, "*préoccupés*" par "*les problèmes liés à l'environnement*". C'est même leur deuxième préoccupation, derrière le niveau de salaire et le pouvoir d'achat (91%) et devant la pauvreté (83%), l'avenir du système de retraite (80 %), et le sexisme et les violences faites aux femmes (78%). Dans cette étude, l'insécurité arrive en 14e position des préoccupations, partagée par 44% des personnes interrogées. francetvinfo.fr 11 juillet 2023

J-C – En Inde, la "*préoccupation environnementale"* arriverait en dernière position, tout le monde s'en fout parce qu'elle n'a pas lieu d'être, tout simplement. Et pour cause, tout va bien, la température est inférieure à la normale saisonnière et il pleut beaucoup. Cela n'était pas arrivé depuis plusieurs mois, alors qui s'en plaindrait !

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

France. Un mouvement placé sous protection policière…

Violences contre les personnes LGBT+ : le gouvernement annonce un plan contre les discriminations - BFMTV 9 juillet 2023

Les Pays-Bas servent de quartier général et de laboratoire à Davos.

Une femme transgenre remporte pour la première fois le concours de Miss Pays-Bas - BFMTV 10 juillet 2023

Stop World Control ?

En tête du box-office US, le film "*Sound Of Freedom*" évoque la traite des enfants et bouscule Hollywood - France-Soir 07 juillet 2023

Au lendemain de sa sortie dans les salles de cinéma aux États-Unis, mardi 4 juillet, le thriller Sound Of Freedom a déjà engrangé 11,5 millions de dollars de préventes. Réalisé par Alejandro Monteverde avec Jim Caviezel au premier rôle, le long-métrage aborde le thème du trafic d'enfants. Il retrace l'histoire véridique de Tim Ballard, un ancien agent du gouvernement américain qui a lutté contre cette activité criminelle, notamment en Amérique du sud. Malgré un impressionnant engouement du public (avec un meilleur démarrage au box-office que le blockbuster Indiana Jones), le soutien de personnalités comme Elon Musk ou l'acteur Mel Gibson et de nombreuses critiques positives, Sound of Freedom n'est pas évoqué dans les médias mainstream.

Timothy Ballard est le fondateur de l'organisation à but non lucratif, Operation Underground Railroad (OUR), spécialisée dans la lutte contre le trafic sexuel et le trafic d'enfants. Avant de lancer cette organisation, Tim Ballard, auteur de plusieurs livres, affirme avoir servi pendant 12 ans au Département américain de la Sécurité intérieure (DHS), au sein d'une task force (un groupe de travail, ndlr) chargée d'enquêter à propos des crimes perpétrés sur Internet contre les enfants. Il a été déployé comme agent d'infiltration au sein d'une équipe US contre le tourisme sexuel d'enfants, lit-on sur le site de l'OUR.

"*Frustré*" par le manque de stratégies pour sauver des enfants kidnappés ou victimes de la traite, particulièrement dans les pays sous-développés, Tim Ballard, qui a aussi interpellé le

Congrès américain à ce propos, quitte le DHS et fonde son organisation à but non lucratif en 2013, aux côtés “d’anciens agents du FBI et coéquipiers de la CIA”.

Interrogé par OSV News, l’acteur est revenu sur “*l’objectif*” de ce film, de “*vendre 2 millions de billets pour 2 millions d’enfants*” concernés par le trafic. Le producteur du film, le Mexicain Eduardo Verástegui, explique, de son côté, qu’il entend faire de ce thriller “une arme d’instruction et d’inspiration de masse” contre cette activité aussi criminelle qu’inhumaine.

Pour atteindre ce but, le distributeur du film, Angel Studios, adopte la même méthode de financement participatif déjà appliquée pour sa série à succès, “*The Chosen*”. Les téléspectateurs qui achètent des billets permettront à d’autres de regarder ce thriller gratuitement.

https://edition.francesoir.fr/culture-cinema/cinema-film-sound-freedom-sur-la-traite-des-enfants

---

Dr John Money : théorie du genre et pédophilie - lemediaen442.fr 8 juillet 2023

À la fin de ses études de doctorat, Money a été invité par l’endocrinologue pédiatrique Lawson Wilkins pour être codirecteur d’une unité de recherche nouvellement créée à l’hôpital universitaire Johns Hopkins de Baltimore. C’est dans ce contexte que Money a identifié un terme global pour parler de la masculinité et de la féminité des intersexués. Le terme qu’il a finalement choisi était « *le rôle des genres* ». Il a théorisé et a inventé les expressions « *identité de genre* » et « *orientation sexuelle* » et les a ensuite étendu à l’identité/rôle de genre, reconnaissant pour la première fois les distinctions entre le sexe, le sexe biologique et le comportement sexuel. Selon lui, les organes génitaux ainsi que les rôles sexuels devraient être désormais non liés.

https://lemediaen442.fr/dr-john-money-theorie-du-genre-et-pedophilie/

Bud Light évincée du top 10 des meilleures bières américaines à cause de l’influenceur transgenre Dylan Mulvaney

https://lemediaen442.fr/bud-light-evincee-du-top-10-des-meilleures-bieres-americaines-a-cause-de-linfluenceur-transgenre-dylan-mulvaney/

Santé.

Vidéo. Covid-19 : sans soin, on survit moins

La crise Covid-19 semble derrière nous, mais les règlements de compte se poursuivent. L'IHU de Marseille et son ancien directeur, Didier Raoult, ont été accusés d'avoir effectué des "*expérimentations sauvages*".

Personne n'est dupe, il s'agit toujours de faire payer à l'équipe de Marseille la promotion de l'hydroxychloroquine comme traitement pendant la crise. Or les vaccins anti-Covid-19 avaient besoin qu'il n'existe aucun traitement alternatif pour s'imposer sur le marché. Il fallait donc tuer dans l'œuf toute tentative d'apaiser la peur ou de soigner les malades. A ce titre, il y a bien une expérimentation qui a été menée à grande échelle en France : celle de ne pas soigner les malades.

Grâce à cette expérimentation réalisée en 2020 et 2021, nous savons dorénavant que moins on soigne les gens et plus ils meurent. De façon très nette, les départements ayant la plus forte baisse du nombre d'hospitalisés sont ceux accusant la plus forte hausse de décès. Dommage pour les participants qui n'étaient pas dans le bon groupe, mais qu'ils se réjouissent, grâce à eux la science progresse.

https://www.youtube.com/watch?v=ljZu_rdxsRw

Rapport trimestriel de situation Covid planétaire du samedi 1er Juillet 2023 0h00 GMT

Elle aura fait, in fine, un nombre infime de victimes: 0,885 décès pour mille habitants en 3 ans et demi, soit 0,25 décès sur 1000 habitants en moyenne annuelle, principalement des personnes âgées atteintes de comorbidités (88%). Elle aura donc été plus politique et médiatique, que réelle et grave.

Des vaccins élaborés à la hâte, vendues pour une efficacité de 95% sur les formes graves, et injectés en priorité aux personnes les plus exposées, auraient dû enrayer très vite (dès 2021) cette pandémie, s'ils avaient eu l'efficacité proclamée par l'industrie pharmaceutique, ses relais politiques et médiatiques, et les autorités de santé les plus corrompues.

Celà n'a pas été le cas. Cette épidémie a encore provoqué près de 200 000 décès au premier semestre 2023, dont 62% dans les 31 pays de l'OTAN, très vaccinés, qui ne représentent pourtant que 12% de la population de la planète ….

3 pays de l'OTAN, les USA, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont cumulé, à eux seuls, près de la moitié des décès Covid déclarés sur la planète au 1er semestre 2023… Ils ont eu manifestement plus de difficultés que d'autres à se remettre de l'épidémie. Les deux premiers d'entre eux (USA et UK) ont, hélas, été pris en référence par de trop nombreux pays qui en ont payé le prix (fort).

S'agissant des vaccins, 4,2 milliards de doses avaient été «*sécurisées*» pour l'UE par madame von der Leyen pour un montant de 75 milliards d'euros dans des accords secrets, passés avec l'industrie pharmaceutique (10 doses pour chaque citoyen de l'UE).

0,9 milliard de doses auraient été utilisées à ce jour en UE (source : Our World in data) à l'heure où la vaccination se ralentit énormément, voire s'arrête un peu partout en Europe.

Autrement dit, plus des trois quarts des doses commandées pour l'UE devront être détruites. Trois quarts de l'investissement (75 milliards d'euros) auront donc été gaspillés en pure perte. Escroquerie du siècle ou Incompétence abyssale au plus haut niveau de l'UE ? La question se pose, désormais.

2ème rapport trimestriel de situation Covid planétaire du samedi 1er Juillet 2023 0h00 GMT

Remarques sur le tableau ci-dessus :

Avec près de 376,5 millions de tests positifs déclarés en 2022 dans une population mondiale de 8 milliards d'habitants qui avait déjà reçu 9,2 milliards de doses de vaccin en 2021, on réalise que la contamination n'a jamais été réduite par le vaccin, bien au contraire, puisqu'elle a été 4,5 fois plus importante en 2022 sur des populations vaccinées qu'en 2020 sans vaccin. Qui ne connaît pas parmi ses proches des gens double ou triple vaccinés qui ont attrapé le Covid en 2022 ?

Le slogan «*Tous vaccinés, tous protégés*» était donc un énorme mensonge répété ad nauseam par les pseudo-scientifiques, les politiques et leurs relais médiatiques, corrompus par Big Pharma. Les populations vaccinées, souvent par la contrainte, s'en sont rendues compte puisqu'elles ont très vite renoncé aux rappels conseillés et prescrits par les autorités gouvernementales et médicales (0,37 milliards de doses de primo-vaccination ou de rappel au 1er semestre 2023 contre 9,2 milliards en 2021).

La grande majorité des contaminations et des décès des années 2022 et 2023 l'a été dans des pays très vaccinés d'Europe et d'Amérique du Nord (Voir les détails dans les tableaux qui suivront). L'Europe est d'ailleurs restée l'épicentre de l'épidémie depuis vingt et un mois, sans discontinuer, ce qui est la preuve que la stratégie du tout vaccinal n'y a jamais fonctionné. Elle ne compte que 9,5% de la population mondiale mais déclare encore sur les quinze derniers jours, plus de 30% des décès enregistrés sur la planète. C'est un fait difficilement contestable, même par les «*déconneurs*» du Monde ou de Libération qui ont réponse à tout.

Malgré une vaccination de masse menée tambours battants depuis début décembre 2020, l'épidémie aura été deux fois plus meurtrière en 2021 qu'en 2020 (contamination et nombre de décès) sur l'ensemble de la planète. La vaccination n'a donc pas fait reculer l'épidémie partout où elle a été appliquée en 2021. Pour 2022, les chiffres de contamination ont été bien pire (multiplication par 4,5) et la mortalité, à peine meilleure, qu'en 2020, sans vaccin. Pour 2023, les pays en développement les moins vaccinés d'Afrique et d'Asie se sont sortis beaucoup plus vite de l'épidémie que les pays développés les plus vaccinés. Ce sont des faits.

Comme toutes les autres épidémies avant elle, nouveaux variants ou pas, l'épidémie Covid-19 a fini par régresser naturellement sous l'effet de plusieurs facteurs :

– La prolifération des variants rend chacun d'entre eux moins létal au fil du temps. C'est le cas du Omicron et de ses derniers sous-variants.

– Le réservoir de personnes fragiles et atteintes de comorbidité, donc susceptibles de faire des formes graves de la Covid s'est progressivement «*vidé*» par décès des plus fragiles. On ne meurt pas deux fois.

– Dans de nombreux pays, une meilleure prise en charge des patients et l'apparition et l'application de nouveaux traitements précoces pour les personnes atteintes de la Covid ont réduit considérablement la mortalité liée à ce virus.

– L'immunisation naturelle d'une partie croissante de la population mondiale qui, testée ou non, vaccinée ou non, a contracté la maladie et en a guéri, a également contribué à la baisse de la létalité. À cet égard, le variant Omicron et ses sous-variants, très contagieux mais très peu létaux, ont joué le rôle de véritables vaccins naturels pour ceux qui ont contracté la maladie, sans être porteurs de multiples facteurs de comorbidité.

Notons qu'avec la guerre en Ukraine qui impacte la planète entière, les médias ont un nouvel os à ronger. Les grands titres de l'actualité s'en trouvent considérablement changés mais les médias et les politiques continuent à surfer sur la peur et à manipuler l'opinion sur ce nouveau sujet.

Les données présentées par différents pays (UK, France, Israël, Italie) montrent que seulement 12% environ des décès attribués à la Covid peuvent être attribués uniquement à la Covid et de manière certaine. 88% des décès auraient donc pu être attribués à l'une ou l'autre des multiples comorbidités dont souffraient les patients décédés. Autrement dit, le nombre de 6,9 millions de décès sur trois ans est certainement surévalué, et pas qu'un peu. Il pourrait fort bien être de l'ordre de 1 millions qui, répartis sur trois ans et demi, deviendrait un nombre dérisoire au niveau planétaire. De là à dire que cette «*pandémie*» a été plus médiatique et politique que réelle, il n'y a qu'un pas que je n'hésite plus à franchir…

32,2% seulement des habitants des pays à faible revenu, donc moins solvables, auraient reçu au moins une dose. Ils ne s'en portent pas plus mal, bien au contraire. Ce simple constat montre, s'il en était besoin, que la vaccination était, avant tout, une affaire de gros sous pour Big Pharma et ses relais corrompus. Les riches populations de la région Nord Atlantique intéressaient bien davantage l'OMS et les laboratoires pharmaceutiques que les populations les plus pauvres et les moins solvables d'Afrique ou d'Asie.

À l'échelle planétaire, il y aura eu deux fois plus de décès Covid en 2021 avec le vaccin qu'en 2020 sans vaccin, alors même qu'il y a consensus scientifique pour admettre que le variant delta a été moins létal que ses prédécesseurs.

https://reseauinternational.net/rapport-trimestriel-de-situation-covid-planetaire-du-samedi-1er-juillet-2023-0h00-gmt/

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Contre-offensive de Kiev: plus de 26.000 soldats tués, 1.244 chars détruits, selon la Défense russe - fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

Depuis le début de la contre-offensive ukrainienne le 4 juin, les forces russes ont éliminé 1.244 blindés ukrainiens, rapporte la Défense russe ce 11 juillet.
Parmi ces véhicules, figurent 17 chars Léopard, 5 chars français AMX et 12 véhicules de combat américains Bradley.

Au total, 3.000 unités d'armement ont été détruites. Les pertes humaines se chiffrent à 26.000 soldats.

Nous avons anéanti 915 unités de véhicules militaires spéciaux, deux systèmes antiaériens, 25 lance-roquettes multiples, 403 canons et mortiers dont 43 systèmes d'artillerie américains M777 et 46 canons automoteurs polonais, américains et français. La défense anti-aérienne a abattu 176 munitions Himars, 27 missiles de croisière Storm Shadow et 483 drones, a détaillé le chef de la Défense russe. fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

Les Etats-Unis vont livrer des armes à sous-munitions à l'Ukraine - AFP 8 juillet 2023

Les Etats-Unis ont franchi vendredi un pas supplémentaire dans la guerre en Ukraine, en décidant de livrer à Kiev des armes à sous-munitions qui tuent à l'aveugle et sont interdites dans nombre de pays notamment européens.

Ces armes dites à sous-munitions dispersent ou libèrent des petites charges explosive conçues pour exploser avant, à, ou après l'impact. Selon le type d'arme utilisé, le nombre de sous-munitions dispersées peut aller de quelques dizaines à plus de 600.

Nombre de pays en ont interdit l'utilisation et la production dans le cadre de la Convention d'Oslo de 2008 dont ni les Etats-Unis ni l'Ukraine ne sont parties prenantes.

Comment la France va bombarder davantage la population civile du Donbass.

Guerre en Ukraine : la France va livrer des missiles « *Scalp* » à Kiev, annonce Emmanuel Macron - Le HuffPost 11 juillet 2023

Le chef de l'État a annoncé la livraison prochaine de ces missiles longue portée à son arrivée au sommet de l'Otan à Vilnius, en Lituanie.

« *Compte tenu de la situation, et de la contre-offensive qui est menée aujourd'hui par l'Ukraine, j'ai pris la décision d'accroître les livraisons d'armes et d'équipement* », a déclaré devant la presse le chef de l'État, afin de permettre à l'armée ukrainienne d'avoir « *des capacités de frappe dans la profondeur* », qui lui permettront d'atteindre les zones occupées

par la Russie à l'Est, ce qui lui est difficile actuellement avec les missiles de moyenne portée dont elle dispose. Le HuffPost 11 juillet 2023

L'ambassade de Russie à Paris a quant à elle fait part de sa déception. «*Comme la pratique l'a déjà montré, le régime de Kiev utilise l'analogue britannique de ce missile de croisière pour attaquer les zones résidentielles des villes et les infrastructures civiles, entraînant la mort de civils, y compris des femmes et des enfant*s» a-t-elle ajouté, précisant que la partie française devait être «*consciente*» de son «*degré de responsabilité*». RT 11 juillet 2023

Les médias français en pincent pour le nazisme, pas étonnant.

J-C - Ils présentent à nouveau des néonazis ukrainiens en "*militaires ukrainiens*" ou "*commandants ukrainiens*".

Erdogan libère des combattants d'Azov, Moscou dénonce une violation de l'accord - RT 8 juillet 2023

Guerre en Ukraine : le retour à Kiev de ces militaires ukrainiens détenus en Turquie ulcère Poutine - Le HuffPost 9 juillet 2023

Les combattants d'Azov, la gifle diplomatique de Volodymyr Zelensky à Vladimir Poutine - France 24 10 juillet 2023

Guerre en Ukraine : le Kremlin furieux après le retour de commandants ukrainiens de Turquie - BFMTV 9 juillet 2023

Le Kremlin a fustigé ce samedi le rapatriement par le président ukrainien Volodymyr Zelensky de plusieurs commandants ukrainiens qui devaient rester en Turquie jusqu'à la fin du conflit à la faveur d'un accord entre Moscou et Kiev.

La présidence ukrainienne a confirmé avoir obtenu le retour de ces membres du régiment Azov, honni en Russie, après des "*négociations avec la partie turque*". Ils ont été accueillis à l'aéroport d'Istanbul par le président Volodymyr Zelensky, qui effectuait une visite en Turquie.

"*Le retour des commandants d'Azov de la Turquie vers l'Ukraine n'est rien d'autre qu'une violation directe des termes des accords existants*", a fustigé le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, cité par les agences de presse russes.
Une partie du bataillon capturée à Marioupol

Selon lui, tant l'Ukraine que la Turquie ont violé les termes de cet accord qui prévoyait que ces hommes demeurent en Turquie jusqu'à la fin du conflit.

L'Ukraine avait annoncé fin septembre l'échange avec la Russie de 215 militaires dont des chefs de la défense de l'aciérie Azovstal.

Cinq commandants militaires, "*des superhéros*", selon Volodymyr Zelensky, avaient été transférés en Turquie. Ils devaient y rester "*en sécurité absolue et dans des conditions confortables*" jusqu'"*à la fin de la guerre*", selon un accord avec M. Erdogan. BFMTV 9 juillet 2023

L'Otan est déjà en conflit avec la Russie, estime Moscou - fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

"*Bien entendu, l'Otan ne cherche pas le conflit avec la Russie. L'Otan ne fait qu'y participer*", a écrit sur Telegram Maria Zakharova, commentant ainsi le communiqué du sommet de Vilnius.

Depuis le début de l'opération spéciale militaire russe, les pays membres de l'Otan ne cessent de fournir des armes à l'Ukraine, notamment des chars européens et américains et des missiles à longue portée.

Le 10 juillet, le ministère russe de la Défense a dénombré, depuis le 24 février 2022, plus de 11.500 mercenaires étrangers en Ukraine qui ont pris et prennent encore part aux hostilités, dont 4.845 ont été neutralisés. Pour la plupart, il s'agit de ressortissants américains, canadiens ou de pays européens. fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

Coup de théâtre à Bruxelles : Zelensky éjecté du sommet UE-CELAC suite à l'opposition de l'Amérique latine - lemediaen442.fr 8 juillet 2023

Selon des sources diplomatiques anonymes citées par le portail d'informations basé à Bruxelles, EURACTIV, un scandale retentissant secoue actuellement les plus hautes sphères de la politique internationale. Les dirigeants de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont contraint l'Union européenne d'annuler l'invitation du président ukrainien Volodymyr Zelensky au sommet UE-CELAC qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 juillet.

Les tensions entre Zelensky et les pays d'Amérique latine sont exacerbées par l'attitude du président ukrainien et sa proximité avec les États-Unis. L'Amérique latine affiche ouvertement son soutien au président russe Vladimir Poutine, mettant ainsi en évidence sa position influente et affirmée.

C'est une énième défaite pour le président ukrainien puisque les dirigeants de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont insisté pour supprimer tous les paragraphes sur le soutien à l'Ukraine du projet de déclaration finale de l'événement. La CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes) a soumis une contre-proposition au projet de texte qui lui a été transmis par Bruxelles, supprimant tous les éléments concernant l'Ukraine.

Cette décision fracassante a mis l'Espagne — qui occupe actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne — dans une position des plus embarrassantes, étant donné que c'est elle qui avait initialement adressé l'invitation à Zelensky. Toutefois, face à l'opposition farouche des dirigeants latino-américains, l'Espagne n'a eu d'autre choix que de se plier à leur volonté et d'annuler l'invitation de manière définitive et sans appel.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, c'était engagée à travailler avec chaque pays du monde pour exiger qu'ils expriment clairement leur position concernant l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine… elle ne s'attendait pas à un tel revers.

https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/leak-latin-american-countries-push-back-on-ukraine-eu-agenda-ahead-of-joint-summit/

La Défense russe révèle le nombre de mercenaires étrangers en Ukraine depuis le début du conflit - fr.sputniknews.africa 10 juillet 2023

Au total, 11.675 mercenaires issus de 84 pays différents sont arrivés sur le front ukrainien depuis le début du conflit militaire, a rapporté ce 10 juillet le ministère russe de la Défense.

Les mercenaires sont principalement venus de Pologne (plus de 2.600 personnes), des États-Unis et du Canada (plus de 900 personnes sur les deux pays), de Géorgie (plus de 800 personnes), du Royaume-Uni (plus de 700 personnes), de France (environ 200 personnes) et de la zone syrienne contrôlée par la Turquie (environ 200 personnes).

Au cours des combats, 4.845 mercenaires ont été éliminés dont la plupart sont ressortissants des États-Unis, du Canada ou de pays européens. 4.801 mercenaires ont fui l'Ukraine, précise le ministère.

Recrutement acharné face aux pertes élevées

Durant le dernier mois, l'Ukraine a procédé au recrutement de mercenaires en Argentine, en Afghanistan, au Brésil, en Irak et dans la zone syrienne contrôlée par les États-Unis. L'embauche de mercenaires a été également mise en œuvre aux États-Unis et au Canada, a indiqué la Défense russe. Selon l'instance, Kiev est assisté par des services spéciaux occidentaux.

BRICS.

Un pays européen déclare son intention d'adhérer aux BRICS fr.sputniknews.africa 7 juillet 2023

La Biélorussie a remis au Brésil une note confirmant son intention de devenir membre du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a fait savoir la diplomatie biélorusse.

L'ambassadeur biélorusse au Brésil Sergueï Loukachevitch, a informé les autorités du pays latino-américain de l'intention de Minsk d'adhérer au groupe BRICS, a annoncé le service de presse du ministère biélorusse des Affaires étrangères.

Le diplomate s'est réuni avec la vice-ministre brésilienne des Affaires étrangères, Maria Luisa Escorel de Moraes, indique le communiqué ministériel. Ils ont discuté notamment des livraisons des engrais potassiques biélorusses au marché brésilien ainsi que des perspectives de participation de Minsk aux programmes publics brésiliens pour les agriculteurs privés et les exploitations familiales.

Auparavant, le quotidien indien Business Standard, citant ses propres sources, a rapporté que le prochain sommet des BRICS à Johannesburg en août pourrait voir l'intronisation de cinq nouveaux membres – l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Fin janvier, le chef de la diplomatie biélorusse Sergueï Aleïnik a déclaré que la Russie s'était déclarée prête à soutenir son pays s'il souhaitait rejoindre les BRICS.

Chine.

Guerre des puces: Pékin porte un coup à Washington sur les terres rares - fr.sputniknews.africa 6 juillet 2023

Les restrictions sur l'exportation de gallium et de germanium mettent Washington en délicatesse dans la guerre des puces électroniques, ces deux composants étant indispensables à leur fabrication, a expliqué à Sputnik Thomas W. Pauken, géopolitologue américain.

Ironiquement, les États-Unis se sont mis eux-mêmes en difficulté, en frappant les premiers et en renforçant les contrôles à l'exportation sur l'achat de puces avancées, en octobre. Des sanctions présentées à l'époque comme une victoire côté américain, mais qui entraînent aujourd'hui ces contre-mesures chinoises sur les terres rares, souligne Thomas W. Pauken.

"*Il est plutôt risible que l'administration Biden ait pensé pouvoir gagner cette guerre technologique. Si vous n'avez pas accès aux terres rares, si vous n'avez pas accès aux chaînes d'approvisionnement pour produire ces appareils électroniques, vous êtes totalement détruits, vous êtes dévastés, les États-Unis le savaient. Ils savaient à quel point ils dépendaient des terres rares. Ils savaient à quel point ils devaient compter sur la Chine pour relocaliser leurs usines*", explique-t-il ainsi.

C'est donc bien la Chine qui tient les meilleures cartes dans cette confrontation, souligne Thomas W. Pauken. L'Empire du Milieu contrôle 63% de l'extraction mondiale de terres rares et 78% de ces matériaux importés aux États-Unis viennent de Chine, rappelait d'ailleurs une étude de l'US Geological Survey de 2022. fr.sputniknews.africa 6 juillet 2023

Bolivie.

La Bolivie va transformer le lithium avec des entreprises russes et chinoises - tvbrics.com 9 juillet 2023

L'administration du président bolivien Luis Arce a convenu avec des entreprises chinoises et russes de mettre en œuvre une technologie d'extraction directe du lithium dans deux marais salants.

Le chef de l'État a signé des accords avec les entreprises pour appliquer leur technologie d'extraction directe du lithium (DLE) dans deux marais salants avec un investissement total de 1,4 milliard de dollars.

Ces documents s'ajoutent à l'accord signé en janvier avec un important consortium chinois. Le président Arce a déclaré que la Bolivie avait signé des accords pour la production industrielle de lithium d'une valeur de 2,8 milliards de dollars au premier semestre de 2023.

Le ministre des Hydrocarbures et de l'Énergie, Franklin Molina, a rappelé que le processus de sélection de la technologie DLE a débuté en 2021.

Molina a souligné que la deuxième étape cruciale était la signature d'accords avec le leader chinois de la technologie DLE avec la production de batteries et de véhicules électriques et une société russe qui a 70 ans d'expérience dans le recyclage du lithium et la production de batteries.

Les accords prévoient la construction de deux usines de recyclage DLE dans les zones de Pastos Grandes et d'Uyuni Norte, situées dans la région de Potosi, où au moins 45 000 tonnes de lithium seront produites chaque année.

Grâce à ces accords, l'administration Arce vise à produire environ 100 000 tonnes de carbonate de lithium d'ici 2025. La Bolivie possède des réserves de lithium estimées à 21 millions de tonnes, réparties à Uyuni, Pastos Grandes et Coipasa.

Le pays dispose actuellement d'une usine de traitement industriel du chlorure de potassium, d'une usine pilote de production de carbonate de lithium et d'une autre usine en construction pour le traitement industriel du lithium.

Ces usines pourront produire jusqu'à 25 000 tonnes par année de carbonate de lithium de qualité batterie d'une pureté de 99,5%.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 17 juillet 2023.

Essayez le marxisme, le socialisme.

Albert Einstein : La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent !

Une telle confusion n'est plus permise.

Docteur Herbert Shelton (1895-1985).

- À toutes les époques, les médecins ont confondu les actions d'autodéfense de l'organisme vivant pour se défendre et les actions de substances étrangères. Ils ont confondu l'action vitale d'expulser des substances étrangères de l'organisme et l'attaque d'une entité extérieure sur le corps. En confondant ainsi la véritable nature des opérations observées dans la maladie, ils ont tenté de soumettre, supprimer et détruire les actions et les processus qui seuls peuvent sauver la vie du patient. Dans leurs efforts pour guérir (exorciser ou tuer un ennemi imaginaire), ils ont fait la guerre à la constitution humaine.

Une réflexion.

Il y a un truc que je n'avais pas encore dit.

Dorénavant ou régulièrement, on se retrouve à traiter des évènements destinés à nous mettre mal à l'aise ou en porte-à-faux, à perdre l'équilibre, de véritables planches savonneuses pour se casser la gueule d'un côté ou de l'autre selon la manière dont on les interprétera. On prendra le risque de passer pour gauchiste ou réactionnaire. Mieux, on n'échappera pas à l'une ou l'autre de ces accusations, ce qui me laisse de marbre, car j'ai bien conscience de ces pièges à con et de n'être ni l'un ni l'autre, car n'y ayant aucun intérêt personnel.

Dans ce cas de figure, avant de prendre position je réfléchis longuement, et je me détermine uniquement par rapport au gain politique que pourrait en tirer notre cause et pas autres choses, est-ce bien clair ? Je me contrefous de ce que peuvent penser untel ou untel, jamais cela aura une influence sur mes décisions ou mon orientation politique.

Dans l'affaire Traoré, j'ai pris le parti de ne pas y participer, de condamner l'exploitation politique qui en est faite par ceux qui soutiennent Assa Traoré ou le comité Adama Traoré. Je fournis toute une argumentation à la clé. Tout me débecte dans cette femme, elle n'a aucune dignité, elle incarne le lumpenprolétariat d'en haut et d'en bas, vous lirez plus loin pourquoi.

Je salue ici le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), qui a décidé de ne pas en être, pour dire que, sur ce coup-là je ne suis pas tout seul à ne pas verser dans l'opportunisme le plus ignoble qui soit.

Vous savez qu'en Inde je baigne dans un des milieux les plus pauvres de la planète depuis des décennies, donc je n'ai pas à me justifier davantage, personne parmi les Indiens que je connais ou que j'ai croisés un jour et qui sont tous pauvres ou très pauvres ne se comporteraient comme les Traoré. Et bien que personne parmi nous n'aime la police, parce qu'elle est corrompue et peut être violente, il ne viendrait à l'esprit de personne de la traiter comme le font ces voyous, car en dernier recours c'est à elle qu'on s'adresse quand on a un grave différent à régler.

Autrement dit, sans avoir développé de valeurs républicaines, les Indiens savent garder raison, et que généralement la police est garante des intérêts de chaque citoyen sans considération de richesse ou de statut social, il existe évidemment des exceptions comme partout qui confirment la règle, au-delà de son rôle de gardien de l'ordre établi qu'on lui contestera sur le plan politique, mais pas en lui tirant dessus, seulement si les conditions politiques l'ordonnaient... Ici en l'occurrence, c'est la règle qui nous importe, et non de faire régner notre propre loi, on verra cela plus tard quand on aura pris le pouvoir, c'est une autre histoire.

Je ne suis pas un gauchiste, un opportuniste, un réactionnaire, un extrémiste fanatique, un populiste, un démagogue, un mégalomane, un charlatan, juste un brin marxiste ou socialiste, et cela me suffit amplement. C'est tout ce que je vous souhaite.

A Lire. Un document sur le développement économique de la Chine.

Chine : Le seul tableau qui explique tout

https://reseauinternational.net/elementor-331929/

J-C – Personne n'est supposé ignorer le fulgurant développement de la Chine au cours des 4 dernières décennies, surtout le Forum économique mondial qui l'a forcément intégrée dans sa stratégie du Great Reset. Aussi, ce à quoi nous assistons à l'heure actuelle avec la montée en puissance de la Chine alliée à la Russie et d'autres partenaires (BRICS), ressemble à la transmission du témoin en athlétisme de l'empire colonial britannique aux Etats-Unis à l'occasion de la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour achever la mondialisation de l'économie capitalisme à l'échelle de la planète ou porter son développement à un niveau supérieur en englobant la totalité des pays où les infrastructures étaient demeurées à l'état de sous-développement, de manière à assurer durant une période dont on ignore la durée la survie du capitalisme en décomposition à l'état d'asphyxie dans l'ensemble des pays occidentaux.

La nature de ces Etats et leur histoire ne se ressemblent pas, pire, dans le passé jusqu'à notre époque, leurs rapports ont sans cesse été émaillés de tensions et de guerres, chacun défendant ses intérêts au détriment des autres, en recourant à la diplomatie ou à la force, les plus puissants écrasant les plus faibles, les moins développés sur le plan économique et donc militaire.

Il ne faut se faire aucune illusion sur les intentions bienveillantes affichées par la Chine, car il en ira toujours ainsi tant que le capitalisme existera, puisqu'il implique la concurrence à tous les niveaux de la société et entre tous les Etats, qui engendrent les génocides, les guerres et les guerres civiles entre autres souffrances imposées injustement et inutilement aux peuples… A suivre.

Si vous ne voulez pas devenir enveloppé ou obèse, cessez de vous gaver et dormez davantage !

J-C - Leur délire concerne vraiment tous les aspects de notre vie quotidienne qu'ils veulent formater, de quoi je me mêle. Je vais vous raconter un truc.

Avoir du ventre me contrarie, parce que c'est moche et c'est un signe d'opulence que je ne tolère pas chez moi, chez les autres je m'en fous.

Avant je bouffais comme quatre, cela a duré pendant 50 ans environ. Evidemment, je me suis rapidement retrouvé en surpoids, un peu tant que je bossais et j'étais jeune, beaucoup, plus tard quand je suis devenu rentier (mais pas oisif, je précise.), je suis monté à 83 kilos pour 1,63m dans les années 2000. J'ai saisi l'occasion du départ de mon épouse indienne en 2012 pour réduire mon alimentation, pas suffisamment pour perdre beaucoup de poids. 8 ans plus tard, profitant de l'épisode de la dictature sanitaire, j'ai supprimé la Vodka, les amuse-gueules salées, les glaces, etc. et j'ai divisé au moins par 4 ma ration alimentaire quotidienne réduite à celle de la grand-mère indienne de 88 ans qui vit chez moi, cela depuis un mois et j'ai perdu 4 kilos. L'année dernière j'étais redescendu à 75 kilos, il a suffi que mon épouse ramène de France une valise pleine de victuailles, charcuterie, fromage, etc. et j'ai repris ces 5 kilos en 4 mois, après impossible de les reperdre, d'où cette décision drastique mais efficace, économique aussi, ça aide à payer la facture d'électricité qui s'est envolée !

Au début, tous les jours j'ai ressenti cette sensation de faim. Je l'avais déjà expérimentée dans ma jeunesse, un jour j'étais même allé bosser sous bouffer pendant 3 jours, c'était en 1976. Cette sensation de faim, je l'ai observée, pesée, je me sentais plus léger, agréable sensation que d'autres maudissent parce qu'ils ne l'ont pas choisie. Je n'ai rien fait, j'ai fini par ne plus y faire attention ou l'oublier. C'est comme si elle avait disparu toute seule, sauf la nuit quand je me lève. Cela m'a inspiré la réflexion suivante : Tu n'as pas honte, pendant qu'il y en a encore qui crèvent de faim. Je n'y suis pour rien, c'est pour eux que je me bats ici.

Cet aliment insoupçonné serait très efficace pour réduire la graisse du ventre - Grazia 14 juillet 2023

On connaît très bien les haricots verts, en salade ou en accompagnement. Mais il est plus rare de cuisiner des recettes maison avec des haricots noirs. Pourtant, ces derniers sont de réels alliés minceur et sont notamment efficaces pour perdre du gras du ventre. Très riches en fibres, les haricots noirs apportent une sensation de satiété tout en réduisant les fringales dans la journée. Grazia 14 juillet 2023

J-C - Avoir faim ou la boulimie est un luxe de gavés, obnubilés par leur frigo qui doit toujours être plein à craquer, de nantis réduits à un tube digestif ! C'est cela qui aura raison de leur santé, chez d'autres c'est le sexe qui fait office de cerveau ou c'est tout ce qui en reste, ce qui ne vaut guère mieux !

Au violon ? Même pas !

Royaume-Uni: un festival de musique classique interrompu par des militants écologistes - BFMTV 15 juillet 2023

Deux manifestants écologistes du mouvement britannique "*Just Stop Oil*" ont brièvement interrompu un concert de musique classique au Royal Albert Hall, ce vendredi soir à Londres. Les deux militants ont tenté de brandir une banderole, avant d'être rapidement exfiltré par la sécurité. BFMTV 15 juillet 2023

Le capitalisme à visage humain a une dent contre vous.

Faute d'accès aux soins, de plus en plus de Britanniques s'arrachent leurs propres dents - BFMTV 14 juillet 2023

Au Royaume-Uni, l'accès aux soins dentaires est hors d'atteinte pour toute une partie de la population. Démunis et en souffrance, certains Britanniques en arrivent même à s'arracher leurs propres dents. Des soins "*DIY*", "*fait maison*", retrouvés chez 10% des sondés, parmi les 2100 des participants d'une étude YouGov.

Plus précisément, le rapport pointe des défaillances au sein des National Health Service (NHS), le département de la santé et de la protection sociale britannique. Au Royaume-Uni, les soins sont répartis entre la NHS, gratuite et publique, et les hôpitaux indépendants gérés par des sociétés.

En l'état, plusieurs caries rongent l'accès aux soins publics. Les centres dentaires sont soit trop éloignés, ne proposent pas de rendez-vous dans des délais raisonnables, ou les deux. Des lacunes qui poussent ceux qui en ont les moyens vers le secteur privé, et les autres vers l'impasse.

Comme le rapporte The Independant, des témoignages marquants ont été entendus par les parlementaires. Comme celui d'une personne ayant roulé pendant cinq heures pour trouver un rendez-vous. D'autres font avec les moyens du bord.

"*Entendre parler d'une personne souffrant d'une telle douleur et d'une telle détresse qu'elle a dû utiliser des pinces pour extraire ses dents démontre la crise que traversent les services dentaires du NHS*", déplore Steve Brine, le président de la commission de la santé et des affaires sociales.

La situation n'affecte pas uniformément tous les Britanniques. Les premières victimes sont "*les individus et les groupes vulnérables et socialement défavorisés*": personnes à faibles revenus, minorités ethniques, personnes autistes, réfugiés et demandeurs d'asile et, les personnes sans domicile fixe.

Un rapport de l'OMS paru en novembre 2022 souligne que "*le défaut de soins bucco-dentaires touche près de la moitié de la population mondiale"*. BFMTV 14 juillet 2023

Double peine. Ce qu'il y a de bien dans l'esclavage, c'est que la liberté est en sécurité.

J-C – Entre nous, c'est aussi pourquoi ils ont imaginé les coffres-forts !

Dans la nuit du 28 juin, les émeutiers avaient pris pour cible la mairie de Mons-en-Barœul (Nord). Alors face à la décision du maire de renoncer aux feux d'artifices de la fête nationale, les habitants se montrent compréhensifs. "*C'est vrai que ça s'est calmé mais on ne sait jamais, on préfère la sécurité avant tout*", déclare une habitante. francetvinfo.fr 13 juillet 2023

J-C – La société du spectacle en son et lumière pour le même prix. Il n'y a rien de plus éphémère que les feux d'artifices et les pétards, ajoutons les bombes, et cons, hormis les jeux vidéo et la guerre grandeur nature… Cela dit, pour les crétins qui s'en faisaient une joie. A force de s'accommoder de tout, on récolte le pire un jour, c'était écrit.

La sécurité, c'est pour les biens lotis, les bien-pensants, les rentiers, y compris ceux du 3e âge qui ignorent ce que c'est que la pauvreté et la précarité, le vacarme des bombardements, les nuits blanches ou les nuits habitées de cauchemars, l'angoisse du lendemain, survivre un jour de plus, un destin sans espoir.

Émeutes : la ville du Blanc-Mesnil annule sa plage d'été pour payer les dégâts - AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

La municipalité (LR) a annoncé que les équipements municipaux seront réparés avec les économies réalisées par l'annulation de la plage d'été. AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

Seule l'exploitation justifie l'oppression et la répression.

Pour Gabriel Attal, "*les seules réponses possibles*" aux émeutes sont "*l'ordre et l'autorité*" - BFMTV 13 juillet 2023

La création de 3.000 places de prison supplémentaires votée par LR et la majorité - 20minutes.fr 13 juillet 2023

Totalitarisme. Discrimination, exclusion, stigmatisation, ils en sont à dénoncer 1/12e de l'humanité à éviter.

Couple : ce signe astrologique dont il vaut mieux éviter de tomber amoureux - closermag.fr 13 juillet 2023

Tout partager avec sa moitié, se projeter dans le futur et avoir des projets communs, voilà le genre de relation que l'on rêve tous de vivre un jour. Sauf le Verseau, bien sûr ! Volatile et individualiste, ce signe astrologique est loin d'être l'âme sœur parfaite. Car oui, malgré ses nombreuses qualités, le Verseau ne risque certainement pas de vous faire passer en priorité. Si vous recherchez de l'engagement et de la stabilité dans votre couple, alors fuyez avant qu'il ne soit trop tard… Au moins, vous êtes prévenus ! closermag.fr 13 juillet 2023

Vaut mieux ne pas être un chat non plus ! L'Australie instaure un couvre-feu... pour les chats domestiques !

J-C – Rappel. Lors de l'épisode de la dictature sanitaire, les autorités australiennes avaient imposé à la population 6 confinements soit 235 jours et les habitants de Melbourne auront subi une limitation de leurs déplacements durant un total de 267 jours.

L'Australie va éradiquer plusieurs millions de chats errants à l'aide de robots intelligents - BFMTV 13 juillet 2023

Les autorités australiennes estiment que les chats errants sont responsables de la disparition de 9 millions d'animaux de manière quotidienne, parmi eux, des mammifères, dont l'endémique marsupial fourmilier, des reptiles, des oiseaux, des invertébrés ou encore des amphibiens.

Pour venir à bout du fléau, les chats errants seraient six millions en Australie, un robot nommé Felixer a été testé durant de nombreuses années dans cet État.

Celui-ci, grâce à l'intelligence artificielle dont il est équipé, est capable de reconnaître les chats puis de leur lancer un jet de huit milligrammes de fluoroacétate de sodium, aussi appelé "*poison 1080*", extrêmement nocif pour les félins. Une fois touché, le chat va se lécher et avaler le poison. BFMTV 13 juillet 2023

Comment, cela produiraient des effets secondaires graves chez les enfants similaires à ceux des injections géniques à ARN M, quelle aubaine !

J-C – Ces monstres n'ont pas pu injecter leur saloperie à l'ensemble des jeunes, alors ils se rattrapent autrement.

Un conseil, si vous avez des enfants ou petits-enfants bannissez toutes les boissons pétillantes sucrées destinées aux enfants ou adultes, privilégiez les jus de fruits ou les sirops, si possible naturels, après c'est une question de fric. Moi j'ai la chance d'en fabriquer toute l'année, orange, citron, cerise, hibiscus et bientôt peut-être noix de coco, j'ai juste le sucre à acheter.

La nouvelle boisson à la mode aux Etats-Unis fait des vagues - AFP 15 juillet 2023

Avec ses quantités très élevées de caféine, une nouvelle boisson à la mode aux Etats-Unis est accusée d'être dangereuse pour les enfants, qui se l'arrachent depuis qu'elle a été lancée par de célèbres Youtubeurs.

Prime Energy. Une seule cannette contient 200 mg de caféine -- soit bien plus que les 30 mg contenus dans une cannette de Coca-Cola, et les 80 mg d'une cannette de Red Bull.
Les enfants de moins de 12 ans ne devraient pas en consommer du tout, prévient l'Académie américaine pour la psychiatrie des enfants et adolescents (AACAP), une association professionnelle. Et entre 12 et 18 ans, une limite de 100 mg par jour est conseillée -- soit une demie cannette de Prime Energy.

Outre de l'agitation, de l'anxiété ou des maux de tête, l'ingestion de trop de caféine par un enfant peut entraîner des vomissements, une pression sanguine élevée, ou encore des problèmes de rythme cardiaque, selon l'AACAP. Certains peuvent y être plus sensibles que d'autres.

"*Ce produit a un seul vrai marché cible: les enfants de moins de 18 ans, et voilà pourquoi je sonne l'alarme*", a déclaré cette semaine l'influent sénateur démocrate Chuck Schumer, qui a pris le sujet à bras-le-corps.

Prime Energy existe dans de nombreux parfums attractifs pour les plus jeunes (orange-mangue, framboise-melon...).

Mais les niveaux de caféine contenus dans cette boisson sont "*ahurissants pour le corps d'un enfant*", s'est offusqué Chuck Schumer. Elle "*est à la mode parce qu'elle est devenue un symbole de statut social influencé par les réseaux sociaux, que les enfants essaient à tout prix de copier*", a jugé son bureau dans un communiqué.

Le marché des boissons énergétiques est prospère et en pleine expansion, et les rayons des supermarchés américains regorgent de différentes marques.

Sur la première année d'opérations, Prime a vendu pour 250 millions de dollars de produits, avait précédemment déclaré Logan Paul lors d'une interview. AFP 15 juillet 2023

En terme d'hypocrisie, ils en connaissent un rayon chez Musk et Sputnik.

Elon Musk condamne l'"*hypocrisie*" de Washington sur les armes à sous-munitions pour Kiev - fr.sputniknews.africa 15 juillet 2023

Voici comment le Starlink d'Elon Musk est utilisé par les Ukrainiens sur le front - fr.sputniknews.africa 15 juillet 2023

Les perles de Public Sénat lors de la visite en France le 14 juillet du Premier ministre indien, Narendra Modi.

- Les deux Etats cherchent à porter une politique étrangère de non-alignement...

- Emmanuel Macron et Narendra Modi revendiquent tous les deux une véritable autonomie stratégique...
J-C - Dans les deux cas c'est vrai pour l'Inde, c'est faux pour la France vassal de Washington.

Et pour cause, la conclusion serait la même en France !

Etats-Unis : Pas de suspect découvert sur la cocaïne trouvée à la Maison-Blanche - 20minutes.fr 13 juillet 2023

Les deux grèves qu'on ne soutiendra pas.

Royaume-Uni : les médecins entament une nouvelle grève - AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

Les « *junior doctors* » ont appelé à une nouvelle grève de cinq jours ce jeudi. Ils demandent une hausse de leurs salaires au gouvernement. Les « *junior doctors* », statut proche de celui des internes en France, entament une nouvelle grève à partir de 7 heures jeudi, jusqu'à mardi à la même heure

Au Royaume-Uni, les « *junior doctors* » représentent environ la moitié des médecins hospitaliers, allant de jeunes médecins sortant juste de l'université à des praticiens ayant plus de huit ans d'expérience. Le syndicat demande une augmentation de 35 % des salaires, ce à quoi s'oppose le gouvernement. AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

J-C – On ne choisit pas cette profession pour s'enrichir ou obtenir un statut social supérieur, mais pour soulager la souffrance des patients sans condition de revenu ou même gratuitement s'ils sont trop pauvres.

États-Unis: après les scénaristes, les acteurs d'Hollywood entrent officiellement en grève - BFMTV 14 juillet 2023

Après l'échec des négociations entre les grands studios américains et le puissant syndicat des acteurs, les acteurs d'Hollywood sont officiellement entrés en grève ce jeudi soir, a annoncé leur syndicat.

"*Le conseil national du SAG-AFTRA a voté à l'unanimité un ordre de grève contre les studios et les diffuseurs*", a annoncé Duncan Crabtree-Ireland, le directeur exécutif national de ce syndicat qui représente 160.000 acteurs et autres professionnels du grand et petit écran.

Les deux corps de métiers réclament une revalorisation de leurs rémunérations, en berne à l'ère du streaming. Ils souhaitent également obtenir des garanties concernant l'usage de l'intelligence artificielle (IA), pour l'empêcher de générer des scripts, ou de cloner leur voix et leur image.

Ce double mouvement social réunissant les visages et les plumes de l'industrie cinématographique est une première à Hollywood depuis 1960. BFMTV 14 juillet 2023

J-C – Le temple de la propagande néolibérale, de l'abrutissement des masses, nuisible ou non-indispensable, hormis quelques rares exceptions pour cause de box-office.

Nous ne ferons pas la « *promotion de l'homosexualité, de la transidentité* », de la pédophilie.

Hongrie : des milliers de personnes participent à la marche des fiertés à Budapest - BFMTV 16 juillet 2023

Des milliers de personnes ont participé, sous la chaleur, à la marche des fiertés de Budapest, en Hongrie, ce samedi, exprimant leur inquiétude face aux pressions croissantes exercées sur la communauté LGBTQ+ par le gouvernement conservateur de Viktor Orbán.

Les masques tombent ou fin d'une mystification : L'UE l'américaine !

J-C - Une nouvelle occasion d'union nationale.

L'ensemble des élus au Parlement européen voulaient faire croire qu'ils pourraient imposer leur loi au GAFAM ou "*réguler les GAFAM*", la Commission européenne vient de leur opposer un cinglant démenti qui fait désordre. Au passage il leur a été rappelé qu'ils ne détenaient aucun pouvoir, hormis celui d'entériner la politique ou les directives de la Commission européenne.

Fiona Scott Morton, une Américaine nommée à Bruxelles, fait l'unanimité contre elle en France - Le HuffPost 13 juillet 2023

Cette ancienne consultante de Microsoft et Apple a été nommée à un poste lié à la régulation des géants américains de la tech. Le HuffPost 13 juillet 2023

France.

Le nihilisme par lui-même.

J-C – La métamorphose de la social-démocratie en social-patriote, social-impérialiste, social-libéral, social-libéral libertaire correspond bien à quelque chose sur le plan idéologique,

l'adoption de l'idéologie capitaliste partagée par Macron et l'extrême-centre. Leur ennemi commun, l'idéologie des exploités, la classe ouvrière, le communisme.

Pour François Hollande, le macronisme "*ne correspond à rien sur le plan idéologique*" - BFMTV 13 juillet 2023

François Hollande reproche à Emmanuel Macron d'être à l'origine du schéma politique apparu lors des deux dernières présidentielles. Selon lui, celui-ci "*oppose l'extrême droite à un mouvement central qui ne correspond à rien sur le plan idéologique et qui a de moins en moins de force et de vitalité dans l'opinion."* BFMTV 13 juillet 2023

Le parti de Macron est aussi "*à l'extrême droite de l'échiquier politique*" français, mais ils s'en accommodent très bien.

- Le parti de Narendra Modi « *est un mouvement politique nationaliste hindou à l'extrême droite de l'échiquier politique indien* », ont écrit les écologistes dans un communiqué. AFP 14 juillet 2023

Vive la guerre en famille !

Loi de programmation militaire : le Parlement adopte définitivement le texte - Publicsenat.fr 13 juillet 2023

Comme espéré par le gouvernement, la loi est actée avant la fête nationale. Avec 313 voix en faveur du texte, 13 abstentions et 17 « *contre* », le texte consacre bel et bien 413,3 milliards d'euros à la défense pour les 7 prochaines années. « *Il entend maintenir l'objectif de porter l'effort national de défense à hauteur de 2 % du PIB à compter de 2025* », avance le Sénat.

Pour l'adopter, ce mercredi à l'Assemblée nationale, les forces de Renaissance se sont alliées avec les groupes LR, Liot, PS et quelques voix du RN. Au Sénat, la grande majorité des refus proviennent du groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste alors que la plupart des écologistes se sont abstenus.

Les rangs socialistes se réjouissent. Rachid Temal (PS) avance que l'accord est « *à la fois une victoire pour le Sénat et les socialistes du Sénat* ». Publicsenat.fr 13 juillet 2023

En famille. Ils sont plus que complémentaires, sans eux, Mélenchon n'existerait plus !

Mélenchon dénonce « *une jonction dans les faits* » entre Macron et l'extrême droite - AFP/LePoint.fr 16 juillet 2023

Sur son blog, l'ancien député fustige la « *glissade assumée* » vers l'extrême droite du parti présidentiel, qui exclurait la France Insoumise de « *l'arc républicain* ».

« *Mais le plus fort est la mise à l'écart de LFI qui fonctionne comme un dénominateur commun. C'est leur liant, leur motif de vote mutuel au deuxième tour* », relève-t-il. AFP/LePoint.fr 16 juillet 2023

J-C - Pourquoi, devraient-ils avoir une autre attitude envers LFI ? Entendez, Macron devrait l'écouter, adopter sa politique... Macron dehors, ça il ne le dira pas le charlatan.

Quelle idée incongrue !

"*Rien à fiche des changements de ministres*": Jean-Louis Debré préconise une dissolution ou un référendum - BFMTV 15 juillet 2023

L'ancien président de l'Assemblée et du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré préconise une "*dissolution ou référendum*" afin de "*sortir de l'impasse politique actuelle*", dans un entretien au Parisien publié ce samedi.

"*Pour sortir de l'impasse politique actuelle, je pense que le retour au souverain, c'est-à-dire au peuple, s'impose*", assure l'ancien ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac (1995-97).

"*Dissolution ou référendum, c'est un choix du président*", poursuit-il, rappelant que le général de Gaulle avait "*réglé la crise de 1968 par un retour devant le peuple souverain*", avec une dissolution de l'Assemblée nationale qui lui était pourtant favorable.

"*Les Français n'ont rien à fiche des changements de ministres*"

"*Vous ne pouvez pas passer des textes aussi importants que la réforme des retraites sans avoir une consultation populaire*", insiste encore l'ancien titulaire du Perchoir de 2002 à 2007. Faute de majorité absolue à l'Assemblée, l'exécutif avait fait adopter le texte en recourant à l'article 49-3, qui permet d'échapper au vote.

Selon Jean-Louis Debré, Emmanuel Macron "*s'est enfermé dans ce slogan des cent jours, promettant un apaisement du pays*".

"*Or, force est de constater que ces cent jours*", décrétés le 17 avril et dont l'échéance était fixée au 14 juillet, "*n'ont pas été à la hauteur de l'espérance présidentielle*", estime celui qui déplore la "*disparition du sentiment national*".

"*Il faut retrouver une volonté politique*", plaide l'ex président du Conseil constitutionnel (2007-2016), en ironisant sur l'effet que pourrait produire un remaniement. "*Les Français n'ont rien à fiche des changements de ministres. D'ailleurs, on n'en connaît que quatre ou cinq*", fait-il valoir. BFMTV 15 juillet 2023

Pourquoi chassez Macron s'il est « *utile* » ? C'est vrai qu'ils ont voté pour lui.

Agenda social : les partenaires sociaux jugent que l'entretien à Matignon a été « *utile* » - Publicsenat.fr 12 juillet 2023

Élisabeth Borne a salué « *un agenda social ambitieux, très dense* ». « *Je souhaite poursuivre un travail riche et constructif avec vous comme avec l'ensemble des partenaires* sociaux », a dit Borne. (Gageons qu'elle sera entendue ! - J-C)

« *Ce que nous avons engagé aujourd'hui, c'est une reprise en main qui marque le début des quatre prochaines années* », a affirmé Sophie Binet (CGT). Publicsenat.fr 12 juillet 2023

J-C - Elle a également émis un regret : « *La réunion d'aujourd'hui marque l'échec consternant des 100 jours annoncés par le président de la République* », parce qu'il aurait dû en être autrement ?

Tribune Libre.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein.

Non à la division, c'est à Macron qu'il faut s'attaquer !

En six ans de présidence, Macron a provoqué le mouvement des gilets jaunes, six mois de grèves et de manifestations ouvrières par millions contre la réforme des retraites et la flambée de révolte à la suite du meurtre de Nahel. Rien de commun en apparence entre ces trois explosions sociales… hormis qu'elles ont été nourries par une même conviction, celle d'une injustice sociale croissante.

C'est un fait : la politique conduite par Macron et ses ministres accable les pauvres et engraisse les riches. La revue procapitaliste Challenges révèle qu'en dix ans les 500 plus grosses fortunes de France ont vu leur valeur cumulée multipliée par 3,5. Elle atteint désormais des chiffres que Challenges qualifie de « *démesurés, faramineux, monumentaux* » : 1 170 milliards d'euros ! Cette véritable caverne d'Ali Baba contient plus de richesses qu'il ne serait nécessaire pour répondre aux besoins du peuple. Ainsi le recrutement d'un million d'enseignants et d'un million de personnels soignants représenterait à peine… un dixième de ce trésor accumulé sur la base de l'exploitation de la force de travail, du pillage des peuples et de la spéculation !

À la porte de cette caverne d'Ali Baba des temps modernes, Macron monte la garde pour protéger les intérêts des 500 ultra-riches qui remplacent les 40 voleurs. C'est pourquoi les travailleurs et les jeunes doivent le chasser pour récupérer ce qui leur a été volé.

Au lieu de quoi, dans les sommets de la « *gauche* », on fait le choix de déchaîner la division tout en épargnant Macron !

Qu'on en juge… Le 4 juillet, un appel est lancé par un vaste éventail d'organisations politiques et syndicales autour de La France insoumise. Intitulé *« Notre pays est en deuil et en*

colère », il se conclut sur une seule demande concrète, celle adressée au gouvernement pour qu'il « *prenne ses responsabilités* » en procédant à des réformettes de la police. Le nom de Macron est absent de cet appel.

Le même jour, le Parti communiste – qui n'est pas signataire de l'appel précédent – rend public son « *plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine* » qui appelle à un « *Grenelle pour l'égalité* ». Lui aussi ignore le nom de Macron.

Pendant ce temps, le PS vote sans vergogne avec les députés macronistes la loi de programmation militaire (LPM) et d'autres lois du gouvernement.

Tandis qu'elles s'en remettent ainsi au gouvernement pour sortir de la crise, les composantes de la Nupes s'invectivent avec force et se divisent, à la plus grande satisfaction de Macron qui en profite pour aligner ses plans et déchaîner la répression contre les travailleurs et la jeunesse.

La division orchestrée par une « *gauche* » qui tend la main à Macron ne sert que ce dernier. C'est contre Macron et sa politique qu'il faut s'unir et non pas s'unir avec lui pour diviser.

Pour répondre aux besoins urgents des hôpitaux, de l'école, des services publics, du logement social et de l'emploi des jeunes, les moyens existent : réquisition des 1 170 milliards accumulés par les 500 brigands capitalistes et des 413 milliards de la LPM ! Unité pour chasser Macron, maintenant !

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=7791

J-C - Ne serait-il pas temps de tourner définitivement le dos à toutes ces ordures du PS, PCF, LFI, Nupes et Cie.? Unité pour chasser Macron ne peut pas, ne doit pas s'adresser à eux, mais à l'ensemble des militants et des travailleurs.

N'oublions pas non plus qu'une révolution politique serait insuffisante. On doit réaliser une révolution sociale, procéder à un changement de régime économique. Chasser Macron, bien sûr, et le plus tôt sera le mieux, s'attaquer aux fondements du capitalisme dans la foulée pour répondre immédiatement aux immenses besoins sociaux des masses, une nécessité absolue pour les gagner à la révolution, instaurer une République sociale et avancer sur la voie du socialisme.

Voilà que les adeptes de la muselière pendant deux dénoncent une " *tentative de museler l'expression politique des quartiers populaires*".

J-C - Les médecins interdits de prescrire, les malades empêchés de se soigner, les vieux dans les Ehpads euthanasiés, plus de 100.000 morts causés par Macron avec leur complicité, plus que des "*violences policières*", un véritable massacre, vous croyez qu'on a déjà oublié ?

Une nouvelle marche contre les violences policières visée par une interdiction à Paris, la gauche outrée - Le HuffPost 15 juillet 2023

Partis politiques, organisations syndicales et collectifs militants dénoncent « *un évident signe d'autoritarisme* », une semaine après l'interdiction d'une marche en mémoire d'Adama Traoré.

« *Nous dénonçons avec force cette tentative de museler l'expression politique des quartiers populaires et la répression des mouvements sociaux et écologistes. Les organisations exigent que cette marche puisse se tenir* », ont-ils affirmé. Le HuffPost 15 juillet 2023

J-C - Ce sont d'ignobles provocateurs qui œuvrent pour Macron, ils instrumentalisent le désaroi des jeunes des couches les plus mal lotis pour détourner la classe ouvrière du combat politique pour chasser Macron.

L'affaire du "*jeune Nahel*" : un test social grandeur nature - francesoir.fr 12 juillet 2023

Patrick de Pontonx est avocat au barreau de Paris

J-C - J'ai lu cet article, dans lequel évidemment il y a des choses intéressantes et certaines à jeter.

Je me suis surtout attaché aux non-dits, parce que c'est sur eux que repose la plaidoirie ou la propagande de cet avocat de l'ordre établi, à savoir le : "*ce pourquoi*" qui manque, les "*circonstances*" dissimulées, "*les faits*", lesquels, sans remonter à leurs origines, pour finalement accuser de "lâcheté, d'aveuglement et d'incompétence" ceux d'"*en bas*" au profit de "*l'intérêt du pays et le service de l'État*" voyou ou terroriste, vous aurez reconnu ceux d'en haut qui justement portent la responsabilité de ce drame ou de la situation sociale.

Patrick de Pontonx :

- Alors, adaptant leur discours à leur comportement, voici que celui qui défie la loi est présenté d'une autre manière ; ce qu'il a pu faire, **ce pourquoi** la police l'a arrêté ou neutralisé et sans quoi l'événement ne se serait jamais produit, tout cela disparaît comme un fond d'image effacé.

- Cependant, une chose est de considérer cette jeunesse en soi, et de la considérer par rapport aux circonstances. Dans le premier cas, on s'applique à ne considérer que le jeune âge pour incliner à la compassion ; dans le second, on met en relation ce jeune âge **aux faits**, ce qui change singulièrement les perspectives.

- **Les faits** qui ont occasionné sa mort sont des faits de délinquance avérée, qu'il a lui-même provoqués.

- En haut, **l'intérêt du pays et le service de l'État** ; en bas, et toujours, la délinquance, ses multiples ramifications et ses multiples acteurs, quel que soit leur âge.

- **En bas** aussi ceux qui par leur lâcheté, leur aveuglement et leur incompétence conduisent cette société à la violence

Sélection de commentaires.

1 - ...le principal est occulté : la disproportion entre un refus d'obtempérer et sa sanction aussi brutale et arbitraire que définitive : la mort. Et cela vaut pour tout le monde, blanc, noir, beur, jeune ou vieux.

Demain peut-être ce sera un "*bon français de souche*" (!) désinhibé qui aura picolé, un dépressif abruti par des médocs sans conscience du réel, un gars sobre mais ayant peur de l'uniforme et qui panique....

Certains me diront qu'on ne conduit pas alcoolisé, ou drogué et ils auront raison, mais malheureusement ça existe. La possibilité que non arrêtés, ceux-ci provoquent alors un accident est également une réalité, comme le gars qui s'endort ou qui téléphone au volant.

Heureusement la probabilité qu'un refus d'obtempérer se termine par la peine de mort est faible, mais sur les 13 exécutés combien méritaient réellement cette sanction ? N'y avait-il pas d'alternative ? Tirer dans les pneus, un bras, une jambe.... Il y a je crois une doctrine à revoir et ceux qui à l'évidence tirent pour tuer sans qu'en face il y ait une menace proportionnelle méritent d'être écartés des forces de l'ordre et condamnés en conséquence. C'est la politique de l'état qui est à incriminer.

Et l'argument qui voudrait qu'en redémarrant la personne mettrait potentiellement la vie d'innocents (ou de malfrats d'ailleurs qui sait) en jeu ne tient pas : on ne condamne pas quelqu'un pour ce qu'il pourrait peut-être faire, encore moins à la peine de mort.

Xavier Azalbert le disait il y a peu :

« *En dehors de toute comédie, juridiquement, la peine de mort a été abolie en France en 1981. Mais après un tel drame, la mort d'un jeune homme de 17 ans, n'est-elle pas d'une certaine façon toujours en pratique, en France ?* »

Car c'est ça le fond du problème, jamais évoqué par M. de Pontonx qui considère que ce policier exemplaire a fait son travail et que la vie d'un jeune délinquant n'est pas si importante dans la balance (de la justice ?).

Voilà pourquoi j'ai eu envie de vomir à la lecture de sa plaidoirie.

2 - Oui de quoi vomir assurément.

Une exécution sommaire est inadmissible, qu'elle soit perpétrée par un jeune immigré ou par un policier.

Il y a toujours un "*deux poids, deux mesures*" chez nos politiques qui s'émeuvent à géométrie variable selon leurs intérêts... Ils participent aux clivages qu'on retrouve ici et ailleurs. (...)

Mais commencer à légitimer des exécutions d'où qu'elles viennent c'est entrer soi-même dans une danse infernale et un emballement sans fin (que je sens enclenché mais auquel je ne veux pas participer).

3 - Quels que soient les antécédents du conducteur puisqu'inconnus au moment des faits, le geste du policier n'est pas acceptable et doit être sanctionné, il me semble. Il y avait d'autres façons d'immobiliser le véhicule. On parle d'utilisation d'arme à feu à bout portant de manière totalement disproportionnée par rapport à l'agression, pas d'un simple coup de matraque.
Inverser la réalité des faits est assez inquiétant, surtout ici, et me fait poser quelques questions !

Il n'y a en fait pas de différence entre cette tribune et une tribune qui tenterait d'expliquer que la gestion de la plandémie était légitime.

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/affaire-du-jeune-nahel-test-social-grandeur-nature

---

Que pensaient les marxistes du lumpenprolétariat ?

Je n'ai pas de temps de faire des recherches pour argumenter davantage, alors on se contentera de cet aperçu de la page que Wikipédia a consacré au lumpenprolétariat.

Dans la pensée marxiste, les membres du lumpenprolétariat n'ont aucune conscience de classe, ne veulent pas en avoir, et sont incapables de mener une lutte politique organisée ; leur instabilité morale, leur paresse, leur manque d'éducation, leur penchant pour l'aventure, leur violence potentielle permettent à la bourgeoisie d'utiliser certains de ses représentants comme briseurs de grève, membres des bandes de pogrom, etc.

Engels

Engels insiste sur leur cupidité et leur violence, en évoquant le lumpenprolétariat napolitain, appelé "*lazzaroni*", en l'illustrant par son opposition aux autres prolétaires lors de la répression de la révolution de 1848 à Naples :

« *Cette action du sous-prolétariat napolitain a décidé de la défaite de la révolution. Des gardes suisses, des soldats napolitains et des lazzaroni (voyous des rues napolitaines) se sont rués tous ensemble sur les défenseurs des barricades*.»

Friedrich Engels, dans la préface de 1874 de La Guerre des paysans en Allemagne (1850), il met en garde les socialistes allemands :

- Le lumpenprolétariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes, est de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par-là qu'il n'est qu'un traître au mouvement.

Engels Friedrich, Nouvelle Gazette rhénane, 29 juin 1848, n° 29 :

- Engels qualifie la garde mobile de « *lumpenprolétariat organisé* », composé d'« *anciens mendiants, vagabonds, escrocs, gamins et petits voleurs ».*

Marx

Dans d'autres écrits, Marx a également vu peu de « potentiel » dans ces couches de la société. À propos des mercenaires rebelles, il écrit : *« une équipe hétéroclite de soldats ; des mutins qui ont assassiné leurs officiers, déchiré les liens de la discipline, et n'ont pas réussi à trouver en leur sein un homme à qui donner le commandement suprême sont certainement les corps moins susceptibles d'organiser une résistance sérieuse et durable* »

La description de Marx de ces révoltés comme étant non fiables pourrait être longuement discutée. Les mutins de l'armée russe et leurs comités de soldats furent essentiels pour le renversement du régime tsariste pendant la révolution russe de 1917. Pourtant, il y a une différence, en cela que la révolution russe était un soulèvement général de la plupart des classes populaires de la Russie, et pas seulement une mutinerie militaire. En outre, l'armée impériale russe était une armée régulière de conscrits, pas une armée de mercenaires ; en tant que telle, son extraction sociale était très différente et beaucoup plus proche de la paysannerie que du lumpenprolétariat.

Selon Marx, le sous-prolétariat n'avait pas de motif particulier pour avoir participé à la révolution, et pourrait même avoir eu un intérêt dans la préservation de la structure de classe actuelle, parce que les membres du sous-prolétariat dépendent généralement de la bourgeoisie et de l'aristocratie pour leur survie au quotidien. En ce sens, Marx voyait le lumpenprolétariat comme une force contre-révolutionnaire.

Dans Les Luttes de classes en France, on lit, à propos de la garde mobile :

Ils appartenaient pour la plupart au lumpenprolétariat qui, dans toutes les grandes villes, constitue une masse distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu.

Au chapitre V de son livre Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte paru en 1852 :

- Des roués désargentés aux moyens d'existence douteux, et à l'origine tout aussi douteuse, des rejetons dépravés et aventureux de la bourgeoisie, des vagabonds, des soldats limogés, des détenus libérés, des forçats évadés des galères, des escrocs, des saltimbanques, des lazzaroni, des pickpockets, des joueurs de bonneteau, des joueurs, des maquereaux, des tenanciers de bordels, des portefaix, des littérateurs, des tourneurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, bref, toute la masse indéterminée, dissolue, ballotée et flottante, que les Français appellent la « *bohème* ».

Dans Les Luttes de classes en France :

- L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient « *A la corruption !* », le peuple criait : « *A bas les grands voleurs ! A bas les assassins !* » quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les

bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud.

Dans le Manifeste du parti communiste, paru en 1848 :
- Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

Trotski

Léon Trotski a développé ce point de vue, voyant le lumpenprolétariat comme particulièrement vulnérable à la pensée réactionnaire. Dans son essai (série d'articles sur le fascisme) Comment vaincre le fascisme ? il décrit la prise du pouvoir de Benito Mussolini : « *Grâce à la propagande fasciste, le capitalisme a mis en mouvement les masses de la petite bourgeoisie affolée et les bandes d'un lumpenprolétariat déclassé et démoralisé - tous ces êtres humains, innombrables, que le capitalisme financier avait lui-même portés au désespoir et la frénésie* ».

Le militant anarchiste et influent théoricien du XIXe siècle Mikhaïl Bakounine avait une vue presque opposée à celle de Marx sur le potentiel révolutionnaire du lumpenprolétariat (tout en le distinguant du prolétariat).

Populisme/contre-populisme - Marx et le lumpenprolétariat par Jean-Claude Bourdin - Page 39 à 55

- La condamnation du lumpenprolétariat par Marx et Engels est politique.

- Le lumpenprolétariat ne peut se changer ni s'engager dans un changement de l'état actuel. Si le prolétariat ne peut « *balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles* » (K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande) que par une révolution, on comprend que le lumpenprolétariat qui manque de l'énergie nécessaire pour la révolution ne balayera pas la pourriture du vieux système, car il est cette pourriture. Marx en tire la conséquence, douloureuse pour les belles âmes, que le lumpenprolétariat doit être abandonné à son sort, qu'il est vain de chercher à le réformer, qu'il faut surtout se préserver de sa contamination.

https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2013-2-page-39.htm#re1no1

Confirmation.

Précision. Je me suis livré là à un travail de journaliste d'investigation en recueillant des faits où elles étaient disponibles, les idées ou opinions délivrés par ces journalistes ne nous intéressant pas ici.

Toute cette histoire pue l'instrumentalisation du début à la fin, ce sera donc sans moi.

Pour Assa Traoré l'argent n'a pas d'odeur ou n'est pas raciste.

J-C - Assa Traoré récupérée par Agnelli copropriétaire avec Rothschild de *The Economist*, qui définit l'orientation politique de l'extrême-centre auquel appartient Macron.

- Assa Traoré travaille à Sarcelles pour la Fondation OPEJ - Baron Edmond de Rothschild lorsque son frère trouve la mort ; elle est alors mise en arrêt maladie jusqu'en août 2017 et reste employée de l'OPEJ, sans solde, jusqu'en décembre 2019. Wikipédia

« *C'est bien connu, ce sont les multinationales qui font le progrès social* », Assa Traoré n'en a rien à foutre du progrès social.

La violence du système capitaliste - dont Christian Louboutin, 850 millions d'euros sur la balance selon Challenges, est un éminent représentant -, ne semble pas, elle, déranger Assa Traoré. N'en déplaise aux Goodyear, Whirlpool, Ford et autres Continental. La militante antiraciste met donc son image au service d'une entreprise détenue à 24 % par la famille Agnelli, laquelle n'a jamais hésité à tailler à la hache dans les effectifs de Fiat. Évidemment, ces luttes sociales sont moins glamours que l'icône « *woke* » qu'est devenue Assa Traoré.

Louboutin a bien compris le filon marketing, faisant de différentes figures du mouvement Black Lives Matter - Quincy Jones, Idris et Sabrina Elba - les ambassadeurs de sa collection. Et c'est donc dans *Le Figaro*, quotidien bien connu pour ses engagements progressistes et sociaux, que le cordonnier pour riches et l'acteur de Sur écoute, Idris Elba, convolent en juste noce.

« *J'étais au Portugal quand George Floyd est mort, explique Christian Louboutin. Comme le monde entier, j'ai été choqué de ces images, de ce qui était en train de se passer. Quelques jours après, (...) en me baladant sur Instagram, je suis tombé sur le compte d'Opal Tometti. Elle était en direct sur la plateforme avec Idris et Sabrina. Leur discussion était non seulement passionnante mais aussi très émouvante. Le lendemain, je les ai appelés pour les féliciter et pour leur demander ce que nous pourrions faire pour aider la cause.* » C'est beau, la conscience sociale. Surtout depuis le Portugal.

On se pince en lisant cette analyse d'Idris Elba : *« De nombreuses marques se sont levées et ont déclenché une prise de conscience auprès du grand public*. » C'est bien connu, ce sont les multinationales qui font le progrès social.

https://www.marianne.net/societe/medias/lutte-sociale-assa-traore-partenaire-de-louboutin-contre-le-racisme

---

Rappel des faits.

Le 19 juillet dernier (2016), cet homme de 24 ans, déjà bien connu des services de police, s'enfuit pour esquiver un contrôle d'identité lors de l'arrestation de son frère, dans le cadre d'une enquête sur une extorsion de fonds.

Rattrapé et menotté, il parvient à nouveau à s'échapper et se réfugie dans un appartement alentour, selon les informations de FranceTVinfo et de Libération. «*Il venait de sortir de prison il y a peu de temps. Il ne voulait pas y retourner*», expliquera plus tard l'un de ses amis. Là, il est interpellé par trois gendarmes: «*Il a pris le poids de nos corps à tous les trois», notent-ils dans le procès-verbal, en précisant toutefois avoir «employé la force strictement nécessaire pour le maîtriser*». Car Traoré, qui pratique la musculation, est en outre parvenu à se débarrasser de ses menottes et se débat. «*J'étais sur ses jambes. Mes deux autres collègues contrôlaient chacun un bras*», relate un gendarme. Très essoufflé, il est pris d'un malaise dans le fourgon qui le conduit à la gendarmerie tout près. Les secours ne parviendront pas à le ranimer.

Comme par hasard, le New York Times pond dans la foulée un éditorial au vitriol, intitulé «*Black Lives Matters in France, too*», en référence au mouvement outre-Atlantique pointant les brutalités policières contre les Afro-américains. «*La culture de l'impunité, bien ancrée chez les policiers, mène à des abus d'autorité sur les minorités*», prétend le célèbre quotidien américain, pas vraiment au parfum des zones de non-droit qui se développent en France, ni de l'impuissance des pouvoirs publics paralysés par l'angoisse du moindre dérapage sécuritaire qui mettrait le feu aux poudres - preuve éclatante en fut donnée durant l'épisode Nuit Debout et manifs anti-loi Travail, où les casseurs purent donner libre cours à leurs pulsions destructrices.

On garde le meilleur pour la fin: «*Daech a montré qu'il est en mesure d'exploiter les sentiments de colère et de l'aliénation à des fins meurtrières. (…) Maintenant, plus que jamais, la police doit rétablir la confiance avec les communautés minoritaires, en démontrant son respect des droits de tous les citoyens français, quelles que soient leur foi ou leur couleur, et qu'une application impartiale de la justice ne fait aucune exception pour la police*». En somme, les forces de l'ordre devraient éviter d'importuner les délinquants issus de la diversité pour ne pas risquer d'accroître les dissensions ethno-religieuses qui délitent la cohésion nationale, parce que c'est ce que recherchent, paraît-il, les terroristes. Ainsi s'enracine le nouveau sophisme en vogue chez les médias et les politiques depuis les derniers attentats. Après avoir voulu museler pendant des décennies les voix s'élevant contre l'immigration de masse, l'insécurité, le communautarisme, en les accusant de faire «le jeu du Front national» (mais ça ne prend plus, mince alors!), on leur reproche aujourd'hui de faire «*le jeu de Daech*». Ce raisonnement pervers ouvre la porte à toutes les soumissions, toutes les cécités. Adama Traoré n'est pas une victime innocente mais un délinquant multirécidiviste qui a résisté à une interpellation. Le Figaro 2 août 2016

La nature exacte de sa maladie ne regarde qu'elle, mais n'importe qui peut facilement vérifier qu'elle a fait preuve durant ces douze mois d'un allant formidable, enchaînant les meetings, les déplacements et les interviews.

Elle reçoit *Libération* pour un portrait publié en septembre 2016.

Le 13 octobre suivant, elle répond à *Jeune Afrique*.

Le 5 novembre, porte-voix en main, elle anime un petit cortège place de la République, à Paris.

Le 17 novembre, elle se manifeste au conseil municipal de Beaumont-sur-Oise, pour réclamer la vérité.

Le 31 décembre, elle met en ligne ses vœux en vidéo sur Médiapart, à l'invitation du site.

En janvier 2017, elle tient la vedette dans l'émission La Clique, de Mouloud Achour.

En 2018, même énergie : elle parle à Bastamag et Reporterre, elle se déplace en banlieue. Elle fait un entretien croisé avec Angela Davis, publié par la revue *Ballast*, en janvier 2019.

Elle est en Une *des Inrocks* en avril 2019 et annonce qu'elle relance sa ligne de vêtements, dans la rubrique "*Où est le cool ?*". En avril 2019, elle publie un second livre chez Stock, avec l'universitaire Geoffroy de Lagasnerie.

Elle termine l'année 2019 comme vedette d'une soirée de soutien réunissant l'écrivain Edouard Louis, l'économiste Thomas Porcher, l'ex-footballeur Vikash Dhorasoo, la chanteuse Camélia Jordana, la militante Rokhaya Diallo, etc. causeur.fr 19 juin 2020

France : deux frères d'Adama Traoré écroués dans l'attente de leur procès - AFP/france24.com 23 novembre 2016

Accusés de violences et outrages contre des policiers, deux frères d'Adama Traoré, le jeune homme de 24 ans décédé au cours de son arrestation en juillet à Beaumont-sur-Oise, ont été écroués dans l'attente de leur procès le 14 décembre.

Adama Traoré est mort le 19 juillet lors de son interpellation par des gendarmes. Qualifié de "*bavure*" policière par son entourage, le décès du jeune homme de 24 ans avait entraîné plusieurs nuits de violences à Beaumont-sur-Oise et dans les communes alentours.

Ses deux frères, Bagui, 25 ans, et Yssoufou, 22 ans, ont obtenu un délai pour préparer leur défense. Mais, dans l'attente de leur procès, la cour a décidé de les placer en détention provisoire "*pour éviter qu'ils n'exercent des pressions sur les témoins appelés à être cités à l'audience*" du 14 décembre.

La cour a suivi les réquisitions du procureur, qui avait demandé que les deux prévenus soient écroués, invoquant notamment le risque de nouveaux troubles à l'ordre public comme ceux qui s'étaient produits le 17 novembre en marge du conseil municipal de Beaumont-sur-Oise, dans le Val-d'Oise.

Ce jour-là, la séance avait dû être levée après que des heurts eurent opposé des soutiens de la famille Traoré aux forces de l'ordre devant l'Hôtel de Ville. Bagui et Yssoufou Traoré, qui nient les faits, doivent répondre de violences, outrages et menaces sur huit personnes dépositaires de l'autorité publique.

Bagui Traoré, dont le casier judiciaire comporte 13 mentions et qui a déjà été incarcéré pour des vols avec violences, est notamment accusé d'avoir porté des coups au visage d'une policière, lui occasionnant un jour d'ITT.

Identifiés par des vidéos et des témoignages, les deux frères ont été interpellés cinq jours après les faits au terme d'une enquête "*totalement à charge*", a dénoncé Me Noémie Saidi-Cottier, l'avocate de Bagui Traoré. "*Il y a de nombreux témoignages et vidéos à exploiter*", a indiqué la défenseure, qui assure n'avoir pas "reconnu son client" sur les images versées au dossier.

Présents en nombre à l'audience qui était gardée par un important dispositif policier, les membres de la famille et leurs soutiens ont quitté le tribunal dans le calme. "*Ils disent qu'on ne voulait pas les laisser entrer mais je veux qu'on entende que la maire [de Beaumont-sur-Oise] "avait laissé entrer la grande sœur et la mère d'Adama Traoré*", a ajouté l'avocate des parties civiles qui s'insurge contre "*l'instrumentalisation*" de la mort du jeune homme. AFP/france24.com 23 novembre 2016

Le wokisme à la mode Soros ou Davos importé en France est destiné à diviser les travailleurs et les militants et à les détourner de l'unité indispensable pour lutter efficacement contre le régime, chassez Macron...

Céline Pina: «*Comment l'affaire Adama Traoré est instrumentalisée pour entretenir le communautarisme*» - lefigaro.fr 4 juin 2020

Extraits

Céline Pina - Cette logique de victimisation est renforcée par les liens que le mouvement décolonial a tissé avec les mouvements de gauche (NPA, une partie de la LFI, une partie du PC, du PS) et qui aboutissent à ce que les références à la lutte des classes soient en train de disparaître, faute de combattants, au profit de la «*guerre des races*». Une guerre sans issue puisqu'elle essentialise en fonction de la couleur de peau. Reste encore à trouver un symbole pour radicaliser et faire basculer des individus dans le communautarisme et le séparatisme. Voilà pourquoi ces gens sont en quête de leur affaire Dreyfus, celle qui leur permettra d'intenter un procès retentissant à l'État et à la société. Le but est de remettre en cause le modèle culturel français en arguant de son échec et de proposer un nouveau modèle multiculturaliste. Transformer un fait divers en crime politique, pour augmenter son emprise sur sa communauté d'origine, faire chanter le gouvernement ou le pouvoir local, gagner en influence et en impunité est devenu une habitude.

J-C - En réalité, "*les mouvements de gauche*" ont abandonné le terrain de la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, tous ont trahi la classe ouvrière et le socialisme, par conséquent tous ces acteurs politiques et syndicaux n'ont aucune légitimité pour parler au nom du prolétariat et sa jeunesse, mais comme pour se faire élire et exister ils en ont besoin lors des élections, aussi versent-ils dans le populisme le plus abjecte, flattent ou encouragent le lumpenprolétariat à commettre toute sorte de forfaits qui servent directement le régime en place ou justifient l'adoption de nouvelles mesures policières ou liberticides qui sont ensuite employés pour réprimer la lutte de classe des travailleurs.

Leur humanisme est la politesse des salauds, qui soutiennent le régime néonazi en Ukraine, après avoir collaboré à la dictature sanitaire et climatique. Ils ne proposent à ces jeunes

aucune issue politique pour en finir avec Macron et le capitalisme, ceci explique cela. Ils n'en ont rien à foutre du racisme, du sort des immigrés, des femmes travailleuses, etc.

Céline Pina - Pas étonnant qu'une gauche en mal de projet ne résiste pas à la tentation de récupérer tout ce qui peut se transformer en fer de lance d'un grand mouvement de révolte qui s'en prend à l'ordre établi. À défaut de proposer un chemin d'avenir, investir sur la frustration permet de se créer des troupes et du genre qui effraient par leur violence. Mais ce faisant elle abime le combat antiraciste, voire le dénature.

Le relais médiatiques a été très complaisant, prenant fait et cause de la version donnée par la famille sans poser beaucoup de questions ni faire un minimum d'enquête, voire simplement d'envisager qu'un travail contradictoire soit nécessaire. Ils ont donc tendu un micro à Assa Traoré et ont fait monter la sauce émotionnelle sans jamais faire usage de raison. Que ce soit dans le cas de Mouloud Achour sur Canal + ou d'Edwy Plenel, on est dans l'instrumentalisation. Peu de personnes ont l'air vraiment soucieuse de savoir ce qui est vraiment arrivé à Adama Traoré et cela fait bien longtemps que les associations mobilisées sur cette histoire ont rompu avec toute quête de vérité.

Ainsi on fait de la famille Traoré, une famille martyre, ce que la réalité dément. Peu de journalistes ont creusé les témoignages d'habitants se plaignant du fait que la famille Traoré inspirait la peur dans le quartier. Et on peut le comprendre au vu des condamnations que collectionnait Adama Traoré, accusé du viol d'un co-détenu peu avant son décès, mais aussi des violences commises par certains membres de la fratrie. Les frères d'Adama sont régulièrement inculpés et parfois condamnés pour faits de violences, d'intimidation, d'expéditions punitives, d'escroquerie sur personnes vulnérables, etc. Mais cela importe peu. Une fois que la mayonnaise a pris et que l'image victimaire est bien installée dans la tête du public, qu'importe la vérité, l'essentiel est de gagner la bataille de communication. On en est là.

On a ainsi vu peu à peu le comité Adama de plus en plus visible dans toutes sortes de manifestations, pour finir par être placé parfois en tête de cortège, comme ce fut le cas pour la «*Fête à Macron*», marche organisée par LFI en mai 2018. Ils ont été aussi des acteurs remarqués lors de la marche contre l'islamophobie où Allah Akbar a été scandé non loin du Bataclan et où les manifestants se baladaient affublés d'étoiles jaunes.

À cette gauche, vient s'ajouter Madjid Messaoudène, élu sulfureux de Saint-Denis, organisateur d'ailleurs de cette fameuse marche contre l'islamophobie, ou encore des Youcef Brakni, présenté parfois comme porte-parole du comité. Sûr de son fait, lui n'hésite pas à déclarer en toute modestie dans les Inrocks: «*Notre travail profite aux autres victimes de la police et de la gendarmerie…*» Il a rapproché le comité Adama du mouvement des gilets jaunes au nom de la convergence des luttes. Pari gagné. Le comité Adama sera placé en tête de cortège dans certaines manifestations des Gilets jaunes. Pourtant, «*Indiymédia Nantes*», site très à gauche, a souligné qu'il dénonce les violences policières «*sauf quand les victimes sont blanches*». Le site poursuit «*Youcef Brakni n'affiche pas seulement ses convictions religieuses. Il en use comme une arme politique. Sa citation de Mao Zedong juste après celle du soi-disant prophète Mohamed renforce également le symbole de cette alliance entre l'islam politique et une partie d'une certaine extrême gauche*.» Avec de tels soutiens, le comité Adama se caractérise au fil du temps par un discours politique de plus en plus victimaire et séparatiste et par un flirt de plus en plus assumé avec les islamistes.

Ainsi, le langage utilisé par Assa Traoré a évolué vers une politisation de son discours: «*Ce nom Adama met à nu le système répressif autoritaire français, cette machine de guerre qui nous a transformé en soldats malgré nous.*» De quelle armée, de quelle guerre parle-t-elle? Parce qui si on regarde la réalité, en face, la vérité est que le prédateur du voyou de banlieue est l'autre voyou de banlieue et pas la police. Dans le même ordre d'idée, on a pu constater hier, devant le Palais de justice que, si le gouvernement ne se gêne pas pour frapper les Gilets jaunes et armer la police de LBD et de grenades de désencerclement ; face à la violence des quartiers, il baisse les yeux et laisse faire. S'il y a bien deux poids, deux mesures, il est en faveur des voyous, pas des travailleurs pauvres, il est ethnique et pas social. Et quand le pouvoir n'a pas de mots assez durs pour ostraciser les gilets jaunes, il se montre soumis face aux exactions et aux émeutes pour peu que soit brandi le prétexte de l'antiracisme. Le problème c'est que cela se voit et que ce qui amène les classes populaires vers le vote RN, ce n'est pas l'adhésion à un fantasme d'ordre pour l'ordre, mais cette lâcheté d'un État qui n'a pas de ligne et se montre dur avec les petits et faible avec les caïds.

D'ailleurs, quand on a été élue en banlieue, on sait que ce que réclament les habitants, c'est au contraire plus de police. Ils se plaignent d'être à la merci des chefs communautaires et des caïds. Ce que réclament les caïds et les gauchistes, c'est au contraire plus de pouvoir et cela passe par la délégitimation de la police. Alors oui les bavures existent et il faut les punir. C'est le rôle des tribunaux, laissons-les juger.

Derrière l'instrumentalisation de ce drame, on retrouve tous ceux pour qui la France est une certaine idée à abattre. Mais ce mouvement n'est pas que français. Tout le travail de sape fait par les identitaires multiculturalistes anglo-saxons fait émerger une société de la revanche où la seule question est d'appartenir au groupe ethnique qui dominera les autres. Le drame atroce qui a vu mourir George Floyd n'est qu'un prétexte à attiser la haine raciale et on voit le fait-divers tragique est d'ailleurs instrumentalisé et donne des émeutes jusqu'en Grèce.

En France, c'est toute la question économique et sociale qui tend à disparaître sous la tension raciale. Celle-ci est alimentée par des groupuscules qui rêvent ouvertement d'allumer le feu d'une guerre civile ethnoraciale.

Assa Traoré : *"Cinq des frères d'Adama sont passés par la case prison, on a fait presque toutes les prisons d'Île-de-France"* - valeursactuelles.com 12 avril 2021

Assa Traoré : « *On a mis tous mes petits frères en prison. Il faut savoir que cinq des frères d'Adama Traoré sont passés par la case prison. On a fait toutes les prisons d'Île-de-France* »

Selon nos informations, les cinq frères auxquels fait référence Assa Traoré sont : Bagui, Yacouba, Youssouf, Serene et Samba. Pour rappel, Samba Traoré avait été condamné en 2018 à quatre ans de prison, dont 30 mois ferme. Une sanction évidemment dénoncée par son clan. Le sixième frère n'était autre qu'Adama, qui avait lui aussi été emprisonné.

Déjà condamnée à verser 4 000 euros aux gendarmes qu'elle accuse ouvertement d'avoir « *tué* » son frère, Assa Traoré a appris, jeudi 8 avril, qu'elle était mise en examen, sans préciser la raison. Elle comparaissait ce lundi 12 avril devant le tribunal judiciaire de Paris.

Dictature et escroquerie climatique.

Mystification. Ces fanatiques ne sont jamais avares de superlatifs absolus ou de tournures sémantiques alarmistes pour créer une psychose collective.

Les scientifiques martèlent que le réchauffement de la planète, lié à la dépendance de l'humanité aux énergies fossiles, est responsable de la multiplication et de l'intensification des vagues de chaleur dans le monde. AFP 14 juillet 2023

- Les autorités sonnent l'alarme en continu

- Des températures dangereusement élevées

- Un dôme de chaleur

- Des vagues de chaleur extrême

Ils la tiennent leur quatrième guerre mondiale : Il faut bien justifier la quatrième révolution industrielle et le Green New Deal !

Le sud des Etats-Unis rôtit sous une vague de chaleur - AFP

43°C aux États-Unis, 40°C en Chine, 37°C en Italie… Le monde frappé par de fortes vagues de chaleur - BFMTV

Vague de chaleur dans le sud de l'Europe : l'Italie pourrait frôler les 48 degrés - euronews

Vagues de chaleur : l'hémisphère nord suffoque, jusqu'à 48 °C attendus en Europe - LePoint.fr

En Italie, une vague de chaleur doit toucher dès samedi le pays avec des pointes à 40 °C et au-delà tandis qu'en Espagne, la température du sol est montée jusqu'à 60 °C.

J-C – A la surface du sol la température est plus élevée de 15 à 20°C que dans l'ail selon le revêtement du sol.

Les Etats-Unis touchés par une vague de chaleur « *extrêmement dangereuse* » - 20minutes.fr

Europe, Chine, États-Unis… Plusieurs régions du monde frappées par d'intenses vagues de chaleur - Courrier international

Des températures potentiellement record sont attendues en Europe dans les prochains jours. Courrier international

J-C - Vous aurez admiré "*potentiellement*", autrement dit, un souhait exprimé à haute voix !

Italie, Grèce, Espagne : l'Europe suffoque sous la chaleur - Paris Match

Grèce : à Athènes, l'Acropole ferme en raison de la canicule qui frappe le pays et une partie de l'Europe - Le HuffPost

Il fait plus de 40 degrés au sommet de l'Acropole, et « *la température ressentie par le corps est considérablement plus élevée* », a alerté le ministère de la Culture. Le HuffPost

J-C – La température ressentie remplace la température tout court quand elle n'est pas assez haute. C'est la même histoire. Avant de déclarer une pandémie ils comptabilisaient le nombre de morts, depuis l'épisode de la covid-19 ils comptent le nombre de malades de tout ce qu'on voudra !

Quand le micro-Etat des Marshall se porte garant de la destinée du monde !

J-C - Le pays n'a pas d'armée. La défense du territoire est assurée par les États-Unis. Tout s'explique !

Climat : une coalition de pays réclame une "*sortie urgente*" des énergies fossiles - AFP/franceinfo 14 juillet 2023.

"*Nous devons atteindre le pic d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 au plus tard*", défendent 18 pays.

Une coalition de 18 pays menée par les Iles Marshall a réclamé, vendredi 14 juillet, "*une sortie urgente des énergies fossiles"* au terme d'un sommet sur le climat à Bruxelles. "*Nous devons accélérer la transition énergétique mondiale hors des énergies fossiles*", objectif affiché du G7, et "*nous devons atteindre le pic d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 au plus tard*", affirme le texte signé par des ministres représentant l'Allemagne, la France, le Sénégal, la Colombie et plusieurs Etats insulaires.

Énergie : état des lieux selon ex-BP - Association des climato-réalistes 3 juillet 2023

Conclusion.

Un simple coup d'œil sur tous ces graphiques mettent à mal les « *scénarios* » énergétiques du GIEC – dont quatre au moins ne sont que de fausses fenêtres – ainsi que le fameux « *Net Zero* » qui s'effiloche progressivement. Sous le regard ironique des quatre-cinquièmes de l'humanité, les Etats occidentaux se sont fourvoyés dans un modèle énergétique dont la frivolité et l'extravagance apparaissent de plus en plus au grand jour. Nos « *autorités* », qu'elles soient politiques, médiatiques ou « *scientifiques* », restent murées dans leur oratoire, aveugles et sourdes aux réalités. Aveugles et sourdes, mais non pas muettes, à voir la logorrhée pléthorique et répétitive dont elles nous inondent à longueur de temps, matraquage

incessant qui rappelle des époques ou des régimes peu engageants. On se demande avec inquiétude si – et quand – ce moulin à prière va s'enrayer. En attendant, les opinions publiques occidentales en restent comme médusées : pour combien de temps encore ?

https://www.climato-realistes.fr/energie-etat-des-lieux-selon-ex-bp/

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

L'Union Cycliste Internationale interdit les compétitions féminines aux coureuses transgenres - lemediaen442.fr 15 juillet 2023

L'Union Cycliste Internationale (UCI) a annoncé vendredi qu'elle allait interdire la participation aux compétitions internationales des athlètes transgenres féminines. Cette décision a été prise lors d'une réunion extraordinaire du Comité Directeur de l'UCI, qui a décidé d'adapter le règlement actuel sur le droit des athlètes féminines transgenres de participer aux compétitions du Calendrier International UCI. Les nouvelles règles entreront en vigueur le 17 juillet 2023.

Big Pharma toujours en quête de nouvelles proies. Et ce sont les pédophiles qui vont apprécier.

Les Etats-Unis autorisent la vente d'une pilule contraceptive sans ordonnance - AFP 13 juillet 2023

Les Etats-Unis ont autorisé jeudi la vente sans ordonnance d'une pilule contraceptive, une première dans le pays, qui espère ainsi faciliter son accès notamment pour les jeunes filles. AFP 13 juillet 2023

J-C - Vous connaissez ces monstres, vous les croyez animés de généreuses intentions ? Vérifions ce qu'il en est immédiatement.

La pilule provoque-t-elle le cancer ? - vidal.fr 03 avril 2023

L'effet de la pilule sur le risque de développer un cancer a fait l'objet d'un long débat scientifique durant ces dix dernières années, car il est difficile à démontrer. Un groupe de chercheurs du Centre international de recherche sur le cancer, à Lyon, a rendu ses conclusions : les contraceptifs oraux estroprogestatifs augmentent le risque de cancer du sein, du col de l'utérus et du foie, mais ils réduisent de moitié la survenue de cancers de l'ovaire et de l'endomètre. Le risque de cancer du sein est surtout accru pour les utilisatrices récentes (donc les femmes les plus jeunes).

https://www.vidal.fr/maladies/sexualite-contraception/contraception-feminine/cancer.html

Effets secondaires et indésirables de la pilule contraceptive. Quels sont les risques ? - cyclotest.fr

Les risques et effets secondaires les plus courants de la pilule sont les maux de tête, la prise de poids, les saignements inter-menstruels, les sautes d'humeur, le risque accru de thrombose et le risque accru de certains cancers et de maladies cardiovasculaires. cyclotest.fr

Le rapport sur les pilules contraceptive 2015 de l'université de Brême l'a clairement souligné : La pilule contraceptive augmente le risque de thrombose ou de formation de caillots dans les vaisseaux sanguins.
Une autre étude scientifique publiée en 2016 par l'Université de Copenhague a révélé que la pilule contraceptive augmentait le risque de dépression. Dans cette étude, les chercheurs ont examiné les données de santé de plus d'un million de femmes danoises âgées de 15 à 34 ans.

Les personnes prenant une micropilule comme contraceptif étaient 23 % plus susceptibles d'être diagnostiquées dépressives et de se voir prescrire des antidépresseurs.

La probabilité était encore plus élevée pour celles qui prenaient la minipilule progestative (hormone lutéale) ou pour les adolescentes âgées de 15 à 19 ans. cyclotest.fr

https://www.cyclotest.fr/effet-indesirable-pilule-contraceptive/

Ils sont toujours bien inspirés. Un député n'a-t-il rien de mieux à faire ? Sont-ils devenus psychopathes ?

Quand LFI défend le droit des trans en prison - LePoint.fr 14 juillet 2023

Le député LFI Andy Kerbrat a défendu l'amendement 1056 pour que « *la mise à l'écrou* » soit « *effectuée en fonction de l'identité de genre déclarée de la personne condamnée, indépendamment du genre indiqué à l'état civil au moment de la condamnation* ».

Autrement dit : une personne née homme – mais qui se dit femme – pourrait être transférée dans une prison pour femmes sur la base de cette seule déclaration. Dans l'exposé sommaire, le groupe LFI poursuit en écrivant que « *la grande majorité des personnes transgenres n'ont rien à faire en prison. Elles s'y retrouvent pourtant* ». LePoint.fr 14 juillet 2023

Étude alarmante : une hausse des délinquants sexuels masculins se revendiquant « *transgenres* » dans les prisons pour femmes - lemediaen442.fr 14 juillet 2023

La question des hommes qui se prétendent « *transgenres* » pour s'infiltrer dans les prisons réservées aux femmes a connu une escalade ces dernières années, et une récente étude démontre une hausse croissante du nombre de délinquants sexuels masculins qui revendiquent une identité « *transgenre* ».

En août dernier, le site d'information Townhall a rapporté comment dans le New Jersey un prisonnier nommé Demi Minor, qui a déclaré s'être identifié comme une femme, a fini par

violer deux détenues au centre correctionnel pour femmes d'Edna Mahan. Dans une interview dans le New York Post, l'ancienne mère adoptive de Minor, le Dr Wanda Broach-Butts, a déclaré qu'elle pensait que son fils était un « *psychopathe* » et qu'il utilisait le transgenre comme « *stratégie* » pour se faire enfermer parmi les femmes.

En novembre, un homme biologique qui s'identifie comme transgenre aurait violé une jeune fille de 14 ans au Royaume-Uni. L'homme, David Orton, qui avait 25 ans au moment de la condamnation, risque neuf ans et demi de prison après avoir été reconnu coupable d'activités sexuelles avec pénétration sur un enfant.

Plus tôt cette année, un autre homme biologique au Royaume-Uni qui s'est identifié comme une femme transgenre a été reconnue coupable du viol de deux femmes. Par la suite, on apprenait que le violeur condamné, qui s'appelle « *Isla Bryson* », était incarcéré dans une prison pour femmes en attendant sa condamnation. L'ex-épouse de Bryson, Shonna Graham, 31 ans, a déclaré au Daily Mail que Bryson « harcelait » les responsables sur le fait d'être transgenre pour obtenir « *une vie plus facile en prison* ». Bryson s'appelait auparavant « *Adam Graham* ». En réponse à la préoccupation du public, le Premier ministre écossais, Nicola Sturgeon, a annoncé que Bryson serait transféré hors de la prison pour femmes. À partir de maintenant, il est instauré une « *pause* » temporaire, en attente d'instructions ultérieures, concernant le placement des détenus transgenres ayant des antécédents de violence contre les femmes dans les prisons réservées aux femmes. lemediaen442.fr 14 juillet 2023

J-C- Vous avez remarqué, sauf exceptions à la marge, chaque fois que LFI est amenée à prendre position sur quoi que ce soit, il faut qu'ils rejoignent la réaction, c'est plus fort qu'eux apparemment. Qui s'en aperçoit ?

Santé.

Effets secondaires du « *Vaccin anti-Covid* » : des premières indemnisations tombent ! - lemediaen442.fr 15 juillet 2023

Certains effets secondaires avaient été pointés du doigt pendant la campagne de vaccination contre le Covid. Deux ans plus tard, soixante-douze personnes ont été indemnisées par l'organisme national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam), principalement pour des myocardites ou des péricardites, survenues après une telle vaccination, selon des chiffres rendus publics ce mercredi au Sénat. Aucune indication sur le montant des indemnisations proposées aux personnes concernées n'a été donnée.

« *Au 30 juin, l'Oniam s'est prononcée sur le droit à l'indemnisation dans 241 dossiers* » de troubles post-vaccination Covid, « *dont 30% en faveur d'une indemnisation* » , a déclaré devant la commission des Affaires sociales du Sénat François Toujas, candidat à la présidence de l'Oniam. Les propositions d'indemnisation de l'Oniam concernent « *principalement des myocardites ou des péricardites* », a-t-il ajouté.

196 dossiers pour troubles neurologiques

En France, 150 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 ont été administrées. Et, au total, l'Oniam a reçu au 30 juin 1.020 demandes d'indemnisation amiable pour un problème de santé après une vaccination Covid, dont 768 restent en cours d'instruction, selon les chiffres présentés par François Toujas. Ces demandes concernent dans 691 cas le vaccin Pfizer, dans 199 cas le vaccin Moderna, dans 92 cas le vaccin AstraZeneca, et dans 19 cas le vaccin Janssen. Certains dossiers ne mentionnent pas le type de vaccin utilisé, et un dossier porte sur un dommage consécutif au geste vaccinal lui-même, et non au vaccin utilisé, selon la même source.

En tête des problèmes de santé mentionnés dans les demandes d'indemnisations viennent les péricardites et myocardites (inflammations du cœur), avec 211 dossiers. Viennent ensuite les troubles neurologiques (196 dossiers, dont 33 avec paralysie faciale), les AVC/thromboses/embolies pulmonaires (129 dossiers), les troubles articulaires (91 dossiers), les troubles auditifs (67 dossiers) et les troubles dermatologiques (31 dossiers).

https://www.tf1info.fr/sante/covid-19-vaccination-72-personnes-indemnisees-apres-des-effets-secondaires-2263412.html

---

Réunion publique du Conseil Scientifique Indépendant

https://crowdbunker.com/v/gQ7RvVxA?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20juillet%202023&utm_medium=email

Reiner Fuellmich - Fausse pandémie!

Manipulations, mensonges, délis d'initiés à l'échelle internationale (ONU, OMS, gouvernement américain, européens, U.E.)

https://crowdbunker.com/v/kgVCZbvqsK

CSI n° 110 : 29/06/23 - L'actualité scientifique et juridique

https://crowdbunker.com/v/iUQVj3kA?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20juillet%202023&utm_medium=email

---

Faites tomber les masques.

Encore une confirmation de l'inutilité des masques à contenir les épidémies virales respiratoires. - conseil-scientifique-independant.org

Les masques sont le point central du dispositif de lutte contre le COVID. Central car visible sur le visage de tous les adultes et enfants.

La France, par son ministre de la Santé M Véran, a imposé les masques à l'ensemble de la population dès juillet 2020 jusqu'en mars 2022. En octobre 2020, les enfants, dès 6 ans, ont dû supporter, eux aussi, le masque à l'école jusqu'à 10h par jour.

Était-ce scientifiquement et médicalement justifié ?

Nous avons déjà largement répondu à cette question durant les derniers mois. [2] [3]

Mais cette fois, c'est la revue Cochrane qui vient donner le résultat de son analyse de l'efficacité des masques à réduire les contaminations d'infections virales.

Cochrane c'est quoi ?

Cochrane est un groupe de chercheurs indépendants ayant pour objectif d'éclairer la prise de décision en matière de soins de santé.

Cochrane est un réseau mondial et indépendant qui compte des membres dans plus de 50 pays

Les revues Cochrane sont mondialement reconnues comme fournissant les preuves du plus haut niveau en matière de soins de santé fondées sur des données probantes.

Le « *gold standard* » en médecine.

C'est pour cela que leur revue sur les masques de janvier 2023 n'est pas passée inaperçue.

Les résultats de leur analyse de 2023

En janvier 2023, Cochrane publie une revue de plus de 300 pages sur les mesures non pharmaceutiques pour réduire les contaminations de la population par les virus respiratoires.

Une partie est évidement consacrée aux masques.

Au total, 78 études sont incluses dont 11 études (représentant 610872 participants supplémentaires) publiées entre 2020 et 2022. Il s'agit donc d'études faites spécifiquement pour le COVID.

Chaque étude est très précisément détaillée et analysée dans les 300 pages de la revue.

La conclusion est simple bien que très prudente.

« *Le port du masque dans la communauté fait probablement peu ou pas de différences* »

« *Les résultats ne suggèrent pas que les masques chirurgicaux réduisent la propagation virale* »

« *Les masques FFP2/N95 pourraient avoir un impact marginal* »

En résumé, Cochrane confirme, avec beaucoup de précautions oratoires, n'avoir trouvé aucune preuve d'efficacité.

Les masques chirurgicaux, mais aussi FFP2, ne montrent aucune action significative sur le contrôle des épidémies virales respiratoires.

Il est difficile d'être plus clair.

Mais en fait…

En novembre 2020, Cochrane avait déjà publié une analyse de l'efficacité des masques. La conclusion était exactement la même :

« *Aucune une preuve suffisante d'efficacité des masques* ».

La revue de 2023 ne nous apprend finalement rien de nouveau. Elle confirme juste que les études faites spécifiquement sur le COVID ne montrent pas non plus d'efficacité du masque.

Notamment celle faite au Bangladesh que nous avions aussi analysée. [4]

Mais en fait…

L'OMS, fin 2019, avait déjà fait la même analyse, par la lecture de 1100 études et avait mis en avant les mêmes publications que la revue Cochrane. [2]

Sans surprise, l'OMS avait conclu que les masques n'étaient pas utiles.

Dans les mêmes termes que Cochrane.

La mémoire courte ?

Et pour finir, il ne faut pas oublier qu'en 2002, il était considéré comme de la torture de faire porter des masques…

En effet, des médecins de la Croix-Rouge qui avaient pu se rendre à la prison de Guantanamo avaient considéré que les masques chirurgicaux portés, sous la contrainte, par les prisonniers étaient une torture. [5]

t pourtant, en 2020, beaucoup ont trouvé judicieux (sans aucune justification véritablement rationnelle) d'en faire porter à des enfants de 6 ans toute la journée.

Sous l'œil complaisant et malsain des mêmes qui n'en mettaient pas…

[1] https://www.cochranelibrary.com/cdsr/doi/10.1002/14651858.CD006207.pub6/epdf/full

[2] https://reinfocovid.fr/science/moi-je-veux-bien-mettre-un-masque-mais/

[3] https://reinfocovid.fr/science/et-si-vous-decouvriez-que-meme-le-masque-de-votre-chirurgien-ne-vous-protege-pas-des-infections/

[4] https://reinfocovid.fr/science/le-masque-reduit-les-infections-covid-de-006/

[5] https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/11809632/

https://www.conseil-scientifique-independant.org/encore-une-confirmation-de-linutilite-des-masques-a-contenir-les-epidemies-virales-respiratoires/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20juillet%202023&utm_medium=email

https://d.video-cdn.divulg.org/cb-medias6/videos/01GCNZ33TDV2BMNX7G3FKAW566/240p-x264-4Qxq.m3u8

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

«*Atmosphère de russophobie débridée*» : Moscou annonce la fermeture du consulat de Pologne à Smolensk - RT 14 juillet 2023

Ce 14 juillet au matin, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé avoir convoqué l'ambassadeur de Pologne, Krzysztof Krajewski. L'envoyé de Varsovie s'est vu notifier la décision de Moscou de faire fermer l'agence consulaire polonaise à Smolensk, relate le ministère dans un communiqué.

«*L'atmosphère de russophobie débridée, qui acquiert des traits pathologiques, qui règne en Pologne s'oppose à la démonstration de tout* "geste de bonne volonté" *de notre part*», peut-on lire dans ce document, qui énumère les griefs à l'encontre de Varsovie. Ces derniers vont du soutien militaire apporté au régime de Kiev à la destruction de sites mémoriels de l'Armée rouge, en passant par les «*bouffonneries provocatrices*» des autorités polonaises à l'encontre de diplomates russes.

«*En 2011, la Russie s'est montrée sincèrement disposée à répondre aux demandes de la partie polonaise et, en signe de bonne volonté, a assuré l'ouverture de l'agence consulaire susmentionnée dans la région, où se trouvent des sites commémoratifs importants pour la partie polonaise*», précise le communiqué du ministère russe. Ce dernier souligne que la Russie avait, à l'époque, «*accepté de changer la parité en faveur de la Pologne*» pour permettre l'ouverture de ce consulat à Smolensk.

Murs de barbelés érigés à la frontière avec Kaliningrad, interdiction de territoire visant des diplomates de haut rang, incidents en marge des commémorations du 9 mai, arrestation de citoyens russes accusés d'espionnage ou encore saisie de fonds sur les comptes de l'ambassade russe : les relations entre Moscou et Varsovie se sont particulièrement dégradées depuis le début du conflit en Ukraine.

Et si tout cela était pour cela ? Un secret de polichinelle en Russie.

Wagner : le Kremlin dit envisager de donner un statut légal aux sociétés militaires privées - BFMTV 14 juillet 2023

Le Kremlin a dit vendredi envisager la légalisation des sociétés militaires privées, notamment le groupe Wagner, dont l'existence n'est actuellement toujours pas autorisée par la loi russe malgré leur implication dans le conflit en Ukraine.

"*Juridiquement, la compagnie militaire privée Wagner n'existe pas et n'a jamais existé, c'est une question à étudier, à examiner davantage*", a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Selon Dmitri Peskov, c'est "*une question assez complexe, concernant le statut juridique de telles compagnies, et qui doit être étudiée*".

Ces déclarations du porte-parole de la présidence russe font suite à un message similaire la veille de Vladimir Poutine, dans une interview au journal Kommersant.
"*Le groupe [Wagner] est là, mais il n'existe pas juridiquement! (...) C'est une autre question liée à [leur] légalisation effective. Une question qui doit être évoquée à la Douma [chambre basse du Parlement, NDLR], au sein du gouvernement*", a affirmé Vladimir Poutine.

Le 27 juin, le président russe a affirmé que le groupe Wagner avait reçu près d'un milliard d'euros de l'Etat durant l'année écoulée, malgré son absence de statut juridique.

Pendant des années, le Kremlin et le chef de Wagner, Evguéni Prigojine, ont nié l'existence de ce groupe paramilitaire, chargé de mener dans l'ombre des missions militaires et des opérations d'influence pour le compte de Moscou.

En septembre 2022, Evguéni Prigojine a finalement reconnu être le chef de Wagner, qui a participé pleinement aux combats contre l'armée ukrainienne et notamment capturé la ville de Bakhmout, après des mois de combats acharnés. D'autres groupes militaires privés russes, certains liées à des grandes entreprises ou au ministère de la Défense, ont depuis révélé leur existence.

Dans son interview à Kommersant, Vladimir Poutine a affirmé avoir proposé aux combattants de Wagner, lors d'une rencontre au Kremlin le 29 juin, de servir sous le commandement d'un autre homme mais que Evguéni Prigojine avait refusé cette offre.

Les soldats de Wagner "*auraient pu être réunis dans un seul endroit et continuer à servir. Pour eux, rien n'aurait changé, ils auraient été dirigés par la personne qui était leur véritable commandant pendant toute cette période*", a affirmé Vladimir Poutine.

Kommersant précise que cet homme est un commandant de Wagner ayant pour nom de guerre "*Sedoï*" (Cheveux gris) et qui aurait, selon Vladimir Poutine, réellement dirigé les paramilitaires sur le front ukrainien.

"*Beaucoup [de commandants de Wagner] ont acquiescé de la tête quand j'ai dit ça. Mais [Evguéni] Prigojine, qui était assis devant, ne l'a pas vu et a dit, après avoir écouté: 'Non, les gars ne sont pas d'accord avec cette solution*'", a assuré M. Poutine. BFMTV 14 juillet 2023

J-C - Prigojine, la marionnette de Poutine, ne pouvait pas réagir autrement, sinon on aurait pu croire qu'ils étaient de mèche...

Précision sur « *Sedoy* ».

Le HuffPost - « *Sedoy* » est l'indicatif d'Andrei Troshev, un colonel russe à la retraite né en avril 1953 à Leningrad. Il est membre fondateur et directeur exécutif du groupe Wagner, selon des documents publiés par l'Union européenne et la France en décembre 2021.

Parmi ses associés, figure le fondateur du groupe Wagner, Dmitri Outkine, qui est aussi un ancien officier du renseignement militaire russe.

Andrei Troshev est par ailleurs un ancien employé du détachement spécial d'intervention rapide du district fédéral du nord-ouest du ministère russe de l'Intérieur, selon le journal en ligne russe Fontanka. Vétéran des guerres en Tchétchénie et en Afghanistan, il a été décoré pour ses services. Pour l'opération en Tchétchénie, il a reçu deux fois l'ordre du courage et une médaille de l'Ordre du mérite pour la patrie. Pour l'Afghanistan, il a reçu deux ordres de l'étoile rouge - une décoration de l'Union soviétique pour service exceptionnel rendu. Le HuffPost 15 juillet 2023

Cette "*tendance monstrueuse*" doit être bannie de l'humanité !

La Russie adopte une loi répressive contre les personnes transgenres - AFP 14 juillet 2023

Les députés russes ont adopté vendredi une loi contre les personnes transgenres, interdisant leurs transitions et bannissant notamment leur droit d'adopter des enfants, en plein virage ultra-conservateur depuis l'offensive en Ukraine.

"*Cette décision protège nos citoyens, nos enfants*", a assuré sur la messagerie Telegram Viatcheslav Volodine, le président de la chambre basse du Parlement (Douma), alors que les modifications à l'état civil, les opérations chirurgicales et les traitements hormonaux étaient devenus accessibles en Russie après la chute de l'URSS.

Depuis l'attaque en Ukraine, les autorités ont multiplié les mesures conservatrices, notamment contre les LGBT+, en disant vouloir éliminer des comportements qu'ils jugent déviants et importés d'Occident.

Pour justifier ce projet de loi, Viatcheslav Volodine a assuré vendredi que les opérations chirurgicales pour les réassignations de genre avaient explosé aux Etats-Unis ces dix dernières années.

"*Quelle tendance monstrueuse ! C'est une voie qui mène à la dégénérescence d'une nation. C'est inacceptable pour nous*", a plaidé M. Volodine.

Le projet de loi a été adopté en troisième et dernière lecture. Il doit maintenant être validé par la Chambre haute du Parlement, le Conseil de la fédération, puis signé par le président Vladimir Poutine pour entrer en vigueur, deux étapes qui sont généralement des formalités.

Le changement de la mention du sexe dans les documents d'identité sera par ailleurs proscrit.

Des exceptions médicales, sur décision d'une commission spéciale, seront possibles en cas "*d'anomalies congénitales*" chez les enfants ou de maladies génétiques ou endocriniennes, précise la Douma.

Les mariages impliquant une personne transgenre seront "*annulés*" après l'entrée en vigueur de la loi, précise la Douma. Enfin, les personnes transgenres auront aussi l'interdiction d'avoir la garde d'enfants ou d'en adopter en Russie. AFP 14 juillet 2023

Pour Stoltenberg, la sécurité est un «*enjeu mondial*», Lavrov balaie son «néo-colonialisme» - RT 13 juillet 2023

«*Leur ligne n'aura pas le dessus*», a prévenu le chef de la diplomatie russe après le sommet de l'Alliance atlantique à Vilnius. Sergueï Lavrov s'exprimait ce 13 juillet à Djakarta, lors d'une conférence de presse en marge du sommet des ministres des affaires étrangères de l'Asean auquel il était invité.

Les «*documents doctrinaux de l'OTAN qualifient la Russie et la Chine de menaces pour l'Alliance*», a pointé le chef de la diplomatie russe. «*Cela montre la nécessité de résister aux formes nouvelles de colonialisme et d'hégémonie sur le monde*», qui sont selon Lavrov des «*infractions à la Charte de l'ONU*».

Aussi a-t-il ironisé sur la «folie des grandeurs» des dirigeants occidentaux, évoquant la tirade de Josep Borrell qui, en octobre 2022, avait assimilé l'Union européenne à un «jardin» et le reste du monde à une «*jungle*».

Conférence de presse de Sergueï Lavrov au sommet de l'Asean à Djakarta - RT 13 juillet 2023

Sergueï Lavrov est en Indonésie pour la 13e réunion des ministres des Affaires étrangères du sommet de l'Asie de l'Est. Les projets de coopération dans le cadre du format Russie-Asean ont été accueillis favorablement.

https://francais.rt.com/international/106281-conference-presse-serguei-lavrov-sommet-asean

---

OTAN : Pékin blâme une alliance restée à l'heure de la Guerre froide - RT 12 juillet 2023

Plusieurs organes diplomatiques chinois ont réagi, ce 12 juillet, au communiqué conjoint des 31 membres de l'OTAN émis la veille lors du sommet de l'Alliance à Vilnius, désignant la politique chinoise comme une menace à sa sécurité.

«*L'OTAN ignore des faits fondamentaux, déforme volontairement la position et les politiques de la Chine et dénigre délibérément Pékin*», a rétorqué dans un communiqué la mission chinoise auprès de l'Union européenne.

Celle-ci fustige un communiqué «rempli d'une rhétorique répétitive faisant écho à la mentalité et aux préjugés idéologiques de la Guerre froide». «En tant que produit de la Guerre froide, l'OTAN a un mauvais bilan historique», poursuit la diplomatie chinoise, pointant «l'hypocrisie» de l'Alliance à l'heure où la sécurité internationale «se dégrade».

«*Nous exhortons l'OTAN à suivre la tendance de l'époque, à écouter le juste appel de la communauté internationale à la paix, au développement et à la coopération, à corriger ses idées fausses et ses politiques, et à jouer un rôle constructif dans la paix et la stabilité mondiale*», déclare encore la mission chinoise auprès de l'UE.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a également réagi au communiqué de l'OTAN. Interrogé en conférence de presse, le diplomate a déclaré que la relation entre Pékin et Moscou avait «s*urclassé le modèle d'alliance militaropolitique hérité de l'ère de la Guerre froide*».

«*Les relations entre la Chine et la Russie sont fondées sur les principes du non-alignement et de la non-confrontation et ne sont dirigées contre aucun pays tiers*», a souligné le diplomate chinois, estimant que cela constituait une différence «*fondamentale*» avec la logique et de groupes fermés et de confrontation de blocs mise en œuvre par certains pays de l'OTAN. RT 12 juillet 2023

Déclaration finale du Sommet annuel des chefs d'État des pays membres de l'Organisation de Coopération de Shangaï

https://reseauinternational.net/declaration-finale-du-sommet-annuel-des-chefs-detat-des-pays-membres-de-lorganisation-de-shangai-ocs/

Afrique.

L'Inde affirme sa présence en Afrique - Le Point 14 juillet 2023

Selon un rapport de l'agence Bloomberg, quarante-deux pays africains ont reçu environ 12 milliards de dollars, soit 38 % de tous les crédits accordés par l'Inde au cours de la dernière

décennie. Ce rapprochement avec l'Afrique est destiné, avant tout, à contrer l'influence grandissante de la Chine en Afrique. Pékin a promis jusqu'à 134,6 milliards de dollars aux pays africains, selon les données du Global Development Policy Center de l'université de Boston, c'est onze fois plus que l'Inde.

our rattraper son retard, les gouvernants indiens multiplient l'organisation de sommets et de rencontres afin de dessiner le cadre d'un partenariat stratégique et le secteur privé avance, lui aussi, ses pions. New Delhi peut s'appuyer sur son bras armé financier l'Export Import Bank of India, dirigée par Harsha Bangari. La banque est un instrument de la « *diplomatie économique* » de l'Inde, a-t-il déclaré dans une récente interview, ajoutant que la nation sud-asiatique a également ouvert 195 lignes de crédit pour des projets à travers l'Afrique. De fait, les investissements indiens sont de plus en plus significatifs. On peut citer le métro de Maurice, des exportations d'autobus de l'Inde vers le Sénégal, un projet d'électricité en Gambie, le parc industriel d'Adétikopé, au Togo, avec, sur place, plusieurs usines (assemblage de motos électriques et de textile) et la transformation d'aluminium par le groupe indien Gravita.

Les services de l'Exim Bank affirment aussi que, avec près de 75 milliards de dollars d'investissements par des entreprises indiennes, le géant fait partie des cinq premiers investisseurs en Afrique. Le commerce bilatéral entre l'Inde et l'Afrique a atteint près de 100 milliards de dollars en mars 2023, et le gouvernement vise à le porter à 200 milliards de dollars d'ici à 2030. New Delhi est membre de la Banque africaine de développement, qui regroupe cinquante-quatre pays africains et vingt-huit partenaires non africains.

Contrairement à la Chine, l'Inde peut s'appuyer en Afrique sur une présence ancienne, liée à une histoire partagée depuis la colonisation britannique, et la solidarité née de la décolonisation et du mouvement des non-alignés dans les années 1960 et 1970. Cette solidarité politique trouve actuellement un écho sur la scène internationale, en effet l'Inde et l'Afrique du Sud sont toutes deux candidates à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, au nom de la nécessaire représentation des puissances économiques des pays du « *Sud Global.* »

Sommet États-Unis-Afrique: les puissances économiques se disputent la proximité avec le continent - RFI 14 juillet 2023

Les États-Unis souhaitent poursuivre leur élan et relancer leurs relations avec le continent africain, notamment commerciales : c’est le message passé lors d’une réunion des milieux d’affaires, le « *US-Africa Business Summit* », qui s’est terminé vendredi 14 juillet à Gaborone, au Botswana. Mais ce sommet intervient alors que de nombreux acteurs économiques mondiaux courtisent les leaders africains pour accroître ou démarrer une relation.

Ce sommet de Gaborone intervient juste avant le forum Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg à la fin du mois, et le rassemblement des Brics de Johannesburg en août, où ont été invités tous les leaders africains. Le continent se fait donc courtiser, et les États-Unis ne veulent pas rester sur la touche, souhaitant combler leur retard en termes d’échanges commerciaux avec lui, échanges trois fois moins élevés, en 2021, que ceux entretenus par Pékin.

Car tous ont en tête le marché que représentera l'Afrique d'ici 2050 : le continent rassemblera un quart de la population mondiale, avec la moitié des habitants âgés de moins de 25 ans.

Il existe pourtant encore des blocages, du côté du secteur privé américain, notamment en termes de perception des risques. Le programme de l'Agoa, qui doit expirer en 2025, a aussi donné des résultats mitigés, profitant à une poignée de pays et de secteurs, alors que le continent rêverait de transferts de technologies pour développer des produits à valeur ajoutée.

Le président Joe Biden devrait aussi prochainement visiter des pays africains, probablement cette année, signe de l'intérêt renouvelé de la Maison Blanche alors que la dernière visite présidentielle en Afrique remonte à l'époque de Barack Obama.

Pour Judd Devermont, assistant spécial du président et directeur principal pour l'Afrique au sein du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, les progrès accomplis depuis le sommet États-Unis-Afrique de décembre représentaient un tournant dans la politique américaine. Gaborone est l'opportunité « *pour démontrer notre volonté de faire avancer ce partenariat renouvelé avec le continent* ».

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 21 juillet 2023.

Une riche causerie. Je regrette de ne pas pouvoir en faire davantage. La santé se maintient, s'améliore, le moral est au beau fixe, le temps est merveilleux, moins chaud que les années antérieures, je confirme, quel bonheur, vive le socialisme !

Je plains sincèrement ceux qui se mettent la tête dans le sable et se satisfont de leurs médiocres petits plaisirs individuels, qui vont jusqu'à refuser toute discussion en dehors de leurs petites affaires personnelles ou de famille, car ils en sont là. Ils ne s'intéressent à rien, ils ne veulent pas entendre parler de ce qui se passe dans le monde, cela les indispose, trouble leur petit confort matériel, leur routine, ils sont conformistes à ce point-là et font leur propre malheur à venir et celui de leurs enfants, ce dont ils se moquent apparemment.

Il y a ceux qui font l'histoire, et il y a ceux qui y participent malgré eux ou plutôt la subissent en maudissant la Terre entière, parce que contrairement à ce qu'ils laissent paraître, ils ne sont pas heureux, et partis comme ils sont, ils ne le seront jamais, c'est stupide d'être si évolués pour se gâcher ainsi la vie.

Le secret pour aborder la politique sans tomber dans une profonde dépression ou cauchemarder, consiste à prendre du recul, à ne rien intériorisé ou le moins possible, à considérer que si la situation est telle qu'elle est, c'est qu'il ne pouvait pas en être autrement compte tenu des conditions existantes. Il est donc inutile de s'exciter ou de refaire le monde après coup, ce serait se faire du mal inutilement, vaux mieux prendre les choses telles qu'elles sont en attendant des jours meilleurs qui viendront forcément. Tout ceux qui ont vécu des drames dans leur vie le savent, ayez confiance dans la dialectique, elle seule peut vous sauver.

Il y en a qui sont littéralement terrorisés par la tournure que prend la situation mondiale, par toutes ces mystifications destinées à nous pourrir toujours plus l'existence, réduire nos libertés. On les comprend très bien, il faut qu'ils sachent que c'est parce qu'on n'a pas réagi à leur hauteur, que les choses n'ont fait qu'empirer au cours des dernières années ou décennies, et qu'il en aurait été autrement si on s'était regroupé et organisé pour affronter nos ennemis. Alors même que cela n'engageait à rien, c'est ce que j'ai proposé à mes lecteurs, qui ont fait mine de n'avoir rien entendu, qu'ils s'en prennent qu'à eux-mêmes.

Si nous ne sommes pas responsables de la situation, en revanche dès lors qu'on a un choix à faire, cela ne tient qu'à nous de prendre en mains notre destin ou de laisser le soin à d'autres de s'en occuper à notre place. Ensuite, à nous d'assumer notre décision et de supporter les conséquences qui en découleront.

La société ressemble de plus en plus à la jungle, à chacun de voir si c'est dans ce genre de société qu'il veut vivre ou non.

L'ONU incarnerait les droits des peuples, il doit y avoir une erreur quelque part !

Faute d'argent, le Programme alimentaire mondial réduit son aide alimentaire en Haïti - BFMTV 17 juillet 2023

"*Tragiquement*", cette réduction de 25% par rapport au mois précédent signifie que 100.000 Haïtiens vont être privés d'aide du PAM en juillet, a indiqué l'organisation onusienne dans un communiqué. BFMTV 17 juillet 2023

Engels, dans La Guerre des paysans en Allemagne (1850)

- Le Lumpenprolétariat, cette lie d´individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Quand les ouvriers français écrivaient sur les maisons, à chaque révolution, l´inscription : "*Mort aux voleurs !*" et qu'ils en fusillaient même plus d´un, ce n´était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien parce qu´ils savaient très justement qu´il fallait avant tout se débarrasser de cette bande. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s´appuie sur eux, prouve déjà par-là qu´il n´est qu´un traître au mouvement. (Note préliminaire (1870 puis 1874)

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/00/fe1850a.htm

---

Quelques réflexions sur la situation politique.

1- L'éducation sexuelle à des enfants par des adultes ne faisant pas partie de leur famille favorise la pédophilie ou l'encourage... Le recours à des éléments extérieurs aux établissements scolaires devrait être banni.

La mission de l'Education nationale n'est plus d'apprendre à lire, écrire et compter à nos enfants, de transmettre des connaissances, mais de savoir tout ce qu'on peut faire avec son sexe en promouvant la théorie du genre qui sert de cache-sexe à la pornographie, à la prostitution, à la pédophilie.

Le sexe, c'est comme la philosophie ou la religion, les goûts et les couleurs, c'est une question purement personnelle qui ne regarde personne d'autres.

2- La délation, le commérage, le ragot de quartier, la rumeur sortie des chiottes, sont devenus en France le sport national des paumés, des frustrés, des refoulées, des haineux ou aigris en tout genre, si c'est valable pour les hommes, cela l'est encore plus pour les femmes particulièrement vulnérables.

3- Encourager quelqu'un à changer de comportement et ensuite l'accuser d'avoir adopté celui qu'on l'avait incité à adopter, cela s'appelle du sadisme. Je pense principalement à ceux qui sont addicts au tabac, à l'alcool, au jeu, à n'importe quoi.

4- Les femmes en voulant devenir des hommes ont atteint au moins un objectif, faire disparaître la femme.

5- Quand des femmes sont payés pour se dénuder ou afficher leur nudité en public, je pense au cinéma ou dans des magazines, sur des affichent murales, il ne faut pas qu'elles s'étonnent que des hommes leur font des avances, les harcèlent ou les tripotent, les traitent comme des putes.

6- "*Quatre femmes témoignent dans Mediapart*" contre Nicolas Bedos, un exemple parmi des dizaines d'autres.

Qu'est-ce que c'est que ces pratiques d'officines policières qui rendent publiques les récits de victimes présumés d'agressions sexuelles, qu'ils prennent pour argent comptant à l'insu de leurs auteurs présumés, qui relèvent de la délation pur et simple ou rappellent les méthodes employées sous l'Inquisition au moyen d'une accusation arbitraire piétinant allègrement la présomption d'innocence et le droit à la défense, tant que la culpabilité des accusés n'a pas été établie par un tribunal sur la base de preuves matérielles, sinon un abus de pouvoir caractérisé auquel recours les régimes tyranniques.

Dans une saloperie d'article daté du 18 juillet 2023, ils ont été jusqu'à faire savoir à leurs lecteurs que celui que Mediapart jetait en pâture à la vindicte publique "*n'a pas souhaité faire de commentaire*", ce qui implicitement tendrait à faire croire qu'il manquerait d'arguments pour se défendre ou qu'il serait coupable.

Tu m'étonnes, en présence d'un procédé aussi dégueulasse et d'un article à charge, il a dû estimer qu'il était préférable de garder le silence pour ne pas aggraver son cas. Je précise que je ne connais pas du tout Nicolas Bedos en dehors du fait qu'il était le fils de son père, et que je me tape de ce qu'il est ou ce qu'il fait dans la vie.

A une autre époque les sketchs de son père mettant en scène un personnage misogyne avait été très bien reçu, aujourd'hui il serait cloué au pilori, excommunié du show-business ou du cinéma. Personnellement je n'ai jamais apprécié la vulgarité du personnage.

Il fit plus chaud un siècle plus tôt !

Le record mondial de températures a failli être battu ce dimanche dans la Vallée de la Mort, aux États-Unis. Un pic à 53,3°C a été enregistré par le bureau de Las Vegas du Service météo national américain, à seulement trois degrés du record de 1913 enregistré au même endroit. BFMTV 16 juillet 2023

Parole d'internaute.

- Cette confusion complète, ce mélange des genres, des idées et des critiques tous azimuts, m'énerve. D'autant qu'aucune proposition constructive et cohérente pour tenter de résoudre cette surpopulation globale n'est avance. A moins que cette surpopulation ne soit niée. A

moins que le lien entre cette surpopulation et les destructions du milieu global ne soit lui aussi nié, à moins que cette croissance des exigences matérielles à chaque génération ne soit niée, elle aussi. Dit autrement, être de plus en plus nombreux à consommer de plus en plus ne fait aucun bien à notre planète. Le nier relève de la pure mauvaise foi. Bref, j'ai comme l'impression d'avoir perdu mon temps à écouter cette constatation négationniste du problème le plus important de l'Humanité.

J-C - Cette personne réagissait après avoir regardé une vidéo de Pierre-Antoine Plaquevent, Globalisme et dépopulation, liaisons dangereuses ?

J'ai posté le commentaire suivant :

- J'ajouterai négationnisme du fait que c'est au prolétariat mondial de résoudre cette question et à personne d'autres, encore faudrait-il qu'il détienne le pouvoir...

Or, cette question déterminante est également ignorée, délibérément par tous ces acteurs politiques ou géopoliticiens autoproclamés qui bénéficient de la bienveillance de YouTube qui par ailleurs censure à tout va, n'est-ce pas.

Si YouTube ou Davos trouve son compte dans cette vidéo, c'est qu'il y a un lézard quelque part ou on vous mène en bateau, non ? Fin.

Des militants et des travailleurs apprécient ce genre de vidéo sans trop se poser de questions, tout comme les articles du même genre et des mêmes auteurs, ils n'imaginent pas forcément ou pas un seul instant qu'on les manipule, et parmi ceux qui y ont pensé, rares sont ceux qui découvriront où, comment et pour quoi en un ou deux mots. C'est à cela qu'on va s'atteler maintenant brièvement.

Avertissement destiné aux naïfs ou aux paumés plutôt excités ou impatients, prêts à s'en remettre aux premiers venus dès lors qu'ils flattent leur ego ou partageraient en apparence leurs intentions, pour mieux les berner par la suite et les entraîner vers l'abîme. On se retrouve là en terrain miné ou sur une planche pourrie, qui est tendue aux naufragés de la lutte de classe, pour mieux les entraîner vers le fond, et non pas pour les sauver comme ils pourraient avoir la faiblesse fatale de le croire.

Les voilà prévenus. Maintenant on peut continuer tranquillement sans prendre le risque de s'égarer, notre unique objectif étant de récolter des données ou faits pour tester la solidité ou la validité de notre stratégie ou les positions que nous avons adoptées, pour peaufiner notre argumentation théorique, gagner en crédibilité aussi. Malheureusement, je n'aurais pas souvent le temps à consacrer à la déconstruction de la propagande qui servit de trame ou de direction à ces articles ou documents, je n'ai qu'une tête et il n'y a que 24h dans une journée, désolé. Cependant, après l'avoir cernée ou caractérisée, les lecteurs devraient éviter les principaux pièges ou écueils, pour peu qu'ils l'aient à l'esprit en permanence et qu'ils soient très vigilants, concentrés sur leur lecture, c'est juste une question d'entraînement, avec un peu d'expérience on est beaucoup plus à l'aise et cette exercice est moins désagréable.

- "*Pour comprendre pourquoi la subversion freudo-marxiste et l'État profond « américain » convergeaient en mai 68 afin de déstabiliser le régime du général de Gaulle...*"

Au lieu de mettre en relief et d'expliquer que cette "*convergence*" n'était que le produit d'une manipulation réalisée par des acteurs politiques étrangers à la lutte des classes en France, leur entreprise va consister au contraire à l'aide d'acteurs politiques participant à la lutte de classe de la jeunesse principalement idéologiquement compromis ou corrompus se réclamant du mouvement ouvrier, à étouffer ou faire disparaître la lutte de classe que menait la classe ouvrière en France depuis l'avènement de la Ve République en 1958 au profit d'un récit de type romanesque ou policier, histoire de mieux embrouiller ceux qui auraient souhaité tirer des enseignements politiques de la lutte des classes en France et rejoindre les organisations censées incarner le socialisme qui regroupaient un certain nombre de militants honnêtes et sincères.

Voilà ce que recouvre cette officine souverainiste compatible avec l'extrême droite, je parle de Strategika, mais c'est valable pour Geopolintel, Stratpol, Arrêt sur info, Les Non Alignés, etc. et les acteurs suivants, Pierre-Antoine Plaquevent, Lucien Cerise, Youssef Hindi, Général Dominique Delawarde, Valérie Bugault, Nicolas Bonnal et d'autres encore.

S'ils sont classés dans la "*fachosphère*" ou accusés de "*complotisme*" par les fact-checkers des médias mainstream à tort ou à raison, ce n'est pas parce qu'ils flirteraient avec l'extrême droite ou partageraient en partie son idéologie, mais parce qu'ils se démarquent de la politique du gouvernement ou s'y opposent de manière virulente en révélant ce qu'elle recouvre vraiment ou les mystifications auxquelles Macron se livre, et qui ne doivent surtout pas parvenir à la connaissance des masses et des militants du mouvement ouvrier. C'est justement ce qui nous intéresse dans leurs articles ou documents, car on peut y puiser des données précieuses qui nous serviront d'arguments pour combattre Macron et son gouvernement.

En allant au passage traitant du but que le think tank Strategika se donne, vous remarquerez, d'une part qu'il s'adresse à une catégorie spécifique de la population "*les acteurs politiques et stratégiques"*, donc des acteurs qui détiennent du pouvoir, donc issus de la classe dominante ou susceptibles de représenter ses intérêts, et que d'autre part leurs articles sont mis en ligne dans un tas de blogs à la disposition d'une toute autre catégorie de la population qu'il appelle "*le grand public*", les éléments doués d'un esprit critique parmi les plus évolués de la classe ouvrière et les membres des classes moyennes, les intellectuels, les opposants à Macron, qui ne remarqueront pas que ces articles n'ont pas été conçus pour eux ou à partir de leurs besoins ou aspirations, mais ceux de leurs ennemis, c'est écrit en toutes lettres, il suffit de savoir lire :

- D'orienter les acteurs politiques et stratégiques dans le contexte d'une multipolarité émergente et des reconfigurations des équilibres en cours dans le domaine des relations internationales.

- De leur donner une vision d'ensemble des enjeux géostratégiques contemporains. Vision qui inclut toutes les composantes du bilan géopolitique à même de leur permettre de concevoir une stratégie globale dans les rapports de force entre les puissances.

- De tracer les délinéaments de ces rapports de forces afin de redonner à la France et à ses partenaires la connaissance des moyens d'une puissance et d'une influence renouvelées.

- De tracer les contours d'une orientation stratégique française et européenne alternative à tous les scénarios de suggestion et de soumission venus de l'extérieur quelles que soient leurs formes.

- De former le grand public aux questions géopolitiques, religieuses, culturelles et philosophiques contemporaines.

https://strategika.fr/presentation-de-strategika/

Dilemme ou paradoxe.

Un groupe de climato-réalistes a cru bon d'accepter une tribune dans *Valeurs Actuelles* catalogué à l'extrême droite. Certain lecteurs leur ont reproché, d'autres non. Leur argument a été de dire, qu'ils avaient été rejetés par tous les autres médias et qu'il aurait été dommage de ne pas pouvoir partager leurs réflexions scientifiques avec le plus grand nombre. C'est là qu'on s'aperçoit et c'est valable en général, qu'on ne choisit pas vraiment les conditions dans lesquelles on vit ou on travaille, on a très peu de liberté dans cette société.

Valeurs Actuelles tirent à environ 100.000 exemplaires et parmi eux doivent se trouver un grand nombre d'intellectuels, universitaires, chercheurs, scientifiques comme eux. Je comprends leur démarche qui n'a rien d'idéologique, mais je ne peux pas la soutenir, j'explique pourquoi.

- Il y en a qui rédigent des articles, des rapports, des études, des vidéos, des documentaires, des livres, etc. et qui ne trouvent personne pour les publier ou en parler, du coup lorsqu'une offre se présente enfin ou ils reçoivent une réponse positive, ils sont prêts à accepter cette offre de service sans se soucier de l'orientation idéologique du média qui en est à l'origine.

Certains se disent, soit on accepte, soit on demeure invisible, entendez par là, qu'ils ne pourront pas partager leurs idées, et tout leur travail de réflexion ou de recherche n'aura servi à rien.

Quand on n'a pas une conscience politique bien arrêtée, on peut se permettre de ne pas tenir compte de l'orientation idéologique de ce média, mais quand on en a une, on ne peut se permettre ce genre de compromission. D'autant plus que cela servira à rien puisque ceux qui liront leur travaux ou les écouteront sont déjà acquis à leurs idées qui ne sont pas forcément cantonnées à la politique, puisque ces idées sont partagées par ce média, donc par leurs clients ou sympathisants, autrement dit, ils seront en terrain conquis ou pratiqueront le entre soi, répétons-le, à l'arrivée le résultat sera nul.

Alors à quoi bon se compromettre ou se retrouver en compagnie de gens infréquentables de la droite conservatrice ou de l'extrême droite, voilà ce qu'on pourrait leur dire en guise de conseil.

- J'ai découvert un nouveau blog américain libertarien qui a publié de longs articles fort intéressants sur les deux guerres mondiales, apparemment rédigés par des intellectuels qui ont étudié à fond ce sujet ou très sérieusement et qui fournissent leurs sources. Cela m'a donné l'occasion de confronter mes propres connaissances et d'y faire un peu de ménage si nécessaire. J'ai surtout appris beaucoup de choses ou j'ai obtenu les renseignements décisifs qui me manquaient parfois pour étayer certaines conclusions auxquelles j'étais parvenu, j'en suis ravi évidemment. Ces renseignements sont issus de journaux d'époque pratiquement

introuvables de nos jours ou d'archives récemment déclassifiées ou accessibles au public, qui permettent d'éclaircir, confirmer ou infirmer certains points d'histoire ou plus précisément le rôle des différents protagonistes ou acteurs politiques et financiers...

Ce qui s'est passé en réalité, c'est que les faits qui se sont produits et qui ont été rapportés par des acteurs politiques ou des médias à différentes époques, principalement durant les 2 ou 3 décennies qui ont suivi les deux guerres mondiales, ont totalement disparu de la circulation par la suite, ils ont été enterrés littéralement, délibérément, de sorte que plus personne ne pourraient les mentionner sans prendre le risque de ne pas être prise au sérieux ou passer pour un fabulateur, de nos jours on dirait un affreux complotiste, puisque ne pouvant pas être étayés avec des éléments solides ou vérifiables, incontestables.

Ce qui était sorti dans les médias pouvait fournir une piste pour comprendre la situation, mais souvent les faits étaient déformés ou incomplets. Il ne faut pas oublier que les médias étaient déjà aussi corrompus qu'aujourd'hui, donc la confiance qu'on pouvait leur accorder devait être conditionnelle ou sujette à caution, toutefois il arrivait qu'au détour d'une conversation rapportée ou d'une interview certains acteurs parlent trop ou livrent des détails révélateurs, qui reliés entre eux fournissaient les clés qu'il manquait pour y voir plus clair, pour étayer une hypothèse ou formuler une interprétation plausible ou conforme à la réalité.

Si j'en trouve le temps, j'essaierai de vous livrer quelques morceaux de premier choix en extrayant les passages les plus significatifs de ces articles. C'est passionnant de découvrir à quel point on nous a menti sur pratiquement absolument tout dans des proportions qu'on n'imagine même pas. Vous me direz que bien des choses ont été publiés que je n'ai jamais lues, certes, j'en ai bien conscience, surtout rédigées dans d'autres langues que le français, parfois traduites parfois non. Disons que je vous offre la possibilité d'apprendre des choses en même temps que moi, cela vous intéresse ou non, à vous de voir.

L'adresse du portail en question.

Ce sont des anticommunistes forcenés je vous aurai prévenus, ne venez pas m'accuser par la suite de fricoter avec ces gens-là, d'accord ? Je vous rappelle que si Marx et Engels avaient dû se passer des documents rédigés pour un grand nombre d'entre eux par des fripouilles, ils n'auraient jamais pu publier le moindre ouvrage. Ce portail est en anglais, vous pouvez cliquer sur un article et le télécharger en pdf, ensuite à l'aide de www.deepl.com/fr/translator, vous pourrez le traduire automatiquement en français. J'allais oublier un détail important, il semblerait que ce genre de blog sert de source à ce qu'on appelle les géopoliticiens.

https://www.unz.com/

L'évolution du taux de CO2 dans l'atmosphère et les variations de la température de la Terre.

Entre l'évolution du taux de CO2 dans l'atmosphère et les variations de la température de la Terre, il n'existe aucun rapport de corrélation ni lien de causalité, puisque dans le passé il a existé des périodes où le niveau de CO2 était beaucoup plus bas qu'aujourd'hui avec des température beaucoup plus élevées, et il a été constaté que le niveau de CO2 fluctuait sans

que la température présenta les mêmes variations, ce qui signifie que les facteurs qui étaient à l'origine de la hausse de la température notamment, n'avaient aucune incidence sur le niveau de CO2, et que les facteurs qui étaient à l'origine de la fluctuation du CO2 n'affectaient pas la température, il a été relevé que parfois il y eut des périodes où la courbe du CO2 fut identique à celle de la température, celle-ci précédant toujours celle du CO2, ce qui invalide la théorie du GIEC sur le réchauffement climatique d'origine anthropique ou humaine.

Je suis encore tombé sur un scientifique, un physicien bourré de diplômes et de médailles, qui dénonçait la confusion entre la corrélation et la causalité pour s'y livrer à son tour en termes très savants, remettant en question les liens entre le cerveau et la conscience au profit du hasard heureux, entendez par là le processus historique inconscient qui a accouché de la civilisation humaine ou la société moderne dans laquelle nous vivons un bonheur indéfinissable. Bref, autant dire que la formule était pour le moins malheureuse ou inappropriée, hasardeuse, d'autant plus qu'il ne lui est pas venu à l'esprit d'en conclure que le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme correspondait à la fin d'un cycle, celui de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a débuté lorsque les ancêtres des homos sapiens se démarquèrent du règne animal en prenant conscience qu'ils étaient les instruments de leur propre transformation ainsi que leur environnement conduisant à leur émancipation du règne de la nécessité, condition indispensable pour entrer dans celui de la liberté ou faire leur propre histoire consciemment cette fois, et pour le coup, remettant le hasard à la place marginale qu'il n'aurait jamais dû quitter pour peu qu'il ait un rôle à jouer dans la suite de la fabuleuse aventure de l'espèce humaine.

Le hasard correspond à ce qu'on ne comprend pas, à ce qu'on ne maîtrise pas, à ce qui existe indépendamment de nous et qu'on n'a pas encore découvert, il ne permet pas d'expliquer quoi que ce soit. Il peut éventuellement servir de prétexte pour ne pas engager le combat politique pour en finir avec le capitalisme, entendez par là, que, si le hasard est doué d'un pouvoir quasi-miraculeux ou mystique de bien faire les choses, pourquoi ne pas s'en remettre à lui pour résoudre toutes les difficultés qui nous accablent.

Les définitions du Larousse.

Corrélation

Relation existant entre deux notions dont l'une ne peut être pensée sans l'autre, entre deux faits liés par une dépendance nécessaire : Établir une corrélation entre la délinquance et le milieu social. (La cause est à rechercher du côté des inégalités sociales à l'origine du capitalisme. - J-C)

Synonymes : correspondance - interdépendance - liaison - relation - subordination

Contraires : autonomie - indépendance

- En corrélation avec quelque chose, en rapport étroit avec.

- Il y a une corrélation entre l'augmentation de la température et la dilatation du métal

Causalité

Lien qui unit la cause à l'effet.

Lu.

Le CFR pour Council on foreign relations est une organisation américaine spécialisée dans les relations internationales fondé en 1921 par Edward Mandell House, conseiller à l'époque du Président Wilson.

Depuis 1 siècle, chaque crise globale internationale l'a fait monter en puissance. Sa fondation est précédée par la création des différents organes de la gouvernance globale avec la fondation Rockefeller, la création de la FED (la fédérale réserve dont les mêmes financiers seront à l'origine du CFR). C'est post 1ère guerre mondiale, à l'initiative du Président Wilson, que le Traité de Versailles trouve son origine. C'est à partir de ce traité qu'est créé le CFR, Council on foreign relations, et la SDN, la Société Des Nations, l'ancêtre de l'ONU.

Plus de la moitié des membres de l'administration Biden est passée par le CFR. Tous les directeurs historiques de la CIA ont appartenu à cette organisation. Le but du CFR est d'avoir des hommes d'influence dans les 2 partis politiques représentés afin que l'un ou l'autre réalise la politique stratégique souhaitée par le CFR.

On apprend comment est gérée la politique migratoire suite aux différents conflits à travers l'influence d'une personne comme George Soros, ce dernier appartenant au CFR et ayant participé à la version européenne du CFR, le ECFR pour European Concil on foreign relations dont la gestion migratoire est réalisée sous l'European Stability Initiative.

Leur vision dans leur logique globaliste est que l'Europe est une plateforme interface entre les autres continents en facilitant les déplacements des populations quand c'est dans leur intérêt stratégique tout en voulant stabiliser la démographie. Le CFR est évidemment en étroite collaboration avec les géants de la technologie numérique avec Apple, Google et les finances avec BlackRock, Goldman Sachs, Morgan Stanley.

Ces entreprises adhèrent au CFR pour avoir des orientations d'ouverture de marché à l'internationale et inversement, la stratégie politique américaine a besoin de ces entreprises pour étendre l'influence américaine au monde entier. C'est réellement une interface fonctionnelle entre le monde de la finance, des nouvelles technologies, de la diplomatie, du monde politique, du monde du renseignement, du monde militaire aux USA et par extension à tous les pays contrôlés par ce dernier.

Pour la version européenne du CFR, nous retrouvons des noms français comme Bernard Kouchner, Pierre Moscovici, Clément Beaune, Christine Ockrent, Laurence Parisot…

Leur humanisme est la politesse des salauds... Ceux qui s'en offusquent soutiennent le régime néonazi ukrainien.

Tollé en Pologne, où le ministre de la Justice libère une jeune militante néonazie condamnée à 3 ans de prison - Le HuffPost 18 juillet 2023
Cette jeune femme, condamnée pour des faits datant de 2020 lors d'une pride à Poznan, a été libérée après avoir passé un an derrière les barreaux.

Les faits remontent à 2020. Une militante d'extrême droite et néonazie de 21 ans, Marika Matuszak, avait été condamnée à trois ans de prison ferme pour avoir agressé une femme lors d'une pride à Poznan en Pologne.

Avec trois autres militants, elle avait voulu s'emparer d'un sac aux couleurs de l'arc-en-ciel de cette femme, causant des contusions et des entorses aux mains et aux poignets de la victime.

Après un an passé en prison, le ministre de la Justice, Zbigniew Ziobro, qui exerce également les fonctions de procureur général, a décidé en fin de semaine dernière de libérer cette militante d'extrême droite après avoir pris en compte sa « *demande de sursis de peine* », rapporte le site européen d'information Euractiv. Son agression a été minimisée et réduite à une simple tentative de vol de sac.

« *Le tribunal a envoyé une jeune fille en prison pour trois ans parce qu'elle a protesté contre la promotion de l'idéologie gauchiste et de l'homosexualité. Les tribunaux punissent impitoyablement les Polonais qui défendent la foi et les valeurs. Pour avoir attaqué des églises, battu des croyants et craché sur des policiers, ils les laissent en liberté. Les actions de certains procureurs dans cette affaire constituent un autre problème. Cela ne restera pas sans conséquences...* », a écrit Zbigniew Ziobro sur Twitter.

« *Ziobro prend le parti du criminel. Cela donne le signal que la tentative de vol est justifiée lorsque la victime est une personne LGBT* », a réagi sur Twitter la députée Kamila Gasiuk-Pihowicz.

« *Voilà à quoi ressemble un État autoritaire. C'est un État où vous pouvez appeler un verdict d'un tribunal indépendant un* "crime judiciaire"*, exiger la responsabilité pénale du juge et du procureur, puis ignorer toute question sur les détails du cas couvert par le verdict* », a renchéri Mikolaj Iwanski, docteur en sciences du droit à l'Université Jagellonne de Cracovie.

Le cas de Marika Matuszak était récemment devenu célèbre en Pologne, quand l'institut catholique fondamentaliste Ordo Iuris avait lancé une campagne pour sa libération, arguant qu'une peine plus clémente aurait pu être appliquée pour la jeune femme, qu'il estime condamnée pour des raisons idéologiques.

Sur les réseaux sociaux, avaient rapidement émergé des photos de Marika Matuszak portant des emblèmes néonazis ou posant avec le drapeau du Troisième Reich et portant un uniforme rappelant celui de la Gestapo.

Par ailleurs, la jeune femme et son compagnon sont cofondateurs de l'organisation néonazie « *Front pour le nettoyage national* » (« *Front Oczyszczenia Narodowego* »), dont l'objectif

principal est de « *nettoyer les taches, saletés et ennemis de la nation polonaise* », note Euractiv. Le HuffPost 18 juillet 2023

J-C – Résumons. Nous voilà en présence de bien-pensants qui ont une drôle de conception de la justice, car ils estiment que la tentative de vol d'un sac mériterait trois ans de prison, tandis que commettre des agressions dans des églises ou « *cracher* » sur des policiers ne mériterait aucune peine de prison.

Que ne vont-ils pas inventer, les antifas autoproclamés qui sont en réalité des agents du nouvel ordre mondial totalitaire de Davos.

Il faut bien comprendre qu'en cautionnant un abus de pouvoir commis par les autorités judiciaires, certes à l'encontre d'une néonazie, ils justifient à l'avance tout abus de pouvoir commis à l'encontre de n'importe quel citoyen ou opposant politique au régime en place, ce qui pour nous est inacceptable, car c'est le meilleur moyen d'encourager l'instauration d'un régime autoritaire, fasciste ou nazi.

Totalitarisme. La transition numérique va servir essentiellement à renforcer la surveillance de la population.

L'Éthiopie va rendre l'identification numérique obligatoire pour les opérations bancaires - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Il va être difficile, voire impossible, d'échapper à l'identité numérique, même si vous vous réfugiez dans un pays pauvre d'Afrique. Par exemple, l'Éthiopie a récemment annoncé que l'identité numérique sera bientôt obligatoire pour toutes les transactions avec les institutions financières, grâce à son programme Fayda.

Selon une annonce conjointe de la Banque nationale d'Éthiopie, la banque centrale du pays, et du programme national d'identification, l'objectif du pays est d'inscrire tous les clients des banques à l'identification numérique au cours de l'exercice 2023/2024 afin d'accélérer l'ambition du gouvernement en matière d'inclusion financière. Les clients des banques utiliseront Fayda comme identifiant bancaire pour effectuer des vérifications KYC et effectuer l'intégration à distance.

L'utilisation de Fayda facilitera la vérification d'identité pour les utilisateurs des banques dans un système qui, selon l'annonce, garantit la confidentialité et la sécurité des données. La banque centrale a également assuré que le projet d'utiliser Fayda comme pièce d'identité principale pour les opérations bancaires améliorera considérablement la transparence, la stabilité et la sécurité du secteur financier éthiopien.

L'approche contraste quelque peu avec celle du Nigéria, où les banques peuvent émettre des cartes à utiliser à la fois comme pièce d'identité nationale et pour les transactions financières.

L'Éthiopie met en œuvre un projet d'identification numérique basé sur le MOSIP, soutenu par la Banque mondiale, qui vise à inscrire tous les citoyens éligibles d'ici 2025. Le pays a

également récemment engagé IrisGuard pour prendre en charge le paiement des prestations aux citoyens avec la biométrie de l'iris. lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Quand Big Data ou les GAFAM détiennent tous les pouvoirs.

J-C - Ils ont décrété que les mesures drastiques qu'ils imposaient aux peuples dans le cadre de l'arnaque climatique ne les concernaient pas, normal jusque-là, mais pas sûr que cela se passera comme ils l'escomptaient…

Uruguay : Google accusé de piller les dernières gouttes d'eau potable - lepoint.fr 19 juillet 2023

Une crise de l'eau sans précédent en Uruguay serait en train de s'aggraver à cause d'un projet de Google. Comme le rapporte HuffPost, plus de la moitié des 3,5 millions d'habitants du pays n'ont plus accès à l'eau potable depuis le mois de mai en raison d'une grave sécheresse.

Alors que le principal réservoir d'eau de la capitale, Montevideo, ne compte plus que 2 % de son contenu, le gouvernement uruguayen a déclaré « *l'état d'urgence* » sur les ressources en eau depuis un mois. Face à cette situation, les dirigeants du pays ont par ailleurs décidé d'ajouter à l'eau douce de l'eau salée provenant de l'estuaire du Rio de la Plata, pour subvenir aux besoins vitaux de ses habitants. Mais celle-ci reste presque imbuvable en raison de résidus marron qui la rendent « *nauséabonde* ».

Dans ce contexte, l'annonce récente de la construction d'un centre de données par Google a été la goutte de trop pour l'opinion publique. Comme le décryptent nos confrères, cette infrastructure consommerait 7,6 millions de litres d'eau par jour pour refroidir ses serveurs, ce qui équivaut à la consommation domestique quotidienne de 55 000 personnes. En guise de protestation, de nombreux manifestants ont tagué le mot « *pillage* » sur les murs de la capitale. Si le ministre de l'Industrie et Google ont assuré que la consommation en eau du centre serait finalement plus faible, les tensions ne semblent pas s'estomper ces derniers jours. lepoint.fr 19 juillet 2023

J-C - Question : Qu'est-ce que fout Google en Uruguay ?

France.

Jobard le tyran et l'affreux jojo.

« *Quand Emmanuel Macron invoque* "Jojo" *comme mètre-étalon du Français moyen* » - lemonde.fr 27 juin 2023

Plusieurs proches du président de la République, sollicités par « *Le Monde* », confirment que ce dernier évoque régulièrement la figure de « *Jojo* » au moment d'élaborer les politiques publiques, explique, dans sa chronique, Solenn de Royer, journaliste au « *Monde* ». lemonde.fr 27 juin 2023

Qui gouverne en France ?

En 3 ans, Macron a passé 500 commandes aux cabinets privés, 43 milliards d'euros dépensés

Les données sont hallucinantes. Ainsi, d'après le Nouvel Obs, «dans une note publiée en avril, un groupe de hauts fonctionnaires estime à 163 milliards d'euros les services que l'État externalise sous forme de délégation de service public (120 milliards) ou d'achats de prestations intellectuelles (43 milliards)». 43 milliards d'euros, près de 6% du budget de l'État et des collectivités locales !

https://reseauinternational.net/en-3-ans-macron-a-passe-500-commandes-aux-cabinets-prives-43-milliards-deuros-depenses/

Sans blague ! Secret de polichinelle.

Des liens entre Emmanuel Macron et Uber existeraient selon la commission d'enquête - AFP/LePoint.fr 18 juillet 2023

Les députés réunis dans la commission d'enquête ont reconnu l'existence de liens entre le président et la plateforme dans le dossier des Uber Files.

L'affaire a été déclenchée par la révélation des « *Uber Files* », soit la fuite de 124 000 documents internes recueillis par Mark McGann, ancien lobbyiste pour le compte d'Uber, et communiqués au journal britannique The Guardian.

La commission d'enquête parlementaire a rendu son rapport final sur l'affaire dite des « *Uber Files* ». Ce texte, publié le 18 juillet, déplore l'existence de liens « *opaques* » et « *privilégiés* » tissés par Emmanuel Macron avec la plateforme américaine.

Le président de la République, ministre de l'Économie à l'époque des faits, poursuit-il, avait passé un « *deal secret* » avec la société américaine pour qu'elle renonce à son application controversée Uber Pop en échange de la simplification des conditions nécessaires à l'obtention d'une licence de voiture de transport avec chauffeur (VTC). AFP/LePoint.fr 18 juillet 2023

J-C - La ligne éditoriale du journal d'information britannique The Guardian relève du social-libéralisme (centre gauche) paraît-il. Pour rappel, The Guardian est financé par Gates et Soros notamment.

Question : Quel intérêt aurait-il eu à mettre en difficulté Macron ? Aucun, il faut donc chercher une autre explication pour justifier la publication de ces documents par The Guardian.

Avant d'y venir, il faut avoir à l'esprit qu'Uber est interdit dans plusieurs pays dont le Hongrie, la Turquie, ou a été interdit dans plusieurs capitales dont Bruxelles et New Delhi, et que dans pratiquement tous les pays il a été trainé en justice, rien qu'aux Uber États-Unis Uber a fait

l'objet de plus de 170 procès (Wikipédia), et bien malgré cela entre 2014 et 2021 le chiffre d'affaires d'Uber est passé de 495,3 millions de dollars à 17,5 milliards de dollars, et son Résultat comptable négatif (endettement) de 2,8 milliards de dollars en 216 à un résultat positif de - 6,8 milliards de dollars en 2020, ce qui signifie que plus Uber était mis à l'index ou montré du doigt ici ou là, plus il s'est développé tranquillement ailleurs et c'est cela seulement qui compte pour son principal actionnaire, la banque américaine Morgan Stanley dont les propriétaires ne sont rien de moins que les cofondateurs de la FED, des gens qui ne plaisantent pas vraiment avec ce genre d'affaire !

Ce qui vaut pour Macron pourrait valoir ailleurs, et puis Uber n'a pas été expulsée de France, bien au contraire, alors !

The Guardian savait que Macron était protégé, invulnérable, intouchable, au-dessus des lois en France, certes, mais cela n'explique pas pourquoi cette affaire. A moins que certains en douteraient et n'oseraient pas aborder Macron, ce qui aurait fait du tort à certains intérêts hauts placés, ceux qui tirent les ficelles et s'enrichissent toujours plus au passage. Ils visent aussi à contrôler certains secteurs économiques qui leur échappaient. Pourquoi pas après tout, allez-y les gars tenter le tout pour le tout avec Macron, on vous assure que vous ne risquez rien, Macron ne risque rien, mais pas ces corrupteurs que les oligarques utilisent et sacrifieront au besoin, ils le savent et c'est cela qui les retient ou les fait hésiter. Ce serait une manière poli de les rassurer ou de leur forcer la main, ailleurs ou avec d'autres acteurs politiques décisionnaires, qui sait ? Voyez-vous dans l'affaire dite des « *Uber Files* », personne ne s'est retrouvé en prison, alors que craigniez-vous, Uber a été amené à débourser des milliards dans le lobbying, pour se mettre en conformité avec la législation de certains pays, pour régler de lourdes amendes, cela dit, on est là avec nos médias et nos avocats pour vous secourir au cas où les choses tourneraient mal ou seraient éventées, allez, au boulot !

Le tyran est fier d'avoir "*fait bouger les choses*", à nous de les faire exploser !

"*On peut être très fiers*": Emmanuel Macron félicite ses ministres après une "*année très chargée*" - BFMTV 19 juillet 2023

Le président de la République recevait ce mardi soir à l'Élysée les membres de son gouvernement et leurs conjoints. Avant un probable remaniement, Emmanuel Macron a surtout félicité ses ministres après "*une année très chargée*" et leur a annoncé que des "*réformes décisives*" devront être conduites "*à la rentrée*", a appris BFMTV auprès de participants à ce dîner.

"*Là où on nous prédisait le pire, le gouvernement a mené beaucoup de réformes qui étaient envisagées par certains, décalées par d'autres, impensables pour beaucoup*", leur a dit Emmanuel Macron.

"*On a fait bouger les choses, des retraites au marché du travail. On a pris des grandes mesures sur l'emploi, l'énergie ou la transition écologique. On a porté de grandes réformes*", s'est-il félicité. BFMTV 19 juillet 2023

Quand les sionistes d'extrême droite vole au secours de Macron.

Mélenchon dénonce la « *jonction dans les faits* » entre Macron et l'extrême droite - 20minutes.fr

Le président du Crif, Yonathan Arfi, accuse Jean-Luc Mélenchon de se "*compromettre loin du pacte républicain*" - franceinfo 16 juillet 2023

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Yonathan Arfi, a accusé, dimanche 16 juillet, Jean-Luc Mélenchon de se "*compromettre loin du pacte républicain*". Face à la menace d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir en 2027, "*les porte-voix de La France insoumise font davantage partie du problème que de la solution*", a lancé le président du Crif lors d'un discours prononcé à Paris à l'occasion de la Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites, hommage aux Justes.

"*Le président du #CRIF utilise la cérémonie à la mémoire des victimes de la rafle des juifs par la police française pour me prendre à partie. Abject. L'extrême droite n'a plus de limite*", a répondu en retour Jean-Luc Mélenchon sur Twitter.

Accuser le Crif d'être d'extrême droite, alors qu'il a été "*fondé dans la Résistance*" et qu'il a inscrit la lutte contre l'extrême droite dans son "*ADN profond*", est "*particulièrement pervers*" et "*grotesque*", a réagi Yonathan Arfi dans une déclaration à l'AFP. franceinfo 16 juillet 2023

Fanatique et opportuniste. LFI ou les idiots utiles de Davos et Macron.

Interrogé à l'Assemblée sur la vague de chaleur, Chistophe Béchu répond « *émeutes* », « *Crif* » et « *Mélenchon* » - Le HuffPost 18 juillet 2023

« *L'Europe est frappée par une chaleur intense qui s'étend désormais sur toute la France et le bassin méditerranéen,* » a rappelé le député insoumis, en dénonçant les récents propos de Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture, qui a affirmé que les températures de cet été étaient « *normales* ». Le HuffPost 18 juillet 2023

J-C - Décidément, ils sont tous aussi tarés à LFI. Le Pen déclarerait que la Terre est ronde, et Béchu prétendrait qu'elle est plate, quel l'abruti !

Totalitarisme. La suite logique des « *gestes barrières* » en régime policier.

Une amende pour être assis dans la rue ? À Angoulême, avec cet arrêté *« tout le monde ou presque pourrait être arrêté et verbalisé* » - Le HuffPost 17 juillet 2023

Circulez, s'il vous plaît. Dans la ville d'Angoulême, en Charente, il est désormais interdit de rester dans une position assise, debout ou allongée dans l'espace public, dès lors que notre

présence peut occasionner des « *nuisances* ». C'est l'objet du nouvel arrêté municipal pris par le maire Xavier Bonnefont (Horizons), mardi 11 juillet, qui a pour but de lutter contre « *l'occupation abusive de l'espace public* ». Les personnes ne respectant pas la mesure s'exposent à une amende de 35 euros, qui monte jusqu'à 150 euros si récidive.

Selon les termes de l'arrêté, cités par Franceinfo, « *est interdite toute occupation abusive et prolongée des rues et autres espaces publics, c'est-à-dire par des individus regroupés, de manière immobile ou peu mobile, n'étant pas en transit et générant des nuisances (sonores, dégradations, menaces, etc.) qui troublent la tranquillité des passants ou des riverains* ».

Selon Anthony Pecqueux, sociologue spécialiste de l'ethnographie urbaine et chargé de recherche au CNRS, que nous avons contacté, ce nouvel arrêté est une « *atteinte à la ville comme bien commun* » et une « *porte ouverte à l'arbitraire* ».

Anthony Pecqueux - C'est une mesure qui s'inscrit dans plusieurs trajectoires : d'une part, celle de cette mairie qui a déjà essayé il y a quelques années de grillager les bancs publics [une mesure qui avait provoqué un tollé en 2014, ndlr].

Anthony Pecqueux - Cet arrêté, comme l'ensemble de l'urbanisme dissuasif, est pris en vue de faire de la ville et de l'espace public, urbain et central, un espace lisse qui soit fait pour les voyageurs et les touristes. Les marginaux, les personnes SDF et les jeunes en situation d'errance sont clairement visés. Au regard des détails de la mesure, de l'histoire d'Angoulême et des centres-villes urbains depuis une quinzaine d'années, on est en droit de penser que l'arrêté vise les marginaux. C'est une continuité très lisible, et il n'y a aucun moyen de faire une autre interprétation.

Anthony Pecqueux - Mais quand on prend des arrêtés aussi flous, tout le monde ou presque pourrait être arrêté et verbalisé. Il n'y a aucun domaine d'application clair. Pour moi, c'est la porte ouverte à l'arbitraire.

Fanatisme. Apprenez le caniveau à Robert Ménard, là où est sa place !

Totalitarisme à Béziers : Robert Ménard met en place le fichage ADN canin pour lutter contre les crottes de chiens - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Le totalitarisme avance toujours et encore, parfois à des endroits où on ne l'attendait pas. Ainsi, le crédit social à Béziers va mettre les mains dans la merde de chiens pour sanctionner les mauvais citoyens. En effet, le maire de Béziers, Robert Ménard, a mis en place un système de fichage ADN canin dans une partie du centre-ville pour lutter contre les crottes de chien non ramassées. Cette mesure vise à sanctionner les propriétaires négligents.

Selon une annonce faite par le maire à France Bleu Hérault, l'ADN canin est désormais obligatoire dans une zone spécifique du centre-ville. L'arrêté correspondant a été déposé en sous-préfecture et n'a pas été contesté pendant la période réglementaire de deux mois.

FLASH – Les chiens de #Béziers vont devoir posséder un passeport génétique (avec leur ADN) pour se promener au centre-ville, afin qu'ils puissent être identifiés en cas de crottes non ramassées. (France Bleu) pic.twitter.com/OjapUImSTY

— Mediavenir (@Mediavenir) July 17, 2023

Cette expérimentation durera deux ans, jusqu'en juillet 2025. Chaque chien devra posséder un passeport génétique et les propriétaires qui ne seront pas en mesure de fournir ce document s'exposeront à une amende de 38 euros s'ils résident dans l'hyper centre-ville. De plus, s'ils ne ramassent pas les déjections de leur chien, l'amende sera de 122 euros.

La municipalité proposera aux habitants de procéder gratuitement au prélèvement salivaire de leur animal. Les vétérinaires pourront également effectuer ces prélèvements. Robert Ménard explique : "*Je n'en peux plus de toutes ces crottes. On en ramasse plus d'un millier chaque mois, rien que dans le centre-ville. Il faut sanctionner pour que les gens se comportent bien*". Il convient de rappeler qu'en 2016, Robert Ménard avait déjà tenté de mettre en place un système similaire mais le projet avait été rejeté par le tribunal administratif de Montpellier.

J-C – Avec la bénédiction du Préfet nommé par Macron… Cela devient un cauchemar de vivre en France, vous comprendrez pourquoi je ne me plains pas des petits (et grands) désagréments que je subis en Inde, l'un des pays les plus dégueulasses de la planète, au moins, même si c'est une illusion, on s'y sent plus libre, moins susceptible d'être réprimé pour un oui ou un non…

Totalitarisme. Un régime policier, c'est bon pour le climat !

Vignette, excès de vitesse, drogue, points sur le permis : ces règles qui vont changer sur la route - Le HuffPost 17 juillet 2023

Au total, 38 mesures sont prévues.

Exrait.

Suspension automatique du permis en cas de stupéfiant

Pour lutter contre « *le fléau* » des comportements addictifs au volant, la Première ministre a en revanche déclaré que le gouvernement entendait « *sanctionner plus sévèrement les conduites addictives* » en rendant « *automatique la suspension du permis en cas de conduite sous l'emprise de stupéfiants* ». Concrètement, huit points seront désormais supprimés, contre six actuellement, en cas de conduite sous stupéfiants ou sous alcool.

Possibilité de suspendre le permis pour raisons de santé

Parmi les dispositions annoncées, figure également la possibilité de suspendre le permis de conduire « *le temps d'une vérification médicale d'aptitude dès lors qu'une infraction aura un problème médical comme origine présumée* », selon les mots de la Première ministre. Dans quel cadre précis ? Dans quelles conditions ? La mesure devra être éclaircie.

J-C - La numérisation au service du fichage, flicage.

Fin de la vignette verte

L'exécutif promet également la fin de la vignette verte, et ce dès le 1er avril 2024. « *Il n'y aura plus de vignette d'assurance à mettre sur son véhicule, tout sera enregistré par les assurances dans le fichier* », a expliqué le ministre de l'Intérieur. Concrètement, les forces de l'ordre pourront consulter directement les informations liées à l'assurance de l'automobiliste sur un fichier, sans que ce dernier soit forcé de la présenter.

Dématérialisation « *totale* » du permis

Même chose pour le permis de conduire. Celui-ci sera « *totalement dématérialisé* » dans le courant de l'année 2024. « *Il y aura toujours un permis physique pour tous les citoyens, mais parallèlement existera un permis dématérialisé que vous pourrez avoir sur votre téléphone* », a ainsi explicité le ministre de l'Intérieur. Il pourra être *« présenté aux forces de l'ordre lors des contrôles* » ou permettra à tous de « *regarder le nombre de points qu'il vous reste.* » Le HuffPost 17 juillet 2023

Il faut bien qu'ils récupèrent d'une main ce qu'ils vous ont donné dans l'autre.

J-C – Il ne faut se faire absolument aucune illusion, cette tendance devrait s'amplifier dans les années à venir, compte tenu qu'il n'existe plus une puissante opposition organisée pour s'opposer à leur politique et mobiliser les masses, revendiquer le pouvoir.

Quand j'évoquais la nécessité d'en créer une nouvelle, on se foutait de ma gueule, alors je ne propose plus rien.

Un jour je m'étais livré à un petit calcul à partir d'une centaine de militants, pour voir à combien on pourrait en être au bout de 5 ans en s'y mettant sérieusement, je crois que j'étais arrivé à plusieurs dizaines de milliers de militants, car une fois la dynamique lancée elle ne s'arrêterait plus jusqu'à ce qu'on ait atteint notre objectif, pourvu que cela ne reste pas à l'état d'utopie…

Augmentation de 10 % des prix de l'électricité : « *Il faut siffler la fin* » du bouclier tarifaire, estiment les sénateurs LR - Publicsenat.fr 18 juillet 2023

Le 1er août sonnera la première étape de la sortie du bouclier tarifaire. À cette date, synonyme de mise à jour semestrielle des tarifs réglementés de vente (TRV) de l'électricité qui dicte les prix des fournisseurs sur le marché, le gouvernement a choisi d'appliquer une hausse de 10 % sur les prix de l'électricité, soit environ +160 euros par an par ménage selon les calculs du gouvernement. Cette hausse ne s'appliquera, toutefois, qu'aux ménages et aux petites entreprises « *raccordés à un compteur d'une puissance jusqu'à 36 kilovoltampères* », précise le cabinet ministériel.

Après une première hausse en février de 15 %, les prix ont donc globalement augmenté de 31 % depuis 2021. Un chiffre qui reste bien inférieur aux tarifs réels de l'électricité sur les

marchés. Selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE), les prix de l'électricité ont bondi de 35 % en 2022 et doubleront en 2023. « *On est donc largement en-dessous* », note Christine Lavarde, sénatrice LR de la commission des finances et auteure d'un rapport sénatorial sur le bouclier tarifaire en juin dernier. D'ailleurs, la CRE préconisait même une augmentation de 74,5 % des TRV en août. Ainsi, si Bercy entrouvre la porte à une sortie progressive du bouclier tarifaire, le gouvernement reste tout de même au chevet des Français. Selon le rapport de Christine Lavarde, la France a déjà creusé un trou de 85 milliards d'euros, entre l'ensemble des dispositifs de lutte contre la crise inflationniste et le manque-à-gagner en termes de recettes fiscales lié à l'assouplissement des règles à direction des entreprises.

Le sénateur communiste de Seine-Saint-Denis Fabien Gay est affligé par les annonces du gouvernement. « *Arrêtons ! On a 15 millions de personnes en situation de précarité énergétique dans ce pays* ». *« Alors même que les coûts de production de notre système électrique sont stables, cette énième augmentation porte à plus de 80 % la hausse du prix de ce bien essentiel en près de 10 ans, ce qui portera la facture d'électricité à un peu plus de 1850 euros par an et par foyer en moyenne* », calcule le groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste dans un communiqué. Face à cette hausse, Fabien Gay évoque même un « *scandale* », qui n'est pas documenté dans les médias français. *« L'an dernier, l'application du bouclier tarifaire, du filet de sécurité, c'est 42 milliards d'euros d'argent public. Ce sont nos impôts, qui ont financé les énergéticiens pour appliquer ce bouclier. Ces mêmes énergéticiens touchaient l'ARENH à 42 euros et l'ont revendu jusqu'à 400 euros sur les marchés européens ! C'est un racket en bande organisée* », s'énerve-t-il. Concrètement, face à l'utilisation du bouclier tarifaire à des fins spéculatives, Fabien Gay déplore que le gouvernement puisse maintenant exiger aux ménages de mettre la main à la poche, au détriment des moins aisés.

Plus largement, cette première étape de la sortie du bouclier tarifaire s'inscrit dans une dynamique de réduction des dépenses publiques.

Une première depuis 2015, qualifiée « *d'historique* » par le ministre délégué chargé des Comptes publics Gabriel Attal. Les crédits pour l'année prochaine devraient ainsi se situer aux alentours de 356 milliards d'euros, soit une baisse de 4,8 milliards par rapport à cette année. Publicsenat.fr 18 juillet 2023

Syrie : la visite d'une délégation française chez les séparatistes kurdes provoque l'ire de Damas - RT 18 juillet 2023

La visite d'une délégation française le 10 juillet à l'est de l'Euphrate pour rencontrer le Conseil exécutif du Rojava, qui regroupe divers groupes séparatistes kurdes, a provoqué la colère des autorités syriennes.

Selon une source officielle au sein du ministère syrien des Affaires étrangères, citée ce 18 juillet par l'agence Sana, Damas «*condamne avec les termes les plus sévères l'accès illégal dans le territoire syrien d'une délégation du ministère français des Affaires étrangères*». Cette rencontre avec «les réseaux séparatistes» constitue «*une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie*», dénonce cette même source.

Il s'agit, aux yeux du ministère, d'une preuve supplémentaire du «rôle subversif» et de «*l'hostilité française enracinée envers la Syrie*», ainsi que de «la pleine implication de la France dans l'agression contre la Syrie à travers son soutien aux réseaux terroristes et aux milices séparatistes».

Paris joue la carte kurde

«*La Syrie rappelle au gouvernement français que la lutte contre le terrorisme se fait en coopération avec l'État syrien*» et «*non pas par la coopération avec les réseaux séparatistes*», relate l'agence Sana, qui cite toujours la même source.

La délégation française en question était composée de Patrice Franceschi, écrivain engagé auprès des Kurdes, François-Henri Désérable, romancier, et Zineb El Rhazoui, journaliste franco-marocaine. Selon la page Facebook du Conseil exécutif, ils ont été reçus par la présidence kurde afin d'aborder les problématiques régionales.

La France n'a plus de relations diplomatiques avec la Syrie depuis mars 2012. L'exécutif français entretient régulièrement des contacts avec les séparatistes kurdes, par l'intermédiaire notamment de la Fondation Danielle Mitterrand. Une manière pour Paris de montrer qu'il n'est pas favorable à une normalisation des relations avec Bachar al-Assad.

Combat politique contre la dictature et escroquerie climatique.

Climatofascisme : L'Ecosse admet avoir abattu 16 millions d'arbres pour développer des parcs éoliens - lemediaen442.fr 20 juillet 2023

C'est une drôle de façon de faire de l'écologie… Nous apprenons, avec stupéfaction, par le quotidien britannique The Telegraph, que presque 16 millions d'arbres ont été abattus sur des terres publiques en Écosse pour faire place à des éoliennes, a admis un ministre du parti politique écossais SNP (Scottish National Party), dans le cadre d'une campagne majeure pour ériger davantage de turbines rotatives.

En effet, Mairi Gougeon, la secrétaire aux Affaires rurales, a estimé que 15,7 millions d'arbres avaient été abattus depuis 2000 sur des terres actuellement gérées par l'agence Forestry and Land Scotland (FLS) – l'équivalent de plus de 1 700 par jour. Un chiffre qui donnera le tournis aux écologistes qui combattent le nucléaire et prônent l'installation des éoliennes.

Mairi Gougeon a insisté sur le fait qu'il y avait une présomption de planification en faveur de la protection des forêts et que les promoteurs d'éoliennes étaient censés entreprendre une « *plantation compensatoire ailleurs* ». À la bonne heure !

L'Écosse dispose déjà de turbines théoriquement capables de produire 8,4 GW d'énergie, soit bien plus de la moitié du total du Royaume-Uni, mais les ministres du SNP veulent ajouter encore 8 à 12 GW. Pour ne rien arranger, certains promoteurs veulent ériger des turbines jusqu'à 260 mètres de haut, l'équivalent de plus de 60 bus à impériale (à deux niveaux).

Liam Kerr, un député du Nord-Est, a déclaré : « *La plupart des gens seraient stupéfaits de voir le nombre d'arbres coupés pour faire place aux éoliennes. J'ai été contacté à maintes reprises par des communautés rurales dans tout le pays qui remettent en question l'emplacement de ces développements, partageant des préoccupations légitimes non seulement quant à l'impact visuel mais aussi aux dommages causés à la faune et aux entreprises. Maintenant nous apprenons qu'il y a des dommages importants en ce qui concerne les arbres.* »

Loin de vouloir s'arrêter en « *si bon chemin* », un porte-parole climatofasciste a déclaré que : « *L'énergie renouvelable produite par les éoliennes est un élément clé de la réponse de l'Écosse à l'urgence climatique…* »

Morag Watson, directrice des politiques chez Scottish Renewables, un organisme professionnel, a déclaré : « *Le prix volatil du gaz importé a laissé les consommateurs d'énergie subir certains des prix les plus élevés de mémoire d'homme, en plus d'une urgence climatique qui signifie réduire la quantité de carbone que nous émettons le plus rapidement possible.* »

La fuite en avant de la politique du zéro carbone, au détriment de la nature, continuera de profiter aux promoteurs éoliens. lemediaen442.fr 20 juillet 2023

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

Le féminisme a ouvert la voie au transgendérisme - reseauinternational.net 17 juillet 2023

Par Paul Craig Roberts

Dans le numéro du printemps 2023 du City Journal, Kay Hymowitz, dans un article bien écrit et bien documenté, fait état du succès des mouvements transgenres qui utilisent les écoles publiques pour enseigner aux enfants qu'ils pourraient être nés dans le mauvais sexe. Une «industrie de la santé» s'est développée autour de l'idéologie transgenre, et des médecins mènent désormais des expériences à la Joseph Mengele sur des enfants américains. Hymowitz note que l'approche transgenre des enfants met de côté tout ce que nous savons de l'enfance et de la nature humaine, et qu'elle ébranle les mœurs juridiques et culturelles qui constituent le fondement de notre société. En fait, le transgendérisme jette l'accumulation des connaissances sur les enfants dans le trou de mémoire.

Bien que les médias se concentrent sur les hommes qui prétendent être des femmes, il semble que peu d'hommes entreprennent une opération chirurgicale pour changer physiquement leur apparence sexuelle. Il ne semble pas y avoir beaucoup de Jazz Jennings. La plupart des hommes «*transgenres*» prétendent simplement être des femmes afin d'avoir accès aux zones privées féminines et de pouvoir se mesurer aux femmes dans les compétitions sportives. Il semble que ce soient les jeunes filles qui soient les plus susceptibles de vouloir être du sexe opposé. Je blâme les féministes pour l'insatisfaction des jeunes filles à l'égard de leur sexe.

L'idée maîtresse du mouvement féministe était de rendre les femmes insatisfaites de leur rôle et de les encourager à assumer des rôles masculins. Helen Gurley Brown, longtemps rédactrice en chef de Cosmopolitan, a encouragé les femmes à avoir la même promiscuité sexuelle que les hommes et à avoir autant de partenaires sexuels qu'elles le pouvaient, tout en cherchant à acquérir des rôles masculins dans les entreprises, l'armée et les professions juridiques et médicales. Les rôles normaux des femmes en tant que mères et femmes au foyer ont été dénigrés. Le message était clair. Les rôles féminins sont indignes des femmes et celles-ci doivent les abandonner.

En fait, les féministes ont discrédité les femmes en discréditant leur rôle, et maintenant le transgendérisme, en permettant aux hommes d'être des femmes, a détruit le concept de la femme. Si un homme peut être une femme, qu'est-ce qu'une femme ? Les femmes sont nourries dans leurs gènes, mais le féminisme les a détournées de leur rôle nourricier et les a rendues malheureuses et confuses d'être des femmes. C'est ainsi que j'explique pourquoi le mouvement transgenre est plus répandu chez les jeunes filles.

Aujourd'hui, les films, les émissions télévisées et les jeux vidéo présentent des femmes dans les rôles agressifs traditionnellement dévolus aux hommes. Ce sont les femmes qui commandent. Elles battent et tuent les hommes faibles qui succombent à l'autorité féminine. En fait, les femmes sont devenues des hommes en occupant le rôle masculin. Il y a trente ans, le New York Times a fait l'éloge d'Helen Gurley Brown pour avoir aidé les femmes à redéfinir leur rôle dans la société. Puisqu'on attend des filles qu'elles soient des hommes, il n'est pas étonnant qu'elles veuillent ressembler à des hommes.

Les parents ne s'en rendent pas compte, mais ils se heurtent au féminisme et au transgendérisme.

Parents horrifiés face à un drag queen mimant une masturbation devant des enfants dans un parc d'attraction - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Dans une vidéo récemment apparue, un interprète de l'émission à succès Ru Paul's Drag Race a été vivement critiqué pour son comportement inapproprié lors d'une performance devant un public comprenant des enfants. Les parents se sont indignés face à cette situation choquante.

La séquence a été filmée au parc d'attractions « Adventure Island » à Southend on Sea en Angleterre, samedi dernier. On y voit le drag queen Crystal, également connu sous le nom de Colin Munro connu pour avoir participé à la première saison de Ru Paul's Drag Race de la BBC, danser de manière dégoûtante. Vêtu d'un justaucorps, de collantes résilles et de talons hauts, Crystal effectue des mouvements provocateurs, mimant la masturbation avec une meuleuse. Cette dernière fait jaillir des étincelles — représentant l'éjaculation — à partir d'une plaque de métal fixée à son entrejambe. Plus de 50 personnes, dont plusieurs enfants, étaient présents lors de cette performance.

Cet événement était organisé pour clore les célébrations de la fierté d'Adventure Island. Cependant, il a suscité la colère des parents présents, qui considèrent ces actions comme inappropriées et irrespectueuses envers les enfants.

Il convient de noter que Crystal a fait la Une des journaux en 2021 lorsqu'il a intenté une action en justice contre l'acteur Laurence Fox, qui l'avait qualifié, ainsi que deux autres personnes, de « *pédophile* » sur les réseaux sociaux.

Selon MailOnline, Amanda, une mère résidant à proximité de Leigh on Sea et qui aimait fréquenter le parc Adventure Island avec ses enfants, a déclaré qu'elle ne retournerait plus dans le parc après avoir visionné cette vidéo.

« *Je n'y retournerai pas et je n'y emmènerai pas mes enfants. Il y a une ligne que vous ne devez pas franchir. Cela en dit long sur la manière dont ils respectent les enfants* », a-t-elle déclaré.

Lorsque ces drag queens ne tentent pas de lire des histoires aux enfants dans les écoles sans en informer les parents, ils se trouvent également dans les parcs d'attractions pour enfants afin de les harceler sexuellement. lemediaen442.fr 18 juillet 2023

https://lemediaen442.fr/parents-horrifies-face-a-un-drag-queen-mimant-une-masturbation-devant-des-enfants-dans-un-parc-dattraction/

Gay Pride annulée : La Géorgie contre la propagande LGBT ? Gay Pride annulée : La Géorgie contre la propagande LGBT ? - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

On peut se poser la question à la vue de ces images où des citoyens géorgiens ont détruit à Tbilissi, la capitale du pays, le matériel qui devait servir à la parade. L'évènement sera finalement annulé. L'extrême droite est-elle encore à l'œuvre ? Non, ce sont simplement des parents qui souhaitent protéger leurs enfants de la propagande perverse et de la vague wokiste promue par l'Occident.

L'ambassade de l'UE à Tbilissi a été « *déçue* ». « *Ceux qui incitent à la violence et utilisent la violence doivent être traduits en justice* », a déclaré l'agence sur Twitter. L'ambassade des États-Unis a appelé le gouvernement géorgien à protéger les droits humains fondamentaux de tous les Géorgiens. Il est antidémocratique d'utiliser la violence et l'intimidation pour faire taire d'autres points de vue. « *Cela va à l'encontre de l'histoire de tolérance, de compassion et de pluralisme de la Géorgie.* »

Les mondialistes semblent avoir un certain retard en termes de propagande du côté de l'Europe de l'Est !

https://lemediaen442.fr/gay-pride-annulee-la-georgie-contre-la-propagande-lgbt/

Santé.

Big Pharma business et empoisonnement. Quand ils regrettent que tous leurs saloperies de vaccins ne soient pas obligatoires.

Vaccination : le cri d'alarme de l'OMS et de l'Unicef sur les conséquences du Covid - Yahoo 17 juillet 2023

Les deux organisations s'inquiètent d'une hausse de la défiance vis-à-vis des vaccins pour les enfants. La France ne serait pas épargnée.

Au cours de la pandémie de Covid-19, la perception concernant l'importance de la vaccination infantile a diminué chez les habitants de 52 des 55 pays à l'étude.

Ainsi, entre 2019 et 2021, le pourcentage d'enfants ayant reçu trois doses de vaccins contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche a diminué de 5 points. Cela veut dire que 25 millions d'enfants n'ont pas reçu une ou plusieurs doses de DTC rien que pour l'année 2021. Des enfants qui se retrouvent principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire, comme l'Inde, le Nigéria, l'Indonésie, l'Éthiopie et les Philippines.

Ainsi, un rapport de l'Unicef publié en avril dernier relevait une perte de confiance à l'égard de la vaccination infantile de plus de 11% en France et de plus de 33% en République de Corée, au Sénégal ou encore au Japon après le début de la pandémie. Selon l'Unicef, en France, les personnes de moins de 35 ans et les femmes sont plus susceptibles d'être moins convaincues de l'importance de faire vacciner les enfants après le début de la pandémie.

"*Il y a un retour de l'hésitation vaccinale, on a une obligation de restaurer la confiance, mais on est encore loin de la situation antérieure aux 11 vaccins obligatoire, où l'hésitation était plus large*", note le docteur Jean-François Pujol, pédiatre libéral et hospitalier en Gironde.

Avant le 1er janvier 2018, seuls trois vaccins étaient obligatoires : diphtérie, tétanos, poliomyélite. Depuis, onze le sont avec la coqueluche, le ROR (Rougeole, Oreillons, Rubéole), l'Haemophilus influenzae de type B, l'hépatite B, le pneumocoque et le méningocoque C en plus. Des vaccins qui étaient toutefois largement réalisés avant leur obligatoire.

"*Davantage d'hésitations à faire vacciner que d'antivaccins purs et durs*"

Mais globalement, relève le professionnel de santé, "*c'est surtout pour les vaccins recommandés mais non obligatoires qu'il faut convaincre, qu'il y a des interrogations. Pour autant, il s'agit davantage d'hésitations à faire vacciner que d'antivaccins purs et durs. Pour les vaccins obligatoires en revanche, les parents sont globalement conscients des intérêts au vaccin*", poursuit le pédiatre.

"*Si on prend, par exemple, la vaccination contre le Covid pour les enfants, on a une couverture en France très faible, qui peut traduire une certaine forme de méfiance vis-à-vis des vaccins non obligatoires, à l'instar des vaccins contre la gastroentérite à rotavirus, qui est non obligatoire*", prolonge le docteur Michaël Rochoy, généraliste dans le Pas-de-Calais. En France, on estime que 82 000 enfants n'ont pas reçu certains vaccins entre 2019 et 2021, dont 21 000 qui n'en ont reçu aucun. Yahoo 17 juillet 2023

L'abus de pouvoir consiste aussi à autoriser ce qui ne devrait pas l'être.

Bronchiolite: les États-Unis approuvent un traitement pour protéger les jeunes enfants - BFMTV
L'agence américaine du médicament valide ce lundi l'usage du Beyfortus, un traitement préventif de la bronchiolite conçu par le laboratoire français Sanofi et le britannique AstraZeneca.

Alzheimer : L'autorisation d'un deuxième traitement novateur approche aux Etats-Unis - 20minutes.fr

Le donanemab ralentirait la progression de la maladie chez les patients, notamment lorsque pris très tôt. Certains experts restent prudents concernant ce nouveau traitement, aux bénéfices « *modestes* » et qui comporte des effets secondaires.

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Afrique du Sud : Poutine n'ira pas au sommet des Brics - AFP/Le Point 19 juillet 2023

Le président russe, Vladimir Poutine, ne participera pas au sommet des Brics fin août à Johannesburg, a annoncé ce mercredi 19 juillet, la présidence sud-africaine, mettant fin à des mois de spéculations sur le sujet et à un épineux dilemme pour Pretoria.

Mercredi, un porte-parole du président africain, Vincent Magwenya, a annoncé que « *d'un accord mutuel, le président de la Fédération russe Vladimir Poutine ne participera pas au sommet* », où la Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Cette décision a été prise après « *un certain nombre de consultations* » menées par le président Cyril Ramaphosa ces derniers mois, dont la dernière « *la nuit dernière* », a-t-il précisé, dans un communiqué.

Dans une interview récente avec un média local, le vice-président sud-africain Paul Mashatile avait indiqué que son gouvernement cherchait à convaincre Vladimir Poutine de ne pas venir au sommet. AFP/Le Point 19 juillet 2023

Ce que l'AFP a omis de préciser.

Sommet des BRICS de Johannesburg : Poutine participera en visioconférence - RT 19 juillet 2023

Vladimir Poutine a décidé de participer au sommet des BRICS par visioconférence, ce sera une participation à part entière, a déclaré ce 19 juillet Dmitri Peskov à l'agence RIA Novosti. RT 19 juillet 2023

La Russie : Leur cauchemar.

«*La Russie se pose en rempart des valeurs traditionnelles en Afrique*» - RFI 20 juillet 2023

KGB en Afrique : éclairage sur le modus operandi d'une URSS en quête d'influence - france24.com 20 juillet 2023

La Chine aussi.

La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement - The Conversation 20 juillet 2023

Alors qu'en 2000, la dette publique extérieure des EMDE détenue par les créanciers publics chinois s'élevait à moins d'un milliard de dollars, en 2017 c'est 355 milliards de dollars que les créanciers chinois détenaient.

Quand Poutine dit tout haut ce que nous sommes nombreux à penser tout bas.

Poutine déclare que la Russie a beaucoup d'amis parmi le peuple français, malgré la propagande - lemediaen442.fr 20 juillet 2023

J-C - Ce qui est intéressant ici, c'est ce que dit Poutine que les dirigeants français ou occidentaux ne peuvent avouer, autrement dit il fait entendre une autre voix que le discours officiel destiné à orienter politiquement les Français pour qu'ils soutiennent la politique belliqueuse ou guerrière de Macron.

Le 19 juillet 2023, lors d'une réunion du conseil de surveillance de l'organisation autonome à but non lucratif « *Russie-Terre d'opportunités* » dans la salle Catherine du Kremlin, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que la Russie comptait de nombreux amis dans les pays occidentaux, y compris en France, malgré les efforts déployés pour restreindre la pensée critique « *Nous avons beaucoup d'amis dans les pays européens, notamment en France, je le sais personnellement. Je sais que les gens pensent comme nous. Mais on essaie de les empêcher de réfléchir par eux-mêmes. D'autres le font à leur place* », a souligné le président Vladimir Poutine.

Un point crucial soulevé par la journaliste française Christelle Néant, fondatrice du site Donbass Insider, a été la censure des médias russes en Europe. Vladimir Poutine a confirmé que la chaîne d'information Russia Today (RT) était particulièrement touchée par ces interdictions et obstacles. « *C'est la raison pour laquelle ils bannissent partout notre source d'information destinée au public occidental : Russia Today. Celle-là est chassée partout.* »

Le chef d'État russe a critiqué les dirigeants européens en les accusant d'avoir manipulé les opinions publiques pour déformer la perception du conflit ukrainien. Selon Poutine, ils auraient fait croire que le conflit avait débuté en février 2022, alors qu'en réalité, il avait commencé huit ans auparavant, avec la répression de Kiev contre le Donbass russophone.

En conclusion, Vladimir Poutine a salué le travail de journalistes comme Christelle Néant, qui, selon lui, remplissent une mission essentielle en remettant en question les politiques des élites dirigeantes européennes. « *Des personnes comme vous, de mon point de vue, remplissent une mission très importante qui va au-delà des intérêts du peuple du Donbass, qui sert les intérêts de votre pays. Car vous essayez de montrer que la politique des élites dirigeantes de ces pays est erronée* », a-t-il conclu. lemediaen442.fr 20 juillet 2023

J-C- J'ignore si la traduction est correcte, car « *la politique des élites dirigeantes de ces pays* » n'est pas « *erronée* », elle correspond à une autre stratégie que celle de la Russie…

La Russie accélère la dé-dollarisation alors qu'elle envisage un règlement dans les monnaies de l'ASEAN

La tendance à la dé-dollarisation est propice au commerce extérieur de la Chine ainsi qu'à l'internationalisation du yuan, ont indiqué des analystes.

Alors qu'il assistait au Forum régional de l'ASEAN à Jakarta, en Indonésie, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a suggéré de régler le commerce entre la Russie et l'ASEAN avec leurs monnaies nationales, a rapporté jeudi le Nikkei Asia.

«*Les intérêts de coopération pratique entre la Russie et les pays de l'ASEAN, y compris l'Indonésie, trouveront une réponse avec le lancement de consultations sur l'utilisation des monnaies nationales dans les règlements mutuels*», a déclaré Lavrov dans une interview accordée mercredi au journal indonésien Kompas.

Tout cela fait partie de l'effort de dé-dollarisation de la Russie, qui est en fait bon pour la Russie, l'ASEAN et d'autres pays dans le contexte de l'augmentation de l'armement du dollar par les États-Unis, selon Song Kui, président de l'Institut de recherche sur l'économie régionale contemporaine Chine-Russie.

M. Song a déclaré que le yuan et le rouble avaient été utilisés principalement dans le commerce sino-russe, en particulier pour l'énergie, ce qui a contribué à stimuler la croissance du commerce bilatéral.

Le commerce de la Chine avec la Russie a bondi de 50,9% en glissement annuel pour atteindre environ 791,43 milliards de yuans (110,49 milliards de dollars) au premier semestre, les exportations chinoises vers la Russie bondissant de 91,7% et les importations en provenance de Russie de 28%, selon les données douanières chinoises jeudi.

Malgré les sanctions de l'Occident dirigé par les États-Unis contre la Russie et les accusations sans fondement contre les liens commerciaux normaux de la Chine avec la Russie, la Chine et la Russie visent à porter le commerce bilatéral à 200 milliards de dollars d'ici la fin de 2023.

Les activités commerciales bilatérales reprennent – par exemple, la 7ème Exposition Chine-Russie qui s'est tenue à Ekaterinbourg, en Russie, du 11 au 13 juillet. Plus de 300 entreprises chinoises ont assisté à l'événement, qui était le plus important jusqu'à présent, a déclaré jeudi Shu Jueting, porte-parole du ministère chinois du Commerce.

«*Les entreprises chinoises et russes ont eu des communications et des échanges complets sur la coopération dans des domaines tels que l'énergie, l'agriculture, la foresterie, l'industrie, les transports, les échanges entre les peuples et la culture*», a déclaré M. Shu lors d'une conférence de presse.

«*Les États-Unis ne peuvent pas arrêter la coopération normale entre les pays, car une telle coopération profite aux peuples des pays*», a déclaré Song.

La tentative mal intentionnée des États-Unis de saper la coopération économique et commerciale normale entre les pays nuira à leurs propres intérêts, a noté M. Song.

https://reseauinternational.net/la-russie-accelere-la-de-dollarisation-alors-quelle-envisage-un-reglement-dans-les-monnaies-de-lasean/

Défense russe: le Pentagone voulait tester des médicaments non homologués en Afrique - fr.sputniknews.africa 18 juillet 2023

La Défense russe qui cite un document découvert en Ukraine, dévoile les plans de l'armée américaine de tester, dans l'intérêt des Big Pharma, des médicaments non homologués en Afrique, notamment en Ouganda et au Kenya.

Le Pentagone, via ses laboratoires accrédités, planifiait de tester des médicaments non homologués sur la population africaine, a annoncé ce mardi 18 juillet Igor Kirillov, responsable des Forces russes de protection chimique et biologique, citant un document découvert en Ukraine.

"*Le document démontre que le département américain de la Réduction des menaces de défense (DITRA) du Pentagone, le département de la Sécurité intérieure et -pour donner l'apparence d'une 'coopération humanitaire'- l'Agence américaine pour le développement international (USAID), ainsi qu'un certain nombre de structures de l'UE participent à l'étude des agents pathogènes dans les pays du continent africain*", a souligné M. Kirillov.

Il s'agit d'une offre commerciale de Metabiota portant la mention "*confidentiel*" découverte dans les archives d'un laboratoire biologique ukrainien. Adressée à l'Institut des maladies infectieuses de l'armée américaine, elle soulève la question de la formation de spécialistes des maladies infectieuses au Kenya et en Ouganda.

Selon les plans du Pentagone, les forces armées US devaient être impliquées dans les tests de ces médicaments sur les locaux, en vue de les utiliser plus tard dans l'intérêt des Big Pharma. À ces fins, un réseau de laboratoires affiliés et de sociétés intermédiaires comme Metabiota, devaient y participer.

Études de maladies dangereuses à des fins militaires

D'après d'autres documents découverts par les militaires russes en Ukraine, les laboratoires militaires américains recherchent des maladies ayant une importance militaire, a continué Igor Kirillov.

"*Le laboratoire de recherche médicale navale des États-Unis en Italie supporte trois commandements stratégiques des États-Unis: central (CENTCOM), européen (EUCOM) et pour l'Afrique (AFRICOM). Son but principal est l'étude, la surveillance et la découverte des maladies d'importance militaire*", a signalé le responsable lors d'un point de presse.

Le NAMRU-3, qui se trouve actuellement à la base aérienne italienne de Sigonella, était initialement situé au Caire, en Égypte. En mai dernier, la Défense russe a déjà mentionné ce laboratoire dans un rapport, notant que le transfert en Italie effectué en décembre 2019 n'avait pas l'air d'avoir aidé les Italiens pendant la pandémie de Covid-19.

Parmi les collaborateurs du NAMRU-3 figurent des entomologistes, des microbiologistes et des infectiologues qui étudient des foyers naturels d'infections particulièrement dangereuses (Ebola, dengue, paludisme) en Égypte, au Ghana et à Djibouti, a poursuivi M.Kirillov.

Selon le responsable, à part les États-Unis, d'autres laboratoires NAMRU se trouvent au Cambodge et au Pérou.

La Russie a apporté des preuves

En décembre 2022, le ministère russe de la Défense a démontré à Genève que des laboratoires se trouvant en Ukraine menaient des recherches sur des agents pathogènes d'infections "*particulièrement dangereuses et économiquement importantes*".

Selon la Défense russe, ces travaux étaient réalisés avec le soutien de Washington. Les États-Unis ont nié avoir réalisé des programmes sensibles en Ukraine. En juin, le Pentagone avait reconnu avoir soutenu 46 laboratoires en Ukraine au cours des 20 dernières années. Mais il a assuré qu'aucun de ses projets n'avait porté sur des armes nucléaires, biologiques ou chimiques.

Le 11 avril, la commission d'enquête russe a présenté un rapport contenant des preuves que les laboratoires biologiques des États-Unis en Ukraine violent la Convention internationale sur les armes biologiques (CABT).

Chine.

Le président algérien en visite à Pékin confirme son tropisme vers l'est - RT 17 juillet 2023

Abdelmadjid Tebboune est en Chine pour une visite de cinq jours. Le président algérien a notamment en ligne de mire l'adhésion de son pays dans l'organisation des BRICS. Pékin est le premier partenaire commercial d'Alger devant la France.

D'après le communiqué de la présidence algérienne, cette tournée vise à consolider «*des relations solides et enracinées» et à «renforcer la coopération économique entre les deux pays*». Le président algérien est en effet accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires, représentant près de 150 entreprises, rapporte le média algérien francophone TSA.

La relation bilatérale entre Alger et Pékin s'inscrit dans la durée. La Chine est le premier pays non arabe à avoir reconnu le Gouvernement provisoire de la République algérienne en 1958. Depuis, les deux pays n'ont eu de cesse de se rapprocher et de tisser des liens forts.

L'Algérie est notamment liée à la Chine par un accord de partenariat stratégique global signé en 2014. Il porte sur plusieurs secteurs, dont l'agriculture, l'énergie, la santé, les sciences et l'industrie spatiale. Alger a également rejoint le projet chinois des routes de la soie en 2018. Depuis 2013, Pékin a supplanté Paris comme premier partenaire économique de l'Algérie.

Les entreprises chinoises ont en effet remporté les principaux appels d'offres pour les projets d'infrastructures lancés à partir du début des années 2000. On peut citer l'autoroute Est-Ouest, la grande mosquée d'Alger, le Centre international des conférences, des stades de football, des dizaines de milliers de logements, une partie de l'autoroute du Sud, l'autoroute de Béjaïa, le grand port du centre d'El Hamdania... Il y a également l'exploitation de gisement de phosphates de Tébessa et celui de minerai de fer de Gara Djebilet, près de Tindouf.
En termes financiers, les échanges bilatéraux s'élèvent à environ 10 milliards de dollars par an. Les principaux produits que l'Algérie exporte vers la Chine sont liés aux hydrocarbures. De son côté, la Chine exporte vers l'Algérie des produits à base de caoutchouc (pneus automobiles, chaussures) et des équipements de communication. Cette visite d'Etat est l'occasion pour Alger d'attirer davantage les investissements chinois dans l'économie algérienne. RT 17 juillet 2023

Usine de batteries au lithium et deux chemins de fer: grands projets chinois pour l'Algérie - fr.sputniknews.africa 20 juillet 2023

La République populaire de Chine s'est montrée, mardi, disposée à se lancer dans des projets d'investissement stratégiques de grande envergure en Algérie, dont le projet de voie ferrée Gara Djebilet-Béchar et le projet de voie ferrée pour le transport de phosphate.

À l'occasion de cette rencontre, le président chinois a affiché l'intérêt de son pays pour le projet d'extension du port d'Annaba, soulignant également la volonté de la Chine d'implanter l'une des plus grandes usines de batteries au lithium en Algérie. fr.sputniknews.africa 20 juillet 2023

Chine : le PIB en hausse de 5,5% au premier semestre - Xinhua.com 17 juillet 2023

Le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a progressé de 5,5% en glissement annuel au premier semestre de 2023, selon les données publiées lundi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

Le PIB de la Chine a atteint 59.300 milliards de yuans (environ 8.300 milliards de dollars) au premier semestre, indiquent les données du BES.

Au deuxième trimestre, le PIB du pays a progressé de 6,3% sur un an, d'après le BES.

Au cours du premier semestre de l'année, face à un environnement international grave et complexe, et à des tâches ardues de réforme, de développement et de stabilité à l'intérieur du pays, toutes les régions et tous les départements ont déployé de grands efforts pour stabiliser la croissance, l'emploi et les prix, a déclaré Fu Linghui, porte-parole du BES, lors d'une conférence de presse.

La demande du marché s'est progressivement redressée, la production et l'offre ont poursuivi leur croissance et les performances économiques se sont globalement améliorées, a-t-il ajouté.

Les ventes au détail de biens de consommation en Chine ont augmenté de 8,2% en glissement annuel au cours du premier semestre de 2023, soit 2,4 points de pourcentage de plus que le taux de croissance du premier trimestre, a précisé le porte-parole du BES. Les ventes au détail de biens de consommation du pays ont totalisé environ 22.760 milliards de yuans au premier semestre. En juin, les ventes au détail ont augmenté de 3,1% sur un an.

La production industrielle à valeur ajoutée du pays, un indicateur économique important, a augmenté de 3,8% au premier semestre. En juin, la production industrielle a augmenté de 4,4% en glissement annuel.

Les investissements en capital fixe de la Chine ont progressé de 3,8% sur un an au cours du premier semestre.

La production des services à valeur ajoutée de la Chine a augmenté de 6,4% en base annuelle au premier semestre de l'année. Le taux de croissance s'est accéléré d'un point de pourcentage par rapport au premier trimestre.

Le taux de chômage urbain recensé en Chine s'est établi à 5,3% au premier semestre de 2023, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à celui rapporté au premier trimestre, selon les données officielles. En base annuelle, le taux reste identique par rapport à celui de mai, à 5,2.

Le revenu disponible par habitant a atteint 19.672 yuans au premier semestre, en hausse de 6,5% sur un an en termes nominaux. Après déduction des facteurs de prix, le revenu disponible par habitant a augmenté de 5,8% en glissement annuel.

Le secteur chinois des VEN poursuit son développement de haute qualité - Xinhua.com 17 juillet 2023

Le secteur chinois des véhicules à énergie nouvelle (VEN) est entré dans une nouvelle phase de développement marquée par une hausse stable de la production, des ventes, des exportations et du potentiel de consommation.

Le pays a connu une croissance exponentielle de la production de VEN. Le vingt-millionième VEN est sorti de la chaîne de production le 3 juillet à Guangzhou, dans le sud de la Chine, marquant une étape importante pour le secteur. La production cumulée de véhicules à énergie nouvelle était tout juste supérieure à 100 millions d'unités en février dernier.

Au premier semestre de 2023, la production de VEN a augmenté de 42,4% en glissement annuel à environ 3,79 millions d'unités, tandis que les ventes ont bondi de 44,1% sur un an pour atteindre quelque 3,75 millions d'unités, selon les données publiées par l'Association chinoise des constructeurs automobiles.

Le pays a exporté 534,000 VEN au cours de la même période, soit une hausse de 160% sur un an.

BYD, l'un des fabricants chinois de véhicules électriques présentant la croissance la plus rapide, a exporté ses voitures vers plus de 70 pays et régions.

Sur la base d'une croissance dynamique robuste, la Chine a renforcé le soutien politique au secteur des véhicules à énergie nouvelle, particulièrement dans ses vastes zones rurales.

En mai, la Chine a publié une ligne directrice pour aider les habitants des zones rurales à acheter des VEN, en se concentrant sur le renforcement de la construction d'infrastructures de recharge.

Pour libérer davantage le potentiel de la consommation nationale, la Chine a prolongé sa politique fiscale préférentielle pour les achats de VEN jusqu'à fin 2027.

Les estimations préliminaires montrent que cette politique se traduira par 520 milliards de yuans (environ 72,91 milliards de dollars) d'exemptions et de réductions fiscales.

Le nombre de piles de recharge en Chine est passé de moins de 100.000 en 2015 à 5,21 millions en 2022. Fin mai, ce nombre s'élevait à environ 6,36 millions.

Fin 2022, il y avait 226 véhicules pour 1.000 personnes en Chine, et beaucoup de familles n'avaient jamais eu de voiture. Le marché automobile a encore un espace de croissance considérable, selon Fu Bingfeng, vice-président exécutif et secrétaire général de l'Association chinoise des constructeurs automobiles.

Les VEN devenant de plus en plus populaires parmi les consommateurs chinois, les villes de troisième et quatrième rangs et les zones rurales pourraient connaître une croissance plus rapide du marché, a-t-il déclaré, ajoutant que le nombre de voitures pour 1.000 personnes atteindra probablement 400 à l'avenir.

Economie.

Le Fonds monétaire international s’exprime sur la future monnaie commune des BRICS - fr.sputniknews.africa 17 juillet 2023

L’intention des participants des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) de créer une monnaie commune est une décision des pays "*impliqués dans des transactions commerciales individuelles*", le Fonds monétaire international (FMI) n’a "*pas reçu de propositions spéciales relatives à ce sujet*", a déclaré la directrice du Département de la communication du FMI Julie Kozack lors d’un point presse.

Cette déclaration du FMI fait suite à des informations selon lesquelles le groupe des BRICS prévoit de lancer bientôt une monnaie commune adossée à l'or.

La responsable a toutefois constaté des changements en cours dans la composition monétaire des réserves et des échanges commerciaux.

Selon elle, ceux-ci se poursuivent à un rythme relativement lent. Pour Mme Kozack, dans la perspective historique, l'évolution du marché monétaire n'est pas toujours rapide. Elle a cité comme exemple le dollar américain, dont la part dans les réserves de changes mondiales a diminué d'environ 70% à la fin de 1999 à environ 58% à la fin de 2022.

La décision des BRICS de lancer une monnaie commune adossée à l'or devrait être officiellement annoncée lors du prochain sommet programmé en août à Johannesburg. D'ailleurs, sa mise en place pourrait prendre des années, selon Adriaan Pask, économiste chez Portfolio Solutions Group.

Pour M.Pask, l'idée de trouver une alternative au dollar comme monnaie d'échange et de réserve est séduisante, mais les pays du groupe doivent viser un niveau important d'intégration pour que cela fonctionne. Or, les membres des BRICS ont parfois des approches très différentes en matière d'économie, qui mettront du temps à s'harmoniser.

L'économiste a toutefois souligné que la création d'une monnaie commune pourrait permettre de secouer le joug du dollar, qui reste la monnaie de référence dans les échanges mondiaux, ainsi que de permettre de favoriser les investissements dans les économies en développement. fr.sputniknews.africa 17 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 25 juillet 2023.

J'ai eu une conversation (vidéo WhatsApp) de plus d'une heure dimanche avec un vieux copain et ancien collègue de travail (technicien bureautique SAV), dont je n'avais plus de nouvelles depuis plus de 20 ans. Il habite dans le quartier de la Bastille à Paris, il a 64 ans et il est bien abimé. Il m'a longuement parlé de la France, il a été heureusement surpris en consultant mon portail, de constater à quel point j'étais bien informé depuis mon trou en Inde et mes analyses correspondaient à la situation, à peu de choses près on partage les mêmes idées, c'est un brave garçon, un ouvrier comme moi.

C'était la première fois depuis 2002 que j'avais une discussion de cette qualité sur un tas de sujets avec un travailleur désormais à la retraite, j'en ai été ravi. Il a trouvé que je n'avais pas changé, et que je m'étais même radicalisé, normal, puisque la réaction s'est radicalisée ou est passée à l'offensive généralisée contre le prolétariat mondial, c'était la moindre des choses.

Il m'a dit apprécier mes causeries ou ma prose relativement fluide, parce que j'emploie une terminologie accessible à tous, contrairement au verbiage abscons du militant qui le plus souvent est inaudible pour la majorité des travailleurs, c'est d'ailleurs à eux que je m'adresse en priorité.

Il m'a raconté notamment ses expériences des hôpitaux de Paris et des médecins, souffrant de 5 pathologies dont plusieurs relativement graves ; L'état catastrophique du système de santé en France, le chemin de croix pour arriver à se faire soigner avec des délais d'attente de plusieurs mois intolérables ou dignes de pays sous-développés, parfois pire encore, apparemment tout le monde s'en accommode, à commencer par les professionnels de la santé (et leurs syndicats) qui se sont révélés en dessous de tout pendant la dictature sanitaire, ce qui ne m'a pas étonné. En Inde où je vis, je serais pris en charge le jour même pour n'importe quelle pathologie à l'hôpital ou en clinique à mes frais.

Il m'a raconté qu'on lui avait posé un pacemaker et qu'il ne parvenait pas à trouver un cardiologue pour le suivre, tous refusent de prendre de nouveaux patients parce qu'ils sont débordés depuis les injections géniques à ARN Messager qui ont déclenché une multitude de problèmes cardiaques graves, les cardiologues traitent ces patients en urgence et ils ne peuvent pas s'occuper d'autres malades.

Il m'a aussi expliqué qu'il avait dû se faire injecter cette saloperie (ou un placebo, il n'en saura jamais rien...) à deux reprises pour accéder à l'hôpital, la troisième fois il leur a dit "*d'aller se faire foutre*", à défaut d'un contrôle, il va continuer son traitement et ses pilules m'a-t-il dit, « *il faut bien mourir un jour* ! » a-t-il ajouté.

A l'heure où les inégalités sociales battent tous les records, à bas les mots d'ordre réclamant une meilleure répartition des richesses ou l'égalité ! Et puis, pour quoi faire ? Pour s'accommoder d'un régime esclavagiste et tyrannique, de la guerre, le programme de la confrérie réunie des opportunistes en tout genre compatible avec le régime en place, entendez par là les partis et syndicats corrompus qui contrôlent le mouvement ouvrier, non merci !

Pour satisfaire nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques, on doit commencer par s'organiser pour se débarrasser de Macron et renverser la Ve République au moyen d'une révolution politique ou s'emparer du pouvoir politique, et s'attaquer aux fondements du capitalisme ou réaliser une révolution sociale, s'emparer du pouvoir économique, instaurer une République sociale démocratique en ôtant tous les pouvoirs aux capitalistes et leurs représentants, en neutralisant leur capacité de nuisance sur la société en confisquant tous leurs biens et avoirs, de manière à ce que cette transformation révolutionnaire de la société soit menée à bien et irréversible.

Tous nos combats ou toutes nos luttes doivent converger vers ses objectifs ou y être subordonnés, sans quoi nous ne les atteindront jamais et nous serons livrés à la pire des barbaries, le nouvel ordre mondial totalitaire que nos ennemis se sont jurés de nous imposer par tous les moyens à leur disposition.

A leur idéologie et à toutes leurs dictatures, sanitaire, numérique, énergétique, climatique, genriste, transhumaniste, opposons à l'infime minorité des exploiteurs et des oppresseurs notre propre idéologie, notre propre dictature, celle de l'immense majorité des exploités et opprimés, la seule qui soit démocratique, sociale, humaniste et légitime…

Un de mes commentaires posté dans un blog.

- Ce qui n'a "*aucune logique*", ce sont toutes ces analyses qu'on nous sert à la pelle régulièrement, qui ne considèrent pas l'économie mondiale dans sa globalité, mais par "*blocs*" ou découpée en rondelles ou "*puissances*", alors qu'elle fonctionne tout autrement ou conformément à la dialectique des lois du système économique capitaliste. C'est-à-dire, que ce sont tous les secteurs économiques confondus étendus à la totalité des pays de la planète qui déterminent le taux de profit ou de la plus-value moyen, etc. (pour faire bref) qui déterminent en dernière analyse l'état de santé du système économique dans son ensemble. Ce qui était déjà valable au niveau national décrit par Marx et Engels dans le Capital, l'est également dorénavant ou davantage sur le plan mondial.

En résumé, les Américains et les occidentaux n'ont plus les moyens d'assurer ou de supporter le coût du développement économique du reste de la planète, ils avaient pris le relais de l'Empire britannique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dorénavant c'est à la Chine et la Russie et leurs puissants alliés des BRICS de prendre le relais pour éviter que le système capitaliste mondial explose ou plutôt retarder cette échéance, parce que rien ni personne ne pourra l'empêcher, tout système comporte un début et une fin, un peu comme la vie et la mort, en fait, rien de plus logique, implacable.

Maintenant au sein de l'oligarchie financière anglo-saxonne, il existe un clan qui guerroie pour faire tout péter croyant ce se sera la seule manière de s'en sortir, un risque insensé

semble-t-il ou suicidaire, et il en existe un autre qui préfèrerait intégrer la Chine et la Russie dans leur stratégie pour retarder la fatale échéance que j'ai évoquée plus haut.

Tous savent que lorsqu'on tend un élastique, il arrive forcément un moment où il rompra. D'ailleurs il est même inutile de tirer dessus, c'est comme le plastique en général, au fil du temps il se décompose et finit par se briser tout seul.

Le compte à rebours est lancé depuis déjà pas mal de décennies et ce sont tous les peuples qui en font les frais... Aucun système économique n'est immortel ou éternel, tous le savent. Il n'y a que des crétins pour s'y accrocher désespérément...

Quelle médiocrité ce pays !

J-C - Alors qu'elle n'avait pas de voix et chantait faux ! Mais elle était appréciée par des connaisseurs en hauts lieux, "*illustres*"!

Jane Birkin : un dernier hommage a été rendu à l'illustre chanteuse - francetvinfo.fr 24 juillet 2023

Le chef d'Etat s'est saisi des réseaux sociaux, il y a quelques jours, afin de rendre hommage à cette véritable icône de la musique française. Brigitte Macron a fait une arrivée remarquée...

Pour qui roulent les ONG ? Devinez. Davos.

J-C - Toujours plus de taxes. Pourquoi veulent-ils supprimer les énergies fossiles ? Pour que vous payiez toujours plus cher vos déplacements ou que vous les restreignez. C'est le programme affiché par le Forum économique mondial, que LFI et les ONG partagent.

- Des partis politiques, tels que LFI ou EELV réclament depuis des années une taxe sur le kérosène, à l'instar de celle sur l'essence pour les voitures, afin de rendre les prix de l'avion plus dissuasifs. « *Avec cet argent, les gouvernements pourraient investir dans le train et le rendre accessible à tous·tes* », argue également Greenpeace, qui réclame l'arrêt des « cadeaux fiscaux ».

L'aviation est la source d'émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux transports qui augmentent le plus rapidement dans l'Union européenne, poursuit l'association. Greenpeace affirme que les prix bon marché des billets d'avion en sont en partie responsables et que cette tarification va à « *contre-courant de l'urgence climatique et de la nécessité de réduire les émissions* ». Le HuffPost 23 juillet

---

Dictature climatique. Fake news. Les escrocs en bande organisée récidivent avec la complaisance des médias institutionnels corrompus.

J-C - On est en présence d'enragés, de fous furieux très dangereux de la pire espèce. Propagande hystérique. Falsification de la réalité. Argumentation fabriquée. Aucune légitimité scientifique. Croyance.

Mais leurs références et leurs procédés les trahissent.

Les vagues de chaleur dans l'hémisphère nord auraient été "*presque impossibles*" sans le réchauffement climatique d'origine humaine, selon une étude - francetvinfo.fr 25 juillet 2023

Des enragés ?

Ce phénomène aurait été "*presque impossible*" sans le réchauffement climatique d'origine humaine, établit une étude du World Weather Attribution (WWA), publiée mardi 25 juillet.

En comparant le climat d'aujourd'hui, réchauffé par les activités humaines, avec celui du passé dans les trois régions étudiées, sept chercheurs affirment que "*le changement climatique a considérablement augmenté les risques de vagues de chaleur comme celles-ci*", peut-on lire dans un communiqué. Si la participation du phénomène naturel El Niño a contribué à l'intensification de ces vagues de chaleur, "*la hausse des températures mondiales due à la combustion d'énergies fossiles est la raison principale pour laquelle les vagues de chaleur sont si graves*", précise le WWA. francetvinfo.fr 25 juillet

Des enragés ?

Si la participation du phénomène naturel El Niño a contribué à l'intensification de ces vagues de chaleur, "*la hausse des températures mondiales due à la combustion d'énergies fossiles est la raison principale pour laquelle les vagues de chaleur sont si graves*", précise le WWA.

Des enragés ?

"*Les résultats de cette étude d'attribution ne sont pas une surprise. Le monde n'a pas arrêté de brûler des combustibles fossiles [pétrole, charbon et gaz], le climat continue de se réchauffer et les vagues de chaleur continuent de devenir plus extrêmes*", continue le climatologue Friederike Otto, également cofondatrice du WWA.

Des enragés ?

Le groupe d'experts appelle à l'action. "*Il y a des risques croissants liés à la chaleur. C'est mortel. Il est crucial d'y répondre*", alerte Julie Arrighi, coautrice de l'étude. francetvinfo.fr 25 juillet 2023

World Weather Attribution qu'est-ce que c'est ? Un repère de charlatans officiant pour Davos.

Leur portail : https://www.worldweatherattribution.org/

Partners.

- Imperial College London
- Royal Netherlands Meteorological Institute (KNMI)

Chaque fois le même procédé de faussaires.

C'est à eux qu'on doit les mesures de confinement. Les faits les ont contredits et ils ont été démasqués, ce sont des charlatans professionnels.Toutes les prédictions de Ferguson se sont révélées fausses.

Lors de la dictature sanitaire. Le procédé : des algorithmes truqués. Extraits de mes causeries.

Ces hypothèses sont basées sur des simulations mathématiques... (L'Express.fr 27 mars 2020)

- "*Nous allons devoir trouver le moyen de vivre nos vies sous la menace constante du virus*", David Nabarro professeur de santé publique au prestigieux Imperial College de Londres (Yahoo 19 avril 2020)

Covid-19 : Neil Ferguson, le Lyssenko libéral par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 avril 2020

Extraits.

Le charlatanisme du professeur Neil Ferguson

Le professeur Ferguson est toujours la référence européenne en matière de modélisation des épidémies.

- Pourtant c'est lui qui, en 2001, avait convaincu le Premier ministre Tony Blair de faire abattre 6 millions de bovins pour stopper l'épidémie de fièvre aphteuse (une décision qui coûta 10 milliards de livres et qui est aujourd'hui considérée comme aberrante).

- En 2002, il calcula que la maladie de la vache folle tuerait environ 50 000 britanniques et 150 000 de plus lorsque elle se transmettrait aux moutons. Il y en eu en réalité 177.

- En 2005, il prédit que la grippe aviaire tuerait 65 000 Britanniques. Il y en eu au total 457.

Le professeur Ferguson a reconnu, le 22 mars, avoir effectué ses calculs sur l'épidémie de Covid-19 exclusivement avec une base de données vieille de 13 ans relative aux épidémies de grippe.

Pour lire l'article en entier :

https://www.voltairenet.org/article209740.html

Dans la causerie du 11 juillet 2020

http://www.luttedeclasse.org/archives2010/causeries2020.pdf

ou
http://www.luttedeclasse.org/archives2010/causeries0720.pdf

Imperial College London est un partner du Forum économique mondial (Davos).

L'Imperial College London est aussi financé par un certain Bill Bates...

Dans le cas hypothétique d'une épidémie contre laquelle aucune mesure n'aurait été prise dans le monde, les auteurs modélisent un nombre de victimes pouvant atteindre 40,6 millions de morts...

On sait ce qu'il en est depuis : Un virus moins mortel que celui de la grippe, des millions de morts fabriqués ou attribués faussement à la covid-19, décédés en réalité de comorbidités ou morts parce qu'ils n'ont pas été traités ou ont été euthanasiés (Ehpad), assassinés (Remdesivir ou Rivotril) ou morts suite à l'injection génique à ARN Messager…

Dictature climatique. Le même procédé à l'aide de modèles truqués.

Dans leur portail. (https://www.worldweatherattribution.org/)

Le but du WWA est de mener des études d'attribution des évènements extrêmes au réchauffement climatique, c'est-à-dire de déterminer à l'aide de modèles climatiques...

Ce n'est pas le sort de ces chiens et chats qui les motivent, mais la réduction de la consommation de viande par la population.

En Indonésie, un marché interdit la commercialisation de viande de chat et de chien

Les associations de protection animale estiment que cet accord pourra sauver la vie de plusieurs milliers de chiots sur l'île. AFP/BFMTV 22 juillet 2023

Une première dans le pays. En Indonésie, un célèbre marché a mis fin à la vente de viande de chien et de chat, une première selon un groupe de défense des droits, qui en dénonçait depuis plusieurs années les méthodes d'abattage brutales.

Viande canine, féline, mais aussi chauves-souris, rats, serpents ou singes: le marché de Tomohon, sur l'île de Sulawesi, était connu pour son menu extrême, jusqu'à ce qu'une interdiction soit imposée vendredi.

Les six marchands de viande de chien et de chat encore présents ont signé un accord pour en arrêter la vente et le maire de la ville de Tomohon a promulgué une loi interdisant à l'avenir ce commerce sur le marché, a indiqué l'association de défense des droits des animaux Humane Society International (HSI) dans un communiqué.

L'Indonésie reste l'un des rares pays au monde à autoriser la vente de viande de chien et de chat. HSI estime que cet accord pourra sauver la vie de plusieurs milliers de chiots sur l'île, où jusqu'à 130.000 d'entre eux sont abattus chaque année.

Ce marché, autrefois inflexible, est le premier de ce type en Indonésie à mettre fin au commerce de la viande de chat et de chien, a précisé l'ONG, saluant un accord "*historique qui évitera à des milliers d'animaux d'être matraqués et tués au chalumeau pour la consommation humaine*".

J-C - Autrement dit, comment faire proliférer chiens et chats pour mieux les abattre discrètement par la suite, comme en Inde. Ici, partout on croise des hordes de chiens errants le plus souvent pouilleux et malades, décharnés ou très maigres, bourrés de parasites, qui attaquent hommes, femmes en enfants conduits à l'hôpital pour se faire injecter un antipoison ou qui sinon développent de très graves infections, du coup régulièrement des villageois les exécutent sommairement ou les empoisonnent, ils les laissent crever sur place, car ce sont les seuls moyens d'en réduire le nombre ou de s'en débarrasser. A la différence de l'Indonésie, les Indiens ne mangent pas de viande de chien ou chat, sauf les indigènes. En Indonésie, ceux qui en mangeaient et qui ne pourraient plus se fournir au marché, les tueront eux-mêmes ou ils cesseront d'en manger.

C'est bien beau de sauver 130.000 chiots, mais qui va les nourrir, personne, et en se reproduisant par la suite, ils seront beaucoup plus nombreux, c'est de la folie pure. Pour bien faire, il faudrait attraper les femelles et les stériliser, mais cela nécessite des moyens financiers que l'Etat n'a pas envie de débourser pour cette cause. Comme quoi le socialisme aurait du bon quand même !

De quoi je me mêle ? Qui vient foutre ce bordel en Indonésie, devinez, les Américains !

Royal Canin. Les monarchies ont toujours été des modèles de philanthropie…

Humane Society International (HSI)

Humane Society International est la division internationale de la Humane Society des États-Unis. Fondée en 1991, HSI a étendu les activités de HSUS à l'Amérique centrale et du Sud, à l'Afrique et à l'Asie. (Wikipédia)

Les premières sociétés de protection des animaux ont été fondées au Royaume-Uni. Il s'agit de la Royal Humane Society en 1774, de la Glasgow Humane Society en 1790 et de la Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (RSPCA) en 1824.

J-C - Leur humanisme est la politesse des salauds, à la même époque la monarchie britannique imposait un cruel traitement à son prolétariat et à celui de ses colonies, de bien braves gens ces aristocrates et monarques…

L'inflation alimentaire n'a rien à voir avec la guerre en Ukraine ou la covid-19.

J-C – Quand on affirme qu'ils sont uniquement animés de mauvaises intentions envers le peuple, on est qualifié d'extrémiste. Par qui ? Des imbéciles ? Des nantis qui peuvent en supporter les conséquences ? Ceux qui réclament une meilleure répartition des richesses à ces vautours, qui lorsqu'ils tiennent une proie sans défense la dévorent tant leur appétit est insatiable.

Inflation alimentaire : une crise causée par les multinationales

https://institutlaboetie.fr/wp-content/uploads/2023/07/Note-inflation-alimentaire-ILB.pdf

Après les laboratoires pharmaceutiques, le secteur de la tech pendant la crise sanitaire et les producteurs d'énergie dans le sillage de la guerre en Ukraine, l'industrie agroalimentaire est donc désormais le grand profiteur de cette période d'inflation.

Le phénomène d'explosion des profits dans l'agroalimentaire n'est pas un facteur parmi d'autres de l'inflation mais bien son moteur principal.

Les entreprises de certains secteurs ont ainsi toutes estimé qu'elles pouvaient augmenter leur prix sans perdre trop de volumes, annulant tout mécanisme d'ajustement des prix par la concurrence. Elles ont donc fait le choix de profiter de la situation pour justifier une hausse drastique des prix, aux fins de doper leurs profits.

Plus le secteur économique connaît une forte concentration, avec des entreprises en situation dominante, plus le phénomène d'« *inflation par les vendeurs* », ou de « *boucle prix-profits* », est fort. Or, l'agroalimentaire est un secteur très concentré.

Cette hypothèse est désormais reprise par de nombreux chercheurs et institutions. Le FMI14 a ainsi reconnu que près de la moitié de l'inflation de la zone euro était causée, sur les deux dernières années, par la hausse des profits des entreprises, qui est désormais le premier facteur d'inflation, devant le choc énergétique.

Le consommateur est donc perdant dans tous les cas : il doit payer une hausse des prix due soit à la hausse des marges des industriels sur la plupart des produits, soit à la hausse des marges de la grande distribution sur les autres.

C'est le cas par exemple des pâtes, pour lesquelles la hausse de marge pour l'industrie a été « *limitée* » (+6,6 %...) tandis que la marge de la grande distribution a flambé : +57 % ! Idem pour le beurre, pour lequel la grande distribution a « *compensé* » la baisse de marge des industriels en augmentant la sienne de plus de 13 %.

Ainsi, si la grande distribution avait réellement bloqué ses marges, l'inflation sur les pâtes aurait été de 16 % plutôt que les 26 % constatés, et de 9 % sur le beurre contre les 12 % constatés.

Cette envolée phénoménale des profits de l'industrie agroalimentaire est aujourd'hui la première cause de la flambée des prix alimentaires.

...la tendance s'accentue : au premier trimestre 2023, la hausse des prix de production alimentaire par rapport à fin 2022 s'explique à plus de 70 % par celle des profits bruts !

Ce phénomène est d'autant plus exceptionnel qu'il intervient dans un contexte de baisse très marquée de la productivité horaire du travail, c'est-à-dire la quantité de richesse créée par heure de travail, dans le secteur de l'agroalimentaire. La productivité a en effet baissé de 3 % sur un an, et même de 11 % sur trois ans.

Alors que la « *taille du gâteau* » diminue, ce sont normalement les profits qui auraient dû absorber la majorité de cette baisse. Dans les faits, ce sont les salaires qui ont servi de variable d'ajustement pour continuer à augmenter les profits.

Entre les premiers trimestres 2022 et 2023, les profits bruts de l'industrie agroalimentaire ont plus que doublé, passant de 3,1 milliards d'euros à 7 milliards, soit une hausse de 132 % sur un an !

Les profits bruts rattrapent même désormais les salaires puisque, dans le même temps, la rémunération des salariés a progressé moins vite que l'inflation (400 millions d'euros supplémentaires, soit 7,4 milliards d'euros au total). L'industrie agroalimentaire fait donc aujourd'hui autant de profits bruts qu'elle verse de salaires !

Sur une plus longue période, des chiffres éclairent à quel point le partage de la valeur ajoutée s'est déformé en faveur du capital dans l'industrie agroalimentaire. Entre 2010 et 2023, le salaire brut horaire réel (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) a baissé de 3,7 %, tandis que les profits bruts réels, eux, ont augmenté de 45,6 % !

Cette hausse des prix ne s'explique pas non plus par une hausse des salaires. Les salaires réels dans l'industrie agroalimentaire ont en effet baissé, contrairement à la fameuse théorie libérale d'une « *boucle prix-salaires* » où la hausse des salaires entraînerait un cercle vicieux d'inflation.

C'est bien plutôt l'évolution des marges des entreprises du secteur qui expliquent cette hausse de prix. En effet, entre le dernier trimestre 2021 et le premier trimestre 2023, le taux de marge

des industries agroalimentaires est passé de 28 % à 48 %, soit une augmentation de 71 % du taux de marge en un an et demi.

Les travailleurs russes n'ont pas de bol décidément !

Les sanctions ne fonctionnent pas : La Russie enregistre la plus faible inflation alimentaire en Europe - lemediaen442.fr 23 juillet 2023

Selon une étude menée par RIA Novosti, la Russie a enregistré en juin une inflation alimentaire annuelle de 0,08%, le niveau le plus bas de tous les pays européens. Au printemps, le pays a même connu une déflation annuelle des aliments et des boissons non alcoolisées, atteignant un record de 1,12% en mai.

À l'inverse, l'inflation alimentaire est restée la plus élevée en Hongrie, où elle est tombée en dessous de 30% pour la première fois en dix mois, à 29,3%. D'autres pays ont également enregistré des taux de croissance annuels des prix supérieurs à 20%, notamment la Serbie (22,1%), l'Estonie (19,5%), la Slovaquie (18,9%) et la Roumanie (17,9%).

En juin, cinq autres pays ont enregistré des taux de croissance des prix en termes annuels inférieurs à 10%, à l'exception de la Russie : la Biélorussie (3,6%), la Suisse (5,1%), le Portugal (8,6%), le Danemark (8,8%) et la Finlande (9,2%).

Dans la plupart des pays européens, l'inflation a ralenti au début de l'été. Cependant, elle s'est accélérée dans cinq pays de la région, notamment à Chypre où elle est passée à 10,12% contre 8,38% en mai.

L'étude a été menée sur la base des données des services statistiques nationaux de 40 pays européens. L'indicateur d'inflation alimentaire tient compte de l'évolution des prix des aliments et des boissons non alcoolisées. lemediaen442.fr 23 juillet 2023

Quand les GAFAM font la loi.

J-C - Raison de plus pour s'inquiéter ! Du sur-mesure à leur convenance, quel bonheur !

Intelligence artificielle : les géants de la tech acceptent de mettre en place des garde-fous - Courrier International 22 juillet 2023

"*Sous la pression de Joe Biden*", les géants de la tech ont accepté, vendredi 21 juillet, de mettre "*des garde-fous*" au développement de l'intelligence artificielle (IA), "*s'engageant à gérer les risques liés à ces nouveaux outils*", rapporte le New York Times.

"*Nous devons être clairs et vigilants face aux menaces que font peser les technologies émergentes sur notre démocratie et nos valeurs*", a déclaré M. Biden lors d'une brève allocution à la Maison-Blanche.

À l'issue d'une rencontre avec le président des États-Unis, sept grandes compagnies américaines spécialisées dans cette technologie − Amazon, Anthropic, Google, Inflection, Meta, Microsoft et OpenAI − ont formellement consenti à respecter de nouvelles "mesures de protection volontaires" en matière de sûreté et de sécurité.

Vendredi, la plupart des entreprises ont publié des communiqués indiquant qu'elles collaboreraient avec la Maison-Blanche, "*tout en soulignant que les garde-fous étaient volontaires*", observe le Wall Street Journal.

Il n'y a pas de mécanismes de sanction en cas de non-respect des engagements pris vendredi, et ceux-ci "*reflètent largement les pratiques de sécurité déjà mises en œuvre ou promises par les entreprises d'IA concernées*", minimise le Wall Street Journal.
Ces promesses peuvent être interprétées différemment par chaque entreprise, met par ailleurs en garde le New York Times.

Le Congrès "*s'interroge sur les garde-fous juridiquement contraignants à mettre en place en matière d'IA*", rappelle Politico, qui souligne ne pas savoir si les législateurs américains adopteront une loi sur l'IA d'ici "*la fin de l'année*". Courrier International 22 juillet 2023

France.

Où va se nicher le féminisme mondain décidément ! Prostitution déguisée. L'exemple vient toujours d'en haut.

J-C - Pourquoi ne pas devenir « *boyfriend*» et vous louer à des femmes qui ne savent plus quoi foutre de leur fric.

Vous avez peut-être loupé votre vocation, qui sait ? Vous êtes au chômage ou dans la merde financièrement, vous allez peut-être avoir l'occasion de vous en sortir sans réaliser trop d'efforts, c'est important. Il y a des femmes aisées blasées de tout ou qui se font chier, parce que le pognon ne fait pas le bonheur. Vous leur tenez compagnie, plus si affinité, et le tour est joué, vous vous retrouvez avec des maîtresses fortunées.

« *Location d'hommes* » : Quelle différence avec l'escorting ? - elle.fr 23 juillet 2023

The Boyfriend Experience est un site qui propose de louer un petit ami à l'heure. Ici, il n'est pas question d'escorting, mais de *« service contre la solitude* », précise la fondatrice. Pour quelques centaines d'euros, elles se font accompagner le temps d'un dîner ou d'une soirée.

Concernant les profils des boyfriends on peut retrouver « *tout âge, tout métier, tout physique et toutes origines* », détaille Sarah Fordebras. Mais le plus important dans le mode de recrutement, c'est qu'ils aient « *des valeurs humaines, une bonne conversation et qu'ils sachent donner une énergie positive* », précise-t-elle.

Les femmes qui font appel à ses services « *ont généralement plus de 35 ans et sont plutôt aisées, car c'est un loisir qui représente une certaine somme. Elles sont célibataires, mais pas forcément. Le profil type, c'est soit femme seule qui se sent seule et veut une compagnie,*

quelqu'un qui l'écoute et qui lui redonne confiance en elle, soit une femme qui veut juste se divertir avec un beau gosse à son bras ».

« *Rentafriend* », le site qui propose de louer un ami - elle.fr (date ?)

Tout s'achète, même l'amitié ? Pour « *Rentafriend.com* », c'est une évidence. Le site internet propose en effet, moyennant finances, de vous trouver de la compagnie pour aller boire un verre ou faire un tour au ciné. Il s'agit donc de louer un ami, temporairement.

J C – Apparemment leurs animaux domestiques de compagnie leur en suffisent plus, le fric peut rendre dégueulasse ou pervers, con à s'ennuyer à mourir.
Et la meilleure dans tout cela, c'est qu'en abolissant le capitalisme nous leur rendrons service malgré nous ! Peut-on imaginer un idéal humaniste plus élevé que le socialisme, cela n'existe pas !

Abus de pouvoir : Fais ce que je te dis, pas ce que je fais.

Emmanuel Macron, qui avait lancé une campagne de communication verte, a dû admettre l'acquisition d'une chaudière à gaz - lemediaen442.fr 23 juillet 2023

Les services d'Emmanuel Macron ont dû admettre l'acquisition récente d'une chaudière à gaz. C'est un rapport de la Cour des comptes qui a vendu la mèche, alors que Matignon envisage l'interdiction de ce type d'équipement.

Le nouveau système de chauffage retenu par le palais de l'Élysée est devenu une affaire de l'État. En moins d'une semaine, la Cour des comptes et le Sénat ont investigué sur l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz à la présidence de la République. Un choix qui fait plutôt désordre au moment où l'exécutif envisage l'interdiction totale de cet équipement en France.

J-C – Vous avez dit quoi, « *désordre* » ?

Totalitarisme. Alors que Macron a adopté la stratégie du chaos, il n'a qu'un mot d'ordre pour la rentrée : « *l'ordre, l'ordre, l'ordre* » !

Emmanuel Macron mise sur « *l'ordre, l'ordre et l'ordre* » pour la rentrée - Le HuffPost 24 juillet 2023

Lors de son interview lundi 24 juillet.

J-C - Macron veut censurer les appels à la violence sur les réseaux dits sociaux, lui, il l'exerce quotidiennement en toute impunité.

LFI lui donne des conseils ou l'appelle à "*bien gouverner*", on se demande bien pour qui ou non, on ne se le demande pas ! Et puis, ses commanditaires sont ravis de sa prestation, c'est l'essentiel.

Le HuffPost - L'élu LFI Bastien Lachaud, convoquent Albert Camus pour dénoncer la position d'Emmanuel Macron. « *Il ne faut pas seulement exiger l'ordre pour bien gouverner, il faut bien gouverner pour réaliser le seul ordre qui ait du sens. Ce n'est pas l'ordre qui renforce la justice, c'est la justice qui donne sa certitude à l'ordre* », a tweeté le député insoumis, citant l'extrait d'un éditorial signé de l'écrivain dans la revue Combat en 1944.

J-C - On polémique sur le sens de l'ordre ou de la justice avec quelqu'un qui en principe partage nos intentions ou nos intérêts, sinon à quoi cela rime-t-il ? Effectivement ce serait ridicule et vain. C'est improbable avec Macron, à moins que finalement monsieur Lachaud et Macron partagent la même conception de l'ordre et de la justice, qui sait, ils sont bien tous les deux des agents du capitalisme et des acteurs de la Ve République, non ?

Finalement c'est le parti d'extrême droite qui va lâcher le morceau : « *Ordre, autorité, justice : Macron pioche dans notre programme pour tenter d'endiguer l'ensauvagement de notre pays (...)* » a réagi Laure Lavalette, porte-parole du RN, bref, ils se retrouvent en famille.

Vous aurez compris qu'il y en a qui discutent avec le despote Macron, et il y en a qui le combattent.

En famille dans un état policier.

"*Un policier n'a rien à faire en prison*": l'extrême droite salue les propos du patron de la police - BFMTV 24 juillet 2023

Un soutien unanime de l'extrême droite. Plusieurs figures ont salué les propos de Frédéric Veaux, le directeur général de la police nationale (DGPN) et de Laurent Nuñez, le préfet de police de Paris qui ont réclamé la sortie de détention provisoire d'un policier marseillais, écroué depuis vendredi pour des faits de "*violences en réunion*".

"*En attendant son éventuel procès, un policier n'a rien à faire en prison*", a ainsi jugé le patron de Reconquête Éric Zemmour sur son compte Twitter ce lundi matin.

"*Il est normal que les policiers soient exaspérés d'être lâchés en permanence par l'État. Il doit y avoir une présomption de confiance dans les policiers*", a fait savoir de son côté le député RN Jean-Philippe Tanguy sur RMC.

"*La parole d'un voyou ou d'une racaille ne peut avoir la même valeur que celle d'un policier ou d'un gendarme au service des Français*", a écrit sur son compte Twitter l'ex ministre de Nicolas Sarkozy, le député européen Thierry Mariani (Rassemblement national). BFMTV 24 juillet 2023

Macron sur TF1 et France 2 a rappelé que « *nul en République n'était au-dessus de la loi* », sauf lui évidemment, et il a précisé que la « *légitimité* » des policiers « *tient du fait (...) qu'ils*

font respecter les lois démocratiquement votées » (AFP 24 juillet 2023) pour le compte du capitalisme. Mais quand elles ont été adoptées en recourant au 49.3 notamment, donc sans faire l'objet d'un vote ou référendum, cela signifie que la démocratie dont il se réclame n'a pas été respectée... Si le chef de l'Etat se permet de la violer ouvertement, pourquoi la police qui en est la garante ne bénéficierait-elle pas aussi de ce privilège ?

Autre numéro d'illusionnisme.

« *La loi est l'expression de la volonté générale. […]. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse* » rappelle quant à lui le député Manuel Bompard, citant l'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (Source : AFP et Le Point 24 juillet 2023)

Pantomime au Palais.

Imprononçable, où est-ce qu'ils ont été cherché cela ?

- Suite au remaniement ministériel, Sabrina Agresti-Roubache a été nommée secrétaire d'État en charge de la Ville.

Elle viendrait d'un quartier plus que populaire de Marseille, députée Renaissance élue en juin 2022 dans la 1re circonscription des Bouches-du-Rhône.

Agresti-Roubache à propos de Macron : "*C'est un vrai courageux*" (Le Point), comme quoi ce n'est pas son cas !

La nouvelle Secrétaire d'État chargée de la Ville, Sabrina Agresti-Roubache, avait été traitée à la chloroquine par le Pr Raoult - lemediaen442.fr 24 juillet 2023

Sabrina Agresti-Roubache, la nouvelle Secrétaire d'État chargée de la Ville, avait témoigné en avril 2020 sur BFM TV de son expérience avec la chloroquine. Traitée par le Pr Raoult, elle en disait le plus grand bien. Cette amie très proche de Brigitte Macron avait activé en avril 2020 la visite d'Emmanuel Macron à Didier Raoult au CHU, mais s'était fait taper sur les doigts pour finalement revenir au vaccin comme seul remède.

Lors de son intervention sur BFM TV, Sabrina Agresti-Roubache a raconté comment elle avait commencé à ressentir les premiers symptômes du COVID-19 un lundi. Étant asthmatique, elle était particulièrement fragile et souffrait d'énormes symptômes, notamment une sensation de brûlure dans les poumons. Elle avait tous les symptômes classiques : toux, maux de tête, sensibilité à la lumière. Elle a donc décidé de se faire dépister et a reçu la confirmation qu'elle et son mari étaient positifs au virus.

Étant donné la gravité de ses symptômes, elle a été hospitalisée immédiatement et a commencé un traitement à la chloroquine dès le vendredi matin. Heureusement, dès le

vendredi soir, elle commençait à se sentir mieux et sa charge virale était en baisse. Le samedi matin, elle allait déjà beaucoup mieux.

Interrogée par la journaliste sur l'amélioration rapide de son état en 24 heures, la Secrétaire d'État chargée de la Ville a déclaré qu'elle ne pouvait pas affirmer catégoriquement que c'était uniquement grâce à la chloroquine, mais que ce qui était sûr, c'est que sa charge virale avait nettement baissé le samedi. Elle n'avait plus de symptômes tels que maux de tête et courbatures, et sa fièvre avait pratiquement disparu. Ses douleurs pulmonaires s'étaient également atténuées.

Doit-on conclure qu'une antivax est au gouvernement ? lemediaen442.fr 24 juillet 2023

Fin de règne. S'ils le disent eux-mêmes ! « *Foireux* », « *cafouillage* », « *incompétence* », « *dîner de cons* », « *connard* », « *rocambolesque* », « *catastrophique* », « *naufrage* ».

Remaniement ministériel : « *Tout est foireux* », retour sur un cafouillage au plus haut sommet de l'État - Le HuffPost 22 juillet 2023

Rarement remaniement n'aura été aussi rocambolesque. Annoncé depuis des semaines, au point que même la Première ministre Élisabeth Borne était en sursis, c'est finalement par un simple « off » à la presse de l'entourage d'Emmanuel Macron qu'elle est « maintenue » à son poste lundi 17 juillet.

Une façon de faire juger « *méprisante* » par plusieurs collaborateurs ministériels. Élisabeth Borne, elle, aurait voulu, selon plusieurs médias, être démissionnée pour être renommée, comme l'usage le permet, ce qui lui aurait permis d'être relégitimée. « *Il y a un alignement total entre le Président de la République et la Première ministre* », évacue Matignon auprès du HuffPost ce vendredi 21 juillet, au terme d'une semaine douloureuse pour les gouvernements Borne 2 - remplacé - et 3, désormais au complet, qui s'achève par des mots du président captés au début du conseil des ministres à l'égard de sa Première ministre ce vendredi 21 juillet : « *un choix fort, pas simplement symbolique* » à qui il « *réaffirme avec clarté* » sa confiance.

De quoi faire oublier leurs désaccords relayés dans la presse toute la semaine ? Selon ces « *rumeurs* » pour une conseillère de l'exécutif qui les bat en brèche, un bras de fer s'est engagé entre Emmanuel Macron et sa Première ministre, notamment sur l'ampleur du changement d'équipe ou sur certains ministres. La première ministre, elle, ne s'est pas exprimée à part ce vendredi matin en conseil des ministres, avant d'être brusquement interrompue par le flux de l'Élysée et les chaînes d'informations en continu après la prise de parole présidentielle. Tout un symbole.

Du « *dîner de cons* » au report du Conseil des ministres

Car les « *discussions* » entre Borne et Macron, avec pas moins de trois rendez-vous en tête à tête entre dimanche et mardi, ont ralenti les débats d'un changement d'équipe évoqué depuis plusieurs semaines. Mardi soir encore, un dîner en grande pompe à l'Élysée - surnommé « *le dîner de cons* » - avec l'équipe gouvernementale sortante et les conjoints de ministres, est

précédé d'une rencontre entre le Président de la République et sa Première ministre à huis clos qui alimente toutes les suspicions et tensions. Résultat : rien n'est scellé et le conseil des ministres du mercredi est repoussé au jeudi.

Mercredi, les tractations se poursuivent. Certains noms sont quasiment confirmés comme le député Horizons à la Santé, Frédéric Valletoux, avant que François Bayrou ne s'y oppose pour préserver les équilibres avec le MoDem, toujours selon des informations de presse. « *C'est totalement faux ! J'ai assez à m'occuper des miens, je ne m'occupe pas des autres. J'ai essayé de défendre François Braun que je trouve très estimable, mais pas contre Valletoux. C'est une fake news et je lui ai écrit pour le lui dire* », a répondu François Bayrou au HuffPost à l'heure du déjeuner ce vendredi 21 juillet.

« *C'était atroce, c'était sans fin…* »

Arrive le jeudi, toujours pas de gouvernement et un nouveau report du Conseil des ministres au lendemain, vendredi. Dès potron-minet, c'est BFMTV qui tout au long de la journée va égrainer et sortir les noms et fonctions des nouveaux ministres et des sortants. Le communiqué de l'Élysée se fait attendre, attendu d'abord « *à la mi-journée* », puis « *en milieu d'après-midi »,* rien n'arrive.

« *C'était atroce, c'était sans fin* », soupire la conseillère d'une ministre débarquée, encore échaudée par « *les deux dîners de cons* », car mercredi soir aussi un pot était organisé au ministère des Relations avec le Parlement, en présence d'Emmanuel Macron et d'Élisabeth Borne, séché par Pap Ndiaye qui se savait sur le départ. Un supplice pour ceux qui se savent bientôt dehors.

« *Quand on part du mauvais pied, on part du mauvais pied. Tout est foireux dans cette séquence* », s'agaçait un conseiller ministériel de premier plan jeudi soir alors que le gouvernement fuitait toujours en direct sur BFMTV sans qu'aucune communication élyséenne ou gouvernementale n'arrive. « *Un remaniement, ça a toujours pris du temps mais ça se prépare, surtout à l'heure des chaînes d'info en continu !* », s'époumonait le même, exaspéré par la stratégie hésitante de l'exécutif. « *L'incompétence, peut-être ?* », répond simplement un autre stratège de la Macronie à la question « *Que se passe-t-il ?* ».

« *Ce qui n'est pas respectueux, c'est d'apprendre sa sortie sur BFMTV* »

Arrivent alors deux épisodes jeudi jugés « *surréalistes* » par plusieurs de nos interlocuteurs. Marlène Schiappa qui confirme en direct sur BFMTV sa sortie du gouvernement, avant même l'annonce officielle et Aurélien Rousseau, ancien directeur de cabinet d'Élisabeth Borne qui confirme au Monde son arrivée à la Santé. « *Typique de cette nouvelle génération qui n'a aucun sens de l'État*», réagit le conseiller ministériel expérimenté à propos de la première, « *connard de socialiste* », à l'égard du second.

Il s'excuse à moitié, mais son emportement en dit long sur le niveau de tensions dans lequel sont plongées les équipes, sortantes ou maintenues. « *Le respect est mort. Cette séquence est catastrophique, un naufrage. C'était la téléréalité du remaniement :* 'il n'en restera qu'un'... », soupire la conseillère d'une sortante. « *Ce qui n'est pas respectueux, c'est d'apprendre sa sortie sur BFMTV* », abonde le conseiller d'un ministre démissionné. Ambiance.

C'est finalement à 19h30 passé, comme un mauvais accouchement, que le mail de l'Élysée part à destination des journalistes. Sept sortants, huit entrants, peu de nouveauté à part la promotion de Gabriel Attal à l'Éducation nationale et l'arrivée de députés méritants, notamment sur la réforme des retraites, comme Aurore Bergé, Prisca Thevenot ou Philippe Vigier. « *Le ministère de la Ville et du Logement scindé en deux aussi* », ajoute un conseiller ministériel toujours en place qui relativise : « *Ça se passe toujours sur BFMTV, mais c'est vrai que ça a été particulièrement tardif* ».

Parmi les pépites de ce drôle de remaniement : un ex-futur ministre du Budget, l'actuel rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale et député du Gers Jean-René Cazeneuve finalement laissé de côté car sa suppléante n'a pas voulu siéger à l'Assemblée nationale. « *On a passé des heures à la convaincre et ensuite il a fallu vérifier le profil de Thomas Cazenave qui a récupéré le poste* », explique un acteur de premier plan de ce puzzle géant. *« Le pire, c'est que tout ça n'a même pas de sens politique et qu'ils sont tous en CDD* », conclut une conseillère qui a fait ses cartons. Lunaire. Le HuffPost 22 juillet 2023

J-C – Il faut forcément être insignifiant et bien pourri pour faire partie du gouvernement sous Macron, sinon pour quoi il passerait, sans blague !

Après « *le diner de con* », la repris de justice et le « *fils de putes* ».

Fadila Khattabi, nouvelle ministre déléguée chargée des personnes handicapées, a été condamnée aux prud'hommes - lemediaen442.fr 21 juillet 2023

Après la ministre de la ville, Sabrina Roubache, qui insulte Xavier Bonnard en le traitant de « *fils de pute* ». Nous apprenons que la nouvelle ministre déléguée chargée des personnes handicapées, Fadila Khattabi, a récemment été condamnée aux prud'hommes pour ne pas avoir payé les heures supplémentaires effectuées par son ex-collaboratrice parlementaire. Cette information n'a pas pu échapper à l'Élysée et à Matignon, puisqu'elle agite depuis des semaines la terre d'élection de Fadila Khattabi.

Corinne Royer, ex-collaboratrice de la toute nouvelle ministre chargée des Personnes handicapées, Fadila Khattabi, fustige : *"Avec ce gouvernement, les mauvais comportements sont récompensés"*. Elle s'est confiée à Mediapart sur le traitement que lui infligeait l'ancienne présidente des affaires sociales de l'Assemblée nationale (Renaissance), lorsqu'elle travaillait pour elle entre 2017 et 2019.

Le 23 juin 2023, un jugement du conseil des prud'hommes a condamné la ministre à verser 6 522,27 euros à Corinne Royer au titre de « *rappel de salaire pour des heures supplémentaires* ». En effet, Fadila Khattabi n'aurait pas rémunéré un certain nombre d'heures supplémentaires effectuées par son ancienne collaboratrice.

La nomination de cette « *macroniste forcenée » comme ministre est fortement critiquée par la victime, qui considère que cela constitue un « affront aux millions de travailleuses et de travailleurs* ». lemediaen442.fr 21 juillet 2023

La ministre de la ville Sabrina Roubache insulte Xavier Bonnard en le traitant de *« fils de pute »* - lemediaen442.fr 21 juillet 2023

Sabrina Roubache-Agresti, productrice de profession et amie proche du président de la République ainsi que de Brigitte Macron, a été nommée ministre de la ville grâce à cette proximité. Cependant, la gamine de Félix Pyat (3e), a aussi le verbe haut. Alors candidate LREM aux Législatives 2022 à Marseille, Sabrina Roubache s'est violemment emportée contre son adversaire sans étiquette, Xavier Bonnard, devant une école. Un enregistrement audio témoigne qu'elle l'a traité de « *fils de pute* ».

Face à ces insultes, Xavier Bonnard a été choqué : « *C'est quoi ça ? Allez, comment tu parles ? Mais comment tu parles ? Tu me traites de fils de pute à la sortie de l'école de mes enfants, devant les enfants ? Mais t'as pas honte ?* »

https://lemediaen442.fr/la-ministre-de-la-ville-sabrina-roubache-insulte-xavier-bonnard-en-le-traitant-de-fils-de-pute/

Macron et consorts persona non grata.

Macron finalement laissé à la porte du sommet des BRICS - fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

La France n'a pas reçu d'invitation pour participer au prochain sommet des BRICS, comme l'espérait son Président Emmanuel Macron. Beaucoup avaient déjà mis en doute la sincérité de la démarche française.

Indésirable. Plus de 70 invitations ont été envoyées aux dirigeants du "*Sud global*" pour participer au prochain sommet des BRICS, mais les chefs d'État occidentaux ont été laissés sur le bas-côté, rapporte le site d'actualité sud-africain News24.

Les dirigeants américains, britanniques et surtout français ont été snobés. Un coup dur pour Paris, alors que le Président Emmanuel avait justement demandé à faire le voyage à Johannesburg. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont préféré mettre l'accent sur les pays du Sud, lançant par exemple des invitations aux 54 dirigeants du continent africain.

L'accent a été mis sur les pays africains car les BRICS sont déjà impliqués sur le continent et comptent jouer un rôle dans le développement des économies africaines, a ajouté le responsable. L'accord de libre-échange continental est en particulier une priorité aux yeux de l'Afrique du Sud, qui accueille cette année le sommet.

De l'indépendance factice à l'offensive contre les anciennes puissances occidentales colonisatrices.

L'Afrique du Sud veut modifier sa loi pour contourner les mandats d'arrêts de la CPI - fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

Le gouvernement sud-africain élabore de nouvelles lois qui permettront aux dirigeants étrangers de rester en toute sécurité dans le pays, même s'ils sont sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI).

Éviter de nouveaux imbroglios. Mis en délicatesse par le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) contre Vladimir Poutine, l'Afrique du Sud veut aménager son droit pour se donner plus d'indépendance, rapporte le Sunday Times.

Pretoria veut ainsi domestiquer l'article 98 du Statut de Rome, qui interdit à la CPI de contraindre un État à lui remettre une personne dans certains cas de figure. Une manœuvre déjà tenté avec succès par le Royaume-Uni.

"*Nous allons nous concentrer sur ce que le Royaume-Uni a fait, c'est-à-dire inclure l'article 98 directement dans la législation nationale*" a ainsi déclaré Zane Dangor, directeur général du ministère sud-africain des Affaires étrangères, selon le Sunday Times. fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

Diverses options ont donc été étudiées pour que le chef d'État russe puisse participer aux travaux lors du prochain sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). C'est finalement le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui se rendra sur place pour représenter la Russie. Vladimir Poutine assistera aux débats par visioconférence.

Pour éviter de se retrouver dans cette situation, certains responsables africains appellent désormais à créer une Cour pénale africaine, indépendante de la CPI. Une idée notamment avancée par l'ancien Président sud-africain Thabo Mbeki. fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

Tunis appelle l'UE à lutter contre la famine en Afrique au lieu d'y vendre les armes - fr.sputniknews.africa 24 juillet 2023

Les États occidentaux doivent focaliser leurs efforts sur la lutte contre la famine en Afrique au lieu de vendre des armes aux pays africains et y alimenter ainsi les conflits, a affirmé le Président tunisien à la Conférence internationale sur le développement et la migration à Rome, cité par l'agence Tunis Afrique Press.

"*Il aurait été plus sage et plus opportun d'utiliser ses richesses […] gaspillées dans le trafic d'armes, pour conjurer la famine en Afrique*", a déclaré le chef de l'État.

Il a noté qu'il ne pouvait y avoir de sécurité et de stabilité sans examiner les véritables raisons de l'inégalité et de l'insécurité.

Pour Kaïs Saïed, la crise actuelle est le corollaire logique des flux migratoires qui l'ont précédée sous le colonialisme. Il a fustigé la détermination des pays développés à vendre des armes aux pays africains afin d'exacerber les tensions et d'alimenter les conflits.

M.Saïed a appelé les pays européens à "*se pencher sérieusement sur la question de la migration irrégulière*" soulignant que ce phénomène est devenu une véritable tragédie humaine.

Ils osent tout. La police vous parle tous les jours sur BFMTV, la preuve.

J-C - En tyrannie ou macronie, la police doit bénéficier de la bienveillance des autorités judiciaires ou d'un traitement avantageux... Au fait, le type qui s'est fait tabasser par ces nazillons, il dort bien ?

"*Le savoir en prison m'empêche de dormir*": le patron de la police souhaite la libération du policier écroué à Marseille - BFMTV 24 juillet 2023

La victime, Hedi, un jeune homme de 21 ans blessé et hospitalisé dans la nuit du 1er au 2 juillet, a expliqué avoir été passé à tabac par un groupe de quatre à cinq personnes qu'il avait identifiées comme des policiers de la brigade anticriminalité, après avoir reçu un tir de LBD dans la tempe.

Un des quatre policiers, mis en cause dans le passage à tabac d'un jeune homme à Marseille lors d'une nuit d'émeutes, a été placé en détention provisoire.

Le directeur général de la police nationale (DGPN) a déclaré dimanche souhaiter la libération du policier de la BAC de Marseille dont l'incarcération depuis vendredi dans le cadre d'une enquête sur des violences policières commises en marge des émeutes début juillet a suscité un mouvement de colère des syndicats.

"*Le savoir en prison m'empêche de dormir*", dit Frédéric Veaux, dans un entretien mis en ligne sur le site du journal le Parisien. "*De façon générale, je considère qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison, même s'il a pu commettre des fautes ou des erreurs graves dans le cadre de son travail*", ajoute Frédéric Veaux.

"*Mais la justice ne cède jamais à la pression médiatique ou de la rue, elle traite les dossiers. L'émotion et la colère passées, il faut se donner les moyens techniques et judiciaires pour que ce fonctionnaire de police retrouve la liberté*", ajoute le DGPN. BFMTV 24 juillet 2023

En famille, c'est "*naturel*", normal, car sur le fond ils partagent la même idéologie ou représentent les intérêts de la même classe sociale.

Allemagne : La droite n'exclut pas une coopération avec l'extrême droite sur le plan local - AFP/20minutes.fr 23 juillet 2023

L'extrême droite gagne du terrain. Le président du parti conservateur allemand de l'ex-chancelière Angela Merkel n'a pas exclu dimanche une coopération au niveau local avec l'extrême droite, au moment où, en Espagne, une telle alliance sur le plan gouvernemental est jugée possible.

« *Si un conseiller cantonal, un maire, est élu et qu'il appartient à l'Alternative pour l'Allemagne [AfD, parti d'extrême droite allemand], il est naturel qu'il faille chercher des voies pour faire en sorte de continuer à travailler ensemble dans cette ville* », a déclaré Friedrich Merz à la chaîne de télévision ZDF.

Espagne. Et c'est qui va gagner la course à l'échalote pour faire le sale boulot ?

Elections en Espagne: socialistes et droite au coude-à-coude - AFP 24 juillet 2023

Le ministère de l'Intérieur projetait à 22H20 (20H20 GMT) 132 sièges pour le PP et 127 pour les socialistes.

En troisième place, le parti d'extrême-droite Vox était crédité de 33 sièges, juste devant Sumar, formation de gauche radicale alliée de M. Sánchez, qui aurait 30 sièges.

Même avec l'appui de Vox, le PP d'Albert Núñez Feijóo disposerait donc de seulement 165 sièges, loin de la majorité absolue, qui est de 176 sièges.

En revanche, le bloc de gauche, avec potentiellement 157 sièges, semblait dans une position paradoxalement plus favorable pour se maintenir au pouvoir grâce à l'appui de plusieurs petites formations basques et catalanes qui pourraient lui apporter les 19 sièges qui lui manquent pour atteindre la majorité absolue.

Le scrutin a suscité un intérêt inhabituel à l'étranger en raison de la possible arrivée au pouvoir d'une alliance entre la droite traditionnelle et Vox, un parti ultranationaliste, ultraconservateur et europhobe qui rejette l'existence de la violence de genre, critique le "*fanatisme climatique*" et est ouvertement anti-LGBT et anti-avortement.

Un tel scénario, qui semble maintenant très improbable, aurait marqué le retour au pouvoir de l'extrême droite en Espagne pour la première fois depuis la fin de la dictature franquiste en 1975, il y a près d'un demi-siècle. AFP 24 juillet 2023

J-C – Entre nous, peu importe l'emballage, le contenu est le même, forcément toxique !

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

Horror fati, le rejet de la réalité

Extraits.

Un homme obtient le droit de devenir une femme par la loi, sans chirurgie ni parcours psychologique, simplement parce qu'il le veut. Son corps n'est plus qu'un accessoire. Il a désormais le droit légal d'être considéré comme ce qu'il n'est pas. La décision du tribunal de Trapani menace de provoquer une avalanche : le dernier épisode de la déconstruction avant l'aboutissement trans et post-humain. Une autre demande est survenue, cette fois à devenir une femme, à se faire implanter un utérus pour pouvoir ensuite avorter. En d'autres temps, de tels postulants auraient été confiés à des psychothérapeutes ; aujourd'hui, ils ont des droits. Disney – à la pointe du phénomène woke et de la régression gendériste appliquée aux enfants – produit une version de Blanche-Neige et les sept nains sans prince charmant (intolérable hétéropatriarcat) avec des nains – multiethniques en hommage à l'obsession antiraciste et inclusive – qui ne le sont pas : il semble de mauvais aloi d'insister sur l'injuste petitesse de la stature.

Chaque jour surviennent de nouvelles étapes d'un voyage à l'envers qui laisse pantois ceux qui regardent le crépuscule joyeux de l'Occident avec les yeux de la réalité. Une sorte d'horror fati devient le sens commun, une haine du destin assigné par la nature, une volonté tenace de changer le cours des choses, un ressentiment implacable pour ce qui est.

Nous vivons dans l'inconscient de la pensée une révolution radicale qui change le sens et le destin de l'humanité. C'est une révolution qui marche vers la neutralisation des identités et des différences originelles, l'effacement de la nature, l'annulation des agencements, des rôles et des relations qui fondent l'humanité : la famille, les sexes, la procréation. A la base, il y a l'horror fati, l'horreur et le rejet de ce que nous sommes par nature.

C'est la fin de l'humanité telle que toutes les générations précédentes l'ont comprise, le tournant d'une époque, une voie à sens unique dont il sera difficile de trouver le chemin du retour. Dépasser l'homme, le transcender et le transformer en une espèce nouvelle, trans et finalement post-humaine.

https://reseauinternational.net/horror-fati-le-rejet-de-la-realite/

Mon commentaire.

- Rassurons-nous, cela ne concerne qu'une infime minorité d'occidentaux qui ne représentent pratiquement rien à l'échelle de l'humanité. Cela demeurera à l'état d'un fantasme éphémère.

Beaucoup trop de place est déjà accordée à ce sujet insignifiant, et ce n'est pas un hasard, cela doit faire partie de la stratégie du chaos pour diviser, contrôler la population mondiale… On perd son temps.

Union nationale derrière Attal.

Remaniement : un tweet de Philippe de Villiers sur Gabriel Attal déclenche la polémique - Le Point 21 juillet 2023

Philippe de Villiers - La nomination de Gabriel Attal pour remplacer Pap Ndiaye est la catastrophe de l'été : c'est le passage du woke au LGBT. Attal est un militant, un membre éminent du groupe Bilderberg partisan de la rééducation nationale. Macron a rendu son devoir de vacances : changer de société. Le Point 21 juillet 2023

J-C - Mr De Villiers est accusé d'avoir tenu des propos homophobes dignes du « *fascisme* » par tous les partis présents au Parlement, parce qu'il a évoqué le militantisme LGBT de Attal, et non son homosexualité, il faut préciser. En réalité il s'agit d'un procès d'intention qui au passage permet d'observer qu'ils ont tous adopté l'idéologie de Davos. Éric Coquerel (LFI) a été jusqu'à se fendre d'un tweet de soutien à Attal, quelle raclure celui-là !

Tous ont tenu à soutenir le nouveau gouvernement Macron-Borne. Tous sont favorables à la dictature de la théorie du genre qui est destinée déstabiliser mentalement les enfants, les orienter vers l'homosexualité, les pervertir dès le plus jeune âge, les familiariser avec la pornographie, finalement normaliser la pédophilie dans ce pays.

Les réactions politiques.

- Marine Tondelier (EELV), Olivier Faure (PS) : « *On a le droit de ne pas être macroniste. D'être homophobe, par contre, non* ».

- Laurence Rossignol, sénatrice PS : « *Pour ce facho vendéen, on ne peut pas être gay et ministre de l'Éducation. L'homophobie la plus crasseuse érigée en étendard politique.* »

- Éric Coquerel (LFI) : « *Rance, homophobe, complotiste : l'attaque de De Villiers est le condensé de toutes les dérives actuelles (...) avant d'affirmer son « soutien donc à @GabrielAttal face à ce tweet fascisant* ».

- Frédéric Aguilera (LR), maire de Vichy : « *Après les convulsions antisémites de l'extrême gauche, voici les obsessions homophobes de l'extrême droite. L'évolution de la politique française me donne la gerbe* »

- Thomas Rudigoz, (Groupe politique : Progressistes et républicains) : « *Abject ! Nauséabond ! Un véritable tweet/tract d'extrême droite !* »

- Tanguy David (RN) : *« Nul ne doit être injurié ou discriminé en raison de ce qu'il est. C'est au moins maladroit et au pire abject* »

J'ai relevé quelques commentaires de lecteurs du Point.

- Aucune allusion de la part de de Viilers aux orientations personnelles d'Attal. Tous ceux qui y ont vu un lien ont donc l'esprit vicié traduisant leurs propres fantasmes.

- Ça n’est pas l’appartenance sexuelle que vise Devillier mais son idéologie, ce qui est politique.

- Il entièrement raison mais fallait pas le dire, les faux culs de la politique qui continuent de mener le pays au désastre et à la faillite sont toujours effrayés par des propos qui les descendent en flèche mais il n'y a que la vérité qui les blesse et c'est réussi !

- Savoir lire permet de ne pas se tromper sur ce qu'a dit Ph. De Villiers dans son tweet. Ce qu'il critique n'est pas que G. Attal mais qu'il soit membre d'un groupe de pression pro LGBT qui cherche à influencer les mœurs et donc notre culture. Si c'est exact, Villiers n'a pas tort et il n'y a là rien de rance, ni de -phobe, etc.

- De Villiers a raison sur toute la ligne. Sauf qu'il a oublié que "*faut pas le dire*". Beaucoup ici et ailleurs devraient (re) lire Camus. Mais là, ça vole bien trop haut.

- Ce qui est consternant pour moi c'est que tout le monde est « choqué » que Monsieur de Villiers dénonce le militantisme LGBT de Monsieur Attal qui ne devrait même plus être une cause. Par contre, rien, aucune réaction sur son appartenance à Bilderberg … ah ! Oui mais c'est bien sûr, il vaut mieux crier à l'homophobie, c'est plus productif en terme de bulletins de vote que de faire s'interroger les français (qu'ils soient ou non LGBT parce que la question n'est pas là !) sur cette organisation qui tisse sa trame tout autour du monde.
« *Quand le sage nous montre la lune, l'idiot regarde le doigt* »

- Si on ne peut plus appeler un chat un chat c'est que la censure et la "*rééducation*" politique sont bien à l'œuvre. Le milieu LGBT ne tolère rien d'autre que lui-même et encore non sans clivages et intolérances internes. On peut tolérer sans adhérer ni souhaiter voire ses enfants insidieusement "convertis"... Tout le monde est prévenu...

- Je ne crois pas que Philippe de Villiers attaque l'homosexualité, mais plutôt le fait que E. Macron ne change pas de logiciel, celui qui l'avait poussé à nommer Pap Ndiaye comme Ministre de l'Éducation nationale. C'est à dire faire primer l'idéologie sur la transmission de connaissances. Le danger est évidemment la manipulation de cerveaux pas encore formés et capable de résister. Beaucoup d'indices laissent penser que le nouveau ministre va continuer dans cette ligne. C'est la base de la dictature douce néo libérale qui se met en place : une masse conditionnée à penser d'une certaine façon, formatée dès l'enfance, pendant que l'élite forme ses enfants dans des établissements compétitifs, très onéreux où domine l'acquisition de connaissances…. Par exemple l'École alsacienne. Quand on pense que la gauche défend ce système, on est effrayé. Cela montre la confusion mortelle des idées…. Mais aussi l'alliance déconstructrice de fait entre néolibéraux et néo progressistes. Notre président me paraît de plus en plus dangereux.

Totalitarisme. N'importe quel mineur peut vous accusez de viol sans en fournir les preuves.

Crimes sexuels sur mineurs : le Conseil constitutionnel valide la loi du Sénat - Publicsenat.fr 21 juillet 2023

Le texte introduit notamment dans le code pénal un seuil d'âge de non-consentement qui permet aux mineurs de moins de 15 ans de ne pas avoir à prouver les éléments constitutifs d'un viol (menace, surprise, contrainte, violence) dès lors que l'acte est commis par une personne majeure ayant au moins 5 ans de différence avec le mineur.

Les auteurs d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) soutenaient qu'en fixant le seuil de consentement à 15 ans, cette nouvelle loi, instaurait une « *présomption irréfragable*

de culpabilité ». En conséquence, ils demandaient « *l'abrogation immédiate* » du texte, qui selon eux, remettait « *frontalement en cause la présomption d'innocence* » et était contraire aux droits de la défense.

Les Sages ne leur ont pas donné raison et ont déclaré conforme à la Constitution les dispositions contestées, qui punissent de vingt ans de réclusion criminelle des actes de pénétration sexuelle commis par un majeur sur un mineur de moins de 15 ans, lorsque la différence d'âge entre eux est d'au moins cinq ans. Publicsenat.fr 21 juillet 2023

Pourquoi Brigitte Macron n'est-elle pas passée par la case prison ? Un cas de pédophilie qui a bénéficié de l'impunité.

Wikipédia. La différence d'âge (de plus de vingt-quatre ans) entre les deux amants provoque un scandale dans la famille Trogneux, d'autant que leur relation pourrait tomber sous le coup de l'article 227-27 du Code pénal, qui consacre le délit d'atteinte sexuelle sur mineur, et qui dispose aujourd'hui qu'un enseignant qui a des relations sexuelles avec un élève mineur âgé de plus de 15 ans encourt jusqu'à trois ans de prison.

Ancien art. 227-27 Les atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur âgé de plus de quinze ans (Abrogé par L. no 2013-711 du 5 août 2013, art. 5) «*et non émancipé par le mariage*» sont punies de (L. no 2013-711 du 5 août 2013, art. 5) «*trois ans d'emprisonnement et de 45 000 €* [ancienne rédaction: deux ans d'emprisonnement et de 30 000 €]» d'amende:

1o (L. no 2010-121 du 8 févr. 2010) «*Lorsqu'elles sont commises par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait;*»
2o Lorsqu'elles sont commises par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions. — Pr. pén. 2-2 s., 8, 40, 706-3, 706-47 s., R. 50-33 s. ; CSS L. 322-3.

Promotion. Ils font la queue !

Différents d'âge- Marguerite, 64 ans, Pierre, 38 ans: "*J'ai choisi un homme plus jeune car j'ai plus envie de sexe que ceux de mon âge* " - Yahoo

Différents d'âge - Monique 64 ans, Edouard 39 ans : "*Son fils m'a cassé la gueule. J'étais choqué* " -Yahoo

Différents d'âge - Christophe 67 ans et Marina 29 ans : "*Si j'avais su, j'aurais été avec des femmes plus jeunes avant*" - Yahoo

Poly-Amours : Karen, 46 ans : "*J'ai les avantages de l'amour : toujours une personne avec qui sortir, avec qui partager du sexe...*"Yahoo

Histoires de femmes infidèles : "*Je pense à mon amant à chaque fois que je fais l'amour avec mon mari*" - Yahoo

---

La Malaisie met fin à un festival de musique après un baiser entre hommes sur scène - BFMTV 22 juillet 2023

Le groupe britannique de pop-rock The 1975 a dû écourter son concert, près de Kuala Lumpur, après que le chanteur Matty Healy a embrassé le bassiste Ross MacDonald sur scène.

Les autorités malaisiennes ont annulé samedi un festival musical qui devait durer tout le week-end après un baiser sur scène entre le chanteur et le bassiste d'un groupe britannique pour dénoncer les lois anti-LGBT en Malaisie.

En mai, les autorités indonésiennes ont saisi plus de cent montres aux couleurs de l'arc-en-ciel sur le thème de la fierté LGBT dans les boutiques de l'horloger suisse Swatch. Cette entreprise a depuis poursuivi le gouvernement en justice, réclamant des dommages et intérêts et exigeant la restitution des montres. BFMTV 22 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

La Russie lance le projet Arctic LNG 2 de gaz naturel liquéfié transporté via l'Arctique - RFI 21 juillet 2023

Le nouveau projet de gaz naturel liquéfié (GNL) transporté via l'Arctique prend forme en Russie. Vladimir Poutine a donné son coup d'envoi jeudi 20 juillet à Mourmansk pour commencer le transport en mer de cette nouvelle chaîne de production. Baptisé Arctic LNG 2, ce projet à 21 milliards de dollars renforce l'exploitation de cette route rendue praticable avec le réchauffement climatique et rebat les cartes géostratégiques de la région.

Passer par la mer, la Russie le fait déjà sur sa côte Pacifique. Son gaz naturel liquéfié (GNL), ce gaz refroidi à -160° pour arriver à une forme liquide, y est envoyé vers l'Est. Mais Vladimir Poutine voit plus grand : atteindre 20% de la production mondiale d'ici à 2035, contre 8% aujourd'hui.

« *L'idée, c'est d'atteindre les marchés qui consomment du GNL, à la fois l'Asie et l'Europe, et surtout qui ne sont pas liés à des pipelines. Le transport par pipeline a considérablement chuté en 2022, environ 50% par rapport à 2021. Et ça, c'est dû à une décision unilatérale de la Russie* », décrypte Carole Etienne, analyste gaz naturel et GNL à l'Agence internationale de l'énergie.

La route du Nord, déjà ouverte

Passer par le Nord, la Russie l'a déjà fait aussi, avec le projet Yamal. C'est lui qui a ouvert en 2017 la route de l'Arctique, devenue praticable avec notamment le réchauffement climatique. Mais les navires brise-glaces indispensables en hiver sont très couteux à utiliser.

Le projet Arctic LNG 2 prévoit donc deux terminaux placés en mer pour transborder le GNL vers des navires conventionnels et donc, moins cher. Il est porté à 60% par l'entreprise russe Novatek. Le reste du financement est partagé entre Chinois et Japonais. Le Français TotalEnergies, lui, s'est retiré de la partie après le début de la Guerre en Ukraine.

Il est prévu que le projet atteigne une capacité de production de 19,8 millions de tonnes de GNL par an grâce à trois lignes de production, en puisant dans le riche gisement de gaz d'Utrenneye à proximité. La Russie espère que cette voie de l'Arctique soit en mesure à l'avenir de concurrencer le canal de Suez pour le commerce des hydrocarbures.

Inde.

L'Inde interdit l'exportation de riz blanc non basmati, hausse du prix attendue en Afrique - RFI 21 juillet 2023

Le gouvernement indien a annoncé jeudi 20 juillet l'interdiction les exportations de riz blanc non basmati, dans le but de freiner l'inflation de cette denrée essentielle, dont le pays est le premier exportateur dans le monde. Les prix du riz ont fortement augmenté dans le marché intérieur ces dernières semaines.

Le prix du riz a grimpé de 3 % en un mois en Inde, et de 11 % à l'année, et les perspectives des prochains mois ne sont pas bonnes : les récentes inondations du nord du pays ont englouti les champs récemment semés du Pendjab, l'un des greniers à riz, et il faudra rapidement replanter pour sauver la saison. Le phénomène climatique d'El Niño devrait aussi amener moins de précipitations dans les mois à venir.

New Delhi veut éviter tout risque de pénurie et d'inflation alimentaire, surtout à 10 mois des élections législatives : les autorités ont donc interdit toute exportation de riz blanc non basmati. Cela retire ainsi du marché 45 % des ventes du plus important exportateur de riz, soit un vrai séisme.

En Afrique, les premiers pays touchés seront le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo, qui sont d'importants clients de l'Inde : Ils devront se tourner vers la Thaïlande et le Vietnam. Mais leurs tarifs devraient rapidement augmenter : la brisure de riz vietnamienne était déjà cette semaine à son prix le plus haut depuis 12 ans. RFI 21 juillet 2023

J-C – Le riz est très cher en Inde, c'est vrai, j'en achète rarement, je mange uniquement celui fourni par le gouvernement avec la « *ration card* », les bons d'alimentations si vous voulez, il est très bon et gratuit. Je partage le riz des chiens, c'est pour dire. Les jours de fête je fais une exception, j'achète un kilo de riz basmati.

Pour apprécier le riz, tout est dans la cuisson.

Ma recette pour un grand verre de riz.

- Une fois que vous avez lavé le riz, vous versez une cuillère à soupe de ghee ou d'huile dans une casserole, éventuellement vous pouvez utiliser du beurre sans le faire brunir.

- Vous faites chauffer doucement, puis vous verser le riz, vous remuez pendant quelques minutes, les grains vont devenir légèrement opaques, sans brûler évidemment !

- Puis vous ajoutez deux verres d'eau en augmentant le gaz jusqu'à ce que l'eau bouille, vous avez ajouté deux pincées de sel.

- Aussitôt après, vous réduisez un peu le gaz et vous laissez cuire tranquillement en tournant de temps en temps, l'eau doit à peine bouillir.

- Quand le riz semble avoir absorbé l'eau, le riz ne doit plus nager dans la flotte, vous coupez le gaz et vous couvrez votre casserole. A ce stade le riz n'est pas tout à fait cuit.

- 10 minutes plus tard la cuisson est terminée. Vous tournez, vous pouvez enlever le couvercle et goûter votre riz. Si toutefois il n'était pas assez cuit, ajoutez un peu d'eau, rallumez le gaz, tournez pendant une ou deux minutes, coupez le gaz et couvrez à nouveau.

Une fois qu'il est cuit, vous pouvez enlever le couvercle immédiatement ou plus tard à votre convenance, tout dépend si vous l'aimez un peu ferme ou plutôt très cuit.

En principe il ne collera pas, il sera ferme et délicieux, tant pis pour les saloperies chimiques qu'il pourrait renfermer, à moins d'avoir acheté du riz issu de l'agriculture organique (dit bio) hors de prix, mais pas introuvable, c'est réservé aux nantis.

Avec cette recette, je vous garantis que le plus dégueulasse des riz sera mangeable. Il m'est arrivé d'acheter du riz très cher, entre 50 et 60 roupies le kilo, du vieux riz, pas du riz nouveau il finirait en bouilli, je trouve cela dégueulasse, ma compagne l'avait fait cuire dans une grande casserole de flotte, il fut infecte, il n'avait plus aucun goût, alors que cru dans la bouche il en avait un, donc tout est dans la cuisson. Et cela ne prend pas plus de temps, mieux, on économise du gaz et on se régale ! Bon appétit.

Palestine occupée.

En Israël, une "*marée*" humaine marche vers Jérusalem contre la réforme judiciaire de Nétanyahou - Courrier international 23 juillet 2023

À l'approche d'un vote crucial sur la réforme judiciaire controversée du gouvernement Nétanyahou, des dizaines de milliers de manifestants sont entrés dans l'après-midi à Jérusalem, après avoir parcouru les quelque 65 kilomètres entre Tel-Aviv et la Ville sainte.

Munis de drapeaux israéliens, formant une colonne longue de plusieurs kilomètres, ils ont marché sous un soleil brûlant le long de la route principale en direction de Jérusalem, entonnant des slogans antigouvernementaux. "*Ils sont arrivés de tous les coins d'Israël. Des personnes âgées, des hommes et des femmes, des enfants, bloquant l'entrée de Jérusalem et*

remplissant toutes les rues menant à la gare routière centrale", raconte le journaliste d'Ha'Aretz. "*Une marée" humaine "à perte de vue*".

Pfeffer décrit un "*événement totalement spontané, qui a débuté avec quelques centaines de militants mercredi, avant que peu à peu des milliers, puis des dizaines de milliers les rejoignent […] Il s'agit d'une explosion de colère entièrement volontaire et populaire contre un gouvernement extrême qui s'apprête à changer le caractère d'Israël*".

Selon le gouvernement Nétanyahou, la réforme judiciaire vise entre autres à rééquilibrer les pouvoirs, en diminuant les prérogatives de la Cour suprême, que l'exécutif juge politisée, au profit du Parlement. Mais ses détracteurs estiment qu'elle risque d'ouvrir la voie à une dérive antilibérale ou autoritaire.

"*Ce n'est que le début*" : en Israël, le Parlement vote une disposition clé de la refonte judiciaire - Courrier International 24 juillet 2023

Le Parlement israélien a adopté lundi 24 juillet "*le premier projet de loi de la refonte judiciaire*" controversée portée par le gouvernement Benyamin Nétanyahou, qui limite "*le pouvoir de contrôle de la Cour suprême sur les pouvoirs exécutif et législatif*", écrit The Jerusalem Post.

La limitation de la "*clause de raisonnabilité*", qui donne la possibilité pour la plus haute instance judiciaire de l'État hébreu d'invalider une décision du gouvernement qu'elle jugerait déraisonnable, a été votée par les 64 députés de la majorité de droite et d'extrême droite.

Afrique.

Ces trois économies africaines représentent près de la moitié du PIB du continent - fr.sputniknews.africa 24 juillet 2023

La Banque mondiale (BM) confirme le statut du Nigeria comme première puissance économique du continent africain avec un PIB de 477,4 milliards de dollars en 2022. Cela ressort d'une analyse du développement économique des pays africains réalisée par la BM en juillet.

Les deux autres plus grandes économies africaines sont celles de l'Égypte et de l'Afrique du Sud. Ensemble, ces trois pays représentent 49,5% de l'économie de l'Afrique.

Selon les données de la BM, l'économie du Nigeria a augmenté de 8,3% en 2022 s'élevant à 477,4 milliards de dollars à par rapport à 440,8 milliards de dollars enregistrés l'année précédente.
Celle de l'Égypte a elle aussi poursuivi sa croissance avec un PIB de 476,7 milliards de dollars en 2022 soit 12,3% de plus par rapport aux 424,7 milliards de dollars en 2021. L'Égypte a ainsi dépassé l'Afrique du Sud qui restait jusqu'à 2020 la deuxième économie de la région.

En 2022, la République sud-africaine est arrivée en troisième position du classement, affichant son bilan annuel au niveau de 405,9 milliards de dollars.

Le top 10 des économies les plus fortes du continent africain se présente comme suit:

1. Nigeria, 477,4 milliards de dollars
2. Égypte, 476,7 milliards de dollars
3. Afrique du Sud, 405,9 milliards de dollars
4. Algérie avec un PIB de 191,9 milliards de dollars
5. Éthiopie, 126,8 milliards de dollars
6. Kenya, 113,4 milliards de dollars
7. Angola, 106,7 milliards de dollars
8. Tanzanie, 75,7 milliards de dollars
9. Ghana, 72,8 milliards de dollars
10. Côte d'Ivoire, 70 milliards de dollars.

Septième dans cette liste, l'Angola, qui a montré un taux de croissance annuelle de 62,5%, est en tête de la liste des économies faisant preuve de la progression la plus rapide en Afrique. Plus précisément, le PIB de ce pays d'Afrique centrale est passé de 65,7 milliards de dollars en 2021 à 106,7 milliards de dollars en 2022.

D'autres pays ont montré une croissance spectaculaire comme le Soudan avec une hausse de 50,9 %, son PIB passant de 34,2 milliards de dollars à 51,7 milliards durant 2022. La Zambie vient ensuite avec un taux de 34,5 %, tandis que l'économie de la Guinée s'est accrue de 31,9%. Le PIB des Seychelles a rebondi de 23,4 % pour atteindre 1,59 milliard de dollars en 2022.

Selon la Banque africaine de développement (BAD), cette croissance continue est stimulée avant tout par les prix du pétrole élevés, qui se situaient à près de 100,65 dollars le baril en 2022.

Pays en régression

Parmi les pays enregistrant un recul d'index, c'est le Zimbabwe qui a affiché la plus forte contraction de 27,1%, son PIB nominal baissant de 28,4 milliards de dollars à 20,7 milliards de dollars en 2022. Le Ghana le suit avec une régression de 8%, tandis que le PIB de la Sierra Leone a chuté de 6,6 % en glissement annuel.

Dans l'ensemble, l'économie du continent a augmenté de 3,8% pour atteindre 2,7 billions de dollars, contre 2,5 billions de dollars enregistrés l'année précédente, malgré différents vents contraires, affirme l'analyse de la Banque mondiale. fr.sputniknews.africa 24 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 30 juillet 2023.

Une bonne nouvelle pour nos lecteurs les plus assidus : La société OVH continuera d'héberger notre portail au-delà du 24 décembre 2024, elle a annulé la menace qu'elle avait formulée de nous expulser de ses serveurs, suite à plusieurs plaintes qu'elle avait reçues de la CNIL, après que j'eus accepté de retirer les documents en cause, des vieux trucs sans intérêt, vous aviez pu suivre cette histoire dans les causeries.

Capitalisme: Stop ou encore? Leur conception du travail, de la vie, de la médecine, de la société, etc. un cauchemar, ils auront fini par tout pourrir. Bonnes vacances !

"*Tout est saturé*" : de l'île de Groix aux calanques de Marseille, cartes postales des dégâts du surtourisme en France - francetvinfo.fr 27 juillet 2023

https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/temoignages-tout-est-sature-de-l-ile-de-groix-aux-calanques-de-marseille-cartes-postales-des-degats-du-surtourisme-en-france_5931881.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230727&pid=459386-1676105518-3fb080c9

Etat policier. Un prétexte de plus pour enclencher la répression.

À la Grande-Motte, se déplacer en maillot de bain dans la rue peut désormais coûter 150€ d'amende - BFMTV 28 juillet 2023

À la Grande-Motte, c'est "*tenue correcte exigée*". Dans cette station balnéaire prisée de l'Hérault (120.000 touristes par an), la mairie applique un arrêté punissant de 150€ le fait de se déplacer dans la rue "*en étant torse nu ou vêtu d'un simple maillot de bain*".

Entrée en vigueur en 2008 à 38€, cette amende a progressivement été augmentée sur demande des commerçants, exaspérés par le comportement de certains vacanciers. BFMTV 28 juillet 2023

J-C – Qu'est-ce que cela peut leur foutre, des braves gens ces commerçants ! En revanche, un corsage ouvert avec les seins qui pendent à moitié au dehors ou une jupe moulante au ras du cul c'est "*tenue correcte exigée*". Le tyran fait des émules…

Il ne leur manquera plus que le képi ou le casque colonial.

Gabriel Attal favorable à l'expérimentation de l'uniforme pour les établissements scolaires qui le souhaitent – BFMTV 28 juillet 2023

J-C – En Inde, c'est un énorme souci quasiment quotidien pour les parents et leurs enfants, parce que tous les ans ils doivent débourser de l'argent pour faire refaire des uniformes, alors souvent ils n'en ont qu'un de rechange, il faut laver immédiatement le soir même celui de la journée pour qu'il soit sec deux jours plus tard au matin, sinon le gosse ne va pas à l'école. Et il faut investir dans un fer à repasser, sinon on s'en passe !

Le coin du militant. Qu'est-ce que Révolution permanente ?

Révolution permanente (RP) est une organisation politique française trotskiste, créée en 2021 à l'issue de l'exclusion/scission du Courant communiste révolutionnaire (CCR) du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Le CCR est officiellement fondé en avril 2011. (Wikipédia)

J-C - Donc parmi les partis trotskystes ou issus du trotskysme, Révolution permanente est issue du plus dégénérée, mêlant gauchisme, opportunisme, altermondialisme, tous les courants communautaristes propulsés par les idéologues de l'oligarchie financières anglo-saxonne de Davos.

Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont manifestement pas – vous en serez totalement convaincus quand vous aurez lu la suite, ils ponctuent systématiquement leurs articles sur n'importe quel sujet par de longues références ou citations des ouvrages des dirigeants du marxisme, histoire de mieux tromper travailleurs et militants et les amener à adopter leurs positions ou leur orientation politique. En se faisant notamment les relais de la mystification sanitaire et climatique au côté de Macron, je vous laisse le soin de les caractériser.

Mystification et manipulation climatique à des fins politiques totalitaires.

Pour le savoir, il suffit de les écouter ou de les lire. Leur rhétorique et leur position sur la question climatique les trahissent, elles sont empruntés au Forum économique mondial (Davos), par conséquent, ce sont des opportunistes déguisés en révolutionnaires trotskystes.

Révolution permanente - Ce qui au XVIIIe et XIXe siècle relevait pour beaucoup de l'aléa climatique est devenu aujourd'hui une menace récurrente — si ce n'est permanente — du fait du réchauffement climatique global, qui s'est considérablement accéléré ces dernières décennies, et dont le mode de production capitaliste est la cause première.

- Les secteurs d'avant-garde de la grève contre la réforme des retraites, et au premier chef les éboueurs et les raffineurs sont également en première ligne de la crise écologique dont le volume croissant des déchets et les émissions de gaz à effet de serre sont des aspects centraux. revolutionpermanente.fr (La grève à l'heure du réchauffement par Pierre Reip - 29 avril 2023)

Mystification et manipulation sanitaire à des fins politiques totalitaires.

- « *Le virus était le choc exogène par excellence* ». revolutionpermanente.fr (Pandémies, crise climatique et léninisme écologique. Débat avec Andreas Malm par Marina Garrisi - 20 novembre 2020)

J-C - Exogène : Qui provient de l'extérieur, qui se produit à l'extérieur (de l'organisme, d'un système), ou qui est dû à des causes externes. (Le Grand Robert de la langue française)

Cela signifie que le Forum économique mondial qui avait conçu minutieusement de longue date ce scénario, comme l'a prouvé une multitude de documents et déclarations, y serait étranger, Davos ne pouvait trouver meilleurs avocats pour représenter sa mystification.

Révolution permanente - « *Il est pour ainsi dire logique que de nouvelles maladies étranges surgissent du monde sauvage : c'est précisément au-delà du territoire des humains que résident des pathogènes inconnus. Mais ce monde pourrait être laissé tranquille. Si l'économie actionnée par les humains ne passait pas son temps à l'assaillir, à l'envahir, à l'entailler, à le couper en morceaux, à le détruire avec un zèle frisant la fureur exterminatrice, ces choses n'auraient pas lieu.* »

Nous voilà donc remontés un peu plus haut dans la chaîne de causalité, à une étape où les chauves-souris semblent davantage être des victimes que des coupables.

- Le monde scientifique semble unanime, le COVID-19 n'est pas un virus manipulé. Il s'agit d'une zoonose, une transmission inter-espèce qui lui donne son caractère si dangereux puisque notre système immunitaire n'avait jamais été en contact avec cet hôte qui infectait jusqu'alors une espèce animale sauvage.

- Les scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme à de nombreuses reprises et pas seulement sur la déliquescence de notre système de santé, mais bien sur les risques de pandémie par zoonose.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le fameux laboratoire P4 a été implanté en Chine, pour surveiller les risques à ce sujet.

J-C - Bref, ils ont repris à leur compte la propagande monstrueuse diffusée par l'OMS, Gates, Washington et Davos.

Pire encore, ces abrutis ont combattu les traitements efficaces contre la covid-19, ils sont coresponsables avec Macron des plus de 100 000 morts qui auraient pu être évités, qui ont été sacrifiés, exécutés, assassinés.

Révolution permanente - Et tout le cirque autour de la chloroquine, qui ressemble beaucoup à un conflit d'intérêt entre un certain professeur qui fait la une et le mari de l'ancienne ministre de la santé, avec les laboratoires pharmaceutiques tapis dans l'ombre.

J-C - Ces cinglés ont été jusqu'à soutenir les pires mesures liberticides imposées par Macron-Davos.

Révolution permanente - Une fois que l'épidémie circule en plusieurs endroits, seule une action déterminée misant sur la distanciation sociale et le confinement est en mesure de contenir la propagation. Plus l'action des pouvoirs publics est hésitante ou incohérente, plus il sera difficile de freiner sa progression.

- Pour endiguer la pandémie, il faut réellement rester chez soi, et ne plus croiser personne, si ce n'est un nombre très réduit de gens qui doivent eux aussi faire la même chose. revolutionpermanente.fr (Une tempête parfaite. Covid-19 et crise du capitalisme par Stephen Bouquin - 5 avril 2020)

J-C - Bref, des enragés, ils ont même été jusqu'à encouragé Macron à en rajouter une couche !

Stop, ne perdons pas plus notre temps avec ces gens-là, ils n'en valent pas la peine, ils s'appellent Révolution permanente, à éviter ou à fuir. Après vous ne pourrez pas m'accuser de ne pas avoir cherché une organisation dans laquelle s'organiser.

A paraître.

Les démasqués – Qui dirige réellement le monde ?

Auteur: Claude Janvier

Date de publication: août 2023

Notre planète est-elle dirigée par un groupuscule de financiers nomades et apatrides œuvrant pour l'établissement d'un gouvernement mondial ? Est-elle sous l'empire des propriétaires de Vanguard, qui n'aiment pas être sous les feux de la rampe, à savoir les Rothschild, les Orsini, les Bush, la maison royale britannique, les DuPont, les Goldman Sachs, les Soros, avec leur Open Society, les Morgan, les Vanderbilt, les Rockefeller et leurs satellites ?

Ces familles, adeptes des clubs très fermés et de l'ostracisme social, sont parfaitement identifiées dans la chronologie élaborée par l'auteur. Leurs sociétés tentaculaires, secrètes et discrètes, ont pour but essentiel de trouver, d'enrôler et de placer, selon leurs besoins, une élite politicienne à la tête des pays de leur choix, pour exécuter à la perfection les termes de leur agenda établi sous l'autorité du Forum économique mondial de Klaus Schwab et consorts…

Revenu de base universel garanti : Un « *cadeau* » empoisonné.

J-C – Entre nous, comment pourrait-il en être autrement venant d'eux.

Vous vous êtes déjà demandé pourquoi tous ces milliardaires sont favorables à ce que le gouvernement instaure un revenu de base universel garanti ? - reseauinternational.net 25 juillet 2023

L'économiste Richard Werner, ancien « *Young Global Leader* » devenu lanceur d'alerte, décrit comment ce « *cadeau* » est un appât pour mettre en place la monnaie CBDC. (L'acronyme *CBDC* signifie central bank digital currency, ce qui en français donne "*monnaie digitale de banque centrale*" (MDBC). - J-C)

Mais il y a un mais. Ils vous diront que c'est un projet d'une telle ampleur que pour le rendre possible, chacun devra au préalable se faire implanter une petite puce électronique sous la peau, de la grosseur d'un grain de riz. Personne n'aura plus jamais besoin de sortir une carte ou un portefeuille pour recevoir ou dépenser de l'argent. Les gens vont se bousculer au portillon pour être pucés CBDC et voilà le travail.
Il faut encore croire à la fée des dents pour avaler le récit du revenu de base universel garanti.
Gardons à l'esprit que :

- L'argent n'est jamais gratuit, il y a toujours un prix à payer.

- Les milliardaires ne donnent pas leur argent, ils prennent beaucoup plus qu'ils ne donnent, autrement, ils ne seraient pas milliardaires.

- Le coût du projet devra vous revenir, les très riches ne paieront rien et c'est vous qui paierez d'une manière ou d'une autre.

- Le CBDC devra être mis en place avant le revenu universel de base, pas après.

- Si le programme de revenu voit le jour, il y aura des règles byzantines pour y accéder, des conditions restrictives pour y rester et bien sûr des impôts. En gros, vous ne verrez jamais la couleur de cet argent.

- Si quelque paiements étaient faits, ils seront payés en monnaie de singe, c'est-à-dire en argent CBDC programmable et avec date de péremption si non utilisé.

- L'argent comptant sera éliminé graduellement mais fermement, il ne restera que le troc pour échapper aux contrôles de l'État.

- Le troc sera vraisemblablement criminalisé.

Le revenu de base universel est le fromage sur la trappe à souris. Le but réel est le remplacement de la monnaie que l'on connaît par une nouvelle créature de l'État, une monnaie non accumulable dont vous aurez l'usage avant péremption, sous permission seulement, à usage contrôlé par l'État et sans confidentialité.

Une fois le CBDC en place, la trappe sera déclenchée et il n'y aura pas de retour en arrière. Ne tendez pas la main pour prendre ce cadeau empoisonné. reseauinternational.net 25 juillet 2023

France.

Monarchie héréditaire. Edouard Philippe retenu par le groupe Bilderberg pour succéder à Macron.

J-C – Il avait participé à la 64e assemblée annuelle du groupe Bilderberg du 9 au 12 juin 2016, à Dresde (Allemagne).

Edouard Philippe à l'Elysée en 2027 ? Emmanuel Macron le compte parmi ceux qui pourraient prendre sa suite - Le HuffPost 25 juillet 2023

Edouard Philippe fait à ce stade figure de prétendant principal pour endosser le costume de candidat de la majorité macroniste à la prochaine présidentielle.

Emmanuel Macron a évoqué ce mardi 25 juillet depuis Nouméa la possibilité que son ancien Premier ministre Edouard Philippe puisse « *prendre le relais* » à l'Élysée en 2027, en se disant soucieux « *qu'il y ait vraiment une suite* » à sa propre action. Le HuffPost 25 juillet 2023

En famille, le tyran Macron devrait défendre "*l'état de droit et les fondements de notre démocratie*" selon la Nupes.

J-C - Ce n'est pas un canular, au passage "*l'état de droit*" est destiné à profiter en priorité à ceux qui l'ont institué, quant à la "*démocratie*", c'est une pure vue de l'esprit, une supercherie politique. Avec de tels opposants, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

La Nupes passe son temps à tenter de légitimer Macron en prétendant le combattre, dernier épisode en date.

La Nupes appelle Macron à prendre "*les mesures nécessaires pour l'ordre républicain dans la police*" - BFMTV 25 juillet 2023

Les socialistes, les insoumis, les écologistes... et même les communistes. Toutes les composantes de la Nupes signent un communiqué commun ce mardi pour dénoncer les propos tenus récemment par le directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, et appeler Emmanuel Macron à prendre "*les mesures nécessaires*".
Dans leur communiqué, les présidents de groupe de la Nupes dénoncent:

"*Les plus hautes autorités policières ont remis en cause publiquement la décision de la justice.*"

Les mots employés par "*deux des plus hauts responsables de la police nationale ouvrent à présent la voie à toutes les surenchères*", avertit la gauche. Tout en déplorant la réaction d'Emmanuel Macron qui "*montre combien il n'a pas pris la mesure des dangers que font peser ces comportements pour le respect de l'état de droit et les fondements de notre démocratie*".

La Nupes lui demande de prendre "*les mesures nécessaires pour l'ordre républicain dans la police*". BFMTV 25 juillet 2023

J-C - Vous avez bien lu, selon ces vendus Macron serait garant de "*l'ordre républicain*", mais de quoi ils causent, lequel, pour qui ? Combien d'arrestations de policiers et d'emprisonnements pour abus de pouvoir caractérisé ou violence individuelle ou en bande organisée non justifiée contre des manifestants (ou parfois des passants, des badauds) désarmés ou pacifiques gravement blessés ou amputés d'un œil ou d'une main ?

Ils ont déjà oublié qu'il avait envoyé des canons, des chars et des missiles au régime néonazi de Kiev pour bombarder des populations civiles, afin que règne "*l'ordre républicain*" en Ukraine, en fait non, ils ne s'y sont pas opposés, ceci explique cela. Les confinements abusifs ou sans base scientifique, le passe sanitaire ou le code QR, les injections géniques expérimentales à ARN messager quasi obligatoires qu'ils ont également approuvés, n'étaient-ils pas destinés à maintenir "*l'ordre républicain*" en place ? Leur refus de rompre avec Macron, aurait-il une autre explication ?

Ils sont déçus par leur président après avoir voté pour lui ! Macron est parfaitement dans son rôle.

Manuel Bompard (LFI): "*Le président de la République aurait dû suspendre le directeur général de la police nationale et le préfet de police de Paris*" - BFMTV 25 juillet 2023

Gérald Darmanin apporte son soutien aux policiers et au patron de la DGPN après ses propos polémiques - Le HuffPost 28 juillet 2023

Avant de rencontrer les syndicats, le ministre de l'Intérieur s'est exprimé devant la presse en compagnie du préfet de police de Paris Laurent Nuñez et du directeur général de la police nationale (DGPN) Frédéric Veaux. Et il a commencé par dire qu'il comprenait « *cette émotion, cette colère, cette tristesse* » des policiers quand on « leur crache dessus, les insulte et les vilipende

« *Ils ont besoin d'avoir le soutien de leur ministre* », a donc estimé Gérald Darmanin, toutefois « *quand l'un d'entre eux commet une faute, il doit être sanctionné* ». Mais selon le ministre, « *les policiers ne doivent pas être les seules personnes en France pour qui la présomption d'innocence n'existe pas* », et serait remplacée par une « *présomption de culpabilité* ».

« *Les policiers ne réclament pas l'impunité, mais le respect* », a ensuite fait valoir Gérald Darmanin.

Interrogé sur les propos du patron de DGPN, Gérald Darmanin s'est alors montré beaucoup plus loquace en apportant son plein soutien à Frédéric Veaux, « *un grand policier, un grand flic* ».

« *Il a parlé comme parle un chef vis-à-vis de ses policiers, je le soutiens totalement et je suis très fier que ce soit un de mes collaborateurs* », a ajouté Gérald Darmanin, sans donner directement son avis sur les propos avancés par Frédéric Veaux.

Force ouvrière au côté du trio Veaux-Nunez-Darmanin, le doigt sur la gâchette.

Juridiction spécialisée pour les policiers : les magistrats dénoncent un « *renforcement de l'Etat policier* » - Publicsenat.fr 28 juillet 2023

Confortés par le soutien de leur ministre de tutelle Gérald Darmanin, les syndicats de policiers continuent de diffuser leurs revendications, au premier rang desquelles : modifier la loi et assurer un statut particulier aux policiers. Dans une interview donnée au Figaro, Linda Kebbab, déléguée nationale du syndicat Unité SGP Police FO presse pour « *légiférer rapidement* ». « *Nous voulons des magistrats spécialisés sur l'usage des armes par les forces de l'ordre, qui tiennent compte du fait qu'un policier qui utilise son arme n'imaginait pas l'utiliser cinq secondes avant* », explique-t-elle.

La policière justifie sa demande sur RTL, prétextant un manque de discernement des magistrats. « *On estime qu'ils n'ont pas toujours conscience des conditions dégradées de stress dans lesquelles les policiers font usage de leur arme et du coup qu'ils ne savent pas toujours bien apprécier les dossiers* », affirme Linda Kebbab. Même si elle ne précise pas la forme que prendraient ces « *magistrats spécialisés* », cela laisse entendre que le syndicat Unité SGP Police FO plaide pour l'instauration d'une juridiction spécialisée. Publicsenat.fr 28 juillet 2023

J-C – Cela ne vous interpelle-t-il pas ? Combien de concessions ou arrangements ne nous a-t-on pas appelé à accepter pour être digne d'avoir notre place dans le mouvement ouvrier, alors qu'en réalité il s'agissait de cautionner de véritables compromissions aux conséquences incalculables et nuisibles pour la classe ouvrier, à notre combat politique et à notre idéal, pour le socialisme ?

On s'aperçoit ici qu'au début il s'agissait seulement de mettre le petit doigt dans l'engrenage de cette machine infernale, pour qu'à l'arrivée tout y passe sans qu'on ait obtenu quoi que ce soit ou aucune avancée vers notre objectif, bien au contraire puisqu'on n'a pas cessé de s'en éloigner.

Main tendue aux opportunistes, alliance électorale ou front unique avec eux, et finalement ils vont réclamer le droit de nous abattre en pleine rue en toute impunité. On aura au passage une pensée pour Rosa Luxemburg assassinée par la social-démocratie allemande en 1919. Quand admettrons-nous que c'est la pire erreur stratégique qui ait été commise ?

Gérald Darmanin face à la fronde des policiers, les syndicats satisfaits de « *l'engagement très fort* » du ministre - Le HuffPost 28 juillet 2023

Gérald Darmanin a reçu ce jeudi 27 juillet les organisations syndicales de policiers dans la soirée, dans un contexte de protestation chez les fonctionnaires de police à la suite de l'incarcération de l'un de leurs collègues à Marseille. Le ministre de l'Intérieur, resté silencieux jusqu'alors sur le mouvement des policiers qui s'en tiennent au service minimum via le « *code 562* », leur a apporté leur « *soutien* ». Les syndicats du secteur se sont dits « *satisfaits* » de cet échange.

« *Les demandes d'Unité SGP Police, et les engagements immédiats du Ministre pour une mise en œuvre rapide !* », a félicité le premier syndicat de la police nationale sur Twitter. Parmi elles, un « *statut spécifique du policier mis en examen alors qu'il était en mission (détention provisoire, maintien du salaire, primes…), l'anonymisation totale et pour tous les agents...* ».

« *Il ne voit pas d'inconvénients en tout cas à travailler sur l'article 144 du code de procédure pénale qui est la détention provisoire afin qu'on mette une clause et que notamment les forces de l'ordre soient exclues de ce dispositif, dans l'exercice de leur mission bien évidemment* », a assuré Fabien Vanhemelryck, secrétaire général d'Alliance.

Cette proposition n'est « *pas entendable* » pour Anthony Caillé (CGT-Intérieur-Police), qui avait été interrogé jeudi matin sur Franceinfo. « *Avoir une justice d'exception à l'endroit des policiers, ça n'est pas acceptable* », « *ce serait grave dans une république, une démocratie* », avait dit ce syndicaliste.

J-C - Le régime fascisant de Macron "*une république, une démocratie*", la CGT soutient Macron et Darmanin comme elle peut !

Fronde dans la police et gouvernement discret : Jusqu'où ira la toute-puissance des syndicats ? - Le HuffPost 27 juillet 2023

La bienveillance du pouvoir politique à l'égard des syndicats de polices témoigne de leur puissance qui, semble-t-il, n'a cessé de s'accroître ces dernières décennies, selon l'avis de plusieurs spécialistes. Une tendance que la présidence Macron n'a pas stoppée, bien au contraire.

« *Depuis des années, les syndicats de police exigent le privilège de droits qui les distingueraient des citoyens, au-delà des moyens légitimes dévolus à la force publique* », résument le sociologue Christian Mouhanna et le professeur de droit Olivier Cahn dans une tribune publiée mercredi 26 juillet dans Le Monde, « *depuis 2016, ils voient même cette exigence progressivement satisfaite par le législateur.* »

De fait, leur palmarès est conséquent depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, un président jugé pourtant peu complaisant à l'égard du dialogue social, ou des organisations syndicales en général. Au-delà des primes et revalorisations salariales décidées lors de la crise des gilets jaunes par exemple, ou d'un traitement de faveur pour la première version de la réforme des retraites, les syndicats ont vu plusieurs de leurs revendications satisfaites, comme la gratuité du train sous certaines conditions.

Parmi ces faits d'armes, il est sans doute un épisode encore plus révélateur de leur influence. Le 8 juin 2020, le ministre de l'Intérieur de l'époque Christophe Castaner annonce l'abandon de la technique de la clef d'étranglement, une méthode d'interpellation polémique, pointée du doigt après la mort de Cedric Chouviat, un livreur décédé lors de son interpellation à Paris. Il demande également « *qu'une suspension soit systématiquement envisagée pour chaque soupçon avéré d'acte ou de propos raciste*. »

Furieux, les syndicats appellent à manifester et posent menottes à terre. « *Les policiers ne considèrent plus Christophe Castaner comme étant légitimement leur ministre aujourd'hui. Il est indigne d'être le ministre de l'Intérieur* », assène alors Yves Lefebvre, le patron de l'unité Unité SGP Police à l'époque, le 11 juin sur Europe 1. Le ministre, proche d'Emmanuel Macron, ne résiste pas : il est débarqué moins d'un mois plus tard, à la faveur d'un remaniement.
« *Il ne faut pas se leurrer, ce sont eux qui l'ont fait virer. À ce moment-là, j'ai compris qu'ils avaient un pouvoir incroyable* », résumait à l'époque au HuffPost une source de premier plan au sein du ministère de l'Intérieur, avant que le principal concerné confirme la chose lors de l'émission « *Complément d'enquête* », diffusée à l'automne 2022.

Trois ans, et d'autres manifestations plus tard - dont une devant l'Assemblée nationale au cours de laquelle un syndicaliste souhaitait voir « *les digues de la Constitution* » céder -, les spécialistes sont nombreux à estimer que l'influence de ces organisations a encore franchi un cap. Ceci, à la faveur de la « *faiblesse du gouvernement* », selon les mots du chercheur spécialiste des questions de police, Sebastian Roché.

J-C - Cette explication ne tient pas ou elle est insuffisante, l'essentiel est ailleurs. Macron contrairement à ses prédécesseurs est un produit de marketing entièrement fabriqué par les oligarques de l'extrême-centre, à eux seuls il doit sa légitimité et il a des comptes à rendre, c'est à la fois sa faiblesse et sa force à la manière bonapartiste. Il est seul sans jamais vraiment l'être. Il semble avoir du pouvoir mais il n'en a absolument aucun. Il exécute leurs ordres. Il dit et fait ce que ses conseillers lui disent ou il doit leur soumettre toutes ses initiatives avant réalisation. Il est en permanence sous leur contrôle, le peu de liberté qu'ils lui accordent concerne certaines dispositions dans des domaines très limités, en cas d'erreur ou de dérapages ils répareront les dégâts et les médias se chargeront de les instrumentaliser à son avantage, au départ en le chargeant, ensuite en le ménageant pour retrouver sa pureté originelle...

Le HuffPost - *« L'autorité de l'État commence par l'autorité sur ses propres fonctionnaires. Or aujourd'hui, je pense que le gouvernement a peur* », assurait-il dans les colonnes de Télérama, le 24 juillet dernier, « *on le voit, l'équilibre du rapport de force est très précaire. Les syndicats de police ont le pouvoir qu'on leur donne et celui-ci dépend de la solidité du gouvernement.* »

J-C - "*La solidité du gouvernement*" repose sur une imposture, de même que l'Etat ou le capitalisme, l'ignorance des masses bien entretenues ou conditionnées.

Le HuffPost - Christian Mouhanna et Olivier Cahn pointent le même phénomène. « *Si certains policiers se sentent aujourd'hui en position de force au point de réclamer un statut au-dessus des lois, c'est que l'institution policière est -parvenue, depuis quelques années, à*

convaincre le gouvernement qu'il ne tient que par elle », écrivent-ils dans leur tribune, en ciblant la « *surenchère permanente* » au sein des forces de l'ordre.

J-C - Compte tenu que Macron est le produit d'un coup d'Etat, et qu'il pratique l'abus de pouvoir en guise de gouvernance conformément à la Constitution bonapartiste de la Ve République, les policiers ne voient pas pourquoi en contrepartie de leur loyauté ou de leurs services rendus, ils ne profiteraient pas des mêmes privilèges d'impunité ou d'un régime d'exception, bref, cela fait tache d'huile comme l'on dit. Ils veulent bien continuer à assumer leur fonction de gardien du régime ou de l'ordre en place, les conséquences de la politique ultra réactionnaire appliquée par Macron, à condition qu'on leur octroie davantage de pouvoir, le régime bonapartiste basculant ouvertement dans la dictature caractérisée.

Le HuffPost - Dans ce contexte, les policiers frondeurs peuvent toujours compter sur la droite et l'extrême droite, promptes à convertir leurs revendications sur le terrain politique et législatif. À titre d'exemple, Éric Ciotti, Marine Le Pen ou encore Éric Zemmour plaident de longue date pour la création d'une « *présomption de légitime défense* », qui reviendrait, in fine, à leur accorder le « *statut spécial* » qu'ils réclament aujourd'hui, et les exonérerait ès qualités du code de procédure pénale. Dès lors, la réponse du gouvernement se fait sur une ligne de crête, entre respect de l'État de droit et hommage aux forces de l'ordre. Elle risque, cependant, d'être difficile à tenir d'un côté comme de l'autre si la contestation s'installe dans la durée.

J-C - Qu'il se rassure, la justice sait faire preuve de bienveillance envers les forces de l'ordre, elle est au service de l'ordre, ce qu'ils appellent aussi l'ordre républicain. Quelques exemples.

Depuis l'épisode des Gilets jaunes, depuis 2018 et les centaines de plaintes déposées contre des policiers par des manifestants, combien ont été déclarées recevable par le parquet, moins de 10%, et combien ont donné lieu à des condamnations, moins de 10% également, et combien ont écopé de la prison ferme, aucun !

5 ont été condamnés à de la prison avec sursis, dont deux sur Paris :

- 2 et 4 mois le 19 décembre 2019, en outre le tribunal a décidé de ne pas inscrire la peine sur son casier judiciaire pour qu'il puisse continuer d'exercer, quelle sollicitude, c'est touchant ! (AFP)

- Un autre sur Montauban le 11 juillet 2023 a écopé de 6 mois avec sursis. (AFP).

- Un autre (Nancy) a pris 2 mois avec sursis le 15 mars 2023, "le tribunal a également prononcé une dispense d'inscription au bulletin numéro 2 du casier judiciaire du policier. Ce dernier encourait trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. Ce jugement est conforme aux réquisitions prononcées par le représentant du ministère public." (AFP)

- Le dernier, le 23 juin 2020 le tribunal correctionnel de Strasbourg l'a condamné à 18 mois de prison avec sursis. (rue89strasbourg.com)

Bref, la collusion est flagrante, les deux institutions, judiciaire et policière, appartiennent toutes les deux à l'appareil répressif de l'Etat.

Traitements des Gilets jaunes par la justice.

En novembre 2019, selon un bilan provisoire, Le Monde évoque « *une réponse pénale sans précédent* » avec notamment plus de 10 000 gardes à vue et plus de 3 100 condamnations, soit « *un record pour un mouvement social* », dont « environ 400 ont donné lieu à des peines de prison ferme avec incarcération immédiate (dites « *avec mandat de dépôt* ») ».

Selon Amnesty International, entre novembre 2018 et juillet 2019, 11 203 manifestants sont placés en garde à vue. Plus de la moitié (5 962 manifestants) est libérée sans poursuites. En 2019, 20 280 personnes sont reconnues coupables d' « *outrage à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique* », y compris dans des contextes de manifestations, dans certains cas pour des slogans. En tant qu'organisme de défense des droits de l'homme considérant la plupart des gardes à vue comme des entraves au droit de manifester, l'ONG estime que 40 000 personnes au total ont été abusivement condamnées dans le cadre de ce mouvement depuis fin 2018.

Début décembre 2018, après avoir appelé à « *entrer* » à l'Élysée, Éric Drouet fait l'objet d'une enquête pour « *provocation à la commission d'un crime ou d'un délit* » et « *organisation d'une manifestation illicite* » ; le mois suivant, il est interpellé pour la troisième fois et placé en garde à vue.

La justice est suspectée de freiner les plaintes visant la police. Le Canard enchaîné indique le 8 mai 2019 qu'aucune des 227 procédures ouvertes par l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) n'a abouti. À cette date, l'IGPN a bouclé 59 enquêtes, dont les dossiers ont été envoyés à la justice, mais cette dernière n'a encore pris aucune décision, ni de poursuivre ni de classer. (Wikipédia)

Rappel sur l'Etat policier déjà en vigueur.

« *Nous n'avons pas de regret sur la façon dont nous avons mené l'ordre public et la sécurité publique. C'est une crise inédite depuis 50 ou 60 ans, personne n'a eu à affronter ce que nous avons eu à affronter avec Christophe Castaner et les choses se sont quand même globalement bien passées en matière d'ordre public*», a déclaré Laurent Nuñez lors de l'émission le «Grand Jury» sur RTL/LCI/le Figaro.

« *Quand il y a une agression contre des policiers et qu'il y a une riposte proportionnée, oui il peut y avoir des blessés* », a estimé Laurent Nuñez, « *ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale* ». « *Je ne présente pas d'excuse, je m'en remets à la justice de mon pays* », a-t-il ajouté.

Alors que le procureur de Paris a annoncé jeudi que des policiers seront jugés pour violence, le secrétaire d'Etat a souligné que « *le nombre d'enquête est très faible au regard de l'engagement qui a été celui des policiers* » et «le nombre de dossier pour lequel le procureur annonce qu'il pourrait y avoir des poursuites est encore plus faible».
« *Une poursuite ne veut pas dire qu'il y aura condamnation* », a-t-il aussi dit, assurant qu'en cas de condamnation, il y aura appel. « *J'ai toute confiance dans les policiers et gendarmes de ce pays […] Nous savons qu'ils ont employé la force de manière proportionnée dans la plupart des cas, et la force n'a été employée que quand il s'agissait de riposter à des agressions violentes contre eux-mêmes ou contre nos institutions* », selon lui.

« *Avec Christophe Castaner nous avions toujours dit que s'il y avait des fautes commises dans l'emploi de la force, il y aurait bien évidemment des sanctions* », a-t-il toutefois assuré, ajoutant qu'il s'agissait d'un « *nombre infime de cas* ». liberation.fr/AFP 2 juin 2019

Le journaliste David Dufresne dénombre, au 13 avril 2019, 1 décès et 613 personnes blessées par les forces de l'ordre, dont 238 blessées à la tête, 23 éborgnées et 5 ayant eu une main arrachée. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, dément toute violence policière. Wikipédia

4 ans plus tard, ils récidivent.

Les émeutes qui ont suivi le décès du jeune Nahel en 2023, ont fait l'objet du même traitement, plus de 1000 arrestations en 4 jours, des centaines de condamnations à de la prison ferme parfois sur simple présomption de participation à des pillages, pour avoir été au mauvais endroit au mauvais moment.

Les émeutes ont occasionné 1 000 arrestations et 600 incarcérations - AFP/Le Point 19 juillet 2023

Au total, 1 278 jugements ont été prononcés, avec 95 % de condamnations, a détaillé le ministre. Il a ajouté que 1 300 personnes avaient été déférées au parquet et que 905 avaient fait l'objet d'une comparution immédiate. À l'issue de ces audiences, 1 056 personnes ont été condamnées à une peine d'emprisonnement, dont 742 à une peine ferme avec un quantum moyen de 8,2 mois. Pour l'instant, 600 personnes ont été incarcérées.

En 2005, après trois semaines de révolte urbaine consécutives à la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, poursuivis par des policiers, 4 728 personnes avaient été interpellées et la justice avait prononcé plus de 400 condamnations à des peines de prison ferme. AFP/Le Point 19 juillet 2023

A lire aussi :

Comment la police met fin à l'État de droit - frustrationmagazine.fr 25 Juillet 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/police-etat-droit/

Dans la foulée.

Mort d'Adama Traoré en 2016 : le parquet de Paris requiert un non-lieu pour les gendarmes - Le HuffPost/AFP 26 Juillet 2023

Le parquet de Paris a requis ce mercredi 26 juillet un non-lieu au terme de l'enquête sur la mort en juillet 2016 d'Adama Traoré dans l'enceinte de la gendarmerie de Persan (Val-d'Oise) à la suite de son interpellation par des gendarmes, a appris l'AFP de source proche du dossier.

Cette évolution était attendue, personne n'ayant été mis en examen dans cette affaire emblématique. La décision finale sur un éventuel non-lieu ou une relance des investigations revient désormais aux juges d'instruction chargés du dossier.

La famille de la victime accuse les militaires d'avoir pratiqué un « *plaquage ventral* », s'appuyant sur des déclarations initiales de l'un des gendarmes selon lequel Adama Traoré « *a pris le poids de nos corps à tous les trois* » lors de son arrestation. Ils accusent aussi les gendarmes de n'avoir pas porté secours au jeune homme.

Adama Traoré avait eu un malaise dans leur véhicule avant de décéder dans la cour de la gendarmerie de la ville voisine de Persan. Il avait été laissé menotté jusqu'à l'arrivée des pompiers.

Selon un rapport rendu en janvier 2021 par quatre experts belges, confirmé en août 2022 par un complément d'expertise, son décès a été causé par un « *coup de chaleur* » qui n'aurait toutefois « *probablement* » pas été mortel sans son interpellation par les gendarmes, qui avaient menotté le jeune homme alors qu'il se débattait allongé sur le ventre. Le HuffPost/AFP 26 Juillet 2023

En complément.

A l'extrême droite toute !

- Le principal problème concerne la capacité de réformer, de légiférer dans le sens de la fermeté et de la sanction. Cette difficulté est liée à l'impuissance d'une majorité relative.

Aujourd'hui, compte tenu de l'Etat de l'opinion, les esprits sont mûrs pour que puissent être votées des lois qui poussent à une plus grande fermeté pénale. Tout le problème est dans la capacité d'Emmanuel Macron à aller dans ce sens. Avec la majorité relative, il fait face à une difficulté pour faire passer des réformes. Elles seront en panne de majorité. Elles risquent également de renforcer les Républicains au détriment de la macronie. Aller dans ce sens de la fermeté, qui est réclamé notamment par les Républicains, va conduire à affaiblir la macronie au bénéfice des Républicains.

Toute la question est de savoir si, étant donné ce qu'est aujourd'hui la demande sociale de rigueur, de fermeté, de plus grandes possibilités de sanctions pénales, il ne serait pas nécessaire pour Emmanuel Macron de prendre ce risque politique en allant dans un sens très clairement plus répressif, ce qui correspondrait à l'inflexion à droite de son positionnement et de son électorat, qui s'est droitifé lors des élections de 2022 par rapport à 2017. Ce choix lui permettrait de correspondre à la logique de son évolution. Atlantico 27 juillet 2023

Lu.

- Macron sait l'importance décisive de la complaisance judiciaire apportée à son système mais également le nécessaire soutien policier à son régime vermoulu.

Eh bien si Monsieur le président il y a plein de gens dans votre système qui sont au-dessus de la loi. À commencer par vous-même, ce qui est fort normal en raison de votre immunité constitutionnelle. Mais également par l'indulgence judiciaire dont vous bénéficiez pour vos activités antérieures à votre entrée à l'Élysée, indulgence étendue à vos amis. Jusqu'à présent François Bayrou, Richard Ferrand, Alexis Kholer, Thierry Solère, Olivier Dussopt, François de Rugy, Jean-Paul Delevoye, Muriel Pénicaud, Agnès Buzyn, Bruno Lemaire, les dirigeants de McKinsey France, les protagonistes de l'affaire Alstom, ceux de l'affaire du fonds Marianne, de l'affaire BPI France, etc. etc. tout ceux-là et bien d'autres encore sont au-dessus de la loi.

Parole d'internaute

- Le chef de la police attaque la Constitution, sa femme siège au Conseil Constitutionnel25 juillet 2023Corruption, Etat policier (photo)

https://contre-attaque.net/2023/07/25/le-chef-de-la-police-attaque-la-constitution-sa-femme-siege-au-conseil-constitutionnel/

Frédéric Veaux, un policier, passé par l'anti-terrorisme, la BRI et le renseignement. Il a notamment travaillé avec Bernard Squarcini, chef de la police politique sous Sarkozy, aujourd'hui consultant privé au service de milliardaires et mis en cause dans plusieurs affaires judiciaires. En 2020, Frédéric Veaux est nommé Directeur Général de la Police National, c'est-à-dire patron de tous les policiers de France, à la tête de 150.000 hommes.

En juillet 2023, Frédéric Veaux sort de son devoir de réserve et prend la défense d'un agent de la BAC ayant fracassé la tête d'un jeune homme à Marseille, avant de le laisser pour mort. Il déclare que savoir le policer en prison «*l'empêche de dormir*» et «*qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison*». Le numéro 1 de la police française dénonce donc une décision de justice, viole ouvertement la Constitution et piétine le principe de séparation des pouvoirs. C'est-à-dire, en principe, la garantie minimale pour ne pas être en dictature.

Véronique Malbec est une femme de loi. Elle a été procureure à Rennes et à Versailles, puis secrétaire générale du ministère de la Justice et directrice de cabinet du ministère, sous les ordres de Dupont Moretti. En février 2022, elle est nommée par le clan Macron pour siéger au Conseil Constitutionnel, l'instance chargée de veiller au respect de la Constitution et du principe de séparation des pouvoirs. C'est le Conseil Constitutionnel qui a notamment validé la réforme des retraites en avril 2023, alors que la loi avait été imposée par 49-3 en violant tous les principes démocratiques.

S'il fallait respecter la Constitution, le chef de la police aurait dû être mis à pied immédiatement après ses propos. Et l'on aurait dû lui rappeler que commettre une infraction en étant policier est en principe une circonstance aggravante, et pas atténuante. Mais Véronique ne va pas sanctionner son mari Frédéric.

Le macronisme est un petit clan qui s'est emparé de tous les postes clés de la République et qui a donc supprimé tous les contre-pouvoirs institutionnels. Méthodiquement.

Tribune libre.

De la république policière à la république fasciste ? par Frédéric Lordon

https://reseauinternational.net/de-la-republique-policiere-a-la-republique-fasciste/

Mon commentaire :

J-C – A quel exercice Lordon s'est-il livré, sinon s'en prendre au *Monde* qui ne défendrait plus la Ve République qui lui est si chère (à Lordon).

Lordon – Passée dans une économie morale séparée, la police a totalement perdu de vue la nature exorbitante des prérogatives qui sont les siennes dans une société : être mandatée pour détenir des armes et possiblement s'en servir. Des prérogatives aussi extraordinaires ne sauraient aller sans la conscience d'une responsabilité extraordinaire. Mais non : la police veut pouvoir tirer à tuer sans être empêchée, ou cogner jusqu'à laisser pour mort sans être réprimandée.

J-C – C'est faire l'impasse sur la répression violente dont la police fit usage depuis 1958, exemples : le 17 octobre 1961 ; mai 67 en Guadeloupe ; mai-juin 68 ; 1984 à 1988, puis le 17 janvier 2008 en Nouvelle-Calédonie ; 2016 manifestants contre la loi Travail ; 2018 mouvement des Gilets jaunes, etc.

Lordon – …et tout ce que le garde des Sceaux, c'est-à-dire le conservateur de la Constitution et de sa Déclaration des droits de l'homme, trouve à répondre…

J-C – Lordon le revendique ouvertement, le soi-disant opposant se démasque ici. Les aspects bonapartistes et antidémocratiques de la Constitution de la Ve République passent à la trappe. Quant à la "*Déclaration des droits de l'homme*", c'est celle du bourgeois égoïste décrite à une autre époque par Marx.

Lordon – Sans doute en France, le mot (république – J-C) a-t-il reçu sa signification de la Révolution. Au moins la « *république* » d'alors, à défaut du tour qu'elle prit ensuite, était toute marquée des idéaux de démocratie et d'égalité, dont il est patent que la Ve République finissante leur est devenue totalement étrangère.

J-C – Confirmation, il est nostalgique de la bonne Ve République de papa et maman… Il va en prendre la défense plus loin, entendez, avant toutes les institutions ou officines qu'ils citent fonctionnaient admirablement bien, remplissaient bien leurs fonctions et méritaient notre admiration !

Lordon – En réalité nous connaissons désormais parfaitement les vrais territoires perdus de la république : ce sont les commissariats, les fourgons de police, la préfecture et l'IGPN, mais aussi le bureau du garde des sceaux(…), les tribunaux(…), les instituts médico-légaux (…), les prisons et les CRA (…) tous ces médias (…). Voilà les vrais territoires perdus de la république – à l'exact envers de ceux qui sont usuellement donnés pour tels, ces quartiers

d'où monte pourtant la demande d'égalité la plus authentiquement républicaine, où la valeur de la république – car dans une république démocratique et sociale il n'y en a qu'une : l'égalité – est prise au sérieux.

J-C – L'égalité, c'est justement celle qui est irréalisable sous un régime dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes. Lordon le sait, c'est un manipulateur.

Lordon – Mais c'est bien le bâtiment entier de la Ve « *République* », dans toutes ses structures, qui est en train de s'effondrer.

J-C – Voilà ce qui l'inquiète tant que cela.

Lordon – Alors le registre « *policier* » imprègne et sature toute la vie publique – et c'est bien ainsi que se qualifie une république policière.

Lordon – …nous pouvons nous rendre au constat irréfragable que nous sommes passés dans une république policière.

Lordon – …il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu'une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste.

Lordon – …« *Police républicaine* » est devenu le plus sinistre des oxymores.

J-C – Il vient tout juste de le découvrir, alors qu'en 2012 un ministre de l'Intérieur était devenu Président de la Ve République, Sarkozy. Diable, quelle audace !

Lordon – Dès le départ, il faut l'avouer, la confusion était installée. Car « *république* » n'ayant jamais rien dit d'autre que « *chose publique* », elle est en elle-même une catégorie qui ne préjuge rien quant à sa forme, et peut tout aussi bien s'accommoder, selon les catégories usuelles de la philosophie politique, de la monarchie, de l'oligarchie ou de la démocratie…

J-C – Et les rapports sociaux qui sont à la base du mode de production en vigueur, il faudrait lui rappeler que cela existe et que même cela détermine tout le reste…

Lordon – Tel un immeuble effondré, tous les étages de la politique institutionnelle se sont écroulés les uns sur les autres…

J-C – Encore un regret ?

Lordon – …même mépris pour les réels principes d'une démocratie libérale.

J-C – C'est son idéal, une Ve République vertueuse en somme !

Lordon – Les menées ouvertes du ministre de l'Intérieur contre son président devraient être à la une de tous les médias, tourner en boucle. Rien.

Lordon – En six ans, le macronisme, totalement ignorant de ce qu'est une société, des forces qui la composent…

J-C – Visiblement il est dépassé par les évènements ou il n'y comprend pas grand-chose.
Lordon – Malheureusement, ils (la "*bourgeoisie éclairée*", "*humaniste et cultivée*", la "*bourgeoisie-de-gauche*" – J-C) ne sont pas les seuls à qui il faut faire comprendre la différence entre un état et une évolution, un point et une trajectoire – et une vitesse de parcours de la trajectoire à partir du point.

J-C – A qui donc s'adresse Lordon, aux lecteurs du *Monde*, ça on l'avait compris, c'est bien connu que c'est là aussi qu'on trouve les opposants les plus déterminés à Macron, mais plus précisément, à la "*bourgeoisie éclairée*", "*humaniste et cultivée*", la "*bourgeoisie-de-gauche*", du coup tout s'explique, mais alors, cet article ne nous était pas destiné et on a encore perdu notre temps, eh ben oui grand bêta !

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie qui va avec.

Lu.

L'OMS s'immisce discrètement, mais sûrement, dans l'éducation sexuelle des tout petits. (De 0 à 4 ans).

Voici un extrait d'un de ses rapports, publié en 2013 :

OMS : Bureau régional pour l'Europe. Standards pour l'éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes. Santé sexuelle

Page 35 :

1.3 Pourquoi commencer l'éducation sexuelle avant l'âge de quatre ans ?

«*Nous l'avons dit à plusieurs reprises : l'éducation sexuelle doit être comprise dans un sens large et holistique, et la sexualité considérée en tant que potentiel positif de l'être humain. L'enfant est un être sexué dès sa naissance, même si sa sexualité est différente de celle des adultes à de nombreux égards, notamment dans son expression, ses contenus et ses objectifs.*

À chaque âge, chaque étape de développement, il aura des questions et des comportements spécifiques (p, ex, découverte et exploration de son corps et de celui de ses camarades en jouant au docteur, se plaire à montrer son corps et à regarder celui des autres, faire preuve de pudeur envers autrui, etc.) auxquels il s'agira de réagir par une pédagogie adaptée.

Le développement psychosexuel pendant l'enfance va de pair avec le développement de compétences physiques, émotionnelles, cognitives et sociales. Nous renvoyons au chap. 3.2 pour une description détaillée du développement psychosexuel de l'enfant».

Page 38 : 0-4 ans

«*Le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation enfantine précoce, la découverte de son propre corps et de ses parties génitales, le fait que le plaisir lié au contact physique est un aspect normal de la vie de chacun*».

Page 39 : 0-4 ans

«*Le droit d'explorer les identités sexuelles*».

https://www.sante-sexuelle.ch/assets/docs/Standards-OMS_fr.pdf

Les buts nauséabonds de cette organisation montrent le degré d'abjection, d'amoralité, de dépravation et de débauche de ses dirigeants et de ses maîtres.

J-C – On ne vous le fait pas dire, ce sont des monstres et il faudrait neutraliser leur capacité de nuisance…

Combat contre l'arnaque et la dictature climatique.

Le catastrophisme climatique prend froid. c'était une vulgaire manipulation pour entretenir une psychose collective.

J-C - En temps réel leur supercherie est dévoilée, un vrai bonheur. Sur un ton désabusé, ces malfaisants expriment un regret, lisez attentivement.

Après une dernière semaine de juillet plus fraîche, quelles sont les prévisions pour le mois d'août? - BFMTV 27 juillet 2023

Les deux premières semaines du mois d'août s'annoncent fraiches sur la partie nord du territoire, et dans les normales de saison dans le sud, avant une nouvelle hausse des températures.

La première quinzaine s'annonce plutôt fraîche et humide en raison de la masse d'air océanique qui sera toujours présente au-dessus du territoire.

Elle apportera "une couverture nuageuse assez importante et un temps parfois pluvieux au nord" au début du mois, prévoit Météo France. Côté températures, elles devraient être "*en-dessous ou localement proches des normales de saison"*.

Le soleil dominera tout de même sur le pourtour méditerranéen, avec un mistrale et tramontane bien présents.

"*Dans le sud de la France, les températures modélisées sont plus élevées mais ne devraient que rarement excéder les valeurs de saison*", abonde Guillaume Séchet, météorologiste et journaliste BFMTV sur son site.

Cette relative fraîcheur pourrait perdurer jusqu'au 20 août sur la partie nord, selon le modèle de prévision européen, cité par Guillaume Séchet. Des températures de saison s'imposeront

par ailleurs dans la partie sud et aucune "*anomalie thermique*" n'est prévue pour la fin du mois.

Avec une première quinzaine "*relativement fraîche*" et une deuxième "*possiblement plus estivale mais sans excès*", le mois d'août "*pourrait finalement être un mois classique et se situer dans les normales saisonnières*", conclue Guillaume Séchet.

Francetvinfo la veille.

- Feux de forêts : les Bouches-du-Rhône et le Var en alerte orange ce jeudi, le Vaucluse plus concerné

- Incendies en Sicile : Catane toujours dans la fournaise

- Sicile : incendies dévastateurs autour de Palerme

- Incendies en Algérie : le bilan est lourd

- Incendies en Grèce : le tourisme menacé à Corfou
- Les pays de la zone Méditerranée luttent contre chaleurs et incendies suffoquants

Peu importe, le jour même, soit le 27 juillet 2023, ils en rajoutent.

- Sécheresse : Mandelieu-la-Napoule repeint la pelouse en vert

- Incendies en Grèce : spectaculaires paysages de cendres sur l'île de Rhodes

- Sicile : l'église Santa Maria di Gesù complètement calcinée à Palerme

- Réchauffement climatique : on vous explique la "*théorie du donut*"

- Incendies et canicule en Grèce : "*Nous vivons une préfiguration des étés futurs*", s'inquiète un météorologue à l'Observatoire national d'Athènes

---

Il y a du gaz dans l'eau !

- La vapeur d'eau (H20) est un gaz à effet de serre, c'est-à-dire que sa présence dans l'atmosphère limite la capacité de la Terre à se refroidir en émettant du rayonnement infrarouge vers l'espace. Sa contribution est supérieure à celle du dioxyde de carbone (CO_2) ou du méthane (CH_4), car ces derniers sont présents à l'état de traces : il y a typiquement dix fois plus de vapeur d'eau que de CO2 dans l'atmosphère.

Le soleil est vivant !

- Le mouvement du soleil provoque le réchauffement et le refroidissement de la terre dans le cycle de Hallstatt de 2200 ans.

Les changements de distance entre le Soleil et la Terre sont l'une des deux principales raisons du réchauffement et du refroidissement de la Terre, et, soit dit en passant, des autres planètes également. Comme la terre, le soleil se déplace autour du centre de masse du système solaire, mais sur une orbite beaucoup plus compliquée.

L'autre raison principale est les changements cycliques du nombre de taches solaires et donc de l'intensité du rayonnement.

Cet article est destiné à utiliser les publications scientifiques issues de l'astrophysique de la lune pour un texte aussi compréhensible que possible. La question est connue depuis plusieurs siècles, et il y a eu récemment des différences en raison de l'ampleur des changements.

https://reseauinternational.net/le-mouvement-du-soleil-provoque-le-rechauffement-et-le-refroidissement-de-la-terre-dans-le-cycle-de-hallstatt-de-2200-ans/

Totalitarisme. Désinformation. Propagande de Davos. Pas besoin de manger de la viande pour être enragé et nuisible.

J-C - La totalité de leur argumentation est fausse, une pure invention, une machination téléguidée depuis le Forum économique mondial.

Rappel : Le pourcentage de CO^2 dans l'air dû à l'activité humaine (ou anthropique) est insignifiant. Il est passé de 0,03 à 0,04% en un siècle, il a augmenté de 0,01% en un siècle. Le CO^2 présent dans l'air provient essentiellement de la végétation et des océans (à 94% environ). La hausse de la température précède la hausse du taux de CO^2 dans l'air.

La consommation de viande est-elle "*l'une des causes*" des fortes chaleurs et incendies comme l'assure Sandrine Rousseau ? - BFMTV 26 juillet 2023

"*La consommation de viande est une des causes de ce qui se passe en Algérie, Espagne, Grèce, Chine, Arizona et partout*", a écrit la députée écologiste de Paris ce mercredi sur Twitter.

"*Quand on parle des incendies, il est important de les lier au dérèglement climatique. Et je pense que ce tweet fait le lien. Il y a aujourd'hui un consensus scientifique clair sur la question, la consommation de viande participe dérèglement climatique que l'on connaît*", souligne Charlie Brocard, chercheur spécialisé en alimentation à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Les études menées ces dernières années sont claires, pour préserver l'environnement, nous devons abaisser notre consommation de viande. À quel point? Les résultats des diverses études varient. Celle partagée par l'université d'Oxford dans la revue *Nature* préconise une

diminution de 90% pour rester dans l'objectif d'1,5°C en plus d'ici 2050. L'étude de l'Iddir, elle, pointe plutôt vers une diminution de l'ordre de la moitié.

"*La viande est responsable d'une large part de la déforestation, de la consommation d'eau et in fine de nos émissions de CO2. Ces incendies sont directement liés au réchauffement de la planète. Se prendre en photo avec un steak c'est nier le problème climatique et notre responsabilité dans celui-ci*". BFMTV 26 juillet 2023

J-C – Ce qu'il y a de bien avec ces psychopathes endurcies, c'est que leur argumentation est tellement hors sol ou grotesque, qu'on n'a même pas besoin de le démontrer. En présence d'une telle imposture, vous avez le droit de les traiter de dingues, d'ordures, de ce qu'ils sont en réalité puisque leurs réelles intentions sont nuisibles à l'espèce humaine.

Santé.

Lu.

En 2020, on dénombre 11 millions de Français porteurs de maladies chroniques, chiffre qui augmente chaque année, et même 20 millions si on rajoute l'hypertension artérielle et l'obésité. On délivre de plus en plus de médicaments (40 % des Français prennent un médicament tous les jours)… et les gens ne vont pas mieux pour autant… on soigne mais on guérit rarement.

J-C – Tout s'explique !

L'étude publiée dans The Lancet qui a révélé que les vaccins COVID ont causé des décès retirée 24 h après sa publication - lemediaen442.fr 27 juillet 2023

Une nouvelle étude, menée par des chercheurs médicaux respectés, et publiée dans *The Lancet* a indiqué que les vaccins COVID ont en fait tué des gens ; l'étude a été elle-même tuée 24 heures plus tard. Cette étude a été menée par le Liberty Counsel, qui a été l'un des principaux combattants devant les tribunaux contre les nombreuses campagnes de vaccination COVID de la part de l'administration Biden pendant la pandémie.

Le rapport indique que l'étude a été réalisée par le Dr Peter McCullough et d'autres, et a été publiée dans The Lancet. Mais elle « *a été rapidement censurée dans les 24 heures suivant sa publication car elle montrait des preuves claires que les vaccins COVID-19 étaient responsables de nombreux décès* ».

Sur les 325 autopsies examinées, « *l'étude a révélé que les injections de vaccins ont directement causé ou contribué de manière significative à jusqu'à 74% de ces décès* ». L'étude s'appelait « *Un examen systématique des résultats d'autopsie dans les décès après la vaccination contre le COVID-19* », et elle était publiée sur *The Lancet* le 5 juillet.

Mais en moins de 24 heures, elle n'était plus là… The Lancet a affirmé qu'il y avait des problèmes de « *critères de sélection* ». Le fondateur de Liberty Counsel, Mat Staver, a déclaré:

« *Les scientifiques valident les dangers des injections de COVID-19 et confirment que ces injections n'ont jamais été sûres ni efficaces. La censure du débat scientifique est répréhensible et dangereuse. Le gouvernement, les médias et des éléments des communautés médicales et scientifiques tentent intentionnellement et sciemment de tromper le public.* »

Le rapport indique que McCullough, un épidémiologiste renommé et *« l'un des cardiologues les plus publiés aux États-Unis avec plus de 1 000 publications évaluées par des pairs* », a réalisé l'étude avec huit autres chercheurs qui comprenaient le chercheur de Yale, le Dr Harvey Risch, le pathologiste Dr Roger Hodkinson et le Dr Paul Alexander, anciennement du ministère de la Santé et des Services sociaux.

« Collectivement, ils ont examiné 678 études examinant les liens de causalité possibles entre les injections de vaccins et la mort et ont identifié 325 autopsies méritant une enquête plus approfondie. L'étude a déclaré que chaque autopsie avait été » examinée de manière indépendante « *par trois médecins pour déterminer la cause du décès* », indique le rapport.

Ce que nous pouvons en conclure :

Un total de 240 décès (73,9 %) ont été jugés de manière indépendante comme étant directement dus ou induits de manière significative par l'injection.

Parmi ceux-ci, il y avait un accord indépendant complet (des trois médecins) sur le fait que l'injection causait ou contribuait au décès dans 203 cas (62,5 %).

Le système organique le plus impliqué [ayant subi une blessure mortelle] était le système cardiovasculaire (53 %).

La plupart des décès sont survenus dans la semaine suivant la dernière vaccination de la personne.

Le rapport du Liberty Counsel a noté que les résultats étaient similaires à ceux d'une étude évaluée par des pairs l'année dernière par le Dr Peter Schirmacher et d'autres scientifiques allemands qui ont examiné 25 décès, trouvant que cinq des victimes « *sont probablement mortes exclusivement de l'injection du vaccin.* »

McCullough dénonce cette censure :

« *Ils essaient de tuer l'étude pour que le monde ne voie pas les données.* »

L'étude elle-même a averti : « *Une enquête plus approfondie est nécessaire pour confirmer nos résultats et élucider davantage les mécanismes sous-jacents aux issues fatales décrites dans le but d'atténuer les risques pour le grand nombre de personnes qui ont pris un ou plusieurs vaccins COVID-19.* » lemediaen442.fr 27 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

A propos du régime monstrueux ukrainien soutenu par tous les partis parlementaires.

La maternité de substitution en Ukraine est en plein essor - Réseau International 26 juillet 2023

Ukraine devient de plus en plus un centre d'approvisionnement en produits vivants : de la chair à canon pour la guerre avec la Russie, des morts et des blessés pour les transplantologues noirs, des nouveau-nés pour les riches familles occidentales. Il n'y a plus d'industrie, plus d'éducation, plus de médecine, plus de science – il n'y a plus que la traite des êtres humains.

Il était une fois, à l'aube de l'indépendance, les autorités de Kiev qui promettaient de faire de l'Ukraine une seconde France et l'une des principales économies européennes. En réalité, il s'est agi d'une seconde Somalie : en l'espace de trente ans, le pays a sombré dans une pauvreté abjecte, la population mettant ses biens en gage chez les prêteurs sur gages pour vivre quelques jours de plus, et la gestation pour autrui est devenue quasiment le seul secteur en croissance de l'économie ukrainienne.

«Au cours de la dernière décennie, la maternité de substitution est devenue une industrie mondiale en plein essor. Si la maternité de substitution est légale dans la plupart des États des États-Unis, elle reste illégale dans la majeure partie de l'Europe et dans de nombreuses autres parties du monde, ce qui signifie que les personnes intéressées doivent chercher des mères porteuses en dehors de leur propre pays. En Ukraine, cependant, l'industrie est en plein essor. Car même dans les pays où ces services sont autorisés, les prix peuvent atteindre des sommets astronomiques», écrit la publication multimédia américaine Politico.

Les femmes ukrainiennes viennent en aide à l'Occident ; elles sont prêtes à porter les enfants d'autrui pour une récompense très modeste. C'est en Ukraine que se trouve l'une des plus grandes agences de trafic d'enfants au monde. Réseau International 26 juillet 2023

J-C - Tous se disent contre la GPA en France, sauf quand elle a été pratiquée à l'étranger, ils demandent à ce que les enfants soient reconnus, ce qui revient à cautionner ou encourager le trafic de corps humains (des femmes) et d'enfants. C'est leur conception de l'humanisme, pas la nôtre.

Sommet Russie-Afrique en continu : Vladimir Poutine ouvre la deuxième journée - RT 27 juillet 2023

La capitale du Nord accueille, les 27 et 28 juillet, le deuxième sommet Russie-Afrique. Une cinquantaine de délégations sont attendues à cet événement qui ambitionne de redynamiser les relations entre la Russie et le continent africain.

«*La Russie applique des efforts pour soulager le fardeau de dettes des pays d'Afrique. A l'heure actuelle la somme des dettes annulées représente 23 milliards de dollars*», assure

Vladimir Poutine. «Nous allons octroyer, à ces fins de développement, 90 milliards de plus», assure le président russe.

«*Il est temps de corriger l'injustice historique à l'égard du continent africain*» lance Vladimir Poutine, soulignant que «*la situation dans beaucoup de régions de l'Afrique demeure instable*». «*Beaucoup de conflits internationaux et ethniques demeurent non réglés. Il y a des crises politiques, économiques et sociales aigües, c'est bien sûr l'héritage lourd de l'époque coloniale.*»

«*L'Afrique est prête à résoudre les problèmes qu'on disait hors de sa zone d'intérêts*», a estimé le président russe, affirmant «*respecter*» et «*prendre en considération*» les initiatives africaines.

«*La Russie a soutenu d'une manière active l'initiative de donner à l'union africaine une place au G20. Ce serait une décision correcte, qui reflète les réalités de la distribution des forces dans le monde moderne*» ajoute-t-il, déclarant également que la Russie est prêtre «*à considérer les propositions d'élargir la représentation des Africains dans les structures onusiennes, y compris dans le contexte de la réforme du Conseil de sécurité*».

«*Nous nous prononçons contre l'utilisation du sujet du climat, de la défense des droits de l'homme et du soi-disant agenda des sexes, à des fins politiques égoïstes*», a déclaré Vladimir Poutine, en ouverture de la première session plénière de ce 28 juillet du sommet Russie-Afrique.

«*Nous rejetons les pratiques illégitimes comme les sanctions unilatérales et les mesures restrictives, en réalité mesures de châtiments qui endommagent les pays qui mènent une politique indépendante. Ces mesures créer des problèmes économiques mondiaux et entravent le développement. Naturellement, nous rejetons la substitution du droit international par le soi-disant ordre basé sur les règles que l'Ouest promeut*», a poursuivi le chef d'Etat.

Celui-ci souligne que la Russie et l'Afrique sont unies par l'aspiration de défendre la souveraineté véritable. Une aspiration «qui ne signifie pas l'isolationnisme», mais une coopération entre Etats «*égaux dans leurs droits*».

Pour lire la suite actualisée :

https://francais.rt.com/international/106451-saint-petersbourg-deuxieme-sommet-russie-afrique

---

Saint-Pétersbourg : Russes et Africains s'entendent sur un monde multipolaire sans «*néocolonialisme*» - RT 28 juillet 2023

Clap de fin pour le deuxième sommet Russie-Afrique qui s'est tenu ces 27 et 28 juillet dans la capitale du Nord. Lors d'une intervention le second jour, aux côtés du président de l'Union africaine (UA) et des Comores Azali Assoumani,Vladimir Poutine a annoncé que la Russie et l'ensemble des pays africains qui étaient représentés lors de ce sommet s'engageaient à bâtir un monde «juste, démocratique et multipolaire».

La déclaration adoptée à l'issue de ce sommet prévoit notamment, en plus d'une coopération accrue dans les domaines de l'approvisionnement alimentaire, l'énergie et l'aide au développement, que Moscou aidera les pays africains à «obtenir réparation pour les dégâts économiques et humanitaires causés par les politiques coloniales» occidentales, y compris «la restitution des biens culturels» pillés.

«*La lutte contre l'Apartheid, contre le colonialisme, n'est pas uniquement menée dans l'intérêt des pays africains*» avait assuré Vladimir Poutine, lors d'une session plénière le matin même, soulevant la parenté dans la lutte contre le nazisme, l'Apartheid et le colonialisme ayant uni l'URSS et aux pays africains.

«*Qui a détruit la Libye, qui a détruit l'Etat libyen ?*», s'est notamment ému Oleg Ozerov, dans des propos rapportés par le site Lenta.ru. Avant de répondre : «*Nous savons tous comment cela s'est passé. Ce sont les Occidentaux, à commencer par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ils ont fourni des armes, du renseignement, cela ressemble beaucoup à ce qui arrive aujourd'hui en Ukraine*.»

Des descendants de libérateurs africains participeront au forum Russie-Afrique grâce à RT - RT 26 juillet 2023

Plusieurs descendants de leaders africains légendaires participeront à des sessions organisées par la chaîne de télévision RT dans le cadre du forum Russie-Afrique qui aura lieu à Saint-Pétersbourg les 27 et 28 juillet. RT a également invité plus de 140 rédacteurs en chef et journalistes de médias africains au forum. Les sessions seront animées par des présentateurs et des correspondants de la chaîne.
Les descendants de leaders africains, à savoir Nelson Mandela, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Samora Machel, Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, Oliver Tambo et Ahmed Ben Bella, prendront part à la session intitulée «*Panafricanisme : origines, présent, avenir*», afin d'aborder le rôle de ce mouvement pour bâtir l'avenir du continent, mais aussi dans le cadre de l'amitié historique entre la Russie et l'Afrique. Cette session réunira pour la première fois des personnalités politiques et médiatiques comme Ndileka Mandela, Roland Lumumba, Nomatemba Tambo, Josina Machel et d'autres. La discussion sera modérée par Moussa Ibrahim, chef du bureau de RT en Afrique.

Le présentateur de RT Arabic Salam Mosafir modérera la session «Un monde multipolaire de l'information : le rôle des pays arabes d'Afrique dans les nouvelles réalités des relations internationales», qui donnera une tribune à des représentants égyptien, algérien, libyen, marocain, tunisien, soudanais et mauritanien.

***"Les sanctions adressées à la Russie en réalité sont adressées à l'Afrique"* - fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023**

L'Afrique n'a reçu que 3% des céréales qui auraient dû être livrées aux pays nécessiteux en vertu de l'accord d'Istanbul, regrette un responsable de l'Association des engrais de l'Afrique

de l'Ouest. C'est donc l'Afrique et non pas la Russie qui a été frappée par les sanctions antirusses, a-t-il indiqué à Sputnik Afrique.

Les sanctions occidentales imposées à Moscou, qui est un des plus grands producteurs d'engrais et de céréales, n'ont pas vraiment d'effets sur la Russie mais en ont beaucoup sur l'Afrique. C'est ce qu'a indiqué à Sputnik Afrique Malick Niang, membre du conseil d'administration de l'Association des engrais de l'Afrique de l'Ouest (WAFA) en charge de la Communication.

Pas un seul navire transportant des engrais russes n'a quitté les ports de Russie alors que l'accord céréalier était en vigueur. Même les engrais que Moscou est prêt à fournir gratuitement ont été bloqués dans les ports occidentaux.

"*Pourquoi bloquer des produits qui sont destinés aux Africains*, s'interroge M.Niang. *Nous ne comprenons pas*."

"*Et c'est la raison pour laquelle nous venons ici [en Russie] pour comprendre directement ce qui se passe. […] Le vœu de la Russie c'est un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique et nous sommes prêts aussi pour ça*."

En outre, il a approuvé l'idée d'utiliser des monnaies nationales dans les règlements bilatéraux.

"*Nous ne voyons aucun inconvénient aujourd'hui à commercer avec un partenaire avec n'importe quelle devise, que ce soit du rouble, du yuan, pourquoi pas?*" fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

Seconde Guerre mondiale. Le saviez-vous ?

J-C – « *Les libérateurs* » ont laissé périr entre 1 et 1,5 million de prisonniers allemands, quand ils ne les ont pas achevés.

Camp américain de prisonniers allemands en 45/46 : L'étendue de la honte

Près d'un million de prisonniers de guerre allemands ont trouvé la mort dans les camps des occupants alliés en 1945/46. Leur mort a été sciemment calculée. L'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*» revient sur ce meurtre de masse d'Allemands.

L'historien canadien James Bacque a documenté la mort massive de prisonniers de guerre allemands en 1945/46 dans les camps des forces américaines dans leur zone d'occupation, déguisée sous l'appellation lénifiante «*Other Losses*» («Autres pertes»). Ses conclusions sont documentées dans l'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*».

Bacque lui-même a été profondément bouleversé lorsqu'il a pris connaissance pour la première fois de ce crime de guerre. C'est à lui que nous devons la preuve que le général Dwight D. Eisenhower, qui haïssait les Allemands, a délibérément organisé et systématiquement dissimulé ce meurtre de masse qui reste impuni à ce jour. L'ampleur de

l'horreur : près d'un million de soldats allemands ont été tués après la guerre alors qu'ils étaient prisonniers des Américains, mais aussi des Français.

L'historien a écrit sur le martyre des Allemands dans les camps des prairies du Rhin et dans d'autres établissements :

«*Les causes de la mort ont été sciemment créées par des officiers de l'armée qui disposaient de suffisamment de nourriture et d'autres moyens pour maintenir les prisonniers en vie. Les organisations humanitaires qui tentaient d'aider les prisonniers dans les camps américains se voyaient refuser l'autorisation de le faire par l'armée. Tout cela a été caché à l'époque et ensuite dissimulé sous des mensonges*».

Dans une interview de 2004, le Canadien a défendu ses chiffres de victimes, considérés comme surestimés par d'autres historiens :

«*Aucun historien n'a jamais mis en doute le fait que plus de 1,5 million d'Allemands ont péri après 1945 en captivité chez les Alliés. Le débat portait uniquement sur les responsables de leur mort*».

Et de poursuivre : «*Les «historiens de cour» des deux côtés se sont mutuellement rejeté la faute pendant les décennies de la guerre froide. Après avoir étudié les dossiers à l'Est et à l'Ouest, j'en arrive à la conclusion qu'il y a eu environ un million de prisonniers de guerre allemands morts à l'Ouest et – cela peut vous surprendre – un demi-million à l'Est*».

Dans l'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*», Bacque est en outre cité comme suit : «*Les mêmes sources, y compris les sources alliées occidentales ainsi que les sources allemandes, montrent qu'entre 1945 et 1950, beaucoup plus d'Allemands ont péri que la moyenne européenne de l'époque de douze pour mille personnes. En fait, ce nombre accru de décès se chiffre en millions*».
https://reseauinternational.net/camp-americain-de-prisonniers-allemands-en-45-46-letendue-de-la-honte/

Commentaire d'un internaute.

- Dans le livre – remarquable! – « *Tempête Infernale – La Mort de l'Allemagne Nazie* » – 1944-1947 -, Thomas Goodrich dénonce sans ambages cet authentique crime de guerre et contre l'Humanité perpétré par Eisenhower (et ses subordonnés) en le chapitre 8 intitulé indescriptible! C'est que, hypocritement Eisenhower avait refusé d'accorder le statut de "*Prisonniers de guerre*" aux centaines de milliers de soldats allemands capturés dans le gigantesque "*Coup de filet*" de l'encerclement du "*Groupe d'armées West*" (les "*SS*" étant, eux, systématiquement passés par les armes) … lors que – Thomas Goodrich s'attache à le dire -, à l'Est, les prisonniers allemands étaient traités par les Russes conformément selon les termes de la Convention de Genève !

"*Dieu, que je déteste les Allemands*" écrivait le juif Eisenhower à sa femme en 1944 … Pour ce faire, Eisenhower a délibérément "inventé" le statut de "D.E.F." (Forces Ennemies Désarmées") : "*Avec ce tour de passe passe et en violation directe de la Convention de Genève, Eisenhower peut désormais s'occuper en secret de ceux qui sont en son pouvoir, à*

l'abri des regards indiscrets du monde extérieur" (Bacque, "Last Dirty Secret 34, 37, 38" … cité par Goodrich en page 296) … Il convient néanmoins de mentionner que, pour sa part, Patton, haïssant mortellement les Russes … plus encore que Eisenhower haïssait les Allemands, aura témoigné, en tant que "*Gouverneur*" de la Bavière, de sa … sympathie complice à l'égard de ses propres prisonniers et notamment … des "*SS*" … C'est bien pourquoi Eisenhower le "*limogera*" en le neutralisant en tant que commandant de l'inutile "*15ème armée*" … Et sa mort … "*accidentelle*" (?) sera assez "*suspecte*" pour être attribuée aux "*boucs émissaires idéals*" : les Russes ! …

Ajoutons à cela le fameux "*Plan Morgenthau*" – authentique préméditation d'un crime contre l'Humanité – qui prévoyait d'accomplir ce que Hitler méditait et que Speer a saboté – : noyer les mines de la Ruhr et ramener l'Allemagne à son stade pré industriel … Ajoutons aussi que la France – qui avait bien plus de "*titres*" pour haïr les Allemands, n'ont pas été plus tendres avec eux … Maints prisonniers de guerre ont "*sauvé leur peau*" en s'engageant … dans la "*Légion étrangère*" … On les retrouvera dans le Corps expéditionnaire d'Indochine …

Afrique.

Niger.

Des manifestants au Niger réclament le retrait des troupes françaises du territoire - fr.sputniknews.africa 27 juillet 2023

Une manifestation a eu lieu ce jeudi 27 juillet devant l'Assemblée nationale à Niamey, la capitale du Niger. Les participants ont exigé le retrait des militaires français et exprimé leur soutien aux putschistes qui avaient annoncé quelques heures plus tôt avoir destitué le Président Bazoum, a relaté la chaîne de télévision française TV5 Monde.

J-C –Vous noterez que tous sans exception se croient légitimes pour décider du sort du peuple nigérien à sa place.

Coup d'État. Niger : le président Bazoum renversé par des putschistes - Courrier international 27 juillet 2023

Le président nigérien, Mohamed Bazoum, au pouvoir depuis 2021 et dernier allié des Occidentaux dans le Sahel, a été renversé mercredi 26 juillet par des putschistes. Le sort du chef de l'État, retenu depuis mercredi dans sa résidence par la garde présidentielle, restait incertain jeudi.

Au terme d'une journée confuse, marquée par d'apparentes négociations avortées entre le président Bazoum et les putschistes, et les multiples appels de la communauté internationale au respect des institutions, un groupe de militaires, emmené par le colonel major Amadou Abdramane, s'est présenté mercredi 26 juillet au soir devant les caméras de la télévision nationale.

"*Nous, Forces de défense et de sécurité (FDS), réunis au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez*", a déclaré M. Abdramane. "*Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale*", a-t-il ajouté.

Selon la BBC, les putschistes ont "*dissout la Constitution, suspendu les institutions, fermé les frontières du pays*", et décrété un couvre-feu national. Ils ont également assuré qu'ils respecteraient "*les engagements souscrits par le Niger*" à l'international, ainsi que "*l'intégrité physique et morale des autorités déchues"*.

Cinquième coup d'État depuis 1960

"*La partie est donc terminée*" pour le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum, soupire Wakat Séra. "*Le Niger renoue-t-il avec la tradition des coups d'État ? Le pays en est à son cinquième putsch militaire depuis son indépendance en 1960*."

Le quotidien burkinabè souligne en outre que le coup de force "*intervient au moment où le Niger, comme d'autres pays du Sahel et de la sous-région, fait face à des attaques terroristes qui endeuillent, constamment, les Forces de défense et de sécurité et les populations civiles*".

CNN rapporte que "*des centaines de manifestants*" s'étaient rassemblés à Niamey dans la journée pour défendre la démocratie et apporter leur soutien au président Bazoum, avant d'être dispersés par des tirs de sommation par la garde présidentielle à leur arrivée devant le palais présidentiel.

Mais "*jusqu'à 400 d'entre eux*" étaient encore dans les rues dans la soirée de mercredi, "certains brandissant des photos de Bazoum et des pancartes où l'on pouvait lire : '*Non à la déstabilisation des institutions de la république'*", ajoute la chaîne américaine.

"*Dernier grand allié de l'Occident*"
Après le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad et le Soudan, le Niger passe donc à sous tour sous la coupe des militaires, au grand dam des Occidentaux. Le Niger est en effet "*le dernier grand allié de l'Occident dans une région troublée, traversée par les principales routes migratoires vers l'Europe, et marquée par la violence terroriste, la pauvreté et le changement climatique*", observe El País.

Le Niger est en outre "*le pays qui accueille l'essentiel des soldats de l'opération militaire française Barkhane, depuis son expulsion du Mali par la junte militaire*", ajoute le quotidien madrilène. La ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a condamné mercredi "*toute tentative de prise de pouvoir par la force*" au Niger.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a pu parler avec le président Bazoum pour lui exprimer son "*soutien total*" et "*sa solidarité*".

Les États-Unis, qui ont exigé "*que les membres de la garde présidentielle libèrent le président Bazoum et s'abstiennent de toute violence*", et rappelé que le Niger était "*un partenaire crucial"* de Washington, ont également tout à craindre de ce nouveau putsch au Sahel, analyse le correspondant à Washington d'Al-Jazeera.

Les Américains "*ont deux bases de drones*" et 800 soldats au Niger, remarque Mike Hanna. Mais surtout, le pays est "*le dernier allié américain dans cette région particulière du monde. Les gouvernements du Mali voisin et du Burkina Faso ont été renversés par des coups d'État militaires*", ont "*expulsé les soldats français qui s'y trouvaient*" et se sont tournés vers "*les forces soutenues par la Russie pour se protéger*" – le groupe Wagner, en l'occurrence. "*Cela pourrait bien être la prochaine étape*" au Niger, augure-t-il. Courrier international et francetvinfo.fr 27 juillet 2023

Si le tyran Macron réclame la libération du président "*démocratiquement élu*", c'est que le coup d'Etat était légitime. Troupes françaises et américaines hors du Niger !

Niger : la "*tentative*" de coup d'Etat contre le président Mohamed Bazoum n'est pas "*définitive*", estime le Quai d'Orsay - AFP/francetvinfo.fr 28 juillet 2023

La France ne considère pas comme "*définitive*" la "*tentative*" de coup d'Etat au Niger, où des militaires putschistes séquestrent le président "*démocratiquement élu*" Mohamed Bazoum, a déclaré vendredi 28 juillet la ministre française des Affaires étrangères. Catherine Colonna a évoqué "*des possibilités de sortie si les responsables de cette tentative entendent le message de la communauté internationale*".

Emmanuel Macron a parlé à plusieurs reprises à son homologue Mohamed Bazoum dont "*nous demandons la libération*", a-t-elle rapporté face à la presse. Le président nigérien "*dit qu'il est en bonne santé et nous souhaitons non seulement qu'il soit libéré mais libéré en totale sécurité lui et sa famille comme préalable au retour à l'ordre constitutionnel*", a exhorté la ministre.

A Niamey, l'armée a apporté jeudi son soutien aux militaires putschistes, qui ont accusé la France, dont 1 500 soldats se trouvent au Niger, d'avoir enfreint la fermeture des frontières en faisant atterrir un avion militaire à l'aéroport international de Niamey. Ils ont appelé "*une fois pour toutes au respect strict des dispositions*" prises par la junte.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) "*exige la libération immédiate du président Mohamed Bazoum qui reste le président légitime et légal du Niger reconnu par la Cédéao*". Selon la cheffe de la diplomatie française, "la Cédéao s'est expliquée avec la plus grande clarté". AFP/francetvinfo.fr 28 juillet 2023

Le ministère russe des Affaires étrangères a appelé à une normalisation de la situation au Niger - RT 27 juillet 2023

Maria Zakharova a exprimé ce 27 juillet «l'inquiétude» de la Russie au sujet des récents événements survenus au Niger.

«*Nous appelons les parties du conflit à ne pas recourir à la force et à trouver une solution à toutes les questions litigieuses par la voie d'un dialogue pacifique et constructif*», a poursuivi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, dans un communiqué. RT 27 juillet 2023

Mali.

Le Mali abandonne le français comme langue officielle - Réseau International 27 juillet 2023

Le Mali a supprimé le français en tant que langue officielle, une décision qui intervient plus de six décennies après l'indépendance de Bamako. Cette décision figure dans la nouvelle Constitution de ce pays d'Afrique de l'Ouest, adoptée samedi.

Vendredi, la Cour constitutionnelle de Bamako a validé les résultats définitifs d'un référendum organisé en juin sur un projet de Constitution, déclarant que celui-ci avait été approuvé à 96,91% par les électeurs.

Le français sera la principale langue de travail, tandis que les 13 langues nationales parlées dans le pays seront officiellement reconnues comme langues officielles. Soixante-dix autres langues locales, dont le bambara, le bobo, le dogon et le minianka, dont certaines ont obtenu le statut de langue nationale par décret en 1982, seront conservées. Russia Today

Economie.

États-Unis: les taux directeurs de la FED à un niveau sans précédent depuis 2001 - RFI 27 juillet 2023

Une nouvelle fois, la décision a été prise à l'unanimité. La Banque centrale américaine augmente son principal taux directeur d'un quart de point, passant ainsi de 5,25 à 5,5%.
C'est le niveau le plus élevé depuis janvier 2001, mais aussi la 11e hausse de ce genre depuis mars 2022.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 3 août 2023.

Les peuples d'Afrique au secours de la révolution socialiste mondiale ?

Etonnant, c'est dans tous les pays en Asie et en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient, où les puissances occidentales étaient présentes ou avaient déclaré vouloir combattre les barbares djihadistes, qui jusque-là étaient isolés ou disposaient de peu de moyens et se livraient à des actes terroristes isolés, que leurs organisations ont pris de l'ampleur du jour au lendemain, armées jusqu'au dent, disposant de moyens logistiques et de communications modernes considérables, capables d'attaquer des armées régulières allant même jusqu'à déstabiliser des régimes en place ou revendiquer le pouvoir, pour le compte de leur généreux donateurs ou les commanditaires de ces derniers, cela va de soi.

Les puissances coloniales d'hier sont celles d'aujourd'hui. Le pillage des matières premières en Afrique doit continuer pour le compte des multinationales ou des compagnies transnationales occidentales. Le maintien de ces pays dans le sous-développement doit continuer. Le maintien de ces peuples dans l'extrême pauvreté doit continuer également. Rien ne doit changer en somme, la Françafrique et leurs équivalents britanniques et américains essentiellement doivent perdurer.

Sauf que voilà, avec la croissance démographique exponentielle et les besoins sociaux élémentaires supplémentaires qui vont avec, les moyens de communication modernes (Internet) qui se sont répandus partout, il n'y a plus un citoyen en Afrique ou dans le monde qui ignore que certains habitants sur cette planète regorgent de tout pendant que d'autres manquent de tout, et ils estiment à raison que cela est très injuste. IIs demandent des comptes, ils réclament leur part du développement économique mondial, ils exigent de bénéficier d'un traitement similaire, quoi de plus normal. Or, on leur refuse parce que soi-disant leur pays serait trop pauvre pour leur permettre d'accéder à un mode de vie équivalent à celui d'un Français par exemple, alors légitimement ils se révoltent les armes à la main contre ceux qui les gouvernent, contre les colonisateurs qui les exploitent de façon éhontés depuis des lustres.

Ce qui se passe en Afrique témoigne encore une fois, que la révolution ne se fait pas le ventre plein ou quand on peut supporter les conditions sociales drastiques qui nous sont imposées par un gouvernement réactionnaire.

A défaut d'une situation comparable à l'Afrique en France ou en occident, vous pourrez attendre longtemps avant qu'une situation révolutionnaire voit le jour ou que la situation sociale et politique s'améliore, puisque parmi les masses, les couches les plus privilégiées et réputées évoluées qui pourraient se servir des moyens dont elles disposent pour élever leur niveau de conscience politique et envisager sérieusement un changement de régime politique et économique qui leur permettrait de vivre dans un monde plus juste ou meilleur, préfèrent encore se contenter du sort médiocre qui leur avait été réservé.

Elles estiment que les sacrifices qu'on leur impose sont encore soutenables. Elles sont disposées à brader le peu de liberté dont elles disposaient, du moment que leur mode de vie n'est pas remis en cause, tant bien même qu'il serait largement entamé ou désuet, médiocre à bien des égards.

Nous en sommes là, et rien ne dit à l'heure actuelle que ce constat pourrait évoluer favorablement dans l'avenir, hélas ! Il semble figé depuis déjà pas mal de décennies, seule l'amplification de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale pourrait débloquer la situation à l'occasion d'un évènement d'une ampleur internationale entraînant la dislocation de l'économie capitaliste mondiale, le soulèvement des peuples d'Afrique pourrait-il servir de détonateur, la suite nous le dira.

Guerre au Sahel: Y aura-t-il une intervention militaire étrangère au Niger?

« *Niamey de 2023 n'est pas Abidjan de 2004 ou Tripoli ou Benghazi en 2011. Toute intervention militaire étrangère au Niger aura des répercussions immédiates et intraitables sur tous les intérêts français au nord, au sud, à l'est et à l'ouest de l'Afrique. Ce n'est pas une menace, c'est une évidence*. » Nathalie Yamb.

https://www.youtube.com/watch?v=CdOSFIf-beY&t=38s

J-C – Nous soutenons le Mali, le Burkina Faso et le Niger, troupes françaises, européennes, américaines, onusiennes, hors de l'Afrique !

Ils osent tout, qui a proféré des menaces contre qui d'une intervention militaire, le Niger ou la France ?

Coup d'Etat au Niger : Gérard Larcher dénonce les *« menaces à l'encontre des Français et de la France* » - Publicsenat.fr 2 août 2023

L'écologie politique instrumentalise la science à des fins idéologiques.

Le covidisme et le climatisme sont des maladies mentales. On pourrait ajouter le capitalisme, sadomasochisme quand on n'appartient pas à la catégorie des plus nantis.

Travestissement, exhibitionnisme, orgie, prostitution, pornographie, pédophilie, normalisation des perversions sexuelles en tous genres.

"*En tant que mec, dire "j'ai un sextoy*", c'est prendre le risque d'être vu comme un pervers" : les sextoys masculins se sont-ils vraiment démocratisés ? - Yahoo

Miss France : "*Défiler en maillot de bain à la TV, c'est être féministe*" - Yahoo

Dans la rubrique Pour qui roulent-ils vraiment ? Devinez.

Street Press, qu'est-ce que c'est ?

Le site est officiellement lancé avec son agrément à la Commission paritaire des publications et des agences de presse en mars 2011.

En 2017, la rédaction s'installe à Montreuil.

Le média indépendant est soutenu en juin 2022 par le Fonds pour une presse libre (FPL).

Le FPL a été créé à l'initiative commune des cofondateurs et des salariés du journal en ligne Mediapart réunis dans une Association pour le Droit de Savoir (ADS). Mediapart est en revanche tenu de contribuer financièrement au FPL chaque année, dans la mesure de ses résultats

StreetPress est un site web français d'information, qui revendique un journalisme engagé, consacré à l'investigation et aux cultures urbaines.

Le site est « *positionné sur l'actualité sociétale à destination des jeunes urbains* » et souhaite délivrer *« une information de terrain, différenciée et structurée pour les 20 et 35 ans* ».

La rédaction revendique une ligne éditoriale « *de gauche* » engagée contre l'extrême-droite et les violences policières.

Le directeur de la publication est Johan Weisz journaliste à Radio Shalom...

Parmi les partenaires de Street Press : Arte dont le Président du conseil de surveillance est le très réactionnaire Bernard-henri LEVY, tout un programme ! (Source : Wikipédia)

La voix de son maître, ils cautionnent toutes les mystifications.

Complot et Grippe A - Pourquoi le vaccin fait flipper les Français 10 décembre 2009

https://www.streetpress.com/sujet/005-pourquoi-le-vaccin-fait-flipper-les-francais

Où trouver les bons conseils pour faire son masque - streetpress.com 16 avril 2020

https://www.streetpress.com/sujet/1587055458-ou-trouver-bons-conseils-faire-masque-do-it-yourself-diy-sante-coronavirus-confinement-penurie

https://www.streetpress.com/sujet/1586356451-semaines-confinement-vont-renforcer-inegalites-entre-eleves-coronavirus-societe-enfants

https://www.streetpress.com/sujet/1612375884-deni-covid-cluster-centre-retention-administrative-cra-coquelles

https://www.streetpress.com/sujet/1587128280-sans-eux-aurait-rien-manger-coronavirus-societe-confinement-precarite-essonne-chilly-mazarin

https://www.streetpress.com/sujet/230-fn-le-rechauffement-climatique-un-detail-pour-l-humanite

Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils ont emprunté la méthode éculée de la pseudo-gauche et extrême gauche institutionnelles, dénoncer l'extrême droite à grands cris, de sorte que personne n'imaginera qu'ils pourraient être des imposteurs qui rouleraient pour le régime en place, Macron ou l'extrême-centre.

https://www.streetpress.com/sujet/1645201649-alain-soral-parrain-complotistes-anti-vaccins-covid-conspirationnisme-extreme-droite

En revanche ce qui m'a intéressé dans cet article, c'est que j'y ai trouvé des renseignements utiles sur plusieurs personnages évoluant sur les réseaux dits sociaux que je n'étais pas parvenu à obtenir faute de temps. J'ignorais que le Le Media 442 était dirigé par un clone ou un "*proche*" de Soral (Ex-FN), alors que je reproduis certains de leurs articles dans mes causeries, en ayant tout de même pris la précaution d'avertir (à plusieurs reprises) mes lecteurs qu'il était infréquentable. J'ai bien conscience qu'il diffuse en plus d'infos censurées par les médias mainstream, des fake news plus ou moins ouvertement ou sournoisement sur fond d'idéologie nauséabonde, sachant que mes lecteurs ne possèdent pas une conscience de classe ou un esprit critique bien aiguisé, ils pourraient être influencés par cette officine, ce qui ne risque pas de m'arriver.

J'ai déjà expliqué qu'étant donné que ceux qui devraient normalement nous informer de manière objective ou impartiale pratiquaient l'autocensure ou se livraient eux-mêmes à la désinformation ou à la falsification de la réalité, on s'informait où on le pouvait. Et puis chaque fois que je reproduis un article en entier ou des morceaux d'un article provenant d'une source infréquentable, je prends soin de couper systématiquement les passages que je juge indésirables ou dans lesquels ils comportent leur idéologie.

Rappel.

Une vidéo d'avril 2009 refait surface car elle a été traduite récemment en français. Elle est postée sur le site de CNN et n'a pas été très consultée en 14 ans : 18 000 vues alors que CNN annonce plus de 15 millions d'abonnés. Pourtant elle est très lourde de sens et mérite qu'on s'y penche.

Interrogée en 2009, Hillary Clinton, tout juste nommée secrétaire d'État sous l'administration Obama, explique comment les États-Unis ont refoulé l'URSS d'Afghanistan.

Elle rappelle le rôle de Ronald Reagan. Le président républicain d'alors, en accord avec le Congrès (majoritairement démocrate, comme les Clinton et Obama) craignaient l'expansion

de l'URSS en Asie mineure. Alors «*ils se sont mis au travail*», et «*vous savez quoi ?*», ils décidèrent ensemble de «*traiter avec l'État Islamique et les militaires pakistanais pour recruter des moudjahidines*». «*Génial* !» «Faisons venir des gens d'Arabie saoudite et laissons les importer leur mouvement wahhabite».

https://reseauinternational.net/wp-content/uploads/2023/07/Hillary-Clinton-URSS-Afghanistan-ISI-Avril-2009.mp4

Les GAFAM sont une pièce des maîtresses du totalitarisme. Avec des documents ou preuves à l'appui.

Facebook et Instagram ont censuré des Américains à la demande de l'administration Biden - lemediaen442.fr 29 juillet 2023

Il a été révélé que les plateformes Facebook et Instagram de Meta ont censuré des Américains et modifié leurs politiques de modération de contenu à la demande de l'administration Biden. Cette action a été entreprise dans le cadre d'une répression contre la "*désinformation*" sur le Covid-19. Nul doute que la même censure a eu lieu aussi en Europe.

https://lemediaen442.fr/facebook-et-instagram-ont-censure-des-americains-a-la-demande-de-ladministration-biden/

https://thepostmillennial.com/breaking-facebook-censored-americans-under-pressure-from-biden-administration

---

Lu.

C'est en effet au XXe siècle que la monétarisation du monde prend véritablement son essor. Voici le résumé des faits :

- En 1907, une crise de confiance se déclenche aux États-Unis. La Bourse chute et le public commence à retirer son argent (sous la forme de billets) des banques. J. P. Morgan, alors l'homme le plus riche des États-Unis, mobilise la moitié de sa fortune pour soutenir les cours. Les affaires reprennent, mais les milieux financiers restent inquiets.

- C'est pourquoi, en 1910, dans une île située face à la Géorgie, Jekyll Island, se déroule une réunion secrète – les participants ne donnaient que leurs prénoms – d'une dizaine de personnes pour étudier comment éviter que de telles crises de confiance ne se reproduisent.

La solution imaginée fut la construction d'un prêteur en dernier ressort chargé d'éviter que les banques soient dans l'impossibilité de rembourser leurs déposants. C'est Paul Warburg, un jeune banquier d'origine allemande, qui élabora le projet, dont le sénateur Aldrich assura la promotion jusqu'à son soumission au vote du Sénat. Il s'agissait de construire ce qui allait devenir la Federal Reserve, dont la création intervient en 1913, tout en conservant aux banquiers un contrôle vigilant sur son fonctionnement.

L'argumentation développée par Warburg vaut la peine d'être citée : « *Le plan de la commission monétaire relève des conceptions de la Banque d'Angleterre, qui confie l'entière gestion aux mains des hommes d'affaires sans concéder au gouvernement une part quelconque dans la gestion ou le contrôle. L'argument fort de cette théorie est que l'activité de la banque centrale, comme celle de toute autre banque, est fondée sur le crédit et que l'évaluation des crédits est une affaire qui doit être laissée entre des mains expertes, et que le gouvernement doit être tenu à l'écart des affaires…*

Le projet est à cet égard davantage en ligne avec la Banque de France et la Reichsbank, dont les présidents et les conseils d'administration sont dans une certaine mesure nommés par les gouvernements. Ces banques, bien qu'elles constituent des sociétés de droit privé, sont des organismes semi-gouvernementaux, dans la mesure où elles sont autorisées à émettre des textes officiels – comme dans la plupart des États, à l'exception de l'Angleterre – et dans la mesure où elles sont gardiennes de la quasi-totalité des réserves d'or du pays et dépositaires des fonds de l'État. De plus, en matière de politique nationale, le gouvernement dépend de la bonne volonté et de la coopération loyale de ces organes centraux ».

La dernière phrase fait clairement état de l'inversion du rapport de force, tout en recommandant que celle-ci reste officieuse. Le pouvoir politique reste en place, pour sauver les apparences. Mais la communauté financière s'estime désormais seule à même de gérer le monde. (cairn.info - Peut-on oser une prospective pour les monnaies ? - Thierry Gaudin 2017)

J-C – Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi, nous n'avons pas fait partie des nostalgiques de ce que certains appelaient « *le monde d'avant* » janvier 2020, parce que « *la communauté financière* » n'avait pas attendu cette occasion pour « gérer le monde »…

Réglons son compte à la mystification sanitaire ou virale.

Les partisans de Louis Pasteur et d'Antoine Béchamp s'affrontent régulièrement laissant derrière eux un champ de ruine ou semant un doute injustifié et dévastateur, quant à savoir quelle théorie serait correcte, entre celle qui affirme qu'un corps étranger serait responsable de la maladie, et l'autre qui prétend que seul le terrain serait en cause, or il s'avèrent que les uns et les autres ont raison et tort à la fois et je vais tenter d'expliquer en quoi ou pourquoi le plus succinctement possible.

La théorie de Pasteur est juste pour les sujets dont le terrain est déficient ou en mauvais état, chez ceux dont l'immunité est déjà entamée ou faible pour des raisons divers qui vont d'un mode de vie inapproprié, une alimentation déséquilibrée, un état de santé fragilisé par une maladie, à la suite d'une opération chirurgicale, etc. c'est ce que va révéler un virus ou une bactérie de façon plus ou moins foudroyante ou grave chez ces sujets.

La théorie de Béchamp est valable dans la mesure où chaque sujet réagira différemment en présence d'un virus ou d'une bactérie en fonction de l'état de son terrain ou son état biologique, ce qui explique que certains tomberont malades et d'autres non, il n'existe pas d'autres facteurs plausibles ou sérieux pour expliquer comment s'opère cette différenciation ou pourquoi des personnes en contact avec les formes les plus virulentes d'un virus ou d'une

bactérie mourront, tandis que d'autres seront épargnées.

Les deux théories sont valables uniquement dans des conditions bien déterminées, voilà ce qu'il faut retenir selon moi.

Celle de Pasteur s'applique à des gens en mauvaise santé, ils auront tendance à mal réagir en présence d'un nouveau virus, celle de Béchamp à ceux qui sont en bonne santé, ils auront tendance à ne pas réagir au contact d'un nouveau virus. C'est aussi simple que cela, c'est déconcertant n'est-ce pas, quand on voit tous ces agités qui s'écharpent ou s'insultent sur les réseaux dits sociaux.

Dans tous les cas de figure, c'est l'état biologique d'une personne qui déterminera de quelle manière son corps ou ses cellules réagiront en présence d'un virus ou d'une bactérie, tout le reste n'est que du vent ou numéro de charlatan.

Passons maintenant à la mystification climatique.

Pour régler définitivement la question de savoir si oui ou non l'activité humaine serait à l'origine du réchauffement climatique, c'est tout aussi simple, il suffit d'observer ce qui se passe réellement.

Les scientifiques s'appuyant sur une multitude de relevés fiables et vérifiables, ont constaté que par le passé le taux de CO2 dans l'atmosphère avait varié de 280 à plus de 400 ppm, le taux actuelle de CO2 dans l'air, sans que la température n'en soit affectée ou sans qu'elle présente des variations significatives, ce qui signifie qu'il n'existe pas de corrélation entre les deux facteurs, il tient donc d'en déduire que ceux qui prétendent le contraire sont tout simplement des faussaires.

Vous noterez au passage, que nulle part nous ne nions les aléas climatiques largement imprévisibles qui peuvent avoir des conséquences graves pour les populations, on s'est juste contenté de remettre chaque chose à sa place et rien de plus.

Passons maintenant à la guerre en Ukraine.

Un chef d'Etat démocratiquement élu pour reprendre la formule consacrée fut renversé en 2014 par un coup d'Etat fomenté par des services de renseignements étrangers, CIA, MI6, Mossad, notamment, en recourant à des milices de type néonazi, le tout avec le soutien du Pentagone, de l'Otan, de l'UE, les autorités des puissances occidentales, suite à quoi les territoires situés à l'est et au sud-est du pays constitués en majorité de descendants de citoyens russes ou de populations russophones depuis de nombreuses générations furent décrétés pestiférées, traitres ou ennemis de la nation, et dès lors les autorités de Kiev ne cessèrent de martyriser cette population causant plus de 14000 morts au moyen de bombardements, d'assassinats ou massacres, sans que la Fédération de Russie ne réagisse à ce génocide ou à cette tyrannie jusqu'au 24 février 2022, date à partir de laquelle elle décida d'y mettre un terme en lançant une opération militaire spéciale, disons pour les adeptes du "droit international" conformément à la Charte des Nations Unis.

Dès lors qu'on s'en tient strictement aux faits, il est clair que la Russie a réagi militairement et légitimement face à une agression armée injustifiée dont étaient victimes depuis 8 ans des citoyens russes vivant en Ukraine.

Dans quel monde merveilleux vivons-nous ?

La survie du capitalisme est un cauchemar qui relève du sadisme pour les couches les plus défavorisées.

Les couples séparés qui continuent à vivre ensemble, un schéma désormais classique – slate.fr 30 juillet 2023

C'est un schéma qui risque de devenir de plus en plus fréquent dans les années à venir: faute de budget suffisant, et en vertu du coût de la vie et des prix de l'immobilier, beaucoup de couples continuent à habiter ensemble après leur rupture. Ils n'ont tout simplement pas le choix, explique The Independent: il est en effet bien plus coûteux d'habiter seul·e qu'en couple.

D'après une étude britannique, le phénomène serait déjà bien installé au Royaume-Uni, où un tiers des couples seraient concernés par cette situation inconfortable et source de conflits. Menée auprès de 600 adultes dont l'âge varie entre 25 et 75 ans, elle décrit plus généralement des foyers dans lesquels la question financière est un absolu sujet d'angoisse.

Dans de nombreuses familles, c'est l'argent qui est au centre des tensions les plus importantes et des conflits les plus bouillants. Par ailleurs, la majorité des personnes affirment avoir conscience que si elles se séparaient de leur conjoint ou de leur conjointe, elles perdraient radicalement en niveau de vie –seuls 25% des individus estiment qu'ils pourraient néanmoins avoir les moyens de se réinstaller en solo, quitte à se serrer la ceinture.

Les loyers flambent, les hypothèques se multiplient, bref, tout va mal, et la situation ne semble pas près de s'arranger. Rester sous le même toit est souvent affaire de survie. Cela se passe à merveille dans certains couples restés en bons termes après leur séparation, mais l'atmosphère peut s'avérer nettement plus délétère dans d'autres situations.

Chez certaines personnes ayant besoin de se reconstruire après une rupture difficile, le quotidien peut devenir extrêmement douloureux. «*Être dans une situation qui rend malheureux est mauvais pour la santé mentale et pour les enfants*», comment Polly Neate.

Polly Neate rappelle également que cette problématique touche particulièrement les personnes ayant de faibles revenus. Déménager et emménager coûte cher, et relève désormais du privilège absolu. « *Les choses empirent pour ceux qui gagnent peu. Il y a des problèmes de sans-abris*. » De nombreuses personnes vivant dans la rue ont expérimenté cette situation après une rupture ou après avoir dû fuir un proche violent. Et il est ensuite bien difficile de faire machine arrière. Slate.fr 30 juillet 2023

J-C – Personnellement j’en ai fait l’expérience malgré moi. La femme avec laquelle je partageais ma vie et dans laquelle j’avais une confiance absolue m’a plaqué soudainement.

Elle avait prémédité son coup, de sorte que matériellement et financièrement elle pourrait s'en tirer, alors que j'allais me retrouver dans une merde noire ! C'est ce qui précipita ma décision de quitter la France pour l'Inde pour ne pas finir clochard ou sous un pont de Paris. Aussi incroyable qu'inattendu, disposant d'un ridicule capital, c'est un taux de change favorable entre les monnaies des deux pays qui allait me sauver la mise, comme quoi la vie tient à pas grand-chose parfois.

Si j'avais un conseil à donner aux plus jeunes, ne faites jamais confiance à personne aveuglément, ne croyez surtout pas qu'on partage le meilleur et le pire dans un couple. Les déclarations de bonnes intentions n'engagent que ceux qui y croient habituellement ou elles sont rarement désintéressées, mais cela malheureusement on s'en aperçoit quand on en a fait les frais ou quand il est trop tard !

C'est difficile d'être véritablement indépendant dans la vie, parce que les conditions ne s'y prêtent guère tout simplement. Par conséquent, la plupart du temps notre existence dépend de quelqu'un que l'on croit connaître, jusqu'au jour où on est bien obligé d'admettre qu'on ne l'a connaissait pas, et comme il en va de même de nous-même, tout s'embrouille dans notre tête... Il faut du temps ou du recul pour réaliser ce qui se passe, et comme on en manque généralement, il est trop tard pour adopter un comportement adéquat.

Si finalement j'ai eu la chance incroyable de m'en sortir, je le dois à personne d'autre qu'à moi-même. Comment cela ? C'est peut-être parce que mes intentions n'ont jamais varié, j'ai toujours été honnête et sincère. C'est aussi ce qui explique pourquoi ce portail existe depuis si longtemps, sur quoi repose ma détermination. Je n'ai absolument rien à cacher, pas même mes conneries ou mes faiblesses, mais jamais des mensonges ou une quelconque forme d'hypocrisie, d'intérêt inavouable caché quelque part, j'en ferais des cauchemars !

C'est seulement depuis peu que j'ai enfin réussi à me libérer de mes veilles croyances démesurées dans les hommes, ou dans les femmes quand il s'agit de relations amoureuses. Je suis enfin parvenu à réaliser que j'avais tout fait ou entrepris de travers depuis le début. A quoi bon le regretter puisque je ne peux plus revenir en arrière.

Une femme a décidé de mon destin ou disons plutôt, de la seconde partie de ma vie, la plus longue. Alors s'il vous plaît, ayez la délicatesse de ne plus me demander ce que je fous en Inde, d'accord, je n'ai absolument rien à voir avec ce pays. Non, je n'étais pas destiné à y vivre et à y finir mes jours, alors là vraiment pas du tout. Maintenant, à près de 68 ans, j'ai décidé d'en prendre mon parti et j'en suis soulagé, je me sens bien c'est le principal, j'ai l'esprit apaisé, c'est indispensable à mon activité politique.

En famille. Les monarchies du nord de l'Europe sont des pilliers du Nouvel ordre mondial totalitaire.

J-C - Monarchie, aristocratie financière, expédition coloniale et empire, Banque d'Angleterre et FED, fascisme ou nazisme, totalitarisme, du cartel des compagnies pétrolières du début du XXe siècle à la fondation du groupe Bilderberg en passant par l'avènement du nazisme dans les années 30 et la Seconde Guerre mondiale, ils ont toujours fait bon ménage.

Nouvel exemplaire du Coran brûlé au Danemark - french.presstv.ir 25 juillet 2023

Suède: un nouvel exemplaire du Coran brulé en public devant le Parlement - BFMTV 31 juillet 2023

En Suède, un nouvel autodafé du Coran a eu lieu devant le Parlement à Stockholm. Les deux hommes responsables avaient déjà brûlé un exemplaire du livre sacré en juin dernier. BFMTV 31 juillet 2023

Faites ce qu'on vous dit mais pas ce qu'on fait.

Le Royaume-Uni annonce des «*centaines*» de nouvelles licences gazières et pétrolières - RFI 31 juillet 2023

Le gouvernement britannique a promis ce lundi des « *centaines* » de nouvelles licences d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières en mer du Nord. RFI 31 juillet 2023

France.

Leur conception perverse et humiliante de la femme objet : Exhibition et fantasme sexuel.

"*Une vision de l'élégance*": Élisabeth Borne rend hommage à Geneviève de Fontenay - BFMTV 2 août 2023

La Première ministre a rendu hommage ce mercredi à l'ancienne présidente du comité Miss France...

"*Une figure de notre culture populaire*": Emmanuel Macron rend hommage à Geneviève de Fontenay, morte à 90 ans - BFMTV 2 août 2023

Ils en font la promotion quotidiennement sur le Net. Des maquereaux et des prostituées nous gouvernent.

Histoires de femmes infidèles : "*J'ai trop besoin de voir d'autres hommes. Mon rêve serait de faire un film porno"* - Yahoo

Histoires de femmes infidèles - Anastasia 41 ans : "*Je vois un homme par semaine. Tromper mon mari est une addiction*" - Yahoo

---

S'ils le disent eux-mêmes.

Charles Consigny, avocat et chroniqueur dans les Grandes Gueules, l'émission de RMC, estimait qu'Emmanuel Macron « *ment tout le temps (…) il ne dit jamais vraiment la vérité. Il prend les gens pour des imbéciles* ».

Selon l'ancien porte-parole de Valérie Pécresse (LR) durant la campagne de l'élection présidentielle de 2022, le chef de l'État « *tient un langage un peu orwellien : la paix, c'est la guerre. Le bien, c'est le mal, etc. Il dit le contraire de ce qu'il a fait* ». (FranceSoir)

On aurait presque envie de les plaindre.

J-C – Depuis que Mélenchon a troqué le trotskysme lambertiste (OCI) en 1975 pour la social-démocratie il a tenu « *bon* » le bougre… jusqu'à la retraite, il en fallait du courage ! En fait, à 72 ans et depuis le milieu des années 70 il n'a pratiquement plus jamais bossé, autrement dit, c'est la Ve République qui l'a nourri (à nos frais), vous comprenez pourquoi il lui est si loyal.

Jean-Luc Mélenchon « *exaspéré* » par sa « *diabolisation* » annonce qu'il « *tiendra bon* » - AFP/LePoint.fr 29 juillet 2023

L'Insoumis a pointé du doigt sa « *diabolisation* » par la majorité, les partis de droite et d'extrême droite, mais aussi certains de ses partenaires de la Nupes. Une situation qui l'exaspère. Mais il le répète à l'envi : il « *tiendra bon* ».

J-C - Il est traité comme un véritable opposant au régime, ce qu'il n'est pas en réalité, alors de quoi se plaint-il ?

LePoint - « *En ce moment, c'est plein pot », « tous nos copains sont dans l'exaspération », soupire Jean-Luc Mélenchon qui date le début de cette période aux émeutes – les « révoltes urbaines* » dans sa bouche...

J-C - Les pauvres chéris, la lutte des classes devraient être une ballade tranquille, confortable et rémunératrice quand on siège dans l'opposition parlementaire, et voilà que cette vie si douce et agréable est contrariée, non mais il faut le dire, c'est profondément injuste après avoir fait tant d'efforts pour se fondre dans les institutions de la Ve République...

Quand il a flatté le lumpenprolétariat de la classe ouvrière, il s'est bien gardé de s'en prendre à l'aristocratie financière qui est le lumpenprolétariat de la bourgeoisie dont les médias diffusent l'idéologie, du coup il leur a laissé le champ libre pour l'attaquer sans qu'il puisse se défendre, il récolte le produit de sa démagogie ou de son opportunisme voilà tout.

LePoint - Niant véhiculer toute violence dans son comportement et ses méthodes, il s'est justifié auprès de ses troupes vendredi : « *Croyez à la vertu de la polémique, de l'excès de langage. Car il faut substituer à la violence physique la violence de la parole* » qui n'est que « *croiser le fer des idées* ».

J-C - On savait que son opposition au régime ne dépassait pas le stade des "*idées*", de la rhétorique, et encore. Pendant qu'il substitue "*à la violence physique la violence de la parole*", l'Etat peut tranquillement continuer de pratiquer la violence physique, mieux il le revendique jusqu'au sommet de l'Etat, pourquoi se gênerait-il, puisque tous les soi-disant opposants se sont empressés de déposer les armes ou de faire acte de soumission !

LePoint - À l'inverse, la majorité présidentielle est, selon lui, coupable de « *créer une ambiance qui nous met une cible* » dans le dos : « *tous ceux qu'elle désigne à la vindicte sont attaqués ensuite par la fachosphère* »

J-C - Il s'attendait à quoi de leur part, qu'ils l'invitent dans un restaurant gastronomique du 7e ou du 8e arrondissement de Paris ? Plus sérieusement, que dit-il là, sinon qu'ils refusent d'assumer son double jeu et langage et non son engagement politique au côté de la classe ouvrière, puisqu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie de la social-démocratie et Macron ou la Ve République.

Il comptait bien récolter des avantages en tous genres pour son rôle d'histrion du régime, régime qui en contrepartie lui épargnerait d'être jeté en pâture aux enragés de droite ou d'extrême droite. C'était bien mal connaître les intentions de ceux qui détiennent le pouvoir, comme quoi toute son expérience politique ne lui aura finalement servi à rien, à moins qu'il fasse l'idiot pour s'éviter ce genre de critique, qui lui serait fatale ou démasquerait son imposture, c'est assez vraisemblable ou cela colle assez bien avec le personnage, roublard et malhonnête.

Un élément vient le confirmer, il a affirmé qu'il ne « *se pose pas trop de questions sur la gauche* », on ne le contredira pas sur ce point, nous non plus on ne s'en pose plus, mais depuis beaucoup plus longtemps que lui, et pas vraiment dans les mêmes termes, car ce qu'on a appelé à tort la gauche, n'a jamais été que l'allié objectif de la réaction depuis plus d'un siècle...

Ils veulent "*réformer*" la police, pour une bonne police pratiquant une bonne répression, vive l'exploitation et l'oppression !

J-C - Vous ne trouverez pas dans cet appel dehors Macron, à bas la Ve République. Pourquoi, devinez.

Appel à manifester contre les « *violences policières* » le samedi 23 septembre - LePoint.fr 1 août 2023

Une partie de la gauche politique, ainsi qu'une cinquantaine d'organisations dont la CGT, et des ONG comme Attac, ont lancé mardi 1er août un appel à « *reprendre la rue* » lors d'une « *marche unitaire* » le 23 septembre, pour réclamer une réforme de la police et de la justice sociale dans les quartiers populaires. Parmi les différentes organisations figurent des collectifs de quartiers populaires et de victimes de violences policières, des ONG comme Attac, Dernière rénovation et les Amis de la Terre, des partis de gauche – du NPA à LFI en passant par EELV, mais ni le PS, ni le PCF – ainsi que les syndicats CGT, FSU et Solidaires.

"*Nous appelons à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser des manifestations ou d'autres initiatives sur tout le territoire, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières et pour la justice sociale climatique, féministes et les libertés publiques*", peut-on également lire. LePoint.fr 1 août 2023

J-C – Toutes ces organisations collaborent avec le régime en place, et après elles voudraient qu'on s'associe à elles, mais pour quoi faire, pour qu'on devienne à notre tour des agents de Macron et de Davos, désolé, nous ne participerons pas à ce genre de compromission.

Prisons: 74.513 détenus en France au 1er juillet, nouveau record - BFMTV 31 juillet 2023

Avec ce nouveau pic inédit, la France bat pour la sixième fois en quelques mois son nombre record de détenus, et dépasse pour la première fois la barre des 74.000 prisonniers.

Les prisons françaises comptabilisaient 814 détenus en plus au 1er juillet par rapport au 1er juin. Cette hausse est plus importante que lors des précédents records (+537 détenus au 1er juin, +82 au 1er mai). Il y a également près de 2500 détenus de plus qu'il y a un an.

Avec 60.666 places opérationnelles dans les établissements pénitentiaires au 1er juillet, la densité carcérale globale s'établit désormais à 122,8% contre 118,7% il y a un an.

Le taux d'occupation est de 146,3% dans les maisons d'arrêt, où sont incarcérés les détenus en attente de jugement, et donc présumés innocents, et ceux condamnés à de courtes peines.

Il atteint ou dépasse même les 200% dans huit établissements, dont 278,1% à Majicavo (Mayotte), 212,2% à Perpignan, 212% à Nîmes, 205,8% à Rochefort (Charente-Maritime) ou encore 204,6% à Foix.

Au total, 16.643 personnes détenues sont actuellement en surnombre par rapport aux places disponibles dans les prisons françaises. En raison de cette surpopulation, 2478 détenus sont contraints de dormir sur un matelas posé à même le sol. Ils étaient 1872 le 1er juillet 2022.

Parmi les personnes incarcérées, 20.189 sont des prévenus, incarcérés dans l'attente de leur jugement. Ils représentent 27,1% du nombre total de détenus (contre 26,9% il y a un an).

Au total, 91.127 personnes étaient placées sous écrou au 1er juillet, un nombre là aussi en hausse. Parmi elles, on compte 16.614 personnes non détenues faisant l'objet d'un placement sous bracelet électronique (15.781) ou d'un placement à l'extérieur (833). BFMTV 31 juillet 2023

Haine de classe. Etat policier, justice "*implacable*" et répression (financière) des familles les plus démunies.

Selon Macron, les parents seraient responsables du comportement de leurs enfants, sinon « *des réseaux sociaux* » qui « *créent des meutes* », leur violence témoignerait un « *dérèglement dans nos sociétés* », une « *décivilisation* », et non l'orientation ultra réactionnaire de la politique mise en œuvre par tous les gouvernements depuis des décennies produisant pauvreté, précarité, désespoir et haine légitime envers tout ce qui représente l'Etat ou toute forme de richesse.

Le « *dérèglement dans nos sociétés* », la « *décivilisation* » sont à chercher dans les dictatures sanitaires et climatiques, le wokisme et la théorie du genre.

Émeutes: Emmanuel Macron veut des "*sanctions*", mais refuse de "*supprimer les allocations familiales*" - BFMTV 2 août 2023

Interrogé sur son absence de réaction immédiate sur les émeutes, Emmanuel Macron s'est aussi défendu. "*Je me suis gardé de réagir à chaud. Je l'ai fait à dessein. Parce que dans les moments d'émotion, on est sommé de choisir son camp. Et donc on dit toujours des bêtises*", affirme-t-il.

J-C - Il a pris son temps pour qu'on ne l'accuse pas d'instrumentaliser ces évènements, en vain. Il faut bien comprendre que la paupérisation de pans entiers de la classe ouvrière est vécue comme une injustice et une provocation par ces populations, elle aura forcément des conséquences un jour ou se traduira par des réactions violentes, qu'ensuite le régime se fera un plaisir de réprimer férocement, alors qu'il en porte l'entière responsabilité ou il en est à l'origine.

BFMTV - Après les émeutes, de nouvelles sanctions? Dans les colonnes du *Figaro Magazine*, à l'issue de son déplacement en Nouvelle-Calédonie, le président de la République Emmanuel Macron "*s'est confié*" à nos confrères à propos des nuits de heurts en réaction à la mort de Nahel fin juin et début juillet, tué par un policier à Nanterre.

Emmanuel Macron affirme qu'il faut "*accompagner*" les familles des émeutiers, qui ont été en grande majorité des jeunes de moins de 18 ans. Selon lui, il faut "*donner beaucoup plus de moyens, mieux les préparer (...) et en même temps les responsabiliser*."

Le président de la République veut des "*politiques de sanction*" quand des parents "*sont vraiment dans l'irresponsabilité*".

Le locataire de l'Élysée estime qu'il faut mettre "*beaucoup de moyens*" dans la justice, relatent nos confrères du *Figaro Magazine*.

"*Il y a eu une réponse implacable*", se félicite d'ailleurs Emmanuel Macron.

Des peines très sévères ont en effet été prononcées contre les personnes interpellées lors des émeutes début juillet. Un jeune homme a ainsi été condamné à dix mois de prison ferme après avoir été arrêté, à la sortie d'un magasin pillé, une canette de Red Bull à la main.

Concernant le profit des émeutiers, d'abord. « *Près de 75 % des jeunes déférés à la justice étaient soit à l'aide sociale à -l'enfance, soit des jeunes de familles monoparentales, sans compter les mineurs non accompagnés* », détaille le président de la République.

Selon lui, ces nuits de violences ont montré un « *dérèglement dans nos sociétés* », une « *décivilisation* » qui serait encouragée par des réseaux sociaux qui « *créent des meutes* » et « *suppriment l'autorité* », toujours selon les mots relayés par Le Figaro. Une vision, et des responsables que le locataire de l'Élysée pointait déjà du doigt au plus fort de la crise. Pour lui, la réponse à apporter est donc « *immense*. » BFMTV 2 août 2023

Combat politique contre la dictature climatique.

La tyrannie climatique ne prend pas de vacances.

Sécheresse en France : Christophe Béchu avance le chiffre de « *100 communes privées d'eau potable* » - Le HuffPost 1 août 2023

« *On a 62 % des nappes phréatiques de ce pays qui sont sous les normales de saison, et 20 % qui sont très basses* », a précisé le ministre, rappelant que la saison de recharge des nappes souterraines est terminée depuis le printemps, et que seule la végétation bénéficie des précipitations l'été. « *En particulier sur le pourtour méditerranéen, autour de la vallée du Rhône et de Saône, la sécheresse de l'été dernier nous a laissé des nappes vides* », a-t-il poursuivi.

Avant d'insister : « *Nous venons franchir le cap des 100 communes privées d'eau potable sur ce pourtour méditerranéen* ». Concrètement, ce sont environ « *30 000 Français* » qui ne peuvent pas boire l'eau au robinet. Le ministre pense en revanche que la situation extrêmement critique de l'été 2022, où le nombre de communes sans eau potable avait dépassé les 700, ne va pas se reproduire cette année.

Bien que les températures n'atteignent pas cet été en France les records de 2022, la France doit « *poursuivre* » ses efforts pour économiser l'eau et rattraper « *son retard* » dans sa réutilisation, avait déjà plaidé lundi Christophe Béchu, à l'occasion d'un déplacement à la Grande-Motte, dans l'Hérault. Le HuffPost 1 août 2023

Depuis toujours partout dans le monde !

Canicule : un enfant sur deux est exposé à des chaleurs dangereuses en Europe - Sciences et Avenir 1 août 2023

La moitié des enfants sont exposés à des chaleurs dangereuses en Europe et en Asie centrale alerte l'Unicef. Sciences et Avenir 1 août 2023

Les psychopathes réchauffistes se désolent : Fraîcheur, pluie, neige, que du bonheur !

Météo : pourquoi fait-il aussi froid en ce moment ? - Yahoo 31 juillet 2023

Le temps s'annonce maussade en ce début du mois d'août. Faut-il y voir pour autant un signe du ralentissement des effets du changement climatique ?

« *La semaine promet d'être arrosée sur la moitié nord de la France* (...), précise Météo Express. *La côte méditerranéenne devrait être épargnée par les précipitations (...) en revanche, elle ne sera pas épargnée par la vague de fraîcheur qui déferlera en fin de semaine. Les températures avoisineront les 20 degrés à certains endroits. Du côté des Alpes, la neige va s'inviter sur les sommets du nord.* »

J-C - Pour autant ces malfaisants ne désarment pas. L'eau ne pénètre plus dans le sol, leur dernière invention !

Yahoo - La pluie de ces prochains jours n'est pas pour autant une si bonne nouvelle pour les nappes phréatiques. Si l'eau tombée va permettre d'humidifier les sols en surface, elle ne sera pas suffisante pour recharger les nappes. Yahoo 31 juillet 2023

J-C – Ils n'aiment pas vous annoncer des bonnes nouvelles, parce qu'ils ont décidé de vous pourrir la vie en continu pour briser votre moral ou votre résistance, vous diviser, vous rendre haineux ou dingue.

Adoptez le socialisme, l'unique alternative au capitalisme ou pour garder confiance et espoir raisonnablement qu'un monde meilleur est possible.

Ils osent tout. Déni. Mythomanie.

J-C – Comme il fait plus froid ou il pleut, maintenant ils se servent des incendies pour continuer de faire croire à un réchauffement climatique.

Incendies : on vous explique pourquoi le réchauffement climatique est impliqué, même si la plupart des feux sont d'origine humaine - franceinfo 1 août 2023

En France, neuf feux de forêts sur dix sont causés par des humains, que ce soit volontaire ou non. Mais c'est à cause de la sécheresse récurrente et des fortes chaleurs liées au dérèglement du climat que la végétation est fragilisée, et donc plus inflammable.

Dans sept cas sur dix, un départ de feu est lié à une négligence, selon Eric Brocardi, le porte-parole de la fédération nationale des sapeurs-pompiers de France, interrogé le 28 juillet sur franceinfo. franceinfo 1 août 2023

Var : Météo-France alerte sur un risque d'incendies "*très élevé*" dimanche, soit le niveau de danger le plus haut - francetvinfo.fr 28 juillet 2023

J-C – Un « *risque* » qui existe tous les été dans le Var depuis des lustres !

Et toujours sur le mode liberticide et répressif cher aux apprentis dictateurs :

francetvinfo - "*Les barbecues, feux d'artifices ou tout emploi du feu peuvent être interdits*", précise le ministère de l'Ecologie, tandis que "*les travaux agricoles et forestiers et les travaux pouvant générer des étincelles (broyeurs, débroussailleuses, tronçonneuses à moteur, soudeuses, etc.) peuvent être réglementés, voire interdits également.*" "*Ne pas respecter les consignes de prévention édictées par les autorités publiques expose à une amende pouvant aller jusqu'à un montant de 750 euros*", rappelle-t-il. francetvinfo.fr 28 juillet 2023

Pourquoi les malfaisants les plaignent-ils, ils s'étaient bien accommodés des confinements imposés par Macron, non ?

J-C - On croirait qu'ils sont en sucre et qu'ils vont fondre sous la pluie ! Je me souviens en Bretagne en juillet dans la famille de ma première épouse, le temps était couvert et il avait plu pendant pratiquement toutes nos vacances, ce qui ne nous avait pas empêché de sortir tous les jours, et le fait d'être ensemble avait fait notre bonheur. Sinon, en Bourgogne en 1980 pour notre "lune de miel", une semaine de flotte et 8°C seulement, pour faire du camping pas vraiment génial, mais on avait pris cela du bon côté.

Il est vrai que de nos jours la tendance générale est à dicter notre volonté au climat et à l'univers tout entier... et à se soumettre servilement au sort qu'on nous impose, et puis, s'en prendre au climat, c'est moins risqué que de s'en prendre à Macron ou au régime...

Pluie et ciel gris : dans les campings, le mauvais temps mine le moral des vacanciers - BFMTV 29 juillet 2023

Mathilde Thouzeau, gérante d'un camping à Plomeur, se montre pour autant compréhensive: "*Comment leur [les vacanciers] en vouloir: qu'est-ce que vous voulez faire trois jours sous une tente quand il pleut?*", se demande-t-elle dans Le Télégramme.

Dans un camping où BFM Normandie s'est rendu, les enfants ont troqué les châteaux de sable contre des activités à l'abri: fabrication de bracelets et d'origamis, ateliers poterie ou encore jeux de société font passer le temps. BFMTV 29 juillet 2023

J-C- Pourquoi pas un parka et une ballade à pied dans la nature ou pour découvrir une région, c'est très "*tendance*" par les temps qui courent ! J'ironise.

Les raisonnements douteux du GIEC : CO2 et effet de serre - France-Soir 27 juillet 2023

L'actualité sur la théorie du climat tient en deux événements. Le premier est éditorial, avec l'article de Pascal Mainsant : "*L'humanité n'est pas responsable du réchauffement climatique.*" Cet ingénieur de recherche à l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) synthétise les connaissances et les arguments qui contestent l'hypothèse du réchauffement climatique. Et ce texte est important parce qu'il est publié dans Administration, la revue de l'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur (2022/1, n°273, pages 91-95).

Le second est en rapport avec la publication de nouveaux travaux sur le Groenland dirigés par les chercheurs de l'université du Vermont (États-Unis). Selon ces derniers, il y a environ 400.000 ans, le Groenland était couvert de végétation. Or, beaucoup pensaient que la calotte glaciaire demeurait stable depuis quelques millions d'années. Il existe des traces de végétations sous la calotte. À environ 1.200 kilomètres du pôle Nord, la région était sans glace, avec des températures aussi chaudes, voire plus chaudes qu'aujourd'hui. La fameuse corrélation entre carbone et température en prend un coup, puisque durant cette période très chaude, la concentration de dioxyde de carbone était de 280 ppm (1) pour 422 aujourd'hui.

Voilà deux bonnes raisons de présenter ici ce troisième et dernier article de cette série consacrée à la thématique du réchauffement climatique, publiée sur France-Soir. Il aborde le cœur du raisonnement du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Examinons la question centrale du raisonnement des rapports du GIEC. Il prétend démontrer que le CO2 est la cause du réchauffement climatique. Beaucoup auront noté que depuis plusieurs mois, les propagandistes évoluent sensiblement dans leur sémantique. Comme le réchauffement a du plomb dans l'aile, on parle de dérèglement climatique. Puisque la question des températures n'est pas crédible un instant pour ceux qui observent et mettent en perspective sur des périodes longues, on parle d'autre chose. Mais, pour invoquer le dérèglement, faudrait-il avoir fait la preuve d'une règle climatique. Aucun rapport du GIEC ne s'est hasardé à documenter une telle ambition. Le voile se déchire ! Commençons par un petit détour, pour dénoncer la tyrannie de l'argument du consensus scientifique.

(...)

On y prend la mesure des enjeux sordides des peurs instillées par le GIEC. S'y dévoile alors, comme pour l'OMS et son hystérie de concentration du pouvoir et de la vaccination universelle et obligatoire, une ambition totalitaire, politique et militaire délétère : s'autoriser de manipuler le climat. Pire que la manipulation génétique, c'est un pouvoir de destruction globale dont il s'agit. Les militaires et leurs services arguent de la crise climatique pour se doter des moyens d'intervenir sur le climat, via des expérimentations. Mais l'ambition est terrifiante. Il s'agit avant tout de se doter des moyens de menacer des pays entiers d'affecter leur climat pour les détruire.

Pire que les manipulations chimiques et biologiques, cette guerre-là pour ceux qui détiendraient les moyens de la manipulation du climat, seraient ceux d'un tyran menaçant des populations jusqu'à l'asservissement. Il faut cesser d'être stupide et naïf. La guerre du climat est un projet et certains ont bien besoin d'entretenir le mythe du GIEC pour justifier de leurs expériences. Etonnamment, le même procédé à présidé aux expérimentations de l'ADN messager dans la plus totale précipitation, en défiant la prudence, la précaution, les preuves expérimentales, etc. Les apprentis sorciers sont bien là mais leurs intentions ne sont pas bienveillantes, loin de là. Au nom même d'une réelle écologie de la nature et de l'esprit, nous devons nous opposer au règne malveillant de ceux qui font des sciences et techniques les instruments de l'asservissement des populations.

https://edition.francesoir.fr/opinions-tribunes/les-raisonnements-douteux-du-giec-co2-et-effet-de-serre

Retrouvez les deux articles du même auteur qui complètent cette tribune :

1) La théorie du climat existe-t-elle ? (7 février 2023);

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/la-theorie-du-climat-existe-t-elle

2) L'hypothèse du réchauffement est très discutable : îlot de chaleur et axe de rotation (10 mars 2023)

https://www.francesoir.fr/tribunes/l-hypothese-du-rechauffement-est-tres-discutable-ilot-de-chaleur-et-axe-de-rotation

---

Un prix Nobel de physique ostracisé pour avoir dénoncé la « *corruption* » de la climatologie- Association des climato-réalistes 23 juillet 2023

John Clauser, prix Nobel de physique 2022, dénonce la « *corruption* » de la climatologie. Une conférence qu'il devait prononcer devant le FMI est aussitôt annulée.

Au début du mois, John Clauser, prix Nobel de physique 2022, a vertement critiqué la doxa de « *l'urgence climatique* ». À ses yeux, cette « *dangereuse corruption de la science menace l'économie mondiale et le bien-être de milliards d'êtres* humains ». La sanction ne s'est pas fait attendre. Il devait donner devant le FMI une conférence sur les modèles climatiques – elle a immédiatement été annulée et la page annonçant l'événement a disparu du site du FMI.

Cette conférence, prévue jeudi prochain, était intitulée « *Quelle confiance peut-on accorder aux prédictions climatiques du GIEC ? Parlons-en.* » Une réponse dubitative n'était, apparemment, pas politiquement correcte. Il y a longtemps que John Clauser critique les modèles climatiques ; il a notamment regretté que le prix Nobel 2021 ait récompensé un travail à ce sujet. Il n'est pas le seul – de nombreux scientifiques estiment que les modèles climatiques reposent essentiellement sur les mathématiques et le nombre de leurs prévisions erronées permet de penser qu'ils ne méritent pas la reconnaissance de la science pure au plus haut niveau. Opinion que ne partage pas le magazine National Geographic, comme en témoigne un article intitulé « *Comment les modèles climatiques sont devenus si exacts qu'ils ont remporté le prix Nobel* ».

La semaine dernière, John Clauser a fait remarquer qu'une climatologie dévoyée « *s'était métastasée en un mastodonte de pseudo-science – du journalisme à sensation.* » Cette pseudo-science, poursuivait-il, est désormais emblématique d'une foule de divers maux connexes. Elle a été promue et développée par des spécialistes du marketing, des hommes politiques, des journalistes, des agences gouvernementales et des spécialistes de l'environnement qui se fourvoient également. « *À mon avis, a-t-il ajouté, il n'y a pas réellement de crise climatique.* »

https://www.climato-realistes.fr/un-prix-nobel-de-physique-ostracise-pour-avoir-denonce-la-corruption-de-la-climatologie/

Des températures de 48°C en Europe qui n'ont jamais eu lieu - Association des climato-réalistes 21 juillet 2023

L'ESA (European Space Agency) et les médias vivement critiqués pour des reportages manipulateurs.

La semaine dernière, il s'est répandu dans les médias la nouvelle que les températures dans le sud de l'Europe montaient en flèche pour atteindre 48°C ! Or, il n'en était rien.

L'hystérie a commencé lorsque des médias à sensation en Allemagne et ailleurs, comme le Spiegel, ont cité sans réserve un rapport du 13 juillet 2023 bâclé et manipulateur de l'Agence Spatiale Européenne (ESA). [NDT : les médias français n'étaient pas en reste, lire ici l'Express du 14 juillet, le tweet Sandrine Rousseau, évoquant une température de "60°C en Espagne]

Le rapport original de l'ESA a été maintenu, une précision a été apportée ultérieurement que ce rapport faisait en fait référence à la température de surface [NDT : mesure par satellite de la température du sol, bien distincte d'une mesure de l'air ambiant].

L'animation ci-dessous utilise les données du radiomètre de la mission Copernicus Sentinel-3 qui montre la température de la surface terrestre à travers l'Italie entre le 9 et le 10 juillet. Comme le montre clairement l'image, dans certaines villes, la surface du sol dépassait 45°C, notamment à Rome, Naples, Tarente et Foggia. Le long des pentes orientales de l'Etna en Sicile, de nombreuses températures ont été enregistrées à plus de 50°C.

Il ne s'agissait pas ici des températures standards enregistrées à 2 mètres au-dessus du niveau du sol toujours utilisées dans les bulletins météorologiques quotidiens mais celles de la surface du sol qui sont beaucoup plus chaudes. Cette différence cruciale est passée totalement inaperçue des médias et des journalistes, qui ont fait état de nouveaux records de températures. Au moment où la manipulation a été éventée par des lecteurs attentifs, la nouvelle avait déjà fait le tour du monde.

Hier, l'ESA a publié une (vague) clarification expliquant la différence entre la température de surface et la température de l'air à 2 mètres au-dessus du sol, mais a persisté à induire ses lecteurs en erreur.

Température de surface et températures à 2 mètres du sol

La température de la surface terrestre est celle ressentie par la « *surface* » de la Terre au toucher. La température de l'air, donnée dans les prévisions météorologiques quotidiennes, est au-dessus du sol.

L'ESA n'a pas pris la peine de mentionner que la température de surface est beaucoup plus élevée que la température de l'air à 2 mètres.

[NDT Pour une bonne compréhension de ces 2 types de mesure, on pourra consulter cet article publié le CNRS et celui-là par la revue Earth and Space Science].

Un mensonge climatique éhonté

« *Ce que nous avons vécu au cours des derniers jours est le mensonge climatique le plus éhonté depuis le début des enregistrements de la température* », a commenté l'Allemand Achtung Reichelt ici sur les implications du communiqué de presse de l'ESA et de la tempête médiatique qui s'en est suivie : « *Le problème avec ce rapport est que rien de tout cela n'est vrai* ».

En Sicile, la température n'a atteint que 32°C pendant le week-end, bien loin des 48°C, ce qui illustre la grande différence entre la température de surface du sol et les relevés effectués à 2 mètres au-dessus du sol.

Une fois la supercherie révélée, Spiegel a discrètement changé son article du 14 juillet.

Spiegel a changé le texte de gauche où il était question de « beaucoup de morts à cause de la chaleur » par celui de droite qui précisait que « *que la mesure de 48°C n'étaient pas la température habituelle de l'air, qui peut être considérablement plus basse* ».

Il est clair que les autorités et les médias se sont essayés à un exercice rapide de propagande à destination du public, mais qu'ils ont été rattrapés par des lecteurs attentifs.

Les désastres naturels ne sont ni plus fréquents ni plus dévastateurs - Association des climato-réalistes 27 juillet 2023

J-C - La supercherie des organismes officielles a consisté à prendre en compte les catastrophes naturelles recensées entre 1900 et 2022 ou entre 1970 et 2022, sans préciser que les facteurs concourant à leur évaluation avaient évolué avec le temps ou comportaient des failles comme par exemple la croissance exponentielle de la population, et qu'en réalité l'ensemble de ces facteurs avaient commencé à être pris en compte sérieusement qu'à partir de la fin des années 90, ce qui laisse apparaître une stabilité ou même une régression des catastrophes naturelles au cours des dernières années sur les 25 dernières années.

https://www.climato-realistes.fr/les-desastres-naturels-ne-sont-ni-plus-frequents-ni-plus-devastateurs/

http://geneadom.free.fr/meteo/chroniques.htm

Santé.

Portez-vous bien !

J-C – Dommage que les conditions d'existence en régime capitaliste ne bénéficient pas de la même attention que les retraites. C'est d'autant plus pitoyable que la plupart atteindront la retraite en très mauvais état de santé, donc ils n'en profiteront pas vraiment.

France.

(Rappel) En 2020, on dénombre 11 millions de Français porteurs de maladies chroniques, chiffre qui augmente chaque année, et même 20 millions si on rajoute l'hypertension artérielle et l'obésité. On délivre de plus en plus de médicaments (40 % des Français prennent un médicament tous les jours)… et les gens ne vont pas mieux pour autant… on soigne mais on guérit rarement.

Grande-Bretagne.

Les chiffres révèlent que plus de 2,5 millions de personnes étaient en congé pour des raisons de santé au cours des trois premiers mois de 2023, soit une augmentation de 400 000 personnes depuis le début de la pandémie. Une préoccupation majeure est la hausse des taux de dépression et d'anxiété, qui ont entraîné une augmentation significative des congés de longue durée. Selon les données de l'ONS, 36 % des personnes en âge de travailler déclarent vivre avec au moins un problème de santé chronique, contre 31 % au premier trimestre 2019 (source 1).

L'analyse de l'ONS montre que 38 % des personnes dans cette situation déclarent avoir cinq problèmes de santé ou plus, suggérant des problèmes de santé interconnectés et complexes. Parmi les raisons les plus courantes qui poussent les gens à prendre un congé de maladie, on trouve "*la dépression, les nerfs à vif ou l'anxiété*", avec une augmentation de 40 % en quatre ans, touchant plus de 1,3 million de personnes. Le Royaume-Uni fait également face à une augmentation des "*autres problèmes de santé*" tels que les longues invalidités, qui ont augmenté de 53 % pour atteindre 754 000 personnes.

Les problèmes musculo-squelettiques sont également répandus et ont augmenté d'environ un quart. L'analyse de l'ONS a révélé que le vieillissement de la population n'explique qu'une petite partie de l'augmentation des maladies de longue durée. En revanche, le nombre de personnes en attente de traitement par le NHS a considérablement augmenté, passant de 4,6 millions en janvier 2020 à 7,4 millions en mai. santemagazine.fr 30 juillet 2023

Totalitarisme. Comment s'y prennent-ils pour détruire le système de santé ou réduire à l'état de zombis serviles le corps médical.

Le vaccin contre la rougeole obligatoire pour les soignants ? C'est ce que recommande la Haute autorité de santé - Le HuffPost 31 juillet 2023

La Haute autorité de santé recommande d'obliger les soignants à se vacciner contre la rougeole. Elle estime en revanche qu'il n'est pas souhaitable de faire de même pour le vaccin contre la grippe, même s'il est fortement conseillé.

« *Mettre en œuvre pour les professionnels une obligation d'immunisation contre la rougeole* » et « *maintenir les recommandations de vaccination contre la coqueluche, la grippe, l'hépatite A et la varicelle* ». C'est ce que recommande pour les soignants la Haute autorité de santé (HAS), dont les avis sont généralement suivis par le gouvernement, selon un communiqué publié ce lundi 31 juillet. Le HuffPost 31 juillet 2023

L'Ordre des médecins veut "*faire le tri*" dans les médecines "*non conventionnelles*" - France-Soir 25 juillet 2023

« *Les signalements pour dérives thérapeutiques deviennent une actualité de plus en plus importante* », écrit le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM) en introduction d'un rapport publié le 27 juin 2023. Ce texte, intitulé « *Les pratiques de soins non conventionnelles et leurs dérives* », vise à mieux encadrer les « *médecines alternatives* », « *dans le seul but de pouvoir donner aux patients une information suffisamment éclairée afin qu'ils maitrisent au mieux la prise en charge de leur santé.* » Entre arguments justifiés et hypocrisie autoritaire, doit-on parler de bienveillance ou de croisade ?

De l'ostéopathie à la naturopathie, en passant par l'hypnose ou encore le jeûne, d'autres formes de médecines que ladite « *médecine conventionnelle* » se sont fait une place dans la société au cours des dernières années. Selon le rapport, ce phénomène s'explique à la fois par « *la pénurie de l'offre de soins, l'influence de la crise sanitaire, la mouvance bio et l'offre des formations bien-être/développement personnel* ». L'Ordre y voit un danger pour les patients. Ainsi, son objectif est de « *faire le tri entre des pratiques dangereuses pour la santé des patients et celles qui peuvent présenter un intérêt dans l'accompagnement du malade, et les restreindre au seul domaine du bien-être*. »

Définitions des « *pratiques de soins non conventionnelles* »

De quoi parle-t-on exactement ? Les « *pratiques de soins non conventionnelles* » (PSNC) englobent joyeusement toute forme de médecine qui n'a pas été tamisée par le processus canadien de *« l'Evidence-Based Medicine (EBM)* », alias la médecine fondée sur les preuves, la « *médecine conventionnelle* ». Cette dernière se fonde essentiellement sur les données de la recherche (essais randomisés, études de cas, niveau de preuves…) afin de réduire autant que faire se peut la subjectivité du médecin. Autrement dit — c'est la critique principale qui est faite à ce modèle, l'art médical basé sur le rapport médecin-patient, ainsi que l'intelligence même du médecin, sont mis au ban au profit de la statistique pure issue de l'expérimentation. Aujourd'hui, c'est le modèle largement majoritaire en Occident.

https://edition.francesoir.fr/societe-sante/l-ordre-des-medecins-veut-faire-le-tri-dans-les-medecines-non-conventionnelles

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

La Russie annonce une interdiction temporaire des exportations de riz - fr.sputniknews.africa 30 juillet 2023

Le gouvernement russe a informé sur son site samedi 29 juillet que le Premier ministre Mikhaïl Michoustine avait signé un arrêté interdisant les exportations de riz et de semoule de riz.

"*La restriction sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023. La décision a été prise afin de maintenir la stabilité sur le marché intérieur*", précise le gouvernement.

L'interdiction ne concerne pas les membres de l'Union économique eurasienne (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan et Kirghizistan), ainsi que l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.
"*De plus, du riz et de la semoule pourraient être expédiés à l'étranger à titre d'aide humanitaire*."

Le transit international via le territoire russe est également autorisé.

La mesure intervient une semaine après l'interdiction de New Delhi d'exporter le riz blanc non-basmati. fr.sputniknews.africa 30 juillet 2023

Forum Russie-Afrique : «*Une nouvelle ère commence*»

Le IIème Forum économique international Russie-Afrique a pris fin à Saint-Pétersbourg1, révélant que la Russie fait son retour sur le continent africain alors que les républiques africaines sortent progressivement de leur sommeil post-colonial.

Bien que le sommet officiel ait duré seulement deux jours, les dirigeants des pays africains n'ont pas précipité leur départ de Saint-Pétersbourg. Les présidents de l'Afrique du Sud, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Burkina Faso, du Congo et de l'Érythrée ont rencontré Vladimir Poutine tout au long du week-end des 29 et 30 juillet, et certains chefs d'État ont même participé à la contemplation du défilé militaire en l'honneur de la Journée de la Marine russe.

Selon des sources ouvertes, au moins 45 des 54 pays africains ont participé au sommet, incluant 17 chefs d'État. Certes, le nombre de dirigeants présents cette fois-ci était moins élevé (rappelons qu'au premier sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi en 2019, des représentants officiels de tous les 54 pays africains étaient présents, dont 45 étaient des chefs d'État et de gouvernement). Cependant, il est important de comprendre que le forum d'aujourd'hui a attiré des spécialistes dans leurs domaines respectifs – des industriels, des gestionnaires, des hommes d'affaires (car avant tout, c'est un sommet économique). De manière évidente, le format actuel du forum est délibérément plus «*modeste*». C'est une réunion, plutôt, pour les acteurs clés, les professionnels qui œuvrent dans l'ombre, mais qui sont directement impliqués dans l'économie et la production. Dans cette optique, le sommet Russie–Afrique a sans aucun doute atteint son objectif.

Selon le président de l'Union des diasporas africaines en Russie, le professeur Zenébé Kinfu Tafesse, «*une nouvelle ère s'ouvre en Afrique*». «*Désormais, nous ne souhaitons plus attendre les consultations avec Paris, Londres et Washington, nous voulons prendre nos propres décisions*», a affirmé Tafesse lors d'une interview accordée à la chaîne de télégrammes Stan-Tsentr. — «*Vous avez vu comment les dirigeants africains recadrent littéralement les envoyés occidentaux ?*» (Il s'agit notamment du président de Namibie qui a remis en place le représentant de l'Allemagne en mars 2023, en rappelant les préoccupations des Namibiens envers la RFA – N.d.A.). Pour la première fois, l'Afrique a présenté une initiative de maintien de la paix concernant l'Ukraine. C'est une toute nouvelle conception !

Les dirigeants africains présents au sommet ont applaudi aux propositions de Poutine visant à inclure l'Union africaine dans le Groupe des Vingt.

Le chef de l'Union des diasporas africaines admet que le néocolonialisme en Afrique n'a pas disparu, en particulier dans les républiques francophones et anglophones, mais la résistance s'intensifie. De nombreux pays africains considèrent sérieusement les BRICS comme une alternative à la domination occidentale et aspirent à rejoindre cette union interétatique.

«*Nous avons constaté au cours des deux dernières années que les pays africains ont commencé à dialoguer entre eux. L'Afrique a appris à s'écouter mutuellement, à éviter les conflits et à écouter. L'Afrique s'unifie. De la Russie, nous ne demandons pas une aide humanitaire, nous plaidons en faveur d'une coopération équitable et mutuellement bénéfique. Nous sommes intéressés par les innovations et les technologies que possède la Russie, dans les domaines de l'agroéconomie, de l'industrie, de l'information, de la médecine et de la sécurité militaire*», a conclu Zenébé Kinfu Tafesse.

La réaction de l'Occident au sommet Russie-Afrique est illustrative. Ainsi, le service russe de la radio américaine Voice of America a rapporté4, que les experts interrogés estiment que «les pays occidentaux devraient traiter les dirigeants africains sur un pied d'égalité et envisager d'annuler les dettes des pays du continent».

Il semble que pour eux, il soit déjà trop tard….

https://reseauinternational.net/forum-russie-afrique-une-nouvelle-ere-commence/

Coopération militaro-technique: la Russie signe des accords avec plus de 40 États africains - fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

Durant la session plénière du sommet Russie-Afrique, Vladimir Poutine a entre autres détaillé la coopération dans le domaine militaire et militaro-technique avec les pays d'Afrique.

«*La Russie a conclu des accords de coopération militaro-technique avec plus de 40 États africains*», a-t-il précisé.

Selon le Président russe, son pays développe des partenariats dans ce domaine «*afin de renforcer les capacités de défense des pays du continent*».

Le chef de l'État russe a indiqué que ces pays étaient approvisionnés en une large gamme d'armes et d'équipements.

«*Une partie de ces livraisons est effectuée gratuitement afin de renforcer la sécurité et la souveraineté de ces États*», a-t-il d'ailleurs souligné. fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

Président de l'Union africaine: "*Quand la Russie gagne, l'Afrique gagne*" - fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

Lors de sa déclaration conjointe avec le chef d'Etat russe, le président de l'Union africaine a estimé que la Russie disposait "*de toutes les potentialités*" et jugé nécessaire de les capitaliser. La partie russe a créé des conditions optimales pour la tenue du Sommet Russie-Afrique, qui a été une "*réussite*", a fait valoir le président de l'Union africaine Azali Assoumani.

"*Je remercie toutes les autorités de la Fédération de Russie et son peuple pour cet accueil chaleureux et fraternel qui nous a été réservé mais surtout les conditions optimales réalisées pour que ce sommet réussisse*", a-t-il indiqué dans sa déclaration conjointe avec le chef d'Etat russe.

Selon lui, le succès du sommet organisé par la partie russe était une réussite pour les Africains aussi. "*Quand la Russie gagne, l'Afrique gagne*", a-t-il constaté.

M.Assoumani a constaté que les pays de son continent étaient satisfaits des résultats de leurs réunions avec des représentants russes lors du sommet. Il a surtout apprécié "*la disponibilité de la Russie à assurer l'éducation et la formation*" de cadres africains.

"*La Russie en dispose de toutes les potentialités et il faut les capitaliser*", a insisté le responsable.

Il s'est notamment félicité du fait que la partie russe avait confirmé son intention de livrer gratuitement des céréales aux pays africains.

M.Assoumani a également souligné que Vladimir Poutine s'était déclaré prêt au dialogue au sujet de la crise ukrainienne et qu'il fallait donc obtenir l'accord de Kiev pour entamer des négociations. fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

BRICS.

Ce pays des BRICS aimerait créer sa propre alternative au système SWIFT - fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

L'Inde met le paquet sur la roupie. En vue d'internationaliser sa devise, le pays songe à développer une alternative au système d'échanges interbancaires SWIFT, rapporte The Economic Times. Une commission d'experts devrait présenter ses résultats sur le sujet prochainement. La State Bank of India (SBI) et la Bank of Baroda, deux des plus gros établissements bancaires d'Inde participent notamment aux discussions.

La création d'un SWIFT indien permettrait d'"*accroître le rôle de la monnaie indienne dans le système financier mondial"*, souligne notamment *The Economic Times*. L'Inde pousse en effet à une utilisation accrue de la roupie, cherchant à en faire une devise de premier plan, au même titre que le yuan ou le dollar.

L'Inde fait un pas de côté

Membre des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), l'Inde cherche à s'éloigner de certains standards occidentaux pour faire émerger un monde plus multipolaire. Le pays est

notamment en pointe sur la question des échanges en monnaies nationales. New Delhi a ainsi proposé à plusieurs pays d'Afrique de passer par la roupie plutôt que par le dollar pour leur commerce bilatéral. fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

Afrique.

Burkina Faso.

Capitaine Thomas Sankara - Documentaire 2014 - Christophe Cupelin

Capitaine Thomas Sankara dévoile le destin unique du président du Burkina Faso, de son élection en 1983 à son assassinat en 1987. Révolutionnaire, féministe et écologiste, Thomas Sankara a transformé l'un des pays les plus pauvres du monde en défendant la voix des exclus jusqu'à la tribune de l'ONU pour réclamer l'annulation de la dette africaine. Ces archives étonnantes redonnent la parole à ce leader charismatique qui a marqué les consciences bien au-delà de l'Afrique.

https://odysee.com/@Bamwempan:b/capitaine-thomas-sankara-documentaire:d?src=embed&t=1698.489523

J-C - Je vous recommande ce documentaire. Passez les passages sans intérêt ou inaudible, cela vaut le coup de regarder cette vidéo. Gageons que les puristes ou dogmatiques qui se prennent pour les héritiers du marxisme éprouveront du mépris pour l'engagement de ce dirigeant africain plus ou moins adroitement et entouré que d'ennemis ou de faux amis il a tenté de procéder à une transformation révolutionnaire du Burkina Faso dans des conditions extrêmement défavorables, notamment avec une population pauvre et essentiellement rurale à 96% analphabète.

Il a bien expliqué que le modèle de démocratie entre guillemets des sociétés occidentales ne pouvait pas convenir à son pays dans ces conditions-là. Quand on observe de nos jours le résultat en France notamment ou dans tous les pays dits développés, on est en droit de douter qu'il eut un jour une quelconque légitimité en dehors des classes dominantes. En caractérisant les régimes qui ont été mis en place à l'occasion de l'avènement du capitalisme de république bourgeoise démocratique, on a eu tendance à occulter la dictature exercée par la bourgeoisie ou les capitalistes sur le reste du peuple, autrement dit la véritable nature sociale de ces régimes d'exploitation et d'oppression.

En complément.

La Grande Interview : Ibrahim Traoré

Antoine Cléraux, journaliste de RT en français, reçoit Ibrahim Traoré, président de la Transition du Burkina Faso.

https://reseauinternational.net/la-grande-interview-ibrahim-traore/

Niger.

Abdourahamane Tchiani, *"un homme de l'ombre"* devenu le nouvel homme fort du Niger - Courrier International 29 juillet 2023

Il a, entre autres, dénoncé certaines décisions prises par l'ancien régime. Notamment "*la libération de chefs terroristes armés*" ou "*l'absence de coordination*" avec le Mali et le Burkina Faso, des pays voisins du Niger qui selon lui font face aux mêmes menaces sécuritaires.

Niger : l'Afrique et l'Occident accentuent la pression sur les putschistes - Courrier international 29 juillet 2023

L'Union européenne (UE) et la France ont annoncé samedi la suspension de leur aide financière au Niger, tandis que l'Union africaine a donné quinze jours aux militaires putschistes pour "*retourner dans leurs casernes*". La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) doit se réunir dimanche pour décider d'éventuelles sanctions.

Niger : La France prête à répliquer « *de manière immédiate et intraitable* », la Cédéao lance un ultimatum - AFP/20 Minutes 30 juillet 2023

Emmanuel Macron *« ne tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts* » au Niger et répliquera « *de manière immédiate et intraitable* », a fait savoir dimanche l'Elysée alors que des milliers de personnes ont manifesté devant l'ambassade de France en soutien aux militaires putschistes Niamey, avant d'être dispersées par des grenades lacrymogènes. AFP/20 Minutes 30 juillet 2023

Niger : les pays d'Afrique de l'Ouest lancent un ultimatum aux putschistes - Courrier International 31 juillet 2023

Dans sa déclaration finale, la Cédéao a martelé qu'elle avait "*une tolérance zéro*" pour les coups d'État, et qu'elle prendrait "*toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre constitutionnel"*, si les putschistes refusaient d'abandonner le pouvoir. "*De telles mesures pourraient inclure le recours à la force"*, a précisé l'organisation. Courrier International 31 juillet 2023

Le Burkina et le Mali solidaires du Niger face à la menace d'intervention militaire - AFP 1 août 2023

Le Burkina Faso et le Mali dirigés par des militaires ont mis en garde lundi contre toute intervention militaire au Niger pour rétablir Mohamed Bazoum, président renversé par un putsch, affirmant qu'elle serait assimilée "*comme une déclaration de guerre*" à leurs deux pays.

Cette mise en garde survient au lendemain de la menace d'usage de "*la force*" proférée par les dirigeants ouest-africains, soutenus par leurs partenaires occidentaux, dont la France, ex-puissance coloniale dans la région, accusée par les militaires qui ont pris le pouvoir au Niger de vouloir "*intervenir militairement*".

Dans un communiqué commun, les gouvernements du Burkina et du Mali "*avertissent que toute intervention militaire contre le Niger serait considérée comme une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali*".

Ils "*préviennent que toute intervention militaire contre le Niger entraînerait un retrait du Burkina Faso et du Mali de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest), ainsi que l'adoption de mesures de légitime défense en soutien aux forces armées et au peuple du Niger*".

Ils ajoutent qu'ils "*refusent d'appliquer*" les "*sanctions illégales, illégitimes et inhumaines contre le peuple et les autorités nigériennes*" décidées à Abuja.

Dans un communiqué séparé, la Guinée dont le gouvernent est également issu d'un coup d'Etat, "*exprime son désaccord concernant les sanctions préconisées par la Cédéao, y compris une intervention militaire*" et "*a décidé de ne pas appliquer ces sanctions qu'il considère illégitimes et inhumaines". Conakry "enjoint la Cédéao à reconsidérer sa position*".
AFP 1 août 2023

Sénégal.

Sénégal : Le parti politique PASTEF dirigé par Ousmane Sonko dissout - Réseau International 1 août 2023

C'est une information de dernière minute. Le parti politique dirigé, «*Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Ethique et la Fraternité (PASTEF)*» a été dissout ce lundi 31 juillet quelques heures seulement après le dépôt de son leader en prison. Le décret vient d'être signé, ce lundi 31 juillet.

«*Le parti politique PASTEF, à travers ses dirigeants et ses instances, a fréquemment appelé ses partisans à des mouvements insurrectionnels, ce qui a entrainé de lourdes conséquences, incluant de nombreuses pertes en vies humaines, de nombreux blessés, ainsi que des actes de saccage et de pillage de biens publics et privés. Les dernières en date sont les graves troubles à l'ordre public enregistrés au cours de la première semaine du mois de juin 2023, après ceux du mois de mars 2021*», lit-on dans un document signé par le ministre de l'Intérieur, Antoine Félix Diome.

Le même décret indique également que «suite à ces événements qui constituent un sérieux et permanent manquement aux obligations des partis politiques et conformément aux dispositions de l'article 4 de la Constitution et de l'article 4 de la loi n° 81-17 du 06 mai 1981 relative aux partis politiques, modifiée par la loi n° 89-36 du 12 octobre 1989, le parti politique PASTEF est dissous par décret N° 2023-1407 du 31 juillet 2023. Les biens du parti seront liquidés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur».

À suivre … (source : Océan Guinée)

Japon.

Des crimes japonais à ceux des Nazis couverts par les États-Unis, rien n'a changé

Le Washington Post couvre toujours les crimes de guerre américains.

«*Seiichi Morimura, qui a dénoncé les atrocités japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale, décède à 90 ans*

Son livre sur l'unité 731, une branche secrète de guerre biologique de l'armée impériale, a aidé à forcer le Japon à affronter son passé de guerre».

La nécrologie dit :

«*Seiichi Morimura, un écrivain japonais qui a aidé à forcer le jugement sur son pays avec son exposé de 1981 sur l'unité 731, une branche secrète de guerre biologique de l'armée impériale qui a soumis des milliers de personnes en Chine occupée à des expériences médicales sadiques pendant la Seconde Guerre mondiale, est décédé en juillet 24 dans un hôpital de Tokyo. Il avait 90 ans*».

Le livre de Morimura s'est étonnamment bien vendu même lorsqu'il était inhabituel de confronter les Japonais aux crimes impériaux de leur nation.

L'unité 731 n'était à l'époque comparable qu'à certains médecins nazis qui expérimentaient largement sur l'homme :

«*À une époque où les manuels scolaires japonais minimisaient souvent les atrocités commises par le Japon pendant la guerre, M. Morimura a interviewé des dizaines de vétérans de l'unité 731 et a documenté avec des détails poignants la conduite de l'opération, qui a été établie en 1938 près de la ville chinoise de Harbin par le médecin japonais Shiro Ishii.*

Déguisée en département de prévention des épidémies et de purification de l'eau, l'unité a fonctionné jusqu'à la fin de la guerre comme un terrain d'essai pour les agents de guerre biologique. Le travail de M. Morimura a contribué à déclencher davantage d'enquêtes dans les années 1980 et 1990, qui à leur tour ont conduit à une affaire judiciaire qui a révélé davantage l'étendue des atrocités.

Les auteurs comprenaient de nombreux médecins japonais respectés. Des milliers de personnes – principalement des Chinois, mais aussi des Coréens, des Russes et des prisonniers de huit nationalités au total, selon M. Morimura – ont subi des expériences médicales qui ont été comparées à celles du médecin nazi Josef Mengele.

Les victimes, appelées en japonais «marutas», ou bûches de bois, ont été infectées par le typhus, la typhoïde, le choléra, l'anthrax et la peste dans le but de perfectionner des armes biologiques. Certains prisonniers ont ensuite été vivisectés sans anesthésie afin que les chercheurs puissent observer les effets de la maladie sur le corps humain.

«*Je l'ai ouvert de la poitrine à l'estomac, et il a crié terriblement, et son visage était tout tordu par l'agonie. Il a fait ce son inimaginable, il criait si horriblement. Mais finalement, il a arrêté», a déclaré un membre anonyme de l'unité au New York Times en 1995, rappelant une victime qui avait été infectée par la peste.* «C'était une journée de travail pour les chirurgiens, mais cela m'a vraiment marqué car c'était ma première fois»».

Plusieurs milliers de personnes, et peut-être beaucoup plus, ont été expérimentées à mort par l'unité.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les membres de l'Unité 731 devaient être jugés pour les crimes de guerre qu'ils avaient commis. L'armée américaine a arrêté cela car elle avait prévu d'utiliser ce que l'unité 731 avait appris pour ses propres guerres...

C'est le gouvernement américain, et non le gouvernement japonais, qui a accordé l'immunité aux membres de l'unité 731. Il leur a même payé des sommes élevées pour leurs connaissances :

«*Le gouvernement américain a offert une immunité politique totale aux hauts fonctionnaires qui ont joué un rôle déterminant dans la perpétration de crimes contre l'humanité, en échange de données sur leurs expériences.* »

Joseph Needham a montré peu de temps après les événements que les États-Unis se sont livrés à des attaques de guerre biologique pendant la guerre de Corée. C'est-à-dire «*dans le cadre de la mission de l'ONU*».

Personne ne doute sérieusement qu'ils l'ont fait.

Tout comme ils ont utilisé des armes biologiques au Vietnam et, éventuellement, par l'intermédiaire d'alliés britanniques en Malaisie également.

https://reseauinternational.net/des-crimes-japonais-a-ceux-des-nazis-couverts-par-les-etats-unis-rien-na-change/

Vidéo. Ishii Shirô et l'unité 731

https://www.youtube.com/watch?v=hqrANTh1SEs

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 7 août 2023.

J'ai encore eu une alerte respiratoire durant une nuit entière. J'ai découvert un médicament efficace à inhaler (bronchodilatateurs), mais malheureusement il n'est pas disponible en Inde en ce moment. Deux jours plus tard, j'ai eu l'idée de chercher sur le Net ce qui existait pour l'asthme qui est une affection proche de la bronchopneumopathie chronique obstructive, et là je suis tombé sur des produits compatibles en stock, quelle chance, je suis sauvé ! En plus il coûte environ 350 roupies (par mois) au lieu de 2000. Du coup, j'ai pu enfin dormir à peu près normalement, je suis claqué.

J'ai aussi investi dans un humidificateur pour ma chambre, car la climatisation dessèche l'air pendant la nuit. Je suis passé par mon beau-fils qui m'a acheté cela via Amazon, et oui, je n'ai pas eu le choix la non plus, cela fait partie des paradoxes de la vie. Parce que mon médicament à base de Salbutamol fait partie de la médecine allopathique, je n'ai pas trouvé d'équivalent en homéopathie ou médecine ayurvédique. Je n'ai jamais dit qu'il fallait balancer systématiquement la médecine allopathique, je laisse cela aux doctrinaires ou aux fanatiques. Je ne suis pas non plus contre le progrès scientifique, dans les deux cas quand le rapport du bénéfice/risque est favorable, on peut adopter un produit, sinon veut mieux s'abstenir.

La température était remontée à 38°C, ce qui n'arrangeait rien, je suffoquais ! J'étais reparti à fumer quelques clopes, là je suis repassé à 1 par jour. Suite au régime que je m'impose, j'ai perdu 6 kilos en quelques semaines, là aussi c'est économique, je bouffe de moins en moins, il me reste 8 à 10 kilos à perdre pour retrouver le poids de mes 20 ans, de jeune homme quoi ! On a toujours trop bouffé, quelle connerie quand on y pense, on aura vraiment eu une vie de con ! S'en apercevoir à 67 ans, cela donne à réfléchir, pas de quoi donner des leçons aux autres !

Bref, c'est la même chose qu'avec la politique, où on a enfin fini par admettre qu'on s'était planté complètement. Oui, sur tout ou presque, sur la médecine ou la santé, c'est lamentable franchement, sur ce qu'on pensait en général, l'essentiel, c'est d'en être revenu et de savoir

cette fois à quoi s'en tenir. En face, ils rêvent de « *Great Reset* » ou grande réinitialisation de l'homme, moi je me sers de tous les instruments à ma disposition pour réaliser la mienne de réinitialisation, dans une toute autre perspective, révolutionnaire.

Un moment de détente, d'évasion, d'élévation spirituelle...

Rachmaninoff - Piano Concerto #2 in C Minor, Op. 18 - HD

https://www.youtube.com/watch?v=yJpJ8REjvqo

Alexandre KantorowTchaikovsky's Piano Concerto No.2

https://www.arte.tv/en/videos/112441-001-A/alexandre-kantorow/

Lauréat du prestigieux Concours international Tchaïkovski en 2019, le pianiste français Alexandre Kantorow interprète sa pièce gagnante, le méconnu deuxième concerto pour piano en sol majeur de Tchaïkovski, accompagné par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg dirigé par Aziz Shokhakimov.

Alexandre Kantorow (né à Clermont-Ferrand le 20 mai 1997) est un pianiste français. Il remporte à Moscou le premier prix et la médaille d'or au Concours international Tchaïkovski de piano en juin 2019, lors de sa seizième édition. En février 2020, il reçoit une Victoire de la musique pour son enregistrement du concerto pour piano n° 5 sous-titré L'Égyptien, de Camille Saint-Saëns.

De mère violoniste, son père également et chef d'orchestre est un Français d'origine russe.

A propos de l'appel à manifester contre les « *violences policières* » le samedi 23 septembre.

Nous avons écrit dans la précédente causerie.

- Ils veulent "*réformer*" la police, pour une bonne police pratiquant une bonne répression, vive l'exploitation et l'oppression !

Vous ne trouverez pas dans cet appel dehors Macron, à bas la Ve République. Pourquoi, devinez.

Toutes ces organisations collaborent avec le régime en place, et après elles voudraient qu'on s'associe à elles, mais pour quoi faire, pour qu'on devienne à notre tour des agents de Macron et de Davos, désolé, nous ne participerons pas à ce genre de compromission.

Cette semaine nous répondons au POI, membre de la Nupes, qui par l'intermédiaire du secrétaire général de la Libre Pensée a cru bon de répondre à ceux qui refusaient de soutenir leur appel à manifester contre les « *violences policières* » le samedi 23 septembre sur un ton diffamatoire ou calomniateur digne des inquisiteurs qui ont inventés les crises sanitaires et climatiques ou fomentés toutes les guerres de l'OTAN depuis 2001 qu'ils ont imputées à leurs ennemis, car ils nous traitent en ennemis.

Ces gens osent tout ou ne doutent décidément de rien, on les connaît bien, ils sont réputés pour cela. Ce sont des professionnels du camouflage ou de l'entourloupe, ils nous accusent d'être non pas "*un pas en avant des masses*" mais un pas en arrière, or ce sont eux qui s'alignent sur l'Agenda 2030 de Davos en prônant une " *justice sociale climatique, féministe* " suite à des émeutes, faut-il le rappeler, au lieu d'appeler à en finir avec Macron et la Ve République qui aurait été une réponse au même niveau politique. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que si le mouvement ouvrier ne peut pas être tiré vers le haut parce que son avant-garde est compromise ou inexistante, il va forcément être entraîné vers le bas par ses éléments les plus décomposés et réactionnaires, c'est ce à quoi nous assistons ici. Enfonçons le clou.

Le plus fort, c'est que la plupart des signataires de cet appel ont condamné le recours à la violence en générale ou en toute circonstance de la part du prolétariat, implicitement contre l'Etat ou le régime en place, y compris en réponse à la violence exercée par l'appareil répressif judiciaire ou policier de l'Etat, ce qui revient à lui laisser le champ libre pour réprimer violemment la classe ouvrière après lui avoir imposé des conditions d'existence ou de travail insupportables, pire, lui interdire toute perspective politique qui inclurait une révolution ou l'usage de la force, donc le réduire à l'impuissance face à la machine de guerre de l'Etat, la condamnant à demeurer éternellement sous le joug du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On pouvait très bien condamner les violences policières dans une perspective révolutionnaire au lieu de verser dans l'opportunisme. Car pour y mettre fin, il faudra commencer par renverser le régime en place, s'emparer du pouvoir politique. Comment, si ce n'est par la force puisque toutes les autres alternatives ont été épuisées, nos ennemis ne désarmeront pas, ils ne nous laisseront pas le choix des armes, c'est donc les armes à la main que nous les vaincrons et pas autrement, la Ve République sera abolie et nous imposer une dictature implacable à ceux qui nous exploitaient et nous opprimaient hier encore, nous convoquerons une Assemblée constituante souveraine ou son équivalent populaire afin d'instaurer une République sociale.

Informations Ouvrières (POI) - Violences policières d'Etat : rencontre avec la Libre Pensée La Libre Pensée est signataire de l'appel « *pour une marche unitaire le 23 septembre* ». Son secrétaire général, Christian Eyschen, nous explique pourquoi.

https://infos-ouvrieres.fr/2023/08/03/violences-policieres-detat-rencontre-avec-la-libre-pensee/

J-C - Christian Eyschen est également un dirigeant du POI. A la fin des années 70 et au début des années 80 il fut mon responsable de secteur sur Clichy (92) quand je militais à l'OCI.

Extrait.

Christian Eyschen - Bien évidemment des « *révolutionnaires de salon* » qui n'ont jamais rien fait et qui sont tous seuls, le problème de l'unité avec d'autres leur est inaccessible, dissertent et trouvent toujours une virgule à critiquer. Leur seul souci est de trouver toujours quelque chose pour empêcher l'unité d'avancer. Ils répètent comme une litanie la formule de Lénine : « *Un pas en avant des masses vaut mieux que cent programmes* », mais ils font tout le contraire. Ils sont tous seuls et font tout pour le rester. Ils ont une démarche totalement religieuse : ils doivent avoir raison en prouvant que les autres ont tort. C'est le remake impuissant de Reagan et de Bush sur les forces du Bien contre les forces du Mal.

J-C – Dans un autre article, il avait traité de zemmourien d'ex-militants de son courant politique avec lequel il était en désaccord, le procès d'intention et l'insulte sont une manie chez lui.

Avec son mépris et dogmatisme habituels tout ce qu'il trouve à opposer à ceux comme moi qui refusent de partager cet appel, c'est qu'on aurait toujours "*une virgule à critiquer*", comme argument c'est plutôt léger ou le néant, "une démarche totalement religieuse", là il fait dans l'inversion accusatoire qui relève du procès en intention et en sorcellerie, mieux, là où certains agitent comme un hochet l'accusation fatale de complotiste, à court d'argument il rangerait plutôt ceux qui ne sont pas d'accord avec lui parmi les pires ordures, Bush et Reagan, voilà pour le côté sympathique du personnage qui traitent ses adversaires en ennemis. A une autre époque il m'avait proposé de rejoindre la Libre Pensée, j'y ai même adhéré pendant une brève période. Il voulait que je mette mon portail au service de la Libre Pensée, si j'avais accepté j'aurais eu le droit à des louanges, mais comme j'ai refusé, il m'a sorti que j'étais un ennemi de la classe ouvrière et du PT, j'en déduisis qu'en se comportant de la sorte, que lui et ses semblables étaient infréquentables, il n'a pas changé.

Rien ne justifie de réaliser l'unité avec des organisations dont l'orientation politique est réactionnaire, rien ne permet d'affirmer que leur orientation politique pourrait évoluer favorablement, rien ne presse non plus, rien ne permet d'affirmer que nous pourrions modifier l'orientation de la société dans l'état actuelle des choses, sauf à prendre ses désirs pour la réalité.

Dans l'Antiquité, les esclaves luttèrent héroïquement pour obtenir leur liberté et non pour qu'on rallonge leurs chaînes, leur combat précéda l'abolition de l'esclavage comme mode de production au profit du féodalisme et d'une forme d'esclavage élargie, le servage, puis quand les serfs se révoltèrent le capitalisme s'imposa ainsi que le salariat, la forme d'esclavage la plus perverse puisque consentie librement par contrat, donc en réalité imposée

Christian Eyschen - Mon camarade Christian Mahieux de Sud Rail remarquait en analysant le récent mouvement contre la réforme des retraites : « *Au soir de cette journée, le message des mêmes organisations interprofessionnelles nationales était très clair : «* [L'intersyndicale] soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement *». Contrairement à ce qui a pu se produire lors de mouvements similaires du dernier quart de siècle, cette fois-ci, l'intersyndicale n'est nullement un frein ; n'en déplaise à quelques commentateurs «* radicaux *» mais non-grévistes ou à quelques «* révolutionnaires *» dont le propre secteur ne brille pas le nombre de grévistes.* » En effet, il est plus facile de quémander auprès des appareils pour qu'ils appellent à la grève générale que de mettre son propre secteur

professionnel en grève. C'est la paille et la poutre. Il en est de même pour ce gigantesque mouvement unitaire contre les violences policières de l'Etat, où les mêmes « *radicaux* », dont parle Christian Mahieux, sont totalement absents. C'est comme au PMU, il y a Roquépine qui court dans la troisième et Léon Zitrone qui fait des commentaires. Il y a toujours plus, dans cette mouvance « *révolutionnaire de salon* » de Léon Zitrone que de véritables militants qui agissent avec leur classe pour faire avancer les choses. Mais la vie et la lutte des classes balayeront tout cela.

J-C – Amen ! Commencez donc par balayer devant votre porte monsieur le belliqueux, être traité de « *révolutionnaire de salon* » de la part d'un bureaucrate syndical (FO) à la retraite qui avait pratiquement cessé de bosser à la Sécu (à Clichy-92) à l'âge de 26 ans, à la fin des années 70, donc il y a environ 43 ans, il en a 69, c'est pour le moins déplacé !

Libre à Christian Eyschen et Christian Mahieux de défendre l'intersyndicale qui a organisé 14 journées d'action bidons pour aider Macron à faire passer sa contre-réforme des retraites. Le ver de la trahison était dans le fruit pourri de l'intersyndicale dès le première jour, que l'un et l'autre s'en soient accommodés et y aient participé, il est vrai qu'après un tel naufrage il était quasiment impossible de défendre une position autrement que par l'invective, voire la diffamation et le mépris.

Christian Eyschen - Il faut diffuser le plus largement possible cet appel unitaire qui se conclut par : « *Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques se mobilisent ensemble dans la durée pour la convergence des justices antiraciste, sociale et écologique, féministes et pour que cessent les politiques sécuritaires et anti sociales. La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave. Nous ne pouvons accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessé-es, victimes des violences policières. Nous appelons à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser des manifestations ou d'autres initiatives sur tout le territoire, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.* »

J-C - "*Des contestations sociales démocratiques*", formulation destinée à flatter tous ceux qui se réclament de l'idéologie social-démocratie du PS (Fondation Copernic) au POI en passant par le PCF et le NPA, les syndicats. Et en évoquant la "*crise démocratique*", ils voudraient faire croire que la démocratie ne serait pas incompatible avec les institutions de la Ve République, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Les signataires de cet appel appellent à « *la fin du racisme systémique* » ou racisme institutionnel, mais comme ils n'appellent ni à chasser Macron, ni à en finir avec les institutions de la Ve République et le capitalisme qui le sécrète à l'origine, il faut en déduire que cet appel ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes, mais flirte avec le communautarisme.

Ils écrivent qu'ils veulent que « *cessent les politiques sécuritaires et anti-sociales* », tout le monde le souhaite de notre côté, mais serait-ce possible en conservant Macron, Borne et Darmanin, toute la question est là, et c'est ce qui les trahit, au passage ils légitiment Macron ou colportent des illusions dans le régime.

Quand Eyschen dit que "*c'est Emmanuel Macron qui instrumentalise l'extrême droite et qui lui ouvre le chemin du pouvoir*", on en oublierait presque que Macron partage à la fois en partie les méthodes policières et les objectifs de l'extrême droite depuis 2017. On se demande bien aussi, qui est le plus dangereux aujourd'hui entre l'extrême-centre de Macron-Rothschild-Davos et l'extrême droite ou le RN ?

Que voulez-vous, il y a ceux qui rabâchent sans cesse les vieilles antiennes ou formules foireuses du passé qui n'ont jamais fonctionné, tout en sachant très bien qu'elles déboucheront à nouveau sur une impasse, sans le crier sur tous les toits, leur objectif consiste uniquement à remplir cette fonction, et bien qu'ils nous soient permis de ne pas en être.

Pour lire les précédentes causeries des 17 et 21 juillet sur ce sujet :

Que pensaient les marxistes du lumpenprolétariat ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/causerie17_07_2023.pdf

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/causerie21_07_2023.pdf

En complément sur la chère intersyndicale d'Eyschen.

Mobilisation contre la réforme des retraites
Un bilan incontournable, pour mieux combattre

https://www.insurge.fr/IMG/pdf/23_07_10_retraites-un_bilan_incontournable_pour_mieux_combattre1.pdf

J-C – Je viens de découvrir ce blog, j'ignore qui en est le propriétaire et animateur.

Lu. Un instrument de propagande et rien d'autre.

France 24 est un média de l'État français, il fait partie du groupe France Média Monde qui possède un conseil d'administration où siège cinq représentants de l'État français, France Média Monde est également la société mère du Canal France international (CFI), un organisme directement financée par le Quai d'Orsay, siège du ministère des Affaires étrangères français.

Lu.

La plupart des coups d'État d'aujourd'hui sont invisibles, la presse moderne y jouant avec succès le rôle de chars et d'avions de combat. La presse prépare l'acheteur et l'électeur, et quoi qu'elle écrive sur elle-même, c'est sa seule tâche.

L'espace d'information est construit de telle manière que toute personne qui ne sait pas nager et voir sous l'eau peut s'y noyer.

Comment fabriquent-ils leur machination qu'ils opposent à la science ?

Lu.

L'expression «*étude de modélisation de simulation*» est très importante. Pour ceux qui ne le savent pas, les «*études de modélisation par simulation*» consistent à introduire des données dans un programme informatique, puis à lui demander de formuler des conclusions.

Il est évident que la fiabilité et l'utilité de ces études dépendent des données utilisées. En fait, il est très facile de leur faire produire n'importe quel résultat en introduisant les «*bonnes*» (mauvaises) données.

La «*science*» est une industrie autonome d'universitaires qui ont besoin d'emplois et de faveurs.

Il s'agit d'une relation permanente de contrepartie entre les chercheurs – qui veulent des honneurs, des titres de chevalier, la titularisation, des contrats de livres, des subventions de recherche et être la tête pensante populaire qui explique des idées complexes aux multitudes à la télévision – et les entreprises, les gouvernements et les «*fondations caritatives*» qui ont tout cela à leur disposition.

Ce système ne produit pas de recherches destinées à être lues, il crée des titres que les célébrités peuvent tweeter, des liens que les «*journalistes*» peuvent intégrer, des sources que d'autres chercheurs peuvent citer.

Une illusion de justification solide qui s'effondre dès que l'on lit les mots, que l'on examine la méthodologie ou que l'on analyse les données.

Voilà à quoi servent justement "*les structures parallèles*" comme celle-ci.

J-C - Voilà une vidéo qui est très bien faite

Vidéo. Le meurtre de l'esprit.

https://www.youtube.com/watch?v=4BWY7gbw-Tk

A quoi nous invite l'auteur de cette vidéo en guise de conclusion ou d'action, à ne surtout pas s'organiser sur le plan politique, à ne pas renouer avec les enseignements de la lutte des classes du passé, à se détourner de "*l'action politique*", ce à quoi tous les gouvernements se sont employés minutieusement depuis plus de 4 décennies, et qui justement nous a conduit à la situation où nous en sommes. Il affirme que "*les structures parallèles étaient plus efficaces*

pour combattre le totalitarisme que l'action politique", en prenant pour modèle Vaclav Havel, un ancien dissident de l'URSS qui devint Président de la Tchécoslovaquie, et qui une fois au pouvoir s'empressa d'adopter un programme économique et politique conforme à celui de Washington et Bruxelles.

On comprend mieux pourquoi il avait évoqué le "*contexte historique et culturel*", et il avait fait l'impasse sur l'essentiel, le contexte économique. De la même manière pour nous expliquer comment le totalitarisme parvenait à s'imposer, il évoqua plusieurs facteurs, mais il passa à côté des causes ou des conditions objectives qui en étaient à l'origine et qui évidemment sont économiques en dernière analyse, car si les masses sont maintenues dans l'ignorance, c'est pour qu'elles ne puissent pas se soulever contre les conditions économiques ou sociales qui leur sont imposées, pour préserver les intérêts de la classe dominante et son hégémonie sur la société.

Une fois ce constat posé, vous devez bien comprendre que si sa conclusion rejoint finalement ce qu'il dénonce, c'est qu'il y a un truc qui ne colle pas dans sa démonstration ou sa réelle motivation ne correspond pas à celle qu'il affiche.

Précédemment dans sa vidéo, comme quasiment systématique sur les réseaux dits sociaux, il avait fallu qu'il se livre à propos du totalitarisme à un amalgame qui n'avait rien de désintéressé idéologiquement entre le communisme et le fascisme, alors qu'il n'a jamais vraiment existé de régime communiste puisqu'aucun Etat ne fonctionne sans monnaie ou armée par exemple, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est autre chose ou d'autres rapports sociaux qui existèrent en URSS et dans les pays du Pacte de Varsovie, à Cuba, en Chine et dans sa zone d'influence, etc.

Le communisme propose une transformation révolutionnaire de la société mais en aucun cas il n'incarne un modèle de société contrairement au fascisme, puisque le communisme remet en cause l'ensemble des rapports sociaux économiques sur lesquels reposaient la société jusque-là. Il incarne l'abolition de l'exploitation, des classes sociales, de l'Etat, de la monnaie, l'association libre d'hommes et de femmes auxquels il n'entend pas dicter un mode de penser, un comportement ou des rapports particuliers, parce qu'il ne peut pas concevoir une fois libérés du joug et des contraintes de l'exploitation de l'homme par l'homme de quelle manière ces facteurs se développeront ou évolueront, on ne peut tout simplement pas l'imaginer, tant ils sont éloignés de tout ce que nous avons vécu jusque-là. C'est dans ce sens que le communisme ne constitue pas un modèle de société ou un système de pensée fermé et voué à disparaître comme c'est le cas de tous les systèmes philosophiques et économiques ou de toutes les théories politiques.

A l'opposé, le fascisme a pour objectif de préserver tous les rapports issus de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit de la classe dominante, la classe des capitalistes ou de l'oligarchie financière.

Dès lors on comprend pourquoi certains réalisent un amalgame entre le capitalisme et le fascisme, si ce n'est dans l'unique but d'empêcher les hommes de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression.

Quand ils font la promotion de la prostitution.

Ces femmes ont fait appel à des escorts : "*C'était un petit fantasme que d'avoir une relation tarifée*" - Yahoo

---

Il ne faut surtout pas le dire.

Quand Thomas Sankara s'empara du pouvoir au Burkina Faso en 1984, 94% des Burkinabés étaient analphabètes, ils n'étaient donc pas à même de s'exprimer librement ou en connaissance de cause sur la multitude de sujets de société les concernant directement ou sur lesquels ils auraient pu être consultés pour décider de l'orientation sociale et politique de leur pays.

Force est de constater que dans un pays comme la France où la quasi-totalité de la population a été scolarisée, la situation est relativement identique.

Au lieu de s'interroger sur la nature de la pédagogie qui était employée pour lui transmettre des connaissances et précisément sur leur contenu, qu'est-ce qu'on lui a réellement enseigné et de quelle manière, dans quels buts précis, on préféra ignorer ces questions essentielles...

Ceux qui ont cautionné la dérive permanente de l'Education nationale, s'étonnent du comportement servile des masses ou de leur arriération qui en sont les conséquences logiques.

Un prof devrait dire ça ! Entretien avec Eve Vaguerlant, professeur agrégée de lettres modernes - francesoir.fr 25 juillet 2023

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/un-prof-devrait-dire-ca-entretien-avec-eve-vaguerlant-professeur

« *L'École fabrique des masses de jeunes violents et incultes* » – Eve Vaguerlant

https://www.youtube.com/watch?v=oX1cSro6Jes

France.

Chassons-les du pouvoir !

« *Soyez totalement* » en vacances, conseille Bruno Le Maire - 20minutes.fr 2 août 2023

Souvenez-vous, ils disaient que Macron était bloqué jusqu'à la fin de son quinquennat, que plus aucune loi ne serait adoptée parce qu'il ne disposait pas d'une majorité absolue.

J-C - Il y a un an j'ai balayé cette analyse, il était entendu que LR allait le soutenir à l'Assemblée nationale et au Sénat, les faits m'ont donné raison. Lisez.

Un an de majorité relative : les LR en phase avec l'exécutif ? - Publicsenat.fr 3 août 2023

Lors de l'année parlementaire qui s'est écoulée, LR a voté la plupart des textes présentés par le gouvernement. Des textes sur lesquels la droite a obtenu des modifications substantielles, argumentent les LR. Il n'en reste pas moins que c'est entre les macronistes et la droite que s'est constituée une majorité de fait. Jusqu'à un contrat de coalition ? Ce n'est pas la direction que semble prendre Emmanuel Macron, qui pourrait aller au conflit sur la loi immigration.

France. Un régime toujours plus policier et militarisé, liberticide, totalitaire.

Hausse des accidents mortels sur autoroute : les sénateurs LR veulent une loi pour « *une justice plus ferme et dissuasive* » - Publicsenat.fr 3 août 2023

L'association des sociétés françaises d'autoroute déplore une hausse de 43 % des accidents mortels en 2022. L'alcool, la drogue et les médicaments restent les premières causes de ces accidents.

SNU : Prisca Thevenot prône « *un passage républicain pour l'ensemble d'une génération* » - Journal du Dimanche 2 août 2023

Combat politique contre la dictature climatique.

Juillet plus froid que la moyenne en Europe – Un astrophysicien israélien affirme que c'est le soleil qui détermine le climat de la Terre, pas le CO2

https://reseauinternational.net/juillet-plus-froid-que-la-moyenne-en-europe-un-astrophysicien-israelien-affirme-que-cest-le-soleil-qui-determine-le-climat-de-la-terre-pas-le-co2/

Les malfaisants enragés osent tout. Têtes à brûler au chalumeau.

Météo France prévoit une montée « *vertigineuse* » des températures la semaine prochaine - Le HuffPost 5 août 2023

À partir de ce dimanche 6 août, Météo France prévoit de premières éclaircies, avant que les températures commencent leur ascension lundi, tout en restant encore sous les moyennes de saison. « *Mardi et mercredi par contre, le soleil domine partout et le mercure grimpe vertigineusement pour atteindre plus de 35 °C dans la moitié sud* », note le prévisionniste

dans son bulletin quotidien daté du vendredi 4 août. Même le nord de la France retrouvera ainsi des températures estivales en milieu de semaine prochaine.

Comment expliquer ce retour du beau temps ?

J-C - Sans blague, après la pluie le beau temps, le soleil est de retour, même dans le nord de la France en été, incroyable, du jamais vu !
Le HuffPost - Sur Twitter, Guillaume Woznica, le prévisionniste météo de TF1 : "*Blague à part, nous nous dirigeons vers un bon coup de chalumeau avec plus de 40°C possibles mercredi dans le sud-ouest !*"

Guillaume Séchet, prévisionniste du site Météo villes sur Twitter : "*Pour le mercredi 9 août, le modèle américain envisage des pointes à plus de 40°C au sud-ouest ! Le contraste avec cette semaine s'annonce saisissant !"*

J-C - Après l'insolation on a droit au délire ! Ces déséquilibrés ne savent plus quoi inventer pour placer leur propagande climatique.

Le HuffPost - Ce soir, on a confirmation qu'un net réchauffement se mettra en place la semaine prochaine en France. Reste à savoir son ampleur et sa durée.

Pour la fin de semaine, les prévisions restent incertaines, mais les modèles montrent pour l'heure que les températures devraient de nouveau chuter dès samedi 12 août. Comme le fait remarquer Guillaume Séchet, cette météo en « *dents de scie* » est « *un été somme toute très classique !* ».

J-C – Peu importe, la stratégie du chaos et de la peur commande d'ignorer que c'est « *un été somme toute très classique* ».

La variabilité des températures, avec des semaines plus fraîches en France, ne remet pas en cause le changement climatique, car le réchauffement de la planète est un phénomène sur le long terme et global.

J-C - Leur procédé fallacieux est somme tout "*très classique*" : Confondre sciemment météo et climat pour leur faire dire n'importe quoi ou plutôt ce que l'on veut... Le HuffPost 5 août 2023

Les nuisibles récidivent quotidiennement.

J-C – La météo fait des caprices, leur joue des tours, ces fanatiques sont contrariés, ils ont du mal à l'encaisser, vaut mieux en rire qu'en pleurer.

Francetvinfo - Les fortes températures vont faire leur retour en France. Après une semaine marquée par des températures plus fraîches, notamment dans la partie nord de la France, le mercure va grimper "*vertigineusement*" à partir de mardi, prévient Météo-France dans son bulletin météo du vendredi 4 août.

Claire Chanal, prévisionniste à Météo-France à franceinfo : "*Il y a des variations de températures toutes les saisons, c'est plutôt habituel. En automne et au printemps, les différentiels de températures sont encore plus marqués.*"

Les températures pourraient de nouveau chuter à partir de vendredi et être en dessous des normales de saison dans le nord du pays. francetvinfo.fr 6 août 2023

J-C – C'est leur connerie qui est vertigineuse, ils sont hors catégorie, imbattables, y compris en lieux communs !

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie.

États-Unis : Témoignage d'une victime de la médecine transgenre - Réseau International 6 août 2023

https://odysee.com/@Cielvoile:e/trans:9f?src=embed&t=330.229614

Santé.

Augmentation des turbo-cancers : Les experts tirent la sonnette d'alarme. - lemediaen442.fr 6 août 2023

De nouveaux cancers agressifs et fulgurants sont apparus depuis 2021 avec la particularité d'être détectés très tard au stade 4. Certains se demandent s'ils pourraient être liés aux injections Covid. Les témoignages des pathologistes et experts révèlent des liens troublants entre la protéine Spyke, les vaccins Covid et l'augmentation de ces cancers agressifs. Les effets secondaires du vaccin inquiètent, et l'accès à l'information est parfois restreint.

Témoignage du Dr. Ryan Cole, pathologiste, sur cette nouvelle apparition depuis 2021 de ces turbo-cancers ou cancers agressifs.

Leur croissance est complètement hors norme. Ils se reproduisent partout et sous forme accélérée. C'est un type de cancer très récent avec une augmentation de 30 à 40 % de cancer du sein… La protéine Spyke provoque une inflammation profonde, elle active la coagulation, elle active les plaquettes et a des effets néfastes sur de nombreux gènes pour la suppression du cancer. Cette protéine Spyke serait à l'origine du turbo cancer.

Le Dr Naomi Wolf analyse les rapports d'autopsie.

Elle nous explique le rapport d'autopsie n°56 qui apporte la preuve encore une fois d'une arme biologique. Ils ont trouvé des lésions dans tout le corps dans de très nombreux organes, rate, foie, peau, testicules, la protéine Spyke est partout jusque dans l'aorte sur des décès survenus 7 jours à 6 mois après les injections.

Les nanoparticules lipidiques traversent la barrière hémato-encéphalique, un changement de comportement après vaccination est dû à l'inflammation du cerveau par endommagement du cortex préfrontal. Présence de matériaux non identifiés dans les cadavres disséqués, diagnostic confirmé par 8 pathologistes reconnus, images d'extraction de caillots sanguins qui ne sont pas normaux, témoignage d'une victime avec ses explosions de lymphomes cutanés.

Dr Ryan Cole, pathologiste, à l'intérieur de chaque cellule cancéreuse est retrouvée de la protéine Spyke.

De nombreux médecins témoignent avoir des patients en rémission depuis 5 ou 6 ans, mais tout d'un coup leur cancer est revenu au stade 4. La panoplie d'effets secondaires que nous observons chez les patients atteints est nombreuse. C'est dû à la suppression des différents mécanismes immunitaires aujourd'hui répertoriée dans les données du CDC (center of disease control, centre de contrôle des maladies USA).

Sur ces données, nous observons une augmentation massive de turbo cancers d'une année par rapport à l'autre, c'est statistiquement significatif par rapport à avant les injections. Les chiffres bruts augmentent, la ligne de tendance est particulièrement à la hausse.

Témoignage du Dr William Makis, radiologue et oncologue.

Il s'exprime sur les 93 médecins morts à la suite de ces vaccinations :

« *Il y a une évolution fascinante de l'augmentation de cancers agressifs où l'on constate que ce sont les plus jeunes les plus touchés, âgés de 20 à 30/40 ans.* »

Cancers très inhabituels, ils se manifestent très tard, au stade 3 ou 4 et ils résistent aux traitements. Les IGG4 (immunoglobine spécifique) sont là pour que l'on ne tombe pas allergique à tout ce à quoi nous sommes confrontés dans la vie de tous les jours. Toutefois, il y aurait aussi une augmentation du taux d'IGG4 qui faciliterait le corps à ignorer les choses anormales comme le développement d'une tumeur.

Il observe aussi une augmentation du cancer du sein avec des tumeurs grossissant de façon très rapide, l'augmentation des IGG4 serait expliquée par la tolérance aux corps étrangers et donc à la perte de la protection par le système immunitaire. Le covid n'est pas la cause de ces symptômes et pathologies, aujourd'hui on sait qu'il circulait en 2019 et que l'augmentation des cancers n'apparaît que depuis quelques mois. Aussi, cette surmortalité ne se voit que dans les pays les plus vaccinés.

Dr Peter Mac Cullough, oncologue.

A la question « *pourquoi tout le monde n'a pas d'effets secondaires* », il répond que les lots de vaccins produits ne sont pas tous les mêmes. Cela a été révélé grâce au travail et à l'article de Schmelling.

Depuis toutes les données de Pfizer et les effets secondaires au Danemark, trois groupes de lots ont été identifiés :

Lot 1 : un tiers des personnes a reçu ce vaccin, aucun effet secondaire, ce serait comme avoir reçu du sérum physiologique

Lot 2 : deux tiers des personnes vaccinées ont eu quelques effets secondaires modérés, taux d'effets secondaires graves assez faible

Lot 3 : 4,2 % de tous les flacons ont un taux d'effets secondaires qui a explosé par la variabilité d'un lot à l'autre de plus de 75 %.

Il y a un problème de fabrication du produit, soit une hyper concentration d'ARN messager ou de nanoparticules lipidiques ou bien contaminé par de l'ADN-c ou d'autres contaminants. Aujourd'hui, une étude suggère qu'environ 15 % d'Américains souffrent d'une blessure ou d'un handicap suite à vaccination. Depuis le CDC avec Vsafe ou encore le VAERS, toutes les données sont cohérentes dans le monde entier. Le VAERS (Vaccine Adverse Events Reports, base de données des effets secondaires des vaccins aux États-Unis) rapporte en effet plus d'un million d'effets secondaires, dont 21 000 décès confirmés au 27 décembre 2021 et 20 560 myocardites.

Toujours selon le VAERS, les inoculas contre le covid-19 ont accumulé, en un an, plus d'effets secondaires graves que TOUS LES AUTRES VACCINS RÉUNIS EN 34 ANS.

Le Dr Peter Mac Cullough intervient aussi sur les sous- depuis le CDC ou le VAERS (organisme officiel effets secondaires vaccination USA). Les déclarations sont de 30 à 40 fois sous-déclarées.

Pierre Chaillot, statisticien.

Sénat et ministère de Santé ont été saisi, ils gardent le silence. La CADA (commission d'accès aux documents administratifs) dont normalement tout citoyen a accès à ses données, freine pour partager ses documents administratifs sur les décès survenus entre les personnes vaccinées/non-vaccinées. Elle envoie un courrier affirmant que ces statistiques n'existent pas : pas de bases de données qui relient le décès à la vaccination ! Il y a là une régression énorme sur le fait d'accéder à l'information.

Josh Striling, expert et analyste des compagnies d'assurances, rapporte ses explications devant le Sénat américain.

Un seul graphique démontre le taux de mortalité relatif des personnes vaccinées et non vaccinées et en fonction du nombre de doses.

La conclusion est que les Britanniques qui ont été vaccinés, ont un taux de mortalité supérieur de 26%, dont les personnes âgées de moins de 50 ans qui ont été vaccinées, ont un taux de mortalité supérieur de 49% ! Le pire est avec les personnes qui n'ont pris qu'une seule dose du vaccin qui ont un taux de surmortalité de 145%, ces personnes qui ont pris la première dose concerne 12% de la population.

Si l'on prend ces chiffres et qu'on les applique aux USA, on obtient environ 600.000 décès supplémentaires par an induits par ces vaccins…

Pierre Chaillot, statisticien.

Nous avons pourtant des indicateurs avec les assurances sociales, les hospitalisations etc., et le Ministère de la Santé fait silence, ne regarde rien pour ne pas être confronté à la réalité ou sinon il se défend avec le narratif « *corrélation n'est pas causalité* ».

Si renseignement fait sur les déclarations d'effets secondaires, la précision dudit renseignement sur la pharmacovigilance ne ferait rien ressortir de statistique. Pour les problèmes cardiaques, ils sont sous détaillés avec péricardites, myocardites etc. Comme peu de gens déclarent et que chacun va déclarer une case différente avec les sous-catégories, les problèmes cardiaques généraux ne ressortent pas.

Les problèmes des femmes avec leurs troubles menstruels sont révélateurs car il ne peut pas y avoir de sous catégories, c'est donc significatif statistiquement et très ennuyeux pour le Ministère de la Santé.

Et le meilleur pour la fin.

Albert Bourla, PDG de Pfizer à propos des 43 milliards de dollars pour acheter Seagen :

« *A l'heure actuelle, 1 personnes sur 3 sera atteinte d'un cancer au cours de sa vie. SEAGEN possède l'une des plus grandes technologies pour combattre le cancer avec l'ADC qui attaque les cellules cancéreuses. Nous pensons soulager le monde de cette maladie dévastatrice. Ce sera un impact financier positif pour Pfizer d'ici 2030 où nous devrions avoir combler 25 milliards, ce qui donne une vision pour nos investisseurs en ayant déjà atteint cet objectif à 80% grâce à cette fusion/acquisition (soit une recette de 10 milliards en 5 ans). Les rendements financiers de Pfizer seront très bons avec un profil de risque très faible.* »

Aucune étude ne parle d'un cas de cancer d'une personne sur 3 à venir, d'où sortent ces chiffres annoncés par le PDG de Pfizer, ou dans quel but les annonce-t-il ?
Stéphane Bancel de Moderna est aussi sur le business du cancer et ses nouvelles technologies.

Un génocide oublié ou méconnu.

Barbarie made in Germany

Connaissez-vous l'histoire des Herero et des Nama ? Ces peuples de Namibie ont été décimés par les Allemands parce qu'ils refusaient de se soumettre à la loi coloniale. Le film «*L'homme mesuré*» raconte ce génocide oublié, considéré comme le premier du XXème siècle." AJ+

Sait-on que l'Allemagne, responsable de l'élimination méthodique de peuples jugés inférieurs, avait jeté les bases de la solution finale bien avant les nazis ?

Serge Bilé, journaliste à RFO, dévoile cet aspect totalement méconnu de l'histoire du peuple allemand.

«*C'est un pays que peu de gens réussiraient sans hésiter à situer sur une carte du monde. Un pays dont on ne parle quasiment jamais. Un pays oublié. Seul avec son drame.*»

C'est là pourtant que tout a commencé, là qu'est né le nazisme bien avant l'heure, là qu'ont été expérimentés les premiers camps de concentration bien avant la Seconde Guerre mondiale, là qu'ont été jetées les bases de la solution finale bien avant l'avènement de Adolf Hitler.

Ce pays, immense et désertique, c'est la Namibie dont l'effroyable histoire a été jusqu'ici éclipsée par celle de son puissant voisin, l'Afrique du Sud, avec lequel il partage une frontière et des douleurs communes.

Quand les premiers colons allemands débarquent sur ses côtes, en 1870, la Namibie est une mosaïque de peuples divisés entre Ovambo, Kavango, Nama ou encore Herero. Une désunion dont joueront d'ailleurs les Allemands pour s'aventurer et s'installer à l'intérieur des terres.

Des Allemands qui découvrent très vite les richesses du sous-sol namibien avec sa profusion de cuivre et surtout de diamants. Pour exploiter ces gisements et étouffer toute velléité de contestation, le chancelier Otto von Bismarck nomme en 1884 un gouverneur civil chargé d'administrer la nouvelle colonie.

Cet homme, dont le nom de famille, nous est devenu, depuis, tristement commun, c'est Heinrich Goering, le père de Hermann Goering, qui deviendra plus tard l'un des plus hauts dignitaires nazis.

Henrich Goering a recours, pour remplir sa tâche, à des méthodes expéditives : déplacement des populations parquées dans des réserves raciales et réduites en esclavage, exécutions sommaires en cas de résistance et confiscation systématique des terres et du bétail.

Une ségrégation et une barbarie auxquelles s'opposera vigoureusement un petit peuple de bergers, les Herero, conduit par un chef obstiné et courageux, Samuel Maharero. Il préconise pour bouter les Allemands hors du pays de créer le plus large front possible.
«*Toute notre docilité et notre patience envers les Allemands ne nous servent à rien, car chaque jour ils nous fusillent pour rien», écrit-il le 11 janvier 1903 aux autres chefs de tribus pour les exhorter à la révolte. «Mes frères, n'en restez pas à votre premier refus de participer au soulèvement, mais faites en sorte que toute l'Afrique combatte les Allemands. Mourrons plutôt ensemble au lieu de mourir de mauvais traitement, en prison ou encore d'autres manières*.»

Sa missive restera sans réponse. Las, les Herero décident, un an plus tard, le 11 janvier 1904, de se lancer seuls dans la bataille. Ils attaquent une garnison allemande à Okahandja, tuent une centaine de colons et détruisent leurs lignes de télégraphe et de chemin de fer.

Une véritable humiliation pour les Allemands, qui n'auront de cesse de se venger, épaulés par des renforts qui ne tarderont pas à arriver. Trois mille hommes et un nouveau commandant en chef connu pour sa brutalité et sa poigne de fer, le général Lothar von Trotha.

Von Trotha confirme sa réputation en lançant dès le 2 octobre 1904, aussi incroyable que cela puisse paraître, un ordre d'extermination (Vernichtungsbefehl) à l'encontre des Herero.

«*Moi, général des troupes allemandes, adresse cette lettre au peuple Herero. Les Herero ne sont dorénavant plus des sujets allemands. Tous les Herero doivent quitter le pays. S'ils ne le font pas, je les y forcerai avec mes grands canons.*

Tout Herero aperçu à l'intérieur des frontières allemandes (namibiennes) avec ou sans arme, avec ou sans bétail, sera abattu. Je n'accepte aucune femme ni aucun enfant. Ils doivent partir ou mourir. Il n'y aura aucun prisonnier mâle. Tous seront fusillés. Telle est ma décision pour les Herero.»

Une décision immédiatement mise à exécution avec une minutie et une stratégie diaboliques. Hommes, femmes et enfants herero sont systématiquement exterminés. Les survivants sont pourchassés, pris en tenaille et repoussés méthodiquement vers le désert où ils mourront d'épuisement, de faim et de soif. Les Allemands avaient pris soin auparavant d'empoisonner l'eau des puits…

https://reseauinternational.net/barbarie-made-in-germany/

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

230 000 soldats ont rejoint les rangs de l'armée russe depuis le début de l'année - RT 3 août 2023

Plus de 230 000 personnes se sont enrôlées dans l'armée russe depuis le début de l'année, a annoncé ce 3 août Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité russe.

Selon lui, la «*tâche reste de rendre le service contractuel le plus prestigieux possible*». La campagne de recrutement se fait via les réseaux sociaux et de multiples affiches dans les rues, faisant la promotion de l'armée et promettant des conditions particulièrement alléchantes aux futurs soldats. En plus de leurs soldes et d'avantages sociaux, les nouvelles recrues voient ainsi leurs emplois civils «préservés pendant la période de service» et leurs éventuels crédits bancaires gelés, selon Dmitri Medvedev. RT 3 août 2023

Un nouveau pays officialise sa demande d'adhésion aux BRICS - fr.sputniknews.africa 3 août 2023

La vice-présidente vénézuélienne a annoncé le 3 août que son pays avait officiellement demandé à rejoindre les BRICS. Elle a déclaré que Caracas était prêt à offrir à l'organisation "*les plus grandes réserves de pétrole du monde*", ainsi qu'une assistance pour établir de nouvelles relations de coopération.

À l'approche du sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), prévu en août, le Venezuela a déposé sa candidature pour adhérer au groupe. C'est ce qu'a fait savoir le 3 août sa vice-présidente, Delcy Rodriguez.

Pour l'instant, mis à part le Venezuela, 22 pays ont déjà fait une demande officielle d'adhésion, comme l'a déclaré fin juillet à Bloomberg Anil Sooklal, ambassadeur itinérant sud-africain auprès du groupe.

Y figurent notamment l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Bangladesh, l'Arabie saoudite et la Bolivie, selon des sources ouvertes. Plusieurs autres pays, comme l'Indonésie, Bahreïn, le Mexique, le Nigeria et la Turquie ont exprimé leur intérêt.

Les dirigeants du groupe se réuniront du 22 au 24 août à Johannesburg, la Russie étant représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Vladimir Poutine y participera en visioconférence. fr.sputniknews.africa 3 août 2023

C'est ce régime monstrueux que Macron et l'OTAN financent et arment.

Leader mondial du trafic de transplantations: en Ukraine, les organes vendus en ligne et hors ligne - fr.sputniknews.africa 7 août 2023

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a dénoncé le trafic d'organes humains en Ukraine dans un article du journal Rossiiskaïa Gazeta. Sputnik vous présente son texte intégral.

On sait depuis longtemps que l'Ukraine est devenue l'un des leaders mondiaux de la transplantation "*au noir*". Les scandales liés au prélèvement illégal d'organes sur les corps de personnes décédées ont commencé dès la fin des années 1990, ce qui a été provoqué par la détérioration de la situation socio-économique du pays.

À partir du début des années 2000, ce problème a commencé à prendre de l'ampleur. Une impulsion supplémentaire à ce processus a été donnée par le coup d'État armé à Kiev en février 2014 et le conflit dans le Donbass. En 2014, l'OSCE a déclaré que des corps de personnes, dont les organes internes avaient été prélevés, avaient été retrouvés dans des fosses communes dans des zones de combat, très probablement, il s'agit de victimes de trafiquants.

La transplantation "*au noir*" a pris une grande ampleur après le début de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine. Cela a été facilité par l'adoption d'une législation par le régime de Kiev qui simplifie au maximum les activités des transplantologues dans le pays.

En particulier, le 16 décembre 2021, la Rada (Parlement ukrainien) a adopté la loi n°5831 sur la réglementation de la transplantation de matériaux anatomiques humains, selon laquelle il n'est plus nécessaire de notarier l'accord écrit d'un donneur vivant ou de ses proches pour la transplantation. Les signatures n'ont pas besoin d'être authentifiées. De fait, les organes étaient également autorisés à être prélevés sur des enfants. La procédure de prélèvement d'organes sur le défunt, qui n'a pas donné son accord au don de ses organes après le décès, a été considérablement simplifiée.

L'autorisation de prélever du matériau biologique ou anatomique sur le corps d'un défunt peut être obtenue auprès de la personne responsable qui s'engage à l'enterrer. Par exemple, le médecin-chef d'un hôpital ou le chef d'une unité militaire. Le droit de procéder à une transplantation a été accordé non seulement aux cliniques publiques, mais aussi aux cliniques privées.

Le 14 avril 2022, la Rada a adopté la loi n°5610 sur la modification au Code fiscal, qui exonère les opérations de transplantation d'organes du paiement de la TVA.

Cette "*clause de la nation la plus favorisée*" est activement utilisée par les criminels, le commerce d'organes a lieu sur le darknet, et pas seulement.

Comme l'ont écrit les médias, les organes des soldats morts des forces armées ukrainiennes sont apparus en vente dans l'un des plus grands magasins du darknet. Cœurs, foies, reins et autres parties du corps étaient proposés à partir de 5.000 euros chacun.

C'est impossible à réaliser, mais selon le vendeur, on peut rapidement livrer un cœur pour 25.000 euros et des reins pour 12.000 euros. Il est à noter que la livraison s'effectue "*uniquement vers les pays de l'UE dans une boîte médicale en 48-60 heures*". Ou ils peuvent être livrés dans un lieu prédéterminé sous réserve d'un prépaiement intégral. S'ils sont remis personnellement, un acompte de 35% est nécessaire, une copie du passeport, des liens vers les réseaux sociaux et une photo à un certain endroit avec des choses annoncées d'avance. Et ce n'est pas une liste exhaustive des services des éventreurs.

Il existe des preuves que les personnes impliquées dans l'Armée de libération du Kosovo pourraient être propriétaires ou au moins coopérer avec le magasin, dont l'un des dirigeants vient d'être jugé pour trafic d'organes de soldats, de civils et d'autres dissidents serbes morts pendant la guerre de Yougoslavie. L'Armée fonctionne toujours, mais sous un nom différent, et peut être présente en Ukraine en tant que mercenaires.

En juin 2023, un homme a été arrêté à la frontière ukraino-slovaque, qui en tant qu'employé d'une certaine organisation caritative, se livrait au trafic d'enfants ukrainiens à l'étranger, y compris pour la transplantation d'organes. Ce qui est révélateur, la caution que le tribunal a fixée pour le criminel ne s'élevait qu'à 1 million de hryvnias. Après avoir versé la caution, l'accusé de crime grave a été libéré. Dans le même temps, une caution astronomique de 33 millions de hryvnias a été fixée au vicaire de la laure des Grottes de Kiev, le métropolite Paul.

Cela indique clairement que l'État ukrainien dissimule cette affaire sanglante et la soutient. Il existe également des preuves qui témoignent de l'implication de l'entourage de Volodymyr Zelensky dans celle-ci.

On vend les organes en Ukraine non seulement au noir en ligne, mais aussi hors ligne.

Il existe des preuves qu'en juin 2023, des représentants du ministère de la Santé d'un pays de l'Otan se sont mis d'accord avec les autorités ukrainiennes sur la fourniture d'une voiture frigorifique contenant des organes et des parties du corps humains, qui sont le plus souvent utilisés en transplantation. Ce sont des cornées de l'œil, certains os, des tissus conjonctifs, des cœurs et des foies.

Du côté ukrainien, des "*entrepreneurs individuels*" ont travaillé avec l'aide de personnes également du ministère de la Santé d'Ukraine et du bureau du Président.

Si quelqu'un dit maintenant "*ce n'est pas possible*", laissez-moi vous rappeler que le don et la vente posthumes d'organes à l'étranger sont légaux en Ukraine. Une autre chose est étrange:

les membres de l'équipe de Volodymyr Zelensky ne veulent pas rendre cette information publique, bien qu'ils aient eux-mêmes pris cette décision. Les experts attribuent cela au fait que, dans la plupart des cas, les hommes d'affaires ukrainiens ne peuvent pas expliquer l'origine exacte des biomatériaux dont la livraison est prévue. Ils estiment qu'une partie importante de ces biomatériaux provient de "*transplantologues au noir*" qui prélèvent illégalement des organes sur les combattants morts, dont les corps non réclamés sont ensuite simplement brûlés. Ces conclusions sont confirmées par le taux de mortalité élevé et le nombre important de soldats ukrainiens portés disparus, ainsi que par le manque de spécialistes et de réactifs sur le territoire contrôlé par le régime de Kiev pour examiner les corps. Cela permet aux criminels de brouiller les pistes et de transporter des organes utilisés dans la transplantation vers les régions occidentales de l'Ukraine, où ils sont préparés pour être expédiés à l'étranger. fr.sputniknews.africa 7 août 2023

En complément.

Pourquoi l'Occident a-t-il accepté de se tourner vers le fascisme… une fois de plus ?

https://reseauinternational.net/pourquoi-loccident-a-t-il-accepte-de-se-tourner-vers-le-fascisme-une-fois-de-plus/

Niger.

Il s'est prononcé pour une intervention armée pour renverser le nouveau régime nigérien.

Julius Sello Malema. Membre des pionniers du Congrès national africain (ANC) dès 1990, il devient président de la ligue de jeunesse du Congrès national africain (ANCYL) en 2008. Connu pour ses propos et ses discours appelant à la violence contre les Blancs sud-africains, il finit par s'aliéner les instances de l'ANC dont il est exclu en 2012. En 2013, il fonde son propre parti politique : les Combattants pour la liberté économique (Economic Freedom Fighters en anglais). Idéologiquement, le parti est populiste, d'extrême gauche, anticapitaliste, panafricaniste, nationaliste noir, antiblanc, antisioniste et antioccidentaliste. (wikipédia)

J-C – L'extrême gauche établie est à vomir décidément. Je comprends la méfiance des lecteurs à mon égard, car dès qu'on se réclame d'extrême gauche cela évoque plein de choses abominables.

L'épisode de la dictature sanitaire a été révélateur à cet égard, n'est-ce pas ? Mais hélas, apparemment personne n'en tient compte ! C'est désolant. Surtout pour moi qui me donne un mal de chien à me justifier ou à démontrer que je ne ressemble pas à ces gens-là. C'est épuisant.

Explication : Les puissances impérialistes occidentales créent la pauvreté, arment le terrorisme, exploitent l'uranium et les matières premières...

Instabilité au Sahel, pauvreté, terrorisme, uranium... Comment expliquer la crise au Niger - BFMTV 4 août 2023

Le coup d'Etat au Niger pourrait avoir des conséquences "*dévastatrices*" pour le monde et faire passer la région du Sahel sous "*influence*" de la Russie, via les mercenaires du groupe Wagner, écrit le président élu Mohamed Bazoum dans une tribune parue jeudi dans le Washington Post. Séquestré depuis que son gouvernement a été renversé le 26 juillet par les putschistes, il prévient : "*Dans la région trouble du Sahel, au milieu de mouvements autoritaires qui se sont imposés chez certains de nos voisins, le Niger est le dernier bastion pour le respect des droits"*.

Mohamed Bazoum : "*J'appelle le gouvernement américain et l'ensemble de la communauté internationale à aider à restaurer l'ordre constitutionnel*." francetvinfo.fr 4 août 2023

Le Niger suspend France 24 et RFI, Paris « *condamne très fermement* » - AFP/LePoint.fr 4 août 2023

J-C - De janvier 2020 à janvier 2023 notamment, la France ne s'en est pas privé envers sa propre population, personne ne l'a oublié...

LePoint - « *La France condamne ces violations graves des libertés fondamentales*. »

J-C - C'est la France qui déciderait de ce qui est «conventionnel et légal » dans un pays souverain et indépendant !

LePoint - Le groupe France Médias Monde a dénoncé jeudi dans un communiqué l'interruption de RFI et France 24, « une décision prise hors de tout cadre conventionnel et légal » une semaine après le coup d'État.

J-C - France 24 et RFI qui diffusent la propagande du gouvernement français ou de Davos délivreraient "*une information libre, indépendante et vérifiée*", il fallait oser le dire sachant que ces officines pratiquent la désinformation en continu.

LePoint - La décision des autorités « *prive un peu plus encore dans la région les citoyens de leur accès à une information libre, indépendante et vérifiée* », regrette le groupe public, qui a déjà « *subi la censure au Mali et au Burkina Faso ces derniers* mois ». RFI et France 24 restent accessibles en réception satellitaire directe, sur internet, et les programmes de RFI en français, haoussa et fulfude continuent d'être diffusés en ondes courtes. AFP/LePoint.fr 4 août 2023

J-C - Moi je les aurais totalement coupées. Quand les autorités françaises suspendirent les médias russes RT France et Sputnik de la plateforme Odysee, les bannirent de YouTube et Facebook, ce n'étaient pas des "*violations graves des libertés fondamentales*", mais certainement l'expression de la démocratie !

Niger : les putschistes dénoncent des accords militaires avec la France - AFP/LePoint.fr 4 août 2023

Les putschistes au Niger ont déclaré jeudi soir dénoncer plusieurs accords militaires conclus avec la France, qui concernent notamment le « *stationnement* » du détachement français et le « *statut* » des militaires présents dans le cadre de la lutte antidjihadiste, dans un communiqué lu à la télévision nationale. « *Face à l'attitude désinvolte et la réaction de la France relativement à la situation* » au Niger, « *le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP, militaires au pouvoir) décide de dénoncer les accords de coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense avec cet État* », a déclaré le colonel-major Amadou Abdramane, membre des putschistes.

Les militaires auteurs d'un coup d'État survenu il y a huit jours ont également annoncé mettre fin aux « fonctions » d'ambassadeurs du Niger dans quatre pays, dont la France. « *Il est mis fin aux fonctions des ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de la République du Niger […] auprès de la République française* », du « *Nigeria* », auprès de « *la République togolaise* » et « *auprès des États-Unis* », indique le même communiqué.

En Complément.

Union africaine: le président Assoumani persona non grata au Mali et au Burkina Faso - RFI 7 août 2023

Coup d'État au Niger: le pays ferme son espace aérien "*face à la menace d'intervention qui se précise*" - BFMTV 7 août 2023

"*Face à la menace d'intervention qui se précise à partir des pays voisins, l'espace aérien nigérien est fermé à compter de ce jour dimanche (...) jusqu'à nouvel ordre*", indique le communiqué qui précise que "*toute tentative de violation de l'espace aérien*" entraînera "*une riposte énergique et instantanée*". BFMTV 7 août 2023

Le Nigeria punit le Niger en coupant l'électricité suite aux sanctions occidentales de la CEDEAO - lemediaen442.fr 3 août 2023

Suite aux sanctions par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le gouvernement nigérian a interrompu l'approvisionnement en électricité de son voisin, la République du Niger. Bien que le Niger connaisse rarement des coupures de courant, il dépend fortement du Nigeria pour son approvisionnement en électricité.

En 2022, 70% de l'électricité au Niger provenait de l'achat à la société nigériane Mainstream Energy Solution, qui produit de l'électricité grâce au barrage de Kainji, situé à l'ouest du Nigeria.

Depuis l'interruption de l'approvisionnement, certaines villes du Niger, telles que Niamey, Maradi et Zinder, subissent des coupures d'électricité. Les habitants n'ont accès à l'électricité

que pendant une heure environ avant d'être coupés pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq heures. La Nigelec, l'organisme d'électricité du Niger, a confirmé que les coupures étaient dues à l'interruption de l'approvisionnement par le Nigeria. Cependant, la Transmission Company of Nigeria (TCN) a refusé de commenter la situation.

Pour s'affranchir de sa forte dépendance énergétique au Nigeria voisin, le Niger travaille actuellement à achever son premier barrage sur le fleuve du même nom d'ici 2025. Le barrage de Kandadji, situé à environ 180 km en amont de Niamey, devrait générer annuellement 629 gigawattheures (GWh). Le Premier ministre nigérien Ouhoumoudou Mahamadou a déclaré dimanche sur France 24 que les sanctions "*feront très mal à notre pays*", alors que celles-ci se multiplient internationalement.

Les sénateurs nigérians refusent le déploiement de troupes chez leur voisin le Niger - fr.sputniknews.africa 5 août 2023

Le Sénat du Nigéria a refusé la demande du Président Bola Tinubu, lequel avait proposé un plan d'intervention militaire au Niger voisin, sous la houlette de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les sénateurs ont salué les efforts de la CEDEAO pour mettre fin à la crise, tout en repoussant "*catégoriquement*" l'option d'un déploiement de troupes, a déclaré le président du Sénat, Godswill Akpabio. De nombreuses voix se sont élevées parmi les élus pour condamner cette idée, encourageant plutôt le gouvernement à continuer de discuter avec les autorités nigériennes, pour trouver une issue diplomatique.
"*L'accent doit être mis sur les moyens politiques et diplomatiques […] Nous nous opposons à l'utilisation de la force militaire jusqu'à ce que ces voies mentionnées soient épuisées, car cela aura pour conséquences de faire des victimes parmi les citoyens innocents vaquant à leurs occupations quotidiennes*", a ainsi insisté Abdulrahman Kawu Sumaila, porte-parole des sénateurs du Nord.

Nigeria : accord avec les syndicats après que les portes de l'Assemblée ont été forcées - RT 3 août 2023

Ce 3 août, le Nigerian Labour Congress (NLC) et le Trade Union Congress (TUC) sont parvenus à un accord avec le président nigérian, suite aux manifestations massives contre l'inflation qui avaient secoué le pays la veille.

Avec 219 millions d'habitants en 2022, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique. Malgré ses immenses réserves de pétrole et son classement en 2016 de première puissance africaine, le pays reste pauvre : selon la Banque mondiale, en 2018, 31% de la population avait moins de 1,90 dollar par jour pour vivre. RT 3 août 2023

Lu.

Le Niger est un pays complètement appauvri avec les quatrièmes réserves d'uranium de la planète. Le Niger est le principal fournisseur d'uranium de la France, malgré le fait que l'espérance de vie moyenne de près de 26 millions de ses habitants est de 53 ans, le taux d'alphabétisation de la population est de 28% et le taux de mortalité infantile est le troisième au monde.

Au Niger, un coup d'État a commencé, mais n'est pas encore terminé. Dès 4 heures du matin le 27 juillet, le président Mohamed Bazoum est bloqué dans sa résidence par la garde présidentielle. Les rebelles exigent sa démission et lui garantissent l'immunité de toute persécution par la suite.

80% des habitants du Niger, qui fournit 25% du combustible des centrales nucléaires européennes, vivent sans électricité.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine, une association régionale de régimes corrompus dirigée par les dirigeants blancs des États-Unis et de la France, prépare aujourd'hui une invasion du Niger pour «restaurer le pouvoir d'un gouvernement démocratique», dont les représentants ont déjà demandé à la France d'intervenir. Alors que des millions d'enfants africains habituellement spoliés par l'Europe meurent de faim, les réseaux sociaux programmés pour lutter contre le racisme politiquement corrects bloquent le nom du pays spoliateur : la France.

Tuer des Noirs de faim, de maladies et d'armes dans le monde civilisé est encore plus woke que de les appeler «*Noirs*».

Hier, l'armée nigérienne a annoncé l'arrêt des livraisons d'or et d'uranium à la France. Je ne veux pas sauter aux conclusions et faire des vœux pieux, mais j'ai de plus en plus de sympathie pour les militaires rebelles du Niger.

L'Afrique, dont toute l'histoire est une leçon de colonialisme, ne veut pas devenir l'Europe dont le Niger serait l'Ukraine.

Que se passe-t-il au Niger ?

https://infos-ouvrieres.fr/2023/08/03/que-se-passe-t-il-au-niger/

Les éclairages d'un responsable syndical sur les événements.

Que s'est-il passé, que revendiquent ceux qui l'ont organisé et quelles sont les réactions de la population ?

Effectivement, dans la matinée du 26 juillet, des événements se sont déroulés à Niamey, la capitale du Niger, qui se sont transformés en coup d'État militaire. Dans la soirée, un groupe de militaire a déclaré sur la télévision nationale avoir mis fin au régime de la VIIe République et avoir créé un nouvel organe : le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie

(CNSP). Dans cette première déclaration, ils ont assuré respecter tous les engagements internationaux auquel le Niger avait souscrit, ainsi que les droits civiques et humains, et la protection de l'intégrité physique des autorités déchues.

Le lendemain, il y a eu des scènes de liesse, à Niamey, à Dosso et à Tillabéry. Des centaines de personnes sont descendues dans les rues pour soutenir le coup d'État contre Bazoum. Le vendredi 28, le général Abdourahmane Tiani, président du CNSP, a pris la parole pour évoquer des préoccupations qui font écho aux aspirations légitimes des Nigériens : la corruption, l'impunité, la mauvaise gestion de la crise sécuritaire, des libérations extrajudiciaires de terroristes, des recrutements de milices qui reçoivent des ordres du politique sans aucun respect du règlement militaire.

Il a évoqué également le manque de coopération avec le Burkina Faso et le Mali, pays avec lesquelles le Niger partage ses frontières dans la zone du Liptako qui est dangereusement affectée par le problème de l'insécurité. Il a dénoncé l'absence de résultats des « *partenaires* » du Niger dans la lutte contre le terrorisme, en dépit des discours distillés par les milieux politiques nationaux et internationaux.

Par exemple, il s'est interrogé : comment comprendre l'armada qui a été déployée au niveau de Niamey pendant que des voyous qui circulent à moto continuent de commettre des exactions à 40-50 km de la capitale ?

Enfin dimanche, les Nigériens sont descendus massivement dans la rue – près de 4 millions de personnes – pour soutenir les déclarations du CNSP et aussi pour dire que nous n'accepterons pas que la France, sous couvert de lutte contre le terrorisme, intervienne militairement dans les affaires du pays.

Le Niger occupe une situation stratégique pour la France. Ancienne colonie, son président Bazoum est un partenaire fidèle de Paris. Le pays a accueilli les militaires français repliés du Mali et du Burkina d'où ils ont été chassés et l'uranium extrait sur son territoire assure « *l'indépendance énergétique* » de la France. Est-ce que ce coup d'État remet en cause la nature de la relation France-Niger ?

Par rapport aux bases étrangères, il faut dire qu'ils vont quitter le Niger, de la même façon qu'ils ont quitté le Mali et le Burkina Faso. Ça, ce n'est pas négociable, nous avons nos propres armées. Des bases nigériennes en France ou aux États-Unis, vous voyez bien que ce ne serait pas possible !

Alors à partir du moment où ils se sont installés de force dans nos pays et que les populations, constatant qu'il n'y a aucun résultat, demandent leur départ et bien il n'y a pas de choix, ils vont partir.

L'essentiel est de mettre fin à l'insécurité et ces « partenaires » en sont incapables. Plus de 800 écoles sont fermées dans la région de Tillabéry. Plus de 72 000 élèves ne vont pas à l'école. Des milliers de personnes se sont déplacées pendant cette saison agricole alors que les gens sont censés rester chez eux pour cultiver leur champ pour produire ce qui va leur permettre de vivre les neuf mois prochains. Et c'est durant cette période que les populations ont été déplacées, cela veut dire qu'ils ne vont pas travailler dans leurs champs et qu'ils seront en proie à l'insécurité alimentaire. Concernant les relations partenariales pour le commerce de

l'uranium, je ne maîtrise pas le contenu des accords entre les deux parties, mais si les nouvelles autorités estiment qu'ils n'arrangent pas le Niger, on peut demander leur révision.

Plus de 50 ans d'exploitations de l'uranium au Niger par la France, et même au niveau de la capitale de Niamey, la couverture en électricité des habitations n'est pas complète ! C'est un problème. Il faut savoir que nous sommes les propriétaires de la ressource. Si on ne s'y retrouve pas, on peut demander à les réviser, ou carrément arrêter ces accords. Le Niger est un État souverain.

Dans cette situation, que déclarent les syndicats ?

Au niveau des centrales syndicales, nous avons publié un communiqué qui prend acte des préoccupations qui sont soulevées dans les déclarations et nous avons mis en garde les chancelleries étrangères de toute intervention dans les affaires de notre pays. Les mesures que Macron est en train de prendre sont très préoccupantes pour nous. Il veut convoquer un conseil de sécurité en France sur une question nigérienne et s'appuie sur l'Union africaine et la Cédéao pour envisager une intervention militaire au Niger.

Le peuple français sait-il réellement ce que Macron fait en Afrique ? C'est ça la guerre contre le terrorisme ? Quand on leur demande de partir, ils se révèlent être des forces d'occupation Macron cherche à tromper l'opinion française en parlant de sentiments anti-français, c'est faux, nous apprécions les Français, mais détestons le système de destruction de nos pays. Le régime de Bazoum a été vomi comme l'a été le régime impérialiste au Mali, au Burkina Faso, ou en Guinée.

Donc c'est une marche qui est irréversible et il faut le comprendre dans ce sens-là. Les organisations syndicales restent vigilantes, sans soutien aveugle. S'ils essayent de dévier des principes qu'ils ont énoncés dans leur déclaration et bien nous ne serons pas d'accord. Et il faut savoir que plus jamais nous n'accepterons que notre pays soit pris en otage par quiconque. C'est un message qui doit être très clair.

Inde.

Comme si la course à l'armement ne suffisait pas !

Mise en orbite réussie pour la mission lunaire indienne Chandrayaan-3 - AFP 5 août 2023

"*Chandrayaan-3 est entrée dans l'orbite de la Lune*", a annoncé l'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) sur Facebook, plus de trois semaines après son lancement, le 14 juillet, depuis Sriharikota, dans l'État méridional de l'Andhra Pradesh.

La mission devrait, si tout se déroule comme prévu, se poser près du pôle sud de la Lune, peu exploré, entre le 23 et le 24 août.

Jusqu'à présent, seuls la Russie, les États-Unis et la Chine ont réussi un alunissage contrôlé.

Cette nouvelle tentative du programme indien, en plein essor, intervient quatre ans après un échec cuisant, l'équipe au sol ayant perdu le contact peu avant l'arrivée sur la Lune.

Cette mission représente un coût de 74,6 millions de dollars (66,5 millions d'euros), selon les médias.

Selon les experts du secteur, l'Inde parvient à maintenir des coûts bas en reproduisant et en adaptant la technologie spatiale existante à ses propres fins, notamment grâce à l'abondance d'ingénieurs hautement qualifiés bien moins payés que leurs confrères étrangers.

La précédente tentative d'alunissage en 2019, qui coïncidait avec le 50e anniversaire de la première sortie sur la lune de l'Américain Neil Armstrong, avait coûté 140 millions de dollars (124 millions d'euros), soit près du double du coût de la mission actuelle.

Depuis le lancement d'une sonde en orbite autour de la lune en 2008, le programme spatial indien s'est considérablement développé.

En 2014, l'Inde est devenue le premier pays asiatique à mettre un satellite en orbite autour de Mars et trois ans plus tard a lancé 104 satellites en une seule mission.

D'ici l'an prochain, le géant asiatique devrait lancer une mission habitée de trois jours en orbite autour de la Terre.

En 2019, le Premier ministre Narendra Modi avait loué l'Inde qui rejoignait le club des "*superpuissances spatiales*" après avoir abattu un satellite en orbite basse avec un missile, mais le pays s'était attiré des critiques en raison des quantités de "*déchets spatiaux*" ainsi générés.

L'Inde s'efforce également d'augmenter sa part, qui est actuellement de 2%, du marché spatial commercial dans le monde, grâce à des coûts bien moindres que ceux de ses concurrents.

La Chine, elle, a injecté des milliards de dollars dans ses programmes spatiaux avec l'objectif de rattraper les États-Unis et la Russie. Elle espère envoyer une mission habitée sur la Lune d'ici 2030 et ambitionne d'y construire une base. AFP 5 août 2023

Pakistan.

Les Etats-Unis voulaient l'écarter du pouvoir ou l'éliminer.

Pakistan : l'ex-Premier ministre Imran Khan condamné pour corruption et arrêté - AFP 5 août 2023

Toute personne condamnée pour une infraction pénale est généralement exclue des élections ou de l'exercice d'une fonction. M. Khan estime que le gouvernement cherche à l'écarter des élections nationales prévues d'ici à la fin de l'année.

"*Nous allons faire appel du verdict*", a déclaré à l'AFP Intezar Hussain Panjutha, l'un des avocats de la défense de M. Khan.

Dans une vidéo enregistrée avant son arrestation et diffusée samedi sur les réseaux sociaux, l'ex-Premier ministre, ancienne star de cricket reconvertie dans la politique, a exhorté ses partisans à "*protester pacifiquement*".

"*Je n'ai qu'une demande et un appel à formuler: ne restez pas silencieux chez vous*". "*Il s'agit d'une guerre pour la justice, pour vos droits, pour votre liberté... Les chaînes ne tombent pas d'elles-mêmes, il faut les briser. Vous devez continuer à protester pacifiquement jusqu'à ce que vous obteniez vos droits*", y déclare-t-il.

Les images de l'homme politique ou même la mention de son nom n'ont pas le droit d'être diffusées à la télévision, mais Khan s'est tourné vers les réseaux sociaux pour atteindre ses millions de partisans.

M. Khan est notamment accusé d'avoir reçu, lorsqu'il était au pouvoir, des cadeaux dont il a sous-estimé la valeur avant de les revendre.

Jusqu'ici leader du parti Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), il fait l'objet de plus de 150 poursuites judiciaires depuis son éviction du pouvoir.

Un porte-parole du PTI a déclaré que le parti serait dirigé par son vice-président et ancien ministre des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi.

Ce n'est pas la première fois que M. Khan est arrêté. Le 9 mai, il avait été placé sous écrou pour corruption, puis remis en liberté trois jours plus tard.

Des affrontements qui avaient fait au moins neuf morts avaient éclaté entre les forces de l'ordre et ses partisans.

À la suite de sa libération, le PTI a été la cible d'une campagne de répression avec des milliers d'arrestations, des actes d'intimidation et le musellement de la presse.

Le Parlement sera probablement dissous à l'issue de son mandat dans les deux prochaines semaines, les élections nationales devant se tenir à la mi-novembre ou plus tôt.

"*Tout le monde se posera des questions sur la crédibilité des élections en l'absence du PTI et d'Imran Khan*", a souligné auprès de l'AFP l'analyste politique Hasan Askari.

Son arrestation ne devrait pas contribuer à ramener le calme dans le pays en proie à une grave crise économique et politique.

M. Khan a accédé au pouvoir en 2018 grâce à une vague de soutien populaire, à un manifeste anti-corruption et au soutien de la puissante armée pakistanaise.

Lorsqu'il a été évincé, les analystes ont expliqué que c'était parce qu'il avait perdu le soutien des principaux généraux.

Après son éviction, M. Khan avait d'ailleurs émis des critiques sans précédent contre l'armée.

Il a plusieurs fois accusé un officier supérieur d'avoir comploté pour l'assassiner en novembre lors d'un meeting électoral, où il avait été blessé par balle à une jambe.

Les critiques directes à l'encontre de l'armée sont rares au Pakistan, car considérées comme une ligne rouge à ne pas dépasser, au risque de se retrouver dans le viseur de l'appareil sécuritaire. AFP 5 août 2023

J-C – « *150 poursuites judiciaire* », c'est grotesque au-delà du ridicule, mais cela ne gêne pas le moins du monde l'AFP, normal.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 11 août 2023.

Défense du marxisme.

Ayez un horizon moins étroit, une vue plus vaste du monde, adoptez la dialectique, sa version matérialiste moderne, c'est la méthode la plus efficace pour interpréter le monde, c'est aussi la meilleure thérapie ou le meilleur remède contre la démoralisation, le désespoir, la dépression. Pensez scientifiquement, et vous verrez que tout s'explique.

Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring

Extraits.

- Les hommes ont pensé dialectiquement longtemps avant de savoir ce qu'était la dialectique, de même qu'ils parlaient déjà en prose bien avant qu'existât le terme de prose. La loi de la négation de la négation qui s'accomplit d'une façon inconsciente dans la nature, dans l'histoire, et, jusqu'à ce qu'elle soit connue, dans nos cerveaux, a été formulée avec rigueur pour la première fois par Hegel.

- C'est déjà un manque total d'intelligence de la nature de la dialectique, que de la tenir, comme fait M. Dühring, pour un instrument de pure démonstration, à la façon dont on peut se faire une idée bornée, disons de la logique formelle ou des mathématiques élémentaires. Même la logique formelle est avant tout une méthode pour trouver des résultats nouveaux, pour progresser du connu à l'inconnu, et cela est vrai, mais dans un sens bien plus élevé encore, de la dialectique qui, en outre, en brisant l'horizon étroit de la logique, contient le germe d'une vue plus vaste du monde.

J-C – La dialectique n'est pas un principe ou une théorie, une doctrine, mais quelque chose ou des rapports qui existent partout à l'état naturel, régi par les lois générales du mouvement de la matière...

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes - animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement 2; et ce fut la cause de l'inégalité.
Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ *Tous les progrès ultérieurs [au-delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution.* ”

(La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

“ *Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain 1.* ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

“ *Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir2.*”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression, jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

“ *C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître 3.*”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi

“ sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel 4. ”
Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation.

1- Rousseau : Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité.... Éditions sociales, 1971, p. 118.
2- Ibid., p. 129.
3- Ibid., p. 142.
4- Ibid., pp. 142-143.

Il y a quelques jours au détour d'un article, *Du fascisme en France*, je découvre un blog, Le Monde Moderne. Je parcours ce très long article, il rejoint en grande partie notre constat sur Macron et son régime despotique, et comme il était à prévoir il se termine en eau de boudin.

Ce blog est de droite évidemment, comme 99,99% des blogs sur le net selon mes critères, 70% selon des critères moins exigeants. Les analyses qu'il produit sont semblables à toutes celles que publient ce qu'on a appelé les médias alternatifs ou indépendants, des intellectuels en mal de reconnaissance ou d'existence, censurés ou diabolisés par les médias mainstream,

dont généralement on ignore les moyens d'existence et qui se font ainsi un nom et un salaire d'appoint en attendant des jours meilleurs...

Dès lors il est facile de comprendre pourquoi la totalité des articles publiés par ces blogs se terminent dans une impasse, quand ils ne se destinent pas de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, un pur numéro d'illusionnisme auquel ils ne croient pas eux-mêmes évidemment.

Comment pourrait-il en être autrement, dès lors que leurs réflexions se situent exclusivement dans le cadre du capitalisme qui était voué à entrer en putréfaction ou à disparaître ? Comment voudriez-vous qu'ils proposent une issue politique conforme aux intérêts de la majorité de la population dans ces conditions-là ? Impossible à moins d'adopter le socialisme. Ils en sont incapables, puisque tous les animateurs de ces blogs revendiquent leur attachement indéfectible au capitalisme et à ses institutions nationales et internationales, ils sont viscéralement antisocialistes ou anticommunistes, bref, de droite et réactionnaire, ils le revendiquent plus ou moins ouvertement. Parmi eux, certains semblent animés d'une fibre sociale qui les rend moins antipathiques et plus fréquentables que les autres, à moins que ce soit uniquement un moyen de se démarquer de l'extrême droite.

Par conséquent, pour se faire plaisir ou pour se rassurer, pour garder espoir ou le moral, à défaut d'avoir trouvé un courant politique qui leur conviendrait, il y en a plus d'un parmi leurs lecteurs ou admirateurs qui sont prêts à leur attribuer des intentions généreuses inventées de toutes pièces ou qui ne se manifesteront jamais en pratique, et j'ignore pourquoi ils leurs octroient une certaine légitimité pour justifier tout le bien qu'ils en pensent en l'absence finalement de toute orientation politique, ce qu'ils me refusent, alors que je leur en propose une sur une base solide, que je passe mon temps ici à mettre à l'épreuve de la réalité pour qu'ils puissent en vérifier eux-mêmes la cohérence et le sérieux en temps réel.

Les acteurs sociaux ou politiques dits de gauche ou d'extrême gauche se comportent en furieux réactionnaires, et ceux de droite restent fidèles à eux-mêmes, du coup, pour un humaniste il ne reste pas grand monde vers qui se tourner sans prendre le risque de se compromettre, de se retrouver en mauvaises compagnies ou de se faire manipuler, vous ne croyez pas ?

Quand vous voulez savoir si c'est du lard ou du cochon, ce qu'ils ont dans le ventre, si vous avez un doute sur les intentions d'un militant, cadre, dirigeant, sur n'importe quel acteur social ou politique, sur n'importe quelle organisation, faites-lui passer l'épreuve du Covid-19 et du climat, vous pouvez ajouter le 11 septembre 2001, demandez-lui ensuite ce qu'il pense du socialisme, et vous serez fixés, la marge d'erreur est égal à zéro.

Quand vous découvrez un blog ou un média et que vous ne savez pas trop quoi en penser, faites-lui passer cette épreuve, allez dans ses archives et lisez un ou deux articles sur chaque sujet. C'est ce que je fais à chaque fois, en fait je lis beaucoup plus d'articles pour ne pas induire mes lecteurs en erreur, je prends des notes, je les compare, un fil directeur ou une orientation politique apparaît très rapidement, à partir de ce moment-là il va nous guider, on ne peut plus se tromper, notre conviction est faite, elle est solide comme un roc…

Il faut procéder logiquement, pas besoin de posséder des qualités exceptionnelles, il suffit de savoir lire en gros. C'est déconcertant n'est-ce pas, parce que la plupart des gens ne savent pas ou plus lire ! J'ai suivi un petit cursus universitaire en science du langage, et je dois dire que

cela m'est bien utile pour décrypter facilement tout ce qui me tombe sous les yeux. L'erreur fatale et grossière à éviter, c'est de lire trop vite, car on peut commettre des contresens, cela m'est arrivé plus d'une fois bien sûr, j'ai corrigé par la suite.

Je suis un acteur politique de gauche ou d'extrême gauche qui pensent et se comporte comme tel, mon courant politique aussi, nous sommes marxistes, socialistes ou communistes.

Quand on me demande ce que je suis ou ce que je fais, je suis toujours ennuyé pour répondre, parce que je ne suis pas un intellectuel, ni un journaliste, ni un géopoliticien, ni un scientifique, quoique, je suis un peu de tout cela réuni. Je préfère répondre un dialecticien, car c'est à mes yeux ce qui caractérise le mieux ma démarche intellectuelle ou ma réflexion, parce qu'on ne peut pas expliquer un fait en l'isolant, en le coupant de ses origines ou de son histoire, on doit impérativement en découvrir la dynamique (le mouvement) ou le processus dialectique dans lequel il s'insère pour en tirer le meilleur et ainsi de suite.

Les lois de la nature et de l'univers, de la société humaine, de la matière en général, fonctionnent selon des rapports dialectiques entre différentes force ou sources d'énergie, le temps et l'espace, la quantité et la qualité, le particulier et le général, etc. quand on a cela à l'esprit, il n'y a plus grand chose qui vous échappe, j'entends des connaissances qui nous sont accessibles. Au-delà, on ne se prononcera pas, on gardera le silence et on continuera d'observer, d'écouter et d'apprendre inlassablement. L'essentiel, c'est de progresser, car qui ne progresse pas, régresse, se putréfie et disparaît prématurément dans la douleur et l'indifférence générale. C'est tout ce que je vous souhaite.

En voilà un acquis social qu'ils voudraient bien liquider. Mais comment le justifier ? Par la science pardi !

Des chercheurs révèlent la durée idéale des congés d'été et vous risquez d'être surpris - Yahoo 8 août 2023

Prendre des vacances prolongées n'est peut-être pas la meilleure option pour votre organisme.
J-C – Ces gens-là sont étrangers au monde ouvrier.

Je me souviens de mon père menuisier en bâtiment, quand il partait en vacances en camping l'été pendant quatre semaines.

La première semaine, il était complètement vanné et passait une partie de son temps à se reposer. Durant la seconde, il commençait à peine à récupérer. Pendant la troisième il était enfin d'aplomb pour attaquer la quatrième qui sonnait la fin de la récréation, car hélas il était déjà temps de penser à la reprise, ce qui lui pourrissait les derniers jours de ses vacances, trop courtes évidemment.

Yahoo - Des chercheurs de l'université de Tampere en Finlande ont tenté de répondre à cette question et leurs conclusions risquent d'en surprendre plus d'un. Leurs travaux publiés dans The Journal of Happiness Studies et relayés par *Le Figaro* recommandent aux salariés d'éviter les vacances prolongées qui dépassent deux semaines. Partir trop longtemps serait en réalité contre-productif pour notre organisme. Yahoo 8 août 2023

J-C – Ils n'ont pas osé écrire partir tout court en vacances serait néfaste pour le capital, mais bon, l'intention y était.

Totalitarisme. Terreur sanitaire, le grand retour annoncé.

J-C - Texte illustrant la photo accompagnant cet article : Deux personnes masquées descendent d'un train en gare de Lyon, à Paris, le 9 août 2023. Des cinglés !

Etant donné que la mystification climatique a du plomb dans l'aile du fait d'une météo particulièrement clémente cette année, les malfaisants se rabattent sur la mystification sanitaire.

Covid-19 : trois questions sur la "*reprise épidémique*" observée en France, boostée par le nouveau variant Eris - francetvinfo.fr 11 août 2023

J-C - Ce virus tout comme le virus de la grippe et tous les autres existent toute l'année depuis des lustres, ces scélérats les instrumentalisent.

Francetvinfo - Quelques semaines après l'allègement, par les autorités sanitaires, du système de surveillance de la pandémie, la France est confrontée à "*une reprise épidémique*", affirme l'épidémiologiste Mircea Sofonea, jeudi 10 août, dans Le Parisien. Le virus s'invite de nouveau dans la liste des 10 pathologies les plus fréquemment observées dans le réseau SOS Médecins.

J-C - Et c'est reparti pour une épidémie de tests. Sachant à quel point les Français sont en mauvaise santé, pour rappel, près d'un Français sur 2 (40%) prend quotidiennement un médicament, dès lors ces sadiques peuvent les manipuler facilement.

Francetvinfo - Dans les Pyrénées-Atlantiques, les Fêtes de Bayonne ont ainsi entraîné une ruée vers les tests, comme l'a rapporté France 3 Nouvelle-Aquitaine. A l'échelle nationale, "*le fait que la météo soit mauvaise, avec la vie un peu en communauté à l'intérieur, a favorisé la propagation*", avance aussi le médecin urgentiste Gérald Kierzek, sur France 2.

J-C – Les porte-parole de Big Pharma en embuscade sorte du bois.

Francetvinfo - Enfin, le déclin immunitaire de la population vient s'ajouter à ce terreau propice à un rebond. "*En clair, l'efficacité du vaccin s'étiole avec le temps et donc protège moins bien*", souligne l'épidémiologiste Mircea Sofonea.

J-C - Ces ordures savent qu'il n'existe aucune menace... "*pour autant*" il faut réanimer la psychose collective :

Francetvinfo - Le variant Eris présente un risque de santé publique "*faible*", selon l'OMS, qui ne l'a pas classé parmi les variants "*préoccupants*". "*Il n'y a aucun indicateur inquiétant en termes de symptômes ou de virulence*", abonde le chercheur Etienne Simon-Lorière.

Francetvinfo - Pour autant, "*le Covid nous a appris qu'il ne fallait pas le regarder de façon immédiate*", insiste Mircea Sofonea. "*Projetons-nous sur l'automne : s'il continue de gagner du terrain, que des épidémies de grippe et de bronchiolite s'ajoutent, la répercussion sur l'hôpital sera réelle*", prévient-il. L'épidémiologiste appelle surtout à "*réinstaurer un système de surveillance plus réactif*" en France.

J-C – Salopard, tous les ans l'hôpital est saturé durant cette période de l'année. Et puis, on reconnaît là l'esprit policier doté de généreuses intentions.

Voilà une excellente occasion pour justifier la remise en place petit à petit de mesures liberticides, cela commence par la surveillance et cela se termine par l'enfermement préventif appelé confinement collectif.

Francetvinfo - Son confrère Antoine Flahault milite aussi en ce sens et rappelle l'enjeu de la protection des personnes vulnérables, qu'elles soient âgées ou immunodéprimées. "Il convient chez elles de pratiquer des tests afin d'instituer, en cas de positivité, un traitement antiviral précoce", souligne-t-il dans Le Figaro. "*Le Paxlovid ou le Remdésivir sont insuffisamment utilisés en France et beaucoup de formes graves et de décès chez ces personnes vulnérables seraient évitables si elles avaient un meilleur accès à ces médicaments efficaces chez elles*."

J-C - Le Remdésivir, c'est un assassinat !

L'OMS ne recommande pas l'administration de remdesivir aux patients COVID-19 - who.int 20 novembre 2020

L'OMS a publié une recommandation conditionnelle contre l'administration de remdesivir aux patients hospitalisés, quelle que soit la gravité de leurs symptômes, dans la mesure où rien ne prouve à ce jour que le remdesivir améliore pour ces patients les chances de survie et les autres résultats sanitaires. who.int 20 novembre 2020

J-C - L'Ivermectine (12mg) demeure la molécule la plus efficace à tous les stades de la maladie associé à l'Azithromycine et à la vitamine D ainsi que le zinc, puisqu'il avait été constaté que la majorité des patients présentaient des carences en vitamine D et en zinc. Il semblerait d'après ce que j'ai lu, que la vitamine D associée à la vitamine C et au zinc suffit.

La santé de la population des pays occidentaux est gravement menacée du fait de ses conditions de vie désastreuses (fatigue, stress, manque de sommeil), de son alimentation (suralimentation) déséquilibrée et empoisonnée par l'industrie agro-alimentaire (aliments transformés bourrés de sel ou de sucre et toujours de produits toxiques), ainsi que par son penchant morbide pour des traitements médicamenteux de synthèse qui affaiblissent son immunité ou qui perturbent le fonctionnement biologique normal des cellules du corps.

Lu.

Le nazisme en Afrique

Rappelons que les États d'Europe occidentale ont affiné leur nazisme en Afrique, mais aussi en Amérique latine et en Asie. Le nazisme n'est que la ferme croyance en la supériorité raciale de l'Occident et en son droit «*donné par Dieu*», ou «*destinée manifeste*», de massacrer les races inférieures et de voler leurs terres et leurs ressources. Que sont les massacres perpétrés par les Espagnols et les Portugais en Amérique latine et par les Britanniques en Amérique du Nord et en Australie, si ce n'est du nazisme ? Que sont les massacres perpétrés par les Britanniques en Inde (la «*mutinerie indienne*») et en Chine (les «*guerres de l'opium*»), si ce n'est du nazisme ? Qu'est le massacre perpétré par les Belges au Congo (jusqu'à dix millions de morts, sans compter les atroces mutilations), si ce n'est du nazisme ? Il n'est pas étonnant que la Première Guerre mondiale ait commencé en Belgique et en ait ravagé une grande partie. On récolte ce que l'on sème.

Que sont les massacres perpétrés par les Allemands d'avant la Première Guerre mondiale en Afrique du Sud-Ouest et en Afrique de l'Est, si ce n'est du nazisme ? La seule erreur des Allemands nazis a été de massacrer plus de cinq millions de juifs à la peau blanche en Europe. Le fait qu'ils aient massacré 30 millions de Slaves en Europe (les «*Peaux-Rouges*» de l'Europe pour Hitler) ne compte pas pour l'Occident financé par les sionistes. Seul le massacre des juifs était un «*non-non*», le tabou ultime. Si les Allemands nazis avaient massacré des Asiatiques ou des Africains, cela n'aurait rien changé. Après tout, les Britanniques ont laissé mourir de faim quelque cinq millions de Bengalis au Bengale en 1943, et cela n'a pas posé de problème. Non, c'est le nazisme qui est en cause, ce qui a commencé avec les «*croisades*» au XIe siècle est le marqueur de la «*civilisation*» occidentale et qui est en train de la détruire.

France.

En famille. Darmanin à Mélenchon : Passe-moi le plat, merci.

J-C - Le ministre de l'Intérieur du régime fascisant de Macron soutenant l'apartheid de l'Etat Juif (dixit les sionistes) persécutant les Palestiniens, qui sont d'origine sémite, faut-il le rappeler, garant de l'antisémitisme, LFI ne loupe pas une occasion pour tenter de légitimer le despote Macron.

Antisémitisme : une députée Renaissance suggère la dissolution de LFI et indigne à gauche - BFMTV 8 août 2023

Après la procédure de dissolution engagée par Gérald Darmanin contre l'organisation catholique d'extrême droite Civitas, accusée d'antisémitisme, la députée Renaissance Caroline Yadan a suggéré une dissolution de LFI. BFMTV 8 août 2023
Mélenchon sur Twitter - Darmanin donne une réponse claire à l'interpellation des insoumis et de la Licra. L'antisémitisme va être puni. Civitas sera dissout et le procureur de la République est saisi des propos de Pierre Hillard.

Sur le même réseau, l'eurodéputée LFI Manon Aubry s'est indignée de cette "*conception de la démocratie*", en se demandant "*où sont tous les défenseurs de la République*". "*Ils se drapent dans les habits de grands démocrates mais marchent ensemble vers l'arc réactionnaire, celui du parti unique*", a renchéri le député mélenchoniste Thomas Portes.

J-C - Vous ne rêvez pas, c'est aux députés du parti du dictateur Macron qu'ils s'adressent ainsi. Autrement dit, les fachos de Renaissance devraient partager la "*conception de la démocratie*" et de la République de LFI, vous aurez compris qu'il ne fallait pas compter sur eux pour mettre fin à la tyrannie.

BFMTV - Olivier Faure, le Premier secrétaire du Parti socialiste, a interpellé sur Twitter la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, et le président du groupe Renaissance dans l'hémicycle, Sylvain Maillard, en les mettant en garde contre leur "*silence*" qui cautionnerait selon lui les propos de Caroline Yadan.

J-C - LFI et le PS sont bien sur la même ligne politique réactionnaire.

BFMTV - Mi-juillet, le président du conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Yonathan Arfi avait accusé le triple candidat malheureux à la présidentielle de se "*compromettre loin du pacte républicain*", en estimant que *"les porte-voix de La France insoumise (faisaient) davantage partie du problème que de la solution*".

J-C - Le Crif roule pour Davos qui est aux commandes en France, et Renaissance en est le porte-parole officiel, CQFC.

Combat politique contre la dictature climatique.

Ils ont troqué le réchauffement climatique au profit du changement climatique, parce qu'ils ne peuvent plus nier son origine qui n'est pas anthropique.

J-C – Ils ont décrété qu'une puissante éruption solaire pouvait perturber le champ magnétique de la Terre… mais elle n'aurait aucune incidence météorologique, ben voyons !

Mieux, c'est eux qui l'affirment également, le Soleil se rapprocherait du pic d'activité de son cycle solaire (11 ans)… mais ce cycle solaire n'aurait aucune incidence climatique, ben voyons !

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils savent pertinemment que l'activité solaire a une influence déterminante sur la météo et sur le climat, et que délibérément ils ont décidé de ne pas en tenir compte pour ne pas contrarier le Green New Deal ou la théorie du réchauffement climatique d'origine humaine qui tient lieu d'idéologie politique au GIEC subordonné à Davos…

Il faut se faire une raison, ils sont bien animés de mauvaises intentions envers la population.

Cette éruption solaire est si intense qu'elle a brouillé les signaux radio en Amérique du nord - Le HuffPost 9 août 2023

Même à 149 millions de kilomètres, nous ne sommes pas à l'abri des spasmes de notre étoile. Lundi 7 août, une puissante éruption solaire a provoqué un black-out radio dans l'ouest de l'Amérique du Nord et dans le Pacifique, rapporte le service météorologique spatial des États-Unis.

L'éruption de catégorie X, la plus puissante sur l'échelle mesurant ces phénomènes, a causé une « *dégradation temporaire* », voire une « *perte totale* » des signaux radio haute fréquence ou ondes courtes dans la région, selon le bulletin du Space Weather Prediction Center. Ces derniers sont utilisés notamment pour les communications maritimes, militaires et aériennes ; la perturbation a duré une heure.

Le phénomène peut être aperçu sur des images spectaculaires captées par les satellites de la NASA. On y voit une gigantesque boule de lumière apparaître brièvement sur la surface l'étoile, engendrant des émissions électromagnétiques qui arrivent quelques minutes plus tard sur Terre.

Selon le site Science Alert, nous devrions voir ce type d'éruption de plus en plus fréquemment au cours des prochains mois, le Soleil se rapprochant du pic d'activité de son cycle solaire (11 ans), prévu en juillet 2025. « *Nous vivons une époque particulièrement intéressante du soleil* », se réjouissent nos confrères. Le HuffPost 9 août 2023

Lu.

Andrew Weaver, Professor, School of Earth and Ocean Sciences, University of Victoria.

- J'ai fait partie de l'équipe de rédaction du 4e rapport d'évaluation 2007 du GIEC.

- Les records de température sont pulvérisés dans le monde entier. The Conversation 7 août 2023

France Info ou le Ministère de la Vérité ne peut pas s'empêcher de falsifier la réalité jusque dans les moindres détails.

"*Une saison négative pour les producteurs d'abricots*" : cette année, les fruits de saison n'ont pas la cote - francetvinfo.fr 9 août 2023

Un manque de soleil pour les vacances, pas mal de pluie et des températures un peu plus fraîches qu'habituellement, et voilà que l'on se détourne des fruits et légumes de saison. Sur les marchés, les producteurs s'inquiètent et sont contraints de baisser leurs prix. francetvinfo.fr 9 août 2023

J-C – On se demande pourquoi vous perdez votre temps avec ce genre d'info… Je vous explique

En réalité l'origine de cette défection est toute autre.

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que les travailleurs en ont marre qu'on les infantilise ou qu'on les prenne pour des demeurés. Ils ne sont pas aussi abrutis que certains le prétendent, et ils tiennent à le faire savoir.

Cela signifie aussi qu'ils ont la capacité de progresser et de tirer des leçons de chaque expérience, que leur volonté de résister au mauvais sort qu'on leur a réservé demeure intacte. Non, nos ennemis n'ont pas gagné la lutte des classes, ils ne la gagneront pas, nous les vaincrons.

Commentaires d'internautes.

1- Les gens n'achètent pas de fruits de saison, c'est du à la mauvaise météo.
Moins de touristes, c'est la faute à la météo.
Jamais la faute au prix trop élevé, à la baisse du pouvoir d'achat....

2- Quand il fait froid on mange moins de fruits. Et pourtant on nous assène que la France est et était sous la canicule. Moi cette année la canicule ? Pas vu. J'ai même eu froid et température souvent autour de 10 degrés le matin. Pelouse verte. Couette toujours sur le lit. On nous aurait menti ?

3- J'avoue, je suis habituellement un grand consommateur de fruits d'été, mais cet été en voyant les prix affichés il y a encore quelques semaines de cela, je n'avais absolument pas envie d'en acheter ! Et ce n'est nullement la météo la fautive, mais ce n'est sûrement pas bien pour les médias de dire les vraies causes !

4- Ils ont vu les prix pratiqués ? Cette année, je n'ai pas acheté de melon (rien en-dessous de 4 euros, même venant d'Espagne ou du Maroc !). Les tomates sont à plus de 3 euros le kilo. Les fraises, jamais vu en-dessous de 3.50 euros la barquette de 500 g ! Étrangement, on ne trouve quasiment pas d'artichaut cette année... Ils ont oublié que tout augmente sauf les salaires !

5- Normal 20% de production en plus en 2023 et prix + 40% par rapport à l'année dernière. Les consommateurs ne veulent pas acheter en pleine saison des abricots à 8€, voire 12€ le kg. Le prix des fruits et légumes ont augmenté de près de 40% en 18 mois. Et les consommateurs les boudent ce qui paraît normal. Cela devrait être un signal fort : les consommateurs n'achètent pas s'ils trouvent les produits trop chers. Il y a une limite à ne pas dépasser

6- Lorsqu'on connait le bon goût d'un fruit d'été, acheter ces choses insipides, parfois cotonneuses, appelées abricot ou pêche, et vendues fort cher ne fait pas envie du tout.

7- Cela fait des années que je ne mange plus que très peu d'abricots, de pêches et de prunes et ceci quel que soit le prix. Parce qu'ils ne sont pas bons tous simplement. Les rares fois où je me laisse tenter, 2 fois sur 3, les fruits sont insipides, sans parfum, sans sucre, sans jus.

8- Tiens, il a fait moins chaud que d'habitude ! Plutôt une bonne nouvelle non ? Les météo-climato-prévisionnistes avaient pourtant prévu la canicule du siècle pour cet été, ça allait chauffer !

Et là, on admet à demi-mot, que le temps n'est pas favorable à la consommation de fruits !

On ne va quand même pas nous imposer le pot au feu en ce mois d'aout ? Ce ne sont pas les mêmes journalistes probablement et les mots d'ordre sont différents.

9- Il n'y a pas que la production qui est en hausse, les prix aussi. Baissez-les, et vous verrez que la vente augmentera.

10- Si les gens n'achètent pas, c'est surtout à cause des prix délirants, quand on voit des cerises à plus de 10€ le kg, des pêches ou nectarines d'Espagne à 6 ou 7€ le kg, il ne faut pas s'étonner.

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Mode d'emploi.

J-C - A trop en dire ou faire, ils se discréditent eux-mêmes ou plus personne n'écoute leurs discours, or il est indispensable que les masses y adhèrent pour soutenir les sacrifices ou mesures antisociales ou liberticides qu'on va exiger d'elles, sinon il sera difficile ou impossible de les imposer.

Ils s'alarment d'avoir créée un climat propice aux exagérations à répétition les plus grotesques de la part d'acteurs devenus fanatiques et incontrôlables, qui sapent tout le travail qu'ils avaient minutieusement entrepris pour formater la conscience de la population, de manière à l'amener à croire qu'elle était responsable du changement climatique et qu'elle devait impérativement changer de comportement.

Ils craignent que la population se lasse de ces messages alarmistes et en conclue qu'elle est impuissante pour régler ce problème qui la dépasse ou qu'il n'y a rien à faire pour lutter contre le prétendu changement climatique de nature anthropique, par conséquent elle va rejeter ou pire, combattre les mesures qu'on tentera de lui imposer au lieu de les adopter, au grand dam des commanditaires du Green New Deal du Forum économique mondial, dont The Conversation est le porte-parole ou incarne les intérêts. Lisez attentivement cet article, c'est un modèle du genre.

Le Gulf Stream ne s'effondrera pas en 2025 : voici comment le sensationnalisme n'aide pas la science ni le climat - The Conversation. 7 août 2023

Andrew Weaver, Professor, School of Earth and Ocean Sciences, University of Victoria

https://fr.news.yahoo.com/gulf-stream-ne-s-effondrera-162352813.html

J'ai relevé les passages significatifs pour vous faciliter la lecture ou si vous ne voulez pas lire cet article en entier.

- Cette récente rhétorique alarmiste est un cas d'école sur la manière dont il ne faut pas communiquer sur la science du climat. Ces titres ne contribuent en rien à sensibiliser le public, et encore moins à influencer les politiques publiques en faveur des solutions climatiques.

J-C - Là ils dévoilent leur objectif ou pour qui ils travaillent.

- On le sait, l'écoanxiété est alimentée par les messages véhiculés par les médias sur la crise climatique imminente. Par conséquent, de nombreuses personnes se désintéressent de la situation et baissent tout simplement les bras, croyant que nous sommes tous voués à un destin funeste et qu'il n'y ait rien que l'on puisse y faire.

J-C - A un moment donné, à force de pratiquer le bourrage de crâne les cerveaux finissent par saturer, ils ne peuvent plus en supporter davantage, ils se déconnectent de la situation.

- Hannah Ritchie, rédactrice adjointe et chercheuse principale à Our World in Data et chercheuse principale à l'Oxford Martin School, a récemment écrit un article pour Vox où elle propose un nouveau cadre pour changer la manière dont les gens voient le monde et leur capacité à faciliter le changement.

J-C - Leur modèle de manipulation ayant manifestement ses limites ou présentant de graves lacunes, ils vont en concocter un autre en espérant qu'il sera plus efficace pour atteindre leurs objectifs malfaisants.

- Ritchie soutient de manière convaincante qu'un plus grand nombre de personnes situées dans la case verte « optimiste et changeante » est nécessaire pour faire avancer les solutions en matière de climat. Les personnes situées ailleurs ne sont pas utiles pour favoriser le changement.

J-C - Vous aurez observé que c'est une véritable obsession chez ces tyrans de vouloir nous imposer un changement de comportement et de mode de penser, notez aussi que c'est ce qui se produit forcément en cas de guerre, c'est une des raisons pour laquelle ils y recourent, l'offensive mondiale généralisée contre les acquis de la civilisation humaine qu'ils ont lancée en janvier 2020 est du même ordre.

- Plus importante est l'influence du groupe « *pessimiste et changeant* » (comme de nombreuses personnes au sein du mouvement Extinction Rebellion) : leur comportement extrême (alarmisme ou désobéissance civile) rejette l'idée que le réchauffement climatique est un problème que l'on peut résoudre.

J-C - Ce sont eux qui ont créé ces mouvements ou officines, qui les financent et les ont propulsés sur le devant de la scène médiatique, alors qu'est-ce qui leur prend de faire machine arrière ? Les idéologues de l'oligarchie financière mondialiste ont semble-t-il perdu de vue que ces mystifications s'adressaient à une population occidentale en principe évoluée, qui a été scolarisée et qui a à sa disposition une multitude de supports (blogs, réseaux dits sociaux) pour s'informer ou vérifier que ce qu'on lui raconte est fidèle à la réalité, et que même si seulement une minorité utilise ces supports, la transmission orale ou le bouche à oreille existe toujours ou il est d'une efficacité redoutable pour valider ou colporter, briser net une information. Qui plus est ou surtout, étant donné que ceux qui gouvernent ne cessent de mentir à tour de bras, la population a appris à ne plus les croire sur parole, à se méfier de ce qu'ils affirment, au point où un nombre considérable de gens ne leur font plus du tout confiance, ainsi qu'aux médias qui relaient la propagande officielle. Ils se ferment comme des huîtres, ils ne veulent pas en entendre davantage, à l'étape suivante ils rompront avec le régime et se soulèveront pour le renverser.

- Malheureusement, les scénarios à très faible probabilité et souvent mal compris finissent souvent par être interprétés à tort comme des événements climatiques probables et imminents.

J-C -La population ignorante est prête à croire n'importe quoi. Habituellement ils en profitent et l'instrumentalisent, mais là cette croyance se retourne contre eux, ce qui les contrarie, on se met à leur place.

- Les scientifiques du climat ont un rôle à jouer afin de promouvoir des solutions climatiques, et ce rôle s'accompagne de la responsabilité d'éviter le sensationnalisme. En ne modérant pas leur discours, ils risquent d'exacerber une rhétorique pessimiste, sans rien offrir en termes de solutions globales ou de réduction des risques.

J-C - Au moins, plus personne ne se posera plus de questions sur les intentions inavouables de ces "*scientifiques du climat*", sur leur légitimité. Ils avaient tout misé sur la stratégie du chaos et de la peur, et ils viennent de s'apercevoir que cela ne marchait que pendant une durée limitée. Le temps est venu que la peur change de camp, et que les opposants à ce nouvel ordre mondial totalitaire se rassemblent pour le renverser et en finir avec le capitalisme.

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie.

Totalitarisme. La nouvelle Inquisition transgenre, ses tribunaux d'exception et ses miliciens.

"*Haine anti trans*" : J.K. Rowling virée d'un musée qui accueille une expo Harry Potter, l'autrice comparée à Voldemort - purebreak.com 8 août 2023

On ne compte plus le nombre de conflits entre l'autrice J.K. Rowling et la communauté trans. Le fait d'affirmer que les personnes transgenres devraient être définies par leur sexe biologique ou de contester ironiquement la condition des femmes trans en tant que femmes, n'aide pas.

Le nom de J. K. Rowling, mais également ses portraits présents, auraient été retirés des expositions Harry Potter présentes au sein d'un centre culturel américain pourvu d'un musée de science-fiction, le fameux Musée de la culture pop de Seattle (ou MoPop), en protestation aux "commentaires haineux", comprendre transphobes, de la romancière.

Mais aussi, relate un article du blog du Musée relayé par Entertainment Weekly, en réaction aux "*stéréotypes raciaux utilisés lors de la création de personnages du monde des sorciers*" voire à leur caractère "*antisémite*", ainsi qu'au "*manque de représentativité LGBTQIA+"* du monde des sorciers...

L'idée de la manœuvre ? "*Réduire l'impact à court terme*" de l'autrice...

J-C - "*Manque de représentativité LGBTQIA+*"... qui n'existe en réalité qu'à l'état microscopique ! D'ailleurs j'en ignore le sens, normal, je suis « *transphobe* » ! En fait, je n'en ai rien à foutre de leurs revendications.

Le festival Cabaret Vert annule le concert de Lomepal, visé par une enquête préliminaire pour viol - BFMTV 9 août 2023

Le festival prévu du 16 au 20 août 2023 à Charleville-Mézières vient d'annuler la venue du rappeur, visé par une enquête préliminaire pour viol.

"*Le Cabaret Vert estime que la présomption d'innocence est un principe fondamental. À ce titre, il revient d'abord à la Justice de faire, en toute indépendance, son travail. Néanmoins, le Cabaret Vert ne peut rester indifférent face aux émotions que suscite cette plainte et ce, conformément à ses valeurs*", précise le festival dans un communiqué publié sur Twitter.

Après la confirmation de l'ouverture de cette enquête la semaine dernière, l'artiste de 31 ans avait démenti en bloc les accusations qui pèsent sur lui, se disant prêt à "*répondre à la justice*". BFMTV 9 août 2023

J-C - Déclaré coupable par ces justiciers au nom du principe de la présomption d'innocence qu'ils violent allègrement.

Le skipper Kevin Escoffier visé par une nouvelle procédure pour comportements inappropriés envers des femmes - Le HuffPost 9 août 2023

La Fédération française de Voile (FFvoile) a ouvert ce mercredi 9 août une nouvelle procédure disciplinaire pour « *comportements inappropriés* » envers des femmes visant Kevin Escoffier. Le skipper est déjà la cible d'une enquête judiciaire pour des faits identiques survenus en mai aux États-Unis lors de l'escale d'une course.

« *La cellule de la Fédération en charge de la lutte contre les violences sexuelles a reçu des signalements qui concernent d'autres comportements inappropriés de Kevin Escoffier envers des femmes* », a écrit la Fédération dans un texte transmis à l'AFP.

Cette procédure vient s'ajouter à celle ouverte en juin, portant uniquement sur les « *incidents qui se sont produits pendant l'étape de The Ocean Race de Newport* ».

Une enquête avait été ouverte début juillet par le parquet de Paris à l'encontre du navigateur de 43 ans après un premier signalement effectué par la FFvoile pour des faits « *apparentés à une agression sexuelle* », selon une source proche du dossier.

Kevin Escoffier a remporté The Ocean Race en 2017-18 et compte aussi à son palmarès la Transat Jacques-Vabre 2005, ainsi que le Trophée Jules-Verne en 2012, sur le Maxi Banque Populaire V de Loïck Peyron. Le HuffPost 9 août 2023

J-C – Vous avez remarqué, ils sont tous au garde-à-vous devant ces poufiasses qui sèment la terreur qui méritent la camisole de force !

Santé.

Capitalisme : Stop ou encore ? Dans quel monde monstrueux vivons-nous ?

La promotion de pseudo-maladies par l'industrie pharmaceutique et la surmédicalisation - Réseau International 8 août 2023

Connaissez-vous l'expression «*disease mongering*», le «*façonnage de maladie*» ?

Selon une édition spéciale de la revue médicale PLOS sur ce sujet en 2018, il s'agit de pratiques consistant à «vendre des maladies afin de promouvoir la vente de médicaments».

«*Le façonnage de maladies est la promotion des pseudo-maladies par l'industrie pharmaceutique dans le but d'en tirer des avantages économiques. Les fabricants d'équipement médical, les compagnies d'assurance, les médecins ou les groupes de patients peuvent également l'utiliser pour réaliser des gains monétaires ou exercer une influence. Cette pratique a augmenté parallèlement à la* « médicalisation » *de la société et à la croissance du complexe pharmaceutique. En raison des investissements massifs dans le marketing et le lobbying, de l'utilisation abondante d'Internet et des médias, et de l'émergence de nouveaux marchés, la question devient préoccupante, et les décideurs devraient être conscients de ses dangers et de ses conséquences*».

Cholestérol, hypertension, cancer, dépression, ostéoporose, ménopause, etc. : et si l'on en faisait un peu trop ? L'excès de médecine nuirait-il à la santé ?

« *Tout bien portant est un malade qui s'ignore* », disait le docteur Knock. Aujourd'hui, « *tout bien portant est quelqu'un qui n'a pas eu de dépistage* ». Des centaines de milliers de Français consultent à l'hôpital ou en cabinet pour pratiquer un bilan médical, radiologique ou biologique. Inquiets et prudents, ils pensent qu'il vaut mieux prévenir que guérir et comptent ainsi éviter une maladie silencieuse.

Dans ce livre, le docteur Boukris évoque la «*médecine marketing*» et montre comment on manipule médecins et malades en jouant sur les peurs, comment on médicalise nos vies pour pratiquer davantage d'examens biologiques, de radiographies et faire consommer toujours plus de médicaments.

Transformer des sujets bien portants en malades potentiels, tel est l'objectif de certains secteurs médicaux, privés ou publics, qui transmettent un message trompeur, lequel engendre de l'anxiété et génère un gâchis financier.
Surmédicalisation, surdiagnostic, surtraitement, ce document nous ouvre les yeux sur des pratiques du monde médico-industriel qui peuvent être nuisibles pour la santé et bouleverse de nombreuses idées reçues».

«*Essayer de convaincre les gens qu'ils sont malades ou ceux qui sont légèrement malades qu'ils sont très malades, est très lucratif*».

Essayer de convaincre les gens qu'ils risquent d'être malade l'est peut-être encore plus.

https://reseauinternational.net/la-promotion-de-pseudo-maladies-par-lindustrie-pharmaceutique-et-la-surmedicalisation/

En complément, un exemple dans l'actualité.

La moitié de la population victime d'un trouble mental avant l'âge de 75 ans - LePoint.fr 8 août 2023

Une vaste étude mondiale rapporte que 50 % de la population développe au moins un trouble de santé mental au cours de sa vie.

Grâce à ces données, les scientifiques assurent qu'une personne sur deux développera un trouble de la santé mental au cours de sa vie. LePoint.fr 8 août 2023

J-C - Ils l'ont martelé dans cet article !

Au doigt mouillé, scientifiquement j'entends, on en met combien dans l'ordinateur pour atteindre notre objectif ?

La pollution plastique dans les océans est moindre que prévu en quantité, mais plus durable, selon une étude - BFMTV 10 août 2023

Des chercheurs ont estimé qu'entre 470 et 540 milliers de tonnes finissent dans les océans chaque année. Un chiffre déjà important, mais qui était auparavant estimé entre 4 et 12 millions de tonnes annuelles.

Pour ces travaux, les scientifiques, pour la plupart basés aux Pays-Bas et en Allemagne, ont effectué des modélisations par ordinateur sur la base de nombreuses données issues d'observations aussi bien sur les côtes qu'à la surface et dans les profondeurs des océans, pour obtenir une estimation du problème.

"*L'urgence absolue, c'est d'éduquer les gens, savoir qu'un plastique, ça va dans la poubelle. C'est aussi d'éduquer les États, qui doivent s'organiser dans le monde entier pour collecter tous ces déchets et les revaloriser ou les sortir de l'environnement. Puis à moyen et long terme avoir un traité international contraignant*", appelle Romain Troublé, directeur général de Tara Océan et l'un des auteurs de l'étude. BFMTV 10 août 2023

J-C - Appelez à imposer aux Etats "*un traité international contraignant*", cela revient à leur ôter leur souveraineté, l'objectif du Forum économique mondial. Au passage, quand ce n'est pas la Californie, ce sont les Pays-Bas qui sont à la manœuvre.

Quand une menace n'existe pas, ils l'inventent.

Ils spéculent, ils supputent, ils se livrent à des hypothèses invraisemblables, ils qualifient de "*probable*" ou utilisent le conditionnel pour évoquer l'évolution de phénomènes qu'ils ne maîtrisent pas ou à partir de données insignifiantes, alors ils en rajoutent en fonction du résultat qu'ils veulent atteindre ou conformément à leur idéologie, ce n'est pas de la science mais du domaine de la croyance, de la propagande politique déguisée.

Australie : La Grande barrière de corail est menacée par le phénomène El Nino - 20minutes.fr 9 août 2023

La Grande barrière de corail pourrait continuer de se détériorer avec le réchauffement des températures océaniques.

La Grande barrière de corail est « *exposée à un risque accru* » selon le directeur de recherche de l'Institut, David Wachenfeld, le changement climatique entraînant des épisodes de blanchiment plus fréquents et plus graves. Selon le bureau météorologique australien, il est « *probable* » qu'un phénomène El Nino se développe bientôt en Australie, augmentant les températures dans le Pacifique et entraînant un nouveau risque de blanchiment des coraux.

Certaines parties du récif montraient des signes prometteurs de rétablissement. Mais un épisode de blanchiment est survenu en 2022, réduisant des pans entiers de coraux éclatants en une masse d'un blanc terne et maladif. Bien que l'état du récif se soit stabilisé au cours d'un été « *relativement doux* » en 2023, il reste très fragile selon l'Institut. 20minutes.fr 9 août 2023

J-C – Vous avez lu à quelles contorsions ces sadiques se livrent. Dès que la situation semble s'améliorer quelque part, il faut à tous prix qu'ils trouvent le moyen de noircir le tableau, c'est délibéré.

Niger.

Coup d'État au Niger: la Cédéao donne son feu vert pour qu'une opération militaire démarre "*dans les plus brefs délais*" - BFMTV 11 août 2023

A l'issue du sommet d'Abuja, le président de la Commission de la Cedeao, Omar Touray avait toutefois réaffirmé "*l'engagement continu à la restauration de l'ordre constitutionnel, à travers des moyens pacifiques*". BFMTV 11 août 2023

Le président de la CEDEAO prône la négociation avec les militaires au pouvoir - fr.sputniknews.africa 10 août 2023

Le président du CNSP a formé ce jeudi un gouvernement juste avant un sommet à Abuja de dirigeants ouest-africains, qui n'excluent pas l'usage de la force armée pour rétablir le Président renversé Mohamed Bazoum.

Les dirigeants des pays d'Afrique de l'Ouest opposés au coup d'État au Niger se réunissent ce 10 août à Abuja, après l'échec de leur ultimatum lancé aux militaires qui ont pris le pouvoir.

La négociation avec les militaires au pouvoir au Niger doit être le "*socle de notre approche*", a déclaré le président de la CEDEAO se prononçant lors du sommet à Abuja

Trois pays africains voisins du Niger, qui ne font pas partie de la CEDEAO, sont prêts à prendre des mesures urgentes pour médiatiser la crise au Niger, selon Afrigatenews. Il s'agirait de la Libye, du Tchad et de l'Algérie. fr.sputniknews.africa 10 août 2023

Niger : toujours en place, le régime militaire putschiste s'en prend de nouveau à la France - Le HuffPost 9 août 2023

Le régime militaire du Niger issu d'un coup d'État accuse de nouveau la France. Selon celui-ci ce mercredi 9 août, la France a violé la fermeture de l'espace aérien nigérien et « libéré des terroristes », ce qui constitue selon lui « un véritable plan de déstabilisation de notre pays ».

Les « *forces françaises ont fait décoller* » mercredi de N'Djamena, au Tchad, « *un avion militaire* » à « *6h01 locales* », indique un communiqué du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) qui a pris le pouvoir au Niger, ajoutant : « *Cet aéronef a volontairement coupé tout contact avec le contrôle aérien à l'entrée de notre espace de 6h39 à 11h15 locales* ».

Dans le même communiqué, le CNSP accuse Paris d'avoir « *d'une façon unilatérale libéré des terroristes prisonniers* », le mot « *terroriste* » désignant des jihadistes armés.

Après leur libération, ces jihadistes ont participé à « *une réunion de planification* » d'une attaque « *de positions militaires dans la zone des trois frontières* » entre Niger, Burkina Faso et Mali, dans l'ouest nigérien, ajoute le CNSP.

Sans faire de lien direct avec cette « *libération* » de jihadistes prisonniers, il annonce dans le même communiqué que, ce mercredi matin, « *la position de la garde nationale de Boukou* », dans la zone des trois frontières, « *a fait l'objet d'une attaque dont le bilan n'est pas encore établi* ».

« *Nous assistons à un véritable plan de déstabilisation de notre pays* », affirme le CNSP, dont le but est de le « *discréditer* » et de « *créer une rupture avec le peuple qui le soutient, de créer un sentiment d'insécurité généralisée* ».

En conséquence, il est demandé aux Forces de défense et de sécurité (FDS) de « *relever leur niveau d'alerte sur l'ensemble du territoire* » et « *au peuple de rester mobilisé et vigilant* ».

En fin d'après-midi ce mercredi, Paris a démenti les accusations du Niger. *« La France dément fermement les nouvelles accusations infondées des putschistes au Niger* », selon un communiqué conjoint du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Armées.

« Le mouvement aérien réalisé ce jour au Niger a fait l'objet d'un accord préalable et d'une coordination technique avec les forces nigériennes, autorisation confirmée par écrit », soulignent-ils, confirmant une déclaration plus tôt d'une source gouvernementale à l'AFP. Les ministères ajoutent qu'« *aucune attaque contre un camp nigérien n'a eu lieu* ».

J-C - Que contenait réellement cette autorisation ? Il y a fort à parier que les autorités françaises l'aient violée.

Niger : 25 000 militaires de la Cédéao prêts à intervenir, Niamey prépare aussi ses troupes - RT 8 août 2023

C'est le Nigeria qui serait «*la locomotive de l'opération*», fournissant plus de la moitié des troupes mais aussi le commandant de l'opération, selon un haut fonctionnaire de la présidence d'Abuja aussi cité par RFI. La Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin renforceraient le dispositif. Chaque pays aurait déjà sa zone d'affectation attribuée.

«*Tous les éléments d'une éventuelle intervention ont été élaborés lors de cette réunion, y compris les ressources nécessaires, mais aussi la manière et le moment où nous allons déployer la force*», avait déjà déclaré à la presse, le 4 août, le commissaire chargé des Affaires politiques et de la Sécurité de la Cédéao, Abdel-Fatau Musah. RT 8 août 2023

En complément.

En visite à Niamey lundi, la secrétaire d'État adjointe américaine par intérim, Victoria Nuland, a déploré que les putschistes aient refusé de l'autoriser à rencontrer le président déchu Mohamed Bazoum et qu'ils n'aient pas été réceptifs aux appels des États-Unis en faveur d'un retour du pays à un régime civil.

La mission de Nuland visait à dissuader les putschistes de s'engager avec le groupe Wagner, mais elle n'était pas certaine de réussir. Nuland n'a pas été autorisée à rencontrer le général Tchiani. reseauinternational.net - M.K. Bhadrakumar 8 août 2023

Moscou: "*Nuland pensait qu'on pouvait arnaquer le Niger comme l'Ukraine*" - fr.sputniknews.africa 8 août 2023

La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a tourné en dérision la visite au Niger de la sous-secrétaire d'État américaine aux Affaires étrangères Victoria Nuland. Alors qu'elle appelait au "*rétablissement de l'ordre constitutionnel*" dans ce pays africain, où le Président a été renversé, elle n'a pas réussi à le rencontrer en personne.
"*Est-ce que Victoria Nuland pensait qu'on pouvait agir avec le Niger de la même manière qu'avec l'Ukraine: mettre dans un sac plastique des gâteaux et l'arnaquer? Une telle république bananière comme à Kiev n'existe plus*", a ironisé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.
Lors des événements de l'Euromaïdan (coup d'État de 2014), Victoria Nuland et l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine Geoffrey R. Pyatt avaient distribué des sandwichs, des brioches et des tartes.

Si Victoria Nuland aspirait à rencontrer Mohamed Bazoum à Niamey, elle n'a réussi à communiquer avec lui que par téléphone. Elle n'a pas non plus été autorisée à rencontrer le général Abdourahmane Tiani qui s'est proclamé nouvel homme fort du pays suite au coup d'État.

La responsable américaine a toutefois eu une réunion avec le chef d'état-major nommé Moussa Salaou Barmou, ainsi qu'avec trois de ses plus proches collaborateurs. fr.sputniknews.africa 8 août 2023

Pakistan.

Pakistan : le président dissout le Parlement et le gouvernement - AFP/LePoint.fr 10 août 2023

Avant des élections qui, selon les autorités, pourraient n'être organisées que l'an prochain, le gouvernement et le Parlement pakistanais ont été dissous mercredi, a annoncé la présidence. « *Le président [Arif Alvi] a dissous l'Assemblée nationale sur recommandation du Premier ministre* », a indiqué un communiqué de la présidence.
Un gouvernement intérimaire, dirigé par des technocrates, devrait être chargé de superviser les prochaines élections qui devraient se tenir sans l'homme politique le plus populaire du pays, Imran Khan.

Le pays connaît des remous politiques depuis que l'ex-Premier ministre Imran Khan a été écarté du pouvoir en avril 2022. Dernier événement en date : la condamnation pour corruption samedi du septuagénaire et son emprisonnement, après des mois de répression à l'encontre de son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI).

Le nouveau Premier ministre doit être annoncé dans les trois jours suivant la dissolution du Parlement, selon la Constitution. Selon la loi, les élections doivent se dérouler dans les 90 jours suivant la dissolution du Parlement, mais la coalition gouvernementale a prévenu qu'elles pourraient être retardées.

On ignore la forme que prendra le PTI avec son chef charismatique derrière les barreaux. Les deux partis dynastiques habituellement en conflit qui dirigent la coalition sortante, la Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N) et le Parti du peuple pakistanais (PPP), devraient, eux, continuer de peser.

Cette coalition n'a néanmoins guère obtenu de soutien populaire au cours des 18 mois qu'elle a passés à la tête du cinquième pays le plus peuplé du monde.
L'économie est toujours dans le marasme malgré un nouveau plan de sauvetage du Fonds monétaire international, avec une dette extérieure écrasante, une inflation galopante et un chômage généralisé dans les usines mises à l'arrêt par manque de devises pour l'achat de matières premières.

Au Pakistan, derrière toute élection se cache l'armée, qui a organisé au moins trois coups d'État réussis depuis que le pays a été forgé à partir de la partition de l'Inde en 1947.

Imran Khan a bénéficié d'un véritable soutien populaire lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2018, mais les analystes estiment que ce n'était qu'avec la bénédiction des puissants généraux du pays, avec lesquels il se serait brouillé dans les mois qui ont précédé son éviction.

Chassé du pouvoir par une motion de censure, il s'est alors lancé dans une campagne de défiance risquée à l'encontre de l'armée l'accusant de s'immiscer dans la politique intérieure.

Ancienne star de cricket reconvertie en politique, Imran Khan n'a eu de cesse depuis de faire pression sur le gouvernement pour qu'il organise des élections anticipées, en organisant des rassemblements de masse et en retirant ses députés du Parlement, mais sa manœuvre a finalement échoué. AFP/LePoint.fr 10 août 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 16 août 2023.

Dans quel monde vivons-nous ?

J-C – Cette analyse nous est utile.

Klaus Schwab "*dans le texte*" : entre indigence intellectuelle et sectarisme - France-Soir 14 août 2023

J'ai lu, étudié et analysé Covid-19 - La grande réinitialisation de Klaus Schwab. Une épreuve. L'ouvrage est franchement inconsistant. Commençons par quelques faiblesses intellectuelles, celles des contradictions dans les termes et les raisonnements. En un mot, la rigueur scientifique et logique de l'ouvrage est presque nulle. Voyons ensuite comment quelques prédictions se sont révélées totalement fausses avec le recul de seulement trois années. Elles discréditent ses auteurs. Examinons par la suite le caractère sectaire des propos, puis terminons par le n'importe quoi de propos absurdes, assortis de quelques poncifs édifiants. Tout cela est le signe de l'œuvre d'un gourou vieillissant, désespéré, et d'autant plus vindicatif que le monde dont il rêvait lui échappe pour devenir autre chose. Des délires du Forum Économique Mondial...

Il y a donc des Élus, non élus, qui savent où mener le monde. Cette vision de la société est totalitaire, réactionnaire, mais surtout infondée. Rien ne prouve que ces quelques-uns ne servent pas plus leurs intérêts que l'avenir du monde, d'où la faillite prévisible de l'Occident rongé par la corruption de cette oligarchie dépassée, mais obsédée par la soumission et ses fantasmes.

Ce livre et son audience auprès des dirigeants de Davos sont très inquiétants pour l'avenir de l'Occident. Nous avons ici, espérons-le, un des derniers spécimens de la folie rationaliste, celle d'un vieil homme dépassé par l'Histoire qui lui échappe, d'où son désespoir et sa tentative de manipuler violemment le monde pour l'asservir par les peurs. Cela explique ces peurs orchestrées par les médias occidentaux et quelques États impérialistes dans leur vision du monde : crise sanitaire, crise écologique, crise économique, crise géopolitique, crises à répétition pour faire peur. Les nouveaux féodaux ?

Il est temps de tourner définitivement la page du fantasme de ce pouvoir universel et impérial. Il est temps de briser cette vieille dystopie d'une société de surveillance, faisant du monde une prison où tout est transparent au profit de l'imperium d'une oligarchie. C'est donc bien le livre d'un sectaire, d'un doctrinaire et d'un ennemi des libertés humaines. C'est l'œuvre d'un aspirant à une société du désespoir. C'est pire encore, une insulte à l'intelligence et une œuvre anti-scientifique, un crime contre la nature et contre les peuples et un livre odieusement non éthique.

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/klaus-schwab-dans-le-texte-indigence-intellectuelle-sectarisme

---

Parole d'internaute.

- Dans la catégorie débile, concernant le climat, je viens de lire dans un grand quotidien national : "*la moyenne des températures dans les villes de France pour le 16 août se situe entre 17,8°C et 28,1°C, soit +1,9°C au-dessus des normales de saison*".

Déjà, on remarque qu'ils sont capables d'estimer les températures maximales à 0.1°C pour le lendemain (Article publié le 15 août). C'est quand même très balèze... Sérieusement, au milieu du mois d'août, dire qu'en France avec ces températures on est au-dessus de la moyenne, c'est vraiment ce moquer du monde (et surtout des Français). On vit vraiment dans un monde gouverné par des tarés obsédés par le réchauffement climatique (si réchauffement il y a…) !

Quelle crise mondiale des céréales ?

La production céréalière mondiale en passe d'atteindre un niveau inégalé - fao.org 7 juillet 2023

Les nouvelles prévisions de la FAO concernant la production mondiale de céréales en 2023 ont été relevées de 5,9 millions de tonnes (0,2 pour cent) en juillet par rapport au mois précédent et s'établissent désormais à 2 819 millions de tonnes, soit une hausse de 1,1 pour cent en glissement annuel, atteignant ainsi un niveau inégalé. L'ajustement à la hausse de ce mois-ci s'explique presque entièrement par de meilleures perspectives pour la production mondiale de blé, les prévisions ayant été rehaussées de 0,9 pour cent pour s'établir à 783,3 millions de tonnes, tout en restant inférieures de 18,4 millions de tonnes au record enregistré en 2022.

https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr/

Comment les trusts pharmaceutiques mafieux et criminels vont-ils encore plus s'enrichir en empoisonnant toujours davantage la population.

J-C - Les pharmaciens, infirmiers et sages-femmes pourront remplacer les médecins, cela signifie qu'ils estiment qu'il n'existerait aucune contre-indication à l'injection de leurs saloperies inutiles et dangereuses, quel que soient les antécédents ou l'état de santé des personnes concernées, c'est tout bonnement criminel !

On rappelle que toutes les grandes épidémies qui ont eu lieu dans le passé, ont disparu alors que les vaccins n'existaient pas ou elles étaient déjà largement en voie d'éradication avant qu'ils mettent un vaccin en circulation. Pire, les épidémies reprirent de plus belles après

chaque campagne de vaccination, qui firent épisodiquement de nombreuses victimes supplémentaires.

Les virus et les bactéries ne sont pas la cause des épidémies ou pandémies, ce sont les mauvaises conditions économiques et sociales, d'hygiène, d'alimentation et de santé, qui en sont à l'origine. Il suffit qu'elles s'améliorent pour que ces épidémies refluent ou disparaissent, c'est ce qui concrètement a été constaté.

Je suis contre toute vaccination, je suis pour le développement économique partout dans le monde, et l'abolition du capitalisme incompatible avec une population en bonne santé. La vaccination est une sorte de colonisation aboutissant aux mêmes conclusions catastrophiques.

Vaccins : les pharmaciens désormais habilités à prescrire - francetvinfo.fr 15 août 2023

Un décret publié la semaine dernière permet aux pharmacies de prescrire elles-mêmes et d'administrer la totalité des vaccins. Plus besoin de passer par la case médecin.

J-C - Après avoir suspendu la liberté de prescrire en mars 2020 pour imposer leur thérapie génique toxique, il fallait s'attendre au pire.

francetvinfo - Un pharmacien pourra désormais injecter et prescrire tous les vaccins du calendrier vaccinal aux patients âgés de plus de 11 ans. "*Vous avez le vaccin pour l'hépatite, la méningite. Tout ce genre de vaccins, on va avoir la possibilité de les faire lorsque cela rentre dans le cadre de la réglementation*", explique un pharmacien. Seule exception ; les vaccins vivants atténués comme la rougeole, pour les personnes immunodéprimées, ainsi que les vaccins du voyageur.

J-C – Rappel, absolument aucun vaccin est nécessaire passé 11 ans, pour peu qu'on admette qu'ils aient une quelconque utilité, ce qui n'est pas le cas. J'ai 68 et je vis en Inde depuis des décennies, jamais plus vacciné depuis mon enfance et je ne m'en porte que mieux.

francetvinfo - Les infirmiers et sages-femmes pourront aussi vacciner.

J-C – Autant dire n'importe qui !

francetvinfo - Du côté des patients, la mesure est bien acceptée. "*Cela permet d'aller un peu plus vite et d'avoir un contact avec le pharmacien, que l'on connait bien*", avoue l'un d'entre eux. Avec le tiers payant, les candidats au vaccin n'auront rien à débourser. Pour être autorisés à vacciner, les 60 000 pharmaciens de France devront d'abord suivre une formation. Selon le nouveau décret, les infirmiers et les sages-femmes pourront également prescrire et vacciner. francetvinfo.fr 15 août 2023

J'ai écrit au journal ou blog *Les Insurgés*, ils ne m'ont pas répondu, le mépris habituel qui n'augure rien de bon évidemment.

Dans l'en-tête de leur blog figure la mention suivante, *Pour une organisation révolutionnaire*, partant de là on se demande avec qui ils comptent la construire, pour peu que ce soit

réellement leur intention. Pour n'avoir pas osé avancer ce doute envers les dirigeants des différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier au XXe siècle, vous avez vu où cela nous a mené sur le plan organisationnel : au néant !

Pour retrouver tous mes commentaires (100) postés à FranceSoir, et vérifier que je n'ai jamais trahi mon engagement politique.

https://disqus.com/by/tardieujeanclaude/?l=fr

Tout est fait pour nous détourner de la lutte des classes.

De nombreuses affaires qui hier auraient été classées dans la rubrique des faits divers ou des chiens écrasés se retrouvent propulsées sur le devant de la scène politique par des acteurs politiques d'extrême droite ou assimilés à l'esprit policier qui comptent en tirer profit.

Autre chose.

Le blog intitulé Réseau International est infréquentable à bien des égards. J'en ai bien conscience depuis le début où je m'y connecte, parce qu'on y trouve des articles ou des infos intéressantes difficiles à trouver ailleurs. Hier il a franchi un cran de plus dans l'abjection en publiant une lettre et une interview de Dieudonné en exclusivité au journal d'extrême droite Rivarol.

Voici les commentaires que je lui ai envoyés et qu'il a publiés.

1- Rivarol aujourd'hui, demain Minutes, pourquoi pas un bulletin d'adhésion au RN en prime ! A vomir.

2- Merci de votre réponse. Dieudonné est un pauvre type que la "*gauche*" a rejeté à une autre époque, du coup il s'est tourné vers l'extrême droite pour continuer son business… Le juif par ci, le juif par là, ça pue le populisme le plus crasse…

Ne trouvez-vous pas troublant que mon commentaire n'ait suscité aucune réaction parmi les autres lecteurs ? Seraient-ils compatibles avec Rivarol ? Dans quelle catégorie doit-on classer ce blog ? Je ne suggère rien, je pose une question.

Disons qu'à un moment donné, quand on relie les faits entre eux, il arrive que le tableau ne corresponde pas du tout à l'image qu'on s'en était fait ou que la conclusion à en tirer soit fort éloignée de l'idée qu'on en avait. Il va de soi qu'un tel grand écart peut se solder par une rupture rendu inévitable.

Dans une causerie de mon portail je me suis payé le blog *Le Média442* qui est d'extrême droite, après avoir reproduit de nombreux articles que je trouvais intéressants pour mes lecteurs, sans trop chercher à vrai dire s'il n'existait pas ailleurs par manque de temps.

Dorénavant j'ai décidé de prendre ce temps et de ne plus jamais faire référence à ce blog, et quand je ne peux pas faire autrement, je reproduis des passages sans fournir la source. Je m'en suis expliqué auprès de mes lecteurs, qui savent que je fréquente des blogs infréquentables pour les informer, que je ne tiens pas à ce qu'ils fréquentent, afin d'éviter qu'un jour par faiblesse ils soient tentés de cautionner l'extrême droite. On a ici sous les yeux la preuve que cela existe, n'est-ce pas ?

- Et de ce point de vue je dirais facilement que Macron est" *d'extrême droite* " au même titre que tous les libéraux mondialistes, mais au fond cela ne signifie rien. Il vaudrait mieux alors dire" *totalitaire* "ou" *dictatorial* ".

C'est ce que je n'arrête pas d'expliquer dans mes causeries, l'extrême-centre (The Economist de Rothschild) n'est ni de droite ni de gauche, encore moins d'extrême gauche, ce sont eux qui le disent, il incarne donc l'extrême droite, un régime " *totalitaire* " ou " *dictatorial* ".

Bien que les étiquettes soient galvaudées, je suis d'accord avec vous, il n'en demeure pas moins que la caractérisation de chaque courant politique (ou acteur social ou politique) demeure importante à partir de sa nature sociale pour les situer sur la scène politique, cela aide à comprendre ou à expliquer leur orientation politique, afin d'éviter de se faire manipuler.

Je parle davantage en pédagogue m'adressant aux travailleurs en général qu'en propagandiste ou militant, je préfère décrire quelque chose ou livrer un constat, m'en tenir aux faits plutôt que les interpréter, bien qu'il faille le faire aussi. La plupart des gens ne font pas cette distinction, et partent dans des polémiques sans fin et inutiles, hypocrites parfois.

Vous êtes le seul avec lequel j'échange quelques mots sur ce blog, dont je ne supporte plus l'ambiance. Après ce coup de Rivarol, je vais être obligé de ne plus jamais le mentionner et de cesser d'y envoyer des commentaires.

Qui sont vraiment les terroristes, les responsables occidentaux ou les africains ?

Le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop fait des révélations sur le Niger.

https://www.youtube.com/watch?v=uNTGS8C7qQs

Mali : "*Que Paris nous respecte !*" - Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères

https://www.youtube.com/watch?v=axSeQN76xHk

Et dire qu'aucun gouvernement occidental n'a rompu ses relations avec les Etats-Unis ce jour-là. Tous complices, tous coupables de ce énième massacre de populations civiles.

Hiroshima par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 12 août 2023

Extrait.

Par les temps sinistres que nous vivons, où s'affiche sans pudeur la dégénérescence morale, intellectuelle et politique de l'Occident, de ses sociétés et de ses élites, la négation du passé et la réécriture des faits sont devenues, dans les fameuses «*grandes démocraties*» où l'on prétend dire le droit et guider l'humanité, les deux subterfuges fondateurs du « *récit* » qui tient lieu de fil conducteur de « *l'Histoire* ». Résultante de plusieurs siècles d'hégémonie, la posture – ou l'imposture – est apparue dans toute sa splendeur lorsque l'Amérique s'est retrouvée propulsée aux commandes du monde suite au sabordage de l'URSS, il y a plus de trois décennies. Elle allait rapidement s'afficher avec un cynisme relevant de l'indécence pure et simple… L'Occident dit le droit et l'Amérique crée l'Histoire… Ce qui permet aux dirigeants du « *camp du Bien* » autoproclamé de choisir les urgences prioritaires et d'ordonner les guerres successives « *imposées* » par les comportements (sic) de la partie non-fréquentable de l'humanité, cette «*jungle*» qui rassemble, excusez du peu, 85% de la population de notre planète…

Le 6 août1945, à 8h15, une « *forteresse volante* » (autrement dit un avion bombardeur) répondant au joyeux nom de Enola Gay largue sur Hiroshima, ville de 350 000 habitants, une bombe nucléaire à l'uranium 235. Cet engin expérimental explose à 600 mètres d'altitude au-dessus du centre-ville. Entre la déflagration et les deux semaines qui suivent, la moitié de la population (150 000 morts et 80 000 blessés) sera exterminée. La ville est rasée à plus de 90%…

Trois jours plus tard, le 9 août au matin, c'est au tour des 250 000 habitants de Nagasaki d'être ciblés : une bombe au plutonium (subtilement nommée Fat Man, le gros bonhomme) est lancée elle aussi sur le centre-ville et tombe en fait sur la banlieue, faisant 70 000 morts et autant de blessés, démolissant 36% des bâtiments. Clôturé en 1994, le bilan définitif et global (entre le souffle, les incendies, les radiations, les brûlures et les innombrables effets à terme) fera état de 300 000 morts, dont 187 000 morts pour Hiroshima, et 102 300 victimes pour Nagasaki, tous des civils.

https://www.mondialisation.ca/hiroshima/5680399?doing_wp_cron=1691901992.1933739185333251953125

En complément.

- Le général Dwight Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe et 34ème président des États-Unis de 1952 à 1960 : « … *les Japonais étaient prêts à se rendre et il n'était pas nécessaire de les frapper avec cette chose horrible.* » (Newsweek, 11 novembre 1963).

- Tous les hauts gradés de l'armée américaine savaient qu'Hiroshima était une zone urbaine peuplée d'environ 350 000 habitants (1945).
Saviez-vous qu'Hiroshima était une « *base militaire* », et que lorsque la première bombe atomique a été larguée sur deux des zones les plus peuplées du Japon en août 1945, l'objectif était, selon le président Truman, de sauver la vie de civils innocents.

« *Le monde entier remarquera que la première bombe atomique a été larguée sur Hiroshima, une base militaire. C'est parce que nous voulions, dans cette première attaque, éviter, dans la mesure du possible, de tuer des civils lors de la première attaque.* » (Discours radiodiffusé du président américain Harry S. Truman (9 août 1945) [transcription en français] ; Discours original en anglais : President Harry S. Truman in a radio address to the Nation, August 9, 1945, starts at 05.15 [commence à 05h15]. Hiroshima : Une « *base militaire* » selon le président Harry Truman - mondialisation.ca 7août 2023)

Les bonnes nouvelles dans le monde du 15 août 2023 sur Yahoo pour bien vous pourrir la vie :

- Mexique: les restes d'au moins 13 corps retrouvés dans des frigos

- Incendies à Hawaï: le bilan humain atteint 99 morts et pourrait doubler, selon les autorités

- Russie : au moins 27 morts dans l'explosion d'une station-service au Daguestan

- Inde : Plusieurs jours de pluies torrentielles font une soixantaine de morts

- Nigeria : 26 membres des forces de sécurité tués dans une embuscade

- Allemagne : 7 blessés dans le parc d'attractions Europa-Park

---

La "*pire erreur commise par l'industrie technologique*", s'ils le disent eux-mêmes.

J-C – Il était prévisible que la productivité n'augmenterait pas indéfiniment, et que le consumérisme, le mode de vie axé sur la consommation et caractérisé par une tendance à acheter systématiquement de nouveaux biens aurait également ses limites, de même que le nombre de consommateurs solvables ou encore, le niveau d'endettement des particuliers compte tenu que les prix augmenteraient plus rapidement que les salaires.

La crise du capitalisme est incontournable quoi qu'ils fassent, dès lors il ne leur reste plus que la vieille recette de la guerre sur fond de lutte de classe du prolétariat mondial…

L'engouement pour le télétravail retombe peu à peu - Capital14 août 2023

Trois ans après avoir révolutionné le mode de fonctionnement des entreprises, le télétravail semble perdre de son attrait, du moins du point de vue des employeurs. Cette tendance à revenir au bureau se fait de plus en plus remarquer, et les grandes entreprises américaines n'hésitent pas à suivre ce mouvement, analysait BFM Business dimanche 13 août. Chez Amazon, par exemple, les employés qui se rendaient au bureau moins de trois jours par semaine ont été rappelés à l'ordre pour augmenter leur présence physique dans les locaux de la société. Idem chez Disney, où la magie du télétravail a cessé d'opérer.

Depuis son grand retour à la tête du groupe à la fin 2022, Bob Iger s'est lui aussi prononcé en faveur d'un retour au bureau. "*Rien ne peut remplacer la capacité de se connecter, d'observer et de créer avec des pairs, qui vient du fait d'être physiquement ensemble*", insistait-il dans une lettre adressée à ses employés en début d'année, les intimant à venir travailler en présentiel "*les journées du lundi au jeudi*". Comme lui, d'autres géants américains, à l'instar de Google, Snap, Uber et Tesla, ont adopté des politiques similaires, rapportent nos confrères. "*Toute personne qui souhaite faire du travail à distance doit être au bureau pour un minimum (et je dis bien un minimum) de quarante heures par semaine ou quitter Tesla*", a même menacé Elon Musk, le PDG de l'entreprise de voitures électriques dernier cri.

Même le jeune fondateur de ChatGPT, Sam Altman, a critiqué l'essor du télétravail, le qualifiant de "*pire erreur commise par l'industrie technologique*". Le comble reste le retournement de veste de Zoom, le leader de la visioconférence, qui a également demandé à ses employés de revenir au bureau, modifiant sa politique antérieure qui favorisait largement le télétravail. Certains groupes, comme Publicis, ont été encore plus loin en menaçant de réduire les augmentations de salaire, les primes et les opportunités de promotion pour les employés qui ne se rendent pas au bureau au moins trois jours par semaine.

Dans tous ces cas de figure, le nerf de la guerre semble être celui de la productivité.

Selon une enquête du Forum mondial de l'OCDE sur la productivité auprès de dirigeants et d'employés de 25 pays, la vraie question serait en réalité celle du temps passé en distanciel. La productivité en télétravail serait plus élevée durant les premiers jours, mais diminuerait à mesure que la fréquence du télétravail augmente. Conclusion : trop de télétravail tue le travail!

Machination climatique. Leur machine infernale à fabriquer le consentement a du plomd dans l'aile, et cela les affole.

Réchauffement climatique : sur les réseaux sociaux, les scientifiques victimes du "*déferlement de haine*" des climatosceptiques - francetvinfo.fr 15 août 2023

Commentaires d'internautes ou « *le bon sens populaire* ».

- Vous réduisez, vous caricaturez, vous déniez, vous êtes alarmistes, vous lavez les cerveaux quotidiennement et enfin vous censurez. C'est ça la nouvelle science. Et ils sont victimes d'insultes. Oh ben dis donc alors....

- Pas besoin d'être complotiste ni climato-sceptique pour voir que parfois , comme actuellement, météo France annonce une alerte orange canicule dans le Rhône et plusieurs départements voisins depuis3j alors que les matins il fait 18°, 24° à midi alors que scientifiquement, la canicule est déclarée lorsque les températures du jour ne descendent pas en dessous de 30 et celles de la nuit en dessous de 20, c'est pas plus compliqué que ça, d'autres témoignages ont confirmé qu'à Annecy et Chambéry les températures sont inférieures et à Grenoble, il était prévu 17 ce matin, donc pas de canicule! Et dans pas mal d'endroits, on n'a pas du tout la sécheresse de ces derniers étés, l'herbe est bien verte, le sol n'est pas craquelé, même si les nappes phréatiques sont basses, cultures agricoles et jardins sont beaux

- C'est comme l'étude récente, sortie par "*les scientifiques*", qui prédit un effondrement des courants marins atlantiques probable à partir de 2024... alors que même les prévisions du GIEC sont bien moins catastrophiques là-dessus. Le protocole de cette étude ne fait pas même pas unanimité.
Par contre, si le GIEC, l'avait incluse dans ses dossiers, ça serait devenu parole d'évangile.

- Le harcèlement permanent et la tentative de lavage de cerveau par la presse et la bien-pensance parisianiste n'ont pas fonctionné, mieux elle a braqué les gens contre, c'est une overdose!

Tout ce qui est excessif est insignifiant…

Et comme 90% des habitants de notre planète refileront catégoriquement de revenir au moyen âge comme en rêve nos chevaliers de l'apocalypse la cause est définitivement perdue et nos énarques censés représenter le camp démocrate feraient bien d'en prendre conscience rapidement (en ont-ils seulement la capacité tant ils sont pétris de leurs certitudes…).
A défaut ce sera le populisme qui prendra le pouvoir pour mettre fin à ce harcèlement.

Enfin la France c'est 1% des émissions mondiales alors qu'on arrête de nous emm…..
Même si on revient à l'âge des cavernes et sans cote à l'os…, ça ne changera rien!

Alors ça suffit!

- Cela montre que le matraquage quotidien, biquotidien voire plus, de FI, tous ces articles anxiogènes avec des statistiques biaisées, limitées dans le temps, etc. ne suffisent pas à convaincre. Il faut donc en arriver à la censure. Logique !

- Il est interdit de toute façon de ne pas être d'accord avec le discours ambiant officiel.

- Pas besoin d'être climato-septique ni même complotiste pour voir les commentaires haineux sur les réseaux sociaux ou les forums, il suffit de ne pas être d'accord avec le sujet (l'objet du sujet même anodin) pour qu'un commentateur soit pris à parti et très souvent avec une virulence que c'en est désolant et le mot est faible

- Je crois qu'il y a une réaction des gens au matraquage médiatique qu'on leur fait subir...

- Si d'autres scientifiques défendent une analyse différente, en s'appuyant sur des éléments négligés par ceux qui se sont créé une chasse gardée, faut-il les rejeter ?

On a lu récemment ici les propos d'un scientifique français qui a indiqué que "*les températures (de référence) relevées étaient à peu près fiables depuis 1950*".

Cela induit deux éléments :

- les températures relevées avant 1950 ne sont pas fiables,
- l'emploi de la formule "*à peu près*", relativise la fiabilité des températures relevées après 1950.

Tous ceux qui édifient en dogme les relevés des températures établis dans le passé manquent de rigueur scientifique.

Il y a quelques jours un article de France Info faisait état d'une nouvelle étude scientifique qui faisait apparaître que les quantités de matières plastiques rejetées étaient 24 fois inférieures à ce que de précédentes études affirmaient.
Ces deux exemples suggèrent qu'on ne doit pas accorder une valeur de parole divine aux affirmations des scientifiques.

Valeur de parole divine... les "*scientifiques*" auraient-ils pris la place abandonnée par les clercs dont les églises se sont vidées ? L'homme a besoin de s'accrocher à des croyances.

La punition des sceptiques autrefois était la réprobation sociale et la menace de l'enfer.

Les sceptiques d'aujourd'hui sont accusés de complotisme et rendus responsables de la fin du monde qui surviendra dans une chaleur digne de l'enfer...

Totalitarisme. Le vernis de la séparation des pouvoirs craque de partout sous la pression du totalitarisme. Comment ils vous manipulent, décryptage.

États-Unis: des jeunes âgés de 5 à 22 ans remportent une victoire historique dans un procès climatique - BFMTV 14 août 2023

"*Les plaignants ont un droit constitutionnel fondamental à un environnement propre et sain, ce qui inclut le climat*", a tranché ce lundi une juge de l'État du Montana, donnant ainsi raison à plusieurs jeunes américains. BFMTV 14 août 2023

J-C - En revanche, les travailleurs américains ont le droit constitutionnel fondamental à des conditions de travail et d'existence impropres et malsaines...

BFMTV - L'une des particularités de ce procès est que les seize plaignants, qui ne demandaient pas de compensation financière, sont âgés de 5 à 22 ans. Ils font valoir qu'en tant qu'enfants et jeunes adultes, les conséquences dangereuses des énergies fossiles et de la crise climatique leur nuisent particulièrement.

"*Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un tribunal a jugé sur le fond qu'un gouvernement a violé les droits constitutionnels d'enfants via des lois et des actions promouvant les énergies fossiles et ignorant le changement climatique*", a réagi dans un communiqué Julia Olson, directrice exécutive de Our Children's Trust, l'une des trois associations soutenant les plaignants. L'État du Montana a annoncé qu'il ferait appel.

"*Nous avons prouvé que la génération Z est une force puissante dans la lutte contre le changement climatique*", a déclaré dans un communiqué Varshini Prakash, directrice exécutive du Sunrise Movement, qui réunit des jeunes engagés pour la cause.
J-C - Leur mystification étant largement éventée, ils s'en remettent à des gosses ignorants pour justifier leur dictature climatique auprès du reste de la population. Ils veulent instrumentaliser la jeunesse et la monter contre leurs parents ou les autres générations pour

parvenir à leurs fins, ils recourent au même procédé qu'avec la sexualité, pardon la pornographie et la pédophilie, par exemple. Cette opération doit être dénoncée et combattue sans relâche au titre de la lutte de classe pour le socialisme.

Qu'est-ce que Sunrise Movement ?

Une officine du Parti démocrate au service du Green New Deal du Forum économique mondial qui les finance.

Lisez, c'est écrit là :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_Sunrise

https://en.wikipedia.org/wiki/Varshini_Prakash

https://www.sunrisemovement.org/fr/about/

Qu'est-ce que le New Deal Vert?

Le Green New Deal est un plan visant à mobiliser tous les aspects de la société américaine vers une énergie 100 % propre et renouvelable, à garantir des emplois rémunérés pour tous ceux qui en ont besoin et à assurer une transition juste pour les travailleurs et les communautés de première ligne, le tout au cours des 10 prochaines années.

J-C - Vous aurez apprécié particulièrement - "*garantir des emplois rémunérés pour tous ceux qui en ont besoin*", à croire que cela a été rédigé par des gens qui n'en ont pas besoin !

Il ne fallait pas rater la page "*Nos principes de collecte de fonds*"

- Nous lançons des appels de fonds communs, établissons des liens les uns avec les autres et organisons des donateurs de classe propriétaire dans notre mouvement pour donner directement à d'autres organisations. Nous poussons nos bailleurs de fonds institutionnels à repenser leurs priorités de financement, en leur demandant de financer nos partenaires, des groupes communautaires visionnaires dirigés par des personnes de couleur aux organisations qui construisent également des mouvements de masse pour un changement transformationnel...

- Les milliardaires ne devraient pas exister, mais tant qu'ils existent, nous considérons la philanthropie comme une forme imparfaite de redistribution.

J-C - Qui les financent ? Vous avez la réponse.

Quant à l'ONG Our Children's Trust.

En 2022 elle a déclaré des ressources à hauteur de 221,851,319 dollars, inutile de chercher d'où elles proviennent.
https://www.thechildrenstrust.org/assets/files/about/financials/FY22-23/TRIM_Schedules_80422.pdf

We are deeply grateful for the ongoing support of the following generous organizations.

Traduction : Nous sommes profondément reconnaissants du soutien continu des généreuses organisations suivantes :

(Dont :)

- Alex C. Walker Foundation

Pour un montant de : $100,000.00 on 6/29/2022 (Check sent: 7/19/2022)

- Rockefeller Brothers Fund (Qu'on ne présente plus.)

- Wallace Global Foundation

In May 2019, the Wallace Global Fund pledged to commit $1 million to groups supporting the Green New Deal, including $250,000 to the Sunrise Movement.

Traduction : En mai 2019, le Fonds mondial Wallace s'est engagé à verser un million de dollars à des groupes soutenant le Green New Deal, dont 250 000 dollars au Sunrise Movement.

La liste complète ici : https://www.influencewatch.org/non-profit/wallace-global-fund-ii/

Cela ne vous fait-il pas penser aux dictateurs Macron ou Zelenski ?

Primaires en Argentine : victoire du vote protestataire - Courrier International 14 août 2023

À la surprise générale, le candidat ultralibéral libertaire et "*antisystème*" Javier Milei est arrivé largement en tête des primaires pour la présidentielle, dimanche en Argentine, reléguant aux 2e et 3e places les candidats traditionnels de droite et de gauche.

Avec environ 70 % des bulletins dépouillés, Javier Milei, économiste ultralibéral et personnalité télévisée "antisystème" de 52 ans, a recueilli dimanche quelque 32 % des voix aux primaires pour la présidentielle argentines.

Lors de ces primaires, les Argentins étaient appelés à sélectionner les partis qui pourront participer à l'élection présidentielle du 22 octobre prochain, ainsi que leurs candidats. Au vu des résultats, c'est l'ex-ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, 67 ans, qui briguera la présidence pour l'opposition de droite, tandis que l'actuel ministre de l'Économie, Sergio Massa (51 ans), défendra les couleurs de la gauche au pouvoir.

Le très impopulaire président sortant, Alberto Fernández, a préféré ne pas se représenter, au soir d'un mandat marqué par une économie moribonde et une inflation galopante.

Pour le quotidien de gauche Página 12, les résultats – marqués par une forte abstention, malgré le vote obligatoire – "*confirment qu'une grande partie des électeurs font preuve d'enthousiasme face au politiquement incorrect – peut-être parce que la politique les a traités de façon incorrecte*".

Mais ils montrent aussi qu'"*une autre grande partie des électeurs ne votent pas – peut-être parce qu'ils se sentent abandonnés de tous*", poursuit le quotidien.

Javier Milei "*est entré dans la politique argentine et a brisé les modèles*", observe CNN Español, rappelant que l'économiste "*a cultivé sa popularité en faisant le tour des plateaux de télévision comme commentateur économique*", avec un style "*véhément et provocateur*".

"*Il a réussi ce que personne n'avait réussi auparavant : se glisser entre les espaces jusqu'alors dominants*" de la gauche péroniste et de la droite de l'ex-président Mauricio Macri, ajoute la chaîne américaine.

J-C - Voilà qui est peu rassurant pour le peuple argentin, qui a déjà vécu une effroyable dictature militaire sous Videla au milieu des années 70...

Il se trouve que totalement pas hasard ces derniers jours, le soir j'ai regardé 3 films dont l'action se déroulait en Grèce, un seul faisait allusion à ce pays dans le titre. Voilà une coïncidence extraordinaire pour ne pas en avoir vu un seul dans ce pays depuis des lustres !

Dans deux de ces films, on pouvait entendre des bribes de discours prononcés par des dirigeants d'extrême droite ou des membres de l'armée qui annonçaient la dictature des colonels de 1967 à 1974.

En lisant les brèves déclarations de Javier Milei, cela m'a rappelé ces discours, mais aussi celui de Macron en campagne électorale en 2017, celui en fait de tous les dictateurs qui les avaient précédés, dont Hitler et Franco ou encore Pinochet. C'est aussi celui tenu par le Forum économique mondial ou feu David Rockefeller qui affirmait, que le moment viendrait où les partis politiques et les nations devraient s'effacer au profit d'un gouvernement mondial composé par ceux qui détiendraient les richesses ou le pouvoir, l'oligarchie financière, soit un régime technocratique autoritaire...

France.

La France n'a jamais cessé de piller l'Afrique, maintenant la situation tourne

https://histoireetsociete.com/2023/08/11/la-france-na-jamais-cesse-de-piller-lafrique-maintenant-la-situation-tourne/

Pour quelques euros de plus.

Lu dans FranceSoir du 13 août 2023.

- De retour sur la scène économique nationale, mardi, Les Échos revenaient sur « les allègements de cotisations patronales (…) [qui] vont frôler les 88 milliards [d'euros] cette année », précisant qu'ils « *ont plus que triplé en dix ans* ».

Le quotidien économique estime qu'à « *ce rythme, nul doute que la barre des 90 milliards sera franchie en 2024* », avant de se demander : « *À quand celle, symbolique, des 100 milliards ?* ».

Les Échos considèrent que « *ces montants record (…) conforteront les critiques des syndicats, mais aussi de certains économistes ou politiques à gauche sur les aides aux entreprises sans condition, ou sans évaluation suffisante des bénéfices en termes d'emploi* ».

Comme un écho à cette actualité, dès le lendemain, mercredi, *Le Monde* nous apprenait que, de leur côté, « *au premier semestre 2023, les plus grandes entreprises françaises ont dégagé plus de 85 milliards d'euros de profits, portées par leur capacité à augmenter leurs prix* ».

Le quotidien rappelle qu'en « *2022, les grandes entreprises avaient été accusées – y compris par les économistes de la Banque centrale européenne – de* "greedflation", *ou* "profitflation", *pour avoir répercuté leurs surcoûts (énergie, matières premières…) au-delà du nécessaire et davantage nourri l'inflation que les augmentations salariales* ».

De belles marges, engrangées sur le dos des consommateurs, qui pourraient peut-être expliquer la récente sortie de Patrick Martin, le patron du MEDEF, qui milite pour que les élus qui ont permis aux grosses entreprises de s'empiffrer durant la crise, puissent à leur tour voir leur rémunération être augmentée.

Gagnant-gagnant ! FranceSoir 13 août 2023.

Combat politique contre la dictature climatique.

Totalitarisme. Les écologistes d'EELV sont la voix des tyrans de Davos, de dangereux fanatiques ennemis de l'humanité.

J-C – Que faut-il penser des partis qui s'allient avec eux dans la NUPES ou lors d'élections ? Sinon qu'ils sont aussi corrompus ou pourris !

Les écologistes bannissent la viande de leurs Journées d'été - ljdd.fr 15 août 2023

EELV a en effet confirmé que « *100% de la restauration proposée dans les food-trucks sera végétarienne ou végan, en grande partie bio et issue de la filière locale* ». Le parti a rappelé qu'une « *alimentation non-carnée permet de réduire encore un peu plus l'impact environnemental des journées d'été* » ljdd.fr 15 août 2023

Santé.

Totalitarisme. Quand une « *suspicion* » suffit à des dictateurs.

Covid-19 : un nouveau variant progresse, les gestes barrières de retour - francetvinfo.fr 12 août 2023

Depuis jeudi 10 août, le masque est obligatoire dans le centre hospitalier d'Arcachon (Gironde). Entre désinfection des mains et restrictions des visites, le retour des gestes barrières est compliqué.

Lu dans un blog.

- En réalité les statistiques se fondent non plus sur les fameux « *cas* » de covid, mais sur les « *suspicions* ». Sur la journée du 7 août 2023, les services d'urgence ont accueilli 3 passages pour suspicion de COVID-19. A la suite de ce passage, 0 patients ont été hospitalisés soit 0.0 % des patients.

De nombreuses personnes entièrement vaccinées contre la COVID deviennent aveugles par Ethan A. Huff (Vaccines.news 28 avril 2022) - Mondialisation.ca, 11 août 2023

En Grande-Bretagne - « *Au total (...) 24 516 troubles oculaires ont été signalés comme réactions indésirables aux injections de Covid-19, dont 525 de ces réactions étant une cécité complète* ».

https://www.mondialisation.ca/de-nombreuses-personnes-entierement-vaccinees-contre-la-covid-deviennent-aveugles/5679932?doing_wp_cron=1691902470.2279601097106933593750

Un cadre de Pfizer admet que des employés ont reçu un lot privé d'injections contre la COVID par Brenda Baletti (The Defender 8 août 2023) - Mondialisation.ca, 12 août 2023

Dans l'épisode de lundi de la « *Kim Iversen Show* », la journaliste et commentatrice politique Kim Iversen a diffusé des clips vidéo montrant des sénateurs australiens visiblement indignés, interrogeant des cadres de Pfizer qui semblaient éluder les questions sur la sécurité et l'efficacité du vaccin contre la COVID-19.

https://www.mondialisation.ca/un-cadre-de-pfizer-admet-que-des-employes-ont-re/5680424?doing_wp_cron=1691901272.3328769207000732421875

Bill Gates ne s'attendait pas une opposition au vaccin contre la Covid par Verity France - Mondialisation.ca, 10 août 2023
https://www.mondialisation.ca/bill-gates-ne-sattendait-pas-une-opposition-au-vaccin-contre-la-covid/5680305?doing_wp_cron=1691904818.8060100078582763671875

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Agent Zelensky. L'enquête de Scott Ritter - 1

https://odysee.com/@FranceTraductions:d/Agent-Zelensky---Enqu%C3%AAte-de-Scott-Ritter---Partie-1:4?src=embed&t=9.299137

Scott Ritter – En tant qu'ancien officier de renseignement, je me suis demandé pourquoi personne n'avait mené d'enquête sur Vladimir Zelensky, le président de l'Ukraine. Son accession au pouvoir représente, à mon avis, une incroyable manipulation de l'opinion mondiale qui restera dans l'histoire comme une étude de cas classique d'ingénierie psychologique sociale : un comédien ordinaire qui est arrivé au pouvoir parce qu'il avait promis une paix longtemps attendue, et qui a ensuite entraîné ses concitoyens dans une guerre sanglante qui ne peut être décrite que comme un massacre.

Avec l'aide de collègues et d'experts ayant une connaissance directe de Zelensky, j'ai épluché des documents et des vidéos pour produire un film qui rende compte de cette enquête. Cette histoire est tellement riche en rebondissements que j'ai dû la diviser en 2 parties. Dans le premier épisode, présenté ici, je répondrai à la question de l'improbable ascension de Zelensky au pouvoir, et comment le président ukrainien a accumulé son immense fortune, une somme qui n'a fait que croître depuis le début de la guerre avec la Russie. Et, peut-être plus important encore, pourquoi j'ai décidé d'intituler ce film "Agent Zelensky"."

Agent Zelensky. L'enquête de Scott Ritter - 2

https://odysee.com/@Roms17:d/Agent-Zelensky--Part-2--%E2%80%93-Enqu%C3%AAte-de-Scott-Ritter:9?src=embed&t=11.002312

Scott Ritter – Dans le domaine du renseignement, chaque agent se voit confier des tâches par ses supérieurs. Dans le cas de l'agent Zelensky, j'ai identifié 10 obligations qui définissent sa relation avec ses maîtres du renseignement étranger.

Une fois que vous avez examiné chacune de ces obligations, vous comprenez pourquoi Zelensky le comédien a dit une chose et Zelensky le président en a fait une autre. Quelles sont les véritables raisons de la situation actuelle en Ukraine ? Quel type d'opération la CIA mène-t-elle en Ukraine depuis de nombreuses années ? Vous trouverez les réponses à ces questions et à bien d'autres dans la partie de mon documentaire d'investigation, "*Agent Zelensky*".

Politiques russophobes en Lettonie : des milliers de citoyens d'origine russe ont reçu l'ordre de quitter le pays - infobrics.org/post/39043 7 août 2023

La vague de russophobie au sein de l'OTAN et de l'UE n'a rien de nouveau. Les États ont provoqué l'animosité anti-russe depuis des années et cette situation commencent déjà à atteindre des niveaux de persécution vraiment intolérables. Dans une annonce récente à Riga, il a été révélé que le gouvernement donnerait bientôt l'ordre à des milliers de citoyens russes de quitter le pays. En tant qu'État post-soviétique, la Lettonie compte un nombre important de Russes de souche parmi sa population, mais apparemment ce n'est pas une raison pour que le gouvernement pro-occidental évite de persécuter ses propres résidents.

Cette déclaration a été faite par Ingmars Lindaka (1), chef de la commission parlementaire sur la citoyenneté et la migration, lors d'un entretien avec les médias d'État. Il a déclaré qu'après avoir reçu les ordres, les Russes auront 90 jours pour quitter la Lettonie, sinon ils seront considérés comme des migrants illégaux. Selon lui, ces milliers de Russes sont ceux qui n'ont pas d'intérêt à participer aux examens pour obtenir des certificats de résidence permanente. Ces examens contiennent des tests de langue lettone, ce qui a découragé de nombreux Russes d'y participer. Lindaka dit que ceux qui n'ont pas été testés sont illégalement dans le pays et doivent être traités selon les règles [récemment imposées] du Bureau des affaires de citoyenneté et de migration (PMLP).

« *Environnement 5 000 à 6 000, selon mes estimations. Il s'agit de personnes qui n'ont aucune volonté – ni de passer l'examen ni d'obtenir un permis de séjour temporaire. Ce sont les silencieux. Si nous regardons la loi telle qu'elle est actuellement, PMLP doit envoyer un avis de sortie du pays dans les trois mois* », a déclaré Lindaka aux journalistes.

D'autres responsables ont ensuite confirmé la déclaration. Les porte-parole du ministère de l'Intérieur de Lettonie ont informé l'agence de presse « *Elta* » qu' « *environ 6 000* » Russes ont reçu une notification officielle de l'État en septembre.

« *Si une personne n'a pas le droit de rester dans le pays, elle doit partir pour un pays où elle a le droit de rester. Le délai de départ est de trois mois. Ainsi, la personne peut partir sans hâte. Si une personne continue à fonctionner illégalement en Lettonie, il peut arriver un moment où les structures étatiques le découvrent et, en conséquence, leur rappellent la nécessité de partir. La responsabilité pénale n'est pas prévue, mais la responsabilité administrative l'est. La personne peut être condamnée à une amende* », a déclaré Vilnis Vitolins , secrétaire d'État adjoint du ministère de l'Intérieur.

Comme les autres États baltes, la Pologne et l'Ukraine, la Lettonie connaît un grave problème de racisme envers les citoyens russes. Depuis l'indépendance de la Lettonie de l'URSS, il y a eu une forte croissance des sentiments anti-russes dans le pays. La mentalité de ressentiment envers le passé soviétique et l'idéologie revancharde contre la Fédération de Russie ont été encouragées par les partenaires résolus de Riga comme un moyen de mobiliser la population du pays contre les ennemis géopolitiques de l'OTAN. Pour cette raison, depuis 1991, les Russes [de souche] se sont vu refuser la citoyenneté lettone, ce qui a augmenté la polarisation sociale.

Tout cela s'est aggravé depuis l'année dernière, lorsque, en réponse à l'opération militaire spéciale de la Russie, le gouvernement letton a lancé une série de politiques racistes de dé-

russification. Les monuments honorant les héros soviétiques de la Seconde Guerre mondiale ont été démolis, l'État classant la mémoire de la guerre comme un symbole de « *l'occupation* ». En août de l'année dernière, le président letton de l'époque, Egils Levits, a également déclaré que tous les Russes du pays devaient être « *isolés* » pour des raisons de « *sécurité nationale* », étant donné le conflit en Ukraine.

Pour éviter d'avoir des problèmes juridiques, 1,8 million de citoyens d'origine russe (environ 25 % de la population du pays) ont été contraints depuis 2022 de passer des examens de langue lettone. S'ils prouvent qu'ils maîtrisent la langue, ces citoyens obtiennent le droit de rester dans le pays, mais s'ils ne réussissent pas, ils sont obligés de partir. C'est une situation inconfortable car le russe est couramment parlé sur le territoire letton depuis de nombreuses décennies, cette langue étant déjà officielle sur ce territoire à l'époque soviétique. Pour cette raison, de nombreux Russes qui y vivent ne peuvent pas réussir l'examen, car ils ne maîtrisent pas le letton étant, désormais considérés comme des criminels pour ne parler que le russe.

Nouveau, le cas d'une femme russe de 74 ans est devenu viral sur internet. Même si elle a vécu toute sa vie en Lettonie en parlant russe, la retraitée est désormais tenue de prouver ses compétences en langue lettone pour éviter l'expulsion et la perte des prestations sociales du gouvernement. Des milliers d'autres personnes âgées de l'ère soviétique sont dans une situation similaire. Cela a déjà suscité des protestations et a été considéré par la Russie comme un cas de génocide culturel, mais Riga semble toujours disposée à faire avancer l'agenda de la dé-russification.

En fait, ce qui se passe en Lettonie est absolument intolérable d'un point de vue humanitaire. Un quart du pays est contraint de parler une nouvelle langue pour éviter d'être expulsé du territoire où il a vécu toute sa vie. Ces politiques de génocide culturel précèdent souvent la mise en place de persécutions physiques contre les citoyens « *isolés* », « *indésirables* ». Il est donc possible que la Lettonie prenne bientôt des mesures plus sérieuses de type nazi, tout comme l'Ukraine l'a fait en 2014.

Cela ne fait qu'aggraver encore les tensions en Europe, car le « droit de protéger » les citoyens à l'étranger est un principe important et reconnu par le droit international contemporain. Certes, Moscou fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher que ses citoyens ne soient maltraités dans d'autres pays.

1- le lien vers ce blog qui est une officine de l'USAIDS (à voir en bas de l'écran)

https://www.eurointegration.com.ua/eng/news/2023/08/4/7167007/

Niger.

Niger : le régime militaire veut poursuivre le président renversé pour "*haute trahison*" et "*atteinte à la sûreté*" du pays - AFP/franceinfo 14 août 2023

Les putschistes au Niger ont annoncé, dimanche 13 août, leur intention de "*poursuivre*" le président renversé Mohamed Bazoum, pour "*haute trahison*" et "*atteinte à la sûreté*" du pays. "*Le gouvernement nigérien a réuni à ce jour*" les "*preuves pour poursuivre devant les*

instances nationales et internationales compétentes le président déchu et ses complices locaux et étrangers", a déclaré le colonel-major Amadou Abdramane, l'un des membres du régime, dans un communiqué lu à la télévision nationale.

Le gouvernement appuie ses accusations sur des "*échanges*" de Mohamed Bazoum avec des "*nationaux*", des "*chefs d'Etat étrangers*" et des "*responsables d'organisations internationales*". Le président renversé s'est entretenu plusieurs fois avec des représentants de pays alliés au Niger avant le coup d'Etat, comme les Etats-Unis, ainsi que des membres de son entourage politique.

Le régime a également appelé à "*s'interroger sur la sincérité de sa prétention à soutenir qu'il est séquestré, alors même que les militaires n'ont jamais investi sa résidence présidentielle et qu'il dispose encore de tous les moyens de communication*". Les militaires affirment que Mohamed Bazoum "*reçoit régulièrement la visite de son médecin*". D'après un conseiller du président renversé, une consultation a eu lieu samedi. "*Après cette visite, le médecin n'a soulevé aucun problème quant à l'état de santé du président déchu et des membres de sa famille*", ont assuré les militaires.

Le régime militaire a dénoncé en outre "*les sanctions illégales, inhumaines et humiliantes de la Cedeao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest)*". Ces sanctions "*vont jusqu'à priver le pays de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires"* et de "*fourniture en courant électrique*", ont dénoncé les militaires.

Niger : la Cédéao reporte une réunion clé, les habitants de Niamey manifestent - AFP/ RT 12 août 2023

La réunion de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), initialement prévue le 12 août à Accra, a été repoussée sine die pour *« des raisons techniques* », selon des sources militaires régionales. Les chefs d'état-major de la devaient faire part à leurs dirigeants « *des meilleures options* » pour donner suite à leur décision d'activer et de déployer sa « *force en attente* », deux jours après un sommet de la Cédéao à Abuja qui a autorisé une possible intervention militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel au Niger.

Le calendrier et les modalités d'une éventuelle intervention militaire ouest-africaine n'ont pas été dévoilés. AFP/ RT 12 août 2023

Quel est le monstre qui a tenu ces propos à propose du Niger ?

- « *Les sanctions commencent à porter leurs fruits : il y a une pénurie de médicaments, de nourriture, d'électricité – et ce n'est pas près de s'améliorer. Si nous voulons que la junte s'affaiblisse, nous devons poursuivre les sanctions* »

Réponse : Emanuela Del Re, la représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel dans une interview avec le journal italien La Repubblica (repubblica.it 9 août 2023)

Niger, la bataille de l'uranium

https://www.youtube.com/watch?v=joZQMeLBP_A

Le terrorisme en Afrique : l'arme actuelle de l'OTAN pour attaquer la Russie

Il existe un continuum d'événements depuis l'intervention russe en Syrie et le coup d'État en Ukraine, qui culmine avec le détournement actuel des armes de l'OTAN vers les terroristes en Afrique.

En 2014, suite aux politiques de dé-russification mises en place par le Maïdan, une guerre civile a éclaté dans ce qui était alors l'est de l'Ukraine - qui fait aujourd'hui partie de la Fédération de Russie - aboutissant à la séparation de Donetsk et de Lougansk. Dans ce conflit civil, plusieurs militants salafistes de l'État islamique se sont alliés aux forces ukrainiennes, comme l'ont rapporté les services de renseignement russes et comme l'ont admis les agences de presse occidentales et les autorités européennes.

L'objectif était alors de tenter d'amener la Russie à concentrer ses efforts sur le Donbass et de l'empêcher de lancer une intervention d'envergure en Syrie. Mais le plan a échoué. La Russie est restée inerte en Ukraine jusqu'en 2022, puis est intervenue efficacement en Syrie en 2015, annihilant l'ISIS et le réduisant à quelques milices sans grande puissance de feu.

Vaincus en Syrie, les terroristes d'ISIS se sont dispersés dans diverses régions et l'Afrique a été l'une des destinations les plus souvent choisies. Territoire riche en ressources naturelles, avec plusieurs pays en proie au chaos institutionnel et une politique de sécurité faible, le continent africain est devenu la cible des milices extrémistes. Nombre de ces groupes étaient effectivement issus des rangs de l'État islamique au Moyen-Orient, mais un grand nombre d'entre eux étaient des terroristes locaux recrutés par des organisations qui avaient simplement adopté le "*label*" de l'État islamique.

C'est ainsi qu'a commencé une course au terrorisme en Afrique.

http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2023/08/10/le-terrorisme-en-afrique-l-arme-actuelle-de-l-otan-pour-attaquer-la-russie.html

La France est un Etat terroriste.

Coup d'Etat au Niger : après dix ans de lutte contre le terrorisme au Sahel, "*la France n'est plus la bienvenue pour une partie de la population*" - franceinfo 12 aout 2023

D'homme de main de Chi-Town à président de la CEDEAO : rencontre avec l'ancien blanchisseur d'argent qui pousse à attaquer le Niger - lesakerfrancophone.fr 5 aout 2023

Depuis 1990, la CEDEAO a mené sept conflits distincts en Afrique de l'Ouest, afin de protéger les despotes préférés de l'Occident dans la région. Entre 1960 et 2020, Paris a lancé 50 interventions distinctes en Afrique. Les chiffres relatifs aux activités clandestines menées pendant cette période ne sont pas disponibles, mais les empreintes digitales du pays sont présentes dans de nombreuses élections truquées, coups d'État et assassinats qui ont permis de maintenir au pouvoir des gouvernements complaisants et corrompus sur l'ensemble du continent.

Comme l'a fait remarquer le président Jacques Chirac en 2008, "*sans l'Afrique, la France glisserait vers le rang de puissance du Tiers monde*". Cette perspective a été réaffirmée dans un rapport du Sénat français de 2013, L'Afrique est notre avenir. En conséquence, la simple existence de gouvernements anti-impérialistes, où que ce soit dans la région, est intolérable pour Paris.

Heureusement pour l'élite française, des personnalités compromises comme Bola Tinubu sont toujours là pour faire le sale boulot à sa place.

https://lesakerfrancophone.fr/dhomme-de-main-de-chi-town-a-president-de-la-cedeao-rencontre-avec-lancien-blanchisseur-dargent-qui-pousse-a-attaquer-le-niger

---

Niger : Poutine et le dirigeant malien Assimi Goïta appellent à un règlement pacifique de la crise - AFP/RT 15 août 2023

Le président russe Vladimir Poutine et le dirigeant malien Assimi Goïta ont discuté ce 15 août de la crise au Niger, et prôné un règlement pacifique dans ce pays. Le ministre Sergueï Choïgou a lui aussi taclé le «*néo-colonialisme*» occidental.

Au cours d'un entretien téléphonique, qui a eu lieu «*à l'initiative malienne*», Vladimir Poutine et Assimi Goïta ont «*souligné l'importance de régler la situation autour de la République du Niger uniquement par des moyens pacifiques politico-diplomatiques*», a précisé la présidence russe dans un communiqué, ce 15 août.

Cet appel intervient alors que la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), tout en privilégiant la voie du dialogue, a donné la semaine dernière son feu vert à une intervention armée contre les militaires qui ont pris le pouvoir le 26 juillet au Niger, en activant sa «*force en attente*».

Vladimir Poutine s'est également exprimé sur la situation en Afrique dans un message vidéo diffusé ce 15 août à la Conférence sur la sécurité internationale organisée près de Moscou.

Dans ce message, il a accusé «*les Etats-Unis et leurs alliés*» d'avoir entraîné la «*destruction*» de l'Etat libyen avec leur intervention militaire en 2011, ce qui, selon Poutine, a ensuite exposé les pays du Sahel et la République centrafricaine à des menaces «*directes issues des nombreux groupes terroristes*».

Choïgou accuse l'Occident de maintenir les foyers de conflits en Afrique

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a pour sa part accusé l'Occident de «*maintenir des foyers de conflits*» sur le continent africain afin de profiter des ressources naturelles de ses anciennes colonies.

«*Une multitude de groupes antigouvernementaux et terroristes sont utilisés à ces fins*», a-t-il affirmé lors de cette conférence. Il a assuré que le ministère russe de la Défense allait «*continuer à renforcer sa coopération dans le domaine militaire et technique avec les pays d'Afrique*», en qualifiant «*la lutte contre le néo-colonialisme et la menace terroriste*» de «*fondement*» de la coopération entre Moscou et les pays africains.

Inde.

Voilà ce qui les réjouit.

Consommation. En Inde, le marché des boissons alcoolisées est en plein boom - courrierinternational.com 14 août 2023

L'Inde est devenue l'un des marchés de l'alcool à la croissance la plus rapide du monde, apprend-on dans *The Hindu*. La consommation d'alcool augmente, ce qui va à l'encontre des tendances mondiales, explique le quotidien anglophone. Elle devient aussi plus raffinée, plus sophistiquée. "*La génération Y et la génération Z préfèrent la sophistication aux shots, le luxe tranquille des cocktails artisanaux et la socialisation réduite avec leur propre* 'tribu', *même si avec la qualité, le prix de ce qui est dans leur verre augmente aussi*."
L'Inde serait le premier marché pour le whisky, le rhum et le brandy. Et alors que le marché mondial des boissons alcoolisées devrait connaître une croissance aux alentours de 1 à 2 % en volume et en valeur par an, le marché indien connaît un taux de croissance de 6,8 %.

Et sur les "*segments premium tels que celui du whisky, les statistiques indiquent une croissance phénoménale de 61 %*". Ce boom repose "*sur une richesse croissante, y compris dans les petites villes, car l'économie fait preuve de résilience et les clients se tournent vers de meilleures marques et de nouvelles catégories de luxe émergentes*".

"*Les jeunes consommateurs sont aujourd'hui plus prudents quant au choix de l'alcool et plus respectueux des limites. Mais plus de gens boivent*." courrierinternational.com 14 août 2023

J-C – Ils visent la jeunesse ces salopards…

Les Indiens ne sont pas plus riches qu'avant, sauf que depuis l'Inde a accéléré sa mise en conformité aux standards de la mondialisation. Et surtout, la population a rajeuni, aujourd'hui les deux tiers de la population indienne ont moins de 35 ans, et près de la moitié moins de 25 ans.

Autrefois un Indien disposait d'à peine 1.000 roupies par mois pour faire vivre une famille entière. Chaque paisa dépensée voyait fondre rapidement ce qui restait pour faire face à tous les besoins, il était donc impossible de dépenser d'importantes sommes d'argent dans l'alcool

sans que cela se voit, sans que cela soulève la réprobation générale et mettre en danger sa famille sur le plan alimentaire.

Dorénavant, les besoins ont été multipliés, le salaire minimum avoisine 10.000 roupies, les revenus sont diversifiés ou souvent plusieurs personnes travaillent dans la même famille, les charges fixes et les prix ont explosés, toujours est-il qu'ils se retrouvent avec entre les mains des sommes d'argent beaucoup plus importantes qu'hier, ce qui leur permet d'en dépenser davantage dans l'alcool sans que cela se voit au détriment de leur alimentation ou santé et tourne parfois au drame, parce qu'ils sont toujours aussi pauvres ou peut-être même plus encore, si on mettait dans la balance leur qualité de vie qui n'a cessé de se détériorer après un brève espoir d'amélioration qui a fait long feu.

BRICS.

L'Occident fait de la paranoïa au sujet du sommet des BRICS - 9 aout 2023

https://lesakerfrancophone.fr/loccident-fait-de-la-paranoia-au-sujet-du-sommet-des-brics

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 22 août 2023.

Quelle est la réponse de la classe dominante à la crise du capitalisme et à la lutte de classe du prolétariat, qui remettent en cause les rapports sociaux de production, les inégalités entre les classes sur lesquelles reposent son hégémonie et l'existence du système économique capitaliste ? Comment aborder cette question ?

La pensée officielle dictée par les tyrans qui siègent au Forum économique mondial n'est pas du domaine de l'information, de l'instruction, de l'éducation, elle n'a aucune valeur scientifique, progressiste, humaniste, elle est du domaine de la désinformation, du scientisme, du nihilisme, par nature elle est nuisible à l'espèce humaine, malveillante envers l'humanité toute entière, criminelle et sadique envers tous les peuples, c'est de la croyance ou de la propagande idéologique à l'état pur destinée à soumettre la population à une politique résolument tournée contre ses intérêts, antisociale, liberticide, ultra réactionnaire, fascisante, d'où le régime de terreur qu'elle impose à toute la population digne de l'Inquisition ou du maccarthysme instauré particulièrement contre tous ceux qui la contestent même à la marge ou s'y opposent résolument.

Le progrès économique s'est traduit par le progrès social sur fond de lutte de classes permanente. Il a permis à pratiquement toutes les couches de la population d'accéder à des conditions d'existence meilleures qu'autrefois, de bénéficier d'un mode de vie relativement confortable pour l'immense majorité d'entre elles moyennant d'importantes concessions ou compromissions, d'importants sacrifices relayant leurs aspirations démocratiques ou à la liberté aux oubliettes, au point d'oublier que ces aspirations à la fois individuelles et collectives étaient en quelque sorte ce qui différenciaient l'espèce humaine des autres espèces animales, ce qui avait servi de levier au développement de la civilisation humaine de nos jours remise en question par une poignée de ploutocrates qui sont parvenus à accumuler richesse et pouvoir dans des proportions si gigantesques, qu'ils sont dorénavant en mesure de dicter leur loi infâme au reste de la population mondiale vouée à l'esclavage et à la barbarie si elle ne s'organise pas et ne se soulève pas pour abolir le système économique d'où ils détiennent tous leurs pouvoirs.

Pour employer un registre de langue simplifié, cela revient à dire que le fric à tout pourri du haut en bas de la société, sur fond de profonde ignorance, de cupidité, d'avidité, les hommes ont eu la faiblesse de se laisser séduire (acheter) par le désir de s'enrichir par n'importe quel moyen, parce que l'argent ouvrirait toutes les portes, celle du pouvoir, de dominer les autres en étant indifférent à leur sort, chacun croyant s'en tirer individuellement sans se soucier de la marche de la société, de son orientation, chacun pour sa gueule en somme, y compris au sein de chaque famille, comme si collectivement notre destin n'était pas lié depuis la nuit des temps, celui de tous les peuples, dont certains s'en tirent mieux que d'autres littéralement sacrifiés, leurs richesses pillées.

Vous avouerez que pour justifier une aussi monstrueuse injustice au nom de son petit confort individuel, et dans le même temps se faire passer pour une personne évoluée, consciente, démocrate ou humanisme, il en faut une certaine dose d'hypocrisie, de lâcheté, de cynisme, de corruption idéologique, à ce prédateur dans lequel se reconnaîtront tous ceux qui ne font que profiter des conditions qu'ils ont trouvées à leur naissance ou des avantages que la société leur octroie sans s'intéresser à son orientation, sans jamais participer à la lutte de classe, jusqu'au jour où ces conditions sont devenues franchement invivables.

Chacun peut constater que les grands discours ne mènent à rien, la rhétorique savante non plus, quand la parole du plus niait ou du plus malfaisant rivalise avec celle du plus savant ou que celle du premier conteste l'autorité de la seconde, il y a lieu de penser qu'elles se valent ou que toutes deux comportent tant de lacunes ou faiblesses qu'elles demeurent incompréhensibles entre elles. Autrement dit, elles peuvent faire l'objet d'une manipulation par un élément extérieur sans qu'aucun n'en ait conscience, toujours est-il qu'ils demeurent incapables de communiquer ensemble ou de se comprendre mutuellement, le niait parce qu'il ne peut pas se hisser au niveau du savant, et le savant parce qu'il ne peut pas s'abaisser au niveau du niait ou il ne prend pas en compte que son comportement est dicté par les conditions de vie qui lui sont imposées et pas par autre chose.

Dans ce portail ou ce courant politique, on essaie de les réconcilier, de faire en sorte qu'ils puissent communiquer et se comprendre pour progresser ensemble dans la même direction, dans la bonne direction, celle de leur émancipation, du socialisme. On doit adapter notre discours de sorte qu'il soit compréhensible par le plus grand nombre, du niait au scientifique. Au cours des trois dernières années, en côtoyant directement ou indirectement un tas de scientifiques ou intellectuels, des personnes en principe évoluées, des universitaires, des diplômés bac + 10, des militants censés plus conscients que la moyenne, je me suis aperçu qu'en réalité ils baignaient tous dans une confusion aussi importante que notre niais, parfois pire même, toujours est-il, ils demeurent incapables de penser leur destin autrement que sur le plan individuel ou en le privilégiant.

S'ils sont aussi bornés et paraissent limités intellectuellement, c'est justement parce qu'ils ne tiennent pas à modifier leur mode de pensée égoïste, ils se privent ainsi que tout ce qui se situe au-delà, c'est-à-dire l'essentiel de la connaissance présente et à venir, soumis à cette limite aussi infranchissable que l'horizon restreint que leur offre le capitalisme, leurs démonstrations ou argumentations s'en ressentent forcément ou elles sont somme toute assez insignifiantes ou renferment plein de contradictions, dès lors on comprend pourquoi ils sont contestés de partout, et finalement ils ne servent pas à faire avancer notre cause. C'est ce qui m'avait amené à les traiter d'idiots, avec tout le respect que je leur dois par ailleurs, je ne suis pas dans le procès d'intention, j'essaie d'expliquer simplement pourquoi on ne peut pas se conduire comme un niais sans en récolter les conséquences.

On ne s'adresse pas particulièrement aux niais parce qu'ils seraient les plus nombreux, mais parce que si un niais peut nous comprendre, les autres le peuvent également, c'est aussi simple que cela. Voyez depuis quelque temps les polémiques qui animent la médecine, vous verrez qu'elle est passée à côté des choses les plus simples, qui énumérées simplement sont à la portée de tous sans avoir fait d'études en médecine.

Ce que je vous propose en somme ressemble à un cours de démocratie au moyen de la linguistique destiné à l'ensemble des travailleurs, du balayeur au savant, dans lequel on aborde tous les sujets qui nous tombent sous la main.

Qui détient tous les pouvoirs ?

J-C – Pour autant, ils ont besoins de représentants et d'institutions nationales pour imposer leur pouvoir aux peuples, il suffit donc de des virer et de les abolir, puis de les exproprier, pour qu'ils ne détiennent plus aucun pouvoir. Nous sommes le nombre, c'est parfaitement possible, sauf qu'apparemment cela n'intéresse personne ou pas grand monde, personne n'y croit, il est bien là le drame !

Qui sont ces « *inconnus* » qui incarnent le nouvel ordre mondial ? par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 17 août 2023

Dans cet article, je voudrais faire l'effort d'identifier clairement les personnes qui se trouvent derrière ces groupes « *tout-puissants* » qui prétendent nous imposer leur Nouvel Ordre Mondial.

Mais avant de savoir qui fait quoi, qui est derrière telle ou telle organisation, commençons tout d'abord par constituer le puzzle de ces organisations afin d'y voir plus clair ; afin de comprendre comment cette toile d'araignée totalitaire s'est tissée tranquillement avec l'approbation ignorante des peuples !

https://www.mondialisation.ca/qui-sont-ces-inconnus-qui-incarnent-le-nouvel-ordre-mondial/5680515?doing_wp_cron=1692353201.2179698944091796875000

Commentaire d'internautes.

- Tous ces organismes et organisations sont des moyens exécutifs.

Le pouvoir est détenu par les 13 familles qui sont associées dans Vanguard qui est un fonds d'investissement non coté en bourse donc qui ne publie pas son bilan ni le nom de ses propriétaires. Vanguard est propriétaire de BlackRock, gestionnaire de fortunes, qui contrôle de 10 à 30 % dans toutes les grandes entreprises technologiques (Google, FaceBook, Paypal, etc.), dans toutes les grandes entreprises multinationales, toutes les banques, toutes les entreprises du Cac40, etc.

La fortune de ces 13 familles fait boule de neige, ils finiront par être propriétaires de toutes les entreprises du monde, tous les biens immobiliers, toutes les terres, etc. Parmi ces 13 familles, il y a la famille royale d'Angleterre, celle des Pays-Bas, Forbes, Rothschild, Rockefeller, Lazare, Vanderbilt, Dupont de Nemours.

Voilà les vrais maîtres, tous les autres, Klaus Schwab, Bill Gates, sont des valets, il y en a environ 20 000 dans le monde, très bien payés, mais toujours sur la sellette, pouvant être ruinés et déshonorés du jour au lendemain.

A lire.

Un nouveau livre révèle que le massacre de la place Tiananmen ainsi que d'autres ont été fabriqués par les États-Unis

https://reseauinternational.net/un-nouveau-livre-revele-que-le-massacre-de-la-place-tiananmen-ainsi-que-dautres-ont-ete-fabriques-par-les-etats-unis/

Totalitarisme. Youtube accélère la chasse aux sorcières pour le compte de Big Pharma/Davos.

Youtube va supprimer tous les contenus liés à la désinformation médicale et faisant la promotion de faux remèdes - midilibre.fr 15 août 2023

Ce mardi 15 août 2023, la plateforme Youtube a annoncé dans un billet de blog, qu'elle allait supprimer, dans les semaines à venir, toutes les vidéos liées à la désinformation médicale. Mais aussi celles faisant la promotion de traitements nocifs non reconnus par les autorités sanitaires.

Afin de protéger les internautes, beaucoup de vidéos seront supprimées de la plateforme dans les semaines à venir.

Trois catégories fixées par la plateforme

La plateforme Youtube a annoncé via un billet de blog qu'elle allait supprimer massivement tous les contenus liés à la désinformation médicale dès ce mardi 15 août. Le site a notamment précisé qu'il n'est pas "*une plateforme de distribution d'informations qui pourraient nuire aux gens*".

Ainsi pour qu'une vidéo soit supprimée, elle devra appartenir à l'une des trois catégories mises en place par la plateforme : la désinformation sur la prévention, la désinformation sur le traitement et le déni de désinformation. Ce dernier couvre par exemple le contenu niant que des personnes soient mortes du Covid-19.

Le cancer est l'une des principales causes de décès dans le monde

La filiale de Google consacre par ailleurs une partie au cancer. Elle y indique notamment : "*Lorsque les patients atteints de cancer et leurs proches sont confrontés à un diagnostic, ils se tournent souvent vers des informations en ligne pour rechercher des symptômes, se renseigner sur les parcours de traitement"* et ajoute : "*Notre mission est de nous assurer que, lorsqu'ils se tournent vers YouTube, ils peuvent facilement trouver du contenu de haute qualité provenant de sources de santé crédibles.*"

Youtube précise que "*le cancer est l'une des principales causes de décès dans le monde*" et qu'"*il existe un consensus stable sur les traitements sûrs contre le cancer de la part des autorités sanitaires locales et mondiales*".

Les vidéos de médecines alternatives seront supprimées

Par conséquent, les vidéos relatives à des pseudosciences alternatives, faisant la promotion de "*traitements qui sont considérés comme nocifs par les autorités sanitaires*" et décourageant "*les internautes de rechercher un traitement médical auprès d'un professionnel*" seront bannies. midilibre.fr 15 août 2023

J-C – A ne jamais oublier. Les « *autorités sanitaires* » en question ont plus de 100.000 victimes innocentes de la covid-19 à leur actif, pour n'avoir pas mis à leur disposition les molécules efficaces contre cette maladie somme toute banale qui auraient permis de leur sauver la vie.

Terrorisme. Dans la rubrique, ces salopards qui veulent vous rendre dingues.

J-C - L'air de rien cela participe de leur campagne mondiale de surveillance ou de prévention pour obliger la population à changer de comportement ou à adopter celui qu'ils lui dictent**.**

Quel âge a votre cœur ? Ce quiz révèle votre risque de crise cardiaque ou d'AVC au cours des 10 prochaines années - Yahoo 21 août 2023

Votre santé vous inquiète ? Un simple test, mis au point par plusieurs scientifiques, permettrait d'estimer votre risque d'avoir une crise cardiaque ou un AVC au cours de la prochaine décennie.

Il est particulièrement indiqué à celles et ceux dont l'inquiétude est grandissante mais qui ont la détermination d'améliorer leur mode de vie. Yahoo 21 août 2023

Un autre regard sur la médecine auquel j'adhère.

J-C – Confirmation que les bases de la médecine moderne étaient erronées. A suivre.

Les clefs du cancer, comprendre pour guérir ! - Dr Laurent Schwartz

Le Dr Laurent Schwartz est cancérologue et radiothérapeute :

https://www.youtube.com/watch?v=_kq3FX9B4-8

Quelques éléments que j'ai retenus.

Le cancer fermente. L'effet Warburg. Pour être malade, il faut que des cellules fermentent, et pour qu'elles fermentent, il faut un excès électronique.

Cette maladie électronique du métabolisme se produit en fumant, en buvant, en absorbant des produits chimiques, en ayant un génome anormal, etc.

Le cancer est une maladie du métabolisme causée par un excès d'électrons. Dans toutes les maladies vous retrouverez une altération de cette pression électronique, un potentiel rédox. Le potentiel rédox (ou potentiel d'oxydo-réduction) est le degré d'aptitude d'une substance à en oxyder ou réduire une autre.

Un oxydant est une espèce chimique (atomes, ions, molécules) capable de gagner un ou plusieurs électrons. C'est une espèce qui contient un élément dont le nombre d'oxydation peut diminuer. Un réducteur est une espèce chimique (atomes, ions, molécules) capable de perdre un ou plusieurs électrons.

Dans le langage courant, l'oxydation est la réaction chimique dans laquelle un composé chimique (par exemple) se combine avec un ou plusieurs atomes d'oxygène, comme l'oxydation du fer "*Fe*" qui produit la rouille : $4\ Fe + 3\ O2 \longrightarrow 2\ Fe2O3$.

Dans les années 1930, lors de ses observations sur des cellules cancéreuses, Otto H. Warburg remarqua une concentration anormalement élevée d'ions lactate, l'un des sels de l'acide lactique. Or, cet acide est typiquement le résultat d'une fermentation du glucose.

Le métabolisme des cellules cancéreuses décrit par Otto Warburg est devenu une marque spécifique associée au cancer, appelée « *effet Warburg* ». Les cellules cancéreuses puisent leur énergie essentiellement à partir du glucose, à travers la glycolyse, afin de répondre à leurs besoins en énergie, mais également à leur besoin en biomasse nécessaire à leur division accrue.

En présence d'oxygène, la plupart des cellules différenciées métabolisent le glucose en pyruvate dans le cytoplasme, puis en dioxyde de carbone au cours du cycle de Krebs dans le compartiment mitochondrial. Cette réaction permet une production maximale d'ATP et une production limitée de lactate (forme ionisée de l'acide lactique). Cette réaction n'est possible qu'en présence d'oxygène : c'est la glycolyse aérobie observée dans toutes les cellules saines. À l'inverse, la glycolyse anaérobie est utilisée par plusieurs types cellulaires afin d'approvisionner en lactate un autre type cellulaire à proximité, comme dans l'exemple du couplage métabolique entre astrocytes et neurones. Cette réaction convertit le glucose en acide lactique en absence d'oxygène, produisant ainsi de grandes quantités de lactate et peu d'ATP.

Les cellules en phase proliférative ont besoin de ressources énergétiques et organiques afin de reproduire les composants de la cellule (ADN, membranes, protéines). Le glucose est essentiel car, outre l'ATP, il fournit également les intermédiaires métaboliques qui participent aux réactions anaboliques. Dans le cas des cellules tumorales, la captation cellulaire de glucose et sa dégradation sont accrues, en l'absence ou en présence d'oxygène, pour permettre aux cellules de satisfaire la demande en dérivés glycosylés nécessaires à la prolifération cellulaire rapide.

Il a été montré que de forts taux de glucose accélèrent la prolifération des cellules cancéreuses, alors que la privation de glucose mène à une apoptose. (Mort génétiquement d'une cellule. – J-C)

Si j'ai bien compris, un excès de sucre ou un manque d'oxygène au niveau des cellules ne permettrait pas de brûler le glucide qu'elles contiennent et provoquerait un tas de maladies.

Dr Laurent Schwartz - Votre cellule peut faire deux choses, soit elle brûle et vous faites du gaz carbonique et de l'eau, les cellules ne peuvent pas se diviser elles brûlent, ce sont des cellules en bonne forme, si les cellules ne peuvent pas brûlent elles vont synthétisées, et ce qu'elles vont synthétiser va être la raison des maladies, du cancer... Dans toutes les maladies vous passez en synthèse, dans toutes les maladies vous avez une incapacité des cellules malades de brûler.

https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/full_html/2013/11/medsci20132911p1026/medsci20132911p1026.html

Le blog du Dr Laurent Schwartz

https://dr-laurentschwartz.com/temoignages/

https://dr-laurentschwartz.com/la-recherche-2/

vidéo. Conférence. Dr Laurent Schwartz. Quelle équation pour le cancer et la biologie.

https://www.youtube.com/watch?v=odgA7ZE3ElY

vidéo. Conférence. L'équation de la vie, par Laurent Schwartz

https://www.youtube.com/watch?v=5sdydK9fEWw

Paradis artificiel, sauf sur Terre ! Défoncez-vous et foutez nous la paix.

En Allemagne, *"la fumette en voie de légalisation"* - courrierinternational.com 17 août 2023

Le gouvernement d'Olaf Scholz a finalisé, le 16 août, son projet de légalisation du cannabis récréatif. S'il demeure critiqué, le texte pourrait être adopté d'ici la fin de l'année, prédit "*Die Tageszeitung*". La législation allemande deviendrait alors l'une des plus libérales d'Europe. courrierinternational.com 17 août 2023

Drogue. Depuis la dépénalisation en Thaïlande, les jeunes sont de plus en plus nombreux à consommer du cannabis - courrierinternational.com 31 octobre 2022

La Thaïlande a dépénalisé en juin 2022 la culture du cannabis chez soi et sa consommation. Le nombre des moins de 20 ans en consommant a été multiplié par deux. Une situation inquiétante, selon les médecins. courrierinternational.com 31 octobre 2022

Légalisation. À New York, les boutiques illégales de cannabis poussent comme des champignons - courrierinternational.com 28 décembre 2022

Depuis que l'État de New York a légalisé la marijuana à des fins récréatives, les coffee shops fleurissent. Les autorités hésitent à réprimer ces commerces dépourvus de licences, qui risquent pourtant de siphonner le marché officiel, raconte "*The New York Times*". courrierinternational.com 28 décembre 2022

Pour faire la guerre et la gagner, vaut mieux être bien armé

Carl von Clausewitz un officier supérieur et théoricien militaire prussien (1780-1831). Il est l'auteur en particulier d'un traité majeur de stratégie militaire intitulé De la guerre, publié, post-mortem, par son épouse Marie von Brühl à partir de ses notes. Ces citations en sont tirées. Son enseignement est valable pour la guerre en général, y compris la guerre entre les classes sociales. C'est à ce titre qu'on devrait l'étudier.

- La haine peut tout à fait jeter l'un contre l'autre les peuples les plus policés.

- Quand la supériorité absolue n'est pas possible, vous devez rassembler vos ressources pour obtenir la supériorité relative au point décisif.

- La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens.

- Le dessein politique est le but, la guerre est le moyen, et un moyen sans but ne se conçoit pas. (Donc un but économique. - J-C)

- La théorie doit être une observation, non une doctrine.
C'est une investigation analytique de l'objet qui aboutit à sa connaissance et, appliquée à l'expérience, en l'occurrence l'histoire, entraîne la familiarité avec cet objet. Plus elle atteint ce but, plus elle passe de la forme objective d'un savoir à la forme subjective d'un pouvoir.

- La théorie existe pour que chacun n'ait pas, à chaque fois, à mettre de l'ordre et à se frayer une voie, mais trouve les choses ordonnées et éclairées: elle est destinée à éduquer l'esprit du futur chef de guerre.

- La conduite de la guerre en elle-même est une chose très difficile, cela ne fait pas le moindre doute ; la difficulté ne tient cependant pas à ce qu'une érudition particulière ou un grand génie seraient requis pour saisir les véritables principes de la conduite de la guerre ; n' importe quelle tête bien organisée en est capable, pour peu qu'elle n'ait pas de préjugés et qu'elle ne soit pas totalement ignorante de la chose. Même l' application de ces principes sur la carte et sur le papier ne présente aucune difficulté, et le fait d' avoir esquissé un bon plan d' opérations ne représente pas non plus un grand chef-d' œuvre. Toute la difficulté consiste en ceci :

Rester fidèle dans l'exécution aux principes qu'on s'est fixés.

- C'est certainement un des principes les plus importants et les efficaces de la stratégie que de mettre séance tenante à profit un succès de quelque manière qu'on l'ait conquis, autant que les circonstances le permettent, car tous les efforts que l'on fait pendant que l'adversaire est dans cette crise, sont d'une efficacité bien plus grande que dans la suite.

- Si sauvage qu'elle soit par nature, la guerre n'en porte pas moins la marque des faiblesses humaines, et la contradiction que nous constatons ici, c'est à dire le fait que l'homme cherche et crée le danger tout en le redoutant, ne surprendra personne.
Si nous jetons un coup d'œil sur l'histoire militaire en général, nous voyons qu'en fait il se passe exactement le contraire d'une avance incessante vers le but, que l'arrêt et l'inaction sont de toute évidence l'état normal de l'armée en guerre, et que l'action est une chose exceptionnelle.

- La guerre est une violence en action, et son usage n'est limité par rien ; chacun des adversaires impose à l'autre sa loi, d'où découle une interaction qui ne peut manquer, conformément à l'essence du sujet, de mener aux extrêmes.

- La guerre n'éclate pas de façon tout à fait soudaine : son extension n'est pas l'œuvre d'un instant. Chacun des deux adversaires peut donc dans une large mesure se former une opinion de l'autre d'après ce qu'il est et ce qu'il fait en réalité, et non d'après ce qu'en théorie il devrait être et devrait faire.

- En guerre, tout ce qu'on ne fait pas en pleine connaissance de cause, avec une détermination totale, est voué à l'échec ; (…) Par manque d'assurance le général et donc son armée ne vivent que dans l'angoisse et les sombres pressentiments, qui en conséquence ne tardent pas à se vérifier.

- L'esprit d'entreprise et le courage sont des choses purement subjectives qui ne peuvent pas être imposées.

- L'analyse des forces morales occupe une place importante dans l'étude de la tactique.

- La guerre est une lutte qui consiste à sonder les forces morales et physiques au moyen de ces dernières.

- Ne nous y trompons pas, il n'est pas question ici de formules et de problèmes scientifiques. En fait les rapports matériels sont très simples. Ce qui est plus difficile, c'est de comprendre les forces morales qui entrent en jeu.

- Le combat ne peut pas être uniquement l'objet d'un calcul mathématique car les forces morales sont difficilement quantifiables.

- Toute guerre accepte la faiblesse humaine et essaye de l'exploiter

- L'avantage de l'attaquant parvient de l'effet de surprise qui résulte du fait qu'il peut "*jouer en deuxième*" car il connaît les préparatifs de la défense.

- La grande bataille implique la destruction du courage de l'ennemi plutôt que de ses soldats.

- La destruction relève, pour le défenseur, d'avantage de la destruction des forces morales de l'ennemi et donc de sa "*volonté de conquête*".

- La tactique est la théorie de l'emploi des forces au combat alors que la stratégie est celle de l'emploi des combats en vue de la décision finale.

- Ses définitions de la tactique et de la stratégie reflètent cette approche. Les deux se caractérisent par une fin (victoire/but militaro-politique) et un moyen particulier (forces armées/combat).

- Il est donc naturel que celui qui met le premier en action le concept de guerre et qui conçoit l'idée de deux partis opposés, soit aussi le premier à dicter ses lois à la guerre, et qu'il soit le défenseur.

- Rien d'autre ne peut espérer contrecarrer cette mollesse du tempérament, cette inclination aux sentiments confortables, qui abaissent un peuple quand l'aisance augmente et quand l'activité commerciale s'accroît.

J-C - Elles se traduisent aussi par un avilissement moral et une paresse intellectuelle, au-delà par un individualisme forcené et un mépris envers ceux qui n'en profitent pas, les couches inférieures de la société...

Le développement du capitalisme a abouti au consumérisme et à la surpopulation qui dorénavant menacent la survie de notre espèce. Pourquoi l'oligarchie financière a-t-elle décidé de s'attaquer maintenant à l'un et l'autre et pas avant ? Parce que c'était impossible, tous les deux étaient nécessaires pour qu'elle puisse conserver son hégémonie et accroître son pouvoir, elle avait aussi besoin que les masses soient instruites et éduquées, ce qui n'est plus le cas de nos jours.

Elle a créé la surpopulation et elle s'emploie à mettre en place les moyens de la réduire en recourant à des méthodes expéditives, violentes ou autoritaires, car seules des masses évoluées peuvent adopter son idéologie pour parvenir à ses fins, des masses incultes seraient hors de contrôle, et dans une certaine mesure préjudiciable, il serait impossible de leur imposer des mesures contraires à leurs intérêts.

Lu dans La Tribune des travailleurs (POID).

Extraits.

« *J'ai dû choisir entre un frigo rempli et des vacances à la mer* » : à l'instar de cette mère de famille interrogée par Le Parisien, de 35 à 40 % de la population – dont un million d'enfants pour la seule Île-de-France – ne partiront pas du tout en vacances cette année, un nombre bien plus élevé que celui des années précédentes. Principale raison : le « *manque de moyens aggravé par des prix qui explosent* », l'inflation constituant « *un facteur de bascule* ».

Même semaine : Les Échos rapportent qu'en conséquence de l'explosion des prix le volume des dépenses alimentaires a baissé de 11,4 % en dix-huit mois. Cette chute qui « *n'a aucun*

précédent depuis 1980 » contraint un nombre grandissant de ménages à sauter un repas par jour.

Même semaine : Le Monde salue « *la santé de fer du CAC 40* ». Soulignant *« les excellents résultats* » – plus de 85 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre – des quarante entreprises les plus importantes de la Bourse de Paris, le quotidien précise que « *l'inflation n'a pas pesé sur les marges* ».

Trois médias, trois informations : n'y a-t-il pas un lien ?

N'y a-t-il pas un lien entre l'inflation qui prive les enfants de vacances et réduit l'alimentation des familles et « *la santé de fer du CAC* 40 » à l'abri de l'inflation ?

Que faire ? Combattre pour que l'unité se réalise de toutes les forces qui se revendiquent des travailleurs et de la démocratie, combattre pour imposer la confiscation des honteux profits spéculatifs et leur affectation aux besoins de la population, combattre pour l'unité pour le blocage des prix et l'indexation des salaires sur l'inflation constatée par les organisations ouvrières elles-mêmes.

En un mot : combattre pour un gouvernement au service de la majorité et non plus du CAC 40. Un gouvernement qui garantisse à chaque enfant de pouvoir partir en vacances et à chaque famille de pouvoir se nourrir correctement. Un gouvernement qui renonce à la politique néocoloniale de pillage et d'intervention militaire en Afrique, qui respecte la souveraineté des peuples et affecte les gigantesques budgets militaires aux besoins du peuple.

En un mot : combattre pour un gouvernement de la majorité qui n'hésite pas à s'en prendre aux intérêts de la poignée de capitalistes, banquiers et spéculateurs. Et dans ce but, rejoindre le parti ouvrier.

J-C - Il se trouve cependant que "*toutes les forces qui se revendiquent des travailleurs et de la démocratie"* les ont trahis à de multiples reprises, elles ne partagent pas non plus cette orientation politique, de plus elles sont viscéralement hostiles au socialisme ou n'incarnent pas les intérêts des travailleurs, le mouvement ouvrier est sur une ligne réactionnaire ou opportuniste.

Par ailleurs, "*combattre pour un gouvernement de la majorité*" n'a aucun sens ou ne veut rien dire à l'heure actuelle, dès lors que chacun peut constater que cette majorité manifeste depuis des décennies ou plus encore, qu'elle est totalement subordonnée au capitalisme et qu'elle n'envisage nullement de rompre avec lui, les trois dernières années qui viennent de s'écouler depuis janvier 2020, et l'imposition de la dictature sanitaire puis climatique le prouve suffisamment si nécessaire.

Combattre pour construire "*le parti ouvrier*", c'est avant tout combattre pour le socialisme, or ce combat est très exigeant ou nécessite de faire preuve d'une grande rigueur, il doit être mené dans le respect des principes que l'on a adoptés et que l'on ne peut brader sous aucun prétexte, autrement dit, le combat pour le socialisme est incompatible avec toute espèce d'illusions dans ses ennemis qui ne peuvent être que des éléments de démoralisation et de dislocation de nos forces sur le long terme.

Combattre pour le socialisme, c'est combattre la réaction et ses suppôts avec une détermination sans faille sur tous les fronts à la fois sans rien leur concéder. C'est montrer aux travailleurs et militants que tout se tient sur le plan idéologique et politique, que le programme économique appliqué Macron et l'orientation de la situation à l'échelle mondiale imposée par les sommets de l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme, constitue leur réponse à la crise du capitalisme et à ses contradictions exacerbées qu'ils entendent faire payer à tous les peuples. C'est la réponse à la lutte de classe que mène le prolétariat mondial, qui exige que ses besoins sociaux et ses aspirations démocratique soient satisfaits, exigence qui est évidemment incompatible avec le maintien de Macron au pouvoir, la survie des institutions de la Ve République et du capitalisme.

France.

Une histoire de vases communicants qu'il faut briser.

Millionnaires dans le monde : la France grimpe sur le podium - LePoint.fr 16 août 2023

2,8 millions de millionnaires en France, un chiffre en augmentation depuis 2021. À rebours de la tendance mondiale, qui voit le nombre de millionnaires baisser, l'Hexagone voit sa population d'ultrariches augmenter, comme l'indique un rapport d'UBS dévoilé par *Les Échos*.

Désormais troisième nation mondiale en nombre de millionnaires, la France en compte 25 de plus pour l'année 2022. Malgré son accession au podium, le pays reste loin derrière la Chine, qui en compte 6,3 millions de millionnaires, et bien sûr les États-Unis, au sommet avec 22,7 millions.

À la fin de l'année 2022, la France comptait 2 821 000 millionnaires. LePoint.fr 16 août 2023

En famille à l'extrême droite. Rien de tel qu'un flic pour diriger un Etat policier.

Présidentielle 2027 : Nicolas Sarkozy voit en Gérald Darmanin le successeur d'Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 16 août 2023

"*Je n'ai jamais aimé sa diabolisation*": l'éloge inattendu de Marine Le Pen par Nicolas Sarkozy dans son nouveau livre - BFMTV 17 août 2023

Dans le nouveau livre de Nicolas Sarkozy "*Le Temps des combats*", dont BFMTV a pu consulter des extraits, l'ancien président de la République salue la "*progression*" de la cheffe de l'extrême droite française. BFMTV 17 août 2023

Rien d'étonnant au berceau du groupe Bilderberg.

Pays-Bas: la droite libérale se dit prête à gouverner avec l'extrême droite - BFMTV 19 août 2023

Le parti de droite libérale de l'actuel Premier ministre néerlandais Mark Rutte a déclaré ce vendredi être prêt à gouverner aux côtés de l'extrême droite de Geert Wilders à l'issue des législatives anticipées du 22 novembre.

C'est une "*bonne nouvelle*", a réagi Geert Wilders sur X (ex-Twitter) à l'idée d'une coalition. BFMTV 19 août 2023

Totalitarisme. Ces monstres pourraient virer entre 800.000 et 1 million d'élèves des écoles.

Harcèlement scolaire : Les limites du décret de Gabriel Attal pour exclure les élèves harceleurs - Publicsenat.fr 21 août 2023

Le rapport sénatorial de la mission d'information sur le sujet faisait état de 800 000 à 1 million d'enfants victimes chaque année de harcèlement scolaire sur les 12 millions de scolarisés.

« *C'est bien, c'est ce que nous demandions, se réjouit Sabine Van Heghe, sénatrice socialiste du Pas-de-Calais et présidente de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement. Mais il ne faut pas que ça se limite à une possibilité, il faut que ce soit réellement appliqué* ».

La disposition s'attaque également aux auteurs de cyberharcèlement qui pourront être sanctionnés même s'ils n'appartiennent pas à l'établissement scolaire de l'enfant harcelé.

« *Le fait de changer d'école un élève harceleur c'est un signal parce qu'il n'est plus avec ses copains et dans son environnement, mais c'est aussi un échec, ça veut dire qu'on ne l'a pas repéré avant* », analyse Marie Mercier, sénatrice Les Républicains (LR) de Saône-et-Loire à l'origine de cette proposition de loi. Publicsenat.fr 21 août 2023

J-C - Généralement les parents envoient leurs enfants dans l'école la plus proche de leur domicile, ainsi les gosses qui seront virés de leur école et qui y allaient sans doute déjà à reculons, devront se lever plus tôt le matin pour y aller, et ils rentreront plus tard en fin de journée, sans parler des frais de transport supplémentaire pour ces familles. Bref, ils auront le droit à la double, à la triple peine, pourquoi, parce qu'ils sont mal à l'aise dans cette société ou ils ne parviennent pas à se faire une place ou leurs familles font face à des difficultés de tout ordre, qui leur pourrissent la vie et ne leur permettent pas de s'occuper de leurs enfants comme elles le voudraient.

L'injustice frappe toujours les plus faibles.

Quand je me suis retrouvé en 3è à l'école privée confessionnelle Saint Joseph, rue Emile Verhaeren à Saint-Cloud, en 1970, je devais être le gosse le plus pauvre de tout l'établissement, comme chaque fois !

Le premier jour, lors du premier cours, j'avais rangé tous mes livres et cahiers sur l'étagère située juste en dessous de la table de travail que je partageais avec un camarade de classe, son père était diplomate, le mien menuisier. La prof entra, on se releva, puis on s'assit. Ensuite, chaque élève se leva et se présenta. Je m'étais installé au fond de la classe, pas à la place des cancres, mais parce que j'avais appris à craindre le corps enseignant de ce genre d'établissement. Avant que mon tour arrive, le charmant collègue assis à côté de moi d'un geste du bras renversa tous mes livres sur le plancher en produisant un fracas épouvantable qui attira aussitôt le regard de la prof. En me fixant d'un air visiblement courroucé, elle me dit : - C'est vous qui avez fait cela, pourquoi ? Je lui expliquais ce qui s'est passé, et savez-vous ce qu'elle me répondit : - On verra cela ensemble plus tard, pour un début, vous faites fort dites-moi, comme si j'étais responsable de cet incident !

Durant toute l'année scolaire je serais collé toute la journée tous les jeudis, et quand je cumulais trop d'heures de colle, j'y allais le samedi toute la journée, l'horreur quoi ! J'ai fini par faire l'école buissonnière durant tout le dernier trimestre sans que mes parents s'en aperçoivent, c'est la raison pour laquelle j'ai loupé mon BEPC de 4 points. Suite à cela, alors que je pouvais aller en seconde au lycée, j'ai décidé de mettre un terme à ma scolarité pour aller travailler le plus tôt possible afin de pouvoir quitter le foyer familial violent et irrespirable...

J'ai fait là une des plus grosses conneries de ma vie, mais il faut bien reconnaître que j'y avais été poussé. J'ai détesté toutes les écoles où mes parents m'avaient envoyé, toujours très loin de chez nous, j'avais entre 45 minutes et 1h30 de transport matin et soir, l'enfer ! Je ne mangeais pas non plus à ma faim, j'étais fatigué, je somnolais en classe, ce fut une expérience très pénible. Entre guillemets ou en guise de paradoxe, j'ai finis ma carrière professionnelle comme prof de français en Inde pendant une courte période, après avoir passé un diplôme universitaire en France.

En famille, que la table est bonne. Au bercail ! Le « *double langage* », c'est leur marque de fabrique.

Union de la gauche : Jean-Luc Mélenchon fustige le « *double langage* » du Parti socialiste - Journal du Dimanche 17 août 2023

Lors d'une passe d'armes sur le réseau social X, Jean-Luc Mélenchon a étrillé le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, après que ce dernier a appelé la gauche et les écologistes à « *ne pas tomber dans la spirale mortifère de la division* ». « *Incorrigible double langage ! Faire l'union en se divisant aux élections sénatoriales et européennes ?* » s'est empressé de lui répondre le leader des Insoumis. Celui-ci a en effet plusieurs fois exprimé son désaccord quant au souhait du Parti socialiste de faire bande à part en vue des élections européennes de 2024. Journal du Dimanche 17 août 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

Association des climato-réalistes - La série de l'été sur le site de notre association nous est offerte par Robert Girouard, qui a fait une remarquable synthèse de l'ouvrage non moins remarquable d'Olivier Postel-Vinay Sapiens et le Climat.

Climat : beaucoup de bruit pour rien (1/4) - Association des climato-réalistes 15 juillet 2023

https://www.climato-realistes.fr/climat-beaucoup-de-bruit-pour-rien-1-4/

Climat, beaucoup de bruit pour rien (2/4) - Association des climato-réalistes 24 juillet 2023

https://www.climato-realistes.fr/climat-beaucoup-de-bruit-pour-rien-2-4/

Climat : beaucoup de bruit pour rien (3/4) - Association des climato-réalistes 31 juillet 2023

https://www.climato-realistes.fr/climat-beaucoup-de-bruit-pour-rien-3-4/

Beaucoup de bruit pour rien (4/4) - Association des climato-réalistes 7 août 2023

https://www.climato-realistes.fr/beaucoup-de-bruit-pour-rien-4-4/

L'Antarctique reste de glace devant le réchauffement climatique - reinformation.tv 18 août 2023

https://reinformation.tv/antarctique-glace-rechauffement-climatique-mille/

Du régime de la peur à celui de la terreur.

J-C – C'est bien cela, les monstres non-élus qui gouvernent le monde passent leur temps à terroriser et culpabiliser la population, pour qu'elle ne prenne pas en mains son destin…

L'ère de l'ébullition mondiale est arrivée - Association des climato-réalistes 1 août 2023

Article initialement publié le 31 juillet 2023 par Spiked (Traduit par Camille Veyres)

Il est temps de s'opposer à l'alarmisme écologique de nos élites médiévales.

Et c'est ainsi que nous sommes entrés dans une nouvelle ère. « *L'ère du réchauffement climatique est terminée, l'ère de l'ébullition mondiale est arrivée* », a déclaré António Guterres, le chef de l'ONU, la semaine dernière. Il est difficile de savoir ce qui est le plus grave : l'orgueil et l'arrogance de ce fonctionnaire mondialiste qui s'imagine avoir le droit de déclarer le début d'une nouvelle ère, ou la conformité servile des élites médiatiques qui ont avalé son décret délirant de la mort thermique imminente de la Terre. « *L'ère de l'ébullition mondiale est arrivée et elle est terrifiante* », pouvait-on lire en première page du Guardian, comme si la parole de M. Guterres était parole d'évangile et que chacune de ses déclarations était une vérité divine. Il est urgent de jeter les eaux de la raison sur ce discours délirant d'une planète « *en ébullition* ».

Guterres a lancé sa bulle néo-papale sur l'ébullition de notre monde en réponse aux vagues de chaleur qui ont frappé certains pays au cours des deux dernières semaines. « *Le changement climatique est là [et] c'est terrifiant »,* a-t-il déclaré. Nous voyons « *des familles fuir les flammes [et] des travailleurs s'effondrer sous une chaleur torride* » et « *ce n'est que le début* », a-t-il ajouté, faisant sa meilleure imitation d'un fêlé millénariste du Ier siècle. En fait, oubliez le « *changement climatique* », a-t-il dit. Oubliez aussi le « *réchauffement de la planète* ». Ce à quoi nous assistons, c'est à une ébullition. Tout cela nous rappelle le livre de Job, qui nous avertissait que le serpent Léviathan ferait « *bouillir les mers comme un chaudron* ». Le Léviathan est de retour, mais nous l'appelons désormais « *changement climatique* ». [https://biblehub.com/job/41-31.htm]

La vitesse obséquieuse avec laquelle les médias ont transformé le commandement de M. Guterres en une nouvelle de première page a été extraordinaire. Ils se sont comportés moins comme des journalistes que comme les scribes serviles de ce dieu séculier et de ses visions délirantes. Le monde entre dans une « *ère d'ébullition globale* », s'est écrié l'Independent, et nous « *savons qui est responsable* ». Pas de récompense pour deviner de qui il s'agit. C'est vous, moi et le reste de notre espèce. C'est toujours le cas. « *La planète est en ébullition* », a déclaré avec désinvolture un gros-titre, confirmant que la phrase effrayante de M. Guterres, sa ligne propagandiste sans doute élaborée avec l'aide de spin doctors dans une arrière-salle de l'ONU, est d'ores et déjà considérée comme un fait.

Presque instantanément, les médias ont commencé à faire la leçon à leurs lecteurs sur la façon dont ils pourraient contribuer à mettre un terme à l'évaporation imminente de notre planète. La chaîne australienne SBS nous a conseillé de « *réduire notre consommation de viande* », « *d'arrêter de conduire des voitures* » et« *de réduire les voyages en avion* ». En bref, il s'agit d'arrêter tous les plaisirs et de faire des sacrifices pour apaiser les dieux de la nature en colère. Même les radicaux autoproclamés se sont fait les porte-voix des sermons médiévaux de l'ONU. Novara Media a immédiatement adopté l'expression « *ébullition mondiale* » comme métaphore appropriée de l'impact incendiaire de l'humanité sur la Terre. Grattez un peu un marxiste, vous trouverez un malthusien.

Ne pourrions-nous pas faire preuve d'un peu d'esprit critique à l'égard de l'idée d'une « *ébullition mondiale* » ? La première chose qu'un esprit rationnel devrait noter, c'est que l'ébullition est la transformation d'un liquide en vapeur. Désolé d'être pédant, mais je pense que le sens des mots est important. Quelqu'un croit-il vraiment que notre planète est aujourd'hui si fantastiquement chaude que les lacs, les rivières et les mers vont bientôt commencer à s'évaporer ? Si ce n'est pas le cas – et vous ne devriez pas le croire, car c'est de la foutaise -, vous ne devriez pas utiliser une expression telle que « *ébullition mondiale* ». Un

professeur de physique climatique a d'ailleurs réprimandé M. Guterres, avec modération bien sûr, pour avoir commencé à « *s'écarter des preuves scientifiques sous-jacentes* ». En effet. La Terre n'est pas en ébullition et nous ne devrions pas dire qu'elle l'est.

Il y a d'autres raisons d'être sceptique face à l'hystérie de l'ébullition. Oui, il fait chaud dans certaines parties de l'Europe, mais il y a eu des vagues de chaleur tout au long de l'histoire, bien avant l'aube de l'industrie. De plus, le gouvernement grec affirme que la plupart des 667 incendies qu'il a connus au cours des quinze derniers jours ont été déclenchés « *par la main de l'homme* ». Ainsi, ces flammes féroces que nos élites vertes décrivent allègrement comme une punition de Mère Nature à l'égard de l'humanité sont principalement l'œuvre de pyromanes. Par ailleurs, le froid tue beaucoup plus que la chaleur. Les mois d'hiver froids, au cours desquels de nombreuses personnes âgées périront, seront-ils décrits par Guterres et ses apôtres comme une congélation mondiale, une nouvelle ère glaciaire ? Bien sûr que non. Il n'y a pas de points de propagande, pas d'occasions de dénigrer la modernité, dans l'alarmisme sur le froid.

Soyons clairs : « *ébullition globale* » n'est pas une expression factuelle ou scientifique. Il s'agit plutôt d'une nouvelle montée en puissance de la politique verte de la peur. C'est le dernier ajout au dictionnaire déjà bien rempli de la peur écologique. L'inflation économique n'est pas le seul problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, il y a aussi l'inflation des menaces. Le catastrophisme du changement climatique, en particulier, est regonflé pratiquement chaque semaine.

C'est pourquoi nous sommes passés du changement climatique à la crise climatique, puis à l'urgence climatique. Et c'est pourquoi nous passons maintenant du réchauffement climatique à l'ébullition mondiale. Le langage est utilisé pour terroriser les masses, pour nous faire sortir de notre soi-disant froideur apathique sur la question du changement climatique et pour nous forcer à être d'accord avec les élites grincheuses sur le fait que la fin est vraiment proche, et que c'est de notre faute.

Comme l'a dit le *Washington Post* dans sa couverture du décret sur l'ébullition mondiale, les superlatifs apocalyptiques peuvent être « *utiles pour souligner l'importance de [cette] question* ». Il s'agit là d'une tactique familière des propagandistes écologistes. Il y a quelques années, Extinction Rebellion a manifesté devant les bureaux du *New York Times* pour faire pression sur lui afin qu'il abandonne l'expression passive « *changement climatique* » au profit de l'expression « *urgence climatique* », qui suscite la panique.

Les « *experts en linguistique* » ont applaudi l'adoption par les médias d'un langage catastrophique parce qu'une terminologie apparemment inquiétante peut aider à « *faire comprendre au public une menace de plus en plus urgente* ». Ils essaient de nous manipuler. Ils utilisent la grammaire de l'Armageddon pour nous inciter à nous conformer au discours vert et à ses exigences de sacrifice dans la vie de tous les jours. Comme je l'affirme dans mon nouveau livre, A Heretic's Manifesto, ils veulent « *nous contraindre à entrer dans le royaume du malheur en nous faisant penser moins au* "changement climatique" *qu'au chaos climatique, au désastre climatique, voire à l'apocalypse climatique* ».

Il est impératif que nous résistions à cet autoritarisme linguistique. L'expression « *ébullition mondiale »* n'est pas seulement ridicule, c'est aussi une insulte à la vérité, à la raison et à nous-mêmes. Le fait qu'une expression aussi peu factuelle, post-scientifique et hystérique ait

été utilisée par l'ONU, les militants et les élites médiatiques nous rappelle qu'ils considèrent le reste d'entre nous, les petites gens, comme des créatures malléables que l'on fait marcher dans tous les sens à coups de mots effrayants et d'avertissements d'un avenir infernal. C'est une colère bouillante que nous devrions ressentir face à cette croisade arrogante de manipulation émotionnelle.

Pour lire les commentaires de scientifiques notamment :

https://www.climato-realistes.fr/lere-de-lebullition-mondiale-est-arrivee/

Totalitarisme en famille avec Macron. Quand les écoterroristes font la chasse à la moindre "petite phrase" pour le compte du GIEC de Thatcher et Reagan, le Green New Deal de Davos.

Climat: un député RN s'explique après avoir critiqué les "*exagérations*" du Giec - BFMTV 21 août 2023

Une petite phrase qui a choqué les défenseurs de l'action climatique. Au micro de France Inter ce lundi, le porte-parole du groupe RN à l'Assemblée nationale Thomas Ménagé a estimé qu'il ne faut pas se "*baser uniquement sur les données du Giec*", le groupe international d'experts sur le climat de l'Onu. "*Ils ont parfois tendance à exagérer*", a estimé le député du Loiret.

J-C - Parce que voyez-vous, les scientifiques ne se trompent jamais, ils ont la science infuse, ils seraient infaillibles, ils incarnent la vérité révélée, la vérité absolue. Il y a peu, les mêmes affirmaient qu'une nouvelle période glaciaire avait débuté, entre autres… Les « *scientifiques* » du GIEC ont été sélectionnés par les Etats, par conséquent ils ne sont pas indépendants, pire, leur orientation idéologique doit être conforme à celle des dirigeants des puissances occidentales à commencer par les Etats-Unis, dès lors quelle confiance doit-on accorder à leurs travaux ou conclusions ? Absolument aucune.

BFMTV - Du gouvernement à la gauche, la déclaration a suscité de vives réactions. "*Le Rassemblement national est pris en flagrant délit de déni climatique !*", a lancé sur X (ex-Twitter) le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu, en dénonçant une "*attaque*" qui vise à "*remettre en cause les travaux des scientifiques*".

J-C - Il veut parler des 1200 scientifiques dans le monde [document dans la page d'accueil du portail], des prix Nobel qui remettent en cause la thèse du réchauffement climatique d'origine anthropique du GIEC ?

BFMTV - L'eurodéputée écologiste Karima Delli accuse, quant à elle, le Rassemblement national d'être "*anti-sciences et contre le climat*".

J-C - Si vous n'êtes pas pour, c'est que vous être contre, quelle connerie ! On croirait entendre Bush !

BFMTV - Du côté de la France insoumise, le coordinateur du parti et député Manuel Bompard dénonce l'attitude "*criminelle*" du RN face au changement climatique. "*Pour ce*

député d'extrême-droite, il ne faut pas écouter le #GIEC car sinon on va être obligé de s'attaquer vraiment au changement climatique", a-t-il tweeté.

J-C - Parce que voyez-vous, Macron serait le mieux placer pour « *s'attaquer vraiment au changement climatique* », ben oui, on en oublierait presque que c'est à lui et à leur maître de Davos qu'ils s'en remettent tous, à ma connaissance LFI n'est pas au pouvoir, mais apparemment – là je fais l'idiot, ils partagent les mêmes intérêts.

BFMTV - "*Sur quelles informations se fonde ce spécialiste en immobilier pour démentir les analyses des milliers de scientifiques qui nous alertent? Le RN est un parti de menteurs obscurantistes*", a encore réagi le député du groupe LFI Aymeric Caron. BFMTV 21 août 2023

J-C - Lui il se fonde uniquement sur les informations tronquées ou trafiquées du GIEC, chut ! Par ailleurs, vous aurez compris qu'il n'y a pas un seul parti à l'Assemblée nationale qui incarne les intérêts des masses exploitées.

Commentaire d'un internaute (climato-realistes.fr)

- Le problème des vrais raisons de la cabale climatique devient plus clair, les masques semblent tombés enfin. Le fait que 2 politiciens de droite (Thatcher et Reagan) ont participé à la création du GIEC m'a toujours intrigué, car nous avons droit à un discours climatique très gauchiste, dans sa forme, Originellement ce discours gauchiste viens de la PNUE, l'organisme environnementale du GIEC, et de l'influence encore présente du Club de Rome et de leur célèbre : « Halte à la croissance ». Cependant il devient évident qu'une certaine droite, genre mécénat, aide financièrement la gauche climatique à s'exprimer avec vigueur et autorité.

Lutte contre le wokisme, le transgenrisme et la pédophilie.

L'exhibitionnisme banalisé. Pourquoi en font-ils la promotion.

J-C – Réponse, pour diviser, fracturer toutes les classes, pour qu'elles se retrouvent mêlées dans un camp ou l'autre au détriment de ce qui les opposent irrémédiablement sur le plan social.

Pourquoi de nombreuses chanteuses espagnoles se produisent seins nus sur scène ? – BFMTV 19 août 2023

Depuis plusieurs mois, de nombreuses chanteuses espagnoles utilisent leur poitrine en guise de symbole pour défendre les droits des femmes et des minorités en Espagne. BFMTV 19 août 2023

La liberté de montrer ses seins : pourquoi le geste de la chanteuse Amaral est-il important ? - Euronews 21 août 2023

Santé.

Nouvel ordre mondial totalitaire. L'engrenage de la dictature sanitaire est à nouveau enclenché.

Covid : les scientifiques tirent la sonnette d'alarme sur le nouveau variant et appellent au retour des masques - Yahoo 16 août 2023

Avec l'arrivée d'un nouveau variant du Covid, surnommé BA.6, les scientifiques se sont dits très inquiets et ont d'ores et déjà appelé au retour du masque. Yahoo 16 août 2023

Covid-19 : les régions les plus touchées par la reprise épidémique - Yahoo 17 août 2023

Sous l'effet du variant Eris, on enregistre une hausse du nombre de passage aux urgences et d'actes de SOS Médecins en raison du Covid-19. Yahoo 17 août 2023

Covid-19 : trois questions sur la campagne vaccinale prévue cet automne - francetvinfo.fr 17 août 2023

Une nouvelle campagne de vaccination, couplée à celle de la grippe, sera lancée à partir du 17 octobre. Elle s'adresse principalement aux personnes à risque.

Si l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne considère plus la pandémie comme une urgence sanitaire mondiale depuis début mai, elle a invité tous les pays à "*intensifier les efforts pour accroître la couverture vaccinale*" pour toutes les personnes vulnérables, a souligné son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué (PDF), mercredi 9 août.

La HAS préconise "*préférentiellement l'utilisation des vaccins à ARNm bivalents adaptés à Omicron, quel(s) que soi(en)t le(s) vaccin(s) administré(s) précédemment*", à l'instar de ceux développés par les laboratoires Pfizer et, pour les plus de 30 ans, Moderna. francetvinfo.fr 17 août 2023

La France est devenue semblable aux pays dits en développement, où le droit à la santé est réservé à ceux qui ont les moyens de se payer.

J-C – J'écris cela en Inde, sachant que mes moyens financiers sont extrêmement limités. Je ne peux pas m'offrir le luxe de tomber gravement malade ou d'être victime d'un accident, car je ne pourrais pas me soigner.

«*Les patients sont mis en danger*» : plongée dans l'enfer des urgentistes bordelais - Le Figaro Bordeaux 15 août 2023

Faute de personnel, les entrées aux urgences adultes de Pellegrin sont régulées par le Samu depuis le 18 juillet. Un tri des patients qui déporte la problématique vers les cliniques privées de l'agglomération bordelaise.

En difficulté depuis plusieurs mois, les urgences de Pellegrin à Bordeaux trient les patients depuis le 18 juillet. Seuls les malades envoyés par une régulation du Samu sont admis. Et les critères d'entrée sont stricts. Selon un document consulté par *Le Figaro*, pour y être soigné sans affectation, l'état du patient doit présenter «*un réel bénéfice à être admis spécifiquement sur le service d'urgences adultes de l'hôpital Pellegrin*». Bilan: le flux de patients, qui lui ne diminue pas, est redirigé vers les urgences de Saint-André et celles des cliniques privées de l'agglomération bordelaise.

«*C'est l'enfer. On fait de la réorganisation de bras cassés*», confie un médecin des urgences de Bordeaux Nord. Son établissement absorbe une grande partie du flux rejeté par Pellegrin. Au lendemain de la mise en place de cette régulation, ses équipes se retrouvaient ainsi avec 116 personnes à soigner contre 45 à Pellegrin. Mais là aussi, les soignants sont en sous-effectif. «*Il n'y a pas de rationalisation de l'activité par rapport à la main-d'œuvre disponible*», s'alarme le docteur. Quand son service est plein, c'est donc dans les camions de pompiers et les ambulances que les malades stagnent parfois plusieurs heures.

«*Cette régulation provoque des tensions interservices*», confirme un urgentiste de la clinique mutualiste de Pessac. Avant d'alerter: «*Sachant que l'activité est déjà dégradée partout, c'est pire. Les malades attendent des heures sur des brancards. Tout est saturé*.» Un délai avant les soins qui engendre une perte de chances pour les patients et un risque pour les soignants. Arrivés dans un état d'urgence relative, certains malades sont en urgence vitale au moment de leur prise en charge. Fin juillet, à la clinique mutualiste par exemple, c'est une quinzaine de patients - restée sur des brancards toute la nuit - qui fut transmise par l'équipe du soir à celle du jour.

«*Il y a une mise en danger et une mauvaise prise en charge des patients. On a une obligation de moyens qu'on ne peut plus honorer et on se met en péril tant sur le plan médical que juridique*», reconnaît le docteur Étienne Caffiot, chef de service des urgences de la clinique. Avec six postes d'urgentistes à temps plein vacants, son service a d'ailleurs fermé depuis vendredi et jusqu'au 21 août.

Non-assistance à personne en danger ?

Un drame, provoqué par «*un enchaînement de mauvaises circonstances et d'erreurs de jugement*» est arrivé dès le premier week-end de la régulation des urgences de Pellegrin. Selon plusieurs sources concordantes, une femme enceinte, admise dans la maternité du CHU, a été dirigée par la régulation vers les urgences de Bordeaux Nord, qui sous tension, l'ont renvoyée vers son point de départ. Si aucun signe ne permettait de détecter que son état était grave, le temps qu'elle soit prise en charge, il s'était considérablement dégradé. Au point de faire un choc septique et de perdre son futur bébé, mort dans son ventre.

«*Tout le monde a voulu bien faire en appliquant les critères de tri*», assure un médecin du service de Pellegrin. Il impute ce cas dramatique - pour lequel une enquête est en cours - à une défaillance du système des urgences de Bordeaux, que les soignants tiennent à bout de bras, plus qu'à de la mauvaise volonté. «*Avant la régulation, nos patients étaient dans un couloir*

d'attente où ils pouvaient attendre jusqu'à huit heures. On a aussi eu des catastrophes», admet Paulin Besserve, chef de service adjoint aux urgences de Pellegrin. Passé de 120/140 entrées par jour à 80 et disposant désormais de 13 boxes de soins, le service parvient désormais à prendre en charge les patients graves dans un délai de quatre heures maximum.

«*Ce qui se passe aujourd'hui, ce n'est pas tant que l'on renvoie des patients vers d'autres structures, que des patients qui vont directement ailleurs parce qu'ils savent que Pellegrin est régulé*», affirme le médecin en assurant que les patients éventuellement renvoyés sont redirigés vers les urgences du CHU à Saint-André. Et pour passer les portiques justement, certains patients ont recours à des comportements extrêmes. Aux urgences de Robert Piqué, régulé la semaine dernière, les patients en brancard n'étaient plus admis à partir de 17h. «*Une femme de 43 ans, en plein infarctus, est arrivée aux urgences à pied pour être prise. Le régulateur disait que ce n'était rien. On ne peut pas savoir tant qu'on n'a pas vu les patients*», témoigne François Orcival, chef de service de ces urgences.

«*On a fait le deuil de l'ARS*»

Mais pour les régulateurs, le travail n'est pas plus simple. Il n'y a que trois SMUR (structures mobiles d'urgence et de réanimation), basé au CHU de Bordeaux, pour toute l'agglomération bordelaise. Les plus proches sont ensuite à Arcachon, Blaye, Arès et Libourne. «*Le CHU est la figure de proue de toutes les urgences et cela ne fonctionne plus*», insiste un médecin impuissant. «*Ils nous ont dit:* "soit vous nous donnez des urgentistes, soit on ferme". *Nous étions déjà en sous-effectif*», complète Étienne Caffiot, le chef de service des urgences de la clinique mutualiste. Une fermeture «sauvage et sans concertation», source de tensions. «*On a l'impression qu'on veut nous monter les uns contre les autres. Je n'en veux pas aux urgentistes du CHU Pellegrin qui sont broyés dans une machine hyperpuissante qui les fait taire*», poursuit Étienne Caffiot. Loin de se dresser contre ses confrères, le chef de service adjoint des urgences de Pellegrin, Paulin Besserve, prône lui aussi la solidarité.

En revanche, tous ont la dent dure contre l'Agence de régulation de la santé. «On n'a pas une bonne ARS en Nouvelle-Aquitaine. Ils sont incapables de faire des propositions», avance François d'Orcival, en poste à Robert Piqué. «*On a fait le deuil de l'ARS. On est tous conscients qu'il ne faut rien attendre d'eux. On prend nos décisions*», abonde Étienne Caffiot, tandis qu'un autre urgentiste confirme que l'institution se contente «*de les acter*». Contactée, l'ARS n'a pas répondu à nos sollicitations pour l'instant.

Quant à la cause principale de leur souci, les urgentistes sont lucides. Les effectifs sont réduits en raison des conditions de travail qui provoquent des burn-out, des salaires inégaux et de la pénibilité des postes qui poussent les urgentistes à changer de branche médicale en moins de dix ans. «*Notre situation décourage les jeunes qui ont principalement envie de faire du SMUR et qui vont se retrouver à la régulation avec un travail catastrophique et pénible, où les gens insultent et les médecins refusent leurs patients*», conclut François Orcival. Le Figaro Bordeaux 15 août 2023

J-C – Quand on écrit *Capitalisme stop ou encore*, on obtient aucune réponse, quand bien même cela n'engagerait à rien ou n'aurait rien de compromettant. C'est juste pour montrer le niveau d'inconscience ou de compromission auquel on est arrivé, parmi ceux qui seraient prétendument plus évolués que la moyenne.

Santé : des médicaments et des consultations bientôt moins bien remboursés ? - LePoint.fr 21 août 2023

Se soigner pourrait désormais coûter plus cher. À partir de 2024, la franchise médicale et la participation forfaitaire pourraient doubler, afin que l'État puisse réaliser des économies. Annoncée en juin par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, cette mesure rentrerait dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2024.

Dans le PLFSS 2024, cette franchise serait doublée, selon Les Échos. « *Si la mesure va au bout, on serait dans la double, la triple, la quadruple peine. Les Français ne trouvent plus de médecin traitant, ils galèrent à avoir un rendez-vous chez un spécialiste… Et maintenant, ils sont financièrement punis !* » peste Gérard Raymond, le président de France Assos Santé, la plus grande fédération des usagers de la santé, pour qui le gouvernement sanctionnerait le fait d'être malade.

Le doublement de la franchise médicale pourrait également s'accompagner du doublement de la « *participation forfaitaire* ». Pour chaque consultation chez le médecin, un examen radiologique ou des analyses médicales, 1 euro n'est pas remboursé. Agnès Giannotti, patronne de MG France, le principal syndicat des généralistes est vent debout contre une mesure qui ferait « *trinquer* » les plus modestes : « *Ces patients qui sont juste au-dessus des seuils pour bénéficier des aides d'État mais qui ont des maladies chroniques, avec des médicaments à prendre quotidiennement et des rendez-vous réguliers chez leur médecin traitant.* »

Si la franchise ne concerne pas les mineurs, les femmes enceintes de plus de six mois et les bénéficiaires de l'AME (Aide médicale d'État), la facture pourrait être salée pour les personnes atteintes de maladie de longue durée. « *Pour eux, si on double la franchise, la facture peut vite atteindre 100 euros par an* », s'insurge un responsable syndical qui siège au conseil de la Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie). LePoint.fr 21 août 2023

Racket institutionnel. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Taxer plus fortement l'alcool: un changement de doctrine en France? - Slate.fr 21 août 2023

Mi-juillet, le gouvernement français laissait entrevoir un projet d'augmentation des taxes sur les alcools, une évolution qui serait discutée à la rentrée dans le cadre de l'examen du budget de la Sécurité sociale.

Quatre arguments peuvent justifier un alourdissement de la fiscalité sur les alcools: générer des recettes fiscales supplémentaires, améliorer la santé publique, harmoniser la fiscalité au sein de l'Union européenne et harmoniser la fiscalité des alcools avec celle du tabac. Slate.fr 21 août 2023

J-C – Je ne suis pas concerné, doublement, d'une part parce que je ne vis pas en France, d'autre part parce que je ne bois pratiquement plus d'alcool, hormis un verre de bière le soir.

Ils osent tout. Vous avez dit officine criminelle, sadisme ordinaire, eugénisme…

"*Pain Killer*", aux origines de la crise des opioïdes aux États-Unis - France-Soir 17 août 2023

Diffusée depuis le 10 août sur Netflix, la mini-série en 6 épisodes Pain Killer, inspirée de faits réels montre le visage inquiétant de l'industrie pharmaceutique. Elle retrace l'épopée machiavélique de la vente de l'OxyContin, l'opiacé qui a rendu accroc l'Amérique.

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech-medias/pain-killer-aux-origines-de-la-crise-des-opioides-aux-etats-unis

---

Barbarie ordinaire.

Les États-Unis autorisent un vaccin contre la bronchiolite chez les bébés - AFP/LePoint.fr 22 août 2023

Administré chez les femmes enceintes de 32 et 36 semaines, ce vaccin permettra de protéger les nourrissons contre la bronchiolite durant six mois.

Les autorités sanitaires américaines ont pour la première fois autorisé lundi 21 août un vaccin destiné à protéger les bébés contre la bronchiolite, qui sera administré dans ce but aux femmes enceintes. Le vaccin du géant pharmaceutique Pfizer, commercialisé sous le nom Abrysvo, vise le virus respiratoire syncytial (VRS), qui touche particulièrement les enfants en bas âge.

Il a également été approuvé en juillet par l'Agence européenne des médicaments (EMA) — à la fois pour les bébés et pour les personnes âgées — mais la Commission européenne doit maintenant décider de son autorisation de mise sur le marché au sein de l'Union européenne. AFP/LePoint.fr 22 août 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Guerre en Ukraine : les Pays-Bas et le Danemark confirment la livraison d'avions de chasse F-16 à Kiev - Journal du Dimanche 21 août 2023

Le président néerlandais Mark Rutte a annoncé ce dimanche que les Pays-Bas et le Danemark livreraient des avions de chasse F-16 à Kiev.

Les États-Unis ont approuvé vendredi l'envoi par le Danemark et les Pays-Bas d'avions de combat F-16 à l'Ukraine une fois les pilotes ukrainiens formés. Cette formation, par une

coalition de onze pays, devrait commencer ce mois-ci, et des responsables ont dit espérer que les pilotes seront prêts d'ici début 2024.

Kiev réclame inlassablement depuis le début de l'invasion russe des avions occidentaux pour combattre les forces de Moscou, largement supérieures à ce stade. En mars, la Pologne et la Slovaquie avaient déjà annoncé la livraison d'une vingtaine d'appareils MiG-29, des chasseurs bombardiers de fabrication soviétique. C'était la première fois que des pays de l'OTAN fournissaient des avions de chasse à Kiev. Pour autant, ces appareils sont vieux (années 1990), alors que Kiev espérait des appareils de fabrication occidentale de dernière génération, à l'image des F-16 ou des F-35 américains. Une nouvelle étape vient ainsi d'être franchie. Journal du Dimanche 21 août 2023

Trafic d'organes, réseaux pédocriminels – L'enfer des enfants enlevés par l'Ukraine - donbass-insider.com 15 août 2023

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/08/15/trafic-organes-reseaux-pedocriminels-enfer-des-enfants-enleves-par-ukraine/

Russie.

Moscou sanctionne le procureur de la CPI, des ministres et journalistes britanniques - RT 19 août 2023

La Russie a annoncé sanctionner le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, qui avait émis mi-mars un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine, ainsi que des ministres et des journalistes britanniques.

Au total, 54 personnes ont été ajoutées à la liste russe des sanctions visant des ministres et journalistes britanniques, a indiqué le 18 août la diplomatie russe. Dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères a justifiéces nouvelles sanctions par «*le soutien militaire indéfectible de Londres*» à Kiev et «*la mise en œuvre agressive (...) d'une politique antirusse hostile*».

Parmi les autres personnes visées par ces nouvelles sanctions, «*la secrétaire d'Etat britannique à la Culture, aux Médias et aux Sports Lucy Fraser, qui fait activement pression pour l'isolement sportif international de la Russie, et la ministre d'Etat à la Défense britannique Annabel Goldie, qui est responsable de la livraison d'armes à l'Ukraine*», peut-on lire dans le communiqué.

Le cabinet de management du risque britannique Prevail Partners Ltd. est aussi visé, pour avoir apporté des renseignements aux agences de sécurité ukrainiennes.

Sont aussi sanctionnés des journalistes britanniques de la BBC, du Guardian et du Daily Telegraph, accusés par Moscou de «*russophobie*» et d'être «impliqués» dans «la diffusion de

fausses informations» sur la Russie et dans «*le soutien à l'information et à la propagande des activités*» de Kiev. RT 19 août 2023

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Un progrès ou un faux prétexte ?

La Russie teste le rouble numérique en vue d'appuyer la "*dédollarisation*" des échanges - Courrier international 16 août 2023

Alors que le cours du rouble est au plus bas face au dollar et à l'euro depuis 2022, la Banque centrale de Russie (BCR) devient le 21e pays au monde à lancer une monnaie numérique, selon le comptage du groupe de réflexion Atlantic Council.

Mardi 15 août, la Banque centrale de Russie (BCR) a lancé une phase d'essai du rouble numérique en permettant des "*opérations réelles pour personnes physiques et juridiques*". Comme le rapporte le quotidien Izvestia, 600 personnes physiques et 30 entreprises dans 11 villes, ainsi que 13 banques (parmi lesquelles Rosbank, Gazprombank, Alfabank, VTB), participent à l'expérience pilote. Seront testées des opérations basiques telles que l'ouverture d'un compte numérique et son alimentation, le paiement de produits et de services en roubles numériques, le transfert d'argent entre personnes physiques à l'aide d'un numéro de téléphone.

"*D'ici deux mois nous serons, je pense, en mesure d'élargir l'expérience*", a déclaré la première vice-présidente de la Banque centrale de Russie, Olga Skorobogatova, rapporte le quotidien Nezavissimaïa Gazeta. "*De nombreux autres participants attendent leur tour*" et 19 banques supplémentaires ont exprimé le souhait d'intégrer le processus, a-t-elle ajouté.

Les journaux russes s'évertuent à expliquer à leurs lecteurs ce qu'est une monnaie nationale numérique. Car d'après certains sondages, une large majorité de Russes ne comprennent pas en quoi consiste cette innovation. Selon une enquête du Centre russe d'étude de l'opinion publique menée en juillet, 70 % des citoyens de Russie sont plus ou moins au courant de l'introduction de cette nouvelle monnaie, poursuit la Nezavissimaïa Gazeta. Mais 51 % des personnes interrogées ne savent pas "*à quoi elle sert*", 41 % n'en "*comprennent pas le mécanisme" et 58 % "n'ont pas l'intention de l'utiliser*".

Ce n'est pas une cryptomonnaie

Le rouble numérique constitue une "*troisième forme de la devise nationale*", explique le site de la chaîne russophone RTVI, au côté de la monnaie fiduciaire (le rouble en pièces et en billets) et de la monnaie scripturale (seulement matérialisée par une écriture sur un compte bancaire). Il se base sur la technologie de la blockchain, qui permet d'effectuer des transactions directes, sécurisées, moins faciles à sanctionner, mais il ne s'agit pas pour autant d'une cryptomonnaie. En effet, le rouble numérique "*n'est pas décentralisé, mais conservé et émis par la Banque centrale*", et son cours correspond à celui de la monnaie nationale.

Il apparaît dès lors que l'un de ses objectifs principaux est de contourner les sanctions internationales mises en place dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine en proposant un mode alternatif d'échange, sans passer par les banques commerciales. La plupart des banques russes

ont été bannies du réseau Swift, une messagerie électronique sécurisée reliant près de 11 000 banques dans le monde.

Faciliter les échanges commerciaux avec la Chine

Le journal gouvernemental Rossiiskaïa Gazeta explique que l'introduction du rouble numérique offre des commodités pratiques et permet notamment d'améliorer le contrôle des flux dans la lutte contre la corruption. Mais pour la Russie, "*il s'agit aussi de ne pas prendre de retard sur d'autres grandes puissances*", comme la Chine, qui a mis au point le yuan numérique dès 2014 et qui comptait, en 2022, "*des dizaines de milliers d'organisations et la moitié de la population*" comme utilisateurs réguliers.

Au-delà de la compétition, l'introduction du rouble numérique, remarque le titre, est surtout cruciale dans le "*cadre de la nouvelle donne économique mondiale*". Car, avec le yuan numérique, elle "*ouvre des perspectives pour les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine*" dans le contexte des sanctions occidentales et du processus de "*dédollarisation*" de l'économie que les pays des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) tentent d'accélérer.

Un sondage réalisé par le portail financier russe Vyberu suggère qu'entre le mois de mars et aujourd'hui, les connaissances des citoyens russes sur la question ont évolué positivement, rapporte le site économique RBK. Selon le directeur exécutif de Vyberu, 58 % des personnes interrogée seraient aujourd'hui prêtes à utiliser la nouvelle monnaie numérique.

Niger.

Niger en continu: les militaires promettent une transition de trois ans maximum - fr.sputniknews.africa 20 août 2023

Une délégation ouest-africaine s'est rendue à Niamey samedi pour trouver une solution diplomatique à la crise au Niger, tandis que le nouvel homme fort du pays a annoncé une période de transition de trois ans maximum et mis en garde les pays étrangers contre une éventuelle intervention militaire.

"*Notre ambition n'est pas de confisquer le pouvoir*", a déclaré samedi soir le général Abdourahamane Tiani, arrivé au pouvoir le 26 juillet.

La durée de la transition "*ne saurait aller au-delà de trois ans*" et convoqué un "*dialogue national*" qui devra formuler des "*propositions concrètes*" sous 30 jours, afin de poser "*les fondements d'une nouvelle vie constitutionnelle*", a-t-il lu dans une allocution télévisée. fr.sputniknews.africa 20 août 2023

Crise au Niger : Le Mali et le Burkina Faso déploient des avions de combat - aa.com.tr 19 août 2023

Les 2 pays "*joignent l'acte à la parole*" en apportant leur soutien à Niamey pour contrer une éventuelle intervention militaire des pays membres de la CEDEAO, déclare la télévision d'État du Niger.

Le Mali et le Burkina Faso ont décidé, vendredi, de déployer des avions de combat au Niger en soutien contre une éventuelle intervention militaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Un reportage diffusé par la télévision d'Etat nigérienne a souligné les efforts conjoints du Mali et du Burkina Faso en soutien au Niger et le déploiement d'avions de combat à l'intérieur des frontières nigériennes.

"*Le Mali et le Burkina Faso ont joint l'acte à la parole en déployant des avions de guerre pour répondre à toute attaque contre le Niger*", a indiqué le reportage, précisant qu'il s'agissait d'avions de chasse Super Tucano. aa.com.tr19 août 2023

Niger : au moins 17 soldats tués et 20 blessés dans une attaque de djihadistes à la frontière du Mali - Journal du Dimanche 16 août 2023

Mardi, une attaque attribuée à des djihadistes a causé la mort d'au moins 17 militaires nigériens et en a blessé 20 autres, près de la frontière malienne. « *Un détachement des forces armées nigériennes (FAN) en mouvement entre Boni et Torodi a été victime d'une embuscade terroriste aux abords de la localité de* Koutougou », a précisé le ministère nigérien de la Défense, dans un communiqué.

Selon l'armée, une centaine de « *terroristes* » ont été « neutralisés au cours de leur repli », ajoutant que « *deux colonnes de plus d'une cinquantaine de motos chacune* » ont également été détruites.

« *Les mouvements terroristes islamistes sont maintenant bien installés au Sahel, notamment au Mali et au Burkina Faso* », souligne auprès du Parisien, Jean-Marc Gravellini, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques. Journal du Dimanche 16 août 2023

J-C - Sinon pourquoi l'OTAN aurait-il renversé Kadhafi ?

Niger : l'Union africaine s'oppose à l'idée d'une intervention militaire et à la Cédéao - RT 16 août 2023

Alors que l'option d'une intervention militaire est toujours sur la table de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union africaine aurait opté pour un rejet catégorique de l'usage de la force pour rétablir la situation au Niger.

Selon des informations du média d'investigation Africa Intelligence, au cours d'une réunion d'urgence le 14 août pour statuer sur le règlement du conflit interne au Niger, l'Union africaine

se serait désolidarisée du bellicisme ambiant prôné par la Cédéao. Une information aussi rapportée par Le Monde, qui décrit une réunion «*tendue*», «*interminable*», *«de plus de dix heures»*, citant des diplomates. L'organisation doit officialiser sa position ce 16 août.

Au sein même des Etats membres de la Cédéao, les positions divergent. Le bloc a déjà été amputé de plusieurs de ses membres après la suspension du Burkina Faso, du Mali et de la Guinée aux mains des militaires insurgés. Hormis le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, les autres pays évitent de se prononcer, relate Le Monde.

Burkina Faso.

Burkina Faso : cinq policiers tués par des terroristes, l'armée riposte - AFP/RT 20 août 2023

Dans l'après-midi du 19 août, « *le 7e Groupement d'unités mobiles d'intervention (GUMI) de la police nationale a été accroché par un groupe de terroristes à hauteur de la localité de Diougo-Yourga »*, dans la province du Koulpelogo, proche de la frontière du Togo, selon l'état-major. «
L'incident, qui est intervenu alors que l'unité effectuait une mission de reconnaissance, a coûté la vie à cinq policiers. Quatre autres, blessés, ont été évacués et pris en charge », précise le communiqué.

« *Dans la riposte, au moins quarante terroristes ont été neutralisés (tués) et du matériel saisi », assure l'armée, qui ajoute que « des opérations de ratissage ont été engagées pour sécuriser la zone* ».

Depuis 2015, le Burkina est pris dans une spirale de violences perpétrées par des groupes jihadistes affiliés à l'Etat islamique et à Al-Qaïda. Elles ont fait plus de 16.000 morts civils et militaires depuis 2015, selon l'ONG Armed conflict location action (Acled), dont plus de 5.000 depuis le début de l'année 2023. Ces violences ont en outre entraîné le déplacement de plus de deux millions de personnes à l'intérieur du pays. AFP/RT 20 août 2023

Syrie.

Voilà ce que les Etats-Unis et ses vassaux ont fait de la Syrie, c'est valable pour l'Irak, la Libye...

En Syrie, l'augmentation des salaires ne compensera pas une situation économique désastreuse - RFI 17 août 2023

En Syrie, le président Bachar el-Assad a décrété une hausse de 100% des salaires des fonctionnaires et des retraités dans ce pays usé par 12 ans de guerre et en proie à une inflation galopante. Une mesure bienvenue, mais qui ne compensera pas le manque à gagner, surtout que les subventions sur l'essence vont s'arrêter dans le même temps. L'analyse de Jihad Yazigi, rédacteur en chef du Syria Report, une lettre spécialisée dans l'économie.

RFI : Cette annonce de hausse des salaires des fonctionnaires, c’est une bonne nouvelle alors que les prix ne cessent d’augmenter ?

Jihad Yazigi : Oui, il faut savoir que cette augmentation des salaires était attendue depuis un bout de temps. La dernière fois que les salaires de la fonction publique avaient été augmentés, c'était en décembre 2021. Ça peut paraître peu à l'échelle de la France, mais en Syrie l'inflation a dépassé les 100% en 2020, en 2021. Et en 2022, on n'a pas encore de chiffres, mais elle n’est pas très loin de 100%. Donc les prix augmentent énormément et cette hausse des salaires des fonctionnaires ne fait que rattraper une partie de la perte de pouvoir d'achat de ces trois dernières années et elle ne touche que la fonction publique. Il faut savoir que depuis quelques mois, avec la dévaluation de la livre syrienne, on constate différentes formes de protestation en Syrie qui sont très rares d'habitude dans les zones contrôlées par le régime. On a eu récemment par exemple une influenceuse sur Facebook, elle est pro-régime, qui a protesté contre les conditions économiques et sociales et qui s'est fait arrêter en plein milieu de la nuit. Il y a eu une descente chez elle, elle a filmé en direct. Cela a créé toutes sortes de polémiques.

Ce sont donc les protestations qui ont poussé le régime à augmenter les salaires ?

La population syrienne est vraiment épuisée, le taux de pauvreté est très élevé. Le rapprochement avec les pays arabes n'a pas donné grand-chose. C’est pour ça que tout le monde s'attendait à une augmentation des salaires, parce qu'on sentait que la situation était intenable. Mais il faut savoir que cette augmentation de salaires s’accompagne d'une augmentation des prix des produits pétroliers très significative. Donc une bonne partie de l'impact positif est déjà malheureusement supprimée.

Justement le régime annonce dans le même temps l’arrêt des subventions sur l’essence, est-ce tenable pour la population syrienne ?

Encore plus que l’essence, c’est le mazout ou le diesel qui est à la fois utilisé pour les transports, mais aussi par les familles pour se chauffer. Le timing est ici important. Le prix du mazout a été multiplié par trois […]. Les Syriens ne le ressentent pas en ce moment, car c’est l’été, ils n’ont pas besoin de se chauffer, mais évidemment ça va avoir un impact très négatif sur la population. En fait, le régime a fait passer cette hausse des produits pétroliers en augmentant les salaires. Mais il faut savoir que ça fait de nombreuses années que l'État syrien se désengage de plus en plus de l'économie, que les subventions vis-à-vis de la population, sur les produits de consommation courante, baissent […]. Quelque part le gouvernement essaye d’habituer la population à une fin des subventions.

Quelles sont les raisons profondes de la dégringolade de la livre syrienne, de l’inflation ?

C'est d’abord l'impact de la guerre, la destruction massive de l'infrastructure du pays, de la capacité de production du pays. C'est ensuite la division du pays en différentes zones de contrôle, avec une hausse des coûts de distribution des produits entre les zones. Il y a aussi la fuite des capitaux et de la main-d'œuvre. On parle beaucoup des réfugiés, mais il faut savoir que beaucoup de gens qualifiés quittent le pays […]. Enfin, les investissements n'arrivent pas, personne n'investit en Syrie parce que c'est un pays détruit, qu’il y a de la corruption et parce qu'il y a aussi des sanctions occidentales. Il y a des investisseurs syriens qui théoriquement pourraient rentrer au pays, mais ne le font pas, car le niveau de corruption est important et il y

a une accaparation des ressources par le palais présidentiel assez significative. C'est un environnement politique, sécuritaire et économique qui n'encourage pas du tout à l'investissement.

Quelles sont les conséquences pour la population ?

Les conséquences de la chute de la monnaie, c'est l'inflation. Et il y a surtout un grand appauvrissement de la population. À cause de la guerre, le tissu social syrien a été très largement détruit. Les gens doivent se passer de beaucoup de produits, ne plus manger de viande. On n'est pas dans une situation de famine, mais pas loin. L'appauvrissement est compensé en partie par l'aide des agences de l'ONU. Les gens sont épuisés et ils n'ont plus beaucoup d'espoir. Il n'y a pas un Syrien aujourd'hui dont l'ambition n'est pas de quitter son pays. Parce que non seulement la situation est difficile, mais on ne voit pas le bout du tunnel, c'est ça qui est inquiétant. RFI 17 août 2023

Equateur.

Présidentielle en Equateur : la socialiste Luisa Gonzalez affrontera le fils de milliardaire Daniel Noboa au second tour - AFP/francetvinfo.fr 21 août 2023

La candidate de gauche Luisa Gonzalez, dauphine de l'ex-président en exil, Rafael Correa, est sortie vainqueur du premier tour de la présidentielle en Equateur, dimanche 20 août.

Luisa Gonzalez cumule 33% des voix et Daniel Noboa, fils de l'un des hommes les plus riches du pays, arrive en deuxième position avec 24%, selon des résultats du Conseil national électoral (CNE) portant sur 83% des bulletins dépouillés.

"*Ces résultats donnent déjà le ton pour que les Equatoriens se rendent à un second tour de scrutin le 15 octobre*", a déclaré la présidente du CNE, qui a félicité "*l'attitude démocratique des candidats*". Le journaliste Christian Zurita, qui a remplacé au pied levé le candidat centriste Fernando Villavicencio assassiné le 9 août, arrive en troisième position avec 16%. AFP/francetvinfo.fr 21 août 2023

Colombie.

Le travail demeure l'unique source de production de richesses. Gustavo Petro, le prochain sur la liste ?

Gustavo Petro, le président colombien veut renégocier l'accord de libre-échange avec les États-Unis - RFI 17 août 2023

Cet accord est très important pour la Colombie car les États-Unis sont leurs premiers clients. Mais le président colombien a déclaré ce mercredi 16 août vouloir le renégocier. En jeu pour l'exécutif : la défense des agriculteurs colombiens.

« *La renégociation commence !* » C'est sous un tonnerre d'applaudissement que Gustavo Petro a fait cette annonce à Pitalito dans le sud du pays. Face à lui, des agriculteurs travaillant dans des exploitations de café principalement.

Le président colombien a multiplié les promesses : pour pouvoir planter du maïs local et mieux valoriser le café colombien, il annonce la renégociation de l'accord de libre-échange avec les États-Unis en vigueur depuis onze ans : « *Nous importons presque tout le maïs des États-Unis et du Canada. Si je voulais remplacer ce maïs par du maïs colombien, j'obtiendrais 1,2 million d'emplois supplémentaires, c'est-à-dire de la richesse... mais pour l'instant, nous ne pouvons pas le faire parce que l'accord de libre-échange avec les États-Unis l'interdit* ».

Les opposants de Gustavo Petro s'inquiètent. Ils estiment que la modification des accords et de nouveaux tarifs impliqueraient une réponse américaine qui pourrait affecter la « stabilité » économique du pays.

Les États-Unis importent de Colombie principalement du charbon et du pétrole - des industries tancées par Gustavo Petro lors de son discours, selon lui, trop peu pourvoyeuses d'emplois. RFI 17 août 2023

Chine.

La Chine étend son influence en Égypte par le biais de l'agriculture - RFI 21 août 2023

Un protocole d'accord agricole a été signé entre les deux pays pour mettre au point en Égypte des cultures plus tolérante à la sécheresse. Cela vise particulièrement le riz, le maïs et le soja. Une stratégie déjà utilisée dans d'autres pays du continent.

Comme avec la Namibie, la Tanzanie ou plus récemment le Maroc, Pékin avance ses pions dans son secteur prioritaire en Afrique : l'agriculture. Une coopération sur trois ans a été approuvée par les deux ministres de l'Agriculture chinois et égyptien. L'objectif annoncé est de développer de nouvelles variétés de cultures résistantes à la sécheresse et à la salinisation des sols

Le pays souffre d'un immense déficit hydrique, d'environ 21 milliards de mètres cube par an, selon les données officielles égyptiennes. La Chine apportera ses solutions et ses innovations dans les semences hybrides de riz notamment. Pékin lie sa diplomatie agricole à la sécurité alimentaire.

En quelques années, la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de l'Égypte après les Émirats arabes unis. Un mémorandum devrait être prochainement signé pour l'exportation des mangues égyptiennes vers la Chine. RFI 21 août 2023

BRICS.

Le changement est dans l'air en Afrique

Le prochain sommet des BRICS sera le baromètre parfait pour mesurer l'influence que l'Occident continue d'exercer sur ses subordonnés. S'il y a des controverses ou un résultat décevant du fait que certaines nations – comme l'Inde, par exemple – ont joué les trouble-fêtes, nous pourrons dire que l'ordre occidental n'a pas encore abandonné le combat. Mais si les résultats sont encore plus prometteurs que prévu, il pourrait s'agir de la quintessence du déboulonnage du couvercle de la boîte de Pandore, qui amorcerait l'étape finale du coup de grâce contre l'ordre hégémonique impérialiste occidental vieux de plusieurs siècles.

https://reseauinternational.net/le-changement-est-dans-lair-en-afrique/

Etats-Unis.

L'Amérique en pire - France-Soir 19 août 2023

Le livre est impossible à résumer tant il contient d'informations, tant il est documenté. Le passionné d'histoire y trouvera une excellente analyse et mise en perspective de la genèse et de l'évolution de la future hyperpuissance mondiale au cours du XIXe siècle, événements, dates qui sont autant de jalons sur la route de la domination américaine jusqu'à nos jours, mais une domination et une hyperpuissance qui n'aboutissent qu'à une désintégration programmée.

Car la thèse du livre est de montrer que le deep state, "*l'État profond*", qui n'a fait que se raffermir depuis l'assassinat de John Kennedy en 1963, a enterré les idéaux premiers des pionniers américains originaires d'Europe : "*Ce peuple qui fit sécession des monarchies européennes pour s'en venir fonder une république d'avenir*" s'est vu dépossédé progressivement de sa liberté par "une caste élitiste qui se désintéresse du citoyen" (p. 296).

https://www.francesoir.fr/culture-livres/l-amerique-en-pire

Le gouvernement de Hawaï ment-il au sujet des disparus et des morts de Maui ?

J'ai reçu ce soir des informations d'une source très fiable qui se trouve à Maui et qui participe à l'intervention d'urgence. Cette source est très intègre et a partagé cette information avec un ami commun, qui me l'a transmise. La source affirme que la situation à Maui est bien pire que ce qui est rapporté.

Notre ami commun a vérifié la source la semaine dernière et celle-ci a déclaré que le gouvernement de Maui dissimulait les décès.

La source venait de rentrer d'une grande réunion à Oahu pour coordonner la réponse à la catastrophe. La source indique que 5 000 personnes sont portées disparues et que la FEMA

estime qu'il y a au moins 1 à 2 000 morts à Maui, en particulier à Lahaina. La ville a été pratiquement réduite en cendres et les habitants ont reçu l'ordre de s'abriter sur place. Beaucoup sont probablement morts.

https://reseauinternational.net/le-gouvernement-de-hawai-ment-il-au-sujet-des-disparus-et-des-morts-de-maui/

Feux à Hawaï : comment s'expliquent les incendies exceptionnels qui ont ravagé Maui ?

https://www.climato-realistes.fr/feux-a-hawai-comment-sexpliquent-les-incendies-exceptionnels-qui-ont-ravage-maui

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 28 août 2023.

Ça casse pas des Brics !

La guerre en votre nom, mais de qui ?

Au nom de qui, mais de ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales et internationales, au nom de ceux qui se prétendent apolitiques, au nom de ceux qui racontent à qui veut bien les entendre qu'ils ne s'intéressent pas à la politique, au nom de tous ceux qui privilégient leur misérable confort individuel, qui par ignorance, lâcheté ou hypocrisie à des degrés divers cautionnent ou couvrent par leur silence, leur neutralité, leur passivité ou n'importe quel prétexte, tous ces massacres de populations civiles innocentes et toutes ces innombrables destructions injustifiées, qui par leur cruauté brisent le destin de peuples entiers, les réduisent à la misère et à la précarité absolue, à vivre sous un régime de terreur un cauchemar perpétuel.

Personne de nos jours ne peut affirmer qu'il ne sait pas ce qui se passe dans le monde. Les informations sont directement accessibles à tous ou parviennent quotidiennement dans chaque foyer. Tout le monde en parle, aucun argument ne peut justifier un tel mépris ou une telle indifférence en présence d'une telle cruauté, un tel sadisme commis uniquement pour perpétuer un système économique incompatible avec les besoins sociaux et les aspirations démocratiques de tous les peuples.

Ceux qui ont cru qu'ils pourraient s'en tirer à titre individuel en faisant l'autruche, en se bouchant les oreilles, en obéissant servilement, en adoptant le conformisme le plus vil, se sont trompés lourdement et ils vont le payer très cher, le pire les attend, rien, aucune souffrance ne leur sera épargnée dorénavant s'ils ne prennent pas en main leur destin.

Chacun d'entre nous réalise enfin effaré ou terrifié, qu'il vit dans une société profondément injuste, décadente, dégénérée, dépourvue d'humanité, vouée à la barbarie, au fascisme, au nazisme ou au totalitarisme, et se demande comment on a pu en arriver à une situation aussi confuse, inextricable, dramatique, comme si tout ce qui lui tombait sur la tête datait d'hier seulement ou que le processus auquel il a participé n'avait jamais eu lieu, ce qui explique en partie pourquoi le passé le plus sombre de son histoire tant à se reproduire à une échelle encore plus vaste, puisqu'il n'a pas été capable d'en prendre conscience et d'agir en conséquence, par conséquent il va devoir consentir d'énormes sacrifices pour conquérir son émancipation du règne de l'exploitation ou en finir avec l'esclavage des temps modernes.

Pour réaliser cette tâche gigantesque, il doit en priorité conquérir son indépendance, c'est-à-dire prendre conscience qu'il appartient à une classe sociale déterminée, et renouer avec les enseignements de la lutte de classe des générations passées qui ont combattu pour le

socialisme, l'unique alternative au capitalisme, donc s'engager politiquement, s'organiser dans une structure politique, y consacrer une partie de son temps libre, car il doit savoir que personne ne mènera ce combat à sa place.

A lui de savoir ce qu'il veut vraiment, s'il veut vivre l'enfer jusqu'à son dernier souffle en s'accordant quelques plaisirs éphémères ou dérisoires de plus en plus rares, au goût amer ou sur fond de difficultés ou angoisses perpétuelles, ou bien s'il préfère que son existence coïncide avec ses aspirations démocratiques ou humanistes, ce qui procurera un soulagement immédiat non négligeable à ses souffrances, en lui apportant en prime la satisfaction suprême d'agir pour le bien commun de l'humanité sans avoir rien à se reprocher ou sans nuire aux intérêts d'autrui, hormis ceux des monstres ou prédateurs qui détiennent tous les pouvoirs et qui sont voués à disparaître totalement de la surface de la Terre.

Si je ne donne aucune consigne ou je ne précise pas dans quelle structure politique s'organiser, c'est pour laisser le soin à chacun des lecteurs d'en décider librement.

Lu.

Depuis 2001, les États-Unis et leurs alliés ont largué au moins 326 000 bombes et missiles sur des pays de la région Moyen-Orient élargi/Afrique du Nord. C’est la conclusion des nouvelles recherches de Medea Benjamin et Nicolas J.S. Davies du groupe anti-guerre CODEPINK.

L’Irak, la Syrie, l’Afghanistan et le Yémen sont les pays qui ont le plus souffert de la violence, mais le Liban, la Libye, le Pakistan, la Palestine et la Somalie ont été également visés. En moyenne, 46 bombes ont été larguées par jour au cours des 20 dernières années.

Les chiffres de CODEPINK sont fondés principalement sur les communiqués officiels de l’armée américaine, ainsi que sur les données du bureau of Investigative Journalism, du Yemen Data Project et de la New America Foundation. Aussi frappant que soit le chiffre de 326 000, c’est une sous-estimation, car l’administration Trump a cessé de publier les chiffres de ses campagnes de bombardement en 2020, ce qui signifie qu’il n’y a pas de données pour l’Irak, la Syrie ou l’Afghanistan depuis presque deux ans. Ne sont pas comptés non plus les bombes ou les missiles utilisés dans les frappes d’hélicoptères, les attaques de canonniers AC-130, les actions ponctuelles réalisées à partir de bombardiers américains, ou toute opération de contre-insurrection ou de contre-terrorisme dans d’autres parties du monde.

Les États-Unis ont été en guerre presque chaque année de leur existence en tant que nation indépendante, soit 227 ans sur une histoire longue de 244 ans. Alors que Barack Obama et Donald Trump ont tous deux fait de la rhétorique anti-guerre lorsqu’ils étaient en campagne électorale, tous deux se sont plus ou moins éloignés de cette position une fois au pouvoir. Surtout Obama qui en 2016, bombardait simultanément sept pays et avait mérité le surnom de « Roi des drones ». Pendant ces quatre dernières années, Trump n’a permis que l’intensification de la guerre au Yémen et a juste autorisé l’assassinat ciblé du leader iranien Qassem Soleimani alors qu’il était en Irak pour des pourparlers de paix régionaux. Le 45e président a cependant autorisé l’utilisation de « la mère de toutes les bombes », un explosif de 21 000 livres (9 500 kg) largué sur la province afghane de Nangarhar en avril 2017.

Bon nombre des premières mesures prises par le gouvernement Biden indiquent qu'il y aura plus de continuité que de rupture avec la politique étrangère américaine trumpienne au Moyen-Orient.

La semaine dernière, le président Joe Biden a donné l'ordre d'attaquer les milices irakiennes en Syrie, larguant 1,75 tonne de bombes sur un village frontalier et tuant 22 personnes, ce qui a suscité des réactions positives de la part des faucons de Washington et autres spécialistes des médias d'affaires. Cette décision aurait été prise à la suite de frappes contre des bases militaires américaines en Irak. Ces bases avaient cependant fait l'objet, l'an passé, d'un vote de fermeture à l'unanimité par le Parlement irakien.

En dépit de ses dépenses militaires cumulées représentant presque autant que tous les autres pays de la planète, l'impact des guerres laisse les habitants des États-Unis totalement froids et ignorants des effets engendrés outre-Atlantique. Comme Benjamin et Davies l'écrivent : « *Le public américain et le monde entier sont laissés presque complètement dans l'ignorance de la mort et de la destruction que les dirigeants de notre pays continuent de causer en notre nom.* » Avec des études comme celle-ci, CODEPINK espère changer ce fait.

J-C – Je pense au contraire, que « *le public américain et le monde entier* » sont parfaitement au courant des conséquences des guerres que leurs dirigeants mènent à travers le monde en leur nom, au nom de leur sécurité, de la démocratie, du progrès, de la liberté.

Rien ne presse.

Un membre de la famille de ma compagne décède soudainement à l'âge de 45 ans d'une crise cardiaque. Il avait été piquousé trois fois contre la covid-19, j'ignore avec quelle saloperie. Toujours est-il que mon beau-frère en a déduit hâtivement que c'était ces injections qui l'avaient tué, en se souvenant de ce que je lui avais raconté à propos du danger de ces prétendument vaccins. Lui aussi avait chopé la covid-19 en 2021, pas « *vacciné* » je l'avais soigné en 48 heures avec de l'Ivermectine, de l'Azithromycine, de la vitamine D et du zinc.

Moi, je me souviens de mon voisin pêcheur, quand je vivais sur mon morceau de plage, mort soudainement d'un arrêt du cœur à 42 ans. C'était au début des années 2000, donc aucun rapport avec une quelconque substance médicamenteuse tueuse.

On a tendance à oublier que tout peut se produire ou presque, surtout quand on ignore l'état de santé réelle d'une personne ou quand on ignore les conditions qui entourent un évènement. On a vite fait de commettre l'erreur de tirer des conclusions hâtives qui n'ont pas lieu d'être ou de raconter n'importe quoi.

Trois petits tours et puis s'en vont.

Salaires, égalité, environnement : de retour, l'intersyndicale appelle à une manifestation le 13 octobre - Journal du Dimanche 26 août 2023

Confirmation. C'était un secret de polichinelle.

Toujours élevée, fardeau pour les ménages, l'inflation est soutenue par les bénéfices des entreprises du CAC40 - France-Soir 25 août 2023

Depuis mars 2023, l'inflation ralentit, mais reste encore élevée. Selon l'INSEE, les prix de l'alimentation par exemple ont augmenté sur un an de 12,7% en juillet, contre 13,7% en juin. Souvent expliquée par la guerre en Ukraine, la hausse générale des prix pourrait être majoritairement soutenue par tout à fait autre chose : les bénéfices des grandes entreprises. En effet, d'après une étude du Fonds monétaire international (FMI), "*les coûts d'importation qui ont augmenté après l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont été plus que répercutés par les sociétés auprès des consommateurs*". Autrement dit, les marges ont été "*gonflées*" au-delà d'un besoin d'absorber la hausse des coûts et une spirale "*prix-profit*" apparaît. Au premier semestre 2023, les entreprises du CAC40 ont enregistré un bénéfice record de 80 milliards d'euros.

https://www.francesoir.fr/societe-economie/fardeau-menages-inflation-est-renforcee-benefices-CAC40

En liberté surveillée et toujours plus réduite.

Règlement sur les services numériques (DSA) : une tentative européenne d'imposer l'autocensure aux réseaux sociaux - France-Soir 23 août 2023

https://www.francesoir.fr/societe/reglement-services-numeriques-dsa-tentative-europeenne-imposer-autocensure

L'ONU annonce la création d'une "*armée digitale*" pour lutter contre une "*désinformation meurtrière*" France-Soir 25 août 2023

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech-medias/onu-annonce-creation-armee-digitale-pour-lutter-desinformation

Pas de bol ou enfin un bol d'air frais !

Près de 20°C en moins en 48h : comment expliquer la chute brutale des températures ? - BFMTV 26 août 2023

Une dépression venue des îles britanniques fait chuter les températures sur le territoire et met fin à l'intense canicule.

Il y a 48 heures à peine, la France vivait sa journée la plus chaude après un 15 août depuis le début des révelés, avec de nombreuses températures records enregistrées dans le sud de la France. À Lyon, le mercure a ainsi atteint les 41,1°C ce jeudi avant de descendre à 23°C ce samedi.

J-C - "*Le début des révelés*", au lieu de relevés, une révélation pour ces croyants ! Et en plus il va flotter, la guigne !

BFMTV - Les cumuls de précipitations pourront être conséquents. "*On attend à peu près 40 à 60 mm sur l'arrière-pays du pourtour méditerranéen, (...), et si on va vers les Alpes, on sera sur des cumuls, entre 36 et 48h, de 160 à 200m*", souligne le météorologue Yann Amice.

"*On est tout à fait dans ce que le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, NDLR) a prévu, c'est-à-dire l'intensification des événements extrêmes*", explicite le climatologue Alain Mazaud.

J-C - Début juillet 1980, pour fêter notre lune de miel avec mon épouse, nous sommes partis une semaine en vacances en camping en Bourgogne, on n'était pas bien fortuné.

Déboires, pluie et température hivernale, 8°C le matin pour prendre une douche froide, c'était un peu frais ! A l'époque cela n'étonna personne, depuis des tyrans se saisissent du moindre évènement sortant de la norme pour hurler au catastrophisme, pour rendre schizophrénique la population afin de mieux l'asservir, c'est une obsession chez ces détraqués.

La dernière religion ou croyance, fake news, imposture, martelée sans cesse sur toutes les ondes.

AFP - Le changement climatique et son origine humaine font l'objet d'un consensus scientifique.

Faux et facile à démontrer, parce que c'est prouvé à partir des faits, de données et non d'interprétations, dans le passé relativement récent ou plus ancien, une multitude de fois il a fait plus chaud ou plus froid qu'aujourd'hui, et des changements climatiques se sont produits dans un sens ou un autre sans que l'activité humaine y soit pour quelque chose.

Comment ils instrumentalisent tous les facteurs météorologiques ou climatiques pour justifier leur théorie frauduleuse.

Cet article est un modèle du genre. Je n'ai pas le temps de le décortiquer pour l'analyser, tout y passe en termes de manipulation, extrapolations ou spéculations ayant valeur de réalité, contrevérités, contresens, pures inventions, mensonges grossiers, fausses données, faits tronqués, affirmations gratuites ou sans preuve, etc. On est en présence de despotes qui osent tout ou ne reculent devant aucun moyen pour imposer leur propagande malveillante. Qu'il fasse chaud ou froid, qu'il pleuve ou non, qu'il vente ou non, ils ont décrété une fois pour toute que ce n'était pas normal et que l'activité humaine en serait le responsable, par conséquent nous devrions modifier notre comportement conformément à leur diktat, celui de Davos.

Ni la neige récente en Italie ni les épisodes de pluie en France ne remettent en cause le changement climatique - AFP 23 août 2023

https://fr.news.yahoo.com/ni-neige-r%C3%A9cente-italie-ni-130640670.html

---

Voilà ce qu'ils vous souhaitent et ils ne s'en cachent plus.

Arthrose : cette maladie incurable qui touchera un milliard de personnes dans 30 ans - Yahoo

---

Big Brother vous surveille.

Les chariots de supermarché pourraient repérer les personnes les plus exposées au risque d'AVC - Yahoo

---

Scientisme et lobbying. Empoisonneurs et voleurs. Quand ils font la promotion de l'eau gazeuse. Et l'eau minérale en bouteille est un luxe.

J-C – Rappel. The Conversation contribue au Forum économique mondial.

L'eau gazeuse est-elle bonne ou mauvaise pour la santé ? Voici ce qu'en dit la science - The Conversation 22 août 2023

Les eaux gazeuses ne sont rien de plus que de l'eau qui contient de l'acide carbonique dissous.

Parmi ses caractéristiques distinctives, sa concentration en minéraux (calcium, magnésium) semble plus élevée que l'eau plate.

En 2009, l'Organisation mondiale de la santé a insisté sur la nécessité de consommer de l'eau à forte teneur en calcium et en magnésium. The Conversation 22 août 2023

Suivait un argumentaire.

The Conversation - Quels effets sur la santé ?

Ces effets positifs semblent liés à la quantité de minéraux qu'elles contiennent. Bien que des études supplémentaires soient nécessaires, il semble que les options à bulles présenteraient des avantages – avec quelques nuances :

J-C - En fait de "*nuances*", on lira tout et son contraire !

1. Fonction digestive ou gastro-intestinale.

Plusieurs études suggèrent que... **Mais il existe aussi des preuves du contraire...!**

2. Fonction urinaire et prévention des calculs rénaux

Une étude australienne suggère que... **En revanche, un autre article indique, je vous le donne en mille, des effets indésirables !**

3. Diminution du risque cardiovasculaire.

Parallèlement, certaines recherches ont constaté que... **Cependant, l'eau pétillante n'aurait pas d'incidence, encore raté !**

4. Santé osseuse et dentaire.

Des données probantes indiquent que... **En revanche, l'eau gazeuse semble nuire au développement des dents, là c'est plus grave !**

J-C - Vous conviendrez qu'à ce stade, le rapport bénéfice risque n'est pas en faveur de ce produit de marketing. Peu importe, lisez leur conclusion qui s'assoit dessus.

The Conversation - Il apparaît clair que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les effets de l'eau gazeuse sur la santé, en fonction de la composition en minéraux. Néanmoins, elle peut être considérée comme une alternative plus saine à l'eau faiblement minéralisée.

J-C - Je ne suis pas un "*expert*" en la matière, bien que j'aie un peu étudié le sujet, la diététique.

Il y a de cela une trentaine d'années, j'ai dû lire plus de 100 ouvrages sur le rapport entre l'alimentation et la santé rédigés par des médecins du monde entier, et j'ai même été propriétaire d'un magasin de diététique durant une très courte période. J'ai consacré à ce sujet autant d'attention qu'à la politique, donc j'en ai tiré un tas d'enseignements et je n'ai cessé de m'y intéresser comme à tout le reste d'ailleurs.

Je ne suis qu'un dialecticien, et à ce titre j'ai relevé que les apports quotidiens que préconisent les nutritionnistes en termes de vitamines, oligo-éléments, acides aminés ou protéines étaient farfelus, parce qu'en règle générale il est quasiment impossible d'en ingurgiter une telle quantité en ayant une alimentation variée ou équilibrée, en revanche il était très facile d'atteindre ou dépasser le seuil de toxicité en termes de glucide, sel, gras ou lipides, substances chimiques de synthèses et autres saloperies en tous genre.

Si on les écoutait, on serait tous carencés en quelque chose, bref, on serait tous malades, d'où la nécessité de modifier notre comportement ou nos habitudes, que dis-je, d'obéir à leurs injonctions, cela ne vous ferait-il pas penser à autre chose ?

"*C'est du vol !*" : Un célèbre animateur choqué par le prix fou d'une bouteille d'eau à la plage, gros coup de gueule - purepeople.com 22 août 2023

"*Cinq euros la bouteille d'eau sur la plage. Après on entend :* 'les gens consomment moins'", s'est agacé Julien Courbet sur son compte X (anciennement appelé Twitter). Et de compléter : "*Ils vont au supermarché et viennent avec leur eau, leur glace, leur pique-nique, comment peuvent-ils faire autrement ?*".

Un post qui a bien évidemment fait réagir les internautes : "*Cinq euros la bouteille d'eau, c'est du vol*", "*Il faudrait plutôt se poser la question du type qui emploie cette personne et le pognon qu'il va se faire sur son dos, non ?*", "*Malheureusement c'est partout pareil, même quand tu vas au cinéma et que tu veux acheter une bouteille d'eau tu l'a paie trois euros la bouteille de 50cl de Vittel*", "*Heureusement qu'on a aucune obligation d'acheter sur place et qu'on peut acheter tout ce qu'il faut avant*". purepeople.com 22 août 2023

J-C - Je ne consomme ni l'un ni l'autre, c'est au-dessus de mes moyens et je n'en vois pas l'utilité. Quand je sors, ici en Inde du Sud il ne fait jamais en dessous de 30°C à l'ombre toute l'année, pour me désaltérer j'emporte une bouteille de 50 cl que j'ai remplie d'eau au robinet.

Je pompe l'eau de la nappe phréatique située sous le jardin à l'aide d'un moteur électrique enfoui 70 mètres de profondeur, par sécurité je m'assure chaque soir que le réservoir de 2000 litres est plein. Même quand je vivais en ville en Inde ou en France, je n'achetais pas d'eau minérale, on utilisait un filtre Brita, parfois on achetait de la Badois ou une eau pétillante, on avait fait la connerie de céder à certaines modes aussi. On les aura toutes faites en somme !

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point on a pu être sous influence en croyant le contraire, c'est pitoyable quand j'y repense ! Dorénavant je suis intraitable sur l'alimentation, je suis trop vieux pour me permettre de gros écarts et mettre ma santé en danger.

Sud Radio, la radio pas comme les autres, vraiment ?

Jean-Jacques Bourdin reprend ses entretiens politiques dans la matinale de Sud Radio - LePoint.fr 23 août 2023

Le journaliste, écarté de BFMTV et de RMC après des accusations d'agression sexuelle, va renouer avec son exercice favori dès le 28 août. LePoint.fr 23 août 2023

J-C – Pas de bol pour les bien-pensants, ce sont souvent les mêmes que ceux qui ont placé leurs illusions dans les Brics, le Brexit, etc.

Attention, une imposture peut en cacher une autre. Faire du neuf avec du vieux, ils appellent cela "*un nouveau monde*".

Lu.

- Dépasser l'Occident : Les pays du Sud global s'unissent pour un nouveau monde

- Les pays du Sud global se mobilisent pour réparer les injustices historiques tout en créant un ordre mondial plus juste.

J-C – Allez donc raconter ces foutaises à ces peuples !

Article et commentaires sur le 15ème sommet des BRICS.

J-C – D'autres articles à la fin de cette causerie.

BRICS 11 : Tour de force stratégique - 25 août 2023

L'ONU répertorie 152 pays dans le monde comme «*pays en développement*». C'est à eux que s'adresse le groupe BRICS 11, car ils dépassent les pays du Nord sur tous les plans, de la croissance démographique à la contribution globale à la croissance du PIB mondial mesurée en PPA.

Au cours des dix dernières années, depuis l'annonce de la BRI à Astana puis à Jakarta, les institutions financières chinoises ont prêté près de 1000 milliards de dollars pour des projets de connectivité des infrastructures dans tout le Sud mondial. Le prochain forum de la BRI à Pékin marquera un nouvel élan. C'est la symbiose BRI-BRICS.

Lors du G20 de l'année dernière, la Chine a été le premier pays à faire pression pour l'inclusion de l'Union africaine (UA), qui compte 55 membres. Cela pourrait se produire lors du sommet du G20 le mois prochain à New Delhi ; dans ce cas, la représentation du Sud mondial sera proche de la parité avec celle du Nord.

Les affirmations selon lesquelles Pékin organiserait une conspiration malveillante pour faire des BRICS une arme contre le G7 sont infantiles. La realpolitik – et les indicateurs géoéconomiques – dictent les termes, configurant le choc du nouveau : l'insignifiance irréversible du G7 avec la montée en puissance des BRICS 11.

https://reseauinternational.net/brics-11-tour-de-force-strategique/

J-C - Cette analyse confirme la mienne à quelques réserves près. Brièvement, à savoir que les puissances à l'origine du vieux capitalisme ne sont plus en mesure d'assumer le rôle de volet d'entraînement du capitalisme mondial qu'ils ont joué pendant deux siècles et demi. Proprement dit, ces pays tournés vers les services ne produisent plus suffisamment de richesses, d'autres puissances les ont supplantées, tandis que leurs marchés et leurs besoins n'ont fait que croître au point de représenter près de la moitié de l'économie mondiale et bien davantage dans un futur proche, dès lors elles sont amenées à prendre le relais pour assurer la survie du capitalisme...

Cette redistribution des rôles économiques et politiques à l'échelle mondiale fait évidemment penser au repartage du monde à l'origine et à l'issue de chaque guerre mondiale, si le

processus est identique, les moyens diffèrent compte tenu que les conditions dans lesquelles se réalisent cette nouvelle répartition du pouvoir ont évolué ou sont déterminées par des facteurs anciens et nouveaux, telle que la prolifération d'armes de destruction massive à travers la planète, l'extrême concentration des richesses, le contrôle des moyens de communication et des réseaux dits sociaux par une poignée d'oligarques dans chaque pays, l'interpénétration ou l'interdépendance des économies nécessitant une coordination régionale, continentale, internationale pour éviter toute crise économique aux conséquences incontrôlables, rendant toute rupture entre les différents acteurs financiers préjudiciable, voire catastrophique...

Ce sont les économies les plus productives des pays dits émergents qui ont pris la place qui revint autrefois à la Grande-Bretagne, puis aux Etats-Unis et dans une certaine mesure à ses vassaux européens, asiatiques ou du pacifique sud, qui sont chargés d'achever la mondialisation du capitalisme. Comment ? En élevant le taux d'exploitation des pays sous-développés les plus importants en termes de surface ou de richesses naturelles, de population ou de main-d'œuvre, de manière à freiner la baisse inexorable du taux de profit, les populations qui vivotaient ou survivaient vont être intégrées dans la division internationale du travail ou le marché aux esclaves, tandis que leur classe moyenne s'étoffera. Certes, les conditions d'existence des uns et des autres s'amélioreront, au prix d'innombrables sacrifices sur fond de précarités absolues et d'endettement, les recettes déjà employées en occident, dont les conséquences ont toutefois été atténuées grâce au développement du mouvement ouvrier ou la lutte de classe du prolétariat leur fera défaut, c'est donc un nouveau cauchemar qui les attend.

Allez donc raconter qu'il fait bon vivre dans un de ces pays-là à une famille ouvrière...

Toutes les semaines je vais faire mes courses dans un petit supermarché en Inde, un des pays des Brics. En discutant avec des employées j'ai appris qu'elles travaillaient 12 heures par jour, 6 jours par semaine, soit 78 heures par semaines pour un salaire équivalent au Smic local, entre 7 et 8000 roupies par mois, soit moins de 100 euros.

Quelle vie ont-elles ? Elles n'en ont pas. Le turn-over est de 100% sur un an, personne ne tient longtemps à ce rythme infernal. Le sort qui attend les peuples dont les pays rejoindront les Brics ne vaudra guère mieux, il ne faut se faire absolument aucune illusion à ce sujet.

Mes commentaires publiés dans un blog et les réponses reçues.

J-C- On se marre, on en tombe à la renverse, quelle farce et attrape-nigauds !

C'est vrai qu'avec les pays théocratiques, monarchiques, féodaux, militaires ou autocratiques qui ont rejoint le groupe initiale des Brics, et ce n'est qu'un début, cette institution va forcément représenter les intérêts des peuples exploités et opprimés… Si, si, puisqu'on vous le dit, vous êtes priés d'y croire sous peine d'être trainés dans la boue, je préfère m'arrêter là, car à pareil aveuglement on ne peut opposer aucun argument.

Réponse de Pollix 24 août 2023 21 h 09 min

Charybde ou Scylla ? Peut-être…. Entre un bloc qui fait la guerre à ses amis, et un bloc qui promeut la coopération mais pas la démocratie à coup d'invasions et de destructions, quel est leur meilleur choix ? La dictature du dollar ? Ou les infrastructures, malgré tout pour le bien des peuples même s'il reste des pourritures gouvernantes selon nos médias…

Réponse de Tardieu 25 août 2023 7 h 44 min

La théorie des blocs est bonne uniquement pour ceux qui l'ont créée. Dans l'intérêt de la réaction, elle remplace avantageusement la division de la société en classes qui n'est pas une théorie, mais la réalité qui s'impose à tous, puis elle fait disparaître l'antagonisme irréductible qui existe entre ces classes, mieux, elle ignore la lutte des classes, autrement dit celle qui détient tous les pouvoirs doit les conserver, voilà la finalité de cette théorie.

Maintenant que des Etats manifestent le besoin de se rassembler au sein de structures politiques ou économiques à un moment ou un autre, il n'en demeure pas moins que leurs intérêts sont toujours déterminés en dernier ressort uniquement par les besoins économiques de leur classe dirigeante ou ceux du capitalisme mondial auquel elles sont tous liés. Dès lors, en tant qu'exploité, je ne vois en quoi ou pourquoi je devrais me reconnaître dans l'une ou l'autre de ces institutions dès lors que leurs intérêts sont opposés aux miens
Dit autrement, ma conscience de classe m'incite à ne me reconnaître dans aucun acteur politique ou aucune institution incarnant l'exploitation et l'oppression des peuples, or c'est le cas de la totalité des dirigeants et des institutions internationales, y compris ceux des Brics+.

Les infrastructures auraient été réalisées "*pour le bien des peuples*", cela faisait longtemps qu'on ne nous l'avait pas sorti celle-là, quelle illusion !

Elles sont destinées à servir les intérêts économiques de la classe dominante, à garantir son hégémonie sur le reste de la société, et ce n'est qu'indirectement et non intentionnellement, qu'elles vont également servir aux peuples, il faudrait arrêter de prêter au capitalisme des vertus qu'il n'a jamais eu.

Si on admet que le capitalisme ait joué un rôle progressiste au cours du processus historique, lors de sa phase ascendante, il faut convenir également qu'il a cessé de jouer ce rôle depuis belle lurette, disons depuis le jour où les forces productives qu'ils avaient engendrées se sont transformées en forces destructrices à l'échelle mondiale, aux alentours du début du XXe siècle ou la Première Guerre mondiale, peu importe la date.

Réponse de Dominique Muselet 25 août 2023 11 h 09 min

Ce que vous dites est vrai évidemment. Personne ne peut le nier.

Cependant on peut faire une différence entre les pays qui tiennent le capitalisme (donc les milliardaires) en laisse et s'efforcent d'améliorer le sort de leur populations et ceux qui sont sous la domination d'oligarques apatrides et qui s'efforcent d'esclavagiser leur population pour enrichir ces oligarques et leur clientèle de parasites.

Je crois que c'est Orlov qui avait fait remarquer que les pays dits "démocratiques" sont les pays qui dépendent, pour leur survie, des milliardaires et des classes supérieures qui profitent encore du système (boomers par ex à 3000 € de retraite et patrimoine confortable, ou cadres

supérieurs) tandis que les pays que nous appelons “autoritaires” sont ceux qui s’appuient sur leurs populations contre les puissances d’argent, un peu comme les rois français d’avant la révolution s’appuyaient sur le peuple contre les nobles qui voulaient tjrs leur prendre le pouvoir.

On peut constater que le sort des Chinois s’est amélioré ces dernières décennies, le taux de pauvreté a été considérablement réduit, et que la Russie vient de passer au 5e rang en terme de PIB à parité de pouvoir d’achat, et donc devant nous…

Donc même à l’intérieur du capitalisme (qui prend d’ailleurs des aspects divers), il y a des différences considérables entre les pays dont les dirigeants sont vendus aux puissances d’argent, et ceux qui ont la volonté de les contrôler.

Je crois que les Brics + ont pour le moment cette vision des choses et, en attendant le Grand soir socialiste, c’est tout de même infiniment mieux pour les peuples que ce qui nous arrive en Occident (décadence, déchéance, esclavage, misère et perversions).

Pour nous ça va être terrible, mais ne dit-on pas qu’il il faut mourir pour renaître…

J-C - Je vous laisse le soin de répondre.

Tardieu 26 août 2023 19 h 12 min

- Qui sont tous ces gens qui mettent leurs espoirs dans les Brics ?

Allez donc raconter qu’il fait bon vivre dans un de ces pays-là à une famille ouvrière, je ne vous garantis pas l’accueil ! C’est plus que déplacé, c’est pitoyable, intolérable, permettez-moi de parler en leur nom pour en faire partie en Inde.

Réponse de Vanda 26 août 2023 19 h 37 min

Ceux qui mettent leur espoir dans les BRICS le font d’abord et avant tout dans l’attente d’un monde multipolaire , cad , un monde dans lequel aucune hégémonie ne sera exercée par un seul pays ou un seul groupe de pays , mais bien plutôt un monde sans sanctions économiques , un monde où la souveraineté de chaque pays ou peuple sera respectée. Aujourd’hui, Cuba a perdu probablement en 60 ans 1000 milliards de dollars en PIB du fait des sanctions des USA, les actions occidentales à leadership USA pour maintenir l’hégémonie occidentales ont fait 55 millions de victimes depuis 1945 et la liste des méfaits de cette hégémonie occidentalistes est interminable : Mais personne n’a demandé à personne d’aller vivre ailleurs.
Qu’est-ce que vous nous chanter ?
N’importe quoi !

Réponse de Tardieu 27 août 2023 8 h 33 min

– “*Dans l’attente d’un monde multipolaire*”

Quelle illusion !

La "*souveraineté*" ou l'indépendance des pays en voie de développement est un mythe et il le demeurera que vous le vouliez ou non, elle sera tributaire de la Chine et de la Russie au lieu de l'être des États-Unis et de l'UE, de régimes moyenâgeux et archaïques, de monarchies, réactionnaires, rien de changer en somme.

Pour autant, si cette dépendance se traduit par des conséquences sociales différentes pour les peuples, qui pourront en tirer un certain profit, donc je ne les nie pas, bien au contraire, encore faut-il préciser dans quelles conditions sociales.

Bref, ils devront ces quelques avantages matériels assortis de lourds sacrifices – je n'ose même pas écrire sociaux en observant ce qui se passe en Inde au quotidien, uniquement aux besoins du capitalisme mondial qui pour se perpétuer doit développer de nouveaux marchés (et classes moyennes) en exploitant à outrance une main d'œuvre nombreuse et encore meilleur marché aux quatre coins du monde, voir par exemple l'exploitation effrénée des Ethiopiens par les Chinois.

Leur tâche est d'achever la mondialisation du capitalisme, tâche que les vieux pays capitalisme ne sont plus en mesure de réaliser. Rien de plus. De là à s'en réjouir ou le réclamer, c'est du sadisme !

Car ils se comportent exactement de la même manière que les puissances impérialistes au détour du XXe siècle, lorsqu'ils avaient eu besoin d'élever le niveau d'instruction, d'hygiène, les conditions de vie de la classe ouvrière pour pouvoir l'exploiter ou faire tourner leurs usines. Ils construisirent routes, ponts, chemins de fer, ports, aéroports, etc. dans un unique but commercial ou mercantile, voilà la réalité.

Finalement quand un chef d'État d'un pays occidental rendait visite à un pays au régime réputé dictatorial à juste titre ou à tort, on s'empressait de lui demander s'il allait aborder la question des "droits de l'homme" pour le piéger, notion que je rejette soit dit en passant, là ce ne sera même plus nécessaire de la poser compte tenu de la nature des régimes des pays dominants au sein des Brics. D'ailleurs parmi vous, qui y a pensé, apparemment personne, vous avez tous bien pris soin de ne pas évoquer cet aspect embarrassant et révélateur, n'est-ce pas ? C'est à croire que vous êtes trop obnubilés par votre petit confort personnel ou vous ignorez de quoi vous parlez.

Il ne manquait plus que Cuba, quel opportunisme !

Quant à Cuba, ce confetti sur la scène politique mondiale à portée de canons des États-Unis (à peine 280 kilomètres), ils ont toléré son existence uniquement parce que cela les arrangeait sur le plan politique ou de leur propagande anticommuniste. Il fallait être bien naïf pour croire autre chose, c'est tout du moins mon interprétation.

Je considère que le Forum économique mondial est notre principal ennemi et le combattre est notre priorité, d'où par exemple mon refus de condamner l'opération militaire spéciale russe en Ukraine. Pour autant, j'ai observé que la Russie, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil avaient participé aux dictatures sanitaire et climatique en bons petits soldats de Davos et Gates, j'ai donc condamné cette politique au même titre qu'en France. Ils ont tous malmené leur peuple, aucun n'a dénoncé cette mystification parce que leurs intérêts étaient finalement liés stratégiquement contre le prolétariat mondial…

France.

A quoi reconnaît-on un psychopathe ?

Après ses propos sur l'Ukraine, Sarkozy estime qu'il y a une "*impossibilité de débattre sans s'insulter*" - BFMTV 22 août 2023

"*J'aurais l'occasion de préciser les choses. Mais l'un des problèmes de notre démocratie, c'est la véritable impossibilité de réfléchir et de débattre sans s'insulter*", a-t-il déclaré.

Il ajoute: "*Ce qui est accablant c'est de voir les postures prendre plus d'importance que la réflexion*". BFMTV 22 août 2023

En famille. Qui a dit ?

- On « *ne peut plus reprocher au Rassemblement national de ne pas être un parti républicain* », puisqu'il présente des candidats aux élections et participe à la vie démocratique.

- On n'a pas le droit d'avoir un journal de centre-droit ? À propos du *Journal du dimanche* racheté par Bolloré.

Réponse : Sarkozy sur TF1.

Puisque le Deutsche Arbeiterpartei (DAP), le Parti ouvrier allemand, puis le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei, NSDAP) dont il est à l'origine, le parti nazi de Hitler, ces partis participèrent "*aux élections et à la vie démocratique*" en Allemagne dès 1924, parce que c'était des partis républicains selon les critères de Sarkozy, tout comme Hitler en personne nommé chancelier le plus légalement du monde 9 ans plus tard.

On soupçonnait qu'il y avait quelque chose de nazi indéfinissable chez Sarkozy, et de fait chez Macron, dorénavant on sait à quoi s'en tenir.

Rappels historiques glanés dans différents blogs.

- Le Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (NSDAP) ou Parti national-socialiste des travailleurs allemands de Hitler participa à l'élection présidentielle de 1925, pour la première fois au suffrage universel direct, ne permet pas à Adolf Hitler encore sous interdit judiciaire et n'ayant pas la nationalité allemande, de se présenter. Le NSDAP propose la candidature d'Erich Ludendorff, qui ne recueille au premier tour que 1,1 % des voix et se discrédite complètement.

- Aux élections législatives de 1928, le parti nazi engrange 2,6 % des voix, mais il atteint les 18 % en 1930 et culmine à 37 % en 1932 ! Que s'est-il passé depuis 1928 pour que le nazisme

décolle ainsi ? Il s'agit tout simplement de la crise de 1929 qui a frappé brutalement l'Allemagne et désespéré l'opinion. Ainsi, Hitler est le fils de la crise de 1929

- Les nazis connaissent leur premier grand succès électoral durant les élections de septembre 1930 qui leur donnent 6,5 millions d'électeurs et un peu plus de 100 sièges au Parlement. Le mouvement d'Hitler devient la deuxième force du pays, devant les communistes et derrière les sociaux-démocrates. Il attire de plus en plus l'attention de la presse internationale qui, en médiatisant ses interventions politiques, lui apporte une plus grande popularité

- L'Allemagne, très dépendante des capitaux américains, est touchée de plein fouet. En 1932, le taux de chômage grimpe à 25% de la population active. La récession est si brutale que l'État n'est pas en mesure d'indemniser les chômeurs. Ruinés, une grande partie des Allemands se tourne vers le parti national-socialiste : le 31 juillet 1932, il obtient la majorité des voix au Parlement. Six mois plus tard, le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier. L'engrenage est lancé.

- Hitler est l'aboutissement d'un héritage politique ultra conservateur en gestation en Allemagne depuis au moins la fin de la Première Guerre mondiale, et qui a contribué à faire le lit du développement de l'idéologie nazie. C'est tout un mouvement contre-révolutionnaire et populiste de droite, qui cultive un esprit d'action directe et de revanche qui prépare la mise au pas de l'Allemagne par les nazis.

- Si l'Allemagne découvre la République à l'issue de la révolution en 1918, elle est aussi celle qui, par ses multiples faiblesses, fait le lit de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 puisque la République de Weimar échoue et conduit inéluctablement à cette tragédie de l'histoire qu'est l'avènement du nazisme

- Pour gagner en notoriété, les nazis ont besoin d'argent pour financer leur propagande. Hitler séduit le grand patronat, les grands magnats de la finance, de l'industrie, les grands acteurs économiques en niant l'influence socialiste et révolutionnaire du programme nazi initial. Le parti nazi représente pour eux le seul garant pour faire barrage à une potentielle révolution communiste. Grâce à eux, Hitler peut sillonner toute l'Allemagne, multiplier les campagnes de presse, les meetings et se porter candidat aux élections présidentielles de mars-avril 1932 face au vieux maréchal Hidenburg, réélu à la présidence du Reich.

Hitler multiplie les attaques contre le gouvernement et les actions directes afin d'obtenir une dissolution du Reichtag (Parlement allemand) et provoquer de nouvelles élections législatives en mars 1933. Une campagne qui permet de faire du Parti national-socialiste la première formation politique du pays avec l'entrée de 230 députés. Mais le président Hindenburg refuse de donner le pouvoir au chef nazi.

La République de Weimar est dans l'impasse, Hitler en a bien conscience et sait qu'il suffit de peu de choses pour que le Parti nazi accède au pouvoir par la voie démocratique. C'est alors que l'ancien chancelier, Franz Von Papen, habitué des cercles de pouvoir, joue les intermédiaires auprès de Hindenburg pour nommer le chef du parti nazi à la Chancellerie grâce à l'appui des forces de l'argent. Le 30 janvier 1933, Hindenburg se laisse convaincre et nomme Hitler chancelier.

Les pleins pouvoirs lui sont conférés à la suite de l'incendie du Reichstag (février 1933), puisqu'il dicte un décret d'urgence qui lui permet de restreindre les libertés les plus fondamentales. Il ne lui reste plus qu'à proclamer le NSDAP parti unique le 14 juillet 1933, de mettre fin au pluralisme politique et d'éliminer tous les opposants pour avoir les mains pleinement libres. C'est ainsi qu'il instaure le Troisième Reich fondé sur une dictature totalitaire, antisémite, raciste, impérialiste, en toute légalité et prépare la Seconde guerre mondiale. (Source : Wikipédia et différents blogs)

Entre l'élection de Sarkozy et l'instauration de la dictature sanitaire par Macron, il aura fallu attendre 13 ans, soit 10 ans de plus.

Etat policier. Pour Darmanin, "*la seule question qui vaille*", c'est la sécurité.

J-C - Pourquoi ? Pardi, parce que c'est au nom de la sécurité que les libertés individuelles ou collectives sont supprimées, c'est le discours de tous les dictateurs.

Pour Gérald Darmanin, "*la sécurité est la première des politiques sociales*" - BFMTV 28 août 2023

Le dîner de cons.

Emmanuel Macron invite les chefs des partis mercredi à un dîner - AFP/20 Minutes . 26 août 2023

En famille ils légitiment le tyran Macron.

Bardella (RN) accepte l'invitation de Macron mais ne veut pas lui servir de « *béquille* » - LePoint.fr 24 août 2023

Olivier Faure (PS) : « *Si l'invitation d'Emmanuel Macron venait à être confirmée, je répondrais présent* » - LePoint.fr 25 août 2023

Manuel Bompard (LFI) : « *À ce stade, nous n'avons pas reçu d'invitation* » d'Emmanuel Macron - LePoint.fr 24 août 2023

Le Point - Participerez-vous à « *l'initiative politique d'ampleur* » ? Qu'en attendez-vous ?

Bompard - À ce stade, nous n'avons pas reçu d'invitation. Je ne connais donc ni le contour de l'initiative ni les sujets qui seraient soumis à la discussion. En tout état de cause, je propose que la Nupes puisse être reçue ensemble pour faire valoir les propositions communes de notre programme partagé. LePoint.fr 24 août 2023

Ouf, le tyran s'est ravisé, LFI est comblée, la table est si bonne !

Macron recevra les partis le 30 août pour le lancement de son « *initiative politique d'ampleur* » - Le HuffPost 26 août 2023

« *Unité et efficacité* ». Emmanuel Macron a officiellement invité les partis politiques représentés au Parlement à une réunion le 30 août, « *une main tendue loyalement* » afin de bâtir « *ensemble* » des textes législatifs et d'ouvrir la voie, « *le cas échéant* », à des référendums.
Le chef de l'État précise ainsi son initiative politique d'ampleur annoncée au milieu de l'été. Les discussions, une après-midi et un dîner, porteront sur « *la situation internationale et ses conséquences pour la France* », « *l'efficacité de l'action publique* » y compris de nouvelles pistes de décentralisation et de réformes institutionnelles et « *la cohésion de la Nation* », selon un courrier rendu public samedi 26 août.

« *Vous partagez entre vous de solides accords et de vrais désaccords. Mais quand l'intérêt supérieur du pays est en jeu, j'ai confiance, comme beaucoup de Français, dans notre capacité à converger sans reniement ni renoncement* », écrit Emmanuel Macron dans cette lettre adressée aux chefs de partis, ainsi qu'aux présidents des assemblées.

Après avoir voulu écarter le Rassemblement national (RN) et la France insoumise (LFI), l'Élysée s'est ravisé et a finalement convié ces deux formations. Le HuffPost 26 août 2023

Quand les barbares parlent de civilisation, c'est qu'elle est en péril ou qu'un grave danger la menace.

Emmanuel Macron appelle à "*reciviliser*" le pays après les émeutes de cet été - BFMTV 23 août 2023

Climat: Macron dénonce "*un radicalisme*" qui "*crée des clivages dangereux*" - BFMTV 23 août 2023

J-C - Cela ne vous fait-il pas penser au tyran sévissant actuellement en France ? Mais pas seulement, également à l'extrême droite officielle, le RN.

Lu - Hitler a lu la Psychologie des foules de Gustave Le Bon. Il en tire la conclusion que, pour s'adresser aux masses, il ne faut pas argumenter mais séduire et frapper les esprits. Il se distingue par ses discours passionnés, par son refus des discussions et sa répétition des mêmes thèmes.

L'adhésion proclamée du parti au socialisme est destinée à récupérer l'agitation qui secoue le monde ouvrier depuis la révolution russe en 1917. Le NSDAP reste cependant fondamentalement antisocialiste : « *Il y a un discours ouvriériste mais qui reste au stade du discours: quand il s'agit de prendre position dans les conflits sociaux, le parti nazi sera toujours du côté de la répression* », note l'historien Johann Chapoutot.

Combat politique contre la terreur climatique.

Coupure de courant : le gouvernement autorise les centrales à charbon à fonctionner plus longtemps cet hiver - Journal du Dimanche 24 août 2023

Les deux centrales à charbon françaises ont obtenu l'autorisation de fonctionner plus longtemps pour éviter le black-out cet hiver. Journal du Dimanche 24 août 2023

La glace de l'Arctique n'a toujours pas disparu... - France-Soir 22 août 2023

En 2009, John Kerry, qui était alors le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, avait déclaré que dans les cinq années à venir, "*les scientifiques*" prévoyaient la disparition des glaces dans l'Océan Arctique en été… Avec des conséquences catastrophiques pour le climat.

Aujourd'hui, John Kerry, est "*l'Envoyé présidentiel spécial pour le climat*" de l'administration Biden. Soit l'homme qui parcourt la planète pour nous prévenir de la catastrophe climatique imminente. Des prévisions alarmistes que seules l'Union européenne et la Californie semblent prendre au sérieux, au point de prendre des mesures radicales qui risquent de plomber gravement leurs économies à court terme, pendant que le reste du monde continue de vivre comme avant. À quoi cela rime-t-il ?

Il semble on ne peut plus important de pouvoir écouter toutes les voix scientifiques qui ont quelque chose à dire à ce sujet qui ne soit pas aligné avec les diktats des gouvernementaux ou de ceux du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui dépend de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Cette administration, non élue, agit-elle encore pour le bien de l'humanité ? Lorsqu'on voit ses orientations particulièrement préoccupantes prises durant la crise Covid ou qui se met à prêcher l'éducation sexuelle des enfants dès la petite enfance, on est en droit de douter que l'ONU agisse pour l'intérêt commun ou le bien de l'humanité.

Dès lors, face à une problématique aussi complexe que celle du climat planétaire, on doit écouter les voix dissonantes dans le monde scientifique, comme John Clauser, le Prix Nobel de Physique 2022, récemment scandaleusement interdit de conférence au Fonds Monétaire International. Ce dernier a certainement plus de connaissances sur le sujet que la jeune Greta, égérie médiatique hystérique du catastrophisme climatique.

https://www.francesoir.fr/opinions-politique-societe/la-glace-de-l-arctique-n-toujours-pas-disparu

Incendies dévastateurs à Hawaï : à cause du réchauffement climatique, vraiment ? - France-Soir 24 août 2023

Contrairement à la population locale qui a tout perdu...

Situées en bord de mer, parfaitement entretenues et munies de leurs propres ressources en eau, les villas de Bill Gates et de Jeff Bezos ont été complètement épargnées par les flammes.

https://www.francesoir.fr/societe-environnement/maui-incendies-devastateurs-rechauffement-climatique

---

Lutte contre le wokisme, le transgenrisme et la pédophilie.

L'exhibitionnisme banalisé, légalisé. Pourquoi en font-ils la promotion ? (Suite)

J-C - Pourquoi regrettent-ils que les femmes ne soient pas plus nombreuses à se dénuder en public ? Pour présenter les hommes comme d'horribles prédateurs. Mais pas seulement.

De la pornographie à la pédophilie, ils ont favorisé toutes les perversions sexuelles. Ils ont élevé la sexualité au rang de priorité, d'intérêt principal, ils l'évoquent quotidiennement pour encourager le développement d'une névrose obsessionnelle chez les insatisfaits, les frustrés, les refoulés, jusqu'à ce qu'ils deviennent des détraqués sexuels, convaincus que leurs actes ou agressions sont finalement légitimes compte tenu de la propagande ou des conditions qui les ont entourés.

Ils poussent les femmes a adopté un comportement provocateur de manière à multiplier les agressions sexuelles, ce qui relève de la stratégie du chaos et de la peur qu'ils tiennent absolument à instaurer définitivement. Rien de tel pour justifier des lois toujours plus liberticides ou répressives.

Journée mondiale du topless : "*Quand on a une forte poitrine, c'est tout de suite vulgaire*", le topless oui, mais pas pour tout le monde - Yahoo 26 août 2023

Interrogées par nos soins, plusieurs femmes ont expliqué leur choix de ne plus faire de topless à la plage, en raison des mauvais comportements masculins. Yahoo 26 août 2023

***« Les regards sont terribles »*… Pourquoi de moins en moins de femmes font du topless ? - 20minutes.fr 26 août 2023**

À Aurillac, la manifestation seins nus dégénère, Éric Dupond-Moretti se rend sur place - Le HuffPost 27 août 2023

J-C – Après avoir lu que plus de 1.000 personnes auraient participé à cette manifestation, j'ai voulu voir de quoi il retournait vraiment, car un tel engouement me semblait excessif. Et effectivement, j'en ai eu confirmation en parcourant une dizaine d'articles et en regardant quelques courtes vidéos.

En réalité, quelques dizaines de femmes les seins nus tout au plus, entourées de centaines de personnes, des femmes toute habillées, des hommes de tout âge éclatés de rire, des touristes ou des vacanciers de passage qui se distrayaient gratuitement, des bardeaux ou des curieux, des voyeuristes tout contents de se rincer l'œil, bref un troupeau hétérogène.

Ce qui distinguait hier encore le sauvage ou l'animal de l'homme civilisé ou évolué, tant de plus en plus à disparaître au fur et à mesure que l'oligarchie financière totalitaire accentue son emprise sur la société pour lui imposer un modèle calqué sur la loi de la jungle…

Comment les promoteurs du wokisme s'y prennent-ils pour décrédibiliser et criminaliser ses ennemis, en les caractérisant d'extrême droite.

La lutte contre le "*capitalisme woke*", nouveau cheval de bataille de l'extrême droite européenne - Courrier International 22 août 2023

Comment les autorités ont encouragé la prolifération de la pédophilie.

Site de rencontres pour les 13-25 ans : cette inquiétante plateforme qui semble être le repaire idéal des prédateurs sexuels - femmeactuelle.fr 21 août 2023
La plateforme se présente comme un "*site de rencontres gratuit pour les jeunes de 13 à 25 ans*". Pour créer un compte, rien de plus simple. Il suffit d'un prénom, d'une adresse mail, d'un mot de passe et d'une date de naissance. Celle-ci n'est soumise à aucune vérification. Un site qui laisse la porte grande ouverte aux pédocriminels.

Depuis quelques jours, des internautes dénoncent sur X (ex-Twitter) ce site, qui serait un boulevard pour les pédocriminels. Avant cela, l'application, qui existe depuis 2006, n'avait jamais fait parler d'elle.

L'amplitude d'âge à laquelle s'adresse le site de rencontres peut interroger. En effet, la loi du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste précise que "*constitue également un viol tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, ou tout acte bucco-génital commis par un majeur sur la personne d'un mineur de quinze ans (…) lorsque la différence d'âge entre le majeur et le mineur est d'au moins cinq ans*." Cette mesure, censée protéger davantage les mineurs en revoyant la notion de consentement, semble complètement absente sur l'application. En effet, notre faux-profil de Luna, 13 ans, a été la cible en quelques minutes d'un jeune de 21 ans. Celui-ci, après une brève entrée en matière, nous propose de "*venir chez lui*" car il "*est tout seul*".

La Colombie va émettre des passeports avec le genre "*X*" pour les personnes non binaires - BFMTV 24 août 2023

Pour reconnaître "*la diversité des genres*", la Colombie va autoriser de cocher la case "*X*" sur son passeport. Elle rejoint une douzaine de pays dans le monde qui ont déjà mis en place cette mesure. BFMTV 24 août 2023

Bienvenue chez les dégénérés. "*Une maladie psychique*" devenue un modèle à promouvoir.

L'Allemagne veut faciliter le changement de genre - AFP 23 août 2023

Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi qui simplifie le changement de genre réclamée de très longue date par la communauté LGBTQ+, emboîtant le pas d'autres pays européens comme récemment l'Espagne.

Il suffira de remplir une déclaration auprès de l'état civil pour changer de prénom et de genre.

L'Allemagne rejoindra ainsi le club des pays qui ont adopté le principe de l'autodétermination, comme la Belgique, l'Espagne, l'Irlande, le Luxembourg ou encore le Danemark.

La nouvelle loi doit remplacer une législation datant de 1981 qui considère de facto la transidentité comme une maladie psychique.

"*Cette loi aide beaucoup de personnes à vivre leur identité sexuelle dans une société ouverte mais ne prend rien aux autres*", a insisté le ministre de la Justice Marco Buschmann. (La "*société ouverte*" tant vantée par Attali et Soros, une simple coïncidence. - J-C)

Santé.

Animés de mauvaises intentions, quand ils réfléchissent, le pire est à venir.

La hausse des franchises médicales « *fait partie des réflexions* », admet Borne - AFP/LePoint.fr 23 août 2023

Invitée de France Bleu, Élisabeth Borne a admis mercredi 23 août que l'augmentation des franchises médicales faisait « *partie des pistes* » mises « *sur la table* », « des réflexions » sur lesquelles le gouvernement devrait « *se prononcer très prochainement* ». « *Il ne s'agit évidemment pas d'empêcher les gens de se soigner* », a cependant assuré la cheffe du gouvernement. (Certains y ont déjà renoncé ! – J-C)

En revanche, « *il n'est pas question, ce n'est pas du tout la philosophie du gouvernement, d'augmenter les impôts des ménages* », a déclaré la cheffe du gouvernement. « *Au contraire, on veut continuer à baisser les impôts en étant évidemment attentifs au pouvoir d'achat des*

classes moyennes », a déclaré la Première ministre lors d'un entretien sur France Bleu. De la même manière, il n'est pas prévu de relever les taxes sur l'alcool. AFP/LePoint.fr 23 août 2023

Urgences débordées : « *Des patients sont soignés tardivement, certains ont des séquelles et d'autres en meurent* » - Publicsenat.fr 23 août 2023

J-C – Capitalisme : Stop ou encore ?

Nouvel ordre mondial totalitaire. L'engrenage de la dictature sanitaire est à nouveau enclenché. (Suite)

J-C - Les tyrans conserveront le pouvoir de nuire à la population aussi longtemps qu'on ne les chassera pas et qu'on ne renversera pas leur régime.

Ils ont ouvert la boîte de Pandore du totalitarisme en janvier 2020, et ils n'entendent pas la fermer. Ils ferment des écoles pour de simples angines ou des cas de grippe, c'est de l'abus de pouvoir. Ils terrorisent la population et les enfants pour un rien, c'est le fascisme ordinaire qu'on n'ose pas nommé.

États-Unis : le Covid-19 oblige des écoles à fermer leurs portes - BFMTV 26 août 2023

La rentrée scolaire est bousculée par le Covid-19 dans plusieurs États américains Selon ABC News, des établissements ont été obligés de fermer leurs portes ces derniers jours en raison d'un nombre élevé de cas de coronavirus mais également à cause d'autres virus, comme celui de la grippe.

"*Nous voyons qu'il y a de nombreux malades avec des symptômes correspondant au Covid-19 et à la grippe*", a expliqué à ABC News Scott Lockard, le directeur de la santé publique du district de Kentucky River, qui comprend le comté de Lee. "*Le comté de Lee a connu une augmentation du nombre de cas et le pourcentage d'élèves présents est tombé sous le seuil minimum*."

Un scénario comparable s'est déroulé dans un autre comté du Kentucky, celui de Magoffin, où les établissements sont aussi restés portes closes jeudi et vendredi. Des fermetures liées là encore au Covid-19 ou à des cas d'angines.

"*La bonne nouvelle, c'est que les symptômes ne sont pas très graves*", souligne Pete Shepherd.

À l'échelle du pays, 12.600 personnes ont été admises à l'hôpital entre le 5 et le 12 août selon les dernières données des Centres de prévention et de lutte contre les maladies. Bien qu'il soit en hausse pour la cinquième semaine d'affilée, ce chiffre demeure l'un des plus faibles observés depuis trois ans aux États-Unis. BFMTV 26 août 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Je rappelle que ce sont les Etats-Unis et l'UE, qui en organisant le coup d'Etat de Kiev 2014, ont déclaré la guerre à la Russie.

Déchainement de russophobie à l'annonce de la mort d'Evguéni Prigojine.

Auriez-vous eu « *des doutes raisonnables* » sur « *les conditions* » dans lesquelles Macron à traiter l'épisode Covid-19, que vous auriez été immédiatement qualifié de complotiste, n'est-ce pas ?

Russie: Prigojine, le patron de Wagner, présumé mort dans un crash aérien, selon les autorités russes - AFP 24 août 2023

Telematin 24 août 2023 - "*À la tête du groupe Wagner, c'était l'homme des basses œuvres de Poutine*"

Olivier Véran établit "*par principe*" le même constat que Joe Biden qui n'est "*pas surpris*" de la mort d'Evgueni

---

Mort d'Evguéni Prigojine : Olivier Véran évoque « *des doutes raisonnables* » sur « *les conditions* » du crash - Le HuffPost 24 août 2023

Le chef du groupe Wagner est décédé dans un crash aérien au nord-ouest de Moscou. Sa mort interroge, quelques mois après sa rébellion avortée contre Vladimir Poutine.

Les précautions sont nécessaires mais des « *doutes raisonnables* » existent sur « *les conditions* » du crash de l'avion dans lequel se trouvait Evgueni Prigojine, le chef du groupe Wagner à l'origine d'une rébellion contre Vladimir Poutine en juin, a déclaré le porte-parole du gouvernement Olivier Véran ce jeudi 24 août.

La veille, un crash d'avion a fait dix morts dans la région de Tver, au nord-ouest de Moscou. Selon l'aviation civile russe, Evgueni Prigojine se trouvait à bord de l'appareil. Le décès de cet ancien proche de Vladimir Poutine, mis à l'écart après avoir lancé une rébellion deux mois plus tôt sur fond de désaccords sur la stratégie russe en l'Ukraine, interpelle.

Difficile de ne pas y voir la main de Vladimir Poutine, contre qui le sulfureux homme d'affaires avait mené une mutinerie il y a deux mois avant de renoncer, au dernier moment, à entrer dans Moscou : c'est en tout cas ce que sous-entendent les premières réactions venues des Etats-Unis, ou même de France.

« *On ne connaît pas encore les conditions dans lesquelles ce crash a eu lieu, on peut avoir des doutes raisonnables* », a déclaré Olivier Véran sur le plateau de France 2. Alors que le président américain Joe Biden a estimé mercredi que « *peu de choses se passent en Russie*

sans que Poutine n'y soit pour quelque chose », Olivier Véran, interrogé sur France 2, a abondé : « *c'est par principe une vérité qu'on peut établir* ».

Le porte-parole du gouvernement décrit Evguéni Prigojine comme « *l'homme des basses œuvres de Poutine. Ce qu'il a commis est indissociable de la politique de Poutine qui lui avait confié la responsabilité de mener ces exactions à la tête du groupe Wagner* ». « *Prigojine laisse derrière lui des charniers. Il laisse derrière lui une pagaille dans une grande partie du globe, je pense à l'Afrique, à l'Ukraine, à la Russie elle-même* », insiste-t-il.

« *Ce sont bien là les méthodes de Vladimir Poutine, soit c'est le poison soit c'est la chute* », a estimé sur BFMTV la députée Renaissance Natalia Pouzyreff, présidente du groupe France-Russie à l'Assemblée nationale. « *C'est une façon de montrer qu'on ne laissera rien passer, que le Kremlin est tout puissant* », ajoute-t-elle.

Mort d'Evgueni Prigojine : Vladimir Poutine salue la « *contribution* » du chef de Wagner - Journal du Dimanche 24 août 2023

Après la mort d'Evgueni Prigojine dans un accident d'avion mercredi, Vladimir Poutine a rendu hommage au chef du groupe Wagner. Le président russe a salué la « *contribution* » de l'oligarque à l'offensive en Ukraine, promettant de « *mener jusqu'au bout* » l'enquête sur l'accident ayant causé sa mort.

Concernant l'enquête, l'ancien colonel du KGB a déclaré : « *Nous verrons ce que les enquêteurs diront dans un avenir proche. L'expertise est en cours, une expertise technique et génétique. Cela prendra un certain temps* ». Journal du Dimanche 24 août 2023

Evguéni Prigojine: la Russie dément avoir ordonné sa mort et dénonce un "*mensonge absolu*" - AFP/BFMTV 25 août 2023

"*C'est un mensonge absolu, il faut aborder cette problématique (du crash) en se basant sur des faits*", a affirmé Dmitri Peskov, le porte-parole du président russe interrogé sur les insinuations de dirigeants occidentaux selon lesquelles le Kremlin aurait ordonné l'assassinat du patron de la milice.

"*Actuellement, autour de la catastrophe aérienne et des morts tragiques de passagers, notamment Evguéni Prigojine, il y a beaucoup de spéculations et on sait bien dans quel sens on spécule en Occident*", a-t-il encore affirmé. AFP/BFMTV 25 août 2023

Le Président biélorusse s'exprime - fr.sputniknews.africa 25 août 2023

"*Je ne réfute rien. Je ne sais pas. Je n'étais pas sur le lieu du crash de l'avion […]. Savez-vous ce que signifie la phrase 'un missile a abattu'? Seul le chef suprême des armées peut ordonner aux forces militaires et spatiales de faire quelque chose. L'ordre sera ensuite*

transmis à une unité spécifique. Et cette unité le transmettra à une équipe spécifique. Vous rendez-vous compte du nombre de personnes impliquées? Quel genre d'idiot ferait cela? […] Je ne le crois pas", a déclaré ce 25 août le Président biélorusse Alexandre Loukachenko. fr.sputniknews.africa 25 août 2023

Pour un peu ces ordures de médias verseraient une larme pour Prigojine !

Evguéni Prigojine, le héros national devenu "*traître*" à abattre - BFMTV 24 août 2023

Une enquête a été ouverte pour "*violation des règles de sécurité du transport aérien*". "*Une équipe d'enquêteurs a été envoyée sur les lieux (...) pour établir les causes de l'accident*", a indiqué dans un communiqué le Comité d'enquête russe. BFMTV 24 août 2023

Limogeage ou simplement redistribution des tâches au sommet de l'armée russe ?

Deux mois après la rébellion de Wagner, un général russe limogé - AFP/lepoint.fr 23 août 2023

« *Le général d'armée Sergueï Sourovikine a été démis de ses fonctions* », a affirmé mercredi 23 août l'agence de presse d'État Ria Novosti, citant une source au fait des mouvements internes à l'armée. Ce général russe, un temps chargé de l'offensive en Ukraine, était jugé proche du groupe paramilitaire Wagner, qui a mené une rébellion avortée il y a deux mois. Selon Ria Novosti, Sergueï Sourovikine, 56 ans, a été remplacé par le général Viktor Afzalov.

Ni le Kremlin ni le ministère russe de la Défense n'ont fait d'annonces dans l'immédiat, alors que les changements au sein de l'armée se font souvent dans l'opacité. (Comme partout ailleurs ! - J-C) Le quotidien russe RBK et l'ancien rédacteur en chef de la radio Écho de Moscou, Alexeï Venediktov, ont cependant annoncé le limogeage de Sergueï Sourovikine, tout comme Rybar, un influent blog militaire couvrant les combats en Ukraine. (Ont-ils vraiment utilisé le mot "*limogeage*" ou il s'agit d'une interprétation ? Tout est possible avec l'AFP. - J-C)

Depuis la fin de la rébellion du groupe paramilitaire Wagner fin juin, des rumeurs faisaient état de remaniements au sein du commandement militaire, notamment au sujet de Sergueï Sourovikine. Lors de la révolte de 24 heures de Wagner qui a ébranlé le pouvoir russe, Sergueï Sourovikine avait appelé les mutins à « *arrêter* » et à rentrer dans leurs casernes « *avant qu'il ne soit trop tard* ». Mais le général était néanmoins jugé proche de Wagner et de son chef, Evgueni Prigojine. (Vous aurez noté que l'AFP est passée en mode "*rumeur*" ou bruits de chiottes ! - J-C)

Surnommé le « *général Armageddon* » pour ses méthodes brutales, il était l'un des principaux commandants de l'intervention militaire russe en Ukraine. Il avait reçu auparavant le soutien affiché et les louanges d'Evgueni Prigojine et de Ramzan Kadyrov, le dirigeant de la Tchétchénie. Nommé en octobre 2022 commandant des forces en Ukraine, il avait notamment

dû ordonner en novembre suivant le retrait de la ville de Kherson et de la rive droite du Dniepr (Sud), une défaite humiliante pour Moscou.

(L'AFP répète en boucle depuis 10 mois le récit de cette fausse défaite à défaut de victoire ukrainienne tant espéré, puisqu'il s'est agi d'une retraite stratégique défensive amplement justifiée depuis. - J-C)

Seulement trois mois après sa nomination, il était remplacé à ce poste par le chef de l'état-major russe, Valéri Guérassimov. Vétéran de la guerre soviétique en Afghanistan et de la deuxième guerre de Tchétchénie dans les années 2000, Sergueï Sourovikine a aussi participé à la brutale campagne russe en Syrie en 2015, ce qui lui a aussi valu le surnom de « *boucher syrien* ». (Ces "*méthodes brutales*" souvent mentionnées faisaient référence au traitement impitoyable auquel il avait soumis les barbares de Daesh en Syrie. En réalité les Etats-Unis et leurs vassaux dont la France n'ont jamais digéré la défaite militaire que la Russie leur a imposée en Syrie. - J-C)

Wagner: Vladimir Poutine oblige par décret les membres des groupes paramilitaires à prêter serment - BFMTV 25 août 2023

Le président russe Vladimir Poutine a signé vendredi un décret obligeant les membres des formations paramilitaires à prêter serment à la Russie, comme le font les soldats de l'armée régulière, deux jours après la mort présumée du patron de Wagner. BFMTV 25 août 2023

Niger.

France, Allemagne, Nigeria... la junte au Niger demande l'expulsion d'ambassadeurs de plusieurs pays - BFMTV 26 août 2023

Les militaires qui ont pris le pouvoir à Niamey le 26 juillet ont donné vendredi 48 heures à l'ambassadeur d'Allemagne au Niger pour partir, indique une lettre du ministère nigérien des Affaires étrangères, peu après une annonce similaire concernant l'ambassadeur de France.

Quelques dizaines de minutes plus tôt, le ministère français des Affaires étrangères a répliqué en affirmant que "*les putschistes n'ont pas autorité pour faire cette demande, l'agrément de l'ambassadeur émanant des seules autorités légitimes nigériennes élues*", celles du président Mohamed Bazoum renversé la 26 juillet. BFMTV 26 août 2023

J-C – Je leur conseillerais de couper l'électricité, l'eau et le gaz s'ils l'ont, d'organiser le blocus total de l'ambassade de France.

Françafrique. Sous le régime néocolonial de Mohamed Bazoum la démocratie régnait au Niger, tiens donc ?

Niger : une quarantaine d'enseignants-chercheurs dénoncent le soutien de leur syndicat à la junte - rfi.fr 22 août 2023

Au Niger, 37 universitaires ont dénoncé à travers une lettre le soutien affiché par le bureau exécutif du syndicat national des enseignants-chercheurs et chercheurs du supérieur (SNECS) à la junte qui a renversé le président Mohamed Bazoum le 26 juillet 2023. « *Le syndicat n'a consulté aucune base* », assure Mahaman Bazanfaré, professeur à l'université Abdou Moumouni de Niamey.

Les signataires du courrier exigent du syndicat qu'il revienne sur sa position en condamnant le coup d'État du 26 juillet dernier et en réclamant la libération du président élu, Mohamed Bazoum.

Mahaman Bazanfaré, professeur à la faculté des sciences techniques de l'université Abdou Moumouni de Niamey, affirme au micro de Sidy Yansané : « *Toute prise de pouvoir par la force doit être condamnée. Le syndicat a lutté en 2018 pour réinstaurer la démocratie dans les universités, ce n'est pas le syndicat qui va venir aujourd'hui approuver la remise en cause de la démocratie au niveau national, parce que s'il n'y a pas de démocratie au niveau national, il va de soi qu'il ne peut pas y avoir de démocratie au niveau des universités, autrement dit les élections des recteurs, les élections des doyens, seront dans tous les cas remises en cause.* » rfi.fr 22 août 2023

Coup d'État au Niger: une coalition de la société civile somme la France de retirer ses troupes - BFMTV 23 août 2023

"*Il n'y a pas de sentiment anti-français au Niger ni de sentiment anti-occidentaux, mais nous sommes farouchement engagés contre la politique française telle qu'elle est menée*", a affirmé le dirigeant d'une coalition de la société civile, Abdoulaye Seydou.

"*Nous n'accorderons pas une seconde aux forces françaises sur notre territoire à l'expiration de ce délai*", a déclaré Abdoulaye Seydou, coordinateur du M62, qui regroupe une dizaine d'associations et d'ONG.

Niger : La junte autorisera les armées du Burkina et du Mali à intervenir « *en cas d'agression* » - AFP/20 Minutes 25 août 2023

Les ministres des Affaires étrangères du Burkina Faso et du Mali, Olivia Rouamba et Abdoulaye Diop, étaient en visite jeudi à Niamey où ils ont été reçus par le nouvel homme fort du Niger, le général Abdourahamane Tiani.

Ils ont « *salué* » la signature d'ordonnances « *autorisant les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso et du Mali d'intervenir en territoire nigérien en cas d'agression* », selon un

communiqué lu par Oumarou Ibrahim Sidi, le secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères nigérien, à l'issue de la visite.

BRICS.

L'Afrique du Sud accueille le sommet des Brics, en quête d'influence - AFP 22 août 2023

Le sommet des Brics s'ouvre mardi en Afrique du Sud avec au programme l'élargissement à de nouveaux membres du bloc de pays émergents, qui cherche à étendre son influence politique et économique mondiale.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa accueille à Johannesburg ses homologues brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et chinois, Xi Jinping. L'Inde est représentée par son Premier ministre Narendra Modi et la Russie par son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

En visite officielle à Pretoria avant l'ouverture du sommet dans l'après-midi, le président chinois a salué un "*nouveau point de départ historique*" pour les relations entre la Chine et l'Afrique du Sud, puissance influente sur un continent devenu un fort enjeu diplomatique.

M. Ramaphosa a affirmé accueillir Pékin en "*véritable ami*", rappelant que la Chine est le premier partenaire commercial de Pretoria.

"*Nous sommes unis dans notre objectif commun et notre quête d'un monde meilleur et plus égalitaire*", a-t-il poursuivi. Le 15e sommet des Brics intervient à un moment où les divisions sur la scène internationale ont été accentuées par l'invasion russe de l'Ukraine.

L'Afrique du Sud, la Chine et l'Inde n'ont jamais condamné Moscou et le Brésil a refusé de se joindre aux pays occidentaux pour envoyer des armes à l'Ukraine ou imposer des sanctions à la Russie.

Produisant un quart de la richesse mondiale et comptant 42% de la population du globe, les Brics ont en commun leur revendication d'un équilibre politique et économique mondial plus inclusif, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union européenne. Le groupe cherche à étendre son influence et réfléchit à s'élargir.

Une quarantaine de nations ont demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt pour rejoindre le groupe. Iran, Argentine, Bangladesh et Arabie Saoudite font notamment partie des aspirants.

Une cinquantaine de chefs d'Etat "*amis des Brics*" sont attendus au sommet, ainsi que le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. AFP 22 août 2023

«*Un jour historique*» : six nouveaux membres rejoindront les BRICS en janvier 2024 - RT 24 août 2023

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé que l'Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis rejoindraient les BRICS le 1er janvier 2024.

Ce 24 juin à Johannesbourg, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé un élargissement des BRICS : l'Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis en seront membres à part entière à partir du 1er janvier 2024.

Cyril Ramaphosa a confirmé une annonce de la veille, les pays membres des BRICS s'étant accordés sur les critères d'expansion. Plus de 20 Etats étaient candidats, signe de l'engouement suscité par cette organisation.

«*Les BRICS ont entamé un nouveau chapitre dans leur effort de construction d'un monde qui soit juste, un monde qui soit également inclusif et prospère*», a déclaré le président sud-africain.

Le président russe Vladimir Poutine a salué le travail et les merveilleuses compétences diplomatiques de Cyril Ramaphosa, et félicité les nouveaux membres. «*Nous sommes pour la poursuite de l'expansion de la puissance des BRICS*», a-t-il conclu. La Russie héritera de la présidence de l'organisation au jour de son expansion, le 1er janvier 2024.

«*L'Inde a toujours soutenu l'idée d'une expansion des BRICS*», a déclaré de son côté son Premier ministre Narendra Modi, se réjouissant d'«une nouvelle dynamique» et de «*la foi qu'ont beaucoup de pays dans le monde en un monde multipolaire*». «*En travaillant de concert, nos équipes ont su valider des procédures d'élargissement*», a-t-il ajouté.

«*C'est un jour historique*», a salué le président chinois Xi Jinping : «*C'est un nouveau point de départ pour l'action au sein des BRICS*», a-t-il ajouté. «*Je suis convaincu que ce travail permettra d'obtenir beaucoup de résultats pour tous nos pays. Nous allons ouvrir un nouveau chapitre dans l'établissement d'un monde multipolaire*», a-t-il conclu. RT 24 août 2023

Sommet des Brics 2023 : six nouveaux pays vont intégrer le bloc des pays émergents en 2024 - Le HuffPost 24 août 2023

« Avec ce sommet, les Brics entament un nouveau chapitre » Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), réunis en sommet à Johannesburg, vont accueillir dès janvier six nouveaux membres, a annoncé ce jeudi 24 août le président sud-africain Cyril Ramaphosa.

L'Iran, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis rejoignent le groupe des pays émergents qui veut gagner en influence dans le monde. « *L'adhésion prendra effet à compter du 1er janvier 2024* », a déclaré Cyril Ramaphosa lors

d'une conférence de presse conjointe des dirigeants des cinq nations qui composent actuellement le bloc, s'est-il félicité.

C'est un « *moment fort* » pour l'Éthiopie, s'est félicité son Premier ministre Abiy Ahmed. L'adhésion aux Brics est un « *événement historique* » et un « *succès stratégique* » pour la diplomatie iranienne, le conseiller politique du président iranien Ebrahim Raïssi, Mohamed Jamshidi.

Les Brics ont réaffirmé leur position « *non-alignée* » lors du sommet, à un moment où les divisions ont été accentuées par le conflit en Ukraine.

Clone. Le pendant des "*Young Leaders*" de Davos.

«*Nouveau monde multipolaire*» : en marge des BRICS, les jeunes diplomates ont tenu leur forum à Kazan - RT 24 août 2023

Du 17 au 21 août, Kazan a accueilli le VIe Forum des jeunes diplomates. Intitulé «La diplomatie d'un nouveau monde multipolaire», il a rassemblé une centaine de délégués venus de 40 pays pour aborder les défis de la sécurité informationnelle.

Le 21 août, dans la capitale de la République du Tatarstan, s'est clôturée la sixième édition du Forum des jeunes diplomates. Introduite pour la première fois à Sotchi en 2017, l'édition de cette année était placée sous le thème de la sécurité de l'information dans les relations internationales modernes et du rôle du «*soft power*».

Son titre, «*La diplomatie d'un monde multipolaire*», faisait naturellement écho à la position défendue par Moscou au sommet des BRICS de Johannesbourg, qui se tenait presque au même moment à l'autre bout du monde. Le 23 août, le président russe a appelé de ses vœux à l'émergence d'«*un ordre mondial multipolaire véritablement juste et fondé sur le droit international*».

Un BRICS en miniature

Etaient présents 130 délégués venus de 40 pays de la CEI, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. D'après la liste de pays du communiqué officiel, aucun délégué européen n'était donc présent cette année, sans que le texte n'en précise la raison. Notons cependant un contraste avec la quatrième édition de 2021, avant le début du conflit en Ukraine, qui accueillait alors des représentants venus de 60 pays.

Comme au sommet des BRICS cette année, la question de l'élargissement de l'Association internationale des jeunes diplomates (MAMD) a été soulevée et les débats ont mené à l'adhésion de 20 nouveaux membres originaires d'Abkhazie, d'Angola, de Bolivie, du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo, du Venezuela, du Myanmar, de Sierra Leone, du Tadjikistan, d'Ossétie du Sud, du Soudan du Sud et de République centrafricaine. Ils s'ajoutent aux nationalités des 100 membres que comptait déjà la MAMD venus de Russie, Chine, Mongolie, Jordanie, Biélorussie, Tadjikistan, Ossétie du Sud, République du Congo,

Iran, Laos, Bangladesh, Indonésie, Irak, Cameroun, Mozambique, Sénégal, Ouganda, Tchad, Nigeria, Somalie, Sri Lanka et Moldavie.

Une diplomatie sportive et «*horizontale*»

Deux grands projets auraient particulièrement suscité l'attention des participants, d'après un communiqué : le festival mondial de la jeunesse prévu à Sotchi en mars 2024 et les «*Jeux du futur*» qui auront lieu simultanément à Kazan.

Concernant ces derniers, il s'agira d'un tournoi international où 2 000 candidats s'affronteront lors d'épreuves mêlant sports classiques et numériques et présentant les dernières innovations des sciences et des nouvelles technologies.

En marge du forum étaient organisées des tables rondes de différentes branches de l'Union économique eurasiatique où les participants ont ébauché des projets communs, en particulier dans le domaine de l'information.

Comme chaque année, le forum s'est conclu par un document final affirmant la nécessité de concourir à l'émergence d'un monde polycentrique et d'une «*diplomatie horizontale*», c'est-à-dire un réseau actif de jeunes diplomates en poste au niveau tant national, que régional et international.

En voilà un facteur de progrès social prometteur pour les peuples africains.

Vente d'armes chinoises en Afrique : Pékin à l'assaut de nouveaux amis à tout prix - france24.com 25 août 2023

La Chine semble profiter de la guerre en Ukraine pour développer ses ventes d'armes en Afrique. Une tendance qui dénote de l'opportunisme économique du complexe militaro-industriel chinois mais permet aussi à Pékin d'utiliser des nouveaux moyens pour étendre sa sphère d'influence.

Le plus important fabricant d'armes chinois a dorénavant pignon sur rue au Sénégal. Norinco, également septième équipementier militaire au niveau mondial, a ouvert un bureau de vente à Dakar, affirme le South China Morning Post, lundi 21 août.

Ce ne serait qu'une première étape pour le géant chinois, qui prévoit également d'établir une présence plus permanente au Mali et en Côte d'Ivoire, a affirmé le site Military Africa, qui a été l'un des premiers médias à faire état des plans d'expansion de Norinco en Afrique de l'Ouest, début août. France 24, de son côté, n'a pas pu vérifier indépendamment que ce nouveau site de Norinco dans la capitale sénégalaise étaient réellement ouvert.

Et quel grand bond en avant en une décennie : Pékin est devenu le troisième exportateur d'armes sur le continent (derrière la Russie et les États-Unis) et le deuxième en Afrique sub-saharienne, après s'être fait dépasser par la Russie en 2022.

Disposer d'une délégation permanente sur le terrain permet à ce géant d'offrir un service après-vente qui peut cimenter une relation commerciale, souligne François Vreÿ, un spécialiste des questions de sécurité en Afrique à l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud) interrogé par le South China Morning Post. Norinco pourait ainsi aussi espérait être plus rapidement au courant des changements de situation – que ce soit au Sénégal ou dans les pays voisins – susceptibles d'offrir de nouvelles opportunités commerciales.

Le choix du Sénégal révèle aussi une plus grande confiance en soi des vendeurs d'armes chinois – et par extension de Pékin – sur le sol africain. En effet, jusqu'à présent, Norinco et les autres groupes chinois n'ouvraient des bureaux que dans les pays avec des liens historiques ou commerciaux avec la Chine déjà forts, tels que l'Angola ou le Nigeria.

Cette fois-ci, les pays dans le viseur de la Chine – le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Mali – appartiennent historiquement à la zone d'influence française.

Pour les analystes interrogés par le South China Morning Post, ce n'est qu'un début. À cause de ces sanctions, "*la guerre en Ukraine devrait permettre à la Chine de gagner des parts de marché en Afrique partout où la Russie exportait des armes*", écrit le quotidien hongkongais. Luke Patey reconnaît que "*la Chine est parfaitement capable de prendre le relais de la Russie en Afrique*", mais pour lui, il est encore un peu tôt pour savoir si c'est effectivement ce qui va se passer. Ne serait-ce que parce que la Russie a réussi à augmenter le volume de ses exportations d'armes en Afrique en 2022, alors même que le pays était déjà soumis à des sanctions drastiques. france24.com 25 août 2023

J-C – On ose un commentaire ? J'ignore si ces populations mangent tous les jours à sa faim, en revanche ce que je sais, c'est que question armes, leur pays est bien loti ! L'Inde aussi !

Inde.

Inde. Il y a de l'argent pour l'achat d'armement et l'agence spatiale, mais pas pour le développement des infrastructures et les services publics

J-C - Cela fait près de 3 mois que les autorités ont entrepris d'élargir d'un mètre la route qui passe à proximité de mon village et qui relie la commune la plus proche située à une distance de moins de 2 kilomètres, et on ignore quand les travaux seront terminés, en attendant la route est recouverte de terre et de gravillons la rendant extrêmement dangereuses pour tous les deux-roues à moteur.

L'Inde réussit à poser sa fusée Chandrayaan-3 sur la Lune, devenant le troisième pays à y parvenir - BFMTV 23 août 2023

L'Inde a réussi à poser sa fusée sur la Lune, a annoncé l'agence spatiale indienne ce mercredi. Chandrayaan-3, qui signifie "*vaisseau lunaire*" en sanskrit, s'est posé près du pôle Sud lunaire, une zone peu explorée, rejoignant un club très fermé composé jusqu'ici des États-Unis et de la Russie.

Inde: au moins 18 morts dans l'effondrement d'un pont ferroviaire - AFP 23 août 2023

Au moins 18 ouvriers sont morts après l'effondrement mercredi d'un pont ferroviaire en construction au-dessus d'un ravin dans le nord-est de l'Inde, ont annoncé les autorités locales.

Le gouvernement versera environ 2.400 dollars aux proches des personnes tuées, selon cette déclaration.

Le ministre des Chemins de fer, Ashwini Vaishnaw, s'est dit "*attristé par ce malheureux incident*" et a annoncé une indemnisation distincte pour les personnes tuées ou blessées dans l'accident.

Une commission a été mise en place pour enquêter sur les causes de celui-ci.

L'Etat du Mizoram est situé dans l'extrême est de l'Inde, à la frontière avec la Birmanie.

Les accidents sur les chantiers de grandes infrastructures sont fréquents en Inde.

Début août, au moins vingt ouvriers sont morts dans la chute d'une grue sur une autoroute en construction dans la banlieue de la capitale économique Bombay (ouest).

L'engin était tombé dans la nuit sur de grandes dalles de béton, propulsant des débris qui ont tué des ouvriers travaillant sur le chantier.

En octobre de l'année dernière, 130 personnes ont été tuées dans l'Etat du Gujarat (ouest) lorsqu'un pont s'est effondré peu après avoir été réparé.

En mars 2016, l'effondrement d'un viaduc sur un quartier très fréquentée de Calcutta (est) a fait au moins 26 morts.

Malgré les sanctions, l'Inde a reçu le système russe de défense aérienne S-400 - Capital 24 août 2023

Moscou a bien livré son célèbre système S-400 à New Delhi dans les délais convenus. L'Inde est la plus grande importatrice d'armes au monde et utilise majoritairement la technologie russe pour équiper ses forces terrestres et aériennes. Capital 24 août 2023

Chine.

Dépasser l'Occident : Les pays du Sud global s'unissent pour un nouveau monde - Article de l'ambassade de chine en France 25 août 2023

Les pays du Sud global se mobilisent pour réparer les injustices historiques tout en créant un ordre mondial plus juste. Ils défient l'ingérence occidentale et prônent la coopération Sud-Sud. Malgré les tentatives occidentales de manipulation, le Sud global continue de se forger

une identité distincte et unie, œuvrant pour l'autonomie, la coopération équitable et un développement mondial durable.

Récemment, le concept du Sud global suscite un grand tapage et fait la Une de nombreux journaux. De diverses conférences internationales multilatérales ont aussi été marquées par une présence importante du Sud global. Cependant, le Sud global n'est pas une nouveauté, mais simplement une nouvelle façon d'appeler les « *pays du Sud* », les « *pays en développement* », le « *Groupe des 77* », ou le « Mouvement des non-alignés » – autant de termes qui nous sont familiers. En effet, il s'agit toujours d'un ensemble de pays émergents et de pays en développement qui ont en commun d'être non-occidentaux, contre l'ingérence et pour le développement.

Le Sud global, ayant à cœur l'équité et la justice, œuvre à réparer les injustices historiques causées par l'hégémonie de l'Occident. Comme chacun le sait, l'Occident s'est développé sur la base de ses longues années de colonisation, de pillage et d'exploitation des pays du Sud. Bien que la majorité des pays en développement aient depuis longtemps accédé à l'indépendance, le néocolonialisme, l'hégémonisme et l'occident-centrisme perdurent sous toutes leurs formes, s'évertuant à maintenir le Sud global à la périphérie du système politique et économique mondial et à l'échelon inférieur de la chaîne de valeur mondiale. Au fil du temps, de plus en plus de pays du Sud ont pris conscience des visées hégémoniques de l'Occident. Ils refusent de continuer à se résigner à son exploitation, et éprouvent une volonté toujours plus forte de changer l'ordre international existant, dominé par l'Occident et accusant un déficit de justice et d'équité. Ainsi, des mécanismes multilatéraux dirigés par le Sud global, tels que les BRICS, l'OCS et l'« *OPEP+* », montent de plus en plus vers le devant de la scène internationale. Des courants de pensée pour la démocratisation des relations internationales, la multipolarisation de l'ordre mondial, la dédollarisation et contre le protectionnisme vert gagnent en popularité.

Le Sud global, ayant l'indépendance et l'autonomie comme vision politique fondamentale, s'est développé sur fond de lutte contre l'ingérence occidentale. S'accrochant à la politique du plus fort et au clivage idéologique, l'Occident s'adonne aux sanctions unilatérales, au prétexte passe-partout de « *sécurité* », au « *deux poids deux mesures* » et à la diplomatie coercitive, amadouant les uns et réprimant les autres au gré de ses convenances. Résultat : la « *nouvelle doctrine Monroe* », les « *révolutions de couleur* » et le « *printemps arabe* » ont causé d'innombrables drames et des chaos de guerres. En ayant marre de l'ingérence occidentale, le Sud global se tourne résolument contre la loi de la jungle et œuvre à un nouveau modèle de relations internationales basé sur le respect mutuel, l'équité, la justice, et la coopération gagnant-gagnant. Après l'éclatement de la crise ukrainienne, 82 pays en développement n'ont pas soutenu la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, et plus de 130 pays ont refusé de participer aux sanctions financières contre la Russie : un « *nouveau mouvement des non-alignés* » s'affirme en douceur. Refuser de répondre aux « *questions à choix unique* » posées par l'Occident, voici la nouvelle expression de la lutte contre l'ingérence extérieure du Sud global.

Le Sud global, ayant pour mission historique le développement et le renouveau, constitue le pilier du développement dans le monde d'aujourd'hui. Selon les dernières prévisions du FMI, en 2023, la croissance économique des pays en développement serait de 3,9 %, soit trois fois celui des pays développés, et la contribution des pays des BRICS à la croissance mondiale dépasserait celle du G7 pour atteindre 32,1 %. D'ici 2030, les pays émergents et les pays en

développement devraient représenter près de 60 % du PIB mondial. Contrairement aux « *chèques sans provision* » et « *conditions assorties* » de l'Occident, le Sud global place toujours le développement au centre de l'agenda multilatéral international, porte haut levé l'étendard de la coopération Sud-Sud, promeut activement la coopération Nord-Sud, œuvre à un consensus mondial sur le développement et de nouveaux moteurs de développement. En effet, le commerce intra-Sud représente plus du quart du commerce mondial, et les sorties d'investissements directs étrangers du Sud représentent un tiers des flux mondiaux.

La Chine est un membre de droit du Sud global. Dans les mouvements pour l'indépendance nationale et l'émancipation du peuple, elle a avancé main dans la main avec les autres pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Dans le courant historique contre l'ingérence étrangère et pour le développement commun, ils se soutiennent mutuellement. Dans le Forging a Global South publié en 2004 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Chine est constitutive du Sud global. En tant que plus grand pays du Sud, la Chine a contribué à l'essor collectif du Sud global par son propre développement : auteur des cinq principes de la coexistence pacifique, elle apporte une contribution historique à l'avènement d'un nouveau type de relations internationales justes et rationnelles ; inventrice de la modernisation à la chinoise, elle devient une source d'inspiration aux autres pays en développement pour briser le mythe selon lequel « *modernisation égale occidentalisation* » et pour explorer une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales ; auteur de l'Initiative pour le développement mondial, de l'Initiative pour la sécurité mondiale et de l'Initiative pour la civilisation mondiale, elle défend la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et la réforme de la gouvernance mondiale ; actrice d'une coopération de haute qualité dans le cadre de l'Initiative « *la Ceinture et la Route* », elle a contribué aux investissements de près de 1 000 milliards de dollars, à la mise en œuvre d'environ 3 000 projets, à la création de 420 000 emplois, et à la sortie de la pauvreté de 40 millions de personnes dans les pays partenaires.

Alors que le Sud global fait couler de plus en plus d'encre, certains médias et politiciens occidentaux tentent de semer la confusion et de colporter de faux récits avec des allégations aussi absurdes que « *le retrait de la Chine de la liste des pays en développement* », *« la tripolarité du monde entre l'Occident, l'axe Chine-Russie et le Sud global* », ou encore « la course au leadership au sein du Sud global ». De tels discours prennent le Sud global pour un pion dans le jeu géopolitique, et cherchent à écarter la Chine du Sud global, voire les monter l'une contre l'autre. Cependant, il n'appartient pas à l'Occident de définir le Sud global. Quelle que soit la dissension fomentée par l'Occident, la Chine sera toujours un membre de la famille du Sud global. Quoi que l'Occident fasse en flatterie, le Sud global ne se mettra jamais du côté de l'Occident.

Il est temps d'en finir avec le jeu du « *protectionnisme* vert » aux dépens des pays pauvres - Article de l'ambassade de chine en France 25 août 2023

Comment concilier l'écologie et les pratiques du « *protectionnisme vert* » ? Le phénomène du « *protectionnisme vert* » est en plein essor dans la gouvernance mondiale de l'environnement. Certains pays, tout en se présentant comme défenseurs de l'écologie, pratiquent des politiques qui entravent la transition mondiale vers le bas-carbone.

Ces dernières années, nous assistons à un phénomène étrange dans la gouvernance mondiale de l'environnement et du climat : certains pays, d'un côté, parlent avec grandiloquence du bas-carbone et s'érigent en « *sauveurs de la planète* » ; mais de l'autre côté, ils font le contraire de ce qu'ils disent, pratiquent le protectionnisme au nom de l'écologie et entravent la transition mondiale vers le bas-carbone. On peut constater deux types majeurs de « *protectionnisme vert* » : soit des mesures à la frontière, comme les fameuses « *taxes carbone aux frontières* » ; soit des mesures post-frontière, telles que des allègements fiscaux discriminatoires visant à stimuler les industries vertes locales et des subventions d'achat exclusives pour protéger les industries locales des véhicules électriques. S'affichant toujours avec un air moraliste, ces pays ne manquent pas la moindre occasion pour discourir sur les règles, les normes, l'économie de marché, l'équité et la justice pour se justifier. Cependant, quel est le vrai visage du « *protectionnisme vert* » ?

D'abord, le « *protectionnisme vert* » est une barrière commerciale qui ne dit pas son nom. Comment peut-il prétendre se rapporter aux règles et aux normes ? Le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont deux principes fondamentaux de l'OMC, le premier exigeant que les membres traitent les produits importés comme ils traitent les leurs, et le second imposant l'équité de traitement entre tous les membres sans discrimination. Or, que ce soit les « *taxes carbone aux frontières* », prélevées en fonction des émissions de carbone des produits importés, ou les subventions discriminatoires accordées aux industries vertes, qui sont directement indexées sur la production locale, elles ont pour effet ultime de rejeter les produits étrangers et d'ériger des « *barrières vertes* ». Ces mesures violent de manière flagrante les principes de l'OMC, percutent gravement le système commercial multilatéral, perturbent l'ordre économique et commercial international, compromettent la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales de l'industrie verte, et vont à l'encontre des efforts collectifs de la communauté internationale contre le changement climatique. Si règles et normes il y a, ce sont des « *règles de la loi de la jungle* » et des normes « *deux poids deux mesures* ».

Ensuite, le « *protectionnisme vert* » est une concurrence déloyale sous couvert d'écologie. Comment peut-il prétendre se rapporter à l'économie de marché ? Tous les pays veulent prendre le train de l'économie verte, un secteur d'avenir. Toutefois, les pays développés, qui disposent déjà d'avantages technologiques et financiers, élèvent artificiellement le seuil d'accès à leur marché par des barrières technologiques, ce qui augmente les coûts de production dans les pays en développement et restreint les importations en provenance de ces pays. En outre, ils accordent des subventions vertigineuses génératrices de distorsions, qu'ils prétendent favorables à la transition verte, pour s'approprier des avantages concurrentiels indus pour leurs entreprises, conduisant même à des « *courses aux subventions* » ou à une « *course vers le fond* », et réduisant ainsi l'espace de développement des industries des pays en développement. De telles pratiques visent à assujettir fermement les pays en développement aux maillons inférieurs de la chaîne de valeur mondiale, à consolider le modèle « *centre-périphérie* » des industries et des intérêts, et à priver les pays en développement du droit de s'enrichir et de réaliser la transformation et la montée en gamme de leurs industries. Dans un monde où sévissent ces pratiques de concurrence peu reluisantes, l'économie de marché n'a point de place.

Enfin, le « *protectionnisme vert* » est une « *double exploitation* » pure et simple. Comment peut-il prétendre se rapporter à l'équité et à la justice ? Dans l'architecture industrielle mondiale, les pays développés occupent les échelons moyens et supérieurs et empochent des

profits élevés grâce à la technologie et au capital, tandis que les pays en développement, recevant les industries délocalisées des pays développés – très polluantes et à fortes émissions – touchent un argent durement gagné au prix de leurs ressources naturelles, environnementales et humaines. Le fait que les pays développés s'acquièrent les produits bon marché et propres des pays en développement au détriment de l'environnement écologique de ceux-ci constitue déjà une première exploitation. Et les voilà qui imposent une autre « *taxe carbone* » sur les importations en prétendant vouloir empêcher les « *fuites de carbone* » ! Sous ce joli nom, se cache une seconde exploitation, qui veut extorquer aux pays en développement jusqu'à leur dernier sou ! Il s'agit d'une véritable intimidation commerciale. Si les pays en développement doivent à la fois payer le prix des ressources et de l'environnement, et « *régler les taxes* » aux pays développés, à qui appartiennent l'équité et la justice ?! Les pays développés, en tant que consommateurs finaux, devront tout naturellement assumer la responsabilité des émissions de carbone dues à la production des marchandises importées et en payer les frais, au lieu de s'en défausser sur autrui !

Le « *protectionnisme vert* » est nuisible à tous points de vue à la cause mondiale de l'environnement et du climat. Non seulement il perturbe l'allocation des ressources du marché, restreint l'accès aux matériaux et équipements d'énergies propres à faible coût, réduit l'offre effective de produits et de services sur le marché local et augmente le coût de la transition verte, mais il entraîne également une baisse de l'efficacité de l'innovation technologique des secteurs concernés et porte atteinte au bien-être environnemental de toute l'humanité. Aucune tentative de justification ne peut effacer la nature hypocrite et égoïste du « *protectionnisme vert* », comme le dit la parole d'une chanson populaire chinoise : « *Un boulet de charbon naît noir, même si vous le lavez, il reste sale* ». Toute tentative d'imposer un « *joug vert* » aux pays en développement est dégradante, et tous les petits calculs de « faire d'une pierre plusieurs coups » sont voués à l'échec.

Les pays développés devront prendre au sérieux les intérêts et les voix des pays en développement, et agir réellement en faveur de la transition verte dans le monde. L'urgence, pour les pays développés, est d'observer strictement les principes des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, d'assumer la responsabilité de leurs propres émissions historiques et de la réduction des émissions en tant que consommateurs, de réduire en premier et massivement leurs émissions, de combler rapidement le déficit sur les 100 milliards de dollars qu'ils se sont engagés à verser chaque année au titre du financement climat, et de fournir plus de soutien aux pays vulnérables, au lieu de jouer le jeu du « *protectionnisme vert* ».

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 2 septembre 2023.

Toujours là ? Bravo !

La santé se maintient, le moral est au beau fixe.

L'Etat profond américain veut la peau du Premier ministre indien.

J-C – Comment l'information est manipulée, détournée, un récit est fabriqué pour servir des objectifs politiques inavouables.

Les élections générales ou législatives doivent avoir lieu en Inde à partir du mois d'avril 2024. Sans réel concurrent, Narendra Modi a toutes les chances d'être reconduit Premier ministre, au grand dam des Etats-Unis et ses vassaux européens qui ne supportent plus sa promiscuité avec Poutine et sa relative bonne entente avec Xi.

Qui plus est, lors de l'épisode covid-19, le gouvernement et les autorités sanitaires n'avaient pas suivi à la lettre les recommandations de l'OMS, laissant libre les différents Etats et les médecins de prescrire l'hydroxychloroquine, l'ivermectine, etc.

Pire encore, paradoxalement, Narendra Modi membre du BJP, un parti nationaliste qui prône l'idéologie du «*Hindustan*», entretenait de bonnes relations avec le Premier ministre pakistanais Imran Khan, avant qu'il ne soit renversé en avril 2022 par un coup d'Etat institutionnel organisé en sous-main par l'armée pakistanaise et les Américains.

Inde: l'enquête gouvernementale sur le groupe Adani critiquée après de nouvelles révélations - RFI 1 septembre 2023

Depuis l'élection de Narendra Modi, la valorisation en Bourse du groupe Adani a été multipliée par 20, à son pic fin 2022. Les révélations du réseau de journalistes OCCRP, jeudi 31 août, viennent questionner cette réussite fulgurante. Via des paradis fiscaux, le groupe aurait en effet acheté ses propres actions pour créer cette survalorisation.

Pour Prashanth Bhushan, la connivence entre le pouvoir politique et le géant industriel est évidente : « *Narendra Modi a toujours présenté Gautam Adani comme un ami et il l'accompagne dans de nombreux déplacements à l'étranger. Il lui a permis de développer ses affaires et d'échapper à la justice*. »

Les partisans de Narendra Modi affirment qu'il n'est pas lié au groupe Adani. Ils dénoncent une conspiration internationale, au motif que l'OCCRP est financé par le milliardaire américain George Soros. RFI 1 septembre 2023

Qu'est-ce que l'OCCRP ? Une officine de la NED/CIA.

Le Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) est un regroupement de journalistes d'enquête et de centres d'enquête fondé en 2006.

L'OCCRP a été fondé par les journalistes Drew Sullivan et Paul Radu (en) à l'aide d'une bourse du United Nations Democracy Fund.

Qu'est-ce que l'United Nations Democracy Fund ?

En tant que Fonds fiduciaire du Secrétaire général situé au sein du Secrétariat des Nations unies, l'UNDEF relève de l'autorité directe du Secrétaire général des Nations unies.

Le Fonds des Nations unies pour la démocratie (UNDEF) a été créé par le Secrétaire général de l'ONU, Kofi A. Annan, en 2005 en tant que Fonds de confiance général des Nations unies pour soutenir les efforts de démocratisation dans le monde.

L'UNDEF subsiste entièrement grâce à des contributions volontaires des gouvernements, en 2015, il a atteint près de 170 millions de dollars de contributions et compte plus de 40 pays donateurs...

La grande majorité des fonds de l'UNDEF sont alloués aux organisations locales de la société civile, tant dans les phases de transition que de consolidation de la démocratisation. Ainsi, l'UNDEF joue un rôle novateur et distinct en complémentant le travail plus traditionnel de l'ONU avec les gouvernements pour renforcer la gouvernance démocratique dans le monde.

Continuons notre investigation.

L'OCCRP participe avec la plateforme Forbidden Stories au projet Daphne, un projet de journalisme d'investigation collaboratif... Le projet est constitué de plusieurs médias français dont Le Monde, Radio France ou France Télévisions.

Depuis 2012, l'OCCRP décerne un prix qui « *reconnaît la personne ou l'institution qui a fait le plus pour faire progresser l'activité criminelle organisée et la corruption dans le monde* ».

(Extrait) (Trois « *criminels* » désignés comme des ennemis à abattre par Washington. – J-C)

2012 – Ilham Aliyev (Président de la république d'Azerbaïdjan depuis le 31 octobre 2003)
2014 – Vladimir Poutine
2016 – Nicolás Maduro

(Source wikipedia.org)

Dans le blog de l'OCCRP (en anglais) : https://www.occrp.org/en/aboutus/who-supports-our-work

Who supports our work (Qui soutient notre travail) (Que du beau monde ! – J-C)

Extrait.

- Open Society Foundations (Soros)
- National Endowment for Democracy (NED/CIA)
- U.S. Department of State
- European Instrument for Democracy and Human Rights
- United Kingdom Foreign, Commonwealth & Development Office
- Rockefeller Brothers Fund
- Ford Foundation

J-C – Force est de constater que Modi a raison sur l'origine de cette « *conspiration internationale* ».

En complément.

Inde : Narendra Modi, déjà vainqueur des élections générales ? - iris-france.org29 mars 2023

Entretien avec Olivier Da Lage, journaliste à RFI

L'IRIS, l'Institut de relations internationales et de stratégiques est un think tanks lié au régime en place.

IRIS - Quelles sont les attentes et les priorités des Indiens au vu des élections ?

Olivier Da Lage - Il y a une attente latente très forte sur un point en particulier : l'emploi. La démographie indienne est encore assez dynamique, bien que la natalité baisse, et le nombre de gens qui arrivent sur le marché du travail dépasse ce que l'économie indienne peut offrir. La croissance indienne est de l'ordre de 6,5%, ce qui peut paraître beaucoup comparé aux croissances européennes, mais par rapport au nombre de gens qu'il faut absorber sur le marché du travail, cela ne suffit pas. L'autre point est l'inflation du fait de la hausse des prix des hydrocarbures et des effets induits par la guerre en Ukraine qui érodent le pouvoir d'achat des Indiens.

J-C - Je ne sais pas si cela ne suffit, je constate autour de moi que des entreprises cherchent désespérément des salariés pour occuper des emplois sans qualification rémunérés toutefois entre 7 et 8.000 roupies. Même dans la commune voisine de mon village on peut lire des offres d'emplois sur les devantures de magasins. Dans la famille très nombreuse de ma compagne et chez mes voisins ou connaissances, personne n'est au chômage.

Quant à l'inflation, elle est bien réelle, mais elle concerne autres choses que les hydrocarbures, puisque le prix du litre d'essence a même baissé à 96 roupies au lieu de 114, il est stable depuis plus d'un an, et "*les effets induits par la guerre en Ukraine*", c'est une vue de l'esprit, le prix du litre d'huile de tournesol par exemple est redescendu de 240 à 100 roupies, et si le riz

et la farine de blé ont beaucoup augmenté, c'est à cause de la spéculation ou d'aléas climatiques.

Olivier Da Lage - Il me semble que beaucoup d'Indiens ne se projettent pas vraiment dans l'avenir. La crise du Covid-19 en a ramené beaucoup à un état de pauvreté dont ils étaient sortis les années précédentes. Ainsi il y a, chez les Indiens, une dimension qui consiste simplement à vivre ou survivre avec un scepticisme très largement partagé sur la capacité des politiques à régler leurs problèmes. Le clientélisme est très répandu, au sein et de la part de tous les partis dans toutes les régions de l'Inde. Et ils attendent tout simplement que les responsables en place règlent leurs problèmes sans réellement y croire. iris-france.org29 mars 2023

J-C - Ce qu'il dit est vrai dans l'ensemble. Il faut préciser que si les "*Indiens ne se projettent pas vraiment dans l'avenir*", c'est parce qu'ils n'en ont pas les moyens, ils sont trop pauvres, ils vivent dans la précarité absolue, quasiment personne ne va faire des courses pour la semaine, encore moins le mois avenir, ils vivent au jour le jour. Les Indiens ne croient pas dans les autorités politiques, c'est pour cela que la désobéissance civile quasi spontanée peut remporter quelques succès, une maigre consolation.

En attendant des jours meilleurs, nous en remettons à la lutte de classe des masses des pays occidentaux, qui malheureusement peines à prendre en mains leur propre destin.

A faire savoir. Le fascisme, le nazisme, le totalitarisme était inscrit dans les gènes du capitalisme.

Les théories libérales ont-elles favorisé l'émergence du nazisme ?

Issu du siècle des lumières, le libéralisme se présente comme une philosophie politique qui prône des valeurs telles que la démocratie, la laïcité, l'égalité entre les sexes, l'égalité raciale, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté du choix religieux ou encore une forme d'internationalisme. Mais par-delà les apparences, connaît-on vraiment l'histoire du libéralisme ? Cette doctrine qui domine sans partage est-elle aussi bienveillante que ses aficionados le prétendent ?

Convaincu de la nécessité d'un nouvel éclairage, le philosophe italien Domenico Losurdo a publié en 2014 une « *Contre-histoire du libéralisme* ». Dans cet ouvrage, le philosophe revient sur trois siècles de libéralisme. Chapitre après chapitre, Losurdo nous détourne des idées très largement répandues qui laissaient entendre que le libéralisme garantit à l'ensemble de la communauté humaine des droits fondamentaux. Pour lui, l'esclavage, le colonialisme, les génocides, le racisme et le mépris de classe font partie intégrante de l'histoire du libéralisme. Losurdo insiste avec force, méthode et détermination. Sans établir de parallélisme simpliste, il parvient à nous démontrer que les théories du "troisième Reich" étaient déjà en gestation dans la matrice libérale.

En nous inspirant du décryptage minutieux de Losurdo, il nous a semblé utile de revenir sur l'histoire du libéralisme. Tout d'abord en essayant de reprendre à notre compte la méthodologie du philosophe italien qui pointe notamment les contradictions du libéralisme.

Puis en nous permettant de recouper les affirmations de Losurdo avec d'autres sources. Enfin, en essayant de comprendre où nous a conduits le libéralisme en 2019, nous essayerons de mieux cerner où il pourrait nous emmener, alors même qu'il est toujours de bon ton de diaboliser les révolutions et la lutte des classes.

https://anticons.wordpress.com/2020/01/15/les-theories-liberales-ont-elles-favorise-lemergence-du-nazisme/

J-C – Quand vous aurez lu cet article, vous serez prêts à lire la suite de cette causerie, vous comprendrez que tout ce que nous vivons est intimement lié…

Faites tomber les masques.

J-C - Ne vous fiez pas aux charlatans qui pullulent sur les réseaux dits sociaux, qui prônent « *la révolution intérieur* », « *la réalisation de soi* » ou vous promettent le bonheur individuel, histoire de vous détourner de la politique, de la lutte des classes, du socialisme.

Lu.

Il suffit d'analyser les discours qui accompagnent et encouragent la pratique du yoga aujourd'hui. Cela se résume souvent à une longue liste de bienfaits en tout genre, comme si le yoga était devenu une recette miracle, un palliatif de tous nos problèmes : on va apprendre à mieux gérer ses émotions, reprendre possession de son corps, améliorer son sommeil, gagner en concentration, cultiver enfin des « *pensées positives* »…

Autant d'aspects qui nous permettraient in fine d'affronter les tracas du quotidien et d'être plus heureux. Or, toute cette rhétorique de transformation que prône le yoga – car le yoga prétend bien changer le monde, c'est bien là tout le sujet ! – ne s'appuie plus que sur la responsabilité individuelle de tout un chacun, en évacuant consciencieusement tous les enjeux collectifs, politiques et sociaux.

C'est le principe de la « *révolution intérieure* » : tout ne repose plus que sur nos épaules, à nous de faire des efforts en premier lieu. C'est ce qui en fait un canal de diffusion extrêmement efficace de l'idéologie néolibérale, en contribuant à imposer insidieusement ce mythe selon lequel c'est en se transformant soi-même qu'on transforme le monde. Sauf que non, bien sûr que non, ce n'est pas le yoga ni notre métamorphose intérieure qui nous sauveront du patriarcat, de l'augmentation des inégalités, des hôpitaux en déliquescence ou des burn-out au travail ! (...)

On met d'abord en avant la façon dont le yoga va nous permettre d'améliorer notre existence, en prenant soin de notre corps tout en soignant notre esprit. Cette dimension sotériologique (science théologique relative au salut, à la rédemption, ndlr) est parfaitement assumée. Le yoga est devenu l'instrument parfait de la « *réalisation de soi* ».

C'est ce qui en fait un outil à la fois très dépolitisant, puisqu'il annihile toute référence à la mobilisation collective pour changer concrètement la structure du système. Mais la portée de ce discours n'en est pas moins politique, dans le sens où il réalise justement ce grand dessein

néolibéral visant à réduire la société à une somme d'individualités. Si, tel que Pierre Bourdieu l'avait défini, le néolibéralisme consiste en « *un programme de destruction des structures collectives [encore] capables de faire obstacle à la logique du marché pur* », alors on peut considérer que le yoga y participe, à sa façon, aujourd'hui.

Cela n'empêche pas une bonne partie des pratiquants d'être animés par des convictions très critiques contre l'ordre établi, avec des discours volontiers anticonsuméristes. Car le yoga entretient cet imaginaire de transformation sociale, la plupart des yogis pensent qu'ils agissent pour changer le monde. Il y a beaucoup d'idéalistes dans ces milieux.

Simplement, cette résistance se retrouve désormais canalisée à la simple échelle individuelle, à travers des petits gestes. C'est toute l'idéologie du « *faire sa part* » inspirée de la légende du colibri. Autrement dit, le yoga est devenu une méthode de développement personnel, ce qui n'était pas du tout son ambition de départ. (...)

Le Nouvel Esprit du capitalisme reste un travail majeur pour comprendre les mutations du capitalisme à partir des années 1980. Boltanski et Chiapello analysent ce « *nouvel esprit* » à partir des manuels de management qui ont façonné les nouveaux modes d'organisation des entreprises dans ces années-là.

Or, justement, le yoga a été assez largement récupéré par le monde du travail, c'est une pratique très en vogue dans les grandes entreprises. Je cite l'exemple d'Amazon qui a développé un programme de bien-être proposant aujourd'hui à ses salariés des exercices d'étirement et des cabines de méditation appelées « *Amazen* ».

L'objectif, c'est de leur permettre de mieux « recharger les batteries », sans pour autant remettre en question la charge, la cadence ou l'organisation du travail, alors même que les conditions de travail y sont connues pour leur extrême pénibilité, particulièrement en entrepôt. On retrouve cette même logique : se montrer toujours plus résilient et continuer à s'adapter sans jamais s'attaquer fondamentalement aux racines du système. (...)

C'est ce qu'ils appellent la victoire de la critique dite « *artiste* » – qui dénonce en priorité l'étouffement de la créativité et de l'épanouissement personnel en système capitaliste – au détriment de la critique « *sociale* », qui fait des facteurs de production d'inégalités socioéconomiques l'enjeu prioritaire de la lutte contre le capitalisme. J'ajouterais que les mouvements new age ont une grande responsabilité dans cette canalisation néolibérale de la critique du capitalisme, par l'intermédiaire de cette rhétorique qui insiste sur la singularité de l'individu, le développement de son potentiel et la réalisation de soi. (...)

C'est une vision ésotérique qui consiste à connecter changement individuel et collectif – voire carrément « *cosmique* » – grâce à tout un tas de techniques qui vont ensuite être reprises par les théories du management, au service de la productivité et de la performance individuelle. Il y a une racine historique commune évidente avec l'ethos néolibéral à travers ces idées que le mental peut tout, que la force de la volonté et du travail sur soi peut suffire à faire advenir sa propre réalité. C'est tout ce qui alimente le mythe du self-made-man.

D'une certaine façon, le yoga prospère sur l'effondrement de l'idéal soixante-huitard de construire d'autres mondes. Comme on n'a plus l'espoir de transformer significativement le monde, on s'attache d'abord à changer sa propre vie et à améliorer son psychisme. (...)

Et il n'y a rien de mal à vouloir se relier au monde par des approches plus poétiques ou spirituelles, ce ne sont pas des gros mots.

Au contraire, le problème, c'est d'abandonner tous ces enjeux à la société de consommation et du divertissement, ou à tous ces mouvements réactionnaires ou new age qui essentialisent le « *féminin sacré* » ou la « *nature* » à des fins politiques très contestables… Le yoga comme le développement personnel ne sont pas des pratiques à jeter à la poubelle en elles-mêmes. Il faut simplement les réhabiliter dans leur juste sens politique.

J-C – Je vis en Inde depuis près de 30 ans, je ne connais personne qui pratique le yoga, il est réservé aux nantis des classes moyennes supérieures et aux rentiers.

Lu. Vive le "*marxisme historique*" !

- Une question de fond subsiste toutefois quant à la motivation première des climato-catastrophistes : l' « *agenda* » est-il direct (l'effondrement climatique justifie cette nouvelle société) ou inversé (le catastrophisme climatique est instrumentalisé pour justifier ce changement de société) ? Ce mariage suspect entre objectifs climatiques et valeurs gauchistes (marxisme et anarchisme) nous a conduits à requalifier les climato-catastrophistes en « *climato-gauchistes* ». Connaissant leur obsession égalitaire, leur haine des riches et leur détestation de ce qui s'y corrèle (sélection, compétition, réussite sociale), la question de leur motivation première est légitime. A une différence près : le marxisme historique nous promettait l'égalité dans l'abondance, le climato-gauchisme nous propose l'égalité… dans la pauvreté absolue.

J-C – C'est encore un peu confus, mais correct sur le fond : « *le marxisme historique* » de Marx et Engels est étranger au « *climato-gauchisme* » des corrompus de la Nupes et des dégénérés de l'extrême gauche.

Puisque aucun texte religieux ne recommande que l'abaya soit porté, ce vêtement n'a pas à être interdit dans les écoles.

J-C - L'abaya est un vêtement traditionnel porté par les femmes, qui consiste en une longue robe, ample et couvrante. Wikipédia. Ma position repose sur cet argument, donc à ma connaissance, je précise.

Interdiction de l'abaya : énième démonstration du *"déjà-là fasciste"* - frustrationmagazine.fr 30 Août 2023

Après s'en être pris aux mamans musulmanes qui ont la gentillesse d'accompagner les sorties scolaires, avoir emmerdé tous les étés les femmes qui décident de couvrir une partie de leurs corps à la plage, nos sinistres médias, notre gouvernement d'extrême droite et une gauche pourrissante d'apprentis collabos décident cette fois de s'attaquer aux jeunes filles qui voudraient porter à l'école un vêtement avec une connotation culturelle mais qui n'est pas religieux (au prétexte qu'il le serait) : l'abaya.

L'abaya est une longue robe portée dans les pays arabes (Maghreb et région du Golfe), où elle est symbole de modestie. Mais dans la tête des racistes, tout ce qui évoque autre chose que la blanchité européenne est plus ou moins « *musulman* » ou « *islamiste* » et devrait donc être banni au nom de la laïcité.

La vérité c'est que l'abaya n'est pas directement associé à l'Islam et qu'aucun texte musulman ne demande à ce qu'il soit porté. L'abaya est aussi distinctif et peu religieux que peut l'être le pull sur les épaules, la chemise Ralph Lauren, les jupes longues pour les catholiques bourgeois.

https://www.frustrationmagazine.fr/abaya/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-ao%C3%BBt-31_08_23

Un régime fascisant ? En famille la dictature poursuit son l'offensive.

***"Fermeté, c'est le mot à la mode au sein de l'exécutif en cette rentrée"* - BFMTV 1 septembre 2023**

Que ce soit sur l'interdiction de l'abaya à l'école ou sur les sanctions des émeutiers de cet été, l'exécutif veut se montrer "*ferme*". BFMTV 1 septembre 2023

"*Une bonne chose*": Lionel Jospin soutient l'interdiction de l'abaya à l'école - BFMTV 1 septembre 2023

Interdiction de l'abaya à l'école: Louis Aliot (RN), maire de Perpignan, propose le retour de l'uniforme - BFMTV 1 septembre 2023

Totalitarisme. Double peine et enrégimentement, comment ils haïssent les pauvres.

Uniforme à l'école: Sabrina Agresti-Roubache favorable au test d'une "*tenue scolaire*" dans les quartiers pauvres - BFMTV 30 août 2023

La secrétaire d'État chargée de la ville s'est dite favorable ce mardi à "*l'expérimentation*" d'une "*tenue scolaire*" dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont les habitants ont un faible revenu. BFMTV 30 août 2023

Quand l'Etat policier sème la terreur.

Gérald Darmanin appelle les préfets à expulser les émeutiers des logements sociaux - Journal du Dimanche 1 septembre 2023

Le ministre de l'Intérieur a réclamé des préfets une « *fermeté systématique* », relaie Le Parisien. Dans une note datant de mercredi, également signée par la secrétaire d'État chargée

de la Ville, Sabrina Agresti-Roubache, Gérald Darmanin a donc appelé les préfets à expulser les « *délinquants auteurs de violences urbaines* » des logements sociaux qu'ils occupent.

« *Nous vous demandons de mobiliser tous les outils prévus par la loi pour expulser les délinquants des logements sociaux qu'ils occupent* », ont rédigé les deux membres du gouvernement. Les préfets sont invités à employer « *les différents outils* » à leur disposition, « *en fonction des situations particulières en lien avec les bailleurs, les collectivités locales et l'autorité judiciaire* ».

Dans les faits, seule une décision de justice peut ordonner l'expulsion d'un résident pour non-respect du bail (loyers impayés, troubles ou faits de délinquance par des locataires…) (articles 1.728 du Code civil et 7 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989). Journal du Dimanche 1 septembre 2023

J-C - Qui était le président de la République et le ministre de l'Intérieur en 1989 ? Mitterrand et Pierre Joxe du PS.

Comme quoi, ni la décolonisation ni la Seconde Guerre mondiale ne se sont vraiment achevée.

Pas moins de 146 putschs en Afrique depuis 1952 - LePoint.fr 30 août 2023

La tentative de coup d'État qui se déroule en ce moment même au Gabon est en effet la 146e du nom depuis 1945 et le vaste mouvement de décolonisation des années 1960. Selon nos décomptes, 41 pays d'Afrique ont connu au moins une tentative sérieuse de renversement du pouvoir.

Dans le monde, sept coups d'État sur dix environ ont lieu en Afrique. Sur les 146 coups d'État, 37 ont échoué, soit un taux de réussite de 75 % qui laisse à penser que la tentative de renverser le pouvoir est souvent payante… Dans nos calculs, nous avons exclu les mutineries ou complots déjoués avant leur déclenchement, comme à Djibouti en février 2022.

Si l'on découpe les périodes par décades, la palme revient aux seventies, avec 34 coups d'État ou tentatives, sous l'effet de la guerre froide. Les années 1960 et 1980 culminent à 25 putschs ou tentatives. Après la décennie 1980, on constate une décrue : 19 dans la décennie 1990 et 17 dans les années 2000, 15 dans les années 2010. Depuis 2020, en seulement trois ans et demi, les coups portés au pouvoir s'élèvent déjà à 10. Tout annonce une nouvelle phase d'instabilité en Afrique. LePoint.fr 30 août 2023

Sans doute au nom du droit à l'égalité entre générations.

«*Le retour du travail des enfants est le dernier signe du déclin des Etats-Unis*» - 28 juillet 2023

Lorsque l'industrialisation a effectivement commencé au cours de la première moitié du XIXe siècle, les observateurs ont noté que le travail dans les nouvelles usines (en particulier les usines textiles) était « *mieux effectué par les petites filles de 6 à 12 ans* ».

En 1820, les enfants représentaient 40% des travailleurs des usines dans trois Etats de la Nouvelle-Angleterre. La même année, les enfants de moins de 15 ans représentaient 23% de la main-d'œuvre manufacturière et jusqu'à 50% de la production de textiles de coton (Child Labor in the United States, Robert Whaples, Wake Forest University).

Et ces chiffres ne feront qu'augmenter après la guerre de Sécession (1861-1865). En fait, les enfants d'anciens esclaves ont été ré-esclavagisés par le biais d'accords d'apprentissage très contraignants. Pendant ce temps, à New York et dans d'autres centres urbains, les padroni italiens ont accéléré l'exploitation des enfants immigrés tout en les traitant avec brutalité. Même le *New York Times* s'est offusqué : *« Le monde a renoncé à voler des hommes sur les côtes africaines pour kidnapper des enfants en Italie*. »

Entre 1890 et 1910, 18% des enfants âgés de 10 à 15 ans, soit environ deux millions de jeunes, ont travaillé, souvent 12 heures par jour, six jours par semaine. Leurs emplois couvraient le front de mer – trop littéralement puisque, sous la supervision des padroni, des milliers d'enfants écaillaient les huîtres et ramassaient les crevettes. Les enfants étaient également des crieurs de rue et des vendeurs de journaux. Ils travaillaient dans des bureaux et des usines, des banques et des maisons closes. Ils étaient « *casseurs* » et « *ouvreurs de portes en bois permettant l'accès d'air* » dans les mines de charbon mal ventilées, des emplois particulièrement dangereux et insalubres. En 1900, sur les 100 000 ouvriers des usines textiles du Sud, 20 000 avaient moins de 12 ans.

(Plus d'un siècle plus tard)

Un nombre impressionnant d'élus entreprennent des efforts concertés (The New Yorker, « *Child Labor is on the Rise* », 4 juin 2023 sur le site) pour affaiblir ou abroger les lois qui ont longtemps empêché (ou du moins sérieusement freiné) la possibilité d'exploiter les enfants.

Reprenez votre souffle et considérez ceci : le nombre d'enfants au travail aux Etats-Unis a augmenté de 37% entre 2015 et 2022. Au cours des deux dernières années, 14 États ont introduit ou promulgué des lois annulant les réglementations qui régissaient le nombre d'heures pendant lesquelles les enfants pouvaient être employés, réduisant les restrictions sur les travaux dangereux et légalisant les salaires minimums pour les jeunes.

L'État de l'Iowa autorise désormais les jeunes de 14 ans à travailler dans des blanchisseries industrielles. A l'âge de 16 ans, ils peuvent occuper des emplois dans les domaines de la toiture, de la construction, de l'excavation et de la démolition, et ils peuvent utiliser des machines à moteur. Les jeunes de 14 ans peuvent même travailler de nuit et, dès l'âge de 15 ans, ils peuvent travailler sur des chaînes de montage. Tout cela était bien sûr interdit il n'y a pas si longtemps
https://www.legrandsoir.info/le-retour-du-travail-des-enfants-est-le-dernier-signe-du-declin-des-etats-unis.html

Racket d'Etat. Ils haïssent les pauvres.

À Londres, l'extension controversée de la taxe pour véhicules polluants entre en vigueur - AFP 29 août 2023

Les conducteurs de voitures à essence généralement fabriquées avant 2006 (norme Euro 4) et de véhicules diesel généralement fabriqués avant 2015 (norme Euro 6) doivent débourser 12,50 livres (14,80 euros) par jour pour entrer dans l'ULEZ, sous peine d'une amende de 180 livres.

Pour les camions et les cars, il faut payer 100 livres (116 euros) par jour. Les taxis sont exemptés.

Quelques centaines de personnes ont manifesté mardi devant Downing Street, brandissant des pancartes hostiles au maire travailliste. Parmi les slogans : "*Khan menteur*", "*Khan doit partir*", "*Le moment est venu pour le dictateur de partir*".

En période pré-électorale, avant les législatives de l'année prochaine, les défenseurs de l'environnement s'inquiètent désormais d'une remise en cause des politiques climatiques du Royaume-Uni, dont les objectifs de long terme s'entrechoquent avec les priorités de court terme des électeurs, notamment leur pouvoir d'achat.

Malgré les critiques, les recours en justice et les sabotages — des centaines de caméras ULEZ vandalisées ces derniers mois, selon la police, Sadiq Khan maintient son cap.

Selon un rapport de 2022, la pollution de l'air a été à l'origine de 1.700 hospitalisations à Londres entre 2017 et 2019. (Pure invention, impossible à dénombrer. – J-C)

Greenpeace a salué l'extension de l'ULEZ. La ville de Londres "*peut être fière aujourd'hui*", a réagi l'organisation de défense de l'environnement. AFP 29 août 2023

J-C – La réaction de cette saloperie d'ONG n'étonnera personne.

Racket de la faim.

Inflation : « *Ce sont les produits alimentaires qui pèsent le plus* » - Publicsenat.fr 31 août 2023

L'inflation continue à augmenter au mois d'août. L'indice des prix à la consommation a progressé à 4,8 % sur un an alors qu'en juillet il était à 4,3 % selon l'Insee. Dans le détail, les prix alimentaires ont eux bondi de 11,1 % sur un an. Ces produits augmentent toujours, mais moins vite qu'en juillet.

L'alimentaire représente aussi 20 % du budget des ménages les moins aisés.

L'inflation diminue parce que la consommation des ménages est en situation inquiétante. Quand la demande baisse, l'offre s'ajuste et donc les entreprises n'ont plus de marge de

manœuvre pour augmenter leurs prix parce que cela aurait pour conséquence d'avoir encore moins de consommateurs. Publicsenat.fr 31 août 2023

France : plus de 20% de hausse pour les produits de consommation courante en deux ans - RT 25 août 2023

En deux ans, les tarifs ont grimpé de 21,3% pour les produits de consommation courante. Les chiffres du baromètre Circana-LSA font état de prix se maintenant à un niveau très élevé au mois d'août. Il s'agit ici de la consommation alimentaire, des articles d'entretien et des vêtements. RT 25 août 2023

Ils vous ont poussé à fumer, puis vous rançonnent.

J-C – Dans les films grand public des années 50 à 80 (et même au-delà), pratiquement tous les acteurs et la plupart des actrices jouaient littéralement la cloque au doigt ou rivée au bec de la première à la dernière scène.

Le gouvernement veut augmenter le prix du paquet de cigarettes à 12 euros - LePoint.fr 28 août 2023

Cette hausse, envisagée pour 2024, équivaudrait à une augmentation franche de 1 euro. L'hypothèse ne fait cependant pas l'unanimité. LePoint.fr 28 août 2023

Comment ils se goinfrent.

Actionnaires : Les dividendes ont atteint en France près de 46 milliards d'euros, un record - AFP/20 Minutes 30 août 2023

Argent - Entre avril et juin 2023, la hausse des dividendes versées a été particulièrement marquée en France avec un bond de 13,3 %.

Les actionnaires ne semblent pas impactés par le ralentissement économique mondial. Les plus grandes entreprises dans le monde ont en effet versé plus de 560 milliards de dollars de dividendes au deuxième trimestre, un record sur cette période, avec une tendance encore plus accentuée en France.

Entre avril et juin, les 1.200 plus importantes entreprises cotées en Bourse, recensées par le gestionnaire d'actifs Janus Henderson, ont redistribué 568,1 milliards de dollars en dividendes à leurs actionnaires. Cette croissance de 4,9 % par rapport à la même période de 2022 « *dépasse* » même de peu les « *attentes optimistes* » de l'entreprise.

En Europe, où deux tiers des dividendes sont réalisés durant ces trois mois car beaucoup d'entreprises choisissent de verser l'intégralité du dividende annuel en une fois, la hausse a été de 9,7 %. En France, qui a représenté près de 30 % des dividendes en Europe, la tendance

a été plus marquée encore avec une hausse de 13,3 %, devant d'autres grandes économies comme l'Allemagne (+9,6 %), l'Italie (+9,4 %), mais moins que l'Espagne (+32,7 %). AFP/20 Minutes 30 août 2023

Et comme cela ne leur suffit jamais…

Le gouvernement lance un plan de 125 millions d'euros pour aider les entreprises à exporter - AFP/LePoint.fr 31 août 2023

Doté de 13 mesures, dont une aide pour encourager les entreprises à aller sur les salons internationaux et un soutien à l'embauche d'un jeune dédié à l'export, ce plan est financé pour la période 2023-2026, a précisé le cabinet du ministre.

Fin 2022, 145 700 entreprises françaises exportaient. Le gouvernement vise à porter ce nombre à 200 000 d'ici à 2030. « *La France peut et doit redevenir une grande puissance exportatrice et commerciale. Nous l'avons été dans le passé, il n'y a aucune fatalité à ce que nous ne le redevenions pas. La France ne peut pas se résoudre à des déficits commerciaux chroniques* », a estimé le ministre délégué au Commerce extérieur, Olivier Becht, dans un entretien publié jeudi par Le Figaro. AFP/LePoint.fr 31 août 2023

Stratégie du chaos et de la terreur.

J-C – Deviendrez-vous hypocondriaque, schizophrénique, paranoïaque, atteint de névrose obsessionnelle, de dépression, de folie, c'est leur but pour mieux vous asservir.

Vous avez des marques sur les mains ? Cela pourrait être le signe d'une infection rare - Yahoo

Parkinson : ces 4 pathologies digestives pourraient être des signes avant-coureurs - Yahoo

Ces 5 aliments qu'on consomme tous les jours sont mauvais pour le pancréas - Topsante

La viande rouge, la charcuterie, le pain blanc, les céréales raffinées (pâtes, riz...), le sucre contenu dans les sodas et les gâteaux sucrés, l'alcool, le tabac… Topsante

Trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité : ce symptôme surprenant que vous pourriez repérer dans les cheveux - Yahoo

C'est la température idéale pour dormir mieux et plus longtemps et réduire le risque d'AVC - Yahoo

Lorsque vous vous faufilez sous vos draps, il fait parfois trop chaud ou trop froid selon la période, un phénomène qui peut bien souvent nous empêcher de dormir. En se penchant sur le

sujet, des scientifiques ont révélé la température idéale pour augmenter la durée de notre sommeil.

J-C – Quel délire, ce sont des cinglés qui ne peuvent dormir que lorsque la température est « *idéale* » ! On ventile en été, on se couvre en hiver, voilà tout. Vaut mieux ne pas les écouter pour ne pas prendre le risque de leur ressembler un jour.

Promotion institutionnelle de la prostitution. Leur ennemi : la civilisation humaine.

Poly-Amours : Alain, 61 ans : "*Ma famille dit que je suis un queutard. J'ai été choqué*" - Yahoo
Poly-Amours - Delphine, 46 ans : "*Mon fils n'a pas compris que ce n'était pas qu'une question de sexe*" - Yahoo

Différents d'âge - Stéphanie, 41 ans et Laurent, 62 ans : "*Avant lui, j'aimais bien dire que je ne respectais pas les hommes*" - Yahoo

Poly-Amours : Jérôme, 43 ans : "*Je n'ai jamais voulu être qu'avec une seule femme*" - Yahoo

Différents d'âge - Fleur, 24 ans et Cédric, 44 ans : "*J'étais vierge. Je l'ai littéralement supplié pour qu'il soit ma première fois*" - Yahoo

Différents d'âge - Amal, 29 ans et Robert, 67 ans : "*Au niveau du sexe, ça change tout, il a envie de me faire plaisir*" - Yahoo

Différents d'âge - Jacquie, 67 ans et Nicolas, 42 ans: "*Je la trouvais sexy donc je l'ai suivie. C'est le lendemain matin que j'ai réalisé son âge*" - Yahoo

Poly-Amours - Kouka, 35 ans : "*Je suis en trouple, je m'arrange pour qu'on fasse du sexe le plus souvent possible*" - Yahoo

Poly-Amours - Ludivine, 33 ans : "*À cause de ça, j'ai eu beaucoup de propositions de plans cul*" - Yahoo

---

Leur humanisme est la politesse des salauds. Quand la santé devient le prétexte aux dérives totalitaires.

Covid-19 : retour du port du masque obligatoire pour les soignants - francetvinfo.fr 28 août 2023

À la sortie d'un hôpital de Charleville-Mézières (Ardennes) dimanche 27 août, le retour du masque est plutôt bien accueilli par les patients et les visiteurs. "*Il le faut, on a vécu une période difficile pendant deux ans. On doit en tirer les conséquences et prendre toutes les précautions*", souligne un riverain. Depuis le 24 août, le masque est fortement recommandé

pour toutes les personnes se rendant dans un site hospitalier. Des masques sont mis à disposition pour les patients.

Un nouveau variant contagieux

"*Les patients qui sont hospitalisés sont vulnérables. Il s'agit de les protéger du risque éventuel de contamination*", avance Valérie Burg, coordinatrice générale des soins. Pour le personnel, le masque est même obligatoire à cause de la montée du variant Eris. "*C'est un variant qui n'est pas connu des personnes. On ne sait pas si l'efficacité vaccinale est de 100 % et il est très contagieux*", explique Dr Benjamin Fradin. francetvinfo.fr 28 août 2023

Covid-19 : Un vaccin Pfizer contre le nouveau variant autorisé en Europe - 20minutes.fr/AFP 31 août 2023

La circulation du sous-variant du Omicron XBB.1.5 du Covid-19 pourrait être prochainement ralentie grâce à l'arrivée d'un nouveau vaccin développé par Pfizer et BioNTech et adapté à cette souche du virus.

L'organe a annoncé ce mercredi dans un communiqué avoir approuvé un vaccin à ARN messager appelé Comirnaty Omicron XBB.1.5. Il peut être inoculé aux adultes et aux enfants âgés de six mois et plus. A l'approche de l'hiver, l'EMA s'est dite confiante quant aux effets du produit. « *Comme Omicron XBB.1.5 est étroitement lié à d'autres variants actuellement en circulation, le vaccin devrait aider à maintenir une protection optimale contre (…) ces autres variants* », a estimé l'agence. 20minutes.fr/AFP 31 août 2023

J-C – Boycott de la politique sanitaire officielle ! Un conseil, refusez tout vaccin, en cas de maladie optez pour les traitements efficaces de votre choix qui existent, mieux, prenez soin de votre santé, y compris mentale ou spirituelle, mieux encore, adoptez le socialisme !

France.

Comme quoi il ne faut jamais les croire.

J-C – Un modèle du genre en matière de déni ou d'imposture généralisée.

Marc-Olivier Fogiel : « *BFMTV est apolitique et ne fait pas de militantisme* » LePoint.fr 29 août 2023

https://www.lepoint.fr/economie/marc-olivier-fogiel-bfmtv-est-apolitique-et-ne-fait-pas-de-militantisme-29-08-2023-2533149_28.php#xtor=CS3-190

Les cons ça osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît, la preuve.

« *Une funeste connerie* » : Macron regrette la limitation des mandats présidentiels - LePoint.fr 31 août 2023

La famille de la droite au grand complet. Ils ont tous répondu présent à l'invitation du tyran.

Macron réunira les partis mercredi à l'école de la Légion d'honneur de Saint-Denis - BFMTV 28 août 2023

Le chef de l'État échangera ce mercredi avec les partis représentés au Parlement à la maison d'éducation de la Légion d'honneur de Saint-Denis, dans le cadre de son "*initiative politique d'ampleur"*. BFMTV 28 août 2023

Les mots et les actes. Dîner de cons, la Nupes devait y renoncer pour finalement y participer.

« *Initiative politique d'ampleur* » : la Nupes boycottera le dîner - AFP/LePoint.fr 29 août 2023

« *Soyons francs : au vu du contenu de votre politique et des termes de votre invitation, nous ne nous faisons pas d'illusion sur vos objectifs* », écrivent-ils encore, se disant « habitués » à ses « opérations de communication sans lendemain et sans effets ». « *Nous ne voulons pas participer à nouveau à une mise en scène médiatique. C'est la raison pour laquelle nous ne participerons pas au dîner que vous organisez en soirée* », argumentent-ils. AFP/LePoint.fr 29 août 2023

Les représentants de la Nupes, qui avaient juré de boycotter le dîner, sont finalement restés. Il a été servi à 21 h 30, dans une autre salle, où se sont prolongées les discussions. Au menu : saumon gravlax, suprême de pintadeau rôti et légumes de jardin, cocotte de champignons, fromages et fruits rouges. Un verre de vin rouge était proposé en accompagnement. lepoint.fr 31 août 2023

J-C - Ils disaient ne pas vouloir "*participer à nouveau à une mise en scène médiatique*", mais finalement la tentation aura été trop forte, y compris celle du ventre ! En répondant favorablement à l'invitation du tyran, un exercice d'union nationale ou de corporatisme, ces scélérats légitiment Macron au passage.

Exercice de soumission le plus crasse qui soi.

- Ceci tandis que Manuel Bompard, coordinateur de La France Insoumise, lâchait à ses côtés avoir eu « *l'impression de vivre 12 heures sur la planète Mars* », face à un interlocuteur qui

n'est pas prêt à entendre « *les propositions de la gauche* ». Il a dit craindre « *que les Français ressortent très déçus de ce rendez-vous* ». (Les travailleurs n'en attendaient rien, ne leur prêtez votre propre compromission ou ne tentez pas de la justifier de cette manière, ordure. – J-C)

- La députée Mathilde Panot, cheffe de file des députés de La France insoumise déplore que les propositions de son groupe aient été refusées. (Elle avait dû voter Macron ! – J-C)

- « *On est venus, on a vu et on a été déçus* », a déclaré la cheffe des écologistes Marine Tondelier (EELV) (Ils devraient tous adhérer à Renaissance, ce serait plus simple. – J-C)

- « *On est loin du grand soir* », a renchéri le patron du Parti socialiste, Olivier Faure. Seul point positif à ses yeux, un engagement présidentiel sur une « *conférence salariale* », que la Nupes demandait.

- Le chef du PCF a attendu le lendemain matin pour s'exprimer, saluant des discussions « *franches* ». « *Je ne peux pas dire maintenant que ça n'a servi à rien* », a-t-il dit sur RTL, à rebours de l'insoumis Manuel Bompard (LFI). « *On s'est parlé, et se parler c'est déjà une bonne chose. Maintenant (...) je souhaite que les choses que nous avons dites au président de la République puissent se traduire, au moins qu'il puisse y répondre par oui ou par non ou que l'on puisse ouvrir des pistes de travail sur d'autres sujets* », a réclamé l'élu du Nord. (Cela aura au moins servi à renforcer Macron et à montrer aux travailleurs qu'aucun parti parlementaire ne les représente. – J-C)

- « *Tout le monde a d'ores et déjà accepté de se revoir sur le même format, dans les mêmes conditions, pour une prochaine session de travail* », a-t-on ajouté selon l'entourage d'Emmanuel Macron, sans qu'une date soit déjà fixée. Le chef de l'État a indiqué aux chefs de parti qu'il entendait leur proposer « *rapidement* » une « *méthode* » de travail avec « *un agenda plus précis* ». Un séminaire gouvernemental de suivi se tiendra en outre le 6 septembre. Le HuffPost et BFMTV 31 août 2023 (Ils se sont tellement fondus dans les institutions de la Ve République, qu'ils ne peuvent plus se passer les uns des autres. – J-C)

Sommet entre Macron et les partis : comment ça s'est vraiment passé en coulisses - LePoint.fr 31 août 2023

Imaginez. Jordan Bardella et Manuel Bompard sont dans la même salle pendant 12 heures. Autour d'un saumon gravlax, le président du RN et le coordinateur national de LFI refont le monde, dissertent sur les émeutes et évoquent leurs pistes pour « *refaire Nation* ». Cela paraissait inimaginable ; c'est pourtant arrivé, ce mercredi 30 août ! Le président de la République est parvenu à réunir, jusqu'à 3 heures du matin, toutes les forces politiques représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat. Et aucune porte n'a claqué ; l'ambiance était même, à l'inverse, selon plusieurs participants, « *cordiale* », « *respectueuse* » et « *sérieuse* ».

En famille, ils comptent bien soutenir Macron jusqu'en 2027. Ils lui ont même offert une nouvelle tribune.

Emmanuel Macron propose une « *conférence sociale* » après sa rencontre avec les chefs de partis - Journal du Dimanche 31 août 2023

Concernant l'hypothèse d'une conférence sociale, évoquée par l'Élysée "*on va voir si elle se concrétise*", tempère Mathilde Panot (LFI). "*Je ne suis pas sûre d'avoir envie de faire confiance à Emmanuel Macron*", poursuit la députée du Val-de-Marne, en prenant l'exemple de la Convention climat, dont il a "*jeté à la poubelle 90% des propositions*", selon elle. (Cette vendue se demande si elle peut « *avoir envie de faire confiance* » à Macron, il n'a qu'à la prendre dans son gouvernement ! – J-C)

Plus tôt, Manuel Bompard, coordinateur national de La France insoumise, a dénoncé sur France Info un "*exercice assez grotesque du président de la République*", avançant que si l'échange a été "*franc*", il "*n'a aboutit à ce stade sur rien*". (Tant mieux pour nous en somme ! – J-C)

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, confirme que le chef de l'État s'est montré ouvert à l'organisation de cette « *conférence salariale* », réclamée par la Nupes. Journal du Dimanche 31 août 2023

En famille dans le camp de la réaction. Ils dînent, ils font la fête ensemble !

À la Fête de L'Huma, Édouard Philippe débattra avec Fabien Roussel - Le HuffPost 28 août 2023

Édouard Philippe prendra la parole à la réunion de rentrée de Christian Estrosi - LePoint.fr 30 août 2023

Faites tomber les masques. C'était la coqueluche de Mélenchon et LFI, souvenez-vous.

Aux États-Unis, Bernie Sanders bat la campagne pour soutenir Joe Biden - Courrier international 30 août 2023

Le sénateur du Vermont et ancien rival de Joe Biden en 2020 appelle à l'union du camp progressiste pour réélire le locataire de la Maison-Blanche. Courrier international 30 août 2023

Que craignent-ils ? Que les peuples profitent des illusions véhiculées dans les BRICS pour passer à l'offensive politique.

Macron craint un "*affaiblissement de l'Occident*" et commente l'élargissement des BRICS - fr.sputniknews.africa 28 août 2023

L'émergence de nouveaux grands acteurs internationaux met en péril la puissance occidentale et surtout celle de l'Europe, a estimé Emmanuel Macron. Une situation qui concerne notamment l'expansion des BRICS, lesquels font preuve d'une volonté de créer "*un ordre alternatif*" et des sentiments d'anticolonialisme "*réinventé ou fantasmé*", selon lui.

L'Occident, et particulièrement l'Europe, risque de s'affaiblir alors que la situation internationale "*se complique*", a estimé le Président français lors de l'ouverture de la Conférence annuelle des ambassadeurs de France, ce 28 août. Une réunion qui s'est tenue après l'expiration de l'ultimatum adressé par le Niger à l'ambassadeur français sur son sol de quitter le pays dans les 48 heures.

Cette éventuelle perte d'influence et de poids "*est le fruit de l'émergence des grandes puissances internationales qui s'imposen*t", a indiqué Emmanuel Macron.

L'apparition de nouveaux grands acteurs sur la scène internationale se déroule sur fond de "*dilution objective*" de la population européenne et de diminution "*de la part de l'Occident dans les échanges mondiaux*", a-t-il déploré.

Selon le chef d'État français, il s'agit d'"*une remise en cause progressive*" de l'ordre international et de ses principes "*où l'Occident en a encore une place prépondérante*".

En revenant sur le sommet des BRICS couronné par l'adhésion de six nouveaux pays, il a constaté "*une volonté de faire émerger un ordre alternatif*", ce que le Sud global et les BRICS prônent d'ailleurs depuis des mois.

"*Ce serait quelque chose qui viendrait se substituer à ce qu'on appelait jusqu'alors un ordre international vu comme trop occidental*", conclut-il.
Et d'ajouter que ces changements se déroulent "*dans le contexte croissant des tensions sino-américaines", lesquelles "bousculent aussi notre droit international*".

Mouvements anticolonialistes

Pour Emmanuel Macron, la "*montée de la politique du ressentiment*" est alimentée par les idées d'un anticolonialisme "*réinventé ou fantasmé*", voire d'un "*anti-occidentalisme instrumentalisé*".

Il a toutefois reconnu "*la dénonciation d'un double standard que nous avons parfois nourri*", notamment "*en ajustant le droit international à ce que nous pensions bon et en oubliant que la souveraineté des peuples était un des préalables à notre action*".

En résumant sa version d'un aperçu géopolitique, le Président français note que cette situation "*conduit à un risque de partition du monde, à un affaiblissement de l'ordre international basé*

sur le droit, à un affaiblissement de l'idée démocratique […] et au fond de nos mécanismes de coopération et de partenariat existants". fr.sputniknews.africa 28 août 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

Bill Gates promeut le "*Net Zéro*" comme solution au problème du climat : Les critiques le qualifient d'"*escroquerie financière*" Par W. Aaron Vandiver (The Defender 15 août 2023) - Mondialisation.ca, 24 août 2023

Dans un entretien avec The Defender, la militante écologiste et défenseur de la souveraineté alimentaire Vandana Shiva, Ph.D., a déclaré que le mouvement "*net zéro*" promu par Bill Gates et d'autres mondialistes est une escroquerie qui permet aux pollueurs d'acheter des crédits au lieu de réduire leurs émissions, ce qui favorise l'accaparement des terres et la mainmise des entreprises.

https://www.mondialisation.ca/bill-gates-promeut-le-net-zero-comme-solution-au-probleme-du-climat-les-critiques-le-qualifient-descroquerie-financiere/5680782?doing_wp_cron=1693287676.8848369121551513671875

Comment de nos jours on fait de la science - Association des climato-réalistes 30 août 2023

Article publié le 22 août sur le site Quadrant On Line (Traduit de l'anglais par Camille Veyres)

Il n'y a rien de nouveau dans le fait que les climatologues du courant dominant conspirent pour enterrer les articles qui jettent le doute sur le réchauffement catastrophique de la planète. Les fuites du Climategate ont montré le co-compilateur de la série de températures mondiales HadCRUT, le Dr Phil Jones, envoyant un courriel à Michael "*Hockey Stick*" Mann, le 8 juillet 2004 : « *Je ne vois aucun de ces documents figurer dans le prochain rapport du GIEC. Kevin [Trenberth, un collègue] et moi-même les écarterons d'une manière ou d'une autre – même si nous devons redéfinir ce qu'est la littérature évaluée par les pairs !* »

Grâce à un dénonciateur scientifique, on a désormais des documents sur un exercice en cours aussi détestable que celui décrit dans la correspondance Jones-Mann. Cette nouvelle et horrible saga – qui implique encore le Dr Mann – vise à « *dé-plateformer* » et à détruire un article publié par quatre scientifiques italiens et approuvé par leurs pairs. Leur article, publié dans le European Physical Journal Plus, s'intitule A critical assessment of extreme events trends in times of global warming et démontre que les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes qui y sont liées ne sont généralement pas en augmentation, contrairement à ce que prétendent les catastrophistes qui alimentent en désinformation l'axe Guardian/ABC (Australian Broadcasting Corporation) et autres médias complaisants.

La controverse porte sur l'interprétation du 6e rapport du GIEC, qui semble placer deux paris sur les tendances des évènements météorologiques extrêmes, un dans chaque sens. En toute

honnêteté, vous pouvez lire ici l'argumentation détaillée d'un avocat de la rétractation de l'article. Mais même Andy Revkin, l'un des principaux journalistes américains d'obédience réchauffiste, s'est expliqué : « *Malgré les gros titres et la propagande, il est toujours difficile de distinguer le réchauffement climatique de la variabilité naturelle à long terme des vagues de chaleur aux États-Unis. Cela peut paraître surprenant, mais il s'agit d'une conclusion claire des derniers rapports du U.S. National Climate Assessment et du GIEC.* »

https://www.climato-realistes.fr/comment-de-nos-jours-on-fait-de-la-science/

Le Bilan Carbone : Erreurs méthodologiques fondamentales - Société de Calcul Mathématique, S. A

Extraits.

Commençons par une comparaison, dont chacun voudra bien excuser le mauvais goût. Si je prends une bassine pleine d'eau et que je fais pipi dedans, assurément, très vite, la bassine sera polluée. Mais si je fais pipi dans la Seine, personne ne s'en apercevra, parce que la Seine coule constamment.

Dire "*j'ai rejeté un litre d'urine dans la Seine*" est factuel, mais n'a pas de sens si l'on ne précise pas que le débit de la Seine est d'environ 500 mètres cubes par seconde.

C'est cette faute de logique qui est constamment commise en ce qui concerne le Bilan Carbone.

Il n'est pas légitime de parler des émissions humaines sans les replacer dans le cycle naturel du carbone. Faire la somme de toutes les émissions humaines sur une année n'a aucun sens, parce qu'entre-temps la Nature a recyclé le CO2, le nôtre comme le sien.

Notons ici une erreur de vocabulaire : il ne s'agit pas d'un bilan carbone, comme on l'écrit constamment, mais d'un bilan CO2, et ce n'est pas du tout la même chose. Le bilan carbone d'un être vivant quel qu'il soit (homme, animal, plante, etc.) est vite fait ; entre la naissance et la putréfaction, c'est zéro. Ici, on s'intéresse aux molécules de gaz carbonique et non aux atomes de carbone.

De tout temps, le climat a toujours été variable, dans des proportions très importantes, et de tout temps les hommes ont considéré que le climat était "*détraqué*". Nos grands-parents passaient leur temps à nous le répéter et ils le croyaient vraiment.

Les données disponibles montrent qu'il n'en est rien. Voir notre *Livre Blanc de 2015*, remis à jour en 2023 : http://www.scmsa.eu/archives/rechauff0.htm

Il n'y a, sur les cinquante dernières années, aucune variation significative des températures, ni accroissement du nombre des cyclones, ni augmentation particulière du niveau de la mer, etc.
Que les politiques et les médias annoncent tous les jours des catastrophes, c'est une chose, mais aucune donnée, aucun fait, ne viennent les corroborer.

La température correspond, physiquement, à une agitation de molécules. On peut calculer la température moyenne en un lieu donné sur une année, mais non la température moyenne d'un pays, a fortiori de la planète entière. On ne peut pas parler de température moyenne, pour la France, pour l'Europe, pour le monde. Comment concilier la température d'un km3 de terre, d'un km3 d'atmosphère, d'un km3 d'océan ? Cela n'a aucun sens. A chaque fois qu'on lit une assertion du type "*le mois de juillet est le plus chaud jamais enregistré*", il faut la rejeter comme dépourvue de sens. Ce sont les médias qui veulent faire du sensationnel. En réalité, si on regarde, on s'aperçoit qu'il a fait chaud en certains endroits et froid à d'autres. En janvier 2023, un record de froid a été battu à Iakoutsk (Sibérie), contredisant la doctrine du réchauffement climatique : si la Terre se réchauffe, elle doit se réchauffer partout, et pas seulement sur la Côte d'Azur l'été.

Le CO2 est assurément un gaz à effet de serre, mais il y en a beaucoup d'autres, qui ne sont jamais pris en compte. Le CO2 n'est que le second des GES, très loin derrière la vapeur d'eau, dont les concentrations dans l'atmosphère, leurs variations, leurs mécanismes d'action, sont inconnus.

Etablir un lien de causalité entre les variations de la concentration en CO2 et les variations de température, comme il est souvent fait actuellement, ne relève pas d'une certitude scientifique. Bien au contraire, pour un certain nombre de scientifiques, c'est l'inverse : les variations de température génèrent les variations de la concentration en CO2 ; voir en particulier la conférence de Paul Deheuvels disponible sur YouTube (février 2023) "*Le climat, beaucoup de bruit pour rien*" : https://www.youtube.com/watch?v=Zeegk_kzgmg

On consultera aussi Ernst-Georg Beck ([Beck]) : "*The temperature maximum around 1940 is not a result of exponential rise of CO2. It´s the reverse, high temperature around 1940 had induced CO2 maximum.*"

Il est illusoire et même totalement absurde de penser que, en limitant nos émissions de CO2, nous aurons une quelconque action sur le climat. Des assertions du type "*en réduisant de 30% en 2030 nos émissions de CO2 par rapport à 2010, nous limiterons l'accroissement des températures à 1.5°C*" sont scientifiquement absurdes ; elles relèvent de l'escroquerie en bande organisée.

Il y a un consensus apparent, au sein de la communauté scientifique, pour accepter les assertions du GIEC et les restrictions qui en découlent. Néanmoins, il faut bien voir que :

− Ce consensus n'est qu'apparent, et doit beaucoup au fait que les opposants sont privés de tout droit à l'expression, même s'il s'agit de publications scientifiques ;

− En période d'obscurantisme, les scientifiques, dans leur immense majorité, donnent raison au pouvoir en place. C'était déjà le cas en Allemagne à partir de 1933.

Les variations du climat peuvent avoir d'innombrables causes naturelles, en premier lieu des variations de l'activité solaire, qui ne sont ni étudiées ni prises en compte. Le GIEC et toutes les institutions, scientifiques ou non, qui lui sont liées, ont immédiatement décidé que l'activité humaine était seule responsable du climat et tout le reste a été volontairement éludé et passé sous silence.

Tous les particuliers, notamment les élèves dès leur plus jeune âge, sont soumis quotidiennement au matraquage des médias en ce qui concerne les réductions des émissions de CO2 ; toutes les entreprises doivent modifier leurs process de fabrication et leurs modalités de livraison et de vente pour satisfaire aux obligations légales qui en découlent. Tous doivent savoir que tout ceci est entièrement dépourvu de base scientifique. Cela résulte au mieux de l'obscurantisme (nous avons des convictions, dont nous ne voulons pas démordre), au pire de l'escroquerie en bande organisée.

Il y a là un consensus exactement semblable à celui qui s'était établi en Allemagne à partir de 1933 ; la pureté de l'atmosphère aujourd'hui a remplacé la pureté de la race jadis, avec les mêmes arguments.

De manière générale, quiconque est tenté par la lecture de l'un quelconque des rapports du GIEC devrait commencer par lire l'article de Wikipedia "*Science sous le Troisième Reich*".

https://fr.wikipedia.org/wiki/Science_sous_le_Troisième_Reich

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2023/08/SCM_Bilan_Carbone_2023.pdf

---

Ralentir ou périr : l'effrayante société de Thimotée Parrique ! par Philippe Charlez 28 août 2023

Avec ses cortèges de vagues de chaleur et d'incendies ravageurs tournant en boucle sur les chaînes d'information, l'été a aussi été l'occasion d'échanges musclés sur les réseaux sociaux entre climato-sceptiques et climato-catastrophistes. En vogue sur ces réseaux, le climato-catastrophisme est étroitement lié aux mouvements « *décroissantistes* » des années 1970[1] érigeant en dogme l'incompatibilité entre une croissance infinie et un monde aux ressources finies. La relation avec le réchauffement climatique en est un corollaire : la croissance économique reposant depuis l'aube de la révolution industrielle sur les énergies fossiles est par ricochet la cause principale du réchauffement climatique. Croissance économique, énergies fossiles, épuisement des ressources et réchauffement climatique, c'est une chaîne logique pour le climato-catastrophisme décroissant. Seul un changement de modèle économique (et donc sociétal) rompant avec la croissance peut résoudre le problème. Cette logique qui, de premier abord, paraît irréfutable repose pourtant sur deux « contrefaçons ».

Une question de fond subsiste toutefois quant à la motivation première des climato-catastrophistes : l' « *agenda* » est-il direct (l'effondrement climatique justifie cette nouvelle société) ou inversé (le catastrophisme climatique est instrumentalisé pour justifier ce changement de société) ? Ce mariage suspect entre objectifs climatiques et valeurs gauchistes (marxisme et anarchisme) nous a conduits à requalifier les climato-catastrophistes en « *climato-gauchistes* ». Connaissant leur obsession égalitaire, leur haine des riches et leur détestation de ce qui s'y corrèle (sélection, compétition, réussite sociale), la question de leur motivation première est légitime. A une différence près : le marxisme historique nous promettait l'égalité dans l'abondance, le climato-gauchisme nous propose l'égalité… dans la pauvreté absolue.

https://fr.irefeurope.org/publications/articles/article/ralentir-ou-perir-leffrayante-societe-de-thimotee-parrique/#comment-70169

Vague de chaleur, canicule, vigilance rouge : de quoi parle t-on ? - Association des climato-réalistes 28 août 2023

https://www.climato-realistes.fr/vague-de-chaleur-canicule-vigilance-rouge-de-quoi-parle-t-on/

John F. Clauser, lauréat du prix Nobel, signe la Déclaration mondiale sur le climat de Clintel - Association des climato-réalistes 24 août 2023

Clintel est une fondation indépendante fondée en 2019 par le professeur émérite de géophysique Néerlandais Guus Berkhout et le journaliste scientifique Marcel Crok. Benoit Rittaud, Président de l'association des climato-réalistes en est l'ambassadeur français.

John F. Clauser, lauréat du prix Nobel de physique 2022 pour ses travaux sur la mécanique quantique, a décidé de signer la Déclaration mondiale sur le climat de Clintel dont le message central est : « *il n'y a pas d'urgence climatique* ». John F. est le deuxième lauréat du prix Nobel à signer la déclaration, après le Dr Ivar Giaever. Le nombre de scientifiques et d'experts signataires de la Déclaration mondiale sur le climat augmente rapidement et approche désormais 1 600 personnes.

John F. Clauser s'est publiquement distancié de l'alarmisme climatique et a également rejoint cette année le conseil d'administration de la CO2 coalition. Dans un communiqué de la CO2 Coalition, John F. Clauser a déclaré :

Le narratif sur le changement climatique reflète une dangereuse corruption de la science qui menace l'économie mondiale et le bien-être de milliards de personnes. Une science climatique malavisée "*s'est métastasée en un mastodonte de pseudo-science – du journalisme à sensation*". À son tour, la pseudoscience est devenue le bouc émissaire d'une grande variété d'autres maux sans rapport avec le climat. Elle a été promue et développée par des spécialistes du marketing, des hommes politiques, des journalistes, des agences gouvernementales et des spécialistes de l'environnement qui se fourvoient également. "*À mon avis*, a-t-il ajouté, *il n'y a pas réellement de crise climatique*." Il existe cependant un problème très réel qui est celui d'assurer un niveau de vie décent à la population mondiale et remédier à la crise énergétique qui y est associée. Ce dernier phénomène est inutilement exacerbé par cette science climatique qui est à mon avis incorrecte.

https://www.climato-realistes.fr/john-f-clauser-laureat-du-prix-nobel-signe-la-declaration-mondiale-sur-le-climat-de-clintel/

En anglais :

https://clintel.org/world-climate-declaration/

https://clintel.org/wp-content/uploads/2023/08/WCD-version-081423.pdf

---

Lutte contre le wokisme, le transgenrisme et la pédophilie.

Lu.

La féministe Julia Pietri explique la sexualité à deux enfants de 5 et 7 ans dans son « *Petit guide de la foufoune sexuelle* »

A cinq ans, on joue au Playmobil, au ballon, on regarde des dessins animés et surtout on pense que les appareils génitaux servent seulement à nous soulager après avoir abusé du jus d'orange au quatre-heures. Et à cinq ans, on se fiche pas mal de la sexualité. Les enfants auront le temps d'y penser à l'adolescence. Mais pour notre féministe fondatrice du Gang du Clito, Julia Pietri, expliquer la sexualité aux enfants est apparemment une priorité.

Une priorité qui permet aussi de vendre des livres comme « l*e Petit Guide de la foufoune sexuelle* » ou « *le Petit Guide de la masturbation féminine* » et si les enfants cherchent le nom de l'auteur sur internet, ils pourront aussi découvrir les bonbons Magik'Clito, goût orange, cerise, ananas et framboise… Ce sont de petits bonbons en forme de clitoris à déguster dans la cour de récréation. Au même titre que les cochonneries adultes, coucougnettes et autres bonbons en forme de pénis.

Chose inquiétante, pour Julia Pietri les enfants de trois ans se masturberaient : « *Les enfants se masturbent. Bien sûr, ce n'est pas la même masturbation qu'une personne qui se masturbe à 30 ans, qu'un petit qui se masturbe à 3 ans. Il ne faut pas faire comme si ça n'existait pas…* » On aimerait bien savoir comment notre féminisme en herbe a pu constater la masturbation d'un enfant de trois ans.

Qui va protéger les enfants de Julia Pietri ? Il serait peut-être temps que les pseudos féministes laissent nos enfants avec ces théories du genre foireuses, ces livres obscènes et que toute la propagande gouvernementale obsédée par la sexualité de nos enfants laisse place à l'écriture et au calcul.

Confirmation. Quand l'OMS préconise l'apprentissage précoce de la masturbation entre 0 et 4 ans.

J-C – Ils le disent eux-mêmes, je n'invente ou je n'interprète rien, hélas !

CheckNews - Est-il vrai que l'OMS impose des cours d'éducation sexuelle avant 4 ans ? - liberation.fr 30 août 2018

L'OMS recommande-t-elle l'enseignement de la masturbation avant 4 ans ?

Ainsi, les standards recommandent d'informer l'enfant de moins de 4 ans sur les différentes parties du corps humain, la grossesse, la naissance, les différents types d'amour, le droit d'être en sécurité et protégé etc., afin notamment de l'aider à développer «une image positive de son corps» ou le «*respect des autres*». Quant à la masturbation, pointée par les opposants à la théorie du genre dès la polémique de 2014, elle figure aussi dans ces standards entre 0 et 4 ans. Dans la catégorie «*sexualité*» de la tranche d'âge 0 à 4 ans, il est suggéré d'informer sur «*le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation enfantine précoce*».
A la question «*Est-il vrai que, comme le disent certains critiques, ces standards encouragent des enfants de 1 à 4 ans à la masturbation et à* "jouer au docteur"*?*»

On lit d'ailleurs dans le rapport: «*Entre 2 et 3 ans, ils découvrent les différences physiques entre les hommes et les femmes. A cet âge, ils commencent à explorer leur corps (masturbation enfantine, autostimulation) et à tenter d'explorer le corps de leurs amis* (p. ex. en jouant au docteur). »

https://www.liberation.fr/checknews/2018/08/30/est-il-vrai-que-l-oms-impose-des-cours-d-education-sexuelle-avant-4-ans_1675450/

J-C – Qui appelle à rompre avec l'ONU ? Pardi, personne !

Santé.

Tout de suite les grands mots. Fake news du jour, bluff ou mystification.

Biden part en guerre contre les géants pharmaceutiques - Courrier international 29 août 2023

Le gouvernement américain a publié mardi une liste de dix médicaments dont il compte faire baisser le prix drastiquement. Les géants pharmaceutiques ont saisi la justice pour tenter de bloquer les négociations mais le président Joe Biden, bien décidé à faire des coûts de santé un thème central de sa campagne de réélection, a promis qu'il ne reculerait pas. Courrier international 29 août 2023

« *Vaccins* » Covid-19 : Des milliers d'handicapés et de morts. Erreurs, ou mensonges? Par Me Jean-Pierre Joseph - Mondialisation.ca, 22 août 2023

https://www.mondialisation.ca/vaccins-covid-19-des-milliers-dhandicapes-et-de-morts-erreurs-ou-mensonges/5680695?doing_wp_cron=1693285906.4655930995941162109375

Niger.

Au Niger, les putschistes vont « *expulser* » l'ambassadeur de France et l'ont fait savoir à Paris - Le HuffPost 31 août 2023

Les militaires au pouvoir au Niger ont annoncé avoir « *instruit les services de police* » afin de procéder à « *l'expulsion* » de l'ambassadeur de France à Niamey, dans un courrier adressé à Paris consulté ce jeudi 31 août par l'AFP, après l'expiration d'un ultimatum au diplomate français pour quitter le pays.

Selon cette lettre du ministère des Affaires étrangères datée de mardi, l'ambassadeur Sylvain Itté « *ne jouit plus de privilèges et immunités attachés à son statut de membre du personnel diplomatique de l'ambassade de France* ».

Ses « *cartes diplomatiques et visas* » ainsi que ceux des membres de sa famille « *sont annulés* », précise la lettre, ajoutant que les services de police nigériens « *sont instruits afin de procéder à l'expulsion* » de Sylvain Itté. Le HuffPost 31 août 2023

En complément.

Alors que la présence de l'ambassadeur français Sylvain Itté à Niamey est considérée comme illégale par les autorités nigériennes, celles-ci ont dépêché vers la mission diplomatique des dispositifs des forces de l'ordre, relatent les médias.

"*Elles procèdent à la fouille de tous les véhicules qui entrent et qui sortent du périmètre, y compris les véhicules diplomatiques*", a détaillé un journaliste de Francetvinfo. fr.sputniknews.africa 1 septembre 2023

Niger : "*consterné*" par les propos de Macron, le chef des putschistes dénonce une "*ingérence supplémentaire*" - Le HuffPost 1 septembre 2023

La colère contre la France grandit au Niger après qu'Emmanuel Macron a réaffirmé son soutien au président destitué Mohammed Bazoum.

« *Le gouvernement de la République du Niger a suivi avec consternation les propos tenus le lundi 28 août 2023 par le président de la République française (...) ces propos constituant une ingérence supplémentaire flagrante dans les affaires intérieures du Niger* », a déclaré le porte-parole du régime, le colonel-major Amadou Abdramane, dans un communiqué lu à la télévision nationale.

« *Les propos d'Emmanuel Macron et ses incessants efforts en faveur d'une invasion du Niger visent à perpétuer une entreprise néocolonialiste sur le peuple nigérien qui ne demande rien d'autre que de décider par lui-même de son destin* », a affirmé le colonel major Abdramane.

Il a précisé que les « *différends* » avec la France « *ne portent ni sur les rapports entre nos peuples, ni sur les individus, mais sur la pertinence de la présence militaire française au Niger* ».

Ce vendredi, des milliers de manifestants se sont rassemblés près d'une base militaire abritant des forces françaises situées à Niamey, pour exiger le départ des militaires français, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 1 septembre 2023

La révolution nigérienne prend une tournure bonapartiste Par M. K. Bhadrakumar (Indian Punchline 23 août 2023) - Mondialisation.ca, 24 août 2023

L'agitation qui règne depuis quatre semaines dans l'État ouest-africain du Niger prend une tournure curieuse qui ne permet plus une vision binaire entre "*néocolonialisme et impérialisme*" et "*libération nationale*". Les putschistes nigériens font des ouvertures aux États-Unis et tiennent à distance les entreprises militaires russes, Wagner PMC, du moins au stade actuel de la transition du pouvoir.

La rapidité avec laquelle Washington a déployé Kathleen FitzGibbon, une spécialiste de l'Afrique avec une expérience dans le domaine du renseignement, en tant que nouvel ambassadeur à Niamey, indique que la diplomatie est la voie choisie tout en gardant toutes les options sur la table.

De manière significative, dans un éditorial, le Washington Post a noté aujourd'hui que "*les deux armées [américaine et nigériane] ont travaillé en étroite collaboration au cours de la dernière décennie : Les officiers se connaissent bien et les généraux nigériens n'ont pas été considérés comme anti-américains*".

De même, le communiqué du département d'État américain sur l'ambassadeur FitzGibbon souligne que sa mission précipitée vise à "*soutenir les efforts pour aider à résoudre la crise politique en ce moment critique*" et que son "*objectif diplomatique sera de plaider en faveur d'une solution diplomatique*".

Il est intéressant de noter que le communiqué se limite à demander la libération du président déchu et des membres de sa famille et ignore la demande spécifique antérieure concernant sa réintégration au gouvernement. Le document laisse entendre que la diplomatie américaine ratisse large et ne se limitera pas à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La veille de l'arrivée de l'ambassadeur FitzGibbon à Niamey, le *New York Times* a publié une interview d'Ali Lamine Zeine, le premier ministre désigné du Niger. Il est certain que Zeine, le plus haut responsable civil de la junte militaire, parlait au nom des généraux et s'adressait au public occidental.

Les remarques de Zeine suggèrent que la cabale au pouvoir à Niamey est intelligente et qu'elle pourrait avoir une vision à long terme, en cherchant à s'engager directement avec les États-Unis.

https://www.mondialisation.ca/la-revolution-nigerienne-prend-un-virage-bonapartiste/5680756?doing_wp_cron=1693285895.5902009010314941406250

La junte militaire du Niger est soutenue par le Pentagone. L'objectif inavoué de Washington : « *Chasser la France de l'Afrique* » Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca 23 août 2023

Existe-t-il un véritable « *mouvement populaire anti-impérialiste* » en Afrique de l'Ouest ?

Extrait.

Le « *mouvement anti-impérialiste* » au Niger : est-ce un véritable mouvement ou un leurre ?

Alors que la CEDEAO est présentée comme une organisation qui sert (officieusement) les intérêts néocoloniaux de la France et des États-Unis à travers l'Afrique de l'Ouest, l'opinion publique a été induite en erreur quant au rôle du Conseil National pour la Sauvegarde. de la Patrie (CNSP) du Niger .

Le soi-disant « *Mouvement populaire anti-impérialiste* » (intégré par des militants [progressistes] anti-guerre, syndicats, etc.) a été victime de la manipulation. La junte militaire du Niger n'a aucunement l'intention de combattre le néocolonialisme soutenu par les États-Unis en Afrique subsaharienne. Bien au contraire : le Commandement de la Junte militaire du CNSP est (indirectement) contrôlé par le Pentagone.

Au moins cinq hauts responsables de la junte militaire nigérienne ont reçu leur formation aux États-Unis

Le général Abdourahamane Tiani, qui a dirigé le coup d'État et qui est actuellement à la tête de la junte militaire du CNSP, a reçu sa formation militaire au College of International Security Affairs (CISA) de la National Defense University (NDU). La CISA est « *le porte-drapeau du ministère américain de la Défense en matière d'éducation et de renforcement des capacités des partenaires dans la lutte contre le terrorisme, la guerre irrégulière et la dissuasion intégrée au niveau stratégique* » (c'est nous qui soulignons)

Le général Barmou, qui représente actuellement la junte militaire, a suivi sa formation militaire aux États-Unis à Fort Moore, Columbus, Géorgie et à la National Defense University (ND).

Le général Bardou et son équipe sont considérés par le *Wall Street Journal* comme « *les gentils* » :

Selon Victoria Nuland « *Au coeur du coup d'État au Niger se trouve l'un des généraux favoris des États-Unis… [le général Barmou]* ». (7 août 2023) :

« *… Le général Barmou, ex-colonel Barmou, est quelqu'un qui a travaillé en étroite collaboration avec les forces spéciales américaines pendant de très nombreuses années.* »

Comme l'a reconnu de manière implicite la vice-secrétaire d'État américaine Nuland, le général A. Tiani et le général de brigade Barmou sont tous deux des « *Amis de l'Amérique* » en raison de leur profil militaire et de leurs antécédents.

Ces "*good guys*" – qui ont la « *bénédiction néoconservatrice* » de Victoria Nuland – dirigeront-ils un véritable mouvement populaire contre l'impérialisme américain ? La réponse semble évidente !

Comment ces « *bons gars* » [good guys] formés en Amérique peuvent-ils constituer la base d'un « *mouvement anti-impérialiste contre l'Amérique* », ce qui semble paradoxal : avec l'appui des États-Unis ?

Il faut bien comprendre que c'est Washington qui contrôle des deux côtés, c'est-à-dire Washington contrôle la CEDEAO ainsi que la junte militaire CNSP du Niger. Washington a une emprise également sur de nombreux gouvernements africains dans l'ensemble du continent.

Ce qui semble se dessiner, c'est un dangereux scénario de conflits (conçu par les États-Unis) qui a pour objectif de créer des divisions politiques en Afrique de l'Ouest et qui pourrait, dans l'avenir, conduire à une confrontation militaire.

Il y a visiblement un affrontement entre les États-Unis et la France, à peine reconnu par les médias.

La plupart des analystes n'ont pas reconnu que la junte militaire du CNSP entretient des relations étroites avec le Pentagone. L'administration Biden a refusé avec désinvolture de qualifier l'éviction du président M. Barmou de « *coup d'État* » ou de changement de régime.

Souvenez-vous du mouvement de protestation de 2013 en Égypte (qui fut l'objet d'une manipulation) :

« *Les médias ont présenté les forces armées égyptiennes comme étant largement favorables* » au mouvement de protestation, sans aborder les relations étroites entre les dirigeants du coup d'État militaire et leurs homologues américains.

Ne nous faisons pas d'illusions. Bien qu'il existe d'importantes divisions au sein de l'armée, les hauts gradés égyptiens reçoivent en fin de compte leurs ordres du Pentagone.

Le ministre de la Défense, le général Abdul Fatah Al-Sisi , qui a fomenté le coup d'État dirigé contre le président Morsi, est diplômé du US War College de Carlisle, en Pennsylvanie.

Le général Al Sissi était en liaison téléphonique permanente avec le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel dès le début du mouvement de protestation. (Michel Chossudovsky , 4 juillet 2013)

L'objectif inavoué de Washington : « *Chasser la France de l'Afrique* »

Le président déchu Mohamed Bazoum bénéficie du soutien du président français Emmanuel Macron. Bazoum a été renversé par une junte militaire directement soutenue par le Pentagone.

L'objectif tacite de la mission de Victoria Nuland [7 août 2023] était à terme de « négocier », bien entendu officieusement, « *l'alignement* » de Niamey avec Washington contre Paris ». Cet objectif a été en substance atteint.

Par ailleurs,l'USAFRICOM dispose d'une base militaire au Niger. L'armée américaine collabore régulièrement avec ses homologues nigériens qui opèrent désormais sous les auspices de la junte militaire du CNSP.

En 2022, la République du Mali ouvre la voie. Coupe ses liens avec la France

Malgré sa rhétorique anticoloniale largement dirigée contre la France, le chef d'État (par intérim) du Mali, le colonel Assimi Goita, est également un fidèle instrument du Pentagone. Il a reçu sa formation militaire aux États-Unis, tout en collaborant activement avec les forces spéciales de l'armée américaine (« *Bérets verts* »). Confirmé par le WP, le colonel Assimi Goita a participé à un programme de formation de l'USAFRICOM connu sous le nom de Flintstock . Il a également étudié à la Joint Special Operations University de la base aérienne MacDill en Floride.

Il est à noter qu'en janvier 2022, la République du Mali dirigée par le colonel Assimi Goita – qui est à la fois un « *ami de l'Amérique* » et un instrument du Pentagone – avait déjà en 2022 préparé le terrain pour « *Chasser la France de l'Afrique* » .

Le colonel Assimi Goita (image ci-dessus : deuxième en partant de la gauche) a ordonné de « *mettre fin aux relations diplomatiques, militaires et économiques avec la France* ». Il a également confirmé la fin de l'adhésion du Mali à la CEDEAO.

Parallèlement, il a été annoncé que le français allait être aboli comme langue officielle du Mali. Cela me rappelle le Rwanda sous Paul Kagame qui, depuis la fin des années 1990, est devenu un « *protectorat américain* » anglophone en Afrique centrale. (Voir Annexe)

Solidarité avec les peuples d'Afrique

« *La France n'a jamais cessé de piller l'Afrique…* » .

Il s'agit cependant de comprendre les enjeux. Le processus de « *décolonisation française* » (c'est-à-dire « *Paris hors de l'Afrique* ») ne garantit pas l'instauration de formes démocratiques de gouvernement. Bien au contraire, elle tend à favoriser le développement hégémonique du néocolonialisme américain et la militarisation du continent africain, auxquels il faut s'opposer avec force.

Un modèle de militarisation américaine (associé à l'imposition de politiques macro-économiques néolibérales de « *traitement de choc* ») a été appliqué dans plusieurs pays francophones d'Afrique subsaharienne.

https://www.mondialisation.ca/existe-t-il-un-veritable-mouvement-populaire-anti-imperialiste-en-afrique-de-louest-le-gouvernement-militaire-du-niger-est-soutenu-par-le-pentagone/5680722?doing_wp_cron=1693285302.8486270904541015625000

Le Burkina approuve le déploiement d'un contingent militaire au Niger - fr.sputniknews.africa 31 août 2023

Le Conseil des ministres du Burkina Faso réuni le 30 août a examiné entre autres dossiers un projet de loi relatif à l'envoi d'un contingent militaire burkinabé au Niger.

"*Le Conseil a adopté un projet de loi portant autorisation d'envoi d'un contingent militaire burkinabé en République du Niger. Cette décision entre en droite ligne des engagements stratégiques du pays*", rapporte Burkina24.

Le ministre d'État en charge de la Défense Kassoum Coulibaly a fait savoir que l'envoi du contingent visait à "*prévenir et mener au mieux notre lutte contre le terrorisme*".

"*Ce qui touche à la sécurité du Niger touche fondamentalement à la sécurité du Burkina Faso*", a-t-il signalé. fr.sputniknews.africa 31 août 2023

Gabon.

Coup d'Etat au Gabon: Pour qui travaille Brice Oligui Nguema?

https://www.youtube.com/watch?v=UUj8lqSuBR4

J-C - A noter qu'à 10:55, Nathalie Yamb défend la régulation du marché par lui-même chère aux néolibéraux...

Ils osent donner des leçons de démocratie. Voilà ce qui arrive lorsque leurs candidats n'ont pas été élus. Ce sont eux qui allument le "*feu*".

Au Gabon comme au Zimbabwe, des élections en simulacre de démocratie - Courrier International 29 août 2023

Le feu couve au Zimbabwe comme au Gabon, où des scrutins, une fois de plus contestés pourraient bien provoquer l'explosion de la marmite sociale. Comme s'ils s'étaient passé le mot, Zimbabwéens et Gabonais ont organisé des triples scrutins, une présidentielle, des législatives et des sénatoriales [les 23 et 24 août] pour les premiers et une présidentielle, des législatives et des locales [le 26 août] pour les seconds.

Au Zimbabwe, comme si les membres de la structure en charge des élections avaient le feu aux fesses, les résultats ont été proclamés à une vitesse grand V, donnant vainqueur, avec 52,6 % des voix, le président sortant, Emmerson Mnangagwa, bientôt 81 ans, et perdant, avec 44 %, son challenger, l'opposant Nelson Chamisa, 45 ans.

Pour les législatives, le schéma n'est guère différent. Alors que l'historique Zanu-PF [le parti au pouvoir d'Emmerson Mnangagwa] s'en sort avec 136 sièges sur 210, le parti d'opposition, le MDC, s'en tire, selon les chiffres officiels, avec juste 73 élus.

Au Gabon, les populations retiennent leur souffle, à cause des mêmes élections générales.

Couvre-feu, coupure de l'Internet, suspension de médias internationaux, notamment RFI, France 24 et TV5 Monde, accompagnent des mesures dites de maintien de l'ordre qui ressemblent plutôt à un musellement, pour faire monter le mercure sociopolitique. Les scrutins du samedi 26 août, comme ceux de 2016, qui ont provoqué une grosse crise postélectorale, sont déjà pris à partie par l'opposition, qui, dès le jour de vote, a évoqué un "*coup d'État électoral en cours au Gabon"*.

Les griefs contre le pouvoir du champion du Parti démocratique gabonais (PDG) du président Ali Bongo Ondimba (ABO), candidat pour la troisième fois à sa propre succession, sont légion. Courrier International 29 août 2023

Tentative de coup d'État au Gabon : des militaires annoncent dissoudre les institutions - AFP/LePoint.fr 30 août 2023

Un groupe d'une douzaine de militaires gabonais a annoncé mercredi, dans un communiqué lu sur la chaîne de télévision Gabon 24 abritée au sein de la présidence, l'annulation des élections et la dissolution de « *toutes les institutions de la République* ».

Après avoir constaté « *une gouvernance irresponsable, imprévisible, qui se traduit par une dégradation continue de la cohésion sociale risquant de conduire le pays au chaos […] nous avons décidé de défendre la paix en mettant fin au régime en place* », a déclaré un de ces militaires, disant s'exprimer au nom d'un « *Comité de transition et de restauration des institutions* ». « *À cet effet, les élections générales du 26 août 2023 ainsi que les résultats tronqués sont annulés* », a-t-il ajouté.

« *Toutes les institutions de la République sont dissoutes, le gouvernement, le Sénat, l'Assemblée nationale, la Cour constitutionnelle. Nous appelons la population au calme et à la sérénité et nous réaffirmons notre attachement au respect des engagements du Gabon à l'égard de la communauté internationale* », a-t-il poursuivi, annonçant aussi la fermeture des frontières du pays « *jusqu'à nouvel ordre* ».

Parmi ces militaires figuraient des membres de la Garde républicaine (GR), la garde prétorienne de la présidence reconnaissables à leurs bérets verts, ainsi que des soldats de l'armée régulière et des policiers. La déclaration a ensuite également été diffusée sur la télévision publique Gabon 1ère.

L'annonce de ce coup de force est intervenue peu après la publication des résultats officiels de l'élection présidentielle de samedi, qui a vu le président sortant Ali Bongo Odimba, au pouvoir depuis 14 ans, décrocher un troisième mandat avec 64,27 % des suffrages.

Selon ces résultats proclamés par le président du Centre gabonais des élections (CGE), Michel Stéphane Bonda, à l'antenne de la télévision d'État Gabon 1ère, le principal rival de M. Bongo, Albert Ondo Ossa, n'a recueilli que 30,77 % des voix.

Un coup d'Etat organisé avec le soutien de Washington, Bruxellles et Paris ?

J-C - Pour la forme ils l'ont condamné, mais le ton n'est pas le même qu'avec le Niger, le Burkina Faso ou le Mali.

Ils se sont donnés le mot :

Les réactions à l'annonce du coup de force des militaires contre le président Ali Bongo Ondimba, au petit matin de ce mercredi 30 août, sont pour l'instant prudentes. Jeune Afrique 30 août 2023

- La Maison-Blanche « *suit de très près* » la situation...

- Le Commonwealth se dit également inquiet...

- Au Nigeria, le président Bola Tinubu, qui exerce la présidence tournante de la Cedeao suit « *de près et avec une profonde inquiétude* » la situation au Gabon.

- Le ministère des Affaires étrangères du Maroc a dit suivre de près la situation.

- La Chine suit de près l'évolution de la situation

Gabon: le coup d'État fait suite à une élection entachée "*d'irrégularités*" pour l'UE - BFMTV 31 août 2023

Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, a insisté jeudi sur la différence entre les coups d'État au Niger, le 26 juillet, et au Gabon, mercredi. "*Naturellement, les coups d'État militaires ne sont pas la solution mais nous ne devons pas oublier qu'au Gabon il y avait eu des élections pleines d'irrégularités*", a-t-il souligné, affirmant qu'une élection truquée pouvait être interprétée comme un "coup d'Etat institutionnel".

Il a également précisé qu'aucune évacuation des citoyens européens résidant au Gabon n'était envisagée, insistant sur le fait que la situation était "*calme*". "*Nous ne voyons pas de risque de violence*", a-t-il souligné.

Interrogée sur CNN peu avant le début de la rencontre de Tolède, Josep Borrell a martelé que les situations au Gabon et au Niger n'étaient pas "*équivalentes*".

"*Au Niger, le président était un président démocratiquement élu (...). Au Gabon, quelques heures avant le coup d'État militaire, il y a eu un coup d'État institutionnel car les élections ont été volées*", a-t-il déclaré.

"*Je ne peux pas dire que le Gabon était une vraie démocratie avec une famille qui dirigeait le pays depuis 50 ans*", a-t-il insisté.

Washington a annoncé suivre «*de très près*» la situation. Toutefois, John Kirby, le porte-parole du département de la Défense des États-Unis, a refusé de commenter la réélection du président Ali Bongo, au pouvoir depuis 14 ans, et s'est borné à assurer que les Etats-Unis allaient «*rester concentrés sur le travail à faire avec (nos) partenaires en Afrique et toute la population du continent pour aider à soutenir la démocratie*». liberation.fr 31 août 2023

"*Pas de chasse aux sorcières*": les expatriés français au Gabon pas inquiets après le coup d'État - BFMTV 31 août 2023

Auprès de BFMTV, plusieurs ressortissants français qui vivent au Gabon évoquent une situation détendue à Libreville. "*La situation est calme, les Gabonais sont heureux, nous sommes sécurisés par l'armée*", explique Carmen.

"*Les Gabonais manifestent leur joie dans les rues pacifiquement, et on attend simplement la suite de tout ça*", ajoute-t-elle.

Une situation qui tranche avec celle survenue au Niger plus tôt dans le mois, où l'ambassade de France avait été prise pour cible par des manifestants en colère après le putsch de Niamey.

Coup d'État au Gabon : l'Union africaine suspend le pays avec effet immédiat - BFMTV 1 septembre 2023

Au lendemain du coup d'État militaire au Gabon renversant le président Ali Bongo, l'Union africaine a annoncé ce jeudi suspendre avec effet immédiat le pays de son institution.

Gabon : qui est le général Brice Oligui Nguema, nommé « *président de la transition* » ? AFP/Le Point 30 août 2023

Chef charismatique, « *très apprécié de ses hommes* » mais très discret, le général Brice Oligui Nguema a pris le pouvoir au Gabon après le coup d'État.

Brandissant son béret vert de la Garde républicaine, porté en triomphe par ses hommes de cette unité d'élite, le général Brice Oligui Nguema, nouvel homme fort du Gabon, a été désigné mercredi président de la transition par les putschistes.

Cet homme de 48 ans à la carrure athlétique et au crâne chauve, que l'on dit aussi discret que secret, n'est pas apparu dans les trois premiers communiqués qu'il a laissé lire par des colonels et lieutenants-colonels à l'antenne de la télévision d'État. Y compris celui qui l'intronise président de transition, à la tête du « *Comité pour la transition et la restauration des institutions* » (CTRI).

Ce chef respecté et charismatique de la Garde républicaine (GR), selon ses proches, était à la tête de la plus puissante unité de l'armée depuis 2019. Réputé francophile, il était très proche

de l'ancien chef d'État qu'il a suivi comme son ombre de 2005 à 2009, et jusqu'au dernier souffle de celui qui fut considéré comme l'un des piliers de la Françafrique, dans un hôpital de Barcelone, raconte à l'Agence France-Presse une ancienne proche collaboratrice au cabinet du « *patriarche* ».

Écarté en 2009 après l'élection d'Ali Bongo à la mort de son père, il entame ce que certains qualifient de traversée du désert de dix ans, en tant qu'attaché militaire des ambassades du Gabon au Maroc et au Sénégal.

« *C'est quelqu'un qui connaît très bien l'appareil militaire gabonais, c'est un bon soldat, formé dans les bonnes écoles militaires* », celle de l'académie royale militaire de Meknès au Maroc, confie un membre du Parti démocratique gabonais (PDG) d'Ali Bongo, sous couvert de l'anonymat.

La durée de la transition toujours inconnue

Fang par son père, l'ethnie majoritaire au Gabon, cet homme du sérail a principalement grandi avec sa mère dans la province du Haut-Ogooué, le fief du clan Bongo. Revenu sur le devant de la scène, colonel à la tête des renseignements de la GR en octobre 2018 en remplacement de Frédéric Bongo, demi-frère d'Ali, il sera propulsé seulement six mois après général et à la tête du commandement de cette garde prétorienne de la présidence, s'imposant comme la clé de voûte du dispositif sécuritaire du pays.

À la tête de ce régiment d'élite, il avait notamment poussé Ali Bongo à améliorer les conditions de vie et de travail de ses hommes : réfection et modernisation des infrastructures, financement d'écoles destinées aux enfants de militaires, restauration de certains logements… Des mesures qui ont permis à ce « *meneur d'hommes* » de s'attirer sympathie et respect des siens. « *Il est très taciturne, pas bavard, mais très apprécié de ses hommes. C'est un Jules César, et Jules César veille au confort de ses légionnaires* », assure le même membre du PDG.

L'ancienne proche collaboratrice loue « *un homme de consensus, qui ne hausse jamais le ton, qui écoute tout le monde et cherche systématiquement le compromis* ». Il l'a encore prouvé mercredi en unissant des officiers de tous les corps d'armée au sein du CTRI pour un coup d'État, sans effusion de sang rapportée. Mais après avoir « *mis à la retraite* » Ali Bongo, selon l'expression de Brice Oligui, il n'a pas encore fixé de durée pour une transition avant le retour des civils au pouvoir, laissant planer le doute sur ses intentions. AFP/Le Point 30 août 2023

J-C – Un coup d'Etat préventif ? A suivre.

"*Ils manipulent l'opinion africaine*": un journaliste sur les médias français bloqués au Gabon - fr.sputniknews.africa 28 août 2023

Les médias français RFI, France 24 et TV5 Monde, qui "*ont comme travail de révolter la population gabonaise contre les autorités*", ont mérité d'être bloqués au Gabon et dans les autres pays d'Afrique qui "*savent où ils veulent aller avec les populations*", a affirmé auprès de Sputnik Afrique le journaliste burkinabè Sylvestre Ilboudo.

La suspension par Libreville des émissions de France 24, RFI et TV5 Monde le 26 août fait suite à l'obstination des pays occidentaux, qui ne veulent pas comprendre que l'Afrique n'est plus la même, a affirmé auprès de Sputnik Afrique Sylvestre Ilboudo, rédacteur en chef d'Actuel Média Burkina.

"*Cette interdiction fait suite à l'entêtement des autorités françaises et des médias qui sont au service de la propagande française et européenne et qui refusent de comprendre que l'Afrique dans son entièreté a changé*", a affirmé le journaliste burkinabè.

Les Africains ne veulent plus se réconcilier avec la politique occidentale promue par ces médias de manipulation et qui cherche à exclure de la vie politique les leaders d'opinion publique indésirables, pense-t-il, citant en exemple le cas de Thomas Sankara au Burkina ou de Kwame Nkrumah au Ghana.

"*Autrefois ces médias étaient utilisés pour manipuler l'opinion africaine contre les chefs d'État qui par le passé n'étaient pas d'accord avec la politique française; ils étaient automatiquement éliminés*."

Le journaliste a cité l'exemple d'un monceau d'informations à la moindre opération militaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) préparée afin de "*manipuler l'opinion publique africaine sur le patrimoine nigérien contre les nouvelles autorités*".

Ingérence dans les élections

Le 26 août, deux heures après la fermeture des bureaux de vote, Albert Ondo Ossa, le rival principal du Président Ali Bongo Ondimba à la présidentielle, avait dénoncé des "*fraudes*" du camp Bongo et demandé à être "*déclaré vainqueur*". Les médias français avaient déclaré qu'Albert Ondo Ossa allait gagner, sans attendre l'annonce officielle des résultats. Selon le journaliste, ces médias ont commencé à diffuser ça parce qu'ils savaient que le Président sortant, Ali Bongo Ondimba, "*n'était plus favorable à [à la politique de l'Occident, ndlr*]".

"*Les médias français sont des instruments d'influence […]. On se rend compte de plus en plus que ces médias dans leurs programmes, quand un Président dont la vision n'est pas favorable à la politique française […], arrivent à glaner des informations en disant autre chose. Nous avons vu avec le Burkina Faso où il y a eu une attaque: ce qu'ils ont dit à l'antenne et ce que nous vivions au Burkina Faso, ça n'a rien à voir*."

Aujourd'hui au Gabon, les médias français "*ont comme travail de révolter la population gabonaise contre les autorités*", affirme-t-il.

Ceci étant, cette mesure prise par le Gabon et d'autres pays dans le passé, est totalement justifiée et "*méritée*", selon Sylvestre Ilboudo, en particulier au vu de l'interdiction en Europe des médias russes.

Le "*deux poids, deux mesures*"

Les pays occidentaux qui défendent la liberté d'expression et bloquent en même temps les médias russes, dont Sputnik, mènent une politique de deux poids, deux mesures, affirme le

journaliste. S'ils "*peuvent interdire les médias russes qui relatent les vrais faits*" sur ce qu'il se passe en Russie, pourquoi ne pas interdire les médias occidentaux en Afrique, si les Africains estiment qu'ils "*ne relatent pas ce qu'il se passe chez nous?*", demande-t-il.

Dans ce contexte, les médias français suspendus "*l'ont mérité parce qu'aujourd'hui, nous avons vu que pour peu de choses, même les médias russes sont interdits en Europe, particulièrement en France. Et chez nous, nous voulons des médias qui acceptent de relater les faits tels que ça se passe*", a poursuivi le journaliste.

Selon lui, "*la culture européenne pense qu'elle est toujours la meilleure et que c'est ce qu'elle veut qui doit passer*".

Avec l'arrivée des médias russes qui diffusent une autre image du monde que l'occidentale, les médias européens ont compris qu'ils commencent à perdre leurs privilèges en Afrique.

"*Ce que les médias occidentaux nous disent, ce n'est pas ce que nous voyons sur Sputnik ou encore sur RT. Donc nous comprenons que ces Occidentaux ont vu ce changement qualitatif que les Africains ont avec la Russie et ils ne veulent pas perdre ce privilège. Et ils avaient la possibilité de manipuler l'opinion africaine à travers ces différents médias-là, et ils ont vu que c'est fini*".

La génération actuelle d'Africains est passée à autre chose. Ils ont vu leurs intérêts avec la Russie, poursuit le journaliste.

"*Les médias russes contribuent à informer les Africains, à donner les vraies infos et nous en sommes tout à fait fiers*".

Aujourd'hui, si les Européens ne veulent pas qu'on interdise leurs médias, ils doivent rétablir les médias russes qui avaient été suspendus en Europe, conclut-il.

Le Gabon, un autre pays africain après le Niger, le Mali et le Burkina Faso, a annoncé le 27 août l'interdiction provisoire de diffusion des médias France 24, RFI et TV5 Monde, leur reprochant "*un manque d'objectivité et d'équilibre dans le traitement de l'information*". Cette annonce a été faite après la fermeture des bureaux de vote pendant les élections présidentielle, législatives et locales. fr.sputniknews.africa 28 août 2023

J-C – Depuis cette interdiction a été levée.

BRICS.

Fin du délire pour les populistes sur les sauveurs suprêmes des BRICS.

Les BRICS confirment officiellement qu'ils ne veulent pas se dédollariser et qu'ils ne sont pas anti-occidentaux par Andrew Korybko (korybko.substack.com) - Mondialisation.ca, 20 août 2023

Le mois dernier, les médias alternatifs étaient sous le choc après que la banque des BRICS a confirmé qu'elle se conformait aux sanctions occidentales. Aujourd'hui, la communauté des médias alternatifs (CMA) vient de recevoir deux nouvelles bombes après que d'autres hauts fonctionnaires ont confirmé que les BRICS ne voulaient pas se dédollariser et qu'ils n'étaient pas anti-occidentaux.

Ce média a également cité dans le même article Leslie Maasdorp, directeur financier de la New Development Bank (NDB, communément appelée la banque des BRICS), qui a déclaré : "*La monnaie de fonctionnement de la banque est le dollar pour une raison très spécifique : c'est en dollars américains que se trouvent les plus grandes réserves de liquidités… On ne peut pas sortir de l'univers du dollar et opérer dans un univers parallèle*". La confirmation officielle que les BRICS ne veulent pas se dédollariser a conduit directement à la clarification suivante sur le fait qu'ils ne sont pas anti-occidentaux.

Chacun a le droit d'avoir sa propre opinion sur cette réalité qui vient d'être décrite, mais les faits qui ont été partagés tout au long de cette analyse à l'appui des observations associées ne peuvent être niés. Les personnes influentes au sein de la CMA qui continuent de propager l'idée selon laquelle les BRICS complotent pour porter un coup fatal au dollar par haine de l'Occident sont malhonnêtes. Ceux qui, parmi leur public, sont désormais mieux informés devraient poliment redresser les faits sous leurs posts pour éviter que les autres ne soient induits en erreur.

Article original en anglais : BRICS Officially Confirmed That It Doesn't Want To De-Dollarize & Isn't Anti-Western, le 17 août 2023.

https://www.mondialisation.ca/les-brics-confirment-officiellement-quils-ne-veulent-pas-se-dedollariser-et-quils-ne-sont-pas-anti-occidentaux/5680659?doing_wp_cron=1693290324.7245728969573974609375

Chine.

L'ambassadeur de Chine aux Etats-Unis Xie Feng (...) lors d'un discours prononcé à l'occasion d'un forum d'affaires. - Washington, 30 août 2023 (Xinhua)

S'adressant au cinquième Forum d'affaires Etats-Unis-Chine organisé par Forbes, auquel M. Xie était invité, l'ambassadeur a indiqué que le plus grand risque était le découplage entre la Chine et les Etats-Unis, et que la plus grande source d'insécurité provenait de toute confrontation entre les deux parties.

Les amis de la communauté des affaires sont des "*parties prenantes*" importantes dans les relations entre la Chine et les Etats-Unis, a affirmé M. Xie. Il les a encouragés à continuer à jeter des ponts d'amitié et de coopération et à jouer un rôle essentiel dans l'approfondissement des échanges bilatéraux et la stabilisation des relations entre la Chine et les Etats-Unis. Xinhua 30 août 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 6 septembre 2023.

Avez-vous remarqué que la tyrannie exercée sur la majorité de la population par l'infime minorité des capitalistes les plus riches et puissants de la planète, va de pair avec la place et le rôle, l'audience et l'importance démesurée qu'ils accordent à des minorités qu'ils instrumentalisent pour mieux accroître leur propre pouvoir sur l'ensemble de la population ?

A quoi reconnaît-on un ignorant ?

- « *On reconnaît donc un ignorant par son outil de prédilection qui est le raisonnement statistique appliqué hors de toute conception théorique.* »

Marc Henry, Professeur de Chimie à l'Université de Strasbourg et spécialiste de physique quantique des matériaux complexes.

J-C – J'ai entrepris de lire ses articles et d'assister sur le Net à ses conférences sur la physique quantique notamment, c'est passionnant et fournit une autre dimension à la dialectique matérialiste. On y reviendra une autre fois.

Je me suis racheté un vélo d'intérieur que je transporte devant l'écran de l'ordinateur, et tous les jours pendant que je pédale j'assiste à ces conférences, du coup je ne vois pas le temps passé, c'était le but pour déjouer l'ennui d'un tel exercice physique « *statique* » et ingrat ! J'y consacre entre 45 mn et 1 heure par jour, parce que j'ai impérativement besoin de faire de l'exercice à cause de mon insuffisance respiratoire sans empiéter sur mon temps de travail déjà réduit, puisque je dors davantage dorénavant, et je consacre également un peu plus de temps aux personnes qui vivent avec moi ou dans mon entourage, tout concilier relève de la quadrature du cercle, mais on s'y emploie !

Ici, comme vous avez pu le constater, on met à contribution nos neurones. Qu'est-ce qui différencie les deux approches de la réalité qu'a évoquées Marc Henry ? La seconde repose sur l'expérience dont on a tiré une certaine connaissance, et avant de la traduire en théorie, on s'est assuré que dans des circonstances similaires, elle avait la capacité de se reproduire.

Le raisonnement statique, c'est celui de l'esprit borné limité en quelque sorte à l'ici et maintenant, tandis que le champ de la théorie est dynamique et ne connaît pas de limite spatiale ou temporelle, il est fondamentalement dialectique et s'applique à toutes les expériences de la matière du passé et du présent, et il empiète sur le futur…

Quant à la physique quantique, elle pose infiniment plus de questions qu'elle n'en résout. C'est ce qui me fait dire, qu'il ne faut pas non plus lui accorder plus d'importance qu'elle n'en mérite, car pour avancer ou progresser l'humanité a avant tout besoin de bases

matérielles solides, j'ai bien précisé « *avant tout* », donc pas uniquement, pour signifier qu'on ne peut pas définir à l'avance de quoi elle sera faite, une combinaison de l'ancien et du nouveau, du prévu et de l'imprévu, etc. la transformation révolutionnaire de la société et du monde passera par des mutations ou transmutations dont on n'a pas idée aujourd'hui et c'est mieux ainsi, car personne ne pourra s'y opposer.

Vous voyez, en abordant la physique quantique on en arrive à justifier le socialisme, c'est merveilleux non ? Je ne comprends pas ce que les lecteurs me reprochent tant, pour refuser obstinément de s'associer à moi pour avancer ensemble. Si c'est une énigme quantique, on n'est pas sorti de la merde, car je n'y connais rien ou presque !

Homéopathie, médecine, science et ignorance, l'avis du Professeur Marc Henry

https://www.aimsib.org/2020/01/26/homeopathie-medecine-science-et-ignorance-lavis-du-professeur-marc-henry/

Délires hygiénique, climatique et énergétique - septembre 2022

https://marchenry.org/2022/09/08/74delires-hygienique-climatique-et-energetique/

Professeur Marc Henry - Ce sont les mêmes forces de désinformation qui sont à l'œuvre derrière la COVID-19 et le CO2. Ils y vont crescendo, car lorsque les gens ont peur et sont terrorisés, ils deviennent manipulables et perdent tout sens critique.

J-C – C'est passionnant, on apprend un tas de choses, c'est fabuleux, et tant pis si Marc Henry ne partage pas nos idées politiques, décidément tous les grands penseurs échouent sur cet écueil. Je vais essayer de le contacter. On y reviendra.

Jai Jai Bharat ! Une provocation.

Voilà ce qui offusque les néocolons ou les nostalgiques des empires coloniaux des XIXe et XXe siècles.

On a appris que les autorités indiennes prévoiraient d'abandonner l'utilisation officielle du nom anglais de leur pays, "*India*", qui trouve ses racines dans l'Antiquité occidentale et a été imposé par le Royaume-Uni, donc à connotation coloniale, au profit de "*Bharat*" présent dans d'anciens textes rédigés en sanscrit, les deux noms figurant dans la Constitution.

Notons qu'il ne s'agit pas proprement dit d'un exercice de sémantique ou de "*cancel culture*" qui consisterait à effacer le passé colonial du Raj britannique, mais de cesser de lui donner une prédominance économique et politique qui elle appartient bien au passé, autrement dit, ramener au XIXe siècle à sa juste place l'impérialisme britannique, dont l'influence n'a cessé de régresser en Inde comme dans la plupart des pays qu'il avait colonisés à partir du milieu du

XIXe siècle, ce qui vaut également pour l'impérialisme français en Afrique, puisqu'en Asie il a déjà été complètement évincé.

Grandeur et dégénérescence des grandes puissances coloniales.

Écoles, hôpitaux... Scandale au Royaume-Uni où des milliers de bâtiments publics menacent de s'effondrer - BFMTV 5 septembre 2023

Au Royaume-Uni, le béton aéré utilisé jusqu'au milieu des années 1990 s'avère finalement défectueux. Des milliers de bâtiments menacent de s'effondrer.

Les Britanniques découvrent avec horreur qu'un grand nombre de bâtiments publics présentent des failles dangereuses pouvant mener à leur affaissement soudain. Plus d'une centaine d'écoles, d'hôpitaux, de tribunaux et d'immeubles du gouvernement sont en péril.

En 2018, le toit d'une école primaire s'est par ailleurs déjà effondré sans avertissement. Heureusement, celui-ci s'est affaissé durant un week-end, alors que le bâtiment était complètement vide.

Tout a commencé par un message alarmant du gouvernement adressé en catimini à 156 écoles éparpillées à travers le pays. Dans ce message révélé par la presse britannique le 31 août, il est demandé à ce que les bâtiments restent fermés à l'approche de la rentrée des classes.

Au total, 572 écoles sur les 22.500 du pays pourraient avoir été construites avec ce type de béton. Des études sont en cours pour déterminer l'étendue exacte du danger. Mais comme l'a souligné Chris Goodier, professeur en ingénierie à l'université de Loughborough, "*l'ampleur du problème est bien plus grande que les écoles*".

En effet, le REEC menace aussi des hôpitaux. Plusieurs députés ont visité le 3 septembre un hôpital qui n'a pas été nommé, ils y ont découvert une situation "*ahurissante*".

"*Les patients obèses doivent être traités au rez-de-chaussée, car leur poids combiné à celui des équipements est trop lourd pour être sécurisé*", relate la députée travailliste Meg Hillier auprès du Times.
Au total, 34 hôpitaux seraient menacés par la présence de ce matériau. Des travaux auraient d'ailleurs débuté dans 7 d'entre eux.

L'état désastreux des bâtiments des services de santé publique (NHS) ont immédiatement relancé la question des fonds alloués par l'État à ce secteur régalien.

Le Guardian a mené son enquête. Dès 2002, un premier rapport mettait en évidence des "*déformations et fissures excessives*" dans les bâtiments construits avant les années 1980. BFMTV 5 septembre 2023

J-C - Le même constat prévaut pour les Etats-Unis, où toutes les infrastructures du pays sont dans un état de délabrement avancé, tandis que le pays compte 735 milliardaires et plus de

22 millions de millionnaires en dollars en 2022, ceci explique cela. BFMTV 5 septembre 2023

En France, même pas besoin de s'effondrer pour fermer !

Hôpital : près d'un service d'urgences sur deux a fermé au moins une fois cet été, selon une enquête de Samu-Urgences de France - francetvinfo.fr 6 septembree 2023

Cette enquête a été réalisée directement auprès des services d'urgences, des Samu et des Smur. 57% des services d'urgences, 92% des Samu et 54% des Smur ont répondu au syndicat. Selon cette enquête, 163 services d'urgences ont fermé au moins une fois durant l'été.

Plus exceptionnel encore, 70% des Smur, les véhicules d'urgences et de réanimation avec, à bord, un médecin, un infirmier et un ambulancier, n'ont pas pu fonctionner en continu. Les deux tiers des départements ont été touchés par des fermetures de services de Smur. Les départements les plus touchés sont la Gironde, la Vendée, le Nord ou encore les Pyrénées-Atlantiques. francetvinfo.fr 6 septembree 2023

Comment par le biais de mécanisme de compensation ou de vases communicants freiner artificiellement la baisse du taux de profit ou récupérer plus rapidement une partie de la plus-value versée aux travailleurs sous forme de salaire.

Lu.

UFC-Que Choisir : « *Se nourrir coûte 25 % plus cher qu'en janvier 2022 !* »

D'après l'association *UFC-Que Choisir*, l'inflation reprend son envol en France, atteignant 6,2 % en août par rapport à la même période en 2022, alors qu'elle s'élevait à 5,7 % en juillet. Cette augmentation est principalement alimentée par les hausses de prix dans les produits de consommation courante, notamment l'alimentation et les produits d'hygiène.

Le secteur de l'électricité connaît lui une augmentation de 27 % sur un an, en grande partie en raison de l'augmentation de 10 % des tarifs réglementés entrée en vigueur le 1er août. En revanche, les prix du fioul ont reculé, tandis que le gazole est resté stable et l'essence a connu une légère augmentation.

Les prix alimentaires restent élevés

En ce qui concerne les produits de grande consommation tels que l'alimentation, les prix n'ont guère évolué depuis le mois de mai, malgré les promotions occasionnelles. Se nourrir coûte désormais 25 % de plus qu'en janvier 2022, ce qui pousse de nombreux ménages à restreindre leurs achats alimentaires, en renonçant parfois à des produits plus coûteux tels que la viande, le poisson ou les fromages. Selon une étude récente de *NielsenIQ*, un tiers des ménages français limitent déjà leurs dépenses alimentaires essentielles.

La rentrée scolaire s'annonce également plus coûteuse pour les parents, avec une augmentation de 11 % des prix des fournitures scolaires.

La hausse des prix implique la baisse de la consommation, mais gouvernement, sénateurs et députés ont trouvé la solution. Cette fois aucun numéro Vert. Non ! l'entourloupe figure dans la loi *« contre le gaspillage et à l'économie circulaire »*. Elle impose — pour le bien de la planète — que, dès le 1er août, les tickets de caisse ne soient plus imprimés. Ainsi le blaireau de base ne s'apercevra ni des hausses de prix, ni des décalages entre les prix affichés en rayon et ceux comptés à la caisse. Brillant, non ?

J-C - Jusque-là cet article est neutre ou se contente de relayer des faits. La suite ou fin l'est beaucoup moins, elle montre que son auteur et le blog qui a publié cet article roulent pour le gouvernement et les industriels ou distributeurs. Lisez attentivement, on y revient après.

- Bruno Le Maire et la ministre déléguée au Commerce, Olivia Grégoire, tentent de convaincre les distributeurs et les industriels de l'agroalimentaire de faire davantage d'efforts pour réduire les prix. Cependant, les deux parties se renvoient la balle depuis des mois, les distributeurs accusant les multinationales de ne pas répercuter les baisses des cours des matières premières sur les prix des produits. Pendant ce temps, les résultats financiers des géants de la distribution, comme Carrefour, continuent de s'améliorer, ce qui suscite des questions sur la répercussion de ces bénéfices sur les consommateurs…

J-C - Pour commencer il s'agit de faire croire aux lecteurs que Le Maire et les distributeurs et les industriels de l'agroalimentaire ne seraient pas de mèche, mais quand il dit que les ministres tentent de les convaincre, il avoue que ce sont les gangsters de la distribution et les industriels qui détiennent le pouvoir ou qui décident en dernier ressort et non le gouvernement.

Il poursuit en opposant distributeurs et multinationales, les ministres ont disparu, normal puisqu'ils ne détiennent pas le pouvoir, mais cela il ne le dira pas, et pour cause. Car pour finir, au lieu de se rendre à l'évidence que ces deux acteurs financiers se partagent les profits réalisés grâce à la hausse des prix au détriment des consommateurs, il se contente de laisser cette question en suspens… afin de les ménager, ainsi que le gouvernement, alors que tout le monde connaît la réponse, celle que je viens de donner, les uns et les autres se goinfrent et le gouvernement cautionne.

Quasiment tous les sujets abordés par les réseaux dits sociaux, les blogs dits alternatifs ou indépendants sont traités de cette manière-là, à aucun moment ils ne remonteront à l'origine d'un évènement ou d'un problème, parce qu'il leur faudrait pointer la responsabilité du régime économique et ses représentants politiques auxquels ils sont finalement tous liés ou subordonnés, à défaut d'adopter le socialisme qu'ils haïssent par-dessus tout.

Les bases du régime sont encore solides, ou ceci explique cela. "*47 % des sondés affirment parvenir à mettre de l'argent de côté*".

J-C - Beaucoup trop de chiffres contradictoires dans ce sondage. J'ai retenu qu'environ la moitié de la population bénéficiait d'un statut similaire à celui des classes moyennes, d'où l'arrogance de Macron qui le sait évidemment, il peut dormir tranquille.

Près d'un Français sur cinq vit à découvert cette année, alerte le Secours populaire - francetvinfo.fr 6 septembree 2023

« *La situation financière des Français continue d'empirer cette année* », alerte mercredi 6 septembre le Secours populaire français, qui lance sa campagne "*Pauvreté-Précarité*" et publie à cette occasion son baromètre annuel réalisé par Ipsos. Selon ce sondage, 60 % des Français et 55 % des Européens estiment qu'au cours des trois dernières années leur pouvoir d'achat a diminué.

Le Secours populaire tire la sonnette d'alarme sur la précarité en France. Il note que cette année 18 % des sondés vivent à découvert. C'est trois points de plus qu'en 2022. 31 % des ouvriers, 25 % des employés et 24 % des Français ayant un niveau d'étude inférieur au baccalauréat admettent ainsi être à découvert. 34 % des sondés considèrent que leurs revenus leur permettent seulement de boucler leur budget, c'est deux points de moins que l'an passé. En revanche, 47 % des sondés affirment parvenir à mettre de l'argent de côté. 58 % ont déjà eu le sentiment d'être sur le point de connaître une situation de pauvreté (76 % des 35-44 ans, soit 9 points de plus qu'en 2022 ; 74 % des ouvriers et 71 % des personnes vivant avec un enfant de moins de 18 ans). 38 % ont même déjà vécu cette situation.

Le Secours populaire français constate également que 45 % des sondés ont déjà rencontré des difficultés financières pour payer certains actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale, contre 39 % en 2022. Cette difficulté est renforcée chez les foyers modestes : ainsi, 63 % des personnes dont le foyer a un revenu mensuel net inférieur à 1 200 euros ont du mal à payer ces actes médicaux.

46 % des Français ont par ailleurs du mal à faire face aux dépenses liées à leurs enfants, comme l'achat de fournitures scolaires, de vêtements ou la cantine. Cela représentait 42 % des sondés l'an dernier. Par ailleurs, 45 % des Français ont rencontré des difficultés à payer leurs dépenses d'énergie, contre 41 % en 2022.

Face à l'inflation galopante, 94 % des Français admettent avoir déjà recherché les petits prix et les promotions au moment de faire leurs courses depuis ces deux dernières années, selon le baromètre. Ils sont 72 % à avoir déjà choisi de ne plus acheter de viande. Enfin, 52 % reconnaissent ne plus faire trois repas par jour, et ils sont même 15 % à se priver d'au moins un repas régulièrement. francetvinfo.fr 6 septembre 2023

Leur humanisme est la politesse des salauds… A bas l'impôt sur le revenu !

« *Restos du Cœur : un impôt juste plutôt que la charité des milliardaires* » - Le HuffPost 4 septembre 2023

La tribune de Maxime Combes.

Qui est-il ?

Economiste de formation, je suis engagé depuis la fin des années 1990 dans le mouvement altermondialiste, à travers Attac France notamment. Outre ce blog, je contribue au site d'Informations Basta ! (bastamag.net). (Source : blogs.mediapart.fr)

J-C – Bref, c'est un altermondialiste adepte de la décroissance, autrement dit de la régression sociale généralisée sur fond de dictature numérique, hygiéniste, climatique, énergétique, genriste. C'est un porte-parole de toutes les mystifications ou escroqueries officielles.

Le 23 février 2023 Basta publiait un de ses articles dans lequel adoptant le récit de l'OTAN sur la guerre en Ukraine, il fustigeait les entreprises françaises qui n'avaient pas encore quitté la Russie.

Dans un article du 29 décembre 2022 publié par le même média, il s'était félicité que Macron ait annoncé le retrait de la France du Traité sur la charte de l'énergie (TCE) en ces termes : - "*comment en effet accepter l'existence d'un traité qui puisse réduire à néant les efforts consentis depuis des années pour convaincre de l'urgence d'arrêter d'investir dans l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements fossiles et du besoin de fermer certaines infrastructures existantes ?*".

Chacun aura reconnu le discours des dirigeants du Forum économique mondial qui ont concocté le Green New Deal. Ces mesures et le refus de continuer de s'approvisionner en pétrole et gaz à bas prix en Russie, sont à l'origine de la flambée des prix qui ampute le budget des couches les plus défavorisées de la société, dont Maxime Combes ne fait pas partie évidemment. Elles servent de prétexte (déguisé) à l'inflation des profits de la grande distribution et des multinationales

Dans une tribune qu'il avait corédigée et parue dans le blog du *Monde* 22 février 2016, *Au nom du climat, rénover les règles du commerce mondial*, titre ô combien révélateur car il signifiait qu'ils cautionnaient au passage les institutions "*du commerce mondial*". Il regrettait que l'accord de la COP 21 à Paris n'ait pas accouché de "*règles contraignantes et mécanismes de sanction*", contre les pays en voie de développement qui recourent toujours autant aux énergies fossiles pour satisfaire les besoins de leurs populations et assurer leur développement économique.

Dans son blog sur Mediapart on peut lire la présentation suivante, extrait.

- « *Les entrailles de la Terre contiennent suffisamment de pétrole, de gaz et de charbon pour déclencher le chaos climatique. Prendre au sérieux le réchauffement climatique implique de laisser dans le sol1 la majorité des réserves d'énergies fossiles connues. Pour survivre, nous sommes donc condamnés à apprendre à vivre sans brûler des énergies fossiles dangereusement surabondantes.* »

Dans un article du 13 janvier 2023 publié dans son blog *Mediapart*, juste après l'annonce que la COP28 qui doit se tenir à Dubaï en décembre 2023 sera présidé par le PDG d'une compagnie pétrolière, la compagnie nationale pétrolière Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc), il ne trouva rien de mieux que fustiger en ces termes ceux qui, je cite, « *répètent à l'envie que les "*COP ne servent à rien". *Comme si supprimer les COP allaient nous faire*

avancer : la lutte contre le réchauffement climatique, à solidarité internationale obligatoire, nécessite pourtant des négociations internationales, des COP donc – si possible améliorées sur leur fonctionnement et plus ambitieuses sur leur contenu – qui sont sans doute le pire système international possible à l'exclusion de tous les autres. »

Il en profitait pour regretter "*que les COP ne sont justement pas outillées pour mettre fin aux énergies fossiles*". Là tout y passait, notamment, la réaction sur toute la ligne, je cite :

- la remise en cause du *"principe de souveraineté permanente d'un Etat sur ses ressources naturelles*",

- qu'"*aucune institution internationale, n'a jamais proposé aux COP sur le climat de limiter à la source la production de charbon, de gaz et de pétrole*",

- que "*les énergies renouvelables s'ajoutent pour l'essentiel au mix existant et ne se substituent guère, à ce stade, aux énergies fossiles*",

- que "*les pays européens, notamment depuis la guerre en Ukraine : négocie(r) à tout-va de nouveaux accords d'approvisionnement en énergies fossiles (gaz de schiste US, gaz qatari et algérien, gazole émirati, etc)* ",

- que "*les entreprises multinationales de l'énergie comme TotalEnergies : communique(r) à tout-va sur l'augmentation de leurs investissements dans les énergies renouvelables quand leurs investissements dans les énergies fossiles continuent à croître et qu'elles prévoient d'augmenter leur exploitation dans les années à venir*."

Il terminait en se livrant à une manipulation devenue largement gazeuse, à savoir que "*les énergies fossiles représenteraient plus de 82% des émissions mondiales de gaz à effet de serre*", lors qu'en réalité ils représentent une infime minorité des gaz dits à effet de serre constitués essentiellement de vapeur d'eau, tandis que le taux de CO2 dans l'atmosphère est passé de 0,03 à 0,04% en un siècle, soit une augmentation de 0,01% en un siècle, ce qui évidemment ruinerait la théorie frauduleuse du réchauffement climatique de nature anthropique.

C'est le genre d'intellectuel tellement imbu de sa personne et aveuglé par l'idéologie qu'il a adopté, qui ne peut pas concevoir ou comprendre que l'oligarchie financière mondialiste de Davos puisse très bien tenir un discours et appliquer une toute autre politique. Comment cela, à quoi cela rime-t-il ?

Elle se sert de ces idiots qui la prendront au mot ou qu'elle pourra ainsi manipuler, en leur faisant faire le sale boulot qu'elle ne peut pas faire elle-même. Elle s'en servira comme base sociale pour justifier un certain nombre de mesures antisociales ou liberticides, que ces crétins décrèteront indispensables tout en faisant pression sur les Etats pour qu'ils les appliquent. Pendant ce temps-là, les oligarques et les Etats continueront tranquillement de faire ce qu'ils veulent quand ils veulent, sans que personne ne s'y opposent. C'est ainsi qu'ils appellent à mettre fin aux énergies fossiles tout en continuant d'en extraire et consommer davantage. Ce n'est pas contradictoire, cela permet de vendre leur Green New Deal dont ils tirent des profits colossales, ce que ces abrutis d'écologiste ne sont pas près de comprendre puisqu'ils en sont devenus des agents.

Maxime Combes participe à une autre ONG, Aitec, Association internationale de techniciens, experts et chercheurs.

Devinez qui la finance, je vous le donne en mille, dans leur blog (http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1606) :

Union européenne, Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, Fondation Un Monde par Tous (Fondation de France créée par décret par Charles de Gaulle le 9 janvier 1969), Fair trade foundation. No comment !

On a là tous les ingrédients de la collaboration de classes et de la franc-maçonnerie, du capitalisme philanthropique œuvrant au profit des intérêts de la classe dominante des exploiteurs et des oppresseurs. Par conséquent, les représentants de ces officines ne peuvent agir qu'en se revendiquant frauduleusement d'un humanisme qui leur est totalement étranger, mais qui malheureusement peut aveugler les plus naïfs une fois bien maquillées ou camouflées leurs intentions toxiques ou inavouables. Notre rôle est d'aider les travailleurs et militants à ouvrir les yeux.

Revenons à notre sujet, l'impôt, quelle tarte à la crème !

Il n'existe rien de plus injuste, dès lors que ceux qui travaillent doivent en payer. Pourquoi ? Pardi, car ils sont déjà taxés à la base par le capitaliste qui leur vole une partie des richesses qu'ils ont produits.

Par conséquent seuls les capitalistes devraient payer taxes et impôts. C'est évidemment impossible en régime capitaliste, puisque leur raison d'être est justement de s'enrichir sur le dos d'autrui ou des travailleurs, de la collectivité. Dès lors, ceux qui comptent sur, je cite monsieur Combes, "*l'État et les pouvoirs publics*" pour faire "*reculer la pauvreté et les inégalités*" sont des imposteurs, des charlatans, des agents du régime en place, ils vous trompent.

Maxime Combes - Nous avons besoin que l'État et les pouvoirs publics fassent reculer la pauvreté (8,9 millions de personnes ont un revenu inférieur à 60 % du revenu médian) et les inégalités.

Le reste était à l'avenant. Vous pouvez le vérifier ici, je n'ai pas le temps de décortiquer cette "*tribune*" généreusement offerte par un média-oligarchique, Le HuffPost, à un membre de leur famille.

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/restos-du-c-ur-un-impot-juste-plutot-que-la-charite-des-milliardaires_222618.html

---

Capitalisme : Stop ou encore ?

J-C – On ne posera pas la question à Maxime Combes et à toutes les ONG ou tous les médias auxquels il collabore, vous connaissez la réponse.

Classement milliardaires Forbes 2023 - Quels sont les pays avec le plus de milliardaires ? – Forbes 04 juillet 2023

L'ultra-richesse n'a pas de frontière. Les 2 640 milliardaires figurant dans le classement Forbes 2023 des personnes les plus riches au monde sont originaires de 77 pays ou territoires, contre 75 l'année dernière.

Les deux nouveaux venus sont le Panama et l'Arménie, qui comptent chacun un milliardaire. Stanley Motta, un investisseur panaméen dont le portefeuille d'entreprises latino-américaines comprend la banque panaméenne Banco General, rejoint le classement, tout comme Ruben Vardanyan, un banquier d'affaires et homme politique arménien qui a fait fortune en Russie dans les années 1990 (et qui a renoncé l'année dernière à sa citoyenneté russe). Il revient après avoir disparu du classement en 2022.

Les États-Unis sont à nouveau le pays qui compte le plus grand nombre de milliardaires, avec 735, soit le même nombre que l'année dernière. Malgré la sortie du classement de près de 50 Américains, dont Kanye West et Sam Bankman-Fried, et le décès d'une douzaine d'autres, plus de 60 Américains ont rejoint les rangs des milliardaires pour la première fois cette année, dont LeBron James et Tiger Woods. Cependant, le pays de l'oncle Sam n'est plus la patrie de la personne la plus riche du monde. Le magnat français du luxe Bernard Arnault a dépassé Elon Musk, mais les États-Unis comptent toujours 17 des 25 personnes les plus riches au monde. Au total, les milliardaires américains enregistrent une fortune collective de 4 500 milliards de dollars, contre 4 700 milliards de dollars l'année dernière, alors que les marchés se sont repliés, que les licornes milliardaires ont trébuché et que la hausse des taux d'intérêt a hanté les investisseurs.

La Chine est le deuxième pays en termes de nombre de milliardaires, avec 495 personnes (sans compter les ressortissants de Hong Kong et de Macao) qui enregistrent une fortune globale de 1 670 milliards de dollars. Les Chinois ont eux aussi connu une année difficile : en 2022, ils étaient 539 à détenir 1 960 milliards de dollars. Les politiques de zéro-covid et la transition difficile vers une économie post-pandémique ont ralenti la croissance économique et touché les cours des actions. La crise du secteur immobilier chinois, due à une surabondance de biens immobiliers après des décennies de développement ininterrompu, a également pesé sur les perspectives économiques de la Chine. Il en va de même de la récente répression du Parti communiste à l'encontre des grandes plateformes technologiques. Certains entrepreneurs chinois ont même disparu des radars, comme le magnat de l'e-cigarette Xiong Shaoming ou encore Zhao Weiguo, président de Tsinghua Unigroup, une entreprise de semi-conducteurs soutenue par le gouvernement chinois. Zhao Weiguo aurait « disparu » de la scène publique à la mi-2022 avant d'être accusé de corruption en mars 2023.

L'Inde, qui occupe la troisième place en termes de nombre de milliardaires (169), a connu une année plus mitigée. Le pays a gagné trois membres dans le classement, mais les milliardaires indiens en tant que groupe, dont la fortune globale s'élève à 675 milliards de dollars, sont plus pauvres de 75 milliards de dollars par rapport à l'année dernière. La principale raison de cette baisse est l'un des plus grands effondrements de richesse de l'histoire : Gautam Adani, président du conglomérat en difficulté Adani Group, a vu sa fortune nette passer de 90 milliards de dollars l'année dernière à 47,2 milliards de dollars dans le classement Forbes 2023, après que des accusations de fraude massive et de manipulation des marchés boursiers ont fait chuter les actions de ses dix sociétés Adani Group cotées en bourse.

L'Allemagne, quant à elle, occupe à nouveau la quatrième place en termes de nombre de milliardaires, avec 126 personnes, contre 134 l'année dernière. Parmi les pertes notables, on peut citer Joachim Ante, cofondateur de la société de jeux Unity Software, et les trois héritiers Knauf du géant des matériaux de construction Knauf Gips KG. La personne la plus riche d'Allemagne est Dieter Schwarz (fortune nette estimée à 42,9 milliards de dollars), propriétaire du géant des supermarchés à prix réduits Schwarz Group, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 140 milliards de dollars.

Malgré la guerre et les sanctions occidentales, les milliardaires russes ont fait mieux que le reste des personnes les plus riches du monde cette année, les milliardaires du pays ayant pour la plupart récupéré les pertes subies à la suite de l'invasion de l'Ukraine. La Russie compte 105 milliardaires cette année, avec une fortune nette globale de 474 milliards de dollars, contre 83 milliardaires pour une fortune globale de 320 milliards de dollars l'année dernière.
Pourquoi ce bond en avant ? Tout d'abord, les oligarques russes ont pour la plupart récupéré leurs richesses perdues. Sur les 105 milliardaires russes recensés par Forbes, 25 sont des revenants, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas figuré dans le classement de l'année dernière après y avoir figuré l'année précédente (en 2021, il y avait 117 milliardaires russes, pour une fortune globale de 584 milliards de dollars). Cela s'explique par le fait que l'année dernière, lorsque Forbes a finalisé son classement pour 2022, le marché russe était gelé et les prévisions des analystes pour les entreprises russes étaient catastrophiques. Un an plus tard, les sanctions occidentales ont durement frappé l'économie russe, mais la hausse mondiale des prix des matières premières, due en grande partie à l'invasion et aux sanctions occidentales qui en ont découlé, a dopé les revenus de certaines entreprises russes. Le plus grand bénéficiaire a été la personne la plus riche de Russie, le magnat des engrais Andreï Melnitchenko, dont la fortune est estimée à 25,2 milliards de dollars (contre 11,1 milliards de dollars l'année dernière) grâce à sa société EuroChem et à la flambée des prix des engrais en raison de la guerre. Le magnat du pétrole Vagit Alekperov (fortune estimée à plus 10 milliards de dollars), le magnat de l'acier Alexeï Mordachov (fortune estimée à plus 7,7 milliards de dollars) et le magnat du nickel Vladimir Potanine (fortune estimée à plus 6,4 milliards de dollars) ont également récupéré leur fortune.

https://www.forbes.fr/classements/classement-milliardaires-forbes-2023-quels-sont-les-pays-avec-le-plus-de-milliardaires/

J-C – Question à une paisa, un dixième de roupie, dans tous ces pays la concentration des richesses s'accroit dans des proportions démesurées avec la bénédiction de leurs Etats ou institutions au détriment du reste de la population.

Alors, pourquoi devrait-on en soutenir un plus qu'un autre, puisque sans préjuger de leurs particularités historiques et autres, finalement l'ensemble de leurs régimes se comportent de la même manière au profit des plus riches ?

Quelques réflexions politiques et autres.

Ce n'est pas parce que je ne vous informe pas ou très peu sur les mouvements sociaux en cours en France ou ailleurs, que j'aurais cessé de me réclamer du mouvement ouvrier, j'y suis

contraints malgré moi du fait que les publications du mouvement ouvrier qui les relaient sont payantes ou ils n'apparaissent qu'à la marge et ne présentent aucun intérêt.

Le NPA au même titre que la Nupes, a absorbé ou colle à l'agenda politique de Davos, ils se calent dessus en quelque sorte. A LO aussi, un exemple : - "*Alors que la période des vacances se termine, marquée par les épisodes de canicule*" (Lutte Ouvrière n°2874/Editorial/30 Août 2023).

Ce n'est pas un phénomène nouveau. L'université d'été du NPA consacrera une session au thème suivant : - "*50 ans après le 21 juin 1973, retour sur l'antifascisme de la JCR et de la Ligue communiste*." Le fascisme menaçait-il la France à cette époque et les décennies suivantes? Réponse de l'ancien Premier ministre Lionel Jospin le 29 septembre 2007 sur France Culture : - « *Pendant toutes les années du mitterrandisme nous n'avons jamais été face à une menace fasciste et donc, tout antifascisme n'était que du théâtre. Nous avons été face à un parti, le Front national, qui était un parti d'extrême droite, un parti populiste aussi à sa façon, mais nous n'avons jamais été dans une situation de menace fasciste et même pas face à un parti fasciste.* »

Vous aurez compris que les dirigeants de ce courant politique s'étaient bien foutus des travailleurs et de leurs militants. Leurs dirigeants passent, leur courant politique et ses méthodes demeurent.

En parcourant en diagonale leur hebdomadaire en ligne (n°672 du 27 août 2023), *L'Anticapitaliste*, téléchargeable gratuitement, j'ai constaté qu'ils n'avaient pas consacré un seul article à la situation au Niger, au Gabon, en Ukraine... Ils ont même trouvé le moyen d'ignorer le 15e sommet des BRICS qui s'était tenu quelques jours plus tôt, du 22 au 24 août à Johannesburg, en Afrique du Sud, il faut croire que cela leur posait également un problème politique...

Ce que l'on constate, c'est que les sujets qu'ils traitent ne correspondent pas à l'actualité sociale et politique nationale et internationale qu'abordent tous les médias et acteurs politiques laissant les travailleurs désarmés face à leur désinformation. En revanche, les thèmes favoris de Davos figurent en bonne place dans leurs publications, ils en sont les porte-parole ou agents.

Lutte ouvrière les aborde dans son hebdomadaire sous la forme d'analyses bâclées ou tronquées, qui relèvent du lieu commun et qui par conséquent ne présentent aucun intérêt, parce qu'ils ne permettent pas de se faire librement une idée de la situation. Dès lors que la plupart des faits n'y figurent pas, leurs lecteurs sont priés d'adopter sur parole leurs analyses, désolé, on rejette cette méthode.

On ne procède pas de cette manière chez nous. On fournit un maximum d'informations sur un évènement aux lecteurs, le plus souvent elles sont accompagnées d'analyses plus ou moins pertinentes ou orientées politiquement, souvent mais pas toujours par manque de temps, je leur fournis une grille de lecture pour s'y retrouver. Je ne suis pas là pour leur dicter de quelle manière ils doivent penser, je me contente de leur fournir les instruments qui leur permettront de s'orienter librement ou de se faire leurs propres idées, de partager les miennes ou non, là n'est pas la question.

Dans le n°2874 de Lutte Ouvrière du 30 Août 2023, on pouvait lire le récit écrit par Davos dans l'article intitulé - *Climat : quels moyens devant la catastrophe ?* dont l'objectif partagé est de "*tenter d'enrayer la crise climatique*", qui relève d'une pure invention ou honteuse manipulation des données s'étalant sur 500 millions d'années.

- "*Comme s'imposent l'évidence de sa cause principale, l'activité industrielle et commerciale incontrôlée, et la gravité de ses conséquences pour l'humanité tout entière.*"

Cette extrême gauche est décidément un concentré de conneries à la puissance 31 !

Quelques réflexions tirées d'une conférence scientifique pour respirer un peu !

Le taux de CO2 était à plus de 6.000 ppm il y a plus de 500 millions d'années, aujourd'hui on est à 440 ppm

Il n'existe aucune corrélation entre le taux de CO2 et la température, hormis pendant de très brèves périodes qui sont insignifiantes à l'échelle du temps ou qui ne sont pas significatives pour influencer l'orientation du climat. On observe exactement l'effet inverse, plus la température baisse, voire ces courbes sur la page d'accueil du site, plus le taux de CO2 augmente, Et systématiquement lorsque les températures ont baissé des extinctions de masse se sont produites, avant que d'autres plus sophistiquées les remplacent et ainsi de suite.

Allez expliquer à ces crétins d'écologistes que le taux de CO2 n'a jamais été aussi important que lors des grandes glaciations, même en leur fournissant toutes les données sourcées ils ne vous croiront pas. Notez bien que l'ensemble de ces données proviennent d'officines gouvernementales, car vous vous doutez bien que ce n'est pas un scientifique isolé dans son coin, qui aurait les moyens de financer de tels travaux de recherche, forer des calottes glaciaires en Antarctique, par exemple.

Enfin une bonne nouvelle (pour ceux qui en avaient besoin).

Nous gaspillons des milliards dans une révolution robotique qui n'arrivera pas par Matthew Lynn - telegraph.co.uk 27 août 2023

https://www.telegraph.co.uk/business/2023/08/27/robotics-revolution-falling-flat-metal-face/

Les années 2020 étaient censées être la décennie où la révolution robotique décollait réellement. Nous serions tous en train de rouler dans des taxis contrôlés par ordinateur, de prendre des boissons auprès de robots barmans et de rentrer chez nous dans des maisons nettoyées par des serviteurs androïdes efficaces. Mais cela n'est pas encore arrivé et ce n'est pas pour demain.

Au lieu de cela, à San Francisco, les voitures sans conducteur se détraquent ; tandis qu'en Grande-Bretagne, une start-up financée par des millions de dollars pour fabriquer des robots chefs a connu un échec spectaculaire. En réalité, la révolution des robots s'effondre – et des milliards sont sur le point d'être gaspillés dans le processus.

Ce fut une semaine qui donne à réfléchir pour les évangélistes de l'industrie robotique. Vous pensez peut-être que San Francisco avait suffisamment de problèmes avec les vagabonds et la criminalité de rue, mais elle a désormais ajouté les taxis sans conducteur excentriques à sa liste de défis.

Quelques jours après que l'unité Cruise de General Motors ait obtenu l'autorisation d'exploiter une flotte de taxis entièrement contrôlés par ordinateur, le chaos a éclaté dans les rues, obligeant à réduire de moitié le nombre de ces véhicules. L'un d'eux a heurté un camion de pompiers, tandis qu'un camion entièrement vide a été impliqué dans une collision avec un autre véhicule.

Ce démarrage tumultueux n'est certainement pas ce que l'entreprise espérait, et il ne semble pas non plus susceptible d'inciter d'autres villes à permettre à Cruise, ou à des concurrents comme Waymo de Google, de déployer leurs véhicules sur leurs routes en toute liberté.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la startup spécialisée dans les robots cuisiniers, Karakuri, qui avait reçu d'importants financements, notamment de la part d'Ocado et du gouvernement, connaît actuellement des difficultés majeures. Les 4 millions de livres sterling investis par Ocado pour acquérir une participation de 20 % ont pratiquement été perdus, tout comme la majeure partie des autres investissements. En fin de compte, les actifs restants de l'entreprise ont été vendus pour seulement 350 000 livres sterling.

Ses machines sophistiquées conçues pour préparer des sushis parmi une gamme de plats, remplaçant les chefs traditionnels, ont eu du mal à trouver une place rentable sur le marché. De même, Creator, une entreprise américaine qui construisait un restaurant de hamburgers entièrement géré par des robots, a fermé ses portes en mars.

Pendant ce temps, il y a peu d'indications que les robots sont en train de conquérir le monde. Très peu d'entre nous possèdent encore des robots aspirateurs, et bien qu'il existe de nombreuses tondeuses à gazon automatisées sur le marché, la plupart d'entre nous préfèrent toujours la méthode traditionnelle de tonte manuelle dans le jardin.

Mis à part quelques essais, la plupart de nos colis Amazon sont toujours livrés par des êtres humains, et nous continuons à acheter des produits auprès de vendeurs réels plutôt que d'opter pour des solutions électroniques. L'automatisation a eu un certain impact sur notre vie quotidienne. Les caisses en libre-service sont désormais courantes pour effectuer des achats rapides, et les chatbots sont là pour répondre à des questions simples lorsque nous souscrivons une nouvelle assurance.

Cependant, il est frappant de constater à quel point la robotique a eu jusqu'à présent peu d'impact et combien de startups autrefois prometteuses ont été laissées de côté.

Et ce, malgré d'énormes investissements. En 2021, l'industrie du capital-risque a injecté 17 milliards de dollars (13 milliards de livres sterling) dans le secteur, et presque autant l'année dernière, et ce n'est que l'argent destiné aux start-ups. Les grandes entreprises ont investi encore plus. Et il devrait y avoir une forte demande.

Nous sommes tous conscients des pénuries de main-d'œuvre souvent paralysantes au Royaume-Uni, mais elles sont tout aussi graves en Allemagne, aux États-Unis et dans de nombreuses autres économies développées.

Dans des secteurs comme l'hôtellerie et la logistique, les entreprises se plaignent constamment du manque de personnel. On pourrait penser qu'elles seraient enthousiastes à l'idée de faire appel à des robots pour effectuer le travail à leur place, mais malgré tous les investissements consentis, il n'y a pas grand-chose à montrer pour le moment. En réalité, trois défis majeurs se dressent devant elles.

Tout d'abord, la technologie n'est généralement pas suffisamment performante. Il est relativement facile de créer une présentation convaincante pour attirer des investissements de sociétés de capital-risque et de concevoir un prototype capable d'accomplir quelques tâches simples en laboratoire. Cependant, transformer ce prototype en un produit fini pouvant être fabriqué en série est une tout autre histoire. Jusqu'à présent, il y a peu de preuves montrant que de nombreuses startups de robotique ont réussi à passer de la phase de développement à une intégration réussie dans le monde réel.

Deuxièmement, le coût est souvent trop élevé. Pour ne prendre qu'un exemple, il existe déjà un certain nombre de robots barmen parmi lesquels choisir, et peut-être que certains d'entre eux préparent même un Martini assez décent. Mais une recherche rapide sur le Web révèle qu'ils coûtent généralement entre 116 000 et 151 000 euros pièce. C'est beaucoup.

Il en va souvent de même pour les robots chefs, les serveuses ou le personnel d'enregistrement. Le simple fait est que les robots sont généralement conçus pour remplacer les compétences de bas niveau, qui, de toute évidence, se situent à l'extrémité la moins chère du marché du travail. Il est difficile de justifier de payer 116 000 euros pour un robot barman alors que vous pouvez en embaucher un vrai pour 29 000 euros par an.

Bien sûr, avec des volumes plus importants et des séries de production plus longues, le coût de nombreux robots pourrait commencer à baisser, mais les prix devront baisser considérablement avant qu'ils ne deviennent réellement une proposition commercialement viable. Les entreprises ne remplaceront pas les gens par des machines tant qu'elles ne seront pas payées pour le faire.

Enfin, les tâches pour lesquelles les robots pourraient être utilisés nécessitent des niveaux de perfection qu'ils ne peuvent pas encore atteindre. Personne ne veut d'un taxi sans chauffeur. telegraph.co.uk 27 août 2023

J-C – Bien qu'on traite toutes leurs folies et qu'on les prenne au sérieux, on a toujours précisé qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres, entre leurs désirs les plus dingues et leur réalisation il y a une marge…

Vous pourriez appliquer cela à l'envers au socialisme, ce sont les mêmes qui prétendent que cela ne fonctionnerait pas, parce qu'ils savent qu'il se réalisera, qu'ils le veuillent ou non.

France.

France. Un Etat terroriste.

L'ancien Premier ministre italien : La France avait tenté d'assassiner Mouammar Kadhafi en 1980 - algerie54.dz 2 septembre 2023

Dans une interview accordée ce samedi 2 septembre au média transalpin la Repubblica, l'ancien président du Conseil Italien Giuliano Amato a accusé la France d'être à l'origine de la destruction du vol 870 d'Itavia Airlines en 1980, dans une tentative d'assassinat du leader libyen Mouammar Kadhafi.

«*Un plan avait été lancé pour frapper l'avion Mig dans lequel devait se trouver Kadhafi*», souligne Giuliano Amato.

Et d'ajouter «*Mais le dirigeant libyen a échappé au piège parce qu'il a été averti par l'ancien Premier ministre italien Bettino Craxi. L'Élysée doit désormais laver la honte qui pèse sur Paris*». C'était le 27 juin 1980, quand un missile français avait provoqué le crash du vol 870 d'Itavia Airlines.

«*Après 40 ans, les victimes innocentes n'ont pas obtenu justice. Pourquoi continuer à cacher la vérité ? Le moment est venu de faire la lumière sur ce terrible secret d'État. Macron pourrait le faire, et l'OTAN aussi*», a-t-il poursuivi, estimant que «*Tout celui qui connaît la vérité doit maintenant parler, au nom de la justice envers les familles des victimes et au nom de l'histoire. La version la plus crédible est celle de la responsabilité de l'armée de l'air française, avec la complicité des Américains. Le plan prévoyait de simuler un exercice de l'OTAN, une mise en scène permettant de faire passer l'attentat pour un accident involontaire*».

Le vol 870 avait décollé de Bologne à destination de Palerme avec 81 personnes à bord. Mais une heure après le décollage, l'avion avait disparu des écrans radar. Quelques heures plus tard, l'épave de l'avion avait été découverte dans la mer Tyrrhénienne au large de l'île d'Ustica, près de la Sicile. algerie54.dz 2 septembre 2023

Il fallait y penser. Comment favoriser l'école privée ? En supprimant l'école publique !

J-C – On aura retenu : "*Il y a une forme de désertification [de l'école publique] dans la région*."

Rentrée : pourquoi y a-t-il autant d'élèves scolarisés dans des établissements privés en Bretagne et dans les Pays de la Loire ? - francetvinfo.fr 4 septembre 2023

En France, la part d'élèves scolarisés dans le privé, qu'il s'agisse d'établissements sous tutelle du ministère ou hors contrat, s'élevait à 16,9% à la rentrée 2021. Avec 21,07% d'entre eux inscrits dans un collège ou un lycée privés, cette part est plus importante dans le second degré que dans le primaire (13,38%). Une disparité qui peut être attribuée aux stratégies d'évitement

mises en place par les élèves et leurs parents pour échapper à la carte scolaire, ainsi qu'aux choix d'établissements en fonction des options, parfois plus attrayantes dans le privé.

Dans certains départements, le nombre d'élèves qui étudient dans le privé explose, aussi bien dans le premier que dans le second degré, comme le montre le graphique ci-dessous. C'est le cas de l'ouest de la France, et particulièrement des départements du Morbihan et de la Vendée.

En Bretagne, la part d'élèves inscrits dans le privé s'élevait ainsi à 40,5% en 2022. Ce chiffre représente 236 524 élèves répartis dans 2 953 établissements. Au niveau départemental, ce taux monte jusqu'à 50,2% dans le Morbihan et 51,1% en Vendée, dans les Pays de la Loire, soit plus de la moitié des élèves scolarisés dans le privé. Un record.

Une dernière explication porte sur les frais de scolarité. En Bretagne, ils sont plus faibles que la moyenne pour intégrer une école privée. À l'origine, les différentes congrégations avaient pour objectif d'éduquer les populations les moins aisées. Cette vision initiale de l'enseignement a perduré dans la région, ce qui en fait une option moins coûteuse que dans les grandes métropoles françaises. "*Pour l'académie de Rennes, il faut tordre le cou à l'image du lycée catholique huppé de centre-ville. Ce type d'établissement existe, certes, mais l'enseignement catholique breton ne saurait y être réduit, quelle que soit la période*", développe Samuel Gicquel. Selon le secrétaire général de l'enseignement catholique, les parents dépensent en moyenne 200 euros par an pour la scolarisation de leur enfant dans le premier degré dans un établissement sous contrat.

Patricia Le Gall, attachée de presse au ministère de l'Education nationale, originaire de Bretagne, reconnaît tout de même : "*C'est vrai qu'il y a une forme de désertification [de l'école publique] dans la région.* francetvinfo.fr 4 septembre 2023

Comme quoi une illusion peut en cacher une autre

La Tribune de travailleurs. (POID)

Extrait. Deux jours après le discours de Mme Borne, les dirigeants de la Nupes se rendront ensemble chez Macron à son invitation, pour lui soumettre « *des propositions dans l'intérêt du peuple* ». Qu'y a-t-il à attendre d'une telle rencontre ?

Certes, la voie de la rupture est difficile. Au moins faut-il avoir la volonté de l'emprunter.

J-C - Il n'y a pas de "*certes*" qui tiennent.

La question n'est pas de savoir si ce serait difficile ou non, s'il faudrait avoir ou non de la volonté pour rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, elle est dans la nature de ces partis qui trahit les réelles intentions de leurs dirigeants, qui révèle l'objectif de ces partis, dans quel camp ils mènent leur combat politique et quels intérêts ils représentent effectivement.

La mutation complète de la social-démocratie est achevée. Avec Macron il appartient à la famille du social-libéralisme-libertaire ou extrême-centre fascisant.

J-C - La social-démocratie avait rejoint le camp de la réaction avec armes et bagages le 4 août 1914 pour ne jamais plus le quitter. Désormais la social-démocratie allait être un courant politique subordonné au capitalisme, réactionnaire, de droite.

A l'origine de nature petite bourgeoise et ouvrière, elle allait très rapidement se dépouiller de cette dernière. Ce n'est pas pour des prunes qu'Engels et Marx avaient cessé plus d'un demi-siècle auparavant de s'en réclamer au profit du communisme, qui incarnait une idéologie tournée vers la classe ouvrière, l'unique classe progressiste incarnant l'avenir de l'humanité.

La social-démocratie marchant sur les pas de la réaction, devait adopter au fil du temps toutes les variantes de l'idéologie des capitalistes qui se sont succédés jusqu'à nos jours ou depuis l'avènement de l'impérialisme, jusqu'à frayer la voie au fascisme ou au nazisme, aux pires dictatures militaires, à la guerre…

Pendant plus d'un siècle, le mouvement ouvrier n'allait pas tenir compte de la nature sociale rétrograde de la social-démocratie. Pire, il lui permettra de s'incruster en son sein et d'y établir de puissants bastions dans les syndicats avec la complicité des staliniens, des anarchistes et des trotskystes (J'entends leurs dirigeants respectifs), diffusant quotidiennement le venin de son idéologie contre-révolutionnaire ou de collaboration de classes destinée à défigurer le socialisme au point de le rendre méconnaissable, à en détourner travailleurs et militants pour le compte du régime en place.

Pour aller plus loin.

Libéral-libertaire terme forgé en 1972 par le philosophe et sociologue marxiste Michel Clouscard dans son livre Néofascisme et idéologie du désir.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Lib%C3%A9ral-libertaire

Critique du libéralisme libertaire de Michel Clouscard

https://fr.wikipedia.org/wiki/Critique_du_lib%C3%A9ralisme_libertaire

J-C - Un talentueux sociologue et philosophe qu'on aurait tort d'ignorer. Même si on ne partage pas toutes ses analyses politiques.

Il dévoile ce que les idéologues doivent occulter : mai 68, contre-révolution libérale, cheval de Troie du libéralisme libertaire. Il fallait un nouveau marché : le marché du désir, une nouvelle société, celle de la confusion de la liberté et de la libéralisation, un double profit, celui du permissif pour le consommateur et du répressif sur le producteur, pour sauver le capitalisme en crise radicale.

« *Critique du libéralisme libertaire* » est une Somme philosophique. Michel Clouscard rappelle les fondements de la Révolution française établis par Rousseau et Kant, l'engendrement réciproque de la conscience et de la connaissance. Il montre que le néo-kantisme (Sartre, Lévi-Strauss, Foucault, Barthes, Lacan, etc.) est la récupération insidieuse de cette philosophie, le détournement qui s'accomplit avec le libéralisme libertaire.

Ne nous y trompons pas : sous couvert de gauche plurielle, ces postures qui se veulent de rupture contre la logique bourgeoise ne sont en fait bien souvent qu'un moment de la mainmise du capitalisme sur les esprits. C'est le tableau d'un monde qui vire sous nos yeux au totalitarisme néo-libéral qui nous est brossé ici. En réhabilitant Rousseau contre Sade et les libertins, Clouscard dévoile les non-dits de la logique de domination libérale et ses alliés objectifs qui préfèrent une parcelle de liberté individuelle au bonheur collectif. Bas les masques !

Nietzsche et Heidegger s'avèrent les héritiers naturels de cette destruction de la raison dialectique. Les éditions Delga.

Pour illustrer tout cela.

"*Une bonne chose*": Lionel Jospin soutient l'interdiction de l'abaya à l'école - BFMTV 1 septembre 2023

« *L'Ukraine doit rester neutre* » : Lionel Jospin accuse Nicolas Sarkozy d'être « *prorusse* » - Journal du Dimanche 1 septembre 2023

« *Ce qui m'a surpris d'abord, choqué ensuite, c'est qu'un ancien président de la République prenne une position diamétralement opposée à la position officielle de son pays, la France, qui soutient l'Ukraine et combat, si on peut dire d'une certaine façon, la Russie* », a-t-il regretté lors de son passage sur France Inter, vendredi.

"*J'ai bougé, mais c'est surtout le monde qui a bougé. En 1989, quand j'étais ministre de l'Éducation, il n'y avait pas eu le 11 septembre, l'Etat islamique. Quand le monde change, il faut savoir changer, à condition que ce soit sur les mêmes principes."* Journal du Dimanche 1 septembre 2023

J-C – On ne peut pas adopter la version officielle frauduleuse du 11 septembre 2001, sans adopter les principes (qui vont avec) de ceux qui ont planifié ce coup d'Etat (intérieur) sous faux drapeau.

Totalitarisme. Imposer le port de l'uniforme, c'est enrégimenter les corps et militariser les esprits pour en faire des êtres soumis ou dociles, des esclaves.

C'est d'autant plus inutile que lors de la rentrée scolaire quand un élève intègre sa nouvelle classe, le premier exercice qui lui est demandé est de se présenter devant ses petits camarades, et à l'issue des réponses obtenues aux questions posées tous sauront à quelle catégorie sociale appartiennent l'ensemble des élèves de leur classe.

Si l'uniforme à l'école a pour fonction de faire disparaître les disparités sociales entre élèves, et bien c'est raté.

Il fait quoi ton papa, elle fait quoi ta maman. Voilà l'une des questions qu'on me posait autrefois. N'ayant pas eu la chance d'aller à l'école communale, mes collègues de classe

répondaient ingénieur, cadre supérieur, directeur, industriel, journaliste, homme d'affaires, PDG, diplomate, haut fonctionnaire, et moi je répondais menuisier en bâtiment, du coup ils savaient que j'étais le seul fils d'ouvrier, le seul pauvre, ce qui les faisait bien marrer et me fera détester l'école. On ne portait pas d'uniforme dans ces écoles privées confessionnelles, on en aurait porté que cela n'aurait absolument rien changé.

- Emmanuel Macron a déclaré lors d'un entretien avec le vidéaste Hugo Décrypte : "*Il y a aussi la tenue unique. Sans avoir un uniforme, on peut dire: 'vous vous mettez en jean, t-shirt et veste*'", a-t-il illustré. Cette "*tenue unique*" peut "*paraître un peu moins stricte d'un point de vue disciplinaire*", a noté le chef de l'État. (AFP 5 septembre 2023)

Cela signifie qu'il reconnaît que le port d'un uniforme ou d'une tenue unique présente un caractère "*disciplinaire*", ce qui est une injustice insupportable. Car, pourquoi des enfants qui entrent à l'école devraient-ils subir un tel traitement, quel crime auraient-ils commis, pourquoi leur imposer cette sanction à titre préventive, pour mieux les domestiquer comme des animaux, pour en faire des zombies.

Ils ne pouvaient pas cautionner à la fois la théorie du genre qui sert à faire la promotion de la pornographie et de la pédophilie dans les écoles, et le port de l'abaya dans les établissements scolaires.

L'interdiction de l'abaya repose sur le même procédé que celui employé pour interpréter frauduleusement tous les grands évènements ou traiter dorénavant tous les sujets d'actualité, à savoir une falsification des faits à partir duquel ils vont fabriquer un récit qui sera destiné à justifier des mesures ou lois antisociales, liberticides, répressives, etc. tournées contre la majorité de la population

- Emmanuel Macron "*Qui stigmatise? Les gens qui poussent l'abaya*", évoquant un "*choix religieux*" pour qualifier le port de cette tenue. (AFP 5 septembre 2023)

Là, il suffisait que le tyran décrète que ce vêtement était de nature religieuse, pour que tous les acteurs politiques de la réaction et les médias le martèlent en boucle, de sorte que le quidam ignorant, lâche ou paresseux le croit également, et le tour était joué.

L'escroquerie climatique emprunte aussi ce procédé, la fabrication d'un récit frauduleux se substituant à la réalité.

Il leur a suffi de décréter que l'activité humaine serait responsable d'un "*réchauffement*" puis d'un "*changement*" climatique, alors qu'elle intervient de manière infinie décimale au niveau des facteurs qui déterminent le climat et ses variations qui sont naturelles, pour enclencher la machine infernale, hystérique du catastrophisme climatique afin de justifier l'adoption d'un ensemble de mesures rétrogrades, antisociales, punitives, liberticides toutes tournées contre la population

- Le président de la République a souligné que, comme le Haut-Conseil pour le climat le notait en juin, pour "*les 5 ans qui sont devant nous, il faut aller encore deux fois plus vite*" dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour satisfaire les objectifs climatiques de la France. (AFP 5 septembre 2023)

Ils ont recouru à ce procédé pour construire la mystification hygiéniste ou dictature sanitaire, la dictature numérique, le récit de la Russie agresseur de l'Ukraine en lieu et place de l'OTAN, etc.

Voici venu le temps en France des imposteurs, des délateurs, des chasseurs de sorcières, des justiciers, des miliciens, des procureurs, des dictateurs.

Interdiction de l'abaya : Darmanin demande aux forces de l'ordre de soutenir les responsables d'établissements - AFP/Le HuffPost 4 septembre 2023

Abaya à l'école : Dupond-Moretti appelle les procureurs à la fermeté - LePoint.fr 5 septembre 2023

Interdiction de l'abaya à l'école : 67 élèves ont refusé de la retirer lundi, annonce Gabriel Attal - Le HuffPost 5 septembre

« *Il y a des jeunes filles qui se sont présentées en abaya dans leur établissement scolaire, hier je crois que c'est un peu moins de 300, 298 personnes* », a-t-il déclaré sur BFM-TV RMC. « *Une très grande majorité se sont conformées* » à l'interdiction, mais 67 n'ont pas accepté « *de la retirer et sont rentrées chez elles* ». Le HuffPost 5 septembre

J-C - Lorsque qu'on se destine de traiter sérieusement un sujet, il est préférable ou conseillé de rapidement le ramener à sa juste proportion ou valeur, ensuite on pourra l'analyser plus sereinement et en tirer des conclusions ou des enseignements.

300 élèves vêtues de ce vêtement sur 12 millions d'élèves qui fréquentent les écoles, collèges et lycées en France, cela fait quoi : 0,0025%, colossal ! Même si on ramenait cela à une tranche d'âge et aux écoles publiques uniquement, disons 4 millions d'élèves, cela donnerait 0,008%.

Voici un phénomène gigantesque qui méritait de sonner l'alerte dans tout le pays contre une menace sérieuse et de mobiliser l'ensemble des forces policières et judiciaires du pays, de rameuter l'ensemble des médias champions de la désinformation, histoire que la population prise ainsi en otage se sente concernée malgré elle, et qui une nouvelle fois en proie à une nouvelle psychose s'en remette au dictateur qui trône à l'Elysée !

Interdiction de l'abaya : le Conseil français du culte musulman dénonce « *le flou* » autour de la définition du vêtement - Le HuffPost 5 septembre

L'abaya « *n'a jamais été un vêtement ou une prescription religieuse* », a rappelé l'association.

L'absence *« d'une définition claire de ce vêtement crée de fait une situation floue et une insécurité juridique* », estime le CFCM, notamment car dans certains contextes l'abaya pourrait être considérée comme « *musulmane* » - et donc interdite - et dans d'autres comme « *non musulmane* » - et donc autorisée.

De ce fait, le CFCM dit craindre un « contrôle au faciès arbitraire » ou que les critères d'évaluation de la tenue des jeunes filles reposent sur *« l'origine supposée, le nom de famille ou la couleur de peau* ». En conséquence, l'instance « *se réserve le droit de saisir le Conseil d'État si l'application concrète de cette mesure d'interdiction aboutissait à des formes de discrimination* ».

Le Conseil d'État a examiné ce mardi après-midi un recours en référé déposé par l'association Action Droits des Musulmans (ADM) contre la décision du ministre. Pendant près de deux heures, le débat a beaucoup tourné autour de la portée religieuse du vêtement. « *Abaya signifie robe, manteau* », a lancé l'avocat de l'association Vincent Brengarth, en soulignant que le Conseil français du culte musulman (CFCM) « *a rappelé de façon assez catégorique que l'abaya ne pouvait pas être considérée comme un vêtement religieux mais traditionnel* ».

« *Le sujet n'est pas de savoir si l'islam prescrit le port de ce vêtement* » mais « *l'abaya fait immédiatement reconnaître celui qui le porte comme appartenant à la religion musulmane* », a rétorqué Guillaume Odinet, directeur des affaires juridiques du ministère de l'Éducation.

La décision du Conseil d'Etat sera rendue sous 48 heures. Le HuffPost 5 septembre

J-C - Cela me rappelle ma jeunesse et les années 70, lorsque, happé au sens d'attirer par le courant du New Age sans savoir ce qu'il recouvrait, je me mis à porter les cheveux longs, plus par provocation vis-à-vis de mes parents ou pour ne pas leur ressembler qu'autre chose, pour faire partie d'un groupe de jeunes qui se rebellaient contre toute forme d'autorité ou de hiérarchie.

Je me suis fait traiter de tous les noms, de gonzesse, de pédé, de débauché et j'en passe, par mes parents et ma famille, les vieux en général, les commerçants me regardaient d'un air désapprobateur, les patrons aussi, c'était comme si j'aurais commis un horrible crime, alors que je me sentais bien comme j'étais.

J'étais insouciant à leurs yeux c'est sans doute cela qu'ils ne supportaient pas. J'avais 20 ans et contrairement à ce qu'ils croyaient, je me faisais beaucoup de soucis pour mon avenir, c'était angoissant au point de rechercher coûte que coûte un moyen de ne pas y penser en permanence, d'où aussi les paradis artificiels de la drogue, y échapper, je n'y croyais pas vraiment.

J'étais jeune, j'estimais avoir légitimement le droit à un peu de bonheur, et de faire ce que j'avais envie du moment que je n'empiétais pas sur la liberté des autres ou je les respectais, je ne voyais pas ce qu'il y avait de mal à avoir les cheveux plus longs de 2 ou 50 centimètres, à ma connaissance je restais la même personne. Mais pas pour mes juges, qui fondus dans un conformisme à vomir, estimaient que c'était un acte de rébellion inacceptable. Arrivés à la caserne dans le cadre du service militaire (obligatoire), la première chose qu'ils faisaient aux jeunes, c'était de les tondre comme des moutons, ils y prenaient un plaisir sadique. J'y ai échappé par chance !

Combat politique contre la terreur climatique.

Falsification Of The Atmospheric CO2 Greenhouse Effects Within The Frame Of Physics - Version 4.0 (January 6, 2009)

Gerhard Gerlich - Institut fur Mathematische Physik Technische Universit¨at Carolo-Wilhelmina zu Braunschweig Mendelssohnstraße 3 D-38106 Braunschweig - Federal Republic of Germany

Ralf D. Tscheuschner Postfach 60 27 62 - D-22237 Hamburg - Federal Republic of Germany

Conclusion (Traduction automatique)

Une analyse statistique, aussi sophistiquée soit-elle, repose fortement sur des modèles sous-jacents et si ces derniers sont manifestement erronés, l'analyse ne mène à rien. On ne peut pas détecter et attribuer quelque chose qui n'existe pas pour des raisons de principe, comme l'effet de serre du CO2.

Il y a tant de problèmes non résolus et insolubles dans la non-linéarité que les climatologues croient les surmonter tous en travaillant avec des approximations grossières conduisant à des résultats non physiques qui ont été corrigés par la suite par des méthodes mystiques, le contrôle des flux dans le passé, d'obscures moyennes d'ensemble dans différents instituts climatiques aujourd'hui, en excluant à la main des résultats accidentels de refroidissement global [154], poursuivant la tradition climatologique globale inspirée par l'effet de serre de moyennes physiquement insignifiantes et d'applications physiquement insignifiantes de la statistique mathématique.

En conclusion, l'élaboration de déclarations sur le réchauffement climatique anthropique induit par le CO2 à partir de simulations informatiques se situe en dehors de toute science.

https://drive.google.com/file/d/1a-Xgs98vAICWza4829QeO40Oi6KwcOMQ/view

---

France Intox a le don de dégoter des psychopathes écoterroriste en transe.

Réchauffement climatique : la militante écologiste Camille Etienne alerte sur "*une montée du climatoscepticisme*" en France - franceinfo 5 septembre 2023

Alors que des records de température ne cessent d'être battus depuis le début de l'été **(Premier mensonge - J-C)**, l'écologiste a dénoncé mardi dans le "*12/13 info*" le comportement et l'inaction de certains patrons du CAC40, notamment celui de TotalEnergies, Patrick Pouyanné. **(Quel zèle, Davos avec son Green New Deal n'ont même pas besoin de recruter des agents, ils n'ont qu'à se baisser dans le caniveau pour en trouver ! - J-C)**

C'est l'une des figures du militantisme vert aujourd'hui. **(Donc une des plus cinglées ! - J-C)** Très présente dans les médias ces derniers mois, auteure au printemps d'un livre remarqué, Pour un soulèvement écologique. Dépasser notre impuissance collective (éd. Seuil), Camille

Etienne était l'invitée du "*12/13 info*", mardi 5 septembre, pour évoquer la crise climatique qui gronde**. (C'est sa propre impuissance qu'elle projette sur les autres afin qu'ils lui ressemblent, à défaut d'en comprendre l'origine ou sa signification. C'est une adepte de l'individualisme débridé, de l'activisme enragé, rendue fanatique et terroriste, tyran, parce qu'elle ne veut pas admettre que son impuissance se confond finalement avec celle du capitalisme à résoudre les problèmes qu'il a lui-même engendrés. - J-C)**

La militante écologiste a notamment alerté, sur le plateau de la chaîne franceinfo, sur une vague de "*climatoscepticisme*" dans le pays, alors même que les effets du réchauffement climatique n'ont jamais semblé aussi intenses que ces derniers mois. **(Imaginez qu'ils ne se soient pas contenter de "*sembler*", cette cinglée aurait appelé à brûler les adeptes du "climatoscepticisme" ! - J-C)** Des records de température absolus et mensuels ne cessent d'être battus depuis le début de l'été en France et dans le monde, notamment en ce début du mois de septembre. **(Totalement faux ou une pure invention, on en a déjà fourni les preuves dans de précédentes causeries. - J-C)**

La jeune diplômée de Sciences Po explique en premier lieu qu'il faut savoir faire la distinction entre la météo et le climat. **(Pour mieux se livrer à une confusion ou un amalgame entre les deux tout au long de sa prise de parole. Ecoutez-la ou lisez la suite, c'est instructif sur le degré d'inconscience ou de folie qu'on peut atteindre en croyant être parfaitement équilibré mentalement, quand ce qu'on croit ne correspond pas à la réalité ou lorsqu'on refuse de la prendre en compte. Sciences Po, quelqu'un a dit que c'était l'école des ânes, de ceux qui étaient trop nuls pour intégrer l'ENA, c'est confirmé ici. – J-C)** "*Alors que les conséquences du dérèglement climatique sont terribles encore cet été (...), il faut faire la différence entre le climat et la météo.* **(Ils sont "*terribles*" pour ceux qui les vivent, sinon en soi ils n'ont rien d'extraordinaires, sinon qu'il peut se produire dans la nature ou dans la vie des évènements qui sortent de l'ordinaire, cela a toujours fait partie de la nature et de la vie des hommes, sauf pour les schizophrènes qui l'ignorent ou qui ne les supportent pas, cette abrutie en fait manifestement partie. - J-C)** *En France, il a plu beaucoup. Ça a créé une montée du climatoscepticisme. On a pris huit points en un an. Cela s'est encore intensifié cet été*", relève Camille Etienne. **(Comme quoi le peuple possède encore des traces d'esprit critique ou apprend vite des expériences qu'il a vécues, c'est plutôt une bonne nouvelle ou rassurant, sauf pour cette déjantée aux intentions malsaines, pour un peu elle regretterait qu'il ait plu ! - J-C)**

"*La météo, c'est le temps qu'il fait aujourd'hui. Le climat, c'est la tendance de fond. Là, les scientifiques sont très clairs sur le fait qu'on est en train d'aller vers un réchauffement de 4°C à la fin du siècle*", rappelle l'écologiste de 25 ans. **(Une gamine décérébrée ou idéologiquement fanatisée. Même le GIEC rejette cette thèse, la plus extrémiste que les algorithmes avaient pondue. Tout est faux dans son récit dès qu'elle aborde les faits.- J-C)**

Interrogée sur la peur du dérèglement climatique, Camille Etienne assure que ce sentiment "*nous met en mouvement*". "*C'est le contraire de l'ignorance. Aujourd'hui, c'est un luxe de pouvoir prétendre ne pas avoir peur [face au réchauffement climatique].* **(Il n'y a que les ignorants ou les gens malintentionnés, les psychopathes qui ont des raisons d'avoir peur, qu'elle soit effrayée à ce point par les aléas ou variations naturelles du climat montre à quel point elle en fait partie. Un grand nombre de scientifiques dans le monde ont réfuté la thèse du réchauffement climatique sur la base des données en leur possession, mais**

aussi en s'appuyant sur celles du GIEC, mais cela elle ne l'évoquera pas, elle est à la messe ! - J-C) *Ce qui me terrifie, ce sont ceux qui ont cette froideur totale, qui fait qu'ils sont capables de prendre des décisions totalement décorrélées du niveau d'urgence climatique.*" **(Elle confirme qu'il faut être mentalement déséquilibré pour être terrifié par les évènements climatiques qui se produisent de nos jours, compte tenu qu'ils ont déjà eu lieu à de multiples reprises dans le passé, parfois en plus considérable encore. - J-C)**

Camille Etienne dénonce notamment le comportement de certains "*grands climatosceptiques*", dont des patrons du CAC40 ou des membres du gouvernement, selon elle. "*Le rapport du Giec et le rapport de l'Agence internationale de l'énergie sont très clairs : il faut arrêter l'expansion pétrogazière. On arrête de faire des pipelines, on arrête d'extraire du pétrole et du gaz.*" **(Coupez le moteur, arrêtez votre chaudière, de péter et de respirer aussi puisque vous rejetez du CO2 dans l'air ! On est en présence d'une folle, comme quoi je n'ai pas exagéré plus haut, vous êtes témoin. – J-C)** Elle pointe en particulier les choix de TotalEnergies et de son PDG, Patrick Pouyanné : "*TotalEnergies a tout un tas de projets pour développer cette activité. Ils continuent de creuser le trou qui est celui de notre tombe.*" **(Elle, sur le plan cérébral elle a disjoncté, elle est déjà débranchée, morte, son cerveau n'a pas résisté au mauvais traitement qu'elle lui a infligé, sa lobotomie devait lui être fatale ! Plus sérieusement, pourquoi n'a-t-elle pas pris le temps de citer le rapport de 50 pages signé par 1609 scientifiques, chercheurs, professeurs dans le monde (document dans la page d'accueil du portail) dans lequel il est démontré qu'il n'y avait pas d'urgence climatique, que c'était une escroquerie intellectuelle, une construction frauduleuse? Ces scientifiques, dont deux prix Nobel, ne seraient-ils pas plus légitimes pour s'exprimer sur le climat que le PDG de TotalEnergies ou les membres du gouvernement qui finalement appliqueront la feuille de route qui leur aura été transmise ou imposée par les dirigeants du Forum économique mondial ? - J-C**

Santé.

Stratégie du chaos et de la peur. Comment devenir hypocondriaque ou vous rendre réellement malade.

J-C – L'exercice consistait juste à montrer, qu'en permanence ils sont malintentionnés envers la population, c'est une constante chez eux, il n'y a pas de répit. Ce sont des ordures de la pire espèce.

Ce symptôme lorsque vous mangez peut évoquer la présence d'un cancer - Yahoo

Vous êtes constipé ? Attention au risque d'AVC et à l'hypertension artérielle - Yahoo

Cette maladie qui touche des millions de Français affecte également leur vie sexuelle - Closer

"***Mon fils est mort d'un cancer dont tous les gens qui voyagent régulièrement devraient se méfier***" **- Closer**

Ce que la longueur de vos doigts révèle sur votre santé - Yahoo

La longueur de vos doigts peut indiquer votre risque de développer certaines maladies plus tard dans la vie.

Rappel. Pfizer, essais cliniques sur des enfants cobayes.

En l'occurrence, il s'agit des essais pratiqués sur des enfants au Nigeria alors que l'épidémie de méningite frappait le pays. Le Trovan et le Ceftriaxone, dont les effets sur l'homme n'avaient jamais été évalués, ont été administrés à 200 enfants en 1996, en dehors de tout cadre légal, causant la mort de 11 d'entre eux et de graves infirmités chez d'autres.

https://www.dailymotion.com/video/x8lysu/

Ce que nous apprend le coronavirus sur l'évolution humaine et terrestre

Entretien du Dr Zach Bush avec Del Bigtree, Réseau d'information The HighWire, 20/05/2020

Il y a tout le temps des gens qui meurent de conditions respiratoires bizarres, mais il y a un syndrome qui évoque la maladie du Covid, c'est celui du SRAS, un autre coronavirus apparu en 2001/2002. Avec un recul scientifique de 18 ans, nous savons qu'il s'agit d'une lésion hypoxique, c'est-à-dire d'une perte d'oxygène au niveau des tissus, et non d'une infection virale. (…) Et une étude publiée en avril dernier portant sur 5 700 patients présentant des symptômes de type Covid à New York montre en effet qu'il n'y a pas de signes d'infection virale

https://www.neosante.eu/livre-pdf/Zach_Bush_Del_Bigtree_200520_Extrait_VF.pdf

---

Le Gouvernement britannique a manipulé la BBC et les réseaux sociaux à propos de la Covid - Réseau Voltaire 4 septembre 2023

Le gouvernement britannique avait créé une Unité de lutte contre la désinformation (Counter disinformation unit - CDU) au début de la pandémie de Covid [1]. Une enquête parlementaire a montré que cet organisme public avait censuré des opinions dissidentes.

La CDU est dirigée par Sarah Connolly, spécialiste des Droits de l'homme à l'université de Cambridge. Son budget est inconnu, mais on parle maintenant d'au moins cinquante employés auxquels il faut ajouter ceux d'une entreprise d'Intelligence artificielle sous-traitante.

Selon le Daily Telegraph du 1er septembre 2023, la CDU comprend des représentants des services secrets (MI5, MI6, GCHQ) et de la BBC [2].

En violation du principe de liberté d'expression, cette agence a fait retirer de la toile et des émissions radio et télé de la BBC des opinions dissidentes sur la Covid, telles que celles du professeur Carl Heneghan, de Molly Kingsley et du docteur Alexandre de Figueiredo à propos des mesures concernant les mineurs.

Cette agence a secrètement exercé des pressions sur les réseaux sociaux en général. Cependant, elle aurait rencontré des difficultés avec Twitter. Réseau Voltaire 4 septembre 2023

[1] « *Counter-Disinformation Unit – open source information collection and analysis : privacy notice* », Department for Science, Innovation & Technology, March 16, 2023.

[2] « *Secretive Covid disinformation unit worked with security services* », The Daily Telegraph, September 1st, 2023.

Par définition les sadiques sont animés d'intentions malveillantes. Illustration.

Santé : trois questions sur les papillomavirus, contre lesquels la vaccination va être proposée dans les collèges - francetvinfo.fr 4 septembre 2023

La campagne de vaccination contre les papillomavirus est lancée lundi 4 septembre dans les collèges avec une première phase d'information. La vaccination, quant à elle, interviendra à l'automne. Tous les élèves de 5e se verront proposer le vaccin contre ces virus, qui provoquent chaque année plus de 6 000 cancers.

Les papillomavirus sont des virus qui se transmettent par contact sexuel. Huit personnes sur dix sont exposées aux papillomavirus au cours de leur vie. Dans la plupart des cas, l'infection disparaît d'elle-même sans laisser de traces, mais pour une personne sur dix, elle se transforme en verrues, en lésions qui peuvent évoluer vers un cancer.

A lire.

Flyer Papillomavirus - août 23, 2023

Tract initialement fait par parents et citoyens IDF

https://collectifs.reinfoliberte.fr/flyer-papillomavirus/

A savoir.

Suède, Australie, Inde et Japon, les statistiques ne vont pas vraiment dans le sens de ce que l'on voudrait bien nous faire croire. L'Inde et Le Japon ont d'ailleurs très vite mis fin aux campagnes de vaccination !

https://www.parentsencolere.fr/flyers/retrouvez-ici-les-flyers-concernant-les-mesures-sanitaires-en-milieu-scolaire-hopitaux/vaccination-anti-hpv/

Vaccination Papillomavirus, qu'en est-il ? Vous êtes-vous bien informé avant de prendre une quelconque décision pour vos enfants?! par PEC 7 Juillet 2023

https://www.parentsencolere.fr/2023/07/07/papillomavirus-gardasil-cancers-du-col-de-luterus/

Trois petits mots à propos des myocardites qui n'existent (presque) pas

Quels sont les risques réels de myocardite après infection Covid et après vaccin Covid ? À chaque décès de jeune athlète vacciné, les médias continuent d'affirmer que l'infection Covid cause plus de myocardites que le vaccin. Pourtant, toutes les études sérieuses montrent le contraire. J'ai pris la peine de réfuter celle des CDC qui a un énorme biais et qui affirme le contraire.

https://www.aimsib.org/2023/09/03/trois-petits-mots-a-propos-des-myocardites-qui-nexistent-presque-pas/

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

La CIA fait renaître le nazisme ukrainien par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 septembre 2023

Il n'est pas étonnant que la CIA structure des organisations anti-Russes. Il est par contre surprenant qu'elle n'hésite pas à choisir des nazis et des nationalistes intégraux prétendument pour défendre la liberté et la démocratie.

https://www.voltairenet.org/article219636.html

Russie.

Faites tomber les masques. La Fondation Nobel est une officine liée à l'Etat profond américain.

La Fondation Nobel "*snobe la Russie*" et annule l'invitation de son ambassadeur - Courrier International 3 septembre 2023

Critiquée pour avoir invité les ambassadeurs de Russie, de Biélorussie et d'Iran, la Fondation a changé d'avis samedi. Courrier International 3 septembre 2023

Moscou et Riyad annoncent une nouvelle baisse de la production de pétrole jusqu'à la fin de l'année - RT 5 septembre 2023

L'Arabie saoudite et la Russie, deux des trois plus grands pays producteurs d'or noir, ont décidé de réduire une nouvelle fois leur production jusqu'à fin 2023. Riyad opère une coupe d'un million de barils par jour et Moscou de 300 000. RT 5 septembre 2023

Niger.

Niger: la base militaire française envahie par la foule pour déloger l'armée française
https://www.youtube.com/watch?v=5ieHb9SKMEE

Niger: des milliers de manifestants demandent le départ des soldats français - AFP
https://www.youtube.com/watch?v=TepSeNuCORU

Les militaires au pouvoir au Niger ont décidé de rouvrir lundi l'espace aérien du pays aux vols commerciaux, fermé depuis le 6 août. - afriquemedia.tv 4 septembre 2023

«*L'espace aérien de la République du Niger est ouvert à tous les vols commerciaux nationaux et internationaux*», a déclaré un porte-parole du ministère des Transports cité par l'ANP, en précisant que les services au sol avaient également repris.

Et d'ajouté : «*L'espace aérien reste toujours fermé à tous les vols militaires opérationnels et autres vols spéciaux qui ne sont autorisés que sous réserve d'autorisations préalable des autorités compétentes*». afriquemedia.tv 4 septembre 2023

Les militaires nigériens envoient des renforts à la base militaire française - observateurcontinental.fr 4 septembre 2023

Au Niger, les militaires au pouvoir ont envoyé des unités militaires supplémentaires à la base militaire française de Niamey.

«*Des renforts sont envoyés sur la base de Niamey, où se trouvent les militaires français, avec ordre de les surveiller. Les militaires français ne quittent pas la base*», a rapporté Al Jazeera.

«*Les partisans du coup d'État au Niger appellent l'ambassadeur et les troupes françaises à quitter le pays*», rajoute le média qatari, précisant que «*les manifestants se sont rassemblés samedi près d'une base militaire abritant des soldats français après un appel de plusieurs organisations citoyennes hostiles à la présence militaire française. Ils brandissaient des banderoles proclamant*» : «*Armée française, quittez notre pays*». observateurcontinental.fr 4 septembre 2023

Putsch au Niger: Paris discute avec Niamey du retrait d'une partie de ses effectifs militaires - BFMTV 5 septembre 2023

"*Des échanges sur le retrait de certains éléments militaires ont commencé*", a indiqué le ministère, sans préciser quelles unités étaient concernées parmi les 1500 soldats français déployés dans le pays sahélien pour y appuyer la lutte antijihadiste.

Lundi, le Premier ministre nigérien nommé par les militaires au pouvoir, Ali Mahaman Lamine Zeine, a affirmé que des "*échanges*" avaient lieu pour obtenir un départ des soldats français. Les "*échanges qui sont en cours devraient permettre très rapidement*" leur retrait, avait-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Ali Mahaman Lamine Zeine a toutefois assuré que son gouvernement espérait "*si possible maintenir une coopération avec un pays avec qui on a partagé énormément de choses*". BFMTV 5 septembre 2023

La Chine entend jouer un "*rôle de médiateur*" dans la crise au Niger - BFMTV 5 septembre 2023

"*Le gouvernement chinois entend bien jouer un rôle de bons offices, de médiateur, sur le respect total des pays régionaux pour trouver une solution politique à cette crise nigérienne*", a déclaré l'ambassadeur dans cet entretien, après une rencontre avec le Premier ministre nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine, nommé par les militaires qui ont pris le pouvoir.

"*La Chine poursuit toujours un principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays*" et encourage les pays africains "*à régler leurs problèmes à l'africaine*", a ajouté l'ambassadeur.

La Chine est un partenaire économique majeur du Niger, principalement dans le secteur de l'énergie.

Les deux pays construisent notamment un oléoduc de 2000 km, le plus long d'Afrique, destiné à exporter du pétrole brut à partir des champs d'Agadem (sud-est nigérien) jusqu'au port de Sèmè au Bénin.

Les gisements d'Agadem sont exploités par le groupe pétrolier China National Petroleum Corporation (CNPC), qui a également construit une raffinerie à Zinder, dans le sud du Niger, d'une capacité de 20.000 barils par jour et dont la société chinoise détient une majorité du capital.

Des entreprises chinoises mènent également les travaux de construction du barrage de Kandadji, sur le fleuve Niger, un projet pharaonique de 740 milliards de francs CFA (1,1 milliard d'euros) situé dans l'extrême ouest du pays, qui doit générer annuellement 629 GWh afin de permettre au Niger de s'affranchir de sa dépendance énergétique du Nigeria voisin. BFMTV 5 septembre 2023

Gabon.

Comment en est-on arrivé à un Coup d'Etat au Gabon ?

https://www.youtube.com/watch?v=HWvmYsJPQu0

La France a autorisé le coup d'état au Gabon et livré Bongo?

https://www.youtube.com/watch?v=WL47c__qAYo

Gabon : l'armée annonce la réouverture des frontières - AFP/lepoint.fr 2 septembre 2023

Le porte-parole du CTRI, l'organisation militaire qui a renversé Ali Bongo mercredi 30 août, annonce la volonté de « *préserver le respect de l'État de droit* ».

Les militaires putschistes qui ont renversé Ali Bongo Ondimba au Gabon, mercredi 30 août, ont annoncé la réouverture des frontières dès samedi, a déclaré à la télévision d'État le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

« *Soucieux de préserver le respect de l'État de droit, les bonnes relations avec nos voisins et l'ensemble des États du monde, et afin de favoriser la continuité de l'État tout en démontrant notre ferme volonté de tenir nos engagements internationaux, [le CTRI] décide avec effet immédiat de la réouverture des frontières terrestres, maritimes, et aériennes* » à compter de samedi. Elles étaient fermées depuis le coup d'État qui a chassé du pouvoir Ali Bongo, qui dirigeait le pays depuis 14 ans. Les autorités n'ont en revanche pas levé le couvre-feu qui demeure en vigueur sur l'ensemble du territoire de 18 heures à 6 heures

Le général Brice Oligui Nguema, qui doit prêter serment en tant que « *président de la transition* » lundi 4 septembre, a promis vendredi des institutions « *plus démocratiques* » et respectueuses des « *droits humains* », mais sans « *précipitation* », après des rencontres menées à un rythme effréné ces derniers jours avec des partis, le corps diplomatique, les organisations internationales et les bailleurs de fonds.

Prestation de serment au Gabon, tout change pour que rien ne change - Courrier international 5 septembre 2023

C'était le 4 septembre au palais présidentiel, devant les juges de la Cour constitutionnelle et un parterre d'invités au nombre desquels des autorités administratives et militaires, mais aussi

des personnalités et autres dignitaires du régime déchu, comme l'ex-Premier ministre Alain Claude Bilie By Nzé et la vice-présidente Rose Christiane Ossouka Raponda.

Étaient aussi présents des diplomates, parmi lesquels l'ambassadeur de France au Gabon. Le diplomate français avait, du reste, été reçu la veille par le tombeur d'Ali Bongo. Une attitude aux relents de caution morale de Paris, portée à la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir à Libreville dans les conditions que l'on sait.

Une posture qui tranche avec la position radicale de l'Élysée, qui met en avant l'illégitimité des tombeurs de Mohamed Bazoum au Niger, pour refuser de les reconnaître, plus d'un mois après la chute de celui qui passait pour le chouchou voire le protégé des Occidentaux en général et de la France en particulier dans la région du Sahel.

Des gages de bonne volonté

Une position à géométrie variable de l'ex-puissance coloniale qui tend plutôt à montrer que, derrière la démocratie que la France prétend défendre en Afrique, peuvent se cacher bien des intérêts insoupçonnés.

Toujours est-il que, passé les premiers moments d'euphorie du coup d'État, celui qui a fait l'unanimité de la hiérarchie militaire autour de son nom pour conduire le processus de renouveau au Gabon se révélera être un homme du sérail bien connu dans les premiers cercles du pouvoir à Libreville.

De là à se demander si ce pronunciamiento [coup d'État militaire] aux allures de révolution de palais menée par le général Nguema ne vise pas à préserver les intérêts du clan, il y a un pas que d'aucuns ont vite fait de franchir. Courrier international 5 septembre 2023

J-C - Courrier international a omis volontairement les intérêts de l'impérialisme français...

Coup d'État au Gabon : la France suspend sa coopération militaire avec le pays - lejdd.fr 2 septembre 2023

Le ministre français des Armées a annoncé que la coopération militaire entre la France et le Gabon, où environ 400 soldats français sont en permanence stationnés, était suspendue depuis le coup d'État de mercredi. « *En ce qui concerne la présence militaire, ce sont des soldats qui font de la formation et qui ont toujours été aux côtés de l'armée gabonaise. À l'heure actuelle, leurs activités ont été suspendues en attendant que la situation politique se clarifie* », a expliqué Sébastien Lecornu, vendredi, dans un entretien au journal Le Figaro.

Auprès du Figaro, Sébastien Lecornu a tenu à souligner la différence entre les coups d'État au Gabon et au Niger, où la junte détient le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum en captivité depuis la fin du mois de juillet. Une situation que la France conteste. « *La France condamne tous les coups de force [...] Pour autant, nous ne pouvons pas mettre sur le même plan la situation au Niger, où des militaires illégitimes ont destitué un président légitimement élu, et celle du Gabon, où le mobile avancé par les militaires est précisément le non-respect*

de la loi électorale et de la Constitution. Car de fait, et, je pèse mes mots, il existe des doutes sur la sincérité des élections dans ce pays », a-t-il ajouté.

Gabon- Jean Rémy Yama enfin libre ! - pr-news.fr 5 septembre 2023

24 heures seulement après l'annonce du président de la transition le Général de brigade Brice Oligui Nguema de libérer tous les prisonniers d'opinion, le syndicaliste Jean Rémy Yama a recouvré sa liberté ce mardi 5 septembre 2023. L'ordre aurait été donné par le nouvel homme fort du Gabon qui répond ainsi à une demande pressante de la société civile.

Rappelons que Jean Rémy Yama était incarcéré depuis le 2 mars 2022.

Tunisie.

L'ecstasy, une drogue désormais banalisée en Tunisie - Courrier international 3 septembre 2023

Cette drogue est de plus en plus consommée par la jeunesse tunisienne. Mais cette banalisation n'occulte en rien les dégâts psychiques qu'elle provoque, avertit "*Nawaat*", qui a enquêté sur ce nouveau marché tunisien des stupéfiants.

"*En Tunisie, la consommation d'ecstasy et autres substances apparentées qu'on appelle* 'nouvelles drogues' *a doublé entre 2017 et 2021. Elle a été multipliée par sept entre 2013 et 2017 chez les adolescents âgés de 15 à 17 ans*", alerte Nabil Ben Salah, président de la Société tunisienne d'addictologie (Stadd), dans une interview à Nawaat.

Ces chiffres proviennent des trois enquêtes nationales réalisées en 2013, 2017 et 2021 par le ministère de la Santé et le groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite de stupéfiants. Celle de 2021, dont les résultats ont été publiés en 2023, a été effectuée auprès de 7 565 élèves scolarisés dans des établissements publics et privés répartis dans 24 gouvernorats.

Appelée "*la drogue de l'amour*" par ses consommateurs, l'ecstasy est une drogue psychoactive contenant de la MDMA, une molécule de la famille des amphétamines. Vendue généralement sous forme de pilules multicolores, elle a l'air plutôt inoffensive.

"*Cette drogue provoque une libération importante de sérotonine dans le cerveau. Cette substance est responsable de la régulation de l'humeur, de l'énergie et de l'appétit. Elle engendre un sentiment de bien-être, de l'euphorie et de l'empathie envers les autres*", explique le docteur Ben Salah.

La consommation d'ecstasy se fait essentiellement par voie orale. Le comprimé contient une quantité de substances psychoactives très variable. Il coûte entre 20 et 40 dinars [de 6 à 12 euros], indique Zied, 25 ans.

Le jeune homme se présente comme étant un consommateur occasionnel de ce produit. Encore étudiant, il est attiré par cette drogue parce qu'elle a un effet rapide et revient moins cher par rapport à la consommation de l'alcool. L'ecstasy commence à faire son effet une heure environ après la prise.

"*Pour acheter une bière, il faut compter au moins 8 dinars [2 euros]. Pour un léger état d'exaltation, il faut en boire au moins six. L'ecstasy est bien plus économique et efficace pour atteindre un certain niveau d'excitation*", confie-t-il.

Parmi les effets néfastes de la consommation de l'ecstasy figurent l'augmentation de la température du corps, la déshydratation, une accélération du rythme cardiaque ou encore des crampes musculaires.
"*Chez certaines personnes ou dans des endroits peu aérés, ces symptômes peuvent virer au drame en engendrant des convulsions, des accidents vasculaires cérébraux ou une insuffisance rénale, entraînant une mort subite*", explique l'addictologue.

https://www.courrierinternational.com/article/reportage-l-ecstasy-une-drogue-desormais-banalisee-en-tunisie

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 14 septembre 2023.

A défaut de bonnes nouvelles pour rester en bonne santé et garder le moral.

HAUSER - Rebel With a Cello - Live in Budapest - Hungary (Full Concert) - 22.12.2022

https://www.youtube.com/watch?v=JkPUS0Zdwd8

A quoi bon épiloguer.

Je conçois qu'il y en ait de plus en plus qui croient que la situation est inextricable et désespérée, et que le mieux qu'il nous resterait à faire serait de s'en accommoder comme on peut, de manière à nous épargner le pire. Fatale illusion en réalité, parce que nos ennemis attendent justement cette occasion pour nous pourrir la vie encore plus, car ils ne vont pas profiter de la situation qu'ils ont amplement contribué à créer pour nous faciliter l'existence, bien au contraire.

On aura compris qu'une illusion en entraînerait une autre et ainsi de suite, ce que la plupart d'entre nous ne veulent pas admettre.

Un scientifique nous explique que finalement la science n'a pas évolué depuis les années 30 du XXe siècle, un autre, que pratiquement aucun nouveau médicament (allopathique) n'a vu le jour depuis un demi-siècle, et pourtant tout le monde avait entendu et cru le contraire durant toutes ces longues décennies. En matière de paléontologie, d'astrophysique, de biologie, de climatologie, etc. le même constat s'impose.

Le développement des nanosciences n'allait pas être destiné à faire avancer la science ou à participer au bien-être des hommes, mais plutôt à mettre au point des technologiques qui serviraient à satisfaire de nouveaux besoins aussi illusoires qu'éphémères, qui contribueraient à alimenter la machine capitaliste et à subordonner davantage les hommes aux conditions matérielles d'existence qui leur étaient imposées, au lieu de les aider à s'en émanciper ou à gagner en liberté, parce qu'ils devaient en demeurer les esclaves malgré eux, puisqu'ils seraient incapables d'en prendre conscience et de s'en servir pour mener leur lutte émancipatrice (du règne de la nécessité).

On en a l'illustration ici, puisque leurs applications dans le domaine de la communication dont fait partie Internet, n'ont pas permis aux classes exploitées et opprimées d'élever leur conscience politique au niveau des tâches historiques qu'elles devaient accomplir pour se libérer du capitalisme et mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il y en a parmi nous qui continuent de penser comme au XIXe siècle.

Déjà tout au long du XXe, ils n'avaient pas réalisé que le monde se transformait rapidement et radicalement, même si les fondements du système économique dominant (capitaliste) demeuraient inchangés. Alors que dire de nos jours, sinon qu'ils sont pratiquement totalement déconnectés de la réalité, même si aujourd'hui (et demain) un grand nombre d'enseignements de la lutte de classe du passé demeurent valables. Il n'en demeure pas moins, que les conditions dans lesquelles nous menons notre lutte de classe n'ont plus grand chose à voir avec celles d'autrefois, où l'information et la connaissance se transmettaient principalement de bouche à oreille ou sous forme manuscrite pour ceux qui savaient lire, c'est-à-dire une minorité de la classe ouvrière issue de la paysannerie pauvre illettrée, faut-il le rappeler.

Depuis la situation a évolué, la totalité de la population a été instruite, et elle dispose dorénavant de divers instruments très sophistiqués à sa portée de communication et de transmission des connaissances, dont Internet, qui servent notamment à conditionner les masses, à formater leur cerveau, à manipuler les consciences, de sorte qu'elles deviennent des agents inconscients de leurs ennemis ou œuvrent à leur propre perte, sans qu'à aucun moment elles ne puissent se saisir de ces instruments pour agir dans leurs propres intérêts ou pour s'organiser et mener leur combat politique, chacun peut en faire le constat, n'est-ce pas ?

La philosophie nihiliste qui accompagne l'idéologie néolibérale totalitaire, remet quotidiennement en cause les connaissances acquises au cours des siècles antérieures, nie leur fondement sans fournir d'éléments nouveaux ou la moindre preuve scientifique de ses assertions. Elle a une fonction essentiellement déstabilisatrice et destructrice uniquement destinée à empêcher quiconque de pouvoir analyser la situation ou de s'en faire une idée aussi précise que possible de manière libre et indépendante (pour agir), de sorte qu'elle reste seule en lice et s'impose à tous.

Parvenu à ce stade, elle sera devenue invasive, omniprésente, au point que chacun se sente obligé d'y faire référence ou de l'inclure dans son mode de penser plus ou moins inconsciemment. Par exemple, vous ne nierez pas l'existence d'une pandémie virale survenue naturellement ou n’ayant rien d’extraordinaire, ou le réchauffement climatique de nature anthropique, provoquée affirment-ils par l'activité humaine, encore moins la responsabilité de la Russie dans le déclenchement de la guerre en Ukraine, celle d'al-Qaïda dans le 11 septembre 2001... Ce qui est remarquable, c'est que même si vous aviez de sérieux doutes sur les récits (frauduleux) qu'on vous avait présentés, il n'en demeure pas moins que vous les adopterez quand même. En pratique cela se traduira ainsi : vous garderez soigneusement au fond d'un tiroir le principe de l'autodétermination des peuples par crainte d'être accusé de soutenir des dictateurs avérés ou non, peu importe que ce soit au profit de l'impérialisme américain, de l'OTAN, etc. des organisations terroristes qu'ils ont fabriquées ou qu'ils instrumentalisent ; peu importe aussi les innombrable contradictions, incohérences, coïncidences, mensonges grossiers qui ont émaillé le récit officiel sur la covid-19, vous militerez pour le port d'une muselière (masque), vous irez jusqu'à réclamer pour tous, y compris dans les pays pauvres, leur saloperie d'injection génique expérimentale ; Bien que le CO_2 produit par l'homme soit insignifiant, bien que la température dans le passé ait été plus élevée dans le passé quand le taux de CO_2 était moins important qu'aujourd'hui, bien que finalement il n'existe aucune corrélation entre les deux ou si peu, peu importe, vous baisserez la température de votre habitation, vous réduirez votre consommation de viande, vous envisagez peut-être d'acheter un véhicule électrique si vous en avez les moyens, etc. bref, tout cela est accessible à tous via Internet, à des degrés divers, vous vous conduirez en parfait inconscient, en esclave bien discipliné du Forum économique mondial.

Les hommes étant tous différents les uns des autres, il va de soi que chacun abordera ces sujets à sa manière, de préférence en privilégiant ses intérêts individuels, puisqu'on nous dit qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort, ce qui donnera lieu à une formidable foire d'empoigne, des désaccords et des polémiques violentes et interminables, des manifestations malsaines de rage, de haine, qui ne seront pas sans conséquences évidemment. Ce comportement contribuera à disloquer tous les rapports qui existaient encore entre les différents membres de la société, d'une même famille, dans un même parti politique, tandis qu'en face nos ennemis, bien qu'ils soient en concurrence entre eux, ils demeureront unis pour mieux nous combattre et nous écraser, ce qui évidemment nous sommes toujours incapables de faire, hélas !

Nous en sommes-là en gros. Ce n'est pas très encourageant, mais il ne faut pas désespérer pour autant.

Il faut bien avoir conscience qu'en rejetant le socialisme, nous nous sommes privés de la seule issue politique collective capable de mettre un terme au capitalisme et à la situation abominable actuelle. Nous n'avons plus aucune perspective politique collective à proposer aux travailleurs et aux jeunes pour les rassembler, aux opposants au régime dictatorial de Macron-Davos se réclamant du mouvement ouvrier, aux membres des classes moyennes susceptibles de rompre avec le capitalisme et ses institutions, pour les fédérer et mener ensemble le combat politique contre notre ennemi commun.

Il existe des dizaines de formations politiques se réclamant de la classe ouvrière, plus encore de médias dits alternatifs ou de "*gauche*", plus encore par milliers des blogs et autres portails Internet dits également de "*gauche*", et tous se comportent en vulgaires boutiquiers, en croyant entourés de fidèles distillant la parole divine de leurs dirigeants qui n'ont manifestement pas inventé le fil à couper le beurre, vous remarquerez qu'ils ont tous adopté le comportement que j'ai décrit plus haut, pas un seul ne peut faire prévaloir son indépendance, pas un seul. Cela me gêne un peu de le dire, on va encore m'accuser de mégalomanie ou de manquer de modestie, j'en parle en connaissance de cause, parce que j'ai étudié sérieusement pendant des mois ou des années tous les sujets que nous avons abordés sans aucun a priori. Je connais par cœur tous les arguments qui servent à cautionner le récit officiel, quel que soit l'évènement en question, ce qui fait qu'au premier coup d'œil je repère toute compromission, toute entaille dans la vérité des faits.

Difficile ou impossible d'en discuter sereinement entre nous, parce qu'au point de départ on n'utilise pas les mêmes paradigmes, les mêmes règles ou principes, valeurs, mesures si voulez. On peut surmonter ce handicap en essayant d'adopter les mêmes instruments logiques, mais c'est loin d'être gagné d'avance. En revanche quand les positions adoptées par quelqu'un expriment ses intérêts individuels ou sont influencées par elles, cet obstacle est quasi-insurmontable. Vous pouvez l'identifier de la sorte, il le niera et vous n'aurez aucun moyen de le contrer. C'est similaire à la mauvaise foi ou au procès d'intention, on est impuissant face à cette attitude qui relève de la malhonnêteté intellectuelle, même si elle s'avère grotesque ou ridicule. Une personne qui a placé là son amour-propre, qui s'identifie aux idées qu'elle a adoptées ou définies, elle ne lâchera jamais prise, c'est compliqué pour elle de s'abaisser à reconnaître qu'elle a commis une erreur d'appréciation, sauf si elle estime pouvoir en tirer profit, on peut lui suggérer pour l'aider. La plupart du temps les gens affirment un tas de choses sans n'avoir jamais rien étudié.

En présence de croyants, qu'est-ce que vous voulez leur opposer ? Et puis, ils vous sortiront que vous n'êtes pas forcément le mieux placé pour leur tenir ce discours, vous n'êtes pas médecin, climatologue, physicien, scientifique ou chercheur, votre parole vaut la leur, autant dire que vous perdez votre temps. Vous pouvez avoir la patience d'écouter attentivement les autres, cela ne suffira à rien s'ils ne vous écoutent pas à leur tour. Vous pourrez leur montrer que vous les avez écoutés en démontant leur argumentation, s'ils ne vous écoutent pas cela servira à que dal.

Il ne suffit pas d'être bien disposé ou bien intentionné, bien que ce soit indispensable, il faut connaître son sujet évidemment, il faut surtout que la personne à qui on s'adresse apprenne à écouter et à réfléchir, à manier les instruments élémentaires de la logique, à les reconnaître pour commencer. Ensuite, il faut se caler sur la même longueur d'onde, sinon la personne ne captera pas le signal, votre discours lui paraîtra inaudible, c'est à nous d'y veiller aussi, il faut choisir une onde que la personne pourra capter, si vous l'abordez avec la physique quantique ou en employant une terminologie absconde, vous aurez tout faux !

En principe des militants et des travailleurs instruits ou évolués sont à même de comprendre ce que je viens d'expliquer, s'ils ne le saisissent pas, c'est qu'on s'est mal exprimé ou qu'on s'y est mal pris. Sinon, cela vient d'eux et signifie que les conditions ne sont pas réunies pour qu'ils progressent. On n'a pas à culpabiliser, s'ils s'en foutent, c'est qu'ils ont leurs raisons pour cela, lesquelles, ils n'en savent peut-être rien eux-mêmes, quoi qu'il en soit on n'insistera pas. Toutefois, que ce comportement observé soit une quasi généralité doit nous questionner. Là je n'ai pas de réponse.

Personnellement je ne peux pas en faire davantage, désolé. Récemment j'ai rompu mes relations avec ma fille, après qu'elle m'eut traité de "*complètement con*", il y a des limites à tout. Elle a peut-être raison, qui sait, mais dans ce cas-là, que dire ou que doit-elle penser de la plupart des hommes et femmes qui peuplent notre planète et qui manifestement sont plus inconscients que moi, je n'ose même pas l'imaginer. Je partage la vie d'une femme tamoule analphabète ultra arriérée selon nos critères, d'un autre monde que le nôtre selon les siens tout aussi respectables que j'adopte volontiers, ni l'un ni l'autre n'ayant choisi les conditions qui nous ont été imposées à partir de notre naissance à ce que je sache, je ne tolère aucun jugement en la matière, car il serait forcément injuste. Ne croyez jamais les personnes qui s'attribuent des qualités telles que la tolérance, la liberté d'expression, etc. qui prétendent être bien intentionnées ou dénuées d'arrière-pensées car dès que l'occasion se présente ils font exactement la démonstration inverse.

Tout cela pour dire, qu'il va falloir élever encore notre niveau de conscience, si on veut vraiment un jour parvenir à réunir les conditions pour changer la société et le monde. On est mal barré, je vous l'accorde, mais gardons espoir, raisonnablement c'est possible. Avons-nous vraiment le choix ? Pas vraiment là non plus.

Je pensais créer deux bulletins téléchargeables à remplir et renvoyer éventuellement, un d'adhésion à notre courant politique, et un destiné aux sympathisants du portail *Le socialisme*. Qu'en pensez-vous ?

Je me suis dit que ce serait dommage d'avoir fait tout ce travail pour rien. Vous allez peut-être penser qu'il est bien tard pour y venir, peut-être, au moins on aura essayé. Je pourrais tout

aussi bien arrêter du jour au lendemain en l'absence de tout soutien déclaré, tout est possible. Tout dépendra aussi de mon état de santé.

Un dernier mot.

Au XIXe siècle les marxistes développèrent un mode de pensée universel, outre l'économie et la politique, ils abordèrent tous les domaines de connaissance, les mathématiques, l'ethnologie, les sciences naturelles, la géologie, la physique, la chimie, la biologie, la médecine, la philosophie, la psychologie, etc. les arts aussi, leur expertise ou le sérieux de leurs travaux fut reconnue et adoptée, partagée par des pans entiers du mouvement ouvrier international encore largement en gestation… Pourquoi ? Parce que pour aborder tous ces domaines ou formuler leurs analyses et conclusions qui sonnaient justes, ils avaient employé la méthode du matérialisme dialectique, c'est ainsi qu'ils incarnèrent le summum de la connaissance, la vérité telle qu'elle pouvait exister à leur époque. Ceux qui se réclamaient du socialisme scientifique ou du communisme partageaient les mêmes connaissances, les connaissances universelles de leur époque.

Ils avaient adopté un mode de penser scientifique, tout simplement.

De nos jours, cela n'existe pas ou plus, nulle part dans le monde. C'est l'objectif qu'on doit pourtant se fixer, atteindre un niveau de maîtrise du matérialisme dialectique qui permette d'acquérir un niveau de conscience le plus élevé possible dans tous les domaines, bref, universel et soit aussi pur et inaltérable, inoxydable ou incorruptible qu'un diamant. Pour nous qui représentons les plus pauvres, vous avouerez, quel paradoxe !

Dans la poubelle de l'actualité.

- Macron hué, littéralement conspué pendant au moins 30 secondes : Dehors le tyran !

Coupe du monde de rugby: Emmanuel Macron copieusement sifflé avant France-Nouvelle-Zélande - rmcsport.bfmtv.com 8 septembre 2023

- A l'image de la fine équipe de psychopathes au pouvoir, médiocrité sans fond : Cérémonie d'ouverture de la coupe du monde de rugby : "*ringard*", "*cliché*", "*désastre*", "*beauf*", "*nulle*"...

- Renaissance, le parti de Macron, de quoi, mais de l'Ancien Régime !

- Youpi, enfin de la chair fraîche avec le séisme au Maroc et son lot de destructions et de cadavres encore tout chauds, un vrai régal, et comme s'est réconfortant !

Les sadiques s'en donnent à cœur joie, cela se sent ou plutôt cela pu les charognards, ils ne peuvent pas s'empêcher de le manifester ouvertement, cela leur procure une jouissance sans pareille.

- L'humanisme est la politesse des gangsters de la finance... Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Que monseigneur est généreux, tu parles, Bernard Arnault donne 10 millions d'euros aux Restos du Cœur, tandis qu'en un mois et demi sa fortune s'est accrue de 22 milliards de dollars.

Selon les derniers chiffres publiés par Forbes le 22 mai 2023, la valeur nette en temps réel de Bernard Arnault et de sa famille s'élève à 233,3 milliards de dollars. Cela représente une augmentation remarquable par rapport à sa valeur nette de 211 milliards de dollars enregistrée le 4 avril 2023, lorsqu'il a pris la première place du classement des milliardaires de Forbes. forbes.fr 01 juin 2023

Pour rappel.

Louis Vuitton appartenant à Bernard Arnault a été épinglé par la Cour des comptes en 2018, parce qu'il avait recouru à l'optimisation fiscale afin d'éviter de payé 518 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés.

Hausse des prix et files qui s'allongent : derrière les Restos du cœur, tout le secteur de l'aide alimentaire est piégé par l'"*effet ciseau*" de l'inflation - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Le réseau fondé par Coluche a distribué 170 millions de repas en un an, soit 30 millions de repas supplémentaires par rapport aux 12 mois précédents. Ces chiffres avancés dimanche par son président, Patrice Douret, n'illustrent pas seulement l'efficacité des Restos, mais aussi et surtout la hausse spectaculaire de la demande. Sur la même période, les prix de l'alimentation ont augmenté de 11,1%, selon l'Insee.

Même constat à la Croix-Rouge, où la recrudescence des demandes date de 2022 (+22% par rapport à 2021), mais se confirme cette année (+9,3% au premier semestre). Au Secours populaire, Jean Stellittano estime que le nombre de bénéficiaires a augmenté "de 20 à 40%" selon les antennes locales. Il s'alarme de voir arriver des personnes en théorie à l'abri de la faim, comme des salariés ou même des propriétaires : "*Ils travaillent au taux horaire du smic, ou à temps partiel, et ne s'en sortent pas avec le carburant qui frise les 2 euros, les prix de l'énergie, et +20% pour certains produits alimentaires de base*".

Concentration du pouvoir et de la richesse.

Artémis, holding de la famille Pinault, prend le contrôle de l'agence Creative Artists Agency - AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Artémis, holding de la famille Pinault, va prendre le contrôle de l'agence de talents américaine Creative Artists Agency (CAA), l'une des plus importantes au monde et présente dans le divertissement et le sport. L'accord entre les parties prévoit le rachat par Artémis de la participation majoritaire détenue par la société d'investissement américaine TPG, entrée dans le capital de CAA il y a 13 ans, selon un communiqué commun publié jeudi.

Selon plusieurs médias, TPG avait porté sa participation de 35 % en 2010 à 53 % en 2014. La société d'investissement Temasek, dont le siège se trouve à Singapour, restera actionnaire minoritaire, a précisé le communiqué. Le montant de la transaction, dont la finalisation est attendue d'ici à la fin de l'année, n'a pas été divulgué.

Plusieurs médias américains avaient évoqué, il y a quelques jours, une prise de participation portant sur environ 7 milliards de dollars. Fondée en 1975, l'agence représente des artistes ainsi que des marques notamment dans le divertissement (cinéma, télévision, mode, édition, jeux vidéo, théâtre, etc.) et le sport (football, basketball, baseball, football américain, etc.). Figurent notamment dans son portefeuille très fourni et très diversifié les chanteurs Ariana Grande, Aerosmith et Beyoncé, les acteurs Tom Hanks, Helen Mirren, Brad Pitt ou encore Salma Hayek – qui n'est autre que l'épouse de François-Henri Pinault –, ainsi que l'entraîneur de l'équipe du Real Madrid, Carlo Ancelotti.

Le trio de direction reste en place

« *L'exceptionnelle perspicacité, les relations et l'accès à différents secteurs clés, associés à un très vaste niveau de collaboration et d'innovation, offrent à l'entreprise une position formidable pour fournir des opportunités mondiales à la diversité de ses clients* », a estimé François-Henri Pinault, patron d'Artémis, cité dans le communiqué. « *CAA remplit toutes les caractéristiques pour faire partie de la famille Artémis, apportant à nos autres actifs une diversité accrue en termes de présence géographique et d'activités* », a-t-il ajouté.

Artémis, fondée en 1992, est actionnaire majoritaire du groupe de luxe français Kering (Gucci, Yves Saint Laurent, Bottega Veneta, Balenciaga) et possède également la maison d'enchères Christie's, plusieurs vignobles et des actifs dans le sport comme le Stade rennais FC (Ligue 1 de football). AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Seuil de pauvreté, repas sautés: les chiffres qui montrent l'explosion de la précarité étudiante en France - BFMTV 13 septembre 2023

De plus en plus d'étudiants sont contraints d'aller à l'aide alimentaire à cause des ravages de l'inflation, selon les conclusions d'une enquête de l'association Linkee.

Selon cette enquête, 76% des étudiants interrogés ont un "*reste à vivre*" de moins de 100 euros par mois, soit l'équivalent de 3,33 euros par jour, une fois leurs factures payées.

"*Les étudiants sont très en dessous du seuil de pauvreté*", alerte l'association. L'Insee explique que ce seuil est fixé en France par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. En 2019, il correspondait à un revenu disponible de 1102 euros par mois pour une personne seule.

Nette hausse par rapport à 2022

Mais l'enquête de Linkee montre qu'une écrasante majorité des 5115 étudiants interrogés vit en dessous de ce seuil. 91,7% d'entre eux vivent avec moins de 1000 euros par mois et 47% d'entre eux vivent même en dessous de 400€ par mois.

Une précarité qui se ressent dans l'assiette. L'association remarque une "*hausse spectaculaire de la précarité alimentaire*": 54% des jeunes interrogés sautent des repas pour des raisons financières, contre 43% en 2022.

Plus de sept étudiants sur dix (73%) ne peuvent pas s'acheter de viande et 37% ne peuvent pas acheter de fruit. L'augmentation de la précarité se remarque encore plus du côté des légumes: 23% des sondés disent ne peuvent pas en acheter, contre 12% en 2022, une proportion qui a presque doublé. BFMTV 13 septembre 2023

Totalitarisme. Agenda 2030. Ils veulent absolument tout contrôler jusqu'à la manière de vous torcher le cul !

J-C – Et dire que ce sont les mêmes qui vous expliquaient que le communisme consistait à imposer un mode de vie standard à la totalité de la population, l'aviez-vous remarqué ? En réalité, c'était pour mieux camoufler leurs véritables intentions totalitaires, l'inversion accusatoire ne date pas d'hier.

Est-ce une bonne idée de manger tous les jours à la même heure ? – Topsante

Augmentation alarmante des cas de cancer chez les moins de 50 ans : les six facteurs clés liés au mode de vie à blâmer – Yahoo

Les couche-tard seraient 20 % plus susceptibles de souffrir de diabète – Yahoo

Cette mauvaise habitude nocturne fait vieillir le cerveau de deux ans – Grazia

Découvrez comment il faut (vraiment) s'essuyer aux toilettes – Yahoo

Vous aurez même peur de faire la vaisselle !

Cancer du foie : ce symptôme que vous pouvez voir en faisant la vaisselle –Yahoo

J-C - Vous voyez jusqu'où ces sadiques sont capables d'aller dans leur délire mégalomaniaque et autoritaire. Ceux qui seront tentés de les écouter vont prendre l'habitude de leur obéir, de se soumettre sous n'importe quel prétexte à des injonctions dénuées d'intérêt ou de justification sociale, sans fondement scientifique, parfois néfaste, ils vont perdre le peu d'esprit critique

qu'ils possédaient, toute indépendance, et à l'étape suivante ils seront prêts à justifier et soutenir les pires crimes commis par ceux qui ont abusé de leur ignorance pour les manipuler.

En Inde, c'est avec la main gauche si on est droitier, la main droite si on est gaucher, l'autre main sert pour manger. En plus d'une main ils utilisent de l'eau quand ils en ont, sinon des feuilles ou de l'herbe, ce qu'ils ont sous la main, sinon rien, ils se nettoieront une fois rentrés chez eux.

Et les Indiens sont-ils davantage sujets à des infections bactériennes du fait de cette pratique ancestrale ? Pas à ce que je sache, en tout cas je ne l'ai pas remarqué autour de moi. Leur mauvaise santé provient davantage de la pauvreté et de la sous-alimentation ou de l'alcoolisme chez beaucoup d'hommes arrivés à un certain âge, du manque d'hygiène associé à la promiscuité dans un pays en proie à la surpopulation, sous-développé et soumis à un régime capitaliste semi-féodal…

Ils osent tout. Ils ont fait une grande découverte : Un bon sommeil irait de pair avec la santé mentale, non, qui l'aurait cru ?

J-C – Il n'y a pas de risque que même bien « *nettoyer* » leur cerveau fonctionne normalement !

Troubles neurologiques : ce facteur qui "*nettoierait*" le cerveau et réduirait les risques, selon des scientifiques - Femme Actuelle 11 septembre 2023

Les troubles neurologiques rassemblent un large panel de maladies neurologiques et psychiatriques, englobant aussi bien les troubles du spectre autistique (TSA) jusqu'à la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, la démence fronto-temporale ou encore l'épilepsie. Les personnes souffrant de troubles neurologiques peuvent être concernés par des troubles du sommeil liés à leur maladie.

Les chercheurs rappellent que, sur le long terme, un mauvais sommeil peut augmenter les risques de maladies neurodégénératives.

Aussi, pour limiter les risques et améliorer la qualité du sommeil, les chercheurs recommandent de :

- se coucher à un horaire régulier,
- éviter la caféine après 15 heures,
- faire de l'exercice physique,
- dormir dans l'obscurité,
- ne pas boire plus d'un verre d'alcool,
- éviter les écrans une heure avant de dormir. Femme Actuelle 11 septembre 2023

J-C - N'avez-vous pas remarqué qu'ils ont oublié l'essentiel ? L'alimentation, manger modérément et digérer dans de bonnes conditions, donc bannir l'écran de télévision.

Déconnectez-vous !

Comment les constructeurs d'automobiles siphonnent vos données - AFP/LePoint.fr 7 septembre 2023

Les voitures modernes sont un « *cauchemar* » pour la protection des données personnelles, selon une étude publiée mercredi par la Fondation Mozilla. Elles sont une mine d'informations pour les constructeurs, qui les utilisent et les revendent à discrétion.

La fondation, basée à San Francisco (Californie), a passé en revue les modèles des 25 marques les plus populaires du marché et conclu que toutes, sans exception, « *collectent davantage de données personnelles que nécessaire* ».

« *Les voitures sont le pire produit que nous ayons jamais testé pour la protection des données personnelles* », affirme la Fondation Mozilla, qui a déjà étudié montres connectées, enceintes connectées ou applications de méditation.

Concrètement, les constructeurs sont à même de saisir des informations liées à l'utilisation du véhicule (conduite), mais aussi relatives aux services connectés de la voiture, ainsi que des applications tierces, comme le logiciel de navigation ou la radio en streaming. Le logiciel de bord permet aussi de capter des données provenant d'un smartphone s'il est connecté ou si son utilisateur a téléchargé l'application du constructeur.

Sur l'ensemble des marques, seules Renault et Dacia, qui font partie du même groupe, indiquent que les automobilistes ont le droit de demander la suppression des données personnelles collectées lors de l'utilisation de leur véhicule. Encore faut-il qu'ils le demandent.

Quelque 84 % des constructeurs évoquent la possibilité de partager les informations recueillies et 76 %, celle de les vendre. Au classement des marques selon plusieurs critères relatifs à la protection des données personnelles, Tesla arrive dernier. Il doit notamment cette place à son logiciel d'intelligence artificielle « *non fiable* », selon la Fondation Mozilla, connu pour son navigateur Firefox, qui se veut plus protecteur des données personnelles que ses grands concurrents. Dont, soulignons-le (NDLR), Mozilla.

Dans un autre domaine d'application, Tesla a été plusieurs fois mis en cause pour les dysfonctionnements de son logiciel d'aide à la conduite. En juin 2022, un rapport de l'Agence américaine de la sécurité routière (NHTSA) avait répertorié 273 accidents impliquant des Tesla dans lesquels le programme était actif durant les 30 secondes avant l'événement et agissant de fait comme une « boîte noire ».

Derrière Tesla arrive Nissan, dont Mozilla a mis en évidence qu'il était susceptible d'extraire des données relatives à « *l'activité sexuelle* ».

Quant à la sécurité de ces données, 17 des 25 marques ont été l'objet, ces trois dernières années, de fuites et piratages, selon l'étude. Un constat très inquiétant au moment où le siphonage de données peut également intervenir aux bornes de recharge, la voiture électrique étant, comme Le Point Auto l'a déjà signalé, la plus vulnérable aux intrusions malveillantes cette fois. Les « *hackers* » ont identifié cette faille et peuvent aisément pénétrer certains réseaux de bornes afin d'aller collecter les données sensibles des clients.

Tribune libre.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID)

La seule voie par Daniel Gluckstein

Ce n'est pas si vieux : au printemps dernier, alors que se multipliaient les manifestations contre la réforme des retraites, un mot d'ordre a jailli, repris par des milliers de voix et de pancartes dans tout le pays : « *Macron démission !* » Si on avait dit aux manifestants d'alors que, quelques mois plus tard, les dirigeants de la « *gauche* » iraient bavarder et dîner avec Macron douze heures durant, ils ne l'auraient pas cru !

Périodiquement, les mêmes dirigeants de « gauche » en appellent à l'« *arc républicain contre l'extrême droite* ». Où était-il passé, cet arc républicain la semaine dernière, quand tous les dirigeants de « *gauche* » échangeaient courtoisement avec Bardella, du Rassemblement national, autour de la table dressée par Macron pour le dîner ? Disparu, envolé, l'« *arc républicain* » !

Quelle mouche les a donc piqués, se demandent les travailleurs ?

Macron n'a pas caché son objectif : « *Faire nation.* » Autrement dit : il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités, de pauvres et de riches, tous doivent se rassembler autour de la table du maître.

Les dirigeants de « *gauche* », eux, auraient pu décliner l'invitation. Pourquoi ne l'avoir pas fait ? Pour présenter leurs « propositions » à Macron, ont-ils expliqué.

Tout le monde sait que les seules « propositions » qui intéressent ce gouvernement sont celles des banquiers, des fonds spéculatifs, des capitalistes.

Les prix flambent ? Le ministre Le Maire s'excuse : j'ai discuté avec les multinationales, mais elles refusent de baisser les prix, donc le gouvernement ne peut rien faire. Pénurie de logements pour les étudiants ? La ministre Retailleau déclare : il ne peut y avoir de plan d'urgence, il faut respecter les promoteurs privés. Tout cela est logique : le gouvernement Macron-Retailleau-Le Maire-Borne est un gouvernement de classe, il défend sa classe.

Mais qu'est-ce qui obligeait Bompard, Roussel, Faure et Tondelier à aller dîner avec Macron, Bardella et tous les autres ? Rien… sinon le sacro-saint respect de la Ve République et de sa clé de voûte, le sacro-saint président de la République (rappelons que c'est la même logique de respect des institutions qui a conduit avant l'été l'intersyndicale à refuser de lancer l'appel à la grève générale, permettant ainsi à la réforme de passer).

Le respect des institutions, c'est le respect des exigences des capitalistes, et rien d'autre. Le véritable gouvernement du pays, c'est eux.

Jusqu'où les dirigeants iront-ils dans cet aplatissement ?

Pendant que certains dînent avec Macron et Bardella, la faim grandit dans le pays. Certes, sa seigneurie Bernard Arnault fait œuvre de charité en versant son obole aux Restos du Cœur. Mais les miettes jetées aux pauvres de leur table par les riches n'ont jamais suffi à empêcher les révolutions.

Rompre avec la Ve République ; confisquer les milliards de la spéculation, de l'exploitation et de la guerre ; établir le gouvernement des travailleurs : c'est la seule voie conforme à la démocratie, c'est-à-dire à la satisfaction des besoins de l'immense majorité, celle que constituent le peuple travailleur et la jeunesse.

J-C – « *Jusqu'où les dirigeants iront-ils dans cet aplatissement ?* » demandez-vous.

Réponse : C'est clair. On ne peut pas être corrompus dans tous les sens du terme et rompre avec la Ve République, ils ont choisi, leur camp, pas le nôtre.

Pourquoi sortir maintenant cette affaire qui date d'un an et demi en Belgique ?

Belgique : une euthanasie tourne mal, les soignants finissent par étouffer la patiente avec un coussin - Yahoo 6 septembre 2023

Comme le relate La Libre Belgique, qui relaie des informations de Sud Info, les faits se sont produits au début du printemps 2022.

En Belgique, l'euthanasie d'une femme âgée de 36 ans et atteinte d'un cancer incurable a tourné à la catastrophe, au point que les soignants ont dû utiliser un coussin pour mettre fin aux jours de leur patiente en l'asphyxiant.

Le médecin traitant de la patiente s'est rendu à son domicile, en compagnie de deux infirmières, pour procéder au suicide assisté. Ce dernier ne s'est cependant pas du tout passé comme prévu. D'après les médias locaux, la sédation de la trentenaire n'aurait pas fonctionné, en raison d'une "*quantité de produits*" insuffisante.

Le mari et la fille de la défunte ont décidé de porter plainte contre le médecin et les deux infirmières responsables selon eux de ce fiasco.Yahoo 6 septembre 2023

J-C - Une piste.

Depuis que le parti de Macron ne dispose plus de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, il est obligé de ménager LR ou d'adopter certaines de ses positions ou propositions à la marge en échange de son soutien sur les questions essentielles. Voilà ce qui pourrait expliquer pourquoi les médias ont sorti cette affaire, histoire de dire à la population pour obtenir son adhésion : voyez ce qui peut arriver, c'est horrible, afin de fournir un prétexte à Macron pour justifier son alignement sur LR hostile à l'euthanasie.

Extrait d'un article.

Fin de vie : la convention citoyenne se prononce pour une « *aide active à mourir* », Emmanuel Macron temporise - publicsenat.fr 20 février 2023

Convention citoyenne sur la fin de vie. Après six week-ends de travail dans l'enceinte du Conseil économique social et environnemental (CESE), les 180 citoyens tirés au sort ont en effet répondu à onze questions autour d'une éventuelle évolution législative. Les citoyens ont ainsi déjà validé la raison de leur présence, en actant à 84 % que « *le cadre [actuel] d'accompagnement de la fin de vie ne répond pas à toutes les situations rencontrées* », ouvrant de fait la porte à une légalisation du suicide assisté (72 %) ou à l'euthanasie (75 %).

Si la question de l'évolution du cadre législatif avait effectivement été posée par Élisabeth Borne lors du lancement des travaux de la Convention le 9 décembre dernier, Emmanuel Macron multiplie les atermoiements depuis plusieurs années sur le sujet. Lors de sa campagne de 2017, le candidat En Marche avait déclaré le 13 mars dans l'émission Quotidien que la question de la fin de vie « *n'était pas une priorité sur le plan de la loi* », et avait confié le même jour au journal La Croix qu'il était « favorable à ce que ce débat avance », mais qu'il ne se « *précipiterait pas pour légiférer.* »

Emmanuel Macron expliquait « *envisager le cas échéant les précisions et évolutions de notre cadre légal d'ici à la fin de l'année 2023 ». « J'ai la conviction qu'il faut bouger parce qu'il y a des situations inhumaines qui existent et qu'il faut y apporter une réponse, expliquait-il encore le 12 février. Mais « le sujet est tout sauf facile et simple* », ajoutait-il le 13 septembre dernier.

La majorité sénatoriale s'est toujours montrée réticente à une évolution de la loi Clays-Leonetti, mettant plutôt en avant la nécessité de rendre effectif les soins palliatifs, comme lors de débats de mars 2021 autour de la proposition de loi « *pour le droit à mourir dans la dignité* » de la sénatrice socialiste Marie-Pierre de la Gontrie. Un enjeu largement partagé, que soulevait aussi l'avis du CCNE de septembre dernier, et qui était déjà mis en avant dans une tribune de 2018 dans *Le Monde*, signée par 85 parlementaires, dont Philippe Bas, sénateur LR à l'époque président de la commission des Lois et maintenant questeur du Sénat, Bruno Retailleau, président du groupe LR, ou Agnès Canayer, sénatrice LR en pointe sur ce genre de questions.

François-Xavier Bellamy, eurodéputé LR et soutien de Bruno Retailleau lors du dernier congrès des Républicains, a déclaré ce lundi sur Sud Radio que la Convention citoyenne « *ne représente qu'elle-même* » et « *n'engage pas notre démocratie*. » Aussi bien opposé à l'euthanasie qu'au principe des conventions citoyennes, qui n'enchante pas non plus la droite sénatoriale, le numéro 2 des Républicains s'appuie sur une tribune publiée dans *Le Figaro* le 16 février de 13 associations de soignants... publicsenat.fr 20 février 2023

J-C – Personne n'a oublié lors de la période covid-19, qu'ils ont laissé mourir, qu'ils ont euthanasié ou littéralement assassiné des dizaines de milliers de vieux dans les Ehpad notamment en refusant de les soigner ou en leur administrant du Rivotril ou du Remdesivir.

Partant de là, tous ces criminels sont très mal placés pour traiter le sujet de l'euthanasie, je dirais même que c'est préoccupant au plus au point pour la population, il vaudrait peut-être mieux que chacun se débrouille dans son coin en étant le plus discret possible...

La guerre mondiale contre le crime de pensée : Quelles implications pour la liberté d'expression ? - brownstone.org 4 septembre 2023

De nombreuses lois visant à combattre la désinformation et la mésinformation sont en cours d'adoption dans les pays occidentaux, à l'exception partielle des États-Unis, où le premier amendement est en vigueur. Cette situation a conduit à la mise en œuvre de méthodes de censure plus discrètes.

En Europe, au Royaume-Uni et en Australie, où la liberté d'expression n'est pas aussi ouvertement protégée, les gouvernements ont légiféré directement. La Commission européenne applique désormais le « Digital Services Act » (DSA), une loi de censure à peine déguisée.

En Australie, le gouvernement cherche à doter l'Australian Communications and Media Authority (ACMA) de « *nouveaux pouvoirs pour demander des comptes aux plateformes numériques et améliorer les efforts visant à lutter contre la désinformation et la désinformation préjudiciables* ».

Une réponse inattendue à ces lois restrictives pourrait provenir de la critique littéraire. Les termes utilisés, tels que les préfixes ajoutés au mot « *information* », sont trompeurs. L'information, qu'elle soit contenue dans un livre, un article ou autre, demeure un artefact passif. Elle ne peut agir par elle-même, et donc, elle ne peut enfreindre aucune loi. Les nazis ont peut-être brûlé des livres, mais ils ne les ont pas arrêtés ni emprisonnés. Ainsi, lorsque les législateurs cherchent à interdire la « *désinformation* », ils ne peuvent pas viser l'information en tant que telle, mais plutôt la création de sens.

Les autorités emploient des variantes du terme « *information* » pour insinuer qu'il s'agit de vérités objectives, mais ce n'est pas le cœur du problème. Ces lois, par exemple, s'appliquent-elles aux prévisions des économistes ou des analystes financiers, qui font régulièrement des prédictions erronées ? Bien sûr que non. Pourtant, des prévisions économiques ou financières crédibles pourraient avoir un impact significatif sur les populations.

Ces lois sont davantage conçues pour cibler l'intention des auteurs, visant à créer des significations non conformes à la position officielle du gouvernement. La « désinformation » est généralement définie dans les dictionnaires comme une information intentionnellement trompeuse et préjudiciable. En revanche, la « *malinformation* » implique la diffusion de faits véridiques, mais avec une intention malveillante. La détermination de l'intention de l'auteur est souvent cruciale dans ces cas.

Déterminer l'intention d'un écrivain est extrêmement problématique car nous ne pouvons pas entrer dans l'esprit d'une autre personne ; nous ne pouvons que spéculer sur la base de leur comportement. C'est en grande partie pourquoi, dans la critique littéraire, il existe une notion appelée l'erreur intentionnelle, qui dit que le sens d'un texte ne peut pas être limité à l'intention de l'auteur, et qu'il n'est pas non plus possible de savoir de manière définitive quelle est cette intention à partir de l'œuvre. Les significations dérivées des œuvres de Shakespeare, par exemple, sont si multiples qu'il est impossible que bon nombre d'entre elles aient été présentes dans l'esprit du barde lorsqu'il a écrit ses pièces, il y a 400 ans.

Comment savoir, par exemple, qu'il n'y a pas d'ironie, de double sens, de faux-semblant ou autre artifice dans une publication ou un article sur les réseaux sociaux ? Mon ancien superviseur, un expert mondial en ironie, avait l'habitude de se promener sur le campus universitaire en portant un T-shirt en disant : « *Comment savez-vous que je suis ironique ?* » Le fait est qu'on ne peut jamais savoir ce qui se passe réellement dans l'esprit d'une personne, c'est pourquoi l'intention est si difficile à prouver devant un tribunal.

C'est le premier problème.

La seconde est que, si la création de sens est l'objectif du projet de loi – proscrire les sens considérés comme inacceptables par les autorités – comment savoir quel sens obtiendront les destinataires ? Une théorie littéraire, largement regroupée sous le terme générique de « *déconstructionnisme* », affirme qu'il y a autant de significations dans un texte qu'il y a de lecteurs et que « *l'auteur est mort* ».

Bien que cela soit exagéré, il est incontestable que différents lecteurs tirent des significations différentes des mêmes textes. Certaines personnes lisant cet article, par exemple, pourraient être persuadées tandis que d'autres pourraient considérer qu'il s'agit d'une preuve d'un agenda sinistre. En tant que journaliste de carrière, j'ai toujours été choqué par la variabilité des réponses des lecteurs, même aux articles les plus simples. Jetez un coup d'œil aux commentaires sur les publications sur les réseaux sociaux et vous verrez un éventail extrême de points de vue, allant du positif à l'hostilité intense.

Pour énoncer une évidence, nous pensons tous par nous-mêmes et formons inévitablement des points de vue différents et voyons des significations différentes. La législation anti-désinformation, qui se justifie par le fait qu'elle protège les gens des mauvaises influences pour le bien commun, n'est pas seulement condescendante et infantilisante, elle traite les citoyens comme de simples machines ingérant des données – des robots, pas des humains.

C'est tout simplement faux.

Les gouvernements font souvent des affirmations incorrectes, et ils en ont fait beaucoup pendant la Covid.

En Australie, les autorités ont déclaré que les confinements ne dureraient que quelques semaines pour « *aplatir la courbe* ». En fait, elles ont été imposées pendant plus d'un an et il n'y a jamais eu de « *courbe* ». Selon le Bureau australien des statistiques, 2020 et 2021 ont enregistré les niveaux de décès dus à des maladies respiratoires les plus bas depuis que des registres ont été tenus.

Cependant, les gouvernements ne s'appliqueront pas les mêmes normes à eux-mêmes, car ils ont toujours de bonnes intentions (ce commentaire peut ou non être ironique ; je laisse au lecteur le soin de décider).

Il y a des raisons de penser que ces lois ne parviendront pas à atteindre le résultat souhaité. Les régimes de censure ont un biais quantitatif. Ils partent du principe que si une proportion suffisante des médias sociaux et d'autres types d'« *informations* » sont orientés vers la propagande d'État, alors le public sera inévitablement persuadé de croire les autorités.

Mais ce qui est en cause, c'est le sens et non la quantité de messages. Les expressions répétitives du discours préféré du gouvernement, en particulier les attaques ad hominem, comme accuser quiconque pose des questions d'être un théoricien du complot, finissent par perdre leur sens.

En revanche, un seul billet ou article bien documenté et bien argumenté peut convaincre définitivement les lecteurs d'adopter un point de vue antigouvernemental, car il est plus significatif. Je me souviens avoir lu des articles sur Covid, notamment sur Brownstone, qui conduisaient inexorablement à la conclusion que les autorités mentaient et que quelque chose n'allait vraiment pas. En conséquence, la couverture médiatique massive soutenant la ligne gouvernementale est apparue comme un bruit dénué de sens. Son seul intérêt était de révéler comment les autorités tentaient de manipuler le « *récit* » pour dissimuler leurs méfaits.

Dans leur volonté d'annuler les contenus non approuvés, des gouvernements incontrôlables cherchent à pénaliser ce que George Orwell a appelé les « *crimes de la pensée* ».

Mais ils ne pourront jamais vraiment empêcher les gens de penser par eux-mêmes, et ils ne connaîtront jamais avec certitude ni l'intention de l'écrivain ni le sens que les gens en tireront finalement.

C'est une mauvaise loi, et elle finira par échouer parce qu'elle repose, en soi, sur la désinformation. brownstone.org 4 septembre 2023

J-C – Il y a le législateur et ses commanditaires, celui qui s'adresse à la population et qui fait régner la loi, et il y a ceux qui font la loi en fonction de leurs intérêts, ce sont ces derniers qui nous intéressent en priorité.

Les oligarques se foutent qu'une loi soit contestée ou non, jusqu'à un certain point évidemment, du moment qu'elle leur aura permis d'atteindre leurs objectifs en partie, rarement en entier, ils seront satisfaits, car ils savent qu'ils doivent procéder par étapes ou petits bouts, rarement autrement, et ils s'en contentent temporairement jusqu'à la prochaine occasion, où ils ressortiront les parties qui n'avaient pas pu être adoptées ou appliquées, ils avancent pas à pas, et ils finissent pratiquement toujours par arriver à leurs fin.

Leur stratégie dans tous les domaines est définie des décennies à l'avance, ce qui ne signifie pas qu'ils ne la modifieront jamais, parfois depuis plus d'un demi-siècle, voyez sur les dictatures climatique et sanitaire, ils avaient abordé le sujet ou ils en avaient débattu entre eux depuis les années 70 et 80.

France.

Quand les corrompus font dans la provocation gauchiste, à défaut de rompre avec Macron ils trouvent encore le moyen de le légitimer.

J-C - Nous appelons les lecteurs à ne pas écouter ou suivre le PCF.

Ce sont ceux qui ont voté et appelé à voter Macron à deux reprises, qui étaient à sa table il y a quelques jours encore, qui ont soutenu et participé à la dictature hygiéniste ou sanitaire covid-19, qui récidivent en reprenant à leur compte le récit de Davos de la crise énergétique et climatique, de la dictature numérique, qui ont refusé de désigner l'OTAN responsable de la guerre en Ukraine, qui ont refusé d'appeler à la grève générale pour empêcher la contre-réforme des retraites d'être adoptée, etc. dites-nous à quel moment vous vous êtes réellement placés au côté de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts fondamentaux, jamais ! Pourquoi ne rompez-vous pas avec Macron, avec les institutions de la Ve République si il et elles sont aussi épouvantables ?

Vous n'avez cessé de diviser les travailleurs et militants pour le compte de Macron, de vous dresser en rempart du régime contre les masses exploitées, et vous continuez ici. Maintenant, vous poussez le cynisme jusqu'à vouloir les envoyer au casse-pipe pour se faire massacrer par les miliciens de la BAC, tandis que les médias les présenteront comme de vulgaires voyous ou délinquants, histoire de justifier la répression féroce dont ils feraient l'objet, sans parler de l'extrême droite qui en profiterait pour réclamer des représailles contre les organisations du mouvement ouvrier, sachant qu'elle aurait le soutien d'au moins la moitié de la population n'étant pas affectée par la pauvreté et la précarité, semant le pays dans un climat de guerre civile qui à l'heure actuelle ne pourrait servir que les intérêts de la réaction compte tenu que les travailleurs ne sont pas organisés ou ils sont privés de tout parti (et syndicat) représentant réellement leurs intérêts, puisqu'aucun parmi ceux présents au parlement ne leur propose une issue politique rompant avec le capitalisme et le régime dictatorial de la Ve République.

Bref, de telles actions aventurières réalisées en dehors d'un appel unitaire et du soutien des principales organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier feraient courir le risque inutilement, de fournir des arguments supplémentaires à Macron pour renforcer le dispositif dictatorial du régime déjà en vigueur.

Pour autant, jamais nous ne condamnerons les travailleurs ou jeunes, qui spontanément ou au bord du désespoir, s'en prendraient violemment aux symboles du capitalisme ou de l'Etat, hormis lorsqu'il s'agit du lumpenprolétariat assimilable à une milice du régime.

Inflation : Fabien Roussel appelle à « *envahir si nécessaire* » les préfectures - AFP/Le Point 13 septembre 2023

Le leader du PCF demande au gouvernement d'« *agir* » en bloquant les prix de l'alimentation et en augmentant les salaires et les retraites.

Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, appelle mercredi dans L'Humanité la population à se rassembler devant les préfectures, et à « *les envahir même si nécessaire* », pour demander à l'État d'« *agir* » face à la hausse des prix de l'alimentation, de l'énergie et des carburants. AFP/Le Point 13 septembre 2023

Quand les suppôts assumés du régime néonazi de Kiev donnent des leçons d'antisémitisme.

Dérapage antisémite : Paris retire sa distinction à Mahmoud Abbas - AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Anne Hidalgo a indiqué au président de l'Autorité palestinienne qu'il ne pouvait plus se prévaloir de cette distinction, la médaille Grand Vermeil.

Mahmoud Abbas avait prononcé fin août un discours à Ramallah, en Cisjordanie occupée, dans lequel il avait notamment affirmé qu'« *Hitler n'a pas tué les juifs parce qu'ils étaient juifs* ». Hitler *« a dit qu'il combattait les juifs parce qu'ils étaient usuriers et liés à l'argent* », avait-il affirmé.

« *Vous avez […] justifié l'extermination des juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale avec une volonté manifeste de nier le génocide* » perpétré par l'Allemagne nazie, a écrit Anne Hidalgo. AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Le Quai d'Orsay dénonce les propos « *antisémites* » de Poutine sur Zelensky - LePoint.fr 8 septembre 2023

Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, Vladimir Poutine a régulièrement justifié celle-ci par une volonté de « *dénazifier* » le pays. Le président russe a récidivé, mardi 5 septembre, en s'en prenant directement à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, par des propos qui n'ont pas manqué de faire réagir : *« Les conservateurs occidentaux ont mis un juif d'origine à la tête de l'Ukraine* » pour « *dissimuler l'essence anti-humaine* » du pays, a ainsi affirmé Poutine.

Dans ses déclarations, Vladimir Poutine avait déploré une « *situation extrêmement écœurante* » pour l'Ukraine : « *Un "juif de souche" dissimule la glorification du nazisme et de ceux qui ont dirigé l'Holocauste en Ukraine* », avait-il affirmé, en ajoutant que « *ce sont les citoyens israéliens ordinaires qui le comprennent le mieux* ».

Ce n'est pas la première fois que le président russe s'en prend à son homologue ukrainien dans ce registre : en juin dernier, lors d'un forum à Saint-Pétersbourg, il avait qualifié celui-ci de « *honte pour le peuple juif* ». LePoint.fr 8 septembre 2023

En complément. Le fascisme italien avait fêté son centenaire en 2022, il y a un siècle déjà.

Italie : Les parents de délinquants non scolarisés peuvent être emprisonnés - AFP/20minutes.fr 8 septembre 2023

Le gouvernement italien durcit le ton contre la délinquance juvénile. Le décret-loi publié par le gouvernement de Giorgia Meloni jeudi soir prévoit l'emprisonnement des parents dont les enfants délinquants ne sont pas scolarisés et facilite l'arrestation des adolescents dès l'âge de

14 ans - au lieu de 18 auparavant - en possession d'armes. AFP/20minutes.fr 8 septembre 2023

Confirmation. L'invité de la réunion annuelle 2016 du groupe Bilderberg est leur candidat pour 2027.

J-C - C'est toujours à défaut de mieux qu'ils sélectionnent le personnel politique qui les représentera et qu'ils méprisent. Car pour assumer cette fonction à la tête d'un Etat ou d'une institution, entre autre critères, il faut figurer parmi les personnages les plus amoraux et antisociaux ou pourris qui soient, ils en savent quelque chose.

Horizons : Favori pour la présidentielle de 2027, Edouard Philippe ou la crainte du « *syndrome Juppé* » - 20minutes.fr 11 septembre 2023

L'ancien premier ministre, qui fait sa rentrée politique cette semaine, reste toujours aussi populaire dans l'opinion

Edouard Philippe n'est certes pas encore assis sur le trône, mais il bénéficie d'un coussin favorable depuis son départ de Matignon, à l'été 2020, après six mois de crise du Covid-19. 20minutes.fr 11 septembre 2023

J-C - Ce n'est pas gagné d'avance, bien qu'en 2017 ils aient réussi à faire élire un quasi inconnu à l'issue d'une campagne de marketing, et à le faire réélire en 2022, bien qu'il ait appliqué un programme réactionnaire sur toute la ligne.

Peu importe en ce qui nous concerne, puisque la totalité des partis parlementaires s'exprimant en notre nom en position de l'emporter face à Macron lors de la prochaine élection présidentielle, ont adopté l'agenda politique de la Ve République favorable aux candidats officiels de la réaction, ce qui signifie que l'un d'entre eux sera forcément élu, à défaut de rompre avec les institutions de la Ve République et de mener le combat politique pour chasser Macron et renverser le régime en place.

La totalité ou presque des 407 commentaires qu'a suscités cet article lui sont défavorables, les internautes rappelant qu'ils lui doivent la limitation de vitesse à 80km/h, et qu'il s'était prononcé pour la retraite à 67 ans, le clone de Macron, quoi.

Etat policier et terroriste. La tentation est "*très forte*" !

Karl Olive (Renaissance) favorable à l'interdiction des grèves avant les « *grands événements internationaux* » - Journal du Dimanche 11 septembre 2023

Attentat conçu à l'étranger, ultradroite... Gérald Darmanin évoque la menace terroriste "*très forte*" en France - BFMTV 11 septembre 2023

Accorder l'asile politique à Julian Assange ? La justice française dit non - France-Soir 08 septembre 2023

Mardi 5 septembre, le tribunal de Créteil a rejeté la demande en référé de l'association "*Robin des Lois"* qui entendait contraindre l'État français à permettre à Julian Assange d'enregistrer sa demande d'asile politique depuis le Royaume-Uni, où il est incarcéré depuis 2019.

En février 2022, l'Assemblée nationale avait rejeté un texte proposant le statut de réfugié au fondateur de WikiLeaks. France-Soir 08 septembre 2023

- JO 2024 : Emmanuel Macron ne souhaite pas voir de drapeau russe à Paris - Journal du Dimanche 7 septembre 2023

Le Royaume-Uni inscrit le groupe Wagner sur la liste des organisations terroristes - Journal du Dimanche 7 septembre 2023

Laïcité à deux vitesses avec le chanoine honoraire de la basilique Saint-Jean-de-Latran.

J-C - Inflexible, intransigeant ou "*tolérance zéro*" lorsqu'il s'agit d'interdire vêtement (abaya) portée par une poignée de collégiennes en France étiquetées musulmanes, mais quand il s'agit de l'Eglise catholique, le despote est moins regardant ou il sait se montrer bienveillant et généreux.

Églises en ruine: Emmanuel Macron va annoncer des aides lors des Journées du patrimoine - BFMTV11 septembre 2023

Emmanuel Macron annoncera ce vendredi lors d'un déplacement en Côte-d'Or un plan pour sauver les bâtiments religieux dans les communes de moins de 10.000 habitants, d'après des informations d'Europe 1 confirmées par BFMTV.

Ce déplacement organisé à l'occasion des Journées du Patrimoine vise à répondre à l'inquiétude des maires de nombreux villages. Selon l'Observatoire du patrimoine religieux, 5000 édifices religieux se délabreraient. Ce chiffre fait cependant débat tant l'état exact de 40.000 à 60.000 églises et chapelles de tous acabits dans 36.000 communes est difficile à établir.

Depuis la loi de séparation des églises et de l'État de 1905, les communes ont la charge d'entretenir les édifices religieux construits avant cette date, soit la très grande majorité des bâtisses. De son côté, l'État n'intervient que pour les sites qui sont inscrits ou classés au titre des monuments historiques, soit environ 10.000 édifices religieux.

Il y a urgence à changer de braquet alors que 2500 à 5000 églises sont menacées de destruction d'ici à 2030, selon un rapport sénatorial. Emmanuel Macron avait déjà demandé en juin dernier à sa ministre de la Culture Rima Abdul-Malak lors de sa visite au Mont Saint-Michel de plancher sur des mesures de ce type. BFMTV11 septembre 2023

Le financement public déguisé du Green New Deal de Davos.

Transition de l'agriculture : le gouvernement annonce une aide supplémentaire de près d'un milliard d'euros - Journal du Dimanche 11 septembre 2023

En 2024, le budget agricole français sera rehaussé de 15 % par rapport à 2023, grâce à l'ajout d'une enveloppe de 1 milliard d'euros destinée à soutenir diverses transitions dans ce domaine.

Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, a annoncé que le budget de l'agriculture pour 2024 serait augmenté de « *près de 1 milliard d'euros* » pour soutenir diverses transitions, notamment l'installation et l'accès à la terre des jeunes agriculteurs, ainsi que la planification écologique. Cette somme sera ajoutée aux 5,9 milliards d'euros prévus pour le budget agricole français en 2023, ce qui représente une augmentation d'environ 15 %.

Le ministère a également souligné que cet effort financier atteindrait entre 2,6 et 2,7 milliards d'euros d'ici 2026, a rapporté l'Agence France-Presse.

Dans le cadre de cette planification, le Gouvernement prévoit la création d'un « *fonds de souveraineté alimentaire et de transition écologique* » qui aidera les exploitations agricoles à s'adapter localement aux exigences de décarbonation, au développement des énergies renouvelables, et au changement climatique, a indiqué le ministère. Journal du Dimanche 11 septembre 2023

LFI ne manque pas une occasion pour faire allégeance à la République technocratique, autocratique et autoritaire.

Interdiction de l'abaya: LFI dénonce une décision "*anti-laïque, sexiste et raciste*" et appelle à une manifestation - bfmtv.com 8 septembre 2023

Ce vendredi, dans un communiqué, La France insoumise (LFI), a de nouveau dénoncé l'interdiction de l'abaya. Selon elle, la décision du Conseil d'État « *alimente une vision liberticide et autoritaire d'une pseudo-laïcité qui s'installe dans notre pays* ». Et d'ajouter : « *Faire République ce n'est pas interdire à des adolescent·es de choisir leurs tenues* ».

J-C - "*Faire République*", ce n'est pas pour commencer d'employer l'écriture inclusive destinée à empêcher les plus jeunes de maîtriser la langue française, intention qui provient des ennemis de la République.

Mais au fait, à laquelle LFI a-t-elle fait allusion, apparemment celle qui existe en France de nos jours. Mais est-ce vraiment une République, pour qui et au détriment de qui, quelle en est la nature, qu'est-ce qui permet de la caractériser, sinon les inégalités ou l'injustice sociale qui prédomine dans ce pays gouverné par un tyran, apparemment ces bouffons l'avaient déjà oublié.

Quel mandat le peuple vous aurait-il donné pour partager la table du dictateur il y a à peine quelques jours encore ? Aucun.

Thomas Portes (LFI)

X 9 septembre - La cour macroniste ne supporte pas le peuple.
Ce président est détesté dans le pays.
Le peuple lui a rappelé avec force hier.
Siffler Macron, c'est siffler un président qui vole deux ans de vie au peuple et laisse des millions de français avoir faim.
Bravo au peuple !

J-C - Honte à LFI, voilà ce qu'il vous dit le peuple, pour rester poli ! En allant bouffer chez Macron, ils avaient oublié que « *des millions de français* (ont) *faim* », on ne peut pas penser à tout et à tout le monde !

Interdiction de l'abaya : Le Conseil d'État confirme la mesure de Gabriel Attal - Le HuffPost 8 septembre 2023

Le port de l'abaya « *s'inscrit dans une logique d'affirmation religieuse* », a estimé le juge des référés. En conséquence, son interdiction *« ne porte pas une atteinte grave et manifestement illégale au droit au respect de la vie privée, à la liberté de culte, au droit à l'éducation et au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant ou au principe de non-discrimination* », précise le Conseil d'État dans sa décision.

Dans une affaire cousine, en 2016, le Conseil d'État avait suspendu un arrêté anti-burkini pris par la ville de Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes, faute de « *risques avérés* » pour l'ordre public. Six ans plus tard en revanche, il avait conforté celui pris par la ville de Grenoble au nom de *« l'égalité de traitement entre les usagers » et du « bon fonctionnement des services publics* ». Le HuffPost 8 septembre 2023

J-C – Ils avaient décidé à l'avance que ce vêtement avait un caractère religieux pour pouvoir justifier son interdiction, il procède toujours de cette manière autoritaire, de sorte que tout autre argument sera rejeté ou ne sera même pas examiné.

"*On a encore le droit de porter une robe ?*" : l'interdiction de l'abaya débute dans l'incompréhension dans un lycée de Lyon - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Venu superviser les contrôles, Olivier Coutarel, le proviseur, rattrape une étudiante en BTS qui s'apprête à franchir les portiques d'accès. Fatou*, 17 ans, porte un pantalon et un "*kimono*", un long gilet couvrant de plus en plus à la mode. Cet ensemble, ample et fin, est suffisamment suspect aux yeux du chef d'établissement pour valoir à la jeune femme un aparté avec lui. La veille, une quinzaine d'élèves ont même été convoquées dans son bureau après avoir "*retenu l'attention*" du personnel. "*Nous avons dialogué avec chacune et la moitié*

d'entre elles ont pu aller en classe", rapporte Olivier Coutarel. "*L'autre moitié a été priée de rentrer à la maison et de revenir avec une autre tenue aujourd'hui*."

De confession musulmane, Isra porte volontiers des abayas, un vêtement qu'elle trouve "*confortable, beau et qui cache les formes*". Une tenue d'été, aussi, pour changer des épais "*joggings*" qu'elle dit enfiler en hiver. Lundi matin, les abayas sont restées au placard au profit d'une longue robe verte en velours laissant apparaître ses poignets et ses chevilles. Pas d'abaya, ça ira, croyait-elle.

L'élève de 17 ans est sortie de là abasourdie, d'autant que deux de ses amies venues en robes longues n'ont, elles, pas eu de rappel à l'ordre. "*Sans doute parce que la mienne était blanche à motifs bleus*", suppute l'une. L'autre ne portait pas de voile avant d'entrer, ce qui l'aurait épargnée des regards suspicieux des adultes, selon l'hypothèse des filles. "*C'est grave d'en arriver là*", soupire Isra.

Parmi les élèves interrogées par franceinfo, toutes avaient pris connaissance des nouvelles règles sur l'abaya. Mais aucune n'en comprend le bien-fondé. "*Je ne vois pas pourquoi on aurait peur d'une tenue ou pourquoi on s'obstine sur le corps des gens*", s'interroge Louisa*, 17 ans. Elle-même aime porter "*ce vêtement à la mode*", loin de toute "*connotation religieuse*", qui "*aide à lutter contre les complexes*".

L'argument de la pudeur n'est pas sans lien avec la pratique de l'islam, estime toutefois Lynda, 36 ans, mère d'une élève convoquée lundi. "*Ma fille est pudique parce qu'elle est dans la religion, et c'est son choix*", défend cette "*croyante pas pratiquante*", vêtue d'une robe rose moulante et décolletée. Le jour de la rentrée, son ado s'est présentée en "*tee-shirt, kimono et pantalon*" et n'a pourtant "*pas pu aller en classe*", selon la mère, outrée.

Le chef d'établissement confirme avoir, ces derniers mois, "*reçu des élèves dont les tenues [lui] avaient été rapportées comme manifestant ostensiblement une appartenance religieuse*". Il entendait instaurer "*un dialogue*" sur le port de l'abaya et dit avoir pu mesurer la "*difficulté à discerner les motivations*" des élèves, entre "*effet de mode TikTok*", "souci d'être élégante" et "*volonté d'une observance religieuse*".

Les plus inquiètes sont peut-être les mères. "*Après sa convocation à la rentrée, ma fille était en pleurs et menaçait d'arrêter l'école*", raconte Lynda. "*Le soir, la mienne a dit à son père 'Déscolarise-moi, papa'*", rapporte Hajar*, la mère d'Isra. "*C'est malheureux. C'est un bon lycée. Elle tire sa classe vers le haut et je veux qu'elle aille loin. J'ai changé toute sa garde-robe exprès, cet été. On a encore le droit de porter une robe ? Ou l'abaya est juste un prétexte pour cibler les musulmans ?*"

J-C – On peut préciser qu'il s'agit d'une robe, d'un vêtement indispensable qui se porte seule ou avec un autre vêtement en dessous, et non d'un objet rajouté inutile genre croix ou kipa, main de Fatima, etc.

Encadrer la religiosité des élèves à l'école depuis 2004. De la loi à sa mise en œuvre
Chloé Le Meur

https://www.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2019-2-page-45.htm

De plus, la catégorie de « *signes religieux* » est en partie recoupée par une autre, celle de signes d'appartenance communautaire. Si les deux catégories ne sont pas tout à fait équivalentes, elles peuvent dans certains cas servir à désigner une même réalité pour les agents : des pratiques vestimentaires qu'ils et elles perçoivent comme des formes d'affirmation d'une identité culturelle et religieuse minoritaire, et potentiellement contestataire. Dans l'établissement enquêté, cette confusion s'opérait le plus souvent dans la perception et l'évaluation de pratiques vestimentaires associées à la religion musulmane.

J-C - La soumission à l'ordre établi est tellement ancrée dans la société, au sein de toutes les classes sociales, tous les esprits, l'éducation et "*l'identité culturelle*" de l'ensemble des Français des deux sexes dès le plus jeune âge, qu'on en oublie que les principes dits républicains dont se réclame le régime sont pour la plupart calqués sur ceux propagés par la religion chrétienne, dont le plus célèbre, aimez-vous les uns les autres quel que soit votre statut social ou sans en tenir compte, que vous soyez riche ou pauvre et Dieu ou la République vous le rendra, sans préciser qu'il privilégie les mieux nantis et cautionne ou normalise l'existence de la pauvreté !

Mon commentaire publié par Le Grand Soir.

- J'ai pris position contre l'interdiction de l'abaya dans les écoles.

Je viens de découvrir ce blog qui ne change rien à ma position.

Tout savoir sur l'abaya.

https://neyssa-shop.com/blog/tout-savoir-sur-la-abaya/

Ce serait un vêtement que porteraient les femmes musulmanes dans certains pays du Golfe ou au Moyen-Orient, c'est ce qu'on nous dit. C'est vrai et faux à la fois, car ce n'est pas parce qu'un pays a l'islam comme religion d'Etat que tous les citoyens auraient adopté cette religion ou plutôt cela ne veut rien dire, c'est arbitraire et j'explique pourquoi.

Si je prends mon cas. Né à Paris 17e en France le 11 septembre 1955 de parents catholiques, je suis catholique, sauf qu'en réalité, bien que mariés à l'église, mes défunts parents n'ont jamais pratiqué de leur vie cette religion, moi non plus depuis que j'ai quitté les écoles confessionnelles où ils m'avaient envoyé de force, il y a de cela plus d'un demi-siècle. Pour autant, ceux qui s'expriment en notre nom ou à notre place sans qu'on leur ait rien demandé, continuent de nous coller l'étiquette catholique, parce qu'on a un jour été baptisé.

L'immense majorité des citoyens qui peuplent l'Afrique, le Maghreb, les pays du Golfe, le Moyen et Proche-Orient, une partie de l'Asie (dont l'Inde où je vis, ma compagne est hindoue pratiquante) (Pakistan, Bangladesh, Indonésie, Afghanistan, etc.), sont étiquetés musulmans, de naissance, de manière autoritaire, mais en réalité seule une infime minorité l'est réellement, ils ne sont pas 700 millions à se précipiter tous les vendredi à la prière dans les mosquées (les femmes ne sont pas admises sont cas particuliers) ; En France les églises sont désertes ou presque.

Tout cela pour dire que l'argument portant à faire l'abaya un vêtement islamique est frauduleux, des femmes pratiquant cette religion le portent, mais la majorité des femmes qui s'en vêtissent ne le portent pas pour des motifs religieux, puisqu'elles ne sont pas pratiquantes.

Parole d'un ex-prof.

On a envie de répondre : Qu'est-ce que cela peut leur foutre de savoir pourquoi un ou une élève porte tel ou tel vêtement ?

Est-ce que des élèves leur demande pourquoi ils ou elles adoptent telle ou telle tenue vestimentaire ? Non, personne ne juge les enseignants sur ce critère, alors ils devraient en faire autant.

Du moment qu'une gamine est ponctuelle et assidue, qu'elle assiste aux cours normalement sans les perturber, qu'elle respecte le corps enseignant et les autres élèves, qu'elle participe à toutes les activités prévues dans le cadre de sa scolarité, qu'elle obtient de bons résultats, qu'est-ce que cela peut foutre qu'elle porte un décolleté et une mini-jupe au ras du sexe ou un pantalon moulant genre collant faisant ressortir toutes ses formes ou qu'elle porte une abaya, une simple robe en fait, hormis toutefois la burqa ou le djilbab (tchador) ?

Je rajoute un complément.

Il m'était arrivé en classe de 5e d'être interpelé par deux gamines maquillées et portant des tenues provoquantes, c'était en tout début de l'année scolaire, alors que j'arrivais à leur hauteur, elles se mirent à me fixer dans les yeux et à me caresser le bras en se trémoussant légèrement, ayant été recruté localement et propulsé du jour au lendemain dans des classes allant de la 6è à la terminale sans recevoir de formation spécifique, je ne me suis pas laissé attendrir, encore moins séduire par leur attitude provocatrice, je changeais de place en leur intimant l'ordre de ne jamais plus se livrer à ce genre de pratique déplacée avec moi. C'était des gosses de bonnes familles qui devaient considérer qu'un enseignant a un statut social inférieur, qu'elles pouvaient traiter comme un larbin ou à la manière des servantes qui officiaient chez leurs parents, et auxquelles elles pouvaient commander ou faire ce qui leur passait par la tête sans qu'elles osent la ramener. Prétentieuses et odieuses, mais parmi les meilleurs élèves de la classe, par la suite je les ignorais et je ne fus plus jamais ennuyé. Evidemment, j'avais immédiatement rendu compte de ce léger incident au proviseur adjoint pour me couvrir, car elles auraient très pu raconter que c'était moi qui aurais eu les mains baladeuses, qui sait ?

Comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, rien que par le prénom de mes élèves, je savais plus ou moins quelle religion on leur avait imposée par leur famille, Magueswary, hindou, Mohamed, musulman, Joseph, chrétien, il y a peu de juifs, parsis, sikhs, etc. et les athées sont encore plus rares, donc difficile de se tromper. Pour ne pas commettre d'impair je leur demandais.

J'avais écarté les supports à caractère religieux qui figuraient dans le manuel scolaire, afin d'éviter d'aborder cette question et d'éventuels ennuis inutiles par la suite avec leurs parents. Du coup cela m'avait donné du boulot supplémentaire, car, il fallait trouver d'autres documents qui soient compatibles avec le thème de grammaire et de compréhension de texte

de chaque leçon, les faire photocopier par le CDI du lycée, inventer de nouveaux exercices avec leurs corrections, le tout devait être prêt pour le jour du cours. Je l'ai fait de bon cœur parce que j'étais très motivé par ce travail, payé au lance-pierres, environ 50 euros par mois au début des années 2000, donc pas vraiment pour l'argent, mais je me suis enrichi autrement, par cette expérience passionnante.

Egypte : Le Caire interdit le port du niqab dans les écoles - RT 13 septembre 2023

Le gouvernement égyptien, par l'intermédiaire de son ministre de l'Education Reda Hegazy, a annoncé le 11 septembre l'interdiction du port du niqab, qui couvre le visage, à partir du 30 septembre prochain dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire. Le ministre égyptien a néanmoins précisé que les élèves demeureraient libres de choisir si elles voulaient porter ou non le foulard, à condition qu'il ne leur couvre pas le visage.

En Egypte, le port du niqab est sujet à débat depuis plusieurs années. Ce vêtement y est parfois assimilé à une forme d'extrémisme religieux défendue par la confrérie des Frères musulmans, organisation interdite sur le territoire égyptien depuis l'arrivée du maréchal Al-Sissi au pouvoir en 2013.

En octobre 2015, le président de l'université du Caire, Gaber Nasser, avait introduit l'interdiction du niqab parmi les enseignantes, cette mesure visant à améliorer les interactions entre elles et leurs étudiants. Une interdiction qui avait été validée début 2020 par la plus haute juridiction du pays, après cinq années de bataille judiciaire. RT 13 septembre 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

Mon commentaire publié dans un blog scientifique climato-réaliste.

- "*Soyons clairs : le changement climatique est réel, il est provoqué par l'homme et c'est un problème qui doit être résolu.*"

Le reste était à l'avenant en pire parfois avec une ode au boucher Bush en prime !

Bref, quelle horreur de fond en comble cet article, quel délire ou confusion savamment distillée, c'est bien simple, il y en aura pour tout le monde !

Je m'interroge, pourquoi le publier ici, j'avoue ne pas comprendre. Je ne vous reconnais plus, vous ne défendez plus vos positions avec la même conviction me semble-t-il, c'est curieux.

Pourquoi ne pas rappeler les données scientifiques sur lesquelles repose les positions adoptées par ceux qui se disent "*climato-réalistes*" dont je fais partie, je n'ose pas écrire qui s'opposent à la thèse du réchauffement climatique, parce que j'ai plutôt l'impression que vous la cautionnez désormais ou tout du moins ce n'est pas clair du tout. Pourquoi ? J'ai une explication, mais je ne la donnerais pas maintenant, je préfère voir ce que vont répondre des

scientifiques. Je ne suis pas là pour polémiquer ou critiquer inutilement, mais faire avancer les choses et les partager si possible.

Au fait, j'avais appris grâce à vous que la variation de la température précédait celle du CO2. Pourriez-vous me fournir à nouveau cette démonstration (simple et sourcée) parce que je l'ai égarée et je ne l'ai plus en tête précisément, merci d'avance.

On ne fait pas suffisamment référence aux connaissances acquises en paléontologie, pourquoi ? Là aussi, j'ai lu ou entendu tout et son contraire, c'est consternant, notamment un professeur du Collège de France sortir à l'occasion d'une conférence sur l'évolution de notre espèce, que l'activité humaine était responsable du réchauffement climatique, quelle honte un tel message frauduleux !

Catastrophisme. Tremblez, les fourmis de feu arrivent !

J-C - Malintentionnés envers la population, de soi-disant chercheurs en quête de sensations et de financements pour conserver leur mode de vie et leurs conditions de travail privilégiées ont réalisé des "*projections*" qui "*sont plus inquiétantes*", à la manière du GIEC ou de l'OMC, vous connaissez la musique, bientôt nous serons envahis par des fourmis de feu, et vous aurez deviné à cause de quoi, du "*changement climatique*", la messe des croyants à la solde de Davos est dite.

La fourmi de feu arrive en Europe, et c'est une catastrophe pour l'environnement - Le HuffPost 12 septembre 2023

Cet insecte est l'une des espèces les plus invasives au monde. Elle est désormais installée en Europe, d'après une étude publiée ce lundi.

Les chercheurs de l'étude ont identifié 88 nids de fourmis de feu dans la province de Syracuse en Sicile. Si à première vue ça ne semble pas être énorme, les projections des chercheurs sont plus inquiétantes. Celles-ci indiquent que 7 % du continent européen serait propice à leur installation, et particulièrement les villes européennes puisque la moitié d'entre elles sont concernées. Pire encore, ces chiffres pourraient augmenter avec le changement climatique. Le HuffPost 12 septembre 2023

Ces espèces existent depuis la nuit des temps (Précambrien) comme les virus et les bactéries, et ces cinglés veulent également les éradiquer de la surface de la Terre.

Biodiversité : ce rapport chiffre le coût très élevé des espèces invasives pour la planète - Le HuffPost avec AFP 4 septembre 2023

Les espèces invasives menacent entre autres la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, l'économie et la santé humaine.

https://www.huffingtonpost.fr/environnement/article/biodiversite-ce-rapport-chiffre-le-cout-tres-eleve-des-especes-invasives-pour-la-planete_222607.html

J-C – Lisez, c'est carrément délirant. C'est un institut, l'IPBES, *« surnommée le Giec de la biodiversité* », pas pour rien, qui est à l'origine de cette « *alerte* » basé sur « *un rapport inédit, synthèse de plus de 13 000 études réalisée par 86 experts internationaux de 49 pays (…), un panel qui conseille la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB)* », l'ONU ou la caverne des brigands, de quoi vous mettre en confiance, j'ironise, vous l'aurez compris.

« *Le combat est-il pour autant perdu d'avance ? Pas forcément.* », ouf nous voilà sauvés, mais à quel prix, devinez !

Et comme pour le climat ou les virus auxquels ils entendent dicter leur loi, ils se sont fixés des objectifs, sans rire : « *L'accord de Kunming-Montréal, adopté par la communauté internationale fin 2022, fixe comme objectif de réduire de 50 % le taux d'introduction d'espèces exotiques envahissantes d'ici 2030.* » Le HuffPost avec AFP 4 septembre 2023

Totalitarisme. Ils font régner la terreur en France ou ils prennent la population en otage en la privant d'eau de manière autoritaire.

J-C – Il y a urgence à chasser ces tyrans du pouvoir.

Sécheresse : le ministre Christophe Béchu indique que 189 communes sont privées d'eau potable – AFP/BFMTV 14 septembre 2023

Christophe Béchu indique encore dans *Libération* que c'est au total 40.000 personnes qui sont toujours privées d'eau potable en France. À titre de comparaison, 700 communes étaient privées d'eau potable et alimentées par des camions-citernes ou grâce à des bouteilles d'eau minérale en 2022. AFP/BFMTV 14 septembre 2023

Comment les agents de Davos manipulent la population et participent à la régression sociale généralisée programmée par le Forum économique mondial.

Entre 10 et 25 000 personnes bloquent avec Extinction Rebellion une autoroute à La Haye - AFP/RT 9 septembre 2023

Cette action coup de poing, la huitième de ce type à La Haye depuis juillet 2022, est plus controversée encore que les précédentes, Extinction Rebellion menaçant de ne quitter les lieux que lorsque le gouvernement cédera à ses exigences. « *Peu importe ce que le conseil municipal de La Haye fera faire à la police, nous resterons ou reviendrons tous les jours. Et ce, jusqu'à ce que le gouvernement réponde à notre demande: la fin immédiate de toutes les subventions aux énergies fossiles* », a prévenu Extinction Rebellion Pays-Bas sur son site. Les autorités craignent d'importantes perturbations du trafic, l'A12 étant une « *porte d'entrée* »

pour La Haye et sa station balnéaire de Scheveningen, très fréquentée depuis plusieurs jours en raison de la canicule qui s'abat sur la région. AFP/RT 9 septembre 2023

J-C - Rappel sur la réelle nature de cette ONG. Oligarchique.

Extrait de la causerie du 31 octobre 2022.

- Extinction Rebellion fait partie du réseau international A22 financé entre autres par l'ONG américaine Climate Emergency Fund co fondée par Aileen Getty, la petite fille du milliardaire J. Paul Getty (Pétrole), qui regroupe 83 ONG...

Extrait de la causerie du 3 mars 2021.

- Le patron du fonds spéculatif britannique TCI, Christopher Hohn, s'est attribué un dividende de près d'un demi-milliard de dollars en 2020, soit une rémunération record au Royaume-Uni, profitant d'un bond des profits de sa société.

Cette rémunération de 479 millions de dollars, pour l'exercice achevé fin mars, est la plus élevée jamais versée à un individu au Royaume-Uni, estime le quotidien The Guardian, qui révèle l'information lundi.

Dans le classement des grandes fortunes mondiales établies par le magazine *Forbes*, Christopher Hohn se classe 330ème, avec 5,9 milliards de dollars.

Un fonds activiste soucieux du combat d'Extinction Rebellion

Le fonds a son siège dans le très chic quartier de Mayfair à Londres mais la société qui le contrôle, qui appartient à M. Hohn, est elle enregistrée dans les îles Caïmans, un territoire britannique considéré comme un paradis fiscal dans la ligne de mire des autorités et associations anti-évasion fiscale et blanchiment.

Le dirigeant est l'un des mécènes les plus importants du Royaume-Uni. Il a versé quelque 386 millions de dollars à sa fondation en 2019 et cette année-là il avait même fait un don de 50.000 livres au mouvement écologiste Extinction Rebellion. La Tribune/AFP 1 mars 2021

Extrait de la causerie du 10 janvier 2020

Extinction Rébellion: «*L'écologie ne doit pas devenir une idéologie antihumaniste*» - lefigaro.fr 10.12

Baptiste Gauthey dénonce la confiscation de l'écologie politique par une frange minoritaire de la gauche anticapitaliste. Baptiste Gauthey étudie à la Sorbonne l'histoire des politiques publiques environnementales.

Extrait. À la faveur de sophismes parfois vulgaires, le capitalisme devient le principal coupable des problèmes environnementaux.

Le danger de ce lien de cause à effet simpliste est double. Tout d'abord, il implique une traduction politique totalitaire. Il suffit pour s'en convaincre de considérer la solution que les

militants d'Extinction Rébellion entrevoient pour faire face au défi climatique: une «*décroissance*» dont la mise en œuvre impliquerait mécaniquement une réduction des libertés individuelles... lefigaro.fr 10.12

- Qu'est-ce que Extinction Rébellion (suite) ?

"*Un pur produit de l'establishment financier de la City*" (Les Echos)

- Quand Extinction Rébellion s'attire la sympathie des hedge funds - lesechos.fr 21 octobre 2019

Selon Paul Homewood, qui tient un blog très critique des mouvements environnementaux, la fondation pour une société Libre de George Soros, ferait aussi partie des donateurs d'Extinction Rébellion, selon des documents internes. Le milliardaire, fondateur du plus célèbre hedge fund, le Quantum Fund, n'étant pas la figure la plus populaire au sein de la mouvance altermondialiste, le mouvement Extinction Rebellion serait resté discret sur cet embarrassant donateur.

Le mouvement Extinction Rebellion a connu une envolée de ses dons depuis ses coups d'éclat médiatiques à Londres. Il a collecté autour de 2,5 millions de livres lors des 12 derniers mois selon le « *Financial Times* ».

La personne en charge de la gestion des dons chez Extinction Rebellion est un pur produit de l'establishment financier de la City. Andrew Medhurst est un ancien trader sur les produits dérivés et passé par des établissements comme HSBC et Lloyds. Après une carrière de 30 ans dans la finance mondiale, il s'est « *mis au vert* ». lesechos.fr 21 octobre 2019

- Le 12 juillet, le Climate Emergency Fund créé par l'investisseur Trevor Neilson a réalisé un don de près de 550 000 euros à Extinction Rebellion US et aux mouvements de grève pour le climat, et la fille de l'ancien sénateur Robert Kennedy Rory Kennedy et Aileen Getty, une des héritières d'un empire pétrolier américain, s'est engagé à verser 350 000 dollars (316 000 euros) à XR

Trevor Neilson est le PDG de la société i(x) investments, co-fondée avec le petit-fils du financier milliardaire et 3e fortune mondiale, Warren E. Buffett. Il a aussi été directeur exécutif de la Global Business Coalition, une coalition de plus de 200 multinationales dédiée aux questions de santé et créée avec le fondateur de Microsoft Bill Gates, le financier George Soros et le fondateur de CNN Ted Turner. Ex-dirigeant de la Fondation Bill & Melinda Gates, Neilson a été nommé « *Jeune leader global* » par la Forum économique mondial et a servi à la Maison Blanche sous l'administration de Bill Clinton. novethic.fr 22.08.2019 ; valeursactuelles.com 02.10.2019 ; Libération 11.10.2019

Contorsions climatiques.

Changement climatique : on vous explique pourquoi sécheresse et inondations sont parfois liées - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Plus il fait chaud, "*plus l'atmosphère est capable de contenir de l'eau qu'elle va puiser, entre autres, dans les sols. C'est donc un seul et même phénomène physique qui alimente à la fois la sécheresse et l'augmentation des précipitations*", explique Florence Habets, hydroclimatologue au CNRS. C'est pourquoi le changement climatique augmente la probabilité et la gravité des phénomènes météorologiques, comme les inondations et les sécheresses, selon le Giec.

Il existe de nombreuses solutions pour rendre aux sols leurs propriétés absorbantes, détaillées dans un document de l'Union international pour la conservation de la nature paru en 2021.

Parmi elles, la préservation, la restauration et la création de zones humides, la végétalisation et la "*désimperméabilisation*" (le fait de débitumer des sols en ville). "*C'est loin d'être suffisant pour contenir le volume d'eau cataclysmique qui s'est abattu en Grèce, estime Florence Habets. En revanche, cela permettrait un meilleur écoulement des pluies d'une intensité comme celles que Paris a connues cet été*." francetvinfo.fr 7 septembre 2023

J-C – Ces cinglés pourraient « *débitumer* » les villes…

De nouvelles études prouvent que les variations climatiques sont naturelles, cycliques et totalement explicables par le soleil, petite leçon d'histoire geo pour ces incultes de journalistes - pgibertie.com 7 septembre 2023

Selon les observations du CERES, l'anomalie de rayonnement à ondes courtes (SW) a augmenté de +1,75 W/m² de 2001 à 2021, ce qui est probablement dû aux variations naturelles de la couverture nuageuse. Ce forçage SW peut expliquer le réchauffement (0,46° C) sur cette période. https://scienceofclimatechange.org/wp-content/uploads/Olilla-2023-Global-Warming-Review.pdf

De nouvelles études expliquent pourquoi les données du Giec sont en contradiction avec les observations : rôle du soleil sous-estimé et bétonisation des stations météo urbaines - pgibertie.com 3 septembre 2023

https://www.ceres-science.com/post/new-study-suggests-global-warming-could-be-mostly-an-urban-problem

L'AR6 du GIEC concluait que « *les modèles climatiques ne peuvent reproduire le réchauffement observé […] qu'en incluant les effets des activités humaines […], en particulier la concentration croissante des gaz à effet de serre », et que « les simulations qui incluent uniquement les processus naturels, y compris les processus internes » la variabilité liée à El Niño et d'autres variations similaires, ainsi que les variations de l'activité du soleil et les émissions des grands volcans […], ne sont pas en mesure de reproduire le réchauffement observé* »

En grande partie sur cette base, le Giec a conclu que le changement climatique contemporain est « *en grande partie dû à l'influence humaine* ».» (Résumé technique, p. 11). Cependant, cette affirmation confiante sur la « *détection et l'attribution du changement climatique* » était

injustifiée car elle n'a pas permis d'évaluer de manière satisfaisante deux débats scientifiques clés en cours :

Dans quelle mesure le réchauffement depuis le 19ème siècle impliqué par les estimations actuelles de la température mondiale est-il un artefact des biais d'urbanisation ?

Avons-nous établi un ensemble de données fiables sur le forçage solaire pour estimer la contribution solaire à ces tendances ?

Une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique à comité de lecture Climate, réalisée par 37 chercheurs de 18 pays, suggère que les estimations actuelles du réchauffement climatique sont contaminées par des biais liés au réchauffement urbain.

Cette étude aboutit à des conclusions similaires à celles d'une autre étude récemment publiée dans une revue scientifique à comité de lecture distincte, Research in Astronomy and Astrophysics

Les températures observées dans les seules stations rurales font apparaitre un refroidissement après 1870, un réchauffement de 1885 à 1938, un nouveau refroidissement de 1938 à 1972 puis un réchauffement .De 1850 à 2020 un degrés seulement en plus Les données du Giec (stations urbaines) montrent un réchauffement continue de 2 degrés.

Il est bien connu que les villes sont plus chaudes que les campagnes environnantes. Alors que les zones urbaines ne représentent que moins de 4 % de la surface terrestre mondiale, de nombreuses stations météorologiques utilisées pour calculer les températures mondiales sont situées dans des zones urbaines. Pour cette raison, certains scientifiques craignent que les estimations actuelles du réchauffement climatique aient pu être contaminées par des effets d'îlots de chaleur urbains. Dans son dernier rapport, le GIEC estime que le réchauffement urbain représente moins de 10 % du réchauffement climatique. Cependant, cette nouvelle étude suggère que le réchauffement urbain pourrait représenter jusqu'à 40 % du réchauffement depuis 1850.

Lorsque les auteurs ont analysé les données de température uniquement en utilisant l'ensemble de données solaires du GIEC, ils n'ont pu expliquer aucun des réchauffements observés depuis le milieu du 20e siècle. Autrement dit, ils ont reproduit la conclusion emblématique du GIEC selon laquelle le réchauffement climatique est principalement causé par l'homme. Cependant, lorsque les auteurs ont répété l'analyse en utilisant une estimation différente de l'activité solaire – une estimation souvent utilisée par la communauté scientifique – ils ont constaté que la plupart des tendances au réchauffement et au refroidissement des données rurales pouvaient en fait s'expliquer en termes de changement d'activité solaire.

https://pgibertie.com/2023/09/03/de-nouvelles-etudes-expliquent-pourquoi-les-donnees-du-giec-sont-en-contradiction-avec-les-observations-role-du-soleil-sous-estime-et-betonisation-des-stations-meteo-urbaines/

DANS LA GRECE ANTIQUE IL FAISAIT PLUS CHAUD ET LES INONDATIONS ILS CONNAISSAIENT

https://www.academia.edu/43643108/History_of_floods_in_Greece_causes_and_measures_for_protection

Les inondations, phénomène diachronique et international, affectent de nombreuses personnes, bâtiments et infrastructures. Tout au long de l'histoire de l'humanité, les inondations sont les plus meurtrières et ont causé plus de pertes économiques que les autres catastrophes naturelles. Dans cette revue, l'histoire des inondations est considérée comme se concentrant sur la Grèce antique depuis le début de l'âge du bronze. Les Grecs de l'Antiquité évitaient de vivre à proximité des lacs et des rivières, probablement pour des raisons d'hygiène et de protection contre les inondations. Des ouvrages hydrauliques anti-inondation impressionnants et représentatifs, notamment des barrages, des murs, des canaux de différentes villes et autres colonies de l'époque minoenne et de la période archaïque, classique, hellénistique et romaine, sont présentés.

DANS L'ANDALOUSIE DU MOYEN AGE IL FAISAIT PLUS CHAUD QU AUJOURD HUI ET ILS IRRIGUAIENT

https://journals.openedition.org/remmm/6444

https://www.persee.fr/doc/rgest_0035-3213_1986_num_26_3_1609

Face à cette réalité, les agriculteurs, les bénévoles et les chercheurs espagnols ont puisé dans l'histoire pour trouver des solutions, en se tournant vers un réseau tentaculaire de canaux d'irrigation construits par les Maures, la population musulmane qui a conquis la péninsule ibérique au Moyen Âge et s'y est installée.

Ces canaux – appelés « *acequias* », de l'arabe « *as-saqiya* », qui signifie « *conduite d'eau* » – ont rendu la vie possible dans l'une des régions les plus arides d'Europe, alimentant les fontaines du majestueux palais de l'Alhambra et transformant la région, l'Andalousie, en une puissance agricole.

https://pgibertie.com/2023/09/07/de-nouvelles-etudes-prouvent-que-les-variations-climatiques-sont-naturelles-cycliques-et-totalement-explicables-par-le-soleil-petite-lecon-dhistoire-geo-pour-ces-incultes-de-journalistes/

Commentaires d'internautes.

- Séjournant 3 ans dans l'arrière-pays niçois, l'on me parla d'une fierté locale qui soit un pont enjambant une rivière impétueuse par temps de crue infernale : le pont de pierre qui relie 2 versants abrupts de la rivière de l'Estéron, le Pont de la Cerise.

Joint de ma compagne, nous y avons savouré une nature stupéfiante et vive. Enchanteresse ! et multi séculaire dont la croyance ancestrale portait à certifier que le pont était d'origine romaine antique. Certes, bâti de pierre en arc en plein-cintre comme le génie romain l'avait intégré en son mode générique quoiqu'il n'en fut pas l'inventeur …

Le Pont de la Cerise a ceci de merveilleusement intelligent qu'il fut posé hors d'atteinte de toutes les crues furieuses que la rivière de l'Estéron eût pu lui imposer, dont ses ravages : à 12

mètres de hauteur … Car des crues, il y en avait tant, jadis, que les Romains savaient prévenir : ils ne bâtirent rien qui eût risqué d'être emporté par des flots tumultueux.

J'ai consacré à cette merveille de la prévenance climatique forcenée un article. Je vous le propose ici, dont un épisode cévenole qui a ravagé le Haut-Pays niçois le 02 octobre 2020, juste pour la mémoire des connaissances éparpillées sinon oubliées.

https://sentrais.eu/pluie/alpes-maritimes-02octobre2020.htm

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie.

Scandale aux Etats-Unis : Le maire de Burbank, en Californie, reçoit une fessée par un Drag-Queen devant des enfants - lemediaen442.fr 11 septembre 2023

Lors d'une levée de fonds pour le parti démocrate, sur le thème « *drag* », Konstantine Anthony, le maire de Burbank, s'est retrouvé au cœur d'une controverse après avoir reçu une fessée par le drag queen Roxy Wood. Tout cela s'est déroulé sous les yeux d'enfants présents lors de l'événement. La vidéo, devenue virale, fait le tour des Etats-Unis et scandalise le monde entier. L'événement en question, Drag Queen Bingo, s'est déroulé le 9 septembre 2023 et depuis la diffusion de la vidéo, beaucoup ont exprimé leur dégoût et leur inquiétude.

La drag queen qui a participé à l'événement a partagé une publication sur Instagram, précisant que celui-ci était accessible aux personnes âgées de 15 ans et plus. Cependant, elle a également souligné que le spectacle n'était pas adapté à un public composé d'enfants. En d'autres termes, l'événement de drag où le maire a été corrigé a autorisé la présence de mineurs, malgré la reconnaissance qu'il ne convenait pas à un public de cet âge. lemediaen442.fr 11 septembre 2023

J-C – Une drag queen est un homosexuel travesti ou ayant adopté les apparences morphologique et vestimentaires d'une femme, pour mieux pervertir les hommes en proie à des fantasmes sexuelles qu'ils ne parviennent pas à assumer ou qu'ils n'osent pas assouvir. Ce mélange des genres est destiné à les aider à surmonter les obstacles qui les retiennent de passer à l'acte ou d'avoir des relations homosexuelles ou éventuellement de changer d'identité sexuelle, ce qui s'adresse aussi à des enfants, d'où leur caractère criminel.

En réalité cette vidéo ne scandalise pas "*le monde entier*", parce qu'à part Fox News aux Etats-Unis, l'ensemble des médias mainstream l'ont ignorée ou ils se sont autocensurés.

J'ai mis cette info en ligne uniquement pour montrer le degré de décomposition du Parti démocrate et des autorités américaines.

Santé.

Lu.

Selon une nouvelle étude scientifique, menée par des chercheurs de l'Université d'Édimbourg (Écosse) et dont les conclusions ont été publiées dans BMJ Oncology et relayées par le Sun, les taux de cancer chez les moins de 50 ans ont bondi de 79% en 30 ans.

Face à cette situation, les chercheurs sont unanimes : pour eux, même si la génétique est susceptible de jouer un rôle, le tabagisme, la consommation d'alcool et les régimes alimentaires riches en viande et en sel mais pauvres en fruits et en lait sont les "*principaux facteurs de risque*". L'excès de poids, une faible activité physique et une glycémie élevée peuvent également avoir un impact. Yahoo 6 septembre 2023

J-C – Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas qu'ils empoisonnaient la population ou fragilisaient sa santé…

Additifs alimentaires: le risque de maladies cardiovasculaires pointé du doigt par une vaste étude - BFMTV 7 septembre 2023

Les résultats d'une large étude "*suggèrent une association entre les apports alimentaires d'additifs émulsifiants et un risque accru de maladies cardiovasculaires*", indique l'Inserm ce jeudi.

E460, E461, E462.... Ces additifs, parfois appelés stabilisants, dont la présence est indiquée sur les étiquettes des aliments présents dans les grandes surfaces et les supermarchés, sont régulièrement pointés du doigt pour leur dangerosité. Une étude menée par des chercheurs Français, publiée ce jeudi dans le British Medical Journal, suggère un lien entre leur consommation et le risque de maladies cardiovasculaire, rapporte l'Inserm.

Après avoir pris en compte les facteurs de risque pour les maladies cardiaques (poids, IMC, âge, sexe, etc), les scientifiques "*ont constaté que des apports plus élevés en celluloses totales (additifs correspondants aux codes E460 à E468, NDLR) étaient associés à des risques plus élevés de maladies cardiovasculaires*".

Bonbons, glaces, gâteaux...

"*En particulier*" pour les apports en E460 (cellulose microcristalline, cellulose en poudre) et E466 (carboxyméthylcellulose), prévient l'Inserm. Sont également pointés du doigt les additifs E472b, E471, E472, E472c et E339.

"*Parmi ces émulsifiants, l'ester lactique des monoglycérides et diglycérides d'acides gras (E472b) était associé à des risques plus élevés de maladies cardiovasculaires et de maladies cérébrovasculaires*", écrit l'Inserm.

L'E472b se retrouve dans de "*très nombreuses catégories d'aliments*", dont certains aliments infantiles, peut-on lire sur le site de l'UFC-Que Choisir. Cet émulsifiant est par exemple

présent dans la liste des ingrédients de la crème chantilly Bridélice et dans celle des gâteaux Napolitain de Lu.

Certains additifs cités ci-dessus sont également présents dans la composition des Pépito ou encore de certaines glaces Côte d'Or, selon les listes d'ingrédients consultables sur les sites de Monoprix.

J-C – Pourquoi ne les interdisent-ils pas ? Pour autant, ils continueront d'empoisonner la population et en priorité les enfants.

BFMTV - Dans son communiqué de presse, l'Inserm reconnaît que l'étude publiée ce jeudi est "*une unique étude observationnelle, qui ne peut donc pas établir de causalité à elle seule*".

Par ailleurs, les scientifiques "*reconnaissent certaines limites à cette étude*", poursuit l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, comme la proportion élevée de femmes (79%) dans l'échantillon.

"*Si ces résultats doivent être reproduits dans d'autres études à travers le monde, ils apportent de nouvelles connaissances clés au débat sur la réévaluation de la réglementation relative à l'utilisation des additifs dans l'industrie alimentaire, afin de mieux protéger les consommateurs*", plaident Mathilde Touvier, directrice de recherche à l'Inserm, et Bernard Srour, professeur junior à INRAE, principaux auteurs de l'étude.

J-C – Tu parles, l'Inserm est à la botte des trusts agro-alimentaires et pharmaceutiques, il a eu l'occasion de l'illustrer lors de l'épisode covid-19.

Les biologistes ont déterminé depuis longtemps que plus une molécule était présente en faible quantité, plus son pouvoir s'accroît, ce qui explique pourquoi l'homéopathie fonctionne notamment, c'est aussi le principe même employé dans la pharmacopée allopathique ou autres, dans ce qu'ils appellent aussi les vaccins.

On peut aussi citer un virus ou une bactérie dont un segment ou une propriété active est parfois en cause, et qui se mesure en nanomètre, en milliardième de mètre. Dès lors, il va de soi que toutes les molécules chimiques de synthèse que l'on trouve dans les aliments transformés ou non et les boissons, exercent une action sur les cellules du corps humain, dont la plupart du temps on ignore la nocivité, donc à éviter autant que faire se peut.

Pour illustrer mon commentaire précédent.

Les microbes du sol génétiquement modifiés pourraient avoir des *"conséquences irréversibles"*, selon un nouveau rapport - Mondialisation.ca, 10 septembre 2023

Le projet des grandes entreprises agrochimiques de développer des microbes du sol génétiquement modifiés pour servir de pesticides et d'engrais est une "*expérience génétique à ciel ouvert qui pourrait avoir des conséquences irréversibles*", selon un rapport publié mardi par les Amis de la Terre.

https://www.mondialisation.ca/les-microbes-du-sol-genetiquement-modifies-pourraient-avoir-des-consequences-irreversibles-selon-un-nouveau-rapport/5681156?doing_wp_cron=1694405733.7667100429534912109375

France. L'allongement de la durée de la vie serait un progrès. De quoi, de la cruauté ? Du capitalisme. Crime d'Etat ordinaire sous une dictature.

Var : un touriste allemand retrouvé mort dans sa voiture après 4 heures d'attente aux urgences - leparisien.fr 12 septembre 2023

Est-ce le symptôme d'un service public à l'agonie ? Un touriste allemand de 57 ans a été retrouvé mort dans sa voiture à Gassin (Var), jeudi, après avoir attendu plus de quatre heures aux urgences avant de quitter l'hôpital, rapporte BFM Toulon Var, confirmant une information de Nice-Matin. « *Pour l'heure, il n'est pas déterminé si ce sont les médecins qui lui ont demandé de quitter l'établissement ou s'il est parti volontairement* », indiquent nos confrères de BFM.

Selon Nice-Matin, l'homme se serait présenté tôt jeudi matin au centre hospitalier pour de fortes douleurs. Mais l'établissement fonctionnait à ce moment-là en mode adapté, c'est-à-dire qu'il ne prenait en charge que les personnes dont le pronostic vital est engagé, sur recommandation du Samu ou du Smur.

On lui aurait alors conseillé d'attendre l'ouverture, à 10 heures, du Centre de soins non programmé du pôle de santé. A-t-il mal compris ? A-t-il abandonné ? Le quinquagénaire allemand ne s'est en tout cas jamais présenté au CSNP. En l'absence d'obstacle médico-légal, aucune enquête n'a été ouverte à la suite du drame. leparisien.fr 12 septembre 2023

Crime avoué déjà à moitié pardonné.

Une personne sur mille vaccinée contre le Covid souffrirait d'effet secondaire - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Deux après le lancement de la campagne de vaccination contre la covid, les bilans s'ajoutent les uns aux autres. Certains font état d'effets indésirables dans certaines circonstances. Ainsi, une personne sur mille a déclaré un effet indésirable des vaccins à ARN messager. C'est essentiellement des cas de myocardites, de la tension artérielle et des troubles menstruels. Pour autant, l'Agence National du Médicament ne remet pas en cause l'efficacité de ces vaccins.

Pour autant, les études ne sont pas terminées. L'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé et le réseau régional de pharmacovigilance ont placé sous surveillance différents signaux potentiels comme les Zona, les troubles du rythme cardiaque, les maladies des reins, du pancréas ou encore du foie.

Mais d'autres pathologies moins communes sont également gardées à l'œil par les chercheurs telle que la survenue d'une polyarthrite rhumatoïde, de maladies rares du sang ou du système nerveux ainsi que la surdité et le déséquilibre du diabète.

Une surveillance toujours de rigueur mais, fort heureusement, depuis plusieurs mois, aucun nouveau signal alarmant n'a été rapporté.

J-C - Toujours dans le déni, c'est dans leur nature malfaisante. Finalement ils sont obligés de convenir que ces substances entraînent une multitude d'effets secondaires qui peuvent être graves, aux conséquences irréversibles ou causant la mort, ce qu'ils évitent soigneusement de mentionner.

Leur méthode consiste à nier l'évidence durant toute une période, aussi longtemps qu'ils le peuvent, alors qu'ils disposent de toutes les données sur l'évolution de la situation sanitaire en temps réel, mais comme une partie d'entre elles contrarient leur récit frauduleux, ils les censurent. Ils ne les rendront publiques qu'une fois atteint leur objectif. Et pour parer à toute accusation ou critique ou se dédouaner de toute responsabilité ou complicité lorsque la situation prendra une mauvaise tournure, ils affirmeront qu'ils avaient toujours fait preuve d'honnêteté et avoir agi uniquement en fonction des éléments qui avaient été portés à leur connaissance. C'est évidemment un grossier mensonge qu'ils peuvent oser, sachant qu'il sera couvert par l'autocensure des médias et des autorités. Et pour se blanchir ou s'auto blanchir, ils assurent que ce serait leur faire un procès d'intention de leur reprocher de ne pas avoir pris en compte des faits que tout le monde ignorait, ce qui est faux également, sans que personne ne s'y attardera, j'entends les médias mainstream qui chaque jour délivrent leur poison dans chaque foyer.

Pour autant les sadiques criminels continuent de sévir en toute impunité.

Covid-19 : Le Canada approuve le vaccin actualisé de Moderna ciblant les nouveaux variants - AFP/20 Minutes 13 septembre 2023

La pandémie est terminée mais le coronavirus n'a pas pour autant disparu. Le Canada a donc approuvé mardi le vaccin actualisé de Moderna ciblant les nouveaux variants du Covid-19 et poursuit son évaluation d'autres vaccins en vue de combattre les infections au coronavirus, une fois de plus en hausse.

Cette annonce survient au lendemain de l'approbation par les Etats-Unis d'une version mise à jour des vaccins de Pfizer et Moderna, mieux adaptée aux variants actuellement en circulation.

La plupart des Canadiens ont reçu au moins deux doses de vaccin anti-Covid, mais la protection diminue avec le temps. Seule une faible proportion de la population canadienne a reçu une dose de rappel jusqu'à présent cette année.

Les autorités sanitaires espèrent que la population se fasse vacciner en grand nombre après une saison 2022-2023 marquée par des hôpitaux bondés de patients atteints de la grippe, du

Covid-19 et du virus respiratoire syncytial (VRS) qui touche particulièrement les enfants en bas âge. AFP/20 Minutes 13 septembre 2023

Un diluant "*dangereux*" présent dans certains vaccins anti-Covid-19 ? Entretien choc avec Patrick Jaulent - France-Soir 05 septembre 2023

Patrick Jaulent est docteur en électronique, diplômé d'une université américaine, conférencier international et ancien directeur d'une agence de cybersécurité. Auteur de l'ouvrage "*Dilutions mortelles en toute impunité ?"*, publié en autoédition (2023), cet expert en criminalité électronique interroge sur la présence d'un "diluant" catégorisé comme "*dangereux*" dans les vaccins anti-Covid-19. Une révélation qu'il étaye sur la base de documents issus d'administrations officielles, notamment américaines, dont la FDA (Food and Drug Administration) ou la BARDA (Biomedical Advanced Research and Development Authority).

Cette présence préoccupante ne doit rien au hasard, selon Jaulent. Son origine s'expliquerait en premier lieu par la dénaturation du processus de contrôle et d'évaluation des risques des produits médicamenteux issus de l'industrie pharmaceutique aux États-Unis.

Selon ce spécialiste en cybercriminalité, une volonté politique se serait mise à l'œuvre pour faire évoluer les lois relatives à la régulation du secteur. Conséquence ? Une déresponsabilisation des laboratoires vis-à-vis de l'utilisation ou l'injection de leurs nouvelles molécules, vaccins ou autres thérapies. Autrement dit, les industriels se retrouveraient à l'abri de poursuites quant aux effets secondaires de leurs produits.

Patrick Jaulent, qui dénonçait dans son précédent ouvrage ("Un monde de menteur", 2021, autoédité) un "*sacrifice*" de la jeunesse, confinée et contrainte à la vaccination au prétendu profit des personnes fragiles et plus âgées, a été exposé à des menaces à cause de ses propos.

Avec courage, il reprend son travail d'enquête particulièrement appliqué et alerte sur un composé chimique présent d'après ses recherches dans les vaccins anti-Covid-19. Un "*diluant*" qui aurait un lien "*contractuel*" avec l'OTAN et le Département de la Défense des États-Unis (DoD).

Un troublant produit qui doit d'après lui faire l'objet d'un débat public, ne serait-ce que pour étudier le risque possible de son utilisation sur la santé humaine. Patrick Jaulent, qui n'a aucun conflit d'intérêts avec le monde de la pharmacie ou du médicament, indique mener cette enquête "*pour ses enfants*".

Ce citoyen, qui n'est "*pas contre les vaccins*", veut juste être au courant de leur exacte composition, en toute transparence.

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/diluant-dangereux-present-vaccins-covid-jaulent

---

Capitalisme de connivence ou corruption au sommet de l'Etat

Quel petit monde corrompu ! Moderna embauche un fonctionnaire britannique qui a négocié les contrats de vaccins Covid - Mondialisation.ca, 10 septembre 2023

L'ancien médecin-chef adjoint du Royaume-Uni, Jonathan Van-Tam, qui, pendant la pandémie de Covid-19, est devenu un nom connu au Royaume-Uni en raison de ses exposés publics sur l'évolution du virus, a récemment rejoint Moderna, le fabricant du vaccin Covid-19, en tant que consultant médical principal.

Connu sous le nom de "*JVT*", M. Van-Tam a été fait chevalier pour le service public qu'il a rendu en tant que membre du groupe de travail sur les vaccins du gouvernement britannique, qui a pris des décisions sur les contrats d'approvisionnement en vaccins Covid-19 et sur les investissements dans la fabrication de vaccins.

Pour le commentateur politique Russell Brand, il s'agit là de la preuve d'une "*porte tournante*" corrompue entre les gouvernements et les grandes sociétés pharmaceutiques, qui enrichit quelques-uns aux dépens des contribuables.

https://www.mondialisation.ca/quel-petit-monde-corrompu-moderna-embauche-un-fonctionnaire-britannique-qui-a-negocie-les-contrats-de-vaccins-covid/5681161?doing_wp_cron=1694408667.0464169979095458984375

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

J-C – Oui, Volodymyr Zelensky est un juif suppôt de néonazis.

Nazis : Volodymyr Zelensky aux côtés du « *führer blanc* » - Réseau Voltaire 8 septembre 2023

Sur son compte personnel Telegram, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a posté une courte vidéo (voir au bas de cette page) de sa visite avec son chef de cabinet aux troupes de Bakhmut.

On l'y voit avec le « *führer blanc* », Andriy Biletsky, chef militaire des « *nationalistes intégraux* » ukrainien. Selon ce dernier la mission de l'Ukraine est de « *mener les races blanches du monde dans une croisade finale… contre les Untermenschen [les sous-humains] dirigés par les sémites* ».

Le « *nationalisme intégral* » est une idéologie imaginée par l'Ukrainien Dmytro Dontsov (1883-1973) à partir de celle de celle du Français Charles Maurras. Il l'a développée autour d'une haine des juifs et des Russes. D'abord agent secret du Reich, Dontsov est devenu durant la Seconde Guerre mondiale un des principaux organisateurs de la solution finale des questions juives et tsiganes en tant qu'administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich à Prague. Il n'a pas été jugé à Nuremberg, mais recyclé par la CIA. Contrairement à ce qu'indique mensongèrement sa notice Wikipedia, il n'est pas mort au Canada, mais aux États-Unis à South River.

Après avoir fondé le régiment Azov et essuyé la défaite de Marioupol, Andriy Biletsky a créé une unité d'infanterie mécanisée, la 3e brigade d'assaut. C'est elle qui, aujourd'hui, est la principale unité ukrainienne impliquée dans la bataille de Bakhmut.

La Russie affirme mener une intervention militaire spéciale en Ukraine afin de la dénazifier. Cependant, elle a aligné la société militaire privée Wagner face aux néo-nazis du régiment Azov à Marioupol, puis de la 3e brigade d'assaut à Bakhmut. Or, le groupe Wagner, propriété d'Evgueni Prigojine, était commandé par un admirateur russe du III° Reich, Dmitri Outkine. Le Kremlin vient de l'éliminer à la suite d'un affrontement interne qui a été décrit par la presse occidentale comme une tentative de coup d'État.

Andriy Biletsky a rendu obligatoire à tous ses hommes de lire et d'étudier les écrits de Dmytro Dontsov. En outre, il voue un culte à l'homme de main de Dontsov, Stepan Bandera, qui massacra plus d'un million et demi d'Ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale. Bandera, lui aussi, ne fut pas jugé à Nuremberg mais fut récupéré par la CIA. Il dirigea les émissions ukrainiennes de Radio Free Europe depuis Munich durant la Guerre froide.
« *En plaçant à la tête de l'Ukraine un homme d'origine juive [Volodymyr Zelensky], issu d'un milieu juif, les dirigeants occidentaux ont voulu dissimuler l'essence inhumaine qui se trouve au fondement de l'État ukrainien d'aujourd'hui (…) Cela rend toute cette situation ignoble au plus haut point. Car nous avons ici un Juif qui cautionne la glorification du nazisme et ceux qui ont orchestré le génocide juif en Ukraine, ayant causé la mort d'un million et demi de personnes* », a déclaré le président russe, Vladimir Poutine, lors de la réunion du Comité Pobiéda, la semaine dernière. Réseau Voltaire 8 septembre 2023

Pour autant, avez-vous entendu un dirigeant de la Nupes appeler à rompre avec les Etats-Unis et les autorités ukrainiennes ? Aucun.

Ukraine: les Etats-Unis vont fournir des munitions controversées à Kiev, Moscou dénonce l'"*inhumanité*" de Washington - AFP 7 septembre 2023

La fourniture à Kiev de munitions à l'uranium appauvri, prévue dans une aide d'un milliard de dollars supplémentaires annoncée par le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, montre "*l'inhumanité*" de Washington, a fustigé Moscou dans la nuit de mercredi à jeudi.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, l'ambassade de la Russie à Washington a condamné cette décision qui, selon elle, est "*un signe clair de l'inhumanité*" des Etats-Unis. AFP 7 septembre 2023

Lu à propos des munitions à l'uranium appauvri.

Les États-Unis sont en train de délibérément transférer des armes qui frappent sans discernement, ignorant délibérément les conséquences dévastatrices. Les munitions à l'uranium appauvri créent des explosions qui engendrent un nuage radioactif meurtrier. De petites particules d'uranium se déposent dans les voies respiratoires, les poumons,

l'œsophage, et s'accumulent dans les reins et le foie, provoquant le cancer et perturbant les fonctions vitales du corps.

L'ambassadeur russe rappelle à juste titre les conséquences tragiques de l'utilisation de telles armes par les États-Unis en Irak et dans les Balkans, où des milliers de civils ont souffert de cancers dévastateurs.

Pourtant, les États-Unis continuent d'ignorer ces horreurs, affirmant que cette livraison est destinée à soutenir les forces ukrainiennes. Cependant, l'ambassade russe souligne que cette décision ne changera pas le cours de l'opération militaire spéciale menée par les forces russes. Ils continueront méthodiquement à détruire les armes fournies au régime de Zelensky.

Cela révèle le véritable visage de l'administration américaine, qui se montre profondément indifférente tant au sort de l'Ukraine qu'à l'avenir de la région européenne.

Les armes à uranium appauvri – Jalons pour une interdiction - grip.org 2002

Utilisées pour la première fois contre l'Irak, plus récemment dans les Balkans, les armes à uranium appauvri ont suscité un immense débat. Les premiers à tirer la sonnette d'alarme ont été les militaires, ou plutôt les vétérans. Ils soupçonnent cette substance radioactive toxique d'être à l'origine des maux dont souffrent de nombreux soldats : douleurs musculaires, infections respiratoires, cancers…

L'inquiétude des médecins irakiens, confrontés à un taux dramatiquement élevé d'enfants morts-nés, souffrant de leucémies ou de malformations, va dans le même sens.

Assez paradoxalement, les experts «*indépendants*» – mais «*choisis*» de manière consciencieuse -, mandatés par les organisations internationales et les gouvernements, se retranchent derrière un consensus affirmant, au pire, l'innocuité totale de ces armements, au mieux, la nécessité de poursuivre les recherches. Cette pensée unique et rassurante n'est pas partagée par l'ensemble de la communauté scientifique. Loin de là. Nombreux sont ceux qui que les erreurs, amalgames et omissions de ces rapports officiels irritent et dérangent. Ce livre leur donne la parole.

Toxicologue, physicien, juriste ou économiste, chacun apporte dans cet ouvrage son analyse, critique et tranchante. À partir d'une argumentation rigoureuse sur les plans juridique et scientifique, les auteurs plaident pour un débat démocratique préalable à toute utilisation d'armes nouvelles. Et dans ce dossier-ci, ils arrivent à la conclusion que les munitions à uranium appauvri doivent être interdites. Car, vu le nombre d'incertitudes, c'est le principe de précaution qui doit prévaloir. (Ont contribué à cet ouvrage Bruno Barrillot, Corinne Castanier, Bruno Chareyron, Christophe De Brouwer, Luc Mampaey, Claudine-Mariko Richard et Nicolas Tavitian.)

https://www.grip.org/product/les-armes-a-uranium-appauvri-jalons-pour-une-interdiction/

Désinformation sur la radioactivité de l'uranium appauvri - CRIIRAD 27 mars 2023

Suite à l'actualité de mars 2023 sur l'envoi possible d'armes à l'uranium appauvri en Ukraine, la CRIIRAD revient sur la désinformation sur la radioactivité de l'uranium appauvri.

Interviewé le 27/3/2023 à 9H40 sur LCI, Bruno Chareyron a pu contredire un amiral qui affirmait que « *l'uranium appauvri a moins de radioactivité qu'un granite de Bretagne* ». En effet, la radioactivité totale d'une tête d'obus à l'uranium appauvri est de plusieurs dizaines de millions de Bq/kg quand celle du granite est de quelques milliers de Bq/kg.

https://youtu.be/xP-sqP-MsUQ

Les discours scientifiquement erronés sur la radioactivité de l'uranium appauvri sont à l'origine de la banalisation de l'utilisation de cette matière pour des usages civils et militaires. Voir l'ouvrage « *Les armes à l'uranium appauvri, jalons pour une interdiction* » auquel la CRIIRAD a contribué.
https://www.grip.org/product/les-armes-a-uranium-appauvri-jalons-pour-une-interdiction/

Dans le film documentaire "*Dans les poubelles des marchands d'armes*" de Sophie Le Gall et Linda Bendali (2012) qui porte sur les impacts sanitaires liés à des tests d'armes près de Bourges, ainsi que sur le centre militaire de Salto Di Quirra en Sardaigne, Bruno Chareyron, directeur du laboratoire de la CRIIRAD effectue des mesures sur un obus contenant de l'uranium appauvri puis sur un objet contenant du thorium 232.

https://www.youtube.com/watch?v=uP_UECJBc9o

(extrait du documentaire)

Dans cet extrait vidéo, des mesures sont effectuées avec un scintillomètre gamma sur un obus à l'uranium appauvri. Le débit de dose gamma est 50 fois supérieur au bruit de fond. D'autres mesures (qui n'apparaissent pas dans la vidéo) montrent que le débit de dose beta-gamma à la peau est de 2 000 microSieverts par heure (TLD LiF CENG) soit 20 000 fois le niveau naturel. A 30 centimètres, le débit de dose beta-gamma à la peau est encore de 25 µSv/h (TLD LiF CENG).

La CRIIRAD s'est battue (avec succès) pour que l'utilisation de l'uranium appauvri soit interdite dans les biens de consommation courante en France. Mais des personnes possèdent encore (sans en être conscientes), des objets divers (pendentifs, tableaux, carreaux) qui contiennent des colorants à base d'uranium appauvri.

Pour en savoir plus :

https://www.youtube.com/watch?v=6S_2JZ4LZ7M&t=859s

Voir aussi la vidéo de 2023 où des mesures sont effectuées avec un contaminomètre alpha-bêta-gamma sur un carreau coloré avec des pigments d'uranium appauvri. Il contient moins de 0,5 grammes d'uranium appauvri quand un obus contient des centaines de grammes, voire plusieurs kilogrammes.

https://www.youtube.com/shorts/dJW2zvXRf0Q

Russie.

Moscou exige des excuses de Paris pour son acte "*raciste*" à l'encontre d'une journaliste russe - fr.sputniknews.africa 10 septembre 2023

L'Élysée doit s'excuser pour avoir brutalement refusé à une journaliste russe l'accès à la conférence de presse d'Emmanuel Macron au sommet du G20, a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe. Condamnant cet acte de l'équipe Macron, celle-ci l'a qualifié de "*nationalisme agressif basé sur la discrimination raciale*".

Moscou condamne Paris et demande des excuses pour ne pas avoir autorisé les journalistes russes à la conférence de presse du Président français à New Delhi ce 10 septembre, a dénoncé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères sa chaîne Telegram.

"*La rédactrice en chef du portail d'information Russia News, Ekaterina Nadolskaya, s'est vue aujourd'hui refuser brutalement l'accès à la conférence de presse du Président français Emmanuel Macron au sommet du G20 à New Delhi. De plus, les Français ont tenté de casser son téléphone portable*", a fait part Mme Zakharova.

Elle a rappelé que la raison de cette discrimination a été explicitement communiquée à la journaliste par un employé du service de presse français, notamment l'appartenance de celle-ci aux médias russes.

"*Cet incident est une manifestation flagrante de racisme et de nationalisme agressif car il repose sur un acte de discrimination fondée sur la nationalité*", a tranché la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères avant d'ajouter que Moscou "*exige de la part du palais de l'Élysée des excuses auprès de cette journaliste".*

"*Chasse aux sorcières*" à l'encontre des médias russes

Selon elle, Paris avait lancé une véritable "*chasse aux sorcières*" dans son propre espace d'information et a éliminé la présence des médias russes en créant des conditions insupportables pour leur travail.

Une telle politique, "imprégnée de mensonges, d'arrogance et d'un complexe d'exclusivité", finira par jouer contre ses partisans, a précisé Maria Zakharova.

"Nous ne pouvons pas et n'ignorerons pas humblement le fait que l'avant-garde des pseudo-démocraties occidentales, cette fois en la personne de la France, a donné une fois de plus l'exemple d'une discrimination raciale et de violations des principes fondamentaux de la démocratie", a-t-elle martelé.

Les représentants de 11 médias français sont actuellement accrédités en Russie et ils ont tous un accès libre aux événements de presse du ministère russe des Affaires étrangères, a ajouté la porte-parole de la diplomatie russe. Selon elle, personne n'a empêché le correspondant de

l'Agence France-Presse accompagné d'un caméraman d'assister aujourd'hui à la conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue du sommet du G20. fr.sputniknews.africa 10 septembre 2023

Xénophobie ou russophobie d'Etat contagieuse.

Un chef de Sputnik expulsé de Moldavie, le directeur de Rossiya Segodnya réagit - fr.sputniknews.africa

Selon le journaliste Vitaly Denisov, les agents du service migratoire moldave sont venus chez lui à Chisinau et l'ont emmené à l'aéroport sans lui laisser emballer ses affaires. Dmitri Kisselev a dénoncé "*la politique destructive du gouvernement de la Moldavie*".
L'incident est un exemple d'une campagne de persécutions contre les journalistes russes en Europe. Ceux-ci sont cibles d'une attaque massive de la part des pays occidentaux.

G20

G20 : l'Union africaine devient officiellement membre permanent - AFP/LePoint.fr 9 septembre 2023

L'Union africaine a officiellement pris place en tant que nouveau membre du G20 samedi, à l'invitation de l'hôte du sommet à New Delhi, le Premier ministre indien, Narendra Modi. L'élargissement de l'Union africaine au « *G21* » est une victoire diplomatique notable pour Narendra Modi.

« *L'Inde a proposé d'accorder le statut de membre permanent du G20 à l'Union africaine. Je crois que nous avons l'accord de tous sur ce point* », a déclaré Narendra Modi dans son discours d'ouverture du sommet. « *Avec l'approbation de tous, je demande au chef de l'UA de prendre place en tant que membre permanent du G20* », a déclaré Narendra Modi dans son allocution d'ouverture du sommet. AFP/LePoint.fr 9 septembre 2023

J-C – Le G20, c'est le bal des pantins, c'est de la com pour la galerie, le pouvoir est ailleurs ou les choses sérieuses se décident ailleurs…

L'Occident a subi "*un coup dur*" au sommet du G20 en Inde, selon FT - fr.sputniknews.africa 9 septembre 2023

La déclaration finale du sommet du G20 en Inde a été "un coup dur" pour les pays occidentaux en raison de l'absence de consensus quant à la situation en Ukraine, écrit un observateur du journal britannique Financial Times.

"*Cette déclaration, élaborée pendant des semaines de négociations entre diplomates, a été un coup dur pour les pays occidentaux, qui ont passé l'année dernière à essayer de persuader les*

pays en développement de condamner Moscou et de soutenir l'Ukraine", lit-on dans le journal. fr.sputniknews.africa 9 septembre 2023

Afrique.

Le rejet de la France en Afrique francophone sanctionne 12 ans de trahisons par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 septembre 2023

Rien ne survient par hasard en politique. Les Français ne comprennent pas pourquoi les Africains francophones les rejettent soudainement. Ils se consolent en accusant la Russie de sombres machinations. En réalité, ils récoltent uniquement les fruits de ce qu'ils ont semé depuis 12 ans. Cela n'a rien à voir avec ce que furent le colonialisme et la Françafrique. C'est exclusivement la conséquence de la mise à disposition de l'armée française à la stratégie états-unienne.

https://www.voltairenet.org/article219656.html

L'Afrique indépendante et souveraine aux services des peuples africains, ce n'est pas pour demain !

L'Afrique enfin unie dans la lutte contre le dérèglement climatique - lepoint.fr 7 septembre 2023

CAP. Finance verte, crédits carbone, COP28 : à l'issue du Sommet africain sur le climat, les chefs d'État ont adopté une déclaration commune et accéléré l'agenda africain.

« *L'Afrique possède à la fois le potentiel et l'ambition d'être un élément essentiel de la solution mondiale au changement climatique* », affirment les participants dans leur déclaration finale commune, baptisée « *déclaration de Nairobi* », un texte de huit pages. lepoint.fr 7 septembre 2023

Mali.

Le Mali suspend les exportations de lithium - afriquemedia.tv 6 septembre 2023

Une correspondance a été reçue du ministère malien des Mines pour suspendre les opérations d'expédition directe de minerai à Goulamina , indique le communiqué.

La raison: le pays veut commencer à fournir du concentré de lithium, plus rentable, à l'étranger à partir de 2024, d'après la société australienne Leo Lithium. Goulamina exploite un gisement dans la région de Kayes, situé à environ 150 km de Bamako. Il s'agit de l'un des plus grands d'Afrique.

Plus tôt, Bloomberg avait indiqué que la production de lithium sur le continent africain devrait être multipliée par plus de 30 d'ici 2027: les exportations pourraient donc correspondre à 12% de l'offre mondiale. afriquemedia.tv 6 septembre 2023

RDC.

La RDC demande le départ de la MONUSCO - apr-news.fr 7 septembre 2023

Pour la RDC, la présence prolongée de la MONUSCO sur son territoire est perçue comme une entrave à sa pleine souveraineté.

Le pays aspire à assumer le plein contrôle de ses affaires internes, notamment face à la montée des groupes armés et des tensions régionales.

La volonté de Kinshasa de diriger la sécurité et le développement du pays est au cœur de cette demande de retrait anticipé. « *Après tant d'années, tant de milliards dépensés, où sont les résultats tangibles?* »

« *Les groupes armés, dont le M23 et les forces rwandaises, continuent de sévir, notamment dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu* », a déclaré Christophe Lutundula, vice-Premier Ministre et ministre des Affaires étrangères

La présence de la MONUSCO en RDC s'étale sur deux décennies, et malgré cela, la stabilité reste insaisissable. Les groupes armés continuent d'opérer, et les zones clés restent déchirées par les conflits.

Le gouvernement congolais remet en question le rôle et l'efficacité de la MONUSCO, se demandant si après tant d'années et d'investissements, les résultats escomptés sont réellement au rendez-vous.

Si le gouvernement congolais exprime des réserves quant à la MONUSCO, cela ne signifie pas la fin de la collaboration avec les Nations Unies.

La RDC semble déterminée à explorer de nouveaux mécanismes de collaboration, mieux adaptés aux réalités et aux défis contemporains du pays.

Cela suggère une volonté de repenser et d'adapter le partenariat pour un impact plus significatif.

L'avenir de la MONUSCO en RDC dépendra en grande partie du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Alors que la RDC a clairement exposé ses préoccupations, l'ONU doit évaluer les implications d'un retrait prématuré.

La balance entre respecter les souhaits de la RDC et assurer la sécurité et la stabilité régionales sera délicate à trouver. apr-news.fr 7 septembre 2023

Gabon.

Gabon : le Premier ministre de transition favorable à un délai de "*24 mois*" avant l'organisation d'élections - BFMTV 11 septembre 2023

Un délai de deux ans avant les élections libres promises au Gabon par les militaires ayant renversé le président Ali Bongo est un "*objectif raisonnable*", a estimé dimanche auprès de l'AFP le Premier ministre de transition.

"*Il est bon de partir sur un objectif raisonnable en disant: nous avons le souhait de voir le processus aboutir en 24 mois pour qu'on puisse revenir à des élections*", a déclaré Raymond Ndong Sima. BFMTV 11 septembre 2023

Gabon : le Président de la Transition s'entretient avec le chef de file de l'opposition - afriquemedia.tv 6 septembre 2023

« *Aujourd'hui, je me suis rendu au domicile du professeur Albert Ondo Ossa, avec lequel j'ai pu échanger en toute convivialité et dans un esprit de franchise et de constructivité* », a déclaré Brice Oligui Nguema sur son compte de la plateforme X (ex-Twitter).

Commentant sa rencontre avec le président de la transition, Albert Ondo Ossa a, pour sa part, déclaré sur son compte officiel sur X : « *Mes chers compatriotes, Aujourd'hui à mon domicile, j'ai pu en toute intimité et collégialité m'entretenir avec le Président de la Transition et la restauration des institutions* ».

Et d'ajouter : « *Osons croire à un avenir meilleur et resplendissant pour notre cher pays, le Gabon* ». afriquemedia.tv 6 septembre 2023

Niger.

Niger : Le chargé d'Affaires de l'ONU alerte sur des «*violations*» de la France et de la CEDEAO - aa.com.tr 8 septembre 2023

Le chargé d'Affaires de la mission permanente de l'ONU (Organisation des Nations unies) au Niger a fait état de «*violation du droit international contre le Niger*», commise par le Gouvernement français et la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Dans le préambule d'un courrier adressé au Conseil de sécurité des Nations unies, le 28 août dernier, et révélé par le chercheur Julien Antouly, le Chargé d'affaires par intérim de la mission du Niger à l'ONU, Idrissa Aboubacar Daddo note «*que depuis le changement de régime intervenu le 26 juillet 2023, la République du Niger fait face à des sanctions des Organisations régionales et sous-régionales dont certaines d'entre elles sont contraires au*

droit desdites organisations internationales, au droit international général et à la Charte des Nations unies, mesures qui ne sont pas sans conséquence sur la vie des populations nigériennes. La République du Niger fait l'objet également d'actes graves qui sont de nature à porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales par la République Française».

Violations de la CEDEAO

Comme le précise le chercheur Julien Antouly, le chargé d'Affaires de l'ONU, dénonce les sanctions adoptées par la CEDEAO, dont certaines dépassent les mesures prévues par les textes de l'organisation, notamment la fermeture des frontières et la suspension des transactions commerciales, qui sont prises en violation des textes de la CEDEAO.

Dans son courrier, Aboubacar Daddo dénonce également les menaces d'interventions de la CEDEAO, qui constituent une «*violation de l'interdiction du recours à la force*», en raison du non-respect des règles procédurales du Protocole de Lomé ainsi que de l'absence d'autorisation du Conseil de sécurité des Nations Unies.
Violations de la France

La Mission dénonce également une série «*d'actes graves qui sont de nature à porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales par la République Française*».

Parmi ces violations commises par la France, figure notamment «*la recherche des voies et moyens pour intervenir militairement au Niger*», en coordination avec «*les anciennes autorités nigériennes*», ainsi que le refus de reconnaître la décision des autorités nigériennes de rappel de l'ambassadeur du Niger à Paris, mais aussi le refus français de reconnaître la dénonciation des «*accords de coopération et arrangement technique dans les domaines de la défense et de la sécurité*», soit son refus de rapatrier les 1500 soldats français présents sur le territoire nigérien.

Le chargé d'Affaires de la mission permanente de l'ONU au Niger a également dénoncé le «*comportement des forces françaises sur le territoire nigérien et de leurs complices terroristes*».

«*En effet, le 09 août 2023, aux environs de 06 h 30, le détachement de la Garde nationale du Niger (GNN) de Bourkou-Bourkou (30 km du site aurifère de Samira) a fait l'objet d'une attaque. À travers une communication directe avec les partenaires occidentaux, le comportement des forces françaises a été fustigé, pour avoir, de façon unilatérale, libéré des éléments terroristes prisonniers. Ces derniers ont été regroupés dans une vallée du village de Fitili (28 km nord-ouest de Yatakala) où une réunion de planification s'est tenue dans l'objectif d'attaquer ces positions militaires dans la zone des trois frontières. Les chefs d'éléments terroristes, au nombre de seize, ont été appréhendés dans trois opérations dont deux en territoire nigérien et un en territoire malien*», peut-on lire dans le courrier adressé au Conseil de sécurité des Nations unies.

À travers son courrier, le chargé d'Affaires dénonce également «*la violation répétée et continue de l'espace aérien nigérien*» par les forces aériennes françaises.

Pour rappel, suite à la prise de pouvoir par les militaires au Niger le 26 juillet dernier, l'ambassadeur de France au Niger, Sylvain Itté a été sommé, par les militaires au pouvoir, de

quitter le Niger dans un délai de 48 heures. Un ultimatum, lancé le 27 août, auquel la France a refusé de se conformer, incitant son représentant à ne pas quitter le sol nigérien et rejetant catégoriquement les exigences d'un pouvoir qu'elle juge illégitime pour fonder une telle requête.

Les autorités nigériennes exigent également le départ des 1500 militaires français du territoire nigérien, une autre exigence à laquelle Paris refuse de se plier. aa.com.tr 8 septembre 2023

Putsch au Niger: le régime militaire accuse la France de préparer une "*agression*" - AFP/BFMTV 10 septembre 2023

"*La France continue de déployer ses forces dans plusieurs pays de la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, NDLR) dans le cadre de préparatifs d'une agression contre le Niger, qu'elle envisage en collaboration avec cette organisation communautaire*", a déclaré un membre du régime, le colonel-major Amadou Abdramane, dans un communiqué lu à la télévision nationale.

Selon le communiqué, le régime a constaté depuis le 1er septembre que "*deux aéronefs de transport militaire type A400M et un Dornier 328 ont été déployés en renfort en Côte d'Ivoire*", et que "*deux hélicoptères multirôles type Super Puma*" et "*une quarantaine de véhicules blindés" l'ont été "à Kandi et Malanville au Bénin*".

Un navire français au Bénin

"*Le 7 septembre 2023, un navire militaire français a accosté à Cotonou (Bénin, ndlr) avec à son bord, du personnel et des moyens militaires*", selon le communiqué.

Les généraux au pouvoir font également état d'"*une centaine de rotations d'avions militaires cargo ayant permis de débarquer d'importantes quantités de matériel et d'équipement de guerre au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Bénin, pour ne citer que ceux-là*".

Le régime a affirmé dans le communiqué que ces forces étaient désormais présentes "*illégalement*" au Niger. "*Le 1er septembre*", le "*chef d'état-major des armées du Niger a reçu à Zinder le commandant des forces françaises au Sahel pour discuter d'un plan de désengagement des capacités militaires françaises*", a-t-il indiqué.

Le régime dit avoir été informé d'"*une annonce de retrait (...) qui nous vient d'un niveau opérationnel et n'est donc portée ni par l'état-major des armées françaises, ni par le gouvernement français et n'a fait l'objet d'aucun communiqué officiel*". AFP/BFMTV 10 septembre 2023

Iran.

L'Iran achève une nouvelle phase dans le plus grand gisement de gaz du monde - new.thecradle.co 28 août 2023

La semaine dernière, le président iranien Ebrahim Raisi a inauguré la 11 e et dernière phase du champ gazier de South Pars (SPGF). Cet événement a marqué une avancée significative dans le développement des ressources en gaz naturel du plus grand gisement de gaz naturel du monde, un domaine où l'Iran était considérablement en retard par rapport à son voisin du Golfe Persique, le Qatar. Cette expansion devrait accroître la consommation intérieure et stimuler les exportations de gaz iranien.

Le SPGF, un gigantesque gisement de gaz, contient environ 14 200 milliards de mètres cubes de gaz, soit 8 % des réserves mondiales totales de gaz, dont 47 % appartiennent à l'Iran. Il se trouve à 100 kilomètres des côtes et couvre une zone de 9 700 km², dont 3 700 km² sont sous le contrôle de l'Iran.

L'inauguration de la dernière phase est une réussite remarquable car elle s'est déroulée malgré les sanctions énergétiques unilatérales et sans la participation d'experts étrangers – un accomplissement salué par les médias iraniens comme un « *succès remarquable* » pour le gouvernement Raïssi.

La phase 11 du SPGF est restée partiellement achevée pendant plus de deux décennies. Étant située à la frontière d'un champ partagé avec le Qatar, chaque retard signifiait davantage de revenus gaziers pour Doha.

Au cours des 20 dernières années, diverses sociétés étrangères ont été chargées de mener à bien la phase finale, mais chaque effort est resté inachevé, souvent en raison des sanctions occidentales. Notamment, la société française TotalEnergies a été la principale entreprise sélectionnée pour ce projet de plusieurs milliards de dollars, après avoir conclu des contrats en 2000 et 2017 pour le développement de la phase 11.

Le SPGF est une pierre angulaire du secteur énergétique du pays. En moyenne, il produit 680 millions de CMD, couvrant 75 pour cent de la consommation iranienne de gaz, 40 pour cent de la production d'essence et 50 pour cent de la production d'électricité.

En outre, les différentes raffineries du sud contribuent environ 3,5 milliards de dollars par an aux revenus énergétiques du pays, fournissant ainsi de l'emploi à plus de 60 000 personnes.

Les premières étapes de la phase 11 propulseront la production de gaz à 15 millions de CMD. Alors que le projet est complètement achevé, l'objectif ultime est de 56 CMD, complétant la capacité de production existante de la SPGF.

De plus, l'achèvement de cette phase a amélioré les perspectives d'exportation de gaz de l'Iran. Avec la production de 56 millions de CMD, la phase 11 produira 290 millions de barils de condensats de gaz, 14 millions de tonnes de gaz liquéfié, 315 milliards de mètres cubes de gaz non corrosif, 12 millions de tonnes d'éthane et 2 millions de tonnes de soufre.

Grâce à cette capacité accrue, l'Iran peut établir une position crédible pour les futures négociations concernant l'approvisionnement en gaz de l'Europe, en particulier si la crise ukrainienne persiste pendant l'hiver prochain.

L'achèvement de la phase 11 stimule l'économie iranienne. Selon l'agence de presse officielle ISNA, ce projet devrait générer jusqu'à 10 000 emplois et injecter 20 milliards de dollars dans l'économie. En outre, cela promet de redonner un nouveau souffle au secteur pétrolier et gazier iranien en difficulté, aux prises avec des défis persistants liés aux sanctions et aux investissements étrangers limités.

L'augmentation de la capacité énergétique est sur le point de propulser les ports iraniens vers une plus grande prospérité, les plaçant sur un pied compétitif avec les Émirats arabes unis, Oman et l'Arabie saoudite. Même si l'Iran a encore un long chemin à parcourir pour égaler les capacités de ces ports du Golfe, ses propres capacités ont augmenté de façon impressionnante de près de 40 % en sept ans, de 2014 à 2021.

L'Iran compte 11 ports majeurs et plus de 90 % de son commerce extérieur s'effectue par le biais du transport maritime. Téhéran s'est fixé un objectif ambitieux : atteindre une capacité de manutention de fret de 500 millions de tonnes au cours des cinq prochaines années. L'augmentation de la production et des exportations d'énergie peut accélérer la réalisation de cet objectif.

https://new.thecradle.co/articles/iran-independently-completes-new-phase-in-worlds-largest-gas-field

---

Algérie.

Les terroristes bien hébergés par la «*Trial* » en Suisse - Mondialisation.ca, 05 septembre 2023

L'Algérie par la voix de son ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a réagi à la nouvelle provocation helvétique, actée par une accusation ciblant l'ancien ministre algérien de La Défense Nationale Khaled Nezzar. Une instrumentalisation de la justice visant l'Algérie et son ANP, digne héritière de l'ALN, un rempart infranchissable qui avait vaincu le terrorisme, dont certains de ses commanditaires retrouvent refuge en terre helvétique, bénéficiant au passage de toutes les commodités pour s'attaquer à l'Algérie, qui refuse de se plier au diktat du néocolonialisme et du sionisme.

Ainsi, il est clair que l'accusation du procureur fédéral helvétique ne vise nullement la personne de Khaled Nezzar, mais l'Algérie et sa politique souveraine, dans une conjoncture internationale versée vers des bouleversements annonciateurs de la naissance d'un nouvel ordre mondial multipolaire.

https://www.mondialisation.ca/les-terroristes-bien-heberges-par-la-trial-en-suisse/5681031?doing_wp_cron=1694407982.7388670444488525390625

Etats-Unis.

Qui dirige les Etats-Unis et ses vassaux, alliés ou semblables, qui détient réellement le pouvoir ?

J-C - C'est plus que de la fatigue, de la démence !

Joe Biden répond de manière confuse en conférence de presse, Karine Jean-Pierre obligée d'intervenir - Le HuffPost 12 septembre 2023

La porte-parole de la Maison Blanche a fini par interrompre le président américain en annonçant la fin de la conférence de presse dans la confusion générale.

Nouvelle bizarrerie au sujet du président américain. Ce lundi 11 septembre, le président des États-Unis Joe Biden s'est offert une nouvelle séquence intrigante autour de son état de forme lors d'une conférence de presse au Vietnam, après cinq jours de voyage en Asie.

À Hanoï, après la fin du sommet du G20 en Inde ce dimanche 10 septembre, Joe Biden répondait aux questions des journalistes sur divers sujets internationaux. Mais le chef d'État semblait déboussolé avant même de commencer à répondre, comme en atteste sa réflexion au moment de prendre le micro : « *On est le soir, n'est-ce pas ?* ».

Lors d'une question sur le changement climatique, l'allusion à un film avec John Wayne a visiblement rendu inquiet le personnel de la Maison Blanche, qui a finalement décidé de mettre un terme aux questions des journalistes face aux phrases incohérentes de Joe Biden.

Selon des propos rapportés par SkyNews, voici ce que répondait le président américain, visiblement fatigué : « *Vous savez, c'est… et l'un… l'un d'eux est… il y a… il y a un film sur John Wayne. C'est un éclaireur indien. Et ils essaient de ramener les… je pense que c'était les Apaches… une… une des grandes tribus d'Amérique dans la réserve* », commence par bafouiller le successeur de Donald Trump à la Maison Blanche.

« *Et l'éclaireur indien… l'Indien regarde John Wayne, désigne le soldat de l'Union et dit : 'C'est un soldat poney menteur à tête de chien'* », ajoute alors le président avant d'arriver à sa conclusion : « *Eh bien, il y a beaucoup de soldats poneys menteurs à tête de chien sur le réchauffement climatique* ».

Peu de temps après, lors d'une autre question le président américain a qualifié le Vietnam de pays « *du tiers-monde* », avant de se reprendre en le qualifiant de pays de l'« *hémisphère sud* ».

« *Nous en avons parlé lors de la conférence dans son ensemble, nous avons parlé de stabilité, nous avons parlé de veiller à ce que le tiers-monde, euh… Excusez-moi, le tiers-monde… le euh… l'hémisphère sud ait accès au changement* », a-t-il dit avant d'être interrompu par Karine Jean-Pierre, porte-parole de la Maison-Blanche.

Cette dernière a en effet coupé le micro de président, alors que ce dernier parlait toujours : « *Merci, c'est la fin de cette conférence de presse* », a-t-elle déclaré pour couper court aux très

nombreuses questions des journalistes. Quant à Joe Biden il s'est contenté d'ajouter : « *Je ne sais pas ce qu'il en est pour vous, mais moi je vais aller me coucher* ».

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 18 septembre 2023.

Encore une très riche causerie. Toujours rien de nouveau sous le soleil. Soit. J'écris ou partage ce que je pense, et je me fous de savoir à qui cela plaira ou non, on est libre ou indépendant ou non, n'est-ce pas ? Et ici on ne vous impose rien.

Ici le temps fait des caprices aussi, depuis quatre mois il pleut régulièrement, on n'y est pas habitué, généralement on reste 4 ou 6 mois sans voir une goutte de flotte, parfois davantage sans s'en inquiéter, on se dit que la pluie reviendra un jour ou l'autre. Les Indiens subissent leur sort, ils savent qu'ils ne peuvent pas le changer ou plutôt ils savent qu'ils ne savent pas comment faire pour avoir un avenir meilleur, les occidentaux non plus visiblement, ce qui ne les empêchent pas de croire qu'ils peuvent dicter leur volonté à l'univers tout entier, à la Terre toute entière, à tous les peuples, c'est là qu'ils se trompent lourdement. Ici on ne croit en rien ni en personne.

Ici on passe notre temps à observer et à nous instruire, à apprendre encore et encore en espérant que cela servira un jour à quelqu'un, forcément. On sait qu'on ne sait rien, du coup notre connaissance est supérieure à celle des élites empêtrées dans leurs contradictions, par crainte de colporter des connaissances qui nuiraient à leur statut social ou compromettraient leur carrière professionnelle, nulle crainte à avoir de ce côté-là chez nous.

La véritable connaissance ou science est pluridisciplinaire, il ne suffit pas de le proclamer, il faut le mettre en pratique dès qu'on aborde une discipline qui sort du champ de notre recherche ou de nos connaissances, y compris l'histoire ou la politique…

C'était hier, et ce sont les mêmes esclavagistes ou leurs descendants qui sont au pouvoir en occident.

J-C – Les plus jeunes l'ignorent, les plus vieux l'ont oublié pour ne pas troubler leur sommeil ou leur bonne conscience, le vrai, l'unique visage hideux et permanent du capitalisme depuis plus de deux siècles.

Comment les "*zoos humains*" sont-ils apparus en Occident à la fin du XIXe siècle? - fr.sputniknews.africa 12 septembre 2023

Le Président russe a dénoncé les zoos humains mis en place dans les pays occidentaux jusque dans les années 50. Des familles entières et des enfants y étaient exposés aux regards de tous, parfois en cage. Ce type de "*divertissement*" n'a disparu qu'au milieu du XXe siècle. Sputnik Afrique relate des cas flagrants de ce "*racisme civilisationnel*".

"*Des gens dans des cages ont été amenés d'Afrique vers des pays européens. Il est impossible de le regarder sans pleurer*", s'est exclamé ce 12 septembre le Président russe, attirant l'attention sur ce que les anciens colonialistes avaient fait avec les habitants de ce continent.
Des êtres humains exhibés dans des zoos étaient un spectacle que les sociétés occidentales des XIX-XX siècles offraient à leurs populations dans le but de mettre les différences et inégalités raciales en lumière.

Les plus grands zoos de ce type étaient organisés à Berlin, Bâle, Anvers, Londres et Paris. Les spectateurs venaient observer des sujets vêtus d'habits de pacotille, parfois exhibés aux côtés d'animaux sauvages.

Premier cas

Le premier exemple largement connu d'organisation de spectacles avec la participation de personnes venues de pays lointains est Saartjie Baartman, parfois prénommée Sarah Baartman, une jeune fille sud-africaine amenée au Royaume-Uni en 1810. Son apparence non européenne et ses fesses hypertrophiées ont suscité un grand intérêt auprès du public britannique.

Après le Royaume-Uni, la jeune fille a été transportée en France, où le montreur d'animaux exotiques Réauxa acquis les droits de la montrer au public. Pendant plus d'un an, elle a été "*exposée*" à Paris, et lorsque l'intérêt a diminué, elle a été chassée dans la rue, où elle a commencé à gagner de l'argent grâce à la prostitution. Elle est décédée d'une maladie inconnue en 1815. Après son trépas, ses restes ont été déposés dans des musées français et ce n'est qu'en 2002 qu'ils ont été transportés en Afrique du Sud et enterrés.

Expositions coloniales de villages

L'exposition de "*villageois*" avec des originaires d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie enfermés dans des clôtures et des cages spéciales lors de divers événements internationaux était largement pratiquée en Europe jusque dans les années 1950.

La 1ère exposition coloniale s'est tenue à Amsterdam en 1883. Les organisateurs de l'Exposition coloniale internationale ont recréé dans une enceinte spéciale un village d'Indiens du Surinam, censés montrer leur vie quotidienne au public.

Depuis lors, le phénomène des zoos humains s'est étendu à travers toute l'Europe et s'est installé dans une multiplicité d'espaces: foires, théâtres, cirques, jardins d'acclimatation, cabarets, expositions universelles ou coloniales, villages itinérants.

Un "*village africain*" abritant environ 400 personnes est devenu l'une des "*expositions*" centrales de l'Exposition universelle de Paris de 1889. Lors de celle de 1900, les organisateurs ont installé le diorama "*La vie à Madagascar*" avec des habitants de l'île.

Symbole de racisme inhumain

Aux États-Unis, la situation était semblable. Le chasseur et showman américain William Cody, surnommé Buffalo Bill, profitant de l'intérêt pour les thèmes indiens apparus dans le

contexte des guerres avec les Sioux, a commencé à organiser des spectacles de cirque avec la participation d'aventuriers blancs et d'Indiens.

En 1906, la New York Zoological Society a mis en place une exposition plaçant le pygmée congolais Ota Benga dans une cage avec des chimpanzés et des orangs-outans. Les colonialistes belges ont tué toute la famille de Benga, et ce dernier a été amené en Amérique pour participer à des spectacles en tant que véritable captif, notamment au Zoo du Bronx.

Il a été libéré en 1906 grâce aux protestations d'un grand nombre d'Américains scandalisés. Libre mais malheureux, seul survivant de son clan et voyant qu'il lui était impossible de retourner dans son pays d'origine après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Ota Benga a mis fin à ses jours. Il est un symbole du racisme inhumain qui caractérise le XXe siècle aux États-Unis et plus largement dans le monde occidental.

L'humanisme triomphe?

Les zoos humains ont disparu au milieu du XXe siècle. Le dernier correspondait à une présentation d'un village congolais à l'Exposition universelle de 1958 à Bruxelles. La photo d'une petite fille africaine se promenant dans un enclos et nourrie à la main par des dames européennes a fait le tour du monde.

Bien que le niveau d'humanisme ayant émergé ne permette pas de garder les gens dans les enclos de zoos, des événements le rappelant apparaissent cependant ponctuellement après 1960.

J-C - Plus besoins de zoos depuis qu'ils ont découpé l'Afrique en 54 morceaux qui leur servent de prisons à ciel ouvert, ou qu'ils leur ont érigés autoritairement des frontières derrière lesquelles ils sont parqués, plus mal traités que des animaux domestiques ou voués au sous-développement. C'est la réalité en 2023 d'1,4 milliard d'Africains.

"*Le village de Bamboula*" : le dernier zoo humain en France - radiofrance.fr 18 janvier 2022

C'était en 1994. Des femmes et des hommes, des enfants et des adultes, furent retenus dans un zoo près de Nantes pour offrir leur folklore en spectacle aux visiteurs : le "*village ivoirien*", sponsorisé par la marque de biscuits Bamboula, est au cœur d'un documentaire diffusé sur France 2.

En 1994, 25 hommes, femmes et enfants ont vécu six mois retenus dans un parc animalier à Port Saint-Père dans la relative indifférence de la société de l'époque, avec la bénédiction des pouvoirs publics. Cette histoire est liée à celle d'un biscuit chocolaté vendu dans les années 80 : Bamboula.

Du documentaire de Yoann de Montgrand et François Tchernia, on ressort abasourdi, sidéré, atterré. Comment cela a-t-il pu arriver il y a moins de 30 ans, en France ?

https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/capture-d-ecrans/capture-d-ecrans-du-mardi-18-janvier-2022-6694050

J-C- Ce documentaire n'est plus disponible, la censure de France Télévision.

Documentaire. "*Le village de Bamboula*" : l'indécence pavée de bonnes intentions - francetvinfo.fr 5 janvier 2022

https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/documentaire-le-village-de-bamboula-l-indecence-pavee-de-bonnes-intentions-2402041.html

«*Le village de Bamboula*» : l'incroyable histoire d'une réserve humaine près de Nantes - leparisien.fr 18 janvier 2022

https://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/le-village-de-bamboula-lincroyable-histoire-dune-reserve-humaine-pres-de-nantes-18-01-2022-HI5NOK5NWVCU5GASTY7NMPAJD4.php

---

Maltraitance, sadisme.

Imposer le port de la muselière (masque) à des enfants (et des adultes), « *c'est du terrorisme d'Etat*. » (Professeur Perronne)

Un internaute rappelle.

- Le respirateur « *N95* » (masque spécial) est capable de filtrer les particules supérieures ou égales à 0,3 microns, dans 50 à 95% des cas. Les coronavirus humains mesurent entre 60 et 120 nanomètres (0,1 micron). C'est-à-dire, une à deux fois moins que la taille limite intercepté par le masque. Sheng Wu Hua Xue Yu Sheng Wu Wu Li Xue Bao (Shanghai) juin 2003. 35 (6) : 587 – 91.

Les coronavirus pénètrent facilement à travers les masques chirurgicaux. Un trou de 3 cm, une matière de 2 cm ou 1 cm entre toujours dans les deux sens.
1 Micron = 1000 nanomètres
Les mailles de votre masque FFP2 mesurent +/- 3000 nanomètres (3 microns)

L'utilisation des masques en permanence relèvent une baisse de la saturation en oxygène des pulsations artérielles (Sp02) Journal Neurocirurgia, 19 avril 2008- PMID 18500410)

Dans la poubelle de l'actualité.

Etre un intellectuel et croyant, c'est une imposture ou une insulte à l'espèce humaine.

« *Ce qui manque quand on parle de religion, c'est le respect* » regrette Eric-Emmanuel Schmitt - Publicsenat.fr 17 septembre 2023

J-C – On pourrait s'étonner que la religion existe encore au XXIe siècle en occident ou dans les pays les plus développés, mais cela s'explique très bien. Il suffit d'observer le comportement des scientifiques et du personnel politique, de tous les acteurs sociaux censés transmettre des connaissances ou qui s'en servent dans leur activité professionnelle, et qui finalement se comportent comme des croyants envers la science.

Le respect de la religion, on laissera cela aux scientistes de la laïcité, le dernier avatar de l'obscurantisme et de la collaboration de classe déguisée, de la coexistence pacifique entre croyants et non croyants, aux propagandistes de la coexistence pacifique entre exploiteurs et exploités ou oppresseurs et opprimés.

La religion n'a finalement rien de progressiste ou d'humaniste, dès lors qu'on prend en compte les conditions sociales sous lesquelles elle intervient et avec lesquelles elle s'accommode, qui sont et demeureront injustes et inhumaines aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli. La pratique de la religion par les pauvres est une autre histoire.

La voix de son maître. Quand France Info se "*fie aux bulletins officiels*".

J-C - France(dés)Info vote Binden et tient à le faire savoir.

Etats-Unis : l'état de santé du président Biden interroge - francetvinfo.fr 13 septembre 2023

Sa santé interroge toujours. "*On ne peut que se fier aux bulletins officiels. Je pense qu'il a toute ses facultés mentales (…) c'est un rassembleur, il sait négocier avec le camp adverse. Il a quand même des qualités politiques importantes à mettre à son crédit*", selon Marie-Cécile Naves politologue et spécialiste des Etats-Unis. francetvinfo.fr 13 septembre 2023

Totalitarisme. Censure, contrôle et uniformisation de l'information.

J-C - En réalité il n'existe qu'une poignée de courants politiques en France toute organisation ou tout support de communication confondu, si on regarde bien.

Il y a ceux majoritaires qui se calent sur le récit officiel, et il y a ceux qui s'en écartent légèrement ou brodent dessus sans le remettre en cause. Quant à ceux qui s'en éloignent le plus, ils s'empressent de faire savoir à leur auditoire qu'ils ne rompent pas pour autant avec le régime en place, le capitalisme ou ses institutions histoire de le rassurer.

Bien peu à l'instar de votre serviteur ose s'aventurer au-delà par crainte de représailles ou de perdre des soutiens (du fric surtout), sinon, à la première occasion ils rentrent au bercail ou feront actes de repentance ou d'allégeance.

Courbevoie : une entreprise supprime 217 emplois, remplacés par l'intelligence artificielle - francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Ces 217 postes seront supprimés d'ici juin 2024 au sein du groupe Onclusive, spécialiste de la veille médiatique pour des entreprises et des institutions.

Le groupe international est spécialisé dans la veille médiatique et emploie 383 personnes en France. Ce plan social concerne donc plus de la moitié des effectifs.

Trois services entiers de production vont fermer. Ces employés sont chargés de réaliser des revues de presse pour leurs clients (des entreprises ou des grandes institutions). Ce travail de recherche et d'agrégation de données sera donc réalisé à terme par des logiciels d'intelligence artificielle. francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Sarkozy, comme il "*vieillit bien*" selon Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) ! Quelle horreur !

« *Il n'existe pas de violences policières* », estime Nicolas Sarkozy - Journal du Dimanche 13 septembre 2023

Nicolas Sarkozy, qui a publié fin août le deuxième tome de ses Mémoires, « *Le Temps des combats* », aux Éditions Fayard, considère qu'il « peut exister une bavure policière », mais pas de « *violences policières* ». Journal du Dimanche 13 septembre 2023

J-C - J'ai trouvé votre dernier entretien aussi médiocre que le précédent, pour parler franchement. Vous sembliez complètement paumé, d'ailleurs vous nous l'avez dit à votre manière, en avouant ne pas comprendre pourquoi dorénavant en France les gens hésiteraient à parler politique en public, ce qui n'est pas nouveau, sauf peut-être dans certains milieux intellectuels ou professionnels. Je me souviens avoir eu au téléphone un cousin germain d'une trentaine d'années employé dans une agence de publicité, il y a 12 ans environ, qui refusa de me dire pour qui il allait voter, alors que 10.000 km nous séparaient et personne n'écoutait notre conversation.

Vous êtes sans doute un documentaliste très adroit ou expérimenté, ce qui peut faire illusion. Voilà ce qui ressort quand on compare vos articles qui sont généralement bien cadrés par des analyses qui coulent de source, il faut dire que, quand on dispose des faits, il suffit de les relier entre eux et le tour est joué, et vos interviews qui n'ont ni queue ni tête, hormis rabâcher des lieux communs qui vous tiennent lieu de repères idéologiques et que l'histoire a déjà jugés pour ce qu'ils valaient, pas grand-chose ou l'inverse de ce que vous prétendiez, si on prend par exemple l'ONU et le "*droit international*" qui n'ont pu empêcher plus de 250 guerres en 77 ans d'existence, la partition ou liquidation de la Palestine...

Au capitalisme de connivence, il fallait ajouter le syndicalisme de connivence. L'intersyndicale était patronale.

J-C – Lors de la récente bataille des retraites, tous les courants du mouvement ouvrier ont soutenu l'intersyndicale des imposteurs et des corrompus.

Laurent Berger arrive au Crédit Mutuel pour bâtir un think-tank sur les questions environnementales - lefigaro.fr 12 septembre 2023

La banque est présidée par Nicolas Théry, une connaissance de longue date de l'ancien leader syndical, également passé par la CFDT.

«*Si certains croient que je vais me taire, c'est une erreur. Je poursuivrai ma vie de militant, je m'engagerai encore»,* avait prévenu Laurent Berger au moment de quitter son poste de secrétaire général de la CFDT, fin juin. Deux mois et demi plus tard, le voici nommé au Crédit Mutuel, pour bâtir un centre d'expertise sur les questions climatiques et environnementales. L'ancienne figure de proue du syndicalisme français, qui rejoindra le groupe le 15 septembre, n'œuvrera pas directement aux activités bancaires, mais devra mener la préfiguration d'un nouveau centre de réflexion, qui doit voir le jour au printemps 2024, avant d'en prendre la tête. *«L'institut Crédit Mutuel Alliance Fédérale*», comme il se nomme, sera «un centre d'expertises de premier rang» visant à «*faire de Crédit Mutuel Alliance Fédérale un leader la révolution climatique et environnementale*», écrit l'organisme dans un communiqué.

La création de cet institut s'inscrit dans la droite ligne du statut d'entreprise à mission récemment adopté par le Crédit Mutuel. La banque a en outre annoncé en janvier dernier que 15% de son résultat net sera chaque année consacré à des sujets liés à «*la révolution environnementale et solidaire».*

Arrivée en terrain connu

Interrogé par *Le Monde,* Laurent Berger s'est dit «*concentré sur sa nouvelle mission (...) enthousiaste comme un gamin* ». Celui qui ajoute avoir refusé «une quinzaine de propositions d'emploi sérieuses» provenant de différentes institutions (collectivités locales, associations et entreprises) n'a pas fait le choix du Crédit Mutuel par hasard. Laurent Berger va y retrouver une connaissance de longue date en la personne de Nicolas Théry, son président. Les deux hommes se sont connus au tournant des années 2000, date à laquelle ce dernier a intégré pendant deux ans le syndicat réformiste, au poste de secrétaire confédéral chargé des questions économiques. De son côté, le futur numéro un n'était alors que membre de l'union locale de Saint-Nazaire mais déjà promis à un grand avenir. Depuis, le lien n'a jamais été rompu notamment grâce à l'entremise de l'ancienne numéro un de la CFDT, Nicole Notat. lefigaro.fr 12 septembre 2023

L'intersyndical patronal, ça ressemblait à quoi ?

J-C - Le syndicalisme et plus largement le mouvement ouvrier en occident sont pourris par le haut depuis le milieu du XIXe siècle en Grande-Bretagne.

Marianne - Trois mois seulement après son départ, l'ancien chef de la CFDT a obtenu un (très) haut poste au Crédit Mutuel, a annoncé la banque ce 12 septembre. Mais ce n'est pas le premier dirigeant syndical à avoir rapidement retrouvé un emploi en or… parfois même au mépris des convictions. De Jean-Claude Mailly à Nicole Notat en passant par Thierry Lepaon, retour sur ces figures de la CFDT, de FO et de la CGT.

Jean-Claude Mailly de FO, consultant… sarkozyste ?

« *Senior advisor*. » De l'anglais « *conseiller principal* ». C'est le poste dégoté par Jean-Claude Mailly en juin 2018, deux mois seulement après avoir quitté la tête de Force ouvrière (FO) qu'il occupait depuis 2004. Mais pas dans n'importe quelle boîte. C'est Alixio, une société de conseil en « *ressources humaines* » présidée par Raymond Soubie, conseiller social de

Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2010 (remplacé au cabinet par un certain Jean Castex). À l'époque, l'entreprise précise que Mailly Jean-Claude interviendra entre autres sur « *les sujets de relations sociales internationales, de responsabilité sociale et environnementale et de stratégie sociale* ». Une reconversion qui avait fait d'autant plus grincer des dents que Jean-Claude Mailly ne s'était pas montré franchement opposé aux ordonnances Macron en 2017, ce qui lui avait valu d'être particulièrement chahuté lors du congrès de son départ l'année suivante.

En 2018, l'ancien chef de FO fait également valoir ses droits à la retraite. Normal, dira-t-on, à 65 ans. Et, en même temps, il se mue en entrepreneur et fonde « *JCBC Conseil* », qu'il lance officiellement en 2019. « *JC* » pour « *Jean-Claude* » et « BC » pour « *bureau confédéral* ». « *On m'appelle ici ou là, pour que je dénoue des situations, que je parle aux camarades, soutenait-il alors à L'Opinion en 2019. Mais je ne fais jamais de restructuration, ça je refuse.* » Aujourd'hui, il défend Bernard Cazeneuve et son mouvement de « gauche républicaine », La Convention, toujours fidèle à une ligne qu'on pourrait qualifier de « *social-démocrate-libérale* »…

Thierry Lepaon, des ors de la CGT à ceux de la République

Difficile de passer après Bernard Thibault. Encore plus quand on se retrouve soupçonné de mener un train de vie dispendieux à la tête de la CGT. Thierry Lepaon, secrétaire général du syndicat de 2013 à 2015, l'a appris à ses dépens. Contesté en interne depuis son élection à la tête de la centrale, l'ancien ouvrier est confronté, en 2014, à des révélations du Canard enchaîné qui le mettent en cause autant que la CGT. Selon l'hebdomadaire satirique, le syndicat a pris en charge 130 000 euros de travaux pour l'appartement de fonction de Lepaon. *Le Canard* relève aussi que le loyer, entièrement pris en charge par la CGT, s'élevait à 2000€ par mois. Quelques semaines plus tard, le journal enfonce le clou en dévoilant que 62 000 euros de travaux ont été effectués pour rénover le bureau du n°1. Acculé, il démissionne le 7 janvier 2015.

En avril 2016, alors que la mobilisation contre la loi El Khomri bat son plein, plusieurs médias révèlent que Lepaon pourrait être recasé par le gouvernement de Manuel Valls à la tête de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Objectif : « *Envoyer un message positif aux syndicats en tête de mobilisation* », dixit RTL. On crie à la trahison. Le 6 juin 2016, il est missionné par Valls pour préfigurer l'« *Agence de la langue française pour la cohésion sociale* », sans toutefois remplacer l'ANLCI. Finalement, il est nommé délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale, aux frais du contribuable, en 2017. Deux ans plus tard, Emmanuel Macron le nomme inspecteur général de la jeunesse et des sports de première classe au tour extérieur – catégorie A +.

François Chérèque, le goût de la gauche libérale

À peu près un an avant que Thierry Lepaon prenne la tête de la CGT, François Chérèque quitte celle de la CFDT après 10 ans de bons et loyaux services, le 28 novembre 2012. Là, rebelote : quand on a dirigé un syndicat, on a vite fait de retrouver du travail. Le 3 janvier 2013, il est nommé inspecteur général des affaires sociales – haut-fonctionnaire – et est chargé de suivre le plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté. Il est de surcroît élu président de Terra Nova, laboratoire d'idées star de la gauche libérale, le 12 janvier 2013.

Des fonctions où il a pu constater les écueils de l'exécutif « *socialiste* », puisqu'entre 2012 et 2014, le taux de pauvreté est passé de 13,9 % à 14,1 %. Énième service de la Hollandie aux anciens dirigeants syndicaux, François Chérèque est propulsé fin 2013, bénévolement certes, à la tête de l'Agence du service civique, en plus de ses autres fonctions. Il quitte ses fonctions en 2015 pour cause de maladie et en meurt deux ans plus tard.

Nicole Notat : du syndicat au patronat

La prédécesseure de François Chérèque à la tête de la CFDT était la première femme à diriger un syndicat : Nicole Notat. Entre 1992 et 2002, elle y est allée franco pour marier la CFDT et le libéralisme. Soutien du plan Juppé en 1995, elle est désavouée lors d'un congrès la même année. En 2000, elle pousse le bouchon encore plus loin et se rapproche fortement du Medef dans le cadre de la « *Refondation sociale* » initiée par le mouvement patronal. Des tas de militants quittent alors le navire. Pourtant, elle en reste capitaine pendant une décennie et sort la tête quasi haute sans briguer de nouveau mandat. Puis après ?

Directement la même année, elle devient présidente de « *Vigeo* », pour faire entre autres de la notation « *RSE* » des entreprises. Elle en est P.-D.G. jusqu'en 2020. La reconversion professionnelle étant faite, elle assume avec plus d'entrain sa conversion au libéralisme. En 2005, elle soutient le « *oui* » au référendum sur le Traité constitutionnel européen. Entre 2011 et 2013, elle préside *Le Siècle*, ce club fondé en 1944 qui réunit élites de toutes sortes, politiques, économiques et médiatiques. Aux deux dernières élections présidentielles, elle soutient publiquement Emmanuel Macron. marianne.net 12 septembre 2023

J-C – Tous les courants du mouvement ouvrier se sont gravement compromis avec les dirigeants de ces syndicats aux relents collaborationnistes ou franchement corporatistes durant plus de 70 ans.

Ne cherchez pas ailleurs une explication pour comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là, vous avez ici en grande partie la réponse. Etait-ce inévitable que les choses se passent ainsi ? Il faut espérer que non, sinon cela signifierait que notre combat serait perdu d'avance. Je sais que cela en arrange plus d'un de le croire, pour justifier sa passivité ou le refus de s'engager dans le combat politique contre le régime, préférant consacrer son temps libre à ses petites affaires ou à profiter de la vie.

Ils osent tout et c'est même à cela qu'on les reconnaît...

Une centaine d'organisations appelle à manifester le 23 septembre contre les "*violences policières*" - BFMTV 13 septembre 2023

Parmi les organisations soutenant cette "*marche unitaire*", des collectifs de quartiers populaires, des victimes de violences policières, des ONG comme Attac, les Amis de la Terre, des partis de gauche tels que LFI et ELLV ainsi que les syndicats CGT, FSU et Solidaires.

Dans un communiqué commun, les organisations dénoncent "*une politique régressive qui fait le lit de l'extrême droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique*".

À Paris, la manifestation partira vers 14h30 de la gare du Nord et se terminera à Bastille. D'autres "*marches unitaires*" seront organisées le même jour dans une cinquantaine de villes en France. BFMTV 13 septembre 2023

J-C – Ces agents du régime dénoncent "*une politique régressive qui fait le lit de l'extrême droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique*".

Traduction : En adoptant le récit officiel sur la pandémie à la covid-19 et sur le climat ou « *l'effondrement écologique* », ce sont eux qui ont fait « *le lit de l'extrême droite et piétiné toujours plus nos libertés publiques* » et individuelles. En reprenant à leur compte la rhétorique de Macron et de Davos, en organisant 14 journées d'action bidons sur les retraites , au lieu d'œuvrer à l'unité de la classe ouvrière dans la perspective de la grève générale, ils auront tout fait pour la diviser.

Qu'on ne compte pas sur nous pour appeler à manifester le 23 septembre.

Ils osent tout en famille, collaboration et populisme.

Fête de l'Humanité : Entre Fabien Roussel et Edouard Philippe, le « *goût du débat respectueux* » - 20minutes.fr 17 septembre 2023

« *C'est quelqu'un de calme et de pondéré, il a dit que les communistes sont ses adversaires mais pas ses ennemis* », salue ce sympathisant du PCF. « *À la fois ça huait, à la fois ça applaudissait, des fois en même temps et c'est ça qui est génial* ». 20minutes.fr 17 septembre 2023

J-C - Les adversaires combattent dans le même camp, les ennemis dans des camps différents ou opposés, classer à gauche ou pire à l'extrême gauche le PCF, c'est une imposture qui dure depuis plus d'un siècle.

La droite et son idéologie capitaliste n'est pas leur ennemi, leur ennemi, c'est la vrai gauche, c'est le socialisme, le communisme.

Tribune libre.

Une concession de trop ou révélatrice.

Il ne s'agit pas de couper les cheveux en quatre ou de se livrer à un jugement à l'emporte-pièces ou à un procès d'intention, mais quand on lit que "*la survie du système capitaliste – se fait au prix de la destruction de millions d'êtres humains chaque année, victimes des famines et des guerres, de la surexploitation, de la misère et des déplacements forcés, du dérèglement climatique et de ses conséquences...*", on se demande ce que vient foutre ici le "*dérèglement climatique*", alors que le climat n'a jamais été réglementé par qui ou quoi que soit ou sinon les scientifiques l'ignorent encore.

C'est une concession au récit officiel frauduleux inacceptable, compte tenu de l'usage criminel et désastreux qu'en font les oligarques et leurs représentants à l'échelle de la planète, sachant qu'il n'y a pas plus aujourd'hui qu'hier de raison de s'alarmer des variations naturelles du climat qui de tout temps ont causé leurs lots de destructions aux société et de souffrances aux hommes, sans qu'on puisse forcément les prévoir ou les prévenir, encore moins les contrôler, sauf à prétendre que les hommes pourraient un jour dicter leur loi au climat ou à l'univers tout entier, ce qu'on n'osera pas regretter même si on partage le malheur qui frappe soudainement des peuples, et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas ou ne l'admettraient pas.

Les hommes d'aujourd'hui sont pratiquement aussi ignorants que jadis du processus physico-chimique qui est à l'origine de l'univers, de notre galaxie, du système solaire, de la formation de la Terre et de l'apparition de la vie sur cette planète jusqu'à sa créature la plus complexe et sophistiquée, l'espèce humaine ou l'homo sapiens, inconscients de la manière dont son évolution ou sa transformation, son organisation économique et sociale ou son histoire se sont réellement déroulées au cours des 7 à 10 dernières millions d'années.

La bourgeoisie doit aussi composer avec le climat, contrairement à l'idée qui ressort de l'éditorial de D. Gluckstein, les lois de fonctionnement du capitalisme s'appliquent à elle tout comme celles de la physique du climat.

L'éditorial de La tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein : Sans elle ? Oui, sans elle !

« *La "bourgeoisie" se défend durement ? Oui, mais on ne peut faire sans elle*. » Ainsi s'exprime (dans L'Opinion) Éric Le Boucher, chroniqueur à ses heures aux Échos.

« *Durement* » ? C'est le moins qu'on puisse dire : cette phrase conclut un article sur le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973 qui provoqua, est-il écrit, « *3 000 morts ou disparus et plus de 38 000 personnes torturées » et instaura « une des pires dictatures de la région* » !

« *Durement* », donc…

« *Sans doute, reconnaît l'auteur, la finance américaine* » a-t-elle joué un rôle dans le coup d'État tout comme « *des entrepreneurs de la "bourgeoisie"* ». Mais pour lui, les vrais responsables du coup d'État, « *ce sont les idées "de gauche généreuse" de relance par la consommation, de blocage des prix ou de nationalisation* ».

Revendications modestes, on en conviendra. Mais les capitalistes y virent une telle menace qu'ils décidèrent de se défendre « *durement* » !

De cette justification éhontée du massacre chilien, Le Boucher conclut : « *Les vieilles recettes d'antagonisation du travail et du capital ne conduisent qu'au conflit et à l'impasse*. » Là, il ne s'agit plus du Chili de 1973, mais du monde d'aujourd'hui. On sent Le Boucher tenté par l'instauration d'un régime où la lutte des classes serait officiellement proscrite, un régime corporatiste où les travailleurs privés de droits et d'organisations seraient soumis à la « *corporation* » organisée avec les patrons sous l'égide de l'État. Corporatisme qui conduit tout droit au fascisme, l'histoire nous l'apprend.

Aujourd'hui, la domination de la bourgeoisie – c'est-à-dire la survie du système capitaliste – se fait au prix de la destruction de millions d'êtres humains chaque année, victimes des famines et des guerres, de la surexploitation, de la misère et des déplacements forcés, du dérèglement climatique et de ses conséquences, mais… « *on ne peut pas faire sans elle* »…

N'en déplaise aux Le Boucher et autres plumitifs sans conscience, les travailleurs précipités toujours plus bas par un système capitaliste qui ne connaît d'autre loi que le profit n'ont pas le choix : se battre pour les revendications les plus élémentaires, sans crainte de se heurter à la bourgeoisie et à ses gouvernements.

Sans crainte, oui ! Car « *on peut faire sans elle* » ! La bourgeoisie possède les moyens de production, mais elle ne peut rien sans la classe des producteurs qu'elle exploite. Les producteurs, eux, à condition de prendre entre leurs mains les moyens de production, peuvent tout faire sans la bourgeoisie, cette classe de parasites et de spéculateurs juchés sur leurs montagnes de profits.

Le combat aujourd'hui pour le blocage des prix et l'indexation des salaires emprunte une voie qui, demain, verra les travailleurs organiser eux-mêmes l'économie et la vie sociale afin que les richesses produites par tous bénéficient à tous.

Comme le dit L'Internationale, le chant du mouvement ouvrier, « *combien de nos chairs se repaissent… Mais si les corbeaux, les vautours, un de ces matins disparaissent, le soleil brillera toujours.* »

France.

Haro sur les plus pauvres et précaires !

Budget 2024 : le gouvernement prévoit 16 milliards d'euros d'économies, annonce Bruno Le Maire - AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Le gouvernement compte donc réaliser 16 milliards d'euros d'économies, essentiellement via la suppression progressive du bouclier tarifaire. Les six milliards d'euros d'économies restants seront issus de réductions d'aides aux entreprises, d'aides à la politique de l'emploi ainsi que par l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage. AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Les comptes truqués de l'Urssaf.

Masse salariale en hausse, pouvoir d'achat en baisse : l'Urssaf décrypte 2022 - AFP/LePoint.fr 15 septembre 2023

La masse salariale du secteur privé en France a augmenté de 8,7 % en 2022, en raison de la progression des effectifs salariés et de l'inflation, mais le pouvoir d'achat par tête a baissé, rapporte vendredi 15 septembre l'Urssaf.

Le salaire moyen par tête (SMPT) a progressé l'an dernier de 5,2 % et de 5,7 % avec les primes exceptionnelles, à 2 786 euros brut mensuels....

Mais les salariés au chômage partiel, particulièrement nombreux en 2021 et dans une moindre mesure en 2022 en raison de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques, ne sont pas inclus dans ce calcul du SMPT, car leurs indemnités ne sont pas soumises à cotisations sociales, précise l'organisme de recouvrement de la Sécurité sociale.

En incluant ces salariés, la progression du salaire moyen est limitée à 2,9 %, primes comprises, et le pouvoir d'achat par salarié a baissé de 1,1 %, et même de 1,6 % sans les primes exceptionnelles. En excluant les salariés au chômage partiel, le pouvoir d'achat diminue seulement de 0,2 % sans les primes, et augmente de 0,3 % en les comptabilisant.

Le nombre de salariés progresse de 3,3 % à 19,9 millions en 2022, avec 638 000 créations nettes de postes sur l'année. Enfin, le nombre d'intérimaires, qui avait bondi de 19,3 % en 2021, croît encore de 4,6 % en 2022, soit 35 900 postes supplémentaires. AFP/LePoint.fr 15 septembre 2023

Enrichissez-vous ! Il n'y a pas que des pauvres en France, et ils se gavent !

Capital - "*On devrait les encadrer vu le prix !*", "*On vit pas dans le même monde je crois*" : cette commerçante fabrique des pâtes fraîches et réalise des marges qui sidèrent les internautes - Yahoo 18 septembre 2023

Ce dimanche soir, sur M6, les téléspectateurs assistent à la diffusion d'un tout nouveau numéro du magazine "*Capital*", présenté par Julien Courbet.

Pour l'occasion, les équipes de l'émission se sont notamment intéressées aux plats préparés. Comme l'a expliqué l'animateur en tout début d'émission, chaque soir nous mettons en moyenne une vingtaine de minutes pour préparer le dîner soit deux fois moins de temps qu'il y a vingt ans. Ce manque de temps a ainsi créé un véritable marché des repas préparés à la faveur des industriels, des plats chers et rapides à cuisiner mais aussi des appareils électroménagers censés nous faire gagner du temps. Dans ce reportage intitulé "*Vite fait, vite prêt : enquête sur les plats express des familles*", les équipes de "*Capital*" sont parties en immersion dans le monde des raviolis, des pâtes fraîches, de l'expresso et de la purée ! Et la première enquête de l'émission s'est penchée plus particulièrement sur les "*pastas*" prêtes à l'emploi. Ce type de pâtes est devenu, au fil des années, un incontournable des rayons frais de nos supermarchés. Grandes marques, marques de distributeurs, nombreuses gammes et saveurs, les pâtes fraîches prêtes à consommer ont définitivement pris d'assaut les assiettes des Français : avec 100 000 tonnes l'an dernier, nous en consommons en effet deux fois plus qu'il y a quinze ans !

J-C - Traduire : Les classes moyennes sont deux fois riches qu'il y a quinze ans... sauf les couches qui se paupérisent. Toujours est-il que ce n'est pas la famine qui prédomine en France, ceci explique cela, l'absence de réaction à la réaction sur toute la ligne.

Yahoo - À côté des traditionnelles tagliatelles et des gnocchi à poêler, les raviolis farcis ont fait une entrée tonitruante dans les rayons des pâtes fraîches en faisant exploser le nombre de références : les pâtes farcies représentent aujourd'hui 56 % des ventes du secteur avec des prix allant en moyenne de 8 à 20 euros le kilo. Auprès de Lustucru et de Giovanni Rana, les marques de distributeurs ont au fil du temps gagné en parts de marché. Et ce business n'intéresse pas que les industriels ! Dans le reportage diffusé ce soir, à Corveissiat, dans l'Ain, les téléspectateurs ont ainsi découvert le témoignage de Claire, ancienne assistante de direction, qui, il y a cinq ans, a décidé de se lancer dans la fabrication de pâtes fraîches.

Diplômée d'école hôtelière, elle a acheté ses machines d'occasion pour moins de 15 000 euros. Depuis, Claire fait tout elle-même : de la préparation des pâtes, dont la farce dépend de ce qu'elle trouve sur les marchés, à leur vente ! Ses quarante kilos de pâtes fraîches préparés en deux jours rencontrent un succès fou sur les étals des marchés. Ce travail, très physique, est toutefois très bien rémunéré : si la pâte non farcie lui coûte deux euros, son prix de revente, lui, s'élève à neuf euros le kilo, soit deux fois le prix vendu en grande surface. Et pour ses pâtes farcies, la marge réalisée est encore plus importante : ses pâtes au chèvre et au pesto lui coûtent 8,20 euros du kilo et elle les revend 33 euros du kilo, soit une marge multipliée par quatre ! Si les pâtes de Claire ont ouvert l'appétit des téléspectateurs, ses marges réalisées ont sidéré les internautes... Yahoo 18 septembre 2023

C’est au pays des banques ou un paradis fiscal qu’ils se goinfrent le plus, normal.

Dépenses alimentaires : le choc des extrêmes - Le Point 13 septembre 2023

Alors qu’elles dépassent 4 300 dollars par an et par habitant en Suisse, elles ne sont que de 180 dollars en Tanzanie.

D'après les données établies par le service de recherche économique du département américain de l'Agriculture, c'est en Suisse que le montant des dépenses consacrées à la nourriture est le plus élevé au monde. Il s'est inscrit en moyenne à 4 313 dollars (4 016 euros) par habitant en 2021.

Viennent ensuite la Norvège (4 093 dollars), Israël (3 997 dollars), le Danemark (3 727 dollars) et Hongkong (3 672 dollars). Avec 3 234 dollars (3 011 euros) de budget dédié à l'alimentation en 2021, la France se situe au onzième rang mondial, les États-Unis au quatorzième rang (3 070 dollars).

À l'autre bout de l'échelle, on retrouve la Tanzanie, où les dépenses alimentaires par habitant étaient de seulement 180 dollars en 2021, précédée de l'Éthiopie (245 dollars) et l'Ouganda (293 dollars).

Augmentation du niveau de vie

C'est aux États-Unis que la part des dépenses pour la nourriture rapportée à l'ensemble des dépenses des ménages est la plus faible. Elle n'y est que de 6,7 %. Viennent ensuite Singapour (8,4 %), le Royaume-Uni (8,7 %) et l'Irlande (9,2 %). À l'autre bout de l'échelle, la nourriture

représente 59 % du budget des ménages au Nigeria, 56,6 % en Birmanie, 56,1 % au Kenya et 52,7 % au Bangladesh.

La part des dépenses consacrées à l'alimentation (hors boissons alcoolisées) était en France de 14,1 % en 2021. Elle a très fortement baissé depuis la révolution industrielle conformément à la loi mise en évidence par l'économiste allemand Ernst Engel, selon laquelle la part du revenu allouée aux dépenses alimentaires diminue lorsque le niveau de vie augmente.

À la fin du XIXe siècle, les Français consacraient en moyenne les deux tiers de leur budget à l'alimentation. Cette part était encore de 44 % en 1949, 35 % en 1960 et 26 % en 1973. Le Point 13 septembre 2023

J-C – En Inde en nous privant des produits courants les plus chers, dont certaines viandes, certains poissons, légumes et fruits notamment, en ayant pratiquement supprimé l'alcool, l'alimentation absorbe environ encore 45% environ de notre budget, et on ne paie pas le riz qui vient du carnet de rationnement. Je ne mets pas les pieds dans les magasins ou rayons proposant des produits occidentaux ou d'importation, un luxe hors de notre portée.

Je tiens un compte détaillé par rubriques de nos dépenses mensuelles dans un tableau. En un an je n'ai pu économiser que 1800 euros, une fois déduites les grosses dépenses imprévues, mon compte courant dépasse rarement longtemps les 1.000 euros, 810 actuellement et il reste près d'un mois avant de recevoir ma misérable retraite.

Et les plus pauvres ne pourront même pas se rabattrent sur le riz !

Le prix du riz atteint son plus haut niveau depuis 15 ans - Yahoo 13 septembre 2023

Malgré des réserves plus importantes que les autres années, le prix du riz atteint son plus haut niveau depuis 2008.

Aliment de base pour plus de 3 milliards de personnes dans le monde, le riz connaît une hausse spectaculaire de ses prix. Le vendredi 8 septembre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a confirmé une hausse de 9,8% sur un mois. En août, l'indice FAO des prix du riz accusait une augmentation de 31% sur une année entière. Il faut revenir quinze ans en arrière pour trouver un grain de riz aussi cher. Cette flambée des cours de l'un des féculents les plus consommés de la planète résulte d'un choix de politique intérieure indienne.

La nouvelle est passée un peu inaperçue en plein cœur de l'été mais l'Inde, premier exportateur mondial de riz, a pris la décision radicale d'interdire l'exportation de riz blanc non basmati (près d'un quart de ses exportations habituelles de riz). Selon le gouvernement indien, cette décision a pour objectif d'assurer l'approvisionnement intérieur et ainsi de limiter la hausse des prix pour ses habitants.

Concrètement, le pays le plus peuplé au monde a fait le choix (temporaire ?) de la sécurité alimentaire nationale au détriment de l'exportation et donc de l'économie. En attendant les nouvelles récoltes, face aux "*incertitudes quant à la durée de l'interdiction*" décidée par

l'Inde et aux "*craintes que les restrictions à l'exportation soient étendues à d'autres types de riz*", le marché mondial du riz s'est tendu, s'inquiète la FAO.

Et pourtant, les réserves de riz dans le monde sont abondantes. Selon l'agence spécialisée des Nations Unies, "*il est toujours prévu que les stocks mondiaux de riz, à la clôture des campagnes de commercialisation de 2023-2024, atteignent leur plus haut niveau jamais enregistré*", après une hausse de 1,4 % par rapport à 2022-2023. Problème : les trois quarts du stock devraient être détenus par la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés au monde. Les réserves totales de riz détenues par les autres pays devraient tomber à leur plus bas niveau depuis quatre ans. Yahoo 13 septembre 2023

J-C – Comme je l'ai déjà indiqué, on mange le riz distribué par l'Etat indien. Il est gratuit, c'est le riz qu'on donne aussi à manger aux chiens, on mange la même chose et cela ne me choque pas. Il est meilleur que celui vendu entre 65 et 80 roupies le kilo, soit près d'un euro, c'est très très cher. Le riz basmati est à 115 roupies le kilo, j'en achète trois ou quatre fois par ans les jours de fête. On a les mêmes réflexes que les pauvres, parce qu'on l'est, sans être les plus pauvres.

Totalitarisme, une épidémie. Les Français sont-ils devenus hypocondriaques et schizophrènes? Cela en a tout l'air.

J-C - Ils les ont rendus complètement dingues avec leur mystification hygiéniste qui a tourné à la psychose collective à partir de janvier 2020. Pour un oui ou un non, ils se croient malades et en danger de mort, ils se font testés, ils rendent visite à un médecin, et ils vont jusqu'à accepter de faire porter une muselière à leurs enfants pour se rendre à l'école, c'est de la pure folie, de la cruauté.

Covid-19 : les régions les plus touchées par la reprise épidémique - Yahoo 15 septembre 2023

Au niveau national, les indicateurs Covid continuent leur hausse, avec une hausse de 55% de l'incidence des cas de Covid présentant des signes respiratoires.

Le Covid poursuit sa reprise, depuis la fin juillet pour atteindre des niveaux records depuis un an pour certains indicateurs, indique Santé Publique France dans son bulletin hebdomadaire.

Parmi les chiffres à retenir, une hausse de 55% de l'incidence des cas de Covid présentant des signes respiratoires en une semaine, une augmentation de 30% des passages aux urgences pour suspicion de Covid ou encore une augmentation de 17% d'actes SOS Médecins.

Une hausse essentiellement portée par le variant Eris, contre lequel les nouveaux vaccins disponibles pour le rappel prévu à l'automne pour les populations vulnérables sont efficaces. "*Les premières données scientifiques suggèrent qu'il est sensible aux nouveaux vaccins qui seront disponibles au début de l'automne*", a noté Brigitte Autran, la présidente du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars).

Relents nauséabonds d'Ancien Régime.

Visite de Charles III : Le président de la République dînera avec le roi à Versailles - 20minutes.fr 15 septembre 2023

Monarchie - Les deux chefs d'Etat dîneront dans la Galerie des glaces le 20 septembre, au château de Versailles.

Pape François à Marseille : Macron assistera bien à la messe, confirme l'Élysée - LePoint.fr 15 septembre 2023

Emmanuel Macron se rendra, « *en tant que chef de l'État* », à la grande messe papale qui sera donnée au stade Vélodrome, à Marseille, le 23 septembre.

Pape François à Marseille : « *C'est ma place* » d'aller à la messe, déclare Macron - LePoint.fr 16 septembre 2023

Totalitarisme. En famille quand les banquiers font la loi.

Un graffeur risque 6 000 euros d'amende pour une fresque représentant Emmanuel Macron en marionnette de Jacques Attali - AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Le parquet a requis jeudi 14 septembre 6 000 euros d'amende, dont 2 000 avec sursis, contre un graffeur auteur d'une fresque de street-art peinte à Avignon et représentant l'économiste Jacques Attali en marionnettiste qui manipule un Emmanuel Macron-Pinocchio, largement dénoncée comme antisémite.

Le parquet a requis 6 000 euros d'amende, dont 2.000 avec sursis, contre un graffeur auteur d'une fresque de street-art peinte à Avignon. L'artiste de rue, connu sous le nom de Letko, avait peint en juin 2022, l'économiste Jacques Attali en marionnettiste qui manipule un Emmanuel Macron-Pinocchio.

Cette peinture murale réalisée sur un transformateur électrique à l'entrée nord-est d'Avignon, avait immédiatement suscité la polémique, largement dénoncée comme antisémite. La fresque avait été effacée 72 heures après, à l'initiative de la préfecture et de la communauté d'agglomération.

Jacques Attali avait porté plainte et Letko était jugé jeudi 14 septembre pour injure et provocation publiques en raison de l'origine ou la religion. Plusieurs ONG s'étaient portées partie civile. Le jugement a été mis en délibéré au 23 novembre.

Commentaires d'internautes.

1- En quoi cette fresque constitue une attaque antisémite ?

2- Attali s'est vanté publiquement d'être directement responsable de l'élection de Macron. Et tout le monde sait qu'il est juif. Dès lors, en quoi cette fresque peut-elle bien être antisémite ? Mystère !... A moins que ce soit tout simplement une vérité qui dérange...

3- Si l'on ne peut plus critiquer (à tort ou à raison, peu importe, chacun son avis) une personne issue d'une minorité (et une autre qui ne l'est pas) sur un sujet autre sans être traité de "-*ite*" ou de "-*phobe*", franchement, c'est la dictature des minorités, là !

Je ne comprends même pas qu'un juge ait pu accepter d'instruire sa plainte.

4- Je ne comprends pas que cette plainte puisse aboutir à un procès. Il n'y a pas de mention de l'origine d'Attali, qui au demeurant est un conseillé de nombreux présidents connu pour ses positions mondialistes. Donc la lecture de cette fresque est claire.

Avoir un procès pour ce qui n'est pas dit c'est un pas de trop vers la censure et l'usage abusif du terme antisémitisme.

On appelle cela un procès d'intention et je trouve c'est un processus qui se multiplie trops souvent que ce soit d'un bord ou de l'autre.

Nous avons à faire à un parti de l'extrême centre comme disent certain, où n'est toléré que ce qui fait consensus... triste société

5- Vraiment ? Moi ce qui m'alarme c'est qu'en France la caricature soit désormais punie par la loi. Et si le fait de représenter un juif manipulant quelqu'un quand il s'en est vanté lui-même suffit pour être qualifié d'antisémite, il va falloir ouvrir des places de prison...

6- Je ne vois pas où se trouve l'antisémitisme dans cette fresque. Par contre, le président "*fantoche*" tenu par celui du dessus représente bien ce que le graffeur Lekto voulait faire comprendre. N’y a pas photo.

7- La liberté d'expression en prend un coup encore une fois !

Quant à la notion d'antisémitisme, je ne la vois pas. A croire que la provocation n'est pas dans le sens que l'on veut nous faire croire.

8- En clair tu ne peux te moquer d’une personnalité publique pour ses actions politiques si elle est d’origine juive. Là je dis bravo, c’est la meilleure façon de faire taire la liberté d’expression.

D’ici que Macron change de religion, il n’y a qu’un pas. On ne pourra même pas le siffler au stade.

9- On peut certes lui reprocher de s'être trompé de Marionnettiste...

Personnellement comme beaucoup d'autres je n'avais pas fait le lien avec un caractère antisémite qui pour moi reste à démontrer Mr Attali ne se résumant pas pour moi (loin de là) à une quelconque caractéristique d'origine (qui ne m'importe en rien)

Par contre si on ne peut plus caricaturer un "*puissant*" au motif qu'on pourrait imaginer une intention etc., etc., c'est la fin de la liberté de caricature et de création dans ce pays et in fine la fin de la liberté d'expression.

Totalitarisme et fascisation du régime.

J-C – Un prétexte pour faire la chasse à la pensée "*déviante*", pour criminaliser les opposants au régime, même les moins radicaux d'entre eux.

Propos racistes et antisémites: la majorité dépose une proposition de loi pour garantir l'emprisonnement - BFMTV 13 septembre 2023

Deux députés du groupe macroniste Renaissance ont déposé mardi une proposition de loi visant à combler le "*vide juridique*" qui permet aux auteurs de propos racistes ou antisémites d'échapper à des peines d'emprisonnement.
"*Pour préserver notre pacte républicain et protéger nos concitoyens, la sanction pénale doit être garantie et systématique*", indique le texte co-signé par Mathieu Lefèvre et Caroline Yadan.

L'enjeu "*est de pouvoir sanctionner les idéologues qui sévissent sur les réseaux sociaux ou sur internet, ces multirécidivistes qui sont rarement présents à leurs audiences et vivent à l'étranger pour échapper à leurs condamnations*", écrivent-ils.

Pour remédier à ce type de cas, la proposition de loi prévoit d'"*élargir le pouvoir du tribunal en lui donnant la possibilité d'émettre un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt pour permettre l'exécution immédiate de la peine d'emprisonnement en cas de condamnations pour contestation de crimes contre l'humanité ou apologie de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre*".

Cette mesure avait été défendue par la Première ministre Élisabeth Borne, lors de la présentation en janvier dernier d'un plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Le second des deux articles du texte prévoit de son côté de "*transformer en délit les contraventions actuellement prévues en matière de provocation non publique à la discrimination et d'injure et de diffamation non publique à caractère raciste et antisémite*".

Actuellement, la différence entre injure "*publique*", un délit pouvant être puni par un emprisonnement, et injure "*non publique*", ne pouvant faire l'objet que d'une amende, est "*extrêmement ténue*", font valoir les auteurs.

"*L'objet est plutôt consensuel, l'idée est d'avoir un examen de ce texte en début d'année prochaine*" à l'Assemblée nationale, a indiqué à l'AFP Mathieu Lefèvre, député du Val-de-Marne. BFMTV 13 septembre 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

La démence climatique ne fait pas recette en Allemagne ni ailleurs.

Climat : des dizaines de milliers de manifestants en Allemagne, « *Il faut plus de pression pour amener le gouvernement à agir* » - AFPSuOuest.fr 15 septembre 2023

Les Allemands se sont mobilisés massivement ce vendredi, dans tout le pays, à l'appel du mouvement Fridays for Future. Ils reprochent au gouvernement d'Olaf Scholz de ne pas faire assez pour « *atteindre ses objectifs climatiques* »

J-C - "*Massivement*", vraiment, 12.000 personnes à Berlin selon la police ayant intérêt à gonfler le chiffre contrairement aux manifestations sociales ou ouvrières. Et encore, une manifestation emmenée par des gosses, instrumentalisant des gamins, lisez.

AFP - Des dizaines de milliers de manifestants pour le climat, menés par des enfants et des adolescents, ont manifesté vendredi à Berlin et dans toute l'Allemagne

Cette treizième « *grève mondiale pour le climat* », organisée par le mouvement Fridays for Future, impulsé par l'activiste suédoise Greta Thunberg, avait pour mot d'ordre *« la fin des combustibles fossiles* ».

Quelque 250 manifestations étaient annoncées dans tout le pays. À Berlin, environ 12 000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à la mi-journée devant la porte de Brandebourg avant de défiler dans le centre-ville. AFPSuOuest.fr 15 septembre 2023

Le saviez-vous ? Comment avons-nous peut-être évité le pire ? Grâce au recours aux énergies fossiles.

- Au cours des 140 derniers millions d'années, les niveaux de CO2 ont chuté précipitamment et régulièrement jusqu'à environ 30 ppm de la "*ligne de mort*" de 150 ppm en dessous de laquelle les plantes ne peuvent pas survivre.

Les données à relativement court terme provenant des carottes glaciaires et les données à beaucoup plus long terme remontant à 140 millions d'années (Berner 2001) montrent une tendance alarmante à la baisse des niveaux de CO2.

La libération de dioxyde de carbone par l'utilisation de combustibles fossiles a permis à l'humanité d'augmenter les concentrations de cette molécule bénéfique et peut-être d'éviter une véritable apocalypse climatique liée au CO2.

https://co2coalition.org/facts/140-million-year-trend-of-dangerously-decreasing-co2/

Lu. Vaut mieux le savoir.

1- France. 13 août 2022 - En France, cette année, 269 feux ont déjà brûlé 61 854 hectares.

(Statistiques européennes : https://effis.jrc.ec.europa.eu/apps/effis.statistics/estimates)

Ils ont dégagé autant de CO2 que 7 218 000 voitures ayant fait chacune 10 000 km.
Il faudra 40 ans à ces forêts pour renaître et recapturer autant de CO2.

Les "*carbonistes*" anti-CO2 feraient mieux d'entretenir et surveiller les forêts et de cesser de s'opposer aux larges allées d'accès et aux retenues d'eau que de harceler les automobilistes à essence ou gazole !

Rappel d'Août 1949 - Dans les Landes un feu brûle à lui seul 52 000 ha (82 morts), en pleine période du refroidissement climatique de 1940 - 1975.

2- France. 1480. L'hiver fut très froid et très long, car il se prolongea pendant plus de 6 mois. La Seine, l'Oise, la Marne et l'Yonne furent gelées

1716. A Paris, moins 20°C le 22 janvier

1718. Canicule qui aurait fait 700 000 morts. Aucune pluie pendant 6 mois, récoltes brûlées, rivières asséchées et théâtres fermés à Paris par ordre du préfet de police en raison des températures excessives ; 45 degrés Celsius (113 degrés Fahrenheit). Dans les jardins arrosés de la banlieue les arbres fruitiers fleurirent deux fois pendant la saison.

1783. Jusqu'à -19.1°C à Paris avec 69 jours consécutifs de gelée. Terre gelée jusqu'à 65 cm de profondeur.

1788. L'Europe entière subit les rigueurs de ce remarquable hiver. A Paris, où la Seine resta gelée du 26 novembre au 20 janvier, on compta 56 jours consécutifs de gelée avec un minimum absolu de -21.8° le 31 décembre 1788.

1803. A Paris, on note 36,8°C le 31 juill. La Normandie ne reçut pas une goutte d'eau pendant 95 jours.

1818. Théâtres parisiens fermés pendant un mois en raison des chaleurs excessives, 35 degrés C.

1830. Alors que les combats avaient lieu, le thermomètre afficha 36 degrés C les 27, 28, 29 juillet.

1835. La Seine était presque à sec

1879. Le 10 décembre à Paris, on mesurait -23,9 °C au parc Montsouris. Cette nuit-là, à la station voisine de Saint-Maur (Val de Marne), les thermomètres sont même descendus jusqu'à -25,6 °C.

(Sources : Histoire du climat depuis l'an Mil de Emmanuel Le Roy Ladurie, 1967 ; The Hampshire Advertiser July-17-1852 ; Mémorial de la météorologie nationale par M. GARNIER, 1967 https://alertes-meteo.com/vague_de_froid/hiver1400-1800.htm)

3- Canada. Nous avons réuni 16 études qui avaient appliqué indépendamment cette même méthode, à différents territoires répartis dans toute la forêt boréale Nord-américaine, de l'Alaska jusqu'au Québec.

En réanalysant toutes ces données dans ce que les scientifiques appellent une « *méta-analyse* », les résultats sont frappants : les forêts boréales Nord-américaines brûlaient bien plus il y a 150 ans qu'aujourd'hui.

Sur la période la plus ancienne couverte par nos données, soit entre 1700 et 1850, les surfaces brûlées annuellement étaient de 2 à plus de 10 fois plus importantes par rapport à ce qu'on a pu observer au cours des 40 dernières années.

(Source : https://www.transitionsenergies.com/forets-boreales-nord-americaines-brulent-mais-moins-150-ans/)

Pour en savoir plus.

La (vraie) Physique du Climat

https://laphysiqueduclimat.fr/wp-content/uploads/2019/01/Physique%20du%20climat.pdf

- En 1972, le très sérieux TIME alertait ses lecteurs sur le refroidissement à venir. Des scientifiques constataient une diminution des températures depuis 1940. Nous sommes à la veille d'un nouvel âge glaciaire disait-il. La preuve : entre 1945 et 1970, les températures n'ont cessé de baisser. De quoi effrayer les lecteurs. Cinq ans plus tard, TIME réitérait ses propos avec une couverture-choc « *Le Grand Froid* » The Big Freeze.

En juin 1974, le magazine *Science et Vie* publie un article intitulé "*Le climat de la terre est en train de changer. Le refroidissement en cours du climat mondial alarme les experts agronomes de tous les Etats".* Remède possible *: " faire fondre l'Arctique*" !

Le rapport Meadows "*The limits to growth*" (Halte à la croissance) de 1972 prétendait prévoir notre avenir à l'aide de modèles informatiques. Ainsi, il annonçait que les réserves prouvées alors de 90 milliards de tonnes de pétrole seraient complètement épuisées en 2000 ; or elles sont de 245 milliards de tonnes en 2021 (source BP) soit 54 ans de pétrole au rythme actuel (et pour le gaz naturel 49 ans). Il annonçait la stagnation économique puis l'effondrement mondial des sociétés humaines à partir de 2010-2020.

Cela fait 50 ans que les directeurs successifs du Programme Environnement des Nations Unies UNEP (dont dépend le GIEC) nous préviennent du « *désastre* » si l'on ne fait rien : pour Maurice Strong, en 1972, il nous restait dix ans pour arrêter la catastrophe ; en 1982, le

directeur de l'UNDP F. Bradford Morse, avocat, prédisait vers les années 2000 « une catastrophe environnementale aussi irréversible qu'un holocauste nucléaire »...

1989 - "*Si l'on en croit le directeur du Bureau de l'environnement des Nations Unies à New-York (UNEP, le créateur du GIEC), plusieurs pays pourraient disparaître sous les flots d'ici 10 ans si le réchauffement de la planète se confirme*" (...en 1999 ?) révélait le 29 juin 1989 le présentateur du JT Henri Sannier sur la chaîne de télévision Antenne 2 (-> France 2). (L'UNEP est alors dirigée par l'égyptien Mostapha Kamal Tolba).

En 1990, nous devions stopper le changement climatique pour 1995 avant qu'il n'échappe à notre contrôle ; Mostafa Tolba, UNEP en 2007, Rajendra Kumar Pachauri, ingénieur et universitaire indien, président du GIEC de 2002 à 2015. disait : « *S'il n'y a aucune action avant 2012, il sera trop tard* » Plus le temps passe sans que rien ne se passe de leurs prophéties, plus ils sont alarmistes et menaçants.

En juin 2021, Jean Jouzel, ancien vice-président du GIEC n'évoque plus un risque de 5 ou 6 degrés supplémentaires mais tente de justifier, dans une vidéo *Futura-Sciences*, que seulement 0,5°C supplémentaire est encore très inquiétant.

Sa disciple, Valérie Masson-Delmotte, co-présidente du GIEC-Gr1 tient le même discours néo-alarmiste depuis quelques temps : même + 0,5°C "çà compte"

Le grand prophète catastrophiste Jean Jouzel, ancien vice-président très médiatique du GIEC et soutien de candidats écologistes annonce des températures supérieures à 45°C avant la fin du siècle. Peu de risque de se tromper puisque c'est déjà arrivé : 113 °Farenheit (45°C) en 1718 à Paris, 45,9°C dans le Gard et 46°C dans l'Hérault le 28 juin 2019.

https://www.laquestionclimatique.org/supercheries.htm

Totalitarisme. Et que la terreur climatique règne !

J-C - Nous appelons à boycotter, censurer, combattre tous les signataires de cette entreprise à caractère totalitaire. Lisez, on n'exagère rien.

- Organisation de la propagande et de la censure

Des députés et journalistes d'extrême gauche se sont réunis dans la Salle des fêtes de l'Assemblée nationale, le 19 juillet 2023 pour promouvoir une charte du journalisme écologique destinée à mieux répandre la bonne parole :

"*Il appartient à l'ensemble des journalistes d'être à la hauteur du défi que représente l'emballement du climat pour les générations actuelles et à venir. Face à l'urgence absolue de la situation, nous, journalistes, devons modifier notre façon de travailler*".

CHARTE (extrait)

1 - Traiter le climat, le vivant et la justice sociale de façon transversale. Ces sujets sont indissociables. L'écologie ne doit plus être cantonnée à une simple rubrique; elle doit devenir un prisme au travers duquel considérer l'ensemble des sujets.

7 - Révéler les stratégies produites pour semer le doute dans l'esprit du public.

Cette charte est soutenue par des proches du GIEC; Jouzel, Masson-Delmotte, Cassou et par des médias comme Médiapart, Reporterre, France 24, RFI, 20 Minutes, BonPote, La Maison écologique, Syndicat national des journalistes, etc. etc. (Elle a été signée par plus de 1 500 journalistes et 120 rédactions - J-C)

Une proposition de loi pour la censure

L'institut Rousseau parrainé par Oxfam, Greenpeace, les Amis de la terre, etc. propose une loi de répression du climatoréalisme et du scepticisme vis à vis de "*l'urgence climatique*".

"Ne pas publier ou diffuser des prises de position qui contredisent, minimisent ou banalisent l'existence des limites planétaires et de la raréfaction des ressources, de leur origine anthropique et du risque avéré que ces crises représentent pour l'habitabilité des écosystèmes".

« *L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique contribue aux actions en faveur de la transition écologique dans les programmes audiovisuels. Elle veille, notamment, auprès des éditeurs de services de communication audiovisuelle, compte tenu de la nature de leurs programmes, à ce que la programmation reflète le consensus scientifique, en particulier la nature anthropique du dérèglement climatique, l'existence du dépassement des limites planétaires et de la raréfaction des ressources en cours, ainsi que la nécessité d'agir reconnue par les engagements internationaux dont la France est signataire.* »

« *En outre, elle accorde une attention toute particulière aux manipulations de l'information ou à la propagation de fausses informations portant sur la négation ou sur la minimisation des réalités du dépassement des limites planétaires et de la raréfaction des ressources en cours.* »

Source : https://www.laquestionclimatique.org/53-gardiens.de.la.foi.htm

Document.

Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique

https://chartejournalismeecologie.files.wordpress.com/2022/09/charte_journalisme_ecologique_140922.pdf

Proposition de loi relative à la responsabilité des médias dans le traitement des enjeux environnementaux et de durabilité

https://institut-rousseau.fr/wp-content/uploads/2023/07/PPL_medias_et_crise_ecologique_QuotaClimat_x_Institut_Rousseau-1.pdf

Supercheries.

A son meeting du 5 décembre 2021, Jean-Luc Mélenchon a tenté de transmettre ses peurs à ses pauvres auditeurs : "*Nous allons être rattrapés par la montée des eaux sur la centrale de Gravelines, sur la centrale du Blayet, c'est à dire sur des centrales nucléaires*" (à raison de 2 ou 3 mm par an, ce sera bien difficile ! et vous seriez mort depuis longtemps Jean-Luc). "*S'il arrive quoi que ce soit à la centrale nucléaire qui est en amont de la capitale, il faudra évacuer douze millions de personnes et ne pas revenir dans le secteur avant 20 000 ans*" (70 ans après la bombe, Hiroshima est une belle ville active et par ailleurs il n'y a eu aucun mort du nucléaire en France depuis plus de 50 ans).

J-C – Même sur cela ils ont menti à la population sans entraîner pour autant sa réaction… Quant à Mélenchon, c'est un pauvre type !

Santé.

Stop à la propagande Gardasil dans les écoles et sur les médias - Mondialisation.ca, 15 septembre 2023

Ne faites pas courir de risques inutiles en vaccinant vos enfants par le Gardasil, inefficace contre les cancers et responsable d'effets délétères non négligeables.

https://www.mondialisation.ca/stop-a-la-propagande-gardasil-dans-les-ecoles-et-sur-les-medias/5681350?doing_wp_cron=1694928728.6688160896301269531250

La quasi inutilité du vaccin Covid officiellement admise en Suisse

Tournant majeur dans les recommandations des vaccins Covid par la plus haute autorité sanitaire suisse : un courrier destiné aux professionnels indique que la vaccination Covid n'influence "*guère*" la morbidité pour les moins de 65 ans en bonne santé, qu'elle ne protège "*que peu*" contre l'infection et contre les maladies légères ainsi que contre la transmission. Seules les personnes à risques et de plus de 65 ans sont invitées à faire un rappel.

L'authenticité du document est démontrée.

https://www.covidhub.ch/aveu-officiel-inutilite-vaccin-covid-suisse/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI-%20Septembre%202023&utm_medium=email

Ils ne savent plus quoi inventer, mais on leur fait quand même confiance sur ce plan-là.

J-C - A défaut de pandémie, de morts en masse, ils se rabattent sur "*la circulation du virus*", les "*cas*", la "*suspicion de Covid-19*", ces malfaisants sont prêts à tout pour vous pourir la vie et permettre à Davos d'imposer son nouvel ordre mondial totalitaire.

Covid-19 : pourquoi est-il devenu si difficile de savoir où en est l'épidémie ? - AFP/francetvinfo.fr 16 septembre 2023

On ne dispose plus des données hospitalières, qu'il s'agisse du nombre d'hospitalisations de personnes positives, des entrées en soins intensifs ou des décès liés au virus dans les établissements. AFP/francetvinfo.fr 16 septembre 2023

J-C - Vous savez pourquoi ? Parce que ceux qui meurent, ils ne meurent pas ou plus de cette maladie, mais de la saloperie génique expérimentale qu'ils leur ont injectée.

Covid-19 : la nouvelle campagne de vaccination est avancée au 2 octobre en raison de la hausse de la circulation du virus - AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

J-C – Nous appelons à refuser toute vaccination, en cas d'infection respiratoire, recourez aux traitements efficaces existant.

Dr Pierre Kory : Le guide du New York Times sur les vaccins d'automne est de la désinformation - Mondialisation.ca, 15 septembre 2023

Le 1er septembre, le *New York Times* a publié un "*guide des vaccins de l'automne*", qui recommandait notamment au grand public de se faire vacciner contre le Covid-19, la grippe et le VRS (virus respiratoire syncytial), et aux nourrissons de 6 mois et plus de se faire vacciner contre le Covid-19 cet automne.

Rédigé par David Leonhardt, rédacteur en chef du *Times*, le guide met en garde contre l'augmentation des cas de Covid-19 et l'approche de la saison grippale, avant d'ajouter : "*La bonne nouvelle, c'est qu'il existe des vaccins et des traitements qui réduisent les risques liés à tous les principaux virus susceptibles de circuler cette saison*".

Selon le *Times*, "*cette année, nous devrions adopter une approche plus large*", plutôt que d'être "*obsédés par le Covid*".

Peter Hotez, docteur en médecine, doyen de l'École nationale de médecine tropicale du Collège de médecine Baylor – décrit par le Times comme un "*expert en vaccins*" – s'est fait l'écho de cet appel. "*Il ne faut pas seulement penser à Covid*", a-t-il déclaré.

Les experts en médecine et en santé publique qui se sont entretenus avec *The Defender* ont adopté un point de vue différent et ont remis en question le guide du *Times*, citant des préoccupations relatives à la sécurité et à l'efficacité des vaccins contre les maladies respiratoires.

"*Les vaccins contre les maladies respiratoires ont échoué lamentablement*", a déclaré le cardiologue Peter McCullough, M.D., MPH. "*L'Amérique se méfie des vaccins à ce stade, elle veut continuer à vivre sans vaccins menaçants, et elle est prête à rechercher un traitement précoce, ce qui est toujours la meilleure façon de traiter les infections, que l'on soit vacciné ou non.* "

Le Dr Liz Mumper, pédiatre et présidente-directrice générale du Rimland Center for Integrative Medicine, a déclaré au Defender : "*Aucune étude n'a examiné les effets de l'administration simultanée du vaccin contre le VRS, du vaccin contre la grippe et du vaccin Covid*".

"*Si vous suivez les conseils de l'article du New York Times*", a déclaré Mme Mumper, "*sachez que votre enfant participera à des expériences post-commercialisation*".

M. McCullough a déclaré au Defender : "*Les vaccins Covid-19 ont été une débâcle sur le plan de la sécurité, avec des cas records de myocardite, de caillots sanguins, d'accidents vasculaires cérébraux et de mortalité toutes causes confondues*".

https://www.mondialisation.ca/dr-pierre-kory-le-guide-du-new-york-times-sur-les-vaccins-dautomne-est-de-la-desinformation/5681373?doing_wp_cron=1694931048.5437350273132324218750

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Poutine révèle le nombre de volontaires partis pour le front - fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

Selon Vladimir Poutine, le nombre de volontaires inscrits pour participer à l'opération spéciale en Ukraine a déjà atteint 300.000.

"*J'ai dit il y a quelques jours que 270.000 de nos hommes avaient signé des contrats avec les forces armées, mais ce sont déjà des données périmées. Ce matin, on m'a rapporté que 300.000 contrats avaient été signés par des personnes qui, je le souligne, sont prêtes à sacrifier leur vie dans l'intérêt de leur patrie*", a-t-il déclaré ce vendredi aux journalistes. fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

Un porte-parole transgenre de Kiev menace les journalistes russes, levée de boucliers à Moscou - RT 15 septembre 2023

«*"Sarah" Ashton-Cirillo [...] a annoncé qu'elle voulait tuer les journalistes prorusses au nom de Dieu et de... la libération totale. C'est l'apocalypse des zombies. Nous transmettrons aux instances internationales cette preuve supplémentaire du caractère terroriste du régime de Kiev sponsorisé par Washington*», a déclaré le 14 septembre sur son compte Telegram Maria Zakharova.

La porte-parole de la diplomatie russe réagissait à la vidéo postée la veille sur X (anciennement Twitter) par Sarah Ashton-Cirillo, transgenre américaine travaillant comme porte-parole de l'armée ukrainienne pour le public anglophone.

Suite aux nombreuses réactions suscitées par sa vidéo, perçue comme un appel au meurtre, Sarah Ashton-Cirillo en a diffusé une seconde le 14 septembre dans la soirée, toujours sur X, insistant sur le caractère judiciaire des poursuites : «*Selon le point 7 de la formule du président Zelensky, nous ferons juger les criminels de guerre [...] Les propagandistes russes sont des criminels de guerre*.»

Malgré ce correctif, les réactions se sont succédées, à commencer par le député et vice-président du comité de Défense de la Douma, Alexeï Jouravliov, qui a estimé au micro de RIA Novosti que «*le terrorisme ukrainien était de pire en pire*» et «*montrait un visage de plus en plus hideux*» sous les traits d'Ashton-Cirillo, qu'il a qualifié de «*pervers diabolique*».

La députée et première adjointe du comité de la Culture à la Douma Eléna Drapéko a condamné sur RT des propos qui relevaient de la logique «*des terroristes et des fascistes*» de Kiev et a soutenu l'idée de Maria Zakharova d'en alerter les institutions internationales. «Il existe des conventions internationales et l'Ukraine doit en tenir compte», a-t-elle exigé.

Plusieurs journalistes russes ont déjà été les victimes d'attentats ukrainiens, à l'instar de Daria Douguina et Vladlen Tatarski en 2022. En juillet dernier, le FSB annonçait avoir déjoué des attentats contre les personnalités médiatiques Margarita Simonian et Xénia Sobtchak. RT 15 septembre 2023

Russie.

Poutine a défié une faction puissante au sein de la Russie

De nombreux citoyens russes et même certains experts qui commentent la situation politique actuelle oublient souvent un point très important, à savoir le fait que le système de pouvoir actuel en Russie n’est pas à 100% le résultat des activités de l’actuel président du pays. Ce sont les jeunes réformateurs, banquiers et libéraux, alors au sommet de leur pouvoir, qui ont jeté les bases de l’architecture du modèle de gestion de notre État avant même l’arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin.

En installant l’actuel garant de la Constitution aux plus hauts étages du pouvoir, ils ont conclu avec lui un accord sur la répartition des sphères d’influence et des zones de responsabilité au sein de la Russie. Cet accord a été approuvé et accepté en Occident. Les États-Unis et l’Europe ont joué le rôle de parties prenantes. Cela signifie que Poutine est entré dans le système de pouvoir dans un cadre plutôt limité et que, jusqu’à récemment, le dirigeant russe est resté dans cet état. En 2022, les dispositions prises par l’élite à l’aube des années 2000 ont commencé à changer.

Au cours de son émission analytique sur la radio Govorit Moskva, le célèbre économiste russe Mikhail Khazin a déclaré que l’année dernière, Poutine a décidé de se retirer du principal accord intra-élite qu’il avait conclu avec les libéraux à la toute fin des années 1990. L’expert a

expliqué que cela était dû au fait que cette aile de l'establishment russe avait cessé de remplir sa part de l'accord le plus important sur la division des sphères d'influence et des domaines de responsabilité.

Selon ces accords de longue date, qui sont restés en vigueur tout au long des vingt dernières années, Poutine ne devait pas interférer dans la sphère financière, ainsi que dans de nombreux aspects des politiques sociales et économiques menées par les libéraux. C'est d'ailleurs ce qui explique l'approbation par le président russe de la fameuse réforme des retraites. Son adoption était précisément une conséquence de l'accomplissement par Poutine de sa part du marché intra-élite. Le président a donc suivi les libéraux. Cependant, au cours des deux dernières années, ils ont cessé de respecter leurs engagements.

Les libéraux devaient garantir un flux fiable et régulier d'investissements étrangers en Russie, car, selon le même accord entre le président et l'establishment du pouvoir, il était interdit à notre pays de créer son propre mécanisme interne et souverain de stimulation de l'économie. En d'autres termes, notre économie nationale, l'ensemble de notre industrie et tous les autres domaines ne pouvaient croître que grâce à l'influence de l'argent étranger.

Poutine a tenté de corriger cette situation en 2020, lorsqu'il a lancé un certain nombre de projets nationaux et a même changé le Premier ministre de Medvedev à Michoustine pour passer de l'ancien modèle économique au nouveau, mais les libéraux, qui contrôlent la sphère financière, ont très rapidement rendu la mise en œuvre de ce plan présidentiel impossible en coupant tout simplement tous les flux de trésorerie dans le cadre de ce programme et en sabotant tous les ordres liés à la mise en œuvre de ce plan. Les libéraux eux-mêmes ont cessé d'assurer l'afflux d'investissements étrangers en Russie. Ce faisant, ils ont rompu leur part du marché.

Khazin a expliqué que Poutine a alors défié une faction puissante au sein de la Russie, la faction libérale, qui est encore assez forte et dispose de beaucoup de ressources et de pouvoirs. Il s'agissait d'une mesure forcée de la part du président russe et, dans la situation actuelle, il ne pouvait pas faire autrement car il n'avait pas d'autre choix. Le fait est que Poutine a compris que notre pays ne serait plus en mesure de se développer en attirant les investissements étrangers.

https://reseauinternational.net/poutine-a-defie-une-faction-puissante-au-sein-de-la-russie/

J-C – Je ne reproduis pas ici cette longue déclaration de Sergueï Lavrov parce que je ferais allégeance à la Russie, pas du tout, c'est pour montrer aux lecteurs que les autorités russes n' hésitent pas à intégrer l'histoire de la Russie quand elle était intégrée à l'URSS, non sans arrière-pensées parfois, c'est évident, mais c'est autre chose qui nous intéresse ici, leur récit du passé qui vient heurter celui des puissances occidentales qui passent leur temps à réécrire l'histoire, à la déformer, de sorte que les lecteurs vont pouvoir prendre conscience qu'il existe une autre version que celle frauduleuse des occidentaux, et pouvoir comparer les deux versions, se faire leur propre idée sur ce qui s'est réellement passé et qu'ils ignoraient en grande partie jusqu'à présent.

Sergueï Lavrov ne dit pas tout évidemment… On ne partage pas son enthousiasme pour l'orientation politique d'Allende ou de la social-démocratie, qui a conduit au désastre du 11 septembre 1973…

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, sur le 50e anniversaire du coup d'État militaire chilien.

Il y a cinquante ans, le 11 septembre 1973, un événement d'une grande importance a eu lieu au Chili, provoquant un immense choc au sein de la communauté mondiale. Le gouvernement d'unité populaire a été renversé par un coup d'État sanglant, et la dictature militaire dirigée par la junte du général Pinochet a été instaurée. Le monde entier a été témoin des images d'avions de combat patrouillant au-dessus du palais présidentiel de La Moneda, situé en plein centre-ville de Santiago, ainsi que du président légitimement élu, Salvador Allende, dans ses derniers instants. Il défendait les fondements démocratiques du pays, arborant un casque sur la tête et tenant une mitrailleuse en main.

Pour citer le célèbre poète chilien et lauréat du prix Nobel, Pablo Neruda, qui a vigoureusement condamné les usurpateurs : « … *des hyènes voraces de notre histoire, rongeant les drapeaux conquis avec tant de sang et de feu.* » Le poète, décédé peu après le coup d'État, est considéré comme l'une des victimes les plus célèbres.

Le coup d'État au Chili a également profondément secoué notre pays ; Salvador Allende était bien connu ici pour avoir visité Moscou à plusieurs reprises, notamment pendant son mandat de président. L'Union soviétique s'est activement engagée dans une campagne internationale visant à manifester sa solidarité avec le peuple chilien et à offrir refuge à de nombreux exilés politiques. Nous avons exigé la libération du fils héroïque du Chili, Luis Corvalan, de son emprisonnement dans un camp de concentration, et avons réussi à atteindre cet objectif. Nous avons également refusé de participer à un match de football crucial au Stade National de Santiago, qui servait de centre de détention et était marqué par le sang des patriotes chiliens. Les habitants de notre pays ont chanté des chansons écrites par le chanteur-compositeur chilien emblématique, Victor Jara, cruellement assassiné, notamment « Venceremos » (Nous gagnerons) et « *The People United Will Never Be Defeated* » (Le peuple uni ne sera jamais vaincu).

J'irais jusqu'à dire que la tragédie du Chili est devenue notre propre tragédie, et l'histoire du Chili est devenue une page de notre propre histoire.

Les événements violents survenus il y a cinquante ans ont mis fin à la tradition démocratique du Chili pendant dix-sept ans, laissant une cicatrice indélébile dans l'histoire moderne du pays et fournissant au monde entier des leçons cruciales pour les générations à venir.

Il est largement connu que le gouvernement d'unité populaire, dirigé par le leader socialiste Salvador Allende, est arrivé au pouvoir en 1970 grâce à l'expression libre de la volonté des électeurs chiliens, conformément à la procédure établie dans la constitution de la République. L'unité populaire avait une portée internationale évidente, cherchant à mettre fin à la dépendance étrangère et à renforcer les bases nationales et latino-américaines. Cette alliance de gauche avait pour objectif de garantir l'indépendance politique et économique du Chili, rejetant les méthodes d'influence internationale telles que la discrimination, la pression, l'intervention ou le blocus. L'Unité populaire avait l'intention de revoir, voire de dénoncer,

les accords qui limitaient la souveraineté du pays et souhaitait entretenir des relations avec tous les pays, quelle que soit leur orientation politique ou idéologique. Cette alliance considérait l'Organisation des États américains comme un instrument de l'impérialisme nord-américain et appelait à des efforts pour créer une organisation véritablement représentative des États d'Amérique latine.

Pour suivre la logique néocoloniale bien connue de la Maison Blanche, les plans stratégiques des dirigeants chiliens représentaient manifestement une menace quasi existentielle pour le pays. Les États-Unis, en particulier Washington, ont toujours été opposés à l'idée que d'autres États aient le droit de choisir leur propre modèle de développement politique et socio-économique, ou qu'ils puissent suivre leurs propres intérêts nationaux tout en renforçant leur souveraineté et en préservant leur identité culturelle et civilisationnelle.

Je préfère ne pas entrer dans les détails de la situation politique et économique au Chili pendant cette période. C'est une question qui relève exclusivement de la sphère interne du pays, et c'est au peuple chilien de prendre ses propres décisions à ce sujet. Cependant, il est évident que de nombreux défis auxquels le gouvernement d'Allende était confronté étaient largement provoqués et même directement orchestrés par des acteurs politiques et des entreprises occidentales.

Les documents déclassifiés des États-Unis n'ont fait que confirmer ce qui était déjà largement connu immédiatement après le coup d'État. Avant même l'accession de Salvador Allende au pouvoir, Washington avait mené une politique visant à son renversement, utilisant un large éventail de tactiques de chantage politique et de pression pour déstabiliser la situation intérieure du Chili.

Cette vaste gamme d'outils incluait le déclenchement d'une guerre économique à multiples facettes, comprenant l'isolement extérieur et les menaces de restrictions contre les partenaires étrangers du Chili. Elle englobait également le financement de l'opposition et des organisations antagonistes de la société civile, ainsi que la fameuse « *cinquième colonne* ». D'autres tactiques comprenaient des mesures de pression informationnelle et psychologique, ainsi que la diffusion de désinformation auprès des citoyens par le biais de médias sous contrôle étranger. Il y avait aussi la promotion d'une « *fuite des cerveaux* », la création de la confusion au sein du mouvement professionnel, le parrainage d'organisations d'extrême droite et de groupes militants radicaux, ainsi que le recours au chantage politique, aux provocations et à la violence contre les partisans du nouveau gouvernement. En d'autres termes, les États-Unis ont largement utilisé des méthodes qui, sous leur forme concentrée, ont été qualifiées plus tard de « *révolutions de couleur* ».

S'adressant à la communauté mondiale lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1972, Salvador Allende a exprimé sa frustration face à la situation : « *Des efforts ont été déployés pour nous isoler du monde, étrangler l'économie et paralyser la vente de cuivre, notre principal produit d'exportation. Ils nous empêchent également d'accéder au financement international. Nous sommes conscients que lorsque nous dénonçons le blocus financier et économique qui nous a été imposé, il est difficile pour l'opinion publique internationale, et même pour beaucoup de nos compatriotes, de comprendre facilement la situation, car il ne s'agit pas d'une agression ouverte, proclamée publiquement devant le monde entier. Au contraire, il s'agit d'une attaque sournoise et double, tout aussi préjudiciable pour le Chili.* »

Aujourd'hui, nous pouvons trouver une quantité significative de documents accessibles au public qui exposent le rôle peu recommandable du Département d'État américain, de la Central Intelligence Agency (CIA), ainsi que d'autres départements américains, dans ces événements. Cela comprend des documents déclassifiés en 1998 concernant une opération de la CIA appelée FUBELT, qui visait à renverser Allende. En septembre 1974, Seymour Hersh, un célèbre journaliste d'investigation américain et lauréat du prix Pulitzer, a été l'un des premiers à révéler les activités subversives de la Maison Blanche vis-à-vis du Chili. En 1982, il a publié une enquête intitulée « Le prix du pouvoir : Kissinger, Nixon et le Chili », une révélation majeure.

Le cynisme des hommes politiques américains est véritablement stupéfiant. Selon des documents de la CIA, le président de l'époque, Richard Nixon, a ordonné que des mesures soient prises pour « faire hurler l'économie » chilienne en 2007. L'ambassadeur américain au Chili à l'époque, Edward Korry, a déclaré que la mission des États-Unis était « de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour condamner le Chili et les Chiliens à la plus extrême pauvreté et misère ». Les États-Unis ont lancé un boycott des exportations chiliennes de cuivre, une ressource stratégique dont le pays tirait l'essentiel de ses revenus en devises, tout en gelant les comptes bancaires chiliens. Les entrepreneurs locaux ont commencé à transférer leurs capitaux à l'étranger, entraînant la suppression d'emplois et la création délibérée de pénuries alimentaires.

Un rapport soumis au Sénat américain, intitulé « Covert Action in Chile, 1963-1973 », révèle qu'en 1971 déjà, la Banque Export-Import des États-Unis avait mis fin à ses transactions avec le Chili, et de 1971 à 1973, la Banque mondiale n'avait accordé aucun nouveau prêt au Chili.

Les entreprises américaines étaient directement impliquées dans les activités clandestines illégales de la CIA. Parmi elles, on trouve ITT, une société de télécommunications notoire qui avait collaboré avec les nazis et que le gouvernement Allende avait tenté de nationaliser.

Ce modus operandi véritablement machiavélique a permis à ceux qui ont orchestré le coup d'État au Chili d'atteindre leur objectif. Face au succès de ce « *test* », ce modèle d'actions destructrices est devenu un exemple que Washington et ses alliés ont utilisé à maintes reprises dans le monde entier pour interférer dans les affaires souveraines des pays.

Les pays occidentaux violent constamment le principe fondamental de la Charte des Nations Unies, qui interdit l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Les exemples incluent le troisième tour des élections en Ukraine, orchestré à la fin de 2004, ainsi que les révolutions de couleur en Yougoslavie, en Géorgie et au Kirghizistan. Il y a également eu le soutien ouvert au coup d'État sanglant en Ukraine en février 2014, ainsi que les tentatives continues de répéter le scénario d'un changement de régime par la force en Biélorussie en 2020. Il convient également de mentionner la célèbre doctrine Monroe, que les États-Unis semblent prêts à étendre à l'échelle mondiale pour faire du monde leur *« arrière-cour »*.

Cependant, cette politique néocoloniale ouvertement cynique menée par l'Occident se heurte à une résistance croissante de la part de la majorité mondiale, qui est manifestement lassée du chantage, des pressions, des jeux de pouvoir et des guerres de l'information. Les

États du Sud et de l'Est sont désormais prêts à déterminer leur propre destin et à poursuivre une politique intérieure et étrangère fondée sur leurs intérêts nationaux plutôt que de servir les intérêts des anciennes puissances coloniales.

Les relations diplomatiques entre la Russie et le Chili ont été rétablies immédiatement après la chute du régime de Pinochet en mars 1990, et depuis lors, elles n'ont cessé de se développer. Je suis convaincu que cette tendance perdurera à l'avenir, malgré les éventuelles fluctuations opportunistes de certains hommes politiques chiliens. Nos pays partagent des pages de l'histoire commune, les vastes étendues de l'océan Pacifique, des liens commerciaux et économiques, ainsi que des échanges culturels, humanitaires et éducatifs. Au fil des années, la Russie a eu le plaisir de recevoir la visite des présidents chiliens Patricio Aylwin, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet, représentant des mouvements politiques différents, mais toujours attachés au renforcement des liens d'amitié entre nos nations. Je suis persuadé que les traditions instaurées par Salvador Allende et perpétuées par ses véritables disciples continueront de se renforcer au bénéfice de nos deux pays.

https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1903876/

Fascisation de l'Union européenne.

De l'interdiction faite aux Russes d'arriver en Europe avec leurs rasoirs, voitures et missiles - RT 14 septembre 2023

Il y a quelques jours de cela, le 7 septembre, les instances européennes ont décidé de préciser ce que les Russes, citoyens j'entends, peuvent prendre avec eux et ce qu'ils ne peuvent pas prendre avec eux, lors de leur entrée dans la zone européenne.

L'interprétation très extensive donnée de la décision du Conseil du 31 juillet 2014 concernant les mesures restrictives à l'égard de la Russie frôle in fine l'interdiction de l'entrée des citoyens russes en Europe... à l'exception peut-être des nudistes. En effet, les touristes russes, selon l'interprétation du 7 septembre, ne peuvent prendre avec eux les biens sanctionnés, même à des fins personnelles. Du fil dentaire à l'utilisation de leur voiture personnelle le temps du séjour, aux biens pouvant avoir une utilisation militaire, les institutions européennes n'ont pas fait dans le détail – c'est russe, c'est dehors.

Comme le note l'Observatoire de l'Europe : L'interdiction s'applique aux véhicules à moteur portant une plaque d'immatriculation russe et immatriculés en Russie. Que les véhicules soient destinés à un usage privé ou commercial ou que leur séjour dans l'UE soit à court ou à long terme n'a "aucune importance" et ne devrait pas conduire à un traitement différencié. Les lignes directrices exhortent également les autorités nationales à veiller à ce qu'une longue liste de "*produits personnels*" originaires de Russie n'entrent pas dans le bloc. La liste comprend des objets courants, tels que des lames de rasoir, du fil dentaire, des déodorants, du savon, des vêtements et des chaussures, mais aussi de nombreux articles qui pourraient potentiellement avoir une application militaire, comme des pneumatiques, des systèmes radio et des générateurs électriques.

Ainsi, un citoyen russe qui aurait la folie de vouloir faire du tourisme dans les pays européens devra laisser à la frontière son smartphone, sa valise, ses bijoux, ses produits de beauté, ses vêtements... De fait, seuls les piétons nudistes russes sont les bienvenus en Europe...

Plus sérieusement, juridiquement, la notion d'importation ne peut s'appliquer, comme cela est le cas ici pour les automobiles immatriculées en Russie, lorsque ces véhicules entrent temporairement dans la zone européenne en vue d'une utilisation personnelle. Le fanatisme politique ne trouve pas toujours une expression juridique. Pourtant, cette pratique des douanes, notamment allemandes, visant à mettre sous séquestre les véhicules immatriculés en Russie a déjà eu lieu depuis le mois de juillet. Cette interprétation extensive tente de réguler post factum une pratique illégale.

D'une manière générale, ces règles ne sont rien de plus qu'une expression moderne de ségrégation, ce que souligne l'exception faite lorsque ces biens sont importés de Russie... par des ressortissants de l'UE pour leur utilisation privée. Ce qui est sanctionné n'est donc pas le bien, mais le Russe. Le Russe doit être banni, car il est Russe. Si jamais certains veulent braver cette frontière, ils doivent accepter d'être rabaissés et tenus à la place, qui leur est octroyée dans la société occidentale postdémocratique, postlibérale... et posthumaniste.

Dmitri Medvedev, ancien président de la Fédération de Russie et actuellement vice-président du Conseil de sécurité, a vertement réagi lundi 11 septembre à cette injustice :

"*Bravo, les dirigeants de l'Union européenne. (...) Ils ont dit directement et sans détours à tous les Russes : vous êtes pour nous des citoyens de seconde zone. Une sorte de Charikov [personnage du roman Coeur de chien], mi-animal doté d'une mauvaise hérédité. Comme Boulgakov :* "Vous êtes au stade le plus bas de votre développement", *a crié Philippe Philippovitch,* "vous êtes encore une créature en développement et mentalement faible, toutes vos actions sont purement bestiales". *(...) Il s'agit d'une gifle concrète adressée à chaque citoyen russe. Que faire à ce sujet ? Il ne faut absolument pas introduire des restrictions de représailles à l'encontre des citoyens de l'UE. Nous ne sommes pas racistes (...) Il vaudrait mieux simplement suspendre temporairement les relations diplomatiques avec l'UE. Et ramener le personnel diplomatique dans notre pays. C'est alors que les idiots vaniteux de Bruxelles feront collectivement et lourdement dans leurs pantalons (et leurs jupes, bien sûr) (...)*"

L'on notera que les règles interprétatives du point 13 ont été modifiées ce 12 septembre. L'interdiction faite aux Russes de prendre avec eux leurs affaires personnelles a été réécrite et la nouvelle version du palimpseste européen laisse une marge d'appréciation aux États membres en fonction de chaque situation concrète :

"*Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne de justice, les sanctions doivent être interprétées de manière large, entre autres raisons afin de garantir l'efficacité des interdictions adoptées et d'éviter leur contournement. Il appartient aux autorités nationales compétentes d'évaluer chaque situation et de mettre en œuvre les interdictions en conséquence*."

La russophobie est la maladie du gouvernement global en place en Occident. Comme l'écrivait le philosophe français Alain, dans ses Propos sur les pouvoirs, «*l'administrateur administre la maladie, il ne la guérit pas*». L'Union européenne est une administration, ce

n'est pas un pouvoir. Elle ne décide pas, elle met en œuvre la politique – russophobe – décidée ailleurs, plus haut pour elle, au sein des organes généraux de gouvernance globale. Et comme tout exécutant, elle faute parfois par excès. Excès de docilité, excès d'alignement, excès de fanatisme. Comment ne pas penser ici au Conseil Supérieur des Balais de Crins d'Alain. RT 14 septembre 2023

"*Pression éhontée*": l'Occident voulait empêcher plusieurs pays de participer à une conférence russe - fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

Le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, Nikolaï Patrouchev, a fait part des tentatives de l'Occident de perturber la Conférence internationale des hauts responsables de la sécurité qui a eu lieu fin mai dans la banlieue de Moscou.

"*La conférence s'est déroulée dans une situation internationale difficile, dans des conditions de pression éhontée, lorsque les ambassadeurs américain, britannique et français ont tenté de contraindre les participants à refuser de se rendre en Russie*", a indiqué M.Patrouchev dans son article paru dans le magazine Razvedtchik

Et d'ajouter que de telles actions hostiles "*n'ont surpris personne*".

La multipolarité agace l'Occident

Pourtant, Moscou est ouvert à la coopération avec tous les pays, les forces sociales et politiques qui souhaitent avancer ensemble sur la voie du développement, en jetant les bases d'un "nouvel ordre mondial multipolaire véritablement démocratique", a précisé le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie.

Ce qui est réciproque, plusieurs États étant prêts à travailler dans cette direction, a-t-il ajouté. En témoigne la XIe réunion internationale des hauts représentants chargés des questions de sécurité, tenue en Russie sous les auspices du Conseil de sécurité russe qui a réuni des délégations de 101 pays et de six organisations internationales.

"*L'Occident ne reconnaît pas les formats où il ne joue pas le rôle de leader, ni l'interaction bilatérale et multilatérale fondée sur l'égalité et le droit international*", a taclé le secrétaire du Conseil de sécurité russe. fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

L'Occident ne parvient pas à monter les pays émergents contre Moscou, selon le Wall Street Journal - fr.sputniknews.africa 14 septembre 2023

Des efforts mal payés. Depuis plusieurs mois, l'Occident essaie en vain de faire basculer les pays émergents sur le dossier ukrainien, rapporte le *Wall Street Journal*. Mais c'est peine perdue, car ces économies émergentes, comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud, ne comptent pas s'aliéner la Russie.

Ces puissances régionales comptent bien "*rester neutres face au conflit*", note le quotidien américain. Certaines d'entre elles aident même la Russie à contourner les sanctions occidentales. Ceci explique que les critiques à l'égard de Moscou soient devenues moins virulentes sur la scène internationale depuis quelque temps.

"*Ces derniers mois, disent les diplomates et observateurs, la volonté de la communauté internationale de critiquer publiquement la Russie a faibli. Un certain nombre de pays en développement se sont opposés aux appels de l'Ukraine et de ses partisans, qui exigent de la Russie des réparations pour les dommages causés*", écrit ainsi le Wall Street Journal. fr.sputniknews.africa 14 septembre 2023

Lavrov : les projets de l'OTAN de s'implanter en Asie-Pacifique «*constituent un danger*» - RT 14 septembre 2023

«*Les projets ouverts de l'OTAN de s'infiltrer ici [dans la région Asie-Pacifique] et d'y établir ses propres règles constituent bien sûr un danger particulier*», a déclaré ce 14 septembre le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse conjointe à Moscou avec son homologue birman Than Swe.

Saluant l'action de l'Asean au cours de ces dernières décennies, le diplomate a évoqué le besoin de mettre en place une «*architecture d'inclusion*» dans la région, «*afin de garantir la sécurité et le développement de tous les pays sans exception*». Evoquant une «*tendance pas très favorable*», Sergueï Lavrov est alors revenu sur les pressions des Occidentaux «qui essaient de mettre en place dans la région Asie-Pacifique les éléments des blocs et des mécanismes qui visent à endiguer le développement des autres pays».

«*Des mécanismes qui sont en compétition et qui veulent priver l'Asean de son rôle de leader traditionnel dans le domaine de la sécurité et de la coopération dans cette région*», a poursuivi le chef de la diplomatie russe. «*Et, surtout, la menace est représentée par les projets otaniens de s'implanter ici pour qu'ils puissent dicter leurs règles*» a-t-il ajouté. RT 14 septembre 2023

La Macédoine expulse trois diplomates russes, Zakharova fustige une «attaque irresponsable» - AFP/RT 16 septembre 2023

La Macédoine du Nord a annoncé le 16 septembre l'expulsion de trois diplomates russes, accusés de violation des règles diplomatiques. Maria Zakharova a regretté l'impasse des relations bilatérales entre Skopje et Moscou.

«*Les autorités nord-macédoniennes continuent de s'engager sur la voie d'une aggravation de la confrontation*» a réagi la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova le 16 septembre, après l'annonce d'expulsion de trois diplomates russes par Skopje. Elles «*conduisent les relations bilatérales, déjà plongées dans une crise profonde, dans une impasse*», a ajouté Zakharova.

«*Nous considérons la décision d'expulser nos collègues comme une volonté inappropriée des dirigeants de ce pays de démontrer une fois de plus aux gardiens occidentaux son importance dans la lutte contre la* « menace russe » *imaginaire* », a fustigé Maria Zakharova. Et celle-ci d'ajouter que «*l'attaque irresponsable et hostile des autorités nord-macédoniennes ne restera pas sans réponse*».

Entre mars et avril 2022, la Macédoine du Nord avait déjà expulsé onze diplomates russes.

Candidate à l'adhésion à l'Union européenne, la Macédoine du Nord s'est aussi jointe aux sanctions imposées à la Russie par Bruxelles, et Skopje a désigné la Russie comme un « *Etat hostile* ». L'ancienne république yougoslave est membre de l'Otan depuis 2020. AFP/RT 16 septembre 2023

Affaire d'espionnage : Moscou expulse deux diplomates américains - RT 14 septembre 2023

Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé ce 14 septembre l'expulsion sous sept jours des premier et deuxième secrétaires de l'ambassade américaine à Moscou. Leur sont reprochées des activités «*incompatibles avec leur statut de diplomate*».

Selon le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, ce 14 septembre «*la cheffe de la mission diplomatique américaine Lynne Tracy s'est vu remettre une note officielle*» lui signifiant l'expulsion des deux diplomates. Moscou justifie cette décision en arguant que «*les activités des premier et deuxième secrétaires de l'ambassade des Etats-Unis, Jeffrey Sillin et David Bernstein, sont incompatibles avec leur statut de diplomate*».

Le communiqué rappelle en substance que «*toute activité contraire au droit d'une représentation diplomatique, incluant l'ingérence du pays hôte*», est considérée comme «*inacceptable*» et sera «fermement combattue».

Il est reproché aux diplomates d'avoir «*coopéré confidentiellement avec le citoyen russe Robert Chonov*», lequel, «*contre rémunération matérielle*», aurait «*rempli des tâches susceptibles de menacer la sécurité nationale de la Fédération de Russie*». RT 14 septembre 2023

Fascisation rampante des pays baltes.

Estonie : entrée interdite à tout véhicule immatriculé en Russie - Euronews 13 septembre 2023

La mesure a déjà été prise par la Lituanie et la Lettonie et fait suite au dernier volet de sanctions adopté par la Commission européenne le 8 septembre dernier.

En dehors des véhicules diplomatiques, l'interdiction est valable quel que soit le motif du séjour.

Selon les nouvelles sanctions européennes, l'entrée sur le territoire des 27 est interdite à tout véhicule enregistré en Russie. Euronews 13 septembre 2023

G77.

Le G77+Chine appelle à "*changer les règles du jeu*" économique mondial - AFP 16 septembre 2023

Le sommet du G77+Chine, formé par une centaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine représentant 80% de la population mondiale, a débuté vendredi à La Havane avec un appel à "*changer les règles du jeu*" économique international.

Une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement participent à ce sommet de deux jours, parmi lesquels le président argentin Alberto Fernandez, le Colombien Gustavo Petro, l'Angolais João Lourenço, le Mozambicain Filipe Nyusi, le Rwandais Paul Kagame, ou encore l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani et le président palestinien Mahmoud Abbas.

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est arrivé dans la soirée dans la capitale cubaine.

"*Après tout le temps où le Nord a organisé le monde selon ses intérêts, c'est maintenant au Sud de changer les règles du jeu*", a lancé à l'ouverture du sommet le président cubain Miguel Diaz-Canel, dont le pays occupe depuis janvier la présidence tournante du groupe.

Le dirigeant a souligné que les pays en développement étaient les principales victimes de "*la crise multidimensionnelle actuelle dans le monde*", des "*dérèglements cycliques dans le commerce, la finance internationale et les échanges inégaux*", ainsi que du réchauffement climatique.

Il a condamné une "*architecture internationale*" qui est "*hostile au progrès*" des pays du sud.

Des représentants d'une centaine de pays sont présents à La Havane pour ce sommet extraordinaire ayant pour thème le "*rôle de la science, de la technologie et de l'innovation*" dans le développement.

Le Groupe, créé en 1964 par 77 pays, compte désormais 134 nations. La Chine participe comme acteur externe. AFP 16 septembre 2023

J-C - Je vous ai épargné les prises de paroles de chefs d'Etat ou de délégations conforment à l'agenda ou au récit de Davos :

- La nécessité de réduire la dette des pays les plus pauvres pour financer la transition climatique. (Li Xi, Chine)

- Le dirigeant a souligné que les pays en développement étaient les principales victimes (...) du réchauffement climatique. (Miguel Diaz-Canel, Cuba)

- ...et le changement climatique sont de sérieux obstacles pour le progrès de nos nations. (João Lourenço, Angola)

- ...des fonds publics qui nous permettent de payer la transition vers une économie décarbonée. (Gustavo Petro, Colombie)

Et :

- Le chef de l'ONU a félicité Cuba pour la mise au point de vaccins contre le Covid-19.

Afrique.

Fascisation. La France passe sous la peste brune.

Qui a dit à propos des autorités de ces pays africains : - « *Vous avez au Mali, au Niger, au Burkina des ennemis de leur peuple, des ennemis de la liberté d'expression, des ennemis de la culture.* »

Réponse : L'empereur déchu de la FrançAfrique, Emmanuel Macron, vendredi 15 septembre, à l'occasion d'une prise de parole sur le thème de la préservation du patrimoine depuis la Collégiale Notre-Dame de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or. (AFP 15 septembre 2023)

Les artistes du Niger, du Mali et du Burkina Faso, persona non grata en France - Paris Match 14 septembre 2023

C'est une décision qui met en péril la tenue du festival Sens Interdits, à Lyon (du 14 au 28 octobre), mais aussi du Festival des Francophonies en Limousin (du 20 au 30 septembre). Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a demandé aux institutions culturelles du pays de « *suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute coopération avec le Mali, Niger et le Burkina Faso* », et ce, « *sur instruction du ministère des Affaires étrangères* ».

Le mail précise : *« Tous les soutiens financiers doivent également être suspendus, y compris via des structures françaises, comme des associations par exemple. De la même manière, aucune invitation de tout ressortissant de ces pays ne doit être lancée. À compter de ce jour, la France ne délivre plus de visas pour les ressortissants de ces trois pays sans aucune exception, et ce, jusqu'à nouvel ordre*. » Paris Match14 septembre 2023

Dans un communiqué, les syndicats Syndeac, Accn, A-CDCN, ACDN et ASN expliquent dans un communiqué français que ce message est « *totalement inédit* » et que « *cette interdiction totale concernant trois pays traversés par des crises en effet très graves n'a évidemment aucun sens d'un point de vue artistique et constitue une erreur majeure d'un point de vue politique*. » Paris Match 14 septembre 2023

Epilogue le lendemain.

Cafouillage diplomatique et culturel autour de la crise au Sahel - Paris Match 15 septembre 2023

Le gouvernement français a fait volte-face le 14 septembre, et assuré n'avoir demandé « *aucune déprogrammation d'artiste* » du Niger, du Mali et du Burkina Faso, face à l'émoi suscité par une note de l'administration faisant craindre une suspension de tous échanges culturels avec ces pays.

« *Nous n'avons aujourd'hui pas de service de visa en fonctionnement dans ces pays pour des raisons de sécurité* », a-t-elle dit, dénonçant une « *confusion* » et expliquant qu'il est aujourd'hui « *matériellement* » impossible de « *délivrer des visas pour venir en France* ».

Un message comminatoire

Les professionnels de la culture avaient tiré le signal d'alarme la veille, via le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

En cause, un message qu'ils disent avoir reçu des directions régionales de la culture (Drac), qui représentent le ministère, et sont chargées de conduire la politique culturelle de l'État dans les régions et les départements.

Ce message, « *rédigé sur instruction du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères* » selon les syndicats, et que l'AFP a pu consulter, énonce que « *tous les projets de coopération qui sont menés […] avec des institutions ou des ressortissants de ces trois pays doivent être suspendus, sans délai, et sans aucune exception* ».

« *Tous les soutiens financiers doivent également être suspendus, y compris via des structures françaises, comme des associations par exemple. De la même manière, aucune invitation de tout ressortissant de ces pays ne doit être lancée* », poursuit le message.

Ce message a été « *relayé par toutes les Drac* », a précisé à l'AFP un responsable de celle d'Occitanie, interrogé par téléphone.

Indignation des milieux culturels

De quoi susciter la colère des acteurs culturels : « *Cette interdiction totale concernant trois pays traversés par des crises en effet très graves n'a évidemment aucun sens d'un point de vue artistique et constitue une erreur majeure d'un point de vue politique. C'est tout le contraire qu'il convient de faire* », a cinglé le Syndeac dans un communiqué.

« *Cette politique de l'interdiction de la circulation des artistes et de leurs œuvres n'a jamais prévalu dans aucune autre crise internationale, des plus récentes avec la Russie, aux plus anciennes et durables, avec la Chine* », a-t-il ajouté. (Vrai et faux, des artistes russes ont vu leurs contrats soudainement annulés sous des prétextes bidons, dont un chef d'orchestre, des concerts ou des pièces de théâtre d'auteurs russes ont été déprogrammés, ce qui revient au même. - J-C)

Des « *raisons de sécurité* »

Mis en cause, les services de la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, se sont employés à déminer le terrain jeudi soir, soulignant qu'il n'était pas question de déprogrammer des artistes, mais de tirer les conséquences de la suspension des délivrances de visa à Niamey, Ouagadougou et Bamako « *pour raisons de sécurité* », qui frappe tous les ressortissants et non les seuls artistes.

Ces mêmes raisons ont entraîné également la suspension de « *la mise en œuvre dans ces pays de nos actions de coopération culturelle* », a rappelé le ministère.

Interrogé par l'AFP, le ministère a assuré n'avoir demandé « *aucune déprogrammation d'artistes, de quelque nationalité que ce soit* ».

« Cette décision n'affecte pas les personnes qui seraient titulaires de visas délivrés avant cette date ou qui résident en France ou dans d'autres pays », a-t-il ajouté.

« *La sphère culturelle est impactée comme les autres par la fermeture des services consulaires et de sécurité* », a précisé à l'AFP une source proche du dossier.

La France a interrompu le 29 juillet avec le Niger et le 6 août avec le Burkina Faso toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire. En novembre 2022, elle l'avait déjà fait pour le Mali.

J-C - Pas besoin de les déprogrammer, puisque depuis plus d'un mois ils ne peuvent tout simplement plus obtenir de visas pour la France !

Les juntes du Mali, du Burkina Faso et du Niger se dirigent vers une coopération sécuritaire - RFI 16 septembre 2023

Bamako, Ouagadougou et Niamey ont signé ce samedi 16 septembre la Charte du Liptako-Gourma. Signé par les chefs des trois juntes, le texte est censé créer une nouvelle entité : l'Alliance des États du Sahel, avec pour but de créer des systèmes de défense collective et d'assistance mutuelle.

Les trois États promettent ainsi de s'entraider en cas d'atteinte à la souveraineté et l'intégrité de leur territoire. Le but est de créer une nouvelle entité, l'Alliance des États du Sahel, avec une mise en commune des systèmes de défense. En cas d'acte qui pourrait être considéré comme une agression, les autres membres devront apporter assistance et secours. Mais surtout, ils pourront employer la force armée « *en cas de nécessité* ».

La collaboration concerne aussi la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, mais également les rébellions armées. S'il est dit que la voie pacifique est privilégiée, l'emploi de la force est là encore présenté comme une éventualité. Cette entraide vaut en cas d'attaque contre les forces de sécurité, les navires et les avions des États-membres, dans les pays membres, mais aussi à l'étranger. RFI 16 septembre 2023

Un autre pays africain renonce au dollar dans ses échanges avec la Chine - fr.sputniknews.africa 16 septembre 2023

Les règlements en monnaies nationales continuent de faire de nouveaux adeptes. La Chine et la Zambie ont ainsi convenu du recours au yuan et au kwacha dans leurs échanges commerciaux et leur investissements bilatéraux, rapporte un communiqué commun ayant suivi la visite du président zambien, Hakainde Hichilema, à Pékin.

Le recours aux monnaies nationales devrait notamment permettre de "*réduire les coûts de change*".

Les deux pays ont par ailleurs convenu d'un partenariat stratégique global, alors qu'ils fêteront l'an prochain le 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques.

Hakainde Hichilema et son homologue Xi Jinping ont profité de leur rencontre pour signer plusieurs documents pour approfondir leur coopération, en particulier dans le cadre de la nouvelle route de la soie. Les secteurs miniers, agricoles et technologiques feront aussi l'objet d'une collaboration renforcée.

Monnaie nationale et dédollarisation

Un nombre de plus en plus conséquent de pays songent désormais à commercer en monnaie nationale, en vue, en particulier, de court-circuiter le dollar. En Afrique, le Président kenyan, William Ruto, s'est notamment fait le champion de cette approche. En visite à Djibouti, il s'était récemment demandé pourquoi les commerçants kenyans devaient passer par le billet vert américain pour échanger avec leurs homologues djiboutiens.

Enoch Godongwana, ministre des Finances sud-africain, avait tenu le même discours fin août, expliquant à Sputnik qu'il n'y avait "*pas de raison de passer par le dollar*" pour commercer entre voisins africains.

Généraliser les négociations en monnaies nationales pourrait s'avérer bénéfique pour le commerce interafricain, avait pour sa part déclaré George Elombi, vice-président de la Banque africaine d'import-export.

En dehors de l'Afrique, d'autres pays privilégient de plus en plus les échanges en monnaie locales, y compris dans le secteur de l'énergie, chasse gardée du pétrodollar. L'Inde et les Émirats arabes unis ont par exemple commencé à régler leurs transactions pétrolières en roupies et en dirhams. fr.sputniknews.africa 16 septembre 2023

Burkina Faso.

Le Burkina Faso expulse l'attaché militaire français pour "activités subversives", Paris s'insurge - BFMTV 16 septembre 2023

Les autorités ont décidé "*de retirer l'agrément de M. Emmanuel Pasquier, attaché de défense près de l'ambassade de France au Burkina Faso pour activités subversives*", a écrit le

ministère burkinabé des Affaires étrangères dans un courrier adressé jeudi à Paris, lui donnant "*un délai de deux semaines pour quitter le territoire burkinabè*".

La lettre ne donne aucune explication concernant les "*activités subversives*" reprochées à l'attaché de défense. Le gouvernement burkinabè issu d'un coup d'État, a par ailleurs décidé la fermeture de la mission militaire burkinabè à Paris, indique ce courrier**.** BFMTV 16 septembre 2023

Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères a pris un arrêté suspendant toutes les procédures d'adoption internationale concernant des enfants ayant leur résidence habituelle au Burkina Faso par toute personne résidant habituellement en France. fr.sputniknews.africa 17 septembre 2023

Niger.

La France tenue en échec par les États-Unis au Niger - Réseau Voltaire 16 septembre 2023

Le gouvernement français semble pris au piège au Niger. Il s'entête à considérer comme illégitime la junte qui a renversé le président Mohamed Bazoum, alors que les États-Unis ont déjà conclu un accord avec elle sur son dos.

La sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, la straussienne Victoria Nuland, est allée déjeuner chez un membre de la junte, le général Moussa Salaou Barmou. Ce dernier a fait ses classes à l'université Nationale de Défense près de Washington [1].

L'administration Biden s'est engagée à empêcher une invasion du Niger par les troupes de la CEDEAO poussées par la France, en échange du non-recours à la Russie et du maintien sur son sol des deux bases militaires US de drones. C'est un accord pragmatique qui permet à Washington d'en finir avec son vassal français en Afrique, même s'il prépare une agression du Niger par les jihadistes à moyen terme et sait que Niamey se retournera contre lui à long terme.

Le président français, Emmanuel Macron, est trahi par son suzerain US. Il n'a plus d'autre alternative que de pleurer sur le sort de son ambassadeur à Niamey. « *Au Niger, au moment où je vous parle, nous avons un ambassadeur et des membres diplomatiques qui sont pris en otage littéralement à l'ambassade de France (…) On empêche de livrer la nourriture. Il mange avec des rations militaires (…) [Il n'a] plus la possibilité de sortir, il est persona non grata, et on refuse qu'il puisse s'alimenter (…) Je ferai ce que nous conviendrons avec le président Bazoum, parce que c'est lui l'autorité légitime, et je lui parle chaque jour* ».

D'un point de vue nigérien, l'accord passé avec les États-Unis n'est qu'un moyen de gagner du temps. Dans les années à venir, Washington déclenchera une guerre régionale au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Victoria Nuland la prépare depuis plus d'un an, c'est-à-dire depuis le début de la guerre en Ukraine [2]. Le Niger sera alors contraint de se tourner vers la Russie et d'expulser les bases US. Il s'agit donc uniquement de ne pas affronter tous les

ennemis à la fois : d'abord passer l'étape de la CEDEAO et s'affranchir de l'impérialisme français [3], puis s'attaquer à l'impérialisme US.

[1] Voltaire, actualité internationale, n°50, 1° septembre 2023

[2] « *Une nouvelle guerre se prépare pour l'après défaite face à la Russie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2022.

[3] « *Le rejet de la France en Afrique francophone sanctionne 12 ans de trahisons* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 septembre 2023.

L'armée américaine a repris des opérations antiterroristes sur ses bases au Niger Par Observateur Continental - Mondialisation.ca 14 septembre 2023

«*Les États-Unis parviennent à un accord avec les dirigeants militaires nigériens pour relancer les missions de drones et d'avions avec équipage sur deux bases aériennes*», a annoncé Al Jazeera.

«*L'armée américaine a repris ses opérations au Niger, faisant voler des drones et d'autres avions hors des bases aériennes du pays plus d'un mois après qu'un coup d'État ait interrompu ses activités, a déclaré le chef des forces aériennes en Europe et des forces aériennes en Afrique*», précise la télévision basée au Qatar.

«*Le général James Hecker a déclaré mercredi que les négociations avec les dirigeants militaires du Niger avaient abouti à la reprise de certaines missions de renseignement et de surveillance*».

«*Pendant un certain temps, nous n'effectuions aucune mission sur les bases, ils ont pratiquement fermé les aérodromes*», a-t-il stipulé aux journalistes lors du congrès annuel de l'Association des forces aériennes et spatiales.

«*Grâce au processus diplomatique, nous effectuons désormais, je ne dirais pas 100% des missions que nous faisions auparavant, mais nous effectuons un grand nombre de missions que nous faisions auparavant*», a-t-il conclu mentionnne le média qatari.

James Hecker a mentionné le fait que «*les États-Unis effectuaient des missions avec équipage et sans pilote et que ces vols avaient repris au cours des deux dernières semaines*». Mondialisation.ca 14 septembre 2023

Syrie.

Syrie: l'agression internationale est repartie comme en 2011… - Mondialisation.ca 15 septembre 2023

Bien avant les dernières années de braises, nous n'avons cessé d'attirer l'attention sur les écrits de Zbigniew Brzeziński, Condoleezza Rice, Bernard Lewis et de plusieurs autres auteurs du même bord. Des écrits qui se résument à dire que les États de la région arabe sont sur le chemin de la faillite et de l'effondrement, soit sous le poids de la corruption et de la tyrannie, soit sous la pression des ingérences étrangères, et que le mieux serait de programmer des déflagrations sociales qui mèneraient à leur démembrement sur une base confessionnelle ou doctrinaire, de telle sorte que nul ne pourrait en hériter ou reconstruire sur leurs décombres des alternatives nationales, patriotes et démocratiques.

https://www.mondialisation.ca/syrie-lagression-internationale-est-repartie-comme-en-2011/5681328?doing_wp_cron=1694927917.8172578811645507812500

Chine.

Pékin sanctionne Lockheed Martin et Northrop Grumman, qui ont armé Taïwan - RT 15 septembre 2023

«*Malgré la ferme opposition de la Chine, le gouvernement américain est déterminé à fournir des armes à Taïwan, ce qui porte gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de la Chine en matière de sécurité* », a fustigé une porte-parole de la diplomatie chinoise, Mao Ning, le 15 septembre.

En conséquence, la Chine a décidé de sanctionner Lockheed Martin et Northrop Grumman, a indiqué la porte-parole, sans préciser les mesures prises contre ces groupes. RT 15 septembre 2023

Enquête de l'UE sur les voitures électriques chinoises : Pékin met en garde Bruxelles - RT 14 septembre 2023

Cette mesure «*prise au nom d'une* "concurrence loyale"» est «*ouvertement du protectionnisme*» et elle «*aura un impact négatif sur les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Union européenne*», a fustigé dans un communiqué le ministère chinois du Commerce.

«*Il s'agit d'un avantage concurrentiel acquis grâce à un travail acharné*» et «*le résultat d'une innovation technologique ininterrompue*», a rétorqué ce 14 septembre le ministère chinois du Commerce.

La Chine mise depuis longtemps sur les motorisations électriques dans l'automobile et a pris une longueur d'avance sur l'Europe, notamment dans les technologies de batteries. Ses constructeurs s'appuient sur leur immense marché intérieur pour se développer désormais à l'étranger, grâce aux fortes économies d'échelle dont ils bénéficient.

Des dizaines de marques locales innovantes ont vu le jour ces dernières années en Chine (BYD, Geely, XPeng, Nio, Leapmotor) et elles rivalisent avec des constructeurs étrangers qui

peinent à s'adapter. Encore inconnues du grand public en Europe, les marques chinoises étaient cette année présentes en nombre au salon automobile de Munich, en Allemagne, début septembre. RT 14 septembre 2023

Etats-Unis.

Grève historique aux Etats-Unis chez trois des plus grands constructeurs automobiles - AFP/RT 16 septembre 2023

Trois sites des constructeurs General Motors, Stellantis et Ford sont touchés par une grève historique. Les salariés réclament une hausse des salaires. Ce débrayage pourrait occasionner une perte de 5 milliards de dollars à l'économie américaine.

Le syndicat des employés de trois grands constructeurs automobiles américains a lancé dans la nuit du 14 au 15 septembre une grève inédite simultanée dans trois usines aux Etats-Unis, faute d'avoir trouvé un accord dans les négociations portant notamment sur la hausse des salaires.

Environ 12 700 employés devraient débrayer ce 15 septembre, selon le syndicat. Mais le mouvement pourrait s'étendre, a souligné Shawn Fain, qui a enjoint les quelque 146 000 membres de son organisation travaillant pour ces constructeurs à se tenir prêts à débrayer en fonction de l'évolution des négociations.

Les employés du secteur réclament des revalorisations salariales et plus d'avantages, alors que les constructeurs automobiles, qui ont enregistré des profits ces dernières années, ont serré la vis après la crise financière de 2008.

L'UAW réclame un relèvement des salaires de 40% sur quatre ans, alors que les trois constructeurs n'ont pas été plus loin que 20% au plus, selon le syndicat.

Les trois géants historiques de Detroit ont notamment refusé d'accorder des jours de congés supplémentaires et d'augmenter les retraites, assurées par des caisses propres à chaque entreprise.

Selon le groupe, la contre-proposition transmise dans la soirée du 14 septembre par l'UAW «n'a montré que peu de différences par rapport aux demandes initiales» du syndicat. Ford a qualifié l'offre qu'il avait faite au syndicat il y a plus de deux jours «*d'historiquement généreuse avec d'importantes hausses salariales*» et d'autres avantages. Une grève lourde de conséquences pour Biden ?

Interrogée sur CNN ce 15 septembre, Mary Barra, la dirigeante de GM, a quant à elle défendu les propositions des constructeurs, qui comprennent «*non seulement une augmentation de 20% du salaire brut, mais aussi le partage des bénéfices, des soins de santé de classe mondiale et plusieurs autres caractéristiques. Nous pensons donc que nous avons une offre très concurrentielle sur la table*», a-t-elle affirmé. AFP/RT 16 septembre 2023

J-C – Je ne suis pas du tout certain que la plupart des travailleurs américains verront leur salaire progresser ne serait-ce que quelques pourcents, sauf si les patrons craignent de manquer de main d'œuvre. Ces grèves concernent l'aristocratie ouvrière.

Washington annonce la fin de l'ordre mondial de l'après-Guerre froide - fr.sputniknews.africa 13 septembre 2023

La situation actuelle à l'international signifie la fin de l'ordre mondial de l'après-Guerre froide, a déclaré le secrétaire d'État américain Antony Blinken. Selon lui, ce sont notamment les relations entre Pékin et Moscou qui en sont à l'origine, représentant une menace pour l'époque vue par Washington comme de "*relative stabilité géopolitique*".

Le partenariat sino-russe est associé à la fin de l'ordre mondial de l'après-Guerre froide, a annoncé ce 13 septembre le secrétaire d'État américain Antony Blinken lors d'une conférence à l'université Johns Hopkins.

"*Pékin et Moscou travaillent ensemble pour rendre le monde plus sûr pour les autocraties grâce à leur partenariat sans limites […]. Ce que nous vivons actuellement est plus qu'un test de la durabilité de l'ordre mondial formé après la Guerre froide. C'est la fin de cet ordre*", a-t-il asséné.

Entretemps, les dirigeants russes et chinois se sont prononcés, lors de leur entrevue en mars dernier, pour le respect et la prolifération des valeurs universelles -telles que la paix, le développement, l'égalité, la justice, la démocratie et la liberté- et à s'engager dans le dialogue plutôt que dans la confrontation.

Dans ces circonstances, les deux parties maintiennent une coordination étroite en matière de politique étrangère et une interaction au sein des plateformes multilatérales, en défendant résolument l'égalité et la justice, et en promouvant la construction d'un nouveau type de relations internationales.

Une "*stabilité géopolitique*" perdue, pour les USA

Selon le responsable américain, le monde a vécu des décennies de "*relative stabilité géopolitique*" avec des espoirs de "*paix et de sécurité croissantes, de coopération internationale, d'interconnexion économique, de libéralisation politique et de triomphe des droits de l'homme*". Une époque qui a cédé la place à "*une concurrence accrue avec des puissances autoritaires et révisionnistes"*, d'après Antony Blinken.

"*Cela ne s'est pas produit du jour au lendemain. Ce qui nous a amenés à ce moment fera l'objet de recherches et de débats dans les décennies à venir*", a-t-il ajouté.

Partenariat entre Pékin et Moscou

Les relations entre la Russie et la Chine se sont renforcées au cours de cette année avec la visite du 20 au 22 mars du chef d'État chinois, Xi Jinping. Les deux parties les ont qualifiées

d’"*amicales*", visant à augmenter la prospérité de leurs peuples et celle de toute la communauté internationale.

"*Je suis prêt, avec le Président Vladimir Poutine, à définir de nouveaux plans et de nouvelles mesures pour ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat global et d'interaction stratégique entre la Chine et la Russie*", avait-il alors déclaré. fr.sputniknews.africa 13 septembre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 23 septembre 2023.

Encore une belle et volumineuse causerie. Voyez comme tout est relié ou comme tout se tient. Si on ne dispose pas des informations adéquates et fiables (sourcées), on ne peut pas comprendre le monde dans lequel on vit, et par conséquent on ne peut pas déterminer à quels moyens recourir pour le combattre efficacement de manière organisée, et non sur le plan individuel ou demeurer réduit à l'état d'impuissance.

Il y en a beaucoup qui croient qu'en refaisant le monde dans leur coin ou en pianotant sur les touches d'un clavier d'ordinateur ou en faisant ce qui leur passe par la tête, cela va changer quoi que ce soit, ils se font de graves illusions.

Nous disposons d'une idéologie de classe pour combattre notre ennemi de classe, si nous ne voulons pas l'étudier et nous en servir, si nous refusons d'en faire une arme pour mener notre combat politique et de nous organiser avec ceux qui l'ont déjà adoptée, imaginez que tous nos semblables fassent de même, dans ce cas-là nous ne pourrons jamais renverser le régime en place ou changer radicalement de société, c'est tout, il faut savoir ce qu'on veut.

Mon état de santé c'est soudain amélioré spectaculairement ces derniers jours, pourvu que cela dure ! C'est sans doute dû aux résolutions que j'ai prises et auxquelles je me tiens fermement. Bref, c'est la grande forme, et là-haut, au niveau des neurones, la machine fonctionne à merveille.

Ces derniers temps aussi, j'ai rendu service à un tas d'Indiens qui étaient confrontés à des conditions ou difficultés pires que les miennes ou les vôtres. Si cela leur a procuré un soulagement tant mieux, j'aurais fait ce que je pouvais ou ce que je devais faire avec les moyens du bord, comme dirait l'autre tout le plaisir est pour moi puisque c'est totalement désintéressé ou cela me coûte plutôt.

Contrairement à ce que certaines personnes particulièrement malintentionnées à mon égard pensent, je ne juge jamais personne, et je me mets volontiers à la place de ceux qui souffrent injustement. Je me demande toujours, si j'avais été à leur place, comment j'aurais voulu qu'une personne réagisse à l'évocation de mes difficultés pour survivre, cela me permet d'adapter au mieux mon attitude envers eux et d'en tirer une grande satisfaction intérieure, en silence.

Je ne m'attarderai pas sur ce sujet, car c'est à pleurer ou à se tordre de douleur, cela risquerait d'être démoralisant pour ceux dont les nerfs ont été soumis à rudes épreuves ces dernières années ou qui sont au bord de la dépression.

Ils vous expliquent comment ils vous empoisonnent ou vous rendent malade en toute légalité, puisque ces saloperies continuent d'être commercialisées.

***"1 Français sur 4 en consomme, pourtant les sodas zéro et light sont une catastrophe pour la santé"* - Yahoo 18 septembre 2023**

Ces boissons sont des catastrophes pour la santé. "*Un Français sur quatre consomme des aliments allégés. Ce sont des produits hyperprotidiques, allégés en sucre, limités à 1000 kilocalories. Quand vous commencez à manger des faux sucres, il y a des perturbations dans l'organisme*", met en garde le Dr Christian Recchia.

"*Quand vous buvez un soda, garanti zéro, le cerveau est trompé. Quand vous buvez ce soda zéro, le cerveau perçoit du goût sucré. Il y a une sécrétion d'insuline qui se fait par le pancréas. Mais pourquoi faire ? Pour rien, puisqu'il n'y a rien à assimiler. Et donc là, vous vous provoquez des hypoglycémies réactionnelles. (...) Le soda zéro est aussi toxique que le soda normal*", détaille le médecin. Yahoo 18 septembre 2023

Planète Conférences - Physique de l'origine de l'homme

https://www.youtube.com/watch?v=7v242nrZcSs

A propos de ma modeste contribution politique sur le Net.

Je rappelle que si j'interviens dans les commentaires de certains blogs, c'est uniquement pour ne pas rouiller sur place, parce que je suis complètement isolé dans mon trou en Inde, et je fais l'objet de discrimination, intolérance ou mépris de la part de mes lecteurs. J'expose mes idées, je défends le socialisme, je fais mon devoir, c'est la seule chose dont je suis comptable et sur laquelle j'accepte d'être jugé, quant au reste, entre nous, je m'en contrefous.

Après avoir été censuré par plusieurs blogs, j'en ai essayé d'autres, j'ai constaté au bout de quelques mois ou davantage, qu'il n'y avait rien à tirer de leurs lecteurs pour ne pas dire pire encore. Ayant suivi hier un lien vers un article publié par Agoravox, je leur ai envoyé quelques commentaires, sans illusion comme toujours.

Mes commentaires dans Agoravox.

- Dommage que vous n'en soyez pas resté au premier paragraphe.

Mon portail a pour adresse luttedeclasse(.)org, donc vous ne pourrez pas m'accuser de ne pas savoir de quoi je parle !

Vous reprochez à l'auteur de cet article d'ignorer la lutte des classes, et je vous donne raison, cependant vous commettez l'erreur d'interpréter la situation en ramenant tout à ce facteur, en ignorant semble-t-il que la lutte des classes se déroule également au sein de chaque classe à

travers le monde, et qu'au nom de cette lutte de classe au sein d'une même classe, ils peuvent en arriver à s'entre-tuer. Par exemple, pratiquement tous les souverains des pays en guerre en 14-18 étaient issus de la même lignée monarchique, directe ou par alliance, mariage, etc. Il arrive aussi qu'ils décident de liquider l'un d'entre eux sans l'avertir, vous n'êtes pas sans l'ignorer, n'est-ce pas ?

Vous ne les connaissez pas, vous vous fiez au Washington Post et à leur récit policier destiné à des écoliers de CM2, vous nous prenez vraiment pour des crétins ou vous êtes vraiment naïf en citant cet article, car avec plus de 200.000 soldats prêts à partir au combat alignés en Russie à la frontière de l'Ukraine à la mi-février 2022, pas besoin d'être voyant ou de faire partie des services secrets pour en déduire qu'ils n'attendaient plus que l'ordre de Poutine de passer à l'attaque !

Vous les sous-estimez sur tous les plans, vous feriez mieux de chercher du côté de la piste économique, de la crise du capitalisme.

Ce que vous racontez sur la Syrie relève de la fabulation, du déni, si je me souviens bien, plus de 200.000 mercenaires provenant de 70 ou 85 pays ont déferlé en Syrie armés par les Etats-Unis et ses vassaux, ils se sont livrés à des massacres en masse de civils, les citoyens syriens ont tentés de résister et sont venus grossir les rangs de l'armée syrienne, parmi eux des dizaines de milliers ont perdu la vie, les voilà vos 300.000 morts. Pour une guerre qui a duré plus de 11 ans, c'est peu en fait, non ?

J'aurais pu vous répondre que vous vous étiez piégé (ou démasqué) vous-même en reprenant le récit occidental d'une « *révolte (...) dans la lignée du printemps arabe* » servant à justifier leur agression militaire contre la Syrie.

- Je partage en gros votre analyse.

Ce que vous dites de la Russie vaut pour l'Inde où j'habite depuis près de 30 ans. Que ceux qui idolâtrent les Brics viennent donc raconter leurs sornettes aux travailleurs indiens, à leurs risques et périls car je ne suis pas du tout sûrs qu'ils apprécieraient, moi je les foutrais dehors manu militari. On endure une telle vie de merde qu'on est obligé d'en faire abstraction pour ne pas devenir fou. On a acquis une patience à toute épreuve ou presque par la force des choses, cependant il ne faut pas nous provoquer, sinon on peut devenir très violent !

Peu de gens parviennent à une telle profondeur d'analyse que vous, parce qu'ils sont sous influence ou ignorants et ils n'en ont pas réellement conscience, d'où un dialogue de sourds avec eux, il ne leur reste plus qu'à nier ou ignorer en bloc vos arguments ou faire preuve de mauvaise foi.

Beaucoup oublient qu'on est là pour apprendre, partager des connaissances et non pour donner des leçons ou en recevoir, et que c'est la quête de la vérité qui devrait avant tout nous motiver et nous guider pour progresser ensemble, car individuellement on n'a aucune chance de s'en sortir et de parvenir un jour à un monde meilleur et plus juste.

Voici ce que je m'apprête à publier dans mon portail :

Pour faire bref. Ce sont uniquement les puissances « *à fortes croissances* » qui peuvent servir de moteur d'entraînement à l'économie mondiale, les puissances qui ne sont plus en mesure de remplir cette fonction doivent céder la main à celles qui en ont les moyens et disposent d'un potentiel important non exploité pour assurer la pérennité du capitalisme mondial, c'est aussi simple que cela.

Si cela vous intéresse, je vous donne l'adresse de mon portail : luttedeclasse(taper un point)org (le tout sans espace).

J-C - Je ne connaissais pas ce lecteur, plus loin il postera un commentaire qui m'a fait regretter celui que je lui avais envoyé (ci-dessus), vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

- Ah ben si « *l'astuce consiste à établir des différences de classe sociales* », on est foutu !

Moi qui croyais qu'il faudrait s'en passer et qu'elles n'avaient pas existé de toute éternité, qu'elles avaient un rôle économique ou social à jouer et qu'ensuite elles disparaîtraient... Là je ne vous suis plus du tout.

- Les médias français dénoncent les « *mauvais ukrainiens* » qui refusent d'aller se faire tuer pour le régime néonazi de Kiev ou de combattre leurs frères de Russie, bref de se sacrifier pour la cause de l'OTAN, donc Davos.

Je crois plutôt que c'est de la délation, exercice qui a pris en France (et ailleurs) une dimension exceptionnelle depuis l'avènement de la mystification hygiéniste ou sanitaire au covid-19 de janvier 2020 à nos jours.

Savez-vous que pendant ce temps-là il y en a qui prennent du bon temps sur les plages ou dans les piscines à Kiev, une photo dans mon portail (luttedeclasse(.)org) en témoigne.

- Au fait, les prix des produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 21% en 2 ans, où sont donc passés vos Gilets jaunes ? N'y aurait pas eu une manipulation (ou provocation) quelque part ?

Polémique stérile, tous ces régimes sont pourris et corrompus.

La preuve : les 194 Etats présents à l'ONU ont adopté en chœur le récit frauduleux de la pandémie au covid-19 fabriqué par le Forum économique mondial (Gates-Gavi, Fondation Rockefeller, etc.) relayé par l'OMS, et ils ont remis cela avec le réchauffement climatique de nature anthropique (humaine) qui repose sur des rapports truqués (algorithmes fabriqués sur mesure) du GIEC, n'est-ce pas ?

Une piste de réflexion plus sérieuse me semble-t-il :

- Ce sont uniquement les puissances "*à fortes croissances*" qui peuvent servir de moteur d'entraînement à l'économie mondiale. Les puissances qui ne sont plus en mesure de remplir cette fonction doivent céder la main à celles qui en ont les moyens et disposent d'un potentiel important non exploité pour assurer la pérennité du capitalisme mondial, c'est aussi simple que cela.

- J'habite en Inde où le réseau ferroviaire en 2023 est quasi identique à celui laissé par les Britanniques lors de l'indépendance en 1947, reliant uniquement les principaux centres industriels ou de production agricole destinés à l'exportation aux grandes villes ou mégalopole ou se trouvent aéroports ou ports, pour le reste du pays où vivent les trois quart de la population, rien.

Le réseau ferré a certes été électrifié en grande partie depuis, mais il se trouve dans un état de décrépitude effrayant, en 30 ans je n'ai jamais pris le train, seulement le bus ou le taxi.

Pour aller en train de Pondichéry à Chennai (ex-Madras) cela doit prendre au moins 4 heures pour environ 170 km, car il faut prendre un premier train jusqu'à Villupuram, et en prendre un second omnibus jusqu'à Chennai qui ne dépassera pas les 40 ou 50 km/h, en bus c'est direct cela prend environ 2h30, 2h en voiture, en scooter j'ai mis 3 heures.

Les Chinois ou les Russes feront la même chose en Afrique, sauf à les prendre pour des philanthropes, il ne faut pas être naïf ou semer des illusions. Et je ne parle même pas de la surexploitation de la main d'œuvre qui n'a rien à envier à celle qui règne dans les pays du Golfe, oui, comme au "bon vieux temps" de la colonisation, voilà les faits ou la vérité. Tout le reste est à l'avenant.

C'est à nous de prendre en mains notre destin et à renverser tous ces régimes, sinon point de salut ou de sauveur suprême !

- Vous dites : L'observation de la politique coté BRICS montre que leur approche semble non dominatrice...

D'après vous, lorsque les autorités chinoises se pointent pour négocier des contrats commerciaux dans des pays africains misérables, endettés jusqu'au cou, mais riches en matières premières, prenons le Sahel, comportant quelques millions d'habitants seulement Gambie, Gabon, Mauritanie, Mali, Tchad, Burkina Faso, Guinée, Sénégal, ou dizaines de millions d'habitants, Cameroun, Niger, hors Nigeria (213), quel est le rapport de forces avec la Chine qui en comporte 1,4 milliard, l'Inde autant, le Russie (143) qui figure parmi les supers puissance économique et militaire ? Entre dominants et dominés et pas autrement.

- Je vais en rajouter une couche sur les BRICS, tous ces régimes font partie des plus pourris de la planète.

Ce qui est extraordinaire, c'est que ceux qui les encensent, font totalement abstraction des conditions de travail et de vie dramatiques que subissent leurs peuples.

Cela me fait dire qu'on est en présence de nantis qui ignorent ou non que les malheurs de ces peuples contribuent à leur bonheur, et qu'ils n'ont pas du tout envie que les rôles s'inversent ou que quoi que ce soit change, hormis à leur avantage, cela va de soi !

- "*Les élections peuvent faire changer les choses*"

Il fallait la sortir celle-là, sans parler des personnages français infréquentables que vous avez cités, vous vous êtes vous-même totalement discrédité, mais je pense que vous vous en moquez. Vous venez ici de témoigner qu'une grande confusion vous habitait, et que c'était la seule chose que vous aviez à partager avec les lecteurs, sans façon non merci.

(En réponse à une idéalisation de l'occident)

- Vous avez raison, l'esclavage a constitué un progrès social indéniable sur le cannibalisme, mais cela demeure de la barbarie ne vous en déplaise.

- Je n'ai jamais dit que "*l'esclavage serait un monopole occidental*", c'est vous qui m'attribuer ce propos pour tenter de me discréditer, car soutenir cette thèse relèverait de la manipulation des faits et ferait de son auteur un malhonnête.

Votre procédé est grossier et malhonnête, et si vous y recourez, c'est uniquement parce que vous n'avez aucun argument à m'opposer ou vous ne supportez pas la réalité des faits, qui est une épreuve redoutable et cruelle pour les opportunistes ou les imposteurs.

- Une fois que vous avez dit que « *Dieu existe bel et bien* », je crois que nous n'avons plus rien à nous dire, amen !

- Quel délire ou quelle propagande obscurantisme, scientiste, de croyant ! Parmi les lecteurs de ce blog on trouve pas mal de refoulés profonds, de dingues ou de manipulateurs apparemment, dont celui-là qui avance déguisé, mais qui doit tomber le masque pour répandre son discours qui se voudrait scientifique, mais qui relève en fait d'une construction purement imaginaire ou de la folie.

Vous ne vous rendez même pas compte des énormités que vous sortez ou plutôt, vous le faites exprès pour nous faire perdre notre temps et détournez les lecteurs d'une idéologie que vous haïssez.

- *Dieu n'est pas maître de la réalité, mais nier son existence que la causalité démontre ne le fera pas disparaître de la conscience humaine, sauf en usant de la violence*.

Et en quoi le fait qu'il existerait dans "*la conscience humaine*" prouverait qu'il existe, en rien. Je ne donnerai plus suite, je ne discute ici qu'avec des gens évolués qui veulent progresser...

- « *Petit nouveau* » à grand lecteur ! Le « *petit nouveau* » ne fera pas long feu ici, j'ai mieux à faire ailleurs.

Vous le faites exprès ou vous ne savez pas de quoi vous parlez.

Quand les Russes ont commencé à masser des troupes et du matériel de guerre à la frontière ukrainienne, cela faisait déjà plusieurs années que le régime néonazi creusait des tranchées, édifiait des défenses à la limite du territoire du Donbass, stockait de l'artillerie en vue de cette guerre, qui plus est, si avant le déclenchement du conflit ils avaient commencé à masser des divisions, ce n'était certainement pas pour passer des vacances.

J-C - Vous voyez en un peu plus d'une heure j'ai fait le tour d'un blog, et parmi ses lecteurs il n'y a rien à récupérer, selon mes critères. Ce n'est pas démoralisant, je m'y attendais. C'est le grand défoulement des refoulés sur les réseaux dits sociaux, le grand délire, quoi.

Comme quoi je ne raconte pas n'importe quoi, le gars qui m'a dit qu'il croyait en Dieu a voulu me donner une leçon de dialectique ainsi qu'à Engels trois lignes plus loin, je ne déconne pas, on aura du mal à trouver pire confusion, n'est-ce pas ?

Avant d'écrire un truc dans une causerie ou dans un commentaire, j'y réfléchis longuement avant, je me pose un tas de questions, je le reformule plusieurs fois dans ma tête, j'évalue toujours le degré de cohérence d'une idée ou des réponses que j'ai trouvées avant de les balancer sur le Net, j'y passe beaucoup de temps, et pour tout vous avouer, très souvent plus tard je m'aperçois que j'ai oublié quelque chose ou que j'aurais pu être plus précis encore, je me le reproche et j'en suis gêné, bref, je suis rarement satisfait de ce que j'ai produit.

En revanche quand je lis dans des blogs tous ces commentaires bourrés de contradictions ou farfelus, je me dis que leurs auteurs ne se sont pas relus, cependant j'en doute, du coup je me dis qu'ils sont comme cela ou c'est révélateur qu'ils racontent n'importe quoi parce qu'ils sont incapables de réfléchir librement au sujet qu'ils abordent, ils sont manifestement sous influence ou ils se font manipuler sans s'en apercevoir, puisque vous aurez remarqué que le plus souvent ils reprennent en partie le récit officiel dont ils prétendaient se démarquer, partant de là c'est un jeu d'enfant de démolir leur argumentation ou de démontrer qu'il ne faut surtout pas les prendre au sérieux sous peine de partager leur confusion ou folie.

Bref, on n'est pas plus avancé !

Lu.

- Concernant les BRICS, il s'agit d'une association politico-économique de puissances émergentes à fortes croissances. Le premier objectif de cette organisation fut de monter progressivement un système international parallèle à celui du bloc occidental de Bretton Woods qui domine la planète depuis la fin de la guerre. Cependant à la différence du système en place, cette association respecte la souveraineté et les différences socio-culturelles de chacun de ses membres.

J-C- Ce sont uniquement les puissances "*à fortes croissances*" qui peuvent servir de moteur d'entrainement à l'économie mondiale, les puissances qui ne sont plus en mesure de remplir cette fonction doivent céder la main à celles qui en ont les moyens et disposent d'un potentiel important non exploité pour assurer la pérennité du capitalisme mondial, c'est aussi simple que cela.

Une réflexion politique. Pourquoi le socialisme a tant de mal à s'imposer de nos jours?

Très succinctement. Le socialisme scientifique a vu le jour au XIXe siècle en Allemagne (Prusse) dans des conditions sociales qui n'existent plus telles qu'elles prévalaient majoritairement à cette époque en occident, bien que fondamentalement les rapports entre les classes n'aient pas changé, ce qui explique pourquoi le socialisme semble suranné, alors qu'en réalité, dès qu'on a une vision mondiale de la situation, et qu'on observe les conditions abominables de travail et d'existence qui sont imposées aux masses exploitées partout ailleurs que dans les pays où la lutte de classe du prolétariat a émergé et a été la plus développée à partir de la moitié du XIXe, on s'aperçoit que le socialisme est plus que jamais d'actualité.

Ce constat chacun d'entre nous peut le faire quotidiennement, d'autant plus que sous nos yeux, en France par exemple, la pauvreté et la précarité absolue qui tendent à s'étendre à de nouvelles couches de travailleurs, concernent toujours de nos jours comme hier des millions de travailleurs et leurs familles, ce qui signifie qu'absolument personne ne peut ignorer le sort dramatique et profondément injuste dont ils font l'objet, qui se traduit par des souffrances sans nombre qu'ils doivent endurer sans espoir d'en voir le bout un jour, tandis que la majorité des masses parvient à satisfaire ses besoins les plus élémentaires ou bénéficient d'un mode de vie relativement confortable en échange de concessions, de compromis, de sacrifices, d'entraves à leur liberté, qui contribuent à les maintenir en esclavage ou à garantir la pérennité du régime antidémocratique de la Ve République, en espérant le plus souvent hypocritement, que cela sera suffisant pour leur épargner de subir un jour le sort cruel que le capitalisme a réservé aux autres peuples sur tous les continents.

Les dirigeants de tous les courants du mouvement ouvrier qui se réclament du socialisme, semblent ignorer ce constat qui ne date pas d'hier comme nous l'avons déjà mentionné, et ils portent la terrible responsabilité de la dégénérescence complète du mouvement ouvrier, ainsi que l'absence d'issue politique à la crise du capitalisme aussi longtemps que les conditions

actuelles prévaudront, ce qui signifie qu'il ne faut se faire absolument aucune illusion sur les chances d'en finir avant longtemps avec le régime fascisant en place.

Le niveau de conscience politique des masses n'a jamais progressé, il a même régressé par rapport au début du XXe siècle. C'est la petite bourgeoisie qui a organisé le mouvement ouvrier à partir du XIXe siècle. La classe moyenne s'étant diversifiée et considérablement renforcée au cours du XXe siècle, ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière en contact avec les nouvelles technologies dégageant davantage de profit permettant de leur verser des salaires supérieurs au reste de la classe ouvrière, tout comme les secteurs industriels traditionnels bénéficiant d'avantages en nature ou de conventions collectives avantageuses, à cela il faut ajouter la quasi généralisation du travail des femmes se traduisant par une augmentation considérable du revenu d'un foyer, l'exploitation des colonies devenues indépendantes ou non, à eux cinq cette combinaison ou l'ensemble de ces acteurs économiques allaient constituer le socle politique sur lequel allait reposer la stabilité des institutions et donc le capitalisme.

L'amélioration de la condition ouvrière allait profiter diversement aux différentes couches de la classe ouvrière perpétuant des couches de travailleurs fortement défavorisées ou particulièrement pauvres, comme par exemple celles du bâtiment, des ouvriers agricoles, des employées du commerce et des PME, des familles monoparentales, des travailleurs n'ayant pas bénéficié d'une instruction suffisante et ne pouvant pas profiter de l'échelle sociale, etc. à toutes les époques cela a représenté de millions de travailleurs et leurs familles littéralement sacrifiés ou voués à une vie de malheur, ma famille en fit partie.

Toutes ces couches défavorisées allaient être abandonnées par les syndicats ou les partis dits ouvriers organisant dans une très large mesure les couches supérieures subordonnées au régime ou davantage liées au capitalisme, exactement comme en Grande-Bretagne à la moitié du XIXe siècle. Petit à petit, pour vendre en masse leur camelote et ainsi tenter temporairement de reporter la prochaine crise du capitalisme, les capitalistes allaient se livrer à toute sorte d'artifices pour permettre à la quasi-totalité des masses de consommer les nouveaux produits qu'ils allaient concevoir et fabriquer dans leurs usines, dont l'accès au crédit et l'augmentation substantielle des salaires qui serait immédiatement compensée ou engloutie par l'inflation ou l'augmentation des prix, la création de tout un tas d'allocations destinées à maintenir les pauvres dans la pauvreté. Ils inventèrent de nouveaux besoins et de nouvelles taxes ou impôts directs ou indirects, en fait on assista à un vaste transfert de capitaux constitués d'impôt ou de plus-value perçu par l'Etat vers certaines couches de la population en soutien à certains secteurs économiques, puisque finalement tous les revenus ou toute la plus-value versée sous une forme ou une autre retournera dans la poche des capitalistes.

Quant au bienfait ou soulagement qu'en tireraient les travailleurs les plus pauvres, bien qu'il fut toujours superficiel, temporel ou insuffisant, s'il était suffisant pour qu'ils supportent mieux leur condition misérable et que la misère ne s'étale pas partout dans les villes à la vue de tous comme au XIXe siècle, si c'était la condition pour maintenir la paix sociale et que les capitalistes puissent continuer de vaquer tranquillement à leurs affaires, cet acte généreux serait amplement compensé sur le plan économique et récompensé sur le plan politique.

Finalement, tous ceux qui arrivent à s'en tirer ou qui ne connaissent pas les fins de mois difficile, c'est-à-dire la majorité, n'ont aucune envie de changer quoi que ce soit à la société.

Leur niveau de conscience se résume à leur compte en banque, à leurs loisirs, distractions ou vacances, aux petits plaisirs qu'ils peuvent encore s'offrir, bref à leur petit bien-être mesquin individuel, à leur tube digestif. Ils sont de préférence réactionnaires, ils soutiennent les guerres impérialistes de l'OTAN, ils sont indifférents aux malheurs qui frappent les peuples, sauf peut-être quand ils craignent d'en faire eux-mêmes les frais un jour, ils sont pro capitalistes ou antisocialistes. De préférence ils adoptent une ou l'autre ou toutes les mystifications concoctées par Davos en fonction de leurs expériences, de sorte qu'aucune discussion avec eux n'est possible. Et s'il leur prenait l'idée de s'adresser aux masses ou de vouloir les organiser, compte tenu des positions contradictoires qu'ils ont adoptées, personne ne les prendrait vraiment au sérieux ou il se passerait peu de temps avant que leur charlatanisme soit découvert et leur entreprise ruinée.

On l'a déjà dit, s'écarter du socialisme ou le rejeter, et vous n'aurez aucun avenir politique, vous serez forcément condamnés à rejoindre le camp de la réaction ou à y rester, il ne peut pas en être autrement. Le mouvement ouvrier et son avant-garde sont foncièrement de droite et réactionnaire, c'est ce qui ressort de l'analyse minutieuse de plus 70 ans d'expérience de la lutte de classe. Ils sont aussi étrangers au marxisme et au socialisme qu'un médecin qui aurait adopté le récit de l'OMS sur la covid-19, un physicien ou un paléontologue qui aurait adopté l'escroquerie du réchauffement climatique anthropique, il faut redescendre sur Terre, si on ne veut pas que cette fabuleuse aventure ne se termine mal.

On n'a pas d'autre alternative qu'élever notre niveau de conscience, et pas seulement politique, nous organiser pour le partager avec le plus grand nombre en menant le combat politique sur le terrain de la lutte des classes.

Si on s'y prenait bien, collectivement parce qu'on ne peut pas avoir une direction incarnée par un seul homme ou une seule femme, en étant extrêmement minutieux ou rigoureux, en se débarrassant de toute trace de dogmatisme, d'a priori, compte tenu de l'immense richesse que constituent les matériaux ou connaissances à notre disposition, même en partant de quasiment zéro, en étant parfaitement honnête et sincère, modeste aussi, une fois que le mécanisme serait bien enclenché, il faudrait peu de temps pour constituer une armée de militants capables de conquérir des pans entiers des masses, qui inspireraient confiance à des centaines de milliers de travailleurs, je suis absolument persuadé qu'on pourrait y arriver parce que cela correspond aux besoins ou aux aspirations démocratiques de millions et millions.

Mais pour cela il faut sortir des sentiers battus, il faut admettre qu'on doit modifier profondément notre conception de la lutte de classe, qu'on doit réviser profondément notre théorie ou la reformuler, il faut faire l'inventaire de toutes les erreurs qui ont été commises et en chercher les origines pour ne plus les reproduire, sans juger qui que ce soit j'insiste bien sur ce point, seul l'engagement présent comptant à nos yeux, ainsi que la manière dont il se traduit en pratique, on pourrait peut-être adopter la formule du socialisme démocratique en opposition au socialisme bureaucratique, tout en conservant évidemment la dictature du prolétariat destinée uniquement aux ennemis du socialisme ou de la révolution socialiste mondiale, qui pourraient très bien figurer dans nos rangs, tel par exemple le lumpenprolétariat.

Contrairement aux adeptes de "*l'humain d'abord*" associé au maintien du régime capitaliste, donc qui n'a rien d'humaniste quand on creuse un peu le vermis du discours démagogique de Mélenchon et Cie, l'élévation de notre niveau de conscience doit être subordonnée aux

objectifs politiques qu'on se fixe d'atteindre, qui structurent notre combat politique et syndical, il faut bien comprendre que s'il ne servait pas cet objectif, il en servirait un autre qui ne pourrait que lui être opposé, voyez certaines prises de position de grands scientifiques au cours de leurs conférences qui sont ouvertement réactionnaires, sur la covid-19, le climat, les guerres, l'orientation actuelle de la société, dès qu'ils abordent les institutions antidémocratiques de la Ve République, c'est pour en faire l'éloge, je n'invente rien, mille fois hélas !

Bref, on n'a pas le choix, on peut, on doit passer par là pour sortir du merdier dans lequel nous sommes. Soyons modeste, courageux, honnête, sincère pour une fois, on ne le regrettera pas. Il ne s'agit pas non plus de se flageller en public ou de se livrer à des séances d'autocritique ou de s'excuser de quoi que ce soit, on ne souhaite rabaisser ou punir personne, mais de se débarrasser de tous les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant, c'est tout. Quand je mets en ligne un éditorial de La tribune des travailleurs, je m'inscris dans cette perspective-là, même si je ne le précise pas, peu importe ici ce que je pense du POID ou de ses dirigeants, vous comprenez ?

J'ai laissé de côté volontairement la trahison du socialisme par tous ceux qui s'en sont réclamés depuis la seconde moitié du XXe siècle à nos jours, ce n'était pas le sujet.

Dans la poubelle des médias-mensonges.

RFI la voix de son maître ou toujours à la pointe de la désinformation.

- Isolé sur la scène internationale, Bachar el-Assad est arrivé jeudi 21 septembre en Chine, où il n'était pas venu depuis 2011 et le début de la guerre civile dans son pays. RFI 22 septembre 2023

J-C – Sans être fan du président syrien, vous l'aurez deviné. Bachar el-Assad "*isolé*", alors que la Syrie a été réintroduite récemment au sein de la Ligue Arabes, plusieurs Etats dont ceux du Golfe ont rouvert leur ambassade à Damas. Dans le même article RFI précisait que : « *Damas, qui a adhéré l'an dernier à l'initiative des BRI (Belt and road initiative) – les nouvelles routes de la soie chinoises – entend rejoindre l'organisation de coopération de Shanghai...* », bref, ils ne sont pas à un mensonge ou une contradiction près. Ils vont avoir de plus en plus de mal à faire passer leur propagande déguisée en information.

Il n'y a pas eu de "*guerre civile*" en Syrie, mais une guerre impérialiste tout court menée par les Etats-Unis et ses vassaux européens et arabes...

France Info recrute pour le régime néonazi de Kiev.

Guerre en Ukraine : pots-de-vin, combines… Comment les réfractaires à la mobilisation tentent d'échapper aux autorités - francetvinfo.fr 18 septembre 2023

L'armée ukrainienne a besoin de grossir ses rangs pour mener sa contre-offensive. Mais les vagues de volontaires du début de la guerre se sont taries au fil des mois. Les autorités cherchent donc à débusquer les réfractaires, qui usent de moyens parfois illégaux pour échapper au front. francetvinfo.fr 18 septembre 2023

Guerre en Ukraine : ces soldats qui veulent échapper au front - francetvinfo.fr 19 septembre 2023

De nombreux Ukrainiens tentent de fuir le pays, pour éviter d'être envoyés sur le front. francetvinfo.fr 19 septembre 2023

J-C – Entendez : Ah les sales traitres à leur patrie… qui a sombré dans le fascisme, chut !

Crise dans le Haut-Karabakh. Intox médiatique occidentale et réalité.

J-C - Si j'ai bien compris, ce serait une "*révolution de couleur*" de 1991 fomentée par les ennemis jurés (occidentaux) de la Russie qui serait à l'origine de cet autre conflit. L'OTAN cherche appartement à ouvrir un nouveau front armé qui compliquerait les affaires de la Russie.

Commençons par la désinformation des médias occidentaux.

Guerre en Ukraine : La crise dans le Haut-Karabakh montre comment la Russie a perdu de son rôle d'arbitre sur son propre terrain - Le HuffPost 20 septembre 2023

Haut-Karabakh : « *On est témoins d'une effroyable incapacité des grandes puissances à faire respecter le droit international* » - Publicsenat.fr 20 septembre 2023

Mardi 19 septembre, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire contre le territoire du Haut-Karabakh, enclave séparatiste de population arménienne. Ce territoire, disputé depuis des décennies par l'Arménie et l'Azerbaïdjan, faisait l'objet d'un cessez-le-feu depuis le 9 novembre 2020. Les frappes de ce mercredi auront duré moins de vingt-quatre heures, avant de cesser à nouveau. Les différentes parties s'installeront demain à la table des négociations.

J-C - Le HuffPost se faisait une joie de voir la stratégie de Moscou contrariée ou réduite à l'impuissance, tandis que Public Sénat mentionnait un cessez-le-feu sans indiquer que la Russie en était à l'origine et que les occidentaux étaient hors-jeu, sans doute trop compromis dans la poursuite de ce conflit que la Russie aurait préféré éviter.

France 24 ne s'en remet pas et évoque contrarié au conditionnel ce cessez-le-feu, sachant très bien qu'il a été effectivement conclu entre les différents belligérants.

Cessez-le-feu au Haut-Karabakh : quel rôle de la Russie ? - France 24 20 septembre 2023

Les Russes seraient à l'origine du cessez-le-feu. France 24 20 septembre 2023

Quelques éléments pour comprendre la situation.

Haut-Karabakh : les clés pour comprendre le conflit - lepoint.fr 20 septembre 2023

Le territoire est au cœur d'un conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis la révolution russe de 1917 et la fin de l'empire des tsars. Le rattachement du Haut-Karabakh à la République d'Azerbaïdjan est décidé par Moscou en 1921. À la chute de l'URSS, en 1991, le Haut-Karabakh proclame son indépendance par référendum. Une guerre avec l'Azerbaïdjan éclate et fera plus de 30 000 morts. Un cessez-le-feu est déclaré en 1994, mais le conflit ne sera jamais éteint.

Le 27 septembre 2020, les forces armées azerbaïdjanaises, soutenues par la Turquie, envahissent de nouveau la région. Après plusieurs mois de conflits et 6 500 morts, l'Azerbaïdjan récupère la totalité des terres entre le Haut-Karabakh et la frontière avec l'Iran. Le 10 novembre, un cessez-le-feu est ratifié par les deux parties et l'allié russe de l'Arménie Vladimir Poutine. Malgré l'accord, des heurts armés continueront de se produire régulièrement.

La situation humanitaire au Haut-Karabakh est catastrophique en raison d'un blocus mené par Bakou en décembre 2022. Des soldats azerbaïdjanais ont fermé en avril le corridor de Latchine, privant de nourriture, de pétrole et d'électricité les 120 000 habitants.

En décembre 2022, les troupes azerbaïdjanaises imposent un blocus au Haut-Karabakh en bloquant le corridor de Latchine, seule voie reliant l'Arménie à l'enclave. Une grave crise humanitaire survient, alors que les troupes russes restent sans réaction. En septembre 2023, l'Azerbaïdjan lance une offensive d'envergure sur l'ensemble de la ligne de front. Un nouveau cessez-le-feu est conclu le 20 septembre, entérinant la victoire de Bakou sur les forces arméniennes. lepoint.fr 20 septembre 2023

L'AFP ne peut que constater les faits le lendemain.

Haut-Karabagh : la première rencontre de négociations en Azerbaïdjan a pris fin - AFP/RT 21 septembre 2023

La délégation des autorités du Haut-Karabagh est arrivée ce 21 septembre au matin dans la ville azerbaïdjanaise de Yevlakh pour des pourparlers avec l'Azerbaïdjan sur la réintégration du territoire disputé.

«*Les négociations ont porté sur les questions de la réintégration des Arméniens vivant au Karabagh*», a indiqué l'agence de presse APA le 21 septembre, à l'issue de la première rencontre de négociations entre les représentants du Haut-Karabagh et ceux de l'Azerbaïdjan.

«*Un accord sur une cessation complète des hostilités*», le 20 septembre à 13h, a été conclu «*avec la médiation du commandement des forces de paix russes*», avait déclaré la présidence de Stepanakert dans un communiqué.

La Russie dispose, depuis fin 2020 et une précédente guerre, d'une mission de soldats de la paix dans le Haut-Karabagh.

Bakou exige désormais la réintégration du territoire qui avait fait sécession à la chute de l'URSS, entraînant deux guerres sanglantes, dans les années 1990 et en 2020. AFP/RT 21 septembre 2023

D'une boucherie à une autre. Leur sadisme n'a pas de limite. Musk et les libertariens en sauveurs suprêmes ou plutôt en barbares suprêmes.

Neuralink : le projet d'implant cérébral d'Elon Musk cherche des cobayes humains (mais ça fait peur) - Le HuffPost 21 septembre 2023

Avant que l'autorisation sur des sujets humains ne soit donnée, en mai dernier par l'administration américaine et mi-septembre par une agence indépendante, Neuralink a en effet été testé sur des moutons, des cochons, des singes, ainsi que des souris. Et les mammifères ont payé un prix élevé à ces recherches. Selon une enquête de l'agence de presse Reuters publiée en décembre 2022, 1800 animaux auraient trouvé la mort dans les laboratoires de Neuralink depuis 2018.

Les témoignages donnés à Reuters, à la suite de l'alerte d'une ONG américaine, montrent que bien des sacrifices et de souffrances furent le fruit d'un manque d'éthique flagrant de l'entreprise.

Implants collés à la glue directement sur le cerveau des singes, ou installé sur la mauvaise vertèbre d'un malheureux cochon, lésions non soignées, souffrance durant des semaines due à chairs infectées autour des implants… « *C'était une boucherie* » a ainsi reconnu l'un des employés de Neuralink. L'agence de presse américaine dit avoir identifié « *quatre expériences, impliquant 86 cochons et deux singes, constellées d'erreurs humaines* ».

De son côté, l'USDA, le ministère de l'agriculture américain, a été alerté par un rapport à glacer le sang de l'ONG Physicians Committee for Responsible Medicine. Ici, le cas de 23 animaux utilisés par Neuralink, à peine lisible tant il expose crûment leur état, montre au minimum « *un manque de soin qui a débouché sur la mort et la souffrance de plusieurs singes* ».

Il est donc possible, si vous le souhaitez, de faire acte de candidature pour faire progresser les recherches de Neuralink. Le ministère de l'agriculture américain n'a pour l'instant pas choisi d'ouvrir d'enquête. Les essais sur les animaux continuent dans les laboratoires de Neuralink.

https://fr.news.yahoo.com/neuralink-projet-d-implant-c%C3%A9r%C3%A9bral-162527665.html

---

Soyez bien assis, et retenez votre respiration, l'atmosphère est devenue pestilentielle en France sous ce régime.

Accident de Pierre Palmade : ce détail troublant sur la voiture qui transportait l'enfant de 6 ans - closermag.fr 21 septembre 2023

Il y a du rebondissement dans l'affaire Pierre Palmade.

Le rapport d'expertise d'accidentologie vient de tomber. Ce dernier vise à déterminer la responsabilité de Pierre Palmade dans l'accident et les circonstances du drame. Si les conclusions accablent l'acteur de 55 ans et affirment que ce dernier est l'unique auteur des faits, un petit détail pourrait bien devenir un élément important pour son avocate. En effet, selon le rapport d'accidentologie, il n'y avait pas de rehausseur de siège - pourtant obligatoire - à l'arrière de la voiture qui transportait l'enfant de six ans. L'expert mandaté par la juge d'instruction a précisé que le "*conducteur d'un véhicule doit s'assurer de la bonne installation des enfants qu'il transporte*", rapporte Le Parisien. Mais "*les conséquences d'un tel défaut d'installation sur un enfant sont assez complexes à caractériser et sortent du cadre de notre mission*". closermag.fr 21 septembre 2023

Affaire Palmade: le bébé de la passagère blessée dans l'accident est mort avant sa naissance, selon une expertise - AFP 21 septembre 2023

Le bébé que portait la passagère blessée dans l'accident de la route provoqué par l'humoriste Pierre Palmade en février sous l'emprise de stupéfiants est décédé avant sa naissance, selon une expertise médicale, a appris jeudi l'AFP de sources proches, confirmant une information du Parisien.

"*Cette enfant est viable, mais n'est pas vivante à la naissance (...) Les quelques battements cardiaques observés vers 16 minutes après la naissance sont insuffisants pour assurer une fonction circulatoire efficace et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des signes de vie extra-utérine*", selon les conclusions du rapport consulté par l'AFP.

Le cabinet de Me Mourad Battikh, avocat de la famille, a indiqué jeudi à l'AFP ne pas être encore en possession de ce rapport mais a signalé qu'il demanderait une contre-expertise.

Les qualifications retenues sont susceptibles d'être modifiées en "*blessures involontaires*" par la juge au cours de l'instruction.

L'enjeu est de déterminer si le bébé a respiré après l'accouchement d'urgence par césarienne, même durant quelques secondes, et peut donc être juridiquement considéré comme une personne humaine. AFP 21 septembre 2023

J-C - Les sadiques osent tout. Vous avez bien lu, un bébé de 6 mois dans le ventre de sa mère ne serait pas "*juridiquement considéré comme une personne humaine*", ce serait quoi alors pour la justice de ce pays, un vulgaire animal dont la vie ne vaudrait rien, à moins que certains animaux valent davantage. Tout s'explique. Si quelqu'un éliminait ce déchet de la société du spectacle, cela nous laisserait totalement indifférent.

Le Nouvel ordre mondial sera esclavagiste ou ne sera pas. Au nom de la liberté et de la démocratie.

Etats-Unis : A 14 ans, c'est désormais légal de travailler en 35 heures dans plusieurs Etats - AFP/20 Minutes 22 septembre 2023

Plusieurs Etats américains ont assoupli les barrières encadrant le travail des mineurs. La loi « *rend simplement légal pour toute personne âgée de 14 ans et plus (…) de travailler sans autorisation du gouvernement* », a indiqué à l'AFP Alexa Henning, porte-parole de la gouverneure républicaine de l'Etat d'Arkansas, où la nouvelle loi est effective depuis le 1er août. AFP/20 Minutes 22 septembre 2023

France.

En famille avec Renaissance ou le retour avec Macron du régime absolutiste de l'Ancien Régime. La concurrence est rude à l'extrême droite.

Le Rassemblement national est bien d'extrême droite, confirme le Conseil d'État… Sur demande du RN - Le HuffPost 21 septembre 2023

Européennes : comment le camp présidentiel compte contrer le Rassemblement national - Journal du Dimanche 21 septembre 2023

Dîner royal au château en famille. Les Versaillais sont au pouvoir.

J-C – Lu. Ce dîner des « *cons – descendants* » vous a été offert par les « *cons – tribuables* ».

Qui aurait cru que la Constitution de la Ve République réputée républicaine et démocratique comme chacun sait, était compatible avec la monarchie absolue ? De Gaulle aussi s'était pris pour un temps pour un monarque, puis il a dû redescendre de son piédestal et finir par abdiquer.

La réponse du monarque sans couronne à ceux qui l'ont copieusement sifflé récemment.

Visite de Charles III : Avec le dîner à Versailles, Emmanuel Macron affiche « *son style monarchique* » - 20minutes.fr 22 septembre 2023

Faste (et fureur ?) - Le dîner au château de Versailles peut être jugé en décalage avec le quotidien des Français marqué par l'inflation et une hausse de la pauvreté

Le Roi danse ou Le Discours d'un roi ? Invité au dîner au château de Versailles, Yann Arthus-Bertrand a eu « *l'impression d'être dans un film* », confie-t-il au *Parisien*. Pour recevoir le roi d'Angleterre, Charles III, Emmanuel Macron n'a pas fait les choses à moitié, s'entourant de tout le gratin des célébrités culturelles françaises et britanniques, politiques, économiques ou sportives.

De Mick Jagger à Hugh Grant en passant par Patrick Vieira ou Bernard Arnault, quelque 150 invités ont pu goûter au menu… de roi : Mouton Rothschild dans les verres, homard bleu, tourteau, volaille de Bresse et dessert signé Pierre Hermé dans les assiettes. Un fastueux dîner dans la symbolique galerie des Glaces qui tranche avec le quotidien des Français, de plus en plus nombreux à faire la queue devant les portes des associations d'aide alimentaire.

Comme « *un jeu d'homologation, Versailles est devenu l'équivalent de Buckingham palace* », observe Elodie Laye Mielczareck, sémiolinguiste spécialisée dans le langage verbal et non verbal. Le choix du lieu pour organiser ce dîner officiel n'était en effet pas anodin. Emmanuel Macron aurait pu recevoir Charles III au palais de l'Elysée, l'antre de la République, mais il a préféré un lieu chargé de symboles, « *le temple même de la monarchie* absolue », souligne Philippe Moreau-Chevrolet.

L'opération était néanmoins un coup de communication qui peut être favorable au chef de l'Etat, qui n'a jamais caché « *son style monarchique* », analysent deux spécialistes de la communication politique. 20minutes.fr 22 septembre 2023

J-C – Quelle provocation ! Ils auraient tort de se gêner, puisqu'ils savent que le socialisme est la seule alternative au capitalisme, et qu'elle est collectivement rejetée par ceux qui devraient lutter pour qu'il se réalise.

Tout le monde ne peut pas être logé à la même enseigne !

Il manque 588 euros par mois aux Français pour vivre confortablement, un record - lefigaro.fr 20 septembre 2023

Les Français sont toujours particulièrement inquiets au sujet de leur pouvoir d'achat, qu'ils craignent de voir diminuer dans les prochaines années. C'est ce que révèle le dernier baromètre CSA Research pour Cofidis, publié ce mercredi. Selon cette étude, réalisée chaque année, il manque 588 euros par mois en moyenne aux Français, pour que ces derniers puissent vivre confortablement et ne soient pas obligés de planifier leur budget au centime près.

Cette estimation est un record depuis douze ans, alors que les personnes interrogées considéraient qu'il leur manquait 510 euros en 2022 et 467 euros en 2021. Une somme de plus en plus conséquente donc, que les Français dépenseraient principalement dans l'alimentation (64%), dont les prix ont le plus augmenté d'après eux, dans les loisirs (29%) et enfin, dans l'énergie (23%).

De fait, 62% des Français ont l'intention de se restreindre sur leurs besoins de première nécessité, comme l'alimentation (29%) et l'énergie (27%). Un niveau, là encore, jamais atteint, puisque ces taux sont en hausse de 8 points par rapport à 2022. lefigaro.fr 20 septembre 2023

J-C – Que leur manque-t-il pour que leurs aspirations démocratiques légitimes soient satisfaites, on n'en saura rien, et pour cause.

Extrême richesse, extrême pauvreté, il faut de tout pour faire un monde, voyons !

Extrême pauvreté : 333 millions d'enfants touchés – francetvinfo 16 septembre 2023

333 millions d'enfants sont touchés par une extrême pauvreté. Ce chiffre, tiré d'un rapport de l'Unicef, est inquiétant. Cette situation concernerait un enfant sur six.

L'Unicef indique que l'extrême pauvreté a augmenté. Ce phénomène est passé de 54,8% en 2013 à 71,1% en 2022. L'Afrique subsaharienne est la zone la plus touchée par le nombre d'enfants vivant dans la misère dans le monde. francetvinfo 16 septembre 2023

Ne touchez pas au grisbi ! Ah, en voilà une sanction "*indigne*", inquiétante, injuste, "*moralement*" condamnable !

Interdiction des diamants russes : les diamantaires d'Anvers sont contre - RT 21 septembre 2023

Le Centre mondial du diamant d'Anvers s'est indigné à la suite du discours du Premier ministre belge à l'Assemblée générale de l'ONU, favorable à l'interdiction des diamants russes, alors que leur part représente 30% de la production mondiale.
Seize représentants de l'industrie du diamant, dont le leader mondial De Beers, sont farouchement opposés à l'introduction de sanctions contre les diamants russes, selon un article du *Financial Times* daté du 20 septembre qui se réfère à un «*courrier*» adressé au gouvernement belge par les diamantaires, auquel il a eu accès.

Les diamantaires réagissaient aux déclarations le 19 septembre à la résidence du consul belge à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, du Premier ministre belge Alexander de Croo. Celui-ci avait alors exhorté le secteur de la joaillerie réuni à cette occasion à «*parcourir le dernier mile*» pour faire aboutir l'initiative d'interdiction des diamants russes que le G7 envisage de mettre en œuvre.

Le 15 septembre, un fonctionnaire belge ayant préféré rester anonyme avait déjà annoncé à des journalistes de l'agence Reuters qu'une interdiction des diamants russes serait mise en place à partir du mois de janvier.

Toujours selon Reuters, la société publique russe d'extraction de diamants Alrosa, qui représente 90% de la capacité d'extraction de diamants de la Russie, constitue aujourd'hui 35 à 40% de l'offre mondiale.

L'inquiétude des acteurs de l'industrie en Belgique est de voir Anvers détrônée de son rôle de leader mondial au profit de l'Inde ou encore de Dubaï. Quelque 220 millions de dollars de diamants sont échangés chaque jour à Anvers, soit 47 milliards de dollars par an. La ville contrôle 86% du commerce mondial de diamants bruts et 50% du commerce de diamants polis. Elle abrite le Centre mondial du diamant, l'Antwerp World Diamond Centre.

Dans une interview accordée le 23 mai dernier à Euronews, Tom Neys, porte-parole du Centre mondial du diamant d'Anvers, arguait que ces mesures auraient un «*impact nul sur*

l'économie russe», qui se tournerait simplement vers d'autres acheteurs que les pays du G7. En outre, elle «*favoriserait les pays peu regardants sur l'origine des diamants et les filières de blanchiment d'argent*». RT 21 septembre 2023

En famille. Qui a salué "*l'engagement écologiste du roi*" Charles III ?

Réponse : La députée écologiste Sandrine Rousseau a salué sur Sud Radio vendredi 22 septembre 2023

"*Il a une véritable conscience écologiste*", s'est réjouie l'élue de Paris, rappelant que le roi avait choisi de mettre à l'honneur une quiche végétarienne à l'occasion du grand déjeuner de son couronnement. (BFMTV 22 septembre 2023)

La monarchie incarne les aspects les plus dégénérés de la société soumise au capitalisme.

J-C – La société du spectacle n'aurait pas pu exister sans ses acteurs ou actrices se livrant à la prostitution et adoptant complaisamment tous les clichés de leurs époques, dont ceux de l'alcool et du tabac, ainsi que la drogue omniprésents au sein du show-business et du cinéma. Certaines actrices ont passé leur temps à se dénuder dans chacun des films où elles ont joué, Romy Schneider et Brigitte Bardot par exemple, et ensuite elles se plaignent d'avoir été victimes d'harcèlement sexuel après avoir eu une multitude d'aventures avec acteurs, metteurs en scène ou réalisateurs notamment. Ils ont été jusqu'à créer des personnages qui s'identifiaient au tabac ou à la pipe, le commissaire Maigret par exemple. Ils ont tourné des films littéralement à la gloire de l'alcool, par exemple en 1971 Boulevard Du Rhum avec Lino Ventura, passons sur ceux par milliers vouant un culte à la guerre, au gangstérisme, à la violence en générale, tous ont accepté de se livrer à cette mise en scène détestable.

C'était le prix à payer pour figurer en tête d'affiche ou obtenir un engagement, signer un contrat grassement rémunéré pour jouer des rôles insignifiants dans des films aux scénarii médiocres tenant en deux lignes, ou pousser la chansonnette sur des paroles d'une stupidité confondante ou parfois idéologique, genre *Mon légionnaire* chanté en 1936 par Edith Piaf et repris par Gainsbourg en 1987, là c'est l'arrangement musicale qui servait à faire passer le message, ils en seront largement récompensés.

Le clin d'œil de Charles III à Jane Birkin, une attention qui a touché Charlotte Gainsbourg - BFMTV 21 septembre 2023

Dîner d'État pour Charles III : Charlotte Gainsbourg en robe ultra-fendue à Versailles, ses longues jambes sublimées - purepeople.com 20 septembre 2023

Près de 160 convives ont été invités au dîner d'État organisé à Versailles par le président de la République Emmanuel Macron pour le roi Charles III. Parmi eux, Charlotte Gainsbourg a attiré tous les regards en arrivant avec une robe noire ultra-fendue sur le tapis rouge. Une robe qui a causé quelques désagréments à la fille de Serge Gainsbourg.

Elle fait partie des prestigieux invités présents au dîner d'État organisé le 20 septembre 2023 à la Galerie des glaces, au Château de Versailles, par Emmanuel Macron.

C'est une grande journée pour la fille de Serge Gainsbourg puisque c'est également ce 20 septembre qu'a ouvert la maison Gainsbourg qui permettra à tous les fans de découvrir le domicile du légendaire chanteur située au 5 bis rue de Verneuil. Cette visite comprend également au numéro 14, d'un musée, d'une librairie-boutique et du Gainsbarre qui sera un café en journée et qui se transformera en piano-bar la nuit. C'est la première institution culturelle dédiée à la transmission de l'œuvre et de l'histoire de Serge Gainsbourg.

Constance Meyer (la dernière maîtresse de Gainsbourg) – « *Il picolait dès le matin, avec du Ricard au petit-déjeuner, avant de siroter du rosé jusqu'au Jet-27 du soir. Il fumait constamment aussi* », a-t-elle raconté dans Nice-Matin.

Rongé par ses excès, notamment par un alcoolisme qui le laisse parfois étendu sur le sol, et très violent avec sa femme

Le grand fumeur de Gitanes fumait entre deux et cinq paquets par jour, et même davantage s'il était en studio en train de composer ou d'écrire. Il pouvait s'en griller jusqu'à 10 durant une interview lambda de 45 minutes. L'artiste ne passait jamais à la télévision sans sa clope, chose impensable à notre époque régie par la loi Évin. lepoint.fr 2 mars 2016

J-C – Ils ont dédié une « *institution* » à cette épave, à son « *histoire* » disent-ils, pourvu qu'ils n'oublient rien, qui finalement est à l'image des élites de notre époque. Que Gainsbourg ait eu un certain talent de compositeur et arrangeur, c'est autre chose, bien que j'ignore si c'est vraiment lui qui a composé les morceaux qu'on lui attribue.

Mélenchon, un agent de Soros ?

"*Il veut détruire la civilisation occidentale*": Musk s'en prend à ce milliardaire US - fr.sputniknews.africa 18 septembre 2023

L'entrepreneur américain d'origine sud-africaine Elon Musk a accusé l'Open Society Fondation du milliardaire américain George Soros d'aspirer à ruiner la civilisation occidentale.

Le propriétaire de Tesla et de Space X a ainsi réagi à une publication sur X contenant des images de migrants venus d'Afrique du Nord sur l'île italienne de Lampedusa. On peut lire en légende: "*Soros a investi tout son argent et ses efforts pour cibler l'Italie avec son invasion européenne*".

Les Fondations de George Soros s'occupent entre autres des problèmes de sécurité de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile, détaille *The Guardian*. (The Guardian est au-dessus de tout soupçon, puisqu'il est financé entre autres par Soros et Gates. – J-C)

Dans son interview au New York Times, George Soros avait déclaré que sa mission était de "*faire pencher l'arc de l'histoire dans une bonne direction*". Un rapport publié par le Media

Research Center (MRC) montre qu'entre 2016 et 2020, Soros a alloué au moins 131 millions de dollars aux 253 médias ou journalistes individuels. Le document mentionne les plus importants et les plus influents aux États-Unis: CNN, CBS, NBC, NPR, Bloomberg et The Washington Post.

En Russie, deux organisations non gouvernementales étrangères financées par George Soros, Open Society Foundations et OSI Assistance Foundation, ont été reconnues indésirables en 2015. Selon le parquet général de la Fédération de Russie, leurs activités constituent une menace à l'ordre constitutionnel ainsi qu'à la sécurité de l'État.

En outre, le financier américain lui-même ne nie pas que son argent ait notamment contribué à réaliser en Ukraine la "*Révolution orange*" en 2004 et "*l'Euromaïdan*" en 2013. Dans plusieurs pays dont les ex-républiques soviétiques, la Géorgie et la Kirghizie, il a été accusé d'ingérence dans les affaires intérieures.

Lampedusa : Jean-Luc Mélenchon en faveur d'une « *régularisation massive des migrants* » - leJDD 18 septembre 2023

Franceinfo - Nombre de ménages qui possèdent un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian de la population, soit 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et 2 314 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans. En 2019, 9,2 millions de personnes, soit près de 15% de la population française, étaient dans cette situation, selon les chiffres de l'Insee.

18% déclarent vivre à découvert, soit trois points de plus qu'en 2022. Plus d'un Français sur 10 se prive. Le taux de "*privation matérielle et sociale*" est une manière alternative de mesurer la pauvreté, avec des indicateurs plus récents. Il a atteint 14% de la population de l'Hexagone début 2022. Ainsi, 10,2% des ménages déclarent ne pas pouvoir chauffer suffisamment leur logement, contre 6,1% en 2021 et 5% en 2018.

Début 2022, les ménages étaient également plus nombreux à déclarer être dans l'incapacité financière de remplacer des meubles usagés (26% contre 24% début 2020), ou de manger de la viande, du poisson ou un équivalent végétarien tous les deux jours (9% contre 7% début 2020). De même, la proportion de ménages déclarant ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances hors du domicile dans l'année a augmenté (24% contre 22% début 2020), alors qu'elle était à la baisse depuis une dizaine d'années.

Selon l'Insee, le taux de privation dépend beaucoup de la composition des ménages : il atteint 6,8% parmi les couples sans enfants, 15,8% chez les personnes seules, mais grimpe à 31,1% parmi les familles monoparentales.

D'après la Fondation Abbé-Pierre , "*près de 15 millions de personnes sont touchées, à un titre ou à un autre, par la crise du logement*", il y avait en France 4,15 millions de personnes mal ou non logées en 2022. franceinfo 18 septembre 2023

En France, "*la gauche*" championne de la réaction.

Planification écologique: les pistes présentées par Borne déçoivent la gauche - BFMTV 18 septembre 2023

La France championne de la réaction mondiale.

La France crée un fonds pour défendre les droits des personnes LGBT+ - Le HuffPost 19 septembre 2023

Totalitarisme. Terrorisme d'Etat à « *l'électrochoc* » jusque dans une classe de collège.

J-C – On sait quel traitement on leur appliquera le jour où les masses auront pris le pouvoir.

Harcèlement scolaire : à Alfortville, un ado soupçonné d'être un agresseur arrêté au collège en plein cours - Le HuffPost 19 septembre 2023

Le collégien est accusé de harcèlement pour avoir tenu des propos transphobes.

Est-ce un premier signe de « *l'électrochoc* » réclamé par Gabriel Attal contre le harcèlement scolaire ? Un collégien de 14 ans a été interpellé en plein cours dans l'établissement Henri-Barbusse d'Alfortville (Val-de-Marne) ce lundi 18 septembre, a révélé le quotidien 20 Minutes. L'adolescent a été placé en garde à vue pour des soupçons de harcèlement.

Les faits avaient été signalés le matin même par les parents de la victime, âgée de 15 ans et scolarisée dans un autre établissement de la commune, le lycée Maximilien-Perret. Ces derniers avaient alors rencontré la proviseure de l'établissement, pour lui faire part « *d'insultes et de menaces* » reçues dans le week-end de la part d'un collégien identifié, selon les informations de l'académie recueillies par *Le Figaro*.

Le jeune soupçonné de harcèlement a été arrêté avec l'autorisation du proviseur, selon les informations de BFMTV. La garde à vue était toujours en cours ce mardi. Le HuffPost 19 septembre 2023

J-C – Les autorités judiciaires ont accepté d'enregistrer la plainte formulée par la proviseure d'un établissement scolaire concernant des faits intervenus « *le week-end* », donc en dehors du cadre scolaire, c'est illégal ou un abus de pouvoir.

Élève interpellé à Alfortville: pour Olivier Véran, le travail des policiers a été "*fait en conformité*" - BFMTV 20 septembre 2023

Harcèlement scolaire: Gabriel Attal salue une réponse "*rapide*" après l'interpellation d'un élève à Alfortville - BFMTV 20 septembre 2023

En complément sur l'Etat policier.

Service national universel: le gouvernement relance l'idée d'une "*généralisation*" du dispositif - BFMTV 20 septembre 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

Un porte-parole du Green New Deal de Davos se lamente et promet de vous pourrir la vie davantage encore.

Climat: l'immobilisme des États se paiera très cher - Slate.fr 20 septembre 2023

De déclarations stériles en procrastination, rien n'avance. Les conséquences climatiques comme économiques s'annoncent terribles.

Tous les records de température risquent d'être battus cette année, et le rôle des émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines n'est plus contesté que par ceux que cette vérité scientifique dérange. Mais l'action des gouvernements reste très loin de ce qui serait nécessaire. Slate.fr 20 septembre 2023

Au temps des collabos.

CQFD. Les associations ou ONG qui n'existeraient pas sans le fric que leur donne le gouvernement, ne se plaignent pas que le gouvernement ne soit pas plus généreux envers ceux qu'il a contribué à appauvrir ou précariser, mais qu'il ne leur en verse pas davantage à elles !

Apprenez-leur le caniveau !

Dans le village de Vion (Ardèche) (...) Le ruisseau a débordé et dévalé la rue principale. "*C'est la première fois, en 40 ans qu'on est là, qu'on voit ça*", confie une riveraine. francetvinfo.fr 18 septembre 2023

J-C - Et avant ? Pour l'occasion ils n'iront pas plus loin que 40 ans en arrière, vous aurez deviné pourquoi...

L'enfer est pavé de mauvaises intentions.

"*L'humanité a ouvert les portes de l'enfer*", alerte le secrétaire général de l'Onu - fr.sputniknews.africa 21 septembre 2023

Le secrétaire général de l'Onu a critiqué les hommes pour leur incapacité à progresser dans la lutte contre le changement climatique.

"*Nous nous concentrons ici sur les solutions climatiques et notre tâche est urgente. L'humanité a ouvert les portes de l'enfer*", a déclaré Antonio Guterres le 19 septembre lors d'un sommet sur l'ambition climatique aux Nations unies, soulignant que les effets d'une "*chaleur épouvantable sont terribles*".

"*Si rien ne change, nous nous dirigeons vers une augmentation de la température de 2,8 degrés, c'est-à-dire vers un monde dangereux et instable*", a noté le chef de l'Onu.

Début septembre, M.Guterres a déjà signalé que l'été dernier avait été le plus chaud de l'histoire des observations, en appelant à intensifier la lutte contre le changement climatique.

"*Notre planète vient d'endurer une saison bouillonnante - l'été le plus chaud jamais enregistré. L'effondrement climatique a commencé*", a-t-il prévenu. fr.sputniknews.africa 21 septembre 2023

J-C – Un cinglé à enfermer d'urgence !

Comment amplifier un évènement anodin pour en faire un phénomène terrifiant ou catastrophique ? Mode d'emploi.

Il suffit de faire abstraction de tout ce qu'il y avait autour qui contredisait notre récit, d'instrumentaliser ou surévaluer l'importance ou l'impact d'un ou plusieurs facteurs au détriment des autres qui ne seront même pas cités, de changer d'échelle dans le temps et/ ou dans l'espace de manière à amplifier ce champ, le généraliser à outrance si possible de sorte que personne n'osera le contester par crainte de passer pour un négationniste ou un complotiste, le tout en fonction de l'objectif frauduleux et inavouable qu'on s'était donné d'atteindre, faire admettre à la population qu'elle vivrait sous l'emprise d'une terrible menace qu'elle aurait elle-même provoquée, en l'occurrence le changement climatique, en espérant que ce tour de magie fera des miracles sur le plan de la manipulation des consciences ou qu'elle modifie volontairement son comportement ou son mode de vie conformément aux directives des tyrans de Davos.

La société du spectacle dans toute sa splendeur ou son sadisme, à coup d'images spectaculaires destinées à déclencher une sensation forte ou une émotion incontrôlable chez le spectateur crédule ou ignorant, déjà enclin à la schizophrénie ou à une psychose, de sorte qu'il adhèrera sans réfléchir au récit des médias officiels.

Il ne s'est jamais produit de changement climatique sur une période aussi courte, cela n'existe tout simplement pas, sauf dans les temps très anciens à une toute autre échelle, lors de collisions avec des comètes ou des bombardements cosmiques incessants. En revanche, il existe des variations naturelles du climat depuis que la Terre existe il y a 4,6 milliards d'années, qui s'étendent pour les plus récents répertoriées sur des cycles de milliers, dizaines ou centaines de milliers d'années, qui vont se traduire par des changements climatiques au bout de millions d'années.

Libye, Grèce, Espagne : les inondations donnent un terrible avant-goût du changement climatique - Le HuffPost 19 septembre 2023

Libye, Grèce, Espagne, Inde, Hong Kong, Taïwan, États-Unis, Canada… La liste des pays frappés par des inondations parfois meurtrières depuis le début du mois de septembre ne cesse de s'allonger. Des déluges provoqués par les typhons Saola et Haikui, la tempête tropicale Lee, ou encore le cyclone méditerranéen Daniel. Ces évènements météorologiques extrêmes ont pour point commun d'être amplifiés par le changement climatique.

J-C - Vous aurez remarqué qu'ils ne s'embarrassent pas de scrupules, mélangeant toutes sortes de phénomènes météorologiques qui se déroulent uniquement dans l'hémisphère nord à des latitudes et des longitudes différentes, qui n'ont rien à voir les uns avec les autres pour les ramener à une origine unique, le changement climatique, une pure escroquerie.

En Libye, cette situation est due à l'effondrement de deux barrages, tandis que depuis que l'OTAN a détruit la Libye en 2011, toutes les infrastructures du pays encore debout ont été laissées à l'abandon. En Espagne on a pu voir des scènes identiques aux inondations en Libye ou en Inde sans que les habitations soient emportées et pratiquement sans faire de victimes, mais cela les médias ne le préciseront pas.

En Inde, c'est l'urbanisme anarchique et la bureaucratie corrompue qui est largement en cause, quelques dizaines de morts (sur 1,4 milliards), 30.000 personnes déplacées à Delhi (sur + de 11 millions d'habitants), des centaines de routes, ponts ou habitations emportés par les eaux, rien d'étonnant sachant où et comment ils ont été construits, des précipitations records depuis 40 ans, pourquoi 40 ans, parce que ce niveau avait été dépassé plus tôt, mais il ne faut surtout pas le dire, en 1980 l'Inde comptait 696 millions d'habitants, plus d'1,4 milliard en 2023, ceci explique cela, voilà tout. Ce n'est pas rare qu'en dehors de tout phénomène météorologique, un pont, une route ou un bâtiment s'effondre en Inde, qu'un car finisse dans un précipice, un train déraille, etc.

Le reste était à l'avenant.

Partout dans le monde des routes et des villes ont été construites à l'emplacement de rivières autrefois, dans le lit d'anciennes rivières, lors de pluies hors normes, il arrive qu'elles soient amenées à reprendre leurs anciens cours sans demander la permission aux hommes ! Les hommes ont colonisé la Terre de manière anarchique, ils se sont reproduits selon le même schéma inconscient, et bien maintenant ils vont en payer les conséquences, il fallait bien qu'un jour cela arrive, voilà tout.

Le HuffPost - Le rôle du changement climatique dans ces inondations meurtrières est loin d'être anecdotique. « *La multiplication des pluies intenses est principalement attribuable à l'augmentation de la température globale de la planète* », souligne Davide Faranda, climatologue à l'institut Pierre-Simon-Laplace, interrogé par Le HuffPost.

Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les tempêtes, les vagues de chaleur et les inondations ont été à l'origine de 85 000 à 145 000 décès en Europe au cours des quarante dernières années, rappelle l'Agence européenne pour l'environnement sur son site.

J-C - A la louche, "*de 85 000 à 145 000*", du simple au double ou presque, n'importe quoi !

Que vous regardiez des documentaires, que vous visionniez des conférences de scientifiques ou que vous écoutiez des "*experts*" de plateaux de télévisions, chaque fois vous aurez le droit à un lot de conneries, certes selon des intentions ou causes parfois différentes, toujours est-il que quelle que soit votre disposition d'esprit, à l'issue de cette expérience vous croirez avoir retenu le meilleur de la science, alors qu'en réalité vous aurez encore emmagasiné des connaissances obsolètes ou qui ne correspondaient pas au niveau atteint par la recherche à votre époque, bref, vous passerez toujours pour un âne auprès de ceux qui ont acquis un niveau de connaissances supérieur ou qui les ont actualisées.

Cette remarque me semble importante, car elle concerne toutes les disciplines, tous les sujets d'actualité que nous sommes amenés à traiter, dans la mesure où il existe différentes grilles de lecture pour appréhender la situation, qui correspondent en grande partie aux différents niveaux d'information auxquels sont parvenus des hommes réputés évolués, qui font que la communication emprunte des longueurs d'onde différentes et se traduise par une quasi incompréhension générale ou tout du moins donne cette impression, au point qu'ils ne puissent plus communiquer entre eux autrement que par l'invective ou s'ignorent carrément.

Quand on en a conscience ou qu'on tient compte de ces facteurs, on est bien disposé vis-à-vis des gens avec lesquels on est amené à discuter, cependant cela ne suffit pas, car il faut que les deux parties partagent cette disposition d'esprit pour qu'une réelle discussion et réflexion puisse avoir lieu. La discrimination ou le rejet, la méfiance quasi pathologique dont je fais l'objet de la part de mes lecteurs par exemple, prouvent que ces facteurs et d'autres constituent de puissants obstacles interdisant toute relation de qualité, loyale et fiable, et finalement toute progression.

J'ai entendu un géologue expliquer lors d'une conférence, que la disparition des dinosaures serait due à des modifications physiques et spatiales de la Terre, axe de rotation, excentricité par rapport au soleil, influence des autres planètes, tectonique des plaques, inversion des pôles et variation de champ magnétique terrestre, en revanche, quand une personne dans la salle a émis une autre hypothèse et l'a interrogé sur l'impact qu'aurait eu une comète entrée en collision avec la Terre il y a environ 65 millions d'année à la hauteur du golfe du Mexique, créant un immense cratère encore visible de 3 kilomètres, ce scientifique visiblement gêné aux entournures commença par affirmer qu'il n'était pas au courant, et qu'il s'en tenait à ce qu'il savait ou avait appris de ses pères, pour ensuite tout excité se lancer dans une tirade dénonçant les charlatans qui sévissaient sur Internet, alors que le facteur (comète) auquel avait fait allusion la personne qui lui avait posé une question est de notoriété publique ou a été confirmée par des scientifiques du monde entier.

Bref, pour ce géologue borné, cette gigantesque collision n'aurait pu concourir à elle-seule à brutalement modifier radicalement le climat de la Terre. En réalité, le paradigme ou les facteurs qui servent de base à ses recherches ou à sa réflexion ne lui permettent pas de donner une explication cohérente ou sérieuse, satisfaisante, au phénomène ici abordé, mais il s'en contente, et le plus grave, ce n'est pas qu'il rejette toute autre explication, c'est qu'il nie qu'il puisse y en avoir d'autres, autrement dit il se comporte en détenteur de la vérité révélée, quand bien même il ignorait qu'elle existe, c'est cela le plus fort ou le plus incroyable, vous devez le croire sur parole, et si vous y refusez, peu importe du moment que vous ne croyez personne d'autre.

Au passage, lors d'une conférence consacrée à l'évolution de notre espèce, j'ai entendu un professeur du Collège de France affirmer que le réchauffement climatique serait dû à l'activité humaine, ce qui est une pure invention, une aberration ou une contre-vérité propagée par Davos, c'est pour dire que les travaux et les conclusions du gratin de l'élite intellectuelle de ce pays ne sont pas fiables ou pire encore, car ils sont influencés idéologiquement.

En politique les mêmes phénomènes se produisent tous les jours : Tout le monde à de très rares exceptions veut avoir raison sans savoir de quoi il parle au juste, quand il n'est pas sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. Les premiers ne sont pas forcément malhonnêtes, les seconds le sont forcément et ils en ont parfaitement conscience.

A mon modeste niveau, je m'en tiens aux connaissances que j'ai acquises tout en sachant qu'elles peuvent présenter des lacunes, d'autant plus que je suis complètement isolé. Par conséquent, que le droit à l'erreur me soit accordé parce que je ne peux pas tout savoir dans toutes les disciplines, à condition toutefois de corriger mes erreurs lorsque j'en ai connaissance, et que je m'engage à parfaire en permanence mes connaissances, et à vérifier la véracité des informations qui me parviennent, ainsi que les théories formulées dans le passé ou admises par la collectivité, de manière à ne pas colporter des données ou des théories obsolètes ou devenues erronées.

C'est parfaitement possible tant que mon état de santé le permet, parce que je n'ai de compte à rendre à personne, les idées que je suis amené à adopter n'ont absolument aucune influence ou aucun rapport avec mon statut social ou mes modestes revenus, je pense et j'agir en totale indépendance de tout courant politique ou institution, voilà la garantie que je peux offrir à mes lecteurs. Qu'elle leur suffise ou non n'est pas mon problème, mais le leur uniquement.

Le Royaume-Uni va repousser l'interdiction des voitures thermiques - Mobiwisy 20 septembre 2023

Initialement prévue pour 2030, la date limite de commercialisation de voitures neuves thermiques serait repoussée à 2035.

L'Europe a également consenti à accepter les carburants de synthèse après cette date de 2035 afin de ne pas tourner le dos à une industrie « *thermique* » qui fait sa valeur ajoutée. Mobiwisy 20 septembre 2023

Santé.

Covid, super-variant, vaccination, retour du masque... : "*Ils continuent leur campagne de peur*". Entretien avec le Pr Christian Perronne - France-Soir 22 septembre 2023

"*Le coronavirus s'adapte à la population humaine et l'homme s'adapte au virus, il devient de moins en moins virulent*", rappelle le Pr Perronne. "*Aujourd'hui, le variant Eris, on s'en fiche complètement. C'est un virus très bénin qui donne des rhumes et des bronchites*". Comme les

autres souches anciennes de coronavirus qui circulent sur le continent européen depuis des dizaines d'années.

Dans cet Entretien essentiel, le Pr Christian Perronne répond à nos questions afin de démêler le vrai du faux en matière d'information sanitaire. D'après lui, l'actuel traitement médiatique du Covid continue de poser un problème démocratique.

https://edition.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/covid-supervariant-masque-vaccins-continuent-peur-perronne

---

Il faudrait être fou pour leur accorder la moindre confiance, après le massacre qu'ils ont perpétré pendant 3 ans.

Covid-19: le ministre de la Santé assure ne "*pas manier la stratégie de la peur*" - BFMTV 20 septembre 2023

"*Non, nous ne manions pas la 'stratégie de la peur'*", a-t-il affirmé dans un tweet. "*Pour le Covid, comme pour le reste, notre seule stratégie c'est la transparence et la confiance dans la science. Ni culpabilisation, ni contrainte*".

S'il n'y a pas de consigne, il y a des recommandations. En l'occurrence, le gouvernement conseille "*de façon extrêmement forte*" le port du masque pour les malades, les personnes symptomatiques et dans les transports collectifs. BFMTV 20 septembre 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Guerre en Ukraine Vidéo N°55

https://www.youtube.com/watch?v=jx1JQO0w16Y

Michel Collon à la fin de cette vidéo : - « *Gagner la bataille de l'info pour vivre dans un monde sans guerre.* »

J-C - C'est de la démagogie ou propager une illusion. Il en faudrait énormément plus pour que la machine de guerre qui alimente le capitalisme cesse de fonctionner à tout jamais, une révolution politique et sociale.

Le Congrès US refuse un discours du président Zelensky - Réseau Voltaire 21 septembre 2023

Le président Volodymyr Zelensky s'est rendu à la 78° assemblée générale des Nations unies (New York) à Washington pour parler devant les chambres réunies en Congrès, comme il l'avait fait en décembre 2022.

Cependant, le président de la Chambre des représentants s'y est opposé compte tenu de « *la charge de travail des parlementaires* ».

Il n'échappe à personne qu'en 2022, la Chambre était présidée par la démocrate Nancy Pelosy, favorable à la guerre, tandis qu'elle l'est aujourd'hui par le républicain Kevin McCarthy qui y est opposé.

J-C - "*Il n'échappe à personne*" était de trop ou idéologiquement orienté dans une direction nauséabonde. Dont acte aurait été amplement suffisant pour relayer cette information, encore faut-il être réellement indépendant.

Selon la BBC, le commandant-en-chef des armées ukrainiennes est accusé de haute-trahison - Réseau Voltaire 21 septembre 2023

Selon la BBC, le Service de sécurité de l'Ukraine (SBU) et le Bureau d'enquête de l'État enquêtent sur le général Valeri Zaloujny, commandant-en-chef des armées ukrainiennes.

Il lui est reproché de ne pas avoir poursuivi la « libération » du Sud du pays.

Il s'agit d'une accusation de haute-trahison.

Plusieurs hauts gradés ont déjà été interrogés, dont le commandant des forces de Défense Sergei Naev, l'ancien commandant de la zone Sud et le chef de l'administration de la région de Kherson, Andrei Kovalchuk.

Le général Valeri Zaloujny n'a plus assez d'hommes pour poursuivre la contre-offensive sur tous les fronts. Depuis deux semaines, son armée perdrait plus d'un millier d'hommes par jour. Des mesures ont été prises pour réquisitionner tous les hommes valides présents en Ukraine. La plupart des exemptions ont été abrogées. Réseau Voltaire 21 septembre 2023

Royaume-Uni: le parquet inculpe 5 Bulgares soupçonnés d'espionnage au profit de la Russie - BFMTV 22 septembre 2023

Le parquet britannique a annoncé jeudi l'inculpation de trois hommes et deux femmes de nationalité bulgare soupçonnés d'espionnage au profit de la Russie.

Les cinq suspects, âgés de 29 à 45 ans, seront poursuivis pour "*conspiration pour recueillir des informations destinées à être directement ou indirectement utiles à un ennemi pour un objet portant atteinte à la sécurité et aux intérêts de l'État*" entre fin août 2020 et février 2023, a annoncé le Crown Prosecution Service (CPS) dans un communiqué. BFMTV 22 septembre 2023

G20.

Toujours aussi fort les alchimistes !

Au G20, les pays en voie de développement se retournent contre les Occidentaux par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 19 septembre 2023

Le G20, qui avait été créé par le G7 pour lui obéir, s'en est émancipé. Il n'a certes pas remis en cause le système capitaliste anglo-saxon, fondé sur l'anonymat des capitaux, mais il a cessé de signer les textes de Washington. Il participe encore aux projets occidentaux, mais ne se fait guère d'illusion sur leur mise en œuvre.

https://www.voltairenet.org/article219681.html

- ... « *mais*... » « *mais* », quand tout change et rien ne change, bravo ! Tout le reste était à l'avenant.

Décortiquons et analysons cet article.

Réseau Voltaire - ... (Le G7) mais n'a rien fait de ce qu'il a dit.

Le G7 a coordonné les règles du jeu financier.

Réseau Voltaire - C'est que, derrière quelques effets d'annonce, il tenait des réunions secrètes dont nous n'avons compris qu'après coup l'importance.

J-C - Autant dire que vous étiez bien naïf pour ne pas dire pire !

Réseau Voltaire - C'est au G7 que l'on doit la forme actuelle du capitalisme où les détenteurs du capital peuvent prendre en secret des décisions qu'ils n'oseraient pas assumer en public.

J-C - Ben voyons, ce n'est pas parce que vous en aviez pris conscience à cette occasion, que cela datait de ce moment-là, depuis le début du XXe siècle pour ne pas dire depuis toujours.

Réseau Voltaire - Sur proposition du président français, Nicolas Sarkozy, et avec le soutien du Royaume-Uni, ce groupe fut élevé au niveau des chefs d'États et de gouvernement.

J-C- Quitte à ce que ce soit une vulgaire comédie destinée à la plèbe, autant que ce soit ceux qu'elle a élus qui en soient les acteurs, à seigneur tout honneur.

Réseau Voltaire - Le président états-unien, George W. Bush (...) ne donna son accord que si le groupe se réunissait la première fois sous sa présidence à Washington.

J-C - Comme toujours depuis la création de le Société des Nations sur l'instigation du président américain Woodrow Wilson, rien de neuf en somme.

Réseau Voltaire - Les États convoqués, notamment la Chine, ne sont pas des puissances impérialistes, mais des pays en voie de développement.

J-C - La Chine par son poids démographique, économique, technologique et politique, la Chine se comporte comme une puissance impérialiste.

Réseau Voltaire - Le dernier sommet de Gandhinagar a consacré la fin de l'influence occidentale, au profit de la multipolarité.

J-C – Tous les géopoliticiens ne cessent de le répéter à la manière de ces prestidigitateurs qui croient pouvoir substituer leur réalité à celle qui existe à force de le répéter ou qui consiste à prendre leurs désirs pour la réalité, tout en s'employant à masquer la collusion d'intérêts qui existe entre les différents protagonistes au détriment des intérêts de tous les peuples.

Réseau Voltaire - Cette fois, les délégations russe et chinoise ont, au contraire, réagi en proposant une autre prise de position. C'est leur version qui a été adoptée.

J-C - Une version politique, juste après avoir rappelé que le G20 était "*un forum économique et non pas politique"*, bravo ! Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour privilégier son orientation idéologique ou avoir raison, c'est assez pitoyable. Les médias ne se sont pas attardés là-dessus, ils ont immédiatement embrayé en reprenant de plus belle leurs attaques contre la Russie et la Chine comme si de rien n'était. Donc on ne voit pas en quoi la Russie et ses alliés auraient remporté là une victoire même symbolique, et pour cause quand on lit la suite :

Réseau Voltaire - ...(La version russe et chinoise adoptée) Elle souligne la « *nécessité de régler tous les conflits, dans le respect des dispositions de la charte de l'ONU* » et insiste sur « *le droit des peuples à l'autodétermination* »

J-C - Règlement qui n'a pas empêché plus de 250 guerres d'avoir lieu dans le monde depuis 1945, et quant au "*droit des peuples à l'autodétermination*", c'est une blague cynique, n'est-ce pas, demandez aux Palestiniens ce qu'ils en pensent, à tous les peuples qui ont été agressés par l'impérialisme américain ou l'OTAN.

Là on touche le fond ou on n'a pas décollé un seul instant du fond.

Réseau Voltaire - En définitive, les pays en voie de développement ont pris le pouvoir au sein du G20.

J-C - Une interprétation hâtive destinée à nous embrouiller après avoir affirmé que les Occidentaux avaient accepté de signer la déclaration contenant la version russe sur la guerre en Ukraine tout en précisant qu'ils l'interpréteraient "à leur manière", ce qui signifie qu'elle n'avait aucune espèce d'importance, du moment que l'orientation économique adoptée permettrait d'assurer la pérennité du capitalisme ou de garantir leur développement, tous finalement s'y rallieraient bon gré mal gré.

Réseau Voltaire - Désormais, ce sont eux (Russes et Chinois - NDLR) qui construisent le monde.

J-C - On assiste plutôt à un repartage du pouvoir et des richesses à l'échelle mondiale entre grandes puissances, avec toutes les tensions et tentations qu'on peut imaginer. Pour le

prolétariat mondial cela ne change strictement rien, contrairement à ce que voudraient nous faire croire monsieur Meyssan et ses semblables qui roulent pour le capitalisme.

78e Assemblée générale de l'ONU à New York

Conseil de sécurité : «L'Occident est responsable de la guerre civile en Ukraine», fustige Lavrov - RT 20 septembre 2023

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni le 20 septembre, avec les interventions successives de Volodymyr Zelensky et Sergueï Lavrov.

«*L'Occident après la fin de la guerre a fait le choix de devenir le chef de toute l'humanité et d'ignorer l'héritage des pères fondateurs de l'ONU*», a tancé Sergueï Lavrov au Conseil de sécurité de l'ONU, juste après une intervention d'Antony Blinken, le 20 septembre.

Dans un discours offensif, le ministre russe des Affaires étrangères a dénoncé l'ingérence américaine à Kiev en 2014 mais aussi en 2004, désirant «*rétablir la chronologie des incidents*», avant de dénoncer la politique hostile aux populations russophones du Donbass des nouvelles autorités ukrainiennes. Revendiquant le droit à l'autodétermination des peuples, Lavrov a tancé «*les néonazis ayant pris le pouvoir à Kiev*» qui bafouent les droits des minorités.

«*L'Occident est responsable de la guerre civile en Ukraine*», a-t-il ajouté, qualifiant d'«hypocrite» la position des Etats-Unis, ayant entraîné cette crise en Europe.

Quelques instants avant lui, le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait quant à lui dénoncé «*l'agression criminelle*» de la Russie en Ukraine, en s'adressant pour la première fois en personne au Conseil de sécurité de l'ONU.

«*La plupart des pays du monde reconnaissent la vérité sur cette guerre*», a estimé Volodymyr Zelensky, qui faisait face à l'ambassadeur russe à l'ONU Vassili Nebenzia assis devant lui.

Le président ukrainien a également fustigé le droit de veto russe qui, selon lui, provoquerait le «blocage» du Conseil de sécurité de l'ONU. Volodymyr Zelensky a toutefois quitté l'hémicycle avant la venue de Sergueï Lavrov.

Saviez-vous que l'ONU se comporte en maître du monde envers les Etats les plus faibles.

Le 19 septembre s'ouvrent la 78e Assemblée générale de l'ONU à New York. Selon RFI le général Adbourahamane Tiani et ses émissaires ne semblent pas avoir été invités par l'ONU. Rien n'est encore sûr quant à la présence d'un représentant nigérien à l'Assemblée générale. RFI 18 septembre 2023 Qui décide quel chef d'Etat est pestiféré, devinez ?

La provocation de trop, désolé. Il faut bien sauver les apparences.

ONU : l'ambassadeur israélien expulsé après avoir protesté durant le discours du président iranien - RT 20 septembre 2023

L'ambassadeur israélien aux Nations unies a déployé une affiche pendant le discours du président iranien, avant d'être expulsé de l'hémicycle. Le diplomate de l'Etat hébreu fustige l'ONU pour avoir reçu celui-ci.

Alors que le président iranien commençait son discours à la tribune des Nations unies le 19 septembre, l'ambassadeur israélien à l'ONU a fait irruption avec une pancarte pour protester contre l'Iran. Gilad Erdan a été expulsé de l'hémicycle pour éviter les débordements.

Se levant de son siège, le diplomate de l'Etat hébreu a brandi une affiche ou était écrit «*Iranian women deserve freedom NOW*», avec une photo de Mahsa Amini en fond.

Après avoir quitté l'enceinte de l'ONU, l'ambassadeur israélien a qualifié le président iranien Ebrahim Raïssi de «*meurtrier de masse*», tout en critiquant la communauté internationale de lui avoir donné une tribune. RT 20 septembre 2023

Comment les BRICS légitiment l'ONU.

Les chefs de la diplomatie des BRICS prônent une réforme du Conseil de sécurité de l'Onu - fr.sputniknews.africa 21 septembre 2023

"*Les ministres ont soutenu une réforme globale de l'Onu, y compris de son Conseil de sécurité, afin de le rendre plus démocratique, représentatif, efficace et efficient et d'augmenter la représentation des pays en développement dans toutes les catégories de membres du Conseil*", selon le communiqué publié par la diplomatie russe.

Réformé, cet organe exécutif des Nations unies pourrait "*répondre de manière appropriée aux défis mondiaux actuels*", selon le communiqué.

Pourtant, "*le rôle central de l'Onu dans le système international*" doit être préservé, relate le communiqué.

L'agenda africain a été également abordé par les ministres. "*Le principe «* solutions africaines aux problèmes africains *» doit continuer à servir de base à la résolution des conflits sur le continent*", selon la publication.

Ainsi, les ministres ont "*hautement apprécié les efforts conjoints continus de l'Onu, de l'Union africaine et des organisations sous-régionales […] pour trouver des réponses aux défis régionaux*". fr.sputniknews.africa 21 septembre 2023

Mon commentaire dans un blog.

Les BRICS se posent en nouveau gendarme du monde au détriment des intérêts de tous les peuples et il y en a pour applaudir, c'était inévitable.

Dans le communiqué des ministres des pays des BRICS réunis le 20 septembre à New York en marge de l'Assemblé générale des Nations unis.

(Source fr.sputniknews.africa 21 septembre 2023)

- Le Conseil de sécurité des Nations unies doit devenir plus "*démocratique, représentatif, efficace et efficient*", il ne l'a jamais été en 77 ans, alors ce n'est pas demain qu'il le deviendra, tout comme l'UE.

- Réformé, cet organe exécutif des Nations unies pourrait "répondre de manière appropriée aux défis mondiaux actuels" identifiés par qui, au profit de qui, des mêmes pardi, c'est-à-dire ceux qui détiennent le pouvoir économique, donc les peuples en sont exclus.

- "*Le rôle central de l'Onu dans le système international*" doit être préservé, système international à l'origine du monde épouvantable dans lequel nous vivons, les riches doivent le demeurer et les pauvres doivent le rester, CQFD.

- Les ministres ont "*hautement apprécié les efforts conjoints continus de l'Onu, de l'Union africaine et des organisations sous-régionales […] pour trouver des réponses aux défis régionaux*", on s'étrangle, demandez ce qu'en pensent les Palestiniens martyrisés depuis 75 ans, ils apprécieront sans doute.

Bref, vous aurez compris que notre salut est ailleurs...

Afrique du Sud.

Les pays riches ne respectent pas leur engagement envers l'Afrique, selon le Président sud-africain - fr.sputniknews.africa 20 septembre 2023

L'Afrique est victime du non-respect de leurs obligations de la part des pays riches, c'est pourquoi les institutions financières doivent être réformées, estime le Président sud-africain. De plus, la dette des pays pauvres est aussi à réviser, car elle repose sur des "*évaluations subjectives*" et non pas sur des "*indices économiques fondamentaux*".

Les engagements pris par la communauté internationale pour promouvoir le progrès des pays en développement, y compris les pays africains, n'ont pas été respectés, a déclaré ce 20 septembre Cyril Ramaphosa, le Président sud-africain.

Une situation qui met à l'ordre du jour la nécessité de réformer le système actuel des organisations financières internationales, a-t-il annoncé lors de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies. fr.sputniknews.africa 20 septembre 2023

Guinée.

Assemblée générale de l'ONU: le chef de la junte guinéenne se fait le porte-parole de l'Afrique - RFI 22 septembre 2023

Le chef de l'État guinéen, plusieurs fois applaudi, a dénoncé un modèle de gouvernance selon lui « *imposé* » par l'Occident. Un modèle occidental qu'il estime être un échec sur le continent. *« L'Afrique souffre d'un modèle de gouvernance qui nous a été imposé, un modèle certes bon et efficace pour l'Occident, qui l'a conçu au fil de son histoire, mais qui a du mal à passer et à s'adapter à notre réalité* », a-t-il déclaré devant l'Assemblée générale. « Hélas, j'aimerais dire que la greffe n'a pas pris. »

Le leader de la junte a également dénoncé les « *catégorisations* » dans lesquelles les autres nations veulent cantonner les États africains. « *Nous ne sommes ni pro, ni anti-Américains, ni pro, ni anti-Chinois, ni pro, ni anti-Français, ni pro, ni anti-Russes. Nous ne sommes tout simplement pro-Africains, c'est tout. Nous mettre sous la coupe de telle ou telle puissance est une insulte à une population de plus d'un milliard d'Africains, a-t-il martelé, dont environ 70% des jeunes totalement décomplexés. Des jeunes ouverts sur le monde et décidés à prendre en main leur destin.* »

Mamadi Doumbouya a ensuite invité la communauté internationale à « *regarder l'Afrique avec les yeux neufs* » et à entreprendre avec le continent « *une coopération franche dans un esprit de partenariat gagnant-gagnant* ».

Délaissant exceptionnellement l'uniforme et le béret pour un large boubou blanc et une toque, il s'est défendu d'être « *encore un bidasse qui veut tordre le cou à la démocratie, encore un soldat qui veut imposer sa dictature* ». *« Le putschiste n'est pas seulement celui qui prend les armes, qui renverse un régime* », a-t-il dit. « *Les vrais putschistes, les plus nombreux, qui ne font l'objet d'aucune condamnation, ce sont aussi ceux qui manigancent, qui utilisent la fourberie, qui trichent pour manipuler les textes de la Constitution afin de se maintenir éternellement au pouvoir* », a-t-il dénoncé.

Lui-même dit être passé à l'action en Guinée « *pour éviter à notre pays un chaos complet* ». « *Nous n'avons qu'une seule préoccupation : le bien-être du peuple et le vivre-ensemble, a-t-il assuré. Mon uniforme, je l'ai mis au service de mon peuple. Je vous serai reconnaissant de respecter ces serments. Le Sahel traverse l'une des histoires les plus graves de sa très vieille histoire, mais elle a les ressorts nécessaires pour y faire face. C'est pour cela que la Cédéao, dont la vocation était économique, doit cesser de se mêler de la politique et privilégier le dialogue.* »

Il a invoqué à la fois la maturité et la jeunesse d'Afrique pour appeler à rompre avec l'ancien ordre mondial tout en défendant le non-alignement. « *L'Afrique de papa, la vieille Afrique, c'est terminé* », a-t-il dit. « *C'est le moment de prendre en compte nos droits, de nous donner notre place. Mais aussi et surtout le moment d'arrêter de nous faire la leçon, de nous prendre de haut, d'arrêter de nous traiter comme des enfants* », a-t-il dit. RFI 22 septembre 2023

Chine.

Visite de Wang Yi à Moscou : Lavrov souligne des positions «*similaires*» avec la Chine - AFP/RT19 septembre 2023

Les positions de Moscou et Pékin sont «*similaires*» face aux «*actions des Etats-Unis sur la scène internationale, y compris celles de nature anti-russe et anti-chinoise*» : dans un communiqué publié ce 19 septembre à la suite d'un échange entre le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov et son homologue chinois Wang Yi, le ministère a rappelé les liens étroits qui unissent les deux pays.

«*Les parties ont discuté en détail de l'état actuel de la situation en Ukraine, notant la futilité des tentatives de résoudre la crise sans prendre en compte les intérêts de la Russie et, d'autant plus, sans la participation de la Russie*», explique le document.

Moscou et Pékin louent fréquemment leur partenariat ainsi que leur coopération économique et militaire «*sans limites*». «*Une amitié de voisinage permanente, une coopération stratégique complète et une coopération mutuellement bénéfique entre la Chine et la Russie continueront à contribuer au développement et à la revitalisation de chaque pays*», a réitéré Wang Yi.

Canada.

Trudeau sur les traces de Binden et Macron.

Justin Trudeau accuse l'Inde d'avoir assassiné Hardeep Singh Nijjar, un leader religieux installé au Canada - Le HuffPost 19 septembre 2023

La tension monte entre Ottawa et New Dehli. Alors que le Canada a pris la décision d'expulser lundi 18 septembre un haut diplomate indien, estimant qu'il existe des « *éléments crédibles* » laissant penser que l'Inde est responsable de l'assassinat d'un leader sikh près de Vancouver en juin, l'Inde nie en bloc et répond par l'expulsion d'un haut diplomate canadien.

Les accusations d'Ottawa ont d'ailleurs été qualifiées d'« absurdes » par New Dehli ce mardi 19 septembre par le ministère indien des Affaires étrangères. « *Les allégations d'implication du gouvernement indien dans tout acte de violence au Canada sont absurdes* », a-t-il réagi dans un communiqué. « *Nous sommes un État démocratique avec un engagement fort en faveur de l'État de droit* ».

Ce mardi, l'Inde s'est montré intraitable avec le Canada, suite à cette décision d'expulser un haut diplomate indien. En retour, c'est la même décision qui a été prise en Inde.

L'Inde a en effet ordonné à un diplomate canadien de haut rang de quitter le pays ce mardi. La décision de New Delhi reflète son « *inquiétude croissante face à l'ingérence des diplomates canadiens dans nos affaires internes et leur implication dans des activités anti-indiennes* », a expliqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Ce mardi, le ministère indien des Affaires étrangères en a remis une couche, estimant que ces nouvelles accusations « *visent à détourner l'attention des terroristes et extrémistes khalistanais, qui ont trouvé refuge au Canada et continuent de menacer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Inde* ».

L'homme au cœur de l'affaire, Hardeep Singh Nijjar, était surtout connu pour son activité militante et sa volonté de création d'un État sikh connu sous le nom de Khalistan.

Recherché par les autorités indiennes pour des faits présumés de terrorisme et de conspiration en vue de commettre un meurtre, Hardeep Singh Nijjar a toujours nié ses accusations indiennes selon l'Organisation mondiale des Sikhs du Canada, une organisation à but non lucratif qui affirme défendre les intérêts des sikhs canadiens.

Pourtant, le gouvernement indien continue d'accuser le gouvernement Trudeau de fermer les yeux sur les activités de nationalistes sikhs radicaux réfugiés au Canada.

Cette brouille s'est d'ailleurs traduite par la récente suspension des négociations en vue d'un accord de libre-échange avec l'Inde par le Canada. En outre, la ministre du Commerce canadien a annulé la semaine dernière un déplacement prévu dans le pays en octobre. Le HuffPost 19 septembre 2023

Tensions entre l'Inde et le Canada : New Delhi suspend l'octroi de visas pour les citoyens canadiens - leJDD 22 septembre 2023

L'Inde a suspendu les services de visa pour les citoyens canadiens, invoquant des « menaces à la sécurité » contre ses diplomates au Canada. leJDD 22 septembre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 28 septembre 2023.

Encore une bonne causerie ! Il faut bien un peu d'encouragement. Soyons de bonne humeur, ne serait-ce que pour rester en bonne santé et préserver notre équilibre mental, c'est tout ce que je vous souhaite.

Je fais ce boulot tout seul, imaginez un peu ce qu'on pourrait faire si on était des centaines ou des milliers animés avec la même détermination et le même idéal. On pourrait en convertir dix fois plus au socialisme, non pas en les trompant, ça ne marcherait pas de toutes manières, en maniant, on les laisserait y venir d'eux-mêmes sans forcer les choses, on prendrait le risque de briser quelque chose ou le ressort serait casser, ce qui serait regrettable.

Je me souviens que je suis venu au socialisme parce que le moment était venu, voilà tout. J'étais à point, mûr pour y passer, les conditions sociales étaient réunies, j'ai saisi cette opportunité comme j'aurais très bien pu la laisser passer. On ne peut pas prévoir quelle orientation va prendre notre vie, aussi longtemps qu'on n'a pas pris conscience que différentes directions s'offraient à nous.

Tout au long de notre courte vie, on va avoir de multiples occasions de modifier plus ou moins radicalement l'orientation de notre existence, notre mode de penser en fonction des expériences qu'on sera amené à vivre, des personnes qu'on rencontrera, et cela jusqu'à un âge avancé ou le crépuscule de notre vie. Il n'y a rien de pire que laisser passer sa chance quand on est vieux ou de finir sa vie dans la pénombre de l'obscurantisme, de crever comme une bête abandonnée au fond d'une caverne manquant de lumière et d'oxygène, et de ne pas pouvoir profiter au moment de notre dernier souffle de l'appel de l'au-delà, de la petite lumière qui brille au loin et nous éclaire intérieurement, du socialisme émancipateur, de la liberté.

Il n'y a pas de mot pour traduire ce bonheur d'une intensité incomparable. Et le plus fou dans cette histoire, c'est de voir à quel point il est difficile de le partager…

Cela tombe bien, voilà une expérience que je vais partager avec vous.

Dans le domaine des sciences comme ailleurs il ne faut se fier à personne aveuglément, sous peine d'être abusé ou de s'abuser soi-même.

Jean Guilaine, professeur honoraire au Collège de France, a tenu une conférence le 22 juin 2016 dans laquelle il a soutenu que la poterie aurait été originaire du Proche-Orient et que c'était dans cette région qu'auraient été retrouvées les poteries les plus anciennes. Sauf que voilà, plusieurs années auparavant des archéologues avaient fait des découvertes qui

remettaient en cause non seulement l'origine de la poterie, mais aussi dans une certaine mesure celle du passage au néolithique qui aurait vu le jour en Afrique et en Asie.

Ces données qui remettaient en grande partie en cause la démonstration de Jean Guilaine ayant fait l'objet de publications universitaires ou internationales, il était donc censé les connaître. Pourquoi les a-t-il ignorées, par pur conformisme au dogme académique ou par fainéantise, pour des raisons idéologiques ? Juste avant j'avais visionné une conférence d'une autre sommité scientifique qui avait raconté les mêmes sornettes.

C'est à la suite de la lecture de commentaires d'internautes étayés, précis et détaillés, semblait-il sérieux, qui contestaient la version de ces grands professeurs, que je me suis dit qu'il fallait en avoir le cœur net et entreprendre des recherches sur le Net.

Dans le temps, des continents ou des contrées, certaines zones géographiques ont été davantage explorés et étudiés que d'autres, en fonction d'un certain nombre de facteurs très divers liés à la fois à la topographie des lieux, à leur accessibilité concomitamment au développement économique (et donc technologique) atteint par les pays d'où étaient originaires les explorateurs ou chercheurs.

Il reste à travers le monde d'immenses étendues qui ont été très peu explorées, et qui recèlent encore d'innombrables traces du passé ou de fossiles dont on ignore si la découverte confirmera ou infirmera les connaissances actuelles. Par conséquent, il est conseillé de leur accorder un statut temporaire et non définitif, pour peu qu'on conserve un état d'esprit conforme à la recherche scientifique, au lieu de sombrer dans un pitoyable dogmatisme académique ou faire preuve de malhonnêteté intellectuelle.

On ne doit accorder aucun crédit à des chercheurs, qui ici ou ailleurs, privilégient leurs intérêts individuels au détriment de la recherche de la vérité.

J’ai aussi constaté un fait remarquable, c’est que plus on se rapprochait de notre époque, et plus les connaissances scientifiques étaient contestées, alors qu’on aurait pu penser le contraire, compte tenu qu’il existe davantage de vestiges des millénaires ou siècles passés par rapport à ceux qui remontent à des centaines de millions d’années ou des milliards même.

C’est comme si plus les hommes amassaient de connaissances, et plus ils devenaient ignorants, parce qu’ils se laissent submerger par les questions qui surgissent et pour lesquelles ils n’ont pas de réponses. C’est très con en somme, d’où la stupidité des scientifiques à notre époque, pour ne pas dire pire, dès qu’on aborde des questions sociales ou politiques.

Voilà en gros la classification des sciences selon les critères communément admis et qui sont forts discutables : Vous avez les sciences dites dures ou expérimentales ou encore déclarées exactes en partie abusivement, la physique, la chimie et la biologie, basées sur l'observation ; les mathématiques qui est l'unique science exacte ou dites aussi formelle au côté de la logique ; et enfin les sciences dites molles, humaines ou sociales dans lesquelles figurent notamment l'histoire, la géographie, l'économie, la politique, l'anthropologie, la psychologie.

Pour comprendre ce qui est discutable dans cette classification, j'ai relevé ces deux remarques dans un article :

- Ce ne sont pas l'objet et sa complexité qui définissent la science, mais la méthode.

- Où se situe la différence fondamentale entre les sciences humaines et certaines sciences "dures" ? La méthode peut être la même.

N'étant pas scientifique de formation, mais ayant quand même un peu réfléchi à la question durant plus de 40 ans, j'ai retenu par méthode, le matérialisme dialectique qui permet d'appréhender toutes les représentations de la matière et leur évolution, méthode largement éprouvée et qui fit merveille en politique sans jamais être réfutée, puisque les conclusions hasardeuses ou fausses auxquelles elle donna lieu, étaient uniquement imputables à ceux qui s'en réclamaient abusivement ou prétendirent l'utiliser, alors qu'en réalité ils l'ignoraient ou ils ne la maîtrisaient suffisamment. Voilà pourquoi nous n'avons pas davantage à la réhabiliter que le socialisme, qui n'ont jamais été pris en défaut, n'en déplaise à leur détracteurs.

Au fil du temps, toutes les connaissances acquises par les hommes furent revisitées, révisées, réfutées, précisées ou confirmées, et c'est normal. Toute tentative de les figer est de nature dogmatique ou totalitaire ou les deux à la fois en fonction des intentions de leurs auteurs. Un grand nombre d'entre elles doivent être considérées à la fois absolues et relatives, valables aussi longtemps que rien ne permet de prouver le contraire.

Elles constituent des points de repères ou elles déterminent des orientations, qui permettent à la civilisation humaine de se guider dans le temps et l'espace, afin de progresser sur le plan social et de réaliser un jour son émancipation du règne de la nécessité, dont le fondement repose sur l'ignorance des hommes de leur condition et du monde dans lequel ils vivent. D'où l'intérêt d'œuvrer à l'élévation du niveau de conscience collective de l'humanité en commençant par les peuples réputés les plus instruits, bien qu'ils n'en prennent pas vraiment le chemin ou alors c'est imperceptible. Peu importe, entre flatter leurs faiblesses ou leur ignorance, ce qui est suicidaire, et les combattre, vous aurez compris quel parti nous avons adopté.

La diffusion du néolithique en méditerranée

https://www.youtube.com/watch?v=AWI4-HKAF5Y

Cette conférence intitulée "*La diffusion et l'évolution du néolithique en méditerranée*" est présentée par Jean Guilaine, professeur honoraire au Collège de France. 22 juin 2016

Toutes ces informations sont antérieures à la conférence de Jean Guilaine, il était donc censé les connaître, malgré tout il les a ignorées.

Archéologie : la plus vieille poterie du monde aurait 20.000 ans - futura-sciences.com 2 juillet 2012

L'apparition de la poterie n'a décidément aucun rapport avec le développement de l'agriculture. Les plus vieux fragments de poterie au monde, découverts en Chine, seraient en effet âgés de 19.000 à 20.000 ans.

L'Homme a appris à pétrir l'argile pour en faire des figurines voici 30.000 ans, comme en témoigne la découverte en 1925 de la Vénus de Dolní Věstonice en République tchèque. Cette trouvaille ne signifie pas pour autant qu'il pouvait réaliser des poteries, c'est-à-dire modeler des récipients puis les cuire correctement, ce qui implique une bonne maîtrise du feu.

L'apparition de la poterie a pendant de nombreuses années été attribuée au développement de l'agriculture qui a eu lieu durant la révolution du Néolithique, voici un peu plus de 10.000 ans. Cependant, des découvertes récentes (2010 et 2011) faites en Chine, au Japon et en Russie ont mis à mal cette théorie, repoussant de près de 8.000 ans (dans le Pléistocène supérieur) l'émergence des premiers récipients en terre cuite.

Le record de la plus vieille poterie trouvée sur notre planète vient à nouveau d'être battu suite à la découverte, et surtout à la datation précise, de fragments de terre cuite à l'intérieur de la grotte de Xianrendong, dans la province de Jiangxi en Chine. Cette information est publiée dans la revue Science par une équipe d'archéologues menée par Ofer Bar-Yosef de la Harvard University.

De vieilles poteries utilisées pour faire de l’alcool ?

La grotte est relativement grande, bien que son entrée soit petite avec une largeur d'environ 2,5 m et une hauteur de 2 m. Des fouilles y ont été menées à 7 reprises entre 1960 et 2009. Lors de cette dernière étude, on a réalisé pour la première fois des datations au radiocarbone (carbone 14) sur les couches géologiques qui abritaient des fragments de poteries. Le résultat est tombé, certains récipients en terre cuite, des pots ou bols d'environ 20 cm de diamètre, ont été fabriqués voici 19.000 à 20.000 ans, durant la dernière glaciation.

Ils étaient probablement utilisés par des chasseurs-cueilleurs, peut-être pour faire cuire des aliments. Les plus anciens fragments ne possèdent pas de trace de suie ou de cuisson typiquement rencontrées sur des récipients utilisés pour la cuisine. Il est donc difficile de définir leurs fonctions. Cependant, des fragments plus jeunes possèdent ces marques, prouvant ainsi qu'ils avaient été mis sur le feu. Cuire les aliments pourrait avoir aidé les Hommes de l'époque à mieux survivre durant la période la plus froide de la dernière glaciation, alors que les ressources alimentaires devaient se faire rares. La nourriture cuite contient en effet plus d'énergie que celle crue.

Mais d'autres utilisations possibles existent. De très nombreux os entouraient les plus vieux fragments. Les récipients auraient ainsi pu servir, selon les auteurs, à récolter de la moelle ou de la graisse. Par ailleurs, il est également possible et même fortement probable qu'ils aient simplement été utilisés comme contenants pour le stockage ou la préparation de plats. Enfin, dernière hypothèse avancée par les archéologues, les poteries auraient pu être employées pour brasser une boisson alcoolisée...

- Jean Guilaine devrait revoir sa copie, semble-t-il.

La Préhistoire vue à partir des sites d’Afrique occidentale

Mandiomé THIAM
archéologie-préhistoire

Département d'Histoire
FLSH / UCAD

Le gisement néolithique de Tagalagal situé dans la partie septentrionale des Monts Bagzanes vers 1850 mètres d'altitude, dans l'Aïr, au Niger, a livré l'une des plus vielles céramiques dans le monde datées au radiocarbone : 9370 +/-130 ans BP.

Le gisement néolithique d'Ounjougou au Mali a livré des vestiges contemporains à ceux de Tagalagal.

En effet, des tessons de poterie en association avec un matériel de broyage, des armatures de flèches bifaciales ont été datés des 9è et 8è millénaire AV JC.

J'ai voulu vérifier les assertions de certains internautes et j'ai trouvé ceci qui leur donne raison, Jean Guilaine a tenu des propos incorrectes :

Ainsi, à Ounjougou au Mali, en 2003, nous avons découvert des fragments de céramiques sous 15 mètres de sédiments, dans une strate attribuable au début de l'Holocène (période couvrant les douze derniers millénaires). Notre étonnement a encore grandi lorsque, à l'issue des campagnes de fouilles menées entre 2004 et 2006, nous avons obtenu pour ces tessons des datations par les méthodes du carbone 14 et de la luminescence stimulée optiquement (OSL) nous renvoyant au-delà de 9500 avant notre ère, soit plus de deux mille ans avant l'apparition de la céramique au Proche-Orient, plusieurs siècles avant les plus anciens témoins du Sahara et, pour le moindre, contemporains de la plus ancienne date connue pour la vallée du Nil !

Extrait de :

Innovations et dynamiques créatives dans la préhistoire africaine [1]
Éric Huysecom, Kléna Sanogo
Dans Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy (2008),

https://www.futura-sciences.com/sciences/actualites/homme-archeologie-plus-vieille-poterie-monde-aurait-20000-ans-39738/

J'aborde encore ce sujet dans le sujet suivant.

L'IA ou la dernière frayeur très tendance dans les milieux très perturbés mentalement.

Edilivre impose l'utilisation de ChatGPT pour son concours d'écriture - France-Soir 22 septembre 2023

Dans cette histoire, "*le héros aura pour quête de refaire émerger la culture disparue*." Pour l'auteur, il faut donc trouver comment : "*Trouver des idées, des valeurs, des connaissances et des traditions culturelles qui semblent pertinentes pour la résurrection de la culture*."

À travers cette mission chargée de sens, l'objectif de la maison d'édition est d'explorer "*l'écriture assistée par Chat GPT*" en imposant aux participants l'utilisation de l'intelligence artificielle. "*Nous voulons démontrer que ChatGPT est un outil ! Il ne peut actuellement pas produire des textes littéraires convaincants sans l'intervention et les instructions d'un auteur.",* explique la maison d'édition. France-Soir 22 septembre 2023

J-C - Précisons qu'il ne le pourra jamais. En revanche, cet "*outil*" peut faire autre chose qu'on trouve déjà avec les moteurs de recherche, qui à partir de mots clés, sous forme de questions simples et très ciblés, propose des réponses conformes aux discours officiels ou aux dogmes adoptés par les autorités scientifiques officiant au sein des institutions liées au régime.

En outre, comme avec Chat GPT, on y trouve vraiment n'importe quoi ou tout et son contraire, de sorte qu'une personne ne disposant pas de connaissances suffisantes et d'un esprit critique aiguisé ou n'étant pas familiarisé avec ce genre de manipulation malveillante pour faire la part des choses, ne pourra acquérir aucune connaissance nouvelle, ne pourra pas progresser, et qui finalement abandonné à elle-même sera profondément perturbés, car rongés par un doute dévastateur et démoralisant qui s'imposera à elle en permanence, paralysant et déprimant, conformément au but de cette machine infernale destinée uniquement à broyer les consciences pour mieux asservir la population.

Avant cette réflexion, j'avais envoyé 3 commentaires que FranceSoir a publiés.

- ChatGPT est réservé aux paresseux, à ceux qui préfèrent le conformisme plutôt que réfléchir, à ceux qui croient aveuglément ce que leur disent les puissants ou qui se prosternent à leurs pieds.

Les 3 dernières années nous ont montré qu'ils étaient nombreux malheureusement... Il suffirait que la situation sociale se dégrade brutalement pour que cela change, et ce n'est pas ce gadget qui les aidera à y voir plus clair. Mon portail : luttedeclasse(.)org

- Au point d'abrutissement où en sont rendus les occidentaux ou ceux qui se croient évolués ou instruits, au regard de la société ou du monde pourri dans lesquels nous vivons qui incarneraient soi-disant le progrès, cette technologie devrait amplifier cette tendance de manière à rendre ses effets ou conséquences désastreuses irréversible.

C'est de toute évidence l'intention ou l'objectif de ceux qui l'ont conçue ou qui en font la promotion.

- Je ne connais pas ce truc, aussi je viens de l'essayer en posant deux questions très brèves et très simples, l'une sur l'efficacité de l'Ivermectine, l'autre sur le refroidissement constaté de la Terre depuis 1944.

Dans les deux cas on m'a fourni des réponses correspondant à mes connaissances sur ces 2 sujets que je maîtrise, mais ce n'est pas tout, elles étaient suivies d'un message m'appelant à ne pas en tenir compte privilégiant le récit officiel.
Ce truc est destiné à cela uniquement, à vous détourner de toute recherche de la vérité par vos soins, de manière à ce que vous adoptiez aveuglément les versions officielles. C'est une machine à broyer les esprits critiques, à instaurer la pensée unique, le totalitarisme.

- Il n'y a pas de quoi s'affoler franchement, mieux il se pourrait que cet instrument se retourne contre eux, je vous explique rapidement pourquoi.

Je viens de me livrer à une nouvelle expérience, pour voir, pour rigoler.

Je venais de prendre en flagrant délit un professeur du Collège de France qui avait propagé l'idée communément admise dans la communauté scientifique occidentale lors d'une conférence en 2016 consacrée au néolithique, que son berceau et sa diffusion, ainsi que la création de la poterie provenaient du Proche-Orient il y a environ 9 à 10.000 ans avant l'ère vulgaire (J-C).

Or plusieurs internautes dans les commentaires qui suivaient la vidéo sur YouTube affirmaient qu'en Afrique à la même époque ou même avant, l'agriculture et la poterie se seraient déjà développée...

Pour en avoir le cœur net, j'ai été faire des recherches sur le Net, et il s'avéra que ces internautes avaient raison, faisant référence à des découvertes archéologiques antérieures à la conférence de ce professeur, Jean Guilain.

Pour m'amuser j'ai posé la question à Chat GPT, et il me fut répondu que des poteries datant de 19 à 20.000 ans avait été découvertes en Chine, de 9.000 ans dans le Caucase, en Russie, etc. contredisant notre brave professeur relayant la pensée unique dans le domaine de la préhistoire, mais pas que, j'arrête là. Si Chat GPT avait bien fait son boulot, il aurait dû tenir le même récit que monsieur Jean Guilain.

A propos du scandale qui agite le Canada.

On cogite, n'est-ce pas ? N'avez-vous pas l'impression qu'on s'améliore à chaque causerie ?

Je soigne un peu plus mon discours, cela fait plus sérieux. Je ne me contente plus de commentaires sur de nombreux sujets, je les explore et je fournis ma propre interprétation sans passer par des intermédiaires, pas toujours par manque de temps, hélas, et manque de collaborateurs !

Je vais vous dire un truc, la lucidité ou la perspicacité ne serviront à rien, si vous ne disposez pas des bonnes informations à la base.

Les uns et les autres pratiquent la rétention d'informations. Ils sélectionnent celles qui vont servir leur démonstration à caractère idéologique ou leurs intentions politiques en se foutant de la réalité et de la vérité, des lecteurs, de vous et moi. Il leur arrive même d'aller beaucoup plus loin, en voici un exemple.

Un début de scandale vite dégonflé vient d'avoir lieu au Canada, après que le président de la Chambre des communes eut invité ce qu'il croyait être un "*héros ukrainien et un héros canadien*" de la Seconde Guerre mondiale, alors qu'en réalité il s'agissait d'un SS qui avait combattu pour la première division ukrainienne, plus connue sous le nom de division SS

Galicia, qui participa à quantité de massacres de civils, ukrainiens, juifs, polonais et slovaques.

Pratiquement aussitôt, Anthony Rota, le président de la Chambre des communes, fut informé de la grave erreur qu'il venait de commettre, ce qui le conduisit à présenter publiquement ses excuses, en affirmant qu'il avait agi de toute bonne foi, et qu'il ignorait tout du passé de ce SS de 98 ans, ce qui est avéré effectivement, car on ne voit pas quel bénéfice le Canada aurait pu tirer d'un tel scandale.

En principe l'affaire aurait dû en rester là. Personnellement, quand j'en pris connaissance, je suis allé vérifier sur Internet de quoi il retournait vraiment, et je me suis aperçu qu'effectivement tout était entré dans l'ordre si je puis dire le jour même, donc pas de quoi l'évoquer ou en faire toute une histoire, mais des esprits particulièrement tordus ou malintentionnés déguisés qui sévissent dans les réseaux dits sociaux ou des blogs dits alternatifs ou indépendants ne furent pas de mon avis. Ils n'en eurent cure et ils s'empressèrent de monter l'affaire en épingle, en publiant un ou plusieurs articles dans lesquels ils se passèrent bien de mentionner à leurs lecteurs son dénouement, de sorte qu'ils croiront que les autorités canadiennes venaient de faire l'apologie du nazisme, ils ont ainsi délibérément trompé leurs lecteurs.

Bien mal leur a pris, puisque depuis c'est devenu un scandale international qui me donne raison.

Les articles suivants ont été publiés sur le Net **le lendemain** de cette affaire, vous pouvez le vérifier vous-même avec les liens que je vous communique. Leurs auteurs ont cru bon de ne pas les retirer, qu'ils en assument toutes les conséquences.

Le Parlement canadien honore un ancien SS - Réseau Voltaire 25 septembre 2023

https://www.voltairenet.org/article219727.html

Le 25 septembre à 19h j'ai envoyé le courriel suivant à Thierry Meyssan :

J-C - Or la veille deux articles canadiens avaient été publiés apportant une explication qui ne figure pas dans votre article, qui par conséquent tombait à l'eau si je puis dire ou n'aurait jamais dû être publié. J'ignore si vous rectifierez ou retirerez votre article.

Le lendemain 26 septembre pendant 4 heures nous échangerons en tout une dizaine de courriels dont voici quelques extraits par ordre chronologique, j'ai principalement reproduit mes arguments.

Vous remarquerez que pour se livrer à cette réflexion et traiter cette information le plus objectivement possible, nous avons pris soin d'examiner patiemment, minutieusement et réciproquement nos arguments sans nous insulter, comme quoi c'est possible même entre deux contradicteurs qui ne partagent pas toutes leurs idées, avis à mes lecteurs :

Le suivant.

J-C- J'ai pris bonne note de vos précisions qui laissent plutôt à désirer, car rien ne dit que de nombreux parlementaires canadiens connaissaient Yaroslav Hunk et son passé nazi, que certains l'aient connu, je vous l'accorde volontiers bien que je n'en sache rien, toujours est-il vous avez passé sous silence l'épilogue de cette affaire et c'est regrettable.

Vous avez commis l'erreur impardonnable de n'avoir retenu que les faits qui allaient dans le sens de l'idéologie que vous défendez, que vous refusiez de l'admettre n'y changera strictement rien.

A votre place, pour ne pas fournir inutilement un argument supplémentaire à mes détracteurs, j'aurais immédiatement retiré cet article et publié un rectificatif. Je ne suis pas à votre place, faites ce que vous voulez et assumez-en les conséquences.

Le suivant.

J-C - C'est le discours prononcé par le président de la chambre qui est à l'origine de cette affaire, c'était donc à lui de s'excuser et à personne d'autres ou à son assistance qu'il avait trompé sur la marchandise apparemment en toute bonne foi. Cependant devant l'ampleur qu'a pris ce scandale, Trudeau a été obligé d'intervenir en rappelant que "*le président de la Chambre a pris la responsabilité et s'est excusé*", autrement dit l'incident est clos. (Lire plus loin)

Cela dit, il est permis de penser que Trudeau ne connaissait pas personnellement Hunk et son passé nazi, on peut donc le considérer comme hors de cause dans cette affaire, bien qu'il connaisse personnellement Paul Grod le président des Ukrainiens bandéristes du Canada (votre article du 10 mai 2022), ce qui ne signifie pas qu'il connaîtrait tous les bandéristes ou nazis ukrainiens du Canada, il ne faut pas raconter de conneries, pas davantage Chrystia Freeland qui n'aurait pas pris un tel risque inconsidéré, sachant que le monde entier les observait et qu'un tel scandale serait préjudiciable aux autorités canadiennes, à leur cause ou au soutien indéfectible qu'elles témoignent au régime néonazi de Kiev. Réfléchissez un peu, l'enjeu n'en valait vraiment pas la chandelle, même si on sait qu'on est en présence de furieux psychopathes, ils ne peuvent pas se permettre de faire n'importe quoi, pas encore à ce niveau-là en tout cas, heureusement !

Cet incident aura eu le mérite de montrer qu'il existait au sein des institutions canadiennes des nostalgiques du nazisme, je crois que c'est déjà pas mal. Vous et moi et quelques initiés le savaient, franchement on s'en fout, c'est ce que la population sait ou devrait savoir qui nous importe, on devrait s'en tenir à cela, tout du moins en ce qui me concerne.

Dès qu'on aborde n'importe quel sujet de nos jours, on se retrouve confronter à une situation particulièrement périlleuse ou à risque, comme en équilibre sur une planche savonneuse sur laquelle il est difficile de rester debout ou de ne pas se casser la gueule, dans mon jargon, de commettre involontairement de graves erreurs d'interprétation ou de se compromettre gravement malgré nous, en admettant que nous ayons de bonnes intentions et que nous ne soyons pas tenté de les abandonner sous aucun prétexte, c'est tout le mal que je vous souhaite.

Pour info.

Le suivant.

J-C - ...lors du discours de Volodymyr Zelensky au Parlement, les députés ont donc été invités à applaudir chaudement Yaroslav Hunka, comme vous pouvez le voir dans la vidéo ci-dessous. L'homme a été présenté comme « *un vétéran de la Seconde guerre mondiale qui s'est battu pour l'indépendance de l'Ukraine contre les Russes, et qui continue aujourd'hui de soutenir les troupes, même à l'âge de 98 ans* ». Le vieil homme a même été décrit comme « *un héros ukrainien, un héros canadien* » par le président du parlement Anthony Rota.

Le président du parlement, Anthony Rota, s'est confondu en excuses 72 heures plus tard. « *Je tiens tout particulièrement à présenter mes excuses les plus sincères aux communautés juives du Canada et du monde entier* », a-t-il déclaré dans un communiqué publié ce dimanche 24 septembre, et dévoilé par CNN.

Quant au cabinet de Justin Trudeau, il a reporté l'entière responsabilité de cette erreur sur Anthony Rota, écrivant dans un autre communiqué dimanche : « *Ni le cabinet du Premier ministre, ni la délégation ukrainienne n'avaient été informés à l'avance de l'invitation ou de la reconnaissance* ». (Le HuffPost Mis à jour mardi 26 septembre 2023 à 12:11 AM UTC+5:30)

Moi non plus je ne peux pas piffrer toutes ces ordures, mais ce n'est pas une raison pour raconter n'importe quoi, notre crédibilité en dépend, c'est tout ce que je voulais dire.

Le suivant.

J-C - J'avais oublié ce passage :

- Le Premier ministre du Canada a déclaré lundi qu'il était "*inacceptable*" et "*gênant*" qu'un ancien soldat ukrainien ayant combattu avec les nazis pendant la Seconde guerre mondiale ait été ovationné au Parlement lors de la visite du président Zelensky la semaine dernière.

"*C'est profondément gênant pour le Parlement du Canada et par extension pour tous les Canadiens*", a affirmé aux journalistes le Premier ministre Justin Trudeau.

"*Une fois de plus, je veux m'excuser pour ce qui s'est passé, je ne voulais pas mettre le Parlement dans l'embarras*", a réaffirmé Anthony Rota en chambre, lundi.

Justin Trudeau a voulu recentrer le message sur l'appui du Canada à l'Ukraine. "*L'important dans tout cela, c'est qu'on va continuer de rester ferme contre la Russie, contre la propagande et la désinformation russe*", a-t-il indiqué. BFMTV 26 septembre 2023

Vous ne vous voudriez tout de même pas que Trudeau qui a autant d'empathie que Macron présente des excuses, n'est-ce pas ?

Le suivant.

- Selon des informations crédibles, il était prévu que Trudeau et Zelesnky rencontrent Hunka.

https://www.wsws.org/fr/articles/2023/09/26/cjaj-s26.html

J-C - Si cela s'avérait exact, cela renforcerait la thèse selon laquelle Trudeau et Zelesnky ignoraient qui était Hunk.

Le suivant.

- Source : https://www.ledevoir.com/politique/canada/798717/deputes-ont-honore-homme-combattu-nazis?

- Rejoint par La Presse canadienne en début de soirée, le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, a indiqué « *s'abstenir de faire de la politique partisane à ce sujet* ».

J-C - Pour aussitôt faire l'inverse, je crois que c'est sur cet épisode qu'il faudrait insister, sur la présence de bandéristes ou de néonazis jusqu'au sommet de l'Etat canadien ne serait-ce que par Freeland qui est nié par les parlementaires et les médias canadiens.

- « *Je suis convaincu qu'il n'y a personne dans le Parlement qui ait des sympathies à l'endroit de l'Allemagne de la Deuxième Guerre, a poursuivi le chef bloquiste. C'est un triste épisode, mais le président s'est excusé. Je suis relativement en paix avec tout ça.* »

J-C - Ben voyons !

Vous écrivez :

- *Non, il faut prendre des dispositions pour que cela cesse. Or, nous soutenons aujourd'hui les nazis en Ukraine.*

J-C - Pourquoi voulez-vous absolument vous mettre à leur place, c'est une manie chez vous !

- *Ce qui est grave, c'est que les institutions canadiennes ont acclamé un nazi.*

Les excuses du président Rota ne nous expliquent pas pourquoi ou comment il a agi. Au demeurant, il a présenté ses excuses à la communauté juive, mais pas pour avoir fait acclamer un nazi. Le nazisme ne se limite pas du tout à la solution finale.

J-C - Cessez d'être de mauvaise foi, vous manquez singulièrement de rigueur, vous ne croyez pas ?

- *Les parlementaires n'ont commis aucune faute personnelle, mais ils ont engagé leur institution. Ils n'ont rien dit à ce jour.*

J-C - Leur président l'a fait à leur place, vous devrez vous en contenter, personnellement si vous saviez comme je m'en tape alors !

- *La vice-Première ministre (...) ne s'est jamais excusée des horreurs...*

J-C - Là vous déraillez complètement, ils sont en guerre, elle n'est pas terminée, si excuses il y a, elles viendront plus tard ou jamais, ce dont on se fout de la part de cette ordure finie, non ? Pourquoi vous vous faites chier avec des trucs pareils ? Et dire que je vous écris cela du fin fond de mon petit village en Inde du Sud, au-dessus de l'écran j'aperçois à travers la fenêtre

les rayons du soleil qui illuminent de majestueux frangipaniers en fleur, quel bonheur, elle n'est pas belle la vie qu'ils tiennent absolument à nous pourrir, alors n'en rajoutons pas s'il vous plaît.

- *Justin Trudeau (...) doit présenter des excuses pour cela.*

J-C - Vous y tenez ! Et cela changerait quoi franchement, rien au fait qu'il continue de financer et armer le régime néonazi de Kiev. Je trouve préférable au contraire qu'il ne s'excuse pas, qu'il apparaisse au grand jour pour ce qu'il est.

Le suivant.

- *…nos points de vue se rejoignent.*

Le suivant.

- *En l'occurrence, le Canada soutient des nazis depuis trente ans en Ukraine.*

J-C - Je crois me souvenir que le Canada avait joué un rôle non négligeable dans les années d'avant-guerre et jusque pendant la guerre, j'ignore jusqu'à quelle date, dans l'approvisionnement en matières premières de l'Allemagne nazi, acier, aluminium, à vérifier...

- *Comme je l'ai écrit dans l'article que vous avez critiqué, le Premier ministre canadien était un nazi.*

Le Canada étant un dominion britannique, il s'est engagé dans la guerre contre les nazis. Lorsque le Premier ministre est allé visiter ses troupes au Royaume-Uni avant le débarquement en Normandie, ses soldats l'ont hué. Cet homme est resté en poste jusqu'en 1948. C'est lui qui a fait entrer au Canada les criminels de guerre ukrainiens.

J'ajoute un mot.

Finalement, nous tombèrent d'accord que l'essentiel était le combat contre le nazisme et le soutien que les autorités canadiennes apportent au régime néonazi de Kiev. Pour autant Thierry Meyssan a jugé bon de ne pas retirer son article, c'est son droit et qu'il l'assume.

En y réfléchissant encore dans la soirée en prenant ma douche, je me suis dit que l'essentiel aurait été de savoir qui avait présenté ce personnage au président de la chambre, et dans quelle mesure cette personne aurait été susceptible ou non de connaître son passé nazi, quelle était la nature de leur relation politique. Je pense qu'il s'agit d'une méprise, qui fait dorénavant l'objet d'une récupération politique de la part des adversaires de Trudeau.

Cela ne va pas leur plaire du tout que la collusion qui existe entre les autorités canadiennes avec les nazis ukrainiens établis au Canada depuis 1950, s'étale à la Une des médias un peu partout dans le monde, à l'heure où elles soutiennent, financent et arment le régime néonazi de Zelensky.

Ils se seraient bien passés d'un tel incident qui en dit long sur la pourriture du régime canadien infiltré par les bandéristes jusqu'au sommet de l'Etat notamment en la personne de la vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland, membre également du conseil d'administration du Forum économique mondial (https://www.weforum.org/about/leadership-and-governance).

D'autres blogs ne sont pas embarrassés de scrupules, qu'ils ne viennent pas se plaindre d'être classés parmi la « *complosphère* », il le mérite.

Le Parlement canadien a ovationné un criminel de guerre nazi ukrainien, Yaroslav Hunka, un ancien membre de la Waffen SS - Agoravox 25 septembre 2023

https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/le-parlement-canadien-a-ovationne-250604#forum6636687

Canada : Le Parlement ovationne le nazi ukrainien - Réseau International 25 septembre 2023

https://reseauinternational.net/le-parlement-ovationne-le-nazi-ukrainien

Source : https://marie-claire-tellier.over-blog.com/2023/09/voir-le-parlement-ovationne-le-nazi-ukrainien.html

Quand le Parlement canadien applaudit un ancien waffen SS ! Le révisionnisme historique n'a plus de limites, les Polonais vont apprécier - Réseau International 25 septembre 2023

https://reseauinternational.net/quand-le-parlement-canadien-applaudit-un-ancien-waffen-ss-le-revisionnisme-historique-na-plus-de-limites-les-polonais-vont-apprecier/

Source : https://pgibertie.com/2023/09/24/quand-le-parlement-canadien-applaudit-un-ancien-waffen-ss-le-revisionnisme-historique-na-plus-de-limites-les-polonais-vont-apprecier/

Attention, le titre de l'article suivant était trompeur.

Anthony Rota s'excuse d'avoir invité un vieux soldat ukrainien nazi de la division SS Galicie au parlement - Réseau International 25 septembre 2023

https://reseauinternational.net/anthony-rota-sexcuse-davoir-invite-un-vieux-soldat-ukrainien-nazi-de-la-division-ss-galicie-au-parlement/

Source : https://smoothiex12.blogspot.com/2023/09/oh-please.html

Le Parlement et le premier ministre du Canada ovationnent un nazi ukrainien criminel de guerre - wsws 26 septembre 2023

Article paru en anglais le 25 septembre 2023

https://www.wsws.org/fr/articles/2023/09/26/cjaj-s26.html

Attention, le titre de l'article suivant était trompeur.

Canada : le président de la Chambre des communes démissionne, après le scandale de l'hommage rendu à un ancien Waffen-SS. Trudeau sur la sellette ? - France-Soir 27 septembre 2023

https://www.francesoir.fr/politique-monde/canada-demission-president-chambre-scandale-nazi-trudeau-sellette

Ce qu'il faut retenir.

Tous ces blogs ont, soit tronqué une partie des informations déjà en ligne sur le Net le 24 septembre, soit ils ont trompé leurs lecteurs en laissant entendre que le président de la Chambre canadienne des communes, Anthony Rota ou le Premier ministre canadien, Justin Trudeau connaissait le passé nazi de Yaroslav Hunka, dans les deux cas ils se sont livrés à de la désinformation digne des médias mainstreams.

La veille deux médias canadiens avaient apporté une information complémentaire, qui ne justifiaient plus d'accuser les autorités canadiennes d'avoir fait ovationner délibérément ce nazi ukrainien par les députés de la Chambre des communes du Canada. Voici ces articles.

Le président de la Chambre des communes s'excuse pour une invitation controversée - 24 septembre 2023

https://www.journaldequebec.com/2023/09/24/un-ex-soldat-nazi-ovationne-a-la-chambre-des-communes

Invitation controversée : Le président de la Chambre s'excuse - 24 septembre 2023

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2012746/anthony-rota-yaroslav-hunka-nazi-ukraine-discours-zelensky-trudeau

Epilogue.

Au Canada, le président du parlement démissionne après avoir rendu hommage à un ex-soldat nazi - Le HuffPost 27 septembre 2023

« *C'est avec le cœur lourd que je me lève pour informer les membres de ma démission en tant que président de la Chambre des communes* », a déclaré Anthony Rota devant le parlement, parlant de « *ses profonds regrets pour son erreur* ».

Anthony Rota était sous pression depuis le week-end dernier puisque tous les partis demandaient sa démission, y compris les ténors de son clan, les libéraux du Premier ministre Justin Trudeau. Le HuffPost 27 septembre 2023

En complément. Tentative de déstabilisation de l'Inde à partir d'une province des Etats-Unis, le Canada.

Au Canada, des centaines de sikhs manifestent contre le gouvernement indien - France 24 26 septembre 2023

Alors qu'Ottawa soupçonne New Delhi d'être impliqué dans l'assassinat d'un leader sikh sur le sol canadien, des centaines de membres de la communauté sikhe ont manifesté lundi à travers le Canada contre le gouvernement indien.

Portraits de Narendra Modi piétinés, drapeaux indiens brûlés : des centaines de sikhs ont manifesté lundi 25 septembre devant les missions diplomatiques de l'Inde au Canada, une semaine après la déclaration choc de Justin Trudeau envers New Delhi. France 24 26 septembre 2023

Splendeur et décadence d'un régime. La société du spectacle et ses disciples parade.

J-C - Ils appellent cela de la musique !

La Techno Parade fête ses 25 ans ce samedi à Paris - BFMTV 23 septembre 2023

Des dizaines de milliers de fans d'électro se sont donnés rendez-vous ce samedi à Paris pour célébrer en musique les 25 ans de la Techno Parade, initiée en 1998.

L'an dernier, plus de 250.000 personnes avaient participé à cette grande parade, vitrine des musiques électroniques, organisée depuis 1998.
La Techno Parade a vu le jour grâce à l'ancien ministre de la Culture Jack Lang qui a convaincu son collègue de l'Intérieur à l'époque, Jean-Pierre Chevènement, la ministre de la Culture, Catherine Trautmann, ainsi que le maire de Paris, Jean Tibéri.

"*Il y a 25 ans, la techno était montrée du doigt. Aujourd'hui, elle a droit de cité. De génération en génération, le mouvement techno prouve qu'il est joyeux et pacifique*", a confié à l'AFP Jack Lang, sollicité pour des nombreux selfies, avant le départ des chars.

"*Le météo est au rendez-vous, les gens sont heureux: on ne pouvait pas attendre mieux pour ce 25e anniversaire*", a confié à l'AFP Tommy Vaudecrane, président de Technopol qui organise l'événement depuis sa première édition.

"*Le temps du doute et des craintes autour des musiques électronique est dépassé. Après plus de trente ans, les grands professionnels sont dans l'électro. Il est temps que les festivals de musiques électroniques soient considérés comme des festivals de musiques comme les autres*",

a ajouté Tommy Vaudecrane, formant le vœu que les "*free partys*" et les teknivals soient acceptés à 100%. BFMTV 23 septembre 2023

Les plus dégénérés ne figurent pas parmi les plus pauvres.

Croisière : le plus grand paquebot du monde embarquera 10 000 personnes - Francetvinfo 22 septembre 2023

Le marché de la croisière poursuit son expansion, avec 31 millions de touristes par an. Sur le plateau du 20 Heures, vendredi 22 septembre, le journaliste Nicolas Chateauneuf donne un éclairage sur le plus grand paquebot du monde.

C'est le plus grand paquebot au monde : l'Icon of the seas, dernier-né de l'armateur Royal Caribbean. Ses chiffres sont titanesques : "*Le Titanic avait 10 ponts, l'Icon of the seas en aligne 20. Il fait 365 mètres de long, et il embarquera 7 600 passagers et 2 400 membres d'équipage, soit 10 000 personnes en tout. À bord, vous avez sept piscines, neuf bains à remous, des jeux d'eaux partout, six grands toboggans, une vague artificielle pour faire du surf, une patinoire, des salles de spectacles, 15 bars, 40 restaurants…*", énumère Nicolas Chateauneuf sur le plateau du 20 Heures, vendredi 22 septembre.

Une industrie polluante

"*Ces navires géants émettent beaucoup de dioxyde de soufre, responsable des pluies acides. Une étude avait calculé que les émissions des 218 grands navires au fioul lourd navigant en Europe l'année dernière équivalaient à celles d'un milliard de voitures*", indique le journaliste. L'Icon of the seas utilisera du gaz naturel liquéfié, censé être moins polluant. "*Autre problème : les eaux usées. Un grand paquebot de croisière c'est chaque jour 640 000 litres d'eaux usées plus ou moins bien traitées avant d'être rejetées à la mer. Et plus d'1 tonne de déchets solides chaque jour*", rappelle Nicolas Chateauneuf. Au point que certaines villes refusent l'accès à ces mastodontes, comme à Venise, à Majorque ou à Amsterdam. Francetvinfo 22 septembre 2023

Faites-le savoir.

Vidéo. Comment Staline a-t-il pris le pouvoir ?

https://www.youtube.com/watch?v=Z5jFnxjUl4g&t=912s

J-C – J'ai trouvé ce documentaire étonnamment objective, j'avoue avoir été agréablement surpris, dans la mesure où son auteur n'impute pas la dégénérescence de l'URSS à Lénine ou à Trotsky, ni au communisme, mais uniquement à Staline et au stalinisme.

Pour quelques milliards de plus leur vieux monde fabrique des monstres de cruauté.

J-C – Les maquereaux qui détiennent tous les pouvoirs n'ont cessé de faire la promotion de la pornographie, ainsi que du tabac, de l'alcool, de la drogue, de la guerre, de la violence, etc. auxquels on doit ajouter tous les poisons de l'industrie agro-alimentaire et pharmaceutique.

"Les spectateurs tendent à vouloir reproduire des scènes dans leur vie intime".

Femme Actuelle - Dans un épisode de Cash Investigation consacré à l'industrie du porno et diffusé le 28 septembre 2023 sur France 2, on découvre les coulisses de ce secteur qui rapporte plusieurs milliards d'euros par année. La journaliste Élise Lucet et son équipe ont eu accès à des informations inédites et édifiantes sur une industrie très peu régulée.

Pour leur étude, les chercheurs ont visionné des scènes pornographiques et ont constaté que 90% d'entre elles comportaient des scènes de violence. Le Haut Conseil à l'Égalité a par ailleurs recensé en avril 2023 13.898 vidéos avec le mot-clé "*torture*" sur les quatre principaux sites pornographiques, rapporte Le Parisien le 5 juin 2023. Des scènes qui ont parfois un impact terrible dans la vraie vie : "*les études le révèlent, les spectateurs de l'industrie pornographique sont essentiellement des hommes qui, après avoir vu des films à ce degré de violence, tendent à vouloir reproduire des scènes dans leur vie intime*", alerte Laure Beccuau. Ainsi, plus les internautes seront exposés à ce type de contenus violents, plus cette violence sera normalisée, y compris dans la vraie vie. femmeactuelle.fr 26 septembre 2023

Commettre un massacre, juste pour voir « *ce que ça faisait* ».

Meurtre à La Réunion : deux mineurs avouent avoir tué une inconnue de 16 ans pour voir « *ce que ça faisait* » - leparisien.fr 21 septembre 2023

Une jeune fille de 14 ans et un garçon de 16 ans ont révélé aux policiers avoir piégé une jeune adolescente sur les réseaux sociaux. Une victime frappée mortellement à coups de pierre dans une ancienne usine du sud de l'île.

Un véritable guet-apens et un crime épouvantable. C'est ce qu'ont reconnu avoir organisé une jeune fille de 14 ans et un garçon de 16 ans, en garde à vue depuis mercredi soir à La Réunion au commissariat de Saint-Pierre (sud de l'île) pour l'assassinat d'une adolescente de leur âge rencontrée via les réseaux sociaux. leparisien.fr 21 septembre 2023

Soyez terrorisé, vous allez mourir !

Heure, mois, saison : une étude dévoile le moment où vous risquez le plus de mourir - Yahoo

Vous faites un son étrange lorsque vous vous endormez ? C'est peut-être le signe d'une maladie cardiaque mortelle - Yahoo

La Chine est la vitrine du Forum économique mondial ou du Nouvel ordre mondial totalitaire en gestation, du Great Reset.

Xi Jinping ouvre les Jeux asiatiques - chine-magazine.com 24 septembre 2023

Les Jeux seront l'occasion de présenter ses bus sans chauffeurs, des chiens robot et ses technologies de reconnaissance faciale. De plus, ces Jeux seront aussi les premiers sans argent liquide, dans une ville où tous les paiements sont électroniques. chine-magazine.com 24 septembre 2023

France.

Les Versaillais sont au pouvoir, y compris dans l'Education nationale.

Gabriel Attal sur les lettres envoyées par le rectorat de Versailles: "*Sur l'année scolaire 2022-2023, sur les 120 courriers de réprobation envoyés, 55 posent question*" - BFMTV 25 septembre 2023

J-C – Le régime fascisant de Macron se sert de l'école pour diffuser son programme auprès de l'ensemble de la population, avec le concours ou la collaboration zélée du corps enseignant, pro muselière ou injection génique expérimentale, Charlie, pro Green New Deal, pro théorie du genre, wokisme et cancel culture, etc.

C'est juste un constat qu'on peut faire un peu partout, pas nouveau, je vous l'accorde.

Totalitarisme. La stratégie du chaos et de la terreur généralisée. Comment s'y prennent-ils pour détruire la civilisation humaine ?

J-C - C'est très simple, en inversant les rôles, en inversant la hiérarchie établie au sein de la population en fonction de l'âge et de l'expérience acquis, donc en détruisant toute notion de hiérarchie puisque la prépondérance donnée à la parole des enfants sera toujours contestée par des adultes.

N'allez surtout pas croire que ces monstres pourraient être animés de bonnes intentions envers les enfants, après le traitement particulièrement cruel qu'ils leur ont imposé au cours des trois dernières années en leur imposant le port d'une muselière 8 heures par jour à l'école.

Tout le monde sait que les gosses peuvent se chamailler pour un oui ou un non, leurs paroles ponctuées de menaces ou d'insultes dépassent le plus souvent leurs pensées. Dorénavant ils devront pratiquer une forme de distanciation sociale en les incitant à éviter de parler avec n'importe quel gosse, par crainte de ce qu'il pourrait raconter par la suite. Ils vont en faire des paranoïaques, des schizophrènes à leur image, à celle de leurs parents, c'est leur but, en faire des êtres craintifs, dociles, soumis, de bons esclaves.

D'un autre côté, ils encouragent la prolifération de menace, de harcèlement et la délation chez les gosses en proie à imiter Macron et son abus de pouvoir : si tu ne me prêtes pas ton smartphone, je vais raconter à tout le monde que tu m'as frappé et que tu m'as piqué cinq euros, je ne dis pas les emmerdes que tu vas avoir…

Autrefois on ne s'en préoccupait pas et cela se passait relativement bien. Les gosses apprennent à vivre dans une société où le rapport de forces et les relations conflictuelles sont la norme, ils doivent s'y habituer et apprendre à le gérer eux-mêmes, sinon plus tard ils ne seront jamais indépendants. Il n'y a que dans les cas extrêmes que les adultes doivent s'emmêler.

D'un fait divers, ils en font une montagne pour monter toutes les générations les unes contre les autres, les parents contre leurs enfants, etc. cela fait partie de leur stratégie pour atomiser les masses, les rendre plus vulnérables et plus facilement contrôlables, leur faire accepter de perdre certaines libertés pour gagner en sécurité ou mieux, pour qu'elles plébiscitent le régime totalitaire qui est en train de se mettre en place ou qui sévit déjà.

Harcèlement scolaire : le gouvernement va lancer une campagne de communication sur la relativisation de la parole des enfants - 26 septembre 2023

Le gouvernement va lancer une campagne de communication, à destination des adultes (enseignants, parents, policiers, magistrats) sur la question de la relativisation de la parole des enfants, a appris franceinfo mardi de source gouvernementale, alors qu'Elisabeth Borne présente mercredi le plan interministériel contre le harcèlement scolaire aux côtés de plusieurs ministres, dont celui de l'Education nationale Gabriel Attal.

Dans les histoires de Nicolas, 15 ans, qui s'est suicidé à Poissy après avoir été victime de harcèlement scolaire, ou de Lindsay, 13 ans, qui a mis fin à ses jours dans le Pas-de-Calais, on s'est rendu compte qu'ils avaient alerté sur ce qu'ils subissaient au quotidien. Mais la réaction des adultes, de l'institution, n'a pas été à la hauteur.

J-C - Cela a toujours existé et c'est inévitable, sauf que les dangereux psychopathes qui sont au pouvoir en ont décidé autrement. Ce sont des adeptes du « *zéro* » tolérance dans tous les domaines, des fanatiques qui entendent dicter leur loi au virus, au climat, à la faune et à la flore, au vivant, qui doivent leur obéir au doigt et à l'œil, ils ne peuvent souffrir le moindre écart, la moindre exception, sous peine de prendre des sanctions ou des mesures liberticides, ce sont des dictateurs enragés.

Totalitarisme. Quand le régime fascisant français sème la terreur dans les collèges.

J-C - Deux lycéens ont fait l'objet d'une arrestation préventive par des policiers dans le bureau de leur proviseure sur la base d'une « *suspicion de harcèlement* », comme s'il s'agissait de criminels ou de dangereux gangsters, autant dire que le principe de la présomption d'innocence ne leur a même pas été accordée, ils les ont déclarés coupables sans preuve tangible. Ça craint la France, si j'y étais, je serais sans doute en taule à l'heure qu'il est !

Vendée: deux lycéens interpellés dans le bureau de leur proviseure à La Roche-sur-Yon - BFMTV 26 septembre 2023

Deux lycéens ont été interpellés dans le bureau de leur proviseure ce mardi matin, au lycée Rosa Parks de la Roche-sur-Yon, en Vendée. Les forces de l'ordre sont venues en civil interpeller l'un après l'autre les deux adolescents de 16 et 17 ans, élèves de première, soupçonnés de violences sur une élève de seconde.

L'académie de Nantes a confirmé à BFMTV que les interpellations ont eu lieu "*dans le cadre d'une enquête en cours sur une suspicion de harcèlement*".

Les deux adolescents sont actuellement en garde à vue et sont à ce stade entendus pour "*violences*", selon une source proche de l'enquête à BFMTV. La victime est une jeune fille de 15 ans.

Selon la même source proche de l'enquête, la jeune fille dit avoir subi à la mi-septembre un épisode de violences dans les toilettes de son lycée par deux adolescents. BFMTV 26 septembre 2023

J-C – On a tous été jeune un jour, on a tous raconté des conneries, amplifié ce qu'on a vécu ou passé sous silence certains actes peu flatteurs, inventé des trucs sous divers prétextes impossibles à vérifier, nos parents ou à nos profs les prenaient plus ou moins au sérieux sans en faire tout un plat, s'ils avaient dû intervenir chaque fois qu'un gosse se plaignait du comportement d'un autre, il aurait régné une véritable atmosphère de guerre civile en France et dans les établissements scolaires, à moins qu'ils ne se transforment en camp de concentration ou en prisons. C'est aussi leur objectif politique…

Totalitarisme. Au temps des miliciens.

Smartphone confisqué, brigades : ce qu'envisage Gabriel Attal pour lutter contre le harcèlement scolaire - BFMTV 22 septembre 2023

Le ministre de l'Éducation nationale envisage notamment d'instaurer des brigades anti-harcèlement dans les établissements et des couvre-feux numériques pour prévenir le harcèlement scolaire.

Gabriel Attal veut créer des brigades anti-harcèlement dans chaque académie, sur le modèle des équipes "*Valeurs de la République*", qui interviennent dans les établissements scolaires pour veiller au respect de la laïcité.

Ces nouvelles brigades devraient être composées de fonctionnaires de l'Éducation nationale ayant été formés à lutter contre le harcèlement scolaire. Il pourra s'agir aussi d'inspecteurs que de psychologues ou de contractuels ayant déjà œuvré dans le domaine. BFMTV 22 septembre 2023

Vous avez dit évolués, instruits, qu'il soit permis d'en douter fortement. Les Français : un peuple à la dérive.

J-C - Une vulgaire bronchite qui se soigne très bien. La bronchiolite est une maladie bénigne dans 99% des cas, un petit rhume tout au plus. Et les voilà à nouveau pris de psychose collective jouant sur la corde sensible parce qu'elle concerne des enfants en bas âge, les salauds.

Aromathérapie, phytothérapie fonctionne très bien.

Google qu'on ne peut accuser de complotisme ou de s'opposer aux trusts pharmaceutiques, indique qu'on peut traiter la bronchite avec du thym associé au romarin en infusion, ou encore l'eucalyptus, le lierre grimpant aussi.

Qui plus est : "*sans complications, la bronchiolite guérit en 7 à 10 jours. Le traitement consiste essentiellement à traiter les symptômes : lavage du nez avec du sérum physiologique*", autrement de l'eau additionnée de sel ou iode.

Ce qu'ils ne vous diront pas ces ordures, c'est que si votre gosse à une bronchiolite ou bronchite s'il est plus âgé, c'est que son alimentation est sans doute déséquilibrée, il doit manquer de vitamine C et/ou D notamment. L'homéopathie est efficace aussi. Pas besoin de leur saloperie d'injection barbare.

Le traitement contre la bronchiolite déjà introuvable en pharmacie, moins de deux semaines après sa sortie - francetvinfo.fr 27 septembre 2023

Le traitement contre la bronchiolite des bébés victime de son succès : la campagne d'immunisation des nouveau-nés a démarré le 15 septembre et à peine quinze jours plus tard, il est déjà presque impossible de trouver le traitement en pharmacie pour les nourrissons de moins de deux mois.

Le gouvernement a commandé 200 000 doses au laboratoire Sanofi qui fabrique le Beyfortus, mais visiblement, il n'y en aura pas assez pour tout le monde. Dans les maternités, 60 à 80% des parents ont dit oui à l'injection d'une dose de Beyfortus pour leur nouveau-né. En ville, les pharmacies n'arrivent pas à répondre à la demande des parents qui sont venus avec une ordonnance. francetvinfo.fr 27 septembre 2023

La société du spectacle ou les jeux du cirque moderne sponsorisée par un empoisonneur, et corruption passive latente.

- La ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra a publié sur X (ex-Twitter) un long message élogieux à l'égard de Coca-Cola, l'un des sponsors majeurs des Jeux olympiques de Paris 2024. Une publication sur laquelle la ministre apparaît en photo en compagnie de Mickaël Vinet, vice-président de Coca-Cola France, et Claire Revenu, en charge pour l'enseigne du partenariat avec les JO. Le HuffPost 26 septembre 2023

Bienvenue chez les opportunistes ou imposteurs de gauche.

En famille. Vaut mieux en rire qu'en pleurer.

"*À pleurer*": Manuel Bompard fustige la politique d'Emmanuel Macron en matière d'écologie - BFMTV 25 septembre 2023

J-C - Cela signifie qu'il aurait fallu s'attendre à mieux de la part de Macron. Après tout, c'est leur président…

LFI s'est trouvée une nouvelle égérie ou le pape en sauveur suprême de la laïcité ! Et en famille le bal des hypocrites.

J-C - Quand j'affirmais que la laïcité servait de liens à la confrérie des opportunistes réunis, je ne m'étais pas trompé, elle est le point de ralliement des disciples de l'idéologie réactionnaire social-démocrate.

Pape à Marseille: la gauche appelle Macron à écouter son "*message d'humanité*" sur les migrants - AFP/BFMTV 22 et 24 septembre 2023

AFP - Évoquant le sujet des migrants, au cœur de la visite papale à Marseille, l'ancien candidat à l'élection présidentielle a considéré que le président de la République "*se comporte d'une manière particulièrement hypocrite*" sur ce point avec le souverain pontife, ce dernier ayant dénoncé vendredi l'"*indifférence*" et la "*peur*" face aux migrants. Cette question a aussi été évoquée au cours de l'entretien entre Emmanuel Macron et le pape François samedi.

Dans cette "*bataille*", Jean-Luc Mélenchon pense que rôle de François est "*utile*" parce qu'il "*met à nu l'hypocrisie d'un tas de gens qui viennent, lui font des sourires, éventuellement lui baisent la main*".

J-C - Si le Pape est "*utile*" à la "*bataille*" que mène LFI, cela signifie que ce n'est pas notre "*bataille*", sauf à se tromper de camp.

AFP - "*Si Emmanuel Macron peut ouvrir ses oreilles au message que délivre le pape François sur les migrants, ça serait une bonne nouvelle mais il n'en prend pas du tout le chemin*", a jugé la députée LFI Clémentine Autain sur LCI.

J-C - Macron ou l'oreille de Clémentine Autain, c'est beau ! Raison de plus pour ne pas y participer.

AFP - La France insoumise organise vendredi soir un rassemblement à Marseille "*en solidarité avec les victimes de la barbarie antimigrants*". Ce sera un "*recueillement laïc en écho à l'action des croyants qui se seront regroupés dans la cérémonie avec le pape François*", précise LFI.

"*Son message sur l'accueil des personnes migrantes est extrêmement courageux*", a jugé de son côté l'écologiste Sandrine Rousseau sur Sud Radio.

J-C - Bernard Arnault va en être tout ému !

AFP - "*Il a une parole qu'on entend de moins en moins, qui est une parole de sensibilité à l'autre*", a estimé la députée de Paris.

J-C – Et quelle « *parole* » : L'homme propose et dieu dispose !

Ils n'ont même pas réussi à mobiliser le dixième de leurs troupes supposées.

Violences policières : Entre 30 000 et 80 000 personnes ont manifesté, des incidents à Paris - actu.fr 23 septembre 2023

Environ 80 000 personnes ont défilé dans toute la France, dont 15 000 à Paris (9 000 selon le ministère de l'Intérieur), ont affirmé à l'AFP la CGT et LFI, qui appelaient à la mobilisation au côté de dizaines d'organisations, dont des collectifs de quartiers populaires, des ONG (Attac, Dernière rénovation, les Amis de la Terre…), des partis comme le NPA et EELV – mais ni le PS, ni le PCF – ainsi que les syndicats FSU et Solidaires.

A Paris, après un départ dans le calme, un pré-cortège de centaines d'individus vêtus de noir et cagoulés s'est constitué, dégradant les vitrines de plusieurs agences bancaires et caillassant une voiture de police, a constaté un journaliste de l'AFP.

A Paris, le cortège rassemblant plusieurs milliers de personnes s'est ébranlé vers 15h depuis la gare du Nord, dans le nord-est de la capitale, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dans d'autres villes, c'est dès la fin de matinée que les manifestants ont arpenté les rues, comme à Perpignan, où le mot d'ordre des organisateurs « contre le racisme systémique, les violences policières et pour les libertés publiques » a rassemblé environ 150 personnes, selon un correspondant de l'AFP, ou à Toulouse, où le cortège comptait quelque 600 participants, selon la préfecture.

A Saint-Etienne, où environ 220 personnes ont manifesté, selon la police. A Lille le cortège a rassemblé 400 à 500 personnes.

Dans de nombreuses autres villes, quelques dizaines à quelques centaines de personnes se sont rassemblées, autour des mêmes slogans.

Entre Villeurbanne et Lyon, plus d'un millier de personnes (1700 selon la préfecture) ont défilé derrières banderoles et pancartes...

Au total, six personnes ont été interpellées dans toute la France, a indiqué le ministère de l'Intérieur, selon un bilan communiqué à 19 h. actu.fr 23 septembre 2023

J-C - J'ai découvert que les Gilets Jaunes appelaient aussi à manifester de leur côté à Paris à 18h.

Le point commun entre ces opportunistes : Aucun n'entend rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, avec le capitalisme, bref, ils passent leur temps à les légitimer en croyant ou faisant croire qu'ils les combattent, ils avancent tout un tas de revendications en colportant l'illusion qu'elles pourraient être satisfaites en gardant Macron au pouvoir ou dans le cadre du régime de la Ve République ou qu'elles seraient compatibles avec le capitalisme.

Tous ceux qui y participent sont manipulés par les dirigeants de ces formations politiques ou syndicats qui les transforment en agents du régime en place.

L'histoire est pleine de paradoxes.

J-C - Ne pouvant plus supporter plus longtemps le fardeau africain dont ils portent la responsabilité, ils vont être obligés d'y apporter des solutions qui contribueront au développement économique de l'Afrique.

Ce Président africain accuse les "*pillages*" occidentaux de la crise migratoire - fr.sputniknews.africa 23 septembre 2023

L'afflux de migrants africains vers l'Europe est un résultat des "*pillages*" et de l'"*impérialisme occidental*" en Afrique, a accusé jeudi le président centrafricain Faustin Archange Touadéra.

"*Le monde entier a suivi avec une profonde consternation l'arrivée massive ces derniers jours des milliers de migrants africains sur l'île de Lampedusa en Italie*", a-t-il déclaré à la tribune de l'Assemblée générale de l'Onu à New York, décrivant de jeunes Africains qui "*cherchent désespérément à rejoindre les pays du continent européen à la recherche d'un eldorado*".

"*Cette escalade de la crise des migrants est l'une des conséquences effroyables des pillages des ressources naturelles des pays, rendus pauvres par l'esclavage, la colonisation et l'impérialisme occidental, le terrorisme et les conflits armés internes, souvent ouverts sur fond de visées hégémoniques, des tensions géopolitiques et géostratégiques entre les grandes puissances mondiales*", a-t-il accusé.

Entre lundi et mercredi de la semaine dernière, environ 8.500 personnes, soit plus que l'ensemble de la population de Lampedusa, sont arrivées à bord de 199 bateaux, selon l'agence des Nations unies pour les migrations.

Ces migrants viennent principalement d'Afrique, via la Tunisie.

Le Président Touadéra a salué "*la solidarité et les efforts inouïs déployés par les pays d'accueil*" et le Haut-commissariat aux réfugiés de l'Onu pour accueillir ces migrants.

Il a également dénoncé "*les passeurs et vendeurs d'illusions sans foi ni loi*" et appelé l'Onu à impliquer les pays africains "*dans la recherche des solutions globales aux crises migratoires et aux défis existentiels qui se posent aux jeunes du continent*". fr.sputniknews.africa 23 septembre 2023

J-C - Souvenons-nous aussi que c'est Soros qui est à la manœuvre dans cette histoire de migrants africains (voir une précédente causerie).

On se demande comment 199 embarcations ont-elles pu être affrétées et quitter tranquillement les rivages de la Tunisie pour sillonner la Méditerranée et rejoindre les côtes italiennes, comme s'il n'existait pas de garde-côtes en Tunisie, comme si l'ensemble des satellites des pays européens qui couvrent cette région étaient soudainement devenus aveugles, sans parler des navires en tout genre y compris militaires de l'OTAN qui sillonnent la Méditerranée.

Il existe donc une connivence entre ces différents acteurs pour créer cette situation, au détriment des Africains qui vont atterrir en pays hostiles ou déjà rongés par une crise sociale amenée à prendre de l'ampleur dans les mois et années à venir, de sorte qu'en guise d'eldorado, ils subiront forcément de mauvais traitements aussi humiliants qu'injuste résultant notamment de la destruction de la Libye en 2011 par l'OTAN et la France.

En famille. C'est pour votre "*sécurité*". EELV « *plus ambitieux* » que la Commission européenne : "*Vision Zéro*" = 100% antisocial.

J-C - EELV incarne la pire réaction, ils sont de tous les coups pourris, de toutes les guerres, en voici encore un exemple. Des fous furieux s'en sont pris aux énergies fossiles, comme cela ne suffisait pas, ils s'en sont pris à la bagnole, et voilà qu'ils s'en prennent au permis de conduire, la prochaine fois ce sera quoi, la camisole de force, à bas la Nupes !

L'Union Européenne veut durcir les modalités d'obtention du permis de conduire, les jeunes et les seniors les plus touchés - France-Soir 21 septembre 2023

La révision de la directive 2006/126/CE a été proposée par la Commission européenne en 2021 pour "*améliorer la sécurité routière et faciliter la libre circulation*".

L'obtention du permis de conduire en France comme dans les États membres de l'Union Européenne pourrait bientôt devenir plus restrictive. La Commission des transports et du tourisme du Parlement européen discute actuellement d'un projet de révision de la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire, adoptée en décembre 2006. Limitations de vitesse, réduction de la durée de validité pour les personnes âgées, instauration d'un permis "*B+*" pour les SUV (véhicule utilitaire sport, ndlr)... Les amendements, portés par l'eurodéputée française Karima Delli du parti Les Verts, s'inscrivent dans le cadre de la "*Vision Zéro*" de l'Union Européenne, visant à réduire à 0 le nombre de morts sur les routes d'ici 2050.

La révision de la directive 2006/126/CE a été proposée par la Commission européenne en 2021 pour "*améliorer la sécurité routière et faciliter la libre circulation*". Après une période de contribution puis une période de consultation, l'institution présidée par Ursula von der Leyen a dévoilé en mars 2023 sa proposition de directive devant amender les textes en vigueur.

Comme chaque proposition législative émanant du pouvoir exécutif européen, la mise à jour de la directive liée au permis de conduire est actuellement examinée par le Parlement

européen, particulièrement sa commission parlementaire des Transports et du Tourisme (TRAN), présidée par Karima Delli, eurodéputée française. En réponse à la proposition de la Commission, elle a rédigé un rapport dévoilé en juillet 2023 et examiné lundi 18 septembre par les membres de la TRAN.

Un permis "*B+*", une durée réduite pour les séniors

Lors de cette réunion, Karima Delli a détaillé ses suggestions, les justifiant sans cesse par les statistiques liées aux accidents de la route au sein de l'UE. Ses recommandations visent à modifier la proposition de la Commission européenne et "*soumettre un texte encore plus ambitieux*". Si certains amendements sont passés inaperçus, d'autres font grincer les dents, chez les eurodéputés au Parlement comme chez les internautes.

Karima Delli, qui est revenue à la charge pour l'instauration d'un permis à point dans chaque État membre de l'UE, a d'abord suggéré la création d'un permis de conduire pour les voitures de plus de 1,8 tonne, c'est-à-dire "*les fameux SUV*", déjà ciblé par un malus CO2. "*Ce permis B+ ne pourrait être obtenu qu'après 2 ans de période probatoire d'un permis B et seulement après 21 ans, parce que ces véhicules sont davantage sujets à collision que les voitures légères*", justifie l'eurodéputée, affirmant que les jeunes conducteurs sont 40% plus sujets aux accidents.

Le rapport de Karima Delli propose aussi le renforcement de la limitation de vitesse, selon le type du permis et du véhicule conduit. Les jeunes conducteurs sont les plus ciblés. Elle souhaite généraliser à toute l'Europe la limitation qui leur est déjà imposée en France, à savoir 100km/h au lieu de 110 sur les routes et 110km/h au lieu de 130 sur l'autoroute. La membre des Verts entend également abaisser l'âge minimal pour obtenir certains types de permis et, au contraire, le relever pour d'autres types, y compris pendant la conduite accompagnée.

La durée de validité du permis est également dans le viseur de Karima Delli. La présidente de la commission parlementaire TRAN souhaite maintenir cette durée à 10 ans mais la baisser à 2 ans pour les nouveaux conducteurs, à 7 ans pour les personnes âgées de plus de 60 ans, à 5 ans pour les plus de 70 ans et à 2 ans pour les plus de 80 ans.

Le permis ne devrait être octroyé qu'à l'issue d'une "*session de mise à jour*" devant "*valider la période probatoire*" et les candidats, "quel que soit leur âge", devraient subir un examen médical obligatoire, y compris lors du renouvellement de leurs titres.

Charge administrative et financière pour les conducteurs

Durant leurs prises de parole, plusieurs eurodéputés ont émis des critiques concernant le rapport de Karima Delli et ses propositions. L'accent a été mis sur la "*charge administrative*" que constituerait l'établissement d'un B+, la réduction des durées de validité des permis pour les séniors et l'obligation de subir un contrôle médical ou une "*session*" de contrôle des compétences liées à la conduite.

En juin, l'Allemagne et l'Autriche s'étaient déjà opposé une proposition de la Commission européenne visant à obliger les automobilistes de plus de 70 ans à renouveler leur permis de conduire tous les cinq ans. Des ministres des deux pays ont dénoncé une "*discrimination à*

l'encontre des personnes âgées" qui "*ne réduirait la mobilité de ces personnes et n'entraînerait pas une réduction statistiquement significative des accidents*".

L'entrée en vigueur des mesures de la présidente de la TRAN impliquerait également des coûts importants pour les conducteurs, font remarquer des médias germanophones. Les membres de la commission des Transports et du tourisme devront soumettre leurs amendements au plus tard le 21 septembre 2023 à 12h00, a conclu Karima Delli, dont "*la priorité*" reste l'instauration d'un permis à point dans toute l'Union Européenne.

En plus de dénoncer toutes ces suggestions et leurs conséquences au quotidien, y compris financières, des internautes relèvent une contradiction particulière. Ils expriment leur étonnement devant la classification des SUV par leurs poids, estimant que les voitures électriques sont toutes aussi lourdes.

Outre la réduction de la durée de validité ou la limitation de vitesse, la Commission propose la délivrance d'un permis de conduire numérique. Les conducteurs recevraient leur document à travers un "*portefeuille numérique*" européen, actuellement en discussion entre les États membres de l'UE et le Parlement européen. France-Soir 21 septembre 2023

J-C – EELV, quel ramassis de psychopathes, d'ordures ! En Inde, pour conduire un scooter il faut un permis, depuis 1996 pas une seule fois un policier ne m'a demandé mon permis. Un Indien sur deux au moins roule sans permis et sans assurance, on se sent plus libre, bien que plus pauvre, on n'a pas tout perdu contrairement à vous en France. Ne nous enviez pas tout de même, n'exagérons rien.

Lutte contre le wokisme, le transgenrisme et la pédophilie.

Quand ils font la promotion du changement de sexe

Sport à Rennes : l'inscription d'enfants non-binaires rapportera plus d'argent aux clubs - letelegramme.fr 20 septembre 2023

À Rennes, les associations sportives devront désormais renseigner le genre de leurs pratiquants dans les dossiers de demandes de subventions. Une inscription d'un enfant non-binaire rapportera plus d'argent à un club. L'opposition dénonce ce système. letelegramme.fr 20 septembre 2023

En famille quand l'exécutif et « *contre-pouvoir* » collaborent. A bas le parlementarisme et la Ve République !

Le Sénat, un « *contre-pouvoir* » qui sait aussi collaborer avec l'exécutif - publicsenat.fr 19 septembre 2023

Avec la majorité relative à l'Assemblée, la Haute assemblée joue un rôle beaucoup plus constructif et sait composer avec le gouvernement, texte par texte. Et chacun y trouve son intérêt.
« *Le Sénat va utiliser les commissions d'enquête selon une conception très anglo-saxonne du contrôle politique* »

Côté pile, c'est le Sénat contre-pouvoir. Son président, le sénateur LR, Gérard Larcher, en a fait presque une marque de fabrique. Outre sa mission de voter la loi, le Sénat contrôle l'action du gouvernement. Et les commissions d'enquête, si elles ne sont pas nouvelles, deviennent un outil précieux à cet égard. « *Le Sénat va utiliser ces outils de contrôle selon une conception très anglo-saxonne du contrôle politique, où on donne les outils de contrôle aux partis d'opposition* », relève Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à Paris II.

Elles se sont développées sur de nombreux sujets, et pas seulement sur les politiques gouvernementales.

J-C - Traduction : vous avez en France comme dans les pays anglo-saxons un pouvoir bicéphale où la majorité et l'opposition se partagent le pouvoir, les places et les fonctions, participent à toutes les commissions, formulent des propositions conforment à l'esprit de la Constitution de la Ve République et des intérêts du capitalisme, qu'ensuite un corps unique adoptera quelle que soit le parti ou la coalition majoritaire ou dans l'opposition, finalement comme à l'Assemblée nationale depuis 1958, ce qui signifie que les élections n'y changeront absolument rien.

Le contrôle politique évoqué plus haut indique que les partis figurant prétendument dans l'opposition sont de plus en plus mis à contribution pour contrôler que Macron et son gouvernement remplissent bien la mission que le Forum économique mondial leur a confiée, autrement dit, tous les partis présents à l'Assemblée nationale et au Sénat sont de plus en plus interchangeables ou pratiquement plus rien ne permet de les distinguer, comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne par exemple.

Quant à l'aspect social de la soi-disant gauche, les sociaux-libéraux libertaires, il ne doit pas faire illusion, il sert uniquement à rallier l'aristocratie ouvrière ou les couches moyennes et inférieures de la petite bourgeoisie quand leur soutien au régime bat de l'aile, à leur donner des gages qu'il ne les oublie pas, quand les masses présentent des signes d'impatience ou d'importants mouvement sociaux se produisent, histoire de tuer dans l'œuf toute tentative de contestation sérieuse ou organisée contre le régime avec la complicité des dirigeants corrompus du mouvement ouvrier.

Sénatoriales : qui sont les gagnants et les perdants du scrutin ? - Publicsenat.fr 25 septembre 2023

Le Sénat était renouvelé de moitié ce dimanche 24 septembre. Quelque 78 000 « *grands électeurs* » étaient appelés aux urnes pour la remise aux voix de 170 sièges sur 348. Voici les principaux enseignements de ce scrutin :

La majorité de droite et du centre reste en place

Revers du camp présidentiel

La gauche triomphante à Paris

La liste d'union de gauche à Paris avec le PS, le PCF et EELV fait une razzia : elle remporte huit des douze sièges de la capitale.

Globalement, la gauche sort renforcée de ce scrutin : le groupe socialiste, deuxième force au Sénat, reste stable, et le groupe communiste, dont 75 % des sièges étaient renouvelables, devrait passer de 15 à 17 élus, selon sa présidente, la sénatrice de Seine-Saint-Denis Éliane Assassi. Parmi les nouveaux visages du groupe : Ian Brossat, le porte-parole du PCF.

Les écologistes élargissent leur assise

Mais c'est EELV qui enregistre la plus belle progression à gauche. Le groupe, qui compte 12 élus actuellement, pourrait récupérer jusqu'à 4 sièges supplémentaires. L'eurodéputé Yannick Jadot, ancien candidat à l'élection présidentielle, a été élu à Paris. Mathilde Ollivier, nouvelle sénatrice EELV représentant les Français établis hors de France, devient à 29 ans la benjamine du Sénat.

Le Rassemblement national décroche trois sénateurs

Le parti de Marine Le Pen fait son retour au Palais du Luxembourg, avec trois élus, une première dans l'histoire de l'institution : Christopher Szczurek, élu dans le Pas-de-Calais, Joshua Hochart dans le Nord et Aymeric Durox en Seine-et-Marne. Publicsenat.fr 25 septembre 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

Totalitarisme. A bas le « *Net Zéro* », la dictature climatique, dissolution de l'AIE !

Les pays riches et la Chine priés par l'AIE d'accélérer la course à la neutralité carbone - AFP 26 septembre 2023

Les "*économies avancées*" telles que les Etats-Unis et l'Union européenne, vont devoir avancer de 5 ans - de 2050 à 2045 - leur objectif de neutralité carbone, et la Chine de 10 ans à 2050, pour rester dans les clous de l'accord de Paris et ainsi donner une chance au monde de limiter le réchauffement planétaire à +1,5 degré Celsius par rapport à l'ère préindustrielle, a estimé l'AIE dans un nouveau rapport.

"*Le secteur de l'énergie évolue plus rapidement que ce que beaucoup pensent, mais il reste encore beaucoup à faire et le temps presse*", a souligné l'agence de l'énergie de l'OCDE basée à Paris.

Son rapport intervient à quelques semaines de négociations cruciales à la 28e Conférence sur le climat des Nations unies à Dubaï où l'avenir des énergies fossiles devrait donner lieu à d'âpres débats.

Il s'agit de l'actualisation de son "*Net Zero Roadmap*", feuille de route pour la neutralité carbone en 2050, dont la publication en 2021 avait marqué les esprits en appelant le monde à renoncer "*maintenant*" à tout nouveau projet pétrolier ou gazier.

Avec un réchauffement actuel d'environ 1,2 degré par rapport à l'ère pré-industrielle, le monde connaît déjà une montée en puissance des catastrophes climatiques destructrices, touchant le plus durement les populations vulnérables. AFP 26 septembre 2023

C'est forcément la faute du changement climatique !

L'eau qui manque cruellement aux habitants de Montagnac vendue à un exploitant privé - francebleu.fr 15 septembre 2023

À Montagnac (Hérault), la mairie a vendu une nappe souterraine d'eau inexploitée faute de moyens à un groupe industriel qui compte l'exploiter pour faire de l'eau en bouteille. Les habitants touchés de plein fouet par la sécheresse dénoncent une aberration.

À Montagnac dans l'Hérault, un géant de l'eau en bouteilles (Cristalline, Courmayer, Saint Yorre, Rozana,...) cherche à mettre la main sur une nappe phréatique inexploitée par la commune, située près de Pézenas dans le département de l'Hérault.

Impossible pour la commune de débourser les 300 000 euros nécessaires à la sécurisation du forage de la Castillonne. Encore moins de l'exploiter. Elle a donc préféré le vendre au groupe Alma à prix coutant : 30 000 euros. C'est pourtant une mine d'or bleu, un forage aux dimensions exceptionnelles.

Le groupe Alma envisage d'exploiter ce forage et de construire une usine de 15.000 mètres carrés pour produire 1,6 millions de bouteilles d'eau par jour.

Que l'eau parte ailleurs, dans des bouteilles en plastique ne passe pas auprès des habitants. Le territoire est frappé de plein fouet par la sécheresse, les autorités demandent à la population de faire très attention à leur consommation d'eau, certains ne sont même pas raccordés à l'eau potable.

Anaïs Ricaud fait partie des 27 foyers qui vivent sans eau courante, juste au-dessus de la nappe phréatique. *"*Je me sens complètement incomprise. On traverse des années de sécheresse. Cette année en est vraiment la preuve, encore une fois de plus, et on a la chance d'avoir sur notre territoire ce forage et allez le vendre ?*Je ne comprends pas, vraiment !* "

"*L'argent que la mairie n'avait pas pour sécuriser le forage, d'autres auraient pu le débloquer*" estime Christophe Savary, le président de l'association Veille au grain. "*On se demande si vraiment on a essayé d'autres solutions. Plutôt que de vendre, l'Agglo, le Département pourrait prendre en charge ces 300 000 € compte tenu de la valeur de l'eau pour plus tard.*"

L'inquiétude des habitants, c'est que le géant de l'eau en bouteille qui souhaite exploiter le forage ne s'arrête pas là. "*On sait très bien que ce genre d'entreprises, une fois qu'elles sont en*

place, elles demandent de plus en plus de droits d'exploitation. Le risque c'est donc de tout assécher. Les agriculteurs seront les premiers sont impactés. Mais bientôt, il n'y aura pas que les agriculteurs." ajoute Christophe Savary. "*On souffre du manque d'eau à tous les niveaux. Il y a une eau qui s'en va ailleurs. Cette réserve d'eau est colossale. Elle pourrait alimenter plusieurs villages.** C'est une aberration*** de faire partir cette eau ailleurs en bouteille et d'avoir une usine sur ce vallon qui est très, très protégé*."* francebleu.fr 15 septembre 2023

Péripéties de la dictature énergétique et climatique.

La fermeture des centrales à charbon, la promesse repoussée d'Emmanuel Macron - Le HuffPost 26 septembre 2023

La France sortira du charbon d'ici à 2027, a annoncé dimanche le président Emmanuel Macron. Une promesse déjà faite en 2017 pour... 2022. Le HuffPost 26 septembre 2023

L'automobile gagne un sursis avec le refus des 27 de durcir les règles - AFP/LePoint.fr 26 septembre 2023

Ce texte sur la norme Euro 7 devait s'appliquer à partir de 2025, en remplacement d'Euro 6, à tous les véhicules particuliers et poids lourds, quel que soit leur type de motorisation. La Commission européenne entendait réduire significativement les émissions d'oxyde d'azote (NOx) et de particules fines des véhicules alors que, dit-elle, la pollution de l'air est responsable de 70 000 décès chaque année dans l'UE. Un chiffre sujet à caution et qui est loin d'incomber totalement à l'automobile, qui représente 15 % des émissions totales.

Mais l'industrie avait mis en garde contre l'impact de normes trop sévères sur l'emploi ainsi que sur le prix des voitures, déjà de moins en moins accessibles pour la classe moyenne. AFP/LePoint.fr 26 septembre 2023

L'esclavage n'a jamais été aboli.

Vendangeurs mal nourris, mal logés : une affaire d'esclavagisme moderne découverte en Champagne - francebleu.fr 19 septembre 2023

Le préfet de la Marne a pris un arrêté le 15 septembre pour fermer un hébergement collectif de vendangeurs dans la Marne, où étaient logés dans des conditions insalubres des travailleurs sans papiers, sans contrats de travail et également mal nourris.

C'est suite à un contrôle de l'inspection du travail que le préfet de la Marne a pris un arrêté le 15 septembre pour fermer un hébergement à Nesle-le-Repons qui ne respectait pas la règlementation en matière d'hébergement collectif. À l'intérieur, des dizaines de travailleurs sans papiers, employés par un prestataire de service pour faire les vendanges en Champagne, mal logés et mal nourris. La CGT de la Marne en dénombre au total 52, d'origine sénégalaise, malienne ou encore mauritanienne.

Un logement sans fenêtre ni toit

"*Ils étaient dans un dortoir qui ressemble plutôt à l'intérieur d'un hangar, avec des tapis de piscine, pas de couvertures, pas de toiture au-dessus de la tête, de la laine de verre*", détaille Sabine Dumesnil, secrétaire départementale de la CGT dans la Marne, qui a rencontré les vendangeurs. Dans son arrêté portant fermeture d'hébergement collectif de travailleurs saisonniers, la préfecture note "*la présence d'au moins 60 couchages, de literies de fortunes, d'absence de nettoyage et de désinfection, d'état répugnant des toilettes, des sanitaires et des lieux communs (...) et de l'existence d'un risque électrique par contact direct avec des pièces nues sous tension*".

Pour seule nourriture, ils n'avaient qu'un sac de riz et du raisin, selon des propos récoltés par des membres de la CGT qui ont rencontré les travailleurs, depuis relogés par la préfecture de la Marne dans un hôtel et dans les locaux d'une association.

Des vendangeurs sans contrats de travail

Le contrôle de l'inspection du travail a également permis de mettre à jour l'absence de contrats de travail. Et si le prestataire de service agricole qui les a logés, une société nommée ANAVIM basée à Paris, est connu, on ne connaît pas à ce jour le donneur d'ordre, la maison de Champagne pour laquelle ils travaillaient. Eux ne le savent pas. "*La dérive, elle est à plusieurs niveaux, l'État qui autorise n'importe qui à être prestataire, et il y a la complicité des donneurs d'ordres, parce qu'on pense que ce ne sont pas des petites maisons de Champagne qui sont derrière ça*", dénonce Sabine Dumesnil.

Le parquet de Châlons-en-Champagne confirme à ce stade l'ouverture d'une enquête pour traite d'êtres humains. En 2020, le procès de plusieurs prestataires de services pour une affaire d'esclavagisme moderne avait fait grand bruit. francebleu.fr 19 septembre 2023

Quand France Info se « *réveille* », c'est mauvais signe ou c'est forcément pour délivrer un message alarmant.

J-C - N'allez surtout pas croire que ce serait pour imputer aux activités capricieuses ou imprévisibles du soleil les variations parfois brutales de la météo, et cesser d'imputer ces phénomènes à l'activité humaine, non c'est juste pour alimenter le climat de psychose collective ou maintenir la population dans un état de schizophrénie permanente.

On surveille le soleil, qui s'approche plus vite que prévu de son maximum d'activité, avec des tempêtes solaires très nombreuses, beaucoup plus qu'il y a 20 ans. - franceinfo 23 septembre 2023

Le billet sciences du weekend avec Mathilde Fontez, rédactrice en chef du magazine scientifique Epsiloon s'intéresse aux spécialistes du Soleil qui sonnent l'alerte : notre étoile est très active en ce moment.

"*Le soleil se réveille*" selon ces "*spécialistes du Soleil*". En fait, ils ne comprennent pas ce qui se passe, lisez, ce sont eux qui le disent, ce qui ne les empêchera pas de se livrer à des exercices de divinations appelées prédictions !

franceinfo - Qu'est-ce qui se passe ?

Mathilde Fontez - On ne sait pas. Je vous rassure, personne ne soupçonne que le Soleil se détraque. Ce qu'on voit surtout, c'est que les spécialistes ont encore du mal à prédire l'intensité, le rythme de l'activité du Soleil. On ne comprend pas assez finement la physique de l'étoile, pour faire des prédictions fiables. Même avec les modèles les plus pointus qui cumulent toutes les données un peu comme le font les modèles climatiques, ça ne marche pas.

Ce maximum qui arrive, va donc être particulièrement scruté par les chercheurs, pour essayer d'améliorer les modèles. En croisant les doigts pour que les plus fortes éruptions ne partent pas vers la Terre. Parce que c'est ça l'enjeu : ces bouffées de particules peuvent ioniser la haute atmosphère terrestre, et créer des pannes de radio et de satellites à grande échelle. D'où l'importance de les prévoir.

J-C - Vous aurez admiré : "*on ne sait pas*", "*on ne comprend pas*", et quel aveu "*Même avec les modèles les plus pointus qui cumulent toutes les données un peu comme le font les modèles climatiques, ça ne marche pas.*" Bref, leurs modèles sont aussi foireux que ceux qui ont servi aux rapports frauduleux du GIEC, merci on s'en était déjà aperçu.

Imaginez un instant qu'une tempête constituée d'ondes cosmiques viennent perturber le fonctionnement des satellites dont dépend celui de tous les supports numériques, tous les médias et réseaux dits sociaux, toutes les données stockées dans les ordinateurs du monde entier des institutions, des entreprises, des simples citoyens, et ils ne disposeraient de plus aucun moyen de contrôle sur l'économie et la population, de sorte que pour fonctionner normalement ils devraient entrevoir d'autres rapports, en inventer, encore faudrait-il que tous les acteurs sociaux acceptent de jouer le jeu, à condition qu'en retour ils en tirent profit contrairement à la situation antérieure lorsque seule une infime minorité en bénéficiait, ce qui pourrait contribuer à sonner le glas du capitalisme ou justifierait de s'en passer.

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Le mensonge Zelensky touche à sa fin par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 septembre 2023

Le voyage du président Volodymyr Zelensky aux États-Unis a levé les dernières ambiguïtés à son sujet. Chacun s'interrogeait sur sa stratégie. Il ne semble pas chercher à défendre les siens, car il mobilise tous ses hommes et les envoie mourir sur le front sans espoir de victoire. Désormais il apparaît comme n'hésitant pas à mentir, à tricher, et tentant par tous les moyens d'expulser certains États des organisations intergouvernementales.

Comment ne pas faire le parallèle avec Stepan Bandera qui massacra par milliers ses propres compatriotes dans les derniers jours de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire quand la défaite du Reich ne faisait aucun doute ?

https://www.voltairenet.org/article219715.html

Ils s'étaient réjouis trop tôt !

Guerre en Ukraine : Kiev revendique la mort de l'amiral Sokolov, Moscou laisse entendre qu'il est vivant - lefigaro.fr 25 septembre 2023

La dimension psychologique de la mort de l'amiral Sokolov serait considérable, pour le moral de l'armée ainsi que pour la population de la péninsule qui vit en permanence en scrutant les menaces venues du ciel. lefigaro.fr 25 septembre 2023

Et moins de 48 heures plus tard, ils croient en la résurrection !

- Annoncé mort, le commandant russe de la flotte en mer Noire est apparu ce mardi lors d'une visioconférence. L'étrange résurrection a provoqué de nombreux commentaires. En effet, Kiev a affirmé avoir tué Viktor Sokolov lors de sa frappe sur le siège de la flotte russe de la mer Noire à Sébastopol, en Crimée, vendredi. Mais le responsable est apparu sur une image publiée par le ministère de la Défense, d'une visioconférence tenue mardi, d'après eux. 20 Minutes avec AFP 26 septembre 2023

Russie

«*Grave erreur*» : la diplomatie russe reproche à Pachinian de saper les relations russo-arméniennes - RT 25 septembre 2023

Le ministère russe des Affaires étrangères a vivement réagi ce 25 septembre aux propos du Premier ministre arménien qui, la veille, avait qualifié d'«*inefficaces*» les alliances de son pays, dans une allusion voilée aux relations de longue date d'Erevan avec Moscou.

«*On tente de se dégager de la responsabilité des échecs de la politique intérieure et étrangère, en rejetant la faute sur Moscou*» a tancé la diplomatie russe, dans une déclaration fustigeant des «*attaques inacceptables contre la Russie*».

Le 24 septembre, dans une allocution télévisée, Nikol Pachinian avait en partie rejeté sur les forces de maintien de la paix russes la responsabilité de la situation au Haut-Karabagh. Selon lui, si les Arméniens devaient «*quitter leur patrie comme seul moyen de sauver leur vie et leur identité*», la «*responsabilité d'une telle évolution des événements incombera entièrement à l'Azerbaïdjan, qui a adopté une politique de nettoyage ethnique, et au contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie au Haut-Karabagh*».

Pachinian cherche à légitimer un revirement pro-occidental, selon la diplomatie russe Au-delà de l'offensive déclenchée le 19 septembre par Bakou contre le Haut-Karabagh, le Premier ministre arménien a également évoqué «*le blocage illégal*» du corridor de Lachine, parmi les événements qui à ses yeux soulevaient «*de sérieuses questions quant aux objectifs et aux*

motivations du contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie dans le Haut-Karabagh».

«*L'analyse des événements montre que les systèmes de sécurité et les alliés sur lesquels nous nous sommes appuyés au fil des ans se sont donnés pour mission d'étaler notre vulnérabilité et de justifier l'impossibilité pour le peuple arménien de disposer d'un État indépendant*», a également estimé Nikol Pachinian, qui a assuré que son pays n'avait «*jamais abandonné ses engagements envers ses alliés*» et ne les avait «*jamais trahis*».

«*Les dernières déclarations de Nikol Pachinian confirment nos conclusions précédentes indiquant que des processus, inspirés par l'Occident et incités par Erevan, et qui détruisent leur propre pays et nos relations bilatérales, ne sont pas épisodiques, mais systémiques*», estime le ministère russe des Affaires étrangères dans son communiqué. «*Ces démarches destinées à lancer une nouvelle politique pro-occidentale de l'Arménie sont justifiées sans preuve par de soi-disant erreurs commises par la Fédération de Russie*», insiste-t-il.

«*Nous sommes convaincus que les dirigeants d'Erevan commettent une grave erreur en essayant délibérément de détruire les liens multiformes et vieux de plusieurs siècles entre l'Arménie et la Russie et en faisant du pays l'otage des jeux géopolitiques de l'Occident*», conclut le document.

«*Nous sommes catégoriquement contre les tentatives de faire porter une responsabilité sur la partie russe et les forces russes de maintien de la paix, qui font preuve d'héroïsme*», avait déclaré plus tôt dans la journée, Dmitri Peskov, également en réaction au discours de Nikol Pachinian. «*L'Arménie reste notre allié, un gouvernement proche, un peuple qui nous est proche*», ajoutait le porte-parole du Kremlin, soulignant que «*le dialogue*» entre Moscou et Erevan se poursuivait à différents niveaux diplomatiques «*en particulier en ces jours difficiles*». RT 25 septembre 2023

Sergueï Lavrov à l'ONU : "*L'Occident est l'empire du mensonge*" - AFP/France 24 23 septembre 2023

Au dernier jour de l'Assemblée générale des Nations unies, Sergueï Lavrov a livré un discours offensif contre l'Occident. Il représentait la Fédération de Russie en remplacement de Vladimir Poutine.

Les Occidentaux "*combattent directement*" la Russie en Ukraine, a-t-il accusé en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

"*Vous pouvez l'appeler comme vous voulez mais ils nous combattent, ils nous combattent directement. Nous l'appelons guerre hybride, mais ça ne change pas la réalité*", a-t-il ajouté, évoquant l'aide financière, les armements et des "*mercenaires*" venus de pays occidentaux.

Lors d'une longue conférence de presse au siège de l'ONU à New York, le chef de la diplomatie russe était interrogé sur l'implication des États-Unis dans le conflit en Ukraine.

"*Le fait qu'ils combattent de facto contre nous en se servant du corps des Ukrainiens, je pense que tous ceux ici qui s'intéressent à la situation en Ukraine, savent très bien que les Américains, les Britanniques et d'autres se battent en fournissant tout d'abord de plus en plus d'armes*", a accusé Sergueï Lavrov.

Il a proposé un sommet pour la paix pour évoquer son plan de paix destiné à mettre fin à la guerre. AFP/France 24 23 septembre 2023

J-C - L'Agence Française de Propagande (AFP) avait cru bon d'ajouter : "*L'AFP n'était pas en mesure de vérifier cette information*", parce que la Russie contrairement aux puissances occidentales évoque sans cesse la paix, tandis qu'elles ne parlent que de guerre ou comment la poursuivre...

BRICS, Ukraine, Afrique: l'intégralité du discours de Sergueï Lavrov à l'Onu - fr.sputniknews.africa 23 septembre 2023

Retrouver ici l'intégralité du discours du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov devant l'Assemblée générale de l'Onu ce samedi 23 septembre.

De nombreux orateurs qui m'ont précédé ont déjà exprimé l'idée que notre planète traverse des changements irréversibles. Un nouvel ordre mondial est en train de naître sous nos yeux. Les contours de l'avenir se dessinent dans la lutte entre la majorité mondiale, qui prône une répartition plus équitable des biens mondiaux et la diversité civilisationnelle - et ceux qui utilisent les méthodes néocoloniales de subordination pour maintenir leur domination qui est en train de disparaître.

Le rejet du principe d'égalité et l'incapacité totale de négocier a longtemps été une sorte de "*carte de visite*" de l'Occident collectif. Habitués à mépriser le reste du monde, les Américains et les Européens font souvent des promesses et contractent des obligations, notamment écrites et juridiquement contraignantes. Et puis, elles ne sont tout simplement pas respectées. Comme l'a souligné le Président Poutine, l'Occident est un véritable "*empire du mensonge*".

La Russie, comme beaucoup d'autres pays, le sait de première main. En 1945, alors que nous travaillions ensemble avec Washington et Londres pour en finir avec l'ennemi sur les fronts de la Seconde Guerre mondiale, nos alliés de la coalition anti-hitlérienne préparaient déjà des plans pour une opération militaire Unthinkable contre l'Union soviétique. Et quatre ans plus tard, en 1949, les Américains développèrent l'opération Dropshot pour lancer des frappes nucléaires massives sur l'URSS.

Ces projets fous sont restés sur papier. L'URSS a créé sa propre arme de représailles. Bien qu'il ait fallu la crise des missiles de Cuba de 1962 pour que l'idée de déclencher une guerre nucléaire et l'illusion de la victoire dans cette guerre cessent d'être la base de la planification militaire américaine.

Pour lire la suite :

https://fr.sputniknews.africa/20230923/le-fosse-strategique-se-creuse-entre-kiev-et-washington-selon-le-new-york-times-1062309479.html

J-C - Ce qui est intéressant dans ce genre de discours, je me répète, désolé, c'est que son auteur en dit beaucoup plus que d'habitude ou qu'il ne devrait, c'est très instructif, surtout pour les naïfs qui encensent Moscou ou les BRICS.

Le régime en vigueur en Russie figure dans le même camp que nos ennemis sur le plan de la lutte des classes, aucune illusion n'est permise à ce sujet…

J-C - La fin de son discours.

Labrov - Comme l'a déclaré Antonio Guterres lors d'une conférence de presse à la veille de la session en cours: "*Si nous voulons un avenir de paix et de prospérité fondé sur l'équité et la solidarité, les dirigeants ont la responsabilité particulière de parvenir à un compromis dans la conception de notre avenir commun pour notre bien commun*".

J-C – Vous aurez compris que leur « *avenir commun* » et leur « *bien commun* » ne sont pas les nôtres ou celles de tous les peuples.

Les prix du blé chutent en raison d'une récolte exceptionnelle en Russie - fr.sputniknews.africa 23 septembre 2023

En raison d'un rendement "*exceptionnellement élevé*" en Russie, lequel contribue à combler le déficit d'exportation laissé par l'Ukraine, les prix du blé sont tombés à leur plus bas niveau depuis trois ans, avance le Financial Times.

Le blé a perdu un cinquième de son prix depuis la fin du mois de juillet. Les perspectives d'exportation de blé russe ont donc été revues à la hausse par le ministère américain de l'agriculture (USDA), avec 48 millions de tonnes prévues pour les ventes à l'étranger, a rapporté le Financial Times le 21 septembre.

"*Les prix du blé ont considérablement baissé, essentiellement à cause de la Russie*", a déclaré au journal Michael Magdovitz, analyste principal des matières premières chez Rabobank.

Le *Financial Times* signale, en se référant aux estimations de S&P, que la part de l'Ukraine dans les exportations mondiales de blé devrait passer de 9,2% au cours de l'année agricole 2021-2022 à 6,4% au cours de la saison 2023-2024.

Un potentiel d'exportation de 50 millions de tonnes

Pendant ce temps, la Russie, déjà le plus grand exportateur mondial, devrait fournir 22,5% des exportations mondiales au cours de l'année agricole en cours, contre 15,9% l'année dernière.

"*La perte de l'Ukraine a été un gain pour la Russie*", a commenté M.Magdovitz.

Selon les estimations de S&P Global Commodity Insights, Moscou exportera cette année 47 millions de tonnes de blé. Cependant, l'économiste agricole en chef de S&P Global Paul Hughes a déclaré qu'il ne serait pas surpris si le pays en exportait 50 millions de tonnes.

Les négociants s'attendent à ce que l'offre abondante de la Russie maintienne les prix bas, aidant ainsi à compenser la baisse des rendements dans d'autres grands pays producteurs de blé comme l'Argentine, l'Australie et le Canada, où la production actuelle a été revue à la baisse.

Les prix mondiaux du blé ont chuté de plus de moitié depuis qu'ils ont atteint un sommet de 13 dollars le boisseau suite au déclenchement des hostilités en Ukraine, l'année dernière. Les prix à terme du blé approchaient les 5,9 dollars le boisseau à la mi-septembre, se situant près de leur plus bas niveau depuis près de trois ans. fr.sputniknews.africa 23 septembre 2023

Le cynisme, la scélératesse, l'infamie n'ont plus de limite chez la néonazi Ursula von der Leyen.

Dans son discours, tenu le 21 septembre à l'occasion de la remise du prix Global Citizenship Awards du think tank américain Atlantic Council au Premier ministre japonais Fumio Kishida, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a trouvé le moyen d'évoquer le bombardement atomique sur le Japon des 6 et 9 août 1945, qui ont causé la destruction des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, ainsi que respectivement 140.000 et 74.000 victimes civiles, sans citer une seule fois les Etats-Unis, pire en imputant à la Russie de "*menacer à nouveau d'utiliser l'arme nucléaire*" en ajoutant que "*c'est odieux, c'est dangereux – et dans l'ombre d'Hiroshima, c'est impardonnable.*"

L'agence de presse russe Spunik précisait le lendemain que "*le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres n'a pas non plus nommé le coupable de la mort des habitants d'Hiroshima dans son message lu par son adjointe pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu*." (Source : fr.sputniknews.africa 22 septembre 2023)

Grande-Bretagne.

Comment la Grande-Bretagne a soutenu le coup d'État sanglant de Pinochet au Chili - Les Crises 26.septembre 2023

Lorsque les militaires chiliens ont renversé le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende en septembre 1973, des responsables britanniques ont soutenu la nouvelle junte et lui ont apporté leur concours alors qu'elle se livrait à des atrocités à grande échelle, comme le montrent des dossiers déclassifiés.

Source : Declassified UK, Mark Curtis

- « *Pour les intérêts britanniques, il ne fait aucun doute que le Chili gouverné par la junte est bien préférable au cheminement chaotique d'Allende vers le socialisme* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères.

- « *Il est clair que pour les entreprises britanniques au Chili, l'horizon est beaucoup plus favorable sous le nouveau régime* », a convenu l'ambassadeur britannique à Santiago.

- Les responsables britanniques et américains craignaient que des politiques économiques couronnées de succès d'Allende ne puissent être imitées partout en Amérique latine.

https://www.les-crises.fr/comment-la-grande-bretagne-a-soutenu-le-coup-d-etat-sanglant-de-pinochet-au-chili/

Guerres, coups d'État, dictatures : quand les intérêts des pétroliers dirigent la politique étrangère britannique

Declassified UK a récemment révélé que BP a pompé du pétrole irakien pour une valeur de 15 milliards de livres Sterling depuis que les armées britannique et américaine ont envahi le pays en 2003.

Les gouvernements de Londres et de Washington ont longtemps nié que la guerre en Irak était liée au pétrole. Pourtant, BP est revenu dans le pays en 2009 après 35 ans d'absence et a obtenu une participation importante dans le plus grand champ pétrolier d'Irak, près de Bassorah, dans le sud du pays, une ville occupée par les Britanniques.

Une situation similaire s'était produite en Libye à la suite d'une autre intervention militaire britannique en 2011.

https://www.les-crises.fr/guerres-coups-d-etat-dictatures-quand-les-interets-des-petroliers-dirigent-la-politique-etrangere-britannique/

Pakistan.

Destitution d'Imran Khan : un câble secret démontre que les États-Unis ont exercé des pressions - Les Crises 20.septembre.2023

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 7 mars 2022, le Département d'Etat des Etats-Unis a encouragé le gouvernement pakistanais à limoger Imran Khan de ses fonctions de Premier ministre en raison de sa neutralité face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, selon un document classifié du gouvernement pakistanais obtenu par The Intercept.

The Intercept publie le corps du câble ci-dessous, en corrigeant les fautes de frappe mineures dans le texte, dans la mesure où de tels détails peuvent être utilisés pour filigraner des documents et tracer leur diffusion. The Intercept a supprimé les indications de classification et les éléments numériques qui pourraient être utilisés à des fins de traçage. Classé « *Secret* », il

relate la rencontre entre des responsables du Département d'État, dont le secrétaire d'État adjoint en charge des affaires de l'Asie Centrale et Méridionale Donald Lu, ainsi qu'Asad Majeed Khan, qui était à l'époque ambassadeur du Pakistan auprès des États-Unis.

https://www.les-crises.fr/destitution-d-imran-khan-un-cable-secret-demontre-que-les-etats-unis-ont-exerce-des-pressions/

Niger.

Bon débarras ! Gi's go home too !

Emmanuel Macron annonce la fin de la présence militaire française au Niger - BFMTV 25 septembre 2023

Fin de la coopération militaire. Le chef de l'État indique ce dimanche soir que les soldats français quitteront le sol nigérien d'ici la fin de l'année, "*de manière organisée*". L'ambassadeur de France va également être rappelé à Paris après le coup d'État, "*dans les prochaines heures"*.

Invité de TF1 et France 2 pour une grande interview, le président de la République indique que les 1500 militaires français partiraient "dans les semaines et les mois qui viennent" et que le retrait serait totalement achevé "*d'ici la fin de l'année*". BFMTV 25 septembre 2023

J-C - Du coup, un regain de terrorisme est à prévoir au Niger dans les semaines ou mois à venir comme au Mali, puisque ce sont les occidentaux qui sont leurs donneurs d'ordre, les financent et les arment.

Putsh au Niger: les avions français interdits de survoler l'espace aérien – BFMTV 26 septembre 2023

Le régime militaire en place a interdit son espace aérien à tous les avions français, "*dont ceux de la flotte d'Air France"*. BFMTV 26 septembre 2023

Niger : le régime militaire « *célèbre une nouvelle étape vers la souveraineté* » - AFP/ LePoint.fr 25 septembre 2023

Quand la France dégaine la menace à peine voilé de recourir au terrorisme.

Retrait des troupes françaises : « *Le Mali, le Burkina et le Niger s'exposent à un risque croissant de victoire des djihadistes* » - Publicsenat.fr 26 septembre 2023

L'ONU toujours aux ordres de Washington.

Niger: après l'imbroglio à l'ONU, la junte dénonce les «*agissements perfides*» d'Antonio Guterres - RFI 24 septembre 2023

Alors que l'Assemblée générale de l'ONU reprendra pour une dernière journée mardi 26 septembre, le Niger n'est plus prévu au programme des orateurs de l'assemblée. Si le nouveau ministre des Affaires étrangères du gouvernement putschiste a pu entrer dans l'enceinte des Nations Unies lundi, il a ensuite été interdit d'accès.

Ambassadeur du Niger à l'ONU avant le coup d'État du 26 juillet, Yaou Sangaré Bakary est devenu chef de la diplomatie du régime militaire. C'est grâce à son badge d'ambassadeur qu'il a pu entrer lundi 18 septembre pour la conférence préambule de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. Il a d'ailleurs diffusé des images sur X (ex-Twitter), qui ont circulé sur la télévision d'État.

Mais selon l'ONU, dès mardi, son badge a été désactivé – et il n'a plus pu rentrer dans le bâtiment. Et selon des informations de RFI, un autre ministre du régime militaire, celui de la Santé, était annoncé pour des conférences sur ce thème – mais les Nations Unies confirment qu'il n'a pas reçu d'accréditation et n'a pu entrer.

La junte a alors dénoncé vendredi des « *agissements perfides* » du chef de l'ONU. Pour elle, Antonio Guterres fait de l'obstruction, en agissant avec la « *complicité de la France et de deux chefs d'États de la Cédéao* » – visant certainement le Gabon et le Ghana qui siègent tous deux au Conseil de sécurité. RFI 24 septembre 2023

Il y a plein de pays dont on n'entend plus parler, leurs peuples doivent en train de crever à petit feu et tout le monde s'en fout. Malheureusement je n'ai pas de temps à y consacrer, je fournis déjà un travail colossal et je ne peux pas faire plus sans mettre ma santé en danger.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 3 octobre 2023.

J'ai légèrement modifié la présentation du portail en uniformisant les symboles de la colonne de gauche, j'en ai ajouté quelques-uns et j'ai retiré celui sur Israël, car il aurait fallu ajouter les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres Etats infréquentables, dont celui de la France, la liste est interminable !

Cela résume assez bien notre engagement politique sur tous les fronts à la fois, se situant exclusivement sur le terrain de la lutte des classes, du socialisme, en recourant au matérialisme dialectique. A défaut de parti révolutionnaire ou de révolution, il faudra s'en contenter. C'est toujours mieux que rien ou de se situer sur le terrain de la réaction, sur lequel les uns et les autres n'hésitent plus à aller malheureusement. On trace ainsi en filigrane la trame d'une perspective révolutionnaire que les lecteurs peuvent ou non partager, on n'impose rien à personne, on n'interdit à personne d'exposer et de défendre ses idées, qu'il nous soit permis d'en faire autant tout aussi librement.

En observant la page d'accueil du portail, en un clin d'œil, toute personne qui s'y connecte sera renseignée sur son orientation et ses objectifs politiques, éventuellement sur son auteur si cela présente un intérêt pour elle.

Vous ne trouverez aucun courant politique qui soit aussi transparent ou honnête sur ses intentions. Trop apparemment au regard de l'absence de réaction des lecteurs, ce qui reflète assez bien la triste époque que nous vivons, emprunte de confusions, de craintes, de doutes et de fatalisme. Des jours meilleurs viendront soyons-en sûr, il faut bien comprendre que si plus personne ne veut y croire, c'est assurément le meilleur moyen pour le cauchemar actuel perdure.

En toute fin de causerie vous trouverez la seconde partie consacrée au scandale politique qui sévit au Canada, et qui a pris une ampleur internationale, il y figure les commentaires que j'ai adressés à différents blogs. Je n'ai pas voulu vous imposer ce passage avant d'aborder d'autres sujets.

Quelques aphorismes pour se mettre en condition.

- C'est quand on ne croit plus en rien que l'espoir renaît, parce qu'on ne peut pas vivre sans, c'est une occasion pour se saisir du socialisme.

- Les gens qui croient avoir toujours raison ou qui entendent imposer leurs idées aux autres, sont des pigeons ou des moutons à tondre idéaux, parce qu'ils ne réfléchissent pas davantage que ceux qui ne réfléchissent pas du tout.

- Les personnes qui fuient les gens honnêtes sont vouées à s'entourer de margoulins qui abuseront d'eux et les traiteront comme des déchets par la suite.

- Les gens qui n'ont pas de passé sont déjà morts, ils sont incurables, il n'y a rien à en attendre.

- Effacez le passé et vous êtes perdu.

- Les nantis ou ceux qui se laissent vivre sont doublement à plaindre, parce qu'ils font leur propre malheur et celui des moins bien lotis qu'eux.

- En se mentant avant tout à eux-mêmes, les hypocrites s'infligent une souffrance inutile, ainsi qu'aux autres injustement.

- Un arriéré vivra heureux dans son état, tandis qu'un instruit ne pourra jamais l'être plus d'une fraction de seconde.

Soyons humaniste : Pauvre bête, elle va devenir enragée !

Le chien de Joe Biden a (encore) mordu un agent de son service de sécurité - LePoint.fr 28 septembre 2023

Titre de France Info du 2 octobre 2023 : Propagande et sadisme à l'œuvre.

J-C – Dans la société du spectacle parvenue à l'état de putréfaction, faits divers sordides et politiques mafieuses fusionnent.

- "*Sept ans après, elles se replongent dans les détails de l'horreur*" : l'audition des familles de victimes, un moment autant redouté qu'attendu au procès de l'attentat de Magnanville

- Disparition de Lina : une enquête criminelle ouverte pour "*enlèvement ou séquestration*", deux juges d'instruction saisis

J-C - Devenez procureur général, inquisiteur, justicier, adoptez un esprit policier…

- Comment l'air pollué du métro parisien est rejeté dans les rues de la capitale

J-C - Supprimons le métro !

- Météo : plusieurs records de chaleur automnale ont été battus en France, avant un pic attendu lundi

J-C - Le pic de l'imposture est encore en devenir !

- Covid-19 : six questions sur la nouvelle campagne de vaccination qui débute le 2 octobre

J-C - A boycotter !

- Grippe aviaire : la vaccination démarre avec encore beaucoup de questions pour certains éleveurs

J-C - Une pure invention de scientistes ! Vous ne trouvez pas cela étrange, que ces épidémies virales concernent certains pays mais pas d'autres.

- Ce que l'on sait de l'impressionnant incendie d'immeubles désaffectés à Rouen, qui laisse craindre une pollution à l'amiante

J-C - Ils ont cherché, ils ont trouvé un motif de crainte... à Rouen !

- Mexique : au moins neuf morts lors de l'effondrement du toit d'une église pendant la messe

J-C - Comme quoi même la religion n'est plus un refuge sûr, alors que leur propagande...

Ils se sont trouvés deux nouveaux et redoutables ennemis : Les punaises de lit et le sel dans la baguette !

Paris : punaises de lit, la psychose gagne la capitale - francetvinfo.fr 29 septembre 2023

Les punaises de lit prolifèrent dans les logements, les cinémas, les transports ou encore les hôpitaux. L'invasion tourne à la psychose. Il y a quelques jours, elles ont notamment été filmées dans plusieurs TGV. "*Un vent de panique s'est installé"*, raconte une témoin.

Emmanuel Grégoire, 1er adjoint à la mairie de Paris, parle même d'un "*enjeu à l'échelle planétaire*". francetvinfo.fr 29 septembre 2023

J-C : « *Un vent de panique* », un « *enjeu à l'échelle planétaire* », on a bien affaire à des psychopathes, des cinglés !

L'avantage avec les punaises, c'est qu'elles sont là pour durer… comme les affreux virus, les aléas météorologiques, sans oublier les guerres !

Punaises de lit : 10 lieux surprenants où elles peuvent se cacher chez vous - Yahoo 29 septembre 2023

Punaises de lit : la Mairie de Paris exhorte l'État à agir, Beaune en appelle à la SNCF - LePoint.fr 29 septembre 2023

Sur les punaises de lit, Clément Beaune va avec la RATP et la SNCF faire le point la semaine prochaine - Le HuffPost 29 septembre 2023

Contre les punaises de lit, un plan interministériel a bien été lancé en 2020 mais il ne suffit pas - Le HuffPost 30 septembre 2023

Union nationale pour la bonne cause ! En famille dans le même lit, quelle horreur ces parasites !

Contre les punaises de lit, un plan interministériel a bien été lancé en 2020 mais il ne suffit pas - Le HuffPost 30 septembre 2023

La mairie de Paris ainsi que les députés LFI réclament la mise en place d'un plan national pour lutter contre les punaises de lit. Le HuffPost 30 septembre 2023

J-C – Entre vouloir en finir avec les punaises et Macron, devinez le choix de LFI ?

La baguette de pain n'aura plus tout à fait le même goût à partir de dimanche, mais c'est mieux pour notre santé - Le HuffPost 28 septembre 2023

La confédération nationale de la boulangerie et de la pâtisserie française a ainsi annoncé réduire la quantité de sel présente dans les baguettes, conformément à l'accord passé avec ministère de l'Agriculture en 2022. Il ne faudra désormais pas plus d'1,4g de sel pour 100 g de pain « *courant ou traditionnel* » et 1,3 g pour « *les pains spéciaux* ».

Ce n'est pas la première fois que la filière revoit ses recettes, cela fait en réalité partie d'une stratégie pour réduire de 10 % la teneur en sel des pains d'ici 2026. Ainsi, en 2022 les boulangers s'étaient déjà engagés à ne pas utiliser plus de 1,5 gr de sel pour 100 gr de pain, contre en moyenne 1,7 g mesuré en 2015, selon le Ministère de l'Agriculture.

D'après l'OMS, consommer moins de 5 grammes par jour chez l'adulte contribue à faire baisser la tension artérielle et le risque de maladie cardiovasculaire, d'accident vasculaire cérébral et d'infarctus du myocarde. Pour les enfants, cette recommandation est encore plus faible : 2 grammes de sel par jour. Le HuffPost 29 septembre 2023

J-C - Le gouvernement à la solde l'OMS, une agence de l'ONU, qui comme chacun sait se préoccupe du bien-être des peuples après l'épisode de la dictature sanitaire au covid-19 et la dictature climatique qui a pris le relais.

Pire que le sel, mais de manière déguisée, pour compenser "*ce manque de sel*" mais conserver une saveur identique, les boulangers sont encouragés à "*tricher avec un exhausteur de goût*" indique Dominique Anract, Président de la Confédération nationale de la Boulangerie-Pâtisserie Française (CNBPF).

Les artisans vont devoir compenser ce manque de sel pour garder des recettes toujours aussi savoureuses. « *Des solutions alternatives telles des levains actifs en complément de la levure ainsi que des extraits de levure existent pour compenser la réduction de sel* », assure la

confédération nationale de la boulangerie et de la pâtisserie française. (sante.journaldesfemmes.fr 17 mars 2022)

C'est quoi ces "*exhausseurs de goût*" ?

Les exhausteurs de goût sont des substances qui ne changent pas le goût d'un aliment, mais ils augmentent la perception gustative. Le sel est l'exhausteur de goût le plus connu. Aujourd'hui, la plupart des exhausteurs de goût sont créés chimiquement. Aussi, des voix s'élèvent contre la dangerosité de certains, notamment le glutamate et l'aspartame. Ils pourraient favoriser l'apparition de cancers ou de maladies dégénératives comme Alzheimer. (https://www.futura-sciences.com/sante/questions-reponses/nutrition-exhausteurs-gout-sont-ils-dangereux-4097/)

Que trouve-t-on dans la levure ou les extraits de levure ?

Le glutamate monosodique, également connu sous le nom de glutamate de sodium, monosodium glutamate, GMS ou MSG, est le sel sodique de l'acide glutamique, l'un des acides aminés non essentiels les plus abondants dans la nature. La FDA (organisme américain de surveillance des aliments et des médicaments) a classé le GMS comme « *GRAS* », généralement reconnu inoffensif, et l'Union européenne l'a classé comme additif alimentaire. Il possède le numéro E6214. Le glutamate du GMS confère le même goût umami que le glutamate issu d'autres aliments. Les fabricants de produits alimentaires commercialisent et utilisent le GMS comme exhausteur de goût car il équilibre, mélange et arrondit la perception globale des autres goûts.

Grâce à ces propriétés, le GMS peut être utilisé pour réduire l'apport en sel (sodium)

L'acide glutamique et ses sels peuvent également être présents dans un grand nombre d'autres additifs, dont les protéines végétales hydrolysées, la levure autolysée, la levure hydrolysée, l'extrait de levure...

Le goût des aliments pauvres en sel s'améliore avec le GMS, même avec une réduction en sel de 30 %. La teneur en sodium (en pourcentage de masse) du GMS est environ 3 fois inférieure (12 %) à celle du chlorure de sodium (39 %).

Produits contenant du glutamate monosodique

La présence de glutamate monosodique dans un produit peut être déterminée par l'utilisation d'ingrédients qui contiennent de l'acide glutamique et qui, en solution avec des ions sodium (provenant par exemple du sel), forment du glutamate monosodique21 :

- la levure autolysée
- la levure hydrolysée
- l'extrait de levure

(Source : Wikipédia)

Le glutamate monosodique (E621)

Il est un additif neurotoxique, c'est-à-dire qu'il peut détruire les neurones du cerveau. Il est également suspecté de détruire d'autres cellules et d'amplifier les cancers. 20 mars 2023

J-C - Votre pain aura moins de goût, il sera plus blanc, moins croustillant, et il se conservera encore moins longtemps, pour un peu il deviendra imbouffable !

Quel est le rôle du sel dans le pain ?

"*Le sel participe également à la coloration du pain. C'est lui qui permet la croustillance de la croûte, sans sel on aurait du pain qui ressemble à celui d'un panini*" poursuit Dominique Anract. "*Le sel joue également un rôle dans la régulation de la fermentation du levain*". "*Enfin, son rôle de conservation est fondamental, il permet le maintien de l'humidité et empêche le pain de sécher trop vite*" ajoute notre expert. sante.journaldesfemmes.fr 17 mars 2022

J-C- Même là ils sont en réalité animés de mauvaises intentions envers la population.

A l'état naturel le sel renferme des oligo-éléments intéressants, n'oublions pas non plus que nous venons de la mer, et que la composition de l'hémoglobine est très proche de celle de l'eau de mer, en revanche ce qui peut être nocif, ce sont les produits chimiques qui sont employés pour assurer sa conservation ou lors du conditionnement, d'où la préférence pour le sel naturel de Guérande par exemple.

En complément.

Qu'on se le dise. Encore un chercheur qui trouvera un financement sans difficulté...

Christophe Lavelle, chercheur au CNRS et au Muséum national d'Histoire naturelle

De manière générale, et malgré une tendance répandue (favorisée par un manque global de culture scientifique), il n'y a pas lieu de se méfier de tout ce qui est « *chimique* ». En effet, la chimie, comme science, produit de la connaissance (par essence bénéfique), et comme industrie, produit le meilleur (médicaments,…) comme le pire (polluants,…). Il en va de même de tout ce qui est « *naturel* », qui malgré un a priori positif chez la plupart des consommateurs, peut cacher des toxines dont la dangerosité n'a rien à envier aux pires produits issus de synthèses chimiques. (https://www.mnhn.fr)

Comment ils déclenchent une polémique et l'imputent à celui qu'ils accusent d'en être à l'origine. Mode d'emploi.

J-C - Vous ne trouvez pas étrange l'intérêt soudain qu'ils portent aux tiques, punaises, araignées, bourdons, etc. sans oublier les virus, bactéries et autres microbes qui existent depuis des milliards ou des millions d'années, que l'on trouve partout aux quatre coins de la planète et que les touristes en mal d'exotisme rapportent dans leurs bagages, sans compter les avions et les navires marchands qui par milliers sillonnent en permanence tous les océans, qui

font escales dans tous les pays du monde, acariens ou insectes que l'on trouve en masse dans tous les aéroports internationaux et tous les ports de commerce ou de plaisance.

A quoi reconnaît-on un psychopathe ? A son manque d'empathie, à son aptitude à nuire aux intérêts d'autrui et à en retirer de la satisfaction ou de la jouissance, et qui pour se faire usera de tous les artifices à sa disposition pour se livrer à son occupation sadique préférée. Autant dire qu'il n'a aucun principe, aucune morale.

Loin de moi l'idée de défendre un média aussi pourri que CNews ou l'un de ses journalistes, juste les faits et la vérité sans lesquels il n'y aurait pas lieu d'essayer de comprendre quoi que ce soit parce que ce serait impossible. Ne me dites pas que vous n'en avez rien à foutre, car si je vous demandais de nous expliquer pourquoi un média aussi pourri que Le HuffPost s'en prend à un autre média tout aussi pourri, CNews en l'occurrence, vous ne pourriez pas nous répondre, vous devinez bien que cette polémique n'est pas anodine tant le sujet est explosif, il existe donc forcément une explication qui nous intéresse pour ne se faire manipuler ni par l'un ni par l'autre, vous avez pigé ?

Pascal Praud ose le lien entre punaises de lit et immigration sur CNews, ce député saisit l'Arcom - Le HuffPost. 29 septembre

La séquence a tout pour provoquer la polémique. Alors que le fléau des punaises de lit s'invite en Une de l'actualité, l'animateur de CNews Pascal Praud en a fait l'un des sujets de son émission « *L'Heure des pros* » ce vendredi 29 septembre. L'occasion pour le journaliste d'établir un lien entre ce problème sanitaire et l'obsession de la chaîne d'extrême droite : l'immigration.

Non pas en évoquant la possibilité que les échanges internationaux favorisent effectivement la circulation des nuisibles, mais en s'interrogeant sur l'hygiène, supposée insuffisante, des migrants. « *Est-ce qu'on sait pourquoi il y a plus de punaises de lit aujourd'hui ? Est-ce lié à l'hygiène ? Je vais poser toutes les questions : il y a beaucoup d'immigration en ce moment. Est-ce que ce sont les personnes qui n'ont pas les mêmes conditions d'hygiène que ceux qui sont sur le sol de France (...). Est-ce que c'est lié à cela ?* », a-t-il interrogé.

J-C - Tout d'abord il faut rappeler que celui qui s'exprime ici, Le HuffPost, est l'un des porte-parole de Davos, une émanation de l'extrême-centre, il faut l'avoir à l'esprit, sinon on ne va rien comprendre et se laisser manipuler.

Ensuite, en relayant cette information, Le HuffPost devient un acteur de cette polémique, à partir d'un phénomène insignifiant (punaises) qu'ils ont monté en épingle et qui a fini par faire la "*Une de l'actualité*", la Une du HuffPost, ce qui signifie qu'à l'origine ils avaient l'intention de l'instrumentaliser sans avouer publiquement pourquoi ou comment ils comptaient l'exploiter et à quelle fin politique, ce que l'on devine sans peine quand ils affirment que CNews serait "*d'extrême droite*" et obsédée par l'immigration, obsession malsaine s'il en est, contrairement au HuffPost et ses commanditaires qui seraient d'honorables humanistes n'ayant rien à voir avec cette abominable idéologie.

Ce procédé s'apparente à l'inversion accusatoire, à ceci près que leurs lecteurs ignorent la véritable nature du HuffPost et ses intentions, pour qui il travaille, seul leur contradicteur (CNews) est caractérisé (d'extrême droite, raciste, etc.), du coup ils peuvent tout se permettre,

relayer ou lancer n'importe quelle accusation, l'ignorance dans laquelle se trouvent plongés leurs lecteurs, sert d'une certaine manière à les mettre en confiance, de façon à ce qu'ils approuvent le récit du HuffPost et condamnent CNews sans se douter qu'ils sont en train de se faire manipuler, car finalement il n'y a rien d'extraordinaire ou de choquant dans les propos qu'a tenus Pascal Praud, bien que se focaliser sur les immigrés ait été exagéré ou fort maladroit, mais pas faux non plus, me semble-t-il, car à ma connaissance en tant que voyageur de longue date entre la France et l'Inde où je suis établi avec ma compagne indienne, mes conditions d'hygiène et de transport étaient somme toute meilleures que celles d'un « *migrant* », le nier serait aussi ridicule et méprisable, que prétendre que les « *migrants* » seraient responsables de l'invasion de punaises en France, argument qui pour le coup puerait le racisme, on est bien d'accord.

Je n'ai pas foutu les pieds en France depuis 22 ans, et je m'aperçois que des chiens de garde surveillent en permanence ce que tout le monde dit ou fait, et qu'un grand nombre d'acteurs institutionnels s'en servent comme arme pour détruire ou salir la notoriété de ceux qui figurent parmi leurs ennemis ou pour faire avancer leur agenda politique. Ce sont ceux qui ont détruit la Libye en 2011 qui ont ouvert la voie à ce champ migratoire massif ininterrompu, et qui depuis instrumentalisent ce facteur ou l'ont porté à la Une, parce que c'est un puissant levier politique ou instrument de chantage qui leur sert à déstabiliser des Etats et des populations en Europe, à semer le chaos et la division, au même titre que la guerre en Ukraine dont ils sont aussi les donneurs d'ordre, de manière à ce qu'ils appliquent à la lettre la politique définie par le Forum économique mondial (Davos), sans trop avoir à se soucier de savoir si la majorité de leur population les soutiennent tant leur politique est réactionnaire.

C'est ce qui a notamment changé par rapport à la période antérieure, ils sont passés à l'offensive sur tous les fronts, en sachant qu'ils ne craignaient rien, le mouvement ouvrier étant sous contrôle ou bonne garde, divisé, atomisé, réduit à l'impuissant, compromis comme jamais. En fait, leurs seuls ennemis figurent dans leurs rangs, entre les différentes couches d'hyper milliardaires, le HuffPost en incarne une et CNews une autre, alors vous comprendrez qu'on n'a aucune raison de nous mêler de leurs affaires et nous n'en attendons absolument rien, ils sont tous plus pourris les uns que les autres, tout au plus on se contentera de compter les points en profitant de leurs failles pour avancer nos propres arguments.

Pour revenir à notre sujet, ces petites bêtes. Ici dans le sud de Inde au climat tropical, on est littéralement envahi vous imaginez bien, surtout chez moi qui vit à la campagne dans un petit village, mon jardin jouxte des champs ou des terrains boisés, il y en a évidemment dans la maison, c'est inévitable, des fourmis, araignées, lézard, etc. on a même déjà eu un scorpion et deux serpents, un tas d'insectes se baladent, on jette un œil par précaution sans plus, sinon on deviendrait parano, cela ne nous empêche pas de dormir. Dans le jardin, la chasse aux scorpions et aux serpents est permanente, j'en ai croisé des dizaines en 29 ans en Inde, j'en ai tué un certain nombre et laissé filer davantage encore. Ma compagne, sa mère et sa petite fille font la sieste directement sur le carrelage, parce que c'est plus frais sans se soucier des insectes, moi je m'assois par terre dans le jardin, je ne soulève jamais une pierre directement avec la main, parce qu'il peut y avoir en dessous un scorpion ou une sorte de mille-pattes très venimeux. Hier, en levant les yeux de l'écran j'ai aperçu un petit serpent qui se prélassait sur un frangipanier, j'ai bougé la tête, il m'a regardé, le temps que je me lève et il prit la fuite.

On ne manque pas d'hygiène ou on a un mode de vie comparable aux occidentaux pour répondre à Pascal Praud, mais c'est vrai aussi que l'Inde est une immense décharge à ciel

ouvert, un pays particulièrement dégueulasse, entre un zoo et une ferme aussi, on vit très près de la nature, les rats foisonnent, les écureuils, les oiseaux, les chauve-souris, les papillons, les libellules, les paons et parfois les singes jusque dans mon jardin ou sur la terrasse, on forme une grande famille issue de bactéries qui datent d'au moins 3,4 milliards d'années. Et les miséreux, ils existent, les bidonvilles ou taudis insalubres aussi, par milliers, les égouts à ciel ouvert d'où se dégage une odeur pestilentielle sous 35°C, dans toutes les villes sans exception, mais rassurez-vous, les plus pauvres n'ont pas les moyens d'obtenir un visa ou de payer des passeurs pour se rendre en Europe, ceux qui tentent l'aventure, dans leur pays ils sont souvent moins à plaindre que les pauvres qui vivent en occident, c'est ce que j'ai remarqué, j'ai enseigné à l'Alliance française pendant trois ans à des candidats à l'immigration à la fin des années 90, donc je sais de quoi je parle.

Si j'en ai même aidé certains à obtenir leur visa, j'en ai découragé d'autres de quitter l'Inde, parce que je connaissais leur statut social, et je savais qu'ils avaient largement les moyens de satisfaire leurs besoins matériels en Inde, ce qui ne serait pas forcément le cas en France où leur situation serait précaire ou pire encore.

Revenons aux propos de Pascal Praud et à cette polémique.

Le HuffPost - Sans surprise, ces propos ont provoqué un tollé immédiat sur les réseaux sociaux, au point d'attirer l'attention de certains responsables politiques. À l'image du député LFI Aurélien Saintoul qui a annoncé vouloir saisir l'Arcom pour signaler la séquence. « *Ces propos sont d'un racisme évident. La prétendue prudence de Pascal Praud ne cache pas le souvenir de Maurras qui affirmait "l'effroyable vermine des Juifs d'Orient, apporte les poux, la peste, le typhus". Ignoble* », s'est indigné l'élu des Hauts-de-Seine sur X (ex-Twitter).

J-C - On a le droit à un amalgame en guise d'argument, ça pue la manipulation du type qui veut se faire passer pour un humaniste ou un mec de gauche, alors qu'en refusant de rompre avec le tyran Macron et les institutions antidémocratiques de la Ve République, LFI démontre qu'ils ne valent guère mieux que la réaction ou ils figurent dans son camp. Cela vaut pour les réseaux dits sociaux et les autres partis qui sont des imposteurs.

Le HuffPost - Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a dénoncé « *le racisme désormais en roue libre et sans complexe* » à l'œuvre selon lu sur la chaîne de Vincent Bolloré. « *Quand on nous demande pourquoi les écologistes refusent d'aller sur CNews, vous avez la réponse ici* », a renchéri Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts.

J-C - Les écologistes ne peuvent pas aller sur TF1 ou se rendre aux invitations du tyran Macron et être partout à la fois. C'est comme lorsqu'ils avaient été manifester place Maïdan à Kiev leur soutien au coup d'Etat néonazi de l'OTAN, c'était déjà pour la bonne cause…

Le HuffPost - « *Rappel : le nombre croissant de punaises de lit est lié à leur résistance aux insecticides et au tourisme de masse* », a réagi pour sa part l'élu écologiste à la mairie de Paris David Belliard, en citant le dernier rapport de l'Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale (Anses) sur le sujet.

J-C - Entendez par là que le tourisme devrait être réservé exclusivement aux privilégiés dont il fait partie. Ayez en mémoire qu'ils ont manifesté le souhait de nous interdire de nous déplacer en voiture et de prendre l'avion, tout se tient.

Le HuffPost - Alors que la polémique ne cessait d'enfler sur les réseaux sociaux, Pascal Praud est revenu sur sa déclaration, en expliquant qu'il parlait en réalité du tourisme et en dégainant un communiqué de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, qui dénonçait la situation de l'aéroport de Roissy.

Selon cette étude, sortie au mois de juillet, l'agence écrit noir sur blanc que « *le tourisme et la mobilité facilitent l'expansion des punaises de lit* », et pointe surtout le rôle des « *hébergements collectifs touristiques (hôtels, campings, villages de vacances, auberges de jeunesse, etc.)* » dans le développement de ces nuisibles. Sur les 214 pages de ce document, les termes « *immigration* », « *migrants* » ou « *réfugiés* » n'apparaissent à aucun moment.

J-C - Sans vouloir prendre la défense de Pascal Praud, je me dis que pour exercer le métier de journaliste de nos jours, il faut avoir les nerfs bien accrochés, c'était la première fois que je l'entendais parler.

J'ai vu un journaliste qui semblait s'exprimer difficilement ou qui bafouillait à moitié, qui cherchait ses mots, je me suis demandé s'il n'improvisait pas, j'ignore s'il est toujours dans cet état-là, si c'était le cas cela signifierait que sa notoriété est surfaite.

En fait, on peut traiter cette polémique de la même façon que le scandale qui avait éclaté au Canada suite à l'invitation d'un nazi ukrainien au Parlement, parce qu'on est en présence du même procédé frauduleux tendant à prêter à une personne une intention qu'elle n'a pas manifestée pour la discréditer ou lui nuire, ce qui ne signifie pas qu'on nierait pour autant que ces personnes pourraient être animés d'idées nauséabondes, ce qui est fort probables, mais déborde du cadre du sujet que nous avions a traité, ne confondons pas tout.

La question que chacun devrait se poser, c'est pourquoi toutes les ordures qui sont au pouvoir en occident prennent le parti de ces « *migrants* », si nos ennemis y trouvent leurs intérêts, c'est qu'ils ne peuvent pas être les nôtres forcément, logique, non ? Dès lors, on a le choix entre partager leur récit et se compromettre, ou le démonter et demeurer indépendant pour mieux les combattre.

Vous voyez comment s'articulent les différents éléments de leur machination, et à quel mode opératoire ils recourent pour formuler leur accusation.

Quand les Etats occidentaux vassaux de Davos recourent aux migrants ou les instrumentalisent pour alimenter la stratégie du chaos.

J-C - Ils s'en servent pour diviser et mieux régner, notamment.

Elon Musk critique le soutien du gouvernement allemand à des ONG d'accueil de migrants - lejdd.fr 30 septembre 2023

Vendredi, Elon Musk a partagé sur son réseau social X une publication dénonçant le sauvetage de migrants en Méditerranée par des organisations non gouvernementales financées par Berlin, rapporte *Le Figaro*.

J-C - On voit bien ici que c'est une affaire montée de toutes pièces, ils vont les chercher pour les livrer à domicile, tout en continuant de piller leurs pays d'origine.

lejdd - « *Oui, c'est ce qu'on appelle sauver des vies* », a répondu sans ambages le ministère allemand des Affaires étrangères. De quoi étonner Elon Musk qui s'est dit sceptique quant au fait que l'opinion allemande soutienne majoritairement les pratiques de ces ONG qui recueillent des migrants pour les transporter sur le territoire italien. « *Avez-vous fait un sondage ? C'est certainement une violation de la souveraineté de l'Italie que l'Allemagne transporte un large nombre d'immigrants illégaux sur le sol italien ?* », s'est-il interrogé, avant d'ajouter que « *cela fait penser à une invasion* ».

J-C - Quand le ministère allemand des Affaires étrangères envoie des chars au régime néonazi de Kiev, c'est certainement pour "*sauver des vies*" d'Ukrainiens envoyés en réalité à l'abattoir, sans parler de leurs victimes civiles russes.

lejdd - Dans une lettre adressée au chancelier Olaf Scholz, Giorgia Meloni a fait part de sa « *stupéfaction* » quant à ces subventions décidées « sans coordination avec le gouvernement italien ». « *Sauver les personnes de la noyade en mer est une obligation légale et européenne* », a argué en retour la ministre allemande des Affaires étrangères.

J-C - « *Sauver les personnes de la noyade* », pour un peu on en oublierait qu'ils sont uniquement animés de mauvaises intentions envers tous les peuples.

lejdd - Giorgia Meloni a proposé une mesure visant à ce que les ONG secourant les migrants en Méditerranée les fassent débarquer dans les pays dont leurs bateaux battent pavillon. lejdd.fr 30 septembre 2023

J-C – ONG financée par Soros et Cie...

Les Etats-Unis exportent toutes ses tares et tous ses maux chez ses vassaux occidentaux et pas que.

Marseille : une nouvelle fusillade meurtrière en pleine rue - francetvinfo.fr 29 septembre 2023

Espagne : un adolescent de 14 ans poignarde trois professeurs et deux élèves dans une école - Journal du Dimanche 29 septembre 2023

Pays-Bas : plusieurs morts dans une double fusillade à Rotterdam - Journal du Dimanche 29 septembre 2023

L'Angleterre pleure la jeune Elianne, 15 ans, sauvagement tuée par un ado dans le bus - Paris Match 29 septembre 2023

N'avaient-ils pas clamé haut et fort que le « *modèle social et démocratique* » scandinave était exemplaire, contrairement à celui des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou du Canada, des pays anglo-saxons.

Suède : face à la guerre des gangs, le Premier ministre envisage un recours à l'armée - leJDD 1 octobre 2023

Depuis quelque temps, le pays est en proie à une vague de violence, causée par deux bandes criminelles qui se disputent le contrôle du trafic de drogue, rapporte *Le Monde*. Le mois de septembre a été particulièrement sanglant, une douzaine de décès liés à cette guerre de gangs ayant été recensés. Il s'agit du mois le plus meurtrier des quatre dernières années, pour le pays scandinave.

« *Le droit suédois n'est pas conçu pour les guerres de gangs et les enfants soldats* », a toutefois concédé le chef du gouvernement. Afin d'endiguer cette criminalité, les Sociaux-démocrates et les Démocrates de Suède ont proposé de mobiliser l'armée. Si cette éventualité a été écartée en premier lieu par le ministre de la Justice Gunnar Strömmer, le Premier ministre suédois a annoncé vendredi avoir convoqué le chef de la police nationale et le commandant en chef afin de « *voir comment les forces armées peuvent aider la police à lutter contre les gangs* ».

En outre, le chef du gouvernement suédois a annoncé diverses mesures, parmi lesquelles le déploiement de caméras équipées d'un logiciel de reconnaissance faciale, des peines plus lourdes pour les criminels, ou encore le durcissement de la politique migratoire. En effet, Ulf Kristersson estime que « *ces sociétés parallèles, terreau des bandes criminelles* » sont en partie imputables à « *une politique migratoire irresponsable* » ainsi qu'à « *l'échec de l'intégration* ». leJDD 1 octobre 2023

J-C – L'exemple vient toujours d'en haut. Le gouvernement suédois soutient le gang de l'OTAN, donc il se permet tout sur le plan criminel, dès lors il n'y a pas lieu de s'étonner que des Suédois l'imitent.

France.

La Françafrique a du plomb dans l'aile…

- Le Bénin a d'ores et déjà déclaré qu'il ne voulait pas accueillir de nouvelles bases françaises. La Mauritanie ne semble pas non plus un point de chute adéquat, a fait savoir le Président Mohamed Ould Ghazouani, et au Tchad "*un regroupement de partis politiques, d'associations et de membres de la diaspora Tchadienne donne 3 mois aux forces d'occupation françaises pour quitter le Tchad*." Ils demandent également l'annulation des "*accords coloniaux*" entre Paris et N'Djamena, ainsi que l'arrêt des "*intimidations de la diplomatie française*" à l'égard des membres de l'opposition. (X) (Source : fr.sputniknews.africa 30 septembre 2023

…mais elle fait de la résistance.

J-C – Quand la Françafrique ou les faiseurs de guerres tiennent un forum "*pour la paix*". Sur le modèle de Davos la France va former des "*youngs leaders*" pour préserver les intérêts de la France en Afrique, tout du moins c'est ce que ces prédateurs espèrent.

Forum mondial Normandie pour la paix: en Afrique, la démocratie en question - rfi.fr 29 septembre 2023

Comment construire une paix durable ? Comment inclure les populations dans les processus de paix ? Autant de questions que se sont posés ambassadeurs, chercheurs et politiques réunis à Caen, dans l'ouest de la France, pour le Forum mondial Normandie pour la paix, qui s'est achevé ce vendredi 29 septembre. Huit mille personnes, dont beaucoup de lycéens, ont débattu autour du thème de « *Résistances : la paix des peuples », avec comme message principal : « pas de paix sans démocratie*. » Une voie qui semble remise en cause en Afrique, à l'aune des derniers coups d'État.

L'ancien ministre de la Défense Hervé Morin, président de la région Normandie, organisateur de ce forum, veut miser sur la jeunesse pour répondre à ce recul démocratique.

« *On ne peut pas se satisfaire de voir chaque mois ou chaque trimestre un putsch en Afrique. On assiste aujourd'hui à une régression des régimes démocratiques, même des régimes démocratiques imparfaits. Ce que nous avons décidé, c'est de mettre en place un programme de "*youngs leaders*". Donc, nous allons recevoir chaque année une dizaine de jeunes à haut potentiel des pays africains, de la zone sahélienne, subsaharienne qui pourront avoir un programme sur la bonne gouvernance, les droits de l'homme. C'est une manière de dire que la démocratie a aussi sa place dans ces pays et de dire qu'il y a des droits humains imprescriptibles et universels.* »

La question de la démocratie s'est également invitée à la tribune de l'ONU la semaine dernière, où le chef de la junte guinéenne, le colonel Mamady Doumbouya a proclamé l'échec du modèle démocratique occidental en Afrique. A-t-il raison ? Christina Okello a posé la question à Newton Ahmed Barry, journaliste et défenseur des droits humains pour le Sahel.

Le vrai problème, ce n'est pas la démocratie qui est en cause. Ce sont les acteurs chargés de la mise en œuvre de la démocratie. On a eu, hélas, de la démocratie sans démocrates. Ce qui fait qu'aujourd'hui, on est devant une situation de crise politique. rfi.fr 29 septembre 2023

J-C - Voilà qui justifie au nom de la démocratie tous les coups d'Etat et assassinats de dirigeants réalisés par l'empire français en Afrique dans le passé ou récemment encore. Qui a dit qu'ils n'assumaient pas leurs crimes, au contraire ils vont même former des "*youngs leaders*" pour perpétuer cette tradition coloniale ou impérialiste.

Ils insistent lourdement ou ils n'ont pas encore compris la leçon !

Montpellier à « *l'heure africaine* » en octobre pour sa première biennale Afrique Europe - AFP/20 Minutes 2 octobre 2023

Culture et Innovation - Cette première a l'ambition est de « transformer les regards » sur les réalités africaines contemporaines, les axes de coopération et le rôle des diasporas

« *Cette première biennale Europe Afrique de Montpellier sera un événement aux multiples facettes et aux multiples intervenants qui viendra une nouvelle fois mettre le territoire à l'heure africaine et réaffirmer la volonté de Montpellier d'être l'endroit où s'invente une nouvelle relation à l'Afrique* », a indiqué lundi le maire de la ville, le socialiste Michaël Delafosse. AFP/20 Minutes 2 octobre 2023

J-C – « *L'endroit où s'invente une nouvelle relation* », c'est en Afrique, pas en France !

« *L'heure africaine* » à la manière du ministre de la Guerre qui formule un vœu.

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu craint que le Sahel "*s'effondre sur lui-même*" - BFMTV 29 septembre 2023

Le ministre des Armées défend l'action française au Sahel et anticipe l'échec des juntes au pouvoir dans un entretien au Parisien. BFMTV 29 septembre 2023

En famille, ils n'ont pas de principes, ils n'ont pas d'idéal, ils n'ont que des "*intérêts*"... qui ne sont pas les nôtres.

J-C - Le NPA fait partie de "*l'avant-garde*" des formations d'extrême gauche parmi les plus dégénérées, corrompus et réactionnaires.

Tous les courants politiques d'extrême gauche sous des prétextes divers se sont compromis avec les formations issues directement ou indirectement de la social-démocratie ou du stalinisme au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui avaient toutes adoptés l'idéologie réformiste antisocialiste.

Cet épisode témoigne que l'opportunisme ou la droitisation constante du NPA a atteint un degré de maturité qui en fait un "*parti de gouvernement*" sous la Ve République, un titre honorable qu'on lui laisse volontiers, au même titre que le POI partie prenante de la Nupes, qui désormais compte un député à l'Assemblée nationale.

Rappelons que le NPA et le POI ont chacun connu une ou des scissions, après que se fut développé à l'intérieur de ces partis une telle tendance opportuniste caractérisée par l'adhésion de la tendance Gauche anticapitaliste du NPA au Front de gauche en 2012, puis celle du POI à le Nupes en 2022, le POID et LO demeurant en dehors. La dernière scission sur ce modèle au NPA est plus récente (2022, 2015 pour le POI), et il ne serait pas étonnant que la clique à Besancenot et Poutou finisse par rejoindre la Nupes ou une autre coalition avec LFI.

Pour les Européennes, Poutou (NPA) veut proposer de faire alliance avec la France insoumise - Le HuffPost 28 septembre 2023

Philippe Poutou a surpris son monde, mercredi 27 septembre, en expliquant sur BFMTV que lui et sa formation allaient proposer une entente avec la France insoumise pour une liste commune aux élections européennes.

« *Nous, on va proposer la discussion avec les camarades de la France insoumise, mais pas que. On veut voir aussi du côté des forces anticapitalistes, des forces révolutionnaires* », a ainsi expliqué le porte-parole du NPA sur BFMTV dans l'émission de Laurent Ruquier à 20 heures.

« *Notre objectif principal reste d'avoir une liste commune de la Nupes* », fait par exemple valoir la cheffe des eurodéputés insoumis Manon Aubry au HuffPost ce jeudi, au lendemain de l'offre d'alliance formulée par Philippe Poutou.

Si elle ne ferme pas la porte, la députée européenne insiste avant tout sur la marque Nupes que les insoumis essaient de faire vivre malgré les soubresauts réguliers. « *L'intérêt du NPA prouve que la Nupes attire et pourrait même s'élargir davantage encore à tous ceux qui partagent le programme de la Nupes* », veut croire Manon Aubry Le HuffPost 28 septembre 2023

Quand ils jouent à la baballe en famille.

J-C - Après passe-moi le pain à Renaissance à table à l'Elysée, au tour de : envoie-moi la balle au RN/FN !

Équipe de foot parlementaire: après le boycott de l'an dernier, LFI accepte de jouer avec le RN - BFMTV 29 septembre 2023

Pour justifier cette décision, l'insoumis Éric Coquerel a mis en avant le fait que le RN était représenté par un seul élu, contrairement à l'an dernier où 4 députés du parti à la flamme avaient participé à l'événement. BFMTV 29 septembre 2023

J-C – Comme vous pouvez le constater Coquerel est un fin dialecticien : Heureusement que RN a un élu, sinon vous n'auriez pas pu jouer ensemble à la baballe !

Quand quelqu'un en arrive à justifier l'injustifiable, c'est qu'il n'est pas corrompu d'hier, c'est la fuite en avant. Ici on fait de la politique, on ne s'amuse pas vraiment, hélas !

Le parcours de ce carriériste parle de lui-même.

1998 - LCR
2003 - MRC
2008 - Parti de gauche
2010 - Elu Front de gauche au conseiller régional d'Île-de-France.
2017 - Député LFI de Seine-Saint-Denis.
2022 - Réélu.

La pauvreté institutionnalisée.

En 30 ans, le pouvoir d'achat moyen des bénéficiaires du RSA a beaucoup moins augmenté que celui des salariés payés au Smic - francetvinfo.fr 29 septembre 2023

Au cours des 30 dernières années, la Drees assure que le pouvoir d'achat moyen des bénéficiaires du RSA a augmenté de 9%, contre 33% pour les salariés payés au Smic sur la même période.

Comment ils achètent la paix sociale. A moins que ce soit pour service rendu !

Education : une "*prime exceptionnelle*" de 380 euros sera versée à 500 000 enseignants, 230 000 autres agents recevront 500 euros - AFP/francetvinfo.fr 29 septembre 2023

Ces agents du ministère recevront cette prime en parallèle de leur salaire d'octobre.

Environ 730 000 agents de l'Education nationale toucheront une "*prime exceptionnelle de pouvoir d'achat"* en même temps que leur salaire d'octobre, a annoncé le ministre de l'Education nationale, Gabriel Attal, jeudi 28 septembre, sur le plateau du journal télévisé de TF1. Cette prime sera de 380 euros pour les enseignants et de 500 euros pour d'autres agents, a-t-il précisé.

Pour en bénéficier, il faut avoir perçu moins de 39 000 euros brut entre juillet 2022 et juin 2023, soit moins de 2 600 euros net par mois (hors heures supplémentaires), a-t-on précisé au cabinet du ministre. AFP/francetvinfo.fr 29 septembre 2023

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

Budget 2024. - Le HuffPost 27 septembre 2023

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2024 souhaite créer un cadre pour permettre à l'Assurance maladie de rémunérer directement des professionnels de santé libéraux, étudiants ou retraités mobilisés pour la campagne de vaccination contre le papillomavirus (HPV) au collège, qu'ils soient médecins, infirmières, sages-femmes ou pharmaciens, avec des tarifs fixés par la voie réglementaire. Le HuffPost 27 septembre 2023

France. Un régime tyrannique.

Élisabeth Borne déclenche le 49.3 pour la loi de programmation des finances publiques - LePoint.fr 28 septembre 2023

Militarisation en marche de la France. Des Gilets Jaunes aux gilets pare-balles !

Emmanuel Macron va annoncer la mise en place de 200 nouvelles brigades de gendarmerie en zone rurale - leJDD 28 septembre 2023

Il y a moins de deux ans, devant les élus et les associations présents à cette conférence consacrée à la sécurité, Emmanuel Macron avait ajouté que cette démarche découlait d'expérimentations réussies dans divers départements : « *Les expérimentations conduites dans plusieurs départements ont prouvé l'efficacité du système, qui rapproche les forces de l'ordre de la population dans des territoires où l'empreinte des services publics est faible*. » leJDD 28 septembre 2023

J-C – Il en a ajouté 38, qui dit mieux ?

Halte à la tyrannie, aux harceleurs sanitaires, climatiques, énergétiques, numériques, sexuels ou genristes...

J-C – Quand des tyrans ou psychopathes réputés pour leur absence d'empathie entendent imposer dans les écoles des « *cours d'empathie* », il y a de quoi s'inquiéter.

Harcèlement scolaire : les mesures du gouvernement pour une « *lutte implacable* » - AFP/LePoint.fr 28 septembre 2023

Saluant « *la libération de la parole* », le ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal a fait état d'un récent « *tsunami de témoignages* ». « *En ce mois de septembre, trois fois plus de signalements ont été effectués qu'en septembre 2022* », a-t-il souligné.

Gabriel Attal a, lui, annoncé la généralisation dans « *le cursus scolaire* » de « *cours d'empathie* » à partir de la rentrée 2024, sur le modèle de ce qui se pratique par exemple au Danemark. « *Dès la rentrée de janvier 2024, il y aura chaque semaine des cours d'empathie dans au moins une école pilote par département* », a précisé le ministre. AFP/LePoint.fr 28 septembre 2023

J-C – Le Danemark quelle référence, ce n'est pas le pays qui a connu une fusillade en juillet 2022, puis en août 2023, qui comptabilise 64 personnes mortes par armes à feu depuis 2018 ; pays où on assiste à des d'autodafés du Coran, où la propagande de l'extrême droite a conquis les autres partis ; les relations du travail sont de type corporatiste, les syndicats très intégrés à l'Etat ; 67 ans, c'est l'âge de départ à la retraite au Danemark, 70 ans en 2040, quel bonheur ! ; l'inventeur du concept corporatiste de flexisécurité ; un des champions de la mystification sanitaire et de la piquouse, confinement, « *corona-pass* » et mesures liberticides diverses, moins sévères qu'en France toutefois, mi-février 81 % des Danois étaient « *vaccinés* » et 62 % avaient déjà reçu une troisième dose de rappel ; pays qui a cautionné toutes les guerres de l'OTAN ou de l'impérialisme américain, un soutien indéfectible d'Israël ; pays gouverné par les sociaux démocrate qui pactisa avec l'Allemagne nazi, le Danemark se joignit au pacte anti-Komintern et le parti communiste fut interdit ; pays également spécialisé dans le massacre de dauphins, etc.

Diverses sources :

https://www.institutmontaigne.org/expressions/danemark-un-modele-dorganisation-syndicale-au-defi

https://www.institutmontaigne.org/expressions/les-etats-face-au-coronavirus-le-modele-danois-lepreuve-du-covid-19

https://www.la-croix.com/Monde/Covid-19-Danemark-aura-fini-vacciner-dici-lete-2021-02-17-1201141181

https://www.vuesdeurope.eu/le-danemark-vire-a-lextreme-droite-sur-les-refugies/

https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Danemark_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale

https://www.jean-jaures.org/publication/ambitieux-sur-les-retraites-ferme-sur-limmigration-le-modele-social-democrate-danois-2016-2022/

L'école est bien l'antichambre de l'esclavage salarial.

Gabriel Attal annonce deux semaines de stage obligatoires pour les élèves de seconde dès le mois de juin 2024 - Le HuffPost 29 septembre 2023

Les élèves de seconde vont devoir effectuer un stage obligatoire de deux semaines juste avant les grandes vacances, a annoncé Gabriel Attal lors du journal de 20 heures de TF1. Le HuffPost 29 septembre 2023

Pacte du diable avec les empoisonneurs.

L'exécutif réforme par ailleurs la « *clause de sauvegarde* », cette contribution financière versée par les entreprises pharmaceutiques à l'Assurance maladie lorsque leur chiffre d'affaires médicaments croît très vite. Désormais, elle sera calculée différemment, et abaissée à 1,6 milliard pour 2023 et 2024 (contre 1,7 puis 2 milliards attendus).

En contrepartie, il « *sera demandé aux entreprises des efforts de baisse des prix de 1 milliard d'euros dont 850 millions sur les médicaments* », et de « *participer de façon très active* » à la maîtrise des volumes. AFP/Le HuffPost 29 septembre 2023

Santé.

Le président des Nations unies approuve la déclaration de pandémie: les experts en protection de la vie privée mettent en garde contre le "*goulag numérique*".

Le président de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a approuvé aujourd'hui la déclaration non contraignante des Nations unies sur la prévention, la préparation et l'intervention en cas de pandémie (PPPR), sans vote de l'ensemble de l'assemblée et en dépit des objections de 11 pays.

Les critiques ont qualifié d'"*hypocrisie*" et de "*déséquilibre*" cette déclaration, qui vise à créer une autorité mondiale de lutte contre les pandémies ayant le pouvoir d'imposer le confinement, la vaccination universelle et la censure des "*fausses informations*".

Le consensus sur le PPPR n'est pas universel. Dans une lettre adressée le 17 septembre à Denis Francis, président de l'Assemblée générale des Nations unies, et cosignée par les représentants de 11 pays, les "préoccupations légitimes" d'un grand nombre de pays en développement ont été ignorées.

Ces 11 pays sont le Bélarus, la Bolivie, Cuba, la République populaire démocratique de Corée, l'Érythrée, la République islamique d'Iran, le Nicaragua, la Fédération de Russie, la République arabe syrienne, le Venezuela et le Zimbabwe.

Leur lettre rompt la "*procédure du silence*" en déclarant : "*Nos délégations sont convaincues que ce n'est pas une façon de traiter des négociations multilatérales et intergouvernementales sur des questions de grande importance pour la communauté internationale, en particulier pour les pays en développement*".

La lettre ajoute qu'"aucun consensus n'a été atteint sur l'un ou l'autre de ces processus". Toutefois, la lettre ne contient pas d'objections spécifiques au contenu de la déclaration PPPR.

https://www.mondialisation.ca/le-president-des-nations-unies-approuve-la-declaration-de-pandemie-les-experts-en-protection-de-la-vie-privee-mettent-en-garde-contre-le-goulag-numerique/5681703?doing_wp_cron=1696078071.2821009159088134765625

Les régimes occidentaux corrompus sous tutelle mafieuse et criminelle.

Crise des opioïdes: McKinsey va payer 230 millions pour mettre fin à des litiges sur sa responsabilité - letemps.ch 27 septembre 2023

Le cabinet de conseil McKinsey a accepté de payer 230 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites l'accusant d'avoir alimenté par ses conseils aux laboratoires la crise des opioïdes aux États-Unis, selon des documents judiciaires déposés mardi. Des milliers de poursuites de collectivités, écoles, communautés autochtones et parents américains au nom d'enfants nés avec des symptômes de sevrage, l'avaient accusé d'élaborer avec les laboratoires des stratégies pour commercialiser agressivement les opioïdes sur ordonnance afin d'en «*maximiser les revenus*».

McKinsey versera 207 millions de dollars pour régler les revendications des comtés et des municipalités, et 23 millions de dollars pour celles des districts scolaires publics. Les opioïdes ont causé, selon les Centers for Disease Control and Prevention, plus des trois-quarts des

décès par overdose aux États-Unis en 2021, l'année où Mc Kinsey avait déjà payé plus de 640 millions de dollars pour régler des contentieux avec les procureurs généraux de 50 États américains. letemps.ch 27 septembre 2023

Carhaix : Après le décès d'une fillette de six mois, la fermeture des urgences interroge - 20minutes.fr 29 septembre 2023

Une fillette de six mois est décédée tôt jeudi matin à la gendarmerie de Carhaix (Finistère) où elle habitait avec ses parents, révèle le journal Le Poher. Le décès serait lié à des problèmes respiratoires. L'hebdomadaire relève toutefois que le drame s'est produit à une heure où les urgences du centre hospitalier de la ville sont fermées.

Depuis le 4 septembre, le service est en effet régulé tous les jours de la semaine entre 18h30 et 8 heures. A Carhaix, beaucoup se demandent donc si le drame aurait pu être évité grâce à une prise en charge rapide de la fillette aux urgences. 20minutes.fr 29 septembre 2023

C'est grave docteur mabuse ? La minute fatale à ne pas dépasser.

J-C - Le docteur Christian Recchia est le détraqué qui officie sur Yahoo, et dont je relaie dans les causeries les annonces alarmantes ou complètement dingues.

Dr Christian Recchia : "*Vous pensez que les jus de fruits sont bons pour la santé ? Vous vous trompez*" - Yahoo 29 septembre 2023

Pour se désaltérer, certains ingurgitent tout et n'importe quoi… à tort. Dans ce nouvel épisode de "*Carnet de Santé*", le docteur Christian Recchia alerte, pour Yahoo, sur un faux-ami que l'on consomme souvent trop et mal : le jus de fruits.

"*Si vous pulvérisez une orange à plusieurs dizaines de milliers de tours, vous grillez toute la vitamine B et la vitamine C. Vous vous retrouvez donc avec un jus de fruits non vitaminé et il ne vous reste que du sucre*", a-t-il rappelé.

En revanche, si vous pressez une orange à la main, vous préservez toutes les vitamines. Malgré tout, il faut tout de même le boire dans la minute si vous souhaitez profiter de tous ses bienfaits car "*l'air, la lumière et l'oxygène détruisent au moins à 50% en une minute la vitamine C*". Yahoo 29 septembre 2023

J-C – Bref, passez-vous de jus de fruits, évitez toutes les vitamines qui renforcent votre immunité ou vous préservent de la maladie, voilà le message en gros.

Quand les médecins en arrivent à croire au miracle, c'est que la médecine est vraiment très mal en point !

"*Il n'a plus rien*": remis d'un cancer incurable, un enfant belge de 12 ans intrigue les médecins - BFMTV 29 septembre 2023

C'est ce qu'en l'absence d'explications rationnelles, on appelle un miracle. Lucas, un garçon belge de 12 ans, ne présente plus aucune trace d'une tumeur extrêmement agressive réputée incurable.

Il y a six ans, on lui avait diagnostiqué un "*gliome infiltrant du tronc cérébral*", un cancer du cerveau qui touche plusieurs dizaines d'enfants chaque année. Aujourd'hui, "*il n'a plus rien*", assurent ses parents auprès du Parisien, sans toutefois prononcer le mot de "*guérison*", par précaution.

Pris en charge au centre de lutte contre le cancer Gustave-Roussy de Villejuif (Val-de-Marne), le pré-ado a progressivement éliminé la maladie. Le traitement lourd qu'il ingérait quotidiennement n'y est pour rien, aucun médicament ne permettant à ce jour de guérir de ce cancer.

Il y a un an, alors que tous les signaux étaient au vert pour Lucas, son médecin a fait le choix d'arrêter le traitement. Une décision lourde qui n'a eu aucun effet négatif sur le garçon. Au contraire, elle n'a fait que confirmer sa rémission. BFMTV 29 septembre 2023

J-C - Soit ce n'était pas un cancer, soit éventuellement un environnement psychosomatique favorable a joué un rôle déterminant en raison de son jeune âge. Les médecins semblent découvrir qu'on peut guérir de toute sorte de maladies sans prendre le moindre traitement particulier, une alimentation équilibrée et une vie saine suffisent souvent, disons tant qu'on n'est pas devenu trop vieux et plus fragile.

Lutte contre le wokisme, le transgenrisme et la pédophilie.

Quand ils en font ouvertement la promotion dans les écoles.

J-C – Pour imposer dans les écoles la pornographie et l'homosexualité, promouvoir la théorie du genre, le changement de sexe et la pédophilie, ils assimilent tous ceux qui s'y opposent à l'extrême droite ou aux conservateurs les plus réactionnaires.

"*Ne touchez pas à nos enfants*": manifestation en Belgique contre un dispositif d'éducation à la sexualité - BFMTV 30 septembre 2023

Plusieurs dizaines de personnes ont participé ce samedi à Bruxelles à une manifestation contre un cours d'éducation sexuelle dans les écoles, qui ont suscité une polémique en Belgique francophone.

Aux cris de "*ne touchez pas à nos enfants*", ces manifestants protestaient contre la décision des autorités francophones de Belgique d'introduire un cours de deux heures par an pour deux classes d'âge, destiné à répondre aux questions élèves sur ces sujets sensibles.
Mais depuis la rentrée scolaire, le programme suscite une fronde sur les réseaux sociaux et des appels à manifester provenant de milieux ultra-conservateurs, notamment d'associations islamiques et des catholiques traditionalistes de Civitas.

"*Parler de sexualité de manière publique à des enfants, ça peut les frustrer. C'est aux parents de parler de sexualité, pas à l'État*", s'est insurgé un des manifestants, Gregory Bourguignon, interrogé par l'AFP.

Ce cours, présenté par la ministre francophone de l'Éducation Caroline Désir comme "*une animation*" de deux heures par des intervenants extérieurs agréés, concerne les élèves du sixième niveau de primaire (11-12 ans) et ceux du quatrième niveau de secondaire (15-16 ans).

Obligatoire depuis 2012 il n'était jusque-là pas systématiquement assuré faute de moyens. Son but est de "*rassurer les élèves sur des questions qu'ils se posent à la puberté*" et de les "*protéger de situations potentiellement dangereuses ou problématiques*", a insisté la ministre citant "*sexisme, violences sexuelles, stéréotypes de genres*". BFMTV 30 septembre 2023

J-C – S'ils expriment le souhait de « *rassurer* » et « *protéger* » nos enfants, voilà qui est très inquiétant ! Car en réalité ce sont eux qui créent ces « *situations potentiellement dangereuses ou problématiques* », en présentant à des enfants toutes les perversités sexuelles auxquelles des adultes peuvent se prêter.

Rappelons que ce sont les mêmes sadiques qui leur ont fait porter des masques 8h/j durant l'épisode de la dictature sanitaire. Alors de là à leur prêter de bonnes intentions envers les enfants, ce serait se faire une cruelle illusion.

Combat politique contre la terreur climatique.

Propagande.

AVC : Passer seulement cinq jours dans une zone polluée pourrait fortement vous nuire Yahoo 29 septembre

J-C – Imaginez un peu les millions qui y passent leur vie, et qui n'ont pas vraiment le choix, hélas ! Alors que dire de tous ceux qui sont bourrés de fric, et qui ont choisi de vivre dans des grandes villes. Ce sont eux les gros cons et non le peuple!

L'empreinte carbone des Français augmente drastiquement avec leur revenu - 20minutes.fr 29 septembre

J-C – Il faut donc leur réduire, CQFD ! Sauf celui des milliardaires, cela va de soi.

Comme quoi il y a parfois du bon à avoir la tête dans les nuages.

Un prix Nobel réfute la théorie du changement climatique et met en évidence un facteur ignoré - epochtimes.fr 12 septembre 2023

John Clauser, prix Nobel, s'est récemment retrouvé sous les feux de la rampe pour avoir remis en question les modèles climatiques dominants, qui, selon lui, ne tiennent pas compte d'une variable clé.

Récemment, M. Clauser s'est joint à un autre lauréat du prix Nobel et à plus de 1600 professionnels pour signer la déclaration mondiale sur le climat (WCD : World Climate Declaration) mise en place par Climate Intelligence (CLINTEL). Selon cette déclaration, il n'y a pas d'« *urgence climatique* », la science du changement climatique n'est pas concluante et l'histoire de la planète, qui s'étend sur des milliers d'années, montre que le climat est en constante évolution.

La WCD souligne les limites des modèles climatiques existants, affirmant qu'ils accordent trop d'importance à l'impact des gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone (CO2). « *En outre, [les modèles climatiques] ne tiennent pas compte des bienfaits apportés par l'enrichissement de l'atmosphère en CO2,* » peut-on lire en partie dans la WCD.

La déclaration note également que les activités tant naturelles qu'humaines contribuent au changement climatique et que le réchauffement réel observé est moins important que celui prévu par les modèles climatiques, ce qui révèle notre compréhension incomplète du changement climatique.

Dans une interview accordée à la rubrique « *American Thought Leaders* » d'Epoch Times, M. Clauser a exprimé ses réserves quant à la qualité des travaux de recherche entrepris actuellement sur le climat et affirme que les politiques américaines en matière de climat sont peu judicieuses.

Nuages

Selon M. Clauser, d'éminents rapports sur le climat, comme ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change), de l'Académie nationale des sciences et de la Royal Society, mettent l'accent sur le rôle du CO2, mais passent à côté du rôle déterminant des nuages dans le système climatique.

Sa curiosité pour les nuages a commencé lorsqu'il faisait de la compétition en voilier. Il se souvient : « *J'ai traversé l'océan Pacifique au moins une douzaine de fois. J'avais équipé le bateau de panneaux solaires pour recharger les batteries. … J'avais un ampèremètre sur la puissance des panneaux solaires et j'ai remarqué qu'à chaque fois que nous naviguions sous un nuage, la puissance des panneaux solaires chutait de moitié, puis nous sortions du nuage et boum, leur puissance remontait. Je me suis alors demandé pourquoi ce facteur était de deux* ».

« *C'est ainsi que j'ai commencé à m'intéresser au fonctionnement des nuages. Lorsque les questions climatiques sont apparues, j'ai très vite compris que la couverture nuageuse avait*

un effet important sur l'apport de chaleur sur terre et que les nuages réfléchissaient une grande quantité de lumière dans l'espace. »

https://www.epochtimes.fr/un-prix-nobel-refute-la-theorie-du-changement-climatique-et-met-en-evidence-un-facteur-ignore-2414419.html?utm_campaign=socialshare_email

---

Parole d'internaute d'un blog scientifique.

1- Ce qui est une chimère gravée dans les statuts du GIEC, c'est la supposée action réchauffante du CO2 anthropique. Cette chimère a été établie avant même la moindre publication scientifique sur la physique de l'atmosphère, ce qui est une démarche idéologique et non scientifique.

Les alarmistes du climat (ONU, Commission, politiques essentiellement occidentaux, écologistes politiques, capitalistes de connivence qui profitent de la bonne soupe), soutenus par les médias qui se font les chantres de la propagande GIECquienne, ont une trouille bleue que leurs mensonges n'éclatent au grand jour, car alors ce sera la fin de leurs prébendes et ils auront perdu toute crédibilité. Donc ils veulent mettre en place une nouvelle Inquisition.

2- Lorsqu'on utilise des méthodes critiquables, en l'occurrence le recours à la loi, pour étouffer le débat scientifique, au mépris de la Liberté d'opinion et d'expression, ainsi que des fondements de la démarche scientifique, qui repose sur le doute et la critique, c'est que la base scientifique que l'on veut « *protéger* », pour ne pas dire imposer, est en vérité très fragile voire inexistante.

3- Interdire la discussion sur la théorie carbocentriste du Réchauffement climatique anthropique démontrerait clairement que ses défenseurs n'ont pas d'arguments pour répondre à ces critiques !

Quand vous interdisez la discussion c'est la preuve que vous ne savez pas répondre. Il suffit de mettre sur le même graphique l'évolution du taux de CO2 atmosphérique et la production de CO2 anthropique pour comprendre qu'il est impossible d'attribuer à l'homme la hausse du taux de CO2 atmosphérique.

4- Les climato-fanatiques présentent toujours séparément la courbe de la production humaine de CO2 et la courbe du taux de CO2 atmosphérique, avec des échelles différentes : en gigatonnes pour la première, en parties par millions (PPM) pour la seconde. Sachant qu'un PPM égal environ 8 gigatonnes, mettez les deux courbes sur le même graphique, et vous constaterez un léger problème...

Il est impossible d'attribuer à l'activité humaine la hausse du taux de CO2 atmosphérique. De plus, même le GIEC admet que le principal gaz à effet de serre, et de loin, est la vapeur d'eau.

5- "*Un régime à vérités officielles est un régime idéocratique, qui tôt ou tard, embauchera des gardiens du dogme, invités à surveiller et même persécuter ceux qui douteront ouvertement de lui, et même ceux qui en douteront malicieusement ou à demi-mot*": cela s'appelle en vérité un régime totalitaire.

C'est effectivement ce qu'est est en train de devenir l'extrême centre macroniste.
Force est de constater qu'il ne tolère aucune contradiction.

6- Le consensus c'est de la politique, pas de la science.
La croyance c'est de la religion, pas de la science.

La vérité scientifique ne se décrète pas par un sondage, un vote majoritaire ou une bulle papale.

Lorsque Galilée a émis la théorie héliocentrique, il faillit être excommunié, car le consensus de l'époque imposait le géocentrisme.

Sans démonstration scientifique irréfutable, la conviction du plus grand nombre reste du domaine de la croyance, et ne constitue en aucun cas une vérité scientifique.
Un homme seul peut détenir cette vérité, quand tous les autres se trompent.

Aujourd'hui le consensus autour du dogme «*réchauffiste*» du Réchauffement Climatique Anthropique fait vivre des dizaines de milliers de personnes, dans une situation de confort académique (postes prestigieux, et pas seulement scientifiques) et matériel, directement proportionnelle à l'alarmisme que le consensus propage.

Raison pour laquelle l'establishment climatique veille à protéger coûte que coûte ce dogme, en essayant d'étouffer tout débat contradictoire et toute explication dissidente des changements climatiques, jusqu'à empêcher l'accès des scientifiques hétérodoxes à la publication dans les revues spécialisées, et à proposer des lois pour interdire toute expression contestataire.

Mais le fait de vouloir faire une loi pour interdire toute contestation prouve en vérité la grande fragilité de la thèse anthropique, ainsi que sa nature fondamentalement totalitaire et anti-scientifique.

7- La loi veut interdire toute critique argumentée du GIEC, qui a pourtant perdu toute crédibilité à force de nous manipuler depuis plus de 30 ans.

1/ En affichant un réchauffement artificiellement amplifié d'un facteur 3, par rapport aux mesures des thermomètres.

Cf. propos du Pr Morel, fondateur et ancien directeur du Labo de Météorologie Dynamique, selon lesquels 2/3 du réchauffement correspond à des corrections et non aux mesures.

2/ En occultant le fait que ce réchauffement n'est pas continu mais entrecoupé de longues périodes de refroidissement (1880-1910 puis 1940-1970) ou de très fort ralentissement (1995-2015), ce que les modèles sont incapables de reproduire et encore moins d'expliquer.

3/ En tentant de gommer les périodes plus chaudes que l'optimum contemporain, malgré l'absence d'influence anthropique :

- Les années 1910-30

- Les précédents optimums chauds : médiéval (il y a 1000 ans), romain (2000 ans) et minoen (3000 ans)

- Le début du précédent interglaciaire il y a 125.000 ans.

4/ En basant ses prévisions et conclusions alarmistes sur des modèles qu'il sait n'avoir jamais été validés, et des hypothèses d'émissions très exagérées et improbables.

5/ En laissant entendre que les évènements météorologiques extrêmes vont se multiplier alors que toutes les observations infirment ces insinuations.

A titre d'exemple, aucune recrudescence ni tendance n'est observée dans l'activité cyclonique, depuis 40 ans, que ce soit en intensité ou en fréquence.

Propagande et manipulation. Le choc des mots et des images.

New York fait face à des pluies diluviennes et les images sont impressionnantes - Le HuffPost 29 septembre 2023

Routes inondées, métro et aéroports partiellement paralysés... La gouverneure de l'État de New York a déclaré « *l'état d'urgence* ». Le HuffPost 29 septembre 2023

J-C - Sur des milliers d'hectares ils ont tout bétonné ou bitumé, donc dès qu'il pleut averse, l'eau s'accumule, ne s'évacue pas et le niveau monte inexorablement, c'est tout.

Ce sont eux qui ont créé toutes les conditions qu'ils dénoncent. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans à part la connerie ou la pourriture humaine parce que c'était parfaitement prévisible (comme beaucoup de choses), cela vaut pour toutes les villes partout dans le monde bâties sur le même modèle démentiel. Capitalisme stop ou encore, il faut savoir ce qu'on veut et l'assumer.

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Quand les banquiers demandent aux industriels français de l'armement par l'intermédiaire du ministre des Armées d'être "*directement branchés à l'armée ukrainienne*".

J-C – Petit à petit on assiste au basculement de l'économie d'armement à l'économie de guerre…

Conflit en Ukraine : «*Ce sont aussi des opportunités pour l'industrie française*», admet Lecornu - RT 30 septembre 2023

De passage à Kiev le 28 septembre avec des industriels de l'armement, le ministre des Armées Sébastien Lecornu a reconnu vouloir «*assumer*» la même perspective que les Anglo-Saxons.

J-C - Et plus ça durera, plus cela rapportera gros, on l'aurait deviné. Voilà pour les intentions de paix du gouvernement de Macron.

Pour ce deuxième déplacement en Ukraine, Sébastien Lecornu a tenu à montrer sa détermination à faire du conflit en Ukraine une opportunité pour l'industrie française. Accompagné d'une vingtaine d'industriels français des secteurs du cyber, de l'intelligence artificielle, des drones, des robots, des équipements terrestres et des munitions, il a estimé que «*les cessions de matériels au sein des armées françaises*» avaient par définition «*des limites*». Et d'ajouter : «*Si on veut durer, on doit être capable de "*brancher*" directement les industriels français à l'armée ukrainienne*.»

Interrogé sur la possible présence de salariés français en Ukraine et sur l'implantation d'usine, le ministre a répondu : «*C'est à chaque industriel de le dire*.» RT 30 septembre 2023

J-C – Question à 1 centime d'euro : Qui gouverne ce pays, l'Etat ou les banquiers, industriels, cabinets conseils, hommes d'affaires, etc. ?

Xénophobie d'Etat.

Guerre en Ukraine: la Norvège ferme sa frontière aux voitures immatriculées en Russie - BFMTV 29 septembre 2023

À partir de la nuit du 2 au 3 octobre, les véhicules immatriculés en Russie ne pourront plus traverser la frontière norvégienne. BFMTV 29 septembre 2023

Russie

La Russie appelle à juger l'ex-soldat nazi ukrainien applaudi au Parlement canadien - BFMTV 27 septembre 2023

"*Le président du parlement (canadien) a démissionné et pris sur lui cette responsabilité. Mais que dire du Parlement lui-même, qui s'est levé a applaudi ce fasciste ? La raison exige une condamnation du nazisme (...) Sinon c'est un Parlement qui s'est souillé*", a dénoncé mercredi Dmitri Peskov.

"*Nous ne pouvons qu'honorer la mémoire des anciens combattants ukrainiens qui ont combattu le fascisme, y compris le grand-père de (Volodymyr) Zelensky*", a-t-il ajouté.

Ce scandale est abondamment commenté par les autorités et les médias d'État russes, qui présentent l'offensive en Ukraine comme une lutte contre de supposés néo-nazis au pouvoir, soutenus par l'Occident. BFMTV 27 septembre 2023

J-C - Dmitri Peskov l'a joué très fine, car effectivement c'est l'argument qui méritait d'être mis en avant, pourquoi le Canada refuse-t-il de condamner à l'ONU la glorification du nazisme, sinon parce qu'il ne peut pas se renier.

Portugal.

Les Portugais se mobilisent contre la crise du logement - AFP 1 octobre 2023

Des milliers de personnes ont défilé samedi après-midi dans les rues de Lisbonne ainsi que dans une vingtaine d'autres villes pour réclamer des mesures face à la crise du logement qui touche principalement les grands centres urbains.

Entre 2012 et 2021, le coût du logement a progressé de 78% au Portugal, contre 35% dans l'ensemble de l'Union européenne, selon une étude de la Fondation portugaise Francisco Manuel dos Santos.

L'arrivée des investisseurs étrangers a "*déséquilibré le marché*" en creusant l'écart "*entre les salaires et les prix des logements"*, alors que près d'un quart des actifs portugais vit avec un salaire minimum mensuel de 886 euros, explique à l'AFP Agustin Cocola-Gant, chercheur à l'Institut de géographie et d'aménagement du territoire de l'Université de Lisbonne.

La hausse des taux d'intérêt décidée par la Banque centrale européenne (BCE) en réponse à la crise inflationniste a rendu la situation encore plus dramatique dans un pays où 87% des détenteurs de prêts immobiliers sont soumis à des taux variables.

"*Ma mensualité est passée de 400 à 647 euros*", avait témoigné à l'AFP Claudia Martins, une professeur de 40 ans, qui habite seule dans la banlieue nord de la capitale portugaise. AFP 1 octobre 2023

Pologne.

Comme partout ailleurs, le "*choix*" entre la lèpre et le choléra. Quel est le candidat de Davos ? Celui de l'AFP.

J-C - Comment la "*Marche au million de cœurs*" est devenue d'un coup de baguette magique de l'AFP "*environ un million de personnes*". Vous avez la réponse à la question posée ci-dessus.

Pologne: l'opposition rassemble des milliers de personnes à Varsovie - Euronews 1 octobre 2023

Des milliers de partisans de l'opposition venus de toute la Pologne se sont retrouvés ce dimanche dans le centre de Varsovie et dans d'autres grandes villes du pays dans le cadre de la "*Marche au million de cœurs*". Euronews 1 octobre 2023

Pologne: l'opposition rassemble "*environ un million*" de personnes à Varsovie - AFP 2 octobre 2023

"*Environ un million de personnes*", selon la mairie de Varsovie, ont manifesté dimanche dans le centre de la capitale polonaise contre le gouvernent populiste-nationaliste, à 15 jours des élections législatives.

Organisé à l'appel de Donald Tusk, ancien premier ministre et chef du bloc centriste de la Coalition civique, le rassemblement visait à mobiliser les électeurs avant le scrutin. Brandissant des drapeaux polonais et européens... La Coalition civique comprend le parti de gauche et la Troisième Voie centriste, remporte le scrutin.

En dépit de nombreux conflits avec l'Union européenne et d'accusations d'atteintes à l'Etat de droit, le PiS, parti populiste nationaliste de Jaroslaw Kaczynski, conserve une avance confortable dans les sondages, avec environ 35% des intentions de vote, selon l'institut de sondages IBRiS.

La Coalition civique est en deuxième position, soutenue par 27% des électeurs, selon la même étude.

Les dirigeants de PiS ont organisé leur propre rassemblement dans la ville de Katowice, dans le sud du pays, ce dimanche. AFP 2 octobre 2023

Qui est Donald Tusk?

Wikipédia - (en 2007) La politique économique du gouvernement Tusk repose essentiellement sur une politique de libre-marché conforme aux orientations européennes, une réduction d'impôts et des privatisations d'entreprises publiques.

En 2012, au nom de la lutte contre le déficit public et la décroissance démographique, il fait voter une réforme repoussant progressivement l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans pour tous, contre auparavant 65 ans pour les hommes et 60 pour les femmes.

Il soutient le traité de Lisbonne.

Donald Tusk développe une politique atlantiste, cherchant à se rapprocher des États-Unis.

Lors du sommet du Conseil européen du 30 août 2014 à Bruxelles, Donald Tusk est désigné pour devenir le deuxième président du Conseil européen.

Le 20 novembre 2020, seul candidat, il est élu président du Parti populaire européen (PPE), qui regroupe les principaux partis de droite et du centre droit en Europe.

Slovaquie.

J-C - Comme partout ailleurs, le "*choix*" entre la lèpre et le choléra.

Slovaquie: le parti populiste opposé à l'aide à l'Ukraine remporte les législatives - AFP/BFMTV 1 octobre 2023

Le parti populiste slovaque Smer-SD opposé à l'aide à l'Ukraine, a remporté le scrutin législatif en Slovaquie, selon le décompte de la quasi-totalité des voix.

Le scrutin dans ce pays de 5,4 millions d'habitants, membre de l'UE et de l'Otan, est considéré comme déterminant pour savoir si la Slovaquie peut rester sur sa lancée pro-occidentale ou se tourner davantage vers la Russie.

Contrairement aux résultats de deux sondages à la sortie des urnes, le parti de l'ancien Premier ministre Robert Fico a obtenu 23,3% des voix, devançant le parti centriste Slovaquie progressive (PS) soutenus eux par 17,03% des votants, après le décompte de 99,43% des bulletins de vote. Les résultats définitifs sont attendus ce dimanche matin.

La présidente slovaque Zuzana Caputova a déclaré à l'AFP cette semaine qu'elle confierait la formation du prochain gouvernement au chef du parti vainqueur, indépendamment de sa "*préférence personnelle*" en tant qu'ancienne membre de la Slovaquie progressive.

Au cours d'une campagne électorale houleuse, marquée par des taux particulièrement élevés de désinformation en ligne et qui a donné lieu à plusieurs rixes entre candidats, Robert Fico s'en est pris aussi bien à l'UE et à l'Otan qu'à la minorité LGBTQ. Il s'est aussi opposé à toute aide militaire supplémentaire à l'Ukraine qui lutte contre l'invasion russe.

Le vainqueur de l'élection aura besoin de l'aide des petits partis pour former une coalition majoritaire au sein du parlement de 150 sièges. AFP/BFMTV 1 octobre 2023

Argentine.

J-C – L'œil du porte-parole du gouvernement mondial.

Argentine: le FMI porte un œil très critique sur la campagne présidentielle - RFI 30 septembre 2023

Le Fonds monétaire international surveille de près les promesses électorales faites dans le cadre de la campagne de l'élection présidentielle en cours en Argentine. Le FMI n'a d'ailleurs pas hésité à prendre la parole jeudi 28 septembre pour tempérer les ardeurs de certains candidats, au vu de la dette du pays.

Endetté à hauteur de 45 milliards de dollars auprès de l'organisme financier, le pays sud-américain ira aux urnes le 22 octobre pour choisir son nouveau président dans un contexte d'inflation galopante.

La porte-parole du FMI a commenté la batterie de mesures en faveur du pouvoir d'achat adoptée par le ministre de l'Économie et candidat de la coalition de centre gauche, Sergio Massa. Ce dernier a annoncé ces dernières semaines des augmentations des aides sociales, des réductions d'impôts pour les bas salaires et les retraités et des aides au crédit pour les petites et moyennes entreprises. RFI 30 septembre 2023

Canada.

Suite de l'affaire du nazi ovationné au Parlement canadien il y a une semaine abordé dans la précédente causerie.

L'internationale des opportunistes.

- Opportunisme : Politique qui consiste à tirer parti des circonstances, à les utiliser au mieux, en transigeant, au besoin, avec les principes.

- Comportement d'une personne qui règle sa conduite selon les circonstances, qui subordonne ses principes à son intérêt momentané. (Le Grand Robert de la langue française)

On joutera le blog Donbass Insider.

Commentaires, seul le second a été publié.

1- Quel est le lien ou l'explication entre d'une part, le rejet par une minorité d'Etats, dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada, les monarchies scandinaves, de la résolution soumise chaque année depuis 2012 par la Fédération de Russie à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) contre la glorification du nazisme, et d'autre part leur soutien au régime néonazi de Kiev dix ans plus tard ?

Il existe à cette question une réponse unique et fort simple, à savoir leur double langage et jeu depuis la montée en puissance du nazisme en Allemagne au début des années 20 au XXe siècle jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Hitler, puis le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et son déroulement jusqu'au moins la défaite allemande de Stalingrad qui signifiait la défaite de l'Allemagne, période durant laquelle les Etats cités dans le paragraphe précédent vont encourager et soutenir plus ou moins ouvertement le Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSADP) et le régime nazi.

Pour aller plus loin, il faut se demander qui à cette époque détenait le pouvoir économique dans tous ces pays, et pour qui ou pour quels intérêts sur le plan politique gouvernaient ceux qui étaient au pouvoir ? Réponse : la classe des capitalistes, plus précisément, les banquiers ou l'aristocratie financière. Et quel sera leur attitude face au nazisme ou durant la durant la Seconde Guerre mondiale ? Les banquiers les plus riches, ainsi que les industriels les plus

puissants fourniront matériaux ou finances aux deux belligérants s'affrontant au cours de cette guerre, de sorte qu'ils tireront profit des deux côtés à la fois, et lorsque la guerre prendra fin, ils seront les uniques vainqueurs de cette guerre impérialiste, en s'étant considérablement enrichis tout en ayant renforcé leur pouvoir politique sur les Etats qui s'étaient endettés auprès d'eux pour financer leur effort de guerre, l'unique perdant sera tous les peuples.

Par conséquent, ce n'est pas un hasard, si un siècle plus tard on retrouve les mêmes Etats vassaux de l'oligarchie financière anglo-saxonne et les mêmes monarchies scandinaves qui y sont liées, au côté du régime néonazi de Zelenski en Ukraine ou qui rejettent une résolution condamnant la glorification du nazisme.

2- Je ne partage pas votre interprétation. Comment pouvez-vous soutenir un tel scénario ? C'est la question que je me suis posé et à laquelle je vais tenter de répondre brièvement.

C'était si stupide de vouloir faire acclamer un ex-nazi dans un parlement, qu'aucun chef d'Etat dans le monde n'aurait pris un tel risque inconsidéré, surtout pour si peu, sachant en l'occurrence que le soutien au régime néonazi de Kiev était acquis et qu'à aucun moment il ne risquait d'être remis en cause par les parlementaire canadiens, cela ne tient pas debout décidément quel que soit le bout par lequel on aborde cette affaire.

En admettant que Zelensky et Trudeau connaissaient le passé de ce nazi ukrainien, cela aurait été une pure folie de l'introduire au parlement canadien, ils se seraient douté qu'immédiatement cela déclencherait un énorme scandale, qui remuerait la merde du passé et risquerait de les éclabousser, réfléchissez un instant, et je ne vois vraiment pas quel avantage ils auraient pu en tirer.

Le plus incompréhensible, c'est que vous l'avez reconnu vous-même :

- Cette ovation à un combattant nazi ukrainien devant tout le parlement canadien a l'effet d'un choc, qui ouvre les yeux de certains sur la véritable nature des « *défenseurs de la liberté ukrainiens* », et sur ce que soutient réellement l'Occident lorsqu'il finance et arme l'Ukraine actuelle.

A quoi voulez-vous en venir au juste, je l'ignore.

Vous dites que : "*À cette époque la seule armée qui combattait l'URSS en Europe était celle de l'Allemagne nazie*", mais dites-nous, tous les militaires de l'armée allemande n'étaient pas des SS ou des nazis, des membres de la Gestapo non plus, n'est-ce pas ? Là vous avez dérapé.

Et votre affirmation suivante "*À cette époque la seule armée qui combattait l'URSS en Europe était celle de l'Allemagne nazie*" est fausse. L'Allemagne nazie eut de nombreux alliés en Europe de l'Ouest, centrale, du nord et de l'est pour combattre l'URSS :

- Trois groupes d'armées, comprenant plus de trois millions de soldats allemands, attaquèrent sur un large front. Ils étaient soutenus par 650 000 soldats issus des alliés de l'Allemagne (la Finlande et la Roumanie), avant de recevoir ensuite les renforts d'unités venues d'Italie, de

Croatie, de Slovaquie, et de Hongrie. (Source: encyclopedia.ushmm.org 6 juillet 2022) (United States Memorial Holocaust Museum)

Le portail Mondialisation.ca a également publié plusieurs articles contestables.

Ukraine : Le Premier ministre Trudeau a-t-il adhéré à l'idéologie nazie? - Mondialisation.ca 28 septembre 2023

Canada : la tentation du nazisme ordinaire et la démission forcée du Speaker du Parlement - Mondialisation.ca 27 septembre 2023

Canada : Le Parlement ovationne le nazi ukrainien - Mondialisation.ca 25 septembre 2023

En lisant l'article suivant et au regard des derniers évènements dans ce pays, on peut se demander qui gouverne au Canada, Justin Trudeau ou Chrystia Freeland. Il se pourrait que cette nostalgique du nazisme soit à l'origine du scandale qui secoue le Canada.

A propos de la vice-première ministre canadienne, Madame Chrystia Freeland.

Les squelettes de Chrystia Freeland et le silence de Justin Trudeau par Robin Philpot - Mondialisation.ca 27 septembre 2023

Cet excellent article a été publié initialement le 10 mars 2017.

https://www.mondialisation.ca/les-squelettes-de-chrystia-freeland-et-le-silence-de-justin-trudeau/5578750

Mention spéciale à FranceSoir.

Dans la causerie précédente j'avais publié certains commentaires, je les reproduits ici pour plus de cohérence. Ce média se prétend indépendant, tout comme ses lecteurs, cependant tout porte à croire que ni l'un ni les autres pour la plupart ne le sont vraiment, en voici la preuve.

Flagrant délit. La vérité est révolutionnaire dit-on, devinez ce que sont mes détracteurs ?

Pour avoir refusé de partager le contenu frauduleux des articles parus dans plusieurs blogs dits alternatifs ou indépendants relatifs au scandale politique qui agite le Canada, j'ai été accusé suite aux commentaires que je leur avais envoyés :

- De n'avoir apporté aucun fait
- De divaguer
- De ne pas savoir lire
- De ne pas répondre "*sur le fond*"
- De ne rien comprendre
- De me livrer à des "*déductions hâtives*"

- De mentir
- D'être sur un piédestal
- D'être méprisable
- D'être un trou du cul
- D'être paranoïaque
- D'être un troll
- D'être à la solde des USA et de l'Otan

N'en jetez plus la poubelle est pleine ! Les faits sont cruels.

J'ignore si leurs cas relèvent de la politique ou de la psychiatrie, on ne s'y attardera pas plus longtemps. La France est devenue un drôle de pays. Je comprends que ceux qui y retournent après un certain temps soient sous le choc. La combinaison de l'ignorance, de l'hyper individualisme et du nihilisme font des ravages chez une population de refoulés ou de paumés qui imitent les psychopathes qui sont au pouvoir en se défoulant dans les réseaux dits sociaux.

Les forums sont des liens de défoulement pour refoulés ou complexés, impuissants.

Ils sont littéralement hors de contrôle, ils se croient tout permis, frustrés et malheureux ils se lâchent, la loi de la jungle leur sert de règle, faire preuve de mesure ils ignorent ce que cela signifie, ils ne respectent aucun principe, aucune valeur, rien ni personne, ils pratiquent l'abus de pouvoir en toute impunité, puisque personne ne peut les arrêter. S'informer ne les intéresse pas, partager des connaissances encore moins, réfléchir est au-dessus de leurs moyens relativement médiocres et vulgaires, mettez-les face à leur contradictions et ils deviennent belliqueux, enragés, haineux, ils vous insultent ou vous crachent à la gueule en croyant vous atteindre, ils tombent le masque et finissent par se décrédibiliser eux-mêmes en étalant au grand jour leurs mauvaises intentions et leur médiocrité. Un simple examen clinique suffit à déterminer qu'ils sont gravement perturbés mentalement, parce qu'ils n'en ont pas du tout conscience. Ils sont hermétiques à tout raisonnement logique, par conséquent leur cas relève de la folie furieuse ou du fanatisme.

Le seul moyen de produire un électrochoc chez eux, c'est de leur tenir tête, de les acculer, de les ridiculiser, il arrive que cela les déstabilise et les calme un peu, sachant qu'ils sont faibles ou vulnérables, il arrive toujours un moment où ils se retrouvent à court d'arguments ou pour en trouver ils doivent redoubler d'efforts et ils n'y arrivent pas, ils s'épuisent en vain, et c'est à ce moment-là que par la force des choses ils prennent conscience que quelque chose leur échappe, quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu ou qui les dépasse est en train de se produire, parfois cela les aide à sortir de la torpeur ou folie dans laquelle ils étaient plongés.

Si la plupart des hommes sont amenés à adopter ce comportement, tous ne sont pas atteints du même degré de folie heureusement. Là on a évoqué des cas extrêmes pratiquement incurables ou irrécupérables, ce qui n'est pas le cas de la majorité des gens qui peuvent encore faire preuve d'ouverture d'esprit, pour peu qu'on les aborde avec respect, qu'on les écoute, qu'on les laisse parler, qu'on les fasse parler sans se poser en donneur de leçons, car ils détestent cela. Il ne faut jamais laisser quiconque déformer votre pensée ou vous attribuer des idées qui ne sont pas les vôtres, quand cela arrive, il faut immédiatement réagir et remettre les choses à leurs places. Si vous devez situer vos interlocuteurs, ils doivent pouvoir en faire de même avec vous, c'est très important sachant que généralement ils vouent un culte aux puissants, comme

vous n'en faites pas partie, ce qui n'est pas une tare loin de là, sinon ils vous mépriseront ou ils ne vous écouteront pas. La communication est tout un art, ça s'apprend.

Toutes les attaques dont j'ai fait l'objet dans FranceSoir provenaient d'un unique lecteur enragé intervenant sous un pseudonyme.

Dans un des commentaires qu'il enverra à un autre lecteur, il dévoilera sa véritable nature en faisant passer les bolcheviks et la révolution russe de 1917 pour des agents et une œuvre de banquiers juifs anglo-saxons « *Les banquiers Warburg et Schiff ont financé les bolchéviques, le saviez-vous?* », d'où son acharnement contre votre serviteur qui incarne le bolchevisme et la révolution d'Octobre, tout s'explique.

Quand j'interviens sur un sujet, c'est que je le maîtrise, sinon je m'abstiens. Ceux qui se lancent dans une polémique avec moi ne savent pas à qui ils ont affaire, ils s'imaginent que je vais la fermer ou qu'ils vont m'écraser comme une merde, ils se trompent lourdement.

Ils ignorent que j'ai à mon actif plus de 25.000 pages de causeries réalisées seul depuis 2008, et que j'en ai rédigé disons 1/10e soit 2.500 pages, l'équivalent de 10 bouquins de 250 pages en 15 ans, plus des articles et ma correspondance, donc je fais partie des Français les mieux informés sur la situation mondiale, qui plus est, qui réfléchit en toute indépendance, donc sans entrave ou obstacle, certes ce n'est pas un gage de lucidité, mais cela permet au moins de pousser plus loin mes analyses sans avoir de comptes à rendre à quiconque.

Vous constaterez que je ne me suis pas emporté, à un âge assez avancé on arrive enfin à se contrôler, là vous avez le droit de vous marrer, car cela n'a pas toujours été le cas.

1- FranceSoir m'a censuré.

J'indiquais que personne ne pouvait affirmer que le président de la Chambre canadienne des communes, Anthony Rota ou le Premier ministre canadien, Justin Trudeau connaissait le passé nazi de Yaroslav Hunka, et que laisser entendre le contraire relevait de la désinformation pure et simple. Les explications demain ici. (luttedeclasse(.)org)

2- Apparemment vous savez tout mieux que tout le monde, vous vous exprimez au nom du président de la Chambre des Communes, de Trudeau, et vous me prêtez des intentions sorties tout droit de votre imagination.

Contrairement à vous, et vous n'êtes pas le seul dans ce cas-là, je ne spécule pas sur ce que je sais ou ne sais pas à tort et à travers comme vous le faites, et aussi longtemps que je n'ai pas la preuve formelle de quelque chose, je m'abstiens de formuler une interprétation, je m'en tiens méticuleusement aux faits afin de ne pas colporter de fausses informations, ne vous en déplaise.

Que vous ne partagiez pas ce principe pour des raisons que nous ignorons puisque vous vous cachez derrière un pseudonyme, est votre droit, assumez-en les conséquences.

3- Non, on ne peut pas ou on ne doit pas raconter n'importe quoi sous prétexte de se faire plaisir ou de se soulager, désolé, dans ce cas-là on se comporte comme les médias mainstream qui pratiquent la désinformation en continu et on se discrédite.

L'essentiel ne serait-il pas plutôt de dénoncer et combattre le soutien que les institutions canadiennes apportent au régime néonazi de Kiev ?

Pourquoi aucun de mes détracteurs n'y a pensé ? Parce qu'ils se sont laissé influencer par la présentation de cet incident par les agences de presse ou les médias officiels qui soutiennent tous Kiev et l'OTAN.

4- Je vais en rajouter une couche.

Contrairement à ce que vous pensez ou pratiquez, on ne peut pas écrire ou dire n'importe quoi sur n'importe quoi ou n'importe qui, et je ne suis pas le seul à dénoncer et condamner ceux qui se livrent à cet exercice peu flatteur.

Voici l'avertissement qui figurait en-tête d'un article du blog Les Crises du 26 janvier 2022 (A l'ONU, les États-Unis et l'Ukraine refusent de condamner le nazisme) :

Précision : L'auteur écrit dans l'article que « *le soutien aux divisions nationalistes ukrainiennes qui ont combattu aux côtés des Nazis est devenu, au cours des huit dernières années, l'idéologie fondatrice de l'État ukrainien moderne de l'après-2013* ». Rappelons que si le gouvernement ukrainien n'a jamais sérieusement lutté contre la glorification des collaborateurs ukrainiens, on ne peut toutefois pas en faire « *une idéologie fondatrice de l'État* », qui a connu, par ailleurs, de réels progrès démocratiques.

Vous voyez, quand on écrit un article, il faut être précis et impérativement ne pas déformer les faits.

5- Je tiens à préciser, que j'interviens sous ma réelle identité, Jean-Claude Tardieu vivant en Inde du Sud, et non masqué derrière un pseudonyme.

Après avoir échangé des mails pendant plus de 4 heures avec monsieur Meyssan (Réseau Voltaire), nous sommes tombés d'accord que l'essentiel n'était ni ce que savait ou ne savait pas sur Hunka le président de la Chambre des communes canadienne Anthony Rota ou le Premier ministre canadien Justin Trudeau, ni qu'ils formulent ou non des excuses, mais que les autorités canadiennes continuent de soutenir le nazisme en armant et finançant le régime de Kiev:

- La seule chose qui importe, c'est de cesser de soutenir le nazisme. Que cela commence par des excuses ou pas.

En l'occurrence, le Canada soutient des nazis depuis trente ans en Ukraine. L'incident de la Chambre atteste qu'ils sont capables de s'infiltrer n'importe où dans un pays qui leur a ouvert les portes.

Moi - Je crois me souvenir que le Canada avait joué un rôle non négligeable dans les années d'avant-guerre et jusque pendant la guerre, j'ignore jusqu'à quelle date, dans l'approvisionnement en matières premières de l'Allemagne nazi, acier, aluminium, à vérifier...

- Comme je l'ai écrit dans l'article que vous avez critiqué, le Premier ministre canadien était un nazi.

Le Canada étant un dominion britannique, il s'est engagé dans la guerre contre les nazis. Lorsque le Premier ministre est allé visiter ses troupes au Royaume-Uni avant le débarquement en Normandie, ses soldats l'ont hué. Cet homme est resté en poste jusqu'en 1948. C'est lui qui a fait entrer au Canada les criminels de guerre ukrainiens.

C'est étrange que cela ne vous suffise pas comme explication et argument. J'en déduis que sous un autre pseudonyme, vous devez être l'auteur (chapoutier) de l'article (un vulgaire plagiat en fait) paru dans Agoravox, que j'ai pris en flagrant délit de désinformation ou ayant livré une information tronquée, je ne m'explique pas autrement votre acharnement à me faire passer pour un suppôt du nazisme qui relève purement et simplement du procès d'intention, alors que mon engagement politique est parfaitement clair, voir mon portail et ma dernière causerie (luttedeclasse(.)org).

Tout lecteur honnête ou impartial saura faire la part des choses.

6- J'ai répondu ci-dessus à votre interrogation légitime.

Une précision pour vous ôtez tout doute sur la nature des régimes canadien, états-unien, français, britannique, allemand, belge, etc.

Chaque année depuis 2012, la Fédération de Russie a soumis, vendredi 4 novembre 2022, un projet de résolution devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) contre la glorification du nazisme.

Cette résolution non contraignante a été adoptée par une majorité de pays (105 voix pour, 52 contre, 15 abstentions) lors de la 77e session de la commission des affaires sociales, humanitaires et culturelles de l'Assemblée générale de l'ONU.

A noter que le Canada et les Etats-Unis ont voté systématiquement contre ces résolutions depuis dix ans rejoints par la France en 2022, qui n'a jamais voté pour. (Source : Le Monde 8 novembre 2022)

7- La question serait de savoir qui a introduit ce néonazi auprès du président de la Chambre des Communes sans lui faire part de son passé dans les SS. Mais puisque personne ne nous fournira la réponse ou on l'aura jamais, comme je l'ai dit plus haut, on s'en fout ou laissons tomber, peu importe de savoir qui était peut-être visé, qui avait intérêt à obtenir la démission du président de la Chambre, une autre ordure prendra sa place, idem pour Trudeau, ce qui compte c'est le soutien renouvelé des autorités canadiennes au régime néonazi de Kiev que nous devons combattre.

8- Ce qu'il faut retenir.

Tous ces blogs ont, soit tronqué une partie des informations déjà en ligne sur le Net le 24 septembre, soit ils ont trompé leurs lecteurs en laissant entendre que le président de la Chambre canadienne des communes, Anthony Rota ou le Premier ministre canadien, Justin Trudeau connaissait le passé nazi de Yaroslav Hunka, dans les deux cas ils se sont livrés à de la désinformation digne des médias mainstream.

La veille deux médias canadiens avaient apporté une information complémentaire, qui ne justifiaient plus d'accuser les autorités canadiennes d'avoir fait ovationner délibérément ce nazi ukrainien par les députés de la Chambre des communes du Canada. Voici ces articles.

Le président de la Chambre des communes s'excuse pour une invitation controversée - 24 septembre 2023

https://www.journaldequebec...

Invitation controversée : Le président de la Chambre s'excuse - 24 septembre 2023

https://ici.radio-canada.ca...

Commentaires au blog Réseau International.

1- J'ai lu votre argumentaire, il relève de l'imaginaire, le mieux s'en est tenu aux faits.

Depuis j'ai lu une dizaine d'articles supplémentaires qui n'apportaient rien de nouveau ou confortaient l'hypothèse que j'avais formulée. Quand à ce qu'on ignore, qui a introduit ce nazi, peu importe en somme.

Votre explication ne tient pas ("*Viendra ensuite le temps où l'on pourra honorer la mémoire des nazis, tranquillement, sans mauvaise conscience*."), si on en croit ces témoignages (RT 29 septembre 2023).

RT – Dans cette affaire, l'opposition reproche notamment à l'équipe de Trudeau un certain amateurisme dans la préparation d'un événement qui devait être «une réussite». Justin Trudeau est ainsi responsable des manquements de «tous ceux qui auraient pu et dû demander une liste complète, vérifiée, de toutes les personnes qui se trouveraient dans une pièce et à proximité» de Volodymyr Zelensky, président d'un pays en guerre, pour reprendre les mots du chef de l'opposition parlementaire, Pierre Poilievre. «C'e*st plus que honteux et embarrassant et cela ne sera jamais oublié*», avait fustigé la députée conservatrice Raquel Dancho devant ses pairs. «*Les Canadiens méritent d'être représentés avec dignité dans cette chambre et sur la scène internationale et cela leur a été enlevé*», avait-elle asséné.

Cet incident a choqué jusque dans les rangs des ministres de Justin Trudeau. «*Je me sens particulièrement blessée*», avait déclaré au président de la Chambre la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Karina Gould – qui s'était fait prendre en photo avec l'ancien SS –, rappelant que la «majorité de sa famille» était passée par le camp d'Auschwitz-Birkenau. «*En tant que descendant de survivants juifs de l'Holocauste, je demanderais à tous les parlementaires de cesser de politiser une question qui préoccupe beaucoup, moi y compris*», avait-elle par la suite appelé sur les réseaux sociaux.

Le pays «*a une histoire très sombre avec les nazis au Canada*», a déclaré le 27 septembre Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté de Justin Trudeau, au National Post. «*Il y a eu un moment dans notre histoire où il était plus facile d'entrer au Canada en tant que nazi qu'en tant que juif. Je pense que c'est une histoire que nous devons réconcilier*», a ajouté le ministre. RT 29 septembre 2023

Le cas du Media en 442

Le titre : La Pologne demande l'extradition de Yaroslav Hunka.

Après avoir été applaudie par Zelensky et Trudeau, la Pologne demande l'extradition de Yaroslav Hunka, accusé de crimes nazis

Dans l'article, on apprend de la bouche même d'un ministre canadien que cette mesure est uniquement à l'étude, elle n'a pas été finalisée ou formulée, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Le Ministre de l'Éducation et des Sciences, Przemysław Czarnek, va prendre des mesures beaucoup plus concrètes en demandant l'extradition du criminel de guerre Yaroslav Hunka :

« *Au vu des événements scandaleux survenus au Parlement canadien, où un membre de la formation criminelle nazie SS Galicia a été honoré en présence du président Zelensky, j'ai pris des mesures en vue d'une éventuelle extradition de cet homme vers la Pologne.* » Le Media en 442

Le 25 septembre, ce média avait rejoint la cohorte des falsificateurs.

Zelensky et Trudeau ovationnent Yaroslav Hunka, un ancien soldat nazi impliqué dans des atrocités contre les populations juives - lemediaen442.fr 25 septembre 2023

Le soutien occidental au nazisme se fait maintenant au grand jour…

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait précédemment déclaré que c'était devenu la norme pour certains pays européens de justifier les crimes du nazisme. Cela est particulièrement vrai pour les États baltes et l'Ukraine.

De son côté, l'équipe de Justin Trudeau a répondu de manière médiocre en affirmant que ni lui ni la délégation ukrainienne n'avaient été préalablement informés de l'invitation ou de la reconnaissance du nazi Yaroslav Hunka. lemediaen442.fr 25 septembre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 9 octobre 2023.

J'avais commencé à rédiger les lignes ci-dessous avant que soit déclenchée une nouvelle guerre en Palestine.

Cette causerie est particulièrement violente et éprouvante, je préfère vous prévenir. C'est la situation qui prend cette tournure ou quand les régimes en place révèlent leur véritable nature et intentions dictatoriales.

On peut toujours essayer de l'ignorer, parce qu'on n'en supporte pas encore directement les conséquences, mais je crois que cela va devenir de plus en plus difficile dans l'avenir, car elles concernent déjà nos proches ou nos propres familles, il vaut donc mieux y être préparé et s'armer le plus tôt possible pour mener le combat politique sur le terrain de la lutte de classe conformément aux intérêts de la seule classe progressiste, la classe ouvrière, et à l'idéologie qui les représente, le socialisme.

Vous constaterez que ceux qui entendent se passer de cet instrument théorique et de cette perspective politique, sont voués à brasser du vent en permanence, à colporter les pires illusions ou à se retrouver dans le camp de la réaction, on en a eu de multiples exemples quotidiennement depuis des décennies, alors il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour l'ignorer plus longtemps, à l'heure ou l'histoire s'emballe à nouveau précipitant l'humanité toute entière dans la barbarie.

C'est à nous de relever ce gigantesque défi, en nous rassemblant pour imposer une défaite décisive à nos ennemis, les vaincre et anéantir définitivement leur capacité à nuire à tous les peuples, en finir avec le capitalisme et ses institutions nationales et internationales.

Notre lutte dans les syndicats doit consister à combattre pour des revendications partielles ou transitoires de nature économique dans la perspective d'un changement de régime économique ou de mode de production et de répartition des richesses, la rupture avec la BCE, le FMI et la Banque mondiale notamment.

Notre combat politique s'inscrit dans la perspective de l'abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République, qui implique la rupture avec toutes les institutions internationales du capital, dont l'UE, l'ONU, l'OTAN, etc.

Quelques infos personnelles suivies de réflexions politiques.

- Le prix de la bouteille de gaz en Inde a baissé de 200 roupies en un mois à 915 roupies (un peu plus de 10 euros).

- Je souscrivais à un abonnement Vodafone à 100 roupies valable 28 jours comprenant l'international. Il y a 2 mois il est passé à 155 roupies valable 24 jours seulement et ils ont supprimé l'international, je m'en suis aperçu seulement avant-hier. C'était l'abonnement minimum. Si je ne consommais pas le nombre d'unités auxquels j'avais le droit, la différence était perdue, pour moi, pas pour Vodafone, des voleurs, quoi ! Je vais donc devoir changer d'opérateur encore une fois, j'avais déjà testé Tata, puis Reliance dont le service était pire encore. On est littéralement pris en otage par ces salopards d'opérateurs privés. On m'a conseillé BSNL en G4 pour le téléphone, et Airtel en G5 pour les data ou le modem Internet, il paraît que les abonnements sont moins chers et sur mesure.

- Ma retraite complémentaire est tellement misérable que je ne la perçois que tous les 3 mois, elle est passée trimestriellement de 33 à 38.000 roupies (366 à 422 euros/3 = 122 à 140 euros environ). Officiellement l'inflation en Inde se situe aux alentours de 7%, en réalité plutôt entre 10 et 15%, autrement dit je ne risque pas de m'enrichir, mes lecteurs sont rassurés !

- Après avoir joué plus de 100 parties de dominos avec ma compagne Selvi, elle n'est toujours pas capable de disposer correctement les dominos sur la table, et elle hésite encore avant de jouer ou joue n'importe quoi. En revanche, elle a appris à faire des jus et des sirops de fruits, des pizzas, des colliers de fleurs notamment.

On observe que l'apprentissage ou le mimétisme, on appelle cela aussi les fonctions cognitives, cela fait plus savant, ne fonctionne pas de la même manière lorsqu'une personne doit reproduire des gestes ou lorsqu'elle est confrontée à des notions abstraites. Ma compagne de 53 ans n'ayant pas été scolarisée n'a donc pas été amenée à étudier les mathématiques et ses notions abstraites, tout au plus elle sait compter sur ses doigts, et sur la base d'une simple observation elle distingue la différence quantitative qui existe entre une et deux bananes, au-delà de cette notion élémentaire elle est perdue.

Jadis les hominidés ont évolué en recourant au mimétisme, en imitant la nature et les autres espèces animales. On remarquera que de nos jours, soit quelques millions d'années plus tard, la plupart des hommes y recourent toujours, au point de se demander s'ils sont plus développés que les premiers primates. Je parle des hommes prétendument instruits ou évolués parmi lesquels figurent les Français ou les occidentaux en général, ce dont il est permis de douter, vous savez ceux qui seraient soi-disant prêts à passer à la démocratie, et qui quotidiennement s'emploient à démontrer le contraire...

Quant à l'école, quand on voit ce qu'elle est devenue ou à quoi elle sert vraiment, notamment à diffuser la propagande officielle et nauséabonde ou faire l'apologie de la dictature numérique, énergétique ou climatique, sanitaire ou hygiéniste, de l'IA et du transhumanisme dont le transgenrisme ou la théorie du genre est le pendant, favorisant la sexualisation des enfants dès le plus bas âge en recourant à la pornographie et à des pédophiles déguisés, etc. on en vient à se demander sérieusement, s'il ne serait pas devenu dangereux d'envoyer nos enfants dans les écoles publiques, de la même manière et pratiquement pour les mêmes raisons entre autres, qu'on ne conseille plus aux travailleurs de rejoindre des partis dits ouvriers dont les dirigeants sont des enseignants.

- Je suis déçu, parce que la plupart des conférences scientifiques ne présentent aucun intérêt pour les non-initiés, dans la mesure où les chercheurs parlent beaucoup trop vite et ils entrent dans plein de considérations secondaires qui viennent alourdir leurs exposés au point qu'il

sera impossible d'en retenir grand-chose. La faculté de pédagogue et l'éloquence ne s'inventent pas.

Quant aux vidéo genre films d'animation commenté ou documentaires, ils présentent les mêmes défauts en pire ou caricaturaux, en plus ce ne sont même pas des scientifiques qui interviennent et leurs récits comportent de nombreuses erreurs ou ils sont obsolètes.

- Par hasard je suis tombé sur une conférence de Frédéric Lordon, du coup j'ai voulu voir à quoi cela ressemblait.

Quel pathos, quelle embrouille ou confusion ! Il a l'art de compliquer à l'infini ce qui est simple à énoncer, de se contredire sans cesse ou de tout dire et son contraire, de sorte qu'on ne sait plus de quoi il parlait, et on se demande s'il le savait encore lui-même, tant parfois ou assez souvent il semble perdu, il s'arrête, il reste suspendu dans le vide quelques instants, et il reprend à une allure si vive qu'on loupe des mots au passage, on ne suit plus, on ne se souvient même plus de quoi il parlait deux minutes auparavant, alors quant à deviner où il voulait en venir, impossible, nulle part apparemment, mais cela lui convient ! J'avoue avoir abandonné au bout de 15 minutes, je n'en pouvais plus, quelle torture !

Il y a un truc qui m'a fait marrer cependant, c'est quand il évoqua les années 80, où paraît-il, il aurait été particulièrement impossible de se procurer les ouvrages de Marx dont Le Capital, alors qu'en réalité ils étaient disponibles dans les locaux ou librairies de la plupart des partis dit de gauche ou d'extrême gauche, sauf que ce n'étaient pas des endroits que ce petit monsieur fréquentait, parce qu'il est étranger au mouvement ouvrier, il veut bien lire Marx et le commenter ou le critiquer dans des salons mondains, mais mettre le marxisme en pratique, ah ça non, surtout pas ! Alors quand il explique pourquoi, selon lui, il n'a pas été possible d'abolir le capitalisme dans les années 70-80 et depuis on se serait encore éloigné de cette perspective, on doute qu'il soit le mieux placé pour en parler.

Au cours de cette conférence notamment, il évoqua à sa manière l'hypothèse que j'avais formulée à plusieurs reprises, à savoir que l'élévation du niveau de conscience des masses serait indispensable, afin de pouvoir envisager sérieusement le renversement du capitalisme. Je dirais plutôt que c'est une condition incontournable pour vaincre nos ennemis, compte tenu des formidables moyens dont ils disposent à notre époque pour conditionner les masses.

Il se lança dans une argumentation tellement tarabiscotée pour expliquer pourquoi on avait échoué dans les années 70-80, que je coupais net. A quoi bon l'écouter plus longtemps me suis-je dit, tu perds ton temps sachant qu'il venait de faire l'impasse sur les enseignements du marxisme de la lutte de classes du passé ou les conclusions des travaux de Marx et Engels, et qui plus est, il se situait en dehors du mouvement ouvrier, son exercice servait uniquement à justifier l'incurie politique des intellectuels qu'il représentait, cela ne présentait absolument aucun intérêt.

Ce qui allait me faire marrer, c'est que tout de suite après j'ai embrayé sur un cours de physique dédié aux principes de base de la thermodynamique ou de l'entropie, que je suis parvenu à suivre. J'ai réussi à apprendre ou à retenir quelque chose qui me servira dans mes analyses, alors que j'étais sorti frustré de ma précédente expérience avec Lordon.

Lordon n'a jamais combattu sur le terrain de la lutte de classe, il est donc très mal placé pour porter un jugement sur un objectif politique par nature à caractère collectif, le renversement du régime, puisqu'il ne s'est même pas donné la peine de vérifier si les conditions existaient pour valider une autre tactique jusque-là formulée sous la forme d'une hypothèse, à savoir : En l'absence d'un effondrement du capitalisme qui aurait des conséquences sociales désastreuses pour les masses et précipiterait une crise révolutionnaire, on était en droit de se demander si l'imposition d'un mode de vie très éloigné de leurs aspirations légitimes ou ne leur permettant pas de s'épanouir individuellement ne pourrait pas devenir un facteur mobilisateur cristallisant leur rejet du capitalisme et de la Ve République, et pour peu qu'un parti axerait son combat politique sur ce facteur, il pourrait se construire en organisant les éléments les plus avancés des classes exploitées, et proposer aux masses une alternative révolutionnaire cohérente et sérieuse au capitalisme. Ce parti combattrait pour prendre la direction des masses et du mouvement ouvrier, pour un gouvernement ouvrier...

A l'opposé de cette tactique, Lordon est toujours intervenu sur un plan uniquement individuel. Il a eu le culot de le revendiquer en expliquant que, puisque la remise en cause du capitalisme n'était pas à l'ordre du jour pour les masses et le mouvement ouvrier, il ne restait plus qu'à se rabattre sur des revendications économiques ou partielles, le féminisme, l'écologie, l'antiracisme, etc. justifiant le pire opportunisme qui soit. Sa conclusion était à prévoir après avoir déserté le terrain de la lutte de classe et ses enseignements. Bref, un idéologue de ce qui s’appelle la gauche.

La sensibilité de la petite bourgeoisie au sort de la classe ouvrière a évolué en même temps que sa condition depuis le milieu du XIXe siècle. Si la condition ouvrière en France est moins insupportable qu'autrefois, il n'en demeure pas moins que ses conditions de travail et le mode de vie qui lui sont imposés ne correspondent pas du tout à ce qu'ils seraient dans une société débarrassé du régime d'exploitation et d'oppression, qui la maintient en esclavage ou ne permet pas de satisfaire ses aspirations démocratiques légitimes et à chacun de s'épanouir individuellement. La servitude ou l’oppression l'emporte toujours sur sa liberté réduite à une peau de chagrin ou à se soumettre de gré ou de force au triste sort que la classe dominante lui a réservé, conditions injustes et injustifiables que refuseront toujours d'accepter et que combattront tous ceux qui en auront pris conscience.

Si les conditions matérielles de la classe ouvrière se sont améliorées, c'est au prix de sacrifices qui se traduisent par une détérioration continue de son mode de vie et une aggravation de l'oppression et de la répression, de la remise en causes des libertés individuelles et collectives qu'elle avait acquises tout au long de la lutte de classe depuis le milieu du XIXe siècle, sur le plan politique, par l'avènement d'un régime pratiquant l'abus de pouvoir permanent, manifestant un penchant de plus en plus prononcé pour l'autoritarisme, le fascisme ou le totalitarisme allant jusqu'à refuser de condamner la propagande en faveur du nazisme, donc on ne se trompe pas en le caractérisant ainsi.

Il va de soi qu'une telle radicalisation politique de la classe dominante sur fond de gigantesques injustices sociales ne peut pas être combattue en se contentant de réclamer des hausses de salaire, le blocage des prix, plus d'hôpitaux ou d'écoles comme le font tous les partis dits ouvriers, qui cautionnent le régime fascisant en place en refusant de livrer une analyse objective et impitoyable de la situation, du régime et du capitalisme, analyse sans laquelle on ne peut pas prétendre favoriser l'élévation du niveau de conscience politique des militants et des travailleurs qui aspirent à vivre dans une société meilleure ou cherchent une

issue politique à la crise du capitalisme, les organiser et construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui, car dès lors qu'on ne comprend pas la situation, on demeurera incapable de déterminer quels moyens efficaces il existe pour combattre nos ennemis, pour entrevoir la possibilité de procéder à un changement de régime politique et économique.

C'est clairement cet objectif politique qui cristallise au plus haut niveau l'ensemble des difficultés et des maux que vivent ou qui affectent l'ensemble des exploités et des opprimés, qui doit constituer l'axe du combat politique ayant pour unique objectif de rassembler un par un les éléments les plus déterminés de toutes les classes conscients de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, et de la nécessité pour parvenir à atteindre cet objectif de construire le parti qui prendra la direction de la révolution socialiste. Il va de soi aussi, qu'au départ aucun d'entre eux ne réalise clairement les liens qui existent entre ces différents facteurs ou de quelle manière ils s'articulent, c'est donc à nous de leur en faire la démonstration le plus simplement possible pour qu'ils parviennent à les saisir et les maîtriser.

Cette stratégie tient compte des profondes modifications intervenues dans la société, ainsi que l'évolution du capitalisme et ses représentations idéologiques depuis le milieu du XIXe siècle. Elle n'est pas opposée ou étrangères aux enseignements de la révolution russe de 1917, elles les intègrent au contraire, mais en les adaptant à la société telle qu'elle existe de nos jours. Autrefois les moyens de la propagande de la réaction étaient fort limités et beaucoup moins sophistiqués, des journaux et des tracts uniquement, puis la radio, vint ensuite la télévision, et de nos jours Internet et les réseaux dits sociaux, et à travers un réseau mondial tentaculaire d'acteurs politiques ou sociaux, elle dispose de centaines de milliers d'agents plus ou moins anonymes, think tank, ONG et autres associations, dont la principale fonction est de corrompre les masses, les diviser, de les compromettre, de les endoctriner, bref, la réaction dispose de puissants moyens pour conditionner les masses jusqu'à la folie parfois, on en a eu un aperçu saisissant lors de la mystification sanitaire, et cela continue avec la manipulation du climat ou la guerre en Ukraine, demain avec la question palestinienne.

On a le choix entre tenir compte ou non de ce facteur (et bien d'autres qu'on n'a pas évoqués ici) dans notre conception de la lutte de classe. Mais surtout, on a le droit de prendre ou non en compte les aspirations progressistes, sociales, démocratiques, humanistes, à la liberté, selon qu'on les retiendra ou non, on mènera ce combat politique parce que c'est le seul moyen de donner un sens qui soit juste au sens de justice à notre existence, dans le cas contraire on pourra aller se coucher ou combattre masqué dans le camp adverse.

Je me dis, que ce n'est certainement pas un hasard si je suis parvenu à concevoir cette stratégie, elle doit forcément correspondre à quelque chose, à un besoin ou à une aspiration que je ne dois pas être le seul à éprouver, ce n'est pas possible autrement parce que nous aspirons tous à vivre dans une autre société, à l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la liberté.

Il va de soi, qu'à notre époque ce ne sont pas des intellectuels qui pètent dans la soie qui vont prendre la direction du mouvement ouvrier ou organiser les masses, leur statut est trop proche de celui du grand bourgeois. En s'adressant à eux ou en observant leur comportement, il allait de soi que cette tactique ne les intéresserait pas, du coup Lordon en a déduit hâtivement qu'elle était erronée ou qu'elle devrait être abandonnée, alors qu'un grand nombre d'éléments de la petite bourgeoisie sont menacés de paupérisation ou survivent l'angoisse au ventre de

perdre leur statut privilégié, et parmi eux plus d'un se retrouvent confrontés à un cas de conscience qui les taraude, entre basculer vers l'extrême droite et renier tous leurs principes au risque de se déconsidérer à jamais, ou souhaiter à tous prix la fin de ce cauchemar sans savoir comment y contribuer ou y arriver.

Ceux qui ne croient pas dans le socialisme ne croient pas dans les masses, vous aurez remarqué que ce sont les mêmes ou ceci explique cela. En gros, cela revient à dire que, puisque je ne crois pas en moi, je ne crois en personne. Evidemment, quand on tient un tel raisonnement, on ne peut arriver à rien, toutefois cela n'engage que la personne qui le formule, et si cette personne était un acteur politique qui généralisait, il en arriverait fatalement à la conclusion qu'il serait inutile de se battre pour une cause (collective) perdue d'avance, il ne resterait plus qu'à espérer s'en sortir individuellement ou s'accommoder de notre condition, ce qui correspond à la conception du combat politique adoptée par Lordon et bien d'autres intellectuels, la gauche en somme.

Nous sommes les propres acteurs de notre histoire, reste à savoir si on tient ou non à prendre notre destin entre nos mains dans le cadre de la lutte des classes et du socialisme. Nous y aspirons tous dans le plus profond de nous-même, reste à lever les obstacles qui nous empêchent encore de nous situer sur ce terrain-là.

Lorsque la population civile du Donbass est bombardé par les canons français livrés au régime néonazi de Kiev, pas un mot pour condamner cet acte terroriste et ces plus de 14.000 morts depuis 2014.

Palestine occupée depuis 1947. « *Ce n'est pas du terrorisme, c'est de la résistance* ».

Ils n'ont pas tant de scrupules envers les néonazis ukrainiens.

France. Lyon : la préfecture interdit un rassemblement pro-palestinien soutenu par l'extrême gauche - AFP/Le Figaro 8 octobre 2023

Un rassemblement pro-palestinien, prévu lundi soir à Lyon, sera interdit en raison du «*risque de trouble à l'ordre public*», a annoncé dimanche à l'AFP la préfecture du Rhône. Un appel à se rassembler «*en soutien à la résistance palestinienne*», a été lancé sur les réseaux sociaux après le lancement de l'offensive surprise du Hamas en Israël. AFP/Le Figaro 8 octobre 2023

J-C – Les manifestations en faveur du régime néonazi en France ont été autorisées, normal au regard du régime fascisant français.

Canada. Des politiciens dénoncent une manifestation en soutien au peuple palestinien - journaldequebec.com 8 octobre 2023

« *J'ai honte et je suis dégoûté de voir ces scènes glorifiant la mort et la terreur, à Montréal* », a indiqué sur X (anciennement Twitter) le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, Marc Miller.

« *Le Hamas est une organisation terroriste et personne ne devrait glorifier sa violence sanglante* », a écrit le ministre Miller. « *La célébration dans nos rues d'une attaque terroriste sur un pays démocratique me choque, a-t-il écrit sur X* ».

J-C – Au passage, vous comprendrez pourquoi il est si important de caractériser chaque Etat, chaque régime, chaque gouvernement, Israël n'a jamais et ne sera jamais une démocratie, d'ailleurs elle n'existe nulle part sur Terre.

On comprend pourquoi le Canada refuse de condamner la glorification du nazisme à l'ONU, mais condamne le Hamas, parce que le Canada soutient aussi les fascistes au pouvoir en Palestine occupée.

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur appui au peuple palestinien dimanche, au centre-ville de Montréal, au lendemain du début de l'attaque menée par le mouvement islamiste du Hamas contre Israël. lapresse.ca 8 octobre 2023

Soutien inconditionnel au peuple palestinien.

Je suis né en 1955, si j'avais eu le malheur de naître Palestinien après 1947, j'aurais vécu toute ma vie dans un pays occupé par un régime raciste et fasciste. J'aurais dû subir toute sorte de privations, humiliations, grande pauvreté et précarité, souffrances ou mauvais traitements, tortures, emprisonnements arbitraires, etc, souvent privé d'eau ou d'électricité, de médicaments, de produits de premières nécessité, coupé du monde, un cauchemar au quotidien, quoi.

Imaginez un peu, de 1955 à 2023 j'aurais vécu 68 ans dans un pays occupé, en guerre, il va sans dire que sans autre perspective que vivre toute ma vie enfermé dans un grand camp de concentration, j'aurais sans doute rejoint la lutte armée de libération de la Palestine ou j'aurais préféré encore mourir prématurément en martyr pour une cause juste.

Numériquement et militairement trop faibles, les Palestiniens n'auront aucune chance de se libérer de l'occupant, aussi longtemps que les régimes coloniaux occidentaux qui soutiennent Israël n'auront pas été abattus, tant qu'Israël existera. Qu'en désespoir de cause les Palestiniens soient conduits à mener une offensive militaire pour tenter de desserrer le joug qui les étrangle, peut parfaitement se concevoir, même si elle présente un caractère suicidaire, ce qu'aucun commentateur n'a relevé, vous l'aurez noté.

Une mémoire défectueuse ou un traitement sélectif de l'histoire. Un exemple d'inversion accusatoire. On a le droit au même traitement frauduleux que pour la guerre en Ukraine.

Israël: comment la plus puissante armée du Moyen-Orient a été prise par surprise par le Hamas - RFI 8 octobre 2023

J-C - Ca, c'est la version officielle, vous la croyez ? A qui va profiter cette attaque ?

Le Point - Le mouvement prodémocratie a suspendu toutes ses activités et a déclaré son soutien total à l'armée. Il en est de même pour les partis d'opposition. « *Après la guerre, disent-ils, il faudra régler les comptes.* » lepoint.fr 7 octobre 2023

RFI - Israël est vulnérable depuis des mois. La raison ? La réforme de la justice souhaitée par le gouvernement de Benyamin Netanyahu, qui est massivement rejetée par la rue. Les Israéliens la qualifient de putsch. Alors pour protester contre cette réforme jugée antidémocratique, il y a eu des manifestations hebdomadaires à travers le pays ces dernières semaines.

Ce samedi 7 octobre, la plus puissante armée du Moyen-Orient a été prise de court et mise en échec. Ses avions de guerre ont été cloués au sol. Elle a mis des heures à réagir : une débâcle totale. Les commandos du Hamas se sont infiltrés en territoire israélien avec une facilité déconcertante, sans presque aucune résistance en face.

Des bases de l'armée israélienne ont été conquises en rien de temps. Des soldats ont été capturés, abattus. Des civils et des militaires israéliens ont été enlevés et envoyés à Gaza. Il s'agit à la fois d'un échec militaire pour Israël et d'un échec cuisant pour ses services de renseignements. Si l'armée israélienne a donc tardé à réagir, elle écrase pourtant désormais Gaza sous les bombes.

Encore une fois, l'État hébreu se lance dans la politique du « *tout sécuritaire* ». Une stratégie pourtant défaillante, aussi vieille que l'occupation et qui dure depuis 56 ans. Répression, colonisation, attaques de colons, des centaines de Palestiniens tués chaque année, des détentions arbitraires, la profanation de lieux saints musulmans et chrétiens… La violence appelle la violence. Malheureusement, les civils innocents israéliens et palestiniens en payent le prix. RFI 8 octobre 2023

Pour qu'il n'y ait pas de témoins des massacres perpétrés par Tsahal en représailles, l'Etat terroriste sioniste vise les médias internationaux.

À Gaza City, une frappe d'Israël détruit les trois immeubles de la "*tour Palestine*" - Le HuffPost 7 octobre 2023

En riposte, l'armée israélienne a annoncé des frappes en territoire palestinien. Israël vient de bombarder une tour de 14 étages utilisée par les médias internationaux à Gaza. L'électricité a été coupée à Gaza.

Ce n'est pas la première fois que des tours sont détruites au cœur de Gaza. Au cours d'un conflit de 11 jours en 2021, Israël a pris pour cible quatre tours gazaouies, causant la destruction de trois d'entre elles, dont une qui abritait les bureaux d'Al Jazeera et de l'agence de presse Associated Press.

Le Hamas a revendiqué samedi soir détenir 163 Israéliens, comme le rapporte i24news. Parmi les otages se trouvent des femmes et des enfants.

Cette éruption de violence a déjà fait 200 morts côté israélien et 232 morts côté palestinien, selon un nouveau bilan des autorités locales et selon le Magen David Adom, l'équivalent israélien de La Croix-Rouge, qui déplore plus de 1100 blessés. Le HuffPost 7 et 8 octobre 2023

En famille. Union nationale avec l'Etat terroriste d'apartheid.

Attaques du Hamas contre Israël : Macron « *condamne fermement* », comme l'ensemble de la classe politique française - Le HuffPost 7 octobre 2023

« *Je condamne fermement les attaques terroristes qui frappent actuellement Israël. J'exprime ma pleine solidarité avec les victimes, leurs familles et leurs proches* », a écrit sur X (ex-Twitter) le président Emmanuel Macron en fin de matinée.

Dans la majorité macroniste, la ministre des Solidarités Aurore Bergé a dit tout son « *soutien au peuple israélien qui vit des attaques terroristes d'une violence inouïe* ». La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet a également condamné et appelé à ce que « *la sécurité des civils (soit) rétablie au plus vite* ».

« *Soutien total à Israël, lourdement attaqué par le Hamas. 5 000 roquettes envoyées depuis Gaza et des dizaines de terroristes infiltrés dans le pays pour semer le chaos. Le devoir de la France est d'être plus fortement aux côtés de l'État Hébreu, seule démocratie du Proche-Orient* », a affirmé également sur X Éric Ciotti, le président du parti Les Républicains. Le maire de Nice Christian Estrosi a dit être « *solidaire* » d'Israël.

"*Les frappes du groupe terroriste du Hamas contre le territoire israélien sont un acte de guerre inacceptable qui éloigne chaque jour un peu plus tout espoir de paix. Dans ces heures difficiles, nous sommes plus que jamais aux côtés de la démocratie israélienne*", a de son côté écrit sur X Marine Le Pen, la cheffe de file des députés du Rassemblement national. (« *l'État Hébreu, seule démocratie du Proche-Orient* », « *La démocratie israélienne* », il fallait oser à propos de l'Etat juif d'apartheid ou raciste. Les Républicains et le Rassemblement national, les fachos en famille ! - J-C)

À gauche, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a estimé que « *le terrorisme n'est pas la justice* ». « *Il discrédite les causes qu'il prétend servir. Condamnation totale de l'attaque lancée ce (samedi) matin par le Hamas* », a-t-il ajouté, tandis que la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo a exprimé son « *total soutien* » aux Israéliens.

Très attendue, la réaction de Jean-Luc Mélenchon est arrivée en début d'après-midi. L'ancien président du groupe LFI à l'Assemblée n'apporte pas explicitement son soutien à Israël. « *Toute la violence déchaînée contre Israël et à Gaza ne prouve qu'une chose : la violence ne produit et ne reproduit qu'elle-même. Horrifiés, nos pensées et notre compassion vont à toutes les populations désemparées victimes de tout cela* », a écrit l'insoumis en chef sur X. « *Le cessez-le-feu doit s'imposer [...]. Les peuples palestinien et israélien doivent pouvoir vivre côte à côte, en paix et en sécurité.* » (Quel lâche, opportuniste, plus démagogue tu meurs ! – J-C)

Le député LFI Louis Boyard : « *Trop longtemps que la France ferme les yeux sur la colonisation et les exactions en Palestine. Trop longtemps que la France renvoie dos à dos la violence de l'État israélien et celle de groupes armés palestiniens.* » « *Les juifs sont toujours responsables de ce qui leur arrive. C'est une constante du discours antisémite* », a ainsi répondu la sénatrice PS Laurence Rossignol à Louis Boyard. « *Aux idiots utiles des terroristes du Hamas qui les exonèrent en relativisant au nom de l'impasse politique du conflit israélo-palestinien, de la poursuite de la colonisation, de Netanyahu… Vous me dégoûtez. Qu'on en trouve à gauche est insupportable* », s'est emporté le député socialiste Jérôme Guedj.

Le maire de Reims, Arnaud Robinet, membre du parti d'Edouard Philippe Horizons, a pour sa part demandé "*la levée de l'immunité parlementaire*" des députés insoumis qui "*ont franchi la ligne rouge*", en invitant "*la Licra et le Crif à porter plainte*".

Le député François Ruffin, l'un des candidats potentiels à la présidentielle de 2027, s'est ainsi distingué de ses camarades de parti en exprimant « *une condamnation totale de l'attaque du Hamas* », tout en exprimant ses craintes de savoir que la situation est « *dans les mains du gouvernement israélien le plus brutal depuis 30 ans* ». (Ruffin ne sait pas compter, depuis 1947, cela fait 76 ans et non 30. - J-C)

Pour le leader communiste Fabien Roussel, les attaques du Hamas sont « *inacceptables et injustifiables* ». Mais il appelle à « *se défaire d'une indignation sélective* » et estime que le gouvernement israélien « *a lourdement contribué à cet engrenage* ».

L'Ukraine a affirmé soutenir Israël dans son « *droit à se défendre lui-même et son peuple* ». La Russie, elle, appelle à « *la retenue* ». Le HuffPost 7 octobre 2023

Israël porte des frappes d'artillerie sur le sud du Liban - fr.sputniknews.africa 8 octobre 2023

"*L'artillerie israélienne est en train de frapper la zone du Liban d'où est parti un tir*", a annoncé Tsahal, sans plus de précision sur la nature de cette attaque. fr.sputniknews.africa 8 octobre 2023

Quand le refus "*de se joindre*" à la meute des chiens enragées qui hurlent au terrorisme est jugé "*illégal*", apparenter à « *l'apologie du terrorisme* » ou à une manifestation d'antisémitisme. Si ce n'est pas encore le règne de la terreur, cela y ressemble bougrement en France.

Attaque du Hamas contre Israël : le NPA crée la polémique après un communiqué de soutien aux Palestiniens - ljdd 8 octobre 2023

Le Nouveau parti anticapitaliste refuse, lui, de se joindre à « *la litanie des appels à la prétendue désescalade* ». Samedi, le parti d'extrême gauche s'est fendu d'un communiqué, déclarant soutenir les Palestiniens, ainsi que les « moyens de luttes qu'ils et elles ont choisis pour résister ».

« *La gauche devrait se rappeler la nécessaire solidarité avec les luttes de résistance contre l'oppression et l'occupation* », est-il écrit dans ce communiqué. Alors que les autorités israéliennes font état de plus de 500 morts depuis les attaques massives du Hamas, le NPA dit « *craindre* » de son côté que « *l'armée israélienne se permette les pires exactions et représailles, cela avec la bénédiction de la communauté internationale occidentale* ».

Des propos qui ont déclenché l'ire de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui a annoncé dans la foulée avoir porté plainte pour « apologie du terrorisme » contre le Nouveau parti anticapitaliste. « *Soutenir les exactions d'un groupe terroriste n'est pas seulement irresponsable, mais aussi illégal* », a affirmé sur l'UEJF sur le réseau social X (anciennement Twitter). Le président d'Avocats sans frontières, Gilles-William Goldnadel, a également annoncé que son association portera plainte contre le NPA. (Gilles-William Goldnadel l'avocat de Le Pen, comme quoi les antisémites ne sont pas toujours ceux qu'on croit. – J-C)

Ce dimanche, la Première ministre était l'invitée de BFMTV. Au micro de la chaîne d'information, celle-ci a fustigé le contenu de ce communiqué, estimant que ces déclarations pouvaient s'apparenter à de « *l'apologie du terrorisme* ». Interrogée sur d'éventuelles sanctions pénales contre le NPA, la locataire de Matignon a déclaré qu'elle laissera la justice « *en décider* ». ljdd 8 octobre 2023

On a bien basculé sous un régime autoritaire, la preuve.

Totalitarisme. Les tyrans menacent de recourir au délit d'opinion pour interdire tout soutien au peuple palestinien.

Un délit d'opinion est une infraction pénale consistant à exprimer des opinions politiques, religieuses, historiques, scientifiques ou autres qui sont interdites par un gouvernement ou quelque autre institution disposant d'un quelconque pouvoir.

L'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 déclare que « *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.* » Bien que souvent omise, la deuxième partie de la phrase permet donc de définir quelles opinions sont délictueuses (celles qui troublent « *l'ordre public établi par la loi* ») et celles qui ne le sont pas (celles qui ne le troublent pas). Wikipédia

Autrement dit, en fonction du régime en place les autorités judiciaires peuvent décider quelles opinions sont délictueuses ou ne le sont pas, ce qui ouvre la voie à tous les abus de pouvoir.

La majorité présidentielle a apporté son soutien à Israël et attaqué La France insoumise, accusée de complaisance avec le Hamas. - RFI 8 octobre 2023

J-C - Le "*bémol*", c'est l'occupation de la Palestine depuis 1947 par les sionistes et le régime de terreur qu'ils imposent aux Palestiniens.

RFI - L'ex-chef du gouvernement et maire du Havre, Édouard Philippe, a ciblé La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon, accusés par la « *macronie* » de justifier l'attaque du Hamas

: « *Lorsque nous voulons condamner fermement ces attaques, nous ne mettons pas de bémol, nous n'associons pas immédiatement après la condamnation un ''mais'' qui viendrait … je ne sais quoi d'ailleurs. Nous condamnons fermement des attaques terribles, inexcusables.* »

Riposte aussi de la Première ministre, Élisabeth Borne : « *À l'extrême-gauche, la violence verbale est assumée, la recherche du chaos revendiquée, et les ambiguïtés révoltantes face au drame de ces dernières heures.* »

« *L'antisionisme* » de LFI est « *parfois une façon aussi de masquer une forme d'antisémitisme* », assène un peu plus tard Élisabeth Borne sur BFM, la cheffe du gouvernement déterminée à ne rien laisser passer à Jean-Luc Mélenchon. RFI 8 octobre 2023

Les puissances occidentales paient le prix de leur collusion avec le nazisme.

Les pays occidentaux expriment leur "*soutien inconditionnel*" à Israël et condamnent durement le Hamas.

Tous les pays européens qualifient le Hamas de "*terroriste*" et soutiennent le droit d'Israël à se défendre.

La Russie, quant à elle, n'a pas exprimé son soutien à Israël et n'a pas condamné le Hamas. Moscou a appelé les deux parties à cesser la violence.

Attaque du Hamas en Israël : Plusieurs pays condamnent le Hamas à l'ONU, Washington regrette l'absence d'unanimité - AFP/20 Minutes 9 octobre 2023

L'ONU est une nouvelle fois divisée. Plusieurs membres du Conseil de sécurité ont condamné dimanche l'offensive surprise du mouvement islamiste palestinien Hamas sur Israël, même si les Etats-Unis ont regretté l'absence d'unanimité lors de cette réunion d'urgence à huis clos.

Juste avant la session, Washington avait appelé tous les membres du Conseil à condamner fermement « *les actes terroristes odieux » du Hamas « contre le peuple israélien et son gouvernement* ».

« *Une bonne partie des pays ont condamné les attaques du Hamas. Mais évidemment, pas tous* », a regretté l'ambassadeur américain adjoint Robert Wood à l'issue de la réunion. « *Vous pouvez certainement identifier l'un d'entre eux sans que je dise quoi que ce soit* », a-t-il ajouté, dans une allusion claire à la Russie.

Selon des diplomates, aucun Etat n'a mis sur la table de proposition de déclaration commune, alors que le Conseil est régulièrement divisé sur le dossier israélo-palestinien et que certains membres espèrent un texte allant au-delà d'une condamnation du Hamas uniquement.

La Chine remontée contre le silence du Conseil

« *Mon message a été en faveur de la fin immédiate des combats, d'un cessez-le-feu et de négociations significatives* », a déclaré l'ambassadeur russe Vassili Nebenzia, évoquant une

situation étant le résultat en partie de « *problèmes non résolus* ». Son homologue chinois Zhang Jun a lui condamné « *toutes les attaques contre les civils* », tout en insistant sur la nécessité d'un retour à un processus de paix pour parvenir à une solution à deux Etats. « *Il est anormal que le Conseil de sécurité ne dise rien* », a-t-il lancé en sortant de la réunion.

Israël a officiellement déclaré la guerre dimanche au Hamas après l'offensive inédite lancée la veille à partir de la bande de Gaza, dont le bilan s'élève à plus d'un millier de morts au total. Israël a *« une seule et unique demande* » pour le Conseil de sécurité, avait dit avant la réunion l'ambassadeur israélien Gilad Erdan : « *les crimes de guerre du Hamas doivent être condamnés sans équivoque, ces atrocités inimaginables doivent être condamnées* ».
« *Il y a un chemin vers la paix* », selon l'Autorité palestinienne

« *De façon regrettable, pour certains médias et responsables politiques, l'Histoire ne commence que quand des Israéliens sont tués* », avait répondu l'ambassadeur palestinien Riyad Mansour, qui représente l'Autorité palestinienne et non le Hamas.

« *Nous n'accepterons jamais une rhétorique qui dénigre notre humanité et renie nos droits, une rhétorique qui ignore l'occupation de notre terre et l'oppression de notre peuple* », a-t-il affirmé, la voix serrée. « *Le moment n'est pas venu de laisser Israël persister dans ses terribles choix. Le temps est venu de dire à Israël de changer de trajectoire, et qu'il y a un chemin vers la paix dans lequel ni les Palestiniens ni les Israéliens ne sont tués* ».
Monde AFP/20 Minutes 9 octobre 2023

Plus de 1100 morts des deux côtés, dans la guerre entre Israël et le Hamas - euronews 9 octobre 2023

Des dizaines de milliers de soldats israéliens poursuivent leur déploiement dans les régions désertiques près de la bande de Gaza pour tenter d'en reprendre le contrôle face aux combattants du Hamas. Dans le sud d'Israël 100.000 réservistes sont massés, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a promis de "*détruire le groupe palestinien*" et a laissé entendre que les forces du pays passeront bientôt à l'offensive.

Durant ce week-end, au moins 700 civils et 73soldats israéliens ont été tués et environ 100 pris en otage et 2 150 ont été blessés. La question est de savoir comment les libérer en toute sécurité.

Plus de 1100 morts, des deux côtés, et plus de 4500 blessés : Israël a riposté en bombardant la bande de Gaza, faisant notamment 19 morts dans une même famille palestinienne dans un camp de réfugiés de Gaza. euronews 9 octobre 2023

Dans la bande de Gaza, 413 Palestiniens ont été tués et 2 300 autres blessés, selon le Hamas. Le HuffPost 9 octobre 2023

Attaques du Hamas contre Israël: "*plus de 500 cibles*" frappées à Gaza pendant la nuit - AFP/BFMTV 9 octobre 2023

La contre-offensive israélienne se poursuit. Ce lundi matin, l'armée israélienne a annoncé que "*plus de 500 cibles*" du Hamas au pouvoir à Gaza et du Jihad Islamique palestinien ont été touchées dans la nuit de dimanche à lundi par des frappes aériennes et des tirs d'artillerie réponse à l'attaque contre Israël de ce samedi. AFP/BFMTV 9 octobre 2023

Les pays de la région, ouvertement ou indirectement, soutiennent et encouragent les actions du Hamas, et/ou tiennent Israël pour responsable de la situation.

Au Yémen, des marches pro-Hamas ont réuni des centaines de personnes à Sanaa.

Au Liban, plusieurs rassemblements du Hezbollah, premier soutien du Hamas, ont réuni des milliers de participants à travers le pays.

La Syrie voisine a ouvertement fait l'éloge du Hamas.

L'Arabie saoudite a fait une déclaration relativement discrète. Elle appelle à l'arrêt des violences, mais mentionne que les actions du Hamas sont "*le résultat de l'occupation continue et de la privation du peuple palestinien de ses droits légitimes*".

Le Koweït, l'Irak, le Qatar et Oman ont fait des déclarations similaires.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exhorté Israéliens et Palestiniens à agir de manière raisonnable, tout en refusant de condamner le Hamas.

Quant à l'Iran, le gouvernement a ouvertement et directement félicité et soutenu le Hamas. Les parlementaires iraniens ont scandé "*Mort à Israël*" lors de la session du soir.

Le conseiller du guide suprême iranien, le général Rahim Safavi, a déclaré : "*nous serons aux côtés des combattants palestiniens jusqu'à ce que la Palestine et Jérusalem soient libérées*". fr.euronews.com 8 octobre 2023

Au secours, la majorité des Français sont complotistes !

Confiance dans les médias : Plus d'un Français sur deux trouve que l'information s'est dégradée - Le HuffPost 3 octobre 2023

Les États généraux de l'information sont lancés dans un climat d'inquiétude des Français vis-à-vis du paysage médiatique.

D'après un sondage, réalisé en partenariat avec l'institut Harris Interactive, ils sont plus d'un sur deux à trouver que l'information s'est dégradée dans les médias ces dernières années, même si le sondage ne donne de fourchette de temps précise. Seules 24 % des personnes sondées trouvent qu'elle s'est améliorée.

L'étude pointe du doigt un regard pessimiste, alimenté par le sentiment que l'information est distribuée par des médias contrôlés par de grands groupes financiers. C'est ce que pensent plus de 8 Français sur 10, sinon qu'ils sont orientés par le gouvernement (58 %). Conséquence sine qua non, nous dit le sondage, c'est que 60 % des Français ont, de fait, du mal à savoir si l'information est vraie ou fausse.

Et entre privé et public, le degré de confiance est similaire : 59% des Français font confiance aux médias publics pour leur fournir une information fiable, et presque autant de confiance qu'il en est accordé aux médias privés (54 %).

Deepfakes, algorithmes, IA... Les nouvelles technologies n'inquiètent pas que les journalistes dans l'exercice de leur métier. On apprend que 83 % des citoyens français craignent qu'elles aient un impact dans la désinformation, comme les nombreux problèmes structurels, de type concentration des médias et développement des régimes autoritaires.

Comment informer à l'heure du soupçon ? Comment redonner confiance dans les médias ? C'est le vaste chantier de réflexion lancé, ce mardi 3 octobre, par les États généraux de l'information. Le HuffPost 3 octobre 2023

J-C – Boycott des médias institutionnels !

Collaboration de classes au détriment des retraités.

Syndicats et patronat s'accordent sur une revalorisation des retraites complémentaires - AFP/LePoint.fr 5 octobre 2023

À partir du mercredi 1er novembre, leurs pensions complémentaires vont être revalorisées de 4,9 %, au niveau de l'inflation, ont annoncé les organisations syndicales et patronales gestionnaires du régime Agirc-Arrco, qui doivent encore signer l'accord décroché dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 octobre. Sans définitivement promettre de signer, plusieurs organisations dont la CFDT et le Medef ont jugé l'accord « *équilibré* ». AFP/LePoint.fr 5 octobre 2023

Davos par la voix de leur porte-parole médiatique s'attaque à nouveau à l'Inde.

Liberté de la presse. En Inde, l'équipe du média "*NewsClick*" visée par des descentes de police - courrierinternational.com 4 octobre 2023

La police a interrogé 46 personnes et arrêté le rédacteur en chef de "*NewsClick*" ainsi que le responsable des ressources humaines. Depuis l'arrivée des nationalistes hindous au pouvoir, l'Inde a dégringolé dans le classement annuel de la liberté de la presse de Reporters sans frontières.

"*Personne n'a été épargné lors des descentes qui ont visé la publication NewsClick*", prévient le site d'information indien Scroll. Des journalistes aux jeunes employés, en passant par les

salariés à temps partiel jusqu'aux contributeurs indépendants : tous ont été la cible des perquisitions menées par la police de Delhi le mardi 3 octobre.

La rédaction du site Internet et le domicile de son rédacteur en chef avaient déjà été perquisitionnés en février 2021. NewsClick était accusé d'avoir violé la loi sur le financement étranger, de plus en plus souvent utilisée pour cibler les publications et les ONG critiques du gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi.

Puis, au mois d'août, The New York Times avait affirmé que NewsClick était financé par le millionnaire américain Neville Roy Singham, et qu'il "*émaillait sa couverture de l'actualité de points de vue du gouvernement chinois*". Accusation que le site a démentie.

Malgré ce contexte tendu, les descentes de police qui ont visé l'équipe de NewsClick ont laissé le pays sous le choc, estime Scroll. (En réalité inconnu de 99% des Indiens, moi-même je découvre ici leur existence. - J-C)

L'opération a été menée en vertu de la draconienne loi antiterroriste indienne, qui rend pratiquement impossible l'obtention d'une libération sous caution. À l'arrivée du gouvernement nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi en 2014, l'Inde figurait au 140e rang sur 180 pays du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. En 2023, le pays se classe au 161e rang.

J-C - Ce classement est réalisé par une officine rémunérée par Davos, Soros et Cie, c'est de notoriété publique preuves à l'appui, alors ce que raconte Reporters sans frontières on s'en tape complètement !

J'ai toutefois noté, que ce soit sous le BJP de Modi ou le Parti du Congrès de Rahul Gandhi ou encore ses prédécesseurs qui soit au pouvoir, l'Inde a toujours eu un gros problème avec la liberté d'expression des médias ; pour le régime qu'ils présentent comme "*la plus grande démocratie du monde*", cela la fout plutôt mal ou c'est un cinglant démenti.

En famille. Monarque nazi et pilier du groupe Bilderberg. Leur nouvel ordre mondial est bien de nature nazie.

J-C - Une vieille histoire.

Le prince Bernhard ancien membre du parti nazi NSDAP - Libération, 7 décembre 1995

Le père de la reine Beatrix des Pays-Bas comme le mari de la reine Elisabeth II d'Angleterre ont bien appartenu au parti nazi NSDAP peu avant la guerre. Citoyen allemand, Bernhard zur Lippe-Biesterfeld a adhéré au parti d'Hitler à l'âge de 22 ans puis rendu sa carte le 9 septembre 1936, après ses fiançailles avec Juliana, future reine des Pays-Bas. Ce sont deux historiens néerlandais qui ont fait éclater la bombe en découvrant aux Etats-Unis un document authentifiant l'appartenance du prince Bernhard au NSDAP.

On sait que d'aucuns ont prouvé que l'époux de la reine Juliana avait été membre des SA (Sturmabteilungen), les « troupes de choc » du parti nazi, au début des années trente. Le

prince avait justifié cette appartenance en affirmant qu'il avait dû passer par là pour terminer ses études. Voilà que de nouvelles révélations risquent de faire bien plus de bruit : selon les indications recueillies par un historien néerlandais, le prince Bernhard aurait encore eu une carte de membre du parti nazi (NSDAP) en poche, le jour de son mariage avec la princesse Juliana des Pays-Bas, le 7 janvier 1937. Il fut membre de la Reiter-SS, une unité à cheval accueillant les cavaliers membres de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie allemande.

En 1954, le Bilderberg est créé par le prince Bernhard des Pays-Bas et David Rockefeller. Quelle explication donne ce dernier ? "*Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire*" (Newsweek International, 1er février 1999). Libération, 7 décembre 1995

Il fut président du groupe Bilderberg et en démissionna en 1976 pour être impliqué dans un scandale au pot de vin de 1,1 million dollars de Lockheed Corporation pour la vente d'avions de combat à l'aviation néerlandaise.

Il est le président fondateur du Fonds mondial pour la nature (WWF) de 1962 à 1976. wikipédia.org

Pays-Bas: la famille royale rattrapée par le passé nazi d'un de ses membres - AFP/fr.sputniknews.africa 6 octobre 2023

De récentes révélations sur le passé nazi du grand-père de l'actuel roi néerlandais Willem-Alexander suscitent des réactions d'indignation aux Pays-Bas, alors que la popularité de la famille royale était déjà en berne.

La maison royale a confirmé jeudi à l'AFP l'existence d'une carte de membre du NSDAP, le parti national-socialiste allemand, attribuée au prince Bernhard, époux de l'ancienne reine Juliana, et datée de 1933.

La veille, l'historien Flip Maarschalkerweert, également ancien directeur des archives de la maison royale, publiait un livre dans lequel il explique avoir découvert cette carte, pendant des travaux d'inventaire des archives privées du prince Bernhard au Palais Soestdijk.

Après des premières révélations similaires sur son adhésion au NSDAP, dans les médias en 1996 et jusqu'à sa mort en 2004 à l'âge de 93 ans, le prince Bernhard a pourtant toujours nié avoir été un jour membre du parti d'Adolf Hitler.

"*Je peux le déclarer, la main sur la bible : je n'ai jamais été un nazi*", avait-il affirmé dans une interview publiée quelques jours après sa mort dans le journal national De Volkskrant, jurant qu'il n'a "*jamais payé d'adhésion au parti et jamais eu de carte de membre*".

Né en 1911 à Jena dans l'Empire allemand, Bernhard von Biesterfeld vivait à Berlin à l'époque de son adhésion au parti.

Aux Pays-Bas, de nombreuses voix s'élèvent désormais pour en apprendre davantage encore.

Une partie de la chambre basse du Parlement néerlandais exige du gouvernement le lancement d'une enquête autour du passé nazi du prince Bernhard, demande pour l'instant rejetée par le Premier ministre démissionnaire néerlandais Mark Rutte.

Selon un sondage Ipsos publié en septembre par la télévision publique, seuls 38% des Néerlandais ont encore "*vraiment confiance*" dans le roi, contre près de 80% en 2020. 26% des personnes interrogées souhaitent que les Pays-Bas deviennent une république. AFP/fr.sputniknews.africa 6 octobre 2023

Ils osent tout. Stratégie de la terreur. Le gouvernement mondial totalitaire entend réduire au silence ses opposants.

J-C - Méfiez-vous avant d'ouvrir la bouche, vous ignorez ce que vous risquez.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) en connaît un morceau en termes de "*maltraitance*" des peuples, qu'elle a confinés et transformés en cobayes des trusts pharmaceutiques et qui comptent des millions de morts à son actif.

Ce sont eux qui créent les conditions sociales violentes à partir desquelles la violence s'épanouit ensuite dans la société. La violence ne fait que reproduire la violence qui caractérise les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme.

L'OMS est une agence de l'ONU qui soutient toutes les guerres qui font des millions de morts, de blessés, d'handicapés physiques ou mentaux, d'orphelins, de gosses traumatisés à vie, de malheureux, qui brisent des millions de foyers, et ils dénoncent "*les violences verbales*" faites aux enfants par leurs parents en leur imputant les conséquences de la violence qu'ils leur imposent aux moyens conditions de travail et d'existence insupportables.

Les violences verbales, bientôt reconnues comme une maltraitance ? - Yahoo 3 octobre 2023

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) rappelle que la violence psychologique représente la forme de maltraitance la plus répandue envers les enfants, devant la violence physique ou sexuelle.

"*Les enfants ont droit à une éducation sans violence. Les titulaires de l'autorité parentale ne peuvent user de moyens d'humiliation tels que la violence physique et verbale, les punitions ou châtiments corporels, les souffrances morales*". En 2019, le Parlement a adopté définitivement une proposition de loi sur les "violences éducatives" qui vise à interdire la fessée.

J-C - Ceux qui jugent le comportement de la population sont ceux qui par leur politique antisociale et liberticide usent de la pire violence envers les hommes, les femmes, les enfants, les malades, les handicapés, les vieux, les immigrés, les pauvres, les plus vulnérables de préférence.

Yahoo - Que faut-il penser de la violence verbale ? Des chercheurs de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et de l'université de Wingate (États-Unis) assurent qu'il est important de reconnaître la violence verbale pendant l'enfance comme un sous-type de maltraitance envers les enfants. Cette conclusion a été publiée dans la revue Child Abuse & Neglect : The International Journal.

J-C - Encore une saloperie made in USA, leurs vassaux s'empressent de l'adopter, normal.

Yahoo - Dans le cadre de cette étude, plus de 150 études ont été analysées afin d'évaluer la manière dont la violence verbale sur les enfants est actuellement définie et mesurée. Selon les chercheurs, "*il est important de définir de manière plus cohérente la violence verbale durant l'enfance, car elle varie entre les parents et les différentes autorités. Dans certaines cultures, elle est même normalisée comme une forme de discipline*".

J-C - Les plus riches ont les moyens de donner une éducation à leurs rejetons, de leur fournir un cadre de vie agréable où ils peuvent s'épanouir et étudier, se distraire, avoir un idéal, les pauvres n'en ont pas les moyens, ils doivent se débattre avec une multitude de difficultés au quotidien sans jamais en voir le bout, ils ne peuvent entrevoir aucune perspective pour leurs enfants, du coup ils sont en permanence sur les nerfs, ils n'ont ni l'envie ni la patience d'écouter leurs gosses se plaindre, et lorsqu'ils refusent de leur obéir ou ils font une connerie, ils usent de cette violence verbale ou physique qui certes ne règle rien, mais au moins calme temporairement.

Je rappelle que j'ai été un enfant battu et que je n'ai jamais levé la main sur ma fille qui a maintenant 42 ans, je n'ai jamais eu un mot plus haut que l'autre avec elle, j'ai toujours privilégié l'attention, la complicité, l'échange et le jeu en plus de la tendresse, même une fois adulte, je n'ai jamais jugé ses choix ou la manière dont elle menait sa vie, je me suis contenté d'observations ou de conseils bienveillants, et si elle les a mal pris, je n'y peux rien. De la même manière qu'on plaint les femmes qui sont maltraitées par des hommes, alors qu'on ne reconnait pas l'hypocrisie et le harcèlement psychologique que les femmes exercent sur les hommes, on plaint les enfants battus, mais on n'évoque jamais les parents qui sont victimes de leur injustice et de leur mépris, qui sont aussi une forme de violence.

Personnellement, je ne me mêle pas des affaires d'autrui qui ne regardent qu'elles et personne d'autres. Je ne les juge pas quoi qu'elles commettent comme acte, je donne de leçons à personne, je ne juge que les conditions sociales qui les conduisent à avoir tel ou tel comportement, je me situe exclusivement sur le plan de la lutte de classe. Je ne suis ni ministre, ni juge ou procureur, ni policier, ni justicier, ni inquisiteur, ni apprenti tyran ou dictateur, je suis socialiste (ou communiste) et cela me suffit amplement, c'est même la condition pour ne commettre aucune injustice et ne pas adopter un comportement opportuniste, j'y tiens absolument, ma bonne conscience me le commande.

Yahoo - "*Il a été constaté que la violence verbale pouvait avoir un impact durable tout au long de la vie de l'enfant, créant des répercussions émotionnelles et psychologiques sous-jacentes, notamment des risques accrus de colère, de dépression, de toxicomanie, d'automutilation et d'obésité*", pointe le communiqué de l'étude. D'après cette analyse, les principaux auteurs de violences verbales commises pendant l'enfance par des adultes étaient les parents (76,5%), les autres adultes aidants à la maison (2,4%), les enseignants (12,71%), les entraîneurs sportifs (0,6%) et les policiers (0,6%).

J-C - Vous voyez ici que ces salopards visent une nouvelle fois les parents et les enseignants, près de 90% à eux deux, ils tiennent absolument à leur rendre la vie impossible, à semer la discorde et le chaos partout... pour mieux régner.

Yahoo -"*La violence verbale durant l'enfance doit être reconnue comme un sous-type de violence, en raison de ses conséquences négatives tout au long de la vie*", revendique l'auteure de cette étude, le professeur Shanta Dube. De son côté, Jessica Bondy, fondatrice de Words Matter, une organisation caritative dont la mission est d'améliorer la santé et le bien-être général des enfants souligne : "*Il est primordial de comprendre l'ampleur et l'impact réels de la violence verbale au cours de l'enfance. Tous les adultes sont parfois débordés et disent des choses sans le vouloir. Nous devons travailler collectivement pour trouver des moyens de reconnaître ces actes et mettre fin à la violence verbale des adultes afin que les enfants puissent s'épanouir. Les mots ont du poids, ils peuvent élever ou détruire. Bâtissons les enfants, ne les renversons pas*".

J-C - Qui peut s'épanouir dans une société aussi pourrie, hormis les nantis.

Renversons le régime capitaliste bâti sur la domination et l'oppression, la soumission, la violence, les inégalités, l'injustice sociale.

Mes commentaires publiés par un blog.

1- L'antinazisme, l'antifascisme, l'anti-impérialisme, le pacifisme, l'antimondialisme, l'altermondialisme, etc. sont bien pratique pour camoufler leur refus de rompre avec leur origine, le système économique capitaliste et ses institutions.

Ceux qui se découvrent une telle vocation ne comprennent pas pourquoi ceux qui gouvernent peuvent condamner ou non le nazisme ou le fascisme, le néolibéralisme, puisque l'essentiel est ailleurs, ce que personne n'évoquera, car finalement tous partagent la même idéologie capitaliste.

L'équipe de football de l'Assemblée nationale l'illustre très bien, elle comporte des joueurs de tous les partis, Renaissance, LR, Modem, Nupes dont le PS, le PCF, LFI, RN/FN, vous avez là rassemblées toutes les variantes de cette idéologie antisociale, anti-ouvrière, antisocialiste.

2- Une pure incantation ou invention métaphysique destinée à des individualistes frustrés ou des déséquilibrés parmi les nantis en quête de mysticisme, à défaut de partager un idéal humaniste collectif.

Cela pullule dans les réseaux dits sociaux, il y a plein de margoulins qui en ont fait leur fonds de commerce, anthropologues ou psychologues, psychanalystes, etc. qui vous invitent à vous tourner vers votre "*vie intérieur*" ou vous promettent "*l'épanouissement de l'âme et de l'esprit humain*", charlatanisme sans changer les rapports sociaux qui sont les fondements du système économique, et qui par conséquent sont à l'origine de tous les maux de la société.

Dès que vous abordez un problème, vous vous apercevez qu'il a une origine économique, et lorsque vous cherchez une solution pour le résoudre, systématiquement vous vous apercevez que vous vous retrouvez confronté à un obstacle de nature économique.

Tous ces discours sont destinés à vous en détournez, parce que ceux qui les tiennent tirent profit du système économique en vigueur et ils n'envisagent pas de s'en débarrasser, mais cela ils ne vous le diront pas, évidemment, sinon vous ne les écouteriez plus, vous n'assisteriez plus à leurs conférences, vous n'achèteriez plus leurs livres, bref, ils n'auraient plus rien à dire, entre nous, cela vaudrait encore mieux.

3- Si je peux me permettre, les gens dont vous parlez ne sont pas des marxistes, sinon ils n'adopteraient pas ce comportement, moi aussi je me prétends marxiste, si cela signifie quelque chose. Allez voir les positions que je défends dans mon portail, elles se situent pratiquement toutes à l'opposé de celles des gens dont vous parlez. Quant à celles qu'ils partagent avec moi, ils ne les mettent jamais en pratique, c'est juste pour l'étiquette ou pour se donner bonne conscience, au mieux par opportunisme, et ils les abandonnent ou les renient dès que l'occasion se présente de les mettre en pratique.

Ils ne passent pas l'épreuve cruelle que la réalité leur impose, c'est ainsi qu'ils se démasquent eux-mêmes, donc je partage l'appréciation que vous portez sur eux. Je les caractérise d'imposteurs, à bien des égards ils sont pires et plus dangereux que la réaction, parce qu'ils avancent masqués, d'où leur penchant irrésistible pour le port de la muselière notamment.

Je parle surtout des dirigeants ou cadres, les simples militants ou sympathisants ne savent pas de quoi ils parlent le plus souvent, j'ai aussi eu ce défaut dans ma jeunesse, j'ai été manipulé, mais c'est une autre histoire. (Mon portail : luttedeclasse(.)org, retirez les parenthèses destinées au modérateur.)

4- Vous avez raison, inutile de chercher à discuter avec eux puisque c'est impossible, ils sont hermétiques à tout argument qu'ils ne partagent pas, là aussi ils sont pires que ceux qu'ils dénoncent et soi-disant combattent, je parle du tyran Macron.

Ils desservent notre cause commune, chaque fois que je le peux je le démontre dans mes causeries, une tâche bien ingrate mais utile pour mes lecteurs afin qu'ils ne se laissent pas influencer par ces bonimenteurs.

Lénine les désignait comme nos pires ennemis à juste titre, j'ai été à bonne école, j'ajoute en me détournant du courant politique que j'avais rejoint quand j'étais jeune. Autant dire que ceux parmi eux qui me connaissent me détestent, à juste titre !

Leur modèle de monarchie démocratique était un monstre en réalité.

Des Groenlandaises affirment qu'on leur a posé un stérilet à leur insu quand elles étaient adolescentes - slate.fr 3 octobre 2023

Un groupe de soixante-sept femmes groenlandaises, dont certaines n'avaient que 12 ans au moment des faits, accusent le Danemark de leur avoir posé un stérilet sans leur consentement. Près de 4.500 femmes auraient été victimes des agissements du pays scandinave. *The Guardian* revient sur cette affaire.

En 2017, Naja Lyberth est la première femme à se manifester: elle assure qu'on lui a posé un stérilet sans son consentement lors d'un examen médical à l'école, alors qu'elle était adolescente. Elle dénonce une tentative de l'État danois de «*procéder à une stérilisation concertée*». D'ailleurs, «nos avocats sont convaincus que les droits humains et la loi ont été violés».

Si elle a réussi à concevoir un enfant à 35 ans, de nombreuses femmes n'y sont jamais parvenues. «*Elles ne devraient pas avoir à attendre aussi longtemps pour être indemnisées des souffrances qu'elles ont subies*», dénonce la militante, selon qui le Danemark «*n'aurait jamais fait cela aux filles danoises*».

Autre problème soulevé: la médiocrité des soins postopératoires. De nombreuses femmes ont enduré des douleurs intenses, des hémorragies internes, ou encore des infections abdominales. Les cas les plus graves ont entraîné une ablation de l'utérus ou une stérilité totale. «Le travail du médecin est de s'assurer que nous sommes en bonne santé. Nous, ils nous ont rendues malades, en endommageant notre utérus et notre capacité à avoir des enfants», clame Naja Lyberth.

Début 2023, l'État danois et le Naalakkersuisut, le gouvernement groenlandais, ont ouvert une enquête sur les pratiques de contraceptions imposées aux femmes groenlandaises entre 1960 et 1991, date à laquelle le territoire autonome a repris le contrôle de son secteur de la santé. Les conclusions devraient être rendues en mai 2025. slate.fr 3 octobre 2023

Totalitarisme. Jusqu'où iront-ils pour vous imposer un changement de comportement ?

J-C – Quand un tabloïd people cite un magazine de bricolage qui donne la parole à un cardiologue, qui débite le récit de Davos repris par les écologiques, cela donne quoi d'après vous ? Lisez, je n'invente rien.

D'après un cardiologue, cet aliment bourré de cholestérol à éviter autant que possible serait l'un des pires pour la santé - grazia.fr 6 octobre 2023

Dans les colonnes du magazine Make it, la cardiologue américaine, Dr Elizabeth Klodas, fait état des aliments les plus souvent mis en cause chez les patients concernés par le mauvais cholestérol. "*J'essaie toujours d'utiliser d'abord l'alimentation comme médicament*", explique l'experte avant de citer ce qui est selon elle l'un des pires aliments pour la santé : il s'agit de nulle autre que la viande rouge. Celle-ci apparaît généralement comme l'une des

principales fautives en cas de mauvais cholestérol. Encore plus lorsqu'il est question de viandes transformées riches en matières grasses qui peuvent donner lieu à de nombreux problèmes de santé. "*L'Organisation mondiale de la santé a classé les viandes transformées telles que le bacon, les hot-dogs et le salami comme cancérogènes. La viande transformée est également chargée en sodium et en graisses saturées*", insiste le Dr Klodas. grazia.fr 6 octobre 2023

J-C - Make it n'a absolument rien à voir avec un magazine scientifique.

Make it est une sorte de magazine de bricolage et d'apprentissage à la fabrication d'objets en tout genre, de conseils, anticonsumériste et partisan de la décroissance, voici ce qu'ils en disent :

Make it est considéré comme "*un organe central du mouvement maker*" ("*self-made-culture*").

La culture des makers met l'accent sur l'apprentissage par l'action (apprentissage actif) dans un environnement social. Elle met l'accent sur l'apprentissage informel, en réseau, dirigé par les pairs et partagé, motivé par le plaisir et l'accomplissement personnel.

Grazia, qu'est-ce que c'est ? Un puissant trust financier multimédia

Une sorte de tabloïd people visant désormais le « *grand public*».

Grazia est un titre de magazine féminin hebdomadaire. Lancé en France en 2009, il y est édité par le groupe de presse Mondadori France, numéro trois de la presse magazine française. En 2012 Grazia amorce alors un nouveau virage, et se dirige vers une ligne éditoriale plus « *grand public*». Le magazine est racheté en 2019 par Reworld Media. Wikipédia.

Reworld World propriétaire de Grazia en France

Depuis le 31 juillet 2019, Reworld Media est le premier groupe de presse magazine français en nombre de journaux détenus. En 2020, le groupe indique avoir 970 employés dans le monde, une présence dans 12 pays et un chiffre d'affaires de 462 millions d'euros.

Reworld World actionnaires :

- Eurazeo (fonds d'investissement)
- Rothschild Asset Management

Dans le blog : the-media-leader.fr 27 janvier 2023

L'année dernière (2022), le groupe a acté son entrée dans une nouvelle dimension en rachetant Unify au groupe TF1 avec des marques comme Marmiton, AuFéminin ou Doctissimo. Dans sa boulimie de rachats, le groupe a également acquis le pure-player Melty sur la cible jeune et surtout la pépite Psychologies sur le segment féminin CSP+.

Avec 470 millions de chiffres d'affaires en 2021 et 80 marques médias, Reworld revendique désormais sa place de 2e groupe média digital français, juste derrière Vivendi, 6e groupe en

audience digitale, soit 33 millions de VU / mois, selon Médiamétrie, et de première plateforme média en France.

La directrice générale de la régie Reworld MediaConnect, Elodie Bretaudeau-Fonteilles.

"*Nous avons une data propriétaire : nous sommes en mesure d'analyser la consommation média de 36 millions de Français, cela nous donne une puissance data absolument colossale*."

"*L'idée est de proposer une véritable offre globale digitale sur une cible assez recherchée qu'est l'univers des femmes CSP+*."

J-C – Piratage de données ou data et diffusion de la propagande officielle.

Totalitarisme. Dictature alimentaire. Derrière leurs bonnes intentions, il y en a toujours une mauvaise qui prévaut et qu'ils veulent vous imposer.

J-C - Vous n'êtes plus sans savoir qu'ils ont jeté leur dévolu sur tous les produits issus des animaux, viande, produits lactés, dont le beurre qu'ils appellent à supprimer de notre alimentation, parce que les bovins et les ovins participeraient à la hausse du CO2 dans l'atmosphère, à l'effet de serre, au réchauffement climatique et aux catastrophes qui en découleraient selon leur récit fabriqué et frauduleux.

Pour justifier cette propagande conforme à leur idéologie rétrograde (décroissance) dictée par leurs maîtres de Davos, ils n'hésitent pas à inventer n'importe quoi en parant leur fabulation d'un label scientifique truqué, et en s'appuyant sur une partie de la population qu'ils ont déjà convaincue de se convertir à leurs fantasmes, sans toutefois préciser qu'elle ne représente comme eux moins d'1% de la population, puisque le tour de passe-passe ou la manipulation consiste à faire croire qu'elle serait importante pour que vous convaincre de la rejoindre ou de l'imiter.

Par quoi remplacer le beurre ? Les 10 astuces d'un nutritionniste - Yahoo 4 octobre 2023

Le beurre est un ingrédient essentiel dans de nombreuses recettes de cuisine. Mais son omniprésence dans notre alimentation peut causer des problèmes de santé et forcer certaines personnes à trouver des alternatives. En effet, sa richesse en graisses saturées contribue à augmenter le taux de cholestérol et le risque de maladies cardiovasculaires. Les intolérants au lactose ou allergiques aux protéines du lait sont eux aussi intéressés par la recherche d'une alternative.

J-C - Après les soi-disant bons conseils, ils lâchent où ils voulaient en venir, vous amenez à supprimer le beurre de votre alimentation, en plus de la viande, du lait, des yaourts, de la crème, du fromage dont vous devriez désormais vous passer. On est bien en présence d'une dictature implacable étendue à la totalité de nos idées et comportements comme il n'en a jamais existé dans le passé, le fascisme ou le nazisme généralisé en quelque sorte.

Yahoo - Les végétaliens, qui excluent tous les produits d'origines animales de leur alimentation, optent également pour des substituts du beurre. L'utilisation de substituts peut s'avérer plus économique et écologique.

J-C - Dans les substituts du beurre, ils ont conservé provisoirement certains produits provenant d'animaux comme le beurre clarifié ou ghee, le yaourt ou encore le fromage blanc

D'après un gastro-entérologue, voici le type de pain qu'il faudrait consommer tous les jours pour améliorer sa digestion et ne pas gonfler du ventre
Grazia

Et pour que leur connerie n'enfle pas encore ?

Les aliments à ne pas consommer après 18h pour ne pas gonfler du ventre - Grazia

---

Comment les pervers dégénérés qui détiennent le pouvoir transmettent leurs fantasmes sadiques à la population.

J-C - Concevoir des rapports idéaux partagés qui transcendent la nature animale de l'homme ou ses pulsions primitives, n'est assurément pas à la portée du premier venu, homme ou femme, ou demeure exceptionnellement rare.

Ils auront réussi à faire de la société un véritable lupanar, un bordel à leur image. Ils poussent au viol ou le légitiment en réalité.

Après avoir fait la promotion de la pornographie dès le plus jeune âge en la rendant accessible sur Internet, les voilà qui s'étonnent qu'elle fasse des ravages pour mieux culpabiliser leurs victimes, ceux qui s'y adonnent et qui ne voient pas quels dangers elle représente.

45% des hommes ayant vu un porno avant 11 ans pensent que dire non, « *c'est comme dire oui* » - elle.fr 4 octobre 2023

Quelle image la pornographie véhicule-t-elle ? Et quel est son poids sur notre sexualité ? Ce sont les questions posées par une nouvelle étude, quelques jours avant la présentation à l'Assemblée du projet de loi numérique visant à lutter contre les sites pornographiques ne contrôlant pas l'âge de leurs visiteurs.

3000 Français·es ont donné leur avis sur l'impact de la pornographie dans le cadre d'un sondage lancé par l'Ifop et le site MonPetitVPN. Ce contenu pousse-t-il ses consommateurs vers une « *sexualité toxique* », comme l'avance le rapport ? Violence, non-consentement et domination masculine, de nombreux Français estiment que nos rapports intimes pâtissent du porno.

22% des hommes admettent avoir déjà effectué une pratique sexuelle sans prendre en compte le non-consentement de leur partenaire. Parmi ceux qui ont eu une consommation précoce ou les grands amateurs de porno en ligne, les chiffres explosent. 34% d'entre eux admettent ne pas avoir toujours respectés le consentement de leurs partenaires à certaines pratiques

sexuelles, contre seulement 10 % des hommes ne fréquentant jamais les sites X. Ceux qui ont été initiés au porno avant 11 ans sont 39% à aller dans ce sens. A savoir que le nombre de jeunes initiés à la pornographie en ligne avant l'âge de 15 ans est passé de 30% il y a dix ans à 57% aujourd'hui.

40% des hommes estiment qu'il est normal qu'en couple on fasse l'amour « pour faire plaisir à son conjoint même quand on n'en a pas envie », 25% pensent que « *dans le feu de l'action, on n'est pas obligé de demander l'accord de sa partenaire avant de se lancer dans une nouvelle pratique sexuelle* ». Pour 45% des hommes ayant vu un porno avant 11 ans, dire non, « *c'est comme dire oui ».* Une notion basique du consentement qui est mal comprise par 14% des amateurs réguliers et 10% de ceux qui se disent « *non amateurs* ». Aussi, 19% des hommes estiment qu'il *« n'est pas très grave de forcer sa partenaire à une position ou pratique sexuelle si à la fin, elle obtient un orgasme* », détaille l'étude. Autre croyance inquiétante liée au plaisir féminin, 20% des sondés croient que *« beaucoup de femmes prennent du plaisir à avoir mal lors d'un rapport sexuel* ».

L'adhésion à ces postulats diffère en fonction de l'âge et du niveau d'étude et de rémunération, mais elle est surtout plus élevée chez ceux qui ont consommé précocement du porno ou qui en consomment de manière régulière. Qu'il s'agisse des standards de beauté féminine infantilisante ou de croyances erronées sur le plaisir, les chiffres sont parlants. 45% des amateurs réguliers de porno pensent qu'il « *est normal qu'un homme ne lèche pas la vulve de sa partenaire si celle-ci n'est pas épilée intégralement* », soit deux fois plus que la moyenne masculine (22%). Et 44% de ceux qui regardent du porno chaque semaine considèrent que globalement, « *les femmes préfèrent les hommes avec un gros pénis* ».

Interrogées sur ce respect de leur consentement, les femmes sont encore plus nombreuses à rapporter qu'elles ne souhaitaient pas être initiées à des pratiques typiques de la « *culture porn* » : au total, une sur deux (50%) affirme qu'elle a été initiée contre son gré à des pratiques sexuelles typiques de cette culture pornographique.

Par exemple, la première sodomie a été, pour plus de quatre femmes sur dix (43%), un acte qu'elles ont soit été « *forcées de faire contre leur* volonté » (7%), soit « *qu'elles ont acceptées de faire alors qu'elles ne le souhaitaient pas vraiment* » (36%). elle.fr 4 octobre 2023

Vidéo. Sexualisation des enfants et guerre de 5ème génération

https://www.youtube.com/watch?v=DZCnZrqirlw

Quelques commentaires.

1- Sexualisation, éducation sexuelle dans les faits, les éducateurs à la sexualité utilisent du vocabulaire à caractère pornographique dans les écoles à partir de la maternelle et surtout dans les écoles primaires.

C'est exact. Les parents ne sont même pas informés du projet pédagogique. Aucun consentement n'est demandé aux parents. De plus si on lit les textes de lois, les modalités de l'instruction ne sont pas explicites.
Le contenu de l'éducation faite aux enfants parle des pratiques sexuelles (fellation, cunnilingus) et de la pénétration vaginale et anale.

2- Il y a confusion entre sexualité et génitalité. L'enfant a un sexe et sa génitalité se développe à l'adolescence. Malheureusement, il a été constaté depuis quelques dizaines d'années que la préadolescence est passée de 12 ans à six/huit ans à cause de l'ambiance érotique du monde actuel. Semi nudité étalée dans la rue, les publicités, les spectacles. La pornographie s'en suit qui touche particulièrement les garçons puisqu'ils sont plus sensibles au visuel. La sexualité est ainsi séparée de son but de reproduction et axée sur le plaisir. Même plus sur le plaisir partagé.

3- Quid des enseignants et directeur d'école et d'établissement ?

Le sens moral n'existe-t-il plus, l'instinct protecteur vers les plus jeunes, évanoui ?
Peur de recevoir la vilaine étiquette de " *complotiste*" ?

Certaines brochures proposées dans les plannings familiaux, les missions locales, donc à destination des ados, sont particulièrement glauques.

Promotion dans notre société de toutes les licences ...

4- Il y a une raison psychologique fondamentale qui n'est jamais abordée dans ces débats en tous genres : à savoir que notre inconscient ne connait pas la négation. Il ne connait que le fait énoncé. C'est le Surmoi, donc la censure acquise et la loi sociale qui vont poser ultérieurement le "*Non*", l'interdit ! Or chez l'enfant il n'y a pas de Surmoi et la loi sociale n'est pas intégrée. Donc tout ce qu'il apprend au départ n'est pas soumis au "*Non*". C'est un des buts de l'éducation : acquérir des limites en toutes choses, apprendre quand c'est oui ou quand c'est non.

Si vous parlez de viol à un enfant, de mutilations sexuelles, et autres faits sordides, il ne retiendra que le fait que cela existe et est faisable. D'où souvent les cauchemars qui suivent, car il n'a pas encore la possibilité de dire "*Non*" c'est-à-dire de placer l'adulte et ses agissements dans une zone qu'il va sécuriser avec des repères : les limites de sécurité autour de lui ne sont pas acquises. Sa structure psychique ne le lui permet pas. Et il va considérer que ce qu'on peut lui faire, il peut le faire aussi.

L'enfant n'est pas encore un être social, c'est-à-dire qu'il n'a pas intégré l'acte fondateur d'une société qui est le renoncement pulsionnel spontané. Ses pulsions ne sont pas soumises encore au contrôle de ses acquis sociaux. Sa première société étant sa famille, elle est donc première et prioritaire dans cette tâche, et notamment à cause du complexe d'œdipe qui va fonder l'interdit pilier de la socialisation.

Cet acte fondateur que pose l'œdipe (= en matière sexuelle tout n'est pas permis) commence vers 7 ans et se poursuit durant la puberté. Dans les sociétés traditionnelles, depuis toujours, une initiation fait passer l'enfant dans le monde des adultes aux alentours de la mi-

adolescence, pas avant. C'est le moment où l'on considère qu'il est suffisamment mûr pour accéder à la connaissance de l'adulte.

Comment ces monstres font la promotion des perversions les plus dégueulasses auprès de la jeunesse.

Ce film érotique sur Netflix montre une scène intime pendant les règles, et c'est important - Yahoo 4 octobre 2023

Le 13 octobre, Netflix dévoilera un nouveau film sulfureux, baptisé "*Fair Play*". S'il met en scène des scènes de sexe, l'une d'entre elles, résolument moderne et "vraie", ne manquera pas de faire parler. Elle montre en effet ce à quoi ressemble réellement l'intimité entre deux partenaires pendant les règles.

Voici pourquoi "*Fair Play*", film érotique disponible sur Netflix à partir du 13 octobre, mérite qu'on s'y attarde. Car au-delà des films comme "*Cinquante Nuances de Grey*" ou "*365 Jours*", il révèle des relations sexuelles "*du quotidien*", pas toujours glamour et impeccables. À l'image d'une scène en particulier, qui introduit le film : le couple se donne des baisers langoureux dans la salle de bain alors qu'Emily a ses règles. Un moment criant de vérité dont se félicite le magazine Rolling Stone : "*Sa robe crème est inévitablement sale*" rapporte le média, qui précise que le sang est visible à l'image. Mais le couple "*préfère en rire*", s'embrasse et ne s'en offusque pas outre mesure. (On sent le sadisme chez eux, vous ne trouvez pas ? – J-C)

Certains semblent donc avoir compris l'importance de lever les tabous dans les films et les séries. Le feuilleton "*Sex Education*" qui en a fait sa ligne éditoriale, aborde lui aussi la question dans sa saison 4, disponible depuis septembre sur Netflix. Ainsi, (attention, spoiler) Cal, personnage trans, a une relation avec l'une de ses camarades de classe dans les toilettes de son lycée. Lorsque cette dernière décide de pénétrer Cal (après lui avoir demandé), elle tache le mur, sur lequel elle pose sa main ensanglantée ensuite. Cela perturbe beaucoup Cal, qui est en période de transition, et qui a ses règles. Mais son amante est rassurante, et dit directement que ça ne la dérange pas.

Il est important de saluer ce type de séquences, tant elles restent rares à l'écran. Et ne pas ignorer la portée qu'elles peuvent avoir. Car encore aujourd'hui, aborder le sujet des règles est tabou. Évoquer le sujet des règles pendant le sexe, encore plus. Certaines croyances restent bien ancrées : si certains et certaines préfèrent ne pas avoir de relations sexuelles pendant les règles par (dé)goût, d'autres s'abstiennent uniquement par méconnaissance... Alors même qu'un rapport sexuel peut soulager la douleur ressentie pendant les règles, tout comme la masturbation. (Je ne rêve pas, ils poussent à avoir des rapports sexuels pendant les règles, n’est-ce pas, et un autre jour ils jugeront dégueulasse cette pratique, ils sont comme cela, au passage cela permettra de culpabiliser ceux qui s’y seront livrés. – J-C)

Si vous êtes réticents à l'idée d'avoir un accident, il est tout à fait possible de placer une serviette entre vos corps et le matelas. À noter que les positions allongées limitent l'écoulement. Des clés pour vous lancer ? Yahoo 4 octobre 2023

Qui a dit que les Etats-Unis ne pouvaient plus financer leur politique impériale, qu'ils étaient au bord de la faillite, que le dollar allait s'effondrer et le monde avec ?

Le 1er octobre, premier jour du nouvel exercice financier aux États-Unis, la dette publique américaine a bondi de 275 milliards de dollars.

Son montant est passé de 33.167 milliards de dollars à 33.442 milliards, renouvelant son record précédent.

Selon le New York Times en juin dernier, le seuil des 50.000 milliards de dollars pourrait être atteint d'ici 2030. (Source : fr.sputniknews.africa 4 octobre 2023)

France.

Alerte : La France est devenue un pays dirigé par des dingues !

France : des chiens renifleurs pour lutter contre les punaises de lit - fr.euronews.com 4 octobre 2023

La France va faire appel à des chiens renifleurs pour détecter des punaises de lit dans les trains et le métro parisien. fr.euronews.com 4 octobre 2023

Macron la risée du monde.

Jimmy Fallon se moque d'Emmanuel Macron et de l'invasion de punaises de lit à Paris - parismatch.com 4 octobre 2023

L'humoriste américain Jimmy Fallon s'est une nouvelle fois grimé en Emmanuel Macron pour se moquer de la France.

Béret vissé sur la tête, baguette de pain et verre de vin à la main. L'humoriste Jimmy Fallon s'est grimé en véritable « *Parisien* » pour la reprise du « *Tonight Show* », son émission mêlant humour et talk-show. Et pour cette première après cinq mois de pause en raison de la grève des scénaristes et acteurs à Hollywood, l'animateur américain s'est moqué de l'invasion de punaises de lit qui affole actuellement Paris en poussant la chansonnette.

Depuis plusieurs jours, plusieurs médias anglosaxons tels que le « *New York Post* », « *People* », « *CBS News* », « *CNN* » ou encore « *The Guardian* » se sont emparés du sujet de la prolifération des punaises de lit à Paris. Tous affichent leur inquiétude à dix mois des Jeux olympiques, car comme « *CBS News* » le rappelle : les punaises ne sont pas une affaire d'hygiène, mais de tourisme. parismatch.com 4 octobre 2023

Union sacrée. Ce sont eux « *le fléau* » !

Punaises de lit : la Macronie et LFI se saisissent du problème face à la recrudescence des plaintes - Le HuffPost 3 octobre 2023

Punaises de lit: la classe politique se saisit du sujet - BFMTV 3 octobre 2023

LFI, PS, Renaissance: tous veulent lutter contre ce "*fléau*" des punaises de lit et ont proposé des mesures en ce sens.

Renaissance, Sylvain Maillard. « *Nous avons décidé de faire de ce sujet une priorité* », avec le MoDem et Horizons, les alliés du camp présidentiel.

Le groupe socialiste devait ainsi déposer dans la journée une proposition de loi, détaillée dans la matinée par son porte-parole Arthur Delaporte.

« *Nous avons perdu six ans* », n'a pas tardé à répliquer devant la presse la présidente des députés Insoumis Mathilde Panot, revendiquant d'avoir « *lancé l'alerte* » en 2017 et rappelant avoir déposé une « *proposition de résolution en 2019* ».

Punaises de lit : l'Assemblée nationale se saisit du dossier - LePoint.fr 3 octobre 2023

Les groupes politiques veulent lutter contre le « *fléau* » des punaises de lit et ont proposé des mesures en ce sens, ce mardi, dans l'hémicycle. LePoint.fr 3 octobre 2023

Mathilde Panot (LFI) sort une fiole de punaises de lit à l'Assemblée nationale pour alerter le gouvernement - BFMTV 3 octobre 2023

J-C - Elle se prend pour Dick Cheney, Mélenchon qui avait rêvé d'être Premier ministre de Macron aurait pu l'être de G. Bush, qui sait ? BFMTV 3 octobre 2023

Punaises de lit : comment les parlementaires préparent un plan de lutte contre les nuisibles - Journal du Dimanche 3 octobre 2023

Face à la prolifération des punaises de lit dans les lieux publics, la classe politique s'est saisie du sujet. Les Insoumis ont déposé une proposition de résolution visant à créer un plan d'urgence de prévention et de lutte, tandis que le gouvernement compte déposer une proposition de loi d'ici décembre.

Punaises de lit: "*Nous sommes déterminés à agir et amplifier notre action*", affirme Élisabeth Borne, en réponse à Mathilde Panot (LFI) - BFMTV 3 octobre 2023

Le régime en place : c'est lui le "*véritable cauchemar*" !

"*Ce sont eux, les premiers transporteurs de punaises de lit, il faut le dire*", alerte le Dr Christian Recchia - Yahoo 5 octobre 2023

Névrose obsessionnelle.

Yahoo - La punaise de lit est actuellement dans tous les esprits.

Dracula ou le temps venu des vampires !

Yahoo - Ce petit parasite, qui se nourrit de sang humain, suscite l'inquiétude et gagne, malheureusement, un peu plus de terrain chaque jour.

Un fléau mondial, non, oui le capitalisme !

Yahoo - Le docteur Christian Recchia s'est penché sur le sujet, rappelant la nécessité de réagir au plus vite face à "ce fléau de rang mondial".

Au pif où fait-il le plus chaud, en Afrique et en Asie, à éviter.

Yahoo - "*Les punaises de lit se développent dans les endroits où il fait chaud*", a-t-il déclaré.

Pire que la guerre, un "*véritable cauchemar*" !

Yahoo - Les punaises de lit deviennent vite un véritable cauchemar lorsqu'elles trouvent refuge quelque part.

"*Une valise ne doit pas rentrée dans la chambre avant d'avoir été passée à la vapeur, intérieur et extérieur*".

Terrifiant !

Yahoo - La vigilance doit être quotidienne.

Ils veulent bien vous rendre fou !

Totalitarisme. Prise d'otages et manipulation des consciences des nuisibles.

Uniforme à l'école : les Français sont massivement favorables à la mesure portée par Attal - Le HuffPost 4 octobre 2023

Les Français pour un plan national de lutte contre les punaises de lit - Le HuffPost 4 octobre 2023

C'est en tout cas l'enseignement d'un sondage réalisé par YouGov pour Le HuffPost ces lundi 2 et mardi 3 octobre.

Alors que plusieurs formations pressent le gouvernement de passer à l'action, 55 % des sondés estiment que l'exécutif devrait « *lancer un plan national contre les punaises de lit* ». Une position partagée par l'ensemble du spectre politique, bien que les sympathisants de la NUPES apparaissent comme étant le plus sensibles sur le sujet, exprimant ce souhait à 64 %. (Les plus dégénérés. - J-C)

De son côté, l'exécutif dit prendre l'affaire au sérieux, sans pour autant céder au catastrophisme. Porte-parole du gouvernement, Olivier Véran a annoncé mardi 3 octobre qu'une réunion interministérielle était programmée ce vendredi à Matignon « *pour apporter rapidement des réponses aux Français* ». Le même jour le ministre de la Santé Aurélien Rousseau a considéré qu'il n'y avait « *pas de panique générale* » à avoir face à ces nuisibles, alertant sur de potentiels « *abus* » de la part des entreprises spécialisées surfant sur le phénomène. Mais à ce stade, « *il n'y a pas de recrudescence des cas, pas de psychose, pas d'angoisse à avoir* », a insisté le ministre des Transports Clément Beaune.

J-C - "*Un plan national de lutte*", "*une réunion interministérielle*", à part cela "*pas de psychose, pas d'angoisse à avoir*", ils ne font pas dans le "*catastrophisme*", ce sont eux et eux seuls les nuisibles à éliminer d'urgent, une mesure de salut public !

Ces ordures en rajoutent une couche. Les scientistes à la rescousse.

L'exposition aux acariens pourrait déclencher le vitiligo chez certaines personnes - Yahoo 4 octobre 2023

Dans une récente étude, les scientifiques ont dévoilé l'existence d'un facteur environnemental pouvant favoriser le déclenchement du vitiligo chez certaines personnes.

Entre 0,5 à 1% de la population mondiale est touchée par le vitiligo. Cette affection de la peau se caractérise par l'apparition de taches blanches, le plus souvent par poussées. Considérée comme bénigne, cette maladie peut entraîner d'importantes répercussions psychologiques.

De précédentes études ont confirmé que le stress pouvait favoriser l'apparition ou l'aggravation du vitiligo. Une nouvelle recherche menée par une équipe Inserm du Centre méditerranéen de médecine moléculaire (Nice) avance dans la recherche des causes d'apparition. En effet, le rôle de facteurs environnementaux est suspecté dont l'exposition aux acariens. "*Ces organismes microscopiques peuvent déclencher des allergies, et cela nous a conduit à soupçonner qu'ils pourraient avoir un lien avec les anomalies du système immunitaire observées dans le vitiligo*", détaille Méri Tulic, chercheuse Inserm au Centre méditerranéen de médecine moléculaire, dans un communiqué. Yahoo 4 octobre 2023

J-C - Au-delà de la psychose collective qu'il tente d'insuffler à la population, si un simple stress peut provoquer une crise de vitiligo, alors pourquoi pas n'importe quoi, un amalgame plus loin avec les acariens et le tour est joué, la punaise de lit est élevée au rang de candidate éventuelle, dès lors imaginez un peu ce que vous vivriez si par malheur du jour au lendemain votre peau venait à se décolorer par endroits, mon dieu quelle horreur, mais c'est terrifiant, il faut faire quelque chose tout de suite, il y a urgence.

Vous voyez comment ils procèdent, comme avec la covid-19 ou le climat par exemple.

Attendez, il y a mieux encore. La France, la risée du monde. Je suis une punaise et je vous souhaite bon voyage !

J-C - Franchement, c'est largement mérité, du coup on est inquiet pour la santé mental des Français qui a déjà été mise à rude épreuve au cours des 3 dernières années de dictature sanitaire et climatique. On se marre bien tout de même, non, d'ici en Inde j'entends, où grouillent un tas d'insectes partout, bon, ce n'est pas très charitable j'en conviens, mais leur passivité a le don de nous énerver à la longue.

Totalitarisme. Demain ce matricule pourra vous envoyer en tôle. Un régime toujours plus liberticide.

L'Assemblée nationale favorable à l'identité numérique, sans levée de l'anonymat - BFMTV 6 octobre 2023

L'Assemblée nationale a voté ce jeudi soir "*l'objectif*" d'une généralisation de l'identité numérique en 2027, sans obligation, et n'a pas eu à se prononcer sur la fin de l'anonymat en ligne après le retrait des amendements sur ce sujet sensible du projet de loi numérique.

"*Oui au pseudonymat, non à l'anonymat*" sur les réseaux sociaux, a répété le rapporteur Renaissance Paul Midy dans l'hémicycle jeudi soir en défendant un principe de "plaque d'immatriculation" des Français sur les réseaux sociaux.

Après la "*carte d'identité plastique*" et "*électronique*", "*évidemment qu'il faut qu'on aille vers l'identité numérique*", "*publique, régalienne*", "*c'est le sens de l'histoire*", a estimé Paul Midy. Ce n'est "*en aucun cas un moyen de surveiller la population*", mais un "*moyen d'améliorer l'accès au droit*", a complété le ministre en charge du numérique Jean-Noël Barrot. BFMTV 6 octobre 2023

Enfin une fierté nationale ! Vous avez dit maltraitance ?

Record de détenus en prison : comment a évolué la population carcérale en France ? - Yahoo 5 octobre 2023

Il n'y a jamais eu autant de détenus dans les prisons françaises. Dans un rapport publié ce jeudi, la Cour des comptes alerte sur l'augmentation continue de la population carcérale depuis plus de vingt ans. Yahoo 5 octobre 2023

Et pour cause, les prisons françaises comptaient 58 231 détenus au 1er janvier 2005, 66 678 au 1er janvier 2015 et 71 173 au 1er janvier 2023. Au 1er septembre 2023, 73 693 personnes étaient incarcérées, selon les données du ministère de la Justice.

Il n'y a que 60 629 places disponibles. "*Il en résulte une aggravation de la suroccupation des établissements pénitentiaires : fin 2022, le taux d'occupation des maisons d'arrêt était de près de 143 %*", précise le rapport de la Cour des comptes.

Parmi les raisons évoquées pour expliquer ce phénomène, "*la réponse pénale à la délinquance (qui) s'est durcie*", une "*répression accrue*" pour certains crimes et délits comme les "*violences intrafamiliales, les délits routiers ou les violences envers les forces de l'ordre*", "*l'augmentation du recours aux comparutions immédiates et le maintien, à un niveau élevé, du taux de détention provisoire*". Yahoo 5 octobre 2023

Sadisme. Vous comprendrez pourquoi ils font la promotion du changement de sexe.

Castrations à vif, queues coupées à la chaîne… L214 dénonce les pratiques d'un élevage porcin intensif (vidéo) - cnews.fr 5 octobre 2023

La nouvelle enquête de L214, filmée entre mai et septembre 2023, dévoile des pratiques terribles dans un élevage intensif de Corbeil (Marne). Elle montre des manipulations violentes et illégales sur des porcelets.

Une nouvelle vidéo choc. Dans une enquête publiée ce jeudi 5 octobre, l'association de défense de la cause animale L214 a dévoilé les coulisses des pratiques d'un élevage porcin intensif de la Marne, appartenant à la coopérative Cirhyo, leader français du marché du porc. Leur viande est principalement vendue en supermarché, majoritairement sous la marque Herta.

Selon l'association, l'élevage compte environ 4.000 animaux enfermés dans un environnement insalubre (poussière, mouches, excréments dans l'eau d'abreuvage, morts parmi les vivants), en cage individuelle ou en enclos collectifs entassés les uns sur les autres. Des milliers d'asticots grouillent dans les poubelles d'équarrissage, où les corps d'animaux morts sont en état de putréfaction très avancée.

Des images insoutenables

Dans le détail, de nombreux animaux ne sont ni soignés ni secourus, des truies et des porcelets présentent des descentes d'organes, des nouveau-nés sont étouffés sous le corps de leur mère, des coups de truelle sont portés aux truies en maternité afin de les faire se lever pour ramasser des porcelets morts dans leur cage. Certains porcelets claqués sont même dévorés par des chats qui errent dans les couloirs de l'élevage. cnews.fr 5 octobre 2023

Santé.

Comment s'y prennent-ils pour fragiliser votre santé ou vous empoisonner.

Avez-vous lu les notices du Gardasil ? - lutotal.wordpress.com

On le sait aujourd'hui, tous les vaccins peuvent impacter le système nerveux, car les deux systèmes nerveux et immunitaire sont interconnectés. Les chercheurs parlent désormais de système neuro-immun [vi].

En Europe, l'EMA reconnaît que le Gardasil peut provoquer :

L'encéphalite aigue disséminée (inflammation du système nerveux central)
Le syndrome de Guillain-Barré (paralysie)
Une syncope (perte de conscience)

Aux USA, la FDA reconnaît en plus des effets précédents :

La Maladie du motoneurone, la terrible sclérose latérale amyotrophique (ou Maladie de Charcot)
La paralysie
La myélite transverse (inflammation de la moëlle épinière)

La FDA reconnaît également les effets suivants :

Embolie pulmonaire (caillots dans le poumon)
Pancréatite (inflammation du pancréas)
Des maladies auto-immunes (sans précision)
La mort (rangée entre « *frissons* » et « *malaise* »)

Concernant les maladies auto-immunes, la notice américaine donne le chiffre inquiétant de 2,3%. Pour 3 millions d'enfants de 11 à 14 ans vaccinés, 72 000 développeront une maladie auto-immune.

MORTALITÉ DU GARDASIL

Au cours des essais cliniques du Gardasil, 21 personnes sont décédées sur 15 706 participants, soit un taux de mortalité de 13,3 pour 10 000 contre une mortalité attendue de 2 à 5 pour 10 000 [x] (pour les moins de 20 ans en France, mais aussi aux USA) [xi].

Quoiqu'il en soit, un taux aussi important de 13,3 pour 10 000 est à comparer au taux de morts dues au cancer du col de l'utérus : 0,17 pour 10 000 [xiii] en France, chez les plus de 50 ans.

Ni la FDA ni l'EMA n'ont comparé la mortalité des essais cliniques du Gardasil avec la mortalité « *normale* » attendue. Et pourtant, il existe de nombreux témoignages et des cas documentés de décès causés par le Gardasil, partout dans le monde.

Comme le stipule la notice américaine, le vaccin n'a pas été étudié pour la cancérogénèse, sa capacité à provoquer le cancer. Pourtant les rapporteurs de l'EMA [xv] ont noté l'apparition de 5 cas de leucémie (cancer du sang) durant les essais cliniques, dont 3 survenus chez des jeunes filles de moins de 20 ans.

3 cas sur 12 319 participants contre 2 à 4 cas attendus pour 100 000, soit un risque de leucémie multiplié par 6 à 12 dans les 2 ans suivant la vaccination.

Pour Bernard Dalbergue, un ancien cadre médical chez Merck (MSD), il ne fait aucun doute que « *le Gardasil sera le plus gros scandale médical de tous les temps* » [xxix].

Pour les bonnes raisons [xxx] que :

Le cancer du col de l'utérus est simple à dépister et traitable : il ne constitue pas un enjeu de santé publique.
L'efficacité du Gardasil ne peut pas être démontrée.
Les études cliniques du Gardasil sont une parodie de science et ont fait l'objet de nombreuses publications critiques indépendantes de l'industrie.

A cela, il faut ajouter que les agences sanitaires qui vendent les autorisations de mise sur le marché des médicaments (AMM) sont financées par les laboratoires à hauteur de 89%[xxxi]. Leurs conflits d'intérêts sont dénoncés depuis des années [xxxii] : elles ne jouent plus le rôle de régulateur. Ces agences sont objectivement devenues les collaboratrices des industriels : via le revolving door [xxxiii] et la détention de brevets (le NIH américain possède des brevets sur le Gardasil) entre autres.

CONCLUSION

Un vaccin est un acte irréversible. Certains Effets Indésirables Graves mettent des années à se déclarer et peuvent être extrêmement graves.

Le mot « *cancer* » fait peur, mais il ne doit pas vous empêcher d'étudier attentivement les données. Si votre enfant développe un EIG après sa vaccination, vous ne recevrez strictement aucune aide de l'État. Il vous sera impossible de vous retourner contre le fabricant qui est en pratique intouchable : en effet le cadre juridique applicable en Europe introduit par la Directive 85/374/CEE du Conseil du 25 juillet 1985 en matière de responsabilité du fait des produits défectueux est extrêmement défavorable aux victimes. Vous serez seuls, sans reconnaissance, comme toutes les victimes vaccinales.

Faire aveuglément confiance aux autorités est, aujourd'hui, irresponsable.

Il est de votre devoir en tant que parents d'évaluer sérieusement la balance bénéfice-risque : un bénéfice du Gardasil hypothétique pour un cancer lent qui est détectable par frottis (non invasif) et soignable.
Des effets indésirables parfois très graves, sous-évalués ou ignorés et qui ont déjà dévasté des milliers de jeunes gens dans le monde, des scandales soigneusement effacés de l'Histoire depuis 15 ans, qu'il ne faut surtout pas oublier.

D'abord ne pas nuire.

https://alutotal.wordpress.com/2023/10/02/avez-vous-lu-les-notices-du-gardasil/

Combat politique contre la terreur climatique.

Ils y viennent à la vérité, mais parce qu'ils sont intéressés.

J-C - N'allez surtout pas croire une seconde que ces sadiques pourraient avoir eu soudainement un cas de conscience ou une poussée d'empathie, qui les auraient conduits à s'intéresser au bien-être des peuples, pas vraiment.

En réalité, ils se sont découverts un nouveau marché potentiel, à défaut d'avoir à reconstruire des villes entières et des infrastructures suite aux destructions causées par une guerre mondiale qui hélas pour eux n'aura pas lieu, ils appellent à "*investir dans la protection contre les inondations*", ce qui devrait mobiliser des milliers de milliards de dollars, quelle aubaine !

Ils font semblant de découvrir, que partout dans le monde pour cause de corruption à différents niveaux des maires aux ministres, des villes entières ou des zones industrielles ou commerciales ont été construites sur des terrains qui auraient dû être déclarés inconstructibles.

S'ils se saisissent de ce facteur aujourd'hui, c'est parce que les conséquences sont de plus en plus visibles, coûteuses en vies humaines et sur le plan financier, cela déborde du cadre des faits divers, c'est devenu matière à scandale national, du coup, ils se sont dits qu'ils pourraient les instrumentaliser pour en tirer profit, puisque leur cynisme est sans limite.

De plus en plus d'humains s'installent dans des zones inondables, selon une étude - BFMTV 5 octobre 2023

Depuis 1985, la croissance de l'urbanisation dans les zones inondables a largement dépassé la croissance dans les zones sûres, selon une étude publiée dans la revue Nature.

Les humains s'établissent de façon croissante dans des zones fortement exposées à de dangereuses inondations, notamment en Chine, avertit une étude dirigée par un économiste de la Banque mondiale, publiée mercredi.

L'étude a révélé qu'en 2015, 20% de toutes les zones habitées se trouvaient dans des zones présentant des risques d'inondation moyens ou élevés, contre 17,9% trente ans plus tôt. L'augmentation en pourcentage peut sembler modeste, mais elle représente une superficie énorme en raison de la rapidité avec laquelle le peuplement s'est développé à l'échelle mondiale depuis 1985.

Quelque 76.400 kilomètres carrés de zone de peuplement humain, soit environ 48 fois la taille du Grand Londres, sont désormais confrontés à des inondations de plus de 50 cm, a déclaré l'économiste.

"*Ce peuplement en expansion dans des zones à haut risque crée une exposition aux inondations, ainsi qu'à de futurs dégâts et rend nécessaire d'investir dans la protection contre les inondations*", prévient l'étude publiée dans la revue Nature.

L'Asie de l'Est et le Pacifique sont parmi les régions plus exposées, en raison notamment de l'expansion urbaine en Chine, ainsi qu'au Vietnam et au Bangladesh.

"*Au Vietnam, où près d'un tiers du littoral est désormais construit, les endroits les plus sûrs et les plus productifs sont de plus en plus occupés*", écrivent les auteurs.

"*Ainsi, les nouvelles zones de développement humain se font de manière disproportionnée sur des terres dangereuses et des zones auparavant évitées, telles que les lits des rivières ou les plaines inondées*". BFMTV 5 octobre 2023

De « *la fiction* » à la réalité.

Le président de la COP28 estime qu'il n'est pas possible de "débrancher le système énergétique" actuel - BFMTV 9 octobre 2023

Le président de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat, la COP28, a appelé dimanche les gouvernements à renoncer à leurs "*fantasmes*", comme l'abandon précipité des infrastructures énergétiques existantes pour atteindre les objectifs en matière de climat.

"*Nous ne pouvons pas débrancher le système énergétique d'aujourd'hui avant de construire le système de demain. Ce n'est tout simplement ni pratique ni possible*", a déclaré Sultan Al Jaber à l'ouverture de la Semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, une conférence organisée par les Nations unies à Ryad.

"*Nous devons séparer les faits de la fiction, la réalité des fantasmes*", a-t-il ajouté.

Des responsables du secteur de l'énergie, aux Émirats arabes unis et dans d'autres pays producteurs de pétrole, notamment l'Arabie saoudite, ont plaidé pour la poursuite des investissements dans les combustibles fossiles afin d'assurer la sécurité énergétique, tout en envisageant à terme une transition vers l'abandon de ces combustibles. BFMTV 9 octobre 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Rien ne va plus entre la Pologne et l'Ukraine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 3 octobre 2023

La Pologne, qui était jusqu'ici un allié fidèle de l'Ukraine, réalise subitement qui sont vraiment les dirigeants de ce pays. L'affaire Yaroslav Hunk au Parlement canadien a mis le feu aux poudres. Toute la classe politique y va de sa condamnation des nationalistes intégraux ukrainiens. Une série de litiges s'accumule. Ce revirement intervient au moment où la majorité républicaine à la Chambre des représentants US souhaite prendre ses distances avec le conflit ukrainien.

https://www.voltairenet.org/article219761.html

- ... dès le début de la guerre, le Conseil de Défense polonais a interdit aux opérateurs internet de relayer le site « *Voltairenet.org* » et les articles du Réseau Voltaire dans le pays. Cette censure militaire a empêché la classe dirigeante polonaise de comprendre ce qu'était vraiment le gouvernement Zelensky.

Argument contestable, car les autorités polonaises n'ont pas attendu après le Réseau Voltaire pour « *comprendre ce qu'était vraiment le gouvernement Zelensky* ».

Notons que la condamnation du nazisme est passée à la trappe dans cet article.

Russie

Six principes clés: ce qu'il faut retenir du discours de Poutine au Club Valdaï - fr.sputniknews.africa 5 octobre 2023

La session plénière de la 20e réunion annuelle du Club de discussion international Valdaï se tient du 2 au 5 octobre à Sotchi, sur le littoral de la mer Noire, en Russie.

Le thème de l'événement est "*Multipolarité juste: comment assurer la sécurité et le développement pour tous".*

Cette édition du forum Valdaï réunit 140 experts, politiciens et diplomates de 42 pays d'Eurasie, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud.

Dans son discours à la réunion annuelle du Club de discussion Valdaï, le Président russe a nommé six principes des relations internationales prônés par la Russie:

1. Un monde ouvert et interconnecté "*où personne ne crée de barrières pour la communication des gens*".

2. La diversité du monde doit être un fondement du développement universel. "*Il y a plusieurs civilisations. Et aucune d'entre elles n'est meilleure ou pire que l'autre*", a-t-il déclaré.

3. La représentativité maximale: personne n'a le droit de diriger le monde pour ou au nom des autres: "*Le monde de demain est un monde de décisions collectives*".

4. La sécurité universelle et une paix stable basées sur les intérêts de tout le monde. L'essentiel est de libérer les relations internationales de la mentalité de groupe, de l'héritage de l'ère coloniale et de la guerre froide, selon Poutine.

5. La justice pour tous où chacun a accès à tous les bénéfices du développement: "*L'ère de l'exploitation […] fait partie du passé. Les pays et les peuples prennent conscience de leurs intérêts et de leurs capacités et sont prêts à compter sur eux-mêmes, et cela accroît leur force*".

6. L'équité: personne ne doit plus se soumettre ou dépendre de ceux qui sont plus forts ou plus riches.

"*C'est la quintessence de toute l'expérience historique de l'humanité*", a conclu Vladimir Poutine. Ce sont les principes auxquels la Russie aspire à adhérer et invite d'autres pays à se joindre.

"*Chronique d'expansions sans fin*"

Le Président russe a critiqué les piliers civilisationnels occidentaux. L'histoire de l'Occident est une chronique d'expansions "*sans fin"*, son influence se basait toujours sur le pillage des colonies et du monde entier, selon lui. fr.sputniknews.africa 5 octobre 2023

Il faut qu'ils débitent leur récit sur l'isolement de la Russie.

La Russie livre du gaz à l'Ouzbékistan et au Kazakhstan - RFI 7 octobre 2023

Isolé par la guerre en Ukraine, la Russie continue de se rapprocher de ses voisins d'Asie centrale. Nouvelle illustration ce samedi 7 octobre avec cette cérémonie réunissant les chefs d'États russe, kazakh et ouzbek pour célébrer l'envoi de gaz russe vers l'Ouzbékistan via le Kazakhstan.

« *Notre gaz arrivera en Ouzbékistan en passant par le Kazakhstan à qui une partie du carburant sera également livré* », déclare le président russe. « *C'est la première fois que du gaz produit en Russie sera acheminé vers l'Asie centrale. Cela contribuera à assurer la sécurité énergétique de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et donc de toute la région.* »

« *Nous sommes ouverts à une coopération ultérieure* », a souligné Vladimir Poutine. Celles-ci sont « *importantes, significatives dans le domaine énergétique en gros, pas seulement dans ce qui est lié à la livraison du gaz* », a-t-il assuré. RFI 7 octobre 2023

La Russie reprend les livraisons de brut dans ce pays des BRICS - fr.sputniknews.africa 8 octobre 2023

En septembre, la Russie a repris les exportations de pétrole brut au Brésil après une pause de deux ans, selon les données de la douane brésilienne analysées par Sputnik. Les quantités livrées sont records depuis 13 ans.

Mali.

Qui les a armés pour semer la terreur au Mali et ailleurs au Sahel sinon l'OTAN, les puissances occidentales dont la France.

Mali: confusion autour des combats de entre l'armée et les rebelles pour le Nord - RFI 7 octobre 2023

Dans le nord du Mali, de nouveaux combats ont eu lieu vendredi 6 octobre pour le contrôle de la ville stratégique d'Anéfis. L'armée malienne, appuyée par les mercenaires du groupe russe Wagner, et l'ex-rébellion du Nord regroupée au sein du CSP-PSD se sont affrontées aux alentours de cette localité qui mène notamment vers Kidal, fief des ex-rebelles. RFI 7 octobre 2023

Canada.

Canada : Hausse de 44 % des sans-abri au Québec à cause de l'inquiétante crise du logement - AFP/20 Minutes 5 octobre 2023

C'est le paradoxe d'une société « *riche* » comme le Canada. Avec des prix de l'immobilier qui explosent, le nombre de personnes vivant dans la rue suit aussi une courbe exponentielle au Québec. Alors que leur présence a longtemps été concentrée sur Montréal, c'est maintenant un sans-abri sur deux qui vit en régions, selon un nouveau rapport de la province publié en septembre.

Dans le bois à proximité d'un cimetière de Granby - ville de 70.000 habitants située à 80 kilomètres à l'est de Montréal - vit depuis quelques mois Danny Brodeur-Côté, expulsé en juin de l'appartement qu'il louait avec sa copine. Près de là, un parc municipal s'est récemment transformé en camp de fortune où vivent hommes et femmes de tous âges, certains comme Danny ayant un emploi. Près d'une personne sans-abri sur quatre (23 %) s'est retrouvée à la rue après avoir été expulsée d'un logement, précise ce même rapport du gouvernement québécois.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 10 octobre 2023.

Une rapide revue de presse sur le soulèvement armé légitime du peuple palestinien contre l'occupation sioniste qui dure depuis 1947.

RFI en mode totalitaire.

Pour RFI : *"affirmer qu'Israël « manipule les médias du monde entier »* serait un commentaire antisémite. Vous pouvez le vérifier là :

https://fr.news.yahoo.com/chine-r%C3%A9seaux-sociaux-chinois-%C3%A9bullition-124938960.html

---

Un peu d'histoire.

Quand Chaim Weizmann et R.W. Rothschild dynamitèrent la Palestine avec l'aide des Britanniques.

- Chaim Weizmann né le 27 novembre 1874 à Motal (actuelle Biélorussie) et mort le 9 novembre 1952 à Rehovot (Israël), est un chimiste et homme d'État russe, britannique puis israélien.

Inventeur de l'explosif Acetone, qu'il offre à forces alliées pendant la première guerre mondiale, il prend la tête de l'Organisation Sioniste Mondiale, assumant la responsabilité de président par deux fois, de 1920 à 1931, puis de 1935 à 1946.

Il se rallie au sionisme dès les débuts de celui-ci. Il participe en août 1897 au premier congrès sioniste de Bâle aux côtés de Théodore Herzl devenant ainsi l'un des chefs de file du mouvement.

À la suite de ses travaux de recherche (fermentation bactérienne) ayant permis de fabriquer en grande quantité à partir de 1915 l'acétone indispensable à la fabrication de la cordite (de la dynamite, explosif utilisé notamment pour les obus de la Royal Navy), il obtient en remerciement par Lloyd George (alors Minister of Munitions) l'appui britannique à la création d'un État pour les juifs.

Il travaille alors avec Lord Balfour, également très concerné en tant que premier Lord de l'Amirauté, à la rédaction d'une déclaration favorable à l'établissement d'un « *foyer national juif* » en Palestine/Eretz Israel (Terre d'Israël en hébreu).

En 1919 il déclare : « *Nous demandons la possibilité de nous installer en Palestine et, quand nous serons la majorité, nous en réclamerons le gouvernement* ».

J-C – Collusion entre l'Organisation sioniste mondiale et le fasciste Benito Mussolini, un modèle pour le futur Etat juif ou Israël. On peut dire sans exagération qu'Israël, c'est la barbarie fasciste élevée au rang de gouvernance depuis 1947.

Wikipédia - À partir de 1920, il est à la tête de l'Organisation sioniste mondiale, assumant la responsabilité de président par deux fois, de 1920 à 1931, puis de 1935 à 1946. À ce titre, il rencontre dans l'entre-deux-guerres de nombreux hommes politiques américains et européens, dont Mussolini à trois reprises. Lors de sa seconde rencontre avec Benito Mussolini en 1934, ce dernier déclare que Jérusalem ne peut être une capitale arabe ; Weizman propose de mettre à disposition de l'Italie fasciste une équipe de savants juifs. Ils rencontrent divers responsables politiques européens pour les inciter à s'opposer à l'Allemagne nationale-socialiste et à soutenir le sionisme.

Lors d'une rencontre avec le président américain Harry Truman, Weizmann obtient le soutien des États-Unis pour la création d'un futur État d'Israël. Trois jours après la déclaration d'indépendance en 1948, il devient chef de l'État d'Israël en qualité de président du Conseil d'État provisoire. L'année suivante, à la suite des premières élections législatives, la Knesset l'élit premier président de l'État d'Israël, titre purement honorifique et n'ayant pas de réelle signification politique, il le restera jusqu'à sa mort en 1952. (Wikipédia.)

Quand les sionistes jetèrent leur dévolu sur la Palestine.

- La Déclaration Balfour de 1917 est une lettre ouverte datée du 2 novembre 1917 et signée par Arthur Balfour, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères (the Foreign Secretary). Elle est adressée à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), personnalité éminente de la communauté juive britannique et financier du mouvement sioniste, aux fins de retransmission.

Par cette lettre, le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un projet national (présenté comme « *un foyer national pour le peuple juif* », traduction de « *a national home to the Jewish people* »). Cette déclaration est considérée comme une des premières étapes dans la création de l'État d'Israël.

La déclaration prend la forme d'une lettre adressée à Lord Rothschild le 2 novembre 1917 et publiée dans le Times de Londres le 9 novembre, par un encart intitulé « *Palestine for the Jews. Official Sympathy* » :

« *Cher Lord Rothschild,*

J'ai le grand plaisir de vous transmettre, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie avec les aspirations juives sionistes, qui a été soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les Juifs et fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs disposent dans tout autre pays.

Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

— Arthur James Balfour. (Wikipédia.)

J-C - Il va de soi que les conditions figurant dans la seconde partie de cette déclaration ne seront jamais respectées par les sionistes - "*rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs disposent dans tout autre pays*."

Ils les massacreront, confisqueront leurs terres et leurs maisons, tous leurs biens, contraignant une grande partie des survivants à l'exil. Les sionistes ont eu avec les Palestiniens exactement le même comportement que les nazies envers les juifs, notamment, ils sont donc tout autant haïssables.

Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne le savaient pas. Ils défendent un régime qu'ils qualifiaient 10 mois auparavant de "*plus à droite de l'histoire d'Israël*" de "*plus théocratique de l'histoire du pays*".

J-C – Ils étaient les mieux placés pour le caractériser correctement, n'est-ce pas ? Et plus d'un éditorialiste a traité le régime de Netanyahou d'extrême droite dans le corps de leurs articles, à juste titre.

Il ne faut pas se laisser impressionner par ceux qui nous menacent ou nous insultent, il en faudrait beaucoup plus pour nous déstabiliser ou nous faire taire. Nous ne sortons pas du même tonneau que les dirigeants du mouvement ouvriers qui par opportunisme vont encore tenir un double langage.

Il faut bien comprendre que tout juif venu s'installer en Israël depuis 1947 savait pertinemment qu'il allait s'installer sur une terre qui ne lui appartenait pas ou qui appartenait à des Palestiniens, dans un pays en guerre, et que par conséquent il n'y vivrait jamais en paix ou en sécurité, et qu'il devrait vivre dans la hantise quotidienne d'être agressé ou tué par un Palestinien qui voudrait se venger du sort insupportable auquel il avait été condamné injustement jusqu'à la fin de ses jours. Il devait donc assumer tout ce qui adviendrait ou quitter Israël, il était prévenu.

Israël : Netanyahou forme le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays - lesechos.fr 22 décembre 2022

Il s'agira du gouvernement le plus à droite et le plus théocratique de l'histoire du pays. lesechos.fr 22 décembre 2022

Netanyahou forme le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël - lepoint.fr 29 décembre 2022

Il s'agit de l'équipe ministérielle la plus à droite de l'histoire d'Israël. lepoint.fr 29 décembre 2022

En Israël, Benyamin Nétanyahou présente un gouvernement qui installe l'extrême droite au pouvoir - Le Monde 29 décembre 2022

Il ouvre les portes du pouvoir aux extrémistes : le Likoud, le parti conservateur de M. Nétanyahou, y fait presque figure de centriste au milieu de ses alliés suprémacistes juifs et ultraorthodoxes. Sans surprise, Itamar Ben Gvir, condamné pour incitation à la haine et soutien à une organisation terroriste, devient ministre de la sécurité publique, avec un contrôle étendu sur la police. Bezalel Smotrich, ultranationaliste religieux, hérite des finances pour un temps et gouvernera les colonies israéliennes dans les territoires occupés.

Le chef du gouvernement n'a annoncé les nominations au sein de son propre parti qu'à la toute dernière minute, avec quelques ministères clés, dont la justice et la défense, attribués respectivement à Yariv Levin, président sortant de la Knesset, et à Yoav Galant, un proche, ancien commandant de la région Sud. Le Monde 29 décembre 2022

Les dernières infos.

Attaque du Hamas : Israël annonce un « *siège complet de la bande de Gaza* » - Le HuffPost 9 octobre 2023

Environ 2,3 millions de Palestiniens vivent dans la bande de Gaza, une bande de terre densément peuplée qui représente deux fois la surface de Paris et vit déjà sous blocus israélien depuis 2007, des dizaines de milliers de soldats israéliens y étant déployés.

Minée par la pauvreté et le chômage, la bande de Gaza, territoire exigu est dépourvue de ressources naturelles. Les habitants y souffrent d'une pénurie chronique d'eau et de carburant. Plus des deux tiers de la population dépendent de l'aide humanitaire, et autant de Gazaouis vivent sous le seuil de pauvreté.

Dans la bande de Gaza, les frappes de l'armée israélienne ont fait au moins 560 morts depuis samedi, selon le dernier bilan fourni par le ministère palestinien de la Santé. Le bilan fait également état de « *2 900 blessées* » dans les frappes menées en riposte à l'offensive du Hamas. Le HuffPost 9 octobre 2023

Mimétisme entre maître et vassal.

La Maison-Blanche aux couleurs d'Israël

La Maison-Blanche a été illuminée lundi soir aux couleurs du drapeau israélien, en signe de soutien à l'État hébreu.

La tour Eiffel est éclairée aux couleurs d'Israël

La tour Eiffel est éclairée aux couleurs d'Israël, alors que la marche de soutien à Israël à Paris est arrivée au Trocadéro, a pu constater notre journaliste sur place Victor Mérat. Le Figaro 9 octobre 2023

La réaction en famille. Dans les quartiers chics l'humanisme est forcément la politesse des salauds...

Marche en soutien à Israël à Paris : Matignon autorise la présence des ministres, Véran dans le cortège - leJDD 9 octobre 2023

Matignon a donné l'autorisation aux ministres de participer à la marche de soutien à Israël, organisée lundi soir par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) à Paris, a appris RMC. Ce rassemblement, ayant pour titre « *marche de solidarité avec Israël et les Israéliens* », débutera à 18h30 à la place Victor-Hugo, dans le 16e arrondissement, et se dirigera vers la place du Trocadéro. À 20 heures, la tour Eiffel s'illuminera aux couleurs d'Israël en signe de solidarité.

Attaques du Hamas : en solidarité à Israël, émotion, colère et appels à la paix lors de la marche à Paris - Le HuffPost 10 octobre 2023

Dans la capitale, un cortège qui a rassemblé quelque 16.000 personnes selon la préfecture de police. Le HuffPost a suivi la mobilisation dans les rues de Paris, au départ de la place Victor Hugo (16e arrondissement) jusqu'à la place du Trocadéro. Le cortège avait mis plus de deux heures à rallier de la place Victor-Hugo.

À Paris, de nombreuses personnalités avaient fait le déplacement : la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, le porte-parole du gouvernement et ministre délégué chargé du Renouveau démocratique Olivier Véran, le ministre de la Fonction publique Stanislas Guerini, les présidents des régions Île-de-France Valérie Pécresse, Hauts-de-France Xavier Bertrand, et Rhône-Alpes Auvergne Laurent Wauquiez.

Défilaient également l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy et sa femme Carla Bruni, l'ancien Premier ministre Manuel Valls, le président du parti LR Éric Ciotti, le député PS Boris Vallaud, le sénateur Yannick Jadot (écologiste)… Le HuffPost 10 octobre 2023

J-C - Le gratin des ordures ! La distance entre les deux stations de métro Victor Hugo et Trocadéro fait 820 mètres, et en marchant à pied entre Trocadéro et Victor Hugo il faut à peine 11 minutes lit-on dans le blog https://www.itineraire-metro.paris/trocadero-vers-victor-hugo. « *16.000 personnes selon la préfecture de police* » un décompte avantageux ou gonflé, à l'opposé des manifestations ouvrières ?

Ils ont dû piétiner longtemps pour mettre deux heures pour faire ce très court trajet, à moins qu'il y ait une autre explication. *"La marche se poursuivra jusqu'à la place du Trocadéro, où la Tour Eiffel s'illuminera à 20h aux couleurs d'Israël*", voilà on l'a trouvé, donc le cortège n'a pas mis "*deux heures à rallier de la place Victor-Hugo*", les manifestants ont attendu que ce tas de ferraille apparaisse drapé dans le sang de leurs victimes teinté en bleu.

La palme du négationnisme à la risée mondiale comme il se doit.

Israël : "*Rien ne justifie et rien n'explique*" l'attaque du Hamas, estime Macron - Yahoo 9 octobre 2023

J-C – Vous avez le droit de siffler !

Daech est une créature de Washington. Si le «*Hamas, c'est Daech*», l'Etat juif, c'est le IIIe Reich nazi !

- «*Nous sommes en guerre pour assurer notre survie*», déclare Nétanyahou, pour qui le «*Hamas*, c'est Daech» lefigaro.fr 9 octobre 2023

J-C- Non, c'est l'inverse, ce sont les Palestiniens spoliés de leurs terres et de leurs biens depuis 75 ans qui pour assurer leur survie n'ont plus d'autres moyens que répondre à la guerre par la guerre.

« On n'a pas arrêté de mettre en garde contre une explosion pour éviter qu'on arrive à cela. »

J-C – Les Russes n'avaient pas cessé de mettre en garde les Américains… et ils n'ont rien voulu entendre… Cela doit vous faire penser à quelque chose, n'est-ce pas ?

Guerre Israël-Hamas: «*Un carnage est en train de prendre place dans la bande de Gaza*» - RFI 9 octobre 2023

Entretien avec l'ambassadrice de Palestine en France, Hala Abou-Hassira.

RFI : Quelles sont les informations qui vous parviennent ce lundi matin de Gaza ?

Hala Abou-Hassira : Un carnage est en train de prendre place dans la bande de Gaza. Je viens d'avoir ma famille, mes cousines au téléphone : tout le monde est bloqué, tout le monde est assiégé, tout le monde est pris en otage dans la bande de Gaza. Deux millions d'habitants aujourd'hui, depuis dix-sept ans déjà, sont pris en otage par l'occupation de l'armée israélienne.

Quelque 120 000 déplacés, des familles, des enfants, des femmes, qui n'ont aucun endroit où aller, aucun abri, aucun refuge. Une partie s'est réfugiée dans les écoles de l'UNRWA, l'agence des réfugiés palestiniens qui dépend des Nations unies. Dimanche, une école qui abrite des familles et des enfants a été bombardée par Israël. Ce matin, il y a une quinzaine de minutes, une autre école a été bombardée, qui abrite des femmes et des enfants qui n'ont aucun endroit où aller. Netanyahu a appelé les habitants de la bande de Gaza à quitter [le territoire]. À le quitter vers où ? Israël impose le blocus le plus inhumain : aujourd'hui l'électricité est coupée sur toute la bande de Gaza, la fourniture de fioul est coupée, les matières premières manquent, les médicaments manquent, les hôpitaux sont bombardés, les ambulances sont bombardées. Huit familles ont été anéanties, disparues du registre civil depuis hier, dans la bande de Gaza.

Rien ne justifie le carnage qui est en train de prendre place et tout le monde est en train de se rendre compte de la dimension gigantesque que l'agression israélienne va prendre. Rien ne justifie de tuer des civils innocents, de tous côtés.

Je vais déplorer beaucoup de choses. Je commence par l'occupation, par l'apartheid, par la colonisation, par les pogroms, par les checkpoints, par la colonisation, par les attaques sur Jérusalem-Est, sur les fidèles chrétiens et musulmans, que le monde entier a vu sur les caméras. Je déplore et je condamne l'assassinat de la journaliste, votre consœur, Shireen Abu Akleh, devant les yeux du monde entier. Je déplore tout ce qui se passe. Et je demande aujourd'hui : c'est le moment de saisir cette crise et de la transformer en opportunité politique pour mettre un terme à la source des problèmes.

L'ensemble du peuple palestinien fait face à une agression, que ce soit dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie. Quatorze morts depuis hier en Cisjordanie. Le peuple palestinien est uni aujourd'hui dans sa lutte pour sa liberté, pour son droit inaliénable à l'auto-détermination, et on ne va pas lâcher. Il faut arrêter avec la politique du deux poids deux mesures. Quand on voit que le Palestinien est déshumanisé, que les enfants palestiniens sont déshumanisés, les vies des Palestiniens ne comptent pas, il faut retenir les vies des Palestiniens, il faut retenir les morts Palestiniens. Nous comptons autant que chaque Ukrainien, on a le droit à la résistance à l'occupation militaire israélienne, comme c'est garanti par le droit international. D'ailleurs, Israël est dans l'obligation aujourd'hui de protéger la population civile sous occupation. Israël doit arrêter son agression, doit arrêter son occupation.

RFI - Comment sort-on de cette situation ? Il y a eu, hier soir, une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'est achevée par un mutisme général. Quel est le bon interlocuteur pour sortir de cette situation ?

La seule manière de sortir de cette situation d'enfer pour tous, c'est d'appliquer le droit international. Les Nations unies ont failli. C'est l'échec total pour le système international de rendre Israël responsable de ses crimes, de rendre Israël responsable de son occupation. Toutes les démocraties européennes parlent de renforcer ce système multilatéral, mais

uniquement quand il s'agit d'un seul conflit. La Cour pénale internationale et la Cour de justice internationale doivent être renforcées pour appliquer le droit international. La seule sortie, c'est la mise en responsabilité de l'État d'occupation.

RFI - L'Autorité palestinienne n'est-elle pas décrédibilisée un peu plus après cette opération très spectaculaire du Hamas ?

Nous n'avons pas arrêté de dire : « *Faites attention* », et de rendre la communauté internationale aussi responsable de ce manque de perspective politique, y compris la France. On n'a pas arrêté de mettre en garde contre une explosion pour éviter qu'on arrive à cela. Et aujourd'hui, c'est le moment de déclencher une dynamique politique, d'arrêter l'agression qui est en cours sur la bande de Gaza, dans l'ensemble des territoires palestiniens occupés. La paix, c'est la seule manière d'éviter la perte de vies innocentes dans la région. RFI 9 octobre 2023

L'internationale des Etats occidentaux néonazie aux ordres de l'oligarchie financière anglo-saxonne sioniste soutient l'occupation de la Palestine depuis 1947 au nom de la *"justice" et de la "liberté"*.

Attaques du Hamas : France, Allemagne, États-Unis, Italie, Royaume-Uni « *soutiendront les efforts d'Israël pour se défendre* » - Le HuffPost 10 octobre 2023

« *Nous tous reconnaissons les aspirations légitimes du peuple palestinien et nous estimons que les Israéliens et les Palestiniens ont droit, dans la même mesure, à la justice et à la liberté* », écrivent-ils dans cette déclaration commune.

Comme si personne ne savait que les Etats-Unis, Israël, la Grande-Bretagne et la France notamment sont à l'origine du terrorisme international.

Israël: Macron, Biden, Scholz, Sunak et Meloni déclarent ensemble que "*rien, jamais, ne justifie le terrorisme*" - BFMTV 10 octobre 2023

Washington, Paris, Londres, Berlin et Rome soutiennent Israël à l'unisson - France 24 10 octobre 2023

Au moins 800 Israéliens et près de 700 Palestiniens ont été tués au cours des trois derniers jours. France 24 10 octobre 2023

- Le Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran, a annoncé lundi avoir bombardé deux casernes israéliennes en «*réponse*» à la mort de trois de ses membres par des frappes israéliennes, sur fond de craintes d'escalade après l'infiltration de combattants palestiniens en Israël depuis le Liban.

Qualifiant son attaque de «*première réponse*», le Hezbollah a affirmé dans un communiqué avoir bombardé deux casernes israéliennes «*en utilisant des missiles guidés et des obus de mortier qui ont atteint directement*» leurs cibles. lefigaro.fr 9 octobre 2023

En totalitarisme aucune voix discordante n'est autorisée.

En Europe, une partie de la gauche radicale fait scandale - lefigaro.fr 9 octobre 2023

Entre soutien aux Palestiniens et refus de condamner le Hamas, des voix discordantes se font entendre de la part de partis politiques européens, principalement à l'extrême gauche, après l'attaque du Hamas contre Israël, déclenchant une avalanche de critiques.

L'ex-leader du parti travailliste britannique, le très à gauche Jeremy Corbyn, a dit qu'il ne «*soutenait aucune attaque*», mais a évité de critiquer directement le Hamas. À la tête du Labour, il avait été accusé d'avoir minimisé l'antisémitisme au sein du parti. Il ne faut pas «*se contenter de condamner – comme je le fais – tout acte de violence, où que ce soit dans le monde. Il faut aussi en examiner les causes*», a dit Jeremy Corbyn.

En Espagne, la seule formation de premier plan à n'avoir pas clairement condamné le Hamas et son attaque est le parti de gauche radicale Podemos. Elle fait partie de la coalition de gauche au pouvoir, mais est en perte de vitesse depuis plusieurs mois. «*La situation de violence et les morts en Israël et en Palestine sont le fruit de l'occupation et de l'apartheid*», a estimé Podemos samedi sur X, en assurant que «*la seule manière de mettre un terme au conflit*» était «*de mettre fin à l'impunité d'Israël*».

En Grèce, l'ancien ministre des Finances Yanis Varoufakis, qui a créé le parti antisystème MeRa25, a qualifié Israël d'«*État de l'apartheid*». «*L'apartheid, qu'il soit pratiqué en Afrique du Sud, en Palestine ou en Israël, sera toujours source de violence, car c'est un système violent et misanthrope*», a-t-il déclaré dans une interview publiée sur X.

Jean-Luc Mélenchon sur X. - «*En obligeant tout le monde à s'aligner sur la position du gouvernement d'extrême droite israélien, en acceptant de manifester avec le RN, en insultant les élus futiles du PS, le Crif a isolé et empêché la solidarité des Français avec la volonté de paix et la demande de cessez-le-feu immédiat*». «*Les morts de tous côtés méritent mieux et notre compassion totale.*»

Siège de Gaza après les attaques en Israël : Mélenchon accuse Borne d'"*approuver ce crime de guerre*" - BFMTV 9 octobre 2023

Le fondateur de La France insoumise accuse la Première ministre "*d'approuver*" le "*siège complet"* de la bande de Gaza qui va priver les habitants d'eau, trois jours après l'offensive surprise lancée par le Hamas sur Israël.

Le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a annoncé lundi lors d'une réunion avec le commandement sud de l'armée israélienne qu'il imposait "*un siège complet*" à la bande de

Gaza: "*pas d'électricité, pas d'eau, pas de nourriture, pas de gaz*". "*Nous combattons des animaux et nous agissons en conséquence"*, a encore fait savoir ce proche de Benjamin Netanyahu.

Les crimes de guerre sont des violations du droit international humanitaire dont les auteurs encourent une responsabilité pénale personnelle au regard du droit international, d'après le site des Nations unies.

"*Le refus illicite d'accès humanitaire et la privation des civils de biens indispensables à leur survie*", peuvent être considérés comme "*une méthode de guerre*", précise encore l'institution. La pénurie d'eau à Damas en Syrie en 2017 avait ainsi été qualifiée par l'ONU de "crime de guerre". BFMTV 9 octobre 2023

À Lyon, une foule très jeune en soutien de « la Résistance palestinienne » - LePoint.fr 10 octobre 2023

Alors que plusieurs dizaines de jeunes se regroupent peu à peu autour d'elles, les deux jeunes femmes se réjouissent : « *Tu as vu, c'est pas un rassemblement communautaire. Y a plein de jeunes, et pas beaucoup de musulmans…* » La petite foule mêle en effet quelques jeunes femmes voilées et surtout des militants d'extrême gauche. Un groupe finit par sortir une banderole et se voit immédiatement cerné par une vingtaine de CRS. Un rassemblement de cent à deux cents jeunes se forme alors. Les premiers slogans fusent, « *Palestine vaincra, Palestine vivra* » est le plus repris. Sur place, personne ne se revendique cependant du collectif « *La Fosse aux Lyons* » qui a appelé à ce rassemblement et dont le nom semble faire écho au groupe armé palestinien « *La Fosse aux lions* ».

Un peu à l'écart, une jeune femme aux cheveux bleus qui refuse de donner son nom est venue « *de manière autonome* ». Elle a vu l'appel « *sur des groupes de militants d'extrême gauche, anti-réformistes. Ça a circulé de groupe de contacts en groupe de contacts, de manière très informelle* », assure-t-elle, expliquant qu'elle n'est pas « *venue en défense de ce qui s'est passé ce week-end, mais pour soutenir la Palestine* ». LePoint.fr 10 octobre 2023

Réaction d'autres Etats ailleurs dans le monde :

- Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé lundi Israël de "*génocide*" contre les Palestiniens, après l'annonce israélienne d'un "*siège total*" de la bande de Gaza, évoquant la réaction du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

"*Par le passé, nous avons déjà vu des massacres, des massacres brutaux, contre le peuple palestinien*", a aussi déclaré le dirigeant du Venezuela, estimant que les Palestiniens subissaient un "*nouvel apartheid*".

- Après le siège de Gaza par Israël, le président colombien évoque «*les nazis*» et un possible «*holocauste*»

Le président colombien Gustavo Petro, qui inonde les réseaux sociaux de ses commentaires depuis l'attaque du Hamas, a évoqué les «*nazis*» et un possible «*holocauste*», à l'annonce par Israël d'un siège total de la bande de Gaza.

«*C'est ce que les nazis disaient des juifs. Les peuples démocratiques ne peuvent pas permettre au nazisme de se réinstaller dans la politique internationale*», a-t-il dit sur X (ex-Twitter). «*Israéliens et Palestiniens sont des êtres humains relevant du droit international. Ce discours de haine, s'il continue, n'apportera qu'un holocauste*», a-t-il ajouté. lefigaro.fr 9 octobre 2023

J-C - Pour autant, vous aurez noté le silence assourdissant de toute condamnation d'Israël ou l'absence de soutien d'un Etat au conseil de sécurité de l'ONU, dont la Russie et la Chine, qui selon certains avec les Brics seraient les garants de la démocratie, la preuve du contraire.

La Russie soviétique sous Staline a voté la partition de la Palestine en 1947, elle s'est rendue coupable de ce crime, qui la plaçait dans le même camp que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France impérialiste.

Et l'éternel bal des hypocrites ou vendus aux plus puissants.

Guerre entre Gaza et Israël : au sein du monde arabe, seuls les Emirats condamnent l'attaque du Hamas - RT 9 octobre 2023

Les Emirats arabes unis sont le seul pays arabe à condamner ouvertement l'offensive menée par le Hamas. Les pays qui ont des relations avec l'Etat hébreu restent neutres et appellent à la fin des combats. D'autres soutiennent le mouvement gazaoui, et la perspective d'une normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite semble s'éloigner.

Les autres pays entretenant des relations avec Israël, à savoir l'Egypte, le Maroc ou la Jordanie, ont fait preuve d'une certaine neutralité.
De son côté, la présidence tunisienne a exprimé sur Facebook sa solidarité «*totale et inconditionnelle*» avec le peuple palestinien. Dans son communiqué l'Algérie a pour sa part appelé à «*protéger le peuple palestinien de l'arrogance et de la criminalité de l'occupation sioniste*». RT 9 octobre 2023

J-C – Aucun Etat n'a proposé d'envoyer des armes aux Palestiniens, tous sont soumis à Israël par crainte des représailles américaines.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 11 octobre 2023.

Quel monde merveilleux !

Ils inventent la dictature des "*gènes*", non ce sont les nazis !

Vous êtes végétarien ? C'est inscrit (aussi) dans vos gènes ! - Yahoo 9 octobre 2023

Normal après avoir fait la promotion de la pornographie !

Espagne et Italie : les crimes sexuels commis par des mineurs en hausse, mais pourquoi ? - Euronews 9 octobre 2023

Une rapide revue de presse sur le soulèvement armé légitime du peuple palestinien contre l'occupation sioniste qui dure depuis 1947.

Qu'on se le dise sous ce régime dictatorial.

- Une seule interprétation, une seule voix, une seule victime, un seul coupable : Les Palestiniens et ceux qui les supportent...

- Seuls ont le droit de s'exprimer les partisans du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, les porte-parole des bourreaux du peuple palestinien…

- Quand les régimes occidentaux révèlent au grand jour leur véritable nature fasciste, pour ceux que les dictatures sanitaire et climatique n'avaient pas ouvert les yeux...

- Le ministère sioniste de la Vérité ou de la propagande menace, sème la terreur en France

- "*Le bloc occidental a condamné l'attaque du Hamas et apporté son soutien à Israël*."

Mais aussi…

Le pays dirigé par Benyamin Netanyahou peut aussi compter sur le soutien d'autres pays. Le Premier ministre australien Anthony Albanese a par exemple estimé qu'"*Israël a le droit de se défendre*" et le Premier ministre indien Narendra Modi s'est dit "*solidaire d'Israël*". Yahoo 10 octobre 2023

- Pendant la dictature sanitaire, ils ne furent pas des adeptes hystériques de la muselière (masque) par hasard, maintenant ils voudraient faire taire toute opposition à Israël…

- Leur « *devoir de mémoire* » est sélectif, il ne concerne jamais les crimes abominables ou les massacres qu'ils ont commis dans le passé, dont ils ont été complices, vous avez remarqué ?

Guerre Hamas-Israël : Trois journalistes palestiniens tués à Gaza par des frappes - AFP/20 Minutes 10 octobre 2023

Ils sont morts en informant. Trois journalistes palestiniens ont été tués mardi par une frappe aérienne israélienne sur la ville de Gaza, ont annoncé un syndicat de journalistes et un fonctionnaire local au quatrième jour de guerre entre Israël et le Hamas.

Ces décès portent à sept le nombre de journalistes palestiniens tués dans les combats depuis samedi, a déclaré le bureau des médias du mouvement islamiste Hamas dans un communiqué. Il ajoute que deux vidéastes sont portés disparus et que dix journalistes ont été blessés. AFP/20 Minutes 10 octobre 2023

Guerre Hamas-Israël : L'UE accuse Elon Musk de diffusion de « *contenus illégaux* » sur X - AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

La Commission européenne a menacé mardi le réseau social X (ex-Twitter) de sanctions, sommant son patron Elon Musk de rendre des comptes sous 24 heures sur la circulation de fausses informations et d'images violentes liées au conflit en Israël.

« *À la suite des attaques terroristes menées par le Hamas contre Israël, nous disposons d'indications selon lesquelles votre plateforme est utilisée pour diffuser des contenus illégaux et de la désinformation dans l'UE* », a écrit le commissaire au Numérique, Thierry Breton, à Elon Musk, dans une lettre consultée par l'AFP.

« *Notre politique est que tout soit ouvert et transparent, une approche que je sais que l'UE soutient* », a répondu le milliardaire à Breton directement sur X, quelques heures plus tard. « *Merci de dresser la liste des violations auxquelles vous faites allusion sur X, afin que le public puisse les voir* », a-t-il ajouté, avant de conclure par « *Merci beaucoup* », en français.

Vidéos humiliantes d'otages, corps décapités, assassinat filmé… Les réseaux sociaux ont été inondés d'images violentes mais aussi de tentatives de désinformation, depuis les attaques menées samedi matin par le Hamas, un défi pour les équipes de modération des plateformes.

« *Nous avons reçu, de sources qualifiées, des rapports sur des contenus potentiellement illégaux circulant sur votre service malgré les signalements des autorités compétentes* », a souligné le commissaire européen dans sa missive à Elon Musk, datée du 10 octobre.

« *Lorsque vous recevez des notifications de contenu illégal dans l'UE, vous devez agir rapidement, avec diligence et objectivité et retirer le contenu en question lorsque cela est*

justifié », lui a-t-il rappelé. Cette obligation découle notamment de la nouvelle législation européenne sur les services numériques (DSA) en vigueur depuis fin août pour 19 grandes plateformes. AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

J-C – On va voir si Musk le libertarien se laisse intimider par la clique à Rockefeller et Cie. qui possède les trois-quarts d'Israël.

Voilà qui résume assez bien notre position.

- Dans une vidéo sur Instagram, l'humoriste libanaise Chaden Faqih résume le sentiment dans son pays, où les positions sont généralement partagées face à la cause palestinienne : *« Je peux être contre le Hamas et soutenir la résistance armée contre l'oppresseur* ». (AFP/20 Minutes 10 octobre 2023)

Dans la fosse septique du sionisme en France.

Guerre Israël-Hamas : Cyril Hanouna accuse La France Insoumise d'aller "*chercher les voix des terroristes*" - Purebreak 10 octobre 2023
Les agents de Tsahal : Arthur, Bruel, Gad Elmaleh, Gérard Darmon, etc.

Enrico Macias appelle à « *dégommer* » LFI « *physiquement* » pour sa réaction à l'attaque du Hamas - huffingtonpost.fr 11 octobre 2023

J-C – Cela s'appelle un appel au meurtre gracieusement relayé en toute impunité…

Si le RN/FN a eu une réaction "*irréprochable*", c'est que Renaissance, le Modem, LR, etc. sont compatible avec l'extrême droite et le fascisme.

Attaque du Hamas en Israël : « *Le RN est rentré dans le camp républicain* », affirme le député Meyer Habib - leJDD 10 octobre 2023

L'élu apparenté Les Républicains (LR) a rappelé que les membres du parti dirigé par Jordan Bardella ont « *condamné de façon claire et nette* » l'attaque ayant fait plus de 900 morts en Israël depuis le samedi 7 octobre. « *Ils ont été irréprochables par rapport à leur réaction. Je suis obligé de le dire* », a-t-il insisté. leJDD 10 octobre 2023

J-C - Le député Meyer Habib est franco-israélien et il figure parmi les habitués du CRIF…

Quand avec leur protecteur anglo-saxon ils prirent le parti du fascisme et du nazisme plutôt que le socialisme, ils furent assurément du "*bon côté de l'histoire*".

Le Crif répond à Mélenchon après ses violentes attaques : « *C'est un ennemi de la République* » - Le HuffPost 10 octobre 2023

Colère froide. Jean-Luc Mélenchon est « *un ennemi de la République* », a jugé le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) ce mardi 10 octobre, qualifiant d'« *abjecte* » la position du leader des Insoumis sur l'attaque du Hamas contre Israël.

« *Jean-Luc Mélenchon a choisi de ne pas s'exprimer en solidarité avec Israël mais de légitimer le terrorisme par sa mise en équivalence entre Israël et le Hamas* », a réagi Yonathan Arfi sur RMC.

« *Sa position est abjecte, scandaleuse, elle doit être dénoncée. C'est une question morale, Jean-Luc Mélenchon rend tout le temps le parti du totalitarisme, la Russie contre l'Ukraine, la Chine contre Taïwan et aujourd'hui le Hamas contre Israël* », a-t-il ajouté en estimant que le leader des insoumis est « *toujours du mauvais côté de l'histoire.* » (On lui rappellera que les dirigeants du congrès sioniste mondial négocièrent leur survie avec le régime nazi d'Hitler, tandis que des millions de juifs allaient être sacrifiés…. Recherchez dans les anciennes causeries, j'avais fourni les sources et les documents originaux qui le prouvaient. – J-C)

« *En obligeant tout le monde à s'aligner sur la position du gouvernement d'extrême droite israélien, en acceptant de manifester avec le RN, en insultant les élus futiles du PS, le Crif a isolé et empêché la solidarité des Français avec la volonté de paix et la demande de cessez-le-feu immédiat. Les morts de tous côtés méritent mieux et notre compassion totale* », a-t-il écrit.

J-C – « *Les morts de tous côtés méritent mieux et notre compassion totale* »

Décidément, il ne départira jamais de son double langage, ouvertement ou en demi-teinte, car on peut très bien ne pas soutenir les massacres perpétrés par le Hamas, tout en s'abstenant de le manifester à haute voix comme il le fait.

Personnellement, jamais nous ne nous serions livrés à de tels actes de barbarie, pour autant on n'a pas à juger ceux qui s'y livrent dès lors qu'ils y ont été poussés par le comportement inhumain dont ils ont été l'objet de la part de leurs accusateurs, ce sont eux, ce sont les autorités israéliennes et occidentales qui les ont toujours soutenues qui en portent l'entière responsabilité.

C'est comme lorsque dans leur société pourrie qu'ils qualifient de démocratie, ils imposent à un citoyen des conditions d'existence si éprouvantes qu'il en deviendra fou ou mentalement déséquilibré au point de se livrer à un crime horrible, alors il sera jugé et déclaré irresponsable, sans que personne ou rien ne soit sanctionné à sa place, les coupables pourront dormir tranquille ou perpétuer de nouveaux crimes indéfiniment en toute impunité, voilà pourquoi ou comment nous en sommes arrivés là.

Plutôt la barbarie que le socialisme.

L'ancien député socialiste Julien Dray estime que le leader de LFI a franchi une « *ligne rouge* » en renvoyant dos à dos le Hamas et le gouvernement israélien. - lepoint.fr 10 octobre 2023

Julien Dray est sans doute, à gauche, l'un de ceux qui connaissent le mieux Jean-Luc Mélenchon. De leur formation commune chez les trotskistes à la fondation de LFI en 2016 en passant par leurs années ensemble au PS, il a attentivement observé l'évolution de son vieux camarade. Aujourd'hui, alors que la survie de l'État d'Israël est, selon lui, menacée, il estime que Jean-Luc Mélenchon a franchi une « *ligne rouge* » en renvoyant dos à dos le Hamas, organisation reconnue comme terroriste par l'Union européenne, et le gouvernement israélien.

J-C - Il oublie de préciser que cette "« ligne rouge » *en renvoyant dos à dos*" chacun des protagonistes de ce conflit, n'a cessé d'être franchie lorsque tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale l'ont utilisé lors des guerres contre l'Irak, la Libye, la Syrie, etc. sans qu'il trouve quelque chose à redire, alors qu'elle constituait un soutien aux agresseurs ou aux envahisseurs occidentaux et à la cohorte de barbares qu'ils avaient recrutés pour détruire ces pays et massacrer leurs peuples.

Julien Dray a raison, il en a fait partie au même titre que Mélenchon, nous non, et nous avons été parmi les seuls au sein du mouvement ouvrier à prendre parti pour ces Etats souverains, ces Républiques ou ces régimes laïcs.

Julien Dray - Il faut bien comprendre que la survie même d'Israël est menacée ! Depuis 1948, ce pays avait acquis, par ses efforts et ses sacrifices, une supériorité militaire qui lui conférait une sorte de sécurité permanente.

Comment comprendre la position de Jean-Luc Mélenchon et des Insoumis, qui invoquent un « contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne » pour renvoyer dos à dos une organisation terroriste et un État démocratique ?

J-C - Quand il dit "depuis 1948, ce pays avait acquis, par ses efforts et ses sacrifices, une supériorité militaire qui lui conférait une sorte de sécurité permanente", il faut se souvenir que les "*efforts*" et les "*sacrifices*" qu'il évoque, se sont traduits par le massacre des Palestiniens et le vol de leurs terres et de leurs biens conduisant une partie d'entre eux à un exil forcé, et à vivre misérablement dans des camps de réfugiés le restant de leurs jours, grâce au soutien militaire des puissances impérialistes occidentale qui a assuré "*une supériorité militaire*" au sionisme qui caractérise le régime israélien qu'il ose qualifié de démocratique.

Julien Dray - Jamais François Mitterrand n'aurait renvoyé dos à dos l'attaque terroriste et le gouvernement israélien, jamais ! Il aurait fermement condamné cette attaque, sans « *oui, mais* ».

J-C - On n'en doute pas !

Le Point - Et sur la différence entre antisionisme et antisémitisme ?
Julien Dray - Elle n'a plus de sens puisque l'État d'Israël existe. Il est évidemment difficile, au regard de la Shoah, d'afficher son antisémitisme. Alors on prend un moyen détourné et on

emploie tous les mots pour qualifier le régime israélien, y compris celui d'apartheid, qui n'a pourtant aucune pertinence. Le débat manque de nuances. On peut tout à fait condamner la construction de nouvelles colonies, mais parler d'apartheid n'a aucun sens et est une insulte à l'encontre de ceux qui ont eu à la subir.

J-C - Dray est un juif sioniste à peine déguisé, donc il affiche son totale soutien à l'Etat sioniste, il n'est pas à un amalgame ordurier près, c'est un négationniste quand il affirme que "*parler d'apartheid n'a aucun sens*", il ose tout, c'est même à cela qu'on le reconnaît, l'ordure.

Quand les négationnistes ou ceux qui réécrivent l'histoire, traitent d'imposteurs ceux qui les dénoncent ou entendent rétablir les faits, la vérité.

Attaque du Hamas en Israël : l'imposture de la « *contextualisation* » - Le Point 10 octobre 2023

Nombreux sont ceux à avoir souhaité replacer les attaques du Hamas en Israël dans un contexte, voire à réfuter le caractère « *terroriste* » de l'organisation. Une ineptie.

Refuser le terme de « *terrorisme* » à l'attaque du Hamas ne relève ni de l'opinion ni de l'intelligence, pas même de la bêtise, mais d'un positionnement de part et d'autre d'une frontière qui divise l'humanité, et où certains seront ravis de retrouver les réjouis du 11 septembre 2001 et les satisfaits des attentats de Charlie Hebdo.

J-C - N'ayant pas d'arguments, il sombre ici dans l'amalgame ordurier. Vous connaissez ma position sur le 11/9 et Charlie, jamais je ne me suis réjoui de tous ces morts.

Il recourt à ce procédé pour vous dissuader d'adopter un discours différent de la version officielle, et si malgré tout vous passer outre, vous rejoindrez ceux qu'ils qualifient de pires ordures sur la scène politique. C'est une menace, un moyen de chantage, c'est vraiment un procédé ordurier.

Le Point - Ils réfléchissent de la même façon : réprouver la puissance de l'Occident pour se féliciter de sa juste punition. Comme si, dans un tribunal, un mari accusé d'avoir tué sa femme pouvait répondre, afin d'être innocenté : « *Oui je l'ai égorgée, mais d'autres en ont fait autant.* » Et ? La justice n'est pas établie d'après des critères de comparaison mais d'après des critères absolus.

J-C – Son avocat aurait pu plaider ainsi : « *Il l'a égorgée parce qu'elle l'avait poussé à bout, elle le harcelait sans cesse psychologiquement, c'était devenu un vrai cauchemar, une véritable torture pour lui, il n'en pouvait plus le malheureux, il avait maigri, il s'était mis à boire, à prendre des antidépresseurs, des somnifères, car il n'en dormait plus, alors pour que ce calvaire cesse définitivement, il a commis cet acte irréparable*. ». Elle, elle est morte, elle ne sera jamais jugée.

Le Point- Voilà pourquoi invoquer la disproportion de la colonisation pour minimiser la monstruosité du Hamas n'a pas le moindre sens d'après les règles du contradictoire. Sans compter, d'ailleurs, que, pour être ultra-conservateur, le gouvernement de Benyamin

Netanyahou n'en est pas pour autant terroriste. Ce qui ne signifie pas que des représailles inhumaines tiendraient lieu de justice ; la loi du talion mènerait à une escalade mortifère.

J-C – Si on devait comparer ce qui est comparable, les massacres, bombardements, exécutions sommaires, tortures, emprisonnements sans procès, l'ensemble des crimes et méfaits en tout genre commis par les sionistes envers les Palestiniens depuis 1948 sont mille fois plus nombreux et tout aussi graves que ceux commis aujourd'hui par le Hamas, ils sont incommensurables en termes de cruauté, de sadisme, de barbarie infligés collectivement à tout un peuple, dimension qu'il faut avoir à l'esprit.

Au passage il légitime tous les crimes passés et à venir du gouvernement de Benyamin Netanyahou, qui n'est pas uniquement « *ultra-conservateur* », mais le plus réactionnaire depuis 1948 selon les médias mainstream en décembre dernier.

Le reste était à l'avenant en plus monstrueux encore, je n'ai pas de temps à y consacrer.

Opportuniste et renégat, il y en a qui cumulent dans l'imposture.

Guerre Hamas - Israël : Critique sur la position de LFI, Ruffin qualifie le Hamas d'organisation « *terroriste* » - AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

Les divisions au sein de LFI continuent de s'étaler au grand jour.
Le mouvement islamiste palestinien, qui contrôle la bande de Gaza et a lancé samedi une attaque meurtrière sans précédent contre l'Etat hébreu, est « *une organisation fanatique, terroriste, qui a toujours été l'adversaire des progressistes au Proche-Orient* », déclare le député LFI François Ruffin dans un entretien publié par Le Monde.

C'est donc une position à rebours de La France insoumise. Depuis samedi, le parti refuse en effet de qualifier le Hamas d'organisation « *terroriste* ». La cheffe de file de ses députés, Mathilde Panot, a seulement condamné mardi à l'Assemblée nationale « *l'ensemble des crimes de guerre* », évoquant à la fois « *les civils tués en Israël par les actes de terreur perpétrés par le Hamas* » et *« les civils qui, à Gaza, sont tués sous les bombes de Tsahal* », l'armée israélienne qui a lancé sa riposte. Ces propos ont déclenché une vive polémique au sein de l'alliance de gauche Nupes. AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

LFI – Quels paniers de crabes !

Israël : le sénateur LR Stéphane Le Rudulier appelle à dissoudre LFI - Publicsenat.fr 10 octobre 2023

Dans un courrier adressé à Élisabeth Borne, l'élu des Bouches du Rhône dénonce « *l'existence d'une cinquième colonne du terrorisme palestinien en France* » et demande la dissolution non seulement de LFI mais aussi du NPA, de la Jeune Garde, des Indigènes de la République, et de Révolution permanente.

Stéphane Le Rudulier demande aussi à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun Pivet de lever l'immunité parlementaire des députés concernés.

Le sénateur a également lancé une pétition pour la dissolution de La France Insoumise et des partis faisant l'apologie du terrorisme qui a recueilli à l'heure où nous écrivons ses lignes 623 signatures.

Pour mémoire, samedi matin, dans un communiqué, le groupe parlementaire des insoumis ne parlait pas d'attaque terroriste du Hamas, classé comme tel par l'Union européenne, mais de « *l'offensive armée de forces palestiniennes menée par le Hamas* », qui « intervient dans un contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne ». Déplorant les « *morts israéliens et palestiniens* », le groupe LFI dénonçait « *l'escalade actuelle* » et appelait à un « *cessez-le-feu* », appelant « *toutes les parties* » à « *revenir à la table des négociations* ». Publicsenat.fr 10 octobre 2023

J-C – LFI paie le prix de son double langage et jeu permanent.

Guerre Hamas - Israël : Darmanin annonce qu'une enquête pour apologie du terrorisme vise le NPA - AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

Après son communiqué de réaction à l'attaque du Hamas contre Israël, le Nouveau parti anticapitaliste va devoir s'expliquer. Le NPA est en effet visé par une enquête pour apologie du terrorisme, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, dans l'émission Quotidien de TMC. Comme on lui demandait par ailleurs si « *la France insoumise était antisémite* », Gérald Darmanin a répondu : « *Elle n'a pas démontré l'inverse* ».

J-C - Imaginez maintenant que ce soit des antisémites qui soient au pouvoir en Israël, puisque les Palestiniens sont des sémites pour la plupart d'entre eux, du coup ce serait Darmanin l'antisémite, non ?

Vous remarquerez que pas un à LFI ou au NPA n'osera sortir cet argument fidèle à la réalité pourtant et vérifiable. – J-C

AFP - Le pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) du parquet de Paris a saisi la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, a précisé une source proche du dossier.

Cette enquête vise un communiqué du parti d'extrême gauche diffusé samedi, dans lequel celui-ci a « *rappelé son soutien aux Palestinien/nes et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisi pour résister* ». « *La stratégie israélienne, appelée la* "tondeuse à gazon", *consiste en réalité à éliminer physiquement et régulièrement des nouvelles générations de militant/es et d'opposant/es à l'occupation, dans un cycle de répétition interminable* », a écrit le NPA, ajoutant : « *Cette fois-ci, l'offensive est du côté de la résistance* ». « *Intifada !* », a conclu le parti d'extrême gauche.

« *Vendre des armes au Qatar et à l'Arabie saoudite, pays connus pour financer le terrorisme international islamiste, n'est-ce pas faire l'apologie du terrorisme ?* », a réagi sur le réseau

social X mardi soir le porte-parole du NPA Philippe Poutou dans un message adressé *« à Darmanin, à tous les va-t-en-guerre, militaristes, amis des dictatures, fascistes plus ou moins assumés »*.

J-C – On se souvient que le NPA avait exprimé un regret après que Hollande eut renoncé à bombarder la Syrie… que j'ai toujours soutenue, et pourtant il me semble que je n'ai rien à voir avec Darmanin ou « *les va-t-en-guerre, militaristes, amis des dictatures, fascistes plus ou moins assumés* », cherchez l'erreur.

En famille les colons et les esclavagistes des temps modernes confondent dictature et démocratie, normal.

Guerre Hamas-Israël : les entrepreneurs français avec les victimes du terrorisme - LePoint.fr 11 octobre 2023

Plus de 400 créateurs français de la tech réagissent à la tragédie qui a frappé Israël. « *Ce sont toutes les démocraties et leurs valeurs qui sont mises à l'épreuve* », estiment-ils.

« *Tout comme l'écosystème entrepreneurial français s'était mobilisé pour venir en aide à l'Ukraine, nous, entrepreneurs, investisseurs, citoyens français, nous mobilisons aujourd'hui pour partager notre émotion et soutenir concrètement Israël et les Israéliens dans ce moment tragique. (...) Ajoutons que cette tragédie, qui a frappé Israël, ne saurait être qu'une tragédie israélienne. À travers ces civils morts, c'est l'humanité dans son universalité qui a été frappée, de même qu'à travers Israël, ce sont toutes les démocraties et leurs valeurs qui sont mises à l'épreuve. (...) C'est pourquoi nous voulons apporter avec la plus grande énergie notre soutien et notre aide concrète à cette jeune démocratie aujourd'hui menacée dans sa chair.*» LePoint.fr 11 octobre 2023

J-C – Là aussi je vous fais grâce de la suite.

S'ils le disent eux-mêmes.

Guerre Israël-Hamas : la bande de Gaza, "*une prison à ciel ouvert*" - France 24 10 octobre 2023

Les explications de Sylvain Cypel, journaliste spécialiste d'Israël et Antoine Mariotti, journaliste et ancien correspondant de France 24 en Israël.

La ville de Gaza complètement dévastée après les bombardements d'Israël - BFMTV 11 octobre 2023

Israël-Gaza: le bilan s'alourdit, des milliers de morts au total - AFP 11 octobre 2023

J-C - On n'en saura pas plus, l'AFP a "*oublié*" le décompte des morts parmi les Palestiniens qui doit disparaître des radars, les nommer pourrait passer pour un soutien à la cause palestinienne !

Israël: Tsahal affirme avoir retrouvé "*environ 1500 corps*" de terroristes du Hamas - AFP/BFMTV 10 octobre 2023

Selon l'armée israélienne, plus de 900 Israéliens ont été tués depuis le début de l'offensive samedi. Le ministère israélien de la Santé a également fait état de 2 616 blessés. Côté palestinien, 687 personnes ont été tuées et 3 727 blessées, selon les autorités locales. AFP/BFMTV 10 octobre 2023

Rappel. C'est l'ONU qui a signé la partition et l'arrêt de mort de la Palestine.

Le « *siège total* » de Gaza par Israël est « *interdit* » par le droit international humanitaire rappelle l'ONU - Le HuffPost 10 octobre 2023

Israël enfreint le droit international en imposant un "*siège complet*" à Gaza, avertit l'ONU - euronews 10 octobre 2023

Le siège total de la bande de Gaza annoncé lundi par le ministre israélien de la Défense est "*interdit*" par le droit international humanitaire, a rappelé le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme mardi. euronews 10 octobre 2023

Gaza : l'OMS demande un «*couloir humanitaire*», l'ONU estime que le siège est «interdit» - RT 10 octobre 2023

«*Un couloir humanitaire est nécessaire pour acheminer les fournitures médicales essentielles aux populations*», a déclaré ce 10 octobre un porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic, lors d'un briefing de l'ONU à Genève. Il a précisé que l'organisation y travaillait avec des «*partenaires*». RT 10 octobre 2023

Quelques infos et articles pour comprendre la situation.

J-C – Ne cherchez pas la voix des peuples dans ces articles, elle n'y figure pas. Pourquoi ? Pardi parce qu'il n'y a aucun porte-parole pour la représenter, car pour tous ces acteurs politiques les exploités et opprimés ne sont pas en mesure de décider eux-mêmes qui doit gouverner ou l'orientation de la société.

Du coup, leurs interprétations, qui cependant peuvent présenter un intérêt, sont dictées par les besoins de la classe dominante uniquement. Il vaut mieux l'avoir à l'esprit pour ne pas les adopter aveuglément.

Changement de paradigme en Palestine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Le conflit sanglant qui a débuté en Palestine géographique survient après 75 ans d'injustices toutes aussi meurtrières. Du point de vue du Droit international, les Palestiniens ont le droit et le devoir de résister à l'occupation israélienne, comme les Israéliens ont le droit et le devoir de répondre à l'attaque qu'ils subissent. Il est de la responsabilité de chacun d'aider à résoudre les injustices dont les deux groupes sont victimes, ce qui ne signifie pas soutenir la vengeance cruelle de certains d'entre eux.

Par ailleurs, le soutien que l'on peut apporter aux peuples palestinien et israélien ne doit pas conduire à amnistier leurs dirigeants respectifs pour les crimes qu'ils ont commis, ni les grandes puissances qui les ont manipulés.

Extraits.

Ce qui se passe est le fruit de 75 ans d'oppression et de violation du Droit international. Des dizaines de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies ont été violées par Israël, sans aucune sanction à son égard. Israël est un État hors Droit qui n'a pas hésité à corrompre ou à assassiner la quasi-totalité des dirigeants politiques palestiniens. Il a délibérément empêché le développement économique des Territoires tout en favorisant la création d'un État palestinien distinct qu'il contrôle partiellement.

La frustration et les souffrances accumulées depuis 75 ans se traduisent par des comportements violents et cruels de certains Palestiniens, conscients d'être abandonnés depuis longtemps par la Communauté internationale. Cependant, les temps changent. La majorité des membres des Nations unies, qui a pu constater en Syrie et en Ukraine l'échec militaire des Occidentaux et la victoire de la Russie, ne se contente plus de baisser la tête devant les États-Unis. L'Assemblée générale a réaffirmé, à l'occasion de l'anniversaire de l'auto-proclamation de l'indépendance d'Israël et du massacre et d'expulsion des Palestiniens (la Nakhba), que le Droit international est du côté des Palestiniens, pas des Israéliens.

(...)

Tous les dirigeants occidentaux ont assuré qu'ils condamnaient les actions terroristes du Hamas et qu'ils soutenaient Israël. Par le passé, ils n'ont rien fait pour résoudre les injustices en Palestine et ces positions de principe attestent qu'ils ne le feront pas plus maintenant. De leur côté, la Russie et la Chine, refusant de prendre parti pour les Palestiniens ou les Israéliens, ont appelé, non pas à l'application des règles occidentales, mais au respect du Droit international. On se trouve maintenant face à une situation où tous les acteurs ont délibérément saboté à l'avance chaque solution, de sorte qu'il est désormais presque impossible d'éviter que tout cela ne se termine en un bain de sang.

https://www.voltairenet.org/article219777.html

J-C - La dimension économique liée à la création d'Israël et à la situation actuelle a été oubliée. C'est fort dommage, car c'est elle qui permet de saisir ce qui se passe actuellement, au moment où le rapport de force entre grandes puissances se modifie à l'échelle mondiale,

afin d'assurer la pérennité du capitalisme… Pas le temps de m'étendre sur cette question, on verra plus tard.

Correspondant à Jérusalem de France 2 de 1981 à 2015, le journaliste Charles Enderlin est l'auteur du livre «*Israël. L'agonie d'une démocratie*.», aux éditions du Seuil. Pour Match, il revient sur l'ascension du Hamas. - Paris Match 11 octobre 2023

La scène n'est pas un montage vidéo fabriqué par l'intelligence artificielle. Elle est bien réelle et se trouve dans les archives de la télévision israélienne. Début septembre 1973 (la date exacte a été effacée), le général israélien gouverneur de la bande de Gaza participe à l'inauguration du tout nouvel immeuble de la Moujamaa Islamya, l'union islamique dirigée par le cheikh Ahmed Yassine, présent sur sa chaise roulante, tout souriant aux côtés des militaires israéliens. Un officier est absent, pourtant il est celui qui a la responsabilité du suivi du développement de la religion sur ce territoire. Le commandant Avner Cohen, grand arabisant et spécialiste de l'Islam, est le seul au sein de l'état-major à avoir pris la peine de vérifier la théologie de la Moujamaa Islamya.

La branche la plus radicale de la confrérie des Frères musulmans

Il sait que le cheikh Yassine appartient à la branche la plus radicale de la confrérie des Frères musulmans, celle de Sayyid Qutb dont les œuvres formeront la base idéologique d'Al-Qaïda et de Daech. Elles sont interdites en Égypte où le président Gamal Abdel Nasser a fait pendre leur auteur. Le cheikh Yassine a d'ailleurs fait un séjour en prison à l'époque où Gaza était en territoire égyptien. Tout a changé avec la guerre des SixJours, en 1967, quand Israël conquiert Gaza. Le cheikh Yassine va tester le nouvel occupant. Il fait imprimer à des milliers d'exemplaires l'œuvre fameuse de Sayyid Qutb : «*Dhilal al-Quran*» («*À l'ombre du Coran*»). Pas de réaction! Pour les Israéliens, il ne s'agit «*que*» de la religion. Yassine passe à l'étape suivante: expliquer au gouverneur militaire qu'il veut développer les activités sociales de sa mosquée. Le général est enthousiaste et le cheikh Yassine devient le chouchou de l'état-major de Gaza. Quelques années plus tard, alors que j'accomplissais ma période de réserve militaire à Gaza, une des missions de ma patrouille consistait à vérifier que tout allait bien autour de son domicile. Bien plus tard, à propos de cette période, un patron du Shin Beth, la sécurité intérieure, m'expliquera: «*Il n'y avait là ni subversion ni terrorisme, donc cela ne nous concernait pas. La priorité, l'urgence, c'était de lutter contre les attentats commis par les organisations de l'OLP. Et Yassine expliquait qu'il combattait la gauche palestinienne… donc notre ennemi. Certains disaient qu'il était l'antidote à l'OLP. Notre erreur a été de le laisser faire*.»

Pour lire la suite :

https://www.parismatch.com/actu/international/hamas-les-origines-du-mal-230384?at_medium=affiliate&at_campaign=Yahoo

---

Pas d'état-major commun Frèristes-Khomeinistes - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Au cours des derniers mois, les Gardiens de la Révolution iraniens ont organisé plusieurs réunions de coordination à Beyrouth. Le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique y ont participé. Ismaïl Qaani, le commandant des brigades al-Qods les a présidées.

L'une d'entre elles, en mai 2023, a été rendue publique. Elle réunissait Hassan Nasrallah (secrétaire général du Hezbollah libanais), Saleh al-Arouri (numéro 2 du Hamas) et Ziad al-Nakala (commandant du Jihad islamique).

Ces réunions avaient pour but de partager des retours d'expérience sur les attaques conduites en territoire israélien. C'est probablement durant ces réunions que les participants palestiniens ont changé leur conception de la guerre.

Cependant, il est absurde de croire que les groupes se réclamant de l'imam Rouhollah Khomeiny et ceux se réclamant d'Hassan el-Banna (fondateur de la Confrérie des Frères musulmans) sont convenus de constituer un état-major militaire commun. Khomeiny et el-Banna ont développé des idéologies concurrentes qui utilisent toutes deux la religion en politique. Ils se sont rencontrés et se sont partagés le monde : les chiites sont la zone d'influence des Khomeinistes, les sunnites celle des Frèristes. Cet accord est respecté à la lettre par l'actuel Guide de la Révolution iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Le Hezbollah a combattu le Hamas durant la guerre de Syrie, puis a fait la paix avec lui lorsqu'il a reconnu avoir commis une erreur et a envoyé une ambassade présenter ses excuses à Damas. Les deux groupes partagent le même objectif de libérer la Palestine, mais une différence éthique fondamentale les sépare. Le Hezbollah ne s'est pas joint à l'opération du Hamas contre Israël, mais devrait le faire lorsque Tel-Aviv appliquera les principes de la guerre contre-insurrectionnelle. Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Le Hezbollah et Israël se ménagent mutuellement - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Le Hezbollah a affirmé son soutien à la Résistance palestinienne en bombardant la zone disputée des fermes de Chebaa. Ce minuscule territoire non-habité est revendiqué à la fois par le Liban et par Israël. Le Hezbollah s'est bien gardé d'intervenir aux côtés d'individus qu'il considérait il y a peu comme des terroristes.

Israël a répondu en bombardant la tente du Hezbollah dressée dans les fermes de Chebaa. Cette tente avait été installée pour exprimer la revendication libanaise. Israël s'est bien gardé de considérer l'action du Hezbollah comme une provocation.

Le Hezbollah a installé une nouvelle tente, non loin de la première, et a remplacé les gardes qui la défendent.

Les deux parties ont pris grand soin de ne pas ouvrir de nouvelles hostilités. Le Hezbollah et Israël peuvent prétendre n'avoir bombardé que leur propre territoire et ne pas avoir attaqué celui de leur voisin. Réseau Voltaire 10 octobre 2023

La position de l'État de Palestine face à l'attaque du Hamas - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Dès le début de l'attaque du Hamas contre Israël, l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire le gouvernement de l'État non reconnu de Palestine, a réagi. Le président Mahmoud Abbas a rappelé que le Peuple palestinien a le droit de se défendre face aux « *crimes et violations israéliennes dans l'enceinte de la mosquée d'al-Aqsa et dans les territoires palestiniens* ».

Dans le discours officiel, l'Autorité palestinienne mêle toujours les arguments religieux et politiques, tandis que le Hamas, méprisant les Palestiniens chrétiens, privilégie les arguments religieux sur les politiques.

Durant la réunion à huis-clos du Conseil de sécurité, dimanche 9 octobre, le représentant de l'État de Palestine, Riyad Mansour (qui dispose d'un statut d'observateur et non pas de membre) a remarqué que la voie de la paix ne passe pas « *par le renforcement de l'oppression et de l'occupation, mais par la fin de celles-ci* ».

Lundi 10 octobre, lorsque le blocus de Gaza a débuté (coupure de l'approvisionnement en eau et en électricité), l'Autorité palestinienne a rappelé que cette méthode de combat viole le Droit humanitaire international. Réseau Voltaire 10 octobre 2023

La Russie ou la grande illusion dans l'ONU ou la solution à deux Etats.

Attaques en Israël: Vladimir Poutine juge "*nécessaire*" la création d'un État palestinien - BFMTV 10 octobre 2023

Le président russe Vladimir Poutine a estimé ce mardi que le conflit entre Israël et le Hamas palestinien démontrait "*l'échec*" de la politique des États-Unis au Moyen-Orient, jugeant pour sa part "*nécessaire*" la création d'un État palestinien.

"*Il s'agit d'un exemple clair de l'échec de la politique des États-Unis au Moyen-Orient*", a déclaré Vladimir Poutine lors d'une rencontre au Kremlin à Moscou avec le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani.

Le président russe a accusé les États-Unis d'avoir "*monopolisé*" le règlement du conflit sans se soucier de "*trouver des compromis acceptables pour les deux parties*", mais au contraire d'avoir "*promu leurs propres idées sur la manière de procéder, en faisant pression sur les deux parties*".

"*C'était (...) à chaque fois sans prendre en compte les intérêts fondamentaux du peuple palestinien*", a encore estimé le chef du Kremlin.

La solution "*la plus crédible*"

Il a jugé "*nécessaire*" de "*mettre en oeuvre les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la création d'un État palestinien indépendant et souverain*".

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait déjà estimé ce lundi que la création d'un État palestinien était la solution "*la plus crédible*" à la guerre entre Israël et le Hamas. Il a promis que la Russie et la Ligue arabe travailleraient à "*arrêter l'effusion de sang*" en Israël et à Gaza avec les pays qui veulent "*une paix durable au Moyen-Orient*".

La Russie a maintenu ces dernières années de bonnes relations tant avec les autorités israéliennes que palestiniennes, qu'avec plusieurs autres acteurs régionaux dont l'Iran, l'Égypte et la Syrie. BFMTV 10 octobre 2023

Devant le Premier ministre irakien, Poutine fustige la politique américaine sur le dossier palestinien - RT 10 octobre 2023

De son côté, le Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a pointé du doigt la responsabilité israélienne. «*Israël a continué à violer les droits des Palestiniens*», a-t-il déclaré, tout en critiquant «*le silence*» de la communauté internationale.

Dans un communiqué commun, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France ont condamné «*le terrorisme*» de la milice islamiste tout en soutenant le droit d'Israël à se défendre. Une position qui dénote avec celle du monde arabe. Hormis les Emirats arabes unis, la majorité des pays de la région ont soit soutenu l'organisation de Gaza soit appelé à la désescalade. RT 10 octobre 2023

Lavrov : «*Le problème palestinien ne peut plus être laissé de côté*» - RT 9 octobre 2023

Ce 9 octobre, le ministre russe des Affaires étrangères et le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes Ahmed Aboul Gheit tenaient une conférence de presse à Moscou. Sergueï Lavrov a plaidé pour la création d'un Etat palestinien.

«*Il y a jamais d'efforts suffisants pour éliminer la cause principale qui sape la stabilité au Proche-Orient, je veux parler du règlement de la question israélo-palestinienne avec la création de deux Etats sous l'égide de l'ONU*», a-t-il poursuivi, appelant ainsi à la création d'un Etat palestinien, en conformité avec les accords d'Oslo de 1991 et 1995, qui prévoyaient une période de transition et la création de cet Etat au bout de cinq ans.

«*Le problème palestinien ne peut plus être laissé de côté*», a déclaré le chef de la diplomatie russe. La «*destruction des terroristes*» est une stratégie qui a déjà été appliquée par Israël mais n'a jamais permis de régler le «*problème de fond*», a-t-il ajouté.

«*Je ne peux pas ne pas rappeler la politique destructrice des Etats-Unis*», a-t-il encore souligné, déplorant que ces derniers cherchent «à monopoliser tous les efforts» et empêchent toute «*discussion sur la création d'un Etat palestinien*».

«*Nous partons du principe qu'il est nécessaire de soutenir activement la Ligue arabe. Cette structure a lancé un certain nombre d'initiatives*», a-t-il fait remarquer, évoquant le retour de la Syrie, mais aussi des initiatives pour «*normaliser*» les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran et entre la Syrie et la Turquie. Et d'ajouter : «*Nous considérons que la Ligue arabe peut jouer un rôle déterminant dans l'assainissement de la situation régionale pour la mise en place d'un Etat palestinien prévu par l'ONU.*»

Ahmed Aboul Gheit a qualifié de «*cohérente*» la position russe. Il y a aura «*la septième, la huitième, la neuvième guerre*» si la politique d'Israël reste inchangée, a-t-il prévenu.

Allemagne.

Allemagne : lourde défaite pour Olaf Scholz et poussée de l'extrême droite lors d'élections régionales - franceinfo avec AFP 8 octobre 2023

Les électeurs et électrices de Bavière et de Hesse ont largement sanctionné le SPD au pouvoir. Une mauvaise nouvelle pour la coalition au pouvoir.

Les résultats ne présagent rien de bon pour le chancelier. Les trois partis de la coalition de centre-gauche du chancelier allemand Olaf Scholz ont accusé une sévère défaite dimanche 8 octobre lors d'élections dans en Hesse et en Bavière. Les premières estimations montrent aussi une poussée de l'extrême droite dans ces bastions conservateurs.

Les sociaux-démocrates (SPD) d'Olaf Scholz sont en net recul dans les deux scrutins qui ont eu lieu en Bavière, le plus grand Etat allemand en superficie, où ils n'atteignent pas 9%, et en Hesse, où se trouve Francfort, le siège de la Banque centrale européenne (BCE). Le reste de la coalition n'est pas épargné : les libéraux du FDP passent sous la barre des 5% à Hesse, tandis que les Verts enregistrent une baisse plus modérée. A mi-mandat, le gouvernement d'Olaf Scholz est ainsi sanctionné dans des élections où l'inquiétude de la population face à la crise industrielle traversée par la première économie européenne et la résurgence de la question migratoire ont joué un rôle central.

Satisfaction de l'extrême droite

Selon les estimations, les conservateurs ont remporté comme attendu les deux élections et le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) pourrait prendre la seconde place."*Nous sommes sur la bonne voie*", a rapidement réagi la co-cheffe de l'AfD Alice Weidel. Ce parti anti-immigration, qui critique aussi les mesures de protection du climat assimilées à la cherté et à la contrainte, a ainsi confirmé son envolée dans les sondages au niveau national, où il recueille plus entre 20 et 22% des intentions de vote, derrière la droite. franceinfo avec AFP 8 octobre 2023

Argentine.

Spéculation sur la monnaie pour faire élire le candidat ultralibéral fétiche du FMI Javier Milei.

Argentine: le peso s'effondre sur fond de stress pré-élections - AFP 11 octobre 2023

Nouvelle crise de nerfs monétaire en Argentine: le dollar a franchi mardi le seuil record de 1.000 pesos pour un dollar au marché parallèle, sur fond de volatilité des changes et d'incertitude politique, à douze jours d'une élection présidentielle capitale pour une économie notoirement fragile.

La brutale dépréciation du peso coïncide avec des déclarations, lundi, du candidat ultralibéral favori des sondages Javier Milei, partisan d'une dollarisation de l'économie argentine: il a enjoint les Argentins à ne pas épargner ou faire de placements dans la monnaie nationale, qui pour lui "ne vaut même pas une crotte".

"*Jamais en pesos, jamais en pesos !*" a-t-il insisté. "*Ces déchets ne servent même pas comme engrais*", a-t-il lancé, expliquant qu'une dollarisation de l'économie --mesure au coût social risqué et très controversée chez les économistes-- serait plus facile à réaliser avec un dollar fort par rapport au peso.

Le ministre de l'Economie Sergio Massa, candidat présidentiel du bloc gouvernemental (centre-gauche), et voué a priori à un second tour face à Milei, a qualifié ce dernier "*d'irresponsable*".

"*Agiter, dire aux gens de retirer leurs dépôts de façon irresponsable... quand je vois des candidats capables de mettre le feu à la maison pour gagner une élection, ça m'inquiète*", a-t-il lancé. Cela "*ne nuit pas moi, mais à des millions d'Argentins*", et Milei "*joue avec les économies des gens*", a-t-il accusé.

Et le gouvernement a annoncé mardi un rapprochement partiel de taux de change (l'Argentine en a plusieurs) pour certains types de dépenses, afin de dissuader l'achat de dollars.

Sur ce fond d'extrême nervosité, la Banque centrale a lundi soir publié un communiqué pour rassurer, affirmant que "*le système argentin présente une situation solide de solvabilité, de capitalisation, de liquidités et de provisions*". En d'autres termes, que les Argentins n'ont pas à s'affoler pour leur épargne.

Mardi, l'Association des banques privées et publiques a repris au vol Milei, sans le nommer, appelant dans un communiqué "*les candidats aspirant à gouverner à faire preuve de responsabilité dans leur campagne et déclarations*", et à ne pas "*engendrer inutilement de l'angoisse chez beaucoup de gens*".

Le scrutin du 22 octobre s'annonce indécis, avec Milei autour de 33-35%, selon une moyenne de plusieurs sondages, et voué a priori à un second tour avec Massa (29-30%), la candidate du bloc d'opposition (centre-droit) Patricia Bullrich étant sensiblement distancée à 25-26%. AFP 11 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 12 octobre 2023.

Depuis ce matin 12 octobre 2023, Yahoo a réduit à une dizaine le nombre d'infos disponibles, autant dire rien. La rubrique ou figurait les articles de la colonne de droite qui abordaient des sujets divers a disparu. Par conséquent, j'ai dû aller chercher ailleurs des infos, comme je m'y étais préparé, cela n'a posé aucun problème.

Une rapide revue de presse sur le soulèvement armé légitime du peuple palestinien contre l'occupation sioniste qui dure depuis 1947, suivie de quelques infos. Si la création d'Israël est officiellement proclamée le 14 mai 1948, elle a pour origine le vote de la partition de la Palestine intervenu à l'ONU le 29 novembre 1947, je date donc la fin de la Palestine en 1947 et non en 1948.

Avant d'y venir une analyse très rapidement.

Les actes terroristes ou les attentats de grande envergure ou aux conséquences dévastatrices ont toujours été planifiés par les services secrets des puissances occidentales, principalement les Etats-Unis, Israël, la Grande-Bretagne et la France, alors pourquoi en irait-il autrement cette fois-ci ?

On sait aussi que pour parvenir à leurs fins, leurs commanditaires sont prêts à sacrifier leur propre peuple et d'autres évidemment. Il en fut ainsi notamment lors des deux guerres mondiales, du 11 septembre 2001, des attentats commis en Europe (Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne) par le réseau Gladio ou les cellules stay-behind de l'OTAN, ceux de Charlie Hebdo, du Bataclan ou de Toulouse (Mohammed Merah), ceux commis contre des installations militaires ou des ambassades américaines ou israéliennes en Amérique latine (Argentine) ou en Afrique (Kenya), chaque fois leurs auteurs étaient en relation avec des agents de la DGSI, de la CIA, du FBI, du MI6, selon les informations qui ont été diffusées par les médias officiels je tiens à le préciser, donc cela devrait être un secret pour personne. On sait aussi que chaque fois, soit les lieux visés avaient été laissés sans protection, soit ces attentats s'étaient déroulés lors d'une simulation d'attentat organisée le même jour (11/9, Marathon de Boston, etc.).

Plus le mensonge est énorme, plus il a de chance d'être cru par des esprits naïfs ou conformistes.

Comment une telle opération militaire aurait-elle pu se préparer sans que le Mossad et le gouvernement israélien n'en soient informés, c'est impossible compte tenu qu'ils étaient à une encablure de Gaza, et ils disposaient de la technologie pour intercepter facilement toutes les conversations téléphoniques et mails échangés entre les Palestiniens sachant qu'ils étaient en mesure de les localiser, ce qui a été confirmé depuis, puisque Tsahal a bombardé les

habitations où se trouvaient des dirigeants du Hamas, qui plus est la zone relativement réduite était entièrement sous contrôle satellitaire, tout déplacement suspect ou massif de matériel ou de troupe pouvait immédiatement être repéré.

Si on ajoute à tous ces éléments la nature du Hamas et ses liens avec le Mossad, il y a tout lieu de penser que cette opération militaire a été décidée conjointement au détriment des intérêts et de la vie des populations civiles des deux côtés, prises en otage et tenues dans l'ignorance du sort atroce qu'ils leur avaient réservés, par qui et à quels fins exactement, par qui on le sait en partie, par les Américains et les Israéliens en accord avec au minimum le Hamas dont le siège se situe en Turquie et au Qatar mais aussi à Londres, à quels fins ou dans quels objectifs, c'est ce qu'on va voir plus loin. Celle que j'avais ébauchée ce matin ne tient plus, semble-t-il, je vous la livre tout de même.

Bien malin celui qui pourrait répondre à cette question à l'heure qu'il est. Cependant on peut formuler prudemment une ébauche d'explication, qui sera corrigée par la suite en fonction du développement de la situation, à savoir : Plusieurs hypothèses sérieuses existent, mais il est encore trop tôt pour déterminer laquelle ou lesquelles l'emportent sur les autres, tant les acteurs politiques de cette opération sont impliqués sur différents champs de bataille dans le monde, dont la guerre en Ukraine, sur fond de remodelage en cours de l'économie mondiale auquel participent toutes les grandes puissances ayant à la fois des intérêts convergents et divergents ou jouant ensemble aux gendarmes et aux voleurs, à la fois adversaires ou ennemis, alliés ou complices, sur la base d'un unique objectif : Garantir à tous prix la survie du capitalisme à l'échelle mondiale, dans la mesure du possible en permettant à chacun des protagonistes de défendre ses propres intérêts, ce qui signifie sur le plan politique pour les Etats qui n'y parviendraient pas ou dont les intérêts viendraient à être sacrifiés, de les soutenir lors de la mise en place de régimes autoritaires ou fascistes, de manière à empêcher que le prolétariat ne se mobilise et s'organise contre le capitalisme et ses institutions ou renoue avec le combat politique pour le socialisme. Cette opération peut s'intégrer dans ce cadre ou donner lieu à une instrumentalisation politique pour favoriser les intérêts de tel ou tel belligérant.

Les prises de position de tous les gouvernements à travers le monde sont calquées sur celles des dirigeants des grandes puissances ou du Moyen-Orient, les uns hurlant au terrorisme et à la barbarie islamique, les autres en appelant à l'ONU pour résoudre ce conflit, alors qu'elle en est à l'origine depuis 1947, c'est ainsi qu'ils se répartissent les rôles dans un cynisme sans fond.

Je vais continuer de publier des articles favorables aux deux versions en présence, celle officielle et celle dénonçant une machination, de manière à ce que les lecteurs disposent d'un maximum d'informations, pour qu'ils puissent se faire eux-mêmes leur propre idée de la situation ou démêler le vrai du faux, sans quoi ils seraient amenés à adopter aveuglément l'une ou l'autre version, peu importe ici celle que j'ai retenue provisoirement.

Quand la vérité commence à percer.

J-C – Notre hypothèse formulée dès le 9 octobre semble confirmée ici,

L'Egypte a alerté Israël "*trois jours*" avant l'assaut du Hamas, selon un élu américain - AFP/actu.orange.fr 11 octobre 2023

L'Egypte a alerté Israël sur des risques de possibles violences "*trois jours*" avant l'assaut du Hamas, a indiqué mercredi l'élu américain Michael McCaul, chef de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants.

"*Nous savons que l'Egypte a averti les Israéliens trois jours auparavant qu'un événement similaire pourrait se produire*", a-t-il déclaré à la sortie d'un briefing au Congrès américain.

"*Un avertissement a été donné, la question est de savoir à quel niveau*", a-t-il réitéré.

Officiellement, l'Egypte n'a jamais commenté ces informations, données dans la presse il y a plusieurs jours.

Mais, pour la deuxième fois depuis le début de la guerre, mercredi, des "*sources haut placées dans l'appareil sécuritaire égyptien"* citées par les médias proches des services de renseignements égyptiens ont "*démenti les informations de presse israéliennes affirmant que les services égyptiens avaient informé les Israéliens d'une volonté du Hamas de mener l'attaque qui a eu lieu le 7 octobre*".

Sur de possibles failles du renseignement israélien, M. McCaul, un influent élu américain, a affirmé: "*Nous ne savons pas vraiment comment nous avons raté cela, nous ne savons pas vraiment comment Israël l'a raté*". AFP/actu.orange.fr 11 octobre 2023

Les affrontements entre Gaza et Israël sont-ils un «*faux drapeau*» ? Ont-ils tout simplement laissé faire ? Leur objectif est-il de «rayer Gaza de la carte» ?

Tôt le samedi 7 octobre 2023, le Hamas a lancé l'opération « *Tempête Al-Aqsa* », dirigée par le chef militaire du Hamas, Mohammed Deif. Le même jour, Netanyahou a confirmé un soi-disant *« état de préparation à la guerre* » .

Les opérations militaires sont invariablement planifiées longtemps à l'avance (voir la déclaration de Netanyahou de janvier 2023 ci-dessous). L'opération « *Tempête sur Al-Aqsa* » était-elle une « *attaque surprise* » ?

Les services de renseignement américains affirment qu'ils n'étaient pas au courant de l'imminence d'une attaque du Hamas.

« *Il faudrait être d'une grande naïveté pour croire le discours des grands médias d'État selon lequel l'invasion du Hamas a été un* « échec du renseignement » *israélien. Le Mossad est l'une des agences de renseignement les plus puissantes de la planète, si ce n'est la plus puissante* ».

Netanyahou et son vaste appareil militaire et de renseignement (Mossad et autres) avaient-ils connaissance de l'attaque du Hamas qui a fait d'innombrables victimes israéliennes et palestiniennes ?

(…)

Quelle est la relation entre le Mossad et le Hamas ? Le Hamas est-il un « *agent de renseignement* » ? L'histoire est longue.

Le Hamas (Harakat al-Muqawama al-Islamiyya) (Mouvement de résistance islamique) a été fondé en 1987 par le cheikh Ahmed Yassine. Il a été soutenu dès le départ par les services secrets israéliens afin d'affaiblir l'Autorité palestinienne :

« *Grâce au Mossad (l'Institut israélien pour le renseignement et les tâches spéciales), le Hamas a pu renforcer sa présence dans les territoires occupés. Pendant ce temps, le mouvement Fatah de libération nationale d'Arafat ainsi que la gauche palestinienne ont été soumis à la répression et à l'intimidation la plus brutale.*

N'oublions pas que c'est Israël qui a créé le Hamas. Selon Zeev Sternell, historien à l'Université hébraïque de Jérusalem, « Israël a pensé qu'il s'agissait d'un stratagème intelligent pour pousser les islamistes contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ». (L'Humanité)

Les liens du Hamas avec le Mossad et les services de renseignement américains ont été confirmés par le représentant républicain du Texas Ron Paul dans une déclaration au Congrès américain : *« Le Hamas a été créé par Israël* ? »

« *Vous savez, le Hamas, si vous regardez l'histoire, vous découvrirez que le Hamas a été encouragé et réellement créé par Israël parce qu'ils voulaient que le Hamas puisse contrecarrer Yasser Arafat…* » (Rep. Ron Paul, 2011).

Cette déclaration implique que le Hamas est et reste « *un atout pour les services de renseignement* », à savoir « un « *atout* » pour les agences de renseignement. »

Voir également le WSJ (24 janvier 2009) « *How Israel helped to Spawn Hamas* ».

Au lieu de tenter de mettre un frein aux islamistes de Gaza dès le début, explique M. Cohen, Israël les a tolérés pendant des années et, dans certains cas, les a encouragés pour faire contrepoids aux nationalistes laïques de l'Organisation de libération de la Palestine et à sa faction dominante, le Fatah de Yasser Arafat. (WSJ, soulignement ajouté)

La « nouvelle étape d'une interminable guerre » de Netanyahou contre la Palestine

L'objectif déclaré de Netanyahou, qui constitue une nouvelle étape dans la guerre qui dure depuis 75 ans (depuis la Nakba, 1948) contre le peuple de Palestine, n'est plus fondé sur l' « *apartheid* » ou la « *séparation* ». Cette nouvelle étape – qui est également dirigée contre les Israéliens qui veulent la paix – consiste en une « *appropriation totale* » ainsi qu'en l'exclusion pure et simple du peuple palestinien de sa terre natale :

« *Ce sont les lignes de base du gouvernement national que je dirige [Netanyahou] : Le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les régions de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera la colonisation dans toutes les parties de la Terre*

d'Israël – en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan, en Judée et en Samarie ». (Netanyahou, janvier janvier 2023, souligné par l'auteur)

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur l'analyse pertinente du Dr Philip Giraldi, qui souligne la probabilité d'un « *Faux drapeau* » .

Michel Chossudovsky, Global Research, 9 octobre 2023

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/les-affrontements-entre-gaza-et-israel-sont-ils-un-faux-drapeau-ont-ils-tout-simplement-laisse-faire-leur-objectif-est-il-de-rayer-gaza-de-la-carte/

Lisez ci-dessous l'analyse pertinente du Dr Philip Giraldi sur la probabilité d'un « *faux drapeau* » qui a été publiée sur sa page Facebook.

Philip Giraldi est un chroniqueur, commentateur et consultant en sécurité américain. Il est le directeur exécutif du Conseil pour l'intérêt national, un poste qu'il occupe depuis 2010. Il était auparavant employé comme officier du renseignement pour la CIA, avant de passer au conseil privé.

- Suis-je le seul à avoir lu un discours prononcé par Netanyahu ou un membre de son cabinet il y a environ une semaine, dans lequel il/ils a/ont fait référence à une « *situation de sécurité en développement* », ce qui suggère plutôt (à mon avis) qu'ils étaient peut-être au courant de l'évolution de la situation à Gaza et qu'ils ont choisi de laisser les événements se produire afin de pouvoir rayer Gaza de la carte en représailles et, peut-être en s'appuyant sur la promesse des États-Unis de soutenir Israël, d'impliquer ensuite l'Iran et d'attaquer ce pays.

Je n'arrive pas à trouver de lien, mais je me souviens assez bien de ce que j'ai lu, car je pensais à l'époque que cela servirait de prétexte à un nouveau massacre de Palestiniens.

En tant qu'ancien agent du renseignement, il m'est impossible de croire qu'Israël ne disposait pas de nombreux informateurs à l'intérieur de Gaza, ainsi que de dispositifs d'écoute électronique installés tout au long du mur frontalier, qui auraient permis de repérer les mouvements de groupes et de véhicules.

En d'autres termes, tout cela pourrait n'être qu'un tissu de mensonges, comme c'est souvent le cas.

Et comme c'est aussi toujours le cas, Joe Biden se prépare à envoyer quelques milliards de dollars au misérable petit Israël pour payer sa « *défense* ».

Ils le disent eux-mêmes, Netanyahu et le Hamas sont à l'origine de cette opération militaire.

J-C – A qui devait profiter le crime, on commence à avoir la réponse : A Netanyahu pour se sortir du bourbier intérieur dans lequel il s'est mis avec la complicité du Hamas.

Égypte : Israël a ignoré les avertissements répétés de menace « *énorme* » - fr.timesofisrael.com 9 octobre 2023

« *Nous les avons prévenus que la situation était sur le point d'exploser, très bientôt, et que l'explosion serait importante. Mais ils ont sous-estimé ces avertissements* », a déclaré à l'Associated Press le fonctionnaire, qui s'est exprimé sous le couvert de l'anonymat parce qu'il n'était pas autorisé à discuter avec les médias du contenu des discussions sensibles des services de renseignement.

Israël ne s'est pas contenté d'ignorer les avertissements explicites de ses alliés.

Les Palestiniens de la bande de Gaza se savent sous la surveillance constante d'Israël. Les drones de surveillance bourdonnent constamment au-dessus de leur tête. La frontière hautement sécurisée est truffée de caméras de sécurité et de soldats en faction. Les services de renseignement exploitent les sources et le cyber-espace pour obtenir des informations.

Le système israélien semble toutefois ne pas avoir fonctionné avant l'assaut surprise du groupe terroriste Hamas...

En dépit de ces capacités, le Hamas a réussi à garder son plan secret. Cette attaque féroce, qui a probablement nécessité des mois de planification et d'entraînement méticuleux et impliqué la coordination de plusieurs groupes terroristes, semble être passée sous le radar des services de renseignement israéliens.fr.timesofisrael.com 9 octobre 2023

J-C - Vous aurez noté comme moi qu'ils doutent de la version officielle quand ils affirment que "*cette attaque féroce (...) semble être passée sous le radar des services de renseignement israéliens*", ils n'en sont pas certains. Ce qui ne les a pas empêchés de sortir des énormités :

Times of Israël - « *Ils sont revenus à l'âge de pierre* », a déclaré Amir Avivi, général israélien à la retraite, expliquant que les terroristes n'utilisaient ni téléphone ni ordinateur et menaient leurs activités sensibles dans des pièces spécialement protégées de l'espionnage technologique ou dans des souterrains.

J-C – Ils vivent comme des « *bêtes* », c'est bien connu ! Par ailleurs, dans cet article de ce magazine en ligne israélien, ils caractérisent le gouvernement de Netanyahou d'extrême droite:

- « *...ainsi que le chaos politique qui secoue le pays à la suite des mesures prises par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu pour remanier le système judiciaire.* » fr.timesofisrael.com 9 octobre 2023

Lu.

- La guerre lancée contre Israël le samedi 7 octobre est une autre étape dans une longue guerre de libération de la Palestine d'un joug colonial imposé par Israël.

Il est surtout important de revenir sur les origines historiques de cette guerre. Ce qu'aucun gouvernement occidental, ni aucun de ses dirigeants ne fera, d'abord parce qu'ils sont en grande partie responsables du gâchis qu'est aujourd'hui l'État d'Israël mais aussi parce qu'ils ont décidé depuis des années que l'État Israël, une sorte de colonie occidentale, est le garant de leurs intérêts dans l'ouest de l'Asie.

L'animateur revient à l'idée de la création de cette colonie européenne, avant-poste de l'Occident dans l'ouest de l'Asie; les dates et événements clés (Sykes-Picot; déclaration de Balfour de 1917), l'alliance entre Sionistes et Antisémites européens pour que les Juifs quittent l'Europe; la création d'Israël en 1948 et la Nakba; la guerre dite de 6 jours de juin 1967...

- Mais désormais, tout citoyen qui s'informe aux bonnes sources peut faire la part des choses. Il y a quelques années, le gotha de l'UE a fait le forcing pour imposer le Kosovo en plein territoire serbe… dont on voit aujourd'hui ressurgir le problème et les menaces belliqueuses qu'il ne faut pas écarter. Comment s'étonner dès lors qu'il soutienne sans sourciller – à part des semblants de réprobations aussi hypocrites qu'inopérantes – l'implantation des colonies sionistes en plein territoire palestinien? Dernièrement, ces mêmes technocrates ont soutenu le gouvernement ukrainien pourtant responsable de crimes contre la population civile de la région du Donbass, et glorifiant le mouvement du nazi S. Bandera, contre l'intervention russe appelée en renfort par les gouvernorats et la population de la région afin de se protéger des attaques régulières de Kiev?

A la suite de quoi je rappelle que les Palestiniens dans leur écrasante majorité ne sont pas éduqués dans la haine de l'autre – comme il semble que ce soit le cas dans l'enseignement du régime colonial sioniste – ce qui leur fait dire et redire que les Accords d'Oslo n'ayant pas été respectés par la partie israélienne sont désormais caduques car impossibles à mettre en place en l'état de ce qui leur reste comme territoires. Ces Palestiniens préconisent désormais un seul Etat démocratique où vivront comme partout ailleurs tous les citoyens qui voudront respecter les règles et les lois de tout Etat de droits qui se respecte.

Gloire à tous les héros au premier rang desquels un peuple trop longtemps martyrisé par les sordides calculs de l'occident toujours animé par l'idéologie coloniale! Et vive la résistance palestinienne qui indique le chemin à tous les résistants de la planète!

J-C - On retrouve en Ukraine la même haine diffusée par l'Etat envers les Russes, à la violation des Accords d'Oslo répond celle des Accords de Minsk par l'Ukraine et les puissances occidentales.

La majorité des Français passeraient en mode fasciste selon ses représentants avançant masqués ou leur vœu semble se réaliser.

J-C – "*Le Rassemblement national est perçu comme d'extrême droite par 66% des Français, et comme xénophobe par 50%. Et il est vu comme proche des préoccupations des Français par 40% des sondés.*"

Aux commandes de ce « *sondage* » : Le Monde, le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne.

L'Institut Montaigne est présidé par Henri de La Croix de Castries depuis 2015, et président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2012. (Wikipédia) Laurent Bigorgne, ex-directeur de l'Institut Montaigne fut l'un des architectes de la campagne d'E.Macron en 2017. (Mediapart 7 mars 2022)

LFI considéré comme plus dangereux pour la démocratie que le RN, selon un sondage - actu.orange.fr 10 octobre 2023

Plus de la moitié des Français considèrent que La France insoumise est dangereux pour la démocratie, devant le Rassemblement national dont l'image est en constante amélioration, selon un sondage publié mardi.

57% des Français pensent que LFI est dangereux pour la démocratie contre 52% pour le RN, selon l'enquête annuelle "*Fractures françaises*" Ipsos/Sopra Steria pour le Monde, le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne.

Le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella, qui poursuit sa stratégie d'institutionnalisation, bénéficie d'un jugement de plus en plus positif auprès des sondés. Ainsi, ils étaient 61% à penser que le RN était dangereux pour la démocratie en 2020, puis 56% en 2021 et 54% en 2022.

Le RN est vu comme de plus en plus à même de gouverner le pays: 44% des Français interrogés les jugent prêts, en nette progression par rapport à l'an passé (39%) ou encore par rapport à 2020 (32%). Sur cette question, LFI plafonne à 28%, et seuls Les Républicains font mieux (48%).

Le Rassemblement national est perçu comme d'extrême droite par 66% des Français (-4 pts par rapport à 2022), et comme xénophobe par 50% (-2 pts). Et il est vu comme proche des préoccupations des Français par 40% des sondés, soit 3 points de mieux qu'il y a un an.

A l'inverse du RN, l'image de LFI se dégrade. Interrogés sur la question de savoir si La France insoumise serait un parti "*qui attise la violence*", 60% des Français répondent "*oui*" contre 52% pour le parti d'extrême droite.

Par ailleurs, près d'un Français sur deux (45%) dit aujourd'hui se sentir appartenir à "*une France qui serait en colère et très contestataire", soit 9 points de plus que l'an passé. Le sentiment d'"une France en déclin*" est aussi en forte hausse (82% de Français inquiets, +7 points). actu.orange.fr 10 octobre 2023

J-C – On en oublierait presque que ces 45% des Français sont en réalité « *en colère et très contestataires* » envers Macron et son parti et non en vers LFI, et qu'ils sont responsables de ce qu'ils appellent « *le déclin de la France* » expression que nous n'emploierons jamais.

Que ces furieux réactionnaires préfèrent le RN à LFI est dans l'ordre des choses, quoi qu'on pense de LFI par ailleurs. Ils plébiscitent le RN/FN, dont acte.

En famille, il y en aura toujours pour aboyer avec les chiens enragés de l'extrême droite sioniste en France et en Israël.

"*On doit mettre des mots forts sur des actes horribles*" : à l'inverse de LFI, François Ruffin prend clairement position après l'attaque d'Israël - actu.orange.fr 11 octobre 2023

François Ruffin est clair : "*Je condamne sans réserve les actes du Hamas. C'est une organisation fanatique, terroriste, […] qui veut la fin de l'État d'Israël.*" Selon lui, La France Insoumise ne doit pas avoir de "*pudeur de gazelle*" et conforte sa position : "*Avoir fait de Gaza une prison à ciel ouvert, sans espoir pour la jeunesse, a nourri le pire*." actu.orange.fr 11 octobre 2023

Le ministre de l'Intérieur a adressé ses félicitations à Ruffin :

Gérald Darmanin - François Ruffin, qui a condamné sans détour l'attaque terroriste du Hamas, « *se distingue des propos ignominieux de Jean-Luc Mélenchon ou Mathilde Panot, qui n'évitent pas l'importation du conflit* ». Le HuffPost 12 octobre 2023

Les dernières infos sur la situation en Palestine occupée.

En tout, 2400 personnes sont mortes dans les frappes et les combats : 1200 morts chez les Israéliens, et 2700 blessés, et 1200 chez les Palestiniens, ainsi qu'environ 5600 blessés, a indiqué jeudi 12 octobre le ministère palestinien de la Santé.

« *Tout membre du Hamas est un homme mort* », a lancé mercredi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors d'une première allocution solennelle avec son gouvernement d'urgence, formé le même jour avec Benny Gantz, un des principaux chefs de l'opposition.

« *Le Hamas c'est Daech (le groupe jihadiste Etat islamique, NDLR) et nous allons l'écraser et le détruire comme le monde a détruit Daech* », a-t-il ajouté après avoir qualifié l'attaque de « *sauvagerie jamais vue depuis la Shoah* ».

En représailles après l'attaque du Hamas, l'armée israélienne continue de pilonner la bande de Gaza, en état de siège. Plus de 338 000 personnes ont ainsi été contraintes de fuir leur domicile, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). actu.fr 12 octobre 2023

Assassinats ordinaires depuis 75 ans.

Jérusalem-Est : touchée par des pétards et des pierres, la police israélienne riposte et tue deux Palestiniens - RT 11 octobre 2023

Deux Palestiniens ont été tués par la police israélienne après avoir lancé des pétards et des pierres sur les forces de l'ordre à Jérusalem-Est, a indiqué le 10 octobre la police.

Deux Palestiniens ont été tués le 10 octobre par la police israélienne. L'incident s'est produit dans le quartier palestinien de Silwan, alors que des agents de la police des frontières opéraient dans la zone, a ajouté la police dans un communiqué. Un agent a été touché par des pétards, selon la même source.

«*En réponse à la menace pour leur vie, les agents de la police des frontières ont tiré sur les deux assaillants. Leur mort a été confirmée plus tard*», a ajouté la police israélienne. RT 11 octobre 2023

Souvenez-vous qu'ils soignèrent les barbares de Daesh qui avaient attaqué la Syrie.

- Les hôpitaux publics israéliens cesseront de fournir des soins médicaux aux combattants du Hamas capturés, écrit le Jerusalem Post, citant une directive du ministre de la Santé du pays. fr.sputniknews.africa 12 octobre 2023

Quand ils qualifiaient le gouvernement de Netanyahou d'*"alliance des voyous"*.

L'*"alliance des voyous"* : le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël entre en fonction - courrierinternational.com 29 décembre 2022
Le 37e cabinet de l'histoire de l'État hébreu s'est donné un programme radical, qui suscite de nombreuses craintes. courrierinternational.com 29 décembre 2022

Tout soutien à "*la résistance palestinienne* est assimilé à un acte antisémite par les tyrans qui soutiennent le régime fasciste israélien et le régime néonazi ukrainien.

Actes antisémites : Dupond-Moretti martèle que "*l'antisémitisme n'est pas une opinion*" mais "*une infraction*" – BFMTV 12 octobre 2023

"*Il n'est pas question aujourd'hui qu'on puisse faire impunément l'apologie du terrorisme*". Éric Dupond-Moretti, le ministre de la Justice, fait passer le message ce jeudi sur BFMTV-RMC, après les attaques du Hamas contre Israël.

"*Je demande à ce que les parquets soient sévères et rapides*", indique le garde des Sceaux, qui a pris une circulaire en ce sens. "*L'antisémitisme, ce n'est pas une opinion, c'est une*

infraction. L'apologie du terrorisme, c'est une infraction punie de 5 ans d'emprisonnement et de 7 ans, quand elle bénéficie d'une certaine publicité", martèle-t-il. Et de mettre en garde:

Éric Dupond-Moretti cible ensuite certains "*irresponsables politiques*", faisant ainsi référence aux insoumis, ainsi que le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). La formation de Philippe Poutou est visée par une enquête pour apologie du terrorisme, après un communiqué en soutien à "*la résistance palestinienne*". Celle de Jean-Luc Mélenchon, qui refuse de qualifier le Hamas d'organisation terroriste, mais condamne des "*crimes de guerre*", est sous le feu des critiques de la classe politique, y compris à gauche.

"*Justifier le Hamas [...] c'est évidemment dévastateur*", dénonce l'ancien avocat, ajoutant: "*Auprès de certains esprits, qui, peut-être, n'attendent que ça, c'est une véritable catastrophe*". BFMTV 12 octobre 2023

J-C – A ma connaissance Mélenchon n'a jamais justifier les crimes commis par le Hamas sur des civils désarmés, moi non plus d'ailleurs.

Gérald Darmanin a dénoncé le « *cynisme* » de Jean-Luc Mélenchon et ses «*propos ignominieux* », mais pas l'appel au crime du sioniste Enrico Macias.

J-C – Ce qui caractérise les despotes, c'est le deux poids deux mesures qu'ils pratiquent en permanence…

Guerre Hamas - Israël : LFI saisit la justice après l'appel d'Enrico Macias à s'en prendre à l'extrême gauche - AFP/20 Minutes 12 octobre 2023

«*Vous m'obligez à dire ce que je ne voulais pas dire : il faut les dégommer ces gens-là* », a déclaré Enrico Macias mardi soir sur « CNews », sur le plateau de Pascal Praud. « *Politiquement* », lui fait préciser l'animateur. « *Bah bien sûr, mais peut-être physiquement* », a ajouté le chanteur de 84 ans, précisant plus tard qu'il parlait de membres de LFI, à ses yeux « *complices* » du Hamas.

Ces propos constituent « *un appel à s'en prendre physiquement aux membres de La France insoumise* », assure la présidente du groupe Mathilde Panot dans son courrier adressé à la procureure de Paris.

Quand les médias du régime choisissent de donner la parole à un néonazi pour commenter la situation en Palestine occupée.

Attaque contre Israël : "*La Russie apporte son soutien aux opérations menées par le Hamas*", affirme Volodymyr Zelensky sur France 2 - franceinfo

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, interrogé par la journaliste Caroline Roux lors de l'émission "*L'Evénement, l'interview*", le 10 octobre 2023, sur France 2.

Invité de l'émission "*L'Evénement, l'interview*", mardi 10 octobre, sur France 2, le président ukrainien a évoqué le conflit israélo-palestinien. "*Pour nos services de renseignement, c'est évident. Nous avons tous les indices qui portent à croire que la Russie aide certaines opérations terroristes à se dérouler, a-t-il affirmé. Ce n'est pas la première fois qu'elle agit ainsi. Elle l'a fait en Syrie, elle l'a fait en Ukraine. Elle cherche à semer l'instabilité de par le monde*."

Bombardements massifs dans la bande de Gaza – L'hypocrisie de l'Occident à l'égard de ce qui se passe à Gaza fait froid dans le dos.

L'actuel élan de sympathie à l'égard d'Israël devrait faire frémir tous ceux qui ont un peu de cœur.

Non pas parce qu'il n'est pas horrible de voir des civils israéliens mourir et souffrir en si grand nombre. Mais parce que les civils palestiniens de Gaza subissent régulièrement, depuis des décennies, des agressions israéliennes qui leurs causent des souffrances bien plus grandes, sans jamais susciter ne serait-ce qu'une fraction de l'inquiétude actuellement exprimée par les hommes politiques ou les opinions publiques occidentaux.

L'hypocrisie de l'Occident face aux combattants palestiniens qui tuent et blessent des centaines d'Israéliens et en retiennent des dizaines d'autres en otage dans les communautés autour et à l'intérieur de la bande de Gaza assiégée, est frappante.

C'est la première fois que les Palestiniens emprisonnés dans l'enclave côtière de Gaza, parviennent à lancer en Israël une attaque d'une ampleur qui reflète vaguement la sauvagerie qui s'abat régulièrement sur eux, depuis qu'ils ont été mis en cage, il y a plus de 15 ans, lorsqu'Israël a commencé son blocus terrestre, maritime et aérien en 2007.

Les médias occidentaux qualifient de « *sans précédente* », la manière dont les Palestiniens de Gaza ont réussi à s'échapper de leur prison à ciel ouvert et à passer à l'attaque, tout comme l'échec le plus lamentable d'Israël en matière de renseignement depuis la guerre du Kippour, où il a aussi été pris au dépourvu, il y a exactement 50 ans.

Personne ne s'est vraiment soucié des Palestiniens de Gaza soumis au blocus israélien qui les privait des nécessités de base. Les quelques dizaines d'Israéliens retenus en otage par les combattants du Hamas font pâle figure au regard des deux millions de Palestiniens retenus en otage par Israël dans une prison à ciel ouvert depuis près de vingt ans.

Qui s'est inquiété lorsqu'on a appris que les Palestiniens de Gaza étaient soumis à un « *régime de famine* » par Israël, qui ne laissait entrer qu'une petite quantité de nourriture, juste assez pour que la population ne meure pas tout à fait de faim ?

Qui s'est soucié du fait qu'Israël bombarde l'enclave côtière tous les deux ou trois ans, tuant à chaque fois des centaines de civils palestiniens ? Israël appelle cela « *tondre la pelouse* ». La destruction de vastes zones de Gaza, afin de ramener l'enclave à l'âge de pierre, comme s'en sont vantés les généraux israéliens, est devenue une stratégie officielle connue sous le nom de « *doctrine Dahiya* ».

Qui s'est alarmé lorsque des tireurs d'élite israéliens ont fait des cartons sur des infirmières, des jeunes et des personnes en fauteuil roulant qui venaient protester contre le siège israélien ? Plusieurs milliers de personnes ont dû être amputées parce que ces tireurs d'élite avaient reçu l'ordre de tirer sur les manifestants dans les jambes ou les chevilles.

L'inquiétude occidentale face à la mort de civils israéliens aux mains de combattants palestiniens soulève le cœur. Des centaines d'enfants palestiniens ne sont-ils pas morts au cours des 15 dernières années lors des campagnes de bombardement répétées d'Israël sur Gaza ? Leurs vies ne comptent-elles pas autant que celles des Israéliens – et si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Après tant d'indifférence pendant si longtemps, il est difficilement soutenable de voir l'horreur se répandre tout à coup dans les gouvernements et les médias occidentaux parce que les Palestiniens ont enfin trouvé un moyen – similaire à la politique inhumaine qu'Israël leur fait subir depuis des décennies – de riposter efficacement.

Les masques tombent et tout le monde voit que ce qui essaie de se faire passer pour des préoccupations morales dans les capitales occidentales, est en réalité du pur racisme.

https://www.mondialisation.ca/bombardements-massifs-dans-la-bande-de-gaza-lhypocrisie-de-loccident-a-legard-de-ce-qui-se-passe-a-gaza-fait-froid-dans-le-dos/5681986?doing_wp_cron=1697038555.6111640930175781250000

Pendant ce temps-là les affaires continuent tranquillement.

Riyad et Moscou confirment leur entente avec l'augmentation de 20% du commerce bilatéral - RT 11 oct. 2023

En l'espace de sept mois, le commerce russo-saoudien a bondi de 20%, a indiqué ce 11 octobre le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak en marge d'une réunion de la commission intergouvernementale russo-saoudienne dans le cadre de la Semaine russe de l'énergie.

«*Après les résultats de sept mois, les échanges commerciaux entre nos pays ont augmenté de 20%*», a précisé le responsable politique russe, ajoutant que la Russie et l'Arabie saoudite prévoyaient d'atteindre 7 milliards de dollars d'échanges « *d'ici 2030* ».

Combat contre la dictature climatique.

Que pouvons-nous penser sérieusement du réchauffement climatique ? par Jean-Yves Jézéquel Mondialisation.ca 06 octobre 2023

Extrait.

Non, la définition du pouvoir en soi, implique qu'il soit « *innocent* » !

Le citoyen lambda veut rester dans sa croyance et ne désire pas se remettre en cause dans les fondements même de cette croyance, car cela est bien trop angoissant ! Savoir et comprendre que nous sommes entre les mains d'une bande de mondialistes pervers est insupportable !

La politique de l'autruche est bien plus confortable jusqu'au moment où elle se fait couper la tête !

Le mensonge est devenu une « *post vérité* » et la « *vérité* » des faits un mensonge ! L'ignorance entretient la bêtise. La connaissance peut donc la guérir ! Le Pouvoir est intrinsèquement pervers. Il est menteur et se construit obligatoirement sur le mensonge. Un Pouvoir ne peut pas exister sans le mensonge. C'est une croyance arbitraire qui permet au Pouvoir de se faire accepter par les peuples maintenus dans l'ignorance et une conscience sous-développée, grâce à cette croyance archaïque.

Les atrocités commises contre les peuples, à longueur d'histoire, grâce aux mensonges et au soutien du Pouvoir, sont considérées comme « *légitimes* » et « *bonnes* » et « *nécessaires* » pour le « *bien* » de l'humanité, parce qu'elles proviennent d'une société de droit. Cette société de droit adhère à la croyance en un Pouvoir légitimé par un principe pontificaliste théocratique, faisant de l'Etat, le pontife de la société laïque revêtu des attributs de l'innocence caractérisant le « *bien* », la « *vertu* » du Pouvoir qui peut ainsi imposer aux citoyens l'obligation de la croyance en ce principe théocratique en échange de leur désir de démocratie…

Les atrocités commises, dans le monde, comme en Ukraine actuellement, avec la bénédiction de l'OTAN, de l'Union Européenne et des donneurs de leçons de morale, ne sont pas considérées comme des atrocités !

Les groupes Ukro-nazis sont totalement justifiés par l'Occident « *axe du bien* » ! On a récemment ovationné un nazi au Canada: Yaroslav Gunko (alias Yaroslav Hunka ou Gunka), un vétéran de la division SS Galicie, à l'occasion d'une séance parlementaire qui se tenait en l'honneur de la visite du chef du régime ukrainien V. Zelenski, accompagné par le chef d'Etat canadien Justin Trudeau et la vice première ministre Chrystia Freeland !

Pourtant, tout ce qui est fait par le camp ennemi (les Russes, pour cet exemple) est considéré comme étant des « *atrocités,* » voire des « *abominations* » ! Le droit légitime de se défendre, lorsqu'il est appliqué par le camp ennemi, est considéré comme une atrocité par chaque Etat partisan ! C'est l'inspiration fasciste par excellence.

Le fascisme part du principe que son idéologie sous-jacente est le corpus de la « *vérité révélée* » en soi, et que cette « *vérité* » vient d'en haut, d'une supériorité, de la transcendance disait Macron, justifiant l'hégémonie. L'ordre de la croyance qu'il instaure dans le lien social et qui fonde le Droit présidant à la légitimité de l'Etat, dépossède tout citoyen de son désir démocratique en faisant de lui un sujet soumis à la loi dont la nature se réclame du divin théocratique.

Le résultat est là : « *Un peuple de moutons finit par engendrer un gouvernement de loups.* » L'Occident mouton est dirigé par des loups qui les conduisent avec leur assentiment, à l'abattoir !

Les « élites » dirigeantes, imposent leur narratif mensonger en détruisant toute possibilité d'entendre une autre voix que celle du Nouvel Ordre Mondial tout-puissant…

Concernant actuellement la question du « *réchauffement climatique* », il y a, d'un côté, la « *révélation biblique* » du GIEC, avec ses affirmations répétées dans la liturgie permanente de la manipulation médiatique, et donc devenue la vérité incontestée et incontestable ! La question scientifique de ces affirmations répétées ne présente aucun intérêt pour les « *élites* » experts en tyrannie ! Les ONG environnementales travaillant à leur propre cause et le lavage de cerveau médiatique infligé aux personnes depuis le berceau, viennent parfaire le dressage du troupeau.

De l'autre côté, il y a quelques scientifiques, de plus en plus nombreux à réagir, qui essayent de faire entendre leurs voix en apportant des arguments scientifiques contradictoires de plus en plus gênants pour le narratif des mondialistes. On a donc de la censure à tous les niveaux et partout : c'est la seule solution pour que la vérité soit efficacement étouffée…

Aujourd'hui, le rationnel scientifique et l'argumentation solide, basés sur des faits établis et non sur des calculs simplistes élaborant des prédictions erronées, ont laissé la place à l'idéologie et à la croyance. Dans ces conditions, il va de soi que le débat est impossible !

Beaucoup de gens restent convaincus et croient sincèrement que les scientifiques et les experts, sont respectés pour leur savoir et que le pouvoir ne s'autoriserait jamais une ingérence dans leur domaine de compétence. Erreur, le pouvoir n'en a rien à cirer de la compétence des scientifiques ; il s'en moque éperdument et il est prêt d'ailleurs à envoyer les scientifiques récalcitrants aux galères ! On se souvient de la campagne odieuse contre Claude Allègre et Vincent Courtillot qui avaient une autre explication pour comprendre le réchauffement climatique…

« *Attribuer une seule cause à un processus aussi complexe est une affirmation risquée. De plus, les prédictions actuelles reposent sur des modèles qui peuvent encore évoluer. Tous nos travaux montrent depuis deux ans l'impact déterminant du Soleil sur le climat. Donnons-nous encore du temps avant de prononcer des affirmations définitives.* » (Vincent Courtillot, Le Figaro, 30/01/2009)

Nous sommes en 2023 et tout s'est aggravé pour les scientifiques dit « *climatosceptiques* », désormais éliminés sans pitié par les tyrans mondialistes !

Car, tout le monde l'a bien compris, derrière cette propagande acharnée actuelle, il y a le plan des mondialistes passant désormais par les fourchettes de l'OMS…

La question climatique va permettre de mettre en marche les différentes phases de « *l'Agenda 2030* », le plan du « *Great Reset* » du FEM de Davos, après la fenêtre d'opportunité qui a été ouverte par la déclaration de fausse pandémie et la campagne criminelle de la vaccination à ARNm anti Covid-19, à l'oxyde de graphène et autres ingrédients pour un génocide temporisé…

La propagande du narratif mondialiste dit qu'il y a un consensus de 97 % de scientifiques en faveur de la thèse climato-alarmiste du GIEC ! Ajoutons tout de suite que, parmi ces

scientifiques, il n'y a pas un seul physicien ayant étudié le rôle du CO2 sur le changement climatique.

Sachons donc que 100 % des physiciens qui ont étudié la question ont démontré, comme déjà Maxwell au XIXe siècle, que le CO2 n'a pas de rôle négatif sur le climat. Quant à lui, le GIEC s'est basé sur le travail d'Arrhenius (XIXe siècle), vite contredit mais tellement « *intéressant* » pour le business qui allait en découler. La médecine avait fait la même chose avec la supercherie des vaccins ; « *supercherie* » reconnue par Pasteur lui-même sur son lit de mort, ce grand homme donnant raison aux travaux d'Antoine Béchamp ! Mais, le mal était fait : la falsification des résultats obtenus par Pasteur, encouragée par le ministère de la santé de l'époque, était entérinée par l'Académie des sciences qui voyait également, avec la fonction publique, les intérêts d'un business florissant à venir !

Pour la question climatique, on est dans le même genre de falsification, avec la perspective, en arrière-plan, d'une moisson abondante, entièrement articulée autour du mensonge écologique : un business énorme ne profitant qu'aux plus riches et le plan du Great Reset [Grande réinitialisation] qui veut mettre la main sur toute propriété, via le mensonge écologique sur l'habitat …

« *L'origine anthropique du réchauffement de la planète est (…) une conjecture non prouvée, déduite uniquement de certains modèles climatiques, c'est-à-dire de programmes informatiques complexes, appelés modèles de circulation générale. Au contraire, la littérature scientifique a, mis en évidence l'existence d'une variabilité climatique naturelle que les modèles ne sont pas capables de reproduire, variabilité naturelle de mieux en mieux vérifiée. Cette variabilité naturelle explique une part importante du réchauffement climatique observé depuis 1850. La responsabilité anthropique du changement climatique observée au siècle dernier est donc exagérée de façon injustifiée et les prévisions catastrophiques sont irréalistes.* »

(Cf., professeur Uberto Crescenti, Pétition sur le réchauffement climatique anthropique)

Conclusion

1 – Il est regrettable que les connaissances mises à disposition par le monde de la recherche soient utilisées trop tard pour réduire les émissions anthropiques de polluants très répandus dans les systèmes environnementaux tant continentaux que marins.

2 – Il est grand temps de savoir une fois pour toute, que le dioxyde de carbone lui-même n'est pas un polluant. Au contraire même, il est indispensable à la vie sur notre planète !

3 – Il est donc scientifiquement irréaliste d'attribuer à l'Homme la responsabilité du réchauffement observé de 1900 à nos jours. Les prédictions alarmistes ne sont pas crédibles puisqu'elles sont basées sur des modèles dont les résultats sont en contradiction avec les données observées.

4 – Les médias inféodés au système, ont fait passer, comme d'habitude, le message mensonger qu'il y aurait un consensus quasi unanime parmi les scientifiques sur la cause anthropique de l'actuel changement climatique et que le débat scientifique serait donc clos.

L'honnêteté élémentaire nous oblige à dire que ce supposé consensus n'existe pas. Les opinions des spécialistes – climatologues, météorologues, géologues, géophysiciens, physiciens, astrophysiciens – sont variées, reconnaissant la priorité de la contribution naturelle au réchauffement planétaire observée depuis la période préindustrielle à aujourd'hui.

On peut dire tout à fait légitimement, contre l'avis du GIEC aux ordres des mondialistes, que « *la nature, et non l'activité humaine, gouverne le climat* ».

https://www.mondialisation.ca/que-pouvons-nous-penser-serieusement-du-rechauffement-climatique/5681888?doing_wp_cron=1697084497.6172869205474853515625

Climat : en Italie, une pétition à contre-courant - contrepoints.org 8 juillet 2019

Voici la pétition sur le climat préparée par le professeur Uberto Crescenti – Professeur titulaire de géologie appliquée à l'Université G. d'Annunzio de Chieti ; il a été Recteur de l'Université G. d'Annunzio de 1985 à 1997, président de la Société italienne de géologie de 1999 à 2005, fondateur et président de l'Association italienne de géologie appliquée et d'environnement de 1999 à 2005, fondateur et président en 2001 de l'Association italienne « géologie et tourisme », et des scientifiques de renommée internationale, afin d'encourager un débat sérieux sur l'avenir de notre planète, fondé sur les connaissances scientifiques et sans contraintes politiques.

https://www.contrepoints.org/2019/07/08/348594-climat-en-italie-une-petition-a-contre-courant#comments_container

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 13 octobre 2023.

J'ai programmé de cesser d'actualiser le portail dans les jours qui viennent.

Je vous proposerai une formule (à remplir et renvoyer éventuellement) de soutien ou d'adhésion au courant politique que j'anime, et d'ici décembre 2024, selon que ce soutien ou cette adhésion seront massives ou médiocres, je déciderai ou non de poursuivre cette activité et de fonder une organisation politique. Pourquoi décembre 2024, parce que l'abonnement du portail au serveur d'OVH court jusqu'à cette date.

Dans l'état actuel des choses ou si rien ne changeait radicalement, je crois qu'on en restera là ou qu'il n'y aura pas de prolongation.

Une rapide revue de presse sur le soulèvement armé légitime du peuple palestinien contre l'occupation sioniste qui dure depuis 1947, suivie de quelques infos.

Vous ne trouvez pas frappant les similitudes qui existent avec le 11 septembre 2001, entre le procédé hors du commun employé ; sa démesure dans l'atrocité à viser des civils innocents ; l'état de sidération réelle ou feint qui s'en est suivi ; le refus de prendre en compte les avertissements qui avaient précédé cette opération militaire, jusqu'aux informations précises transmises la veille et l'avant-veille qui furent ignorées ; le discours extrémistes et simplistes des autorités israéliennes appelant à la vengeance sans merci, cruelle, barbare ; la menace adressée à tous ceux qui ne soutiendraient pas « *le camp du bien* » contre « *le camp du mal* », qui refuseraient ; l'injonction à caractériser de « *terroriste* » l'offensive armée palestinienne destinée à desserrer l'étau du blocus qui étrangle Gaza depuis 2007, soit déjà 16 ans ou beaucoup plus longtemps que le blocus du ghetto de Varsovie avec davantage de morts.

Quel que soit le scénario qui est à l'origine de ce nouvel affrontement armé entre l'armée de libération de la Palestine et l'armée d'occupation sioniste, outre l'opération militaire déclenchée par les Palestiniens parfaitement légitime, les massacres qui ont pu être commis par des membres du Hamas peuvent être interprétés comme une réponse à ceux dont les colons sionistes se sont rendus coupables pendant 75 ans, et qui par leur ampleur et leur durée sont sans commune mesure en termes d'atrocité ou de cruauté.

Si aucun massacre de population civile ne peut être justifié, c'est valable pour tous les acteurs politiques, or il se trouve que « *la communauté internationale* », autrement dit les Etats qui se rangent au côté des Etats-Unis et d'Israël, ont couvert ou cautionné ceux perpétrés par Tsahal et le Mossad pendant 75 ans. De plus, Israël n'ayant jamais respecté les résolutions votées à l'ONU en toute impunité, l'Etat juif a ainsi été encouragé à continuer de persécuter, de martyriser, de violer les droits du peuple palestinien, par conséquent ce sont essentiellement les grandes puissances, celles présentent au Conseil de Sécurité de l'ONU qui porte l'énorme

responsabilité de la situation actuelle, y compris les massacres commis par les uns et les autres qui auraient pu être évités.

La création d'Israël ayant coïncidé avec la spoliation des terres des Palestiniens, tant qu'une solution n'aura pas été trouvée pour dédommager les Palestiniens à hauteur du préjudice qu'ils ont subi, soit en leur restituant leurs terres, soit en leur proposant l'équivalent ailleurs en Palestine, tant que le droit au retour de tous les Palestiniens en exil ne sera pas acquis et réalisé, tant que l'Etat juif théocratique existera ou qu'une République démocratique ne sera pas instaurée en Palestine, il n'y aura jamais de paix sur le terre de Palestine.

Tribune libre.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID)

L'urgence du moment par Daniel Gluckstein

Heure après heure, les médias revoient à la hausse le nombre des victimes civiles, particulièrement des jeunes et des enfants, qui ont perdu la vie depuis le 7 octobre, côté israélien et côté palestinien. Un bilan appelé, hélas, à s'aggraver dans les prochains jours si, comme cela est annoncé, Gaza est écrasée sous un tapis de bombes, confrontée à une intervention militaire terrestre et sa population affamée du fait de l'impitoyable blocus décidé par Netanyahou. Encore faudrait-il ajouter les milliers d'enfants tués par l'armée israélienne durant les dernières décennies.

Aucun démocrate, aucun humaniste ne peut rester impassible devant la mort d'un seul enfant innocent, quel qu'il soit, juif ou arabe. Mais invoquer cette émotion légitime et partagée ne suffit pas à ouvrir le chemin d'une solution.

En répondant à l'attaque du Hamas par un déluge de fer et de feu contre deux millions de Palestiniens pris au piège d'une prison à ciel ouvert, Netanyahou ne fait que poursuivre ce qu'il fait depuis des années : nier l'existence d'un peuple palestinien qui revendique les droits légitimes auxquels aspirent tous les peuples. Cette négation – et la spirale de la répression et de la colonisation qu'elle entraîne – a largement contribué à l'attaque du 7 octobre. Écrire cela ne signifie ni dédouaner le Hamas de sa responsabilité dans les actes qu'il décide, ni approuver sa politique. Mais ce n'est pas le Hamas qu'Israël ignore depuis des décennies, c'est le peuple palestinien tout entier.

On peut, certes, momentanément condamner un peuple au silence. Mais on ne peut le faire disparaître, même par la terreur. La revendication nationale légitime finit toujours par ressurgir. Le journaliste israélien Gideon Levy ne dit rien d'autre dans les colonnes du quotidien Haaretz que nous citons en page 11.

Les travailleurs ont en mémoire qu'en 1954, lorsque le peuple algérien se souleva pour sa libération, le gouvernement français a proclamé qu'il ne s'agissait pas d'une guerre de libération, mais d'« *actes terroristes* », auxquels il répondrait par des « *mesures de police* ». Quant au ministre de l'Intérieur Mitterrand, il déclarera : « *La seule négociation, c'est la*

guerre. » La suite est connue : un million et demi de morts du côté algérien, mais au bout du compte, la cause légitime s'imposa contre le pouvoir colonial.

On peut partager ou non les termes du communiqué du POID et la perspective qu'il défend d'un seul État démocratique et laïque garantissant à tous ses citoyens des droits égaux. Mais que l'on soit d'accord ou non, il est un fait indiscutable : laisser Netanyahou continuer demain ce qu'il a fait hier, cela aura pour résultat sans doute des milliers, peut-être des dizaines de milliers de morts supplémentaires, pour l'essentiel des victimes civiles et des enfants, mais cela ne suffira pas à faire disparaître le peuple palestinien et ses aspirations légitimes.

Il faudra bien, d'une manière ou d'une autre, ouvrir la voie à une solution politique. Rien ne peut justifier le massacre à Gaza. L'urgence est de l'empêcher et d'imposer la levée du blocus.
Le 10 octobre, 16 heures.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=8668

Quelques éléments de réflexion.

Dès qu'en 1993 les accords d'Oslo furent signés par Yasser Arafat, chef de l'OLP, et Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, qui prévoyaient la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza pour 1998, je me souviens encore de m'être dit que c'était un terrible piège qui se refermerait sur les Palestiniens, et qu'il ne fallait surtout pas qu'ils cautionnent ces accords de la honte et de la trahison signés par Arafat, qu'ils ne devraient surtout pas retourner à Gaza ou en Cisjordanie, car ils y seraient enfermés comme dans des camps de concentration, et lorsqu'ils se rebelleraient, ils feraient l'objet de massacres cautionnés par l'ONU ou toutes les grandes puissances…

Qu'on se souvienne de ce qu'ils sont capables d'inventer ou de faire, y compris massacrer leur propre peuple au besoin.

1989, symbole de la désinformation le faux charnier de Timisoara attribué à Nicolae Ceausescu ; 1990, l'affaire des couveuses au Koweït attribuée à Saddam Hussein sur la base d'un faux témoignage ; 2003, Colin Powell présente à l'ONU une fiole réputée contenir de l'anthrax et censée prouver que Saddam Hussein détient des armes de destruction massive, une fake news aussi. Vous pouvez ajouter le 11 septembre 2001, etc.

- Israël publie des images «*effroyables*» de bébés «*tués et brûlés par les monstres du Hamas*»

Yossi Landau, travaille depuis 33 ans en tant que bénévole pour l'organisation israélienne Zaka, qui en temps normal récupère les corps de personnes ayant subi une mort non naturelle. Interrogé par l'AFP, il témoigne avoir été témoin d'une violence qu'il n'avait jamais vue auparavant. «*J'ai senti que je m'effondrais, pas seulement moi, mais toute mon équipe*», se souvient-il, après être entré dans la première maison du kibboutz de Beeri et y avoir trouvé

une femme morte. «*Son ventre a été ouvert, un bébé était là, encore relié au cordon, et poignardé*», relate-t-il. L'homme déclare avoir vu de nombreux civils, dont une vingtaine d'enfants, qui avaient les mains attachées dans le dos avant d'être abattus et brûlés.

Le journal *The Jerusalem Post* affirme quant à lui avoir pu consulter et vérifier des photos prouvant que des bébés ont bien été décapités et brûlés dans l'assaut du Hamas à Kfar Aza. Interrogé par l'AFP, un militaire déployé dans le kibboutz évoquait mercredi «*des mutilations, parmi lesquelles des décapitations*» sur les corps retrouvés, parmi lesquels un nombre important d'enfants. lefigaro.fr 12 octobre 2023

Ils mentent (comme ils respirent), mais il est désormais trop tard.

Les États-Unis n'avaient pas eu d'«*indications*» sur une attaque du Hamas
Les États-Unis n'ont eu aucune indication qu'une attaque du Hamas se préparait contre Israël, a affirmé ce jeudi à Bruxelles le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin.

«*Si nous avions eu de telles indications, nous les aurions partagées avec Israël, mais, à ma connaissance, nous n'avons rien vu de tel*», a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion des ministres de la Défense de l'Otan. lefigaro.fr 12 octobre 2023

Israël : Etat voyou, terroriste depuis sa création.

J-C – Sans être un partisan de l'ONU dont j'appelle à la suppression, on remarquera que tous les gouvernements qui se sont succédés en France (notamment) ont cautionné les crimes commis par l'Etat juif, aucun à travers le monde n'exigera de lui imposer des mesures coercitives ou exigera qu'il applique ces résolutions sous peine d'être exclus de l'ONU.

Les résolutions de l'ONU non respectées par Israël - trtfrancais.com 10 octobre 2023

Depuis 1947, Israël a fait l'objet de plus de 50 résolutions et condamnations de l'ONU, qui n'ont pas été respectées ni prises en compte.

Nombreuses sont les résolutions qui exhortent les forces armées israéliennes au retrait des territoires occupés (Résolution 242), à indemniser les réfugiés et les laisser "rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et vivre en paix *avec leurs voisins" (Résolution 194), à respecter le cessez-le-feu (Résolution 236), assurer "la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu*" (Résolution 237).

Le 21 mai 1968, la résolution 252 du Conseil de sécurité de l'ONU déclare "non valides", les mesures israéliennes qui consistent à "*l'expropriation de terres et de biens immobiliers", et visent à "modifier le statut de Jérusalem*".

Le 22 mars 1979, la résolution 446 du Conseil de sécurité exige l'arrêt des "pratiques israéliennes visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967", affirme que ces pratiques "*n'ont aucune validité en droit*" tout en demandant à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Dans sa Résolution 592 du 8 décembre 1986, le Conseil de sécurité de l'ONU rappelle que la convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre "*est applicable aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967*" et condamne "*l'armée israélienne qui, ayant ouvert le feu, a tué ou blessé des étudiants*" de l'université Bir Zeit.

Après le déclenchement de la première Intifada, le Conseil de sécurité condamne, dans sa **Résolution 605 datée du 22 décembre 1987**, les pratiques d'Israël "*qui violent les droits du peuple palestinien dans les territoires occupés, en particulier le fait que l'armée israélienne a ouvert le feu, tuant ou blessant des civils palestiniens*".

Le 30 août 1989, la Résolution 641 du Conseil de sécurité de l'ONU "*déplore qu'Israël, puissance occupante, continue d'expulser des civils palestiniens*" et lui demande d'assurer le retour de tous les expulsés.

Après le début de la seconde Intifada, le Conseil de sécurité a dénoncé les violences et condamné le "*recours excessif à la force contre les Palestiniens*" tout en demandant à Israël de respecter ses obligations relatives à la convention de Genève (**Résolution 1322 du 7 octobre 2000**).

Après l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza en 2009, le Conseil de sécurité exige dans sa **Résolution 1860 du 8 janvier 2009**, "*l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu durable et pleinement respecté menant au retrait total des forces israéliennes de la bande de Gaza*", et exige de ne pas entraver l'entrée des organisations médicales dans Gaza.

En 2022 seulement, Israël a battu tous les records en faisant l'objet de 15 résolutions de l'ONU, pendant que la Russie faisait l'objet de 6 résolutions, et ce, malgré la guerre entre cette dernière et l'Ukraine qui a débuté la même année.

Cette liste, très loin d'être exhaustive, de résolutions non respectées, laisse entrevoir à quel point les violations en matière de droits de l'homme auxquelles sont confrontés les Palestiniens, restent toujours les mêmes presque 70 ans plus tard. Mais les appels désespérés du peuple palestinien semblent malheureusement toujours inaudibles en Occident. trtfrancais.com 10 octobre 2023

L'ONU a condamné Israël plus que tous les autres pays réunis en 2022 - i24news.tv 03 janvier 2023

- Depuis 2015, l'Assemblée générale a adopté 140 résolutions critiquant Israël, principalement sur son "*traitement envers les Palestiniens*" et ses relations avec les pays voisins.

En 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté plus de résolutions contre Israël que contre toutes les autres nations réunies, démontrant ainsi ce que les observateurs avertis appellent "*une focalisation déséquilibrée sur l'État juif*" au sein de l'organisme mondial. L'Assemblée générale a approuvé 15 résolutions anti-Israël l'année dernière, contre 13 résolutions critiquant d'autres pays, tous pays confondus, selon un décompte effectué par le groupe de surveillance pro-Israël UN Watch. i24news.tv 03 janvier 2023

Un peu d'histoire ou rafraîchissons-nous la mémoire.

Un peu d'ordre pour commencer.

"*Les juifs ne sont sémites que lorsqu'ils sont arabes et non lorsqu'ils embrassent la religion judaïque*."

Dans une déclaration faite au journal l'Humanité (13-12-67), M. Makhos, ministre des affaires étrangères du gouvernement syrien, a refusé de manière catégorique l'accusation d'antisémitisme comme mobile de la politique arabe; il y voit même une contradiction dans les termes, puisque, soutient-il, " *les Arabes sont non seulement des sémites, mais de vrais sémites* ".

Cette proposition, qui mériterait l'attention des historiens et des ethnologues, est " *démontrée* " de la manière suivante : " *Si nous voulons faire du racisme, ce qui serait contraire à la science et à toute démocratie, nous pourrions prétendre que seuls les juifs arabes sont sémites et non pas tous les autres juifs du monde.* " Il ajoute : " *En d'autres termes, que les juifs ne sont sémites que lorsqu'ils sont arabes et non lorsqu'ils embrassent la religion judaïque. Alors que tous les Arabes sont sémites, les juifs américains, français, allemands, polonais, russes et autres qui ne sont pas arabes, sont loin d'être sémites* " ; et de conclure : " *En conséquence, nous condamnons tout antisémitisme, car cela équivaut à être anti-arabe.* " lemonde.fr 07 février 1968

Qui sont les Sémites ? - jeuneafrique.com 27 avril 2004

Le terme a été inventé en 1781 par l'orientaliste allemand August Ludwig Schlözer, à partir du nom d'un des fils de Noé, Sem, pour désigner des langues dont la parenté avait été établie dès le Moyen-Âge par les savants juifs : l'hébreu, l'araméen, l'arabe. Les spécialistes ont ensuite regroupés sous l'appellation de « *sémite* » tout un ensemble de peuples qui, dans le courant du IIIe millénaire avant Jésus-Christ, émigrèrent de la péninsule Arabique vers la Mésopotamie, la Syrie, la Palestine, puis, vers 700 avant Jésus-Christ, vers la corne de l'Afrique. Ils se caractérisent par leur appartenance à une même famille linguistique, mais ne présentent pas nécessairement d'autre parenté. jeuneafrique.com 27 avril 2004

Procédons par ordre chronologique.

Avant 1917, la région est sous l'autorité de l'Empire ottoman. Les populations chrétiennes et musulmanes qui y vivent se définissent en termes de communautés religieuses et ne manifestent guère de sentiment de type national. La population juive est divisée en deux communautés : l'ancien Yichouv c'est-à-dire la communauté établie de longue date sur ce territoire, et le nouveau Yichouv composé de Juifs établis depuis les années 1880, motivés principalement par le sionisme. Dès le début du XXe siècle, des arabes de Palestine expriment leur protestation auprès des autorités ottomanes contre ces nouvelles arrivées.

En 1917, les Britanniques conquièrent la Palestine qu'ils administrent officiellement à partir de 1920 dans le cadre d'un mandat de la Société des Nations. Le conflit entre le Yishouv et les Arabes de Palestine débute principalement après la Déclaration Balfour de 1917. De 1920 à 1948, de nombreux Juifs et arabes s'installent en Palestine alors que le Royaume-Uni exerce son mandat sur la Palestine mandataire : la population juive, qui était estimée en 1917 à environ 70 000 personnes, passe à plus de 650 000 au début de 1948, et la population arabe à plus d'un million de personnes. Des conflits éclatent entre Arabes et Juifs dès 1920, mais aussi entre ces populations et les autorités britanniques.

L'Organisation sioniste mondiale est créée en 1897 à Bâle, où le mouvement sioniste tient son premier congrès et élit Theodor Herzl à sa tête. La mission qu'elle se donne est de préparer, pour le peuple juif, un foyer national en Palestine, région historique des anciens royaumes de Juda et d'Israël. Pour cela, l'Organisation sioniste mondiale rachète des terres grâce notamment à l'organisme juif d'achats de terres K.K.L. et au soutien de certaines banques. Sont alors promus l'immigration et le sentiment national afin de renforcer la présence juive sur le territoire.

À la fin de la période ottomane, la population juive est estimée entre 56 000 personnes et 82 000 personnes et la population arabe (musulmans, chrétiens, Druzes et autres) à plus de 600 000 personnes.

En mai 1916, le Royaume-Uni et la France concluent l'accord secret « *Sykes-Picot* », qui projette de diviser la région en 2 zones d'influence pour ces 2 puissances coloniales. Les accords Sykes-Picot attribuent la Transjordanie et la Palestine mandataire à la zone d'influence britannique et la zone de la grande Syrie à la France.

Ces accords n'empêchent pas les Anglais de promettre non seulement un royaume indépendant aux Arabes, mais aussi la création d'un « foyer national » aux Juifs, par la déclaration Balfour sur la zone de la Palestine mandataire et d'un Etat arabe, qui sera la Transjordanie. Les Anglais créent un régiment juif (la légion juive) dans l'armée Anglaise, le 23 août 1917. Le 2 novembre 1917, le gouvernement britannique proclame la déclaration Balfour, selon laquelle il envisage favorablement l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. Chaim Weizmann participe aussi à la préparation de la conférence de la paix à Paris et il y signe, en 1919, un accord avec Fayçal, futur roi d'Irak.

La Grande-Bretagne confie alors le dossier à l'Organisation des Nations unies qui, avec le soutien conjoint des États-Unis et de l'Union soviétique et malgré l'opposition de tous les pays arabes, votent le plan de partage de la Palestine, le 29 novembre 1947. C'est la résolution 181 de l'AGNU, refusée par tous les États arabes. Ce plan de partage divise la Palestine en trois secteurs, l'un arabe (45 %), l'autre juif (55 %) et le troisième, la ville de Jérusalem, sous la tutelle de l'ONU. Les dirigeants arabes palestiniens refusent ce plan et annoncent qu'ils s'y opposeront par les armes. Les dirigeants du Yishouv approuvent le partage même si l'Irgoun et le Lehi sont en désaccord avec la superficie du futur Etat juif.

La première guerre israélo-arabe éclate le 15 mai 1948...

En 1949, date de la fin du conflit, Israël a l'avantage, et signe des cessez-le-feu avec les États arabes voisins. La « *ligne verte* » est ainsi formée, signifiant l'ensemble des nouvelles frontières de fait entre l'État juif, l'Égypte, la Transjordanie, le Liban et la Syrie. L'État d'Israël

s'étend alors sur 78 % de l'ancienne Palestine mandataire, soit 23 % de plus que ce que le plan de partage de 1947 le lui accordait. Les 22 % restants sont annexés par la Transjordanie (la Cisjordanie) et l'Égypte (la bande de Gaza). L'ouest de Jérusalem est en Israël, l'est en Transjordanie. Pour les Palestiniens, c'est la « *Nakba* » (la catastrophe). Ils n'ont pas d'État, et entre 700 000 et 900 000 d'entre eux fuient vers les territoires palestiniens restants et vers les pays voisins. (Wikipédia)

Le dépeçage de la Palestine et le massacre des Palestiniens va continuer jusqu'à nos jours.

En 1947, le Royaume-Uni décide de confier la Palestine à l'Organisation des nations unies.

1948 : la bande de Gaza est rattachée à l'Égypte

Alors que la Seconde Guerre mondiale vient de s'achever, l'ONU propose un partage de la zone qui sera voté le 29 novembre 1947. Le plan prévoit de créer un État arabe et un État juif côte à côte, et de faire de Jérusalem un territoire sanctifié placé sous régime international. La Palestine, amputée d'une grande partie de son territoire, rejette massivement ce partage.

Alors que les Britanniques quittent le territoire, les populations juive et palestinienne entrent en guerre civile pendant six mois. L'État d'Israël est créé le 14 mai 1948 sur 77 % du territoire de la Palestine mandataire. Près de la moitié de la population palestinienne s'enfuie ou est expulsée.

1967 : Israël récupère Gaza à l'issue de la guerre des Six-Jours

Israël lance une attaque éclair « préventive » en juin 1967 contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Dans cette guerre des Six-Jours, l'État hébreu s'empare de territoires syriens, égyptiens et palestiniens. Le Sinaï et Gaza sont ainsi pris à l'Égypte, la Cisjordanie et Jérusalem-Est à la Jordanie, et le plateau du Golan à la Syrie.

Si les Israéliens ont rétrocédé le Sinaï en 1980 et Gaza en 2005, le Golan et Jérusalem-Est n'ont en revanche jamais été restitués. À l'heure actuelle, ces annexions ne sont pas reconnues par la communauté internationale.

2007 : le Hamas prend le pouvoir à Gaza

En 2005, après trente-huit ans d'occupation, le gouvernement israélien mène une opération de désengagement militaire de la bande de Gaza, l'administration du territoire se révélant trop complexe après la seconde Intifada, soulèvement palestinien qui débute en 2000. Quelque 8 000 colons, répartis dans 21 colonies israéliennes, sont alors forcés à quitter le territoire.

Depuis 2005, le Hamas, mouvement de résistance islamique qui prône la destruction d'Israël, monte en puissance à Gaza. Il gagne les élections législatives en 2006 et administre le territoire seul depuis cette victoire. Considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis depuis 1997, le parti se distingue par son recours aux prises d'otages, aux attentats-suicides et aux lancements de roquettes depuis Gaza à partir de 2007.

2008 : début de la guerre de Gaza

En décembre 2008, l'armée israélienne lance l'opération « Plomb durci ». Pendant trois semaines, Tsahal (l'armée israélienne) mène une attaque aérienne et terrestre contre le Hamas, la plus meurtrière de toutes les opérations menées contre le territoire palestinien jusqu'alors.

L'opération prend fin le 21 janvier 2009 avec le retrait des troupes israéliennes de Gaza. Après vingt-deux jours d'offensive, quelque 1 400 Palestiniens et 13 Israéliens sont tués, et plus de 5 000 personnes blessées dans la bande de Gaza.

Plus de 100.000 Palestiniens tombés en martyrs depuis la Nakba - aps.dz 07 janvier 2022

De la Nakba jusqu'à fin 2021, les forces d'occupation israéliennes ont tué plus de 100,000 Palestiniens à travers différentes parties des territoires palestiniens occupés... Algérie Presse Service 07 janvier 2022

2009

Conflit israélo-palestinien: 8 900 morts depuis vingt ans - lefigaro.fr 24 novembre 2009

Un seul chiffre en dit parfois beaucoup plus qu'un long discours. 8 881 : c'est le nombre de tués en deux décennies de conflit israélo-palestinien, nous apprend B'Tselem, l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme, qui fête ses vingt ans d'existence.

La grande majorité – 7 398 - sont Palestiniens, dont 1 537 mineurs. Israël, de son côté, déplore 1 483 morts, dont 139 mineurs. lefigaro.fr 24 novembre 2009

2014

La guerre israélienne sur Gaza en 2014 a fait, côté palestinien, plus de 2000 morts dont près de 500 enfants selon les organisations internationales - Abderraouf Arnaout Jérusalem 17 avril 2015

Entre 1948 et 1993, environ 13 000 Palestiniens ont été tués, selon une estimation du Ministère de la Santé palestinien. Du côté israélien, les chiffres indiquent qu'environ 3 700 Israéliens ont perdu la vie au cours de la même période [1]. Ces chiffres incluent les victimes civiles et militaires.

Depuis le début de la deuxième Intifada en septembre 2000, le conflit a escaladé et les pertes en vies humaines ont augmenté de manière significative. Selon les statistiques du projet « *B'Tselem* », une organisation israélienne de défense des droits de l'homme, entre le 29 septembre 2000 et le 31 décembre 2020, 9 787 Palestiniens et 1 162 Israéliens ont perdu la vie [2].

De manière générale, les années 1948, 1956, 1967, 1973, 1982 et 2000 enregistrent des chiffres élevés de victimes des deux côtés du conflit.

Par exemple, lors de la guerre de 1948, environ 15 000 Palestiniens ont été tués, selon les estimations [3]. La guerre des Six Jours en 1967 a également été très meurtrière, avec environ 20 000 Palestiniens tués et près de 800 Israéliens [3]. La deuxième Intifada a été une période particulièrement sanglante, avec plus de 3 000 Palestiniens et plus de 1 000 Israéliens tués entre 2000 et 2005 [2].

Ces périodes de violence intense ont été marquées par des affrontements armés, des atteintes aux droits de l'homme, des bombardements et des actes de terrorisme, contribuant ainsi à un bilan humain tragique.

Sources consultées le 21 juillet 2023:

[1] Israeli-Palestinian Conflict | Global Conflict Tracker

[2] The Israel-Palestine Crisis: Causes, Consequences, Portents

[3] History of the Question of Palestine

La Nakba - Institut du Monde Arabe 2023

La Nakba, la « *catastrophe* » en arabe, désigne la période de dépossession, d'expulsion, de destructions, de pillages et de massacres à l'encontre des Palestiniens à la fin du mandat britannique sur la Palestine.

Entre 1947 et 1948, près de 800 000 Palestiniens sont chassés de leurs terres dans le contexte du partage de la Palestine et de la guerre israélo-arabe consécutive à la création d'Israël, le 14 mai 1948.

Après 1948, tout retour sera interdit à ces réfugiés par les gouvernements israéliens successifs. Chaque année, entre le 30 mars et le 15 mai, les Palestiniens commémorent la Nakba par une "*marche du retour*" exigeant le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Aujourd'hui ces réfugiés chassés de leurs terres et leurs descendants sont plus de 5 millions à vivre en Cisjordanie, à Gaza ou à l'étranger, certains dans des camps de réfugiés depuis 1948.

Bilan :

• Près de 800 000 Palestiniens chassés de leurs terres

• Environ 15 000 Palestiniens tués

• Plusieurs dizaines de massacres commis par les forces sionistes

• Environ 500 villes et villages rasés et 700 passés sous contrôle israélien

• Environ 17 000 km2 de terres palestiniennes confisquées

Sources

- Alain Gresh : Israël, Palestine : Vérités sur un conflit. Fayard, collection Pluriel, 2007

- Organisation de Libération de laPalestine : Infographie « *Recognize the Nakba* »

- Institute for Middle East Understanding : Quick Facts: the Palestinian Nakba

- UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) unrwa.org

---

Les dernières infos.

- Gaza frappée par 4000 tonnes d'explosifs depuis samedi

L'armée israélienne a annoncé ce jeudi avoir bombardé l'enclave palestinienne de Gaza contrôlée par le mouvement islamiste Hamas avec 4000 tonnes d'explosifs depuis samedi, selon un communiqué.

«*Environ 6000 bombes ont été larguées sur la bande de Gaza pour un poids total de 4000 tonnes d'explosifs*», depuis le début de la riposte israélienne à l'attaque lancée samedi par le Hamas, qui a tué «des centaines de terroristes», ajouté le communiqué.

L'armée de l'air israélienne a affirmé jeudi dans un post sur les réseaux sociaux avoir largué 6.000 bombes sur Gaza depuis le début de l'offensive israélienne sur l'enclave palestinienne.

- Human Rights Wath (HRW) accuse Israël d'avoir «*utilisé du phosphore blanc dans ses opérations militaires à Gaza et au Liban, exposant les civils à des risques de blessures graves et à long terme*». L'ONG précise que cette substance «*provoque des brûlures atroces et peut mettre le feu aux habitations. Son utilisation dans les zones peuplées est illégale*.»

- Le nombre de morts augmente chaque jour à Gaza: jeudi, le bilan en évoquait plus de 1200. Les photos et vidéos de civils errant dans des quartiers rasés, d'enfants et de bébés ensanglantés tirés des éboulis, inondent les réseaux sociaux. Plusieurs médias internationaux ont récolté les témoignages de civils désespérés, faisant état des bombardements sans relâche et de l'impossibilité, bien souvent, de trouver un abri sur ce petit territoire très densément peuplé.

- Le bilan grimpe à 1537 morts côté palestinien

Au moins 1537 personnes ont été tuées côté palestinien, a indiqué le ministre de la Santé de Gaza, dont 500 enfants et 276 femmes. 6612 ont été blessés.

- Des colons israéliens tuent deux Palestiniens en Cisjordanie

Des colons israéliens ont tué deux Palestiniens en Cisjordanie occupée jeudi, a déclaré le ministère palestinien de la Santé.

Des témoins ont déclaré à Reuters qu'un père et son fils ont été abattus lorsque des colons ont ouvert le feu lors des funérailles de quatre Palestiniens tués mercredi par des colons armés et des soldats israéliens dans le village de Qusra, près de la ville de Naplouse, dans le nord du pays.

- Conflit à Gaza : Onze employés de l'ONU ont été tués par des frappes israéliennes - 12 octobre 2023

Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU lors du point de presse quotidien :

« *Onze membres du personnel de l'UNRWA ont été tués depuis samedi, tandis que trois enseignants ont été blessés. Pendant ce temps, 30 étudiants de l'UNRWA ont été tués et huit autres ont été blessés. L'approvisionnement en eau étant coupé d'Israël vers Gaza, il existe une grave pénurie d'eau potable qui touche 650 000 personnes. Les frappes aériennes israéliennes ont également endommagé sept installations qui fournissaient des services d'eau et d'assainissement à plus d'un million de personnes. Dans certaines régions, les eaux usées et les déchets solides s'accumulent désormais dans les rues, posant manifestement un grave danger pour la santé.* »

- Le Royaume-Uni va envoyer des navires de la Royal Navy et des avions pour soutenir Israël

Le Royaume-Uni va déployer des avions de patrouille et de surveillance ainsi que deux navires de la Royal Navy en Méditerranée orientale «*pour soutenir Israël*», a annoncé le gouvernement britannique, confirmant les informations du Times. Des avions de patrouille et de surveillance maritimes commenceront à voler dans la région «p*our traquer les menaces à la stabilité régionale*», selon le gouvernement. (La nostalgie de l'Empire ! – J-C)

- Le gouvernement d'urgence entériné par le Parlement pour la durée de la guerre

Le Parlement israélien a entériné jeudi la formation d'un gouvernement d'urgence et d'un cabinet de guerre par 66 voix contre 4, lors d'une session extraordinaire diffusée en direct. Le gouvernement d'urgence, annoncé la veille par le premier ministre, Benyamin Netanyahou, et son rival, Benny Gantz, sera composé de cinq nouveaux ministres de la formation de Benny

Gantz, alors que le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a annoncé plus tôt son refus de rejoindre ce gouvernement. lefigaro.fr 13 octobre 2023

- Raids israéliens en Syrie : les deux principaux aéroports du pays hors service

Les deux principaux aéroports de Syrie, celui de la capitale Damas et celui d'Alep (nord), sont hors service à la suite de frappes israéliennes qui les ont visés jeudi, affirment les médias officiels syriens.

Les frappes aériennes «*simultanées*» ont «*endommagé les tarmacs des deux aéroports, les mettant hors service*», a précisé une source militaire syrienne citée par les médias d'État.

Ces raids interviennent alors qu'Israël est engagé dans une guerre déclenchée par l'attaque samedi du Hamas palestinien contre son territoire, qui a fait des milliers de morts. lefigaro.fr 12 octobre 2023

Guerre Israël-Hamas : le gouvernement israélien ordonne l'évacuation d'1,1 million de Palestiniens du nord vers le sud de Gaza, contre l'avis de l'ONU - francetvinfo.fr 13 octobre 2023

L'ONU, informée jeudi de cet ordre d'évacuation qui concerne quelque 1,1 million d'habitants, réclame que cet ordre soit annulé. "*Les Nations unies estiment impossible qu'un tel déplacement de population ait lieu sans provoquer des conséquences humanitaires dévastatrices*", alerte le porte-parole.

Plus de 423 000 personnes déplacées dans la bande de Gaza. Près d'un demi-million de Palestiniens ont été contraintes de fuir leurs domiciles dans la bande de Gaza, en état de siège et pilonnée par l'armée israélienne, a annoncé vendredi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

L'organisation s'inquiète notamment pour 50 000 femmes enceintes dans la bande de Gaza, sans accès aux soins, dont environ 5 500 devrait accoucher dans le mois qui vient.francetvinfo.fr 13 octobre 2023

Les sionistes d'extrême droite dictent leur loi en France aux suppôts de néonazis

J-C – On ne peut pas oublier qu'ils soutiennent tous le régime néonazi de Kiev. On croirait le discours de G. Bush au soir du 11 septembre 2001.

Guerre en Israël : ce qu'il faut retenir du discours d'Emmanuel Macron - Paris Match 12 octobre 2023

Le président de la République a ainsi commencé son discours en qualifiant l'attaque du Hamas sur Israël d'*« invasion soudaine, sanguinaire »*, de « *haine meurtrière aveugle* » et de « *déchaînement de cruauté absolue* », qui a sidéré aussi la France.

Aussi, Emmanuel Macron a insisté : « *Nous, Français, savons dans notre chair que rien ne peut justifier le terrorisme, il ne peut jamais y avoir de 'oui, mais'. Disons-le clairement : le Hamas est un mouvement terroriste* » et « *cherche la destruction et la mort du peuple d'Israël* », a-t-il ajouté.

« *La seule réponse au terrorisme, la seule possible, est toujours une réponse forte et juste, forte parce que juste* », a-t-il dit. « *Israël a le droit de se défendre en éliminant les groupes terroristes, dont le Hamas, par des actions ciblées mais en préservant les populations civiles, car c'est là le devoir des démocraties* », a-t-il insisté dans son discours diffusé depuis l'Elysée à 20 heures. AFP/Paris Match 12 octobre 2023

J-C – Mais comme l'Etat juif d'apartheid n'a jamais été et ne sera jamais une démocratie, la population civile sera sacrifiée avec l'aval de Macron, CQFD.

Union nationale autour du représentant français du sionisme pour cautionner le génocide des Palestiniens.

Le président Emmanuel Macron s'est entretenu avec les chefs des 11 formations politiques représentées au Parlement sur le conflit entre Israël et le Hamas. Une volonté du chef de l'État de favoriser "*l'unité de la Nation*" au moment où l'exécutif prend au sérieux le risque de tensions en France.

Les chefs des 11 formations représentées au Parlement ont tous exprimé, malgré des termes parfois différents, leur condamnation de l'attaque du Hamas.

La France a fermement condamné les "*attaques terroristes perpétrées par le Hamas*" et affirmé son "*plein soutien*" à Israël, ainsi que son "*attachement*" à son "*droit à se défendre*". Manuel Bompard (LFI) a demandé au Président « *de porter la voix de la France pour refuser l'engrenage de la violence* ». europe1.fr 12 octobre 2023

J-C – Quelle fraternité avec « *leur* » président dictateur ! Après cela, ils feindront de s'étonner que les manifestations propalestiniennes soient interdites en France.

Conflit Hamas-Israël : Gérald Darmanin ordonne l'interdiction systématique des manifestations propalestiniennes - Journal du Dimanche 12 octobre 2023

Gérald Darmanin a émis un ordre d'interdiction des manifestations propalestiniennes en France, invoquant le risque de « *troubles à l'ordre public* ». Cet ordre a été communiqué aux préfets par le biais d'un télégramme, consulté jeudi par franceinfo.

D'autres manifestations propalestiniennes ont également été interdites dans plusieurs villes de France, mais certaines ont tout de même eu lieu malgré la proscription, comme à Nantes, à Nîmes, à Bordeaux ou encore à Lyon. Ces rassemblements ont réuni plusieurs dizaines de personnes et se sont déroulés pacifiquement, bien qu'ils aient été parfois dispersés par les forces de l'ordre. Marseille a également été le théâtre d'une mobilisation propalestinienne, bien que non déclarée, qui a attiré environ 200 personnes. Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et scandé des slogans tels que « *Palestine, résistance* » et « *Macron complice, Israël assassin* ». Journal du Dimanche 12 octobre 2023

3000 manifestants se sont rassemblés à Paris jeudi soir en soutien à la Palestine, d'après la préfecture de police. Selon un premier bilan, 24 personnes ont été verbalisées et 10 personnes interpellées. lefigro.fr

J-C – On s'étonnera, en faisant l'idiot, à ma connaissance, qu'aucun parti dit ouvrier n'ait appelé à manifester pour soutenir le peuple palestinien.

Ce jeudi, quelques heures avant cette annonce, une réunion des chefs de partis s'était tenue autour d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Selon la secrétaire nationale des Verts, Marine Tondelier, les manifestations « *pour les paix* » ont justement été abordées et le chef de l'État « *nous a dit que ça lui paraissait important* » que ces manifestations puissent se tenir à condition « *que les organisateurs fassent en sorte qu'elles se passent bien.* »

Elle juge donc d'autant plus « *regrettable* » la décision de la place Beauvau.

Cette annonce de l'Intérieur est intervenue alors que plusieurs centaines de personnes étaient réunies place de la République à scander « *Palestine vaincra* », ou encore « *Israël assassin, Macron complice* », munis de drapeaux palestiniens, en dépit d'une interdiction prononcée dès mardi et confirmée par la justice ce jeudi. La préfecture de police a indiqué à l'AFP vers 18 h 15 qu'« *ordre a été donné au dispositif de police de disperser les gens présents, d'interpeller, voire de verbaliser* ». Ce qui a eu lieu dans les minutes qui ont suivi. huffingtonpost.fr 12 octobre 2023

J-C - Il est a noté que des manifestations propalestiniennes ont lieu un peu partout dans les pays occidentaux où elles sont tolérées, mais pas en France passé à l'extrême droite.

Pourquoi ne pas en profiter pour aller plus loin dans la dictature.

Éric Ciotti (LR) demande que «*toute manifestation soit interdite dans la période*»

Éric Ciotti a pris la parole ce jeudi après s'être entretenu avec Emmanuel Macron en compagnie des autres chefs de partis. Le président des Républicains a demandé au Président de la République que «*toute manifestation soit interdite dans la période*» en raison de la menace terroriste accrue que fait peser sur la France la guerre Israël-Hamas. lefigaro.fr 12 octobre 2023

La dictature de la pensée unique et la fabrication du consentement. Après la dictature sanitaire et climatique, néonazie ukrainienne, le sionisme d'extrême droite.

J-C - Les terroristes contre la liberté d'expression franchissent un cran de plus.

86 % des Français en faveur du démantèlement des partis et associations qui soutiennent le terrorisme islamique - lejdd.fr 12 octobre 2023

Un sondage publié mercredi révèle que les Français demandent majoritairement plus de rigueur vis-à-vis de la lutte contre l'apologie du terrorisme. Les sympathisants de droite y sont plus favorables qu'à gauche.

Une réponse ferme. Les Français sont 86 % à souhaiter une interdiction systématique des partis et associations qui soutiennent ou font l'apologie du terrorisme, révèle un sondage de l'institut CSA pour CNEWS, mercredi.

Parmi les personnes interrogées, les 65 ans et plus se montrent les plus intransigeants (93 %). Un souhait qui fait également écho chez les plus jeunes. En effet, les moins de 35 ans y sont également très favorables (80 %). Parmi les catégories socioprofessionnelles, les CSP+ et les inactifs sont 88 % à demander davantage de sévérité contre le terrorisme islamique, devant les CSP- (81 %). lejdd.fr 12 octobre 2023

Niger.

Niger : La coordonnatrice de l'ONU sommée de quitter le pays sous 48H - oceanguinee.com 11 octobre 2023

Les militaires au pouvoir au Niger ont donnés à la coordonnatrice de l'ONU, Louise Aubin, de le quitter dans les trois jours, en dénonçant notamment les « *entraves* » des Nations Unies à sa reconnaissance internationale.

Cette décision intervient au lendemain de l'annonce par les Etats-Unis de la suppression de quelque 500 millions de dollars d'aide économique au Niger, et alors que la France commence à retirer ses soldats du pays à la demande des militaires au pouvoir depuis le 26 juillet.

« *Le gouvernement décide d'ordonner à l'ambassadeur, coordonnateur résident du système des Nations unies, son excellence madame Louise Aubin de prendre toutes les dispositions utiles pour quitter Niamey sous soixante-douze heures* », a écrit le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué daté de mardi et transmis à l'AFP mercredi. Mme Aubin, de nationalité canadienne, avait été nommée à ce poste en janvier 2021.

Le pouvoir nigérian a motivé sa décision par des « *entraves* » mises selon lui par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « *en vue de contrarier la participation pleine et entière*

du Niger » à la 78ème Assemblée générale de l'organisation qui a eu lieu en septembre à New York.

Le régime militaire avait déjà dénoncé des « *agissements perfides* » de M. Guterres pour, selon lui, entraver la participation du représentant du Niger à cet évènement et « *saper tout effort de sortie de crise* ».

Les généraux nigériens au pouvoir avaient envoyé à New York leur nouveau ministre des Affaires Etrangères, Bakary Yaou Sangaré, qui était avant le coup d'Etat du 26 juillet le représentant du pays à l'ONU.

Ils avaient dénoncé le refus de M. Guterres de « *prendre acte* » de la liste officielle des délégués du Niger. M. Sangaré n'avait pas pris la parole lors de l'Assemblée générale. oceanguinee.com 11 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 14 octobre 2023.

Vaut mieux savoir dans quel monde on vit, non ? Apparemment tout le monde n'est pas d'accord, notamment ceux qui constituent la majorité, et qui n'ont jamais vraiment cherché à le savoir, à moins qu'ils en aient été fortement dissuadés, cela existe aussi, il faut l'admettre.

Ici on ne juge pas, on décrit la réalité ou on essaie tout du moins.

Confinement ou blocus, c'est juste une question de degré dans le terrorisme.

Tout le monde ou presque a semble-t-il déjà oublié que ceux qui dénoncent aujourd'hui le terrorisme, ont terrorisé leur population pendant trois ans à l'aide d'une pandémie virale qu'ils avaient entièrement fabriquée jour après jour, et qui s'est soldée par l'assassinat de plus de 100.000 personnes pour avoir refusé de les soigner avec les traitements efficaces existant. Alors, toute proportion gardée, à côté les centaines de victimes présumées du Hamas sont insignifiantes, qu'elles méritent davantage de bienveillance de la part du terroriste Macron est dans l'ordre des choses. Pour nous, une victime d'un abus de pouvoir, quel que soit son origine ou son statut social, sera toujours une victime innocente de trop et une injustice inacceptable.

Les coupables sont à chercher parmi ceux qui en tirent profit ou les fomentent.

On doit aussi admettre que dans toute guerre soient commis inévitablement des erreurs et des injustices. L'essentiel est de découvrir les causes de ces guerres, pour déterminer ensuite qui porte ou partage la responsabilité des actes barbares qui ont pu être commis, quels intérêts économiques en étaient à l'origine. Là en l'occurrence, l'occupation de la Palestine a été décidée par l'oligarchie financière anglo-saxonne sioniste au début du XXe siècle, afin de pouvoir mettre la main sur le pétrole du Moyen-Orient qui était destiné à devenir la source d'enrichissement la plus fabuleuse du XXe siècle, se servir d'Israël comme siège social et base militaire pour à la fois surveiller les Etats de la région, et les dissuader de faire jouer leur souveraineté pour s'exonérer de la tutelle britannique, puis américaine et leur octroyer exclusivement ou presque les concessions de leurs puits d'or noir et de leurs gisements de gaz, sous peine de représailles militaires, coups d'Etat, assassinats, etc. la panoplie complète des instruments de la démocratie version capitaliste.

Voilà, on a trouvé l'origine, le capitalisme, et les coupables, les oligarques financiers anglo-saxons sionistes, auxquels il faut ajouter quelques monarques du nord de l'Europe ou du Golfe, les ennemis que nous devons combattre.

Plus personne n'ose plus les nommer par crainte d'être accusé d'antisémitisme, ils chient tous dans leurs frocs.

En complément.

Brève histoire du pétrole dans la péninsule Arabique

Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans

https://books.openedition.org/iremam/2521?lang=fr

Retour sur l'histoire du pétrole au Moyen-Orient et sur les perspectives économiques et énergétiques des pays producteurs d'hydrocarbures - iris-france.org 13 octobre 2020

La première moitié du 20ème siècle est dominée par les grandes compagnies privées internationales qu'on appelle les « *majors* ». Ce sont des sociétés de très grande taille et des compagnies internationales et elles sont intégrées verticalement (selon la formule classique « *du puits à la pompe* ») : elles font de l'exploration pour trouver du pétrole et du gaz, développent des gisements pétroliers et gaziers, exploitent les hydrocarbures, transportent et raffinent le pétrole brut et vendent les produits raffinés sur les marchés (notamment à travers les réseaux de stations-service pour distribuer du carburant). Ces majors travaillent chacune dans des dizaines de pays dans le monde. Elles sont américaines (Etats-Unis) et européennes.

On les a souvent appelées les « *Sept Sœurs* » : elles comprennent cinq compagnies américaines et deux compagnies européennes (BP, britannique ; Royal Dutch Shell, anglo-hollandaise). Ces « *Sept Sœurs* » vont dominer le marché du pétrole jusque vers 1960, date de la création de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Elles réalisent les découvertes majeures de la première moitié du 20ème siècle, y compris en Iran, et plus tard en Irak, en Arabie saoudite ou au Koweït. Ce sont ces compagnies qui captent la plus grande partie de la rente pétrolière avec des contrats pétroliers signés dans le cadre de concessions. Il faut noter que ces contrats étaient très inégaux dans le partage de la rente pétrolière entre les compagnies pétrolières et les Etats producteurs.

https://www.iris-france.org/150909-retour-sur-lhistoire-du-petrole-au-moyen-orient-et-sur-les-perspectives-economiques-et-energetiques-des-pays-producteurs-dhydrocarbures/

Entendu.

- C'est le drame de ce qui se passe aujourd'hui dans notre société. Quelqu'un s'exprime et on déforme, on interprète et on veut lui faire dire ce qu'il n'a pas dit.

Tribune libre.

J-C – Hier j'ai reproduit un texte du POID qui globalement me convenait, aujourd'hui je vous en propose un de LO qu'on peut partager.

Editorial des bulletins d'entreprise par Nathalie Arthaud - 9 octobre 2023 (Lutte ouvrière)

Israéliens et Palestiniens, dans le piège sanglant créé par l'impérialisme

Le Moyen-Orient est à l'image d'un monde soumis à la domination impérialiste de la bourgeoisie : un immense brasier. Après l'Irak et la Syrie, la guerre embrase de nouveau Israël et Gaza, menaçant toute la région d'une nouvelle conflagration.

Cette situation a été créée par les manœuvres des puissances impérialistes, au siècle dernier, où elles découpaient le monde en traçant les frontières garantissant leur hégémonie. Et le Moyen-Orient, riche en pétrole, était l'objet de toutes leurs convoitises.

C'est ainsi que les Palestiniens et les immigrants juifs se sont retrouvés au milieu d'un champ de bataille. Les premiers vivaient sous la domination britannique, déjà contestée par la puissance américaine. Quant aux seconds, ils arrivaient dans la région, fuyant les pogroms antisémites ou rescapés des camps d'extermination.

Il y avait de la place pour les deux peuples. Mais les prétendus protecteurs de la région n'ont rien fait pour favoriser cette coexistence. Ils ont, au contraire, joué un peuple contre l'autre, pour assurer leur influence.

En 1948, les États-Unis soutinrent la création d'Israël en tant qu'État juif. Les Palestiniens en furent chassés en masse, transformés en réfugiés à vie dans des camps surpeuplés ou en citoyens de seconde zone en Israël. Les Israéliens devinrent les gardiens de cette prison.

Les Palestiniens ont été spoliés de leurs terres, expulsés de leurs maisons et enfermés, notamment dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza. Les deux millions de Gazaouis sont collectivement punis par un blocus qui leur impose des conditions de vie innommables, quand leurs immeubles ne sont pas bombardés par l'armée d'Israël. Cette politique a un nom : le terrorisme d'État.

Dans les deux camps, les politiques nationalistes ont contribué à porter au pouvoir les plus extrémistes. En Israël, Netanyahou gouverne désormais avec les ultranationalistes religieux et racistes. Son gouvernement a intensifié la colonisation de la Cisjordanie, aggravé les mesures d'apartheid et encouragé les milices d'extrême droite à terroriser les Palestiniens.

À cette terreur d'État, le Hamas a opposé une politique qui mène les Palestiniens dans l'impasse. Celle-ci ne témoigne pas seulement d'un mépris pour la vie des civils israéliens, mais aussi pour la vie de son propre peuple, les Palestiniens de Gaza, de nouveau soumis à l'enfer des bombardements. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas le choix car le pouvoir du Hamas s'exerce comme une dictature.

Si le Hamas a soudé nombre de Palestiniens derrière lui, c'est qu'il est le seul à offrir une issue à la révolte qui bouillonne dans la jeunesse palestinienne. Mais la politique du Hamas, comme celle de Netanyahou, ne fait que creuser un fossé de sang entre les deux peuples.

Ces 75 années de politiques nationalistes de part et d'autre, des plus modérées aux plus extrémistes, ont conduit à la situation terrifiante actuelle. Elles démontrent qu'un peuple qui

en domine un autre ne peut vivre en sécurité, ni être un peuple libre.

Le drame, c'est que les pires nationalistes sont encouragés par le climat guerrier créé par la guerre en Ukraine et les discours belliqueux des dirigeants des grandes puissances. C'est vrai en Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh ou au Kosovo, où s'affrontent Albanais et Serbes.

Contre cette évolution catastrophique, affirmons que des peuples différents, parlant des langues différentes et ayant des coutumes ou des religions différentes, peuvent parfaitement vivre côte à côte. Ils l'ont souvent fait au cours des siècles passés.

Pour y réussir, il faut combattre les dirigeants actuels de la société, et d'abord la bourgeoisie impérialiste qui dresse les peuples les uns contre les autres. Diviser pour régner est la base de sa politique de domination. Ne marchons pas !

Ni les peuples ni les travailleurs n'ont d'intérêt à ces divisions. Ils partagent tous la même aspiration à vivre en paix. Il leur faut trouver un terrain d'entente. Et celui-ci existe dans le fait qu'ils partagent tous une vie de labeur, une vie d'exploitation. Nos dirigeants nous rassemblent dans l'exploitation, ne les laissons pas nous diviser !

Partout il y a, comme ici, des travailleurs en butte à leurs gouvernants. Assimiler le peuple palestinien à la politique du Hamas, ou identifier les Israéliens à la politique de Netanyahou et des colons est aussi stupide que ranger les Français derrière Macron.

En Israël, des travailleurs palestiniens et israéliens travaillent souvent ensemble. Il faut qu'ils retrouvent la conscience de leurs intérêts communs. Seule cette fraternité de classe pourra créer l'élan susceptible de dépasser les haines accumulées au cours de décennies d'affrontements.

D'une extermination à une autre.

Le progrès social repose essentiellement sur la lutte de classe de générations de travailleurs, il n'est pas dû aux capitalistes qui n'ont eu de cesse de les réduire en esclavage ou de les massacrer.

J-C – Un siècle plus tard voilà en quoi consiste « *leur démocratie et liberté* » : Priver de liberté les 2,3 millions Palestiniens de Gaza depuis 2007, les traiter pire que des animaux… Rien de changer en somme, ils haïssent tous les peuples, ils n'ont rien d'humain, ils sont comme cela, il faut les éradiquer de la surface de la Terre.

Cent ans après, la douleur toujours à vif des descendants d'Amérindiens Osages assassinés AFP 13 octobre 2023

La tragédie qui a frappé la famille de Margie Burkhart constitue l'intrigue du prochain film de Martin Scorsese "*Killers of the Flower Moon*", tiré du best-seller du même nom.

Mollie Burkhart, la grand-mère de Margie, incarnée à l'écran par l'actrice amérindienne Lily Gladstone, a vu dans les années 1920 les membres de sa famille - sa mère, ses soeurs, son beau-frère - se faire assassiner les uns après les autres.

"*Ils choisissaient méthodiquement qui tuer*", assène à l'AFP Margie Burkhart, cheveux de jais et regard perçant.

Les responsables ? Le propre mari de Mollie, Ernest Burkhart, joué par Leonardo DiCaprio, et son oncle William Hale (Robert De Niro). Deux colons blancs, avides de s'emparer des titres d'exploitation du pétrole de cette famille Osage.

A l'époque, l'un des plus grands gisements pétrolifères des Etats-Unis avait été découvert sur la réserve.

Et les Osages détenaient les titres d'exploitation exclusifs de cette manne.

Ils ne pouvaient être ni cédés ni vendus, seulement hérités.

"*Les Osages étaient considérés comme les personnes les plus riches du monde*", raconte Kathryn Red Corn dans la maison construite par son arrière-grand-père Osage à Pawhuska, siège de l'actuel gouvernement tribal.

Ce qui a suscité la convoitise, notamment de pionniers blancs.

Des personnes ont commencé à venir et à épouser des membres de la tribu pour leur argent, poursuit l'octogénaire au visage carré et aux boucles d'oreille argentées.

"*Ils les faisaient assassiner puis ils héritaient de leurs possessions*", ajoute-t-elle, dans son salon décoré d'art osage et de photos noir et blanc de ses ancêtres.

Son grand-père, Raymond Red Corn senior, lui aussi Osage, soupçonnait sa seconde épouse, une Blanche, de l'empoisonner.

Il est mort du jour au lendemain au début des années 20 alors qu'il était dans la quarantaine et en bonne santé, d'après Kathryn. Aucune enquête n'a été menée.

Chez Margie Burkhart, la colère et la souffrance sont toujours palpables. Des sentiments ravivés par le visionnage du film de Martin Scorsese lors d'une projection privée cet été.

"*Ils m'ont pris mes grand-tantes. J'aurais pu avoir une grande famille. J'aurais pu avoir plein de cousins, nièces, neveux, mais j'ai grandi sans eux*", souligne-t-elle, la gorge serrée.

"*William Hale n'avait pas besoin de faire ça. C'était l'un des hommes les plus riches du comté d'Osage, il avait beaucoup de bétail. Beaucoup d'argent*", ajoute Margie. "*C'était juste de la cupidité*".

- "*Aucune justice*" -

"*Simplement parce qu'ils étaient amérindiens, leur vie avait moins de valeur*", résume avec amertume Jim Gray, dont l'arrière-grand-père Henry Roan a été assassiné en 1923. Un meurtre aussi orchestré par William Hale pour toucher une police d'assurance-vie.

Seuls 5% des assassinats d'Osages survenus à cette période ont fait l'objet d'une enquête fédérale, estime Jim Gray, qui a été chef de la nation Osage de 2002 à 2010.

"*Ces histoires n'ont pas été racontées, il n'y a eu aucune justice pour ces familles"*, lance-t-il à Skiatook, au nord de Tulsa.

"*Les gens ne veulent sans doute pas en parler. Ce n'est pas dans nos livres d'histoire*", poursuit-il. "Mais nous devons connaître notre passé, en particulier ses erreurs, pour ne pas les répéter".

Margie Burkhart aspire aussi à ce que le drame vécu par les Osages ne tombe pas dans l'oubli.

"*Dans deux, trois ans, quand le film ne sera plus dans l'actualité, j'espère que les gens continueront d'en parler*", conclut-elle.

J-C – Je doute fortement qu'il puisse sortir un jour dorénavant quelque chose de bien d'Hollywood.

Au-delà, on comprend que les capitalistes et les nantis qui leur ressemblent attirent autant sur eux la haine et la vengeance pour les terribles crimes ou injustices qu'ils ont commis, qu'ils ont couvert et dont ils ont profité.

Hollywood la machine à propagande du Pentagone.

Gal Gadot, Jamie Lee Curtis et Michael Douglas figurent parmi les 700 signataires d'une lettre de soutien à Israël - Cover Media 13 octobre 2023

Gal Gadot, Chris Pine, Jamie Lee Curtis, Michael Douglas et Billy Porter figurent parmi les 700 personnalités d'Hollywood qui ont signé une lettre ouverte condamnant le Hamas et exprimant leur soutien à Israël.

Pourquoi leur régime inspire-t-il tant la haine et la vengeance ? Parce qu'il est injuste, cruel et injustifiable : il faut combattre pour le renverser.

J-C – C'est la macronie et ses alliés républicains et de l'extrême droite ou encore leurs sympathisants qui ont appelé au meurtre ceux qui refusaient de caractériser le Hamas de terroriste ou qui les ont cautionnés.

Attaque meurtrière à Arras : la France passe en alerte "*urgence attentat*" - France 24 13 octobre 2023

Aucune « *union* » avec les bourreaux du peuple palestinien notamment, les responsables de la barbarie et de toutes les guerres au Moyen-Orient.

Attaque au couteau à Arras: Gabriel Attal annonce un "moment d'union" lundi dans les écoles – BFMTV 13 octobre 2023

Les procureurs des tribunaux d'exception sionistes sont de sortie : Provocation, menace, accusation fabriquée, diffamation, condamnation, exécution, appel au meurtre, etc.

"*Stop sinon on vous sort !*" : excédé par un invité de BFMTV sur la guerre Israël-Hamas, Olivier Truchot perd son sang-froid - Purebreak 13 octobre 2023

David Guiraud est venu défendre la position de La France Insoumise sur la guerre Israël-Hamas dans BFM Story... Purebreak 13 octobre 2023

"*Je te demande de la fermer*" : énorme clash sur la guerre Israël-Hamas dans TPMP, Karim Zéribi explose après un recadrage de Cyril Hanouna - Purebreak 13 octobre 2023

L'Occident est à l'origine du terrorisme, la continuité de la politique coloniale par d'autres moyens.

L'Occident prépare des attentats dans ces deux pays d'Afrique, selon les services secrets russes - fr.sputniknews.africa 12 octobre 2023

L'Occident travaille avec des terroristes en Afrique, les orientant vers des attaques et des sabotages contre des installations au Mali et en République centrafricaine, selon les informations du Service des renseignements extérieurs russe.

Les services secrets russes ont obtenu des informations sur les liens des pays occidentaux avec des terroristes en Afrique, en vue de préparer des attaques au Mali et en République centrafricaine, a annoncé ce jeudi 12 octobre à Bakou Sergueï Narychkine, chef du Service russe des renseignements extérieurs (SVR).

«*Ces derniers temps, l'Afrique attire une attention particulière des États-Unis et de leurs alliés […]. Nous disposons d'informations fiables selon lesquelles les services de renseignement occidentaux travaillent déjà avec des groupes terroristes locaux, les orientant à mener des attaques terroristes et des actes de sabotage contre des infrastructures au Mali et en République centrafricaine*», a indiqué Narychkine, lors de la 53ème édition du Conseil des chefs des services secrets des pays de la Communauté des États indépendants (CEI), qui s'est tenue à Bakou du 10 au 12 octobre.

Selon lui, l'Occident «*observe avec inquiétude l'aspiration croissante des États africains à mener une politique indépendante, à diversifier leurs contacts internationaux et à développer l'intégration régionale*». Il a souligné que l'Occident mené par les États-Unis perd ses

positions dans beaucoup de régions et cherche à «*restaurer le monde unipolaire*». fr.sputniknews.africa 12 octobre 2023

Confirmation.

Le Hamas s'entraînait depuis un an et demi sous les yeux des Israéliens - Réseau Voltaire 13 octobre 2023

Selon CNN, le Hamas a formé ses combattants durant un an et demi dans six camps d'entraînement construits pour eux à Gaza.

L'étude des vidéos de propagande est formelle.

« *Hamas propaganda videos reveal stunning details leading up to attack on Israel* », Anderson Cooper 360, CNN, october 13, 2023.

Le point sur la situation.

Depuis le 7 octobre, plus de 1 900 Palestiniens, dont 614 enfants et 370 femmes, parmi lesquels de nombreux civils, selon les autorités locales, sont déjà morts dans la bande de Gaza. Près de 7 700 personnes ont également été blessées dans ces frappes. AFP 13 octobre 2023

Le département de la santé gazaoui a fait savoir, en outre, que « *49 Palestiniens ont été tués et plus de 950 autres blessés en Cisjordanie* » depuis le 7 octobre. aa.com.tr 14 octobre 2023

Cisjordanie: au moins neuf Palestiniens tués dans des affrontements avec les forces israéliennes - BFMTV 13 octobre 2023

Au moins neuf Palestiniens ont été tués dans des affrontements vendredi avec les forces israéliennes en Cisjordanie occupée, à l'occasion de rassemblements en solidarité avec la bande de Gaza dévastée par la guerre, a indiqué le ministère palestinien de la Santé.

En début d'après-midi, le ministère palestinien de la Santé a fait état de "*neuf martyrs tombés sous les balles de l'occupation israélienne en Cisjordanie depuis midi*".

Des journalistes de l'AFP ont été témoins de violents affrontements à Ramallah, Tulkarem, Naplouse, Hébron et dans d'autres villes de Cisjordanie, un territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967. Le Croissant-Rouge palestinien a lui fait état de dizaines de blessés, dont certains dans un état critique.

44 Palestiniens tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre

A Beit Furik, près de Naplouse, un garçon de 14 ans a été tué, ont indiqué des sources médicales à l'AFP. Des Palestiniens ont également été tués à Tulkarem, Beit Ula, Tammun, Bethléem et Hébron, a indiqué le ministère de la Santé dans des communiqués séparés.

Au total, au moins 44 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre dans des violences liées au conflit israélo-palestinien, selon le ministère palestinien de la Santé.

Ils osent tout. Propagande de guerre sioniste outrancière destinée à justifier leurs massacres de Palestiniens.

"*40 bébés tués dont certains décapités*" par le Hamas: une intox largement reprise par les médias - fr.sputniknews.africa 11 octobre 2023

Une journaliste de la chaîne israélienne i24 a annoncé la découverte dans le kibboutz de Kfar Aza libéré par l'armée 40 corps d'enfants, parfois décapités. Contactée par Anadolu, l'armée israélienne a déclaré ne pas disposer d'information confirmant les allégations de décapitations de bébés par le Hamas.

Le 10 octobre, la correspondante anglophone d'i24news Nicole Zedeck a décrit des scènes d'horreur dans le kibboutz de Kfar Aza qui venait d'être libéré par l'armée israélienne. Selon elle, "*une quarantaine de bébés ont été transportés sur des brancards, des berceaux renversés, des poussettes abandonnées…*"

L'histoire des "*40 bébés tués par le Hamas*" a été reprise par les médias occidentaux sans discernement: "*Le Hamas égorge des bébés dans un massacre*" (The Times), "Au moins 40 bébés" (Times of Israel), "*Ils ont décapité des femmes et des enfants* " (The Independent), "*Des militants du Hamas ont tué et décapité 40 bébés et enfants dans un kibboutz israélien*" (Times of India), "*Bébés tués, maisons incendiées: ce que l'on sait de l'attaque du kibboutz Kfar Aza par le Hamas*" (BFMTV).

Toutefois, l'agence d'information turque Anadolu a décidé de vérifier l'information et a officiellement demandé un commentaire au ministère israélien de la Défense. Sa requête a concerné concrètement les informations de Nicole Zedeck sur les bébés à la tête coupée.

"*Nous avons vu la nouvelle, mais nous n'avons aucun détail ni confirmation à ce sujet*", a répondu un porte-parole de Tsahal.

La journaliste auteur du reportage a admis qu'elle-même "*n'avait rien vu*". fr.sputniknews.africa 11 octobre 2023

La fausse information de trop.

J-C – Réfléchissons un instant, sachant qu'un crime aussi sadique serait condamné unanimement et qu'il desservirait leur cause, aucun état-major ordonnerait à ses militaires de s'y livrer.

A force de trop en faire et à s'acharner à présenter les Palestiniens comme des monstres, des « *animaux* », ils sont en train de se décrédibiliser eux-mêmes.

Et puis, que chacun ait à l'esprit l'épisode de la dictature sanitaire pendant laquelle ils n'ont pas cessé de mentir à la population. Qui peut encore les croire ?

« *Bébés juifs décapités* » : CNN s'excuse - french.almanar.com.lb 14 octobre 2023

CNN s'excuse publiquement d'avoir diffusé une fausse histoire sur des « *bébés juifs décapités* » par des militants du Hamas.

Le 12 octobre, Sarah Sidner, en direct à l'antenne, a évoqué une information de Netanyahu sur un massacre, qui n'a pas été confirmée. De plus, les autorités israéliennes déclarent directement qu'il n'y a aucune preuve de cela.

Elle a réitéré son excuse sur sa page X (ex-Twitter)

« *Hier, alors que nous étions en direct, le bureau du Premier ministre israélien a déclaré qu'il confirmait que le Hamas avait coupé la tête d'enfants. Mais aujourd'hui, les autorités israéliennes déclarent qu'elles ne peuvent pas confirmer les informations faisant état d'enfants décapités. Je dois désormais être plus prudent avec ma formulation. Je m'excuse* », dit le message.

C'est le média israélien i24 qui a diffusé en premier cette information mensongère sur les bébés décapités, citant le président du Conseil régional de Shomron et le vice-commandant de l'Unité 71 de l'armée israélienne Davin Ben Zion. Comme l'a révélé le site américain Grayzone.

Elle a été propagée par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu puis a été reprise par le président américain Joe Biden qui a assuré « *qu'il y a des rapports selon lesquels des nourrissons ont été tués et égorgés parce qu'ils sont juifs* ». french.almanar.com.lb 14 octobre 2023

Parole d'internaute.

- Apologie de crime contre l'humanité.

Pendant ce temps, l'armée israélienne a donné 2 heures à l'hôpital pour enfants de Gaza pour évacuer Qui peut évacuer un hôpital en 2 heures.

Ils ont demandé aux habitants du nord de Gaza d'évacuer, mais ils bombardent les convois de réfugiés se dirigeant vers le sud.

L'armée Israélienne ressemble de plus en plus à l'armée allemande en 1940. L'histoire et les tribunaux jugeront

Le récit occidental sur Hamas rappelle, comme si c'était hier, le récit du colonialisme pendant la guerre d'Algérie quand on diabolisait les résistants. La propagande coloniale les appelait "*les fellaghas*", "*les égorgeurs*" de femmes, d'enfants. Il en a toujours été ainsi du récit du dominant, de l'oppresseur : diaboliser la victime, la rendre coupable de ses propres souffrances, criminaliser sa résistance, délégitimer sa défense contre l'oppression.

Les victimes israéliennes de l'offensive du Hamas sont instrumentalisées. Chacun s'y met. La campagne utilise le facteur émotionnel. Les services israéliens produisent les récits les plus abominables qui soient, qui sont aussitôt diffusés, amplifiés dans les médias occidentaux. On parle de "*40 bébés décapités*", de "*femmes violées, égorgées, de personnes brulées vives dans les kibboutz, d'exécutions en masse*" etc. Mais aucune, ou très peu d'images de ces atrocités. Ce à quoi les services israéliens, et les médias qui les suivent, répondent qu'elles sont insoutenables et que c'est la raison pour laquelle on ne les voit pas.

Des doutes commencent à naitre, y compris en Occident, sur la véracité de ces informations. Cela n'est pas sans rappeler les techniques de sidération déjà utilisées et qui avaient préludé chaque fois à des interventions militaires majeures : mensonge des bébés koweitiens tués dans leur couveuse avant la guerre contre l'Irak, pseudos massacres de Benghazi avant l'intervention en Lybie, et dernièrement affaire des massacres de Boutcha en Ukraine sur laquelle pèse des doutes sérieux mais qui avait servi à libérer l'entrée en cobelligérance des États-Unis et des Etats de l'OTAN.

Sur les medias occidentaux de propagande, on parle avec émotion des victimes israéliennes. On n'a pas de mot assez fort pour décrire sa peine, son indignation. Quant aux victimes palestiniennes, elles n'existent pas comme elles n'ont jamais existé pour le colonialisme occidentalo-israélien depuis 70 ans de massacres, d'humiliations, de destruction, d'apartheid. Il n'y a de victimes innocentes, de femmes, d'enfants qu'en Israël. Le Palestinien lui, est coupable par définition, coupable d'exister.

Une vague d'hystérie guerrière déferle sur l'Occident. Israël et "*l'Occident collectif* " crient qu'il faut désormais éradiquer Hamas. Mais tout le monde comprend, que ce qu'on veut éradiquer, ce qu'on voudrait éradiquer, c'est en réalité, le peuple palestinien, et en finir enfin avec lui. Israël réclame aujourd'hui la solution finale, comme le faisait le nazisme pour les juifs. La boucle est bouclée. Le nazisme, enfanté par l'Occident, revient en Occident. Le sionisme redécouvre les accents du nazisme. Le 9 octobre, le ministre de la défense israélien,Yohav Gallant, le visage déformé par la haine, dit des Palestiniens qu'ils sont "*des animaux humains*". Il aura ainsi d'un coup, tout révélé, tout résumé, tout dit de l'état d'esprit de la culture du sionisme et de ses alliés occidentaux. Le 10 Octobre, le président Joe Biden se trouve des accents guerriers pour appeler à l'assaut de Gaza.

Israël : Le ministre de la sécurité nationale distribue des fusils d'assaut à des civils - aa.com.tr 13 octobre 2023

- Le ministre d'extrême droite Itamar Ben-Gvir a commencé à fournir des armes à des "*unités de sécurité*" civiles, dont des colons volontaires

Le ministre *israélien de la sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a commencé à distribuer à des "unités de sécurité*" civiles, des fusils d'assaut acquis récemment.

Ben-Gvir a déclaré, jeudi, sur la plateforme de médias sociaux X que la distribution d'armes avait commencé dans des dizaines de colonies.

Mardi, il a déclaré avoir demandé au ministère de la sécurité nationale d'acheter plus de 10 000 armes à feu.

La distribution se concentre sur les zones proches de la Bande de Gaza, la Cisjordanie et les villes israéliennes où vivent des Juifs et des Arabes.

La Société publique israélienne de radiodiffusion (KAN) a indiqué que les armes seraient distribuées à des "*unités de sécurité*" civiles comprenant des colons volontaires. aa.com.tr 13 octobre 2023

Quand le ministre de la Sécurité nationale israélien appelle à « *kidnapper* » « *tuer* », « *brûler des arabes sans aucune crainte !* »

J-C – Est-ce exagéré de les caractériser de nazis ?

Chers Juifs ! Il est temps de prendre des décisions par Colette Berthès - legrandsoir.info 9 octobre 2023

“ *Kidnappez et tuez des arabes sans aucune crainte !* ” (Itamar Ben Gvir)

Voici un des messages qui, depuis deux jours, circulent sur les réseaux en Israël et qu'une personne proche vient de me transmettre depuis Jérusalem.

"*Chers Juifs ! Il est temps de prendre des décisions.*

Kidnappez et tuez des arabes sans aucune crainte !

Vous voyez un arabe dans la rue ? Empoignez le, jetez le dans votre voiture, commencez à le torturer et n’oubliez pas de filmer !

Prenez tout, femme, enfants, vieux, tout est bon ! Aucune pitié ! Le genre, l’âge n’ont aucune importance, juste enlevez et tuez !

Si vous connaissez des endroits où se cachent des arabes, allez-y et brûlez les ! Publiez leurs noms, ainsi on peut commencer !" (traduit de l’hébreu).

Ce texte pousse au crime émane bien sûr d’un mouvement d’extrême droite, en l’occurrence du groupe Lehava dont M. Ittamar Ben Gvir (1) a longtemps été proche (et dont il ne semble guère s’être éloigné) mais il s’adresse à tous ; beaucoup le partagent et aimeraient bien l’appliquer. Certains l’appliquent déjà ! Cet appel commence à faire son effet : meurtre d’un employé palestinien de Cisjordanie travaillant en Israël par son propre patron, assassinat d’un

médecin hospitalier « *arabe* » israélien, attaque de magasins israéliens employant des arabes etc.

Bien sûr ce genre d'informations, vous ne les entendrez pas sur nos ondes, ne les verrez pas sur nos écrans ou ne les lirez pas dans notre presse. Pas plus que vous ne saurez que depuis le samedi 7 octobre, le ministère de la Santé palestinien décompte au moins 16 morts en Cisjordanie occupée, dont 3 enfants. Ni que la Cisjordanie est totalement bouclée, des quartiers et villages sous couvre-feu (comme la vieille ville de Hébron), que des villages et leur population sont attaqués par les colons armés chaque jour.

Colette Berthès
Note (1)

Itamar Ben Gvir, suprémaciste juif et ouvertement raciste, est ministre à la tête de la Sécurité nationale depuis le début de l'année. Dirigeant du parti Force juive, il symbolise l'extrême droite radicale.

Des manifestations en soutien au peuple palestinien partout dans le monde, interdites en France fascisante.

Manifestations dans de nombreux pays arabes et musulmans en soutien aux Palestiniens - actu.orange.fr 13 octobre 2023

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté vendredi dans de nombreux pays arabes et musulmans en soutien aux Palestiniens.

Tunisie : manifestations Pro-Palestine dans les rues de Tunis - France 24 13 octobre 2023

Les manifestations pro-palestiniennes se poursuivent en Tunisie. Jeudi 12 octobre, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Tunis à l'appel de la centrale syndicale UGTT et de plusieurs associations. Lassée par les crises politiques dans le pays, il avait fait longtemps que la rue tunisienne ne s'était mobilisée en si grand nombre pour une cause, toutes générations confondues. France 24 13 octobre 2023

***"Libérez la Palestine":* à New York, des milliers de manifestants dans la rue - AFP 14 octobre 2023**

Aux cris de "*Libérez, libérez la Palestine*", plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi en plein cœur de New York pour réclamer la fin de la "*colonisation israélienne*" et dénoncer le soutien des Etats-Unis à Israël, tout en exprimant leurs craintes face aux opérations militaires à Gaza.

En famille en macronie ou quand une députée LFI vole au secours de « *son collègue de Renaissance* ».

Le 13 octobre, le député Rassemblement national de Moselle Laurent Jacobelli a provoqué son collègue Renaissance Belkhir Belhaddad, « *face à l'agression raciste et aux menaces de Laurent Jacobelli, j'adresse mon soutien plein et entier à Belkhir Belhaddad* », a réagi ensuite la députée La France insoumise de Moselle, Charlotte Leduc sur X. AFP 13 octobre 2023

Poutine compare le siège de Gaza à celui de Léningrad par les Nazis - AFP /Times of Israel 13 octobre 2023

Le président russe Vladimir Poutine a jugé vendredi « *inacceptable* » le siège de la bande de Gaza par l'armée israélienne, déclenché par l'assaut meurtrier du Hamas, le comparant à celui, terrible, de la ville soviétique de Leningrad par les Nazis pendant la Deuxième guerre mondiale.

Selon M. Poutine, Israël s'apprête à faire à Gaza quelque chose de « *comparable au siège de Léningrad* ». « *C'est inacceptable. Plus de deux millions de personnes y vivent. Tout le monde ne soutient pas le Hamas* », a ajouté le président russe au cours d'une conférence de presse à Bichkek au Kirghizstan. AFP /Times of Israel 13 octobre 2023

Vladimir Poutine précise la position de la Russie sur la Palestine géographique - Réseau Voltaire 12 octobre 2023

Intervenant à l'occasion de la semaine russe de l'Énergie, le président Vladimir Poutine a rappelé qu'initialement, en 1948, l'Onu avait décidé de créer un État binational en Palestine. C'est ce projet, et non pas la déclaration unilatérale d'indépendance israélienne qui a été validé par les Nations unies. C'est pourquoi, « *il est impossible de résoudre le problème sans la création d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale* ».

Le président Poutine s'est déclaré surpris de l'annonce états-unienne de l'envoi du porte avion USS Gerald Ford et de son groupe naval, le croiseur USS Normandy et les destroyers USS Thomas Hudner, USS Ramage, USS Carney et USS Roosevelt, au large de Gaza. « *Je ne comprends pas pourquoi les États-Unis entraînent un groupe naval là-bas ? Que vont-ils y faire ?* ».

Enfin, il s'est déclaré désagréablement surpris par la recherche de bouc-émissaire. « *L'Iran est accusé de toutes les choses graves, comme toujours, sans preuve* », s'est-il exclamé.

Cette prise de position ne marque pas de changement dans la doctrine de la Fédération de Russie, cependant jusqu'à présent, Moscou s'abstenait de l'expliciter.

Donald Trump appelle Israël à la modération et à destituer Benjamin Netanyahu - Réseau Voltaire 13 octobre 2023

L'ancien président des États-Unis, Donald Trump, a demandé à ses fidèles et à ses donateurs d'œuvrer à la destitution du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Selon ses proches, il s'agit de sanctionner sa passivité face aux révélations des services de Renseignement égyptiens sur l'imminence de l'attaque du Hamas. Au contraire, selon ses adversaires, il serait mû par un désir de vengeance après avoir été lâché par Netanyahu lors de l'élection US de 2020.

En outre, Donald Trump a encouragé ses proches à faire pression sur Israël pour l'inciter à la raison et à la modération.

Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, le général Yoav Gallant, ont annoncé se préparer à « *écraser* » les « *animaux* » du Hamas. Ils ont demandé à 1,1 million de Palestiniens de fuir la ville de Gaza vers nulle part.

Donald Trump était considéré comme un ami personnel de Benjamin Netanyahu et le président états-unien le plus favorable à Israël. Avec les accords d'Abraham, il avait tenté de substituer le business au conflit israélo-palestinien, sur le modèle de la manière dont le président Andrew Jackson avait mis fin au génocide des Indiens.

• « *Trump Tells Allies He Wants Netanyahu 'Impeached'* », by Adam Rawnsley & Asawin Suebsaeng, Rolling Stones, Octobrer 12, 2023.

• « Trump Reportedly Asking Key pro-Israel Allies if He Can Call for Netanyahu's 'Immediate Impeachment' After Hamas Attacks », Ben Samuels, Haaretz, October 12, 2023.

Israël : au commencement était l'arrogance… par Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 10 octobre 2023

Un magnifique article de Gideon Levy, journaliste israélien au quotidien Haaretz, l'un des rares capable de dire la vérité sur l'occupation militaire israélienne. Une leçon de journalisme et d'humanité pour les politicards et pseudo journalistes français aux ordres.

Gideon Levy critique depuis plus de dix ans les médias et la société israélienne, selon lui insensibles au sort des habitants des Territoires occupés.(LGS).

https://www.legrandsoir.info/israel-au-debut-etait-l-arrogance.html

---

L'historien israélien Ilan Pappe explique pourquoi il soutient les Palestiniens - legrandsoir.info 12 octobre 2023

https://www.legrandsoir.info/l-historien-israelien-ilan-pappe-explique-pourquoi-il-soutient-les-palestiniens.html

---

Coup d'éclat stratégique en Palestine par Bruno Guigue - legrandsoir.info 9 octobre 2023

https://www.legrandsoir.info/coup-d-eclat-strategique-en-palestine.html

---

La paix sociale, ça se négocie à hauteur du tube digestif…vers le bas.

J-C – Il faut bien donner un os à ronger à l'aristocratie ouvrière. Trois petits tours et puis s'en vont, terminé le temps où on se retenait de dire tout le mal qu'on pensait de ce genre de mascarade.

Accepter de vivre sous un régime aussi pourri du moment qu'on peut remplir le frigo ou payer ses factures, partir en vacances, c'est être corrompu et cautionner l'ensemble de la politique de Macron, y compris sur l'Ukraine et Gaza.

Grève du 13 octobre : le chiffre de la mobilisation bien en deçà que pendant les retraites - Le HuffPost 14 octobre 2023

Quelque 200 000 personnes ont ainsi manifesté dans les rues, a indiqué la CGT à l'AFP. De leur côté, les autorités ont dénombré quelque 92 500 personnes dans les rues de France.

C'est nettement en deçà des 14 journées d'action contre la réforme des retraites qui avaient été organisées entre janvier et juin, la CGT ayant recensé au plus bas quelque 900 000 manifestants le 6 juin.

À Paris, la manifestation entre la place d'Italie et la place Vauban était de fait clairsemée. Elle a réuni 20 000 personnes, selon la CGT, alors que pendant le mouvement des retraites, le syndicat n'avait jamais recensé moins de 300 000 personnes dans la capitale. Du côté de la police, on avance là encore un chiffre deux fois moindre, avec 9 100 manifestants recensés.

À Marseille, ils étaient 10 000 selon la CGT, 2 100 selon la préfecture, réclamant de pouvoir « *vivre, travailler, vieillir dignement* ». À Toulouse, ils étaient entre 2 000 (préfecture) et 15 000 (organisateurs).

À Nantes, plusieurs milliers de personnes ont aussi défilé derrière une banderole « *inflation inflammable* », tandis qu'à Rennes, ils étaient entre 3 000 (CFDT) et 1 770 (préfecture) et à Rouen entre 2 000 (CGT) et 1 300 (préfecture). Et à Bordeaux, les organisateurs ont compté 3 500 manifestants, la préfecture 1 300.

Ils étaient encore entre environ 1 200 (police) à Saint-Étienne et 4 000 (CGT) ou entre 1 300 et 2 000 à Grenoble.

Plus de six mois après l'adoption de la réforme controversée, l'intersyndicale avait mis l'accent sur le pouvoir d'achat malmené par l'inflation : « *c'est le sujet numéro 1 de préoccupation des travailleurs* », a insisté Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT. Les syndicats jugent nécessaire l'« *égalité femmes hommes, l'augmentation des salaires, du Smic, des pensions, des minima sociaux et bourses d'études* ».

Quelque 230 actions étaient programmées dans de nombreuses villes, mais les cortèges étaient loin des niveaux du printemps, où le million de manifestants avait été atteint à plusieurs reprises, selon les autorités, dans le cadre de la mobilisation contre la réforme des retraites.

Tout en prédisant une « *forte* » mobilisation, la numéro un de la CGT Sophie Binet avait plus tôt reconnu qu'elle ne serait *« probablement pas au niveau de celles contre la réforme des retraites* ». Mais, a-t-elle jugé en marge d'une conférence de presse de l'intersyndicale dans la capitale, « *c'est normal, on a connu six mois de mobilisation historique* », « *on ne peut pas battre des records de France tout le* temps ».

Cette mobilisation, certes loin des records, doit servir de « *tremplin* », a plaidé Sophie Binet.

« *Lundi, on va parler salaires de l'entrée jusqu'au dessert* », a aussi souligné vendredi sur France 2 Frédéric Souillot (FO), décidé à « *mettre la pression* » sur le gouvernement et le patronat.

Les syndicats réclameront notamment une « *conditionnalité des aides publiques aux entreprises* », soit le maintien des exonérations de cotisations à condition que la branche n'ait pas de minima en dessous du salaire minimum. Le HuffPost 14 octobre 2023

J-C – Une journée d'action organisée par l'intersyndicale jaune…

Dictature climatique

Au secours l'automne arrive !

J-C - Sémantique volontairement radicale ou recourant à des superlatifs, des comparaisons ou métaphores extrêmes qui relèvent de l'amalgame ou de la falsification, bref, les fanatiques sont de sortie.

Jusqu'à 15 degrés de moins en vingt-quatre heures : l'automne arrive, les températures chutent brutalement - actu.orange.fr 13 octobre 2023

"*On va perdre 10 à 15 degrés en vingt-quatre heures. On va passer d'une masse d'air subtropicale à une masse d'air polaire, après un front de froid en provenance de la Bretagne*", prévient Cyril Bonnefoy, météorologue pour La Chaîne Météo.

J-C - Ils ont perdu quelque chose ces dégénérés, moi, non, et vous, rien non plus, cela relève de la psychiatrie, du complexe de castration aurait dit Freud.

Orange - Des zones sous les normales

J-C - Ce sont plutôt eux qui ne sont pas normaux, qui veulent nous imposer leur normalité...

Xénophobie déguisée. Méfiez-vous de "*l'étranger*" et ses "*animaux sauvages*"... spécialement du Maghreb, ça peut être mortel !

Reims : une femme blessée par un chat sauvage à l'étranger est décédée de la rage - actu.orange.fr 13 octobre 2023

Une femme âgée de 59 ans est décédée de la rage, lundi 9 octobre, après avoir été blessée par un chat sauvage au Maghreb, a annoncé le CHU de Reims, relayé par BFMTV.

Il est recommandé de se tenir éloigné des animaux sauvages, notamment dans les pays "*où la rage du chien n'est pas sous contrôle*", prévient l'Institut Pasteur. actu.orange.fr 13 octobre 2023

J-C – Vous savez ce qu'il vous reste à faire si vous entendez un de ces chiens enragés vomir sa haine sur les Palestiniens, sachez rester à une certaine distance, même verbalement, c'est mieux.

Salauds de pauvres, leurs créatures !

Au Royaume-Uni, les commerces appellent à l'aide face aux vols à l'étalage - actu.orange.fr 13 octobre 2023

Entre bandes criminelles, personnes en proie aux addictions et crise du coût de la vie, les commerces britanniques font face à une vague de vols et d'agressions contre leurs employés qu'ils décrivent comme sans précédent, et appellent les autorités à l'aide.

Les responsables des magasins interrogés par l'AFP décrivent des voleurs de tous les âges.

D'après la fédération du commerce de détail britannique (BRC) les vols à l'étalage sont en hausse de 27% cette année dans dix des plus grandes villes du pays - un phénomène qui n'est pas limité au Royaume-Uni et touche notamment la France, où ces faits ont connu une hausse de près de 15% l'an dernier, ou les Etats-Unis.

Les supermarchés ont dénombré plus d'1 million d'incidents l'an dernier, selon l'association des magasins de proximité (ACS). actu.orange.fr 13 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 15 octobre 2023.

Mayotte - Gaza coupure d'eau : Même combat !

Crise de l'eau à Mayotte : quelles sont les différentes causes de la pénurie qui frappe le département ? – francetvinfo.fr 9 octobre 2023

"*De l'eau potable et gratuite pour tout le monde*". La revendication émane de l'intersyndicale de Mayotte, qui a déposé un préavis de grève illimitée à partir de lundi 9 octobre pour dénoncer les conditions de vie extrêmement difficiles dans le 101e département français.

Depuis le mois de mai, les habitants de Mayotte vivent au rythme des coupures d'eau potable afin d'en limiter la consommation. Ces restrictions n'ont cessé d'être durcies ces dernières semaines, atteignant des niveaux jamais atteints. Actuellement, les coupures peuvent durer jusqu'à 48 heures d'affilée, selon les secteurs.

Pour apaiser la situation, la Première ministre, Elisabeth Borne, a annoncé jeudi 5 octobre la prise en charge de toutes les factures d'eau entre octobre et décembre pour les habitants de l'île. francetvinfo.fr 9 octobre 2023

Pourquoi les médias anglo-sionistes ne répercutent-ils pas les manifestations en soutien à Israël ? Parce qu'il n'y en a pratiquement pas.

Londres: Des milliers de personnes se rassemblent pour une manifestation pro-palestinienne - aa.com.tr 14 octobre 2023

J-C – C'est peu de choses, mais c'est encourageant pour la suite tout de même, on n'a pas le droit d'être trop exigeant de nos jours, n'est-ce pas ? Apparemment mes lecteurs ne sont pas d'accord, peu importe.

Hier au téléphone pendant plus d'une heure avec un vieux pote qui vit en France.

Il m'a raconté qu'il discutait avec plus avec personne dorénavant. Il a renoncé, car dès que tu tiens un discours différent de la rhétorique officielle, systématiquement on te coupe la parole brutalement et tu te fais remettre en place, on te prend pour un con ou tu te fais traiter de tous les noms, alors il arrive un moment où tu en marres, et tu n'adresses plus la parole à personne de crainte de leur réaction plus que désagréable et parfois violente.

Et pourtant c'est un gars plutôt jovial, cordial, qui manie l'humour et la dérision, le calembour à la Raymond Devos, qui aime bien se marrer ou déconner, un bon vivant, il est très calme et très gentil, souriant, affable, accessible, il ne se prend pas la tête et il respecte les autres, il

écoute ou il laisse parler, il est aussi bourré que moi de principes ou de valeurs humanistes, un chic type vraiment, et bien il n'en peut plus.

Cela m'a valu de lui répondre, que je vivrais l'enfer si j'étais en France, car je prends très mal qu'on m'envoie chier comme ça ou d'avoir affaire à des malotrus. Chaque fois que quelqu'un me cherche des noises ou ouvre une polémique avec moi dans un blog, je le pulvérise, car je ne supporte pas les arrogants, les minables qui se comportent comme les puissants envers les plus faibles, ils ont de qui tenir !

Il m'a avoué ne pas comprendre ce qui se passait, ce qui m'a fait la peine. Il ne croit pas non plus que des jours meilleurs vendront, il est dégoûté, je trouve cela bien triste. Je comprends mieux pourquoi personne ne m'écrit, je n'y peux rien, je vous plains sincèrement !

Rappel du contexte.

« *Israël n'a jamais cessé de punir Gaza depuis 1948*»

- Certaines chaînes d'information ont cherché, de suite, à interroger des dirigeants palestiniens pour connaître leur point de vue avec l'intention de les entendre prendre leurs distances, connaissant leurs divergences – qui sont grandes – avec le Hamas et sa structure militaire. Ainsi, le médecin Moustafa Barghouti, secrétaire de l'Initiative nationale palestinienne, sur la chaîne anglaise Sky News, le 7 octobre, répondait lors d'un bref entretien: «*Ce à quoi nous avons assisté dans la dernière période, c'est à une offensive sans précédent d'attaques des colons contre les Palestiniens, d'attaques sans précédent d'Israéliens contre la mosquée Al-Aqsa, et de meurtres de Palestiniens, 248 – y compris 40 enfants – depuis le début de l'année par des soldats et des colons. La communauté internationale n'a rien fait pour mettre fin à 56 ans d'occupation et 25 ans de nettoyage ethnique, de déplacements de population, des milliers de prisonniers (pour beaucoup sans aucun procès), et la communauté internationale a été silencieuse à ce propos. Aujourd'hui, c'est une réaction [l'offensive du Hamas] à toutes ces oppressions*.»

En écho, Gideon Levy, dans *Haaretz* du 9 octobre, conclut sa tribune ainsi:

«*Samedi, ils [des autorités israéliennes] parlaient déjà d'éliminer des quartiers entiers de Gaza, d'occuper la bande et de punir Gaza* "comme elle n'a jamais été punie auparavant". *Mais Israël n'a jamais cessé de punir Gaza depuis 1948, pas même un instant. Après 75 ans d'abus, le pire scénario possible les attend une fois de plus. Les menaces de* "raser Gaza" *ne prouvent qu'une chose: nous n'avons rien appris. L'arrogance est là pour rester, même si Israël en paie une fois de plus un prix fort.» Dans Le Monde daté du 10 octobre, Clothilde Mraffko souligne:* « Environ 80% de la population de Gaza est composée de réfugiés et de descendants de réfugiés, souvent originaires de l'est de l'enclave, là même où les combats se sont déroulés samedi et dimanche. Une population qui en a été expulsée en 1948, à la création de l'Etat hébreu. En 2018, le rêve du "*retour*" était au cœur des marches pacifiques organisées le long de la clôture de Gaza. Les tirs des snipers israéliens, de l'autre côté, avaient tué plus de 270 Palestiniens et blessé 700 autres: des jeunes souvent, éborgnés, amputés ou mutilés à vie. »

Le 8 octobre, interrogé par la présentatrice de relief Christiane Amanpour sur CNN, Moustafa Barghouti résumait ainsi sa position:

«Ce qui nous menace, c'est le fait qu'Israël n'apprend jamais de ses erreurs, n'apprend jamais de son histoire. Il en va de même pour l'administration américaine. Nous sommes vus comme étant tous des terroristes. Ce n'est pas seulement le Hamas qui est décrit comme terroriste. Le Congrès américain considère l'OLP, y compris Monsieur Abbas, comme terroriste. La question ici est la suivante: sommes-nous en tant que Palestiniens des êtres humains égaux ou non? Avons-nous le droit de résister à une occupation, comme la loi internationale l'affirme, ou non? Avons-nous droit à la paix dans la justice ou non? Israël a le droit de se défendre. Les Palestiniens ont-ils le droit de défendre, oui ou non? Nous avons droit à la liberté et à mettre fin à l'occupation. Voilà la question.»

A son interrogation sur le statut d'êtres humains égaux pour les Palestiniens, il lui fut de facto répondu par le ministre de la Défense Yoav Gallant, le 9 octobre, lors d'une brève conférence de presse:

«*Nous avons ordonné un blocus complet de Gaza, pas d'électricité, pas d'eau, pas de gaz, tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en fonction*.»

Un étrange oubli dans de nombreuses «*analyses*» concerne la politique de Netanyahou dans la construction des rapports avec le Hamas. L'ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale israélienne, professeur dans les universités de Columbia et de Tel-Aviv, Chuck Freilich, expliquait dans Haaretz, le 8 octobre:

«*Pendant une décennie et demie, le Premier ministre Netanyahou a cherché à institutionnaliser la fracture entre la Cisjordanie et Gaza, à saper l'Autorité palestinienne, et à mener de facto une coopération avec le Hamas, moyens conçus pour démontrer l'absence d'un partenaire palestinien et faire en sorte qu'il ne puisse y avoir de processus de paix qui aurait pu nécessiter un compromis territorial en Cisjordanie*.»

Baudouin Loos, bon connaisseur de la situation israélienne et palestinienne, écrit dans *Le Soir* du 9 octobre:

«*Ces derniers temps, les Israéliens furent trompés par l'apparente décision du Hamas de se contenter de gérer la bande de Gaza, même si son verbe restait belliqueux. En réalité, les gouvernements de Benyamin Netanyahou consistaient à bien laisser le Hamas au pouvoir à Gaza pour prévenir tout progrès diplomatique grâce aux divisions palestiniennes et à l'épouvantail islamiste*.» Ce constat était partagé par Daniel Seidemann, du *Jerusalem Peace Institute*. L'ensemble de cette orientation visait à illusoirement régler la question palestinienne sans les Palestiniens et à instaurer et concrétiser les accords d'Abraham. alencontre.org 10 octobre 2023

Les dernières infos du champ de bataille ou massacre des Palestiniens.

Le bilan à Gaza s'alourdit à 2 329 morts, indique le ministère palestinien de la Santé du Hamas

D'après cette source, 9 042 personnes ont également été blessées dans les frappes menées en représailles à l'offensive du Hamas contre Israël le 7 octobre. Un précédent bilan faisait état de plus de 700 enfants morts à Gaza depuis cette date. Le Parisien 15 octobre 2023

Au moins 1 300 personnes, pour la plupart des civils, parmi lesquels au moins 130 ressortissants étrangers ou bi-nationaux ont été tués en Israël depuis l'attaque du Hamas. Le ministère israélien de la Santé a annoncé samedi, que le nombre d'Israéliens blessés depuis le début de l'opération "*Déluge d'Al-Aqsa*" s'était élevé à 3 526, dont 95 grièvement blessés. (aa.com.tr 14 octobre 2023)

Selon l'ONU, plus de 423 000 Palestiniens auraient déjà quitté leur foyer, et 5 540 maisons auraient été détruites.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a assimilé un tel « *déplacement* » à une « *deuxième Nakba* » (« *Catastrophe* », en arabe), en référence à l'exode de quelque 760 000 Palestiniens à la création de l'État d'Israël, en 1948.

Le chef du Hamas palestinien, Ismaïl Haniyeh, a accusé samedi Israël de « *crimes de guerre* » à Gaza. Plus de 2 200 Palestiniens, la plupart des civils, dont 724 enfants, selon les autorités locales, sont morts dans la bande de Gaza.

Poids lourd du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite, où le secrétaire d'État américain, Antony Blinken poursuit une tournée régionale, a annoncé samedi suspendre les discussions sur une éventuelle normalisation avec Israël. AFP/Paris Match 14 octobre 2023

Paroles d'Israéliens.

« Il y a aujourd'hui des ministres néonazis au sein du gouvernement ».

L'historien israélien de l'Holocauste Daniel Blatman (Les marches de la mort. La dernière étape du génocide nazi, Fayard, 2009). Il soulignait dans Haaretz du 10 février 2023:

- «*Le populisme gagne lorsque la société est prête à l'accueillir. La société israélienne était prête à recevoir le gouvernement actuel. Non pas en raison de la victoire du Likoud, mais parce que l'aile la plus extrême a entraîné tout le monde à sa suite. Ce qui était autrefois l'extrême droite est aujourd'hui le centre. Des idées autrefois marginales sont devenues légitimes. En tant qu'historien spécialiste de l'Holocauste et du nazisme, il m'est difficile de dire cela, mais il y a aujourd'hui des ministres néonazis au sein du gouvernement. On ne voit cela nulle part ailleurs – ni en Hongrie, ni en Pologne –, des ministres qui, idéologiquement, sont de purs racistes*.» alencontre.org

(Article publié sur le site israélien +972 le 11 octobre 2023; traduction rédaction A l'Encontre)

« La punition du public israélien pour avoir élu des dirigeants fascistes et des criminels de guerre ».

Extrait.

- Si les crimes du Hamas justifient une destruction totale par le biais d'une punition collective de la population de Gaza, de quelle éthique pouvons-nous revendiquer pour condamner le Hamas, surtout si l'on tient compte du mal qu'Israël a infligé à cette région au fil des ans? Si l'élection du Hamas à Gaza, il y a toutes ces années, justifie l'effacement de sa population de la planète, quelle devrait être la punition du public israélien pour avoir élu des dirigeants fascistes et des criminels de guerre, qui imposent régulièrement la destruction et la mort aux Palestiniens?

« De nombreuses personnes de gauche réclament vengeance et appellent à* «effacer» *Gaza. »

Extrait.

- La position de l'opinion publique s'est encore plus radicalement déplacée vers la droite, si c'était possible. Comme l'a écrit ma collègue Orly Noy le 11 octobre [voir la traduction ci-dessus], même de nombreuses personnes de gauche réclament vengeance et appellent à «*effacer*» Gaza.

(Article publié sur le site israélien +972 le 12 octobre 2023; traduction rédaction A l'Encontre)

« En ce moment, un seul objectif : la Nakba ! »

Le député du Likoud Ariel Kallner (7 octobre) et le journaliste de droite Yinon Magal [qui était actif sur la chaîne Mabat LaHadashot] représentent probablement une partie importante du public israélien – et certainement du gouvernement – lorsqu'ils demandent que la réponse soit une nouvelle Nakba.

(Article publié sur le site israélien +972 le 9 octobre 2023; traduction rédaction A l'Encontre) alencontre.org 9 octobre 2023

Confirmation.

Israeli member of Knesset Ariel Kallner on Sunday called for a second '*Nakba' to take place in Gaza amid ongoing armed conflict between Hamas and the Israeli army*.

"*Right now, one goal: Nakba! A Nakba that will overshadow the Nakba of 48. Nakba in Gaza and Nakba to anyone who dares to join! their Nakba, because like then in 1948, the alternative is clear,*" Kallner wrote on X, formerly known as Twitter. english.alarabiya.net 8 octobre 2023

Traduction.

Ariel Kallner, membre israélien de la Knesset, a appelé dimanche à ce qu'une deuxième "*Nakba*" ait lieu à Gaza, alors que le conflit armé entre le Hamas et l'armée israélienne se poursuit.

"*En ce moment, un seul objectif : la Nakba ! Une Nakba qui éclipsera la Nakba de 48. Nakba à Gaza et Nakba à tous ceux qui osent se joindre à leur Nakba, car comme en 1948, l'alternative est claire*", a écrit M. Kallner sur X, anciennement connu sous le nom de Twitter.

Massacre et destruction programmés de ce qui restait de la Palestine occupée depuis 1947-1948.

Guerre Israël-Hamas : l'offensive israélienne ne démarrera pas ce dimanche, selon un porte-parole de l'armée - Le Parisien 15 octobre 2023

« *Nous sommes tous prêts* » a déclaré samedi le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou aux côtés des forces armées israéliennes, alors que l'offensive du Tsahal dans la bande de Gaza approche.

L'offensive israélienne repoussée en partie à cause des conditions météorologiques

Selon les informations du *New York Times*, l'offensive israélienne était initialement prévue ce week-end mais elle a été repoussée de quelques jours en partie à causes des conditions météorologiques « *qui auraient rendu plus difficile pour les pilotes et opérateurs de drones israéliens de fournir une couverture aérienne aux forces terrestres* », ont indiqué des officiers de Tsahal.

Les Etats-Unis envoient un deuxième porte-avions

Les Etats-Unis vont envoyer un second porte-avions en Méditerranée orientale, a déclaré samedi le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin. L'objectif est de « *dissuader les actions hostiles contre Israël ou tout effort visant à élargir cette guerre suite à l'attaque du Hamas* ».

L'USS Eisenhower et ses navires d'escorte rejoindront un premier porte-avions - l'USS Gerald R. Ford - déployé dans la région après l'attaque sanglante du Hamas contre Israël le 7 octobre.

Ce déploiement montre « *l'engagement sans faille de Washington en faveur de la sécurité d'Israël et notre détermination à dissuader tout acteur étatique ou non étatique cherchant à intensifier cette guerre* », a ajouté Lloyd Austin dans un communiqué. Le Parisien 15 octobre 2023

Gaza: «*La cour du grand hôpital Dar Al-Shifa est remplie de cadavres*» - alencontre.org 14 octobre 2023

Le Dr Mohammad Abu Salmiya, directeur général de l'hôpital Dar Al-Shifa (Maison de la guérison) et président du Comité d'urgence de la bande de Gaza, a déclaré que si le monde n'intervenait pas pour mettre fin aux bombardements israéliens et à l'intensification du blocus de la bande de Gaza, «*la situation sanitaire sera catastrophique et le système de santé de l'hôpital Al-Shifa s'effondrera en quelques heures*».

«*La scène est tragique. Nous sommes témoins de chiffres sans précédent presque toutes les heures, atteignant 100 blessés et 20 martyrs toutes les heures. Nous n'avons jamais vu de tels chiffres auparavant.*»

«*Il semble que la communauté internationale soit unanimement d'accord pour exterminer la population de Gaza en laissant Israël couper l'électricité et l'eau et en faisant s'effondrer tout le système de santé, le système le plus important en temps de guerre*», a-t-il déclaré. (Article publié dans l'hebdomadaire états-unien The Nation, le 13 octobre 2023; traduction rédaction A l'Encontre)

Le premier ministre irlandais critique Israël pour avoir coupé l'eau et l'électricité à Gaza - aa.com.tr 13 octobre2023

-"*Israël n'a pas le droit de violer le droit humanitaire international*", défend Leo Varadkar

Le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, a critiqué Israël pour avoir coupé l'eau et l'électricité dans la Bande de Gaza, qualifiant cette action de violation du droit humanitaire international.

"*Israël est menacé. Il a le droit de se défendre, mais il n'a pas le droit d'enfreindre le droit humanitaire international*", a déclaré Varadkar lors d'une interview accordée à la chaîne publique TVE et diffusée tard dans la nuit de jeudi à vendredi.

Exprimant son inquiétude quant à la situation à Gaza, il a déclaré : "Pour moi, il s'agit d'une punition collective. Couper l'électricité, couper l'approvisionnement en carburant et en eau, ce n'est pas la façon dont un État démocratique respectable devrait se comporter".

Il a également exhorté le groupe palestinien Hamas à libérer immédiatement tous les otages, affirmant qu'Israël est "*justifié d'attaquer le Hamas à Gaza et ailleurs*".

Dans le même temps, l'ancienne présidente Mary Robinson a décrit la réponse d'Israël aux attaques du Hamas le week-end dernier comme une punition collective, selon le radiodiffuseur.

"*Il bombarde massivement et sans distinction la Bande de Gaza, ce qui fait souffrir les civils [...]. 1 200 personnes ont déjà été tuées au cours des derniers jours*", a-t-elle déclaré, ajoutant : "*Je ne sais pas combien de personnes ont été blessées, en plus de cela. Le siège bloque la nourriture, le carburant, l'électricité et l'eau*".

France occupée militairement.

Elle a voté Macron, pour notre pire ennemi, puisqu'il est au pouvoir.

"*Il n'y a pas pire ennemi*": Sophie Binet (CGT) s'agace du vote RN des travailleurs - BFMTV 15 octobre 2023

A bas les Ecologistes ! Dans le camp de la réaction ou de dictature climatique davosienne, on fait du neuf avec du vieux.

EELV : le parti lance son nouveau mouvement, Les Écologistes - AFP/LePoint.fr 15 octobre 2023

La feuille de route du nouveau mouvement, présentée samedi, est basée sur une large consultation réalisée de février à avril, à laquelle ont répondu près de 30 000 personnes (dont 75 % de non adhérents), a précisé Léonore Moncond'huy, maire écologiste de Poitiers. Le document final, soumis au vote des adhérents et des sympathisants, a été adopté à 84 %. Il prévoit notamment d'avoir « *un discours plus audible et plus* crédible », mais aussi « *plus positif* » et « *moins clivant* ».

J-C - 30 000 personnes (dont 75 % de non adhérents), autrement dit, ils seraient 10.000 tout au plus. Traduisez « *un discours plus audible et plus crédible* » par plus démagogique encore, « *plus positif* » et « *moins clivant* » par plus opportuniste, si c'est possible !

Totalitarisme. Stratégie de la terreur et du chaos. Toutes les occasions sont bonnes à prendre pour adopter des mesures liberticides et répressives, accroître l'oppression du peuple, le prendre en otage.

Punition collective comme à Gaza.

Attaque au couteau à Arras: qui sont les dix personnes placées en garde à vue? - BFMTV 14 octobre 2023

La mère, l'une de ses sœurs et l'un des oncles de Mohamed Mogouchkov ont été placés en garde à vue. Sa jeune sœur de 10 ans a été auditionnée.

Le petit frère de Mohamed Mogoutchov, âgé de 16 ans, Souleyman Mogoutchov était scolarisé au lycée Gambetta d'Arras et a été arrêté à proximité de l'établissement scolaire. Il n'était pas armé.

Le grand frère de Mohamed et Souleyman, Movsar Mogouchkov, est, lui aussi, entendu. L'homme de 21 ans a été extrait de sa cellule de la prison de la Santé où il purge une peine de prison de cinq ans pour ne pas avoir dénoncé un projet d'attentat déjoué dont il avait eu

connaissance et pour "*apologie du terrorisme*". Il avait publié des contenus très virulents sur les réseaux sociaux, des contenus de propagande du groupe terroriste Daesh.

Parmi les quatre autres gardés à vue, deux hommes de nationalité biélorusse sont entendus par la sous-direction de l'antiterrorisme (SDAT), en charge de l'enquête. BFMTV 14 octobre 2023

Toujours le même scénario.

J-C - Chaque fois les auteurs d'assassinats ou d'attentats étaient surveillés par DGSI, et chaque fois ils sont passés à l'acte dans des circonstances pratiquement identiques, soit à la suite d'un attentat survenu quelque part dans le monde, soit lorsque le gouvernement était à la peine pour imposer la suite de son programme antisocial ou il se trouvait en difficulté, isolé ou rejeté par la majorité de la population.

BFMTV - Deux hommes de nationalité biélorusse sont entendus par la sous-direction de l'antiterrorisme (SDAT), en charge de l'enquête.

La veille de l'attaque, ils étaient en compagnie de Mohamed Mogouchkov lorsqu'il a été contrôlé par des enquêteurs de la DGSI, qui le surveillaient depuis plusieurs jours et l'avaient notamment placé sur écoute. Ils ont alors vérifié son emploi du temps, son téléphone dont ses messageries cryptées, mais aucun élément ne pouvait laisser présager un passage à l'acte. (Source : BFMTV.com 14 octobre 2023)

Et la même réponse démesurée, hystérique, autoritaire, militaro-policière de l'Etat :

« *Urgence attentat* » : le Louvre, la gare de Lyon et le château de Versailles évacués « *pour raisons de sécurité* » - leJDD 14 octobre 2023

Ces évacuations ont lieu alors que la France se trouve désormais en état d'alerte « *urgence attentat* » à la suite de l'assassinat d'un enseignant à Arras, le vendredi 13 octobre. Le niveau le plus élevé du dispositif Vigipirate a été activé afin de renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire français. L'Elysée a annoncé samedi le déploiement de 7.000 soldats sur le territoire, des soldats qui « *seront déployés d'ici à lundi soir et jusqu'à nouvel ordre* ». leJDD 14 octobre 2023

Quelle aubaine pour le dictateur qui ne peut plus sortir de son palais sans se faire siffler ou conspuer !

Attaque au couteau à Arras: jusqu'à 7000 soldats de la force Sentinelle déployés sur le territoire d'ici lundi et jusqu'à nouvel ordre - BFMTV 14 octobre 2023

En prime, pourquoi ne pas faire un amalgame et viser la Russie :

Darmanin va reprendre les discussions avec la Russie pour organiser l'expulsion des fichés S - BFMTV 14 octobre 2023

Le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'il avait reçu l'autorisation du chef de l'État pour adresser aux autorités russes la liste des noms de leurs ressortissants fichés S passibles d'être expulsés. BFMTV 14 octobre 2023

Combat contre la dictature climatique.

Corrélation introuvable entre teneur en CO2 et Température globale - laquestionclimatique.org 4 octobre 2023

Pendant 49 ans, au cours d'une période s'étalant sur 78 ans, le CO2 n'a eu aucune influence sur la température terrestre globale malgré une augmentation correspondante cumulée de 58 ppm de CO2 dans l'atmosphère. Cette augmentation de CO2 se situe dans une plage de 310 à 420 ppm, soit 110 ppm.

Depuis le début des mesures modernes, au moins la moitié du temps, l'augmentation de la teneur en CO2 n'a eu aucune influence visible sur la température terrestre globale.

Conclusion

Attribuer les variations de température terrestre globale aux variations de la teneur en CO2 dans l'atmosphère tient à l'évidence de la plus haute fantaisie.

A moins que le CO2 n'attende patiemment 20 ou 30 ans avant d'exercer soudainement son "*effet de serre*" il est nettement plus sérieux d'attribuer ces variations de température à d'autres causes.

Ce qui est certain, c'est que l'effet de serre du CO2, issu de supputations du 19ème siècle mais jamais scientifiquement démontré, n'existe pas ou est insignifiant et que d'autre part les influences et cycles astronomiques multiples sont mal interprétés, à moins encore que des facteurs inconnus ne restent à découvrir.

Les experts qui accusent le CO2 ne peuvent manquer à ce point de discernement. Il existe donc une volonté d'entraîner, par un catastrophisme permanent, l'opinion publique dans une idéologie politique (*) à laquelle ces experts adhèrent et qui prône décroissance et révolution énergétique ruineuse. Actions qui seront pourtant, comme on vient de l'illustrer, sans effet mesurable sur le climat.

Il est plus intelligent de s'engager dans l'adaptation à un réchauffement qui est suffisamment lent et faible pour y faire face.

(*) "*Le capitalisme actuel est, en effet, incompatible avec ce qui est nécessaire si on veut prendre la mesure du réchauffement climatique*" ; déclaration de l'ancien vice-président du GIEC Jean JOUZEL, interview du 25 septembre 2023 par "*Reporterre*".

Les origines des changements climatiques par Prof. Alain Préat, émérite, Université Libre de Bruxelles - science-climat-energie.be 13 octobre 2023

Plusieurs revues de haut niveau (dont Nature) ont montré que l'augmentation de CO2 suit celle de la température, principalement suite au dégazage du CO2 dans les océans (voir références dans les commentaires SCE, 2021).

Pourtant la Terre a connu de nombreuses périodes chaudes et froides qui se sont succédées suivant différentes fréquences sans que le moindre CO2 anthropique ne fût présent, puisque Homo sapiens est apparu il y a environ 250 000 ans, et qu'il ne rejette massivement du CO2 que depuis quelques dizaines d'années.

https://www.science-climat-energie.be/2023/10/13/les-origines-des-changements-climatiques/

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 16 octobre 2023.

Dernier bilan du massacre en cours en Palestine occupée.

Ministère palestinien de la Santé : 2 750 citoyens sont tombés en martyre et 9 700 autres ont été blessés depuis le début de l'agression israélienne contre la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 16 octobre 2023

Qui décide la ligne éditoriale de la presse mondiale ou mainstream ? Réponse.

- Le président israélien a exhorté la presse mondiale à reconnaître la vérité, déclarant : « *La presse doit déclarer le Hamas comme une organisation terroriste, sans* "si", *et sans* "mais" ». i24news.tv 12 octobre 2023 (i24news.tv est une chaîne israélienne. - J-C)

Rappel :

La phrase "*soutien à Israël sans* "si" *sans* "mais"" a été prononcée par le président français Emmanuel Macron lors d'un discours devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) en février 2019. (Source : ChatGPT Online)

L'Union européenne a adopté logiquement le même alignement criminel ou génocidaire.

- Mme Von der Leyen a déclaré vendredi au Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, que l'Europe se tenait "*aux côtés d'Israël*", et que le Hamas était "*seul responsable de ce qui se passe*". "*Je sais que la réaction d'Israël montrera qu'il s'agit d'une démocratie*", a-t-elle assuré, alors qu'Israël avait lancé un ordre d'évacuation aux habitants du nord de la bande de Gaza. 7sur7.be 15 octobre 2023

J-C - Elle aurait pu remplacer le chef de la propagande du parti nazi, Joseph Goebbels…

Quand le président israélien légitime les actes "*terroristes*" imputés au Hamas.

Israeli President Suggests That Civilians In Gaza Are Legitimate Targets - HuffPost October 14, 2023

As Israel engages in a massive air campaign ahead of an anticipated full-scale ground invasion of the Gaza Strip, Israeli President Isaac Herzog said on Friday that all citizens of

Gaza are responsible for the attack Hamas perpetrated in Israel last weekend that left over 1,200 people dead.

"*It is an entire nation out there that is responsible*," Herzog said at a press conference on Friday. "*It is not true this rhetoric about civilians not being aware, not involved. It's absolutely not true. They could have risen up. They could have fought against that evil regime which took over Gaza in a coup d'etat*."

When a reporter asked Herzog to clarify whether he meant to say that since Gazans did not remove Hamas from power "*that makes them, by implication, legitimate targets,*" the Israeli president claimed, "*No, I didn't say that.*"

But he then stated: "*When you have a missile in your goddamn kitchen and you want to shoot it at me, am I allowed to defend myself?*"

At another point in the press conference, Herzog presented a different perspective, saying, "*Of course there are many, many innocent Palestinians who don't agree to this — but unfortunately in their homes, there are missiles shooting at us, at my children*."

Traduction. (Avec www.DeepL.com)

Le président israélien suggère que les civils de Gaza sont des cibles légitimes - HuffPost 14 octobre 2023

Alors qu'Israël s'engage dans une campagne aérienne massive en prévision d'une invasion terrestre à grande échelle de la bande de Gaza, le président israélien Isaac Herzog a déclaré vendredi que tous les citoyens de Gaza étaient responsables de l'attaque perpétrée par le Hamas en Israël le week-end dernier, qui a fait plus de 1 200 morts.

"*C'est toute une nation qui est responsable*", a déclaré M. Herzog lors d'une conférence de presse vendredi. "*Cette rhétorique selon laquelle les civils ne sont pas au courant, ne sont pas impliqués, n'est pas vraie. Ce n'est absolument pas vrai. Ils auraient pu se soulever. Ils auraient pu se battre contre ce régime diabolique qui a pris le contrôle de Gaza par un coup d'État*".

Lorsqu'un journaliste a demandé à M. Herzog de préciser s'il voulait dire que le fait que les habitants de Gaza n'aient pas chassé le Hamas du pouvoir "*fait d'eux, par voie de conséquence, des cibles légitimes*", le président israélien a affirmé : "*Non, je n'ai pas dit cela*".

Mais il a ensuite déclaré : "*Quand vous avez un missile dans votre putain de cuisine et que vous voulez le tirer sur moi, est-ce que j'ai le droit de me défendre* ?".

À un autre moment de la conférence de presse, M. Herzog a présenté un point de vue différent en déclarant : "*Bien sûr, il y a beaucoup, beaucoup de Palestiniens innocents qui ne sont pas d'accord avec cela - mais malheureusement, dans leurs maisons, il y a des missiles qui nous tirent dessus, qui tirent sur mes enfants."* HuffPost 14 octobre 2023

J-C - "*Cette rhétorique selon laquelle les civils ne sont pas au courant, ne sont pas impliqués, n'est pas vraie. Ce n'est absolument pas vrai. Ils auraient pu se soulever. Ils auraient pu se*

battre contre ce régime diabolique qui a pris le contrôle" de... la Palestine par un coup d'Etat en 1947, autrement dit tous les juifs d'Israël sont coupables d'avoir collaboré avec "*ce régime diabolique*", celui en place en Israël depuis 75 ans, et bien qu'ils en subissent les conséquences, c'est M. Herzog qui le dit, pas moi.

C'est la panique, rétropédalage parce que les peuples du monde entier soutiennent les Palestiniens, mais pas que...

Guerre Israël-Hamas: le chef de l'ONU prévient que le Moyen-Orient est "*au bord de l'abîme*" - BFMTV 16 octobre 2023

Raïssi à Macron : Les actions d'Israël à Gaza rappellent le comportement des nazis - PressTV/french.almanar.com.lb 16 octobre 2023

Le président iranien Ebrahim Raïssi a déclaré que les actions d'Israël contre les Palestiniens font écho aux crimes perpétrés par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, avertissant que la guerre prendrait des dimensions plus étendues si le régime israélien persistait dans ses attaques contre Gaza.

« *Si le régime sioniste cherche à compenser sa défaite par la poursuite de ces crimes contre les Palestiniens, les événements qui se produisent prendront de l'ampleur* », a déclaré le président Raïssi lors d'une conversation téléphonique avec le président français Emmanuel Macron le dimanche 15 octobre.

Il a affirmé que l'Occident et les organisations internationales doivent assumer leur responsabilité par rapport aux crimes du régime sioniste.

Le président Raïssi a par la suite insisté sur l'arrêt immédiat du bombardement des zones d'habitation à Gaza, la levée du blocus et le rétablissement de la fourniture en eau, électricité et carburant au peuple opprimé de Gaza.

Le président Raïssi a fermement condamné les attaques criminelles d'Israël et a exprimé sa profonde inquiétude pour la population de Gaza, citant sept décennies d'oppression, de discrimination, d'injustice et d'occupation des territoires palestiniens par le régime sioniste.

« *L'opération des groupes de résistance palestiniens constitue une réaction aux crimes d'Israël et une protestation contre sept décennies de meurtres, de cruauté et d'injustice envers le peuple palestinien* », a-t-il ajouté.

Le président iranien a indiqué que le régime sioniste a violé les règles et les conventions internationales, comme il l'a fait à plusieurs reprises auparavant et a commis des crimes de guerre, en imposant un blocus à Gaza et en coupant l'approvisionnement en eau, électricité, carburant, nourriture et médicaments à la population de Gaza.

Il a ajouté qu'Israël a mené *« des bombardements étendus et aveugles contre des cibles civiles et a même utilisé des bombes au phosphore blanc* ».

Le président iranien a souligné l'importance de mettre un terme immédiat aux bombardements des zones résidentielles de Gaza, et a déclaré : « *Le déplacement forcé des habitants de Gaza de leurs villes natales n'est ni pratique ni compatible avec les principes et les lois internationaux* ».

Il a ajouté que les groupes de résistance palestiniens et toutes les nations libres du monde s'opposeront à de tels crimes contre les Palestiniens.

M.Raïssi a également critiqué les récits incorrects et incomplets des médias occidentaux sur les événements qui se déroulent à Gaza et a une fois de plus appelé à faire pression sur '*Israël'* pour qu'il mette fin à ses crimes contre les civils et lève le blocus de Gaza.

Il a souligné l'importance de chaque moment et de chaque seconde pour forcer le régime israélien à mettre fin à ses crimes et empêcher la propagation de la crise à d'autres parties de la région.

« *Les pays occidentaux et les organisations internationales devraient immédiatement assumer leurs responsabilités à cet égard* », a-t-il déclaré.

Le président iranien a également critiqué le gouvernement français pour avoir empêché un rassemblement de soutien au peuple palestinien et a appelé son homologue français à ne pas permettre que « *le nom de la France reste dans l'histoire comme un pays qui soutient le régime infanticide d'Israël* ».

De son côté, le président français s'est dit préoccupé par l'escalade de la crise dans la bande de Gaza et a appelé l'Iran à jouer son rôle pour contrôler la situation dans la région.

Selon l'Élysée, le président français a réaffirmé à son homologue iranien qu'Israël « *le droit de se défendre, ainsi que d'éliminer les groupes terroristes qui ont frappé sa population* », et l'a *« mis en garde contre toute escalade ou extension du conflit (…) notamment au Liban* ».

Cependant, Raïssi a déclaré à Macron que la décision revient aux groupes de la résistance eux-mêmes. PressTV/french.almanar.com.lb 16 octobre 2023

J-C – Macron et sa misérable armée chassés de minuscules pays du Sahel menace l'Iran, c'est bien un mégalomane endurci, il ne loupe pas une occasion de se ridiculiser, excellent, il faut l'encourager à progresser dans cette voie…

«*Personne ne peut garantir le contrôle de la situation*» si Israël envahit Gaza, prévient l'Iran - AFP/RT 15 octobre 2023

«*Si les attaques du régime sioniste contre la population sans défense de Gaza se poursuivent, personne ne peut garantir le contrôle de la situation contre la perspective d'un élargissement du conflit*», a déclaré le 15 octobre le ministre des Affaires étrangères iranien Hossein Amir-Abdollahian.

Alors qu'il se prépare à lancer une offensive terrestre à Gaza, Israël craint l'ouverture d'un second front sur sa frontière nord avec le Liban, si le Hezbollah, autre mouvement soutenu par l'Iran, décidait d'intervenir pour soutenir son allié palestinien. AFP/RT 15 octobre 2023

Bureau des relations avec les médias du Hezbollah condamnent la décision d'arrêter la diffusion de la chaîne satellitaire Al-Aqsa - french.almanar.com.lb 15 octobre 2023

Le Bureau des relations avec les médias du Hezbollah ont affirmé dans un communiqué que « *les médias palestiniens ont subi un coup traître : alors que l'ennemi sioniste mène une guerre d'extermination contre le peuple palestinien, la société européenne qui dirige le satellite, Eutelsat, a pris la décision de cesser de diffuser la chaîne satellitaire Al-Aqsa pour empêcher l'oppression du peuple palestinien d'atteindre le monde, qui dévoile toutes les fausses affirmations occidentales sur la neutralité des médias et la liberté d'expression* ». french.almanar.com.lb 15 octobre 2023

"*Ce serait une grave erreur*": Joe Biden défavorable à l'occupation de la bande de Gaza par l'armée israélienne - BFMTV 16 octobre 2023

Dans une interview accordée à CBS, le président américain Joe Biden estime qu'une éventuelle occupation de la bande de Gaza par l'armée israélienne serait "*une grave erreur*". BFMTV 16 octobre 2023

« *Vouée à l'échec* » : Blinken catégorique sur l'expulsion des Palestiniens de Gaza - AFP/ LePoint.fr 16 octobre 2023

En pleine tournée de crise au Moyen-Orient, le secrétaire d'État américain a fustigé la possibilité que les Palestiniens soient expulsés de la bande de Gaza. Il juge que c'est « *une idée vouée à l'échec* ». AFP/ LePoint.fr 16 octobre 2023

Madrid: Netanyahu devrait être traduit devant la Cour pénale internationale - french.almanar.com.lb 16 octobre

L'Espagne s'est démarqué des autres Etats de l'Union européenne qui accordent à l'entité sioniste un soutien sans faille dans son offensive sanguinaire contre la bande de Gaza.

Sa ministre des Droits sociaux a condamné Israël l'accusant « *de commettre des crimes de guerre et de génocide collectif programmé* ».

« *Israël a laissé des centaines de milliers de personnes sans électricité, sans nourriture et sans eau. Il effectue des bombardements sur les civils ce qui constitue un châtiment collectif qui viole d'une manière dangereuse le droit international humain et peut être considéré comme un crime de guerre* », a déclaré Ione Belarra Urteaga dimanche.

« *Netanyahu devrait être traduit devant la Cour pénale internationale pour avoir commis un crime de guerre* », a-t-elle aussi affirmé assurant que l'Espagne se tient au côté du peuple palestinien.

La ministre a aussi accusé l'UE et les Etats-Unis d'encourager Israël à exercer une politique de ségrégation, de racisme et d'offensive qui viole les droits de l'homme d'une manière dangereuse.

Dans un communiqué commun publié dimanche, les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne ont souligné « *le droit d'Israël à se défendre conformément au droit humanitaire et international face aux attaques violentes et indiscriminées* » du Hamas.

Vendredi 13 octobre, la présidente de la Commission européenne Ursula von Der Leyen s'était rendue en Israël pour déclarer qu'Israël avait « *le droit* » et « *même le devoir de défendre et de protéger sa population* ».

Autre spécificité en Espagne, des représentants du gouvernement de coalition gouvernementale espagnole ont participé à la manifestation imposante qui a été organisée dans la capitale Madrid à l'appel d'organisations espagnoles et arabes pour condamner les crimes israéliens dans la bande de Gaza.

Convoqués sous les mots d'ordre « *Madrid avec la Palestine* » et « *contre le colonialisme israélien* », les manifestants ont défilé dans le centre de la capitale espagnole, beaucoup vêtus d'un keffieh et scandant des slogans comme « *Vive la lutte du peuple palestinien* ! ».

Certains ont aussi dénoncé ce qu'ils ont appelé un « *génocide* » et une « *extermination* », ou ont crié « *Israël, assassin !* ».

Des manifestations ont également eu lieu ce week-end dans des villes comme Barcelone, Pampelune ou Tolède, la plupart pour critiquer « *Israël* ». french.almanar.com.lb 16 octobre

---

Parole d'internaute.

L'ambassade de Chine a publié une liste des États qui ont été bombardés par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale :

-Korea et Chine 1950-53 (guerre de Corée).
-Guatemala 1954
-Indonesia (1958)
-Cuba (1959-1961)
-Guatemala (1960)
-Congo (1964)
-Laos (1964-1973)
-Vietnam (1961-1973)
-Cambodia (1969-1970)
-Guatemala (1967-1969)
-Granada (1983)

-Liban (1983 1984) (frappant des cibles dans les territoires du Liban et de la Syrie)
-Libya (1986)
-Salvador (1980)
-Nicaragua (1980)
-Iran (1987)
-Panama (1989)
-Iraq (1991) (Guerre du Golfe)
-Kuwait (1991)
-Somalia (1993)
-Bosnia (1994 1995)
-Sudan (1998)
-Afghanistan (1998)
-Yugoslavia (1999)
-Yemen (2002)
-Iraq (1991-2003) (forces conjointes américaines et britanniques)
-Iraq (2003-2015)
-Afghanistan (2001-2015)
-Pakistan (2007-2015)
-Somalia (2007-2008 2011)
-Yemen (2009 2011)
-Libya (2011 2015)
-Syria (2014-2015)

Des dizaines de millions de victimes, champion du monde toutes catégories.

Plus de 20 pays figurent sur cette liste. La Chine a exhorté à "*ne jamais oublier qui est la véritable menace pour le monde*." Y a-t-il eu des indignations de la part de la communauté occidentale concernant les États-Unis ? Y a-t-il eu de grands cris d'accusation ? Y a-t-il eu au moins une fois des sanctions contre les États-Unis ?

Tous ces faucons pacifistes hypocrites sont restés assis tranquillement au même endroit alors que les États-Unis, comme un vrai bandit, font vivre des cauchemars à d'autres pays. Aucun cri, aucun soupçon de reproche, aucune lueur d'indignation. Créatures lâches, effrontées et hypocrites ! On devrait cracher au visage hypocrite de chacun et mettre son nez dans cette liste.

Cette liste devrait être affichée en permanence, 24 heures sur 24, sur tous les canaux possibles. Faire des vidéos qui évideraient toutes ces racailles occidentales, celles-ci ne les laisseraient pas dormir tranquillement ! Combattez-les et rappelez à chacun de ces faits les crimes des Etats-Unis contre d'autres pays.

J-C – Les sionistes sont avec les Américains et les nazis les pires criminels du XXe siècle à nos jours, leur point commun : Représenter les intérêts de l'oligarchie financière principalement anglo-saxonne parmi laquelle les juifs sont surreprésentés, c'est juste un constat qui vaut depuis que Marx a rédigé *La question juive* en 1843.

Ce sont eux qui sont ici à la manœuvre, et que personne n'ose évoquer par crainte d'être accusé d'antisémitisme, ce dont je me fous totalement pour être autant antisémite que Marx,

Trotsky qui étaient d'origine juive ou encore Einstein, qui avait adhéré au socialisme scientifique et non au stalinisme, normal il était aussi un scientifique, démocrate et humaniste.

Le sionisme est le bras armé de l'oligarchie financière anglo-saxonne au Moyen-Orient, alors pas touche sinon ils sortent leurs porte-avions et menacent de vous bombarder ou de vous exterminer, que voulez-vous, ils estiment avoir acquis un pouvoir inaliénable sur la région et ses ressources, que personne n'a le droit de leur disputer.

Du coup, tous les chefs d'Etat tremblent dès qu'ils haussent le ton, même les Russes et les Chinois se plient à leurs exigences ou courbes bassement l'échine, personne n'ose les affronter directement. D'ailleurs, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'ils leur doivent leur développement des dernières décennies, ils sont davantage alliés qu'ennemis, alors à côté les intérêts des malheureux Palestiniens ne pèsent pas grand-chose ou que dal en réalité.

On assiste davantage à une guerre que se livrent les différents clans de cette oligarchie afin de préserver leur position hégémonique au sein du marché mondial ou leurs parts de marché dans les secteurs clés de l'économie mondiale, d'où des tensions et des guerres dont les peuples seront les principales victimes, car confrontée aussi à leurs besoins sociaux grandissants impossible à satisfaire, il faudra bien les mater et les persuader qu'ils ne doivent pas s'attendre à des jours meilleurs, à défaut d'une guerre mondiale purificatrice, régénératrice du capitalisme en crise.

Le triste sort qu'ils ont réservé aux Palestiniens en est une caricature poussée à l'extrême, qui donne un avant-goût du chaos et du régime de terreur auquel ils entendent soumettre tous les peuples dans l'avenir, à moins qu'ils trouvent enfin la voie du combat politique menant à leur émancipation, on en est encore fort éloigné, semble-t-il, hélas !

Plus personne ou presque n'y croit, et pourtant tout cela est si simple à comprendre dès lors qu'on remet les choses à leurs places. On en vient à se dire que plus personne ne le souhaite non plus, car pour le vouloir il faut commencer par cesser de penser en termes d'intérêts individuels, il faut adopter un mode de penser collectif pour se donner des objectifs collectifs, qui s'inscrivent dans une perspective historique qui soit conforme au processus matérialiste et dialectique, dans lequel l'humanité est engagée depuis des lustres, tout se tient, fastoche, c'est logique !

On termine dans la bonne humeur, parce qu'on y croit, avant cela il faut commencer par apprendre et comprendre de quoi il s'agit. Un petit effort, c'est tout.

France occupée.

La France en mode totalitaire déploie sa milice fasciste dans les écoles. En « *tolérance zéro* » covid, CO2, opposant…

Attentat d'Arras : pour la minute de silence, Gabriel Attal ne tolérera aucune « *contestation* » ni « *provocation* » - Le HuffPost 16 octobre 2023

Il a également promis « *des sanctions disciplinaires et une saisine systématique du procureur de la République pour engager des poursuites* ». Il faut dire que des « *protestations* » ou « *contestations minoritaires* » avaient entaché certains hommages rendus à Samuel Paty, professeur assassiné il y a trois ans.

« *Il y aura un signalement nominatif de toutes les contestations et toutes provocations* », a insisté Gabriele Attal promettant « *des sanctions disciplinaires et une saisine systématique du procureur de la République pour engager des poursuites.* »

Le ministre de l'Education Gabriel Attal, qui a demandé le renforcement de la sécurité autour de toutes les écoles, collèges et lycées, a annoncé aussi le déploiement de 1.000 personnels de sécurité du ministère dans les établissements scolaires.

« *L'école a été durement frappée* » mais reste « *debout* », a souligné plus tôt Gabriel Attal, en insistant : « *L'école ne se laissera pas terroriser* ». Le HuffPost 16 octobre 2023

J-C - C'est Macron et son gouvernement d'extrême droite sioniste qui terrorise la population et la jeunesse en soutenant des régimes néonazis ou fascistes, après leur avoir imposé un confinement, une muselière, une injection génique expérimentale et j'en passe…

L'ennemi, c'est le terrorisme sioniste, c'est Macron. Ruffin en ministre de l'Intérieur de Macron, c'est Ruffin aussi !

J-C - Le propre de l'opportunisme, c'est de s'enfoncer toujours plus dans la scélératesse pour justifier son alignement sur la réaction ou couvrir ses crimes, en fait, en partager la responsabilité.

Politique : « *L'ennemi, c'est le terrorisme islamiste* », réagit François Ruffin deux jours après l'attaque à Arras - AFP/20 Minutes 15 octobre 2023

Outre l'expulsion pour radicalisation du père de la fratrie vers la Russie en 2018, le frère aîné de l'assaillant a été condamné il y a quelques mois à cinq ans de prison ferme pour son implication dans un projet d'attentat visant l'Élysée et pour apologie du terrorisme. « *Quand le CV est de cette nature-là, oui, il n'y a pas de doute pour moi que c'est le haut du spectre de la radicalisation* », a relevé François Ruffin.

Samedi, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a demandé samedi l'expulsion systématique de tout étranger […] considéré comme dangereux par les services de renseignement. Du côté des écologistes, Sandrine Rousseau a souligné sur radio J que l'expulsion n'était « *pas la réponse à tout* ».

C'est « *une manière trop simple de poser le problème. En plus, il (Gérald Darmanin, Ndlr.) sait qu'il n'est pas capable de le faire* ». Il faut en revanche, selon elle, augmenter les effectifs du service de surveillance des fichés S.

J-C - Traduction : Si c'est le ministre de l'Intérieur soutenant les néonazis de Kiev et les services de renseignement qui décident en France qui est dangereux ou ne l'est pas, c'est la

porte ouverte à tous les abus. La vermine n'est pas contre des expulsions, moi je suis absolument contre pour la raison suivante : Quand ces gens-là sont arrivés en France, ils ont été accueillis en véritable héros de la résistance au "*dictateur*" Poutine par les autorités française, quand ils n'ont pas été carrément les chercher, alors que la France les garde ! Et elle appelle à renforcer encore l'appareil policier de l'Etat en procureur général au service de la dictature en place.

AFP - Clémentine Autain a répété dimanche que son parti avait commis une « *faute politique* » en refusant de parler de « *terroriste* ». « *Je vous le dis droit dans les yeux, à La France insoumise, personne ne soutient le Hamas* », a-t-elle ajouté.

J-C - La majorité des Palestiniens de Gaza ont porté le Hamas au pouvoir, c'est un fait et ce n'est pas à nous d'en juger, donc en disant cela, elle dit ni plus ni moins que les Palestiniens méritent à la fois le gouvernement du Hamas qu'ils se sont donnés, et toutes les conséquences qui en découlent, y compris le massacre dont ils font l'objet par l'occupant sioniste.

AFP - François Ruffin a demandé à Emmanuel Macron d'« *appeler à un cessez-le-feu* » au Proche-Orient. « *J'ai condamné dès les premiers instants les massacres commis par le Hamas, mais nous ne devons pas être dans une demi-cécité* » a-t-il estimé, alors qu'Israël poursuit ses préparatifs en vue d'une offensive terrestre dans le nord de la bande de Gaza en riposte à l'attaque de l'organisation islamiste.

J-C - Ruffin est un charlatan, il ne tient pas compte du contexte. Il oublie le sort horrible que vivent les Palestiniens depuis 75 ans, et plus particulièrement depuis 2007 et le blocus de Gaza. Il oublie que le rapport de force (militaire) est sans commune à l'avantage des colons sionistes. Qui plus est, et c'est à mon avis l'un des arguments les plus importants, il oublie que lorsqu'il évoque le Hamas, il s'agit en réalité de simples citoyens palestiniens engagés dans la résistance armée pour mettre un terme à l'occupation et à l'oppression dont ils sont injustement victimes depuis 1948 ou 2007, pour les dernières générations qui sont nées, qui ont grandies, qui n'ont connu que ce camp de concentration, et que face à eux, ils ont un ennemi qui vit tranquillement ou profite de la vie comme si de rien n'était, ce qui leur a toujours été interdit, un peuple qui cautionne depuis 7 décennies tous les crimes commis envers les Palestiniens en son nom par les autorités politiques israéliennes.

Bref, autant dire que les Palestiniens vivent quotidiennement confrontés à une situation profondément injuste, à une provocation insupportable qui ne peut que les conduire à se radicaliser et à vouloir se venger, à haïr autant le sort atroce qui leur a été réservé, que ceux qui en portent la responsabilité ou qui sont indifférents à leur malheur. Cela peut facilement se concevoir, puisque si on n'affronte pas un char avec un lance-pierres, face à la barbarie quel autre moyen existe-t-il pour tenter d'en venir à bout, sinon y recourir soi-même. Le dire ne signifie pas qu'on en ferait l'apologie, je précise. C'est ce qu'on observe logiquement au cours de toutes les guerres ou révolutions. On ne peut plus se soulager de l'oppression ou de la souffrance qu'on a subie durant des années, des décennies ou des siècles sans à la première occasion la faire subir à notre tour à nos ennemis.

Par conséquent, quels que soient les actes qu'auraient pu commettre ces combattants palestiniens au cours de cette guerre, on évitera de les condamner. Ils font hélas partie des horreurs de la guerre, les condamner reviendrait à leur interdire le droit d'agir comme le fait

envers eux leur ennemi depuis 75 ans, cela reviendrait à soutenir l'Etat juif d'apartheid fasciste, à les poignarder dans le dos.

AFP - « *Le droit de défendre sa sécurité, ce n'est pas le droit à la violence aveugle* », a estimé Clémentine Autain. « *Israël s'est engagé dans des crimes de guerre en chaîne* », a-t-elle assuré.

J-C - Traduction : Sachant que c'est au nom du "*droit de défendre sa sécurité*" qu'Israël a justifié le blocus de Gaza en 2007, que l'Etat sioniste justifie son implication dans toutes les guerres menées par l'impérialisme américain au Moyen-Orient et ailleurs, ses assassinats extraterritoriaux, notamment, accorder ce droit à Israël revient à cautionner l'oppression des Palestiniens et l'ensemble de ses opérations militaires, à soutenir Netannyaou, Tsahal et le Mossad. Autain et Ruffin tiennent finalement le même discours, ils sont sur les mêmes positions que Joe Biden, Ursula von der Leyen, Antonio Guterres, Macron.

La Russie tient le même langage démagogique ou hypocrite cynique.

- «*Evidemment, il est impossible de ne pas condamner des actes qu'on ne peut qualifier autrement que d'actes de terrorisme*», a déclaré le porte-parole du Kremlin. «*Mais il ne faut pas oublier ce qui a été à l'origine de cette situation*», a-t-il ajouté. «*Voilà pourquoi nous devons maintenir une approche équilibrée et rester en contact avec les deux parties belligérantes.*» RT 12 octobre 2023

Le PCF toujours plus à droite, si, si, c'était encore possible !

Le PCF appelle à « *un nouveau type d'union* » pour la gauche - AFP/LePoint.fr 16 octobre 2023

Le PCF a indiqué dimanche que la Nupes était devenue « *une impasse* » et appelle à « *un nouveau type d'union* » de la gauche, dans une résolution adoptée à l'issue d'un conseil national, sans dire explicitement si le parti quitte l'alliance. Son premier secrétaire Fabien Roussel avait annoncé vendredi que son parti allait discuter ce week-end d'une sortie de la Nupes, dominée par La France insoumise. « *Ouvrons une nouvelle page du rassemblement de la gauche et des écologistes !* », écrivent les communistes dans leur résolution, adoptée à 92,8 % du conseil national.

« *Il est temps de construire un rassemblement qui soit utile, respectueux de nos différences et de toutes les forces vives de notre société* », poursuit le PCF.

J-C - Traduction : "*Un rassemblement qui soit utile*", signifie qui soit apte à gouverner dans le cadre des institutions de la Ve République, et par "*toutes les forces vives de notre société*", principalement celle qui les domine du haut du CAC40.

C'est aussi la formule du « *parti de gouvernement* » qui consiste à gérer provisoirement la société pour le compte des capitalistes, en attendant que leurs représentants officiels ne reviennent au pouvoir. Ils assurent l'intérim si vous voulez, pendant ce temps-là ils remplissent leur compte en banque, notamment.

AFP - « *Il est temps d'ouvrir une nouvelle étape pour la gauche avec un nouveau type d'union, permettant le débat entre nous comme avec les citoyens et les organisations syndicales* », ajoute-t-il.

J-C - Traduction : En pratiquant l'entre soi, purgé des courants ou fractions un peu trop critiques à leur goût de Macron, son gouvernement ou les institutions, même à la marge, plus aucune tête ne doit dépasser, la soumission au nouvel ordre mondial totalitaire de Davos ne doit pas porter à discussion, aucune divergence ne doit être tolérée, une seule voix, un seul discours, ceux du parti et de la pensée unique.

Gabriel Attal ne tolérera aucune « *contestation* » ni « *provocation* », ils ont de qui tenir en somme. Voilà leur "*nouveau type d'union*", vous aurez deviné avec qui, quelle idéologie, quels intérêts, quelle classe.

AFP - « *Pour ma part, en tant que député, c'est clair. Je ne peux pas m'asseoir à la même table que ceux qui m'ont traité de nazi* », ajoute-t-il, tout en disant faire la distinction « *entre les propos tenus par quelques dirigeants de La France insoumise […] et la grande majorité de leurs militants, de leurs élus, qui eux n'ont pas de mal à qualifier ce qui s'est passé en Israël* ». Selon lui, il y a chez ses partenaires socialistes et écologistes « *une très forte envie de réussir à construire un rassemblement dans lequel on se sent respecté, où il n'y a pas d'hégémonie de l'un ou de l'autre, où il n'y a pas d'insultes ni de menaces* ».

J-C - Traduction : Je me suis aligné sur Israël, Netanyaou, Biden, Macron, autrement dit des nazis ou des suppôts de néonazis et je ne tolère pas qu'on me le reproche "*en tant que député*" PCF, une garantie d'intégrité comme chacun sait... dans l'ignominie de préférence, au même titre que "*ses partenaires socialistes et écologistes*", ils ne risquent pas de s'insulter ou de se menacer entre eux, ils sont sur la même ligne, celle de la réaction sur toute la ligne, fastoche de la reconnaître et de s'y tenir, le PCF tel qu'il est, quoi.

Pologne.

J-C - A droite toute avec l'UE et l'OTAN. Les Polonais avaient comme en France et ailleurs, en Grèce plus loin, le choix entre la lèpre ou le choléra. Le parti qui a remporté cette élection est encore plus favorable au régime néonazi de Kiev, donc c'est une victoire pour le camp de la guerre qui se nomme celui de la "*démocratie*".

Législatives en Pologne: victoire de l'opposition centriste et pro-européenne - AFP 16 octobre 2023

L'opposition centriste pro-européenne a remporté la majorité parlementaire dimanche en Pologne, battant les populistes nationalistes au pouvoir et l'extrême droite réunis, selon les sondages à la sortie des urnes, lors de législatives jugées cruciales pour l'avenir européen du pays et ses relations avec Kiev.

Si ces résultats se confirment, ces élections devraient mettre fin aux huit ans du gouvernement du parti Droit et Justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski.

Les trois formations d'opposition, la Coalition civique (KO), les chrétiens-démocrates de la Troisième voie et la Gauche, ont remporté ensemble 248 sièges dans le parlement de 460 députés, contre 212 sièges pour le PiS et la Confédération (extrême droite) réunis.

"*La Pologne a gagné, la démocratie a gagné, nous les avons chassés du pouvoir (...) c'est la fin de cette mauvaise période, c'est la fin du règne du PiS*", a déclaré, immédiatement après la publication des sondages, le président de KO, Donald Tusk.

Âgé de 66 ans, M. Tusk a été Premier ministre polonais entre 2007 et 2014 et président du Conseil européen entre 2014 et 2019.

Il a promis de rétablir de bonnes relations avec l'Union européenne et de débloquer les fonds européens gelés par Bruxelles en raison des différends survenus au cours des deux mandats du gouvernement PiS.

Le taux de participation a été élevé - le sondage de sortie des urnes estimant le taux national à 72,9%. AFP 16 octobre 2023

Grèce.

Grèce : Victoire en demi-teinte aux régionales de la droite au pouvoir - AFP/20 Minutes 16 octobre 2023

C’est une victoire électorale pour le parti conservateur au pouvoir en Grèce entachée par des défaites symboliques. Nouvelle-Démocratie a remporté dimanche la majorité des régions, au terme du second tour des élections locales, mais a perdu Athènes et la Thessalie, région durement touchée par les inondations en septembre, selon le ministère de l’Intérieur.

Nouvelle-Démocratie (ND) avait remporté la majorité dans sept des 13 régions du pays au premier tour, le 8 octobre. Le scrutin se tenait dimanche dans six régions.

Ce second tour a en effet été marqué par une abstention massive. A 17h30, la participation était ainsi de 31,2 % contre 42,6 % lors du premier tour.

Lors des législatives de juin, ND l’avait nettement emporté avec 40,56 % des voix, une vingtaine de points devant son principal adversaire, le parti de gauche radicale Syriza. AFP/20 Minutes 16 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 17 octobre 2023.

Quelle causerie encore ! Vous devriez être heureux de connaitre ce portail, non, fier de vous y connecter ? Vous avez du bol sans déconner ! C'est histoire de causer, car vivre dans un pays où l'armée patrouille dans les rues, ça craint plutôt !

En Inde sommeille un flic dans chaque citoyen, vous vous souvenez, j'avais lu cela fièrement inscrit en anglais sur la façade du commissariat de police situé Bussy Street à Pondichéry, nous nous sommes habitués depuis longtemps à vivre sous un régime policier ou autoritaire, qui n'a rien de démocratique.

Le blog dénommé Réseau International a supprimé la rubrique des commentaires à la suite des articles traitant du conflit israélo-palestinien, pour ne pas risquer d'avoir des ennuis avec le censeur européen, alors que d'autres blogs n'ont pas pris une telle mesure sans rencontrer de problèmes particuliers jusqu'à présent. C'est une vraie connerie, car la nature des articles qu'il publie vaut largement les commentaires antisémites que des lecteurs auraient pu leur envoyer.

Les masques de l'imposture tombent lors de chaque crise, c'est excellent, on en redemande, on l'attendait patiemment, car on savait que cela arriverait un jour ou l'autre, un vrai régal.

Ce blog est animé par une vieille stalinienne qui vient de publier un article contenant une vidéo de Soral d'extrême droite, ceci explique cela en famille. Dans un article traitant d'un autre sujet je lui avais fait remarquer dans un commentaire, qu'il ne manquait plus à son palmarès que Jean-Marie Le Pen, mon commentaire a été censuré, ainsi que 4 autres, bref que l'ordre sioniste ou totalitaire règne, en paix, là ça va être plus compliqué apparemment ! C'est un blog pourri, je vous l'avais déjà signalé.

Cela étant j'ai publié plusieurs commentaires dans un autre blog, Agoravox, les voici :

1 — « *...le Hamas s'en est pris le 7 octobre 2023 à de très nombreuses cibles civiles israéliennes et étrangères, en rassemblant pour cette offensive une grande partie des Gazaouis en rage devant ce que la politique de B. Netanyahou fait subir aux Palestiniens. Nous condamnons ce crime de guerre qui relève aussi du terrorisme.*

Cette offensive confirme le caractère fasciste du Hamas... »

J-C - Vous êtes sûr que ce n'est pas Netanyahou qui a rédigé cet article ? Je pense qu'il passera sans problème la censure de l'UE ! Quelle horreur !

Je rajoute un mot.

Vous savez d'où il provenait ? D'Attac France, daté du 14 octobre 2023 : *Israéliens et Palestiniens : sortir du cercle vicieux de la terreur*

2— « *la Commission démocratie d'Attac France* »

J-C - Tout s'explique !

Vous avez cru tous leurs récits, allez donc lire les derniers articles sur le *Réseau Voltaire* ou dans mon portail (luttedeclasse(.)org (retirez les parenthèses, 120 pages d'infos depuis le 9 octobre 2023n toutes sourcées et datées)

Face à un char, j'ai le choix entre un lance-pierres et un lance-missile, qu'est-ce que je vais choisir ?

Face à un peuple qui cautionne que son gouvernement me martyrise, qu'est-ce que je fais, je me laisse faire indéfiniment ou je réagis et à défaut de mieux, je le martyrise à mon tour pour lui faire comprendre ce que cela fait et qu'il doit agir pour changer de régime ?

Je ne dis pas que je le ferais, parce que je n'ai jamais été confronté à cette situation, mais je comprends la haine et la vengeance aveugle qui peut gagner certains Palestiniens, elle est légitime sans la cautionner.

Messieurs les Anglais tirez les premiers, et puis quoi encore, vous n'êtes pas bien !

Vous ne trouvez pas qu'il y en a marre d'être entouré d'abrutis qui refusent de remettre en cause le régime capitaliste qui est la cause de tous nos malheurs, et qui osent en plus la ramener et donner des leçons de morale.

3— J-C - Mais je suis pour la suppression d'Israël, son existence est illégitime, le produit d'un coup d'Etat qui a eu lieu à l'ONU en 1947...

La Palestine est une et indivisible, je suis donc pour une République démocratique palestinienne sur l'ensemble du territoire palestinien tel qu'il existait en 1947, car il faut rappeler que ce pays qu'on veut absolument faire disparaître s'appelle la Palestine, il figure même tel quel dans la déclaration de Balfour de 1917 (1), où se côtoieraient arabes et juifs, citoyens palestiniens sans distinction de confession ou athée, de philosophie, d'idéologie politique, etc.

Il est raconté que ce sont les Palestiniens qui auraient refusé la partition qui leur a été imposée, ils auraient eu tort de l'accepter.

Vous accepteriez qu'un jour quelqu'un débarque soudain chez vous et vous dise : voilà cela m'appartient vous devez me le donner, en fait votre maison, vos terres, qui peut légitimer un tel procédé de gangster, une telle spoliation ?

D'autres racontent que, même si les Palestiniens avaient accepté les termes de cette partition, qui évidemment était à leur désavantage, cela aussi personne ne le mentionne, de toutes manières par la suite les sionistes n'ont cessé de grignoter ou de s'accaparer les terres qui auraient dû revenir aux Palestiniens, quand on voit 75 ans plus tard à quoi est réduit le territoire palestinien, on en a la confirmation, il n'y a pas photo !

Note 1 : La déclaration de Balfour (je l'avais reproduite en entier)

Enfin une bonne nouvelle ! Et en plus ils sont mauvais perdants.

J-C – Comment, les maîtres du vivant et des virus, du climat et de l'Univers, mis en échec par des antilopes sauteuses (Springboks), impensable !

Qui est-ce qui véhicule cet épouvantable complexe de supériorité, sinon le mégalomane enragé Macron qui est parvenu au pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat et pratique l'abus de pouvoir en permanence. Le tyran était d'ailleurs dans les tribunes en compagnie des ministres de l'Intérieur, des Transports ou encore la présidente de l'Assemblée nationale.

Si vous ressentez de mauvaises vibrations, vous saurez au moins pourquoi.

Car il a fallu qu'il la ramène : - *Le XV l'a bien montré : la France est une grande nation du rugby mondial. Merci d'avoir fait vibrer tout le pays et d'avoir porté nos couleurs avec panache. À jamais derrière vous !* Un relent de nationalisme particulièrement malsain au regard de ce qu'est devenue la France depuis qu'il est au pouvoir, ce dont au passage je me contrefous autant que le rugby. Mettons cette défaite à son actif, si cela vous chante !

"*Mafia*", "*incompétence*" : L'arbitre de France-Afrique du Sud déchaîne la colère après la défaite des Bleus - Purepeople 16 octobre 2023

Après la défaite d'un point du XV de France face à l'Afrique du Sud, les supporters des Bleus l'avaient mauvaise. De nombreux internautes n'ont pas hésité à lâcher leur venin envers l'arbitre de la rencontre, accusé d'avoir avantagé les Springboks. Purepeople 16 octobre 2023

XV de France : un échec cuisant et des questions après l'élimination face à l'Afrique du Sud - leparisien.fr 15 octobre 2023

Éliminés en quarts de finale du Mondial par les Springboks ce dimanche au Stade de France (28-29), les Bleus ont failli dans leur mission. leparisien.fr 15 octobre 2023

Quelques réflexions de bon matin, comme quoi la nuit porte conseil !

- Gaza est un ghetto, les Palestiniens n'auraient jamais dû accepter de vivre dans ce ghetto, la seule solution pour en sortir, c'est de mettre fin à Israël.

- Il y a les intentions des dirigeants du Hamas et du jihad islamique, et il y a les motivations profondes du peuple palestinien, les deux peuvent coïncider ou converger à un moment donné, puis diverger à un autre moment, toujours est-il que les motivations du peuple palestinien ne varieront jamais contrairement à celles de leurs dirigeants, il y a donc lieu de ne jamais les confondre sous peine de nuire aux intérêts du peuple palestinien sachant que leurs dirigeants sont manipulés ou corrompus.

- On ne doit jamais confondre ou mettre sur le même pied, traiter de la même manière agresseur et agressé sous peine d'être injuste envers l'agressé ou de favoriser l'agresseur, là en l'occurrence depuis 1947, l'agresseur ce sont les sionistes, tous ceux qui en Israël ont cautionné ou cautionnent encore aujourd'hui la partition de la Palestine, 75 ans d'occupation de la Palestine par une puissance coloniale.

- Ceux qui condamnent la violence des Palestiniens, sont les mêmes qui condamnent à l'avance toute révolution, parce qu'elle entraînerait immanquablement des violences, mille fois moins que les guerres qu'ils soutiennent, de plus la guerre civile est toujours déclenchée par ceux qui sont opposés à un changement de régime, donc les victimes sont à mettre à leur compte exclusivement.

Ce sont des lâches, des pleutres qui préfèrent se mettre la tête dans le sable pour ne pas entendre le bruit des bombes qui s'abattent tout autour d'eux, en espérant qu'elles ne les atteindront jamais et qu'ils pourront conserver leur misérable petit confort, en vain, car un jour ou l'autre la réalité les rattrapera, les frappera à leur tour…

- Quant à la violence et à la terreur, ce sont nos ennemis qui en usent envers nous ou nos semblables à travers le monde, ce sont toujours eux qui y recourent en premier, y compris lors des révolutions quand ils répriment dans le sang les manifestations pacifiques ou désarmées, quand ils nous interdisent même de manifester notre désaccord avec leur politique, quand ils nous chassent de notre emploi, de notre domicile, de notre pays parfois quand on a une origine, une couleur de peau ou un facies qui ne leur reviennent pas.

Ce sont nos ennemis qui ont le choix des armes, qui nous menacent ou nous répriment violemment, pas nous, alors si un jour il arrive qu'on parvienne à les devancer et à retourner ces armes contre eux, là ils hurleront à la terreur, au crime de lèse-majesté en somme.

On ne fait que se défendre, résister à l'agression dont nous sommes des victimes innocentes. Le droit et la légitimité sont de notre côté quoiqu'ils en disent, parce que rien ne peut justifier le régime d'exploitation et d'oppression qu'ils nous imposent. Nous résisteront les armes à la main s'il le faut, afin d'obtenir notre émancipation, notre libération et mettre fin définitivement à l'esclavage.

- Ils ont semé la terreur de l'Afghanistan au Maghreb et au Sahel, ils kidnappent, torturent, assassinent des opposants, des intellectuels, des scientifiques, dans le monde entier… Ils sèment la guerre et déversent leurs bombes sur la population civile d'un tas de pays qu'ils ravagent ou réduisent à l'état de ruine au passage, et ils s'étonnent que des éléments désespérés les imitent en les prenant pour cibles ou veuillent se venger.

C'est dans l'ordre des choses, ils l'ont bien cherché ou ils en portent l'entière responsabilité.

On va ressortir la formule de la République démocratique bourgeoise ou capitaliste qu'on avait mise de côté, car j'estimais qu'elle pouvait porter à confusion à une autre époque, quand la crise du capitalisme n'avait pas atteint le stade de putréfaction qu'on lui connaît aujourd'hui ou qui la caractérise. Il s'avère que ce stade est irréversible ou final, témoigne de la fin d'un cycle, ce qui signifie que plus jamais la crise du capitalisme ne bénéficiera d'un répit comme dans le passé ou chaque crise permit d'augmenter la productivité ou d'accroître le taux d'exploitation de manière à temporiser en attendant la prochaine crise, cette époque pendant laquelle les capitalistes pouvaient accorder quelques concessions à la classe ouvrière et aux classes moyennes est définitivement révolue.

C'est d'ailleurs ce qu'a signifié l'annonce d'un "*great reset*" ou grande réinitialisation du capitalisme ou de la société toute entière par le Forum économique mondial en janvier 2020, autrement dit, la fin de ce que ses auteurs ont appelé "*la société de l'abondance*", qui devrait dorénavant céder la place à une régression sociale généralisée sans fin, et qui pour pouvoir être imposés aux exploités devrait être accompagné de mesures politiques restreignant aussi bien les libertés individuelles que collectives ou l'instauration de régimes totalitaires ou fascistes, ce vers quoi penchent effectivement de plus en plus l'ensemble des pays occidentaux, mais aussi en Amérique latine et en Asie, l'Afrique demeurant pour ainsi dire sous contrôle coloniale.

La formule de la République démocratique bourgeoise ou capitaliste signifie que la Constitution reconnaît des droits égaux à tous les citoyens sur la base toutefois de la répartition des richesses qui n'a rien d'égal, injustice sociale qui se traduit par un traitement privilégié accordé à la classe dominante dans la mesure où toute sanction prise par un tribunal à l'encontre d'un riche ou d'un pauvre n'aura pas la même valeur ou n'aura pas les mêmes conséquences, supportable pour le riche, dévastatrice ou fatale pour le pauvre...

Par conséquent, en précisant qu'on est en présence d'une République démocratique bourgeoise ou capitaliste, on fixe au sein du cadre et des rapports qui existent entre les classes, les limites au-delà desquelles l'expression de la démocratie ne s'exerce pas ou ne veut rien dire, en précisant que seule l'infime minorité des capitalistes profitent réellement de la démocratie et du modèle républicain de société, en opposition à la République démocratique socialiste ou le terme socialiste signifie que les rapports entre les classes ont été inversés au profit des exploités, autrement dit, l'expression de la démocratie peut s'exercer librement ou sans entrave une fois le joug de l'exploitation ayant été aboli au profit de l'immense majorité de la population.

En d'autres termes, c'est uniquement le mode de production et de répartition des richesses en vigueur qui fixe la nature des rapports existant entre les classes, de la République de la démocratie, et en dernière analyse, du régime en place et de l'Etat.

Pour autant, il faut préciser que nous ne pourrons pas toujours recourir à cette formule, tant les principes qui caractérisent une République ou la démocratie tels qu'ils viennent d'être énoncés tendent de plus en plus à disparaître au profit d'une dictature pure et dure, absolue ou de type monarchique ; Il fallait entre par La République en Marche (LREM), la République en marche arrière tendant vers la restauration de l'Ancien Régime qu'incarne parfaitement Renaissance, le parti de l'extrême-centre de l'oligarchie financière qui trône à Davos, le parti de Macron.

Ainsi revendiquer une République démocratique socialiste prend tout son sens ou est d'actualité, car elle signifie qu'une révolution à la fois politique et économique ou sociale est indispensable pour résoudre les questions politiques et sociales auxquelles l'ensemble des exploités et des opprimés de tous les continents sont confrontés. C'est la réponse politique et sociale à la crise du capitalisme, conforme aux besoins sociaux et aux aspirations démocratiques de tous les peuples vers l'instauration d'une République démocratique et sociale universelle, la négation en somme du Nouvel ordre mondial totalitaire que l'oligarchie financière ou les capitalistes veulent nous imposer.

- Suis-je cérébral comme me l'a dit un vieux pote au téléphone ? Peut-être, sans doute, la plupart de mes analyses je les sors le matin après une bonne nuit de sommeil, ce qui signifie que je continue de penser à notre affaire en dormant. Je n'arrête jamais de penser, si c'est cela être cérébral, je le suis effectivement, mais je ne suis pas un intellectuel, je n'ai pas suivis suffisamment d'études académiques pour avoir un mode de penser structurer comme un intellectuel. Je suis essentiellement autodidacte, j'ai juste un tout petit diplôme en science du langage obtenu à 45 ans, mon unique diplôme, hormis le Certificat d'études.

Je vais vous raconter rapidement un truc qui vient de m’arriver il y 3 ou 4 jours de cela et qui m’a agréablement surpris.

J’étais en train de suivre depuis 20 minutes en me concentrant au maximum une conférence sur les deux révolutions quantiques animée par le prix Nobel de physique de 2022, quand soudain je devançai ce qu’il allait dire mot pour mot, alors que je n’y connais rien ou presque, j’ai trouvé cela fabuleux. Je me suis fait la réflexion suivante : Tu vois que tu n’es pas complètement con comme te l’a dit si tendrement ta fille dernièrement, pour un peu tu aurais peut-être pu devenir physicien avec les facilités que tu as à comprendre une démonstration d’un si haut niveau, qui sait ?

Comme quoi il ne faut pas jamais désespérer ou on peut encore progresser, pour peu qu’on s’en donne les moyens. C’est tout le mal que je vous souhaite.

Comment expliquer que ceux qui supportent le régime néonazi ukrainien soutiennent également le régime sioniste fasciste ? Comment expliquer que des juifs se comportent comme des nazis envers les Palestiniens depuis 75 ans ?

Des documents secrets du KGB révèlent les crimes atroces des collaborateurs ukrainiens des nazis - RT 16 octobre 2023

Les nationalistes ukrainiens ont commencé, avant même le début de l'occupation nazie, le nettoyage ethnique des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Des documents secrets du KGB révèlent les crimes atroces des collaborateurs ukrainiens des nazis à cette époque.

RT a obtenu une mine de documents déclassifiés du KGB, éclairant les crimes commis par les nationalistes ukrainiens dans les territoires soviétiques occupés par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Les documents comptent des témoignages de personnes ayant survécu aux nettoyages ethniques et de collaborateurs ukrainiens capturés par les services de renseignement intérieurs soviétiques, alors connus sous le nom de NKVD.

De vastes pans de l'Ukraine actuelle tombèrent sous l'occupation nazie à l'été 1941, alors que les troupes allemandes avançaient profondément en Union soviétique. Les attaques contre les Juifs et les Polonais de souche, ainsi que contre les communistes locaux, ont commencé immédiatement après le retrait des troupes soviétiques.

«*Dans les premières heures qui ont suivi le retrait des bolcheviks, la population ukrainienne a fait preuve d'une activité louable contre les Juifs*», peut-on lire dans un rapport de la Gestapo, la police secrète de l'Allemagne nazie, daté du 16 juillet 1941.

Ces «*activités louables*» comprenaient l'incendie d'une synagogue dans la ville de Dobromyl, dans l'ouest de l'Ukraine, et le meurtre d'une cinquantaine de Juifs par une «foule en colère» à Sambor, dans la région de Lvov. A Sokal, l'aide des locaux, «*Ukrainiens dignes de confiance*», a permis aux nazis de retrouver et d'exterminer quelque 183 «*Juifs communistes*». En outre, les nationalistes ukrainiens ont rassemblé et brutalement maltraité environ 1 000 Juifs à Lvov, les plaçant ensuite dans une prison locale, les «*détenus*» étant finalement repris par les Allemands, selon le rapport de situation.

Une fois le régime d'occupation allemand correctement établi, le processus de nettoyage ethnique a été rationalisé, la soi-disant police auxiliaire ukrainienne, créée par les nazis en août 1941, y jouant un rôle très actif. Selon le témoignage de Mikhaïl Tomasevish, commandant de la police ukrainienne de Belya Tserkov, une grande ville de la région de Kiev, les membres de son unité étaient si désireux de tuer des Juifs qu'ils ont excédé les ordres donnés par leurs maîtres nazis. En effet, le secrétaire de police local prenait plaisir à «*interroger*» les Juifs arrêtés, à les battre avec un tube en caoutchouc, les «emmenant» ensuite librement, sans qu'aucun des détenus ne revienne jamais au QG de la police.

Mikhaïl Tomasevich a dirigé l'unité de police jusqu'en 1943, date à laquelle il s'est enfui aux côtés des forces allemandes en retraite, mais a finalement été arrêté par le NKVD. Alors qu'il affirmait que la plupart des Juifs de la ville avaient été exterminés avant de prendre ses fonctions, il a admis avoir participé, d'une manière ou d'une autre, au meurtre de plus de 1 000 personnes. Sous sa direction, la police a continué à rechercher activement des survivants, utilisant diverses astuces pour attirer les Juifs restant dans la ville vers leur propre mort.

«*Pour identifier les personnes de nationalité juive qui se cachaient, la gendarmerie [allemande], par l'intermédiaire de la police [ukrainienne], organisait ce qu'on appelle des pièges, c'est-à-dire qu'on annonçait dans toute la ville que désormais les Juifs seraient autorisés à vivre librement, mais seulement dans certaines maisons*», a témoigné Mikhaïl Tomasevich.

«*J'ai inscrit tous les Juifs qui croyaient cela et se sont installés dans les maisons sur un registre spécial, un dossier spécial intitulé "Yids" [un terme péjoratif pour "Juifs"], a été ouvert*», a-t-il expliqué, ajoutant que lorsque le flux de Juifs désireux de s'installer dans les maisons diminua, tous, une cinquantaine de personnes, furent arrêtés et tués «*vers janvier ou février 1942*».

Les autorités civiles ukrainiennes, établies sous l'occupation allemande, ont également activement contribué aux nettoyages ethniques. Par exemple, selon un acte d'accusation dans une affaire de 1944 concernant les crimes nazis commis dans la ville de Sarny et ses environs, le maire ukrainien local, Marinyuk, a directement facilité l'extermination de l'ensemble de la population juive locale en août 1942.

Quelque 13 000 personnes ont été rassemblées dans un camp de concentration local, gardé par la gendarmerie de campagne et la police ukrainiennes, sous prétexte d'être transférées pour «*travailler*» en Allemagne. Au lieu de cela, les Juifs se sont retrouvés devant des pelotons d'exécution, avec des enfants jetés dans les fosses de la mort et enterrés vivants. Seules 40 à 50 personnes ont réussi à échapper au massacre, poursuivies par des unités nationalistes ukrainiennes. Ceux qui parvinrent à capturer les évadés furent récompensés d'un sac de sel. RT 16 octobre 2023

D'un ghetto à l'autre. La même barbarie à l'œuvre.

La Tempête Al-Aqsa : le soulèvement du ghetto par Luk Vervaet - legrandsoir.info 16 octobre 2023

Extrait.

Rappelons-nous les 750 000 Palestiniens expulsés lors du nettoyage ethnique pour créer l'État d'Israël entre 1947 et 1949. Les près de 80% de la Palestine occupée par les milices sionistes, les 530 villages détruits, les 70 massacres qui ont coûté la vie à 15 000 Palestiniens.

Depuis des décennies, un million et demi des Palestiniens vivent, génération après génération, dans plus de 50 camps de réfugiés au Liban, en Syrie, en Jordanie, à Gaza. Tout au long de l'occupation coloniale de la Palestine, la politique d'implantation des colonies a continué, en vidant la terre par l'expropriation et l'expulsion de la population palestinienne. Les populations restantes ont été encerclées par des fossés autour de leurs villes (Jéricho) ou par des murs (Jérusalem).

Pendant tout ce temps, une des caractéristiques marquantes de l'occupation israélienne a été et est l'incarcération de masse. Depuis 1967, 850 000 Palestiniens, c'est-à-dire près de 40% de la population masculine et près de 20% de la population totale des territoires occupés, ont été

incarcérés dans des prisons israéliennes. 227 Palestiniens y ont laissé la vie. Aujourd'hui, ils sont 5 250 prisonniers politiques dans des geôles israéliennes, dont 1 350 en détention administrative, sans aucune forme d'accusation ou de procès. Parmi eux, 39 femmes et 170 enfants. Parmi eux, 549 condamnés qui ne sortiront plus jamais et 600 prisonniers malades.

Une bande de terre de 41 km de long, 10 km de large, 365 km² (deux fois la superficie de la Région de Bruxelles-Capitale), avec une population de plus de 2 300 000 d'habitants, une densité de population des plus élevées au monde. Depuis 16 ans, ce petit bout de terre, est soumis à un blocus sans précédent, le transformant en un camp de concentration.

Le 19 septembre 2007, le cabinet israélien avait déclaré Gaza « *entité ennemie* ». Gaza devenait littéralement une prison où la population palestinienne purgeait une peine collective et d'où il était impossible de s'échapper. Priée de commenter cela, Condoleezza Rice, à ce moment la ministre des Affaires étrangères des EU, a répondu : « *Gaza est une entité ennemie pour nous également* ». Gaza devenait un ghetto, où la faim, les enfants sous-alimentés, les hôpitaux sans médicaments devenaient la norme.

En 2008, Wikileaks rendait public un mail de l'ambassade des EU à Tel Aviv dans lequel on pouvait lire : « *Des officiels israéliens nous ont confirmé à plusieurs reprises qu'ils ont l'intention de maintenir l'économie à Gaza au bord de l'effondrement mais sans la détruire complètement* ».

En novembre 2008, dans un rapport alarmant du Comité International de la Croix-Rouge, on apprenait ce que cela voulait dire. « *Sous-alimentation chronique pour 70 % des 1,5 million d'êtres humains de la bande de Gaza ; 46 % des enfants souffrent d'anémie parce que leurs parents ne sont pas capables de les nourrir suffisamment ; accroissement alarmant du retard dans le développement, et des troubles mentaux, surdité largement répandue parmi les enfants par suite des franchissements du mur du son par les avions survolant Gaza à basse altitude.* »

Dès 2012, l'Organisation des Nations unies (ONU) tirait la sonnette d'alarme. Elle estimait que ce territoire deviendrait « *invivable* » d'ici à 2020 si le blocus imposé par Israël, avec la collaboration de l'Égypte, n'était pas levé. (1)

L'année 2020 est passée, comme toutes les autres. Le monde était au courant de ce qu'il en était réellement à Gaza. Il a détourné la tête. Seize ans plus tard, rien n'a changé, la situation n'a fait que s'aggraver tout au long des années.

Souvenez-vous de la manière dont ils ont traité les populations colonisées et voyez les ressemblances avec le traitement du peuple palestinien aujourd'hui.

En 1946, face à la rébellion du Viet Minh, la France a déplacé un demi-million de Cambodgiens vers des « *agrovilles* », des ghettos à la mode française. En 1955, en Algérie colonisée, la France a pratiqué le « *quadrillage* » (le grillage et la conquête graduelle des terres et des villes) et créé des « *Centres de regroupements* » de la population algérienne. Les paysans restants étaient chassés vers les bidonvilles autour des villes où ils vivaient sans travail, sans eau, égouts ou électricité. En 1961, 3,5 millions de personnes, la moitié de la population agraire de l'Algérie, avait été déplacée et « *regroupée* ». Dans ces camps, écrivait

Le Figaro en 1958, il n'y avait pas eu « *d'huile d'olive ou de pois chiches pendant un an et les enfants recevaient un verre de lait par semaine* ».

On pourrait continuer la liste de la création des camps de concentration pour les Kényans par les Britanniques au déplacement de millions de paysans Vietnamiens par les Américains dans des « *hameaux stratégiques* ». Une liste de crimes colonialistes sans fin. (2)

Ou l'insurrection du ghetto de Varsovie en 1943 ?

S'il s'agit de faire des comparaisons historiques, une comparaison avec l'insurrection du ghetto de Varsovie pendant la deuxième guerre mondiale ne serait-elle pas plus adaptée ?

En s'emparant de la Pologne en 1939, le régime nazi « *héritait* » d'un plus grand nombre de Juifs qu'il y avait en Allemagne. Devant cette situation, le plan des nazis était de purifier ethniquement tout son territoire en expulsant tous les Juifs du Reich vers l'Est, le plus loin possible et de les mettre dans une vaste réserve. Pour y arriver, il fallait d'abord procéder à une concentration provisoire des Juifs dans des ghettos au sein ou au bord des villes. Le premier ghetto était situé dans la ville polonaise de Lodz. Six mois plus tard, le 12 octobre 1940, les nazis ouvraient le ghetto de Varsovie, au centre de la ville, sur une superficie d'environ 300 hectares. Il était entouré de 18 kilomètres de murs, hauts de trois mètres, et de fil de fer barbelé. Il y avait treize accès, des checkpoints extrêmement bien gardés. Les nazis vont y entasser jusqu'à 400 000 Juifs. Coupés du monde, affamés, victimes de typhus et de tuberculose, ils moururent par milliers. En 1943, lorsque les nazis ont commencé à transporter les Juifs restants au ghetto vers les camps d'extermination, une révolte armée contre les forces d'occupation allemandes éclate. Sept cents résistants, les armes à la main, se sont battus pendant plusieurs semaines. Du 19 avril au 16 mai 1943, ils ont tué une centaine de soldats nazis. Ces derniers ont répondu par la destruction du ghetto, maison par maison. 13 000 Juifs ont été massacrés, dont la moitié brûlés vifs.

« *Aucun n'espérait survivre* », a déclaré Marek Edelman, le commandant adjoint de l'insurrection et le seul dirigeant à avoir survécu à l'insurrection et à la guerre, mais « *il s'agissait de ne pas laisser les Allemands décider de l'heure et du lieu de notre mort* ». Après la guerre, Marek Edelman s'est rangé du côté des Palestiniens et il a soutenu leur résistance armée. Pour lui, le sionisme était une idéologie raciste utilisée pour justifier le vol des terres palestiniennes. (3)

Les mots de Marek Edelman sur le soulèvement du ghetto de Varsovie pourraient être ceux de Mohamed Deif, le commandant des Brigades Al-Qassam, sur le soulèvement du ghetto de Gaza : « *décider de l'heure et du lieu de notre mort* ».

La bande de Gaza Éléments d'histoire par Richard Rossin - Dans Outre-Terre 2009/2 (n° 22), pages 19 à 22

Si la ville de Gaza a une longue histoire, la bande de Gaza est une création récente.

La ville de Gaza a vraisemblablement été fondée vers 1500 avant J.-C. ; lieu de passage, elle a été successivement égyptienne, philistine (d'où le nom de Palestine donné à la région par l'empereur romain Hadrien), israélite, perse achéménide, chaldéenne, grecque, romaine, byzantine, arabe, franque, mamelouk, ottomane (1517 à 1917), puis britannique avant que n'émerge la bande de Gaza.

La « *bande de Gaza* » est issue des négociations d'armistice de Rhodes, après la première guerre israélo-arabe, en 1949. Le territoire qui recouvre 362 km2 a 11 km de frontière avec l'Égypte (poste-frontière de Rafah), 51 km de frontière avec Israël et 40 km de côtes le long de la Méditerranée.

La bande de Gaza sera administrée par l'Égypte de 1948 à 1967. En 1950, la population est de 254 000 habitants. Aucun juif n'est autorisé à y vivre. L'Égypte maintient Gaza sous commandement militaire et gère le territoire comme un protectorat dont les habitants deviennent apatrides. Encouragés par Gamal Abdel Nasser, le président égyptien, les premiers commandos fedayin opèrent dès 1954 contre le Sud d'Israël, tuant des civils. Israël réplique militairement. Le cycle de la violence est enclenché. C'est à Gaza que se construit sous autorité égyptienne une (proto-)OLP (Organisation de libération de la Palestine) fin des années 1950-début des années 1960.

En 1956, Israël intervient en soutien de l'opération anglo-française contre l'Égypte et prend le contrôle de la bande de Gaza pendant quatre mois. L'économie gazaouie, traditionnellement agricole, n'a pas connu le moindre développement industriel sous l'administration égyptienne.

En juin 1967, Israël occupe la bande de Gaza. Le territoire sera relié à des réseaux électrique et d'eau courante. Pendant 25 ans près de 100 000 Palestiniens vont travailler en Israël malgré la vague d'attentats suivis de représailles perpétrés par les mouvements nationalistes en 1970 et 1971. L'économie gazaouie s'est intégrée au marché israélien dont elle est devenue dépendante. Gaza exporte pour l'essentiel des produits agricoles vers Israël mais aussi des produits finis fabriqués sous licence israélienne dans la zone industrielle frontalière d'Erez (détruite en 2006). La principale source de revenus reste cependant une main-d'œuvre non qualifiée utilisée dans le bâtiment et l'agriculture israéliens jusqu'à la seconde intifada de 2000, date à laquelle c'est toute l'économie gazaouie qui s'effondrera.

1979 : traité de paix israélo-égyptien. Ce sera le retrait (effectif en 1982) du Sinaï ; les accords circonscrivent les forces égyptiennes (zones A, B, C) et israéliennes (zone D). L'Égypte ne veut plus administrer la bande de Gaza.

Dans le courant des années 1970, les Frères musulmans tissent un important réseau social d'aide dans la bande et s'assurent d'une base institutionnelle : le waqf (gestion des biens religieux) et université islamique de Gaza.

En 1987, c'est dans le camp de réfugiés de Jabaliya que débute la première intifada, la « *révolte des pierres* », avant de s'étendre à l'ensemble des territoires occupés jusqu'aux accords israélo-palestiniens d'Oslo du 13 septembre 1993. Fin 1987, le sheikh Yassine fonde la branche palestinienne des Frères musulmans, le Hamas, dont la charte cite en préambule une phrase de Hassan al-Banna, fondateur égyptien des Frères musulmans : « *Israël existera et continuera d'exister jusqu'à ce que l'islam l'anéantisse comme il en a anéanti d'autres auparavant* ».

Conformément à la Déclaration de principes de Washington du 13 septembre 1993 signée par Israël et l'OLP, puis à l'accord du Caire sur la bande de Gaza et la région de Jéricho du 4 mai 1994, la première devient une zone autonome dirigée par l'Autorité palestinienne ; elle forme avec la Cisjordanie les « *Territoires palestiniens* ». Le président Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne s'installent à Gaza. L'Autorité palestinienne réprime les islamistes et les terroristes. Yasser Arafat proclame qu'il va « *bâtir un Singapour* » moyen-oriental : le retour des hommes d'affaires va faire relancer l'économie ; le front de mer se développe alors que les camps de réfugiés, installés par exemple sur la côte au nord de Gaza-Ville, restent insalubres. Cependant l'Autorité palestinienne assure la survie artificielle de l'économie par hypertrophie du secteur public – principalement les services de sécurité – grâce aux subventions internationales, en particulier de l'Union européenne (UE). Près d'un Gazaoui sur trois serait rémunéré par l'Autorité palestinienne

Un mois après le déclenchement de la deuxième intifada, en septembre 2000, les tirs de roquettes de la bande de Gaza commencent. Avec le temps, la fréquence, la portée et la létalité des roquettes et des mortiers lancés depuis la bande de Gaza augmentent, rendant la ville israélienne de Sderot notamment de plus en plus inhabitable.

22 mars 2004 : mort du sheikh Ahmed Yassine par un missile israélien.

11 novembre 2004 : mort de Yasser Arafat à Paris.

27 janvier 2005 et 5 mai 2005 : premier et second tour des élections locales à Gaza : le Hamas remporte la majorité des sièges.

17-22 août 2005 : le gouvernement israélien achève avec succès le retrait unilatéral de la bande de Gaza dans le cadre d'une politique plus large qui, en l'absence d'accord de paix, vise à mettre un terme à l'absence de frontières physiques entre Israël et le futur État palestinien.

Novembre 2005 : une médiation américaine conduit à un accord sur le déploiement de 750 policiers égyptiens à la frontière palestino-égyptienne pour gérer les entrées et sorties à Rafah, en coopération avec l'Autorité palestinienne, sous supervision des forces de l'UE et surveillance vidéo israélienne.

25 janvier 2006 : le Hamas (classé comme organisation terroriste par la communauté internationale) remporte les élections législatives palestiniennes. Ismaïl Haniyeh forme le nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne. C'est la crise en Palestine : fin des subventions internationales et conflits entre le Fatah du président Mahmoud Abbas et le Hamas du premier ministre Ismaïl Haniyeh.

En juin 2007, le Hamas, par un coup de force, prend entièrement le contrôle de la bande de Gaza après plusieurs mois de guerre civile palestinienne [2]

17 janvier 2008 : Israël ferme ses frontières avec la bande de Gaza en réponse à des attaques massives de roquettes. Le 23 janvier, le Hamas orchestre la destruction partielle du mur séparant la bande de Gaza de l'Égypte ; près de 750 000 Palestiniens traversent la frontière. Le Hamas a appelé à rompre les liens économiques avec Israël et à les reporter sur l'Égypte, c'est-à-dire à acheter désormais aux Égyptiens le fuel, la nourriture, l'eau, les matériaux de

construction, et beaucoup plus d'électricité que les 17 mégawatts fournis dans la période par le voisin méridional (contre 124 mégawatts fournis par Israël).

3 février 2008 : la frontière entre le Sinaï et la bande de Gaza est refermée.

5 février 2008 : un clash entre des Palestiniens et la police égyptienne à la frontière fait un mort et plusieurs blessés.

19 juin 2008 : Une trêve de six mois reconductible entre le Hamas et Israël, négociée par l'entremise de l'Égypte, entre en vigueur ; elle prévoit l'arrêt des tirs palestiniens vers Israël et la fin des attaques israéliennes sur la bande de Gaza, Israël s'engageant en outre à alléger progressivement le blocus de Gaza.

4 novembre 2008 : les statistiques officielles du ministère des Affaires étrangères israélien montrent que si durant cette trêve les tirs sur les civils du Sud d'Israël ont diminué, ils n'ont jamais été complètement interrompus. En fait, la trêve dégénère gravement et les tirs de roquettes s'intensifient. Le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal, en exil à Damas, annonce que la trêve prendra fin à partir du 19 décembre et qu'elle ne sera pas renouvelée. En particulier le 26 décembre 2008, ce sont plus de 80 roquettes qui pleuvent sur les habitants des villes du Sud d'Israël.

À partir du 27 décembre 2008, Israël bombarde massivement les installations du Hamas dans une opération appelée Plomb Durci caractérisée par des raids et bombardements aériens, et poursuivie par une offensive terrestre lancée le 3 janvier 2009.

À la guerre et son cortège de destructions et de morts s'ajoute une guerre de l'information d'une rare violence. L'ONU commence à communiquer sur cet aspect et sur l'implication de ses agences.

Notes

[2] Au printemps 2007, la bande de Gaza devient le théâtre d'affrontements interpalestiniens meurtriers ; tandis que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas qui bénéficie du soutien de la communauté internationale proclame l'état d'urgence et limoge le Premier ministre Ismaïl Haniyeh, l'organisation islamiste prend le contrôle de la totalité du territoire de Gaza le 14 juin, divisant de fait les Territoires palestiniens en deux entités politiques. En août 2007, l'Union européenne bloque pendant quelques jours les fonds destinés à payer les livraisons de fioul. Un Hamastan, petit État islamique, se met en place dans la bande de Gaza ; il défie les Israéliens, les Égyptiens et les Occidentaux.

J-C – Les lecteurs corrigeront les interprétations fallacieuses ou à charge qui figurent dans ce document, en les recoupant avec d'autres textes. On en est là pratiquement systématiquement.

Comment la propagande des pro sionistes colportée par les médias est construite ou le bréviaire de la manipulation des consciences pour justifier les exactions israéliennes et tenter d'obtenir le soutien de l'opinion publique mondiale.

Conflit israélo-palestinien : petit vade mecum du journaliste grand public - legrandsoir.info 11 octobre 2023

Voici des règles que l'on doit avoir à l'esprit lorsqu'on regarde le JT le soir. Tout devient alors plus simple.

Règle numéro 1 : Au Proche Orient, ce sont toujours les Arabes qui attaquent les premiers et c'est toujours Israël qui se défend. Cela s'appelle des représailles.

Règle numéro 2 : Les Arabes, Palestiniens ou Libanais, n'ont pas le droit de tuer des civils de l'autre camp. Cela s'appelle du terrorisme.

Règle numéro 3 : Israël a le droit de tuer les civils arabes. Cela s'appelle de la légitime défense.

Règle numéro 4 : Quand Israël tue trop de civils, les puissances occidentales l'appellent à la retenue. Cela s'appelle la réaction de la communauté internationale.

Règle numéro 5 : Les Palestiniens et les Libanais n'ont pas le droit de capturer des militaires israéliens, même si leur nombre est très limité et ne dépasse pas un soldat.

Règle numéro 6 : Les Israéliens ont le droit d'enlever autant de Palestiniens qu'ils le souhaitent (environ 12 000 prisonniers à ce jour). Il n'y a aucune limite et n'ont besoin d'apporter aucune preuve de la culpabilité des personnes enlevées. Il suffit de leur appliquer le mot magique "*terroriste*".

Règle numéro 7 : Quand on dit "*Résistance*", il faut toujours rajouter l'expression « soutenu par la Syrie et l'Iran ».

Règle numéro 8 : Quand on dit "*Israël*", Il ne faut surtout pas rajouter « *soutenu par les États-Unis, la France et l'Europe* », car on pourrait croire qu'il s'agit d'un conflit déséquilibré.

Règle numéro 9 : Ne jamais parler de Territoires occupés, ni de résolutions de l'ONU, ni de violations du droit international, ni des conventions de Genève. Cela risque de perturber le téléspectateur et l'auditeur de France Info.

Règle numéro 10 : Les Israéliens parlent mieux le français que les Arabes. C'est ce qui explique qu'on leur donne, ainsi qu'à leurs partisans, aussi souvent que possible, la parole. Ainsi, ils peuvent nous expliquer les règles précédentes (de 1 à 9). Cela s'appelle de la neutralité journalistique.

Règle numéro 11 : Si vous n'êtes pas d'accord avec ses règles ou si vous trouvez qu'elles favorisent une partie dans le conflit contre une autre, c'est que vous êtes antisémite !

15 représentants US dénoncent la propagande de guerre israélienne - Réseau Voltaire 16 octobre 2023

15 élus de la Chambre des représentants ont refusé de soutenir une résolution condamnant le Hamas pour l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* ».
Ils ont découvert que les accusations de viol et de décapitation de bébé sont de la propagande de guerre ainsi que l'affirmation selon laquelle l'opération n'aurait pas été organisée par la Résistance palestinienne unie, mais exclusivement par le Hamas. Réseau Voltaire 16 octobre 2023

Les manipulations de la propagande de guerre - Réseau Voltaire 15 octobre 2023

Toute guerre donne lieu à des manipulations. Les trois plus importantes aujourd'hui sont

- la fiction selon laquelle l'attaque de la Résistance palestinienne unie se limiterait à celle du Hamas (la source initiale est le bureau du Premier ministre)

- la fiction selon laquelle l'artiste allemande Shani Louk aurait été tuée durant la rave party. Des vidéos présentent le Hamas exhibant son corps dénudé à bord d'une camionnette.

- la fiction selon laquelle 40 bébés auraient été décapités par les jihadistes du Hamas ((la source initiale est le colon sioniste révisionniste David Ben Sion, repris sur i24 News), puis crédité par le président des États-Unis Joe Biden). Réseau Voltaire 15 octobre 2023

Les derniers développements.

Israël-Hamas: le Conseil de sécurité de l'ONU rejette une résolution russe, nouvelle réunion mardi - AFP 17 octobre 2023

Le projet russe de résolution a été approuvé par cinq Etats membres du Conseil -- dont la Russie et la Chine --, rejeté par quatre autres (Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Japon) et six se sont abstenus, parmi lesquels le Brésil.

Pour être adoptée, une résolution nécessite l'approbation d'au moins neuf des 15 membres du Conseil, sans veto d'un des cinq membres permanents (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine).

L'ambassadeur russe à l'ONU Vassili Nebenzia a déploré que les pays occidentaux aient "*bloqué un message commun et unique du Conseil de sécurité pour répondre à des intérêts purement égoïstes et politiques*".

Son homologue britannique Barbara Woodward lui a répondu que Londres "*ne pouvait pas soutenir une résolution qui évite de condamner les attaques terroristes du Hamas*".

Le texte russe appelait à un "*cessez-le-feu humanitaire immédiat, durable et pleinement respecté*" et à un accès humanitaire "*sans entrave*" à la bande de Gaza en état de siège.

Mais sans désigner le Hamas, ce qui était inacceptable pour les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Le Conseil de sécurité se retrouvera mardi soir pour se prononcer sur un second texte soumis cette fois par le Brésil.

Le projet de résolution du Brésil condamne lui spécifiquement "*les odieuses attaques terroristes du Hamas".* AFP 17 octobre 2023

J-C - A suivre, ce qui est intéressant, c'est que les uns et les autres sont placés par la force des choses face à leurs contradictions, et à cette occasion le masque de l'hypocrisie ou de la démagogie des uns et des autres tombe, leur véritable nature apparaît au grand jour, autant dire que ce n'est pas à leur avantage, excellent, car ainsi chacun sait ensuite à quoi s'en tenir avec chaque acteur politique, personne ne pourra dira par la suite qu'il ne savait pas.

Guerre Hamas-Israël : l'Iran menace d'une « *action préventive* » imminente - AFP/lepoint.fr 17 octobre 2023

Téhéran a averti à plusieurs reprises qu'une invasion terrestre de la bande de Gaza entraînerait une riposte sur d'autres fronts, ce qui fait craindre un embrasement régional. « *La possibilité d'une action préventive de l'axe de la résistance est attendue dans les prochaines heures* », a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian à la télévision d'État, en faisant référence à sa rencontre avec le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, samedi.

Lundi, l'Iranien avait affirmé que cet « *axe de la résistance* » – appellation informelle des États et organisations ennemis d'Israël et des Occidentaux – ne permettrait pas à l'État hébreu « *de faire ce qu'il veut à Gaza* ».

Également lundi, le président iranien Ebrahim Raisi avait averti que le temps était compté pour parvenir à une solution politique, et a mis en garde contre l'extension de la guerre entre Israël et le Hamas à d'autres fronts.

Les affrontements se sont multipliés ces derniers jours à la frontière avec le Liban entre le Hezbollah et Israël. Ils ont fait une dizaine de morts côté libanais, en majorité des combattants, mais aussi un journaliste de Reuters et deux civils. Côté israélien, au moins deux personnes ont été tuées. AFP/lepoint.fr 17 octobre 2023

Colombie : le ministre des Affaires étrangères exhorte l'ambassadeur israélien à « *quitter* » le pays - french.almanar.com.lb 17 octobre 2023

Le ministre colombien des Affaires étrangères, Alvaro Leyva, a demandé lundi à l'ambassadeur israélien dans le pays de « *s'excuser et partir* », après les réactions israéliennes aux commentaires du président Gustavo Petro sur l'agression israélienne contre Gaza.

Alvaro Leyva a qualifié de « *grossièreté insensée* » sur son compte X (ex-Twitter) les propos de l'ambassadeur israélien Gali Dagan envers le président Gustavo Petro, qui a publié de nombreux messages depuis les bombardements israéliens meurtriers contre Gaza, les comparant à la *« persécution des juifs par les nazis* ».

Cette réaction intervient au lendemain de l'annonce par '*Israël'*, l'un des principaux fournisseurs d'armes à l'armée colombienne, qu'il « *interrompait ses exportations de sécurité* » vers le pays sud-américain après les déclarations jugées « *hostiles et antisémites* » de Gustavo Petro.

Après l'annonce par le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, d'un « *siège complet* » de Gaza et disant combattre « *des animaux* », le président colombien a écrit : « *C'est ce que les nazis disaient des Juifs. Les peuples démocratiques ne peuvent pas permettre au nazisme de se réinstaller dans la politique internationale* ».

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Lior Haiat, a indiqué dimanche que l'ambassadrice de Colombie en '*Israël*', Margarita Manjarrez, avait été convoquée à la suite des déclarations de Gustavo Petro, l'accusant « *de menacer la paix de la communauté juive en Colombie* ».

En réponse le chef d'Etat a déclaré que son pays ne soutenait pas le « *génocide* ». « *Si nous devons suspendre nos relations avec Israël, nous les suspendons* ». french.almanar.com.lb 17 octobre 2023

France occupée.

L'Etat policier se déchaîne.

Gérald Darmanin annonce que « *193 étrangers en situation irrégulière sont en attente d'expulsion* » - Le HuffPost 16 octobre 2023

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu indique que la France apporte "*du renseignement*" à Israël - BFMTV 16 octobre 2023

Quand LFI « *défend la police concrètement* ».

Alexis Corbière (LFI) « *Si des gens sont dangereux, il faut les expulser, il faut agir*.»

« *la DGSI nous dit qu'il faudrait 8 000 personnes* », martèle Alexis Corbière, contre 5 000 actuellement. *« Je défends la police concrètement, je veux qu'elle ait les moyens de travailler* » Publicsenat.fr 16 octobre 2023

Totalitarisme. La chasse aux sorcières est ouverte sur un nouveau front.

Soutien de Karim Benzema et de Youcef Atal à Gaza : un sénateur interpelle la ministre des Sports - Journal du Dimanche 16 octobre 2023

Le sénateur Les Républicains Stéphane Le Rudulier demande à Amélie Oudéa-Castéra, dans un courrier envoyé ce lundi, le retrait de la légion d'honneur à Karim Benzema et la saisie du procureur général de la République pour Youcef Atal. Journal du Dimanche 16 octobre 2023

Ils en ont dégoté un ! Les lycées transformés en casernes prosionistes.

Enseignant tué à Arras: un élève refuse d'observer une minute de silence dans un collège des Yvelines - BFMTV 16 octobre 2023

Un élève a perturbé la cérémonie dans un lycée des Yvelines, refusant de respecter une minute de silence, apprend BFMTV de source policière.

Selon nos informations, cet adolescent, scolarisé au collège Champollion de Voisins-le-Bretonneux, s'est justifié en déclarant être "*pro-Palestine*" et "*pro-Arabie Saoudite*". BFMTV 16 octobre 2023

J-C - C'est son droit, non ?

Totalitarisme. Hystérie sécuritaire.

Après l'attaque à Arras, Valérie Pécresse prend des mesures pour protéger les lycées d'Île-de-France - Le HuffPost 16 octobre 2023

La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, annonce au Parisien ce lundi 16 octobre, avoir pris plusieurs décisions pour rehausser le niveau de sécurité des 459 lycées de la région après la mort d'un professeur à Arras, dans le Pas-de-Calais, tué lors d'une attaque au couteau vendredi.

La dirigeante, qui a demandé aux agents et aux proviseurs de lui faire remonter leurs besoins, a d'ores et déjà promis la présence de maîtres-chiens devant les établissements qui le souhaitent et pris l'engagement de doubler le nombre de brigades régionales de sécurité, pour passer de cinquante à cent agents sur le terrain.

À plus long terme, la dernière candidate LR à la présidentielle se dit ouverte au déploiement d'équipements supplémentaires : nouvelles caméras, clôtures ou portiques aux abords des établissements scolaires, « *si c'est nécessaire.* » Le HuffPost 16 octobre 2023

Attentat d'Arras: le gouvernement veut accélérer sur sa loi immigration quitte à risquer le 49.3 - BFMTV 16 octobre 2023

"*Nous pouvons agir dans les deux mois qui viennent, je demande à chacun d'être responsable*", a déclaré la présidente de l'Assemblée nationale sur France 2, estimant possible de trouver une "*large majorité*" pour voter le projet de loi.

Si la macroniste veut accélérer, c'est que ce texte porté par Gérald Darmanin vise notamment à "réduire le champ des protections" contre les décisions portant obligation de quitter le territoire français (OQTF).

L'assaillant présumé d'Arras, Mohammed Mogouchkov, aurait dû être expulsé en février 2014, avec sa famille. Mais il avait finalement bénéficié d'un régime de protection. En l'état actuel du droit, une personne entrée sur le territoire avant ses 13 ans ne peut être expulsée.

De quoi donc pousser le gouvernement à vouloir aller très vite sur ce texte. La copie cherche à ménager la droite en facilitant les expulsions, tout en convainquant à gauche avec la régularisation des travailleurs sans-papiers déjà présents sur le territoire dans le secteur des métiers en tension. BFMTV 16 octobre 2023

Vous êtes Palestienne (72 ans), vous êtes une paria, une terroriste en puissance.

J-C – C'est à croire que personne ne lui avait expliqué ce qu'était devenue la France, un pays infréquentable.

Une militante palestinienne assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône - AFP 16 octobre 2023

Mariam Abou Daqqa, militante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), en visite en France pour des conférences, a été assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône lundi avant une possible expulsion, qu'elle contestera en justice pour "*faire valoir*" ses "*droits*".

Le FPLP est une organisation qualifiée de terroriste par l'Union européenne.

"*Je ne comprends pas ce qu'il m'arrive: j'ai un visa valide. Je ne suis pas une terroriste mais une activiste de gauche qui ne vient (en France) que pour parler des droits des femmes et des Palestiniens. Je pensais que nous étions en démocratie ici*", a-t-elle déclaré lundi à sa sortie d'un commissariat du centre de Marseille où elle doit se présenter quotidiennement.

Interrogé par l'AFP, le ministère de l'Intérieur a indiqué que la militante était "*membre du bureau politique du FPLP à Gaza*" et que "*le contexte actuel (programme de 15 conférences en France) est susceptible de constituer un trouble à l'ordre public qu'il s'agit de prévenir*".

Dans son arrêté daté de dimanche et notifié à l'intéressée lundi, dont l'AFP a obtenu une copie, le ministère précise que Mme Abou Daqqa disposait d'un visa délivré par les services

consulaires français à Jérusalem en août, avant la flambée de violences entre Israël et le mouvement palestinien Hamas.

Il indique que l'expulsion n'est pas applicable immédiatement car "*il est nécessaire de prévoir l'organisation matérielle du départ*" de Mariam Abou Daqqa, compte tenu notamment du "*document de voyage*" qu'elle détient actuellement.

En conséquence, elle est assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône 45 jours, jusqu'à la fin novembre, avec obligation de "*se maintenir dans les locaux où elle réside à Marseille de 22H00 à 07H00 du matin*" et de pointer tous les jours à 12H30 au commissariat, détaille encore l'arrêté.

"*Je n'aimerais pas rester en France dans ces conditions mais si je peux faire valoir mes droits, j'attendrai" que la justice se prononce, a estimé cette militante de 72 ans qui a affirmé que 29 membres de sa famille étaient "décédés sous les bombes israéliennes à Gaza*" ces derniers jours.

Mme Abou Daqqa, dont la venue était prévue depuis de long mois à l'occasion de conférences sur le conflit israélo-palestinien dans plusieurs villes françaises, disposait d'un visa de 50 jours. Elle est arrivée en France fin septembre.

"*Nous ne demandons que le respect du droit international qui n'est pas respecté par Israël depuis 75 ans*", a indiqué cette militante contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

A sa sortie du commissariat, Mme Abou Daqqa était accompagnée de Pierre Stambul, porte-parole de l'Union juive française pour la paix (UJFP), selon qui "*l'arrêté d'expulsion est une décision illégale car on ne peut pas expulser quelqu'un vers un pays en guerre*".

"*La France trahit la position qu'elle avait depuis toujours, à savoir parler avec les deux côtés*", a-t-il poursuivi. "On est contre toutes les victimes civiles", a ajouté le porte-parole de cette association juive laïque et antisioniste.

Plus de 1.400 personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées lors d'une attaque d'une ampleur sans précédent lancée par des commandos du Hamas en Israël le 7 octobre.

Les bombardements israéliens qui ont suivi sur la bande de Gaza, territoire surpeuplé et sous blocus depuis des années, ont tué au moins 2.750 personnes, en majorité des civils palestiniens, dont des centaines d'enfants, selon les autorités locales.

Plusieurs personnes étaient par ailleurs toujours en garde à vue au commissariat de Marseille, dont une militante de l'UJFP, arrêtées après avoir participé dimanche à Marseille à un regroupement interdit par la préfecture, pour la défense des Palestiniens.

Plusieurs conférences, où devaient intervenir Mariam Abou Daqqa, ont été interdites ces derniers jours par les autorités françaises, notamment à Lyon et à Martigues (Bouches-du-Rhône).

Le 9 octobre, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet avait décidé d'interdire la venue de cette militante à l'Assemblée, invitée selon la présidence par la députée Ersilia Soudais (LFI) pour intervenir "*à l'occasion de la projection d'un documentaire +Yallah Gaza+"*, le 9 novembre. AFP 16 octobre 2023

La majorité des Français sont-ils des nantis ?

J-C - La plupart vivent en couple ou en ménage, donc il faut additionner deux revenus, cela réduit d'autant le nombre de pauvres… Ceci expliquerait cela, non ?

Salaires : gagnez-vous plus ou moins que la moyenne des Français ? - actu.fr 16 octobre 2023

En 2021, en équivalent temps plein, un Français travaillant dans le privé gagnait, en moyenne, 2520 euros nets par mois. Dans le public, en 2020 (chiffres les plus récents de l'Insee), le montant s'élève à 2380 euros nets par mois.

Dans le privé, donc, un cadre gagnait, en 2021 toujours, 4330 euros nets par mois en moyenne. C'est 2530 euros de plus qu'un employé, qui lui, gagne en moyenne 1800 euros par mois. Soit le plus bas salaire moyen recensé par l'Insee pour le privé.

Un ouvrier est payé 1860 euros par mois, tandis que quelqu'un exerçant une profession intermédiaire (un poste intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés, une autre partie concerne des gens travaillant dans l'enseignement, la santé et le travail social), gagne, lui, en moyenne, 2470 euros par mois.

Du côté du public, c'est la catégorie de fonctionnaire qui fait foi. Pour faire simple, il s'agit du niveau d'étude demandé au recrutement. Pour la catégorie A, un diplôme à bac + 3 minimum est requis. Pour la catégorie C, un brevet, BEP ou CAP sera suffisant.

Ainsi, un fonctionnaire gagne en moyenne 2440 euros, mais selon sa catégorie, le montant de la rémunération nette mensuelle varie entre 1910 et 3010 euros.

Ce sont les personnels médicaux (médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes non fonctionnaires) qui s'en sortent le mieux avec 5870 euros de salaire net mensuel moyen.

50 % des salariés du privé gagnent plus de 2000 euros, et 50 % gagnent moins. « *Un salarié sur cent gagne plus de 9 640 euros nets, soit environ huit fois le Smic* », précise l'Insee.

Pour le public, le salaire médian monte à 2130 euros, mais « *l'éventail des salaires y est globalement plus resserré que dans le privé* » : le salaire des 10 % qui gagnent le plus (3 450 euros), est 2,3 fois plus élevé que le salaire des 10 % qui gagnent le moins (1 480 euros).

On parle ici de « *revenu à la disposition* », plutôt que de salaire. Le calcul prend en compte l'imposition ainsi que les différentes aides apportées par l'État.

https://actu.fr/economie/infographies-salaires-gagnez-vous-plus-ou-moins-que-la-moyenne-des-francais_60211592.html

---

Moins de liberté pour plus de sécurité, moins de salaire pour plus d'emploi, moins de retraite pour plus de productivité, l'engrenage infernal de l'exploitation et de l'oppression "*tout au long de la vie*".

Pouvoir d'achat, SMIC : que proposent les participants à la conférence sociale sur les bas salaires ? - Publicsenat.fr 16 octobre 2023

Bruno Le Maire - « *Si nous voulons un taux d'emploi toujours plus élevé, il faut éviter l'indexation des salaires sur l'inflation* ».

Publicsenat.fr - Bruno Le Maire balaie également l'idée d'une nouvelle augmentation du SMIC, ainsi que celle d'une augmentation générale des salaires décidée par l'État.

Excluant ainsi toute intervention directe de l'État pour améliorer les bas salaires, le gouvernement met notamment en avant la hausse de la productivité comme levier d'augmentation des rémunérations. « *Aujourd'hui, avec le ralentissement des gains de productivité, les salaires n'augmentent plus avec le dynamisme d'autrefois. Ma conviction, c'est qu'il n'y a pas de fatalité. C'est notamment en investissant dans les compétences et dans la formation tout au long de la vie qu'il est possible de relancer cette dynamique* », a indiqué Elisabeth Borne dans son discours d'ouverture.

J-C - On sait ce que recouvre cette formule, travailler toujours plus et plus longtemps jusqu'au dernier souffle.

Publicsenat.fr - Lors de la restitution des discussions intervenues lors des ateliers, il a été rappelé que 56 branches présentent encore des grilles inférieures au SMIC, c'est par exemple le cas dans au sein des laboratoires d'analyses médicales ou dans l'industrie du caoutchouc.
Autre annonce importante de cette conférence sociale, la Première ministre souhaite la mise en place d'un Haut Conseil des rémunérations. Ses missions, sa composition et son fonctionnement seront définies par le ministre du Travail à partir de décembre, dans le cadre de consultations avec les partenaires sociaux.

Les syndicats se sont saisis de la proposition de création d'un Haut Conseil des rémunérations, déjà annoncée la veille lors d'une interview de la Première ministre dans *La Tribune Dimanche.*

En ouverture de la conférence sociale, les secrétaires générales de la CGT et de la CFDT ont émis le souhait que cette instance remplace le groupe d'experts sur le SMIC, dont les membres sont aujourd'hui proposés par le gouvernement. Publicsenat.fr 16 octobre 2023

J-C - Tu parles une source de prébendes et de places, ils pourront caser leurs copains ou copines, il n'y a que cela qui les intéresse ces vendus.

La réaction à l'offensive sur tous les fronts à la fois.

J-C - Par quoi doit passer le délitement de la République ou la propagande officielle en faveur de l'Ancien Régime. ? Par la destruction de l'école publique.

Longtemps bannie, la langue alsacienne désormais proposée en "*immersion*" à l'école - AFP/actu.orange.fr 17 octobre 2023

"*Wenn de gaere en d'schuel gesch, klàtsch en d'Hand*" ("*Si tu aimes aller à l'école, frappe des mains*"): à Brumath (Bas-Rhin), des élèves de maternelle baignent dans l'alsacien, une langue longtemps bannie de l'école publique avant d'y revenir en septembre.

Les 15 élèves de cette classe à double niveau (petite et moyenne section de maternelle) participent à une expérimentation lancée à la rentrée par l'académie de Strasbourg: 75% de leur temps est consacré à l'alsacien et à l'allemand, et 25% au français.

En Alsace, il existait déjà une douzaine d'écoles gérées par l'association ABCM où coexistent l'allemand et l'alsacien. Certaines se sont lancées dans un système immersif, à la différence près que le français y est dans leur système complètement absent.

Le président de la Fédération Alsace bilingue-Verband zweisprachiges Elsass, Pierre Klein, regrette que l'académie de Strasbourg n'ait pas suivi ce modèle car il estime que "*cela aurait permis de profiter pleinement des avantages de l'immersion*".

Il se félicite cependant que l'alsacien fasse son entrée à l'école publique, y voyant "*la prise de conscience de la valeur que représentait le bilinguisme et du très fort déclin du dialecte*".

Redoutant peut-être quelques difficultés au démarrage, les parents d'élèves se sont montrés plutôt frileux et les quatre classes immersives ne rassemblent qu'une cinquantaine d'élèves au total.

"*Au départ j'avais trois élèves inscrits mais les parents se sont laissés tenter*", raconte Sandra Cronimus.

Ceux qui ont tenté l'expérience ne semblent pas déçus. AFP 17 octobre 2023

J-C - Voilà comment l'AFP agit en instrument de la propagande officielle. J'ai coupé une dizaine de paragraphes faisant l'éloge de ce retour deux siècles et demi en arrière, au nom du progrès, de la démocratie et de la liberté qui existaient à cette époque, comment, vous ne le saviez pas ?

Santé.

Boycott !

Début de la campagne de vaccination contre la grippe, désormais ouverte aux enfants - AFP 17 octobre 2023

Russie.

J-C – Les « *Nouvelles routes de la soie* », ce ne serait pas par hasard le « *Great Reset* » emballé dans de la soie ?

Poutine en Chine pour rencontrer son "*cher ami*" Xi Jinping - AFP 17 octobre 2023

Le président russe Vladimir Poutine est arrivé mardi à Pékin, où il doit rencontrer son homologue et "*cher ami*" Xi Jinping, à l'occasion d'un grand sommet multilatéral.

La Chine accueille jusqu'à mercredi les représentants de quelque 130 pays pour le forum des "*Nouvelles routes de la soie*" (projet aussi appelé "*La ceinture et la route*"), un événement diplomatique majeur qui devrait contribuer à renforcer sa stature internationale.

"*Le président Xi Jinping m'appelle son ami et je l'appelle aussi mon ami*", a ainsi affirmé avant sa visite M. Poutine dans un entretien avec la télévision chinoise. AFP 17 octobre 2023

J-C - Je vous ai fait grâce de toutes les attaques proférées par l'AFP contre la Russie et la Chine, soit environ les trois quarts du contenu de cet article. On n'est pas là pour relayer la propagande de la réaction, bien que trop souvent on ne puisse pas entièrement la couper, leurs articles sont faits de fait de telle manière qu'il faudrait entièrement les réécrire et je n'en ai pas le temps.

Équateur.

J-C – Vous apprécierez : Il *« a étudié dans les meilleures universités américaines avant d'intégrer l'empire familial, la Noboa Corporation.* ». *« L'homme se dit de* "centre gauche" *et incarne l'élite politique équatorienne issue du monde de l'entreprise privée et proche de la droite.* », autant dire que cela signifie la même chose !

Bref les Equatoriens avaient le choix entre la lèpre et le choléra, comme partout ailleurs, voir plus loin.

Équateur: Daniel Noboa devient le plus jeune président de l'histoire du pays à l'âge de 35 ans - BFMTV 16 octobre 2023

Avec 52.1% des suffrages, l'homme d'affaires et fils de milliardaire Daniel Noboa est devenu ce dimanche 15 octobre, à 35 ans, le plus jeune président de l'histoire de l'Équateur, promettant de se mettre immédiatement "*au travail*" pour ramener "*la paix*" dans un pays ravagé par la violence du narcotrafic.

Son adversaire Luisa Gonzalez, héritière de l'ex-président Rafael Correa (2007-2017), a reconnu sa défaite avant même la fin du décompte, félicitant "*sincèrement le vainqueur*".

Le scrutin, annoncé ces derniers jours comme très serré, s'est déroulé sans incident majeur, avec un taux de participation de plus de 82.33%.

Marié et père de deux enfants, Daniel Noboa a étudié dans les meilleures universités américaines avant d'intégrer l'empire familial, la Noboa Corporation. L'homme se dit de "*centre gauche*" et incarne l'élite politique équatorienne issue du monde de l'entreprise privée et proche de la droite.

L'homme à la maigre expérience de deux ans comme député aura aussi fort à faire pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale, particulièrement fragmentée, où il ne dispose que de 13 députés, contre 48 pour le parti corréiste, sur un total de 137 sièges. BFMTV 16 octobre 2023

Nouvelle-Zélande.

J-C – Entre la lèpre et le choléra.

Élections législatives : la droite néo-zélandaise transforme l'essai - Courrier International 16 octobre 2023

Il semble acquis que le Parti national, avec 50 sièges sur les 120 du Parlement, va former un gouvernement de coalition avec ACT New Zealand, un parti de centre droit qui a emporté 11 sièges, selon les résultats provisoires.

Quelle que soit la prochaine coalition au pouvoir en Nouvelle-Zélande, c'est un grand succès pour la droite néo-zélandaise, en minorité depuis les élections législatives de 2017, et un coup de bambou pour les travaillistes, qui, avec 34 sièges, perdent près de la moitié de leurs sièges. Courrier International 16 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 18 octobre 2023.

La véritable résistance, c'est ici !

Faites-le savoir.

Le fait qui tue net la propagande sioniste reprise en chœur notamment par les autorités françaises et toute une armée de misérables larbins à son service.

L'opération militaire palestinienne menée contre l'occupant débutée le 7 octobre 2023 a été planifiée et réalisée conjointement par l'ensemble de la Résistance palestinienne, c'est-à-dire : Le Hamas, le Jihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine, et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), c'est-à-dire, toutes les factions palestiniennes, hormis la direction du Fatah de Mahmoud Abbas, mais avec le concours de militants du Fatah.

L'opération militaire palestinienne a donc reçu le soutien de l'ensemble du peuple palestinien de Gaza. Elle est donc parfaitement légitime, démocratique, contrairement à ceux qui la condamnent et la traitent d'action terroriste.

Vive la Résistance palestinienne armée !

Le Davos asiatique se tient à Pékin.

J-C – La Chine et la Russie prennent le relais des Etats-Unis et de l'Europe au XXIe siècle pour assurer la survie du capitalisme mondial.

Tout savoir sur le Forum Ceinture et Route, "*l'un des événements diplomatiques les plus importants*" - fr.sputniknews.africa 17 octobre 2023

Le Forum a été présenté par le ministère chinois des Affaires étrangères comme "*l'un des événements diplomatiques les plus importants*" de l'année. Il marque le 10e anniversaire de l'Initiative Ceinture et Route, approuvée par Pékin en 2013.

Des représentants de plus de 130 pays et de 30 organisations internationales doivent participer au troisième Forum Ceinture et Route, qui s'ouvre ce mardi à Pékin. Le thème de l'événement est "*Une coopération de haute qualité dans le cadre de Ceinture et Route: ensemble pour le développement et la prospérité communs*".

Le Forum vise à améliorer les corridors commerciaux et de transport reliant plus de 60 pays d'Asie centrale, d'Europe et d'Afrique et à en créer de nouveaux, tout cela afin de promouvoir leurs relations économiques.

Les participants devraient viser une coopération de qualité dans un large éventail de domaines allant des infrastructures au développement vert. fr.sputniknews.africa 17 octobre 2023

La guerre change de format.

Les chars russes désormais dotés de systèmes anti-drones de guerre électronique - fr.sputniknews.africa 17 octobre 2023

L'armée russe s'est dotée de nouveaux systèmes de guerre électronique. Installés sur les chars, ils les protègent contre les drones ennemis.

"*On a de nouveaux systèmes de guerre électronique. On les installe sur les chars et, en principe, ils font leurs preuves. Les drones tombent à 10 mètres du char. Je veux dire n'importe quel drone FPV*", a raconté à la presse le commandant d'un peloton de chars de l'armée russe.

L'officier a précisé que si un drone de reconnaissance se rapproche trop d'un blindé protégé par ce nouveau système, il sera soit immobilisé, soit privé de liaison avec les satellites ou son opérateur. fr.sputniknews.africa 17 octobre 2023

Le commentaire que j'ai envoyé au blog *Le Grand Soir* et qui a été publié.

Catalyse totalitaire par Frédéric Lordon

https://www.legrandsoir.info/catalyse-totalitaire.html#forum205219

Lordon - "*La FI n'a pas commis les erreurs dont on l'accuse. Mais elle en a commis. Une – et de taille*."

La logorrhée emphatique et académique à souhait de Lordon est d'un lourdingue, si bien que chaque fois on se demande où il voulait en venir, s'il le savait lui-même, ce dont il était permis de douter ou alors nulle part !

Cela dit, peu importe ce que la réaction a reproché à LFI, puisqu'elle aurait trouvé autre chose à lui reprocher de toutes manières, sinon elle l'aurait inventé. C'était donc là parler pour ne rien dire comme la plupart du temps chez lui.

Lordon décrète que "« terrorisme » *est un mot impasse*", puis il dit que "*concéder* « terrorisme », *c'est annuler ce qui se passe en Israël-Palestine est politique*", à quel jeu joue-t-il ?

Car enfin, recourir à la terreur en temps de guerre ou de révolution, c'est poursuivre la même politique en recourant à un autre moyen, quand il reproche à LFI d'avoir commis "*une erreur*" pour n'avoir pas d'abord dit "*l'effroi, la stupeur et l'abomination*" que lui inspirait la terreur semée par les Palestinien à son ennemi, il lui reproche ni plus ni moins de ne pas avoir qualifié le Hamas de terroriste, mais c'est tellement bien emballé qu'en haut lieu on lui sera gré d'avoir apporté cette précision ou d'avoir un pied dans chaque camp, ce que le lecteur lambda n'aura pas perçu, louant Lordon, etc.

Dit autrement en apportant une précision.

Cet exercice devait permettre à Lordon de donner à ses maîtres un gage de bonne conduite ou de légitimer le récit ou la propagande officielle, l'air de rien de préférence, d'ailleurs je me demande si beaucoup l'ont relevé, quand il a précisé que "*dans un événement de cette sorte, on ne se rend pas directement à l'analyse sans avoir d'abord dit l'effroi, la stupeur et l'abomination*.", de quoi, qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'il aurait fallu croire sur parole le récit des sionistes, partager leur interprétation du déroulement de ce conflit, à savoir que le Hamas leur avait déclaré la guerre, alors que ce sont eux qui ont déclaré la guerre au peuple palestinien en 1947 d'une part, et d'autre part, qu'il s'agissait d'une opération militaire menée conjointement par le Hamas, le Jihad islamique (sunnite et khomeyniste), le Front populaire de libération de la Palestine (marxiste) et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), c'est-à-dire, toutes les factions palestiniennes, hormis le Fatah de Mahmoud Abbas, (1) ce qui n'est pas du tout la même chose ou d'où sa légitimité puisque portée par le peuple palestinien de Gaza et non le Hamas.

Lordon passe son temps à jouer sur les mots, c'est son passe-temps préféré, il embrouille tout et tout le monde, en soi comme intellectuel il est fort utile à la stratégie du chaos. Et puis depuis on sait que les autorités israéliennes savaient que cette attaque allait avoir lieu, et ils ne sont pas intervenus pour l'empêcher, pourquoi, plusieurs hypothèses existent, à suivre...

1- (Source : Le Réseau Voltaire La censure militaire israélienne vous cache la vérité par Thierry Meyssan)

Le même courriel abrégé et corrigé adressé au Monde diplomatique pour voir si la censure s'applique ici aussi.

Vous décrétez que "« Terrorisme » *est un mot impasse*", puis vous affirmez que "*concéder* « terrorisme *», c'est annuler ce qui se passe en Israël-Palestine est politique*", à quel jeu jouez-vous ?

Car enfin, recourir à la terreur en temps de guerre ou de révolution, c'est poursuivre la même politique en recourant à un autre moyen, quand vous reprochez à LFI d'avoir commis "*une erreur*" pour n'avoir pas d'abord dit "*l'effroi, la stupeur et l'abomination*" que lui inspirait la terreur semée par les Palestiniens chez leur ennemi, vous lui reprochez ni plus ni moins de ne pas avoir qualifié le Hamas de terroriste, mais c'est tellement bien emballé qu'en haut lieu ils vous en serons gré d'avoir apporté cette précision ou d'avoir finalement un pied dans chaque camp, ce qui échappera à la plupart des lecteurs.

Les derniers développements

Les sionistes au pouvoir sont des nazis.

Israël a commis ce mardi soir le pire des massacres qu'il a perpétrés depuis l'opération Déluge d'al-Asqsa le 7 octobre, en bombardant un hôpital au centre de Gaza.- french.almanar.com.lb 18 octobre 2023

Selon le correspondant d'al-Manar et d'autre journalistes sur places à Gaza, les avions israéliens ont bombardé à deux reprises l'hôpital Baptiste (al-Ahli al-Arabi/ al-Maamadani), causant des centaines de martyrs et de blessés. Il y a d'autant plus de victimes du fait aussi que l'hôpital était devenu le refuge de centaines de Gazaouis qui avaient fui leurs quartiers ou leurs régions ravagés par les raids israéliennes réalisés à une cadence sans précédent. Ils croyaient que le fait de s'abriter dans cette institution chrétienne leur fournirait une certaine protection.

Selon un bilan encore provisoire fourni par le ministère de la Santé de Gaza, il y a au moins 500 martyrs dans le bombardement israélien.

Les blessés ont été transportés à un autre hôpital, al-Shifa où il y a une panne totale d'électricité, selon le porte-parole du ministère de la Santé, Ashraf Al-Qudra.

Le directeur de l'hôpital Al-Shifa à Gaza a déclaré que « *les opérations sont réalisées sans anesthésie et dans la rue* ».

Le porte-parole de la Défense civile à Gaza a affirmé « *l'incapacité de répondre aux besoins et de soigner les blessés* ».

Selon al-Jazeera, le porte-parole de l'armée israélienne a déclaré : « *Nous avions prévenu l'hôpital Baptiste et 5 autres hôpitaux de les évacuer afin qu'ils ne deviennent pas des refuges pour le Hamas* ».

Le président turc a pour sa part affirmé: « *J'appelle l'humanité entière à agir pour stopper cette barbarie sans précédent à Gaza* »

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a condamné « *le massacre atroce à Gaza* » assurant « *qu'il renforcera la détermination du peuple palestinien à libérer sa terre* ».

Selon le Bureau politique du mouvement yéménite Ansarullah, « *les crimes israéliens soutenus par les Américains et l'Occident dévoilent au monde entier le niveau de barbarie israélienne* ».

Le Qatar pour sa part a condamné « *un massacre barbare et une violation du droit international* ».

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a « *condamné dans les termes les plus fermes ce crime odieux commis par les forces d'occupation israéliennes* »

« *Cette évolution dangereuse impose à la communauté internationale de renoncer à son double standard dans l'application du droit humanitaire international* », a ajouté le ministère saoudien.

Plus tôt dans la journée, un bombardement israélien a visé une école abritant des personnes déplacées qui ont quitté leurs maisons à la suite des bombardements israéliens en cours sur la bande de Gaza, qui ont fait des dizaines de morts et de blessés.

L'agence de l'UNRWA à Gaza a déclaré que « *des raids israéliens ont visé une école de l'UNRWA dans le camp d'al-Maghazi, au cours desquels 6 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées, dont des employés de l'agence* », soulignant que « *le bombardement de l'école est un acte odieux et montre une fois de plus un mépris flagrant pour la vie des civils* ».

L'UNRWA a souligné « *qu'il n'y a plus d'endroit sûr à Gaza* ». french.almanar.com.lb 18 octobre 2023

Gaza : Le massacre.

Selon le ministère palestinien de la Santé, environ 2808 personnes sont tombés en martyre, dont plus de 1000 enfants, et 10 950 autres ont été blessés dans la bande de Gaza suite aux frappes israéliennes hystériques visant les domiciles et les secouristes.

Le porte-parole du ministère de la Santé a déclaré que 1 200 personnes avaient été portées disparues sous les décombres, dont 500 enfants, tandis que le bureau des médias du gouvernement a déclaré que « *des centaines d'étudiants* » avaient été tués.

Le communiqué ajoute que les frappes aériennes ont « *complètement démoli* » 3 731 immeubles résidentiels, abritant plus de 10 000 logements, et gravement endommagé 18 écoles de la bande depuis le 7 octobre. La situation est tragique et les civils de Gaza endurent une épreuve épouvantable. french.almanar.com.lb et une autre source 16 octobre 2023

Israeli army spokesman says next phase of war may be different from expectations - Reuters October 17, 2023

JERUSALEM, Oct 17 (Reuters) - The Israeli military is getting ready for the next phase of its campaign against the Gaza Strip but plans may not conform to widespread expectations of an imminent ground offensive, an army spokesperson said on Tuesday.

"*We are preparing for the next stages of war. We haven't said what they will be. Everybody's talking about the ground offensive. It might be something different*," Lt Colonel Richard Hecht told a regular briefing with reporters.

Traduction.

Un porte-parole de l'armée israélienne déclare que la prochaine phase de la guerre pourrait être différente des attentes - Reuters 17 octobre 2023

JERUSALEM, 17 octobre (Reuters) - L'armée israélienne se prépare à la prochaine phase de sa campagne contre la bande de Gaza, mais les plans pourraient ne pas correspondre aux attentes largement répandues d'une offensive terrestre imminente, a déclaré mardi un porte-parole de l'armée.

"*Nous nous préparons pour les prochaines étapes de la guerre. Nous n'avons pas encore dit ce qu'elles seront. Tout le monde parle de l'offensive terrestre. Il pourrait s'agir de quelque chose de différent*", a déclaré le lieutenant-colonel Richard Hecht lors d'un briefing régulier avec les journalistes. Reuters 17 octobre 2023

Comme les nazis, ils s'en prennent aux intellectuels.

Le salon du Livre de Francfort « *complètement solidaire d'Israël* » boycotté par la Malaisie et de maisons d'édition arabes. - french.almanar.com.lb 17 octobre 2023

La Malaisie s'est retirée du salon du Livre de Francfort organisée cette année accusant les organisateurs de s'aligner sur la position israélienne dans le conflit en cours.

Cette décision a été prise après le report par l'association Litprom, de la cérémonie de remise des prix qui devait être décernée à l'autrice palestinienne Adania Shibli pour son ouvrage « *Un détail mineur* » qui revient sur un viol et un meurtre, perpétrés par des soldats israéliens en 1949.

Lundi soir, le ministère malaisien de l'Éducation a déclaré dans un communiqué que « *le ministère ne fermera pas les yeux sur les violences commises par Israël en Palestine, qui violent clairement les lois internationales et les droits de l'homme* ».

Il a ajouté : « *La décision (de se retirer) est conforme à la position de solidarité et de soutien total du gouvernement à la Palestine* ».

Ce mardi, le Premier ministre Anwar Ibrahim a appelé à « *l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza et l'ouverture d'un couloir humanitaire* », à la suite d'une conversation téléphonique avec le chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh.

Ibrahim a assuré à Haniyeh que les Malaisiens sont « *solidaires du peuple palestinien et de Gaza dans la bataille Déluge d'al-Aqsa* ».

Anwar a annoncé plus tôt cette semaine qu'il « *n'était pas d'accord avec les pressions occidentales pour dénoncer le Hamas* ».

« *Complètement solidaire d'Israël* »

Les organisateurs du salon, qui ouvre mercredi dans la métropole de l'ouest de l'Allemagne ont rapidement condamné ce qu'ils considèrent être « *une attaque meurtrière du Hamas contre Israël* ».

La Foire est « *complètement solidaire d'Israël* », a déclaré son directeur Jürgen Boos dans un communiqué.

Le programme a été, dans la foulée, réorganisé afin de donner aux voix juives une place prédominante.

Selon l'AFP, ce report est mal passé : plus de 600 personnes du monde la littérature et de l'édition ont publié lundi une lettre ouverte de protestation.

Parmi les signataires de la lettre figurent notamment le romancier tanzanien Abdulrazak Gurnah et l'écrivaine polonaise Olga Tokarczuk, tous deux lauréats du prix Nobel de littérature, et d'autres écrivains dont le congolais Emmanuel Dongala et la Canadienne Naomi Klein, selon la lettre obtenue par l'AFP.

Les organisateurs « *ferment l'espace à une voix palestinienne* », selon ce texte.

« *La Foire du livre de Francfort a la responsabilité de créer des espaces permettant aux écrivains palestiniens de partager leurs pensées, leurs sentiments et leurs réflexions sur la littérature en ces temps terribles et cruels, sans les fermer* », ajoute-t-il.

Selon les médias algériens, l'écrivain algérien, Saïd Khatibi, a indiqué qu'il ne prendra pas part aux événements de la Foire de Livre de Francfort.

Retrait de maisons d'édition arabes

Plusieurs groupes d'édition arabes ont par ailleurs annoncé vouloir boycotter le salon qui se déroule de mercredi à dimanche.

Parmi ces derniers, l'Autorité du livre de Charjah, aux Émirats arabes unis, a déclaré défendre « *le rôle de la culture et des livres pour encourager le dialogue et la compréhension entre les peuples* ».

L'Association des éditeurs des Émirats a publié une déclaration similaire, tandis que le journal National, basé aux Émirats arabes unis, a rapporté que l'Association des éditeurs arabes d'Égypte s'était également retirée. french.almanar.com.lb 17 octobre 2023

Contacts états-uniens et russes au Moyen-Orient - Réseau Voltaire 17 octobre 2023

Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a effectué en voyage au Moyen-Orient.

• En Israël, il a été reçu par le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, puis a rencontré les membres du gouvernement et enfin le président, Isaac Herzog.

• En Jordanie, il a rencontré le roi Abdullah II et le président palestinien, Mahmoud Abbas.

• Au Qatar, il a été reçu par le cheikh Amir Tamim ben Hamad Al Thani, puis le premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Mohammed bin Abdulrahman ben Jassim Al Thani.

• À Bahreïn, il a été reçu par le prince héritier Salman ben Hamed Al Khalifa.

• Aux Émirats arabes unis, il a été reçu par le cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyan.

• En Arabie saoudite, il a très longuement attendu le prince héritier et Premier ministre, Mohammed ben Salman, qu'il a finalement rencontré.

• En Égypte, il a rencontré le président Abdel Fattah El-Sisi.

• Enfin, il est retourné en Israël, ou il a rencontré le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et les membres du conseil de guerre, puis le président Isaac herzog, et enfin le ministre de la Défense, Yoav Gallant.

De son côté, le président russe, Vladimir Poutine, a joint par téléphone depuis le Kremlin :

• Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

• Le président palestinien, Mahmoud Abbas.

• Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sisi.

• Le président syrien, Bachar al-Assad.

• Le président iranien, Ebrahim Raisi.

Manifestement, les deux grandes puissances n'ont pas la même manière d'aborder le conflit actuel. Les États-Unis se sont adressés à leurs vassaux, tandis que la Russie a contacté les protagonistes. Réseau Voltaire 17 octobre 2023

Changement de paradigme en Palestine (2)

La censure militaire israélienne vous cache la vérité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 octobre 2023

C'était l'information la plus importante de l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* », mais elle nous avait pourtant échappé. L'attaque d'Israël n'a pas été conduite par les jihadistes du Hamas, mais par quatre groupes armés unis. C'est la première fois, depuis cinquante ans, que les Palestiniens de Gaza s'unissent.

Qu'on le veuille ou non, les longues années d'indifférence occidentale au sort des Palestiniens se terminent. Désormais, il va falloir commencer à appliquer le Droit international.

Contrairement à ce que j'ai écrit la semaine dernière sur la base des dépêches d'agences de presse occidentales et arabes filtrées par la censure militaire israélienne, l'attaque d'Israël le 7 octobre 2023 (opération « *Déluge d'Al-Aqsa* ») n'a pas été perpétrée par le seul Hamas. Son déclenchement a été décidé par une chambre d'opération unitaire de l'ensemble de la Résistance palestinienne. Le Hamas, qui en est de loin la principale composante, a fourni l'essentiel des troupes, mais trois autres groupes y ont participé :

- le Jihad islamique (sunnite et khomeyniste),

- le Front populaire de libération de la Palestine (marxiste)

- et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG).

La presse occidentale a rendu compte des crimes barbares commis par certains des assaillants, mais pas du respect de certains autres. Vérification faite, les accusations de viols et de décapitations de bébés [1] relèvent de la propagande de guerre. Ce journalisme borgne et menteur ne doit plus nous étonner.

Cette précision modifie l'interprétation de l'évènement. Il ne s'agit plus d'une opération jihadiste des Frères musulmans, mais d'une attaque de l'ensemble des Palestiniens de Gaza. Seul le Fatah de Cisjordanie, qui se tient à l'écart des groupes précités et dont le président, Mahmoud Abbas, est gravement malade, n'y a pas participé.

Le but de cette opération n'était pas de « *tuer des juifs* », même si certains jihadistes du Hamas l'ont fait (les Israéliens dénombrent 2 700 morts au total), mais de faire des prisonniers, civils et militaires, pour les échanger avec les détenus arabes des prisons de haute sécurité israéliennes [2]. Ceux-ci ne sont pas nécessairement des combattants, mais aussi des civils. Les prisonniers ont été emmenés sans pouvoir se changer pour rappeler la manière dont l'armée israélienne avait traité les prisonniers égyptiens à la fin de la guerre des Six jours.

Rappelons que le conflit israélo-palestinien n'oppose pas deux États (celui d'Israël n'a toujours pas de frontières et celui de Palestine n'est toujours pas reconnu), mais deux populations. C'est une situation particulière : les Palestiniens ne sont pas représentés par un État et les Israéliens ont des responsabilités supplémentaires en tant que puissance occupante.

Ces évènements interviennent alors que, le 15 mai 2023, le Conseil de coopération du Golfe, le Groupe des 77, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et la Chine ont demandé la suspension d'Israël des Nations unies tant que Tel-Aviv ne respectera pas ses propres engagements [3]

Pour lire la suite :

https://www.voltairenet.org/article219833.html

Textes de référence (Réseau Voltaire)

Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 1947) : plan de partage de la Palestine.
https://www.voltairenet.org/article153321.html

Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU (11 décembre 1948) : droit inaliénable au retour des Palestiniens.
https://www.voltairenet.org/article153320.html

Résolution 237 du Conseil de sécurité de l'ONU (14 juin 1967) : retour des réfugiés palestiniens.
https://www.voltairenet.org/article163436.html

Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 novembre 1967) : illégalité de l'occupation des territoires envahis lors de la guerre de 1967.
https://www.voltairenet.org/article153318.html

Résolution 2649 de l'Assemblée générale de l'ONU (30 novembre 1970) : légitimité de la lutte des peuples assujettis pour recouvrir leurs droits par tous les moyens.
https://www.voltairenet.org/article163437.html

Résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 octobre 1973) : cessez le feu à l'issue de la guerre de 1973.
https://www.voltairenet.org/article153317.html

Résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU (22 novembre 1974) : droits inaliénables du peuple palestinien.
https://www.voltairenet.org/article153322.html

Résolution 3379 de l'Assemblée générale de l'ONU (10 novembre 1975) : qualification du sionisme.
https://www.voltairenet.org/article153326.html

Résolution 3240/B de l'Assemblée générale de l'ONU (2 décembre 1977) : journée de solidarité avec le peuple palestinien.
https://www.voltairenet.org/article163438.html

Accord de Camp David (17 septembre 1978) : préparation de la paix séparée israélo-égyptienne.
https://www.voltairenet.org/article153323.html

Résolution 446 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 mars 1979) : illégalité des colonies de peuplement dans les Territoires occupés.
https://www.voltairenet.org/article163440.html

Résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU (20 août 1980) : illégalité de l'annexion de Jérusalem
https://www.voltairenet.org/article163441.html

Résolution 46/86 de l'Assemblée générale de l'ONU (16 décembre 1991) : retrait de la qualification du sionisme.
https://www.voltairenet.org/article153327.html

Accord d'Oslo (13 septembre 1993)
https://www.voltairenet.org/article153324.html

Rapport Mitchell (21 mai 2001)
https://www.voltairenet.org/article153325.html

Résolution 1397 du Conseil de sécurité (13 mars 2002) : appel à la création d'un État palestinien.
https://www.voltairenet.org/article153319.html

Initiative de paix arabe présentée par le prince Abdullah bin Abdul-Aziz (27-28 mars 2003) : solution à deux États.
https://www.voltairenet.org/article11390.html

Feuille de route du Quartet (30 avril 2003)
https://www.voltairenet.org/article9581.html

Les 14 réserves israéliennes à la feuille de route (25 mai 2003)
https://www.voltairenet.org/article10144.html

Lettre d'Ariel Sharon à George W. Bush (14 avril 2004)
https://www.voltairenet.org/article143941.html

Lettre de George W. Bush à Ariel Sharon (14 avril 2004) : reconnaissance des territoires conquis par Israël.
https://www.voltairenet.org/article143942.html

Résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale de l'ONU (20 juillet 2004) : illégalité du Mur construit dans les Territoires occupés
https://www.voltairenet.org/article163439.html

Déclaration israélo-palestinienne d'Annapolis (27 novembre 2007)
https://www.voltairenet.org/article153314.htm

Les questions qui tuent net le récit officiel manifestement fabriqué.

- Comment est-il possible que la barrière de Gaza ait été enfoncée au bulldozer sans que personne ne s'en soit aperçu ? La barrière qui entoure Gaza, longue de 64 kilomètres, est formée d'un mur souterrain doté de senseurs, pour empêcher de creuser des tunnels, et d'une enceinte de 6 mètres de haut avec senseurs, radars, caméras et systèmes d'arme automatiques reliés à un centre de commandement, et surveillée par des soldats.

Comment est-il possible qu'en ce même jour se tenait un festival musical, avec des milliers de jeunes, dans le désert à quelques kilomètres de Gaza, dans une zone réputée dangereuse car à portée des roquettes du Hamas, qui plus est sans aucune force de sécurité ?

Comment est-il possible que, quand les militants du Hamas ont attaqué plus de 20 centres d'habitation israéliens, en tuant (selon les chiffres officiels) 1300 personnes, ne soient pas immédiatement intervenues par hélicoptères les forces spéciales israéliennes, considérées parmi les meilleures du monde, et ne soient intervenues que des forces de police ?

Comment est-il possible que le Mossad, considéré comme un des plus efficients services secrets du monde, ne se soit pas rendu compte que le Hamas était en train de préparer l'attaque ? (Manlio Dinucci - mondialisation.ca 13 octobre 2023)

Ils le savaient tous, ce sont eux les terroristes !

L'objectif des rédacteurs du droit international était d'empêcher la répétition des atrocités nazies en Europe, ainsi que d'autres crimes tels que les bombardements par la Grande-Bretagne de villes allemandes comme Dresde ou le largage par les États-Unis des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

L'un des fondements du droit international – au cœur des conventions de Genève – est l'interdiction des punitions collectives, c'est-à-dire des représailles contre la population civile de l'ennemi, en lui faisant payer le prix des actes de ses dirigeants et de ses armées.

De toute évidence, Gaza constitue la violation la plus flagrante de cette interdiction. Même en période « *calme* », ses habitants – dont un million d'enfants – sont privés des libertés les plus élémentaires, telles que le droit de circuler, l'accès à des soins de santé appropriés parce que les médicaments et le matériel ne peuvent pas entrer dans l'enclave, l'accès à l'eau potable et à l'électricité pendant une grande partie de la journée parce qu'Israël ne cesse de bombarder la centrale électrique de Gaza.

Israël n'a jamais caché qu'il punissait les habitants de Gaza pour la simple raison qu'ils sont gouvernés par le Hamas qui n'accepte pas la spoliation des Palestiniens de leur patrie en 1948 et leur emprisonnement dans des ghettos surpeuplés comme celui de Gaza.

Ce qu'Israël fait à Gaza est la définition même de la punition collective. C'est un crime de guerre : 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 52 semaines par an, depuis 16 ans.

Et pourtant, personne dans la soi-disant communauté internationale ne semble l'avoir remarqué.

Pourquoi la Grande Bretagne et l'Occident soutiennent-ils les crimes israéliens? Par Jonathan Cook - Mondialisation.ca, 16 octobre 2023

https://www.mondialisation.ca/pourquoi-la-grande-bretagne-et-loccident-soutiennent-ils-les-crimes-israeliens/5682203?doing_wp_cron=1697561477.1121590137481689453125

Des documents pour mieux comprendre la situation et ce qui se joue au Moyen-Orient.

Vidéo.Norman Finkelstein et la question de Gaza

https://www.youtube.com/watch?v=4PIpkgow-0Q

(Je n'ai pas eu le temps de la visualiser)

Vidéo. Palestine, Israël et hypocrisie occidentale - Le Monde vu d'en bas - n°102

https://www.youtube.com/watch?v=2aY4r9JCYhQ

Les Palestiniens parlent le langage violent qu'Israël leur a enseigné

https://www.investigaction.net/fr/les-palestiniens-parlent-le-langage-violent-quisrael-leur-a-enseigne/

Extrait.

La vengeance collective contre des innocents est une tactique couramment employée par les puissances coloniales. Nous l'avons utilisée contre les Amérindiens, puis aux Philippines et au Viêt Nam. Les Allemands l'ont utilisée contre les Herero et les Namaqua en Namibie. Les Britanniques au Kenya et en Malaisie. Les nazis l'ont utilisée dans les régions qu'ils occupaient en Union soviétique, en Europe centrale et orientale. Israël suit le même schéma. Mort pour mort. Atrocité pour atrocité. Mais c'est toujours l'occupant qui ouvre cette danse macabre et échange des piles de cadavres contre d'autres piles de cadavres.

Il ne s'agit pas de défendre les crimes de guerre commis par l'un ou l'autre camp. Il ne s'agit pas non plus de se réjouir des attaques. J'ai vu suffisamment de violence dans les territoires occupés par Israël, où j'ai couvert le conflit pendant sept ans, pour détester la violence. Mais tout ce qui se passe est le dénouement habituel de tout type de projet colonial. Les régimes implantés et maintenus par la violence engendrent la violence. La guerre de libération d'Haïti. Les Mau Mau au Kenya. Le Congrès national africain en Afrique du Sud. Ces soulèvements ne réussissent pas toujours, mais ils suivent des schémas habituels. Les Palestiniens, comme tous les peuples colonisés, ont le droit à la résistance armée en vertu du droit international.

Israël n'a jamais eu intérêt à un règlement équitable avec les Palestiniens. Il a construit un État d'apartheid et n'a cessé d'absorber des pans de plus en plus vastes du territoire palestinien dans le cadre d'une campagne de nettoyage ethnique menée au ralenti. En 2007, il a fait de Gaza la plus grande prison à ciel ouvert du monde. (...)

De nombreux résistants qui se sont infiltrés en Israël savaient sans doute qu'ils seraient tués. Mais comme les résistants d'autres guerres de libération, ils ont décidé que s'ils ne pouvaient pas choisir comment vivre, ils choisiraient comment mourir.

J'étais un ami proche d'Alina Margolis-Edelman, qui faisait partie de la résistance armée lors du soulèvement du ghetto de Varsovie pendant la Seconde Guerre mondiale. Son mari, Marek

Edelman, était le commandant adjoint du soulèvement et le seul leader à avoir survécu à la guerre. Les nazis avaient enfermé 400 000 Juifs polonais dans le ghetto de Varsovie. Les Juifs enfermés sont morts par milliers, de faim, de maladie et de violence aveugle. Lorsque les nazis ont commencé à transporter les Juifs restants vers les camps d'extermination, les résistants ont riposté. Aucun n'espérait survivre.

Après la guerre, Edelman a condamné le sionisme comme une idéologie raciste utilisée pour justifier le vol des terres palestiniennes. Il s'est rangé du côté des Palestiniens, il a soutenu leur résistance armée et il a fréquemment rencontré les dirigeants palestiniens. Il s'est fermement opposé à l'appropriation par Israël du drame de l'Holocauste pour justifier la répression du peuple palestinien. Alors que la propagande israélienne se nourrit de la mythologie du soulèvement des ghettos, elle a traité le seul leader ayant survécu au soulèvement – leader ayant refusé de quitter la Pologne – comme un paria. Edelman avait compris que la leçon à tirer de l'Holocauste et du soulèvement des ghettos n'était pas que les Juifs sont moralement supérieurs ou qu'ils sont d'éternelles victimes. L'Histoire, selon Edelman, appartient à tout le monde. Les opprimés, y compris les Palestiniens, ont le droit de lutter pour l'égalité, la dignité et la liberté.

« *Être juif signifie être toujours du côté des opprimés et jamais du côté des oppresseurs* », déclarait Edelman.

Le soulèvement de Varsovie inspire depuis longtemps les Palestiniens. Les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont l'habitude de déposer une gerbe au monument du ghetto de Varsovie lors de la commémoration annuelle du soulèvement en Pologne.

Plus le colonisateur déploie de violence pour soumettre l'occupé, plus il se transforme en monstre. Le gouvernement actuel d'Israël est peuplé d'extrémistes juifs, de sionistes fanatiques et de bigots religieux qui démantèlent la démocratie israélienne et appellent à l'expulsion ou à l'assassinat en masse des Palestiniens, y compris ceux qui vivent à l'intérieur d'Israël.

Le philosophe israélien Yeshayahu Leibowitz, qu'Isiah Berlin appelait « *la conscience d'Israël* », a averti que si Israël ne séparait pas l'Église de l'État, il donnerait naissance à un rabbinat corrompu qui transformerait le judaïsme en un culte fasciste.

« *Le nationalisme religieux est à la religion ce que le national-socialisme était au socialisme* », déclarait Leibowitz, décédé en 1994.

Il a compris que la vénération aveugle de l'armée, en particulier après la guerre de 1967, était dangereuse et conduirait à la destruction finale d'Israël, ainsi qu'à tout espoir de démocratie. Lors de cette guerre, l'armée avait confisqué le Sinaï égyptien, Gaza, la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et les hauteurs du Golan syrien.

« *Notre situation se détériorera jusqu'à devenir celle d'un second Vietnam, celle d'une guerre en constante escalade sans perspective de résolution finale* », avait averti Leibowitz.

Il prévoyait que « *les Arabes seraient les travailleurs et les Juifs les administrateurs, les inspecteurs, les fonctionnaires et la police – principalement la police secrète. Un État*

gouvernant une population hostile de 1,5 à 2 millions d'étrangers deviendra nécessairement un État de police secrète, avec tout ce que cela implique pour l'éducation, la liberté d'expression et les institutions démocratiques. La corruption caractéristique de tout régime colonial prévaudra également dans l'État d'Israël. L'administration devra, d'une part, réprimer l'insurrection arabe et, d'autre part, se doter de Quislings arabes. Il y a également de bonnes raisons de craindre que les forces de défense israéliennes, qui ont été jusqu'à présent une armée populaire, dégénèrent du fait de leur transformation en armée d'occupation, et que leurs commandants, qui seront devenus des gouverneurs militaires, ressemblent à leurs collègues d'autres nations » .

Il estimait qu'une occupation prolongée des Palestiniens engendrerait inévitablement des « *camps de concentration* ».

« *Israël ne mériterait alors pas d'exister et ne vaudrait pas la peine d'être préservé* », déclarait Leibowitz.

La prochaine étape de cette lutte sera une campagne massive de massacres industriels à Gaza par Israël. Cette campagne a déjà commencé. Israël est convaincu que des niveaux de violence plus élevés finiront par écraser les aspirations palestiniennes. Israël se trompe. La terreur qu'Israël inflige est la terreur qu'il récoltera en retour.

Au-delà du choc des images, soutenir la résistance palestinienne

https://www.investigaction.net/fr/au-dela-du-choc-des-images-soutenir-la-resistance-palestinienne/

Cher supporter indéfectible d'Israël, tu m'as demandé si je pourrais être amie avec un résistant palestinien qui use de son arme contre des civils. Voici ma réponse.

La réponse est non. Je ne pourrais pas être amie avec un humain qui colle une balle dans la tête d'un autre être humain non armé et sans défense, ou qui commet une autre atrocité du même genre. Peu importe ses souffrances passées et son vécu, peu importe la justesse de son combat, je ne pourrais pas copiner, aller boire des coups et me taper des barres avec un individu capable d'assassiner de sang-froid. C'est une réaction épidermique, cela va au-delà de l'intellect, des convictions politiques.

Je ne pourrais pas devenir amie avec lui, mais j'essayerais de comprendre. Tenter d'imaginer ce que ça fait de naître dans une enclave où la vie semble avoir moins de valeur qu'ailleurs ; où il est si facile de perdre un copain de classe, son père, sa sœur, un oncle, ou un instituteur, tué.e dans un des nombreux bombardements que mène régulièrement l'armée israélienne. Entendre en permanence le bourdonnement des drones au-dessus de sa tête et savoir qu'à tout moment, l'enfer venu du ciel peut recommencer. Faire des études, mais n'avoir aucune perspective d'avenir. Car quand on vit sous blocus, on n'a pas le droit de rêver, juste de survivre. Servir de main-d'œuvre sous-payée à une puissance occupante qui, en plus, ferme quand ça lui chante les points de passage qui permettent à cette même main-d'œuvre de se rendre au travail, la privant de son unique moyen de subsistance.

Je peux comprendre la rage, le désespoir, la perte de repères d'un individu qui aurait grandi dans un tel environnement et qui, pour peu qu'il ait moins de 20 ans, n'aurait jamais rien connu d'autre. Mais en tant qu'être humain, je ne peux pas accepter, soutenir et cautionner un militant qui commet des atrocités.

Pourtant, ne comptez pas sur moi pour, à travers lui, condamner la résistance palestinienne dans son ensemble. Des images de violences insoutenables perpétrées par des combattants palestiniens, comme tout le monde, j'en ai vu au J.T. Mais, via d'autres canaux, j'ai aussi vu des images d'otages israéliens conduits à l'hôpital pour qu'on soigne leurs blessures, ou des civils témoignant à la télévision israélienne s'être trouvés nez à nez avec des combattants qui ne les ont pas touchés. Dans tout épisode de guerre, certains perdent leur boussole morale et d'autres la maintiennent quoiqu'il arrive. C'est une réalité qui s'applique aussi aux résistants palestiniens et qu'on ne peut masquer, sauf à vouloir se faire le relai de la propagande d'Israël en les dépeignant comme des bêtes humaines.

Surtout, ne comptez pas sur moi pour, bien au chaud à l'abri en Europe, faire des leçons d'éthique et décréter comment un mouvement de résistance, qui dispose de moyens ridicules au regard de la puissance de feu d'Israël, devrait agir ou non. Ne comptez pas sur moi pour me joindre à celles et ceux qui, ici, affirment que « *le Hamas déforce la résistance palestinienne* ». Ça, c'est aux Palestiniens et aux Palestiniennes d'en juger. Or, ni à Gaza, ni en Cisjordanie, ni à Jérusalem, nous n'avons assisté à des mouvements de colère contre les actions des groupes armés. Ne demandez pas à un peuple qui, pour reprendre les mots de l'historien israélien Ilan Pappé, est la cible d'un génocide lent, de condamner des actions qui ne feraient tout au plus qu'accélérer sa destruction programmée. Ne demandez pas à ce même peuple de pleurer de jeunes Israéliens tués lors d'une rave-party quand, quasi chaque semaine, une mère palestinienne enterre son enfant victime des colons ou de l'armée, dans le silence le plus total de nos médias en Occident.

Ne demandez pas non plus aux Palestiniens et aux Palestiniennes de faire comme si l'histoire n'existait pas. L'histoire, ils la connaissent très bien et ils savent que la libération des peuples colonisés s'est toujours fondée à la fois sur la résistance pacifique et sur la lutte armée. Ce n'est pas pour rien si les rédacteurs de la Charte de l'ONU ont conféré aux populations vivant sous occupation le droit à la résistance armée, quand bien même celle-ci s'est toujours accompagnée d'un lot plus ou moins important de violences injustes ou moralement condamnables. Si l'Occident l'a perdu de vue, le Sud n'a quant à lui jamais oublié que, sans la résistance armée des mouvements décoloniaux du siècle dernier – à l'époque également traités de « *terroristes* » – les terres et les populations d'Afrique et d'Asie seraient encore en train d'être exploitées par les colons européens. Le cas des Palestiniens est pire, puisque le projet sioniste ne consiste pas à les exploiter, mais à, petit à petit, les remplacer.

Et toi, soutien d'Israël, à qui va ton amitié ?

Ce qu'il y a d'étonnant avec la question qui me fut posée, c'est qu'elle n'est jamais servie à celles et ceux qui martèlent sans cesse leur soutien indéfectible à Israël. Pourtant, en Israël, des assassins et des criminel.le.s, il y en a, et leur office est même souvent payé par l'État.

Alors, à ces soutiens indéfectibles d'Israël, j'aimerais poser une question similaire : pourraient-ils être amis avec un pilote de Tsahal qui lâche sa bombe sur un immeuble de Gaza

de 14 étages, sachant pertinemment bien qu'il va tuer des dizaines de personnes, dont des vieillards, des femmes, des enfants, des bébés ?

Pourraient-ils être amis avec ce soldat envoyé à la frontière de Gaza, avec pour mission de coller des balles qui font des trous de la taille d'un poing dans les jambes des gamins qui s'approchent trop près de la barrière de séparation ?

Pourraient-ils être amis avec ce soldat qui réplique à balles réelles sur des enfants qui lui jettent des pierres dans les territoires occupés ?

Pourraient-ils être amis avec ce juge qui, suivant une règle non-écrite mais pourtant scrupuleusement respectée, ne condamne jamais un soldat ou un colon coupable du meurtre d'un Palestinien, fût-ce un bébé de deux ans et demi comme le petit Mohammed Tamimi au printemps dernier ?

Ou ce magistrat qui ordonne la destruction d'une maison, ou d'une école, parce que construite sans un permis qui, de toute façon, n'est jamais octroyé ?

Ou ce membre de l'autorité militaire qui, pendant des années, renouvelle tous les six mois la détention dite « *administrative* » de civils palestiniens – en ce compris de mineurs – qui n'ont même pas le droit de savoir de quoi ils sont accusés ?

Ou cet autre représentant du système pénitencier qui annonce à la famille d'un détenu mort en prison qu'elle ne récupérera son corps qu'au terme de la peine qui lui fut infligée de son vivant ?

Pourraient-ils être amis avec ce fonctionnaire qui refuse à une Palestinienne atteinte d'un cancer du sein l'autorisation de sortir de Gaza pour recevoir un traitement pourtant vital, ou qui reporte sa date de sortie à une date indéfinie ?

Il s'agit de crimes réguliers, voire quotidiens. Des crimes reconnus et avérés, liés à un système d'apartheid, et dont certains méritent légalement l'appellation de crimes de guerre. Des crimes commis par des citoyens israéliens durant leur service militaire, ou dans le cadre de leur emploi dans la fonction publique. Des crimes que ces derniers ne perçoivent même plus comme tels, vu que commis au nom et pour le compte de l'État.

Ces crimes, les nations occidentales en sont indirectement coupables. Historiquement, puisque le projet sioniste n'est rien d'autre que la dernière entreprise coloniale européenne qui se maintient au Moyen-Orient. Politiquement, car quoi que fasse Israël, l'Occident se tait (ou réprouve en murmurant) et, de toute façon, maintient coûte que coûte sa collaboration avec Israël.

Alors aux soutiens indéfectibles d'Israël, je retourne la question qui me fut posée. Et je m'en permets une dernière. Jusqu'où ira votre indéfectible soutien à l'État qui décide aujourd'hui de priver d'eau, de nourriture et d'électricité une population entièrement à sa merci ? Jusqu'où ira votre soutien à l'État qui qualifie cette population d' « *animaux humains* », soit le genre de termes précis qui, toujours, a fait office de prélude aux génocides ?

Continuez donc à passer à côté de l'histoire en pointant la violence du faible et du martyrisé. Les fascistes au pouvoir en Israël ne vous en remercieront jamais assez.

Les Palestiniens, terroristes ou résistants?

https://www.investigaction.net/fr/les-palestiniens-terroristes-ou-resistants/

La question avait été posée à Mohamed Hassan, spécialiste du monde arabo-musulman, dans le livre Israël, parlons-en ! Nous vous proposons la lecture de ce chapitre. (I'A)

Extrait.

On sait peu que cette résistance est composée, depuis longtemps, de trois courants : nationaliste arabe, marxiste et islamiste. Commençons par le commencement. En fait, la résistance démarre dès le début de la colonisation lorsque les sionistes commencent à s'emparer des terres…

Oui. Dès 1890, commencent les protestations, les écrits, les affrontements. Et ça ne cessera jamais. Émeutes en 1921, grève à Jérusalem en 1929, émeutes en 1929, grande révolte de 1936 1939 avec une grève de six mois et même une guérilla qui se forme dans les campagnes.

Pourquoi cette résistance a-t-elle échoué ?

D'abord, les Palestiniens n'avaient pas une vue claire de la stratégie très machiavélique des Britanniques qui mentaient à tout le monde (voir chapitre 3)…

En fait, le monde arabe n'avait aucune expérience du colonialisme tel qu'il s'était pratiqué en Inde par exemple. Il ne comprenait pas en quoi consistait ce nouveau système impérialiste (la classe ouvrière européenne non plus d'ailleurs). Et les Palestiniens ne comprenaient pas le projet que les colons sionistes étaient en train de réaliser. En fait, personne ne pensait que ce projet réussirait, car il n'avait pas de base populaire sur le terrain. Il n'a réussi que grâce à l'appui des colonialistes britanniques. Ensuite, la répression britannique a été très forte. En déportant systématiquement les leaders palestiniens, en les empêchant de créer leurs structures politiques, Londres favorisait délibérément la construction de l'État juif.

En Europe, on reproche aux Palestiniens, particulièrement au Hamas aujourd'hui, d'employer la violence…

C'est poser le problème à l'envers. Ce qui est violent, c'est la colonisation, le vol de la terre, la brutalité de l'armée israélienne. En Palestine, les colonisés, les opprimés n'ont pas le choix. Il s'agit de leur survie. D'ailleurs, ils ont essayé tous les moyens pacifiques et Israël n'a rien cédé ; au contraire, il conquiert toujours plus.

Quel est le programme politique, l'objectif de cette résistance ? Aujourd'hui encore, Israël dit qu'il se défend parce que ceux d'en face veulent « *jeter les juifs à la mer* »…

Il s'agit d'un mythe répandu par la propagande israélienne, et largement repris dans les médias occidentaux… En réalité, la résistance palestinienne a adopté une position très correcte sur cette question. Le principe de base est que les Palestiniens chassés de leurs terres par Israël ont le droit d'y revenir et d'y habiter normalement…

Mais la charte initiale de l'OLP, rédigée en 1968, ne définit guère le statut des juifs.

C'est vrai, mais, fin 1967, la direction palestinienne avait déclaré : « *Nous ne sommes pas les ennemis du judaïsme en tant que religion, ni de la race juive. Notre combat se mène contre l'entité sioniste colonialiste et impérialiste qui a occupé notre patrie* ». À son troisième congrès, en 1968, le Fatah définit la future Palestine comme « *un État démocratique, progressiste, non confessionnel dans lequel juifs, chrétiens et musulmans vivront ensemble en paix et en jouissant des mêmes droits.* » Et en janvier 1969, le Fatah écrit dans la revue française Tribune socialiste : « *Si nous combattons un État juif de type raciste, ce n'est pas pour le remplacer par un État arabe qui en retour expulserait les juifs.* »

Pourtant, en Europe, on entend encore que les juifs risqueraient d'être jetés à la mer…

Ecoutez, c'est l'Europe qui a un problème avec les juifs, bien plus que les Arabes. C'est l'Europe qui historiquement n'aime pas les juifs. Elle les a, on peut dire « fabriqués », avec son antisémitisme, puis elle les a fait souffrir avec la Russie, la Pologne, Hitler, l'affaire Dreyfus en France (voir chapitre 1). Ensuite, elle a voulu s'en débarrasser en les envoyant au Moyen-Orient. Le sionisme, c'est une idéologie raciste des Européens pour exporter leurs juifs. Après les avoir tués, on les exporte et on en fait des body guards, des flics du pétrole. Moi, j'ai pitié des juifs quand ils souffrent. Israël est une société très dure, militarisée, raciste, anti-femmes, où il ne fait pas bon vivre, aucun Européen n'aimerait vivre là !

Maintenant, c'est un fait : les Israéliens sont là, sur cette terre…

Et ils peuvent rester, les Palestiniens le disent depuis longtemps. Seulement, ils n'ont pas le droit d'expulser les Palestiniens.

Revenons à la résistance. Qu'est-ce qui fait sa force dans les années 60 ?

D'abord, elle rompt avec l'idée que la libération de la Palestine viendra d'un affrontement militaire traditionnel entre Israël et les États arabes. Elle opte pour la résistance armée : une guerre populaire de longue durée, visant à installer progressivement des zones libérées. Et elle entend s'appuyer sur la population. La plupart des fedayin veulent une véritable révolution qui combine la libération armée avec un progrès politique et social. (...)

Comment expliquez-vous le succès du Hamas ?

Eh bien, il tient les promesses que le Fatah a laissé tomber. D'abord, j'ai parlé de la corruption. Le Hamas fait très attention de ne pas développer ces pratiques. Deuxième atout du Hamas : il a réussi à éliminer, au sein de la communauté palestinienne, les personnes corrompues par Israël pour obtenir des informations. Quelques-uns ont été éliminés physiquement, mais la plupart des délinquants ou des alcooliques ont été réintégrés via les programmes sociaux du Hamas. Donc l'information ne circulait plus. C'est très important : Israël avait créé une société corrompue où tout le monde était contre tout le monde. Et il s'en

servait pour construire un réseau d'informations et établir un certain contrôle sur la résistance palestinienne. Une méthode coloniale typique, appliquée aussi par les Britanniques en Irlande. Mais le Hamas a réussi à détruire ce réseau, c'est une grande victoire.

Troisième facteur, très important : le Hamas exige le retour des réfugiés expulsés en 1948 et en 1967 (voir chapitres 4 et 5). Aujourd'hui, plus de six millions de réfugiés n'ont pas le droit de revenir dans leur pays ! En revanche, en tant qu'État juif, Israël accueille n'importe quel juif venu de n'importe où : Espagne, Russie, Ethiopie… Des personnes qui n'ont jamais été vues en Palestine auparavant !

Mais on dit que le Hamas veut imposer un mode de vie islamiste…

Encore une fois, la gauche européenne doit d'abord comprendre comment sont les conditions là-bas, sur le terrain… Par exemple, le Hamas a interdit le haschich et toutes les drogues. C'était un moyen utilisé par les sionistes pour infiltrer les jeunes et obtenir des informations. Evidemment, les mères ont soutenu une telle décision.

Bon, à part ça, le Hamas ne fume pas. Il a raison : c'est mauvais pour la santé ! Il s'oppose à l'alcool. L'alcoolisme a toujours été utilisé par les colonialistes, en Inde et en Australie par exemple, pour soumettre les communautés qui ne savaient pas se protéger de l'alcool. Bon, en tout cas, ça diminuera les violences familiales. Et puis, il y a un calcul derrière ça : quand vous êtes opprimé et financièrement asphyxié par la colonisation, vous avez très peu. Sans cigarettes et alcool, vous pouvez tenir avec un revenu très bas et quand même contribuer à la lutte.

Quel est le programme socio-économique du Hamas ?

Leur projet est une économie capitaliste avec une intervention importante de l'État. Comme les Iraniens. Ceux-ci refusent les dominations extérieures et redistribuent les richesses provenant du pétrole. Il faut savoir que ce n'est pas essentiellement le programme social du Hamas qui a séduit les Palestiniens, mais bien le fait qu'il incarne la résistance. Aujourd'hui, la résistance est ce qui compte le plus pour le peuple de Palestine.

Voilà où nous en sommes : le Hamas est la résistance. Je ne les soutiens pas dans leurs positions sur la femme, leur programme économique ou leurs idées fatalistes. Je les soutiens sur le point le plus important : ils sont un mouvement nationaliste de résistants qui luttent sur le terrain.

Peut-il devenir un mouvement plus progressiste du fait de son alliance avec d'autres courants ?

Oui, et c'est un effet de l'agression israélienne. Sur bien des points, le Hamas ressemble au Hezbollah qui dit : « *Le Liban est un pays d'une grande diversité, nous n'en représentons qu'une fraction et notre but est d'édifier avec tous les progressistes libanais une économie nationale indépendante.* »

Comment le Hamas va-t-il évoluer ?

Il n'existe pas de boule de cristal pour nous le dire. L'Histoire n'est pas une science exacte. Le Hamas a aussi un programme maximum mais aujourd'hui, leur principale tâche est la résistance à l'État sioniste. Demain, il pourrait y avoir une combinaison de différents facteurs, tels qu'un nouveau leadership et de nouvelles idées, et cela pourrait lui faire emprunter le chemin d'une révolution démocratique. Le fait est que les progressistes qui veulent soutenir les Palestiniens voudraient avoir la garantie complète que tout se passera bien. Mais il n'y a jamais de garantie absolue !

Cette alliance pourrait-elle se transformer en une alliance pour installer ensuite une société démocratique et progressiste ?

Un front ou une alliance, c'est un phénomène qui évolue. Ainsi, les communistes vietnamiens se sont alliés aux bouddhistes contre l'invasion. Un front peut être limité dans le temps, pour réaliser une tâche ensemble. Après vient une autre tâche, et peut-être un autre front…

La gauche européenne estime, en général, le Hamas infréquentable. Mais tel n'est pas l'avis de la gauche arabe…

Les Européens devraient mieux se renseigner, en effet. En Palestine, le FPLP marxiste et le Hamas se sont fort rapprochés, notamment avec des alliances militaires ou des fronts électoraux, comme l'indiquait un dirigeant du FPLP, le docteur Rabah Mahna : « *Il y a eu une certaine évolution dans le Hamas. Depuis 1988, il s'est en effet peu à peu transformé d'une organisation de type Frères musulmans en un mouvement de libération nationale. (…) Les forces politiques mondiales et arabes qui soutiennent la cause palestinienne, mais qui ne sont pas d'accord avec tout ou partie du programme du Hamas doivent nous aider à le faire sortir d'une vision enfermée, à continuer son évolution.* »

Ces choses évoluent parfois assez vite. Au Liban, durant les années 80, il y a eu des heurts très violents entre le Hezbollah islamiste et le parti communiste. À présent, tous deux ont constitué un front politique solide et ils ont combattu côte à côte, les armes à la main, lors de l'invasion israélienne du Sud-Liban en 2006.

Quelle perspective voyez-vous pour la résistance ?

Israël a fait en sorte qu'il n'y ait pas d'État palestinien. Aujourd'hui, deux États côte à côte, c'est devenu impossible (voir chapitre 19). La seule issue possible sera de créer un seul État ouvert à tous et où tous seront égaux.

L'évolution de la lutte va obliger tout le monde à former un seul État. D'abord, s'ils veulent lutter correctement, le Hamas, le Fatah et le FPLP devront s'unir contre le sionisme. Et cette lutte amènera finalement la population israélienne à réagir. Les Israéliens ne se laisseront pas mettre de côté par leurs dirigeants.

Ce sera comme en Afrique du Sud : quand la lutte sera très intense, l'appareil d'État israélien se fissurera, et la société israélienne éclatera entre les classes qui profitent du colonialisme et les autres. Les Israéliens progressistes voudront négocier. À ce moment, le cœur du pouvoir, à savoir l'armée et les services secrets, se tournera aussi contre les autres juifs. Certains quitteront le pays, d'autres négocieront. Et la seule solution sera un État ouvert à tous et respectueux de tous.

France occupée.

Ils osent tout. La définition de fonction des maires s'étoffe : miliciens de l'impérialisme, du colonialisme et du sionisme (c'est la même chose) en France.

Osons faire des maires les fantassins de la République contre l'islamisme ! - leJDD 18 octobre 2023

L'islamisme nous a déclaré la guerre. Notre guerre, c'est celle de la civilisation contre la barbarie. leJDD 18 octobre 2023

J-C – Le discours du despote G. Bush au lendemain du 11 septembre 2001 pour justifier ensuite la guerre et/ou l'occupation, la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie, etc.

Questions ou rappels :

- Qui a fomenté les deux guerres mondiales du XXe siècle qui ont fait près de 100 millions de morte ?

Les puissances occidentales.

- Quel Etat est en guerre quasiment perpétuelle depuis sa création il y a 150 ans ?

Les Etats-Unis d'Amérique.

- Qui a déclaré la guerre à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Syrie, à la Libye, à la Somalie, à la Bosnie-Herzégovine ?

Les Américains et l'OTAN.

- Dans quels pays ont-ils fomenté des coups d'Etat ou assassiné des dirigeants ?

L'Iran, le Pakistan, l'Indonésie, le Nigéria, l'Egypte, la Tunisie, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Liban, le Mali, l'Algérie, le Tchad, le Niger, etc.

Particularité de tous ces pays : la population est majoritairement musulmane ou l'Islam est la religion d'Etat, ils font partie de la Ligue Arabe pour la plupart d'entre eux.

- Qui a exterminé les Aztèques et les Inca, les Amérindiens ?

Les puissances occidentales, Espagne, Portugal, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, etc.

- Qui a occupé la Chine, le Vietnam et d'autres pays en Asie, les pays du Maghreb, du Sahel, du Moyen-Orient, la plupart des pays africains ?

Les puissances occidentales impérialistes.

- Qui a réduit en esclavage les Africains notamment ?

Les mêmes, toujours les mêmes agresseurs, pilleurs, égorgeurs, violeurs, etc.

En août 1619, un navire anglais accostait sur les côtes de Virginie avec une vingtaine d'esclaves africains. Quatre cents ans plus tard, cette date a été retenue pour marquer le début de la période esclavagiste en Amérique du Nord. france24.com 16 août 2019

- Comment les Occidentaux traitèrent les indigènes des pays qu'ils allaient piller ?

Le conquistador Vasco Núñez de Balboa préconisa le génocide à Ferdinand le Catholique en 1513 :

« *Ces Indiens de Caribana ont mille fois mérité la mort, car c'est une race détestable. Dans d'autres occasions ils ont tué nombre de chrétiens, et même quelques-uns des nôtres, qui, en descendant le fleuve, perdirent un vaisseau. Aussi ce que je propose n'est pas de les faire esclaves, ils sont trop mauvais pour cela, mais de les brûler tous, grands ou petits, pour qu'il ne reste pas trace de si vilaines gens.* » Wikipédia.

Vous noterez, qu'à travers le monde ces puissances coloniales occidentales ne disposent plus que du crédit que leur accorde généreusement leur propre population, puisque leur mode de vie privilégié en dépend largement.

Macron et son gouvernement ont adhéré à une idéologie totalitaire et ils le revendiquent.

Darmanin veut le retrait du titre de séjour pour « *idéologie djihadiste radicale* » - AFP/LePoint.fr 18 octobre 2023

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin veut intégrer à son projet de loi sur l'immigration une disposition permettant de retirer son titre de séjour à un étranger qui « *adhère à une idéologie djihadiste* », a-t-on indiqué place Beauvau mardi 17 octobre, quatre jours après l'attentat d'Arras.

J-C - C'est la porte ouverte à tous les abus de pouvoir, car qui décide ce qui caractérise « *une idéologie djihadiste* » sinon l'accusateur, tout comme l'agresseur hurle à l'agression ou au terrorisme, ils sont juges et parties, les autorités qui peuvent interpréter à leur manière n'importe quel propos ou lui faire dire n'importe quoi, on est bien en présence d'un régime tyrannique.

AFP - Par exemple « *si quelqu'un a dans son téléphone une photo de décapitation de l'État islamique* », a-t-on illustré au ministère de l'Intérieur. Avec un tel élément, *« on pourrait retirer un titre de séjour si on n'a pas d'autre motif pour le faire* » dans le cas d'une personne radicalisée, selon la même source. AFP/LePoint.fr 18 octobre 2023

J-C- J'en ai conservé dans mon disque dur de Daesh, de têtes, de mains, de corps coupés en deux ou en morceaux, des vidéos parfois tournées… en Arabie saoudite, « *l'amie de la France* », juste histoire de les ressortir un jour et de leur rafraîchir la mémoire, car Daesh ou

Al-Qaïda furent leurs monstrueuses créatures, personne n'a oublié, n'est-ce pas messieurs Sarkozy et Hollande ?

Il ne pourrait même pas me retirer mon passeport, je n'en ai plus depuis 3 ans !

Terreur et chasse aux sorcières dans les écoles.

Attentat à Arras : L'Intérieur veut engager des poursuites contre 179 élèves ayant troublé l'hommage à Dominique Bernard - 20minutes.fr 18 octobre 2023

C'est donc « *179 saisines du procureur de la République qui partent ce jour [mardi] pour engager des poursuites contre ces élèves, 179 procédures disciplinaires qui partent également. Et pour les cas les plus graves, plusieurs dizaines d'entre eux, qui relèvent de l'apologie du terrorisme, j'ordonne ce jour l'exclusion de ces élèves dans l'attente des procédures disciplinaires* », a poursuivi la place Beauvau.

Parmi les incidents relevés, un élève a menacé de « *mettre une bombe* », deux se sont réjoui qu'un « *prof soit mort* », deux autres ont « *simulé des tirs d'armes* », selon l'entourage du ministre. 20minutes.fr 18 octobre 2023

J-C – Ce sont des gosses, qui plus est plutôt attardés, s'il fallait écouter toutes les conneries qu'ils peuvent sortir et leur répondre, on n'en finirait plus, parole d'un ex-prof de lycée.

Pourquoi ne pas instaurer des tribunaux militaires pour juger ces « *animaux* » pendant qu'ils y sont ?

Un jour en classe de 6è, j'ai vu un compas voler et se planter sur une table, il avait dû passer à quelques centimètres de la tête de l'élève qui était devant celui qui l'avait lancé.

Imaginez le choc ! Pour autant, je n'ai pas sermonné le gamin, c'était inutile puisque sur le coup il n'avait pas conscience de l'acte qu'il venait de commettre. Il ne faut pas être con et en rajouter dans ces cas-là, il faut se maîtriser et être ferme.

Je lui ai simplement dit qu'il aurait pu blesser gravement son petit camarade, il s'est alors excusé, c'est à ce moment-là qu'il prit conscience de la gravité de son geste, il a ajouté qu'il ne voulait pas le blesser, c'est pour dire à quel point il était inconscient. Toutefois, je lui indiquai qu'il devrait m'accompagner chez le proviseur à la fin du cours, car j'étais dans l'obligation de lui communiquer cet incident et éventuellement informer ses parents, puis j'ai continué mon cours tranquillement dans la bonne humeur. Il n'y eut pas de suite, le gosse vivait chez sa grand-mère, j'ai oublié où ses parents étaient passés.

En famille. Ils n'auront aucune difficulté à se rapprocher de la droite, leur famille, d'ailleurs ils ne l'avaient jamais quittée !

"*La Nupes est morte*" : Yannick Jadot veut que la gauche s'éloigne de La France insoumise - BFMTV 18 octobre 2023

Le sénateur écologiste Yannick Jadot souhaite que la gauche coupe les ponts avec La France Insoumise. Les propos sur le Hamas représentent la goutte de trop et pourraient faire rompre l'union.

Selon le sénateur le front ne peut plus se prolonger en l'état, en raison de "*valeurs*" incompatibles avec celles défendues par les insoumis. BFMTV 18 octobre 2023

J-C - Les Ecologistes préfèrent les "*valeurs*" de l'Etat juif : l'apartheid et le fascisme, ils partagent les "*valeurs*" du régime néonazi de Kiev qu'ils soutiennent depuis 2014, c'est juste un constat que chacun peut vérifier. Que dire de ceux qui se sont encanaillés avec cette vermine dans la Nupes, LFI, le PCF, le POI ?

Le PS suspend sa participation à l'intergroupe parlementaire de la NUPES - leJDD 18 octobre 2023

Comme motif de ce désaccord entre le PS et la Nupes, Boris Vallaud pointe du doigt « *l'incapacité de Jean-Luc Mélenchon et d'un certain nombre de ses proches de qualifier les actes terroristes du Hamas* ». leJDD 18 octobre 2023

Peut-on évoquer le sort cruel fait aux enfants par le régime en France ou en Palestine occupée ?

Le nombre d'enfants qui dorment dans la rue explose en France, l'État sommé d'agir - actu.fr 17 octobre 2023

Dans la nuit du 2 octobre 2023, en France, on comptait 2 822 enfants restés sans solution d'hébergement, faute de mises à l'abri disponibles, « *des enfants pénalisés dans leur développement, leur santé, leur scolarité, et confrontés dès le plus jeune âge aux inégalités et à la grande pauvreté* ».

C'est le constat, alarmant, que dresse, ce mardi 17 octobre 2023, l'Unicef. « *Ce chiffre ne tient pas compte des familles à la rue qui n'appellent plus le 115 ou n'arrivent pas à le joindre, et des mineurs non accompagnés, dont bon nombre restent à la rue. Au total, on décompte 8 351 demandes non pourvues au 115 le soir du 2 octobre, soit 2 500 personnes de plus qu'en juin dernier* », détaille l'association de défense des droits de l'enfance. actu.fr 17 octobre 2023

Comment, ils osent : Expulsez-les !

France : grève de travailleurs sans-papiers dans plus de 30 entreprises - AFP/Africanews 17 octobre 2023

Des centaines de travailleurs sans-papiers ont enclenché mardi matin un mouvement de grève coordonné dans plus de 30 entreprises en Ile-de-France pour dénoncer leur "*surexploitation*" et réclamer leur régularisation.

Au total, environ 500 personnes, essentiellement originaires d'Afrique, occupaient mardi 33 entreprises du bâtiment, de la logistique, du nettoyage ou encore de la distribution où ils sont employés, principalement à Paris et en Seine-Saint-Denis.

A quelques pas du Stade de France, 34 d'entre eux se sont introduits au siège d'une entreprise d'intérim à Saint-Denis, pour le compte de laquelle ils sont employés comme éboueurs ou ouvriers du bâtiment, notamment sur les chantiers des Jeux olympiques et du Grand Paris.

La majorité des grévistes travaillent sous le statut d'intérimaires pour des sous-traitants, "*au bénéfice*" de géants comme Véolia, Chronopost ou encore Carrefour, ce qui "*permet de masquer la surexploitation*" de ces sans-papiers, a dénoncé dans un communiqué la CGT, qui soutient leur action.

"*Nous sommes en grève dans nos entreprises pour gagner notre régularisation et nos droits*", assurent les intéressés dans ce texte.

"*On veut faire bouger les choses*", a pour sa part expliqué Mamadou Kébé, qui a obtenu sa régularisation après un an de grève entre octobre 2008 et 2009.

"*Ces travailleurs doivent pouvoir jouir des droits pour lesquels ils cotisent et payent des impôts*", a jugé celui qui pilote désormais le collectif immigration de la CGT 93.

Entre 7.000 et 10.000 travailleurs sont régularisés chaque année. Insuffisant, pour la CGT, qui estime cette main d'œuvre à plusieurs centaines de milliers de personnes.

En Ile-de-France, les immigrés représentent "*40 à 62% des travailleurs des branches de l'aide à domicile, du BTP, de l'hôtellerie-restauration, du nettoyage, de la sécurité et de l'agro-alimentaire*", insiste le syndicat dans son communiqué. AFP/Africanews 17 octobre 2023

Santé.

La dictature hygiéniste n'est pas terminée en France, ils ont la haine chevillée au corps les nostalgiques de Vichy !

Manifestations de soutien aux Drs Amine Umlil et Louis Fouché, jugés le jeudi 19 octobre - France-Soir 17 octobre 2023

https://www.francesoir.fr/societe-sante/manifestations-de-soutien-aux-drs-amine-umlil-et-louis-fouche

Rassemblement de soutien au Dr Amine Umlil
Jeudi 19 octobre, 10H
4, avenue Ruysdaël, Paris 8e (Parc Monceau)

Rassemblement de soutien au Dr Louis Fouché
Jeudi 19 Octobre, 12H
Parc du 26e Centenaire, Marseille

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 19 octobre 2023.

Seulement environ 5 à 60 connexions au portail quotidiennement, c'est très peu. On est passé de plus de 145.000 visites en 2021 à 76.000 en 2022, et on va finir l'année 2023 à 25.000 visites seulement comme c'est parti.

La France se droitise que voulez-vous.

Et puis les militants sont épuisés, dégoûtés, démoralisés, démobilisés, pour ne pas dire dépressifs, comme beaucoup de travailleurs ils encaissent les coups et ils ne croient plus en rien. Ils vivent très mal chaque défaite, parce qu'ils étaient bourrés d'illusions. Ils ne comprennent pas ce qui se passe, et personne ne va les aider à y voir plus clair, à part ici parce qu'on est comme les Palestiniens, on n'a plus rien à perdre.

Ils prennent tout au premier degré, ils sont plus susceptibles que de vieilles bigotes. Ils ont perdu tout point de repère, ils n'ont plus de boussole pour s'orienter. Ils sont livrés à eux-mêmes et errent ainsi comme des vagabonds ou plutôt des orphelins qui n'ont plus de lumière pour les guider, ils sont perdus, paumés.

Ils baignent en pleine confusion, mais ils refusent d'en convenir, leur amour-propre leur interdit. Il est pratiquement impossible de les empêcher de se noyer, ils rejettent la bouée de sauvetage qu'on leur tend aimablement, un piège se disent-ils, ils préfèrent encore couler collectivement, c'est triste époque que la nôtre.

Ils vont sans doute croire que je me moque d'eux, alors que j'en suis autant affecté qu'eux. Ce qui me désole, c'est tout ce gâchis, car on pourrait faire tellement de grandes choses ensemble. Nous y sommes condamnés, qu'ils le veuillent ou non, sinon, point de salut, point d'émancipation, point de libération.

Tout cela pour une seconde Nakba. Pas seulement.

Leur domination est contestée partout dans le monde. Ils sentent que leur hégémonie quasiment sans partage sur l'économie mondiale est en train de se déliter ou de leur échapper. Ils n'y peuvent rien et ils le savent, ce n'est pas cela qui les inquiète le plus, ce serait qu'ils en perdent totalement le contrôle et que personne derrière soit en mesure d'assurer la relève, les Brics avec la Chine et la Russie aux commandes ne sont pas prêts.

Pire, un tas de vassaux bien disciplinés commencent s'impatienter ou à ruer dans les brancards sur tous les continents parce que la pression qui pèse sur eux venant d'en bas, du peuple, devient insupportable.

Recourir au chaos en guise de voile de fumée pour se protéger de la vindicte populaire, cela ne va qu'un temps, elle finit par se dissiper et le spectacle qu'il laisse derrière lui n'est franchement pas beau à voir. Personne ne tient à le revendiquer, et pourtant il va bien falloir que quelqu'un l'assume. Là les prétendants ne se bousculent pas, car l'exercice est des plus périlleux ou risqués, il y a tant de régimes qui sont renversés par des coups d'Etat violents et de dirigeants qui y laissent leur peau...

Remodeler l'économie mondiale d'un coup de baguette magique, c'est un peu un coup de poker ou quitte ou double qui peut très mal tourner et se terminer, Netanyahou va rapidement en faire l'expérience à ses dépens, c'est tout le bien qu'on lui souhaite, ainsi qu'à tous les chefs d'Etat qui se sont empressés de le soutenir.

Un véritable cauchemar les attend, faisons en sorte qu'il dure le moins longtemps possible pour que les souffrances inutiles et injustes qu'ils infligent à tous les peuples prennent fin rapidement.

La résistance vaincra ! Vive le socialisme !

J'ai failli publier une fake news d'Al-Manar reproduite par l'agence syrienne de presse Sana. J'ai découvert l'embrouille aux Etats-Unis dans un article de *News Week*. Je ne vous dis pas le temps que j'ai perdu pour le dégoter ou effectuer cette vérification.

En deux mots : Ils avaient fait référence à une info parue dans le *Wall Street Journal* … qui n'a jamais été publiée, une pure invention semble-t-il. Comme quoi il faut être très vigilant, mais bon, on n'est pas infaillible non plus !

Du coup j'ai viré 3 autres articles d'Al-Manar qui ne m'inspiraient pas. On en est réduit à prendre des risques et à travailler au flair ou au pif, c'est aussi une question d'expérience.

Vous verrez dans cette causerie que tous les médias ou blogs dits de gauche ou alternatifs me censurent, ils appliquent à la lettres les directives menaçantes de Darmanin : Aucune manifestation en faveur de la Résistance palestinienne ne doit s'exprimer, au nom de Charlie ou de la liberté d'expression. Vous vous souvenez, même que le criminel Netanyahou en était au côté de Manuel Valls.

Ce sont eux les fanatiques qu'il faudrait neutraliser, ils représentent un grave danger pour tous les peuples et pour la paix.

La résistance passe à l'offensive.

On fait ce qu'on peut avec les faibles moyens à notre disposition, c'est toujours mieux que rien faire, puisque mes lecteurs ne veulent pas m'aider.

J'ai entrepris d'envoyer des commentaires dans d'autre blogs, on verra s'ils les publient ou non.

Vous aurez noté que la prétendue gauche et extrême gauche n'exige pas la fin de l'occupation de la Palestine et le démantèlement d'Israël, dans ces conditions toutes les autres revendications qu'elles avancent ne sont que des vœux pieux qui ne seront jamais exhaussés.

Faites-le savoir.

L'opération militaire palestinienne menée contre l'occupant débutée le 7 octobre 2023 a été planifiée et réalisée conjointement par l'ensemble de la Résistance palestinienne, c'est-à-dire : Le Hamas, le Jihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine, et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), c'est-à-dire, toutes les factions palestiniennes, hormis la direction du Fatah de Mahmoud Abbas, mais avec le concours de militants du Fatah.

L'opération militaire palestinienne a donc reçu le soutien de l'ensemble du peuple palestinien de Gaza. Elle est donc parfaitement légitime, démocratique, contrairement à ceux qui la condamnent et la traitent d'action terroriste.

Vive la Résistance palestinienne armée !

Les chiens de garde du régime sioniste et de l'impérialisme américain, de Davos veillent.

Les blogs Basta et Agoravox ont publié ce commentaire, puis ils l'ont effacé. Ils roulent tous pour le régime en place, il vaut mieux le savoir, cette expérience le prouve.

J'ai reçu des commentaires de menaces ou d'intimidation.

Rodolphe de Gérolstein 18 octobre 16:09

@Tardieu
Votre commentaire a été signalé pour apologie du terrorisme
https://www.pointdecontact.net/formulaire-de-declaration-ar/

VOTRE SIGNALEMENT A BIEN ÉTÉ ENVOYÉ

L'équipe Point de Contact vous remercie pour votre signalement.
Ce dernier sera traité dans les meilleurs délais par notre équipe !

(J-C - Point de Contact, ce sont des flics du Net, des vrais flics liés au GAFAM et à l'UE, ça craint !)

DACH 18 octobre 16:34

@Tardieu=Vous défendez si mal le peuple palestinien de façon si utile pour le peuple israélien que nous vous engageons à continuer. Continuez. A moins que la pierre que vous portez dans vos mains ne vous tombent sur vos pieds.
Les sites du gvt français et de Pharos ont de quoi vous identifier.

Ma réponse.

@Rodolphe de Gérolstein, un troll avec DACH et Cie.

Ce sont les faits, qu'ils vous plaisent ou non. Ces infos figurent dans le portail du Réseau Voltaire, elles sont exactes, je les ai vérifiées dans des blogs du Moyen-Orient, j'imagine que d'autres sources d'informations les ont également relayées, je les ai postées dans différents blogs en France.

Qu'est-ce qui vous dérange tant que cela, que le récit officiel tombe à l'eau. En quoi consistait-il, sinon à imputer cette opération militaire uniquement au Hamas étiqueté "*terroriste*" par les puissances occidentales qui soutiennent l'Etat sioniste, parce qu'il était impossible d'accuser chaque Palestinien ou tout un peuple de terroriste. Personne ne sera dupe.

(J-C – Vous aurez saisi la subtilité, afin d'interdire tout soutien aux Palestiniens, entre nous, on s'en fout du Hamas et Cie, on sait qui ils sont… On n'a jamais dit qu'on soutenait le Hamas et Cie nominalement.)

Ils osent tout. Le comble de l'imposture, de la désinformation, de la propagande de guerre, du négationnisme ont été franchies. Les bornes de la cruauté, du sadisme, de la barbarie ont été franchies par fasciste au pouvoir en Israël.

- Dans un premier temps Tsahal prévient qu'il va bombarder des hôpitaux.

- Ensuite, l'OMS relaie l'information et demande aux Palestiniens de les évacuer.

"*The hospital was one of 20 in the north of the Gaza Strip facing evacuation orders from the Israeli military*." https://www.who.int/news/item/17-10-2023-who-statement-on-attack-on-al-ahli-arab-hospital-and-reported-large-scale-casualties

- Peu de temps après une bombe tombe sur le principal hôpital de Gaza et tue au moins 474 Palestiniens et en a blessé plus de 310, plusieurs chiffres existent peu importe.

- Pour finir, les autorités israéliennes, Biden et les vassaux des Etats-Unis, accusent le Hamas d'avoir commis ce massacre « *par erreur* » ou « *accident* ».

- Les médias s'empressent de marteler ce récit.

Jérusalem occupée, 18 octobre (SANA) La résistance palestinienne a confirmé que l'occupation israélienne est directement responsable du massacre de l'hôpital baptiste de la bande de Gaza, indiquant que ses mensonges flagrants ne tromperont personne.

"*L'occupation fasciste est le parti qui a menacé de bombarder l'hôpital baptiste ainsi que 22 autres hôpitaux et centres médicaux, y compris le personnel médical, les patients et les blessés, et qui a bombardé 23 ambulances et tué plus de 25 médecins et leurs familles, et est également le parti partie qui a tué plus de 3 000 Palestiniens, dont 70 pour cent étaient des enfants et des femmes, en plus de détruire des quartiers résidentiels entiers et 120 000 maisons* », a-t-il expliqué.

La résistance a souligné que l'occupation fasciste, qui a présenté plus d'une histoire sur le massacre dès la première heure de son apparition, est directement responsable de cet horrible massacre, qui a eu lieu en direct et avec une puissance de feu américaine que seule l'occupation possède.

Il a également appelé les Nations Unies et tous les pays à condamner ce crime odieux commis par l'armée d'occupation fasciste et à mettre fin à l'agression brutale et au génocide contre le peuple palestinien.

Derniers développements.

Jérusalem occupée, 18 octobre (SANA) Le ministère palestinien de la Santé a annoncé aujourd'hui que 3 540 personnes ont été tuées et 13 300 blessées depuis le début de l'agression israélienne contre les territoires occupés il y a 12 jours.

L'entité a détaillé dans un communiqué que le nombre de morts dans la bande de Gaza est passé à 3 478 et le nombre de blessés à 12 000.

Pendant ce temps, en Cisjordanie, 62 morts et 1 300 blessés ont été enregistrés à ce jour.

Le Conseil de sécurité a échoué à empêcher la catastrophe humanitaire à Gaza, selon Moscou - fr.sputniknews.africa 18 octobre 2023

Suite au rejet par le Conseil de sécurité des projets de résolution russe et brésilien sur l'escalade au Moyen-Orient.

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est avéré incapable de prendre une décision qui mettrait fin à la tragédie humanitaire dans la bande de Gaza, a déclaré le représentant permanent russe auprès de l'organisation Vassili Nebenzia.

Ce mercredi 18 octobre, les Etats-Unis ont opposé leur véto au projet de résolution brésilien sur la crise dans la bande de Gaza. Auparavant, un projet de résolution russe exigeant un

cessez-le-feu immédiat dans la zone de conflit avait également été rejeté par le Conseil. fr.sputniknews.africa 18 octobre 2023

États-Unis : Manifestation dans le Congrès pour dénoncer les massacres israéliens, avec la participation de juifs américains (Vidéos) - french.almanar.com.lb 19 octobre 2023

Les villes américaines sont le théâtre de plusieurs marches et de manifestations massives, en soutien au peuple palestinien, et pour dénoncer les massacres de l'occupation israélienne dans la bande de Gaza.

Devant le bâtiment du Congrès américain à Washington, des manifestants se sont rassemblés pour protester contre les crimes de l'occupation dans la bande de Gaza, exigeant la fin du soutien absolu à « *Israël* ».

Les manifestants ont investi le bâtiment du Congrès américain pour exiger un cessez-le-feu à Gaza, et la police a arrêté un certain nombre d'entre eux.

Des centaines de juifs américains dont des rabbins faisaient partie de manifestants à l'intérieur de Capitole des USA pour réclamer un cessez-le-feu à Gaza.

D'autres manifestations étaient prévues aujourd'hui à Los Angeles, New York, Chicago et devant l'ambassade de l'entité sioniste à Washington en solidarité avec Gaza.

https://french.almanar.com.lb/2739310

Après des manifestations dénonçant les crimes de l'occupation, le bureau de liaison israélien au Maroc quitte le pays - french.almanar.com.lb 19 octobre 2023

Le responsable du bureau de liaison israélien à Rabat, David Govrin, a quitté le Maroc mercredi pour rentrer en « *Israël* », sur fond de manifestations qui ont balayé la capitale marocaine dénonçant le massacre de l'hôpital baptiste commis par l'occupation dans la bande de Gaza.

Des sources ont expliqué au site marocain Hespress que « *tous les employés du bureau de liaison israélien à Rabat sont également partis pour* « Israël », *après avoir gelé toutes leurs activités consulaires et diplomatiques* ». french.almanar.com.lb 19 octobre 2023

Tel Aviv a également décidé d'évacuer son ambassade du Caire en Egypte. fr.sputniknews.africa 18 octobre 2023

En totalitarisme toute déviance sémantique est répréhensible.

Hommage à Dominique Bernard et Samuel Paty : "*Au moins 357 perturbations et contestations*", selon un nouveau bilan revu à la hausse - AFP/franceinfo 18 octobre 2023

Un "*nouveau bilan sera communiqué ultérieurement*", a précisé mercredi le ministère de l'Education nationale. AFP/franceinfo 18 octobre 2023

J-C – Des gosses soumis à la discipline militaire, ça craint la France, non ?

Lu.

1- J'étais étudiant à Strasbourg dans les années 1966-1968.

Alors, nous découvrions avec stupeur et indignation la vérité : la prétendue «défense du monde libre contre le communisme», proclamée par l'oligarchie états-unienne, se révélait une criminelle guerre d'agression impérialiste, à la méthode de guerre nazie dans ses actions (napalm, massacres de villageois civils, punitions collectives, terre brûlée, etc.) et dans sa propagande inspirée de Joseph Goebbels : «*Plus le mensonge est gros, plus il passe*». La majorité du peuple états-unien crut à ses représentants oligarchiques, à leurs médias, à ses intellectuels et artistes.

L'actuel siège du ghetto de Gaza par l'armée coloniale israélienne ne rappelle-t-il pas le siège du ghetto de Varsovie par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale ? Et la résistance actuelle du peuple de Gaza ne rappelle-t-elle pas celle du peuple de Stalingrad au cours de la même guerre mondiale ? Et les résistants juifs dans le ghetto de Varsovie, comme ceux russes dans Stalingrad assiégée, ne furent-ils pas traités de «*terroristes*» par les nazis ?

Ne devient-il pas clair que le conflit en Palestine n'est pas d'ordre ethnique-religieux, mais entre colonisateurs contre colonisés ? Mettez fin à la colonisation, vous mettrez fin à ses conséquences religieuses, ethniques ou autres.

Celui qui voudrait une résistance palestinienne non à prépondérance religieuse, qu'il le démontre par son soutien à cette résistance au nom de son idéal laïc, qu'il montre ainsi la nature réelle du conflit : entre colonisateurs et colonisés. Que les premiers soient de religion juive et les seconds en majorité musulmane est une conséquence. La preuve ?… Avant la création de l'État israélien, des juifs habitaient en Palestine sans problèmes au côté des Arabes palestiniens.

Ainsi on démasque la tactique propagandiste impérialiste-sioniste : elle cache l'enjeu véritable de la résistance palestinienne, un combat anti-colonial, pour faire croire à une prétendue opposition «*civilisationnelle*» : «*civilisés*» contre «*sauvages*», «Blancs» contre «*hommes de couleur*», «*humains*» contre «*animaux*», un langage inspiré de la propagande nazie de la «*Race Aryenne Supérieure*» contre les «*Untermenschen*» («sous-hommes).

Cependant, le peuple palestinien n'est pas la seule victime du sionisme colonialiste. Une partie du peuple juif, elle aussi, fut et en demeure la seconde victime. Explication :

l'oligarchie sioniste entreprit une immense manipulation psychologique, basée sur une interprétation opportuniste de l'Ancien Testament, pour convaincre les juifs d'Europe d'aller en Palestine, leur déclarant «*C'est une terre sans peuple pour un peuple sans terre*». Il y eut, aussi, une seconde manipulation qui visa les juifs idéalistes : les dirigeants sionistes leur firent briller l'utopie du socialisme des kibboutz. Troisième argument : offrir une terre d'asile aux survivants de la «*solution finale*» nazie, ce qui satisfaisait les intérêts allemands et européens qui se voyaient, enfin, sans trop de juifs sur leur territoire : «*Bon débarras chez les Arabes* !»

Alors, des juifs vinrent en Palestine, pour divers motifs : asile pour les survivants de l'Holocauste, légitime «*retour*» biblique, création d'une communauté fraternelle socialiste. Et tous étaient dirigés par la nouvelle oligarchie sioniste coloniale, avec le soutien de la finance capitaliste internationale correspondante. Et voilà une enclave d'un colonialisme sous nouvelle forme au sein du Moyen-Orient : un État nommé Israël, dont l'oligarchie s'enrichit, se gonfla d'orgueil et d'arrogance pour elle-même, de mépris et d'exactions pour les vaincus, les Palestiniens… Quelle réussite du «*génie occidental*» ! Ovation de Machiavel.

Conclusion : la paix en Palestine exige la fin du colonialisme et la reconnaissance ses droits légitimes du peuple palestinien.

2- Qui est l'opprimé et qui est l'oppresseur ?

On dit à tout le monde de haïr le Hamas parce qu'on ne peut pas dire ouvertement «*haïr les Palestiniens*». Je veux dire que les Israéliens le font, ils disent ouvertement «*Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence*» (ministre de la guerre) et «*ce sont des sauvages*» (Premier ministre).

Comme l'a dit Malcolm X,«*si vous ne faites pas attention, les journaux vous feront détester les gens qui sont opprimés et aimer ceux qui les oppriment*»

Le Hamas a principalement frappé les bases militaires qui tuaient leur peuple. Il a pris des otages pour faire libérer les siens. La proportionnalité est l'unique suggestion de guerre, et ce qu'ils ont fait était (hideusement) plus que proportionnel. Israël fait pire, comme l'a montré sa réponse.

Le fait est que le peuple palestinien ne veut pas vivre sous le joug d'Israël et qu'il a le droit à la résistance et à l'autodétermination. Tous les débats sur les protestations pacifiques ont abouti à la mort de centaines de personnes et à la destruction de milliers de jambes. Israël a simplement ouvert le feu sur eux. Si la Palestine était représentée par les dirigeants les plus pacifiques et les plus non violents, ils seraient tués par les violents d'à côté. Si le Hamas n'existait pas, les Israéliens seraient toujours en train de génocider la Palestine tandis que l'Amérique ferait la génuflexion d'une main tout en fournissant des armes de l'autre. Attendre que les pires peuples de la Terre soient satisfaits de votre gouvernement, c'est comme attendre Godot.

À un moment donné, les gens vont prendre les armes, ce que le Hamas a fait. Est-ce que cela va à l'encontre du but recherché ? Est-ce que cela entraîne la destruction de leur propre peuple ? Je ne sais pas, mais les Palestiniens se font tuer depuis des décennies. Le Hamas a pris une

décision stratégique dont nous ne connaissons pas encore l'issue. Je sais à quel point l'empire peut rapidement transformer les moments d'espoir en fiel amer, mais le Hamas s'est libéré du camp de concentration ! Ce n'est pas rien. Je dois les admirer pour avoir tenu tête au pays le plus militarisé et le plus brutal de la planète, soutenu par le pire des bellicistes.

J-C – Ces propos sont des témoignages recueillis sur le Net, ils appartiennent à leurs auteurs, on les partage ou non, chacun est libre.

France occupée.

Ils gouvernent le doigt sur la gâchette !

Budget 2024 : Elisabeth Borne utilise l'article 49.3 pour la 13e fois depuis sa prise de fonction, sur la première partie du projet de loi de finances - AFP/franceinfo 18 octobre 2023

C'est déjà la 13e fois depuis son arrivée à Matignon. Elisabeth Borne a eu recours à l'article 49.3 de la Constitution, mercredi 18 octobre, même pas un mois après son dernier usage, afin de faire adopter la loi de programmation des finances publiques (LPFP).

Les quelque 5 000 amendements déposés ne seront donc pas examinés dans l'hémicycle. Et les regards vont désormais se tourner vers le texte déposé par le gouvernement, qui peut choisir de retenir ou rejeter ceux qu'il souhaite. AFP/franceinfo 18 octobre 2023

En France, il est devenu illégale de soutenir la résistance du peuple palestinien.

J-C – Souvenez-vous, ils étaient tous Charlie, des représentants de la liberté d'expression, moi je me suis déclaré contre, et pour cause.

Toute critique adressée au gouvernement d'extrême droite de l'Etat juif ou à sa politique est considéré non pas antisioniste, mais antisémite.

Tout support au peuple palestinien est caractérisé de soutien au terrorisme ou au Hamas.

La France est devenue une dictature ouverte, un régime fascisant, une confirmation en somme…

«*Apologie du terrorisme*» : Darmanin saisit la justice suite aux propos de la députée Obono sur le Hamas - RT 17 octobre 2023

«Le Hamas est un groupe terroriste que vous refusez d'appeler comme tel», a fustigé ce 17 octobre le Premier ministre Élisabeth Borne à l'Assemblée nationale, s'adressant à la chef de file de la France insoumise (LFI) Mathilde Panot. «Un groupe que certains d'entre vous ont même qualifié de mouvement de résistance», a-t-elle renchéri.

Cette dernière visait les propos tenus le matin même par la députée LFI Danièle Obono au micro de Sud Radio. Face à Jean-Jacques Bourdin qui l'interrogeait avec insistance sur le fait qu'elle puisse penser que le Hamas soit un «*mouvement de résistance*», l'élue de Paris a fini par répondre par l'affirmative.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a immédiatement réagi avec virulence : «*Le Hamas,* "un mouvement de résistance"*? Non! C'est un mouvement terroriste»,* a-t-il clamé sur X (ex-Twitter), avant d'annoncer « *saisir le procureur de la République pour apologie du terrorisme*».

«*Nous n'apportons aucun soutien au Hamas, qui n'est pas un mouvement de résistance*» a déclaré, plus tard dans l'après-midi, le député LFI Arnaud Le Gall.

Interrogée en conférence de presse le 10 octobre, Mathilde Panot affirmait que «*c'est la branche armée»* du Hamas «*qui, aujourd'hui, est responsable de crimes de guerre*», se refusant à qualifier de «*terroriste*» l'ensemble du mouvement, branche politique comprise.

«*La France insoumise condamne de manière totale les crimes commis lors de l'attaque opérée par le Hamas sur le territoire israélien*», assure le parti dans un communiqué publié le 13 octobre sur son site, avant de poursuivre «*que tous les actes de terreur, crimes de guerre, susceptibles [devaient être] requalifiés en crimes contre l'Humanité par la justice internationale, commis dans le cadre de ce conflit, quels qu'en soient les auteurs*». RT 17 octobre 2023

J-C – Ils se livrent en permanence à un double langage, ils veulent plaire à tout le monde, ce sont des populistes, du coup ils se font tirer dessus de partout, et à l'arrivée plus personne ou presque ne les soutient, ils se décrédibilisent pour rien, hormis leur revenu de parlementaire !

En complément.

Le latéral algérien Youcef Atal a été suspendu par le club de l'OGC Nice après avoir partagé un contenu controversé à propos du conflit israélo-palestinien. Il est également visé par une enquête pour apologie du terrorisme.

La députée Valérie Boyer a pour sa part demander des sanctions contre Karim Benzema, mentionnant un retrait du Ballon d'or voire une déchéance de nationalité, dans un communiqué.

Si comme l'affirme le Ministre de l'Intérieur, Karim Benzema est "e*n lien avec les Frères musulmans*", je demande des sanctions, notamment sa déchéance de nationalité. Il est urgent d'agir contre ceux qui menacent en permanence notre pays. pic.twitter.com/rFMgTDI3qm

— Valérie Boyer (@valerieboyer13) October 18, 2023 fr.sputniknews.africa 18 octobre 2023

J-C - La réaction et Darmanin prétendent que le Hamas est un "*mouvement terroriste*", alors que Hamas signifie Mouvement de la Résistance Islamique, donc dans son acronyme figure le mot résistance, ceux qui le désignent comme un "*mouvement terroriste*" se livrent en réalité à une interprétation arbitraire en fonction des intérêts sionistes qu'ils défendent.

- Guerre entre Israël et le Hamas...

- En représailles à l'attaque du Hamas contre Israël...

- Qui sont les Français tués dans l'attaque du Hamas contre Israël ?

- Conflit Israël-Hamas...

L'AFP et France Info, ainsi que la totalité des médias mainstream et dits alternatifs continuent de marteler qu'il s'agit d'une "*guerre entre le Hamas et Israël*", alors qu'en réalité il s'agit d'une guerre entre les organisations de la Résistance palestinienne (hormis une branche du Fatah) représentant ou soutenu par la majorité du peuple palestinien contre l'occupant israélien.

France 24 a pondu un article, dans lequel ils donnaient la parole à de jeunes Palestiniens issus de la diaspora qui condamnaient l'opération militaire lancée le 7 octobre et le Hamas, parmi eux, un juristes, des doctorants ou professeurs d'universités qui devaient être des rejetons de notables ou de bonnes familles dans le giron du Fatah, qui ne représentent pas la population pauvre de Gaza.

Coupe du monde 2023. L'arbitre Ben O'Keeffe harcelé et menacé après France-Afrique du Sud - actu.fr 18 octobre 2023

L'arbitre néo-zélandais Ben O'Keeffe est victime de harcèlement et de menaces sur les réseaux sociaux depuis le quart de finale de la Coupe du monde de rugby 2023 France-Afrique du Sud.

« *Tu ne mérites que la pire des sanctions* », « *Je suis en train de chercher ton adresse, ne t'inquiète pas* », peut-on notamment lire en commentaire d'une publication postée il y a une semaine...

Ce mercredi 18 octobre, World Rugby a publiquement défendu Ben O'Keeffe.

J-C - Pas les médias français dont Actu, lisez :

Actu - Après France-Afrique du Sud, plusieurs joueurs du XV de France, dont le capitaine Antoine Dupont, avaient pointé du doigt l'arbitrage de Ben O'Keeffe, déplorant plusieurs décisions qui leur semblaient incompréhensibles. actu.fr 18 octobre 2023

J-C – Autrement dit, pour ce média pour un peu ce malheureux arbitre mérite ces menaces ! Des ordures !

Totalitarisme. Palestine et France occupée : Même haine, même punition collective.

J-C – Gageons que l'Etat prendra une mesure similaire envers tous les lycées toutes confessions confondues, je plaisantais.

L'Etat veut cesser de subventionner le principal lycée musulman de France - AFP/actu.orange.fr 18 octobre 2023

Le préfet du Nord a convoqué les dirigeants du principal lycée musulman privé sous contrat en France, le lycée Averroès à Lille, dans l'optique de mettre fin à ce contrat et cesser de lui verser des subventions, a indiqué une source proche du dossier.

Une "*commission de concertation pour l'enseignement privé*" se réunira le 27 novembre, a précisé cette source, confirmant une information du Point.

"*J'envisage de résilier le contrat d'association qui lie le lycée Averroès de Lille à l'Etat*", a écrit le préfet George-François Leclerc dans un courrier transmis au lycée, que l'AFP a pu consulter.

La commission se penchera sur "*la traçabilité du financement*" du lycée et "*le problème de fond suscité par un cours d'éthique musulmane*", a indiqué la source proche du dossier.

Le courrier, "*en préparation de longue date*" selon cette source, a été envoyé quelques jours après deux attaques revendiquées au nom de l'organisation jihadiste Etat islamique, l'une à Arras, l'autre à Bruxelles, sur fond de crainte d'importation du conflit israélo-palestinien en France.

La Chambre, saluant la "*véritable excellence académique*" de l'établissement, notait "*l'étroite proximité"* entretenue depuis ses origines entre l'association Averroès gestionnaire du lycée, et l'Union des organisations islamiques de France, ex-UOIF devenue depuis "*Musulmans de France"*.

Ouvert en 2003, Averroès, devenu en 2008 le premier lycée musulman sous contrat d'association avec l'Etat français, accueille actuellement 450 lycéens, ce qui en fait le plus gros du pays. Il est régulièrement classé parmi les meilleurs lycées de la région.

Le collège, ouvert en 2012, n'est pas sous contrat.

Si le contrat d'association est annulé, le lycée, en difficulté financière notamment en raison des réticences depuis 2020 de la région Hauts-de-France à verser les subventions prévues par ce contrat, devrait en outre rémunérer lui-même tous ses enseignants, un défi dans sa situation actuelle. AFP/actu.orange.fr 18 octobre 2023

Une dictature de plus : La dictature énergétique.

J-C - Vous n'avez pas voulu passer au socialisme, sans doute parce qu'il aurait été synonyme de « *terrorisme* », et bien ils vont finir par vous écraser, vous broyer…

Énergie : un foyer sur trois rencontre des difficultés à régler les factures énergétiques - actu.orange.fr 18 octobre 2023

L'augmentation des prix de l'énergie depuis fin 2021 a impacté le budget des Français. Ce mercredi 18 octobre est parue une enquête menée par le médiateur national de l'énergie (MNE). Elle révèle notamment que sept Français sur dix ont remarqué une augmentation des factures d'électricité et de gaz naturel. "*C'est un chiffre particulièrement inquiétant*", observe Caroline Keller, porte-parole du médiateur, au Parisien. "*Concernant l'électricité, ils étaient 57 % l'année précédente, et 61 % pour le gaz*", ajoute-t-elle.

À l'heure actuelle, l'État prend toujours en charge 37% de la facture d'électricité des foyers. Cependant, la note s'annonce salée pour les finances publiques, puisque cela a coûté la bagatelle de 110 milliards d'euros entre 2021 et 2023.

Le nombre de Français étant touchés par la précarité énergétique est élevée. L'étude du MNE explique que huit Français sur dix reconnaissent se restreindre sur l'utilisation du chauffage en période hivernale. Un tiers de la population éprouve des difficultés à régler ses factures. L'Ademe, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, rapporte que plus de 12 millions de Français souffrent actuellement de précarité énergétique. actu.orange.fr 18 octobre 2023

Pour remédier à cette difficulté le gouvernement a une solution.

Le gouvernement veut tester une limitation de consommation temporaire chez 200 000 Français - actu.orange.fr 18 octobre 2023

Le gouvernement veut plafonner la consommation d'électricité de quelques 200 000 Français équipés d'un compteur Linky. Un projet de décret, en consultation avec les acteurs de l'énergie, prévoit d'effectuer un test grandeur nature cet hiver. L'objectif de cette réduction de la puissance électrique de certains ménages permettrait d'alléger la pression sur le réseau, selon une information de La Tribune.

"*L'idée c'est que certains clients puissent être forcés de consommer un peu moins, plutôt que de devoir éteindre complètement la lumière à un endroit*", indique un fournisseur d'énergie auprès de nos confrères, sous couvert d'anonymat. Le ministère de la Transition énergétique a rédigé ses intentions dans un texte paru le 14 octobre dernier et proposera le dispositif le 26 octobre lors du Conseil supérieur de l'énergie. Les Français concernés par cette expérimentation seront prévenus à l'avance. actu.orange.fr 18 octobre 2023

Et la dictature sanitaire permanente.

Alerte sur les complémentaires santé : les prix vont exploser en 2024 - actu.orange.fr 17 octobre 2023

Si la hausse des complémentaires santé variait entre 2 et 3 % par an, elles devraient augmenter d'environ 10 % l'année prochaine, selon *Le Parisien*.

Les clients s'apprêtent à faire face à une nouvelle augmentation des complémentaires santé en 2024. Si la hausse prévue est d'environ 10 %, les assureurs, les mutuelles et les instituts de prévoyance notamment prévoient une hausse de plus de 20 % sur les trois prochaines années, comme rapporté par Le Parisien. D'après un communiqué publié le 16 octobre, France Assureurs, la Mutualité française ainsi que le Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP) ont annoncé que les prestations de santé versées à leurs assurés ont d'ores et déjà augmenté de 4 %, lors du premier semestre 2023. Confrontés à une hausse des remboursements, 1,5 milliard d'euros de dépenses seront également à financer.

Afin d'y faire face, les complémentaires vont augmenter leurs cotisations cette année avec notamment des hausses entre 8 et 12,5 % pour les contrats collectifs. Si ces dernières sont favorables pour assumer une plus grosse part des dépenses de santé, elles veulent dans le même temps avoir la main sur le système. actu.orange.fr 17 octobre 2023

Bref, la situation sociale va devenir explosive en France, enfin !

Chômage en France : les prévisions peu optimistes pour 2024 de l'OFCE - RT 18 octobre 2023

Dans un rapport publié ce 17 octobre, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) envisage un «*retournement de la courbe du chômage*», à la hausse. La tendance devrait être confirmée pour la fin de l'année 2023 et s'intensifier en 2024.

«*La seconde moitié de l'année 2023, mais surtout l'année 2024, seraient celles du retournement de la courbe du chômage, ce dernier passant de 7,2% actuellement à 7,9% à la fin de l'année prochaine*», notent les auteurs du rapport.

Le taux de chômage en 2024 pourrait même atteindre 8,5% dans le scénario le plus pessimiste de l'OFCE. En l'occurrence, en cas de hausse des défaillances d'entreprise ou «si 50%» de la hausse de la population active provoquée par la réforme des retraites «*venait à basculer dans le chômage (contre 20% dans notre scénario central)*», expliquent les auteurs. RT 18 octobre 2023

Chine.

Quand Davos pète dans la soie ou pendant ce temps-là on se serrera la ceinture.

Nouvelles routes de la soie : Xi Jinping annonce 100 milliards de dollars de nouveaux investissements - AFP/RT18 octobre 2023

Les principaux financeurs des Nouvelles routes de la soie, la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine (Eximbank), vont injecter près de 100 milliards de dollars de prêts supplémentaires au projet, a déclaré ce 18 octobre le président chinois Xi Jinping, lors de la cérémonie d'ouverture du troisième forum international «*Une ceinture, une route*».

«*La Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine créeront chacune une ligne de financement de 350 milliards de yuans RMB [47,8 milliards de dollars]*», a détaillé le dirigeant chinois. Par ailleurs, «le Fonds de la Route de la soie procédera à une augmentation de capital de 80 milliards de yuans RMB [11 milliards de dollars]», a-t-il poursuivi.

Au-delà des investisseurs étatiques, Xi Jinping a également annoncé que la conférence des entrepreneurs, qui s'est tenue en marge du présent forum, avait «*donné lieu à la conclusion d'accords sur des projets d'un montant total de 97,2 milliards de dollars*».

Appelé officiellement «*La ceinture et la route*», ce projet lancé en 2013 par Xi Jinping, qui ambitionne de développer «*une nouvelle architecture de coopération internationale*», est central dans la stratégie chinoise, avec plus de 2 000 milliards de dollars de prêts signés à ce jour dans le monde, selon Pékin. AFP/RT18 octobre 2023

Le yuan devient la seconde monnaie dans les règlements commerciaux SWIFT - fr.sputniknews.africa 18 octobre 2023

Le yuan est devenu la seconde monnaie la plus utilisée pour les règlements commerciaux sur le système SWIFT, derrière le dollar mais devant l'euro, selon l'analyse des données du système réalisée par Sputnik. La devise chinoise a en effet atteint un seuil historique de 5,8% sur le célèbre réseau bancaire en septembre, en augmentation d'1%.

L'euro au contraire a reculé d'1%, sa part s'établissant à 5,43% dans les règlements commerciaux via SWIFT. Le dollar reste le maître, avec une part de 84,15%. Le top 5 comprend également le yen japonais (1,4%) et le rial saoudien (0,56%).

SWIFT et alternatives

Le système SWIFT était jusqu'à récemment le principale système de traitement de paiement, bénéficiant d'un quasi-monopole sur les transactions bancaires. Les menaces d'exclusion de la Russie, qui ont plané dès 2014, ont cependant poussé certaines puissances à réfléchir à des alternatives. La Chine a notamment créé son Cross-Border Inter-BankPayments System (CPIS), un système de paiement interbancaire transfrontalier. L'Inde possède aussi sa propre structure, l'UnifiedPayments Interface.

Depuis l'exclusion de la Russie du système actée en février dernier, d'autres projets ont commencé à voir le jour, dépassant parfois l'échelon national. L'Asian Clearing Union (ACU), groupe de neuf pays dont l'Inde, l'Iran et le Pakistan avait ainsi décidé en juin de lancer un système de messagerie financière transfrontalière, comme alternative à SWIFT.

J-C - Quoi qu'il en soit, on est encore très loin de la fin de la domination du dollar sur le commerce mondial...

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 20 octobre 2023.

J'ai publié plus de 200 pages dédiés à la Palestine en 10 jours.

J'ai été censuré par les blogs ; Agoravox, Blast, Réseau International, France Info, je ne parle que des commentaires des derniers jours. Pour qui roulent-ils ? Poser la question, c'est y répondre, non ?

Mon commentaire que Le Grand Soir a aimablement publié, je les en remercie :

- Pourquoi devrais-je "*condamner la violence du Hamas*" ? Je ne suis pas procureur au service du colonisateur à ce que je sache, qui plus est, il ne va pas s'accuser de ses propres crimes commis sur les Palestiniens, alors pourquoi voudriez-vous que je mêle ma voix à la sienne ? Jamais !

Je ne perds pas de vue une chose essentielle et je m'y tiens strictement : Qui est l'agresseur, qui est l'agressé, partant de là, tout ce qui peut se produire d'où que cela vienne, est à mettre exclusivement au compte de l'agresseur, Israël ou les sionistes qui ont confisqué les terres et les maisons des Palestiniens en 1947-48, etc., je refuse de porter le moindre jugement, et encore moins la moindre accusation sur les actes commis par des Palestiniens, sachant que leurs bourreaux s'en chargent déjà.

Je tiens le même raisonnement entre un ouvrier et un patron, un faible et un puissant, jamais je n'inverserai les rôles et les responsabilités.

Que n'a-t-on pas entendu pour justifier le renoncement à une révolution, parce qu'elle ferait des morts, elle donnerait lieu à une guerre civile (déclencher par la réaction), avec le chaos qui l'accompagnerait forcément, pour un peu la situation du peuple serait pire après qu'avant, et j'en passe, alors que tous ces morts et ces souffrances sont à mettre exclusivement au compte de ceux qui s'accrochent au pouvoir ou refusent de le quitter. Voilà ce qu'est une position socialiste ou communiste, au choix.

Les premières infos que je publie dans cette causerie ne sont pas destinées à vous distraire ou à vous mettre de bonne humeur, elles servent juste à montrer que les mauvaises intentions de nos ennemis sont pour ainsi dire génétiques. Leur intention de nuire à tous les peuples est viscéralement ancrée au plus profond d'eux-mêmes, au point de se confondre avec leur monstrueuse nature criminelle.

Leur détermination et leur cynisme sont sans limite, voilà ce qu'illustrent quotidiennement leur propagande et leurs crimes. C'est ainsi qu'ils osent absolument tout dès que l'occasion se

présente, sinon ils les créent pour satisfaire leurs sordides besoins, et quand ils sont certains de pouvoir agir en toute impunité, ils le proclament à la Terre entière.

Et nous dans tout cela direz-vous ? Et bien c'est simple, on n'existe pas, puisqu'il n'existe pas d'opposition digne de ce nom qui serait susceptible d'organiser tous ceux qui s'opposent à eux, qui ne se soit pas laisser corrompre ou qui ne nous ait pas trahi à un moment donné dans le passé, ce qui laisse forcément des traces indélébiles qui ressortent à la première occasion, et réduisent à néant tous les efforts qu'on peut entreprendre pour nous relever de ce marasme ou catastrophe.

Depuis des années j'affirme qu'il faut faire l'inventaire de la lutte de classe depuis 1945 à nos jours, et il faut reconstruire une avant-garde du mouvement ouvrier sur de nouvelles bases, en vain, cela n'intéresse personne apparemment.

J'ai expliqué pourquoi et en quoi il fallait modifier notre conception de la lutte de classe, notre interprétation de l'évolution du capitalisme et de la société, parce que celles qu'on avait adoptées autrefois étaient en partie erronée ou étaient devenues obsolètes, ne correspondaient plus au monde dans lequel nous vivons, nous aurions dû reconnaître nos erreurs et les corriger, au lieu de cela on a préféré les reproduire indéfiniment avec le succès qu'on sait ou pour aboutir à un bilan qui parle de lui-même : Nul.

Tenez, pendant qu'on y est, je vais revenir sur la dernière erreur sans conséquence que j'ai commise récemment, ce sera une occasion pour la corriger.

Je m'en suis pris bêtement à la laïcité, alors que précédemment j'en avais pris la défense. J'avoue ne pas m'en être souvenu, parce que j'ai sans doute dû me laisser aveugler par l'instrumentalisation dont elle fit l'objet une énième fois. Vous aurez remarqué que tout le monde s'en réclame, tandis que chacun l'interprète en réalité à sa manière en fonction de ses propres intérêts politiques.

C'est en lisant par hasard un texte de Lénine sur la religion que je me suis rendu compte que je m'étais trompé. Dont acte, car effectivement, il serait contreproductif d'employé l'athéisme pour combattre la religion ou pour convaincre des travailleurs de l'abandonner, car l'essentiel est ailleurs.

Qu'on soit croyant ou non, peu importe du moment qu'on livre ensemble le combat politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. Car, sachant que pour mener ce combat et interpréter la société notre parti fait appel au matérialisme dialectique, il va de soi que le mode de pensée métaphysique qui existe encore dans le cerveau de notre travailleur croyant, va être mis à rude épreuve au cours de la lutte de classe, qui elle recourt au mode de penser du marxisme. Il y a tout lieu de penser, qu'au fil du temps sur la base de cette expérience il finira par abandonner ses veilles croyances ou la religion, sinon ce sera pour plus tard, quand un Etat socialiste verra le jour…

Peu importe, car nous n'avons jamais eu l'intention d'imposer à qui que ce soit notre mode de penser ou un autre, un comportement particulier, on laisse cela aux tyrans du Forum économique mondial qui veulent supprimer les énergies fossiles et nous condamner à la marche à pied ou au vélo électrique, à la bagnole électrique, à bouffer des insectes et à nous

priver de viandes et de produits laitiers, de toutes sortes de protéines animales, réduire le chauffage dans les habitations ou nous couper le courant en pleine hiver, etc.

Si chacun de nos dirigeants, des cadres et des militants pour ceux qui en ont les moyens, se livrait à un exercice similaire d'autocritique honnête et sincère, peut-être qu'on parviendrait à s'entendre et à enfin aller de l'avant, non, vous ne croyez pas ?

Pensons à notre cause, ne le mérite-t-elle pas ? Personne ne jugera personne, soyons digne de notre idéal, vive le socialisme !

Une précision.

Depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à nos jours, le peuplement de la Palestine par des juifs releva de la colonisation, dans la mesure où il répondit à un appel lancé par les tenants du congrès sioniste mondial dans la perspective déclarée de transformer la Palestine en un Etat juif ou sioniste et d'en chasser les Arabes.

Par conséquent, seuls les descendants des juifs installés en Palestine et vivant en paix avec les Arabes ou les autres communautés au milieu du XIXe siècle ne méritent pas forcément d'être caractérisés de sioniste, sauf s'ils le revendiquent eux-mêmes évidemment.

Donc, quels que soit les motifs ou prétextes invoqués pour justifier l'immigration de juifs en Palestine par la suite, tous savaient qu'ils allaient s'installer en terre hostile ou qu'ils ne seraient pas les bienvenus compte tenu qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'un plan élaboré par le Congrès juif mondial ainsi que les Rothschild et leurs amis qui consistait à terme à établir un Etat juif sur les cendres de la Palestine ou les cadavres des Palestiniens.

Voilà ce qui attend tous ceux de gauche ou d'extrême gauche qui se rallient à la réaction sous des prétextes divers injustifiables.

Cela s'adresse à tous ceux qui ont cédé au commandement de la réaction sioniste et qualifier honteusement l'offensive lancée le 7 octobre par de la Résistance palestinienne armée pour briser le blocus du ghetto de Gaza, d'acte « *terroriste du Hamas* ».

A tous ceux qui ignorent que nos ennemis ont la haine, la rancune, la vengeance chevillées au corps, et ce qui commande chez eux ce comportement belliqueux, sinon, parce qu'ils ont une conscience de classe, ce qui manifestement fait défaut dans notre camp ou présente de graves lacunes.

Oui, c'est bien de la lutte de classes dont il s'agit ici, comme chaque fois qu'un Afro-Américain innocent est froidement abattu aux Etats-Unis…

Les lâches, ceux qui renient leurs principes ou leurs valeurs pour un plat de lentille ou à la moindre menace, ne seront jamais épargnés par ceux auxquels ils se sont ralliés, ils les

élimineront dès qu'ils n'en auront plus besoin, et à ce moment-là personne ne viendra pleurer sur leur triste sort.

Cela vaut pour tous ceux qui préfèrent se taire, qui refusent de prendre parti, qui affichent leur neutralité, ils semblent ignorer que lors d'une guerre, il n'y a pas de place pour une troisième voie, pour un troisième camp entre ceux qui en portent la responsabilité, qui l'ont fomentée et en tireront profit, et ceux qui en subissent les conséquences, sachant qu'il n'existe que deux côtés à une barricade, deux classes indépendantes dans la société, il est facile de choisir son camps ou de déterminer qui est l'agresseur et qui est l'agressé, qui est le bourreau et qui est sa victime, ensuite à chacun d'assumer toutes les conséquences du choix qu'il aura fait.

En voici une illustration pitoyable choisie volontairement dans la poubelle pestilentielle de la société du spectacle. On pourrait appeler cela un exercice ou l'apologie du règne de la terreur. A vomir.

- Un tweet qui va coûter cher. L'OGC Nice a annoncé mercredi 18 octobre suspendre "*jusqu'à nouvel ordre*" son défenseur Youcef Atal, visé par une enquête préliminaire pour "*apologie du terrorisme"*. Samedi dernier, le footballeur algérien avait relayé sur ses réseaux sociaux la vidéo d'un prédicateur tenant des propos antisémites en écho au conflit israélo-palestinien.

Ce post avait provoqué un tollé et le maire de Nice, Christian Estrosi, s'était même saisi de l'affaire. "*J'attends de Youcef Atal, s'il s'est laissé instrumentaliser, de présenter ses excuses et de dénoncer les terroristes du Hamas. Si tel n'était pas le cas, il n'aurait plus sa place dans notre club.*", avait-il déclaré. Même si l'international algérien a rapidement supprimé cette publication et présenté des excuses, le club a expliqué dans un communiqué avoir fait le choix de "*prendre immédiatement*" des sanctions, "*préalables*" à celles que pourraient prendre les instances sportives ou judiciaires, "*compte tenu de la nature de la publication partagée et de sa gravité*".

Ce jeudi 19 octobre, Cyril Hanouna est revenu sur cette affaire dans Touche pas à mon poste! L'animateur et producteur de C8 a demandé à ses chroniqueurs de réagir en leur posant une question : "*Comprenez-vous qu'il ne puisse plus exercer son métier?*". Lors du débat, Raymond Aabou a manifesté un désaccord avec Gilles Verdez sur le fait que le joueur n'allait pas rejouer en France. "*Il va être suspendu par son club, il va rater un ou deux matchs, tu crois que son club qui le paye gracieusement va le suspendre un an et le payer un an sans rien faire?*", a lancé Raymond. "*Il ne jouera plus à Nice, je vous le garantis*", a rétorqué Gilles Verdez.

Cyril Hanouna a alors souhaité recentré le débat, estimant que son chroniqueur Raymond s'en écartait. "*Les gars... Je dis merci Gilles. Il faut arrêter de nous prendre pour des jambons. Sûr et certain, il ne jouera plus à Nice*", a asséné l'animateur. programme-television.org 19 octobre 2023

J-C – Digne d'un tribunal militaire du régime d'apartheid sioniste.

Ils osent tout. Chantage sadique. Choisissez : Le vaccin ou l'amputation.

Après avoir contracté la grippe, une jeune femme doit se faire amputer d'une jambe - Yahoo 19 octobre 2023

La grippe de la jeune femme a provoqué une pneumonie bactérienne bilatérale qui a affecté ses deux poumons.

En France, la campagne de vaccination contre la grippe a débuté le 17 octobre 2023 et va se poursuivre jusqu'au 31 janvier 2024. La vaccination est recommandée pour protéger les personnes à risque de développer une forme grave de la maladie. Aux États-Unis, une jeune femme recommande à tous ceux qui le peuvent de se faire vacciner.

Allison Miller avait 33 ans et était en bonne santé quand elle a souffert de la grippe. Si pour la plupart des patients, le virus cause de la fièvre et des courbatures avant de disparaître, la situation a été différente pour la jeune femme.

À cause de sa grippe, elle a contracté une pneumonie bactérienne bilatérale qui a affecté ses deux poumons. En conséquence, elle a eu une septicémie qui s'est transformée en choc toxique...

"*Une complication connue de cette forme est l'amputation. Certains patients perdent la circulation sanguine, et c'est ce qui m'est arrivé*". En effet, les médecins ont été contraints de lui amputer la jambe gauche au-dessus du genou alors qu'elle se trouvait encore dans le coma.

Avec son expérience, elle recommande aux autres personnes de se faire vacciner et de prendre conscience que la grippe peut être une maladie grave. Yahoo 19 octobre 2023

J-C – Ne vous faites pas vacciner, mon épouse s'est faite vacciner contre la grippe (A Aubagne en France), jusque-là elle avait échappé au covid-19, la semaine suivante elle était hospitalisée. Elle s'est jurée de ne plus jamais se faire vacciner pour quoi que ce soit, elle a été malade comme un chien pendant plus d'un mois, c'est une grande cardiaque vivant avec 2 prothèses mitrales mécaniques.

Stratégie de la terreur, tout est bon à prendre pour vous rendre fou ou vous pourrir la vie.

Occitanie : un courrier alarmant du directeur de l'ARS invite à ne plus consommer l'eau du robinet - actu.orange.fr 19 octobre 2023

Un message alarmant qui aurait pu ne jamais être rendu public. Mercredi 18 octobre, le Canard Enchaîné a révélé le contenu d'un courrier électronique envoyé par le directeur général de l'Agence Régional de Santé (ARS) Occitanie à ses cadres. Si son contenu risque d'inquiéter les habitants de la région, c'est qu'il y révèle la présence de polluants éternels dans l'eau potable et qu'il invite à ne plus consommer l'eau du robinet. Pire, il conseillerait d'arrêter de contrôler la qualité de l'eau.

"*Il y a des PFAS (substances poly ou perfluoroalkylées) et des métabolites partout. Et plus on va chercher, plus on va trouver*", précise le mail. L'eau du robinet "*ne doit plus être consommée, mais seulement utilisée pour le tout le reste, donc privilégier l'eau en bouteille*", poursuivrait Didier Jaffre, le directeur de l'ARS Occitanie. Depuis le mois de janvier 2023, l'association Génération Futures, rejointe au printemps par l'Anses, alertait sur la présence de polluants, impactant largement la population européenne. L'un des résidus mis en cause est celui d'un fongicide, classé comme cancérogène en 2006 et interdit depuis 2020.

Les contrôles de la qualité de l'eau doivent se renforcer pour devenir obligatoire à partir de 2026. Toutefois, en attendant, le directeur de l'ARS Occitanie aurait conseillé dans ce mail, de "*ne pas les faire*".

L'Anses précise que les risques sanitaires sont encore difficiles à évaluer. Plusieurs études font pourtant déjà état d'effets "*suspectés, voire avérés*" sur la santé. Perturbateurs endocriniens, cancers obésité, diabète, fertilité… La liste présente des risques aussi lourds que variés. actu.orange.fr 19 octobre 2023

J-C – De deux choses l'une, soit cette info est exacte et l'eau du robinet est impropre à la consommation, donc ceux qui qui en charge de sa gestion en portent la responsabilité, ce sont des empoisonneurs et il faut d'urgence remédier à cette situation dans l'intérêt de la santé de la population, soit il s'agit d'une fausse info, et son auteur doit être déclaré impropre à assurer la fonction qui lui a été confiée.

Derniers développement de la guerre contre l'occupation de la Palestine.

- Plus de 1 400 personnes ont été tuées sur le territoire israélien par les hommes du Hamas, en majorité des civils fauchés par balles, brûlés vifs ou morts de mutilations le jour de l'attaque meurtrière du Hamas, samedi 7 octobre. Le Hamas a aussi enlevé 203 otages, selon un chiffre revu à la hausse jeudi 19 octobre.

D'après l'armée israélienne, environ 1 500 combattants du Hamas ont été tués dans la contre-offensive ayant permis à Israël de reprendre le contrôle des zones attaquées. Côté palestinien, 3 785 personnes ont été tuées dans la bande de Gaza, dont au moins 1 524 enfants, selon le ministère de la Santé du Hamas. (Ils ont oublié les plus de 12.000 blessés Palestiniens. – J-C)

En Palestine, des quartiers entiers ont été rasés et se retrouvent sans eau, sans nourriture ni électricité, et plus d'un million de personnes ont été déplacées après le siège imposé par Israël le 9 octobre à la bande de Gaza.

Jeudi 19 octobre, l'armée israélienne a indiqué avoir mené en 24 heures des centaines de frappes aériennes visant, selon elle, des infrastructures du Hamas parismatch.com 19 octobre 2023

Ils ont condamné le Hamas mais pas Israël, ce qui revient à cautionner le massacre des Palestiniens.

Quelle est cette résolution européenne sur Gaza et Israël qui déchire (encore) la gauche - Le HuffPost 20 octobre 2023

Le Parlement européen a largement adopté une résolution condamnant le Hamas et réclamant une « *pause humanitaire* » à Gaza. LFI crie au scandale.

Avec 500 voix pour, 20 votes contre et 24 abstentions, le Parlement européen a adopté ce jeudi 19 octobre une résolution « *sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza* ». Dit autrement : la première position commune exprimée par les eurodéputés sur la crise au Proche-Orient.

Ce qu'il y a dans la résolution, approuvée par le PS et EELV.

Non seulement celle-ci condamne bien l'action « *terroriste* » du Hamas (qualificatif que persiste à refuser l'état-major de LFI) mais elle ne comporte pas le terme « *cessez-le-feu* » ni ne condamne explicitement les actions militaires menées par Israël en territoire palestinien.

Sur ce point, l'article numéro 11 de la résolution « *appelle à une pause humanitaire, à une désescalade et au plein respect du droit humanitaire international ; rappelle qu'il est indispensable de trouver une solution pacifique au conflit ; souligne que les attaques contre la population civile, y compris le personnel des Nations unies, le personnel médical et les journalistes, et contre les infrastructures civiles constituent une grave violation du droit international* ». Ce qui, pour les insoumis, constitue une formulation trop timide au regard de l'urgence de la situation. Le HuffPost 20 octobre 2023

Le néonazisme s'est trouvé un porte-parole mondial.

Biden exhorte les Américains à soutenir l'Ukraine et Israël - Courrier International 20 octobre 2023

Joe Biden "*a lié les guerres en Ukraine et en Israël*", lors de son adresse à la nation jeudi soir, "*lançant un appel passionné au peuple américain pour qu'il soutienne deux démocraties sœurs, confrontées selon lui à des menaces existentielles*", rapporte CNN.

J-C - Les pyromanes crient au feu.

Courrier International - Globalement, le président a adopté un ton "*sobre*", décrivant un monde en proie à "*de graves incendies, ayant désespérément besoin d'être éteints*".

J-C - Alors qu'il est le représentant de la pire menace qui pèse sur tous les peuples.

Courrier International - Le président américain "*a souvent présenté*" notre époque "*comme 'un point d'inflexion' dans l'histoire du monde : une bataille entre les démocraties et les autocraties*", remarque CNN. "*Jeudi, il a affirmé que nous vivions 'l'un de ces moments'*".

J-C - Avec plus de 200 guerres auxquels sont liés directement ou indirectement les Etats-Unis, il est le mieux placé pour en parler.

Courrier International - "*L'histoire nous a appris que lorsque les terroristes ne paient pas le prix de la terreur, lorsque les dictateurs ne paient pas le prix de leur agression, ils provoquent davantage de chaos, de morts et de destruction*", a déclaré M. Biden.

J-C - Le comble de l'imposture consiste à pratiquer l'inversion accusatoire, l'agresseur hurlant à l'agression.

Courrier International - "*Le Hamas et Poutine représentent des menaces différentes, mais ils partagent un point commun : ils veulent tous deux annihiler entièrement une démocratie voisine, l'anéantir complètement*", a-t-il ajouté.

J-C – Anéantir le nazisme et le fascisme, c'est tout à fait honorable. Ils appartiennent à la même idéologie capitaliste, c'est vrai, concédons-lui.

Courrier International - "*Lier deux conflits" faisant rage à des milliers de kilomètres des États-Unis constitue pour Joe Biden "une tentative de les intégrer à un combat plus large visant à façonner l'ordre mondial et à protéger les Américains chez eux*", analyse The Guardian.

Un avis partagé par *The New York Times*, pour qui le président américain a cherché à convaincre ses compatriotes que "*fournir une aide militaire et économique à Israël et à l'Ukraine était dans l'intérêt de la stabilité mondiale et de la sécurité nationale américaine*".

J-C – Pas sûr qu'ils apprécieront cette prise d'otage déguisée, alors que les infrastructures des Etats-Unis sont dans un état de délabrement digne d'un pays sous-développé, sans parler de la pauvreté qui sévit gravement aux Etats-Unis. Quand la guerre rapporte, le peuple ignorant peut y souscrire, mais quand cela lui coûte, pas sûr qu'il apprécie.

Courrier International - "*Le leadership américain est ce qui unit le monde*", a néanmoins assuré le locataire de la Maison-Blanche. "*Ce sont les alliances nouées par les États-Unis qui assurent notre sécurité. Ce sont les valeurs américaines qui font de nous un partenaire avec lequel d'autres pays souhaitent travailler. L'Amérique est un phare pour le monde, encore aujourd'hui*".

J-C – Il a un siècle de retard, les Etats-Unis sont haïs dans le monde entier. Ce discours est usé jusqu'à la corde ou au-delà, misérable, ridicule.

Courrier International - Selon *The Wall Street Journal*, "*le président prévoit d'envoyer vendredi au Congrès une demande de financement supplémentaire d'environ 100 milliards de dollars", De cette enveloppe, quelque 10 milliards de dollars reviendraient à Israël – un "engagement sans précédent*" en faveur de la sécurité du pays, selon M. Biden – et 60 milliards seraient destinés à l'Ukraine, la région Indo-Pacifique et la sécurité aux frontières.

Mais les obstacles ne manquent pas, relève The Hill. "*Bien qu'il existe au Congrès un soutien bi partisan en faveur d'Israël et de l'Ukraine, une petite minorité de républicains de la Chambre des représentants s'oppose de plus en plus à l'idée de fournir une aide supplémentaire aux Ukrainiens, estimant que ce n'est pas dans l'intérêt des États-Unis*", écrit le site.

Et pour compliquer encore la situation, "*la Chambre est sans président depuis plus de deux semaines, depuis l'éviction de Kevin McCarthy" et l'élection de son successeur reste bloquée par les divisions au sein du parti républicain. Or "sans un président en place, la Chambre ne peut voter aucune loi*". Courrier International 20 octobre 2023

France occupée.

Totalitarisme. Le règne de la terreur. Délation et chasse aux sorcières hystérique en France.

J-C - Comment de tels faits divers insignifiants peuvent-ils remonter jusqu'aux rédactions des médias, qui ensuite les instrumentalisent conformément à la propagande officielle ?

« *Chamas* » puis « *Hamas* » Tacos : quand l'enseigne d'un fast-food de Valence fait polémique - Paris Match 20 octobre 2023

Après une alerte des riverains, la police municipale de Valence est intervenue auprès du fast-food, demandant l'extinction de son enseigne lumineuse. En raison d'ampoules défectueuses sur la lettre C, elle affichait « *Hamas Tacos* ».

Sacrée mésaventure pour cette enseigne de tacos. Plusieurs plaintes de riverains ont conduit la police municipale de Valence à intervenir ce 18 octobre auprès du fast-food Chamas Tacos, situé à Valence. Raison de l'alerte ? L'enseigne lumineuse, défectueuse, ne laissait plus apparaître le C, laissant scintiller les autres à savoir : Hamas Tacos, rapporte notamment *Le Dauphiné Libéré*.

Ce dysfonctionnement, près de dix jours après l'attaque du mouvement islamiste palestinien Hamas en Israël, a suscité la confusion. Alertée, la police municipale a ainsi demandé au gérant du restaurant d'éteindre complètement l'enseigne lumineuse, le menaçant d'une « *fermeture administrative* », à en croire une vidéo postée sur TikTok et relayée sur X. Paris Match 20 octobre 2023

J-C – Toute de suite les menaces. On se croirait sous le régime de Vichy ou sous le IIIe Reich !

Pourquoi ne les remettent-ils pas au régime de la muselière pour leur ôter l'envie de parler, bordel !

Isère: un lycéen de 17 ans arrêté après des menaces de mort à caractère antisémite en classe - BFMTV 19 octobre 2023

Le lycéen a été placé en garde à vue après avoir proféré des menaces de mort à caractère antisémite et des appels à la haine raciale en plein cours dans son établissement de Moirans, en Isère. BFMTV 19 octobre 2023

Les terroristes sont au pouvoir.

Lutte anti-terroriste en France: Gérald Darmanin annonce "*250 interpellations depuis une semaine*" - BFMTV 19 octobre 2023

La menace terroriste en France "*est très forte*". Gérald Darmanin affirme sur BFMTV ce jeudi 19 octobre que ses services "*déjouent un attentat en moyenne tous les mois et demi, deux mois*".

J-C – « *En moyenne* », il en est sûr, ce ne serait pas tous les mois, toutes les semaines, tous les jours, tenez, aujourd'hui ! Ceux qui ont créé cette situation en portent la responsabilité.

BFMTV - La situation au Moyen-Orient crée "*un moment propice où des gens ont envie de passer à l'acte*", a-t-il ajouté.

J-C - On savait que la France était soumise à un régime "*de police quotidien*".

BFMTV - "*Nous effectuons un travail de police quotidien*", a salué le ministre, annonçant "250 interpellations depuis une semaine". BFMTV 19 octobre 2023

La peur change de camp, le règne de la terreur pas encore. Camp de concentration pour les adultes, camp de redressement pour les enfants.

J-C – Terroriser des gosses de 11 ans, ce sont vraiment des ordures. « *Il faut faire des exemples* », je crois que le jour où nous règlerons nos comptes il y en aura parmi nous qui auront aussi envie de « *faire des exemples* », vous imaginez la haine qui est en train de s'accumuler contre eux parmi le peuple opprimé, et là il sera trop tard pour les arrêter…

Alertes à la bombe : Gabriel Attal annonce 299 incidents dans des écoles depuis la rentrée - actu.orange.fr 19 octobre 2023

Sur France 2, Gabriel Attal a révélé que 299 alertes se sont produites depuis la rentrée, dont 75 rien que pour la journée du jeudi 19 octobre.

Bien qu'il s'agisse la plupart du temps de fausses alertes, tous les signalements ont fait l'objet d'une levée de doute. "*On a déjà interpellé plusieurs dizaines d'élèves. Certains ont 11, 12 ou 14 ans*", a-t-il précisé sur le plateau de la chaîne, indiquant exiger une "grande fermeté" pour lutter contre ces fausses déclarations. "*À un moment, il faut faire des exemples. Certains disent que c'est un canular, certains disent qu'ils voulaient rater un cours. Mais dans le contexte actuel, vous avez des élèves et du personnel pour qui c'est particulièrement traumatisant*", a-t-il martelé. actu.orange.fr 19 octobre 2023

J-C - Les gosses de 11, 12 ou 14 ans, ils les ont terrorisés pendant près de 3 ans en leur faisant porter une muselière pour une pandémie fabriquée de toutes pièces... Pour un peu ils vont réussir à les politiser très jeune, cela pourrait se retourner bientôt contre eux (Macron, Darmanin et leurs cliques de fachos).

Ces dangereux psychopathes se sentent menacés par « *des propos* » tenus par des gamins, mais c'est la camisole de force qu'il leur faut.

Attal veut des mesures pour "*sortir*" des écoles les élèves radicalisés - AFP/actu.orange.fr 19 octobre 2023

"*Je vais travailler avec mon collègue de l'Intérieur et mon collègue de la Justice à des mesures qui nous permettent de les sortir de nos établissements scolaires*", a-t-il dit sur France 2.

Quand les personnels de l'Education "*signalent des élèves qui constituent selon eux, potentiellement une menace (...) en raison de propos qu'ils ont tenus ou d'actes qu'ils ont commis, le principe de protection que je veux appliquer à l'ensemble de nos élèves et de nos personnels fait qu'on doit trouver une autre solution que de les scolariser*", a-t-il déclaré.

"*Il y a autour d'un millier de mineurs qui sont suivis*" mais certains le sont car un membre de leur famille est particulièrement surveillé, a précisé Gabriel Attal. "*On est en train d'évaluer*" le nombre de mineurs potentiellement radicalisés, a ajouté le ministre, évaluant ce nombre à "*plusieurs dizaines probablement*". AFP/actu.orange.fr 19 octobre 2023

Comment, il n'est plus Charlie ?

Interdiction des manifestations pro-Palestine : Emmanuel Macron justifie la mesure - Le HuffPost 19 octobre 2023

Interrogé par des étudiants de Seine-Saint-Denis, le chef de l'État a évoqué un « *délai de décence* » qui était nécessaire dans la foulée du choc causé par l'offensive surprise du Hamas contre Israël.

« *Je vois des gens qui veulent manifester de manière pacifique mais dedans se greffent des éléments hyper radicaux qui vont aller brûler les drapeaux d'Israël, défendre le Hamas* », a ajouté Emmanuel Macron.

Le président français a jusqu'ici invoqué le « *droit d'Israël de se défendre* ». Le HuffPost 19 octobre 2023

J-C – Le seul droit « *de se défendre* » que nous reconnaissons, est celui des Palestiniens contre l'agresseur sioniste depuis 75 ans.

Un amalgame qui en dit long sur la nature des régimes en place en Israël... et en France : Policier, au minimum, si on creusait un peu, on ajouterait et antisémite.

"*La haine du juif et la haine du flic se rejoignent*" : Gérald Darmanin choque les députés de gauche - actu.orange.fr 18 octobre 2023

Ce mardi 17 octobre 2023, dans des propos relayés par BFMTV, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a affirmé que "*la haine du juif et la haine du flic*" se rejoignaient, selon lui.

Ces déclarations ont été faites par le locataire de la place Beauvau après le dîner républicain annuel du Conseil des Communautés juives du Val-de-Marne, auquel il participait. Interrogé sur la lutte contre "*l'islamisme radical*" et les attaques du Hamas contre Israël, le ministre de l'Intérieur a affirmé que "*cette crise a permis d'abattre un certain nombre d'hypocrites*". actu.orange.fr 18 octobre 2023

J-C - Quel abruti ! En effet les masques de l'imposture tombent. Il faut dire qu'il a été bien conseillé, en matière d'hypocrisie on ne pouvait pas imaginer pire !

Avec de tels « *amis* » les juifs sont servis !

Nos plus grands penseurs ou philosophes, scientifiques, étaient juifs, Marx et Trotsky aussi bien qu'il n'y ait jamais fait référence, alors nous sommes tous juifs ! Et comme nos amis arabes palestiniens sont des sémites, plus juifs que la plupart des juifs en réalité, nous sommes encore plus juifs et arabes en même temps !

Moi je suis un apatride, un citoyen du monde, j'ai quitté la France en 1996, je n'y ai pas refoutu les pieds depuis 2002, et je n'ai plus de passeport, je ne suis même plus inscrit sur la liste des résidents étrangers au Consulat de France de Pondichéry, j'ai un visa indien à vie, cela me suffit et je m'en porte très bien !

Je suis devenu plus Indien que Français en quelque sorte, j'ai été adopté dans ma nouvelle famille, je n'ai pas dit patrie. C'est cette distance qui doit me permettre d'avoir une vision un peu plus large de la situation que la moyenne de mes concitoyens, semble-t-il.

Le Premier ministre indien, Modi, a pris position pour Israël rompant avec 75 ans de neutralité ou de non-alignement de l'Inde. J'ai discuté avec des Indiens, ils comprennent très bien la situation des Palestiniens et les soutiennent, leurs parents ou grands-parents ont connu l'occupation britannique et française notamment, ça laisse des traces indélébiles.

Propagande de guerre. Les prix de la honte.

Le prix Sakharov récompense Mahsa Amini et le mouvement des femmes en Iran - AFP/actu.orange.fr 19 octobre 2023

Le prix Sakharov, plus haute distinction de l'UE pour les droits humains, a été décerné jeudi par le Parlement européen à Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne décédée l'an dernier, et au mouvement "*Femme Vie Liberté*" réprimé dans le sang par le pouvoir en Iran.

Le 6 octobre, une autre militante iranienne des droits humains, Narges Mohammadi, âgée de 51 ans, s'est vu décerner le prix Nobel de la paix pour son combat obstiné contre le port du voile obligatoire en Iran, et en faveur des droits humains. Elle est actuellement détenue à la prison d'Evin à Téhéran. AFP/actu.orange.fr 19 octobre 2023

Grande –Bretagne. Non-évènement ou choisir entre la lèpre et le choléra.

Royaume-Uni: large défaite des conservateurs au pouvoir dans deux élections partielles - AFP/actu.orange.fr 20 octobre 2023

Le parti conservateur au pouvoir au Royaume-Uni a subi vendredi une sévère défaite lors de deux élections partielles face au parti travailliste, un résultat de mauvais augure pour le Premier ministre Rishi Sunak. AFP/actu.orange.fr 20 octobre 2023

A bas « *la pauvreté énergétique.* » et les Ecologistes et vive le développement de l'Afrique !

J-C – Offrons-nous un moment de détente avec nos amis africains.

Quand je lis ce genre d'article, je ne peux pas m'empêcher d'éclater de rire en pensant à la gueule des écologistes. Non mais sans déconner cela me fait du bien, autant qu'un Africain qui du jour au lendemain aurait l'électricité chez lui et de l'eau potable. Ici aussi en Inde il n'y a pas si longtemps où le courant et la flotte faisaient défaut.

Je l'ai vécu pour l'eau qu'on allait chercher au robinet dans la rue, après j'ai filé du fric pour installer une pompe à eau manuel dans le jardin de ma belle-mère, l'eau était à peine à quelques mètres sous le sol. Quant à l'électricité, une seule ampoule et une seule prise électrique dans la maison, et des coupures de courant à répétition quotidiennement, au point qu'il y avait plus d'heures sans courant qu'avec du courant, mais on avait l'électricité, c'était en 1990 lors de mon premier séjour en Inde.

Depuis la situation s'est considérablement améliorée. Chez moi il y a un pumpset enfoui à 70 mètres de profondeur, on a encore des coupures de courant mais rarement, quand il pleut ou quand il vente pour éviter les électrocutions. En 1990 ma belle-mère réglait une facture mensuelle d'électricité de 10 roupies, en 2023 l'été la mienne est montée à 3900 roupies, et

ma maison est petite ! J'aurais de quoi écrire un livre… et m'enrichir, je déconne, je suis toujours de bonne humeur… ou presque !

La demande de pétrole en Afrique augmentera de 80% d'ici 2045 (Opep) - apr-news.fr 18 octobre 2023

La demande de pétrole en Afrique augmentera de 80% d'ici 2045, a déclaré le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Haitham Al-Ghais, lors de la Semaine africaine de l'énergie qui se tient au Cap, en Afrique du Sud.

"*L'Afrique est à l'aube d'une renaissance énergétique*", a-t-il souligné. "*Le continent possède environ 13% des réserves mondiales de gaz naturel et 7% des réserves de pétrole, mais sa consommation d'énergie par habitant est la plus faible au monde. L'utilisation des ressources naturelles de l'Afrique, telles que le pétrole et le gaz, contribuera à rendre l'énergie abordable et à réduire la pauvreté énergétique.*"

Le secrétaire général de l'Opep a également noté que d'ici 2045, la demande de pétrole de l'Afrique "*augmentera de 80%*".

M. Al-Ghais a insisté sur le fait que l'Afrique devrait être traitée équitablement dans le cadre de la lutte contre les problèmes climatiques mondiaux, car le continent est celui qui produit le moins d'émissions de gaz à effet de serre. "*Dans un monde où l'aéroport international Heathrow de Londres consomme à lui seul plus d'énergie que l'ensemble de la Sierra Leone, et deux tiers des écoles primaires d'Afrique subsaharienne n'ont pas accès à l'électricité, le même critère environnemental ne devrait pas être utilisé pour comparer des régions à des stades de développement très différents*", a souligné le secrétaire général de l'Opep. apr-news.fr 18 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 21 octobre 2023.

J'ai encore laissé des grosses fautes dans la causerie d'hier, il faut dire que lorsque j'ai terminé, je suis épuisé, je relis et corrige à l'aveuglette.

Courriel adressé à un correspondant en France. Une analyse.

J'ai enregistré votre dernier entretien et je l'ai regardé tranquillement en fin de soirée. Je crois que vous êtes passé à côté de l'essentiel, il manque encore une fois la dimension économique dans votre analyse. Qui fomentent les guerres, qui les financent, qui en tirent profit, les mêmes à ma connaissance, les banquiers si on se réfère aux deux Guerres mondiales du XXe siècle.

Une seconde Nakba n'est que la partie émergée de cette affaire, disons politique, une super production hollywoodienne des plus sordides à laquelle participe l'armada de la flotte américaine dans le plus pure style de la société du spectacle, avec son lot macabre de massacres et de destructions de part et d'autre qui se neutralisent pour ainsi dire. Tout le monde se jette avidement dessus, tandis que l'essentiel est ailleurs.

Le forum annuel économique Valdai qui se tient à Moscou a eu lieu il y a un mois, celui de la Route de la soie a lieu actuellement à Pékin.

Binden vient d'annoncer une enveloppe supplémentaire de dépenses militaires de 105 milliards de dollars consacrée à l'Ukraine, à l'Indo-pacifique et à Israël. Xi a annoncé deux investissements d'un total de 200 milliards de dollars.

L'argent coule à flot, à ceci près que les Etats-Unis sont virtuellement en faillite avec une dette fédérale de 33.000 milliards de dollars, la dette globale des Etats-Unis toutes sources confondues dépasse les 50.000 milliards de dollars, celle de l'UE n'en est pas très loin, si on ajoute le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, ils cumulent à eux tous plus de 100.000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB mondial en 2022 (101.000 milliards de dollars).

Le niveau de vie des populations de ces pays-là est le plus élevé du monde, les coûts de productions aussi, leur taux de profit avoisine zéro, leur taux de croissance est du même ordre d'idée, le FMI vient d'indiquer qu'il ne remonterait pas en 2024 et qu'ils étaient très pessimiste, notamment pour l'Allemagne et les Etats-Unis.

En déclenchant le "*Great Reset*" en janvier 2020 avec leur dictature sanitaire, je préfère le terme hygiéniste, combinée à la dictature énergétique et climatique, qui a frappé durement ces pays-là, ils ont indiqué par-là qui étaient leurs ennemis, quels étaient leurs cibles, et quels objectifs ils entendaient atteindre sur fond de régression sociale généralisée sans fin. Avant-

hier, on a appris que le gouvernement français allait à titre expérimental en vue de le généraliser plus tard, "*plafonner la consommation d'électricité de quelques 200 000 Français équipés d'un compteur Linky*" (Source : La Tribune), en plein hiver, certains ne pourront pas utiliser leur chauffage électrique qui consomme énormément d'électricité, ils vont retourner au charbon ou à la bouillotte pour ne pas grelotter dans leur lit, ce n'est qu'un avant-goût de ce qu'ils préparent à grande échelle. La France ne produit plus grand chose, le chiffre d'affaires des sociétés du CAC40 est réalisée à plus de 50% par leurs filiales installées à l'étranger, pareil aux Etats-Unis pour le chiffre d'affaires de General Motor réalisé en Chine et ailleurs.

Aux Etats-Unis les infrastructures sont dans un état de délabrement très avancé, route, pont, aéroport, etc. ils sont dignes d'un pays en développement, prenez le système de santé en Grande-Bretagne ou en France, vous ferez le même constat. Par conséquent, les pays occidentaux ne sont plus en mesure de jouer le rôle de moteur de l'économie mondiale qu'ils jouaient depuis 2 siècles, cette époque est révolue, ils doivent passer le témoin au pays qui ont une croissance forte, des coûts de production très bas, un taux d'exploitation plus élevé, les pays des Brics.

Pourquoi, pardi, pour assurer la survie du capitalisme, et répondre aux besoins croissants et à l'impatience des peuples qui partout ailleurs dans le monde exigent une amélioration de leur condition d'existence, population particulièrement jeune et instruite qui a grandi à l'ère d'Internet et des réseaux dits sociaux, qui refusent de se contenter du sort misérable auquel les vouaient les occidentaux et les gouvernements corrompu à leur solde.

Mais comment vendre aux Américains et aux peuples de la vieille Europe capitaliste une telle perspective sociale désastreuse, comment obtenir leur consentement à une telle déchéance sans qu'à nouveau le spectre d'une révolution sociale hante l'Europe. En fomentant des guerres, à ce jour ils n'ont jamais trouvé mieux ou plus efficace, d'où cette guerre qui dévaste la Palestine qui présente plusieurs particularités, dont une que j'ai retenue parce qu'elle est à tiroirs ou elle se décline à différents échelons.

Elle n'intervient pas n'importe quand, comme je l'ai souligné tout au début. Il faut ajouter la" *réconciliation*" entre l'Iran et l'Arabie saoudite qui vient d'avoir lieu, deux pays qui vont rejoindre les Brics officiellement en janvier 2024, tandis que l'Arabie saoudite était engagée dans un processus identique avec Israël, processus gelé provisoirement pour la forme, l'Arabie saoudite sert de pivot ici apparemment, avec l'implication de la Chine qui va envoyer un émissaire au Moyen-Orient dans les jours qui viennent, deux importants producteurs de pétrole, tandis que le 18 octobre, le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Haitham Al-Ghais, lors de la Semaine africaine de l'énergie qui se tient au Cap, en Afrique du Sud, annonça que "*la demande de pétrole en Afrique augmentera de 80% d'ici 2045*" (Source : apr-news.fr 18 octobre 2023).

Il va de soi qu'aussi bien le processus ayant abouti à la constitution des Brics, que ces négociations entre l'Iran, l'Arabie Saoudite et Israël, n'auraient pas pu avoir lieu sans l'aval ou la caution des Etats-Unis, et pas davantage cette attaque du 7 octobre qui a été conçue par Tsahal et le Hamas si j'ai bien compris, les marionnettes de l'oligarchie financière anglo-saxonne sioniste en réalité, car c'est elle qui en dernière analyse est derrière ce remodelage de l'économie mondiale, Netanyahou et le Hamas, MBS ou même Erdogan font figures de nains de jardin à côté ; certes ils défendent leurs intérêts particuliers ou ils s'accrochent ou pouvoir,

mais s'ils y restent c'est uniquement parce qu'ils ont un rôle à jouer dans la stratégie élaborée par les idéologues de l'aristocrate financière, parce qu'ils ont besoin d'eux ou ils les tolèrent.

Le 18 octobre Sputnik titrait : Le yuan devient la seconde monnaie dans les règlements commerciaux SWIFT - (fr.sputniknews.africa), comme quoi il ne faut pas se fier au titre, plus loin il ajoutait que "*le dollar reste le maître, avec une part de 84,15%"* et que "*la devise chinoise a atteint un seuil historique de 5,8%*", ce qui reste dérisoire, l'euro 5,43%, le yen japonais 1,4% et le rial saoudien 0,56%, des broutilles.

Kissinger s'est rendu en Chine récemment, le gratin du Forum économique mondial ou les GAFAM y passe son temps...

Quand on met bout à bout tous ces facteurs ou quand on observe comment ils se combinent, on en vient à penser qu'on est en présence d'une formidable mystification destinée à nous tromper, nous diviser, nous embrouiller, créer une atmosphère délétère à la limite de la guerre civile, un régime de terreur et de délation qui rappelle étrangement le 11 septembre 2001, le mode opératoire du 7 octobre 2023 étant similaire, sur fond d'Agenda 2030.

Paradoxalement, mais là il s'agit d'une hypothèse seulement, cette opération aurait pu être conçu pour régler une fois pour toute la question palestinienne de manière à ce qu'elle ne vienne plus perturber les relations entre l'Iran, l'Arabie saoudite et Israël ainsi que leur voisin, la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue Arabe aurait pu en être aussi le prélude, qui sait ?

PS - J'ai forcément oublié des trucs dans ma démonstration rédigée d'une traite. Bien qu'il existe des représentations politiques qui peuvent acquérir une certaine autonomie, le dernier mot revient toujours à l'économie, je tiens cela d'Engels.

Voilà ce qui est très déstabilisant.

Chroniques orwelliennes par le professeur au Collège de France Jean-Jacques Rosat,

George Orwell - « *Réflexions sur la guerre d'Espagne* » écrites en 1942 à Londres :

- Tôt dans ma vie, je m'étais aperçu qu'un journal ne rapporte jamais correctement aucun événement, mais en Espagne, pour la première fois, j'ai vu rapporter dans les journaux des choses qui n'avaient plus rien à voir avec les faits, pas même le genre de relation que suppose un mensonge ordinaire. J'ai vu rapporter de grandes batailles là où aucun combat n'avait eu lieu et un complet silence là où des centaines d'hommes avaient été tués. […]

J'ai vu les journaux de Londres débiter ces mensonges et des intellectuels zélés bâtir des constructions émotionnelles sur des événements qui n'avaient jamais eu lieu. J'ai vu, en fait, l'histoire s'écrire non pas en fonction de ce qui s'était passé, mais en fonction de ce qui aurait dû se passer selon les diverses "*lignes de parti*". […]

Ce genre de chose m'effraie, car il me donne souvent le sentiment que le concept même de vérité objective est en voie de disparaître du monde. […]

Je suis prêt à croire que l'histoire est la plupart du temps inexacte et déformée, mais, ce qui est propre à notre époque, c'est l'abandon de l'idée que l'histoire pourrait être écrite de façon véridique. Dans le passé, les gens mentaient délibérément, coloraient inconsciemment ce qu'ils écrivaient, ou cherchaient la vérité à grand-peine, tout en sachant bien qu'ils commettraient inévitablement un certain nombre d'erreurs. Mais, dans tous les cas, ils croyaient que les "*faits*" existent, et qu'on peut plus ou moins les découvrir. Et, dans la pratique, il y avait toujours tout un ensemble de faits sur lesquels à peu près tout le monde pouvait s'accorder.

Si vous regardez l'histoire de la dernière guerre [la Première Guerre mondiale], dans l'Encyclopedia Britannica par exemple, vous vous apercevrez qu'une bonne partie des données sont empruntées à des sources allemandes. Un historien allemand et un historien anglais seront en profond désaccord sur bien des points, et même sur des points fondamentaux, mais il y aura toujours cet ensemble de faits neutres, pourrait-on dire, à propos desquels aucun des deux ne contestera sérieusement ce que dit l'autre. C'est précisément cette base d'accord […] que détruit le totalitarisme. […]

J-C - A quoi correspond ces "*faits neutres*", sinon l'acquis collectif de la civilisation humaine que remettent en cause ceux qui entendent la détruire ? L'ensemble de nos connaissances, bien qu'elles soient amenées à évoluer.

Guerre psychologique. Voilà comment ils entendent vous terroriser.

J-C – Ce sont ces détraqués qui sont un cancer pour la société.

Faites attention, cet objet présent dans de nombreuses salles de bain pourrait favoriser le cancer - Yahoo 20 octobre 2023

Sur Instagram, un professionnel de santé a suggéré d'abandonner les rideaux de douche en plastique car ils pourraient libérer des produits chimiques nocifs, associés à des dommages au système immunitaire, à des problèmes de fertilité et à d'autres maladies graves.

Selon le National Cancer Institute, le chlorure de vinyle, un gaz incolore, qui est un matériau de combustion également présent dans la fumée de tabac, a été associé à un risque accru de cancer du foie, du cerveau et du poumon, ainsi que de lymphome et de leucémie.

J-C - Pas les injections géniques ARN messager, il faut bien qu'ils trouvent une explication aux maladies auto-immunes qui sont en train de se développer de manière exponentielle, dont le cancer, à la baisse de la fertilité, etc.

Après le ghetto, les chiottes !

Les tables des cafétérias universitaires abritent 60 000 fois plus de bactéries qu'un siège de toilette - Yahoo 20 octobre 2023

Si vous êtes étudiant, vous risquez d'avoir un autre regard sur votre cafétéria la prochaine fois que vous vous y rendrez. Selon une nouvelle étude, cet endroit serait le plus sale du campus.

L'aveu. Le "*désespoir constant de vivre sous le blocus israélien*" l'emportait sur toute autre considération.

Comment les Gazaouis perçoivent-ils le Hamas ? - The Conversation 20 octobre 2023

J-C - Je n'ai pas reproduit une vingtaine de paragraphes qui consistaient à imputer au Hamas la responsabilité des difficultés que les gazaouis rencontraient quotidiennement pour satisfaire leurs besoins élémentaires, alors que le Hamas gère Gaza avec l'argent qu'on lui donne, l'économie de Gaza est sous perfusion, il n'y a aucune richesse naturelle, pas d'industries lourdes, l'activité économique est une économie de survie, on ne produit pratiquement rien à Gaza, dans ces conditions-là Hamas ou pas Hamas. N'importe qui serait à la place du Hamas pour gérer une telle situation, ferait ce qu'il peut et pas ce qu'il veut, donc à un moment donné si vous interrogeriez la population, elle reprocherait aux autorités de ne pas en faire plus.

Voilà à quoi était consacré ces 20 paragraphes que j'ai supprimés, pas en soutien au Hamas, mais parce qu'ils relevaient de la manipulation de la population de Gaza. Leur objectif était de montrer que les Gazaouis n'étaient pas solidaires du Hamas, qu'il était isolé, pour mieux justifier la réaction barbare des Israéliens. Mais ils n'ont pas pu nier que les gazaouis ne supportaient plus de "*vivre sous le blocus israélien*" et qu'ils étaient prêts à n'importe quel sacrifice pour le briser.

The Conversation - Une analyse de l'opinion publique gazaouie au fil du temps révèle un désespoir constant de vivre sous le blocus israélien.

Un sondage réalisé en juin 2023 par Khalil Shikaki, professeur de sciences politiques et directeur du Centre palestinien de recherche sur les politiques et les sondages, indique que 79 % des habitants de Gaza soutiennent l'opposition armée à l'occupation israélienne du territoire palestinien.

Les sondages réalisés auprès des habitants de Gaza de 2007 à 2023 sont révélateurs. Ils montrent clairement que le soutien des Gazaouis à la résistance armée s'est accru parallèlement à une hausse de la frustration, de la colère et du désespoir devant l'absence de solution politique à leurs souffrances.

En 2017, Sara Roy, chercheuse qui étudie l'économie palestinienne et l'islamisme, s'est penchée sur la tolérance des habitants de Gaza à l'égard du Hamas, notant que « *ce qui est nouveau, c'est le sentiment de désespoir que l'on peut constater du fait que les gens sont désormais prêts à repousser des limites qui étaient autrefois inviolables.* »

Les Gazaouis, explique-t-elle, en particulier ceux de moins de 30 ans (75 % de la population), appuient largement, même si à des degrés divers, le Hamas ou ses prétentions à une légitimité islamique.

En 2023, lorsque les habitants de Gaza interrogés par Shikaki ont exprimé leur soutien à la résistance armée, ils l'ont fait car ils considéraient que cette résistance pourrait alléger le blocus et le siège israéliens mieux que toute politique électorale.

Toute perspective de retour à la normale semble disparue pour de nombreux Gazaouis, et le Hamas affirme agir en tant que « *résistance légitime* ».

Avec des négociations de paix au point mort depuis 2001, le report des élections, l'impossibilité de sortir de Gaza et l'aggravation de la crise humanitaire, toute une génération de Gazaouis se retrouvent devant un horizon bouché. The Conversation 20 octobre 2023

J-C – Sinon ils vivraient heureux dans leur ghetto, CQFD.

Inversion du droit sous un régime totalitaire.

J-C - La présomption de culpabilité l'emporte sur la présomption d'innocence. Après les guerres, les arrestations, le gouvernement d'extrême droite recourt au bannissement à titre préventif.

Vous êtes déclaré coupable, à vous de prouver ensuite que vous êtes innocent. Mais comment voulez-vous prouver que vous n'êtes pas coupable, si l'accusation portée contre vous ne repose que sur une « *présomption* », et non un acte de nature à prouver votre culpabilité. Autant dire que le droit à la défense est bafoué, ne vous est pas accordé, vous êtes accusé d'office un point c'est tout. Vous devez accepter cette sentence, la qualifier de profondément injuste serait insuffisant, cela relève de la tyrannie pure et simple. Sans vous révolter évidemment.

Darmanin déchoit de sa nationalité un Français d'origine tchétchène pour des faits liés au terrorisme - BFMTV 20 octobre 2023

Le jeune homme a été condamné à neuf ans de prison en 2020 pour des faits de "*participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme*".

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a déchu de sa nationalité française un binational de 25 ans, né en République russe de Tchétchénie et condamné à plusieurs reprises pour des faits liés au terrorisme, selon un décret publié ce vendredi 20 octobre, au Journal officiel. "*Il appartiendra aux autorités compétentes d'apprécier ensuite son droit au séjour sur le territoire français*". BFMTV 20 octobre 2023

J-C - Question à 1 centime d'euro : A-t-il à un moment ou un autre participé à "*un acte de terrorisme*" ? J'ai lu l'intégralité de l'article et la réponse est négative.

Terrorisme d'Etat. Les institutions de la Ve République passent en mode sioniste. Le fascisme ne passera pas...

Israël: une "*soirée de mobilisation contre le terrorisme*" organisée par Radio J à l'Assemblée nationale - BFMTV 20 octobre 2023

Radio J, la radio de la communauté juive, annonce ce vendredi 20 octobre organiser une "*soirée de mobilisation contre terrorisme*" mardi prochain, après l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre dernier.

Cet événement se veut une "*soirée de mobilisation contre le terrorisme, pour la libération des otages du Hamas et pour la paix*", indique la radio dans un communiqué.

La soirée se tiendra le mardi 24 octobre, à partir de 19 heures, à l'Assemblée nationale salle Colbert. Seront présentes "*de nombreuses personnalités politiques, d'artistes et de personnalités de la société civile*", selon Radio J, qui ne précise qui sera invité. BFMTV 20 octobre 2023

Manifestation pro-Palestine à Paris: pourquoi le rassemblement a-t-il finalement été autorisé? - AFP/BFMTV 20 octobre 2023

La justice a tranché en faveur des manifestants. À l'appel de l'association CAPJO-Europalestine et du Nouveau parti anticapitaliste, des milliers de personnes ont pu se rassembler place de la République, jeudi soir à Paris, pour apporter leur soutien à la population palestinienne.

Le tribunal administratif de Paris, saisi avant la tenue de la manifestation, a décidé de suspendre l'interdiction préfectorale qui la frappait, estimant que celle-ci représentait "*une atteinte grave"* à la liberté de manifester.

La décision du tribunal est intervenue vers 19 heures alors que 4.000 personnes étaient déjà sur place depuis 18 heures, selon la préfecture de police.

Dès que la nouvelle s'est propagée dans la manifestation place de la République, les forces de police qui avaient "*nassé*" la foule se sont totalement retirées. Selon les informations de BFMTV, ces dernières avaient procédé à 56 verbalisations avant la décision d'autorisation.

La manifestation s'est globalement déroulée dans le calme. La préfecture de police fait état de trois interpellations. AFP/BFMTV 20 octobre 2023

Totalitarisme. Dire ou défendre la vérité devient un délit.

Conflit Israël-Hamas : le secrétaire général de la CGT du Nord en garde à vue pour « *apologie du terrorisme* » - lejdd.fr 20 octobre 2023

Le secrétaire général de la CGT du Nord serait accusé d'avoir diffusé un tract « *appelant à la paix* » en Palestine, selon un communiqué de la CGT.

Selon la CGT, cette garde à vue aurait fait suite à la publication d'un tract de soutien, « *un appel à la paix* » et à la *« solidarité avec le peuple palestinien* » lancé la veille, le jeudi. Dans le document, l'union départementale explique « *être engagée de longue date dans la solidarité avec le peuple palestinien, soutenant ses droits nationaux, condamnant le régime colonial et d'extrême droite israélien, ses destructions, ses agressions et ses crimes quotidiens contre l'humanité* ». Une phrase cependant a été particulièrement remarquée : *« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi, elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées.* »

Dans son communiqué, la CGT « *dénonce fermement ces arrestations et l'emploi de moyens totalement disproportionnés (une dizaine d'agents, pour certains cagoulés) puisque les militantes et militants concernés ne présentent aucune menace* ». « *Soutenir pacifiquement le droit des Palestiniens ne peut pas être aussi grossièrement caricaturé et criminalisé* », a ajouté la centrale, qui affirme avoir, dès le 8 octobre, « *condamné fermement l'attaque du Hamas* » et a « *appelé à un cessez-le-feu immédiat* ». lejdd.fr 20 octobre 2023

J-C – Soutien inconditionnel à tous ceux que ces terroristes harcèlent…

A quoi reconnaît-on les opportunistes ? Un jour Charlie, un jour pas Charlie. Nous, jamais Charlie !

Dans le numéro de Charlie Hebdo publiée le 18 octobre 2023, figure une caricaturiste signée Félix où la députée LFI Danièle Obono est représentée au premier plan avec ce message : « *Gaza/Israël, la paix, c'est possible ! La France échange Obono contre les otages israélien* », qui a été qualifiée par les élus LFI notamment d'« *antisémite* », « *négrophobe* », « *racistes*».

La députée insoumise Rachel Keke a que Charlie Hebdo était "*digne du pire des torchons d'extrême droite*"

Et voici comment les médias porte-parole de l'extrême droite sioniste justifient cette caricature infâme.

AFP - Danièle Obono est au coeur d'une polémique depuis le début de la semaine. En cause: une interview sur Sud Radio, où, elle a défini le Hamas comme "*un mouvement de résistance qui se définit comme tel*".

Son propos a déclenché une indignation générale, y compris à gauche, alors que La France insoumise était déjà ciblée de toutes parts, en raison de son refus de qualifier le Hamas d'organisation terroriste.

(Source : AFP 20 octobre 2023)

Boycott !

Israël-Palestine : Carrefour, McDonald's, Puma... les appels au boycott se multiplient - Yahoo 20 octobre 2023

Des marques ciblées pour leur soutien à l'armée israélienne ou pour leur rôle dans la colonisation.

Des campagnes relayées par des militants de la cause palestinienne, qui partagent des listes de marques ayant un rôle soit dans la colonisation israélienne, soit auprès de l'armée israélienne dans la guerre débutée le 7 octobre dernier contre la bande de Gaza. Parmi les marques ciblées par ces campagnes d'appels au boycott, la marque Carrefour, accusée d'avoir fourni gratuitement des repas à l'armée israélienne, est l'une des plus ciblées avec le #BoycottCarrefour.

Une très longue liste de marques à boycotter circule sur les réseaux sociaux et au sein des comptes de militants de la cause palestinienne, avec des marques allant des groupes Coca-Cola, Danone, Nestlé, ainsi que Starbucks, KFC, L'Oreal ou encore Disney.

A l'échelle internationale, une campagne d'appel au boycott plus ciblé est lancée par le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions), avec des déclinaisons locales. L'initiative, "*lancée par la société civile palestinienne en 2005, suite à des dizaines d'années de lutte contre Israël et sa politique d'apartheid*", selon leur site officiel en France, dresse une liste de marque à boycotter en France : les cosmétiques Ahava, la banque Axa, HP, Carrefour, Keter (un fabricant de produits de consommation domestiques et de jardin à base de résine), ou encore Puma, Sodastream, Teva et Mehadrin, un grossiste en fruits et légumes. Des appels à boycotter ces marques qui sont fréquemment lancés lors des tensions entre les deux pays.

L'une des marques les plus ciblées à l'échelle internationale est pour l'instant le géant du fast-food McDonald's. Yahoo 20 octobre 2023

J-C – Tiens, j'ai cru reconnaître une marque qui soutient le Forum social des altermondialistes, Coca Cola

---

Russie.

«*Inacceptables*» : le Kremlin fustige les propos de Biden sur Poutine - RT 20 octobre 2023

Lors d'une allocution solennelle, Joe Biden a qualifié de «*tyran*» son homologue russe, le comparant au Hamas. Appelant les Américains à soutenir Israël et l'Ukraine, il a présenté le soutien militaire à ces deux pays comme un «investissement intelligent». Moscou a estimé qu'«*une telle rhétorique*» ne convenait guère «*à des chefs d'Etat*».

«*Une telle rhétorique ne convient guère à des chefs d'Etat et est inacceptable pour nous*», a déclaré ce 20 octobre Dmitri Peskov en réaction aux propos tenus la veille par le président

américain. «*Nous n'acceptons pas un tel ton à l'égard de la Fédération de Russie, à l'égard de notre président*», a ajouté le porte-parole du Kremlin. RT 20 octobre 2023

J-C – La Russie a relayé le récit officiel, alors qu'elle connaît la vérité, demain cette brouille cosmétique à usage domestique (intérieur) sera oublié…

Quelle aubaine ! Etrange, non ?

Pétrole : les revenus des exportations pétrolières de la Russie au plus haut depuis juillet 2022 - AFP/RT 12 octobre 2023

Selon le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur le marché du pétrole, publié ce 12 octobre, les revenus des exportations pétrolières de la Russie sont en forte hausse. Ces revenus «*ont bondi de 1,8 milliard de dollars*» sur un mois, «*pour atteindre 18,8 milliards de dollars en septembre, leur plus haut niveau depuis juillet 2022*», souligne le document.

Les exportations totales de produits pétroliers russes ont augmenté de 460 000 barils par jour pour atteindre 7,6 millions de barils par jour, le brut comptant pour 250 000 barils dans la hausse. Les recettes pétrolières du gouvernement russe ont ainsi augmenté de 24% en septembre par rapport au mois précédent, pour atteindre 10,6 milliards de dollars, mais étaient inférieures de 7% à leur niveau d'il y a un an, a précisé l'AIE.

Depuis décembre 2022, le G7, l'Australie et l'Union européenne ont imposé un plafonnement du prix du pétrole russe selon un mécanisme qui impose que seul le pétrole vendu à un prix égal ou inférieur à 60 dollars le baril puisse continuer à être livré.

L'objectif d'alors était de frapper la manne financière de la Russie en plafonnant ses recettes pétrolières, tout en gardant une incitation économique suffisante pour que le pays continue de vendre son pétrole à prix réduit, plutôt que de retirer ses barils du marché, afin d'éviter un surenchérissement des cours.

Malgré ces sanctions, la Russie a trouvé d'autres débouchés pour son pétrole, auprès de pays non concernés par le régime de sanctions des Occidentaux. Le prix moyen à l'exportation du brut russe a augmenté de 8 dollars par baril, pour atteindre 81,80 dollars en septembre, «*bien au-dessus du prix plafonné*», a relevé l'AIE.

La production de brut russe a grimpé jusqu'à 9,48 millions de barils quotidiens. Si Moscou a promis de réduire ses exportations de 300 000 barils par jour à partir de septembre jusqu'à fin 2023, des estimations préliminaires montrent qu'elles ont seulement baissé d'environ 100 000 barils par jour par rapport à la moyenne de mai-juin, selon l'AIE. AFP/RT 12 octobre 2023

J-C – On en vient à se demander s'ils ne l'auraient pas fait exprès. Que ce soit sur le champ de bataille ou l'économie mondiale, ils ont besoin d'un gendarme, non ?
Imaginez que la montée en puissance des Brics les arrange, j'entends l'oligarchie financière anglo-saxonne, pourquoi dès lors ne la favoriseraient-ils pas ? Ils osent tout, non ?

FMI : la récession allemande et la croissance russe plus fortes que prévu en 2023 - RT 10 octobre 2023

Selon les dernières prévisions trimestrielles du FMI, la récession de l'économie allemande sera plus forte que prévu en 2023. A l'inverse, la croissance russe sera plus soutenue que ce qui avait été annoncé dans les précédentes projections de l'institution internationale.

Dans ses prévisions trimestrielles, publiées ce 10 octobre, le Fonds monétaire international (FMI) planche dorénavant sur une contraction de 0,5% du Produit intérieur brut (PIB) allemand, contre un recul de 0,3% dans son précédent rapport paru en juillet. L'écart est encore plus significatif comparé aux projections d'avril, où le FMI estimait que le PIB allemand ne se contracterait que de 0,1%.

Si l'organisation internationale prévoit toujours un rebond de l'économie allemande en 2024, celui-ci a également été revu à la baisse, passant d'une croissance espérée de 1,3% à 0,9%.

Une contre-performance de la première économie européenne qui n'est pas sans conséquence sur les performances de la zone euro. Bien que les prévisions de croissance de la France et de l'Espagne, deux autres économies majeures de l'UE, soient revues à la hausse, celles pour l'ensemble de la zone monétaire européenne sont abaissées, passant de 0,9% à 0,7%.

Si l'Allemagne et la zone euro voient à nouveau leurs prévisions dégradées par le FMI, celles de la Russie sont quant à elles à nouveau rehaussées. Selon les projections de l'institut, l'économie russe devrait connaître en 2023 une croissance de 2,2%, soit 0,7 point de mieux qu'il y a trois mois, et 1,5 point de plus que ce qui était prévu dans le rapport d'avril.

Dans leur analyse des risques planant sur la croissance mondiale, ceux-ci estiment notamment que «la séparation actuelle de l'économie mondiale en blocs dans le contexte» du conflit en Ukraine et «*d'autres tensions géopolitiques pourraient s'intensifier*». Des tensions qui vont, à leurs yeux, de pair avec «*davantage de restrictions*» sur les échanges commerciaux, les mouvements de capitaux, de technologies et de travailleurs. «*Si cela devait se produire, les coûts pour la prospérité mondiale seraient élevés*», estiment-ils. RT 10 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 22 octobre 2023.

Une petite causerie.

J'ai posté un commentaire insignifiant à la suite du dernier entretien donné par monsieur Meyssan (Réseau Voltaire) à un média libertarien, donc néolibéral d'extrême droite, il a été également censuré, il faut dire que j'avais osé indiquer l'adresse de mon portail luttedeclasse(.)org, tandis que des commentaires peu amènes à son sujet n'ont pas été censurés, je vous en cite quelques-uns :

- …ce type est un agent du Hezbollah et du régime d'Assad…

- ... élément de langage calqué sur le régime de Téhéran...

- Beaucoup d'idéologie et d'affirmations sans preuves...

- ...aucune source citée.... franchement... c'est lamentable. Comment peut-on être si ridicule!

- Tout n'est que suppositions et hypothèses... du complotisme de bas étage comme ce personnage en a l'habitude.

Mais me permettre de mieux faire connaître mon portail, jamais ! Tout est dans l'ordre des choses et c'est très bien ainsi.

Je lui ai signalé personnellement, je lui ai soumis une longue analyse alternative à la sienne à dimension économique et mondiale, pas de réponse.

C'est la guerre que voulez-vous et chacun choisit son camp !

Beaucoup d'entre vous le vivent très mal, il faut dire que certaines illusions peuvent avoir des conséquences cruelles, qu'ils sachent que le pire reste à venir. Après l'amuse-gueule de la dictature sanitaire ou hygiéniste, nos ennemis n'en sont encore qu'à l'hors-d'œuvre pour le moment, donc ceux qui ont eu le réflexe de se terrer dans leur trou ou qui ont décidé de se murer dans le silence pour qu'on les oublie, risquent de ne pas s'en remettre, surtout quand il va falloir qu'ils digèrent le plat de résistance qui s'annonce gargantuesque ! Je ne leur dirais pas bon appétit, bonne digestion.

En période de guerre, il n'y a pas pire que l'isolement, attention, cela peut rendre fou, je ne plaisante pas. On s'en tape diront-ils, avec les réseaux dits sociaux, de nos jours on n'est jamais vraiment seul… Quelle connerie vous racontez là ! Qui cela ? Moi ? Non, vous, citez-moi un blog ou un média qui ne soit pas aligné ici ou là sur la réaction, je ne parle pas seulement de la question palestinienne, allez-y, j'attends. Vous voyez qu'à un moment donné vous allez vous retrouver tout seul.

Quoique non tout compte fait, car paradoxalement ce sont vos illusions qui vous sauveront, provisoirement. J'ai réalisé que si vous ne partagiez pas l'essentiel de mes positions, rien ne vous empêcherait de partager au moins une position ici ou là d'un autre courant politique, blog ou média, donc, bien que mal accompagné selon moi ou sans être très exigeant sur vos fréquentations, vous ne serez jamais vraiment seul, vous voilà sauvé, ouf ! A quel prix ou dans quel état, ça c'est une autre histoire qui ne me concerne pas.

Moi, je suis socialiste, donc je ne suis jamais seul, mais quant à choisir, je préfèrerais encore être enseveli vivant plutôt que me compromettre, on ne se refait pas.

Ne soyez pas souverainiste, nationaliste, patriote, Français, communautariste au sens d'identité ethnique ou religieuse ou je ne sais quoi encore, soyez un citoyen du monde, un universaliste au sens philosophique du terme.

Ne soyez plus jamais seul, adoptez le socialisme ! Il incarne l'espoir, le progrès social, la démocratie, il est source de bien-être intérieur ou d'équilibre psychologique, mental, d'épanouissement individuel, de réalisation intellectuelle, de paix, l'idéal humaniste le plus élevé, la fin de l'exploitation et de l'oppression, bref, l'espèce humaine enfin parvenue à maturité, le futur, quoi !

Avec le socialisme, plus besoin d'antidépresseur, de sédatif, de somnifère, de se bourrer la gueule, de se défoncer. Mieux qu'une croyance, la connaissance à portée de la main, le bonheur enfin réalisé… ou presque, on peut au moins l'entrevoir, c'est déjà mieux que rien ou les portes de l'enfer auquel on vous destine, non ?

Je pratique le premier et le second degré pour tester votre résistance mentale, le socialisme est la meilleure thérapie qui soit.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de Gaza a révélé un nouveau bilan chiffré de la situation humanitaire dans la bande de Gaza au 15eme jour de l'offensive israélienne soutenue par les pays occidentaux.

Il a rendu compte que 550 massacres contre les familles palestiniennes qui ont perdu 3353 de leurs proches et membres. Sachant qu'un nombre d'entre eux se trouvent encore sous les décombres de leurs maisons, précise le ministère.

Le chiffre des martyrs s'élève désormais à 4385 dont 1756 enfants, 967 femmes, auxquels s'ajoutent 13561 blessés.

Durant ces 24 dernières heures, 29 massacres ont été perpétrés causant la mort de 248 personnes et blessant 400 autres.

Le ministère souligne que 70% des victimes sont des enfants, des femmes et des personnes âgées.

Evoquant la dégradation de la situation sanitaire et médicale, il a révélé que 51 cadres médicaux ont été tués, et 87 autres blessés. 7 hôpitaux sont hors service, et 25 centres médicaux ont fermé leur porte en raison des pénuries de carburant ou parce qu'ils ont été bombardés. french.almanar.com.lb 21 octobre 2023

- Israël a annoncé l'intensification de ses frappes sur la bande de Gaza en préparation d'une invasion terrestre de l'enclave palestinienne.

Au moins 42% des logements de la bande de Gaza ont été détruits ou endommagés depuis le début du conflit, selon l'Ocha. - AFP/actu.fr 21 octobre 2023

- Les États-Unis et Israël discutent sur la possibilité de créer un gouvernement intérimaire dans la bande de Gaza avec le soutien de l'Onu et la participation des pays arabes, rapporte Bloomberg.

- Roi de Bahreïn : Nous réaffirmons le rôle de l'Égypte dans la protection de la sécurité nationale arabe et sa contribution à la résolution de la question palestinienne. Tous les otages des deux côtés doivent être libérés. Nous rejetons l'expulsion des Gazaouis de leur terre, la terre de leurs ancêtres. fr.sputniknews.africa 21 octobre 2023

Quelques petites phrases significatives relevées dans un article de Slate, un média porte-parole de Davos.

- "*... les conflits développent leurs propres logiques qui, parfois, échappent aux acteurs qui en sont à l'origine*", ce qui me fait dire, que ceux qu'on nous désigne comme figurant à l'origine du conflit actuel, pourraient ne pas être ceux qui sont proposés dans le récit officiel…

- "*Un conflit généralisé et non contrôlé n'est dans l'intérêt de personne, ni des Occidentaux, déjà fortement impliqués en Ukraine, ni de l'Iran qui ne veut et ne peut prendre le risque d'être impliqué directement dans une guerre ouverte alors que le régime est déjà fragilisé à l'intérieur*", mais alors qui a conçu cette opération, qui compte en tirer profit si ce sont ni les Occidentaux, ni l'Iran, ni les Palestiniens évidemment, à part l'oligarchie financière anglo-saxonne à dominante sioniste, je ne vois pas. Il est clair qu'aucun de ces acteurs politiques n'est maître de la situation, c'est cela que Slate veut dire pour qui sait lire ou entendre, mais ne peut pas dire ouvertement…

- "*...on trouvera une sortie de crise pour éviter une conflagration généralisée qui, tout en ne contentant personne, calmerait le jeu.*", c'est une lapalissade, cela va de soi que, ni les Palestiniens et ni les Israéliens qui se seront fait massacrer n'y trouveront leur compte, cette guerre n'a pas été conçue en tenant compte de leurs intérêts respectifs, qui étaient de vivre en paix, on ne leur a pas demandé leur avis avant, n'est-ce pas ?

- "*Enfin, il apparaît que le risque d'escalade non voulue demeure*", ma réflexion précédente vaut également ici, aucune victime n'a voulu ce massacre, alors qui l'a décidé à leur place ? Ils n'iront pas jusqu'à avoue qu'ils souhaitent une escalade, surtout si cela les arrangeait évidemment, sinon comment comprendre qu'avertis à l'avance de cette attaque du 7 octobre, ils n'ont pris aucune mesure pour l'éviter ou la tuer dans l'œuf, pour en réduire l'impact à l'avance. (Source : Slate 22 octobre 2023)

Des dizaines de milliers de personnes manifestent à Londres pour dénoncer l'agression contre Gaza… et des démissions du Parti travailliste - french.almanar.com.lb 21

Six responsables écossais du parti travailliste britannique ont démissionné de leurs fonctions à la suite d'un « *ordre de censure* » émis par la direction du parti concernant les discussions sur Gaza, selon le site Internet The National.

Cela survient après que 9 membres travaillistes de la circonscription de Glasgow Kelvin ont quitté leurs fonctions, après que les partis travaillistes locaux ont reçu pour instruction de « *ne pas soumettre de propositions sur Gaza* ».

La branche avait prévu de discuter d'une proposition sur Gaza lors de sa réunion mensuelle, mais les membres ont ensuite reçu un e-mail indiquant que la situation ne devait en aucun cas être discutée.

La liste des responsables qui ont démissionné de la branche Édimbourg comprenait : Mike Cowley, Rory Scawthorn, Richard Parker, Hayley Griffin, Ilde Munro et Jim McKenzie.

Mais Cowley a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de suspendre complètement son adhésion et qu'ils restaient attachés au parti.

Cependant, il a ajouté : « *Nous sommes désormais dans une position où nous nous sentons à l'aise pour traverser les lignes de parti et les allégeances politiques partisanes sur des questions comme Israël et la Palestine*. »

Parallèlement, des milliers de personnes ont participé aujourd'hui samedi à plusieurs manifestations à travers le Royaume-Uni pour exprimer leur solidarité avec la Palestine et dénoncer l'agression en cours contre la bande de Gaza.

Environ 100 000 personnes ont manifesté samedi après-midi à Londres pour exiger « *la fin de la guerre à Gaza* » et pour soutenir les Palestiniens, après deux semaines de guerre continue.

Les participants ont scandé Palestine libre, brandissant des dizaines de drapeaux et banderoles palestiniennes sur lesquels on pouvait lire Gaza : Arrêtez le massacre et Arrêtez l'occupation.

« *Pour nous, il est important d'être ici pour montrer notre solidarité et réfuter l'idée selon laquelle les musulmans sont contre les juifs et les Palestiniens contre les Israéliens* », a déclaré David Rosenberg, 65 ans, membre d'un groupe juif à Londres.

De même, le député indépendant britannique et ancien leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a participé aux manifestations d'aujourd'hui, soulignant que « *le siège doit cesser… les tueries doivent cesser et l'occupation doit cesser* ».

Il y a quelques jours, Corbyn a appelé à la fin de l'occupation et des bombardements de Gaza et à l'instauration d'une paix juste et stable, soulignant que « *priver des personnes innocentes de leurs droits fondamentaux tels que l'eau et l'électricité est immoral, en plus d'être illégal* ».

Il avait déclaré à l'époque dans son discours : « *Je dis à tous les dirigeants politiques de ce pays : ne tolérez pas les crimes de guerre et les punitions collectives du peuple palestinien, et si vous croyez au droit international et aux droits de l'homme, alors vous ne devriez pas pardonner ce qui se passe actuellement à Gaza, aux mains de l'armée d'occupation israélienne* ».

Il a souligné que « *l'ancien chef du parti travailliste britannique Jeremy Corbyn soutient la cause palestinienne et a appelé à plusieurs reprises le gouvernement de son pays à cesser d'exporter des armes vers Israël et à mettre fin à sa coopération militaire et sécuritaire avec ce pays* ». french.almanar.com.lb 21

Le directeur du Web Summit démissionne après des pressions dues à sa condamnation des massacres israéliens à Gaza - french.almanar.com.lb 21 octobre 2023

Le directeur du Web Summit, l'un des principaux rendez-vous mondiaux sur l'économie numérique, a annoncé aujourd'hui samedi sa démission de son poste en raison des pressions qu'il a subies, en raison de sa « *condamnation d'Israël* » sur fond de son agression continue contre la bande de Gaza.

L'Irlandais Paddy Cosgrave a écrit dans son message sur la plateforme X le 13 octobre : *« Les crimes de guerre sont des crimes de guerre, même lorsqu'ils sont commis par des alliés, et ils doivent être condamnés* », faisant référence à la nécessité de condamner « *Israël* » pour ses crimes en la bande de Gaza.

« *Malheureusement, mes commentaires personnels sont devenus une distraction de l'événement », a déclaré Cosgrave dans un bref communiqué après sa démission, notant que « Web Summit nommera un nouveau directeur général dès que possible* ».

Plusieurs sociétés, dont Google et Meta, ont annoncé un boycott du sommet après que Cosgrave ait déclaré sur la plateforme X qu'il était « *choqué par la rhétorique et les actions de nombreux dirigeants et gouvernements occidentaux en faveur d'Israël* ».

Selon un porte-parole de l'événement, l'édition de cette année, qui devrait réunir du 13 au 16 novembre environ 2.300 startups et plus de 70.000 participants, *« se déroulera comme prévu* ». french.almanar.com.lb 21 octobre 2023

France occupée.

Bonne nouvelle tout de même. 600.000 déconnectés de l'abrutissante et immonde société du spectacle.

L'émission «*Touche pas à mon poste!*» de Cyril Hanouna a récemment perdu 600.000 spectateurs, ce n'est pas parce qu'ils ont soudain pris conscience de la nullité du programme, mais plus vraisemblablement parce que le présentateur survolté s'est positionné en faveur d'Israël. Slate.fr 22 octobre 2023

Qu'ils y restent !

La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet se rend en Israël de samedi soir à dimanche soir - BFMTV 22 octobre 2023

Une information confirmée sur X (anciennement Twitter) par le président de LR et député Eric Ciotti, le député des Français de l'étranger Meyer Habib, et le député Renaissance Mathieu Lefèvre, président du groupe d'amitié France-Israël, qui accompagnent Yaël Braun-Pivet dans ce déplacement.

Une dizaine de parlementaires français LR, Renaissance et Horizons se sont déjà rendus en Israël en début de semaine, accompagnés de l'ancien Premier ministre Manuel Valls, pour manifester leur solidarité auprès du peuple israélien. BFMTV 22 octobre 2023

Ils osent tout. Le totalitarisme ne tolère aucune déviation, aucune critique, aucune réserve, aucune hésitation, aucune grimace (claquement de bottes et applaudissements !)

J-C - Quand Macron et la France sont déjà "*la risée*" du monde, Lecornu doit être le seul à l'ignorer. Lecornu porte bien les cornes du cocu qui est le seul à ignorer qu'il l'est !

Dans une boulangerie avant-hier, un Indien me demande ma nationalité, ma réponse : Plus Français, je suis Palestinien ! Et vous ? Moi aussi, bravo, vous n'êtes pas Modi (pro Israélien), on a bien rigolé !

LFI devient « *un problème pour l'image de la France* », estime Sébastien Lecornu - Le HuffPost 22 octobre 2023

Le « *positionnement* » de La France insoumise « *commence à nous faire honte* », a déclaré ce samedi 21 octobre au Parisien le ministre des Armées Sébastien Lecornu, estimant que les « *débordements* » du parti de Jean-Luc Mélenchon « *deviennent désormais un problème pour l'image de la France* ».

J-C -Lecornu rend hommage au RN/FN suppôt du gouvernement d'extrême droite israélien, normal ils sont en famille !

Le HuffPost - Ciblant plusieurs prises de position de LFI sur les enjeux internationaux, Sébastien Lecornu a considéré qu'il y avait « *un gros problème* » avec ce parti, contrairement au reste de la classe politique qui « *dans son écrasante majorité* » a, à ses yeux, été à la hauteur après les attaques du Hamas contre Israël. Le HuffPost 22 octobre 2023

Par définition un psychopathe "*se félicite*" des méfaits ou des crimes qu'il peut commettre.

« *Grande fermeté* » : Gérald Darmanin se félicite d'avoir expulsé 89 étrangers radicalisés depuis le début de l'année - lejdd.fr 21 octobre 2023

Par définition un psychopathe ou un fanatique n'a aucun "*tabou*", c'est même à cela qu'on les reconnaît.

Gérald Darmanin au JDD : « *Aucun tabou pour protéger les Français* » - lejdd.fr 22 octobre 2023

J-C – Il n'a pas dit lesquels ni avec quoi, à coup de matraque, de grenades DBD, de gaz lacrymogène… ou de 49.3 et de lois liberticides !

Parole d'internaute.

- Prenez le Tchétchène contrôlé la veille de son attentat, croyez-vous que ce soit un hasard ? Mais non, c'est une provocation qui s'accompagne sans doute de plein d'autres, voulues ou pas, mais si le gars est fiché alors l'hypothèse que des gens aient décidé de le faire exploser par harcèlement est crédible, la personne chargée du contrôle pouvant n'être qu'un pion dans cette affaire.

J-C – Je n'avais pas envisagé cela sous cet angle, mais ça se tient. Dans d'autres affaires d'attentats, la DGSI avait cessé de les contrôler quelques mois plus tôt, négligence ou aide au passage à l'acte ?

Quoiqu'il en soit, quand on remonte aux origines, on s'aperçoit qu'ils ont créé des monstres qui serviront leurs intérêts quand ils passeront à l'acte, ils instrumentaliseront politiquement l'affaire comme ils le font chaque fois.

L'abominable mystification. Vous avez là la nature même criminelle du sionisme.

Serge Klarsfeld sur le conflit entre Israël et le Hamas, sur BFMTV pour justifier le massacre de la population de Gaza composée majoritairement d'enfants, il estime que "*toutes les*

guerres sont meurtrières, pas seulement pour les militaires. (...) Aujourd'hui, le champ de bataille, ce sont les métropoles." (Source : BFMTV 22 octobre 2023)

BFMTV rappelle, je cite, qu'il "*s'est battu toute sa vie pour faire traduire en justice les criminels de guerre nazis*", alors qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale on ne compte plus les nazis qui furent recrutés par Israël et les Etats-Unis, qui vinrent s'y installer tranquillement et y travailler parfois après leur avoir fourni une nouvelle identité, y compris au sein d'institutions comme l'Union européenne, ce que Klarsfeld n'a pas pu ignorer, puisque c'est du domaine public, mais qu'il a toujours cautionné.

Il va de soi qu'aucun dirigeant de LFI ou des partis dits de gauche ou d'extrême gauche osera le relever, ils sont trop chiasseux et compromis.

Etats-Unis. En famille. Le patronat occidental soutient l'Etat terroriste sioniste.

Contrarié par un tweet pro-Palestine, Starbucks poursuit son propre syndicat de travailleurs - Slate.fr 22 octobre 2023

Starbucks, qui vient de déposer plainte contre son syndicat de travailleurs, qu'il accuse d'avoir affiché sur X (anciennement Twitter) son soutien à la Palestine. Dans le tweet du compte Starbucks Workers United (SWU), supprimé depuis, on pouvait lire «*Solidarity with Palestine!*», le tout au-dessus d'un autre tweet sur lequel on voyait un bulldozer détruire une clôture aux abords de Gaza.

Après avoir rapidement fait savoir qu'elle n'avait rien à voir avec le compte de son syndicat (qui représente 9.000 travailleurs issus de 360 boutiques), l'entreprise Starbucks a décidé de passer à la vitesse supérieure en portant plainte contre SWU, au motif que l'utilisation du nom Starbucks dans le nom de l'organisation syndicale allait créer la confusion chez les consommateurs. Et pas question de perdre des clients mécontents.

Dans un communiqué publié mi-octobre, Starbucks affirme «*condamner sans équivoque les actes de terrorisme, de haine et de violence commis par le Hamas*» et «*être en profond désaccord avec le point de vue exprimé par Workers United*».

De con côté, le compte de SWU continue à tweeter quotidiennement son soutien à la Palestine, en postant une image titrée «*Starbucks Worker United stands with Palestine*», plus sobre que le tweet précédemment effacé, mais tout aussi engagée.

Bien décidé à s'opposer aux cadres de l'entreprise, le syndicat poursuit son discours pro-Palestine Slate.fr 22 octobre 2023

Quel est le prix à payer de l'abandon du socialisme comme perspective politique et sociale. Europe : A droite toute, non, à l'extrême droite toute !

Suède : l'exécutif veut limiter l'accès aux prestations sociales des immigrés non européens - AFP/RT21 octobre 2023

Le gouvernement suédois a annoncé le 20 octobre vouloir durcir les conditions d'octroi des prestations sociales aux migrants non européens afin de dissuader de nouvelles arrivées et de «*mieux intégrer*» ceux déjà présents.

Le gouvernement, dirigé par le chef du parti conservateur des Modérés, Ulf Kristersson, a été constitué il y a un an par une coalition soutenue pour la première fois par le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD) qui n'a cependant pas de ministres. Cette coalition a été élue sur la promesse de réduire l'immigration et la criminalité. AFP/RT21 octobre 2023

Terminons cette causerie en nous détendant un peu, on est dimanche, le seul jour de repos hebdomadaire en Inde.

L'avenir merveilleux qu'ils réservent aux futures générations, ils en font l'apologie à demi-mot, vivez dans le dénuement, vous serez plus heureux, tel est le message.

Hélène, 93 ans, a choisi de rester vivre chez elle à l'ancienne, sans chauffage ni salle de bains - actu.fr 21 octobre 2023

J-C - Je connais l'endroit, c'est même là dans la bourgade voisine d'Iffay ou Iffetz (?) que j'avais envisagé de devenir éleveur dans les années 80, mon premier beau-père en était originaire, son frère Joseph y avait une ferme, puis d'y finir mes jours, mais la vie en décida autrement…

Hélène, on s'est peut-être croisé un jour. Je t'aime, j'aime la Bretagne, mais je suis bien triste de voir dans quel dénuement tu vis, et l'instrumentalisation dégueulasse dont tu fais l'objet de la part de ces charognards. Ils promettent aux futures générations une régression sociale sans fin, mais comme elles n'y seront pas préparées et n'auront connu qu'un confort de vie plus confortable que le tien, elles seront forcément fort malheureuses…

Effectivement, on peut se sentir plus heureux en vivant plus simplement, mais on n'est pas obligé pour autant d'être esclave de tâches ménagères éprouvantes quand on peut les éviter, c'est juste une question de mesure ou de bon sens, qui fait tant défaut à notre époque. C'est le progrès social qu'ils visent, leur ennemi, ils appellent cela la « *société de l'abondance* », hier c'était « *l'Etat providence* », mais ils sont parvenus à le détruire, pas entièrement, mais c'est leur intention...

C'est ainsi que je vis en Inde, et c'est bien agréable, j'ajoute une précision importante, parce que je ne manque de rien, contrairement à mes amis indiens qui vivent dans la précarité absolue. Moi aussi j'ai balancé le grille-pain, le radioréveil, même le fer à repasser et l'aspirateur, la télé, la radio, la chaîne-hifi, l'appareil photo, la montre, etc. ça fait de la place et on vit mieux. Je vais lui envoyer une carte postale avec une photo de son coin.

Hélène, 93 ans, a choisi de rester vivre chez elle à l'ancienne, sans chauffage ni salle de bains - actu.fr 21 octobre 2023

La Caresmelais est un petit hameau de sept maisons à l'écart du village de Plumaugat, dans les Côtes d'Armor. C'est ici qu'Hélène Gesret est née il y a 93 ans. C'est ici qu'elle vit toujours, dans la maison de son défunt mari située à 300 mètres de la petite ferme où elle a vu le jour.

Les temps ont changé depuis son mariage, à seulement 19 ans. Mais la vie moderne n'a jamais vraiment franchi la porte de sa demeure. Hélène se chauffe toujours à la cheminée devant laquelle son lit est installé, et elle ne dispose ni d'eau chaude, ni de salle de bains.

Hélène apprécie de vivre à l'ancienne, sans grand confort. Elle a quand même l'électricité, l'eau, une gazinière et un réfrigérateur.

Pour me laver, j'ai l'eau au robinet, mais je n'ai jamais eu l'eau chaude. Avant, on avait les toilettes au fond du jardin et maintenant, c'est dans le seau.

Refusant le confort mais malgré tout heureuse, Hélène ne changerait pour rien au monde sa vie est à la Caresmelais...

Son intention de rester dans le hameau de son enfance, elle l'a signifiée au maire lorsqu'il est venu lui proposer un logement dans le bourg. *« Je lui ai dit : mon pauvre Mickaël, quand je partirai d'ici, ce sera pour le cimetière ou l'hôpital. Je veux rester chez moi.* »

Ses parents n'avaient pas le sou. « À 8 ans, j'allais garder les vaches pour avoir une blouse ».

Hélène a eu son certificat de fin d'études. « *J'étais contente* », dit-elle. Fière ?

Elle n'a pas voulu suivre ses deux sœurs, à Paris. « *En ville, elles ne connaissent personne. Ici, on se connaissait tous. Et il y avait l'entraide entre voisins. L'hiver, on se rassemblait autour d'un bon feu de cheminée. On allait les uns chez les autres. On mangeait des châtaignes avec du cidre doux. Les femmes tricotaient et les hommes jouaient aux cartes. Quand la télé est arrivée, ça s'est terminé…* »

Hélène est restée chez ses parents, après le certificat d'études, effectuant des journées de labeur, allant de ferme en ferme, pour gagner sa pitance. Et puis il y a eu le voisin, Marcel Gesret, qui labourait avec son cheval chez les parents d'Hélène.

« On s'est connu comme ça et lors des soirées. À la guerre, Marcel a été fait prisonnier et quand il est revenu, on s'est marié. Il fallait demander la jeune femme en mariage aux parents. Papa a répondu : je veux bien te donner ma fille, mais c'est tout ! »

C'est ainsi qu'Hélène a rejoint la petite ferme de six vaches et un cheval, située à deux petits prés de celle de ses parents. Marcel avait 22 ans de plus que sa belle.

Hélène s'est retrouvée veuve à 36 ans, avec trois enfants. Elle a continué seule le travail des champs. Et n'a pas voulu se remarier.

« *J'ai conservé la ferme un moment, mais il fallait payer le labour et à la fin, il ne restait pas de sous. J'ai pleuré bien des fois et j'ai fait de la dépression.* » Elle a fait des allers-retours dans une maison de repos, pendant une dizaine d'années.

À son dernier retour, les vaches avaient été vendues et la cour était remplie d'herbes folles. Ses enfants avaient un travail à la ville. Hélène a refait surface en allant garder des enfants, faire des ménage, la cuisine, jusqu'à la retraite.

Hélène prépare de bon matin le café à l'ancienne avec l'eau mise à bouillir dans l'âtre.

« *Le premier café, c'est pour les clients. » Les clients ? « Ce sont les visiteurs. J'ai des visites tous les jours. J'ai toujours bien aimé ça. Ma porte est toujours ouverte.* »

Pas un matin sans un petit tour au jardin. « *J'ai toujours eu les mains dans la terre. Je ne mets pas de gants. Mon grand plaisir, c'est d'être dans le jardin. J'ai tout le temps du boulot. Je me mets à genoux et quand le soleil donne, cela me réchauffe le dos.* »

Elle sent bien que ses forces lui échappent. Les clapiers sont désormais vides. Il n'y a plus que trois poules et un coq dans le poulailler.

Hélène ne fait jamais la sieste. Mais, après le repas, elle a un rituel auquel elle ne déroge pas souvent.

Sa joie de vivre est communicative. L'œil est resté vif, le verbe haut. Elle aime échanger. Elle aurait pu être comédienne. Elle l'a d'ailleurs été à dix-huit reprises, le temps d'une journée, au Festival des battages de sa commune. Elle était la vedette des lavandières. Avec sa gouaille, elle ameutait la foule, excellait à laver et frotter le linge.

Les affres du temps ne l'ont pas épargnée. Et pourtant, Hélène garde le sourire. Derrière sa voix rocailleuse, on perçoit beaucoup de bienveillance. Hélène ne se plaint pas. « *J'ai travaillé dur pour vivre et élever mes enfants* ». Avec courage et simplicité. Une leçon de vie loin de la foule et des tentations inutiles, avec pour horizon les maisons du hameau qui l'a vue naître et où elle ne demande qu'à finir ses jours.

Le film tourné sur Hélène Gesret par sa voisine, Florence Dottin, documentariste, est diffusé ce dimanche 22 octobre, de 14h à 17h, à la salle des fêtes de Plumaugat. Il sera ensuite accessible sur YouTube.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 23 octobre 2023.

J'ai trop travaillé depuis le 7 octobre, j'ai les yeux qui fatiguent, il va falloir que je lève le pied ou que je me repose un peu, désolé, c'est l'âge !

Un de mes commentaires qui a été publié dans un blog.

Qui déclenche les guerres, qui en tire profit quand elles sont terminées, toujours les mêmes, pourquoi en irait-il autrement ici ?

J'ai émis l'hypothèse, que cette mise en scène à grand spectacle quasi-hollywoodienne était destinée à affaiblir davantage encore les Etats-Unis et ses alliés au profit des Brics, ou tout du moins à les mettre en difficulté, en apparence, car en réalité ils sont déjà en faillite, de manière à convaincre les peuples américain et de l'UE principalement, qu'ils n'avaient plus les moyens de leurs ambitions ou de maintenir un niveau élevé de développement, et que par conséquent ils devraient s'attendre à sacrifier leur mode de vie supérieur, une manière comme une autre de le justifier de façon à ce que cela s'incruste dans leur tête, tandis que l'oligarchie américaine et européenne contribuerait aux Brics ou à la nouvelle architecture politique et économique mondiale qui va se mettre en place dans les mois ou années à venir, en remplacement de celle établie à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et à Bretton Woods, disons conformément à l'agenda 2030.

A suivre.

Quelle est la véritable nature ou signification de cette guerre ? La lutte de classe des exploiteurs et des oppresseurs contre les exploités et les opprimés.

J-C - En quelque sorte, l'analyse que je vous ai proposé se trouve validée ici, analyse qui tranche avec celle des autorités, des médias en tous genres, des géopoliticiens dont on découvre à cette occasion qu'ils ne valent pas un clou ou plutôt, qu'ils sont aveuglés par l'idéologie qu'ils ont adoptée procapitaliste, pro exploitation et oppression, les braves "*démocrates*" ou "*humanistes*", "*anti-impérialistes*" des jours de fête sont démasqués.

Je précise pour ceux qui ne l'auraient pas compris, que c'était la dimension économique de cette guerre que j'ai mis en relief dans mon analyse, qui permettait de comprendre sa dimension politique, qui s'exprime sur le terrain de la lutte des classes et pas ailleurs. Merci de la partager autour de vous et de me soutenir, je le mérite bien, non ?

Les masses et principalement la jeunesse ne s'y trompent pas, toutes les guerres qui sont menées en leur nom sous divers prétextes fabriqués par ceux qui les exploitent et les oppriment, visent toujours essentiellement les plus faibles, ceux qui sont désarmés, les membres des classes exploitées et opprimées à travers le monde dont elles font partie.

A ceux qui même du bout des lèvres caractérisent le Hamas de terroriste.

Quels arguments leur opposer, c'est très simple, trop peut-être : Comme dans tout conflit ou différend qui oppose deux parties, il faut commencer par se poser la question suivante : Qui en est à l'origine, qui l'a déclenché, qui est l'agresseur, et en fonction de la réponse qu'on apportera à cette question, on saura qui en porte la responsabilité ainsi que les conséquences quelles qu'elles soient, l'agressé étant en position de légitime défense.

Là en l'occurrence, nous connaissons tous la réponse, ce sont les juifs partisans d'Israël qu'on appelle les sionistes qui sont les agresseurs après avoir chassé les Palestiniens de leurs terres et de leurs maisons en 1948.

Tout le reste sera du baratin pour justifier son soutien aux spoliateurs, aux occupants, aux colons sionistes, au gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahou, en compagnie de Biden qui a participé à l'agression et à l'occupation, à la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie notamment, et bien entendu de Macron.

Une petite histoire personnelle. Je suis Palestinien.

En 1997, juste après mon second séjour en Inde, mal logé en plein centre-ville à Pondichéry, j'achetai une petite maison en banlieue sans me rendre compte que les pièces étaient si petites que je ne pourrais pas mettre un lit et une armoire dans la chambre. En bas j'avais installé ma belle-famille, ce qui lui évitait de payer un loyer. Mais lorsque je décidai en 1999 de la revendre, ils s'y opposèrent, ce n’était plus ma maison, il me faudra attendre plus d’un an avant qu'ils déménagent, entre temps j'avais loué une maison plus spacieuse.

En 2000, je venais juste d'acheter un morceau de plage et une petite maison en ruine aux autorités d’un village situé en bord de mer, quand ils m'empêchèrent de rentrer chez moi sous prétexte que je devais de l'argent à l'entrepreneur qui réalisait les travaux, ce qui était faux. A ce moment-là, je n’avais plus de maison. Un peu plus tard, ils me permirent de regagner mon nouveau domicile.

Un an plus tard peut-être, je ne me souviens pas au juste, une vingtaine de villageois armés de machettes, couteaux, etc. se pointent devant le portail de mon terrain et menacent de me couper en morceaux et de les jeter à la mer sous un prétexte une nouvelle fois fabriqué. Je leur signale que je suis également armé et que j'en tuerai quelques-uns avant qu'ils me tuent, cela les calme et ils rentrent chez eux une heure plus tard environ. Ils renoncèrent donc à s’emparer de ma maison après m’avoir tué.

Après le tsunami de 2004, je vais mettre 7 ans pour réussir à vendre mon morceau de plage, chaque fois qu'un acheteur potentiel se présentait, les gens du village les dissuadaient en leur disant que ce terrain appartenait au village. En 2011 je finirai par trouver un accord avec eux à condition de leur céder un million de roupie lors de la vente de mon terrain, il m'en restera 4, alors que sa valeur était du double, ils ne m'avaient jamais fourni un document sans lequel je n'étais pas légalement le propriétaire, ils le remirent à l'acheteur en échange d'une importante commission dont j'ignore le montant. Pendant ces 11 années passées dans ce village de pécheurs, à aucun moment je fus réellement chez moi et perpétuellement menacé de tout perdre.

Un an plus tard environ, suite à un grave conflit avec mon épouse indienne partie vivre en France sans me prévenir, elle porte plainte contre moi pour coups et blessures, imaginaires évidemment comme le constateront les policiers. Elle fit appelle à ses frères pour la soutenir, l'un d'entre eux me dit que j'allais « *finir en slip et que je n'aurais plus un sou* ». Sous le coup je ne réalise pas ce qu'ils ont dans la tête. Le soir même en y repensant, je me dis qu'il y a urgence à passer à la banque pour mettre mon petit capital en sécurité. J'apprends par le directeur de la banque avec lequel j'avais sympathisé, que mon épouse et ses frères étaient passés la veille dans l'après-midi avec l'intention de vider tous les comptes d'épargne, sentant l'embrouille, il refusa et ils repartirent sans toucher une roupie, ce brave monsieur venait de me sauver la vie ! J’ai eu du bol, j’ai bien failli tout perdre et me retrouver à la rue.

Dix ans plus tard, suite à un autre conflit cette fois avec l'un de mes nouveaux voisins dans le village où je vis actuellement, où j'avais acheté une parcelle de terrain et construit une petite maison. Il avait détruit une partie du mur mitoyen qui sépare nos deux terrains. Il refusa de le réparer, du coup on se retrouve au commissariat de police, là à ma grande surprise, j'apprends qu'il leur a remis une pétition signée par une dizaine de villageois demandant mon départ du village, mon expulsion de chez moi, ni plus ni moins. J'obtiens gain de cause, non seulement je suis resté chez moi, mais il dû effectuer les travaux sous peine d'être envoyé en prison, deux semaines plus tard le mur était reconstruit et l'affaire était terminée.

C’est la dernière fois en date où j’ai failli perdre ma maison, mon seul bien, que depuis j’ai transmis à ma compagne, pourvu qu’avec sa famille ils ne me foutent pas dehors un jour !

En 1997, en 2000, entre 2004 et 2011, puis en 2023 je me suis retrouvé dans une situation similaire à celle des Palestiniens en 1948, à ceci près que l'Inde n'est pas Israël et je ne serai pas expulsé de chez moi, je conserverai chaque fois mon terrain et ma maison, mais j'ai dû batailler ferme, j'en ai fait des cauchemars et passées des nuits blanches, car je vous ai passé les détails, chaque fois aussi j'ai été menacé de mort, j'ai été agressé et blessé, j'ai reçu une pierre en pleine figure...

Ces expériences vous endurcissent un homme forcément. J'ai simplement défendu mon droit, c'est tout. Agressé, j'ai résisté, je me suis défendu comme j'ai pu, j'ai conservé ma dignité, et j'ai vaincu l'adversité et l'injustice, c'est tout ce que je souhaite aux Palestiniens, en fait à tous ceux qui se retrouvent confrontés à ce genre de situation.

Quand mon épouse indienne passe un séjour en Inde, je l'accueille chez moi, la dernière fois pendant 5 mois, ces frères viennent lui rendent visite et je les salue courtoisement, sans effusion, il ne faut pas trop m'en demander tout de même. Il m'est arrivé de croiser des villageois qui m'avaient menacé entre 2000 et 2011, on discuta tranquillement ensemble

pendant quelques minutes sans toutefois évoquer le passé. Quand je sors de chez moi et que je croise mon épouvantable voisin, il me sourit, je tourne la tête pour lui faire comprendre que le rapport de forces qui existe entre nous ne sera jamais en sa faveur, il ne faut surtout pas qu'il l'oublie afin de prévenir si possible d'éventuels ennuis, je ne suis pas rancunier comme vous avez pu l'observer.

La vie d'un immigré n'est pas forcément de tout repos ! Les Palestiniens sont immigrés chez eux, c'est pire encore, soutien inconditionnel.

Lu. A propos du 11 septembre 2001 et de l'implication du Mossad.

- Le 11 septembre 2001, des agents du Mossad israélien, dénommés Sivan et Paul Kurzberg, Yaron Shmuel, Oded Ellner et Omer Marmari, ont été arrêtés à New York. Ils étaient en possession de documents prouvant leur connaissance des attentats imminents. Cela a été rapporté par Justin Raimondo et Eric Garris dans « *The Terror Enigma: 9/11 and the Israeli Connection* » en 2003.

- Une trentaine d'autres agents israéliens, se faisant passer pour des étudiants en art, vivaient à proximité de 15 des 19 prétendus pirates de l'air du 11 septembre. Cette information a été rapportée par Paulo Lima dans *The Record*, d'après des sources policières.

- Le Mossad utilisait apparemment une société de déménagement, Urban Moving Systems, comme couverture. Le patron de cette société a quitté les États-Unis pour Israël après avoir reçu une visite du FBI, et la société a bénéficié d'un prêt fédéral de 498 750 dollars, selon un article du magazine *The Forward*.

- Ali al-Jarrah, cousin d'un pirate du vol UA93, Ziad al-Jarrah, a été espion pour le Mossad infiltré dans la résistance palestinienne et le Hezbollah depuis 1983. Cette information a été révélée dans un article du *New York Times* daté du 18 février 2009.

- Dans le cadre de SwissLeaks, un agent du Mossad résidant au Panama, Shimon Yalin Yelinek, a avoué avoir aidé financièrement les terroristes du 11 septembre 2001. Cette information a été rapportée par Aliaume Leroy, Marie Maurisse et François Pilet dans « *La coopérative du crime* » publié dans *Le Monde* le 5 mars 2015.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon les autorités du Hamas, 165.000 logements ont été endommagés par les bombardements israéliens, soit la moitié des habitations dans la bande de Gaza, et 20.000 ont été détruits ou rendus inhabitables. Le HuffPost 23 octobre 2023

Qui est l'agresseur, qui est l'agressé ?

Syrie: les aéroports de Damas et d'Alep ont été visés par des missiles israéliens - french.almanar.com.lb 22 octobre 2023

« *Vers 5h25 h ce matin, l'ennemi israélien a mené simultanément une agression aérienne avec des rafales de missiles depuis la mer Méditerranée à l'ouest de Lattaquié et le Golan syrien occupé, visant les aéroports internationaux de Damas et d'Alep* », selon le communiqué de la source militaire cité repris par SANA.

« *Un travailleur civil de l'aéroport international de Damas a été tué en martyr et un autre a été blessé tandis que des dégâts matériels ont été infligés aux pistes d'atterrissage des deux aéroports, les mettant hors service* », ajoute le communiqué. french.almanar.com.lb 22 octobre 2023

L'Europe défile en masse pour soutenir les Palestiniens - Courrier International 23 octobre 2023

"*Des foules immenses se sont rassemblées dans les pays d'Europe ce week-end pour soutenir les Palestiniens et les territoires palestiniens, deux semaines après le lancement par le Hamas de sa grande offensive contre Israël*", rapporte Euronews.

À Paris, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à l'appel d'un collectif de plus de quarante organisations, dont "*le parti de gauche La France Insoumise, le syndicat CGT et l'Association France Palestine Solidarité*", témoigne The Guardian.

(Précisions apportées par AFP/RT - Selon un décompte de la préfecture de police de Paris, cette nouvelle manifestation a réuni quelque 15 000 personnes. La préfecture n'a pas signalé d'incidents.

«*Macron donne un permis de tuer à Israël*», a accusé le président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), Bertrand Heilbronn. A propos des attaques du Hamas du 7 octobre, «*l'émotion est légitime*» mais «*son instrumentalisation est criminelle en servant à justifier une guerre d'élimination que l'État d'Israël est en train de mener contre le peuple palestinien*», a-t-il ajouté. AFP/RT 22 octobre 2023)

Le quotidien britannique souligne qu'il s'agissait de la "*première manifestation pro-Palestiniens autorisée par la police*" parisienne depuis le début des hostilités, au motif que "*ses organisateurs ont condamné l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre*".

Les 30 000 participants (15 000, selon la police), étaient encadrés par un important dispositif de sécurité et aucun débordement n'a été signalé. La police a néanmoins procédé à dix interpellations, notamment pour des propos antisémites. D'autres rassemblements, plus modestes, ont eu lieu au cours du week-end, notamment à Lyon et à Marseille.

À Bruxelles, des dizaines de milliers de personnes ont participé dimanche à la manifestation "*Gaza, stop aux massacres ! Stop à l'impunité ! "*, à la surprise des organisateurs eux-mêmes,

observe Le Soir. "*Les organisations civiles qui avaient appelé au rassemblement pour réclamer une autre réaction politique face aux représailles frappant Gaza depuis l'attaque du Hamas, il y a deux semaines, ne s'attendaient pas à rencontrer autant d'écho*", explique le titre bruxellois.

"*De quoi suer à grosses gouttes face au risque de mouvement de foule ou de dérapage, vu le contexte hyper tendu*", ajoute le quotidien. Mais là aussi la manifestation s'est déroulée dans le calme.

À Barcelone, c'est au son des slogans "*Arrêtons le génocide en Palestine*", "*Israël assassine, l'Europe parrain***e**" ou "*Boycott en Israël*" que les manifestants – entre 20 000 et 70 000 selon les chiffres de la police et des organisateurs – ont défilé. "*Beaucoup de participants brandissaient des pancartes dénonçant le rôle de l'Union européenne et de plusieurs États face à la guerre*", précise le quotidien catalan El Periódico.

Plus modeste, la manifestation romaine – organisée notamment par l'association des étudiants palestiniens en Italie – a tout de même rassemblé entre 1 000 et 2 000 personnes.

Plusieurs villes allemandes ont elles aussi défilé durant le week-end pour soutenir les Palestiniens, comme à Düsseldorf, où quelque 7 000 personnes ont battu le pavé. À Berlin, les manifestations pro-palestiniennes restent interdites jusqu'au 30 octobre, par crainte de débordements ou de slogans "*antisémites et anti-israéliens*", selon la Deutsche Welle. Un début de rassemblement a cependant eu lieu dimanche, avant d'être dispersé par la police. (En Allemagne les médias ne s'embarrassent pas, et pratiquent ouvertement l'amalgame ordurier antisioniste = antisémite. – J-C)

La capitale allemande a accueilli une autre manifestation, autorisée celle-là, pour "*soutenir Israël et dénoncer l'antisémitisme*", précise le site de la radio. Le cortège a rassemblé entre 10 000 et 20 000 participants, parmi lesquels le président allemand Frank-Walter Steinmeier.

Mais c'est à Londres que les manifestations du week-end ont été les plus massives. "La police estime que 100 000 personnes sont descendues dans les rues [samedi] pour la manifestation '*Marche nationale pour la Palestine', visant à dénoncer la campagne de bombardement incessante d'Israël et le blocus total de Gaza*", rapporte Al-Jazeera.

"*Scandant 'Palestine libre' et brandissant des banderoles et des drapeaux palestiniens, les manifestants ont traversé Londres*" avant de rejoindre Downing Street, la résidence officielle et le bureau du Premier ministre britannique Rishi Sunak, ajoute la chaîne qatarie. Courrier International 23 octobre 2023

France occupée.

Toute visite ou soutien à Israël sert ouvertement de caution à la politique génocidaire adoptée par le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahou envers les Palestiniens.

J-C - Quand un agresseur revendique le "*droit à se défendre*", que fait-il sinon justifier son agression, ce que fait Israël depuis 75 ans.

Emmanuel Macron en visite en Israël mardi - AFP/Paris Match 23 octobre 2023

Le président français Emmanuel Macron se rendra mardi à Tel-Aviv pour y rencontrer le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a annoncé dimanche l'Elysée.

Le président français a exprimé un soutien sans faille aux Israéliens, leur "*droit à se défendre*".

Le président américain Joe Biden, le chancelier allemand Olaf Scholz et le Premier ministre britannique Rishi Sunak se sont déjà rendus en Israël, de même que samedi la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni. AFP/Paris Match 23 octobre 2023

Ils revendiquent le droit de les assassiner, ni plus ni moins. "*Rien ne doit empêcher*" le pays "*de se défendre*" quitte à bombarder la population de Gaza composée majoritairement d'enfants.

J-C - Pour une fois Mélenchon a parlé juste et je le soutiens contre la meute de chiens enragés, fanatisés qui assimilent une fois de plus antisionisme et antisémitisme.

Jean-Luc Mélenchon enflamme la polémique sur le déplacement de Yaël Braun-Pivet en Israël - AFP/BFMTV 23 octobre 2023

J-C - Il n'est pas étonnant que cette fasciste ait été rejointe par le président du Crif Yonathan Arfi, dénonçant "*une rhétorique antisémite*", ainsi la députée RN du Var Laure Lavalette pour laquelle : « *Jean-Luc Mélenchon ne se contente plus de nier le terrorisme, voici qu'il accuse la présidente de l'Assemblée "d'encourager un massacre" et la jette aux loups islamistes* », la famille du fascisme rassemblée en somme, au côté non pas des juifs d'Israël, car ils n'en ont pas plus à foutre que du sort des Palestiniens, mais des bouchers Benjamin Netanyahou et Joe Biden.

AFP - La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'est rendue en Israël, où elle a souligné que la France soutenait "*pleinement Israël*" mais aussi que "*rien ne doit empêcher*" le pays "*de se défendre*".

Jean-Luc Mélenchon a accusé Yaël Braun-Pivet de "*camper à Tel-Aviv pour encourager le massacre*" à Gaza. "*Pas au nom du peuple français*!", a protesté le leader de La France Insoumise sur le réseau social X, en postant une vidéo de la manifestation parisienne.

Le chef du Parti socialiste Olivier Faure a aussi reproché à Yaël Braun-Pivet d'avoir "*parlé de soutien inconditionnel à Israël*" et épinglé la présence d'Eric Ciotti et Meyer Habib, des "*faucons, sur une ligne sans nuance*", selon lui. (On appelle cela une « *ligne* » d'extrême droite, mais cela lui écorcherait la gueule de le préciser. – J-C)

L'entourage de Yaël Braun-Pivet avait indiqué à l'AFP que le PS et le Parti communiste avaient été conviés pour ce déplacement mais n'avaient pas donné suite, ce que les deux formations politiques confirment. "*Nous avons décliné car nous avons demandé que cette délégation porte un message dénonçant également les bombardements à Gaza et qu'elle salue l'autorité palestinienne autant que les autorités israéliennes. Il ne nous a pas paru opportun de participer à cette délégation dont le message n'était pas équilibré*", a affirmé le chef du parti communiste Fabien Roussel, auprès de l'AFP. AFP/BFMTV 23 octobre 2023

Ce sont eux qui les ont assassinés en soutenant les terroristes d'Al-Qaïda, Daesh, Al-Nosra, etc., la guerre contre l'Irak, la Libye et la Syrie notamment.

Hommages perturbés : "*183 élèves exclus*" à la rentrée, annonce Gabriel Attal - BFMTV 22 octobre 2023

Invité sur BFMTV, ce dimanche, Gabriel Attal, le ministre de l'Education est revenu sur les perturbations recensées pendant l'hommage à Dominique Bernard et à Samuel Paty, le 16 octobre.

Le 6 novembre, "*183 élèves exclus*" ne feront pas leur rentrée, après avoir "*perturbé ou contesté*" l'hommage rendu aux professeurs Dominique Bernard et Samuel Paty qui s'est tenu dans tous les établissements de France, lundi 16 octobre, a déclaré Gabriel Attal, ce dimanche 22 octobre, dans l'émission "*C'est pas tous les jours dimanche*".

"*Ils ne reviendront pas dans l'attente de leur conseil de discipline*", a affirmé Gabriel Attal, évoquant au total plus de "*500 perturbations et contestations*" recensées sur toute la France pendant ce temps d'hommage. BFMTV 22 octobre 2023

Le cadavre de la Françafrique terroriste et en guerre contre tous les peuples bouge encore.

Forum Paix et sécurité: à Lomé, l'Afrique cherche «*la meilleure solution*» face aux transitions militaires. - rfi.fr 23 octobre 2023

Comment aider les pays du continent dirigés par des putschistes à aller vers une gouvernance démocratiques ?

Dans les rangs des participants, un point de vue revient de la part de plusieurs participants. « La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes », ont insisté d'autres membres à la rencontre de Lomé. rfi.fr 23 octobre 2023

J-C - "*Comment aider les pays du continent dirigés par des putschistes à aller vers une gouvernance démocratiques*", c'est une question qui vaut pour la France ! En chassant Macron pour commencer, en finir avec la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme dans la foulée, la voie du socialisme.

Ils veulent contrôler l'information dès le plus jeune âge, et formater leur cerveau de manière à ce qu'ils se méfient de la vérité et s'en détournent.

J-C - Je ne sais pas si c'est vraiment rassurant ou une bonne nouvelle quand on connaît les mauvaises intentions des médias en général.

Témoignages. Réseaux sociaux, TV, applis... Les ados s'informent-ils encore ? - actu.fr 22 octobre 2023

La très grande majorité des 13-17 ans considère même qu'il est important d'être informé, pour 83% des personnes interrogées, selon une étude CSA réalisée par Milan Presse et YouTube. Si les jeunes suivent a minima l'actualité, c'est bien pour se forger leur propre opinion, pour 35% d'entre eux, et pour se tenir au courant de ce qui se passe, pour 36% d'entre eux.

J-C - Pour pouvoir "*se forger leur propre opinion*" faudrait-il encore que les infos qui leur sont transmises ne soient pas faussées idéologiquement à la base ou tronquées, ce qui est trop demandé à l'ensemble des supports cités dans cet article. Les adultes ne parviennent déjà pas à "*se forger leur propre opinion*", donc on se demande pourraient y parvenir des gosses ayant une expérience très limitée de la vie ou de la société.

Actu - Laurence Colineaux-Marsac, professeure d'histoire-géographie dans un lycée des Pays-de-la-Loire, donne un cours intitulé « *S'informer* » à ses élèves de 1re, dans le cadre de l'option géopolitique. Elle constate que la plupart des élèves continuent de s'informer, mais d'une manière différente.

Si Lucille lit Le Monde, elle fait un peu figure d'exception dans son entourage. « *Autour de moi, c'est une minorité de lycéen qui s'intéresse vraiment à l'actualité et lit le journal. La plupart utilisent les réseaux sociaux* », confie la lycéenne.

J-C - Regardez bien comment ils tentent de manipuler les lecteurs même ici. Quand ils écrivent "*qui s'intéresse vraiment à l'actualité*", on pourrait croire ou cela sous-entend que l'actualité serait vraie, alors qu'en réalité elle est falsifiée, *Le Monde* en est un grand spécialiste.

Actu - En effet, la jeune génération s'informe beaucoup ainsi. Ils sont la première source d'info des 13-17 ans, à 62%, devant la télévision (52%) et les parents (54%).

L'étude CSA révèle bien que les jeunes ont « une préférence sans appel pour les formats vidéos ». Et ils plébiscitent l'info divertissement, loin devant l'actualité nationale et locale.

J-C - "*L'info divertissement*", la caricature de la société du spectacle ou ce qu'elle fait de plus nul.

Actu - À la question « *Quel type d'information est le plus important pour toi ?* », les jeunes ont répondu « *les informations sur le cinéma, les jeux vidéo, les séries, la musique…* » à 80%. L'actualité en France vient en deuxième position, à 58%.

Marine s'informe majoritairement via les réseaux. Même son de cloche chez Mattéo qui s'informe beaucoup via Instagram, ou en swipant des shorts sur YouTube, ces courtes vidéos verticales de quelques dizaines de secondes.

La grande majorité n'utilise pas la presse écrite, le CDI devient d'ailleurs un lieu de non-fréquentation au lycée. Je constate que les élèves passent leur temps à scroller leurs téléphones, et ce qui fonctionne vraiment chez eux, c'est Hugo Décrypte, ça leur donne envie d'aller plus loin ensuite, de creuser certains sujets. Laurence Colineaux-Marsac - Professeure d'histoire-géographie

Je suis Hugo Décrypte sur Instagram, il résume les cinq actus du jour, c'est pratique. Je regarde aussi les stories de Quotidien, qui résument les actus fortes de la journée ou passent des petites chroniques diffusées dans l'émission. Mattéo - Élève en classe de 4ème

Le journaliste Hugo Décrypte a popularisé l'info via les réseaux sociaux en s'adressant largement aux ados et aux jeunes adultes. Sa chaîne YouTube et son compte Instagram cumulent chacun plus de deux millions d'abonnés.

J-C - Traduction : ils sont orientés et manipulés, toutes les infos politiques qu'ils ne veulent pas qu'elles parviennent à leur connaissance, seront autocensurées.

Actu - Pour de nombreux jeunes, les réseaux sociaux restent le moyen le plus adéquat de s'informer facilement. « *C'est rapide et plus simple pour moi de voir ces infos apparaître dans mon fil Instagram, et c'est adapté à notre âge* », lance Mattéo.

Pierre est, lui aussi, bien au courant de l'actualité grâce aux réseaux sociaux, Twitter et TikTok en tête. Il ne cherche pas particulièrement à s'informer, mais voit passer les grosses infos dans son fil. Ensuite, l'algorithme fait son travail, et Pierre s'habitue à suivre l'actualité ainsi.

J-C - "*Voit passer les grosses infos*", les titres en somme, or nos lecteurs savent à quel point les titres peuvent être trompeurs.

Actu - Quand un gros sujet éclate – le conflit Israël-Hamas par exemple -, il arrive au lycéen d'ouvrir YouTube et de regarder une vidéo qui décrypte le sujet plus en profondeur.

Pour autant, Laurence Colineaux-Marsac remarque que certains de ses élèves ne s'alimentent que sur les réseaux sociaux. « *Et ça, c'est problématique, avec cette bulle, ils ne se rendent pas forcément compte qu'ils ont toujours la même info* », commente-t-elle.

Et puis, autre souci avec les réseaux sociaux : les collégiens et lycéens sont de moins en moins à l'aise avec l'écrit et manquent de vocabulaire. « *Leur faire lire un article de presse en cours, c'est devenu hyper laborieux et certains ne comprennent strictement rien à ce qu'ils lisent, c'est flippant. Pourtant, je leur répète que moins ils liront, plus ce sera compliqué* », décrit l'enseignante.

J-C - Ils forment des zombies, c'est bien ce qu'on disait. Ils ont le bac, ils ne savent ni lire ni écrire, quel bonheur !

Actu - Attention aux fake news également, qui circulent largement en ligne. Lucille a le bon réflexe : quand elle voit passer des infos sur Instagram, elle essaie toujours de chercher la source.

Pour Laurence Colineaux-Marsac, certains élèves ne sont pas trop conscients de l'impact d'une fake news. « *Ils ont du mal à hiérarchiser les infos, à connaître la pertinence de leurs sources, ils me disent encore "j'ai vu ça sur internet". Donc, on travaille beaucoup sur la désinformation.* »

J-C - On ne voit pas comment, les enseignants sont eux-mêmes un vecteur de désinformation.

Actu - Pour autant, les réseaux sociaux permettent d'avoir accès à une info parfois plus positive qu'ailleurs. 55% des 13-17 ans pensent que les vidéos d'information sur internet sont moins démoralisantes que les infos de la télé.

Et pour cause : l'actualité peut paraître bien anxiogène parfois.

En cours de géopolitique, les élèves me disent tout le temps que c'est une super matière mais que c'est anxiogène et qu'il ne faut pas être dépressif ! Et ils ont raison. D'ailleurs le programme scolaire en lui-même est très anxiogène, on pointe beaucoup ce qui est négatif. C'est hyper dur d'être ado en ce moment. Laurence Colineaux-Marsac - Professeure d'histoire-géographie au lycée

J-C - Leurs saloperies sont enrobées de chocolat ou de crème chantilly... et elles deviennent comestibles !

Actu - La télévision garde une grosse place dans la vie des plus jeunes. Mattéo regarde l'émission Quotidien une fois par semaine. Le talk-show de Yann Barthès, diffusé sur TMC, a le mérite de parler aux plus jeunes. Les codes de l'info divertissement sont là : les reportages sérieux et les chroniques humoristiques se succèdent et abordent tous les sujets.

J-C - "*Les reportages sérieux et les chroniques humoristiques se succèdent*", c'est vrai qu'on a du mal à les distinguer ! La télévision, le pire instrument de manipulation des consciences, à bannir absolument.

Actu - Les parents jouent aussi un rôle prépondérant dans l'accès à l'information de leurs enfants. Chez les 13-14 ans, ils sont même la première source d'info, à 61% selon l'étude CSA.

« *Si je suis l'actualité, c'est aussi parce que je regarde le JT de 20h sur TF1 avec mes parents* », raconte Marine. Même chose pour Lucille, qui regarde le Journal de France 2 tous les soirs avec ses parents. « *Suivre les infos ensemble nous permet d'en parler, d'échanger sur ce qu'on a lu plus tôt dans la journée, de confronter nos points de vue* », précise la jeune fille.

J-C - Ils voudraient nous faire croire à la diversité de l'offre d'information, alors qu'elle n'existe pas ou plus, normal, Actu en fait partie.

Actu - De nombreuses offres de médias adaptés aux enfants ont éclos ces dernières années. Le média généraliste franceinfo a récemment lancé « *Ça dit quoi* », un podcast d'information

quotidien qui s'adresse aux plus jeunes. Le journaliste tutoie son auditeur et vulgarise des sujets aussi complexes que le conflit Israël-Hamas ou le glyphosate.

J-C - Franceinfo, l'une des pires sources de désinformation en France ou la voix du ministère de la Vérité ou de la Propagande.

Actu - Les ados sont également friands d'1 jour 1 actu, un média d'actualité adapté aux enfants, qui propose divers formats. Un outil aussi utilisé en cours parfois. « *On a regardé la vidéo* « C'est quoi un attentat » *hier en cours après que le prof a été tué à Arras* », précise Mattéo.

J-C - On imagine d'ici toutes les abominations que leur enseignant leur a sorties.

Actu - Les médias traditionnels investissent de plus en plus TikTok ou Instagram. À grands renforts de vidéos, avec voix off et illustrations, ils vulgarisent des sujets, et construisent l'info autrement. actu.fr 22 octobre 2023

J-C - C'est cela ils "*construisent l'info autrement"*, mais l'info n'est jamais objective, elle est toujours biaisée.

Ah ben en voilà un modèle de « *démocratie* » !

Virage à droite du parlement suisse dans un contexte de "*peur*" - AFP/actu.orange.fr 22 octobre 2023

Les Suisses - qui votent en grande majorité par correspondance - étaient appelés à élire leurs 200 députés du Conseil national au scrutin proportionnel.

Les 46 sénateurs du Conseil des Etats (chambre haute), élus au scrutin majoritaire, doivent également être renouvelés mais des seconds tours doivent avoir lieu ces prochaines semaines dans plusieurs cantons.

Selon une nouvelle projection de l'institut gfs.bern, la formation de droite dure Union démocratique du centre (UDC), qui a fait campagne contre "*l'immigration de masse*", "*les diktats du genre*" et "*la folie woke*", renforce sa place de première formation politique du pays, avec environ 29% des voix au Conseil national (chambre basse du parlement).

L'UDC - premier parti depuis 1999 - est arrivé dimanche loin devant les socialistes (PS), deuxième parti à la chambre basse, qui obtiendrait environ 17,5% des voix, en très légère hausse.

Le Centre et les Libéraux-Radicaux (PLR) bataillent pour la troisième place, à 14,6% des voix. Loin de leur poussée électorale de 2019, les Verts reculent à un peu plus de 9% et les Vert'libéraux à environ 7%.

On a une progression très claire de l'UDC à l'extrême droite. AFP/actu.orange.fr 22 octobre 2023

Argentine.

Argentine: le ministre de l'Économie Massa et l'ultralibéral Milei au second tour AFP/rfi.fr 23 octobre 2023

Selon des résultats encore provisoires, Sergio Massa, 51 ans et candidat du bloc gouvernemental, a surmonté le handicap d'une économie en souffrance et est arrivé en tête avec 35,9% des voix. Il devance ainsi Javier Milei, 53 ans, crédité de 30,5%. Toutefois, M. Milei confirme sa percée depuis son irruption sur la scène politique il y a deux ans, selon les chiffres de l'Autorité électorale.

J-C - Milei c'est l'équivalent de Macron, donc l'AFP en fait la promotion, l'info n'est jamais neutre.

AFP - Ce résultat est une déception pour les supporters de l'ultralibéral candidat. « *Le mieux pour le pays aurait été que Milei soit élu dès ce soir parce que l'incertitude va se prolonger. Il y a toujours plus de faim et d'inflation et certains pensent que Massa va les sortir de la pauvreté, mais ça ne marche pas comme ça. Le pays n'aura pas de nouvelle opportunité. J'ai beaucoup d'amis qui sont partis et ça me brise le cœur. Je ne veux pas partir mais pour ça il faut que Milei l'emporte. Si Massa est élu, je vendrai tout le plus vite possible et j'essayerai d'installer mon entreprise en Espagne ou dans un autre pays* », confie Luciano Cobla, un entrepreneur de 29 ans qui a voté pour Javier Milei.

J-C - Io tienes camarada ! (compris camarade.)

AFP - Les deux hommes s'affronteront le 19 novembre prochain pour un second tour dans ce pays marqué par la résignation de beaucoup d'électeurs face à plus de dix ans de stagnation économique. AFP/rfi.fr 23 octobre 2023

J-C - Encore le choix entre la lèpre et le choléra...

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 24 octobre 2023.

- Autrefois on disait que l'amitié n'avait pas de prix, de nos jours on n'a même plus besoin de se poser la question.

- Autrefois la réaction nous caractérisait d'extrémiste, la résistance était qualifiée de terroriste, rien n'a changé.

- Avons-nous déjà vu à l'époque de l'impérialisme, une guerre qui soit déclenchée par un président ou un monarque ? Jamais, le premier est une marionnette, le second est un figurant à titre honorifique.

Il existe un lien entre ce que nous vivons et ce que nous allons vivre.

Ce n'est pas parce que nous l'ignorons qu'il n'existe pas, puisqu'après coup on pourra le discerner très clairement ou l'établir de façon certaine, parce qu'il se produit des évènements que le hasard ou la simple coïncidence ne peuvent pas expliquer, en revanche l'analyse méticuleuse de l'enchaînement des faits permet d'établir avec certitude que ce lien existe réellement. Je crois qu'on pourrait aussi le démontrer avec la physique quantique. Un exemple pour l'illustrer.

Le silence de la mer **est un film en noir et blanc inspiré d'une nouvelle de Jean Bruller dit Vercors, il fut tournée en 1947 par Jean-Pierre Melville, et il est sorti en 1949.**

Pourquoi me suis-je retrouver à regarder ce film hier soir parmi plus de 1.000 à ma disposition dans le disque dur ?

Sans doute y ai-je été conduit inconsciemment par l'actualité politique, le développement de la situation au Moyen-Orient, les évènements qui sont en train de se dérouler en Palestine occupée, parce que j'ai été obligé à me pencher sur la personnalité et le sort de chacun des acteurs de cette guerre, de ce terrible drame, au point d'en haïr aucun, hormis les monstres de cruauté qui en sont les véritables auteurs ou exécutants, les autorités israéliennes et leur mentor, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui gouvernent à la destinée du monde depuis le Forum économique mondial ou Davos et d'autres institutions qu'elle contrôle.

L'histoire se situe en 1941 un an après l'armistice conclut entre le IIIe Reich d'Hitler et les représentants du gouvernement français de Philippe Pétain. Un colonel allemand débarque dans une maison de campagne réquisitionnée et habitée par un vieil homme et sa petite fille. Pendant tout le film ils ne lui adresseront la parole, en revanche chaque soir il descendra de sa

chambre pour leur raconter sa vie, et il ponctuait son monologue en leur souhaitant une bonne nuit tout en les saluant.

Peu à peu va s'établir une sorte de complicité entre eux, car ce colonel allemand était un musicien et un compositeur renommé dans le civil, c'était un homme instruit et très sensible, humain. Ils partageaient les mêmes valeurs en sommes, sauf que du fait de l'absurdité de la guerre ils se retrouvaient dans deux camps opposés et personne n'y pouvait rien hélas. Malgré tous les efforts qu'il déploiera pour briser le mur du silence qu'il y avait entre eux, à aucun moment ils ne parviendront à fraterniser. Le film se termine lorsqu'après une escapade de deux semaines à Paris, ce colonel revient complètement bouleversé, car il vient de réaliser que l'Allemagne nazie était un monstre. Ce va évidemment lui poser un énorme cas de conscience, car comment continuer à servir un tel régime en tant qu'officier supérieur de la Wehrmacht, sachant les crimes de masse abominables qu'il a commis.

A son retour de Paris, contrairement à son habitude il ne va pas descendre de sa chambre et entrée directement dans la pièce principale où se trouvent le vieil homme et sa petite fille, il va frapper à la porte et attendre qu'on lui dise d'entrer. Le vieil s'y résout, il ouvre la porte, il a revêtu son uniforme de la Wehrmacht, alors que durant six mois il porta des vêtements civils, il n'entre pas dans la pièce, il reste là dans l'embrasure de la porte, figé, l'air grave, il va alors leur expliquer pourquoi il a pris la décision d'être muté sur le front, après ses déboires à Paris, les terribles désillusions qui le rongent depuis. En effet, il y rencontra son meilleur ami qui était un poète, un ami de jeunesse qu'il croyait être parmi les meilleurs des hommes, et de constater effaré qu'il est devenu entre-temps un épouvantable nazi qui justifie les camps de concentration et les exterminations des prisonniers à l'aide de gaz, apparemment il ignorait totalement cet épisode avant de se retrouver dans ce cercle d'officiers supérieur racontant les exploits du régime nazi.

Cependant, il ne pouvait ignorer les crimes et méfaits commis par les SS et le parti nazi depuis 1930. Il faut croire que, comme beaucoup d'Allemands, il avait cru le récit officiel qui les justifiait, les juifs, les syndicalistes ou les communistes, etc. étaient des traitres, des ennemis de la nation allemande, s'ils n'étaient pas directement responsables des difficultés économiques que rencontrait l'Allemagne, ils y étaient impliqués ce qui justifiait de les supprimer. Voilà ce qu'il avait cru, il croyait sincèrement que le IIIe Reich œuvrait pour le bien-être du peuple allemand, pour la paix et le rapprochement entre les peuples, comme beaucoup de Français crurent que Pétain leur avait épargné le pire ou le bombardement de Paris par exemple.

La propagande de guerre hystérique du régime sur fond d'ignorance et d'absence de conscience de classe des travailleurs, de trahison des dirigeants du mouvement ouvrier, auxquels il faut ajouter la lâcheté et l'hypocrisie des élites intellectuelles, devaient contribuer à créer ce genre de situation où la confusion domine, la méprise l'emporte, l'impensable triomphe ou se réalise sans que personne ne comprenne vraiment ni pourquoi ni comment. C'est ainsi qu'on ne juger ou condamner les Juifs ou les Palestiniens, hormis leurs dirigeants, plus particulièrement ceux des sionistes.

Ce film se terminait sur une scène particulièrement poignante, lorsqu'à la dernière minute le regard de ce colonel allemand tombe sur une coupure de presse d'Anatole France laissée à dessein par le vieil homme énonçant qu'« *il est beau qu'un soldat désobéisse à des ordres criminels* », il reste un court instant pensif, sans que cela remette en cause sa décision de

repartir au front où la mort l'attend sans doute, une forme de suicide en quelque sorte, parce qu'il ne croit plus en l'avènement d'un monde meilleur aussi bien en Allemagne qu'en France, et qui plus est, après leur avoir adressé des siens, adieux sera le seul mot qu'il entendra de la bouche de ces deux Français, signifiant qu'ils ne l'encourageront pas à déserter ou que son destin laissait indifférent. C'est tout du moins de cette manière que je l'ai interprété, dès lors tout espoir s'était évanoui à jamais, seule la mort sur le champ de bataille pourrait le délivrer de ce cauchemar qui le hantait désormais.

Depuis le 7 octobre 2023, les évènements qui se produisent en Palestine occupés ont envahi notre quotidien, ce qui nous a amené à réfléchir au sort et à leur histoire de tous les acteurs de ce drame, sachant qu'aucun n'avait eu réellement ou librement le choix des décisions qu'ils avaient prises au cours de leur existence, comme chacun d'entre nous.

La tentation était grande face à l'injustice insupportable dont font l'objet les Palestiniens, de recourir au même procédé envers les juifs ou les Israéliens en général. Certains ont franchi le pas comme d'habitude en pareil occasion, subtilement, sournoisement, parfois ouvertement ou bruyamment, les porte-parole fanatiques des sionistes d'extrême droite au pouvoir en Israël se sont chargés de les dénoncer, ce qui ne doit pas nous empêcher d'en faire autant, sans toutefois mêler notre voix à la leur tant elle est malintentionnée ou criminelle, ce qu'il ne faut jamais manquer de préciser.

On ne juge pas notre semblable (de classe) soumis à des conditions sociales qui lui sont imposées ou qu'il n'a pas choisies. Dans la vie, on a finalement très peu de liberté dans leur société injuste et antidémocratique. Généralement on est amené à effectuer des choix entre plusieurs options sans que jamais celle à laquelle on avait pensé ne nous soit proposée, donc il n'y aura aucune chance qu'elle soit retenue. On procède par élimination en essayant de privilégier celle qui correspond le plus à nos aspirations ou à l'objectif qu'on s'est donné d'atteindre, avec toutefois une énorme marge d'inconnu ou d'illusions, ce qu'on découvrira plus tard.

Quand on aborde les sciences ou quand on pense en ayant un état d'esprit scientifique, on se dit qu'aucune connaissance n'est gravée définitivement dans le marbre, ce qu'on savait ou qu'on considérait comme vrai il y a un siècle ou davantage, parfois beaucoup moins, ne l'est plus de nos jours ou depuis longtemps déjà et ainsi de suite.

Le doute n'est pas seulement autorisé, il est fortement recommandé, il est obligatoire pour progresser, faire de nouvelles découvertes, sinon ce serait impossible.

Le droit à l'erreur, à l'oubli, à l'inattention, l'est tout autant. Il fait même partie intégrante de toute réflexion scientifique. Mieux, comme la réplication d'un gène qui va être perturbée par un facteur extérieur et qui sera malencontreusement caractérisée de défectueuse, alors qu'elle est à l'origine de la diversité des espèces organiques, inorganiques au niveau des atomes de la matière en général, sans elle ce ne sont pas seulement les homos sapiens qui n'existeraient pas, l'univers tout entier.

Voilà qui donne à réfléchir et devrait nous inciter à faire preuve de plus de modestie, plus de tolérance, je préfère le mot discernement ou discrimination avant de porter un jugement sur quoi ou qui que ce soit, pour autant que ce soit envisageable ou souhaitable.

Par-dessus tout, les hommes ont tendance à confondre cause et conséquence, et dans la plupart des cas on s'est aperçu qu'ils ignoraient les causes de ce dont ils parlaient, ils imputent tel évènement ou acte à ceci ou cela sans savoir de quoi ils parlent en réalité, ils baignent dans une grande confusion en réalité. Ils n'en ont pas la moindre conscience. Les aider à en prendre conscience, afin que de tel drame ne puisse plus exister, devrait être le devoir de ceux qui ont reçu un minimum d'instruction, et qui, pour peu qu'ils veuillent bien faire un effort, sont en mesure de comprendre de quoi on leur parle.

Je les incite à participer à cette lutte légitime contre l'obscurantisme, l'ignorance et l'injustice sous toutes ses formes, afin qu'un jour tous les peuples puissent s'épanouir et vivre en paix.

Vive le matérialisme dialectique et le socialisme !

Stratégie de la terreur. Ils ne veulent plus que vous consommiez de la viande, mais aussi des produits laitiers.

J-C - De quoi s'agit-il ? D'une mystification délirante de plus, lisez, du lait serait impropre à la consommation, ah bon ! Serait-il contaminé, empoisonné ? Non, pas du tout, ce n'est mentionné nulle part. Il est écrit dans le portail du gouvernement, que cette annonce digne de la dictature au covid-19 fait suite à une "remontée de consommateurs et consommatrices portant sur un défaut organoleptique (goût et/ou odeur)", qui avaient des aigreurs d'estomac après avoir abusé sur le foie gras, le caviar, le Dom Pérignon.

Candia, GrandLait, Viva... Des bouteilles de lait rappelées dans toute la France - actu.fr 23 octobre 2023

Si vous avez acheté du lait Candia, Viva, GrandLait ou encore Silhouette récemment, prudence. Plusieurs références font l'objet d'un rappel et ne doivent pas être consommées.

Vérifiez vos dernières courses si vous avez l'habitude d'acheter du lait. « *Suite à une remontée de consommateurs et consommatrices portant sur un défaut organoleptique (goût et/ou odeur)* », plusieurs marques ont procédé, ce lundi 23 octobre 2023, à un rappel de bouteilles de lait, indique la plateforme gouvernementale rappel conso.

Le site « des alertes de produits dangereux » conseille de ne plus les consommer, de les rapporter au point de vente ou de les détruire.

Ce rappel consommateur, massif, concerne les produits suivants :
– Candia Malin Maxi Pack : bouteille 1L, pack X8
– Grandlait demi écrémé : bouteille 1,5 L X4, 1L x6, 1L X8, pack x10
– Grandlait Pleine Saveur (entier) : bouteille 1L, pack x6
– Silhouette écrémé : bouteille 1L, pack x6
– Viva : bouteille 1Lx6 et X8.

Toutes ces bouteilles de lait ont été commercialisées partout en France dans les enseignes Auchan, Intermarché, Francap, Leclerc, Carrefour, Système U, Provera, Métro, Casino (Casino, Vival, Spar), Monoprix, Proxy ou encore Maximo.

https://actu.fr/societe/candia-grandlait-viva-des-bouteilles-de-lait-rappelees-dans-toute-la-france_60246528.html

Le site du gouvernement

https://rappel.conso.gouv.fr/fiche-rappel/12664/Interne

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- L'armée israélienne bombarde sans répit la bande de Gaza depuis le 7 octobre, a intensifié depuis dimanche ses bombardements.

Lundi, l'armée israélienne a annoncé avoir frappé dans la nuit "*plus de 320 cibles militaires"*, des infrastructures du Hamas, au pouvoir à Gaza, et de son allié du Jihad islamique.

"*Les Américains ont rejoint notre cabinet de guerre et on peut dire que ce sont eux qui supervisent les opérations voire qu'ils font le babysitting du cabinet*", estime l'analyste Eitan Shamir, directeur du Begin-Sadat Center for Strategic Studies.

Au moins 5.087 Palestiniens ont été tués à Gaza dans des raids israéliens, dont 2.055 enfants, depuis le début de la guerre, d'après le gouvernement du Hamas.

Plus de 1.400 personnes ont été tuées en Israël, la plupart des civils, au premier jour de l'attaque du Hamas, selon les autorités israéliennes. AFP 23 et 24 octobre 2023

J-C – L'AFP a été jusqu'à préciser qu'elle n'avait pas vérifié les chiffres avancés par les Palestiniens. Ils transpirent, ils suintent la haine de toutes les pores de leurs corps ces chiens enragés !

Quand les sionistes expriment un vœu à haute voix : La Troisième Guerre mondiale.

Israël affirme qu'il mène la Troisième Guerre mondiale contre l'islam radical - fr.sputniknews.africa 24 octobre 2023

"*L'armée la plus morale du monde*" mène la Troisième guerre mondiale contre l'islam radical, selon le ministre israélien de l'Énergie. Il insiste sur le fait qu'elle est menée de façon humaine: "*Il y a de nombreux pays qui auraient anéanti leur pays voisin après de tels événements*."

"*J'insiste encore une fois: nous sommes des gens humains. Nous sommes l'armée la plus morale du monde."*

"*Nous sommes dans la Troisième Guerre mondiale contre l'islam radical*", a-t-il déclaré dans un entretien accordé au tabloïde allemand Bild.

Selon lui, cette guerre ne concerne pas uniquement l'État hébreu, et "*l'engagement en Europe et aux États-Unis*" lui "*paraît tout à fait compréhensible*". fr.sputniknews.africa 24 octobre 2023

J-C – Vous vous souvenez peut-être de l'analyse que je vous ai soumise il y a quelques jours, vous en avez ici la confirmation en pointillés.

France occupée.

Renaissance, n'est pas le peuple français, c'est l'Ancien Régime et ses aristocrates.

Élisabeth Borne affirme que "*le Hamas n'est pas le peuple palestinien*" - BFMTV 23 octobre 2023

Élisabeth Borne a voulu rappeler qu'"*Israël a le droit de se défendre*" mais "*dans le respect du droit international*".

J-C - Elle ose tout la suppôt du terrorisme international, Israël a passé 75 ans à violer ce qu'elle appelle le "*droit international*" ! Tout comme les Etats-Unis sans interruption, et la France de Macron. Ils croient qu'on aurait oublié qu'Israël a été condamné aux Nations-Unis, pour l'avoir violé, en réalité Israël n'a jamais appliqué une seule résolution adoptée à l'ONU.

C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle je fustige régulièrement tous les opportunistes qui se réclament du "*droit international*", l'ensemble de ceux qui s'intitulent « *géopoliticiens* », une sorte de Géo Trouvetou qui vous sortent une analyse inconsistante d'une pochette surprise. C'est à cela qu'on les reconnaît aussi.

Russie.

Kiev privé de plus de 1.100 soldats, de deux stocks de munitions et de 19 drones en 24h - fr.sputniknews.africa 23 octobre 2023

Les forces armées russes ont repoussé au moins 29 attaques de l'armée ukrainienne sur plusieurs axes de l'opération spéciale en ces dernières 24 heures, a rapporté le ministère russe de la Défense dans son bilan quotidien du 23 octobre.

En outre, selon l'instance, trois postes de commandement ennemis ont été anéantis, tout comme un groupe de sabotage et de renseignement.

Pertes en personnel

Lors des combats, près de 1.170 soldats ont été neutralisés au cours de ces 24 dernières heures.

Les plus importantes pertes ont eu lieu sur l'axe de Krasny Liman, avec jusqu'à 480 hommes tués ou blessés. Les forces de Kiev en ont perdu jusqu'à 160 autres dans la zone du sud de Donetsk et près de 80 dans celle de Zaporojié.

Sur l'axe de Koupiansk, leurs pertes s'élèvent à 195 soldats. Enfin, environ 165 hommes ont été éliminés sur l'axe de Donetsk et jusqu'à 90 sur celui de Kherson.

Armes détruites

Deux entrepôts de munitions ont été bombardés par l'armée russe.

Parmi les pièces d'artillerie mises hors service figurent un D-20, quatre D-30, un Msta-B et deux lance-roquettes multiples Grad.

Les forces armées russes ont également intercepté 19 drones.

Au total, en 24 heures, les frappes russes ont visé du personnel et du matériel militaire dans 153 zones.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale, l'armée russe a abattu 508 avions, 253 hélicoptères et 8.176 drones. Elle a détruit 441 systèmes de défense sol-air, 12.882 chars et autres blindés, 1.169 lance-roquettes multiples, 6.853 pièces d'artillerie de terrain et de mortiers, et 14.583 autres équipements militaires. fr.sputniknews.africa 23 octobre 2023

La CIA impliquée dans les attaques de drones de Kiev en Russie, selon le Washington Post - fr.sputniknews.africa 23 octobre 2023

Depuis 2015, la CIA a dépensé des dizaines de millions de dollars pour entraîner les services ukrainiens, écrit le Washington Post après avoir interviewé plus de deux douzaines de responsables du renseignement et de la sécurité ukrainiens et occidentaux.

Ainsi, les services ukrainiens ont été à l'origine des frappes sur le pont reliant la Crimée à la région de Krasnodar, selon le journal. Le SBU, service de sécurité d'Ukraine, a frappé ce pont à deux reprises en 2022 et 2023.

Le GUR, service de renseignement militaire de l'Ukraine, a utilisé sa propre flotte de drones pour lancer des dizaines d'attaques sur le sol russe, poursuit le Washington Post. Elles comprennent celle d'un drone qui a brièvement incendié une partie du toit du Kremlin en mai 2023. Au total, Kiev est impliqué dans des dizaines d'attaques de drones contre des cibles en Russie.

La CIA "*a fourni à l'Ukraine des systèmes de surveillance avancés, formé des recrues en Ukraine et aux États-Unis, construit de nouveaux quartiers généraux pour les départements de l'agence de renseignement militaire ukrainienne et partagé des renseignements à une*

échelle qui aurait été inimaginable" avant le rattachement de la Crimée à la Russie en 2014 et le déclenchement de l'opération militaire en février 2022, selon les officiels, relayés par le journal américain.

Trace américaine

L'implication américaine dans ces deux attaques a été mise en avant par Seymour Hersh, journaliste américain.

Au cours de la deuxième frappe, Kiev a utilisé des technologies américaines, a affirmé le journaliste d'investigation fin juillet, citant une source au sein des services du renseignement américain.

Au total, "*le rôle de l'administration Biden dans ces deux attaques a été essentiel*", a-t-il jugé. fr.sputniknews.africa 23 octobre 2023

Azerbaïdjan-Arménie : l'Iran et la Russie dénoncent l'interventionnisme de l'UE et des Etats-Unis - AFP/actu.orange.fr 23 octobre 2023

Réunis avec les chefs des diplomaties arménienne, azerbaïdjanaise et turque, les ministres iranien et russe des Affaires étrangères ont affiché à Téhéran leur entente pour montrer qu'ils n'ont pas besoin, selon eux, des Occidentaux pour régler les tensions régionales.

"*Les problèmes de la région ne peuvent être réglés par l'intervention de forces étrangères*", a déclaré le président iranien Ebrahim Raïssi, ont dit ses services.

"*La présence d'étrangers dans la région non seulement ne résout pas les problèmes mais complique la situation*", a renchéri son ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian.

A l'issue des discussions, son homologue russe, Sergueï Lavrov, a lui aussi dénoncé "*les tentatives de la part, en premier lieu, de l'UE et, dans une certaine mesure, des Etats-Unis, de s'immiscer dans le processus de délimitation*" de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Dans une déclaration commune finale, les participants à la rencontre ont ainsi rappelé "*l'importance du règlement pacifique des différends, du respect de la souveraineté, de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale (...), de la non-ingérence dans les affaires intérieures*". AFP/actu.orange.fr 23 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 25 octobre 2023.

A quand les pogroms anti-Arabes en France ?

Leur « *déradicalisation* » hystérique ne vous fait-elle pas penser à la « *dératisation* » de la France bien-pensante des années 60 ou la chasse aux « *ratons* », c'est ainsi qu'elle appelait les Arabes et plus particulièrement les Algériens, qui s'étaient retrouvés entassés dans des bidonvilles, quand j'étais gosse je suis souvent passé devant celui qui existait à Nanterre (92).

Pour « *déradicaliser* » la France, il faudrait commencer par chasser Macron du pouvoir, le suppôt du néonazi Zelensky et du fasciste Netanyahou !

La Palestine doit vivre debout et non à genoux ! - Appel Collectif - legrandsoir.info 23 octobre 2023

Article suivi d'une liste de signataires.

https://www.legrandsoir.info/la-palestine-doit-vivre-debout-et-non-a-genoux-39032.html

J'ai envoyé ma signature, bien que je sois en désaccord sur certains points de cet appel. En lisant la suite de la causerie, vous devinerez sur quoi portait ma réserve. A vous de voir si vous avez envie ou non de le signer.

J'ai aussi posté un commentaire à la suite de cet appel dans Le Grand Soir, il est en attente de modération, j'ignore s'il sera publié ou non.

Dans plusieurs causeries ces derniers jours, j'affirmais que l'origine de la guerre en Ukraine et en Palestine était la même, l'incapacité dans laquelle se trouvaient désormais les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux d'assurer le développement ou la survie du capitalisme à l'échelle mondiale, et par conséquent ils comptaient sur les pays des Brics pour prendre le relais...

De la même manière, en substance, les Américains prirent le relais de l'empire britannique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Première Guerre mondiale ayant été conçue par l'oligarchie anglo-saxonne concomitamment à la montée en puissance du capitalisme en France et en Allemagne après son unification à l'issue de la guerre précédente de 1870, je concluais provisoirement en employant le ton de la dérision pour me moquer des géopoliticiens autoproclamés, car décidément toutes ces guerres ont été motivées uniquement par des intérêts économiques ou territoriaux qui leurs ont échappé, le partage et le repartage des richesses du monde...

A sa façon Elon Musk vient de le confirmer : "*Nous avons surestimé nos forces en militarisant le dollar via ces sanctions. De nombreux pays dédollarisent désormais leurs transactions. Nous les avons forcés en quelque sorte. Cela va au-delà de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Des pays comme le Brésil ou l'Inde veulent toujours échanger avec la Russie, mais ne peuvent pas le faire en dollars. Nous les forçons donc à dédollariser leurs opérations, affaiblissant ainsi la force du dollar dans le monde. C'est stratégiquement stupide*". (fr.sputniknews.africa 24 octobre 2023)

Si j'osais, je lui répondrais qu'il n'y avait rien de "*stupide*" dans cette décision de sanctionner la Russie, cela faisait plutôt parti du scénario qui devait être vendu aux ignorants, aux naïfs et autres aveugles, pour qu'ils ne comprennent rien à ce qui était en train de se passer et adhèrent à leur récit… Car il paraît impensable, que les aristocrates de la finance et leurs idéologues n'aient pas imaginé comment la situation allait évoluée dans ses grandes lignes. Les médias ont marché dans leur combine, parce qu'ils sont à leur service ou ils leur sont acquis ou ils sont corrompus, il ne restait que la confrérie des opportunistes pour les prendre pour des imbéciles ou des demeurés ou ce qu'ils sont eux-mêmes !

Ce serait trop long de développer ici, ce qu'il faut voir aussi, c'est qu'il y a deux axes dans cette affaire.

A défaut d'une Troisième Guerre mondiale, qui serait dévastatrice mais salvatrice pour le capitalisme, une aubaine ou lui offrirait un nouveau répit, ils vont continuer de guerroyer sur tous les continents, au passage ils en tireront un bénéfice politique, ce n'est jamais à négliger, se disent-ils à juste titre de leur point de vue.

Et pendant ce temps-là, ils vont continuer de développer tranquillement leur Agenda 2030 à l'échelon national, les dictatures numérique, énergétique, climatique, sanitaire, qui vont concerner aussi l'alimentation, l'habitation ou la manière de consommer en général, en dictant à la population le comportement à adopter et celui à éviter dans tous les domaines, sur fond de censure et autocensure renforcées des médias et des réseaux dits sociaux, de dictature de la pensée unique du ministère de la Vérité, la mise en place d'instruments de contrôle ou de surveillance de la population toujours plus liberticides sur fond également de régression sociale et de précarité généralisée, de pauvreté subventionnées, le tout soutenu par le mouvement ouvrier et les ONG, tandis que les plus riches vont continuer de se gaver comme jamais.

Le milliardaire libertarien poursuivit sur la guerre en Ukraine :

"*Le conflit en Ukraine est d'autant plus incompréhensible que certaines régions ont fait part de leur souhait d'intégrer la Russie*", a en outre affirmé le milliardaire. Le soutien de l'Occident à Kiev est en ce sens difficilement justifiable et dévoile un double discours en matière de démocratie.

"*Si certaines régions de l'est ukrainien veulent faire partie de la Russie, pourquoi poussons-nous à la guerre pour qu'elles fassent partie de l'Ukraine. Croyons-nous à la démocratie ou pas? Je pense qu'une partie des régions où se trouvent les troupes russes voterait pour faire partie de la Russie. Une part de l'est ukrainien et la Crimée veulent être russes, c'est la réalité*", a expliqué ElonMusk. fr.sputniknews.africa 24 octobre 2023

J-C – Si la guerre est bonne pour les affaires, c'est surtout lorsqu'elle est terminée. Il arrive un moment où il n'y a plus rien d'autres à en attendre, il faut donc penser à y mettre un terme et récolter les fruits dorénavant mûres de toutes ces destructions, qui s'annoncent juteux en termes de profit, c'est sans doute ce qu'il a voulu dire. La guerre est un investissement pour les banquiers et les hommes d'affaires, donc tout oligarque qui se respecte est impatient d'en percevoir les dividendes.

On est loin des récits mettant en scène des politicards véreux, des marionnettes désarticulées, des hommes liges ou de paille minables, des acteurs politiques sans pouvoir, qu'on nous sert pour expliquer ces guerres, c'est tout juste bon pour les manuels scolaires ou ceux qui leur vouent un culte.

Une mise au point aux lecteurs.

Suite à deux entretiens donnés par monsieur Meyssan, cofondateur du Réseau Voltaire, l'un en compagnie d'un personnage d'extrême droite, Jean-Michel Vernochet, l'autre à une officine animé par le libertarien Éric Verhaeghe, un des clans d'extrême droite des néolibéraux, Le Courrier des Stratèges, j'ai décidé de retirer deux rubriques qui figuraient dans la page d'accueil du portail et qui regroupaient un ensemble d'articles : *Sous nos yeux. Du 11 septembre à Donald Trump* - Réseau Voltaire (2017) et *Comment les Etats-Unis ont déclaré la guerre à la Russie* - Réseau Voltaire (2022).

Si j'avais proposé ces articles aux lecteurs, c'était uniquement parce qu'ils contenaient une somme importante de données que les médias mainstream censuraient, concernant un évènement ou toute une période, informations qui par ailleurs se trouvaient disséminées ou qu'on aurait eu du mal à trouver, sauf si on avait disposé d'un parti, donc de militants pour se partager la tâche qui aurait consisté à les chercher sur le Net, ce qui aurait nécessité de savoir où les chercher pour commencer, ensuite de les trier et les évaluer, les vérifier ou les recouper, bref, d'y consacrer beaucoup plus de temps qu'un seul homme ne peut disposer. Vous en conviendrez, j'espère, car mon intention n'a jamais été de faire la promotion du Réseau Voltaire, dont l'idéologie se situait aux antipodes de la mienne, vous pouvez le constater en relisant les dernières causeries si vous aviez un fâcheux doute, vous constateriez que je combattais son idéologie que vous retrouverez dans son dernier article que j'évoque ci-dessous.

Alors pourquoi cette mise au point ? Pour au moins deux raisons.

La première, parce qu'à l'heure où la guerre fait rage, où un nouveau génocide est en cours, la position qui consiste à renvoyer chacun des protagonistes du conflit actuel en Palestine occupée au respect du "droit international", signifie ni plus ni moins que la négation des droits des Palestiniens ou cautionne la partition-liquidation de la Palestine en 1947, justement au nom de ce droit, droit forgé par les grandes puissances qui incarnent le capitalisme ou l'exploitation et l'oppression des peuples, au détriment des intérêts de ces derniers. Cette position est des plus sinistre et intolérable. A quel titre, j'y viens.

Aucun acteur politique de quelque bord politique que ce soit, ne peut se réclamer de la démocratie, de l'humanisme, encore moins de l'anti-impérialisme, ne peut s'exprimer au nom

de la classe ouvrière ou des peuples opprimés, et soutenir les principes qui sont à l'origine de ce "*droit international*", car ils supposent qu'ils doivent se soumettre aux rapports sociaux établis, au système d'exploitation capitaliste en vigueur, dont l'existence, la survie et la fonction supposent de les maintenir dans la servitude ou en esclavage, s'opposent à leur émancipation, à leur liberté.

Si ces principes devaient s'imposer pour résoudre la question palestinienne, cela reviendrait à proclamer la mort ou la disparition du peuple palestinien, dont d'ailleurs ses ennemis ont toujours nié l'existence, ce qui selon les sionistes justifient la spoliation de ses terres ou toute prétention sur la Palestine telle qu'elle existait avant 1947.

La seconde raison, c'est parce que je suis parvenu à suffisamment affiner mon analyse de la situation mondiale, pour me passer de tous ces intellectuels à l'esprit borné ou intéressé, je crois avoir suffisamment progresser dans tous les domaines dans lesquels je me suis investi depuis 16 ans pour pouvoir proposer ma propre analyse, bien qu'elle demande à être encore peaufinée, disons qu'en gros elle est sérieuse et cohérente ou elle tient la route. Tous les jours je la soumets à l'épreuve impitoyable des faits et de la critique, et au besoin je la rectifie là où elle péchait, qu'il y ait des choses qui m'échappent, c'est inévitable, mais cela ne remet pas en cause l'essentiel, on s'en contentera.

Qu'on soit exigeant, je crois avoir prouvé que je l'étais, qu'il ne faille rien négliger, j'y prête une attention de chaque instant, que tout ne soit pas parfait ou qu'on n'ait pas réponse à tout, il faudra bien faire avec, il n'y a que les esprits tyranniques ou malintentionnés pour penser le contraire. On ne passe rien à nos ennemis et on ne cherche pas à s'attirer les bonnes grâces de qui que ce soit, voilà qui devait mettre en confiance les lecteurs ou satisfaire les plus exigeants d'entre eux, ceux qui entendent demeurer fidèles au socialisme.

Et puis, comme vous l'avez peut-être constaté, quand je ne suis pas perturbé par la maladie, j'ai de plus en plus de facilité pour écrire, et j'y prends un réel plaisir pour tout vous avouer, sans brouillon ou plan, je n'ai pas le temps. Surtout, je ne me contente pas d'aller piocher ici ou là des paragraphes ou des chapitres rédigés par d'autres. Je ne plagie personne, je préfère mon propre style, ma propre syntaxe, ma propre terminologie surtout.

Dans un tas de blogs on peut lire 100 fois les mêmes articles qui ont été légèrement bricoles pour faire prévaloir leur originalité, usurpée et ennuyeuse au possible, ce n'est pas mon genre. C'est juste destiné à tromper les naïfs qui se diront au début de leur lecture : Comme c'est bien rédigés, comme c'est agréable à lire, comme c'est bien documenté, il en sait le monsieur ou la madame, et parvenus à la fin ils se rendront compte qu'il n'y avait là rien qu'ils ne savaient déjà, et quant à la conclusion, ils seront encore plus frustrés parce qu'il n'y en avait pas, ils auront perdu leur temps, c'est tout ! Ils ne se seront même pas aperçus que l'orientation de l'article qu'ils venaient de lire n'était pas neutre, elle recelait de la propagande qu'inconsciemment ou à leur insu, qui venait de se graver dans leur cerveau.

Une telle manipulation ne risque pas d'arriver ici à mes lecteurs puisque je leur fournis le mode d'emploi ou la grille de lecture pour analyser et critiquer mes propres articles, je pousse le scrupule jusque-là pour que personne ne me traite un jour de malhonnête, si cela arrivait cependant, j'aurais de quoi lui répondre.

Maintenant, que mes lecteurs ne me soutiennent pas ou me méprisent n'a absolument aucune espèce d'importance sur le plan personnel, je ne tiens pas non plus à m'embarrasser de gens qui ne seraient pas spécialement bien intentionnés à mon égard. Ce qui me peine en revanche, c'est qu'on n'arrive pas à développer ce courant politique socialiste, parce que malgré tous les défauts qu'on peut me trouver, il faut tout de même admettre que j'œuvre pour notre cause ; c'est si rare de nos jours en faisant preuve d'une telle constance ou détermination, que cela mérite mieux. Si vous croyez le contraire, c'est que ma fille avait raison, je suis devenu complètement con ! Que tous les cons de mon espèce soient aussi heureux que moi, et le monde s'en portera mieux.

Un crime se prépare sous nos yeux, l'empêcherons nous ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 octobre 2023

L'armée israélienne se prépare à nettoyer ethniquement la Bande de Gaza conformément au vieux rêve des suprémacistes juifs. Cependant, en Israël, et aux États-Unis, de nombreux citoyens s'opposent à ce crime. Tandis qu'au Moyen-Orient, de nombreux volontaires se préparent à les sauver en attaquant l'État hébreu.

Contrairement à la perception que nous avons de ce conflit, l'impossibilité de le résoudre depuis 76 ans ne provient pas de la mauvaise foi de ses protagonistes. Mais de l'absence de choix entre deux systèmes : un monde « *fondé sur des règles* » ou « *sur le Droit international*».

J-C - Toujours le même choix entre la lèpre et le choléra. Qu'est-ce que les représentants du capitalisme pourraient-ils nous proposer d'autres, si ce n'est de propager de cruelles illusions dans les intentions criminelles de ceux qui détiennent réellement le pouvoir économique et politique envers les peuples ou nous tromper délibérément ?

- "*...l'impossibilité de le résoudre depuis 76 ans ne provient pas de la mauvaise foi de ses protagonistes*", c'est une façon comme une autre d'avouer qu'ils ne détiennent pas le pouvoir pour en décider, sinon l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux qui trônent au sommet du capitalisme mondial.

- "*...l'absence de choix entre deux systèmes : un monde* « fondé sur des règles » *ou* « sur le Droit international »", signifie que ni l'un ni l'autre n'est en mesure de résoudre des crises qui sont le produit du capitalisme en faillite, pour autant monsieur Meyssan s'accroche au « *Droit international »* qui n'était qu'une mystification, on y revient plus loin.

Sa conclusion.

Meyssan - L'impossibilité de résoudre le conflit israélo-palestinien ne réside pas dans la mauvaise foi israélienne. En réalité nous sommes tous complices : elle montre l'ineptie du « monde fondé sur les règles » que le président états-unien, Franklin D. Roosevelt, et le Premier ministre britannique, Winston Churchill, tentèrent de créer en 1942-45 et que nous avons acceptés à la dissolution de l'URSS. Il fonctionne à partir des règles édictées par les Anglo-Saxons, aujourd'hui rendues publiques par le G7. Au contraire le secrétaire général du PCUS, Joseph Staline, et le chef du gouvernement français en exil, Charles De Gaulle, exigèrent un «

monde fondé sur le Droit international ». Dans ce dernier, les États sont souverain et ne sont tenus de respecter que les Traités qu'ils ont signés. C'est sur cette base que les Nations unies furent crées. Il nous appartient de revenir au texte fondateur, la Charte de San Francisco. Appliqué au conflit actuel, cela signifie d'abord pour Israël le respect de sa propre signature portée au bas de sa lettre d'adhésion à l'Onu, et pour l'Autorité palestinienne, celui de sa signature apposée aux Accords d'Oslo.

Pour lire l'article en entier.

https://www.voltairenet.org/article219882.html

J-C – Contrairement à d'autres fois où je le signalais à monsieur Meyssan qui apparemment n' pas de comité de lecture, je n'ai pas corrigé les fautes qui figurent dans cet article, j'en ai repérées 5 avec mon correcteur défectueux : (1- l'empêcherons nous ; 2- il les fourniraient en ; 3- les actions humanitaire ; 4- un blanc seing ; 5- les États sont souverain).

Je continuerai de publier ses articles en fonction de l'intérêt qu'ils présentent, en ajoutant un commentaire si je le juge nécessaire.

Il fallait oser absoudre les autorités israéliennes, pour un peu elles seraient une victime de "*l'impossibilité de résoudre le conflit israélo-palestinien*" ou il faudrait les plaindre pendant qu'on y est !

Pire si c'est possible, il fait l'apologie d'un « monde fondé sur le Droit international », on lui rappelle que c'est au nom de ce même droit que l'URSS de Staline vota en faveur de la partition-liquidation de la Palestine en 1947. Si c'est sur cette base que les Nations unies ont été créées, il faut les dissoudre, il en va de l'intérêt de tous les peuples.

Pire que pire, c'est encore possible quand il se flatte des Accords d'Oslo qui en guise d'Etat palestinien est représenté par le ghetto de Gaza et des enclaves ou quelques villes en Cisjordanie, tout sauf un Etat ou de quoi assurer la souveraineté et l'indépendance du peuple Palestinien.

On pourrait traduire le « *monde fondé sur le Droit international* » par le droit des puissants de disposer des plus faibles, de décider de leur sort à leur place, vous aurez deviné de qui ou de quoi ces géopoliticiens sont les porte-parole.

Tempête dans les campus aux États-Unis par Chaabane BENSACI - legrandsoir.info 24 octobre 2023

Du jamais-vu dans les campus étasuniens. Un communiqué signé par une trentaine d'organisations estudiantines a mis le feu aux poudres, notamment à l'Université Harvard. On y lit, notamment, que le collectif considère « le régime israélien entièrement responsable de la violence » dans les territoires palestiniens illégalement occupés et à Ghaza. Le soutien inconditionnel de l'administration Biden et les propos incendiaires du président des EU n'ont pas trompé l'opinion dans son ensemble, au contraire. En endossant des faits et des méfaits

impensables, le probable candidat à l'élection de 2024 dont le but est de rafler la mise face au tempétueux Donald Trump avec le concours de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) semble avoir irrité un électorat hispaniste traditionnellement acquis au camp démocrate. Il a, en tout cas, embrasé les campus des grandes universités dont certaines prestigieuses et source de futurs dirigeants.

Que ce soit à Harvard, à l'Université de New York (NYU) ou Stanford, le débat est explosif et les rixes entre étudiants, enseignants et responsables administratifs, à la hauteur des joutes qui enflamment les réseaux sociaux et le complexe politico-médiatique. Pour les protestataires de Harvard, l'offensive du Hamas « n'est pas venue du néant » mais découle de « *la violence israélienne (qui) structure le moindre aspect de l'existence des Palestiniens depuis 75 ans* ». On ne saurait être plus clair. Le courage des étudiants mérite un hommage appuyé car il est facteur de cursus brisés, voire de vies menacées, dans la première des démocraties occidentales. Un homme d'affaires sioniste a exigé que la liste des signataires soit rendue publique, provoquant un cyberharcèlement (doxxing). S'y ajoute la réaction de l'ancien secrétaire au Trésor, Lawrence Summers, qui se dit « *écœuré* » tandis qu'un obscur élu du Massachussetts qualifie les universités de « moralement corrompues » et fustige leur « *lâcheté morale* ». Bombarder impunément et sans risque aucun des milliers d'enfants et de femmes à Ghaza n'est évidemment pas de la « *lâcheté morale* ».

L'anathème n'a pas tardé pour imposer le silence dans les rangs et remettre les pendules à l'heure sioniste. La présidente d'Harvard, Claudine Gay, a dû faire pénitence. Stanford qui refuse de condamner les propos de ses étudiants est clouée au pilori. La présidente de l'association estudiantine NYE qui exclut de « *condamner la résistance palestinienne* », une professeure de Yale limogée pour avoir taxé Israël d'« *État colon, génocidaire et meurtrier* » ont subi la vindicte de plus de 4 4000 pétitionnaires déchaînés au point que tous s'accordent à dire que « *c'est vraiment, vraiment effrayant d'être Palestinien aujourd'hui* ».

Dans des États-Unis où les administrations démocrate et républicaine affichent un soutien absolu à Israël, le feu hispanique couve sous la cendre. legrandsoir.info 24 octobre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Au 19e jour de la guerre, les frappes de représailles menées par l'armée israélienne sur la bande de Gaza ont fait près de 5 800 morts, également civils pour la plupart, selon le ministère de la Santé du Hamas.

Dans la nuit, 80 personnes ont été tuées et des centaines d'autres ont été blessées dans des frappes israéliennes dans différents secteurs de la bande de Gaza, selon l'organisation palestinienne.

Israël a également lancé des frappes aériennes en Syrie, tuant huit soldats, ont indiqué les médias syriens et Reuters. Il s'agit d'une réponse à des tirs de roquettes envoyés depuis la Syrie en mardi. actu.fr 24 octobre 2023

- Selon le *New York Times*, Washington s'inquiète du manque par Israël d'"*objectifs militaires atteignables*" à Gaza, tandis que le Washington Post affirme que l'administration Biden a tenté de freiner une invasion dans les jours qui ont suivi les attaques du Hamas.

Le ministre de la Défense américain Lloyd Austin a déclaré à ABC News au cours du week-end qu'envahir Gaza pourrait s'avérer plus difficile que l'éprouvante bataille pour reprendre la ville irakienne de Mossoul à l'organisation Etat islamique en 2017.

"*Les responsables américains disent +écoutez, on combat des contre-insurrections au Moyen-Orient depuis plusieurs décennies, vous vous devez de réfléchir de manière plus approfondie+*", a avancé lundi Jon Alterman, expert sur la région au cercle de réflexion Center for Strategic and International Studies à Washington. AFP 25 octobre 2023

Macron en parrain d'une « *coalition terroriste internationale* ».

Macron propose une "*coalition*" internationale contre le Hamas - AFP 24 octobre 2023

"*C'est une page noire de notre propre histoire*", "*nos deux pays sont liés par le même deuil*", a-t-il ajouté, le ton grave, au côté du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a évoqué "*une guerre entre la barbarie et la civilisation*", promettant une fois de plus de "*détruire*" le Hamas.

Alors que la France affirme le droit d'Israël à se défendre dans le respect du droit international, Emmanuel Macron a formulé une proposition: "*bâtir une coalition régionale et internationale*" pour "*lutter*" contre le Hamas. Selon son entourage, il s'agirait de créer une nouvelle coalition, ou d'étendre au combat contre le Hamas celle qui existe depuis 2014 pour lutter le groupe Etat islamique en Syrie et en Irak, à laquelle participent Paris mais aussi des pays arabes. AFP 24 octobre 2023

J-C – Avec l'épisode de la dictature sanitaire il a déjà plus de 100.000 innocentes victimes à son actif, personne ne l'évoque, il a le champ libre…

Des armes occidentales ukrainiennes aux mains du Hamas et du Hezbollah - Réseau Voltaire 24 octobre 2023

J-C – Attention, les éléments figurant dans cet article sont non sourcés.

Réseau Voltaire - Le Hamas détient un stock d'armes occidentales qui avaient été livrées à l'Ukraine. On ignore comment elles lui sont parvenues.

L'étude des vidéos du Hamas est sans appel. L'organisation dispose de lance-missiles anti-chars FGM-148 Javelin (de fabrication US) et de NLAW (de fabrication suédoise) et de lance-roquettes AT4 (de fabrication suédoise ou US).

Israël doit s'attendre à de lourdes pertes s'il envoie son armée au sol à Gaza. L'état-major israélien a déjà confirmé qu'un de ses officiers avait été tué par ces armes, lors d'une reconnaissance à Gaza.

Par ailleurs le Hezbollah en a fait usage, à titre préventif, à la frontière libano-israélienne.

En août 2021, Newsweek avait révélé qu'un Il-76 avait débarqué à Téhéran une cargaison de 100 millions de dollars d'armes occidentales. On avait cru à l'époque que la Russie fournissait des exemplaires d'armes occidentales à l'Iran afin que son armée les copie. Il se peut qu'elles aient abouties dans les mains du Hamas. Le Pentagone avait démenti. Plus sérieusement, l'armée ukrainienne est si corrompue qu'il est facile de lui acheter des armes. Celles-ci peuvent transiter par la mer Noire, sans aide de la Russie, ni de l'Iran. Réseau Voltaire 24 octobre 2023 - Réseau Voltaire 24 octobre 2023

La fureur des führers.

J-C – Réponse à la question posée ci-dessous : Le vôtre, celui que vous avez fabriqué !

"*Dans quel monde vivez-vous ?*" : la colère d'un ministre israélien après le discours du patron de l'ONU - BFMTV 25 octobre 2023

Même s'il a condamné les "*actes terroristes horribles et sans précédent du Hamas*" le 7 octobre en Israël, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a également noté que ces attaques ne s'étaient "*pas produites en dehors de tout contexte*".

Antonio Guterres s'est dit mardi soir "*profondément inquiet concernant les claires violations du droit international humanitaire que nous voyons à Gaza*". Il a également répété son "*appel à un cessez-le-feu humanitaire immédiat".*

Condamnant une nouvelle fois les "*actes terroristes horribles et sans précédent du Hamas*", il a également noté que ces attaques ne s'étaient "*pas produites en dehors de tout contexte*", plaidant toujours pour une solution à deux États.

L'ambassadeur israélien à l'ONU Gilad Erdan est allé plus loin. Il a réclamé la démission immédiate d'Antonio Guterres, l'accusant d'être "*compréhensif face au terrorisme et aux meurtres"* du Hamas.

Le ministre palestinien des affaires étrangères, Riyad Al-Maliki, a lui dénoncé l'inaction du Conseil de sécurité de l'ONU face aux "*massacres (...) perpétrés par Israël*".

"*L'échec du Conseil de sécurité est inexcusable*", a-t-il lancé, rejoint par plusieurs pays arabes.

"*Le Conseil de sécurité doit prendre une position claire pour rassurer les 2 milliards d'Arabes et de musulmans sur le fait que le droit international sera appliqué*", a plaidé le ministre jordanien des Affaires étrangères Ayman Safadi, au nom des 22 pays du groupe arabe. BFMTV 25 octobre 2023

Comédie de l'argentier du Hamas et protégé des Américains.

«*Trop c'est trop*» : l'émir du Qatar s'en prend au soutien inconditionnel à l'égard d'Israël - AFP/RT 24 octobre 2023

«*Nous disons que trop c'est trop*», a déclaré le cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani à l'ouverture d'une session du Majlis al-Choura, le Conseil consultatif de son pays, ce 24 octobre. «*Il est anormal qu'Israël reçoive un feu vert et une autorisation pour tuer*», a-t-il ajouté.

Le Qatar est un allié de Washington qui abrite une importante base américaine et accueille aussi un bureau du Hamas et son chef en exil, Ismaïl Haniyeh. AFP/RT 24 octobre 2023

Un autre blocus calqué sur celui de Gaza.

Le nord du Kosovo est «*de fait sous blocus*», dénonce la Russie à l'ONU - RT 24 octobre 2023

«*Les secteurs nord du Kosovo se trouvent de fait sous blocus. L'interdiction d'acheminement de marchandises en provenance du centre de la Serbie laisse craindre une possible catastrophe humanitaire*», a déploré le 23 octobre Vassili Nébenzia, le représentant permanent de la Fédération de Russie aux Nations unies, lors d'une réunion du Conseil de sécurité dédiée à la situation au Kosovo. Le rapport de l'UNMIK (Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo) était présenté à cette occasion.

Suite à l'incident à Banjska le 24 septembre dernier, où trois Serbes et un policier kosovar avaient péri, un blocus de 24 jours avait été mis en place par les autorités de Pristina jusqu'au 20 octobre. Malgré sa levée officielle rapportée par Euractiv le 20 octobre, la situation ne semble pas s'être normalisée: «les habitants des villages situés le long de la frontière signalent certaines difficultés de déplacement», rapporte la même source.

Toujours selon lui, «*la situation sur place s'est beaucoup aggravée depuis ces six derniers mois*», soulignant que «*la raison en était la même, à savoir le désir des soi-disant autorités kosovares de prendre totalement le contrôle du nord de la province peuplé de Serbes*». Et le diplomate d'évoquer une «vie dure au nord du Kosovo», émaillée par des «*actes d'intimidation, des arrestations de Serbes, des attaques presque quotidiennes dirigées contre les personnes et leurs biens*».

Vassili Nebenzia a regretté que «la présence internationale soit restée en retrait». «*Autrefois, a-t-il rappelé, des patrouilles de l'EUFOR et de la KFOR étaient rapidement envoyées sur place pour s'interposer entre les parties et engager des négociations*». En revanche, «*ce ne fut pas le cas cette fois-ci, où la situation a été confiée aux Albanais kosovars, menant à un dénouement tragique*».

Un autre témoignage, selon Vassili Nebenzia, de la «*tendance d'une évolution vers une confrontation ouverte*», est «*la transformation illégitime de la KFOR (force de l'OTAN au Kosovo) en une quasi-armée équipée d'armes modernes [...] et l'entraînement des personnels kosovo-albanais à la base américaine de Bondsteel*», laquelle serait, selon le diplomate, «*prévue pour des tâches opposées, c'est-à-dire le maintien de la paix*». Vassili Nebenzia a souligné en outre que ces mesures «*violaient de manière flagrante la résolution 1244 des Nations unies*».

Le président serbe Aleksandar Vucic avait formulé la même accusation au lendemain de l'incident du 24 septembre, reprochant à la KFOR d'avoir «*donné carte blanche au (Premier ministre kosovar Albin) Kurti pour, comme on dit, se débarrasser des terroristes et en tuer le plus possible*».

La question kosovare est cette semaine très présente dans l'agenda international. En effet, outre la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui lui était dédiée, le président serbe rencontrait le 21 octobre le G5, rassemblant l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Espagne et la Pologne. Il a qualifié alors les discussions autour du Kosovo de «*difficiles*», «*22 des 27 pays de l'UE ayant reconnu son indépendance*», se disant néanmoins confiant pour «*trouver une solution*». Le président serbe se rendra ensuite à Bruxelles le 26 ou 27 octobre.

France occupée.

Totalitarisme. La France est de plus en plus "*une société de vigilance et de protection*", un Etat policier.

Sécurité: Clément Beaune souhaite "*renforcer les pouvoirs*" des agents de sûreté ferroviaires - BFMTV 25 octobre 2023

Il faut "*renforcer les pouvoirs*" des agents de sûreté dans les transports ferroviaires pour leur permettre "*d'intervenir*" dans le contexte de menace terroriste, a déclaré ce mardi le ministre délégué aux Transports Clément Beaune sur TMC.

Il faut "*d'abord avoir des effectifs de sécurité extrêmement nombreux, extrêmement présents*", a-t-il plaidé, assurant avoir "*d'ores et déjà fait renforcer les effectifs*" ainsi que la vidéoprotection.

À la SNCF, les agents de la sûreté ferroviaire "*sont aujourd'hui presque 3.000 et on va passer à presque 3.500 dans les mois qui viennent*", a rappelé le ministre, à l'approche des Jeux olympiques.

"*On fait pareil à la RATP et je demande aux Aéroports de Paris aussi de renforcer les patrouilles. On a augmenté de 40% les patrouilles depuis le passage en Vigipirate urgence attentat*", décrété le 13 octobre après le meurtre du professeur Dominique Bernard à Arras, poignardé par un jeune radicalisé.

"*L'équilibre dans nos démocraties en général - c'est vrai à l'école, c'est vrai dans les transports -, c'est qu'on essaie de garder une société ouverte (...) et en même temps (une société) de vigilance et de protection*", a souligné le ministre. BFMTV 25 octobre 2023

J-C – Pour les connaisseurs, c'est le discours de Soros. Quel sens de « l'équilibre » quand on sait qu'ils considèrent l'Etat juif d'apartheid comme un « *modèle de démocratie* » au Moyen-Orient !

Vous ne trouvez pas cela bizarre qu'ils arrivent à en recruter (je fais l'idiot) ?

La stratégie de la peur ou quand c'est l'Etat qui vous harcèle.

Harcèlement scolaire : voici les questionnaires que rempliront les élèves du CE2 à la terminale - actu.fr 24 octobre 2023

Tous les élèves seront invités à remplir une grille d'évaluation afin de détecter les cas de harcèlement scolaire. Deux heures de cours seront ainsi banalisées.

Un questionnaire pour endiguer le harcèlement scolaire ? C'est ce que souhaite le gouvernement qui diffusera une grille d'évaluation à la rentrée des vacances de la Toussaint, comme le fait savoir le ministère de l'Education nationale dans un communiqué ce mardi 24 octobre 2023.

Ce questionnaire non-nominatif, à destination de tous les élèves du CE2 au lycée, sera distribué entre le 9 novembre 2023, journée nationale de lutte contre le harcèlement, et le 15 novembre.

Deux heures de temps scolaire seront banalisées dans les établissements à cette fin.

https://eduscol.education.fr/document/53250/download

https://eduscol.education.fr/document/53238/download

https://eduscol.education.fr/document/53241/download

Que des questions très orientées comme savent en pondre les instituts de sondages.

Un bon nombre de gosses répondront en fonction des réponses que les autorités attendent d'eux ou qu'on leur a suggérées, qu'ils entendent partout. A moins qu'ils répondent des conneries parce que ce questionnaire est non-nominatif !

Enquête école élémentaire.

Extrait.

As-tu peur d'aller à l'école...

As-tu peur sur le trajet de l'école...
As-tu peur d'aller en récréation...

Réponse : OUI, depuis l'épisode covid j'ai peur de tout…

As-tu du mal à faire tes devoirs...
As-tu du mal à t'endormir...
As-tu mal au ventre ou à la tête...
Te mets-tu en colère...
Est-ce que tu te sens triste...
Est-ce que tu te sens seul(e)...

Réponse : OUI, j'ai une vraie vie de merde, dans votre société de merde…

Si tu as l'impression d'être embêté(e)...

Réponse : OUI, d'ailleurs vous me faites chier avec votre fiche de police…

Connais-tu un(e) élève harcelé(e) dans ton école ?...

Connais-tu un(e) élève harcelé(e) dans ta classe ?...

Réponse : OUI, et que faites-vous avec moi, hein, sinon me harceler ?

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 26 octobre 2023.

Ménage chez les opportunistes. Bon débarras !

La défunte Nupes n'était qu'un marché de dupes, qui l'ignorait franchement ?

Lu.

Aucune réaction des chefs des partis de « *la goche et des écologistes* » (PS, PCF, EELV) au discours va-t-en-guerre de Macron ni à l'adhésion de la France à la théorie du choc des civilisations à peine masquée derrière le vocable confus de « *guerre au terrorisme* ».

La Palestine doit vivre debout et non à genoux ! - Appel Collectif - legrandsoir.info 23 octobre 2023

Article suivi d'une liste de signataires.

https://www.legrandsoir.info/la-palestine-doit-vivre-debout-et-non-a-genoux-39032.html

J'ai envoyé ma signature, bien que je sois en désaccord sur certains points de cet appel. En lisant la suite de la causerie, vous devinerez sur quoi portait ma réserve. A vous de voir si vous avez envie ou non de le signer.

J'ai aussi posté un commentaire à la suite de cet appel dans Le Grand Soir, il est en attente de modération, j'ignore s'il sera publié ou non.

Leur "*modèle de démocratie*" qui cautionne le massacre de civils innocents à Gaza, fait de nombreux adeptes et victimes aux Etats-Unis.

Un tireur fait un carnage dans une ville du nord-est des Etats-Unis - AFP 26 octobre 2023

Un tireur a ouvert le feu mercredi soir dans une salle de bowling et un bar-restaurant d'une ville du nord-est des Etats-Unis, faisant au moins 22 morts et plus d'une cinquantaine de blessés, selon les autorités.

Une autre tuerie a eu lieu dans la même soirée dans un centre logistique d'un supermarché Walmart, selon plusieurs médias américains.

Hors suicides, plus de 15.000 personnes sont mortes dans des violences par armes à feu depuis le début de l'année dans le pays, selon l'association Gun Violence Archive (GVA).

L'histoire américaine récente est en effet jalonnée de tueries, sans qu'aucun lieu de la vie quotidienne ne semble à l'abri, de l'entreprise à l'église, du supermarché à la discothèque, de la voie publique aux transports en commun. AFP 26 octobre 2023

J-C – Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai comme l'impression que ce qui menace la sécurité des Américains est à l'intérieur de leur propre pays et nulle part ailleurs … C'est la même chose pour les juifs israéliens, notez bien.

Suite de mon analyse de la situation mondiale.

Avec des taux de plus-value proche de zéro ou négatifs, l'Occident n'est plus en mesure d'assurer le développement de l'économie mondiale ou la pérennité du capitalisme, ce rôle est dorénavant dévolu aux Brics +11, aux puissances économiques dont les taux de productivité ou d'exploitation, les taux de croissance sont les plus élevés et où les besoins en infrastructures ou en équipements industriels ou domestiques sont considérables, d'autant plus que ces pays concentrent plus de la moitié de la population mondiale et disposent d'une gigantesque main d'œuvre qualifiée, d'une importante classe moyenne en augmentation constante, pays relativement peu endettés, dont les territoires sont immenses, riches en matière première en tout genre, dont le pétrole, le gaz et le charbon, l'uranium et le lithium, en céréales, thé, café, sucre, épices, etc. pays rivalisant ou même parfois devançant sur le plan technologique et scientifique les Etats-Unis et l'Europe, médecine, espace, transport, informatique, militaire, etc.

L'ensemble de ces données et j'ai dû en oublier ou ce constat, chacun peut le faire. J'ai affirmé que les Etats-Unis et les puissances de la zone euro étaient étroitement associés à ce processus ou au développement des Brics+11 comme pouvoir économique principalement, il est important de le souligner, car cela signifie qu'il n'y a pas de rupture avec le néolibéralisme ou l'économie commande l'ensemble de la politique appliquée par les Etats ou gouvernements conformément aux besoins exprimés par l'oligarchie financière qui trône à Davos ou à Bilderberg.

On en a sous nos yeux une excellente illustration en observant qu'à aucun moment la Russie ou la Chine n'avait envisagé ou menacé de rompre leurs relations avec Israël et d'apporter leur soutien financier et matériel aux Palestiniens.

Par conséquent, quand on a souligné que les Brics+11 avaient une vocation économique (mondiale), on n'a pas nié qu'ils n'auraient pas aussi une vocation politique. D'ailleurs, on n'a jamais affirmé qu'ils ne faisaient pas de politique ou qu'ils seraient apolitiques puisque on sait que c'est faux. On vient de le voir à propos d'Israël, les Brics+11 ne sont pas alignés à proprement parler sur les Etats-Unis, c'est pire, puisqu'ils partagent les mêmes intérêts économiques, en dernière analyse ils ne peuvent pas adopter une politique qui contrarierait

celle des Etats-Unis, c'est aussi simple que cela à comprendre. Vous pouvez observer au passage, que lorsqu'on analyse la situation en évacuant le facteur ou la dimension économique, on aboutit à toute sorte d'interprétations qui seront forcément erronées ou farfelues.

Les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne sont engagés dans une lutte fratricide pour imposer leur orientation politique sur le monde, et pour parvenir à prendre le dessus, elles sont prêtes à déclencher des guerres. Tous les autres acteurs politiques dans le monde ne sont que des spectateurs impuissants de la guerre à laquelle ils se livrent entre eux, ils comptent les points et se fendent de déclarations sans intérêt. Seules les conséquences économiques qui en découleront ou la manière dont ces guerres se répercuteront sur le plan politique les conduiront à poursuivre une guerre ou à y mettre un terme, de préférence, mais leurs attentes peuvent être contrariées, une fois qu'ils ont atteint les objectifs qu'ils escomptaient.

S'ils sont les véritables maîtres du jeu, il arrive parfois que le prolétariat mondial ou les peuples se soulèvent pour faire valoir leurs exigences…

A suivre.

Trois témoignages supplémentaires qui vont dans le sens de mon analyse.

Al-Assad : ce sont les grandes entreprises qui dirigent la politique aux États-Unis et en Europe et créent des guerres pour défendre leurs intérêts

Damas, 25 octobre (SANA) Le président Bachar al-Assad a reçu aujourd'hui Bambis Christes, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats de travailleurs.

Le président a considéré que le rôle des syndicats internationaux est directement lié au concept de justice et au travail pour y parvenir, et a ajouté que la relation entre la Syrie et la Confédération est ancienne et naît du conflit entre le capitalisme et le monde du travail.

Selon Al-Assad, ce sont les grandes entreprises qui dirigent la politique et les décisions aux États-Unis et en Europe, et qui créent des conflits et des guerres pour défendre leurs intérêts économiques et financiers. (On ne saurait être plus clair, n'est-ce pas ? – J-C)

« *Ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires palestiniens occupés est en partie le reflet de cette réalité brutale qui accepte de commettre des massacres et de tuer des innocents simplement parce qu'ils s'accrochent à leurs droits et les défendent* », a-t-il déclaré.

Nous avons de nombreuses batailles à mener dans lesquelles le politique est indissociable de l'économique, idéologique et social, a déclaré le président.

Pour sa part, Christos a déclaré que sa visite reflète sa solidarité avec la Syrie et son engagement en faveur de la stabilité et de la reconstruction.

Il a noté que les syndicats internationaux soutiennent aujourd'hui plus que jamais la question palestinienne et s'efforcent de mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur de la justice sur cette question.

New York Times : Toutes les tentatives de l'Occident pour dissimuler ses doubles standards à l'égard de Gaza ont échoué.

Washington, 25 octobre (SANA) Le journal américain « *New York Times* » a indiqué aujourd'hui que la politique de double standard adoptée par les États-Unis et leurs partenaires en Europe concernant la crise en Ukraine et l'agression brutale d'Israël contre Gaza a été complètement révélée.

Il a estimé que cette politique causerait des dommages permanents aux relations déjà détériorées entre l'Occident et les pays du Sud.

Il a expliqué que l'administration du président américain Joe Biden a consacré ses efforts au cours des 20 derniers mois à critiquer la Russie pour son opération spéciale en Ukraine et a tenté de retourner le monde entier, y compris les pays du Sud, contre Moscou.

Cependant, le soutien inébranlable des États-Unis à l'agression israélienne en cours contre la bande de Gaza risque de créer de « *nouveaux obstacles* » aux efforts de Washington pour convaincre l'opinion publique mondiale, a-t-il déclaré.

« *La guerre au Moyen-Orient va creuser un fossé grandissant entre l'Occident et des pays comme le Brésil ou l'Indonésie, des États clés du Sud global* », a déclaré Clifford Kupchan, président de l'Eurasia Group, une organisation d'évaluation des risques basée à New York.

Il a expliqué que « *cela rendra encore plus difficile la coopération internationale en Ukraine, notamment l'application de sanctions contre la Russie* ».

Le journal a souligné les positions internationales qui dénoncent l'agression israélienne contre Gaza, notamment celle de l'Indonésie et du Brésil, et a indiqué que la nouvelle agression israélienne a alimenté le ressentiment en Afrique, en Asie et en Amérique latine en raison des deux poids, deux mesures suivis par les États-Unis et l'Occident et son attitude à l'égard de l'Ukraine, cas particulier car située en Europe.

Cette dualité explique pourquoi l'Occident n'a pas réussi à persuader des pays comme l'Inde et d'autres de soutenir les sanctions imposées à la Russie sous prétexte de la crise ukrainienne et, étant donné la situation dans la bande de Gaza, de tels efforts échoueront inévitablement.

J-C – La domination mondiale des États-Unis et de l'Occident est en passe d'appartenir au passé, dès lors on ne voit pas quels intérêts les pays des Brics auraient à s'aligner sur eux. C'est uniquement la clique des fanatiques Straussiens au sein de l'administration américaine qui est sur cette ligne. Il semble que la majorité ait compris qu'elle se situait à contre-courant de l'orientation que devait emprunter l'économie mondiale pour assurer la survie du capitalisme…

Filippo Grandi, Chef du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés :

- L'incapacité de la communauté internationale à régler les conflits ou à en éviter de nouveaux provoque des déplacements et de la misère. Nous devons (...) travailler ensemble pour mettre fin aux conflits et permettre aux réfugiés et autres personnes déplacées de rentrer chez eux ou de recommencer leur vie.

J-C - La « *communauté internationale* » se réduit principalement aux Etats-Unis et ses vassaux en Europe, au Canada, au Japon et à l'Australie, qui ont profité du développement économique et du progrès social au cours des deux derniers siècles, au détriment du reste du monde qu'ils ont littéralement pillés en toute impunité, en les maintenant dans un état de sous-développement, dont ils ne sont plus en mesure de contenir les conséquences dramatiques qui vont leur exploser à la gueule ou de pallier à leurs gigantesques besoins, d'où l'intervention des Brics, qui eux-mêmes seront confrontés aux mêmes contradictions insolubles d'ici quelque temps...

L'avènement du socialisme, de la révolution socialiste mondiale, c'est juste une question de temps, plus tôt sera le mieux pour réduire le nombre de victimes innocentes du capitalisme ou épargner des souffrances inutiles à tous les peuples.

Tel est le sens et l'objectif de mon combat politique, de ce courant politique.

114 millions de personnes actuellement déplacées de force dans le monde, un record - AFP/actu.fr 26 octobre 2023

« *Le nombre des personnes déplacées à cause de la guerre, des persécutions, de la violence et des violations de droits humains dans le monde a probablement dépassé les 114 millions à la fin septembre* », a déclaré le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans un communiqué.

Au premier semestre 2023, les déplacements de population ont été principalement causés par les conflits en Ukraine, au Soudan, en Birmanie et en République démocratique du Congo, mais aussi par la crise humanitaire persistante en Afghanistan et par un mélange de sécheresse, d'inondations et d'insécurité en Somalie.

Plus de la moitié des personnes déplacées ont été contraintes de franchir une frontière, a précisé l'agence.

Et trois nations seulement, l'Afghanistan, la Syrie et l'Ukraine, sont les pays de provenance de près d'un tiers des personnes déplacées dans le monde.
Des chiffres qui augmentent

« *L'attention du monde est actuellement, à juste titre, tournée vers la catastrophe humanitaire à Gaza. Mais au niveau mondial, beaucoup trop de conflits sont en train de proliférer ou de s'intensifier, détruisant des vies innocentes et déracinant les populations* », a déclaré le chef du HCR Filippo Grandi.

Un porte-parole du HCR a confirmé à l'AFP que ce chiffre de 114 millions était un record depuis que cette agence a commencé à collecter des données en 1975.

Plus d'une personne sur 73 dans le monde est déplacée de force, a calculé le Haut-Commissariat pour les réfugiés.

Mi-2023, il y avait 35,8 millions de personnes qui avaient fui à l'étranger et 57 millions qui avaient été déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI). Des millions d'autres sont des demandeurs d'asile ou ont besoin d'une protection internationale.

Les pays à revenus faibles ou intermédiaires hébergent à eux seuls 75 % des réfugiés et autres personnes ayant besoin d'une protection internationale.

Les pays accueillant le plus de réfugiés sont l'Iran et la Turquie, avec 3,4 millions chacun ; l'Allemagne et la Colombie avec 2,5 millions chacune ; et le Pakistan avec 2,1 millions. Une personne sur six sur l'île caribéenne néerlandaise d'Aruba et une sur sept au Liban sont des réfugiés.

Près de la moitié de la population syrienne restait déplacée à la mi-2023 : 6,7 millions de personnes à l'intérieur de leur pays et 6,7 millions de réfugiés à l'étranger et de demandeurs d'asile, la plupart étant hébergés en Turquie.

À l'échelle mondiale, 1,6 million de nouvelles demandes d'asile individuelles ont été déposées entre janvier et juin 2023, soit le plus grand nombre jamais enregistré au cours des six premiers mois d'une année donnée.

540 600 de ces demandes ont été faites aux États-Unis, 150 200 en Allemagne et 87 100 en Espagne.

Quelque 3,1 millions de personnes sont rentrées chez elles entre janvier et juin, dont 2,7 millions de personnes déplacées. AFP/actu.fr 26 octobre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé : le nombre de martyrs de l'agression israélienne contre la bande de Gaza atteint 6 546 dont plus de 2 704 enfants et que le nombre d'enfants blessés dépasse 5300 sur 17 439 au total (dont 1584 femmes, 364 vieillards), en raison des attaques israéliennes continues au cours des derniers jours.

En Cisjordanie a également connu une augmentation inquiétante du nombre de victimes, précisant qu'environ 100 Palestiniens, dont 28 enfants, ont été victimes de cette agression et qu'au moins 160 enfants ont été blessés. sana-sy 25 octobre 2023

Les bombardements israéliens auraient tué au cours de ces deux dernières semaines plus de 6 500 personnes, dont 2 700 enfants selon le Hamas. RT 25 octobre 2023

Cisjordanie : Assaut et bombardement israéliens contre Jénine. Affrontements avec des jeunes de la Résistance - french.almanar.com.lb 25 octobre 2023

Trois Palestiniens sont tombés en martyre et environ 23 autres ont été blessés, ce mercredi matin, à la suite d'une frappe aérienne israélienne contre un site à la périphérie du camp de réfugiés de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée.

Reuters a rapporté que l'armée d'occupation israélienne a mené une frappe à l'aide d'un drone contre la région de Jénine lors de l'intensification des affrontements entre soldats d'occupation et résistants palestiniens.

De son côté, l'agence de presse palestinienne (Wafa) a affirmé que l'avion d'occupation a tiré au moins deux missiles contre des civils à proximité du cimetière des martyrs du camp de réfugiés de Jénine, blessant au moins 17 personnes.

La Brigade de Jénine, affiliée aux Brigades Al-Quds, a annoncé que ses combattants avaient réussi à repousser l'incursion des forces d'occupation dans le camp et à causer des pertes dans les rangs de l'armée d'occupation israélienne. Les combattants palestiniens ont eu recours à des tirs intenses et à des engins explosifs.

Israël-Gaza: deux nouvelles résolutions rejetées au Conseil de sécurité de l'ONU - BFMTV 26 octobre 2023

Le Conseil de sécurité de l'ONU a de nouveau exposé ses divisions mercredi sur le dossier israélo-palestinien, rejetant deux projets concurrents de résolutions russe et américain sur la guerre entre Israël et le Hamas.

Le texte élaboré par les États-Unis appelait "*à une expansion rapide de l'aide humanitaire (...) pour répondre aux terribles besoins humanitaires urgents des Palestiniens à Gaza*", a expliqué l'ambassadrice américaine à l'ONU Linda Thomas-Greenfield.

Il affirmait également "*le droit de tous les États à l'autodéfense*" et plaidait pour des "*pauses humanitaires".* Le texte américain a été bloqué par les vétos de la Russie et de la Chine, recueillant 10 voix pour, 3 contre (Russie, Chine et Émirats arabes unis) et 2 abstentions.

L'ambassadeur chinois Jun Zhang a décrit un texte "*largement déséquilibré, confondant le bien et le mal*", tandis que le Russe Vassili Nebenzia condamnait un document principalement "*destiné à consolider la position américaine dans la région*". La Russie avait surtout insisté ces derniers jours sur l'absence dans le texte américain d'un appel clair à un "*cessez-le-feu*".

Ce deuxième texte préparé par la Russie, qui appelait à un "*cessez-le-feu humanitaire*" immédiat et condamnait les "*attaques abominables du Hamas*" a lui aussi été rejeté, recueillant seulement 4 voix pour (Russie, Chine, Émirats arabes unis, Gabon), deux contre (États-Unis et Royaume-Uni) et 9 abstentions.

Le Royaume-Uni ne pouvait soutenir un texte "*qui une nouvelle fois ne reconnaissait pas le droit d'Israël à se défendre",* a déclaré l'ambassadrice britannique Barbara Woodward.

En moins de deux semaines, le Conseil a rejeté quatre projets de résolution, exposant au grand jour ses divisions et provoquant la frustration d'un certain nombre de diplomates devant cette incapacité à agir du Conseil au 19e jour de la guerre entre Israël et le Hamas.

Révélations d'une Israélienne âgée libérée par la résistance palestinienne

Jérusalem occupée, 25 octobre (SANA) Yocheved Lifshitz, une Israélienne âgée de 85 ans, a déclaré publiquement que pendant son enlèvement, elle avait eu accès à des soins médicaux et avait été bien traitée.

"*Ma mère dit qu'ils ont été très gentils avec eux, qu'ils ont pris soin d'eux, qu'ils leur ont donné des médicaments*", a expliqué la fille de Lifshitz lors d'une conférence de presse diffusée par RT.

Le personnel de l'hôpital israélien où la femme a été admise, y compris le porte-parole de l'établissement Avi Shoshan, a révélé qu'ils avaient été avertis de ne pas faire de commentaires imprudents sur le traitement réservé aux otages par la résistance palestinienne.

La famille de Lifshitz a également déclaré qu'on leur avait demandé de ne pas dire qu'elle avait été bien traitée pendant sa captivité. Cependant, ils ont dit à la vieille femme de parler librement.

Après avoir été libérée, Lifshitz a déclaré que pendant ses jours de captivité, ils mangeaient les mêmes choses que leurs ravisseurs : du pain pita, du fromage et des concombres.

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi elle avait serré la main de l'un de ses ravisseurs alors qu'elle était transférée dans une ambulance de la Croix-Rouge, elle a réitéré qu'elle avait été bien traitée.

Erodgan qualifie le Hamas de «*groupe de libérateurs*», Israël fustige des «*mots provocateurs*» - AFP/RT 25 octobre 2023

Devant les élus de son parti, Recep Tayyip Erdogan a annoncé ce 25 octobre qu'il renonçait à tous ses projets de déplacement en Israël, stigmatisant l'incapacité des Occidentaux à arrêter la guerre à Gaza.

«*Nous avions le projet de nous rendre en Israël, mais c'est annulé. Nous n'irons pas*», a déclaré le chef de l'Etat, qui avait rencontré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou pour la première fois en septembre à New York.

«*Les relations auraient pu être différentes, mais cela n'arrivera plus, malheureusement*», a ajouté le président turc. «Vous ne trouverez aucun autre Etat dont l'armée se conduise avec une telle inhumanité», a-t-il continué...

«*Le Hamas n'est pas un groupe terroriste, c'est un groupe de libérateurs qui protègent leur terre*», a estimé le chef d'Etat turc. Des propos qui ont provoqué l'indignation de l'Etat hébreu.

«*Même la tentative du président turc de défendre l'organisation terroriste et ses mots provocateurs ne changeront rien aux horreurs que le monde entier a vues, ni à ce fait sans équivoque : Hamas = groupe Etat islamique*», a dénoncé le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le président turc s'en est également pris «aux puissances occidentales» qui «versent des larmes pour Israël et ne font rien d'autre», stigmatisant leur «incapacité à arrêter Israël».

«*Que ceux qui ont mobilisé le monde en faveur de l'Ukraine ne se soient pas prononcés contre les massacres à Gaza est le signe le plus flagrant de leur hypocrisie*», a-t-il souligné. Le président turc a ensuite appelé à la fondation d'une «*Palestine indépendante*» et à une conférence entre Israël et les Palestiniens, proposant que la Turquie agisse comme «garant» de tout accord futur.

«*Il n'est pas permis de condamner le meurtre de civils dans un contexte et de le justifier dans l'autre*», a déclaré ce 25 octobre le chef de la diplomatie du Qatar lors d'une conférence de presse avec son homologue turc à Doha.

Cheik Mohammed ben Abdulrahmane Al-Thani, qui est également Premier ministre, a assuré que les deux pays rejetaient toute politique de «*deux poids, deux mesures [...] lorsqu'il s'agit de vies humaines*». Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré que «*l'incapacité de certains pays d'Amérique et d'Europe à condamner et à empêcher le désastre à Gaza*» constituait «*une politique de deux poids, deux mesures très grave*».

Le Qatar et la Turquie, qui sont des défenseurs de la cause palestinienne et disposent de canaux de communication avec le Hamas, travaillent avec des partenaires régionaux pour désamorcer le conflit, a indiqué Mohammed ben Abdulrahmane Al-Thani.

Parallèlement, se disant «*choquée*» de la «réaction» des pays occidentaux, la reine Rania de Jordanie a également dénoncé «*le silence dans le monde*» sur la situation dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas. «*Les peuples du Moyen-Orient [...] sont choqués et déçus par la réaction du monde face à la catastrophe qui se déroule actuellement. Au cours des deux dernières semaines, nous avons constaté qu'il y avait deux poids, deux mesures*», a-t-elle déclaré lors d'une interview exclusive à CNN, diffusée ce 25 octobre.

«*C'est la première fois dans l'histoire moderne qu'il y a une telle souffrance humaine et que le monde n'appelle même pas à un cessez-le-feu*», a-t-elle déploré, qualifiant le monde occidental de «*complice*». AFP/RT 25 octobre 2023

Petro condamne les crimes israéliens contre les enfants à Gaza

Bogota, 25 octobre (SANA) Le président colombien, Gustavo Petro, a condamné les crimes atroces commis par « *Israël* » contre les enfants de Gaza, qui ont jusqu'à présent coûté la vie à plus de deux mille mineurs.

"*Le peuple de Dieu n'est pas l'État qui bombarde les enfants, le peuple de Dieu ce sont les nourrissons*", a écrit Petro sur son compte sur le réseau social X.

Le dirigeant sud-américain a ajouté que « *Dieu n'ordonne pas le meurtre d'enfants* » dans son commentaire sur les actes barbares commis par l'occupant israélien contre les Palestiniens.

Le 16 de ce mois, la Colombie a expulsé l'ambassadeur israélien pour l'agression contre Gaza, tandis que le président Petro a comparé cette agression aux attaques nazies de la Seconde Guerre mondiale.

Venezuela : les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à la vie dans un État indépendant

New York – SANA / Le représentant de Venezuela auprès des Nations Unies, Samuel Moncada, a affirmé le soutien de son pays au droit du peuple palestinien de vivre dans un État indépendant et souverain avec al-Qods pour capitale.

L'agence de presse russe « *TASS* », citant Moncada qui se prononçait devant le Conseil de sécurité de l'ONU lors du débat ouvert sur la situation au Moyen-Orient, a indiqué que son pays soutiendra tous les efforts internationaux déployé pour une approche de paix juste et durable en Palestine, appelant à une « *cessation immédiate de l'agression et de l'occupation israéliennes* ».

Il a également appelé l'entité d'occupation israélienne à respecter le droit international, à mettre fin au siège de la bande de Gaza et au déplacement forcé des Palestiniens, à cesser d'attaquer les civils et les infrastructures, et à permettre le libre accès de l'aide humanitaire et l'évacuation des civils qui ont besoin d'une assistance médicale en toute sécurité.

France.

Dorénavant ils gouvernent le doigt sur la gâchette.

Budget de la Sécurité sociale : Elisabeth Borne déclenche l'article 49.3 sur le volet recettes - AFP/francetvinfo.fr 25 octobre 2023

Elisabeth Borne a engagé, mercredi 25 octobre, la responsabilité de son gouvernement sur la partie recettes du projet de budget de la Sécurité sociale pour 2024. Il s'agit de son troisième 49.3 depuis la reprise des travaux parlementaires en septembre et du 14e depuis son arrivée à Matignon. AFP/francetvinfo.fr 25 octobre 2023

Ils traitent les vieux moins bien que leurs animaux de compagnie, c'est apparemment une habitude chez eux de traiter les plus faibles comme des « *animaux* ».

J-C – Toute ressemblance avec une récente déclaration israélienne serait une pure coïncidence.

***"Aliments non identifiables, sans goût"*... La qualité de la nourriture dans des Ehpad épinglée par 60 millions de consommateurs - francetvinfo.fr 25 octobre 2023**

D'après une enquête de "*60 millions de consommateurs*" publiée jeudi, un quart seulement des résidents d'Ehpad termine son assiette. Les plats "*mixés*" notamment n'ont "aucun goût" selon les répondants.

Sur l'aspect gustatif, les réponses sont plutôt négatives, notamment quand il s'agit de plats "*mixés*", proposés en cas de problème de mastication ou de déglutition. Ils sont qualifiés de "*peu appétissants*", "*sans aucun goût*", "*des aliments non identifiables*", par les répondants.

Face au goût ou encore, à la qualité qui laissent parfois à désirer, 60 millions de consommateurs révèle qu'un "*quart seulement des résidents finit son assiette, 53% la terminent 'parfois' et 21% 'jamais*'".

"*Ne pas manger ou mal manger conduit à la dénutrition. Cela accroît les risques de chutes et ça vous limite les défenses immunitaires. Donc vous êtes en proie à plein d'infections*." Sylvie Metzelard, rédactrice en chef du magazine 60 millions de consommateur à franceinfo. francetvinfo.fr 25 octobre 2023

J-C- Ils leur servent de la bouffe aussi dégueulasse que dans les hôpitaux et dans bien des écoles, normal, ce sont les plus faibles, ils ne risquent pas de se rebeller.

Les Ehpad sont des mouroirs, de quoi juger l'hypocrisie de leurs déclarations quand ils protestent après que Tsahal eut bombardé des hôpitaux à Gaza.

On sera toujours en-dessous de la réalité quand on dénonce la cruauté, le sadisme chez ceux qui nous gouvernent et leurs suppléants de « *gauche* ». Ils sont prêts à justifier tous les crimes commis sur le peuple au nom du capitalisme…

Etats-Unis.

J-C – Aux Etats-Unis, c'est pire que le choix entre la lèpre et le choléra, c'est le choix entre un cancer ou une gangrène en phase terminale.

Mike Johnson, un trumpiste élu speaker de la Chambre des représentants - Courrier International 26 octobre 2023

Fin de feuilleton à la Chambre des représentants des États-Unis. Le républicain Mike Johnson, un "*allié […] relativement inconnu et résolument conservateur*" de l'ancien président Donald Trump, a été élu speaker, mercredi 25 octobre, mettant fin à trois semaines de blocage du Congrès, rapporte le *Washington Post*.

Le législateur de Louisiane, 51 ans, a été élu président de la Chambre avec 220 voix contre 209.

"*Le seul […] capable d'unir les républicains de la Chambre est apparemment celui qui n'a pas (été en poste) assez longtemps pour se faire des ennemis*", commente le site Axios, qui rappelle que l'avocat, entré au Congrès en 2016, n'a jamais présidé de commission.

"*Nous allons rétablir la confiance en cet organe. Nous allons faire avancer un large agenda politique conservateur, lutter contre les politiques nuisibles de l'administration Biden et soutenir nos alliés à l'étranger*", a dit Mike Johnson dans un communiqué après son élection.

"*Le mouvement MAGA* ("Make America Great Again", le slogan de Donald Trump) *a son speaker*", constate Axios.

Mike Johnson "*s'est fait un nom en défendant des positions conservatrices sur des questions culturelles et a joué un rôle-clé dans des efforts juridiques infructueux pour renverser les résultats de l'élection (présidentielle) de 2020*", écrit le Wall Street Journal.

Ce père de quatre enfants "*s'est opposé à la certification de l'élection […], est antiavortement, a voté contre l'aide à l'Ukraine et soutient (des législations restreignant les droits des personnes LGBT +)*", liste le Washington Post.

"*Les (membres du GOP) les plus intransigeants ont eu leur homme*", analyse le New York Times, qui dit "*s'attendre à ce qu'il mette en avant un programme social et fiscal de droite dure*". "*Le nouveau président de la Chambre est un deuxième choix dont la droite radicale peut se réjouir. Il partage l'idéologie profondément conservatrice de son mentor, (Jim) Jordan, mais n'a pas le profil conflictuel ni le style tranché du (législateur de L'Ohio). En fait, il n'a pas de profil du tout*."

Sitôt dotée d'un nouveau président après des semaines de blocage, la Chambre des représentants a adopté mercredi une résolution en soutien à Israël. Courrier International 26 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 27 octobre 2023.

Ce matin ma boîte aux lettres outlook (microsoft-Davos) s'est retrouvée verrouillée. Panique un court instant, je venais d'envoyer des vidéos sur la Palestine à une trentaine de personnes. Je suis la procédure et le compte est déverrouillé, ouf, une fausse alerte… pour le moment. Je ne suis pas parano, mais bon, il y a des coïncidences troublantes.

Vous imaginez, plus de boîte aux lettres, on serait sacrément dans la merde, surtout que je ne peux pas utiliser le téléphone avec la France, trop cher.

A ce propos, c'est gratuit je crois, je suis sur WhatsApp, disons de 6h30 à 11h du matin heure locale en France, 13h le samedi et le dimanche.

Le décalage est de 3h30 en plus avec l'Inde. Midi à Paris = 15h30 chez moi.

Je me connecte à Wifi en commençant à bosser à 9h en revenant de l'école, petite pause déjeuner entre 13 et 14h, j'arrête ensuite à 15h30 pour aller chercher Vomsika à l'école, je bosse encore un peu au retour en fonction de mes tâches ménagères, je coupe l'ordinateur et Wifi. Sinon entre 17h30 et 19h en France.

Quand on est déconnecté de Wifi, le téléphone ne sonne pas et l'appel n'apparaît nulle part. Je ne laisse pas mon portable connecté pour économiser la batterie et du courant, parce que cela passe par le modem connecté à l'ordinateur qui lui-même est connecté à l'onduleur, il a aussi besoin de refroidir un peu !

Les élites savent, les autorités savent, tous les acteurs politiques le savent, mais tout le monde feint de l'ignorer.

Claude Janvier - Écrivain, essayiste.

- « *L'oligarchie mondiale financière apatride est identifiée, coupable et mérite d'être jugée ainsi que leurs valets félons semant la mort et la destruction.* »

J-C – Précisons que ce ne sont pas les hommes ou les femmes qu'il faut juger ou sur lesquels il faut agir, car les emprisonner ou les tuer ne servirait strictement à rien, les marxistes ou les socialistes y ont toujours été opposés. En revanche, c'est sur les rapports sociaux de production qu'il faut agir, sur le système économique basé sur les inégalités entre les classes qui est à l'origine des souffrances endurées par tous les peuples, de toutes les guerres notamment. Il faut le remplacer par un système économique transitoire, où les rapports sociaux seraient inversés, de sorte qu'à terme il disparaîtrait à son tour, puisque contrairement aux modes de production antérieurs, la classe qui prendrait le pouvoir, la classe ouvrière, n'a

engendré aucune nouvelle classe à exploiter ou opprimer, ce n'est quand même pas sorcier à observer et à comprendre. Le socialisme, ce n'est pas on tue ou on emprisonne tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, et on impose un mode de vie ou de penser identique à tout le monde, ça c'est la version frauduleuse du socialisme de la réaction, des ennemis du socialisme…

Nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles se déroule la lutte des classes, elles nous sont imposées.

Nous n'envisageons pas de liquider physiquement qui que ce soit lors de la révolution socialiste, sauf en cas de nécessité absolue ou si les conditions le commandaient, mais ce serait des exceptions qui ne concerneraient que des agents du capital ayant une multitude de crimes plus cruels les uns que les autres à leurs actifs, ou parce qu'ils encourageraient leurs partisans à en commettre d'autres ou les organiseraient eux-mêmes.

La lutte des classes n'est pas spécifiquement une lutte entre des hommes ou des exploités qui auraient des comptes à régler avec d'autres hommes ou des exploiteurs, c'est la lutte entre deux modèles de société, de rapports sociaux incarnant des modes de production et de répartition des richesses inconciliables…

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Plus de 7 028 Palestiniens sont tombés en martyre, dont 2 913 enfants et plus de 18 000 autres blessés, selon le ministère palestinien de la Santé. french.almanar.com.lb 27 octobre 2023

- D'après Mohammed Abou Selmeya, directeur de l'hôpital al-Chifa à Gaza, le plus grand du territoire, "*dix hôpitaux sont déjà hors service*" et "*plus de 90% des médicaments et des produits sont épuisés*" francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Selon le quotidien libanais Al Manar.

- Quotidien israélien Maariv : Le pourcentage des Israéliens en faveur de l'opération terrestre à Gaza a diminué de 65% la semaine dernière à 29 % aujourd'hui

- Le journal israélien « *Israel Today* » : Il faut dire clairement que le Hamas ne sera vaincu que jusqu'au dernier homme, ce qui est impossible car il existe dans les cœurs

- Selon un sondage, 49 % des israéliens sont favorables à un report de l'offensive terrestre à Gaza

---

Cisjordanie : face à la recrudescence des attaques de colons, des Israéliens viennent "*montrer*" leur "*solidarité avec les Palestiniens*" - francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Les attaques de colons israéliens contre la population israélienne étaient déjà nombreuses, mais elles se sont intensifiées depuis le 7 octobre... Et en Cisjordanie, la situation est de plus en plus explosive.

À At-Tuwani, les Palestiniens peuvent compter sur des volontaires israéliens pour les protéger face aux colons. Un petit groupe de militants pro-palestiniens s'est par exemple approché du champ où se trouve Sana. Il y a des Israéliens, une Mexicaine et un Irlandais. Dans ce groupe, il y a notamment Mike, avec un tee-shirt "*Free Palestine*", autrement dit "*la Palestine libre*". "*Nous sommes venus pour essayer de faire tout notre possible pour montrer notre solidarité avec les Palestiniens, pour les soutenir, pour essayer de documenter ce qui se passe*", assure-t-il.

Michelle, une habitante de Tel-Aviv, a justement filmé un incident avec son téléphone portable. Sur cette vidéo, une personne dit "ne tirez pas, ne tirez pas". Une autre personne répond : "*Vous avez perdu la tête. Partez d'ici, vous êtes devenus fous, vous êtes venus pour protéger les Palestiniens. Vous êtes stupides. Après 1 400 morts, vous ne voulez pas comprendre ? Dégagez, dégagez vite*". Michelle se présente comme une résistante aux colons. "*Je ne veux pas les appeler mes compatriotes*, assure-t-elle. *Ce n'est pas mon peuple qui fait ce genre de choses. Ce qu'ils veulent, c'est chasser les Palestiniens là où ils veulent qu'ils aillent. Ils veulent juste qu'ils disparaissent de leur champ de vision. Moi, je ne suis pas comme ça*".

"*Je ne veux pas d'un État dont d'autres personnes seraient chassées*", Michelle, une Israélienne à franceinfo

Une semaine après l'attaque du Hamas, le 13 octobre, un habitant du village d'At-Tuwani a été visé intentionnellement par un colon. Il a reçu une balle dans l'abdomen et a été opéré d'urgence. Bassel a réussi à prendre des images de loin : "*Vous voyez, il s'approche de lui, il frappe mon cousin puis le colon recule d'un mètre et après, il lui tire dessus à bout portant*". Depuis, Bassel appréhende de sortir de chez lui. "*C'est complètement fou. On est bloqués par l'armée, souligne-t-il. J'avais l'habitude d'aller me promener et aujourd'hui je ne peux plus, c'est très dangereux. Les soldats me disent : 'si tu ne restes pas chez toi, on va te bombarder comme on fait à Gaza'*".

Ceux et celles qui, comme Michelle, défendent le droit des Palestiniens, affirment que les actions des colons se sont radicalisées depuis les massacres du 7 octobre. "*Ils essaient de rendre leur vie intenable et de les chasser. Et maintenant, ils sont encouragés par la guerre. Ils ont le sentiment de pouvoir tout faire parce que c'est une question de sécurité, de survie, peu importe ce que c'est, le pays les soutient. La grande majorité des gens ne diront rien contre eux*", estime Michelle. francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Confirmation.

Plusieurs associations étudiantes d'Harvard tiennent Israël pour «*responsable des violences qui se déroulent*» - lefigaro.fr

Publié le 09/10/2023 Mis à jour le 19/10/2023

35 associations de la célèbre université américaine ont signé un communiqué blâmant le «*régime d'apartheid*» imposé par Israël aux Palestiniens.

https://www.lefigaro.fr/international/plusieurs-associations-etudiantes-d-harvard-tiennent-israel-pour-responsable-des-violences-qui-se-deroulent-20231009

On y revient avec quelques infos supplémentaires et un rappel.

Vidéo. Palestine, Israël et hypocrisie occidentale.

https://www.youtube.com/watch?v=2aY4r9JCYhQ

Vidéo. Norman Finkelstein et la question de Gaza

https://www.youtube.com/watch?v=4PIpkgow-0Q

Norman Finkelstein (70 ans), professeur d'université, historien et écrivain américain, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie, défenseur de la cause palestinienne depuis 40 ans, cela lui vaudra d'être chassé de l'université de Chicago en 2007.

A propos du Hamas ou des organisations de la résistance palestinienne armée :

- "*Quoiqu'ils fassent, je ne l'approuve pas, mais je ne le désapprouve pas, car je ne sais pas ce que je ferais si j'étais né dans un camp de concentration et avait passé 20 ans de ma vie là-bas*."

D'autres ne trouveront pas utiles de faire preuve de réserve ou de retenu face au drame que vivent les Palestiniens depuis 75 ans, ils s'empresseront de juger et condamner la violence de la résistance palestinienne armée, à croire qu'ils auraient épargné les Romanov en 1918 ou Louis XVI en 1793. Voilà ce qui arrive quand des « *révolutionnaires trotskystes* » croient vivre en démocratie, alors qu'en réalité on a toujours vécu sous une dictature.

Comment l'extrême gauche cautionne le massacre des Palestiniens en tenant un double langage qui ne trompera personne.

- Le POI a osé publier un communiqué qui commençait par "*À peine quelques heures après que des gens du Hamas aient massacré des populations civiles*", reprenant à son compte l'argument qui servira de prétexte ou caution aux sionistes nazis pour justifier le bombardement de la population civile de Gaza sans interruption depuis le 7 octobre 2023, et à tous les chefs d'Etat et de partis occidentaux (notamment) pour soutenir ce massacre.

Depuis le 7 octobre 2023, un nombre maintenant relativement important d'observateurs ou de journalistes ont fait remarquer que c'était l'ensemble des composantes de la résistance palestinienne qui avait lancé cette attaque contre l'Etat sioniste, et pas seulement le Hamas comme les médias mainstream et les autorités se plaisent à le répéter quotidiennement à la

suite de Netanyahou, donc le POI en a été informé, il feint de l'ignorer pour ne pas s'attirer les foudres de la réaction ou de ses amis de la Nupes.

Dans ce communiqué infâme, il n'est même pas rappelé que 70% de la population de Gaza était composé de réfugiés ou de descendants de réfugiés, qui pour les plus jeunes ont toujours vécu enfermé dans le ghetto de Gaza, communément décrit comme "*un camp de concentration à ciel ouvert*", et ils ne mentionneront pas non plus que la moitié de la population de Gaza était composée d'enfants, un million d'enfants bombardés jour et nuit depuis plus de deux semaines, dont plus de 2400 ont déjà été assassinés et plus de 5600 sont blessés.

Il ne fallait pas espérer mieux du côté du POID. Dans le dernier éditorial de D. Gluckstein de *La tribune des travailleurs* :

- "*Celui (le massacre - Ndlr) perpétré le 7 octobre par le Hamas contre des centaines de civils israéliens est assurément condamnable : il doit être condamné, il l'a été dans ces colonnes*."

Ils sont très disciplinés ces braves révolutionnaires trotskystes, quelle honte, Léon doit se retourner dans sa tombe !

Une fois la résistance palestinienne condamnée, la suite servait juste à se donner bonne conscience pour ne pas être menacé par les médias ou les autorités, après la lâcheté dont ils avaient fait preuve durant toute la dictature sanitaire, il ne fallait pas s'attendre à autre chose de leur part, ils se sont alignés sur le récit officiel, on a envie d'ajouter, comme toujours puisque c'est une constante chez eux, ils sont incurables, hélas !

Norman Finkelstein me donne raison, je préfère sa position sans ambiguïté à celle opportuniste de ces partis. Personnellement, après bien des hésitations, je dois l'avouer pour être totalement honnête, je n'ai pas condamné le Hamas, je n'ai pas qualifié d'acte terroriste l'offensive militaire lancée le 7 octobre 2023 contre l'occupant sioniste.

Un rappel de mes prises de position à ce sujet.

Causerie du 11 octobre 2023

- ...on peut très bien ne pas soutenir les massacres perpétrés par le Hamas, tout en s'abstenant de le manifester à haute voix comme il le fait.

Personnellement, jamais nous ne nous serions livrés à de tels actes de barbarie, pour autant on n'a pas à juger ceux qui s'y livrent dès lors qu'ils y ont été poussés par le comportement inhumain dont ils ont été l'objet de la part de leurs accusateurs, ce sont eux, ce sont les autorités israéliennes et occidentales qui les ont toujours soutenues qui en portent l'entière responsabilité.

C'est comme lorsque dans leur société pourrie qu'ils qualifient de démocratie, ils imposent à un citoyen des conditions d'existence si éprouvantes qu'il en deviendra fou ou mentalement déséquilibré au point de se livrer à un crime horrible, alors il sera jugé et déclaré

irresponsable, sans que personne ou rien ne soit sanctionné à sa place, les coupables pourront dormir tranquille ou perpétuer de nouveaux crimes indéfiniment en toute impunité, voilà pourquoi ou comment nous en sommes arrivés là.

- Si on devait comparer ce qui est comparable, les massacres, bombardements, exécutions sommaires, tortures, emprisonnements sans procès, l'ensemble des crimes et méfaits en tout genre commis par les sionistes envers les Palestiniens depuis 1948 sont mille fois plus nombreux et tout aussi graves que ceux commis aujourd'hui par le Hamas, ils sont incommensurables en termes de cruauté, de sadisme, de barbarie infligés collectivement à tout un peuple, dimension qu'il faut avoir à l'esprit.

Causerie du 13 octobre 2023

- Quel que soit le scénario qui est à l'origine de ce nouvel affrontement armé entre l'armée de libération de la Palestine et l'armée d'occupation sioniste, outre l'opération militaire déclenchée par les Palestiniens parfaitement légitime, les massacres qui ont pu être commis par des membres du Hamas peuvent être interprétés comme une réponse à ceux dont les colons sionistes se sont rendus coupables pendant 75 ans, et qui par leur ampleur et leur durée sont sans commune mesure en termes d'atrocité ou de cruauté.

Si aucun massacre de population civile ne peut être justifié, c'est valable pour tous les acteurs politiques, or il se trouve que « *la communauté internationale* », autrement dit les Etats qui se rangent au côté des Etats-Unis et d'Israël, ont couvert ou cautionné ceux perpétrés par Tsahal et le Mossad pendant 75 ans. De plus, Israël n'ayant jamais respecté les résolutions votées à l'ONU en toute impunité, l'Etat juif a ainsi été encouragé à continuer de persécuter, de martyriser, de violer les droits du peuple palestinien, par conséquent ce sont essentiellement les grandes puissances, celles présentent au Conseil de Sécurité de l'ONU qui porte l'énorme responsabilité de la situation actuelle, y compris les massacres commis par les uns et les autres qui auraient pu être évités.

Causerie du 16 octobre 2023

- Qui plus est, et c'est à mon avis l'un des arguments les plus importants, il oublie que lorsqu'il évoque le Hamas, il s'agit en réalité de simples citoyens palestiniens engagés dans la résistance armée pour mettre un terme à l'occupation et à l'oppression dont ils sont injustement victimes depuis 1948 ou 2007, pour les dernières générations qui sont nées, qui ont grandies, qui n'ont connu que ce camp de concentration, et que face à eux, ils ont un ennemi qui vit tranquillement ou profite de la vie comme si de rien n'était, ce qui leur a toujours été interdit, un peuple qui cautionne depuis 7 décennies tous les crimes commis envers les Palestiniens en son nom par les autorités politiques israéliennes.

Bref, autant dire que les Palestiniens vivent quotidiennement confrontés à une situation profondément injuste, à une provocation insupportable qui ne peut que les conduire à se radicaliser et à vouloir se venger, à haïr autant le sort atroce qui leur a été réservé, que ceux qui en portent la responsabilité ou qui sont indifférents à leur malheur. Cela peut facilement se concevoir, puisque si on n'affronte pas un char avec un lance-pierres, face à la barbarie quel autre moyen existe-t-il pour tenter d'en venir à bout, sinon y recourir soi-même. Le dire ne

signifie pas qu'on en ferait l'apologie, je précise. C'est ce qu'on observe logiquement au cours de toutes les guerres ou révolutions. On ne peut plus se soulager de l'oppression ou de la souffrance qu'on a subie durant des années, des décennies ou des siècles sans à la première occasion la faire subir à notre tour à nos ennemis.

Par conséquent, quels que soient les actes qu'auraient pu commettre ces combattants palestiniens au cours de cette guerre, on évitera de les condamner. Ils font hélas partie des horreurs de la guerre, les condamner reviendrait à leur interdire le droit d'agir comme le fait envers eux leur ennemi depuis 75 ans, cela reviendrait à soutenir l'Etat juif d'apartheid fasciste, à les poignarder dans le dos.

Causerie du 18 octobre 2023

(A propos d'un article de Lordon)

- Car enfin, recourir à la terreur en temps de guerre ou de révolution, c'est poursuivre la même politique en recourant à un autre moyen, quand vous reprochez à LFI d'avoir commis "*une erreur*" pour n'avoir pas d'abord dit "*l'effroi, la stupeur et l'abomination*" que lui inspirait la terreur semée par les Palestiniens chez leur ennemi, vous lui reprochez ni plus ni moins de ne pas avoir qualifié le Hamas de terroriste, mais c'est tellement bien emballé qu'en haut lieu ils vous en serons gré d'avoir apporté cette précision ou d'avoir finalement un pied dans chaque camp, ce qui échappera à la plupart des lecteurs.

Causerie du 20 octobre 2023

Mon commentaire que *Le Grand Soir* a aimablement publié, je les en remercie :

- Pourquoi devrais-je "*condamner la violence du Hamas*" ? Je ne suis pas procureur au service du colonisateur à ce que je sache, qui plus est, il ne va pas s'accuser de ses propres crimes commis sur les Palestiniens, alors pourquoi voudriez-vous que je mêle ma voix à la sienne ? Jamais !

Je ne perds pas de vue une chose essentielle et je m'y tiens strictement : Qui est l'agresseur, qui est l'agressé, partant de là, tout ce qui peut se produire d'où que cela vienne, est à mettre exclusivement au compte de l'agresseur, Israël ou les sionistes qui ont confisqué les terres et les maisons des Palestiniens en 1947-48, etc., je refuse de porter le moindre jugement, et encore moins la moindre accusation sur les actes commis par des Palestiniens, sachant que leurs bourreaux s'en chargent déjà.

Causerie du 23 octobre 2023

A ceux qui même du bout des lèvres caractérisent le Hamas de terroriste.

Quels arguments leur opposer, c'est très simple, trop peut-être : Comme dans tout conflit ou différend qui oppose deux parties, il faut commencer par se poser la question suivante : Qui en est à l'origine, qui l'a déclenché, qui est l'agresseur, et en fonction de la réponse qu'on

apportera à cette question, on saura qui en porte la responsabilité ainsi que les conséquences quelles qu'elles soient, l'agressé étant en position de légitime défense.

J-C – Les quelques variations à la marge qui peuvent exister dans mon discours, viennent du fait qu'il nous a fallu plusieurs jours pour prendre conscience de la situation, et puis certains éléments déterminants nous ont été communiqués au compte-gouttes, certains ajustement ou correction ont été nécessaires.

Cela dit, malgré la pression où la condamnation unanime du « *Hamas* », la déformation systématique de la réalité, à aucun moment nous n'avons renié nos principes et notre engagement politique, à aucun moment nous n'avons tenu un double langage, chacun peut le vérifier.

France occupée en cours de nazification

Quand le chef de la police doit dicter les mots d'ordre ou les paroles des manifestants. Dans quel Etat totalitaire? En France.

Paris : la manifestation pro-Palestine sera interdite samedi - leJDD 26 octobre 2023

Le préfet de police de Paris a prévenu : « *J'interdirai cette manifestation.* » Au micro de franceinfo ce jeudi matin, Laurent Nuñez a annoncé que la manifestation de soutien à la Palestine prévue à Paris samedi 28 octobre serait interdite. Il a en effet pointé les « *propos* » des organisations ayant déclaré ce rassemblement, qui laisserait penser qu'elles soutiennent le Hamas. « *Je constate que les organisations qui ont déposé cette déclaration sont des organisations qui, par les propos qu'elles ont pu tenir, pourraient laisser à penser au soutien du Hamas* », a-t-il déclaré.

Laurent Nuñez a notamment cité plusieurs groupes comme la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAPJPO), la représentation du Front de libération de la Palestine en France ou encore le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Le préfet de police tient ainsi à éviter que des propos de soutien au mouvement terroriste palestinien soient tenus à la manifestation parisienne : « *On a de bonnes raisons de penser que ces types de propos vont être tenus.* »

Comme le relate BFMTV, ce rassemblement serait aussi soutenu par l'Union juive française pour la paix (UJFP). Cette association a appelé sur ses réseaux sociaux à l'arrêt des frappes sur la bande de Gaza. leJDD 26 octobre 2023

J-C – Tout soutien au peuple palestinien, à la résistance palestinienne fait l'objet d'un amalgame avec le Hamas ou le terrorisme, par tous ceux qui soutiennent le gouvernement sioniste d'extrême droite de Netanyahou.

Quand les tyrans au pouvoir s'inspirent des sionistes néonazis. Régime policier, militarisation de la société, haine des pauvres et des immigrés ou racisme latent…

J-C – La survie du capitalisme en crise devient un cauchemar qui rend chaque jour un peu plus intolérable les conditions d'existence et les injustices qui sont imposées à l'ensemble des classes exploitées et opprimées du plus jeune âge au vieillard, qui plus est aux couches les plus défavorisées de la société.

Dès lors une seule question mérite d'être posée : Capitalisme, stop ou encore ? On s'organise, on se rassemble pour le renverser pour ne pas connaître le sort cruel qu'ils nous ont réservé ainsi qu'aux générations à venir, voyez de quoi ils sont capables en Palestine occupée, en Syrie, en Libye, en Irak en Afghanistan, au Soudan, au Liban, etc.

Encadrement militaire, "*placement de nuit*"... Ce qu'il faut retenir des annonces de Borne sur les émeutes - BFMTV 26 octobre 2023

Élisabeth Borne a dévoilé ce jeudi à la Sorbonne un vaste plan d'action devant 500 maires, accompagnée de plusieurs de ses ministres.

• Un encadrement militaire pour certains mineurs condamnés

Évoqué lors du débat de l'entre-deux-tours avec Marine Le Pen, Emmanuel Macron avait évoqué "*la rétention dans un environnement militaire*" pour des mineurs délinquants. Le sujet n'avait pas été abordé depuis les émeutes.

Élisabeth Borne a annoncé l'encadrement de mineurs condamnés par la justice par des militaires "*dans certains cas*". Un centre de ce type doit ouvrir ses portes à Mayotte d'ici 2024.

J-C – Que Macron s'inspire des propositions de Marine Le Pen ne devrait surprendre personne, puisqu'il incarne l'extrême droite au pouvoir, c'est ce qu'on n'a pas cessé de répéter, en vain. Un parlementaire a rappelé que Ségolène Royal en 2007 avait défendu l'idée de faire appel aux militaires pour encadrer ces jeunes, bref, la tambouille dégueulasse se prépare en famille !

Sinon ils pourraient rouvrir le bagne de Cayenne pendant qu'ils y sont ou les envoyer à Guantanamo !

• La création d'une force d'action républicaine

La cheffe du gouvernement a annoncé le déploiement d'une force d'action républicaine. Ces équipes pluridisciplinaires qui mêleront des policiers, des magistrats et des travailleurs sociaux doivent "*concentrer dans un quartier*" des moyens "*en matière de sécurité*".

Ils devront aussi répondre de façon "*judiciaire, éducative ou sociale*". De premiers déploiements auront lieu à Besançon, Valence et Maubeuge d'ici à la fin de l'année. Ils ne correspondent pas à de nouveaux recrutements mais à des redéploiements.

J-C – Ils sont bien en guerre contre le peuple. Entre miliciens et matons, les ghettos seront mis sous surveillance rapprochée.

• Les parents devront payer les dommages

En visite dans un commissariat parisien lors des émeutes, Emmanuel Macron avait jugé qu'il "*faudrait*" parvenir à *"sanctionner financièrement et facilement les familles*" dès "*la première infraction*", évoquant "*une sorte de tarif minimum dès la première connerie*". Ce sera être chose faite dans les prochains mois. Les parents des mineurs délinquants, devront ainsi payer les dommages subis, qu'il s'agisse d'atteintes de biens de personnes ou appartenant aux collectivités ou à l'État.

Éric Dupond-Moretti veut également contraindre à des travaux d'intérêt général les parents de délinquants qui ne respectent pas leurs obligations légales. Dans le cas où ils n'auraient pas respecté les mesures éducatives imposées à leurs enfants par la justice, ils seront soumis à des stages de citoyenneté.

J-C - Punir les familles dont les conditions d'existence qui leur sont imposées sont les plus difficiles, ces familles cumulent les difficultés ou handicaps, injustice que leurs enfants ne supportent pas et contre lesquelles ils se révoltent à leur manière, comme les Palestiniens à Gaza en somme ou la jeunesse, les travailleurs dans le monde entier.

Les voilà qui se convertissent aux camps de rééducation, à la prochaine étape ce sera l'asile psychiatrique…

• Des jeunes en "*placement de nuit*"

29% des émeutiers ont évoqué l'effet de groupe pour justifier leurs dégradations, d'après une étude de la Fondation Jean Jaurès. De quoi pousser Éric Dupond-Moretti à "*des mesures de placement pour que le gamin ne se laisse pas contaminer*". Le garde des Sceaux veut donc pouvoir *"placer*" des jeunes dans des centres fermés la journée "*pour faire des stages*".

J-C - Des maisons de redressement ou la prison...

Autre annonce: "*choper les gamins*" pour un "*placement de nuit*" de 21h à 6h et "*imposer un déferrement rapide*".
J-C - On se croirait vraiment en Israël ou sous un régime fasciste.

• Une augmentation de l'amende pour non-respect du couvre-feu

Pendant les émeutes, plusieurs maires avaient activé un couvre-feu pour les mineurs comme à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Savigny-le-Temple (Essonne) ou encore à Denain (Nord).

Élisabeth Borne a indiqué vouloir la multiplier par cinq. Elle devrait donc désormais s'élever à 750 euros.

J-C – Elle n'aurait pas oublié un zéro ? C'est même pire qu'en Israël !

• Un renforcement des pouvoirs de la police municipale

Gérald Darmanin a annoncé la possibilité pour la police municipale d'accomplir certains actes jusqu'ici réservés à la police nationale. Ils devraient pouvoir prochainement consulter certains fichiers, établir des constatations via un procès-verbal ou encore saisir des objets ayant servi à commettre des infractions.

Ces nouvelles attributions cherchent à dégager du temps pour la police nationale et ne pourront être activées que sur volonté du maire dont dépend la police municipale.

Problème cependant pour le ministre de l'Intérieur: ces dispositions avaient été censurées par le Conseil constitutionnel lors de la loi sécurité globale. En mai 2021, Gérald Darmanin avait promis "*d'améliorer ces dispositions*". BFMTV 26 octobre 2023

J-C – Quand on sait que la police nationale recrute déjà parmi les éléments de la société les plus attardés intellectuellement ou mentalement fragile, cela promet !

En complément. Surenchère, la réaction se lâche et un clan de l'extrême droite en rajoute encore.

« *Cela fait des années qu'on le dit* » : le plan post-émeutes du gouvernement séduit dans la majorité sénatoriale - Publicsenat.fr 27 octobre 2023

Marion Maréchal juge le plan anti-émeutes du gouvernement "*très en deçà de ce qu'il faudrait*" - BFMTV 27 octobre 2023

C'est "*très en deçà de ce qu'il faudrait*", estime Marion Maréchal, tête de liste "*Reconquête*" aux élections européennes de 2024.

"*La réalité, c'est qu'il existe quelque chose qui s'appelle la prison dans notre pays. Il y a des centres de détention pour mineurs aussi. Encore faut-il qu'il y ait des condamnations à la mesure de la gravité des actes et que ces peines soient réalisées*", a poursuivi la vice-présidente de Reconquête. BFMTV 27 octobre 2023

La vice-présidente de Reconquête assure qu'"*on ne peut pas écarter un lien avec l'immigration*" et juge qu'"*à travers ces émeutes [...] il y a un déficit d'assimilation, il y a même une hostilité à l'égard de la France et de l'État*".

J-C – Les fachos de tous poils en France sont encouragés à rajouter une couche de saloperies après le bruyant soutien apporté par Macron au régime d'extrême droite israélien.

Pas besoin d'être fils ou filles d'immigrés pour ne pas pouvoir s'intégrer dans ce pays pourri qu'est devenue la France, avant il était déjà à peine supportable, maintenant c'est devenu un cauchemar, même pour faire ses courses pour manger, pour se soigner, pour se chauffer, pour vivre quoi, même modestement. Quant à « *l'hostilité à l'égard de la France et de l'État* », elle est partagée par tous les peuples du Moyen-Orient, du Sahel, du Maghreb, d'Afrique, de

Russie, de Chine, etc. c'est bien simple, par tous les peuples qui s'opposent à la domination coloniale des Etats-Unis et ses vassaux européens sur le monde.

Renaissance, c'est l'Ancien Régime, Reconquête, ce sont les Conquistadors !

Lu. Népotisme. Macron serait-il corrompu ?

Samedi 21 octobre, des milliers de militants écologistes se sont réunis dans le Tarn pour bloquer la construction de l'autoroute A69, prévue pour relier Castres à Toulouse. Au-delà des enjeux écologiques, une révélation intrigante a émergé concernant les liens étroits entre le président Emmanuel Macron et les actionnaires qui financent ce projet. Une enquête de journalisme d'investigation pointe du doigt les connexions entre le chef de l'État et certains actionnaires, suscitant des questions sur les motivations réelles derrière cette autoroute controversée...

Alors que l'autoroute A69 suscite un débat passionné quant à sa nécessité, il est essentiel de se pencher sur les liens entre Emmanuel Macron et les financiers du projet. Le président français connaît bien certains actionnaires de l'A69, notamment le fonds Edmond Rothschild. Il est à noter qu'Emmanuel Macron a débuté sa carrière en tant que banquier chez Rothschild avant de se lancer en politique.

Cependant, l'intrigue va plus loin, impliquant le fonds d'investissement français Ardian, l'un des plus importants du pays, avec plus de 150 milliards d'euros d'actifs. La présidente de ce fonds, Dominique Sénéquier, est classée 50e femme la plus influente du monde selon Forbes. De plus, elle a un accès direct à Emmanuel Macron, comme en témoigne sa réception à l'Élysée lors du sommet annuel One Planet fond souverain en novembre 2020. Ces connexions étroites soulèvent des questions sur l'indépendance du président vis-à-vis des intérêts financiers.

Le troisième dirigeant d'Ardian, Emmanuel Miquel, est encore plus proche d'Emmanuel Macron. En 2017, il était chargé de collecter des fonds pour la campagne présidentielle de Macron, et une fois ce dernier élu, il est devenu son conseiller. Mais l'acteur clé dans le financement de la carrière politique d'Emmanuel Macron semble être Pierre Donnersberg, qui a facilité l'obtention de 11 millions d'euros de prêts pour financer sa campagne présidentielle.

Cette proximité entre le président Macron et les actionnaires de l'A69 suscite des inquiétudes légitimes quant à d'éventuels conflits d'intérêts. Certains se demandent si Macron a promu cette autoroute au nom d'un prétendu impératif d'intérêt public majeur pour favoriser ses amis d'Ardian. De plus, il semblerait que depuis des années, les forces de l'État, telles que les gendarmes, les préfets et le gouvernement, se mobilisent au service de ce projet critiqué, suscitant des interrogations sur la transparence et l'intégrité de cette entreprise.

Nouvelle crise majeure à venir à l'UE sur l'Ukraine.

J-C – Il faudrait le chasser du pouvoir ou dissoudre le peuple slovaque qui ne sait pas voter !

Le Slovaque Robert Fico dit arrêter le soutien militaire à l'Ukraine - LePoint.fr 26 octobre 2023

Premier coup d'éclat du nouveau Premier ministre slovaque : Robert Fico dit cesser tout soutien militaire à l'Ukraine et ajoute qu'il ne votera aucune sanction sans une analyse d'impact préalable de celle-ci sur la Slovaquie. Cela dit, c'est exactement ce qu'il annonçait durant sa campagne électorale.

Ses déclarations sans équivoque ont été faites devant la commission parlementaire pour les affaires européennes de son parlement, juste avant de rejoindre, ce jeudi 26 octobre, le sommet européen qui se tient à Bruxelles.

Ce premier pavé dans la mare va donner du fil à retordre à ses partenaires européens car le Conseil européen devait, au contraire, réaffirmer longuement le soutien des Vingt-Sept à Kiev. Pas moins de 14 paragraphes sur 30 des projets de conclusions du Conseil – que Le Point a pu consulter – sont consacrés à réaffirmer le soutien européen à l'Ukraine, dans un contexte où les tensions au Proche-Orient pourraient laisser accroire que l'UE se détourne de son front est. « *Il n'y a aucune fatigue sur l'Ukraine* », clamaient en chœur divers diplomates européens à la veille du sommet.

Robert Fico, fidèle à lui-même, a répété son analyse du conflit ukrainien. « *La position de mon gouvernement est que la cessation immédiate des opérations militaires est la meilleure solution que nous ayons pour l'Ukraine, a-t-il déroulé. L'Union européenne devrait passer du statut de fournisseur d'armes à celui d'artisan de la paix.* » Le leader slovaque, vieille connaissance de Bruxelles, campe sur son analyse : l'Ukraine est le provocateur du conflit et la riposte de Moscou vient en défense des attaques des « *fascistes ukrainiens contre la population civile de nationalité russe* ». Une ligne que l'homme fort du Kremlin professe depuis l'origine de la guerre.

Dans le projet de conclusions du Conseil, en négociation ces derniers jours, on dit exactement l'inverse au point 6 : « *La Russie est responsable des dommages massifs causés par son agression contre l'Ukraine.* » La discussion au Conseil devait porter sur la meilleure façon d'exploiter les superprofits des avoirs russes gelés afin de les orienter vers le soutien à l'Ukraine, en conformité avec le droit international. Robert Fico se situe à l'opposé de cette ligne ! Or, en matière de politique étrangère et de sécurité, l'UE ne peut fonctionner qu'à l'unanimité.

La discussion devait aussi porter sur la révision du budget européen à mi-mandat et l'ajout d'une enveloppe de 50 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine. Fico ne ferme pas la porte à un soutien « *humanitaire et civil* ». Pas de décision immédiate mais seulement une première discussion. Mais, à terme, avant la fin de l'année, le vote positif du leader slovaque sera indispensable, comme celui de Viktor Orban. « *La proposition dont nous sommes saisis manque d'arguments professionnels ou politiques sérieux pour la soutenir, fait savoir Balazs Orban, le conseiller le plus proche de Viktor Orban. Il est peu probable que cela fonctionne, nous allons donc le rejeter pour le moment et voir ce que nous pouvons proposer.* »

Selon lui, il est irréaliste d'envisager, un jour, la possibilité d'un retrait russe de la Crimée annexée, ou même d'imaginer que Poutine abandonnera les territoires occupés à l'Est. Un premier signe de sa détermination va pouvoir être mesuré : s'il maintient devant ses

partenaires européens toutes ses positions, la moitié des conclusions du Conseil sont impossibles à adopter… C'est tout le chapitre ukrainien qui saute.

D'un champ de bataille à l'autre. Ukraine.

- Les militaires russes ont désormais des armes qui ont abattu 24 avions en 5 jours, clame la Défense

- Ces derniers jours, les forces ukrainiennes ont perdu trois chars Leopard dans la région de Zaporojié. "*La plus lourde perte de chars de fabrication occidentale depuis le début de la contre-offensive*" des forces de Kiev, selon Forbes.

- "*En 24 heures, ont été interceptés deux missiles opérationnels et tactiques ATACMS de fabrication américaine, un missile antiaérien S-200 converti pour frapper des cibles au sol, ainsi que deux missiles antiaériens HARM, des missiles radar et deux systèmes de missiles à lancement multiple HIMARS de fabrication américaine*", indique le rapport.

- Une nouvelle unité militaire, composée d'anciens prisonniers de guerre ukrainiens, combattra les forces armées de Kiev. Ces militaires ont adopté la nationalité russe et se sont inscrits en tant que volontaires dans les troupes de Moscou. - fr.sputniknews.africa 25 à 27 octobre 2023

Encore un facteur économique qui conforte mon analyse. (Lire les causeries précédentes)

La dette extérieure russe atteint un niveau minimum - fr.sputniknews.africa 25 octobre 2023

Le niveau de la dette extérieure russe diminue stablement au fil de ces dernières années, de 31% en 2020 à 26,2% en 2021, puis à 16,6% en 2022. Au premier trimestre 2023, elle s'est contractée davantage jusqu'à 15,45%.

"*Au deuxième trimestre 2023, le taux d'emprunt a continué de baisser pour atteindre 14,96*", témoignent les calculs de Sputnik basés sur les données de la Banque centrale russe.

Fin juin, la dette extérieure brute, tant du gouvernement que des entreprises, était estimée à environ 29.900 milliards de roubles, soit environ 343,4 milliards de dollars.

La Banque de Russie a en outre publié des données sur la dette extérieure par habitant au deuxième trimestre 2023. Le chiffre a diminué de 4% pour s'établir à 2,300 dollars. Les statistiques montrent qu'il s'agit du meilleur résultat depuis 2006 lorsque cet indicateur était à 2.200 dollars.

J-C – En France, à la fin du deuxième trimestre 2023, la dette publique s'établit à 3 046,9 Md€

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 28 octobre 2023.

Lu.

- Comme chaque fois en temps de guerre, il est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé. La vérité est la première victime du conflit, et, de fait, il n'y a pas de vérité. Civils tués ? Oui, mais si tous les civils de l'État hébreu sont armés, il est difficile de dire quoi que ce soit tant qu'on ne connait pas les circonstances de chaque mort, et cela est impossible à faire.

J-C – On y revient plus loin en détails.

Dans l'Appel en soutien au peuple palestinien que je vous ai soumis et j'ai signé, figurait un passage dont des lecteurs auraient ou douter de l'authenticité, du coup pour les rassurer, j'en ai demandé les références à l'un des rédacteurs de cet Appel qui m'a aimablement adressé la résolution en question des Nations Unies.

- Dans la résolution des Nations-Unies sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens, il est affirmé « *la lutte que les peuples mènent pour assurer leur indépendance, leur intégrité territoriale, leur unité nationale et pour se libérer de la domination, de l'apartheid et de l'occupation étrangère justifie l'usage de tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée.* »

Bibliothèque numérique des Nations Unies.

https://digitallibrary.un.org/record/126407/files/A_RES_41_101-ES.pdf?ln=fr

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- La campagne de bombardements israéliens sur la bande de Gaza a tué 7.326 personnes, dont plus de 3.000 enfants, selon le dernier bilan du Hamas. AFP 28 octobre 2023

Israël intensifie ses frappes à Gaza, "*étend*" ses opérations terrestres - Courrier International 28 octobre 2023

L'armée israélienne a fait des incursions, vendredi 27 octobre au soir, dans la bande de Gaza, après avoir intensifié ses bombardements sur l'enclave, ont indiqué des responsables militaires israéliens, comme le relate le New York Times.

Manifestations en Cisjordanie et dans des pays arabes en soutien aux Palestiniens - AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023

Plusieurs milliers de personnes ont de nouveau manifesté vendredi en Cisjordanie occupée et dans plusieurs pays arabes en soutien aux Palestiniens de la bande de Gaza, bombardée par Israël depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre.

"*Libérez Gaza!*", ont scandé des centaines de Palestiniens qui ont battu le pavé à Ramallah, en Cisjordanie occupée, brandissant des drapeaux du Hamas mais aussi d'autres mouvements palestiniens, a constaté une journaliste de l'AFP.

Au moins cinq mille personnes ont manifesté à Amman pour réclamer l'annulation du traité de paix entre la Jordanie et Israël et dénoncer les bombardements menés par Israël contre la bande de Gaza. AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023

Des centaines d'arrestations à New York pendant une manifestation juive de soutien à Gaza - AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023

La police de New York a annoncé au moins 200 arrestations, et les organisateurs ont affirmé que plus de 300 personnes avaient été interpellées lors de la dispersion de ce rassemblement à l'intérieur de la gare new-yorkaise de Grand Central.

Le sit-in massif a été organisé par le groupe Jewish Voice for Peace-New York City, selon qui plusieurs milliers de participants ont bloqué le hall principal de la gare. Il s'agit du "*plus grand acte de désobéissance civile que la ville de New York ait connu en vingt ans*", a-t-il affirmé.

"*Le shabbat est généralement un jour de repos, mais nous ne pouvons pas nous permettre de nous reposer pendant qu'un génocide se déroule en notre nom*", a déclaré la rabbine May Ye dans un communiqué publié par les organisateurs.

"*Les vies des Palestiniens et des Israéliens sont étroitement liées, et la sécurité ne peut venir que de la justice, de l'égalité et de la liberté pour tous*", a-t-elle ajouté. AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023

L'hypocrisie criminelle de Macron.

Etant donné qu'Israël n'a jamais respecté ce qu'ils appellent "*le droit international*", accorder "*le droit d'Israël de se défendre*" dans ce cadre, signifie légitimer par avance tous les crimes de masse qu'il commettra en toute impunité.

Dans son discours, Emmanuel Macron a également rappelé "*le droit d'Israël de se défendre, dans les limites du droit international et humanitaire*" et expliqué qu'*"il faut une relance*

décisive des négociations pour une solution à deux États". Ce discours a été prononcé en marge du Conseil européen avec les 27. actu.orange.fr 27 octobre 2023

L'UE ou le vassal de Washington, complice du génocide palestinien pratiqué par l'Etat féodal, théocratique et fasciste israélien.

A l'issue du Conseil européen, les 27 pays de l'UE ont refusé d'appeler à un « *Cessez-le-feu* » parce que l'expression pourrait être interprétée comme un soutien à la résistance palestinienne ou "*une remise en cause du droit d'Israël à se défendre*", ont-ils précisé. Ils ont préféré le terme de « *pauses* », au pluriel, comprenez entre deux bombardements ! Source AFP 27 octobre 2023

Guerre Hamas – Israël : L'ONU vote pour une « *trêve humanitaire* », colère de l'Etat hébreu - AFP/20 Minutes 28 octobre 2023

L'Assemblée générale de l'ONU a réclamé vendredi à une large majorité une « *trêve humanitaire immédiate* », au 21e jour de la guerre entre le Hamas et Israël, qui a fustigé une « *infamie* » au moment où son armée a annoncé « *étendre* » ses opérations terrestres à Gaza.

Après quatre échecs en dix jours du Conseil de sécurité à agir, l'Assemblée générale a pris le relais sur ce dossier qui a mis en lumière des divisions, notamment chez les Occidentaux.

« *Alors que nous sommes témoins d'une invasion terrestre d'Israël au moment où nous parlons, et en l'absence d'action déterminée du Conseil de sécurité, (la résolution) a un objectif simple mais vital, en ligne avec la raison d'être des Nations unies : la paix* », a déclaré l'ambassadeur jordanien Mahmoud Daifallah Hmoud, dont le pays a élaboré le texte au nom du groupe de 22 pays arabes.

La résolution non contraignante, qui « *demande une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, menant à la cessation des hostilités* », a recueilli à New York sous les applaudissements 120 votes pour, 14 contre (dont Israël et les Etats-Unis), et 45 abstentions, sur les 193 membres de l'ONU.

La résolution de l'Assemblée générale est largement centrée sur la situation humanitaire à Gaza, demandant notamment la fourniture « *immédiate* » d'eau, nourriture, carburant, électricité, et l'accès « *sans entrave* » de l'aide humanitaire.

Elle condamne également « *tous les actes de violence dirigés contre des civils palestiniens et israéliens, notamment tous les actes de terrorisme et les attaques sans discernement* », et se dit *« vivement préoccupé par la dernière escalade de la violence depuis l'attaque du 7 octobre* », mais sans mentionner le Hamas.

« *Honte à vous !* », a lancé l'ambassadeur israélien à l'ONU Gilad Erdan, qualifiant cette résolution d' « *infamie* ». « C'est un jour sombre pour l'ONU et pour l'humanité », a-t-il

ajouté, promettant qu'Israël continuerait à utiliser « *tous les moyens* » à sa disposition pour « *débarrasser le monde du mal que représente le Hamas* ».

Les Etats-Unis, qui avaient aussi dénoncé l'absence des mots « *Hamas* » et « *otages* » dans le texte, ont sans surprise voté contre. Le Royaume-Uni s'est abstenu.

Un amendement canadien voulant condamner « *catégoriquement les attaques terroristes du* Hamas » du 7 octobre et demander la « *libération immédiate et inconditionnelle* » des otages a été rejeté, recueillant malgré tout 88 voix pour, 55 contre et 23 abstentions (deux-tiers des voix exprimées étaient nécessaires pour passer).

La France, reconnaissant que « *certains éléments essentiels manquent dans le texte* », a malgré cela soutenu la résolution jordanienne. « *Car rien ne saurait justifier les souffrances des civils »*, a insisté l'ambassadeur français Nicolas de Rivière.

Mais si la France, l'Espagne, ou la Belgique ont voté pour le texte, l'Allemagne, l'Italie et la Finlande se sont abstenues, tandis que l'Autriche, la République tchèque et la Hongrie ont voté contre. « *Une catastrophe pour les efforts de l'UE de projeter une position commune à l'ONU* », a commenté Richard Gowan, de l'International Crisis Group. AFP/20 Minutes 28 octobre 2023

Le parlement libyen menace de suspendre l'exportation du brut vers les soutiens d'Israël - afriquemedia.tv 26 octobre 2023

Le Parlement libyen a menacé mercredi de suspendre « *l'exportation du brut et du gaz* » vers les pays qui soutiennent Israël, en cas de poursuite de la guerre dans la bande de Gaza. C'est en effet ce qui ressort d'un communiqué partagé par le porte-parole de la Chambre des représentants (Parlement), Abdullah Belhaq, sur ses réseaux sociaux.

« *Si les massacres perpétrés par cet ennemi sioniste (Israël) ne cessent pas, nous demanderons au gouvernement libyen de suspendre l'exportation du pétrole et du gaz vers les États qui soutiennent cette entité* », peut-on lire dans le communiqué.

Le Parlement libyen demande donc aux ambassadeurs des pays qui soutiennent Israël »dans ses crimes perpétrés dans la bande de Gaza « *de quitter immédiatement* » le territoire libyen.

Il a également « *condamné le soutien des gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie à l'entité sioniste dans ses crimes perpétrés dans la bande de Gaza*».

Dans le même document, la Chambre des représentants a qualifié la guerre qui sévit dans la bande de Gaza de « *génocide mené par les États-Unis et l'Occident contre un peuple assiégé et sans défense* ». afriquemedia.tv 26 octobre 2023

Le boomerang de leur massacre hystérique. La vérité commence à percer.

« *Massacres du Hamas*» : Que s'est-il réellement passé le 7 octobre ? - reseauinternational.net 27 octobre 2023

Ces pages peuvent être traduites automatiquement en français avec Mozilla.

https://www.nbcnews.com/tech/internet/unverified-allegations-beheaded-babies-israel-hamas-war-inflame-social-rcna119902

https://www.aljazeera.com/news/2023/10/12/white-house-walks-back-bidens-claim-he-saw-children-beheaded-by-hamas

Il apparaît aujourd'hui que près de la moitié des Israéliens tués étaient des combattants, que les forces israéliennes étaient responsables de la mort de certains de leurs propres civils et que Tel-Aviv a diffusé de fausses informations sur les atrocités commises par le Hamas pour justifier son attaque aérienne dévastatrice contre les civils palestiniens à Gaza.

Deux semaines après l'assaut du Hamas contre Israël le 7 octobre, une image plus claire de ce qui s'est passé – qui a été tué et par qui – commence à émerger.

Au lieu du massacre massif de civils revendiqué par Israël, des chiffres incomplets publiés par le journal hébreu Haaretz montrent que près de la moitié des Israéliens tués ce jour-là étaient en fait des combattants – soldats ou policiers.

Dans l'intervalle, deux semaines de couverture médiatique occidentale selon laquelle le Hamas aurait tué environ 1 400 civils israéliens lors de son attaque militaire du 7 octobre ont permis d'enflammer les émotions et de créer le climat propice à la destruction sans retenue par Israël de la bande de Gaza et de sa population civile.

Les comptes rendus du nombre de morts israéliens ont été filtrés et façonnés de manière à suggérer qu'un massacre massif de civils avait eu lieu ce jour-là, les bébés, les enfants et les femmes étant les principales cibles d'une attaque terroriste.

Aujourd'hui, les statistiques détaillées sur les victimes publiées par le quotidien israélien Haaretz brossent un tableau tout à fait différent. À la date du 23 octobre, le journal a publié des informations sur 683 Israéliens tués au cours de l'offensive menée par le Hamas, y compris leurs noms et les lieux où ils ont été tués le 7 octobre.

Parmi elles, 331 victimes – soit 48,4% – ont été confirmées comme étant des soldats et des officiers de police, dont de nombreuses femmes. Treize autres sont décrits comme des membres des services de secours, et les 339 autres sont ostensiblement considérés comme des civils.

Bien que cette liste ne soit pas exhaustive et ne représente qu'environ la moitié du nombre de morts déclaré par Israël, près de la moitié des personnes tuées dans la mêlée sont clairement identifiées comme des combattants israéliens.

Jusqu'à présent, aucun décès d'enfant de moins de trois ans n'a été enregistré, ce qui remet en question la thèse israélienne selon laquelle les bébés auraient été pris pour cible par les résistants palestiniens. Sur les 683 victimes recensées à ce jour, sept étaient âgées de 4 à 7 ans et neuf de 10 à 17 ans. Les 667 autres victimes semblent être des adultes.

Pour lire la suite de ce long article :

https://reseauinternational.net/massacres-du-hamas-que-sest-il-reellement-passe-le-7-octobre/

J-C - De l'extrême droite à l'extrême gauche, tous se sont empressés de condamner ce qu'ils ont appelé *"les atrocités*" commis par le "*Hamas*" le 7 octobre 2023, sur la seule foi des déclarations des autorités israéliennes, donc sans prendre la précaution indispensable de prendre du recul et de se demander si ces informations ne relèveraient pas plutôt de la propagande de guerre ou dans quelle mesure elles n'auraient pas été en partie falsifiées ou fabriquées pour justifier la réponse que l'Etat sioniste allait lui apporter, un tapis de bombe sur Gaza.

La lutte de classes consiste dans le combat entre des exploiteurs et des oppresseurs contre des exploités et des opprimés, ce combat est inégal puisque seuls les premiers détiennent richesse et armement, et lorsque les seconds se soulèvent pour s'emparer de leur richesse en prenant les armes, les premiers déclarent que leur soulèvement armé est illégal et qu'ils doivent se soumettre à l'ordre établi qui lui-même est inégal, puisque les fondements du capitalisme repose sur l'inégalité entre le classe des exploiteurs et celle des exploités, les rapports sociaux à l'origine de toutes les discriminations qui prévalent dans la société et de la violence qui en découlent, dont les exploités seront essentiellement les victimes

Depuis le XVIe siècle, c'est le droit de l'homme blanc occidental de coloniser et d'exploiter tous les autres continents et leurs peuples, de les convertir par la force à leur modèle de société, de les réprimer, de les occuper et de les massacrer s'ils résistent ou entendent profiter égoïstement des richesses que renfermerait leur pays.

C'est sur ce modèle qu'a été conçu l'Etat juif par Théodore Herzl et Lord Lionel Walter Rothschild qui devait s'établir sur le territoire de la Palestine et dont les indigènes non juifs devaient être chassés, ce n'est écrit nulle part aussi clairement, c'est l'évolution des rapports entre sionistes et Palestiniens depuis la déclaration de Balfour de 1917 jusqu'à nos jours qui permet d'affirmer que c'était leur objectif initial. A suivre.

France occupée.

Stratégie de la terreur pour régner et parvenir à ses fins. Après le lait, le tour des yaourts.

J-C - Il y a quelques jours je rappelais qu'ils avaient décidé (à Davos) de vous convaincre de changer de comportement et de ne plus consommer de viande et de produits laitiers, donc ils font tout pour vous en persuader.

Il y a quelques jours le lait incriminé présentait juste une anomalie à peine perceptible et sans danger au niveau du goût ou de l'odorat, là avec le yaourt, il s'agirait d'une "*irritation*" insignifiante ou sans conséquence pour la santé, mais en produisant une telle alerte, ils savent que bien des gens particulièrement crédules vont décider de s'abstenir dans l'avenir de consommer du yaourt, on ne sait jamais, et si cette fois c'était vrai ?

C'est étonnant, en Inde où l'hygiène et le niveau de conscience en général de la population laisse plutôt à désirer, je n'ai jamais été confronté à ce genre de situation, c'est comme avec le covid-19, si les médias occidentaux et l'OMS n'en avaient pas parlé, personne ne serait aperçu qu'il existait. Ma foi, cela doit être fait exprès...

Des yaourts impropres à la consommation rappelés dans toute la France - actu.orange.fr 27 octobre 2023

Des yaourts de la marque Activia, impropres à la consommation, sont rappelés dans toute la France, indique le site gouvernemental Rappel Conso, jeudi 26 octobre. Il s'agit des Activia brassé nature vendus en pack de 8, avec une date limite de consommation fixée au 9 novembre et une heure de production comprise entre 10h40 et 12h25, celle-ci étant codée sur l'opercule des pots.

Ils ont été commercialisés entre le 7 et le 26 octobre dans les supermarchés Auchan, Carrefour, Casino, Leclerc, Intermarché, Système U, Monoprix, Cora, Match et Schiever Distribution. Le marquage du lot est : "*GTIN 3033490699833 Lot 09/11 278 B1X 10:40 à 12:25*".

Ces produits ont été rappelés car ils présentent "*une non-conformité susceptible d'être visible dès l'ouverture du pot rendant les produits impropres à la consommation (texture liquide comme du lait, risque d'irritation en cas d'ingestion)".* Le site explique que ces yaourts "*ont été fabriqués et/ou conservés dans des conditions ne permettant pas d'apporter de garanties sanitaires satisfaisantes*".

Si le produit a été consommé, il peut provoquer une irritation sans pour autant impliquer des conséquences irréversibles sur la santé. actu.orange.fr 27 octobre 2023

Tiers-mondisation de la santé en France.

J-C - Ils ne peuvent pas encore vous envoyer à la guerre ou vous faire bombarder de manière à faire des millions de morts ; ils vous ont bien injecté leur poison génique expérimental à ARN messager, mais il ne fera des dégâts en masse qu'à retardement seulement, au compte-gouttes ; de la même manière, avec tous les saloperies qu'ils vous filent à bouffer, vous êtes déjà en mauvaise santé mais vous l'ignorez, il faudra attendre encore des années avant que la combinaison de tous ces facteurs produisent suffisamment de morts, par conséquent, pour être sûr que vous ne pourrez pas y échapper, ils vont même aller jusqu'à supprimer les médicaments qui permettraient de vous soigner, tout du moins c'est que la majorité croit, car en réalité ces médicaments vous aideront peut-être à rester en vie, mais il ne vaut mieux pas se demander dans quelle condition, diminués ou handicapés, toujours plus ou moins malades,

bref le sort qu'ils vous avaient promis, comme quoi il est injuste parfois d'affirmer qu'ils mentent tout le temps, il leur arrive de tenir parole !

"*Près de 4.000 médicaments*" sont en rupture ou en risque de rupture en France révèle le président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine - actu.orange.fr 27 octobre 2023

Pour Pierre-Olivier Variot, le président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO),"*énormément de médicaments sont concernés*". "On est à près de 4.000 médicaments [en rupture ou risque de rupture, NDLR] aujourd'hui", explique-t-il sur franceinfo. "*On a des ruptures ponctuelles, qui vont durer un mois, deux mois, certaines peut-être plus. Mais on a aussi des ruptures qui s'inscrivent dans la durée et là, ça devient dramatique*", poursuit-il.

Les médicaments concernés par ces ruptures sont des antibiotiques, "*comme l'amoxicilline*", la cortisone, "*énormément de médicaments comme des anti cancéreux, des anti hypertenseurs, des antalgiques, des antidiabétiques*", précise également le président de l'UPSO. Pour ce qui est de l'amoxicilline, "*il y a une grosse disparité au niveau de l'approvisionnement et ce n'est pas normal que les industriels fassent des stocks*", déplore-t-il. actu.orange.fr 27 octobre 2023

J-C - Ici en Inde, j'obtiens tout ce que je veux sans ordonnance en me rendant dans n'importe quelle pharmacie, hormis la morphine en gros.

Ils sont 330.000, la voilà notre armée pour renverser le régime en place !

Au moins 624 SDF sont décédés l'an dernier, selon un collectif - AFP/actu.orange.fr 27 octobre 2023

Au moins 624 personnes vivant dans la rue ou en structures d'hébergement provisoire sont décédées en 2022, un chiffre stable par rapport à l'année précédente, selon un rapport publié vendredi par le collectif "*Les morts de la rue*".

Ces personnes SDF sont décédées avec une "*très grande prématurité*": à 49 ans en moyenne, soit un écart d'espérance de vie de plus de 30 ans avec la population générale.

A noter, l'âge moyen des femmes sans domicile fixe mortes en 2022 était de 46 ans, contre 50 ans pour les hommes SDF, alors que les femmes ont une espérance de vie supérieure (85 ans en 2022) à celle des hommes (79 ans) dans la population française globale.

Le nombre de sans domicile en France a doublé en dix ans, avec plus de 330.000 personnes selon le dernier décompte de la Fondation Abbé Pierre en 2022. Les femmes, familles et mineurs sont de plus en plus nombreux à la rue. AFP/actu.orange.fr 27 octobre 2023

J-C – C'était pour ne pas risquer d'en faire partie que je me suis exilé en Inde avec mes 500 balles mensuelles.

Décidément le capitalisme a de plus en plus mauvaise presse. Faites-le savoir.

Salaire : L'odieuse marchandisation des flux migratoires - France-Soir 27 octobre 2023

Comme le rappelle notre ami Claude Berger, il est impossible de comprendre la crise migratoire sans tenir compte du système du salariat. Depuis les accords de Grenelle en 1968 où les syndicats ont mis de côté la problématique du salariat pour se vautrer dans celle du pouvoir d'achat, le mot "*salariat*" semble venu d'une légende urbaine. Selon la narration spectaculaire de l'auto-entreprise et de la start-up, parler "*salaire*" c'est désuet, parler "*gains, primes et heures sup*", c'est moderne. Cette omerta est une manœuvre idéologique qui a pour but de passer sous silence que les plus gros profits se font sur les salaires. "*Salaire*" est juste le nom technique pour désigner la marchandisation des forces de travail mises en concurrence sur le marché. Autrement dit, si vous n'avez pas assez de capital pour survivre, vous devez vendre votre travail. Le travailleur et le chômeur seront dominés d'un côté par ceux qui ont assez de capital pour ne pas devoir se vendre directement, et de l'autre par ceux qui influencent le marché libéral qui dévalorise les forces de travail pour accroître les gains. Nous voilà pris entre le marteau et l'enclume ; le marteau des capitalistes et l'enclume des libéraux. Bien entendu, le capitaliste est un libéral qui influence le marché avec son poids financier, et le libéral est un capitaliste qui vise à obtenir plus de poids financier pour également influencer le marché.

L'humain au minimum

Pour comprendre la logique marchande des flux migratoires, il faut la mettre en parallèle avec la robotisation. On a cru que la robotisation signerait la disparition du travail et donc du salariat. Le réel nous prouve tout le contraire - et pour longtemps encore. L'outil technique a bradé encore plus le travail et le salaire en mettant l'humain en concurrence avec une invention artificielle plus performante. Et pourtant, dans maints domaines, l'humain reste le moins cher. Si tel n'était pas le cas, toutes les mines de terres rares seraient exploitées exclusivement par des robots, eux-mêmes dirigés par des robots, eux-mêmes téléguidés à distance par une poignée d'ingénieurs. Or ce n'est pas le cas. On a cependant toute la technologie pour mettre en place un tel dispositif. En réalité, c'est une autre logique qui est en jeu ; celle du calcul produit/recette. Tout robotiser reviendrait plus cher que baisser le salaire humain au minimum. L'humain au minimum, cela signifie assurer le minimum vital pour avoir un travail maximum qui rapporte. Assurer de quoi manger (mal), dormir (peu), se loger (dans un petit espace à proximité du lieu de travail), se déplacer (le moins possible ou à pas cher), se reproduire (si besoin) et obéir (le mieux et le plus vite possible). Ça ne vous rappelle rien ? Si bien sûr : l'esclavage ! Une nuance (et encore, ça dépend des époques) : l'esclave n'a pas de salaire. Le salarié obtient un salaire pour avoir une vie d'esclave avec cette illusion nécessaire depuis la révolution, que le salaire lui donne la liberté.

C'est là que les flux migratoires viennent compléter la dérégulation du salariat entamée avec la robotisation. Dans ce monde capitaliste, vous pensez bien qu'un immigré n'est pas vu comme une personne passionnante qui viendrait partager sa culture, son expérience, sa personnalité, pour enrichir la communauté humaine. L'immigré ne fait pas exception à la règle : il est une marchandise. Mettez-vous à la place d'un entrepreneur. Ce dernier a besoin d'une main-d'œuvre en pleine forme ou compétente, qui soit malléable, pas chère et qui lui permette de payer le moins de taxes possibles. Concrètement : faire passer les cadres

supérieurs, les ingénieurs, les professionnels utiles, puis les jeunes hommes et, en parallèle, assurer les commerces illégaux des prostitutions, des clandestins et le passage d'armes et de drogues.

Expansion de l'esclavage

Coup double. Pays importateurs : briser les systèmes de mutualisation issus des luttes des salariés. Pays exportateurs : empêcher la structuration de telles luttes. Le capital se réserve le remplacement d'une main-d'œuvre vieillissante et/ou récalcitrante, ainsi que l'exploitation des matières premières humaines et naturelles, sans avoir à craindre une organisation salariale locale. La conclusion - aussi indépassable que brutale - est : concentration des richesses, expansion de l'esclavage. C'est ce qu'on appelle une politique libérale ou néolibérale, traditionnellement dite de droite.

Il ne reste plus qu'à masquer ce système d'objectivation (réification) avec de belles intentions œcuméniques. C'est là que la gauche intervient. On tait tout de la dynamique marchande pour montrer les horreurs que vivent les migrants, jouer sur la culpabilité du citoyen censé accueillir, faire rêver les belles âmes d'un monde égalitaire et métissé. La rhétorique élaborée par le politicien et son banquier s'adresse ainsi aux Gilets jaunes : "*Eh mon vieux, toi tu ne bouffes pas depuis un mois, eux ça fait trois. Et si tu leur laissais ta maison, ce serait chic*." Ainsi à l'immigré : "*Regarde là-bas, tout cet argent qui ruisselle. Va tenter ta chance. Tu risques ta vie, mais un sur mille réussira. Ce sera peut-être toi.*" Voici le consensus politique : ne rien dire sur le fait que les indigènes ne sont pas prêts à recevoir des personnes qui apportent encore plus d'insécurité salariale, donc sociales et culturelles, et que les migrants sont victimes d'une énième politique de hold-up de matières premières humaines et naturelles organisé par les multinationales. Ces flux sont essentiellement favorisés par deux phénomènes : la guerre et la misère (et non le climat). Dans ces conditions, on peut dire que la politique d'immigration suit, ni plus ni moins, le programme d'un mariage forcé.

La gauche moralisatrice et la droite libérale s'embrassent dans une apothéose capitale où des hommes, des femmes et des enfants se retrouvent catapultés dans l'horreur soudaine et durable pour les migrants, ou embourbés dans l'usure à petit feu pour les indigènes. Pour les politiciens et les banquiers, la jouissance devient sublime quand ces mêmes hommes, femmes et enfants se battent entre eux pour des miettes à coup d'arguments identitaires, moraux, religieux et philosophiques, et à coups de machettes, de battes de base-ball et de Kalachnikov. On connait la suite implacable de ce trauma entretenu : détournement de ces montées d'adrénaline vers les urnes avec dénouement calculé vers le fascisme de milices et/ou d'État.

C'est seulement à partir de cette base critique du système odieux de l'objectivation marchande (salariat) qu'il est possible d'imaginer des flux migratoires qui ne soient pas soumis aux diktats du capital et des multinationales. Il s'agit de s'extirper de l'emprise de cette idéologie mortifère pour renouer avec la magie des vraies rencontres sans préjugé ni réaction. Cette prise de conscience et cet effort vers un autre mode de vie concernent aussi bien les pays dits "*pauvres*"que ceux dits "*riches*", aussi bien les esprits que les corps. France-Soir 27 octobre 2023

Commentaires envoyés à FranceSoir

Un lecteur :

- « *Depuis les accords de Grenelle en 1968 où les syndicats ont mis de côté la problématique du salariat pour se vautrer dans celle du pouvoir d'achat, le mot "salariat" semble venu d'une légende urbaine* »

Du grand n'importe quoi

Ma réponse :

- En 68, c'est surtout le socialisme auquel ils ont tourné le dos...

Le "*pouvoir d'achat*", quelle vilaine expression que je n'emploie jamais, tout comme "*le monde du travail*" dont font partie les patrons, si le salaire est indispensable à l'esclave moderne pour survivre, il correspond à une portion de la plus-value qu'il a produit par son travail ou sa force de travail, le salaire est ce que perçoit chaque travailleur, l'ensemble des travailleur, il a une valeur collective de classe si l'on veut...

Alors que le "*pouvoir d'achat*" renvoie à une vulgaire transaction commerciale purement individuelle, où le sens de la propriété cher au capitaliste domine : C'est à qui cette bagnole ? Elle est à moi, je l'ai achetée, j'en suis le propriétaire, même que c'est écrit ici. Quelle horreur, même le papier hygiénique que j'utilise, je n'ose pas dire que j'en suis l'heureux propriétaire !

Cette personne dispose d'un pouvoir, celui d'acheter ceci ou cela en fonction de son revenu, tout comme le capitaliste ou le banquier, qu'il l'ait mérité ou non n'y change rien. Dès lors tout s'achète et tout se vend, quel monde merveilleux ! Je préférerais vivre dans une société ou cette notion ou ce rapport de propriété n'existerait plus, tout comme la propriété privée des moyens de production.

Oui, mais là vous en revenez au socialisme, il faut bien, non, vous préférez rester sous le capitalisme, voyez ce qu'il commet en Palestine occupée...

C'est vrai que le salaire renvoie directement aux rapports d'exploitation, dans certain milieu au sein du mouvement ouvrier, c'est devenu un gros mot, presque tabou, tandis que le "*pouvoir d'achat*" renvoie davantage au consumérisme, au client, au boutiquier très éloigné de la lutte des classes...

A un autre lecteur :

- Mais surtout, un robot, ça ne consomme pas grand-chose à part un peu d'énergie, effectivement il n'a pas de besoins, mais alors comment le capitalisme va-t-il faire pour écouler toutes les marchandises qui sont produites, pour récupérer le profit qu'elles contiennent s'il n'y a plus personne pour les consommer ? En d'autres qui d'autres que les travailleurs produisent la plus-value, les richesses ?

Santé.

Les déclarations de pharmacovigilance de 2022 sont majoritairement liées aux effets indésirables des vaccins Covid - France-Soir 25 octobre 2023

Un article d'APM News publié le 11 octobre révèle qu'en 2022, plus de la moitié des cas d'effets indésirables recueillis et enregistrés par les centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) sont liés aux vaccins anti Covid-19, selon le rapport annuel de l'Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) publié mercredi 4 octobre.

Les centres de pharmacovigilance enregistrent les cas signalés par les patients, les médecins, les pharmaciens et d'autres professionnels de santé.

Le nombre de cas remontés avait triplé en 2021, sous l'impulsion de la vaccination de masse. En 2022, le nombre de signalements a diminué de 40 %, pour atteindre 102 221 cas, dont 42 339 représentent des effets indésirables graves.

Près de 42 % des signalements proviennent des patients, tandis que 38 % sont émis par les médecins. Ces chiffres comprennent aussi le suivi des patients qui ont déjà signalé des effets secondaires.

Les laboratoires pharmaceutiques ont pour leur part remonté 41 467 nouveaux cas, dont 13 385 effets indésirables graves.

En réponse, l'ANSM a ouvert cinq nouvelles enquêtes de pharmacovigilance, en plus des 67 investigations toujours en cours. France-Soir 25 octobre 2023

"*Médecins de plateau*" : Le Syndicat Liberté Santé porte plainte contre André Grimaldi - France-Soir 25 octobre 2023

Il ne s'agirait pas de les oublier ! Mi-octobre, le Syndicat Liberté Santé (SLS) s'est lancé dans une série de plaintes contre les "*médecins de plateau*" qui ont sévi pendant la crise du Covid-19, en "*générant une peur injustifiée*" chez les Français. L'un des "neuf bonimenteurs" n'est autre que le Pr André Grimaldi.

Le lendemain du nouvel an 2022, ce professeur du CHU Pitié-Salpêtrière à Paris s'était fendu d'une tribune pour le moins osée, dans laquelle il conseillait "*à toute personne adulte refusant de se faire vacciner de rédiger des directives anticipées pour dire si elle souhaite ou non être réanimée*". Une manière bien à lui de participer au malheureux "*tri des patients*" que les soignants devaient s'imposer. Aussi le Pr André Grimaldi a-t-il marqué les esprits.

Si bien qu'il figure sur la liste des "*neuf bonimenteurs*" que le SLS a décidé d'attaquer en justice. Auprès de l'Ordre des médecins, ce dernier accuse le médecin des fautes suivantes :

- Abus de crédulité publique et pratique de charlatanisme ;

- Défaut aggravé de mesure et de prudence et non-respect de l'obligation de délivrer une information médicale loyale et honnête dans son expression publique ;

- Défaut de mise à jour de ses connaissances avant expression publique ;

- Non déclaration de ses liens d'intérêt dans le cadre de son expression publique ;

- Discrimination et manque de confraternité portant atteinte à l'honneur et à la probité de la profession.

En demandant des poursuites, voire une radiation, le communiqué se conclut ainsi : "*Cette procédure ordinale a pour but de défendre l'honneur de la profession et d'empêcher le Professeur Grimaldi de nuire à la santé de millions de Français, en lui rappelant le Serment qu'il a prêté.*" France-Soir 25 octobre 2023

Les contrats d'achat de Pfizer par la Commission européenne dévoilés - reseauinternational.net 27 octobre 2023

Fuite : L'accord secret d'achat de vaccins que la Commission européenne a signé avec Pfizer a été rendu public. Page 48, paragraphe 4 :

Efficacité inconnue
Événements indésirables inconnus
Effets à long terme inconnus

Ils vous ont dit que c'était sûr et efficace. Ils vous ont menti :

• Contrat entre la Commission européenne et Pfizer (accord de fabrication et de fourniture) – https://archive.org/details/contract-03/page/50/mode/2up

4. L'État membre participant reconnaît que le vaccin et les matériels liés au vaccin, ainsi que leurs composants et matériels constitutifs, sont en cours de développement rapide en raison des circonstances d'urgence de la pandémie de COVID-19 et qu'ils continueront d'être étudiés après la fourniture du vaccin aux États membres participants dans le cadre du contrat d'achat anticipé. L'État membre participant reconnaît en outre que les effets à long terme et l'efficacité du vaccin ne sont pas connus à l'heure actuelle et qu'il peut y avoir des effets indésirables du vaccin qui ne sont pas connus à l'heure actuelle. En outre, dans la mesure où cela est applicable, l'État membre participant reconnaît que le vaccin ne sera pas sérialisé.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 29 octobre 2023.

Je fais toujours l'objet d'un ostracisme collectif particulièrement injuste, qui me laisse complètement indifférent, notez qu'il ne peut nuire qu'à ses auteurs, qu'ils y réfléchissent s'ils en sont capables avant d'en subir les fâcheuses conséquences, car c'est ainsi que les choses se passent dans la vie en général, rien ne se perd, ni ne se crée, tout se transforme, c'est scientifiquement prouvé.

L'horrible opportuniste, traitre, gauchiste, extrémiste, décomposé, déséquilibré, mégalomane, réactionnaire et j'en passe dénommé Jean-Claude Tardieu, à l'honneur et le plaisir d'informer ses lecteurs toujours bien intentionnés à son égard ou qui refusent de lui témoigner le moindre soutien même du bout des lèvres de crainte de passer pour des terroristes ou je ne sais quoi, que depuis deux jours j'entretiens une correspondance avec quelqu'un qui ne partage pas toutes mes idées ou positions, un vieux militants qui a passé 40 ans au PCF, dont 20 années à son Comité central, donc apparemment quelqu'un de sérieux et que je respecte. Je ne l'ai pas pris en traitre puisqu'il a pu consulter mon portail, mieux, il a même informé son entourage de notre échange, et ô miracle personne ne l'a lapidé ou à l'heure où je rédige ces lignes, il est encore en vie.

Comme quoi, même dans l'adversité ou face aux pires difficultés, il ne faut jamais se renier ou trahir ses engagements, on doit rester fidèle à son idéal sans se soucier du reste.

Le socialisme vaincra ou se réalisera ou la civilisation humaine disparaîtra, à chacun de choisir librement l'alternative qui lui convient. Sur ce, bonne continuation à tous, dans la bonne humeur, fraternellement.

- Comment expliquer qu'il y ait des juifs qui voudraient bien vivre en Palestine, mais pas en Israël ? Sinon parce qu'ils y vivraient en paix contrairement en Israël.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de Gaza, contrôlé par le Hamas, a affirmé que 7.703 personnes avaient été tuées dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre avec Israël, dont plus de 3.500 enfants, et 19 000 blessés. AFP et Haaretz 29 octobre 2023

- Gaza est méconnaissable. L'armée israélienne pilonne sans cesse la ville. Le nombre d'engins explosifs largués par avion ou drone n'a pas été communiqué par Israël. Mais les images satellites montrent des paysages partiellement rasés, y compris dans ce qui semble être des zones résidentielles, comme dans le quartier d'Al Karameh. BFMTV 27 octobre 2023

- Environ «*150 cibles souterraines*» ont été touchées dans le nord de la bande de Gaza, a revendiqué Tsahal.

Dans le camp de réfugiés de Chati, dans la périphérie de Gaza-ville, les bombardements ont provoqué d'importants dégâts. «*Ce qui s'est passé à Chati est pire qu'un tremblement de terre*», a déclaré à l'AFP, Alaa Mahdi, un habitant de 54 ans. «*Ça bombardait de partout, la marine, l'artillerie et les avions*.»

«*Dans les rues, les gens sont devenus des corps sans vie qui marchent*», décrit à l'AFP, Jihad Mahdi, un habitant de la ville de Gaza. «*Nous préférons mourir à l'intérieur de nos maisons plutôt que de partir vers le sud*», assure pour sa part Hasan Hammoud.

Certaines opérations chirurgicales sont réalisées sans endormir complètement les patients en raison de la pénurie de produits anesthésiques, a alerté Médecins Sans Frontières (MSF). Léo Cans, chef de mission de MSF à Jérusalem en charge des territoires palestiniens a raconté l'opération cette semaine d'«*un enfant de 10 ans, qu'on a dû amputer de la moitié de son pied gauche sous demi-sédation, sur le sol de l'hôpital dans le couloir parce que tous les blocs opératoires étaient pleins*». AFP/RT 28 octobre 2023

- L'armée israélienne a prévenu qu'elle considérait désormais Gaza-ville et sa région comme un champ de bataille et a ordonné aux habitants de partir immédiatement vers le sud de la zone.

Selon le porte-parole de la Défense civile à Gaza, Mahmoud Bassal, « *des centaines d'immeubles et de maisons ont été entièrement détruits* » dans les raids nocturnes. Les communications et internet sont coupés depuis vendredi dans le territoire palestinien.

- "*C'est notre seconde guerre d'indépendance*", a également annoncé le premier ministre israélien, en prévenant que le conflit entrait dans une nouvelle phase : "*la bataille dans la bande de Gaza sera longue et difficile*".

La guerre sera « *longue et difficile* », a prévenu le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou. Vaincre le Hamas est un « *défi existentiel* » non seulement pour Israël, mais pour « *toute la civilisation occidentale* », a-t-il assuré. Vendredi soir, l'armée israélienne a intensifié ses bombardements et est entrée dans le territoire palestinien où elle opérait encore au sol samedi soir. Désormais, « *la seconde étape de la guerre* » est engagée, selon M. Netanyahou. AFP/Le Point 29 octobre 2023

L'Assemblée générale des Nations Unies adopte un projet de résolution arabe appelant à une trêve humanitaire immédiate à Gaza - french.almanar.com.lb 28 octobre 2023

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un projet de résolution arabe appelant à une trêve humanitaire immédiate pour mettre fin aux hostilités dans la bande de Gaza.

Le projet de résolution humanitaire arabe sur Gaza a reçu une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations Unies soit 120 voix pour, 14 contre et 45 abstentions.

Dans le même temps, le ministère palestinien des Affaires étrangères a appelé « *le monde à intervenir immédiatement pour mettre un terme à l'évolution rapide et dangereuse de la guerre d'occupation de Gaza* ». french.almanar.com.lb 28 octobre 2023

Le Hamas exige la libération de tous les prisonniers palestiniens en échange des otages retenus à Gaza - BFMTV 28 octobre 2023

"*Le prix à payer pour le grand nombre d'otages de l'ennemi qui sont entre nos mains est de vider les prisons de tous les détenus*" palestiniens, a déclaré le porte-parole militaire du Hamas, Abou Obeida, dans un enregistrement vidéo diffusé par la chaîne de télévision du Hamas, Al-Aqsa.

"*Si l'ennemi souhaite clore ce dossier de détenus d'un seul coup, nous sommes prêts à le faire. S'il veut un processus par étapes, nous sommes prêts aussi*", a-t-il ajouté. BFMTV 28 octobre 2023

Israël: la moitié de la population opposée à une opération militaire "*immédiate*" à Gaza - BFMTV 27 octobre 2023

Près de la moitié des Israéliens seraient opposés à une opération terrestre militaire "*immédiate*" dans la bande de Gaza, suggère une enquête publiée vendredi par le quotidien Maariv.

À la question "*Est ce que l'armée doit mener une opération terrestre dans Gaza immédiatement ou faut-il mieux attendre ?"*, 49% des personnes interrogées ont répondu qu'il fallait attendre contre 29% de personnes qui estiment qu'il faut lancer cette opération immédiatement. BFMTV 27 octobre 2023

Manifestations à Londres, Paris ou New York en soutien aux Palestiniens - AFP 29 octobre 2023

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi en soutien aux Palestiniens à Londres, comme des milliers à Paris et à New York, tandis que la bande de Gaza a été à nouveau bombardée au 22e jour de la guerre déclenchée par l'attaque du Hamas, la plus meurtrière de l'histoire d'Israël.

Rassemblements pacifiques en Suisse aussi.

A Zurich, les manifestants ont été quelque 7.000, selon les organisateurs, "*plusieurs milliers*", d'après la police.

Ils ont été 2.000 à Lausanne, 1.800 à Genève, plus de mille à Berne.

Outre-Atlantique, des milliers de manifestants pro-palestiniens ont déferlé samedi sur Brooklyn, le plus grand arrondissement de New York.

La foule, partie du musée de Brooklyn, a rallié le célébrissime pont de Brooklyn qui lie cet arrondissement à l'île de Manhattan et que la police a dû fermer à la circulation en raison de l'affluence. AFP 29 octobre 2023

À Istanbul, devant 1,5 million de personnes, Recep Tayyip Erdogan a accusé Israël de se "*conduire comme un criminel de guerre*". (courrierinternational.com 29 octobre 2023)

« *Libérez Gaza, libérez la Palestine* » : à Paris, les manifestants font fi de l'interdiction - LePoint.fr 29 octobre 2023

Ni la pluie, ni l'interdiction de l'événement par la Préfecture de police de Paris, n'ont dissuadé les manifestants. Plusieurs milliers de personnes (entre 3 000 et 4 000 selon la police) étaient présentes place du Châtelet, samedi 28 octobre. Ce rassemblement visait à demander « *un cessez-le-feu immédiat* » de la part d'Israël, ainsi que la fin du blocus imposé par l'État hébreu et l'Égypte depuis 2007 contre la bande de Gaza, selon les mots du collectif Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI).

À l'initiative de l'événement, le CNPJDPI rassemble notamment l'UNEF, l'Union juive française pour la Paix, le NPA, ATTAC ou l'Association France Palestine Solidarité (AFPS). En parallèle de celui-ci, d'autres organisations ont appelé à cette manifestation, comme Europalestine ou Révolution permanente.

Place du Châtelet, en plein centre-ville, la foule a été empêchée de se mettre en mouvement par un très important dispositif policier. Rapidement, les forces de l'ordre ont encadré les manifestants, prenant soin de ménager des sas de sortie, mais empêchant d'entrer ceux qui le souhaitaient.

A Marseille, dans le sud-est de la France, une manifestation, autorisée celle-là, a regroupé 1.800 personnes selon la préfecture de police, 4.000 d'après ses organisateurs. LePoint.fr 29 octobre 2023

Réflexion sur la politique de la Commission européenne : c'est du totalitarisme

La mise en place de règlements relatifs à la liberté d'expression par la Commission européenne est la première étape vers l'établissement d'un régime totalitaire. Pour l'instant ces restrictions de la liberté d'expression concernent les «*climato-sceptiques*», les «*anti-vaxx*» et les «*pro-palestiniens*» mais elle va s'étendre à toutes les expressions d'opinions qui ne sont pas conformes aux diktats de la Commission européenne. Pour l'instant également seuls les sites de la toile appelés réseaux sociaux semblent concernés par l'idéologie totalitaire du Commissaire Thierry Breton mais à n'en pas douter cette politique va s'étendre à tous les aspects de la vie quotidienne des citoyens européens

https://jacqueshenry.wordpress.com/2023/10/26/reflexion-sur-la-politique-de-la-commission-europeenne-cest-du-totalitarisme/

Le totalitarisme ne peut souffrir la moindre entorse à son règlement.

Guerre Israël-Hamas : le traitement du conflit par l'AFP fait polémique - leJDD 28 octobre 2023

J-C - En cause, des images tournées par les Palestiniens, alors que, je cite : - "*un membre de l'AFP était bien présent lundi à Tel-Aviv, pour la projection organisée par Tsahal*", autrement dit, il est reproché à des journalistes par la direction de l'AFP, donc l'Elysée, donc les autorités sionistes, d'avoir diffusé des images qui ne provenaient pas de Tsahal, comprenez, l'AFP est le porte-parole des sionistes un point c'est tout, c'est clair, non.

Il y a pire encore, car les ennemis fanatisés de la vérité ou d'un traitement objectif ou impartial de information alignés sur l'extrême droite sioniste montent la garde ! L'autre crime impardonnable de l'AFP, c'est d'avoir caractérisé le Hamas de « *mouvement palestinien* » et non d'organisation « *terroriste* ».

Le poids des mots. L'Agence France presse (AFP) est critiquée par plusieurs responsables politiques, de droite ou du camp présidentiel, pour certains de ses choix éditoriaux, de vocabulaire notamment, dans le traitement du conflit au Proche-Orient entre Israël et le Hamas.

Des reproches qui affleurent après l'intensification, vendredi 27 octobre, des bombardements de l'armée de l'État hébreu sur la bande de Gaza en représailles aux attaques menées par le Hamas le 7 octobre.

Un nouvel événement que l'AFP a relayé en ces termes, sur le réseau social X : « *Des combats au sol font rage dans la bande de Gaza, cible de frappes israéliennes sans précédent trois semaines après le début de la guerre entre Israël et le mouvement palestinien Hamas, et coupée du monde en raison de l'arrêt des télécommunications et d'internet* ». Une phrase (parmi 7 messages) qui entraîne plusieurs reproches… et pousse le média à s'expliquer.

Pour le sénateur Les Républicains Stéphane Le Rudulier, l'agence de presse aurait dû qualifier le Hamas d'organisation « *terroriste* », et non simplement de « *mouvement palestinien* » « *Osez décrire le réel. Votre banalisation du terrorisme est ignoble et dangereuse* », fustige l'élu des Bouches-du-Rhône sur la même plateforme. (Pour lui "*le réel*", c'est le récit de Netanyahou ou de Biden. - J-C)

Une critique sans nuance que l'on retrouve également au Rassemblement national, où le député Julien Odoul se demande si « *cet organe de presse grassement financé par nos impôts aurait qualifié les Waffen-SS de mouvement allemand en 1945 ?* » « *Honte à l'officine gauchiste qui épargne délibérément les terroristes islamistes du Hamas* », ajoute-t-il dans sa diatribe sur les réseaux sociaux. (Les fachos fidèles à eux-mêmes. Quand on pense à tous les démagogues (dont T. Meyssan) qui ont expliqué que le RN n'était pas d'extrême droite

contrairement au FN, finalement ils en auront été les complices, consciemment, c'est donc inexcusable et criminel. - J-C)

Plus offensif encore, le député Horizons Jérémie Patrier-Leitus a même été jusqu'à s'interroger sur le « *retrait des subventions publiques* » allouées à l'agence, avant de retirer son message sur les réseaux sociaux pour l'adoucir quelque peu.

Parmi les réactions indignées, celle de la députée Renaissance Anne-Laurence Petel, qui demande à l'AFP, sur les réseaux sociaux, si elle n'est pas plutôt « *l'Agence Mélenchon Presse* ». Et l'élue des Bouches-du-Rhône de poursuivre pêle-mêle, toujours à l'attention de l'AFP : « *Pourquoi prendre des barbares pour des résistants ? Et des massacres de juifs pour une guerre conventionnelle ? Pourquoi* "oublier" *les bébés décapités et les otages à Gaza ?* » (Confondant réalité et propagande de guerre, aucun bébé n'ayant été décapité par un Palestinien et aucun massacre délibéré n'a eu lieu, c'est le quotidien israélien Haaretz qui a dû l'avouer à demi-mots. - J-C) Le HuffPost 28 octobre 2023

L'extrême droite fidèle à elle-même, disions-nous.

« *Défendre la civilisation sur tous les fronts* » : Éric Zemmour se rend en Israël et Marion Maréchal en Arménie - leJDD 28 octobre 2023

« *Le combat d'Israël contre le djihad est celui de notre* civilisation », justifie la direction du parti politique Reconquête.

Zemmour s'attend à être bien accueilli, les Français d'Israël lui ayant accordé plus de 50 % des voix lors de l'élection présidentielle de 2022. ***leJDD 28 octobre 2023***

On ne peut pas à la fois légitimer l'existence d'Israël et prétendre soutenir le peuple Palestinien.

Guerre Israël-Hamas : la gauche française appelle au cessez-le-feu - AFP/Le Point 28 octobre 2023

Au lendemain de l'intensification des frappes israéliennes sur Gaza, les responsables des partis de gauche ont également protesté contre l'interdiction des manifestions propalestiniennes.

Plusieurs responsables du Parti socialiste, des Écologistes et de La France insoumise ont à nouveau appelé à un cessez-le-feu ce samedi 28 octobre, au lendemain de l'intensification des frappes menées par l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Par ailleurs, les responsables de la gauche ont protesté contre l'interdiction de la manifestation en soutien aux Palestiniens à Paris.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure (sur X) - Le Hamas est en train de tenir tous ses objectifs. Imposer la terreur. Obtenir une riposte disproportionnée véritable punition

collective, faire tomber les accords d'Abraham, diviser l'opinion publique internationale. Et ses leaders dorment au chaud au Qatar et en Iran. AFP/Le Point 28 octobre 2023

J-C - Ils ont tous tenu un double langage, y compris au sein de LFI (Ruffin, Autain, Corbière notamment). Qui plus est, à qui s'adressent-ils, au tyran Macron, à l'UE qui est l'instrument politique de l'OTAN ou des Etats-Unis, à l'ONU qui est à l'origine de la partition-destruction-occupation de la Palestine depuis 1947, en fait ils les légitiment au lieu de les combattre, de rompre leur relation avec eux.

Autres sujets, pas vraiment pour se détendre, désolé.

Lu.

- « *J'y ai pensé quand ma fille, dyslexique, m'a dit à quel point ça complexifiait l'apprentissage de la langue pour sa fille, qui l'est aussi*. »

J-C - De quoi s'agit-il ? De l'épouvantable écriture inclusive que les éléments les plus archaïques et décomposés de la société ont adoptée en se faisant passer pour des progressistes. Quel est leur objectif idéologique ?

En réalité il s'agit de rendre la langue française impraticable ou inaccessible au profit de l'anglais courant, qui se limite à quelques centaines de mots, un langage au rabais tout juste bons pour les masses incultes qui seront à termes destinées à être quasi illettrés, il paraîtrait que bien des jeunes bacheliers ne savent déjà quasiment ni lire ni écrire...

Il est bien connu que les esprits sous-développés maîtrisent un nombre de mots relativement réduit, ce qui ne leur permet pas s'exprimer sur une multitude de sujets de société. Notez que c'est bien pratique pour ceux qui gouvernent, puisqu'ils se moquent de savoir ce qu'ils désirent ou pensent, ils doivent juste obéir et se soumettre à leurs maîtres…

Qui sont-ils ? Ce sont les mêmes qui prônent le retour aux langues régionales employées jadis sous l'Ancien Régime, la théorie du genre, le wokisme et la cancel culture, les adeptes de la déconstruction de la langue et du savoir, de la muselière et « *vaccination* », du Green New Deal, etc. ce qui n'est pas un hasard ou une simple coïncidence, mais correspond à l'idéologie de la réaction néoconservatrice.

A bas le Green New Deal de Davos !

Parole d'internaute.

- Pour fabriquer chaque batterie, il faut traiter 12 tonnes de saumure pour le lithium, 15 tonnes de minerai pour le cobalt, 3 tonnes de minerai pour le nickel, 12 tonnes de minerai pour le cuivre Et déplacer 250 tonnes de la croûte terrestre.

Tout ça pour juste UNE batterie, qui comporte environ 12 kg de lithium, 30 kg de nickel, 22 kg de manganèse, 15 kg de cobalt, 100 kg de cuivre, 200 kg d'aluminium, d'acier et de plastique.

Et les gens croient encore à "zéro émission" lorsqu'ils conduisent leur voiture électrique…

Et on n'a pas abordé le « *recyclage* ».

J-C - Une batterie de 75 kWh pèse au minimum 300 kg, entre 430 et 600 kg pour une Tesla Model S.

La durée de vie d'une batterie est de l'ordre de 8 à 10 ans. En moyenne, les batteries électriques coûtent entre 9 000 et 13 000 euros. Le coût moyen d'une batterie de voiture électrique se situe entre 30 % et 57 % de la valeur totale du véhicule.

Confirmation. Les BRICS+11 : De bons élèves ou disciples du Green New Deal du Forum économique mondial.

La banque des BRICS veut se lancer dans un prêt spécial - fr.sputniknews.africa 27 octobre 2023

La Nouvelle Banque de développement cherche à mettre sur pied son premier crédit syndiqué, pour financer des infrastructures et des projets d'énergie renouvelables chez certains de ces membres, selon Bloomberg.

La Nouvelle Banque de développement continue d'innover. L'organe financier des BRICS souhaite obtenir son premier crédit syndiqué, rapporte ainsi Bloomberg. L'institution cherche en effet des prêteurs en Asie et au Moyen Orient, pour lever 1,25 milliard de dollars.

Ces fonds seront ensuite redistribués pour financer des projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables au Brésil, en Chine, en Inde et en Afrique du Sud, ainsi qu'en Égypte et au Bangladesh, ont déclaré des sources proches du dossier à Bloomberg.

La Nouvelle Banque de développement avait déjà innové en émettant ses premières obligations vertes en avril dernier. Les produits de l'émission devant être affectés au financement de divers projets écologiques. fr.sputniknews.africa 27 octobre 2023

Ukraine.

L'Otan refuse l'adhésion de l'Ukraine - Réseau Voltaire 28 octobre 2023

Jessica Cox, responsable de la politique nucléaire de l'Alliance atlantique, a révélé, lors d'une réunion au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), que l'Otan avait refusé l'adhésion de l'Ukraine.

Le président ukrainien, Volodymir Zelensky, a parlé d'une « *humiliation* », le Royaume-Uni lui ayant assuré que cette adhésion ne serait qu'une formalité.

La Russie, qui avait annoncé qu'elle interpréterait l'adhésion de l'Ukraine comme une déclaration de guerre, n'a pas fait de commentaire. Réseau Voltaire 28 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 30 octobre 2023.

Bienvenue au club !

En Inde, c'est le fatalisme qui domine, sans espoir, sans idéal, sans avenir. Personne ne se pose de questions, à quoi cela servirait-il, puisqu'il n'y a rien à comprendre ou tout le monde s'en fout !

A quoi bon épiloguer…

Les masques tombent. Deux blogs ultra réactionnaires faussement progressistes : The Epoch Times et Nouveau Monde.

J-C – L'apologie de l'Ancien Régime et la condamnation de sa liquidation.

La violence lors de la Révolution française : l'aboutissement d'une logique infernale

https://reseauinternational.net/la-violence-lors-de-la-revolution-francaise-laboutissement-dune-logique-infernale/

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Plus de 8.005 Palestiniens, dont 3.342 enfants" (Haaretz), ont été tuées dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre, a déclaré dans la nuit de samedi à dimanche le ministère de la Santé du Hamas. 21 693 Palestiniens ont été blessés. En Cisjordanie occupée, trois Palestiniens ont été tués dimanche matin par des tirs de l'armée israélienne, selon l'Autorité palestinienne, portant à plus de 114 le nombre de Palestiniens tués depuis le 7 octobre dans ce territoire.

- Des dizaines de milliers de personnes manifestent à Madrid pour un cessez-le-feu à Gaza

- À Athènes, quelque 5.000 personnes ont manifesté dans le calme dimanche. Les manifestants, qui ont marché jusqu'à l'ambassade d'Israël dans la banlieue d'Athènes, ont qualifié Israël d'"*Etat meurtrier*". Ils ont aussi dénoncé "*l'abstention du gouvernement grec lors d'un vote à l'ONU sur une résolution de la Jordanie demandant un cessez-le-feu humanitaire à Gaza*". (Avec l'AFP et Reuters)

- Japon : Des milliers de personnes manifestent en soutien à la Palestine dans la capitale, Tokyo

Netanyahu, Gantz et Lapid s'accusent mutuellement de ne pas avoir prévu le « *Déluge d'Al-Aqsa* » (Al-Akhbar) - ismfrance.org 29 octobre 2023

Les répercussions de l'opération Déluge d'Al-Aqsa ont commencé à submerger la scène en Israël, avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, d'un côté, et le ministre du Cabinet d'urgence Benny Gantz et le chef de l'opposition Yair Lapid, de l'autre, se rejetant les responsabilités de l'incapacité à anticiper l'offensive majeure qui a infligé de lourdes pertes à Israël.

Netanyahu a déclaré dans un communiqué sur les réseaux sociaux que « *toutes les agences de renseignement ont évalué que les guerres précédentes avaient dissuadé le Hamas, qui se dirigeait vers un règlement* », soulignant que « *cette évaluation des renseignements m'a été présentée, ainsi qu'au conseil de sécurité, encore et encore, avant même le déclenchement de la guerre.* »

Le journal hébreu Haaretz a rapporté que Netanyahu imputait l'incapacité à anticiper l'attaque notamment à la division du renseignement militaire israélien Aman, à son chef Aharon Haleva et au chef du service de sécurité du Shin Bet, Ronen Bar.

Les propos de Netanyahu ont suscité une double attaque de la part de Gantz et de Lapid. Le premier lui a demandé de retirer sa déclaration contre les chefs du Shin Bet et d'Aman et a déclaré : « *Lorsque nous sommes en état de guerre, les dirigeants doivent faire preuve de responsabilité* », tandis que le second a estimé que Netanyahu « a franchi une ligne rouge et devrait s'excuser pour ses propos », notant que « *les tentatives de Netanyahu d'échapper à ses responsabilités et de blâmer l'establishment de la sécurité affaiblissaient l'armée israélienne*».

Après avoir fait l'objet de nombreuses critiques, Netanyahu a supprimé son message (sur Twitter, ndt) accusant *« toutes les agences de renseignement israéliennes* » de ne pas avoir anticipé l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* ».

Plus tard, Netanyahu a écrit dans un nouveau message : *« J'ai fait une erreur. Ce que j'ai dit après la conférence de presse n'aurait pas dû être dit, je m'en excuse et j'apporte mon plein soutien à tous les dirigeants des forces de sécurité.* » Al-Akhbar 29 octobre 2023

Guerre Israël-Palestine : le déni par l'Occident de l'histoire et de l'humanité palestinienne permet le génocide - ismfrance.org 27 octobre 2023

Article original en anglais sur Middle East Eye par Ussama Makdisi

Le Dr Ussama Makdisi est professeur d'histoire et titulaire de la chaire chancelière à l'Université de Californie à Berkeley.

https://ismfrance.org/index.php/2023/10/27/guerre-israel-palestine-le-deni-par-loccident-de-lhistoire-et-de-lhumanite-palestiniennes-permet-le-genocide/

Astérix et la propagande sioniste

J-C – Dès notre plus tendre enfance nous fûmes bercés par la propagande coloniale, impérialiste, xénophobe, raciste, disons l'air de rien…

Ceci explique cela ou plus tard, bien des comportements bienveillants envers les agresseurs ou les oppresseurs jusqu'à justifier leurs abominables crimes de masse.

En réalité, les esprits y ont été préparés ou ont été ainsi conditionnés durant toute une vie… sur fond de divertissement pour ajouter une touche supplémentaire de sadisme. Effroyable !

Par Rosa Llorens - legrandsoir.info 29 octobre 2023

Dans L'Odyssée d'Astérix, Uderzo prend parti pour Israël, d'une façon outrée et avec une mauvaise foi que l'actualité rend encore plus insupportable. L'album, paru en 1981, était un hommage à Goscinny, mort en 1977, et est dédié « *à René* ", qui apparaît sous le nom de Saül Péhyé, commis du marchand Samson : Uderzo met ainsi en avant la judéité de Goscinny, d'origine juive polono-ukrainienne. Les irréductibles Gaulois s'y embarquent pour le Moyen-Orient, dans le but d'acheter de l'huile de roche (du pétrole), nécessaire à la confection de la potion magique. Mais leur séjour sera surtout l'occasion d'une présentation dithyrambique des Juifs et d'une néantisation des Arabes, et en particulier des Palestiniens, d'un point de vue politique, économique et religieux. D'emblée, le « *Royaume de Judée* » est présenté comme « *une terre plus hospitalière* » que la Phénicie (le Liban), et même comme « *la terre promise* » : au-delà du jeu de mots (leur guide leur avait promis de les y conduire), on peut y voir, d'accord avec le contexte, une légitimation de la prétention sioniste à tenir la Palestine des mains de Yahvé.

https://www.legrandsoir.info/asterix-et-la-propagande-sioniste.html

Pourquoi les puissances occidentales ont-elles refusé de condamner la propagande en faveur du nazisme ? Réponse.

La Moldavie rend hommage aux alliés d'Hitler - 29 octobre 2023

Quand on connait la Moldavie avec une bonne partie des Moldaves totalement amoureux de l'Union soviétique et de la Russie on imagine à quel point ce type de célébration a dû diviser un peu plus la population de ce petit pays mais aussi à quel point l'intégration à l'UE passe par la nazification.

Le 25 octobre 2023, une cérémonie inhabituelle a eu lieu dans le village moldave de Sociteni (district de Ialoveni). On y a inauguré l'allée des héros roumains – des soldats de l'armée roumaine qui, en 1941, ont participé à l'invasion du territoire de l'URSS. Le chef du mouvement de recherche moldave et du comité national d'organisation "*Victoire*", Alexei Petrovich, a rapporté cette information sur sa page dans les réseaux sociaux.

"*Une autre action visant à rendre hommage aux alliés d'Hitler – les soldats de l'armée roumaine fasciste – a eu lieu aujourd'hui dans le village de Sociteni, dans le district de Ialoveni*", a écrit M. Petrovich. – Ils y ont inauguré l'allée des "*héros roumains*" morts lors des combats contre les troupes de l'Armée rouge le 16 juillet 1941. Outre les officiels roumains, le secrétaire d'État du ministère moldave de la défense, Valeriu Mizha, est venu rendre hommage aux soldats de l'armée de Ion Antonescu, qui, sans vergogne, s'est fait l'écho de ses frères aînés de l'autre côté du Prut en affirmant que les soldats morts au nom des idées démentielles du chef d'orchestre fasciste étaient des héros. Ces trois dernières années, aucun représentant du ministère de la défense de la République de Moldavie n'a honoré de sa participation les événements commémorant la mémoire des soldats soviétiques.

En revanche, lors de l'inauguration du mémorial de Sociteni, des représentants du ministère moldave de la défense étaient bien présents. Le ministère a même publié un communiqué de presse sur l'événement, dans lequel il a toutefois pudiquement passé sous silence le fait que la cérémonie s'est déroulée en présence d'une compagnie de gardes d'honneur, qui a rendu les plus grands honneurs militaires aux occupants roumains. (...)

Ainsi, la glorification publique, au niveau gouvernemental, des "*héros*" de l'armée roumaine, morts dans les batailles avec l'Armée rouge, n'est pas un épisode aléatoire. Elle fait partie d'une campagne paneuropéenne délibérée et de longue haleine visant à réhabiliter le nazisme et le fascisme, à promouvoir l'absence de remords et la réécriture de l'histoire.

https://histoireetsociete.com/2023/10/29/la-moldavie-rend-hommage-aux-allies-dhitler/

France occupée.

En famille. La dénazification de ce pays n'a jamais eu lieu.

Immigration : Éric Ciotti veut lancer une « *pétition nationale* » - AFP/LePoint.fr 30 octobre 2023

Loi immigration: le Rassemblement national pourrait voter le texte de Darmanin... sans l'article 3 - BFMTV 29 octobre 2023

Tous les partis institutionnels sont corrompus. A bas la Ve République.

J-C – Pourquoi la pseudo gauche et extrême gauche n'entend pas rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, pourquoi ils ne peuvent pas adopter le socialisme ? La réponse est ici.

Aides publiques : combien touchent les formations politiques en 2023 ? - francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Les partis ou groupement politiques se partagent en 2023 près de 66,5 millions d'euros d'aides publiques.

Les subventions de l'État versées aux formations politiques dépendent majoritairement du dernier renouvellement de l'Assemblée nationale. Et pour l'année 2023, les résultats des élections de juin 2022 ont été intégrés pour la première fois. Car l'année dernière, en 2022, c'était encore ceux des législatives de 2017 qui étaient pris en compte.

Un parlementaire rapporte 37 000 euros, une voix 1,61 euro

Au final, près de 66,5 millions d'euros ont été répartis à une quarantaine de partis de métropole et d'outre-mer pour l'année 2023. Ce montant des aides est régi par la loi et se divise en deux volets. Une partie est liée au nombre de parlementaires élus (députés et sénateurs). En 2023, un parlementaire rapporte précisément 37 119,28 euros. Selon la loi, les parlementaires doivent se déclarer inscrits ou rattacher à une formation politique au bureau de leur assemblée au cours du mois de novembre, en l'occurrence en novembre 2022. Les récentes élections sénatoriales de septembre 2023 n'ont donc pas été intégrées.

L'autre fraction est liée au nombre de voix obtenues lors des législatives. Pour y accéder, il faut que le parti politique obtienne 1% dans au moins 50 circonscriptions. Si ce seuil est dépassé, chaque bulletin va rapporter de l'argent aux partis. Et le "*prix*" d'une voix en 2023 est de 1,61 euro. Les formations politiques qui ont présenté exclusivement un ou des candidats dans des territoires d'outre-mer doivent avoir obtenu 1% des suffrages exprimés, dans l'ensemble des circonscriptions dans lesquelles ils se sont présentés, pour avoir accès à l'aide publique.

S'ils n'ont pas obtenu la majorité absolue lors des législatives de 2022, le groupe Ensemble pour la majorité présidentielle - avec notamment Renaissance (ex-LREM), MoDem et Horizons - est à la première place du classement grâce à ses résultats électoraux et récolte un peu plus de 19,5 millions. Les 5,8 millions de voix obtenues ont permis d'obtenir 8,8 millions d'euros et les 288 parlementaires comptabilisés (248 députés et 40 sénateurs) apportent 10,7 millions d'euros.

Même s'il n'a pas réussi à faire élire un député en 2022, le parti Reconquête !, qui n'était pas présent en 2017, touche près de 1,6 million d'euros. Une somme qui s'explique principalement en raison des 950 000 voix prises en compte, mais aussi de deux sénateurs qui ont rejoint les rangs du parti d'Éric Zemmour. Le Rassemblement national est quant à lui en deuxième position avec plus de dix millions d'euros. Le parti d'extrême droite double sa dotation par rapport à 2022 grâce notamment aux 6,8 millions de voix et à un nombre bien plus important d'élus, avec 90 parlementaires, alors qu'ils n'étaient que huit en 2022. La France insoumise voit pour les mêmes raisons sa dotation largement augmenter, passant de 4,4 millions à 7,9 millions d'euros.

À l'inverse, les moins bons résultats aux législatives de 2022 des Républicains entraînent une baisse de leur dotation de 13,1 millions à 9,7 millions. Le parti limite la casse, comme d'autres, grâce à ses parlementaires élus - en tout ils sont 201 - et notamment ses sénateurs, au nombre de 139. francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Le décret du 11 juillet 2023 et la répartition des subventions de l'État versées aux formations politiques.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047811771

Espagne.

J-C – Combien de fois avons-nous souligné que tout au long du XXe siècle la social-démocratie n'avait pas cessé de servir de marchepied à l'extrême droite, au fascisme, à la guerre… Chut !

Espagne : l'extrême droite rassemble une centaine de milliers de manifestants contre un projet d'amnistie des indépendantistes catalans - AFP/francetvinfo.fr 29 octobre 2023

Les protestataires refusent le projet d'amnistie négocié en ce moment par la gauche avec les partis indépendantistes de Catalogne, pour obtenir un appui à l'investiture du socialiste Pedro Sanchez à la tête du gouvernement.

De nombreux manifestants, brandissant pour beaucoup des drapeaux espagnols, ont défilé dimanche 29 octobre à Madrid à l'appel du parti d'extrême droite Vox contre un projet d'amnistie des indépendantistes catalans. Une centaine de milliers de personnes ont participé à ce rassemblement, selon les autorités, plus de 100 000, a affirmé Vox sans autres précisions.

L'éventuelle amnistie est négociée par la gauche avec les partis indépendantistes de Catalogne, une région du nord-est de l'Espagne, pour obtenir leur indispensable appui à l'investiture du socialiste Pedro Sanchez aux fonctions de chef du gouvernement espagnol. Elle a surgi après les élections législatives du 23 juillet, à l'issue desquelles les socialistes sont arrivés en deuxième position derrière les conservateurs du Parti populaire.

La droite, sans majorité absolue, n'a pas réussi à constituer une coalition, ouvrant la voie à la formation d'un nouveau gouvernement de gauche. Mais Pedro Sanchez a besoin pour être reconduit au pouvoir du soutien au Parlement des partis indépendantistes catalans ERC (Gauche républicaine de Catalogne) et JxCat (Junts per Catalunya). Cette dernière est à l'origine d'une tentative de sécession avortée de la Catalogne en 2017. Son principal instigateur, Carles Puigdemont, a fui en Belgique pour échapper à la justice espagnole.

La demande d'une amnistie, qui pourrait bénéficier à plus de 4 000 personnes impliquées dans les événements de 2017 (la pire crise politique en des décennies en Espagne), est dénoncée par la droite et l'extrême droite, mais est aussi critiquée au sein même des socialistes. AFP/francetvinfo.fr 29 octobre 2023

Dans quelle monde vivons-nous ? C'est la France des sans-familles ou des 100 familles.

Langon : à 67 ans et sans solution d'hébergement, Armand vit dans sa voiture - actu.fr 29 octobre 2023

Expulsé en septembre 2023 de la maison de sa compagne, décédée à Mazères (Gironde), Armand Giraudel, 67 ans, vit désormais dans sa Aygo. Il ne trouve aucune solution d'hébergement.

« *Avec 5€, je mange matin, midi et soir… Enfin, si on peut appeler ça manger, je grignote du pâté, du chorizo et une baguette* », admet Armand Giraudel.

À 67 ans, il se retrouve à vivre dans sa voiture à Langon (Gironde), faute de solution d'hébergement.

Seul, sans famille et avec le RSA comme revenu, il lui est impossible de trouver une location.

Il ne sait pas comment il va réussir à passer l'hiver.

L'expulsion, point de départ des problèmes.

Armand Giraudel vivait depuis 11 ans avec sa compagne dans la maison de cette dernière à Mazères (Gironde).

Malheureusement, sa compagne est décédée début 2022. Le couple n'a pas eu le temps et n'a pas pensé à se pacser pour qu'Armand puisse récupérer la maison à son décès.

« *On a fait une erreur, c'est comme ça, je l'accepte* », exprime le sexagénaire. Une simple lettre a été laissée par sa compagne chez le notaire, pour qu'il puisse jouir de la maison jusqu'à sa vente.

Les enfants de la défunte souhaitent récupérer la maison. Alors Armand Giraudel a reçu l'huissier et les gendarmes le 5 septembre 2023 pour être expulsé.

Armand Giraudel, explique qu'il a vaguement cherché une solution de secours pendant un an, mais qu'avec ses revenus, il ne trouvait rien.

Surtout, il ne pensait pas que la maison devrait être vendue si rapidement, puisqu'il avait une lettre l'autorisant à rester.

Du jour au lendemain, Armand Giraudel se retrouve avec deux couvertures, quelques habits de rechange et sa voiture en guise de toit.

« *Ce qui me fait mal, c'est que ma compagne n'aurait pas voulu que ça se passe comme ça.* »

Si jusque-là, Armand Giraudel faisait bonne figure, il ne cache pas que vivre dans la rue, ça ne lui ressemble pas.

« Je vais à l'association des Lilas à Langon pour me laver régulièrement et avoir une bonne apparence. Je tiens à être propre, à me raser et ne pas avoir l'air négligé. »

Et dormir dans sa voiture n'est pas toujours synonyme de sécurité. Alors, le sexagénaire sillonne Langon à la recherche d'un coin calme pour la nuit.

L'homme est suivi par une assistante sociale à la maison des solidarités du Département, qui l'accompagne dans les démarches administratives.

Du côté du CCAS (centre communal d'action sociale) de Langon, l'adjointe en charge des solidarités, Jacqueline Dupiol, déplore cette situation.

Jacqueline Dupiol - On a rencontré ce monsieur, mais on n'a pas de solution d'hébergement à lui proposer. Je suis désolée pour lui, mais on est terriblement démunis.

L'élue explique que la ville ne dispose que de deux chambres d'urgence, et elles sont malheureusement déjà occupées. « *Il y a plusieurs personnes qui vivent dans leur voiture également. »*

Le CCAS de Langon enregistre une augmentation de sa fréquentation. « *Avant, on avait des personnes qui avaient besoin d'une solution pour deux ou trois nuits, maintenant c'est pour du long terme. »*

Il y a d'ailleurs de plus en plus de jeunes et de personnes très âgées. *« Je comprends que les gens viennent sur Langon pour être au plus près des services, mais il n'y a pas assez de logements, c'est terrible* », poursuit Jacqueline Dupiol.

Appel à la solidarité et à la générosité des Sud-Girondins

Ces derniers jours, Armand Giraudel n'a même plus le moral. Il vient de recevoir une facture du syndicat des eaux de Castets-et-Castillon pour son ancienne maison.

1311 m3 consommés soit plus de 2 000€ d'eau à payer.

Armand Giraudel - Dès que j'ai 20 €, je les garde pour mettre de l'essence afin de pouvoir me chauffer pendant la nuit, ils veulent ma mort ou quoi.

Armand Giraudel en appelle à la solidarité et à la générosité des Sud-Girondins.

Le 5 novembre prochain, l'huissier revient à la maison pour lui ouvrir la porte afin qu'il récupère toutes ses affaires, son chat et ses meubles. Mais le sans domicile fixe n'a pas de solution de stockage.

Si vous pouvez l'aider, d'une quelconque manière, il est joignable au 06.66.95.17.85 (il ne peut que recevoir des appels et non en passer). actu.fr 29 octobre 2023

J-C – Pauvre bonhomme, j'ai beau côtoyer quotidiennement la misère noire en Inde, je ne m'y ferai jamais. Il n'est pas le seul dans ce cas-là. C'est à pleurer de tristesse (et de rage) après une vie de labeur, leur société est dégueulasse au possible. Que ceux qui la cautionnent, en fassent des cauchemars toutes les nuits.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 31 octobre 2023.

Quand est-ce qu'on engage la dénazification de la France, de l'ensemble des pays occidentaux, de la « *communauté internationale* », du monde ?

On ne peut décidément plus discuter librement sérieusement ou aborder différents sujets sous des angles différents avec personne, sans être immédiatement jugé et condamné, parce que vous avez tenu tel ou tel propos ou parce que vous avez adopté telle ou telle position, vous êtes étiqueté ou catalogué ceci ou cela et balancé avec l'eau du bain ! C'est effroyable et injuste.

Je n'arrête pas de polémiquer et de critiquer certaines positions ou déclarations d'où qu'elles viennent, chaque fois que j'estime que c'est nécessaire en prenant soin d'expliquer pourquoi. C'est parfaitement mon droit, le droit accordé à chacun d'entre nous, et quand je caractérise un acteur politique ou un parti, c'est toujours après avoir réuni suffisamment d'éléments pour le justifier, selon les critères que j'ai retenus et que je porte à la connaissance des lecteurs, de sorte qu'ils peuvent suivre mon raisonnement ou comprendre comment je suis parvenu à certaines conclusions, sans forcément les partager, cela va de soi, mais je le précise tout de même, parce que je ne tiens pas à ce qu'on puisse m'accuser d'avoir voulu manipuler qui que ce soit, je suis trop bourré de principes et de scrupules pour être malhonnête.

Et bien cela ne suffit pas encore, jamais ! Vous avez beau passer votre temps à vous justifier pour ôter le moindre doute dans les esprits les plus susceptibles qui soient, afin qu'ils ne vous attribuent pas des mauvaises intentions, rien n'y fait. C'est à croire qu'ils sont bourrés d'a priori malsains ou d'arrière-pensées qu'ils sont incapables d'assumer, qu'ils projettent sur vous inconsciemment.

Si j'avais développé un complexe de supériorité ou d'infériorité, si j'avais eu un penchant à la mégalomanie ou à la mythomanie, je m'en serais aperçu depuis longtemps et je n'aurais jamais écrit tout cela, cela fait belle lurette que j'aurais fermé ce portail au lieu d'y laisser ma santé pour finalement que dal.

Ça c'est le truc que je n'ai jamais accepté, consacrer du temps à une activité qui ne sert à rien, c'est vraiment trop con, c'est perdre mon temps, j'ai donc fait une exception ici, uniquement parce que c'est pour la bonne cause, celle qu'on est censé partager, quoique là je finis par en douter fortement.

Je me dis que c'est sans doute l'époque qui veut cela, la réaction sur toute la ligne se traduit par une perte générale de repères et une grande confusion sur fond de guerre ouverte, déclarée sur tous les fronts par le Forum économique mondial au prolétariat mondial. Par conséquent, dans ces conditions-là j'ai toujours pensé qu'il serait stupide d'en vouloir à quiconque parmi

nos semblables, même si parfois on peut avoir des états d'âmes et ne plus supporter tels ou tels aspects de leur comportement, on peut le concevoir. Cela dit, dans la mesure où ce sont eux qui la feront la révolution et personne d'autres, ce qu'on doit avoir à l'esprit en permanence, si on se coupait des masses et tout espoir d'un monde meilleur et plus juste s'effondrerait, nous serions soudain privés d'idéal, nous devrions dire adieu au socialisme, notre vie n'aurait plus aucun sens et celle de l'espèce humaine non plus.

Personnellement je ne peux pas me résoudre à un destin aussi stupide que tragique, car j'en serais malheureux moi-même, ce serait idiot, suicidaire, vous comprenez, ce que je ne souhaite à personne évidemment.

Peut-être que je ne devrais pas écrire tout cela et le garder pour moi-même, c'est ce que je me suis dit plus d'une fois. Que voulez-vous, je suis un homme comme les autres, mon isolement me pèse cruellement, ce qui se passe dans le monde me révolte au plus haut point, c'est à hurler de rage, à pleurer de douleur, alors je partage avec vous ce que je ressens en toute simplicité, sans calcul, j'ignore ce que cela veut dire.

Beaucoup sont amenés à sombrer sous les coups d'une violence inouïe reçus au cours de l'offensive généralisée lancée par la réaction mondiale en janvier 2020 ou « *Great Reset* », d'autres tentent de résister comme ils peuvent, l'essentiel c'est de rester debout, de demeurer mobilisé pour continuer le combat jusqu'à la victoire finale.

Bien sûr qu'il est primordial de continuer de dénoncer et de combattre toute compromission ou collusion avec nos ennemis, toute trahison, même si elles concernent des gens qu'on estimait et qui figuraient précédemment dans notre camp. Personne n'est infaillible, on peut tous commettre une erreur un jour ou flancher. On doit en tenir compte, car nos idées ne nous appartiennent pas, on peut en changer par la suite, on est engagé dans un combat politique et non dans des règlements de compte individuel, répétons-le. D'où la nécessité absolue de ne jamais quitter le terrain de la lutte de classe quand on réagit à un évènement ou quand on l'analysera.

Je crois que ces notions sont mal comprises ou font l'objet d'une grande confusion, on manque souvent de modestie pour les aborder sereinement.

Une réflexion politique.

J'ai écouté les derniers entretiens de Michel Collons sur la Palestine que j'ai trouvé excellents, clairs et concis, et j'ai également écouté ou réécouté plusieurs entretiens ou conférences de l'historienne Annie Lacroix-Riz sur la synarchie et la non-épuration de la France d'après-guerre à nos jours qui étaient admirables. Les deux mirent l'accent sur le facteur économique à l'origine des guerres, peut-être sans suffisamment en tirer toutes les leçons politiques.

On sera immédiatement tenté de faire un parallèle avec le soutien politique, financier et militaire accordé par les puissances occidentales au régime néonazi de Kiev, celui au régime néonazi de Netanyahu était antérieur, comme celui de tous les gouvernements sans distinction à tous les dictateurs ou régimes fascistes aux quatre coins du monde durant tout le XXe siècle.

L'idéologie fasciste ou nazi qui sont des variantes de l'idéologie capitaliste, qu'on appelait autrement ou qui portait un autre nom avant l'avènement du capitalisme, pour faire bref on la caractérisait de barbare tout simplement, parce qu'elle préconisait de recourir à des destructions et des massacres pour tenter d'enrayer le processus historique engagé conduisant à élever l'espèce humaine toute entière au-dessus de sa condition animale ou lui permettre de s'émanciper de son état sauvage primitif pour bâtir une société basée sur des principes et des valeurs supérieurs qu'on appelle sociales ou humanistes. Chacun aura constaté que ce sont ces principes et valeurs que les fascistes ou les nazis s'emploient à supprimer systématiquement, comme tous les régimes antidémocratiques à travers le monde, qui s'en réclament pour mieux les piétiner ensuite.

Personnellement, bien que j'ai milité pendant plusieurs années dans une organisation dites trotskyste à la fin des années 70, bien que j'aie suivi le déroulement de la lutte de classe depuis septembre 2001, la manière dont le mouvement ouvrier a mené cette lutte, pendant plus de 40 ans je suis resté dans l'ignorance des liens qui existaient entre le fascisme ou le nazisme avec les chefs d'Etat, ministres, technocrates, dirigeants de partis de droites ou du centre, d'institutions internationales, qui se sont succédés, ce qui vaut pour l'ensemble des pays occidentaux et la France en particulier.

Cela signifie que mon interprétation de la situation politique fut erronée ou faussée durant pratiquement ces 40 longues années, puisque l'élément essentiel qui permettait de caractériser ses principaux acteurs et les institutions, les rapports entre les partis et leurs rapports avec les institutions, m'avait fait défaut ou je n'en ai pas tenu compte, comme dirait l'autre, on en apprend tous les jours et pas des moindres ! Cela faisait bien une dizaine d'années que je le soupçonnais, notamment chaque fois que j'évoquais Sarkozy, le ministre de l'Intérieur, de la police, de la répression devenir président, il y avait quoi être interpelé, non ? A cette occasion, j'avais rappelé qu'on avait bien eu un militaire président, le général de Gaulle, alors pourquoi pas un flic. Un banquier, c'était déjà fait depuis Pompidou !

L'historienne Annie Lacroix-Riz a montré témoignage à l'appui, que l'ensemble du personnel collaborationniste pendant la Seconde Guerre mondial avait été recyclé dans les institutions au lendemain de la guerre, leur passé camouflé ou enterré, effacé, alors que les racines de cette idéologie profondément ancrée en eux allaient demeurer présentes et influencer l'orientation politique qu'ils allaient adopter par la suite, au point aujourd'hui les autorités françaises supportent officiellement des nazis ou des fascistes, ainsi que la plupart des élites du pays dans l'indifférence quasi-générale, qui en parle, pas la soi-disant gauche ou extrême gauche puisqu'elles sont sur la même longueur d'onde que Macron, parfois hypocritement à une réserve près sur fond de double langage.

Quand Michel Collon dit à propos de la guerre actuelle en Palestine, que "*c'est une guerre de milliardaires contre tout un peuple*", Annie Lacroix-Riz dit la même chose à propos des guerres en général : "*C'est toujours des guerres pour le fric*", encore faut-il en tirer des leçons politiques.

C'est bien d'expliquer que les USA veulent conserver leur hégémonie sur le Moyen-Orient, conserver leur contrôle sur l'économie mondiale, qu'ils veulent soumettre tous les peuples à leur talon de fer, encore faut-il mettre en lumière que c'est la crise du capitalisme qui les conduit à adopter cette stratégie, sinon on ne peut pas comprendre ce qui se passe, qui n'a rien à voir avec des questions existentielles, métaphysiques, relevant quasiment du mysticisme

comme certains l'affirment, chaque fois et partout c'est la même guerre de classe qui se joue et rien d'autres, en réponse à la crise du capitalisme qui voit s'affronter les intérêts de la multitude d'exploités et ceux de l'infime minorité des exploiteurs dominés par l'oligarchie anglo-saxonne et ses alliées internationaux ou la synarchie.
A suivre…

J'ai envoyé un bref message de soutien à Michel Collon, j'avais eu l'occasion d'échanger une fois ou deux avec lui dans le passé.

Sources évoquées dans mon analyse.

Ça discute avec Michel Collon : Russie, Palestine, Ukraine, Israël... propagande de guerre ?

https://www.youtube.com/watch?v=o2fqaPiXl4E

La non-épuration en France, de 1943 aux années 1950 par Annie Lacroix-Riz

https://www.youtube.com/watch?v=aH1fIHPnTo0

La synarchie, mythe complotiste ou réalité historique ? par Annie Lacroix-Riz

https://www.youtube.com/watch?v=wXOD-6BCqg0

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes dans la bande de Gaza : 8306 martyrs dont 3457 enfants et 2136 femmes et 21048 blessés

- En seulement trois semaines, le nombre d'enfants tués à Gaza a ainsi dépassé le nombre annuel d'enfants tués dans les zones de conflit dans le monde entier depuis 2019.

- Tsahal dit avoir attaqué 300 cibles militaires du Hamas en 24h

- L'armée israélienne bombarde sans relâche la bande de Gaza et assiège l'enclave où vivent quelque 2,4 millions de Palestiniens. Depuis plusieurs jours, elle y conduit également des opérations terrestres.

- Israël n'acceptera pas un cessez-le-feu car cela signifierait une défaite dans la lutte contre le Hamas, a tranché le Premier ministre de l'État hébreu dans le Wall Street Journal. "Les appels à un cessez-le-feu sont un appel à la défaite face au Hamas, face au terrorisme, face à la barbarie", a-t-il écrit. fr.sputniknews.africa 31 octobre 2023

Les États-Unis ont besoin du chaos au Moyen-Orient pour cette raison, selon Poutine - fr.sputniknews.africa 30 octobre 2023

L'hégémonie américaine touche à sa fin mais les États-Unis s'obstinent à le nier et tentent de discréditer leurs concurrents politiques, a déclaré ce 30 octobre Vladimir Poutine. C'est la raison pour laquelle ils empêchent le processus de paix au Moyen-Orient en alimentant un "*chaos permanent*" dans la région.

Les États-Unis cherchent à maintenir le désordre au Moyen-Orient, c'est pourquoi ils discréditent ceux qui sont prêts à arrêter l'effusion de sang, a déclaré le Président russe le 30 octobre lors d'une réunion de travail avec des membres du gouvernement.

"*Ils n'ont pas besoin d'une paix durable en Terre sainte, ils ont besoin d'un chaos permanent au Moyen-Orient. C'est pourquoi ils font leur mieux pour discréditer les pays qui insistent sur un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, sur l'arrêt de l'effusion de sang, et qui sont prêts à apporter leur contribution au règlement de la crise*."

Même l'Onu et la position claire de ses pays membres sont "s*oumises à des attaques et à de véritables persécutions*" de la part des États-Unis qui tentent de discréditer la communauté internationale, a ajouté Vladimir Poutine.

Quelle aubaine, quel hasard !

Guerre Hamas – Israël : Le conflit pourrait entraîner un nouveau choc pétrolier - AFP/20minutes.fr 30 octobre 2023

Le risque de voir le conflit s'étendre plus largement dans la région pourrait entraîner une hausse encore plus sensible des prix, tant du pétrole que des produits agricoles, s'inquiète la Banque mondiale

Alors que le prix du pétrole a d'ores et déjà augmenté de 6 % depuis le début du conflit, le risque de le voir s'étendre plus largement dans la région pourrait entraîner une hausse encore plus sensible des prix, tant du pétrole que des produits agricoles, s'inquiète la BM, dans son dernier rapport qui y est consacré.

« *Le conflit au Proche-Orient vient s'ajouter au plus gros choc sur le marché des matières premières depuis les années 70 provoqué par l'invasion russe de l'Ukraine* », a rappelé le chef-économiste de l'institution, Indermit Gill, cité dans un communiqué. « *Les décideurs politiques doivent être vigilants. Si le conflit devait gagner en intensité l'économie mondiale devrait faire face à un double choc énergétique pour la première fois depuis des décennies* », a-t-il prévenu. La BM estime que l'impact dépendra grandement de ses effets sur les exportations de pétrole dans le monde.

Dans le cas d'un impact limité, le prix du pétrole pourrait monter de 3 % à 13 %, pour atteindre entre 93 et 102 dollars, alors que dans le scénario médian le pétrole atteint une fourchette comprise entre 109 et 121 dollars. Dans le scénario du pire, le pétrole atteint des

sommets, entre 140 et 157 dollars, soit potentiellement supérieur au record absolu de 147,50 dollars, observé en 2008. AFP/20minutes.fr 30 octobre 2023

France occupée.

Totalitarisme. Toujours le doigt sur la gâchette à répétition.

L'article 49-3 sur le budget 2024 dégainé par Élisabeth Borne pour les 15e fois en dix-huit mois - Le HuffPost 31 octobre 2023

La Première ministre est montée à la tribune pour faire adopter la partie dépenses du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2024. Elle engage la responsabilité de son gouvernement. Le HuffPost 31 octobre 2023

J-C – Vous vous souvenez, certains commentateurs ou journalistes, géopoliticiens qu'on ne nommera pas pour ne pas leur faire honte une fois de plus, avaient affirmé qu'après les dernières législatives Macron ne pourrait plus gouverner, qu'il se retrouverait paralyser ou bloquer, qu'aucune loi ne pourrait passer, etc. une paille !

Apartheid social. Vous connaissiez la FrançAfrique, voilà la FranceIsraël. Nettoyage ethnique, « *nettoyage social* », ça coïncide souvent, non ?

JO de Paris 2024 : Près de 70 organisations dénoncent un « *nettoyage social* » en Ile-de-France - AFP/20minutes.fr 30 octobre 2023

SDF. Près de 6.000 personnes ont déjà été déplacées, soit dans des « sas » d'hébergement en régions, soit parce que leurs habitats ont été détruits.

« *L'expérience des méga-événements sportifs dans le monde révèle un risque avéré de* "nettoyage social" *des rues. Ce dernier est devenu la procédure standard pour de nombreuses villes hôtes des Jeux olympiques depuis les années 1980. A ce jour, tout porte à croire que les JO-2024 s'inscrivent dans cette dynamique* », ont écrit lundi plus de 70 organisations dont Médecins du monde ou Emmaüs France dans une lettre ouverte destinée au comité d'organisation des Jeux olympiques (Cojo), aux athlètes et aux fédérations, consultée par 20 Minutes.

Les associations s'inquiètent notamment des démantèlements de campements informels en région parisienne, du déplacement « *forcé* » de sans-abri, des évacuations de foyers de travailleurs immigrés ou encore d'interdictions de distributions alimentaires. AFP/20minutes.fr 30 octobre 2023

Les organisations hétéroclites qui soutiennent l'action, allant du Barreau de Paris à l'Armée du Salut, en passant par Action contre la faim, en sont certaines : il faut s'attendre à d'autres arrêtés, notamment contre la mendicité ou les travailleuses du sexe. Hasard du calendrier, quelques heures avant leur action, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin était venu

dimanche dans la même ville de Saint-Denis annoncer des moyens de sécurité « *décuplés* » pour les Jeux, comparé à ceux mobilisés pour le Mondial de rugby. AFP/20minutes.fr 30 octobre 2023

Quel paradoxe ! Mais il s'explique très bien.

J-C - Je suis farouchement opposé à l'écriture inclusive, et si la droite veut l'interdire, c'est parce que ce se serait suicidaire de l'adopter, car a langue pour un peuple, un Etat, une nation, c'est un peu sa carte d'identité, elle s'identifie à sa culture, son histoire, ses origines, son unité qui s'en trouverait remis en cause.

Ceux qui y sont favorables, sont les mêmes fanatiques qui prônent la transition énergétique sous ce régime ou à n'importe quel prix, ce ne sont pas eux qui paieront, là l'aspect suicidaire concerne tous les aspects de notre vie quotidienne synonyme de progrès social qui frapperaient particulièrement les couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, dont ils ne font apparemment pas partie.

Les jeunes ont déjà beaucoup de difficultés pour apprendre à lire et à écrire correctement leur langue, il n'y a donc pas lieu de leur compliquer encore la tâche. Vous remarquerez que ce sont les mêmes nostalgiques de l'Ancien Régime, qui soutiennent la réintroduction dans l'école publique des dialectes médiévaux, oui vous pouvez y inclure les dégénérés du NPA et d'autres organisations qui parasitent le mouvement ouvrier.

Il vaudrait mieux à côté du français, introduire très tôt à l'école l'apprentissage de l'anglais qui est la langue la plus parlée dans le monde, jusqu'au fin fond du plus petit village en Inde par exemple, vous trouverez toujours quelqu'un qui comprend suffisamment l'anglais pour vous faire comprendre.

Écriture inclusive : le Sénat adopte une proposition de loi pour l'interdire - Le HuffPost 31 octobre 2023

Le Sénat a adopté ce lundi 30 octobre une proposition de loi de la droite visant à « *protéger la langue française des dérives de l'écriture dite inclusive* », au jour de l'inauguration par Emmanuel Macron de la Cité internationale de la langue française dans le château restauré de Villers-Cotterêts. Le président a dit craindre de voir la langue française « *céder aux airs du temps* ».

Macron répond aux critiques de l'académicien Rouart sur sa Cité francophone de Villers-Cotterêts

Après des débats très animés qui ont ravivé le clivage gauche-droite, les sénateurs ont voté à 221 voix contre 82 ce texte qui permet d'interdire l'utilisation de l'écriture inclusive dans un large panel de documents.

Son périmètre est grand : elle prévoit en effet de bannir cette pratique « *dans tous les cas où le législateur (et éventuellement le pouvoir réglementaire) exige un document en français* », comme les modes d'emploi, les contrats de travail, les règlements intérieurs d'entreprise.

Sont également visés les actes juridiques, qui seraient alors considérés comme irrecevables ou nuls si le texte venait à devenir loi, ce que rien n'assure actuellement car son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale est loin d'être garantie.

Le texte de la sénatrice Les Républicains Pascale Gruny s'y attaque frontalement mais il va plus loin : il interdit aussi les « *mots grammaticaux* » constituant des néologismes tels que « *iel* », une contraction de « *il* » et « *elle* », ou « *celleux* », contraction de « *celles* » et « *ceux* ».

« *L'écriture inclusive affaiblit la langue française en la rendant illisible, imprononçable et impossible à enseigner* », a attaqué pascale Gruny, son collègue Étienne Blanc dénonçant lui une « *idéologie mortifère* ». Le HuffPost 31 octobre 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 1er novembre 2023.

La France : Un pays de malades. Pas très rassurant tout cela !

- Selon l'Insee, 88% des femmes avaient, en 2019, consulté un médecin généraliste depuis moins d'un an, contre 80% des hommes. BFMTV 30 octobre 2023

J-C – C'est complètement dingue, c'est incroyable, tout s'explique alors.

Par exemple, pourquoi je n'ai pas de retour ou personne ne m'écrit, c'est sans doute pathologique, psychosomatique. Mes lecteurs devaient déjà être un brin dérangés dans les deux sens du terme, et mes causeries n'ont rien arrangé évidemment, au point de, de quoi au juste, mais d'être responsable de leur état de santé délabré voyons ! Ils m'excuseront de traiter leur cas avec un soupçon de dérision, j'ai du mal à les plaindre à l'heure où les Palestiniens se font massacrer.

Personnellement, les toubibs, je les fréquente le plus rarement possible. Mes visites doivent se compter sur les doigts d'une main en 40 ans ou à peine plus, tant le cynisme de la plupart d'entre eux m'indispose, ou leur tendance à s'enrichir sur leurs malheureux patients sous prétexte qu'ils ont fait de longues études pour s'offrir une rente dorée plutôt macabre me répugne, Molière m'excusera de n'avoir pas mis cela en vers !

Quand est-ce qu'on engage la dénazification de la France, de l'ensemble des pays occidentaux, de la « *communauté internationale* », du monde ? (Lire plus loin)

Les derniers articles du *Réseau Voltaire* ne méritent pas d'être publiés, l'un n'est qu'un tissu de spéculations parmi d'autres, l'autre en guise d'analyse tient davantage du café du commerce sur fond de soutien au discours dominant ciblant le Hamas, en guise d'analyse avec toujours à la clé le risque d'une guerre mondiale. Sans intérêt.

Tout appel en direction de « *la communauté internationale* », au « *respect du droit international* » que piétinent les Etats-Unis et Israël, évoquer « *la solution à deux Etats* », est un coup de poignard porté dans le dos du peuple palestinien.

Le peuple palestinien ne peut compter que sur la mobilisation générale et l'unité du prolétariat international avec les organisations qui combattent à ses côtés pour renverser les régimes en place dans chaque pays occidental, puissance occidentales coloniales et impérialistes qui

cautionnent son génocide réalisé par le régime terroriste d'apartheid de Tel Aviv, pour le compte du capitalisme mondial dominé par l'oligarchie anglo-saxonnes-sioniste.

En dehors de la voie de la Révolution socialiste internationale, point de salut, pour aucun peuple, plus de peuple palestinien !

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Les pertes à Gaza s'élèvent à 8.525 personnes, dont 3.542 enfants et 2.187 femmes, selon le ministère gazaouï de la Santé.

- Plus de 200 mille habitations et immeubles bombardés par Israël. Dont des hôpitaux, des écoles, des mosquées et des églises.

Guerre Hamas-Israël : au 25e jour du conflit, un bombardement israélien fait 50 morts - AFP/LePoint.fr 1 novembre 2023

Dans la journée, au moins 50 personnes ont été tuées dans un bombardement israélien dans le camp de réfugiés de Jabaliya, au nord de la bande de Gaza, a annoncé le ministère de la Santé du Hamas. L'armée israélienne a confirmé avoir bombardé Jabaliya, indiquant y avoir tué un commandant du Hamas l'un des responsables, selon elle, de l'attaque du 7 octobre.

Israël-Hamas: 31 journalistes tués depuis le début du conflit, selon le CPJ - AFP 1 novembre 2023

Au moins 31 journalistes ont été tués depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre sur le sol israélien, parmi lesquels 26 Palestiniens, quatre Israéliens et un Libanais, rapporte le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), basé aux Etats-Unis. AFP 1 novembre 2023

«*Combats féroces*» : après les bombardements, Tsahal est à l'intérieur de la bande de Gaza - RT 31 octobre 2023

Les incursions de Tsahal dans la bande de Gaza depuis 48 heures ne laissent plus de place au doute : l'opération terrestre israélienne a commencé. Le porte-parole international de l'armée israélienne, le lieutenant-colonel Richard Hecht, a d'ailleurs précisé ce 31 octobre sur la chaîne britannique BBC que les forces armées intensifiaient leurs opérations «*sur la terre, dans les airs et dans la mer*».

Tsahal a indiqué le même jour que des «*combats féroces*» au sol avaient lieu avec les combattants du Hamas dans le nord de l'enclave gazaouie, tout en faisant état de la mort de deux de ses soldats.

Après d'intenses bombardements depuis trois semaines, l'armée israélienne a commencé à entrer à l'intérieur de la bande de Gaza par plusieurs points stratégiques, selon Clash Reports mais aussi Rybar. D'abord au nord au niveau des localités d'Atatra le long de la mer et à Beit Hanoun, une deuxième incursion a également eu lieu à l'est pour contrôler la route Salah el-Din qui traverse l'enclave du nord au sud. Tsahal a revendiqué ce 31 octobre avoir tué plusieurs «*terroristes du Hamas*».

L'armée israélienne a ciblé des infrastructures militaires du parti, touchant par moins de 300 cibles dont des «*missiles antichars*», des «*tunnels souterrains*» et des «*lanceurs de roquettes*».

Face aux bombardements et aux conséquences sur la population civile palestinienne, le porte-parole de l'Unicef James Elder a déclaré ce 31 octobre que Gaza était devenu «*un cimetière pour des milliers d'enfants*». Selon les chiffres de l'organisation internationale, plus de 3 450 enfants ont déjà été tués à Gaza.

Malgré les appels au cessez-le-feu de la part de la Russie, de la Chine, du Brésil, de l'Afrique du Sud, des chancelleries arabes et du secrétaire général de l'ONU António Guterres, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a rejeté le 30 octobre de manière catégorique toute proposition de trêve. RT 31 octobre 2023

L'Organisation internationale des Juifs contre le sionisme "*prie Dieu pour que la Palestine retrouve sa liberté*" - aa.com.tr 31 octobre 2023

« *Les vrais croyants dans le judaïsme déplorent les crimes commis par l'État d'Israël à l'encontre des Palestiniens* », déclare Yisroel Dovid Weiss, rabbin d'un groupe antisioniste.

Amnesty international accuse Israël d'utiliser du phosphore blanc au Liban - BFMTV 1 novembre 2023

Le phosphore blanc n'est pas considéré comme une arme chimique mais peut provoquer des brûlures importantes sur les personnes touchées et peut mettre le feu à des habitations. Son utilisation en tant qu'arme est proscrite par des conventions internationales.

Quelles preuves sont apportées? "*Le Crisis evidence lab d'Amnesty international a vérifié des vidéos et des photos montrant l'utilisation d'obus fumigènes au phosphore blanc (...) Les chercheurs d'Amnesty international ont interrogé le maire de Dhayra, un habitant de Dhayra, un secouriste qui a facilité le transfert des civils blessés vers un hôpital voisin et un médecin urgentiste travaillant dans l'hôpital qui a accueilli les civils blessés*", met en avant l'ONG.

Les témoins décrivent une "*épaisse fumée blanche*" restée toute une nuit dans l'air, dense, et avec une odeur similaire à celle de l'ail. "*En outre, Amnesty a vérifié une vidéo de Dhayra datée du 13 octobre, montrant des panaches de fumée dispersés par l'artillerie, ce qui correspond à des munitions au phosphore blanc*", ainsi que des images diffusées par un journaliste le 10 octobre.

Enfin, l'association a identifié des obus fumigènes au phosphore blanc de 155mm sur des photos de l'Agence France Presse le 18 octobre près de la frontière libanaise. BFMTV 1 novembre 2023

Tous les Etats qui se prétendent républicains et démocratiques devraient rompre avec le régime terroriste sioniste et son commanditaire anglo-saxon.

Guerre Israël-Hamas : la Bolivie rompt ses relations diplomatiques avec Tel Aviv - Le HuffPost 1 novembre 2023

Le gouvernement « *a pris la décision de rompre les relations diplomatiques avec l'État d'Israël, en signe de rejet et de condamnation de l'offensive militaire israélienne agressive et disproportionnée menée dans la bande de Gaza* », a déclaré le vice-ministre bolivien des Affaires étrangères, Freddy Mamani, lors d'une conférence de presse.

La Bolivie, gouvernée par le président de gauche Luis Arce, devient le premier pays latino-américain à rompre ses liens diplomatiques avec l'État hébreu.

« *Nous envoyons cette communication officielle à l'État d'Israël, dans laquelle nous faisons connaître notre décision* », a déclaré la Secrétaire générale de la Présidence, Maria Nela Prada, au cours de la même conférence, annonçant l'envoi d'aide humanitaire à l'intention de la bande de Gaza.

« *Nous exigeons la fin des attaques (...) qui ont causé jusqu'à présent des milliers de morts civils et le déplacement forcé de Palestiniens* », a-t-elle ajouté.

La Bolivie avait déjà rompu en 2009 ses relations diplomatiques avec Israël. L'ex-président de gauche Evo Morales entendait ainsi protester contre des attaques israéliennes dans la bande de Gaza alors que La Paz reconnaît un État palestinien depuis les années 1980. Les liens diplomatiques avaient été rétablis en novembre 2019 par un gouvernement intérimaire de droite avant que Luis Arce, alors dauphin de Evo Morales, ne remporte la présidentielle en 2020. Le HuffPost 1 novembre 2023

France occupée.

Totalitarisme. Comment les autorités justifient un assassinat.

J-C - Le 19 octobre dernier, près de Nantes un adolescent décède à la suite d'une chute consécutive à un malaise après avoir été vacciné contre le papillomavirus un quart d'heure plus tôt, et ô miracle selon les résultats de l'autopsie dévoilée par le procureur de la République du département, le décès de ce jeune homme serait lié à un traumatisme crânien, mais non au malaise produit par la vaccination intervenue 15 minutes plus tôt.

On apprend que Philippe Delorme, secrétaire général de l'Enseignement catholique, demande la suspension de la campagne de vaccination contre les papillomavirus.

Philippe Delorme reconnaît l'absence de causalité mais affirme que l'incident "*a un lien direct avec la vaccination*". "*C'est bien parce que ce jeune a été vacciné qu'il a fait un malaise, c'est bien le processus de vaccination qui a conduit cet enfant à chuter puis à décéder*", défend-il.

"*Aujourd'hui, je pense qu'il faut se poser les bonnes questions et s'interroger aussi sur la vaccination*", ajoute le secrétaire général de l'Enseignement catholique.

« *Après avoir eu cette vaccination, l'élève a indiqué qu'il ne sentait pas bien. Il a été assis sur une chaise. Et, quelques instants plus tard, il est tombé lourdement sur l'arrière de la tête* », explique Renaud Gaudeul, procureur.

J-C – Pour autant, pas question de remettre en question les intérêts de Big Pharma et de mettre un terme à cette propagande qui a le mérite au moyen de la peur de maintenir les masses dans la servilité ou l'obéissance.

« *L'autopsie a révélé que l'origine du décès résidait dans la survenue d'un traumatisme crânio-cérébral* », poursuit Renaud Gaudeul. « *Nous ne disposons d'aucun élément permettant d'affirmer que le produit vaccinal est lui-même à l'origine du décès. L'origine du décès est la blessure causée par la chute.* »

J-C – Même son de cloche des autorités sanitaires totalement corrompues.

L'ARS précise que l'élève a fait une "*chute lourde*" qui a provoqué un traumatisme crânien. "*Ce type de malaise peut survenir du fait du stress provoqué par la vaccination mais est sans lien avec le produit vaccinal ou à un défaut de qualité du vaccin*", insiste l'agence.

Comme expliqué par l'ARS, la mort de cet adolescent n'a pas de lien direct avec la vaccination et le sérum. Un avis partagé par le ministre de la Santé qui a rappelé sur RTL ce mardi que le drame n'a "*aucun lien avec le produit injecté*". "*C'est un vaccin que l'on connaît très bien, il a été 300 millions de fois injecté dans le monde*", assure Aurélien Rousseau. 20minutes.fr 31 octobre 2023

J-C - Toujours le deux poids deux mesures ou le double langage criminel.

Lorsque le Pr. Raoult rappela que l'hydroxychloroquine avait été diffusée à plus de 3 milliards de personnes en 50 ans dans le monde, et qu'elle était sans risque, il concluait en affirmant que cette molécule efficace pouvait être prescrite contre le covid-19. Les mêmes autorités lui tombèrent dessus et criminalisèrent cette molécule, la retirèrent de la vente libre en pharmacie, déconseillèrent formellement aux médecins d'y recourir, après l'avoir classé parmi les substances vénéneuses ou dangereuses à peine deux mois avant le déclenchement de la dictature sanitaire en janvier 2020, ajoutons, de manière à faire un maximum de victimes, et faire croire qu'il n'existait aucun traitement contre cette maladie, sans quoi les substances à

ARN messager appelées trompeusement vaccins n'auraient pas pu bénéficier d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Tous les jours, il y a des millions de personnes et d'enfants qui boivent cette saloperie de Coca-Cola ou Pepsi-Cola sans pour cela en faire une substance saine pour la santé, on pourrait multiplier les exemples par milliers.

Vous aurez remarqué aussi, que c'est le secrétaire général de l'Enseignement catholique, qu'on ne soupçonnera pas d'accointance gauchiste, qui demande la suspension de cette vaccination, et non un dirigeant de la Nupes ou de l'extrême gauche, des syndicats, hélas ! Je le signale au passage, on se demande où ils sont passés, aux abonnés absents ou apparemment de l'autre côté de la barricade chaque fois qu'on a besoin d'eux. Ce sont les faits.

Quand Renaissance devient une organisation terroriste. Il devrait « *être fiché* » SS.

J-C – Ces ordures pratiquent le terrorisme idéologique, intellectuel, s'ils le pouvaient, ils nous assassineraient comme à Gaza.

« *Jean-Luc Mélenchon devrait être fiché S* », estime le député macroniste Karl Olive - leJDD 31 octobre 2023

Sur Europe 1, mardi matin, le député Renaissance Karl Olive a abordé la question du respect des interdictions de manifestations en France, soulignant la responsabilité de certains acteurs politiques dans la division croissante due au conflit entre Israël et le Hamas. L'élu a critiqué La France insoumise pour ses discours, qu'il juge inappropriés et qu'il considère comme une « *instrumentalisation* » des tensions. « *La France insoumise a une grosse responsabilité par rapport à cela. Quand La France insoumise […] dit* "la police tue", *ça va raviver la haine dans les quartiers. Quand La France insoumise nous dit que les chefs d'entreprise sont des salopards, c'est inadmissible. Ce sont des créateurs de richesse, ce sont des pourvoyeurs d'emplois. Quand La France insoumise est incapable de qualifier le Hamas comme terroriste, c'est une faute impardonnable* », a expliqué Karl Olive.

« *Jean-Luc Mélenchon est un danger pour la société. Il devrait être fiché S* », a poursuivi le député de la 12e circonscription des Yvelines, estimant que le leader de La France insoumise était « *bien plus dangereux qu'un certain nombre de fichés S dans notre société* ». leJDD 31 octobre 2023

J-C - C'est Netanyahu qu'ils devraient accuser de terroriste et non le Hamas, car il s'avère que tous les crimes imputés aux Hamas relevaient uniquement de la propagande de guerre, pour qui est correctement informé et qui sait lire, ce qui n'est pas donné à toute le monde, je vous l'accorde volontiers.

Ceux qui accusent le Hamas de terrorisme reprennent le principal argument avancé par les sionistes pour justifier le tapis de bombes qu'ils déversent sur la population civile de Gaza

composée à 50% d'enfants, ce dont ils se foutent tous, y compris monsieur Meyssan qui fournit même des arguments supplémentaires aux bourreaux des Palestiniens dans ses articles, gageons que sa sécurité n'est pas en danger.

C'est vrai, "*la police tue*", "*les chefs d'entreprise sont des salopards*", et alors, ce serait interdit de le dire, oui sous un régime totalitaire, celui de Macron ou Breton (UE/OTAN).

Ah les braves patrons "*ce sont des créateurs de richesse, ce sont des pourvoyeurs d'emplois*", leur unique travail consiste à s'accaparer les richesses produites par les travailleurs, vous me direz que ces braves gens se donnent beaucoup de peine pour y arriver, il leur faut faire preuve de beaucoup d'imagination, donc cela mérite salaire, non mais alors, ne soyez pas injuste avec eux ! Quant à être des "*pourvoyeurs d'emplois*", avec quels capitaux sinon ceux qu'ils ont volé précédemment à des travailleurs parce que l'accumulation naturelle du capitalisme n'existe pas, c'est un mythe. Ajoutons, « *pourvoyeurs* » de millions de chômeurs...

Quand le PS se livre à un amalgame ordurier entre antisionisme et antisémitisme une fois encore.

J-C – Que fait-il ?

En mettant un signe égal entre « *la police tue* » et « *le Hamas tue* », il fait comme si les agresseurs et les agressés étaient les mêmes et agissaient dans les mêmes conditions, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Car en réalité, la police représente les intérêts des oppresseurs qui tuent des opprimés qui combattent légitimement pour faire valoir leurs droits, et le Hamas avec l'ensemble des composantes de la résistance palestinienne armée représentent les opprimés qui se soulèvent tout aussi légitimement contre ceux qui les oppriment ou ont spolié leurs terres depuis 1947-48.

Les Palestiniens tuent principalement des militaires, des policiers, des sionistes armés, et comme dans toute guerre malheureusement, il se trouve des civiles pour mourir avec eux au cours des combats, dont des femmes, des vieux et des enfants, c'est valable et inévitable dans les deux camps, c'est d'ailleurs ce qui donne à chaque guerre un caractère particulièrement injuste et barbare, et la raison pour laquelle nous condamnons toute guerre d'agression, donc celle entamée par les sionistes contre le peuple Palestinien en 1947, en fait depuis la fin du XIXe siècle.

"*Ne pas arriver à dire que le Hamas tue*": Faure accusé de mettre une "*cible dans le dos*" de LFI - BFMTV 31 octobre 2023

"*Mensonges*", "*Calomnies*", "*Dégueulasse*". Olivier Faure s'est attiré les foudres de plusieurs députés insoumis ce mercredi, après avoir mis en cause Jean-Luc Mélenchon sur la guerre entre le Hamas et Israël lors d'une interview sur France 2.

"*Je ne comprends pas qu'on puisse à la fois dire en France* 'la police tue' *et en même temps (...) ne pas arriver à dire que le Hamas tue et que le Hamas est un mouvement terroriste*", a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste.

La réaction des insoumis ne s'est pas fait attendre. "*En disant que Jean-Luc Mélenchon n'a pas dit que le Hamas tuait (ce qui est un mensonge) tu sais que tu participes à nous mettre une cible dans le dos?",* l'a interpellé Éric Coquerel sur X (ex-Twitter).

Sa collègue Nadège Abomangoli s'est indignée face à une "*diffamation de bas étage*". "*Nous avons condamné immédiatement les crimes de guerre du Hamas! C'est la rhétorique de 'guerre au terrorisme' justifiant le massacre en cours à Gaza, que nous refusons*", a écrit l'élue de Seine-Saint-Denis.

"*Qui refuse de dire que le Hamas tue*?", s'est demandé l'insoumis Hadrien Clouet, avant d'interroger une seconde fois, sous forme de tacle:

"*Pourquoi jouer le rôle d'agent d'influence du Likoud en reprenant les éléments de langage du gouvernement Netanyahu?*" BFMTV 31 octobre 2023

J-C - Quand j'affirme que les dirigeants de LFI se livrent en permanence à un double langage et jeu, je n'invente rien, ils le disent eux-mêmes, lisez :

- "*En disant que Jean-Luc Mélenchon n'a pas dit que le Hamas tuait (ce qui est un mensonge)*"

- "*Nous avons condamné immédiatement les crimes de guerre du Hamas!*"

Ils sont trop compromis pour oser caractériser Netanyahu et l'Etat sioniste de terroriste, ce qu'ils sont véritablement selon même les critères de leur chère ONU. C'est dommage, car cela ouvrirait un vrai débat sur la nature du régime mis en place par les sionistes en 1948.

En rappelant qu'ils avaient fait du zèle en "*condamnant immédiatement les crimes de guerre du Hamas*", ils ont signifié qu'ils avaient mis le doigt dans l'engrenage de la compromission, donc on exige d'eux qu'ils aillent jusqu'au bout de leur reniement, de manière à qu'aucune tache ne vienne ternir l'union sacrée avec Macron-Netanyahu-Biden.

Ce qu'ils ne comprennent pas à LFI ou feignent de ne pas comprendre, c'est qu'en associant ou identifiant Hamas et terrorisme, en le caractérisant de terroriste, cela permet d'obtenir d'emblée le soutien de « *la communauté internationale* » et des institutions internationales, de ce qu'ils appellent l'opinion publique qu'ils ont conditionnée au préalable de longue date, pour ensuite justifier l'offensive militaire de Tsahal sur Gaza avec ses dizaines de milliers de morts, fief du Hamas. Partant de là, personne n'est censé s'opposer à cette caractérisation sous

peine d'être accusé immédiatement de soutenir une organisation terroriste ou de se voir jeté en pâture aux médias

De plus, cela permet de faire passer à la trappe, qui est le réel agresseur dans cette guerre, qui en est à l'origine, depuis quand, cela clôt tout débat avant même qu'il ait lieu, c'est du domaine du terrorisme idéologique ou intellectuel.

C'est l'histoire d'opportunistes qui veulent plaire à tout le monde et qui finissent par se mettre tout le monde à dos, logique et mérité.

"*Nous avons condamné*": Mélenchon justifie le fait de ne pas qualifier le Hamas d'organisation terroriste - BFMTV 12 octobre 2023

Jean-Luc Mélenchon a évoqué ce mercredi 10 octobre les attaques menées par Hamas en Israël lors d'une conférence à Bordeaux : "*On dit* 'vous n'avez pas condamné'. *Bien sûr que si, bien sûr que si, nous avons condamné. Aucun crime ne trouvera jamais grâce à nos yeux*", a-t-il déclaré.

"*Si j'avais à gouverner la France, je n'utiliserais pas ce vocabulaire (NDLR: l'emploi du mot 'terroriste' pour qualifier le Hamas)*" car "*si nous acceptions de caractériser comme terroriste une action de guerre, nous la soustrayons au droit international, le droit international ne prévoit aucune dénomination de caractère terroriste*", explique-t-il.

"*Les deux seules organisations qui ont été montrées par l'ONU comme étant des organisations terroristes sont Al Qaïda et Daesh, point final"*, ajoute Jean-Luc Mélenchon.

"*Si nous voulons que ce que nous appelons des crimes de guerre soient poursuivis et jugés, il faut les appeler par le nom qui permet de le faire*", dit-il encore. BFMTV 12 octobre 2023

J-C - Mélenchon a condamné "*les crimes*" attribué au Hamas par les autorités sionistes, en leur faisant confiance, ignorant que la propagande de guerre existait, la multitude de manipulations de l'information auxquelles on a assisté depuis le 11 septembre 2001 ou bien avant.

Peu importe ce que prévoyait "*le droit international*", puisque c'était fait pour être violé par ceux qui l'avaient conçu, il a fait l'idiot ou quoi, sinon c'est fait pour être imposé à des Etats qui n'ont pas les moyens de l'appliquer, de sorte qu'ils seront mis au banc des nations au mieux, au pire bombardés et occupés. Il ne peut se départir du piège du "*droit international*" que chacun peut interpréter à sa façon, tout en sachant que ce sont ceux qui parleront le plus fort qui auront raison et pas monsieur Mélenchon !

Comme si une officine allaient poursuivre ou juger les crimes de guerre, oui ceux imputés au Hamas, à Kadhafi, Assad,, Chavez, mais pas à l'Etat sioniste ou aux Etats-Unis, ce n'est pas sérieux.

Qui a dit Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord ? Supprimer le capitalisme et le nazisme ne sera plus qu'un vieux souvenir...

Assassinats, viols et réseaux pédophiles : l'OTAN de Gladio 2.0 - donbass-insider.com 31 octobre 2023

Extraits.

Les défenseurs des droits de l'Homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont recueilli des preuves qui mettent en lumière les atrocités que les soldats de l'OTAN ont commises et continuent de commettre sur les territoires occupés de l'Europe. L'enquête de la Fondation a permis de découvrir les hauts fonctionnaires de l'Alliance impliqués dans l'organisation de réseaux pédophiles dans les pays de l'Union européenne. Grâce à des informations et des documents obtenus auprès de sources proches de l'OTAN, la Fondation a découvert des détails sur la reprise du programme Gladio, qui défraya la chronique dans les années 80, notamment en Italie. Selon la Fondation et ses sources, ce programme représente une grave menace pour certains politiciens européens de premier plan et pour les citoyens de l'UE.

Les historiens allemands estiment que 860 000 femmes allemandes ont été violées rien que par des soldats français, britanniques et américains pendant et après la Seconde Guerre mondiale, dont 190 000 ont été abusées sexuellement par des soldats américains.

Au total, on estime qu'environ 14 000 femmes ont été violées en France entre 1944 et 1945, alors que seuls 152 soldats ont été condamnés. Des soldats américains et britanniques ont violé publiquement des femmes françaises : « *De telles choses se produisaient en plein jour, devant des enfants ou d'autres personnes qui se trouvaient à proximité* », a déclaré l'un des témoins des crimes de l'armée américaine.

Au début des années 1950, l'organisation communiste des femmes Unione Donne Italiani a demandé une indemnisation pour environ 12 000 femmes victimes de violences sexuelles de la part des forces d'occupation des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. Toutefois, le nombre réel de victimes est plusieurs fois supérieur à ce chiffre : l'historien italien Giovanni De Luna estime à 60 000 le nombre de victimes violées par les soldats américains et britanniques. Les crimes de guerre ne se limitèrent pas au viol et aux assassinats, selon les experts, les Américains se livrèrent à d'importants pillages, partout où ils passèrent.

Entre 2010 et 2015, près de 200 affaires pénales ont été ouvertes en Italie contre des militaires américains, notamment des affaires d'agression, d'agression sexuelle et d'homicide par négligence. Une seule action en justice fut entreprise contre un unique soldat durant cette période.

« *Il existe au sein de l'OTAN de vastes cellules pédophiles disséminées dans toute l'Europe. Il ne s'agit pas seulement de filmer et de distribuer de la pornographie enfantine aux militaires,*

mais aussi de trafiquer des enfants pour la satisfaction sexuelle de hauts responsables militaires de l'OTAN. Ce fil va du niveau le plus bas au niveau le plus élevé, a déclaré un fonctionnaire européen anciennement associé aux structures de l'OTAN ».

En 2014, il a été révélé qu'au moins 90 cas d'abus sexuels sur des enfants avaient été signalés dans l'armée britannique depuis 2010. Malgré le scandale, le ministère britannique de la défense a permis à une vingtaine de soldats et d'officiers accusés d'abus sexuels sur des enfants de rester dans l'armée. Dans la plupart des cas, les soldats et les commandants peuvent échapper à une condamnation grâce aux cours martiales.

Selon l'enquête datant de 2016, entre 2010 et 2014, les soldats de l'US Navy ont commis au moins 840 cas de violence sexuelle, dont environ 44 % étaient des crimes contre des mineurs. Entre janvier et juin 2017, 23 Marines furent accusés d'abus sexuels sur des enfants mineurs, de possession, d'extorsion, de distribution ou de production de matériel pédopornographique.

Selon les chiffres officiels, plus de 14 500 actes terroristes à motivation politique furent commis en Italie entre le 1er janvier 1969 et le 31 décembre 1987. Ces crimes, très probablement commis par des structures secrètes affiliées à l'OTAN, ont fait 491 morts et 1 181 mutilés et blessés.

https://www.donbass-insider.com/fr/2023/10/31/assassinats-viols-et-reseaux-pedophiles-lotan-de-gladio-2-0/

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 2 novembre 2023.

A bas le régime sioniste terroriste, vive la lutte armée de libération du peuple palestinien !

Marche contre la guerre - Cessez-le-feu immédiat ! - 4 septembre 2023

J-C – Je ne commenterai pas le contenu de ces appels. On fera comme avec la dictature sanitaire, chacun manifestera où et avec qui il le pourra sans avoir trop le choix, seule la bonne intention comptera pour l'occasion, puisque c'est pour la bonne cause. On se fout à l'avance des critiques des bonnes consciences bien mal placées.

Paris 15h place de la République / Limay (78) 10h Hôtel de ville / Brioude (43) 11h devant la Sous-préfecture / Sens (89) 15h place de la République / Rouen (76) 15h place St Sever / Montpellier (34) 15h place de la Comédie / Amiens (80) 14h Hotel de ville / Lons-le-Saunier (39) 11h place de la Liberté / Angoulême (16) le 3 novembre à 18h place de l'Hôtel de ville...

https://lafranceinsoumise.fr/2023/10/31/appel-collectif-halte-au-massacre-a-gaza-la-france-doit-exiger-un-cessez-le-feu-immediat/

D'autres manifestations ici :

https://ismfrance.org/index.php/category/communiques/

France: un collectif de 85 personnalités juives dénonce l'agression israélienne contre Gaza. - french.almanar.com.lb 1 novembre 2023

Un collectif de 85 personnalités juives a dénoncé, le mardi 1er novembre, l'agression militaire israélienne en cours contre la bande de Gaza.

Dans une tribune publiée sur le site du quotidien français *Libération*, le collectif s'est dit « *horrifié par les violations que commet Israël envers les civils palestiniens dans la Bande de Gaza en toute impunité et avec la complicité de l'Occident, appelant à imposer des sanctions internationales contre Israël* ».

« *Cette violence punitive et ces crimes de guerre ont été annoncés par les officiels du gouvernement israélien par le biais de déclarations déshumanisantes et sont soutenus par nos dirigeant·es en France. Nous rejoignons nos frères et sœurs juif·ves aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Israël et ailleurs, qui ont dénoncé le soutien inconditionnel de leurs gouvernements à l'offensive israélienne contre Gaza, et nous rappelons que l'expression de la*

solidarité avec le peuple palestinien en tant que peuple opprimé est un droit et une liberté politique », a assuré le collectif.

Les signataires de la tribune ont choisi de rompre le silence et de dénoncer la complicité de la France et son soutien à '*Israël'*.

« *En affirmant de manière inconditionnelle le droit d'Israël à se défendre, et en votant contre une résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu, le gouvernement français se fait complice d'un nettoyage ethnique à Gaza* », ont-ils dénoncé.

Et d'ajouter, « *l'ONU annonce un possible nettoyage ethnique dans la bande Gaza. En tant que juifs et juives, nous sommes horrifié.es par les violations du droit international qu'Israël mène à Gaza en toute impunité et nous refusons que ce massacre ait lieu en notre nom* ».

Parmi les signataires, figurent entre autres Michaël Löwy, sociologue, Ariella Aïsha Azoulay, professeur de culture & médias modernes et littérature comparée, Sonia Dayan-Herzbrun, sociologue, Tal Madesta, journaliste et auteur, Yael Lerer, éditrice et traductrice et Rony Brauman, médecin, ancien président de Médecins sans frontières (MSF).

Le collectif est, également, revenu, sur le recours au phosphore blanc et les attaques visant des hôpitaux, mais aussi sur les bombardements qui ont ciblé des lieux de culte où se réfugient des Gazaouis, documentés par des organisations de défense des droits humains.

Les signataires ont appelé « *à la levée du blocus et du siège de Gaza, à entamer des négociations pour la libération des otages et des prisonniers politiques et à imposer des sanctions internationales contre l'Etat israélien* ».

« *Nous demandons un cessez-le-feu immédiat et la fin de l'impunité israélienne. Il est urgent d'amener le gouvernement israélien à cesser sa campagne de bombardements et de l'empêcher d'entamer une offensive terrestre qui risquerait de déclencher un embrasement régional* », ont-ils alerté.

« *Cessez-le-feu maintenant* »: des protestataires anti-guerre affrontent des responsables américains lors d'une audience au Congrès - french.almanar.com.lb 1 novembre 2023

Un grand nombre de protestataires, les mains couvertes de peinture rouge symbolisant le sang, ont interrompu une audience au Congrès, exigeant que Washington cesse de financer le meurtre par '*Israël'* de Palestiniens dans la bande de Gaza assiégée.

Les protestataires ont appelé à plusieurs reprises à un « *cessez-le-feu immédiat* » alors que le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le chef du Pentagone Lloyd Austin ont fait appel mardi à la commission sénatoriale des crédits pour obtenir des milliards de dollars supplémentaires provenant de l'argent des contribuables américains pour financer les forces militaires d'Israël, d'Ukraine et d'autres alliés de Washington.

Ils ont dénoncé Washington pour avoir financé les forces israéliennes qui commettent le génocide de millions de Palestiniens dans les territoires occupés.

Démission du directeur du bureau des droits de l'homme des Nations Unies - french.almanar.com.lb 31 octobre 2023

Le directeur du bureau des droits de l'homme des Nations Unies, Craig Mokhiber, a démissionné de son poste, en signe de protestation contre l'inaction de la Communauté internationale et des instances majeures de l'ONU concernant les droits de l'homme des Palestiniens.

Il a adressé une lettre au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, dans laquelle il a souligné que « *le conflit actuel est une manifestation du génocide en Palestine, marquant l'aboutissement du projet colonial européen à caractère ethno-nationaliste en Palestine, qui se dirige rapidement vers la destruction des dernières traces de vie palestinienne.* »

Et de poursuivre : « *En Cisjordanie et à alQods occupée, les maisons sont saisies et réaffectées entièrement sur la base de l'appartenance ethnique, coïncidant avec de violents massacres commis par des colons et des unités militaires israéliennes* ».

Moukheiber a souligné que « *les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et d'une grande partie de l'Europe sont totalement complices de cette horrible attaque »*, notant que *« ces gouvernements non seulement refusent de remplir leurs obligations au titre des Conventions de Genève, mais ils travaillent également activement à armer l'attaque et à fournir un soutien économique et en matière de renseignement. En plus de fournir une couverture politique et diplomatique aux atrocités commises par Israël* ».

Quant aux médias occidentaux, le directeur du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à New York a affirmé « *qu'ils violent de manière flagrante l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en s'efforçant constamment de dépouiller les Palestiniens de leur humanité pour faciliter le génocide* ».

Moukheiber a déclaré que les « *fausses et trompeuses promesses des Accords d'Oslo ont conduit l'organisation à être détournée de son devoir fondamental de défendre le droit international, les droits de l'homme et la Charte elle-même* ».

Il a souligné que le slogan « *solution à deux États est une plaisanterie »* dans les couloirs des Nations Unies, « *soit en raison de son impossibilité absolue dans la réalité, soit en raison de son incapacité totale à prendre en considération les droits de l'homme* ».

Mokheiber a indiqué que « *les manifestants, qui se sont révoltés partout dans le monde contre le génocide perpétré contre le peuple palestinien, même si nombre d'entre eux ont été exposés au risque d'être battus et arrêtés, sont les véritables défenseurs des droits de l'homme »*, appelant *« à chacun de les suivre* ». french.almanar.com.lb 31 octobre 2023

Lu.

- Une recherche effectuée sur le catalogue de l'INA entre le 1er janvier et le 1er octobre 2023 montre que le « *20h* » de France 2 n'a consacré que 10 sujets au conflit. Sur ces 10 mois, le temps de parole de Palestiniens fut de 33 secondes.

Un seul sujet en dix mois a fait état des exactions des colons (pourtant en hausse spectaculaire) dans les territoires palestiniens occupés. Nulle part ne fut mentionné le bilan particulièrement meurtrier des neuf premiers mois de l'année 2023.

Et alors que la moitié des sujets ont eu pour point de départ des attentats contre des Israéliens de la part de Palestiniens, les bombardements sur Gaza menés en mai dernier par l'armée israélienne n'ont été traités qu'à travers deux brèves : 17 secondes le 9 mai et 20 secondes deux jours plus tard.

Lors des « *marches du retour* » pacifiques de 2018 et 2019 200 manifestants avaient perdu la vie sous les balles des snipers israéliens.

Établi à la fin du mois d'août par plusieurs organisations israéliennes de défense des droits humains, un bilan pointe de son côté la persistance des violences dans les territoires occupés : entre le 1er janvier et la fin août, 220 Palestiniens y ont été tués par l'armée de Tel-Aviv ou par des colons.

Je vous propose en complément un entretien qui date de 2019, consacré au terrorisme sioniste des années 30 jusqu'en 1947-1948, qui témoigne de la nature coloniale et terroriste de l'Etat sioniste.

Michel Midi avec Thomas Suarez: Comment le terrorisme a créé Israël

https://www.youtube.com/watch?v=tKnIQYUELR8

Psychose collective. Attention, un nouvel ennemi vous menace !

Corse : un garçon de 10 ans violemment attaqué par des cochons - Le Point 1 novembre 2023

Psychose collective. Et vous revoilà confinés !

Tempête Ciaran : "*Restez chez vous et prenez des nouvelles de vos proches*", demande Emmanuel Macron - actu.fr 1 novembre 2023

Et le lendemain dans la matinée :

Après des rafales "*exceptionnelles*" dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 novembre, selon Météo-France, un blessé léger après un accident de la route provoqué par une chute d'arbre,

deux grues pliées à Brest, des chutes de branches et d'arbres ont été constatées, des fils électriques sont tombés sur la chaussée, des toitures de maisons et de commerces ont été abîmées et des routes ont été inondées, rapporte France Bleu Armorique. (Source : francetvinfo.fr 2 novembre 2023)

C'est tout à fait impressionnant !

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- « *Le bilan de l'agression israélienne sur la bande de Gaza s'est alourdi à 8 796 morts, dont 3 648 enfants et 2 290 femmes, et 22 219 blessés* », a déclaré le porte-parole du ministère de la Santé gazaoui, Ashraf al-Qudra. En Cisjordanie, plus de 125 Palestiniens ont été tués par des tirs de soldats ou de colons israéliens depuis le 7 octobre, d'après l'Autorité palestinienne.

Il a indiqué que « *l'occupation israélienne a délibérément ciblé 58 établissements de santé, tandis que 16 hôpitaux et 32 centres de soins de santé primaires sont hors service en raison des bombardements israéliens et du manque de carburant* ».

- L'occupation reconnaît la mort de 13 soldats de la brigade Givati au nord de Gaza.

Les médias israéliens avaient plutôt indiqué que 9 des soldats morts appartiennent à la brigade Givati, ce qui porte le nombre de soldats israéliens morts depuis le 7 octobre à 327. french.almanar.com.lb 1 novembre 2023

Guerre Hamas-Israël : au 26e jour, le camp de Jabaliya à nouveau bombardé - AFP/LePoint.fr 2 novembre 2023

L'armée israélienne a de nouveau bombardé le camp de réfugiés de Jabaliya dans la bande de Gaza, tuant « *des dizaines* » de personnes, a affirmé le ministère de la Santé du Hamas. Cette frappe a provoqué d'énormes destructions.

Mardi, des dizaines de Palestiniens avaient été tués dans le bombardement de ce même camp. L'armée israélienne avait confirmé cette frappe qui ciblait, selon elle, un responsable de l'attaque du 7 octobre. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU a estimé que « *les frappes aériennes israéliennes* » à Jabaliya « *pourraient être des crimes de guerre* ». AFP/LePoint.fr 2 novembre 2023

Algérie. "*Crime contre l'humanité*" et "*agression barbare*": Tebboune appelle à arrêter les hostilités à Gaza - fr.sputniknews.africa 1 novembre 2023

Les opérations israéliennes contre la bande de Gaza sont "*un crime barbare*" commis "*au vu et au su du monde entier*", a déclaré le Président algérien. Il a appelé à intensifier les efforts pour mettre fin aux hostilités et a noté l'immuabilité du soutien algérien aux Palestiniens.

Une fatwa de l'UIOM : tous les gouvernements et armées du monde islamique doivent intervenir pour sauver Gaza du génocide - french.almanar.com.lb 1 novembre 2023

L'Union internationale des oulémas musulmans (UIOM) a décrété une fatwa religieuse qui incite les gouvernements au pouvoir et les armées dans le monde islamique à agir pour sauver la bande de Gaza du génocide dont elle est victime par l'armée d'occupation israélienne.

Lors d'une réunion organisée mardi 31 octobre à Doha, la capitale qatarie, l'Union a déclaré dans le texte du décret religieux : « *Les gouvernements au pouvoir et les armées officielles sont légalement tenus d'intervenir de toute urgence pour sauver Gaza du génocide et de la destruction complète, par engagement envers le devoir de soutenir la Palestine religieusement, politiquement, légalement et moralement, et conformément aux pactes internationaux et aux intérêts stratégiques de la région et de la nation, et conformément à leur prérogative légitime sur les peuples* ».

Toujours dans les détails de la fatwa, l'UIOM a souligné que les armées et les régimes doivent intervenir militairement pour soutenir Gaza avec le matériel et l'expertise militaires, en assistant l'intérieur palestinien, au niveau de l'Autorité palestinienne et de toutes les factions de la résistance en Cisjordanie et en 1948, au niveau des quatre États de l'encerclement, à commencer par l'Égypte, puis la Jordanie, la Syrie et le Liban.

Il a poursuivi : « *Tous les pays arabes et islamiques doivent coordonner avec l'intérieur palestinien et les quatre pays de l'encerclement, dans le cadre d'une alliance urgente qui surmonte l'état d'hésitation et de faiblesse qui perdure depuis des décennies et qui a conduit l'occupant à poursuivre ses crimes sans limite, lesquels risquent d'aboutir à un génocide général et complet et à l'effondrement complet de la région et de son entourage* ».

Le texte incite aussi les peuples à faire pression sur leur gouvernement et les institutions étatiques *« pour intervenir dans les plus brefs délais et assumer leur responsabilités religieuse, historique, constitutionnelle et stratégique* ».

Le texte a critiqué le soutien global des Occidentaux à l'entité sioniste estimant que les Etats arabes et islamiques devraient leur rendre la pareille militairement, financièrement, médiatiquement, diplomatiquement et stratégiquement pour réaliser un équilibre international et empêcher cette tyrannie.

« *Il n'est pas permis que les armées officielles dont les effectifs atteignent les 4 millions et pour lesquelles les dépenses atteignent les 170 milliards de dollars restent enfermées dans leurs casernes et que leurs armements rouillent et leur système s'effondrent tandis que la oumma s'effondre* », a souligné le texte.

Et de conclure : « *Le Jihad et le soutien à la Palestine sont un devoir légitime et une responsabilité islamique et humanitaire. Il est interdit par la loi islamique de garder le silence sur l'agression et de ne pas la repousser. Ceci en incombe aux régimes au pouvoir et aux armées officielles, du plus près au plus loin. Le fait de laisser Gaza, Al-Aqsa, al-Qods, et la Palestine sujette à l'anéantissement et à la destruction est une trahison de Dieu, de Son Messager et des croyants, et l'un des plus grands péchés devant Dieu* ».

A noter que l'UIOM (IUMS) a été fondée par le religieux défunt Youssef al-Qardawi à Doha. Elle est actuellement présidée par son secrétaire général cheikh Ali al-Qorra Daghi. french.almanar.com.lb 1 novembre 2023

La survie du capitalisme produit des déchets qui révèlent son état de putréfaction avancée.

J-C - Vigipirate déployé en France, 3 700 militaires déployés au Brésil, des centaines de milliers de soldats américains déployés dans près de 1.000 bases militaires dans le monde, pour quoi faire, quelle question stupide, pardi, pour s'assurer que la survie du capitalisme n'est menacé nulle part.

Paradoxe, il arrive un moment où il produit les conditions sociales de sa propre déchéances, qui vont prendre des proportions telles qu'elles vont échapper en partie à son contrôle et menacer son existence ou le régime politique en place, d'où la nécessité de recourir à l'armée, non pas pour assurer la sécurité des citoyens, mais la stabilité du régime.

Brésil : Lula annonce le déploiement de 3 700 militaires pour lutter contre le crime organisé - AFP/france24.com 2 novembre 2023

"*La situation est devenue très grave, la violence que nous avons vue s'est aggravée chaque jour*." Face à ce constat, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a annoncé, mercredi 1er novembre, un déploiement de 3 700 militaires dans les principaux ports et aéroports du pays.

L'armée agira en coordination avec la police fédérale pour intensifier les arrestations de suspects et la confiscation des avoirs des gangs criminels, en particulier à Rio de Janeiro, selon un communiqué du gouvernement.

Luiz Inacio Lula da Silva considère que la montée de la violence de la part de puissants groupes de trafiquants de drogue et de milices d'autodéfense qui contrôlent le territoire, en particulier à Rio de Janeiro, est devenue une question de sécurité nationale.

Cette opération est prévue jusqu'en mai 2024 et vise le port de Santos, le plus grand du pays, dans l'État de Sao Paulo, deux autres à Rio et Itaguaï, ainsi que les grands aéroports de Guarulhos, à Sao Paulo, et de Galeao, à Rio.

"*S'il s'avère nécessaire de renforcer davantage de ports et d'aéroports, nous le ferons*", a déclaré le président lors d'une conférence de presse au palais du Planalto.

Luiz Inacio Lula da Silva s'est en revanche montré réticent à envoyer les forces armées pour lutter contre le crime organisé dans les favelas, affirmant qu'il ne voulait pas de "pyrotechnie", en référence aux précédentes interventions armées qui n'ont pas réussi à pacifier les zones prises par les milices et les trafiquants dans les favelas.

La situation est particulièrement délicate dans la partie ouest de Rio de Janeiro, sous le contrôle de milices créées par d'anciens policiers qui pratiquent l'extorsion de fonds et qui ont

commencé, ces dernières années, à s'allier ponctuellement avec des groupes de trafiquants de drogue.

La semaine dernière, la motrice d'un train et 35 bus ont été détruits après la mort d'un chef d'un puissant groupe criminel lors d'une opération policière. AFP/france24.com 2 novembre 2023

France occupée.

La délation et la milice rodent partout en France.

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, et massivement relayée, une jeune femme filme un groupe d'individus proférant des propos et des chants antisémites dans le métro.

Le parquet de Paris annonce, mercredi 1er novembre, avoir ouvert une enquête après des chants et propos antisémites dans les transports en commun, diffusés dans une vidéo sur les réseaux sociaux. francetvinfo.fr 1 novembre 2023

Terrorisme d'Etat. A Gaza ou à Paris, le régime fasciste tire sur une femme seule désarmée.

J-C – En guise de démocratie, le régime appelé la gâchette, dégaine à 15 reprises le 49.3, sinon il tire sur des citoyens désarmés dans l'intention de les tuer.

France : la police tire sur une femme «*intégralement voilée*» qui tenait des propos menaçants - AFP/RT 31 octobre 2023

Prévenue par des appels de passagers d'un train de banlieue mentionnant une femme (38 ans) «*intégralement voilée*» qui «*proférait des menaces*», la police a réussi à l'«*isoler*» à la station du RER C Bibliothèque François Mitterrand, a expliqué à l'AFP cette source policière.

La femme a «*refusé d'obtempérer aux injonctions des policiers*» et «*craignant pour leur sécurité, ils ont fait usage de leur arme*», a ajouté cette source. Selon BFMTV, la station a été évacuée, la femme a été blessée au ventre et aucun explosif n'a été découvert sur elle. Deux enquêtes ouvertes «*Le pronostic vital de la femme est engagé, elle est actuellement en réanimation.*», a précisé le parquet.

«*Elle est par ailleurs connue pour des troubles de type schizophrénie, pour lesquels elle suit un traitement* », selon la même source. AFP/RT 31 octobre 2023

Précision d'Actu.fr.

« *La femme était alors assise à côté de deux gros sacs, et de la fumée se dégageait à proximité. Les fonctionnaires de police ont fait évacuer le quai et fait venir les démineurs. Malgré leurs demandes répétées, la femme n'a répondu à aucune question, s'est dirigée vers*

les policiers, en maintenant ses mains invisibles sous son abaya. Les policiers ont alors fait feu à plusieurs reprises », indique le parquet de Paris. La femme a été touchée à deux reprises à l'abdomen.

« *Lorsque les vérifications ont pu être effectuées, il s'est avéré que les sacs n'appartenaient pas à la personne en question, et que la fumée provenait d'une bouilloire qui n'était initialement pas visible par les policiers* », précise-t-il.

J-C - Un concours de circonstance ou la moindre provocation peut vous valoir une balle fatale, ils appellent cela un régime républicain et démocratique. Vous aurez compris que depuis janvier 2020 on est passé d'une dictature à un régime totalitaire. Ce qui les distingue est simple.

En dictature vous pouvez encore manifester une opinion dissidente ou différente de celle des autorités, vous serez censuré, diabolisé, marginalisé, etc. alors que sous un régime totalitaire on ne vous fournira même plus l'occasion de vous exprimer, et si vous passiez outre cette interdiction, vous seriez harcelé, poursuivi sur le plan pénal, réprimé, voire emprisonné, torturé, assassiné ou porté disparu...

Fin de règne. Quand le crétinisme et le sordide se mêlent dans la même émission, cela donne un cocktail nauséabond.

J-C – La société du spectacle touche le fond avec ce clone modèle réduit du terroriste Netanyahu.

Lu. Pour Cyril Hanouna : Ne pas regarder l'émission TPMP est un acte antisémite

Dans une tentative de chantage caractérisé, Hanouna a réussi l'exploit d'insulter les Français qui daignent ne pas regarder son émission. En effet, mardi soir, il a provoqué un tollé en déclarant : *« Quand la semaine dernière, il y a eu un boycott de TPMP, vous croyez que c'est pas un acte antisémite ça ? Et bah moi je vous le dis, c'est un acte antisémite* ».

Alors que le public attendait peut-être une réflexion sensée ou au moins pertinente sur la question, Hanouna, fidèle à son style, a fait le choix d'une rhétorique rocambolesque qui a laissé de nombreux spectateurs perplexes. La comparaison entre le simple fait de zapper son émission et l'antisémitisme semble avoir dépassé les limites de la logique pour beaucoup. En effet, de nombreux internautes se sont empressés de souligner l'absurdité de ces propos, lançant des commentaires moqueurs en réponse à cette déclaration sensationnaliste.

Le gouvernement prévoit-il de déployer le « *Pass TPMP* » pour forcer les Français à regarder l'émission et les guérir de leur prétendu antisémitisme ? L'antisémitisme est-il une maladie en phase asymptomatique ? Voici des questions délirantes qui risquent de se poser dans un futur proche, tant la situation prend une tournure absurde !

J-C - Je rappelle que je vis en Inde et que je n'ai plus de télévision depuis plus de 10 ans.

Lu dans un blog de la « *gauche de la gauche*». Avec de tels soutiens les Palestiniens sont bien lotis !

Dans le même article, l'auteur dénonce *"une lecture alignée sur celle du gouvernement israélien*" des médias mainstream ou différents acteurs politiques, et en même temps à 6 reprises au moins qu'est-ce qu'il fait, exactement la même chose, il ne prend aucun recule, il croit aveuglément la version officielle ou il adopte l'interprétation des autorités israéliennes qui relèvent de la propagande de guerre, il évoque, je cite :

- Les massacres commis contre la population israélienne par le Hamas le 7 octobre...

- La couverture des massacres perpétrés par le Hamas...

- L'atrocité des massacres contre la population israélienne...

- ...au premier soir des massacres du Hamas...

- Face aux attaques du Hamas, l'horreur a évidemment légitimement gagné les rédactions qui...

- Une émotion on ne peut plus légitime et un impératif moral à raconter...

Bref, à aucun moment il ne s'est aperçu que son discours légitimait le bombardement de Gaza par les sionistes.

J'ai cherché dans ce blog un article qui relaterait les révélations faites par le journal israélien *Haaretz* rapportant que la moitié des morts attribués à la résistance palestinienne était en réalité des militaires, des policiers ou des agents de sécurité, et pour une large partie des autres victimes des sionistes armés, un minimum de femmes et quelques enfants ayant été victimes des violents affrontements qui ont eu lieu entre les deux belligérants, sans faire mention de bébés morts ou décapités, les autorités militaires interrogées ayant affirmé qu'elles ne pouvaient confirmer l'information d'un tel massacre en l'absence de photos ou de témoignages, celui ayant été rapportée par une israélienne ayant été réfutée depuis, y compris par CNN.

Plus fort encore.

Les expressions "*résistance palestinienne*" ou "*mouvements palestiniens*" "*organisations palestiniennes*", n'y figure pas, pas davantage, "*1947*" ou "*1948*", "*Nakba*" ou "*libération*" de la Palestine non plus, que des gros mots apparemment pour les sionistes, mais aussi pour ce blog, quel blog ou organisation : Acrimed, traduction proposée : Qui dénonce certains crimes pour ou mieux en camoufler d'autres, vous aurez deviné à quel camp ils appartiennent respectivement.

Si ce ne sont pas les juifs qui ont porté au pouvoir Netanyahu et un gouvernement d'extrême droite en Israël, qui d'autres alors ?

Dans l'éditorial de *La tribune des travailleurs* (POID) (https://latribunedestravailleurs.fr)

Double langage en l'intervalle de deux paragraphes qui n'en fait qu'un :

- "*les personnes d'origine juive ne portent aucune responsabilité dans la politique de l'État d'Israël*"

Voilà comment cela pourrait être interprété.

Donc, aucun Israélien ou franco-israélien, y compris les sionistes et les membres de Tsahal ou du Mossad, aucun juif dans le monde quel que soit son engagement auprès de l'Etat sioniste « *ne portent aucune responsabilité dans la politique de l'État d'Israël* » selon Gluckstein, par conséquent il faut en déduire que toute agression d'un juif doit être caractérisée antisémite et non antisioniste.

Dit autrement, puisque toutes "*personnes d'origine juive ne portent aucune responsabilité dans la politique de l'État d'Israël*" le rapport ne pouvant pas être établi avec l'Etat d'Israël pour déterminer la nature de cette agression, il reste l'origine juive de la personne agressée attestant d'un acte antisémite.

- "*De nombreux juifs s'opposent à la politique de Netanyahou et au sionisme*"

Cet argument arrive trop tard ou ne changera rien à ce qui vient d'être mis en évidence, il ne concerne qu'une infime minorité de juifs, sinon depuis la fin du XIXe siècle l'évolution de la situation politique en Palestine n'aurait pas pu prendre cette tournure.

Pour finalement en appeler aux "*dirigeants de « gauche »*", Mélenchon, Roussel et Faure, qui ne cessent d'afficher leur soutien à Netanyahu en compagnie de Macron ou nous renvoyer dans les bras des bourreaux et leurs complices du massacre du peuple palestinien, pathétique.

Résumons, Gluckstein en appelle aux "*dirigeants de « gauche »*" qui en appellent à Macron, qui s'en remet à Netanyahu.

Russie.

Maria Zakharova remet à sa place le straussien Blinken avec ses ultimatums - reseauinternational.net 1 novembre 2023

Les États-Unis ont encore une fois, à leur manière, exigé de la Russie sous forme d'ultimatum qu'elle annule sa décision de regrouper des pays d'Amérique latine pour former un bloc militaire sous son commandement sous le nez des États-Unis.

Néanmoins, la Russie a clairement fait savoir qu'elle ne permettait pas que l'on s'adresse à elle de la sorte, que tout ultimatum prodigué à son égard n'était qu'acte stupide qui ne mènerait à rien. Cette fois, c'est la représentante du ministère des Affaires étrangères de la Russie, Maria Zakharova, à qui est échu l'honneur de répondre en toute grâce.

Sa réponse a été extrêmement forte et a provoqué une véritable hystérie au sein du département d'État américain (le ministère des Affaire étrangères des États-Unis – NdT) où l'on n'est absolument pas accoutumé à ce qu'on leur parle sur un tel ton.

Les événements dans le monde se développent aujourd'hui très rapidement. Ils se sont encore accélérés quand le président vénézuélien Nicolas Maduro a déclaré qu'allait être formé en Amérique latine un bloc militaire pour lequel allait jouer un rôle-clef précisément Moscou.

Sont censés être membres du bloc en formation le Venezuela, le Brésil, Cuba, l'Uruguay et le Nicaragua. Cette nouvelle a semé la panique au département d'État.

La réaction de Washington ne s'est pas fait longtemps attendre. Voilà ce qu'a déclaré à ce propos Antony Blinken :

«*Moscou doit mettre un terme au projet de bloc militaire sur le continent américain. Aucune alliance militaire sans la participation et le commandement des États-Unis n'est ici tolérable.*

La déclaration que nous faisons aujourd'hui est un ultimatum. Si Moscou ne l'entend pas ainsi, Washington passera à des mesures plus sévères. C'est notre dernier avertissement. Nous conseillons vivement à tous les membres du projet de bloc militaire de renoncer à la réalisation du projet».

Cependant, ils ne disent pas quelles sont les mesures sévères qu'ils allaient prendre. Certainement parce qu'en fait, ils n'ont plus de levier de pression à appliquer sur la Russie.

Mais la chose la plus remarquable est autre.

Après le discours enflammé de Blinken adressé au bloc sous la direction de la Russie, l'Argentine et le Mexique ont exprimé leur souhait de rejoindre la nouvelle organisation ! Beaucoup se demandent comment Moscou va réagir à toutes ces déclarations très médiatisées.

Cette fois, c'est Maria Zakharova qui a eu l'honneur de répondre à cette attaque. Elle a déclaré ce qui suit :

«*La Fédération de Russie ne comprend pas le langage des ultimatums. Washington peu en lancer à ceux qui le permettent, mais pas à nous. À plusieurs reprises, nous avons indiqué aux États-Unis que nous ne pouvions admettre l'organisation de blocs militaires le long des frontières de la Russie, mais les États-Unis en réponse n'ont fait que rire à notre face. Aujourd'hui est venu notre tour de rire à la face des États-Unis*».

Economie.

Lu. «*Les ventes massives de bons du Trésor américain ébranlent le système financier international. Ils étaient considérés comme la valeur la plus sûre du monde. Ils ne le sont plus. Depuis des semaines, les ventes incessantes des bons du Trésor américain mettent à mal la stabilité financière internationale. C'était automatique. Une sorte de réflexe pavlovien ancré depuis plus de cinquante ans. À chaque crise financière ou géopolitique, tous les investisseurs se réfugiaient dans ce qui paraissait la valeur la plus sûre au monde : les bons du Trésor américain*».

Voilà comment commence cet article de Médiapart qui s'étonne du désintérêt pour les bons du Trésor américain…

Alors comment expliquer une telle désaffection ?

C'est très simple.

L'offre et la demande.

Si personne n'en veut c'est qu'il n'y a plus de demande.

Les Chinois n'en veulent plus.

Les Saoudiens n'en veulent plus.

Les Russes n'en veulent plus.

Les Turcs n'en veulent plus.

Les Japonais n'en peuvent plus.

Les Européens ne peuvent pas non plus en acheter parce que nous sommes fauchés ou presque et que nous achetons du gaz et du pétrole américain… c'est bon pour le dollar, mais cela n'augmente pas nos réserves de dollars ! C'est évidemment le contraire.

Plus personne ne veut donc des bons du Trésor américain, car si vous n'êtes pas sage, l'Oncle Sam fait ce qu'il veut de vous.

Si personne ne veut des bons, bons du Trésor américain, c'est parce que le monde se détourne de Washington.

Ce n'est pas rien.

C'est même un moment important de bascule géopolitique.

J-C – Relativisons. Je rappelle tout de même, que 84% des transactions commerciales mondiales continuent d'être réalisées en dollars, selon le FMI.

Vive la guerre, dans quel monde merveilleux, démocratique, vivons-nous !

Voici les 10 plus grandes puissances militaires du monde en 2023 - cnews.fr 7 août 2023

Pour déterminer ce palmarès, ce ne sont pas moins de 50 paramètres qui ont été analysés et répertoriés par le Global Firepower.

Parmi ces critères figurent l'armement, le budget national alloué aux forces militaires, mais aussi les ressources naturelles, le matériel mobilisé ou encore les forces terrestres, aériennes et navales de chaque pays.

Tout cela permet de déterminer un score, le PowerIndex. Ainsi, plus l'indice d'une nation est proche de 0, plus sa puissance militaire est forte. Voici les dix pays avec la plus grande force armée en 2023.

Les États-Unis

En 2023, les États Unis ont un PowerIndex de 0,0712. Le pays de l'Oncle Sam comptabilise 1,4 million de soldats actifs pour 440.000 réservistes. Avec un budget de la défense s'élevant à 770 milliards de dollars, soit environ 688,8 milliards d'euros, les Etats-Unis sont la première puissance militaire du monde.

Ils possèdent officiellement l'arme nucléaire. Et, selon le Stockohlm international peace research Institute (SIPRI), ils détiennent 5.550 ogives.

La Russie

La Russie a un PowerIndex de 0.0714. Forte de ses 850.000 soldats et de ses 250.000 réservistes, la fédération se classe deuxième. Son budget de la défense s'élève à 154 milliards de dollars, (environ 137,8 milliards d'euros).

Le SIPRI estime que la Russie possède 6.255 bombes nucléaires.

La Chine

La Chine a un PowerIndex de 0.0722. La troisième puissance militaire mondiale, possède la plus grande armée du monde, avec 2 millions de soldats et 510.000 réservistes. La Chine dépense 250,2 milliards de dollars (227,4 milliards d'euros) pour sa défense.

La Chine détient 350 bombes nucléaires, selon le SIPRI.

L'Inde

L'Inde a un PowerIndex de 0.1025. Ce pays asiatique dispose de 1,45 million de soldats et de 1,15 million de réservistes. Son budget de la défense est de 49,6 milliards de dollars (44,4 milliards d'euros).

L'Inde fait partie des quatre pays à détenir officieusement l'arme nucléaire. Elle dispose de 156 ogives, d'après le SIPRI.

Le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a un PowerIndex de 0.1435. Fort de ses 194.000 soldats et de ses 37.000 réservistes, nos voisins britanniques sont la cinquième puissance militaire du monde. Le Royaume-Uni dispose d'un budget de la défense de 38 milliards de dollars, environ 34,4 milliards d'euros.

Le Royaume-Uni détient officiellement 225 bombes nucléaires, selon le SIPRI.

La Corée du Sud

La Corée du Sud a un PoweIndex de 0.1505. Frontalière avec la Corée du Nord, la Corée du Sud a une armée de 555.000 soldats et 500.000 réservistes. Son budget de la défense est de 46,3 milliards de dollars (41,4 milliards d'euros).

La Corée du Sud ne dispose pas de l'arme nucléaire.

Le Pakistan

Le PowerIndex du Pakistan est de 0.1694. Ce pays frontalier de la Chine et de l'Inde dispose d'une armée de 640.000 soldats et de 500.000 réservistes. Son budget de la défense est de 7,7 milliards de dollars (6,9 milliards d'euros).

Le Pakistan détient officieusement l'arme nucléaire, avec 165 ogives selon le SIPRI.

Le Japon

Le Japon a un PowerIndex de 0.1711. L'archipel dispose de 240.000 soldats et de 55.000 réservistes pour un budget de la défense de 47,5 milliards de dollars, soit 42,5 milliards d'euros.

Le Japon ne dispose pas de l'arme nucléaire.

La France

Le PowerIndex de la France est de 0.1848. La France est la neuvième puissance militaire du monde. Son armée compte 200.000 soldats pour 35.000 réservistes. En 2022, son budget de la défense est de 40,9 milliards de dollars, soit environ 36,6 milliards d'euros.

La France dispose officiellement de l'arme nucléaire avec 290 ogives, selon le SIPRI.

L'Italie

L'Italie fait son entrée dans le classement. C'est avec un PowerIndex de 0.1973 que le pays vient se hisser à la dixième place des nations les plus puissantes militairement. L'Italie dispose de 170.000 soldats et de 20.000 de réservistes. Le pays a pour ambition de porter ses dépenses militaires à 2% de son PIB d'ici 2028. Le budget annuel devrait être d'environ 12 milliards d'euros.

En complément.

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm a fourni des chiffres supérieurs en 2022 de l'ordre de 300 milliards de dollar supplémentaires, peu importe.

En 2022, les dépenses militaires mondiales ont atteint les 2 200 milliards de dollars. Il faut ajouter le marché mondial de la sécurité qui a représenté 549 milliards d'euros en 2016 (protectionsecurite-magazine.fr)

Santé.

La véritable pandémie… de tests !

Tests : un délire paranoïaque à 9 milliards d'euros

Voici venir la période froide de l'année qui s'accompagne toujours d'une hausse des maladies respiratoires. Jusqu'en 2020, il était tout à fait banal de dire "*j'ai attrapé un rhume, une bronchite ou la grippe*". Depuis la crise Covid-19 chaque nez qui coule, chaque toux, chaque éternuement déclenche un délire paranoïaque : c'est forcément le Covid-19. La maladie déclenchée par un virus tueur qui ravage l'humanité : le SARS-COV-2.

Dans le livre "*Covid-19 : ce que révèlent les chiffres officiels*" nous avons montré ce qu'il en était vraiment d'un point de vue statistique. Nous avons montré la banalité des statistiques de décès lorsque l'on prend en considération l'âge des gens, grâce aux données de l'Insee. L'absence de saturation hospitalière malgré les prétendues informations dont la télé abreuvait les français grâce aux rapports officiels de l'ATIH. Enfin, l'absence de vague significative de malades grâce aux données du réseau Sentinelles.

L'histoire racontée s'est appuyée sur deux éléments majeurs permettant de créer une "*arnaque au comptage*" :

La mise en place de règles administratives, pour les médecins et les hôpitaux, les poussant à enregistrer des "*cas de Covid-19*" en lieu et place des maladies habituelles. On a alors fait croire aux gens que les autres maladies avaient mystérieusement disparu. Nous développerons ce point en détail dans la prochaine vidéo.

L'utilisation massive et en dehors des standards habituels des fameux tests RT-PCR et antigéniques, créant des vagues de "*cas positifs*" et entretenant la psychose de la pandémie sans même qu'il y ait besoin de constater de "*vrais malades*".

L'aboutissement du délire paranoïaque a été atteint sur RTL avec l'intervention du Dr Jimmy Mohamed pour lequel tout symptôme de rhume c'est du Covid-19, même avec un test négatif. Une bonne fois pour toute, il convient de se débarrasser de ce délire en comprenant l'incohérence totale des résultats des tests Covid-19, toujours à l'aide des statistiques officielles du Ministère de la Santé.

https://www.youtube.com/watch?v=2UJ1aZA_lvY

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 3 novembre 2023.

Alors toujours en pleine forme, le moral est au beau fixe, on vit dans un monde merveilleux !

Le frigo est plein, le réservoir est plein, le compte en banque aussi, on vit en paix, en sécurité, que demande le peuple franchement !

Et il fait plus frais, il flotte, on ne manquera pas d'eau, quel soulagement, ouf, sans déconner chez moi aussi à Trichitrambalam, un vrai bonheur je vous dis !

Il va falloir que je ressorte les trois singes pour finir l'année en apothéose, je n'ai rien vu, rien entendu et je ne dirai rien, me voilà sauvé, enfin, espérons-le ! Je me demande si ce serait vraiment charitable de vous le souhaiter.

C'est mon côté provocateur emmerdeur. A force de traiter quotidiennement des sujets sérieux, délicats ou graves, dramatiques, je prends tout le reste à la dérision ou je m'en tape complètement. C'est nerveux, j'ai besoin de me détendre, sinon je vais exploser ! Cela ravit particulièrement ma compagne.

On en a parlé à midi en déjeunant, ça la fit rire aux éclats la brave femme. Je lui ai fait remarquer qu'elle était la première personne ou femme que je rencontrais dans ma vie qui me connaissait et me supportait, avec laquelle je me sentais aussi bien. C'est agréable de vivre avec une femme qui ne soit pas taciturne ou dépressive, refoulée, bourrée de complexes, souvent de mauvais poil, une chieuse imprévisible, une harpie, avec qui on peut parler librement de tout sans se fâcher, qui a le sourire facile et ne passe pas son temps à broyer du noir ou à avoir des idées malsaines, tendre, affectueuse, attentionnée, j'ai envie d'ajouter naturellement.

C'est ce qui manque ou ce qui a été perdu depuis très longtemps en occident et pas seulement.

Je n'ai jamais connu ces rapports quand je vivais en France, c'est une découverte pour moi, une nouvelle expérience. La vie de cette femme n'a plus de secret pour moi, alors que j'ignore tout de ma propre famille, de mes parents maintenant décédés, de ma première épouse avec laquelle j'ai vécu 10 ans, de mes anciens amis ou copains que je n'ai jamais osé questionner. A vrai dire, je n'y avais même jamais songé, pas par manque d'intérêt ou par négligence, non, par crainte de leur réaction. J'ai été élevé ainsi, tu ne dois pas poser de question aux gens sur leur vie, me disaient mes parents, c'est indiscret ou mal poli.

Du coup, maintenant je comprends mieux pourquoi on a eu de si mauvais rapports ensemble, on ne se connaissait pas et on n'a rien fait pour se connaître. Vous, vous me connaissez, moi je ne vous connais pas, c'est donc une relation à sens unique qui n'a aucune valeur, et ne peut déboucher sur rien, logique.

Marche contre la guerre - Cessez-le-feu immédiat ! - 4 septembre 2023

J-C – Je ne commenterai pas le contenu de ces appels. On fera comme avec la dictature sanitaire, chacun manifestera où et avec qui il le pourra sans avoir trop le choix, seule la bonne intention comptera pour l'occasion, puisque c'est pour la bonne cause. On se fout à l'avance des critiques des bonnes consciences bien mal placées.

Paris 15h place de la République / Limay (78) 10h Hôtel de ville / Brioude (43) 11h devant la Sous-préfecture / Sens (89) 15h place de la République / Rouen (76) 15h place St Sever / Montpellier (34) 15h place de la Comédie / Amiens (80) 14h Hotel de ville / Lons-le-Saunier (39) 11h place de la Liberté / Angoulême (16) le 3 novembre à 18h place de l'Hôtel de ville...

https://lafranceinsoumise.fr/2023/10/31/appel-collectif-halte-au-massacre-a-gaza-la-france-doit-exiger-un-cessez-le-feu-immediat/

D'autres manifestations ici :

https://ismfrance.org/index.php/category/communiques/

Guerre entre Israël et le Hamas : à Paris, un millier de manifestants appellent au "*cessez-le-feu immédiat*" à Gaza - AFP/francetvinfo.fr 2 novembre 2023

"*Cessez-le-feu immédiat et halte au massacre à Gaza*." Plus d'un millier de personnes se sont rassemblées, jeudi 2 novembre dans la soirée, à Paris, pour demander l'arrêt du "*massacre à Gaza*" et un "*cessez-le-feu immédiat*", lors d'une manifestation autorisée par la préfecture de police à l'appel d'élus La France insoumise, de collectifs politiques et syndicaux.

A partir de 18 heures, une foule compacte s'est réunie au centre de la place de la République, brandissant des drapeaux et des pancartes de soutien au peuple palestinien et aux habitants de Gaza. "*Enfants de Gaza, enfants de Palestine, c'est l'humanité qu'on assassine*", "*Israël assassin, Macron complice*" : les manifestants ont scandé à pleins poumons différents slogans propalestiniens. "*Stop au génocide à Gaza*", a-t-on également pu lire sur plusieurs pancartes.

Ce rassemblement "*en solidarité au peuple palestinien*" n'a pas été interdit par la préfecture de police, le préfet de police Laurent Nuñez ayant expliqué lundi avoir "*confiance en les organisateurs*", sur BFMTV/RMC. La manifestation a rassemblé des membres de LFI, du Parti communiste français (PCF), du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), de Lutte ouvrière et d'associations comme le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap). AFP/francetvinfo.fr 2 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Haaretz des 1er et 2 novembre 2023

(Je reçois leurs news letters quotidiennement que je traduis à l'aide d'un traducteur.)

- Les FDI estiment que quelque 3 000 terroristes de l'aile militaire du Hamas se sont infiltrés en Israël par des dizaines de points le long de la barrière frontalière, ainsi que par voie aérienne et maritime, lors de l'assaut meurtrier du 7 octobre. Des habitants de Gaza qui ne sont pas officiellement affiliés au Hamas ont également participé à l'opération.

Israël a déclaré la guerre au Hamas après dix mois de la crise politique et sociale intérieure la plus importante depuis des décennies, en raison du coup d'État judiciaire du gouvernement dirigé par Netanyahou - une législation visant à affaiblir considérablement le système judiciaire israélien et à sauver potentiellement Netanyahou des trois procès pour corruption auxquels il est confronté. Haaretz des 1er et 2 novembre 2023

- La ville de Gaza encerclée. Après une semaine de combats acharnés dans le nord de la bande de Gaza, les soldats israéliens ont "*achevé l'encerclement de la ville de Gaza*", où se trouve le "*centre de l'organisation terroriste Hamas*", a annoncé, jeudi, l'armée israélienne.

- Le Parlement bahreïnien confirme le départ de l'ambassadeur israélien du pays, annonce le retrait de l'ambassadeur bahreïnien de Tel-Aviv et la cessation des relations économiques avec Israël.

- L'ex-président malaisien Mahatir Mohamad : Israël mène un génocide à Gaza et non une guerre. Israël veut régler une fois pour toutes le problème en tuant tous les habitants de la bande de Gaza.

- L'Assemblée nationale koweïtienne a approuvé 13 recommandations visant à soutenir le peuple palestinien, notamment la création du Fonds de reconstruction de Gaza, la création de la Cité humanitaire du Koweït dans la bande de Gaza.

Michael Milshtein, Directeur du Forum des Etudes palestiniennes du Moshé Dayan Center de l'Université de Tel Aviv :

« *C'est la fameuse antienne depuis que le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza en 2006 : un mouvement radical se modère une fois qu'il arrive au pouvoir. Mais c'est faux, au pouvoir les radicaux imposent leurs vues, leurs idéologies et on l'a vu dans l'Histoire. Les talibans se sont modérés, les nazis se sont modérés une fois au pouvoir ? Ils sont devenus sociaux-démocrates ?* ».

J-C - Le massacre auquel se livrent les sionistes lui donne raison, les sionistes qui ont semé la terreur en se livrant à une multitude d'attentats sanglants en Palestine (y compris envers des juifs) entre les années 30 et 1947, se comportent comme des nazis une fois au pouvoir.

Guerre entre Israël et le Hamas : l'Etat hébreu annonce le renvoi des travailleurs gazaouis présents sur son sol et "*coupe tout contact*" avec Gaza - francetvinfo.fr 2 novembre 2023

"*Il n'y aura plus de travailleurs palestiniens de Gaza.*" Israël a annoncé, dans la nuit du jeudi 2 au vendredi 3 novembre, renvoyer chez eux tous les travailleurs gazaouis bloqués depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre. De façon générale, "*Israël coupe tous les liens avec Gaza*", a déclaré le cabinet de sécurité israélien. Quelque 18 500 Gazaouis bénéficiaient d'un permis de travail en Israël au moment du déclenchement de la guerre, selon les autorités. - francetvinfo.fr 2 novembre 2023

Médias israéliens : L'armée israélienne arment les colons en Cisjordanie occupée - french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

Le journal israélien *Haaretz* a révélé l'intention de l'armée d'occupation israélienne de recruter des colons qui n'avaient jamais servi dans l'armée, dans le but de sécuriser les colonies religieuses en Cisjordanie occupée.

Selon le journal, il est prévu que les recrus suivront des cours de formation sur deux types de fusils pendant trois semaines, après quoi ils seront stationnés dans les colonies avec des armes militaires.

Les candidats au recrutement ont été invités à remplir un formulaire dans lequel il leur était demandé d'indiquer leur degré de religiosité, et de choisir entre plusieurs niveaux mentionnés dans le formulaire, qui sont orthodoxes, nationaux religieux, ultra-orthodoxes, religieux ou autres, et que les candidats doivent être âgés de 27 à 50 ans et n'avoir pas servi dans l'armée.

Le journal israélien a indiqué que parmi les colonies dont la responsabilité d'en assumer la sécurité relèvera de ces colons sont celles dans lesquelles les extrémistes sont exclusivement présents dont entre autres Evi Ha Nahal, Maale Amos, Emanuel, Beitar, et autres.

Le 11 octobre, quelques jours après le début de la bataille Déluge d'Al-Aqsa, le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a annoncé depuis la colonie de Sderot située dans l'enveloppe de Gaza, son intention de distribuer davantage d'armes contre les colons, déclarant : « *Cette guerre a montré à quel point les civils doivent être* armés ».

Selon France info, le ministre israélien de la Sécurité nationale a annoncé la distribution gratuite de 10 000 armes à feu, à destination des colons volontaires.

Un centre de formation d'autodéfense israélien, situé en Cisjordanie occupée, fait le plein. Six jours sur sept, des colons de Goush Etzion, l'une des colonies juives, s'y entraînent. french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

J-C – Je ne suis pas sûr que les autorités leur disent, qu'un juif armé devient un sioniste à abattre pour la résistance palestinienne.

The Washington Post : « *Israël* » provoque des destructions et appelle cela « *la paix* » - french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

Le journal américain The Washington Post a publié un article intitulé « *Israël provoque des destructions et appelle cela la paix »,* dans lequel il explique que les politiciens israéliens décrivent leur campagne en cours dans la bande de Gaza comme une « *guerre de justice* », alors qu'ils provoquent une profonde crise humanitaire.

Le journal rappelle les propos de l'historien romain Tacite qui résonnent encore : « *Ils font un désert et ils appellent cela la paix* ».

Le journal souligne que « *les hommes politiques israéliens, dont le Premier ministre Benjamin Netanyahu, présentent leur campagne en cours dans la bande de Gaza comme une guerre de justice et de vengeance contre la brutalité du mouvement Hamas* ».

Et de poursuivre : « *Dans son zèle à punir le Hamas, Israël a déjà déclenché une profonde crise humanitaire dans l'enclave assiégée de 2,3 millions d'habitants, tuant plus de 8 500 personnes, dont plus de 3 500 enfants, et détruisant des milliers de bâtiments dans cette zone surpeuplée au milieu d'un conflit armé* ».

Le journal a également déclaré que « la dernière frappe brutale avait eu lieu mardi, lorsque les forces israéliennes ont largué des bombes sur le camp de réfugiés densément peuplé de Jabalia, dans le nord de Gaza », ajoutant que « *ces bombes étaient apparemment destinées à éliminer un haut commandant militaire du Hamas. Mais les bombes ont rasé tout un quartier, détruisant une vingtaine de bâtiments* », selon les témoignages locaux, et tuant plus de 100 personnes.

L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme a révélé « *qu'Israël a largué plus de 25 000 tonnes d'explosifs sur la bande de Gaza dans le cadre de son agression continue depuis le début de la bataille du déluge d'Al-Aqsa, ce qui équivaut à deux bombes nucléaires* ». french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

Irak : La Résistance islamique frappe une cible vitale de l'entité sioniste sur la côte de la mer Morte - french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

La résistance a affirmé que « *ces attaques étaient une réponse aux massacres commis par l'entité usurpatrice contre des civils palestiniens, notamment des enfants, des femmes et des personnes âgées* ».

Hier, la Résistance islamique en Irak a ajouté que « *ses moudjahidines ont ciblé la base Al-Tanfde l'occupation américaine en Syrie à l'aide de deux drones* », confirmant que « *ses cibles avaient été directement touchées* ».

De son côté, le secrétaire général du mouvement irakien Al-Nujaba, Cheikh Akram Al-Kaabi, a annoncé hier que « *la résistance islamique irakienne a décidé de libérer l'Irak militairement* », ajoutant que « *l'affaire est tranchée* » et « *qu'il n'y a ni arrêt, ni apaisement,*

ni recul en la matière », soulignant que « *ce qui risque de se passer plus tard sera plus grand*».

Plus tôt, le secrétaire général de l'Organisation Badr, Hadi Al-Amiri, avait déclaré : « *Il est temps pour les forces de la coalition internationale de quitter l'Irak* », ajoutant que « *tant que les forces de la coalition internationale seront présentes en Irak, personne ne s'attend à un renforcement des capacités militaires de l'armée irakienne* ».

La Résistance islamique irakienne continue de cibler les bases américaines en Irak et en Syrie, parallèlement à la bataille du déluge d'Al-Aqsa et à l'agression israélienne en cours sur la bande de Gaza.

Le Pentagone américain a annoncé il y a quelques jours que les forces américaines avaient subi environ 23 attaques entre le 17 et le 30 octobre dernier. french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

Syrie : La base militaire américaine de la ville d'Al-Shaddadi, au sud d'Al-Hasakah, au nord-est du pays, a été visée par un drone suicide. - french.almanar.com.lb 2 novembre 2023

Les forces israéliennes ont abattu leurs propres civils, selon un survivant du kibboutz.

Un scoop passé à la trappe parce qu'il nous renseigne sur la nature de Tsahal, l'armée la «*plus morale du monde*». On connaît «l'*affection*» qu'elle a pour les Palestiniens, on ne savait pas que cette affection englobe certaines fois ses propres soldats en leur tirant dessus sciemment ! : On sait que la réalité tragique de Palestiniens tués par milliers ne choque pas les défenseurs d'Israël en Occident qui ne s'intéressent qu'aux victimes israéliennes dont on s'aperçoit avec le temps que ces victimes israéliennes ont été tuées par l'armée israélienne. «*Ainsi, Yasmin Porat, une survivante de l'effusion de sang au kibboutz Beeri, près de la frontière avec Gaza, affirme que de nombreux civils israéliens ont été tués par les forces israéliennes. Yasmin Porat a déclaré à la radio israélienne que les forces de sécurité israéliennes ont «sans aucun doute*» tué un grand nombre de leurs propres civils après l'assaut du Hamas le 7 octobre Des civils israéliens ont été «*sans aucun doute tués par leurs propres forces de sécurité*».5.

Dans l'interview complète, Porat déclare que les combattants palestiniens – qui, selon elle, l'ont traitée «*humainement*», ainsi que les autres civils israéliens – avaient l'intention de «*nous kidnapper à Gaza*». «*Pas pour nous assassiner. Ils ne nous ont pas maltraités. Ils nous ont traités avec beaucoup d'humanité*», «*Je veux dire par là qu'ils nous gardent*». «*Ils nous donnent à boire ici et là. Quand ils voient que nous sommes nerveux, ils nous calment*». «*Ils ont été très humains envers nous*», a déclaré Porat dans son interview à la Douzième chaîne. Elle se souvient qu'«*un combattant palestinien qui parlait hébreu m'a dit :* «Regarde-moi bien, nous n'allons pas te tuer. Nous voulons vous emmener à Gaza. Nous n'allons pas vous tuer. Alors sois calme, tu ne vas pas mourir». *C'est ce qu'il m'a dit, avec ces mots. J'étais calme parce que je savais que rien ne m'arriverait*», a-t-elle ajouté. Dans l'interview accordée à la Douzième chaîne, Porat explique que même si les combattants palestiniens avaient tous des armes chargées, elle ne les a jamais vus tirer sur des captifs ni les menacer avec leurs

armes. En plus de fournir de l'eau potable aux captifs, elle a déclaré « *que les combattants les laissaient sortir sur la pelouse parce qu'il faisait chaud, d'autant plus que l'électricité était coupée*».[5]

«*Un combattant que Porat a décrit comme un commandant d'une trentaine d'années a demandé à parler à la police et a été mis en compagnie d'un officier israélien parlant arabe. Après leur brève conversation, la quarantaine de combattants palestiniens et leur douzaine de prisonniers israéliens attendaient l'arrivée de l'armée. Les forces israéliennes ont annoncé leur arrivée par une pluie de coups de feu, prenant par surprise les combattants et leurs captifs israéliens*».[5]

«*Nous étions dehors et tout à coup, une volée de balles de l'unité israélienne Yamam a été tirée sur nous. Nous avons tous commencé à courir pour nous mettre à l'abri, a déclaré Porat à la Douzième chaîne. Je suis en colère contre l'État, je suis en colère contre l'armée*», a déclaré Porat à Maariv. «*Pendant 10 heures, le kibboutz a été abandonné*».[5]

«*Saleh al-Arouri, un haut commandant militaire du Hamas, a directement répondu aux affirmations d'Israël selon lesquelles ses combattants auraient délibérément tué autant de civils que possible. Al-Arouri a également évoqué la possibilité qu'Israël ait utilisé la directive dite Hannibal – un protocole qui permet aux forces israéliennes d'utiliser une force écrasante pour tuer l'un de leurs propres soldats capturés plutôt que de permettre qu'il soit fait prisonnier captif pouvant être utilisé dans des négociations d'échange de prisonniers*».[5]

Que s'est-il réellement passé le 7 octobre. Comment 112 israéliens ont été tués ?

Ce que les médias mainstream nous cachent : «*Il apparaît aujourd'hui que près de la moitié des Israéliens tués étaient des combattants, que les forces israéliennes étaient responsables de la mort de certains de leurs propres civils et que Tel-Aviv a diffusé de fausses informations sur les atrocités commises par le Hamas pour justifier son attaque aérienne dévastatrice contre les civils palestiniens à Gaza. Aujourd'hui, les statistiques détaillées sur les victimes publiées par le quotidien israélien Haaretz brossent un tableau tout à fait différent. À la date du 23 octobre, le journal a publié des informations sur 683 Israéliens tués au cours de l'offensive menée par le Hamas parmi elles, 331 victimes – soit 48,4% – ont été confirmées comme étant des soldats et des officiers de police, dont de nombreuses femmes. Jusqu'à présent, aucun décès d'enfant de moins de trois ans n'a été enregistré, ce qui remet en question la thèse israélienne selon laquelle les bébés auraient été pris pour cibles par les résistants palestiniens*».6,7

Un article de *Haaretz* en hébreu publié le 20 octobre, qui n'apparaît en anglais que dans un article incontournable de Mondoweiss, dépeint une histoire très différente de ce qui s'est passé à Be'eri ce jour-là. Un habitant du kibboutz qui s'était absenté de son domicile révèle de nouveaux détails stupéfiants. «*Sa voix tremble lorsqu'il évoque sa compagne, qui était alors assiégée dans son abri. Selon lui, ce n'est que dans la nuit de lundi à mardi (9 octobre) et après que les commandants sur le terrain ont pris des décisions difficiles – y compris le bombardement des maisons avec tous leurs occupants à l'intérieur afin d'éliminer les terroristes et les otages – que Tsahal a achevé la prise de contrôle du kibboutz. Le prix à payer a été terrible : au moins 112 personnes de Be'eri ont été tuées. Ce récit semble indiquer que la décision d'attaquer le kibboutz et tous ceux qui s'y trouvent a été prise comme un calcul militaire clair*», ajoute Mondoweiss. Les rapports indiquent que le haut

commandement militaire a donné l'ordre d'attaquer des maisons et d'autres zones à l'intérieur d'Israël, même au prix de nombreuses vies israéliennes.[8]

«*Qu'Israël tue ou non intentionnellement ses citoyens captifs à Gaza, il s'est montré étrangement allergique à leur libération immédiate. Le 22 octobre, après avoir refusé l'offre du Hamas de libérer 50 otages en échange de carburant, Israël a rejeté l'offre du Hamas de libérer Yocheved Lifshitz, une militante israélienne pour la paix âgée de 85 ans, et son amie Nurit Cooper, âgée de 79 ans. Lorsque Israël a accepté leur libération, une vidéo a montré Yocheved Lifshitz serrant la main d'un militant du Hamas et lui entonnant* «Shalom» *alors qu'il l'escortait hors de Gaza. Lors d'une conférence de presse, elle a raconté le traitement humain que lui ont réservé ses ravisseurs. Le spectacle de la libération de Lifshitz a été traité comme un désastre de propagande par les doreurs d'images du gouvernement israélien, l'armée israélienne n'a pas été moins mécontente de sa soudaine liberté*».8

Notes ou sources :

5- Ali Abunimah et David Sheen, L'Intifada électronique, 16 octobre 2023

https://electronicintifada.net/israeli-forces-shot-their-own-civilians-kibbutz-survivor-says

6- Robert Inlakesh, https://reseauinternational.net/massacres-du-hamas-que-sest-il-reellement-passe-le-7-octobre, 27 octobre 2023

7- https://www.haaretz.com/2023/10/19israels-dead-the-names-of-those-killed-in-hamas-massacres-and-the-israel-hamas-war

8- https://www.haaretz.co.il/2023/10/20/ty-article

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/le-genocide-des-palestiniens-adoube-par-loccident-a-quand-la-justice/

Méfiez-vous de l'orientation politique des médias dits indépendants, alternatifs, progressistes, de gauche, et des fausses informations qu'ils colportent.

La preuve est faite ici, que dans une large mesure les informations qu'ils transmettent sont falsifiées, donc avant de les adopter et de les partager avec vos parents, camarades, amis, collègues de travail et autres relations, il faut absolument prendre du recul, laisser passer quelques jours avant d'en savoir davantage, et si possible les vérifier, recouper leurs infos avec plusieurs sources diverses. Au passage, c'est ce travail que je fais inlassablement et qui me vaut l'indifférence générale de mes lecteurs, c'est incompréhensible.

Hier nous avons dénoncé la falsification des faits à laquelle s'était livré **Acrimed** au lendemain de l'offensive militaire de la résistance palestinienne armée contre l'occupant

sioniste le 7 octobre dernier, au tour d'un autre média réputé "*indépendant*" ou à "*gauche*", **Blast**, dans l'article en question, la parole a été donné exclusivement à des sionistes :

- Le général à la retraite Amir Avivi, fondateur du Israel Defence and Security Forum

- Le professeur Hillel Frisch, expert auprès du Jerusalem Institute for Strategy and Security (JISS)

- Un proche du ministère de la Défense israélien.

Une seule fois un représentant des Palestiniens a été cité, et il faut voir en quels termes :

- « *Une source proche du Hamas a commencé à dessiner à Reuters les préparatifs de l'attaque (...) a jubilé le proche de l'organisation terroriste.* »

Voilà comment Blast partage le discours de Netanyahu et Biden repris par Macron :

- « *C'est le plus grand massacre de Juifs depuis la Seconde Guerre mondiale* », martèle auprès de Blast le professeur Hillel Frisch, expert auprès du Jerusalem Institute for Strategy and Security (JISS)

- « *Les incursions du Hamas se sont soldées par un innommable bain de sang. Au moins un millier de victimes, majoritairement des civils, dont des femmes, des enfants, des nourrissons.* »

- « *Des actes terroristes, des crimes de guerre, des crimes contre l'Humanité* »

- « *...a même décrit le terroriste du Hamas arrêté par l'armée israélienne.* »

Vous pouvez le vérifier ici :

https://www.blast-info.fr/articles/2023/israel-le-grand-aveuglement-hD7rIKbKQ-iVocf99aFSeQ

O que la tentation était grande de faire disparaître la Palestine, c'est bien simple, elle n'a jamais existé !

J-C - C'est vrai selon les critères politiques d'aujourd'hui ou retenus par les négationnistes, c'est faux selon ceux d'hier ou sur le plan historique, si bien qu'elle figura en tant que telle à deux reprises dans la Déclaration de Balfour de 1917.

Les frontières de l'ensemble des Etats du Moyen-Orient ou d'Afrique, mais aussi ailleurs en Asie et sur d'autres continents, ont été tracées à l'issue de guerres impérialistes coloniales occidentales en fonction du rapport de forces établis entre eux ou de leur pouvoir respectif, sans tenir compte des intérêts des différents peuples concernés.

Ce sont eux, selon le principe de diviser pour mieux régner, qui ont découpé l'Afrique en 55 morceaux pour mieux piller ce continent et le contrôler politiquement et militairement, l'empêcher de se développer et de garantir son indépendance ou sa souveraineté.

25 peuples ou ethnies se partageaient l'ensemble du Moyen-Orient et du territoire africain au milieu du XIXe siècle avant la colonisation occidentale. Après la Première Guerre mondiale les impérialistes britanniques et français se partageront les dépouillent de l'empire ottoman du Moyen-Orient. Et pendant un siècle avec les Américains, ils s'emploieront à dresser les peuples de ces Etats les uns contre les autres dans des conflits particulièrement meurtriers et dévastateurs, pendant qu'ils pilleront leur pétrole, gaz et autres matières premières comme ils le font en Afrique ou partout ailleurs…

Ces cartes montrant la réduction progressive du territoire de la Palestine sont-elles trompeuses ? - francetvinfo.fr 3 novembre 2023

En l'absence de légende, la première carte laisse entendre qu'il existait un Etat palestinien souverain en 1946. En 1948, l'Etat d'Israël n'est pas créé sur "*les terres d'une Palestine indépendante, mais celles de la Palestine sous mandat britannique*", rectifie Michael Mehrdad Izady, essayiste spécialiste du Moyen-Orient. En ce sens, la première carte du visuel est trompeuse.

"*Il n'y a jamais eu de Palestine indépendante. Il existait cependant un territoire de Palestine faisant partie de l'Empire romain*", explique le professeur au New York Institute of Technology. Cette appellation romaine a été reprise par la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) lorsque celle-ci en a confié le mandat au Royaume-Uni, en 1922, dans le cadre du démantèlement de l'Empire ottoman par les puissances occidentales. En 1946, comme l'indique cette carte établie par l'ONU, les Arabes et les Juifs cohabitaient sur un même territoire appelé Palestine, les Arabes représentant près des deux tiers de la population. francetvinfo.fr 3 novembre 2023

J-C – Une fois justifiée l'existence d'Israël et avoir expliqué que si les Palestiniens ne disposaient pas de leur Etat, il en portait la responsabilité, donc après avoir rempli son contrat ou balancé leur propagande pro sioniste, pour qu'on ne les accuse pas de parti pris ou s'en laver les mains, FranceInfo admettra que : « *malgré des informations manquantes, ces visualisations reflètent une tendance bien réelle du recul des territoires sous autorité palestinienne.* », territoires réduits à une peau de chagrin non viables en tant qu'Etat indépendant.

France occupée.

France : Etat terroriste. « *Quelle frontière entre l'institution judiciaire et l'éducation nationale ?* » Aucune.

10 ans et 3 heures face aux gendarmes - blast-info.fr 26 octobre 2023

Un écolier de 10 ans et deux mois s'est retrouvé pendant près de trois heures face à des gendarmes !

Répondant à la circulaire du garde des Sceaux demandant « *une réponse pénale ferme et rapide* » aux actes antisémites et à l'apologie du terrorisme, le parquet de Perpignan a cru bon faire entendre cet élève de CM2 d'une école de Canet-en-Roussillon (Pyrénées-Orientales). Tout est parti d'une question posée en classe par un môme qui s'est peut-être mal exprimé, ou a pu être mal compris. L'école l'a signalé et les autorités en ont fait l'un des plus jeunes suspects jamais entendu pour « *apologie du terrorisme* ».

Le 18 octobre dernier, il est 8h50 quand on frappe à la porte chez Lalia, au Canet-en-Roussillon. C'est Mehdi (*) qui répond. Élève de CM2, le môme se prépare pour aller à la piscine suivre son cours de natation, un sport qu'il pratique depuis quatre ans.

A la maison, tout le monde est encore en pyjama. « *C'est la gendarmerie* », entend-t-on de l'autre côté de la porte.

Son institutrice a fait un signalement pour des propos qu'il aurait tenus en classe deux jours plus tôt.

Mehdi est scolarisé à l'école élémentaire Pierre et Marie Curie de Canet-en-Roussillon. « *Il est le seul musulman de sa classe mais ça se passe bien* », précise sa maman.

A l'occasion de l'hommage rendu au professeur d'Arras Dominique Bernard lundi 16 octobre, l'enfant a posé des questions. « *On n'était même pas au courant de cette histoire, on ne regarde pas la télé* », explique Lalia.

Le 16 octobre donc, Mehdi demande « *est-ce que s'il n'était pas intervenu, il serait mort ?* » Puis le gamin pose une autre question. Elle concerne cette fois Samuel Paty : « *Est-ce que s'il n'avait pas fait un dessin du prophète il ne serait pas mort ?* ».

Après coup, l'enfant a affirmé que c'était bien une question - mal formulée, alambiquée, mais une question. L'enseignante, elle, aurait compris que l'élève était affirmatif : « *S'il n'avait pas fait un dessin du prophète, il ne serait pas mort* ». En somme une justification de l'attentat qui a coûté la vie dans des conditions particulièrement horribles au professeur d'histoire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). De plus, selon nos informations, l'institutrice a noté que l'écolier avait tapé sur la table avec son cahier. Comme un signe d'énervement. Suffisant pour le signaler.

Alerté sur ces faits, le parquet de Perpignan demande à ce que le môme soit entendu. Les gendarmes se déplacent donc au domicile de la famille. Lalia et son fils doivent venir à la brigade de Canet-en-Roussillon à 9h30. Sur place, dans un bureau, ils font face à trois gendarmes qui placent le gamin sous le feu des questions. Une avocate commise d'office a été appelée par les militaires.

L'interrogatoire commence. « *A quel âge tu as commencé à pratiquer (la religion, ndlr) ?* » « *Est-ce que tu pries ?* » « *Est-ce que tu jeûnes ?* » Lalia est choquée par ce qu'elle entend. « *Ce n'est qu'un enfant* », dit-elle. Elle conseille à son fils de répondre avec ses mots à lui.

L'enfant et sa mère ressortent de la gendarmerie peu avant midi. Aucune charge n'est retenue contre l'enfant. Lalia souffle : « *J'aurais aimé que l'école m'en parle directement, avant de le signaler aux gendarmes.*»

Contacté par Blast, le procureur de la République de Perpignan explique que cette audition est une « *application stricte de la procédure* ». Elle est donc liée. « *A l'issue de l'audition, ajoute Jean-David Cavaillé, nous avons procédé à un classement de l'enquête pénale et à l'ouverture d'une mesure éducative, au regard de l'âge du mineur* ». Cette « *mesure éducative* » signifie qu'un juge des enfants est désigné pour évaluer la situation, et voir dans le cas présent dans quel milieu grandit Mehdi.

De son côté, la direction départementale des services de l'éducation nationale des Pyrénées-Orientales (la DDSEN66) n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Sollicitée pour avis, une magistrate tance : « *Je pense que cela tend plus à traumatiser le gamin et sa famille qu'à lui donner une leçon, d'autant que je ne suis pas certaine qu'il ait réellement conscience de ce qui se joue et de ce qu'est le terrorisme...* »

Si tel est le cas, et à partir de ce moment, peut-il être suspecté d'apologie (du terrorisme) ? Maître Ilyacine Maallaoui a un avis tranché sur le sujet. Il estime « *[qu']une demande d'audition pour un enfant de 10 ans à la suite d'une simple interrogation pose nécessairement un certain nombre de questions.* » Par exemple celle-ci, qui n'est pas mince : « Quelle frontière entre l'institution judiciaire et l'éducation nationale ? ». L'avocat de la famille considère ainsi que « *les thématiques abordées lors de cette audition renforcent ce sentiment d'incompréhension* ». Pour Me Maallaoui, « *un tel enchaînement procédural pour ce type de situations est totalement contre-productif* ». « *Le classement sans suite était une évidence mais les répercussions psychologiques pour cet enfant sont quant à elles bien intactes*. » Et l'avocat, en toute logique, de prévenir : « *Il est évident que nous agirons juridiquement face à ce que je qualifie de graves dérives pour notre État de droit* ».

Éducation : les principaux syndicats lycéens fusionnent pour devenir l'Union syndicale lycéenne - francetvinfo.fr 2 novembre 2023

Les trois principaux syndicats lycéens fusionnent pour devenir "*l'Union syndicale lycéenne*", a appris franceinfo vendredi 3 novembre auprès de la nouvelle structure. "*Depuis 36 ans les organisations lycéennes sont divisées et à partir d'aujourd'hui, les choses changent*", se félicite le syndicat.

Cette nouvelle organisation, qui regroupe 3 500 adhérents, est composée "*d'actuelles fédérations*" de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidl), de la Voix Lycéenne, du Mouvement national lycéen (MNL), de l'Union pirate lycéenne (UPL), d'AEB Lycées ou de la Communauté solidaire des terres de l'est (CSTE), détaille l'Union syndicale lycéenne. francetvinfo.fr 2 novembre 2023

Santé.

VACCINS HPV - Papillomavirus humain

Les risques et les incertitudes sont supérieurs aux bénéfices.

Prendrez-vous le risque de faire vacciner votre enfant ?

Informez-vous avant de dire oui, protégez votre enfant.

https://collectifs.reinfoliberte.fr/flyer-papillomavirus-2/

Russie.

Lavrov juge «*profondément alarmantes*» les tentatives de l'Occident d'imposer ses valeurs - francais.rt.com 1er novembre 2023

Lors de son allocution en ouverture du forum «*Renforcer les valeurs spirituelles et morales traditionnelles pour garantir l'unité des Russes*» ce 1er novembre, le chef de la diplomatie russe a insisté sur le rôle de Moscou comme bastion de résistance face à l'«*élite néolibérale occidentale*».

«*Une tâche cruciale nous revient : assurer le lien entre les époques et les générations, éduquer les jeunes dans l'esprit de nos traditions et de l'amour de la patrie*», a déclaré ce 1er novembre le ministre des Affaires étrangères lors de son allocution au forum des Russes de l'étranger.

Organisé chaque année avant le Jour de l'Unité nationale fixé au 4 novembre, ce forum rassemble les membres du Conseil mondial de coordination des Russes de l'étranger, des entrepreneurs, des personnalités de la diaspora russe, soit environ 150 personnes résidant dans plus de 80 pays.

«*Combiner nos efforts est particulièrement nécessaire aujourd'hui, alors que la sphère occidentale emmenée par les États-Unis a déclenché une nouvelle guerre contre notre pays*», a souligné le diplomate avant d'établir des parallèles historiques.

La russophobie à un niveau «hors du commun»

«*À l'instar de Napoléon en 1812 et d'Hitler en 1941, les États-Unis ont uni aujourd'hui presque tous les pays occidentaux pour tenter une nouvelle fois de détruire la Russie, lui infliger une* «défaite stratégique» *et l'éliminer en tant que partie indépendante sur la scène internationale*», a averti le diplomate, estimant que «*le niveau de russophobie que nous observons dans les pays occidentaux est littéralement hors du commun*».

«*Dans un certain nombre de pays occidentaux, les valeurs traditionnelles s'érodent et les normes morales fondamentales sont soumises à révision*», a déploré Lavrov, estimant que «la permissivité, la tolérance poussée jusqu'à l'absurdité et divers modèles de comportement destructeurs sont appliqués de manière agressive».

La Russie, gardienne des traditions

Toujours selon lui, «*une telle démarche, mise en œuvre contre les aspirations de la majorité des citoyens ordinaires, cause des dommages irréparables à la santé morale des personnes, les prive de leurs racines civilisationnelles et conduit à l'aliénation mutuelle, à la dépersonnalisation et à l'autodestruction de la société*».

«*Dans ses pires manifestations, elle contribue à la croissance du radicalisme, du nationalisme agressif, du néonazisme, de la xénophobie et de l'intolérance*», ajoute le chef de la diplomatie russe. «*Les tentatives continues de l'élite néolibérale occidentale pour imposer à d'autres peuples des* «valeurs» *qui leur sont étrangères sont profondément alarmantes*», estime-t-il par ailleurs.

Par contraste, considère Sergueï Lavrov, «*un nombre croissant de personnes, y compris sur le continent européen, non seulement sympathisent avec notre pays, mais considèrent également la Russie comme un défenseur des traditions durables et des vraies valeurs*». Et le diplomate de citer la création en mars 2023 du Mouvement international des russophiles (MIR), qui compte des personnalités de nombreux pays. francais.rt.com 1er novembre 2023

Poutine supprime l'obligation de notifier le Conseil de l'Europe sur la loi martiale - fr.sputniknews.africa 2 novembre 2023

Ces amendements prévoient que la Russie ne notifiera plus le secrétaire général du Conseil de l'Europe de l'instauration de l'état d'urgence et de la loi martiale.

En outre, la Russie ne l'informera pas non plus sur les restrictions provisoires des droits et libertés en lien avec l'état d'urgence ou la loi martiale qui seraient en dérogation des engagements internationaux.

L'obligation d'informer le secrétaire général de l'Onu a été cependant maintenue.

Celle de tenir au courant le Conseil de l'Europe était liée aux clauses de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, communément appelée Convention européenne des droits de l'Homme. L'application de cette Convention a été annulée en vertu de la loi fédérale Sur l'arrêt de l'application à l'égard de la Russie des accords internationaux du Conseil de l'Europe.

Avant le 2 novembre, la Russie devait prendre des mesures visant à notifier aux secrétaires généraux de l'Onu et du Conseil de l'Europe la restriction des droits et libertés en lien avec l'instauration de l'état d'urgence et de la loi martiale.

Effets du retrait du Conseil de l'Europe

Au printemps 2022, la Russie s'est retirée du Conseil de l'Europe dont elle faisait partie depuis 1996 et a rompu plusieurs accords internationaux. La loi martiale est en vigueur dans les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que dans les régions de Zaporojié et de Kherson.

Le président de la Douma (chambre basse du Parlement russe) Viatcheslav Volodine avait précédemment signalé que le Conseil de l'Europe était devenu obsolète et s'était mis à freiner le développement des pays. Selon lui, les décisions du Conseil étaient politisées et adoptées conformément aux vœux de Washington, dont les actions créaient de la tension entre les pays européens.

M.Volodine avait ajouté que c'est la raison pour laquelle la Russie s'en était retirée l'année dernière.

Selon lui, cela avait rendu nécessaires les amendements ci-dessus. fr.sputniknews.africa 2 novembre 2023

Sur le champ de bataille.

J-C – Les dépenses militaires de la Russie qui ont considérablement augmenté depuis un an et demi commencent à peser lourdement sur son économie, le rouble a encore faibli, le taux directeur est passé à 15%, l'inflation repart de plus belle, mais heureusement grâce à la nouvelle guerre au Moyen-Orient le prix du baril de pétrole a déjà augmenté de 4% et frôle les 100 dollars, la Russie va pouvoir financer son effort de guerre, alors on dit merci à qui ?

Si Je prends un ton désinvolte pour aborder ce sujet, vous aurez deviné pourquoi, sinon tant pis !

Kiev a perdu un chasseur Su-27, 8 véhicules de combat US Bradley et près de 500 soldats en 24 - fr.sputniknews.africa 2 novembre 2023

Au cours de ces dernières 24 heures, les forces russes ont détruit 8 canons automoteurs, 8 chars, 17 véhicules de combat d'infanterie, dont 8 Bradley de production américaine, ainsi qu'un avion de chasse Su-27.

Le bilan quotidien de la Défense russe révèle également que quatre missiles de croisière Storm Shadow, trois missiles antinavires Neptune et huit roquettes de HIMARS ont été interceptés.

Trois canons US, deux avions et près de 1.000 soldats: ce que Kiev a perdu en 24h - fr.sputniknews.africa 1 novembre 2023

Les forces armées russes ont intercepté huit projectiles de lance-roquettes multiples HIMARS et Ouragan, ainsi qu'une bombe guidée JDAM produite par les États-Unis, rapporte le ministère russe de la Défense dans son bilan quotidien du 1er novembre.

Des avions de chasse des forces aérospatiales russes ont abattu deux Su-27 de Kiev. 48 drones ont été détruits.

L'aviation d'appui, des drones, des missiles et l'artillerie russes ont ciblé la force vive et du matériel dans 129 régions.

Deux postes de commandement et des dépôts d'armements ont été également anéantis.

Pertes de Kiev sur les différents axes:

Axe de Koupiansk: près de 245 soldats, deux véhicules, deux systèmes d'artillerie US M777, un canon automoteur polonais Krab, un obusier Msta-B, deux canons automoteurs Gvozdika.

Axe de Krasny Liman: près de 200 militaires, trois véhicules, un canon automoteur AS-90 de fabrication britannique.

Axe de Donetsk: environ 245 militaires tués et blessés, trois chars, dont un allemand, trois véhicules, deux obusiers D-30.

Axe de Donetsk-Sud: plus de 190 soldats, deux blindés, six véhicules.

Axe de Zaporojié: environ 80 militaires, trois blindés, deux véhicules, un canon M777, un canon automoteur Krab de fabrication polonaise, un obusier D-30.

Axe de Kherson: environ 80 tués et blessés, quatre véhicules.

LE SOCIALISME

Le 4 novembre 2023.

Avant de poursuivre ma correspondance avec un vieux militant du mouvement ouvrier actuellement très occupé, je vous annonce que je viens aussi d'avoir un échange cordial avec un acteur politique, qui est aussi un journaliste très connu, nous avons abordé librement différent sujets, comme quoi c'est encore possible.

Avant de commencer, on se détend un peu, on va en avoir besoin !

Dans la rubrique du musée des horreurs, je vous ai dégoté les obsédées sexuelles.

Royaume-Uni: à Londres, le seul musée du vagin au monde rouvre ses portes - RFI 4 novembre 2023

Marche contre la guerre - Cessez-le-feu immédiat ! - 4 septembre 2023

J-C – Je ne commenterai pas le contenu de ces appels. On fera comme avec la dictature sanitaire, chacun manifestera où et avec qui il le pourra sans avoir trop le choix, seule la bonne intention comptera pour l'occasion, puisque c'est pour la bonne cause. On se fout à l'avance des critiques des bonnes consciences bien mal placées.

Paris 15h place de la République / Limay (78) 10h Hôtel de ville / Brioude (43) 11h devant la Sous-préfecture / Sens (89) 15h place de la République / Rouen (76) 15h place St Sever / Montpellier (34) 15h place de la Comédie / Amiens (80) 14h Hotel de ville / Lons-le-Saunier (39) 11h place de la Liberté / Angoulême (16) le 3 novembre à 18h place de l'Hôtel de ville...

https://lafranceinsoumise.fr/2023/10/31/appel-collectif-halte-au-massacre-a-gaza-la-france-doit-exiger-un-cessez-le-feu-immediat/

D'autres manifestations ici :

https://ismfrance.org/index.php/category/communiques/

Serbie : des milliers de Bosniaques manifestent en soutien à Gaza - aa.com.tr 3 novembre 2023

Les participants ont appelé les organisations internationales à intervenir d'urgence pour mettre fin au génocide commis par Israël à Gaza.

La ville de Novi Pazar, plus grande ville de la région de Sinjak à majorité musulmane bosniaque en Serbie, a été le théâtre d'une manifestation à laquelle des milliers de personnes ont participé en solidarité avec les habitants de Gaza.

Le correspondant d'Anadolu a rapporté que plus de 15 000 manifestants ont scandé "*Liberté pour la Palestine*" et "*Pour la paix*" lors de la marche organisée à l'invitation de l'association locale des femmes. aa.com.tr 3 novembre 2023

Gazaouis et ouvriers bangladeshis du textile = Même combat !

Bangladesh: des centaines d'usines textile ferment face à la colère de milliers d'ouvriers - AFP/actu.orange.fr 2 novembre 2023

Des centaines d'usines de confection au Bangladesh ont fermé en raison de violentes manifestations de milliers d'ouvriers du textile, qui durent depuis plusieurs jours et qui ont fait deux morts, exigeant que leur salaire mensuel minimum soit multiplié par trois.

Dans la capitale Dacca, ainsi que dans plusieurs villes industrielles de sa périphérie, plusieurs dizaines d'usines ont été saccagées par les ouvriers en colère, et plusieurs centaines ont fermé, selon les autorités, qui ont aussi fait état jeudi d'affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre.

"*Plus de 250 usines de confection ont été fermées lors des manifestations*", a déclaré à l'AFP Sarwar Alam, le chef de la police de Gazipur (nord de Dacca).

"*Jusqu'à 50 usines ont été saccagées et vandalisées, dont quatre ou cinq incendiées*", a-t-il ajouté. "*Quand une usine est saccagée, les voisins préfèrent ne pas laisser les leurs ouvertes*", a-t-il poursuivi.

A Ashulia (nord de Dacca), au moins 50 "*très grandes usines*" employant plus de 15.000 ouvriers ont été fermées, a indiqué le chef adjoint de la police, Mahmud Naser.

Selon un décompte de la police, deux ouvriers ont été tués et des dizaines d'autres blessés depuis le début des manifestations, qui ont commencé au début de la semaine dernière et tourné à la violence lundi.

Le textile est une industrie clé du Bangladesh, deuxième exportateur mondial de vêtements, derrière la Chine. Ses 3.500 usines, qui fournissent des marques occidentales telles que Gap, H&M et Levi Strauss, représentent 85% des 55 milliards de dollars d'exportations annuelles de ce pays pauvre d'Asie du Sud.

Mais les conditions de travail sont dures pour beaucoup des quatre millions de travailleurs du secteur, majoritairement des femmes, avec un salaire mensuel minimum de 8.300 takas (70 euros).

Les ouvriers exigent 23.000 takas (190 euros), près de trois fois plus, pour faire face à la forte augmentation du coût de la vie et subvenir aux besoins de leurs familles.

L'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh, représentant les propriétaires d'usines, ne propose que 25% d'augmentation.

"*Après dix ans de travail, mon salaire (mensuel) est toujours de 10.600 takas (96 dollars). Avec l'inflation, comment puis-je survivre avec une femme et un enfant? J'ai besoin d'un prêt chaque mois car mon salaire ne suffit pas à nourrir ma famille*", a confié à l'AFP Nayeem Islam, un ouvrier de 28 ans.

L'essor de l'industrie textile a grandement contribué au succès économique du Bangladesh, un des pays les plus densément peuplés du monde avec ses 170 millions d'habitants.

"*Nous fabriquons des vêtements chers, ils sont vendus à des prix plus élevés à l'étranger*" par les propriétaires d'usine, qui "*gagnent beaucoup d'argent*". "*Pourquoi ne peuvent-ils pas nous verser un meilleur salaire?*" s'interroge Nasima, une ouvrière de 30 ans.

Outre les usines fermées, plusieurs milliers d'ouvriers ont aussi bloqué jeudi les routes des quartiers industriels autour de Dacca.

A Mirpur (ouest de Dacca), des policiers anti-émeute ont tiré des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes pour disperser environ 5.000 ouvriers qui bloquaient une route, a constaté un correspondant de l'AFP.

A Gazipur, des policiers ont dispersé un millier d'ouvriers, selon un responsable de la police, Abou Siddique.

Des troupes paramilitaires des garde-frontières (BGB) ont été déployées pour "*prévenir la violence"* dans les zones les plus touchées, a déclaré à l'AFP un lieutenant-colonel du BGB, Zahid Parvez.

Le réseau mondial de défense des droits des ouvriers, Clean Clothes Campaign, a "*condamné fermement la violente répression*" des manifestants de la confection, accusant la plupart des marques clientes d'avoir refusé de soutenir publiquement leurs revendications.

De grandes marques, dont Adidas, Hugo Boss ou encore Puma, ont toutefois écrit au début du mois à la Première ministre Sheikh Hasina, ayant "*remarqué*" que les salaires nets mensuels moyens n'avaient "*pas été ajustés depuis 2019 alors que l'inflation a considérablement augmenté au cours de cette période*".

Selon le commissaire adjoint de la police métropolitaine de Dacca, Nazmul Hasan, ses services soupçonnent le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP, opposition) d'inciter à ces manifestations au moment où de violents rassemblements antigouvernementaux secouent le pays pour exiger la démission de Sheikh Hasina avant les élections prévues fin janvier. AFP/actu.orange.fr 2 novembre 2023

Vive la guerre... et le chômage, la combinaison gagnante !

J-C - On retiendra : "*La logique économique veut que s'il y a moins d'emplois disponibles, les travailleurs sont moins en position de force pour demander des augmentations de salaires, ce qui ralentit l'inflation et satisfait les investisseurs.*"

Wall Street conclut en hausse sa meilleure semaine de l'année - AFP/actu.orange.fr 3 novembre 2023

Sur la semaine, les indices affichent leur meilleur gain hebdomadaire depuis octobre 2022, le Dow Jones grimpant de plus de 5% tandis que le S&P 500 et le Nasdaq ont engrangé plus de 6%.

Le marché actions a été soutenu par la chute des rendements obligataires qui s'est accélérée mercredi avec la pause dans les hausses de taux observée par la Fed, puis vendredi à la suite des chiffres de l'emploi.

Le département du Travail a dévoilé des créations d'emplois en nette baisse à 150.000 pour le mois d'octobre contre 175.000 prévus et 297.000 le mois d'avant. Le taux de chômage s'est établi à 3,9%, en hausse de 0,1 point de pourcentage.

La logique économique veut que s'il y a moins d'emplois disponibles, les travailleurs sont moins en position de force pour demander des augmentations de salaires, ce qui ralentit l'inflation et satisfait les investisseurs.

"*Avec la croissance des salaires qui ralentit, il est difficile d'imaginer que la Fed va relever davantage les taux d'intérêt*", a commenté Andrew Hunter, de Capital Economics. Le coût du salaire horaire n'a augmenté que de 0,2%, moins qu'attendu.

Le revirement des taux obligataires a été un facteur crucial dans la montée des actions cette semaine. "*Les taux à deux ans ont fortement chuté*", à 4,83% contre 4,98% jeudi, "*ce qui change radicalement la donne en terme d'attente du marché sur l'évolution des taux*", a expliqué Steve Sosnick d'Interactive Brokers.

Cela veut dire qu'"*il n'y a quasiment aucune chance que les taux soient encore remontés*", a assuré l'analyste.

Le rendement sur les bons du Trésor à dix ans a aussi considérablement baissé à 4,57% au plus bas depuis fin septembre alors qu'il avait grimpé à 5% la semaine dernière.

Les titres cotés à Wall Street du constructeur chinois de véhicules électriques Nio ont grimpé de 5,65% après que le groupe a annoncé une suppression de 10% de ses effectifs dans un effort de réduction des coûts face à une concurrence renforcée dans le monde. AFP/actu.orange.fr 3 novembre 2023

Mimétisme de son agence française.

La Bourse de Paris termine en légère baisse sa meilleure semaine depuis sept mois - AFP/actu.orange.fr 3 novembre 2023

La Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,19% vendredi, un faible mouvement qui ne ternit pas la forte progression sur l'ensemble de la semaine, portée par l'espoir d'un changement de politique des banques centrales.

L'indice vedette CAC 40 a lâché 13,19 points pour finir à 7.047,50 points, mettant fin à une série de quatre hausses consécutives. Mais cela ne l'empêche pas de progresser, de 3,71% sur la semaine, sa meilleure performance hebdomadaire depuis fin mars et le rebond après la crise des banques régionales américaines.

Les cinq entreprises ayant le plus mauvais bilan depuis le début de l'année sur le CAC 40 ont terminé dans les six meilleures progressions du jour, signe du retour des investisseurs vers des placements plus risqués. AFP/actu.orange.fr 3 novembre 2023

L'autre blocus illégal et criminel américain qui dure depuis 1962.

J-C - Le fascisme ou le nazisme et le terrorisme international sont représentés essentiellement par 3 Etats : Les Etats-Unis, Israël et l'Ukraine.

ONU : 187 pays votent pour la fin du blocus de Cuba, exceptés les Etats-Unis, Israël et l'Ukraine - RT 3 novembre 2023

Pour la 31e année consécutive, une résolution onusienne a voté contre le blocus économique de Cuba : 187 pays ont voté pour, les Etats-Unis et Israël ont voté contre et seule l'Ukraine s'est abstenue. Le chef de la diplomatie cubaine a jugé ce blocus comme étant une politique «*illégale, cruelle et inhumaine*».

Le représentant des Etats-Unis, Paul Folmsbee, a justifié son vote comme étant un moyen de pression pour permettre au peuple cubain de progresser vers la démocratie. «*Nous soutenons fermement leur quête d'un avenir respectueux des droits de l'homme et des libertés fondamentales», a-t-il déclaré, tout en enjoignant les Nations unies «à écouter le peuple cubain et ses aspirations à déterminer son propre avenir*». Une déclaration qui dénote avec le constat du gouvernement cubain.

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, déplore la situation de son pays face à l'embargo. Il met en exergue notamment les difficultés pour acquérir «*des équipements, des technologies, des dispositifs médicaux et des produits pharmaceutiques finaux*» et les alternatives «*des génériques moins efficaces*».

Le blocus constitue «un acte de guerre économique, en temps de paix», condamne-t-il, en stipulant que c'est une politique «*illégale, cruelle et inhumaine*».

Depuis 1992, aucune résolution pour mettre fin au blocus économique de Cuba n'a reçu plus de quatre votes contre. RT 3 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis 28 jours, l'armée israélienne poursuit une « guerre dévastatrice » contre Gaza, au cours de laquelle 9 227 Palestiniens ont été tués, dont 3 826 enfants, 2 405 femmes, et 23 516 blessés.
Par ailleurs, 145 Palestiniens ont été tués et environ 2 070 ont été arrêtés en Cisjordanie occupée, selon des sources officielles palestiniennes.

- Médias israéliens : le Honduras décide de retirer son ambassadeur en « *Israël* » en raison de ses violations du Droit international dans la bande de Gaza

- Incursion terrestre dans la bande de Gaza : 5 soldats tués de plus et 260 blessés depuis son déclenchement. Le bilan israélien officiel s'élève désormais à 25 depuis le lancement de l'offensive terrestre le samedi 28 octobre. Mais selon des responsables du Hamas, les chiffres fournis par les Israéliens sont en deçà des chiffres réels.

Ceci explique cela. Voilà la pourriture que soutiennent Macron, son parti, son gouvernement.

Le gouvernement israélien actuel est constitué et soutenu uniquement par des partis d'extrême droite ou ultraorthodoxes :

- Le Likoud auquel appartient Netanyahu, est issu de l'Irgoun et du Hérout, du Betar, organisations sionistes militaires et politiques ayant perpétré nombre d'attentats terroristes avant et après 1947, le Likoud est classé officiellement à droite, en réalité il est d'extrême droite conformément à ses origines.

- Le Parti Judaïsme unifié de la Torah, extrême droite.

- Le Shas, extrême droite.

- Le Parti sioniste religieux, extrême droite, fondé en 1998.

- Force juive ou Otzma Yehudit, extrême droite, fondé en novembre 2012.

- Noam, extrême droite, fondé en juillet 2019.

- Israel Beytenou, extrême droite, soutien sans participation (depuis 2023).

Source : Wikipédia. J'ai été jusqu'à lire chacune des pages que Wikipédia leur a consacrées, c'est édifiant et très instructif.

Guterres: Les images des cadavres éparpillés devant l'hôpital Al-Shifa à Gaza sont « *horribles* » - aa.com.tr 4 novembre 2023

Selon un communiqué de presse publié dans la soirée de vendredi à Samedi

Dans un communiqué de presse publié dans la soirée de vendredi à samedi, Guterres a déclaré : « *Les civils de Gaza, y compris les enfants et les femmes, sont assiégés depuis près d'un mois, privés d'aide, tués et bombardés* ».
Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est dit "*horrifié*" par l'attaque contre des ambulances devant l'hôpital Al-Shifa à Gaza, affirmant que « *les images des cadavres éparpillés dans la rue devant l'hôpital sont horribles* ».

L'armée israélienne avait annoncé vendredi avoir pris pour cible une ambulance dans la bande de Gaza, prétendant que le Hamas l'avait utilisé.

Le porte-parole du ministère de la Santé, Ashraf Al-Qudra, a déclaré lors d'une conférence de presse suivie par Anadolu : « *L'occupation a ciblé deux ambulances, la première au rond-point d'Ansar (à l'ouest de la ville de Gaza) et la seconde devant le complexe Al-Shifa dans la ville, faisant 15 morts et 60 blessés* ». aa.com.tr 4 novembre 2023

Le « *en même temps* » qui justifie le massacre et la destruction de Gaza.

Etats-Unis / Blinken : Israël a le devoir de se défendre - aa.com.tr 3 novembre 2023

Il a déclaré vendredi, lors de sa rencontre avec le président israélien Isaac Herzog à Tel Aviv : "*Nous insistons sur le fait qu'Israël a non seulement le droit, mais aussi le devoir de se défendre et de faire tout son possible pour que l'attaque du 7 octobre dernier ne se répète pas*".

Et d'ajouter : "*En même temps, il est très important que lorsqu'il s'agit de la sécurité des civils, tout doit être fait pour les protége*r." aa.com.tr 3 novembre 2023

Etats-Unis: La chambre des représentants approuve un projet de loi sur l'aide à Israël - aa.com.tr 3 novembre 2023

La Chambre des Représentants américaine a approuvé, jeudi, un projet de loi présenté par les Républicains, demandant une aide de 14,3 milliards de dollars pour Israël.

Lors du vote qui a eu lieu à la Chambre des Représentants, 226 représentants ont voté en faveur du projet, alors 196 l'ont rejeté.

Douze représentants démocrates ont soutenu le projet, tandis que deux représentants républicains l'ont rejeté.

Le projet prévoit l'octroi d'une aide d'un montant de 14,3 milliards de dollars, dont 4 milliards seront alloués aux systèmes de défense aérienne "Dôme de fer" et "*David's Sling*", et 1,2 milliard de dollars au système "*Iron Beam*".

Le projet nécessite l'approbation du Sénat et du président Joe Biden pour pouvoir être légalisé.

Le Sénat et la Maison Blanche s'opposent.

De son côté, le leader de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a estimé que "*la proposition est très erronée"*, soulignant que le Sénat ne l'examinera pas.

Schumer a indiqué qu'ils travailleraient plutôt sur un programme d'aide d'urgence comprenant Israël, l'Ukraine et une aide humanitaire pour Gaza. aa.com.tr 3 novembre 2023

Comment les Américains participent au génocide du peuple palestinien

- La Douzième chaîne israélienne a déclaré vendredi : "*L'armée américaine utilise des drones avancés MQ-9 Reaper dans le ciel de la bande de Gaza, dans le cadre des efforts visant à recueillir des informations sur l'état et la localisation des ravisseurs*".

Elle a ajouté, citant des médias américains, que "*cela s'inscrit dans le cadre des activités de renseignement des drones, qui ne sont pas armés, et ne font pas partie des combats que mène l'armée israélienne dans le nord de la bande de Gaza*".

Elle a poursuivi : "*Selon un article du New York Times, au moins six drones américains survolent le sud de la bande de Gaza depuis plus d'une semaine*." aa.com.tr 3 novembre 2023

Bureau de Netanyahu après la réunion de Blinken : Aucun carburant n'entrera dans la Bande de Gaza - aa.com.tr 3 novembre 2023

Vendredi, le bureau du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a renouvelé son refus d'introduire du carburant dans la bande de Gaza, cette enclave qui est soumise à une guerre israélienne destructrice et à un siège plus étouffant depuis 28 jours.

C'est ce qu'a rapporté le journal hébreu Yediot Ahraonot, citant le bureau du Premier ministre Benyamin Netanyahu, à la suite de sa rencontre avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken, au siège du ministère israélien de la Défense à Tel Aviv.

"*Aucun type de carburant n'entrera dans la bande de Gaza*", a déclaré le journal citant le bureau du Premier ministre.

Le gouvernement israélien a interdit l'approvisionnement en l'électricité, en eau et en carburant dans la bande de Gaza, le 7 octobre.

L'ONU et les organisations internationales de défense des droits humains affirment qu'empêcher l'entrée de carburant affecte tous les aspects de la vie à Gaza, y compris les hôpitaux, et met en danger la vie des habitants et des patients. aa.com.tr 3 novembre 2023

Discours du Secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, depuis Beyrouth.

J-C – Rien de nouveau, si j'ai bien lu.

Sayed Nasrallah : Nous sommes engagés dans la bataille. Toutes les possibilités sont ouvertes. Gaza et Hamas doivent triompher. - french.almanar.com.lb 4 novembre 2023

Extraits.

Pourquoi l'opération du 7 octobre ?

Tout le monde sait à quel point le peuple palestinien a souffert et souffre le martyre depuis 75 années (blocus, détentions arbitraires, oppression, assassinats, destruction des maisons, vols des terres, colonisation etc.) mais ses dernières années étaient très difficiles surtout avec ce gouvernement idiot, raciste et barbare pour ces raisons:

- le dossier des détenus palestiniens qui ne cessaient de se compliquer : certains mourraient dans les geôles israéliennes, d'autres subissaient les pires tortures, les détentions arbitraires ne cessaient de se multiplier

- Le dossier d'al-Qods et d'al-Aqsa, chaque jour la mosquée alAqsa subissait les agressions les plus violentes, et la judaïsation d'al-Qods se poursuivait avec une intensité alarmante

- Le blocus sur Gaza où plus de 2 millions personnes vivent dans des conditions inhumaines et insupportables depuis plus de 20 ans.

- Les dangers qui guettent la Cisjordanie, et qui subit tout autant la tyrannie de l'occupation israélienne à cause de ce gouvernement stupide, raciste et barbare que la poursuite de la colonisation.

Tous ces facteurs ont constitué une pression pesante sur les factions de la résistance palestinienne alors que personne ne réagissait: ni l'ONU, ni les pays arabes, ni les pays européens ne se sont intéressés à la question palestinienne alors que l'ennemi poursuivait avec intensité ses violences. Par conséquent, il fallait un évènement sécuritaire de grande envergure pour bousculer la conscience de la communauté internationale et remettre sur la table la question palestinienne.

Déluge d'alAqsa

L' opération Déluge d'alAqsa a été exécutée par les brigades alQassam et les autres factions palestiniennes, cette opération bénie est fondée sur une décision à cent pour cent palestinienne, et ses commanditaires sont palestiniens et personne ne le savait, elle était

secrète et son secret a pu faire réussir cette opération, contrairement à ce que disent certains, ce secret n'a pas dérangé le factions de la résistance palestinienne, au contraire elle n'a provoqué aucun impact négatif sur nous, je dirais même plus : cette opération a incrusté l'identité de cette opération qui est purement palestinienne surtout que certains tentent toujours de lier les factions de la résistance palestinienne à une identité régionale.

La bataille Déluge d'alAqsa a prouvé de par sa décision, de par son exécution que cette bataille est purement palestinienne et que le peuple palestinien et sa résistance ne dépendent d'aucun agenda régional et cela nous l'avons répété maintes fois, il faut comprendre que les décisions dans les factions de la résistance reviennent exclusivement au commandement de ses factions, et l'ennemi comme l'ami doit comprendre cette réalité. Aucune tutelle régionale n'influence ou ne pèse sur ses décisions, chaque commandement a le droit de décider en fonction des circonstances qu'ils juges convenables pour agir. (...)

Cette bataille confirme la nature sauvage de cette entité implantée dans notre région selon les accords de Balfour et elle dilapide les efforts des occidentaux de prouver aux peuples opprimés de notre région que l'entité sioniste est démocratique, qu'elle respecte les droits de l'homme et le droit international. (...)

La responsabilité directe des USA de tous ces massacres

Depuis 30 jours, Gaza est détruite chaque seconde sous les yeux de la communauté internationale, tel est le vrai visage des USA, ils régissent le monde via la loi de la jungle. Les USA sont responsables directement de ces crimes de guerre contre Gaza et l'entité sioniste n'est qu'un outil exécutant entre leurs mains. Surtout que ce sont eux qui empêchent toute condamnation ou tout cessez-le-feu.

L'histoire des USA apporte des preuves qu'ils sont responsables de tous les massacres du siècle dernier depuis Hiroshima en passant par le Vietnam et la Palestine.

Le devoir de tout personne honnête est d'assumer cette responsabilité, le monde doit assumer cette responsabilité pour défendre le droit contre la violation du droit, pour défendre le peuple de Gaza. Ce dernier représente l'essence de l'humanité, toute personne qui écrit ou qui s'exprime pour la Défense du droit palestinien est humain, et celui qui se tait doit revoir sa conscience.

En 1948, le monde n'a pas assumé ses responsabilités face à l'implantation de cette entité dans notre région qui continue d'en payer le prix. Et aujourd'hui encore, des pays refusent d'assumer leurs responsabilités. Ce qui se passe n'est pas une bataille comme les autres batailles, c'est une bataille historique et décisive et cela impose des responsabilités. (...)

Les factions de la résistance

La résistance islamique en Irak a assumé ses responsabilités en déclenchant une nouvelle étape. De même, le mouvement Ansarullah, le gouvernement yéménite et le peuple yéménite, et malgré les menaces proférées contre le Yémen, ils ont assumé leurs responsabilités, ils ont lancé des missiles.

En ce qui concerne le front du sud du Liban : Nous sommes au cœur de la bataille depuis le 8 octobre, la résistance au Liban a commencé ses opérations alors que nous n'étions pas au courant de l'opération Déluge d'alAqsa et nous sommes entrés directement en action. Nous avons commencé par les positions israéliennes dans les hameaux de Chebaa occupée, puis tout au long de la frontière sud, contre tous les sites militaires israéliens. Ce qui se passe sur notre front est très important car cela a un impact direct sur Gaza, et nous ne nous contenterons point de ces opérations.

Ce qui se passe à la frontière avec la Palestine occupée est une première du genre dans l'histoire de l'entité, que ce soit en ciblant les drones, les véhicules blindés, les soldats et leurs rassemblements, les équipements techniques et les armes diverses. La Résistance islamique mène depuis lors une véritable bataille.

La Résistance islamique mène depuis le 8 octobre une véritable bataille, différente de toutes les batailles qu'elle a menées auparavant, différente dans toutes ses circonstances, types et armes… C'est la raison pour laquelle, un groupe de courageux martyrs avancent aux premiers rangs, et s'engagent dans cette bataille.

A la frontière, l'ennemi a commencé à partir du samedi 7 octobre à retirer ses soldats de la frontière avec le Liban pour les envoyer vers la bande de Gaza assiégée. Il a aussi appelé des réservistes mais quand nos opérations ont commencé puis se sont intensifiées, l'ennemi s'est trouvé obligé de maintenir ses forces voire de les renforcer par d'autres unités, et certaines forces d'élite qu'il voulait transférer de la Cisjordanie à Gaza, il les a ramenées aux frontières du Liban. Donc ces opérations ont soulagé le front de Gaza. Certains disent que nous menons une aventure, oui c'est une aventure utile et qui a ses propres calculs.

Jusqu'à présent, le front du Liban a réussi à attirer un tiers de l'armée israélienne vers les frontières libanaises, et une partie importante d'entre elles sont des forces d'élite et régulières. La moitié des capacités navales israéliennes sont présentes aujourd'hui face au Liban et Haïfa. La moitié de la défense antimissile israélienne est dirigée vers le Liban. Ce sont quelques-uns des résultats directs de la bataille à nos frontières. Les opérations ont conduit à l'évacuation de dizaines de milliers de personnes dans le nord, et également dans l'enveloppe de Gaza, 58 colonies ont été évacuées, et tout cela constitue une pression psychologique, vitale, économique et financière sur l'entité sioniste. french.almanar.com.lb 4 novembre 2023

France occupée.

La guerre, c'est la paix !

Leur humanisme est la politesse des salauds... c'est plus vrai que jamais !

Bande de Gaza: Emmanuel Macron annonce une "*conférence humanitaire*" à Paris le 9 novembre - BFMTV 4 novembre 2023

Le ministère des Affaires étrangères français a fait savoir que les pays de l'Union européenne, ceux du Moyen-Orient, le G20, plusieurs agences onusiennes et de grandes ONG figureront parmi les invités de ce sommet organisé dans le cadre du Forum de Paris sur la Paix.

Le Forum de Paris sur la Paix sera organisé les 10 et 11 novembre bien que des événements parallèles soient prévus les 8 et 9 novembre. Il réunira des représentants d'États, d'organisations internationales, d'entreprises et des ONG. Le thème principal retenu pour cette édition sera «*construire ensemble dans un monde de rivalité*». AFP/ CNEWS 3 novembre et BFMTV 4 novembre 2023

X – Emmanuel Macron

- La France est solidaire d'Israël et des Israéliens, attachée à leur sécurité et à leur droit de se défendre. 7 octobre 2023

J-C – Ce sont ceux qui ont cautionné la destruction de Gaza et le massacre des Palestiniens par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu *« au nom du droit d'Israël à se défendre* », qui maintenant appellent à sa reconstruction et à voler au secours des survivants, le comble du cynisme, du sadisme est atteint. Boycott !

Totalitarisme. Comment ils terrorisent l'ensemble de la population.

Une femme ironise sur un bébé tué par le Hamas, Gérald Darmanin saisit la justice - Le Point 4 novembre 2023

Une femme, connue sur les réseaux sociaux sous le nom de Haneia Nakei, a posté une story sur les réseaux sociaux où elle ironise sur la mort d'un bébé juif, qui aurait été placé dans un four et tué par les terroristes du Hamas, le 7 octobre. Informé, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a décidé de saisir la justice, rapporte Le Figaro. Le Point 4 novembre 2023

Enquête pour apologie du terrorisme : un responsable du NPA entendu - AFP/LePoint.fr 3 novembre 2023

Le parti indique dans son communiqué que cette enquête fait « suite à des signalements contre le NPA, via la plateforme Pharos, par quatre associations, la Licra, Avocats sans frontières, le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) et l'Organisation juive européenne (OJE) ». « *Les faits reprochés concernent la publication d'un communiqué, samedi 7 octobre, intitulé* « Offensive de Gaza : nous sommes tous et toutes palestinien·ne·s », rappelle-t-on.

Dans cette déclaration, le NPA « *rappelait son soutien aux Palestiniens et aux Palestiniennes et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisis pour résister* ».

Le parti indique ainsi vendredi que son soutien aux Palestiniens « *inclut le droit à la résistance face à l'oppression* » mais « *ne signifie pas un soutien à toutes les actions menées* », en particulier en cas de « *crimes indiscriminés contre des civils, même dans un contexte de guerre* ».

J-C - Cette réserve est de trop, inacceptable, elle signifie que le NPA soutient le discours des autorités sionistes qui ont imputé des massacres au Hamas le 7 octobre et les jours suivants, discours qui relevait de la propagande de guerre, puisque depuis ces prétendus massacres de civils, d'enfants et particulièrement de bébés ont été en grande partie réfutés par le quotidien israélien *Haaretz* entre autres sources, ce que le NPA ne peut pas ne pas savoir.

Autrement dit, le NPA fait amende honorable ou adopte le profil bas des lâches ou des traitres pour ne pas risquer de passer sous les fourches caudines acérées des médias et des autorités judiciaires. Il le confirmait ensuite.

AFP - Cela a conduit le NPA « *à dénoncer les tueries orchestrées par le Hamas – une organisation dont nous ne partageons ni le projet politique et idéologique, ni la stratégie, ni les modalités d'action telles que celles employées le 7 octobre* », précise encore le mouvement auquel appartient Olivier Besancenot. Le NPA est scindé en deux branches engagées dans une guerre de légitimité. La branche visée par l'enquête, celle dite NPA-B, est celle des médiatiques ex-candidats à la présidentielle Philippe Poutou et Olivier Besancenot. AFP/LePoint.fr 3 novembre 2023

J-C – C'est bon, vous avez les cuisses propres, quant au reste, ce n'est pas joli à voir ! C'est l'horreur ce courant politique dégénéré.

Santé.

A quel prix ? Pardi, de votre santé. Les pauvres mériteraient-ils mieux ?

Les premiers prix sont-ils vraiment intéressants ? - actu.fr 3 novembre 2023

Les produits les moins chers des marques de distributeurs sont de plus en plus plébiscités par les consommateurs, soucieux de préserver leur pouvoir d'achat. Mais à quel prix ?
Les premiers prix, c'est « *40 à 50 % moins cher que les grandes marques* », souligne 60 Millions de consommateurs.

« Entre janvier et août 2023, leurs ventes ont bondi de 20 % (par rapport à la même période en 2022), alors que celles des marques nationales ont perdu 4 % », chiffre le magazine dans un point auquel a assisté actu.fr, jeudi 2 novembre 2023.

Et qu'en est-il des produits transformés ? S'ils sont moins chers, les produits premiers prix sont-ils pour autant de moins bonne qualité nutritionnelle face aux produits des grandes marques ?

Et ce qu'il en ressort, c'est le constat d'une qualité très inégale d'un produit premier prix à un autre.

D'une famille de produit à l'autre, on peut retrouver des « *cas typique de réduction des coûts de production, avec peu d'ingrédients nobles, beaucoup d'additifs et peu d'éthique environnementale* ».

Si pour les pâtes brisées, on n'observe pas de différence dans la composition entre premiers prix et grandes marques, ce n'est pas le cas pour les flans au caramel par exemple, où la majorité des premiers prix ne contiennent pas de « *vrai* » caramel mais du sirop de glucose-fructose à la place, un « *mauvais caramel* », comme le décrit l'association.

Idem pour la pâte à tartiner noisette premier prix, où l'on peut retrouver chez certains distributeurs seulement 2 % de noisette, soit une saveur noisette plus qu'autre chose.

Ou encore les poissons panés premiers prix avec du poisson mixé et non du filet de poisson, les lasagnes de bœufs contenant du porc, ou les pains au chocolat, bourrés d'additifs (y compris parfois chez les grandes marques).

Le cas préoccupant du jambon blanc

Si vous voulez acheter du jambon sans nitrite, chez Leclerc, c'est 20 % plus cher avec la marque distributeur par rapport au tout premier prix. Chez Auchan, c'est 65 % plus cher ! Et pour les marques nationales, c'est encore plus. Si vous n'avez pas le budget et que vous voulez manger du jambon, vous aurez votre petite dose de nitrites. 60 Millions de consommateurs

Parmi les différences notables entre premiers prix et grandes marques, l'association attire particulièrement le regard sur le jambon blanc.

Parmi tous les jambons blancs premiers prix analysés, tous contiennent des nitrites – conservateurs qui donnent également la couleur rose au jambon – alors que les grandes marques proposent des produits sans nitrites.

Or, les nitrites « sont directement incriminés dans un certain nombre de cancers », alerte le magazine, rappelant que les dernières études montrent « *que 4000 nouveaux cas de cancer colorectaux sont imputés à la charcuterie* », et que des liens sont par ailleurs évoqués avec les cancers du sein et de la prostate.

Si le gouvernement a mis en place un plan de réduction des nitrites, pour le jambon, « *cela reste à la discrétion des fabricants* », regrette 60 Millions de consommateurs, qui s'inquiète d'une alimentation à deux vitesses. actu.fr 3 novembre 2023

J-C – Ils empoisonnent délibérément les plus pauvres, ils leur filent à bouffer de la merde, ils les rendent malades à terme, c'est dégueulasse, cela vaut bien tous leurs autres crimes…

Russie.

Plus de 5.400 soldats, 28 chars, 10 avions: ce que l'Ukraine a perdu en une semaine - fr.sputniknews.africa 3 novembre 2023

Du 28 octobre au 3 novembre, les forces russes ont repoussé 52 attaques, abattu 10 avions et intercepté 274 drones ennemis, selon le bilan hebdomadaire de la Défense russe. Kiev a perdu 5.435 hommes.

Cette semaine, les forces armées russes ont porté 15 frappes groupées avec des armes de haute précision et des drones sur des dépôts de missiles et de munitions, ainsi que sur des lieux de déploiement de militaires ukrainiens, de nationalistes et de mercenaires, selon le bilan hebdomadaire publié par le ministère russe de la Défense le 3 novembre.

Les frappes ont également ciblé des hangars d'entretien d'avions, des ateliers de fabrication de drones aériens et maritimes, ainsi que des groupes d'instructeurs étrangers.

En une semaine, les avions de chasse et la défense antiaérienne ont abattu 10 avions et un hélicoptère ukrainiens.

Quatre missiles ATACMS, trois bombes guidées JDAM, trois missiles antiradar HARM, 51 roquettes de HIMARS et 274 drones ont été interceptés. fr.sputniknews.africa 3 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 5 novembre 2023.

C'est étonnant cette tendance généralisée à s'écarter des choses simples, de l'essentiel, pour faire compliqué, tordu, confus, c'est le meilleur moyen pour ne rien comprendre et ne rien retenir aussi, se retrouver paralysé, impuissant…

Ma foi, ça doit être intentionnel, vous ne croyez pas ?

On y a le droit chaque fois que se produit un évènement important, on passe systématique à côté de l'essentiel pour se perdre dans des détails insignifiants, de telle sorte qu'on ne sait plus quoi penser, c'est voulu évidemment. Cela fonctionne à merveille.

C'est pratique pour nous diviser et nous faire gober n'importe quoi.

Quand on observe ce qui se passe, on s'aperçoit que c'est très utile pour perdre la trace des faits qui souvent suffisent en eux-mêmes à comprendre un évènement, au profit d'une multitude d'interprétations basées sur des détails ou tout autre chose, parmi lesquelles finalement une seule sera retenue, la version officielle martelée par les médias institutionnels. Donc ils parviennent à leur fin.

Ils ont été pris en flagrant délit de mensonge tellement de fois, qu'on s'étonne que des gens les croient encore. C'est assez dingue quelque part et révélateur, que cela ne leur suffise pas, mais alors, qu'est-ce qu'il faudrait qui arrive pour qu'ils aient une réaction rationnelle, pour qu'ils fassent preuve de logique, de discernement, je ne sais pas, qu'un tapis de bombes leur tombe sur la tête, il faut croire, non ?

J'ai l'impression qu'on se réveille d'un jeu rempli d'illusions qui a mal tourné ou dont personne n'avait prévu la fin brutale. On a du mal à réaliser ce qui s'est passé depuis l'élection de Macron en 2017, et plus particulièrement depuis janvier 2020. Personne n'était vraiment préparé à affronter directement la réalité telle qu'elle existait. On la découvre, quel choc !

Avant on l'observait à travers des filtres ou des intermédiaires, qui nous épargnaient ses aspect les plus violents, mais faussaient notre vision, cela arrangeait beaucoup de monde. Dorénavant, c'est direct et on se prend tout en pleine gueule. Alors évidemment ça éclabousse, ça fait très mal. On y laisse des plumes ou beaucoup de cadavres, on ne compte plus les militants ou dirigeants qui ont déserté ou qui sont bien amochés, méconnaissables. D'autres émergent ou n'ont pas coulé pourraient prendre la relève.

Apparemment le processus de maturation en cours au sein des éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des classes moyennes va demander encore du temps avant de se concrétiser en termes d'organisations. Quand, comment, je n'en sais rien.

Soyons positif, raisonnablement ou rationnellement optimiste. Soyons modeste surtout, on a encore tellement de choses à revoir et à corriger. Ce n'est pas facile d'être à la fois exigeant

théoriquement et souple en pratique sur les principes, je crois qu'on a encore de sérieux progrès à faire dans ce domaine-là. Ce qui est important, c'est de s'expliquer et d'écouter les autres, de s'exprimer sincèrement pour arriver à se comprendre ou à se faire comprendre en réduisant la marge d'erreur qu'on s'accorde mutuellement au fur et à mesure qu'on se rapproche de notre objectif, de sorte qu'on ne parle plus que d'une seule voix, sinon on est inaudible et pas crédible.

Aujourd'hui on en est incapable, on voit bien qu'il existe un tas de désaccords entre nous sur plein de questions importantes. Ce ne serait pas gênant en soi, si chacun motivait ses positions en s'appuyant sur des arguments qu'on pourrait tranquillement examinés, mais c'est rarement le cas ou on s'y refuse. Il faut être très patient aussi.

J'essaie de trouver des militants avec lesquels s'est possible, qui sont mieux placés que moi car directement sur le terrain de la lutte de classe, alors que moi je croupis dans mon trou en Inde. Si je peux leur apporter ma modeste contribution, j'aurais accompli la part du boulot qui me revenait. Je suis disponible et prêt à me mettre à leur service.

Qui a dit que l'extrême droite était « *à la porte du pouvoir* », en réalité, elle a déjà franchi cette porte.

Le gouvernement israélien actuel est constitué et soutenu uniquement par des partis d'extrême droite ou ultraorthodoxes :

- Le Likoud auquel appartient Netanyahu, est issu de l'Irgoun et du Hérout, du Betar, organisations sionistes militaires et politiques ayant perpétré nombre d'attentats terroristes avant et après 1947, le Likoud est classé officiellement à droite, en réalité il est d'extrême droite conformément à ses origines.

- Le Parti Judaïsme unifié de la Torah, extrême droite.

- Le Shas, extrême droite.

- Le Parti sioniste religieux, extrême droite, fondé en 1998.

- Force juive ou Otzma Yehudit, extrême droite, fondé en novembre 2012.

- Noam, extrême droite, fondé en juillet 2019.

- Israel Beytenou, extrême droite, soutien sans participation (depuis 2023).

Source : Wikipédia. J'ai été jusqu'à lire chacune des pages que Wikipédia leur a consacrées, c'est édifiant et très instructif.

Une réflexion politique.

Les pays riches ont délocalisé en Asie leur production polluante ou productrice de CO2, et ils exigent de ces pays-là qu'ils adoptent des mesures destinées à réduire la pollution ou le taux de CO2 produit, quitte à leur infliger des sanctions ou des droits de douane supplémentaires à l'exportation. Dit autrement, ils veulent leur imposer des conditions de production qui se répercuteraient obligatoirement sur leurs coûts de production qu'eux-mêmes ne pourraient pas supporter.

Ils exigent qu'ils réduisent leur consommation d'énergies fossiles, qui sont indispensables à la fois à leur développement et à la production des marchandises qu'ils produisent au rabais et qu'ils exportent ensuite vers les pays occidentaux, ce qui permet à ces derniers de proposer à leurs populations un très large éventail de marchandises à prix réduit, ce qui leur permet de satisfaire en partie leurs besoins en maintenant les salaires le plus bas possible, ce qui vaut également pour les pays producteurs, qui peuvent expliquer à leurs travailleurs, que pour continuer à créer des emplois, produire pour l'exportation et se conformer aux normes internationales, ils doivent à tous prix "*maîtriser*" les coûts de production, c'est-à-dire, leur imposer des conditions d'exploitation insupportables et contenir les augmentations de salaire.

On s'aperçoit ici comment les uns et les autres tirent profit de la mondialisation du capitalisme au détriment des travailleurs de tous les continents. Autre constat, les pays occidentaux continuent de se comporter comme des colons envers les pays comme la Chine, le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan notamment, en leur imposant une double peine en réalité, et cela ne devrait pas s'améliorer dans les années à venir, puisqu'ils comptent sur eux pour assurer la croissance de l'économie mondiale.

A suivre.

Qui a dit ?

- "*Qui maîtrise les images maîtrise les esprits*."

Réponse : Bill Gates.

Quand la propagande de RFI aurait comme un relent de nazisme assumé.

Zelensky bientôt en Israël ?

Des fonctionnaires israéliens et ukrainiens ont déclaré au journal israélien Haaretz que les deux pays travaillaient sur les plans d'une éventuelle visite en Israël de Volodymyr Zelensky dans le courant de la semaine prochaine. Un fonctionnaire israélien a déclaré que la visite proposée était soutenue par les États-Unis, qui cherchent à présenter un front uni de démocraties pro-américaines luttant contre l'axe russo-iranien. rfi.fr 4 novembre 2023

Ne devrait-on pas assimiler la pauvreté à un génocide ?

Royaume-Uni : restreindre l'usage des tentes par les SDF, le projet controversé de Suella Braverman - Le HuffPost 4 novembre 2023

Plus de tentes dans les rues des grandes villes d'Angleterre et du pays de Galles. C'est l'objectif de la ministre de l'Intérieur britannique, Suella Braverman, qui déplore un nombre croissant de sans-abri au Royaume-Uni. « *Si nous n'intervenons pas maintenant (...), les villes britanniques suivront le chemin de villes américaines comme San Francisco et Los Angeles, où la faiblesse des politiques a conduit à une explosion de la criminalité, de la toxicomanie et de la misère* », a-t-elle ainsi estimé sur X (ex-Twitter) ce samedi 4 novembre.

« *Nous ne pouvons pas permettre que nos rues soient envahies par des rangées de tentes occupées par des personnes, souvent étrangères, qui vivent dans la rue par choix de vie* », a ajouté la ministre.

Avec sa série de tweets, Suella Braveman confirme les informations du *Financial Times* selon lesquelles le gouvernement de restreindre l'utilisation des tentes par les sans-abri dans les zones urbaines. Plus encore, la ministre souhaiterait écrire dans la loi une nouvelle infraction civile pour dissuader les associations caritatives de fournir des tentes aux sans-abri.

Ces propositions figureraient dans deux clauses d'un nouveau projet de loi sur la justice pénale, précise le Financial Times. Plus largement, l'exécutif conservateur veut faire adopter un plan de lutte contre les comportements « *antisociaux* », qui doit donner davantage de prérogatives à la police face aux nuisances liées à la mendicité et aux sans-abri.

La police pourrait par exemple déplacer les personnes dormant devant les portes des magasins, ou encore « *enlever les débris, les tentes et les accessoires qui peuvent gâcher une zone* » urbaine.

Un plan pointé du doigt par les organisations caritatives britanniques, qui alertent sur la combinaison de la crise du logement (hausse des loyers, mais aussi pénurie de logements sociaux) et de l'augmentation générale du coût de la vie. « *Au cours des 12 derniers mois, à Londres, le nombre de personnes vivant leur première nuit dans la rue a augmenté de 29 %* », relève ainsi l'association Crisis. Le HuffPost 4 novembre 2023

J-C – Ils haïssent les pauvres, notre classe. On leur rend bien.

Quel dommage que les bagnes n'existent plus ! Une bonne guerre là-dessus règlerait le problème… tout du moins momentanément. On pourrait peut-être leur proposer l'euthanasie pour abréger leur souffrance, c'est pas humaniste ça, hein !

Tribune libre. Ne soyez plus frustrés.

Frustration Magazine - La seule posture vraiment conséquente, si l'on veut que les choses s'arrangent, repose sur le fait de reconnaître que dans une société de classes, certains sont bien plus responsables que d'autres de ce qui nous arrive et que ce sont eux qui ont les manettes et que c'est à eux qu'il faut les reprendre. Premier préalable : nous ne sommes pas tous damnés, « *l'humanité* » dans son ensemble n'est pas responsable du changement climatique ou du maintien du capitalisme exploiteur. Beaucoup déplorent ce qu'il se passe mais ne savent tout simplement pas quoi faire, n'ont pas la possibilité de le faire, sont pris dans une série de contraintes qu'ils déplorent aussi. Avoir des enfants, des dettes, un travail nécessaire pour payer son loyer, font qu'on n'est pas tous des révolutionnaires en puissance. Il faut comprendre « *pourquoi ça ne pète pas* » plutôt que de déplorer chaque matin que cela ne pète pas. L'optimisme malgré tout ce n'est pas penser que les choses vont forcément aller mieux, mais au moins admettre que nous ne sommes pas condamnés à la violence et à l'autodestruction. C'est aussi accepter l'idée que c'est l'impuissance qui domine actuellement, et pas l'adhésion de masse.

Pour s'en convaincre, il faut faire appel à quelques souvenirs pas si lointains : les millions de personnes dans la rue contre la réforme des retraites au printemps dernier, soutenus par 9 actifs sur 10, n'ont certes pas obtenu le retrait de la réforme des retraites, pour des raisons tactiques et organisationnelles que nous analysons dans notre prochain numéro papier. Mais ils n'ont pas adhéré à la propagande gouvernementale relayée par tous les grands médias. Et il en va de même de tous les mythes du capitalisme, de la croissance verte au mérite en passant par le "*ruissellement*". Ça ne tient plus. Ce qui ne veut pas dire que cela va s'effondrer comme par magie. Mais la population n'est pas dupe. Je pourrais multiplier les exemples : en France comme partout dans le monde, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en soutien aux palestiniens, bravant le discours médiatique associant condamnation d'Israël et antisémitisme. En France, à Paris, plusieurs milliers de personnes ont bravé l'interdiction de manifester, ont été nassées sous la pluie, reçu des gaz lacrymogènes et des coups et 1500 doivent s'acquitter de 135 euros d'amende. Ce n'est pas l'apathie qui domine, c'est tout au plus une colère qui ne trouve pas (encore) sa voie.

Mais moralement, politiquement, cela a beaucoup plus d'intérêt. Une chose est sûre : dans la guerre sociale que la bourgeoisie nous mène depuis deux siècles, et avant elle, l'aristocratie, il y a un front psychologique. Cette bataille se joue dans sa façon de parler, de marcher, d'habiter des lieux pour mieux nous intimider et nous faire sentir tout petits. La sociologie appelle cela la « *violence symbolique* ». Mais elle se joue aussi dans la façon de nous présenter sa propre violence comme le fruit du hasard, de la nécessité historique, de la fatalité humaine. Ce qui l'arrange le plus, c'est que nous pensions la machine qui permet son règne impossible à stopper et, tant qu'à faire, qu'on se sente responsable de sa marche ininterrompue.

Trop longtemps, la santé mentale a été négligée par les organisations de gauche. Trop de syndicalistes ou de militants sont gagnés par la dépression ou l'anxiété sans que leurs proches « *camarades* » ne s'en soucient. Partis politiques, ONG ou associations sont d'ailleurs de plus en plus semblables à n'importe quelle entreprise qui pratique harcèlement, management par le stress et chantage à la « *cause* » qui justifierait tout. Ces usines à mal être existentiel s'accompagnent souvent de réunions de militants bénévoles où l'agressivité et le jugement à l'emporte-pièce règnent. Il est temps de changer ça et de considérer qu'aller bien, ou du moins

pas trop mal, est une forme de résistance à la bourgeoisie qui nous préfère tristes et seuls. Ne lui faisons pas ce plaisir, même lorsque les nuages s'amoncèlent et que l'hiver vient.

https://www.frustrationmagazine.fr/desespoir/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-octobre-03_11_23

Comment discuter du conflit israélo-palestinien sans s'engueuler - frustrationmagazine.fr 2 novembre 2023

L'abominable guerre en cours au Moyen-Orient tend de plus en plus la situation en France. Nous sommes nombreux à nous retrouver dans des repas de famille, entre collègues ou entre amis, où le sujet enflamme tout le monde. Sans parler de l'enfer de Twitter / X ou le débat se résume souvent à un torrent d'insultes spontanées sans aucune distance. Chacun y va de son avis, avec une compassion souvent à géométrie variable, une confusion entre la responsabilité de ceux qui ont le pouvoir et des populations qui le subissent, le mélange entre religion et guerre de territoire… Comment traverser ce genre de discussions sans trop s'engueuler ? Voici quelques éléments objectifs à mettre en avant pour essayer de ne pas s'énerver, au moins avec ses proches.

https://www.frustrationmagazine.fr/discuter-palestine/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-octobre-03_11_23

Lettre ouverte aux Israéliens par des Israéliens : Nous méritons la vérité sur le 7 octobre.

Extrait.

Note de la rédaction de Mondoweiss : La déclaration suivante a été rédigée par un groupe de citoyens israéliens qui souhaitent garder l'anonymat pour leur sécurité et par crainte de représailles de la part du gouvernement.

En tant qu'Israéliens, nous demandons une commission officielle sur les événements du 7 octobre. Un génocide est perpétré à Gaza au nom des victimes israéliennes et nous ne savons toujours pas qui a été tué, comment il a été tué et qui l'a tué. Nous exigeons des réponses et vous devriez en faire autant.

À nos compatriotes israéliens,

Lorsque les responsables militaires israéliens ont commencé à répandre dans les médias israéliens anglophones des rumeurs sur les «*bébés décapités*», nous avons été immédiatement frappés. Nous avons compris que la propagande de notre gouvernement ne serait pas la même que lors des précédentes attaques meurtrières contre Gaza.

Alors qu'Israël continue de diffuser des images de supposés «bâtiments du Hamas» dans le camp de concentration de Gaza (qu'est-ce qui ne l'est pas, aux yeux des Israéliens ?) pour excuser ses bombardements, la rhétorique nationale et internationale d'Israël contient désormais quelque chose de beaucoup plus proche de la propagande d'extermination nazie.

Nous savons quel est l'objectif de cette propagande. Plus de 8500 enfants, femmes et hommes palestiniens ont été exterminés – et ce chiffre augmente à l'heure où nous écrivons ces lignes. Beaucoup sont coincés sous les décombres de leurs maisons, mourant lentement. D'autres sont confrontés à la soif, à la famine et aux maladies infectieuses. Dans le même temps, de hauts responsables israéliens, et même notre président, ne cessent de clamer qu'il n'y a «pas de civils innocents» à Gaza.

Ne vous y trompez pas, ce qu'Israël fait actuellement à Gaza hantera les Israéliens pendant des décennies. Il est temps de s'assurer que tous les Israéliens le comprennent. Et cette compréhension doit commencer par une divulgation complète des événements du 7 octobre 2023.

Voici quelques demandes que chaque Israélien devrait faire dès maintenant, même s'il nie le génocide en cours à Gaza. La première est une liste complète de toutes les victimes israéliennes qui ont été identifiées. Il n'existe pas de liste exhaustive sur un site web officiel du gouvernement. La liste publiée par Ha'aretz est partielle. Certains noms attendent d'être «*autorisés à être publiés*», et nous aimerions savoir ce que cela signifie.

En outre, nous rejetons les tentatives d'Israël de qualifier ses soldats et autres agents de sécurité tombés au combat de victimes du terrorisme équivalentes aux victimes civiles. Si un soldat israélien n'est qu'un civil israélien, un civil israélien n'est qu'un soldat. Nous rejetons cette équation dangereuse.

Enfin, la question de savoir qui a tué certains civils israéliens nous hante. Il ressort de plusieurs rapports que certains ont été tués par l'armée israélienne. Qu'ils aient été pris dans des tirs croisés, ou qu'ils aient été délibérément visés par des chars ou des hélicoptères pour éliminer des combattants du Hamas ou empêcher le Hamas de faire d'autres captifs, nous méritons une réponse.

Nous exigeons des réponses parce qu'un génocide est perpétré à Gaza au nom des victimes israéliennes, même si les familles endeuillées s'opposent fermement à cette atrocité vengeresse. Nous exigeons des réponses et vous devriez en faire autant.

https://arretsurinfo.ch/lettre-ouverte-aux-israeliens-par-des-israeliens-nous-meritons-la-verite-sur-le-7-octobre/?fbclid=IwAR2exMgXbQfJdJK1gcDOYbGYJszm282QSiqCLWQAmR61I1-Ho1LEqFmeU0k

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Au moins 12 morts après qu'un bombardement a touché une école gérée par l'ONU, selon le Hamas.

- Une autre école frappée à Gaza. Vingt personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans une attaque «*visant*» une école dans le nord de la bande de Gaza, a annoncé tôt samedi le ministère de la Santé du Hamas dans le territoire palestinien.

- L'armée d'occupation admet la mort de 341 de ses soldats et de 10 membres du Shin Bet depuis le début de l'opération Déluge d'Al-Aqsa.

- Gaza: Les bombardements israéliens ciblent un réservoir d'eau public à l'est de Rafah.

Samedi à l'aube, des avions israéliens ont lancé des raids sur plusieurs sites de la ville de Rafah, au sud de la bande de Gaza.

Selon ce que la chaîne Al-Aqsa a rapporté sur la plateforme Telegram, « *l'armée israélienne a bombardé un réservoir d'eau public approvisionnant plusieurs quartiers à l'est de Rafah* ».

Selon la chaîne, l'entrée de l'hôpital d'enfants Al-Nasr, à l'ouest de Gaza, a été prise pour cible. Une mosquée a été également bombardée au milieu du quartier densément peuplé d'Al-Sabra.

Selon des témoins oculaires, un incendie s'est déclaré dans des bateaux de pêcheurs au bord de la mer de Rafah après qu'ils ont été pris pour cible par l'armée israélienne.

L'armée a aussi pris pour cible les panneaux solaires de la ville de Gaza, qui constituent la seule source d'électricité pour les résidents restants, ainsi que le principal générateur électrique de l'hôpital Al-Wafa de Gaza, le mettant ainsi, hors service. aa.com.tr 4 novembre 2023

Mobilisation pour une Palestine laïque et démocratique une et indivisible.

Guerre entre Israël et le Hamas : 19 000 manifestants pro-Palestine ont défilé à Paris selon la préfecture, 60 000 selon la CGT

Un cortège en soutien aux Palestiniens et contre la guerre. Le rassemblement organisé à Paris samedi 4 novembre a réuni 19 000 personnes selon la préfecture de police, contactée par franceinfo. Aucune dégradation n'a été signalée aux autorités. Selon la CGT, le nombre de participants est plutôt estimé à 60 000 personnes.

Des manifestations ont aussi eu lieu tout au long de la journée à Bordeaux, Lille ou encore Grenoble. A Strasbourg, 1.500 personnes, selon la police.

Dans la matinée, une marche a réuni dans le calme à Toulouse entre 2 000 personnes, selon la CGT, et « *plus de 600* », selon la préfecture.

Manifestation à Rennes : environ 700 personnes rassemblées pour soutenir la Palestine. A Montpellier, ils étaient 1.750 manifestants place de la Comédie, selon la préfecture.

- A Londres. Selon la police, ils étaient 30.000 à appeler à un arrêt de la guerre israélienne contre les Palestiniens de Gaza.

- Des milliers d'Allemands marchent contre la guerre à Berlin

Près de 10 000 personnes se sont rassemblées à partir de 14 heures à Berlin, à l'appel d'un groupement d'associations d'horizons très différents. C'était la première grande manifestation de ce genre à Berlin depuis le début de la guerre entre Israël et Gaza. Les autorités avaient très peur de débordements, mais le défilé s'est déroulé dans le calme.

- «*Cessez-le-feu maintenant !*» La gare d'Édimbourg occupée par des manifestants pro-Palestiniens. AFP, Actu.fr, FranceInfo, leparisien.fr 4 novembre 2023

- Des milliers de manifestants à Washington pour demander un «*cessez-le-feu*» à Gaza et tancer Joe Biden

(Source : Agences de presse et différents médias)

En Israël, des milliers de manifestants accentuent la pression sur Netanyahu - AFP 5 novembre 2023

Samedi soir, plusieurs milliers de personnes à Tel-Aviv exigeant du Premier ministre, Benyamin Netanyahu, davantage d'efforts pour leur libération.

Plusieurs centaines de personnes ont également manifesté à Jérusalem pour exiger la démission de M. Netanyahu qu'ils jugent "*responsable et coupable*" des défaillances dans la gestion du pays.

Des participants se sont dits déterminés à camper devant le ministère jusqu'au retour des otages.

La pression internationale s'accroît sur le gouvernement israélien pour qu'il accepte un cessez-le-feu humanitaire à Gaza, mais les proches des otages font de leur libération une condition sine qua non.

À Jérusalem, des centaines de personnes se sont rassemblées devant la résidence du Premier ministre aux cris de "*Démission maintenant*" ou encore "*7 octobre, responsable et coupable*". AFP 5 novembre 2023

Cessez-le-feu contre «*pauses humanitaires*» à Gaza : les ministres arabes s'opposent à Blinken - AFP/RT 4 novembre 2023

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Al-Safadi, a souligné que le monde arabe parlait d'«*une seule voix*» pour mettre fin à la guerre à Gaza. Il a dénoncé les «*crimes de*

guerre» d'Israël, qui «*vont hanter des générations*», tandis que son homologue égyptien, Sameh Choukri, a exigé un «*cessez-le-feu immédiat et sans conditions*».

Cependant le chef de la diplomatie américaine, dont le pays est le premier soutien à la fois politique et militaire d'Israël, a réitéré la ferme opposition des Etats-Unis à un cessez-le-feu.

«*Nous pensons qu'un cessez-le-feu ne fera que maintenir en place le Hamas*», a-t-il dit devant ses homologues, témoignant du schisme dans les perceptions du conflit entre les Etats-Unis et Israël d'un côté et les pays arabes de l'autre. Il a répété que face à «*l'horreur*» de l'attaque du Hamas le 7 octobre, Israël avait «*le droit et l'obligation de se défendre*».

Blinken n'en a pas moins exigé, comme il l'avait fait la veille à Tel-Aviv, que les dirigeants israéliens prennent «*toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils palestiniens*».

«*Nous n'acceptons pas la notion d'auto-défense*», a souligné pour sa part le ministre jordanien. AFP/RT 4 novembre 2023

Le Honduras rappelle son ambassadeur en Israël pour des consultations - aa.com.tr 4 novembre 2023

Dans le sillage des deux autres pays d'Amérique latine : la Colombie et le Chili

Le ministre hondurien des Affaires étrangères, Enrique Reyna, a annoncé ce vendredi le rappel de l'ambassadeur du Honduras en Israël pour des consultations, dans un contexte d'attaques contre la bande de Gaza.

Dans un communiqué rendu public jeudi, le ministère hondurien des Affaires étrangères a exhorté les Nations unies à lancer un appel en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza.

Le Sultanat d'Oman réclame la création d'un tribunal international pour les crimes de guerre commis à Gaza - aa.com.tr 4 novembre 2023

Dans un communiqué, le ministère omanais des Affaires étrangères a demandé à la Cour pénale internationale de poursuivre les criminels de guerre impliqués dans les massacres commis dans la bande de Gaza.

"*Parmi l'un des massacres horribles et brutaux perpétrés par l'occupation israélienne figure le bombardement de l'école Oussama ben Zaid, affiliée à l'Agence des Nations Unies pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA), hier dans le nord de la bande de Gaza*", a indiqué le ministère.

Et d'ajouter: "*Les forces de l'occupation israélienne ont également bombardé, aujourd'hui, l'école Al-Fakhoura aussi affiliée à l'UNRWA à Jabalia ainsi que l'entrée de l'hôpital pour enfants Al-Nasr dans l'ouest de Gaza, outre un réservoir d'eau public qui approvisionne plusieurs quartiers à l'est de Rafah, dans le sud de l'enclave*".

"La communauté internationale soit se réveiller et se baser sur ses responsabilités morales, juridiques et humanitaires, pour mettre fin aux hostilités israélienne et à la violation évident des lois et conventions internationales par l'occupant", poursuit le communiqué. aa.com.tr 4 novembre 2023

Kaïs Saïed : *‘’la position de la Tunisie contre la normalisation avec Israël est irréversible‘’* - aa.com.tr 4 novembre 2023

Le président tunisien Kaïs Saïed a souligné, vendredi, que la position de son pays contre la normalisation avec Israël est irréversible, estimant que le simple fait de la remettre en question c’est « *faire preuve de défaitisme* ».

C’est ce qui ressort d’une allocution de Saïed, retransmise à la télévision d’État et suivie par un correspondant d’Anadolu.

« *La position de la Tunisie contre la normalisation avec Israël est irréversible. Pour moi, le terme normalisation n’existe pas. Penser en terme de normalisation c'est faire preuve de défaitisme, et la pensée de la résistance s’en démarque nettement* », a affirmé Saïed.

Et le dirigeant tunisien d’ajouter : « *évoquer cette question maintenant n’a aucune importance alors que nous vivons un moment historique marqué par la résistance du peuple palestinien face aux crimes les plus horribles, avec une volonté sans faille, celle des combattants de la résistance, celle-là même que nous partageons avec lui* ».

Il a fait observer que la Constitution tunisienne du 25 juillet 2022 prend fait et cause pour « *les droits légitimes des peuples* », peuple palestinien en tête.

Saïed a souligné qu'il était inflexible sur le projet de loi présenté au Parlement lié à la criminalisation de la normalisation, estimant que tout lien avec Israël est un « *crime de haute trahison envers le peuple palestinien* ».

Et le chef de l’État tunisien d’expliquer : *‘’C'est une guerre de libération et non de criminalisation*. » aa.com.tr 4 novembre 2023

Erdogan : «*Netanyahou n'est plus quelqu'un avec qui nous pouvons parler*» - AFP/RT 4 novembre 2023

«*Netanyahou n'est plus quelqu'un avec qui nous pouvons parler. Nous avons fait une croix sur lui*», a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan le 4 novembre, selon des propos rapportés par les médias turcs. Peu après, la Turquie annonçait le rappel de son ambassadeur en Israël pour consultations en raison du refus d'Israël d'accepter un cessez-le-feu à Gaza.

Erdogan a toutefois précisé le 4 novembre que la Turquie ne rompait pas ses relations diplomatiques avec Israël. «*Rompre complètement les liens n'est pas possible, surtout dans la diplomatie internationale*», a déclaré Erdogan.

Cette annonce a été faite à la veille d'une visite qui s'annonce difficile du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken en Turquie.

LE SOCIALISME

Le 6 novembre 2023.

J'ai corrigé les liens vers *La Bibliothèque du mouvement ouvrier*, avec mes excuses, j'avais oublié de préciser le format .pdf !

Halte au génocide du peuple palestinien !

- Hier, prison à ciel ouvert
Aujourd'hui, charnier à ciel ouvert

- Hier, camp de concentration
Aujourd'hui, camp d'extermination

Ce sont nos frères et nos sœurs que les colons sionistes assassinent.

Cessez le feu immédiat et sans condition !
Soutien inconditionnel à la lutte armée de libération du peuple palestinien !
A bas l'Etat juif raciste, ethniciste, d'apartheid, nazi !

Lu.

- En résumé, il s'agit d'expulser l'ensemble de la population des Territoires palestiniens, en mettant définitivement un terme à la création d'un Etat palestinien, aux côtés d'Israël, comme l'ont décidé les Nations Unies il y a 76 ans.

J-C – Israël est la négation d'un Etat palestinien tout court depuis 76 ans…

Faites tomber les masques.

J-C - Ken Loach, que je ne connais pas, est l'égérie cinématographique d'une certaine extrême gauche (NPA notamment) en France toujours bien inspirée...

The Old Oak – De la satire sociale à la propagande impérialiste par Dominique Muselet - Mondialisation.ca 03 novembre 2023

Je suis allée voir le dernier film de Ken Loach en toute confiance. Dans mon esprit, il était un pourfendeur du système, qui s'était donné la noble mission de dénoncer les injustices sociales, les inégalités, la dictature bureaucratique, bref, le système capitaliste qui promeut et protège ceux qui s'enrichissent en dépouillant et exploitant les autres au nom de la loi du marché. Je

n'ai pas vu tous ses films mais ceux que j'ai vus m'ont touchée par leur justesse et leur humanité. Je me sentais en communion d'esprit avec lui.
Le premier doute m'a envahie lorsque j'ai vu s'afficher à l'écran le sigle BBC avant le titre. Mince, me suis-je dit, c'est produit par la BBC, l'organe de propagande des restes de l'Empire britannique, ce n'est pas bon signe…

Je craignais le pire et le pire est arrivé… On a eu droit à la version occidentale complètement mensongère de la guerre en Syrie...

Les descriptions mensongères des soi-disant exactions de Bachar al-Assad contre son peuple sonnaient d'autant plus étranges à mes oreilles, que, si elles n'ont aucun rapport avec ce qui s'est passé en Syrie, elles s'appliquent parfaitement à ce qu'Israël, avec le soutien de nos vertueux droits de l'hommistes, fait en ce moment aux Palestiniens.

En tout cas, si c'est vrai que, comme le prétend Wikipedia, Ken Loach aurait déclaré, après avoir réalisé une publicité pour McDonald's dans les années 1990 : « *Cela pèse toujours très lourd sur ma conscience* », il n'a pas fini d'avoir des remords d'avoir terminé sa brillante carrière sur ce film de propagande atlantiste truffé de clichés et dégoulinant de moraline…

https://www.mondialisation.ca/the-old-oak-de-la-satire-sociale-a-la-propagande-imperialiste/5682809?doing_wp_cron=1699240414.2727069854736328125000

Le mot tabou qui s'applique à l'Etat d'apartheid : Génocide.

La définition du génocide de l'ONU:

« *Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :*

a. Meurtre de membres du groupe ;
b. Atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
c. Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
d. Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
e. Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. »

Les déclarations d'autorités politiques et militaires israéliennes, les stratégies annoncées, les actions qui se déroulent à Gaza et en Cisjordanie ne laissent aucune doute, on est bien en présence d'un génocide.

Qui a dit ?

« *Je suis un sioniste dans le cœur* », affirmait-il lui-même dans un discours en 1999 alors qu'il était sénateur, se souvient l'agence Associated Press.

Réponse : Joe Biden.

Rien que les faits.

Génération Gaza par Djamel Labidi - 3 novembre 2023

Extrait.

L'argument que les Palestiniens veulent détruire Israël est une inversion totale. Dans les faits, c'est Israël qui a détruit le pays palestinien en l'occupant. Israël non seulement ne reconnait pas l'État palestinien mais il fait tout pour qu'il n'existe pas par une colonisation rampante. L'État israélien, lui, existe, et celui Palestinien non. C'est donc à Israël de reconnaitre l'État palestinien et non l'inverse. L'inversion est totale. Israël en arrive à demander à un État qui n'existe pas de le reconnaitre. On se f…du monde. Les États unis aussi se moquent du monde. Qui peut penser sérieusement que l'État palestinien n'existerait pas s'ils l'avaient voulu.

Autre perle de la mauvaise foi : Israël, et la propagande pro-israélienne en Occident, disent que c'est le Hamas qui est responsable des souffrances du peuple palestinien de Gaza. En somme, l'armée israélienne tue les Palestiniens pour les libérer du Hamas. Autres temps mais mêmes mœurs, les collaborateurs du colonialisme français hier, comme ceux aujourd'hui d'Israël, tenaient exactement le même langage. Ils diffusaient en permanence le défaitisme dans les rangs du peuple avec comme argument que «le colonialisme était trop fort, et que ceux qui voulaient entrainer le peuple à l'affronter seraient alors responsables d'immenses souffrances et qu'ils étaient des provocateurs».

Le 8 mai 45, le jour même de la victoire sur le nazisme, l'armée française commence le massacre de 45 000 Algériens. C'est l'horreur : fours à chaux, juste après ceux des nazis à Auschwitz et Dachau, la légion étrangère française jette dans les précipices des gorges montagneuses de Kherrata des centaines d'Algériens etc. Le massacre avait été précédé exactement, et souvent mot pour mot, comme pour le Hamas, d'accusations de massacres de la population européenne. Comme pour les indiens d'Amérique, comme pour les Mau Mau du Kenya, comme…comme… Les États-Unis, en particulier, ont une expertise reconnue en la matière pour habiller les génocides réels par des accusations de violences mensongères ou amplifiées à l'extrême.

Israël a tout de suite voulu mettre l'accent et le débat sur la violence de l'attaque du Hamas. Cette question de la violence est vieille comme l'Histoire. L'oppresseur préfère toujours orienter le débat sur la violence pour éviter celui sur ses causes, pour détourner l'attention de ses racines.

Il y a en effet dans toute violence, d'où qu'elle vienne, qu'elle soit le fait de l'oppresseur ou de l'opprimé, un contenu inhumain, une absence d'humanité. La violence est le seul terrain où l'oppresseur est à l'aise car elle le met sur le terrain de la réciprocité avec l'opprimé. Les medias occidentaux en usent donc et en abusent. Elles somment leurs interlocuteurs de dénoncer «*les crimes de Hamas*», elle exige d'eux de le qualifier de terroriste, fermant ainsi le débat avant même qu'il ne commence. On ne discutera alors que des formes de la violence

«*barbares* ou «*civilisées*», «*primitives*» ou «*modernes*», c'est-à-dire industrielles, avec des avions et des missiles.

Les mouvements de libération nationale ont toujours essayé, en général d'abord, de changer les choses par des méthodes pacifiques. Les opprimés savent en effet très bien que la violence, s'ils s'y décident, leur coûtera extrêmement cher, vu le rapport de force initial. C'est d'ailleurs ce dont les menace l'oppresseur comme l'a toujours fait Israël, promettant aux mouvements de libération palestinien «*l'anéantissement*». En fait, c'est en définitive l'oppresseur qui détermine les formes de lutte de l'opprimé, pacifiques ou violentes.

Il s'avère aujourd'hui que le but réel de l'opération Israël est bien le nettoyage ethnique de la bande de Gaza, soit par l'anéantissement physique soit en poussant les habitants à fuir le territoire. C'est la définition même du génocide.

https://reseauinternational.net/generation-gaza/

Qui a dit que l'extrême droite était « *à la porte du pouvoir* », en réalité, elle a déjà franchi cette porte.

Le gouvernement israélien actuel est constitué et soutenu uniquement par des partis d'extrême droite ou ultraorthodoxes :

- Le Likoud auquel appartient Netanyahu, est issu de l'Irgoun et du Hérout, du Betar, organisations sionistes militaires et politiques ayant perpétré nombre d'attentats terroristes avant et après 1947, le Likoud est classé officiellement à droite, en réalité il est d'extrême droite conformément à ses origines.

- Le Parti Judaïsme unifié de la Torah, extrême droite.

- Le Shas, extrême droite.

- Le Parti sioniste religieux, extrême droite, fondé en 1998.

- Force juive ou Otzma Yehudit, extrême droite, fondé en novembre 2012.

- Noam, extrême droite, fondé en juillet 2019.

- Israel Beytenou, extrême droite, soutien sans participation (depuis 2023).

Source : Wikipédia. J'ai été jusqu'à lire chacune des pages que Wikipédia leur a consacrées, c'est édifiant et très instructif.

La preuve.

Un ministre israélien déclare que larguer une « *bombe nucléaire* » sur Gaza est une « *option* » - aa.com.tr 5 novembre 2023

Le ministre israélien du Patrimoine, Amihai Eliyahu, a déclaré dimanche que larguer une « *bombe nucléaire* » sur la bande de Gaza était « *une option* », selon des médias locaux.

Eliyahu, ministre du parti d'extrême droite Otzma Yehudit (Force juive), a fait savoir que l'une des options d'Israël dans sa guerre à Gaza est de larguer une bombe nucléaire sur la Bande, a rapporté le quotidien *Times of Israel*.

Dans une interview à la radio, Eliyahu a exprimé également ses réserves contre l'autorisation de toute aide humanitaire à Gaza.

« *Nous ne fournirions pas d'aide humanitaire aux nazis* », a indiqué le ministre, ajoutant qu'il n'existe pas de civils non impliqués à Gaza.

Le ministre d'extrême droite a également fait savoir que la population palestinienne peut aller en Irlande ou dans les déserts : "*Les monstres de Gaza devraient trouver eux-mêmes une solution*", selon lui.

Et d'ajouter: «*Quiconque brandit un drapeau palestinien ou du Hamas ne devrait pas continuer à vivre sur la surface de la terre*».

Entre temps, le chef de l'opposition Yair Lapid a demandé le limogeage d'Eliyahu en raison de ses propos, qu'il a qualifiés de « *choquants* » et de « *fous* » venant d'un ministre irresponsable.

«*Il nuit à la société israélienne et à notre réputation internationale*», a-t-il écrit sur X, anciennement Twitter.

"*La présence des extrémistes au sein du gouvernement nous met en danger et entrave la réussite des objectifs de guerre – vaincre le Hamas et sauver tous les otages*", a ajouté le chef de l'opposition, soulignant que le Premier ministre Benyamin Netanyahu « *doit le licencier ce matin* ». aa.com.tr 5 novembre 2023

Un autre député de la Knesset, Itzhak Crozier a déclaré « qu'il faut effacer la bande de Gaza de la carte pour envoyer un message à tous nos ennemis ». french.almanar.com.lb 5 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon le plus récent bilan des victimes palestiniennes, publié ce dimanche par le ministère de la Santé de Gaza, 24 massacres ont été perpétrés ces dernières 24 heures, coûtant la vie à 243 martyrs. Ce qui porte leur chiffre depuis le lancement de l'offensive israélienne à plus de

9770 martyrs, dont 4800 enfants, 2550 femmes et 596 personnes âgées. Le chiffre des blessés s'élève à 24808.

- Le ministère a aussi fait état de plus de 2000 avis pour des disparus dont plus de la moitié sont des enfants qui seraient ensevelis sous les décombres.

Selon le ministère, 8500 maisons ont été détruites, ainsi que 40 mille unités résidentielles et 220 mille autres ont été endommagées ainsi que 88 sièges gouvernementaux, 220 écoles, dont 60 sont désormais hors service.

La dernière école visée est celle d'al-Fakhoura, où un massacre a été perpétré samedi matin ôtant la vie à 15 martyrs et blessant 70 autres.

Ont également été détruits 55 mosquées, 3 universités, 3 églises, et 5 bâtiments du ministère du Leg et des Affaires religieuses. french.almanar.com.lb 5 novembre 2023

- Des avions israéliens ont bombardé les locaux de l'Agence France-Presse (AFP) et d'autres bureaux de presse à Gaza

« *L'AFP condamne avec la plus grande fermeté cette frappe sur son bureau de Gaza City. La localisation de celui-ci est connue de tous et a été rappelée à plusieurs reprises ces derniers jours, précisément pour prévenir une telle attaque et permettre que nous puissions continuer de témoigner en images sur le terrain* », a déclaré le PDG de l'AFP Fabrice Fries. 3 novembre 2023

Au moins 36 journalistes et professionnels des médias ont perdu la vie, tandis que 8 autres journalistes ont été blessés dans le conflit. Le contexte de violence a également entraîné la disparition de 3 journalistes. En outre, on dénombre 8 cas d'arrestation de journalistes, soulignant la menace croissante qui pèse sur la liberté de la presse dans la région.

A savoir. Si vous ne l'avez pas déjà lu

Qui sont les terroristes ?

Extraits

L'armée israélienne a reçu l'ordre de bombarder des maisons israéliennes et même ses propres bases alors qu'elle était submergée par les militants du Hamas le 7 octobre. Combien de citoyens israéliens dont on dit qu'ils ont été « *brûlés vifs* » ont en fait été tués par des tirs amis ?

Plusieurs nouveaux témoignages d'Israéliens ayant assisté à l'attaque surprise du Hamas sur le sud d'Israël le 7 octobre dernier viennent s'ajouter aux preuves de plus en plus nombreuses que l'armée israélienne a tué ses propres citoyens alors qu'ils se battaient pour neutraliser les tireurs palestiniens.

Tuval Escapa, membre de l'équipe de sécurité du kibboutz Be'eri, a mis en place une ligne téléphonique pour assurer la coordination entre les résidents du kibboutz et l'armée israélienne. Il a déclaré au journal israélien Haaretz que lorsque le désespoir a commencé à s'installer, « *les commandants sur le terrain ont pris des décisions difficiles – y compris le bombardement des maisons sur leurs occupants afin d'éliminer les terroristes en même temps que les otages* ».

Un rapport distinct publié par Haaretz note que l'armée israélienne a été «*contrainte de demander une frappe aérienne*» contre ses propres installations à l'intérieur du point de passage d'Erez vers Gaza « *afin de repousser les terroristes* » qui avaient pris le contrôle. Cette base était remplie d'officiers et de soldats de l'administration civile israélienne à l'époque.

Ces rapports indiquent que le haut commandement militaire a donné l'ordre d'attaquer des maisons et d'autres zones à l'intérieur d'Israël, même au prix de nombreuses vies israéliennes.

Une Israélienne du nom de Yasmin Porat a confirmé dans une interview accordée à la radio israélienne que l'armée avait «*sans aucun doute*» tué de nombreux non-combattants israéliens lors des échanges de tirs avec les militants du Hamas le 7octobre. « *Ils ont éliminé tout le monde, y compris les* otages », a-t-elle déclaré en faisant référence aux forces spéciales israéliennes.

Aujourd'hui, l'armée israélienne continue de cibler et de massacrer délibérément des milliers de civils palestiniens. Environ les deux tiers des Palestiniens tués sont des femmes et des enfants. L'armée israélienne tue probablement une centaine de civils pour chaque combattant du Hamas.

Comparez cela à la tempête al-Aqsa, l'opération du Hamas qui a tué un nombre à peu près égal de combattants militaires israéliens et de civils.

Et parmi les civils tués dans l'opération Tempête d'Al-Aqsa, la majorité ont été tués par l'armée israélienne, soit accidentellement dans des tirs croisés, soit délibérément conformément à la directive Hannibal, qui recommande d'éliminer à la fois les preneurs d'otages et les otages en utilisant une puissance de feu écrasante afin d'empêcher l'ennemi d'utiliser les otages comme monnaie d'échange.

Le code QR qu'Erdan a affiché à l'ONU menait à un fichier Google Drive contenant des images macabres qui ont pour la plupart disparu sans explication.

L'une des images du dossier censée montrer des Israéliens brûlés vifs montre en fait des combattants du Hamas morts, jetés dans une benne à ordures par… https://t.co/Z8FRJvGqSD
— Max Blumenthal (@MaxBlumenthal) October 27, 2023

Le Hamas, contrairement à l'armée israélienne, cible principalement celle-ci lorsqu'il le peut. De toute évidence, l'Opération Tempête al-Aqsa visait principalement l'armée israélienne.

Les ordres du Hamas étaient de prendre des otages, mais d'éviter de tuer des civils non armés. Et même s'il y a eu quelques cas où des Palestiniens ont tué des civils, des preuves photographiques prouvent que le pire carnage – les festivaliers de musique pris sous des tirs

croisés d'artillerie lourde, les maisons, les kibboutz et autres bâtiments remplis de gens détruits par les obus de chars et d'artillerie – a été perpétré par l'armée israélienne. Les soldats du Hamas, équipés d'armes légères, n'auraient pas pu causer l'effondrement des maisons israéliennes (Kibboutz).
https://reseauinternational.net/qui-sont-les-terroristes-1/

D'autres liens ou sources d'information.

https://thegrayzone.com/ (Etats-Unis)

https://english.almayadeen.net (Liban)

https://www.chroniquepalestine.com/writers/al-mayadeen (Liban)

Davos ou le Forum économique mondial, « *Great Reset* » ou Grande Réinitialisation, Agenda 2030, dictature sanitaire, dictature climatique, dictature énergétique, dictature numérique, régime néonazi en Ukraine, régime néonazi en Israël, la suite à venir…

Il y en a encore pour se demander : Mais qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qu'il leur prend soudain ? J'ai envie de leur répondre qu'il faut être idiot ou avoir été particulièrement sourd et aveugle au cours des dernières décennies pour n'avoir rien vu venir. Plus loin je fournis juste un élément qui à lui seul résume assez bien la situation.

Notez bien que ce que vous allez lire dans le paragraphe suivant, je ne l'ai pas inventé, cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels qui date de la fin du XIXe siècle, ou encore, dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine publié en 1917. Comme quoi on a eu largement le temps de se préparer au pire scénario, disons, de le voir venir et de prendre nos dispositions afin d'éviter d'avoir à le vivre, pour autant que cela aurait été possible. Nous ne pourrons jamais le vérifier, puisque nous sommes passés à côté. C'est ce que refuse d'admettre les opportunistes sans pouvoir réfuter ce constat qu'ils ne daigneront même pas examiner. Remarquez, on peut les comprendre, ils se sont trop fourvoyés ou compromis pendant plus d'un demi-siècle, finalement c'est leur faillite politique ou trahison qui serait mis en lumière et ils n'y tiennent pas. A les entendre, ce qui devait se passer s'est passé, ils décrètent que cela ne se discute pas, ce serait inutile ou une perte de temps, circulez il n'y a rien à voir, pour un peu tout irait bien dans le meilleur des mondes !

Sans réécrire la lutte de classe du passé, leur accusation favorite, j'estime qu'on est en droit d'essayer de comprendre pourquoi nous nous retrouvons dans une situation inextricable, que beaucoup croient désespérée, alors que nous disposions de conditions favorables, non pas pour faire une révolution, ce qu'ils ont voulu nous faire croire durant une longue période, mais pour nous doter d'instruments théoriques et pratiques pour nous y préparer, et y préparer les masses qui sont aujourd'hui inexistants. L'absence de ces instruments théoriques les ont amenés à adopter des positions réactionnaires, criminelles, pour prendre un exemple récent qui parlera à tous les lecteurs, ils se sont faits les complices d'une terrible mystification en 2020, qui allaient prendre en otage la population transformée en cobaye des trusts pharmaceutiques, et causer plus de 100 000 morts qui auraient pu être évités si on leur avait

prescrit les molécule efficaces qui existaient et qui étaient employés dans le monde entier, sans parler qu'ils avaient adopté la muselière de Macron imposée à tous les élèves du pays, du sadisme, quoi.

Pendant plus de 70 ans ils nous ont concocté des analyses et des théories plus foireuses les unes que les autres, et ça continue tous les jours. Donc, oui ils partagent en grande partie la responsabilité de la situation politique actuelle. Sans faire de procès à personne parce que cela ne nous intéresse pas, on doit essayer de comprendre où est-ce qu'on a merdé, comment cela se traduit aujourd'hui... Ils vont avoir du ménage à faire pour que ça soit clean. Ils ont toujours considéré que le PS faisait partie du mouvement ouvrier, ils doivent ignorer que John Davison Rockefeller, le fondateur de la dynastie des Rockefeller, avant de devenir multi milliardaire était originaire d'une famille très pauvre, il a commencé sa carrière professionnelle comme aide-comptable dans une petite entreprise de transport. Bref, un bien brave employé de la classe ouvrière ce cher grand banquier qu'on a envie de serrer dans nos bras, sans déconner, vous devez tenir compte de ses racines, nous dit-on. II est mort en 1937, donc n'en faites pas trop non plus quand même !

De 1914 à nos jours le PS n'a cessé de s'adapter aux besoins du capitalisme, social-patriote, social-impérialiste, social-libéral, social-libéral libertaire, et maintenant le voilà tenté par le social-sionisme ou le national-socialisme à la sauce sioniste. Vous laisseriez-vous encore tenté par un petit front unique avec le PS ? Pour la bonne cause, j'entends, d'ailleurs à les entendre cela aurait toujours été pour la bonne cause, bon, on se demandera laquelle ou pas sûr qu'on parlerait de la même chose. Mais tout de même, nous dira-t-on, notre politique a permis d'améliorer la condition ouvrière... Pure démagogie ou opportunisme, la condition ouvrière de quel pays, à quel prix, au prix de quel renoncement ? Stop, là je vous arrête, on ne vous parle pas de cela. Rien à foutre, moi je vous en cause. Vous ne pouvez pas répondre, car les réponses sont trop compromettantes, n'est-ce pas ? La discussion est terminée, vous êtes de mauvaise foi, au revoir. C'est cela, adieu ! Je ne l'ai pas agressé, j'ai simplement posé une question à la manière d'Engels à propos de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier britannique au milieu du XIXe siècle. C'est ce qui distinguait déjà à l'époque les socialistes bourgeois ou réformistes des socialistes ouvriers. Si on veut reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines, il faut commencer impérativement par se poser ces questions, sinon on n'y arriver jamais. On arrêtera là pour aujourd'hui, je dois terminer cette causerie.

Ils avaient déjà pris conscience depuis un certain temps, qu'ils contrôlaient l'ensemble du marché et des instruments financiers, qu'ils concentraient l'essentiel des richesses mondiales entre leurs mains, ainsi que le pouvoir politique à l'échelle internationale, ce qui leur conférait une puissance de feu inégalable dans l'histoire. Dès lors, minutieusement, ils déterminèrent les conditions et l'heure favorable à laquelle ils allaient déclencher une offensive généralisée contre le prolétariat mondial, contre tous les peuples, sachant qu'ils résisteraient héroïquement, certes, mais ils seraient vaincus compte tenu que le mouvement ouvrier international était profondément divisé, disloqué, dégénéré, corrompu, il ne constituait plus aucune menace pour le capitalisme après avoir abandonné le socialisme, par conséquent ils ne pourraient pas s'opposer à leur guerre, qui tel un rouleau compresseur réduirait en poussière tous les obstacles qui se dresseraient sur leur chemin, réalisant pas à pas les objectifs de leur plan (Agenda 2030).

Voilà qui doit donner à réfléchir, vous me direz que vous le savez déjà, peut-être, maintenant il faut imaginer ce que cela implique, je l'ai esquissé plus haut.

- 2020 - La fortune des 1 % les plus riches du monde « *correspondent à plus du double des richesses cumulées* » des 6,9 milliards les moins riches, soit 92 % de la population du globe.
2153 personnes disposent désormais de plus d'argent que les 4,6 milliards les plus pauvres de la planète, soit 60 % de la population mondiale.

- En 2022 - Au total, la fortune nette des 20 premiers du classement cette année du 41e classement annuel des 400 Américains les plus riches établi par Forbes, s'élève à 1600 milliards de dollars

- En 2021 - Les fortunes combinées de ces "*super-riches*" ont atteint le chiffre record de 8,4 billions de dollars américains, un montant bien supérieur à la taille des économies de grandes puissances telles que le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni, et au produit intérieur brut (PIB) combiné de toute l'Amérique latine.

- La fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé pendant la pandémie alors que les revenus de 99 % de la population mondiale ont été moins importants à cause de la Covid-19

La fortune des dix hommes les plus riches au monde a plus de doublé, passant de 700 milliards de dollars à 1 500 milliards de dollars, à un rythme de 15 000 dollars par seconde ou 1,3 milliard de dollars par jour pendant les deux premières années d'une pandémie au cours de laquelle 99 % de la population mondiale a eu des revenus moins importants que prévu et où plus de 160 millions de personnes supplémentaires auraient basculé dans la pauvreté.

- Etats-Unis

- Les 25 familles américaines les plus riches cumulent 722 milliards de dollars. La valeur nette combinée des 25 familles figurant sur la liste.

Ils peuvent tout acheter tellement ils ont de fric !

Selon l'IPS, « *Les membres des familles Busch, Mars, Koch et Walton ont dépensé ensemble plus de 120 millions de dollars au cours des 10 dernières années pour faire pression en faveur de politiques fiscales, syndicales et commerciales favorables à leurs intérêts et à leurs investissements* ».

Les familles dynastiques jouent également sur leur pouvoir philanthropique, par le biais d'associations caritatives et de fondations. Au total, les 50 premières familles ont créé plus de 248 fondations, représentant plus de 51 milliards de dollars d'actifs. Si beaucoup d'entre elles consacrent des fonds bien nécessaires à des organismes caritatifs d'intérêt général, d'autres financent des groupes qui travaillent à la réduction des impôts des riches et à l'abrogation des réglementations qui brident les bénéfices des entreprises. D'autres encore versent des millions de dollars à des fonds conseillés par les donateurs, lesquels peuvent alimenter des activités de lobbying politique financées par de l'argent sale. Et dans quelques cas, des membres de la famille se sont servis de ces fonds pour se rémunérer.

- Grande-Bretagne.

- La fortune cumulée des cinq familles les plus riches du Royaume-Uni serait supérieure à celle des 13 millions de personnes les plus pauvres du pays.

Le patrimoine de ces cinq familles est évalué à 39,4 milliards de livres sterling, soit environ 46 milliards d'euros.

- France.

Un rapport de la banque UBS estime qu'il y a 2,8 millions de millionnaires en France.
Un chiffre qui place la France à la troisième position des pays qui en possèdent le plus, derrière les États-Unis et la Chine.

25.000 nouveaux millionnaires ont été décomptés en France en 2022 par rapport à 2021.

Le "*Global Wealth Report*", rapport annuel de la banque suisse UBS publié mardi 15 août, dénombre en 2022 près de 2,8 millions de personnes dans l'Hexagone dont le patrimoine immobilier et financier dépasse un million de dollars (environ 915.000 euros). Un total qui comprend 25.000 nouveaux millionnaires par rapport à 2021.

Au classement des ultra-riches, également établi par le rapport d'UBS, la France n'arrive cette fois qu'en neuvième position. Dans le cadre de cette étude, la dénomination "*d'ultra-riches*" s'applique aux personnes possédant un patrimoine de plus de 50 millions de dollars. L'Hexagone en compte 3890, contre 32.910 en Chine, deuxième de ce classement, et 123.870 aux États-Unis, toujours premiers.

(Sources diverses, Wikipédia et médias)

France occupée. (Vigipirate, Sentinelle)

Parole juive. Dénoncer l'antisémitisme sert à « *justifie tout ce que nous faisons aux Palestiniens*. »

Dans une interview accordée à Amy Goodman de Democracy Now le 14 aout 2002, Shulamit Aloni, ancienne ministre de l'Éducation d'Israël, a déclaré que l'antisémitisme était utilisé comme un moyen de faire taire les critiques en occident et ainsi justifier les exactions contre les Palestiniens.

"*L'antisémitisme est une combine. En Europe, lorsque quelqu'un critique Israël, on lui sort l'Holocauste. Quand c'est aux États-Unis que les gens critiquent Israël, alors ils sont accusés d'antisémitisme. Il est bien plus facile d'accuser ceux qui critiquent certains actes du gouvernement israélien d'antisémitisme, d'invoquer l'Holocauste et la souffrance du peuple juif. Cela justifie tout ce que nous faisons aux Palestiniens*."

Shulamit Aloni était une femme politique israélienne et une militante de gauche. Elle a fondé le parti Ratz et a été leader du Meretz. Elle a également été ministre de l'Éducation de 1992 à 1993. Elle est décédée en janvier 2014 à l'âge de 85 ans.

https://www.democracynow.org/2002/8/14/israels_first_lady_of_human_rights

La vidéo.

https://www.youtube.com/watch?v=BH4ywblkAo4

En famille national-socialisme et social-sionisme. Quand l'antisémitisme sert de couverture au génocide palestinien.

J-C Les fanatiques du nouvel ordre mondial totalitaire anglo-saxon-sioniste se lâchent, on en déduira que ce sont eux les pires antisémites, car ce sont eux qui désignent à la vindicte publique les juifs responsables du massacre des Palestiniens, et poussent ainsi à la haine des juifs afin d'épargner le régime d'apartheid israélien ou l'encourager à poursuivre son nettoyage ethnique jusqu'à l'expulsion des Palestiniens de Palestine.

Macron comme Netanyahu ou Biden n'en ont rien à foutre que des juifs soient insultés, agressés ou assassinés, ils instrumentalisent l'antisémitisme à des fins politiques, ce sont des monstres de cruauté. Et Olivier Faure aussi.

Olivier Faure (PS) appelle tous les partis à un rassemblement contre l'antisémitisme - AFP 5 novembre 2023

« *J'appelle toutes les forces politiques à dire qu'il n'est pas possible qu'il y ait le moindre acte ou la moindre parole antisémite en France, que les Français juifs ne peuvent pas être tenus pour responsables d'actes qui ont été commis par d'autres juifs ailleurs dans le monde* », a déclaré Olivier Faure ce dimanche au micro de Radio J.

J-C - On peut lui répondre : Que les Français juifs qui ne veulent pas être tenus pour responsables d'actes qui ont été commis par d'autres juifs ailleurs dans le monde, rompent avec l'Etat juif d'apartheid, qu'ils dénoncent le régime nazi de Netanyahu et qu'ils appellent à la fin de l'occupation sioniste de la Palestine, qu'ils rendent la Palestine aux Palestiniens. Pourquoi ne le dit-il pas ? Il a choisi son camp, celui de nos ennemis.

AFP - Interrogé sur la présence du Rassemblement national, le Premier secrétaire a déclaré que l'invitation leur était également destinée, sous certaines conditions : « *Si le RN veut bien répondre à cet appel et faire en sorte de couper avec sa propre histoire et une partie de ses élus* ». AFP 5 novembre 2023

J-C - Ecoutez attentivement la dernière vidéo de Mediapart que j'ai mis en ligne qui date de 2020, après vous me trouverez encore trop modéré, je ne plaisante pas du tout, je n'en ai pas vraiment envie au moment où un génocide est en train de se produire sous nos yeux.

Vidéo. Sylvain Cypel: l'Etat d'Israël contre les Juifs. (02.2020)

https://www.youtube.com/watch?v=eHFGKMmmoZ4

J-C – Attention, par endroits monsieur Cypel a dérapé… Bref, il y a à prendre et à jeter, ce qui est intéressant, c'est son témoignage pour avoir vécu 5 ans en Israël. Ce journaliste est très modéré, son verdict sur Israël est sans appel.

Lu. Les fanatiques sionistes se lâchent.

Kévin Bossuet, éditorialiste controversé de CNEWS, a proposé l'organisation d'une journée nationale durant laquelle tous les Français seraient invités à porter une kippa en signe de fraternité et de soutien à la communauté juive.

« *On devrait faire une journée avec Kippa. C'est-à-dire qu'on porterait tous la Kippa dans ce pays pour rendre hommage aux victimes du 7 octobre et montrer notre solidarité avec les juifs* ».

Alors que cette demande est faite au moment où des enfants sont déchiquetés par les bombardements israéliens, les commentaires n'ont pas manqué de susciter l'indignation.

Lu. Racisme ordinaire des fachos encouragé par Macron.

Des Français pro-Israël chantent la mort d'enfants palestiniens en Live sur TikTok : « *On a tué tous les enfants, Darla dirladada !* »

Une récente vidéo diffusée sur la plateforme TikTok montre des individus se revendiquant pro-israéliens et se réjouissant ouvertement du décès d'enfants à Gaza.

Lors d'une diffusion en direct sur le compte « *levraitiktoook* » (Israel for ever), géré par un certain David Haddad, ce dernier a posé une question à ses invités :

« *J'ai une question, une question sérieuse. Savez-vous pourquoi il y a si peu d'enfants fréquentant les écoles à Gaza ?* »

C'est à ce moment précis qu'un utilisateur a commencé à entonner une chanson macabre en réponse à la question :

« *Parce qu'on a tué tous les enfants, dar-dar-dir la dadada!* »

Indigné par les propos, l'avocat Juan Branco s'interroge : « *Pourquoi ce n'est pas en Une du Figaro ? Pourquoi le ministre ne saisit-il pas le parquet pour apologie de crime de guerre ?* »

Leur haine de la démocratie devient contagieuse, les sionistes en portent la responsabilité.

La France « *championne* » d'Europe des propos violents et haineux sur X - AFP/20minutes.fr 5 novembre 2023

D'après le premier rapport de transparence sur le contrôle des contenus publié ce dimanche par le réseau social X, la France serait la « *championne* » d'Europe des propos violents et illicites.

Sans surprise, c'est la France qui prend la tête de ce premier palmarès. La surveillance mise en place par le biais de 52 modérateurs a conduit à la suppression de 16.288 messages du 28 août au 20 octobre. C'est deux fois plus que l'Allemagne et l'Espagne. AFP/20minutes.fr 5 novembre 2023

Terrorisme d'Etat. Intox. Ils accusent d'"*actes antisémites*" : "*Des jeunes gamins, qui disent des choses très graves*".

J-C – La parole criminalisée, souvenez-vous, ils étaient tous Charlie au chevet de la liberté d'expression qu'ils n'ont de cesse de maltraiter. Ils ont la mentalité de tyrans.

Guerre Israël-Hamas : plus de 1000 actes antisémites en France depuis début octobre - AFP/actu.fr 5 novembre 2023

Ce dimanche soir, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a indiqué au 20H de France 2 que 1040 actes antisémites ont été signalés en France depuis l'attaque du Hamas, le 7 octobre dernier. Parmi les 486 interpellés, "*102*" sont des étrangers, a-t-il ajouté.

Il n'y a "*pas de profil type*", a ajouté le préfet de police. "*On retrouve tous les profils, des jeunes gamins, qui disent des choses très graves*", mais aussi des "*personnes plus ancrées dans la défense de la cause propalestinienne et qui dérapent"*, a dit le préfet de police de Paris Laurent Nuñez. AFP/actu.fr 5 novembre 2023

Après Versailles et Charles III, la France impériale est de retour !

Emmanuel Macron renoue avec la relève de la garde républicaine à l'Élysée - Le HuffPost 5 novembre 2023

En famille. Collaboration de classes.

Emmanuel Macron invite les chefs des partis pour une nouvelle réunion, le 17 novembre - actu.fr 5 novembre 2023

Comment populariser la violence, l'armée, la guerre.

Face à « *un monde dangereux* », Édouard Philippe pose la question d'un retour du service militaire - leJDD 5 novembre 2023

Russie.

La Russie va conclure des accords militaires avec le Sénégal et Sao Tomé-et-Principe - Afrique Media 4 novembre 2023

« *Approuver le projet d'accord entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Sénégal pour la coopération militaire présenté par le ministère russe de la Défense, approuvé par le ministère russe des Affaires étrangères et d'autres organes exécutifs fédéraux intéressés* », peut-on lire dans l'ordonnance.

Une ordonnance concernant le projet d'accord avec Sao Tomé-et-Principe est rédigée de la même manière.

Comme l'indiquent les accords, les pays signataires des documents avec la Russie confirment que leur coopération militaire contribuera à renforcer la paix et la stabilité internationale. Il est noté que les parties échangeront des informations d'intérêt mutuel dans le domaine militaire, ainsi que sur les doctrines nationales. Les pays échangeront également leurs expériences dans la constitution de forces armées, l'éducation militaire et la lutte contre le terrorisme. En outre, la Russie et le Sénégal organiseront une formation conjointe des troupes. Afrique Media 4 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 7 novembre 2023.

Je vous invite vivement à lire ou relire attentivement les enseignements du marxisme qui figurent dans la page d'accueil du portail, ils sont plus que jamais d'actualité pour comprendre la situation et trouver une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts de la classe ouvrière ou de l'ensemble des classes exploitées et opprimées.

Comment ces monstres passent leur temps à vous terroriser, à essayer de vous pourrir la vie.

J-C – Voyez comme je pense à la santé de mes lecteurs, physique et mentale.

Vous allez aux toilettes plusieurs fois par nuit ? Cela pourrait être le symptôme d'un cancer de la prostate - Yahoo 6 novembre 2023

De nombreux hommes se rendent aux toilettes plusieurs fois par nuit, un signe potentiel de cancer de la prostate. Si c'est votre cas, consultez sans attendre. Yahoo 6 novembre 2023

J-C – Etrangement, cela m'arrive de me lever 3 fois au cours de la même nuit plusieurs jours de suite, puis tout rentre dans l'ordre, et cela depuis déjà plusieurs années. La nuit dernière je ne me suis même pas levé une seule fois, mais trois fois la veille et les jours précédents, ma compagne également.

J'ai constaté que cela se produisait quand la température baissait, donc en ce moment, la mousson vient de commencer ici, il pleut tous les jours et toutes les nuits depuis une semaine. On boit beaucoup car la journée la température dépasse 30°C à l'ombre. L'été on transpire plus que l'hiver, donc on urine moins.

C'est la saison où l'on voit des files d'attente se former dans la rue devant des pharmacies ou des cabinets médicaux, car les Indiens tombent malades comme des mouches. Pourquoi ? Pardi, parce que de manière générale ils ne sont pas en bonne santé, comment pourraient-ils l'être avec le mode de vie esclavagiste qu'on leur impose et la pauvreté qui est quasi généralisée.

Une analyse qui confirme la mienne exprimée autrement.

L'Occident et sa zone d'influence ne peuvent plus condamner le nazisme par Bruno Bertez

La crise qui menace le capitalisme et son Centre, les États-Unis, est la répétition de la crise des années vingt et trente qui a débouché sur la Seconde Guerre mondiale.

Les États-Unis qui sont au centre de cette crise voient leur hégémon, leur monnaie et leur niveau de vie menacés, le recours à la dette et à la création monétaire abusive ne suffisent plus. On a touché les limites de ces palliatifs. La prédation financière ne suffit plus car la rareté devient réelle/physique au niveau des principales ressources. Et elle va rapidement et considérablement s'aggraver.

Il faut se les attribuer, pas seulement les contrôler ou les sous-payer.

Comme dans les années 20, le business et surtout le Grand Capital Financier voient loin, ils craignent une montée d'instabilité, des bouleversements sociaux et des modifications dans l'ordre social qui ne leur seraient pas favorables.

Il leur faut par conséquent renforcer leur emprise. De façon préemptive.

Ils le font en délocalisant cette emprise et en l'imposant de l'extérieur par le biais des Institutions Internationales non élues, cooptées qu'ils contrôlent.

Ce sont ces organisations non élues qui peu à peu établissent des règles, les fameuses règles, qui enferment le monde dans un nouveau carcan que ce soit par le malthusianisme, par le wokisme, par la mutation de la morale, la transformation sociétale, la destruction des spécificités identitaires, l'inversion des valeurs etc.

Et ils le font par des glissements progressifs, plus ou moins soft, qui dépossèdent les peuples de leurs pouvoirs démocratiques. La grenouille que l'on ébouillante progressivement.

Ces évolutions imposent de réhabiliter le nazisme et le fascisme, sous des formes expurgées, inversées, déguisées en leur rasant les moustaches.

La racine du fascisme c'est le sacrifice des individus et des groupes sociaux à des idées, à des entités, à des abstractions, à des Chefs, lesquels cachent d'autres groupes sociaux qui eux profitent du sacrifice des masses. Par exemple elles les envoient au casse-pipe.

Le fascisme dans son essence c'est le sacrifice des individus réels au profit d'une idéologie imaginée, d'un imaginaire.

Les peuples doivent être endoctrinés et il faut les persuader que leur vie ne vaut pas grand-chose en regard des idéologies que l'on brasse devant eux, – nation, race, religion, pognon, compétitivité, rang etc. Ils doivent se sacrifier : pour le progrès, pour la planète, pour le genre, pour l'immigration, pour préserver les comptes des organismes de protection sociale, pour élargir les marges de profit, pour l'emploi, pour payer les armes qui vont servir à les mater, pour faire face à la concurrence… La liste des raisons invoquées pour imposer aux peuples des sacrifices est sans fin, il y a toujours une nouvelle raison, mais maintenant c'est la guerre… pour préserver le niveau de vie, le confort, le pouvoir de prélèvement des anglo-saxons, l'unipolarité !

La crise du capitalisme en cours implique et donne son sens a tout ce que vous voyez maïs ne comprenez pas.

Tout en découle : la paupérisation des masses salariées et la hausse du taux d'exploitation et l'assouplissement des échines et bien sur l'impérialisme à l'extérieur sous prétexte – risible – de sécurité menacée !

L'appel au sacrifice des citoyens est permis par la peur continue et les menaces diverses. Le gouvernement par les peurs, l'état d'urgence, la raison d'État, l'état d'exception, fait partie du fascisme.

La coopération étroite du Très Grand Capital et du business avec les politiciens, les gouvernements et les hauts fonctionnaires est explicitée dans le Projet de Great Reset de Davos, on sort de l'Idéal démocratique pour rentrer dans le gouvernement des stake holders c'est à dire le gouvernement des parties prenantes, le corporatisme à l'échelle mondiale.

Ce projet c'est la coopération entre les entreprises, les détenteurs du capital et le pouvoir afin de dépasser la démocratie ; la réduire aux décisions insignifiantes de la vie courante.

La prise de contrôle progressive de tous les grands outils économiques par les nouveaux gouvernements corporatistes est évidente ; monnaie, taux d'intérêt, santé, déplacements, censure, nudge, contrôle des prix essentiels comme l'énergie, communication/information, etc.

L'utilisation de fers de lance authentiquement fascistes et nazis aussi bien dans le cadre des combats impérialistes que dans le cadre des luttes sociales et sociétales ne se cache même plus, elle se donne à voir, cyniquement, éhontément.

Lisez

«*La Troisième Commission de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution traditionnelle initiée par la Russie pour lutter contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à l'escalade des formes modernes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*».

Les co-auteurs provenaient de 38 pays.

Voici une liste de ceux qui sont contre la résolution et contre la condamnation du racisme et la glorification du nazisme et ne veulent pas condamner la xénophobie : (Cette liste se réduisait aux Etats occidentaux principalement qui prétendent représenter « *la communauté internationale* ». – J-C)

Lu.

- Une grande partie de la dépravation occidentale se cache derrière une hypothèse jamais examinée sérieusement : tuer des gens avec des bombes serait d'une certaine manière moins méchant que de les tuer avec des balles ou des lames. En menant sans relâche des campagnes de bombardements à l'étranger, l'Occident a rendu l'opinion insensible à la réalité des effets des bombes.

Le mot "*terrorisme*" n'a aucun sens si vous ne l'appliquez pas d'abord et avant tout à cette civilisation occidentale meurtrière.

- Mais il existe une alternative. En fait, il y en a toujours eu une :

Une Palestine dé-sionisée, libérée et démocratique, du fleuve à la mer ; une Palestine qui accueillera les réfugiés et construira une société qui ne discrimine pas sur la base de la culture, de la religion ou de l'appartenance ethnique.

Ce nouvel État s'efforcerait de corriger, dans la mesure du possible, les maux du passé, en termes d'inégalité économique, de vol de propriété et de déni de droits. Cela pourrait annoncer une nouvelle ère pour l'ensemble du Moyen-Orient

- L'antisémitisme comme toutes les autres formes de racisme, n'est pas une essence, il n'est inscrit dans l'ADN de personne, par contre il se stimule, il se provoque, il se fabrique … la responsabilité de ceux qui gouvernent un pays, et de ceux qui détiennent les clés de tous les grands media est directement engagée dans ce processus. Et les prises de position idéologiques de ce gouvernement produisent des effets dans le réel.

Le simple fait que le président martèle l'amalgame antisionisme = antisémitisme depuis des années, ce qui conduit aujourd'hui à un projet de loi porté par 16 sénateurs, afin de pénaliser l'antisionisme, participe de ce processus. Si toute critique d'Israël est antisémite…alors beaucoup de gens qui critiquent et s'opposent à la politique d'Israël sont poussés vers l'antisémitisme. Tout le travail de l'UJFP consiste à desserrer cet étau, et ce piège. Être antisioniste c'est faire de la politique, critiquer ou contester une idéologie. Être antisémite c'est être raciste, c'est haïr les juifs pour ce qu'ils sont. On peut certes cumuler, mais l'antisionisme est légitime et l'antisémitisme non.

- Le droit de désigner Israël comme coupable de l'occupation et de la persécution de la population palestinienne. Ce droit n'est pas de l'antisémitisme, c'est le même qui désignait les États-Unis comme responsables de la guerre du Vietnam, la France comme responsable des guerres de décolonisation. Et personne n'aurait parlé de racisme anti-américain ou de racisme anti-français. Dans les guerres, il y a des responsabilités, les rechercher, les désigner ce n'est pas du racisme, c'est une action politique. La puissance occupante et assiégeante porte à l'évidence une responsabilité majeure dans tous les épisodes sanglants de résistance comme de répression. La désigner ce n'est pas de l'antisémitisme, cela le devient quand on cherche à désigner les juifs, tous les juifs comme porteurs du projet israélien. Et cela c'est un mensonge d'État construit et élaboré pour soutenir la puissance occupante.

Pourquoi ceux qui nous gouvernent ont-ils un faible plutôt pour les colons que pour les immigrés, et tout particulièrement pour les colons quand ils sont également immigrés ? Parce que dans ce cas-là ce sont des envahisseurs, voyez ce qu'ils ont fait de la Palestine.

Pourquoi les nazis Zelensky et Netanyahu sont-ils prêts à exterminer y compris leurs propres peuples ?

- Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a une nouvelle fois rejeté, lundi 6 novembre, l'idée d'un cessez-le-feu à Gaza. AFP 6 novembre 2023
J-C – Ce serait une erreur gravissime de libérer les otages israéliens, car aussitôt Tsahal pilonnerait toutes la zone ou les tunnels où ils étaient enfermés à l'aide de lance-flammes, de gaz et de bombe pénétrantes, et massacrerait ainsi ce qui restait de combattants palestiniens encore sur place.

- «*Les Etats-Unis savent que je ne suis pas prêt pour des négociations avec les terroristes*», déclarait Zelensky le 5 novembre, lors d'une interview à la chaîne américaine NBC. RT 6 novembre 2023

Les sionistes sont passés du terrorisme dans les années 30 à 47, à la guerre ouverte ensuite contre le peuple palestinien.

Les colons anglo-saxons ont officiellement déclarés la guerre au peuple Palestinien en 1947, en se servant du sionisme pour les chasser de leurs terres et établir une base militaire au cœur du Moyen-Orient dominé par des populations arabes, afin de les diviser et de s'emparer sous la menace de leur pétrole (et du gaz) moyennant leur protection.

Autrement dit, c'est une guerre coloniale qui se mène en Palestine depuis 76 ans à l'initiative des anglo-saxons, dont les sionistes servent juste d'intermédiaires, par conséquent, tout acte dit terroriste ou tout attentat commis par la résistance palestinienne doit être interprété comme un acte de guerre, une réponse militaire à l'agression et à l'occupation militaire dont ils sont victimes quotidiennement.

Les Palestiniens sont traités par les sionistes nazis de la même manière que les Algériens par le gouvernement républicain de Jules Ferry.

J-C – Le brave Jules Ferry, vous connaissez la musique, n'est-ce pas ? Alors on fait le ménage oui ou merde? On s'en tient aux faits oui ou non ? Ah la sacro-sainte croyance dans l'existence d'un régime républicain démocratique va en prendre un sacré coup !

Qu'est-ce qu'on ne nous a pas raconté comme conneries qu'on a crues bêtement quand nous étions plus jeunes, parce qu'à cette époque – que certains idiots nostalgiques regrettent, comme quoi ils n'ont décidément pas évolué, nous accordions une confiance aveugle à des dirigeants dont nous aurions dû nous méfier.

Colonisation française en Algérie où "*la hiérarchie sociale raciste régnait en maître*" - fr.sputniknews.africa 1er novembre 2023

La déshumanisation des colonisés "*a permis de justifier toutes les exactions, des conquêtes génocidaires aux massacres de masse*", déclare à *L'Afrique en marche* Youssef Girard,

historien français, spécialiste du Mouvement national algérien et de la Guerre d'Algérie, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution algérienne.

"*Comme l'affirmait Franz Fanon dans son livre* "Les Damnés de la Terre", *la colonisation française et le système colonial qu'elle a mis en place a produit un monde coupé en deux, racialement hiérarchisé : les colonisés complétement déshumanisés et en face les surhommes blancs relevant quasiment d'une race de "*Seigneurs"", affirme à Radio Sputnik Afrique le Dr Youssef Girard, historien français, spécialiste du Mouvement national algérien et de la Guerre d'Algérie. Intervenant à l'occasion du 69e anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne, le 1er novembre 1954, il souligne que "*cette déshumanisation a permis de justifier toutes les exactions, des conquêtes génocidaires aux massacres de masse, pour réprimer les révoltes des populations autochtones contre les envahisseurs, en passant par l'esclavage et l'instauration de législations racistes d'exception*".

Et de rappeler que "*la hiérarchie mise sur pied par le système colonial français, normalisant et instituant le fait que les populations algériennes n'aient pas les mêmes droits que les citoyens européens blancs de la République française, s'est faite alors même qu'en métropole le libéralisme politique se développait sous l'impulsion des Lumières, qui s'engageaient pour défendre les droits fondamentaux contre l'oppression lorsqu'ils parlaient des Européens, et défendaient des positions radicalement opposées lorsqu'il s'agissait des populations colonisées*".

Dans le même sens, M. Girard indique que "*même la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen [adoptée le 26 août 1789, ndlr], qui proclamait que "*les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits et qu'ils possèdent des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme*", était appliquée uniquement aux Européens alors que les colonisés, notamment en Algérie, étaient soumis au Code inhumain de l'Indigénat. Une loi présentée lors de son adoption, le 28 juin 1881, comme une avancée démocratique et républicaine par le gouvernement du républicain Jules Ferry*".

En effet, poursuit-il, "*le Code de l'Indigénat renforçait les lois d'exception mises en place auparavant en Algérie par le maréchal Bugeaud. Le code prévoyait l'internement administratif, le séquestre des terres et la responsabilité collective appliquée à des tribus entières et excluait complétement les Algériens de la sphère des droits civiques*".

Enfin, le Dr Youssef Girard estime que "*la politique impérialiste poursuivie dans plusieurs régions du monde, notamment au Moyen-Orient et Afrique, par les américains et leurs alliés européens de l'Otan découle à bien des égards de la même logique colonialiste de séparation raciste entre Blancs et non-Blancs. Les propos de soutien tenus, y compris sur les plateaux de télévision, par des journalistes et des intellectuels occidentaux à l'égard des réfugiés ukrainiens, Européens Blancs, en marquant la différence entre eux et ceux venus d'autres pays, comme la Syrie, le Yémen, l'Afghanistan et la Somalie, en est la preuve".* fr.sputniknews.africa 1er novembre 2023

J-C - Vous imaginez un peu, les braves républicains, francs-maçons pour la plupart, grands progressistes, démocrates, humanistes, des gens bien sous tout rapport, particulièrement présents au sein de la social-démocratie, il n'était pas possible de les présenter tels qu'ils étaient réellement, sinon toute relation avec le PS ou tout soutien à ce parti aurait été rendue impossible.

Pour comprendre l'évolution de la SFIO (du PS par la suite) et son reniement du socialisme, il faut se rappeler qu'à l'origine ses dirigeants avaient été inspirés par les républicains ou ils l'étaient devenus, Jaurès a commencé sa carrière politique comme républicain, par exemple.

Tout en préparant ce passage, j'ai fouillé dans le Net et je suis tombé sur un truc bien dégueulasse sur le PS. Et dire qu'on a appelé à voter Mitterrand en 81, cela me donne envie de vomir 42 ans plus tard ! Mitterrand n'hésita pas à être l'homme de main des sales besognes pour le compte de l'impérialisme français et assurer sa carrière politique.

- François Mitterrand, garde des Sceaux du cabinet Guy Mollet qui dura seize mois (un record de longévité!), approuva en 1956 la décision d'exécuter les peines capitales prononcées tels de lourds avertissements en Algérie, au cours d'une réunion secrète du gouvernement, qui vit ses collègues de la gauche (Pierre Mendès France, Alain Savary et Gaston Defferre) voter contre. Quarante-cinq condamnés à mort furent guillotinés de par la responsabilité de François Mitterrand ministre de la Justice, qui refusait presque systématiquement la grâce, laisse entendre dans le film Jean-Claude Périer. Ce que confirment les archives.

https://benjaminstora.univ-paris13.fr/index.php/articlesrecents/limage/233-francois-mitterrand-un-passe-algerien-devoile-21-octobre-2010-par-antoine-perraud-.html

Sauf que quand on lit de la plume de Benjamin Stora qui fut un des dirigeants du courant politique auquel j'ai appartenu autrefois, à propos de Mitterrand : « *la question des condamnations à mort, de la guillotine, lui pose un problème de valeurs. C'est un humaniste* », on est pris de vertige.

Si Mitterrand était humaniste, c'est que Netanyahu et Macron le sont aussi !

Voilà à quoi on en arrive quand on se renie. On ressent le besoin d'absoudre ou d'innocenter les traitres et éventuellement les pires criminels, de servir ses nouveaux maîtres. C'est de la pure démagogie, du machiavélisme. Benjamin Stora est devenu un historien officiel adulé par les sionistes, « *Grâce à Emmanuel Macron, l'historien se sent enfin à sa juste place.* » (LExpress 2 février 2022)

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis plus d'un mois, l'armée israélienne mène une «*guerre destructrice*» contre Gaza, au cours de laquelle 10 022 Palestiniens ont été tués, dont 4 800 enfants et 2 550 femmes, et plus de 25 000 autres blessés.

153 Palestiniens ont été également tués et 2 150 arrêtés en Cisjordanie, selon des sources officielles palestiniennes.

- Le nombre de civils tués par Israël à Gaza en un mois dépasse le bilan des victimes de la guerre russo-ukrainienne

10 022 civils palestiniens ont été tués dans les attaques israéliennes contre Gaza depuis le 7 octobre, contre 9 806 civils ukrainiens morts depuis le 24 février de l'année dernière.

La Jordanie pose à Israël des "*lignes rouges*" à ne pas franchir - fr.sputniknews.africa 6 novembre 2023

Le Premier ministre de la Jordanie, Bisher Al-Khasawneh, a mis en garde les autorités israéliennes, qui mènent depuis un mois une offensive sur la bande de Gaza.

"*Toute tentative ou création de conditions visant à déplacer les Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie constitue une ligne rouge et la Jordanie la considérera comme une 'déclaration de guerre'*", a-t-il fait savoir ce 6 novembre lors d'une réunion avec un groupe de parlementaires.

Ses propos ont été relayés sur le compte du Premier ministre sur X.

Bisher Al-Khasawneh a plaidé pour la formule à deux États, qui prévoit la création d'un État palestinien indépendant dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

L'offensive menée par Israël "*contredit totalement le principe de légitime défense*" et que l'État hébreu "*n'a pas fait de distinction entre les cibles civiles et militaires*", a-t-il déclaré.

Gaza : le Tchad rappelle son Chargé d'Affaires en Israël pour consultation - TRT Afrika 6 novembre 2023

"*Le Tchad suit avec la plus grande attention et inquiétude, la situation au Moyen Orient, notamment les vagues de violences meurtrières sans précédent dans la bande de Gaza*", a indiqué le Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale dans un communiqué dont TRT Afrika a reçu une copie.

Guerre Israël-Hamas : des militants juifs occupent la Statue de la Liberté pour réclamer un cessez-le-feu - Le HuffPost 7 novembre 2023

« *Le monde entier regarde* ». Quelques centaines de militants juifs américains progressistes ont occupé dans le calme lundi 6 novembre la Statue de la Liberté à New York pour exiger d'Israël un cessez-le-feu et la fin du « *bombardement génocidaire de civils palestiniens à Gaza* ».

Vêtus de tee-shirts noirs frappés des slogans « *des juifs demandent un cessez-le-feu maintenant* » ou « *pas en notre nom* », quelques centaines de jeunes ont déployé des banderoles « *le monde entier regarde* » et « *les Palestiniens devraient être libres* » au pied du socle de l'emblématique monument symbole de New York. Le HuffPost 7 novembre 2023

Qu'il démissionne au lieu de le cautionner !

Guerre Israël-Hamas: le chef de l'ONU décrit la bande de Gaza comme "*un cimetière pour les enfants*" - BFMTV 7 novembre 2023

L'Afrique du Sud annonce avoir rappelé tous ses diplomates de Tel Aviv - aa.com.tr 6 novembre 2023

La présidence sud-africaine a annoncé ce lundi avoir rappelé tous ses diplomates de Tel-Aviv, dans un contexte de guerre menée par Israël contre la bande de Gaza.

Le ministre auprès de la présidence sud-africaine, Khumbudzo Ntshavheni, a confirmé cette décision diplomatique, lors d'une conférence de presse, selon la radio locale Jacaranda FM.

Khumbudzo Ntshavheni a aussi rappelé "*Comme nous l'avons souligné précédemment, le génocide ne peut être toléré sous la surveillance de la communauté internationale*".

Un sommet islamique "*d'urgence*" à Riyad pour discuter de l'agression israélienne sur Gaza - aa.com.tr 6 novembre 2023

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) a annoncé lundi qu'un sommet d'urgence se tiendrait dimanche prochain à Riyad, pour discuter de "l'agression israélienne" contre la bande de Gaza.

France occupée. (Vigipirate, Sentinelle)

Ils osent tout. Les masques sont tombés, c'est trop tard, et pour cause.

Olivier Faure se contredit en 24h et indique qu'il ne se rendra pas le 17 novembre à la nouvelle « *rencontre de Saint-Denis* » initiée par Macron avec les chefs des partis politiques présents au Parlement.

Et vous savez pourquoi il n'ira pas, parce qu'il croit « *à la démocratie* » que le PS piétine depuis plus d'un siècle, à l'entendre il aurait existé une époque où le régime bonapartiste de la Ve République aurait été démocratique. La preuve, lundi sur Public Sénat il a affirmé qu'il n'y a « *jamais eu de consensus sur aucun sujet* » entre le PS et Macron, alors qu'il s'était aligné sur Macron lors de la dictature sanitaire, puis la dictature climatique, puis sur l'Ukraine, et maintenant sur la Palestine pour ne prendre que quelques exemples connus de tous. Bref, tout le monde sait depuis longtemps que le PS est un parti de droite.

Le reniement du socialisme par la social-démocratie au profit du capitalisme il y a 106 ans, traduisit ou s'est traduit sans interruption jusqu'à nos jours justement, par un consensus permanent avec la bourgeoisie ou la réaction. Ceux qui le dénoncèrent ou s'en accommodèrent

selon les circonstances propres aux opportunistes, "*communistes*" ou "*trotskystes*", l'instrumentalisèrent pour mieux camoufler leur propre collusion avec le régime en place.

Une précaution inutile.

Rassemblement contre l'antisémitisme : Olivier Faure ferme la porte au RN « *qui n'a rompu en rien avec son histoire* » Publicsenat.fr 6 novembre 2023

Le PS non plus, et elle est détestable comme on vient de le rappeler brièvement !

On apprend donc qu'Olivier Faure a finalement exclu la présence d'élus du Rassemblement National (RN) dans un rassemblement contre l'antisémitisme qu'il souhaite organiser.

Cette mise au point était inutile, puisque tous les autres participants potentiels à ce rassemblement ont apporté leur soutien au gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, autrement dit, ils alimentent ou encouragent l'antisémitisme, à commencer par Renaissance, Horizon, le Modem, LR. (Source : AFP 6 novembre 2023)

En complément. Qui remporte la palme du sionisme du jour.

François Hollande juge que "*le Hamas a voulu cette situation de guerre*" avec Israël - BFMTV 6 novembre 2023

J-C – Traduction : Les Palestiniens n'ont que ce qu'ils méritent en somme. Ordure !

LE SOCIALISME

Le 8 novembre 2023.

Leur "*ordre international*" ne sera jamais le nôtre.

Quel ordre international ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 novembre 2023

Nous reproduisons le texte de l'intervention de Thierry Meyssan à Magdebourg (Allemagne), lors de la conférence organisée par le magazine Compact, « *Amitié avec la Russie* », le 4 novembre 2023. Il y explique ce qui constitue, selon lui, la différence fondamentale entre les deux conceptions de l'ordre du monde qui s'affrontent aujourd'hui du Donbass à Gaza : celle du bloc occidental et celle à laquelle se réfère le reste du monde. Il ne s'agit pas de savoir si cet ordre doit être dominé par une puissance (unipolaire) ou par un groupe de puissances (multipolaire), mais s'il doit être, ou non, respectueux de la souveraineté de chacun. L'auteur s'appuie sur l'histoire du Droit international, tel que le Tsar Nicolas II et le Prix Nobel de la Paix Léon Bourgeois l'ont conçu.

https://www.voltairenet.org/article219933.html

Les nostalgiques des Anciens Régimes féodaux et impériaux se font concurrence.

« *La souveraineté de chacun* » n'est pas une gageure, c'est une imposture qu'il faut dénoncer et combattre.

Depuis quand les puissants auraient-ils acquis une quelconque légitimité pour imposer aux peuples leur conception de "*l'ordre international*" ? Jamais, sauf dans la tête de capitalistes ou de leurs idéologues.

On serait tenté de dire au premier abord que nous ne sommes pas concernés, parce que cet article s'adresse aux éléments des classes moyennes qui ont lié leur sort à celui de la classe dominante, au capitalisme. Cependant nous allons nous y intéresser, parce que le récit qui nous est conté ici renvoie à des éléments de la propagande que l'on retrouve aussi bien au niveau des autorités et leurs médias, que parmi ceux qui les critiquent, parce qu'ils servent tous deux à conditionner les masses ou à les conduire à se soumettre à l'ordre établi, qu'il soit "*unipolaire*" ou "*multipolaire*", au "*monde d'avant*" qui aurait été idyllique ou au "*monde d'après*" qui serait diabolique, l'auteur le revendique, on lui laisse bien volontiers.

Monsieur Meyssan est incapable de comprendre que les "*deux conceptions du monde*" auxquels il fait allusion, entre "un ordre mondial fondé sur des règles et un autre basé sur le *droit international*", sont en réalité les mêmes ou plutôt elles n'en forment qu'une, car selon les circonstances l'une de ces "*conceptions du monde*" domine l'autre ou remplace l'autre avantageusement, puisqu'à notre connaissance le capitalisme mondial ou la mondialisation n'a cessé de progresser tout au long du XXe siècle. Et en quoi consistent ces circonstances ? Il ne faut pas compter sur monsieur Meyssan pour nous les décrire, puisqu'elles concernent l'état du capitalisme mondial et les défis qu'il a à affronter, sachant qu'il est partisan du capitalisme ou

il a misé sur le capitalisme pour satisfaire ses intérêts individuels, choix que nous respectons. Sa contribution politique guidée par des intérêts idéologiques est uniquement destinée à le sauver, qu'il nous soit permis de la démonter et de proposer la nôtre au nom de la classe ouvrière et du socialisme.

La conception du monde que monsieur Meyssan a retenu est utopique, dans la mesure où il ne tient pas compte que les rapports qui existent entre les différents Etats sont dictés essentiellement par des intérêts économiques, qui dépendent à leur tour des lois de fonctionnement du capitalisme qui s'expriment sous une forme particulière en fonction du développement inégal des forces productives à l'échelle mondiale, de sorte qu'il existera des puissances dominantes et des Etats dominés auxquels elles dicteront leurs lois ou en leur imposant justement leur conception du "*droit international*", en recourant à la force ou à la guerre si nécessaire, bref, qu'elles exploiteront et opprimeront. Voilà qui nous amène à la conclusion suivante : ces rapports conflictuels entre Etats ou entre grandes puissances existeront aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli, puisqu'en fait ces rapports entre dominants et dominés ne sont que le reflet à l'échelle des Etats ou du monde, des inégalités qui existent entre les classes et qui constituent le fondement du capitalisme, le progrès social et la paix sont à ce prix-là.

Ces "*deux conceptions du monde*" correspondent en fait aux crises successives que le capitalisme va connaître tout au long du XXe siècle, aux réponses que vont leur apporter les puissances dominantes ou la manière avec laquelle elles vont tenter de les résoudre provisoirement sur le plan financier, politique ou militaire, aux conséquences économiques sociales et politiques qui en découleront en terme de restructuration des institutions financières ou politiques internationales qu'elles dominent ou contrôlent, de l'économie mondiale, de leurs rapports avec chaque Etat de la planète, avec la classe ouvrière et les classes moyennes. Ces réponses et conséquences coïncideront avec les différents moments ou différentes périodes de la crise du capitalisme, donc avant, pendant et après un krach boursier ou une guerre, autrement dit avec le développement des contradictions qui se manifestent et s'amplifient au cours du cycle du capital jusqu'à devenir insupportables, qui se traduisent à chaque étape de celui-ci par des rapports sociaux et politiques particuliers, des crises sociales ou politiques qui doivent être prises en compte ou traitées en conséquence.

On pourrait expliquer rapidement ce qu'on entend par cycle du capital, et en quoi consiste la crise du capitalisme dont monsieur Meyssan ne veut pas entendre parler.

On entend pas cycle du capital, pour simplifier, le processus économique qui consiste à investir un capital dans de la force de travail sous forme de matières premières et de main d'œuvre, car il faut bien que quelqu'un extrait la matière première du sol ou du sous-sol de la Terre, à transformer en biens de consommation ou d'équipement ces matières premières à l'aide de cette main d'œuvre, de sorte que le processus de transformation de la matière première à l'aide de la force de travail va produire une marchandise qui renfermera un capital supérieur à celui investi initialement. Dit autrement, c'est la force de travail incluse dans cette marchandise, qui va déterminer à la fois sa valeur et créer le profit que va encaisser le capitaliste, à condition que cette marchandise trouve preneur, car c'est uniquement à ce moment-là que le cycle du capital s'achève.

Ce qui vaut pour une entreprise, s'applique également au niveau de l'économie nationale d'un pays, à l'économie mondiale. Celle-ci va se trouver parasitée par le coût exorbitant de la

distribution, qui va se traduire par une augmentation considérable du prix d'une marchandise pour l'acquéreur potentiel sans rapport avec son coût réel de production ou sa valeur réelle, sans rapport avec le produit qu'il va acquérir (1).

Quant à la crise du capitalisme dont certains osent encore nier l'existence, elle s'exprime de nombreuses manières, notamment à travers la baisse tendanciel du taux de profit, c'est-à-dire qu'une marchandise renferme de moins en moins de capital variable ou de force de travail, là où jadis il fallait plusieurs jours pour fabriquer une paire de chaussure, aujourd'hui il en faut vingt fois moins : "*Pour fabriquer une paire de baskets, il faut découper, assembler et coller à la main 200 pièces différentes. Or, aujourd'hui, des machines laser sont capables de réaliser ces opérations beaucoup plus rapidement qu'autrefois. Une machine travaille vingt fois plus vite qu'un salarié*". (revue-projet.com), il faut 7 à 10 heures à un artisan bien équipé pour fabriquer une paire de chaussure de ville. (2).

La crise du capitalisme se traduit également par l'incapacité grandissant du capitalisme à satisfaire les besoins de la population mondiale au fur et à mesure qu'elle augmente, alors qu'il en a les moyens, tout en accumulant un endettement monstrueux, aux alentours de 300.000 milliards de dollars tous secteurs économiques confondus, en réalité beaucoup plus, ce qui signifie que le capitalisme survie artificiellement, uniquement à crédit ou en recourant à une pyramide de Ponzi, des instruments financiers mafieux du type "*subprime*", pour ne pas dire qu'il est virtuellement en faillite.

Chaque crise du capitalisme se traduit par une nouvelle accumulation du capital qui préfigure la prochaine crise, une concentration du capital toujours plus grande entres quelques mains, le nombre de milliardaire dans le monde est passé de 478 en 2000 à 2700 en 2023, ils cumulent plus de 11 milles milliards de dollars. On pourrait ajouter une rationalisation toujours plus poussée de la production des marchandises, de la division internationale du travail. Il faut noter qu'aucune mesure ou réforme du capitalisme n'est parvenue à l'enrayer durablement, sauf les guerres durant une brève période, d'où leur persistance un peu partout dans le monde, à défaut d'une Troisième Guerre mondiale. Les guerres actuelles en Ukraine et en Palestine n'ont pas d'autres origines, ceux qui cherchent ailleurs vous racontent des histoires à dormir debout ou destinées à vous endormir. Ceux qui évoquent tous les quatre matins depuis plus d'un demi-siècle l'éventualité d'une Troisième Guerre mondiale également, de manière à créer un climat de psychose collective qui profite uniquement à ceux qui gouvernent ou détiennent tous les pouvoirs.

La crise du capitalisme à laquelle ils ne peuvent pas répondre par une Troisième Guerre mondiale, se traduit par la radicalisation politique de la réaction, qui notez bien recourt aux mêmes artifices en guise de propagande, alimentant le racisme et la xénophobie, par exemple en jetant en pâture au peuple des boucs émissaires tels les immigrés, les musulmans, les Palestiniens, bref, les Arabes en général qui sont des terroristes en puissance, les Russes responsables de la guerre en Ukraine et donc de l'envolée des prix des énergies fossiles, de l'électricité, de l'inflation, ou encore les Chinois qui ont foutu un sacré bordel avec leur satané virus, qui font dans le dumping social et sont responsables des bas salaires et du chômage, sinon tout individu ou citoyen qui n'a pas sa langue dans sa poche ou qui ose s'exprimer librement, critiquer Macron ou le gouvernement, crime de lèse-majesté susceptible de porter atteinte à la sécurité de l'Etat ou à l'ordre public, vous complèterez la liste !

C'est donc ce qui explique pourquoi le même régime va basculer progressivement du parlementarisme au fascisme, du bonapartisme à la dictature ouverte, de la dictature démocratique au nazisme, de la paix à la guerre.

Ces deux "*conceptions du monde*" ont été imaginés par des représentants du capitalisme pour le sauver ou assurer sa pérennité, et préserver l'hégémonie de l'oligarchie financière sur le reste de la société et du monde, par conséquent elles n'ont jamais été conçues dans la perspective de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des peuples exploités et opprimés, bien au contraire, leur raison d'être est justement de trouver le meilleur moyen de s'y opposer et de les combattre, elles sont l'expression de la lutte de classe que mènent les ennemis du socialisme.

Cela revient une fois de plus à nous demander de choisir entre la lèpre et le choléra. Non merci, on a trouvé mieux, on tient à conserver notre indépendance pour mener notre combat politique et vaincre nos ennemis.

Le plus pathétique dans l'exercice auquel s'est livré monsieur Meyssan, c'est que bien qu'il ait constaté qu'elles avaient toutes les deux faits faillites ou avaient été violées tout au long du XXe siècle par ceux qui les avaient conçues, les traités sont faits pour cela, ils sont comme les promesses électorales, destinés uniquement aux naïfs qui y croient, il tente malgré tout de nous convaincre que l'une serait plus présentable ou avantageuse que l'autre, celle du "*droit internationale"* qui a permis au petit bourgeois de vivre confortablement dans un pays en paix pendant 78 ans, pendant qu'une multitude de peuples dans le monde ou les trois quart de l'humanité demeuraient soumis au talon de fer des colonisateurs occidentaux, croupissaient dans des pays sous-développés et pauvres, littéralement pillés de leurs richesses, la liste de leurs méfaits et crimes serait trop longue à rappeler ici, tout le monde la connaît. Pas besoin d'aller chercher si loin, quand on sait la misère qui s'étale sous ses yeux en France.

Hormis se rassembler et combattre ensemble pour abattre le capitalisme et ses institutions nationales, rompre avec, combattre ses institutions financières et politiques internationales, soutenir tous les peuples en lutte pour conquérir leur indépendance ou leur émancipation du règne de l'exploitation, du colonialisme, de l'impérialisme, je ne vois pas quelle autre perspective politique on pourrait proposer aux travailleurs en France et dans le monde entier, qui serait conforme à leurs intérêts et à leurs aspirations démocratiques légitimes.

Notes.

1- Une paire de chaussure Nike appelée "*Air Pegasus*" vendue 70 $ ou euros.

- Celui ou celle qui la fabrique perçoit 2,75 $

- La matière première : du cuir, du caoutchouc, etc. est estimée à 2,25 $

- Machines et location des entrepôts, 5 $ par paire de chaussure
Le coût de fabrication s'élève à 16 $

- La promotion par paire de chaussure s'élève à 4 $.

- Le travail des agents de l'entreprise Nike stricto sensu (l'administration, les représentants, 8 $ par paire

- Les dépenses en capital de la firme, paiement des investissements, coûts de stockage (5 $ par paire) et rémunération des actionnaires

Au total, le prix de gros de la paire de chaussure, celui auquel Nike la vend aux distributeurs est passé à 35,50 $.

L'écart qui fait ici doubler le prix vient du coût de la distribution, qui permet de la mettre au pied de l'acheteur final. A quoi s'ajoutent la location des lieux de vente, la rémunération du capital investi par le revendeur qui inclut ici encore la rémunération des investissements, des frais de stockage, des actionnaires.

Il est dès lors possible de résumer ces chiffres de la manière suivante. Un objet comme l' "*Air Pegasus*" de Nike coûte autant à fabriquer comme objet physique que comme objet social : les dépenses de promotion faites par Nike coûtent aussi cher que sa fabrication en Indonésie. Au vu de ces chiffres, on peut dire qu'on achète autant l'image, le concept que le produit lui-même. Et puis, troisième étage de la pyramide, il coûte aussi cher de mettre la chaussure au pied du consommateur qu'il en a coûté à la fabriquer au sens plein du terme. (Source : d'après Daniel Cohen, La mondialisation et ses ennemis, Grasset, 2004)

Source :

http://www.apses.org/IMG/pdf/CHAP_1_-_11_-_C_-_Quels_facteurs_mobilisent_elles_pour_produire_Docs_2de_2010-2011_.pdf

2- Chez un artisan.

- Il faut compter de sept à dix heures pour confectionner une paire de chaussures qui nécessite une centaine d'opérations différentes, de la découpe du cuir à la pose de la semelle. Privilégiant la qualité et le savoir-faire artisanal, Antoine Tournié s'attache à défendre des valeurs.

Il propose cinq modèles de chaussures dans une fourchette des prix va de 300 à 400 euros.

https://www.sudouest.fr/culture/rue-des-metiers-d-art-a-nontron-artisan-bottier-il-est-parti-du-bon-pied-17250581.php

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère palestinien de la Santé: plus de 10.300 personnes, en majorité des civils, dont 4.237 enfants, 26 000 blessés et 2 300 disparus depuis le début de l'agression israélienne contre la bande de Gaza

- Selon Tsahal, ses troupes se trouvent désormais « *au cœur de la ville de Gaza* ».

Abu Obeida : Nos combattants ont détruit 27 véhicules militaires israéliens en 48 heures sur les fronts de combat - french.almanar.com.lb 7 novembre 2023

Le porte-parole des Brigades Al-Qassam, la branche militaire du mouvement Hamas, a annoncé la destruction totale ou partielle de 27 véhicules militaires israéliens, au cours des dernières 48 heures, sur les fronts de combat à Gaza.

Abou Obeida a annoncé que « *les combattants d'Al-Qassam ont tiré des dizaines d'obus de mortier sur les forces d'invasion et mené des affrontements directs avec les forces ennemies, leur infligeant des pertes importantes* ».

Al-Qassam a plutôt annoncé dans la journée que ses résistants ont détruit, lundi matin, avec des obus « *Al-Yassin 105* » 7 véhicules israéliens dans les périphéries du camp d'Al-Shati, du quartier de Sheikh Radwan et de Tal Al-Hawa, ainsi que dans la zone de Sultan au nord-ouest de Beit Lahia et dans le quartier d'Al-Isra.

Les combattants d'Al-Qassam ont également attaqué les forces d'occupation stationnées au nord-ouest de la ville de Gaza, au cours duquel ils ont détruit 6 chars avec des missiles « *Al-Yassin 105* ». french.almanar.com.lb 7 novembre 2023

Les États-Unis prévoient un transfert de bombes de précision vers '*Israël*' - french.almanar.com.lb 7 novembre 2023

Les États-Unis prévoient de transférer des bombes de précision d'une valeur de 320 millions de dollars vers 'Israël', dans le cadre de la guerre génocidaire incessante du régime sioniste contre la bande de Gaza assiégée.

Le Wall Street Journal a révélé l'information dans un article publié le lundi 6 novembre, citant une source proche du projet.

Le rapport indique que l'administration du président américain Joe Biden a informé le Congrès du transfert prévu des bombes planantes de la famille Spice par le biais d'une notification formelle envoyée aux dirigeants du Congrès le 31 octobre.

Les bombes planantes de la famille Spice constituent un type spécial d'arme à guidage de précision, tirée par des avions de guerre.

Citant la correspondance qu'il a consultée, le rapport ajoute que le fabricant d'armes Rafael USA transférerait les bombes à sa société mère israélienne Rafael Advanced Defense Systems pour qu'elles soient déployées par l'armée israélienne. french.almanar.com.lb 7 novembre 2023

En famille. Quand les sionistes recrutent des mercenaires néonazis.

J-C – Et dire que j'ai eu un cas de conscience il y a quelques jours en qualifiant le régime de Netanyahu de nazi, j'ai hésité, puis je l'ai écrit parce qu'il me semblait que cette caractérisation était juste.

L'article ci-dessous avait été mis en ligne par Yahoo deux jours avant qu'il apparaisse dans le bloc libanais Al Manar, donc j'ai vérifié l'authenticité de l'info.

Guerre contre Gaza : Des mercenaires étrangers joignent l'armée israélienne - french.almanar.com.lb 8 novembre 2023

L'armée israélienne a engagé des mercenaires étrangers, notamment un groupe espagnol de mercenaires professionnels, pour les utiliser dans sa guerre brutale contre la bande de Gaza assiégée.

Le journal espagnol El Mundo a interviewé Pedro Diaz Flores, un mercenaire espagnol notoire, qui a déclaré que « *de nombreux* » groupes de mercenaires ont rejoint l'armée israélienne qui les paie « *très bien* ».

« *Je suis venu pour l'argent. Ils paient très bien, ils proposent du bon matériel et le travail est calme. C'est 3 900 euros par semaine, hors autres missions complémentaires* », a-t-il expliqué à propos des raisons qui l'ont poussé à rejoindre les forces israéliennes.

Pedro Díaz Flores n'en est pas à son premier conflit. Celui qui a déjà servi en Irak et affirme avoir passé quatre ans dans l'armée espagnole était tout récemment engagé dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie, au sein du sulfureux régiment ukrainien Azov, fondé par des néonazis, et où l'idéologie y est toujours présente.

À ses côtés, des Français, des Allemands, des Albanais et Américains, membres des Marines ou des forces spéciales qui ont effectué des missions en Afghanistan, au Mali ou au Kosovo, et qui sont engagés par des entreprises militaires privées qui viennent en appui des troupes israéliennes.

« *Nous fournissons uniquement un soutien sécuritaire aux convois d'armes ou aux troupes des forces armées israéliennes qui se trouvent dans la bande de Gaza. Nous ne combattons pas directement le Hamas et ne sommes pas impliqués dans des opérations d'assaut* », a-t-il affirmé.

Il a ajouté : « *Nous sommes en charge de la sécurité des points de contrôle et du contrôle d'accès aux frontières de Gaza et de la Jordanie. Il existe ici de nombreuses entreprises militaires privées et elles se partagent le travail. Traditionnellement, ils gardaient les terminaux frontaliers entre Eilat et Aqaba* », a-t-il ajouté. Yahoo 6 novembre 2023 et french.almanar.com.lb 8 novembre 2023

France occupée. (Vigipirate, Sentinelle)

Totalitarisme. Toujours le doigt sur la gâchette à répétition.

J-C - Et dire qu'aucun parti dit de gauche ou d'extrême gauche, aucun syndicat n'a annoncé officiellement sa rupture avec Macron et les institutions de la Ve République.

Budget de l'État : Élisabeth Borne déclenche un 16ème 49.3 - BFMTV 8 novembre 2023

La Première ministre a de nouveau coupé court aux débats budgétaires ce mardi soir en dégainant un nouveau 49.3. BFMTV 8 novembre 2023

D'une guerre à l'autre, d'un régime néonazi à l'autre, le régime français soutient les pires dictatures ou y participe en leur fournissant des armes.

Guerre en Ukraine: Lecornu annonce 200 millions d'euros pour le fonds de soutien à l'armée de Kiev - BFMTV 8 novembre 2023

Guerre en Ukraine : cette entreprise française qui va fournir des fusils d'assauts à Kiev - LePoint.fr 8 novembre 2023

Lundi 6 novembre, l'entreprise Cybergun a annoncé la signature d'un contrat-cadre entre sa filiale Verney-Carron et la société d'État ukrainienne Ukrspecexport pour un montant de 36 millions d'euros.

Le fabricant d'armes, situé à Saint-Étienne, va livrer à partir du début de l'année 2024 10 000 fusils d'assaut, 2 000 fusils de précisions, et 400 lance-grenades.

Acteur connu dans la fabrication de fusils de chasse, Verney-Carron a également produit le Flash-Ball.

Elle produit notamment le fusil d'assaut VCD15 (3,5 kg, 81,5 cm), le fusil de précision VCD10 (4 kg, 100 cm) et le lance-grenade LP40 Le Matru. Ce sont ces armes qui seront livrées aux forces ukrainiennes. LePoint.fr 8 novembre 2023

En famille ils osent tout. Qui va cautionner le génocide des Palestiniens en compagnies des suppôts de leurs bourreaux le 12 novembre ?

J-C – Pas en notre nom !

Au point où ils en sont rendus dans l'imposture et le mensonge permanent, ils n'hésitent plus à instrumentaliser l'antisémitisme qu'ils alimentent pour couvrir un génocide

Je condamne cette opération au profit de l'Etat d'apartheid qui massacre le peuple palestinien, j'appelle à ne pas y participer. LFI a annoncé qu'il n'y participera pas.

Les masques tombent le PS, PCF, les Ecologistes, et d'autres pourritures qui se prétendent de gauche manifesteront au côté de la pire réaction depuis 1958, Renaissance, Horizon, Les Républicains, Reconquête, le Modem, le Rassemblement national, etc.

Ils comptent refaire la même opération politique qu'avec Charlie pour le compte cette fois du gouvernement d'extrême droite sioniste, alors qu'ils n'ont pas cessé de piétiner la liberté d'expression, à l'époque c'était déjà en compagnie du boucher Netanyahu au côté de Hollande, marche ou imposture monstrueuse que j'avais déjà condamnée.

Ils s'en réjouissent déjà :

- Le sujet est abordé mardi matin lors du petit-déjeuner de la majorité. Tout le monde trouve l'idée très bonne, raconte l'entourage de la présidente de l'Assemblée, jusqu'aux syndicats et aux représentants des cultes. Eric Ciotti, le patron des Républicains, s'enthousiasme. Renaissance, le parti présidentiel, relaie l'appel.

Les représentants de l'extrême droite sioniste en France jubilent et ils ont de quoi, enfin un permis de massacrer les Palestiniens, un de plus en réalité, mais en fanfare avec le RN et Reconquête.

- "*C'est une initiative salutaire, nous avons besoin pour les juifs d'entendre un élan de solidarité*", a réagi le président du Crif francetvinfo.fr 8 novembre 2023

Marche contre l'antisémitisme : le député LFI Manuel Bompard juge « incongru » d'y participer en présence du RN - leJDD 8 novembre 2023

Dans une tribune publiée par Le Figaro, mardi 7 novembre, Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, et Gérard Larcher, son homologue au Sénat, ont appelé à une marche « *pour la République et contre l'antisémitisme* » ce dimanche 12 novembre après-midi. « *Nous appelons à une grande marche civique entre le Palais Bourbon et le Palais du Luxembourg, unissant tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de notre République et sont déterminés à les défendre* », peut-on lire dans la tribune.

"*La Première ministre participera à la manifestation. Chacun des membres du gouvernement aura la possibilité de se déterminer. Des modalités de participation précises seront affinées dans les heures qui viennent*", a déclaré Olivier Véran ce mercredi, à l'issue du Conseil des ministres.

Selon les informations de BFMTV, les ministres Clément Beaune, Aurélien Rousseau, Stanislas Guerini et Franck Riester seront présents ce dimanche. La liste n'est pas exhaustive. D'autres membres du gouvernement devraient suivre.

"*À mon sens, le Rassemblement national n'a pas sa place dans cette manifestation*", a jugé Olivier Véran, avant de nuancer: "*c'est une manifestation publique à laquelle chacun est libre, en conscience, de participer*". (Quelle soudaine bienveillance de celui qui a commis plus de 100.000 morts lors de la dictature sanitaire ! – J-C)

Le Rassemblement national a d'ores et déjà répondu présent à cet appel. Sur X, le président du parti, Jordan Bardella, a indiqué « *répondre présent* ». Invitée sur RTL, Marine Le Pen a

également annoncé qu'elle « *y participerait* ». Une présence qui déplaît au coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, qui a affirmé au micro de franceinfo qu'il trouvait « *particulièrement incongru de participer à une manifestation de cette nature en présence du RN* ».

Selon Marine Le Pen, "*des quartiers entiers se sont vidés du fait de l'avancée d'une idéologie que je combats depuis toujours, vous le savez avec beaucoup d'énergie qui est l'idéologie islamiste*".

Jean-Luc Mélenchon, a de son côté dénoncé sur son compte X une « *manif de "l'arc républicain" du RN à la macronie de Braun-Pivet* ». « *Les amis du soutien inconditionnel au massacre ont leur rendez-vous* », a-t-il dénoncé, en faisant référence au conflit qui oppose Israël aux terroristes du Hamas. (Pour une fois il n'a pas sorti une connerie, ceci dit, si le RN n'était pas présent, il aurait manifesté avec tous les autres partis de la réaction antipalestinienne. – J-C)

Fabien Roussel extrêmement remonté qui a réagi au tweet de Jean-Luc Mélenchon, dans lequel l'ancien candidat à l'élection présidentielle a moqué la marche civique contre l'antisémitisme organisée dimanche sous la houlette de Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher.

"*C'est fini, on a coupé avec Jean-Luc Mélenchon, je ne parle plus de Jean-Luc Mélenchon, la Nupes est enterrée, c'est terminé, il n'y a pas de sujet*", a-t-il martelé.

Dans la foulée de cette sortie, la France insoumise a confirmé que ses représentants et élus ne participeraient pas à l'événement, tout en dénonçant la présence du Rassemblement nationale de Marine Le Pen. leJDD 8 novembre 2023

Le régime de Macron vassale de Washington fait du zèle dans la xénophobie antirusse.

J-C - C'est devenu l'un des régimes les plus réactionnaires du monde. Après ils vont se demander pourquoi il y a une recrudescence de la xénophobie en France, ils en sont les principaux instigateurs, au même titre que le racisme ou l'antisémitisme.

Paris compromet la participation de Moscou aux travaux de l'Unesco - fr.sputniknews.africa 7 novembre 2023

La délégation russe n'est pas au complet à la 42e session de la Conférence générale de l'Unesco qui s'est ouverte à Paris le 7 novembre. En cause, la délivrance tardive de visas par la France à trois ressortissants russes, a annoncé Maria Zakharova, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

"*Nous sommes contraints d'attirer l'attention sur le non-respect flagrant par la France de ses obligations en matière de délivrance de visas aux représentants de la Russie se rendant dans le pays pour participer aux travaux des organes directeurs de l'Unesco. Cette situation a acquis un caractère systémique […]. Au cours des derniers mois, plusieurs représentants russes ont été empêchés sans explication de participer à des événements internationaux sur le siège de l'Organisation à Paris*", a fustigé la diplomate.

Concernant l'accord entre la France et l'Unesco, le gouvernement français s'est engagé à autoriser l'entrée sur son territoire à tous les invités à la Conférence, et ce sans délai et sans frais de visa, a tenu à rappeler Mme Zakharova.

"*Nous considérons les violations par Paris des dispositions de ce document comme un comportement arbitraire sans égard aux normes juridiques internationales en vigueur. Nous demandons à la directrice générale Audrey Azoulay d'intervenir de manière décisive dans cette situation et de prendre des mesures concrètes et efficaces pour s'assurer que la France respecte ses obligations*", a conclu la porte-parole.

En novembre 2022, la France avait déjà refusé d'accorder des visas aux diplomates russes qui devaient participer à la 33e session du conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'Unesco qui se tenait dans la capitale française. fr.sputniknews.africa 7 novembre 2023

En voici un autre exemple en famille avec la Nupes à caractère raciste ou colonial.

J-C – Le PCF qui n'a jamais été communiste s'est distingué.

Immigration : le Sénat renforce la condition de maitrise de la langue française pour les titres de séjour longs - Publicsenat.fr 8 novembre 2023

Pour la première fois depuis le début de l'examen du projet de loi immigration, le Sénat a adopté un article d'essence gouvernementale. Jusqu'ici, il s'agissait d'articles ajoutés par la majorité sénatoriale de droite et du centre en commission des lois. L'article 1er prévoit que la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle (4 ans) est conditionnée à la connaissance d'un niveau minimal de langue française. « *C'est un article important. Il vise à passer d'une obligation des moyens à une obligation de résultat. Les personnes qui prétendent à un titre de séjour long devront, non seulement prendre des cours de français, mais réussir un examen de français* », a exposé Gérald Darmanin

La co-rapporteure du projet de loi, Muriel Jourda (LR) a souligné « *qu'un pays était parfaitement légitime* » pour fixer les conditions dans lesquelles il accorde sur son territoire, des titres de séjour. *« Est-ce que ça va exclure un certain nombre d'étrangers ? Probablement. Mais c'est ainsi* », a-t-elle reconnu avant de rappeler qu'il existait des titres de séjour plus courts, d'une durée d'un an, qui permettait à l'étranger d'acquérir la langue.

En ce qui concerne les moyens pour obtenir ce niveau de langue, le sénateur communiste, Yan Brossat a défendu un amendement afin que conditionner la réussite de cet examen au bénéfice de cours de français gratuits. Une fois n'est pas coutume, le gouvernement a soutenu la proposition des communistes et a sous-amendé cette disposition afin d'inscrire dans la loi la mention de ces « *cours gratuits* ». L'amendement communiste et l'amendement du gouvernement ont été adoptés.

L'article 2 a finalement été rétabli avec l'appui des voix de la gauche. Il vise à permettre à un étranger, signataire d'un contrat d'intégration républicaine, de bénéficier de cours de français

pendant ses heures de travail. « *Il y a une responsabilité patronale dans l'intégration de ses salariés* », a fait valoir Gérald Darmanin. Publicsenat.fr 8 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 9 novembre 2023.

Pratiquement tous les jours, après avoir mis en ligne la causerie du jour, je m'aperçois que j'ai oublié quelque chose ou que j'aurais pu dire les choses autrement, ça me contrarie ou m'énerve au plus haut point.

C'est la rançon de mon isolement. Je ne peux pas penser à tout ou tout mettre dans l'ordre aussi rapidement qu'il le faudrait.

Les lecteurs ne doivent pas perdre de vue que, lorsqu'on les informe quotidiennement comme je le fais depuis le 9 octobre, on dispose de très peu de temps pour prendre du recul avant de réagir à l'actualité de la veille ou de rédiger la causerie. Soit ça nous vient à l'esprit, soit on passe à côté ou on y pensera plus tard, trop tard souvent, du coup on complète une info ou on apporte des précisions le lendemain, et tant pis si les lecteurs ne lisent pas les causeries quotidiennement. Cela peut donner une impression désagréable d'amateurisme, c'est cela qui me met en colère, car je me donne beaucoup de mal pour réaliser ce travail sérieusement.

J'ai réussi à me libérer pendant deux heures pour aller faire des courses à Pondichéry entre deux ondées (mousson), j'avais programmé cette escapade depuis plusieurs jours, mais chaque fois le temps me manquait, j'ai donc dû travailler tard hier soir. Je ne sais pas comment il y a qui trouvent le moyen de s'emmerder dans la vie, parce que je trouve toujours les jours trop courts. On fait pour le mieux

Le combat héroïque du peuple palestinien me stimule, on ne peut pas en dire autant du peuple français ou des pays occidentaux qui sont des nantis à côté, ceci explique cela sans doute. Les faits me donnent encore raison, hélas, j'aurais préféré m'être trompé.

Pour terminer ce bavardage, une question à 1 centime d'euro : Y aura-t-il des manifestations en soutien au peuple palestinien samedi et/ou dimanche prochain ? J'ai cherché et je n'ai rien trouvé. Une à Nice est interdite.

La totalité du mouvement ouvrier serait-il aux abonnés absents, je ne parle pas de ceux qui iront manifester le 12 au côté du RN avec les partis acquis au sionisme et complices du génocide palestinien, aucun n'en fait partie. Si vous avez une info à ce sujet, ayez la délicatesse de m'avertir, merci d'avance.

Avec les documents et vidéos que j'ai mis en ligne sur la question palestinienne, vous disposez d'un matériel de premier choix pour défendre la cause palestinienne et comprendre la signification politique de cette guerre, qui est aussi une guerre de classes.

On n'a jamais été démuni pour combattre pour le socialisme, pour légitimer le socialisme, je dirais même qu'on n'a eu que l'embarras du choix tant les matériaux à notre disposition étaient nombreux, y compris dans leur diversité, sauf qu'apparemment on n'a pas dû utiliser les bons ou on n'a pas su les utiliser à bon escient.

Alors profitons de notre totale indépendance pour ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Beaucoup de documents ou vidéos proviennent de personnalités d'origine juive, c'est voulu, parce que personne ne pourra les accuser ou les soupçonner d'être antisémites, ni moi ou ce portail du reste, quoique la réaction puisse passer outre, on verra bien.

L'essentiel, c'est de nous en tenir à nos principes, à nos objectifs, à notre idéal.

Pour une République démocratique palestinienne, j'ai ajouté laïque, un oubli involontaire.

- A la Une du *Courrier international* : L'antisémitisme ne se cache plus.

En effet, les nazis bombardent les sémites de Gaza !

- Il y en a qui pose la question de cette manière-là : Combattre l'antisémitisme avec les soutiens à Netanyahu ? (POI)

Si Netanyahu est lui-même antisémite, ces deux postulats s'annulent ou se neutralisent, dès lors tout est possible. Bizarre que cela ne leur vienne pas à l'esprit.

- Ils s'insurgent contre un projet de loi tunisien criminalisant toute "*normalisation*" avec Israël, mais ils trouvent normal de criminaliser les Palestiniens.

Ils s'inquiètent de la montée de l'antisémitisme, mais ne serait-ce pas la traduction de la haine qu'ils témoignent ouvertement envers les Palestiniens.

- Macron en 2017 lors de la commémoration de la Rafle du Vel d'Hiv : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme* ».

Traduction en novembre 2023 : Nous avons réinventé l'antisémitisme pour ne rien céder à l'antisionisme ou manifester notre soutien indéfectible au gouvernement d'extrême droite israélien.

L'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme vise à interdire tout débat sur la politique des autorités israéliennes.

- La nature colonialiste, théocratique et raciste de l'État d'Israël…

Une caractérisation qui n'a pas pris une ride.

Leur humanisme est la politesse des salauds de sionistes.

- Ils se servent de l'antisémitisme afin d'empêcher l'antisionisme de s'exprimer, et pouvoir plus facilement encore réaliser un amalgame ordurier entre les deux, criminaliser ceux qui osent dénoncer la politique génocidaire du gouvernement d'extrême droite israélien.

- C'est la mauvaise conscience du petit bourgeois individualiste gavé aux profits coloniaux, qui lui dicte de regretter les morts israéliens lors de l'offensive militaire lancée par la résistance palestinienne le 7 octobre dernier. Rappelons que cette offensive militaire visa une zone illégalement occupée par les sionistes, par conséquent elle fut parfaitement légitime.

Parole de juif. Honte d'être juif !

- En mars 2013, Shlomo Sand résuma ainsi les motivations qui l'avaient conduit à écrire son livre publié en 2008, *Comment le peuple juif fut inventé* :

« *Supportant mal que les lois israéliennes m'imposent l'appartenance à une ethnie fictive, supportant encore plus mal d'apparaître auprès du reste du monde comme membre d'un club d'élus, je souhaite démissionner et cesser de me considérer comme juif.* ».

Ce sont les sionistes qui en ont fait une insulte.

Selon le standard adopté par les autorités de l'Etat des juifs (la formule officielle), être juif, c'est obligatoirement être sioniste, c'est aussi celle du CRIF en France, on comprend que cela répugne à de nombreuses personnes ayant adopté le judaïsme ou caractérisées de juives dès leur naissance.

En déclarant qu'Israël était un Etat juif fait pour les juifs ils ont ostracisé, ravalé au second rang, éliminé tous ceux qui n'étaient pas juifs, selon le principe de l'épuration ethnique des racistes, voici ce qu'en disait en 2008 l'historien juif israélien Shlomo Sand :

- « *Israël, soixante ans après sa fondation, refuse de se concevoir comme une république existant pour ses citoyens. Près d'un quart d'entre eux ne sont pas considérés comme des Juifs et, selon l'esprit de ses lois, cet Etat n'est pas le leur. En revanche, Israël se présente toujours comme l'Etat des Juifs du monde entier, même s'il ne s'agit plus de réfugiés persécutés, mais de citoyens de plein droit vivant en pleine égalité dans les pays où ils résident. Autrement dit, une ethnocratie sans frontières justifie la sévère discrimination qu'elle pratique à l'encontre d'une partie de ses citoyens en invoquant le mythe de la nation éternelle, reconstituée pour se rassembler sur la* « terre de ses ancêtres ». »

Aveuglés par leur dogmatisme pathologique, ils auront tous cru au récit des sionistes qu'ils auront colporté à leur tour.

Groupe marxiste internationaliste - 16 octobre 2023 :

- Samedi 7 octobre, la barbarie a franchi un nouveau pas en Palestine : d'abord par l'attaque du Hamas au sud-ouest d'Israël avec environ 1 400 personnes massacrées délibérément, pour la très grande majorité des civils, femmes, enfants, jeunes et personnes âgées…

Qui sont les occupants et qui sont les occupés. Ils le savent, ils le disent eux-mêmes, par conséquent ce n'est pas un gros mot de le dire.

La bande de Gaza, un territoire marqué par des décennies d'occupations étrangères - rfi.fr 8 novembre 2023

Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la bande de Gaza n'a cessé d'être contrôlée par des entités étrangères.

Gaza est tour à tour passé entre les mains du Royaume-Uni, de l'Égypte, et d'Israël.

L'Organisation des Nations unies (ONU) crée Israël le 14 mai 1948. Mais l'État hébreu s'accapare un territoire plus grand que ce qui lui avait été octroyé.

Israël, considérant le Hamas comme une organisation terroriste, instaure un blocus terrestre, aérien et maritime. Depuis 2007 et jusqu'à aujourd'hui, tout ce qui entre ou sort de Gaza est surveillé, une liste de produits interdits a été établie, la nourriture est rationnée... Et la zone est grillagée, ceinturée par un mur en béton sur terre et sous terre, fidèle à son image de « *prison à ciel ouvert* ». rfi.fr 8 novembre 2023

Parole d'internaute.

- Le monde pense que Gaza est occupé par Israël. La vérité, c'est que le monde est occupé par Israël à l'exception de Gaza.

(Après les propos tenus par Rony Brauman (ex-président de médecin sans frontière) sur Israël)

- Le malheur dans tout ça c'est que si c'était un musulman qui tenais des propos comme ça sur un plateau TV en France il serais condamné pour apologie du terrorisme.

- " *Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment*" Malcom X

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan des frappes israéliennes sur la bande de Gaza depuis le 7 octobre s'est alourdi à 10 569 morts, dont 4 324 enfants, 2 823 femmes et 649 personnes âgées, et plus de 26 475 blessés », a précisé Ashraf al-Qudra.

Et le porte-parole du ministère d'ajouter : « *L'occupation israélienne a perpétré 27 massacres au cours des dernières heures, qui ont coûté la vie à 241 personnes* ».

Et Ashraf al-Qudra d'ajouter : « *49 % des victimes recensées au cours des dernières heures étaient du sud de la bande de Gaza, ce qui infirme les allégations de l'occupation israélienne selon lesquelles le sud de l'enclave était un endroit sûr* ».

« *Nous avons enregistré 2 550 signalements concernant des personnes portées disparues sous les décombres, dont 1 350 enfants depuis le début de l'agression israélienne* », a-t-il fait observer.

Ashraf al-Qudra a souligné, en outre, que « *193 membres du personnel de santé ont été tués et 45 ambulances ont été complètement détruites à la suite de l'agression israélienne sur la bande de Gaza* ». aa.com.tr 8 novembre 2023

Les Brigades al-Qassam du Hamas ont assuré avoir détruit 18 chars et véhicules militaires israéliens depuis le matin de ce mercredi dans les zones de combat terrestre dans la bande de Gaza à l'aide d'obus al-Yassin 105.

Selon leurs revendications ont été visés entre autres

– un char et un véhicule de transport dans le camp al-Shati'

– 7 chars au nord de la place al-Tawam

– un char au nord de Beit Lahia, dans la région al-Salatine

– deux chars au sud-ouest de Gaza

Les Brigades ont aussi assuré avoir visé un attroupement de soldats infiltrés dans le sud de Gaza à proximité de leur véhicule avec un missile antichar guidé de type Konkours.

Dans une intervention ce mercredi, le porte-parole des Qassam Abou Ubaïda a révélé que son groupe a répertorié 136 chars et véhicules israéliens qui ont été détruits partiellement ou entièrement.

Dans la soirée, ils ont indiqué avoir tendu une embuscade à une force israélienne dans la région Cheikh Ijline, tuant et blessant un certain nombre de soldats. Ils ont publié une vidéo des images des combats sur les deux axes nord et sud de la ville de Gaza ces deux derniers jours.

Les Brigades al-Qods du Jihad islamique ont revendiqué des tirs de roquettes sur les colonies Gush Dan, Sderot, Meflasim, Alomim, Kfar Eza et Nir Yitzhak.

Ils avaient indiqué auparavant avoir détruit un char israélien de type Merkava 4 BAZ sur l'axe nord-ouest de Gaza à cheikh Radwan, à l'aide d'un obus Tandem anti tank.

Il est en outre question qu'Israël a demandé aux Etats-Unis de lui acheter 200 drones suicide de type Switch Blid 600.

Selon le *New York Times,* le président des achats au sein de l'armée américaine a déclaré qu'Israël a loué deux systèmes de défense anti missile de type Dôme de fer et Tamyr.

Le Conseil de sécurité échoue à adopter une déclaration portant sur un cessez-le-feu dans la bande de Gaza - Afrique Media 7 novembre 2023

L'organe exécutif de l'Onu a tenu, lundi, une réunion à huis clos, la troisième en un mois, pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu dans la guerre déclarée par Israël à la bande de Gaza.

L'ambassadeur adjoint des États-Unis auprès de l'Onu, Robert Wood, a déclaré aux journalistes à l'issue de la réunion, que les 15 membres du Conseil de sécurité *''ne sont pas parvenus à un accord en ce sens''*. Afrique Media 7 novembre 2023

Vice-Premier ministre belge : pour imposer des sanctions à « *Israël* » et suspendre son partenariat avec l'Europe - french.almanar.com.lb 8 novembre 2023

La vice-Première ministre belge Petra De Sutter a déclaré au journal belge Niewsblad que « *le moment était venu d'imposer des sanctions à Israël »,* alors que son agression contre la bande de Gaza se poursuit pour le 33ème jour.

Elle a ajouté que « *larguer des bombes comme la pluie est un acte inhumain* », notant « *qu'il est devenu clair qu'Israël ne se soucie pas des appels internationaux de cessez-le-feu ».*

De Sutter a également appelé l'Union européenne « *à suspendre immédiatement l'accord d'association avec Israël, qui vise à améliorer la coopération économique et politique, et à imposer une interdiction sur l'importation de produits en provenance des territoires palestiniens occupés* ».

Elle a appelé également à empêcher « *les colons violents, les hommes politiques israéliens et les soldats responsables de crimes de guerre d'entrer dans l'Union européenne* ». french.almanar.com.lb 8 novembre 2023

Sunak fait pression sur la police britannique pour qu'elle interdise le rassemblement pro-palestinien - english.almayadeen.net 8 novembre 2023

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak critique le commissaire de la police métropolitaine pour avoir approuvé la manifestation de samedi en solidarité avec Gaza.

Le gouvernement britannique a exercé une pression croissante sur la police pour qu'elle interdise une manifestation pro-palestinienne qui devait se tenir à Londres le jour de l'armistice, samedi 11 novembre.

Le Premier ministre Rishi Sunak a déclaré qu'il tiendrait le commissaire de la police métropolitaine "*responsable*" pour avoir approuvé la manifestation de ce samedi en solidarité avec la Palestine.

Ces derniers jours, le soutien inébranlable du Royaume-Uni à "*Israel*" s'est manifesté par une action policière agressive contre les manifestants pro-palestiniens, l'interdiction des événements de solidarité et des rassemblements dans tout le pays, des campagnes de dénigrement anti-palestiniennes dans les médias, et une approbation inébranlable du "*droit israélien de se défendre*".

En outre, le Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni élabore des plans qui pourraient aboutir à l'expulsion d'étudiants, d'universitaires et de travailleurs étrangers pour avoir exprimé leur soutien à la résistance palestinienne ou critiqué l'agression israélienne en cours.

États-Unis. La Chambre des représentants réprimande la députée d'origine palestinienne Rashida Tlaib - courrierinternational.com 8 novembre 2023

Seule Américaine d'origine palestinienne au Congrès américain, l'élue démocrate a été visée par une motion de censure le 7 novembre. Une sanction symbolique pour ses prises de position sur la guerre entre Israël et le Hamas.

Le 7 novembre, la Chambre des représentants, à majorité républicaine, a finalement voté, à 234 voix contre 188, une nouvelle motion de censure déposée par le député républicain de Géorgie Rich McCormick, accusant Rashida Tlaib d'"*avoir proféré des mensonges autour de l'attaque terroriste du 7 octobre perpétrée par le Hamas et d'avoir appelé à la destruction de l'État d'Israël*", explique le New York Times.

Il est notamment reproché à la députée sa reprise du slogan "*Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre*", "*un cri de ralliement propalestinien que beaucoup interprètent comme un appel à la destruction d'Israël et que l'Anti-Defamation League [la principale organisation américaine de lutte contre l'antisémitisme] considère comme antisémite*", poursuit le quotidien.

"*Je n'en reviens pas de devoir le dire, mais les Palestiniens ne sont pas un peuple jetable*", a-t-elle notamment déclaré.

Rashida Tlaib a ajouté que ses critiques ont toujours visé le gouvernement d'Israël et non les Israéliens et a tenu à prévenir ses collègues que le mouvement pour un cessez-le-feu ne cessait

de grandir, concluant : “*Vous pouvez toujours essayer de me censurer, vous n’arriverez pas à réduire ces voix au silence*.” courrierinternational.com 8 novembre 2023

France occupée. (Vigipirate, Sentinelle)

Comment Macron et les francs-maçons hystériquement sioniste piétinent au besoin la laïcité et la République.

"*S'en prendre à un juif", "c'est toujours chercher à atteindre la République*", a prévenu le chef de l'Etat devant le Grand Orient de France, principale obédience française de francs-maçons. AFP 8 novembre 2023

Comment la France se porte garant du massacre de Gaza.

Nice: la manifestation pro-palestinienne du 11 novembre interdite par la préfecture - bfmtv.com 8 novembre 2023

La préfecture des Alpes-Maritimes interdit la nouvelle manifestation pro-palestinienne prévue ce samedi 11 novembre à Nice. Pour justifier sa décision, elle évoque "*les risques de troubles à l'ordre public, d'affrontements" ainsi que "la persistance de la menace terroriste et la recrudescence d'actes antisémites*".

Devinez qui fait du zèle, qui sont les plus réactionnaires ?

Montpellier : le préfet de l'Hérault saisit la justice après des propos "*faisant l'apologie du terrorisme*", lors de la manifestation en soutien au peuple palestinien - francetvinfo.fr 5 novembre 2023

Le sénateur de l'Hérault Hussein Bourgi (PS) et la Licra ont également saisi la justice à la suite de ces propos.

La Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) a publié ce dimanche sur son propre compte X une vidéo tournée en marge de cette manifestation. On y voit un homme qui évoque l'attaque du 7 octobre en Israël par le Hamas comme étant un "*acte de résistance*".

Pour François-Xavier Lauch, préfet de l'Hérault, les propos tenus sont "*extrêmement graves*". francetvinfo.fr 5 novembre 2023

J-C - J'ajouterai, héroïque ! Personnellement j’ai tout lu et son contraire sur le Hamas, on y reviendra donc plus tard.

Quand le Conseil d'Etat se transforme en tribunal d'exception sioniste.

Le Conseil d'Etat donne son feu vert à l'expulsion d'une militante palestinienne - AFP/actu.orange.fr 8 novembre 2023

Le Conseil d'Etat a donné son feu vert mercredi à l'expulsion de la militante palestinienne Mariam Abou Daqqa, infirmant une décision du tribunal administratif de Paris qui avait suspendu l'arrêté d'expulsion pris par le ministère de l'Intérieur à son encontre.

"Le ministre de l'Intérieur est fondé à soutenir que c'est à tort que la juge des référés du tribunal administratif de Paris a suspendu l'expulsion" de la militante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation de gauche radicale qualifiée de "terroriste" par Israël et l'Union européenne, a estimé le Conseil d'Etat pour justifier l'annulation de l'ordonnance du tribunal administratif de Paris.

La plus haute instance juridique administrative française reconnaît "*qu'aucun trouble matériel à l'ordre public n'a été constaté"* à l'occasion des interventions publiques de Mme Abou Daqqa, âgée de 72 ans, sur le sol français.

Il fait cependant valoir dans son ordonnance que Mme Abou Daqqa est "*non seulement demeurée membre du Front populaire de libération de la Palestine mais qu'elle est une +dirigeante du mouvement+"*. Or, rappelle le Conseil d'Etat, le FPLP *"a commis, de 2002 à 2015, 13 attentats contre des civils israéliens, faisant de nombreuses victimes*". (Les Palestiniens n'avaient pas d'autres moyens pour alerter le monde entier sur leur condition épouvantable... – J-C)

"*Les hostilités dont le Proche-Orient est actuellement le théâtre, à la suite des attaques commises par des membres du Hamas sur le territoire israélien le 7 octobre 2023, sont à l'origine d'un regain de tensions sur le territoire français, qui s'est notamment traduit par une forte recrudescence des actes à caractère antisémite*", a argumenté le Conseil d'Etat.

"*La présence sur le sol français, en vue de s'exprimer sur le conflit israélo-palestinien, d'une dirigeante d'une organisation (ayant) revendiqué des attentats contre des civils israéliens est ainsi susceptible de susciter de graves troubles à l'ordre public*", a estimé le Conseil d'Etat.

Alors que Mme Abou Daqqa "*ne peut se prévaloir d'aucune attache en France, pays dans lequel elle est arrivée en septembre dernier et dont elle ne parle pas la langue, son expulsion ne peut être considérée (...) comme portant une atteinte gravement illégale à sa liberté d'aller et venir, ni, en tout état de cause, à sa liberté d'expression*", a-t-il tranché.

J-C – Vous avez lu, il n'existe pas d'interprète en France, ils osent tout les scélérats !

Le gouvernement et les parlementaires sont sur le point d'adopter une nouvelle loi sur l'immigration encore plus restrictive que les précédentes, et dans ce projet de loi il y a un passage relatif à la langue française, qui stipule que ceux ou celles qui demandent un visa longue durée (4 ans) devront passer avec succès un examen de français pour l'obtenir, sans quoi ils seront expulsables.

Totalitarisme. Un régime d'exception toujours plus répressif.

Condamnée à cinq mois ferme pour avoir craché sur une kippa - AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

Une jeune femme de 18 ans a été condamnée lundi à cinq mois d'emprisonnement ferme pour un acte antisémite; avoir craché sur la kippa d'un homme dans le centre d'Avignon, a-t-on appris mardi auprès du parquet.

Jugée en comparution immédiate lundi, elle a été condamnée pour injure envers une personne à raison de son origine ou de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Sa peine est aménageable sous forme de bracelet électronique, a détaillé auprès de l'AFP la procureure de la République Florence Galtier, confirmant une information de la presse locale. AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

J-C – Ils sont beaucoup moins regardants quand il s'agit d'actes ou d'outrages commis envers un Arabe, parce que dans neuf cas sur dix il n'osera pas porter plainte. Et pour cause, par crainte qu'elle se retourne contre lui, j'ai aussi connu cela de la part de policiers indiens. Après avoir porté plainte après une agression caractérisée, j'avais quand même le visage en sang, j'ai été accusé d'avoir provoqué mes agresseurs qui en ont profité pour porter plainte contre moi, véridique.

L'acte est certes très con. Cependant, s'il fallait sanctionner tous les cons de la Terre, selon les critères laissés à l'appréciation de chaque ministre, préfet, magistrat ou policier, n'importe qui pour bien faire, l'espèce humaine serait décimée ou en voie d'extinction !

Cela va de pair avec leur volonté de nous imposer un changement de comportement dans tous les domaines…

Même cette liberté vous sera coupée.

Votre ballon d'eau chaude peut désormais être coupé pendant les heures creuses du midi - AFP/actu.orange.fr 8 novembre 2023

Depuis un arrêté en date du 4 novembre, Enedis a la possibilité de couper le démarrage automatique des chauffe-eau sur la plage horaire des heures creuses méridiennes, c'est-à-dire entre 12h et 14h, rapporte Actu.fr, mercredi 7 novembre. Cette mesure d'interruption ponctuelle vise en effet à anticiper d'éventuelles pénuries à venir lors de la période hivernale.

Dans les faits, les personnes visées par la mesure sont celles ayant souscrit une offre en heures pleines/heures creuses. Ainsi, pour les quelque 4,2 millions de clients concernés, les ballons d'eau chaude seront chauffés uniquement sur la tranche horaire nocturne. Mis en place dès à présent, le dispositif devrait durer au moins jusqu'au 9 mars 2024, voire jusqu'au 1er avril

comme cela est précisé dans l'article 2 de l'arrêté publié au Journal Officiel, lundi 6 novembre. AFP/actu.orange.fr 8 novembre 2023

Santé.

La dictature sanitaire continue.

Nouvelle étude de Didier Raoult: l'ANSM saisit à nouveau la justice, le gouvernement condamne - AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

L'agence du médicament a annoncé mardi à l'AFP une nouvelle saisine de la justice après la publication récente d'une étude de Didier Raoult basée sur des essais cliniques non déclarés au sein de l'IHU de Marseille, condamnée par le gouvernement et l'AP-HM.

"*L'ANSM a bien connaissance de la nouvelle étude publiée dans la revue +New microbes and new infections+, qui n'a effectivement pas obtenu l'autorisation de l'ANSM et l'avis favorable d'un comité de protection des personnes, nécessaires et obligatoires pour garantir la sécurité des patients. L'ANSM a saisi de nouveau la justice au titre de l'article 40, comme lors de la publication du pré-print*", a indiqué l'agence, sans préciser la date de saisine.

Le gouvernement condamne une "*nouvelle violation des règles éthiques*", ont indiqué à l'AFP les ministres de la Recherche et de la Santé, Sylvie Retailleau et Aurélien Rousseau.

L'étude publiée dans "*New microbes and new infections*" en octobre porte -comme la pré-publication finalement retirée en juin par ses auteurs- sur plus de 30.000 patients traités en 2020 et 2021, et démontre les supposés bénéfices de l'hydroxychloroquine dans le traitement précoce du Covid.

Une pré-publication, ou pré-print, désigne un article pas encore revu par d'autres scientifiques que les auteurs de l'étude, avant d'être éventuellement publié dans une grande revue scientifique.

Si Didier Raoult n'exerce plus à l'IHU-MI depuis plus d'un an, l'étude porte la signature de quatre autres chercheurs, dont trois encore en poste à l'Institut marseillais, et du cardiologue américain Peter McCullough, figure de proue des personnes hostiles à la vaccination Covid aux Etats-Unis. AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

Comment Big Pharma engraisse.

Les États-Unis approuvent le Zepbound, un médicament très attendu contre l'obésité - AFP/LePoint.fr 9 novembre 2023

Les autorités sanitaires américaines ont annoncé avoir approuvé mercredi 8 novembre un médicament très attendu contre l'obésité du groupe américain Eli Lilly, dernier entrant sur un

marché devenu majeur pour l'industrie pharmaceutique. Le traitement, qui sera commercialisé sous le nom de Zepbound aux États-Unis, est administré par injection une fois par semaine.

Son usage doit être combiné avec de l'exercice et un régime alimentaire peu calorique, précise la FDA.

L'agence américaine avertit contre les effets secondaires possibles : nausée, vomissements, constipations, douleurs abdominales... Le prix a été fixé par Eli Lilly à 1 060 dollars par mois, a fait savoir l'entreprise américaine dans un communiqué, qui s'attend à ce que le traitement soit disponible dans le pays « *d'ici la fin de l'année* ». Ce prix onéreux, similaire à celui des traitements de la même classe, pose un problème d'accès pour les patients, car les médicaments contre l'obésité ne sont fréquemment pas remboursés par les assurances santé aux États-Unis.

Selon une analyse de JP Morgan, les analogues du GLP-1 représentent un marché à 140 milliards de dollars d'ici 2032, qui restera dominé par Eli Lilly et le laboratoire danois Novo Nordisk.

Un problème pointé du doigt par les experts est que ces traitements doivent être pris sur le long voire le très long terme, sous peine de reprendre le poids perdu. Aux États-Unis, environ 40 % des adultes souffrent d'obésité. AFP/LePoint.fr 9 novembre 2023

Slovaquie

Slovaquie : le gouvernement bloque une livraison de munitions de 40 millions d'euros destinée à Kiev - AFP/RT 8 novembre 2023

«*Le gouvernement n'approuve pas la proposition de don d'équipement militaire à l'Ukraine*» d'une valeur de 40,3 millions d'euros, est-il indiqué sur le site officiel du gouvernement slovaque ce 8 novembre.

«*Si une entreprise [slovaque] veut fabriquer des armes quelque part et les fournir [à l'Ukraine], personne ne l'en empêchera*», a déclaré le 7 novembre Robert Fico.

Depuis le début du conflit en Ukraine, la Slovaquie a transmis à Kiev des équipements militaires d'une valeur estimée à 671 millions d'euros. AFP/RT 8 novembre 2023

Bangladesh

J-C – En Inde la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie est identique.

Pourquoi l'immense majorité des centaines de millions de véhicules en tout genre qui sillonnent les routes du pays, sont dans un état épouvantable, même des poids lourds et des bus roulent avec des pneus réchappés ou n'ont pas de clignotants ou de feux arrières ? Pourquoi l'immense majorité des habitations sont dans le même état ou crasseuses, la peinture

plus que défraîchie ? Pourquoi de plus en plus d'hommes portent la barbe ? Parce que les lames de rasoir coûtent trop cher, je ne plaisante pas. Il faut choisir entre se raser ou acheter du lait ou des légumes pour bouffer ou encore acheter des médicaments. Mais cela on ne vous le dit pas en occident, on vous explique que des centaines de millions d'Inde sont sortis de la pauvreté depuis 30 ans, etc. un pur mensonge en vérité.

Bangladesh: les ouvriers du textile demandent une meilleure augmentation, la grève se tend encore - rfi 8 novembre 2023

Au Bangladesh, le mouvement de grève continue depuis deux semaines dans le secteur de la confection textile, après que les principales organisations syndicales ont refusé, mardi 7 novembre, une proposition du patronat sur l'augmentation de leur salaire minimum. Les ouvriers de ce secteur, qui fabriquent des habits pour les grandes marques occidentales, réclament un doublement de leur salaire, aujourd'hui d'environ 70 euros par mois. La situation sur place s'envenime.

Une ouvrière gréviste est décédée, mercredi 8 novembre dans la matinée, durant des affrontements avec la police autour des sites des usines, et deux autres ont été blessés. Cela porte à trois le nombre d'ouvriers morts en deux semaines de grève, et montre la détermination de ces travailleurs du textile. Leur salaire minimum n'a en effet pas été augmenté depuis presque cinq ans, et mardi, le patronat a proposé de l'élever de 56%, à 106 euros par mois.

Mais considérant l'importante inflation, cela est loin d'être suffisant, affirme Kalpona Akter, la présidente de la Fédération des travailleurs du textile : « *Depuis 2018, beaucoup d'aliments ont augmenté de 150 à 200%. Tout ce qui constitue la base de la nourriture des ouvriers a doublé, comme les oignons, le riz et les lentilles. Donc, avec leur salaire, ils ne peuvent vivre que 20 jours à présent, et le reste du mois, ils vivent à crédit. Et cela ne devrait pas arriver quand les patrons, les marques et les distributeurs font des profits.* »

Le gouvernement a, pour l'instant, accepté la proposition du patronat, et ce salaire minimum de 106 euros par mois pourrait entrer en vigueur en janvier prochain. rfi 8 novembre 2023

Panama

J-C – Qui a dit que le colonialisme était terminé ?

Panama: les manifestations contre le projet minier de Donoso se poursuivent et font deux morts - rfi 8 novembre 2023

Depuis le 20 octobre, la crise se poursuit au Panama, des manifestants dénoncent le renouvellement d'un important contrat minier signé par le gouvernement avec une compagnie canadienne. Plusieurs secteurs sont en grève, et la stratégie des opposants consistent à bloquer la circulation, dans la capitale et sur les principaux axes routiers. Les écoles restent fermées, et une manifestation de professeurs a fait deux morts.

Dimanche, le ministère de l'Éducation avait annoncé la réouverture des écoles, après deux semaines de suspension forcée par la grève des enseignants conjuguée aux difficultés de circulation. Mais les syndicats de professeurs ont très vite répondu qu'ils ne reprendraient pas les cours tant que ne serait pas réglé le problème de la mine.

Ce mardi 7 novembre, après un long week-end férié dû à la fête nationale, il y avait plus de chance de croiser le corps enseignant sur les différents points de rassemblements, en ville ou sur la route panaméricaine, plutôt que dans les classes, rapporte notre correspondant à Panama City, Grégoire Pourtier. Plusieurs avenues de la capitale ont été bloquées par de petits groupes de manifestants, tandis que l'autoroute interaméricaine est depuis plusieurs jours coupée en plusieurs tronçons, affectant l'approvisionnement du pays en nourriture ou carburant.

Un automobiliste a ouvert le feu sur deux manifestants

Si les dernières semaines avaient déjà été marquées par des dispersions au gaz lacrymogène, du vandalisme dans certains quartiers de Panama City, et un millier d'arrestations, la situation a vraiment dégénéré. À Chame, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, un nouveau blocage de la circulation par des enseignants, a excédé un automobiliste qui a fait feu avec une arme sur les manifestants, tuant deux personnes. L'homme, un avocat panaméen et américain de 77 ans, a immédiatement été interpellé par la police.

Sur X (anciennement Twitter), le président Laurentino Cortizo a exprimé ses condoléances aux familles des défunts. « *C'est un acte qui n'a pas sa place dans une société aussi solidaire que la nôtre* », a-t-il déclaré. Des appels à manifester ce mercredi en mémoire des deux manifestants ont déjà été lancés.

L'approvisionnement du pays en nourriture et carburant perturbé

Les manifestants protestent contre le renouvellement pour quarante ans du contrat d'exploitation de la plus grande mine de cuivre d'Amérique centrale par la compagnie canadienne First Quantum minerals (FQM), conclu le 20 octobre. Laurentino Cortizo a tenté d'apaiser la colère des manifestants, inquiets de l'impact potentiel sur l'environnement et des contours légaux de ce contrat, en proposant un référendum. Mais son organisation a été refusée par le Tribunal électoral.

C'est finalement la Cour suprême qui devra trancher sur ce renouvellement du contrat d'exploitation qui, selon le gouvernement, rapportera à l'État 375 millions de dollars par an, soit dix fois le montant de l'accord initial. Le gouvernement met par ailleurs en garde, en cas de non-renouvellement, contre la perte de 8 000 emplois directs et 40 000 indirects, et la probabilité de poursuites judiciaires coûteuses devant les tribunaux internationaux.

La gigantesque mine de cuivre à ciel ouvert, située à 240 kilomètres de la ville de Panama, génère 4% du PIB et 75% des revenus à l'exportation du pays. En février 2019, la mine produisait environ 300 000 tonnes de concentré de cuivre par an. Le Parlement a adopté la semaine dernière un moratoire sur l'autorisation de nouvelles concessions qui n'a cependant pas apaisé le mouvement de protestation. rfi 8 novembre 2023

J-C – On peut tout justifier à les entendre. Le discours des colons, comme en Palestine occupée.

LE SOCIALISME

Le 10 novembre 2023. (Rectifié quelques heures plus tard avec le message ci-dessous)

Manifestation 11 novembre à Paris place de la République à 15h en soutien au peuple palestinien.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/CNPJDPI_Appel_national_11-11-2023.pdf

On fera avec !

Toujours pas de manifestations le 11 ou 12 novembre prochains en faveur de la cause palestinienne. Où est passé le mouvement ouvrier, son « *avant-garde révolutionnaire*» ?

Ici, mais je suis un peu loin et isolé, non cela ne me fait pas marrer.

Un certain frémissement.

On est passé ces derniers jours de 50 à 86 connexions en moyenne quotidiennement (hors robots), 400 en 2021, 200 en 2022. Comme quoi c'est très facile de perdre des lecteurs dès lors qu'on s'y emploie, mais plus difficile d'en gagner, surtout quand on y est pour rien ! C'est la situation qui veut ça.

On croirait que cela vous fait marrer de perdre des lecteurs. Ecoutez, je ne vais pas pleurer, ils sont majeurs et libres, non ? Je ne retiens personne, je ne manipule personne à ce que je sache, je n'impose rien à personne, et de mon côté personne ne m'impose quoi que ce soit.

Les lecteurs se connectent essentiellement à ce portail pour les infos, ils se foutent de mes idées ou analyses et du socialisme, c'est regrettable, c'est leur droit, c'est la règle du jeu, bien que le mot soit mal choisi ou ne me convienne pas.

Bonne continuation à tous et à toutes dans ces temps particulièrement difficiles, où la réaction se radicalise et manifeste quotidiennement une arrogance tapageuse et provocatrice due uniquement à l'absence d'une puissante opposition organisée pour la combattre.

Totalitarisme. Terrorisme. Dictature énergétique/climatique. Leur dernière invention

J-C - Qui est à l'origine de cette mystification ? L'OMS financées par Gates ou Davos. Qui la relaie ? Pardi, des saloperies d'ONG.

Cuisson au gaz : une étude alerte sur une menace pour la santé des Français - actu.orange.fr 9 novembre 2023

La pollution liée à la cuisson au gaz est plus élevée que dans les maisons utilisant la cuisson électrique selon une étude. Des associations alertent sur le danger.

Alerte sur la cuisson au gaz ! Selon une analyse de la qualité de l'air intérieur effectuée auprès de 247 foyers européens, dont 35 français, la pollution liée à la cuisson au gaz serait presque deux fois plus forte que dans une maison utilisant des plaques électriques, rapporte Le Parisien. Une étude, commandée par l'ONG Clasp et l'association française Respire et publiée le 8 novembre...

D'après les données récoltées, la valeur limite quotidienne d'exposition au NO2 recommandée par l'OMS était dépassée dans 53% des foyers français qui ont recours à des plaques de cuisson à gaz ou des fours à gaz. Cette valeur s'est révélée presque deux fois plus élevée par rapport à des cuisines utilisant des plaques électriques.

"*L'organisation mondiale de la Santé estime que les enfants vivant dans des foyers équipés d'appareils de cuisson au gaz présentent un risque accru de 20 % de maladies des voies respiratoires inférieures*", ont indiqué les deux ONG. En effet, le NO2 peut notamment provoquer une inflammation des voies respiratoires et peut augmenter les crises d'asthme, particulièrement pour les enfants. actu.orange.fr 9 novembre 2023

J-C – Par curiosité j'ai parcouru les 450 commentaires qui figuraient à la suite de cet article, tous ou à 99% dénonçait son caractère délirant ou une supercherie. Si on s'en tenait là on pourrait penser que les Français savent réagir ou qu'ils ne s'en laissent plus compter facilement.

Pour le vérifier, je me suis livré au même exercice à la suite d'un article sur Mélenchon et la marche sioniste de la honte du 12 novembre, et là je suis tombé sur un torrent d'insultes à son encontre, des commentaires abjects ou d'une connerie épouvantable dans la même proportion. J'ai tenté deux autres articles politiques, idem.

Du coup, j'en ai déduit que lorsque cela concerne leur petit confort personnel, leur estomac, ils savent faire preuve de discernement, sous réserve, mais dans tous les autres cas de figure, c'est une catastrophe, on trouvera du mal à discerner la moindre trace de conscience politique, hormis orientée très majoritairement à droite ou extrême droite.

Lu.

« *Les cruautés de la propriété et des privilèges sont toujours plus féroces que les vengeances de la pauvreté et de l'oppression*. »

Faites-le savoir.

La question est-ce que est le Hamas est « *un mouvement de résistance* » ou « *un mouvement terroriste* » est tout simplement malhonnête, car « *résistance* » exprime une finalité, alors que « *terroriste* » exprime une méthode.

Parole d'internaute.

- « La propagande sioniste est aujourd'hui bien trop puissante et surtout, bien trop asymétrique pour que l'opinion publique la suive. Il suffit de s'informer a minima pour s'apercevoir que la politique expansionniste, colonialiste et d'apartheid de l'Etat Hébreu est injuste et qu'il serait abjecte de soutenir un Etat qui extermine des civils sans défense. Ce n'est pas une question de religion mais une question de droit et de justice. »

J-C - On en aura une idée un peu plus précise dimanche soir. Moi, je suis à 10.000 km, alors je ne fais pas de pronostic.

- « Quiconque veut comprendre comment l'Holocauste a été possible, comment les personnes qui peuvent être chaleureuses et gentilles dans leur vie personnelle peuvent soutenir le meurtre de toute une population jugée sous humaine, devrait examiner la société israélienne. »

- Ce qui se passe actuellement en Palestine s'inscrit en droite ligne à la politique étrangère américaine. C'est l'administration Biden qui détient les rênes du pouvoir et qui décide de l'avenir de cette guerre.

Les fondateurs du Sionisme ont promis aux dirigeants de l'Europe impériale (les Britanniques et les Français surtout) qu'un État juif qu'ils parraineraient protégeraient leurs intérêts et les feraient avancer en Asie occidentale; ce serait un avant-poste du « *monde civilisé* » dans ce qu'il appelait une « *mer de barbarisme* ».

Aujourd'hui, la politique étrangère américaine est conçue pour protéger les intérêts des grandes banques et entreprises américaines. Israël, dont les forces armées dépendent des largesses américaines, n'est qu'un prolongement des États-Unis, une sorte de porte-avions permanent en Asie occidentale.

Un juif américain raconte.

Une fois, j'ai vu un passage à la télévision israélienne où un homme se promenait dans un centre commercial et lisait des citations aux gens, leur demandant de deviner l'auteur. Presque tout le monde répondit Adolf Hitler, mais toutes les citations étaient de Theodore Herzl, le « *père fondateur* » du sionisme.

Comme d'autres sionistes, Herzl considérait les Juifs comme une sorte de « race dégénérée ». Il pensait que les communautés juives « *produisent une abondance d'intellects médiocres qui ne trouvent aucun exutoire », des agitateurs juifs qui « deviennent rapidement socialistes* » et

créent des ennuis pour les gouvernements. Avant d'adopter l'idée de coloniser la Palestine, Herzl pensait que le meilleur plan pour les Juifs serait la conversion massive au christianisme.

Herzl a par la suite justifié l'État « *juif* » en Palestine en faisant valoir qu'il servirait les intérêts chrétiens impériaux. L'État juif, a-t-il écrit, « formerait une partie d'un rempart de l'Europe contre l'Asie, un avant-poste de la civilisation par opposition à la barbarie ». Cet état dépendrait de l'Europe pour « *garantir notre existence* » et, en échange, protégerait « *les sanctuaires de la chrétienté* ». Aujourd'hui, lorsque les activistes disent qu'il s'agit d'une colonie satellite qui impose les intérêts occidentaux, il est souvent condamné comme « antisémite », mais c'est précisément ce que pensaient les dirigeants sionistes.

Herzl a également justifié le sionisme en faisant valoir que les régimes européens réactionnaires profiteraient en renvoyant des socialistes juifs. C'est ce que Herzl a promis au comte von Plehve, qui a soutenu les pogroms anti-juifs et brutalement réprimé les socialistes juifs (y compris des membres du Bund, qui ont ensuite tenté de l'assassiner). Von Plehve a répondu à Herzl que « les Juifs ont rejoint les partis révolutionnaires », et qu'il soutiendra « *votre mouvement sioniste tant qu'il travaillera à l'émigration. Vous n'avez pas à me justifier le mouvement. Vous prêchez à un converti*».

Herzl et Chaim Weizmann, qui deviendraient le premier président d'Israël, ont également promis au régime du tsar russe que le sionisme se débarrasserait des « *Juifs anarcho-bolcheviques et subversifs* » de la Russie. N'est-ce pas un sentiment similaire à celui qu'Hitler a exprimé dans un discours de janvier 1939, quand il a dit que le « *mot d'ordre juif* » est « *Travailleurs du monde unissez-vous* » – et que les Juifs doivent être éliminés de l'Europe avant de provoquer « *la bolchévisation de la terre* » ?

Les Israéliens sont-ils juifs ? Retour à la vie d'une minorité juive

https://mondoweiss.net/2023/11/are-israelis-jews-returning-to-jewish-minority-life/

En français.

https://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/les_juifs_sont-ils_juifs.pdf

---

Je suis tombé sur une vidéo où l'on voit des policiers israéliens s'en prendre violemment à des juifs manifestant pacifiquement, les frappent, y compris des vieux jusqu'à faire tomber leurs kippas sur le sol, cela m'a rappelé une info d'hier.

En France, un jeune de 18 ans écervelé avait foutu par terre la kippa d'un juif et avait craché dessus avant de la piétiner, un geste con qui lui a valu 5 mois fermes commués en bracelet électronique. En Israël ce policier sera félicité par ses chefs ou ministres d'extrême droite.

https://twitter.com/TorahJudaism/status/1719741630763159672?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1719741630763159672%7Ctwgr%5E109fe2cf0293f8201219d03515c3e12cbb948de7%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fmondoweiss.net%2F2023%2F11%2Fare-israelis-jews-returning-to-jewish-minority-life%2F

Israël : Etat voyou, terroriste.

Jacques Baud : « *Les pays occidentaux ont créé une zone de non droit en Israël* » - investigaction.net 8 novembre 2023
Ancien agent de renseignement suisse et ancien chef de la doctrine des opérations de la paix des Nations Unies, Jacques Baud a un point de vue très critique sur la situation en Palestine. Dans cette interview, il revient sur plusieurs questions qui dominaient l'attention médiatique depuis un mois: les objectifs de l'opération du 07 octobre et la surprise des services de sécurité israéliens. Il commente également les positions de la mal nommée communauté internationale ainsi que le travail des médias belges et français sur la guerre menée par Israël contre Gaza.

https://investigaction.net/jacques-baud-les-pays-occidentaux-ont-cree-une-zone-de-non-droit-en-israel/

Qui sont les terroristes à Gaza ?

Alain Corvez: C'est une inversion des réalités les terroristes ce sont les Israéliens et depuis 1947 - mondialisation.ca

Le Colonel (en retraite), ancien conseiller du Général commandant la Force des Nations unies au Sud Liban (Finul), ancien conseiller en relations internationales au ministère de l'Intérieur, actuellement conseiller en stratégie internationale.

Dès le 7 octobre 2023, la propagande de guerre israélienne a fait passer le soulèvement palestinien pour des actes terroristes, avec de fausses informations sur des crimes inventés du Hamas contre des civils, des enfants, voire des bébés et des montages vidéo fallacieux, (voir le témoignage du Général Delawarde). Et ça marche dans les principaux médias français et européens qui sont entre les mains des sionistes. C'est l'inverse qui est vrai depuis la résolution du partage de la Palestine de l'ONU de 1947 (et même avant contre les Britanniques mandataires) et l'établissement de l'état en 1948.

Depuis sa création, cet état n'a cessé de violer toutes les résolutions de l'ONU étant soutenu totalement par les Etats-Unis. Ce comportement hors-la-loi d'Israël s'accaparant les terres et les biens des Palestiniens de façon violente a suscité une résistance du peuple « *qu'à son tour il qualifie de terroriste* » comme l'a dit de Gaulle le 27 novembre 1967, après la guerre des six jours.

Les Etats-Unis ayant perdu leur domination mondiale, l'existence d'Israël n'est plus possible dans le nouveau monde multipolaire en gestation après les crimes horribles qu'il a commis. C'est d'ailleurs le souhait des intellectuels juifs qui exercent des pressions de plus en plus fortes en ce sens, reprochant aux fanatiques qui dirigent à Tel Aviv de se conduire envers les Palestiniens comme les nazis l'ont fait contre eux en Allemagne pendant la dernière guerre et d'alimenter l'antisémitisme.

Ils osent tout, au-delà de tout ce qu'une personne normalement constituée peut imaginer.

Qui a dit ?

- "*Nous ne cherchons pas à gouverner Gaza. Nous ne cherchons pas à l'occuper, mais nous cherchons à lui donner, ainsi qu'à nous, un avenir meilleur"*, a-t-il assuré, ajoutant qu'Israël ne cherchait pas à *"déplacer qui que ce soit*".

Réponse : Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu jeudi soir dans une interview pour la chaîne américaine Fox News. AFP 10 novembre 2023

J-C - C'est ce criminel enragé, un nazi qu'ils vont soutenir avec leur marche le 12 novembre.

Voilà qui s'applique au gouvernement israélien et à tous ceux qui le cautionnent.

Lutte contre le nazisme et l'antisémitisme: pourquoi commémore-t-on la Nuit de cristal? - fr.sputniknews.africa 9 novembre 2023

Depuis le début des années 1990, le 9 novembre est commémoré comme Journée internationale contre le nazisme et l'antisémitisme. Sputnik remonte aux origines.

L'événement est coordonné depuis le début des années 1990 par l'United for Intercultural Action, un réseau européen contre le nationalisme, le racisme, le fascisme et pour le soutien des migrants et des réfugiés (UNITED) qui réunit plus de 560 organisations de 46 pays européens.

Commémorant les pogroms anti-juifs en Allemagne et en Autriche en 1938, la journée internationale contre le fascisme et l'antisémitisme est célébrée ce 9 novembre.

La victoire sur le nazisme au cours de la Seconde guerre mondiale a engendré l'espoir que son idéologie, qui appelait à tuer pour des raisons de religion, d'origine ethnique, de couleur de peau et d'orientation sexuelle, avait également été éradiquée. Mais cela ne s'est pas produit.

Au début du XXIe siècle, les manifestations de xénophobie, de nationalisme, d'antisémitisme, de racisme - tout ce qui constitue le concept du "*nazisme*" - sont devenues plus fréquentes dans diverses régions du monde.

La connivence des autorités avec les groupes radicaux de droite et l'utilisation du néonazisme à leurs propres fins politiques jouent un rôle clé dans la croissance des sentiments néo-nazis et nationalistes radicaux. fr.sputniknews.africa 9 novembre 2023

Qui est aux commandes de cette guerre coloniale ?

Le président américain Joe Biden a répété qu'il n'y avait "*aucune possibilité*" d'un véritable cessez-le-feu. AFP 9 novembre 2023

J-C - Donc il n'en aura pas.

Comment les autorités palestiniennes sont compromises avec les Américains notamment.

Ce que la Palestine attend des États-Unis dans le conflit à Gaza - fr.sputniknews.africa 9 novembre 2023

Tout en estimant que le Congrès des États-Unis continue d'encourager Tel Aviv à poursuivre les hostilités à Gaza, l'ambassadeur palestinien à l'Onu a exprimé son espoir auprès de Sputnik que Washington usera de son pouvoir pour arrêter la guerre et respectera la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu sur l'aide humanitaire à Gaza.

"*Je pense que le Congrès, qui met à la disposition d'Israël des quantités illimitées d'armes et un soutien financier, encouragera l'actuel gouvernement israélien à continuer cette agression. Nous, pour notre part, voulons qu'il les pousse, au contraire, à arrêter la guerre et progresser vers la paix*", a-t-il indiqué. fr.sputniknews.africa 9 novembre 2023

Comment célèbrent-ils le massacre du peuple palestinien en lui donnant « *une dimension historique* ».

Le Crif appelle Emmanuel Macron à marcher contre l'antisémitisme dimanche - leJDD 9 novembre 2023

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Yonathan Arfi, appelle Emmanuel Macron à participer à la marche contre l'antisémitisme, prévue dimanche à Paris. « *Cela donnerait une dimension historique à l'événement* », a-t-il affirmé, jeudi, sur LCI. leJDD 9 novembre 2023

Antisionisme = antisémitisme. L'équation des nouveaux nazis.

Yonathan Arfi - « *Le carburant de l'antisémitisme aujourd'hui, c'est la haine d'Israël* » - leJDD 9 novembre 2023

J-C - Rectifions : C'est la haine d'Israël et des sionistes envers les Palestiniens, les Arabes, les musulmans, les chrétiens, les Druzes, les laïcs, les athées, les non-juifs en général, c'est inscrit noir sur blanc dans la loi fondamentale d'Israël dite *La loi Israël, État-nation du peuple juif*, adoptée le 19 juillet 2018 par la Knesset. Vérifions-le immédiatement :

Extraits.

Principes fondamentaux

- Israël est la patrie historique du peuple juif, dans laquelle l'État d'Israël a été établi ;

- L'État d'Israël est le foyer national du peuple juif dans lequel il satisfait son droit naturel, culturel, religieux et historique à l'autodétermination ;

- Le droit à exercer l'auto-détermination nationale dans l'État d'Israël est propre au peuple juif;

Lien au peuple juif

- L'État fera tout pour assurer la sécurité des membres du peuple juif en danger ou en captivité, par le fait de leur judaïté ou leur citoyenneté ;

- L'État agira avec la Diaspora de façon à renforcer les liens entre l'État et les membres du peuple juif ;

- L'État agira de façon à préserver l'héritage culturel, historique et religieux du peuple juif parmi les Juifs de la Diaspora ;

Implantation juive

- L'État voit le développement de l'implantation juive comme une valeur nationale, encouragera et promouvra son développement et sa consolidation ;

Jour chômée et Shabbat

- Le shabbat et les fêtes juives sont les journées chômées dans l'État.

Source :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_Isra%C3%ABl,_%C3%89tat-nation_du_peuple_juif
J-C – Capito. Malheur en Israël à celui qui n'est pas juif et fier d'être sioniste ou israélien ! Voilà ce que soutiennent toutes les ordures qui appellent à cette marche infâme.

En famille meurtre par strangulation du peuple palestinien à l'aide du « *cordon républicain.*

Marche contre l'antisémitisme avec le Crif qui incarne en France l'extrême droite sioniste.

Le président du Crif, Yonathan Arfi, a déclaré sur LCI ce jeudi, que "*le RN et LFI sont des acteurs qui se situent en dehors du champ républicain*". Le PS, le PCF et EELV ont réaffirmé leur présence à la marche dimanche, à condition de former un « *cordon républicain* »

"*La France insoumise cultive des amitiés avec des antisémites assumés, ils manifestent avec des islamistes, cultivent des liens avec les mouvements indigénistes, ils sont dans un soutien quasi assumé au Hamas, nous avons là le bal des incendiaires*", a-t-il dénoncé. BFMTV.com 9 novembre 2023

Il ne manquait plus que le destructeur de la Libye.

Nicolas Sarkozy se rendra à la marche contre l'antisémitisme - BFMTV.com 9 novembre 2023

Deux anciens présidents de la République se joindront au cortège contre l'antisémitisme ce dimanche à Paris, François Hollande et Nicolas Sarkozy. BFMTV.com 9 novembre 2023

La France entière devient un camp de concentration sioniste. Les institutions asociales de la Ve République au grand complet.

Antisémitisme: l'Association des maires de France appelle à des rassemblements devant les préfectures dimanche - BFMTV 9 novembre 2023

L'Association des maires de France (AMF) a appelé ce jeudi 9 novembre à des rassemblements contre l'antisémitisme "*devant chaque préfecture de département*" dimanche après-midi, en même temps que la "*marche civique*" prévue à Paris.

Ces rassemblements doivent "*permettre à tous les Français qui (le) souhaitent (de) s'associer à cette initiative partout en France*", indique l'AMF dans un communiqué, précisant que la démarche se fait "*en accord avec Gérard Larcher et Yaël Braun-Pivet*". BFMTV 9 novembre 2023

En complément. Les religieux qui ont vendus leur âme au diable et la société du spectacle participeront à ce grand show médiatique.

Parmi les autres participants, les musulmans sont appelés à participer à cette marche. "*On appelle tous nos membres à venir défiler avec leurs frères juifs et français*", a déclaré Jean Préau, le porte-parole du parti Union des démocrates musulmans français. Du côté des catholiques, le président de la Conférence des évêques de France a expliqué dans les colonnes de La Croix que l'Église catholique sera représentée à la marche.

Enfin, tous les artistes n'ont pas précisé s'ils viendraient, mais certains ont déjà affiché leur engagement.

La ministre de la Culture a appelé tous les acteurs de la vie culturelle à se rendre à cet événement. AFP 9 novembre 2023

J-C – Attends, si je n'y vais pas je n'aurais pas le rôle, je ne passerai pas dans son émission, ma carrière sera compromise, mon éditeur va être fou de rage, etc. A vomir et boycotter.

Les masques tombent. Naufrage.

Vidéo. Thierry Meyssan : «*Juifs de France, manifestez contre le massacre à Gaza*».

Par *Le Courrier des Stratèges*

Pour le Courrier, Thierry Meyssan fait le point sur la situation en Palestine, un mois après l'attaque terroriste du Hamas. Une interview vérité à ne surtout pas manquer.

https://reseauinternational.net/thierry-meyssan-juifs-de-france-manifestez-contre-le-massacre-a-gaza/?login=success

Faites attention au titre de cet article, il est trompeur.

Mon commentaire publié par le blog *Réseau International.*

A partir de 36:05 - Pour monsieur Meyssan parquer les Indiens dans des réserves plutôt que les tuer, c'était une bonne idée, d'ailleurs leurs descendants sont très heureux ! Ils n'étaient pas heureux les Palestiniens parqués dans la réserve de Gaza, voilà ce qu'il suggère ! Quelle infamie !

Je ne suis pas sûr qu'entre une mort soudaine et violente où l'on ne souffre pas, et vivre dans un camp de concentration où l'on souffrira le restant de ses jours traumatisé à vie après ce qu'on a vécu, le souvenir de nos parents ou proches qui ont été massacrés, je ne suis pas sûr que la seconde solution soit la plus enviable, je parle pour les Indiens.

Personnellement, je préférerais qu'on m'achève sur le champ, ce serait un soulagement. J'avais condamné les accords d'Oslo en expliquant que les bantoustans accordés aux Palestiniens, dont la bande de Gaza serait leur tombeau, et qu'il était préférable pour eux de vivre ailleurs.

Depuis que monsieur Meyssan est retourné en France, il semblerait qu'il ne soit plus menacé de mort par le régime, et pour cause, il tient un discours davantage démagogique et passablement correct pour les autorités, puisqu'il pratique en permanence le "*en même temps*", un humanisme dégoulinant conciliant l'inconciliable qui profite à ceux qui sont aux commandes. Fin

J'ajoute ici, qu'il a encore trouvé le moyen d'encenser Trump du Parti républicain, vous me direz que dans un entretien donné à une officine libertarienne, c'était la moindre des choses.

En complément.

- Pratiques israéliennes affectant les droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est par António Guterres 1er novembre 2023

- Quel ordre international ? par Thierry Meyssan - 7 novembre 2023

Le premier article a été rédigé par le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le second publié une semaine plus tard par le Président-fondateur du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, et que constatez-vous ? L'un se dit impartial et non-partisan, l'autre se dit indépendant, il n'y a donc rien d'étrange au fait qu'ils tiennent en gros le même discours ou partagent la même orientation politique.

On se croirait en territoire israélien !

Après la validation de son expulsion, la militante palestinienne Mariam Abou Daqqa interpellée à Paris - AFP/actu.orange.fr 9 novembre 2023

La militante palestinienne Mariam Abou Daqqa a été interpellée tard mercredi soir Paris, quelques heures après la validation de son expulsion par le Conseil d'Etat, a appris l'AFP de sources policières et auprès de son avocate.

La militante a été arrêtée dans le XIIIe arrondissement et placée sous le régime de la "r*etenue administrative*", a précisé à l'AFP son avocate, Julie Gonidec.

Mariam Abou Daqqa va maintenant être assignée à résidence ou placée en centre de rétention, a précisé l'avocate. "*Et on contestera*", a-t-elle ajouté.

Selon Me Gonidec, Mariam Abou Daqqa avait un "*billet (retour) réservé pour le 11*" novembre pour se rendre en Egypte.

Elle devait ensuite "*regagner son domicile et sa famille à Gaza*", a ajouté le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) dans un communiqué, dénonçant un "acharnement" de l'Etat français.

Une cinquantaine de personnes se sont réunies jeudi soir près de la Préfecture de police à Paris pour réclamer la libération de Mariam Abou Daqqa, dénonçant également les conditions de son interpellation, peu après sa participation à une soirée-débat dans un cinéma parisien.

Selon des militantes présentes avec elle, des policiers sans signe distinctif l'ont interpellée sans ménagement alors qu'elle regagnait le domicile où elle était logée.

"*Ils se sont mis à quatre ou cinq sur Mariam. Ils l'ont levée comme un sac de patates, ils l'ont emmenée par les poignets et les pieds et l'ont jetée à l'arrière d'une voiture*", a affirmé une de ces militantes, Sarah Katz, disant avoir été bousculée dans l'opération.

"*C'était d'une extrême violence, j'ai cru que c'était une agression. On était extrêmement inquiètes", a pour sa part assuré Marie-France Cohen Solal, de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), dénonçant "un irrespect complet de la personne humaine qu'est Mariam Abou Daqqa*".

Une plainte pour violences en réunion par personnes dépositaires de l'autorité publique a été déposée au commissariat du XIIIe arrondissement, ont-elles précisé.

"*Son arrestation ne peut être légitimée par aucun motif lié à l'ordre public et la violence dont ont fait preuve les policiers contre cette femme de 72 ans lors de son arrestation est inacceptable*", a dénoncé dans un communiqué le groupe communiste à l'Assemblée.

Mme Abou Daqqa, 72 ans, avait obtenu début août, au consulat français de Jérusalem, un visa de 50 jours pour la France, où elle devait participer à diverses conférences sur le conflit israélo-palestinien.

Arrivée en septembre, elle a donné deux conférences malgré l'interdiction qui les frappait et manifesté pour la libération du militant du FPLP Georges Ibrahim Abdallah, condamné à la perpétuité en 1987 pour l'assassinat de diplomates américain et israélien. AFP/actu.orange.fr 9 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan dans l'offensive israélienne contre la bande de Gaza : 10812 martyrs dont 4412 enfants (Ministère de la Santé de Gaza)

Guerre de Propagande les Trolls pro Israéliens envahissent les Community Notes de Twitter (MintPressNews) - 9 novembre 2023

Pour Israël, la bataille pour contrôler son image publique est presque aussi importante que sa campagne militaire. Alors même qu'elle tue des milliers de personnes à Gaza, la petite nation du Moyen-Orient dépense des millions de dollars dans une guerre de propagande, en achetant des publicités sur YouTube, Facebook, Instagram et d'autres applications en ligne. Dans le même temps, une armée de trolls pro-israéliens a envahi la fonction Community Notes [1] sur X/Twitter, tentant d'influencer le débat en ligne autour de la crise actuelle.

https://www.legrandsoir.info/guerre-de-propagande-les-trolls-pro-israeliens-envahissent-les-community-notes-de-twitter.html

---

Pourquoi Israël veut-il effacer le contexte et l'histoire de la guerre de Gaza ? par Ilan Pappé - investigaction.net 9 novembre 2023

En réduisant le Hamas à une simple organisation terroriste mue par des sentiments haineux, la propagande israélienne présente la guerre à Gaza comme un combat du Bien contre le Mal. Le contexte historique est pourtant indispensable pour comprendre les événements en cours. Mais cette amnésie sélective n'est pas le fruit du hasard. "La déhistoricisation de ce qui se passe aide Israël à poursuivre ses politiques génocidaires à Gaza", explique Ilan Pappé.

https://investigaction.net/pourquoi-israel-veut-il-effacer-le-contexte-et-lhistoire-de-la-guerre-de-gaza/

Aux origines coloniales de la question palestinienne, par Gilbert Meynier - Histoire coloniale et postcoloniale 31 octobre 2023

Un texte publié en 2005 par la revue « *Naqd* »

https://histoirecoloniale.net/Aux-origines-coloniales-de-la-question-palestinienne-par-Gilbert-Meynier.html

---

France occupée. (Vigipirate, Sentinelle)

Ils leur sont trop utiles. Ce sont des agents de la réaction, du Green New Deal de Davos.

"*Une victoire*": la gauche satisfaite de l'annulation de la dissolution des Soulèvements de la Terre - BFMTV 9 novembre 2023

Les Soulèvements de la Terre qui n'ont pas d'existence légale mais regroupent plusieurs collectifs de lutte contre le réchauffement climatique - certains très implantés comme la confédération paysanne et d'autres plus récents comme Extinction rebellion - étaient dans le viseur du gouvernement depuis des mois.

"*Camouflet total pour Darmanin et Macron. Et une magnifique victoire pour nos libertés et l'écologie*", a écrit la présidente des députés La France insoumise Mathilde Panot.

Interrogé en marge d'un déplacement sur les inondations dans le Pas-de-Calais, Gérald Darmanin a indiqué "*ne pas avoir le temps*" de répondre. BFMTV 9 novembre 2023

J-C - Darmanin les méprise.

Qu'est-ce qu'ils en ont à foutre franchement, ils sont passés en mode totalitaire depuis déjà un certain moment, donc ils changent d'avis quand ils en ont envie sans tenir compte d'éventuelles contradictions ou des critiquent qui peuvent en découler, elles seront étouffées, noyées sous un torrent médiatique en leur faveur.

Quand « *la gauche* » vous annonce « *une victoire* », c'est qu'on a encore subi une défaite ! Ils sont de droite que voulez-vous !

La chasse est-elle ouverte ? Si non, tirez la chasse !

Le Canard Enchainé tire sur les Palestiniens par Jacques-Marie BOURGET - 8 novembre 2023

https://www.legrandsoir.info/le-canard-enchaine-tire-sur-les-palestiniens.html
Mon commentaire publié par le blog *Le Grand Soir*.

Le Canard Enchainé a titré :

- *Attaque terroriste en Israël, à Arras et à Bruxelles. Le retour des Allah akbarbares*

Un amalgame qui devrait plaire à Netanyahu et aux partis d'extrême droite qui composent son gouvernement néonazi.

Les commentaires à la suite de cet article sont révélateurs.

Il y a ceux qui savaient depuis longtemps et d'autres qui découvrent que le Canard Enchaîné était franchement réactionnaire, sans doute que les mêmes et d'autres se firent un jour la même réflexion à propos de Libération, Charlie Hebdo et bien d'autres torchons du même genre.

On constatera que leur jugement ne porte chaque fois que sur une publication, parce qu'elle a dérapé sur un sujet. Ils en ont été choqués ou cela leur a servi de déclic, mais à aucun moment ils ne se demanderont combien il y en avait du même genre au moment où ils portaient leur jugement, sinon ils se seraient peut-être aperçus que la quasi-totalité de la presse remplissait le même rôle de propagande ou de conditionnement pour le compte de la réaction en s'adressant à des catégories de la population différentes.

Comment ont-ils pu se laisser abuser si longtemps ?

Ils se partagent les rôles et le marché de l'information, ainsi que les subventions de l'Etat et le financement par le patronat sous forme d'annonces publicitaires, à la manière des partis qui se partagent les places au sein des institutions de la Ve République, des commissions parlementaires, qui collaborent ouvertement avec le régime sans que finalement personne ne trouve à y redire, parce que c'est devenu la norme. Ce serait peut-être avec cela qu'il faudrait rompre une fois pour toute, non ?

LE SOCIALISME

Le 11 novembre 2023

Pour vous informer sur ce qui se passe réellement en Palestine occupée, je suis obligé d'aller chercher les infos auprès de médias (turcs, libanais, qatari, israéliens, syriens, etc.) du Moyen-Orient parce que les médias occidentaux pratiquent l'autocensure.

On pouvait partager cette déclaration.

Dans un post sur la plateforme X, le député LFI David Guiraud.

Guiraud a affirmé qu'il ne défilera pas notamment aux côtés de Meyer Habib, apparenté au groupe Les Républicains (LR), (ndlr Habib est un député franco-israélien, fervent défenseur du gouvernement Netanyahu).

"*Je refuse de marcher avec des haineux qui accablent les français musulmans avec les pires mots. Je refuse de marcher avec les soutiens inconditionnels du nettoyage ethnique à Gaza.*

Je refuse de participer à une marche qui instrumentalise la lutte contre l'antisémitisme pour normaliser le nettoyage ethnique des Palestiniens.

Je refuse de marcher derrière un appel qui parle d'Israël mais qui n'a pas un seul mot pour les Palestiniens.

Je refuse l'invisibilisation du racisme contre nos compatriotes musulmans qui grimpe lui aussi et ce deux poids deux mesures insupportable.

Je refuse absolument cela et j'assume. Nous travaillons à une marche contre l'antisémitisme et le racisme, pour la paix, sans ces responsables politiques cyniques qui ne sont pas la solution à l'antisémitisme, mais qui font partie du problème car ils l'instrumentalisent. Je ne suis pas naïf. Vous verrez bien dimanche la tournure que prendra cette manifestation", a-t-il écrit. aa.com.tr 10 novembre 2023

J-C – Eh oui, j'ai trouvé cela dans l'agence de presse turque !

Faites-le savoir.

Plus de 750 journalistes signent une pétition contre la couverture médiatique occidentale de la guerre à Gaza - aa.com.tr 10 novembre 2023

Plus de 750 journalistes ont signé vendredi une lettre ouverte condamnant le meurtre de journalistes par Israël à Gaza et critiquant la couverture de la guerre par les médias occidentaux, selon le journal américain, The Washington Post.

La pétition indiquait que "*les rédactions (des médias occidentaux) sont responsables du discours inhumain qui a contribué au nettoyage ethnique des Palestiniens*".

La pétition comprend "*deux signataires de Reuters et du Los Angeles Times, du Boston Globe et du Washington Post*" et, selon le journal, elle reflète les divisions et les frustrations au sein des rédactions.

Le journal a souligné que signer la pétition, pour certains journalistes, était une démarche audacieuse et même dangereuse, ajoutant que des journalistes des organisations médiatiques avaient été mis à pied parce qu'ils avaient adopté des positions politiques publiques qui pourraient les exposer à des accusations de partialité, selon le journal.

Le Washington Post souligne que de nombreux écrivains, artistes, chercheurs et universitaires ont critiqué la couverture médiatique de la guerre israélienne contre Gaza.

Les signataires de la pétition ont déclaré qu'il s'agissait d'un appel à réaffirmer leur engagement en faveur de la justice.

À son tour, Abdullah Fayyad, finaliste du prix Pulitzer en 2022, ancien membre du comité de rédaction du Boston Globe, et qui était parmi les signataires de la pétition a déclaré : *" J'espère qu'après cette lettre, la culture de la peur autour de cette question sera inversée, et les décideurs, les journalistes et les rédacteurs les feront réfléchir deux fois au langage qu'ils utilisent*". aa.com.tr 10 novembre 2023

Finalement, leur nouvel ordre mondial n'est pas seulement totalitaire il est aussi génocidaire.

Après s'en être pris à la santé de la population mondiale en instrumentalisant un virus, en s'en prenant au mode de vie supérieur de la population occidentale et en empêchant les peuples du reste du monde d'y accéder en instrumentalisant les aléas climatiques, en déclenchant des guerres contre des peuples et en les massacrant depuis le 11 septembre 2001, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, en terrorisant les populations du Sahel, dorénavant c'est au tour des Palestiniens.

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne nous racontons pas d'histoire, évitons-nous des souffrances inutiles.

Nous défendons les Palestiniens à la manière de Marx et Engels qui défendirent les Communards tout en sachant dès le départ que leur cause était perdue d'avance.

Les Palestiniens n'ont rien à espérer, ils sont les grandes victimes sacrifiés dans cette affaire. Tout au plus ils obtiendront la libération de quelques prisonniers, quoique cela n'en prenne pas vraiment le chemin, bien au contraire, aucun avantage territorial à envisager non plus, cela va de soi.

Leur ennemi, c'est les Etats-Unis. Israël en est l'intermédiaire, l'exécutant, le bras armé, le locataire d'une colonie à vocation économique hors la loi sans constitution ni frontières, gérée militairement à la manière d'une garnison en temps de guerre permanente.

Les Etats-Unis ont accordé à cette créature monstrueuse, à son protégé, le statut politique de l'occupant, de l'envahisseur, de l'agresseur, du terroriste, du massacreur, du génocidaire, xénophobe et raciste, du nazi.

Il y en a qui expliquent que pour exister Israël aurait besoin de l'existence des Palestiniens, et que pour cette raison jamais les sionistes ne les chasseront totalement de Palestine, c'est une hypothèse, mais je ne suis pas certain que ce soit la bonne.

Elle était valable aussi longtemps que les Etats-Unis exerçaient son hégémonie sur le reste du monde, mais dès lors qu'elle est remise en cause ou qu'elle doive céder cette place ou la partager avec d'autres puissances, l'existence d'Israël ne se justifie plus, surtout lorsque des Etats regroupant les principaux producteurs de pétrole et de gaz du monde se rassemblent dans un cartel économique (Brics11 et OPEP), dont ceux du Moyen-Orient.

C'est bien beau, mais cela ne nous explique pas pourquoi ils massacrent les Palestiniens.

Cette faiblesse des Américains devaient fatalement se reporter sur les Israéliens ou affaiblir Israël à son tour, face à des voisins qui rêvaient de l'anéantir, bien qu'ils n'en verraient plus vraiment l'utilité une fois les rapports remodelés dans la région... Toujours est-il que pour leur donner le change, il se peut qu'ils aient voulu leur montrer ce qui les attendrait s'ils venaient l'idée de les attaquer, ce qui était inutile, cette hypothèse doit être écartée car ils savaient déjà tous à quoi s'en tenir sur la cruauté des sionistes.

Autre hypothèse, à moins que leur réaction féroce à l'offensive de la résistance palestinienne du 7 octobre ait été conçue pour préserver leur identité sioniste qu'ils auraient sentie menacé, puisqu'elle n'aurait plus aucune raison d'exister, dès lors l'établissement d'un Etat républicain et laïc à la place de l'Etat des juifs d'apartheid deviendrait possible et ils risqueraient d'en perdre le contrôle au profit des Palestiniens, ce qui pour l'immense majorité des Israéliens est impensable, sans parler de Netanyahu et tous les partis d'extrême droite qui composent son gouvernement ou qui le soutient.

Les Etats-Unis pourraient malgré tout vouloir préserver ce flic du Moyen-Orient, comme monnaie d'échange ou garantie envers leurs concurrents avec lesquels ils vont être amenés à composer davantage dans un futur proche, un moyen de chantage pour qu'ils leur fassent des concessions, car ils imaginent mal ne plus exercer leur contrôle sur le Moyen-Orient et sa rente pétrolière et gazière, quitte à ce qu'Israël deviennent un bunker ou un ghetto… pour les juifs !

Et les Palestiniens dans tout cela, que deviendraient-ils ? Je l'ignore.

Soit ils demeureraient prisonniers dans des bantoustans, soit ils immigreraient en Egypte ou en Jordanie, à moins que la majorité des Israéliens réalisent enfin que leur intérêt est d'établir un Etat républicain et laïc à la place de l'Etat des juifs d'apartheid. Tout dépendra de l'évolution du capitalisme mondial dans les années à venir et des modifications qui interviendront dans les rapports entre grandes puissances qui influencent ceux de la région, de la lutte de classe de tous les peuples pour leur émancipation du joug du capitalisme.

A suivre.

Il fallait bien que des courtisans se dévouent à la place de leur suzerain.

On a appris que Macron ne sera pas présent lors du rassemblement pro sioniste de dimanche 12 novembre à Paris.

Par ailleurs, l'AFP précisait qu'à "*défaut de marche commune, de nombreux Insoumis se rangeront derrière plusieurs autres initiatives dimanche pour rendre audible leur rejet de l'antisémitisme*", dont les députés LFI François Ruffin et Alexis Corbière à Strasbourg, sans que soit mentionnée la manifestation prévue samedi à Paris en soutien au peuple palestinien et à toutes les victimes israéliennes de la politique génocidaire du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

Peine perdue. Ils pourront dire plus tard quand les médias les écrabouilleront : On y était. Honte à eux ! Cela me fait penser à ce que Marx avait écrit dans le Manifeste du parti communiste :

- Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Je ne vois pas en quoi manifester au côté du parti de l'ordre, des partis de la réaction, serait compatible avec les « *fins générales du mouvement prolétarien* ».

Si le parti de Le Pen ne manifestait pas dimanche à Paris, ils en auraient été avec Mélenchon au côté de Macron, Bornes, Darmanin, Hollande et Sarkozy.

Souvenez-vous les causeries où j'avais caractérisé de droite l'ensemble des partis dits ouvriers présents au parlement. C'était évidemment parfaitement justifié et pas du tout exagéré ou gauchiste, et j'avais posé la question de savoir comment il nous faudrait caractériser les partis dits d'extrême gauche qui leur avaient fait la courte échelle pendant 78 ans.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé que 11.078 personnes étaient mortes, dont 3 027 femmes, 4.508 enfants et 678 personnes âgées. 27 490 blessés ; 2 700 disparus dont 1 500 enfants sous les décombres.

183 Palestiniens ont été également tués et 2 280 autres arrêtés en Cisjordanie, selon des sources officielles.

- L'aviation de l'occupation israélienne a intensifié, dans la nuit de jeudi à vendredi 10 novembre, ses frappes hystériques contre les hôpitaux dans la bande de Gaza, au moins 22 morts.

- Israël a revu de 1.400 à 1.200 morts le bilan de l'attaque du Hamas menée le 7 octobre sur son territoire, a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères vendredi à l'AFP.

- "*S'il y a un enfer sur terre maintenant, c'est bien le nord de Gaza*", a déclaré Jens Laerke, porte-parole du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), lors d'une conférence de presse tenue vendredi, à l'Office des Nations Unies à Genève. aa.com.tr 10 novembre 2023

La Colombie soutiendra les poursuites judiciaires contre Israël - aa.com.tr 10 novembre 2023

Le président colombien Gustavo Petro a déclaré que son pays soutenait l'appel du président algérien Abdelmadjid Tebboune à porter plainte contre Israël devant la Cour pénale internationale.

Petro a déclaré jeudi dans un post sur « X » que "*la République de Colombie contribuera à répondre à l'appel de la République d'Algérie à intenter une action en justice auprès de la Cour pénale internationale contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour ses crimes de guerre et ses massacres commis contre les enfants, les civils et le peuple palestinien*".

Il a indiqué que son ministre des Affaires étrangères, Alvaro Leva, rencontrerait demain vendredi le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan.

Lundi, le président algérien a appelé les défenseurs des droits de l'homme à porter plainte devant la Cour pénale internationale contre l'occupation israélienne en raison des « *crimes* » qu'elle commet contre les Palestiniens à Gaza.

Tebboune a déclaré dans un discours télévisé : "*Je me présente aujourd'hui devant les juristes, appelant tous les peuples libres du monde, les hommes de droit arabes, les organisations et organismes des droits de l'homme à intenter une action en justice devant la Cour pénale internationale et les organisations internationales des droits de l'homme contre*

l'entité israélienne pour mettre fin à des décennies d'impunité pour les crimes commis contre les Palestiniens". aa.com.tr 10 novembre 2023

Les employés de Google exigent l'annulation d'un contrat israélien d'un montant énorme en raison de l'agression contre Gaza - french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

Mercredi, un groupe d'employés de Google a publié une lettre ouverte sur le site Medium, exigeant que « *l'entreprise technologique annule le projet Nimbus* ».

La lettre critique le double standard de l'entreprise concernant la liberté d'expression suite à l'agression israélienne sur la bande de Gaza, et condamne également la « *haine, les abus et la vengeance* » au sein de l'entreprise contre les travailleurs musulmans, arabes et palestiniens.

Les employés ont également exhorté l'entreprise à annuler le projet Nimbus, un accord de 1,2 milliard de dollars visant à fournir à l'armée d'occupation de l'intelligence artificielle et d'autres technologies avancées.

Le groupe a déclaré : « *Nous exigeons que Google cesse de fournir un soutien matériel à ce génocide en annulant le contrat du projet Nimbus et qu'il cesse immédiatement de traiter avec le gouvernement israélien de l'apartheid et son armée* ».

Le groupe accuse les dirigeants de « *rester les bras croisés* » et affirme que les dirigeants de Google ont décrit les employés comme « *malades* » et s'accrochant à une « *cause perdue* » lorsqu'ils expriment leur sympathie envers la population de Gaza.

Les employés qui ont écrit la lettre affirment que « *les dirigeants de Google ont demandé publiquement aux Arabes et aux musulmans de l'entreprise s'ils soutenaient le Hamas. Il y a également un effort coordonné pour poursuivre la vie publique des employés sympathisants de la Palestine et les dénoncer à Google et aux forces de l'ordre pour soutien au terrorisme* », indique la lettre.

À son tour, l'ingénieur logiciel Sarmad Jilani, qui a rejoint Google en 2012, a déclaré au journal Engaget « *qu'en tant qu'employé de Google, vous devez être très prudent* », car toute sorte de critique adressée à l'entité occupante pourrait être facilement décrite comme « *antisémitisme* ». french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

NYT : Les USA doutent de la capacité d'Israël à éradiquer le Hamas - french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

Selon le New York Times, les Etats-Unis doutent de la capacité d'Israël à éradiquer le Hamas, l'un des objectifs fixés par le gouvernement israélien, alors que la bataille terrestre lancée le 27 octobre par l'armée israélienne dans la bande de Gaza entame son 14eme jour.

« *La campagne israélienne pourrait affecter le mouvement Hamas et sa structure mais elle ne pourra éradiquer son idéologie* », rapporte-t-il.

Citant un officier israélien, il indique que les étapes les plus compliquées n'ont pas encore commencé et « *plus on s'infiltre plus la bataille sera difficile* ».

Le journal assure aussi que des responsables américains insistent que l'armée israélienne ne dispose que d'une durée limitée pour réaliser ses objectifs dans la bande de Gaza en raison de « *la montée de la colère parmi les Arabes dans la région* ».

Selon le journal, plus la campagne militaire est longue plus les risques de son extension en une guerre régionale de grande envergure sont importants.

« *La riposte forte d'Israël aux attaques du Hamas a soulevé un mouvement de solidarité avec la cause palestinienne dans le monde entier même si Israël continue d'enterrer ses morts* », alerte le journal. french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

« *Nous perdons l'opinion arabe* »: des diplomates US avertissent Biden sur Gaza - french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

Washington critiqué jusque dans son camp. Des diplomates américains en fonction dans le monde arabe se sont plaints de l'appui marqué de l'administration Biden à Israël, rapporte CNN.

Ce soutien « nous fait perdre l'opinion arabe pour des générations », écrivent ainsi des responsables américains dans une note diplomatique obtenue par la chaîne de télévision.

« *Nous perdons beaucoup sur le champ de bataille de la communication* », souligne ainsi un câble de l'ambassade américaine à Oman.

Le soutien américain aux actions d'Israël est vu par le public arabe « *comme une culpabilité matérielle et morale face à ce qui est considéré comme de possibles crimes de guerre* », précise encore ce câble adressé à la Maison-Blanche, au FBI et à la CIA.

Une autre note venue de l'ambassade américaine du Caire relaie et s'inquiète des commentaires d'un journal égyptien, selon lequel « *la cruauté et le mépris du Président Biden envers les Palestiniens dépassent ceux de tous les Présidents américains précédents* ». french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

La diplomatie de l'énergie au cœur d'un génocide

Alors qu'Israël massacre la population palestinienne, l'Europe et les États-Unis négocient avec le gouvernement de Netanyahou pour s'assurer le contrôle du gaz de Gaza.

https://investigaction.net/la-diplomatie-de-lenergie-au-coeur-dun-genocide/

L'Etat juif d'apartheid terrorise en permanence les Palestiniens.

« *Police de la pensée* » : Israël adopte une loi criminalisant la « *consommation de matériel terroriste* » - mondoweiss.net 9 novembre 2023

Le mercredi 8 novembre, les législateurs israéliens ont adopté à une majorité de 13 contre 4 un amendement à la loi antiterroriste du pays, qui érige en infraction pénale la "*consommation de matériel terroriste*", passible d'une peine maximale d'un an de prison.

La nouvelle loi prévoit une infraction décrite comme la "*consommation systématique et continue de publications d'une organisation terroriste dans des circonstances qui indiquent une identification avec l'organisation terroriste*".

Selon Adalah - Le Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël, les "*publications*" mentionnées dans la loi comprennent "*les expressions d'éloge, de soutien ou d'encouragement d'actes terroristes, les appels directs à commettre un acte de terrorisme, ainsi que la documentation d'un acte de terrorisme."*

Le projet de loi désigne le Hamas et ISIS comme les organisations terroristes auxquelles cette infraction s'applique et accorde au ministre de la Justice le pouvoir d'ajouter d'autres organisations à la liste.

"*Cette loi est l'une des mesures législatives les plus intrusives et les plus draconiennes jamais adoptées par la Knesset israélienne, puisqu'elle soumet les pensées à une sanction pénale*", a déclaré Adalah dans un communiqué.

Cette nouvelle loi est le dernier développement en date de la répression israélienne à l'encontre des Palestiniens et de leur liberté d'expression en ligne. Depuis le 7 octobre, les citoyens palestiniens d'Israël et les résidents de Jérusalem occupée font l'objet de campagnes de harcèlement ciblées en ligne, sur leur lieu de travail et dans les universités, qui se soldent souvent par des dizaines d'arrestations.

Le mois dernier, les Palestiniens ont décrit le climat à Mondoweiss comme une "*chasse aux sorcières*", ajoutant que des personnes étaient contrôlées pour de simples expressions d'identité palestinienne et d'inquiétude au sujet de Gaza.

"*Ces messages relèvent de la liberté d'expression. Il n'y a rien qui appelle à la violence ou qui la justifie, quelle qu'elle soit*", a déclaré M. Irsheid. "*La plupart des personnes qui s'adressent à nous disent que les faits qui leur sont reprochés sont très exagérés. Rien de ce que j'ai vu ne viole une quelconque loi*".

Le 25 octobre, la police israélienne a déclaré avoir arrêté 110 personnes depuis le début de la guerre pour "*incitation présumée à la violence et au terrorisme*", principalement sur les médias sociaux.

Cinq dirigeants de la minorité palestinienne en Israël, dont le président de la Haute Commission de suivi, Muhammad Barakeh, et les anciens membres du Parlement Haneen Zoabi et Sami Abu Shadeh, ont été arrêtés jeudi matin au cours d'une veillée pacifique à Nazareth appelant à un cessez-le-feu.

Le Parti communiste israélien (CPI) et le Front démocratique pour la paix et l'égalité (Jabha-Hadash) ont publié une déclaration commune qualifiant l'arrestation de "*mesure antidémocratique draconienne, qui reflète l'assaut continu d'Israël contre la liberté d'expression, l'association politique et les droits civiques de la population palestinienne*". mondoweiss.net/ 9 novembre 2023

Le pire génocide nazi depuis Leningrad.

Le génocide à Gaza est l'un des pires de l'histoire moderne - mondoweiss.net 10 novembre 2023

Il y a eu des guerres et des campagnes aériennes qui ont tué plus de civils qu'à Gaza, mais presque aucune ne correspond à l'intensité et à l'intention délibérément criminelle de la guerre génocidaire israélienne.

Indépendamment des résultats politiques, militaires et démographiques finaux de la guerre génocidaire menée par les Israéliens dans la bande de Gaza, Gaza restera dans l'histoire comme l'endroit où le plus grand nombre de massacres de l'histoire ont été perpétrés presque entièrement contre des civils et par des bombardements aériens.

Il y a des villes dans lesquelles un plus grand nombre de civils ont été tués dans des bombardements aériens qu'à Gaza (par exemple, Hambourg, Dresde, Hiroshima et Nagasaki), mais ces villes ont été bombardées pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui était une guerre totale. Hiroshima a été bombardé en une seconde, Hambourg pendant une semaine. Ces quatre villes comprenaient également des armées, des infrastructures militaires et des usines directement liées à l'effort de guerre. En ce qui concerne Gaza, les meurtres sont infligés massivement aux civils. En fait, Gaza est la seule ville de l'histoire où le pourcentage d'enfants et de femmes tués est de 68 %. Si nous ajoutons ce pourcentage aux hommes âgés, les résultats sont horribles.

Le nombre de ces massacres, qui constituent des crimes contre l'humanité, restera dans l'histoire comme les premiers massacres qui se poursuivent 24 heures sur 24 pendant près d'un mois, diffusés en direct sur les ondes. Au cours du fameux siège de Sarajevo, 1 425 jours, les Serbes ont bombardé le marché de Sarajevo (marché de Markali) le 28 août 1995, avec cinq obus de mortier, tuant 43 personnes. Le monde a regardé des images en direct des morts et des blessés, comme il le fait à Gaza. Mais en Europe, les atrocités ont conduit directement à l'OTAN de lancer une guerre aérienne contre les forces serbes jusqu'à ce qu'elles soient vaincues. En revanche, dans un seul massacre, il a largué une énorme bombe sur l'hôpital arabe d'Al-Ahli, tuant près de 500 civils. La réaction de l'Occident a été de tenir le Hamas pour responsable, même s'ils savaient que ses roquettes improvisées (que le président palestinien a décrites comme « *absurdes* ») pouvaient à peine tuer une seule personne.

Ces massacres sont également les premiers massacres de l'histoire à recevoir le plein appui des grandes « *démocraties occidentales* » (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) sans aucune sympathie pour les victimes, même s'ils sont diffusés en direct et qu'il ne fait aucun doute quant à l'identité des auteurs. Ce soutien n'est pas seulement politique, diplomatique et dans les médias, mais aussi militaire. Dans la plupart des cas, elle viole

également les désirs de ses propres citoyens qui manifestent dans la rue contre les massacres de Gaza en opposition à leurs dirigeants. Pendant la guerre du Viêt Nam, après que la nouvelle d'un seul massacre perpétré par l'armée américaine a fui (My Lai), le monde entier s'est élevé contre lui. En ce qui concerne le cas de Gaza, Biden, Macron, Schultz, Sunak et Meloni, décrivent les massacres par les médias occidentaux comme un cas de légitime défense.

Dans le fameux siège de Sarajevo, qui a duré 1 425 jours, 13 992 personnes au total ont été tuées, dont 5 434 civils, soit environ quatre morts parmi les civils par jour. À Gaza, le taux de mortalité ne dépasse pas moins de 355 civils par jour. Ce chiffre n'inclut pas les personnes sous les décombres, qui dépassent 2 000 personnes. Pendant le siège de la ville de Stalingrad elle-même, qui a duré 162 jours et est devenue une icône de la résistance contre la brutalité nazie, 40 000 civils ont été tués dans la ville, qui était encombrée de soldats - soit une moyenne de 247 civils par jour, c'est-à-dire moins que le taux de tueurs à Gaza. Lors de la deuxième bataille de Fallujah, considérée comme l'événement le plus sanglant de la guerre en Irak, la ville a été soumise à 46 jours de meurtre et de siège. Au total, 1 400 civils ont été tués, au rythme de 31 morts par jour. Quant au siège et aux combats de la ville de Mossoul, qui a duré neuf mois et est considéré comme l'épisode le plus violent de la série de conflits avec le mouvement de l'EI, près de 10 000 civils ont été tués, au rythme de 37 civils par jour.

Ce n'est que pendant le long siège de la ville de Leningrad, qui a duré des années, que le taux de décès de civils par jour a été plus élevé qu'à Gaza, mais la plupart de ces décès sont le résultat de la faim, du rhume et de la maladie.

Même les Russes en Ukraine, qualifiés de barbares, ont permis un passage sûr pour les civils en fuite et les livraisons de vivres, contrairement à Gaza, qui est privée d'eau, de nourriture, de voies d'évacuation sûres et d'électricité, y compris l'énergie nécessaire pour fournir des producteurs hospitaliers.

En conclusion, le meurtre à Gaza, qui prend la forme d'un génocide, ne peut être attribué à des lacunes dans le professionnalisme de l'armée israélienne, à l'identification des cibles imprécises ou à des incertitudes quant à la nature d'un massacre. Il semble plutôt qu'il s'agisse d'actions délibérées de la part de trois acteurs principaux : le gouvernement et l'armée israéliens, cherchant à se venger pour restaurer leur « *image de force* », la passion de l'opinion publique israélienne, hanté par l'idée de la supériorité juive, et la complicité des dirigeants corrompus des « *démocraties occidentales* ».

Depuis 1948, l'histoire montre qu'il ne respecte pas les règles de guerre énoncées par le droit international, et qu'il met en œuvre ce qu'il veut en fonction de ses calculs, de ses intérêts et de ses objectifs, parce qu'il estime, grâce à l'appui inconditionnel des États-Unis, qu'il s'agit d'une exception au-delà de la responsabilité et de la punition dans le système international. mondoweiss.net 10 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Contester l'existence d'Israël n'est pas seulement un droit, mais un devoir.

France : Une pétition contre une proposition de loi visant à "*pénaliser l'antisionisme*" récolte 30 000 signatures - aa.com.tr 10 novembre 2023

Une pétition lancée vendredi 3 novembre contre une proposition de loi visant à "*pénaliser l'antisionisme*" a récolté près de 30 000 signatures, dont 13 000 au cours de ce vendredi 10 novembre.

Initiée par le Collectif de Juristes pour le Respect des engagements internationaux de la France (CJRF) sur la plateforme numérique Change.org, la campagne fait suite à la décision de 16 sénateurs français qui ont soumis une proposition de loi pour réprimer pénalement "*l'antisionisme*" [1].

"*Force est de constater que cette proposition de loi comporte des risques graves pour les libertés fondamentales, et heurte plusieurs principes du droit international public*", peut-on lire dans l'énoncé de la pétition.

Pour rappel, la proposition de loi déposée par des sénateurs Les Républicains (LR) prévoit notamment de punir d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende "*ceux qui auront contesté l'existence de l'État d'Israël*", de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende, "*l'injure commise envers l'État d'Israël*", et de cinq ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende "*ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué la haine ou la violence à l'égard de l'État d'Israël*".

"*Il s'agirait de créer pour la première fois un délit d'injure contre un État étranger, Israël, étant précisé que le délit d'injure contre la France n'existe pas*", indique le CJRF, dans sa pétition, ajoutant que "*le projet déposé devant le Sénat interdirait en pratique la dénonciation des crimes commis par Israël au regard du droit international*".

Selon le CJRF, si la proposition de loi venait à être acceptée par le Parlement français, seraient par exemple désormais punis des écrits ou propos comme ceux du Directeur démissionnaire du Bureau de New-York du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme qui a qualifié le 28 octobre 2023 les évènements se déroulant à Gaza de « massacre actuel du peuple palestinien, ancré dans une idéologie coloniale ethno-nationaliste, dans une continuité de décennies de persécution et d'épuration systématiques ».

"*De même, seraient punis les propos en date du 14 octobre 2023 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, selon laquelle* « Israël a déjà procédé à un nettoyage ethnique massif des Palestiniens sous couvert de la guerre. Une fois de plus, au nom de la légitime défense, Israël cherche à justifier ce qui équivaudrait à un nettoyage ethnique »*"*, lit-on encore dans l'énoncé de la pétition, précisant que "*cette proposition de loi intervient en outre au moment même où des Experts de l'ONU déclarent que "le peuple palestinien court un grave risque de génocide*".

Comment le régime de Macron participe militairement au massacre du peuple palestinien.

Paris vend pour 20 millions d'euros par an de composants militaires à Israël (média) - aa.com.tr 10 novembre 2023

D'après le rapport annuel sur les exportations d'armes de la France, présenté au Parlement par le ministère des Armées en juillet 2023, ce sont seulement huit fusils d'assaut qui ont été livrés à Israël en 2022, rapporte le quotidien l'Humanité dans son édition de vendredi.

"*Seuls les États-Unis – loin devant, avec un montant global, depuis 2013, évalué à 3,6 milliards d'euros –, l'Allemagne (1,5 milliard d'euros) et l'Italie (261 millions) sont identifiés comme exportateurs d'*« armes majeures » *vers Israël*", précise le média français ajoutant que "*tout comme le Royaume-Uni, le Canada ou encore l'Australie, la France ne livre plus d'équipements militaires ou d'armements clés en main à Israël*".

"*Cependant depuis 2013, la France a vendu et livré chaque année pour 20 millions d'euros, en moyenne, de composants militaires à Israël*", rapporte la même source.

Le gouvernement français a, par ailleurs, délivré des autorisations d'exportation vers Israël pour un volume global de 357 millions d'euros, dont près d'une dizaine de millions entrant dans la fabrication de « *bombes, torpilles, roquettes, missiles, autres dispositifs et charges explosifs* », note l'Humanité ajoutant que ces licences accordées par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG) sont loin d'être toutes exercées dans les faits.

À ces exportations, réelles ou encore virtuelles, d'armements purs et durs, il convient d'ajouter le volume des échanges avec Israël concernant les biens dits « *à double usage* ». Dans un autre rapport destiné aux parlementaires, Bercy recense ainsi des transferts vers Israël de composants de cette nature hybride, à application civile ou militaire, pour un volume financier de 34 millions d'euros en 2022, dont 29 millions d'euros pour la seule catégorie « *capteurs et lasers* », particulièrement utiles pour les armées, souligne le média français. Source : L'Humanité. aa.com.tr 10 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 12 novembre 2023

Je n'ai pas trouvé d'articles convenables pour rendre compte des manifestations qui ont eu lieu hier en France en soutien à la cause palestinienne, à lire plus loin.

Apparemment le raz-de-marée n'a pas eu lieu, la France aurait-elle basculé à droite ? C'est ce que certains prétendent. Il valait mieux aller à Londres, en tant que citoyen Indien officieusement, j'y étais !

J'en ai discuté avec mon beau-fils Manikandaan, 31 ans, comptable bilingue, il m'a dit qu'en Inde on vivait bien tous ensembles sans distinction de religion ou de philosophie ou autres, et que c'était cela qui forgeait l'unité de l'Inde à laquelle il est attaché, condamnant la politique du Premier ministre Modi qui soutient outrageusement Israël.

Aujourd'hui (et hier) on fête Diwali dans toute l'Inde, la fête des lumières.

Alors que la lumière soit dans toutes les têtes, qu'elle éclaire les consciences pour qu'on en finisse avec l'exploitation et l'oppression, toutes les guerres!

Happy Diwali ! Vive le peuple palestinien !

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ils étaient également 20 000 à Bruxelles pour dénoncer un «*génocide*» dans la bande de Gaza et appeler à un cessez-le-feu. RT 11 novembre 2023

En France, qui compte l'une des plus importantes communautés musulmanes d'Europe, 16 000 personnes selon la police ont défilé à Paris avec le mot d'ordre « *Halte au massacre à Gaza !* ». RT 11 novembre 2023

À Lyon, une conférence sur la Palestine prise pour cible par des militants d'ultradroite - Le HuffPost 12 novembre 2023

Les faits se sont déroulés dans le Vieux Lyon ce samedi 11 novembre, en début de soirée. Trois personnes ont été légèrement blessées lorsque des militants d'ultradroite ont tenté de s'introduire par la force dans une conférence sur la Palestine.

Une personne a été interpellée dans les rangs de l'ultradroite, a précisé la préfecture en « *condamnant fermement les violences commises* ».

Christophe Oberlin, chirurgien habitué de Gaza qui venait présenter ses deux derniers livres, a décrit à l'AFP des personnes qui « *tapaient avec des bâtons* » pour enfoncer la porte de la salle dans laquelle se tenait la conférence, sans parvenir à entrer...

Plusieurs participants décrivent une salle « *comble* », avec une capacité de « *120 places* », dont des enfants et des personnes âgées. Selon eux, une vitre a été brisée.

Jérôme Faÿner, président du Collectif Palestine 69, organisateur de l'évènement, a déclaré vouloir porter plainte. « *C'est l'extrême droite, ils ont attaqué avec des mortiers, j'en tiens un dans ma main* », a-t-il dit par téléphone, citant aussi « des barres en fer » et « *des bouteilles de verre* ».

Autour de 20h, de nombreux véhicules de CRS, des camions de pompiers, et de nombreux policiers se trouvaient autour du local qui a été pris pour cible, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Environ 1 200 personnes avaient défilé dans l'après-midi à Lyon contre l'extrême droite à l'appel d'un collectif soutenu notamment par La France insoumise et des mouvements antifascistes. Le HuffPost 12 novembre 2023

Guerre entre Israël et le Hamas : environ 300 000 personnes manifestent à Londres en soutien à la Palestine, selon la police - francetvinfo.fr 11 novembre 2023

Environ 300 000 personnes participent, samedi 11 novembre, à Londres (Royaume-Uni), à la manifestation propalestinienne pour réclamer un cessez-le-feu à Gaza, a déclaré un porte-parole de la police londonienne.

Plainte pour génocide présentée à la Cour Pénale Internationale (CPI) le jeudi 9 novembre 2023 – La justice est la réponse à la violence

Autour de Maître Gilles Devers, avocat au barreau de Lyon, un groupe de 300 avocats français et internationaux s'est constitué afin de déposer une plainte pour le crime de génocide et transferts de population, s'agissant des faits en cours sur le territoire palestinien de Gaza, auprès de la Cour Pénale Internationale (CPI) de La Haye (Pays-Bas), au nom de plus de 200 associations du monde entier. ismfrance.org

---

L'art de brasser du vent dans le désert.

Guerre Hamas-Israël : Les dirigeants de pays arabes et musulmans condamnent mais divergent sur une réponse - AFP/20 minutes 11 novembre 2023

Réunis à Ryad, les dirigeants de pays arabes et musulmans ont condamné ce samedi les actions « *barbares* » des forces israéliennes à Gaza, mais se sont abstenus d'énoncer des mesures économiques et politiques punitives à l'encontre d'Israël, en guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza.

Les résultats du sommet conjoint de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont mis en évidence les divisions régionales quant à la manière de réagir au conflit, sur fond de craintes d'un embrasement dans la région.

Ils exigent une résolution « *contraignante* » de l'ONU

Le sommet s'est déroulé dans un contexte de colère au Moyen-Orient et au-delà, contre les bombardements d'Israël dans la bande de Gaza, menés en représailles à l'attaque sans précédent perpétrée par le Hamas sur le sol israélien le 7 octobre.

Cette attaque a fait environ 1.200 morts côté israélien, en majorité des civils, selon des chiffres officiels israéliens, alors que les bombardements sur Gaza ont tué plus de 11.000 personnes, dont une majorité de civils, selon le ministère de la Santé dirigé par le Hamas.

Le communiqué final du sommet a rejeté les arguments d'Israël selon lesquels ce pays agit en état de « *légitime défense* » et a exigé que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution « *contraignante* » pour mettre fin à « *l'agression* » israélienne.

« *Mettre fin à l'occupation, au siège et à la colonisation* »

Il a également rejeté toute solution politique future du conflit qui maintiendrait la bande de Gaza séparée de la Cisjordanie occupée par Israël.

L'Arabie saoudite « tient les autorités d'occupation (israéliennes) pour responsables des crimes commis contre le peuple palestinien », a en outre déclaré le prince héritier Mohammed ben Salmane, à l'ouverture du sommet.

« *Nous sommes certains que le seul moyen de garantir la sécurité, la paix et la stabilité dans la région est de mettre fin à l'occupation, au siège et à la colonisation* », a-t-il ajouté.

Une rencontre Iran-Arabie Saoudite

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, en visite pour la première fois en Arabie saoudite depuis le rapprochement des deux pays, a demandé aux pays islamiques de désigner l'armée israélienne comme une « organisation terroriste ».

Il a en outre rencontré le prince saoudien, le premier contact à ce niveau depuis le rétablissement en mars des relations diplomatiques entre les deux pays à la faveur d'une médiation chinoise.

L'Algérie et le Liban notamment ont proposé à certains pays de rompre les liens économiques et diplomatiques avec Israël et de cesser d'approvisionner en pétrole ce pays et ses alliés, selon des diplomates arabes. Toutefois, au moins trois pays parmi lesquels les Emirats arabes unis et Bahreïn, qui ont normalisé leurs relations avec Israël en 2020, ont rejeté cette proposition.

Les appels en faveur d'un « *cessez-le-feu* » rejetés

Les organisations humanitaires internationales ont redoublé d'appels en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, où l'eau potable et les médicaments manquent cruellement.

Israël et son principal allié, les Etats-Unis, ont jusqu'à présent rejeté les demandes de cessez-le-feu.

« *Il est honteux que les pays occidentaux, qui parlent toujours des droits de l'homme et des libertés, restent silencieux face aux massacres en cours en Palestine* », a déclaré pour sa part le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le Hamas demande l'expulsion de tous les ambassadeurs israéliens

Avant la diffusion du communiqué final, le président syrien, Bachar al-Assad, avait estimé que l'absence de mesures punitives contre Israël rendrait le sommet « *insignifiant* ».

S'adressant au sommet, le Hamas a notamment demandé, dans un communiqué, « *l'expulsion* » de tous les ambassadeurs israéliens « *des pays arabes et musulmans et le rappel de tous les ambassadeurs de ces pays* ».

Un complément et des précisions.

Réunis à Riyad, les dirigeants de pays arabes et musulmans condamnent l'intervention d'Israël à Gaza - RFI 12 novembre 2023

Ce samedi, les dirigeants de pays arabes et musulmans étaient réunis à Riyad pour un sommet d'urgence sur Gaza. Ils ont condamné samedi les actions « *barbares* » des forces israéliennes à Gaza, mais se sont abstenus d'énoncer des mesures économiques et politiques punitives à l'encontre d'Israël.

Un embargo sur les armes et les munitions contre Israël, c'est notamment ce que le communiqué de la Ligue arabe et de l'Organisation de coopération islamique demande. Avant la publication du communiqué, les dirigeants ont pris la parole chacun leur tour. Dans l'ensemble, ils ont appelé à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, rapporte notre correspondant régional, Nicolas Keraudren.

Ils ont aussi été critiques de l'Occident. L'émir du Qatar, le cheick Tamim Al Thani s'est par exemple demandé « *combien de temps la communauté internationale traitera Israël comme si ce pays était au-dessus du droit international* ». « *Nous observons cette politique de deux poids, deux mesures [...]. Je parle des pays qui [...] ferment les yeux sur le non-respect par Israël des bases du droit international* », a déclaré pour sa part le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane. RFI 12 novembre 2023

Mahmoud Abbas: Israël a commencé une guerre génocidaire sans précédent contre notre peuple - aa.com.tr 11 novembre 2023

"*Mon esprit ne peut pas comprendre la destruction des hôpitaux et des écoles dans la bande de Gaza. Je n'arrive pas à croire que cela se produise sous les yeux du monde sans pouvoir mettre fin à cette guerre brutale. Combien de temps dureront la permissivité, les meurtres et l'absence de justice contre le peuple palestinien ? Je suis certain que vous n'accepterez pas cela, et les peuples libres du monde non plus, n'accepteront pas la poursuite de la guerre. Israël et ceux qui le soutiennent et le protègent portent l'entière responsabilité du meurtre et des blessures de chaque enfant, de chaque femme et de chaque homme palestiniens. Nous*

poursuivrons les responsables devant les tribunaux internationaux, même s'ils iront jusqu'au bout du monde", a-t-il déclaré.

Et le président palestinien d'ajouter : « *Les États-Unis, qui ont la plus grande influence sur Israël, portent la responsabilité de l'absence de solution politique, et nous exigeons qu'ils mettent fin à l'agression et œuvrent pour mettre fin à l'occupation de notre terre, de notre peuple et de nos lieux saints.* »

"*Nous n'accepterons pas les solutions militaires et sécuritaires, après qu'elles ont toutes échoué et après que les autorités d'occupation ont sapé la solution à deux États, la remplaçant par un approfondissement de la colonisation, des politiques d'annexion, du nettoyage ethnique et de la discrimination raciale en Cisjordanie et à Jérusalem, ainsi que le siège de la bande de Gaza et la violation du statut historique et juridique des lieux saints*", a-t-il poursuivi.

Il a souligné que "*la bande de Gaza est partie intégrante de l'État de Palestine et que la solution politique doit être globale, pour l'ensemble du territoire de l'État de Palestine, y compris la Cisjordanie, Jérusalem et Gaza*".

Roi de Jordanie : Le monde paiera le prix de son échec dans la résolution de la question palestinienne - aa.com.tr 11 novembre 2023

« *Cette injustice n'a pas commencé il y a un mois. Il s'agit plutôt d'une extension de plus de sept décennies au cours desquelles la mentalité de citadelle, des murs d'isolement et des attaques contre le sacré et les droits a prévalu, la majorité de ses victimes étant des civils innocents* ».

« *C'est la même mentalité qui veut faire de Gaza un endroit invivable, en ciblant les mosquées, les églises et les hôpitaux et en tuant les médecins, les équipes de secours et même les enfants, les personnes âgées et les femmes* », a-t-il poursuivi.

Le Roi de Jordanie a également affirmé ce qui suit: « *L'injustice infligée à nos frères palestiniens est la preuve de l'échec de la communauté internationale à leur rendre justice et à garantir leurs droits à la dignité, à l'autodétermination et à l'établissement de leur État indépendant conformément aux accords du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale* ».

« *Nous ne pouvons pas rester silencieux face aux conditions catastrophiques auxquelles est confrontée la bande de Gaza. Elles étouffent la vie et empêchent l'accès aux soins. Au contraire, les couloirs humanitaires doivent demeurer permanents et sûrs. On ne peut accepter que la nourriture, les médicaments, l'eau et l'électricité soient interdits d'être acheminés aux Gazaouis. Ce comportement est un crime de guerre qui doit être condamné par le monde entier* », a noté le Roi Abdallah II, réitérant: « *La Jordanie continuera à s'acquitter de son devoir d'envoyer de l'aide humanitaire aux frères palestiniens par tous les moyens possibles* ».

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Comment Macron peut-il tenir un tel discours ?

Quand on écoute Macron, il faut toujours avoir à l'esprit qu'on est en présence d'un psychopathe endurci, et qu'il intervient dans le cadre d'un régime aux relents totalitaires de plus en plus prégnants.

Cela signifie qu'il peut adopter n'importe quel discours et en changer du jour au lendemain, et se contredire à tour de bras en se moquant bien des conséquences éventuelles, c'est-à-dire, de ce qu'en pensera le peuple, puisque l'ensemble de ses opposants se sont compromis en refusant de rompre avec lui et son régime. Ils sont donc inaudibles, faibles, divisés, impuissants. De plus, il bénéficiera de la bienveillance des médias, qui lui apporteront la couverture nécessaire pour étouffer toute critique et présenter son discours sous un angle avantageux. Bref, il peut donc se livrer à cet exercice autant de fois que nécessaire sans crainte ou prendre le moindre risque, à la manière d'un monarque de droit divin en somme.

La lecture de *1984* d'Orwell fournit un éclairage sur cette pratique et les mécanismes intellectuels ou psychologiques du totalitarisme, auxquels peuvent avoir recours des régimes dits libéraux qui ne se sont pas encore totalement convertis au totalitarisme. (1)

Ce qui figurait dans la lettre de Macron.

Le récit officiel ou la propagande sioniste martelée 24/24 depuis le 7 octobre, les superlatifs absolus sont réservés aux victimes de cette guerre côté israélien, inutile côté palestinien puisque ce sont des "*animaux humains*" qui sont morts, selon ses amis au pouvoir en Israël, on comprend :

Macron - Mille deux cents personnes ont été assassinées avec une cruauté absolue. Quarante de nos compatriotes ont été victimes de la barbarie, huit sont portés disparus ou retenus en otage.

J-C - L'OTAN ou la coalition internationale mise en place pour ravager l'Afghanistan et l'Irak aurait pu se charger de faire le sale boulot au côté de l'Etat génocidaire d'Israël rappelle-t-il :

Macron - ...mettre hors d'état de nuire le Hamas est une nécessité. J'ai proposé une initiative internationale en ce sens.

J-C - Il rappelle à sa manière pourquoi les banquiers sionistes avaient décidé d'implanter un Etat juif au cœur du Moyen-Orient il y a plus d'un siècle :

Macron - Le dessein des terroristes est de créer partout des clivages pour nourrir les affrontements et le chaos.

J-C - Tout le reste était dans le même registre purement démagogique, mensonger, une ignoble imposture ou escroquerie faites de bonnes intentions dans la bouche d'un criminel qui a à son actif plus de 100 000 morts du covid-19, qui auraient pu être évités s'ils avaient été

traités avec les molécules efficaces existantes, criminel qui finance et arme le régime néonazi de Kiev, entre autres.

- Le chef de guerre Macron se réclame de "*la justice, la paix et la sécurité, l'universalisme*", Hitler ou tous les dictateurs aussi, cela n'engage à rien.

- Il faut "*veiller à protéger les civils*"...

J-C - Des juifs seraient "*victimes de la barbarie*", mais pas les Palestiniens, bombarder des hôpitaux ce n'est pas un acte barbare si les patients sont des non-juifs, je vous ferais remarquer que cela figure dans *La loi fondamentale* de 2018 qui définit l'Etats des juifs pour les juifs uniquement, elle est en ligne dans la page d'accueil du portail, donc chacun peut le vérifier.

Note.

1- L'opposé du l'homme ordinaire en effet est l'homme totalitaire, c'est-à-dire l'individu qui est dépossédé de sa capacité d'exercer son jugement de manière indépendante, et du même coup de sa capacité d'éprouver tout l'éventail des sentiments ordinaires. (...)

Mais par-dessus tout, Orwell applique ce terme aux idées des intellectuels – et pas seulement à celles qui ont cours dans […] les "*pays totalitaires*", mais à des idées qui circulent dans tout le monde industriel moderne.

Il importe de bien comprendre ici que l'adjectif « *totalitaire* » ne s'applique pas seulement pour Orwell à des régimes et à des mouvements politiques mais à des idées et mécanismes intellectuels qui sont partout à l'œuvre dans le monde moderne.

Comme l'explique bien James Conant, « *tel qu' [Orwell] l'emploie, le terme* "totalitarisme" *désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) qui […] sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains* ». On observera que cet usage du terme « totalitaire » est conforme à celui de son inventeur probable, le libéral antifasciste italien Giovanni Amendola qui écrivait en avril 1923:

Quelles idées ? La réponse d'Orwell est claire : les idées qui sont capables de briser notre relation au monde ordinaire. Ce qui rend une idée totalitaire, ce n'est pas son contenu particulier (rien n'est plus opposé quant à leurs contenus respectifs que les idées fascistes et les idées communistes) mais son fonctionnement, ou plus exactement sa capacité à fonctionner comme une arme pour détruire l'homme ordinaire. Aucun régime ou mouvement totalitaire n'a jamais proclamé que deux et deux font cinq. Ce serait une croyance aussi absurde que peu efficace. Mais si Orwell en fait le paradigme de l'idée totalitaire, c'est que l'absurdité même de son contenu fait mieux ressortir sa fonction première : priver les individus de tout usage de leur propre entendement (pour parler comme Kant) ou de tout usage de leurs propres concepts (pour parler comme Wittgenstein et Cavell). Si *« deux et deux font quatre* » n'est pas vrai, ou s'il n'est pas vrai que les pierres sont dures, alors je ne sais plus ce que veut dire le mot « *vrai* » et je ne peux plus l'utiliser.

Il convient de remarquer ici que, pour Orwell, la possibilité d'implanter des dogmes totalitaires irrationnels dans un esprit dépend de la perméabilité de celui-ci aux arguments du scepticisme philosophique. (Chroniques orwelliennes Jean-Jacques Rosat- Collège de France - dans le portail.)

Après les avoir encouragés, voilà qu'ils les dénoncent.

Emmanuel Macron réclame un cessez-le-feu. Le président français a "*exhort[é] Israël à cesser*" les bombardements tuant des civils à Gaza, dans un entretien accordé à la BBC. "*Ces bébés, ces femmes, ces personnes âgées sont bombardés et tués.*" Il n'y a "*aucune justification*" et "*aucune légitimité à cela*", a-t-il estimé. Franceinfo 11 novembre 2023

J-C – Il y en avait une hier, il n'y en pas plus aujourd'hui, il y en aura une demain, de toute manière, peu importe le mal, pardon le principal est fait, plus de 11 000 morts et près de 30 000 blessés, 1,5 million de déplacés, Gaza à moitié détruit, l'heure est au recueillement, à la compassion et aux larmes des assassins…

Dans *Le Monde* du 8 novembre 2023 :

- La diplomatie française contrariée par les choix d'Emmanuel Macron sur le Proche-Orient

Le positionnement adopté par le chef de l'Etat sur la guerre entre Israël et le Hamas, parfois sans concertation avec le Quai d'Orsay, suscite un malaise dans les rangs du ministère, alors que doit s'ouvrir, jeudi, une conférence humanitaire sur Gaza, à l'Elysée.

« *On s'oppose à ce qui s'apparente à un alignement sur Israël, mais nous n'avons pas moyen de le faire savoir. Il est absurde de ne pas appeler à un cessez-le-feu. Un cessez-le-feu n'est pas une trêve humanitaire, résume un diplomate. Ce qui se passe maintenant aura un impact énorme, pendant des dizaines d'années, sur l'image et la sécurité de la France. Les gagnants sont la Russie et la Turquie. Tout est lié au problème du cessez-le-feu : la France donne une caution morale et politique à Nétanyahou dans sa conduite de la guerre.* » Monde 8 novembre 2023

J-C – Il fallait y penser avant seriez-vous peut-être tenté de penser, mais qu'est-ce que vous croyez, qu'ils n'y avaient pas pensé, bien sûr que si. Mais ce ne sont pas eux qui sont aux commandes et qui décident du récit à raconter, qui décident quels sont les intérêts déterminants dans cette histoire, ceux de la France passent au second plan, ni Macron ni ses conseillers, aucun technocrate ou idéologue de l'Elysée, cherchez plutôt du côté de BlackRock, de JP Morgan, autant dire de la famille Rothschild et Rockefeller et Cie.

Comment Macron peut-il tenir un tel discours ? Suite.

Ceux qui soufflent à l'oreille de Macron

Quand on lit dans l'appel d'un collectif à la manifestation de samedi 11 novembre à Paris en faveur du peuple palestinien, « *La France doit exiger un cessez-le-feu immédiat* », on croit rêver, à qui s'adressaient-ils, sinon au tyran Macron ?

Il vous a entendus, c'est merveilleux !

Ces idiots utiles du régime vont s'en féliciter, on prend les paris ?

L'aveu. 12 novembre, une marche en soutien au régime sioniste génocidaire.

Le président des Républicains Éric Ciotti sur X :

- L'absence du Président de la République à la marche contre l'antisémitisme est une faute.

Ce combat doit dépasser le "*en même temps*" permanent !

J-C - C'est quoi ici en l'occurrence le "*en même temps*".

Qu'est-ce que Ciotti regrette ou dénonce, sinon le massacre des Palestiniens qui ne mérite pas la même attention que les juifs victimes d'antisémitisme. Ce nazillon a tout simplement oublié cette précision d'Orwell, à savoir que le régime actuel en France n'avait pas encore totalement basculé dans le totalitarisme, il emploie certaines de ses méthodes, parfois son discours, mais il ne peut pas encore tout se permettre ouvertement, brutalement.

En famille. Jean-Luc Mélenchon sur X : ayez confiance dans Macron !

Mélenchon sur X - Macron a raison. Cette soi-disant marche contre l'antisémitisme à l'appel de Meyer Habib, Le Pen, Zemmour, Braun-Pivet et Larcher fonctionne comme une manipulation. Comme lui et moi, ne vous laissez pas embobiner. Ayons confiance dans notre peuple. En France les racistes n'auront jamais le dernier mot.

Ils seront ensemble « *par la pensée* », il ne manque plus qu'un rabbin pour les bénir !

Marche contre l'antisémitisme : Macron sera présent « *par la pensée* » - Paris Match 11 novembre 2023

La « *grande marche civique* » doit, selon lui, montrer une France « *unie derrière ses valeurs, son universalisme* ».

J-C - Il n'en loupe pas une pour le légitimer ou voler à son secours quand bien même le tyran est contesté dans son propre camp, décidément à croire que Mélenchon en fait partie, c'est ce que je prétends…

Servilité pire que la soumission. Pour se faire pardonner de leurs péchés par leurs maîtres et amadouer les médias mainstream.

LFI a annoncé qu'il participera à un rassemblement contre « *l'antisémitisme, les racismes et l'extrême droite* » dont l'initiative revient à une dizaine d'« *organisations de jeunesse* »: l'Union étudiante, la Jeunesse ouvrière chrétienne, Les Jeunes Insoumis·es, le NPA Jeunesses Anticapitaliste...

La participation de LFI à ce «*contre rassemblement*» lui permettra-t-elle de désamorcer les très nombreuses critiques l'accusant d'indifférence face à la hausse des actes antisémites depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre ? C'est en tout cas le but. (AFP et Le Figaro 11 novembre 2023)

J-C – Ben voilà, ils pourront toujours prier ensemble !

Quelle idylle ! En famille avec Macron. Ils se partagent les rôles.

Rendez-vous de Saint-Denis auquel Emmanuel Macron a convié les responsables politiques le 17 novembre.

Alors qu'Olivier Faure (PS) et Manuel Bompard (LFI) ont annoncé qu'ils n'iront pas, l'écologiste Marine Tondelier rejoint Fabien Roussel (PCF) parmi les présents.

La secrétaire nationale des Écologistes (ex-EELV) a écrit au président de la République dans un courrier qu'elle a rendu public ce samedi 11 novembre.

- « *Ni l'urgence écologique ni l'urgence sociale ne sont à l'ordre du jour* ».

- Elle n'est pas « *pas dupe de la méthode de gouvernement qui consiste à refuser toute forme d'écoute* ». Le HuffPost 11 novembre 2023

J-C – Alors qu'est-ce qui la (ou les) motive sinon légitimer Macron et collaborer avec lui…

Totalitarisme. Le Forum de Paris sur la paix comme l'OMS, cornaqué par les GAFAM.

Israël-Hamas: la Russie pratique la "*désinformation*", selon le patron de Microsoft - AFP 11 novembre 2023

La régulation des technologies et des contenus sur internet est l'un des sujets du Forum de Paris sur la paix, qui réunit une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement, de nombreux ministres et des dirigeants de grandes institutions internationales.

La Russie pratique la "*désinformation*" dans les tensions politiques au Proche et au Moyen-Orient, région déstabilisée par le conflit entre le Hamas et Israël, a affirmé le président de Microsoft Brad Smith depuis Paris samedi.

M. Smith participe au Forum de Paris sur la paix, qui s'est ouvert vendredi et se poursuit samedi. Il était interrogé par la radio France Inter sur le rôle de son groupe, géant de l'informatique et des technologies, pour promouvoir la paix.

"*Nous devenons très doués pour identifier une campagne russe, comme lorsqu'ils ont essayé de dire aux gens de ne pas se faire vacciner contre le Covid. Ou, aujourd'hui, quand on voit la désinformation russe au Moyen-Orient*", a-t-il expliqué. AFP 11 novembre 2023

Algérie

Algérie : Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane limogé - aa.com.tr 11 novembre 2023

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, ce samedi 11 novembre, aux fonctions du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé la présidence algérienne dans un communiqué.

Sans donner les raisons de ce limogeage, la présidence a annoncé également la nomination de son remplaçant.

Il s'agit de l'ancien représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, Nadir Larbaoui, qui occupait, depuis le mois de mars dernier, le poste de directeur de cabinet de la Présidence.

Nadir Larbaoui, ancien sportif de haut niveau (quatre fois champion d'Afrique avec l'équipe algérienne de handball), est aussi connu comme diplomate chevronné. Il cumule une longue carrière dans la diplomatie algérienne. Le gros de sa carrière l'a passé en Egypte et au sein de la ligue arabe où il est resté pendant dix ans en poste.

Qualifié par certains médias algériens de « *l'homme du président* », Nadir Larbaoui s'est imposé également à l'ONU où, selon le jugement de la presse algérienne, « *a défendu les positions et la voix de l'Algérie* », particulièrement concernant la question du Sahara Occidental et la cause palestinienne.

Il a été rappelé par le président algérien au début de l'année en cours pour le désigner, dès le 18 mars 2023, au poste de Directeur de cabinet de la Présidence. Un poste clé dans la pyramide institutionnelle algérienne. Aujourd'hui, Abdelmadjid Tebboune lui confie le gouvernement qui est chargé de mettre en œuvre sa politique, et ce, à moins de 13 mois de l'élection présidentielle, prévue en décembre 2024. aa.com.tr 11 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 13 novembre 2023

Il se peut que certains documents aient été indisponibles à cause d'une erreur lors d'un copier/coller, https au lieu de http devant l'adresse de documents provenant du serveur de mon portail. Je n'ai pas les compétences informatiques pour modifier le portail, et j'hésite à investir dedans.

Leur démocratie : Entre dictature et tapis de bombes.

Ce qu'ils appellent démocratiques depuis deux siècles, ce sont en réalité des régimes où la minorité des capitalistes disposent du pouvoir économique et politique, où leurs représentants exercent un pouvoir dictatorial en exploitant et opprimant l'immense majorité du peuple, par conséquent ces régimes n'ont rien de démocratique.

Alors qu'est-ce qui leur permet de le prétendre ou de se livrer à cette supercherie politique ?

La compromission des représentants officiels des classes exploitées et opprimées, leur collusion avec ce régime dictatorial, parce qu'ils ont adopté le capitalisme, l'idéologie des capitalistes, ils sont à la fois corrompus idéologiquement et politiquement puisqu'en échange de leur subordination au capitalisme, ils leur permettent de participer à leurs institutions et d'en tirer profit ou de s'enrichir à titre individuel en faisant élire certains de leurs représentants à l'issue d'élections dont le règlement est défavorable aux partis qui ne se réclameraient pas du capitalisme.

Cela signifie finalement qu'au sein des institutions il n'existe aucune représentation politique des exploités et des opprimés, leurs intérêts et leur idéologie opposée au capitalisme qu'on appelle le socialisme ou le capitalisme sont tout bonnement absents, ils sont pour ainsi dire bannis, parce que leur idéologie n'est pas seulement incompatible avec leur dictature et ses institutions, elle incarne leur propre dictature sur la minorité qui les exploite et les opprime, on comprend dès lors pourquoi leur voix est étouffée, censurée, exclue du débat politique ou tout parti réellement indépendant est rendu quasi invisible, inexistant.

Mais pourtant ils en existent ? Oui et non, car tous ce sont également gravement compromis tout au long de la seconde moitié du XXe siècle à nos jours, on en a eu une épouvantable illustration lors de l'épisode de la dictature sanitaire, tout le monde s'en souvient. S'ils constituent dès lors des obstacles supplémentaires sur le chemin conduisant à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, cela ne signifie pas qu'il n'existerait plus des militants restés fidèles au socialisme. Cependant, force est de constater que le dévoiement de leur combat politique par les dirigeants de ces partis dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier les a profondément perturbés et divisés, au point qu'ils sont en proie à une profonde confusion ou désespoir.

L'histoire du mouvement ouvrier est celle aussi de toutes les trahisons et renoncements, donc à force la plupart des militants renoncent à croire qu'il serait encore possible de construire un parti avec des dirigeants qui maîtriseraient suffisamment le marxisme et qui seraient intègres. Ils en arrivent à oublier les enseignements de la lutte de classe de la fin du XXe siècle et du début du XXe siècle, et que la révolution russe de 1917 n'aurait jamais eu lieu ou n'aurait jamais triomphé sans la présence d'un tel parti et de tels dirigeants, donc oui cela existe, oui c'est possible, c'est donc à nous de nous en donner les moyens, pour que cela se réalise à nouveau.

J'estime faire partie de ces dirigeants intègres et ayant atteint un certain niveau de maîtrise du matérialisme dialectique, en plus modeste bien évidemment compte tenu de mon parcours et de ma situation, c'est d'ailleurs injuste de me le reprocher, peu importe, je ne tiens pas compte de ce reproche, je comprends.

Dans les conditions actuelles, il n'existe absolument aucune issue politique favorable au peuple palestinien, et de la même manière il n'en existe aucune pour nous non plus, aucune illusion n'est permise, et il en demeurera ainsi en ce qui nous concerne aussi longtemps que nous refuserons de renouer avec ces enseignements, que nous n'aurons pas tiré les leçons de la lutte de classe des 78 dernières années. A suivre.

Document mis en ligne.

La Charte du Hamas de mai 2017.

Extrait.

16. Le Hamas affirme qu'il s'oppose au projet sioniste, et non pas aux Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne lutte pas contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais il mène la lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine. En réalité, ce sont les sionistes qui assimilent constamment le judaïsme et les Juifs à leur projet colonial et à leur entité illégale

17. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou mise en cause de ses droits nationaux, religieux ou communautaires. Le Hamas estime que le problème juif, l'antisémitisme et la persécution des Juifs sont des phénomènes fondamentalement liés à l'histoire européenne et non à l'histoire des Arabes et des Musulmans ou à leur héritage. Le mouvement sioniste, qui a pu avec l'aide des pouvoirs occidentaux occuper la Palestine, est la forme la plus dangereuse de l'occupation colonialiste qui a déjà disparu du reste du monde et doit disparaître de la Palestine.

---

7 octobre : révélations sur les massacres - Le MédiaMensonge du Jour - n°10 Investig'Action (Michel Collon)

https://odysee.com/@Investig'Action:c/7-octobre-r%C3%A9v%C3%A9lations-sur-les:c?src=embed

Un internaute a rappelé une info que j'avais déjà lue ailleurs. J'ai corrigé la syntaxe de ce commentaire, maintenant il faut même traduire le français en français pour que cela soit lisible.

- Faut bien comprendre que les israéliens du kibboutz étaient en grande majorité des sionistes travaillistes et donc des opposants à Netanyahou... De plus, les "jeunes" qui participaient à la Rave Party à quelques kilomètres du mur, étaient tous des réservistes qui fêtaient la fin de leur conscription... Conclusion : les kibboutznik étaient des opposants politiques et les raveurs, des soldats réservistes, s'en débarrasser ne posait pas de problème à Netanyahu, bien au contraire...

Rabbin Shmiel Mordche Borreman - Judaïsme contre sionisme (2007 ?)

https://www.youtube.com/watch?v=-dP3woUMRYQ

Discours du rabbin Shmiel Mordche Borreman, de l'Association d'Etude Yechouroun (au Québec - Canada)

Gideon Levy : les 3 valeurs au cœur la société israélienne

https://www.youtube.com/watch?v=Vtrz3WeZe_c

Gideon Levy, né le 2 juin 1953 à Tel-Aviv, est un journaliste et écrivain israélien, membre de la direction du quotidien Haaretz.

Selon le journaliste, non seulement les autorités israéliennes, mais aussi la société israélienne, se sont entourées de murs «*mentaux*» en plus des murs de béton. Levy estime que ces murs permettent aux Israéliens de se sentir normaux et de vivre dans la dure réalité qui existe autour d'eux.

Levi a noté que la base des murs «*mentaux*» d'Israël repose sur trois principes principaux :

1. Il s'agit de la croyance profonde de presque tous les Israéliens dans leur choix de Dieu et, par conséquent, la croyance qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent ;

2. Israël est le seul occupant de l'histoire à se présenter comme une victime. Selon Levy, il y a eu de nombreuses occupations plus brutales dans le passé, mais aucun des occupants ne s'est présenté comme une victime ;

3. Déshumanisation systématique des Palestiniens pour convaincre tout le monde qu'ils ne méritent aucun droit humain.

Levi considère le troisième signe comme le plus important et le pire. Il estime que presque tous les Israéliens ne traitent pas les Palestiniens comme des personnes égales.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon un dernier chiffre du Ministère de la Santé de Gaza, le chiffre des martyrs a franchi le cap de 11.100, dont 8.000 enfants et femmes et celui des blessés les 28.000.

Le Bureau médiatique du gouvernement de Gaza a recensé 1.130 massacres commis par l'armée d'occupation israélienne. french.almanar.com.lb

- L'armée israélienne a fait état que ses avions à décollage ont mené 860 raids sur la bande de Gaza depuis le lancement de l'offensive terrestre lesquels s'ajoutent aux 3000 raids aériens depuis le début de l'offensive. french.almanar.com.lb

- Bande de Gaza : Les combats font rage. 25 chars et véhicules israéliens détruits, selon al-Qassam. 5 militaires israéliens tués selon l'armée d'occupation.

Le porte-parole des Brigades al-Qassam Abou Ubaida a assuré que 160 blindés et chars israéliens ont été détruits depuis le début de l'offensive israélienne terrestre dans la bande de Gaza, lancée le 27 octobre.

Dans une intervention enregistrée retransmise samedi, il a indiqué que 25 véhicules et chars ont été détruits pendant les 48 dernières heures. french.almanar.com.lb

- «*Les chars (israéliens) assiègent complètement l'hôpital al-Chifa*», a de son côté déclaré le 12 novembre à l'AFP le vice-ministre de la Santé du gouvernement du Hamas, Youssef Abou Rich. Israël a «*entièrement détruit le département des maladies cardiaques de l'hôpital al-Chifa. Il y a eu une nouvelle frappe sur le département de chirurgie et sur celui de chirurgie ambulatoire*». RT 12 novembre 2023

- Ben Gvir, leader du parti d'extrême droite "*Pouvoir Juif*", a fait savoir samedi soir dans un tweet sur la plateforme X ce qui suit: "*Pour être clair, quand on dit que le Hamas doit être éliminé, cela signifie aussi ceux qui chantent, ceux qui soutiennent et ceux qui distribuent des bonbons*".

"*Tous ces gens sont des terroristes et ils doivent être éliminés*", a-t-il menacé.

L'Internationale antisocialiste et sioniste fait du zèle.

Les dirigeants socialistes européens condamnent la brutalité du Hamas, soutiennent le droit d'Israël à se défendre - haaretz.com 13 novembre 2023

La déclaration, qui fait partie du résumé de la réunion des 32 partis socialistes européens (PSE) qui s'est tenue ce week-end en Espagne.

Les dirigeants européens, dont le chancelier allemand Olaf Scholz et les Premiers ministres espagnols, danois, roumains et maltais, ont publié une déclaration commune soutenant le droit israélien à se défendre et exhortant le Hamas à libérer les otages israéliens qu'il a enlevés dans la bande de Gaza. haaretz.com 13 novembre 2023

- L'Inde a voté le 9 novembre en faveur d'une résolution anti-israélienne à l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette résolution condamne les activités de colonisation israéliennes dans le "Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé". L'Inde fait partie des 145 nations qui ont voté en faveur de la résolution des Nations unies. Les États-Unis et le Canada font partie des sept pays qui se sont opposés à la résolution. Hindustan Times 11 novembre 2023

Venezuela : ” *l'humanité doit mettre un terme au* “génocide” *israélien contre les Palestiniens* “, selon Nicolas Maduro - atlanticactu 8 novembre 2023

Le président vénézuélien Nicolas Maduro ne décolère toujours pas des frappes aériennes de l'armée israélienne contre les populations civiles de la bande de Gaza qui ont déjà occasionné plus de 10.000 morts et autant de blessés. Dans une déclaration effectuée lors de sa rencontre avec l'ambassadeur palestinien à Caracas, Maduro exhorte l'humanité à faire cesse ce génocide d'Israël sur les Palestiniens.

Nicolas Maduro a ajouté, dans des déclarations lors d'un événement local lundi, qu'Israël avait déjà commis de nombreux “*massacres*” dans la Bande de Gaza. atlanticactu 8 novembre 2023

Le 12 novembre 2023, tous les peuples manifestent au côté du peuple palestinien, tous condamnent le génocide israélien.

Manifestation pro palestinienne à Londres

LONDON - Thousands march from Hyde Park to the US Embassy in London in support of Palestine

https://www.youtube.com/watch?v=m1yC9Ib4wPQ

Manifestation pro palestinienne en Suisse

GENEVA- A demonstration in solidarity with Palestine was organised in Switzerland

https://www.youtube.com/watch?v=zNYYDP5KPfs

Demonstration in support of Palestine in Cologne, Germany

https://www.youtube.com/watch?v=TPK0uoAN5Xc

Manifestation pro palestinienne à Barcelone !

https://www.youtube.com/watch?v=cG5aVWvnHHU

Demonstration in support of Palestine in Stockholm

https://www.youtube.com/watch?v=1Y9PQImE4SI

ROTTERDAM (11 novembre) - Demonstration in support of Palestine in the Netherlands

https://www.youtube.com/watch?v=o6uLoJfbaz8

Manifestation pro palestinienne au Pays-Bas

ZWOLLE - Israel's attacks on Gaza protested in the Netherlands

https://www.youtube.com/watch?v=uIqfiJQMFsM

VIENNA - Thousands of protesters in Austria protested against Israel's attacks on Gaza

https://www.youtube.com/watch?v=W9zbyfv4wMU

MILANO - Demonstration of solidarity and support for Palestine

https://www.youtube.com/watch?v=iEMeWFD5p_Q

Demonstration in support of Palestine in Sarajevo

https://www.youtube.com/watch?v=dYUsOb7EDHM

Manifestation pro palestinienne en Turquie

Ankara, Turkiye - March organised for children who lost their lives in Gaza

https://www.youtube.com/watch?v=sdTGwYMGmA0

Afrique du Sud. Thousands march in Cape Town in solidarity with Palestinians

https://www.youtube.com/watch?v=11avLB55QPo

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

« C'est plutôt une marche en soutien à Israël qu'une marche en soutien aux juifs »

France/Marche contre l'antisémitisme: Pour Rony Brauman c'est un « *soutien à Israël et non une marche contre le racisme* » - aa.com.tr 12 novembre 2023

L'ancien président de Médecins sans frontières (MSF), Rony Brauman a indiqué samedi dans une interview à TV5 Monde, qu'il ne participerait pas à la marche contre l'antisémitisme dimanche à Paris, considérant qu'il s'agissait d'une « *marche en soutien à Israël et non une marche contre le racisme* ».

« *Israël aujourd'hui, met en danger les juifs* », a-t-il pointé, considérant que non seulement Israël est « *l'endroit où les juifs sont le plus en danger au monde mais met en danger les juifs du monde* ».

Et de poursuivre : « *Attaquer des juifs en France parce qu'ils sont juifs est un acte atroce et je comprends qu'un certain nombre de juifs aient peur, de même que je comprends que des musulmans aient peur également* ».

Se disant choqué de l'organisation d'une « *marche pour les juifs* » Rony Brauman estime qu'il « *devrait y avoir une marche contre toutes les formes de racisme* », car « *l'antisémitisme est une forme particulière de racisme* ».

« *Je n'irai pas manifester dimanche, car je trouve que c'est totalement déséquilibré, et que dans le contexte actuel, c'est plutôt une marche en soutien à Israël qu'une marche en soutien aux juifs* », a-t-il plaidé, rappelant que cette guerre est « *une guerre qu'Israël mène contre les Palestiniens depuis des décennies* ». aa.com.tr 12 novembre 2023

Qui sont les antisémites. Les juifs désignés comme responsables du massacre des Palestiniens par ceux qui persécutent juifs et palestiniens.

J-C - Ils ont indiqué les responsables à insulter ou les cibles à abattre aux esprits faibles ou manipulables, qui ont vu des images insoutenables du massacre d'enfants, de femmes et de vieillards en provenance de Gaza : les juifs.

En famille. La droite de Renaissance au PCF et l'extrême droite cautionnent le massacre des Palestiniens.

"*Pour la République, contre l'antisémitisme*" : de la gauche à l'extrême droite, presque toute la classe politique a défilé à Paris - francetvinfo.fr 12 novembre 2023

Plus de 182 000 personnes ont défilé, dimanche 12 novembre, contre l'antisémitisme en France, dont 105 000 dans les rues de la capitale, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur et de la préfecture de police. francetvinfo.fr 12 novembre 2023

J-C Il faut donc diviser ces chiffres par 2 ou par 4, peut-être plus je l'ignore, un flop de leur monstrueuse propagande pro sioniste. Mélenchon la grande gueule a oublié de le mentionner. Il oublie souvent de mentionner l'essentiel, c'est la marque de fabrique des opportunistes qui ne veulent pas rompre les liens qu'ils ont tissés avec le régime.

Le HuffPost - Dans un premier message posté en fin d'après-midi sur X (ex-Twitter), le leader de La France insoumise a, au contraire, évoqué un « *échec* » à reproduire les grandes manifestations du passé et considéré que le seul succès du jour est « *le blanchiment des extrêmes droites* ».

Mélenchon - « *Toute la droite et l'extrême droite pourtant unies ont échoué à reproduire les mobilisations générales du passé. Le rejet de l'antisémitisme est plus large en France. Ils l'ont rabougri et rendu ambigu* ». Le HuffPost 13 novembre 2023

J-C - Pire, ils l'ont instrumentalisé pour en faire un instrument contre l'antisioniste ou en soutien à l'Etat des juifs pour les juifs (loi fondamentale).

Et demain on le retrouvera en compagnie de toutes ces ordures… Là aussi il faut le dire : Pas en notre nom !

Totalitarisme. Comment es GAFAM terroristes vous font du chantage, vous prennent en otage

J-C - Eh Tardieu, encore dans l'outrance ! Espèce de cinglé, vous n'en avez pas marre à la fin avec vos caractérisations à la con, vous vous discréditez... Sauf que voilà, les faits montrent que j'étais encore en dessous de la réalité.

Quand cela vous tombera sur le coin de la gueule, ne faites surtout pas semblant d'être surpris, de ne pas savoir, fermez-la, on vous avait prévenus. Il faut croire que c'est comme pour tout le reste, vous n'en aviez rien à foutre parce que cela ne vous concernait pas très directement, c'est ce que vous croyiez, jusqu'au jour où on vous a confinés, on vous a imposé une muselière et piquousé comme du vulgaire bétail…

Demain, vous ne pourrez plus accéder à aucune fonction des réseaux dits sociaux sans casquer, même pour poster une simple lettre, un simple message, vous devrez payer, après tout, quand vous envoyez une lettre par la poste, vous devez acheter un timbre, payer le service, et bien ce sera pareil, ils le justifieront de cette manière-là ou une autre.

Nous sommes tous pris en otage par ces malfaisants de GAFAM à la richesse colossale, au pouvoir mafieux tentaculaire, avec la complicité de tous les Etats et gouvernements de la planète. Nous sommes à leur merci pieds et mains liés. Ceux qui ont une mentalité d'esclave s'en tapent, cela ne changera rien pour eux, à moins qu'ils ne puissent pas casquer. Il vaudrait peut-être mieux ne pas attendre cette extrémité et s'organiser, non ?

En attendant, continuons de boycotter Facebook, Instagram, X et Cie. Si vous voulez un conseil d'ami, profitez-en, achetez plusieurs disques durs externes et télécharger autant de documentaires, films ou vidéo musicales que possible pendant que c'est encore gratuit. J'en ai

téléchargés des milliers sans débourser 1 roupie, je mets en pratique mes principes y compris dans ma vie quotidienne, j'y tiens.

Lisez, ce n'est pas la bourse ou la vie, c'est la bourse ou on vous pourrit la vie avec de la publicité agressive, envahissante de merde, une intrusion insupportable. Ils appellent cela avoir le "*choix*", dit autrement, c'est la conception de la démocratie des tyrans. Fuyez-les, regardez, je m'en passe très bien.

Ça y est, l'abonnement payant à Facebook et Instagram débarque en France - actu.fr 8 novembre 2023

Les internautes français ont désormais le choix, depuis ce mardi 7 novembre 2023, entre consulter Facebook et Instagram gratuitement et continuer à recevoir de la pub ou payer.

Vous avez reçu cette notification ? Payer, ou pas ? Les utilisateurs français de Facebook et Instagram commencent à voir s'afficher, depuis ce mardi 7 novembre 2023, des pop-up qui leur proposent de souscrire à la version sans publicité, et payante donc, des deux réseaux sociaux.

« *Les lois changent dans votre région, écrit Meta dans ce message. Nous vous proposons donc un nouveau choix concernant la façon dont nous utilisons vos informations pour les publicités*. »

Après X (anciennement Twitter), Meta (la multinationale américaine fondée en 2004 par Mark Zuckerberg) lance ainsi son abonnement payant.

En s'acquittant d'une somme mensuelle de 9,99 à 12,99 euros, le géant du numérique promet à ses utilisateurs européens une navigation sans publicité. Ce, pour « *tous les usagers de 18 ans et plus* ».

Des frais supplémentaires de six euros par mois en mars 2024

Comptez 9,99 euros par mois pour les comptes Instagram ou Facebook sur ordinateur, et 12,99 euros pour les applications mobiles sur smartphone. À noter que jusqu'au 1er mars 2024, l'abonnement initial couvrira tous les comptes liés dans le centre de comptes d'un utilisateur. Passé cette date, des frais supplémentaires de six euros par mois sur le web et de huit euros par mois sur mobile s'appliqueront pour chaque compte supplémentaire répertorié dans le centre d'un utilisateur. actu.fr 8 novembre 2023

Russie.

Extrait de la conférence de presse de Maria Zakharova, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou, 9 novembre 2023

Sur la crise ukrainienne.

https://mid.ru/fr/foreign_policy/news/1914108/

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Quand les nostalgiques du IIIe Reich arment le régime néonazi de Kiev sans compter.

Guerre en Ukraine : l'Allemagne va doubler son aide militaire à Kiev en 2024 - AFP/LePoint.fr 13 novembre 2023

Le ministre allemand de la Défense a annoncé dimanche soir un doublement, à 8 milliards d'euros, de l'aide militaire prévue initialement par son pays pour l'Ukraine en 2024. « *Cela constitue un signal fort à l'Ukraine montrant que nous ne la laissons pas tomber* », a déclaré sur la chaîne de la télévision publique ARD Boris Pistorius, interrogé sur des informations de la presse allemande parues dimanche sur le doublement de l'enveloppe budgétaire.

« *C'est un signal important du reste au moment précis où l'Ukraine doit poursuivre son combat alors qu'une partie de l'attention internationale se focalise sur Israël* » et Gaza, a ajouté le ministre.

Le gouvernement allemand avait initialement programmé une enveloppe d'aide, en équipements militaires principalement, à hauteur de 4 milliards d'euros. Mais les partis de la coalition gouvernementale du chancelier Olaf Scholz viennent de s'entendre sur un doublement. La décision doit être formalisée lors d'un vote en commission de la Chambre des députés jeudi prochain.

Depuis le début de l'invasion russe, l'Allemagne est l'un des principaux contributeurs au soutien à Kiev, ayant fourni quelque 22 milliards d'euros à l'Ukraine sous forme d'aide humanitaire, financière et militaire. Berlin a notamment envoyé à Kiev des chars, blindés, munitions et systèmes de défense antiaérienne. AFP/LePoint.fr 13 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 14 novembre 2023

Et alors ? Et alors quoi ? Vous voulez dire quoi par là, qu'est-ce que vous voulez prouver, que ce combat serait perdu d'avance et qu'on se démènerait pour rien. Vous n'allez pas jusqu'à remettre en cause sa légitimité, vous doutez de son efficacité ou de son utilité dès lors qu'on en connaîtrait l'issue.

A ce compte-là aucune lutte ne mériterait d'être menée ou qu'on y participe, autant en tirer tout de suite la conclusion qu'il vaudrait mieux se soumettre ou se résigner à accepter en silence notre sort en attendant des jours meilleurs… qui pour cette raison n'arriverons jamais !

Pourquoi se mobiliser pour une cause perdue d'avance, pour un idéal qui demeurera une utopie, contentons-nous de nous indigner sans trop nous dépenser en pure perte de temps, personne n'y peut rien, ce sera toujours ainsi quoi qu'on fasse de toutes manières, on ne réussira jamais à changer quoi que ce soit, on a beau résister, cela ne sert à rien, nous ne parviendrons jamais à vaincre nos ennemis…

Bref, autant s'installer confortablement devant un écran ou aller se coucher !

C'est ce qui ressort de l'état d'esprit de la plupart des travailleurs et des militants, qui ne croient plus dans le socialisme, parce qu'ils ne croient plus dans la classe ouvrière, ils ne croient plus en rien, pas même en eux-mêmes.

Pourtant, dès qu'on analyse tranquillement la situation, qu'on aborde les évènements qui se déroulent sous nos yeux sans a priori, il suffit de les placer dans un contexte historique plus large pour s'apercevoir qu'il existe toujours une issue politique… A suivre

---

Lu.

«*État juif et démocratique* », un oxymore.

Yakov M. Rabkin, né en septembre 1945 à Leningrad (Union soviétique), est un professeur d'histoire contemporaine à l'université de Montréal et un écrivain canadien

Étant donné la prolifération des colonies sionistes dans les territoires qu'Israël occupe depuis 1967, Yakov Rabkin prône l'idée d'un État unique binational entre le Jourdain et la Méditerranée. (Wikipédia)

- En effet, Israël est un État sioniste. Il incarne le nationalisme ethnique est-européen façonné à la fin du XIXe siècle, plutôt que le judaïsme qui s'est développé pendant des millénaires. Dès le départ, les sionistes ont méprisé les juifs traditionnels et le judaïsme, car ils cherchaient à créer une nouvelle espèce : l'intrépide fermier guerrier hébreu. Ils ont réussi au-delà de leurs rêves les plus osés. Israël a construit une société mobilisée et une formidable machine de

guerre de haute technologie. Au fur et à mesure que la société israélienne s'est déplacée vers la droite, elle a consolidé le soutien des extrémistes de droite, racistes et même ouvertement antisémites, dans le monde entier, comme les suprématistes blancs aux États-Unis.

Israël est la colonie de peuplement la plus récente. La Rhodésie et l'Algérie ne sont plus qu'un lointain souvenir. L'Afrique du Sud s'est libérée de l'apartheid officiel. Alors que les colons des Amériques et de l'Océanie ont perpétré un génocide contre les aborigènes au XIXe siècle, Israël a entamé un nettoyage ethnique massif assez tardivement, en 1947 seulement. Certains, comme l'historien israélien Benny Morris qui l'a documenté, ont regretté que les sionistes n'aient pas achevé le travail comme les Blancs américains, argentins ou australiens, qui se sont débarrassés de la majeure partie des populations locales. Par contre, Israël contrôle aujourd'hui un nombre à peu près égal de Palestiniens et de juifs, mais la plupart des Palestiniens n'ont pas de droits politiques.

De nombreux juifs, en Israël et ailleurs, ont tenté de résoudre les contradictions entre le judaïsme auquel ils prétendent adhérer et l'idéologie sioniste qui s'est emparée d'eux. Une nouvelle forme de judaïsme a pris racine en Israël : le national-judaïsme, dati-leumi en hébreu. Pour certains juifs, cette nouvelle foi apaise ces contradictions et donne un sens religieux à leur engagement sioniste.

Parmi ses plus fervents adeptes, on trouve l'assassin du premier ministre Itzhak Rabin, qui avait tenté de trouver un compromis avec les Palestiniens, et des membres éminents du gouvernement israélien dont certains avaient été condamnés dans le passé pour terrorisme. Le national-judaïsme est également l'idéologie de nombreux colons membres de milices privées qui, depuis le début de la guerre contre Gaza, ont intensifié le harcèlement, la dépossession et le meurtre de Palestiniens en Cisjordanie. Ces militants armés de fusils sont fiers de compléter ce que l'armée israélienne fait avec des chars, des bombes et des roquettes à Gaza.

De nombreux Juifs se demandent maintenant si cet État séparé pour les Juifs, qui génère chroniquement de la violence, est « bon pour les juifs ». La tardiveté de cette interrogation reflète le succès de la mascarade d'Israël en tant qu' «*État juif et démocratique* », un oxymore tant théorique qu'idéologique. Le bombardement de Gaza a fait éclater ce ballon de propagande et a révélé le caractère d'Israël en tant que colonie de peuplement belliqueuse, victime de sa propre pratique de l'exclusion et de l'oppression.

Il reste à voir si la fracture entre ceux qui s'accrochent à la tradition morale juive et les convertis au nationalisme ethnique pourra un jour être réparée. Aussi fatidique soit-elle pour les juifs et le judaïsme, cette fracture est moins importante pour Israël, qui compte aujourd'hui beaucoup plus de chrétiens évangéliques que de juifs parmi ses partisans inconditionnels.

Les protestations mondiales massives n'ont jusqu'à présent affecté ni la violence vengeresse des Israéliens à Gaza, ni la fourniture d'armes américaines pour la soutenir. Il y a de quoi désespérer.

Il y a de l'espoir. L'Angleterre a opprimé l'Irlande pendant des siècles. La France et l'Allemagne se sont livrées à de nombreuses guerres. Que faudra-t-il pour qu'Israéliens et Palestiniens vivent pacifiquement côte-à-côte ? De nombreux juifs et d'encore plus nombreux Palestiniens sont convaincus que la structure de l'État sioniste, qui s'apparente à un apartheid et qui a vécu par l'épée depuis sa création, doit changer. Ils savent que le cycle de la mort ne

s'arrêtera que lorsque tous les habitants de la Terre sainte jouiront de droits égaux et auront un intérêt dans l'accord politique qui sera conclu (un État, deux États ou quelque chose d'autre). Mais d'abord il faut arrêter la violence à Gaza. Yakov M. Rabkin

---

Ces Juifs qui s'opposent à Israël - ici.radio-canada.ca 5 novembre 2023

Mme Sucharov a étudié la question du sionisme chez les Juifs américains. Dans un sondage publié en avril 2022, cette chercheuse universitaire a posé quatre questions aux répondants.

Les réponses aux 2 principales montrent que les juifs américains sont attachés à un Etat républicain, laïc et démocratique... qui n'existe pas ! Ils oublient ou ils semblent ne pas comprendre pourquoi l'existence d'Israël en tant que puissance colonisatrice est incompatible avec ce type d'Etat, peut-être parce qu'ils n'y vivent pas.

1 - Selon la définition suivante, êtes-vous sioniste? Le sionisme signifie un sentiment d'attachement envers Israël.

52% Définitivement sioniste.
20% Probablement sioniste
5% Neutre
6% Probablement pas sioniste
10% Définitivement pas sioniste
4% Incertain/Autre

2 - Selon la définition suivante, êtes-vous sioniste? Le sionisme signifie la croyance qu'il faut privilégier les droits des Juifs par rapport aux droits des non-Juifs en Israël.

2% Définitivement sioniste.
6% Probablement sioniste
13% Neutre
17% Probablement pas sioniste
51% Définitivement pas sioniste
7% Incertain/Autre

Mme Sucharov explique que souvent, les gens parlent de sujets différents tout en croyant parler de la même chose. "*Il est très important de définir les termes lorsqu'on parle de ces concepts, n'est-ce pas?*" ici.radio-canada.ca 5 novembre 2023

Le Hamas illégitime ? Le soulèvement armé du 7 octobre contre l'occupant illégitime ?

J-C – Il n'y a pas si longtemps les médias sionistes démontraient le contraire.

2014.

Sondage : le soutien au Hamas explose après la guerre - fr.timesofisrael.com 2 septembre 2014

Selon les données collectées entre le 26 et le 30 août par le Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR) [le centre palestinien pour la politique et les enquêtes] de Ramallah et dirigé par le sondeur Khalil Shikaki, 79 % des Palestiniens interrogés de Gaza et de Cisjordanie ont déclaré que le Hamas a vaincu Israël.

Ce sondage est en contradiction totale avec les prédictions des hauts-responsables militaires pendant l'opération Bordure protectrice.

En effet, ils pensaient que la population se retournerait contre le Hamas à cause de la destruction importante de Gaza. Mais contre toute attente, 94 % des sondés se déclarent satisfaits des performances du Hamas pendant la confrontation avec l'armée israélienne et 78 % sont contents de la manière dont l'organisation a défendu la population civile de Gaza.

Sur les 1 270 adultes interrogés, 86 % affirment qu'ils soutiennent la poursuite des tirs de roquettes contre Israël tant que le blocus de Gaza est en vigueur.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils soutiendraient la transposition du modèle de résistance armée du Hamas en Cisjordanie, 74 % des sondés de Gaza et 70 % interrogés de Cisjordanie ont répondu « *oui* ».

Le Hamas a 88 % d'opinion positive pour sa performance pendant la guerre, et son chef politique Khaled Meshaal a obtenu 78 % d'opinions positives.

D'après le sondage, si des élections se tenaient aujourd'hui, l'ancien Premier ministre du Hamas Ismael Haniyeh pourrait facilement battre Abbas avec 62 % des votes populaires contre 32 % pour Abbas.

En Cisjordanie, 66 % des sondés ont répondu qu'ils soutenaient Haniyeh contre 53 % dans la bande de Gaza.

Aqtash prédit que le Hamas et le Jihad islamique s'uniront pour les élections parlementaires qui devraient être organisées au début de l'année 2015 et devraient réunir au moins 70 % des votes.

« *L'OLP n'obtiendra pas plus de 30 %* », affirme-t-il. fr.timesofisrael.com 2 septembre 2014

2020

88% des Palestiniens rejettent le plan de paix de Donald Trump (sondage) - i24news.tv 24 juin 2020

88% des Palestiniens rejettent le plan de paix du président américain Donald Trump, mais restent divisés quant à la manière de s'y opposer, selon une nouvelle enquête publiée mardi par le Centre palestinien de recherche sur la politique et les enquêtes.

52% se disent en faveur d'une lutte armée en réaction à l'annexion, tandis que 42% sont contre. i24news.tv 24 juin 2020

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon des sources officielles palestiniennes, 11 240 morts Palestiniens, dont 4 630 enfants, 3 130 femmes, ainsi que 29 000 blessés.

Le bureau médiatique du gouvernement à Gaza a souligné que "*198 membres du personnel de santé, 21 éléments de la défense civile et 51 journalistes ont également été tués à la suite de l'agression israélienne sur la Bande de Gaza"*.

D'après la même source, *"le bilan des blessés s'est élevé à 29 000 personnes, dont plus de 70% sont des enfants et des femmes, tandis que le nombre de personnes déplacées est de 1 500 000*".

Et d'ajouter avoir reçu *"3 250 signalements concernant des personnes portées disparues sous les décombres, parmi lesquelles figurent 1 740 enfants*".

L'occupation israélienne a délibérément ciblé les établissements de santé, dont 25 hôpitaux et 52 centres de soins de santé primaires sont hors service en raison des bombardements israéliens et du manque de carburant, tandis que 55 ambulances ont été touchées.

"71 mosquées ont été totalement détruites, 156 autres ont été partiellement touchées et 3 églises ont été ciblées", a détaillé le communiqué. aa.com.tr 14 novembre 2023

- "*La situation est vraiment désastreuse. Nous sommes extrêmement préoccupés par ce qui pourrait survenir dans les prochains jours*", a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors de son point de presse quotidien.

"*Ceci ne se produit pas à huis clos. Ceci se déroule au vu et au su de tous, c'est une catastrophe humanitaire et nous avons besoin de toute aide dont nous pouvons obtenir*", a-t-il déclaré.

Dujarric a ajouté que l'ONU a pris l'initiative de rester aux côtés de la population de Gaza.

"*Nous continuons à fournir toute l'aide humanitaire possible, de la manière la plus sûre possible. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons et continuerons de faire pression en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire*", a-t-il déclaré. aa.com.tr 13 novembre 2023

- Dimanche, le chef de la diplomatie de l'Union européenne a condamné « *l'utilisation par le Hamas d'hôpitaux et de civils comme boucliers humains* », appelant néanmoins Israël à faire preuve de « *retenue* » pour protéger les civils.

J-C – Le bras politique de l'OTAN en Europe qui avait recyclé des nazis et a révélé sa nature néonazie en 2013 en Ukraine, se devait de cautionner le massacre perpétré à Gaza par les nazis israéliens.

Macron au rapport.

Gaza : Macron s'entretient avec le président israélien Herzog après avoir critiqué l'action d'Israël - RT 13 novembre 2023

Après avoir exhorté Israël à cesser les bombardements sur les zones civiles à Gaza, le président français a rétropédalé en réaffirmant son soutien à l'Etat hébreu. Le président français s'est notamment fait critiquer par Benjamin Netanyahou qui lui a reproché d'avoir «*commis une grave erreur*».

Dans un entretien téléphonique le 12 novembre au soir, Emmanuel Macron a tenu à clarifier la position française auprès de son homologue israélien Isaac Herzog. Il a notamment «*exprimé une nouvelle fois sa solidarité avec Israël*» tout en rappelant l'importance de la libération des otages pour Paris. Le président français a également insisté sur le fait que l'Etat israélien avait le droit de se défendre, en «*prenant en compte la protection des populations civiles*». (Précisons : A sa manière, en les massacrant. – J-C)

Le chef du Likoud a assuré que l'armée israélienne faisait «tout ce qui est en son pouvoir pour éviter de nuire aux civils», contrairement selon lui au Hamas qui les «*empêche de se déplacer vers des zones sûres et les utilise comme boucliers humains*». «*Le président Macron a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention d'accuser Israël de porter atteinte intentionnellement aux civils innocents dans le cadre de la campagne contre l'organisation terroriste Hamas*», a relevé la présidence israélienne.

Toujours selon la présidence israélienne, Emmanuel Macron «*a également souligné qu'il soutenait sans équivoque le droit et le devoir d'Israël à se défendre, et a exprimé son soutien à la guerre menée par Israël contre le Hamas*». RT 13 novembre 2023

MSF : L'armée israélienne a bombardé des ambulances et des patients près de l'hôpital Al-Chifa à Gaza - aa.com.tr 13 novembre 2023

Le personnel médical de l'hôpital refuse de partir tant que les patients ne sont pas évacués au préalable, selon Médecins sans frontières

L'organisation non gouvernementale Médecins sans frontières (MSF) a déclaré, lundi, qu'une ambulance transportant des patients a été la cible d'une frappe israélienne, près de l'hôpital Al-Chifa à Gaza.

"*Quand nous avons envoyé l'ambulance pour secourir les blessés, l'armée israélienne a lancé son attaque à quelques mètres de l'ambulance. Il y a des blessés autour de l'hôpital qui attendent d'être soignés. Nous ne pouvons pas les faire entrer*", a déclaré l'organisation humanitaire basée en France, sur la plateforme X, citant l'un de ses chirurgiens à l'hôpital.

"*Il y a aussi un tireur d'élite qui a pris pour cible des patients. Ils ont été blessés par balles et nous avons réussi à opérer trois d'entre eux*", a indiqué MSF.

L'organisation a également noté que le personnel a refusé de quitter les lieux si les patients ne sont pas évacués au préalable, précisant que parmi les 600 patients hospitalisés figurent 37 bébés et un patient nécessitant des soins intensifs.

"Nous avons besoin d'une garantie assurant un couloir humanitaire sûr parce que nous avons vu des personnes ayant tenté de quitter l'hôpital mourir. Elles ont été bombardées et tuées par un tireur d'élite", a averti MSF. aa.com.tr 13 novembre 2023

La Résistance cible les bases américaines en Syrie en réponse à l'agression US. 4 soldats tués - french.almanar.com.lb 13 novembre 2023

Les sources d'informations ont confirmé que les combattants de l'axe de la Résistance ont ciblé à l'aide de 15 missiles le quartier général de commandement de la base militaire américaine dans le champ gazier de Conoco. Une autre source a rapporté à Al-Mayadeen que plusieurs soldats américains avaient été tués.

La Résistance a utilisé des missiles Grad qui ont coûté la vie à quatre soldats américains, a ajouté la chaîne libanaise.

Elle a mené une deuxième offensive : trois drones suicides ont visé la base américaine d'al-Shadadi à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie.

Les opérations de la Résistance islamique en Irak contre les bases et les forces américaines en Syrie et en Irak se poursuivent conjointement avec l'opération Déluge d'Al-Aqsa en soutien à Gaza et au peuple palestinien.

Israël interdit la chaîne libanaise Al-Mayadeen - aa.com.tr 13 novembre 2023

Le gouvernement israélien a décidé ce lundi de suspendre la diffusion de la chaîne libanaise Al-Mayadeen et "*d'interdire ses activités dans le pays*", sur fond d'accusations de "*porter atteinte à la sécurité de l'État*".

La décision a été annoncée dans un communiqué conjoint rendu public par le ministre israélien des Communications, Shlomo Karhi, et le ministre de la Défense, Yoav Gallant.

La décision du gouvernement israélien précisait que "*Conformément aux règlements d'urgence approuvés par le gouvernement pour empêcher tout organisme de radiodiffusion*

étranger de nuire à la sécurité de l'État, et après avoir obtenu les avis favorables de toutes les agences de sécurité et l'approbation du ministre de la Défense, selon laquelle il y a effectivement atteinte à la sécurité de l'État".

Selon le communiqué, "*Hier soir (dimanche), le Cabinet de sécurité a approuvé la proposition du ministre des Communications de donner des instructions pour des mesures permanentes contre la chaîne d'information Al-Mayadeen*".

"*Conformément aux règlements d'urgence, le ministre des Communications peut, après approbation du Cabinet, ordonner un décret pour fermer les bureaux, confisquer le matériel de diffusion et empêcher l'utilisation des diverses infrastructures de communication de la Société de radiodiffusion d'une manière qui porte atteinte à la sécurité de l'État*", a ajouté la même source.

Le communiqué rapporte les déclarations du ministre Karhi qui a affirmé qu'"*Israël est en état de guerre, sur terre, dans les airs, en mer, dans le cyberespace, dans le spectre électromagnétique et dans la conscience [du public, ndlr*]".

Karhi a aussi déclaré que "*Les émissions de ce type s'identifient à l'ennemi, tout en portant atteinte à la sécurité de l'État, et seront bloquées. Les émissions et les reportages de la chaîne Al Mayadeen sont au service d'organisations terroristes méprisables, et l'heure est venue de faire la part des choses avec elles*", selon son expression.

Pour sa part, Gallant, le ministre israélien de la Défense, a déclaré, selon le même communiqué, qu'"*Israël ne permettra pas la dangereuse propagande de la chaîne Al-Mayadeen, qui tente pendant la guerre de nuire à nos intérêts de sécurité et de servir les objectifs de l'ennemi*".

"*Les mesures prises contre le 'réseau de communication' Al Mayadeen, devenu en pratique le porte-parole de l'organisation terroriste Hezbollah et de son chef (Hassan Nasrallah), sont la bonne chose à faire face aux partisans du terrorisme qui se font passer pour des journalistes, alors que leur unique objectif est de nuire à la sécurité de l'État d'Israël et de ses citoyens*", a ajouté Gallant.

C'est la première décision israélienne du genre empêchant une chaîne arabe d'émettre depuis Israël, depuis le début de la guerre le 7 octobre.

Le mois dernier, le gouvernement israélien a approuvé une loi temporaire autorisant le ministre israélien des Communications d'empêcher les médias étrangers d'émettre depuis Israël, au motif de "*porter atteinte à la sécurité israélienne*".

Selon le site Internet de la chaîne Al-Mayadeen, le correspondant de la chaîne a fait état il y a quelques jours de "*fuites indiquant l'intention d'Israël de prendre d'assaut le siège de la chaîne, de confisquer tous ses équipements et d'arrêter ses employés pour enquête*".

La chaîne a également ajouté sur son site Internet qu'"*il y a quelques jours, les médias israéliens ont rapporté que toutes les agences de sécurité de l'occupation, y compris le Mossad, le Shin Bet et l'armée israélienne, avaient recommandé d'arrêter la diffusion de la chaîne Al-Mayadeen*" en Israël. aa.com.tr 13 novembre 2023

Le PDG d'Al Mayadeen souligne la lutte pour se poursuivre malgré l'interdiction israélienne - english.almayadeen.net 13 novembre 2023

Le président du conseil d'administration du réseau de médias, Ghassan Ben Jedou, a commenté la décision du cabinet israélien d'interdire la chaîne et tous ses organes, de ses sites Web à ses comptes de médias sociaux, dans les territoires palestiniens occupés.

"*L'occupation israélienne se considère comme un nouvel appel direct à Al Mayadeen et peut-être un message pour terroriser les médias des peuples libres où qu'ils se trouvent*", a déclaré Ben Jeddou. "*Ces tueurs d'enfants sadiques ne peuvent pas comprendre le sens de la liberté et de la liberté des gens*."

"*Ici, à Al Mayadeen, nous n'avons jamais caché notre choix d'embrasser la cause palestinienne, de défendre le peuple palestinien digne et de vénère des sanctuaires palestiniens musulmans et chrétiens*", a-t-il souligné. "*Nous avons toujours été avec les gens, partout.*" english.almayadeen.net 13 novembre 2023

Partis arabes, rassemblement médiatique derrière Al Mayadeen après l'interdiction israélienne - english.almayadeen.net 13 novembre 2023

J-C – Je n’ai lu aucune protestation de médias français…

Gaza : le soutien de Biden à Israël remis en cause par des employés du Département d’Etat américain - RT 13 novembre 2023

Les critiques à l’égard de la politique de Joe Biden sur le conflit israélo-palestinien se multiplient au sein de la diplomatie américaine. Axios le 13 novembre, et Politico il y a quelques jours, ont dévoilé des notes internes au Département d'Etat particulièrement hostiles au président américain et à Antony Blinken.

Les notes de dissidences s’enchainent au sein du Département d’Etat des Etats-Unis. Le media israélien Axios relate ce 13 novembre qu’une lettre «*cinglante*», signée par une centaine d’employés du Département d’Etat et de l’USAID, a été adressée au début du mois à la direction du service.

Dans leur ligne de mire : les propos de Joe Biden lors de son discours du 10 octobre. Le président américain est ainsi accusé d’avoir ni plus ni moins diffusé «de la désinformation» sur la guerre entre Israël et le Hamas, «*sans donner d'exemple précis*» commente Axios.

Si d’entrée les «*récentes atrocités commises par le Hamas le 7 octobre*» seraient mentionnées, relate Axios, les signataires de ce mémo s’insurgent à l’encontre de la réponse militaire de l’Etat hébreu et du soutien que Washington lui a apporté. À leurs yeux, les actions entreprises par l’Etat hébreu dans sa riposte contre le Hamas, telles que couper l’électricité et l’eau à la bande de Gaza, limiter l’acheminement de l’aide ou encore pousser des centaines de milliers de Palestiniens à fuir vers le sud, «*constituent toutes des crimes de guerre et/ou des crimes contre l’humanité au regard du droit international*». Cette centaine de signataires exhorte leurs hauts responsables à réévaluer leur position à l’égard d’Israël.

Le memo serait par ailleurs «*rédigé par un jeune diplomate qui a énoncé sur les réseaux sociaux que le soutien de Biden à Israël l'avait rendu* "complice du génocide*" à Gaza*», toujours selon la même source.

Plusieurs notes de dissidence circuleraient au sein du Département d'Etat, en quête de signatures, relatait Politico le 6 novembre, révélant l'une d'elles qui appelle Washington à «*critiquer publiquement les violations par Israël des normes internationales*». Un ton qui ne serait pas celui de la note mise à nue aujourd'hui, assure Axios qui précise que ce type de documents a cours au sein du Département d'Etat depuis la guerre du Vietnam. RT 13 novembre 2023

Guerre Hamas – Israël : Lula accuse Israël de « tuer des innocents sans aucun critère » à Gaza - AFP/20minutes.fr 14 novembre 2023

« *Après les actes de terrorisme du Hamas, les conséquences, la solution d'Israël s'est avérée aussi grave que celle du Hamas. Ils tuent des innocents sans aucun critère* », a affirmé Luiz Inacio Lula da Silva lors d'une cérémonie officielle à Brasilia.

Le président du plus grand pays d'Amérique latine a également accusé Israël de « *lancer des bombes là où il y a des enfants, comme sur des hôpitaux, sous prétexte que des terroristes s'y trouveraient* ». « *C'est inexplicable. D'abord, il faut sauver les femmes et les enfants, après vous vous battez avec qui vous voulez* », a insisté le chef de l'Etat. AFP/20minutes.fr 14 novembre 2023

Colombie : Nous soumettrons une proposition aux Nations unies pour reconnaître la Palestine comme État indépendant - aa.com.tr 14 novembre 2023

Le président Gustavo Petro a déclaré que son pays n'achètera pas d'armes aux pays qui votent contre un cessez-le-feu à Gaza

Le président colombien Gustavo Petro a annoncé, lundi, l'intention de son pays de soumettre une proposition aux Nations unies visant à reconnaître la Palestine comme un État pleinement indépendant.

Sur la plateforme X, Petro a publié des photos de civils tués lors des attaques israéliennes contre l'hôpital Al-Chifa dans la Bande de Gaza.

Commentant les photos, il a écrit : *"Le massacre commis par le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu contre l'hôpital Al-Chifa à Gaza"*.

"La Colombie soumettra une proposition aux Nations unies pour reconnaître la Palestine comme un État pleinement indépendant", a-t-il lancé.

Petro a, également, assuré que la Colombie n'achètera pas d'armes aux pays producteurs qui votent au Conseil de sécurité contre ou s'abstiennent d'exiger un cessez-le-feu à Gaza. aa.com.tr 14 novembre 2023

République tchèque : augmentation des poursuites contre les personnes suspectées de soutenir la Russie - RT 13 novembre 2023

Selon un article publié le 11 novembre sur iRozhlas, site de la radio publique tchèque, les poursuites pénales à l'encontre de ceux exprimant un soutien envers l'opération militaire russe en Ukraine se sont «*à nouveau multipliées*». Depuis février 2022, «*des centaines de plaintes*» ont été traitées selon un porte-parole de la police. Le nombre d'affaires pénales ouvertes pour soutien public à la Russie s'élève à 384 et, toujours selon cette source, déjà 99 personnes auraient été inculpées.

Dès le 26 février 2022, 48 heures après le début de l'offensive russe en Ukraine, le procureur général tchèque indiquait qu'il était pénalement répréhensible de donner «*publiquement (y compris lors de manifestations, sur Internet ou sur les réseaux sociaux) son approbation des attaques de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, les accepter ou de les soutenir* ». A cela s'ajoutait le «*soutien*» ou «l'éloge des principaux représentants de la Fédération de Russie».

Accusé de «*nier, remettre en question, approuver et justifier un génocide*», un jeune manifestant arborant un sigle «*Z*» ainsi qu'un logo de la société militaire privée Wagner sur sa veste lors d'une manifestation antigouvernementale en mars à Prague ainsi été condamné à six mois de prison avec sursis, écopant d'une amende d'environ 500 euros (12 000 couronnes) et d'une interdiction de se rendre dans la capitale tchèque durant un an.

Même son de cloche pour une enseignante qui avait déclaré à ses élèves que des «*groupes nazis ukrainiens*» tuaient des Russes dans le Donbass depuis 2014. Licenciée par son établissement, elle s'est retrouvée dans le collimateur de la justice avant toutefois d'être acquittée fin juin.

Lors d'une interview mi-juin accordée à Radio Free Europe / Radio Liberty, média financé par le Congrès des Etats-Unis, le président tchèque avait estimé qu'à l'aune de ce conflit les Russes résidant dans les pays occidentaux devaient faire l'objet de mesures de sécurité «*plus strictes qu'en temps normal*» *et être «surveillés bien plus que par le passé»*.

Le chef de l'État tchèque Petr Pavel, ancien chef d'état-major de l'armée tchèque (2012-2015) et président du comité militaire de l'OTAN (2015-2018), avait noté qu'aux Etats-Unis les Américains d'origine japonaise avaient fait l'objet d'«*un régime de surveillance strict également*» durant la Seconde guerre mondiale. Une allusion aux 110 000 américains d'origine nippone qui, par mesure de précaution, furent incarcérés dans des camps à partir de 1942 sur ordre de Roosevelt. RT 13 novembre 2023

Le gouvernement allemand rejette les appels à un cessez-le-feu qui pourrait compromettre la sécurité d'Israël - aa.com.tr 13 novembre 2023

"*L'Allemagne défendait les droits humains et se tenait aux côtés de l'Ukraine contre la Russie, mais elle ferme les yeux sur les 'crimes de guerre' commis par l'armée israélienne à Gaza*", selon des critiques

"*Ceux qui exigent 'des choses' doivent également répondre à des questions telles que: Comment l'exigence d'un cessez-le-feu dans cette situation aiguë et terrible peut-elle garantir la sécurité d'Israël ? Que deviennent les 200 otages? Comment et qui négocie cela dans une situation où les négociations semblent difficilement possibles?*", a souligné Baerbock. aa.com.tr 13 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

La majorité n'est pas concernée et s'en tape royalement, elle n'a pas de conscience.

La pauvreté s'aggrave en France alerte le Secours catholique - AFP/franceinfo 14 novembre2023

Le revenu médian des personnes accueillies par l'association s'est établi à 538 euros par mois en 2022, constate le Secours catholique, qui a analysé les données de 49 250 fiches renseignées par ses bénéficiaires.

Le montant représente un budget journalier de 18 euros pour subvenir à l'ensemble des besoins du ménage. Ce montant correspond à moins de la moitié du seuil de pauvreté, estimé par l'association à 1 211 euros cette année-là. Surtout, en tenant compte de l'inflation, qui affecte particulièrement les prix des produits alimentaires et de l'énergie, cela représente un recul de 7,6% de revenus.

Selon le rapport annuel de l'association, le Secours catholique a accueilli l'an dernier en France un million de personnes, qui ont bénéficié de différents services, comme une aide alimentaire ou un accompagnement social. Parmi ces personnes, les ménages composés d'un seul adulte sont surreprésentés (75%). Il s'agit surtout de mères isolées (25,7%) et de femmes seules (20,9%). AFP/franceinfo 14 novembre2023

L'OTAN n'a même pas de quoi se payer les services d'un véritable réalisateur pour alimenter sa fabrique du consentement en panne ou propager sa propagande de guerre.

J-C - Ses films unanimement décrits par la critique comme médiocres et ayant fait un bide retentissant, c'est la télé d'Etat comme dans les dictatures qui est réquisitionnée pour imposer aux téléspectateurs le récit ou la propagande de guerre de l'OTAN. La France s'enfonce toujours plus dans la médiocrité, la risée du monde.

Le documentaire "*L'Ukraine au cœur*" réalisé par Bernard-Henri Levy et Marc Roussel est diffusé mardi à 21h10 sur France 2. - francetvinfo.fr 14 novembre2023

J-C - On se contentera de ce passage particulièrement savoureux qui met en scène, devinez qui, Tsahal ou l'armée génocidaire, entre nazis ils s'entraident, normal. A boycotter !

Francetvinfo - De nombreux combattants étrangers sont venus prêter main-forte aux soldats ukrainiens depuis le début du conflit. Parmi eux, des vétérans israéliens. Ces anciens soldats de Tsahal apportent leur soutien et leur expertise à des combattants ukrainiens parfois moins rompus aux tactiques militaires. "*Dans l'armée israélienne, vous devez être agressif, explique l'un d'eux. Ici, on n'a pas appris à être agressif. Juste se défendre, combattre. Tu dois te forcer et détruire l'ennemi.*"

Cette rencontre entre Bernard-Henri Levy et ces vétérans de Tsahal engagés sur le front ukrainien résonne particulièrement depuis que la guerre a éclaté entre le Hamas et Israël, après les attaques terroristes du mouvement palestinien sur le sol israélien le 7 octobre. francetvinfo.fr 14 novembre2023

J-C – La pire des pourritures en famille, quoi !

Producteur ou financier : Rockefeller et Cie, metteur en scène, Tsahal, réalisateur Mossad. Superproduction présentée par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

J-C – Il aurait été complètement insensé et contre-productif de se livrer à un massacre de civils le 7 octobre, même le plus abruti des abrutis de la Terre n'aurait pas envisagé ce genre d'action, sachant qu'il serait condamné unanimement par tous les Etats et institutions internationales. Seuls des nazis pouvaient y recourir à Kiev ou à Tel Aviv mais aussi Washington, Londres, Berlin ou Paris ou les créatures monstrueuses qu'ils ont créées à leur image, telles Daesh ou l'Emirat Islamique, Al-Qaïda, etc.

Avec les applications numériques et l'Intelligence Artificielle qui ont été développées au cours des dernières décennies, il est parfaitement possible de fabriquer n'importe quelle image à partir de scène réelle ou imaginer, de remplacer des uniformes ou costumes, des visages, des décors par d'autres, de choisir la langue des personnages, bref, de créer des scènes de toutes pièces plus vraies que natures, donc de manipuler n'importe qui à son insu, d'ailleurs ce genre d'images pullulent déjà sur les réseaux dits sociaux.

Et puis ils disposent en magasin de centaines de milliers d'images de massacres que leurs protégés ont perpétués en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie entre autres, ils n'avaient que l'embarras du choix, et pour peu qu'ils parlent la même langue, fastoche.

Autres éléments à prendre en compte. Ils vont présenter des images de violences perpétrées soi-disant sur des civils ou des colons, alors qu'en réalité il s'agissait de militaires ou de réservistes de Tsahal habillés en tenue de ville et non en uniforme.

Diffusion des images des massacres du Hamas en Israël, mardi à l'Assemblée - francetvinfo.fr 14 novembre 2023

Commentaires d'internautes

1- Feraient mieux de leur diffuser les images de la population Palestinienne déportée, bombardée, exterminée par Israël.

2- Quand est ce que les images des bombardements et autres exactions faites par Israël à Gaza, seront-elles diffusées dans le même lieu?

3- Les images des bombardements ne montrent pas les victimes en pièces et leurs cris. Le montage n'a pas été confié au Hamas. Le film israélien est monté par La Défense israélienne.

4- On fait une exception sur la projection des meurtres commis par la Hamas en soutien clairement assumé à Israël. Il faut l'afficher symbolique. Ce n'est plus de la neutralité. On veut susciter l'émotion nationale en faveur d'Israël et seulement en soutien d'Israël. Dans 60 ans on expliquera peut être dans les collèges et lycées que c'était de la propagande néo-sioniste.

5- « *Je ne comprends pas ton optimisme, me déclara Ben Gourion. Pourquoi les Arabes feraient-ils la paix ? Si j'étais, moi, un leader arabe, jamais je ne signerais avec Israël. C'est normal : nous avons pris leur pays. Certes, Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela peut-il les intéresser ? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous sommes originaires d'Israël, c'est vrai, mais il y a de cela deux mille ans : en quoi cela les concerne-t-il ? Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose : nous sommes venus et nous avons volé leur pays. Pourquoi l'accepteraient-ils ? Ils oublieront peut-être dans une ou deux générations, mais, pour l'instant, il n'y a aucune chance. Alors, c'est simple : nous devons rester forts, avoir une armée puissante. Toute la politique est là. Autrement, les Arabes nous détruiront.* »
Propos du premier Premier ministre Israélien tirés du livre "*Le paradoxe juif*".

6- Les images des crimes de guerre de l'armée israélienne seront-elles également diffusées ? Les bombardements, les destructions, les corps ? Les enfants affamés à la recherche d'eau ?

La recherche montre que dans les contextes de conflit, la déshumanisation peut être utilisée comme une stratégie d'influence pour favoriser un comportement hostile. Cette stratégie repose notamment sur la diffusion d'images de crimes perpétrés par les membres d'un groupe afin de susciter une réaction de déshumanisation contre le groupe dans son ensemble.

L'état des connaissances permet donc d'affirmer que cette démarche vise à favoriser le développement d'une perception déshumanisante des personnes palestiniennes, et ainsi l'abandon de tout soutien aux personnes palestiniennes contre l'agression militaire israélienne.

7- C'est indécent ce n'est pas le lieu. Quel est objectif? Permettre et justifier le génocide qui a lieu à Gaza? Si ça se fait, il faut également par réciprocité que les cruautés qui se passent à Gaza soient visibles. Il faut aussi mettre des visages sur les atrocités d'Israël depuis plus d' 1 mois. Le but c'est obtenir un droit de poursuivre ces atrocités? D'obtenir un droit de tuer des civils?

En famille. Quand la vermine prend la défense de « *la droite et l'extrême droite* ».

Invitée de la matinale de franceinfo ce lundi, Delphine Batho n'a pas mâché ses mots sur Jean-Luc Mélenchon, qu'elle accuse d'être dans une perpétuelle *« fuite en avant, dans la compromission avec le totalitarisme, dans un antisémitisme de plus en plus assumé* ».

Le leader de La France insoumise a accusé « *la droite et l'extrême droite* » d'avoir *« rabougri et rendu ambigu* » le rejet de l'antisémitisme. Des propos qui s'inscrivent dans une « *forme de trumpisme* », estime Delphine Batho.

Et d'asséner : « *Le refus de qualifier le Hamas de terroriste a un sens profond dans le rapport de Jean-Luc Mélenchon au totalitarisme et à l'islamisme*. » Le Journal du Dimanche. 13 novembre 2023

J-C - Elle avait déjà soutenu le régime néonazi de Kiev, elle avait participé à la dictature sanitaire, sans parler de la dictature climatique et énergétique, donc tout est dans l'ordre des choses. Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne a déjà fait les frais d'une telle campagne calomnieuse.

Comment la France participe à la guerre en Ukraine contre la Russie.

"Ils viennent surtout chercher d'autres méthodes" **-** france3-regions.francetvinfo.fr

L'aide de la France à l'Ukraine ne se limite plus à l'armement. Depuis le début de l'année 2023, plusieurs milliers de soldats ukrainiens ont été formés par l'Armée française sur notre territoire.

Cette collaboration entre la France et l'Ukraine a permis de former 7 000 soldats cette année.

La formation de quatre semaines s'achève avec l'assaut d'un village, une zone urbaine, où plusieurs unités de combat attaquent de manière coordonnée. france3-regions.francetvinfo.fr

LE SOCIALISME

Le 15 novembre 2023

Après l'Inde, le Népal vient d'interdire Tik Tok, moi j'interdirais Facebook, X, Instagram et leurs semblables.

Au fait à ceux qui gaspillent leur temps sur ces trucs-là : combien de temps consacrez-vous à votre compagne ou compagnon, à vos enfants ou autres parents, à vos animaux domestiques, à vos voisins, aux gens de votre quartier, à quand remonte la dernière fois où vous en avez invités chez vous, à qui avez- vous rendu un service ? Même pas à moi, c'est pour dire, quelle ingratitude franchement !

Moi et ma compagne on n'arrête pas, sans déconner, quand ce n'est pas quotidiennement, c'est au moins plusieurs fois par semaine ! Avoir des principes ou des valeurs, c'est bien, les mettre en pratique, c'est mieux. Un conseil d'ami et non une leçon du prof de français, je précise.

Nos dirigeants ont abandonné le combat pour le socialisme, comme ils ont abandonné le combat pour la vérité, ceci explique cela.

La vérité sur ce qui s'est réellement passé le 7 octobre 2023 en Palestine occupée, est aussi importante que celle relative au 11 septembre 2001, c'est la condition sans laquelle on ne peut pas saisir la situation et la nature de l'ennemi que nous combattons, et déterminer quelle stratégie on va adopter pour le vaincre.

Un Palestinien – « *La vérité est importante parce que les mensonges et les mythes justifient la colonisation, le nettoyage ethnique, et maintenant l'accélération du génocide.* »

Pour mettre fin au colonialisme, renversons les institutions de la Ve République !

L'histoire de la Palestine occupée, c'est l'histoire du colonialisme des puissances occidentales depuis le XVe siècle et plus particulièrement depuis le début du XIXe siècle, qui leur a permis d'exercer leur hégémonie sur tous les autres peuples de la planète jusqu'à nos jours, elle se confond aussi ou coïncide avec l'avènement du capitalisme, puis au cours de son développement ou de son évolution avec ce qu'on appelle la mondialisation du capitalisme.

Sous le régime capitaliste qui constitue la dernière période du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme entamé il y a environ 10.000 ans, elle s'inscrit dans le cadre du processus historique au cours duquel le développement des forces productives et la lutte des classes se sont traduites par un développement économique sans précédent permettant un gigantesque progrès social, et d'envisager pour la première fois dans l'histoire des hommes

leur émancipation du règne de la nécessité et de la servitude humaine, conquérir leur liberté et vivre définitivement en paix.

C'est justement contre cet objectif ou pour empêcher que cette perspective politique ne se réalise, que la réaction se dresse aujourd'hui, et en observant que ce processus se déroule inéluctablement et que son contrôle lui échappe, pour tenter de le freiner sachant qu'elle n'a pas les moyens de le stopper et encore moins de le détruire, furieuse ou en désespoir de cause elle recourt aux pires méthodes, mensonges et violences, au fascisme, au nazisme, au totalitarisme.
Le combat héroïque du peuple palestinien incarne dont la fin du cycle du colonialisme, d'où le féroce combat que lui livre l'impérialisme, au moment même où tous les peuples africains, asiatiques, d'Amérique latine cherchent la voie pour faire valoir leur indépendance politique et leur droit à la souveraineté économique, afin de faire profiter leurs peuples des richesses de leurs pays ou développer leur économie pour accéder leur tour au progrès social.

Pour autant, cela ne signifie nullement que les rapports qu'ils ont tissés avec les grandes puissances disparaîtraient du jour au lendemain et qu'ils pourraient enfin vivre en paix. Autrement dit, le colonialisme économique va perdurer, puisque la satisfaction des besoins de tous ces peuples demeurent incompatibles avec les besoins des puissances économiques dominantes en matières premières ne cessent d'augmenter pour assurer leur développement économique présent et futur, conserver leur position hégémonique au sein de l'économie mondiale, ce qui se traduira par des tensions et de nouvelles guerres, tout en alimentant la lutte des classes sur tous les continents.

Dans ces conditions et face à ce constat, pour mettre un terme définitif au colonialisme et à la guerre il n'y a rien à attendre des tenants du capitalisme, de leurs représentants et leurs institutions tant nationales qu'internationales dont l'existence est liée aux rapports issus du capitalisme lui-même, ce qui les conduit à entretenir le colonialisme, il revient donc à la seule classe indépendante, dont les intérêts coïncident avec ceux de l'humanité toute entière, de s'emparer du pouvoir politique pour mettre un terme définitif au colonialisme et à terme à toute forme d'exploitation et d'oppression des peuples, à la classe ouvrière, au prolétariat mondial auquel les classes moyennes doivent subordonner leur combat, si elles ne veulent pas partager le sort cruel que le capitalisme leur réserverait au cas où il ne serait pas aboli dans un avenir proche.

Prolétaires de tous les pays, et cela s'adresse tout particulièrement au prolétariat et aux classes moyennes des pays les plus développés, votre ennemi est dans votre propre pays. Organisez-vous et fixez-vous comme objectif politique de renverser les institutions nationales qui incarnent l'exploitation et l'oppression dont vous êtes victimes quotidiennement.

Réalisez votre révolution politique pour pouvoir réaliser votre révolution sociale ou vous débarrasser du capitalisme qui est à l'origine de toutes vos souffrances, du colonialisme et des guerres. Ainsi vous pourrez satisfaire tous vos besoins matériels, bénéficier du bien-être auquel vous avez droit, vous épanouir individuellement, et réaliser vos aspirations légitimes démocratiques sans empiéter sur ceux d'aucun peuple et vivre ensemble en paix.

Mon commentaire publié par Le Grand Soir :

- « *La CPI, qui n'a pas plus de légitimité que l'ensemble des institutions politiques internationales qui cautionnent le massacre des Palestiniens, et qui sont liées à l'impérialisme américain et ses vassaux européens* », bravo !

Bizarrement, c'est encore en Israël que la censure est la moins forte. Imaginez ce qui arriverait à un journaliste français qui oserait dire ce qu'a dit Gideon Levy, éditorialiste à Haaretz, le plus grand quotidien de gauche en Israël :

Ça existe la gauche, ou cela, c'est quoi ce truc-là, de qui parlez-vous de ceux qui prônent un changement de régime économique et politique, donc de mettre fin au capitalisme, je ne pense pas que ce soit la ligne éditorialiste d'Haaretz, non ?

Et puis cela ne lui coûte rien apparemment, et pour cause Haaretz n'a pas cessé d'accompagner la colonisation sioniste de la Palestine. Alors les états d'âme tardif et surtout sans lendemain de Gideon Levy, tout le monde s'en tape ! Il rend plutôt service à Netanyahu qui pourra s'en prévaloir : Voyez comme mon gouvernement respecte la liberté de la presse, nous sommes une grande démocratie...

Dans la sortie de Gideon Levy, ce qu'il y avait d'intéressant à retenir, c'est qu'il montrait que les Israéliens savaient tout le mal qu'ils avaient causé aux Palestiniens, que les Israéliens dans leur immense majorité le cautionnait, en cela il ne leur rend pas service, il en fait plutôt des monstres de lâcheté et de cruauté.

La version anglaise d'Haaretz est vendue en supplément du International Herald Tribune dont le principale actionnaire depuis 2003 est The New York Times. Mieux encore, le 15 octobre 2013, le journal devient une déclinaison du New York Times, qui le rebaptise International New York Times (Wikipédia)

Discours prononcé par John Swinton, éditorialiste en chef du New York Times, devant des journalistes au dîner organisé à l'occasion de son départ du journal en 1870.

« *La presse indépendante n'existe pas en Amérique en dehors des villes de province. (...) Vous le savez, et je le sais. Aucun d'entre vous n'ose honnêtement exprimer son opinion. Si vous l'exprimiez, vous sauriez d'avance qu'elle ne serait jamais publiée. (...) L'activité d'un journaliste de New York consiste à déformer la vérité, à mentir catégoriquement, à pervertir, à diffamer, à se prosterner devant Mammon, à vendre son pays et sa race contre son pain quotidien, ou ce qui revient au même, contre son salaire. (...) Notre temps, nos talents, nos vies, nos capacités, toutes ces choses sont la propriété d'autres hommes. Nous sommes des prostituées intellectuelles.* »

David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

« *Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années...* »

Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet sioniste si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années, nous sommes reconnaissants à Haaretz (notamment) pour s'en être abstenu.

Réponse (extrait) de l'auteur de l'article :

- Croyez-vous vraiment que cela se passerait comme cela au Monde ou à Libération ou dans n'importe quel média honteusement subventionné de France ou ailleurs en Europe ?

Ma réponse :

- Ne seriez-vous pas en train de nous dire qu'Israël serait une démocratie ?

J-C – Vous voyez, on peut ne pas être d'accord et se causer sans s'insulter, en prenant en compte les arguments avancés par la personne avec laquelle on a un échange.

Question : pourquoi est-ce devenu impossible avec la plupart des militants du mouvement ouvrier ? J'espère qu'il y en a parmi mes lecteurs.

On n'assiste pas à une droitisation des institutions et des classes moyennes en France et en Occident, mais à leur extrême droitisation.

Ce pourrait bien être ce qui a motivé l'extrême droite américaine et sioniste à laisser la résistance palestinienne réaliser son offensive militaire contre l'occupant le 7 octobre 2023 dans le cadre plus général du "*Great Reset*" du Forum économique mondial qui est aux commandes comme en Ukraine.

On cherche à comprendre ou une explication, elle pourrait être plus simple que ce que l'on croit, tellement simple qu'on passerait à côté.

Les colons ultra nationalistes sont bien décidés à se débarrasser des Palestiniens de la bande de Gaza et à récupérer ce territoire. Mais que vont-ils faire de ceux installés en Cisjordanie, les conduire à emprunter le même chemin ?

Paradoxalement une fois tous les Palestiniens chassés de Palestine, ce qui n'est pas demain la veille, Israël pourrait devenir un Etat libéral comme un autre, respectable,

---

L'effondrement d'Israël et des États-Unis par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 14 novembre 2023

Pour la première fois, le monde assiste en direct à un crime contre l'Humanité, à la télévision. Les États-Unis et Israël, qui ont uni leur sort depuis longtemps, seront tous deux tenus pour responsables des massacres de masse commis à Gaza. Partout, sauf en Europe, les alliés de Washington retirent leurs ambassadeurs à Tel-Aviv. Demain, ils le feront à Washington. Tout se passe comme lors de la dislocation de l'URSS et se terminera de la même manière :

l'Empire américain est menacé dans son existence. Le processus qui vient de s'enclencher ne pourra pas être stoppé.

https://www.voltairenet.org/article219976.html

J-C - Cet article est davantage du domaine de la prédiction ou une incantation stérile qu'autre chose, je vous le communique à titre d'information uniquement.

Le droit à la légitime défense par Craig Murray - Arrêt sur info — 14 novembre 2023

En n'agissant pas contre la punition collective infligée aux Palestiniens par Israël, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne manquent à une obligation du droit international énoncée dans un arrêt de 2004 de la Cour internationale de Justice.

Israël a effectivement le droit à la légitime défense, mais exactement de la même manière que les autres pays. En fait, la seule particularité d'Israël est qu'il est le seul pays à avoir été reconnu par la Cour internationale de justice comme ayant abusé et outrepassé le concept de droit à la légitime défense dans sa manière de traiter les Palestiniens.

En 2004, la Cour internationale de Justice, dans un avis consultatif à l'Assemblée générale des Nations Unies, a jugé illégale la construction par Israël du mur de séparation, élément fondamental du système d'apartheid israélien. La cour a examiné l'argument d'auto-défense d'Israël et a jugé qu'il ne justifiait pas les nombreuses violations du droit international que représente le mur :

« *Si Israël a le droit, et même le devoir, de répondre aux actes de violence nombreux et meurtriers dirigés contre sa population civile, afin de protéger la vie de ses citoyens, les mesures prises doivent rester conformes au droit international applicable. Israël ne peut se prévaloir d'un droit de légitime défense ou d'un état de nécessité pour écarter le caractère illicite de la construction du mur. La Cour conclut donc que la construction du mur et le régime qui y est associé sont contraires au droit international.* »

Il en découle, dans la situation actuelle en Palestine, qu'Israël ne peut pas utiliser la « *légitime défense* » comme un atout pour violer le droit international. Le recours à des punitions collectives contre une population civile – notamment par la famine, la soif et la privation de médicaments, les tapis de bombes, l'utilisation de phosphore blanc, les attaques contre les installations médicales, les attaques contre le personnel médical, l'exécution de prisonniers, les actes manifestement génocidaires – aucun de ces crimes de guerre n'est excusable en tant que « *légitime défense* ».

La coopération militaire des gouvernements américain, britannique et australien – dans une attaque dont ils savent qu'elle est engagée dans des crimes de guerre flagrants – expose également les responsables à des accusations de crimes de guerre pour leur complicité active, voire leur connivence préméditée.

En outre, il existe une obligation juridique positive pour les États d'agir contre Israël en raison du refus ce dernier de démanteler le mur et le système d'apartheid dans les territoires occupés

– y compris la colonisation criminelle et le vol de terres généralisés qu'incarne ce système. Il s'agit de l'arrêt de la Cour internationale de justice sur les obligations des autres États :

« *Compte tenu de la nature et de l'importance des droits et obligations en cause, la Cour estime que tous les États ont le devoir de ne pas reconnaître la situation illégale résultant de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, y compris dans et autour de Jérusalem Est. Ils sont également tenus de ne pas apporter aide ou assistance au maintien de la situation créée par une telle construction.*

Il appartient également à tous les États, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du Droit international, de veiller à ce qu'il soit mis fin à toute entrave, résultant de la construction du mur, à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination. En outre, tous les États signataires de la Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre du 12 août 1949 ont l'obligation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du Droit international, de veiller à ce qu'Israël se conforme au droit humanitaire international tel qu'il est énoncé dans cette Convention. »

Lisez ce paragraphe très attentivement. Israël n'a entrepris aucune des actions spécifiées par la CIJ et a même construit davantage de colonies et imposé davantage de restrictions. Il est absolument évident non seulement que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne ne remplissent pas leurs devoirs en matière de droit international tels que définis par la Cour internationale de justice, mais qu'ils agissent exactement à l'opposé de ces obligations.

Le mouvement BDS agit précisément en conformité avec les obligations établies par la Cour internationale de justice, tandis que les États qui tentent d'interdire le mouvement BDS agissent précisément à l'encontre des obligations qui leur sont dictées par la Cour internationale de justice.

Enfin, la décision implique que les Palestiniens ont effectivement le droit de se défendre. Parce qu'on ne peut pas avoir le « *droit à l'autodétermination* », reconnu par le tribunal, sans le droit à la légitime défense. Parce qu'il est impossible d'exercer l'autodétermination si un autre peut, à sa guise, vous priver de votre intégrité physique.

Ce droit à la légitime défense doit nécessairement être exercé par celui qui contrôle de facto le territoire palestinien.

Je suis redevable à un certain nombre de membres du personnel et de délégués aux Nations Unies à Genève de m'avoir indiqué l'importance de la décision de la CIJ de 2004 dans le contexte actuel.

J'espère que cela vous aidera à comprendre pourquoi les mensonges du président américain Joe Biden, de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, du Premier ministre britannique Rishi Sunak, du leader travailliste britannique Keir Starmer, du président français Emmanuel Macron, etc. sont effectivement des mensonges.

Faisant l'objet d'une « *enquête antiterroriste* », je considère qu'il n'est pas sûr pour moi de retourner actuellement au Royaume-Uni. Je ne sais pas si cette enquête porte sur mon soutien à WikiLeaks, ou à mon soutien à la Palestine, ou aux deux, car la police n'a pas précisé les raisons de cette enquête.

Je crois sincèrement que je ne me bats pas pour moi, mais contre le fascisme qui gagne du terrain dans les sociétés occidentales. Il s'agit de se libérer d'un État policier en constante progression et d'une classe politique qui tente d'imposer un monopole de l'information au public. Ce combat ne peut avoir lieu qu'avec le soutien financier des magnifiques lecteurs de ce blog. Vous m'avez aidé à traverser tant d'épreuves et je vous en suis très reconnaissant.

Craig Murray – 11 novembre 2023

Craig Murray est auteur, animateur et militant des droits humains. Il a été ambassadeur britannique en Ouzbékistan d'août 2002 à octobre 2004 et recteur de l'université de Dundee de 2007 à 2010.

Une histoire populaire de la Résistance palestinienne par Mazin Qumsiyeh - Le Grand Soir 30 août 2014

Dans ce livre fascinant, le docteur Mazin Qumsiyeh synthétise d'innombrables informations provenant de sources variées et originales afin de présenter l'étude la plus complète de la résistance civile en Palestine.

Son ouvrage contient des centaines d'exemples de méthodes de résistance aussi héroïques qu'innovantes employées par les Palestiniens depuis plus d'un siècle. L'auteur analyse également les réussites, les échecs, les occasions manquées, et les défis que doivent surmonter les Palestiniens ordinaires dans leur lutte pour la liberté dans des conditions extraordinairement difficiles. Il est le seul auteur à avoir effectué le minutieux travail critique et l'étude comparative des soulèvements (de 1920-21, 1929, 1936-39, 1970), et des deux Intifadas de 1987-91 et 2000-06.

Les histoires humaines fascinantes racontées dans ce livre sont autant de sources d'inspiration pour les personnes de toutes confessions et origines politiques afin qu'elles définissent une voie plus efficace et mieux informée pour un avenir de paix et de justice.

Traduit de l'anglais par Jean-Marie Flémal.

https://www.legrandsoir.info/une-histoire-populaire-de-la-resistance-palestinienne.html

Le blog du professeur Mazin Qumsiyeh vivant en Cisjordanie. (en anglais et arabe)

http://popular-resistance.blogspot.com/

Le professeur Mazin Qumsiyeh enseigne et fait de la recherche à l'université de Bethléem (BU) et dirige le laboratoire de cytogénétique de la BU ainsi que le musée d'histoire naturelle de Palestine et l'institut de la biodiversité et de la durabilité en Palestine occupée. Il a également enseigné aux universités de Birzeit et d'Al-Quds. Il est l'auteur de "Sharing the Land of Canaan : Human rights and the Israeli/Palestinian Struggle", "Popular Resistance in

Palestine : "A history of Hope and Empowerment", "Mammals of the Holy Land" et "The Bats of Egypt". Il a été membre du conseil d'administration du Centre palestinien pour le rapprochement entre les peuples à Beit Sahour et de la Société culturelle et théâtrale Al-Rowwad au camp de réfugiés d'Aïda.

La propagande sioniste vise les principaux vassaux des Etats-Unis.

Selon les données estimées fournies par le site de logiciels américain Semrch, le volume de propagande sur la seule plateforme YouTube s'élevait à plus de 13,5 millions de dollars au 30 octobre dernier, pour soutenir le récit israélien, sachant que l'apparition de cette propagande de vidéos se sont concentrés dans 3 pays européens, à savoir : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et d'autres pays européens.

La propagande du ministère israélien des Affaires étrangères, vise à orienter l'opinion publique européenne en liant le mouvement Hamas au terrorisme et en promouvant l'idée selon laquelle « *le Hamas peut se propager à l'échelle mondiale s'il n'est pas éliminé en employant des colons jeunes et vieux afin d'influencer l'opinion publique et de légitimer son agression contre la bande de Gaza* ».

Il y a quelques jours, des militants arabes ont révélé qu'ils avaient reçu des courriels leur offrant des sommes d'argent en échange de la publication de messages faisant la promotion du récit israélien, en recevant 1 500 dollars pour cinq publications sur les réseaux sociaux. french.almanar.com.lb 14 novembre 2023

Les nazis sionistes proposent la solution finale pour le peuple palestinien : la déportation à vie.

Israël: L'accueil de Palestiniens de Gaza par des pays du monde est la solution au conflit (ministre des Finances) - aa.com.tr 14 novembre 2023

Plus tôt ce mardi, le Wall Street Journal a publié une tribune signée par deux figures politiques israéliennes, dans laquelle ils exhortaient la communauté internationale à accueillir les réfugiés palestiniens de la bande de Gaza

Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a estimé que l'immigration volontaire et l'accueil de Palestiniens de la bande de Gaza par des pays du monde entier serait la « *solution appropriée* » au conflit palestino-israélien.

Smotrich, chef du Parti sioniste religieux (extrême droite, suprémaciste juif), a déclaré mardi dans un message sur X : « *L'immigration volontaire et l'accueil d'Arabes de Gaza par des pays du monde constituent une solution humanitaire qui met fin aux souffrances aussi bien des Juifs que des Arabes* ».

« *Je salue l'initiative d'évacuer volontairement les Arabes de Gaza vers des pays du monde entier. C'est la solution humanitaire appropriée pour les habitants de Gaza et de toute la région après 75 ans de déplacement, de pauvreté et de dangers* », a-t-il souligné.

Et Smotrich d'ajouter : « *La majeure partie de la population de Gaza est constituée de réfugiés des quatrièmes et cinquièmes générations de 1948, qui, au lieu d'être réhabilités il y a longtemps sur une base personnelle et humanitaire - comme des centaines de millions de réfugiés dans le monde - ont été retenus en otages à Gaza, enclave surpeuplée où sévit la pauvreté. Ces deux générations de réfugiés sont devenues un symbole de la volonté de détruire l'État d'Israël et du retour des réfugiés à Jaffa, Haïfa, Acre et Tibériade* ».

« *C'est ce qui explique également cette haine avec laquelle les Gazaouis grandissent et éprouvent envers l'État d'Israël et les Juifs* », a-t-il indiqué.

Smotrich a estimé qu'*« un petit territoire comme la bande de Gaza, sans ressources naturelles et sans moyens de subsistance indépendants, n'a aucune possibilité d'exister de manière autonome, économiquement et politiquement, avec une telle densité sur le long terme*».

« *C'est pour cette raison que l'accueil de réfugiés [palestiniens] par des pays du monde qui cherchent réellement leurs intérêts, avec un soutien financier généreux et l'assistance de la communauté internationale (...) constitue la seule solution qui mettra un terme au problème des réfugiés, à la souffrance et à la douleur aussi bien des Juifs que des Arabes* », a-t-il expliqué.

Le chef du Parti sioniste religieux a indiqué en outre que « *L'Etat d'Israël ne pourra plus se réconcilier avec l'idée d'une entité indépendante à Gaza* ».

Les déclarations de Smotrich interviennent en réaction à une tribune publiée lundi par le Wall Street Journal et signée par le député du parti *''Likoud''* (dirigé par le premier ministre Benyamin Netanyahu), Danny Danon, et Ram Ben-Barak, ancien directeur adjoint du Mossad et député du parti *''Il y a un avenir''* (dirigé par le chef de l'opposition israélienne Yaïr Lapid).

« *Les pays du monde entier devraient offrir un refuge aux habitants de Gaza qui cherchent à se réinstaller* », ont estimé les deux membres de la Knesset (le parlement israélien).

« *Si chaque pays accueillait au moins 10 000 personnes, cela contribuerait à atténuer la crise* » à Gaza, ont proposé Danny Danon, et Ram Ben-Barak.

Selon les deux politiques israéliens, « *La communauté internationale a l'obligation morale et l'occasion de faire preuve de compassion, d'aider la population de Gaza à s'orienter vers un avenir plus prospère et de collaborer à l'instauration d'une paix et d'une stabilité accrues au Moyen-Orient* ». **aa.com.tr 14 novembre 2023**

Rappel des déclarations principales des nazis en führer

« *Il n'y aura ni nourriture, ni électricité, ni nourriture, ni carburant. Tout est fermé. Nous combattons des animaux et nous agissons en conséquence.* » Yoav Galant, le ministre israélien de La Défense, le 9 octobre 2023

« *Nous allons transformer Gaza en une île de décombres* » Benjamin Netanyahu, le 8 octobre 2023

« *Nous larguons des centaines de tonnes de bombes sur Gaza. L'important est la destruction, pas la précision* » Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, le 10 octobre dans Haaretz

« *Les animaux humains seront traités en conséquence, ils ont voulu l'enfer et ils auront l'enfer* » Ghassan Major, General de l'armée israélienne, october 9 Social media post

« *Il y a toute une nation qui en est responsable. Cette rhétorique selon laquelle les civils ne seraient pas impliqués est absolument fausse (…) Nous nous battrons jusqu'à leur avoir brisé les reins*. » Yitzhak Herzon, le président israélien, dans une conférence de presse.

« *Missile Jéricho ! Arme apocalyptique ! Voilà mon avis. Des roquettes puissantes à tirer sans discontinuer. Gaza doit être détruite et rasée. Sans pitié.* » Tally Gotliv du parti okud, le 9 octobre sur X/Twitter

« *Exterminez leurs familles, leurs mères et leurs enfants. Ces animaux ne doivent plus être autorisés à vivre*.» Ezra Yachin, vétéran israélien ayant participé au nettoyage ethnique de 1948 (Nakba).

« *Maintenant, il n'y a qu'un seul objectif: Nakba. Une nakba à Gaza qui éclipsera la nakba de 1948* » Ariel Kellet du Likoud, 7 octobre sur X / Twitter

« *La seule chose qui doit entrer dans Gaza, ce sont des centaines de tonnes d'explosifs, pas une once d'aide humanitaire* » Itamar Ben Gvir (ministre israélien en charge de la police et de l'armement)

« *Ils doivent partir, ainsi que les maisons dans lesquelles ils ont élevé les serpents. Sinon, d'autres petits serpents y seront élevés* ». Ayelet Shakid

« *Nous pouvons pardonner aux Arabes d'avoir tué nos enfants, nous ne pouvons pas leur pardonner de nous forcer à tuer leurs enfants* » Golda Meir (vieille citation, mais qui montre l'idéologie raciste)

« *Je suis ici aujourd'hui non seulement en tant que secrétaire d'état américain mais aussi en tant que juif … tant que les États-Unis existent, vous n'aurez jamais à faire cela [seuls] parce que nous serons toujours avec vous* » Blinken, 12 Octobre [déjà des centaines de bottes des forces spéciales Delta sont sur le terrain].

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bureau des médias gouvernementaux dans la bande de Gaza a annoncé au soir de ce mardi que le bilan des victimes des bombardements israéliens, depuis le 7 octobre, s'est alourdi à 11 320 tués, dont 4 650 enfants et 3 145 femmes.

Le communiqué ajoute que "*Le bilan des martyrs parmi le personnel médical a atteint les 198 personnes, dont un médecin, une infirmière et un ambulancier. En outre, 22 membres de la défense civile sont tombés en martyrs, ainsi que 51 journalistes*".

"*Le bilan des blessés a atteint les 29 200, dont plus de 70 % sont des femmes et des enfants*", a expliqué la même source.

Le gouvernement de Gaza a évoqué "*3 600 personnes portées disparues, dont 1 755 enfants encore sous les décombres*".

- L'armée israélienne tire du gaz lacrymogène à l'intérieur de la cour des urgences de l'hôpital de Tulkarem.

Depuis lundi soir, l'armée israélienne poursuit son opération militaire massive dans la ville de Tulkarem et de son camp, au cours de laquelle 7 Palestiniens ont été tués, 12 blessés et des infrastructures, véhicules et biens ont été détruits.

Plusieurs districts de la Cisjordanie y compris Jérusalem-Est, sont les théâtres de raids et d'incursions quasi quotidiens menés par l'armée israélienne dans des localités et villes palestiniennes, accompagnés d'affrontements, d'arrestations, de tirs à balles réelles et de bombes lacrymogènes sur les jeunes palestiniens. aa.com.tr 14 novembre 2023

- À Gaza, l'armée israélienne affirme contrôler des bâtiments officiels du Hamas. AFP

- Dr. Mohammad Zaqout : L'occupation a ouvert le feu sur ceux qui ont quitté le complexe médical de Shifa via le couloir qui, selon elle, était sécurisé

- Directeur général des hôpitaux de Gaza : L'armée d'occupation a pris d'assaut les bâtiments chirurgicaux et d'urgence du complexe médical Shifa et a fouillé le sous-sol de l'hôpital.

Hystérie des génocidaires sionistes ou le nazisme ordinaire.

A Washington, vaste rassemblement de soutien à Israël et pour "*ramener les otages*" - AFP 15 novembre 2023

De nombreux Américains de confession juive ont brandi des pancartes appelant à "*libérer la Palestine du Hamas*", à "*laisser Israël finir le travail*" ou à "*annihiler le Hamas*". "*Anéantissons le Hamas*". "*Aujourd'hui nous nous tenons aux côtés d'Israël*"

"*Nous soutenons Israël bien entendu... Pour moi, nous faisons exactement ce que nous devons faire*", a déclaré Sergei Kravchick, 64 ans, qui possède la nationalité israélienne et réside à Long Island dans l'Etat de New York.

Le nouveau chef républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a lui été ovationné lorsqu'il a déclaré que "*les appels à un cessez-le-feu (étaient) scandaleux*". AFP 15 novembre 2023

Les complotistes sadiques ne savent plus quoi inventer pour discréditer la résistance palestinienne.

J-C - Après, je cite, l'attaque sanglante des terroristes du Hamas le 7 octobre, les hôpitaux seraient utilisés par les combattants terroristes Hamas comme des bases logistiques et militaires, ils veulent leur coller sur le dos des viols, c'est tout ? Encourageons-les, ils doivent se renouveler au fur et à mesure que leurs impostures sont éventées : Continuez, vous vous discréditez vous-mêmes car vous ne pourrez jamais présenter la moindre preuve de ce que vous avancez...

Israël enquête sur « *plusieurs cas* » de violences sexuelles commis par le Hamas - LePoint.fr 15 novembre 2023

Selon la police israélienne, « *plusieurs cas* » de violences sexuelles ont été commis par les terroristes du Hamas lors des attaques du 7 octobre. LePoint.fr 15 novembre 2023

Washington accuse le Hamas d'utiliser des hôpitaux de Gaza comme centres opérationnels - actu.orange.fr/AFP 14 novembre 2023

Les Etats-Unis ont accusé mercredi le Hamas, sur la base de leurs propres renseignements, d'utiliser des hôpitaux à Gaza pour des opérations militaires, et en particulier celui d'al-Chifa, autour duquel les combats font rage. actu.orange.fr/AFP 14 novembre 2023

Guerre contre le Hamas: un ministre israélien estime que le patron de l'ONU "*ne mérite pas*" son poste - AFP/BFMTV 14 novembre 2023

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres "*ne mérite pas*" de diriger les Nations unies, a estimé mardi le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, ce mardi 14 novembre.

"*Guterres ne mérite pas d'être à la tête des Nations unies. Guterres n'a encouragé aucun processus de paix dans la région. (...) Je pense que Guterres, comme toutes les nations libres, devrait affirmer haut et fort: libérez Gaza du Hamas*", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse à l'ONU à Genève.

Alors qu'un représentant d'Israël invective Antonio Guterres, celui-ci n'a vraisemblablement pas commenté ces attaques. Son porte-parole a tout de même commenté la situation au Proche-Orient. Le secrétaire général se dit "*très inquiet de la situation horrible et des pertes humaines importantes dans plusieurs hôpitaux à Gaza*".

"*Au nom de l'humanité, le secrétaire général appelle à un cessez-le-feu humanitaire immédiat*", a ajouté Stéphane Dujarric, le porte-parole. Le directeur dudit hôpital gazaoui affirme que "*179 corps*" ont été enterrés dans une "*fosse commune*", dont des enfants prématurés. Des décès entraînés par l'absence d'électricité nécessaire aux soins. AFP/BFMTV 14 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme. Complotisme d'Etat relayé par son organe de propagande.

Tags d'étoiles de David en Ile-de-France : comment l'ingérence étrangère est devenue une piste privilégiée dans l'enquête - francetvinfo.fr 15 novembre 2023

En quelques jours, la thèse de l'ingérence étrangère fait surface : la piste d'une tentative de déstabilisation venue de la Russie est envisagée, comme l'a révélé franceinfo le 7 novembre. francetvinfo.fr 15 novembre

J-C - Un commando serait venu exprès de Moldavie, payé pas un Russie pour poser des "*tags d'étoiles"* sur les murs, et il serait reparti aussitôt après, quel délire, et ils y croient ces cinglés ! Un autre venant dont on ne sait où "*serait en fuite*", mais c'est suffisant pour privilégier la "*piste russe*". Puis on apprend qu'un riche moldave avait organisé ces opérations en soutien à Israël, mais "*du côté de l'enquête judiciaire, on ne confirme aucun élément sur cet homme*" !

Les nuisibles ont trouvé un autre ennemi pour vous faire peur : La pluie ! Au secours, il pleut !

Deux graphiques pour comprendre les pluies record qui se sont abattues sur la France ces dernières semaines - francetvinfo.fr 15 novembre

C'est du jamais-vu. Les pluies qui s'abattent sur une grande partie de la France depuis plusieurs semaines battent des records.

J-C - Une nouvelle menace plane sur vous !

Francetvinfo - Ces très fortes pluies s'inscrivent également dans un contexte de changement climatique.

La situation est d'autant plus inquiétante selon cette climatologue que les perturbations actuelles sont relativement précoces.

En attendant de voir ce que le ciel réserve pour les prochains mois, les prévisionnistes ont déjà annoncé que... francetvinfo.fr 15 novembre

J-C – La prochaine « *catastrophe* », ça va on a compris !

Totalitarisme. Terrorisme d'Etat. Inquisition ou gestapo sioniste. Chasse aux sorcières et à la pensée déviante. Appel à la délation.

Actes antisémites: Darmanin dénonce les "*insinuations choquantes*" de l'imam de la Grande Mosquée de Paris - BFMTV 14 novembre 2023

"*Où sont ces 1.200 actes antisémites qu'il y a en France?*". Ce mardi 14 novembre, Abdelali Mamoun, imam de la Grande mosquée de Paris, a créé la polémique. Au micro de RMC, il a indirectement mis en doute les 1.518 actes antisémites relevés en France par le ministère de l'Intérieur depuis les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre.

"*Je ne dis pas que les chiffres sont faux, mais ils ne sont pas dévoilés, apparents. J'aurais voulu qu'on dise que telle synagogue ou tel cimetière a été profané, que tel individu de confession juive a été agressé ou a subi des menaces*", a-t-il mis en avant, tout en demandant des "*éléments concrets*".

Les propos de l'imam n'ont pas tardé à faire réagir. Un peu plus tard dans la journée, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin s'est exprimé sur cette séquence. Le membre de l'exécutif affirme "réprouver totalement" ces "*insinuations très choquantes*".

Parmi les faits antisémites :

- 50% de tags, affiches, banderoles (parmi lesquels des « morts aux juifs », des croix gammées, etc) ;

J-C - Tags pouvant être apposés par n'importe qui, y compris des sionistes, on en a les preuves.

- 22% de menaces et insultes ;

J-C - Dans quelles circonstances ? D'où proviennent ces déclarations, de sionistes, de policiers qu'il faudrait croire sur parole ?

- 10% d'apologie du terrorisme ;

J-C - Le refus de qualifier le Hamas de terroriste suffit, donc ce n'est pas de l'antisémitisme.

- 8% d'atteintes aux biens ;

J-C - Dans quelles circonstances ? Lesquels ? Aucune précision.

- 6% de comportements suspects ;

J-C - Sous un régime policier n'importe quel comportement peut être caractérisé de suspect. D'où proviennent ces déclarations, de sionistes qu'il faudrait croire sur parole ?

- 2% de coups et blessures ;

J-C - Dans quelles circonstances ? Cela ferait 24, dans quelles circonstances, lors d'une dispute, d'une manifestation. D'où proviennent ces déclarations, de sionistes qu'il faudrait croire sur parole ?

- 2% d'atteintes aux lieux communautaires ;

J-C - Cela ferait 24, or les médias n'en ont pas évoqué autant, une poignée tout au plus.

Darmanin - J'invite chacun à porter plainte s'il a connaissance ou qu'il est victime d'un acte anti-religieux.

J-C – « *S'il a connaissance ou qu'il est victime* », encore un ministre qui n'est pas capable de s'exprimer correctement en français ! J'invite chacun à porter plainte s'il a connaissance d'un acte antireligieux ou s'il en est lui-même victime. En fait, surtout abstenez-vous, laissez chacun s'exprimer librement, ne jouez pas au petit dictateur pour rivaliser avec ce nazillon.

L'obscurantisme élevé au rang de vertu suprême, c'est la marque de fabrique des tyrans.

C'est Darmanin qui transforme chaque croyant en paria. Fuyez-les, surtout n'ayez aucun rapport avec des croyants par crainte qu'ils portent plainte contre vous au détour d'une conversation, où vos paroles pourraient être déformées ou interprétées de travers.

Diviser pour mieux régner, semer un climat de terreur, de violence ou de guerre civile dans tout le pays, de manière à pouvoir cautionner la répression et de nouvelles lois encore plus liberticides…

Terrorisme d'Etat. Quand les institutions de la Ve République passent sous le contrôle des sionistes nazis.

J-C – Le rapport entre les sionistes et leurs porte-parole et le Hamas relèvent de l'inversion accusatoire, car en réalité ce sont les sionistes qui terrorisent les Palestiniens depuis un siècle, et non l'inverse.

Hamas non qualifié de « *terroriste* » : pourquoi l'AFP persiste et signe - LePoint.fr 15 novembre 2023

Phil Chetwynd pour l'AFP : *« Il y a 99 % où le mot terroriste est utilisé dans un contexte correct.* »

L'explication ne convainc guère les parlementaires.

Le député français Meyer Habib, proche du Likoud israélien et ami du Premier ministre Benyamin Netanyahou, a affirmé sur X que « *l'antisémitisme* » pouvait « *parfois* » se retrouver à l'AFP, le PDG annonce que l'agence va porter plainte. Il évoque son récent voyage au Liban où un journaliste de l'agence qui ne comprenait pas pourquoi un tir de missile n'avait pas été attribué aux Israéliens accusait l'AFP d'être pro-israélienne.

Un sénateur relance le débat en fin d'audition : « *je ne comprends toujours pas. Qu'est-ce qui vous empêche de qualifier le Hamas de terroriste* ». C'est en trop pour Fabrice Fries qui s'emporte : « *On ne s'adresse pas au grand public, mais aux médias. Ils sont assez grands pour faire ce qu'ils veulent derrière. Pour eux, ce n'est d'ailleurs pas un sujet. La zone que nous appelons le* « Sud global » *ne reconnaît pas le Hamas comme organisation terroriste. Alors, nous précisons, « Hamas, qualifié de terroriste par l'Union européenne, les États-Unis et Israël.* » Et le patron de l'AFP de s'agacer : « *On monte en épingle un sujet depuis des semaines alors qu'à aucun moment l'AFP nie les atrocités commises par le Hamas.* »

J-C - On exige de vous que vous vous aligniez totalement sur le discours officiel, on ne vous demande pas autre chose. Il ignore que la France est passée sous un régime fascisant, voilà ce qui peut arriver quand on s'est soumis aveuglément à un régime…

Combat contre la dictature énergétique et climatique, le Green New Deal de Davos

Le climatisme (3/4) : Le Zéro Net 2050, un projet irréaliste, adopté sans réel débat - Association des climato-réalistes 13 novembre 2023

Par Robert Girouard

Au cœur de l'idéologie climatiste, le Zéro Net 2050, qui engage l'humanité entière dans une transformation ruineuse et utopique, a été imaginé sous l'égide de l'ONU en l'absence de certitude scientifique, et adopté par les États sans réel débat démocratique. Une histoire abracadabrante.

https://www.climato-realistes.fr/le-climatisme-3-4-le-zero-net-2050-un-projet-irrealiste-adopte-sans-reel-debat/

Une étude norvégienne. Il semble impossible de déterminer dans quelle mesure l'augmentation de la température est due aux émissions de CO2.

Dans ce rapport, nous avons passé en revue les données sur le climat et les températures dans le passé et nous avons constaté qu'il y a eu d'importantes fluctuations de température (non stationnaires) dues à des causes naturelles.

Ensuite, nous avons résumé les travaux récents sur les analyses statistiques de la capacité des MCG à suivre les données historiques de température. Ces études ont démontré que la série temporelle de la différence entre la température mondiale et les prévisions rétrospectives correspondantes des MCG n'est pas stationnaire. Ces études soulèvent donc de sérieux doutes

quant à la capacité des MCG à distinguer les variations naturelles des températures des variations causées par les émissions de CO2 produites par l'homme.

Ensuite, nous avons mis à jour l'analyse statistique des séries temporelles de Dagsvik et al. (2020) sur la base des séries de températures observées enregistrées au cours des 200 dernières années et plus loin dans le temps. Malgré les tendances longues et les cycles de ces séries de températures, nous avons constaté que l'hypothèse de stationnarité n'a pas été rejetée, à l'exception de quelques cas. Ces résultats sont donc cohérents avec ceux obtenus par Dagsvik et al. (2020). En d'autres termes, les résultats impliquent que l'effet des émissions de CO2 d'origine humaine ne semble pas être suffisamment fort pour provoquer des changements systématiques dans le schéma des fluctuations de température. En d'autres termes, notre analyse indique qu'en l'état actuel des connaissances, il semble impossible de déterminer dans quelle mesure l'augmentation de la température est due aux émissions de CO2

En anglais, 123 pages :

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2023/11/etude-norvegienne.pdf

LE SOCIALISME

Le 16 novembre 2023

Pendant combien de temps encore va-t-on s'accommoder de vivre dans un monde aussi pourri et injuste, dénué d'humanité, cruel, sanguinaire, barbare ? Sans réagir, sans se révolter.

- Quel cauchemar, quel terrible cas de conscience, non ?

- Pourquoi, je ne vois pas où tu veux en venir.

- Dis, on ne pourrait pas parler d'autres choses ? C'est angoissant et ça m'énerve à la fin.

- C'est culpabilisant alors qu'on n'y peut rien. C'est franchement dégueulasse ce que tu fais là. Non mais c'est vrai à la fin, arrête, je n'en peux plus.

- Arrête de parler la bouche pleine, tu vas encore avoir des palpitations cardiaques ou ça va faire monter ta tension.

- Passe-moi plutôt une part de tarte aux fraises j'adore cela.

- Je ne voulais surtout pas te couper l'appétit.

- Il m'en faudrait plus, et puis je m'en fous j'ai terminé !

Bonne digestion et parlons d'autres choses pour se changer les idées.

Quand la connerie « *ressentie* » atteint des sommets stratosphériques !

Canicule au Brésil : la température ressentie atteint les 58,5 °C à Rio, un record - france24.com 15 novembre 2023

Lu.

- La social-démocratie s'est réduite à l'épaisseur du papier-cigarette qui sépare les principales politiques des grands partis. La seule chose à laquelle ils adhèrent, c'est ce culte du capitalisme, le néolibéralisme, et la pauvreté qui en découle. (John Pilger, grand reporter de guerre australien.)

J-C – Les classes moyennes sont orphelines depuis que la gauche n'existe plus, et bien qu'elles en tirent les enseignements et rompent avec le capitalisme et ses institutions…

- Le criminologue William Blum s'est efforcé de jeter la lumière sur ce terrorisme d'État qui dit rarement son nom. Il faut donc le répéter :

"*Au cours de ma vie, les États-Unis ont renversé ou tenté de renverser plus de 50 gouvernements, la plupart démocratiques. Ils ont interféré dans des élections démocratiques dans 30 pays. Ils ont largué des bombes sur les populations de 30 pays, pour la plupart pauvres et sans défense. Ils ont lutté pour éradiquer des mouvements de libération dans 20 pays. Ils ont tenté d'assassiner d'innombrables dirigeants*."

Lecture.

La révolte de 1936-39 en Palestine par Ghassan Kanafani - Janvier 1972

Introduction

Entre 1936 et 1939, le mouvement révolutionnaire palestinien subit un sérieux revers du fait de l'action combinée de trois ennemis distincts qui constituaient ensemble le principal frein au mouvement national en Palestine à chaque étape cruciale de la lutte : les dirigeants réactionnaires locaux, les régimes des Etats arabes prêts à sacrifier la Palestine et l'ennemi impérialiste-sioniste. La présente étude se concentre sur les structures respectives de ses forces distinctes et sur les relations dialectiques existant entre elles.

La richesse de l'expérience nationale palestinienne qui a vu le jour depuis 1918, s'accompagnant d'une façon ou d'une autre de la lutte armée, ne s'est pas reflétée dans les structures supérieures du mouvement national palestinien qui resta sous le contrôle de dirigeants semi-féodaux et semi-religieux. La raison première est à rechercher dans deux facteurs :

1. L'existence et l'efficacité du mouvement sioniste qui donna la primauté relative à la question nationale sur les contradictions sociales. Les masses arabes palestiniennes subirent le poids de cette question nationale en étant les principales victimes de l'invasion sioniste appuyée par l'impérialisme britannique.

2. L'existence d'un conflit d'intérêt majeur entre la direction féodale et religieuse locale et l'impérialisme britannique : la classe dirigeante se devait d'appuyer plus ou moins la lutte révolutionnaire au lieu d'être plus ou moins l'alliée du pouvoir impérialiste comme c'était le cas ailleurs. Les impérialistes britanniques trouvèrent chez les sionistes « *un allié plus digne de confiance* ».

Ces facteurs donnèrent à la lutte du peuple palestinien un caractère particulier qui ne s'applique pas à la lutte nationale arabe en dehors de la Palestine. La direction traditionnelle participa ou au moins toléra la forme la plus avancée de l'action politique (la lutte armée), elle lança des slogans progressistes et malgré sa nature réactionnaire, elle appuya une direction positive durant la phase critique de la lutte nationale palestinienne. Il est à noter, malgré tout,

que la direction féodale et religieuse a pu se maintenir à la tête du mouvement national palestinien très longtemps (jusqu'en 1948). La transformation de la structure économique et sociale de la Palestine qui s'est déroulée rapidement, a touché en premier le secteur juif et s'est exercée aux frais de la moyenne et petite-bourgeoisie palestinienne ainsi que de la classe ouvrière arabe. La transformation d'une société féodale en société capitaliste s'est accompagnée d'une concentration du pouvoir économique dans les mains de la machine sioniste dans la société juive de Palestine. Il est significatif que les Arabes palestiniens ouvertement conciliateurs dans les années trente, n'étaient pas des propriétaires terriens ni des paysans riches mais plutôt des éléments de la haute bourgeoisie urbaine dont les intérêts coïncidaient petit à petit avec les intérêts en expansion de la bourgeoisie juive. Cette dernière en contrôlant le processus d'industrialisation créait ses propres agents.

Dans le même temps, les pays arabes prêts à sacrifier la Palestine jouaient deux rôles contradictoires. D'un côté, le mouvement de masse pan-arabe servait de catalyseur pour l'esprit révolutionnaire des masses palestiniennes, depuis qu'une relation dialectique existait entre les luttes palestiniennes et celles des autres Arabes. D'un autre côté, les régimes établis dans ces pays arabes faisaient tout ce qui leur était possible pour limiter et saper le mouvement de masse palestinien. Le conflit s'aiguisant en Palestine, contribuait au développement de la lutte dans ces pays sur la voie d'une plus grande violence, créant un potentiel révolutionnaire, ce que ne pouvaient supporter les classes dirigeantes. Les classes dirigeantes arabes furent dans l'obligation de soutenir l'impérialisme britannique contre les classes dirigeantes de Palestine à la tête du mouvement national palestinien.

Parallèlement, l'alliance sionisme-impérialisme continua de grandir ; la période 1936-39 ne montra pas seulement la cristallisation du caractère militariste et agressif de la société coloniale implantée par le sionisme en Palestine mais aussi le musellement et la défaite de la classe ouvrière palestinienne; cela aura un effet déterminant sur la conduite de la lutte. Durant cette période, le sionisme en collaboration avec le Mandat britannique, sapa avec succès le développement d'un mouvement ouvrier juif progressiste ainsi que la fraternité prolétarienne juive-arabe. Le Parti Communiste de Palestine fut isolé des ouvriers juifs et arabes, et l'Histadrut réactionnaire domina complètement le mouvement ouvrier juif. L'influence des forces progressistes dans les fédérations ouvrières arabes à Haïfa et Jaffa diminua pour laisser la place à des directions réactionnaires qui monopolisèrent l'action politique.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Palestine_La_revolte_de_1936_39.pdf

---

Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine par Gabriel Baer mai 1949

Les événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient depuis que fut créé l'an dernier l'Etat d'Israël sont de nature à ébranler deux grandes illusions de la part du prolétariat international :

1) l'illusion que l'impérialisme a subi une défaite à la suite de la fondation d'un nouvel Etat indépendant au cours d'une lutte anti-impérialiste ;

2) l'illusion que l'existence de l'Etat d'Israël exerce une influence progressive sur la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier des pays arabes du Moyen-Orient.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/ Palestine_1949.pdf

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Médias israéliens : on a trouvé ni arme ni prisonnier israélien à l'intérieur du complexe hospitalier al-Shifa. french.almanar.com.lb 15 novembre 2023

- Les chaînes de télévision israéliennes, dont la chaîne 12 (privée), ont fait savoir que « *l'armée israélienne a fait sauter le bâtiment du Conseil législatif palestinien* », l'un des symboles de la souveraineté palestinienne. .aa.com.tr 15 novembre 2023

- Deux nouvelles factions, le Brigades des Moudjahidines et les Brigades de la résistance nationale ont rejoint les brigades al-Qassam et al-Qods du Hamas et du Jihad islamique dans les opérations de résistance dans la bande de Gaza où le gros lot des combats se déroulent dans le nord-ouest de la ville de Gaza. Ces factions ont revendiqué une quinzaine d'attaques ce mercredi, dont des salves de roquettes contre des colonies et des villes israéliennes. french.almanar.com.lb15 novembre 2023

« *Israël est un État terroriste, il finira par disparaître* », déclare le président turc - french.almanar.com.lb15 novembre 2023

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé, ce mercredi 15 novembre, qu' « *Israël est un État terroriste* », ont rapporté les médias israéliens.

« *Vous reconnaissez le Hamas comme une organisation terroriste, mais le Hamas est un parti politique qui a remporté les élections et qui a ensuite été dépossédé de ses droits par les États-Unis et Israël. Pour une raison quelconque, certains ne le comprennent pas* », a-t-il ajouté lors d'un discours devant le Parlement turc à Ankara.

« *Même la guerre a ses lois, et la première est de ne pas nuire aux femmes, aux enfants, aux personnes âgées et aux malades* », a continué le chef de l'État turc. french.almanar.com.lb15 novembre 2023

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau appelle 'Israël' à cesser de tuer des bébés à Gaza. Colère de Netanyahu - french.almanar.com.lb 15 novembre 2023

Il s'agit là de sa critique la plus virulente à l'égard d'Israël depuis le début de l'agression israélienne contre Gaza, le 7 octobre.

« *J'exhorte le gouvernement d'Israël à faire preuve de la plus grande retenue. Le monde regarde, à la télévision, sur les réseaux sociaux – nous entendons les témoignages de médecins, de membres des familles, de survivants, d'enfants qui ont perdu leurs parents* », a-t-il déclaré.

« *Le monde est témoin de ce massacre de femmes, d'enfants, de bébés. Cela doit cesser* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse dans la province occidentale de la Colombie-Britannique.

Rappelons que des centaines de milliers de protestataires au Canada avaient dénoncé les positions de Justin Trudeau, l'accusant de complicité dans le génocide en cours à Gaza. french.almanar.com.lb 15 novembre 2023

Après la Bolivie, le Belize suspend à son tour ses relations diplomatiques avec Israël - BFMTV 15 novembre 2023

Le gouvernement du Belize a retiré *"l'accréditation de l'ambassadrice israélienne à Belmopan et suspendu toutes les activités de son représentant en Israël, avec effet immédiat*", selon un communiqué.

La Colombie, le Chili et le Honduras ont pour leur part rappelé leurs ambassadeurs pour consultations.

Au Moyen-Orient, de rares pays ont pris des sanctions diplomatiques contre Israël. La Jordanie, notamment, a rappelé son ambassadeur. BFMTV 15 novembre 2023

Forces yéménites : Nous avons ciblé Eilat avec des missiles… et nous traiterons de manière appropriée les navires israéliens en mer rouge - french.almanar.com.lb14 novembre 2023

Il a également souligné que « *les forces yéménites n'hésiteraient pas à cibler tout navire israélien en mer Rouge ou tout endroit où nous pouvons l'atteindre* ».

Plus tôt dans la journée, le chef du mouvement Ansarullah au Yémen, sayyed Abdul Malik Badr al-Din al-Houthi, a affirmé que « *les forces armées yéménites pourchasseront les navires d'occupation dans la mer Rouge et n'hésiterons pas à les cibler devant le monde entier* ». french.almanar.com.lb14 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils ont dégainé tellement vite qu'on l'avait laissé passer !

Le gouvernement déclenche un nouveau 49.3 (le 17e), sur la loi de programmation budgétaire - actu.fr 13 novembre 2023

Ce texte, déjà soumis à un précédent 49.3 en septembre dernier, a pour objectif de définir les orientations pluriannuelles des finances publiques.

Il prévoit notamment de ramener le déficit public de 4,9 % du produit intérieur brut en 2023 à 2,7 % en 2027. Un objectif supérieur à celui de 3 % fixé par l'Union européenne, mais « *une trajectoire crédible et nécessaire* », a indiqué Franck Riester, citant les mots d'Elisabeth Borne. actu.fr 13 novembre 2023

J-C - Cela se traduira encore par de nouvelles coupes dans les budgets « *sociaux* » et les services publics.

En famille au chevet des institutions de la Ve République.

Qui se rendra (ou non) aux nouvelles rencontres de Saint-Denis organisées par Emmanuel Macron ? - Le HuffPost 15 novembre 2023

Le 6 novembre, le premier secrétaire du PS a adressé une fin de non-recevoir au chef de l'État. « *C'est non car je ne veux pas supprimer le Parlement, je crois à la démocratie* ».

La France insoumise a diffusé un communiqué pour justifier son refus de participer à ce nouveau rendez-vous, en dénonçant « *la multiplication de ces exercices monarchiques visant à contourner le débat organisé dans ses formes constitutionnelles* ».

En effet, Marine Tondelier et Fabien Roussel ont eux décidé de répondre présent.

Éric Ciotti (LR) a surpris nombre d'observateurs en annonçant mardi 14 novembre qu'il déclinait l'invitation, mais le président LR du Sénat Gérard Larcher y participera.

Le président du RN, Jordan Bardella, compte bien répondre présent, cette rencontre permettant au parti d'extrême droite de poursuivre sa stratégie de « *normalisation* », selon le patron de l'UDI Hervé Marseille : « *il va occuper tout l'espace, Ciotti lui fait un cadeau somptueux* ». Le HuffPost 15 novembre 2023

J-C - Le HuffPost a raison, Marine Tondelier et Fabien Roussel vont cautionner en famille cette « *normalisation* » de l'extrême droite ou cette alliance avec l'extrême centre.

Toujours en famille. Punition collective. Comment taxer le "*comportement*" des plus pauvres.

J-C - Ils surtaxent un tas de produits alimentaire jusqu'aux jeux d'argent sous des prétextes fallacieux, sachant leurs mauvaises intentions envers ceux qui les consomment ou l'indifférence qu'ils témoignent aux conditions des plus défavorisés. Ce ne sont pas les mieux lotis qui jouent à des jeux d'argent ou qui bouffent ou picolent des saloperies bourrées de sucre, sel, graisse et autres produits chimiques de synthèse, ce sont les pauvres en espérant décrocher le jackpot ou qui consomment des produits alimentaires de basse qualité nuisible à leur santé.

Ils le savent ces salopards qui vont les surtaxer, pour le bien de ces consommateurs osent-ils avancer, à moins que ce ne soit pour alimenter le budget de la guerre. Pourquoi ne les interdisent-ils pas ? Et vous savez qui en a rajouté une couche, devinez, ceux qui sont réactionnaires jusque dans les moindres petits détails et qui se disent de gauche, démocrates ou progressistes.

Budget de la Sécu : le Sénat alourdit la taxation des produits les plus sucrés - Publicsenat.fr 16 novembre 2023

Le débat sur les taxes comportementales est un classique de chaque examen de projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Philippe Mouiller (LR) a mis en garde sur les conséquences de tels amendements sur les foyers les plus modestes. « *Ayez en tête qu'en votant les taxes, vous aurez un impact direct sur le pouvoir d'achat, dans un contexte qui est extrêmement compliqué.* »

À l'initiative du sénateur Xavier Iacovelli, soutenu par ses collègues du groupe macroniste RDPI (Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants), le Sénat a majorité de droite et du centre a alourdi la « *taxe soda* ». Depuis 2018, une taxe est en effet modulée en fonction de la quantité de sucre ajouté dans une boisson.

Le barème qu'il a introduit, sur proposition de deux députés MoDem et RN, et sur inspiration du modèle britannique, accroît nettement la taxation sur les boissons les plus sucrées. Par exemple, une boisson qui contient entre 50 et 80 grammes de sucre par litre se verrait appliquer une taxe de 21 centimes, soit environ le triple du montant actuel. Parallèlement, la taxe disparaîtrait lorsque le sucre est présent en quantité très faible.

Par la suite, les sénateurs ont également adopté un autre amendement, là encore contre l'avis du gouvernement. Présenté par François Bonhomme (LR) et plusieurs de ses collègues, et également dans une version identique par Xavier Iacovelli (RDPI), il vise à taxer les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés, en fonction de la quantité de ces derniers. « *Il est avéré qu'une surconsommation d'aliments industriels, notamment de produits ultra-transformés, favorise la survenance de maladies chroniques* », a justifié le sénateur François Bonhomme. Ce mécanisme doit inciter les industriels à « *proposer des produits plus vertueux s'inscrivant dans le cadre d'une alimentation saine* ».

Toutes les propositions d'évolution de la fiscalité comportementale sur des boissons alcoolisées ont en revanche été balayées, au terme d'échanges passionnés.

Les sénateurs ont également revu la taxation du tabac à chauffer, à travers l'adoption d'un amendement socialiste. La commission des affaires sociales a donné son feu vert.

Dans ce dernier PLFSS avant les Jeux olympiques de 2024, les sénateurs ont également appelé à l'instauration d'une taxe sur les publicités de jeux d'argent et de hasard. Les groupes PS, RDSE et écologiste ont réussi à faire adopter un amendement dans ce sens, contre l'avis de la commission et du gouvernement. Publicsenat.fr 16 novembre 2023

Le colonisateur tient à conserver le contrôle de ses esclaves.

Loi immigration: le Sénat adopte une version durcie, cap sur l'Assemblée - AFP/actu.orange.fr 14 novembre 2023

Le Sénat a adopté mardi une version durcie du projet de loi immigration, désormais transmis à l'Assemblée nationale, où le gouvernement tentera de trouver une voie de passage pour cette réforme hautement sensible à partir du 11 décembre.

Largement adopté à 210 voix contre 115, le texte de loi soumis au vote à la chambre haute n'a pas grand-chose à voir avec la version initiale du gouvernement: les sénateurs lui ont imprimé un sérieux tour de vis la semaine dernière, avec la droite et ses alliés centristes à la manœuvre.

La réforme, qui reposait initialement sur deux "*jambes*", contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, penche désormais nettement sur le volet répressif, avec une quantité de mesures pour faciliter les expulsions d'étrangers "*délinquants*", simplifier les procédures d'éloignement et décourager les entrées sur le territoire.

Désormais seul aux commandes de la réforme, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, n'a pas semblé désemparé par l'introduction de nombreux marqueurs de la droite au fil d'une semaine de débats parfois houleux.

"*C'est un texte coconstruit*", "*enrichi par le Sénat*", a-t-il souligné mardi sur CNews, maintenant son mot d'ordre: la "*fermeté*".

Selon lui, avec cette réforme qui permettra de lever l'essentiel des barrières aux expulsions d'étrangers menaçant l'ordre public, y compris lorsqu'ils sont arrivés en France avant l'âge de 13 ans.

D'autres mesures très droitières ont été ajoutées: resserrement des critères du regroupement familial, durcissement du droit du sol, conditionnement des allocations familiales et de l'aide au logement (APL) pour les étrangers à cinq ans de résidence, politique de "*quotas*" migratoires annuels et surtout suppression de l'aide médicale d'Etat (AME) pour les sans-papiers.

Si aucun compromis n'est trouvé, le gouvernement a toujours la possibilité d'activer le 49.3 pour adopter son texte sans vote, quitte à s'exposer à une motion de censure de la droite, qui a peu de chances d'aboutir sans le soutien de la gauche. AFP/actu.orange.fr 14 novembre 2023

La puissance coloniale se croit encore à l'époque des accords de Sykes Picot de 1916 !

La justice française émet un mandat d'arrêt international contre Bachar Al-Assad - aa.com.tr 15 novembre 2023

Deux juges d'instruction français ont délivré des mandats d'arrêt à l'encontre du président du régime syrien, Bachar Al-Assad, son frère, Maher Al-Assad, ainsi que deux cadres du régime,

pour "*complicité de crimes de guerre et crimes contre l'humanité*" se rapportant à des attaques aux armes chimiques en 2013, ont rapporté des médias français.

Le président du régime syrien, son frère et les deux cadres du régime "*sont visés depuis mardi 14 novembre par des mandats d'arrêt français pour complicité de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, délivrés par deux juges d'instruction en charge du dossier sur les attaques aux armes chimiques les 5 et 21 août 2013*", a indiqué la radio "*France Inter*" (service public).

En août 2017, le Réseau Syrien des Droits de l'Homme (SNHR) a affirmé, dans un rapport, que le régime syrien a eu recours aux armes chimiques à 174 reprises depuis 2013.

J-C – Une accusation portée par une officine créée en 2011 par le MI6 britannique…

Totalitarisme. Etat policier, hors la loi, voyou, c'est confirmé et cela ne date pas d'hier.

J-C – Un gouvernement et des élus qui pratiquent l'abus de pouvoir en toute impunité, puisqu'ils savent qu'ils sont en présence d'un parlement croupion, qui mis devant le fait accompli cautionnera leurs activités illégales. C'est leur conception de la démocratie, on comprend pourquoi celle de Netanyahu ne les choque pas !

Recours à la reconnaissance faciale par la police - Publicsenat.fr 15 novembre 2023

Les révélations de Disclose sur le recours par les forces de l'ordre de la reconnaissance faciale, depuis 2015, en dehors de tout cadre légal, fait un peu l'effet d'une bombe sur la question des libertés publiques. Le média d'investigation en ligne a révélé mardi 14 novembre que la police a acquis « *en secret un logiciel d'analyse d'images de vidéosurveillance de la société israélienne Briefcam* » qui permet d'utiliser cette technique polémique.

Le recours au logiciel a été mis en place en 2015, donc sous François Hollande, quand Bernard Cazeneuve était ministre de l'Intérieur, pour être d'abord expérimenté en Seine-et-Marne. En 2017, l'expérimentation est étendue au Rhône, au Nord, aux Alpes-Maritimes et la Haute-Garonne, ainsi que pour « *le service interministériel d'assistance technique (SIAT), une unité de police en charge des infiltrations, de la mise sur écoute et de la surveillance de la grande criminalité* », précise Disclose, qui ajoute que « *dans la foulée, ce sont les services de la police judiciaire, les préfectures de police de Paris et Marseille, la sûreté publique et la gendarmerie nationale qui vont être dotés du logiciel de Briefcam sur des ordinateurs dédiés* ». Bref, beaucoup de monde, le tout en dehors de tout cadre légal, sans étude d'impact, ni information auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), autorité administrative indépendante chargée des questions relatives aux données personnelles. *« La reconnaissance faciale de Briefcam serait activement utilisée. Sans contrôle ni réquisition judiciaire* », explique le site.

Des révélations d'autant plus étonnantes, que le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, s'est personnellement dit opposé à la reconnaissance faciale ces derniers mois. Il l'a dit à deux reprises au Sénat. Rebelote lors de son audition pour l'examen du texte sur les Jeux

olympiques, qui a autorisé l'expérimentation de la vidéo surveillance automatisée par algorithme. Lors des débats en séance sur le texte JO, la ligne du gouvernement était la même.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés n'a pas tardé à réagir. Au lendemain de ces révélations, *« la CNIL initie une procédure de contrôle vis-à-vis du ministère de l'Intérieur suite à la publication d'une enquête journalistique informant d'une possible utilisation par la police nationale d'un logiciel de vidéosurveillance édité par #BriefCam* », annonce l'autorité sur X (ex-Twitter).

« *C'est une affaire que je qualifie de très grave, si ça s'avère exact »*, réagit la sénatrice PS Sylvie Robert, l'une des parlementaires membre de la Cnil, qui s'émeut du sort fait, au passage, à la représentation nationale :

Il y a une question de confiance. Le ministre de l'Intérieur nous aurait menti. Ce n'est pas rien.

« Il y a eu une expérimentation en 2015. Et 2 ans après, il n'y a eu ni évaluation, ni étude d'impact avant de généraliser en 2017. Et aucune consultation de la Cnil pour l'étendre à une autre échelle », s'émeut la sénatrice, qui a eu au téléphone la présidente de la Cnil, Marie-Laure Denis.

Reste que des bruits circulaient, selon le sénateur EELV, Thomas Dossus. Mais ils n'allaient pas jusque-là. « *Ce qu'on savait, et Gérald Darmanin l'avait reconnu dans une audition, c'est que des mairies utilisaient déjà des logiciels de surveillance algorithmique, non déclarés à la Cnil. Mais on ne savait pas à quel point, que ça faisait de la reconnaissance faciale* », souligne le sénateur du Rhône. « *On devient très border. Mais ce qui devient dramatique, c'est qu'ils sont conscients des risques juridiques. Ils savent que ce n'est pas légal. Je vais faire une question écrite et une saisine de la Cnil* », annonce Thomas Dossus, qui ajoute :

Quand le ministre de l'Intérieur ne respecte pas lui-même les règles de protection de vie privée des citoyens, c'est un vrai problème. On vote des lignes rouges qui, visiblement, ne servent à rien.

De son côté le socialiste Jérôme Durain, co auteur d'un rapport, avec le sénateur LR Marc-Philippe Daubresse et l'ex-sénateur centriste, Arnaud de Belenet, qui se prononçait pour le recours à la reconnaissance faciale de manière limitée et encadrée. « *C'est particulièrement surprenant. On se dit, à quoi on sert ? Ce n'est pas la peine qu'on s'échine à trouver des solutions si tout cela se fait sous les radars, dans des salles obscures et à l'abri du regard des parlementaires* ».

La sénatrice (rattachée LR) Agnès Canayer souligne qu'« *en droit, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de cadre qui autorise, qu'il y en a un qui interdit. C'est le problème des vides juridiques. S'il y a une expérimentation, c'est qu'au départ, ce n'est pas interdit* ».

Il faut maintenant attendre l'éventuelle réponse du ministre et les résultats du contrôle de la Cnil. A moins que le gouvernement ne décide de légaliser a posteriori – comme on l'a vu sur le recours aux drones pour surveiller les manifestations – le recours à la reconnaissance faciale. « *Pourquoi ne pas la tester pendant deux ou trois ans, localement ?* », a demandé mardi, dans un entretien à Paris Match, Olivier Véran, porte-parole du gouvernement et

ministre chargé du Renouveau démocratique. Ce qui permettrait de l'« *évaluer avec des écoles de sciences sociales, (de) mesurer l'impact sur les libertés, les mouvements de foule, l'insécurité* ». En France, on a des caméras, et on a des idées pour les utiliser. Publicsenat.fr 15 novembre 2023

J-C - Pour restreindre les libertés individuelles et collectives ils ne sont jamais à court d'idées, merci on le savait déjà ! Sinon, cela s'appelle admettre un abus de pouvoir rétroactivement pour faire taire toute critique ou éviter toute condamnation, ce dont ils se moquent puisqu'ils sont à la fois juge et partie. Quand le sénateur EELV, Thomas Dossus affirme "*que des bruits circulaient*", il veut dire par là que tous étaient au courant, mais tous se sont tus. Alors qui sont les vrais "*complotistes*", ne cherchez plus.

Autrement dit, ils sont en train d'instaurer un régime totalitaire en toute illégalité et à l'insu de la population, et pour autant, aucun parti présent au parlement n'entend rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, ce qui ne peut qu'encourager les tyrans dans leur entreprise liberticide.

Leur propagande ou leur guerre psychologique permanente, c'est quoi sinon ce qu'ils dénoncent avec cette loi... qui ne leur est pas destinée.

J-C – Les professionnels de la manipulation des consciences inventent un délite « *de sujétion psychologique* ». Ils osent tout.

Contre les dérives sectaires, le gouvernement présente son nouvel arsenal juridique - Le HuffPost 15 novembre 2023

Le projet de loi, qui se veut « *une réforme majeure des outils juridiques* » de 2001, prévoit de créer un nouveau délit pour « *réprimer directement les actes visant à placer ou maintenir une personne en état de sujétion psychologique* ». Les peines encourues seraient de trois ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amende.

J-C - Qui visent-ils ? Tous ceux qui contestent le discours officiel dans tous les domaines, toute forme d'opposition doit être ostracisée ou disparaître sous un régime totalitaire.

Le HuffPost - Avec la crise sanitaire du Covid-19 et le développement des réseaux sociaux, « *on a vu apparaître des gourous 2.0 qui fédèrent de véritables communautés* », ajoute-t-on.

J-C – C'est ainsi qu'ils avaient traité les plus grands scientifiques du pays durant la dictature sanitaire, parce qu'ils avaient refusé d'intégrer leur « *consensus* » bidon.

Le HuffPost - Alors que « *25% des saisines de la Miviludes concernent le domaine de la santé* », le texte veut aussi créer un délit de « *provocation à l'abandon ou à l'abstention de soins, ou à l'adoption de pratiques* » exposant à un « *risque grave pour la santé* ». La peine encourue serait de 15 000 euros et un an d'emprisonnement.

J-C – Délit qui aurait dû s'appliquer au gouvernement pour avoir remis en cause la liberté de prescription des médecins durant l'épisode de la dictature sanitaire, et avoir empêché des

centaines de milliers de patients de se soigner ou de poursuivre normalement leurs traitements. On en oublierait presque l'état de délabrement avancé de la santé publique en France.

« *C'est un sujet de santé publique, avec des conséquences qui peuvent être très graves* », explique-t-on au ministère.

J-C - Ministère ou bureau des assassins qui a plus de 100 000 morts à son actif à cause de sa dictature sanitaire, autant de morts qui auraient pu être évités, on ne le répètera jamais assez, c'est pire que le bilan du massacre des Palestiniens perpétré par gouvernement d'extrême droite israélien.

Quand cela les concernait directement l'immense majorité des Français ont subi ce mauvais traitement sans broncher, alors pourquoi bougeraient-ils pour Gaza, c'est si loin et cela ne les concerne pas directement.

Le HuffPost - Enfin le projet de loi veut « *faciliter les sanctions disciplinaires pour les praticiens déviants* », avec la transmission obligatoire des condamnations et placements sous contrôle judiciaire.

J-C - Entendez par "*praticiens déviants*", les médecins qui ont prescrit l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine ou d'autres molécules efficaces associées à un antibiotique genre azithromycine… Une nouvelle menace contre la liberté de prescription des médecins ou la pratique de la médecine indépendante par un régime tyrannique. Pour ces psychopathes dégénérés porte-parole de Big Pharma, la santé de la population est leur ennemi.

Totalitarisme. Règlement de compte et racisme d'Etat. Une condamnation "*par principe de précaution*", pour l'exemple.

J-C - On a là un exemple "*de sujétion psychologique*" avancée par un tribunal d'exception pour condamner un innocent.

Question : Qui suggère quoi ? En l'occurrence les magistrats et les médias en se livrant à un amalgame. Entre quoi et quoi ou qui et qui au juste ? Entre un assassin étant passé à l'acte, et les propos d'un jeune syrien, qui a eu beau affirmé « *je ne veux faire de mal à personne, je ne suis pas dangereux* », n'a pas été entendu sans doute parce qu'un « *homme aux cheveux châtains longs et ondulés* » (AFP) n'inspire pas confiance, c'est forcément un dangereux terroriste potentiel, avis à tous ceux coupables de porter des « *cheveux longs ondulés* ».

De fait ou par ailleurs, ils ont rétabli subrepticement le délit d'opinion, ils étaient Charlie que voulez-vous !

Dax : Un Syrien condamné à cinq ans de prison pour apologie et provocation au terrorisme - 20 Minutes avec AFP 14 novembre 2023

Un Syrien de 22 ans interpellé peu après l'attentat d'Arras mi-octobre a été condamné lundi à cinq ans de prison pour apologie et provocation à un acte de terrorisme, en récidive, par le tribunal de Dax (Landes).

Après la mort le 13 octobre de Dominique Bernard, un professeur poignardé à Arras (Pas-de-Calais) par un ancien élève fiché pour radicalisation islamiste, un signalement de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) au parquet de Dax avait déclenché l'ouverture d'une enquête visant ce jeune Syrien. Le 16 octobre, ce dernier avait été interpellé « *dans un contexte qui faisait craindre des événements en lien avec le terrorisme islamique en France* », selon la présidente du tribunal.

Le tribunal, qui a suivi les réquisitions du parquet en prononçant une peine de cinq ans de prison ferme, a également ordonné son maintien en détention et une interdiction de territoire français pendant dix ans une fois sa peine purgée.

Certaines conversations ont aussi été retenues par le tribunal comme des « *incitations* » à rejoindre le djihad, telle la phrase : « *Vous comptez continuer longtemps à vous plaindre devant vos écrans sans rien faire ?* », découverte dans une conversation sur Telegram.

Pour son avocate, Me Betty Dupin, qui avait plaidé la relaxe, ce dossier s'inscrit dans un « *contexte particulier* », celui de « *l'alarmisme prégnant où on jugerait par principe de précaution* ». 20 Minutes avec AFP 14 novembre 2023

France : La blanchisseuse du Palais.

J-C - Vous avez dit justice, quelle justice, de quoi parlez-vous, vous êtes fou ou quoi. Parodie de justice.

Un an de prison avec sursis requis contre Éric Dupond-Moretti - lepoint.fr 15 novembre 2023

Haut magistrat, Rémy Heitz a construit sa carrière en alternant postes en juridiction, passages en administration centrale et séjours en cabinet ministériel, s'accommodant avec habileté des changements de majorité politique. Sa carrière a vraiment décollé sous Jacques Chirac (il fut le conseiller justice de son Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin), mais c'est Emmanuel Macron qui l'a fait roi, l'imposant en 2018 au poste de procureur de Paris (la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, avait deux autres candidats dans sa manche) avant… qu'Éric Dupond-Moretti ne propose de le nommer procureur général, à Paris toujours, en 2021, et qu'Élisabeth Borne ne le propulse à la Cour de cassation, en début d'année.

« *Bien que hiérarchiquement soumis au garde des Sceaux, je m'exprime aujourd'hui librement, lance-t-il à la cour. Ma parole est libre, comme l'est celle de tous les procureurs de France. Le droit est ma seule boussole* », jure-t-il. Ayant atteint le sommet de la hiérarchie judiciaire, en place pour plusieurs années, il prend ce faisant un risque limité.

« *La loi confie au procureur général les fonctions de procureur, devant la Cour de justice de la République. Les mots ont leur sens car c'est bien les valeurs de la République, les règles*

qu'elle se donne pour les protéger dont il est question ici, poursuit Rémy Heitz. Jamais, en prêtant mon serment de magistrat, je n'aurais cru devoir un jour tenir le siège du ministère public dans un procès mettant en cause le garde des Sceaux en exercice. » Se tournant vers le prévenu, il ajoute : « *Je mesure l'épreuve que cette audience constitue pour vous, M. le Ministre. Vous voir là, en civil, alors que nous sommes tous en robe ne fait plaisir à personne. Je ne tire aucune satisfaction personnelle de cet exercice difficile. Ce procès est lourd, y compris pour l'institution et ses acteurs.* » lepoint.fr 15 novembre 2023

Justice en France : Permis de tuer accordé à la police.

J-C - Ce brave policier devait être sous l'emprise d'une autosuggestion "*psychologique*" inconsciente, il est donc innocent.

Mort de Nahel : le policier à l'origine du tir a été remis en liberté - actu.orange.fr 15 novembre 2023

Le policier qui avait donné la mort au jeune Nahel a été remis en liberté. Mercredi 15 novembre, le fonctionnaire mis en examen pour homicide volontaire et écroué le 29 juin dernier est désormais placé sous contrôle judiciaire, selon une information de France inter.

Dans le cadre de son contrôle judiciaire, le policier de 38 ans ne peut notamment plus porter une arme, se rendre à Nanterre ou encore entrer en contact avec les parties civiles. actu.orange.fr 15 novembre 2023

Netanyahu et l'extrême droite sioniste font des émules en Grande-Bretagne.

J-C – Pourquoi ne pas les envoyer dans leur colonie moyen-orientale, en Israël par exemple ?

Le plan du Royaume-Uni pour expulser les réfugiés vers le Rwanda jugé illégal par la Cour suprême - Le HuffPost 15 novembre 2023

C'est un projet hautement controversé du gouvernement britannique. Ce mercredi 15 novembre, la Cour suprême a confirmé l'illégalité de celui-ci, qui consiste à expulser vers le Rwanda les demandeurs d'asile, d'où qu'ils viennent, arrivés illégalement sur le sol britannique.

Le dirigeant conservateur, qui s'exprimait devant les députés, s'est également dit prêt à « *réexaminer* » la participation du Royaume-Uni aux conventions internationales pour pouvoir mettre en œuvre son projet, alors que certains élus de sa majorité réclament un retrait de la Cour européenne des droits de l'Homme.

« *L'immigration clandestine détruit des vies et coûte des millions de livres sterling aux contribuables britanniques chaque année. Nous devons y mettre un terme et nous ferons tout ce qu'il faut pour y parvenir* », avait encore ajouté Rishi Sunak.

Annoncé il y a un an et demi, à l'époque sous le gouvernement de Boris Johnson, le projet d'envoyer au Rwanda des migrants - quelle que soit leur origine - n'a jamais été mis en œuvre. Le HuffPost 15 novembre 2023

Vous vous demandiez à quoi pouvait ressembler un article rédigé par la CIA, en voici sans doute un exemplaire.

J-C - Comme on dit, un modèle du genre, un spécimen à enseigner aux futurs journalistes des médias mainstream, dans la mesure où chaque fois qu'ils auront besoin de substituer un récit à la réalité, de le fabriquer, il leur suffira d'employer les différentes figures de style auxquelles l'auteur a fait appel, en les adaptant en fonction des circonstances ou de la nature des acteurs politiques en présence.

En quoi consistent-elles ?

En recourant à des interrogations déroutantes ou invraisemblables, obscures en apparences seulement, à des suppositions anodines, innocentes, à des amalgames équivoques et frauduleux, à des suspicions évasives, mais insistantes ou revenant en boucle, puis, de plus en plus appuyées, en mélangeant délicatement ou l'air de rien l'affirmatif et le conditionnel, de sorte que le doute s'efface petit à petit au profit de la certitude en faisant le rapprochement entre des faits qui n'ont rien à voir entre eux, peu importe qu'ils relèvent de l'imaginaire ou du fantasme puisqu'il s'agit de forger un faisceau de coïncidences à défaut de preuves, faisceau dans lequel le lecteur va se retrouver piégé à son insu, un peu comme dans une toile d'araignée tissée pour étouffer sa proie, ici son indépendance, paralyser son esprit critique à l'aide de ce venin, et orienter son jugement ou ses idées à partir de repères conçus uniquement pour l'occasion.

Si finalement le lecteur n'était pas totalement convaincu à l'issue de cette épreuve ou de cette démonstration, s'il parvenait simplement à douter de la non implication de la Russie sans avoir la certitude du contraire, les auteurs de cet article s'en contenterait, car ils seraient malgré tout parvenu à obliger le lecteur à prendre ses distances avec la Russie, disons par précaution ou le faire hésiter, car ne sachant plus trop quoi penser à son sujet, avant de lui témoigner son soutien ou de lui accorder sa confiance publiquement et prendre le risque d'être accusé de complice du terrorisme ou d'être complotiste, il y réfléchirait à deux fois ou il se tairait.

Une voix en moins c'est toujours cela de gagné, surtout, répété par un grand nombre de lecteurs à la suite de centaines ou de milliers d'article, cela finit par faire une immense armée de citoyens neutralisés, plus ou moins réfractaires à la Russie, on aurait pu prendre n'importe quel pays, c'est aussi valable pour la dictature sanitaire ou climatique, toute sorte de facteurs devant donner lieu à une instrumentalisation à des fins politiques inavouées.

J'ai surligné en rouge les expressions qui permettent de suivre pas à pas comment ils ont construit ce mécanisme. Ils servent de points de repère et de liaison entre les différents arguments exposés, de manière à comprendre comment ils se combinent tout au long de cette démonstration et la démonter pièce par pièce.

Est-il possible que Moscou ait commandité l'attaque contre Israël ou aidé le Hamas? - slate.fr 15 novembre 2023

De tous les «*nouveaux fronts*» **essayés** par les Russes depuis plusieurs mois, celui-ci est **inespéré**. Pour Vladimir Poutine, l'attaque du Hamas du 7 octobre (le jour de son anniversaire) ne pouvait pas tomber mieux.

Mais si le rôle de l'Iran est clair, celui de Moscou reste **ambigu**.

Wagner **aurait** entraîné le Hamas dans le domaine des techniques d'assaut, des cyberattaques **auraient** eu lieu contre des grands médias israéliens et contre le site du Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien. Mais c'est surtout le comportement russe depuis le 7 octobre qui éveille les **soupçons**.

D'abord, le président Vladimir Poutine a attendu le 15 octobre pour appeler le Premier ministre israélien, et encore a-t-il surtout insisté sur la nécessité de mettre fin au conflit avant d'**accessoirement** lui présenter ses condoléances pour les victimes israéliennes.

Puis il y a l'affaire des étoiles de David taguées au pochoir dans le Xe rrondissement de Paris (...) le commanditaire, lui aussi moldave, Anatoli Prizenko, **serait** lié à **un parti prorusse**.

Enfin, il y a la **coïncidence** de la contre-offensive russe entamée le 13 octobre contre la ville d'Avdiïvka, près de de Donetsk, six jours seulement après l'attaque du Hamas.

Et pour finir, le renseignement américain a révélé récemment que le Groupe Wagner s'apprêtait à fournir des systèmes de défense aérienne SA-22 au Hezbollah. Cela fait tout de même beaucoup de **coïncidences**.

Si les gouvernements américain et israélien se gardent bien de mettre la Russie en cause publiquement, **beaucoup de questions restent sans réponse**. Mais **déjà, certaines choses sont sûres.**

Vladimir Poutine est le seul vrai gagnant du conflit du Proche-Orient.

Alors, **est-il possible que** Moscou ait commandité l'attaque ou aidé le Hamas au cours de la phase préparative? **Improbable**. **Est-il concevable** que le renseignement russe ait été au courant et ait décidé de laisser faire? **Très probable**. Quel fut exactement le rôle de Moscou? Nous n'avons pas fini d'en parler.

J-C - Improbable, concevable, probable, c'est sûr, quoi ! Du grand art !

Combat contre la dictature énergétique et climatique.

J-C - "*Une classe de puissants imposerait ses choix*" (The Observer), non, sans blague ?

Ce qui semble se dessiner, c'est qu'ils ont pris conscience qu'ils devraient conserver les énergies fossiles tout en développant les énergies renouvelables, s'ils n'avaient pas conçu ce

scénario depuis le début, aussi devraient-ils maintenir le même discours en le modulant si nécessaire, afin de tirer le maximum de profit des deux côtés à la fois, exactement de la même manière que lors d'une guerre lorsqu'ils financent tous les protagonistes, de sorte qu'à l'arrivée ils sont les seuls gagnants, à s'enrichir tout en renforçant encore leur pouvoir politique.

Transition énergétique : le coup d'arrêt - courrierinternational.com 15 novembre 2023

Extrait.

C'est pourtant à un autre sujet que nous consacrons notre une : la transition écologique, ou plutôt les politiques climatiques, au centre d'une nouvelle guerre culturelle dans les sociétés occidentales, pour reprendre les mots de Paul Krugman dans *The New York Times*.

Aujourd'hui, aux États-Unis notamment, les lobbys ne sont plus seuls à s'opposer à la transition énergétique. Signe d'une hostilité croissante envers la science et les élites, "*la protection du climat [est] désormais envisagée comme un combat idéologique"*, déplore l'économiste américain. En 2022, Joe Biden a fait adopter sa grande loi pour le climat. S'ils remportent la présidentielle de 2024, les républicains ont promis de *"démanteler la quasi-totalité des programmes fédéraux en faveur des énergies propres et d'augmenter la production des énergies fossiles*".

Selon Donald Trump, "*le passage à la voiture électrique est une* 'transition vers l'enfer' *qui détruira notre* 'fabuleux mode de vie'. *Il est loin d'être le seul responsable politique à se montrer allergique au vert*", explique The Economist.

Au Royaume-Uni, le Premier ministre, Rishi Sunak, multiplie les annonces en ce sens. Récemment, il a autorisé de nouvelles exploitations pétrolières et gazières en mer du Nord et repoussé l'interdiction de vente de voitures thermiques neuves… Les politiques vertes deviennent un facteur de division. "*On retrouve une certaine rhétorique selon laquelle une classe de puissants imposerait ses choix aux plus faibles*, s'inquiète The Observer. *La même qu'au moment du Brexit.*"

Ailleurs en Europe, on retrouve cette même fracture, sur laquelle surfent les partis populistes. En Suède, pays pourtant modèle en matière d'énergie éolienne, la résistance s'organise contre les "*forêts d'acier*", raconte Dagens Nyheter. Au sein de l'UE, le Parti populaire européen mène la fronde contre la loi sur la restauration de la nature.
Un grand bond en arrière alors qu'on aurait pu penser que les canicules, tempêtes et inondations de l'été 2023 auraient suffi à convaincre de la nécessité d'agir. "*On assiste à un phénomène inverse*", assure la Neue Zürcher Zeitung.

"*De plus en plus de citoyens de l'Union européenne sont rebutés par les nouvelles directives et interdictions [du Pacte vert]*."

Devant ce constat, le quotidien zurichois appelle "*la technocratique Bruxelles*" à s'inspirer de la méthode suisse : inciter au lieu d'interdire. C'est l'enjeu majeur des politiques publiques dans les prochaines années.

J-C - Traduire « *inciter* » par insister lourdement, harceler, marteler toujours le même message pour qu'il finisse par se substituer à la réalité ou que la population les confonde, pendant qu'ils vaqueront tranquillement à leurs affaires.

LE SOCIALISME

Le 17 novembre 2023

J'ai décidé de supprimer de la page d'accueil les articles qui figuraient dans la rubrique Comment fonctionne le vieux monde et Points de repère, je les ai regroupés dans une page séparée. Pourquoi ? Parce que c'est plus conforme à ma démarche, puisque je ne partageais pas l'orientation politique de leurs auteurs, ce qui a pu induire des lecteurs en erreur ou laisser supposer que je tiendrais un double langage, ce qui aurait été fort regrettable.

Pourquoi maintenant et pas hier, vous demanderez-vous peut-être ?

Tout simplement, parce que j'ai atteint un niveau de maturité politique qui me permet de me passer de leurs services pour analyser n'importe quel évènement ou plutôt pour en tirer des conclusions, car je n'entends pas me passer des informations ou données que n'importe qui ou presque peut nous fournir. Disons que je mets une certaine distance entre eux et moi, afin d'éviter toute confusion dans la tête des lecteurs.

J'ai appris beaucoup de choses en faisant ce travail quotidiennement depuis 2008, j'ai un peu progressé, je peux donc plus facilement exposer mon indépendance, ce qui me procure une grande satisfaction personnelle, que je me devais de partager avec vous, c'est la moindre des choses, n'est-ce pas ?

Je n'ai effacé aucun document, ceux qui ont été déplacés figurent dans d'autres fichiers, en fonction de leur nature on doit pouvoir facilement les retrouver.

J'ai ajouté dans la page Palestine des articles qui se trouvaient précédemment dans d'autres fichiers.

L’erreur à ne pas commettre. Sauf si on a quelque chose à se reprocher…

Lorsque des dirigeants qui se disent de gauche ou d’extrême gauche se font traiter d’antisémites par des médias ou des dirigeants de droite ou d’extrême droite, par exemple, comment réagissent-ils ?

Ils s’empressent de le nier et de vouloir démontrer le contraire. Ils cherchent à se justifier. Et comment cela se passe-t-il à chaque fois ? Ils s’emmêlent les pinceaux ou font preuve d’opportunisme. Comment cela ?

Ils vont aller sur le terrain de leur contradicteur et concéder que ses arguments ne manquent pas de pertinence. Bref, ils vont lui donner raison en précisant que ces arguments ne s’appliquent pas à eux personnellement, si bien que celui-ci en sera satisfait ou s’en contentera, il aura réussi à leur faire dire ou admettre qu’il n’avait pas totalement tort, puisqu’ils ont validé son argumentation, il ajoutera un peu plus tard qu’ils étaient de mauvaises fois sans leur en tenir rigueur, si toutefois ils ne sont pas tombés sur un fanatique !

C’est ce qu’on pourrait appeler de la compromission passive, tous ces dirigeants s’en foutent, car ils sont tellement corrompus par ailleurs.

Moi je m’y refuserais. Je ne répondrais pas en allant sur le terrain de mon accusateur, parce que je lui dénie toute légitimité pour me juger. Je lui dirais d’emblée en face et la discussion s’arrêterait là.

Autrement dit, je m’exprime en m’en tenant aux intérêts de la classe que je représente et qui ne sont pas les siens, puisqu’il a adhéré à une idéologie opposée à la mienne. Ses critères de jugement, pour être poli, qu’il les garde pour ceux de son espèce à laquelle je n’appartiens pas, voilà ce que je lui répondrais.

Je pense et je dis ce que je veux, et je me fous de ce que vous en pensez ou en direz, c’est clair, net et précis. Pour cela il faut être indépendant. Vous avez saisi la différence, n’est-ce pas ?

Le peuple est blasé en France (et ailleurs), pendant plus de 2 ans au 20H s’égrena quotidiennement sous ses yeux hagards le bilan macabre de la dictature sanitaire appliquée méthodiquement par le gouvernement tyrannique de Macron, plus de 100 000 personnes auxquelles furent refusés des traitements efficaces allaient être assassinées de sang-froid sans qu’il réagisse. Le maître de cérémonie de ce carnage a même été réélu, du sadisme à l’état pur.

Puis, toujours au 20H, lui succéda pendant un an et demi le cortège funèbre de la boucherie de l’OTAN en Ukraine, dont le bilan doit atteinte les 400 ou 500 000 morts. Pendant ce temps-là on le somme de changer de comportement et de cesser de manger de la viande, sans qu’il réagisse davantage, manifestant il a atteint un degré de putréfaction inquiétant.

Avant et pendant deux décennies, déjà au 20H, ils eurent droit à une multitude de massacres toujours perpétrés par le même gang d’assassins en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, etc. qui firent des millions de morts innocents, sans oublier les décapitations, les amputations, etc. réalisées par leurs monstrueuses créatures, Al-Qaïda, Daesh et Cie. largement diffusées par les mal nommés réseaux sociaux.

Alors un massacre de masse de plus en Palestine occupée, comme dans un film à grand spectacle en somme ou dans un jeu vidéo, quelle différence y a-t-il franchement, plus aucune. Ils sont devenus indifférents ou insensibles à la souffrance, dès lors que cela ne les concerne pas directement. Plus rien ne les choque, semble-t-il, la violence extrême, la barbarie est normalisée, elle fait partie du quotidien, pour un peu il y aurait la paix sur Terre qu’ils s’emmerderaient ou la guerre leur manquerait, à l’écran seulement !

Les mots nous manquent pour exprimer ce qu’on ressent, pour qualifier l'horrible massacre qui est en train de se dérouler sous nos yeux en Palestine occupé.

Tous les gouvernements occidentaux l'ont cautionné, et aucun peuple occidental ne s'est soulevé contre leur gouvernement, seule une infime minorité s'est mobilisée pour exiger la fin de cette barbarie, en revanche tous les dirigeants du mouvement ouvrier se sont empressés de condamner l'offensive palestinienne du 7 octobre perpétrée contre leurs agresseurs nazis qui les persécutent depuis 1947.

La création de cet Etat artificiel colonial qu'est Israël, est partie prenante de la balkanisation du Moyen-Orient et plus largement du continent africain entreprise notamment par l'impérialisme britannique dès le milieu ou la fin du XIXe siècle pour les contrôler et piller leurs richesses, de manière à affaiblir et diviser la classe ouvrière de cette région, et faire en sorte qu'elle adopte une politique nationaliste qui la conduirait à des guerres fratricides qui profiteraient à l'impérialisme et aux régimes compradores qui y étaient liés.

Donc, dès le départ ce qui fut en jeu, ce fut à la fois des intérêts économiques et la lutte des classes, donc également des intérêts politiques. Quant au facteur religieux qui est souvent cité, il se ramenait généralement à de vulgaires querelles entre chefs de différents gangs de brigands désireux de rafler la plus grande part du magot qu'ils avaient extorqué à leur peuple ou du butin provenant de leur guerre de rapine chez leurs voisins.

Avis aux opportunistes et à tous ceux qui s'adressent à Macron, à la CPI, à l'ONU, bref, à nos oppresseurs barbares

- Il y a longtemps que l'Amérique a perdu toute conscience. L'Oncle Sam n'a pas de conscience. Ces gens ne savent pas ce qu'est la morale. Ils ne s'efforcent pas de mettre fin à un mal parce que c'est un mal, ou parce que c'est illégal, ou parce que c'est immoral ; ils n'y mettent fin que si cela constitue une menace pour leur existence. Vous perdez donc votre temps à en appeler à la conscience morale de ce failli d'Oncle Sam. (Malcom X)

La barbarie en résumé de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

J-C - Chacun aura compris qu'au-delà il ne restera que cendres ou dévastation et des vallées de larmes et de sang.

Lu - Plus de 75 hôpitaux, cliniques et Centres de soins ont été endommagés et ont dû fermer par manque d'électricité.

Plus de 195 membres du personnel soignant ont été assassinés.

Plus de 100 personnes travaillant dans les structures onusiennes de l'UNRWA ont été tuées.

50 journalistes ont été liquidés.

250 écoles ont été bombardées. Des dizaines de mosquées et d'églises ont été détruites, sachant que ces lieux abritaient des familles pensant y être en sécurité, et dont les milliers de corps n'ont pas encore pu être retirés.

250.000 unités de logement ont été détruites, qu'il faudra des années à reconstruire.

L'une après l'autre, les boulangeries ont été frappées pour priver les gens de pain et les affamer. Les quelques habitations munies de panneaux solaires ont été visées pour priver les habitants d'électricité.

La seule usine de dessalement d'eau de mer a été mise hors service.

A ce jour, 18.000 enfants sont déclarés orphelins.
Depuis, l'armée coloniale enragée a investi manu militari le plus grand complexe de la bande de Gaza, l'hôpital al-Shifa. Centre hospitalier majeur où en plus des blessés et des malades, des familles s'y sont réfugiées jusque dans les coursives et les esplanades qui séparent les bâtiments, faisant de cet endroit un lieu où s'entassent environ 65.000 personnes. Ces dernières heures, le directeur de l'hôpital a déclaré que plusieurs services essentiels, cardiologie, chirurgie, néphrologie, soins intensifs et même les urgences ont été détruits. Et l'on apprend qu'en parallèle l'hôpital al-Quds a dû fermer.

Un miracle ! Et un regret.

J-C - A défaut de pouvoir contrôler la météo, ces psychopathes malfaisants ne désespèrent pas d'exercer un contrôle sur les cerceaux les plus malléables, et ils ne manquent pas !

Comment les pluies de la mi-octobre ont permis d'améliorer la situation hydrologique de la France - francetvinfo.fr 17 novembre 2023

Les nappes phréatiques et les cours d'eau ont vu leur niveau et leur débit augmenter après les multiples dépressions qui ont touché l'Hexagone.

J-C - Une mauvaise nouvelle pour ces catastrophistes, qu'ils vont tenter de partager avec vous à leur façon.

Malgré "*ces bonnes nouvelles*", il convient de rester vigilant, selon Alain Dupuy, professeur d'hydrogéologie à l'Institut polytechnique de Bordeaux (INPB). "*Nous ne sommes qu'en automne, ce n'est que le début de la période de recharge des nappes, souligne-t-il. A l'heure actuelle, la situation s'est particulièrement améliorée. Mais s'il s'arrête de pleuvoir dans deux semaines et qu'il n'y a plus une goutte jusqu'en mars, on se retrouvera à nouveau dans une situation de crise."* francetvinfo.fr 17 novembre 2023

J-C – Donc ne vous réjouissez pas trop vite, ils n'aiment pas cela du tout, ils adorent vous voir anxieux, vous faire souffrir.

Le kibboutz incarnant la réalisation du socialisme fut rapidement un mythe.

L'idéal sioniste a été sérieusement mis à mal par les révélations des « *nouveaux historiens* » qui accusent le mouvement fondé par Theodor Herzl d'avoir nié et bafoué les droits

historiques du peuple palestinien. L'armée est devenue une force d'occupation et de répression arrogante et brutale. La centrale syndicale Histadrout a perdu une grande partie de son influence, et ses anciens dirigeants sont accusés de corruption. Reste le kibboutz ("*groupe*", en hébreu), colonie collectiviste censée représenter « *la société la plus égalitaire et la plus juste au monde* ». Mais ce mythe fondateur lui-même résiste-t-il à l'analyse ?

Fondés sur les principes de l'égalité totale entre leurs membres, de la propriété commune des biens et de l'exploitation collective des moyens de production, les kibboutz servirent, dès le début du siècle, de fer de lance au mouvement sioniste pour s'implanter en Palestine et favoriser la création d'un Etat juif.

Historiquement, leurs membres étaient perçus comme une élite du futur État juif avant 1948 comme d'ailleurs après la création de l'État d'Israël, particulièrement militante et engagée. Ainsi, des années 1960 jusqu'aux années 1980, les militaires issus des kibboutz représentaient près de 25 % du corps des officiers de l'armée israélienne, pour moins d'1 % de la population totale juive.

Les jeunes kibboutzniks se sont toujours portés volontaires au sein des unités d'élite des forces armées. Au cours de la guerre de juin 1967, on compta chez eux 19 % des victimes, alors qu'ils étaient moins de 4 % de la population. Et 12 % de morts lors de la guerre d'octobre 1973.

Issus des premiers mouvements sionistes laïcs de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, les membres permanents des kibboutz sont tous juifs.

L'exclusion des non-juifs.

L'exclusion des juifs orientaux.

Ils se sont installés sur les territoires confisqués aux Palestiniens.

A la suite de la guerre de 1948, d'immenses terrains agricoles, appartenant à des Palestiniens, furent confisqués. Beaucoup de kibboutz n'eurent aucun scrupule à accepter des terres abandonnées par les Arabes, et parfois même des terrains appartenant à des Palestiniens restés en Israël, mais expropriés par l'État hébreu.

La dernière grande vague de création de kibboutz eut lieu en 1952. Installés, en particulier, le long de la frontière de la bande de Gaza — administrée alors par l'Egypte —, ils constituaient une sorte de ligne de défense. Par ailleurs, après 1967, tous les mouvements de kibboutz, sans exception, n'hésitèrent pas à créer des colonies dans les territoires occupés, à Gaza et en Cisjordanie, sur le Golan et au Sinaï. En tout premier lieu les kibboutz travaillistes, mais aussi ceux des mouvements religieux, et même ceux de la gauche sioniste.

Ils pratiquent la surexploitation et l'inégalité salariale selon des critères ethniques ou racistes.

...depuis le bouclage des territoires occupés, en 1994, à la suite des accords d'Oslo, les kibboutz, jetant par-dessus bord leurs anciens idéaux, n'ont pas hésité à recruter des

travailleurs de Thaïlande, de Roumanie et d'autres « paradis sociaux », payés une misère, pour remplacer les Palestiniens.

Funérailles d'un mythe. La décadence des kibboutz israéliens

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/kibboutz.pdf

https://fr.wikipedia.org/wiki/Kibboutz

Le 7 octobre : Une opportunité pour « *finir le travail* ».

L'objectif final d'Israël est bien plus sinistre qu'un rétablissement de la « *sécurité* »

Par Richard Falk, un spécialiste en droit international et relations internationales qui a enseigné à l'université de Princeton, aux États-Unis, pendant 40 ans. En 2008, il a été nommé par l'ONU pour un mandat de six ans en tant que Rapporteur spécial sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens.

- Il n'y a guère de raison de douter qu'Israël a délibérément réagi de manière excessive au 7 octobre en s'engageant immédiatement dans une réponse génocidaire, en particulier si son objectif était de détourner l'attention de l'escalade de violence des colons en Cisjordanie, exacerbée par la distribution d'armes à feu aux « équipes de sécurité civile » par le gouvernement.
Le plan ultime du gouvernement israélien semble être de mettre fin une fois pour toutes aux fantasmes de partage entretenus par l'ONU en consolidant l'objectif maximaliste sioniste, à savoir l'annexion ou l'assujettissement total des Palestiniens de Cisjordanie.

Dans les faits, aussi abominable que cela puisse paraître, les dirigeants israéliens ont saisi l'opportunité du 7 octobre pour « *finir le travail* » en commettant un génocide à Gaza, sous prétexte que le Hamas représentait un danger tel qu'il justifiait non seulement sa destruction, mais aussi cet assaut aveugle contre l'ensemble de la population.

Mon analyse m'amène à conclure que cette guerre n'est pas liée en premier lieu à la sécurité à Gaza ou à la menace sécuritaire posée par le Hamas, mais plutôt à quelque chose de beaucoup plus sinistre et terriblement cynique.

Israël a saisi cette opportunité pour concrétiser ses ambitions territoriales sionistes dans le « brouillard de guerre » en provoquant une ultime vague catastrophique de dépossession à l'encontre des Palestiniens.

Sa qualification de « *nettoyage ethnique* » ou de « *génocide* » n'a qu'une importance secondaire, bien qu'il faille déjà la considérer comme l'une des plus grandes catastrophes humanitaires du XXIe siècle.

Source: Middle East Eye, 6 novembre 2023 - Traduction : arretsurinfo

Vérifions-le tout de suite. Ils ont toujours de la suite dans les idées, nous, non, hélas !

Ainsi, en 1937, Ben Gourion déclara :

- « *Après la formation d'une grande armée suite à la création de l'Etat, nous abolirons le partage et nous occuperons toute la Palestine*. ». La même année il dit à son fils : *« Erigeons un Etat juif sur-le-champ, même si ce n'est pas sur tout le territoire. Le reste nous reviendra avec le temps. Il le faut*. »

Le 13 mai 1947, un an avant la création de l'Etat d'Israël, Ben Gourion déclara devant l'Agence juive aux Etats-Unis : « *Nous voulons la terre d'Israël dans sa totalité. C'était l'intention de départ* ». Une semaine plus tard, devant l'Assemblée élue à Jérusalem, il affirme : « *Y-a-t-il une personne parmi nous qui ne soit pas d'accord avec le fait que l'intention première de la Déclaration Balfour et du mandat sur la Palestine, et l'intention première des espoirs nourris par des générations de Juifs, était de créer un Etat juif sur la totalité de la Terre d'Israël ?* »

- Dès sa création, le Foyer juif considère que les autochtones non-juifs doivent être exclus de la communauté. Ainsi, Henry Laurens explique que :

« *Le Yichouv (communauté juive) se fonde en tant que refus absolu de toute collaboration économique et sociale avec la population arabe. L'exclusivisme juif, nécessaire pour la constitution du foyer national, fait que toute interaction avec le secteur arabe est considérée comme une défaillance qu'il faut absolument pallier. L'ambigüité historique du sionisme en tant que formulation nationale et laïcisante d'une communauté jusqu'alors définie en terme religieux constitue le Yichouv en entité hybride : un ensemble civique ayant le droit de s'appeler «* peuple *» mais dont les critères d'appartenance sont définis par une appartenance religieuse.* »

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé un projet de résolution appelant à une "*des pauses humanitaires urgentes et prolongées*" dans les affrontements à Gaza.

C'est ce qui ressort d'une réunion de vote organisée au soir de ce mercredi par le Conseil de sécurité des Nations unies autour d'un projet de résolution présenté par Malte.

Selon les résultats des votes, 12 pays ont voté en faveur de la résolution et 3 pays se sont abstenus.

- La propagande "*hostiles à Israël*" ou l'antisionisme assimilée à l'antisémitisme par le régime allemand.

Allemagne : la police perquisitionne dans tout le pays des associations soupçonnées de soutenir le Hezbollah - i24NEWS 16 novembre 2023

- "*A une époque où de nombreux Juifs se sentent particulièrement menacés, nous ne tolérons pas la propagande islamiste ni les campagnes antisémites et hostiles à Israël*", a déclaré dans un communiqué la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser. i24NEWS et agences 16 novembre 2023

- Des heurts ont opposé dans la soirée du 15 novembre des dizaines de manifestants propalestiniens à la police, devant le siège national du Parti démocrate à Washington (DNC), obligeant la fermeture des bureaux du Congrès américain situés à proximité. RT 16 novembre 2023

La prochaine mauvaise surprise d'Israël viendra de Cisjordanie par Gideon Levy

Dans ce texte Gideon Levy se préoccupe de l'explosion à venir en Cisjordanie, en se demandant combien de temps encore les Palestiniens peuvent-ils supporter les exactions de l'occupant?

Source: Haaretz

https://arretsurinfo.ch/la-prochaine-mauvaise-surprise-disrael-viendra-de-cisjordanie/

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Abolition des privilèges, exproprions-les et pendons-les en place publique !

"*Cash Investigation*" : 60% des milliardaires français ont hérité d'une entreprise - francetvinfo.fr 15 novembre 2023

La France totalisait 122 milliardaires selon le magazine Challenge en 2022. Mais parmi eux, combien compte-t-on d'héritiers ? Pour son enquête "*Le monde merveilleux des ultra-riches*", à voir le 16 novembre 2023 sur France 2, le magazine "*Cash Investigation*" en a dressé la liste : 60% des milliardaires français ont hérité d'une entreprise familiale, et plus ils sont riches, plus le poids de la transmission est massif. En effet, 75% des 40 premiers milliardaires français ont hérité de leur patrimoine, et les neuf plus grosses fortunes sont toutes familiales.

"*Si on prend la richesse globale de tous les Français, ça représente 12 000 milliards d'euros. Deux tiers viennent de l'héritage, et un tiers vient du travail et de l'épargne*".

Or, il s'agit d'une donnée nouvelle : selon Nicolas Frémeaux, "*on est sur un poids de l'héritage qui monte de manière très rapide*". Depuis la fin des Trente Glorieuses (1945-1975), la part de l'héritage dans la richesse n'a cessé d'augmenter : "*Si on fait le même calcul, le même travail dans les années 1970, on se rend compte que c'est un tiers qui vient de l'héritage et, au contraire, deux tiers de l'épargne et du travail. On est vraiment sur une*

tendance très marquée du retour de l'héritage dans le poids des fortunes des Français." L'héritage est donc un facteur déterminant dans la constitution du patrimoine en France. francetvinfo.fr 15 novembre 2023

J-C – 50% des Français sont des nantis, ceci explique cela. Combien ont hérité des biens immobiliers de leurs parents décédés, de leurs biens et compte en banque ? Moi, j'ai eu le droit à 700 balles à la mort de mon père, 500 balles à la mort de ma mère, la valeur de toute une vie de labeur d'ouvriers.

Les ultra-riches sont des truands. Leurs magouilles bénéficient du « *secret fiscal* ».

Vacances détaxées des ultra-riches : "*Cash Investigation*" révèle comment louer un yacht sans payer la TVA et les taxes sur l'essence - francetvinfo.fr 16 novembre 2023

Le prix d'un plein d'essence divisé par deux, les ultra-riches l'ont fait : ils ont trouvé le moyen de passer leurs vacances sur l'eau en duty free. Depuis 2017, un nouveau contrat de transport a vu le jour. Il est proposé par l'ECPY, l'association française des professionnels du yachting. Ce contrat permet de ne plus payer la TVA sur la location du yacht ainsi que les taxes sur les carburants. Pour bénéficier de ce cadeau fiscal très avantageux, le locataire du yacht devra seulement déterminer à l'avance un itinéraire, et faire au moins une escale à l'étranger.

Elise Menand, journaliste à "*Cash Investigation*", s'est fait passer pour une riche cliente à la recherche d'un bateau à louer. L'un des courtiers qu'elle contacte lui propose d'opter pour le contrat de transport et lui envoie dans la foulée un devis. Pour la location d'un yacht de taille moyenne pendant une semaine, c'est 17 000 euros de TVA et 8 000 euros de taxes sur l'essence en moins. En tout, une économie de 25 000 euros. Mais ce sont aussi 25 000 euros qui n'iront pas dans les caisses de l'Etat. Pourquoi les locataires de yachts bénéficient-ils d'un tel avantage fiscal ?

Ce contrat mis en place par l'ECPY utilise une réglementation qui existe déjà pour le transport de voyageurs. Il suffit de faire passer le yacht pour un bateau de croisière, de choisir son itinéraire à l'avance, de faire une escale à l'étranger et le loueur ne paiera plus de taxe. Tout cela est parfaitement légal.

Le gérant d'un bateau raconte à "*Cash Investigation*" que pour bénéficier de ces vacances détaxées, l'un de ses clients a fait une très courte escale en Italie : "*J'étais quand même un peu choqué. II a loué un bateau pendant un mois. Pour rentrer dans le cadre du contrat de transport, il a prévu une seule sortie en Italie*." Une sortie de quelques heures à peine qui lui a permis de rapporter une preuve de son escale à l'étranger. "*Il a acheté deux sachets de bonbons et il a bu un café dans le port*."

L'équipe de "*Cash Investigation*" a tenté d'en savoir plus sur ce contrat de transport auprès de l'administration fiscale. Le ministère confirme que ce contrat tombe sous la législation du transport de voyageurs et ajoute : "*Ces procédures (...) sont (...) couvertes par le secret fiscal et il n'est dès lors pas possible de confirmer les indications de l'ECPY.*" francetvinfo.fr 16 novembre 2023

Le régime est corrompu de partout, alors un peu plus ou un peu moins…

L'association Anticor perd définitivement son agrément et ne pourra plus intervenir dans la lutte contre la corruption - BFMTV 16 novembre 2023

La cour administrative d'appel de Paris a confirmé jeudi l'annulation de l'agrément permettant à l'association Anticor d'intervenir dans des dossiers de lutte contre la corruption.

La cour a confirmé le jugement du tribunal administratif de Paris qui, en juin, avait annulé un arrêté signé en avril 2021 par le Premier ministre d'alors, Jean Castex, renouvelant pour trois ans l'agrément accordé à Anticor.

Créée en 2002, Anticor est impliquée dans plus de 160 procédures dont l'attribution du Mondial de football au Qatar, l'enquête pour prise illégale d'intérêts visant le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler ou celle contre Éric Dupond-Moretti devant la Cour de justice de la République.

En juin 2021, deux dissidents d'Anticor avaient saisi la justice, estimant la procédure de renouvellement de l'agrément irrégulière et jugeant que l'association ne remplissait pas les conditions exigées: activités indépendantes et désintéressées, information des membres sur la gestion... BFMTV 16 novembre 2023

Business is business.

Etats-Unis – Chine.

Sommet sino-américain : Biden considère toujours Xi Jinping comme un «*dictateur*» - AFP/RT 16 novembre 2023

Dans la foulée d'une réunion entre Joe Biden et Xi Jinping, présentée comme cruciale pour restaurer les relations entre Washington et Pékin, le président américain a de nouveau qualifié son homologue chinois de «*dictateur*» lors d'une conférence de presse dédiée à la rencontre.

La Chine a jugé ce 16 novembre la description de son président Xi Jinping comme un «*dictateur*» par son homologue américain Joe Biden «extrêmement erronée», la qualifiant de «*manipulation politique*», à l'issue d'un sommet en Californie entre les deux dirigeants.

«*Ce type de discours est extrêmement erroné et constitue une manipulation politique irresponsable. La Chine s'y oppose fermement*», a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mao Ning.

Le 15 novembre, lors de leur premier sommet en un an, Joe Biden et Xi Jinping ont convenu de rétablir les communications militaires de haut niveau entre les deux pays.

Mais répondant à une question d'une journaliste de CNN après sa rencontre avec Xi Jinping, Joe Biden a déclaré qu'il considérait toujours le président chinois comme un «dictateur».

«*C'est un dictateur dans le sens où voilà un homme qui dirige un pays, un pays communiste, qui repose sur une forme de gouvernement totalement différente de la nôtre*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse destinée à saluer le résultat du sommet. «*Quoi qu'il en soit, nous avons fait des progrès*», a conclu le président américain.

Dédollarisation de l'économie mondiale : «*le processus est lancé, il est inarrêtable*», assure Lavrov - RT 16 novembre 2023

Lors d'une conférence de presse ce 16 novembre, les chefs des diplomaties russe et vénézuélienne ont évoqué le renforcement de la coopération économique et financière entre Moscou et Caracas. Une coopération que les deux diplomates veulent inscrire dans une dynamique d'affranchissement des «*diktats*» des Occidentaux.

«*Bientôt, dans le cadre de notre architecture financière commune, nous allons avancer dans ce qui est appelé la dédollarisation*», a déclaré ce 16 novembre le ministre des Relations extérieures de la République bolivarienne du Venezuela, Ivan Gil, lors d'une conférence de presse à Moscou avec son homologue russe Sergueï Lavrov.

«*Nous espérons procéder à l'utilisation des devises nationales dans nos paiements, dans le cadre des BRICS je pense que cela sera utile*», a ajouté le ministre vénézuélien, dont le pays a candidaté à l'organisation régionale pour l'heure constituée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Une aspiration à laquelle Lavrov a rappelé le soutien de la Russie, qui doit assurer la présidente tournante des BRICS en 2024.

Un «*aspect*» de la coopération russo-vénézuélienne «*destiné à protéger nos liens économiques face aux diktats des Etats-Unis et de leurs satellites*», a précisé le ministre russe, promettant d'élargir davantage le recours au système de paiement Mir.

«*Le processus est lancé, il est inarrêtable, on l'appelle la dédollarisation*» s'est félicité Lavrov, rappelant que l'introduction de tels systèmes, alternatifs à SWIFT, figure à l'agenda des BRICS et que le recours aux monnaies nationales dans les échanges commerciaux est plébiscité par de plus en plus de pays.

L'un des aspects du renforcement de cette coopération économique et financière est le développement au Venezuela du système russe de paiement bancaire «*Mir*». «Aujourd'hui, la plateforme Mir permet d'effectuer des paiements sur tout le territoire du Venezuela», a assuré Ivan Gil. Selon lui, «*environ 36% des terminaux de paiements peuvent opérer avec des cartes Mir*».

Ce système de paiement a été développé par la Banque centrale de Russie comme une alternative nationale à Visa et Mastercard après la première série de sanctions imposées à Moscou en 2014.

LE SOCIALISME

Le 18 novembre 2023

Rien n'a changé en 75 ans, pire, tous les Etats occidentaux (et pas seulement) sont devenus des vassaux de Washington.

J-C – Les Etats-Unis font régner un régime de terreur sur le monde qu'aucun Etat n'ose dénoncer et combattre.

C'est en partie ce constat qui m'a amené à publier une déclaration. Personnellement je n'ai jamais manifesté la moindre illusion dans les Brics11, la Russie ou la Chine pour s'opposer à l'impérialisme américain, encore moins les pays de l'UE.

Le massacre en direct d'une population composée à 50% d'enfants n'a pas été suffisamment pour modifier les positions adoptées par l'ensemble des chefs d'Etat envers les Etats-Unis, aucun n'a osé les affronter, pour faire diversion certains ont annoncé rompre « *temporairement* » leurs relations diplomatiques avec Israël ou ont rappelé symboliquement leur ambassadeur, d'autres ont tenu des propos virulents envers Netanyahu tout en réaffirmant dans la foulée leur soutien à l'Etat sioniste génocidaire, autant dire que tous tremblent par crainte de représailles économiques ou militaires qui les déstabiliseraient.

Bref, on croirait les lignes ci-dessous destinées aux 57 chefs d'Etat ou de gouvernement qui étaient présents à Riyad le 11 novembre dernier au sommet conjoint de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sur la question de Gaza.

Elles furent écrites en 1949 par Gabriel Baer à propos de la première guerre (15 mai 1948) ayant impliqué Israël et les pays arabes de la région.

- Mais la guerre palestinienne a aussi prouvé une chose, à savoir la dépendance totale de la bourgeoisie et des chefs féodaux du Moyen-Orient envers l'impérialisme, leur impuissance à diriger même la moindre lutte contre l'impérialisme et leur incapacité totale à surmonter le particularisme et l'esprit de clocher.

Pour les États-Unis, Netanyahou est la version israélienne de Zelensky en Ukraine. Nous sommes dans la grande stratégie

Extrait.

Israël est un porte-avions débarqué au Proche-Orient. Israël est le point de départ de l'Amérique pour contrôler le Proche-Orient…

Les États-Unis ont toujours considéré Israël comme simplement leur base militaire étrangère… Lorsque l'Angleterre a adopté pour la première fois la loi stipulant qu'il devrait y

avoir un Israël, la Déclaration Balfour, c'était parce que la Grande-Bretagne voulait contrôler le Proche-Orient et ses approvisionnements en pétrole…

Et puis, bien sûr, lorsque Truman est arrivé, l'armée a immédiatement vu que l'Amérique remplaçait l'Angleterre à la tête du Proche-Orient…

....du côté des États-Unis, ce n'est pas Israël la queue qui remue le chien américain, bien au contraire. Vous avez mentionné que l'Amérique soutient Israël. Je ne pense pas que l'Amérique soutienne Israël du tout, ni la plupart des Israéliens, ni la plupart des démocrates.

L'Amérique soutient Netanyahou. Elle soutient le Likoud, pas Israël. La majorité des Israéliens, et certainement les Israéliens non religieux, qui constituent le noyau de la population d'Israël depuis sa fondation, s'opposent au Likoud et à sa politique.

Et l'avantage d'avoir une personne aussi désagréable, opportuniste et corrompue que Netanyahou, qui est inculpé pour pots-de-vin et corruption, c'est précisément que toute l'attention du monde entier est maintenant consternée par les attaques en cours à Gaza, qu'ils ne pensent pas à blâmer les États-Unis.

Ils accusent Israël. Ils en accusent Netanyahou et Israël, alors que ce sont les États-Unis qui envoient des avions chargés de bombes et d'armes. Il y a 22 000 mitrailleuses, des armes automatiques, dont la vente est interdite aux États-Unis, et que l'Amérique envoie aux colons pour qu'ils les utilisent en Cisjordanie.

Il y a donc un semblant de bon flic et de méchant flic.

Blinken dit à Netanyahou que lorsque vous bombardez des hôpitaux, assurez-vous de le faire conformément aux règles de la guerre. Et lorsque vous tuerez 100 000 enfants de Gaza, assurez-vous que tout cela soit légal et en pleine guerre. Et lorsque vous parlez de nettoyage ethnique et d'expulsion d'une population, assurez-vous que tout cela est légal.

Bien sûr, les règles de la guerre ne sont pas respectées, et des crimes de guerre sont commis, mais les États-Unis font semblant de dire à Netanyahou et au gouvernement israélien d'utiliser des bombes plus petites. Soyez plus doux lorsque vous bombardez les enfants à l'hôpital, alors qu'en réalité tout cela n'est que pour le spectacle.

Les États-Unis essaient de dire : eh bien, nous sommes là uniquement pour aider un allié. Le monde entier a remarqué que les États-Unis disposent désormais de deux porte-avions en Méditerranée, juste au large des côtes du Proche-Orient, et d'un sous-marin atomique près du golfe Persique.

Pourquoi sont-ils là ? Le président Biden et le Congrès déclarent que nous n'aurons pas de troupes américaines combattant le Hamas à Gaza. Nous n'allons pas nous impliquer. Eh bien, si les troupes ne veulent pas s'impliquer, pourquoi sont-elles là ?

Eh bien, nous savons ce que font les avions américains. Hier, ils ont bombardé un énième aéroport et un dépôt de carburant en Syrie. Ils bombardent la Syrie. Et il est très clair qu'ils ne sont pas là pour protéger Israël, mais pour combattre l'Iran.

À maintes reprises, les journaux américains, lorsqu'ils parlent du Hamas, disent que le Hamas agit au nom de l'Iran. Quand on parle du Hezbollah et qu'il y aura une intervention du Liban contre le nord d'Israël, ils prétendent que le Hezbollah est la marionnette de l'Iran.

Chaque fois qu'ils parlent d'un dirigeant du Proche-Orient, ils prétendent que tous ces dirigeants sont des marionnettes de l'Iran, tout comme en Ukraine et en Europe centrale, ils parlent de la Hongrie et d'autres pays comme étant tous des marionnettes de Poutine en Russie.

En réalité, leur objectif est que l'Amérique n'ait pas à se battre pour protéger l'Ukraine. Il s'agit de se battre pour que le dernier Ukrainien soit épuisé afin d'épuiser l'armée russe. Eh bien, cela n'a pas fonctionné.

Eh bien, c'est la même chose en Israël.

Si les États-Unis poussent Israël et Netanyahou à l'escalade, à l'escalade, à l'escalade, à faire quelque chose, cela amènera Nasrallah a finalement dire : ok, nous n'en pouvons plus. Nous intervenons et aidons à sauver les Gaziens et surtout à sauver la Cisjordanie, où se déroulent de nombreux combats. Nous allons entrer.

Et c'est alors que les États-Unis se sentiront libres d'agir non seulement contre le Liban, mais aussi en passant par la Syrie, l'Irak contre l'Iran.

Ce que nous voyons aujourd'hui à Gaza et en Cisjordanie n'est que le catalyseur, le déclencheur : les néoconservateurs se disent : nous n'aurons jamais une meilleure chance que celle que nous avons actuellement de conquérir l'Iran.

C'est donc là le point de l'épreuve de force : l'Amérique veut contrôler le pétrole du Proche-Orient, et en contrôlant le pétrole du Proche-Orient, en le plaçant sous le contrôle américain, elle peut contrôler les importations d'énergie d'une grande partie du monde.

Et par conséquent, cela donne aux diplomates américains le pouvoir de couper le pétrole et le gaz et de sanctionner tout pays qui tente de devenir multipolaire, tout pays qui tente de résister au contrôle unipolaire américain.

La lutte de Netanyahou contre Gaza est utilisée comme prétexte pour que l'Amérique y déplace ses navires de guerre, ses sous-marins, et bombarde, avec Israël, l'aéroport syrien afin que les Syriens ne puissent pas acheminer d'armes ou tout autre type de soutien militaire vers le Liban , à l'ouest, ou l'Iran, à l'est.

Il est donc évident que tout ce à quoi nous assistons vise en quelque sorte à adoucir l'opinion publique sur le fait que, tout comme nous avons dû envahir l'Irak à cause du 11 septembre, nous devons maintenant enfin nous battre et détruire les raffineries de pétrole de l'Iran et de leurs instituts scientifiques et de tous les laboratoires où ils effectuent des recherches atomiques.

Et l'Iran en est conscient. La semaine dernière, la presse télévisée iranienne a déclaré que leur ministre de la Défense avait déclaré que s'il y avait une attaque contre l'Iran, que ce soit par

Israël ou par n'importe qui d'autre, les États-Unis et leurs bases étrangères seraient durement touchés.

L'Iran, la Russie et la Chine ont tous considéré la situation à Gaza non pas comme s'il s'agissait d'une action israélienne, mais comme s'il s'agissait d'une action américaine. Ils voient tous très bien que tout tourne autour de l'Iran, et la presse américaine dit seulement que lorsqu'elle parle de Gaza, du Hamas, du Hezbollah ou de tout autre groupe, c'est toujours l'outil iranien tel ou tel.

Ils diabolisent l'Iran de la même manière que les néoconservateurs ont diabolisé la Russie pour préparer l'Amérique à déclarer une guerre «*non déclarée contre l'Iran*». Et ils pourraient même déclarer la guerre.

Hier soir, le 8 novembre, les républicains ont tenu leur débat présidentiel sans Trump, et Nikki Haley a dit : vous savez, nous devons combattre l'Iran, nous devons le conquérir. Et DeSantis de Floride a dit : oui, tuez-les tous. Il n'a pas dit de qui il s'agissait. Était-ce le Hamas ? Était-ce tous ceux qui vivent à Gaza ? Était-ce tous les Arabes du Moyen-Orient ?

Et nous assistons ici vraiment à quelque chose qui ressemble beaucoup aux Croisades. C'est un véritable combat pour savoir qui va contrôler l'énergie, car, encore une fois, la clé, si vous pouvez contrôler le flux mondial d'énergie, vous pouvez faire au monde entier ce que les États-Unis ont fait à l'Allemagne l'année dernière en faisant exploser le Pipelines NS2.

Vous pouvez paralyser son industrie, son industrie chimique, son industrie sidérurgique, n'importe laquelle de ses industries à forte intensité énergétique, si les pays n'acceptent pas le contrôle unipolaire américain. C'est pourquoi il veut contrôler ces zones.

Eh bien, le joker ici est l'Arabie saoudite. Eh bien, dans deux jours, je pense que le président iranien se rendra en Arabie saoudite, et nous verrons ce qui va se passer.

Mais l'Arabie saoudite estime que, même si son rôle est clé, elle pourrait simplement dire que nous n'exporterons pas davantage de pétrole tant que l'Amérique ne se retirera pas du Proche-Orient. Mais toutes les économies monétaires de l'Arabie saoudite sont investies aux États-Unis.

Les États-Unis tiennent le monde en otage, non seulement en contrôlant leurs ressources pétrolières, gazières et énergétiques, mais aussi en contrôlant leurs finances. C'est comme si vous aviez votre argent dans une banque mafieuse ou dans le fonds commun de placement de crypto-monnaie de Bankman-Fried. Ils peuvent en faire ce qu'ils veulent.

https://reseauinternational.net/pour-les-etats-unis-netanyahou-est-la-version-israelienne-de-zelensky-en-ukraine-nous-sommes-dans-la-grande-strategie/

Les Etats-Unis exportent leur modèle de société criminelle et dégénérée dans le monde entier.

"*Enfants soldats*", habitations détruites: escalade dans la guerre des gangs en Suède - AFP/BFMTV 17 novembre 2023

Depuis plusieurs années, la Suède est confrontée à une vague de violences inédites. Fusillades commises par des "*enfants soldats*", immeubles détruits par des engins artisanaux, parents devenus cibles de règlements de compte et matinales d'information ouvrant sur le nombre de morts qui s'accumule : des événements devenus réguliers dans ce royaume à la réputation habituellement calme.

La guerre entre bandes criminelles pour le contrôle du trafic de drogues et d'armes, qui sévit depuis presque dix ans, a franchi un nouveau cap en 2023 car elle touche désormais les proches des membres de bandes et fait des "*victimes collatérales*", parmi lesquelles des enfants.

Depuis le début de l'année, la police suédoise dénombre 314 fusillades qui ont fait 47 morts. En 2016, elle recensait 25 fusillades et 7 morts. AFP/BFMTV 17 novembre 2023

Le modèle sioniste s'exporte aussi.

La Finlande ferme ce vendredi soir ses postes-frontières avec la Russie - RFI 17 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes dans la bande de Gaza : 12.000 martyrs dont 5.000 enfants, 3300 femmes et plus de 3750 disparus sous les décombres, dont 1800 enfants

---

Guerre à Gaza : l'Afrique du Sud saisit la CPI contre Israël - aa.com.tr 17 novembre 2023

L'Afrique du Sud a déposé jeudi une plainte auprès de la Cour Pénale Internationale (CPI) contre le gouvernement israélien, ont rapporté vendredi des médias locaux et africains.

Le président Sud-africain, Cyril Ramaphosa à l'origine de cette saisine exige une action de la Haye face aux crimes de guerre commis à Gaza par les offensives israéliennes, précise la chaîne Africanews sur son site.

Par ailleurs, l'ANC a d'ores et déjà apporté son soutien à une motion parlementaire en cours sur la fermeture de l'ambassade d'Israël et la suspension de toute relation diplomatique avec Israël jusqu'à ce que ce pays accepte un cessez-le-feu et s'engage dans des négociations

contraignantes, facilitées par l'ONU, rappelle le même média précisant que la motion parlementaire a été présentée par les Combattants pour la liberté économique un parti d'opposition.

L'Afrique du Sud a rappelé tous ses diplomates d'Israël au début du mois, indique encore Africanews.

Le 9 novembre dernier, trois organisations palestiniennes, ONG PCHR, Al-Haq et Al Mezan avaient demandé à la CPI « *de délivrer rapidement des mandats d'arrêt contre les personnes soupçonnées de ces crimes au sein de l'appareil politique, militaire et administratif* » israélien. Les ONG dans leur plainte citent le président Isaac Herzog, le Premier ministre, Benyamin Netanyahou, et le ministre de la Défense, Yoav Gallant, note la même source. aa.com.tr 17 novembre 2023

Israël commet un génocide contre les Palestiniens (rapporteurs de l'Onu) - aa.com.tr 17 novembre 2023

Israël commet un génocide en raison de ses graves violations à l'endroit des Palestiniens dans la bande de Gaza, ont souligné ce jeudi des rapporteurs de l'Onu.

C'est ce qui ressort d'une déclaration commune signée par 33 rapporteurs de l'ONU à propos des attaques israéliennes contre les Palestiniens. aa.com.tr 17 novembre 2023

UNRWA : "*Gaza semble avoir été frappée par un tremblement de terre*" - aa.com.tr 17 novembre 2023

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a déclaré qu'il y avait eu les destructions à Gaza semblent être causées par un tremblement de terre, sauf qu'elles ont été causées par l'homme et auraient pu être totalement évitées.

La directrice des médias de l'UNRWA a confirmé le déplacement d'un très grand nombre de Palestiniens, et que le nombre est le plus important depuis 1948. Elle a fait savoir que "*Les gens sont contraints de migrer en masse sous nos yeux, et tandis que certains se souviennent de leurs traumatismes du passé, d'autres sont témoins des traumatismes de leurs ancêtres*".

Touma, responsable de l'ONU, a rapporté qu'environ 800 000 personnes ont trouvé refuge dans les installations de l'UNRWA (à Gaza).

"*Les régions du nord, du sud et du centre de Gaza ne sont pas considérées comme sûres. Il n'y a aucun endroit sûr à Gaza et 103 employés des Nations unies qui n'ont rien à voir avec ce conflit ont perdu la vie*", a-t-elle ajouté.

Pour sa part, Abir Atifa a déclaré que les gens risqueraient de mourir de faim en raison de la surpopulation et des conditions de vie insalubres dans les refuges.

Elle a souligné que le montant de l'aide arrivée à Gaza ne couvre que 10 % des besoins alimentaires, soulignant que l'ensemble de la population de Gaza a besoin d'aides alimentaires. aa.com.tr 17 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Avec qui Macron gouverne-t-il ? Comment peut-il encore gouverner ? Réponse : Grâce à un consensus du PCF au RN.

Un référendum sur l'immigration n'est "*plus à l'ordre du jour*", selon les participants à la rencontre organisée par Emmanuel Macron à Saint-Denis - AFP/francetvinfo.fr 17 novembre 2023

"*Il n'y aura pas de référendum sur l'immigration*", a annoncé Marine Tondelier, secrétaire nationale du parti EELV. "*Un consensus s'est dégagé autour de la table sur le fait qu'il paraissait compliqué d'élargir la possibilité de tenir des référendums sur des sujets sociétaux tels que l'immigration*", a renchéri Fabien Roussel, chef de file du Parti communiste. "*Le président n'envisage pas pour l'instant cette possibilité"*, a affirmé Jordan Bardella, du Rassemblement national, seul participant présent à réclamer cette consultation.

En famille. La raison du plus fou est toujours la meilleure. (Raymond Devos)

Mathilde Panot salue "*la parole de raison*" d'Emmanuel Macron sur l'islamophobie - BFMTV 17 novembre 2023

La patronne des députés insoumis s'est félicitée des propos du chef de l'État qui a appelé à éviter le "*rejet des musulmans*" près de six semaines après le début du conflit entre Israël et le Hamas. BFMTV 17 novembre 2023

J-C – Tandis que Macron cautionne le génocide des Palestiniens, quelle abrutie ! Il doit bien se marrer le despote ! Ils sont vraiment en-dessous de tout ces gens-là.

La France compte pour du beurre et Macron aussi. Si c'est le Deep State ou Davos qui le dit.

J-C - Les éditions en ligne de *Foreign Policy* dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The Slate Group.

Foreign Policy : la position de Macron sur la guerre contre Gaza est due à des pressions internes et à des ambitions personnelles - french.almanar.com.lb 17 novembre 2023
À l'heure où la France se déchire à cause de la guerre entre « *Israël* » et le Hamas, le président français Emmanuel Macron a adressé à « *Israël* » la critique la plus sévère de tous

les dirigeants du G7 depuis le début du conflit, et parle sans détour de la nécessité d'un cessez-le-feu à long terme.

Selon le journal Foreign Policy, il y a des raisons qui poussent Macron à critiquer « *Israël* » dans sa guerre contre Gaza, parmi lesquelles « *sa volonté de jouer un plus grand rôle sur la scène mondiale, en plus de la montée croissante de l'antisémitisme et de l'islamophobie en France.* »

Michel Viviorka, directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, a déclaré : « *Si les choses continuent à être aussi préoccupantes au Moyen-Orient, la situation intérieure en France sera aussi horrible qu'elle l'est aujourd'hui* ».

Il a ajouté que Macron « *cherche à rester au courant de tous ces éléments, et ce n'est pas une affaire facile* ».

Selon Foreign Policy, « *la question n'est pas seulement liée à des problèmes internes, car les experts affirment que le départ de Macron des rangs des autres puissances occidentales et ses critiques publiques sur Israël pour son opération militaire ont également à voir avec l'aspiration de longue date de la France à la suprématie sur cette question sur la scène mondiale et son refus de simplement suivre la ligne dictée par les États-Unis* ».

Le journal constate que « *la position de la France sur la question israélo-palestinienne est traditionnelle et l'indépendance stratégique vis-à-vis de Washington est depuis longtemps l'un des projets favoris de Macron* ».

« *Malgré ces efforts pour se forger un rôle, la France est régulièrement confrontée à l'influence limitée dont elle dispose sur les événements régionaux. Les deux principaux acteurs extérieurs ici sont les États-Unis et l'Iran, Paris étant dans une position beaucoup plus faible* », a déclaré Julian Barnes Deasy, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord au Conseil européen des relations étrangères.

Plus tôt, le ministère français des Affaires étrangères avait déclaré « *qu'Israël n'a pas le droit de décider qui dirigera Gaza à l'avenir, et Gaza doit faire partie du futur État palestinien* ».

La source en anglais :

https://foreignpolicy.com/2023/11/17/macron-israel-hamas-war-france-cease-fire/

Les enfants imitent les tyrans qui sont au pouvoir. Que cela ne tienne, ces derniers redoubleront de cruauté et se vengeront sur leurs parents !

Le Mans : une enfant de 11 ans convoquée par le parquet pour une fausse alerte à la bombe dans un collège - leJDD 18 novembre 2023

Les élèves et le personnel du collège ont été immédiatement évacués, mercredi, après plusieurs alertes à la bombe reçues par l'établissement. Une jeune fille de 11 ans a été identifiée par les enquêteurs, rapporte *Le Parisien*. Le parquet précise que le collège Pierre

Gilles de Gennes du Mans a réceptionné, en seulement une semaine, « *cinq mails successifs annonçant la présence d'une bombe au sein de l'établissement* ». Les cours ont été annulés et l'enfant a été convoquée en présence de ses parents.

Trop jeune, l'écolière ne pourra pas être poursuivie pénalement par la justice. Elle sera toutefois convoquée devant le procureur de la République la semaine prochaine avec ses parents, relate le quotidien. Le communiqué précise que son irresponsabilité pénale « *ne fait nullement obstacle à la mise en œuvre de la responsabilité civile de ses parents, auxquels toute personne ou structure pourra solliciter indemnisation du préjudice subi* ». leJDD 18 novembre 2023

J-C – On est en présence de sadiques, il faut terroriser cette gosse et ses parents.

A la place du procureur j'aurais engueulé celui qui m'aurait dérangé et fait perdre mon temps pour rien.

Russie.

Russie-Égypte : une nouvelle route maritime sur le point d'être lancée - fr.sputniknews.africa 17 novembre 2023

La première livraison empruntant la nouvelle route maritime qui relie la Russie à l'Égypte aura lieu en décembre, a annoncé le groupe russe de transport FESCO. L'entreprise a considérablement augmenté son parc de navires, le développement de nouvelles liaisons internationales ayant eu lieu à la suite des sanctions antirusses.

L'Afrique est au centre de l'attention du groupe de transport FESCO, qui envisage de lancer, d'ici la fin de l'année, une nouvelle route logistique entre le port russe de Novorossiïsk sur la mer Noire et l'Égypte. Le service FESCO Egypt Direct Line assurera le transport de conteneurs frigorifiques vers Alexandrie, a précisé le groupe lors du forum "*Semaine des transports - 2023*" qui a eu lieu cette semaine à Moscou.

Des agrumes et d'autres fruits devraient être acheminés vers la Russie ainsi que des engrais, des légumineuses à grains et d'autres produits agricoles, de même que des produits de l'industrie du bois. Un bureau sera également ouvert en Égypte.

L'entreprise examine en outre la possibilité d'entrer sur les marchés du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie et de l'Afrique du Sud.

Les sanctions comme booster

Selon Guerman Maslov, vice-président de FESCO, l'entreprise a considérablement augmenté sa flotte maritime, et possède à présent 35 navires. Il y a deux ans, elle n'en possédait que 24.

Le départ des grandes entreprises de Russie en raison des sanctions liées à l'Ukraine avait stimulé des partenariats plus étroits en Asie, où FESCO coopère désormais activement avec de grands transporteurs chinois, selon le responsable.

"*Les événements survenus dans le monde de la logistique constituent une opportunité unique pour les entreprises russes d'occuper des niches où il n'y a jamais eu d'entreprises russes et soviétiques* ", a déclaré M.Maslov.

Le groupe FESCO Transportation est l'une des principales sociétés russes de transport et de logistique multimodales. Elle possède actuellement 170.000 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP).

La ligne devrait fonctionner une fois toutes les deux semaines et le trajet durer 7 jours. fr.sputniknews.africa 17 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 19 novembre 2023

Demain ou après-demain j'ajouterai un complément à ma déclaration du 18 novembre. J'ai beaucoup de points à préciser, sans rien changer je précise.

En gros j'ai expliqué qu'une nouvelle guerre mondiale était inévitable, sans affirmer catégoriquement qu'elle aurait lieu, dans le cas contraire la civilisation humaine serait amenée à se décomposer lentement avant de totalement disparaître, à moins que l'hypothèse que j'avais retenue précédemment se réalise, à savoir qu'on parviendrait à se débarrasser du capitalisme et à passer au socialisme sans passer par cet épisode tragique, sans que rien ne puisse l'étayer à l'heure actuelle, puisque bien que nous ayons vécu des évènements dramatiques au cours des dernières décennies, nous ne sommes même pas parvenus à fournir une interprétation claire de la situation mondiale, sur laquelle on pourrait s'appuyer pour rassembler les éléments les plus progressistes des différentes classes exploitées et mener le combat politique ensemble. Je ne prétends pas y être parvenu de mon côté, je crois seulement avoir progressé dans cette direction, d'où mon initiative qui n'a eu aucun écho, comme il fallait s'y attendre, ce qui confirme à sa manière ce qui vient d'être dit, hélas !

L'info officielle figure désormais à la rubrique faits divers, objets perdus et chiens écrasés.

On pourrait intituler les infos quotidiennes des médias bienvenue chez les cinglés, les paranoïaques, les psychopathes, les fanatiques, les extrémistes, les terroristes, les va-t-en-guerre, les malfaisants, les sadiques, les parasites, les manipulateurs, les négationnistes, les inquisiteurs, les procureurs généraux, les despotes, au choix selon qu'ils traitent de la météo ou de la situation sociale ou politique dans un pays quelconque, l'info sera toujours biaisée ou faussée, orientée, malsaine, c'est devenu littéralement une obsession pour eux de nuire à leurs lecteurs jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne, ce qui peut paraître inimaginable, mais correspond à la réalité.

Il faut avoir le cœur et le cerveau bien accrochés pour supporter un tel mauvais traitement quotidiennement, un tel matraquage, ce qui évidemment n'est pas donné à tout le monde.

Ca y est la France menacée de noyade, trop tard, elle a déjà fait naufrage !

Il n'avait jamais autant plu en 30 jours, selon Météo France –Franceinfo 18 novembre 2023

D'après l'organisme météo, il est tombé 237,3 mm de pluie sur le pays en moyenne entre le 18 octobre et le 16 novembre 2023. Franceinfo18 novembre 2023

J-C – C’est comme la température moyenne du pays, cela ne veut absolument rien dire.

C'est devenu l'enfer ce pays !

Jeudi 16 novembre, les 500 kilomètres d’embouteillages ont été dépassés en Île-de-France.

Ce samedi 18 novembre, Sytadin relève un niveau « *exceptionnel* » d’embouteillages dans la région avec plus de 200 kilomètres de ralentissements enregistrés à 17h30. actu.fr 18 novembre 2023.

Un de mes commentaires publié dans un blog.

La presse ou les médias dits alternatifs reproduisent systématiquement une partie du discours officiel. Par exemple, tous à ma connaissance ont embrayé sur les "massacres du Hamas", sans preuve, témoignage ou image, hormis ceux de l'occupant. Maintenant ils osent dans leurs discours lier l'exigence d'un cessez-le-feu à la libération des "otages" faits par les Palestiniens, revendication du boucher Netanyahu ! Ils vont jusqu'à attribuer du mérite après ses dernières déclarations en oubliant toutes les abominations qu'il a pu sortir, c'est pathétique, abjecte.

Sinon ils ne se départissent pas non plus de l'idéologie dominante. Par exemple, s'ils reconnaissent que les Etats-Unis participent au génocide des Palestiniens, ils tireront à boulets rouges sur Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite, ils rappelleront volontiers la nature raciste ou génocidaire du sionisme, mais ils n'attaqueront pas avec la même férocité les Etats-Unis qui sont les véritables commanditaires de cette guerre. Ils se féliciteront que des Etats s'en prennent à Israël, en passant sous silence qu'aucun parmi les 195 présents à l'ONU n'a rompu ses relations avec Washington, sans parler e la conférence de Riad qui en fut une caricature grotesque et cynique.

Sinon, ils dénonceront les conséquences catastrophiques dues à la survie du capitalisme, sans toutefois les caractériser de cette manière puisqu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, comme les médias mainstream.

C'est se faire de graves et cruelle illusions de croire qu'il pourrait sortir quelque chose de bons de ce côté-là, d'y prêter une trop grande attention qu'ils ne méritent pas, jamais n'y figurera une issue politique conforme à nos intérêts collectifs ou ceci explique cela.

C'est ce que je m’escrime à expliquer dans mon portail en pure perte de temps !

Comment s'adressent-ils à leurs disciples ?

Ces documents sont destinés avant tout à ceux qui ont été sélectionnés pour appliquer leur politique, aux Young leaders, aux chefs d’Etat, aux dirigeants des médias, etc. Ils leur indiquent de quelle manière ils doivent interpréter la situation et diffuser leur idéologie.

Dans un article du 25 octobre 2023 la NED/CIA commenta un sondage réalisé à Gaza, en faisant remarqué que « *l'écrasante majorité voudrait de la diplomatie plutôt que de la violence. L'écrasante majorité voudrait une bonne gouvernance plutôt que l'autoritarisme* », pardi, comme n'importe quel peuple qui préfère la paix à la guerre !

Voilà tout ce qu'ils ont trouvé pour tenter de faire croire que les Palestiniens ne soutiendraient pas l'offensive armée lancée contre l'Etat sioniste le 7 octobre dernier par l'ensemble des organisations palestiniennes, hormis le Fatah ou sa direction.

https://www.demdigest.org/hamas-what-palestinians-really-think/

- Leur objectif était surtout de discréditer et liquider le Hamas et les organisations palestiniennes qui prônent la lutte armée contre Israël, puisqu'il n'existe pas d'autre moyen pour faire valoir les droits légitimes des Palestiniens.

Ils le précisaient dans un précédent article du 16 octobre 2023:

- Gaza « *doit faire partie de la Cisjordanie et des territoires palestiniens* », ce qui signifie que « *l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie doit également être l'Autorité palestinienne à Gaza* ».

Donc 9 jours à peine après le déclenchement des hostilités, ils montraient qu'ils avaient déjà décidé comment les opérations à venir allaient se dérouler, si les médias occidentaux l'évoquèrent, ils ne s'y attardèrent pas, il aura fallu plusieurs semaines avant qu'ils reprennent en boucle cet argument.

Ils n'hésiteront pas non plus à identifier Israël à l'Ukraine en recourant à la méthode de l'inversion accusatoire, les nazis étant les Ukrainiens et les sionistes et non les Russes et les Palestiniens :

- "*Après tout, la guerre israélienne est la guerre de l'Ukraine, et la guerre de l'Ukraine est celle d'Israël. Et les deux guerres sont celles de l'Occident. L'alternative - un monde où l'impérialisme, l'agression, le revanchisme et le fascisme sont triomphants - est inacceptable*".

https://www.demdigest.org/gazans-want-good-governance-over-hamas-authoritarianism/

- Dans un autre article, ils expliquaient que tous les instruments qu'ils avaient mis au point pour manipuler les masses et parvenir à leurs fins, se retournaient contre eux, parce qu'une partie des classes supérieures (conservatrices) et moyennes n'adhéraient pas à leur politique ou en étaient victimes, c'est moi qui le précise.

- "*Le récit optimiste du début du XXIe siècle de la façon dont la mondialisation, la diffusion d'Internet et la montée des médias sociaux conduiraient à la libéralisation partout dans le monde cède maintenant la place à la prise de conscience que ces mêmes forces fournissent des percées à ceux qui souhaitent étouffer la démocratie à la source*.", traduire la démocratie par l'orientation totalitaire définie par l'oligarchie financière anglo-saxonne ou Davos.

https://www.demdigest.org/democracy-erodes-from-the-top-how-elites-nurture-illiberal-populism/

Par curiosité je suis allé sur le blog du Forum économique mondial et je n'ai trouvé aucun article qui traitait de l'Ukraine ou d'Israël, sans doute parce qu'il ne faudrait pas que la contestation dont font l'objet ces guerres que les Etats-Unis ont initiées ou commanditées, portent préjudices autres activités dans lesquelles ils sont fortement impliqués, entendez par là la dictature sanitaire, énergétique, climatique, numérique…

Ce sont les Etats-Unis qui sont aux manettes et massacrent les Palestiniens et accessoirement des juifs Arabes.

Les Etats-Unis augmentent les livraisons d'armes à Israël par The Cradle - investigaction.net 18 novembre 2023

Extrait.

Washington augmente discrètement son aide militaire à Israël, a rapporté Bloomberg le 15 novembre, citant un document du ministère américain de la Défense.

Un document intitulé "*Israel Senior Leader requests*", datant de la fin du mois d'octobre, énumère les armes qu'Israël a réclamées pour la guerre qu'il mène actuellement contre la résistance palestinienne dans la bande de Gaza.

La liste comprend "*davantage de missiles guidés par laser pour sa flotte de canons Apache, ainsi que des obus de 155 mm, des dispositifs de vision nocturne, des munitions de destruction de bunkers et de nouveaux véhicules militaires […] allant au-delà de la fourniture bien connue d'intercepteurs Dôme de fer et de bombes intelligentes de la société Boeing*".

Selon Bloomberg, l'arsenal américain disponible est déjà expédié, tandis que le ministère de la Défense s'efforce d'en mettre d'autres à disposition à partir de stocks situés aux États-Unis et en Europe.

Fin octobre, 36 000 cartouches de canon de 30 mm, 1 800 munitions M141 pour la destruction des bunkers et un minimum de 3 500 dispositifs d'armement nocturne ont été livrés à Israël, selon le document cité par Bloomberg.

Le département de la Défense "*utilise plusieurs moyens – des stocks internes aux canaux de l'industrie américaine – pour s'assurer qu'Israël a les moyens de se défendre*", a déclaré le Pentagone dans un communiqué. "*Cette aide à la sécurité continue d'arriver presque quotidiennement*", ajoute-t-il.

Les médias israéliens ont rapporté la semaine dernière que Tel-Aviv avait reçu un cargo transportant environ 2 500 tonnes d'équipement militaire, et que plus de 120 avions et plusieurs navires avaient livré plus de 7 000 tonnes d'armes à Israël.

Les États-Unis ont déployé près d'une douzaine de navires de guerre et des centaines de soldats en Asie occidentale pour soutenir les efforts de guerre d'Israël.

L'augmentation de l'aide militaire intervient alors que Washington continue d'être sous le feu des critiques pour sa complicité dans les crimes de guerre israéliens à Gaza.

Source :

https://new.thecradle.co/articles/us-secretly-boosts-arms-deliveries-to-israel-report?utm_source=substack&utm_medium=email

J-C - Rectifions : Washington n'est pas « *complice* » des crimes de guerre israéliens à Gaza, il en est l'instigateur, le donneur d'ordre, le commanditaire.

Le peuple américain a largement été tenu à l'écart du traitement inhumain imposé par les sionistes aux Palestiniens pendant des décennies.

J-C – Mondoweiss est un blog d'information alternatif fondé par des intellectuels américains juifs antisionistes, il est orienté sur la couverture de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. (Source : Wikipédia)

Des années de négligence de la part des médias dominants à l'égard de la réalité palestinienne font que ces vérités choquent la plupart des Américains.

Avant le 7 octobre, les grands médias ignoraient la plupart du temps les nouvelles en provenance de Palestine. Ce fait a des conséquences sur le public américain.

https://mondoweiss.net/2023/11/years-of-mainstream-media-neglect-of-palestinian-reality-means-that-truths-come-as-shocks-to-most-americans/

Traduit en français (2 pages à lire) :

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/USA_media_palestine_19112023.pdf

---

Etait-il excessif d'évoquer des nazis, fascistes, barbares ?

Ce qui suit est une série de déclarations incendiaires et profondément racistes de la part des sionistes, toutes prononcées après le 7 octobre 2023 et le lancement de l'opération Tempête d'Al-Aqsa par la Résistance palestinienne dirigée par le Hamas.

• «*J'ai ordonné un siège complet de la bande de Gaza. Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant, tout est fermé. Nous combattons les animaux humains*».

Yoav Gallant, ministre israélien des Affaires militaires, 9 octobre 2023

• «*Israël doit accroître la pression humanitaire sur la bande de Gaza afin qu'à terme des centaines de milliers de Gazaouis affamés et assoiffés franchissent le terminal de Rafah*».

Tzachi Levi, Israel National News, 20 octobre 2023

• «*Je suis très perplexe face à l'inquiétude constante que le monde manifeste à l'égard du peuple palestinien et à l'égard de ces horribles animaux inhumains qui ont commis les pires atrocités que ce siècle ait connues*».

Dan Gillerman, ancien ambassadeur d'Israël auprès des Nations Unies, 25 octobre 2023

• «*Nous sommes fils de lumière, eux sont fils des ténèbres. Et la lumière prévaudra sur les ténèbres*».

Benjamin Netanyahou, Premier ministre israélien, 25 octobre 2023

• «*Ne laissez pas pierre sur pierre à Gaza. Gaza doit se tourner vers Dresde, oui ! Incendie total, plus d'espoir… Détruisez Gaza maintenant ! Maintenant !*»

Moshe Feiglin, chef du parti sioniste Zehut, ancien membre de la Knesset, 26 octobre 2023

• «*Si nous avions affaire à des humains, nous enverrions de l'aide humanitaire, mais nous avons affaire à des animaux*».

Rabbin Meir Mazuz, octobre 2023

• «*C'est toute une nation qui en est responsable. Ce discours selon lequel les civils ne sont pas au courant et ne sont pas impliqués n'est pas vrai. C'est absolument faux*».

Le président israélien Isaac Herzog, le 12 octobre 2023

• «*Ce n'est pas Auschwitz, c'est le Hamas ! Nous ne luttons pas contre des humains, nous combattons des monstres ! Israël ne s'arrêtera pas tant que le Hamas ne sera pas détruit ! C'est ce que j'ai dit à la tribune de l'Assemblée générale lorsque j'ai montré des images de civils israéliens brûlés vifs par le Hamas et par les sauvages du Hamas*».

Gilad Erdan, ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies, 26 octobre 2023

• «*Pour l'instant, un seul objectif : la Nakba ! Une Nakba qui éclipsera la Nakba des 48. Nakba à Gaza et Nakba à tous ceux qui osent s'y joindre*».

Ariel Kallner, parti Likoud, membre de la Knesset

• «*Soyez triomphant et achevez-les et n'en laissez aucun derrière vous. Effacez leur souvenir. Effacez-les, leurs familles, leurs mères et leurs enfants. Ces animaux ne peuvent plus vivre*».

Ezra Yachin, 95 ans, ancien terroriste du gang Stern, est désormais revenu dans les forces d'occupation, octobre 2023.

Ce ne sont là que quelques-unes des déclarations génocidaires que les dirigeants et les pom-pom girls sionistes ont publiées au cours du seul mois dernier.

Beaucoup d'autres peuvent être trouvées en ligne dans divers sujets, collections et vidéos.

L'épidémie de déclarations génocidaires qui a suivi le 7 octobre a choqué le monde et à juste titre. Mais, bien sûr, le sionisme a toujours été une idéologie et un mouvement intrinsèquement raciste et intrinsèquement génocidaire.

Pour établir un «*État juif*» dans la Palestine historique, les sionistes ont jugé nécessaire de trouver un moyen d'éliminer les indigènes, soit en les tuant, soit en les forçant à partir.

Dans son livre de 1896 «L'État juif», texte fondateur du mouvement raciste sioniste, Theodor Herzl expliquait que le mouvement sioniste devrait faire appel aux puissances impériales européennes pour qu'elles soutiennent la création d'un «État juif» en Palestine.

Pour aider à renforcer le soutien au sionisme parmi les impérialistes européens, Herzl a présenté le sionisme comme une mission civilisatrice, en disant : «*Pour l'Europe, nous représenterions une partie de la barrière contre l'Asie ; nous servirions d'avant-poste de la civilisation contre la barbarie*».

Lors de son voyage en Palestine en 1898, Herzl déclara que «*des opérations de drainage à grande échelle et l'élimination des marécages… pourraient rendre [la Palestine] habitable [pour les Européens]*» et que «*les Arabes, immunisés contre la fièvre, pourrait être utilisé pour les travaux*».

En avril 1905, lors d'un discours à Manchester, en Angleterre, le principal idéologue sioniste Israel Zangwill a déclaré : « [*Nous] devons être prêts… à chasser par l'épée les tribus [arabes] ou à nous attaquer au problème d'une importante population étrangère, majoritairement musulmane*».

En réponse à la Commission Peel de 1938, le Conseil de l'Agence juive a créé le Comité de Transfert de Population pour planifier le déplacement forcé des Palestiniens, qui serait effectué, comme ils le disent, «*non par la prédication du Sermon sur la Montagne», mais «par des machines, des armes à feu*»…

Plus tard, en 1941, Ben Gourion, leader sioniste travailliste et le 1er Premier ministre de l'entité sioniste, a déclaré : «*Il est impossible d'imaginer une évacuation générale [des Palestiniens de la terre] sans une contrainte brutale*». (Masalha : 19)

Aujourd'hui, la «contrainte brutale» continue alors que les sionistes tentent d'achever leur travail d'élimination des indigènes, soit en les tuant, soit en les chassant vers le Sinaï ou le Jourdain.

Il ne s'agit pas seulement de «*l'extrême droite*», il ne s'agit pas seulement des révisionnistes, il ne s'agit pas seulement des centristes, il ne s'agit pas seulement de la tradition sioniste travailliste, il ne s'agit pas seulement des sionistes «socialistes».

Le sionisme est à la base une idéologie raciste et génocidaire. Il faut l'éradiquer.

https://reseauinternational.net/le-sionisme-est-a-la-base-une-ideologie-raciste-et-genocidaire/

J-C – Cet épisode est en train de faire basculer la droite un peu plus vers l'extrême droite partout en occident, et la gauche toujours plus vers la droite ou même au- delà, ce qu'on avait déjà observé à propos de l'Ukraine néonazie.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Les raids de l'aviation israélienne ont rasé des quartiers entiers, tué 12 300 Palestiniens - dont 5 000 enfants et 3 300 femmes - et blessé plus de 30 000 autres, selon le dernier bilan communiqué vendredi soir par le gouvernement du Hamas à Gaza.

- Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé la mort de plus de 80 personnes samedi dans deux frappes israéliennes distinctes sur le camp de réfugiés de Jabaliya, géré par l'ONU, dans le nord de la bande de Gaza. La première frappe a fait 50 morts dans une école du camp, le plus grand du territoire. La seconde, sur une maison, a tué 32 membres d'une même famille, dont 19 enfants. "*Nous recevons des images effroyables de nombreux morts et blessés encore une fois dans une école de l'Unrwa abritant des milliers de déplacés*", a réagi le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini. francetvinfo.fr 18 novembre 2023

- Samedi à l'aube, des avions israéliens ont ciblé plusieurs appartements à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, tuant au moins 26 Palestiniens, en majorité des enfants. aa.com.tr 18 novembre 2023

- "*L'ensemble du monde occidental est uni sous la structure de l'impérialisme des croisés. Je l'ai malheureusement constaté lors de ma visite en Allemagne*" aa.com.tr 18 novembre 2023

J-C - La Turquie aussi en tant que membre de l'OTAN.

Au temps des colonies. Quand Bruxelles à la suite de Washington et Tel-Aviv dénie le droit au peuple palestinien d'élire ses représentants.

L'Autorité palestinienne est la seule entité capable de diriger Gaza après la guerre, estime Josep Borrell - aa.com.tr 18 novembre 2023

Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, Josep Borrell, a déclaré que '*'l'Autorité palestinienne est la seule entité capable de diriger la bande de Gaza après la fin des hostilités*''.

Le diplomate européen s'exprimait samedi, lors du sommet régional sur la sécurité de Manama, organisé par l'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Bahreïn.

« *Le Hamas ne peut plus tenir les rênes du pouvoir dans la bande de Gaza* », a-t-il dit. aa.com.tr 18 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

De nouvelles manifestations pro-palestiniennes à Paris et dans plusieurs villes de France

J-C – Je n'avais pas été informé de ces manifestations. J'ai trouvé trois blogs pour s'informer :

https://rapportsdeforce.fr/

https://paris-luttes.info/

https://www.france-palestine.org/-Lettre-d-information-

En France, après une première vague d'interdictions décidées par les pouvoirs publics, les manifestants pro-palestiniens ont défilé pour le troisième week-end consécutif, bravant parfois, comme à Paris, une pluie battante. Selon la CGT, un des principaux syndicats français qui avait relayé les appels à manifester du collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, 100 000 personnes ont battu le pavé dans le pays, dont 60 000 à Paris où plusieurs représentants de partis de gauche étaient présents dans le cortège. FranceInfo18 novembre 2023

- Une centaine de personnes à Mont-de-Marsan pour un cessez-le-feu à Gaza - actu.fr 18 novembre 2023

Associations, syndicats, mais aussi simples citoyens et citoyennes se sont rassemblés, samedi 18 novembre sur la place Saint-Roch à Mont-de-Marsan en soutien au peuple palestinien.

- France-Palestine rassemble près de 150 personnes à Vannes ce samedi - letelegramme.fr 18 novembre 2023

- Lyon. Marche pour la Palestine : 15.000 personnes au rendez-vous, selon les organisateurs, 7.600 selon la préfecture

La manifestation en soutien à la Palestine de ce samedi 18 novembre sur la Presqu'île de Lyon a réuni des milliers de personnes. Les organisateurs revendiquent plus de 15 000 participants contre 7 600 selon la préfecture.

Avant de déambuler jusqu'aux Terreaux, plusieurs prises de paroles ont eu lieu, de la part de l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA et CNT), de l'association France Palestine ou du Collectif 69 de soutien au peuple palestinien. Tous ont demandé la libération immédiate des otages du Hamas, ainsi qu'un cessez-le-feu à Gaza. leprogres.fr 18 novembre 2023

Pour justifier de nous renvoyer au Moyen-Age, les multinationales spéculent et s'enrichissent en recourant toujours au même récit frauduleux sur le climat.

J-C - Il fut une époque où le café, le chocolat, le sucre, le thé ou les épices, etc. étaient réservés exclusivement à l'aristocratie ou aux bourgeois.

Cacao, sucre, jus d'orange : l'explosion des cours de ces denrées alimentaires à cause du climat - franceinfo 19 novembre 2023

Jusqu'où leurs prix vont-ils encore grimper ? Les cours du cacao, du sucre et du jus d'orange ne cessent de flamber depuis le début de l'année. La tonne de sucre se vend à plus de 55 euros en ce moment sur le marché à terme de New York. Un montant qui n'avait plus été atteint depuis 2011. Le cacao se monnaye à plus de 3,60 euros le kilo, en hausse de 55% depuis janvier. Quant au jus d'orange, le kilo de concentré se négocie désormais à plus de 8 euros, soit le double de son prix au début du mois de janvier, il s'agit d'un record depuis le début des contrats à terme sur le marché de New York, en 1966, a relevé l'agence Reuters.

L'ingrédient clé de la fabrication du chocolat a atteint de nouveaux sommets cette semaine. Son prix est monté jusqu'à 3,73 euros à la clôture des marchés, mercredi 15 novembre. Un tel niveau n'avait plus été atteint depuis 1978, il y a quarante-cinq ans, relève Le Figaro.

Le cours du sucre a bondi depuis le début de l'année. L'ingrédient est passé de 40 euros la tonne, au début du mois de janvier, à plus de 55 euros aujourd'hui, soit un boom de plus de 37%.

J-C - Et le récit officiel fabriqué à Davos répété en boucle.

franceinfo - Le phénomène météorologique El Niño est pointé du doigt, expliquent Les Echos et Le Figaro. A chacun de ses passages, tous les deux à sept ans, ce phénomène climatique est associé à une accélération du réchauffement planétaire provoqué par les activités humaines ainsi qu'à une hausse des événements extrêmes.

J-C - Autant dire qu'à ce prix-là, les plus pauvres devront se passer de ces denrées alimentaires. Idem pour la viande, les légumes, les céréales, même le pain est très cher...

franceinfo - La hausse des cours du sucre a d'ores et déjà des conséquences dans le panier de courses. Fin octobre, l'association de défense des consommateurs UFC Que choisir a constaté une hausse de 21% en un an sur le prix des bonbons. Et cette hausse devrait se poursuivre en 2024. Dirk Van de Put, le PDG du groupe Mondelez, qui fabrique notamment les biscuits Oreo et les chocolats Toblerone, a annoncé des hausses de prix sur ses produits l'an prochain.

Santé.

Les réminiscences d'un système totalitaire qui devient paranoïaque.

L'OMS hypocondriaque ou paranoïaque ? Questions à Pierre Chaillot sur fond d'escroquerie aux catégories révélées - France-Soir 14 novembre 2023

"*La statistique crée la maladie d'une certaine manière, à partir du moment où on a décidé d'enregistrer les gens d'une certaine manière dans la case Covid-19, on a créé un phénomène qui s'est appelé la crise Covid-19*."

Pierre décrypte la classification des maladies à l'OMS qui a changé au fil du temps, passant d'un focus sur les patients à un focus sur les maladies, permettant ainsi une industrialisation de la médecine.

Pour accéder à cet excellent entretien :

https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pierre-chaillot-demonte-l-escroquerie-du-comptage-medical-dans-la-crise

---

Russie.

Du tapis de bombes américano-sionistes au tapis... de tracts russe.

J-C - Il va s'en dire que, si les Russes avaient employé la même méthode pour venir à bout de ses ennemis que les Américains ou les sionistes, cela ferait plus d'un an que la guerre en Ukraine serait terminée avec des millions de civils morts.

Largage de tracts: cette nouvelle façon russe d'utiliser les drones - fr.sputniknews.africa 18 novembre 2023

Les militaires russes utilisent des drones pour larguer des tracts sur les positions ukrainiennes. Ils contiennent des appels à se rendre et la façon de procéder, selon une source de Sputnik.
Le groupe Dniepr des forces armées russes a sa propre façon d'utiliser les drones pendant le conflit en Ukraine, témoigne à Sputnik une source familière de la situation.

"*Les militaires du groupe Dniepr opérant sur l'axe de Kherson se servent de drones spécialement équipés pour 'parsemer' les positions ukrainiennes avec des tracts. Ces tracts contiennent non seulement un appel aux soldats ukrainiens à se rende et à conserver ainsi leur vie, mais aussi des instructions détaillées expliquant comment le faire correctement*", a-t-il indiqué.

Le militaire a ajouté que plusieurs dizaines d'Ukrainiens avaient déjà suivi ce conseil. Ils sont tous sains et saufs et se trouvent en sécurité. Des soins médicaux ont été dispensés à ceux qui en avaient besoin.

Les tracts ne sont pas l'unique moyen employé par l'armée russe pour persuader les soldats ukrainiens de déposer les armes.

À la mi-juillet, l'armée russe a créé la fréquence radio 149.200 Volga qui fonctionne sur tous les axes du front. Elle est accessible depuis n'importe quel talkie-walkie et sert à informer de l'intention de se rendre.

En un peu plus d'un mois, environ 10.000 soldats ont profité de cette occasion. fr.sputniknews.africa 18 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 20 novembre 2023

Complément à ma déclaration du 18 novembre 2023

L'histoire des hommes se confond avec une lutte permanente pour assurer leur survie et perpétuer leur espèce, ce qui se traduit par la quête quotidienne de nourriture, et sortir vivant des conflits qui peuvent les opposés les uns aux, entre autres menaces auxquelles est exposée leur existence.

Donc la nécessité s'exprime sous la forme de contraintes (et contradictions) multiples et de natures diverses, de défis qui s'imposent à eux et qu'ils devront relever, qui témoignent des rapports complexes et inconscients que les hommes entretiennent avec la nature ou le monde extérieur et entre eux, rapports dont le contenu sera l'expression des besoins qu'ils devront satisfaire tout au long ou à l'issue du développement économique et politique dont ils sont les principaux acteurs.

C'est la nature perfectible des hommes, au-delà de leur capacité à modifier leur environnement, qui déterminent à la fois leur singularité et leur évolution, donne un sens à leur existence, qui les a conduit à dépasser leur condition primitive ou animale sans toutefois parvenir à l'abandonné totalement comme on peut l'observer à travers toutes les guerres qu'ils n'ont cessé de se livrer jusqu'à nos jours, aussi, pour s'en émanciper ou forger les instruments et les principes qui leur permettront de satisfaire l'ensemble de leurs besoins sociaux ou matériels, ainsi que leurs aspirations au bien-être, à la paix, à la liberté, ils doivent impérativement prendre conscience de leurs conditions, prendre en mains leur destin.

J'ajoute le courriel que j'ai adressé hier à un contact :

Mon analyse de la situation mondiale ne ressemble à aucune autre à ma connaissance. Elle s'appuie sur le constat, qu'avant que la flore et la faune telles qu'elles existent de nos jours deviennent aussi complexes, sophistiquée, robustes, etc. elles ont dû subir bien des aléas et passer par des phases successives de développement et de destruction souvent violentes et brutales, de transformation et d'adaptation plus lentes, ce qui est valable également pour l'histoire des hommes.

Les connaissances en paléoanthropologie, en géologie notamment, et en sciences sociales selon l'interprétation matérialiste qu'en ont donné Marx et Engels, ont confirmé que le même processus était à l'œuvre dans la nature et la société humaine, à ceci près que les hommes ont les moyens de l'orienter dans une direction précise. En attendant qu'ils en aient pris réellement conscience, ce processus historique continuera de se dérouler selon les lois de la dialectique, qui malheureusement peuvent nous conduire à une nouvelle guerre mondiale, pour ne pas dire qu'elle est sinon souhaitable, tout du moins inévitable pour qu'ensuite on puisse envisager de se débarrasser du capitalisme ou passer comme les plantes ou les animaux à un stade supérieur de développement, dans le meilleur des cas, dans le pire, notre espèce serait menacée de disparition, comme d'autres espèces avant nous, donc c'est tout à fait envisageable également.

Je n'ai pas exposé cela de cette manière-là dans mon texte, mais c'est ce que j'ai voulu dire en m'en tenant à un discours plus politique.

On ne pourra pas se débarrasser du capitalisme, aussi longtemps qu'il donnera l'illusion qu'il serait synonyme de progrès social. Or précisément la guerre détruit ce mythe, ce en quoi elle est salvatrice avec toutes les horreurs qu'elle comporte, c'est même à ce jour le seul moyen de le détruire, puisque toutes les tentatives de le détruire par d'autres moyens ont échoué jusqu'à présent, il en fut de même avec les différents modes de production qui l'ont précédé sans entrer ici dans les détails. On en revient toujours aux conditions objectives qui déterminent le niveau de conscience des hommes, donc je crois que mon raisonnement est correct. C'est ce que j'ai voulu mettre en lumière dans mon texte.

Très vite parce que je n'ai plus le temps de peaufiner un document mieux argumenté, j'ajoute ce qui a constitué la trame de ma réflexion.

- Il y eut cinq grandes extinctions des espèces à la suite de grandes glaciations, d'importantes variations climatiques, de la chute de l'oxygénation des océans, d'impacts d'astéroïdes, d'activités volcaniques ou géophysiques, de perturbations cosmiques, solaires, etc.

Les grands épisodes d'extinction s'accompagnent d'un renouvellement des écosystèmes qui laisse le champ libre à l'épanouissement d'autres biodiversités plus complexes et plus résistantes, plus évoluées...

- Un grand nombre de civilisations très développées et prospèrent disparurent, mésopotamienne, sumérienne, assyrienne, égyptienne, aztèque, mayas, etc. disparitions dues à des crises politiques et sociales, crises structurelles, guerres, etc. pour avoir été dans l'incapacité de passer à un mode de production supérieur, parce qu'elles n'avaient pas développé les conditions économiques qui l'aurait permis...

- Trois modes de production se succédèrent avant de disparaître : le premier, le plus primitif, fut basé sur le partage des richesses, quand tous les hommes étaient libres ; le second sur l'esclavage, seulement les plus puissants étaient libres ; le troisième de type féodal fut semi-esclavagiste en privant les exploités des moyens de production des richesses, dont la terre essentiellement ; et enfin le quatrième, celui capitaliste qui l'a remplacé et qui a renforcé ce caractère esclavagiste en obligeant les exploités à vendre leur force de travail pour survivre moyennant un mode de vie plus ou moins confortable ou misérable, sans entrer dans les détails ou pour être bref. Le prochain aura pour tâche historique de mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, on l'appelle communiste.

- Différents types de gouvernement ou gouvernance se succédèrent ou existent toujours, barbare, théocratique, ploutocratique, autocratique, oligarchique, monarchiste, monarchiste constitutionnel parlementaire, républicain, dit démocratique, sans que jamais le peuple ne parvienne à détenir le pouvoir politique pour instaurer une véritable démocratie, hormis quelques exemples éphémères ou durant une très brève période, lors de la Commune de Paris pendant 72 jours, et la révolution socialiste russe entre octobre 1917 et 1924...

- La guerre de 1870 joua un rôle majeur dans le déclenchement de la Commune de Paris, celle de 1914 dans celui de la révolution russe, celle de 1939-45 dans celle de la révolution chinoise

et cubaine ; la dislocation de l'URSS au début des années 90 allait se traduire par une multitude de nouvelles guerres au Moyen-Orient et en Asie 10 ans plus tard, ce processus se poursuit avec les guerres en Ukraine et en Palestine occupée...

- La crise économique qui sévissait au tournant du XXe siècle donna naissance à la Première guerre mondiale ; le krach de 1929 et la crise économique des années 30 allaient précipiter la Seconde Guerre mondiale ; sur quoi débouchera la crise économique qui durent depuis déjà des décennies, certains en situent le début au milieu des années 70, à la fin de ce qu'ils ont appelé les "*Trente Glorieuses*", d'autres aux alentours des années 90, ou encore à partir de 2001 ou de 2008, nul ne sait ou ne peut le pronostiquer.

De deux choses l'une, soit les masses se mobilisent et empêchent l'oligarchie financière anglo-saxonne d'atteindre ses objectifs, et elle sera alors tentée de précipiter le chaos qui précèdera une nouvelle guerre mondiale, soit les masses se résignent et leurs conditions empireront inexorablement, à moins que nous parvenions à surmonter tous les obstacles qui nous empêchent de renouer avec le socialisme, j'y crois parce qu'on n'a pas le choix, on préfèrerait faire l'économie d'une guerre mondiale, le plus édifiant, c'est que même cela on ne parvient plus à le partager, parfois c'est décourageant.

A lire.

Gaza – Sémantique de la terreur coloniale. Appeler un chat un chat par Christophe Peschoux - Arrêt sur info 19 novembre 2023

Christophe Peschoux – Genève, novembre 2023 – Ex-haut fonctionnaire du Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Une sémantique politique trompeuse a obscurci la réalité du projet colonial britannique/américain en Palestine pendant 75 ans au cœur du Moyen-Orient. [3] Rappelons quelques faits.

Négation de l'autre, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide au nom de "*nos valeurs*" ? Non, merci!
http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Palestine_Semantique_de_la_terreur_coloniale.pdf

J-C – Un excellent argumentaire.

Les services de sécurité israéliens : Le Hamas n'a probablement pas eu connaissance à l'avance du festival Nova – Haaretz 18 novembre 2023

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Gaza_7_octobre_Haaretz_18112023_18112023.pdf

J-C – Vont-ils finir par avouer qu'ils sont responsables des massacres qu'ils imputent à la résistance palestinienne ? La source en anglais :

https://www.haaretz.com/israel-news/2023-11-18/ty-article/.premium/israeli-security-establishment-hamas-likely-didnt-have-prior-knowledge-of-nova-festival/0000018b-e2ee-d168-a3ef-f7fe8ca20000?lts=1700469519335

Sahel : Les Français chassés… le terrorisme vaincu !

La victoire de Kidal, le résultat d'une alliance interafricaine - french.presstv.ir 19 November 2023

Au Mali, de nouveaux éléments apparaissent progressivement sur l'offensive de l'armée malienne qui a conduit à la prise de Kidal, ce mardi, face aux rebelles du CSP (Cadre stratégique permanent). Les soldats maliens ont mené cette opération, couronnée de succès, avec leurs alliés russes. Ils ont aussi bénéficié de moyens militaires mis à disposition par leurs alliés du Niger et du Burkina Faso.

Le Niger a prêté un avion-cargo et peut-être aussi - les sources divergent sur ce point - un avion de chasse. Le Burkina Faso un drone, ou au moins des munitions pour des frappes de drone. Les deux pays ont également dépêché des officiers au poste de commandement de l'armée malienne basé à Gao. Ces informations ont été recoupées auprès de sources sécuritaires maliennes, burkinabè, ainsi qu'auprès des rebelles du CSP et de plusieurs « *observateurs* » suivant de très près les activités militaires des pays concernés.

Mais de quoi ont peur les médias mainstream pour évoquer sur un ton négatif cette coopération et coordination ?

En effet, cette collaboration militaire est en parfaite cohérence avec les objectifs affichés de l'Alliance des États du Sahel (AES). Créée par le Mali, le Niger et le Burkina - dont les autorités actuelles, l'AES est un pacte de défense contre le terrorisme, mais aussi contre les rébellions armées.

L'article 6 de la charte prévoit en effet que « *toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties et engagera un devoir d'assistance et de secours de toutes les parties, de manière individuelle ou collective, y compris l'emploi de la force.* » french.presstv.ir 19 November 2023

Où va se nicher l'opportunisme.

Quand quelqu'un dénonce un mensonge médiatique et dans le même article colporte des illusions dans la CPI ou l'ONU ou je ne sais pas quoi ou qui, où est le bénéfice ? Il y en a pas, les deux se neutralisent ou s'annulent, la somme des deux est égale à zéro.

Pourquoi en est-il ainsi si souvent ? Parce que lorsqu'on n'a aucune issue politique à proposer aux lecteurs, on va forcément tomber dans ce travers, car malgré tout il faut bien leur proposer quelque chose. A la longue les lecteurs s'en aperçoivent plus ou moins consciemment et s'en

lassent. C'est comme lorsqu'en présence de jeunes ou de nouveaux militants vous leur faites miroiter que la révolution c'est pour bientôt, on se fout d'eux et il arrivera un jour où sans forcément manifester de désaccord politique ou fournir d'explication, ils cesseront de militer ou disparaîtront sans laisser d'adresse.

C'est la raison pour laquelle je n'encourage jamais un travailleur à me faire confiance, et si malgré tout il me manifeste sa confiance, je ne suis plus assez naïf pour croire que notre relation serait solidement établi, je fais comme si je n'avais rien entendu, non pas parce que je le mépriserais, mais parce que je ne dois pas l'encourager à avoir des illusions ou des rapports de ce genre avec moi ou avec n'importe qui, ce qui est valable également pour moi.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Pour la 45e journée consécutive, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice contre Gaza, faisant plus de 13 000 morts Palestiniens, dont plus de 5 500 enfants et 3 500 femmes, ainsi que plus de 30 000 blessés, dont la majorité, 75 %, sont des femmes et des enfants, selon le bureau d'information du gouvernement de Gaza.

"*Les femmes et les enfants palestiniens méritent de vivre*" a écrit le Fonds des Nations unies pour la population pour les États arabes, sur la plateforme X (anciennement Twitter). aa.com.tr 19 novembre 2023

- Le ministère a déclaré par voie de communiqué, sur son compte Telegram, que "*12 blessés et leurs accompagnants ont été tués et des dizaines de personnes ont été blessées, à la suite d'un bombardement de l'occupation israélienne de l'hôpital indonésien*". aa.com.tr 19 novembre 2023

-Israël a censuré les informations sur Gaza

Dans une lettre envoyée à la presse le 26 octobre, l'unité de censure militaire de la direction du renseignement militaire de l'armée israélienne a imposé plusieurs interdictions sur les informations concernant Gaza et a demandé que toutes les informations et images relatives au déroulement de la guerre et aux activités de l'armée soient envoyées à son "*unité de censure*" avant d'être publiées.

Dans les images diffusées par la chaîne de télévision israélienne Channel 12 le 11 novembre, un journaliste israélien, en direct de l'hôpital Barzilai dans la ville d'Askalan au nord de la bande de Gaza, a déclaré qu'il ne pouvait pas fournir d'informations sur l'état des soldats amenés sur place en raison de la censure annoncée après le 7 octobre.

Le journaliste israélien a déclaré : "*Nous devons dire que toutes les informations que nous vous transmettons depuis le front de l'hôpital Barzilai ont été censurées par l'armée israélienne. Nous pouvons dire que des soldats blessés sont arrivés ici, mais nous ne sommes pas autorisés à en parler davantage*". aa.com.tr 19 novembre 2023

- Les rebelles Houthis au Yémen se sont emparés d'un navire commercial en mer Rouge et l'ont détourné vers la côte yéménite, selon les déclarations de l'armée israélienne, dimanche.

"*Le détournement d'un cargo par les Houthis près du Yémen, dans le sud de la mer Rouge, est un incident très grave aux conséquences mondiales*", ont dénoncé les forces de défense de l'Etat hébreu dans un communiqué relayé sur Telegram. francetvinfo.fr 19 novembre 2023

- La mise au point de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU.

« *Gaza est sous occupation : Israël ne peut donc pas revendiquer le droit à la légitime défense* »

https://www.youtube.com/watch?v=2izg5dE-fEk

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Enterrement de première classe des Palestiniens offert par la société du spectacle.

J-C - Un appel des mauvaises consciences.

Le Collectif *Une autre voix* qui en est à l'origine est domicilié dans le XVIe arrondissement de Paris, celui des hyper riches, son Secrétaire général, Arnaud Antolinos, a été fait Chevalier de la Légion d'honneur en 2021. A la rubrique *Membre*, figure seulement 9 noms, autant dire une association fantôme, mais qui compte dans ses rangs Clémentine Celarié qui a participé à la campagne électorale de Hollande en 2012, et évidemment la pom-pom girl Julie Gayet compagne actuelle de Hollande qui a précisé dans Instagram qu'il s'agira d'"'*Une marche silencieuse, solidaire, humaniste qui s'ouvrira avec une seule longue banderole blanche, sans revendication politique, ni de slogan. Drapeaux blanc, mouchoirs blanc seuls sont les bienvenus*."

France Info a tenu à préciser que cette "*marche*" se tiendra sous le signe de la "*neutralité*", plus lâche tu meurs, Netanyahu et Biden auront apprécié sans doute, pas les Palestiniens. Ces gens comme il faut n'ont pas voulu se mêler au "*bas peuple*" qui a manifesté la veille à Paris avec des organisations du mouvement ouvrier pour dénoncer les massacres commis par les sionistes sur les Palestiniens, par crainte sans doute de s'attirer les foudres du Crif et des médias mainstream pro israéliens...

Lubna Azabal - "*On nous demande toujours de choisir un camp, on nous impose un choix. (...) Mais la paix c'est pour tous, on la veut tous*"

Ils ont choisi leur "*camp*" en privilégiant leurs intérêts individuels qui se confondent avec ceux de l'impérialisme américain au détriment des intérêts collectifs qui commandaient de soutenir le peuple palestinien, car "*la paix pour tous*" à n'importe quelle condition, cela a une signification politique, c'est justement ce qui a conduit à la situation actuelle, nous rejetons ce mot d'ordre hypocrite et cynique qui sert à camoufler une fois de plus la réalité ou l'injustice dont sont victimes les Palestiniens depuis 75 ans, la paix ne peut signifier pour les arabes juifs et musulmans qui sont les principaux belligérants de ce conflit que le démantèlement de l'Etat théocratique juif nommé Israël et l'avènement d'une République sociale, laïque et démocratique, où tous les citoyens présents sur le territoire de la Palestine défini par ses

frontières de 1947 bénéficient des mêmes droits sans distinction d'origine ethnique, de religion, etc.

La paix que ces nantis idéologiquement corrompus préconisent avec d'un côté un Etat d'apartheid génocidaire, et des camps de concentration par ailleurs, personne n'en veut, ni les juifs éclairés ou progressistes, ni les Palestiniens, aucun exploité ou opprimé dans le monde n'en voudrait pour rien au monde.

Leur paix, c'est le statu quo au profit des génocidaires sionistes, c'est insupportable, vive la lutte armée du peuple palestinien !

"*C'est un recueillement*" : à Paris, avec Lubna Azabal et Emmanuelle Béart, le monde de la culture s'est mobilisé pour la paix lors d'une marche silencieuse - francetvinfo.fr 19 novembre 2023

Plus de 500 personnalités du secteur culturel avaient appelé à manifester pour la paix ce dimanche à Paris. Ils ont été rejoints par plusieurs milliers de personnes lors d'une marche sans revendications allant de l'Institut du monde arabe au Musée d'art et d'histoire du judaïsme, 3600 selon la préfecture de police.

La manifestation est effectivement une marche silencieuse. "*Pas de revendications politiques, pas de slogans*", prévenaient en amont les organisateurs. Sur le parvis de l'Institut, personnes n'a désobéi à la règle. Les seuls signes brandis sont des signes de paix. Seuls quelques pancartes vierges et un drapeau figurant une colombe et les lettres du mot "*peace*" s'élèvent au-dessus de la foule.

La banderole tenue en tête de cortège marque également par sa neutralité. Tout au-devant de la manifestation, l'ancien ministre de la Culture et actuel président de l'Institut du monde arabe Jack Lang, les actrices Monica Bellucci et Emmanuelle Béart et de nombreuses autres personnalités tiennent ensemble un drap blanc. francetvinfo.fr 19 novembre 2023

Oui il y a une justice dans ce pays : Politique !

"*Gilets jaunes*": 23 éborgnés, zéro condamnation cinq ans après - francetvinfo.fr 19 novembre 2023

Vingt-trois éborgnés avaient été recensés par l'AFP lors du mouvement des "*gilets jaunes*" à l'hiver 2018-2019. Aucun n'a obtenu la condamnation de l'auteur de sa blessure.
Un seul procès a eu lieu, qui s'est soldé par une relaxe, les autres plaintes étant à l'examen, engluées ou classées.

Une des victimes de la répression policière : "*Si j'avais fait ça à un policier ou à quelqu'un dans la rue, je serais déjà en prison depuis longtemps*".

Dans leur mire, les nombreux "*gilets jaunes*" condamnés en comparution immédiate, une procédure accélérée, pour des violences sur des policiers, ou dans des affaires emblématiques

telles que l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay et le saccage de l'Arc de triomphe. francetvinfo.fr 19 novembre 2023

Totalitarisme, eugénisme, transgenre… Leur ennemi : La civilisation humaine.

Transhumanisme : La Fin du Jeu – Un discours épique expose le plan mondialiste pour un avenir post-humain

«*Le mouvement transgenre n'est pas un mouvement populaire. Il vient d'en haut. Il n'a rien à voir avec la liberté d'expression, la sexualité ou les droits civils*», déclare l'entrepreneuse Laura Aboli.

«*Il s'agit d'une opération psychologique diabolique dont l'objectif est clair : nous rapprocher du transhumanisme en nous faisant remettre en question la notion la plus fondamentale de l'identité humaine, à savoir notre sexe*».

Lors de la conférence Better Way en juin, Laura Aboli a expliqué que le mouvement transgenre, contrairement aux affirmations selon lesquelles il s'agit d'un mouvement populaire basé sur l'expression de soi, est en fait une initiative mondialiste visant à briser la famille nucléaire et à «*éradiquer l'humanité telle que nous la connaissons*».

«*La plupart, si ce n'est tout ce qui a transcendé ces 60 dernières années, a été conçu pour nous rapprocher de l'acceptation d'une telle réalité dystopique*», a déclaré Aboli.

«*Que vous l'acceptiez ou non, nous vivons dans une matrice hypercontrôlée où notre perception de la réalité est méticuleusement planifiée, gérée et exécutée afin de nous contrôler et de nous orienter dans la direction qu'ils souhaitent*».

«*Et cette direction est un monde post-humain*».

«*Pour ce faire, ils ont d'abord dû déstabiliser, déshumaniser et démoraliser l'humanité par tous les moyens possibles : la destruction de la famille nucléaire, l'endoctrinement des enfants par l'État, l'avortement, l'éradication de Dieu et de la spiritualité de l'éducation, la vie dans les mégapoles et loin de la nature, la nourriture, l'air et l'eau toxiques, les médias sociaux remplaçant les véritables relations et interactions humaines, la crise financière artificielle, la fiscalité, les guerres sans fin et les migrations massives, le stress, l'anxiété, la dépression, les drogues et l'alcool, l'alarmisme constant, le relativisme moral comme nouvelle religion, et je pourrais continuer encore et encore sur la façon dont l'humanité a été influencée et forcée de s'éloigner de toutes les choses qui nous donnent de la force, de la sécurité, un but et un sens*».

«*Une population faible, immorale, déconnectée, ignorante et en mauvaise santé est une cible facile pour l'étape suivante : la création d'une génération entière d'êtres androgynes*», a-t-elle poursuivi.

«*Le mouvement transgenre n'est pas un mouvement populaire. Il vient d'en haut. Il n'a rien à voir avec la liberté d'expression, la sexualité ou les droits civils. Il s'agit d'une opération*

psychologique diabolique dont l'objectif est clair : nous rapprocher du transhumanisme en nous faisant remettre en question la notion la plus fondamentale de l'identité humaine, à savoir notre sexe», a-t-elle conclu.

https://reseauinternational.net/transhumanisme-la-fin-du-jeu-un-discours-epique-expose-le-plan-mondialiste-pour-un-avenir-post-humain/

La vidéo en anglais :

https://www.youtube.com/watch?v=FCh6auCKYS0

Argentine. « *Mieux vaut un fou qu'un voleur* »

J-C – A l'extrême droite toute ! Entre la lèpre et le choléra les travailleurs argentins n'avaient pas vraiment le choix, ils auront le droit à la fois à un « *fou* » et un « *voleur* » ou la double peine !

Présidentielle en Argentine : Javier Milei, « *anarcho-libertarien* » sera le prochain président - Le HuffPost 20 novembre 2023

L'économiste ultralibéral Javier Milei sera le prochain président de l'Argentine après avoir remporté ce dimanche 19 novembre le second tour de l'élection présidentielle, a concédé dimanche soir son rival, le ministre centriste de l'Économie Sergio Massa, reconnaissant sa défaite.

Il a largement remporté cette victoire avec 55,95% des voix, contre 44,04% pour son rival, selon des résultats officiels partiels. Les résultats, montrant une avance de plus de onze points pour Javier Milei, ont été communiqués par le secrétariat général de la présidence, avec plus de 86% des votes décomptés.

Au final, « *l'outsider* » qui promettait de dégager la « *caste politique parasite* », les gouvernements péronistes et libéraux se succédant depuis 20 ans, a renversé la politique argentine par un petit raz-de-marée, à hauteur du ras-le-bol d'Argentins éreintés par une économie à genoux.

Une inflation chronique, désormais à trois chiffres (143% sur un an), quatre Argentins sur dix sous le seuil de pauvreté, un endettement pathologique et une monnaie qui dévisse dressent le paysage de ce second tour.
Soins longue durée ou thérapie de choc ? Pour la troisième économie d'Amérique latine, 36 millions d'Argentins étaient appelés à se prononcer entre projets d'avenir on ne peut plus antagoniques.

Face à lui, Javier Milei, économiste « *anarcho-capitaliste* » comme il se décrit, polémiste de plateaux TV surgi en politique il y a deux ans. Dégagiste contre la « *caste parasite* », résolu à « *tronçonner* » l'« *Etat-ennemi* » et à dollariser l'économie, laissant mourir le peso argentin de sa belle mort. (Quand les Brics11 entendaient s'en éloigner, je suis curieux de voir comment cela va se traduire. A suivre. – J-C)

Au milieu, des Argentins passés « de crise en crise, et au bord de la crise de nerfs », a résumé Ana Iparraguirre, politologue au cabinet GBAO Strategies.

Ereintés par des prix qui grimpent de mois en mois, voire de semaine en semaine, quand les salaires décrochent, dont le salaire minimum à 146.000 pesos (400 dollars).

« *Il faut voter pour le moins pire* », s'est résignée Maria Paz Ventura, docteure de 26 ans. « *Beaucoup de gens ont peur de (Milei), mais vu comment on va, un changement ne nous ferait pas de mal. Il faut parier !* ».

Milei, « *c'est comme Scaloni (le sélectionneur de l'Argentine championne du monde, NLDR) : personne ne croyait en lui, et au final il a bien fait les choses* », s'est enthousiasmée après la victoire Sonia Do Santo, une enseignante de 36 ans. « *On va prendre des coups* »

Très émue, Maria Carballo, architecte de 40 ans, a dit au contraire, avoir en glissant son bulletin « *eu envie de pleurer, par peur que gagne Milei. Ses idées m'effraient* ».

Milei a capté depuis deux ans un vote « bronca » (colère), mais sa rhétorique, sa volonté d'assécher la dépense publique dans Argentine : un pays où 51 % des Argentins reçoivent une aide sociale, ou son projet de « *déréglementer le marché des armes à feu* », ont aussi effrayé.

Aussi, le candidat « *antisystème* » a baissé le ton entre les deux tours. Moins d'apparitions, moins tranchées, et un message : « *Votez sans peur, car la peur paralyse et bénéficie au statu quo* ».

Seule certitude : quel que soit le vainqueur, il y aura « *des décisions économiques rapides qui vont faire mal* », affirme Ana Iparraguirre.

Le pays est sous la pression des objectifs de rééquilibrage budgétaire du Fonds monétaire international (FMI), auquel l'Argentine rembourse péniblement un prêt colossal de 44 milliards de dollars octroyé en 2018.

« *Quoi qu'il arrive, on ne voit pas un bel avenir. On s'attend à prendre des coups », a grimacé Mariano Delfino, 36 ans, après avoir voté « sans conviction* ». "*Milei est un inconnu, mais mieux vaut un fou qu'un voleur*"

"*La haine a gagné. (Milei) ne va pas gouverner longtemps (...) les gens vont se rendre compte... Je lui donne six mois*", pleure Gabriela Bermudez, 30 ans.

"*L'Argentine est comme ça: au moment où on s'y attend le moins, elle se jette dans les bras d'un tyran. Et après elle pleure*", abonde Diego Avellaneda, un métallurgiste de 55 ans.

"*Choc, trop de douleur. Mais nous devons nous redresser et résister à l'assaut. Milei nous trouvera dans les rues pour défendre tous les droits qu'il cherchera à piétiner. La moitié de l'Argentine ne le soutient pas*", dit Miguel Catalina, un enseignant de 42 ans.

LE SOCIALISME

Le 21 novembre 2023

La cruauté et l'ignorance, c'est ce qui à ce jour caractérise le mieux la nature de l'homme moderne et la société dans laquelle il évolue, dans le cas contraire, le génocide qui se perpétue actuellement sous nos yeux à Gaza n'aurait pas lieu.

Cela nous ramène des dizaines ou des centaines de milliers d'années en arrière, à cet animal sauvage qui n'avait pas encore développé de moyens de communication pour s'exprimer, hormis gestuels et des grognements. A-t-il évolué depuis, parfois on en doute.

C'est à croire qu'il aurait abandonné la quadrupédie ou il aurait libéré ses deux pattes antérieures, et il aurait domestiqué le feu uniquement pour fabriquer des armes et mieux pouvoir s'entretuer ou faire la guerre.

On dit de nos jours, qu'en occident plus qu'ailleurs, il serait évolué, instruit, qu'il se serait doté de valeurs, qu'il nous soit permis d'en douter fortement ou alors qu'il en fasse la démonstration, on demande à voir. Il n'y a que les imbéciles pour croire sur parole ce que les puissants leur racontent.

Eux, ils présentent toutes les caractéristiques des barbares de jadis et d'hier. Aussi incroyable que cela puisse paraître, j'ai constaté qu'ils avaient davantage d'influence que moi sur toutes les personnes que j'ai pu croiser ces derniers temps, cela a vraiment de quoi laisser perplexe.

A lire.

Une attaque américano-israélienne planifiée contre l'Iran est envisagée par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca 17 novembre 2023

Extrait.

La guerre menée par les États-Unis contre le peuple de Palestine et du Moyen-Orient est une opération criminelle

Israël et le lobby sioniste aux États-Unis n'exercent PAS une influence indue CONTRE la politique étrangère américaine, comme l'ont souligné de nombreux analystes.

Plutôt l'inverse. Le lobby sioniste est fermement aligné sur la politique étrangère américaine, et vice versa. Il cible ceux qui sont opposés à la guerre et qui appellent à un cessez-le-feu. Elle exerce une influence en faveur de la conduite du programme militaire américain de soutien à Israël.

L'establishment du renseignement militaire américain, en coordination avec de puissants intérêts financiers, prend les devants en ce qui concerne le projet génocidaire d'Israël de « *rayer la Palestine de la carte* ».

La doctrine militaire américaine : cibler et tuer des civils

Le fait de cibler des civils et le meurtre d'enfants à Gaza s'inspirent de nombreux massacres de civils commis par les États-Unis (1945-2023), notamment l'attaque de Falloujah en 2004. (Plus de 30 millions de morts, principalement des civils, dans les guerres menées par les États-Unis dans ce que l'on appelle par euphémisme « *l'ère de l'après-guerre* »).

Felicity Arbuthnot, ancienne correspondante de guerre, s'est penchée sur la barbarie indescriptible du massacre de Falloujah en 2004, qui a fait un nombre incalculable de morts et de destructions. Il s'agit d'un génocide perpétré par l'armée américaine :

« *Les Américains ont envahi, de manière terrifiante :* « maison par maison, pièce par pièce », *déversant une pluie de mort et la destruction sur la fière et millénaire* « Cité des mosquées ».

Les Marines ont tué tellement de civils que le stade de football municipal a dû être transformé en cimetière…

Un correspondant a écrit : « *Il n'y a rien eu de comparable à l'attaque de Falloujah depuis l'invasion et l'occupation nazie d'une grande partie du continent européen – le bombardement de Varsovie en septembre 1939, le bombardement terroriste de Rotterdam en mai 1940.* »

J-C - L'article est bien structuré et documenté, dommage que la fixation sur l'Iran vienne un peu le gâcher. Mais je peux me tromper, ce n'est qu'une hypothèse.

Les régimes en place aux Etats-Unis et chez ses vassaux occidentaux ne sont pas populaires, c'est un euphémisme, par conséquent je ne vois pas comment ils pourraient se lancer dans une guerre qui plongerait l'économie mondiale dans le chaos et prendrait une tournure mondiale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables.

Ce passage mérite davantage notre attention.

Voies navigables stratégiques : le projet du canal Ben Gourion

Les États-Unis cherchent à dominer les voies navigables internationales stratégiques

Le projet du canal Ben Gurion était initialement un projet américain « *secret* » (classé) formulé en 1963 par le Lawrence Livermore National Laboratory LLNG, un groupe de réflexion stratégique (axé sur les rayonnements nucléaires) sous contrat avec le département américain de l'Énergie. Le projet LLNG a été formulé en réponse à la nationalisation du canal de Suez en juillet 1956 par le président Gamal Abdel Nasser (1956-1970). Son objectif était de contourner le canal de Suez.

Le projet du canal Ben Gourion est actuellement envisagé comme un moyen de contrôler les canaux du commerce maritime international au détriment des pays du Moyen-Orient. Il cherche également à déstabiliser le commerce maritime des matières premières de la Chine.

Dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient menée par les États-Unis, le projet du canal Ben Gourion fait partie du programme militaire hégémonique américain. Cela est conforme au « *plan de Netanyahou visant à rayer la Palestine de la carte* ».

Selon Yvonne Ridley :

« *La seule chose qui empêche le projet récemment révisé [du canal Ben Gourion] d'être relancé et approuvé sans discussion est la présence des Palestiniens à Gaza. En ce qui concerne Netanyahu, ils font obstacle au projet* » (Yvonne Ridley , 10 novembre 2023, italiques ajoutés)

La guerre menée par les États-Unis vise à confisquer tous les territoires palestiniens, qui seraient appropriés par l'État d'Israël, agissant comme un « hub anglo-américain » stratégique au Moyen-Orient :

Le canal Ben Gourion donnera à Israël en particulier et à d'autres nations amies d'échapper au chantage lié à l'accès au canal de Suez.

Les États arabes ont mis à profit la mer Rouge pour faire pression sur Israël et, en réponse, Israël a décidé d'acquérir davantage de contrôle sur la mer Rouge. Ces pays africains ont des affinités culturelles et économiques avec les États arabes. L'un des principaux avantages militaires pour Israël est qu'il donne à Israël des options stratégiques, car le canal Ben Gourion enlèvera totalement l'importance de Suez pour l'armée américaine si cela était nécessaire pour l'aide à Israël.

Israël vise à pousser l'Égypte encore plus dans une impasse en éliminant Suez du corridor commercial et énergétique mondial et en devenant un centre logistique mondial du commerce et de l'énergie.

Les experts estiment que cette situation va ébranler l'équilibre stratégique et énergétique du projet chinois « *la Ceinture et la Route* » en Méditerranée, ainsi que dans le détroit d'Ormuz, qui est le point de transfert de 30 % de l'énergie mondiale. Le canal Ben Gourion bénéficierait du soutien ferme de l'Occident. (Eurasia Review , 7 novembre 2023, italiques ajoutés)

« Grand Israël ». « *Hub anglo-américain* » stratégique

La Terre promise du Grand Israël coïncide avec la conception coloniale américaine au Moyen-Orient

La conception du Grand Israël n'est pas strictement un projet sioniste pour le Moyen-Orient, elle fait partie intégrante de la politique étrangère américaine, son objectif stratégique est d'étendre l'hégémonie américaine ainsi que de fracturer et de balkaniser le Moyen-Orient.

À cet égard, la stratégie de Washington consiste à déstabiliser et affaiblir les puissances économiques régionales du Moyen-Orient, dont la Turquie et l'Iran. Cette politique – cohérente avec le Grand Israël – s'accompagne d'un processus de fragmentation politique.

« *La terre promise de l'Amérique* ». Guerre mondiale

Vu dans le contexte actuel, y compris le siège de Gaza, le plan sioniste pour le Moyen-Orient coïncide avec la longue guerre américaine contre le Moyen-Orient. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, l'agenda sioniste fournit une justification idéologique et religieuse à la longue guerre américaine contre le Moyen-Orient.

- Les années 1979-80 la soi-disant guerre soviétique en Afghanistan, organisée par la CIA
- La guerre Irak-Iran de 1980 à 1988 organisée par les États-Unis
- La guerre du Golfe contre l'Irak en 1991
- L'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis et l'OTAN en 2001 ,
- L'invasion de l'Irak en 2003
- La guerre du Liban en 2006
- Le printemps arabe,
- La guerre de 2011 contre la Libye,
- La guerre de 2015 contre le Yémen
- L'opération « *antiterroriste* » d'Obama contre l'Irak et la Syrie de 2014 à 2017
- Les guerres en cours contre la Syrie, l'Irak et le Yémen

Le projet du « *Grand Israël* » consiste à affaiblir, puis à diviser les États arabes voisins dans le cadre d'un projet expansionniste américano-israélien, avec le soutien de l'OTAN.

Il va sans dire aujourd'hui que les fondements idéologiques et religieux du projet du « *Grand Israël* » sont cohérents avec la conception impériale américaine.

Même si l'agenda sioniste n'est pas la force motrice, il sert l'objectif utile de tromper l'opinion publique concernant la longue guerre menée par les États-Unis contre les peuples du Moyen-Orient.

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/une-attaque-americano-israelienne-planifiee-contre-liran-est-envisagee/5683264?doing_wp_cron=1700508437.5544059276580810546875

Qui complote contre qui ?

Comment Publicis et la Knight Foundation contrôlent la presse mondiale - Réseau Voltaire 20 novembre 2023

NewsGuard, qui contrôle et note la presse internationale, n'est pas une association à but non-lucratif, mais une entreprise prospère [1].

Elle compte parmi ses conseillers :

- Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan et actuel conseiller du président ukrainien Volodymyr Zelensky ;

- Michael Hayden, ancien directeur de la CIA ;

- Tom Ridge, ancien secrétaire à la sécurité de la Patrie ;

- Richard Stengel, ancien sous-secrétaire à la Diplomatie publique (Propagande) ;

- Jimmy Wales (alias Jimbo Wales), co-fondateur de Wikipedia.

Nous avions donc mis en garde contre les a priori politiques de NewsGuard [2]

Cependant au cours de la pandémie de Covid, NewGuard a sévèrement réprimé les sites d'information qui critiquaient les mesures gouvernementales.

Les puissances politiques qui se cachent derrière NewsGuard, mais que l'on peut identifier aisément au travers de son Comité de conseillers, font financer leur croisade par des puissances capitalistes amies.

Les deux principaux actionnaires de NewsGuard sont Publicis et la Knight Foundation.

Le groupe publicitaire international basé à Paris, Publicis, a pour actionnaire majoritaire la philosophe féministe Élisabeth Badinter (avec 7,10 % des actions). Son directeur, Arthur Sadoun, est l'époux de la présentatrice vedette de France2, Anne-Sophie Lapix.

La Knight Foundation est une fondation philanthropique qui subventionne des médias et des centres d'art. Elle diffuse gratuitement aux journalistes des notes sur les discours hygiénistes à tenir.

Le Groupe Publicis représentait les grands laboratoires pharmaceutiques, dont Pfizer, qui vendaient des médicaments à l'ARN messager, appelés communément « vaccins ».

La Knight Foundation avait accès au portail secret de Google, situé en Indonésie et géré par les islamistes de Mafindo [3]. Elle pouvait donc scruter la progression des informations sur Internet relatives à la pandémie.

Les actionnaires ont donc doublé les politiques qui les avaient sollicités. Ce sont eux qui ont censuré les sites internet (dont Voltairenet.org) mettant en évidence la filière du Dr. Fauci au laboratoire de l'OMS à Wuhan, l'inanité des confinements de personnes saines, les effets secondaires des prétendus vaccins et informé sur les autres médicaments disponibles.

[1] « *NewsGuard's 'real news' seal of approval helps spark change in fake news era* », Kenneth Li, February 1, 2019.

[2] « *L'UE, l'Otan, NewsGuard et le Réseau Voltaire* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mai 2020.

[3] « *Comment l'information sur la Covid-19 a été censurée mondialement sur les réseaux sociaux* », Réseau Voltaire, 17 décembre 2022.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Le ministre israélien du Renseignement souhaite inciter au «*déplacement volontaire*» des Palestiniens hors de Gaza - RT 20 novembre 2023

Dans une tribune publiée par le *Jerusalem Post* le 19 novembre, le ministre israélien du Renseignement Gila Gamliel a appelé la communauté internationale à «*promouvoir la réinstallation volontaire*» des Palestiniens «*hors de la bande de Gaza*», «plutôt que d'envoyer de l'argent pour reconstruire» l'enclave.

L'élue du Likoud, parti de Benjamin Netanyahou, décrit Gaza comme «*un endroit sans espoir, volé par les terroristes génocidaires du Hamas, du Jihad islamique et d'autres groupes terroristes*». Face aux propositions, notamment américaines, suggérant que l'Autorité palestinienne prenne la gouvernance de l'enclave gazaouie à la place du Hamas, Gila Gamliel déclare que «*cette solution présente des défauts structurels évidents*», estimant que l'idéologie du parti de Mahmoud Abbas n'est pas «*sensiblement différente de celle du Hamas*».

De ce fait, le ministre israélien du Renseignement évoque l'idée de la «*réinstallation volontaire des Palestiniens de Gaza*», pour «raisons humanitaires», en martelant que cette proposition pourrait être soutenue par «*ceux qui prétendent être amis des Palestiniens*». Enfin, elle critique l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) et les sommes déboursées pour la reconstruction de Gaza. Elle insiste sur le fait que cet argent pourrait être utilisé pour aider les Palestiniens «*à construire une nouvelle vie dans leur nouveau pays d'accueil*». RT 20 novembre 2023

Israël : le ministre de la Sécurité veut légaliser la peine de mort pour les «*terroristes*» - RT 20 novembre 2023

Le ministre israélien de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir a proposé ce 20 novembre un projet de loi pour autoriser le recours à la peine de mort contre les «*terroristes*» jugés coupables d'avoir tué des citoyens israéliens. Dans un message publié sur la plateforme X (ex-Twitter) le 18 novembre, le ministre controversé de la droite radicale espère que «*tous les membres de la Knesset [Parlement israélien]*» soutiendront ce projet de loi. La peine de mort pour meurtre a été abolie en Israël en 1954.

La dernière exécution a eu lieu en 1962, lorsqu'Adolf Eichmann, l'un des architectes de l'Holocauste, a été pendu pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. L'une des têtes pensantes de l'idéologie nazie avait été retrouvée par un commando du Mossad en 1960 en Argentine. Une traque qui avait duré plusieurs années. L'Etat hébreu a conservé la peine capitale pour crime contre l'humanité et trahison, mais aucune poursuite en ce sens n'y a été engagée depuis 1990.

La proposition d'Itamar Ben Gvir avait déjà été présentée à la Knesset en mars dernier contre les personnes reconnues coupables de meurtres motivés par la haine des citoyens israéliens. Le projet de loi avait alors été approuvé en lecture préliminaire, rapporte The Times of Israel. RT 20 novembre 2023

"*Feu vert*" israélien pour un accord d'échange de prisonniers avec le Hamas - aa.com.tr 21 novembre 2023

Une chaîne officielle israélienne a déclaré, lundi soir, qu'Israël a donné son "*feu vert*" pour un accord d'échange de prisonniers et attend la réponse du Hamas.

Roi Sharon, analyste des affaires militaires pour la chaîne Kan, affiliée à la Société de radiodiffusion publique israélienne, a déclaré : *"Nous sommes maintenant dans des heures cruciales, car nous sommes plus proches que jamais d'un accord d'échange*".

Et d'ajouter : "*Au cours des derniers jours, le Hamas a transmis une proposition à Israël, et à Tel Aviv, ils sont parvenus à un accord sur l'acceptation des conditions et des demandes du Hamas*".

"Maintenant, la balle est dans le camp du Hamas, et il doit en fait faire preuve de responsabilité et de sérieux, et s'il répond positivement, nous conclurons cet accord", a poursuivi la même source.

Jusqu'à 18h30 (UTG), le Hamas n'a fait aucun commentaire immédiat à ce propos.

Les combattants des Brigades Al-Qassam ont capturé environ 239 Israéliens, militaires et civils, dont certains détiennent la double nationalité, au terme de l'opération menée contre des colonies israéliennes et des bases militaires autour de la Bande de Gaza le 7 octobre dernier, dans le cadre d'une opération baptisée "*Déluge d'Al-Aqsa".*

Sharon a expliqué que l'accord comprend un cessez-le-feu dans la Bande de Gaza pour une période de cinq jours, indiquant qu'Israël reprendra ensuite ses opérations militaires à l'intérieur de la Bande.

En revanche, la chaîne israélienne n'a pas mentionné le nombre de prisonniers des deux côtés qui devraient être inclus dans l'accord. aa.com.tr 21 novembre 2023

Anne Boyer démissionne du New York Times: "*Finis les mensonges bellicistes*!"

Les journalistes occidentaux sont de plus en plus nombreux à protester contre la couverture biaisée du conflit au Proche-Orient. Rédactrice en chef de la section poésie du *New York Times*, Anne Boyer vient de claquer la porte du célèbre quotidien. Lisez son extraordinaire lettre de démission.

https://investigaction.net/anne-boyer-demissionne-du-new-york-times-finis-les-mensonges-bellicistes/

Leur humanisme est la politesse des salauds et des sadiques.

Journée mondiale de l'enfance 20 novembre - un.org (le portail des Nations Unis)

La Journée mondiale de l'enfance offre à chacun et chacune d'entre nous une occasion unique de sensibiliser le public aux droits de l'enfant, de promouvoir et de mettre en lumière ceux-ci, mais aussi de transformer cette date en actes concrets en faveur des enfants partout dans le monde. un.org
J-C – Il y a de quoi devenir violent ! A l'heure où le massacre en cours, qu'ils soutiennent de la population de Gaza composée à 50% d'enfants, soit environ 1 million, a déjà fait plus de 5 000 victimes et plus de 15 000 enfants blessés, quel cynisme sans fond !

Élisabeth Borne dévoile son plan de lutte contre les violences sur les mineurs : les sénateurs vigilants sur sa mise en œuvre - Publicsenat.fr 20 novembre 2023

J-C - Après avoir fait la promotion de la violence en tout genre, de la pornographie et de la prostitution, de l'individualisme effréné, notamment, voilà qu'ils les répriment parce qu'ils ont pris des formes ahurissantes ou extrêmes, incontrôlées...

Communiqué de l'AFPS / Stop au massacre des enfants palestiniens

Le 20 novembre est la journée anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

L'État d'Israël a ratifié cette convention, mais chaque jour qui passe montre qu'il ne la respecte pas, tout comme il ne respecte pas le droit international sur les droits de l'Homme, le droit humanitaire de la guerre, la déclaration universelle des droits de l'Homme, la IVe convention de Genève.

Chaque enfant a droit à la vie, à l'éducation, aux soins, à la paix et la sécurité. Et ce qu'il soit israélien ou palestinien.

Depuis le 7 octobre, à Gaza 5000 enfants ont été tués par l'armée israélienne. En Cisjordanie occupée, 52 enfants ont été tués par l'armée israélienne et un par les colons.

Depuis le 7 octobre, quand ils ne sont pas assassinés, les enfants de Gaza vivent, nuit et jour, sous les bombardements, voient les membres de leur famille, leurs amis, mourir sous leurs yeux. Leur environnement et leurs maisons sont détruits. Les lieux d'asile, les hôpitaux, les écoles où ils devraient être en sécurité sont attaqués. Ils sont privés d'eau, de nourriture, de

soins, du minimum vital et leurs parents sont impuissants. À cela s'ajoutent les déplacements forcés. Malades, blessés, nouveaux nés, ils ne reçoivent pas les soins adaptés faute de moyens.

En Cisjordanie occupée, les enfants ne sont pas épargnés. Ils sont confrontés à une insécurité permanente : attaques de l'armée israélienne, attaques des colons soutenues par l'armée, y compris dans les écoles, siège de leur ville, village, maisons démolies, déplacements forcés, arrestations en masse des adultes. Et le nombre d'enfants arrêtés, emprisonnés a également explosé : plus de 880 arrestations en 2023 dont 145 au mois d'octobre. 26 enfants sont en détention administrative (sans charge, ni procès). Ils, elles, ne sont pas mieux traité·es que les adultes. Leurs conditions de détention sont effroyables : mauvais traitements corporels et psychologiques, absence de soins, d'hygiène, nourriture immangeable, visites des familles espacées.

Les conséquences de cette guerre, de ces attaques, de l'occupation et la colonisation ont des effets dévastateurs sur ces enfants, sur la société palestinienne toute entière.

Les effets dévastateurs sur la santé physique et psychique de ces enfants, des familles, sont immédiats et seront inscrits dans la durée sur l'équilibre de la société palestinienne. Que restera-t-il de Gaza après ces dizaines de milliers de tonnes de bombes déversées sur un si petit bout de territoire ?

L'aide humanitaire seule ne pourra sauver ces enfants et leurs familles de la famine, de la maladie. La pluie, le froid s'installent à Gaza. L'aide humanitaire ne servira à rien sans un cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus imposé par Israël.

La France, L'union Européenne et l'ensemble de la "*communauté internationale*" doivent imposer l'arrêt de ce nettoyage ethnique, faire cesser l'occupation et la colonisation.

Des moyens de pression existent, politiques, diplomatiques et économiques… Elles doivent prendre les mesures nécessaires et appliquer les sanctions qui s'imposent.

Le Bureau National de l'AFPS,
Paris le 20 novembre 2023

J-C – S'il vous plaît, ne vous en remettez pas aux bourreaux du peuple Palestinien, et visez les Etats-Unis plutôt qu'Israël. Le démantèlement d'Israël est indispensable ou la fin de l'occupation de la Palestine par une colonie anglo-saxonne.

Parole d'internaute.

Ce que je retiens de la journée :

• Le bombardement d'une école de l'UNWRA à Bureiji ce matin faisant 12 morts.

• Le chirurgien Ayman Salha de Deir al-Balah tué dans un bombardement avec toute sa famille, sa femme, ses 5 enfants, ses frères et sœurs et ses parents.

• Deux jeunes journalistes tuées dans des bombardements: Alaa al-Hasanat et Ayat al-Khaddour qui elle a été tuée avec toute sa famille.

• Et en cette journée internationale des droits de l'enfant, les jumelles Rima et Dina Adnan Haddad, 5 ans, tuées avec toute leur famille.

Les petites sœurs Siwar et Sila al-Rayes tuées avec toute leur famille.

• Les images de ce jeune homme blessé qui marche pied nu dans une rue de Jabaliya (qui a été re-bombardé aujourd'hui pour au moins la 4ème fois) avec le cadavre d'une petite fille dans les bras, il implore Dieu et à l'air d'avoir perdu la raison.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils osent tout. Après les avoir laissé crever (ou euthanasiés) par milliers comme des pestiférés dans les Ehpad.

« *Bien vieillir* » : les députés adoptent des propositions pour le grand âge - AFP/LePoint.fr 21 novembre 2023

Ce texte a une dimension « *sociétale* » contre « *les maltraitances* » des personnes âgées et pour faciliter le « *droit de visite* » des proches dans les Ehpad, après le traumatisme de nombreuses familles pendant la crise du Covid-19, a souligné la ministre des Solidarités Aurore Bergé.

En 2030, un Français sur trois aura plus de 60 ans. Et pour la première fois, les plus de 65 ans seront plus nombreux que les moins de 15 ans.

J-C - Quelle ordure celle-là ! Voilà au moins à quoi j'échapperai en Inde ! Les jeunes sont plutôt révolutionnaires et les vieux réactionnaires, ça promet la France de demain… sans changement de régime.

Combien faudrait-il débourser pour qu'Aurore Bergé parte, disparaisse ?

Violences conjugales : Aurore Bergé annonce une aide financière de 600 euros pour les victimes - actu.orange.fr 21 novembre

Selon Aurore Bergé, une femme victime de violences conjugales fait en moyenne, à ce jour, "*sept aller-retour entre le moment où elle prend la décision de vouloir partir et le moment où elle part effectivement*".

Car partir est souvent une affaire de moyens financiers, ce qui peut être une difficulté supplémentaire pour certaines victimes. actu.orange.fr 21 novembre

J-C - J'ai connu des couples particulièrement violents qui ont tenu jusqu'au bout et qui le reste du temps s'entendaient relativement bien ou se supportaient. Ils s'étaient aimés et en étaient venus parfois à se détester sans trop savoir pourquoi.

J'ai constaté un truc intéressant dans le comportement de ma compagne actuelle.

On est ensemble depuis 11 ans déjà, ça passe vite. On s'entend très bien, bien qu'on soit complètement différends sur tous les plans ou presque. Pendant plus de 10 ans elle a pris son petit-déjeuner avec moi et mangé des tartines de pains grillés beurrées, je ne lui ai pas imposé évidemment, elle était libre de manger autre chose, idlis, dossai ou riz si elle le souhaitait. Ne voilà-t-il pas que soudain, il y a déjà environ un mois, elle ne déjeune plus avec moi et elle mange des gâteaux secs, sans explication. Elle se lève, balaie, prend une douche froide, et ensuite elle boit sa tasse de thé en mangeant ses gâteaux qu'elle partage avec les chiens.

Autre chose. Tout aussi soudainement, elle me dit qu'elle ne mangera pas de viande ni œuf ni poisson pendant un mois, et on fera lit à part. Pourquoi ? Pour une raison religieuse me dit-elle. Tiens donc, c'est nouveau. Il y a d'autres petits trucs qu'elle s'est mise à faire, et que je ne l'avais jamais vu faire auparavant pendant 11 ans. Et on ne s'est pas engueulé, on s'entend à merveille je dirais plutôt, on se marre bien ensemble, elle chantonne, elle est toujours de bonne humeur, c'est une femme merveilleuse pour cela, cela me change de mes deux épouses !

Il semblerait qu'elle ait repris les habitudes qu'elle avait avant de me rencontrer. Autrement dit, pendant un temps elle s'est crue obligée de m'imiter, et puis un jour elle a repris son indépendance, ce qui me va très bien, je ne suis pas un tyran contrairement à ce que croient certains. Moi, ce qui m'a gêné au départ, c'est qu'elle ne déjeune plus avant 10 heures du matin et qu'elle commence sa journée en balayant, ce n'est pas ma servante ou ma bonne, je la traite à part entière comme une épouse, même mieux par certains côtés parce qu'elle est très affectueuse et attentionnée, la gentillesse même.

Je crois savoir pourquoi elle a soudainement changé. C'est sans doute depuis où j'ai eu une sale histoire d'argent avec sa famille à laquelle elle avait été mêlée. Du coup, j'ai pris mes distances avec elle, je veux dire avec ma compagne, je lui témoigne moins d'attention et d'affection qu'avant, je parle moins avec elle, j'ai tiré des leçons de mes expériences précédentes qui avaient mal tourné, et je ne tiens pas à ce que cela recommence, alors elle a fini par m'imiter en quelque sorte, elle pense davantage à elle, et cela se traduit par quelques changements au niveau de son comportement.

Cela ne me gêne pas du tout, au contraire je trouve cela très bien puisqu'on est très différent, il est donc normal qu'on ait des comportements différents, on ne se sent pas obligé de tout partager, on est plus libre, sans que cela remette en question notre couple, on s'en amuse, c'est pour dire.

En revanche, avec une femme occidentale ce serait une autre paire de manche, elle prendrait goût à son autonomie et elle finirait par se barrer, disons dans 80% des cas ou plus, surtout si elle envisagerait de sortir avec d'autres hommes. Messieurs vous êtes prévenus, si vous êtes encore jeune et que votre nana manifeste soudain un besoin d'autonomie, vous êtes pratiquement sûr qu'elle va vous claquer entres les mains du jour au lendemain.

La routine de la vie quotidienne bien réglée, la sensation de faire partie des meubles qui s'instaure au fil du temps, le manque de perspective ou de changement, beaucoup de femmes sont plus ou moins consciemment en quête d'aventure ou de nouveauté. Elles s'emmerdent avec vous, quoi que vous fassiez pour les distraire ou les satisfaire, elles ont besoin de vivre autre chose, quoi, elles n'en savent rien, peu importe, c'est mieux d'ailleurs parce que c'est ce qui va pimenter leur vie, le hasard qui fait si bien les choses, provoqué parfois. Il ne reste plus qu'à franchir le premier pas pour changer de vie, c'est tout du moins ce qu'elles s'imaginent, parce qu'elles ne seront pas plus heureuses pour autant par la suite, mais cela elles s'en apercevront plus tard, j'en connais plusieurs qui vont finir leur vie toutes seules…

La misère subventionnée, institutionnalisée, banalisée, normalisée quoi, comme tout le reste en somme.

J-C - C'est cela qui est le plus préoccupant, plutôt que la politique réactionnaire du gouvernement...

Restos du cœur: inflation, précarité accrue, la 39e campagne s'annonce difficile - AFP/actu.orange.fr 21 novembre

"*La faim progresse*" en France, constate le président des Restos du Cœur, Patrice Douret, à l'heure où l'association lance mardi sa 39e campagne de distribution alimentaire et est obligé de réduire le nombre de ses bénéficiaires en raison de difficultés financières.

L'association a accueilli 1,3 million de personnes en 2022-2023, contre 1,1 million lors de la période précédente. Et ces derniers mois, son budget pour les achats alimentaires, redistribués ensuite gratuitement aux bénéficiaires, a doublé à cause de l'inflation.

Mères célibataires, retraités, salariés aux emplois peu rémunérateurs, étudiants: cette hausse des demandes concerne tous les profils, dans tous les départements. Les ménages accueillis vivent avec moins de 550 euros par mois pour 60% d'entre eux. AFP/actu.orange.fr 21 novembre 2023

Santé et alimentation.

Ils le savaient depuis 20 ans. Leur modèle de croissance économique et de société est tout simplement monstrueux.

Vous pourriez être surpris que je « *perde* » mon temps avec un tel sujet, et pourtant.

Telle une pathologie, au lieu de remonter à l'origine d'une maladie pour traiter le terrain de manière à le rééquilibrer ou retrouver la santé, ils s'emploient uniquement à en éliminer les effets visibles ou les conséquences en recourant à des substances chimiques de synthèse produits par les trusts pharmaceutiques sans s'attaquer aux causes, autrement dit les conditions qui étaient à l'origine de la maladie du patient persisteront, il demeurera en mauvaise santé sans le savoir, il s'en accommodera à défaut de symptômes. Pire, sur le long terme son état de

santé général sera gravement menacé, puisque ces substances ne sont pas sans effets secondaires sur d'autres organes.

Ce constat s'impose également à l'ensemble de la société, à notre niveau ou mode de vie, à nos conditions d'existence en général présent et à venir, la transformation des forces productives en forces destructives ne devaient pas se limiter au secteur du complexe militaro-industriel, elle allait s'étendre à tous les secteurs de l'économie, y compris à l'agro-alimentaire ou agro-chimie, à l'industrie pharmaceutique, donc à la médecine notamment.

Leur modèle de développement et leur société sont devenus infernaux, comme leurs mégalopoles déshumanisées, leurs villes hideuses, leurs routes bordées de panneaux d'affichages anarchiques, leurs communes défigurées, bétonnage et bitumage partout, leurs hypermarchés avec leurs parkings géants, leurs jumbo-jet, leurs porte-containers gigantesques, leurs gratte-ciels, train de vie infernale, conditions de travail déplorables, leurs mouroirs pour les vieux, leurs incinérateurs d'ordures immense, leur bouffe de merde, leurs médicaments poisons, leur médecine frelaté, leurs hôpitaux en ruine, leurs logements cages à poules, leurs éoliennes et panneaux solaires invasifs, slalomant en patinette électrique entre crottes de chiens et poubelles multicolores pour faire chic, émissions télés plus débiles les unes que les autres, idem pour le cinéma, tous les arts qui méritent le César, le Molière, le Trophée de la bassesse humaine et de la médiocrité de cette époque, de ses dirigeants, l'état de putréfaction de la société est si avancée qu'elle mérite juste d'être rasée de fond en comble!

On vous explique pourquoi il est déconseillé de consommer des œufs de poulaillers domestiques de plus de 400 communes d'Ile-de-France - francetvinfo.fr 20 novembre 2023

J-C - Tous les phénomènes pathologiques qu'ils ont énumérés coïncident avec ceux en augmentation depuis qu'ils ont injecté à la population leur potion à ARN messager appelée vaccin contre le covid-19, et ils concernent en priorité le même type de population. Ils chercheraient à faire reporter la responsabilité des effets secondaires graves de ces poisons sur d'autres produits tels que les œufs, les aliments transformés, etc. qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Toutefois, il n'est pas étonnant que les œufs de poule en liberté contiennent plus de substances chimiques toxiques que les œufs de poule produits en batteries industriels, dans la mesure où les sols sont pollués, sachant qu'une poule au cours de son alimentation consomme en moyenne 10 g de sol sec, 7 g de végétaux secs et 20 g d'insectes et lombrics par jour.

En revanche, les élevages industriels produisent des œufs qui peuvent contenir d'autres saloperies que de la dioxine en toute légalité, telles qu'antibiotiques, hormones, antibiotiques in ovo, insecticide (fipronil), anthelminthiques, anticoccidiens, etc.

Répartition des résidus de médicaments dans l'œuf (d'après Kan et Petz 2000). Sulfamides, Quinolones, Tétracyclines, Macrolides, Aminosides, Chloramphénicol, Nitrofuranes, Nitroïmidazoles, Ionophores, Nicarnbazine, Flubendazole.

Cependant, des enquêtes menées dans différents pays européens (Belgique, Suisse, Allemagne, Irlande, France, Suède, Royaume-Uni) révèlent la possible contamination par ces

composés d'œufs de poules ayant accès à l'extérieur (Schoeters et Hogenboom 2006). L'ingestion de sol, végétaux et pédofaune est avancée comme la principale source de contaminants de l'environnement. Sur des sols clairement contaminés, en zone urbaine ou industrielle, des œufs excédant largement les 3 pg I-TEQ PCDD/F/g MG ont été collectés (Schuler et al 1997, Harnly et al 2000, Pussemier et al 2004, Kan 2005). Thébault (2005) rapporte des teneurs 210 / C. JONDREVILLE, A. FOURNIER, A. TRAVEL, C. FEIDT, B. ROUDAUT Inra Productions Animales, 2010, numéro 2 allant de 3 à 122 pg I-TEQ PCDD/F/g MG pour des œufs issus d'élevages de particuliers dans des zones réputées contaminées par un incinérateur.

De même, des enquêtes portant sur des élevages de type biologique menées aux Pays-Bas et en Belgique ont montré que 13% des œufs collectés dans 26% des élevages enquêtés dépassaient la limite réglementaire de 3 pg I-TEQ PCDD/F/g MG, suggérant une possible contamination y compris dans des zones rurales, a priori assez peu contaminées (De Vries et al 2006). Plus récemment, des enquêtes menées dans des élevages familiaux en Belgique révèlent la fragilité de ces œufs vis-à-vis des polluants de l'environnement, qu'il s'agisse de métaux lourds, comme le plomb, de PCB, dioxines-furanes ou pesticides organochlorés (Van Overmeire et al 2009). La même observation a été faite par Travel et al (2008), avec des teneurs en PCB, PCDD/F et PBDE de l'ordre de 5 fois supérieures dans les élevages familiaux par rapport aux élevages professionnels.

(Source : Contaminants chimiques organiques des œufs de poule pondeuse : aspects réglementaires, modalités et risques de transfert - mai 2020)

https://hal.inrae.fr/hal-02660790/document

On vous explique pourquoi il est déconseillé de consommer des œufs de poulaillers domestiques de plus de 400 communes d'Ile-de-France - francetvinfo.fr 20 novembre 2023

Une consommation qu'il faut bel et bien éviter. En Ile-de-France, l'Agence régionale de santé (ARS) a maintenu, lundi 20 novembre, sa recommandation de ne pas manger les œufs des poulaillers domestiques dans 410 communes de l'agglomération parisienne (dont Paris, l'ensemble des communes de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, certaines communes de Seine-et-Marne, des Yvelines, d'Essonne et du Val-d'Oise).

En cause, selon l'étude définitive de l'ARS : une "*contamination ubiquitaire [généralisée] des sols et des œufs de poules d'élevages domestiques à Paris et dans les départements de la petite couronne par les polluants organiques persistants [les POP]"* comme les dioxines, les furanes, les polychlorobiphényles, ainsi que les substances per- et polyfluoroalkylées (appelées Pfas ou "*polluants éternels*"), détaille l'agence dans un communiqué.

En ce qui concerne les élevages professionnels, qui font l'objet de contrôles à part, l'ARS affirme qu'"*aucune non-conformité*" n'a été relevée "*depuis cinq ans*". Le nombre de contrôles a par ailleurs augmenté depuis début 2023.
Quels sont les risques pour ceux ou celles qui mangent des œufs issus de poulaillers domestiques ? Selon l'ARS, qui avait émis cette recommandation à titre conservatoire en avril, la consommation régulière, "*plusieurs fois par semaine et pendant plusieurs années*",

entraîne "*un potentiel effet perturbateur endocrinien pouvant initier des maladies chroniques et agir sur le développement des fonctions reproductives et immunitaires*".

Et à long terme, cette exposition peut augmenter "*le risque de cancer, de troubles de la fertilité et de la grossesse, d'effets métaboliques comme le diabète par exemple et des effets perturbateurs endocriniens*", détaille l'ARS auprès du Parisien. D'ailleurs, si cette consommation est à risque pour l'ensemble de la population, elle est particulièrement déconseillée pour les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants, qui "*représentent la population la plus sensible, y compris au cours du développement fœtal*".

Cette recommandation définitive de l'ARS fait suite à des analyses menées par l'agence de santé sur 25 poulaillers volontaires, dont quatorze situés à proximité des trois principaux incinérateurs de déchets autour de Paris (Ivry-sur-Seine, Issy-les-Moulineaux, Saint-Ouen) et onze autres qui en sont éloignés.

J-C - Cela fait penser aux températures relevées à proximité de grandes villes, de parkings, d'usines... Une ONG à la rescousse comme chaque fois qu'ils se livrent à une manipulation.

Francetvinfo - L'étude de l'ARS a fait suite à une autre étude, publiée en février 2022 par la fondation ToxicoWatch. Cette ONG néerlandaise spécialisée dans l'analyse toxicologique des polluants avait mis en évidence des taux de toxines très élevés provenant de poulaillers domestiques proches de l'incinérateur d'ordures ménagères d'Ivry-Paris 13, situé entre le 13e arrondissement de la capitale et Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) relève ainsi qu'en "*termes d'émissions de dioxines dans l'environnement, les pires fauteurs de pollution sont les incinérateurs non contrôlés de déchets (déchets solides et déchets des hôpitaux), en raison des combustions incomplètes*". Or, l'exposition chronique aux dioxines a été classée comme "*cancérogène*" par le Centre international de recherche sur le cancer (Circ), une agence de l'OMS. "*En revanche, elle n'altère pas le patrimoine génétique et, en deçà d'un certain niveau d'exposition, le risque cancérogène serait négligeable*", précise le Circ.

L'ARS précise au Parisien que l'étude menée ces derniers mois "*ne conclut pas à une surexposition à proximité des incinérateurs*", mais "*que la qualité des sols est similaire sur l'ensemble*" des 410 communes de l'agglomération parisienne où il est recommandé de ne pas consommer les œufs des poulaillers domestiques.

Les autorités sanitaires ont fixé les limites au-delà de laquelle les rejets de certaines substances chimiques par des usines étaient dangereux, sans se soucier que ces substances déposées quotidiennement en faibles quantités sur le sol s'accumuleraient et finiraient par le polluer au point de rendre impropre à la consommation les végétaux qui y pousseraient ou les animaux qui évolueraient sur ses sols ou en absorberaient quotidiennement de petites quantités.

L'ARS Ile-de-France confirme l'absence de lien avéré entre l'incinération et la présence de dioxines dans les œufs - 21 avril 2023

Il est important de rappeler que cette usine est classée ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement) et est, à ce titre, soumise à une règlementation stricte de ses rejets, dont les dioxines. Les valeurs mesurées en sortie de cheminée sont d'ailleurs systématiquement inférieures ou très inférieures aux valeurs limites règlementaires.

La conclusion de l'ARS vient confirmer l'analyse faite par le Syctom lors de la parution du rapport de Toxicowatch, à savoir l'absence de lien avéré entre l'incinération et la contamination des œufs des poulaillers domestiques : « *Les premiers résultats mettent en évidence une contamination de l'ensemble des prélèvements de sols et d'œufs par les trois familles de polluants organiques persistants analysées (dioxines, furanes et PCB). Cela signifie que ces trois familles de polluants organiques persistants sont potentiellement présentes dans tout l'environnement urbain, et non pas spécifiquement aux abords des incinérateurs.* »

Dans l'attente de la parution de l'étude complète, le Syctom prend acte de ces résultats dont il ne peut se réjouir puisqu'ils mettent en lumière une pollution de fond de tout l'environnement urbain dense.

BRICS.

Les échanges commerciaux entre les BRICS représentent 37 % des transactions mondiales - infobrics.org 20 novembre 2023

Selon le dernier rapport de Bloomberg, le commerce entre les membres des BRICS a atteint 37 % des transactions transfrontalières dans le monde. L'augmentation des échanges est à l'origine de la hausse du PIB global des BRICS, qui est passé de 31,5 % à 37 % de l'économie mondiale. À titre de comparaison, le PIB des pays du G7 représente 29,9 % de l'économie mondiale. Les BRICS ont une avance de 7,01 % en termes de PIB par rapport à l'ensemble des nations du G7.

En outre, les BRICS ont dépassé les pays du G7 en termes de PIB mondial à parité de pouvoir d'achat (PPA) au début de cette année. Le changement dans l'économie mondiale commence à prendre de l'ampleur et les pays en développement cherchent à prendre le siège du conducteur de l'ordre financier mondial.

La dynamique du pouvoir pourrait changer après l'entrée de six autres pays dans le bloc l'année prochaine, en 2024. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Argentine, l'Égypte, l'Iran et l'Éthiopie entreront dans le groupe le 1er janvier 2024. Cinq des six nouveaux pays, à l'exception de l'Argentine, sont de grands producteurs de pétrole.

L'alliance pourrait s'équiper en négociant dans les monnaies locales et mettre fin à la domination du dollar américain. En conclusion, l'ordre financier traditionnel est menacé pour faire place au nouvel ordre mondial dominé par les pays en développement.

J-C - Javier Milei, un libertarien, qui vient d'être élu président d'Argentine veut "*dollariser*" l'Argentine, or 200 économistes ont signé une tribune où ils qualifient cette mesure de "*mirage*. A suivre.

Argentine.

J-C - La lutte de classes a de beaux jours devant elle en Argentine...

Argentine : que propose Javier Milei, le nouveau président ultralibéral qui promet un "*traitement de choc*" au pays ? - AFP/francetvinfo.fr 20 novembre 2023

Le nouveau dirigeant argentin, qui se définit volontiers comme "*anarcho-capitaliste*", propose notamment une dollarisation de l'économie du pays et un "*traitement de choc*" budgétaire. Il rejette également la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique et s'oppose au droit à l'avortement. Des alliances lui seront toutefois indispensables pour mener à bien son programme. Au Parlement, son parti n'est que la troisième force, derrière les blocs de centre-gauche et de centre-droit. Si Javier Milei parvient à obtenir les soutiens nécessaires, quelles mesures souhaite-t-il mettre en place pour mettre fin, comme il l'affirme, "*à la décadence argentine"* ? Eléments de réponse.

L'adoption du dollar pour remplacer le peso

L'économiste de formation, élu député en 2021, a défini comme mesure clé de son mandat la dollarisation de l'économie argentine, sur fond d'inflation galopante – un mal chronique depuis des décennies en Argentine. Celle-ci a dépassé 142% sur un an, selon la Banque centrale du pays. Le président élu propose ainsi de remplacer le peso, devise nationale qu'il qualifie d'"*excrément*", par le dollar d'ici 2025. Un "*mirage*", selon plus de 200 économistes, qui ont publié une lettre début septembre. Selon ces experts cités par *Le Monde*, l'Argentine deviendrait encore plus fragile face aux "*chocs externes*" et connaîtrait "*des périodes de récession répétées et (...) un taux de chômage élevé*".

En parallèle, Javier Milei propose de "*dynamiter*" la Banque centrale argentine. Une mesure jugée "*dystopique*" par l'économiste Martin Epstein, interrogé par le quotidien du soir. "*N'importe quel pays un minimum développé possède une banque centrale", relève-t-il.*
Une "tronçonneuse" pour les dépenses publiques

Lors de sa campagne présidentielle, Javier Milei a brandi, à plusieurs reprises, une tronçonneuse, symbole des coupes budgétaires drastiques à venir en cas de victoire. Le nouveau président entend réduire les dépenses publiques de 15% du PIB et en finir avec "cette aberration appelée justice sociale, synonyme de déficit budgétaire".

Pour obtenir cette "*forte réduction des dépenses publiques*", le nouveau dirigeant argentin propose de privatiser les 34 entreprises publiques du pays, d'éliminer des subventions sur le gaz et l'électricité, ou encore de mettre en place un système d'appel d'offres privé pour les travaux publics, énumère le magazine britannique *The Economist*. Il entend également réduire le nombre de ministères, mettre fin aux retraites versées aux anciens présidents, à des juges ou diplomates, ou encore réduire les fonds versés aux provinces en Argentine.

Javier Milei s'était toutefois voulu plus rassurant vers la fin de la campagne présidentielle, dans un pays où 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté. "*Nous n'allons pas privatiser la santé, pas privatiser l'éducation*", a-t-il promis dans son dernier clip de campagne.

Des propositions antiféministes, notamment sur l'IVG

Dans sa volonté de réduire abruptement les dépenses publiques, Javier Milei propose de supprimer le ministère des Femmes, des Genres et des Diversités. Une mesure à l'image des convictions antiféministes du nouveau président argentin, qui déclarait en mai 2022 : "*Je ne m'excuserai pas d'avoir un pénis"*. Javier Milei nie également volontiers l'existence d'inégalités salariales entre les femmes et les hommes, malgré un écart qui atteint 27,7% en Argentine. "*Si les femmes gagnaient moins que les hommes, les entreprises en seraient remplies, car les patrons veulent gagner de l'argent !*", a-t-il lancé lors d'un débat télévisé au mois d'octobre.

Le nouveau dirigeant argentin s'oppose aussi au droit à l'avortement, légalisé jusqu'à la 14e semaine de grossesse depuis décembre 2020. Javier Milei souhaite organiser un référendum sur le sujet et considère l'interruption volontaire de grossesse comme un meurtre. "*Evidemment, la femme a les droits sur son corps, mais l'enfant n'est pas son corps*", estime-t-il.

Dans la lignée de ses propos antiféministes, Javier Milei critique aussi l'éducation sexuelle à l'école et ce qu'il appelle "*l'idéologie de genre*", pointe *Le Monde*. Il défend toutefois la primauté des libertés individuelles sur d'autres sujets, comme la légalisation des drogues "*tant que cela n'implique pas l'aide de l'Etat"*. Le nouveau président argentin se dit, en outre, en faveur de la dérégulation de la vente d'armes, mais également d'une "*solution de marché*" pour le don d'organes.

Un programme climatosceptique

Pour Javier Milei, malgré le consensus scientifique sur la question, le réchauffement climatique n'est pas la conséquence des activités humaines mais "*un mensonge des socialistes"*, relève *Reporterre*. "*Il existe, dans l'histoire de la Terre, un cycle de températures*", avait-il aussi déclaré début octobre lors de la campagne présidentielle. Celui qui affirme qu'il "*n'y aura pas de marxisme culturel*" sous sa présidence avait alors exprimé son refus d'adhérer à l'agenda 2030 de l'ONU, qui prévoit un programme de 17 objectifs de développement durable à atteindre d'ici la fin de la décennie.

Libertarien, le nouveau président argentin est allé jusqu'à défendre l'idée de privatiser des fleuves en Argentine, rapporte le quotidien. "*Si l'eau se fait rare, elle arrête de ne rien valoir et alors un commerce commence, et vous allez voir comment la pollution [des entreprises] se termine*", a-t-il notamment déclaré pendant la campagne.

Une vision polémique sur l'héritage de la dictature

Pendant la campagne présidentielle, les propos tenus par Javier Milei sur la dictature militaire ont choqué, laissant entendre une révision de l'histoire de cette période (1976-1983). "*Pendant les années 1970, il y a eu une guerre. Et pendant cette guerre, les forces de l'Etat ont commis*

des excès", a-t-il déclaré début octobre, rapporte *Le Monde*. Le président élu a également contesté le bilan des morts et des disparus (environ 30 000 personnes selon les organismes des droits humains) pendant ces années noires de l'histoire argentine. Javier Milei divise également avec sa proposition d'une justice "*équitable*" pour les militaires en détention préventive, dans le cadre des 360 procédures en cours pour crimes pendant la dictature. AFP/francetvinfo.fr 20 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 22 novembre 2023

J'ai entrepris de poster des commentaires dans différents blogs en fournissant l'adresse de notre portail, pour déjouer la censure (algorithmes) qui ne laisse pas passer les adresses électronique, je l'écris ainsi : luttedeclasse(.)org en précisant qu'il faut remplacer les parenthèses par un point. J'ai constaté que cela fonctionnait bien. J'invite les lecteurs à en faire autant.

C'est dommage qu'il n'y ait pas plus de travailleurs ou militants qui se connectent au portail pour uniquement s'informer. Pour moi, c'est le seul instrument à ma disposition pour continuer mon combat politique, car il est exclu que j'aie une activité politique en Inde, d'ailleurs elle ne servirait à rien.

Mon commentaire adressé au blog Le Grand Soir (non publié à 14h en France)

- "*l'opération terroriste du Hamas du 7 Octobre sert de prétexte au gouvernement de Netanyahou*"

Ne serait-ce pas plutôt le blocus de Gaza depuis 2006 et l'occupation de la Palestine par des colonisateurs anglo-saxons, dont les sionistes sont les exécutants testamentaires depuis 76 ans ou le bras armé au cœur du Moyen-Orient et des champs de pétrole et de gaz pour leur permettre d'en demeurer les maîtres éternellement, qui serait à l'origine de l'offensive militaire palestinienne du 7 octobre ?

Je sais que la plupart des commentaires insistent pour nous faire croire que cette opération militaire aurait été conçue uniquement pour obtenir la libération de prisonniers palestiniens, je n'y crois pas car les Palestiniens n'étaient pas sans savoir quelle serait la riposte impitoyable ou féroce de l'occupant. Comme dirait l'autre, le jeu ou plutôt le risque n'en valait pas la chandelle à moins d'être suicidaire.

Je pense au contraire que les Palestiniens, face à un ennemi qui s'était juré de les chasser définitivement de la Palestine et qui les avaient poussés à bout, n'avaient pas d'autres alternatives que situer leur combat au même niveau ou dans la même perspective politique mais inversée. A savoir, poser la question de la légitimité d'Israël, au point qu'à maintes reprises les médias mainstream ont été obligés de remonter jusqu'en 1947 pour justifier leur soutien à Israël, même si l'issue de ce combat était prévisible en raison de la disproportion des forces en présence à l'avantage de l'envahisseur.

C'est finalement un terrible drame qui se déroule sous nos yeux, où tout un peuple est sacrifié, ce ne serait pas le premier à disparaître en pareille circonstances.

La gauche, c'est comme Israël pour les Américains, si elle n'existait pas il faudrait que la réaction l'invente.

A quoi bon dénoncer "*la gauche israélienne*", si c'est pour encenser "*la gauche mondiale*" toute aussi corrompue ou opportuniste. Voilà ce qui arrive fatalement quand on rejette le socialisme.

La fureur moralisatrice de la gauche israélienne par Ilan Pappe - Arrêt sur info 21 novembre 2023

https://arretsurinfo.ch/la-fureur-moralisatrice-de-la-gauche-israelienne/

Source en anglais : The Palestine Chronicle 16 novembre 2023

https://www.palestinechronicle.com/the-righteous-fury-of-the-israeli-left-ilan-pappe/

- La gauche israélienne a été scandalisée par le fait que, aux yeux de la gauche mondiale, l'opération du Hamas n'exonérait pas Israël de ses politiques criminelles passées ni ne donnait le feu vert à Israël pour sa politique génocidaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

À sa grande surprise, la gauche mondiale dans son ensemble s'est ralliée aux appels à « *arrêter la guerre* » et à « *libérer la Palestine* », plutôt que de se faire l'écho de la réponse rabâchée par les gouvernements : « *Nous soutenons le droit d'Israël à se défendre* ».

J-C - On ne peut pas laissé dire une chose pareille sans rectifier.

C'est vrai en partie seulement, car opportuniste comme elle est, "*la gauche mondiale dans son ensemble*" s'est empressée de caractériser le Hamas d'organisation terroriste, évoquant une "*attaque terroriste*", plutôt qu'une offensive militaire légitime contre l'occupant, tout le monde l'a encore à l'esprit, et quant à ceux qui ont voulu se distinguer, ils ont modulé leur discours en condamnant le "*massacre*" commis par le Hamas, ce qui revenait au même ou pire, massacre qui depuis a été en partie réfutée, y compris par des médias israéliens ou juifs antisionistes.

Ce qu'ils appellent la gauche a participé à la manifestation du 12 novembre 2023 à Paris organisée en soutien au régime sioniste au côté de la droite et de l'extrême droite, et en de multiples occasions ou réunions en famille avec Macron à l'Elysée.

La gauche n'existe pas plus à l'échelle mondiale qu'en Israël, ou alors il faut la chercher ailleurs, dans les rangs de l'extrême gauche, dans des organisations dissidentes marginalisées, hors de toutes institutions politiques, et dont les médias ne parlent jamais, et encore, quand ses dirigeants ne sont pas eux-mêmes en proie à une grande confusion pour peu qu'on analyse attentivement leurs discours.

Ils existent aussi des intellectuels isolés qui manifestent leur opposition résolue à l'idéologie de la classe dominante sans pour autant être parvenu à rompre avec elle, ce que chacun peut

constater lorsque des crises surviennent. Il leur arrive d'adopter le récit officiel ou de se compromettre gravement, par exemple lors du 11 septembre 2001 ou des impostures hygiénique et climatique. C'est ce qui les amène à tenir un double discours, à ménager la chèvre et le choux, leurs intérêts individuels l'emportent sur les intérêts collectif ou la cause qu'ils prétendent défendre ou représenter, par crainte de perdre leur statut social privilégié ou de se couper de leurs sympathisants, ils gèrent leur engagement politique à la manière d'un boutiquer qui ne serait rien sans son fonds de commerce en quelque sorte, mais qui doit ménager également sa bonne conscience.

Il faut toutefois reconnaître le mérite de certains intellectuels de tenter de rompre avec l'idéologie qu'ils ont adoptée, et saluer leur engagement au côté des exploités et des opprimés, ce qu'on ne manque pas de faire tant qu'ils ne dérapent pas ou en faisant ressortir leurs contradictions de manière à ce que personne ne soit dupe de leur orientation politique et des illusions qu'ils colportent. C'est l'attitude qu'on avait adoptée envers le Pr. Raoult et Perronne lors de la crise du covid-19, qui n'étaient pas de gauche mais qui avait défendu courageusement les intérêts de la population en s'opposant au discours officiel et en faisant la promotion des traitements efficaces existant contre cette maladie, tout en dénonçant pratiquement toutes les autres positions adoptées par le Pr. Raoult et du Pr. Perronne dans une moindre mesure, il fallut à cette occasion faire preuve de discernement et de mesure pour ne pas sombrer dans l'opportunisme ou le gauchisme.

Cela dit, il ne faut pas confondre ce cas de figure qui comportait un volet sociétal ou sanitaire déterminant pour la population, avec des questions où des acteurs s'affrontent directement sur le terrain politique. On devra traiter les questions politiques avec encore plus de rigueur, dans la mesure où elles s'inscrivent dans une perspective sur le long terme, demain tout le monde aura oublié l'épisode du covid-19 ou n'en aura plus qu'un vague souvenir et plus personne ne parlera du Pr. Raoult, alors que le comportement opportuniste ou compromettant d'un dirigeant ou d'un parti aura des conséquences politiques pour ainsi dire indélébiles ou déterminantes qui perdureront pendant des années ou des décennies, et même si elles finissaient par s'estomper au fil du temps, un jour ou l'autre elles rejailliraient à la surface.

D'où, lorsqu'on s'exprime au nom de la classe ouvrière ou du socialisme, la nécessité absolue de ne jamais se compromettre gravement, aucune exception ne peut être envisagée ou tolérée, car il faut bien comprendre que, lorsqu'on se compromet gravement, on en prend forcément conscience à un moment donné, en persistant on signe sa trahison, on passe délibérément de l'autre côté de la barricade, comme l'avait constaté Engels, dès lors tout retour en arrière est inenvisageable, on appartient au camp de la réaction. Cela dit, personne n'est parfait ou tout le monde a le droit à l'erreur, à condition d'être disposé à la reconnaître et de la corriger publiquement, ce qui n'a rien d'extraordinaire, tout dépend maintenant de nos réelles intentions.

Celles de ce qu'ils appellent la gauche ne font plus aucun doute pour personne, sauf pour certains intellectuels animés de généreuses ou romantiques intentions, mais qui hélas ne sont jamais parvenus à aller au bout de leurs analyses, et qui pour cette raison se fourvoient en lui

attribuant des vertus qu'elle n'a pas, en colportant des illusions à son sujet, ils ne nous rendent pas vraiment service ou le bénéfice qu'on aurait pu tirer de leur soutien s'en trouve à son tour compromis, d'ailleurs qu'ont-ils comme issue politique à proposer aux masses exploitées et opprimées, absolument aucune à part nous accommoder du capitalisme qui nous a menés où nous en sommes.

Nous ne sommes pas hostiles aux partis qui ne partagent pas toutes nos positions ou notre interprétation de la situation, nous sommes hostiles aux partis qui ne partagent pas notre orientation politique, entendez par là qui sont opposés à l'abolition du capitalisme et ses institutions, qui soutiennent les institutions de la Ve République, qui s'en remettent aux institutions internationales des capitalistes telle l'ONU, l'UE, la CPI etc. pour régler les questions politiques que les peuples ont à résoudre, donc à leur place ou leur interdire de la régler eux-mêmes, il ne faut surtout pas compter sur ces partis, tous les partis issus de la social-démocratie ou du stalinisme.

Le front unique ouvrier ne pouvait plus être mis en avant dès lors que la social-démocratie et le stalinisme parvenus au pouvoir avaient démontré aux travailleurs du monde entier qu'ils n'œuvraient pas à leur émancipation, qu'ils se situaient dans le camp de la réaction. Il n'a jamais servi à empêcher des guerres, ni à y mettre fin, ni éviter que des dictateurs parviennent au pouvoir, ni à les renverser, ni empêcher des coups d'Etat, etc. jamais le front unique ouvrier constitué à partir de partis opportunistes ou traites à notre cause n'a menacé le moindre régime en place, bien au contraire il vola à leur secours chaque fois que cela s'est présenté.

Malgré tout, pendant plus de 80 ans il s'en est trouvé pour nous faire croire le contraire, tant et si bien que de nombreux militants y croient toujours, ils sont absolument convaincus de ses bienfaits, on se demandera bien lesquels, ils vous répondront que sans lui la condition ouvrière ne se serait pas considérablement améliorée, passant sous silence ou au bilan des pertes et profits à quel prix, c'est-à-dire, tout en sachant que l'ensemble des travailleurs n'en avaient pas bénéficié loin s'en faut, au prix de quel immense sacrifice, tenez les Palestiniens victimes du colonialisme sont bien placés pour le savoir. Ce qu'ils ne vous diront pas non plus, c'est que la lutte de classe telle qu'ils l'avaient conçue profita tout autant au capitalisme ou même davantage. Il s'en accommoda si bien, qu'il allait parvenir à enrayer ou dépasser toutes les crises auxquelles il avait été confronté à partir de 1945 jusqu'à nos jours sans jamais être réellement menacé dans ses fondements. Un véritable exploit si vous vous souvenez des crises auxquelles il avait été soumis dès le milieu du XIXe siècle, cyclique, environ tous les 10 ans, toujours plus vaste et profonde, et comme par enchantement il a pu absorber toutes les crises survenues à partir de la fin des années 60 et du début des années 70, ce qui aurait été impossible sans la complicité à tous les niveaux du mouvement ouvrier contrôlé par cette soi-disant gauche.

Elle s'adapta à toutes les politiques économiques que l'oligarchie financière allaient promouvoir et imposer jusqu'au néolibéralisme, faites de surexploitation des travailleurs asiatiques, de pillages systématiques de l'Afrique et de guerres incessantes aux quatre coins du monde, y compris en Europe au début des années 90, d'établissement de dictatures militaires

en Amérique latine, et évidemment elle allait soutenir la partition liquidation de la Palestine à partir de 1947. Durant plus d'un demi-siècle, dans une multitude de pays, "*la gauche mondiale*" qu'on nous sort aujourd'hui était parvenue au pouvoir, elle gouverna pendant de longues années sans que cela ne change quoi que ce soit au modèle de société basé sur l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière, elle gouverna pour le compte du capitalisme mondial, voilà la vérité.

On peut toujours nier ce rapide constat ou faire comme si on ne comprenait pas ce qui s'est réellement passé et continuer comme avant en espérant que cela donnera un autre résultat, ce serait suicidaire. On me rétorquera sans doute, que je suis bien le seul à faire cette analyse, et que cela ne sert à rien ou avoir raison tout seul ou avant tout le monde est inutile. Franchement, qu'est-ce que vous voulez que cela me foute, je ne vais tout de même pas commencer à me raconter des histoires pour obtenir une quelconque reconnaissance, cela ne m'intéresse pas, je tenais juste à apporter ma modeste contribution à la discussion sans trop me faire d'illusions quant à l'accueil qui lui sera réservé, j'ai aussi passé ce cap depuis belle lurette !

Je m'adressais ici aux travailleurs et aux militants engagés dans la lutte de classe, et non à nos dirigeants, encore moins à "*la gauche mondiale*".

Ce qu'il faut savoir

Lu. - Le territoire de la Palestine mandataire, c'est-à-dire celui hérité du démembrement de l'Empire ottoman et qui devait être « *partagé* » entre un État israélien et un État palestinien, avait une superficie totale de 26.625 km2. Suivant les termes du partage adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1947, l'État juif devait disposer d'un peu moins de 15.000 km2 de ce total et l'État palestinien d'environ 11.500 km2 ; en outre, un territoire d'à peu près 1.300 km2 autour de Jérusalem restait sous mandat international. Aujourd'hui, l'État d'Israël possède à lui seul, territoires occupés inclus, une superficie de 27.799 km2, c'est-à-dire plus que la surface totale du territoire qui devait « héberger » les deux États. À son tour la Palestine, qui n'est toujours pas devenue officiellement État *« grâce* » encore au sabotage des diplomaties occidentales, ne dispose que d'un peu moins de 6.400 km2, soit pratiquement la moitié de la superficie que prévoyait le plan de partage de 1947. Ce territoire est par ailleurs singulièrement éparpillé en minuscules parcelles...

C'est ainsi que la décision longuement négociée en 1947 pour permettre la création de deux États voisins fut systématiquement violée au bénéfice de la partie israélienne dont la superficie a pratiquement doublé comme démontré ci-dessus. Dans cette expansion, la création de colonies juives de peuplement sur des terres appartenant aux familles et communautés palestiniennes a joué un rôle décisif. Au départ, elle fut l'initiative de groupes de militants sionistes qui décidaient, de leur propre initiative, de chasser, très souvent brutalement, des paysans palestiniens de leurs lopins de terre et de leurs maisons pour se les approprier. Mais cette pratique s'est peu à peu généralisée avec la caution des divers

gouvernements de droite ou de « *gauche* ». On estime maintenant à presque 900.000 le nombre de colons israéliens qui occupent, en totale illégalité, des territoires usurpés. L'organisation Amnesty International résumait ainsi la situation en juin 2017 : « *Plus de 100.000 hectares de terres palestiniennes ont été accaparés par Israël depuis 1967 ; pour ce faire, 50.000 habitations et autres structures ont été démolies par Israël ces 50 dernières années. Les colonies illégales juives israéliennes couvrent 35 % du territoire de Jérusalem-Est [[6]].* »

C'est totalement illégal, d'abord au regard du droit élémentaire de la propriété, mais également au regard du droit international, puisque la création de ces colonies juives constitue de facto une redéfinition des accords de partage. Les gouvernements sionistes successifs, au lieu de sanctionner ces pratiques illégales, les ont légitimées en adoptant des lois visant à leur donner un statut juridique, comme la loi de février 2017, sous le gouvernement de Netanyahou, dont le quotidien français Le Figaro fit un bon résumé : « *La Knesset israélienne a adopté lundi soir, un projet de loi qui autorise la confiscation de terres appartenant à des propriétaires palestiniens en Cisjordanie occupée. Ce texte vise à "régulariser" a posteriori la situation d'avant-postes édifiés sans autorisation depuis que l'État hébreu s'est engagé à ne plus créer de nouvelles colonies après la signature des accords d'Oslo (1993) [[7]].* » La décision israélienne fut immédiatement condamnée par les Nations unies : « *Le Secrétaire général regrette l'adoption de la loi israélienne de régularisation des colonies construites en Cisjordanie occupée [[8]].* »

Ces pratiques devinrent si nombreuses et violentes que le Conseil de sécurité des Nations Unies jugea impérieux de se prononcer. C'est ainsi que le 23 décembre 2016, ce Conseil adopta par 14 voix contre zéro (les États-Unis s'abstiendront) la résolution 2334 dans les termes suivants :

« *Guidé par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies rappelant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible, Réaffirmant qu'Israël, puissance occupante, est tenu de respecter scrupuleusement ses obligations et responsabilités juridiques […] Le Conseil de sécurité :*

Réaffirme que la création par Israël de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international et un obstacle majeur à la réalisation de la solution à deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable ;

Exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard [[9]]. »

Qualifier de « *néocolonialiste* » la politique de multiplication forcenée des colonisations du premier ministre israélien nous semble un peu court. En réalité, digne héritier de la pensée et de l'œuvre de Vladimir Jabotinsky, Netanyahou ne souhaite pas coloniser la Cisjordanie et Gaza ; son plan consiste à vider ces deux territoires de ses populations palestiniennes, en

commençant par la Cisjordanie (voir l'encadré [*]). Elles devraient devenir à terme partie du territoire d'Israël, le seul pays au monde sans frontières établies. Si l'attaque du Hamas du 7 octobre fut une telle réussite, ce fut précisément parce que les forces de choc de l'armée de terre israélienne se trouvaient cette nuit-là en Cisjordanie pour épauler les opérations de colonisation des commandos sionistes.

[*] Netanyahou – Jabotinsky, le retour aux sources ?

Vladimir Jabotinsky (1880-1940), partisan de l'éradication totale des populations palestiniennes, fut le théoricien et l'inspirateur des positions les plus extrêmes du sionisme. Il fut le fondateur de Betar et plus tard l'animateur de l'Irgoun, les forces de choc militaires actives contre les populations arabes et le sionisme de gauche, et dans l'écrasement des grèves ouvrières. Son racisme anti-arabe n'avait d'égal que son anticommunisme. Il est allé jusqu'à proposer sa collaboration à Simon Petlioura, le chef de l'armée nationaliste ukrainienne qui se battait contre l'Armée rouge au lendemain de la Révolution d'octobre et qui fut coupable de pogroms ayant provoqué la mort de milliers de Juifs. Jabotinsky signera un accord avec lui, sans en référer à la direction de l'Organisation sioniste mondiale, ce qui lui vaudra un blâme.

Ce parcours n'empêchera pas David Ben Gourion de créer en 1955 le « *Prix de l'Ordre Jabotinsky* » pour honorer les personnes ayant travaillé « *à la diffusion de la philosophie et des idées de Jabotinsky* ». On notera dans la liste des lauréats un certain Elie Wiesel, prix Nobel de la paix 1986. Le secrétaire particulier de Jabotinsky fut Benzion Netanyahou, le père de Benjamin.

[6] Amnesty.org

[7] Lefigaro.fr

[8] Press.un.org

[9] Documents-dds-ny.un

https://arretsurinfo.ch/lart-dempecher-toute-issue-possible/

Comment Netanyahu falsifie l'actualité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 21 novembre 2023

Nous pensons être correctement informés en Occident de ce qui se passe à Gaza. Il n'en est rien. Les images que nous voyons sont sélectionnées. Les commentaires que nous entendons ne nous permettent pas de les comprendre. Ils nous induisent volontairement en erreur. Toute opinion dissidente est censurée.

J-C - A propos de cette vidéo. Je l'ai regardée, rien de probant, pas de preuve de massacres gratuits de civils commis par les combattants palestiniens.

- Les autorités israéliennes n'ont diffusé au grand public que les 10 minutes ci-dessous. Elles ont assuré ne pas vouloir diffuser l'intégralité du montage au grand public, par respect pour les victimes. Mais en quoi un public restreint serait-il plus respectueux ? En réalité, il s'agit d'empêcher que des spécialistes ne dénoncent sa supercherie en se demandant, victime par victime, qui l'a tuée.

J-C - Ce qui n'est dit nulle part ici ou ailleurs du reste, c'est que les habitants des kibboutzim font 2 ans de services militaire obligatoires pour les femmes, 3 ans pour les hommes, ils savent donc tous manier des armes et la plupart sont armés, donc les Palestiniens n'ont pas attaqué n'importe quel civil, mais des civils armés qui ont dû sortir leurs armes et riposter en entendant les premières détonations ou cris.

J-C - Approximation ou argument erroné.

- Le Hamas se définissait jusqu'il y a peu comme la « *Branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans* », ainsi qu'indiqué sur tous ses documents. À ce titre, il a combattu contre les laïques du Fatah de Yasser Arafat et du FPLP de George Habache, puis contre ceux de la République arabe syrienne du président Bachar el-Assad. Tous, à ses yeux, n'étaient que des « *ennemis de Dieu* ». Le Hamas était financé par Israël et, en Syrie, ses combattants étaient encadrés par des officiers du Mossad et de l'Otan. Cependant, après l'échec de la Confrérie en Égypte et leur défaite en Syrie, le Hamas s'est divisé entre une partie fidèle aux Frères musulmans, conduite par Khaled Mechaal et poursuivant toujours l'instauration d'un Califat mondial, et une autre qui s'est recentrée sur la libération de la Palestine. Cette seconde tendance, à l'initiative de l'Iran, a renoué avec la Syrie jusqu'à ce que son leader, Khalil Hayya, soit reçu, à Damas, par le président Bachar el-Assad. Elle a également renoué avec le Hezbollah libanais, jusqu'à participer, à Beyrouth, à des réunions avec lui et les autres composantes de la Résistance palestinienne.

J-C - Dans la *Charte du Hamas* adoptée en 2017 (téléchargeable depuis la page d'accueil du portail), il n'y figurait aucune référence aux Frères musulmans, il y a donc déjà au moins 5 ans. Dans un document appelé *La politique étrangère du Hamas*, elle n'y figurait pas non plus. Alors pourquoi écrire quelques lignes plus loin que la faction de Gaza du Hamas serait restée "*fidèle aux Frères musulmans*" ?

TM - Sauf que le Hamas est pétri de l'idéologie des Frères musulmans. Il est suprémaciste sunnite. (…) le Hamas s'est divisé entre une partie fidèle aux Frères musulmans, conduite par Khaled Mechaal et poursuivant toujours l'instauration d'un Califat mondial, et une autre qui s'est recentrée sur la libération de la Palestine.

J-C - En fait, la rave party devait se dérouler pendant deux jours et non trois, le samedi 7 a été ajouté au dernier moment par les organisateurs, le mardi 3, info fournie par Haaretz.

TM- Cependant, des responsables israéliens avaient eu le temps de déplacer la rave party exceptionnelle pour qu'elle se tiennent juste à la frontière de Gaza et de donner congé aux forces chargées de la protéger.

J-C – Cela dit cet article contient des détails intéressants et mérite d'être lu.

https://www.voltairenet.org/article220014.html

Fait divers instrumentalisé politiquement. Le fasciste Darmanin veut en profiter pour "*remettre de l'autorité partout*".

Mort de Thomas dans la Drôme : deux nouvelles interpellations ont eu lieu, neuf personnes sont en garde à vue au total, dont le principal suspect - franceinfo 21 novembre 2022

L'adolescent de 16 ans a été tué dans la nuit de samedi à dimanche, dans une violente bagarre, au cours de laquelle deux autres personnes ont été grièvement blessées.

Gérald Darmanin a estimé qu'il s'agit là d'"*une faillite générale de notre société*" et "*nous devons remettre de l'autorité partout*". franceinfo et AFP 21 et 22 novembre 2022

La survie du capitalisme dépend de l'expansion du marché mondial.

J-C – Explication. S'ils empêchaient les pays dits du sud d'accéder à des sources d'énergie bon marché pour se développer, ils se priveraient des moyens de développer de nouveaux marchés qui sont déterminants pour la survie du capitalisme.

La mondialisation du capitalisme n'est pas encore parvenue à son terme, et il y a de bonnes raisons de croire que tant qu'ils n'y seront pas parvenus, le capitalisme aura encore de beaux jours devant lui… et malheureusement le socialisme attendra.

J'étais déjà parvenu à cette conclusion il y a fort longtemps, je l'avais mise de côté en attendant de voir comment évoluerait le capitalisme mondial, tant elle contredisait toutes les analyses qu'on avait faites jusque-là.

Maintenant, compte tenu qu'on s'est aperçu qu'elles s'étaient toutes avérées erronées, il se pourrait bien que celle-ci soit la bonne, si entre temps aucun évènement d'une portée mondiale venait à bouleverser le fragile équilibre de l'économie mondiale ou le consensus social et politique établi à l'intérieur des grandes puissances, qui lui est beaucoup plus solide car reposant sur la corruption des classes moyennes et du mouvement ouvrier. Hormis une guerre mondiale et des révolutions, je ne vois pas quel facteur pourrait précipiter un tel scénario, car si un effondrement du dollar ou une gigantesque crise financière devait jouer ce rôle, on le saurait depuis longtemps, avec le gang mafieux de la finance qui est aux commandes, cela ne risque pas d'arriver avant longtemps ! A suivre.

Les subventions aux énergies fossiles ont plus que doublé en 2022 dans les pays du G20 - AFP/franceinfo 21 novembre 2023

Les pays du G20 ont accordé en 2022 un niveau record de subventions aux combustibles fossiles, plus de deux fois plus qu'en 2021, souligne, mardi 21 novembre, un rapport de BloombergNEF (BNEF) publié à dix jours de l'ouverture de la COP28.

Dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, les gouvernements et les compagnies publiques de ces 19 États ont plus que doublé l'an dernier le soutien aux fossiles, à près de 1 300 milliards de dollars (le G20 compte 19 États ainsi que l'Union européenne et l'Union africaine; l'étude concerne seulement les 19 pays).
Gaz, pétrole et charbon

Quelque 830 milliards sont allés dans le soutien aux prix, pour les consommateurs. Le reste est allé aux producteurs de gaz, de pétrole et de charbon, "*même si nombre d'entre eux engrangeaient des bénéfices record*" (à +84% en 2022), souligne BNEF.

En 2021, ces subventions étaient de 583 milliards, selon le groupe d'experts, qui se fonde sur des données entre autres de l'OCDE et de l'Agence internationale de l'énergie. En 2023, ces subventions devraient légèrement reculer par rapport à 2022, mais rester au-dessus du niveau des années précédentes, estime-t-il.

Dans le détail, la part des soutiens au charbon recule (2% du total), soit 21 milliards de dollars qui sont encore allés à ce combustible, le plus nocif pour le climat. Le rapport se penche aussi sur un autre levier de la sortie des fossiles : l'instauration d'un prix du carbone, qui aujourd'hui concerne 13 pays du G20 (et est en préparation au Brésil, en Inde et en Turquie). Pour autant, "*la plupart de ces programmes sont inefficaces, du fait d'un prix trop bas ou de concessions trop généreuses via les crédits gratuits ou les exemptions fiscales*", déplore-t-il. AFP/franceinfo 21 novembre 2023

Personne ne la regrettera !

TotalEnergies décide d'accroître sa production d'hydrocarbures, Agnès Pannier-Runacher "*regrette*" - AFP/bfmtv.com 22 novembre 2023

Fin septembre, TotalEnergies a annoncé qu'il comptait "*augmenter sa production d'hydrocarbures de 2 à 3% par an sur les cinq prochaines années*", notamment pour répondre à la demande dans les pays émergents. AFP/bfmtv.com 22 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan des victimes des attaques israéliennes contre Gaza s'alourdit à plus de 14 128 tués, dont plus de 5 840 enfants et 3 920 femmes, plus de 33 000 blessés, dont la majorité, 75 %, est composée de femmes et d'enfants, selon le ministère de la Santé dans l'enclave assiégée de Gaza. aa.com.tr 21 novembre 2023

- Le porte-parole des Brigades al-Qassam, Abou Ubaida, a annoncé aujourd'hui lundi plusieurs opérations et attaques menées par les Moudjahidines des Brigades al-Qassam au cours des dernières 72 heures, confirmant « *qu'ils ont ciblé 60 véhicules militaires israéliens de différents types* ».

Abou Ubaida a noté que « *l'occupation israélienne avait bombardé ses forces sur le terrain pensant qu'elles avaient été capturées lors de cette opération* », expliquant « *qu'un des moudjahidines du groupe Qassam est tombé en martyr, tandis que 24 se retiraient de leurs positions en toute sécurité* ».

Il a transmis les assurances des Moudjahidines des Brigades Al-Qassam que « *l'occupation bombarde ses véhicules détruits ou endommagés lorsqu'elle est incapable de les retirer pour tenter d'effacer les traces de sa défaite* ». french.almanar.com.lb 20 novembre 2023

- Dans une déclaration au journal *Haaretz* mardi, rapporte le site web arabophone de la télévision qatarie al-Jazeera, le pilote, le lieutenant-colonel Nof Erez, a indiqué la possibilité que l'armée israélienne soit intervenue pour faire face à l'attaque du Hamas en appliquant le protocole Hannibal.

Il a ajouté : *« Il semble que le protocole Hannibal ait été mis en œuvre à un moment donné ce jour-là, car lorsqu'une situation d'otages a été découverte, cela a nécessité Hannibal, sachant que les manœuvres Hannibal que nous avons menées au cours des 20 dernières années se limitaient à un seul véhicule transportant des otages. Mais ce que nous avons vu lors du Déluge d'al-Aqsa serait considéré comme un Hannibal de masse*. »

Selon des informations rapportées par les médias israéliens, le lieutenant-colonel Erez a été démis de ses fonctions le 31 octobre, après avoir critiqué le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sur des questions politiques alors qu'il était en service actif.

Un ancien militaire israélien a confirmé l'existence de ce protocole, assurant avoir pour la première fois, entendu parler de lui lorsqu'il servait dans l'armée israélienne à la frontière avec le Liban entre 2001 et 2004.

Selon Yehuda Shaul, aujourd'hui âgé de 41 ans, et qui est le co fondateur de l'ONG Breaking the silence, composée d'anciens militaires israéliens appelant à la fin de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, la directive aurait été utilisée la dernière fois en 2014 selon des fuites d'enregistrements audio militaires, bien que l'armée ait nié l'avoir utilisé. french.almanar.com.lb 21 novembre 2023

- Un article paru lundi dans le journal israélien Haaretz a fait état de plusieurs incidents de « *tirs amis* » entre soldats de l'armée d'occupation, au cours de l'agression terrestre israélienne contre la bande de Gaza, qui ont entraîné des morts et des blessés parmi ses forces.

Le journal a affirmé que « *depuis le début des opérations terrestres dans la bande de Gaza, il y a eu plusieurs incidents au cours desquels les forces israéliennes ont ouvert le feu sur d'autres soldats de l'armée israélienne, entraînant la mort de soldats* ».

Le journal a déclaré : *« L'armée affirme que la plupart de ces tirs amis se sont produits lors de combats conjoints entre les forces blindées et l'infanterie* », et a noté que « *ces incidents font l'objet d'une enquête afin d'en tirer des leçons pour l'avenir* ».

Haaretz a ajouté : « *L'une de ces leçons est que chaque force entrant dans le bâtiment doit indiquer son emplacement exact, et les chars doivent faire plus attention lorsqu'ils tirent sur le bâtiment.* »

Les scènes diffusées par les médias israéliens de la pénétration des forces d'infanterie dans la bande de Gaza ont montré une confusion dans les rangs des soldats et une confusion au moment où ils recevaient des balles de combattants de la résistance, ce que de nombreux observateurs ont commenté sur les réseaux sociaux, y voyant la preuve que les forces de réserve qui sont entrées Gaza n'ont pas de réelle expérience en matière de guerre urbaine, ce qui pourrait conduire à une augmentation des pertes de l'occupation face à la résistance. french.almanar.com.lb 22 novembre 2023

En France, évoquer la prétendue barbarie du Hamas c'est respectable, mais pas celle avérée de Tsahal.

Interview tendue d'un porte-parole de Tsahal : TV5 Monde rappelle à l'ordre son journaliste - RT 21 novembre 2023

Dans un communiqué officiel le 20 novembre, la chaîne internationale francophone TV5 Monde a réprimandé son journaliste après une interview tendue avec le porte-parole de l'armée israélienne.

En effet, sur son site, TV5 Monde a tenu à clarifier sa position après l'entretien télévisé du 15 novembre entre leur présentateur Mohamed Kaci et le porte-parole de l'armée israélienne Olivier Rafowicz. La chaîne a indiqué que les règles journalistiques n'avaient «*pas été respectées*» durant l'interview.

La chaîne francophone a déploré le parallèle de la dernière question du journaliste sous-entendant «*que les modalités d'intervention de l'armée israélienne étaient équivalentes à la stratégie du Hamas*», en ajoutant que l'entretien s'est terminé de manière «*abrupte*».

TV5 Monde «*regrette profondément*» le déroulé de l'interview avec Olivier Rafowicz et assure ne pas vouloir céder «*à l'émotion ni aux pressions*», tout en donnant la parole «*à toutes les parties*».

En effet, lors de cette interview le 15 novembre, le journaliste Mohamed Kaci avait questionné le porte-parole de l'armée israélienne sur la prise en compte de l'aide humanitaire après le raid dans l'hôpital al-Shifa dans l'enclave gazaouie. Olivier Rafowicz a quant à lui insisté sur le respect du «*droit international*» par Israël. Une réponse qui a laissé perplexe le présentateur.

L'officier de Tsahal a justifié cette intervention dans le centre hospitalier en affirmant que le Hamas cachait des armes dans l'enceinte de l'établissement et qu'ils avaient «*massacré des*

enfants, éventré des femmes, brûlé des gens» en se demandant si le mouvement islamiste se comportait «*selon le respect du droit humain*». «*Vous vous comportez comme le Hamas, c'est ce que vous me dites*», a alors rebondi Mohamed Kaci.

L'échange a alors pris une tournure pour le moins musclée, le militaire reprochant au journaliste de prendre «*une position politique*» et de s'attaquer à «*l'Etat d'Israël et à Tsahal*». Le journaliste a alors mis fin à l'échange de manière précipitée.

Le rappel à l'ordre de la chaîne à son présentateur n'a pas fait consensus. Sur la plateforme X (ex-Twitter), Mohamed Kaci a reçu le soutien de plusieurs confrères : «*Soutien évidemment à toi, ton interview était brillante et courageuse*», a déclaré Pierre Puchot (ancien journaliste de Médiapart et de Reporters sans frontières). «*Solidarité totale, entière et indéfectible avec le journaliste Mohamed Kaci*», a écrit Khaled Drareni (RSF Afrique du Nord). RT 21 novembre 2023

J-C – Nous apportons notre soutien au journaliste Mohamed Kaci. Ils sont très cons à TV5 Monde pour faire interviewer un officier de Tsahal par Mohamed !

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a appelé, mardi, à cesser d'exporter des armes et des munitions à Israël. - aa.com.tr 21 novembre 2023

C'est ce qui ressort de son discours prononcé lors du sommet des BRICS en présence de dirigeants de différents pays invités pour discuter de la détérioration de la situation à Gaza, selon ce qui a été rapporté par la chaîne officielle al-Ikhbariya.

"*Tous les pays doivent cesser d'exporter des armes et des munitions à Israël*", a-t-il martelé.

Et d'ajouter, "*la catastrophe humanitaire à Gaza continue de s'aggraver de jour en jour et des solutions décisives doivent être prises en ce sens*". aa.com.tr 21 novembre 2023

J-C – Etait-ce également adressé à son protecteur américain ? Vaut mieux en rire qu'en pleurer !

Le sommet des BRICS condamne le déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres - aa.com.tr 22 novembre 2023

Le communiqué final du sommet des BRICS a condamné toutes les formes de déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres, qu'il soit de manière collective ou individuelle.

Une réunion extraordinaire en vidéoconférence a eu lieu, ce mardi, des dirigeants du groupe BRICS et les pays invités à le rejoindre, concernant la détérioration de la situation à Gaza.

Les BRICS forment un bloc fondé en 2006, qui réunit la Chine, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. En août dernier, le groupe invité six pays – à savoir, l'Arabie saoudite, les

Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et l'Argentine - à le rejoindre dès le début de l'année 2024.

Le communiqué des BRICS a condamné "*tous les actes de violence, de provocation, d'incitation et de destruction, y compris les attaques aveugles, le ciblage des infrastructures civiles et les crimes de guerre visant les civils israéliens et palestiniens*".

Il a souligné "*la nécessité de protéger les civils conformément aux lois internationales*" et a appelé à "*la libération des civils captifs*".

Le groupe des BRICS a également souligné que "*les tentatives visant à expulser de force les habitants de Gaza de la région et à les envoyer vers d'autres pays, constituent une violation de la Convention de Genève".*

"*Nous condamnons toutes les formes de déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres, que ce soit de manière collective ou individuelle*", a ajouté le même communiqué.

Et de souligner "*la nécessité d'assurer un accès continu, sans restriction, urgent et sûr à l'aide humanitaire, ainsi que l'importance pour les parties de respecter le droit humanitaire*".

Le communiqué des BRICS a aussi appelé à "*un cessez-le-feu humanitaire immédiat, permanent et continu qui mette un terme à ce qui se passe*". aa.com.tr 22 novembre 2023

La Chine reçoit plusieurs délégations de pays musulmans et réitère sa demande de cessez-le-feu à Gaza - RT 21 novembre 2023

La Chine a reçu le 20 novembre plusieurs chefs de la diplomatie de pays arabes et islamiques pour évoquer la situation à Gaza et tenter de faire pression pour imposer un cessez-le-feu.

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi s'est entretenu avec ses homologues étrangers, le prince Faisal bin Farhan Al Saoud (Arabie saoudite), Ayman Safadi (Jordanie), Sameh Shoukry (Egypte), Retno Marsudi (Indonésie), Riyad Al-Maliki (Palestine) ainsi qu'avec le secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique Hissein Brahim Taha, a fait savoir son administration.

La diplomatie chinoise a tenu à réaffirmer son engagement pour «*l'équité et la justice dans ce conflit*» en promouvant «*une désescalade*», «*la protection des civils*» et «*l'expansion de l'aide humanitaire*». Pékin a d'ailleurs de nouveau insisté sur «*la solution à deux Etats*» et «*une résolution rapide de la question palestinienne*».

A l'instar de la Russie et de ses partenaires arabes et islamiques, la Chine prône un cessez-le-feu et un règlement pacifique du conflit avec une solution à deux Etats.

D'ailleurs, Selon les chiffres de la direction générale du Trésor de 2022, Pékin est le premier fournisseur d'Israël avec 12,2%, devant les Etats-Unis 9,9%. La Chine s'intéresse notamment aux nombreux projets d'infrastructures en Israël et à l'expertise dans le domaine de la tech. RT 21 novembre 2023

Le média I24 News du milliardaire franco-israélien se félicite qu'une opposante au sionisme ait été réprimée.

J-C - Ce serait faire preuve de "*parti pris*" et d'"*antisémitisme assumé*" de déclarer que "*certaines personnes ont peur d'être juives en ce moment. Elles ont un avant-goût de ce que signifie être musulman dans notre pays et être soumis à de fréquentes violences*", qu'"*il n'est pas nécessaire d'être Palestinienne pour comprendre que le massacre de près de 5 000 enfants est un crime de guerre inacceptable*" et que "*tant de gens ne comprennent pas le contexte dans lequel l'attaque du 7 octobre a eu lieu et ils ignorent l'histoire du peuple palestinien au cours des 75 dernières années*".

Autrement dit, il ne faut pas surtout comparer les souffrances qu'un juif ou qu'un musulman peuvent endurer, car celles d'un musulman n'atteindront jamais le niveau de celles d'un juif, ou celles d'un juif sont justifiées, tandis que celles d'un musulman sont discutables.

Il est bien connu que le massacre gratuit ou sadique de milliers d'enfants fait partie des horreurs de la guerre, alors pourquoi le reprocher à l'armée israélienne, c'est injuste.

Et puis, pourquoi rappeler le contexte historique dans lequel s'inscrit "*l'attaque du 7 octobre*", sinon pour contester le droit d'Israël à exister, c'est de l'antisémitisme, c'est du niveau de la Shoa, ce sont ceux qui tiennent ces propos qui ne méritent pas d'exister, tous ceux qui soutiennent les Palestiniens.

Merci, voilà pourquoi Israël doit être démantelée.

Israël-Hamas : Susan Sarandon évincée par son agence "*pour ses propos scandaleux*" - I24 News 22 novembre 2023

L'actrice américaine Susan Sarandon a été remerciée d'une de ses principales agences en raison de ses "*déclarations*" scandaleuses ces dernières semaines - dont la dernière a été faite dans un discours prononcé lors d'une manifestation organisée à New York le 17 novembre.

L'agence de talents UTA a mis fin à toute communication avec l'actrice américaine de 77 ans, "*pour son parti pris dans la guerre qui oppose Israël au Hamas et son antisémitisme assumé*". Sarandon avait notamment déclaré lors d'une manifestation "*pour la paix*" que "*certaines personnes ont peur d'être juives en ce moment. Elles ont un avant-goût de ce que signifie être musulman dans notre pays et être soumis à de fréquentes violences."* L'actrice a également affirmé qu'"*il n'est pas nécessaire d'être Palestinienne pour comprendre que le massacre de près de 5 000 enfants est un crime de guerre inacceptable*" et que "*tant de gens ne comprennent pas le contexte dans lequel l'attaque du 7 octobre a eu lieu et ils ignorent l'histoire du peuple palestinien au cours des 75 dernières années.*" I24 News 22 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Et si la majorité finissait par le croire ?

J-C – Ils sont très cons décidément, je trouve cette info excellente, il faut la faire circuler. Pourquoi ?

Parce que, peu importe que cette info soit correcte ou erronée, l'essentiel, c'est qu'à force d'entendre que la majorité des Français n'ont plus confiance dans les médias, plus d'un va se dire qu'ils ont sans doute de bonnes raisons pour cela, alors pourquoi je continuerais de leur faire confiance, hein, dites-moi, pourquoi je serais le dernier des cons à leur faire encore confiance, après tout, vaut mieux toujours faire partie de la majorité, n'est-ce pas ?

Oui monsieur ou madame, pour le coup on ne les contredira pas. Bravo, vous êtes sur la bonne voie, persévérez et vous parviendrez peut-être un jour à prendre en mains votre destin ! On ne va pas leur dire de cette manière, mais c'est ce qui signifieront nos encouragements.

Plus de la moitié des Français ne font pas confiance aux médias sur les sujets d'actualité, selon le nouveau baromètre "*La Croix*" - francetvinfo.fr 22 novembre 2023

Quelque 57% des Français considèrent qu'il faut "*se méfier de ce que disent les médias sur les grands sujets d'actualité*", selon la 37e édition du baromètre La Croix-Kantar Public sur la confiance des Français dans les médias, publié ce mercredi à l'occasion du festival Médias en Seine, soit trois points de plus par rapport au baromètre 2022.

Parmi les objets de défiance, on peut citer la perception de l'indépendance des journalistes, puisque 59% des personnes sondées considèrent qu'ils ne sont pas indépendants "*aux pressions des partis politiques et du pouvoir"*, et 56% pensent qu'ils ne résistent pas "*aux pressions de l'argent*".

Pour autant, les personnes interrogées dans cette étude font confiance à 67% aux journaux télévisés pour "*s'informer sur ce qui se passe dans l'actualité*", à 61% à la presse régionale ou encore à 60% aux journaux d'information à la radio. Par ailleurs, le média le plus utilisé reste la télévision, avec 69% des sondés qui la regardent au moins une fois par jour. Internet se place en deuxième position, avec 62%, avec dix points de plus par rapport à janvier 2023.

75% des personnes interrogées disent suivre l'actualité avec un "*grand intérêt*", soit 15 points de plus par rapport à 2022. Elles sont 23% à la suivre avec un "*faible intérêt*". En revanche, ils sont 51% à ressentir de la fatigue ou du rejet par rapport aux informations et à l'actualité. Parmi les raisons de cette fatigue, on peut citer l'impression que les médias parlent toujours des mêmes sujets (48%), la sensation d'être angoissé ou impuissant (38%), ou encore le manque de confiance dans ce que disent les médias (27%). D'ailleurs, 31% des sondés avouent avoir abandonné de suivre un média à cause d'un traitement de l'information qui semblait trop négatif ou anxiogène.

Concernant le traitement médiatique de certains sujets d'actualité, 50% du panel interrogé considère que les médias ont "*trop parlé*" des émeutes qui ont suivi la mort de Nahel, et 41% de la guerre en Ukraine. En revanche, plus de la moitié (55%) estiment que les médias n'ont

pas assez évoqué les difficultés des services publics, ainsi que le débat sur la fin de la vie (53%).

Dans ce baromètre, les Français se disent aussi souvent confrontés à des fausses nouvelles, ou à des informations qui déforment la réalité. Ils sont presque la moitié (49%) à dire l'être plusieurs fois par semaine sur les réseaux sociaux, 36% à la télévision ou encore 24% à la radio. Par ailleurs, ils sont 53%, dans l'ensemble, à demander plus de régulation et de contrôle sur les réseaux sociaux, mais on peut observer une grande disparité en fonction de la tranche d'âge. Ils sont 26% des 18-24 ans à le demander, contre 72% pour les 65 ans et plus. - francetvinfo.fr 22 novembre 2023

J-C – Il y a des trucs contradictoires là-dedans, cela reflète la confusion qui existe dans toutes les têtes ou presque, c’est normal, comme quoi tout de même il ne faut jamais désespérer.

Dites-vous bien, que toutes les armes que nos ennemis ont conçues pour nous combattre se retourneront un jour contre eux. C’est écrit, c’est logique, infaillible, ce n’est pas du baratin. Il n’y a que votre optimisme qui est défaillant, cela s’adresse à ceux qui croient que les masses sont trop connes pour faire leur révolution ou que je pratiquerais l’autosuggestion ou l’auto hypnotisme pendant qu’ils y sont !

LE SOCIALISME

Le 23 novembre 2023

Le niveau de pourritures des dirigeants politiques au pouvoir ou qui y aspirent, des puissants, la crasse ignorance des élites du vieux monde, et le degré de bêtise de la population des pays les plus développés sont édifiants, ce n'est pas cauchemardesque, je me demande seulement pourquoi je suis venu au monde, si c'était pour en être l'otage réduit à l'impuissance, que je milite ou non.

Je me dis parfois pour m'encourager ou garder le moral, que Marx et Engels ont dû faire le même constat il y a près de deux siècles en arrière. Il arriva qu'Engels nous livra son amertume au détour d'une remarque anodine peu de temps avant sa mort, qui ne m'a pas échappé, car ce n'est pas parce qu'on a atteint un niveau de conscience supérieur, qu'on n'aurait pas le sentiment de ne pas avoir eu l'existence qu'on méritait. Ce malheur qui nous frappe également, ne peut pas nous laisser indifférent, tant on aspire à un idéal humaniste pour l'ensemble des hommes et femmes qui peuplent notre planète dont nous faisons partie.

Pourquoi ne suis-je pas resté le crétin fini que j'étais à 19 ans, c'est la question que je me pose souvent, je n'aurais jamais imaginé qu'il puisse exister un jour une société meilleure et plus juste qui devait demeurer inaccessible, j'aurais vécu tel un imbécile heureux satisfait de sa médiocre condition sans se poser de questions.

J'aurai au moins eu la satisfaction d'en avoir pris conscience, ce qui atténue ma peine, mais en observant les terribles souffrances que doivent endurer inutilement des milliards d'hommes, femmes et enfants à travers le monde quotidiennement, qui n'ont pas mérité le destin injuste qu'on leur impose, je ne peux que partager leur douleur.

Je me dis aussi que j'aurai eu une chance inouïe d'échapper à ce triste sort car je reviens de loin. C'est une véritable torture qu'on s'impose de se mettre à la place des autres, tant la nature humaine peut être cruelle et contient des aspects désagréables qu'on préfèrerait ignorer, cependant vaut toujours mieux de les regarder en face plutôt que de se désillusionner gravement sur son compte, car de là on ne revient jamais, et puis au moins cela permet de mieux faire ressortir et d'apprécier ses extraordinaires qualités.

Vous voyez, on finit toujours sur une note optimiste, que voulez-vous, c'est la magie de la dialectique de la nature !

Voilà une transition toute trouvée avec le passage suivant.

Dialectique de la nature – Friedrich Engels (1883)

J-C – J'ai divisé ce texte en paragraphe pour en faciliter la lecture.

- Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent.

Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance.

Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en œuvre suivant un plan.

Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise à des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire.

Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal.

Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle-même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé.

Remettons les choses à leurs places, s'il vous plaît.

- Les Palestiniens sont les otages de l'occupant anglo-saxon sioniste, tandis que les Israéliens qu'ils détiennent sont des prisonniers. Les Français faits prisonniers par les Palestiniens le 7 octobre sont des sionistes avérés et d'autant moins des otages, qu'ils se sont délibérément rendus dans un pays en guerre régit par un régime raciste d'apartheid.

- L'offensive militaire engagée par la résistance palestinienne le 7 octobre dernier s'inscrit dans le cadre d'une guerre de libération nationale comme le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie en ont connue dans le passé, il ne s'agit donc pas d'une attaque terroriste puisque c'est le sort de tout un peuple qui est en jeu.

Lu.

J-C - Le Mali est en proie à des attaques terroristes depuis 2012. La Minusma ou Mission des Nations unies au Mali et l'armée française (Opération Serval, puis Force Barkhane) quittent le Mali, l'armée française en 2022, la Minusma en octobre 2023, et à peine un mois plus tard l'armée malienne et le groupe Wagner parviennent à reprendre le contrôle de la région de Kidal. Etonnant, non ?

- Pour ceux qui évoquent l'aide que d'autres puissances comme la Russie et la Turquie ont apporté aux forces militaires maliennes et qui pensent qu'on ne peut pas s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre, ou ils sont naïfs, ou ils sont des agents inconscients ou conscients de l'impérialisme français au Mali et dans leur pays. L'anti-impérialiste qui ne sait pas tenir compte des contradictions inter- impérialistes qui agitent le monde à la veille d'une troisième guerre mondiale qui s'annonce et qui ne sait pas les exploiter pour combattre l'impérialiste dominant dans son pays est perdu pour la cause révolutionnaire. Le problème qui se pose c'est de ne pas remplacer dans son pays, un impérialisme par un autre. La tâche, c'est d'élever, dans le combat contre l'impérialiste dominant, la conscience anti-impérialiste pour ne plus tomber sous domination impérialiste.

J-C - Certes, cela valait d'être rappelé. L'anti-impérialisme s'inscrit dans le même registre que l'antifascisme, l'antiracisme qui ne remet pas en cause le régime en place. L'anticapitalisme en fait partie de manière caricaturale, quand on voit que ceux qui s'en réclament participent aux institutions antidémocratiques de la Ve République.

Pour autant, l'anti-impérialisme n'est pas une fin en soi ou il ne règle aucune question politique que les peuples ont à résoudre, les pays sous-développés ou dominés demeureront en proie à la domination d'une grande puissance ou ne seront jamais réellement souverains et indépendants aussi longtemps que le capitalisme dominera l'économie mondiale.

Pire, parce qu'il ne s'inscrit pas dans cette perspective politique, l'anti-impérialisme favorise toute sorte d'opportunisme ou de récupération politique qui n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples des pays dominés, ni évidemment avec ceux de leur propre peuple puisque ses

partisans ne rompront pas avec les institutions politiques du capital de leur propre pays, la Ve République en France.

On remarquera que, ceux qui habituellement évoquent l'anti-impérialisme ou s'en réclament, sont également des nostalgiques de "*la grandeur de la France*" et de sa "*glorieuse armée*" qui appartiennent au passé, qu'ils soient de "*droite*" comme Meyssan ou de "*gauche*" comme Mélenchon par exemple, sans que cela les dérange que cette "*grandeur*" reposait essentiellement sur le colonialisme ou l'impérialisme.

A l'extrême droite toute !

Législatives aux Pays-Bas : les sondages de sortie des urnes donnent le parti d'extrême droite de Geert Wilders en tête - AFP/franceinfo 22 novembre 2023

Un possible séisme politique se dessine aux Pays-Bas. Les sondages à la sortie des urnes suggèrent que le parti néerlandais d'extrême droite islamophobe de Geert Wilders a remporté les élections législatives mercredi 22 novembre.

Le PVV (Parti de la Liberté) a reporté 35 sièges et une victoire électorale confortable, selon le sondage Ipos. L'alliance de gauche de Frans Timmermans est deuxième avec 26 sièges. Le VVD de centre-droit a remporté 23 sièges, selon ce sondage.

Si elle est confirmée par les résultats définitifs, la victoire de Geert Wilders marque un brusque virage à droite qui sera accueilli avec appréhension à Bruxelles : le PVV a promis notamment un référendum sur l'adhésion des Pays-Bas à l'Union européenne.

Son message anti-immigration, comprenant la fermeture des frontières et l'expulsion des immigrés illégaux, semble avoir trouvé un écho auprès des électeurs néerlandais. Mais si Geert Wilders semble avoir triomphé dans les sondages, il n'est pas sûr qu'il parvienne à former une coalition de gouvernement. Les dirigeants des trois autres principaux partis ont assuré qu'il ne participerait pas à une coalition dirigée par le PVV. AFP/franceinfo 22 novembre 2023

J-C – Apparemment, au pays ultra libéral des coffee shop et des vitrines à prostituées, il ne fait pas mieux vivre qu'en Suède au « *modèle social* » idéal. Les Pays-Bas doivent être le seul pays au monde où il existe un parti pédophile, qui revendique aussi la zoophilie !

A lire. Témoignage de Palestine. Son père est prisonnier depuis 4 ans.

J-C – Comme il le dit : l' « *aspiration politique plus large (…) d'une véritable libération où les Palestiniens vivraient librement* » est partagée par tous les Palestiniens, il ne dit pas autre chose que ce que j'ai indiqué plus haut. Bien qu'ils n'en voient pas le bout, ils doivent malgré

tout y penser 24h/24, c'est tout naturel et légitime. Le démantèlement d'Israël est à l'ordre du jour.

La guerre contre les prisonniers politiques palestiniens par Basil Farraj - Arrêt sur info — 23 novembre 2023

...le slogan « *blanchir les prisons* » – en d'autres termes, libérer les prisonniers politiques – est lancé par de nombreux Palestiniens qui pendant des années ont vu des membres de leur famille arrêtés, humiliés, torturés, voire tués et leur corps confisqué.

Ce slogan évoque le rêve de libérer tous les prisonniers politiques ainsi que les corps confisqués, retenus depuis longtemps par l'État colonial. Ce slogan renvoie également à une aspiration politique plus large, celle d'une véritable libération où les Palestiniens vivraient librement, dans la dignité et la justice, sans avoir à s'inquiéter du prochain coup frappé à leur porte pour les arrêter à l'aube, ou du prochain missile tiré sur leur quartier dans l'intention de les tuer.

Basil Farraj

Basil Farraj est professeur adjoint au Département de philosophie et d'études culturelles de l'Université de Birzeit.

https://arretsurinfo.ch/la-guerre-contre-les-prisonniers-politiques-palestiniens/

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon un dernier bilan mardi du gouvernement du Hamas, 14.128 personnes ont été tuées, dont plus de 5.840 enfants et 3.920 femmes.

L'aveu.

Nétanyahou veut rester au pouvoir et tente de reprendre la main aux Américains - Courrier international 22 novembre 2023

L'analyse du quotidien israélien "*Maariv*".

Bref, l'écart entre les positions américaine et israélienne pourrait paraître quasi insignifiant. Mais les différends [entre les États-Unis et Israël] se cachent dans les détails. Chacun à leur manière, Biden et Nétanyahou semblent parler d'une même voix : l'Autorité palestinienne, en tant que postulat et en tant que structure [créée en 1994 dans le cadre des accords du Caire], devra, un jour ou l'autre, contrôler la bande de Gaza. Le différend entre Washington et Tel-Aviv ne porterait donc "*que*" sur le calendrier, pas le principe. Mais il s'agit d'une sérieuse pomme de discorde.

Concernant ce que Washington attend de nous, une éminence anonyme du Likoud, se référant au Premier ministre, nous souffle : *"A priori, une Autorité palestinienne 'rénovée', exempte d'incitation à la haine [antijuive] et de soutien au terrorisme, pourrait en effet être*

l'organisme le plus apte à administrer la bande de Gaza. Mais, contrairement à ce que semble penser l'administration américaine, ce processus prendra du temps, beaucoup de temps, au moins toute une génération. Nous sommes moins pressés que Washington. Si nous cédons au calendrier américain, l'expérience sera calamiteuse."

Or, c'est bien sur ce calendrier que les pressions américaines risquent d'aller crescendo sur le gouvernement israélien, reconnaît cette source du Likoud. "*Il faut à tout prix et au plus vite rétablir un contrôle militaire inflexible de la bande de Gaza sans attendre un retour trop rapide de l'Autorité palestinienne. Si les instances interarabes et/ou occidentales ne se bousculent pas pour se charger de cette administration ad interim, alors c'est à Israël seul qu'incombera en définitive la tâche de contrôler militairement Gaza.*" Courrier international 22 novembre 2023

J-C - Autrement dit, quel que soit le scénario qu'ils imposeront aux Palestiniens, aucun ne résoudra le conflit qu'ils ont déclenché en 1947 ou ne satisfera les Palestiniens, qui continueront ou reprendront la lutte armée dès qu'ils en auront l'occasion, légitime.

Le Parrain revisité ou quand la mafia néocoloniale sioniste qui s'est emparée des institutions de la Ve République se livre à une opération politicienne.

J-C - Le titre ci-dessus suffira à faire comprendre de quoi il s'agit.

Guerre Israël-Hamas : Ces députés, sénateurs et eurodéputés parrainent des otages israéliens - Le HuffPost 22 novembre 2023

Sur les réseaux sociaux, de nombreux députés, sénateurs ou eurodéputés ont annoncé leur participation à l'opération « *un otage, un parlementaire* », consistant pour les intéressés à parrainer individuellement une des victimes du rapt du Hamas. Une campagne à laquelle participent notamment la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, le socialiste Jérôme Guedj, le député LR Julien Dive ou encore l'élue MoDem Maud Petit.

Cette campagne, présentée comme « *transpartisane* », ne l'est pas tant que ça. À l'heure de la rédaction de cet article, pas tous les parlementaires ne semblaient avoir été associés à l'initiative. Auprès du *HuffPost*, une source insoumise à l'Assemblée nationale assure d'ailleurs avoir découvert l'opération au moment de la séance photo.

« *Je vous confirme avoir envoyé un mail à tous les députés, exception faite du RN et de LFI. Par ailleurs, des députés du PS, de la gauche et des Verts européens se sont joints à cette action, que nous avons lancée aujourd'hui* », précise au HuffPost la députée Renaissance Caroline Yadan, à l'origine de l'initiative avec son collègue Mathieu Lefevre et l'eurodéputée lana Cicurel. Le HuffPost 22 novembre 2023

J-C – Que « *des députés du PS, de la gauche et des Verts européens se sont joints à cette action* » aient cautionné cette opération de com n'a rien d'étonnant, ils appartiennent au même camp de la réaction.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

L'Arcom ou le Ministère de la Vérité sous un régime totalitaire.

J-C - Ils vous annoncent à l'avance la censure généralisée du Net purgé des contenus incompatibles avec le discours officiel ou le contredisant.

Régulation des contenus en ligne : "*On est au début de l'histoire*", rappelle président de l'Arcom Roch-Olivier Maistre - francetvinfo.fr 22 novembre 2023

"*On est au début de l'histoire*" de la régulation des contenus en ligne, a rappelé le président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) Roch-Olivier Maistre, lors d'un entretien organisé mercredi 22 novembre dans le cadre de la journée Médias en Seine, organisée aux Echos et à Radio France mercredi 22 novembre.

Un nouveau cadre de régulation est entré en vigueur le 25 août pour les très grandes plateformes avec le Digital service act, Règlement européen sur les services numériques, législation inédite dans le monde. Pour les plateformes plus petites, elle entrera en vigueur le 17 février, il est revenu lors de cet entretien sur la philosophie et les enjeux de cette nouvelle régulation.

"*On a vu les excès de ces acteurs dans un modèle de liberté absolue*", a-t-il affirmé, rappelant notamment le scandale Cambridge Analytica. Il résume ainsi la nouvelle philosophie européenne vis-à-vis des plateformes et des contenus illégaux en ligne : "*Moi, Europe, sur mon continent, je vous demande d'agir. Pour interdire la diffusion de contenus illicites. Ce qui est interdit dans le monde physique est interdit dans le monde numérique*".

La loi française de 2018, sur la manipulation de l'information a déjà largement fait évoluer les choses, selon Roch-Olivier Maistre : "*Les lignes bougent. On ne peut pas dire que ces plateformes soient totalement immobiles. Si je regarde le processus électoral de 2022 avec la présidentielle, ça n'a rien à voir avec ce qui s'est passé en 2017. Chaque fois qu'on a eu des sujets de manipulation d'informations liées au processus électoral, elles ont toujours été réactives*."

L'intelligence artificielle représente plutôt une chance selon le président de l'Arcom qui "*veut avoir un regard lucide, mais optimiste*", rappelant que "*l'intelligence artificielle est centrale dans le fonctionnement des algorithmes*" et permet donc déjà des progrès en matière de régulation, "*le directeur de l'intelligence artificielle de Méta nous a expliqué que d'ores et déjà les outils d'intelligence artificielle éliminent, sans même qu'on les voit apparaître sur la plateforme, plus de 95 % des contenus problématiques*". francetvinfo.fr 22 novembre 2023

Totalitarisme. La dictature hygiéniste se poursuit et la chasse au comportement qui permet de rester en bonne santé, leur ennemi déclaré.

J-C - Qui ignore encore que lorsque la finance se préoccupe de votre santé, c'est forcément pour lui nuire.

L'article suivant de France intox vous est offert par une fondation au-dessus de tout soupçon, à lire plus loin. Il doit servir d'introduction à *Un colloque de la Fondation Descartes sous le parrainage de l'Académie nationale de médecine* intitulé *Désinformation en santé : défis et perspectives pour une information fiable* qui doit se tenir à Paris le 30 novembre 2023.

Quand vous aurez lu le pedigree de cette fondation vous aurez compris où ils voulaient en venir ou qu'il s'agit d'une énième opération de conditionnement mental de nature totalitaire.

Santé : s'informer via les réseaux sociaux augmente les comportements médicaux à risque, selon une étude - francetvinfo.fr 22 novembre 2023

Selon cette étude, les Français qui s'informent "*souvent*" à "*très souvent*" sur des sujets de santé via YouTube sont 2,9 fois plus nombreux que les autres (29% contre 10%) à avoir déjà renoncé à un traitement médical en faveur d'une thérapie alternative. De même, ceux qui ont recours au réseau TikTok pour s'informer sont 2,7 fois plus nombreux que les autres (51% contre 19%) à avoir déjà refusé un vaccin recommandé pour eux-mêmes et/ou leurs enfants, hors Covid-19. Et les personnes interrogées passant par les groupes de messagerie Telegram pour s'informer sur des questions de santé sont deux fois plus nombreux que les autres (26% contre 13%) à avoir refusé le vaccin contre le Covid-19.

"*Les faibles connaissances en santé et comportements médicaux à risque sont également liés à une sensibilité marquée aux thérapies alternatives et à l'ésotérisme*", écrit la Fondation. "*Une telle sensibilité constitue vraisemblablement un terreau de croyances favorable au développement de conceptions médicales erronées.*"

Si la part des réseaux sociaux reste faible en matière d'informations sur les sujets de santé, elle ne cesse de grandir. Facebook arrive en tête de ces canaux, avec 14,1% des personnes interrogées qui y ont recours "*souvent*" ou "*très souvent*", devant YouTube (10,5%) et Instagram (9,1%).

L'étude souligne enfin que les Français font plus confiance aux canaux traditionnels d'information que dans les réseaux sociaux en matière de santé. Plus de huit sur dix (84%) font "*plutôt confiance*" ou "*tout à fait confiance*" en leur médecin. Les trois quarts se disent confiants vis-à-vis de leur pharmacien (76,5%) comme vis-à-vis des établissements de santé (75%). Les personnes interrogées avouent par contre une confiance plus modérée dans les médias généralistes (29,4%). Et elles accordent un crédit très mesuré à YouTube (10,3%) et aux réseaux sociaux dans leur ensemble - Facebook, Twitter/X, Instagram, TikTok - (8,6%). Les groupes de messageries instantanées, type WhatsApp, n'inspirent confiance qu'à 7,5% des Français.

Pour contrer les effets de la désinformation sanitaire, la Fondation Descartes suggère de favoriser la diffusion sur les réseaux sociaux de contenus de santé de qualité, conformes à la connaissance scientifique. Elle plaide pour que ces contenus proviennent notamment d'influenceurs reconnus et soutenus par des professionnels de santé et des institutions scientifiques et médicales, tels que l'Académie nationale de médecine ou encore l'Inserm.

J-C - "*Plus de huit sur dix (84%) font* "plutôt confiance" *ou* "tout à fait confiance" *en leur médecin*", si c'est vrai, c'est à désespérer, ou c'est qu'ils n'auraient rien appris et retenu de l'épisode de la dictature hygiéniste qu'ils viennent de subir.

Hier l'OMS a manifesté l'envie de remettre le couvert suite à des infections respiratoires en Chine, elle évoqua une nouvelle campagne de « *vaccination, de gestes barrières et de confinement* ».

Voyons comment se présente la Fondation Descartes.

Extrait de son blog : (https://www.fondationdescartes.org/qui-sommes-nous/)

La Fondation Descartes est une fondation citoyenne, apartisane, indépendante et européenne, dédiée aux problématiques liées à l'information et au débat public.

Notre initiative, qui a comme horizon l'intérêt général, vise à promouvoir l'exigence d'une information sincère et à lutter contre toutes les formes de désinformation et de manipulation de l'information. Une information sincère correspond à une relation des faits exacte, complète et dénuée d'intention d'en fausser la compréhension. Cette initiative est née d'une réflexion sur la perte de confiance dans l'information et les médias, liée notamment à l'accroissement des désinformations et manipulations de l'information. Nous pensons que la sincérité de l'information, et la confiance des citoyens en celle-ci, sont indispensables au fonctionnement harmonieux de nos démocraties

Nous sommes actuellement constitués sous forme d'un Fonds de dotation de droit français (le Fonds de dotation pour la création de la Fondation Descartes), ayant pour objet la création d'une fondation reconnue d'utilité publique dédiée aux enjeux liés à la qualité de l'information nécessaire au débat public dans une société démocratique.

Qui en est le président ?

Jean-Philippe Hecketsweiler ex-JPMorgan (Le Figaro)

Une des banques (holding) américaines les plus puissantes du monde…

J-C – Un philanthrope, un humaniste, je plaisante, jugez plutôt qui est à l'origine de cet article, l'administrateur d'un tas de sociétés écrans où il est souvent l'unique salarié.

- Jean-Philippe Hecketsweiler est Administrateur de la société MONOPRIX ONLINE située 19 ALLEE DE L'EUROPE 92110 Clichy au capital : 32 021 897 €. Il évolue dans le secteur : Vente à distance sur catalogue spécialisé (Code APE 4791B).
L'effectif de cette société est de 250 et le nombre de Dirigeant est de 2.

- Il est Gérant de la société HLD CONSEILS située 41 RUE SAINT DOMINIQUE 75007 PARIS 07 au capital : 10 000 €. Il évolue dans le secteur : Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (Code APE 7022Z).
L'effectif de cette société est de 10 et le nombre de Dirigeant est de 1.

- HLD, la société fondée par Jean-Bernard Lafonta, ex-président du directoire de Wendel, avec Jean-Philippe Hecketsweiler (ex-JP Morgan) et Philippe Donnet (ex-Axa, Wendel).

Petit détail concernant SOKRATES, une société de son beau-papa qui a eu des démêlés avec la justice. Avant le 31 mai 2012, Il a été Administrateur, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de SOKRATES...
(Source : https://www.villesurterre.eu)

- Il est Président de la société HO INDUSTRIES située 38 AVENUE HOCHE 75008 PARIS 08 au capital : 4 005 000 €. Il évolue dans le secteur : Activités des sociétés holding (Code APE 6420Z).
L'effectif de cette société est de 1.

- Il est Président du conseil de surveillance de la société FOLLIS située 9 BIS RUE MICHEL ANGE 75016 PARIS 16 au capital : 48 830 €. Il évolue dans le secteur : Fonds de placement et entités financières similaires (Code APE 6430Z).
L'effectif de cette société est de 2 et le nombre de Dirigeant est de 1.

- Il est Président de la société PE TRUST MANAGEMENT située 16 COURS ALBERT 1ER 75008 PARIS 08 au capital : 20 000 €. Il évolue dans le secteur : Gestion de fonds
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 1.

- Il est Président de la société IN - CYCLO située 70 RT DE LYONS LA FORET 76000 ROUEN au capital : 40 000 €. Il évolue dans le secteur : Fabrication de préparations pharmaceutiques (Code APE 2120Z).
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 1.

- Il est Directeur Général de la société SOKRATES GROUP située 56 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS 09 au capital : 16 704 €. Il évolue dans le secteur : Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (Code APE 7022Z).
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 1

- Il est Président de la société PEQAN située 8 AVENUE DU PRESIDENT WILSON 75116 PARIS 16 au capital : 3 000 000 €. Il évolue dans le secteur : Gestion de fonds (Code APE 6630Z).
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 2.

- Il est Président de la société PEQAN HOLDCO située 8 AVENUE DU PRESIDENT WILSON 75116 PARIS 16 au capital : 3 000 000 €. Il évolue dans le secteur : Gestion de fonds (Code APE 6630Z).
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 1.

- Il est Gérant de la société HO CONSEILS située 38 AVENUE HOCHE 75008 PARIS 08 au capital : 10 000 €. Il évolue dans le secteur : Activités des sociétés holding (Code APE 6420Z).
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 1.

- Il est Gérant de la société SCI QUISTINIC située 6 RUE DE SEINE 75006 Paris 6e Arrondissement au capital : 1 000 €. Il évolue dans le secteur : Location de terrains et d'autres biens immobiliers (Code APE 6820B).
L'effectif de cette société est de 1.

- Il est Gérant de la société SCI 8 AVENUE DU PRESIDENT WILSON située 16 COURS ALBERT 1ER 75008 PARIS 08 au capital : 1 000 €. Il évolue dans le secteur : Location de terrains et d'autres biens immobiliers (Code APE 6820B).
L'effectif de cette société est N.C et le nombre de Dirigeant est de 1.

Source : https://www.verif.com/dirigeants/Jean-philippe-HECKETSWEILER-1701932/

Et par qui elle est parrainée, devinez :

https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/12/d5e0883240e5951017d3db2d1a7e48f4b2a0a816.pdf

J-C - Ça pue le fric à plein nez et le truc bien pourri, n'est-ce pas, une officine mafieuse sans doute, couverte par la législation.

A propos du *Colloque de la Fondation Descartes sous le parrainage de l'Académie nationale de médecine* intitulé « *Désinformation en santé : défis et perspectives pour une information fiable* » qui doit se tenir à Paris le 30 novembre 2023.

Parmi les animateurs ou orateurs, que du beau ou plutôt du sale monde.

- Une membre du collège de l'Arcom de 2017 à 2023
- Un co-fondateur du collectif No FakeMed
- Un journaliste fact-checking santé à l'AFP
- Une journaliste santé à France Info
- Une ancienne membre du Conseil scientifique COVID-19
- Une directrice de la préparation mondiale aux risques infectieux, OMS
- Un ex-membre de l'OMS, président de la Fondation Charpak
- Une membre de Microsoft - GM Public Sector
- Le président de l'Académie nationale de médecine

J-C – Il y a là de quoi vous filer la nausée.

Avez-vous envie de leur faire confiance, leur confieriez-vous votre santé, il faudrait être fou !

Si vous n'êtes pas sûr d'avoir une alimentation équilibrée, si vous fumez ou vous êtes particulièrement stressés, si vous êtes déjà en mauvaise santé, si vous êtes vieux ou faibles, prenez de la vitamine D maintenant, et vous passerez l'hiver sans affection respiratoire, de l'huile de foie de morue ou en gélules, une petite cure vous maintiendra en forme, ne négligez pas la vitamine C non plus (jus de citron le matin), le zinc et le magnésium, faites un peu d'exercice, essayez de vous détendre, dormez suffisamment.

Leur conception de la médecine repose sur un postulat erroné, la plupart du temps, leurs traitements à coup de substances chimiques de synthèse ne sont pas sans effets secondaires toxiques ou grave, privilégiés l'homéopathie ou la phytothérapie, l'acupuncture, la médecine ayurvédique.

Ils tiennent absolument à vous rendre malade ou à vous empêcher d'être en bonne santé, de recouvrer la santé, cela rapporte des milliards aux trusts pharmaceutiques, voilà leur motivation. Un être faible est plus malléable ou influençable qu'un individu bien portant, lire, réfléchir, se poser des questions le fatigue, l'énerve, il n'est pas disposé à suivre une discussion sur un sujet sérieux.

BRICS.

Sommet extraordinaire des BRICS sur le génocide à Gaza - Réseau Voltaire 22 novembre 2023

À l'initiative de l'Afrique du Sud, qui a porté plainte contre les FDI à la CPI, les BRICS ont tenu un sommet virtuel sur le génocide à Gaza le 21 novembre. Les cinq États fondateurs (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) y ont participé, ainsi que les nouveaux adhérents (l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis) et le secrétaire général des Nations unies.

Le président russe, Vladimir Poutine, s'est félicité de l'importance de ce sommet virtuel, réunissant les représentants de plus de la moitié de l'humanité. Il a appelé à ce que ce format soit utilisé pour chaque crise internationale, parallèlement au Conseil de Sécurité des Nations unies.

Le président chinois, Xi Jinping, a exposé les trois urgences impératives :

1. mettre fin aux hostilités et parvenir immédiatement à un cessez-le-feu ;

2. mettre fin à toutes les formes de violences et d'attaques contre les civils et libérer les civils détenus en captivité

3. mettre fin aux châtiments collectifs visant la population de Gaza.

La communauté internationale doit agir avec des mesures concrètes pour empêcher le conflit de déborder et de mettre en danger la stabilité au Moyen-Orient dans son ensemble.

Xi Jinping a également souligné que la cause profonde du conflit israélo-palestinien réside dans l'ignorance

1. du droit du peuple palestinien à exister en tant que peuple (nié par les « *sionistes révisionnistes* » de Zeev Jabotinsky à Benjamin Netanyahu)

2. de son droit à un État (réaffirmé lors des Accords d'Oslo, en 1993) ;
3. et de son droit au retour (stipulé par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies, en1948).

Il convient donc d'organiser une conférence internationale pour réparer ces injustices.

J-C – Un catalogue de bonnes intentions sans lendemain…

LE SOCIALISME

Le 24 novembre 2023

Plus le temps d'écrire un mot en guise d'introduction à cette causerie, et puis j'ai les yeux qui fatiguent, la vieillesse, quelle horreur ! Il faut bien se faire une raison, tenez, raison de plus pour être bien intentionné ou généreux envers la jeunesse.

Elle est à plaindre, car elle a encore moins que nous mérité de vivre dans une société aussi injuste. Si elle a l'occasion de profiter de la vie, qu'elle s'en donne à cœur joie, et tant pis si parfois elle fait des conneries, cela fait partie de l'école de la vie. Passons-nous de juger les autres, même s'il arrive que leur comportement nous déplaise ou nous dégoûte, je sais que c'est difficile parfois, demandons-nous plutôt pourquoi ils en sont arrivés là, cela soulage et permet d'apprendre beaucoup de choses sur notre propre comportement qui n'a pas toujours été exemplaire.

On croirait que, parce qu'on est très tolérant ou compréhensif on en deviendrait idiot, ce serait plutôt l'inverse, non ? Je suis habitué à prendre des portes dans la gueule de gens qui se prétendent très ouvert à la discussion, et qui en réalité se conduisent tout autrement ou manquent d'empathie, je viens encore d'en faire l'expérience à trois reprises sans que j'en sois choqué parce que je m'y attendais.

J'ai lu un truc récemment sur la contingence et la nécessité, la contingence pourrait se traduire par éventualité, hasard, et nécessité par ce qui est inéluctable ou inévitable, la question était de savoir s'ils étaient complémentaires ou s'ils s'excluaient mutuellement, s'ils étaient antinomiques.

Cette question absurde occupa les philosophes au XIXe siècle pendant des années ou des décennies, parce qu'ils étaient empêtrés dans la métaphysique. Grâce au développement des sciences on en est venu à bout ou elle ne se pose plus, pas si vite, hormis chez les indécrottables croyants qui se servent de la contingence du monde pour tenter de prouver l'existence de Dieu, ils ont près de deux siècles de retard, car, que disent-ils, sinon que tout ce qui demeure hors de portée de la connaissance humaine prouverait qu'il existerait une cause nécessaire ou première au monde.

Or, on a percé ce « *mystère* », on a découvert les lois physico-chimiques et mathématiques qui le régissent, et à défaut d'avoir résolu la dernière énigme qui consiste à se demander d'où vient l'univers, on sait au moins qu'elle n'hante que les esprits tordus qui l'ont inventé, juste pour nier que les hommes peuvent parvenir à la connaissance ou prendre conscience de leur condition et agir pour la changer ou changer la société.

On philosophe, on philosophe, on ne s'emmerde jamais sur ce portail, n'est-ce pas ?

Pour mieux criminaliser la résistance palestinienne armée, ils font appel à un idéologue qui réalise un amalgame entre Al-Qaida et le Hamas.

J-C - Cet article est uniquement destiné à faire porter la responsabilité du massacre de la population civile de Gaza sur les organisations qui ont lancé une offensive militaire contre l'occupant, et donc à épargner les colons anglo-saxons et sionistes qui en sont les auteurs.

Au passage, je plains les étudiants qui ont affaire à un tel "*professeur*" ou plutôt un professionnel en propagande coloniale et impérialiste. Observez attentivement comment il procède pour tenter de manipuler les consciences au profit des sionistes.

D'Al-Qaida au Hamas : la stratégie de la guerre médiatique - The Conversation 22 novembre 2023

Pierre Firode, Professeur agrégé de Géographie, membre du laboratoire Médiations, Sorbonne Université.

Extrait.

« *Je te dis que nous livrons une bataille, et que plus de la moitié de cette bataille se déroule sur la scène médiatique. Nous sommes donc engagés dans une bataille médiatique pour gagner les cœurs et les esprits des membres de notre communauté.* »

Cette citation nous montre à quel point Ayman al-Zawahiri – longtemps numéro deux d'Al-Qaida, puis leader de l'organisation de l'élimination d'Oussama Ben Laden en 2011 jusqu'à son propre assassinat en 2022 par un drone américain – considérait la sphère médiatique comme un champ de bataille à part entière. Et de ce point de vue, la supériorité militaire des États-Unis pourrait être un avantage pour les djihadistes. Une situation que l'on retrouve, mutatis mutandis, aujourd'hui dans le conflit qui oppose Israël au Hamas.

Les propos cités ci-dessus proviennent d'un message envoyé par Al-Zawahiri en 2004, depuis le Pakistan, à Abou Moussab Al-Zarqaoui, le fondateur d'Al-Qaida en Irak (la branche irakienne de l'organisation terroriste), pour l'inciter à mobiliser l'oumma, c'est-à-dire l'ensemble des musulmans, dans un djihad global à l'encontre de ce qu'il considérait être une nouvelle « *croisade* », menée par la « *mécréante* » puissance américaine, contre l'islam et ses pratiquants.

Les méthodes de combat adoptées par les actuels leaders militaires du Hamas semblent, à bien des égards, s'inscrire dans la continuité d'une pensée stratégique réfléchie, initialement élaborée au cours des affrontements de ces dernières décennies entre les puissances occidentales (principalement les États-Unis) et les groupes terroristes comme Al-Qaida.

En quoi la filiation idéologique et stratégique entre Al-Qaida et le Hamas peut-elle éclairer le conflit en cours à Gaza ?

L'objectif d'Al-Qaida est donc clair : obliger l'armée américaine à toucher les civils, à profaner des lieux saints, symboles de l'oumma, afin de la rassembler autour du drapeau djihadiste.

Cette stratégie trouve alors un écho évident dans les doctrines actuellement utilisées à Gaza, comme le montre le manuel de guérilla urbaine du Hamas retrouvé par Tsahal lors de l'opération « *Bordure protectrice* » en 2014. Comme Al-Qaida en Irak, le Hamas a théorisé l'utilisation des boucliers humains pour fédérer les populations musulmanes autour du djihad anti-Israël.

C'est dans cette optique que l'on pourrait comprendre la localisation des forces du Hamas dans le quartier de Shuja'iya, frappé par Tsahal en 2014 lors de l'opération « *Bordure protectrice* ».

On voit bien à travers ce document fourni par l'armée israélienne que les points de départ de tirs de roquettes sont concentrés dans les espaces les plus densément habités du tissu urbain.

La géographie des planques témoigne d'une même logique de boucliers humains. Ces planques sont concentrées autour de deux zones résidentielles d'habitat collectif où les combattants du Hamas se cachent sous les étages occupés par des populations civiles. The Conversation 22 novembre 2023

J-C - Gaza, avec une population de 2,4 millions d'habitants répartis sur un territoire de 8km sur 42, ce qui en fait le plus densément peuplé de la planète, les "*planques*" d'armes se trouvent forcément à proximité d'habitations ou de bâtiments en tout genre. Ce misérable argument est purement démagogique.

Qu'est-ce que c'est The Conversation ?

Dans la causerie d'août 2020.

(Sources : https://theconversation.com/fr/who-we-are et wikipédia.org)

J-C - C'est une ONG complémentaire des agences de presse destinée à alimenter la propagande officielle.

The Conversation est un média en ligne collaboratif et une association à but non lucratif.

De nombreux sites les republient – en intégralité et citant la source, selon nos règles simples – tels La Croix, France Télé Info, Le Monde, Libération, Ouest-France, Le Point, Santé Magazine, Slate, Sud-Ouest, La Tribune… Et les médias audiovisuels se servent de notre site pour trouver des experts de qualité à inviter dans leurs émissions.

J-C - Ils ont oublié le Forum économique mondial.

Andrew Jaspan

Andrew Jaspan AM (né le 20 avril 1952) est un journaliste anglo-australien, **créateur et fondateur de The Conversation**.

Jaspan a levé des fonds pour lancer la version américaine aux États-Unis auprès des Fondations Robert Wood Johnson, Moore, **Hewlett**, **Gates**, Howard Hughes et Sloan. (Wikipédia.org)

J-C - Décidément, comme le monde est petit ! Après Bill Gates, plus loin Soros avec Poynter Institute.

En avril 2018, l'ancien directeur de la BBC et de l'AP Chris Waiting a été nommé son nouveau PDG.

En 2016, l'unité FactCheck de The Conversation est devenue la première équipe de vérification des faits en Australie et l'une des deux seules au monde accréditées par l'International Fact-Checking Network, qui est une alliance de vérificateurs de faits hébergés au Poynter Institute aux États-Unis

Poynter Institute

En 2017, le Poynter Institute a reçu 1,3 million de dollars du réseau Omidyar et des **fondations Open Society** afin de soutenir de nouveaux projets dans trois domaines principaux: la technologie de vérification des faits, le suivi de l'impact et les récompenses financières par le biais de subventions d'innovation et de jumelages de financement participatif.

Nos sincères remerciements vont à la **Carnegie Corporation** de New York qui apporte son soutien initial à notre édition mondiale.

Carnegie Corporation of New York

La Carnegie Corporation of New York MHL est un fonds philanthropique créé par Andrew Carnegie en 1911 pour soutenir des programmes d'éducation aux États-Unis, et plus tard dans le monde.

Fondation Carnegie pour la paix internationale

La Fondation Carnegie pour la paix internationale est une organisation non gouvernementale ainsi qu'un cercle de réflexion et d'influence global (think tank) dédiée au développement de la coopération interétatique et à la promotion des intérêts des États-Unis sur la scène internationale. Fondée en 1910 par Andrew Carnegie, l'organisation s'efforce de conserver une impartialité politique en incluant des membres démocrates et républicains.

La fondation participe à la fin des années 1990 aux efforts du gouvernement américain visant à renverser le président serbe Slobodan Miloševic.

Le financement est assuré par des universités, des entreprises, des gouvernements et des dons privés. Elle perçoit des subventions publiques (à hauteur de 22 % en 2017) dans le cadre de différents dispositifs nationaux et régionaux.

Brookings Institution

La Brookings Institution, souvent appelée simplement Brookings, est un groupe de recherche américain fondé en 1916 sur Think Tank Row à Washington, D.C. **The Economist** décrit Brookings comme «*peut-être le groupe de réflexion le plus prestigieux des États-Unis*».

Président du conseil d'administration

Didier Pourquery

Diplômé de Sciences Po Paris et de l'ESSEC, Didier débuta sa carrière dans l'industrie pendant six ans. Journaliste économique à Libération puis au journal Le Monde de 1983 à 1990, il fut successivement rédacteur en chef à Sciences & Vie Économie, La Tribune, InfoMatin, Prisma Presse et L'Expansion. Directeur des rédactions de Metro en France depuis son lancement en 2002 jusqu'en 2006, il travailla ensuite sur le projet Bild France d'Axel Springer avant de prendre la direction déléguée de Lib...

Parmi les journalistes

Clea Chakraverty - Cheffe de rubrique - Politique + Société

Elle a collaboré au Monde Diplomatique, aux **Echos**... Elle est lauréate 2013 de la **Bourse Lagardère**...Catesby Holmes - Religion Editor - International Editor

Catesby est journaliste et éditrice qui a travaillé pour le magazine Travel + Leisure**, Open Society Foundations** (**Soros**- J-C) et Report on the Americas. Ses écrits ont été publiés dans CityLab, **Slate**, Next City et WIRED.

https://theconversation.com/fr/partners

J-C – Vous aurez compris que cette officine ne publie jamais des articles pour vous informer, mais toujours pour vous manipuler, entraînez-vous à trouver dans chaque article qu'ils publient, quelles étaient leurs réelles intentions et vous progresserez. Là c'était trop fastoche !

Totalitarisme. Quand les puissances occidentales appliquent le droit pénal de l'Etat d'apartheid.

J-C - Après la chasse aux sympathisants de la Russie, c'est le tour des sympathisants du Hamas autant dire de la cause palestinienne. Certains évoquent à juste titre la criminalisation de la protestation politique non violente, de la liberté d'expression ou de réunion, donc de droits politiques. IIs recourent à une juridiction d'exception comme sous les dictatures militaires pour pratiquer l'intimidation, l'inculpation et la répression préventive.

Autrement dit, le principe de la présomption d'innocence n'existe plus, ce qui est extrêmement grave, car n'importe qui peut être déclaré coupable aussi longtemps qu'il n'a pas démontré le contraire, sur la base d'une simple suspicion ou d'une dénonciation reposant sur des motifs

inconnus, inventés, vengeance, déséquilibre mental, ou selon l'humeur d'un juge malintentionné.

Guerre Hamas – Israël : L'organisation palestinienne interdite en Suisse pour « empêcher les activités terroristes » - AFP/20minutes.fr 22 novembre 2023

Le gouvernement suisse a décidé mercredi d'élaborer une loi pour interdire sur son sol les activités du Hamas et ses éventuels soutiens.

« *L'interdiction a pour seul but d'empêcher les activités terroristes de cette organisation et des personnes qui les soutiennent* », a expliqué la ministre de la Justice et Police, Elisabeth Baume-Schneider, en conférence de presse. Elle a précisé qu'une interdiction du Hamas permettrait notamment de faciliter l'expulsion des « personnes dangereuses » et d'accélérer les procédures pénales contre des « *terroristes potentiels* ».AFP/20minutes.fr 22 novembre 2023

J-C - Dans le paradis fiscal des banquiers, c'était la moindre des choses.

Allemagne : plusieurs perquisitions en cours chez des partisans du Hamas et Samidoun - BFMTV 23 novembre 2023

Des opérations de police ont eu lieu dans quatre régions du pays, mais également dans plusieurs domiciles berlinois. BFMTV 23 novembre 2023

Israël : polémique à HEC autour des propos d'un enseignant - Le Point.fr 24 novembre 2023

D'anciens élèves de l'école de commerce HEC dénoncent dans une tribune commune les propos tenus par un enseignant sur les réseaux sociaux au lendemain de l'attaque menée le 7 octobre par le Hamas en Israël. Comme l'indique BFMTV, ce professeur, Alberto Alemanno, a écrit ce message, modifié par la suite : « *Horrifié par les attaques contre Israël, mais profondément mal à l'aise face au soutien unilatéral de l'Union européenne à Israël face aux attaques du Hamas. C'est aussi un soulèvement des colonisés.* »

Dans la tribune des anciens élèves de l'école, il est indiqué qu'Alberto Alemanno a utilisé en public les termes de « *génocide* » et d'« *apartheid* » pour qualifier Israël. Les auteurs de la tribune manifestent donc leur colère et indignation devant le silence de [leur] école. « *Une ligne rouge a été traversée, dans un contexte explosif, notamment dans le monde académique* », affirme Ouriel Ohayon, signataire de la tribune, auprès de nos confrères de BFMTV.
Les signataires dénoncent le fait que leur signalement auprès du président de l'école soit resté lettre morte. Mais, ce mercredi, le compte officiel de HEC sur X (ex-Twitter) a publié le message suivant : « *Le professeur Alberto Alemanno a récemment tenu sur ses réseaux sociaux personnels des propos qui ont suscité une vive émotion et pour lesquels il a depuis officiellement exprimé ses regrets. Ces propos expriment des opinions personnelles et n'engagent en aucun cas HEC Paris.* »

« *Dans le contexte actuel, estime ensuite l'école, le rôle de HEC en tant qu'institution académique reste plus que jamais de faire avancer le dialogue et la connaissance tout en respectant la dignité et les sensibilités de chaque individu, ainsi que la liberté académique de ses professeurs.* » Le Point.fr 24 novembre 2023

Melissa Barrera, star de "*Scream*", écartée de la licence après des messages de soutien à la Palestine - BFMTV 22 novembre 2023

L'actrice a été mise en cause après la publication dans ses stories Instagram de messages où elle affichait son soutien à Palestine en pleine guerre entre Israël et le Hamas.

Scream 7 vient de perdre son actrice principale. Melissa Barrera, qui incarne l'héroïne Sam Carpenter dans les cinquième et sixième volets de Scream, vient de se faire virer par Spyglass Media, la société de production en charge de la franchise horrifique.

En cause: des messages publiés par la comédienne mexicaine sur Instagram où elle affichait au début du mois son soutien à la Palestine. "*Moi aussi je viens d'un pays colonisé*", avait-elle écrit. "*La Palestine sera libérée*."

Dans un autre message, l'actrice avait dénoncé "*la censure*" sur les réseaux sociaux, accusant notamment Instagram de ne lui montrer que des articles favorables à Israël. "*La censure est réelle"*, avait-elle déclaré, avant d'ajouter:

"*Les médias occidentaux ne montrent (qu'une partie de la réalité). Pourquoi font-ils cela? Je vous le laisse deviner. (...) Les Palestiniens le savent très bien. Ils savent que le monde essaye de les invisibiliser depuis des décennies*."

"*Nous avons une tolérance zéro pour l'antisémitisme*", a fait savoir dans un communiqué Spyglass Media.

"(Nous ne tolérons pas non plus) l'incitation à la haine sous quelque forme que ce soit, notamment les mensonges sur le génocide, l'épuration ethnique ou la Shoah - tout ce qui est ressemble de près ou de loin à un discours de haine", ajoute le texte. BFMTV 22 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon un dernier bilan encore provisoire, il y a eu 14.854 martyrs, dont 6.150 enfants et 4.000 femmes ainsi que 36.000 blessés. english.almayadeen.net 23 novembre 2023

- « *Israël* » bombarde la Bande de Gaza du nord au sud. Un journaliste et sa famille éliminés. Enlèvement du directeur de l'hôpital al-Shifa

Au lendemain de l'accord de cessez-le-feu de 5 jours qui n'est pas encore entré en vigueur, le nord de la bande de Gaza, son centre et sont sud font l'objet de raids israéliens hystériques causant des massacres parmi les civils.

Dans le camp de Nuseirat, c'est la maison familiale d'un journaliste Mohamad Mouine Ayyach, qui a été violemment frappé, le tuant ainsi que sa femme, ses deux enfants, son père, sa mère, son frère Ahmad avec son épouse et leur fille, sa sœur Fatima ainsi que son mari et ses deux enfants et les 3 enfants d'un deuxième frère. Ils ont tous péri sous les décombres de leur maison détruite sur leur tête. (La photo de cette famille souriante avec les deux bébés dans les bras du grand-père et de la grand-mère m'a donné envie de pleurer, c'est insoutenable, les sionistes sont des barbares sanguinaires et rien d'autre, à éliminer.- J-C)

La mort de ce journaliste porte à 63 le chiffre des journalistes tués depuis le lancement de l'offensive israélienne sur la bande de Gaza.

Quant à l'hôpital al-Shifa, il a été évacué sur l'ordre des militaires de l'occupation israélienne qui ont enlevé son directeur, Docteur Mohamad Abou Salmiya et certains cadres de l'hôpital.

L'armée d'occupation israélienne a indiqué qu'il est soumis à un interrogatoire par le Shin Bet.

Un autre médecin Khaled Abou Samra a raconté qu'en sortant de l'hôpital, ils ont vu des cadavres jonchant le sol tout au long de leur parcours. Il a révélé aussi que les soldats de l'occupation les ont obligés à entasser 260 patients et blessés dans 14 ambulances et qu'ils ont fouillé les enfants et les femmes, et les ont bloqués pendant 7 heures sur l'un des barrages.

Selon le Croissant rouge palestinien, le convoi des blessés et des patients qui devraient être acheminé vers les hôpitaux du sud est bloqué sur le barrage israélien qui sépare le nord du sud de la bande de Gaza. Ses soldats fouillent minutieusement les véhicules pendant de longues heures.

A noter que le corps médical des hôpitaux de la bande de Gaza a perdu 207 médecins, infirmiers et infirmières et secouristes qui ont succombé dans l'offensive israélienne qui perdure depuis 48 jours. french.almanar.com.lb et english.almayadeen.net 23 novembre 2023

Dénonçant la famine comme arme à Gaza, l'actrice tunisienne Hend Sabry démissionne du PAM - aa.com.tr 23 novembre 2023

L'actrice tunisienne Hend Sabry a annoncé sa démission du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), en tant qu'ambassadrice de bonne volonté, dénonçant l'utilisation de la famine comme arme contre les habitants de la bande de Gaza.

Sabry a déclaré mercredi soir dans un communiqué en arabe et en anglais via son compte sur la plateforme « X » : "*Après 13 ans de travail humanitaire à travers le monde... J'ai démissionné du Programme alimentaire mondial des Nations Unies. C'est avec le cœur lourd et une profonde tristesse que j'ai décidé de quitter mon rôle d'ambassadrice de bonne volonté pour le PAM. Un rôle que je chéris et honore depuis des années*".

Et d'ajouter : "*Au cours des dernières semaines, j'ai été témoin et partagé les expériences de mes collègues dévoués du Programme alimentaire mondial, qui se sentaient impuissants parce qu'ils étaient incapables d'accomplir pleinement leur devoir, comme ils le faisaient toujours, envers les enfants, les mères, les pères et les grands-parents à Gaza. Ils ne pouvaient pas faire grand-chose face à une machine de guerre écrasante, qui n'a pas eu pitié des civils assiégés...*".

Dans une critique implicite du programme, Sabry a exprimé sa déception en déclarant : "*Cependant, la famine et le siège ont été utilisés comme armes de guerre au cours des 46 derniers jours contre plus de deux millions de civils à Gaza*". aa.com.tr 23 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Coup d'Etat du 18 Brumaire contre la Sécurité sociale.

Budget de la Sécurité sociale : Elisabeth Borne dégaine un nouveau 49.3 sur la partie recettes, le 18e depuis sa nomination - AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Le 18e depuis son arrivée dans le gouvernement. Elisabeth Borne a de nouveau engagé, jeudi 23 novembre, par l'article 49.3 de la Constitution, la responsabilité de son gouvernement sur la partie recettes du budget de la Sécurité sociale, qui était examiné par les députés en deuxième lecture. AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Etat policier. Etat de siège ou occupation militaire, à Gaza, en Palestine, non à Paris, en France !

Paris 2024 : près de 15 000 militaires seront mobilisés pour sécuriser les Jeux olympiques - AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Pour la seule sécurisation des sites de compétition, qui relève de la responsabilité du Cojo, il faut entre 17 000 et 22 000 agents de sécurité.

Totalitarisme. Quand les enseignants se transforment en agents de la dictature idéologique.

J-C - Honte à tous ces enseignants qui sont à l'origine de cette répression. En sanctionnant des paroles, des mots prononcés par des gamins qui n'en connaissaient ni la signification ni la portée, à croire qu'ils voulaient les dégoûter complètement de l'école.

Autrefois j'ai été mal traité par de nombreux professeurs, c'était dans le privé mais peu importe, résultat, j'ai fini par faire l'école buissonnière, j'ai raté le BEPC de 4 points et j'ai mis un terme à ma scolarité prématurément. Plus tard sans diplôme, hormis le CEP qui ne valait plus rien, sans le Bac, bien que j'entrepris des études en étant autodidacte, je vis se

fermer pas mal de porte, et je loupai un emploi d'infirmier psychiatrique pour cette seule raison, j'avais envisagé de poursuivre des études pour devenir psychanalyste. Du coup, je me suis retrouvé à faire des petits boulots qui ne correspondaient pas à mon niveau de connaissance. Je peux dire que cela eut une influence déterminante et néfaste sur le restant de mes jours. Ce qui ne m'empêchera pas d'obtenir un diplôme universitaire en science du langage à 46 ans et de devenir enseignant, comme quoi je ne suis pas rancunier !

Lorsque j'ai enseigné au lycée français et à l'Alliance française de Pondichéry, il m'est arrivé d'avoir affaire à des élèves provocateurs dans leurs propos ou leur comportement, j'avais bien conscience d'être un adulte et d'incarner l'autorité par mon statut. Par conséquent, je ne leur en ai pas tenu rigueur, tout en leur faisant savoir ce que j'en pensais, parce qu'autrefois j'avais été à leur place, comme chacun d'entre nous, sauf qu'il y en a qui l'ont oublié et qui se permettent de les juger et de les condamner, qu'ils ne s'étonnent pas le jour où cela leur arrivera.

Hommages à Samuel Paty et Dominique Bernard : 85 élèves exclus définitivement de leur établissement après des incidents - AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Un total de 605 sanctions ont été prononcées lors de conseils de discipline après les hommages rendus aux deux enseignants assassinés, selon le ministère de l'Education nationale.

Parmi les 605 sanctions, 322 sont des exclusions temporaires de l'établissement et 47 des exclusions définitives avec sursis, a ajouté le ministère dans une communication que France Télévisions a pu consulter, en ne détaillant que les exclusions.

"*Systématiquement, on saisit le procureur de la République*" et "*on engage des procédures disciplinaires*", avait dit le ministre de l'Education. "*Dans les cas les plus graves, j'ai demandé aux chefs d'établissement que ces élèves soient exclus à titre conservatoire, sans attendre le conseil de discipline*".

Antisocial tu perds ton sang-froid...

J-C - Au même moment : La proposition de loi "*bien vieillir*" adoptée à l'Assemblée nationale, no comment !

Assurance-chômage : Bruno Le Maire souhaite réduire la durée d'indemnisation des chômeurs de plus de 55 ans - franceinfo 23 novembre 2023

Le ministre de l'Économie, invité jeudi 23 novembre sur franceinfo, a dit vouloir "*aligner la durée d'indemnisation"* des seniors sur celle des autres personnes sans emploi. "*C'est une hypocrisie, une façon de [les] mettre à la retraite de manière anticipée*", a dénoncé Bruno Le Maire. "*Si vous avez plus de 55 ans, la durée d'indemnisation, c'est 27 mois alors qu'aujourd'hui, le lot commun, c'est 18 mois. Pourquoi ?*", a demandé le ministre. franceinfo 23 novembre 2023

Commentaire d'un internaute :

- Il y a à peine quelques mois Borne a sorti de son chapeau une baisse de 25% des allocations chômage pour les plus de 55 ans, passant de 36 à 27 mois.

Là c'est Le Maire qui veut encore baisser carrément de 33%, de 27 à 18.

C'est à dire qu'en à peine un an la baisse serait de 50%, de 36 à 18.

J-C – La suite sera pire encore, car dans la plupart des pays les allocations chômages n'existent carrément pas, les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit, en Inde où je vis par exemple.

Toujours dans le même registre infâme. Ils font des économies sur les plus pauvres et les plus faibles... pour les donner aux plus riches.

Pour les enfants placés à l'ASE, une nouvelle aide annoncée mais qui fait l'unanimité contre elle - Le HuffPost 23 novembre 2023

Le gouvernement s'attaque également à l'aide financière pour les jeunes placés à l'Aide sociale à l'enfance (ASE).

J-C - Si j'ai bien compris, jusqu'à présent, dès qu'un enfant était placé dans une famille il recevait chaque année de l'Etat, une somme d'argent qui était bloquée sur un compte jusqu'à sa majorité ou 18 ans. Donc par exemple, un enfant placé de ses 6 à 18 ans reçoit en 2023 environ 4 588 euros, un enfant placé de ses 10 à 14 ans reçoit 1 658 euros, et un enfant placé de ses 12 à 18 ans reçoit 2 562 euros. Or le gouvernement a décidé de supprimer ce système pour ne plus octroyer à cet enfant qu'une aide financière unique de 1 500 euros dès qu'il atteindrait 18 ans, à condition qu'il n'ait pas quitté sa famille avant, auquel cas il recevrait rien!

Régression sociale généralisée. Il y en aura pour tout le monde !

Budget 2024 : le Sénat s'apprête à donner un tour de vis dans les dépenses publiques - Publicsenat.fr 23 novembre 2023

Un dispositif plus ciblé pour le bouclier électricité.

Le sénateur propose donc de supprimer cette disposition pour les particuliers et de la remplacer, au moment de l'examen de la partie dédiée aux dépenses, par un chèque énergie, pour les ménages modestes et les classes moyennes. Six foyers sur dix devraient en bénéficier. Ce jeudi, Bruno Le Maire s'est dit « *prêt à reprendre* » la proposition sénatoriale, « ***dès lors que les tarifs n'augmenteront pas plus de 10 % en 2024*** ».

J-C – Leur version de l'optimisation sociale est le pendant de l'optimisation fiscale !

Publicsenat - Les dépenses liées aux fonctionnaires sont également dans le viseur des sénateurs LR. « *On va faire des efforts sur la fonction publique* », annonce Jean-François Husson, lequel vise 2,5 % d'effectifs en moins, au sein de l'État comme de ses opérateurs. Les quelque 400 organismes qui participent aux missions de l'État, doivent à ses yeux êtres « *rationnalisés* » et « *optimisés* ». Les sénateurs de la majorité sénatoriale prévoient en parallèle de relever le nombre jours de carence des fonctionnaires d'État, en cas d'arrêt maladie.

Dans le prolongement de la transformation de l'aide médicale (AME) en « *aide médicale d'urgence* » dans le projet de loi immigration, désormais entre les mains de l'Assemblée nationale, la majorité sénatoriale entend tirer les conséquences de son vote dans le projet de loi de finances, en retirant 400 millions d'euros dans les crédits mobilisés à l'AME. La commission des finances va par ailleurs pousser pour une réduction de 200 millions d'euros du budget alloué à l'aide publique au développement, sur un total de près de 16 milliards d'euros. Publicsenat.fr 23 novembre 2023

J-C – Les Brics11 ont les moyens de prendre le relais…

Les pauvres sont des cons, des fainéants, des profiteurs et des alcooliques…

J-C – En plus, il ne respecte rien, ce sont des « *animaux humains* », des « *sauvages* », on va leur apprendre à vivre.

Alcool : des sénateurs veulent un prix plancher de 3,50 euros pour une bouteille de vin pour « *diminuer la consommation* » - Publicsenat.fr 23 novembre 2023

Des sénateurs PS, de droite et Renaissance vont défendre lors du budget un amendement instaurant un prix minimum par unité d'alcool. L'objectif est qu'il n'y ait plus de bouteille de vin en dessous de 3,50 euros. Une mesure, déjà appliquée en Ecosse, qui vise les plus gros consommateurs, tout en épargnant « *les vins de qualité* », soit l'essentiel de la filière viticole. Ils y voient un impératif de santé publique face aux 42.000 morts liés à l'alcool chaque année en France.

Les cubis les moins chers coûtent un peu plus de 9 euros pour 5 litres, comme celui-ci à 9,35 euros. Après application du prix unitaire minimum, ce même cubi passerait environ à 23,30 euros. Soit une augmentation de 149 %, toujours selon nos calculs. Publicsenat.fr 23 novembre 2023

J-C – Vous aurez apprécié « *tout en épargnant* « les vins de qualité » » réservés aux nantis. Vous avez pu mesurer à la lecture de tous ces articles à quel point ils étaient mal intentionnés envers les couches inférieures de la classe ouvrière.

Totalitarisme. Quand l'OTAN politique est gouvernée comme une multinationale

J-C – Qu'est-ce qui motivait cette « *petite révolution* » ? La nécessité d'abandonner « *l'exigence d'unanimité* » qui pouvait entraver « les décisions de (…) visant la Russie » par exemple ou parvenir plus facilement à une "*union de la défense comprenant des unités militaires et une capacité permanente de déploiement rapide, sous le commandement opérationnel de l'Union*", entendez l'OTAN, bref, des motivations militaires ou belliqueuses entre autres.

L'UE à 35? Propositions de réformes contre les vetos qui "*paralysent*" - AFP 22 novembre 2023

Moins de décisions prises à l'unanimité des Etats membres pour éviter les blocages, plus de pouvoir au Parlement européen: les eurodéputés ont adopté mercredi des propositions de réformes de l'UE, destinées à nourrir le débat lié aux perspectives d'élargissement.

Le texte préparé par cinq élus - dont quatre Allemands - représentant différents groupes politiques, est toutefois passé à une courte majorité.

"*Il y a pour la première fois une majorité pour dire: faisons une réforme substantielle qui en finisse de fait avec cette approche intergouvernementale d'unanimité (...) pour moi c'est une petite révolution*", s'est félicité l'eurodéputé belge Guy Verhofstadt, l'un des auteurs du rapport approuvé par le Parlement européen à Strasbourg.

Rédigé à la suite d'une vaste consultation citoyenne sur l'avenir de l'Europe lancée en 2021, il plaide pour une révision des traités et demande au Conseil européen de convoquer une convention. Ce qui pourrait être décidé lors d'un sommet mi-décembre.

M. Verhofstadt, fédéraliste convaincu et membre de Renew Europe (centristes et libéraux), avait mardi lors du débat en plénière souligné que l'UE n'était "*pas prête pour l'absolue nécessité d'un élargissement à 35 ou 37 Etats membres"*. Même dans l'actuelle Union à 27, "*nous réagissons souvent trop peu et trop lentement, parce que nous sommes paralysés par l'exigence d'unanimité*", avait-il déploré.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a remis dans l'actualité le débat sur l'élargissement du bloc. Les Etats membres devraient se prononcer en décembre sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie, et de l'octroi du statut de candidat à la Géorgie.

Cinq pays des Balkans patientent par ailleurs depuis des années dans l'antichambre de l'UE.

Or la perspective d'une Union élargie pose la question d'une refonte des procédures décisionnelles.

La question "*n'est plus si nous allons réviser les traités, mais quand*", a estimé l'eurodéputé allemand Daniel Freund (Verts), co-rapporteur, dénonçant "*les vetos opposés sur tout*" par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, notamment sur le déblocage de fonds pour l'Ukraine.

"*De plus en plus de gouvernements sont convaincus que le chantage constant, en particulier de la part de Viktor Orban, n'est pas tenable, que cela nous rend faibles. En temps de guerre dans notre voisinage immédiat, c'est un risque sécuritaire pour l'Union*", a-t-il dit.

Le texte réclame donc d'augmenter "*considérablement le nombre de domaines dans lesquels les actions sont décidées à la majorité qualifiée*", en abandonnant par exemple l'exigence d'unanimité sur les décisions de sanctions - comme celles visant la Russie -, mais aussi sur le déclenchement d'une procédure destinée à protéger l'Etat de droit dans l'UE.

Il plaide pour un véritable droit d'initiative législative pour le Parlement européen, et pour une "*union de la défense comprenant des unités militaires et une capacité permanente de déploiement rapide, sous le commandement opérationnel de l'Union*".

Le Parlement européen propose aussi de modifier la composition de la Commission européenne, qui serait rebaptisée "*Exécutif européen*" et dont les membres seraient réduits à 15 commissaires (contre 27 actuellement, un par Etat membre).

Les propositions du Parlement ont suscité des critiques dans les rangs des partis souverainistes et d'extrême droite notamment, mais aussi au sein de pays comme la Pologne.

L'élu italien Antonio Maria Rinaldi (Lega, groupe ID, extrême droite), a critiqué un texte "*absolument inacceptable et dangereux*", menace à "*la souveraineté nationale*".

Son compatriote du parti post-fasciste Fratelli d'Italia (groupe ECR) Carlo Fidanza a dénoncé une volonté de faire de l'UE un "*super-Etat*", et des "*utopies antinationales*".

"*Pour qui vous prenez-vous, à vous placer au-dessus des Etats?*", a aussi fustigé le Polonais Ryszard Antoni Legutko (du parti nationaliste PiS, groupe ECR).

En Pologne, même Donald Tusk, candidat proposé au poste de Premier ministre par les forces pro-européennes désormais majoritaires au Parlement polonais, a exprimé son opposition au texte.

L'Europe "*a besoin d'être améliorée dans de nombreux domaines, mais la manière la plus insensée serait d'adopter cet enthousiasme très naïf pour l'intégration*", a-t-il estimé.

Russie.

Ce qu'il faut retenir du discours de Poutine au sommet du G20 - fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

Le Président russe s'est demandé pourquoi les dirigeants mondiaux qui se disent "*choqués*" par le conflit continu en Ukraine, ne le sont pas à l'égard de la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza:

"*Je comprends qu'il s'agit d'une guerre, les pertes en vies humaines ne peuvent que choquer. Et le coup d'État sanglant en Ukraine en 2014, suivi de la guerre du régime de Kiev contre*

son peuple dans le Donbass, n'est-ce pas choquant? Et l'extermination de la population civile en Palestine et dans la bande de Gaza aujourd'hui. N'est-ce pas choquant?", a-t-il indiqué ce 22 novembre au cours du sommet du G20 auquel il a participé en visioconférence.

"*N'est-il pas choquant que des médecins soient obligés de pratiquer des opérations sur des enfants, des opérations abdominales, en utilisant un scalpel sur le corps d'un enfant, sans anesthésie? Et le fait que le secrétaire général de l'Onu ait dit que Gaza s'est transformée en un immense cimetière pour enfants, n'est-ce pas choquant?*", a poursuit le dirigeant russe.

Il a d'ailleurs rappelé que la Russie n'a jamais refusé les négociations de paix. Cependant, pour pouvoir les organiser, Kiev doit tout d'abord abolir son décret signé en septembre 2022 par Volodymyr Zelensky, interdisant tous les pourparlers "*avec le Président russe Vladimir Poutine*".

L'économie mondiale subit un stress colossal qui n'est pas provoqué par les actions de la Russie en Ukraine, mais par "*la politique macroéconomique irréfléchie*" de certains États, poursuit-il.

"*Certes, l'injection de milliers de milliards de dollars et d'euros dans l'économie, dans le système bancaire a suscité une flambée de l'inflation mondiale, une augmentation rapide des prix alimentaires et énergétiques. C'est précisément ce qui est au cœur des événements dont je vous ai parlé. Ce ne sont pas du tout nos actions ni nos tentatives pour obtenir justice en Ukraine. Non. Ce sont les actions des plus grandes économies du monde*", a souligné le chef de l'État russe.

Au vu de l'état actuel des choses, la situation de l'économie mondiale nécessite un consensus et la prise en compte des points de vue des différents pays, selon lui. fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

J-C – « *La situation de l'économie mondiale nécessite un consensus* », on n'en a jamais douté.

Quand Washington fait le tri des coups d'État: Gambie non, Ukraine oui… Moscou explique - fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

Les États-Unis "*ne condamnent que les tentatives de coups d'État dans les pays du monde où ils ne participent pas eux-mêmes*" comme cela s'est produit en Gambie en 2014. Dans le même temps, les États-Unis n'ont pas condamné des événements similaires survenus en Ukraine la même année, a déclaré ce 22 novembre Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

"*Et lorsqu'ils sont impliqués, lorsqu'ils interfèrent dans les affaires intérieures des États, lorsqu'ils sponsorisent ces mêmes '*putschistes*', ils ne jugent pas nécessaire de condamner, ils ne parlent que de démocratie et de choses connexes*", a expliqué Mme Zakharova.

Pour argumenter le flagrant délit du "*deux poids, deux mesures*" américain, la porte-parole a rappelé qu'en 2014, après la tentative de coup d'État en Gambie, Washington a affirmé qu'il

condamnait catégoriquement "*toute tentative de prise de pouvoir par des moyens non constitutionnels*".

Mme Zakharova a rappelé qu'au lieu de condamner ce coup d'État à Kiev, Washington l'avait qualifié de "*révolution démocratique*". fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 25 novembre 2023

J'ai corrigé les adresses erronées de deux fichiers dans le dossier Palestine, sorry.

Dans le document mis en ligne aujourd'hui et téléchargeable depuis la page d'accueil du portail, *Les raisons cachées de la guerre contre Gaza (Partie I)*, vous aurez l'explication du bombardement massif de Gaza et du génocide du peuple palestinien par les colons américano-sionistes suite à l'offensive militaire de la résistance palestinienne du 7 octobre, celle-ci aurait pu être déclenchée également pour cette raison. C'est plausible, c'est du concret au moins, rien à voir avec les palabres à 2 balles de monsieur Meyssan et autres géopoliticiens autoproclamés.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/raisons_cachees_guerre_contre_Gaza_1.pdf

---

On partage la liesse des Palestiniens.

La première chose qui leur est venu à l'esprit, retournez chez eux à Gaza ou les villages environnant, bien qu'ils aient été détruits, au grand dam des Israéliens. Tsahal tente d'ailleurs les en empêcher en leur tirant dans les pieds, pour le moment. (À lire plus loin)

Une foule immense était présente pour accueillir les premiers prisonniers palestiniens libérés. C'était particulièrement émouvant. Comment trouvent-ils encore la force de sourire et de faire la fête ? Parce que leur cause est légitime, c'est un peuple merveilleux, ils sauvent l'honneur de tous les exploités, que les dirigeants traitres du mouvement ouvrier se sont employé à souiller.

Ils ont remercié et félicité chaleureusement les organisations palestiniennes engagées dans la lutte armée de la libération de la Palestine de l'occupant sioniste. Les colons sionistes pensaient pouvoir s'en débarrasser définitivement, je crois qu'ils devront encore attendre longtemps. Car les Palestiniens bénéficient du soutien des peuples du monde entier, quelque part ils se reconnaissent dans leur combat, ils leur redonnent espoir, leur lutte armée remplit d'effroi ceux qui détiennent le pouvoir, qu'ils tremblent, notre vengeance sera impitoyables.

La médiatisation à outrance des massacres commis par Tsahal sur une population composée majoritairement de femmes et d'enfants, s'est transformée en fiasco pour la propagande de guerre pro sioniste de la réaction, surtout chez la jeunesse. Ils ont réussi à dresser tous les peuples contre le colonialisme américano-sioniste et ses vassaux occidentaux qui sévissent également en Afrique, contre toute forme de colonialisme et d'oppression sur tous les continents, expression de la lutte de classes à l'échelle mondiale.

Profitons-en pour montrer aux masses le visage hideux du capitaliste et ses représentants, ce qui inclut les opportunistes en tout genre, afin de les aider à rompre avec le régime en place et

prendre conscience qu'à l'instar des masses palestiniennes, elles doivent prendre en mains leur destin.

Vive la décolonisation du capitalisme ! Vive le socialisme !

(Il faut bien se détendre un peu à la veille de la trêve dominicale !)

Réponse à l'Association France Palestine Solidarité

Suite à un communiqué reçu hier.

- Je tenais à préciser que les israéliens ne sont pas des "*otages*", mais des prisonniers de guerre, je vous rappelle que l'Etat colonial anglo-saxon sioniste est en guerre contre la Palestine et le peuple palestinien depuis 1947.

- "*Des dizaines de femmes et d'enfants israéliens otages des groupes armés palestiniens devraient pouvoir rentrer chez eux et des dizaines de femmes et de jeunes palestiniens emprisonnés par Israël*"

Pour un peu en les citant en premier, on pourrait croire que vous vous souciez davantage du sort des "*otages*" israéliens que des palestiniens prisonniers.

- "*la libération de tous les otages israéliens*"

De plus vous osez exiger quelque chose du tyran Macron qui n'a jamais cessé de soutenir le gouvernement d'extrême droite nazi de Netanyahu, je préfère ne pas vous dire ce que j'en pense.

- "*l'Association France Palestine Solidarité continue d'exiger du gouvernement français*"

Pour ces différentes raisons, je ne mettrai pas en ligne votre communiqué, désolé.

Bien à vous

A ceux qui comme Netanyahu ou Biden entendent choisir les dirigeants du peuple palestinien à sa place.

J-C – A croire qu'un jour ils auraient été bien inspirés en choisissant leurs propres dirigeants ! Je rappelle qu'Haaretz est un journal israélien, de gauche, non ce n'est même pas pour rire, pas trop envie.

Les trois quarts des Palestiniens soutiennent l'attaque du Hamas le 7 octobre, selon un nouveau sondage. Pourquoi ? - haaretz.com 22 novembre 2023

https://www.haaretz.com/middle-east-news/palestinians/2023-11-22/ty-article/.premium/three-quarters-of-palestinians-support-hamas-attack-on-october-7-says-new-poll-why/0000018b-f841-d473-affb-f9e9eeef0000?utm_source=mailchimp&utm_medium=Content&utm_campaign=daily-brief&utm_content=dc82cbe5a9

Les trois quart des Palestiniens (76 %) ont déclaré que le Hamas jouait un rôle positif, tandis que 98 % d'entre eux se sentaient un peu ou une grande fierté en tant que Palestinien. Seulement 13 % des Palestiniens se sont opposés à l'attaque du Hamas (21 % à Gaza).

L'enquête offre un aperçu en demandant ce que les gens croyaient être la principale raison de « *l'opération* ». La principale raison invoquée était de « *mettre fin aux violations d'Al-Aqsa* » (35%), ce qui est conforme à l'histoire de la région, dans laquelle les infractions perçues contre la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem ont alimenté les guerres les plus sanglantes – des émeutes de 1929 à la deuxième Intifada. Mais 29 % ont également cité « *libérer la Palestine* » et 21 % ont déclaré que l'attaque était de briser le siège de Gaza. Ensemble, la moitié des personnes interrogées ont choisi une version de liberté – 15 points de plus que la réponse d'Al-Aqsa.

J-C - Ah la liberté, en France plus personne n'y croit ou n'y pense, la sécurité qu'offre l'esclavage moderne est bien trop confortable ! Je dis cela, parce que j'étais sur la même ligne que la majorité des Palestiniens attachés à la liberté. Pour une fois je n'ai pas eu raison tout seul !

Haaretz - Mais au fur et à mesure que la guerre se prolongeait, les attitudes ont changé, a déclaré Huda. Au moment du sondage AWRAD, quatre semaines après le début de la guerre, les décombres de Gaza étaient accablants. Plus de 99 % des personnes interrogées à Gaza ont déclaré qu'il n'y avait pas d'endroit sûr pour elles ou leur famille. Près de deux tiers des Palestiniens pensent que la guerre est entre Israël et les Palestiniens dans leur ensemble, et pas seulement le Hamas. Le sondage a également révélé que 98 % des personnes interrogées ont déclaré que "*leur entourage*" n'oublierait jamais ce qu'Israël leur a fait subir. Haaretz 22 novembre 2023

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES CLIMATO-RÉALISTES

Paris, le 24 novembre 2023

Halte à la censure !

Aujourd'hui la géographe Sylvie Brunel devait tenir une conférence sur la souveraineté alimentaire à Chemillé-en-Anjou. Des extrémistes intolérants en ont décidé autrement : en faisant pression sur la mairie, ils sont parvenus à faire empêcher l'évènement. La sécurité ne pouvant plus être garantie, la conférencière elle-même a dû annuler sa venue.

Le tort de Sylvie Brunel ? Avoir à l'occasion exprimé des réserves sur les analyses du GIEC. Elle n'intervient plus sur cette question et sa conférence d'aujourd'hui n'avait rien à voir, mais les extrémistes s'en moquent : faute d'arguments, ils s'en prennent aux individus.

Que des fanatiques réussissent ainsi à censurer la libre expression d'une spécialiste reconnue de la sécurité alimentaire et ancienne présidente d'Action contre la Faim est un scandale absolu. L'Association des Climato-Réalistes dénonce une telle brutalité et défend résolument le pluralisme et la liberté académique.

Qui financent les guerres ? Pardi, à ceux auxquelles elles profitent !

La guerre, une bonne affaire ? par Guy Mettan - Arrêt sur info 24 novembre 2023

La guerre est-elle une bonne affaire ? A voir la multiplication des conflits ces derniers temps, on pourrait le penser. La réalité, comme on peut l'imaginer, est différente. La réponse tient en quatre mots : ça dépend pour qui.

Commençons par les coûts. Après quinze mois d'hostilités, la guerre d'Ukraine, fin juillet, avait coûté 233 milliards à ses sponsors, soit 90,5 milliards au titre de l'aide militaire, 12,2 pour l'aide humanitaire et 130 pour le soutien financier au budget ukrainien. Les principaux donateurs étaient l'Union européenne (90 milliards), les Etats-Unis (73), l'Allemagne (22), le Royaume-Uni (14,6) la Norvège (8) et le Japon (7). Mais ces dépenses ne comprennent pas celles de l'Ukraine elle-même, et encore moins celles de la Russie, qu'on peut évaluer à une centaine de milliards dont la moitié pour l'armée. Elles n'englobent pas non plus les coûts indirects, à savoir les dévastations, estimées entre 450 et 700 milliards, ainsi que les prestations d'aide aux réfugiés.

De son côté, on estime que la guerre coûte chaque jour 250 millions de dollars à Israël, soit une dizaine de milliards depuis le 7 octobre. Le Trésor israélien estime lui, les coûts à 2,5 milliards de dollars par semaine, le déficit budgétaire devant atteindre 4% du PIB à la fin de l'année. Mais d'autres estimations (les Echos) parlent de 50 milliards pour l'ensemble du conflit. Quant aux pertes économiques palestiniennes, elles sont inchiffrables pour l'instant. Dans tous les cas, elles se calculeront en milliards.

Tout cela, bien sûr, si l'on ne tient pas compte des pertes en vies humaines et en blessés, par milliers en Israël-Palestine, et par centaines de milliers en Ukraine-Russie, et en emplois et donc en revenus perdus.

Les coûts sont donc énormes. Mais ils ne sont pas perdus pour tout le monde. Les grands gagnants sont évidemment les industries militaires, qui voient s'envoler leurs chiffres d'affaires et leurs actions en bourse. De même pour les armées et les services de renseignement et de propagande, dont les budgets se mettent à gonfler. Tout près d'eux se tiennent les producteurs et traders en énergie, dont les prix et les marges tendent à s'enflammer, surtout s'ils se trouvent aux Etats-Unis. Plus bas dans la liste, on trouve tous ceux qui attendent la fin du conflit pour participer aux juteux marchés de la reconstruction et qui se bousculent dans les conférences dédiées à ce sujet, comme celle de Lugano réuni par Ignazio Cassis en été 2022.

L'impact des sanctions économiques, qui font partie intégrante de la guerre, est plus difficile à évaluer. Les sanctions occidentales censées provoquer l'effondrement de l'économie russe ont eu un effet inverse. Non seulement l'économie russe croît, mais elle est en surchauffe par

manque de main d'œuvre, tandis que l'économie allemande est entrée en récession faute d'énergie bon marché et que le Royaume-Uni est en proie à une inflation galopante.

Quant aux effets à long terme, ils dépendent du sort des armes. En Palestine, il ne fait aucun doute que Gaza sera à moitié rasée et le Hamas vaincu. Mais Israël risque d'en payer le prix fort dans ses relations commerciales avec les pays du Sud global et en opportunités d'affaires perdues avec les voisins arabes, devenus très hostiles, et en projets de développement avortés, tel que l'axe d'échange avec l'Inde à travers l'Arabie saoudite voulu par le président Biden.

En Ukraine, l'avenir est moins clair. Mais il est certain que le pays sortira du conflit dévasté et amputé.

En conclusion, un constat s'impose : les contribuables et les peuples, où qu'ils soient, sont toujours perdants. Et une question demeure : pourquoi ? Pourquoi toutes ces guerres pour des gains si aléatoires et si douteux ?

J-C – Les intellectuels sont des idiots ou des paresseux ou les deux à la fois. « *Des gains si aléatoires* » la survie du capitalisme, ah bon ! On ne va pas lui expliquer ici, ce serait trop long et il n'y comprendrait rien, qu'il retourne à l'école.

Lu.

1- Hier soir, lors de la remise des National Book Awards (ndt : NBA, une des distinctions littéraires les plus prestigieuses des États-Unis), plus d'une douzaine de finalistes de la NBA sont montés sur scène et ont profité d'être sous les projecteurs pour s'opposer aux bombardements en cours sur Gaza et pour appeler à un cessez-le-feu.

2- Il suffit de jeter un coup d'œil rapide à la carte actuelle pour démontrer graphiquement que la solution à deux États – préconisée par tous, de la Chine à la Russie en passant par une grande partie du monde arabe – est morte. Un ensemble de bantoustans isolés ne pourra jamais former un État.

3- Comme les combattants du Hamas n'étaient armés que de fusils et autres armes légères, toutes ces victimes ont dû être tuées par des obus explosifs tirés par des chars ou par des missiles Hellfire. De fait, des vidéos récemment publiées révèlent que des centaines de véhicules israéliens avaient été incinérés par des munitions de ce type, ce qui suggère que nombre des Israéliens qui ont été tués alors qu'ils essayaient de s'enfuir du festival de danse sont probablement morts de munitions lancées par des pilotes d'Apache à la gâchette facile, qui ont indiqué avoir ouvert le feu sur tout ce qui bougeait.

En combinant ces faits avec les interviews d'anciens otages israéliens qui décrivent le traitement très décent dont ils ont fait l'objet par leurs ravisseurs du Hamas, il apparaît comme probable qu'une majorité, voire une forte majorité de l'ensemble des civils israéliens décédés aient été tués par l'armée de leur propre pays. De fait, sur la base de ces éléments, Scott Ritter, ancien inspecteur en chef des armements pour l'ONU, annonce le nombre de 80%.

Au vu du bilan abaissé et des indications selon lesquelles plus de la moitié des pertes israéliennes ont apparemment été des militaires ou des membres du personnel de sécurité, il est tout à fait possible que le nombre de civils israéliens désarmés tués par des militants du Hamas ait été d'à peine plus de cent.

Dans le même temps, les bombardements incessants pratiqués par Israël contre la bande de Gaza qui reste sans défense et densément peuplée se sont poursuivis ; le nombre officiel de morts rapporté par le ministère de la santé de Gaza dépasse désormais les 10 000.

Mais que le bilan exact de ces morts soit plus proche de 10 000 ou de 20 000, le désastre qui est en train de se dérouler constitue sans aucun doute le massacre télévisé de civils le plus important de toute l'histoire du monde, et un crime de guerre patent, dont le gouvernement étasunien s'est montré pleinement complice, ce qui pourrait avoir des conséquences géopolitiques très graves.

Malgré cette situation sinistre, la société israélienne semble s'être totalement ralliée aux actions de son gouvernement, jadis impopulaire. Comme l'indique Alastair Crooke, l'ancien diplomate britannique, les sondages montrent qu'environ 80% des Israéliens soutiennent actuellement leur attaque militaire très dure contre Gaza. De fait, une centaine de médecins israéliens ont récemment signé une déclaration de soutien au bombardement d'hôpitaux palestiniens.

J-C - Si la chasse au sionisme prend la tournure de la chasse au nazisme, c'est que quelque part c'est mérité, non ?

A lire.

Israël Shahak - Histoire juive - Religion juive - Le poids de trois millénaires - Ed. La Vieille Taupe, 2001

« *Israël, en tant qu'État Juif, constitue un danger non seulement pour lui-même et pour ses habitants, mais encore pour tous les juifs, et pour tous les autres peuples et États du Moyen Orient, et au-delà.* »

Par ces mots, Israël Shahak, un juif israélien né en Pologne, interné à Belsen, et résident en Israël depuis plus de 40 ans, entreprend une étude dérangeante et provocante sur l'étendue de l'influence qu'exerce sur l'Etat séculier d'Israël les orthodoxes religieux dont la nature exclusiviste est potentiellement mortelle.

Tandis que le fondamentalisme musulman est combattu en Occident, le fondamentalisme juif poursuit sa route sans même que son existence soit remarquée. On utilise le judaïsme classique pour justifier la politique israélienne qui est tout aussi raciste, totalitaire et xénophobe que ne le fut l'antisémitisme dans ses pires excès.

Nulle part cela n'apparait plus clairement que dans les attitudes juives à l'égard des non-juifs en Israël et au Moyen Orient.

Se fondant sur son étude du Talmud et des lois rabbiniques, Shahak soutient que les racines du chauvinisme juif et du fanatisme religieux doivent être comprises avant qu'il ne soit trop tard.

Israël Shahak parvint en Palestine en 1945.
Il est professeur de chimie organique à la retraite, et, sa vie durant, il fut un militant des droits de l'homme, des droits de tous les hommes.
Il est l'auteur de nombreux écrits sur le judaïsme, tant en hébreux qu'en anglais. » librairiefrancaise.fr

Il est haï par les sionistes du Crif, à juste titre selon leurs critères.

Crif - Liaisons dangereuses ? 5 Novembre 2004

Extrait.

Né à Varsovie en 1933, il aurait passé son enfance au camp de Bergen Belsen et serait venu en Israël en 1945 où il est décédé en 2001. Il fut président de la Ligue israélienne des droits de l'homme et du citoyen qu'il a fondée en 1970. Père du concept de « *judéo-nazisme* » et de l'application du terme « *holocauste* » aux Palestiniens (Journal of Palestine Studies, n°3 1981) il s'est d'abord fait connaître par un rapport intitulé « *Le racisme de l'état d' Israël : ligue israélienne des droits de l'homme et du citoyen* » publié en 1975 (date de l'adoption de la célèbre résolution des Nations Unies), que le site Internet de l'Institut du Monde Arabe met en bonne place dans sa bibliographie

Dans un article publié par Kol Ha'lr le 19 mai 1989, il écrit : « *Je ne suis pas d'accord avec l'opinion de Haim Baram selon laquelle le système d'éducation israélien instille une 'conscience de l'Holocauste' aux élèves (Kol Ha'Ir 12.5.89). Ce n'est pas une conscience de l'Holocauste mais plutôt un mythe de l'Holocauste ou même une falsification de l'Holocauste (dans le sens où 'une demi-vérité est pire qu'un mensonge) qui leur a été inculqué* ». Et il se réclame de sa propre expérience.

L'une de ses principales thèses est qu'il y a une haine des Gentils d'origine talmudique, que le Talmud autorise le meurtre des non Juifs et permet de leur refuser des secours quand ils sont en danger. Parmi ses autres « *révélations* », on trouve que les expropriations et expulsions n'ont été rendues possibles qu'en prenant appui sur la Halakha qui interdit aux juifs de vendre un bien immobilier à un non-juif Tout est, dit-il, une question de rapport de forces. Si les juifs sont assez puissants, le devoir religieux est d'expulser les Gentils (en l'occurrence les Palestiniens). Il ajoute que le Talmud réitère à leur endroit les exhortations à l'extermination contenues dans la Thora à l'égard des Cananéens et des Amalécites (et il cite le Deutéronome). Ces génocides bibliques, dit-il, sont invoqués par les rabbins actuels pour justifier les nombreux massacres de populations arabes par les Israéliens (Deir Yassin, Quneitra, etc.).

D'ailleurs, continue-t-il, tous les sionistes, et en particulier les sionistes de gauche, partagent les vues du judaïsme strict. Il s'en prend ainsi particulièrement à Martin Buber qui « *critiquait le nazisme, mais couvrait simultanément de louanges la religion juive et passait sous silence*

sa déshumanisation des non-juifs », et à Moses Hess dont les opinions sur la « *pure race juive* » sont identiques au raisonnement d'Hitler sur la « *pure race aryenne* ».

https://www.crif.org/fr/tribune/Liaisons-dangereuses-3797

Connaissez-vous Leopold Von Mildenstein ?

Leopold Itz Edler von Mildenstein, dit LIM, est un écrivain et un SS-Untersturmführera allemand d'origine autrichienne, né le 30 novembre 1902 à Prague et mort en novembre 1968, probablement en Égypte.

Son nom est attaché à son engagement au sein du parti nazi en faveur de la cause sioniste.

Sous le Troisième Reich

Entre le 9 septembre et le 9 octobre 1934, le journal berlinois national-socialiste Der Angriff fondé et contrôlé par Joseph Goebbels, publie une série de douze articles pro-sionistes de Mildenstein sous le titre A Nazi Goes to Palestine. En l'honneur de sa visite, le journal diffuse une médaille commémorative, portant la svastika sur une face et une étoile de David sur l'autre. (Visible dans l'ouvrage de Lenni Brenner mis en ligne – J-C)

De même que l'accord Haavara, cette visite de Mildenstein en Palestine et cette médaille furent plus tard utilisées par des auteurs anti-Israël pour expliquer qu'il y a un lien entre nazisme et sionisme. (Effectivement tout un symbole et au-delà ! - J-C)

(Source : Wikipédia)

A lire aussi :

51 Documents: Zionist Collaboration With the Nazis par Lenni Brenner (en Anglais)

Le 7 octobre était « *un appel à l'insurrection à tous les opprimés, à tous les damnés de la terre.* »

« *Changeons tout !* » : l'appel de la résistance palestinienne par Luk Vervaet - investigaction.net 23 novembre 2023

Extrait.

Nous voulons tout changer !

En lançant la Tempête Al-Aqsa, les organisations politiques et la résistance armée palestinienne ont fait le choix de sacrifier tout. Elles auraient pu choisir de continuer à gérer tant bien que mal le ghetto, ce bout de terre exténué qui s'appelle Gaza. Elles ont choisi de

jeter tout dans la balance, de risquer le tout pour le tout, leurs propres vies et celles de leurs familles, lançant en même temps un message de libération au monde.

« *Nous avons voulu changer toute la situation actuelle, pas juste avoir une énième confrontation avec Israël. Nous avons réussi à remettre la question de la Palestine sur la table et dans toute la région le calme a disparu* », a déclaré Khalil al-Hayya, un des responsables du Hamas, dans une interview dans le *New York Times*. (3)

« *Changer tout !*» est un appel à l'insurrection à tous les opprimés, à tous les damnés de la terre. Ne nous contentons plus d'une petite réforme ici et là, ni des miettes qu'on nous jette. C'est un rappel à une catégorie d'ONG-professionnels-pro-palestiniens pour leur dire : arrêtez de nous traiter comme des mendiants et des pauvres malheureux. Nous résistons, nous existons. C'est une gifle à la gauche occidentale qui a oublié ce que veut dire le mot résistance. C'est un rappel à ceux et celles qui jurent par les textes juridiques, par des motions qui condamnent Israël pour la énième fois depuis des décennies, que rien n'a changé et que seule la résistance peut changer les choses.

C'est la résistance palestinienne qui a mis le feu aux poudres et une véritable marée de manifestations portant le drapeau palestinien a inondé le monde. Les peuples du monde ont entendu l'appel. Le peuple manifeste dans toutes les capitales, il est de toutes les couleurs, de toutes les convictions. Il est dans les rues, les stades de foot, les universités et les écoles. Dans les pays du Sud, mais dans nos pays aussi, sous la direction des populations issues de l'immigration, la solidarité est des plus larges. Elles effacent la reconnaissance d'Israël, les accords économiques et militaires avec ce pays, les drapeaux israéliens aux bâtiments, les déclarations de soutien inconditionnel à Israël… montrant à nouveau la rupture totale entre la classe politique occidentale et les peuples. Un soutien populaire à Israël est tout simplement inexistant.

La résistance a réveillé des dizaines de gouvernements des pays du Sud qui à leur tour ont rappelé le monde occidental à la raison sur la question palestinienne. Comme les gouvernements du Pakistan, de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Yémen, de l'Algérie, de l'Afrique du Sud, du Soudan, de la Tunisie, du Tchad… qui se sont rangés du côté de la Palestine et de Gaza. En se faisant leurs porte-parole, des présidents latino-américains ne mâchent pas leurs mots. « *Les racistes et suprémacistes contemporains, les sionistes, veulent détruire le peuple palestinien* », a souligné le président vénézuélien Maduro, « *les horreurs de l'Holocauste juif sont appliquées au peuple palestinien. Il s'agit du même plan d'extermination qu'Adolf Hitler a mis en œuvre contre le peuple juif et qui a été condamné par l'ensemble de l'humanité* ». (4) La voix du président colombien Gustavo Petro rejoint celle de Maduro : *« C'est le siège de Gaza par Israël qui est du nazisme. Aucun démocrate au monde ne peut accepter que Gaza soit transformée en camp de concentration* », a-t-il déclaré. (5) Le 9 octobre, Gustavo Petro écrivait : *« J'ai visité le camp de concentration d'Auschwitz, et aujourd'hui c'est sa réplique que je vois à Gaza.* » En réaction à la déclaration du ministre israélien de la Défense Yoav Gallant qui annonçait un siège complet de Gaza contre des « *animaux* », Gustavo Petro a répliqué : « *C'est ce que les nazis disaient des juifs. C'est un discours de haine qui, s'il est maintenu, aboutira à un Holocauste. Les peuples démocratiques ne peuvent pas permettre au nazisme de se réinstaller dans la politique internationale* ».

Au niveau de l'ONU aussi, la question de la Palestine a secoué l'ensemble du monde, mettant à nouveau en exergue la fracture entre deux mondes et en même temps l'impuissance et l'incapacité de cet organe à représenter le monde tel qu'il est aujourd'hui. Le 27 octobre, après 20 jours de massacres israéliens, une résolution (non contraignante) de l'Assemblée générale des Nations unies, proposée par la Jordanie avec le soutien de 50 autres pays, appelle à une trêve humanitaire immédiate. Sous le nom « *Protection des civils et respect des obligations juridiques et humanitaires* », sur les 193 pays membres, la résolution a été adoptée par 121 voix pour (deux tiers de toute l'assemblée !), 14 contre, 44 abstentions, 14 non-votants. Parmi les votes contre ce simple appel humanitaire : Israël, les États-Unis, Fidji, le Guatemala, les Îles Marshall, la Micronésie, Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay et les Tonga. C'est-à-dire seulement Israël et les États-Unis, et une poignée d'îles dans le Pacifique auxquels les États-Unis ont promis des milliards d'euros d'aide. Parmi les abstentions figurent l'Australie, l'Inde, le Royaume-Uni, le Canada, l'Ukraine, et pas moins de 15 pays européens : l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, les Pays-Bas, la Pologne, la Bulgarie, l'administration chypriote grecque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Suède.

En fait, dans ce monde capitaliste qui porte dans ses gènes l'inégalité, l'exploitation et l'oppression, rien n'a changé. Les votes actuels « *contre* » et les abstentions nous rappellent les temps de l'Apartheid sud-africain. En novembre 1963, les Nations Unies ont voté un embargo sur le pétrole pour obliger l'Afrique du Sud à se conformer aux droits de l'homme et la forcer à abandonner sa politique raciste. Les seuls pays à avoir voté contre cette résolution, étaient l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne (le plus grand investisseur en Afrique du Sud), les États-Unis (deuxième investisseur), la France (troisième investisseur) et l'Espagne et le Portugal, deux dictatures fascistes qui possédaient encore des colonies en Afrique.

Si nous voulons rompre définitivement avec cette politique occidentale coloniale et impérialiste, si nous voulons changer tout, rendons à la résistance la reconnaissance qu'elle mérite.

J-C - Ce que propose l'auteur de l'article en guise de conclusion ou action n'a aucun sens, car comment vouloir tout changer et s'en remettre à ceux qui sont opposés à tout changement de société, à ceux qui incarnent "*ce monde capitaliste qui porte dans ses gènes l'inégalité, l'exploitation et l'oppression*".

On retrouve les mêmes contradictions à la fin de tous les articles, textes ou discours de la gauche alternative, des anti-impérialistes, des antifascistes, ou des blogs dits progressistes ou indépendants. Quel en est la signification politique ? Qu'ils sont sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. Autrement dit, ils refusent ou ils sont incapables de renouer avec le socialisme, par conséquent ils s'en remettent aux représentants du capitalisme "qui porte dans ses gènes l'inégalité, l'exploitation et l'oppression", c'est aussi simple que cela. Trop apparemment, puisque lorsque je propose de construire un courant politique fidèle au socialisme, cela n'intéresse personne.

Luk Vervaet - Obligeons nos gouvernements d'en finir avec les listes antiterroristes en vigueur depuis 2001, de sortir la résistance palestinienne de ces listes et de faire reconnaître la résistance palestinienne comme des mouvements de libération légitimes. Ce faisant nous pourront aussi reconquérir l'espace perdu des libertés d'expression et d'action.

https://investigaction.net/changeons-tout-lappel-de-la-resistance-palestinienne/

J-C - Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) a publié un nouvel entretien donné au blog libertarien *Le courrier des stratèges* aussi insignifiant ou sans intérêt que les trois ou quatre précédents, puisqu'il a repris ce qui figurait dans ces articles ou il n'a pas été capables de répondre à la plupart des questions qui lui étaient posées, questions peut-être mal venues, bref, j'ai perdu 30 précieuses minutes !

Quand un faisceau d'indices à valeur de preuve.

J-C- Tout indique que Netanyahu et Tsahal ont délibérément ignoré les indices qui laissaient supposer que les Palestiniens préparaient une opération, y compris sa localisation précise.

Témoignages. Ces soldates israéliennes qui ont alerté sur l'attaque du 7 octobre et ont été ignorées par sexisme - courrierinternational.com 25 novembre 2023

Extrait.

À plusieurs reprises, avant le 7 octobre, elles ont signalé des activités inhabituelles du Hamas. Des alertes restées sans suivi. Et depuis le "*Samedi noir*", ces femmes soldats ayant survécu au massacre déplorent l'absence de suivi psychologique. Aujourd'hui, elles dénoncent, dans les pages de "*Ha'Aretz*", des failles structurelles au sein de Tsahal.

D'une certaine façon, Shir et ses collègues ne sont pas surprises de l'attitude des autorités. Depuis leur service militaire, elles disent s'être habituées au fait qu'elles "*ne comptent pas*". De même qu'aucune attention n'a été accordée à leurs avertissements répétés avant l'infiltration du Hamas, le Samedi noir. Des avertissements auxquels Tsahal, leur semble-t-il, est restée sourde.

De même qu'aucune attention n'a été accordée à leurs avertissements répétés avant l'infiltration du Hamas, le Samedi noir. Des avertissements auxquels Tsahal, leur semble-t-il, est restée sourde.

Cela inclut des rapports sur les préparatifs du Hamas près de la clôture à la frontière, les activités de ses drones ces derniers mois, ses tentatives pour neutraliser les caméras, son recours massif aux camionnettes et aux motos, et même des répétitions d'attaques sur des blindés.

Les observatrices pensent que le Hamas s'est même montré plutôt brouillon : il n'a pas cherché à se cacher, ses agissements étaient visibles de tous. Mais tout au long de cette période, ajoutent-elles, des officiers supérieurs de la division de Gaza et du commandement sud ont refusé de tenir compte de leurs alertes. Selon elle, cela est entre autres dû à un problème d'arrogance, mais aussi de sexisme.

Sous certains aspects, les heures qui ont précédé le matin du 7 octobre ont été tout à fait banales. Noga, une observatrice stationnée dans l'unité du renseignement de l'armée israélienne à Kissoufim, près de la frontière de Gaza, a repéré la présence inhabituelle d'un

homme à l'air suspect, debout devant une des barrières levantes installées le long de la bande de Gaza.

Son rapport est parvenu au lieutenant-colonel Meir Ohayon, commandant du 51e bataillon de la brigade Golani, qui, à 3 heures du matin, s'est rendu sur place, puis, après avoir vu l'homme en question, lui a tiré dessus avec des gaz lacrymogènes. Le suspect a fait demi-tour et s'est dirigé vers un poste d'observation du Hamas à quelque 300 mètres de la clôture, la distance que les Palestiniens sont autorisés à atteindre. L'observatrice a identifié plusieurs autres personnes sur la même position et il lui a semblé qu'une réunion s'y tenait.

Tous ces événements lui ayant paru inhabituels et inquiétants, elle en a fait part aux autres observatrices, ainsi qu'à l'officier de service. Mais à l'issue de cette discussion qui a duré environ une minute dans la salle de situation, et en consultation avec la division, il a été décidé de revenir à la normale.

"*Désolée d'avoir dû vous réveiller à une heure pareille, a dit l'observatrice à Ohayon en lui présentant ses excuses, mais je continue à penser qu'il y a quelque chose de bizarre, là.*" Imperturbable, Ohayon lui a répondu qu'il valait toujours mieux se montrer vigilant afin d'éviter les surprises. Quelques heures plus tard, il est devenu évident que cette "*vigilance*" n'avait pas empêché la surprise.

Mais ce n'était que la dernière pièce du puzzle. Avec le recul, quand elle a saisi la portée de la catastrophe, et après avoir perdu des dizaines d'amis tués ou enlevés par le Hamas, l'observatrice a pris toute la mesure de cette faille.
Alors qu'elle s'efforçait de comprendre qui était cette personne suspecte et ce qu'elle préparait, l'armée et le Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien, s'étaient déjà entretenus à la suite d'un avertissement au sujet d'une infiltration terroriste.

La suite réservée aux abonnées…

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Porte-parole du ministère de la Santé de Gaza : L'occupation israélienne a détruit la plupart des hôpitaux de Gaza et volé leur équipement médical

- Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, un porte-parole de l'armée israélienne avertit les Palestiniens de la bande de Gaza que "*la guerre n'est pas encore finie*" et leur "*interdit*" de rejoindre le nord de l'enclave palestinienne. "*Le nord de la bande de Gaza est une zone de guerre dangereuse (...), vous devez rester dans la zone humanitaire au sud*", dit-il. francetvinfo.fr 24 novembre 2023

L'armée israélienne ouvre le feu sur des Palestiniens tentant de retourner au nord de Gaza - aa.com.tr 24 novembre 2023

Trêve provisoire : Les déplacés palestiniens sur les chemins de retour, malgré les tirs israéliens - french.almanar.com.lb 24 novembre 2023

A peine la trêve provisoire est entrée en vigueur dans la bande de Gaza, à partir de 7 heures (5h GMT) ce vendredi, que les déplacés palestiniens ont pris le chemin de leur maison au centre et au nord de la bande de Gaza. Malgré les tentatives des soldats de l'occupation israélienne de les en empêcher.

Ce matin, ils étaient des milliers, à pieds, en voitures ou dans des calèches qui ont emprunté les chemins de retour, vers Gaza, vers Beit Hanoun et Beit Lahia dans le nord, vers les régions est de Khan Younes, … Ils voulaient surtout voir ce qui s'est passé avec leurs biens, visiter des proches qui sont restés, ou voir s'ils peuvent trouver des affaires qu'ils peuvent récupérer au milieu des décombres.

Des habitants ont indiqué que les Israéliens sont toujours à l'intérieur de Beit Hanoune et ne se sont pas retirés vers ses périphéries. « *Ils arrêtent des jeunes et tirent sur eux. Surtout à la hauteur du garage Beit Hanoune »,* ont-ils assuré pour al-Mayadeen.

Les médias palestiniens ont rapporté que les soldats israéliens ont ouvert le feu sur les palestiniens qui revenaient vers le nord. Deux Palestiniens sont tombés en martyrs, indique al-Jazeera, selon lequel les soldats israéliens ont aussi tiré sur les Palestiniens dans l'entourage de l'hôpital al-Rantissi, pour les empêcher de rentrer chez eux. Il est aussi question de tirs de chars et d'artillerie en direction des passants dans la région de l'autoroute centrale de Salaheddine, au centre de la bande de Gaza, où les chars israéliens ont été vus, notamment devant la place Koweit.

Commentant les scènes de retour, des médias israéliens ont déclaré que « *les craintes d'Israël de la trêve se sont confirmées* ».

La communauté arménienne vent debout contre l'expropriation de ses terres à Jérusalem - RT 24 novembre 2023

«*Ce n'est pas un simple parking, c'est un terrain qui appartient au patriarcat arménien depuis plus de 700 ans*», dénonce l'un de ses membres devant les caméras de RT. «*C'est un patrimoine et notre histoire», martèle-t-il. Les Arméniens de la ville trois fois sainte ne cachent plus leur colère face au projet de rachat d'un quart de leur terre sur un bail de 99 ans par des communautés de colons israéliens cherchant à construire un complexe de luxe, indique le média Terre Sainte.*

Le 16 novembre, le patriarcat arménien de Jérusalem avait tenté d'alerter la communauté internationale sur «cette menace existentielle et territoriale». Rapportée par le site Armenpress, la lettre évoque notamment l'annulation du contrat foncier «entaché de fausses déclarations, d'influence indue et d'avantages illégaux».

Mais face à ce refus, le promoteur Daniel Rubenstein, un entrepreneur israélo-australien qui compte construire un hôtel de luxe, a fait fi des demandes arméniennes. Les promoteurs ont même «*préféré opter pour la provocation, l'agression et d'autres tactiques de harcèlement et d'incendie, notamment la destruction de biens, l'embauche de provocateurs lourdement armés et d'autres formes d'instigation*», a accusé la communauté arménienne.

Le média Middle East Eye rapporte qu'ils ont même utilisé des bulldozers et des camions pour faire pression dans le quartier arménien. Le contrat foncier avait été signé en catimini en 2021, selon le média qatari.

La communauté chrétienne de Jérusalem ne cesse de se réduire comme peau de chagrin. Aujourd'hui, elle s'élève à environ 2 000 habitants. Selon les autorités chrétiennes, comme le patriarche grec orthodoxe de Jérusalem Théophile III en janvier 2022, les pressions des colons juifs et la volonté des autorités israéliennes de judaïser la ville trois fois sainte explique en grande partie l'étiolement de la population chrétienne. RT 24 novembre 2023

Barcelone suspend ses relations avec Israël - middleeastmonitor.com 24 novembre 2023

Le conseil municipal de Barcelone a approuvé vendredi une déclaration suspendant les relations avec Israël jusqu'à ce qu'il y ait un cessez-le-feu permanent à Gaza et que le pays "*respecte les droits fondamentaux du peuple palestinien*", rapporte l'agence Anadolu.

Ce n'est pas la première fois que Barcelone rompt ses relations avec Israël.

En février 2023, la maire de l'époque, Ada Colau, avait suspendu les relations de la ville avec Israël et l'accord de jumelage avec Tel Aviv.

Cependant, lors des élections de cet été, Mme Colau a perdu son poste au profit du candidat socialiste, Jaume Collboni. En septembre, ce dernier a rétabli les liens diplomatiques avec Israël et l'accord de jumelage avec Tel-Aviv.

La déclaration de vendredi a été proposée par le parti d'extrême gauche Barcelona En Comun de Mme Colau, et soutenue par le parti socialiste de M. Collboni, ainsi que par le parti séparatiste de gauche, ERC.

La déclaration condamne toutes les attaques contre la population civile, tant de la part du Hamas que d'Israël, ainsi que "*toute punition collective, tout déplacement forcé, toute destruction systématique de maisons et d'infrastructures civiles, ainsi que le blocus de l'énergie, de l'eau, de la nourriture et des fournitures médicales à la population de la bande de Gaza*".

Selon la déclaration approuvée par Barcelone, les principaux obstacles à une paix durable sont "*l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens*" et le "*déni des droits*" de la population.

D'autres membres éminents du gouvernement espagnol, dont l'ancienne ministre et actuelle députée Ione Belarra, ont appelé l'ensemble du pays à couper les liens avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Ce n'est pas la position du gouvernement. Au contraire, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, s'est rendu en Israël et en Palestine pour rencontrer ses homologues locaux jeudi.

M. Belarra a déclaré que le voyage de M. Sanchez "*blanchissait*" M. Netanyahu et qu'il devrait plutôt se trouver à Bruxelles pour faire pression sur l'UE afin qu'elle applique des sanctions à l'encontre d'Israël, de la même manière que l'UE l'a fait à l'encontre de la Russie après que celle-ci a attaqué l'Ukraine. middleeastmonitor.com 24 novembre 2023

L'Espagne ouverte à la reconnaissance de l'État palestinien, même si l'UE n'est pas d'accord - aa.com.tr 24 novembre 2023

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé vendredi que Madrid était ouverte à la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien, même si cela allait à l'encontre de l'opinion de l'Union européenne (UE).

"*Je pense que le moment est venu pour la communauté internationale et en particulier pour l'Union européenne et ses États membres, de reconnaître l'État de Palestine*", a déclaré Sanchez aux médias lors d'une conférence de presse tenue du côté égyptien du poste-frontière de Rafah.

Sanchez a fait savoir qu'idéalement, la reconnaissance viendrait d'un seul coup avec la participation d'au moins plusieurs États membres.

« *Mais si ce n'est pas le cas, l'Espagne prendra, bien sûr, ses propres décisions* », a indiqué le Premier ministre espagnol nouvellement réélu, qui avait précédemment promis que la reconnaissance de l'État de Palestine était une priorité pour son prochain mandat.

- Hier, depuis le Proche-Orient, Pedro Sanchez a exhorté Benyamin Nétanyahou à œuvrer à la création d'un "*Etat palestinien viable*". En compagnie de son homologue belge, Alexander De Croo, ils ont appelé "*à faire davantage pour éviter les victimes civiles*".

Les relations se tendent entre Israël d'un côté et la Belgique et l'Espagne de l'autre. Le ministre des Affaires étrangères israélien déclare sur X (ex-Twitter) que "*les Premiers ministres espagnol et belge soutiennent le terrorisme*". "*Leurs ambassadeurs seront invités à une conversation de réprimande sévère"*, annonce Eli Cohen. francetvinfo.fr 24 novembre 2023

"*La résistance est notre choix*": Des milliers de Jordaniens manifestent à Amman en soutien à Gaza - aa.com.tr 24 novembre 2023

Des milliers de Jordaniens ont participé, vendredi, à une marche de solidarité avec la bande de Gaza, malgré l'entrée en vigueur de la trêve humanitaire entre Israël et les factions de la résistance palestinienne.

Londres: Des manifestants exigent l'ouverture permanente du passage de Rafah vers Gaza - aa.com.tr 24 novembre 2023

Des manifestants se sont rassemblés, vendredi, devant l'ambassade égyptienne dans la capitale britannique.

Les manifestants ont scandé des slogans en arabe et en anglais en solidarité avec les Palestiniens et pour exiger un cessez-le-feu permanent à Gaza.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Bienveillance et malveillance, devinez envers qui ? Franchement, la justice fiscale mérite la justice sociale ou la solidarité avec les plus riches.

Budget 2024 : Le Sénat adopte une (légère) augmentation des impôts des ménages les plus riches - AFP/20 Minutes 24 novembre 2023

L'amendement voté à main levée contre l'avis du gouvernement et de la commission des finances du Sénat prévoit deux nouvelles tranches pour les personnes ayant des revenus dépassant 750.000 euros par an. Un taux de 5 %, contre 4 % actuellement, serait appliqué aux revenus entre 750.000 et un million d'euros, puis 6 % au-delà du million annuel.

« *Ce n'est pas révolutionnaire mais cela permet de faire participer les personnes touchant de très gros dividendes à l'effort de solidarité nationale* », a expliqué le centriste Bernard Delcros. « *C'est une mesure de justice fiscale qui nous paraît raisonnable.* »

Deux autres mesures ont ainsi été adoptées vendredi, visant à soumettre à l'impôt sur le revenu les intérêts versés dans le cadre de l'épargne logement et les produits attachés aux contrats d'assurance-vie, pour des recettes estimées à près d'un milliard d'euros. AFP/20 Minutes 24 novembre 2023

J-C - Nous on prendrait tout au 1% pour financer des logements sociaux viables, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures qui profiteraient à tous, rétablir tous les services publics qu'ils ont privatisés en 40 ans.

Vous allez tous mourir et vous allez détester ces salauds de Français.

J-C - Ils les ont comptés comment ?

Europe : la pollution aux particules fines a tué 253 000 personnes en 2021, selon un rapport - francetvinfo.fr 24 novembre 2023

J-C - La pollution ne tue pas, c'est une pure invention de malveillants, elle contribue comme d'autres facteurs dans certaines circonstances à provoquer des maladies auto-immunes, en réalité c'est plutôt la combinaison d'un ensemble de facteurs en fonction de l'état psycho-

physiologique de chaque personne qui contribue à un vieillissement et des décès prématurés, bien qu'il faille bien mourir un jour de quelque chose !

Propagande. Les zélés journalopes de France Info en rajoutent à la louche !

Explosion des actes antireligieux : on vous explique pourquoi il faut prendre les chiffres de Gérald Darmanin avec des pincettes - francetvinfo.fr 24 novembre 2023

J-C - France Intox reproche au ministre de l'Intérieur de n'avoir pas comptabilisé « *des chiffres relatifs aux faits racistes et xénophobes non-religieux, en précisant s'il s'agit d'actes à l'encontre de personnes perçues comme arabes, noires, asiatiques, roms, etc.* »
Dorénavant ils criminalisent tout dérapage ou toute incivilité langagière, insultes lancées à la légère. Ces suppôts de nazis ont besoin de faire régner un état de terreur et de haine, de violence, pour diviser les masses et gouverner…

LE SOCIALISME

Le 26 novembre 2023

Une petite histoire indienne pour se détendre un peu, on est dimanche, l'unique jour de repos hebdomadaire ici en Inde.

Une belle mousson avec une pluie abondante depuis une dizaine de jours, une bonne nouvelle puisqu'ensuite il ne pleuvra pratiquement plus pendant 11 mois, quoique cela dépend des années. D'ailleurs personne n'ose s'en plaindre.

Hier soir avec ma compagne Selvi, 53 ans environ, cela vous étonne, attendez la suite, on a eu une brève discussion en fin de soirée, de mon côté je l'avais passé à lire des documents sur l'histoire de la Palestine et du sionisme, pendant que dans la pièce principale de la maison elle regardait un film tamoul, qui comme presque toujours devait comporter des scènes épouvantables de violence.

Quelques jours auparavant elle m'avait expliqué, qu'il y avait toujours au moins 3 scènes de violence dans chaque film, parce que c'était indispensable pour que les films aient du succès auprès du public, car les Indiens en étaient particulièrement friands. Je lui avais alors répondu que cela ne m'étonnait pas, qu'ils soient aussi facilement portés à la violence dans la vie quotidienne, puisqu'on les y encourageait d'une certaine manière. Elle acquiesça en souriant sans que j'y prête attention, car elle sourit tout le temps, quoique, et pour cause.

Hier soir elle m'a sorti un truc qui nous a fait marrer jusqu'aux larmes, on a été pris d'un fou rire carrément, tant mieux puisqu'il paraît que c'est bénéfique pour passer une bonne nuit. Elle m'a raconté que jusqu'en 2011 ou 2012, donc elle avait environ 40 ans, elle avait toujours cru que les scènes de violences dégoulinantes d'hémoglobine et de corps découpés en morceaux qui se déroulaient dans les films étaient réels, que les blessés étaient ensuite envoyés dans des hôpitaux et les cadavres à la morgue ou au bûcher. Cependant, elle se demandait comment malgré tout ils faisaient pour recruter des acteurs pour tourner dans ce genre de film, et comment il se faisait que les acteurs blessés ou tués réapparaissaient dans d'autres films. Et bien, ce n'est qu'à cette date, lorsqu'un Indien avec lequel elle travaillait imita devant elle une scène de violence en remplissant des sacs plastique d'eau mélangée avec un colorant rouge qu'il fit exploser, qu'elle comprit le secret de la réincarnation de ces acteurs ! Elle ajouta : Ils ne se frappent pas vraiment et les épées sont en éponge, ce ne sont pas de vrais couteaux ou de vraies balles, tu comprends. Merci Selvi.

J'ai alors éclaté de rire, elle aussi. Elle précisa que c'était à cette occasion qu'elle s'était rendue compte à quel point elle était naïve ou arriérée, et qu'elle pouvait être amenée à croire n'importe quoi ou n'importe qui. Je lui répondis qu'elle n'avait pas à être complexée ou à s'en vouloir de quoi que ce soit d'ignorer beaucoup de choses. J'ajoutai que personne n'avait pas à se le reprocher, personne d'ailleurs, car finalement nous en sommes tous au même point à des degrés divers, les têtes trop pleines et mal faites ne manquent pas !

Je me demande combien d'occidentaux ont conscience de ce que je suis en train de raconter, qui concerne des centaines de millions ou des milliards de personnes, lorsqu'ils en parlent ou les jugent.

Je vous avais déjà parlé de Selvi dans de nombreuses causeries. Je savais comment elle était, mais à ce point, je dois avouer qu'elle m'a quand même surpris hier. Puis dans ma tête avant de m'endormir, j'ai repensé rapidement aux difficultés que j'avais vécues avec elle au cours des 11 dernières années ou des « *blagues* » qu'elle m'avait faites. Je me suis dit que j'avais sans doute là l'explication à certains de ses comportements surprenants que je n'étais pas parvenu à m'expliquer. Ils semblaient tellement incohérents, qu'ils avaient défié mon cerveau hyper structuré.

Cela pour dire que lorsqu'on interprète ce qui se passe dans de nombreux pays sous-développés en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe central, en Extrême-Orient, au Moyen-Orient, ce que vivent les peuples, y compris occidentaux, qui paraît-il seraient plus développés que les autres, ce dont parfois il est permis de douter, on devrait se demander avant si on sait vraiment de quoi ou de qui on parle, surtout quand on se permet de les juger, ce qui ne me viendrait évidemment pas à l'esprit.

Selvi, c'est mon réconfort moral. Elle est si spontanée, si naturelle, si bienveillante, que l'observer vive est un vrai bonheur. Elle a l'esprit ailleurs, elle ne vit pas vraiment dans notre siècle, dans le même monde que nous, elle n'est pas idiote ou folle, elle est très peu intégrée dans la société, c'est tout, ce qui n'est pas un crime. Sa religion (hindouisme) avec ses fantasmes, qu'elle interprète aussi à sa façon, lui sert de réconfort face à la cruauté des hommes qu'elle est toujours la première à servir, parce que c'est la bonté même. Un bel exemple de fraternité désintéressée, c'est si rare, si bien que je m'en suis inspiré pour améliorer mon comportement ou cela m'a fait réfléchir à bien des choses sur la nature humaine.

On dit que les hommes sont perfectibles, sont susceptibles de s'améliorer ou de progresser, j'ai sous les yeux à domicile un spécimen qui me permet de le vérifier tous les jours, de l'étudier attentivement, c'est passionnant. Alors pourquoi ne pas placer sa confiance dans les masses et le socialisme, je vous le demande.

De quoi s'agit-il au juste ? De la lutte de classes.

Le 7 octobre était « *un appel à l'insurrection à tous les opprimés, à tous les damnés de la terre.* ».

De la lutte de classe entre oppresseurs et opprimés, entre exploiteurs et exploités, lisez comment s'est déroulé la colonisation de la Palestine à partir du début du XXe siècle jusqu'en 1947-48, et vous aurez compris qu'il ne s'agit pas d'autre chose dans la guerre actuelle qui oppose le colonisateur américano-sioniste au peuple colonisé palestinien.

Le sionisme a été développé à partir du début du XXe siècle uniquement dans le but de diviser travailleurs juifs et arabes, affaiblir, briser le mouvement ouvrier qui rassemblait travailleurs juifs et arabes, faire en sorte que les travailleurs juifs et arabes s'affrontent entre eux, puis

dans le cadre de la balkanisation du Moyen-Orient réalisée par les impérialistes britanniques et français, faire en sorte que les masses arabes des différents pays de la région se fassent la guerre au lieu de combattre ensemble leur ennemi commun, l'impérialisme britannique essentiellement qui les exploitait et les opprimait en s'appuyant sur la bourgeoisie nationale de ces différents pays qui les trahirent.

Depuis, c'est l'impérialisme américain qui a pris la relève de l'impérialisme britannique en s'appuyant sur l'Etat sioniste, qui leur sert à la fois à diviser les travailleurs et les Etats arabes et de base militaire, afin de conserver leur hégémonie sur le Moyen-Orient et ses puits de pétrole et son gaz, à partir desquels l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés s'est constituée une fabuleuse rente qui lui a permis de s'enrichie considérablement tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, et qui compte bien continuer dans l'avenir...

Les géopoliticiens ou journalistes improvisés sont décidément fâchés avec la lutte de classes, pourtant elle est pleine d'enseignements qui peuvent nous aider à comprendre dans quel monde nous vivons actuellement, et dans quelle direction orienter notre combat politique, au lieu de sombrer lamentablement dans l'opportunisme ou pire encore.

Extrait de Contre la Partition ! Publié en hébreu dans la revue Kal Ham 'ad (la Voix de la classe) - Septembre 1947

- Quels sont ces calculs ? Dans la période que nous vivons faite de révolutions sociales et de révoltes des peuples asservis, l'impérialisme emploie deux méthodes principales pour exercer sa domination : la répression impitoyable et brutale (comme en Indonésie, en Indochine et en Grèce) ou bien dévoyer la lutte entre les classes en suscitant des conflits entre nations. Le second moyen est le plus économe et le plus sûr et il permet à l'impérialisme de rester en coulisse.

Jusqu'à présent, l'impérialisme a utilisé avec succès la méthode « *diviser pour régner* » dans ce pays en utilisant l'immigration sioniste comme facteur de division. De cette manière, il créait des tensions nationales ce qui, dans une large mesure permettait de diriger contre les Juifs la colère créée par l'impérialisme parmi les masses arabes de Palestine et du Moyen Orient. Mais récemment, cette méthode s'est avérée moins efficace. Malgré la tension nationale, une classe ouvrière arabe forte et combattive s'est développée dans le pays. Un nouveau chapitre de l'histoire de la Palestine s'est ouvert quand les travailleurs juifs et arabes ont collaboré dans des grèves longues pour forcer les exploiteurs impérialistes à faire des concessions. Et l'échec de la dernière tentative pour provoquer les habitants de Palestine afin qu'ils s'entre-tuent a donné une nouvelle leçon aux impérialistes. Maintenant ils ont tiré leurs conclusions : si vous refusez de vous battre entre vous, nous allons vous mettre dans une position économique et politique telle que vous allez bien être forcés de le faire ! Voilà le véritable contenu de la proposition de partition.

Trois documents ajoutés aujourd'hui.

Le Sionisme - poste avancé de l'impérialisme. (Décembre 1944)

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Sionisme_poste_avance_de_limperialisme_Décembre 1944.pdf

Contre la partition !

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Contre_Partition_1947

L'attentat du 7 octobre a été le point culminant d'un changement stratégique visant à remettre en cause l'endiguement du mouvement. (22.11.2023)

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Strategie_Hamas_Foreign_Policy_22112023.pdf

---

Qui a dit ? Qui a manifesté ces vénérables et généreuses intentions ?

- Il a notamment appelé à un «*redémarrage de l'Organisation mondiale du commerce*» et au renforcement du rôle des pays émergents au travers des organisations financières de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale).

Réponse : Poutine, le 22 novembre lors de la réunion en vidéoconférence du G20. Cela s'adresse à ceux qui vouent un culte à Poutine et le confondent avec Lénine.

Les Brics11 ne s'opposent pas foncièrement aux institutions financières et politiques contrôlés par les Américains contrairement à ce qu'ils croient.
Cependant, constatant que de nos jours ces institutions n'étaient plus en mesure de remplir leur rôle de soutien au capitalisme mondial et constituaient plutôt une entrave à son développement ou menaçaient sa survie, par voie de conséquence les intérêts des grandes puissances concurrentes des Etats-Unis et leur agence européenne, c'est la raison pour laquelle leurs dirigeants ont imaginé de s'organiser au sein d'autres institutions créées uniquement à cet effet, dont on ignore pour le moment si elles seront amenées à supplanter les institutions qui avaient été mises en place à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ou si elles joueront un rôle complémentaire afin d'éviter que l'économie mondiale explose ou s'effondre, et non pour satisfaire les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des peuples, il ne faut pas rêver ou se faire la moindre illusion à ce sujet.

Plus lâche, hypocrite et démagogique, tu meurs !

Lu dans un article publié par un blog suisse dit indépendant : "*Le courage, la modernité, l'avenir, c'est rester neutre et encourager la paix*"

En dessous de cet article figurait la mention habituelle : "*Les assertions et opinions exprimées ici sont le fait de leur auteur et ne peuvent en aucun cas être imputées*" au propriétaire du blog qui publient ces articles.

Tous les propriétaires de ce genre de blog prétendent être indépendants, tout comme le journaliste qui a écrit l'article dont j'ai reproduit un court extrait et qui se demandait :

- « *Où est la morale ? Où est la logique ? Où sont le respect du droit et la protection des innocents ? Disparus corps et biens dans la tempête émotionnelle suscitée par les événements.* »

Il faut être profondément ignorant pour ignorer que la morale est étrangère à la guerre, et être particulièrement aveugle pour ne pas voir la logique qui en est à l'origine ou dans laquelle elle s'inscrit. Dès lors que reste-t-il comme facteur pour expliquer sa confusion, sinon qu'il a réagi lui-même sous le coup des émotions, donc sans prendre conscience qu'il est sous l'emprise de ce qu'il dénonce.

Voilà ce qui arrive au petit bourgeois installé dans son confort personnel, qui, choqué par la tournure des évènements et qui pour un peu se sentirait menacé, découvre soudain terrifié dans quel monde injuste ou barbare nous vivons. Du coup, il est incapable de camoufler plus longtemps la lâcheté, l'hypocrisie, la démagogie qui lui ont toujours servi de boussole pour défendre ses misérables intérêts individuels et se donner bonne conscience, mais laissons-le exposer lui-même la conclusion qu'il en tire :

- « *Il est plus que jamais urgent de rester neutres. Le courage, la modernité, l'avenir, c'est rester neutre et encourager la paix. Sur tous les fronts.* »

Traduisons : Afin de ne pas avoir à subir les conséquences désagréables d'une guerre dans le futur, vaut mieux ne pas s'emmêler ou faire preuve de lâcheté.

Nous conseillons à nos lecteurs d'adopter le comportement opposé ou de prendre leur destin en mains, de s'engager dans le combat politique, de s'organiser, le fatalisme, la résignation ou la soumission n'ont jamais sauvé personne, bien au contraire.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- 14 854 morts, dont 6 150 enfants, et plus de 36 000 blessés dans la bande de Gaza. 226 Palestiniens tués en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est

- Quelques heures seulement après l'entrée en vigueur de la trêve, des soldats israéliens ont tiré sur des personnes cherchant à rentrer chez elles, tuant deux Palestiniens.

- Les forces israéliennes ont tué le médecin de 25 ans, Shamekh Kamal Abu-Rub, au cours d'un raid matinal dans la ville de Qabatiya, dans la région de Djénine, au cours duquel au moins deux Palestiniens ont été blessés et trois autres détenus.

- La journaliste Nima ElBagir de CNN rapporte l'absence de scènes de joie de Jérusalem-Est, en raison de craintes de répercussions. Les autorités israéliennes ont annoncé que les prisonniers libérés sont considérés comme des terroristes, ainsi que tous ceux qui célèbrent leur libération. ELBagir explique que les prisonniers libérés sont pour la plupart des femmes et des mineurs, et que ceux qui en ont été reconnus, ont été considérés comme des erreurs judiciaires. middleeastmonitor.com 25 novembre 2023

- Les forces israéliennes ont réprimé les Palestiniens se félicitant du retour des prisonniers palestiniens, blessant au moins 31 personnes hors de la prison d'Ofer en Cisjordanie et faisant irruption dans les maisons de trois femmes avant leur libération à Jérusalem-Est, menaçant leur famille de ne pas célébrer. mondoweiss.net 25 novembre 2023

- Huit Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne en 24 heures en Cisjordanie, rapporte dimanche 26 novembre le ministère de la Santé palestinien. francetvinfo.fr 26 novembre 2023

Le Syndicat des journalistes palestiniens a annoncé que 66 journalistes ont été tués dans les bombardements israéliens sur la bande de Gaza depuis le 7 octobre. - aa.com.tr 25 novembre 2023

Le syndicat a déclaré dans un décompte publié sur la plateforme Facebook : « *66 journalistes et professionnels des médias ont été tués depuis le début de la guerre israélienne dans la bande de Gaza* ».

La même source a précisé que deux journalistes sont toujours portés disparus, Nidal Al-Wahidi et Haitham Abdel-Wahed, tandis que 31 journalistes ont été arrêtés par les autorités d'occupation dans les territoires palestiniens.

Parmi les victimes, 6 femmes ont été tuées: Salma Mukhaimar, Salam Mima, Iman Al-Aqili, Alaa Al-Hasanat, Ayat Khadura et Doaa Sharaf.
Dans un communiqué, le syndicat a appelé « *toutes les institutions internationales, arabes et palestiniennes travaillant dans le secteur des droits des femmes et des droits humains à poursuivre le système d'occupation israélien pour ses crimes contre les journalistes qui sont la cible de meurtres, d'arrestations, de persécutions et d'agressions pour leur travail journalistique.* »

Les États-Unis ne veulent pas d'une escalade israélienne avec le Liban, selon Austin - english.almayadeen.net 26 novembre 2023

Le secrétaire américain à la Défense Lloyd J. Austin a passé un appel téléphonique avec le Ministre israélien de la sécurité, Yoav Gallant.

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, Lloyd Austin, réitère son soutien inébranlable au « *droit de l'État hébreu à se défendre* ». Il a fait le point sur les efforts proclamés de Washington pour sauvegarder ses forces et ses intérêts dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Selon une source américaine, « *la Maison Blanche a demandé à Austin d'exprimer son inquiétude à Gallant face à l'escalade de l'action militaire israélienne au Liban* ».

Axios a cité une source israélienne disant qu'Austin avait demandé des éclaircissements à Gallant au sujet des frappes aériennes israéliennes au Liban. Le chef de la défense américaine a exhorté « *Israel* » à s'abstenir de prendre des mesures susceptibles d'aggraver la situation en une guerre à grande échelle avec le Hezbollah. english.almayadeen.net 26 novembre 2023

Le ministre israélien cite les bombardements de Dresde de la Seconde Guerre mondiale en réponse à la question de la remise à Gaza - middleeastmonitor.com 25 novembre 2023

Dans une discussion houleuse sur la nature de la reddition du Hamas à Gaza, le ministre israélien du gouvernement israélien Nir Barkat a établi un parallèle controversé avec la Seconde Guerre mondiale, en disant: «*Je ne me souviens pas de la Grande-Bretagne ou des États-Unis à la fin de la seconde guerre mondiale bombardant Dresde*».

Cette réponse est apparue lorsque Barkat s'est demandé si l'appel à la reddition était dirigé uniquement contre les combattants du Hamas ou comprenait également la société civile au sens large de Gaza. Sa référence au bombardement allié de Dresde pendant la Seconde Guerre mondiale a été perçue comme une tentative de justifier la position israélienne à Gaza, une position qui a fait d'importantes victimes civiles. middleeastmonitor.com 25 novembre 2023

Déplacement de la population à Gaza inacceptable - Président de l'Égypte - middleeastmonitor.com 25 novembre 2023

L'Égypte "*n'acceptera pas le déplacement des habitants de Gaza*", a déclaré le président Abdel Fattah Al-Sisi, selon l'agence de presse officielle égyptienne MENA.
Il a souligné que le Caire ne transigerait pas sur sa position qui consiste à "*ne pas accepter le déplacement forcé des Palestiniens*". middleeastmonitor.com 25 novembre 2023

Condamnations jordaniennes et palestiniennes des "*propos racistes*" de Geert Wilders envers les Palestiniens - aa.com.tr 25 novembre 2023

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné les déclarations "*racistes*" du parlementaire néerlandais Geert Wilders, dans lesquelles il niait le droit des Palestiniens à créer un Etat et appelait à leur déplacement vers la Jordanie.

Vendredi soir, la Jordanie a condamné les déclarations de Wilders, les qualifiant de « *racistes* ». aa.com.tr 25 novembre 2023

Le MAE vénézuélien s'attaque à Netanyahu avec une photo de son fils à Miami. « *Pendant que son armée procède à un nettoyage ethnique… son fils passe ses vacances à Miami* » - french.almanar.com.lb 25 novembre 2023

« *Pendant que l'armée israélienne détruit et commet un nettoyage ethnique contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, Yair Netanyahu, le fils de Benjamin Netanyahu passe d'agréables vacances à Miami. C'est ainsi qu'existe l'oligarchie partout dans le monde* », a écrit le chef de la diplomatie vénézuélienne sur la plateforme « X », en publiant une photo de Yair Netanyahu alors qu'il était en vacances à Miami.

Et d'ajouter : « *Les dirigeants sionistes, les marionnettes de Washington, appellent à une intervention militaire, exigent un blocus économique ou appellent à la guerre contre ceux qui sont sans défense, et envoient des jeunes hommes tuer d'autres jeunes hommes*. »

Gil a souligné que Netanyahu et ses ministres avaient commis des crimes contre l'humanité.

« *L'histoire n'oubliera jamais qui était responsable et complice du meurtre de plus de 15 000 Palestiniens, dont la plupart étaient des enfants. Le monde doit agir contre ces mercenaires* », a-t-il encore souligné.

Une info qui date un peu, mais significative.

L'Association américaine d'anthropologie décide le boycott des universités israéliennes complices de l'apartheid - chroniquepalestine.com 29 juillet 2023

Les 12 000 membres de l'AAA ont voté à 71% en faveur de la motion de boycott. La section Moyen-Orient de l'AAA avait précédemment voté 157-11 sur une motion similaire. L'AAA est désormais la plus grande association universitaire à soutenir l'appel palestinien au boycott des universités israéliennes complices. La résolution ne concerne que les institutions académiques israéliennes, et non les chercheurs et étudiants individuels affiliés à ces institutions.

L'AAA se joint à l'American Studies Association, à la Middle East Studies Association, à la Société canadienne d'études socialistes et au Conseil latino-américain des sciences sociales, entre autres, pour soutenir l'appel palestinien au boycott des universités israéliennes complices.

Suite à cette victoire historique, nous demandons instamment aux universitaires du monde entier d'œuvrer pour inclure leurs sociétés académiques, leurs syndicats et leurs départements universitaires dans la liste croissante des organisations universitaires qui adoptent une position de solidarité effective avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité.

« *Grâce à ces actions, AAA contribuera à une prise de conscience critique des dynamiques de paix et de conflit dans la région, attirera l'attention sur les souffrances disproportionnées du peuple palestinien résultant de l'occupation et sur ce qui peut être fait pour y remédier, et élargira l'espace de dialogue sur ces questions sensibles et importantes relatives aux droits de l'homme et à la liberté académique* », a ajouté la présidente de l'AAA, Ramona Pérez. chroniquepalestine.com 29 juillet 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Comment, la France un Etat colonial terroriste, qui soutient et arment les terroristes ?

J-C - Chaque fois qu'une bataille ou une guerre prend fin, vient le temps des révélations qui confirment ce qu'on savait déjà en partie, disons sans preuves formelles, et que les autorités à l'origine de la guerre et leurs médias avaient toujours nié.

Confirmation de la coopération des services de renseignement français avec les djihadistes au Mali - afriquemedia.tv 19 novembre 2023

Le 14 novembre 2023, l'Armée malienne, soutenue par les alliés russes, s'empare de Kidal, que les rebelles Touaregs détenaient depuis près de dix ans. Bientôt, des photos de la base libérée par l'armée malienne à Kidal, anciennement occupée par les casques bleus de la MINUSMA, sont apparues. Sur cette base, des munitions, des armes, des radios et des documents et des effets personnels des rebelles ont été trouvés. Parmi les trouvailles les plus curieuses figurent les chaînes et le drapeau ukrainien. Les chaînes découvertes font état de tortures commises par des terroristes.

Mais ce qui est le plus intéressant, c'est que parmi les documents découverts, on a trouvé des enregistrements de rapports de renseignement français sur la situation. Dans les rapports, les officiers de renseignement signalent que les groupes armés CSP et JNIM sont en train de perdre la bataille, et enregistrent les coordonnées des positions des unités de l'armée malienne et de la SMP Wagner. La coopération entre les combattants de l'Azawad et les services de renseignement français a été évoquée à maintes reprises dans les médias maliens, mais il s'agit de la première confirmation de la coopération de l'agence avec les rebelles et les djihadistes. La France a une nouvelle fois montré sa responsabilité dans la déstabilisation de la situation au Sahel. afriquemedia.tv 19 novembre 2023

Madagascar

Madagascar : Andry Rajoelina réélu président au premier tour - aa.com.tr 25 novembre 2023

La commission électorale malgache a annoncé, samedi, la réélection d'Andry Rajoelina à l'issue du premier tour de la présidentielle du 16 novembre, ont rapporté des médias africaisn et français.

Andry Rajoelina a remporté 58,95% des voix lors du premier tour du scrutin qui s'est tenu le 16 novembre, selon les résultats présentés lors d'une conférence de presse à Antananarivo, précise France 24.

Élu depuis 2018, il avait accédé une première fois au pouvoir en 2009 à la faveur d'une mutinerie chassant l'ex-président Marc Ravalomanana, rappelle le média français.

Quelque onze millions de Malgaches inscrits sur les listes électorales étaient appelés aux urnes le 16 novembre. Ils devaient choisir entre le président sortant et douze autres candidats officiels.

Le taux de participation au scrutin est à peine au-dessus des 46%, en baisse par rapport à la précédente présidentielle en 2018.

Mais dix candidats de l'opposition dont deux anciens présidents, rassemblés dans un collectif, avaient appelé les électeurs à "*considérer que ces élections n'existent pas*". Ils ont même refusé de faire campagne, souligne France 24. aa.com.tr 25 novembre 2023

LE SOCIALISME

Le 27 novembre 2023

La lutte de classe est une lutte à mort.

Voilà ce que rappelle ou remet à l'ordre du jour du combat politique du prolétariat mondiale, l'offensive militaire de la résistance palestinienne entamée le 7 octobre 2023.

Quel est le point commun entre un Afro-américain et un arabe palestinien ?

Ils sont victimes du même colonisateur et oppresseur anglo-saxon.

Quels est le point commun entre un travailleur juif et un travailleur arabe en Palestine occupée ou n'importe où au Moyen-Orient ou dans les pays arabes?

Ils sont exploités et opprimés par le même régime capitaliste dominé par l'impérialisme américain et ses vassaux européens, l'ensemble des grandes puissances.

Ce sont ceux qui détiennent tous les pouvoirs qui sont responsables de la violence dans la société, et non ceux qui en sont les victimes.

C'est l'Etat, et plus particulièrement le capitalisme reposant sur l'opposition et la division de la société entre oppresseurs et opprimés, qui sont responsables des violences faites aux femmes, les seuls qui n'ont pas été inquiétés ou visés par les manifestations de samedi ou dimanche dans certains pays occidentaux, une opération pilotée par Soros et Cie et gracieusement relayée puis couvertes par les médias mainstream. Ils s'en délectent non sans raisons, demandez-vous pourquoi, je le précise car je vois d'ici les critiques qui vont me tomber dessus, je vais encore passer pour un affreux dogmatique. Je ne suis pas du genre à faire dans la démagogie ou l'opportunisme, désolé. Vous voyez de l'opportunisme partout, me reprochera-t-on, que voulez-vous il est si répandu de nos jours, je n'y suis pour rien. Et puis il y en a marre de devoir toujours se justifier, personne n'est obligé de partager mes idées.

Ce n'était donc pas un hasard qu'ils aient épargné l'Etat et le capitalisme puisque leur principal objectif était de dresser les femmes contre les hommes, et formuler à l'adresse des hommes qu'ils modifient leur comportement vis-à-vis des femmes, une exigence qu'ils ne pourraient pas satisfaire aussi longtemps que n'auront pas été abolis les rapports sociaux sur lesquels repose la société qui servent de modèle aux rapports entre dominants et dominés qui s'expriment dans les rapports entre hommes et femmes. Je passe le soutien à la théorie du genre qui figurait en toile de fond, et qui sert à cautionner la pédophilie.

Cette exigence était outrancière et irréalisable, réactionnaire, car dans le cas contraire cela signifierait que tous les hommes auraient conscience de l'existence de ces rapports sociaux et en tiendraient compte dans leur comportement envers les femmes, autrement dit, par miracle ils s'élèveraient au niveau du socialisme.

Cette opération participait au climat délétère de délation et de haine entretenu par Macron, de confusion générale, de division, de chaos, de guerre civile dans laquelle ils sont en train d'entraîner la société toute entière.

Le même procédé est employé à propos du climat dont les aléas sont naturels et non liés à l'activité humaine ou anthropique, de la xénophobie et du racisme ou de l'antisémitisme qu'ils n'ont de cesse d'instrumentaliser, d'alimenter en déclarant ou soutenant de nouvelles guerres, du fascisme ou de l'extrême droite qu'ils encouragent en soutenant le régime néonazi de Kiev et celui de Tel Aviv, en rejetant la condamnation du nazisme aux Nations Unis, des menaces qui pèsent sur la santé de la population qu'ils ont eux-mêmes fabriquées ou dont les différents secteurs économiques liés à l'industrie chimique sont responsables, agro-alimentaire, culture et élevage intensif, pharmaceutique.

Chaque fois en se servant d'ONG qu'ils financent et de la gauche et extrême gauche corrompues, ils manipulent des pans entiers de la société qui servent ensuite de cautions morales à tous leurs méfaits ou couvrir tous leurs crimes, sans parler des mesures antisociales ou liberticides qu'ils adoptent dans la foulée. L'Etat débourse chaque année des centaines de millions ou des milliards pour financer ces officines avec nos impôts ou taxes, qui en contrepartie cautionne directement ou discrètement sa politique. Cela n'a plus rien à voir avec la lutte de classes ou en tout cas pas avec la nôtre, celle de Macron et de l'oligarchie sans doute.

A propos de la violence et ses origines.

- « *La guerre en Ukraine, les épisodes de gel puis de sécheresse, la consommation en baisse, l'augmentation des taxes, celle des importations, les marges appliquées par les bars ou restaurants… Nous sommes face à des fléaux d'une violence exceptionnelle !* » Jérôme Despey, premier vice-président de la FNSEA, viticulteur dans l'Hérault. lemonde.fr 26 novembre 2023

En quoi les hommes ou les femmes qui travaillent dans ce pays en seraient responsables, en aucune manière, ils en sont ensemble les victimes.

Pourquoi un homme insulte-t-il ou bat-il une femme ? Parce qu'il est malheureux. Pourquoi est-il malheureux ? Parce que les conditions d'existence qu'on lui impose ne lui permettent pas de s'épanouir sur le plan individuel, sa vie est faites de frustrations successives, de privations permanentes, d'humiliations à répétition, quand il peine à satisfaire ses besoins élémentaires, ses aspirations ne sont jamais prises en compte. On l'ignore, on ignore sa souffrance, c'est comme s'il n'existait pas. Sa vie est un cauchemar ou une source d'insatisfactions uniquement, il n'a aucun idéal, il est incapable de donner un sens à sa vie, par conséquent, à défaut de s'attaquer à ces conditions parce qu'il n'en a pas conscience, il se venge sur les plus faibles, sa compagne, ses gosses, son animal de compagnie, les jeunes, les vieux, les étrangers ou les immigrés, il peut être amené à détester la terre entière sans savoir au juste pourquoi, c'est tout. Ce qui est valable pour les hommes l'est également pour les femmes travailleuses, le cas des rentiers ou rentières et des élites qui les servent ne nous intéresse pas.

Etudiez et adoptez le socialisme et vous aurez résolu instantanément 50% de vos problèmes, je ne plaisante pas du tout.

Vous verrez votre existence et celle des autres sous un autre angle, vous serez moins injuste ou davantage bienveillant dans un premier temps, ce qui vous soulagera. Par la suite, votre vie s'en trouvera totalement bouleversée et elle vous procurera des satisfactions que vous n'auriez jamais imaginées auparavant, pour peu que vous vous engagiez dans la lutte de classe. Faut-il encore remplir cette condition, encore une exigence, certes mais cette contrainte en vaut la chandelle, que voulez-vous, on n'a rien sans rien dans la vie et il est préférable ou recommandé de savoir ce qu'on veut, car le socialisme n'est pas un sparadrap appliqué sur une jambe de bois ou une thérapie psychologique pour déprimés ou intellectuels en mal de bonne conscience, mais une théorie pour l'action politique.

Si cette thérapie est également valable sur le plan individuel, si elle est si puissante, c'est parce qu'elle recourt à une unique méthode, celle du matérialisme dialectique dont les lois générales régissent la matière, tous les rapports qui existent dans la nature, la société, donc les rapports entre les hommes et les femmes dans des conditions données, c'est elle qui permet de les interpréter tels qu'ils existent, et tels qu'on les perçoit à travers le prisme déformant de notre inconscience en agissant sur elle, de sorte que notre niveau de conscience général et politique progresse, mais aussi notre bien-être intérieur, mental.

Quand on affirmait dans nos causerie qu'ils voulaient vous rendre fou, dépressif, exagérions-nous ? Vérifions-le tout de suite.

J-C - J'espère que les lecteurs assidus qui ne le sont pas encore devenus reconnaîtront un jour que j'y ai été pour quelque chose modestement. Quant à ceux qui m'ont pris pour un con ou un malfaisant, je ne donnerai pas chère de leur santé mentale, je le dis sans rancune évidemment en leur souhaitant un bon rétablissement.

La France de plus en plus déprimée - lejdd.fr 26 novembre 2023

Aujourd'hui, l'état des lieux est effectivement alarmant, comme le révèle un rapport inédit lancé par la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP-Psy), qu'a pu consulter le JDD.

En France, la psychiatrie représente le « *premier poste de dépense de santé devant la cancérologie* ». Son coût annuel est évalué à 170 milliards d'euros (dont 126 milliards de coûts indirects). Douze millions de personnes sont touchées par une pathologie qui relève de la psychiatrie, soit une personne sur cinq, de tous les âges et tous les milieux. Avec de surcroît une sévérité croissante des symptômes. Il s'agit de « *la première cause d'invalidité et le deuxième motif d'arrêt de travail en 2022* ». Près d'un salarié sur deux se dit en détresse psychique, ce qui en fait une problématique majeure pour les entreprises.

Comment en est-on arrivé là ? La période du covid a marqué un tournant majeur sur la santé mentale des Français. Les confinements successifs, la distanciation sociale, le climat anxiogène et l'impact économique ont entraîné des conséquences néfastes en particulier pour les plus jeunes, comme l'explique Béatrice Copper-Royer, psychologue pour enfants : « *Les enfants ont été coupés de leurs copains, de l'école et se sont repliés souvent seuls sur les écrans. Pour beaucoup, les conditions de confinement ont été très difficiles. Cela a laissé des traces.* » Les risques géopolitiques, la multiplication des conflits notamment aux portes de l'Europe, l'impact des réseaux sociaux et la surmédiatisation ont contribué à accroître le mal-

être. Les causes pourraient être énumérées à l'infini. Non seulement la santé mentale des Français se dégrade, mais l'avenir ne semble guère plus réjouissant puisque le rapport indique que les troubles dépressifs, qui sont passés « de 9,8 % en 2017 à 13,3 % en 2021, devraient augmenter encore de 4,7 % par an jusqu'en 2027 », et que par ailleurs, « *84 % des personnes interrogées estiment que la part des Français touchés par une pathologie sévère devrait augmenter ces prochaines années* ».

En France, pourtant, 9 200 personnes se sont suicidées en 2022. L'un des taux de suicide les plus élevés d'Europe. lejdd.fr 26 novembre 2023

J-C - "*Douze millions de personnes sont touchées par une pathologie qui relève de la psychiatrie, soit une personne sur cinq, de tous les âges et tous les milieux. Avec de surcroît une sévérité croissante des symptômes*", qu'ils adoptent le socialisme, c'est la meilleure thérapie mentale à ce jour, je ne plaisante pas, j'ai étudié la psychanalyse pendant plusieurs années.

A lire.

Un nouvel état d'esprit dans le monde mettra fin à la doctrine Monroe globale

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/doctrine_Monroe_globale.pdf

Ce n'est pas "*un nouvel état d'esprit*" qui mettra fin à quoi que ce soit, aucun remède métaphysique, mais la lutte de classe du prolétariat mondial qui abolira le capitalisme et passera au socialisme avant de mettre fin aux derniers rapports incarnant l'exploitation de l'homme par l'homme. Cependant pour ceux qui ignorent ce qu'est la doctrine Monroe, cet article peut être utile.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Médias israéliens assurent que l'organisation yéménite Ansarullah a pris le contrôle d'un 2ème navire appartenant à un Israélien sur les côtes yéménites.

- Violation israélienne de la trêve : l'armée d'occupation israélienne tue un agriculteur palestinien et blesse 3 autres pendant qu'ils travaillaient sur leur terre dans le camp al-Maghazi au centre de la bande de Gaza.

- Durban, en Afrique du Sud, a été témoin de manifestations pro-Palestine dimanche, avec des manifestants appelant à la fin de l'"*apartheid israélien*" en Palestine. english.almayadeen.net 27 novembre 2023

Nouvelle manifestation d'ampleur à Londres en soutien à Gaza - AFP/RT 25 novembre 2023

Des dizaines de milliers de Britanniques ont de nouveau battu le pavé le 25 novembre à Londres en soutien aux Palestiniens, réclamant un cessez-le-feu durable à Gaza au deuxième jour de la trêve entre le Hamas et Israël.

La mobilisation ne s'essouffle visiblement pas dans la capitale britannique le 25 novembre, après sept semaines de guerre. AFP/RT 25 novembre 2023

J-C – Et en France ? Il y en a eu dans plusieurs villes, mais je ne dispose pas d'informations suffisantes pour en rendre compte, elles ont très peu mobilisé apparemment.

Netanyahu a renvoyé son ministre de la Défense en juillet parce qu'il alertait sur une attaque du Hamas - Réseau Voltaire 26 novembre 2023

Selon la presse israélienne, la crise gouvernementale israélienne de juillet s'explique par les annonces des FDI selon qui le Hamas s'apprêtait à lancer, depuis Gaza, « *une tempête parfaite* » contre Israël.

Le général Amit Saar, chef du département de Recherche du Renseignement militaire des FDI, avait écrit le 19 mars et le 16 juillet au Premier ministre, pour le mettre en garde contre une attaque du Hamas en préparation. Il avait expliqué que le Hamas, le Hezbollah et l'Iran interprétaient le débat intérieur sur la réforme des lois fondamentales comme un signe de faiblesse interne d'Israël.

Le général Yoav Gallant, ministre de la Défense, avait alors demandé à Benjamin Netanyahu, de suspendre ces réformes et de se concentrer sur la menace du Hamas. Le Premier ministre l'avait immédiatement révoqué. Cependant, au vu des réactions suscitées par ce limogeage, il l'avait finalement rétabli dans ses fonctions ministérielles.

Cet épisode n'est pas contestable. Il est aujourd'hui attesté par la publication des lettres d'Amir Saar. Il récuse la version officielle selon laquelle les alertes envoyées au gouvernement n'avaient pas atteint le Premier ministre et que, de toute manière, celui-ci était trop occupé par la Cisjordanie pour s'inquiéter de Gaza.

La question d'une attaque sous fausse bannière est posée. Réseau Voltaire 26 novembre 2023

J-C - Les opérations sous fausse bannière sont celles menées dans le but de dissimuler la partie responsable de l'attaque ou de permettre au véritable attaquant de rejeter la faute sur une autre partie.

Sachant les sionistes particulièrement paranoïaques et leurs services de renseignement parmi les plus performants du monde, en recoupant tous les éléments déjà rendus publics en provenance d'Egypte et des Etats-Unis avec les informations transmises depuis quelques semaines par la presse israélienne, notamment sur le déroulement de la journée du 7 octobre et les jours précédents à proximité et sur le lieu même où les Palestiniens franchirent la barrière de sécurité avec Israël, on est en mesure d'affirmer sans prendre de risques

inconsidérés, que la question d'une attaque sous faux drapeau ne faisait déjà plus aucun doute, cette info ne fait que le confirmer.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils savent compter au moins jusqu'à 19.

Élisabeth Borne active encore l'article 49.3, sur la partie dépenses et l'ensemble du texte - Le HuffPost 27 novembre 2023

Toujours plus. Après le rejet à l'Assemblée d'une motion de censure LFI, valant adoption en deuxième lecture de la partie recettes du budget de la Sécu, la Première ministre, ce dimanche 26 novembre, a une nouvelle fois actionné le 49.3, cette fois-ci sur la partie dépenses et l'ensemble du texte.

Il s'agit du 19e 49.3 utilisé par Élisabeth Borne ou en son nom depuis sa nomination à Matignon, le 8e depuis la reprise des travaux parlementaires fin septembre. Le HuffPost 27 novembre 2023

Admirer le cynisme et la cruauté de l'AFP ou France Info, Gaza était "*l'enfer*" pour les prisonniers israéliens, pas pour les 2,4 millions de Palestiniens.

Guerre entre Israël et le Hamas : libérés, les otages reviennent de l'enfer - AFP/francetvinfo.fr 26 novembre 2023

J-C - Ce qui les emmerde, mais qu'ils ne peuvent pas passer totalement sous silence, c'est que selon les premiers témoignages recueillis, les prisonniers israéliens ont été traités humainement par les militants palestiniens, tandis que les prisonniers palestiniens ne peuvent pas en dire autant, autrement dit, les monstres de cruauté ne sont pas ceux décris par les médias à la solde des sionistes. Vérifions-le tout de suite.

Qui sont les monstres de cruauté, les sionistes ou les Palestiniens ? La réponse en images.

Lu.

- Des images de sourires sur les visages des Israéliens en captivité à Gaza ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux. Les otages, qui ont été libérés après plusieurs jours de captivité, ont été filmés en train de saluer leurs ravisseurs. Vent de panique pour les autorités en Israël concernant ces images un peu trop cordiales entre leurs compatriotes et leurs ennemis jurés.

Sharon et Noam Avigdori quittent Gaza en adressant un sourire et un petit geste de la main en signe d'au revoir aux Brigades Al-Qassam.

https://cdn.lemediaen442.fr/wp-content/uploads/2023/11/26092523/ssstwitter.com_1700987074569.mp4?_=1

J-C – J'ai réussi à télécharger cette vidéo si elle vous intéresse.

Grotesque provocation sioniste.

A Paris, sans doute à l'initiative du Crif ou de l'Ambassade d'Israël, quelques dizaines de manifestantes sionistes ont voulu profiter de la manifestation organisée par des associations féministes et soutenue par des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, pour manifester leur haine des Palestiniens, en reprenant les accusations portées sans preuve par Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite à l'encontre des combattants du Hamas d'avoir violé des femmes le 7 octobre, alors qu'ils avaient autre chose à foutre de plus urgent, n'est-ce pas? canardés par Tsahal.

Elles ont été proprement écartées de cette manifestation par les manifestants, qui de leur côté affichaient leur soutien au peuple palestinien de Gaza.

Jugez plutôt leurs mots d'ordre sur X :

- « *#Hamas terroristes, associations féministes complices* », « *Nous sommes toutes des israéliennes!* », « *Juives violées, #Hamas à condamner* », « *femmes juives violées, cessez de les oublier!* », « *Associations réveillez-vous, le #7Octobre n'est pas tabou!* », « *#Metoo, sauf pour les juives!* » : Place de la Nation au départ de la manifestation @NousToutesOrg plusieurs centaines de femmes dénoncent les viols des terroristes du #Hamas commis le #7Octobre sans aucune protestation des associations féministes.

J-C – Non, toutes les femmes qui se disent juives en France ne se disent pas israéliennes ou sionistes ou elles ne se reconnaissent pas dans le Crif. Profitons pour rappeler que plus de la moitié des juifs dans le monde refusent d'aller vivre sous le régime de l'Etat juif d'apartheid, 6,5 millions vivent en Israël sur environ 15 millions au total. Mieux, « *80% des juifs de la diaspora ne se sentent pas liés au judaïsme* » selon un rapport paru en 2020 de la commission de l'immigration, de l'intégration et des affaires de la diaspora de la Knesset (source : .i24news.tv 20 juillet 2020).

J'ai visionné 4 courtes vidéo, en réalité elles n'étaient que quelques dizaines, et un simple coup d'œil sur leur physionomie ou leur allure, leurs coupes de cheveux, leurs vêtements, comparés à ceux des autres manifestants ou manifestantes permettaient de déterminer qu'elles n'appartenaient pas vraiment au même milieu social ou qu'elles venaient pour la plupart des quartiers chics de la capitale.

Vous pouvez le vérifier ici :

https://twitter.com/frhaz/status/1728408066574459221

Totalitarisme. Menace, intimidation, délation, « *traque* » à la pensée déviante, calomnie, diffamation, l'extermination des Palestiniens est devenue un impératif auquel tout le monde doit se rallier.

Propos de Dominique de Villepin: Éric Ciotti dénonce "*des théories complotistes qui nous rappellent des moments sombres*" - bfmtv.com 26 novembre 2023

J-C - En traitant de "*complotistes*" des personnalités de leur propre camp, ils font plus que banaliser ce terme ou cette accusation, ils dévaluent cette expression ou cette accusation devient ridicule, grotesque.

Si s'exprimer librement et dire la vérité c'est être complotiste, alors nous le revendiquons sans se soucier du jugement que portent les tyrans qui prétendent incarner la parole divine ou la probité incarnée, car la vérité finira toujours par triompher, comme toujours pour ceux qui l'ignoreraient encore.

Qu'a-t-il dit au juste?

Dominique de Villepin : "*On peut soutenir l'idée de justice pour le peuple palestinien sans être antisémite*" - aa.com.tr 27 novembre 2023

L'ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, a affirmé qu'on pourrait soutenir le peuple palestinien sans pour autant être antisémite.

Invité ce dimanche sur la chaîne LCI, de Villepin, mis en cause par certains observateurs notamment par l'écrivain Jacques Attali, a tenu à répondre aux accusations.

"*Tous les chemins mènent à Rome mais tous les chemins de la critique ne mènent pas à l'antisémitisme*", a-t-il déclaré.

Et d'insister : "*On peut critiquer les États-Unis sans être forcément antisémite. On peut critiquer le sionisme messianique d'une partie du gouvernement israélien sans être antisémite. On peut soutenir l'idée de justice pour le peuple palestinien sans être antisémite*".

"*On peut mettre en cause un système économique, culturel, financier. Que je sache, un ancien président de la république avait fait campagne en dénonçant le pouvoir de la finance, il n'était pas antisémite*", a-t-il poursuivi.

"*Moi dans le fonds et toutes ces questions que vous me posez, quel est le but ? Quel est le but derrière vous et derrière ceux qui préparent ce genre de questionnement ? C'est de faire en sorte que je me taise*", a-t-il lancé au micro de Darius Rochebin.

"*A force de vouloir limiter la capacité qu'on a à s'exprimer, à force de ne plus pouvoir rien dire sur les plateaux sous prétexte que ça pourrait signifier ou gêner, à force de traquer toutes les formes de pensées qui peuvent évidemment porter ombrage à une stratégie ou une politique, eh bien on devient ce qu'on est en train de devenir, c'est à dire un très petit pays*", a conclu l'ancien Premier ministre. aa.com.tr 27 novembre 2023

Le jour où les pauvres se vengeront férocement des mauvais traitements qu'ils leur ont infligés, surtout que personne ne viennent pleurer sur leur sort, même s'il est cruel.

Inflation : la hausse des cours sur la pomme de terre fait grimper les prix des frites, chips et purées - francetvinfo.fr 27 novembre 2023

Selon l'Insee, en un an, le filet d'un kilo de pommes de terre vendu en rayon est passé de 1,70 euro à 2,09 euros, soit une hausse de près de 23% entre septembre 2022 et septembre 2023. Le prix des pommes de terre surgelées (frites, potatoes, pommes dauphines...) a, lui, bondi de 25% en un an, sur la saison 2022-2023. Les purées subissent une hausse de 20%, et les chips de 18%.

"*Le coût de production à la tonne s'est envolé de 25% en 2022, alors que les rendements étaient en baisse*", explique ainsi Bertrand Ouillon, le directeur de l'interprofession de la pomme de terre transformée, qui fait l'intermédiaire entre les producteurs et les industriels comme Mc Cain ou Vico. D'autant que les contrats entre producteurs et industriels avaient, eux, déjà été renégociés, en forte hausse, de 36%, plusieurs mois avant la récolte, comme c'est l'usage, en fin d'année dernière. Résultat : en deux ans, le prix auquel les industriels ont acheté les pommes de terre aux producteurs a augmenté de 50%.

Tous les industriels ont donc acheté leurs pommes de terre beaucoup plus chères. Les surcoûts sur les emballages, et parfois les hausses de salaire, ont aussi contribué à augmenter le prix des pommes de terre transformées.

Une baisse n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Si la récolte 2023 est "*moyenne*", et donc déjà meilleure que l'an dernier, les contrats ont été négociés en décembre 2022 et janvier 2023, au moment où les coûts de production s'envolaient. francetvinfo.fr 27 novembre 2023

J-C – Un conseil aux vieux qui ont une petite retraite, et qui sont voués à une fin de vie misérable : Quittez ce pays pourris !

Vous n'avez pas besoin d'être domicilié en France pour toucher votre retraite, elle sera directement versée dans n'importe quel pays où vous aurez ouvert un compte ; choisissez-en un où le taux de change est intéressant ; où le régime est stable ; où le coût de la vie est abordable ; où l'on peut obtenir facilement un permis de résidence permanent ou un visa renouvelable sans avoir à quitter le pays, et si cela peut vous rassurez, qui ne soit pas trop éloigné de la France, en Europe central peut-être, en Afrique du Nord ou plus loin en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est, évitez les pays en guerre si possible !

Bonne chance.

LE SOCIALISME

Le 28 novembre 2023

Cela devient de plus en plus compliqué pour faire une rapide revue de presse quotidienne, depuis que Yahoo a littéralement fait disparaître cette rubrique, et je n'ai pas trouvé un support équivalent.

Tous les blogs généralistes filtrent les infos et privilégient les faits divers ou des sujets sans intérêt, l'essentiel passe à la trappe.

J'ai bien trouvé un support qui fournit les titres des différents médias, mais il faut les ouvrir les uns après les autres, et les infos intéressantes sont relayées en page 2 ou 3 quand il y en a, et de plus les articles ne figurent plus intégralement, ils sont réservés aux abonnés dont je ne suis pas évidemment, du coup une fois que j'ai trouvé un truc intéressant, je dois recourir au moteur de recherche de Google pour trouver les articles en entiers, pas toujours bien sûr, bref, cela occasionne une importante perte de temps et les yeux fatiguent.

En famille. Le mythe du milliardaire libertarien sauveur de l'humanité volatilisé !

Musk ne fournira pas internet à Gaza sans l'approbation israélienne - RT 27 novembre 2023

En voyage en Israël ce 27 novembre, le PDG de X (ex-Twitter) Elon Musk a rencontré les officiels israéliens, dont le Premier ministre Benjamin Netanyahou et le président Isaac Herzog. Sur la plateforme X, le ministre israélien de la Communication Shlomo Karhi a félicité Elon Musk pour un «*accord de principe*» sur l'utilisation du réseau Starlink, précisant que «*les unités satellitaires Starlink ne pouvaient être exploitées en Israël qu'avec l'approbation du ministère israélien, y compris dans la bande de Gaza*». RT 27 novembre 2023

J-C – Musk avait déjà offert ses services au régime néonazi ukrainien, en mettant son réseau Starlink à la disposition de son armée…

Finalement, c'est à une insurrection à laquelle nous avons assisté le 7 octobre 2023 en Palestine occupée, d'où l'acharnement à en faire une action terroriste.

Elle fut réalisée avec le soutien de la majorité du peuple palestinien opprimé en son nom, et non au nom des intérêts particuliers de factions minoritaires palestiniennes contrairement à ce que les commentaires avancèrent.

C'est à croire qu'ils craignaient sa signification et sa portée politique, car ce soulèvement révolutionnaire remettait à l'ordre du jour le combat de tous les exploités pour en finir avec le

régime capitaliste qui les opprime ou se libérer du colonialisme exercé par toutes les grandes puissances.

C'est aussi ce que la réaction craint le plus, car elle a tiré les leçons de la lutte de classes du passé, et elle sait que lorsque le prolétariat se lance à l'assaut de sa citadelle quelque part dans le monde, le risque est grand que cela donne des idées à d'autres ailleurs de vouloir les imiter.

Ils n'apprécient pas du tout également le tour que vient de leur jouer le peuple palestinien, parce que cela pourrait perturber leur propre agenda politique ou compromettre le consensus qu'il était parvenu à conclure avec des pans entiers de la jeunesse et des couches de la classe ouvrière et des classes moyenne au terme d'un processus politique qui avait trainé en longueur durant de longues années, d'un coup c'est le profit qu'il escomptait en tirer qui risquait de partir en fumée.

En accordant leur soutien inconditionnel à un abominable massacre perpétré sur des milliers de femmes et d'enfants innocents n'ayant aucun endroit pour fuir ou échapper à leurs agresseurs, ils allaient se faire les complices d'une monstrueuse injustice, d'un génocide commis en direct par un Etat colonial immonde, infréquentable, qui n'était rien d'autre que leur propre immonde créature, ce que les commentateurs finiraient rapidement par rappeler, pourquoi, mais parce que le passé vous rattrape toujours un jour, c'est bien connu. Du coup, dans chaque pays les travailleurs allaient prendre conscience que c'était l'image de leurs propres oppresseurs qu'ils avaient sous les yeux, alors de là à ce que le courage héroïque du peuple palestinien fasse des émules ou les encourage à se mobiliser contre leur propre régime.

Sachant que leur régime est fragile et ne tient que grâce à la division qui existe entre les couches les plus évoluées de la classe ouvrière et des classes moyennes, leur unité pourrait contrarier tous leurs plans, pire si à cette occasion certains renouaient avec le social, le pire scénario, leur cauchemar.

De la même manière, les Américains et leurs larbins sionistes craignent par-dessus tout l'alliance des travailleurs juifs et musulmans palestiniens ou arabes avec les antisionistes de tout bord, y compris juifs d'origine ou convertis qui ne se reconnaissent pas dans Israël et signerait son arrêt de mort, et au-delà celui de tous les Etats arabes du Moyen-Orient et des monarchies du Golfe qui se retrouveraient fragilisés ou déstabilisés pour les premiers, totalement isolés pour les seconds.

Deux facteurs au moins permettent d'affirmer qu'on était bien en présence d'un soulèvement révolutionnaire populaire. D'une part, parce qu'il a été réalisé par le peuple palestinien, d'autre part parce qu'ils n'avaient rien à perdre, puisque l'économie des territoires palestiniens était asphyxiée ou demeurait sous-développée, dépendait entièrement de l'occupant et de la « *générosité* » malintentionnées de donateurs internationaux, de telle sorte qu'ils n'avaient aucune indépendance ou souveraineté politique et seraient condamnés à ne jamais en avoir ou leurs aspirations légitimes ou historiques ne seraient satisfaites, alors quand à disparaître, entre se résigner au destin injuste qui les avaient été réservés par leurs tortionnaires ou se soulever quitte à y laisser leur vie, ils choisirent au prix d'un lourd sacrifice de défendre leur honneur ou leur dignité, la juste cause pour laquelle ils combattent depuis toujours.

Voyons en quoi consistent ces deux facteurs, on vient de voir brièvement comment ils s'articulent.

Le premier, c'est que lorsque l'avant-garde combattante du peuple palestinien franchirent la ligne de sécurité qui les séparaient des colons, des Palestiniens commencèrent à affluer vers la brèche ouverte et la franchirent à leur tour les armes à la main, ils n'appartenaient à aucune organisation, c'était de simple travailleurs palestiniens.

Le second, c'est qu'il n'existe pratiquement pas de grandes entreprises dans les bantoustans palestiniens, tout au plus selon les Echos du 11 octobre 2023, "*une proto-industrie s'est développée en Cisjordanie, elle est constituée de petites unités de transformation et emploie une main-d'œuvre faiblement qualifiée et mal rémunérée.* ". En 2013, Le Monde Diplomatique notait que les accords d'Oslo de 1993 « *ont fonctionné comme un étau qui a enserré et étouffé l'économie palestinienne* » au point de provoquer « *la régression continue de l'industrie* ». Elle se développa un peu par la suite, voyons comment.

Les données économiques suivantes concernent essentiellement la bande de Gaza qui nous intéresse tout particulièrement. Elles vous aideront vous faire votre propre idée sur les conditions qui prévalaient à Gaza le 7 octobre 2023.

- 2019 - Depuis 2007, 90% des entreprises de Gaza ont dû fermer ; 40% de la population sont aujourd'hui au chômage ; 96% de l'eau courante est impropre à la consommation ; 90% des entreprises ont disparu depuis l'imposition du blocus. La distribution d'électricité oscille entre quatre et huit heures par jour. association-belgo-palestinienne.be 20 décembre 2019
- Entre 1975 et 2014, la contribution des secteurs de l'agriculture et de l'industrie au PIB est passée de 37 à 18 %, et sa contribution à l'emploi a baissé de 47 à 23 % (CNUCED, 2016 : 10). Les investissements se sont en revanche orientés vers les microentreprises et petites entreprises de services, moins exposées à l'instabilité et aux risques. Ainsi 90 % du nombre total d'entreprises palestiniennes en 2017 compte moins de quatre employés. journals.openedition.org 2020

- Sur les 3 900 fabriques de toute nature recensées en juin 2005, il n'en reste plus que 195 employant seulement 1 750 personnes au lieu de 35 000.

Les principales industries palestiniennes sont celles de l'extraction du marbre et de la pierre, avec 1 650 entreprises palestiniennes; l'industrie agro-alimentaire, dont l'huile d'olive représente 15 à 20 % de la production ; l'industrie pharmaceutique, représentant 8,8 $ millions d'exportations de médicaments génériques vers l'Algérie et l'Europe de l'Est ; et ensuite l'industrie du textile, de la chaussure et des hautes technologies.

En 2017, après les guerres de 2012 et de 2014 (avec un bilan cumulé de 2 500 Palestiniens et 72 Israéliens tués), Robert Piper, le coordonnateur humanitaire de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, déclare : « *La dégradation de la situation s'est accélérée plus vite que prévu (…). Gaza est peut-être d'ores et déjà inhabitable.* » wikipedia.org

- La situation des travailleurs des territoires arabes occupés. - Organisation internationale du Travail (OIT)

Conférence internationale du Travail 111e session, 2023

Rapport du Directeur général

Extrait.

Le salaire nominal journalier moyen a également baissé de 6,2 pour cent à Gaza, ce qui indique que les travailleurs à Gaza ont également perdu un dixième de leur pouvoir d'achat.

Le salaire nominal journalier moyen a accusé la baisse la plus rapide dans le secteur manufacturier et les industries extractives, chutant de 3,4 per cent. Les salaires ont baissé dans tous les secteurs à Gaza, exception faite du secteur de l'agriculture.

En 2022, le salaire nominal a plus ou moins stagné, affichant une timide hausse de 0,4 pour cent. Abstraction faite de l'impact des salaires perçus en Israël et dans les colonies (qui ont relativement bien résisté par comparaison avec les salaires versés en Cisjordanie et à Gaza), le salaire nominal journalier moyen dans le territoire palestinien occupé a reculé de 5,1 pour cent. Cette baisse, conjuguée à une hausse des prix à la consommation de 3,7 pour cent en 2022, a fait chuter le pouvoir d'achat des travailleurs palestiniens de presque 10 pour cent. La baisse du salaire nominal journalier moyen a été particulièrement rapide à Gaza (6,2 pour cent). La contraction assez importante des salaires en Cisjordanie et à Gaza, par rapport à ceux qui ont cours en Israël et dans les colonies, a creusé encore davantage l'écart de rémunération entre ces différentes zones.

En Israël et dans les colonies, les salaires des travailleurs palestiniens sont 2,7 fois plus élevés que dans le territoire palestinien occupé; 2,2 fois plus élevés qu'en Cisjordanie; et 4,4 fois plus élevés qu'à Gaza.

Le taux global de chômage à Gaza demeure extrêmement élevé, s'établissant à 45,3 pour cent en 2022

La progression de l'emploi à Gaza s'est intégralement concentrée dans l'économie informelle. L'emploi formel a perdu environ 2 000 emplois (le secteur des services et autres activités ayant supprimé des emplois formels), alors que l'emploi informel a gagné quelque 30 000 emplois. La part de l'emploi informel dans l'emploi total à Gaza a donc grimpé à 60,6 pour cent en 2022.

L'incidence de l'emploi informel est un autre élément qui permet de mesurer la qualité des emplois, car les travailleurs ne se tournent généralement vers l'économie informelle qu'en dernier ressort, celle-ci augmentant les risques de vulnérabilité et de précarité. Elle est passée de 51,0 pour cent en 2021 à 53,9 pour cent en 2022.

Le PIB par habitant a progressé de 1,2 pour cent en 2022 (0,9 pour cent en Cisjordanie et 2,7 pour cent à Gaza), mais il est resté inférieur aux niveaux de 2019, avant la pandémie. Si, en Cisjordanie, le PIB par habitant était en 2022 de 52,5 pour cent supérieur à celui de 2006, à

Gaza en revanche, il représentait 63,0 pour cent de celui de 2006, l'année qui a précédé le début du blocus. Le niveau de vie est près de quatre fois plus élevé en Cisjordanie qu'à Gaza.

La croissance économique dans le territoire palestinien occupé devrait encore ralentir en 2023, pour se situer à 2,5 pour cent, car la situation budgétaire précaire pèse sur l'activité économique et l'inflation continue de réduire le pouvoir d'achat 45. Ce taux de croissance entraînera probablement une réduction du niveau de vie par habitant en 2023.

En 2022, c'est le secteur du commerce et de l'hôtellerie-restauration qui a créé le plus grand nombre d'emplois dans le territoire palestinien occupé.

Un total de 106 449 camions de marchandises autorisées sont entrés dans Gaza en 2022, et 7 530 en sont sortis 53. Bien que ces chiffres soient les plus élevés depuis le début du blocus de Gaza en 2007, le nombre de camions entrant dans Gaza demeure de 19 pour cent inférieur à son niveau d'avant le blocus, et le nombre de camions sortant reste inférieur de 35 pour cent. En outre, l'approvisionnement en électricité reste limité à une douzaine d'heures par jour 54. L'obligation imposée par les autorités israéliennes aux entreprises d'obtenir la certification ISO 22000, que seules 13 entreprises de Gaza ont obtenue à ce jour 55, freine également les exportations de produits alimentaires transformés depuis Gaza.

https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2023/05/ILOANNRPTf_260523.pdf

- Consulat général de France à Jérusalem - Août 2017

Chiffres de 2015.
Contrainte dans son développement et ses échanges par les restrictions imposées par l'occupation en Cisjordanie et le blocus à Gaza, la production industrielle stagne et ne crée pas suffisamment d'emplois pour faire face à un chômage important.

En baisse de 15% par rapport à 2014 (1 712,4 M USD), l'industrie représente 11,5% du PIB (1 458,7 M USD) en 2015 et concentre près de 9% de l'emploi total (90 486) et 18 056 entreprises.

La part de l'industrie dans l'économie des Territoires palestiniens (TP) est relativement faible avec 11,5% du PIB (1 458,7 M USD), contre 35% en Jordanie. L'industrie palestinienne se divise en quatre catégories : l'électricité, le gaz et la climatisation (11,8%), les carrières (4%), l'eau et le traitement des déchets et eaux usées (0,8%) et l'industrie manufacturière (83,2%). Hors agroalimentaire et industrie pharmaceutique, la production industrielle manufacturière, faible en valeur et peu diversifiée, est essentiellement composée de produits semi transformés et peu sophistiqués. Les TP comptent 18 056 entreprises industrielles. La plupart sont des entreprises familiales avec moins de 5 employés. Il n'y a que 81 entreprises de plus de 50 employés.

En 2015, l'industrie agroalimentaire, premier moteur industriel des TP juste devant les carrières et les pierres, représente 24,7% de la production industrielle (360,7 M USD) et emploie près de 14 880 personnes (soit environ 16,8% de l'emploi industriel).

Par ailleurs, l'extraction (4,3% avec 50 M USD) et la production de pierres de construction et d'ornement (18,7% avec 272,3 M USD) contribuent à près de 23% de la production industrielle avec 322,3 M USD (2,5% du PIB) en 2015. (Cela ne concerne que la Cisjordanie. - J-C)

D'autre part, la production de produits textiles, vêtements et produits en cuir représente 8,4 % de la production industrielle avec 122,2 M USD. 16,8 % de la main d'œuvre industrielle (15 252 emplois).

Les produits métalliques manufacturés représentent 9% de l'industrie avec 134,6 M USD, et la production de meubles 13% avec 185,7 M USD.

- Fragments palestiniens : pouvoir, territoire et société - 2020

Par Taher Labadi (tallabad@gmx.com)

Aix Marseille Univ, CNRS, IREMAM, LEST, Aix-en-Provence, France ;

L'activité économique palestinienne est dominée par une élite rentière et globalisée

Tous ces projets et politiques ont tout de même favorisé l'émergence d'une élite palestinienne formée de hauts fonctionnaires de l'AP, d'hommes d'affaire et, dans une moindre mesure, de responsables d'ONG. Jusqu'au début des années 1990, l'économie des TPO est encore dominée par deux groupes sociaux distincts, celui des grands propriétaires fonciers et celui composé d'industriels et de commerçants ayant su prospérer en leur qualité d'intermédiaires avec l'économie israélienne depuis 1967. Leur poids reste cependant relativement négligeable en comparaison à un troisième groupe qui s'est constitué dans la « *diaspora* », en particulier dans les pays arabes du Golfe. Sa présence là-bas lui a permis de prendre part à l'accumulation rapide de capital liée à l'industrie pétrolière à partir des années 1960 et de s'associer très tôt au processus d'intégration dans la globalisation qui affecte la région (Hanieh, 2013).

Ce troisième groupe est cependant en quête de stabilité pour ses capitaux et espère pouvoir profiter des nouveaux marchés que lui garantirait l'ouverture des chantiers du développement et de la construction dans les TPO. Son influence croissante sur l'OLP à partir des années 1970 lui permet ainsi de contribuer à l'infléchissement des objectifs du mouvement national palestinien, vers l'acceptation d'une solution « *à deux Etats* ». À partir de 1993, de puissants conglomérats sont établis – tels que le Palestinian Development & Investment Corporation (PADICO) ou l'Arab Palestinian Investment Company (APIC) – grâce auxquels cette élite va intégrer l'économie palestinienne et bientôt contrôler une part significative de presque toutes les grandes et moyennes entreprises en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (Hanieh, 2011).

D'un autre côté, les dispositions commerciales prévues dans le cadre des accords d'Oslo permettent à l'AP d'ériger un certain nombre de monopoles sur l'importation de marchandises – ciment, tabac, carburants, farine, sucre… – ou de certaines grandes marques internationales, tous concédés à des proches de l'appareil politique palestinien (Samara, 2000). Progressivement, l'alliance entre les deux élites, politique et économique, est renforcée par la mise en œuvre de partenariats dans les affaires, des rapprochements familiaux et un

chevauchement croissant des carrières entre hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprises (Hilal, 2002). Un certain nombre d'hommes d'affaires tirent également avantage de leur proximité avec la direction de l'AP pour s'engager dans des relations commerciales et de partenariats avec d'anciens responsables politiques et militaires israéliens.

Cette situation est parfaitement illustrée par la trajectoire de Munib Masri et de plusieurs membres de sa famille. Celui-ci est milliardaire et actuel directeur des groupes Engineering and Development Group (EDGO) – une entreprise multinationale spécialisée dans le secteur de l'énergie – et PADICO. Outre ses activités d'affaires, il exerce notamment les responsabilités de ministre des travaux publics en Jordanie en 1970, de ministre des finances et de la reconstruction de l'AP en 1993 et siège dans les conseils d'administration de nombreuses fondations culturelles, éducatives et humanitaires. D'un autre côté, Yasser Abbas, fils de l'actuel président palestinien, est président du conglomérat Falcon Holding Group qui détient le monopole sur l'importation de certaines marques – notamment sur les cigarettes de fabrication étatsunienne – dans les TPO. Son frère Tareq est quant à lui membre du conseil d'administration d'APIC et dirige plusieurs entreprises filiales du groupe parmi lesquelles l'agence de communication Sky10.

Du reste, la relative prospérité de ces élites est d'abord liée à l'afflux de financements étrangers, à l'importation de produits de consommation, à la prestation de services et à la construction. Des secteurs qui ne sont que peu affectés par l'extension des colonies israéliennes. Elles sont de ce fait avant tout soucieuses de tirer avantage de leur qualité d'intermédiaires avec le monde extérieur et de continuer à développer leurs activités sur le plan régional, en Jordanie ou dans les pays du Golfe, et au-delà. Au même moment, l'immense majorité du secteur privé demeure écrasée par le poids de l'occupation israélienne et se voit incapable de rivaliser face à un capital de plus en plus oligarchique et privilégié (Haddad, 2016). Cette singularité explique probablement que ces élites aient si bien souscrit aux prescriptions d'inspiration néolibérale de la Banque mondiale et des bailleurs internationaux. Des prescriptions qui visent en premier lieu à renforcer la compétitivité, la stabilité et la sécurité dans les TPO, en dépit de l'absence de toute souveraineté manifeste.

Cet engagement transparait de manière particulièrement marquée à partir de 2007 et l'arrivée de Salam Fayyad – ancien employé de la Banque mondiale et ex-représentant officiel du FMI dans les TPO – à la tête du gouvernement de l'AP en Cisjordanie. Ses plans successifs constituent un tournant dans la mise en application des objectifs de réforme de la fiscalité, de développement du secteur bancaire et financier, et de promotion du secteur privé. Poussant jusqu'au bout la rationalisation économique du processus de construction étatique, il entreprend de rendre le territoire attractif aux capitaux en promettant de créer un environnement propice pour les investisseurs. Le renforcement de la sécurité intérieure et du maintien de l'ordre forment alors également un élément clé du « *fayyadisme* » (Tartir, 2015). Divers gouvernements se sont succédé depuis son départ en 2013, tous prenant soin d'affirmer leur attachement à poursuivre le mouvement impulsé par leur prédécesseur. Les diverses tentatives pour attirer les investisseurs étrangers resteront pourtant sans succès.

Le développement de l'appareil de sécurité palestinien constitue en revanche une réalité bien palpable. Ses effectifs sont estimés à 65 463 fin 2016 en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En 2014, les dépenses de sécurité couvraient quant à elle presque un tiers du budget de l'AP (soit environ 1 milliard USD12). Cet appareil de sécurité a subi d'importantes réformes depuis 2005 – avec le soutien et sous la supervision de l'UE (programme EUPOL COPPS) et

des États-Unis – dans le but de renforcer ses capacités de maintien de l'ordre. Celui-ci constitue aujourd'hui un dispositif imposant dans la coopération avec Israël, contre toute forme d'opposition aux accords d'Oslo et de résistance à l'occupation. Ces dernières années on assiste également à une multiplication des agences de sécurité privée, gérées par d'anciens responsables de l'AP. Dans un contexte de renforcement de la précarité et d'accroissement des inégalités sociales, cette tournure autoritaire contribue, là encore, à augmenter les tensions avec la population.

https://doi.org/10.4000/remmm.14298

A lire.

La propagande magistrale du « *jour le plus meurtrier pour les Juifs depuis l'Holocauste* » par Tom Suarez 26 novembre 2023

Israël et ses partisans se livrent à un révisionnisme de l'Holocauste pour justifier son attaque génocidaire contre Gaza.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/propagande_sioniste_hamas_nazi.pdf

Source en anglais :

https://mondoweiss.net/2023/11/the-masterful-propaganda-of-deadliest-day-for-jews-since-the-holocaust/

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Il convient de noter que les Brigades martyres al-Qassam, la branche militaire du mouvement Hamas, ont publié une lettre écrite par une prisonnière (Danielle) aux moudjahidines des brigades et à leurs dirigeants, qui l'accompagnaient durant sa captivité.

Dans la lettre, la prisonnière a remercié les Brigades Al-Qassam pour « *l'humanité contre nature dont elles ont fait preuve envers sa fille* », soulignant que « *tout le monde, des officiers aux dirigeants, se sont comportés avec elle avec gentillesse et compassion* ». Elle a exprimé sa gratitude envers la Résistance "*parce que sa fille (Emilia) ne quitterait pas cet endroit [Gaza], avec un traumatisme psychologique à vie*". english.almayadeen.net et french.almanar.com.lb 27 novembre 2023

- Dans la journée, le journal israélien Haaretz a rapporté que les 13 premiers prisonniers israéliens libérés avaient été jugés en bon état, affirmant qu'ils avaient reçu un bon traitement pendant qu'ils étaient retenus en captivité.

Le centre médical des enfants de "*Petah Tikva*" a été cité comme disant qu'il avait admis quatre femmes libérées et quatre enfants qui étaient détenus en captivité à Gaza et qu'ils auraient été en bon état. english.almayadeen.net 25 novembre 2023

- Euro-Med Monitor, une organisation basée à Genève, s'est inquiétée du vol d'organes sur les cadavres en citant des rapports de professionnels de la santé à Gaza qui ont examiné quelques corps rapidement après leur libération. Ces professionnels de la santé ont trouvé des preuves de vol d'organes, notamment des cochlées et des cornées manquantes, ainsi que d'autres organes vitaux tels que des foies, des reins et des cœurs. middleeastmonitor.com 27 novembre 2023

- Les États-Unis craignent que les journalistes n'entrent à Gaza pendant la trêve, exposent les crimes israéliens

Un rapport de Politico cite des responsables américains avertissant que l'absence de trêve augmenterait la pression sur l'administration Biden aux niveaux national et mondial.

L'administration du président américain Joe Biden craint qu'une pause temporaire de l'agression contre Gaza n'autorise les journalistes à accéder à la bande de Gaza et à prendre des photos et rédiger des rapports, répétant en découvrant les crimes et les destructions israéliennes que l'agression a causées, a rapporté mardi Politico en citant des responsables américains.

Les images émergentes et la couverture pourraient "*retourner l'opinion publique sur Israël*", a déclaré le journal. english.almayadeen.net 23 novembre 2023

- Des milliers de personnes au Maroc descendent dans la rue, exprimant leur opposition à la normalisation des relations avec l'État hébreu. english.almayadeen.net 27 novembre 2023

Israël expulse une défenseuse des droits de l'homme qui documente les démolitions de maisons palestiniennes

Alison Russell a été arrêtée par les forces israéliennes alors qu'elle documentait les démolitions de maisons à Masafer Yatta, en Cisjordanie occupée. Elle a été expulsée à l'issue d'une audience sommaire au cours de laquelle la police israélienne l'a accusée de "*soutenir le terrorisme*".

https://mondoweiss.net/2023/11/israel-deports-human-rights-defender-documenting-palestinian-home-demolitions/

On croirait qu'ils ont le feu aux fesses !

Guterres appelle à "*un cessez-le-feu humanitaire total*" à Gaza - aa.com.tr 27 novembre 2023

"Le dialogue qui a conduit à l'accord doit se poursuivre et donner lieu à un cessez-le-feu total pour des raisons humanitaires, au bénéfice de la population de Gaza, d'Israël et de la région dans son ensemble", a-t-il lancé.

Guterres a également renouvelé son appel à la libération immédiate et inconditionnelle des *"otages"*, selon le même communiqué.

Dujarric a, également, noté que le Secrétaire général des Nations unies exhorte tous les pays à *"user de leur influence pour mettre fin à ce conflit tragique"*. aa.com.tr 27 novembre 2023

Prolongation de la trêve humanitaire de deux jours supplémentaires dans la Bande de Gaza - aa.com.tr 27 novembre 2023

Le ministère qatari des Affaires étrangères et le mouvement palestinien Hamas ont annoncé, lundi soir, avoir conclu un accord avec la partie israélienne concernant la prolongation de deux jours supplémentaires de la trêve humanitaire dans la Bande de Gaza. aa.com.tr 27 novembre 2023

Gaza : Erdogan et Sanchez discutent de l'acheminement de l'aide et des efforts en vue d'un cessez-le-feu permanent - aa.com.tr 27 novembre 2023

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a eu, lundi, un entretien téléphonique avec le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez.

Selon un communiqué de la direction de la Communication de la Présidence turque, les deux dirigeants ont abordé les attaques israéliennes contre les Palestiniens, les mesures à prendre pour assurer l'acheminement ininterrompu de l'aide humanitaire à Gaza et les efforts en vue d'un cessez-le-feu permanent et d'une paix durable. aa.com.tr 27 novembre 2023

Arrestation de 260 Palestiniens par l'armée israélienne en Cisjordanie, durant la trêve humanitaire à Gaza - aa.com.tr 27 novembre 2023

La responsable des médias du Club des prisonniers palestiniens, Amani Sarahneh, a déclaré que les arrestations s'inscrivent "*dans le cadre d'une campagne de raids accompagnée d'actes de vandalisme et d'agressions*".

Le Club des prisonniers palestiniens a déclaré, ce lundi, que l'armée israélienne avait arrêté 260 Palestiniens en Cisjordanie occupée, pendant la trêve temporaire avec le Hamas dans la bande de Gaza.

Amani Sarahneh, la responsable des médias du Club des prisonniers palestiniens (organisation non gouvernementale), a déclaré à Anadolu que "*Durant les quatre jours de trêve humanitaire, les autorités israéliennes ont mené une campagne d'arrestations en Cisjordanie, y compris dans la ville de Jérusalem-Est, contre 260 Palestiniens*".

Elle a souligné que ces arrestations s'inscrivent "*dans le cadre d'une campagne de raids contre les villes palestiniennes, accompagnée d'actes de vandalisme et de violences contre les détenus et leurs familles*".

Selon Sarahneh, "*depuis le 7 octobre, Israël a arrêté 3 260 Palestiniens en Cisjordanie*".

Elle a souligné que "*les détenus sont interrogés par des agents des renseignements israéliens, et certains d'entre eux sont libérés après des heures, voire des jours, ou sont reclus en détention administrative (sans chef d'inculpation) ou passent en jugement*".

L'armée israélienne mène des campagnes d'incursions quotidiennes dans les villages et les villes de Cisjordanie, qui dégénèrent en affrontements, en arrestations et en fusillades et tirs de bombes lacrymogènes contre les Palestiniens. aa.com.tr 27 novembre 2023

Borrell : ''*Le nombre disproportionné de morts à Gaza est inacceptable*'' - aa.com.tr 27 novembre 2023

Le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré, lundi, que "*la souffrance des habitants de Gaza, déjà privés de produits de base et le nombre disproportionné de morts, dont 5 000 enfants",* sont *"inacceptables".*

Il a ajouté, dans un communiqué publié sur le site de l'UE, que "*la paix entre Israël et la Palestine est devenue une nécessité stratégique pour l'ensemble de la communauté euro-méditerranéenne et ailleurs*". aa.com.tr 27 novembre 2023

Borrell: "*Financer de nouvelles colonies illégales n'est pas de la légitime défense*" - aa.com.tr 27 novembre 2023

Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, s'est dit "***consterné d'apprendre qu'en pleine guerre, Israël va allouer de nouveaux fonds à la construction de nouvelles colonies illégales. Ce n'est pas de la légitime défense***".

Borrell s'est exprimé, lundi, lors de l'ouverture du 8e forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UPM) à Barcelone, en Espagne, qu'il a coprésidé avec le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman al-Safedi.

Borrell a condamné la décision d'Israël d'allouer des fonds pour augmenter le nombre de colonies illégales.

"*Je suis consterné d'apprendre qu'en pleine guerre, Israël va allouer de nouveaux fonds à la construction de nouvelles colonies illégales. Ce n'est pas de la légitime défense. Cela ne rendra pas Israël plus sûr. Les colonies constituent une grave violation des droits de l'homme*

internationaux et la plus grande responsabilité d'Israël en matière de sécurité", a-t-il partagé sur le réseau social X après son discours.

Dans son discours, Borrell a affirmé qu'"*il n'y aura pas de paix et de sécurité pour Israël sans un État palestinien*". aa.com.tr 27 novembre 2023

J-C – Statu quo ou la guerre continue… ou Israël disparaît, c'est déjà moins vraisemblable dans l'état actuel des choses.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille. La minute de trop.

Gaza: LFI se voit refuser une minute de silence à l'Assemblée pour les employés de l'ONU tués - bfmtv.com 21 novembre 2023

J-C – Cette info m'avait échappé.

Le vrai visage du régime de Macron soutenu par l'extrême droite, belliqueux, haineux, cruel, sioniste, barbare en somme.

Décidément, quand on dit qu'ils sont incurables, la preuve, LFI, et le POI qui a soutenu cette initiative (à la Une d'Informations ouvrières), n'en loupent pas une pour servir la soupe à Macron et à l'extrême droite. Car imaginez un instant que cette minute de silence ait eu lieu, les médias aux ordres s'en seraient emparés pour louer l'humanisme de Macron et Le Pen, la réaction au grand complet, je ne me trompe pas, n'est-ce pas ?

LFI a commis une grave erreur politique, Renaissance et RN/FN aussi, heureusement, pour un peu ce sont ces ordures qui ont sauvé l'honneur (de toutes manières perdu) de LFI et du POI.

Souvenez-vous, ils ont fait tout un pataquès pour faire savoir qu'ils ne manifesteraient au côté de Renaissance et du RN/FN, mais ils ne voient pas d'inconvénients lorsqu'il s'agit de jouer au foot (Equipe parlementaire) avec eux ou de participer à peine 9 jours plus tard à une minute de silence en hommage aux victimes en présence de leurs assassins ou complices, c'est la même chose.

Je me suis fait beaucoup d'ennemis en m'attaquant à l'opportunisme pathologique de LFI parmi les contacts que j'ai eus, du coup ils ont préféré ne plus donner signe de vie ou ne plus me répondre, à croire qu'ils se sont sentis visés. C'est leur problème, pas le mien ou je m'en tape, je ne changerai pas pour autant mon orientation politique.

BFMTV - Mathilde Panot a proposé ce mardi matin en conférence des présidents une minute de silence pour les employés de l'ONU morts à Gaza depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas. La patronne des députés insoumis s'est vue opposée un fin de non-recevoir.

"*Je regrette au nom de mon groupe que Marine Le Pen et Sylvain Maillard se soient opposés à notre demande*", a tancé la patronne des députés insoumis lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale.

L'agence des Nations unis pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) a indiqué dans un bilan publié lundi la mort de 102 employés et au moins 27 blessés. L'institution internationale a rendu hommage à ses collaborateurs en observant une minute de silence et en mettant en berne tous les drapeaux des 193 membres de pays de l'ONU, dans les bureaux de New York comme à Genève.

"*La majorité des groupes ont refusé ce principe*", confirme l'entourage de Yaël Braun-Pivet auprès de BFMTV.com.

"*On s'est mis à faire des minutes de silence sur beaucoup de choses ces derniers temps. C'est sûr qu'on peut faire un peu de ménage là-dedans*", décrypte un collaborateur parlementaire macroniste.

L'Assemblée nationale avait également observé une minute de silence en hommage aux victimes du Hamas, trois jours après les attaques du 7 octobre contre Israël. bfmtv.com 21 novembre 2023

Qu'ils rompent avec ceux qu'ils veulent "*dégager*" et les institutions de la Ve République qui sont incompatibles avec " *la fraternité humaine et les valeurs de la République*" !

"*Des fascistes marchent dans nos rues*": la gauche dénonce la descente de "*l'ultradroite*" à Lyon - BFMTV 28 novembre 2023

Jean-Luc Mélenchon sur X : La nuit les bandes d'extrême droite dans la rue à Rennes, Lyon ou Grenoble. Voilà le résultat des encouragements mediatico-politiques. Voilà le bilan de la réhabilitation de l'extrême droite par « *l'arc républicain* » et de la criminalisation des vrais militants anti-racistes. Que les responsables de cette honte dégagent !

Toujours sur X, le patron du Parti communiste Français Fabien Roussel - La terreur et la haine défilent masqués avec des cagoules et armés de barre de fer à la nuit tombée. Ne laissons pas la République et la fraternité reculer. Nous quand on défile, c'est au grand jour, pour célébrer la fraternité humaine et les valeurs de la République.

Au moins un millier de personnes ont participé à 13 rassemblements à l'initiative de l'ultradroite dans plusieurs villes du pays ce week-end.

Cette mobilisation de l'ultradroite devrait se poursuivre cette semaine, selon une note de la Direction nationale du renseignement territorial transmise à la présidence de la République et à la Première ministre que BFMTV a pu consulter. BFMTV 28 novembre 2023

J-C - L'élection d'un Président de la République représentant l'extrême droite du capitalisme et supportant le régime néonazi de Kiev et de Tel-Aviv, ne pouvait qu'encourager les nervis à passer à l'action.

En famille. Racisme d'Etat ou punition collective sioniste.

Lille : une commission rend un avis favorable à la résiliation du contrat du lycée musulman Averroès avec l'État - francetvinfo.fr 27 novembre 2023

L'établissement est pointé du doigt pour un don qatari en 2014, un ouvrage religieux litigieux dans la bibliographie d'un enseignement spirituel et des irrégularités de gestion.

La commission de concertation pour l'enseignement privé présidée par le préfet du Nord a voté, lundi 27 novembre, en faveur de la résiliation du contrat d'association liant le lycée musulman lillois Averroès à l'État, ont indiqué des sources proches du dossier à France Bleu Nord. Les dirigeants de l'établissement étaient convoqués devant cette commission consultative. Le préfet du Nord Georges-François Leclerc annoncera sa décision dans les prochains jours.

L'établissement de 473 élèves, ouvert en 2003, est pointé du doigt pour un don qatari en 2014, un ouvrage religieux litigieux dans la bibliographie d'un enseignement spirituel, et des irrégularités de gestion. "*Ce sont des insinuations, il n'y a pas le moindre début d'élément, il n'y a pas de lien avec les Frères musulmans*", assure l'un des avocats du lycée Joseph Breham.

En 2014, le lycée a reçu un don d'une ONG du Qatar d'environ 900 000 euros, ce qui lui a permis d'acheter ses locaux actuels. Le directeur de l'établissement Éric Dufour indique pour sa part que le lycée n'a plus reçu de don étranger depuis 2015 et que tous les financements sont transparents. Si le contrat entre le lycée et l'État était effectivement rompu, l'Éducation nationale cesserait de rémunérer les enseignants, et la Région le personnel parascolaire.

L'un des avocats du lycée Averroès, Joseph Breham, dénonce un "*sentiment d'hostilité*" de la part des autorités lors de la réunion de la commission lundi. Il qualifie d'ailleurs cette réunion de "*caricaturale*", soutenant notamment qu'aucun représentant de l'établissement n'a pu "*finir l'un de ses propos*". francetvinfo.fr 27 novembre 2023

J-C - Nous ne soutenons pas le financement par l'Etat des établissements scolaires privés, pour autant nous dénonçons cette décision autoritaire, injuste, purement politique. Sinon, l'Etat doit cesser de financer l'ensemble des établissements scolaires privés confessionnels, y compris catholiques, protestants ou judaïques entre autres.

Racket d'Etat ou comment ils terrorisent les pauvres en les rançonnant.

Paris 2024 : le prix du ticket de métro va quasiment doubler pendant les Jeux, le forfait hebdomadaire passera à 70 euros - francetvinfo.fr 27 novembre 2023

Du 20 juillet au 8 septembre 2024, il ne sera plus possible d'acheter de Navigo Jour et Semaine. A la place, un pass Paris 2024 sera créé avec une tarification spéciale : 70 euros la semaine, contre 30 euros actuellement.

Le forfait illimité à la journée passera à 16 euros. Un tarif dégressif : 30 euros pour deux jours, 42 pour 3 jours et jusqu'à 10 euros la journée au bout de 7 jours. Le ticket de métro unitaire passera lui à 4 euros, contre 2,10 euros. Les détenteurs d'un pass Navigo mensuel ou annuel ne sont pas concernés par ces nouveaux tarifs JO.

Pour échapper au ticket de métro à 4 euros, il faudra charger des tickets sur une carte Navigo Easy avant le 20 juillet. Une fois cette date passée, seul le forfait Liberté+ permettra de voyager pour 1,73 € le trajet.

Une autre augmentation concerne cette fois tous les abonnés du pass Navigo mensuel : celui-ci devrait coûter 86,40 euros à partir du 1er janvier 2024, soit une augmentation de plus de deux euros. Ce nouveau prix doit être soumis au vote du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités le 7 décembre prochain. En 2023 le pass Navigo était passé déjà de 75,20 euros à 84,10 euros. francetvinfo.fr 27 novembre 2023

Italie.

L'extrême droite zélée exécutant du Green New Deal de l'Agenda 2030 totalitaire de Davos.

Italie : Le gouvernement approuve 27,4 milliards d'euros d'investissements pour la transition énergétique - AFP/20 Minutes 28 novembre 2023

« *Nous voulons libérer le grand potentiel de notre pays, pour en faire une référence en matière d'énergies renouvelables* », a déclaré le ministre de la Transition écologique, Gilberto Pichetto.

Les mesures, qui incluent la réduction des formalités administratives pour des projets d'énergie verte et l'affectation de zones appartenant à l'Etat à la production de parcs éoliens, « *représentent 27,4 milliards d'euros d'investissements* ». « Nous voulons accélérer le développement des énergies renouvelables pour servir les objectifs de 2030 », a ajouté le ministre.

Le décret déclare également que la construction et l'exploitation de projets de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) terrestres constituent des « *interventions stratégiques urgentes d'utilité publique, non-ajournables* », a indiqué Gilberto Pichetto. Cela devrait favoriser l'accélération des travaux de deux terminaux terrestres GNL dans le sud de l'Italie, à Porto Empedocle en Sicile et à Gioia Tauro en Calabre. Selon certains détracteurs, les nouvelles infrastructures gazières constituent toutefois un gaspillage de ressources et compromettent les politiques en faveur de la décarbonation. AFP/20 Minutes 28 novembre 2023

Russie.

Aveu. Ce sont les oligarques anglo-saxons qui sont à l'origine de la guerre en Ukraine.

J-C - Ils se sont servis de leur larbin Boris Johnson pour faire le sale boulot et se couvrir.
«*La Russie était prête à mettre fin à la guerre*» : David Arakhamia admet que Kiev aurait pu éviter le pire dès 2022 - AFP/RT 25 novembre 2023

«*Si nous acceptions la neutralité, la Russie était prête à mettre fin à la guerre*» : dans un entretien diffusé le 24 novembre par la chaîne ukrainienne 1+1, le député David Arakhamia est revenu sur le choix fatidique de Kiev fin de l'hiver 2022, quelques semaines après le début de l'opération russe en Ukraine.

Le parlementaire de la Rada était le négociateur en chef pour la partie ukrainienne lors de pourparlers tenus à Istanbul en mars 2022. Or, il y a près de deux ans, la position de Kiev était bien différente. L'Ukraine envisageait alors d'accepter l'exigence de neutralité de Moscou, en échange de garanties de sécurité, via plusieurs garants occidentaux. Finalement, le refus de Kiev conduisit à la poursuite des combats.

«*Si nous acceptions la neutralité, la Russie était prête à mettre fin à la guerre*» : dans un entretien diffusé le 24 novembre par la chaîne ukrainienne 1+1, le député David Arakhamia est revenu sur le choix fatidique de Kiev fin de l'hiver 2022, quelques semaines après le début de l'opération russe en Ukraine. Le parlementaire de la Rada était le négociateur en chef pour la partie ukrainienne lors de pourparlers tenus à Istanbul en mars 2022. Or, il y a près de deux ans, la position de Kiev était bien différente. L'Ukraine envisageait alors d'accepter l'exigence de neutralité de Moscou, en échange de garanties de sécurité, via plusieurs garants occidentaux. Finalement, le refus de Kiev conduisit à la poursuite des combats.

Et Arakhamia d'ajouter enfin un détail d'importance : «*Qui plus est, à notre retour d'Istanbul, Boris Johnson est arrivé à Kiev [en avril 2022, ndlr] et il a dit qu'il ne fallait rien signer avec eux et que* "nous allions faire la guerre"». L'élu ukrainien confirme ainsi le rôle considérable de l'ancien Premier ministre britannique, qui avait été révélé dès l'été 2022 par la revue Foreign Affairs. En définitive, les Occidentaux, que l'Ukraine espérait devenir les garants de sa sécurité, se sont fait ceux de sa perte en la contraignant au conflit.

«*La Russie n'a jamais refusé de discuter*», déclarait pour sa part le président russe en juin 2023, alors qu'il accueillait à Saint Pétersbourg une initiative africaine pour la paix emmenée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Ce jour-là, Vladimir Poutine avait évoqué les pourparlers d'Istanbul de l'hiver 2022 et brandi un document : «ce projet d'accord a été signé par les autorités des délégations, des signatures ont été apposées». «*Ce document s'intitule "Accord sur la neutralité permanente et garanties de sécurité pour l'Ukraine"*», avait poursuivi Poutine, évoquant aussi des «*annexes portant sur les armements et les effectifs de l'armée*».

Interrogé sur cet épisode, Arakhamia n'a pas souhaité confirmer l'existence d'un tel document et les signatures. Il a toutefois estimé que «*la clause principale*» était alors l'acceptation de la neutralité par la partie ukrainienne, ou de sa non-adhésion à l'OTAN, «comme la Finlande autrefois». «*Tout le reste n'était que des éléments de langage politiques comme la dénazification, la population russe, ce genre de chose* », a-t-il balayé.

Le refus ukrainien a été résumé par le Président russe devant ses homologues africains ainsi : «*les autorités de Kiev, ou plutôt leurs patrons, ont tout jeté à la corbeille*», a regretté Vladimir Poutine.

LE SOCIALISME

Le 29 novembre 2023

Confirmation. Comme quoi je n'ai pas toujours raison tout seul !

Finalement, c'est à une insurrection à laquelle nous avons assisté le 7 octobre 2023 en Palestine occupée, d'où l'acharnement à en faire une action terroriste, titrions-nous hier, et pour cause.

La question politique qui est posée avec la déclaration de guerre des Palestiniens contre l'occupant lancée le 7 octobre, s'adresse à tous les peuples du Moyen-Orient et d'Afrique, d'Occident, du monde entier.

C'est la question de la décolonisation qui n'a pas été menée à son terme et qui ne le sera jamais tant que l'impérialisme ou le capitalisme et ses institutions n'auront pas été éradiqués ou abolis à l'échelle mondiale, tant que les peuples exploités et opprimés ne se seront pas organisés et mobilisés pour les renverser et imposer un autre modèle de développement économique et de société basé uniquement sur leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Mais d'où sortez-vous tout cela, c'est de la propagande à deux balles de militant...

Vraiment ? Je pense plutôt que je traduis consciemment en termes politiques les besoins de l'ensemble des travailleurs qui cherchent à s'exprimer en résistant à l'exploitation et à l'oppression dont ils sont victimes, conditions auxquelles ils ne se résigneront jamais. Effectivement, c'est aussi un appel à rejoindre cette résistance ou le combat politique.

Si cela choque certains, c'est sans doute parce qu'ils n'ont pas encore pris la mesure du monde injuste et infâme dans lequel ils vivaient ou ils s'y sont adaptés sans trop se soucier de savoir dans quelles conditions ou au détriment de qui, sinon ils n'adopteraient pas cette attitude peu flatteuse ou elle évoluerait vers plus d'humanisme.

Donnons la parole à un Palestinien.

Haidar Eid, écrivain et professeur de littérature postcoloniale à l'université Al-Aqsa à Gaza, après avoir enseigné dans plusieurs universités à l'étranger. Vétéran dans le mouvement des droits nationaux palestiniens

- « *La plus grande source d'inquiétude pour les* « maîtres » *israéliens, leurs alliés occidentaux et leurs laquais arabes serait que nous élevions le plafond de nos exigences à ce niveau ; que nous exigions que le conflit soit replacé dans le contexte de l'entreprise multiforme de colonisation, de l'occupation, de l'apartheid et du nettoyage ethnique*. »

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/parole_de_palestinien_28112023.pdf

Tous pourris ! Non, un "*racisme anti-arabe, presque maladif*" n'est pas "*à ce point à l'œuvre dans chaque Européen*", c'est la rhétorique officielle.

Jean Genet : les États-Unis et la Palestine par Franklin Frederick - investigaction.net 27 novembre 2023

"*Un racisme anti-arabe, presque maladif, est à ce point à l'œuvre dans chaque Européen qu'on peut se demander si les Palestiniens doivent compter sur notre aide, si mince soit-elle?*"

Ces mots très actuels ont été écrits par Jean Genet en 1971, dans son premier grand texte consacré aux Palestiniens.

Signé : Investig'Action

J-C - Qu'il nous soit permis de ne pas nous reconnaitre dans cette rhétorique indigne que nous condamnons.

C'est à croire que son auteur aurait quelque chose à se reprocher, à cacher ou il ne se rend pas compte qu'il fait le jeu de la réaction en adoptant sa propagande qui ne peut que profiter à l'extrême droite. Comment cela ? C'est facile à comprendre. Si tout le monde est raciste, c'est qu'il doit exister une bonne raison à cela, dès lors, si je ne le suis pas, c'est peut-être parce que je ne suis pas normal, je vais donc modifier mon comportement et le devenir, ainsi tout rentrera dans l'ordre. Voilà ce que le citoyen lambda plutôt arriéré pourrait croire ou se dire sans qu'on lui en veuille particulièrement, ce n'est pas lui qu'il faut juger durement, mais ceux qui colportent ce genre d'aberration. Maintenant, qu'il y ait un certain nombre de citoyens ou de travailleurs qui y soient sensibles, c'est vieux comme le monde, de là à les traiter collectivement de cette manière-là, c'est infâme et inexcusable.

Je n'ai jamais fait de différences entre ceux qui traitaient collectivement les Allemands de sales « *boches* », les Arabes de « *bicots* », les juifs de « *youpins* », les Français de « *racistes* », dans tous les cas de figure cela dénotait un manque de conscience lorsque cela provenait de membres de la classe ouvrière, ou une faille intellectuelle quand ils appartenaient aux classes moyennes, pour rester mesuré ou ne pas les juger trop sévèrement, car après tout, il est permis d'espérer qu'ils évoluent un jour, sinon on ne mènerait pas ce combat politique.

Pourquoi je réagis à cet article aussi violemment ?

Parce qu'il faut bien en comprendre la signification et la portée politique, qui doivent inconsciemment échapper à son auteur que je ne connais pas, ce que j'ose espérer. A savoir, si "*chaque Européen*", donc la totalité des travailleurs sont pourris à ce point-là, cela peut vouloir dire que tout est foutu, conforter ceux qui le pensaient déjà, fournir un excellent prétexte à ceux qui n'attendaient qu'une occasion pour les rejoindre.

Bref, cela peut donner la fausse impression qu'il n'existe plus personne pour combattre le régime en place, or, ce sont ceux qui sont brocardés ici violemment qui doivent accomplir la tâche historique de l'abattre. Si maintenant on ne peut plus compter sur eux, autant dire adieu à tout changement de régime économique et politique et au socialisme, ce qui au passage arrangerait bien tous ses opposants et ils sont nombreux, qui préfèrent s'adapter au capitalisme

et négocient avec ses représentants, afin d'obtenir des concessions à la marge pour préserver leur statut privilégié, ce qui permettrait du même coup au régime capitaliste de demeurer en place. Vous aurez reconnu l'orientation politique de la « *gauche* » qui s'inscrit dans le cadre de l'idéologie réformiste et traitre de la social-démocratie que nous combattons.

L'UE ou la voix de l'OTAN

L'UE annonce une aide supplémentaire de 200 millions d'euros pour la formation de militaires ukrainiens.

Au total, l'Europe a déjà consacré 27 milliards d'euros au soutien militaire à l'Ukraine, mais il faut « *faire plus et plus vite* », a estimé mardi le patron de la diplomatie européenne, Josep Borrell. lemonde.fr 29 novembre 2023

Lu.

Ultime question. Pourquoi le « *Canard* » est-il si furieusement sioniste (pardon Darmanin pour mon antisémitisme) ? Faut-il chercher l'explication de cette invariable doctrine dans le passé du journal ? Quand, entre 1940 et 1944, l'hebdomadaire étant fermé, trop de ses journalistes se sont soudain sentis à l'aise dans des titres de la presse collaborationniste ? Pour quelques-uns 1944 a été une année difficile, se rétablir du « *Maréchal* » à Maréchal (1) exigeait une bonne pratique de l'équilibre et de solides fidélités maçonniques. Et, 78 années plus tard, la frayeur de ce moment-là, celui d'un choix honteux, a peut-être figé « *l'hebdomadaire paraissant le mercredi* » dans une défense aveugle d'Israël.

(1) Maurice Maréchal, co-fondateur du Canard Enchainé.

Jacques-Marie Bourget

https://www.afrique-asie.fr/les-palestiniens-sont-aussi-une-cible-pour-le-canard-enchaine-2/

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

-Smotrich et Ben-Gvir démantèleront le gouvernement si l'agression contre Gaza cesse - english.almayadeen.net 29 novembre 2023

Les médias israéliens ont rapporté que le ministre israélien de la police, Itamar Ben-Gvir, et le ministre des finances, Bezalel Smotrich, envisageraient la possibilité de démanteler le gouvernement du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et de s'en retirer s'il déclare un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Cela fait suite à l'annonce de la prolongation de l'accord de trêve entre les forces d'occupation israéliennes et la résistance palestinienne pour le cinquième jour consécutif. La prolongation

comprend la libération d'un lot supplémentaire de prisonniers israéliens en échange de la libération de prisonniers palestiniens.

Ben Gvir menace : L'arrêt de la guerre signifie la dissolution du gouvernement.

Le site web israélien Wallah a confirmé que Ben Gvir a menacé mardi que "*mettre fin à la guerre équivaut à dissoudre le gouvernement*", à la suite de discussions sur la prolongation du cessez-le-feu en échange de la libération de nouveaux prisonniers israéliens et palestiniens.

Les responsables du parti "*Otzma Yehudit*", également connu sous le nom de Jewish Power, ont affirmé que "*si un autre accord est proposé au gouvernement, aboutissant à la cessation de la guerre, les six membres de la Knesset appartenant au parti quitteront la coalition*". english.almayadeen.net 29 novembre 2023

Tebboune affirme l'engagement de l'Algérie à soutenir la lutte légitime du peuple palestinien - french.almanar.com.lb 28 novembre 2023

A l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, Tebboune a renouvelé l'engagement ferme de l'Algérie à soutenir la lutte légitime du peuple palestinien et sa juste cause en vue de restaurer tous ses droits inaliénables et non négociables, au premier rang desquels son droit d'établir un État palestinien indépendant sur le modèle du 4 juin 1967, avec Al-Qods comme capitale ».

Il a également salué le peuple palestinien qui est subi d'horribles violations et des tentatives désespérées « *de liquider sa cause et de détruire les fondations sur lesquelles pourrait reposer toute solution qui mettrait fin à l'occupation et mettrait fin à la tragédie des frères palestiniens* ».

Le président algérien a précédemment affirmé que « les Palestiniens ont le droit de défendre leur terre », soulignant que « *ce que pratique l'occupation israélienne constitue de véritables crimes de guerre et crimes contre l'humanité* ».

Tebboune a rejeté l'étiquette de terrorisme contre le Hamas, rappelant qu'elle était également attachée aux résistants algériens pendant la guerre de libération, affirmant : *« Celui qui défend le droit, la terre et sa patrie n'est pas un terroriste* ». french.almanar.com.lb 28 novembre 2023

Ministre indonésien des Affaires étrangères : nous poursuivrons « *Israël* » devant la Cour internationale de Justice - french.almanar.com.lb 28 novembre 2023

La ministre indonésien des Affaires étrangères a souligné « *qu'il fallait mettre fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens* » et a également appelé « *la communauté internationale à un traitement juste pour construire la paix et la* justice ».

Elle a ajouté : « *Nous avons besoin d'un cessez-le-feu permanent, d'une aide humanitaire sans entrave, d'une défense de la justice et de la reprise du processus de paix et du processus politique* ».

Marsudi a ajouté que *« l'Indonésie ne peut pas rester les bras croisés devant des milliers de femmes et d'enfants innocents tués, et devant des maisons, des écoles et des hôpitaux rasés, transformés en décombres* ». french.almanar.com.lb 28 novembre

---

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille. La minute de trop. Suite et confirmation.

J-C – Cette première info figurait dans la causerie d'hier, je la reproduis pour que les lecteurs qui ne l'ont pas lue puissent comprendre la suite.

Gaza: LFI se voit refuser une minute de silence à l'Assemblée pour les employés de l'ONU tués - bfmtv.com 21 novembre 2023

Mathilde Panot a proposé ce mardi matin en conférence des présidents une minute de silence pour les employés de l'ONU morts à Gaza depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas. La patronne des députés insoumis s'est vue opposée un fin de non-recevoir.

"*La majorité des groupes ont refusé ce principe*", confirme l'entourage de Yaël Braun-Pivet auprès de BFMTV.com.

"*On s'est mis à faire des minutes de silence sur beaucoup de choses ces derniers temps. C'est sûr qu'on peut faire un peu de ménage là-dedans*", décrypte un collaborateur parlementaire macroniste. bfmtv.com 21 novembre 2023

Et une semaine plus tard, donc hier 28 novembre 2023.

A l'Assemblée nationale, une minute de silence pour Thomas, adolescent poignardé à Crépol - AFP/lemonde.fr 28 novembre 2023

C'est la conférence des présidents de l'Assemblée qui a acté la décision d'observer une minute de silence mardi matin. Selon une source parlementaire consultée par l'Agence France-Presse, la décision n'a pas fait l'objet de débats particuliers en conférence des présidents mardi

« *Je me réjouis que la présidente de l'Assemblée nationale ait répondu favorablement à notre demande* », formulée avec la députée de la Drôme Emmanuelle Anthoine, s'est réjoui le patron du parti Les Républicains, Eric Ciotti, sur X. « *Cet assassinat a choqué les Français. Nous avions le devoir de lui rendre hommage.* » AFP/lemonde.fr 28 novembre 2023

Quand Nice passe sous tutelle israélienne.

Attaques en Israël: le film sur les massacres va être diffusé aux élus de la métropole de Nice - bfmtv.com 29 novembre 2023

Après l'Assemblée nationale, la métropole de Nice. Le "*film*" montage, qui montre les massacres commis par les commandos du Hamas contre Israël le 7 octobre, va être diffusé auprès des élus métropolitains.

La diffusion, organisée à l'initiative du président de la métropole Nice Côte d'Azur et maire de Nice Christian Estrosi, aura lieu jeudi après-midi, après le conseil métropolitain.

Nice-Matin explique que l'initiative de Christian Estrosi est saluée par Philippe Vardon, le chef de file des élus Reconquête!, le parti d'extrême droite d'Eric Zemmour. "*J'assisterai à cette diffusion car je n'ai pas pour habitude de refuser de voir le réel*", indique l'ancien membre du RN.

Les élus Les Républicains semblent aussi être favorables à la diffusion de ce montage. La gauche y est plus réticente.

J-C - Nos lecteurs savent maintenant qu'il ne s'agit que d'un montage, une fiction montée par Tsahal pour justifier le massacre qu'elle commet à Gaza, et que plus des trois quarts des 1200 Israélien morts le 7 octobre 2023 ont été tués en réalité par Tsahal et non les combattants palestiniens à l'aide de chars et d'hélicoptères Apache équipés de missile Hellfire notamment, selon les révélations parues dans la presse israélienne sans toutefois révéler le nombre exact d'Israéliens que leur propre armée à tuer, de manière à pouvoir continuer de les imputer aux Palestiniens.

Je rappelle également que j'ai visionné un extrait de quelques minutes de ce "film" qui ne permettait pas de prouver que les Palestiniens se seraient livrés à des massacres de civils désarmés. Que des exceptions aient pu se produire comme au cours de toutes les guerres, ne suffit pas pour les faire passer collectivement les Palestiniens pour des barbares, contrairement aux sionistes qui ont méticuleusement pilonné pendant 51 jours des quartiers habités par des civils à Gaza en causant plus de 15 000 morts, sans doute plus proche de 20000, dont plus de la moitié étaient des femmes et des enfants. C'est le procédé de l'inversion accusatoire qui est employé ici par les sionistes nazis, un pléonasme, dont fait partie Estrosi.

Hystérie sécuritaire. Quand le code QR devient un instrument au service de la tyrannie. Restriction à la liberté fondamentale de circulation.

J-C - La France s'enfonce dans le totalitarisme, l'extrême droite au pouvoir y habitue ses habitants petit à petit, pour leur sécurité, cela va de soi. Comment vous pourrir un peu plus l'existence, mode d'emploi du régime policier.

***"Vous aurez un QR code"*: une dérogation sera nécessaire pour circuler dans Paris lors des J0 2024 - bfmtv.com 29 novembre 2023**

Automobilistes et piétons ne pourront pas circuler librement dans certaines zones de la capitale et en Île-de-France cet été. Sauf s'ils inscrivent sur une plateforme numérique dédiée, annonce Laurent Nunez.

Une attestation comme lors des confinements? À quelques mois du début des Jeux olympiques de Paris, le préfet de Police dévoile auprès de nos confrères du Parisien les contours du dispositif de sécurité qui sera en vigueur à l'été 2024. Laurent Nunez annonce notamment qu'une dérogation sera nécessaire pour circuler librement dans Paris lors de la compétition.

"*Il faudra s'enregistrer en amont sur une plateforme numérique en fournissant un certain nombre de justificatifs, de domicile mais pas que*", prévient-il dans les colonnes du quotidien régional.

Toutes les personnes qui souhaitent ou qui doivent s'approcher des nombreux olympiques à Paris et en Île-de-France seront concernées: "V*ous aurez un QR code à présenter lors des contrôles*", dit Laurent Nunez.

Concrètement, explique le préfet de Police, si un Parisien habite à proximité de la Seine et souhaite inviter des amis pour suivre depuis sa fenêtre la cérémonie d'ouverture, "*il faut les inscrire sur la plateforme*".

Idem si vous souhaitez passez la soirée de la cérémonie d'ouverture dans un restaurant à proximité de la Seine. "*Le principe c'est de laisser ouvert. Mais oui, il faudra justifier du fait qu'on rentre dans le périmètre pour se rendre dans un restaurant et donc, il y aura forcément une inscription sur la plate-forme".*

"*Pour les personnes les plus vulnérables, celles qui n'ont pas accès à Internet, la ville de Paris, avec laquelle nous travaillons étroitement, a prévu la possibilité d'obtenir un macaron ou justificatif. D'autres collectivités sont sur la même idée de proximité*", indique Laurent Nunez. (Je proposerai une petite étoile jaune par exemple. - J-C)

Quant à la cérémonie d'ouverture, le 26 juillet, le spectacle auquel plus de deux milliards de téléspectateurs devraient assister, fera l'objet d'un dispositif particulier puisque des habitations et des commerçants figurent au sein même du périmètre antiterroriste. Une particularité qui contraindra les riverains et professionnels concernés à présenter un justificatif aux forces de l'ordre afin de se rendre chez eux.

"*Le principe est l'interdiction à la circulation motorisée, et l'exception, la dérogation*", résume Laurent Nunez.

"*Des points d'accès, d'entrée et de sortie, seront définis. Il est trop tôt pour les rendre publics*", poursuit Laurent Nunez. La plateforme numérique, sur laquelle il faudra donc s'inscrire pour circuler, sera ouverte en mars au plus tôt, "*en avril au plus tard*". L'ensemble de ces restrictions ne seront "*activées que sur le temps des compétitions, 2h30 avant le début des épreuves et jusqu'à une heure après*".

Le préfet de Police annonce également que plusieurs stations de métro seront fermées. Celles à proximité immédiate du site olympique, d'abord, pour s'assurer de pouvoir fouiller tous ceux

qui entreraient dans le périmètre. "*Certaines stations proches de sites fermeront pour des raisons capacitaires parce qu'elles sont trop petites. La RATP et IDFM donneront prochainement des précisions sur ce sujet*", annonce également Laurent Nunez. bfmtv.com 29 novembre 2023

Un autre aspect du terrorisme d'Etat et de maltraitance de la population.

J-C - Après les étés anormalement chaud, les hivers anormalement froid. On se disait bien que ceux qui nous gouvernent n'étaient pas normaux, à juste titre.

L'hiver arrive: les températures vont passer sous les normales de saison cette semaine dans la moitié nord - bfmtv.com 29 novembre 2023

Concrètement, les températures seront situées 4 à 5°C environ sous les normales de saison l'après-midi. Il pourrait ainsi faire moins de 1°C à Lille, ce qui n'est encore jamais arrivé cette année.

J-C - Ces névrosés obsessionnels ne se sont pas aventurés au-delà de "*cette année*" pour ne pas contrarier leur argumentaire qui relève de la démence.

Santé.

Le «*département de désinformation*» de Moderna surveille 150 millions de sites Web à la recherche de récits «*anti-vaccins*»

Ce nouveau rapport met en lumière la stratégie en coulisses de Moderna dans ce nouveau paysage médiatique. Il expose les principaux acteurs et comment ils ont travaillé pour surveiller 150 millions de sites Web dans le but de censurer les discours qui sapent le récit de l'entreprise sur le vaccin COVID-19 et de façonner activement le discours public au profit des résultats de Moderna.

Son vaccin à ARNm contre le COVID-19 a transformé le fabricant de médicaments en une entreprise valant 100 milliards de dollars presque du jour au lendemain et a transformé son PDG, son président et ses cofondateurs en milliardaires.

https://reseauinternational.net/le-departement-de-desinformation-de-moderna-surveille-150-millions-de-sites-web-a-la-recherche-de-recits-anti-vaccins/

Notation des allocataires : L'indécence des pratiques de la CAF désormais indéniable

Petit à petit, la lumière se fait sur un système de surveillance de masse particulièrement pernicieux : l'utilisation par la CAF d'un algorithme de notation des allocataires visant à prédire quels allocataires seraient (in)dignes de confiance et doivent être contrôlés.

Pour rappel, cet algorithme, construit à partir de l'analyse des centaines de données que la CAF détient sur chaque allocataire, assigne un «*score de suspicion*» à chaque allocataire. Ce score, mis à jour chaque premier du mois, est compris entre zéro et un. Plus il est proche de un, plus l'algorithme juge qu'un allocataire est suspect: un contrôle est déclenché lorsqu'il se rapproche de sa valeur maximale.

Lever l'opacité pour mettre fin à la bataille médiatique

Nos critiques portent tant sur la nature de cette surveillance prédictive aux accents dystopiques que sur le fait que l'algorithme cible délibérément les plus précaires.

Dire cela, c'est enfin dépasser le débat technique et reconnaître que cet algorithme n'est que le reflet de la diffusion de logiques gestionnaires et policières au sein de nos administrations sociales au nom des politiques de «*lutte contre la fraude*».

L'Assurance maladie, l'Assurance vieillesse, les Mutualités Sociales Agricoles ou dans une moindre mesure Pôle Emploi : toutes utilisent ou développent des algorithmes en tout point similaires.

https://www.laquadrature.net/2023/11/27/notation-des-allocataires-lindecence-des-pratiques-de-la-caf-desormais-indeniable/

J-C – J'ai supprimé l'écriture inclusive avec laquelle cet article avait été rédigé, cela contrariait mon correcteur orthographique !

LE SOCIALISME

Le 30 novembre 2023

- On vit désormais dans un monde dystopique, passé sous le contrôle d'un pouvoir tyrannique et totalitaire où toutes les valeurs sont inversées.

Celui qui n'a pas compris cela, ne peut pas comprendre ce qui est en train de se passer sous ses yeux.

- Jamais dans le passé un peuple ne s'est résigné à vivre indéfiniment sous un régime esclavagiste, sous une dictature militaire, sous un régime colonial, soit ils ont été éliminés par la force, soit ils se sont libérés de leurs oppresseurs.

Voilà un motif d'espoir chers lecteurs, chers camarades.

Nous vaincrons la tyrannie, la vérité triomphera, nous réaliserons le socialisme.

Terrorisme d'Etat et oppression. Quand ils sont en passe de réaliser leurs vœux : En contribuant à créer un climat de terreur parmi la population

9 Français sur 10 inquiets à l'idée qu'il y ait plus de violences et d'affrontements entre groupes sociaux à l'avenir - BFMTV 30 novembre 2023

La crainte d'une escalade de violences. 91% des Français se disent inquiets à l'idée qu'il y ait plus de violences et d'affrontements entre groupes sociaux à l'avenir dans notre pays, selon une nouvelle enquête Elabe "*L'Opinion en direct*" pour BFMTV. BFMTV 30 novembre 2023

J-C - Tous les jours, leurs médias diffusent leur propagande de guerre contre le peuple à coup d'infos et images, mettant en scène toute sorte de violences jusqu'à saturer l'espace médiatique, les réseaux dits sociaux et les cerveaux, de sorte que la population se sente en danger même lorsqu'elle ne fait l'objet d'aucune menace particulière, pour qu'elle devienne paranoïaque et réclame l'adoption d'une législation toujours plus liberticide et répressive, qui se retournera contre elle plus tard.

Dit autrement, à force d'entendre dire que quelque chose ou quelqu'un vous menacerait, vous ne vous demandez plus si elle existe réellement, vous ne réfléchissez pas, parce que le récit que les autorités martèlent jour après jour est parvenu à se substituer à la réalité dans votre tête, vous vous sentez réellement menacé, ensuite vous demandez à l'Etat qu'il vous protège ou qu'il élimine cette menace.

La plupart du temps il s'agit d'une mise en scène de faits divers qu'ils instrumentalisent grossièrement pour en tirer un profit politique.

Leur intention malsaine transparaît clairement dans ce sondage fabriqué en fonction de l'objectif qu'ils s'étaient fixés. Voici la question qu'ils ont posée aux personnes interrogées :

- "*Etes-vous inquiet ou pas inquiet à l'idée qu'il y ait de plus en plus de violences et d'affrontements entre groupes sociaux à l'avenir dans notre pays.*".

On retrouve ici exactement le même procédé catastrophiste qu'ils avaient employé pour terroriser la population à l'aide d'un banal virus, en faisant croire qu'il allait dévaster la population mondiale, et que les virus en général constituaient un danger pour la santé des hommes, alors que leur corps en renferme des milliards depuis toujours, et ils ne pourraient pas se développer ou survivre sans virus et bactéries, ils font partie de son patrimoine génétique pour ainsi dire. Ils ont pratiqué de la même manière avec le CO2 qu'ils ont prétendu néfaste, alors qu'il est bénéfique à la faune et à la flore, à l'ensemble des espèces organiques ou vivantes.

Ils ont usé et abusé de leur pouvoir pour faire croire n'importe quoi à la population sachant qu'elle était ignorante et influençable, pour abuser de leur crédulité et de leur émotivité, les tyranniser littéralement, afin qu'elle s'en remette à eux pour les sauver, autrement dit, pour qu'elle demande à ceux qui constituaient leur principale menace de les protéger ou de les sauver.

Célébration d'un des pires criminels de l'histoire.

J- C – Au moins il aura eu le temps de goûter à la souffrance ou à la torture qui accompagne la grande vieillesse.

L'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, figure de la guerre froide, est mort à l'âge de 100 ans - AFP/franceinfo 30 novembre 2023

Initiant le rapprochement avec Moscou et Pékin dans les années 1970, il a vu son image ternie par des pages sombres de l'histoire des Etats-Unis, comme le soutien au coup d'Etat de 1973 au Chili ou l'invasion du Timor oriental en 1975 et, bien sûr, la guerre du Vietnam. AFP/franceinfo 30 novembre 2023

Etats-Unis. Henry Kissinger, le diplomate “le plus influent d’Amérique”, est décédé - courrierinternational.com 30 novembre 2023

L’homme politique a vu son image ternie par des pages sombres de l’histoire des États-Unis : il a notamment soutenu le coup d’État de 1973 au Chili ainsi que l’invasion du Timor oriental par le président indonésien Suharto en 1975 qui entraîna la mort de 200 000 personnes. “*Les militants des droits de l’homme*” ont aussi “*longtemps soutenu que Kissinger aurait dû être accusé de crimes de guerre pour son rôle dans la supervision des bombardements secrets du Cambodge et du Laos par l’administration Nixon au plus fort de la guerre du Vietnam”, note le Wall Street Journal. Les opérations militaires américaines ont tué des milliers de Cambodgiens et de Laotiens, selon les experts de l’Asie du Sud-Est, et ont par inadvertance contribué à amener le mouvement radical Khmer rouge au pouvoir à Phnom Penh*.” (Vous admirerez le cynisme qui est devenu la norme ou assumé "*par inadvertance*" - JC)

"*Praticien impitoyable de l'art de la realpolitik*", Kissinger "*percevait le monde comme un échiquier élaboré sur lequel il fallait jouer de manière habile*", analyse *Politico*. Quitte à "*opérer au-delà des limites de la morale*", souligne le *Los Angeles Times*. courrierinternational.com 30 novembre 2023

Henry Kissinger, mort d'un génocidaire. Tous les puissants le regrettent déjà.

"*L'Amérique a perdu l'une de ses voix les plus sûres et les plus écoutées en politique étrangère*", a salué dans un communiqué l'ancien président américain George W. Bush, républicain comme lui.

Le ministre des Affaires étrangères britannique David Cameron a salué un "*grand homme d'Etat*" qui sera "*très regretté*".

Emmanuel Macron salue un "*géant de l'Histoire*".

Le chancelier allemand Olaf Scholz a estimé pour sa part que le monde perdait "*un grand diplomate*", saluant l'engagement significatif de Kissinger en faveur de l'amitié entre l'Allemagne et les États-Unis.

Pour le président russe Vladimir Poutine, "*le nom d'Henry Kissinger est étroitement lié à une politique pragmatique qui a permis à aboutir à une détente des tensions internationales et à des accords très importants américano-soviétiques ayant contribué au renforcement de la sécurité mondiale*".

L'Ukraine a salué "*l'héritage intellectuel*" de Kissinger qui continuera de peser sur la diplomatie mondiale.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a salué jeudi les "*contributions historiques*" de Kissinger aux relations sino-américaines.

Le Premier ministre japonais Fumio Kishida a pour sa part souligné les "*contributions significatives à la paix et la stabilité*" en Asie du diplomate américain. BFMTV 30 novembre 2023

Commentaire d'un internaute.

- La qualification de criminel de guerre s'applique parfaitement à ce monsieur accessoirement gratifié du...Prix Nobel de la Paix !

Mais il n'a jamais été inquiété à ce titre et ne sera sans doute mis réellement sur la sellette, faits et documents déclassifiés à l'appui, que par les historiens dans quelques années.

Il est vrai qu'il était un représentant du "*Monde Libre*" c'est à dire dans le "*Camp du Bien*"...
Ce que nous savons de ses décisions et les panégyriques qui lui sont adressés par les faucons de tout plumage sont suffisants pour nous servir de socle de réflexion au moment où la grande

majorité de nos gouvernants et de nos media nous incitent lourdement, frontalement ou insidieusement à choisir notre "*camp*" de façon binaire et souvent comminatoire.

Et si leur camp n'est pas forcément le nôtre ?

Le regard de juifs américains antisionistes sur les Etats-Unis.

Joe Biden est devenu "*Joe le génocidaire*" grâce au lobby israélien – mondoweiss.net

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Joe_Biden_genocidaire.pdf

---

Le vieux monde impérialiste et colonial doit disparaître.

La « *désoccidentalisation* », ou l'affirmation continue des pays du Sud - lemonde.fr 29 novembre 2023

L'Occident voit sa primauté contestée depuis trois décennies et l'émergence de la mondialisation. La guerre entre Israël et le Hamas a souligné une fois encore cette ligne de fracture avec les pays dits « *du Sud global* ».

Histoire d'une notion. Etre désorienté, chacun sait ce que cela veut dire. Mais que signifie, au juste, être « *désoccidentalisé* » ? Les réactions internationales à l'attaque sanglante perpétrée le 7 octobre par le Hamas contre Israël ont montré, une nouvelle fois, la division du monde. Si le camp occidental élargi (Amérique du Nord, Australie, Europe, Japon, etc.), avec le renfort de l'Inde et d'une poignée d'autres Etats parmi lesquels l'Argentine, le Sénégal ou la Mongolie, a fermement condamné cette agression, la très grande majorité des pays du Sud ont refusé de dénoncer un agresseur, se bornant à prôner la désescalade. Cela constitue un défi majeur pour les Etats-Unis, allié historique d'Israël, tout comme pour l'Union européenne (UE), car « *ce conflit conduit de nouveau à distinguer, voire à isoler l'Occident du reste du monde* », note le politiste Bertrand Badie.

Depuis trois décennies, la mondialisation de l'économie a eu comme contrepartie l'affirmation politique et économique des pays dits « *du Sud global* ». Sous cette appellation se sont regroupés des pays qui entendent privilégier la coopération Sud-Sud et qui, surtout, ne veulent plus s'aligner sur les positions du camp occidental. Ainsi, les BRICS, club créé en 2011 et qui rassemble le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, s'est élargi, il y a trois mois, à six autres nations du « *Sud* » : Arabie saoudite, Argentine, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie et Iran. Leur ambition est de peser sur le plan géopolitique et économique, en cherchant notamment à contourner la toute-puissance du dollar dans les échanges internationaux.

« *Il existe une dynamique des pays du Sud, qui veulent à la fois affirmer leur identité et profiter des effets d'aubaine* », ajoute Bertrand Badie. Ces pays réagissent en fonction de leurs intérêts, d'où le passage du non-alignement au multi-alignement, cher par exemple à l'Inde ou au Brésil. Le Sud global juge ainsi logique de condamner l'invasion de l'Ukraine, le

24 février 2022, au nom de la défense du principe de souveraineté, mais tout aussi logique de rejeter les sanctions occidentales contre la Russie, qui reste un partenaire économique. En outre, pour certains d'entre eux, la Russie garde l'aura de l'URSS, qui a soutenu les mouvements de décolonisation dans les années 1950 et 1960. Qui plus est, ils estiment que l'invasion de l'Ukraine par la Russie est avant tout un conflit occidental. Et ils dénoncent aujourd'hui le deux poids, deux mesures de l'Occident entre l'Ukraine et Gaza.

(Il vous reste 55% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.)

Ce que le « *Sud global* » ne supporte plus.

Vu de Kiev. Derrière l'empoisonnement de la femme du général ukrainien Boudanov, la main de la Russie ? - courrierinternational.com 29 novembre 2023

États-Unis : un Indien poursuivi pour tentative d'assassinat d'un séparatiste sikh - Le Figaro 29 novembre 2023

La colonisation de l'Afrique doit prendre fin, elle menace la survie le capitalisme.

L'Afrique est *''victime d'une double injustice''*, dit le secrétaire général de l'Onu - aa.com.tr 29 novembre 2023

Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a déclaré que l'Afrique était *''victime d'une double injustice''* dans le monde, exprimant sa volonté de consolider la coopération avec l'Union africaine dans toutes les activités conjointes.

C'est ce qui ressort d'un point de presse conjoint du patron de l'Onu, António Guterres, et du président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, à New York, à l'issue de la 7e session du dialogue de haut niveau entre l'UA et les Nations Unies.

''L'Afrique a été victime d'une double injustice : l'injustice historique liée au colonialisme et à l'esclavage ; et l'injustice actuelle liée à l'architecture des relations internationales, notamment par rapport au pouvoir financier et économique'', a déclaré António Guterres.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Des centaines de Tunisiens défilent en soutien à la "*résistance palestinienne*"

À l'appel du Comité national de soutien à la résistance en Palestine à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, correspondant avec le 29 novembre de chaque année

"*Résistance, résistance, pas de réconciliation, pas de compromis", "Gaza, est libre, la Palestine est arabe*" et "*Le peuple veut criminaliser la normalisation*", ont scandé les protestataires.

Safa, prof universitaire, a déclaré à Anadolu, que "*la cause palestinienne occupe les esprits de tous les Tunisiens, fustigeant la position de l'Occident et des Etats-Unis envers la cause Palestine*".

"*La position de la communauté internationale est clairement favorable à Israël. Les Palestiniens vivent une véritable injustice. Ce peuple a été exproprié de ses terres et déplacé dans des camps de réfugiés*", s'est-elle indignée.

Et d'ajouter, "*les Palestiniens ont le droit à établir un État indépendant et souverain*". aa.com.tr

---

Alon Ben David: "*Les otages du Hamas ont bien été traités*"

Alon Ben David, correspondant principal en matière de défense pour la chaîne israélienne Channel 13, a décrit les conditions de détention des otages récemment libérés par le Hamas, affirmant que ces derniers étaient bien traités par le Hamas et qu'ils n'avaient pas été soumis à la torture ou à des mauvais traitements. M. Ben David a ajouté que le Hamas s'efforçait également de fournir aux otages des médicaments et de la nourriture tous les jours.

https://www.youtube.com/watch?v=0WdCiaZ_1pY

Israël-Hamas: Netanyahu affirme "*sans équivoque*" que les combats reprendront après le retour des otages - BFMTV 30 novembre 2023

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé dans la nuit du mercredi 29 novembre à ce jeudi 30 novembre que les combats reprendront entre Israël et le Hamas une fois tous les otages israéliens seront libérés, alors que la trêve humanitaire entame son septième jour.

"*Ces derniers jours, j'ai entendu: 'Israël va-t-il reprendre les combats après la libération de nos otages?' Ma réponse est 'oui', sans équivoque*", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"*Il n'y a pas de situation dans laquelle nous ne reprendrons pas le combat jusqu'au bout. L'ensemble du cabinet de sécurité y adhère, l'ensemble du gouvernement aussi, les soldats soutiennent cette politique, le peuple est derrière nous. Alors c'est exactement ce que nous ferons*", a assuré le Premier ministre. BFMTV 30 novembre 2023

- **« *Netanyahou a dorénavant gravé son nom dans l'histoire comme le boucher de Gaza* »**

Tels sont les mots du président turc Erdogan à l'égard du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. Et ce n'est pas tout. Le chef d'Etat a estimé que Netanyahou *« met en danger la*

sécurité du peuple israélien, ainsi que celle de tous les Juifs, en suscitant l'antisémitisme avec les meurtres qu'il a commis à Gaza ». 20minutes.fr

---

À Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée, un enfant et un adolescent ont été tués ce mercredi par l'armée israélienne, d'après des images de vidéosurveillance.

C'est une nouvelle flambée de violences qui touche la ville de Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée, régulièrement théâtre d'incursions militaires israéliennes. Sur des images de vidéosurveillance, publiées sur les réseaux sociaux, on peut voir Adam, 9 ans, fauché par une balle, dans une rue, alors que plusieurs enfants se mettent à courir pris de panique. Sur d'autres images mises en ligne, on aperçoit Bassem, un adolescent de 15 ans, également touché par un tir, là aussi en pleine rue. Il se débat et appelle à l'aide pendant de longues secondes, avant d'agoniser. Les faits se sont produits mercredi 29 novembre, selon le ministère palestinien de la Santé.

Selon le Croissant-Rouge palestinien, les deux garçons ont été tués par un sniper israélien, lors d'une nouvelle opération militaire menée par l'État hébreu. Un de leurs responsables a précisé à l'AFP que l'enfant et l'adolescent se trouvaient "*dans une rue perpendiculaire à l'avenue principale du centre-ville de Jénine"*, une zone théoriquement interdite à l'armée israélienne car sous contrôle de la seule Autorité palestinienne. francetvinfo.fr

Commentaire d'un internaute :

- "*Il y a quelque chose qui m'échappe.*

La Russie dit combattre non pas l'Ukraine et les Ukrainiens, mais les "nazis" à la tête de l'Ukraine. Pourtant, l'ensemble des médias parlent bien d'une guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Israël dit combattre non pas la Palestine et les Palestiniens, mais les "terroristes" du Hamas à la tête de Gaza. Et là, malgré un déchaînement sanguinaire contre les civils palestiniens, les médias nous servent une guerre d'Israël contre le Hamas alors qu'il s'agit clairement d'une guerre contre la Palestine.

Qui décide des titres dans notre pays ? On se demande."

- La Hamas affirme vouloir libérer tous les soldats israéliens en échange de tous les Palestiniens emprisonnés.

Un haut responsable du Hamas a annoncé, mercredi 29 novembre, que le mouvement islamiste palestinien était prêt à libérer tous les soldats israéliens qu'il détient en échange de tous les Palestiniens emprisonnés en Israël. "*Nous sommes prêts à libérer tous les soldats en échange de tous nos prisonniers*", a déclaré Bassem Naim, haut responsable du Hamas et ancien ministre de la Santé à Gaza, lors d'une conférence de presse dans la ville sud-africaine du Cap. francetvinfo.fr

- Le secrétaire général de l'ONU plaide en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire à Gaza. "*La population de Gaza vit au milieu d'une catastrophe humanitaire monumentale, sous les yeux du monde. Nous ne devons pas détourner le regard*", a déclaré mercredi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. "*Nous pensons que nous avons besoin d'un véritable cessez-le-feu humanitaire*", a-t-il de nouveau réclamé. francetvinfo.fr

---

Un chirurgien londonien dit qu'il a vu *"un massacre se dérouler"* pendant qu'il travaillait dans des hôpitaux de Gaza

Un chirurgien londonien dit qu'il a été témoin du "*déroulement d'un massacre*" au long des 43 jours qu'il a passés sous les bombardements à Gaza, affirmant que la destruction du système de santé palestinien était un objectif militaire de la guerre.

https://aurdip.org/un-chirurgien-londonien-dit-quil-a-vu-un-massacre-se-derouler-pendant-quil-travaillait-dans-des-hopitaux-de-gaza/

Vidéo en anglais :

https://www.youtube.com/watch?v=T8wl358kD7w

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Etat voyou et la blanchisseuse du Palais.

Après la relaxe de Dupond-Moretti, Borne le confirme à son poste de ministre de la Justice - huffingtonpost.fr 29 novembre 2023

« *Le garde des Sceaux va pouvoir continuer à mener son action au sein de l'équipe gouvernementale, au service des Français. Je m'en réjouis* », a ainsi écrit la cheffe du gouvernement sur les réseaux sociaux, après avoir laissé entendre il y a plusieurs semaines qu'il devrait démissionner en cas de condamnation.

Les juges de la CJR, en majorité des parlementaires, n'ont pas suivi les réquisitions de l'accusation qui avait réclamé un an de prison avec sursis à la fin de ce procès inédit d'un ministre de la Justice en exercice.

Les députés du groupe LFI ont appelé à la suppression de la CJR, « *juridiction d'entre-soi systématiquement partiale* ». La cour a considéré dans ses motivations que « *l'élément matériel* » de la prise illégale d'intérêts était bien constitué mais pas « *l'élément intentionnel* ». huffingtonpost.fr 29 novembre 2023

Corruption généralisée. Ils ne pourront peut-être pas sauver toutes les têtes.

Procès d'Olivier Dussopt pour favoritisme : dix mois de prison avec sursis et 15 000 euros d'amende requis contre le ministre du Travail - francetvinfo.fr 29 novembre 2023

Après celui d'Eric Dupond-Moretti, le procès d'un autre membre du gouvernement en exercice est en cours. Le Parquet national financier (PNF) a requis, mercredi 29 novembre, dix mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 euros d'amende contre le ministre du Travail, Olivier Dussopt, pour favoritisme. Il est jugé depuis lundi à Paris pour des soupçons de favoritisme dans le cadre d'un marché public en 2009, alors qu'il était maire d'Annonay (Ardèche).

Le PNF n'a pas demandé de peine d'inéligibilité contre le ministre, au regard de "*l'ancienneté des faits"*. Il a par ailleurs requis huit mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 euros d'amende contre Olivier Brousse, ex-directeur général de la Saur. Contre cette société de fourniture d'eau potable, le PNF a requis 1 million d'euros d'amende et une exclusion de trois ans des marchés publics avec sursis.
Devant le tribunal correctionnel de Paris, dans une déclaration au sujet de ce procès, il a répété sa satisfaction que, sur les cinq griefs initialement visés par l'enquête préliminaire, ouverte en mai 2020 après un article de Mediapart, "*le parquet (ait) fait le choix de classer quatre d'entre eux*."

Il reste poursuivi pour favoritisme, infraction qui ressort, selon le PNF, de deux documents saisis à son domicile en août 2020 : le compte-rendu d'un entretien avec Olivier Brousse en juillet 2009, évoquant le montant d'un marché et les critères de l'appel d'offres, et un mail de l'élu envoyé peu après à ses services, demandant de faire évoluer plusieurs de ces critères. francetvinfo.fr 29 novembre 2023

Olivier Dussopt saura, le 17 janvier 2024, s'il doit démissionner du gouvernement. Ce jour-là, le ministre du travail prendra connaissance du jugement de la 32e chambre du tribunal correctionnel de Paris, dans le cadre de son procès pour « *favoritisme* ».

Argentine.

Le jour où Javier Milei a renoncé à dollariser l'Argentine - lepoint.fr/

Le nouveau président argentin fait des compromis. Il s'allie avec l'ex-président de centre droit Maurio Macri et vise la stabilisation de l'économie.

Ces derniers jours, le tout feu tout flamme Javier Milei, fraîchement élu président, semble avoir appris la modération. Le pragmatisme, aussi. L'homme qui doit prendre ses fonctions le 10 décembre avait fait campagne sur la dollarisation de l'Argentine, malgré le scepticisme de plusieurs économistes étant donné la faiblesse de l'économie et des réserves de change du pays. L'abandon du peso argentin pour le billet vert en tant que monnaie officielle est « *non négociable* », affirmait-il jusqu'à récemment.

Javier Milei a fini par écarter cette option. En tout cas, au moins jusqu'à 2025. Deux raisons expliquent le revirement du dirigeant ultralibéral : son souhait de stabiliser d'abord

l'Argentine, minée par plus de 140 % d'inflation et dont le produit intérieur brut pourrait chuter d'environ 2 %, selon l'OCDE ; sa nouvelle alliance avec l'ex-président de centre droit Mauricio Macri (2015-2019) et son ex-ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, candidate malheureuse à la récente élection présidentielle et qui pourrait revenir au poste de ministre de la Sécurité. Les électeurs de Patricia Bullrich au premier tour ont largement contribué à la victoire au second tour de Javier Milei face au péroniste Sergio Massa.

À Buenos Aires, on a appris qu'Emilio Ocampo, l'un des économistes proches du nouveau président argentin et « *gourou* » de la dollarisation – il a coécrit en 2022 le livre Dollarisation, une solution pour l'Argentine, non traduit de l'espagnol –, pourrait finalement ne pas être le prochain gouverneur de la banque centrale argentine, que l'ultralibéral a promis de fermer.

Pour le poste de ministre de l'Économie, Javier Milei paraît résolu à nommer un proche de Mauricio Macri, Luis Caputo. Il a été secrétaire d'État et ministre des Finances (2015-2018). Ancien de JP Morgan et la Deutsche Bank, Luis Caputo a ensuite occupé le poste de gouverneur de la banque centrale argentine. Il n'avait tenu que quatre mois, contraint de partir en raison, dit-on, de divergences sur la politique monétaire avec le Fonds monétaire international, grand créancier de l'Argentine.

Surnommé le « *Messi des finances* » par Mauricio Macri, Luis Caputo vient d'accompagner Javier Milei pour son voyage aux États-Unis, le 28 novembre. Il s'est réuni avec des fonctionnaires du FMI afin de discuter de la prochaine politique économique du pays. Luis Caputo a l'habitude des négociations internationales. C'est lui qui a arraché en 2016 un accord avec des fonds spéculatifs américains portant sur la dette argentine. Une amnistie qui avait, à l'époque, permis un retour de l'Argentine sur les marchés internationaux.

LE SOCIALISME

Le 1er décembre 2023

Le massacre, qui ne s'était pas vraiment interrompu, puisque les sionistes ont tué je ne sais plus combien de Palestiniens de Cisjordanie pendant cette courte trêve dans cette guerre coloniale, a repris de plus belle, sans surprise.

Quel dénouement elle aura, je l'ignore, si les peuples ne se lèvent pas pour soutenir le peuple palestinien, le risque existe pour qu'il soit chassé de Palestine. Il faut donc appeler les travailleurs et les militants ouvriers à la mobilisation générale.

J'ai adopté une position suite au soulèvement armé du peuple palestinien, en prenant soin d'éviter de tomber dans tous les pièges qui nous étaient tendus, ce qui m'a amené à rejeter immédiatement le récit officiel, et à le réfuter catégoriquement dès que j'ai pris connaissance des faits qui nous parvenaient au compte-gouttes, appelant au soutien inconditionnel de la résistance palestinienne, sachant qu'elle n'avait pas commis les horribles crimes qu'on lui imputait, et qui en réalité étaient l'œuvre de Tsahal.

J'ai mis en ligne les causeries de novembre, soit 398 pages, dont l'essentiel furent consacrées à la cause palestinienne ou à rendre compte de la situation, en vous fournissant toutes les informations que j'étais parvenu à collecter, de manière à ce que vous puissiez librement vous faire votre propre idée sur cette question, donc sans avoir à adopter mon interprétation ou celle que j'aurais retenue.

Pour ceux qui découvrent ce portail, qu'ils sachent que j'ai réalisé cet énorme travail tout seul, sans recevoir le moindre article ou le moindre courriel de mes lecteurs, il faut le dire puisque c'est la vérité.

Mais alors pourquoi vous donnez-vous autant de mal pour des gens qui vous ignorent finalement ?

Ce n'est pas spécialement pour eux que je m'use la santé, mais parce que je ne peux pas assister à une si effroyable injustice, un génocide, sans rien faire, j'estime qu'il est de mon devoir de militant ouvrier combattant pour le socialisme, de contribuer au combat politique pour une cause que j'estime juste et légitime, sans me soucier de ce qu'on pense de moi ou de mes intérêts individuels qui passent au second plan, franchement, j'aurais honte d'avoir une autre attitude.

Demain je publierai une longue analyse en rapport avec ce qui se passe en Palestine occupé, je la mettrai en ligne dans la page d'accueil du portail.

Je vous rappelle mon adresse si vous vouliez réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Bonne manif et bon week-end

Qui a dit ?

- « *Le pouvoir est le plus grand aphrodisiaque* ».

Réponse : Le regretté des grands du vieux monde, Henry Kissinger, en 1971. Et dire qu'en plus ils se reproduisent, quelle insulte à l'espèce humaine !

- « *L'illégal, nous le faisons immédiatement. L'inconstitutionnel nous prend un peu plus de temps* ».

Réponse : Le même en 1973, qui a signé tous ces crimes de masse en toute impunité et qui est mort paisiblement dans son lit, à croire qu'il n'y a pas de justice pour les ordures !

- « *Une citation à comparaître devant la Cour pénale internationale pour crime contre l'Humanité aurait sans doute été plus indiquée.* »

Réponse : Investig'Action

Il y en a toujours pour vouer un culte aux institutions du capital ou colporter ce genre d'illusions malsaines.

Pas en notre nom !

La vérité est cruelle et compromettante, alors ils tentent désespérément de la falsifier.

Selon le «*New York Times*», Israël avait eu vent des plans du Hamas - AFP/lefigaro.fr 1 décembre 2023

Les attaques sanglantes du 7 octobre auraient-elles pu être déjouées? Une enquête du «*New York Times*» révèle que si la collecte de renseignement n'a pas pêché, une analyse biaisée des capacités du Hamas a conduit à la faillite des services de sécurité. Selon le quotidien new-yorkais, qui s'appuie sur des documents secrets, des responsables israéliens avaient obtenu plus d'un an à l'avance le plan du Hamas visant à mener une attaque sans précédent contre Israël, mais avaient jugé ce scénario irréaliste. Le renseignement militaire israélien avait mis la main sur un document d'une quarantaine de pages du mouvement islamiste palestinien Hamas détaillant, point par point, une vaste attaque comme celle perpétrée par des commandos le 7 octobre qui ont fait environ 1.200 morts en Israël, selon le grand quotidien américain.

Ce document, qui circulait dans des sphères du renseignement sous le nom de code «*Jericho Wall*» (Le mur de Jéricho), ne donnait pas de date pour une éventuelle attaque mais en définissant des points précis pour saturer le dispositif sécuritaire israélien puis attaquer des villes et des bases militaires. Plus précisément, le document fait état d'un barrage de roquettes, de drones détruisant des caméras de sécurité et de systèmes de défense automatisés, puis de combattants traversant côté israélien en parapente, en voiture et à pied, des éléments au cœur de l'attaque du 7 octobre.

Mais il n'était «*pas possible de déterminer*» si ce plan avait été approuvé «*complètement*» par la direction du Hamas et comment il pourrait se traduire dans la réalité, souligne un document interne de l'armée israélienne obtenu par le *Times*. Or, en juillet, une analyste de l'unité d'élite du renseignement 8200, avait averti qu'un exercice militaire que venait de conduire le Hamas ressemblait en plusieurs points au plan de l'attaque prévu dans le document «*Jericho Wall*». Mais un colonel de la division militaire en charge de Gaza avait écarté ce scénario, le qualifiant de «totalement imaginaire».

«*Je réfute catégoriquement l'idée que ce scénario soit imaginaire (...) il s'agit d'un plan pour une guerre*» pas simplement pour une attaque «contre un village», écrit cette analyste dans des mails cryptés consultés par le journal. «*Nous avons déjà eu une expérience similaire il y a 50 ans sur le front sud à propos d'un scénario qui semblait imaginaire. L'histoire pourrait se répéter si nous ne sommes pas prudents*», a écrit l'analyste de manière quasi prophétique à ses collègues, en référence à la guerre de Kippour en 1973.

D'après le *Times*, si le document «*Jericho Wall*» a circulé au sein de la hiérarchie militaire israélienne, on ignore si le premier ministre Benyamin Netanyahou et son cabinet l'ont consulté. AFP/lefigaro.fr 1 décembre 2023

J-C – Ben voyons !

Dans ce document, vous lirez que ce n'est pas le Hamas qui se serait opposé à la tenue de nouvelles élections législatives.

Report des élections palestiniennes : Causes et répercussions (11.05.2021)

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Cisjordanie_report_elections_2021_Carnegie.pdf

---

Reconnaître les actions d'Israël à Gaza comme un génocide

L'Observatoire Euro-Med à l'ONU : Reconnaître les actions d'Israël à Gaza comme un génocide

Genève – 21 Nov 2023

Genève – Dans une lettre ouverte aux Nations Unies, Euro-Med Human Rights Monitor a souligné que 2,5% de la population totale de la bande de Gaza a maintenant été tuée ou blessée dans les attaques israéliennes sanglantes.

S'adressant au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, Euro-Med Monitor a demandé que les actions d'Israël à Gaza soient officiellement reconnues comme un génocide, en référence à la situation critique qui se déroule dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre.

L'organisation basée à Genève a déclaré que le pourcentage susmentionné de victimes à Gaza – qui compte environ 2,3 millions d'habitants – équivaudrait à environ 18 millions de victimes européennes ou 11 millions de victimes arabes.

Selon les estimations de l'Euro-Med Monitor, 17 144 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza, dont 7 208 enfants, 3 716 femmes et un total de 15 482 civils. Plus de 33 830 Palestiniens de Gaza ont subi des blessures diverses.

Des centaines de corps de victimes sont toujours portés disparus sous les décombres des bâtiments ou se trouvent parmi les cadavres dispersés dans les rues de Gaza et les zones frontalières, et il est impossible de les localiser ou de les récupérer à l'heure actuelle, a déclaré l'organisation de défense des droits de l'homme, qui a affirmé que le nombre réel de morts dépassait probablement les 20 000.

Euro-Med Monitor a également souligné qu'Israël a complètement détruit 56 450 unités de logement dans la bande de Gaza et a partiellement endommagé 162 950 unités de logement. Cela signifie que plus de 45 % des logements de la bande de Gaza sont désormais invivables, ce qui fait qu'un million de Palestiniens déplacés sont actuellement sans abri.

Dans la lettre ouverte adressée aux Nations unies, le président d'Euro-Med Monitor, Ramy Abdu, a demandé au secrétaire général de reconnaître officiellement la situation dans la bande de Gaza comme un génocide, d'enquêter sur tous les crimes israéliens contre l'humanité perpétrés dans la bande de Gaza et de les documenter, et de prendre rapidement des mesures pour empêcher de nouvelles tueries.

https://arretsurinfo.ch/reconnaitre-les-actions-disrael-a-gaza-comme-un-genocide/

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Au moins 20 000 Palestiniens, dont plus de 6 000 enfants, sont tombés en martyre suite aux bombardements israéliens contre Gaza. french.almanar.com.lb

- Un 71ème journaliste tué à Gaza par l'armée israélienne depuis le 7 octobre. Il s'agit d'Abdullah Darwish, caméraman pour la télévision Al-Aqsa. aa.com.tr

- Cisjordanie : 3 390 Palestiniens arrêtés depuis le 7 octobre

Le Club des prisonniers palestiniens et l'Autorité des affaires des prisonniers ont déclaré que depuis le 7 octobre jusqu'au soir du jeudi, l'armée israélienne a arrêté 3 390 Palestiniens, dont 260 Palestiniens arrêtés pendant les jours de trêve humanitaire. aa.com.tr

---

Guerre Israël - Hamas : Antony Blinken appelle Israël à "protéger" les civils dans le sud de Gaza si la trêve prenait fin - atlantico.fr 30 novembre 2023

Le secrétaire d'Etat américain a effectué une visite aussi en Israël, ce jeudi 30 novembre.

Antony Blinken a demandé au Premier ministre Benjamin Netanyahu de "*protéger les civils*" dans le sud de la bande de Gaza si la trêve avec le Hamas palestinien devait finir et en cas de reprise des opérations militaires.

Il a également exhorté la justice israélienne à traduire "*les colons extrémistes qui commettent des actes de violence contre les Palestiniens en Cisjordanie*" occupée.

Le Hamas a revendiqué l'attaque à Jérusalem, qui a fait au moins trois morts ce jeudi. Le mouvement islamiste palestinien a aussi appelé à une "escalade de la résistance" contre Israël.

Gaza: reprise des combats entre Israël et le Hamas après une semaine de trêve - AFP/bfmtv.com 30 novembre 2023

L'armée israélienne a repris ce vendredi 1er décembre ses frappes dans la bande de Gaza après d'intenses tractations dans la nuit pour une nouvelle reconduction de la trêve, accusant le Hamas d'avoir violé la pause en vigueur depuis une semaine.

L'armée israélienne a annoncé avoir intercepté un tir de roquette, non revendiqué dans l'immédiat, depuis la bande de Gaza à une heure environ de l'échéance de la trêve qui était fixée à 7 heures, heure locale, soit 6 heures, heure française.

Dans la foulée, des témoins ont fait part à l'AFP de vols intenses d'avions militaires et de drones dans les zones nord-ouest de la ville de Gaza. Quelques minutes après l'expiration, un journaliste de l'AFP a témoigné de frappes aériennes et de tirs d'artillerie israéliens sur cette ville.

- La trêve à Gaza a volé en éclats vendredi, l’armée d’occupation israélienne reprenant raids aériens et tirs d’artillerie contre les domiciles et le Hamas recommençant à tirer des roquettes vers les colonies de l’occupation.

Le dirigeant du Hamas, Oussama Hamdane a affirmé que « *l’occupation et l’administration américaine assument la totale responsabilité de l’arrêt de la trêve temporaire dans la bande de Gaza* ».

Le Hamas a expliqué que « *l’occupation a refusé de donner suite à toutes nos offres d’échange de prisonniers parce qu’elle avait préalablement décidé de reprendre son agression criminelle contre la bande de Gaza* ».

32 Palestiniens, dont des enfants, sont tombés en martyre durant les premiers deux heures de la violation de la trêve qui a expiré à 7h00 du matin.

Le Correspondant d’Al-Manar a rapporté que le caméraman de la télévision Al-Aqsa, Abdallah Darwish, est tombé en martyre suite à un bombardement sioniste contre la bande de Gaza.

La chaine de télévision américaine CNN a pour sa part indiqué que malgré la reprise des hostilités à Gaza, les négociations se poursuivent sur un échange de prisonniers entre 'Israël' et le Hamas.

Dans la nuit pourtant, une nouvelle fois, d'intenses tractations avaient eu lieu pour une nouvelle reconduction de la trêve en vigueur le 24 novembre entre 'Israël' et le Hamas dans le petit territoire palestinien.

L'armée d'occupation israélienne a envoyé des messages sur les téléphones des habitants de certains quartiers de la ville de Gaza, ainsi que des villages bordant la frontière avec l'entité sioniste dans le sud, les exhortant à « *partir immédiatement* » car elle allait mener « *des attaques militaires dures* », a rapporté l'AFP. french.almanar.com.lb

- Une femme palestinienne enceinte a été poignardée jusqu'à la mort par un colon dans la ville Lod, située à 38 km au nord-ouest de la ville sainte al-Qods/Jérusalem.

Selon les médias locaux, la martyre Aya Abou Hajjaj (30 ans) emmenait ses deux enfants à l'école lorsqu'elle a été attaquée par un colon qui l'a poignardée dans le dos devant eux, puis a continué à la poignarder quand elle s'est effondrée au sol. Son fœtus a aussi succombé.

Par la suite, son assassin est monté dans une voiture conduite par un autre homme et a pris la fuite.

Avant cette attaque meurtrière avaient eu lieu une opération et un incident.

Une femme palestinienne enceinte a été poignardée jusqu'à la mort par un colon dans la ville Lod, située à 38 km au nord-ouest de la ville sainte al-Qods /Jérusalem.

Selon les médias locaux, la martyre Aya Abou Hajjaj (30 ans) emmenait ses deux enfants à l'école lorsqu'elle a été attaquée par un colon qui l'a poignardée dans le dos devant eux, puis a continué à la poignarder quand elle s'est effondrée au sol. Son fœtus a aussi succombé.

Par la suite, son assassin est monté dans une voiture conduite par un autre homme et a pris la fuite.

Avant cette attaque meurtrière avaient eu lieu une opération et un incident.

Concernant ce dernier, il a eu lieu sur le poste-frontière Bakoute en Transjordanie, au nord de la Cisjordanie. Les soldats israéliens ont ouvert le feu sur le conducteur d'une voiture un jeune marié, qui s'appelle Karem Khaled Bani Awdé, le tuant sur le champ. Le motif avancé par les médias israéliens est qu'il voulait écraser des soldats israéliens et en a blessé deux. Mais les faits de cet incident n'ont pas été rapportés de source indépendante.

Quant à l'opération, elle a eu à al-Qods où 3 Israéliens ont été tués et 12 autres blessés dans une double opération à la voiture-bélier et aux tirs de feu dans la colonie de Ramot proche de Jérusalem.

Selon les médias israéliens, les deux auteurs de l'opération, les frères Mourad et Ibrahim Nimr étaient arrivés en voiture à une station de bus et ont ouvert le feu à partir « *de mitrailleuses de type M16* ». Ils ont été tués.

Le Hamas a revendiqué l'opération de Jérusalem, estimant qu'elle est « *une riposte naturelle aux crimes de l'occupation sans précédent à Gaza et à Jénine et aux violations à l'encontre des détenus palestiniens* ».

Ces évènements interviennent sur fond d'incursions israéliennes incessantes, meurtrières et destructrices en Cisjordanie occupée.

La ville de Jénine qui a été déclaré comme « *zone militaire fermée* » par l'armée d'occupation israélienne a de nouveau été victime dans la nuit de mercredi à jeudi d'une énième incursion israélienne escortée de bulldozers qui ont investi depuis plusieurs axes, détruisant des maisons et des routes sur leur chemin.

Les médias locaux rapportent que des militaires israéliens assiègent la plupart des hôpitaux de Jénine entravant l'arrivée des équipements et des patients. La chaine qatarie al-Jazeera a rendu compte dans des images spéciales de scènes désolantes de destruction qui ressemblent à celles de Gaza.

La localité de Beitunia à l'ouest de Ramallah a aussi fait l'objet d'une attaque de soldats israéliens qui ont tué un jeune palestinien et blessé 4 autres aux membres, selon le Croissant-rouge palestinien, pendant qu'ils attendaient à proximité de la prison israélienne d'Ofer la libération du 6ème lot des détenus palestiniens dans la nuit de mercredi à jeudi.

La ville de Tulkarem et l'entourage de son camp ont été attaqués par une unité israélienne qui était escortée par plusieurs bulldozers qui avaient pour mission de détruire les voies principales de la ville, détruisant les voitures sur leur chemin.

L'occupant a arrêté 23 Palestiniens ce jeudi dans plusieurs régions de la Cisjordanie dont 10 appartenant au Hamas.

Mais depuis le lancement de l'opération Déluge d'al-Aqsa dans l'enveloppe de Gaza, ce sont 246 Palestiniens qui ont été tués en Cisjordanie et 3356 autres qui ont été arrêtés, dont 125 femmes, selon des sources officielles palestiniennes.

Selon le directeur de l'Institut des Affaires de détenus Qaddoura Fares, 80% des détenus palestiniens sont mutés en détention administrative, qui sont arrêtés puis maintenus en détention renouvelable indéfiniment tous les 6 mois sans procès.

Selon les médias palestiniens, 8 Israéliens, dont 3 colons et 5 militaires ont été tués et 20 autres blessés en Cisjordanie occupée depuis Déluge d'al-Aqsa. french.almanar.com.lb 30 novembre 2023

Ils l'ont déja gagnée.

Guerre Hamas-Israël : En diffusant des images d'otages souriants, le Hamas veut « *gagner la sympathie internationale* » - 20minutes.fr 30 novembre 2023

- Des étudiants français mobilisés pour le peuple palestinien - 20minutes.fr 30 novembre 2023

La ville de Bobigny se mobilise pour la Palestine… et le Hamas ! - lejdd.fr 30 novembre 2023

Dans les manifestations, les drapeaux de la Palestine se mêlent à ceux de la CGT. Ici à Lyon. (Photo)

À l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, la mairie de Bobigny a accueilli des intervenants capables d'amalgamer très sereinement la cause palestinienne à celle du Hamas.

Se rassembler pour la paix et soutenir le Hamas… c'est apparemment possible ! Ce 29 novembre, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, la mairie de Bobigny a accueilli une après-midi de conférences et de débats en soutien aux Gazaouis « *qui résistent à un État qui les colonise* » et demander « *la paix entre les peuples* », comme le résume Abdel Sadi, maire de cette *« banlieue rouge qui est à l'image du département et du monde* ».

Pour nourrir leur réflexion, la CGT de la ville, organisatrice de l'événement, a convié Christophe Oberlin, auteur de nombreux livres sur le sujet, et Ramy Shaath, militant palestino-égyptien, organisateur de « *convois humanitaires* » vers Gaza et fondateur du mouvement BDS, qui vise au boycott d'Israël. À la tribune, le premier l'annonce clairement : « *Je suis pro Hamas. Je suis pro Jihad islamique. La résistance est un droit, le terrorisme est un moyen*. » Dans le public, un cheminot abonde : « *Il ne faut pas avoir peur de parler de résistance. En 1945, nos résistants étaient aussi vus comme des terroristes*. » (La suite était réservée aux abonnés !)

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

La France aussi est devenue un pays invivable pour une grande partie de la population.

La moitié des Français ne font pas confiance à la justice, selon un sondage - lejdd.fr 30 novembre 2023

La défiance envers la justice est particulièrement présente chez les inactifs, avec 55% de réponses négatives, ainsi que chez les CSP- (personnes à revenus modestes), qui ont répondu

« *non* » dans 52% des cas. En revanche, les CSP+ (foyers privilégiés) ont fait preuve de confiance avec 57% de réponses positives.

Une majorité des personnes se réclamant de la droite déclare ne pas avoir confiance dans la justice française, avec 67% de réponses négatives. Cette méfiance est particulièrement élevée parmi ceux qui se disent proches de Reconquête (86% de réponses négatives) et du Rassemblement national (74% de réponses négatives). Quant aux personnes proches des Républicains, elles sont partagées, avec 51% répondant « *non* ».

En revanche, du côté de la gauche politique, une majorité de sondés (65%) exprime sa confiance envers la justice française. Les personnes se réclamant du Parti socialiste (67% de réponses positives) et d'Europe Écologie-Les Verts (77% de réponses positives) sont les plus enthousiastes. Les partisans de La France insoumise sont, quant à eux, plus mitigés, avec une légère majorité (51%) répondant « *oui* ».

J-C - Les « *CSP+ (foyers privilégiés)* » ont davantage confiance dans le régime en somme, normal. La « *gauche politique* » aussi, quoi de plus naturel !

La France rivalise avec les Etats-Unis et Israël.

Prisons : La surpopulation carcérale atteint un nouveau record avec plus de 75.000 détenus - 20minutes.fr 30 novembre 2023

Parmi les personnes incarcérées, 19.885 sont des prévenus, incarcérés dans l'attente de leur jugement. Ils représentent 26,5 % du nombre total de détenus.

Au total, 90.817 personnes étaient placées sous écrou au 1er novembre. Parmi elles, on compte 15.687 personnes non détenues faisant l'objet d'un placement sous bracelet électronique ou d'un placement à l'extérieur. 20minutes.fr 30 novembre 2023

A Lyon, des étudiants qui « *meurent de froid* » *se mobilisent pour alerter le Crous qui « s'en fiche* » - 20minutes.fr 30 novembre 2023

Une cinquantaine d'étudiants s'est réunie mercredi soir devant le Crous de Lyon pour réclamer « *plus de chauffage* » dans le logement.

Depuis plus d'un mois, ils « *meurent de froid* » chez eux, au point de dormir en doudoune pour certains. Une centaine de témoignages, qui concernent dix résidences différentes du territoire, ont été récoltés par un collectif.

Malgré les signalements de chacun auprès de la direction du Crous, peu (voire aucune) solution n'a été apportée. 20minutes.fr 30 novembre 2023

"*Bientôt, il va falloir payer pour pouvoir travailler !*" : les livreurs d'Uber Eats en grève pour protester contre la baisse de leur rémunération - francetvinfo.fr 1 décembre 2023

Plusieurs milliers de livreurs d'Uber Eats ne seront pas connectés sur la plateforme samedi 2 et dimanche 3 décembre. Ils sont appelés à faire grève pour protester contre le changement de leur rémunération. Le système est géré par un algorithme depuis trois semaines. Et le revenu moyen des quelque 60 000 personnes qui travaillent pour la plateforme a baissé de 10 à 30%, selon le syndicat Union Indépendants qui accompagne cette grève nationale avec la CGT et Sud Commerces & Services. francetvinfo.fr 1 décembre 2023

Sans-abris : L'Observatoire des expulsions déplore l'essor de la « violence » des opérations sur le littoral nord - 20minutes.fr 30 novembre 2023

Entre le 1er novembre 2022 et le 31 octobre 2023, l'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels a recensé 1.111 expulsions sur le territoire national, dont 729 pour le littoral nord (Calais et Dunkerque).

L'Observatoire déplore des expulsions de plus en plus « *violentes* » qui ont une incidence psychologique sur les enfants.

Selon lui, le contexte est particulièrement alarmant. « *Plus de 8.000 personnes sont refoulées chaque soir par le 115 [numéro d'urgence sociale], c'est du jamais vu, assure-t-il. Et dans 85 % des cas, les expulsions ne donnent lieu à aucune solution d'hébergement ou de relogement, mis à part trois nuitées dans des hôtels sociaux, contraignant les personnes à l'errance*. »

Premier territoire concerné : le littoral nord qui concentre à lui seul 70 % des opérations menées par les forces de l'ordre, soit près de 70.000 personnes touchées. Des expulsions dirigées de plus en plus violemment par les forces de l'ordre, selon le rapport. *« Ce sont des expulsions sèches dans 97 % des cas, sans diagnostic, ni solutions d'accompagnement* », renchérit Manuel Domergue. 20minutes.fr 30 novembre 2023

Brest : En grève depuis plus de trois semaines, les médecins urgentistes sont « *à bout* » - 20minutes.fr 30 novembre 2023

« *Les collègues sont démotivés, humainement à bout. On n'en peut plus* », a déclaré l'un des médecins négociateurs, qui a souhaité rester anonyme. Voilà déjà plus de trois semaines que le service des urgences du CHU de Brest est confronté à une grève des médecins urgentistes. Objectif du mouvement : dénoncer une « *organisation ubuesque* » du maillage sanitaire du territoire, sur fond de manque criant d'effectifs.

Selon un des grévistes, un tiers des effectifs (18 équivalents temps plein sur 54) ne sont pas pourvus et « *la ressource de médecins intérimaires s'est tarie* » depuis l'entrée en vigueur de la loi Rist qui plafonne le salaire des médecins intérimaires à l'hôpital à 1.390 euros bruts pour une garde de 24 heures.

Entamé le 7 novembre, le mouvement de grève a conduit à l'activation du Plan blanc par le CHU, en raison du manque de personnel. Depuis, les négociations n'ont pas abouti. « *On n'a plus d'interlocuteur en face de nous* », a indiqué le médecin interrogé, qui demande « *une amélioration de l'attractivité du CHU* » et de l'accueil des patients, afin d'attirer de nouveaux médecins.

« *La dégradation de l'offre de soin sur ce territoire sanitaire est superposable à celle que nous subissons partout ailleurs suite aux politiques menées depuis plusieurs décennies basées sur un rationnement organisé et piloté de l'offre de soin* », a commenté Jean-François Cibien, président de l'intersyndicale Action Praticien Hôpital (APH).

Quand on vous dit qu'ils ne pensent qu'à cela, c'est leur obsession.

JO de Paris 2024 : Entre zonages et QR code, les Parisiens dénoncent une circulation qui va leur « *pourrir la vie* » - 20minutes.fr 30 novembre 2023

Les régimes tyranniques sont généralement servis par des personnages particulièrement médiocres, insignifiants, vulgaires.

Cyril Hanouna : Marques de luxe, villa et yachts… Les révélations de « *Complément d'enquête* » - 20minutes.fr 30 novembre 2023

« *Ambiance de terreur* » au sein de la production, menaces, harcèlement, pression, débats dictés à l'avance... Pour son enquête, la journaliste Virginie Vilar a contacté 250 personnes dont 32 collaborateurs de Touche pas à mon poste, la plupart sous couvert d'anonymat. Et l'on peut comprendre si l'on se fie aux témoignages de certaines personnalités qui dénoncent un harcèlement de la part du présentateur de C8.

Au cours de ce *Complément d'enquête*, une source anonyme, ancien membre de TPMP, a –notamment– tenu à expliquer le fonctionnement des coulisses de l'émission. Il assure que les débats sur le plateau ne sont pas si spontanés que veut bien le faire croire Cyril Hanouna. Certains échanges seraient même dictés mot pour mot aux chroniqueurs.

C'est notamment ce qui se serait passé pour un débat sur la peine de mort le 31 janvier 2022. « *On a demandé à l'équipe de débattre sur la peine de mort* », explique la source anonyme. Sauf que parmi les chroniqueurs, tous étaient contre. Cyril Hanouna aurait alors pris les choses en main en personne : « *Il a dit "Démerdez-vous, j'en veux deux qui soient pour !"* » Matthieu Delormeau s'était finalement positionné en ce sens sur le plateau.

La journaliste Virginie Vilar dit avoir « *récupéré des dizaines de SMS échangés entre la production de TPMP et ses chroniqueurs* » attestant qu'« avant de passer en plateau, leurs interventions leur sont dictées au mot près ou presque ».

Sera-t-il le dernier épisode de « *Complément d'enquête* » ? France 2 diffuse ce jeudi soir un nouveau chapitre particulièrement attendu de son émission portée par Tristan Waleckx. Il est

consacré à l'animateur sulfureux de C8, chef d'orchestre de « *Touche pas à mon poste !* » et protégé de Vincent Bolloré. Vous l'aurez reconnu : il s'agit de Cyril Hanouna.

« *Ce* "Complément d'enquête" *ils vont le faire, ce sera la fin de* "Complément d'enquête" », avait-il menacé. Malgré ses menaces contre les journalistes enquêteurs, l'émission n'a pas lâché le morceau et révèle, notamment, les goûts de luxe de Cyril Hanouna.

« *Je te mets un morceau de mortadelle au fond de ton cul de charcutier.* » Ainsi parle Cyril Hanouna dans un SMS envoyé à l'animateur Arthur, ex-mentor devenu bête noire. Cette missive délicate est au cœur du numéro du magazine « *Complément d'enquête* » consacré au présentateur vedette de C8, que France 2 diffuse ce jeudi soir, à 23 heures.

D'autres messages auraient ciblé également les équipes de TF1 travaillant avec son ancien mentor: «*Je leur mets un tigre du Bengale dans le cul*» ou encore «*Je lui mets ma teub sur la tête*».

«*Michael Zazoun c'est un pédé, et les pédés ça finit toujours par t'enculer*.» Cette phrase aurait été prononcée par Cyril Hanouna en 2014 à l'encontre de l'ex-chroniqueur de Virgin Radio. Après avoir été informé de ces propos par deux collaborateurs dont Énora Malagré, Michael Zazoun a décidé de mettre fin à sa carrière sur les ondes et de revenir à son métier de pharmacien.

Booba affirme enfin que "*si Hitler ou Mussolini étaient encore en vie, on leur donnerait le moyen de s'exprimer*" sur Touche pas à mon poste.

L'animateur qui a fait ses débuts en tant que stagiaire sur la chaîne Comédie ! ne se serait pas acheté un, ni deux, mais trois yachts, selon *Le Parisien* qui a vu l'émission en avant-première. Le troisième acquis en six ans est un bateau de la marque Lamborghini d'une valeur de trois millions d'euros. Le capitaine de son premier yacht - acheté 1,5 million d'euros en 2017 - a tenu à témoigner face à la caméra de «*Complément d'enquête*». Bien loin de profiter exclusivement de son yacht, Cyril Hanouna l'aurait loué entre 50 et 60.000 euros la semaine.

Aussi, son immatriculation au Royaume-Uni ainsi que son statut commercial auraient permis à Cyril Hanouna de réaliser de grandes économies. Grâce à cela, l'homme de télé se serait loué à lui-même son bateau et serait donc passé outre la TVA sur l'essence pour réaliser une économie de 1000 euros sur un plein à environ 5000 euros. Autre point mis en exergue par France 2, il n'employait pas directement les membres d'équipage mais dépêchait une société intermédiaire basée sur l'île anglo-normande de Guernesey. Grâce à ce système, les employés n'auraient cotisé ni au chômage ni à la retraite française et cela aurait permis à Cyril Hanouna de récupérer plus de 30% du salaire de ces marins. Rien d'illégal bien qu'il s'agisse de pratiques pouvant se révéler préjudiciable pour les victimes.

Cyril Hanouna serait également propriétaire d'une villa à Cannes et d'une collection de vêtements de luxe. Des biens qu'il a les moyens de s'offrir puisque sa fortune est estimée à 85 millions d'euros (hors patrimoine immobilier).

Source : bfmtv.com, huffingtonpost.fr, tvmag.lefigaro.fr et 20minutes.fr 30 novembre 2023

Argentine.

Les fascistes libertariens expliquent ce qui attend le peuple argentin.

Que signifie l'élection d'un Président libertarien en Argentine ? - atlantico.fr 29 novembre 2023

L'élection d'un président libertarien, une première historique mondiale, a une portée plus importante que nous pourrions le croire pour l'avenir de la France, qui descend la même pente que celle qui a conduit l'Argentine en enfer. S'il réussit, ce qui sera difficile, son influence pourrait créer une rupture et une dynamique politiques aussi importantes que celles provoquées par Reagan et Thatcher en leur temps.

Après 100 ans d'échecs successifs, la gauche et la droite traditionnelles ont perdu tant de crédibilité, qu'elles ont rendu possible l'élection d'un électron libre au programme radical et au comportement parfois fantasque. Il est vrai que les Argentins n'ont plus grand chose à perdre.

La sincérité et la cohérence intellectuelle de ce professeur d'économie puisent leur source dans les économistes de l'école autrichienne qu'il a manifestement étudiés de près. Malgré ses excès de langage très latins, il tient un discours très cohérent, charpenté et argumenté qui relève manifestement de convictions profondes. Du point de vue des idées, il est beaucoup plus proche de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, que de Donald Trump. Il veut privatiser toutes les activités non régaliennes, supprimer la majorité des Ministères, fermer la banque centrale, dollariser l'économie, favoriser les cryptomonnaies, ouvrir le commerce (sauf avec les pays communistes comme la Chine), réduire drastiquement les dépenses publiques et sociales et le nombre de fonctionnaires, etc.

Mais quand la situation est d'une gravité telle qu'aucune issue ne semble possible, seul un changement de trajectoire radical peut briser le cercle vicieux de la faillite. Comme le disait Margaret Thatcher « *There is no alternative* ». En l'occurrence, l'Argentine était coincée dans un système politique démagogique reposant sur les dépenses sociales, les emplois publics, les déficits et la dette. Un système intenable quand la dette devient colossale.

Combien de temps cela prendra-t-il en France ? Faudra-t-il attendre, comme en Argentine, la faillite financière du pays, et un siècle d'échecs du collectivisme ?

L'élection d'un Président libertarien est déjà en soi un premier événement signifiant pour le courant de pensée collectiviste dominant au sein duquel l'Occident navigue depuis un siècle. Globalement, depuis un siècle, les pays occidentaux n'ont fait qu'augmenter les dépenses publiques, les impôts, la bureaucratie et l'interventionnisme de plus en plus tatillon de l'État et des organisations juridiques nationales et internationales. Avec comme résultat, une croissance de plus en plus faible et des dettes croissantes. La France battant tous les records mondiaux dans tous ces domaines. Les politiques libérales conduites par Reagan et Thatcher, et d'autres, n'auront été que des reflux limités et temporaires, au sein d'un mouvement

apparemment inexorable vers le collectivisme, et l'endettement irresponsable des générations futures. De ce point de vue, l'élection de Javier Milei représente une rupture symbolique importante : elle démontre qu'il est possible de gagner une élection en remettant en cause les fondements du consensus politique et idéologique qui domine l'Occident depuis un siècle.

Mener des réformes radicales, en remettant en cause des rentes centenaires, ne sera pas facile. Mais n'est-ce-pas ce qui se disait aussi de Thatcher et de Reagan quand ils ont été élus.

Après avoir permis son élection, ses convictions radicales permettront peut-être à Javier Milei de réussir son mandat comme elles ont assuré les succès de Reagan et Thatcher, dont l'impact positif est désormais reconnu, après qu'ils aient été initialement moqués et durement critiqués. Javier Milei a quatre années devant lui. S'il applique son remède de cheval à l'Argentine, les deux ou trois premières années seront sans aucun doute très difficiles, comme elles l'ont été en Angleterre ou aux Etats-Unis, mais le rebond qui devrait suivre pourrait lui permettre d'être réélu. Alors, une transformation en profondeur et un redressement durable de l'Argentine deviendront possibles.

Un tel succès pourrait avoir des conséquences politiques importantes. En montrant qu'une autre politique est possible, en rupture avec l'étatisme bureaucratique en vogue depuis un siècle, et dont l'Europe et la France sont devenus les champions mondiaux, elle pourrait ouvrir la voie à un nouveau chapitre de l'Histoire politique et économique. C'est pourquoi, dans les années qui viennent, vous allez voir tous les conformistes -experts télévisuels, « *responsables* » politiques, artistes et médias- critiquer la politique et annoncer l'échec du lion argentin. Pour ceux qui espèrent une rupture avec le collectivisme, il va être passionnant de suivre l'Argentine libertarienne de Javier Milei. atlantico.fr 29 novembre 2023

6 ans plus tôt.

Le parti d'opposition argentin Unidad Ciudadana, dirigé par la sénatrice et ancienne présidente Cristina Fernandez de Kirchner, a exigé que le ministre des Finances Luis Caputo démissionne après que son nom est apparu dans les Paradise Papers, suggérant qu'avant d'occuper ses fonctions, il avait été impliqué dans des sociétés offshore, a rapporté lundi le quotidien argentin Clarin sur son site web. bbc.com 7 novembre 2017

LE SOCIALISME

Le 2 décembre 2023

Je n'ai pas eu le temps de terminer l'article sur la Palestine, dont j'annonçais hier la publication, d'ici deux jours. Et puis je dois encore y réfléchir, c'est plus prudent.

Ce qui est emmerdant, c'est que les infos nous arrivent au compte-gouttes, et encore, il faut aller les chercher et ce n'est pas toujours évident, surtout qu'il y a le barrage de la langue et l'autocensure officielle, sans parler des « *experts* » ou Géos *(politiciens)* Trouvetous qui balancent des trucs sans les sourcer, info ou intox, au choix. Il y a aussi trop de gens qui racontent vraiment n'importe quoi, qui ne se rendent même pas compte des grosses conneries qu'ils peuvent sortir, qui savent tout mieux que tout le monde et qui se plantent lamentablement à l'arrivée, bref, en temps de guerre traiter l'info n'est pas sans risque.

Je préfère dire que pour l'instant j'ignore comment va évoluer la situation dans les territoires palestiniens dans les jours ou semaines qui viennent.

Dans cette causerie vous allez découvrir encore un nouveau scénario possible concocté par les sionistes, c'est pour dire, sans parler des discours contradictoires de tous les acteurs politiques qui sont mêlés à cette histoire.

Quand ils vous promènent...

Halte aux massacres à Gaza et en Cisjordanie - cgt.fr 30 nov. 2023

Appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens signataires de l'appel.

Cessez-le-feu total et permanent, protection du peuple palestinien.

Mobilisation samedi 2 décembre.

- Nous exigeons que la France et l'Union européenne s'engagent activement et sans ambiguïté pour le cessez-le-feu, y compris par des sanctions contre l'État d'Israël.

Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, et notamment de son droit à l'autodétermination. Elle implique l'arrêt de la colonisation et la fin de l'occupation israélienne, ainsi que le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU.

Nous appelons à manifester, se rassembler partout en France sur les bases de cet appel.
À Paris, nous appelons à une manifestation samedi 2 décembre à 14h00 de la Place de la République à la Place de la Bastille. cgt.fr 30 nov. 2023

J-C - Si on a bien compris, ils appellent les travailleurs et jeunes à manifester pour faire pression sur "*la France et l'Union européenne*" au lieu de les appeler à manifester contre Macron et son gouvernement parce qui sont complices du génocide du peuple palestinien et son expulsion de la Palestine.

Pour autant, on appelle les travailleurs et militants à participer à toutes les manifestations en soutien au peuple palestinien, puisqu'il n'exista pas d'autres moyens pour exprimer leur rejet et leur condamnation du génocide en cours dans la bande de Gaza. Ils ne sont pas obligés de s'aligner sur les mots d'ordre de leurs organisateurs.

https://www.cgt.fr/actualites/international/halte-aux-massacres-gaza-et-en-cisjordanie

---

L'apolitisme, la passivité, la neutralité en présence d'un génocide peut conduire à ressembler aux barbares qui en sont les auteurs.

Sauver notre humanité des décombres de Gaza - chroniquepalestine.com 30 novembre 2023

Samah Jabr est médecin-psychiatre et exerce à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Elle est actuellement responsable de l'Unité de santé mentale au sein du Ministère palestinien de la Santé. Elle a enseigné dans des universités palestiniennes et internationales. Le Dr Jabr est fréquemment consultante pour des organisations internationales en matière de développement de la santé mentale. Elle est également une femme écrivain prolifique.

Son dernier livre paru en français : Derrière les fronts - Chroniques d'une psychiatre psychothérapeute palestinienne sous occupation.

https://www.chroniquepalestine.com/sauver-notre-humanite-des-decombres-de-gaza/

J-C - Avis aux lecteurs, qui ne sont pas encore engagés dans ce combat au côté du peuple palestinien, mais pas que.

S'ils lisent cet article, ce que je leur recommande, qu'ils ne jugent pas son auteur en fonction de la terminologie qu'elle emploie qui ne serait pas la vôtre. S'il vous plaît, si je peux me permettre un conseil d'ami, abstenez de juger les illusions qu'elle a pu exprimer, veuillez vous occupez des vôtres en premier, ensuite, considérez plutôt son appel au secours désespéré comme un témoignage plutôt qu'un article de propagande, accordez-lui de pouvoir s'exprimer librement, merci pour elle.

L'un des plus grands syndicats américains appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza

Par Al Mayadeen English 2 décembre 2023

L'UAW déclare avoir "*toujours défendu la justice dans le monde entier*" et appelle donc officiellement à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

L'un des plus grands syndicats des États-Unis, représentant les travailleurs des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des outils agricoles et d'autres industries, a appelé à un cessez-le-feu complet à Gaza après la fin d'une trêve temporaire et la reprise de l'agression israélienne sur la bande de Gaza dévastée.

L'United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America (UAW) regroupe plus de 400 000 travailleurs actifs et plus de 580 000 retraités dans ces secteurs aux États-Unis.

L'annonce a été faite par le président du syndicat, Brandon Mancilla, lors d'une conférence tenue lors d'un rassemblement devant la Maison Blanche vendredi. Les manifestants, qui ont entamé une grève de la faim en soutien à Gaza, portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : "*Biden, tu es affamé*" : "*Biden, vous affamez Gaza*".

"*De l'opposition au fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale à la mobilisation contre l'apartheid en Afrique du Sud et la guerre CONTRA, l'@UAW a toujours défendu la justice dans le monde entier*", a déclaré M. Mancilla dans son communiqué.

Les appels au cessez-le-feu lancés par les syndicats locaux des États-Unis se sont multipliés depuis le début de la guerre contre Gaza. Parmi eux figurent l'American Postal Workers Union, la California Nurses Association et le Chicago Teachers Union.

Ces appels coïncident avec des manifestations nationales organisées dans plusieurs villes des États-Unis pour condamner la guerre israélienne contre Gaza et demander la cessation de l'agression.

https://english.almayadeen.net/news/politics/one-of-us--largest-unions-calls-for-immediate-gaza-ceasefire

---

C'est l'armée israélienne nazie qui a massacré les juifs du kibboutz Be'eri (et les militants palestiniens présents), et non le Hamas.

Ce n'est pas le Hamas qui a tué Liel Hetzroni, 12 ans, mais un char israélien - Par Max Blumenthal -Arrêt sur info 01 décembre 2023

Liel Hatsroni, une jeune fille israélienne de 12 ans, a été tuée après que les forces israéliennes ont utilisé un char d'assaut pour bombarder une maison dans le kibboutz Be'eri le 7 octobre, selon un Israélien qui a survécu aux violences. (via Twitter)

La fillette israélienne figure emblématique des attaques du 7 octobre a été tuée par un char israélien. Des témoins oculaires de la prise d'otages au kibboutz Beeri ont accusé Israël d'avoir induit le monde en erreur sur les meurtres de Liel Hetzroni, 12 ans, de sa famille et de ses voisins.

Dans une tentative désespérée de gagner la sympathie internationale, le gouvernement israélien a cherché à susciter l'indignation suite au meurtre d'une jeune fille de 12 ans lors de l'attaque menée par le Hamas contre le sud d'Israël le 7 octobre.

« *Le corps de cette petite fille a été si gravement brûlé qu'il a fallu plus de six semaines aux archéologues légistes pour l'identifier* », a déclaré le ministère israélien des Affaires étrangères sur son compte officiel Twitter/X. « *Tout ce qui reste de Liel Hetzroni, 12 ans, ce sont des cendres et des fragments d'os. Que sa mémoire soit une bénédiction* ».

Aviva Klompas, ancienne rédactrice de discours pour la mission israélienne aux Nations Unies et l'une des propagandistes anglophones majeure d'Israël sur les réseaux sociaux, a affirmé sur Twitter/X : « *Les terroristes les ont tous massacré, puis ont incendié le bâtiment.* »

Naftali Bennett, l'ancien Premier ministre israélien, est intervenu pour proclamer que « *Liel Hetzroni du kibboutz Beeri a été assassinée chez elle par les monstres du Hamas… Nous menons la guerre la plus juste : pour garantir que cela ne puisse plus jamais se reproduire* ».

Cependant, Hetzroni, 12 ans, n'a pas été tué par le Hamas. Selon le nouveau témoignage d'un témoin oculaire israélien, elle a été tuée par un obus de char israélien en même temps que plusieurs voisins.

La révélation de la mort de Hetzroni par un tir ami intervient alors que le journal israélien Haaretz confirme une enquête de Grayzone qui met en lumière les révélations, faites par des pilotes d'hélicoptères israéliens et des responsables de la sécurité, d'ordres de '*tir ami*' tout au long de cette journée fatidique.

L'une d'entre elles venait d'un membre de l'équipe de sécurité du kibboutz Beeri, qui a déclaré à Haaretz que « *les commandants sur le terrain ont pris des décisions difficiles – notamment en bombardant les maisons sur leurs occupants, afin d'éliminer les terroristes à côté des otages* ».

Un commandant de bataillon de chars se souvient avoir reçu les mêmes ordres à son arrivée sur les lieux, déclarant dans une interview vidéo : « *Je suis arrivé à Beeri pour voir le brigadier général Barak Hiram et la première chose qu'il m'a demandé de faire est de tirer un obus sur une maison [où s'abritaient des membres du Hamas]* »

La décision d'utiliser des armes lourdes contre les petites maisons de Beeri a fini par coûter de nombreuses vies israéliennes. Parmi eux se trouvait la jeune fille dont la mort a été utilisée comme arme pour justifier l'attaque brutale d'Israël sur Gaza. Et pour la première fois, un témoin oculaire de l'attaque a révélé la vérité dérangeante sur le meurtre.

https://arretsurinfo.ch/ce-nest-pas-le-hamas-qui-a-tue-liel-hetzroni-12-ans-mais-un-char-israelien

Source :

https://electronicintifada.net/content/israeli-child-burned-completely-israeli-tank-fire-kibbutz/41706

La vidéo en anglais.

https://www.youtube.com/watch?v=GjC0_swYbT4

Combat contre l'escroquerie climatique de Davos.

Le Washington Post s'attaque au lauréat du prix Nobel de physique, climato-sceptique - Association des climato-réalistes - 29 novembre 2023

Par Chris Morrison (rédacteur en chef environnement du Daily Skeptic.

Article initialement publié par The Daily Sceptic. Traduit de l'anglais par la rédaction.

https://www.climato-realistes.fr/le-washington-post-sattaque-au-laureat-du-prix-nobel-de-physique-climato-sceptique/?unapproved=7521&moderation-hash=fdb125f02f1c2ee62d1f8b254e585dd9#comment-7521

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Lundi, le ministre de la défense semblait tellement certain que la trêve ne durerait plus longtemps qu'il a même précisé le déroulement des nouvelles attaques : « *Ils seront d'abord confrontés aux bombes de l'armée de l'air, puis aux obus des chars et de l'artillerie, et aux chenilles des D9 [bulldozers blindés], et enfin aux tirs des combattants de l'infanterie* ».

Il a également annoncé une nouvelle étape dans les combats, en déclarant qu'Israël se battrait « *dans toute la bande* ».

L'extension de l'invasion terrestre au sud de l'actuelle ligne d'encerclement de la ville de Gaza signifierait une dangereuse escalade. Au moins 1,8 million de personnes sur les 2,3 millions d'habitants de Gaza ont été déplacées par les bombardements israéliens, la majorité d'entre elles s'étant déplacées vers le sud.

Cela signifie que le sud est maintenant tellement surpeuplé qu'il y a un risque qu'une attaque terrestre totale d'Israël ne laisse aux habitants de Gaza d'autre choix que d'essayer de franchir de force la barrière frontalière avec l'Égypte.

Depuis le début du conflit, l'Egypte a prévenu qu'elle n'accepterait aucun réfugié, craignant une déstabilisation politique et des risques pour sa sécurité. Si elle est confrontée à cette réalité, elle pourrait se retrouver dans le pire des cas à devoir recourir à la force.

Une telle aggravation entraînerait presque certainement dans la guerre de nombreux groupes armés et États qui ont jusqu'à présent fait preuve de retenue, espérant une issue rationnelle. Al-Jazeera - Traduction : chroniquepalestine.com 1 décembre 2023

Conseil de sécurité nationale américaine : Washington soutient la reprise de l'agression israélienne contre Gaza - french.almanar.com.lb 2 décembre 2023

Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain, John Kirby, a reconnu que « *les États-Unis soutiennent la décision d'Israël de renouveler son agression contre la bande de Gaza, après la fin de la trêve* ».

Il a affirmé que le peuple palestinien « *a besoin d'un parti pour le représenter et d'un gouvernement pour gérer ses affaires, loin du Hamas* », ajoutant que « *Gaza doit rester un territoire palestinien et que sa superficie ne peut être réduite* ».

« *Le soutien américain n'est pas seulement une position politique* », selon un rapport du journal américain The Wall Street Journal, révélant l'étendue du soutien militaire américain à l'occupation dans cette agression.

Le rapport explique que « *Washington a fourni à Israël au moins 100 missiles avancés BLU-109, pesant chacun environ 900 kilogrammes, parmi des dizaines de milliers d'autres armes et obus d'artillerie* », selon ce journal qui a cité des responsables américains. french.almanar.com.lb 2 décembre 2023

L'armée israélienne publie une carte de nouvelles zones à évacuer dans la bande de Gaza - french.almanar.com.lb 1 décembre 2023

Vendredi, l'armée d'occupation israélienne a publié une carte de ce qu'elle appelle des « *zones d'évacuation* » dans la bande de Gaza que les habitants sont censés évacuer, après une demande internationale d'établir des zones de sécurité et une demande américaine d'éviter de tuer des civils, selon l'AFP.

La carte, rédigée en arabe, divise la bande de Gaza en plusieurs centaines de secteurs numérotés. Plus de 600. Elle est disponible sur le site Internet de l'armée israélienne.

Des avertissements ont été envoyés vendredi par SMS aux habitants de plusieurs zones de la bande de Gaza, les avertissant que l'armée allait lancer « *vendredi une attaque militaire écrasante contre votre zone résidentielle dans le but d'éliminer l'organisation terroriste Hamas* ».

L'avertissement concernait les régions de Jabalia, Shuja'iya, Zaytoun, la vieille ville de Gaza, Khirbet Khuza'a, Abasan, Bani Suhaila, Ma'an et d'autres endroits. Après environ 10 minutes, des explosions ont retenti dans ces endroits.

L'armée a allégué dans son communiqué que le Hamas « *transforme les sites civils en cibles militaires tout en utilisant les civils et les installations civiles comme boucliers humains* ». Elle a ajouté que la carte vise à permettre aux résidents « *de guider, de comprendre les instructions et d'évacuer des endroits spécifiques pour leur sécurité si nécessaire* ».

Au cours de la première phase de la guerre, Israël a demandé aux civils du nord de la bande de Gaza de se déplacer vers le sud de la bande, mais les rapports de l'ONU indiquent qu'un tiers des personnes tuées sont mortes dans le sud.

Depuis la fin de la trêve provisoire ce vendredi matin, « *Israël* » a tué 109 Palestiniens et blessés des dizaines dans des raids sans répit sur la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 1 décembre 2023

Israël informe les États arabes qu'il veut une zone tampon dans la bande de Gaza d'après-guerre - middleeastmonitor.com 1 décembre 2023
Par Reuters.

Israël a informé plusieurs États arabes qu'il souhaitait créer une zone tampon du côté palestinien de la frontière de Gaza afin d'empêcher de futures attaques, dans le cadre des propositions concernant l'enclave après la fin de la guerre, ont indiqué des sources égyptiennes et régionales.

Selon trois sources régionales, Israël a fait part de ses projets à ses voisins, l'Égypte et la Jordanie, ainsi qu'aux Émirats arabes unis, qui ont normalisé leurs relations avec Israël en 2020.

Elles ont également indiqué que l'Arabie saoudite, qui n'a pas de liens avec Israël et qui a interrompu un processus de normalisation sous médiation américaine après le déclenchement de la guerre de Gaza le 7 octobre, avait été informée. Les sources n'ont pas précisé comment l'information était parvenue à Riyad, qui n'a officiellement pas de canaux de communication directs avec Israël. La Turquie, pays non arabe, a également été informée.

"*Israël veut cette zone tampon entre Gaza et Israël, du nord au sud, pour empêcher le Hamas ou d'autres acteurs de s'infiltrer ou d'attaquer Israël*", a déclaré un haut responsable de la sécurité régionale, l'une des trois sources régionales qui ont demandé à ne pas être identifiées en raison de leur nationalité.

Une source sécuritaire israélienne de haut rang a déclaré que l'idée d'une zone tampon était "*à l'étude*", ajoutant : "*On ne sait pas pour l'instant quelle sera sa profondeur et si elle pourrait être de 1 km, 2 km ou des centaines de mètres (à l'intérieur de Gaza) : On ne sait pas pour l'instant quelle sera la profondeur de cette zone et si elle pourrait s'étendre sur 1 km, 2 km ou des centaines de mètres (à l'intérieur de Gaza)*".

Tout empiétement sur Gaza, qui mesure environ 40 km de long et entre 5 km et 12 km de large, aurait pour effet d'entasser ses 2,3 millions d'habitants dans une zone encore plus restreinte.

Les sources régionales ont comparé le plan de la zone tampon de Gaza à la "*zone de sécurité*" qu'Israël avait autrefois au Sud-Liban. Israël a évacué cette zone, d'une profondeur d'environ 15 km, en 2000, après des années de combats et d'attaques du Hezbollah libanais. middleeastmonitor.com 1 décembre 2023

Au sommet sur le climat, la Turquie et l'Afrique du Sud s'en prennent à Israël pour la guerre de Gaza - middleeastmonitor.com 1 décembre 2023

"*Tout en discutant de la crise climatique, nous ne pouvons pas ignorer la crise humanitaire qui se déroule dans les territoires palestiniens, juste à côté de nous*", a déclaré le président turc, Tayyip Erdogan, lors de son discours officiel à la conférence COP28.

La situation actuelle à Gaza constitue un crime de guerre et un crime contre l'humanité ; les responsables doivent être tenus de rendre des comptes en vertu du droit international, a-t-il déclaré.

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, s'est fait l'écho de ce sentiment.

L'Afrique du Sud est consternée par la cruelle tragédie qui se déroule actuellement à Gaza. La guerre contre le peuple innocent de Palestine est un crime de guerre auquel il faut mettre fin immédiatement, a-t-il déclaré dans son discours.

Le roi Abdallah de Jordanie a déclaré qu'il était difficile de se concentrer sur le réchauffement de la planète alors que les combats se poursuivent.

"*La conférence des parties de cette année doit reconnaître plus que jamais que nous ne pouvons pas parler du changement climatique sans tenir compte des tragédies humanitaires qui se déroulent autour de nous*", a-t-il déclaré.

Le président israélien, Isaac Herzog, était également présent à la COP28. M. Herzog a pris la traditionnelle "*photo de famille*" avec d'autres dirigeants mondiaux, mais il n'a pas prononcé le discours qu'il devait prononcer vendredi. middleeastmonitor.com 1 décembre 2023

L'UNICEF appelle à un «*cessez-le-feu permanent*» à Gaza

Un «*cessez-le-feu permanent*» entre Israël et la Palestine est nécessaire, a exhorté vendredi le porte-parole de l'UNICEF, alors que la pause humanitaire à Gaza a pris fin plus tôt dans la journée.

«*Nous avons besoin d'un cessez-le-feu permanent*», a déclaré James Elder, qui a également prévenu: « *De nouvelles attaques contre Gaza ne mèneront qu'à un carnage*». aa.com.tr 1 décembre 2023

Lettre ouverte au Congrès: *"Les Etats-Unis sont responsables de génocide"* par Ralph Nader, Bruce Fein - investigaction.net 1 décembre 2023

Le Congrès doit organiser des auditions publiques à la Chambre des représentants et au Sénat, auxquelles participeraient d'éminents défenseurs israéliens de longue date de la paix, ayant

occupé des postes gouvernementaux de haut niveau, ainsi que des groupes israéliens et palestiniens de défense des droits de l'homme. Leurs voix ont été exclues du Capitole depuis 1948. Pourquoi ? C'est une honte !

Le Congrès ne peut échapper au jugement de l'histoire, qui restera dans les mémoires pour son rôle déterminant dans l'anéantissement de familles palestiniennes innocentes – principalement des enfants et des femmes – à l'intérieur de Gaza, longtemps décrite comme une prison à ciel ouvert sous blocus illégal d'Israël.

https://investigaction.net/lettre-ouverte-au-congres-les-etats-unis-sont-responsables-de-genocide/

Un survivant de la Shoah : la Palestine doit être restituée à ses propriétaires - french.almanar.com.lb 1 décembre 2023

Le médecin et psychothérapeute canadien survivant de la Shoah, Gabor Maté a déclaré que la Palestine devrait être restituée à son peuple.

Dans une interview avec le journaliste britannique Piers Morgan, il a assuré que malgré son engagement dans le passé en tant que sioniste, il considère que le moment est venu pour que les territoires palestiniens soient restitués à leurs propriétaires.

« *Le sionisme était très important pour moi pour le peuple juif jusqu'à ce que j'ai découvert que cet État a été fondé à la base d'extirpation, d'expropriations et de multiples massacres de la population locale et ceci n'est pas une histoire controversée* ».

Et de poursuivre : « *La situation actuelle ne peut être comprise sans se pencher sur le contexte historique de la poursuite de l'occupation actuelle et la poursuite de l'oppression des Palestiniens… Il n'y a pas de coexistence, il y a de l'oppression, des massacres périodiques et l'occupation des terres, en Cisjordanie ainsi que la poursuite de la persécution de la population. J'ai visité les territoires occupés à trois reprises ; la première fois de retour chez moi, j'ai pleuré pendant deux semaines à cause de ce que j'ai vu* ».

Mate a suggéré que lorsqu'il s'agit de parler du droit d'Israël à se défendre, les gens évoquent « *des actions palestiniennes isolées, mais nous ne disons pas que cette population a également le droit de se défendre contre l'occupation* ». french.almanar.com.lb 1 décembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

C'est là que vous vous dites qu'en dehors d'une justice politique, il n'en existe pas dans ce pays.

J-C - Darmanin est "*scandalisé*" parce que la justice a autorisée une manifestation de l'ultradroite à Paris, après que le préfet de police l'eut interdite à sa demande, tandis que

l'ultradroite réclame "*justice pour Thomas*" et dénonce "*le laxisme de la justice*"… qui lui a permis de manifester !

francetvinfo - "*Je suis scandalisé par la manifestation à Paris. Le préfet de police sur mon instruction l'avait interdite, la justice l'a autorisée*", a réagi le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, dans la nuit à l'Assemblée,

"*Justice pour Thomas !*", scandent des militants d'ultradroite les bras en l'air, parfois cagoulés. L'ultradroite a pu finalement manifester dans la soirée du vendredi 1er décembre à Paris. Le rassemblement a été autorisé à la dernière minute par le tribunal administratif de Paris. Environ 200 personnes se sont rassemblées au pied du Panthéon pour rendre hommage à Thomas, le jeune homme tué par arme blanche à Crépol dans la Drôme mais aussi pour dénoncer selon ces militants d'extrême droite le laxisme de la justice et la complaisance vis-à-vis des migrants. francetvinfo.fr 02/12/2023

C'est pour cette raison que la constitution de la Ve République a servi de modèle à bien des dictatures.

Budget de la Sécurité sociale : Élisabeth Borne déclenche un nouveau 49.3 - AFP/LePoint.fr 1 décembre 2023

La Première ministre Élisabeth Borne a déclenché vendredi une nouvelle fois l'article 49.3 de la Constitution à l'Assemblée nationale, pour obtenir l'adoption définitive, sans vote, du projet de budget de la Sécurité sociale. AFP/LePoint.fr 1 décembre 2023

Qui sont les dealers de Renaissance ? Sans doute les mêmes que ceux de Palmade l'assassin en liberté.

J-C - « *Il n'y a pas plus de vice à l'Assemblée qu'ailleurs* »

Leurs « *vices* » sont excusables, mais pas ceux de la population qui se voit imposer des conditions d'existence autrement insupportables que celles des parlementaires. Qu'il y en ait parmi le parti de Macron qui se bourrent la gueule, se défonce ou laissent libre cours à leurs perversions sexuelles, on n'en a rien à foutre, en revanche qu'ils nous pourrissent la vie en exploitant le moindre fait divers auquel l'alcool, la drogue ou le sexe serait mêlé, c'est intolérable.

Vous me direz que ce n'est pas à la même échelle. Certes, mais qui a créé les conditions pour qu'il en soit ainsi, sinon ceux qui sont au pouvoir pour s'en prendre ensuite à la population et lui imposer des lois restreignant les libertés individuelles et collectives. Ce sont eux qui ont promu la pornographie, la prostitution, l'alcoolisme, la drogue, etc. qui en sont les bailleurs de fonds, les tenanciers de ces bordels, qui les exploitent à des fins politiques…

« *La politique fabrique des comportements déviants* », une élue rompt l'omerta sur l'alcool et les drogues - Le HuffPost 1 décembre 2023
« *Soit vous avez une excellente hygiène de vie, soit vous prenez quelque chose pour tenir* ». C'est le constat que dresse Caroline Janvier, députée de la majorité et membre du bureau de l'Assemblée nationale dans les colonnes de Paris Match ce jeudi 30 novembre.

La parlementaire raconte « *Oui il y a des soirées où de la drogue circule, comme il y a des dîners ou des fins de sessions parlementaires, où il y a une consommation excessive d'alcool* ».

Une autre députée qui préfère témoigner anonymement relate des scènes où « *à l'issue de séances dans l'hémicycle à 3 heures du matin des collègues seraient venus la voir pour lui proposer d'aller dans des soirées aux thématiques affichées 'drogues et sexe'* ».

L'élue de la majorité insiste pour « *analyser ce phénomène comme un système, sans rien excuser. La politique fabrique des comportements déviants* ». Pour elle, *« il n'y a pas plus de vice à l'Assemblée qu'ailleurs* ». Le HuffPost 1 décembre 2023

J-C – A ceci près qui change tout, qu'ils en portent la lourde responsabilité.

Rubrique nécrologique. Rupture nuptiale.

Après le PS et les communistes, Jean-Luc Mélenchon scelle la fin de la Nupes - LePoint.fr 1 décembre 2023

Lors d'un meeting organisé à Rochefort jeudi, l'ex-candidat à la présidentielle 2022 s'est lancé dans une diatribe contre tous ses anciens alliés de la Nupes.

« *Il n'y a plus de Nupes. Alors on fait semblant qu'il y en a quand même une* », a-t-il estimé. C'est la première fois que le candidat Insoumis à la dernière élection présidentielle reconnaît la fin de l'alliance de gauche. « *Ce qu'on a construit est déjà détruit* », a-t-il lancé depuis la ville charentaise.

Le « *programme partagé* » doit « *pouvoir continuer à vivre* », a-t-il estimé jeudi depuis Rochefort. « *Nous allons faire l'union populaire avec ceux qui veulent* », a lancé Jean-Luc Mélenchon. Et ce dernier de marteler que la prochaine élection présidentielle se « *passera* » entre La France insoumise et le « *Front national* » (devenu depuis le Rassemblement national). LePoint.fr 1 décembre 2023

Bonne santé aux Sérignanais et Sérignanaises !

Dans le Vaucluse, un McDo privé de permis - lepoint.fr 01/12/2023

Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat (Vaucluse), annonce avoir retiré le permis accordé, en août dernier, pour la construction d'un restaurant McDonald's dans sa commune.

Ce projet a profondément divisé les 3 000 habitants du village, 900 d'entre eux signant une pétition lancée par l'association Vivre à Sérignan-du-Comtat. lepoint.fr 01/12/2023

Dictature hygiéniste.

Augmentation des cas de maladies respiratoires en Chine, l'OMS s'inquiète mais Pékin affirme n'avoir détecté *"aucun pathogène nouveau ou inhabituel"* - France-Soir 27 novembre 2023

La Chine a affirmé lors de sa visioconférence avec l'OMS qu'aucune détection d'agents pathogènes nouveaux ou inhabituels, ni des symptômes cliniques inhabituels, y compris à Pékin et au Liaoning, n'a été signalée. L'augmentation des maladies respiratoires est due, poursuit-on, à de "*multiples agents pathogènes connus*". Le directeur adjoint et chef épidémiologiste du Centre de contrôle et de prévention des maladies de Pékin, Wang Quanyi, a d'ailleurs rappelé que la capitale chinoise, qui fait actuellement face à une vague de froid, "*entre dans une saison à forte incidence de maladies respiratoires infectieuses*". France-Soir 27 novembre 2023

Russie.

Au sommet de l'OSCE, Sergueï Lavrov dénonce une institution «*utilisée au bénéfice de l'OTAN*» - RT 30 nov. 2023

Ce sommet de l'OSCE s'est ouvert dans un climat tendu, en l'absence des ministres des Affaires étrangères de l'Ukraine, de la Pologne et des pays Baltes qui protestent contre la présence du chef de la diplomatie russe. Le ton a été donné dès l'ouverture par le président en exercice, le ministre des Affaires étrangères de Macédoine du Nord, Bujar Osmani.

«*La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est une insulte*» aux valeurs de l'OSCE, elle «*sape la confiance, le dialogue et notre capacité à agir*», a-t-il déclaré devant les représentants, dont Sergueï Lavrov.

«*Malheureusement, l'OSCE a été utilisée au bénéfice de l'OTAN, et c'est malheureux», a déclaré le ministre russe dans son discours, dénonçant l'élargissement de l'OTAN vers l'est de l'Europe. Un élargissement qui s'est accompagné d'agressions militaires, à commencer par celle de la Yougoslavie en 1999. Et Sergueï Lavrov de poursuivre : «Ce sont toujours les Etats de l'OTAN, membres de l'OSCE, qui sont intervenus en 2008 et 2014 à Tbilissi et Kiev». L'Ukraine a ainsi vu advenir le «coup d'Etat sanglant*» de Kiev et les accords de Minsk, que l'Occident a voulu utiliser contre la Russie, selon les aveux d'Angela Merkel et de François Hollande.

Près de dix ans plus tard, l'espace de l'OSCE est scindé. «*Des milliers de sanctions ont été prises contre la Fédération de Russie, c'est sans précédent*», a fait remarquer Sergueï Lavrov, fustigeant «*une mise à l'écart de concurrents économiques*».

Le ministre russe a ensuite dénoncé le refus occidental à dénoncer ses propres maux : «*On voit la propagation du néonazisme en Ukraine et dans les pays Baltes [...] On fait l'éloge des collaborateurs d'Hitler, inscrit dans les législations, on empêche la cohabitation avec les Russes, on interdit les médias en langue russe.*» Et de conclure : «*Et l'OSCE et ses institutions se taisent*.»

L'UE aussi, elle qui s'apprête selon Sergueï Lavrov à intégrer l'Ukraine alors même que la constitution ukrainienne «*foule aux pieds les droits des minorités nationales*», et mène « *une campagne contre l'Eglise orthodoxe*». «*On détruit l'espace de l'OSCE*», a conclu le ministre russe, estimant impossible de conclure son discours sur une note optimiste du fait de l'action de l'OTAN, et doutant de la capacité de l'OSCE à s'adapter aux problèmes immédiats.

Les origines de l'OSCE remontent à la Guerre froide, lorsque les deux blocs ennemis occidental et soviétique s'étaient entendus pour créer une plateforme de dialogue entre eux. L'organisation compte aujourd'hui 57 Etats participants.

La Russie augmente l'effectif maximal de ses forces armées - fr.sputniknews.africa 01.12.2023

"*Conformément au décret présidentiel du 29 novembre, l'effectif maximal des Forces armées russes a augmenté de 170.000 personnes pour atteindre 1.320.000 personnes*", a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette croissance s'effectue par étapes, grâce au recrutement de citoyens russes souhaitant servir sous contrat, a précisé le ministère.

Selon l'instance, la Russie augmente la taille de ses forces armées face aux menaces croissantes liées à l'opération spéciale russe en Ukraine ainsi qu'à l'expansion et aux activités agressives de l'Otan.

L'Alliance militaire renforce sa présence près des frontières russes et déploie des systèmes de missiles sol-air et des armes de frappe supplémentaires.

"*Le potentiel des forces nucléaires tactiques de l'Otan est en hausse. Les États-Unis ont l'intention de remplacer 200 bombes nucléaires à chute libre obsolètes stockées en Europe et en Turquie par une nouvelle version de haute précision d'ici la fin de 2025*", a ajouté le ministère.

Ainsi, dans les conditions actuelles, une augmentation supplémentaire de la force de combat et du nombre des troupes russes constitue une réponse adéquate aux activités agressives de l'Alliance, a résumé le ministère de la Défense.

Céréales : la Somalie a reçu une cargaison de 25 000 tonnes de blé russe - RT 1 déc. 2023

La Somalie est devenue le 30 novembre le premier pays à bénéficier des dons alimentaires de la Russie depuis l'annonce de cette initiative fin juillet. Dans les prochaines semaines, d'autres pays africains devraient recevoir des cargaisons de céréales russes.

Selon le programme alimentaire des Nations unies, 4,3 millions de Somaliens sont confrontés à des crises ou à des niveaux de faim aiguë. Toujours selon les chiffres de l'ONU, des millions d'autres personnes auraient été chassées de chez elles par la guerre civile, les inondations records ainsi que la sécheresse.

Début novembre, le départ de Russie d'un premier navire chargé de 25 000 tonnes de blé avait été annoncé. Quelques jours plus tard, le ministre russe de l'Agriculture Dmitri Patrouchev avait indiqué que l'arrivée des deux premiers navires à destination de la Somalie et du Burkina Faso était attendue pour «fin novembre, début décembre». Selon lui, «jusqu'à 200 000 tonnes de blé russe» devraient être envoyées gratuitement par Moscou d'ici le Nouvel An.

Outre la Somalie et du Burkina Faso, les autres pays concernés par cette aide russe sont le Zimbabwe, le Mali, la République centrafricaine et l'Érythrée. Selon

---

Pendant que l'Occident fait chanter ses alliés, Moscou aide ceux qui en ont besoin - fr.sputniknews.africa 01.12.2023

Moscou accumule les dividendes politiques en envoyant de l'aide humanitaire aux pays dans le besoin et notamment à ceux d'Afrique, a affirmé auprès de Sputnik un expert serbe du développement et des investissements commentant la récente livraison du blé à Somalie.

La Russie "*ne gagnera rien sur le plan économique*" en livrant gratuitement des céréales à l'Afrique, mais elle en profitera du point de vue politique, a déclaré ce 1er décembre à Sputnik Mahmut Busatlija, expert serbe du développement et des investissements, au lendemain de l'arrivée de 25.000 tonnes de blé humanitaire russe en Somalie.

Ce comportement amical de Moscou "*fait bonne impression, on le voit surtout lors des forums internationaux auxquels participent un grand nombre de pays*", affirme-t-il.

Par exemple, environ 140 pays ont pris part aux célébrations du 10e anniversaire de l'initiative chinoise "*Une ceinture et une route*" et plus de 60 pays à une récente conférence des BRICS.

Afrique. Mode d'emploi pour tenter de préserver le colonialisme.

Comment la dette obère la souveraineté économique de l'Afrique - lepoint.fr 01/12/2023

La hausse des taux d'intérêt sur les marchés obligataires depuis deux ans pose les questions de la soutenabilité des dettes publiques et de la perte de souveraineté qui y est associée. Les

inquiétudes liées à la montée de la dette des pays émergents ne sont pas nouvelles : le ratio de dette publique sur PIB des économies émergentes et en développement a presque doublé depuis 10 ans (+ 30 points de pourcentage à 67 %). Conséquence directe, les États doivent consacrer une part de plus en plus importante de leur budget au remboursement de ces dettes. En 2023, les dépenses des pays africains pour le service de la dette extérieure (intérêts et capital) auront atteint 17 % des recettes publiques, soit le niveau le plus élevé depuis 1999. Et pour certains pays, la situation ne va pas s'arranger l'année prochaine en raison de l'échéance de nombreuses obligations à refinancer sur les marchés internationaux.

Des conditions moins favorables pour les refinancements

Or les conditions de refinancement de cette dette se sont beaucoup détériorées ces dernières années : des pays qui empruntaient à 5 ou 6 % il y a encore deux ans doivent désormais accepter des taux à deux chiffres. Ce surplus qui renchérit le coût du réendettement signifie que les gouvernements vont devoir y dédier une part encore plus importante de leur budget l'année prochaine.

Les raisons de cette détérioration des finances publiques sont multiples : la première est évidemment le besoin de financer le développement, à travers des investissements dans les infrastructures ou encore la santé et l'éducation. Ces dernières années, les dépenses de sécurité ont aussi dû augmenter dans un contexte de montée du risque sécuritaire dans plusieurs régions du monde.

La question de la perte de souveraineté relative à l'endettement est très antérieure à 2020. Par nature, la dette induit toujours une dépendance vis-à-vis de son créancier et donc un renoncement à une partie de sa souveraineté. Par exemple en 1850, une dette non remboursée constitua l'un des motifs du blocus du port du Pirée en Grèce par la marine anglaise, puis de son occupation entre 1854 et 1857 (accompagnée par la France). Quelques années plus tard, l'Empire ottoman a aussi perdu une partie de sa souveraineté : en incapacité de refinancer sa dette à un taux satisfaisant en 1876, il fut contraint de nommer un Anglais ministre des Finances et un Français ministre des Travaux publics.

Dans beaucoup d'autres cas, la perte de souveraineté est moins tangible, mais réelle. Dès la deuxième moitié du XIXe siècle, le président américain Ulysse Grant (surtout connu pour avoir commandé l'armée unioniste durant la guerre de Sécession) alertait le Japon sur le risque de s'endetter en devise étrangère, signe selon lui d'asservissement. L'importance de la capacité d'un pays à émettre de la dette dans sa propre monnaie a ensuite été de nombreuses autres fois mise en exergue, au point de parler de « *péché originel* » pour caractériser cette difficulté initiale des économies émergentes. Elles doivent donc supporter le risque de change lorsqu'elles s'endettent, un facteur aggravant en cas de période de forte volatilité et de dépréciation de leur devise.

C'est d'ailleurs la crise asiatique de 1997 qui a mis en évidence ce « *péché originel* ». À la suite de celle-ci, les pays de l'ASEAN, le Japon, la Chine et la Corée du Sud, décidaient de lancer l'initiative de Chiang Mai en 2000. L'objectif était simple : s'engager à se fournir mutuellement de la liquidité en cas de difficulté en cas de manque dans l'un ou plusieurs pays et, surtout, accélérer le développement de marchés obligataires en devise locale. Vingt-trois ans plus tard, l'objectif est atteint : beaucoup de ces pays disposent de marchés obligataires locaux profonds et liquides, grâce à la participation d'investisseurs diversifiés à la fois privés

et publics, locaux et étrangers (banques centrales, banques commerciales, fonds de pension, gestionnaires d'actifs et autres fonds d'investissement).

C'est aujourd'hui le chemin à suivre pour l'Afrique. lepoint.fr 01/12/2023

J-C – En demeurant tributaire d'autant d'institutions financières, vous y croyez vraiment à la souveraineté de l'Afrique ? Surtout quand cela vient du Point, c'est suspect !

LE SOCIALISME

Le 3 décembre 2023

Appel de soutien à une solution démocratique en Palestine

Aujourd'hui, notre lutte en tant que Palestiniens n'est pas dirigée contre les Juifs, mais contre l'idéologie et le mouvement qui ont créé ce clivage sectaire et l'ont instrumentalisé pour justifier leur entreprise suprématiste. Notre objectif n'est pas "*d'expulser les Juifs de Palestine*", mais de démanteler le soi-disant "*État juif*" et ses relations de pouvoir coloniales oppressives, et de le remplacer par son antithèse fondamentale : un État palestinien démocratique et laïque, du fleuve à la mer.

14384 personnes ont signé cette lettre.

https://odsi.co/fr/open-letter-jewish-allies.php

Je précise que j'ai trouvé cet appel dans le blog de La tribune des travailleurs (POID). J'y souscris entièrement, je le précise aussi, c'est si rare.

Je l'ai signé aujourd'hui. Je vous appelle à le signer et à le faire connaître autour de vous.

Mes commentaires postés dans différents blogs ou supports.

Thierry Meyssan sur TV-ADP : "*Nous devons sortir de cette alliance avec Israël*."

https://crowdbunker.com/v/qVLJ4sDj

J-C – Il a la fâcheuse habitude de conseiller les puissants, chacun choisit librement son camps. Mes commentaires ont été rédigés en deux minutes, ne faites pas trop attention au style, merci.

1- Absolument aucun élément parmi ceux qu'il a produit ne permet de prouver la connivence entre Netanyahu et le Hamas, absolument aucun.

En revanche c'est un fait prouvé que Netanyahu savait qu'une attaque palestinienne de grande ampleur allait avoir lieu, et il a laissé faire parce que cela l'arrangeait, ainsi que les Américains qui se sont bien passés d'en informer ce qu'ils appellent la "*communauté internationale*", les agences de presse ou les médias, auquel cas Netanyahu aurait été obligé de réagir pour empêcher cette attaque qui n'aurait jamais eu lieu.

On doit donc en conclure que les Américains et Netanyahu ont passé un deal ensemble : on ferme les yeux sur le Hamas et son attaque, ensuite, toi tu fais ton truc de ton côté, tu nettoies Gaza, on te couvrira, et nous de notre côté on se chargera de réunir les conditions politiques

pour pouvoir exploiter le gaz, et on te versera des dividendes par la suite, ce qui permettra de payer les frais de guerre et de relever l'économie israélienne.

Absolument aucun élément parmi ceux qu'il a produit ne permet de prouver la connivence entre Netanyahu et le Hamas. Je parle de la branche palestinienne du Hamas, celle dont il explique par ailleurs qu'elle aurait pris "*son autonomie*" par rapport à la Confrérie des Frères musulmans.

Je l'ai reformulé ainsi dans un commentaire publié par un autre support.

2- Que la branche du Hamas qui se réclame des Frères musulmans installée à Doha soit liée au régime sioniste, c'est connu, mais elle ne représente pas la branche de Gaza. Une fois sur deux dans ses entretiens et articles, on ne sait pas de quelle branche du Hamas il nous parle et qui la dirige, ce qui permet toute sorte d'amalgames ou d'élucubrations sans intérêt finalement.

Si Hamas = Netanyahu : démerdez-nous entre vous !

Si les gens qui sont susceptibles de soutenir la cause palestinienne identifient le Hamas au peuple palestinien, à tort ou à raison, et qu'on leur dit que c'est une organisation pourrie, vendue à l'ennemi, autant qu'ils s'entretuent, voilà ce que nombreuses personnes qui étaient prêtes à soutenir les Palestiniens se diront, c'est épouvantable.

Maintenant les choses sont encore plus compliquées, parce qu'à Gaza il y a aussi des militants du Hamas de la branche des Frères musulmans, Meyssan l'avait dit je ne sais plus où. Il m'est arrivé de m'avancer un peu trop et d'écrire que le Hamas n'avait commis aucun massacre le 7 octobre 2023, parce que la plupart des victimes israéliennes avaient été tuées par Tsahal, mais réflexion faite, il est possible que des militants du Hamas de la branche des Frères musulmans qui sont des cinglés, des nazis, aient pu se livrer à quelques massacres, tandis que la branche autonome s'est contentée de faire des prisonniers.

J-C – Quel sac de nœuds, n’est-ce pas ? Alors comment voulez-vous que le citoyen lambda s’y retrouve, il est donc facile de lui faire croire n’importe quoi à ses dépens, je parle des autorités et des médias mainstream qui soutiennent Netanyahu le nazi.

Faites tomber les masques. Ce sont eux la plus grande menace qui pèse sur la santé mentale de la population.

Rappel de produit : attention, ce riz basmati vendu dans les magasins Carrefour contient des insectes - CNEWS 01/12/2023

Le riz basmati de la marque Carrefour a été rappelé à la consommation ce vendredi 1er décembre en raison de la présence d’insectes dans le produit. Il est recommandé aux personnes l'ayant acheté de ne pas le consommer.

Si vous avez l'intention de cuisiner du riz, il faut veiller à ce qu’il ne s’agisse pas de certains lots de riz basmati de la marque Carrefour. Pour cause, la présence de larves dans l'un des lots

mis en rayon a été constatée poussant le groupe a lui-même émettre, ce vendredi 1er décembre, un rappel du produit.

Le site gouvernemental Rappel Conso invite les personnes ayant acheté ce riz à le ramener en point de vente, ou bien le détruire. Les paquets feront l'objet d'un remboursement ou d'un échange. CNEWS 01/12/2023

J-C - Opération pilotée par le gouvernement à la solde de Davos.

Comme vous le savez je vis en Inde et je mande du riz presque tous les jours parce qu'il est gratuit, distribué chaque mois par l'Etat (ration card) à chaque famille en fonction de sa composition sans distinction de revenu, comme les membres de la famille de ma compagne en reçoivent plus qu'ils n'en consomment, ils nous en donnent ainsi que pour mes deux chiens, j'ai toujours environ 50 kilos d'avance en réserve.

C'est moi ou Selvi qui fais cuire le riz, tous les jours pour nous ou pour les chiens, donc on le lave trois fois avant de le mettre dans la casserole, et effectivement dedans il y a toujours, je dis bien toujours des dizaines de minuscules insectes qui se baladent, et s'il en reste malgré tout ils seront détruits lors de la cuisson, donc en manger est absolument sans danger.

On en trouve aussi dans tous les sachets de lentilles et d'épices, les lentilles on les lave, mais pas les épices, là on jette juste un coup d'œil pour repérer s'il y a quelques choses qui bouge, sinon ils seront grillés lors de la cuisson.

Explication. Quand les céréales, les lentilles ou les épices notamment sont conditionnés, les insectes sont retirés, mais pas les larves qui figurent à l'intérieur et qui donneront naissance à de minuscules insectes totalement inoffensifs quelques jours plus tard, c'est tout. Entre les Indiens et les Chinois et les habitants de l'Asie du sud-est et l'Afrique, c'est la moitié de la population mondiale ou davantage encore et qui s'en porte très bien.

En faisant croire qu'ils constitueraient une menace pour la santé de la population, ils prennent vraiment les gens pour des demeurés. Cela fait partie de leur propagande psychologique destinée à vous rendre paranoïaque ou fou, la même qu'ils ont employée avec un coronavirus dont vous connaissez tous le nom.

C'est là qu'on s'aperçoit que leur intention est constamment de nuire à la population, entre autres.

Tenez, je suis juste en train de faire cuire du riz pour les chiens et pour moi, ma compagne est absente, et bien il reste encore quelques petites bêtes dans la casserole, donc si demain je ne publie pas de causerie, vous saurez pourquoi, je déconne, quelle bande d'ordures !

On se demande toutefois s'ils ne finissent pas par croire aux énormes conneries qu'ils sortent, il paraît que oui à la longue, ils sont incurables, irrécupérables, ils ne vivent plus dans le même monde que le nôtre, ils sont dangereux, il est urgent de les neutraliser.

Stratégie de la terreur. Autant de faits divers mis en avant à des fins politiques.

Relevé dans les "*titres*" de plusieurs médias mainstream au cours d'une seule journée.

- Corps calcinés découverts en Isère : le fils cadet des deux victimes placé en garde à vue

- Les corps retrouvés portaient des

- Mort par balle perdue à Dijon : le parquet annonce «*des gardes à vue en cour*s»

- Fosse (Val-d'Oise) : une personne tuée lors d'une rixe

- Un supporter du FC Nantes gravement blessé au couteau avant le match contre l'OGC Nice

- À Paris, un mort et un blessé après une attaque « *autour du quai de Grenelle* », l'assaillant interpellé

Et j'ai dû en laisser passer…

Il y a environ 3,8 milliards de travailleurs dans le monde, donc autant d'esclaves modernes, et non 50 millions.

Esclavage moderne: «*L'urgence, c'est de réguler l'activité des puissances économiques*» - rfi.fr/ 02/12/2023

Le 2 décembre est la Journée mondiale pour l'abolition de l'esclavage. Comment les conséquences du travail forcé se répercutent dans le quotidien des sociétés dites développées ? L'Organisation mondiale du travail dénombre 50 millions d'esclaves modernes, dont 70% des femmes, 1,4% des enfants. rfi.fr/ 02/12/2023

Rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 13 mars et du 31 mai 2023.

À l'échelle mondiale, 58 % des personnes employées occupaient un emploi informel en 2022, ce qui représente environ 2 milliards de travailleurs occupant des emplois précaires, dont la plupart ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale.

Près d'un quart (23,5 %) des jeunes dans le monde ne suivaient pas d'études, d'emploi ou de formation (NEET) en 2022.

Trop de jeunes - quelque 289 millions - n'acquièrent pas d'expérience professionnelle par le biais d'un emploi et ne développent pas leurs compétences en participant à un programme éducatif ou professionnel.

Le chômage mondial devrait augmenter légèrement en 2023 et 2024, pour atteindre 211 millions de personnes, bien que le taux reste à 5,8 pour cent.

En 2023, le déficit d'emplois dans le monde devrait concerner 453 millions de personnes (ou 11,7 pour cent), soit plus du double du niveau du chômage. (Le déficit d'emplois prend en compte toutes les personnes qui aimeraient travailler mais qui n'ont pas d'emploi).

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms_883343.pdf

J-C- Devinez où il y a le plus de chômage dans le monde : L'Afrique du nord (11,2) et les Etats Arabes (9,3) officiellement, donc sans doute le double puisque les critères ne sont pas les mêmes dans le monde ou d'un pays à l'autre, quand l'économie est informelle, sans contrat de travail, sans déclaration d'impôt, comment savoir qui travaille vraiment, etc. C'est comme lorsqu'ils évaluent l'inflation…

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Drone video reveals the huge scale of destruction in Gaza City caused by Israeli bombardments - vers le 12 octobre.
https://www.youtube.com/watch?v=kN-d0lDi7HI

- En ce 57ème jour de guerre israélienne contre la bande de Gaza, 200 raids israéliens ont été menés ce samedi 2 décembre, a indiqué le correspondant d'al-Manar. Dans l'après-midi, le ministère de la Santé de Gaza a précisé que le nombre des martyrs s'est élevé depuis le 7 octobre à 15.207, dont 6.150 enfants et 4000 femmes. Le ministère a aussi recensé plus de 40.652 blessés. Le chiffre de disparus sous les décombres dépasse les 6.500.

Le plus grand massacre a été perpétré dans un quartier de Shoujaiya à l'est de la ville de Gaza où les avions israéliens ont détruit 50 bâtiments résidentiels sur la tête de leurs résidents. Le Bureau médiatique du gouvernement de Gaza a dit s'attendre à ce que le chiffre des martyrs et des blessés s'élève à plus de 500 selon un premier bilan du buerau médiatique du gouvernement de Gaza.

Il y a eu aussi plus de 100 martyrs dans des raids ayant visé une maison hébergeant des familles et des déplacés dans la région de Falouja dans le camp de Jabalia au nord-est de la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 2 décembre 2023

- L'armée israélienne affirme avoir touché plus de 400 cibles à Gaza en 24 heures.

L'armée affirme avoir également frappé plus de 50 cibles à Khan Younes. aa.com.tr 2 décembre 2023

« *Israël* » veut une trêve d'un jour. Hamas l'accuse d'avoir refusé ses offres de libération de détenus israéliens.

Vendredi, l'Autorité israélienne de radiodiffusion citant des sources bien informées a rapporté que l'entité sioniste souhaite une trêve d'une journée seulement en échange de la libération de davantage de femmes et d'enfants détenus à Gaza.

Ces sources ont toutefois estimé que la possibilité d'un retour au calme était mince mais qu'il existe une chance de parvenir à un accord d'ici deux ou quatre jours.

La Maison Blanche a déclaré vendredi soir qu'elle continuait de travailler avec Israël, l'Égypte et le Qatar aux efforts visant à rétablir la trêve humanitaire à Gaza, indiquant qu'elle avait « *toutes les attentes quant à la possibilité de parvenir à une autre trêve* ». french.almanar.com.lb 2 décembre 2023

Guerre Israël-Hamas : trois quarts des Palestiniens soutiennent le Hamas - lesechos.fr 24 nov. 2023

Selon un sondage dans les Territoires palestiniens, trois quarts de la population approuvent l'incursion sanglante du Hamas le 7 octobre dans le Sud d'Israël. Le soutien est encore plus fort en Cisjordanie qu'à Gaza. lesechos.fr 24 nov. 2023

J-C – J'ai donc eu raison d'évoquer un soulèvement du peuple palestinien, nos dirigeants ont été nettement plus frileux, je crois.

Le président colombien dit que "*extermination*" des Palestiniens est "*nazie*".

Dans une nouvelle déclaration, le Président colombien Gustavo Petro réaffirme que les crimes de guerre israéliens dans la bande de Gaza sont assimilés au nazisme dans un nouveau poste sur X. Al Mayadeen 2 décembre 2023

J-C – Le gouvernement de Netanyahu est nazi, il a raison. Quel dirigeant ose le dire en France ?

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Un indice de la paupérisation croissante.

Philippe Moati, économiste : « *La crise de l'habillement pourrait bien s'étendre à d'autres secteurs du commerce* » - lemonde.fr 3 décembre 2023

Mobilisation au côté du peuple palestinien.

J-C – Sur le Net je n'ai pratiquement rien trouvé, ils censurent de plus en plus.

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi en soutien aux Palestiniens en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. - fr.euronews.com 03/12/2023

Des milliers de manifestants ont battu le pavé samedi en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, en soutien aux Palestiniens.

Plusieurs milliers de manifestants ont participé à une nouvelle marche pro-palestinienne à Paris samedi, au lendemain de la reprise des bombardements dans la bande de Gaza.

Les organisateurs de la marche affirment avoir rassemblé 60 000 personnes, tandis que la police en a dénombré 7 000.

Les manifestants ont exigé un "*cessez-le-feu immédiat*" et dénoncé, le "*génocide des Palestiniens*".

A Toulouse, ils étaient 600, selon la préfecture, 2.000 selon les organisateurs, avec des pancartes comme "*Israël assassin, Biden complice*".

A Montpellier, ils étaient 500 selon les autorités, et à Rennes quelques centaines, selon l'AFP.

Manifestation pro-Palestine à Tours : une amende pour « *l'organisateur* » - lanouvellerepublique.fr 02/12/2023

Un préfet de Vichy règne sur les Alpes-Maritimes.

Interdictions des manifestations pro-palestiniennes : le préfet des Alpes-Maritimes assume "*une posture très ferme*" - france3-regions.francetvinfo.fr 02/12/2023

Chaque week-end, la préfecture des Alpes-Maritimes interdit la manifestation pro-palestinienne… Et chaque semaine depuis le 28 octobre, le tribunal administratif de Nice lui donne tort. Et lorsqu'on s'étonne de ce qui pourrait passer pour de l'obstination ou de la provocation, le préfet assume - "*je fais mon boulot et la justice fait le sien*" - et il avance des arguments...

Invité de l'émission "*Dimanche en Politique*", enregistrée dans les conditions du direct ce vendredi 1er décembre, le représentant de l'État indique que "*ces manifestations ne sont pas des manifestations pour la paix, ce sont des manifestations anti-Israéliennes, antisionistes (...) elles entretiennent une sorte d'antisémitisme d'atmosphère*".

Il rappelle également que lors de la dernière manifestation, le 26 novembre, "*plusieurs pancartes ont été brandies*" avec des messages extrémistes : "*Israël régime colonial, terroriste, criminel et d'apartheid*", "*Stop génocide, boycott Israël État raciste*". Il ajoute que

"*le collectif 06 qui se revendique 'pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens' n'a d'autre finalité qu'un soutien direct ou implicite au peuple palestinien*".

L'objectif assumé du préfet avec ses arrêtés, fussent-ils suspendus par le juge des référés, est de dissuader une partie des manifestants potentiels de participer à ces rassemblements. "*L'interdiction dissuade, on prévoit 400 personnes ce samedi*".

Elles étaient plus de 700 lors du rassemblement du 18 novembre. france3-regions.francetvinfo.fr 02/12/2023

Au **Royaume-Uni**, la coalition "*Stop the War*" a également mené une journée d'action pour la Palestine.

A **Washington**, des centaines de personnes ont battu le pavé devant l'ambassade israélienne.

Brandis à bout de bras, des drapeaux palestiniens, des pancartes, et des bébés factices enroulés dans des draps blancs tachés de sang.

Leur revendication : la fin de la guerre à Gaza et de l'aide militaire américaine à Israël. fr.euronews.com 03/12/2023

Totalitarisme. La tentation d'une dictature militaire.

Sylvain Maillard : «*Il faut un encadrement militaire*» pour les délinquants des cités - cnews.fr 1 décembre 2023

Un encadrement strict pour réguler les places en prison et limiter les dérives dès le plus jeune âge. Invité de Romain Desarbres lors de la Grande interview sur CNEWS, le président des députés Renaissance, Sylvain Maillard, s'est exprimé sur la question de la justice et de la prison.

«*Les tribunaux prononcent des peines, contrairement à ce qu'on pense, beaucoup plus lourdes qu'il y a encore quelques années*», a-t-il rappelé.

«*C'est à nous d'accompagner les peines des juges, de faire en sorte qu'il y ait de la place. Et comme l'a annoncé la Première ministre, il nous faut probablement l'encadrement, même militaire, pour tous ces jeunes qui foutent la merde, disons-le clairement, dans nos cités*», a poursuivi le député Renaissance de Paris, alors que plusieurs voix souhaitent voir l'application de courtes peines pour les jeunes.

«*Il faut faire en sorte de les sortir de la cité et puis d'avoir un encadrement militaire*», a conclu l'invité de Romain Desarbres. cnews.fr 1 décembre 2023

Brésil.

COP28 : « *C'est inacceptable* »… Greenpeace critique la décision du Brésil de rejoindre l'Opep + - 20 Minutes/AFP 02/12/23

L'invitation du Brésil avait été annoncée jeudi, lors d'une réunion de l'Opep +, alliance formée par les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix pays partenaires, dont la Russie. L'adhésion doit avoir lieu en janvier.

« *Tout le monde était effrayé à l'idée que le Brésil rejoigne l'Opep (…) Mais le Brésil ne va pas rejoindre l'Opep. Le Brésil va rejoindre l'Opep* + », a déclaré Lula à Dubaï, lors d'une table ronde de la COP28, la conférence de l'ONU sur le climat. « *C'est comme quand je suis invité à participer au G7. J'y vais et j'écoute. Je ne parle qu'après qu'ils ont pris une décision. Je ne décide de rien* », a ajouté le chef de l'Etat brésilien.

Lula se présente à la COP28 en champion de la lutte contre le réchauffement climatique, affichant une importante réduction de la déforestation en Amazonie depuis son retour au pouvoir en janvier. Mais il fait par ailleurs l'objet de critiques en raison d'un projet d'exploration pétrolière de la compagnie publique Petrobras, près de l'embouchure de l'Amazone. 20 Minutes/AFP 02/12/23

Sahel.

Le Niger et le Burkina Faso annoncent leur retrait du G5 Sahel - rfi.fr 03/12/2023

Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger claquent la porte du G5 Sahel. Dans un communiqué, les responsables de ces deux pays estiment notamment que l'organisation créée il y a neuf ans pour lutter contre le terrorisme dans l'espace sahélien peine à atteindre ses objectifs.

Et pour annoncer leur départ de l'organisation, le Niger et Burkina Faso utilisent la même rhétorique que leur allié le Mali, qui a déjà claqué en mai 2022 la porte de cette force sous régionale antiterroriste : l'inefficacité de l'organisation neuf ans après sa création, précise le communiqué conjoint qui ajoute « son instrumentalisation par l'extérieur ».

Le G5 Sahel n'a pas eu de véritables moyens sur le terrain pour combattre le terrorisme. Les cinq pays qui composaient au début la force n'ont jamais pu mobiliser les troupes annoncées. De son côté, La communauté internationale n'a jamais voulu donner à la force, les véritables moyens et mandat robuste qu'elle demandait.
J-C - Un demi aveu de complicité avec le terrorisme de l'impérialisme français...

Un instrument de déstabilisation sociale neutralisé.

La Cour suprême de Russie bannit le "*mouvement LGBT*" pour extrémisme - Marianne/AFP 30/11/2023

La Cour suprême de la fédération de Russie a acté le bannissement du mouvement « *international* » LGBT ainsi que toutes ses « *filiales* » en Russie, ouvrant ainsi la voie à des poursuites judiciaires contre tout groupe défendant les droits LGBT dans le pays. Le juge Oleg Nefedov a lu son verdict devant la presse après une audience à huis clos, ordonnant de « *reconnaître comme extrémistes le mouvement international LGBT et ses filiales, d'interdire leurs activités sur le territoire de la Fédération russe* ». Le juge a précisé que cette interdiction entrait « *immédiatement* » en vigueur.

Le 17 novembre dernier, le ministère de la Justice russe avait demandé à qualifier d'organisation « *extrémiste* » et à interdire « *le mouvement de société international LGBT* », sans dire clairement quelle organisation il visait. La mesure validée, toute activité publique associée à ce que la Russie considère comme des préférences sexuelles « non traditionnelles » pourrait être sanctionnée pour « extrémisme », un crime passible de lourdes peines de prison.

Jusqu'à présent, les personnes LGBT risquent de fortes amendes mais pas d'emprisonnement. La dernière décennie a vu leurs droits drastiquement limités sous l'impulsion de Vladimir Poutine, qui, avec l'Église orthodoxe, assure vouloir éliminer de la sphère publique des comportements jugés déviants et importés d'Occident. Marianne/AFP 30/11/2023

Faites l'amour mais pas la guerre.

Bénin: débat animé sur la question de l'homosexualité - RFI 02/12/2023

Il s'agissait d'une question d'actualité relative à l'instauration de l'homosexualité dans les programmes à l'école. Le sujet a enflammé la toile avec des commentaires de désapprobation, pour la plupart.

Jeudi 30 novembre, devant les députés, le ministre des Enseignements Secondaires, Chabi Kouaro s'est empressé de désamorcer et de clarifier

« *C'est de la désinformation et de l'intoxication. Dans les programmes d'études, au Bénin, il n'est pas question d'enseigner l'homosexualité dans nos écoles. Par contre, ce que le gouvernement a introduit, c'est l'éducation à la santé sexuelle*. »

Aucune législation n'interdit l'homosexualité au Bénin, pour l'instant.

Mais attention, « *ceux qui s'adonnent à cela, ils ont fait leur choix. Ils n'ont qu'à vivre leur choix mais l'imposer de manière subtile ou de manière directe aux autres, cela doit être combattu* », prévient le ministre.

L'auteur de la question propose même de censurer les programmes de télévision qui font la promotion de l'homosexualité : « *Que les programmes de télévision qui sont contre les pratiques et la culture de notre pays soient interdits sur nos chaines* », proclame Nourenou Atchade, député du parti Les Démocrates. RFI 02/12/2023

LE SOCIALISME

Le 4 décembre 2023

Je vous conseille de lire le dernier article de cette causerie, *Qu'est-ce que les libertariens ou le capitalisme libertaire nous préparent, ils pourraient prendre le relais de Macron*. Si je l'ai mis à la fin, c'est parce qu'il est long, mais ô combien révélateur.

Je rappelle qu'il est impossible de réduire indéfiniment les peuples en esclavage, comme nous le rappelle le combat héroïque du peuple palestinien.

Certains commentateurs nous expliquent que le sort du peuple palestinien serait plié puisque Gaza est réduit en cendre, il n'a plus qu'à se réfugier ailleurs… Ils oublient que ce sont des réfugiés ou descendants de réfugiés qui sont habitués à vivre dans des conditions extrêmement précaires pendant des décennies, des bidonvilles ou sous des tentes, donc, quitte à renouer avec ces conditions vaut mieux encore que ce soit dans les décombres de Gaza, chez eux plutôt que dans un pays où ils seraient accueillis à contrecœur et souffriraient des affres de l'immigration forcée.

Le massacre des Palestiniens a repris de plus belle sans qu'aucun gouvernement occidental ne rompe avec les Etats-Unis et Israël.

Les dernières manifestations de soutien aux Palestiniens n'ont même pas mobilisé le dixième ou plutôt le vingtième des militants et sympathisants des organisations qui y avaient appelé.

Il faudrait peut-être expliquer aux travailleurs en France, que s'ils continuaient à supporter l'insupportable, ils pourraient bien un jour en être eux-mêmes les victimes, ce qui s'est déjà produit dans le passé à plusieurs reprises.

- La guerre, c'est la paix.

- La liberté, c'est l'esclavage.

- L'ignorance, c'est la force.

- L'antisionisme, c'est l'antisémitisme.

- Le mouvement de résistance palestinien Hamas, c'est une organisation terroriste.

- Le génocide du peuple palestinien, c'est de la légitime défense.

Vous avez déjà entendu cela quelque part.

- « *À force de ne jamais prendre ses responsabilités, on n'accède jamais aux responsabilités* »

Cela signifie que celui ou celle qui prétend accéder au pouvoir doit le faire impérativement dans le cadre des institutions de la Ve République, afin de continuer à servir les intérêts du capitalisme.

Réponse : Tous les adversaires de Mélenchon et de LFI au sein de la défunte Nupes, dont la secrétaire nationale d'EELV Marine Tondelier au micro de France Inter. lejdd.fr 04/12/2023

Pourtant Mélenchon ne ferait pas plus de mal au capitalisme que Tsipras en Grèce en 2015, mais ce n'est apparemment suffisant. Il doit se conformer à la lettre au discours dominant, abandonner toute référence au socialisme, même lorsqu'il ne figure plus qu'à l'état de traces insignifiantes au programme du PG ou de LFI.

La soumission à l'ordre totalitaire établi doit être inconditionnelle.

Que voulez-vous, on vit désormais sous un régime despotique et tout le monde doit impérativement s'y conformer, donc toute voix qui s'élève pour un peu discordante fait mauvais effet, son auteur doit se taire, être censuré, disparaître.

Il est permis de penser que si Mélenchon annonçait sa rupture avec le capitalisme, les institutions et Macron, ils le traiteraient de terroriste ! On n'en est pas encore là.

Parfois on ferait bien de s'inspirer de nos ennemis qui sont moins cons que nous apparemment.

J-C – Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir disait Lénine. On a oublié cet enseignement, dorénavant on sait et on agit avant d'apprendre ou en s'en passant, après il ne faut pas s'étonner si le bilan est nul ou catastrophique sur le plan politique.

A quoi bon se répéter quand on a affaire à des gens qui savent tout mieux que tout le monde.

Ce sont toujours les meilleurs qui partent en premier !

Charlie Munger, le partenaire de Warren Buffett vient de décéder : voici ce que vous pouvez apprendre de lui - contrepoints.org 4 décembre 2023

Charlie Munger, partenaire de Warren Buffet et vice-président de longue date de Berkshire Hathaway, est décédé à l'âge de 99 ans. Il aurait eu 100 ans le 1er janvier.

Munger lui-même était incroyablement curieux. Par-dessus tout, il était connu pour être un lecteur particulièrement avide. Ses enfants l'ont un jour décrit comme un « *livre sur pattes* ». Il aurait lu un livre par jour, en particulier des biographies de grandes personnalités, ainsi que des livres d'histoire. Munger s'intéressait à une grande variété de domaines. Il croyait qu'une

formation générale complète était plus utile et plus importante qu'une expertise étroite. Pour lui, l'investissement n'était pas seulement une question de chiffres et de calculs.

Munger était en effet convaincu que « *les gens calculent trop et pensent trop peu* ». Il y a en effet une multitude de facteurs dans chaque décision d'investissement qui ne peuvent pas être quantifiés.

« *Vous savez, ils sont importants, mais vous n'avez pas les chiffres. Eh bien, la plupart des gens surestiment les choses qui peuvent être chiffrées, parce que cela fait écho aux techniques statistiques qu'on leur a enseignées dans le milieu universitaire, et ils ne tiennent pas compte de tous les éléments difficilement inquantifiables qui peuvent être plus importants. C'est une erreur que j'ai essayé toute ma vie d'éviter, et je ne regrette pas de l'avoir fait.* »

En fait, il faut souligner que de nombreux investisseurs très prospères ont bénéficié d'une éducation généraliste. La réflexion est plus importante pour eux que l'application de modèles financiers et mathématiques familiers. Munger a souligné à maintes reprises l'importance cruciale de l'apprentissage tout au long de la vie. Et l'apprentissage, pour Munger, a toujours consisté à être ouvert et à se tenir prêt à corriger les opinions et les attitudes antérieures. Munger avait l'habitude de dire qu'une année au cours de laquelle vous ne changez pas d'avis sur une grande idée qui est importante pour vous était une année perdue.

Une autre leçon de Munger : l'une des erreurs les plus graves est de ne pas accepter la réalité telle qu'elle est, et de supprimer ou de passer sous silence les nouvelles désagréables.

« *Il faut regarder la réalité en face, même quand on ne l'aime pas* », a averti Munger.

Cela peut sembler banal, mais la plupart des gens pensent et agissent différemment.

« *La réalité est trop douloureuse à supporter, alors vous la déformez jusqu'à ce qu'elle soit supportable. C'est ce que nous faisons tous dans une certaine mesure, et c'est une erreur de jugement courante qui cause de terribles problèmes.* » contrepoints.org 4 décembre 2023

Révélation des plans secrets de la CIA pour la déstabilisation de la Syrie par Giuseppe Gagliano - Centre Français de Recherche sur le Renseignement

NOTE D'ACTUALITÉ N°620 / novembre 2023

Les soulèvements spontanés qui ont eu lieu en Syrie étaient officiellement dirigés par une coalition de « *modérés* » – la célèbre Armée syrienne libre/ASL – se révoltant contre le régime brutal de Bachar al-Assad. Mais en réalité, il y avait peu de « *modérés* » en Syrie et il n'y avait pas de soulèvement « *spontané* ». C'était Jabhat al-Nusra, la version syrienne d'Al-Qaïda, qui menait la révolte. Et il s'agissait d'une révolte dirigée de l'étranger, planifiée de nombreuses années auparavant.

Dès 2006, l'ambassadeur américain à Damas, William Roebuck, avait rapporté à Washington les faiblesses de Bachar al-Assad, qu'il présentait comme des « *éléments de vulnérabilité* » à exploiter pour déstabiliser le pays avec la collaboration de l'Arabie saoudite : le programme

de changement de régime lancé en 2005 incluait un financement de 12 millions de dollars du département d'État à l'opposition syrienne via un programme connu sous le nom de Middle East Partnership Initiative (MEPI).

Commencé sous l'administration Bush, le plan s'est poursuivi sous Obama, démontrant que la politique étrangère des États-Unis ne change pas lors des alternances politiques, que les équipes au pouvoir soient démocrates ou républicaines.

Mais le plan de déstabilisation de la Syrie était également la reproduction d'un ancien plan de 1957, décidé par le président américain Dwight Eisenhower et le Premier ministre britannique Harold Macmillan, qui avaient lancé le premier programme coordonné (CIA/MI6) visant à mettre en scène des incidents sous « faux drapeau » dans le pays pour justifier une intervention.
Ce plan de déstabilisation a été révélé en septembre 2003 lors de l'exploitation des documents privés de Lord Duncan Sandys, le secrétaire à la Défense du gouvernement Macmillan, grâce au travail de Matthew Jones, un chercheur en histoire internationale à la Royal Holloway University de Londres. Concrètement, il s'agissait d'assassiner des politiciens syriens et d'inciter à des troubles internes en activant la confrérie des Frères musulmans, qui était déjà très puissante à cette époque. C'était donc bien une opération sous « *faux drapeau* », car en réalité, les actions étaient menées par la CIA et le MI6.

https://cf2r.org/wp-content/uploads/2023/11/620-Syrie-Gagliano.pdf

J-C – Ce qui se passe actuellement en Palestine occupée pourrait en être une copie.

Les enjeux cachés de la guerre contre Gaza par Richard Medhurst (almayadeen.net 25 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 03 décembre 2023

J-C - Pour ceux qui n'ont pas lu l'article déjà en ligne dans le portail.

Le champ gazier Leviathan

Une étude géologique menée en 2010 a permis de découvrir un monstrueux champ gazier au Moyen-Orient : le Léviathan, situé dans le bassin du Levant, au large de la Palestine, du Liban et de la Syrie.

En fin de compte, la Syrie n'a pas autorisé les entreprises occidentales à extraire son gaz, et l'ambitieux oléoduc du Qatar, qui devait passer par la Syrie, ne s'est jamais concrétisé. Par coïncidence, la guerre a éclaté peu après en Syrie, le Qatar et Israël étant deux des nombreux camps qui financent des groupes terroristes pour tenter de renverser Damas.

Aujourd'hui, les États-Unis, qui ont également œuvré pour nuire à la Syrie, contrôlent tous les champs pétroliers syriens, et Israël a bombardé à plusieurs reprises le port le plus important de la Syrie, Lattaquié. Tout cela dans le but de couper les revenus pétroliers et de paralyser l'activité maritime, y compris la prospection gazière.

Israël met les ports rivaux hors service

Un autre port important de la côte levantine est le port de Beyrouth, qui a mystérieusement explosé en 2020. En 2022, Israël a débarqué avec un énorme navire pour tenter d'extraire du gaz des champs gaziers de Karish, au Liban, ravivant ainsi le conflit sur les frontières maritimes avec le Liban. Ce n'est qu'après que le Hezbollah a menacé de faire feu sur les navires qu'Israël a fait marche arrière et a demandé aux États-Unis de régler la question en son nom.

Gaza, une enclave côtière qui possède également ses propres gisements de gaz inexplorés, est soumise à un blocus naval israélien et égyptien depuis 2007. Les conséquences du blocus et les nombreuses offensives lancées par Israël contre Gaza font que les Palestiniens ne peuvent même pas pêcher correctement, et encore moins extraire du gaz.

Ainsi, avec tous les ports libanais, syriens et palestiniens hors service, le seul port opérationnel de la côte est celui de Haïfa, contrôlé par Israël.

De ce fait, Israël est le seul à pouvoir extraire du gaz et mettre en place un corridor économique. En d'autres termes, Israël et les États-Unis ont tué tous les concurrents (Iran, Russie, Syrie, Liban, Palestine), ont volé leurs marchandises et se sont accaparé le marché.

Or, alors qu'Israël bombardait Gaza, le 29 octobre, il a accordé 12 licences à des mandatées pour commencer l'extraction de gaz dans le bassin du Léviathan, en mer Méditerranée.

Pas de stabilité dans la région sans résolution de la question palestinienne

À l'approche de l'hiver, Israël a désespérément besoin de tenir sa promesse de gaz à l'Europe. Et les États-Unis sont de plus en plus désespérés à mesure que les BRICS et l'initiative chinoise "*Belt and Road*" gagnent en popularité. Cependant, il ne peut y avoir de stabilité dans la région sans résolution de la question palestinienne.

Lorsque Netanyahou a annoncé son plan à l'ONU, les Israéliens ont pensé qu'il s'agissait d'une affaire réglée en obtenant de l'Arabie saoudite qu'elle normalise ses relations et, par conséquent, en faisant taire la question palestinienne une fois pour toutes. Mais ce n'est pas fini, et les Palestiniens ne vont nulle part.

Cela explique pourquoi Israël massacre les Palestiniens de manière aussi acharnée et obsessionnelle. Israël a déjà occupé et attaqué Gaza à de nombreuses reprises, mais le niveau de violence actuel dépasse tout ce que nous avons jamais vu. Israël essaie de tuer autant de Palestiniens que possible à Gaza et d'effrayer les autres afin qu'ils abandonnent leurs maisons et fuient vers Égypte. Un document récemment divulgué par le ministère israélien du renseignement confirme qu'Israël essaie de nettoyer ethniquement Gaza en poussant les Palestiniens dans le désert du Sinaï. Les États-Unis ont même proposé d'effacer la dette nationale de l'Égypte en échange de l'autorisation donnée aux Palestiniens de vivre dans des tentes de fortune dans le désert – proposition insultante et scandaleuse.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/raisons_cachees_guerre_contre_Gaza_1.pdf

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le porte-parole du ministère, Ashraf Al-Qudra, a déclaré lors d'une conférence de presse que *"le bilan de l'agression israélienne contre la Bande de Gaza a atteint 15 523 morts palestiniens"*, depuis le 7 octobre dernier.

Al-Qudra a ajouté que le nombre total des blessés au cours de la même période s'est élevé à 41 316 citoyens. aa.com.tr 03.12.2023

La branche armée du Hamas a déclaré dimanche, avoir touché une cible où 60 soldats israéliens étaient positionnés, dans le centre de la bande de Gaza.

"*Aujourd'hui à l'aube, nos membres ont placé trois explosifs de manière circulaire et les ont fait exploser à 4H30 dans une zone de positionnement de 60 soldats israéliens, dans des tentes, à l'est de la région de Juhor ad-Dik, au centre de la bande de Gaza*", ont indiqué les Brigades Al Qassam, dans un communiqué.

Le communiqué indique qu'ils ont également ciblé les soldats israéliens qui ont survécu aux explosions. aa.com.tr 03.12.2023

UNICEF : Le sud de la Bande de Gaza subit les pires bombardements depuis le 7 octobre aa.com.tr 04.12.2023

Le sud de la Bande de Gaza est actuellement confronté au "*pire bombardement*" depuis le début de l'assaut israélien contre l'enclave assiégée, le 7 octobre dernier, a déclaré, dimanche, un porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

"*On assiste actuellement dans le sud de la Bande de Gaza aux pires bombardements depuis le début de cette guerre. Je constate que ce sont les enfants qui sont les plus gravement touchés*", a déclaré James Elder sur X.

Et d'ajouter : "*Un ultime cri d'alarme est lancé pour sauver les enfants, ainsi que notre conscience collective*".
Dans un autre message vidéo, Elder a déclaré qu'il avait le sentiment d'être "*à court de moyens*" pour décrire les horreurs auxquelles les enfants de la Bande de Gaza sont confrontés.

"*J'ai le sentiment que je ne réussis presque plus à décrire le massacre interminable d'enfants dans cette région*", a-t-il déclaré.

L'armée israélienne a repris ses bombardements sur la Bande de Gaza, tôt vendredi, après avoir déclaré la fin d'une pause humanitaire d'une semaine.

Selon le ministère de la Santé de Gaza, les frappes aériennes israéliennes ont fait au moins 509 morts et 1 316 blessés parmi les Palestiniens depuis vendredi. aa.com.tr 04.12.2023

Gaza : Tsahal revendique avoir mené 10 000 frappes depuis le début de la guerre. AFP/ RT 3 déc. 2023

«*Durant les heures passées, seuls 316 morts et 664 blessés ont pu être sortis des décombres et amenés dans des hôpitaux, mais beaucoup d'autres sont encore dessous*», a déclaré le porte-parole du ministère.

Compromissions fatales Par Patrick Lawrence (Consortium News 28 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 29 novembre 2023

Il ne suffit plus de relier les journalistes au point de vue de l'armée dont ils rendent compte. Il semble que nous soyons en passe de faire des guerres - des guerres énormes, sanglantes et lourdes de conséquences - sans aucun témoin.

Extrait.

La pratique de l'"*embedding*" [le journalisme embarqué], qui consiste à demander à des correspondants de faire des reportages dans des zones de guerre et de conflit en tant que membres d'une unité militaire donnée, m'a paru être un compromis répugnant avec le pouvoir, dès que les médias américains ont commencé à accepter cette pratique inacceptable. Il s'agit d'un effort non dissimulé pour contrôler ce que les correspondants voient et entendent, et donc ce qu'ils écrivent ou diffusent, et donc ce que penseront leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

Il s'agit en somme d'une ruse. Les militaires du pouvoir en place ou au pouvoir font semblant de respecter la liberté légitime d'une presse indépendante, tandis que les correspondants et les rédacteurs en chef font semblant de fonctionner comme des correspondants courageux et des rédacteurs en chef soucieux de leurs principes.

Il n'y a ni respect, ni bravoure, ni principes là-dedans. L'intégration est une mascarade, une offense de la part de tous ceux qui y participent.

C'est un acte de dépouillement qui donne à ceux qui lisent ou regardent le travail des correspondants intégrés et l'illusion d'être informés alors qu'ils sont, la plupart du temps, maintenus dans l'ignorance de la guerre ou du conflit qu'ils sont pourtant désireux de comprendre.

Comme à bien d'autres égards, la barbarie israélienne en temps réel à Gaza a aggravé la relation entre les médias – les médias occidentaux, je veux dire – et les puissances dont ils sont censés rendre compte. Quant au public, il – nous – se retrouve dans une confusion totale, jusqu'à en perdre l'usage de notre langue.

La conséquence n'est pas le silence. C'est une cacophonie insensée dans un no man's land étrange où rien ne peut être dit sans risque de représailles, de condamnation ou de bannissement. Le discours civil est plus ou moins exclu.

Il semble que nous ayons franchi une étape décisive dans le processus d'intégration. Il ne suffit plus de rattacher les correspondants à la perspective de l'armée dont ils rendent compte. Il semble que nous soyons sur le point de faire des guerres – des guerres énormes, sanglantes et lourdes de conséquences – sans témoins.

https://www.mondialisation.ca/compromissions-fatales/5683765?doing_wp_cron=1701678851.8131330013275146484375

La fabrication du récit par les agents de Davos pour influencer la population et la faire adhérer à leurs objectifs de guerre.

Avertissement. Il se peut que je mette en ligne des vidéos de cette officine, c'est la raison pour laquelle j'ai préféré prévenir avant les lecteurs sur sa véritable nature. A moins que vous n'ayez du temps à perdre, ne vous y aventurez pas, le terrain est miné.

The New Humanitarian prétend fournir "*un journalisme de qualité et indépendant au service des millions de personnes touchées par les crises humanitaires dans le monde*", ce que vous lirez ci-dessous vous serez convaincus du contraire.

The New Humanitarian, qu'est-ce que c'est ?

Extrait de leur blog : https://www.thenewhumanitarian.org

Heba Aly, PDG
Journaliste multimédia de formation

Elle est membre du Global Future Council on the Humanitarian Council on the Humanitarian Council du Forum économique mondial et, en 2018, a été nommée l'une des 100 jeunes leaders mondiaux de moins de 40 ans.

Josephine Schmidt, rédactrice en chef
Responsable éditoriale de la division The New York Times News Service and Syndication

Paisley Dodds, éditeur d'investigation

L'essentiel de sa carrière de journaliste depuis 25 ans a été avec l'Associated Press.

Obi Anyadike, éditeur principal pour l'Afrique

Obi a commencé sa carrière en tant que journaliste en écrivain pour The Economist (Rothschild).

Sarah Noble, directrice des relations extérieures

Sarah a été reconnue par le Forum économique mondial pour sa contribution en tant que Global Shaper (2011-2015)

Mme Paula Escobar-Chavarra, membre
Professeur, Universidad Diego Portales

Elle a été nommée Jeune leader mondial en 2006 par le Forum économique mondial, et une Fellow de Yale World en 2012.

Tirana Hassan, membre
Directeur exécutif, Human Rights Watch

Mme Erhaim, membre
Consultant en communication et formateur

Elle a couvert certaines parties de la révolution syrienne pour la BBC et a également publié dans The Economist (Rothschild), le Guardian et le journal allemand Die zeit.

Dis-moi qui te finance, je te dirai qui tu es.

Current partners include : (Les souteneurs et généreux donateurs)

- Foreign, Commonwealth and Development Office
- Ministère danois des affaires étrangères
- Ministère norvégien des affaires étrangères
- L'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)
- Service public fédéral belge des affaires étrangères (FPS)
- Le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT)
- Le Département fédéral des affaires étrangères (DFFA) Suisse
- Fondation IKEA
- La Fondation David et Lucile Packard (Hewlett-Packard Company)
- Open Society Foundations (OSF) (Soros)
- La Fondation Bill et Melinda

J-C - N'en jetez plus la poubelle est pleine ! Capito.

Comme quoi leur désinformation, matraquage, censure peuvent être déjoué, bonne nouvelle.

Briefing hebdomadaire : La moitié des Américains de moins de 35 ans considèrent que l'attaque du Hamas est "*justifiée par les griefs des Palestiniens*". Par Philip Weiss - mondoweiss.net 3 décembre 2023

Les démocrates sont terrifiés parce qu'ils perdent leur emprise sur les jeunes. Selon un nouveau sondage, la moitié des Américains de moins de 35 ans considèrent que l'attaque du Hamas du 7 octobre est justifiée par les griefs des Palestiniens. Les jeunes Américains prennent conscience de l'énormité du génocide.

"*Ne cessez pas de parler de la Palestine*", dit un panneau d'affichage sur le Jersey Turnpike. Et les Américains sont de plus en plus nombreux à suivre ce conseil.

Néanmoins, Israël peut compter sur le soutien des Américains. L'establishment démocrate s'alignera pour l'ignorer. Des personnes intelligentes comme Amy Walter diront qu'il a toujours été de bonne "*géopolitique*" de soutenir Israël, alors que cela n'a jamais été dans l'intérêt des États-Unis, malgré toute la propagande. Non, les États-Unis se sont aliénés le monde et tous les Américains de conscience en maintenant un soutien aveugle à Israël - dans l'intérêt du lobby israélien, dans l'intérêt de la communauté juive officielle. La quasi-totalité de la Chambre des représentants a approuvé un projet de loi assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme.

C'est pourquoi les démocrates sont terrifiés. Ils perdent leur emprise sur les jeunes. Regardez ce sondage publié par le *Wall Street Journal*.

Il n'y a pas que les Palestiniens solidaires qui comprennent l'impulsion de l'attaque du Hamas. La moitié de la jeunesse américaine le comprend.

« *Environ la moitié [51 %] des Américains âgés de 18 à 24 ans pensent que l'attaque du Hamas en octobre était justifiée par les griefs des Palestiniens* », selon un sondage Harvard Harris. « *Seulement 9 % des personnes âgées de 65 ans et plus sont du même avis.* ».

Chez les 25-34 ans, les chiffres sont pratiquement les mêmes : 48% disent que l'attaque était justifiée, 52% qu'elle était injustifiée.

Oui, c'est choquant, alors répétons-le. Sur l'ensemble des Américains de moins de 35 ans, près de la moitié considèrent que l'attaque du Hamas contre des civils est justifiée par les griefs des Palestiniens.

Les jeunes Américains se rendent compte de l'énormité de l'apartheid. Ils lisent Mohammed El-Kurd. Ils voient les incroyables reportages de Tareq Hajjaj depuis Gaza.

Ils ne peuvent pas ignorer le génocide. Ils n'arrêtent pas de parler de la Palestine.

J-C – Comme quoi la jeunesse demeure révolutionnaire, quant aux vieux, ils sont hantés par la mort, alors dès qu'ils entendent parler de guerre, ils tremblent, il suffit qu'on leur désigne un coupable pour qu'ils se vengent dessus comme s'il était responsable du peu de temps qu'il leur reste à vivre. Parole d'un vieux… révolutionnaire !

A lire.

La lutte pour le pouvoir fait rage en Ukraine : l'épouse du chef des services de renseignement (GUR) Budanov et d'autres fonctionnaires ont été empoisonnés. Ancien chef des services d'espionnage - Par Ahmed Adel - Mondialisation.ca, 02 décembre 2023

L'épouse de Kyrylo Budanov, chef de la Direction principale des renseignements (GUR) du ministère de la défense ukrainien, Marianna Budanova, a été empoisonnée avec plusieurs

autres employés de la GUR, a déclaré Andriy Yusov, porte-parole de la Direction des renseignements militaires (GUR) de l'Ukraine. Son empoisonnement est probablement le dernier événement en date dans la lutte pour le pouvoir qui s'intensifie au sein du régime de Kiev.

https://www.mondialisation.ca/la-lutte-pour-le-pouvoir-fait-rage-en-ukraine-lepouse-du-chef-des-services-de-renseignement-gur-budanov-et-dautres-fonctionnaires-ont-ete-empoisonnes-ancien-chef-des-services-despionnage/5683886?doing_wp_cron=1701674795.1950950622558593750000

La controverse sur les manipulations du climat Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 03 décembre 2023

https://www.mondialisation.ca/la-controverse-sur-les-manipulations-du-climat/5683828?doing_wp_cron=1701674151.1608340740203857421875

Inde.

J-C – Depuis que Modi a manifesté de meilleures dispositions envers les Américains, les médias ont changé de ton avec lui.

Inde: raz-de-marée électoral pour les nationalistes hindous lors d'élections-test - rfi.fr 03/12/2023

En Inde, Narendra Modi fait un grand pas vers sa réélection comme Premier ministre en mai 2024. Les élections législatives de quatre États, totalisant 200 millions d'électeurs, tournent largement en faveur de son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), dimanche 3 décembre. Une vague nationaliste hindoue lors de scrutins présentés comme une demi-finale, que les sondages n'avaient pas vu venir.

Dans le Rajasthan, 80 millions d'habitants, le parti du Congrès, la principale force d'opposition, est renversé par les nationalistes hindous. Le BJP renforce son emprise sur l'État du Madhya Pradesh, 80 millions d'habitants également. Le parti de Narendra Modi remporte même l'État du Chhattisgarh, au centre de l'Inde, ou très peu de sondages lui donnaient une chance.

Ce scrutin était le dernier avant que l'Inde choisisse un Premier ministre, en mai 2024. Les résultats étaient donc présentés comme la demi-finale des grandes élections à venir, et le verdict est sans appel. Pour l'opposition, la défaite est cuisante et très peu de commentaires filtrent pour l'instant. Seul lot de consolation : le parti du Congrès gagne l'État du Telangana, 40 millions d'habitants, au sud du pays. Il était dirigé par un parti local. rfi.fr 03/12/2023

J-C – Ici aussi les électeurs avaient le choix entre la lèpre et le choléra.

Totalitarisme. Qu'est-ce que les libertariens ou le capitalisme libertaire nous préparent, ils pourraient prendre le relais de Macron.

J-C - Cette idéologie est d'extrême droite, elle est prônée par un clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui est encore plus dangereux que l'extrême droite officielle. Elle surfe sur la crise du capitalisme et ses conséquences que les courants de la droite et de la gauche traditionnels ont été incapables d'endiguer, et qui n'ont cessé de prendre de l'ampleur au point de menacer les fondements du capitalisme…

Ses idéologues et représentants préconisent "*un changement de paradigme, avec un désengagement de l'État au profit du marché libre*", autrement dit, ils réclament l'instauration d'un régime ploutocratique totalitaire, dans lequel la lutte des classes serait déclarée hors la loi à défaut de pouvoir l'abolir, comme ultime recours pour tenter de sauver le capitalisme condamné à disparaître, du fait du refus des peuples d'être réduits en esclavage comme nous le rappelle le combat héroïque du peuple palestinien.

Cet article montre clairement leurs objectifs, mais habituellement ils avancent masqués. Ils comptent de nombreux think tank et de nombreuses officines agissant au sein des réseaux sociaux, dont par exemple *Le courrier des stratèges*. De nombreux personnages issus de la droite ou de l'extrême droite, qui se sont retrouvés rapidement marginalisés ont créé leur propre parti politique ou blog, mais dans l'impossibilité de proposer une autre politique ou un autre projet de société à leurs sympathisants, pour tenter de briser leur isolement et donner de la substance à leurs discours, ils ont décidé de se rallier à cette idéologie sans l'avouer ouvertement, cela va de soi. D'autres acteurs politiques de droite ou des médias dits alternatifs qui se retrouvent dans la même situation, collaborent désormais avec eux, dont monsieur Meyssan du *Réseau Voltaire* auquel *Le courrier des stratèges* a accordé une tribune bimensuelle, par exemple. *France Soir* et *Sud-Radio* et bien d'autres font partie de leurs sympathisants ou s'en sont rapprochés, je n'ai pas eu le temps d'y consacrer plus de temps pour en dire davantage.

De manière générale, toutes les personnalités, tous les acteurs politiques ou sociaux qui s'en prennent à l'Etat en lui reprochant ses largesses sociales, sont susceptibles de passer sous l'influence de l'idéologie libertarienne, si ce n'est pas déjà le cas.

Le libertarisme est une idéologie libertaire d'extrême droite, qui consiste à confisquer toutes les libertés au profit de l'oligarchie financière, et à supprimer toute forme d'expressions démocratiques dont l'Etat fait partie.

C'est aussi ce qui distingue les marxismes ou socialistes des anarchistes, qui n'ont jamais compris ou voulu admettre, qu'au cours des millénaires passés jusqu'à nos jours, le développement des forces productives et l'émergence des classes et de l'Etat faisaient partie du même processus historique, ou l'un était la cause du second ou ses conséquences nécessaires, dans le sens où ce processus matérialiste était régi par les lois générales de la dialectique, que les marxistes ou le socialisme ont adopté pour interpréter le monde et pour développer leur théorie révolutionnaire afin de le transformer conformément aux besoins sociaux et aux aspirations de tous les peuples.

Tensions sociales en France : l'étatisme à l'origine du chaos - contrepoints.org 3 décembre 2023

Confrontée à des tensions sociales grandissantes, la France persiste dans une approche étatiste qui aggrave les problèmes. Un virage vers le marché libre pourrait être la clé pour restaurer la stabilité et la prospérité.

Alors que la France est aujourd'hui confrontée à des tensions sociales et ethniques d'une ampleur inédite dans son histoire contemporaine, la principale réponse politique consiste à réclamer un renforcement du rôle de l'État. Cet automatisme étatiste est pourtant ce qui a conduit le pays dans son impasse actuelle.
Depuis la fin des années 1960, l'État a construit un arsenal sans précédent de politiques sociales censées corriger les inégalités et prévenir les conflits supposément inhérents à la société française. Las, non seulement ces politiques n'ont pas empêché la montée des tensions, mais elles les ont largement alimentées.

Tout d'abord, l'augmentation significative du salaire minimum en France, initiée en juin 1968 et poursuivie au cours des quatorze années suivantes, a eu des répercussions notables sur l'accès des jeunes issus de l'immigration au marché du travail légal. Dès les années 1970, le niveau élevé du SMIC a rendu coûteuse leur embauche pour les employeurs, poussant ainsi ces jeunes vers l'économie souterraine et ses divers trafics.

Après un certain âge, les jeunes des quartiers qui parvenaient finalement à accéder à l'emploi bénéficiaient de contrats subventionnés, financés par des milliards alloués aux réductions de charges sociales. Cette stratégie visait à atténuer le risque d'un chômage de masse, conséquence directe du niveau élevé du salaire minimum.

Parallèlement, les politiques de logement de masse en faveur des immigrés, amorcées elles aussi au cours des années 1960, ont créé une incitation puissante à la venue et au maintien sur le territoire français de nouveaux immigrés, surtout d'Afrique du Nord. L'État s'est trouvé pris au piège de ces politiques dès les années 1970, étant donné l'impossibilité de procéder à des expulsions massives face à des grèves de loyers généralisées dans les logements sociaux.

Pire, l'État a, involontairement, encouragé les activités illicites et la violence en dirigeant des financements vers les quartiers sensibles. Ces fonds, alloués à travers diverses allocations et programmes sociaux, tels que des salles de sport, des maisons de jeunes et des programmes d'éducation prioritaire, ont représenté des milliards de francs, puis d'euros. Autrement dit, plus un quartier générait de désordres et de violences, plus il recevait de subsides de la part de l'État.

Difficile dans ces conditions de s'étonner que la délinquance et les comportements violents soient enracinés au sein de communautés vivant depuis des décennies, non pas de l'échange marchand librement consenti, mais de trafics illicites et de l'extorsion des subventions étatiques.

Certes, diront certains, l'État a largement échoué dans ses politiques sociales.

Mais maintenant qu'il est question d'insécurité croissante, ne revient-il pas à ce même État d'intervenir énergiquement ? Là encore, le bilan des dernières décennies devrait inciter à la prudence. Même dans le domaine de la sécurité, l'État a failli à assurer un degré élevé de protection des personnes et des biens, et a parfois même aggravé la situation.

Ainsi l'État s'est-il lancé dans les années 1970 dans une politique migratoire visant à restreindre les mouvements de personnes, que rendaient pourtant inéluctables les révolutions dans les transports et les communications à l'échelle mondiale, sans parler des incitations créées par les politiques sociales elles-mêmes. Cette politique migratoire restrictive a surtout eu pour effet de grossir les rangs des migrants clandestins.

Ces derniers, ayant souvent dépensé toutes leurs économies pour payer les réseaux criminels facilitant leur passage irrégulier, se retrouvaient endettés et parfois contraints à la criminalité par ces mêmes réseaux. Face à cette situation, l'État a opté pour des régularisations périodiques des clandestins, tentant ainsi de les intégrer, de les éloigner de la marginalité et de la criminalité, mais consolidant paradoxalement un circuit d'immigration irrégulière.

En opposition à la criminalité ainsi alimentée par les politiques publiques, n'oublions pas que la majorité des services de sécurité est assumée par des acteurs privés, via les installations anti-intrusion, les sociétés de surveillance, ou les instruments de défense personnelle. Autant de preuves que le marché libre est souvent plus efficace que l'État pour répondre à ce type de besoins.

Ces observations conduisent à un constat clair : les politiques étatiques des dernières décennies ont échoué à atténuer les tensions sociales et ethniques ainsi que l'insécurité. Loin de réduire les inégalités, ces politiques n'ont fait que renforcer la spirale de la violence dans les quartiers en confortant indirectement les comportements délinquants.

Il est urgent de tirer les leçons de l'échec manifeste des politiques actuelles et de rompre avec l'illusion étatiste. Cela implique, à terme, de renoncer à des politiques migratoires inefficaces et contreproductives. Mais plus immédiatement cela nécessite de mettre fin à l'excès de réglementations, d'allocations et de programmes sociaux qui, sous couvert de justice sociale, ont mené à l'exclusion et à la mauvaise utilisation des fonds publics.

Seul un changement de paradigme, avec un désengagement de l'État au profit du marché libre, permettra de restaurer les incitations positives à la responsabilité individuelle et de renforcer le lien social. C'est de cette manière que la France retrouvera cohésion, stabilité et prospérité. contrepoints.org 3 décembre 2023

Lu dans leur profession de foi de ce média :

- Ce site est ouvertement -- et parfois fermement -- opposé à toute forme de totalitarisme et de collectivisme. Il est par conséquent absolument antinationaliste, anticonservateur, antisocialiste, anticommuniste, antitotalitaire, antifasciste, antidirigiste, antigaulliste et bien d'autres choses encore.

http://liberaux.org/

J-C - En réalisant un amalgame à peine déguisé entre le totalitarisme et le collectivisme, vous aurez deviné qu'il se réclame de l'inverse du collectivisme ou communisme, leur pire ennemi.

LE SOCIALISME

Le 5 décembre 2023

Hier la causerie est parue plus tard à cause d'un problème de connexion. Le nombre de connexions est retombé. Il faut croire que ceux qui désertent ce portail préfèrent qu'on leur raconte les histoires qu'ils ont envie d'entendre, qu'on leur présente l'actualité enrobée dans un beau paquet cadeau avec un ruban rose autour.

Je finis par ne plus savoir quel jour nous sommes, à force de me livrer à la même activité 7j/7, il va falloir décrocher un peu, sans laisser tomber nos amis palestiniens, cela nous fait mal au cœur, n'est-ce pas ? On est très triste, mais il ne faut pas trop le montrer pour ne pas casser le moral des troupes, qui ne tient déjà plus que par un fil.

Ici en Inde, on est habitué à la vie à la dure, pour autant on n'est jamais indifférent à la souffrance, on la partage, donc il reste encore un brin d'humanité malgré tout, c'est rassurant.

Mon épouse arrive de France demain matin pour un séjour de 3 mois, flanqué de deux femmes, ne m'en voulez pas si je suis moins productif, il faut bien que je consacre un peu de temps aux personnes qui m'entourent, qui estiment que je les néglige et que je suis un peu rustre, non seulement très occupé et les journées sont courtes.

Je ne vous dis pas bon dimanche, bon mercredi !

Quelle éducation préconisent-ils pour la jeunesse ? Abominable.

J-C - Cette émission est à l'image détestable de ceux qui nous gouvernent. Vous constaterez que dans ce torchon qui appartient au marchand d'armes Dassault, ils sont particulièrement complaisants envers ces comportements débiles, dévoyés, pervers, mais dès que vous critiquez Macron ou Israël par exemple, ils vous lapident littéralement.

Après ils s'étonnent qu'il y ait de plus en plus de comportements déviants dans la société, de plus en plus d'incivilité et de violence, alors qu'ils les montrent en exemple. Ils font littéralement la promotion de la médiocrité et de la vulgarité, ce sont des vertus qu'il faut avoir pour devenir un "*premier de cordée*", grimper dans l'échelle sociale de nos jours, à l'image de la cour de Macron.

Cela me fait penser au film de Bertrand Tavernier que j'ai regardé avant-hier soir en pédalant sur mon vélo d'intérieur *Que La Fête Commence*, qui se passait sous la régence du duc d'Orléans jusqu'à la majorité de Louis XV, quand la noblesse était devenue débauchée et décadente à un point qu'on a du mal à imaginer, avec Noiret, Rochefort et Mariel dans les rôles principaux.

J'ai quitté la France il y a près de 30 ans avant que ce genre de connerie de télé réalité importée des Etats-Unis débarque en France. Je crois qu'il ne faut pas être bien dans sa tête

pour encore regarder la télévision, il y a tant d'autres choses à faire pour se détendre, s'informer, s'instruire, c'est navrant.

J'ai surligné en rouge les passages qui montrent que ce genre d'émission débile n'existe pas par hasard et qu'elle est plébiscitée en haut lieu.

« *Frenchie Shore* » : faut-il vraiment se scandaliser devant la « *plus trash des téléréalités* » ? - parismatch.com 02/12/2023

Depuis son lancement sur la plateforme Paramount +, l'émission « *Frenchie Shore* » fait polémique : « *trop vulgaire* », « *à la limite de la pornographie* », « *stupide* »**… Elle n'est pourtant pas aussi diabolique qu'on voudrait le faire croire.**

De la machine à café aux bancs de l'Assemblée nationale, « *Frenchie Shore* » est devenu un phénomène.

Chacun y va de son petit avis sur cette téléréalité que l'on présente comme « *la plus trash jamais produite en France.* » Même la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, s'est alarmée publiquement de ce programme « *à la limite de la pornographie* » : « *On n'est pas dans le registre de la fiction, d'un film ou d'une série, avec le recul que ça implique. Pour des adolescents qui vont se dire, c'est ça la réalité des rapports humains, des rapports sexuels, ça peut être une entrée en matière catastrophique.* » (Alors que dire de la promotion de l'homosexualité, de la théorie du genre et de la pédophilie déguisée dans les écoles. – J-C)

« *[Cette émission] verse dans le trash et la vulgarité permanente. Combien de collégiens, combien d'écoliers, sont ainsi exposés à tout ou partie de cette émission ?* », s'est indigné le député Laurent Marcangeli, président du groupe Horizons. (Cela me fait penser à Stéphane Hessel qui avait joué les indigné, et dont j'ai appris récemment qu'il avait été en réalité un farouche sioniste ! – J-C)

Mais l'époque a changé depuis les balbutiements des reality shows. Aujourd'hui, des séquences entières de « *Frenchie Shore* » sont postées par des comptes anonymes sur TikTok, sans restriction. Dans l'une d'elles par exemple, on peut voir Tristan, complètement nu dans la salle de bain, en train de disserter sur son pénis avec sa camarade Kara : « *Est-ce que tu dirais qu'il est esthétique* », demande-t-il à la jeune femme qui en reste (presque) bouche bée.

Ici, le sexe est au cœur de toutes les conversations. Les candidats en parlent au petit-déjeuner, au déjeuner, au dîner et même en dormant… Mais **quoi de plus normal** quand dix jeunes de 20 à 30 ans sont amenés à cohabiter plusieurs semaines ?

La télé ose plus, et pour continuer à choquer la bourgeoise, elle doit donc en montrer plus. Dans « *Frenchie Shore* », les scènes de sexe ne sont pas coupées et sont – intentionnellement – mal floutées. On ne voit rien mais devine tout.

Sous son vernis trash, **le programme aborde avec intelligence de vraies questions de société**. Dans le deuxième épisode, Ouryel fait son coming out trans : « *Si je suis là aujourd'hui, c'est aussi parce que je suis qui je suis […] Je suis une femme trans. Beaucoup de gens de mon entourage ne le savaient pas. Donc clairement, ma vie va changer*

aujourd'hui. Je vais devoir faire face à des critiques que je n'avais pas avant. Mais je suis fière d'être qui je suis. »

La séquence ne verse pas dans l'émotion facile. Les réactions de ses colocataires témoignent **d'une vraie ouverture d'esprit**, même si elles peuvent prêter à sourire. Au confessionnal, Melvin s'enthousiasme : « *Ça ne change rien à l'attirance que j'ai pour elle, j'ai toujours envie de la baiser, ça rajoute même du piment*. »

De même pour Tristan qui explique : « *Elle m'a attiré dès que je suis entré dans la villa. Pour moi maintenant, c'est une vraie femme.* » Quant à Julie, elle s'en étonne d'abord : « *Mais ça veut dire qu'elle a fait plus de chirurgie que moi* », avant d'ajouter : « *Cette meuf, elle m'impressionne.* ***Je l'admire.*** *Car il y a tellement de gens qui sont encore fermés en 2023, que pour faire ça, il faut avoir les épaules solides*. »

Dans le casting, on trouve aussi Nicolas qui se présente comme « *pansexuel* », et Enzo, ouvertement gay, qui noue une amitié particulière avec Tristan – pourtant stéréotype de l'hétéro beauf – qui partage son lit. Contrairement à la plupart des téléréalités, « *Frenchie Shore* » ne donne pas à voir que des corps bodybuildés. Et les femmes y sont minces, pulpeuses ou rondes, mais toujours très à l'aise dans leurs baskets.

On peut leur reprocher leur langage fleuri : les mots « *bite* », « *chatte* », « *queue* », « *cul* » sont prononcés toutes les deux minutes. **Mais les jeunes de « *Frenchie Shore* » ne mentent pas**. Biberonnés aux réseaux sociaux, ils n'ont plus la naïveté des candidats du premier « *Loft* », mais ne sont pas pour autant des acteurs qui suivent un scénario, comme c'est souvent le cas dans les téléréalités d'aujourd'hui. (Ils sont naturellement dégénérés, merci, on avait compris ! Quel délire ! Le duc d'Orléans aurait sans doute apprécié. – J-C)

Partout ailleurs aux Etats-Unis et en Europe, dont en Allemagne et en France, y compris en Israël, ils ont été recyclés malgré leur passé fasciste ou nazi.

Argentine : Un futur haut procureur de Javier Milei critiqué pour sa jeunesse pro nazie - 20 Minutes/AFP 4 décembre 2023

Rodolfo Barra, 75 ans, a été nommé vendredi procureur général auprès du Trésor. Juriste réputé, il a été juge à la Cour suprême et a occupé diverses fonctions dans des gouvernements des années 1990, comme ministre de la Justice en 1994-1996. Il avait finalement présenté sa démission de ce poste, déjà à l'époque à cause de la polémique liée à son appartenance de jeunesse à un mouvement nationaliste aux sympathies nazies, actif dans les années 1955-1960, le Mouvement nationaliste Tacuara. 20 Minutes/AFP 4 décembre 2023

Gaza : une « *usine d'assassinats en masse* » où chaque massacre est automatisé - chroniquepalestine.com 3 décembre 2023

Des frappes aériennes sur des cibles non militaires et l'utilisation d'un système d'intelligence artificielle ont permis à l'armée israélienne de mener sa guerre la plus meurtrière contre Gaza,

révèle une enquête de +972 et Local Call.

L'autorisation élargie qu'a reçue l'armée israélienne pour bombarder des cibles non militaires, l'assouplissement des contraintes concernant les pertes civiles et l'utilisation d'un système d'intelligence artificielle pour sélectionner plus de cibles potentielles que jamais auparavant semblent avoir contribué à la nature destructrice des phases initiales de la guerre actuelle d'Israël contre la bande de Gaza, comme le révèle une enquête menée par +972 Magazine et Local Call.

Ces facteurs, décrits par d'actuels et d'anciens membres des services de renseignement israéliens, ont probablement joué un rôle dans la réalisation de ce qui a été l'une des campagnes militaires les plus meurtrières contre les Palestiniens depuis la Nakba de 1948.

L'enquête menée par +972 et Local Call est basée sur des entretiens avec sept membres actuels et anciens de la communauté du renseignement israélien – y compris des membres du renseignement militaire et de l'armée de l'air qui ont participé aux opérations israéliennes dans la bande de Gaza assiégée – ainsi que sur des témoignages, des données et des documents palestiniens provenant de la bande de Gaza, et sur des déclarations officielles du porte-parole des FDI et d'autres institutions de l'État israélien.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Gaza_usine_assassinats_en_masse.pdf

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère de la Santé à Gaza : le bilan de l'agression israélienne s'élève à 15 899 morts. Tandis que le nombre de blessés s'élève à plus de 42 000 Palestiniens, selon le porte-parole du ministère Achraf al-Qudra. aa.com.tr 05.12.2023

- L'armée israélienne frappe 200 cibles dans la bande de Gaza, en une nuit

L'armée israélienne a annoncé lundi avoir attaqué 200 cibles dans la bande de Gaza, la nuit dernière, ajoutant qu'un soldat a été «grièvement blessé» lors de combats dans l'enclave nord.

- Au moins 50 morts dans des frappes israéliennes visant deux écoles dans la Bande de Gaza
Des centaines de personnes ont, également, été blessées dans des frappes aériennes, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa

"Des avions de combat et des canons d'artillerie israéliens ont bombardé l'école Salah Ad-Din et l'école Assad Safwati, gérées par l'ONU, dans le quartier d'al-Darraj", a rapporté Wafa, citant des sources locales. aa.com.tr 05.12.2023

Israël pourrait essuyer une défaite stratégique à Gaza, selon le chef du Pentagone - fr.sputniknews.africa 03.12.2023

"*Dans ce genre de combat, le centre de gravité est la population civile. Et si vous la poussez dans les bras de l'ennemi, vous remplacez une victoire tactique par une défaite stratégique*", a averti Lloyd Austin samedi lors du Forum Reagan sur la défense nationale.
"*On ne peut gagner dans une guerre urbaine qu'en protégeant les civils*", a-t-il ajouté. fr.sputniknews.africa 03.12.2023

Erdogan: "*Gaza appartient aux Palestiniens, et le restera pour l'éternité*" - aa.com.tr 04.12.2023

Le Président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que "*Gaza est une terre palestinienne, qui le restera pour l'éternité*".

Lundi, lors du programme d'ouverture de la 39e session ministérielle du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC), à Istanbul, le président Erdogan est longuement revenu sur la situation à Gaza où les attaques israéliennes se poursuivent depuis le 7 octobre.

Saluant les Palestiniens qui défendent leur patrie malgré les attaques immorales d'Israël, Erdogan a transmis ses salutations à tous ceux qui luttent pour vivre en tant que musulmans dans différents coins du monde.

"*En ces jours d'atrocités dans les territoires palestiniens occupés, en particulier à Gaza, la coopération dont nous ferons preuve devient beaucoup plus importante. Les massacres israéliens, qui ont commencé le 7 octobre, se sont de nouveau accélérés à partir du 1er décembre, après une pause de six jours due à l'échange de prisonniers. Les attaques israéliennes visant les civils et les installations civiles ont fait plus de 16 000 martyrs et plus de 36 000 blessés. Je souhaite à nos martyrs la miséricorde d'Allah et à nos frères blessés un prompt rétablissement*", a-t-il d'abord déclaré.

Le Chef de l'Etat turc a tout particulièrement voulu attirer l'attention sur la cruauté des attaques israéliennes.

"*Deux personnes sur trois qui sont mortes en martyrs à Gaza sont des enfants, des bébés et des femmes. Le nombre de Gazaouis dont on est sans nouvelles dépasse les 6 500. Parmi les victimes de la cruauté israélienne figurent 73 journalistes et plus de 100 fonctionnaires des Nations unies*", a-t-il rappelé.

Et de poursuivre: "*C'est une telle image que l'ONU, qui a été créée pour protéger la sécurité et la paix dans le monde, ne peut même pas protéger ses propres employés de la barbarie israélienne. L'impuissance des puissances qui défendent les droits de l'homme et les libertés, de l'Europe à l'Amérique, est encore plus grave. Ces pays apportent presque un soutien inconditionnel à Israël pour tuer plus d'enfants, frapper des hôpitaux, des écoles, des maisons et verser plus de sang innocent*".

- « *Ils nous ont donné, à nous tous, des leçons de démocratie et de droit pendant des années* »

Faisant référence au fait que les organisations de presse internationales n'ont pas pu prononcer une seule phrase pour leurs collègues tués à Gaza et n'ont pas pu émettre une seule critique à l'encontre d'Israël, Erdogan a déclaré : "*Pourtant, ces organisations nous ont donné, à nous tous, des leçons de démocratie et de droit pendant des années*".

"*Ne sont-elles pas celles qui parlent de la liberté de la presse à chaque fois qu'elles prennent la parole ? Tous ceux qui s'insurgent lorsque l'auteur du crime est un musulman sont aveugles et sourds aux massacres commis par Israël aujourd'hui. Les Palestiniens sont peut-être ceux qui meurent physiquement dans les attaques israéliennes, mais ce sont les glorieuses idéologies, conventions, déclarations et principes mis devant nous, mais restés sous silence quand il s'agit d'Israël, tout en soutenant cette cruauté, qui ont été détruits*", a-t-il dénoncé.

Et le Président Erdogan de fustiger "*ces donneurs de leçons*".

"*Ceux qui tentent d'occulter la mort de tant d'innocents en invoquant l'excuse du Hamas n'ont plus rien à dire à l'humanité."*

Pour le leader turc, les attaques israéliennes contre Gaza ont "*joué le rôle de tournesol*", ils ont révélé au monde entier le véritable visage de nombreux pays occidentaux en particulier.

"*Gaza a servi de test décisif pour le système mondial. Ce dont nous avons été témoins nous a montré le vrai visage de nombreuses structures, des démocraties occidentales aux entreprises mondiales. L'ONU a échoué institutionnellement au test de Gaza. La résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies avec 121 votes favorables était une étape importante. Elle ne pouvait pas être efficace pour arrêter l'effusion de sang. Même ce tableau montre à quel point nous, en tant que monde musulman de 2 milliards d'habitants, avons été pris en étau. D'un côté, il y a 121 pays qui disent non à l'effusion de sang et de l'autre, il y a 3 à 5 pays qui donnent un chèque en blanc à Israël. Une telle structure ne peut apporter ni paix ni espoir à l'humanité*", a-t-il défendu.

Dans ce contexte international, Erdogan a souligné la responsabilité qui incombe aux pays musulmans.

"*Aucun d'entre nous n'est obligé d'accepter ce système. En tant que musulmans, nous affirmons qu'un monde plus juste est possible. C'est aussi notre responsabilité à l'égard des générations futures. Pour ce faire, nous utiliserons au maximum les moyens dont nous disposons. L'Organisation de la coopération islamique nous offre un terrain important pour mener la lutte d'une seule voix*", a-t-il déclaré.

Le président turc s'est ensuite exprimé sur le rôle du Premier ministre israélien dans les atrocités commises à Gaza.

"*Netanyahu, qui est maintenant le boucher de Gaza, sera jugé non seulement comme un criminel de guerre, mais aussi comme le boucher de Gaza. Nous devons commencer à préparer la reconstruction de Gaza dès maintenant*", a-t-il assuré.

Et d'ajouter: "*Gaza est une terre palestinienne, Gaza appartient aux Palestiniens et le restera à jamais. Il est de notre devoir à tous de ne pas l'abandonner à Israël. Nous devons également le faire pour notre propre intégrité territoriale. Nous savons très bien que demain, ils [Israël] jetteront leur dévolu sur d'autres endroits*".

"*Le boucher de Gaza a révélé devant les caméras que la question n'est pas Gaza ou Ramallah. Défendre Gaza et la Palestine, c'est défendre La Mecque, Médine et Istanbul*", a-t-il insisté.

Le président iranien dénonce le silence assourdissant de la communauté internationale sur le génocide israélien à Gaza -

Le président Ebrahim Raïssi a déclaré que l'Iran et Cuba ont une position commune sur la nécessité de former une coalition pour soutenir le peuple palestinien opprimé sur différents continents, en coopération avec les pays alliés.

Raïssi a fait ces remarques lors d'une réunion avec son homologue cubain Miguel Díaz-Canel, en visite à Téhéran pour une visite historique. Au cours d'une cérémonie organisée lundi matin au complexe historique et culturel de Saadabad, Raïssi a accueilli Díaz-Canel, arrivé dimanche soir à Téhéran pour la première visite d'un président cubain après la visite de l'ancien dirigeant Fidel Castro en Iran il y a 22 ans.

Le président iranien a dénoncé le silence assourdissant de la communauté internationale sur le génocide israélien à Gaza, affirmant qu'aucune organisation internationale ne tente d'arrêter la machine de guerre israélienne.

« *Malheureusement, les États-Unis et l'Occident soutiennent ces crimes déchirants* », a déclaré Raïssi, fustigeant ceux qui prétendent défendre les droits de l'homme pour avoir soutenu les crimes contre l'humanité d'Israël.

Il a exprimé ses regrets face à l'inefficacité des systèmes internationaux qui n'ont pas réussi à arrêter la « machine de guerre que les États-Unis ont fournie au régime sioniste ».

« *Les Nations Unies, le Conseil de sécurité, la Ligue arabe et d'autres organismes mondiaux ont perdu leur efficacité* », a déclaré le président iranien.

Il a souligné la nécessité de mettre fin au système international injuste actuel et de former un système mondial juste qui soutient les peuples opprimés et prévient l'oppression.

« *Le régime sioniste tue le peuple palestinien par des [actes de] racisme, de génocide et de crimes contre l'humanité et massacre des femmes et des enfants* », a ajouté le président iranien.

Díaz-Canel a, pour sa part, déclaré que Cuba condamnait le meurtre de milliers de Palestiniens par Israël et appelait à l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu à Gaza qui préparerait le terrain à la formation d'un État palestinien indépendant.

Il a ajouté que l'Iran et Cuba appellent à des efforts internationaux pour condamner les actes de génocide commis par Israël contre le peuple palestinien.

Le président cubain a également critiqué les États-Unis pour leur ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran et a déclaré que La Havane défendait le droit légitime de Téhéran à déterminer son propre sort.

L'Iran et Cuba signent sept documents et accords de coopération

Selon les documents, l'Iran et Cuba renforceront leur coopération dans divers secteurs de la science et de la technologie, de la santé, de l'agriculture, de l'énergie et des mines, des communications et de la médecine.

Reprise du procès de Netanyahu pour corruption, après une interruption de deux mois - aa.com.tr 04.12.2023

La Société de radiodiffusion publique israélienne (KAN) a déclaré qu'"*Après une interruption de deux mois, le procès du Premier ministre Benyamin Netanyahu a repris devant le tribunal central*".

La KAN (officielle) a indiqué que le tribunal allait continuer les auditions des témoignages portant sur plusieurs accusations à l'encontre de Netanyahu.

De son côté, le site d'information israélien Ynet a fait savoir que "*Netanyahu est dispensé de comparaître pour ces auditions, mais il pourrait être invité à témoigner d'ici à quelques mois*".

"*Si la guerre continue pendant plusieurs mois, il faudra se poser la question de savoir comment la guerre et les audiences judiciaires peuvent se dérouler simultanément*", a ajouté le site.

Netanyahu fait face à des accusations de pots-de-vin, de fraude et d'abus de confiance, selon un acte d'accusation déposé par l'ancien conseiller juridique du gouvernement israélien, Avichai Mandelblit, au début de l'année 2020, des accusations niées par Netanyahu.

La première séance d'audition de Netanyahu s'était tenue le 24 mai 2020, or, la loi israélienne n'oblige pas le Premier ministre à démissionner de ses fonctions, à moins qu'il ne soit reconnu coupable par la Cour suprême, au terme d'un processus qui pourrait durer plusieurs mois.

Suite à la réunion du Comité stratégique suprême Türkiye-Qatar, présidée par le président Recep Tayyip Erdogan et l'émir du Qatar Tamim bin Hamad aa.com.tr 05.12.2023

La Türkiye et le Qatar ont signé, lundi, 12 accords de coopération dans divers domaines, ainsi que la déclaration conjointe de la 9ème réunion du Comité Stratégique Suprême Türkiye-Qatar.

Après une rencontre en tête-à-tête au palais de Lusail, le président Recep Tayyip Erdogan et l'émir du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, ont présidé la réunion du Comité stratégique suprême Türkiye-Qatar.

La déclaration conjointe relative à la réunion du Comité stratégique suprême a été signée par le ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan, et son homologue qatari, Mohammed bin Abdurrahman Al Thani.

Un accord-cadre militaire bilatéral a été signé par le ministre turc de la défense nationale, Yasar Guler, et Khalid bin Mohammed Al Atiyyah, vice-premier ministre et ministre de la défense du Qatar. aa.com.tr 05.12.2023

« *Au cours de la réunion, les derniers développements du massacre israélien à Gaza, les efforts en faveur d'un cessez-le-feu et d'une paix permanente, ainsi que les mesures prises et à prendre pour fournir une aide humanitaire à Gaza ont été discutés* », a déclaré une déclaration de la Direction des communications de Turkiye.

Selon la déclaration, Erdogan a souligné que « *il fallait tenir des comptes pour les crimes de guerre qu'il avait commis* » et a souligné l'importance du soutien international ainsi que des efforts juridiques pour demander des comptes à l'État hébreu. middleeastmonitor.com 4 décembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Rien que des faits divers, la politique est tombée à ce niveau-là faut croire. Sinon ils s'invectivent à coup de petites phrases dont on n'a rien à foutre. COP, Jeu Olympique, meurtres en série, sans intérêt.

Bulgarie.

Bulgarie : le président oppose son veto à une aide militaire à Kiev - RT 4 déc. 2023

Le président Bulgare Roumen Radev a mis son veto à la livraison d'une centaine de véhicules blindés à l'Ukraine, faisant valoir les besoins des services de sécurité de son pays qui aspire à rejoindre l'espace Schengen.

Le Parlement bulgare avait ratifié, le 23 novembre, un accord passé entre le ministère de l'Intérieur de la République de Bulgarie et le ministère de la Défense de l'Ukraine pour la fourniture gratuite à Kiev de 100 BTR-60 équipés, ainsi que de pièces de rechange nécessaires à leur entretien et réparations. Des véhicules actuellement stockés dans les entrepôts du ministère bulgare de l'Intérieur.

Au pouvoir depuis janvier 2017, Roumen Radev a vu se succéder une multitude de Premiers ministres. Dans ce pays traversé par une crise politique inédite, cinq scrutins législatifs ont eu lieu entre avril 2021 et 2023.

Depuis le mois de juin, le gouvernement de coalition est formé autour du parti conservateur de Boïko Borissov et du mouvement centriste de Kiril Petkov, deux partis pro-européens.

Contrairement à une majorité de ses homologues européens, Roumen Radev avait plaidé pour la «*paix*» entre la Russie et l'Ukraine et s'était opposé à l'envoi d'armes à Kiev. Or, bien que Sofia affiche une position neutre en la matière, Kiril Petkov aurait – lorsqu'il était Premier ministre – officieusement fourni à l'Ukraine une aide militaire décisive dans les premiers mois du conflit. RT 4 déc. 2023

Niger.

Le Niger en a soupé des accords militaires avec l'UE - fr.sputniknews.africa 04.12.2023

Le Niger a dénoncé certains accords militaires avec l'Union européenne, remettant notamment en cause l'EUCAP Sahel, une mission civile établie par Bruxelles dans le cadre de sa Politique de sécurité et de défense commune.

Les autorités nigériennes ont également retiré leur confiance à une autre mission de partenariat militaire avec l'Europe, l'EUMPM Niger. Créée fin 2022, celle-ci était censée renforcer la capacité des Forces armées nigériennes à contenir la menace terroriste.

Fin novembre, le Niger avait déjà joué un mauvais tour à l'UE, en abrogeant une loi sur le trafic de migrants, alors que le continent européen tente plus que jamais de lutter contre l'immigration illégale. fr.sputniknews.africa 04.12.2023

Le Niger et la Russie s'accordent pour renforcer leur coopération militaire - fr.sputniknews.africa 04.12.2023

Le document a été paraphé par le ministre nigérien de la Défense, le général de corps d'armée, Salifou Mody, et le vice-ministre russe de la Défense, le colonel général Younous-Bek Yevkourov, en visite dans le pays africain, relate ActuNiger. fr.sputniknews.africa 04.12.2023

Les colonisateurs ont importé le terrorisme en Afrique (et ailleurs).

Comme en Afghanistan et en Irak, "*la lutte antiterroriste américaine en Afrique est un échec total*" - fr.sputniknews.africa 30.11.2023

Les États-Unis n'ont pas seulement été incapables de vaincre les terroristes en Afrique, indique à L'Afrique en marche Yahya Zoubir, chercheur en relations internationales. Selon lui, la menace terroriste s'est considérablement accrue depuis le déploiement des troupes américaines et de leurs alliés européens sur le continent.

"*En 2001, au lendemain des attentats du 11 septembre sur les deux tours du World Trade Center à New York, le ministère de la Défense des États-Unis a commencé à parler de la prochaine menace, qui selon lui, allait venir d'Afrique", rappelle à Radio Sputnik Afrique le Pr Yahya Zoubir, chercheur senior non résident au Middle East Council of International Affairs à Doha. En effet, "dans le sillage des bombardements qui ont été menés en Afghanistan par la coalition internationale dirigée par les États-Unis, plusieurs études à l'époque sont apparues pour conforter la thèse du Pentagone quant à la nécessité de se préparer à ce que les groupes terroristes et djihadistes d'Afghanistan se redéployent en Afrique, à la recherche de nouveaux espaces plus sûrs pour leurs sécurité et leurs entrainements. Des espaces où ils pourraient également mener des attaques contre les intérêts occidentaux, notamment américains*", ajoute-t-il.

Dans le même sens, le Pr Zoubir indique que "*la première initiative de lutte antiterroriste en Afrique a été lancée par la France en 2002, dans le cadre du Plan Sahel, qui a créé le contexte d'un déploiement progressif dans plusieurs régions d'Afrique. C'est dans ce cadre que la base militaire française à Djibouti, le camp Lemonnier, a été reprise par l'armée des États-Unis qui y a mis beaucoup de moyens humains et matériels ultra sophistiqués.*

Actuellement, pas moins de 4.200 soldats américains occupent cette base qui est la plus grande en Afrique. En 2007, sous la présidence de George W.Bush, le Pentagone lança l'idée d'un commandement africain au sein de l'armée US, ce qui aboutira une année plus tard, en 2008, à la création de l'AFRICOM".

Il faut bien avoir à l'esprit, souligne l'interlocuteur de L'Afrique en marche, que "*la stratégie antiterroriste américaine en Afrique, à laquelle se sont joints plusieurs pays européens, notamment membres de l'Otan, a été mise en branle dans un contexte où il n'y avait pratiquement pas d'actes terroristes en Afrique subsaharienne*". Selon le Pr Yahya Zoubir, "*les interventions étrangères ont été faites pour les intérêts économiques de ces pays-là, mais aussi pour déstabiliser*" l'Afrique, ce qui n'a fait que contribuer à la montée en puissance des groupes terroristes. "*À l'instar de ce qui s'est passé en Afghanistan et en Irak, le manque de vision et l'ignorance totale des enjeux ethniques et sociétaux des pays africains ont mené à l'échec total la lutte antiterroriste américaine et occidentale en Afrique*", conclut-il.

J-C - Il faut rectifier cette conclusion : En intervenant en colonisateurs en Afrique, les Américains se sont comportés eux-mêmes en terroristes en menaçant les Etats qui refuseraient de se plier à leurs exigences, ils les ont déstabilisés politiquement en créant les conditions favorables à l'apparition du terrorisme là où il n'existait pas, ils ont eux-mêmes incité à la création de ses organisations terroristes qu'ils ont ensuite sans cesse manipulées pour servir leurs intérêts. La France a opéré exactement de la même manière.

LE SOCIALISME

Le 6 décembre 2023

A l'heure actuelle, notre objectif prioritaire est de forcer les nazis sionistes à accepter un cessez-le-feu et le retrait de Tsahal de la bande de Gaza, sachant qu'il ne pourra être atteint qu'à condition que la solidarité que tous les peuples ont déjà manifesté à la cause palestinienne s'amplifie encore, de sorte que de plus en plus d'Etats et institutions se retrouvent dans l'obligation de condamner à leur tour le génocide du peuple palestinien auquel se livre le gouvernement nazi israélien.

Voilà pourquoi je publie toutes les prises de parole qui s'exercent dans cette direction, sans manifester la moindre illusion dans les intentions de leurs auteurs, qui pourrait en avoir dans le sultan de Turquie ou l'émir du Qatar, par exemple, n'est-ce pas ? Quant aux prises de position de Macron, si je ne les ai pas mentionnées, c'est parce qu'il est la risée du monde ou personne n'en tient réellement compte, mais je crois que tout le monde s'en était déjà aperçu sans qu'on s'y attarde davantage.

Ce qui est regrettable ou pitoyable pour ne pas dire pire, c'est de constater qu'il y en a encore parmi nous qui reprennent dans leurs discours les accusations portées par les sionistes et les anglo-saxons nazis contre le Hamas, avec lequel l'immense majorité du peuple palestinien s'identifie à l'heure actuelle, ce qui signifie qu'ils tiennent en ces heures tragiques un double langage qui ne peut que profiter aux bourreaux des Palestiniens. Autrement dit, par crainte d'être maltraités par les médias de complices de terroristes, ils s'alignent sur le discours officiel, ce qui ne peut avoir que des conséquences néfastes pour la cause qu'ils prétendent combattre.

Personnellement je ne cèderai à aucun chantage, à aucune menace en provenance d'officines à la solde des nervis israéliens, je me suis placé inconditionnellement au côté du peuple palestinien et rien ni personne ne fera varier ma position, ou pire la renier, car c'est de cela qu'il s'agit aussi, on se dit humaniste et à la première menace on cesse de l'être, et bien non, plutôt mourir que trahir.

L'État d'Israël : fasciste, nazi, corporatiste, s'ils le disent…

J-C – J'ai entrepris hier soir la lecture de cet ouvrage passionnant où l'on découvre que le sionisme est pathologiquement antisémite, compatible avec le nazisme, que ses représentants ont collaboré avec Hitler, etc.

Le sionisme à l'âge des dictateurs - Une réévaluation - Lenni Brenner 1983

Extrait.

Au mois de décembre 1948, à l'occasion de sa première visite aux États-Unis, Albert Einstein, Hannah Arendt, Sidney Hook et d'autres envoyèrent une lettre au *New York Times* pour

exposer la politique de Begin. Au vu du passif de son mouvement et de ses associations intimes avec les éléments ouvertement fascistes du révisionnisme d'avant-guerre, leur évaluation de l'engagement idéologique de Begin vaut le détour :

« *Parmi les phénomènes politiques les plus dérangeants de notre temps, on trouve l'émergence, au sein de l'État d'Israël nouvellement créé, du* « parti de la liberté » *(Tnuat HaHerut), un parti politique étroitement assimilable, de par son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et sa dimension sociale, aux partis nazi et fasciste… Ce parti a proféré un mélange d'ultranationalisme, de mysticisme religieux et de supériorité raciale... il a proposé des syndicats corporatifs sur le modèle fasciste italien... À la lumière des considérations précitées, il est impératif que la vérité quant à M. Begin et quant à son mouvement soit connue dans ce pays. Il est d'autant plus tragique que les hauts-dirigeants du sionisme étasunien ont refusé de faire campagne contre les efforts de M. Begin.* » 36

36. New Palestine Party, *New York Times* (4 décembre 1948) (Letters), p.12

Quand le Hamas est accusé de jouer au Casino !

J-C – Autortaire, corrompu, massacreur, violeur, terroriste, nazi, cette dernière accusation manquait à son palmarès. Que trouveront-ils la prochaine fois pour justifier le massacre du peuple palestinien ?

Le Hamas a-t-il parié des millions sur les actions israéliennes avant le massacre du 7 octobre ? - lepoint.fr 05/12/2023

Selon les recherches de deux universitaires américains cités par le journal israélien « *The Marker* », des investisseurs auraient amassé une fortune en spéculant à la baisse sur des actions israéliennes.

Des investisseurs à la Bourse de Wall Street étaient-ils au courant de l'attaque à venir du 7 octobre ? Selon l'agence de presse Reuters, les autorités israéliennes ont ouvert une enquête pour savoir si des spéculateurs ont eu vent du projet meurtrier du Hamas, et ont utilisé cette information afin de gagner gros.

Les enquêteurs israéliens s'appuient sur les résultats d'une équipe de recherche menée par deux universitaires américains, les professeurs de droit Robert Jackson Jr., de l'université de New York, et Joshua Mitts, de l'université de Columbia. « *Juste avant l'attaque, la vente à découvert de titres israéliens à la Bourse de Tel-Aviv (TASE) a augmenté de façon spectaculaire* », écrivent les chercheurs dans leur rapport. Le travail de ces chercheurs a été relayé par les médias pour la première fois dans le journal israélien The Marker.

Le principe de la vente à découvert est le suivant : imaginons que vous empruntez 100 titres à un agent financier, en général un investisseur de long terme qui cherche à rentabiliser un portefeuille. Par exemple, vous les empruntez à un coût de 5 euros par jour. Vous vendez ces titres à 100 euros chacun à un autre agent financier. Vous empochez donc 10 000 euros.

Quelques jours après, vous lui rachetez ces titres, afin de les rendre à celui à qui vous les avez empruntés. Entretemps, le prix de ces titres sur le marché a baissé, si bien que vous les rachetez à 80 euros chacun. Vous faites donc une plus-value de 2 000 euros. À cette somme, il faut retirer le coût de votre emprunt. Ici, si vous les rendez au bout de trois jours par exemple, ce coût est de 1 500 euros. Votre gain final est donc de 500 euros.
Des centaines de millions de dollars

Un investisseur qui s'adonne à cette opération spécule sur une baisse des titres en question. Dans le cas qui nous intéresse, cette baisse a bien eu lieu, l'attaque du 7 octobre ayant fait chuter les cours de Bourse de nombreuses entreprises israéliennes. Pour les universitaires américains, les personnes qui ont effectué ces transactions avaient « *un très haut niveau de certitude* » sur le fait que « *quelque chose de grave allait se produire en Israël* ».

Ces opérations auraient rapporté des millions de dollars à leurs auteurs. Selon Robert Jackson Jr. et Joshua Mitts, ce sont notamment 4,43 millions d'actions Leumi, la plus grande banque israélienne, qui ont été vendues à découvert entre le 14 septembre et le 5 octobre, générant un profit de 3,2 milliards de shekels. Soit 862 millions de dollars.

Selon The Marker, il est fort probable que la source de l'information soit le Hamas.

Courriel adressé au Réseau Voltaire.

Monsieur,

A quel jeu jouez-vous depuis quelque temps en assimilant tour à tour la branche palestinienne du Hamas aux autres branches du Hamas ou au Hamas en général, ou aux Frères musulmans, et pour finir au Qatar, selon les jours ou comme cela vous arrange apparemment.

Le dernier truc en date que vous avez sorti n'est pas mal non plus. Vous avez suggéré que ce serait le Hamas qui aurait informé certains investisseurs de la date de leur attaque d'Israël. Question : Pourquoi pas le Qatar ou des membres des autorités israéliennes ou tout simplement les Américains qui avaient été au courant de la date de cette attaque comme vous l'avez suggéré vous-même, en signalant que la sécurité le long de la bande de Gaza avait été allégée la veille, le 6 octobre ?

Vous feriez tout pour décrédibiliser le Hamas et servir les intérêts des sionistes, que vous ne vous y prendriez pas autrement, semble-t-il.

Je vais vous dire un truc que vous ne pourrez sans doute pas comprendre, peu importe.

Les Palestiniens n'en ont rien à foutre de savoir qui est derrière le Hamas, qui le finance, qui parle en son nom, la seule chose qui compte pour eux, c'est que c'est la seule organisation qui leur a permis de se soulever les armes à la main pour tenter de desserrer l'étau du blocus qui les étouffent depuis 17 ans au prix de terribles sacrifices qu'ils assument, quel modèle de dignité, n'est-ce pas, ce n'est pas donné à tout le monde assurément.

Vous racontez de plus en plus n'importe quoi dans vos articles, dans lesquels j'ai repéré des arguments contradictoires qui m'ont stupéfiées, par exemple, lorsque vous avez évoqué les tunnels sous Gaza, mais pas ceux avec l'Egypte par où tout le matériel et les armes passaient, vous ignorez que la bande de Gaza est sablonneuse et facile à creuser, qu'elle est toujours en travaux et que se procurer du matériel de construction ou le détourner était un jeu d'enfants, idem pour l'aménagement des tunnels. Des secrets de polichinelles, y compris l'emplacement de leurs entrées situées sous les habitations, d'où le tapis de bombes pour les atteindre plutôt qu'envoyer des fantassins se faire massacrer par la résistance palestinienne. Quel mystère !

Bref j'ai été scandalisé par la désinvolture avec laquelle vous avez traité ce sujet dramatique. Ce que je retiens, c'est que vous vous êtes employés à fournir des arguments aux ennemis des Palestiniens, qui identifient le Hamas aux Palestiniens pour mieux justifier leur massacre, ce qui est inexcusable. Je crois que votre haine envers le Hamas vous a aveuglé.

J'ai trouvé vos derniers entretiens depuis au moins 2 mois sans intérêt.

Dans un second courriel :

J'ai oublié ceci : Peut-être serez-vous tenté de reprendre la journaliste Liseron Boudoul ou condamner ses propos ?

Liseron Boudoul remet en place une journaliste sur la propagande de l'occupation israélienne

https://www.youtube.com/watch?v=q0LBGxzu3Vs

Il m’a répondu qu’il connaissait bien Liseron Boudoul et qu’elle lui avait sauvé la vie à Tripoli et qu’il n’avait rien à ajouter à ce qu’elle a dit, en revanche il n’a pas répondu à mon long courriel.

Lu.

- Contrairement aux affirmations de la propagande israélienne, les jeunes qui ont décidé de prendre les armes – principalement concentrés à Naplouse et Jenine – ne font pas partie du Hamas ; certains sont membres du Fatah ou sont des transfuges des forces de l’Autorité palestinienne, mais beaucoup n’ont aucune affiliation politique.

Depuis le 7 octobre, l’armée israélienne s’est attachée à éradiquer ces groupes de résistance afin que la population civile de Cisjordanie soit totalement démunie face à la violence, à la dépossession et à l’expulsion.

Mais à mesure qu’Israël intensifie la violence, la résistance palestinienne apparait. Les Palestiniens ne cesseront pas de lutter contre l’occupation et l’apartheid simplement parce qu’ils n’en ont pas les moyens.

Personne ne veut vivre au bord de la survie, poussé et maintenu au bord du gouffre par un régime étranger.

J-C – Voilà qui confirme l'analyse que je vous avais donnée.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- L'armée israélienne a tiré 100 000 obus d'artillerie sur Gaza depuis le début de l'offensive terrestre fin octobre dernier, selon un communiqué de l'armée. aa.com.tr 05.12.2023

- Mardi Richard Peeperkorn, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : "*En moyenne, un enfant est tué toutes les 10 minutes à Gaza. Je pense qu'en ce sens, nous sommes proches de l'heure la plus sombre de l'humanité. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu durable".* aa.com.tr 05.12.2023

Netanyahu : Gaza ne sera pas gouvernée par les Palestiniens après la guerre - aa.com.tr 05.12.2023

Il aurait déclaré lors d'une réunion à huis clos de son parti, le Likoud, qu'il s'opposait au contrôle de la Bande de Gaza par l'Autorité palestinienne après la guerre, et qu'il en avait informé Washington.

Responsables israéliens : les Américains ne nous demandent pas d'arrêter la guerre… car notre objectif est le même - french.almanar.com.lb 5 décembre 2023

Les médias israéliens ont rapporté mardi que les responsables israéliens ont assuré qu'il *« n'y avait aucun différend avec les États-Unis concernant l'éradication du mouvement Hamas* ».

Ils ont souligné que *« les Américains ne demandent pas d'arrêter la guerre encore moins de ne plus se battre* ».

La France décide de geler les avoirs du dirigeant du Hamas Yahia Sinouar pour une durée de six mois. aa.com.tr 05.12.2023

C'est ce qui ressort d'un arrêté ministériel, signé par les ministres français de l'Economie et de l'Intérieur le 30 novembre 2023 et paru au Journal officiel français ce mardi.

"*Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministre de l'intérieur et des outre-mer en date du 30 novembre 2023, (...) les fonds et ressources économiques qui appartiennent à, sont possédés, détenus ou contrôlés par M. Yahia SINOUAR, (...) font l'objet d'une mesure de gel des avoirs*", peut-on lire dans le texte.

Dans un arrêté similaire daté du 13 novembre, Paris avait annoncé geler pour six mois les avoirs de Mohammed Deif, qui dirige la branche militaire du Hamas et est inscrit depuis 2015 sur la liste américaine des « *terroristes internationaux* » les plus recherchés.

La décision de geler les avoirs de dirigeants du Hamas intervient alors que les hostilités se poursuivent entre l'armée israélienne, d'un côté, et les combattants du Hamas et d'autres factions palestiniennes, d'un autre, faisant de lourdes pertes en vies humaines, principalement parmi les civils palestiniens. aa.com.tr: 05.12.2023

Erdogan dénonce les "*crimes de guerre*" et les "*crimes contre l'humanité*" commis par Israël à Gaza - aa.com.tr 05.12.2023

Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé les "*crimes de guerre*" et les "*crimes contre l'humanité*" commis par Israël à Gaza.

Le chef de l'Etat turc s'exprimait mardi lors du 44è sommet du Conseil de coopération du Golfe qui se tient à Doha, la capitale du Qatar.

"*La mort de 17 000 Palestiniens innocents, pour la plupart des enfants et des femmes, est un crime contre l'humanité, un crime de guerre. Israël ne devrait pas s'en tirer à si bon compte*", a-t-il déclaré.

Le président turc a également indiqué que la priorité d'Ankara est de "*veiller à ce qu'un cessez-le-feu permanent soit mis en œuvre à Gaza et à ce que l'aide humanitaire soit acheminée sans interruption*".

L'administration Netanyahu, a-t-il soutenu, "*met en péril la sécurité et l'avenir de toute notre région dans le but de prolonger sa vie politique*".

"*Nous ne devons pas permettre que les atrocités commises à Gaza dégénèrent en une guerre régionale impliquant la Syrie*", a ajouté Erdogan.

Le dirigeant turc a par ailleurs félicité le Qatar et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) pour leurs actions en faveur de Gaza.

"*Les discussions menées dans le cadre de l'Organisation de la conférence islamique sur Gaza ont été importantes pour une action commune visant à poursuivre le suivi de la question. Je salue les efforts déployés par le Qatar pour instaurer une pause humanitaire à Gaza*", a-t-il conclu. aa.com.tr 05.12.2023

Liban: Déferlement de responsables français, message israélien et force al-Radwan. - french.almanar.com.lb 5 décembre 2023

Quelques jours après la visite de l'envoyé spécial du président français Jean-Yves Le Drian, le directeur général de la sécurité extérieure français (DGSE) Bernard Émié est arrivé dans la

capitale libanaise à la tête d'une délégation de 5 responsables français pour une visite clandestine.

Alors que personne ne sait les causes réelles de leur visite, des sources haut-placées ont assuré qu'ils devraient compléter la mission de leur prédécesseur, rapporte al-Akhbar, selon lequel Paris est à l'avant-garde pour véhiculer les messages israéliens menaçants, destinés à faire pression afin d'imposer une nouvelle réalité de terrain à la résistance libanaise. Depuis le déclenchement de l'offensive israélienne contre la bande de Gaza, cette dernière mène des opérations contre les positions israéliennes frontalières, à un rythme sans précédent depuis la guerre 2006.

Officieusement le Drian affichait sa volonté « *d'assurer un consensus libanais concernant les échéances actuelles* », mais il s'est avéré qu'en tant que représentant du Groupe des cinq (dont la France fait partie avec les USA, l'Egypte, le Qatar, l'Arabie saoudite), il portait un message primordial : mettre en exécution la résolution 1701 et créer une zone tampon au sud du Liban entre la ligne du Litani et la ligne bleue.

Selon ces sources, les Français parlent en détail, mais « *ne présentent de plan clair quant au type ou à l'ampleur du déploiement du Hezbollah au sud du Litani. Ils ont plutôt présenté quelques idées* ».

Les sources d'al-Akhbar estiment que le responsable français de la DGSE porte le même message, d'autant que les médias israéliens avaient assuré que « *Tel Aviv a chargé Paris d'agir contre le Hezbollah »*.

Selon ces sources, les Français parlent en détail, mais « *ne présentent de plan clair quant au type ou à l'ampleur du déploiement du Hezbollah au sud du Litani. Ils ont plutôt présenté quelques idées* ».

«*La France entreprend un effort diplomatique pour mettre en œuvre la résolution, étant donné qu'elle fait partie de ceux qui l'ont rédigé en 2006» rapporte al-Akhbar selon lequel parmi les idées qui circulent dans les milieux diplomatiques et que certains envoyés européens véhiculent au Liban, il était question de « séparer les forces al-Radwan* », la force d'élite du Hezbollah, de toutes les autres forces affiliées à la résistance, avec la proposition de retirer ces forces de la frontière sud, sans objection à la présence d'autres forces à caractère défensif dans le sud.

Selon des sources informées de ces délibérations, les envoyés occidentaux ont entendu à Beyrouth des réponses claires selon lesquelles « *l'ensemble du Hezbollah est la force al-Radwan* ».

The Guardian : Le Hamas a organisé des plans d'attaque détaillés durant des années avec l'aide d'espions à l'intérieur de l'armée israélienne. - french.almanar.com.lb 5 décembre 2023

Le Hamas s'est engagé dans des années de planification, établissant des cartes détaillées avec l'aide d'espions à l'intérieur d'Israël avant l'attaque du 7 octobre, c'est ce que l'armée

israélienne a conclu après avoir examiné de grandes quantités de téléphones et d'ordinateurs portables ainsi que de documents saisis sur des combattants armés sur le champ de bataille et à Gaza.

Les combattants portaient également des guides sur la prise d'otages et des livres de conversation de l'arabe vers l'hébreu, dont l'un comprenait la ligne « *levez les mains et écartez les jambes* ». Le document était inclus dans une cache de documents qui a été publié lundi par l'unité de renseignement militaire Amshat des Forces de défense israéliennes.

Un haut responsable israélien a déclaré que l'objectif d'Amshat, rétabli après le 7 octobre, était de comprendre les « *plans d'attaque et de défense du Hamas* », d'obtenir des renseignements opérationnels et de mieux comprendre sa doctrine après que l'armée israélienne ait été prise par surprise par le raid du Hamas au cours duquel 1 200 personnes ont été tuées et 300 autres prises en otage.

Les dernières révélations soulignent à quel point le puissant établissement de sécurité d'Israël comprenait peu les capacités du Hamas avant l'attaque et la quantité de signes ou d'indices qui ont été manqués ou ignorés.

La semaine dernière, le *New York Times* a rapporté que les responsables israéliens avaient vu un plan de bataille de 40 pages pour une éventuelle attaque du Hamas, mais il a été rejeté comme non crédible car trop difficile à mettre en œuvre pour le Hamas.

Les alertes des observateurs de Tsahal, pour la plupart des femmes, selon lesquels les combattants du Hamas s'exerçaient ouvertement pour une attaque ont également été mis de côté.

Parmi les documents récupérés figurait une carte complète d'une base militaire israélienne, sans doute plus détaillée que ne l'aurait exigé l'armée israélienne elle-même.

La compilation d'informations dans une telle carte n'aurait pu être effectuée qu'en utilisant « *des connaissances de l'intérieur* » – presque certainement d'un espion du Hamas – a déclaré une source du renseignement israélien.

Les ordinateurs portables et les cahiers manuscrits font référence aux plans du Hamas de ciblage de sites militaires et de points clés dans le centre d'Israël, ce qui suggère que le groupe ou certains de ses éléments aspiraient à pénétrer des dizaines de kilomètres à l'intérieur du pays une fois que ses combattants auraient reçu l'ordre de percer le mur entourant la bande.

Le détail et l'ampleur des informations trouvées ont conduit les initiés à conclure que le Hamas s'est engagé dans des « *années de planification* » – un effort que les Tsahal et d'autres agences de renseignement israéliennes n'ont tout simplement pas pris au sérieux. Il y a des détails sur les magasins d'armes et les guides des munitions produits en Israël.

Le 7 octobre, les combattants du Hamas ont transporté des téléphones mobiles avec des cartes SIM israéliennes et des talkies-walkies afin qu'ils aient plus d'un moyen de communication. Parmi les articles récupérés se trouvait un émetteur radio avec batterie solaire pour maintenir le contact.

On estime que 3.000 combattants du Hamas ont pris part à l'attaque transfrontalière, et environ 1 500 ont été tués dans la phase initiale des combats. Mais la réponse militaire israélienne a été si lente que, dans certains cas, il a fallu de nombreuses heures à l'armée pour répondre, tandis que certains combattants du Hamas sont restés en liberté pendant des jours.

Bien qu'il y ait eu des signes de préparation minutieuse de la part du Hamas, il y avait aussi un élément de dernière minute.

Israël pense que la plupart des combattants du Hamas ont été maintenus dans l'ignorance avant l'attaque prévue et n'ont été informés du plan qu'à la dernière minute.

Sources: The guardian, Lun 4 déc 2023, Dan Sabbagh à Jérusalem. Traduit par Axe de la Résistance.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Rien à signaler, ça existe encore ?

Santé.

Appel solennel du plus prestigieux cancérologue britannique «Tous les vaccins à ARNm doivent être arrêtés et interdits dès maintenant»

Il s'agit d'un entretien absolument incroyable entre @Johnincarlisle et le professeur Angus Dalgleish, un oncologue avec plus de 500 publications. L'un des rares médecins ayant une expérience en biologie moléculaire.

https://reseauinternational.net/appel-solennel-du-plus-prestigieux-cancerologue-britannique-tous-les-vaccins-a-arnm-doivent-etre-arretes-et-interdits-des-maintenant/

La Cop28 ennemie de la science.

Le président de la Cop28 déclare qu'il n'y a «*aucune science*» derrière les demandes d'élimination progressive des combustibles fossiles - reseauinternational.net 5 décembre 2023

Al Jaber s'est entretenu avec Robinson lors d'un événement She Changes Climate. Robinson a déclaré : «*Nous sommes dans une crise absolue qui frappe plus que quiconque les femmes et les enfants… et c'est parce que nous ne nous sommes pas encore engagés à éliminer progressivement les combustibles fossiles. C'est la seule décision que la Cop28 peut prendre et, à bien des égards, parce que vous êtes à la tête de l'Adnoc, vous pourriez la prendre avec plus de crédibilité*».

Al Jaber a déclaré : «*J'ai accepté de venir à cette réunion pour avoir une conversation sobre et mature. Je ne m'inscris en aucun cas à une discussion alarmiste. Il n'existe aucune science, ni aucun scénario, qui affirme que l'élimination progressive des combustibles fossiles permettra d'atteindre 1,5°C*».

Robinson l'a encore mis au défi en disant : «*J'ai lu que votre entreprise investit dans beaucoup plus de combustibles fossiles à l'avenir*». Al Jaber a répondu : «*Vous lisez vos propres médias, qui sont biaisés et erronés. Je vous dis que je suis le responsable*».

Al Jaber a ensuite déclaré : «*S'il vous plaît, aidez-moi, montrez-moi la feuille de route pour une élimination progressive des combustibles fossiles qui permettra un développement socio-économique durable, à moins que vous ne souhaitiez ramener le monde dans des grottes*».

«*Je ne pense pas que [vous] serez en mesure d'aider à résoudre le problème climatique en pointant du doigt ou en contribuant à la polarisation et à la division qui existent déjà dans le monde. Montrez-moi les solutions. Arrêtez de pointer du doigt. Arrêtez ça*», a déclaré Al Jaber.

https://www.theguardian.com/environment/2023/dec/03/back-into-caves-cop28-president-dismisses-phase-out-of-fossil-fuels?CMP=share_btn_tw&s=09

LE SOCIALISME

Le 7 décembre 2023

Ils sont tous hypocrites et menteurs.

Le fait de ne pas vous présenter des articles bien carrés, où apparemment il n'y a rien à redire, où on vous a mâché littéralement le boulot, de sorte que vous n'avez même pas besoin de réfléchir, présente bien des avantages.

Si on vous demandait ce que vous en pensiez, si vous étiez d'accord avec ce que vous aviez lu, sans doute que vous répondriez : non, cela me convient, et bien avec les articles que j'utilise pour aborder l'actualité sociale et politique, c'est inconcevable. Car, il sera extrêmement rare d'en trouver un où il n'y aura pas au moins un truc qui cloche. Le sachant, il va falloir lire très attentivement pour détecter où se trouve l'embrouille.

Dans les médias mainstream, elle est volontaire dans 90% des cas ou plus, moins dans les médias dits alternatifs et les blogs personnels dits de gauche qui sont idéologiquement sous influence plus ou moins consciemment, idem pour les organisations du mouvement ouvrier. Evidemment, quand ils en ont pris conscience, s'ils ne se corrigent pas, ils rejoignent les 90% précédemment évoqués.

Je me sers des supports que je trouve sur le Net, et ce qu'ils sont ou ce qu'ils font ne m'intéresse pas spécialement, je le sais, cela me suffit. Lorsque je critique les articles qu'ils signent et publient, j'ai le même état d'esprit que lorsque j'utilisais en classe les manuels scolaires fournis par l'établissement scolaire qui m'employait. J'en fais un usage strictement utilitaire, professionnel si vous voulez, c'est un grand mot, parce que je n'ai rien à voir avec ce genre de média ou organisation, je continue de me situer strictement dans le mouvement ouvrier, ma famille. Vous comprendrez plus loin pourquoi j'ai tenu à vous apporter ces précisions.

De quoi est porteur la peste du libertarisme ?

Le secrétaire général de l'OTAN se moque des Ukrainiens

https://original.antiwar.com/ted_snider/2023/11/29/nato-chief-puts-hypocrisy-on-full-display/

Deux versions qui se contredisent dans le même document.

1- C'est la Russie qui est responsable de cette guerre en Ukraine.

- "*La Russie a plongé l'Ukraine dans la tragédie ; les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs alliés de l'OTAN ont accentué et aggravé cette tragédie*."
2- C'est l'OTAN en menaçant la sécurité de la Russie qui est responsable de cette guerre.

- Stoltenberg sait que cette guerre n'est pas menée parce que la Russie voulait conquérir d'autres territoires ; Stoltenberg sait que cette guerre est menée parce que la Russie voulait défendre son territoire. Cette guerre n'a pas eu lieu parce que la Russie représentait une menace pour le territoire de l'OTAN, mais parce que l'OTAN représentait une menace pour le territoire russe. Comment savons-nous que Stoltenberg le sait ? Parce qu'il l'a dit.

Poutine "*avait envoyé un projet de traité et il voulait que l'OTAN le signe afin d'assurer qu'il n'y aurait plus d'élargissement de l'OTAN*", a déclaré Stoltenberg le 7 septembre 2023. "*C'était une condition préalable pour ne pas envahir l'Ukraine* ». Stoltenberg a ajouté : "*Lorsque nous n'avons pas signé cela… il est entré en guerre pour empêcher l'OTAN, plus d'OTAN, de s'approcher de ses frontières*".

"*Le président Poutine, a conclu Stoltenberg, a envahi un pays européen pour empêcher plus d'OTAN.*»

Stoltenberg a déclaré publiquement qu'il était conscient que cette guerre avait été menée non pas pour des raisons liées à la sécurité des États-Unis ou de l'OTAN, mais pour des raisons liées à la sécurité de la Russie.

En prime on a le droit à une énorme confusion qui n'en est peut-être pas une.

- Stoltenberg passe du "*droit international*" à l'"*ordre fondé sur des règles*" parce qu'il ne peut pas défendre son opinion sur le premier point sans faire preuve d'hypocrisie manifeste. Le droit international s'applique de la même manière à tout le monde. Or, les États-Unis ou l'OTAN ont souvent envahi d'autres pays par la force sans respecter les frontières territoriales : Panama, Grenade, Libye, Kosovo, Irak et Syrie. Avant l'Ukraine, la Russie moderne n'avait rien fait de tout cela. Mais en se référant à l'ordre fondé sur des règles plutôt qu'au droit international, Stoltenberg peut tranquillement affirmer que la Russie viole les règles tandis que les États-Unis et l'OTAN ne le font pas. De fait, ces règles sont élaborées sur mesure, si bien que les États-Unis les respectent toujours et que la Russie en est systématiquement exclue. Dans le cadre de cet ordre fondé sur des règles, mais écrit nulle part, les règles s'appliquent lorsqu'elles profitent aux États-Unis. En revanche, ils en sont exemptés quand les règles ne leur conviennent pas.

Le soutien des États-Unis et de l'OTAN à l'Ukraine peut s'expliquer par l'insistance de Washington à faire respecter le système fondé sur des règles. Mais en aucun cas, les États-Unis ne font respecter le droit international.

J-C - Ce ne sont pas "*les États-Unis (qui) ne font (pas) respecter le droit international*", ce sont eux qui ne le respecte pas depuis la création de l'ONU en 1945. On devrait plutôt dire que l'"*ordre fondé sur des règles*", tel que le conçoivent les Etats-Unis, correspond justement à leur interprétation ou à leur conception du "*droit international*" depuis 1945, mais ce n'est pas ce qui est dit dans cet article. Pourquoi affirmer qu'en principe le "*droit international s'applique de la même manière à tout le monde*", quand on sait que cela n'a jamais été le cas, Israël l'illustre à merveille depuis 1947.

Le « *droit international* » a été conçu dans l'unique but de neutraliser tous les Etats, sauf un et ses alliés au cas par cas, les Etats-Unis. Tous les Etats sont priés de s'y soumettre, sauf eux, ce

qui signifiait bien que leur conception du droit était guidée uniquement pas leurs intérêts. Et l'ordre dont ils se réclament reposent exclusivement sur ce principe, et quand ils l'imposent à d'autres Etats, c'est pour leur signifier que les intérêts des Etats-Unis sont privilégiés ou prioritaires par rapport aux leurs qu'ils doivent être prêts à sacrifier si les Américains l'exigent.

On aura compris que le caractère coercitif de l'un ou de l'autre, du « *droit international* » ou de « *l'ordre fondé sur des règles* » ne s'applique finalement jamais aux Etats-Unis qui dictent leur loi au monde entier.

Une question se pose alors, pourquoi faire croire que l'un s'opposerait à l'autre, sinon pour nous ramener toujours dans les bras des institutions fondées par le capital, qui devraient décider du destin des peuples à leur place, perpétuer l'ordre mondial capitaliste.

Source originale : Antiwar - Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action

Ted Snider est un chroniqueur régulier sur la politique étrangère et l'histoire des États-Unis pour Antiwar.com et *The Libertarian Institute*. Il contribue également fréquemment à Responsible Statecraft et à The American Conservative, ainsi qu'à d'autres publications.

Tiens donc, *The Libertarian Institute*, ceci explique cela.
Décidément les libertariens parviennent à s'infiltrer partout, après le blog Réseau International, le Réseau Voltaire, Investig'Action, et bien d'autres que j'ignore.

https://investigaction.net/le-secretaire-general-de-lotan-se-moque-des-ukrainiens/

Une autre posture de maître à laquais.

Un cessez-le-feu maintenant, ou le chaos demain - 4 décembre 2023

https://investigaction.net/un-cessez-le-feu-maintenant-ou-le-chaos-demain/

- Le Hamas n'est que le résultat de ce chaos. Ce que les Arabes et les musulmans craignent davantage qu'Israël, c'est l'émergence de mouvements encore plus extrémistes, qu'ils soient issus d'une religion ou d'un lieu quelconque.

Le principal problème est l'occupation, le meurtre et le déplacement forcé de personnes hors de leurs terres, l'injustice et la partialité aveugle des politiciens irresponsables des États-Unis qui se moquent de la planète en train de mourir et des défis sans précédent pour les générations futures. Le silence sur les crimes actuels et le fait de ne pas appeler à un cessez-le-feu immédiat nous mèneront à un chaos incontrôlable.

Il faut exiger un cessez-le-feu immédiat et laisser l'espace et le pouvoir aux organisations internationales à but non lucratif pour réparer ce qui peut l'être. Sinon, nous deviendrons tous les otages d'idées religieuses extrémistes qui nous ramèneront à la Préhistoire.

J-C - On sent poindre derrière ces lignes le petit bourgeois à l'idée qu'il devrait à son tour un jour se retrouver en présence d'un dilemme impitoyable qui ébranle sa bonne conscience, se soumettre par lâcheté ou se résoudre à prendre les armes pour défendre ses intérêts légitimes, son honneur, sa dignité, son idéal de justice sociale.

Il faut à ce bon samaritain un bouc émissaire, ce sera le Hamas. Quelle branche du Hamas, il s'en tape, il a jeté son dévolu sur le Hamas qui incarne à ses yeux la fois Satan et la violence qu'il réprouve, parce qu'il la craint par-dessus tout. Car en plus d'être un couard, c'est un pacifiste, sauf que ce qu'il ignore, c'est qu'être pacifiste en temps de guerre, c'est trahir la cause qu'on prétend soutenir, c'est offrir la victoire et la paix à ceux qui la revendiquent, c'est-à-dire, les faiseurs de guerre.

La lutte des classes s'étend de l'atelier ou champ avant de gagner le champ de bataille, où les ennemis s'affronteront dans un combat à mort pour le pouvoir, car c'est bien ce qui est en jeu dans la guerre que mènent les Palestiniens contre l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, au nom des exploités et des opprimés du monde entier. Leurs ennemis ne s'y sont pas trompés, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils les massacrent et réduisent en cendres tout sur leur passage, de manière à ce qu'ils ne puissent jamais se relever de ce désastre ou pas de sitôt, car on ne meurt jamais tout à fait ou on renaît toujours, quand on est attaché à la terre qui a forgé notre identité.

Notre curé de circonstance a été jusqu'à prétendre à demi-mot, qu'il valait encore mieux céder à son ennemi, quand bien même il vous infligerait les pires traitements inhumains, plutôt que lui résister les armes à la main et prendre le risque insensé de l'indisposer et de provoquer son courroux, sachant qu'il en profiterait pour déclencher de féroces représailles, ce qui était aussi inutile que préjudiciable, condamnable en un mot.

Un bon esclave qui souhaite voir élargie sa condition, devrait se passer de se révolter ou d'user de violence envers son maître après Dieu. Il doit bien se garder de provoquer sa colère, car sa vengeance sera terrible, cruelle, et lui fera regretter d'avoir céder à la violence, qui paraît-il ne règle aucun différent, mais à laquelle ceux qui disposent de la force n'hésitent pas à recourir pour châtier ceux qui ont osé défier leur autorité ou leur pouvoir, au point que ceux qui en ont disposé en ont usé et abusé tout au long de l'histoire.

L'exercice de la violence serait réservé exclusivement à ceux qui détiennent le pouvoir, en aucun cas le peuple ne devrait le revendiquer ou en faire usage.

Comme quoi elle est efficace dans certaines circonstances. Par conséquent, on ne voit pas pourquoi la légitimité de son emploi échoirait forcément à ceux qui font les lois, d'autant plus qu'ils doivent de conserver leur pouvoir ou domination de classe exclusivement à l'usage qu'ils en font sur le peuple, dès lors si le peuple décidait de mettre un terme à l'exploitation et à l'oppression, il n'aurait pas à justifier le recours à la violence pour y parvenir.

Il va de soi que, seuls ceux qui sont engagés dans le combat pour en finir avec l’exploitation et l’oppression, adopteront cette position, les autres la condamneront.

La déconstruction d'un "*autre récit*".

Loi immigration, à quoi joue Gerald Darmanin ? - 6 décembre 2023

https://investigaction.net/loi-immigration-a-quoi-joue-gerald-darmanin/

- Pour traiter du sujet en préambule des débats en commission qui se déroulaient à partir du 26 novembre, le journal *Libération* reprenait les voix de la droite et de l'extrême droite, commençant son article en accusant la gauche, « de laxisme et d'angélisme » à propos de l'immigration. Est-ce une réalité, une affirmation répétée inlassablement par la droite et l'extrême droite ou une focalisation de la part de nombreux médias ? Libération dans son article assure, via la député communiste Elsa Faucillon, que la gauche « *va développer un autre récit sur l'immigration* »! Pourtant cet autre récit n'a malheureusement aucun espace dans la grande majorité des médias où les personnes touchées par cette loi n'ont pratiquement jamais la parole, à peine un peu plus de temps de parole pour les organisations défendant les « *migrants* » et les associations de défense des droits humains.

J-C - On nous dit que *Libération* représentait ou "*reprenait les voix de la droite et de l'extrême droite*" et reprochait à "*la gauche*" de faire preuve « *de laxisme et d'angélisme* », et de citer le député dit communiste Elsa Faucillon, qui s'engage à expier son péché en déclarant qu'il « *va développer un autre récit sur l'immigration* », ce qui signifie que cet "*autre récit*" sera compatible pour ne pas dire identique avec celui de la droite et l'extrême droite ou *Libération*.

A quoi rime la réaction de ce média qui se prétend indépendant, quand il regrette que cet "*autre récit*" n'ait "*aucun espace dans la grande majorité des médias*", sinon qu'il n'a pas tenu compte de la signification politique de la déclaration de son auteur était on ne peut plus claire.

Dès lors se pose une autre question, pourquoi ? Parce qu'il s'agit de continuer à instrumentaliser ce qu'ils appellent "*les migrants*" qui se déversent sur l'Europe, plutôt que mettre en lumière que les autorités participent directement à cette opération qui relève de la stratégie du chaos pour diviser les peuples, et désigner un bouc émissaire responsable de leurs difficultés, l'immigré. Cela permettra d'alimenter le discours de l'extrême droite, vers laquelle les masses seront invitées à se porter, plutôt que de concentrer leurs coups sur Macron et son régime.

On fera remarquer que ceux qui se posent en défenseurs des « *migrants* », sont les mêmes qui refusent de rompre avec le capitalisme, et qui s'en remettent à ses institutions pour régler les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés, plutôt que d'adopter le socialisme.

Comment on vous suggère de ne pas soutenir la cause palestinienne corrompue par le Hamas.

Le Qatar, les Frères musulmans, le Hamas et Israël par Thierry Meyssan

https://www.voltairenet.org/article220094.html

- Contrairement à la manière dont on présente le Qatar, l'émirat n'est pas un négociateur neutre dans l'affaire des otages de l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Une bévue de sa ministre, Lolwah Al-Khater, venue suivre les négociations à Tel-Aviv, montre, au contraire, que Doha exerce une autorité sur le Hamas. Les nouveaux membres du cabinet de guerre israélien ont découvert avec surprise que le Qatar avait participé au complot de Benjamin Netanyahu pour préparer l'attaque contre Israël, le 7 octobre 2023.

- …si le Qatar a la possibilité de donner des ordres au Hamas, il ne peut masquer plus longtemps sa responsabilité dans l'attaque du 7 octobre.

J-C - Mais qu'est-ce que ça peut foutre, puisqu'il nous explique qu'ils ont fait le coup ensemble pour ainsi dire, sous "*faux drapeau*".

- Lorsque l'Arabie saoudite a définitivement rompu avec la Confrérie, en 2014, le Qatar l'a spontanément remplacé. Sans disposer des mêmes moyens que son puissant voisin, l'émirat en est devenu le grand argentier avec l'approbation des États-Unis. En 2018, c'est le Qatar qui prend en charge les salaires des fonctionnaires du Hamas à Gaza. Avec l'accord de Benjamin Netanyahu, son ambassadeur s'y rend avec des valises pleines de 15 millions de dollars en petites coupures. L'opération sera renouvelée chaque mois.

En 2022, le président états-unien, Joe Biden, élève le Qatar au rang d'Allié majeur hors-Otan ; un honneur réservé à une dizaine de pays dans le monde.

La bévue de Lolwah Al-Khater atteste que le Qatar est plus que cela. Il exerce une autorité sur la stratégie politique et militaire du Hamas.

J-C – J'ai déjà répondu dans un commentaire qui figurait dans la causerie d'hier :

- A quel jeu jouez-vous depuis quelque temps en assimilant tour à tour la branche palestinienne du Hamas aux autres branches du Hamas ou au Hamas en général, ou aux Frères musulmans, et pour finir au Qatar, selon les jours ou comme cela vous arrange apparemment.

Le dernier truc en date que vous avez sorti n'est pas mal non plus. Vous avez suggéré que ce serait le Hamas qui aurait informé certains investisseurs de la date de leur attaque d'Israël. Question : Pourquoi pas le Qatar ou des membres des autorités israéliennes ou tout simplement les Américains qui avaient été au courant de la date de cette attaque comme vous l'avez suggéré vous-même, en signalant que la sécurité le long de la bande de Gaza avait été allégée la veille, le 6 octobre ?

Vous feriez tout pour décrédibiliser le Hamas et servir les intérêts des sionistes, que vous ne vous y prendriez pas autrement, semble-t-il.

Je vais vous dire un truc que vous ne pourrez sans doute pas comprendre, peu importe.

Les Palestiniens n'en ont rien à foutre de savoir qui est derrière le Hamas, qui le finance, qui parle en son nom, la seule chose qui compte pour eux, c'est que c'est la seule organisation qui leur a permis de se soulever les armes à la main pour tenter de desserrer l'étau du blocus qui les étouffent depuis 17 ans au prix de terribles sacrifices qu'ils assument, quel modèle de dignité, n'est-ce pas, ce n'est pas donné à tout le monde assurément.

Vous racontez de plus en plus n'importe quoi dans vos articles, dans lesquels j'ai repéré des arguments contradictoires qui m'ont stupéfiées, par exemple, lorsque vous avez évoqué les tunnels sous Gaza, mais pas ceux avec l'Egypte par où tout le matériel et les armes passaient, vous ignorez que la bande de Gaza est sablonneuse et facile à creuser, qu'elle est toujours en travaux et que se procurer du matériel de construction ou le détourner était un jeu d'enfants, idem pour l'aménagement des tunnels. Des secrets de polichinelles, y compris l'emplacement de leurs entrées situées sous les habitations, d'où le tapis de bombes pour les atteindre plutôt qu'envoyer des fantassins se faire massacrer par la résistance palestinienne. Quel mystère !

Bref j'ai été scandalisé par la désinvolture avec laquelle vous avez traité ce sujet dramatique. Ce que je retiens, c'est que vous vous êtes employés à fournir des arguments aux ennemis des Palestiniens, qui identifient le Hamas aux Palestiniens pour mieux justifier leur massacre, ce qui est inexcusable. Je crois que votre haine envers le Hamas vous a aveuglé. Fin de l'extrait.

En résumé : La branche palestinienne du Hamas = Le Hamas = La Confrérie des Frères musulmans = Le Qatar = Israël et les Etats-Unis, dès lors le peuple palestinien qui se reconnait majoritairement dans la branche palestinienne du Hamas, ne mérite pas qu'on se mobilise pour lui.

L'article de Meyssan posait d'autres questions que je n'ai plus le temps d'aborder maintenant.

Gaza : Tsahal intensifie son offensive, l'inaction internationale jugée «*honteuse*» par le Qatar - AFP/RT 5 déc. 2023

L'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a jugé ce 5 décembre «honteuse» l'inaction de la communauté internationale face à la poursuite de la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza.

«*Il est honteux pour la communauté internationale de laisser ce crime odieux se poursuivre depuis près de deux mois, avec des massacres systématiques et délibérés de civils innocents, notamment des femmes et des enfants*», a-t-il déclaré à l'ouverture du sommet du Conseil de coopération du Golfe à Doha. AFP/RT 5 déc. 2023

Emir du Qatar : "*la question de Gaza n'est ni distincte ni une question de sécurité israélienne*" - aa.com.tr 05.12.2023

Le prince Cheikh Tamim ben Hamad al Thani a déclaré dans un discours prononcé à l'ouverture du Sommet du Golfe que la solution consiste à mettre fin à l'occupation et à résoudre la question du peuple palestinien.

C'est ce qui ressort de son discours prononcé en marge de l'ouverture de la 44e session du Sommet du Golfe, à Doha, en présence des dirigeants et de leurs représentants au Conseil de coopération du Golfe. aa.com.tr 05.12.2023

Mes commentaires dans différents médias ou blogs.

1- Cela dépasse l'entendement chez ceux qui avaient des illusions dans le régime en place uniquement.

Car dans un angélisme déconcertant, on semble oublier que le conservatisme, le libéralisme, l'ultra libéralisme, le néoconservatisme, le néolibéralisme, le libertarianisme (de droite ou de gauche), la droite, le centrisme (de droite comme de gauche), le centre droit, l'extrême centre, l'extrême droite, l'ultra droite, le réformisme, la social-démocratie et toutes ses versions jusqu'au social-libéralisme libertaire, le fascisme, le nazisme, ne sont que les principales variantes d'une seule et unique idéologie de droite.

Par conséquent il n'y a pas à s'étonner lorsque l'une d'entre elle au pouvoir emprunte à ses voisines du même camp des éléments idéologiques.

Pour ne pas se perdre, se tromper ou faire preuve d'opportunisme, il faut avoir à l'esprit en permanence ce que signifie cette idéologie, sur quoi elle repose. C'est très simple en réalité. Voilà qui le résume très bien en quelques mots, et dire que c'est sur Google !

Quelle est l'idéologie de la droite ?

La droite prône les valeurs de liberté, de libéralisme économique (liberté d'entreprendre), de propriété privée, d'identité nationale, d'ordre, de sécurité, d'autorité, de justice (pénale), ou de non-intervention de l'État dans l'économie.

Je résume, la liberté est accordée aux exploiteurs, afin qu'ils formatent la société en fonction de leurs propres intérêts qui se confondent avec le capitalisme. Donc tous ceux qui refusent d'abolir l'exploitation ou le capitalisme sont de droite, cela fait beaucoup de monde et déborde largement sur la gauche, c'est un euphémisme !

Après il y avait une autre définition toute aussi admirable par sa clarté et sa signification politique, que je ne résiste pas à la tentation de vous la soumettre.
Quelle est l'idéologie dominante ?

(...) Une idéologie dominante est diffuse et omniprésente, mais généralement invisible pour celle ou celui qui la partage, du fait même que cette idéologie fonde la façon de voir le monde.

Cela signifie que des moyens fallacieux ou malhonnêtes sont délibérément employés à cet effet, et que ceux qui en sont victimes y adhèrent malgré eux. C'est le rôle dévolu notamment aux médias mainstream, aux instituts de sondages...

2- Des dictatures militaires, des présidents à vie, des pays qui croulent sous la corruption et les affaires…

Dites, les dictatures militaires sont bien celles qui ont armé les régimes nazis ukrainiens et sionistes.

Quant aux présidents, aux États-Unis et dans sa colonie européenne, ils bénéficient d'un système équivalent de type héréditaire comme dans les monarchies du Golfe ou ailleurs, puisque quelle que soit leur étiquette politique ils poursuivent la même politique depuis un siècle déjà.
Et ne parlons pas de la corruption qui est inséparable des pays les plus riches, qui à la solde des gangsters de la finance ont créé les paradis fiscaux, entre autres.

3- Israël est une colonie anglo-saxonne sioniste, cet Etat autoproclamé et illégitime incarne le colonialisme qui s'est étendu sur tous les continents sous le capitalisme et qui a permis aux puissances impérialistes occidentales de piller les matières premières dans le monde entier, d'exercer leur hégémonie sur le reste du monde depuis près de 2 siècles.

Pourquoi cela devrait-il prendre fin ? Tel est le message.

Lutter pour le démantèlement de cette colonie sans combattre également pour en finir avec le capitalisme qui en est à l'origine et qui la maintient en vie, cela revient à refuser de se donner les moyens d'atteindre le but qu'on s'est fixé, c'est stupide ou c'est agir par ignorance ou en pur opportunisme.

A lire.

Clap de fin pour le Tribunal spécial sur le Liban ou Tribunal Hariri : Requiem pour une escroquerie politique, une imposture judiciaire, une forfaiture morale

Le Tribunal Spécial sur le Liban devrait fermer ses portes fin 2023 dans l'indifférence quasi générale de l'opinion occidentale, boudé par ses contributeurs, en état de quasi faillite financière, tournant une page honteuse des annales de la justice internationale, infligeant en même temps une scarification morale à ses promoteurs principalement la France et les États-Unis.

Le procès des assassins présumés de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri a constitué par excellence un procès politique sous habillage juridique.

Émaillé de nombreux incidents, ce procès qui se voulait exemplaire a débouché en fait sur une parodie de justice, une escroquerie politique, une imposture judiciaire, une forfaiture morale.

https://www.madaniya.info/2023/12/05/clap-de-fin-pour-le-tribunal-special-sur-le-liban-ou-tribunal-hariri-requiem-pour-une-escroquerie-politique-une-imposture-judiciaire-une-forfaiture-morale/

L'holodomor, une falsification de l'histoire à l'ère de la propagande occidentale

L'holodomor, en tant que falsification et déformation de l'histoire, est un cas d'école. C'est un exemple parfait de réécriture de l'histoire en fonction des intérêts politiques du moment. On impose une thèse à grand renfort d'argent. On finance les chercheurs, on rétribue leurs conférences, on favorise leurs promotions. On publie des tas de livres et d'articles sur le sujet. On fournit les bibliothèques universitaires en ouvrages qui défendent cette thèse, et on prend soin de rendre difficiles à trouver les ouvrages qui défendent la thèse opposée. On l'enseigne dans les établissements scolaires et universitaires comme étant la vérité historique. Puis on fait reconnaître officiellement cette famine par un maximum de pays comme étant un génocide. On laisse s'imprimer cette version fausse de l'histoire dans la psyché collective. On l'évoque de temps en temps en en parlant comme de quelque chose d'évident et de connu. L'endoctrinement est tellement puissant que tout le monde y croit, même ceux qui s'estiment indépendants d'esprit et critiques des thèses officielles. Personne n'ose la remettre en question de peur d'être marginalisé ou de peur d'essuyer des admonestations indignées. Voilà comment une thèse révisionniste devient officielle. Il suffit d'en faire, par inversion, une thèse dominante. Ne dit-on pas que l'histoire est écrite par les vainqueurs ? Les vainqueurs de la Guerre froide pouvaient tout se permettre, comme de s'attribuer la victoire contre le nazisme, comme de mettre sur le dos des Russes tout ce qui a été fait par le régime stalinien, comme d'inventer un génocide contre le peuple ukrainien alors que le pouvoir soviétique a favorisé l'identité ukrainienne. Je me demande ce qu'en penserait Khrouchtchev, lui qui a participé activement à la collectivisation, et donc à l'«*holodomor*», et qui, quand il est arrivé au sommet du pouvoir, a libéré des milliers de prisonniers politiques ukrainiens au nom de la déstalinisation et a donné la Crimée à la RSS d'Ukraine.

Peu importe la vérité historique, ce qui compte c'est de formater l'opinion publique occidentale en la conditionnant à percevoir les Ukrainiens3 comme un peuple martyr victime du joug russe. On connaît la suite.

https://reseauinternational.net/lholodomor-une-falsification-de-lhistoire-a-lere-de-la-propagande-occidentale/

Un épisode méconnu de l'Histoire polonaise

Cachez ce pacte que je ne saurais voir !

Nous sommes en janvier 1934 : Pacte de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne

Par Mendelssohn Moses

Michael J. Carley est un spécialiste des relations internationales au XXe siècle et de l'histoire de la Russie et de l'Union soviétique. Ses intérêts de recherche sont axés sur les relations de l'Union soviétique avec l'Europe occidentale et les États-Unis entre 1917 et 1945. Il est l'auteur jusqu'ici de quatre livres et d'une centaine d'articles et d'essais sur l'intervention française dans la guerre civile russe (1917-1921), sur les relations soviétiques avec les Grandes Puissances entre les deux guerres mondiales, sur les questions de «*l'appeasement*», les origines et la conduite de la Seconde Guerre mondiale et sur des questions d'actualité. Ses

travaux sont publiés au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Russie et ailleurs et sont traduits dans une douzaine de langues.

https://reseauinternational.net/un-episode-meconnu-de-lhistoire-polonaise/

Quand le droit d'Israël à exister "*est et reste*" une "*raison d'État*" qui devient universel.

L'État allemand exige le soutien d'Israël dans les demandes de naturalisation - The Jerusalem Post 7 décembre 2023

Dans son décret, la Saxe-Anhalt demande également aux agents de naturalisation d'être à l'affût des attitudes antisémites et antidémocratiques des demandeurs.

La reconnaissance du droit à l'existence d'Israël est désormais obligatoire pour ceux qui souhaitent devenir citoyens allemands dans l'ancien État est-allemand de Saxe-Anhalt.

Les candidats vivant dans cet État devront confirmer par écrit "*qu'ils reconnaissent le droit à l'existence d'Israël et condamnent toute action dirigée contre l'existence de l'État d'Israël*". La ministre de l'intérieur de Saxe-Anhalt, Tamara Zieschang, membre du parti de centre-droit Christian Democratic Union, a déclaré mardi que la règle était entrée en vigueur à la fin du mois de novembre.

Dans son décret, qui aurait été communiqué en interne à la fin du mois de novembre, la Saxe-Anhalt demande également aux agents de naturalisation d'être à l'affût de toute attitude antisémite ou antidémocratique parmi les candidats à la naturalisation.

Certains défenseurs d'Israël célèbrent encore la nouvelle loi de l'État.

"*Je pense que c'est extraordinaire, et c'est quelque chose que j'attendrais de chaque État*", a déclaré Sacha Stawski, président et fondateur de l'initiative pro-israélienne Honestly Concerned, basée à Francfort. Bien qu'il existe des motifs légaux pour refuser la citoyenneté, "*l'Allemagne a été extrêmement indulgente dans tous les États concernant cette question*", a-t-il ajouté. "*Nous n'avons plus besoin d'antisémites dans ce pays, nous n'en avons vraiment plus besoin*. "

Selon les médias, M. Zieschang a exprimé sa solidarité avec Israël immédiatement après l'attaque du Hamas. Faisant écho aux propos de l'ancienne chancelière Angela Merkel dans son discours historique devant le parlement israélien en mars 2008, elle a déclaré que le droit d'Israël à exister "*est et reste*" une "*raison d'État*", c'est-à-dire un principe essentiel de l'État allemand. The Jerusalem Post 7 décembre 2023

Le maccarthysme s'étend du communisme à l'antisionisme.

Deux projets de loi dangereux au Congrès visent la solidarité avec la Palestine Par Mitchell Plitnick 6 décembre 2023

La Chambre des représentants a adopté un projet de loi controversé assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme, ce qui constitue un dangereux précédent. Les législateurs pro-israéliens ont rapidement suivi avec un projet de loi visant à établir une commission du Congrès pour la solidarité avec la Palestine.

Mardi, la Chambre des représentants a adopté un projet de loi controversé assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme et jetant les bases d'autres lois qui pourraient qualifier de crimes les protestations et manifestations en faveur de la Palestine. L'adoption de ce projet de loi a suscité l'indignation des partisans de la Palestine et de la liberté d'expression.

Un autre projet de loi a été introduit plus discrètement et a immédiatement démontré les dangers du premier. Les deux projets de loi méritent d'être examinés de près. Pris ensemble, ils promettent de rendre beaucoup plus difficile le soutien aux Palestiniens assiégés par Israël.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/USA_sionisme.pdf

Face à l'immense majorité de la jeunesse américaine qui soutient les Palestiniens, ils recourent aux menaces et à la terreur pour tenter de lui interdire de s'exprimer librement.

Guerre Hamas-Israël : La présidente de Harvard critiquée après une audition sur l'antisémitisme - 20 Minutes/ AFP 07/12/23

Les grandes universités américaines doivent jouer les équilibristes entre les lois sur la liberté d'expression et les nombreux débordements en marge du conflit au Proche-Orient

Faut-il sanctionner les étudiants pro-Hamas sur les campus américains ? La présidente de la prestigieuse université américaine de Harvard, Claudine Gay, s'est retrouvée sous le feu des critiques et fait face à des appels à sa démission après une audition parlementaire consacrée à l'antisémitisme sur les campus universitaires.

Ce n'est pas la première fois que Claudine Gay et son établissement sont au centre d'une controverse : le conflit entre Israël et le Hamas déchaîne les passions dans plusieurs des universités les plus renommées des Etats-Unis, et Harvard en particulier a été sommée par des donateurs de condamner clairement des groupes d'étudiants pro-palestiniens.

Mardi, Claudine Gay et deux autres présidentes d'université ont été auditionnées à ce sujet par une commission parlementaire dont l'objectif affiché était de leur « faire rendre des comptes » après « *d'innombrables manifestations antisémites* ».

L'élue républicaine Elise Stefanik a assimilé les appels de la part de certains étudiants à l' « intifada » – terme arabe signifiant « *soulèvement* » et renvoyant notamment à la première révolte palestinienne de 1987 contre l'occupant israélien – à une exhortation à un « g*énocide contre les juifs en Israël et dans le monde* ». Elle a exigé de Mme Gay qu'elle dise si ce type de slogan était contraire au code de conduite de Harvard.

« *Nous souscrivons à un engagement en faveur de la liberté d'expression, même d'opinions répréhensibles, insultantes, haineuses* », a répondu Claudine Gay. « *Quand le discours se transforme en comportement qui viole nos politiques, y compris contre le harcèlement ou l'intimidation, nous prenons des mesures* ».

Un argumentaire qui n'a pas été du goût de Elise Stefanik, qui a réclamé que la présidente démissionne « *immédiatement* ».

L'éditorialiste et chercheur Shadi Hamid a lui aussi jugé la réponse de la responsable « *gênante* », mais « *parce qu'elle a accepté le postulat de Stefanik selon lequel dire intifada équivaut à appeler au génocide, ce qui est* ridicule ».

Claudine Gay a été contrainte mercredi de préciser ses propos dans un court communiqué. « *Certains ont confondu le droit à la libre expression avec l'idée que Harvard cautionnerait les appels à la violence contre les étudiants juifs. Je veux être claire : les appels à la violence ou au génocide contre la communauté juive, ou tout autre groupe ethnique ou religieux, sont ignobles* », a-t-elle dit. Ces appels « *n'ont pas leur place à Harvard et ceux qui menacent nos étudiants juifs devront rendre des comptes* », a-t-elle affirmé. 20 Minutes/ AFP 07/12/23

Images trop compromettantes montrant que c'est Tsahal qui a massacré la plupart des 1200 israéliens morts le 7 octobre 2023

Des officiers israéliens découvrent que les images de surveillance militaire de la frontière du 7 octobre ont "*disparu*" par The Cradle 3 décembre 2023 - Mondialisation.ca, 05 décembre 2023

Lors d'une visite de l'état-major de l'armée israélienne, des officiers ont déclaré qu'une "*main invisible*" a supprimé les vidéos & audios de surveillance militaire des événements du 7 octobre.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/images_subtilisées_7 octobre.pdf

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis le 7 octobre dernier, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice dans la bande de Gaza, qui a fait jusqu'à mardi soir 16 248 morts, dont 7 112 enfants et 4 885 femmes, outre 43 616 blessés, et des destructions massives d'infrastructures entrainant une *"catastrophe humanitaire"* sans précédent, selon des sources officielles palestiniennes et onusiennes.

- Brandissant l'article 99 de la Charte de l'ONU… António Guterres exhorte le Conseil de sécurité à faire pression pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza french.almanar.com.lb 06.12.2023

- Borrell demande instamment que l'UE soutienne l'invocation de l'article 99 du chef de l'ONU. english.almayadeen.net 07.12.2023

- Premier ministre espagnol: "*La catastrophe humanitaire à Gaza est insupportable*"
"*Compte tenu du risque d'effondrement imminent de la situation humanitaire à Gaza, le Conseil de sécurité doit agir immédiatement et appeler à un cessez-le-feu humanitaire*", déclare Pedro Sanchez. aa.com.tr 07.12.2023

- Chine : *''la priorité absolue est qu'un cessez-le-feu mette fin aux combats à Gaza''*

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a déclaré, mercredi, que "*la priorité absolue est qu'un cessez-le-feu mette fin aux combats dès que possible à Gaza"*, qui subit d'intenses bombardements israéliens, depuis le 7 octobre dernier.

C'est ce qui ressort d'un entretien téléphonique entre Wang et son homologue américain, Antony Blinken, selon la Chinese Public Broadcasting Corporation (CGTN). aa.com.tr 07.12.2023

- L'Iran condamne l'« *hypocrisie flagrante* » de Washington concernant Gaza

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a qualifié d'« *hypocrisie flagrante »* les déclarations du gouvernement américain qui se dit inquiet quant à la sécurité du Moyen-Orient, compte tenu de son soutien sans faille à la guerre génocidaire menée par Israël dans la bande de Gaza assiégée.

« *L'inquiétude des États-Unis concernant la sécurité de la région, alors que Washington soutient pleinement la guerre, le crime et le génocide perpétrés par le régime sioniste contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, serait plutôt une plaisanterie amère et un signe de l'hypocrisie flagrante du gouvernement américain* », a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

Kanaani a qualifié les États-Unis de « *principal coupable* » des crimes de guerre commis par Israël à Gaza en raison de leur soutien inconditionnel au régime d'apartheid d'Israël. french.almanar.com.lb 07.12.2023

- Amir Abdullahian à son homologue qatari : Les prochains jours seront très terrifiants pour « *Israël* »

Le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdullahian et son homologue qatari Mohammad bin Abdul Rahman Al Thani ont condamné mercredi soir les crimes de

guerre commis par « *Israël* » contre les femmes et les enfants à Gaza et en Cisjordanie. french.almanar.com.lb 06.12.2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Le scientisme se dote de son ministère de la Vérité occulte.

Emmanuel Macron fait renaître le Conseil scientifique, en « *Conseil présidentiel de la science* » - Le HuffPost 7 décembre 2023

Parmi les 12 membres du Conseil présidentiel de la science : les prix Nobel de physique Alain Aspect (2022), d'économie Jean Tirole (2014), le mathématicien Hugo Duminil-Copin, médaille Fields 2022 (plus haute distinction en mathématiques), Aude Bernheim, chercheuse en microbiologie à l'Inserm, l'oncologue Fabrice André, directeur de la recherche à l'Institut Gustave-Roussy, l'écologue Sandra Lavorel, médaille d'or 2023 du CNRS, la philosophe Claudine Tiercelin, professeure au Collège de France...

Le Conseil n'aura pas de présidence. « *Son format se veut efficace pour que le président ait en direct les avis et les retours des chercheurs pour certaines priorités scientifiques* », a précisé l'Élysée.

Ses avis ne seront pas rendus publics. Le HuffPost 7 décembre 2023

Dénoncer le massacre commis sur les Palestiniens par la colonie anglo-saxonne-sioniste les rend fébrile.

J-C - Cet épisode révèle si nécessaire qu'on est en présence de fanatiques gagnés à l'idéologie du führer qui règne sur Israël. Voilà ce qui arrive quand on veut plaire à tout le monde.

Personnellement je me serais toujours exprimer comme bon me semblait en lui répondant d'aller se faire foutre, je peux vous garantir que des millions de travailleurs auraient repris en cœur : Allez vous faire foutre, le temps où les serviteurs courbaient l'échine devant leurs maîtres est révolu !

La réponse de Jean-Luc Mélenchon au "*ferme ta gueule*" lancé à son encontre par Gérard Larcher - BFMTV 6 décembre 2023

"*Je veux laisser le ridicule bien inonder tout le champ de mes adversaires depuis le propos de Gérard Larcher*", a affirmé ce mercredi 6 décembre en fin de journée sur X Jean-Luc Mélenchon.

L'ancien candidat insoumis à la présidentielle a réagi à l'interpellation d'Olivier Truchot, journaliste et présentateur de BFMTV, qui l'interrogeait sur son silence après les propos du président du Sénat Gérard Larcher à son encontre.

Dans la matinée, Gérard Larcher s'en est vertement pris à Jean-Luc Mélenchon après avoir dénoncé les propos de l'ancien leader insoumis concernant l'éditorialiste de LCI Ruth Elkrief, qu'il avait qualifiée de "*manipulatrice*" et de "*fanatique*".

"*C'est irresponsable*", a jugé sur RTL le président du Sénat. "*Quelqu'un qui a des millions d'abonnés sur X, et qui se comporte de cette manière, qui, en quelque sorte par sa parole, créé un brasier, qui peut enflammer, diviser, qui montre du doigt une de vos consœurs et on voit bien avec quelle allusion derrière, et bien je dois dire que c'est inacceptabl*e", a-t-il déclaré.

Avant d'estimer que "*Jean-Luc Mélenchon s'est mis en dehors de l'arc républicain*". "*Vous lui dites quoi ce matin*?" Tais-toi?", lui a demandé RTL. Réponse de l'intéressé: "*Oui, ferme ta gueule!*".

De son côté, l'insoumis appelle dans sa réponse à "*reprendre la discussion là où elle a été interrompue: cessez-le-feu à Gaza! Halte au massacre*."

Mélenchon sur X : Bravo cher Olivier Truchot d'innover dans l'art de l'embrouille en pointant même mon silence contre moi. Il est assez éloquent pour vous faire réagir. Je veux laisser le ridicule bien inonder tout le champ de mes adversaires depuis le propos de Gérard Larcher. Toutes les indignations des chiens de garde sont annulées par le silence de la classe médiatique devant le borborygme du brave soldat Larcher. On peut reprendre la discussion là où elle a été interrompue : cessez-le-feu à Gaza ! Halte au massacre. BFMTV 6 décembre 2023

Italie.

Italie: les personnels de santé en grève pour protester contre le budget de Meloni - aa.com.tr 07.12.2023

Les personnels de santé en Italie ont fait une grève de 24 heures pour protester contre les mesures introduites dans la loi de Finances 2024 du gouvernement Meloni et défendre le système national de santé.

Les personnels de santé ont manifesté mardi contre le projet de loi de finances 2024, préparé par le gouvernement de coalition de droite dirigé par Giorgia Meloni et soumis au Parlement pour approbation.

Un groupe de médecins et d'infirmières ont organisé une marche sur la place Santi Apostoli, dans la capitale Rome.

Les manifestants, en grand nombre, travaillant dans le secteur de la santé ont protesté contre les réductions attendues des droits à la retraite et des services de santé.

Selon les syndicats concernés, environ 85% des travailleurs de la santé ont participé à la grève.

"*Il y a eu un large soutien, ce qui montre l'ampleur des atteintes à la dignité professionnelle et la volonté d'y répondre*", a déclaré Filippo Agnelli, président du Syndicat national italien des chirurgiens et dentistes, dans un communiqué à propos de la grève.

Et d'ajouter: "*Il ne s'agit pas seulement d'un problème économique. Le médecin veut faire son travail. Pour que cela se produise, il faut créer des conditions calmes et paisibles, sans menace constante de poursuites judiciaires et sans restrictions de dépenses*."

D'autre part, le ministre des Relations parlementaires Luca Sirianni a déclaré que le gouvernement présenterait d'ici la fin de cette semaine d'autres modifications au projet de loi, y compris l'amendement relatif à la retraite des médecins.

LE SOCIALISME

Le 8 décembre 2023

Solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien !

Mobilisation générale : Stop au génocide, Tsahal hors de Gaza, levée du blocus !

Certains hauts responsables américains, qui ont préféré rester anonymes, ont déclaré à CNN que l'administration du président Joe Biden avait informé le gouvernement israélien que « *les attaques contre Gaza ne peuvent pas continuer sous leur forme actuelle* » en raison de l'opposition de l'opinion publique mondiale.

Les responsables ont ajouté que les États-Unis estiment que « *le temps dont dispose Israël pour maintenir le soutien international diminue rapidement* ». french.almanar.com.lb 07.12.2023

Mes commentaires dans différents médias ou blogs.

1- On a déjà lu tout cela dans un tas d'articles. Mais c'est toujours bon de le rappeler face au matraquage de la propagande sioniste quotidienne.

Ce qui me choque toujours, c'est qu'il y en ait qui fassent toujours référence aux ONG les plus pourries ou réactionnaires... On va y venir plus loin.

Maintenant, on peut toujours pinailler sur certains passages de cet article, je m'en abstiendrai, sauf un qui ne passe pas :

- *Cette vidéo de la* " rave-party *" semble d'ailleurs être effectivement la pièce essentielle car elle est reprise par l'organisation Human Rights Watch qui précise qu'elle l'a* " vérifiée *" (4). L'organisation dit qu'elle montre "* trois incidents d'assassinats délibérés ".

Autrement dit cette ONG cautionne le discours des sionistes qui accusent le Hamas de s'est livré à un massacre de civils. Elles ne servent qu'à cela. Les ONG servent de caution morale de la pire réaction. L'auteur de cet article n'a pas dû s'intéresser à cette ONG, c'est un tort, moi j'y consacre du temps chaque fois que l'occasion se présente depuis plus de 15 ans.

Vous allez comprendre tout de suite pourquoi cette ONG a cautionné cette vidéo, qui montre uniquement comment Tsahal peut fabriquer n'importe quel document en falsifiant les faits.

A propos de Human Rights Watch. Qui est son président, qui la finance ?

James F. Hoge est président de Human Rights Watch depuis 2010.

M. Hoge est membre du Council on Foreign Relations (CFR) de New York, il a rejoint le conseil d'administration de Human Rights Watch en 1999. Jusqu'en 2010 il fut rédacteur en chef du magazine Foreign Affairs publié par le CFR.

Et qui sponsorise ou finance Human Rights Watch : L'Open Society Foundations de Soros. (Source : Wikipédia.org)

Inutile de commenter.

La dernière saloperie en date de Human Rights Watch.

Le blog d'information Mondoweiss animé par des intellectuels juifs américains antisioniste a publié un article le 5 décembre, que j'ai traduit (traducteur automatique) en français, HRW accusait les Palestiniens d'avoir bombardé leur propre hôpital :

Titre - **Des conclusions sans preuves : Le rapport de Human Rights Watch sur l'attentat de l'hôpital Al-Ahli**

Présentation de Mondoweiss - Le rapport trompeur de Human Rights Watch sur l'attaque de l'hôpital Al-Ahli a été publié sans véritable enquête ni preuves concluantes. Cette politique de deux poids, deux mesures met en danger la vie des Palestiniens.

Vous avez bien lu, "*sans véritable enquête ni preuves concluantes*", c'est leur spécialité.

https://mondoweiss.net/2023/12/findings-without-evidence-human-rights-watchs-report-on-the-al-ahli-hospital-attack/

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/HRW_sioniste.pdf

Dans mon portail depuis le 7 octobre j'ai publié environ 700 pages sur la guerre coloniale anglo-saxonne-sioniste qui se déroule en ce moment en Palestine occupée, plus 60 articles en entier, documents et vidéos consacrés au même sujet, dont 6 significatifs exclusivement sur le déroulement de la journée du 7 octobre et ses divers interprétations.

2- "*C'est plutôt qu'elle affirmait dès le 13 octobre, tout en condamnant sans équivoque les massacres du 7 octobre, qu'il fallait, plus que jamais au vu de l'ampleur du crime, chercher à comprendre comment on en était arrivé là.*"

Voilà quand on est sous influence, comment on se compromet pour finalement rien, bien qu'elle ait pu être de bonne foi ou naïve ou stupide au point de croire n'importe quoi. Il ne s'agit pas de philosophie, mais de guerre, de guerre de classes évidemment.

Et que dire de l'auteur de cet article, qui début décembre n'est pas encore au courant des déclarations parues dans la presse israélienne (Haaretz notamment) suggérant et prouvant en partie, que le récit de ce massacre a été inventé et serait à mettre plutôt au compte de Tsahal.

Ce n'est pas que cela fait tâche, cela produit un effet dévastateur et dessert la cause qu'elle était censée défendre, dommage.

La propagande nazie commence dès l'enfance en Israël.

Chanson génocidaire en Israël - December 7, 2023

https://odysee.com/@Investig'Action:c/chansong%C3%A9nocidaireenisra%C3%ABl:0?src=embed

Des enfants israéliens chantent l'anéantissement de Gaza dans un clip réalisé par un communiquant sulfureux.

Extrait des paroles.

La nuit d'automne tombe sur la plage de Gaza.

Destruction de bombardements d'avions

Ici, Tsahal franchit la frontière

Eliminez les porteurs de croix gammées.

Une autre année, et il n'y aura plus rien là-bas

Et nous rentrerons sains et saufs chez nous.

Dans l'année, nous les éliminerons tous.

…

Tsahal a atteint un niveau d'inhumanité irrémédiable

Les médias israéliens révèlent des abus à l'encontre de civils déplacés arrêtés à Gaza - middleeastmonitor.com 8 décembre 2023

Les médias israéliens ont récemment publié une image troublante montrant des civils déplacés qui ont été arrêtés dans des écoles d'abris dans le nord de Gaza. Les images publiées mettent en lumière le sort de ces personnes, qui semblent avoir été maltraitées et dépouillées de leurs vêtements, suscitant des inquiétudes quant à leur traitement lors de l'arrestation par l'armée israélienne.
https://www.instagram.com/p/C0klstPhGy_/?utm_source=ig_embed&utm_campaign=embed_video_watch_again

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan des victimes palestiniennes des attaques israéliennes contre la bande de Gaza s'est alourdi à 17 177 tués, depuis le 7 octobre dernier, a annoncé ce jeudi le ministère de la Santé de l'enclave.

"*Près de 70 % des victimes sont des femmes et des enfants*", a déclaré le porte-parole du ministère, Ashraf al-Qudra, lors d'une conférence de presse.

Al-Qudra a ajouté que 46 000 personnes avaient été blessées lors des attaques israéliennes contre le territoire palestinien assiégé.

"*Au moins 290 médecins ont été tués, 102 ambulances détruites et 160 centres de soins ciblés, par les attaques israéliennes, alors que 20 hôpitaux et 46 centres de premiers soins sont désormais hors service*", a fait savoir le porte-parole palestinien. aa.com.tr 07.12.2023

Procureur de la CPI: Bloquer volontairement l'aide humanitaire aux Gazaouis "*pourrait constituer un crime de guerre*" - aa.com.tr 07.12.2023

"*Je souhaite réitérer dans les termes les plus clairs possibles que le fait d'empêcher délibérément l'approvisionnement en secours aux civils peut constituer un crime de guerre en vertu du Statut de Rome de la CPI*", a déclaré Karim Khan sur X, ajoutant sa voix à un chœur de personnalités internationales affirmant qu'Israël pourrait commettre des crimes de guerre à Gaza.

Khan a souligné le besoin urgent d'un accès immédiat et substantiel à l'aide humanitaire à Gaza, citant l'invocation mercredi de l'article 99 de la Charte des Nations Unies par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. aa.com.tr 07.12.2023

Poutine et Ben Salman appellent à la fin des "*opérations militaires*" en Palestine - aa.com.tr 07.12.2023

Concernant l'évolution de la situation en Palestine, Ben Salmane et Poutine ont exprimé leur "*profonde préoccupation face à la catastrophe humanitaire à Gaza*".

Ils ont souligné "*la nécessité d'arrêter les opérations militaires dans les territoires palestiniens, de protéger les civils et de permettre aux organisations humanitaires internationales de mener à bien leur rôle de secours*". aa.com.tr 07.12.2023

L'Égypte met en garde contre les tensions avec le "*Israél*" face au dépeuplement de Gaza - english.almayadeen.net 08.12.2023

Axios a rapporté jeudi, citant quatre sources américaines et israéliennes, que l'Égypte a lancé un avertissement à la fois aux États-Unis et à "*l'État hébreu*", déclarant que si les réfugiés palestiniens s'enfuient dans le Sinai en raison des agressions israéliennes en cours dans la bande de Gaza, cela pourrait conduire à une "*rupture*" dans les relations entre l'Égypte et "*Israel*".

Préoccupée par l'impact sur sa sécurité nationale, l'Égypte vise à empêcher les réfugiés palestiniens de franchir sa frontière à la suite du génocide de Gaza.

L'Égypte, la Jordanie et l'Autorité palestinienne craignent depuis longtemps qu'il n'y ait « *l'État hébreu* » qui pousse les Palestiniens de Gaza vers l'Égypte, empêchant leur retour après la guerre. english.almayadeen.net 08.12.2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Quand le gouvernement mondial étend sa dictature.

L'OMS appelle les gouvernements à augmenter les taxes sur les boissons sucrées et alcoolisées - Journal du Dimanche 6 décembre 2023

En France, quand la justice fait régner la terreur.

Oise: un éleveur définitivement condamné à payer 106.000 euros pour le bruit et l'odeur de ses vaches AFP/BFMTV 7 décembre 2023

En famille. Les grandes « *gueules* » entre « *potes* ».

J-C - Même les clébards ne témoignent pas une telle soumission. Mélenchon n'a aucune dignité, il ne mérite même pas qu'on le défende.

"*Ferme ta gueule*": Jean-Luc Mélenchon "*n'en veut pas*" à son "*vieux pote véto*" Gérard Larcher - BFMTV 8 décembre 2023

Au lendemain des propos polémiques du président du Sénat, le leader insoumis a ironiquement répondu à Gérard Larcher.

La "*déformation professionnelle*" d'un "*vieux pote véto*": le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a ironisé ce jeudi 7 décembre sur les propos tenus à son égard par le président du Sénat Gérard Larcher, qui lui avait demandé de "*ferme(r)*" sa "*gueule*". BFMTV 8 décembre 2023

La laïcité est antisémite !

Une vidéo qui circule assez largement sur les réseaux sociaux. On y voit, dans la salle des fêtes de l'Élysée le grand rabbin de France Haïm Korsia allumer la première bougie de Hanouka en présence d'Emmanuel Macron pour marquer le début de cette fête juive des lumières.

Ce jeudi, lors de cette cérémonie à l'Élysée, Emmanuel Macron s'est vu remettre le prix annuel de la Conférence européenne des rabbins (CER) qui récompense la lutte contre l'antisémitisme et la sauvegarde des libertés religieuses. Le chef de l'État a promis de fixer "*dans les semaines à venir*" la date d'un hommage aux victimes de l'attaque du Hamas, estimant devoir attendre car des familles "*ont encore des otages*". BFMTV 8 décembre 2023

Les sionistes pourraient au moins lui accorder un traitement de faveur.

J-C – C'est ce que Mélenchon réclame de la part du Crif, car ce n'est pas « *la communauté juive* » qui s'en prend à lui. Question : Pourquoi les sionistes d'extrême droite devraient-ils l'épargner ?

Jean-Luc Mélenchon se sent "*abandonné*" par la communauté juive qu'il a "*défendue toute sa vie*" BFMTV 7 décembre 2023

Afrique.

Pourquoi l'empire s'en prend-il toujours à l'Afrique ? Finis le chantage et le racket.

Washington ferait "*la promotion de l'agenda LGBT en Afrique*" - fr.sputniknews.africa 07.12.2023

Le gouvernement ougandais a dénoncé le 6 décembre l'extension des restrictions de visas imposées par les États-Unis à ses fonctionnaires, accusant Washington de promouvoir un "*programme LGBT*" en Afrique, a relaté l'agence de presse Reuters.

"*Il y a un coup d'État au département d'État américain qui est tombé sous le contrôle des personnes qui font la promotion de l'agenda LGBT en Afrique*", a déclaré Okello Oryem, ministre d'État aux Affaires étrangères, cité par l'agence.

Les États-Unis avaient imposé une première série de restrictions en matière de visas aux responsables ougandais en réaction à la loi en juin, et la Banque mondiale a interrompu l'octroi de nouveaux prêts au pays en août.
Pourquoi toujours l'Afrique?

Le ministre ougandais note que lesdites sanctions de Washington ne touchent pas les pays du Moyen-Orient qui ont pourtant des lois identiques voire plus sévères contre les LGBT.

"*S'ils refusent les visas à nos députés, ceux-ci iront à Shanghai ou à Guangzhou. Il y a beaucoup de beaux endroits à visiter*", a-t-il réagi.

De même, M.Oryem a affirmé à l'AFP qu'"*Il ne fait aucun doute que certains groupes aux États-Unis et en Occident ont des visées non seulement sur l'Afrique, mais aussi sur l'Ouganda, pour tenter de nous amener à accepter les relations entre personnes de même sexe en utilisant l'aide et les prêts*". fr.sputniknews.africa 07.12.2023

"*Se libérer d'une contrainte inutile*": fin de la convention fiscale entre le Niger et la France - fr.sputniknews.africa 07.12.2023

Selon Issoufou Boubacar Kado Magagi, le Niger, le Mali et le Burkina Faso "*ne tirent aucun avantage*" sur les accords de non-double imposition avec la France, conclus il y a plus de 40 ans.

Des entreprises françaises implantées au Niger "*enrichissent davantage leur pays*".

"*Les recettes fiscales que les sociétés françaises paient à la France vont être maintenant payées au Niger. Ce sont des recettes qu'on perdait, ce sont des milliards qu'on va gagner dans cette affaire*", affirme cet ancien Inspecteur Général d'État du Niger.

"*La France a décidé de déstabiliser ces trois pays de la sous-région, elle voulait disloquer cette alliance. Par conséquent, tous les moyens sont bons pour nous de réagir. A chaque coup, on réagit*", résume-t-il.

LE SOCIALISME

Le 9 décembre 2023

Pas le temps de discuter, j'ai eu un problème de canalisation chez moi, le tuyau d'évacuation des eaux usées était bouchée, cela a nécessité de gros travaux en urgence que je terminerai demain matin. Du coup la causerie est un peu bâclée !

Le blog sera actualisé plus tard dans la journée dorénavant, à cause d'un problème de connexion indépendant de ma volonté depuis une semaine.

Autres enseignements sous nos yeux.

Chaque fois qu'il se produit une guerre, un mouvement social de grande ampleur, des émeutes ou un début de révolution, plus le temps passe, quelques semaines ou quelques mois, et plus il apparaît qu'il n'existe aucune issue politique immédiate conforme aux intérêts des travailleurs ou qu'inévitablement les peuples opprimés vont subir une nouvelle défaite, soit parce qu'ils n'ont pas été en mesure de maintenir leur unité pour forcer leur ennemi à leur accorder des concessions, soit ils ne disposaient pas d'un parti révolutionnaire (et d'une Internationale) pour formuler les tâches politiques qu'ils devaient accomplir ou les objectifs politiques qu'ils devaient se fixer pour les guider dans leur combat politique jusqu'à la prise du pouvoir.

Dans les deux cas, c'est la faiblesse de leur organisation et l'absence de direction qui sont en cause. On devrait donc s'atteler à résoudre ce problème. Or, ce n'est pas du tout l'objectif des médias ou des réseaux dits sociaux.

Dans ce contexte au fil du temps, plus les différents acteurs politiques qui s'expriment en leur nom, qui souvent de nos jours sont étrangers au mouvement ouvrier ou se situent à la marge du mouvement ouvrier, seront tentés de proposer aux travailleurs ou aux peuples des compromis qui vont à l'encontre de leurs intérêts tout en colportant des illusions dans le capitalisme et ses institutions, parce qu'ils sont incapables de concevoir un autre modèle de société, et ils estiment que les travailleurs ne pourraient pas en assumer la direction, à moins qu'ils n'agissent conformément à l'idéologie antisocialiste qu'ils avaient adoptée.

Jusqu'au milieu des années 80, davantage avant, les syndicats et les partis dits de gauche et d'extrême gauche organisaient des millions de travailleurs et étudiants, ils étaient en mesure de mobiliser la classe ouvrière pour s'opposer à la politique du gouvernement en place, ce qui permit l'adoption de réformes sociales à partir de 1945, de défendre ou conserver un certain nombre d'acquis sociaux et d'en acquérir d'autres.

A partir des années 80-90, les gouvernements et institutions internationales favorisèrent la création d'ONG et d'associations en tout genre. Ils leur accordèrent des statuts et ils se mirent à les financer. Les plus importantes reçurent des dons importants d'oligarques, certains d'entre eux en patronnèrent ou firent partis de leurs dirigeants, définirent leur orientation politique. Elles eurent pour principale fonction de détourner les classes moyennes du mouvement

ouvrier, de manière à affaiblir celui-ci, et attirer vers eux les éléments des couches supérieures de la classe ouvrière déjà acquis au capitalisme en leur promettant des jours meilleurs sous le capitalisme. Elles participèrent à la dislocation du mouvement ouvrier et à l'atomisation de la classe ouvrière.
A partir du début des années 2000, l'oligarchie financière anglo-saxonne poursuivit son offensive contre le mouvement ouvrier international en permettant la création de toute sorte de médias sociaux et de réseaux dits sociaux, dont des blogs personnels, politiques, forums, etc. où tout le monde sans distinction ou à égalité était appelé à s'exprimer sur tout et n'importe quoi, ce qui se traduisit par un brouhaha indescriptible, une confusion totale dans laquelle l'idéologie dominante s'en tirait bien, puisque c'était elle qui en était à l'origine et l'alimentait en permanence, de sorte que tous ceux qui représentaient une autre idéologie demeurèrent marginalisés ou le restèrent, dont le socialisme littéralement invisible ou inexistant.

Dans ce contexte, pour gagner des sympathisants et engranger des dons, les propriétaires de médias sociaux dits blogs indépendants ou alternatifs qui n'interviennent pas dans le cadre du mouvement ouvrier, vont devoir adapter leur discours en fonction de l'état d'esprit dominant au sein des couches des classes moyennes qui se prétendent progressistes sans heurter leur sensibilité pro capitaliste, ce qui va les amener à tenir en permanence un double discours, par exemple, dénoncer le génocide des sionistes tout en reprenant le récit inventé par eux du massacre perpétré par le Hamas sur des civils israéliens.

Et que proposent-ils ? Invariablement de s'en remettre aux institutions internationales, ils appellent à interpeller les élus dont l'action politique se situe dans le cadre des institutions de la Ve République pour ce qui est de la France, ou dans les institutions nationales du pays où ils résident. Au mieux, ils appellent la population à se mobiliser sur des mots d'ordre contradictoires. Quelle stratégie et quel objectif politique proposent-ils aux travailleurs ? Aucune. Ils attirent vers eux des centaines de milliers de travailleurs qu'ils mènent dans une impasse politique, à la grande satisfaction de nos ennemis.

Dès lors, j'ai le choix entre les imiter ou les rejoindre, ou me situer sur le terrain du mouvement ouvrier et dénoncer leur opportunisme au risque d'être incompris par tous ceux qui n'ont pas conscience du rôle nocif ou réactionnaire que jouent ces médias sociaux. Tardieu, l'empêcheur de tourner en rond, le mouton noir, l'emmerdeur, le diviseur, et j'en passe de moins flatteurs, un comble. A leur tour ils pratiquent l'inversion accusateur pour camoufler leur compromission, ils adoptent à leur tour tout sauf le socialisme, chacun sait comment cela se termine chaque fois.

Vous me direz, qu'on devrait au moins leur reconnaître le mérite de nous informer, je vous l'accorde, à condition qu'ils ne soient pas intéressés.

Je vais vous dire un truc, il suffit de se connecter aux médias des différents pays qui sont concernés par un évènement et que les médias sociaux consultent, pour se passer de leur service. Cela nécessite tout de même de réviser ou d'actualiser nos connaissances sur un sujet donné, ce qui prend du temps. Je vous accorde que ce n'est pas donné à tout le monde, qui plus est, on ne peut pas se consacrer à fond à plusieurs sujets à la fois, donc ce n'est pas sans inconvénient. Par exemple, en ce moment je me consacre à la question palestinienne et j'ai dû laisser tomber tout le reste.

C'est donc une contrainte supplémentaire, j'en ai bien conscience, j'allais dire qu'on y gagnait en indépendance, quoiqu'on n'ait pas besoin de cela pour être indépendant. C'est davantage pour vérifier si on a la capacité de traiter un sujet et de prendre position sans avoir à se référer à quiconque, sans se planter de préférence. C'est cette épreuve que j'ai voulu m'imposer pour voir le résultat ou si j'étais en mesure de m'assumer pleinement, ce que je crois, à vous d'en juger.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on se fasse le relais de ce genre d'hypocrisie sordide.

Les Etats-Unis soutiennent "*une enquête approfondie*" après la frappe ayant tué un journaliste au Liban.

Deux enquêtes publiées par l'Agence France-Presse et Reuters jeudi 7 décembre désignent Israël comme responsable de cette frappe, qui a également blessé six autres journalistes le 13 octobre.

Gaza : Joe Biden exhorte Benyamin Netanyahou à « *protéger les civils* » - AFP/ LePoint.fr 8 décembre 2023

« Sans l'unité indissoluble des progressistes arabes et juifs, la victoire sur le sionisme n'est pas seulement difficile : elle est alors impossible ».

Le sionisme à l'âge des dictateurs - Une réévaluation - Lenni Brenner - 1983

Extrait

Mais le sionisme est une idéologie, et ses chroniques sont à examiner avec le même œil critique que celui avec lequel le lecteur devrait scruter l'histoire de toute tendance politique. Le sionisme ne coïncide pas aujourd'hui, et n'a jamais coïncidé, avec le Judaïsme ou avec le peuple juif. L'écrasante majorité des victimes juives d'Hitler n'étaient pas des sionistes. Il est également exact, et le lecteur est invité à le vérifier par lui-même, que la majorité des Juifs de Pologne, en particulier, avaient désavoué le sionisme à la veille de l'Holocauste, qu'ils détestaient les politiques menées en septembre 1939 par Menahem Begin, l'un des dirigeants du mouvement prétendument « *sioniste-révisioniste* » de la capitale polonaise. L'auteur du présent ouvrage, en tant que Juif anti-sioniste, est insensible à l'accusation selon laquelle l'anti-sionisme serait équivalent à l'anti-sémitisme et à la « *haine de soi juive*. »

Il n'est guère nécessaire d'ajouter que toutes les tentatives d'assimiler Juifs et sionistes, et par là-même d'attaquer les Juifs en tant que tels, sont criminelles, et doivent faire l'objet d'une réponse sévère. Il ne saurait exister la moindre confusion entre la lutte contre le sionisme et l'hostilité envers les Juifs ou le Judaïsme. Le sionisme prospère sur les craintes que les Juifs ont quant à un nouvel Holocauste.

Le peuple palestinien est profondément reconnaissant au soutien sans faille que lui accordent les Juifs progressistes, qu'ils soient religieux — comme Mme Ruth Blau, Elmer Berger, Moshe Menuhin, ou Israël Shahak — ou athées — comme Felicia Langer et Leah Tsemel, ainsi que d'autres à gauche. Aucune théorie nationale, théologique ou sociale ne peut, en aucun cas, se transformer en écueil sur le chemin de ces Juifs, d'Israël ou d'ailleurs, qui sont déterminés à marcher côte à côte avec le peuple palestinien contre l'injustice et le racisme. On peut affirmer, avec une certitude scientifique, que, sans l'unité indissoluble des progressistes arabes et juifs, la victoire sur le sionisme n'est pas seulement difficile : elle est alors impossible

---

Vous avez dit "*judéo-nazis*".

J'avais l'habitude de penser que le terme "*judéo-nazis*" était excessif. Ce n'est plus le cas par Jonathan Ofir - mondoweiss.net 8 décembre 2023

J'avais l'habitude de penser que le terme "*judéo-nazis*" de Yeshayahu Leibowitz était trop fort pour décrire Israël. Mais aujourd'hui, je pense différemment.

Le regretté professeur Yeshayahu Leibowitz a utilisé le terme "*judéo-nazis*" à la fin des années 1980 lorsqu'il a qualifié l'ancien juge de la Cour suprême Meir Landau, qui a effectivement légalisé la torture, de ce terme. Il a présenté ses arguments avec force : "*L'État d'Israël représente l'obscurité d'un corps d'État, où une créature de forme humaine, qui était le président de la Cour suprême, décide que l'utilisation de la torture est autorisée dans l'intérêt de l'État.* "

J'y ai vu une sorte d'exagération morale. C'était grave - les Palestiniens étaient systématiquement torturés, mais je me disais que nous n'étions pas aussi génocidaires que les nazis.

Mais aujourd'hui, mon sentiment est différent. Hier, le maire adjoint de Jérusalem, Arieh King, a tweeté une photo de plus d'une centaine de Palestiniens nus qui ont été kidnappés par l'armée israélienne à Gaza, menottés et assis dans le sable, gardés par des soldats israéliens. M. King a écrit que "*les forces de défense israéliennes exterminent les musulmans nazis de Gaza*" et que "*nous devons accélérer le rythme*". "*Si cela ne tenait qu'à moi, ajoute-t-il, j'amènerais 4 D9 [bulldozers], je les placerais derrière les collines de sable et je donnerais l'ordre d'enterrer vivants ces centaines de nazis. Ce ne sont pas des êtres humains, ni même des animaux humains, ce sont des sous-hommes et c'est ainsi qu'ils doivent être traités*", a déclaré M. King. Il a terminé en répétant la référence au génocide biblique d'Amalek de M. Netanyahou : "*Éliminez la mémoire d'Amalek, nous n'oublierons pas*".

Alors qu'Israël parle d'une "*rafle du Hamas*", les hommes et les enfants qui apparaissent sur ces photos, âgés de 13 ans à peine, sont des médecins, des journalistes, des commerçants et d'autres civils qui ont trouvé refuge dans les écoles de l'UNRWA à Beit Lahia. Ils avaient été enlevés arbitrairement et séparés de leurs familles.

Le tweet de M. King avait été reposté par Middle East Monitor et était apparemment un peu excessif pour X, puisqu'il semble avoir été supprimé par la plateforme. Mais ne vous inquiétez

pas : ce matin, King a tweeté à nouveau avec la même photo et d'autres (de garçons et d'hommes palestiniens nus sur des camions), en commençant cette fois son message par une citation biblique faisant référence à Amalek, peut-être dans le but de confondre les algorithmes. Il a cité le Deutéronome 25, 19 :

"*Lorsque le Seigneur ton Dieu t'aura délivré de tous les ennemis qui t'entourent dans le pays qu'il te donne en héritage, tu effaceras le nom d'Amalek de dessous les cieux. N'oublie pas !*"

Cependant, King juge nécessaire de souligner la pertinence actuelle, de peur qu'elle ne soit trop vague :

"*Des centaines de fils d'Amalek, des musulmans-nazis, quel devrait être, selon vous, leur jugement ?*"

Il est donc clair que nous sommes vraiment à l'époque nazie, et cela rappelle vraiment l'Holocauste. Cette rhétorique et ces actes sont désormais omniprésents. Aujourd'hui, le journaliste et animateur de médias Yinon Magal (ancien législateur du parti Foyer juif de Naftali Bennett et animateur d'une émission de radio avec Ben Caspit sur la radio centriste Maariv 103FM) a tweeté la même photo avec un écran partagé comprenant une photo de prisonniers palestiniens de 1967 (notamment habillés), et a écrit que "*l'histoire se répète*". Il aurait tout aussi bien pu utiliser une photo de la Nakba de 1948 ou, d'ailleurs, une photo de l'Holocauste. Magal ne semble pas comprendre l'ironie de la situation : l'histoire, en effet, se répète.

Hier, Magal a tweeté une photo de certains de ces garçons et hommes nus assis dans la rue rasée de Beit Lahiya et a demandé sérieusement "*pourquoi n'y a-t-il pas de femmes sur la photo".*

Il est difficile de faire le tour de toutes les couches de perversion qui existent ici.

Plus tôt dans la journée d'hier, Magal a partagé une vidéo de soldats israéliens à Gaza chantant et dansant, et il a tapé les paroles de leur chanson génocidaire en les approuvant :

"*Je suis venu conquérir Gaza*
Et frapper le Hezbollah à la tête
Et n'adhérer qu'à une seule mitzvah [acte]
Éradiquer la semence d'Amalek.
J'ai laissé ma maison derrière moi
Et je ne reviendrai pas tant que la victoire n'aura pas été remportée.
Tout le monde connaît notre slogan
Il n'y a pas de personnes non impliquées".

Il ne s'agit pas seulement des chants de quelques enfants sur les collines. Il s'agit de soldats de Gaza, ceux-là mêmes qui perpétuent cet horrible génocide sous nos yeux. Ceux qui les encouragent en termes explicitement génocidaires ne sont pas non plus de simples fanatiques d'extrême droite ; cet esprit est partout.

Je m'adresse à des collègues activistes qui ont beaucoup de mal à faire face à cette situation. Nous avons du mal à suivre les horreurs, le nombre croissant de morts - alors que les

responsables américains affirment que l'assaut israélien pourrait se poursuivre dans sa forme actuelle jusqu'à la fin du mois de janvier et continuer ensuite avec une "*stratégie de moindre intensité et hyper-localisée*".

Comment diable ce génocide peut-il se poursuivre sous les yeux du monde entier, nous demandons-nous ? La réponse semble être qu'il se poursuit précisément parce que le monde entier a choisi de le regarder plutôt que de l'arrêter. C'est notre faute à tous. mondoweiss.net 8 décembre 2023

https://mondoweiss.net/2023/12/i-used-to-think-the-term-judeo-nazis-was-excessive-i-dont-any-longer/

Vive la guerre !

Wall Street finit la semaine sur une note positive - AFP 9 décembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Gaza : la Russie regrette que le Conseil de sécurité de l'ONU n'ait pas exigé un cessez-le-feu - AFP/ RT 8 déc. 2023

- «*La Russie est extrêmement déçue qu'en deux mois le Conseil de sécurité de l'ONU n'ait pas exigé un cessez-le-feu dans la bande de Gaza*», a déclaré Dmitri Polyansky, premier représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'organisation mondiale, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la situation au Moyen-Orient.

La Mission permanente de la Russie a noté que les actions du Hamas le 7 octobre ne justifiaient pas les crimes contre l'humanité commis à Gaza.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a pour sa part affirmé que «*les violences perpétrées par le Hamas ne peuvent en aucun cas justifier la punition collective du peuple palestinien*».

Les Etats-Unis ont mis leur véto à une résolution réclamant un «*cessez-le-feu humanitaire immédiat*» dans la bande de Gaza réclamé avec force par le secrétaire général Antonio Guterres.

La résolution préparée par les Emirats arabes unis et soutenue par près de 100 pays, a recueilli 13 voix en faveur, une voix contre (Etats-Unis) et une abstention (Royaume-Uni).

Le directeur de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini, a lui aussi appelé à un «*cessez-le-feu humanitaire immédiat*» et à mettre fin «*à l'hécatombe des vies palestiniennes*», tandis que les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays arabes ont réclamé la fin «*immédiate*» de la guerre.

I Watched The Hamas Massacre Film. Here Are My Thoughts.

https://www.youtube.com/watch?v=mc5iG3DX7ho

J-C – Je n'ai pas eu le temps de regarder cette vidéo en anglais.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Que du vieux au royaume de France.

Corruption : près de 9 Français sur 10 estiment que les personnes exerçant des responsabilités sont "*corrompues pour une grande partie d'entre elles*", selon un sondage - FranceInfo 09/12/2023

J-C – Alors il faut être sadomasochiste ou inconsistant pour les élire !

Santé en danger.

Covid au Royaume-Uni : Boris Johnson reconnaît *"ne pas avoir suffisamment réfléchi"* avant de décréter le confinement et présente ses excuses - France-Soir 07 décembre 2023
https://www.francesoir.fr/politique-monde/covid-au-royaume-uni-boris-johnson-reconnait-ne-pas-avoir-suffisamment-reflechi

Le microbiologiste Sucharit Bhakdi alerte sur les conséquences potentiellement dévastatrices de l'utilisation de bactéries dans la production des vaccins Covid-19 à ARNm - France-Soir 06 décembre 2023
https://www.francesoir.fr/societe-sante/le-microbiologiste-sucharit-bhakdi-alerte-sur-les-consequences-potentiellement

Pfizer poursuivi par le procureur général du Texas pour tromperie sur l'efficacité de son vaccin Covid et censure présumée du discours public - France-Soir 07 décembre 2023
https://www.francesoir.fr/politique-monde/pfizer-poursuivi-par-le-procureur-general-du-texas-pour-tromperie-sur-l-efficacite

Vaccins anti-Covid : un lanceur d'alerte néo-zélandais jette un pavé dans la mare - France-Soir 05 décembre 2023
https://www.francesoir.fr/societe-sante/vaccins-anti-covid-un-lanceur-d-alerte-neo-zelandais-jette-un-pave-dans-la-mare

LE SOCIALISME

Le 10 décembre 2023

Je suis de la vieille école ou j'avais un métro de retard en appelant toujours portail ou site Internet notre blog, donc dorénavant on évoquera notre blog.

Dorénavant je prépare la rubrique consacrée à la guerre pour la libération de la Palestine occupée en consultant notamment plusieurs médias israéliens (en français ou en anglais), Haaretz, Jérusalem Post, The Times of Israël, Mondoweiss (antisioniste), et des médias arabes basés aux Moyen-Orient et en Europe, Al Mayadeen, Al Manar, Middle East Monitor, Chronique de Palestine, Euro Palestine, International Solidarity Movement, Anadolu Ajansi.

---

10 ouvrages importants sur la Palestine occupée, le sionisme…

Un énorme merci à Didier qui nous a envoyé 10 documents sur Israël tirés de la Bibliothèque du mouvement ouvrier qu'il a réalisé.

Pour télécharger ces documents :

https://drive.google.com/drive/folders/1J2bsphkZX32_aAZcK9QdY7lOuqxJagdS

Monsieur Meyssan tient absolument à participer à la propagande de l'Etat d'apartheid.

Entendu hier dans son dernier entretien au *Courrier des Stratèges* (libertarien)

- « *Je ne sais pas quelles sont les combines entre Netanyahu et le Hamas, même s'il est évident qu'il y en a depuis toujours* ».

Il a un peu trop tendance à faire dans le roman d'espionnage ou policier... Il poignarde dans le dos les Palestiniens.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- 64eme jour de massacres israéliens contre la bande de Gaza : 17.700 martyrs, 48.780 blessés.

- Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a informé le président US que les combats à Khan Younes se poursuivront un mois.

- Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, refuse de transférer les sommes financières dues à l'Autorité palestinienne.

- « *Les Américains n'ont fixé aucune date limite* » pour la fin de l'opération à Gaza, a déclaré le conseiller à la sécurité nationale, Hanegbi, à la Douzième chaîne.

« *Hier, ils ont nié avoir fixé une quelconque date butoir. Ils comprennent qu'ils ne peuvent pas dire à Tsahal combien de temps il lui faudra pour atteindre ses objectifs… Ils partagent nos objectifs en matière de libération des otages, pour laquelle il est impossible de fixer une date, et de destruction du Hamas. Par conséquent, l'estimation selon laquelle l'atteinte des objectifs de la guerre à Gaza ne se mesure pas en semaines est correcte, et je ne suis même pas certain qu'elle se mesure en mois.* » fr.timesofisrael.com 10 décembre 2023

Propagande. Flagrant délit de film truqué par Tsahal.

J-C - Génial !

La mise en scène grossière d'une fausse reddition de combattants palestiniens - ismfrance.org 9 décembre 2023

https://twitter.com/GazaNewsPlus/status/1733761166315229202

Non, ces images propagées par l'armée d'occupation ne représentent pas la capitulation des soldats du Hamas, mais plutôt un groupe de civils palestiniens qui ont été kidnappés et déshabillés alors qu'ils s'étaient réfugiés avec leurs familles à l'école Khalifat à Beit Lahia, au nord de la bande de Gaza.

Selon nos informations et témoignages recueillis, l'armée d'occupation a orchestré une mise en scène filmée pour sa propagande médiatique. Elle a contraint Munir Qeshta Al-Masry, propriétaire d'une petite entreprise d'atelier d'aluminium à Beit Lahia, à se détacher du groupe et à brandir une arme en l'air pour faire croire qu'il était un combattant du Hamas. Cependant, M. Al-Masry, que nous avons pu identifier sur la vidéo, ne fait pas partie des soldats du Hamas ni d'aucune autre faction armée palestinienne.

Pour des raisons inconnues, cette première séquence n'a pas été validée par l'armée d'occupation. Elle a donc dû être recommencée, comme nous pouvons le remarquer à travers la deuxième séquence vidéo :

Dans la première séquence, le civil palestinien Munir Qeshta Al-Masry tient l'arme de sa main droite et le chargeur de sa main gauche.

Dans la deuxième séquence, on revoit le même civil palestinien, Munir Qeshta Al-Masry, tenant cette fois l'arme de sa main gauche et le chargeur de sa main droite.

Une nouvelle fois, la propagande d'occupation israélienne ne tient pas la route, notamment lorsque l'on considère le nombre d'armes au sol. On n'en trouve qu'une seule, en plus de celle que le civil dépose lors de la séquence tournée, totalisant ainsi deux armes seulement.

Cela contraste avec le nombre de Palestiniens présents que l'armée d'occupation prétend avoir arrêtés pour être des combattants du Hamas.

Toutes ces mises en scène n'ont qu'un seul objectif : faire croire à l'opinion publique et au monde que l'armée d'occupation atteint ces objectifs militaires et donne une image de victoire qui n'en est pas.

La réalité est que l'occupation est tombée dans un vrai bourbier dans la bande de Gaza, incapables de mener sur le terrain la moindre réussite militaire face à la Résistance Palestinienne.

Israël empile 1,8 million de Palestiniens dans une zone de la taille d'un aéroport

"*Entasser autant de monde dans une zone aussi petite, avec aussi peu d'infrastructures ou de services augmentera considérablement les risques pour la santé de ceux qui sont déjà au bord du gouffre*".
https://www.mondialisation.ca/israel-empile-18-million-de-palestiniens-dans-une-zone-de-la-taille-dun-aeroport/5684032?doing_wp_cron=1702199567.8695640563964843750000

Les Etats-Unis approuvent la vente « *d'urgence* » à Israël de 14 000 obus de chars - AFP/Times of Israel 10 décembre 2023

Le gouvernement américain a approuvé « d'urgence », sans passer par le Congrès, la vente à Israël de près de 14 000 obus de chars servant dans sa guerre contre le groupe terroriste palestinien du Hamas à Gaza, a-t-il fait savoir samedi.

Le département d'Etat a notifié vendredi au Congrès, invoquant une autorisation « *d'urgence* », la vente à son allié israélien de 13 981 obus de 120 mm équipant les chars de combat Merkava engagés dans l'incursion terrestre, selon des communiqués samedi du ministère des Affaires étrangères et du Pentagone.

Ces équipements militaires représentent une valeur de 106,5 millions de dollars.

« Le secrétaire d'Etat (Antony Blinken) a déterminé et justifié dans le détail auprès du Congrès qu'il y avait urgence pour vendre immédiatement au gouvernement israélien ces équipements (…) en se passant de l'examen parlementaire requis par la législation sur le contrôle des exportations d'armements », a indiqué la diplomatie américaine.

Hakan Fidan: Les Etats-Unis sont restés seuls à soutenir la poursuite de la guerre contre Gaza - aa.com.tr

Commentant le projet de résolution de cessez-le-feu à Gaza, auquel les États-Unis se sont opposés au Conseil de sécurité de l'ONU

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré que les Etats-Unis sont restés seuls à soutenir la poursuite de la guerre contre Gaza, commentant le projet de résolution de cessez-le-feu, auquel les États-Unis ont mis leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU.

C'est ce qui ressort de ses déclarations samedi à Anadolu et la chaîne turque TRT, après une rencontre avec son homologue américain, Antony Blinken, dans le cadre de ses rencontres avec les membres de la délégation de contact de l'Organisation de la coopération islamique et de la Ligue des États arabes, en marge d'une visite dans la capitale américaine, Washington.

Fidan a expliqué que lors de la réunion du Groupe de contact pour Gaza avec Blinken, les membres ont exprimé très clairement la tragédie que vit Gaza et qu'ils sont devenus les porte-parole de la rébellion de l'opinion publique mondiale sur cette question.

Des pays arabes, islamiques et étrangers dénoncent le recours par Washington à son veto contre la résolution de cessez-le-feu à Gaza - french.almanar.com.lb 9 décembre 2023

Aujourd'hui samedi, plusieurs pays arabes, islamiques et étrangers ont dénoncé l'usage par les États-Unis de leur droit de veto contre une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu à Gaza.

Le ministre omanais des Affaires étrangères, Badr bin Hamad Al Busaidi, a déclaré que « *le recours au veto contre le projet de résolution constitue une insulte honteuse aux lois humanitaires* ».

Al-Busaidi a ajouté dans un tweet sur la plateforme X : « *J'exprime mon profond regret que les États-Unis aient eu recours au sacrifice de la vie de civils innocents au profit du sionisme* ».

La Malaisie a également condamné le recours par les États-Unis à leur veto pour empêcher le Conseil de sécurité d'appeler à un cessez-le-feu à Gaza.

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a déclaré que son pays condamnait « *l'usage par les États-Unis de leur veto contre le projet de résolution de cessez-le-feu humanitaire à Gaza* ».

À son tour, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré que « *le recours par Washington à son veto contre le projet de résolution est une totale déception* ».

Dans ce contexte, le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Edda, a déclaré que « *l'incapacité du Conseil de sécurité à se mettre d'accord sur un cessez-le-feu pour des raisons humanitaires dans la bande de Gaza est tragique* ».

Plus tôt, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a déclaré que l'administration américaine a prouvé une fois de plus qu'elle était « *le principal acteur et la principale raison du meurtre de civils palestiniens, en particulier des femmes et des enfants* ».

Le représentant permanent adjoint de la Russie auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, Dmitri Polyansky, a également affirmé que « *les États-Unis, en utilisant leur droit de veto contre le projet de résolution présenté par le groupe arabe au Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, « ont condamné des milliers de civils à mort* ».

Pour sa part, le représentant permanent de la Chine auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, Zhang Jun, a fermement soutenu le projet de résolution arabe comme « *moyen de sauver des vies, et a critiqué les États-Unis pour avoir utilisé leur veto », exprimant leur chagrin pour les civils et estimant qu'utiliser leur droit de veto pour poursuivre les combats relève de la plus grande hypocrisie* ».

Il a également appelé *« Israël » à mettre fin à la politique de punition collective qu'il mène contre les habitants de la bande de Gaza,* » qualifiant ce qui se passe de « *catastrophe humanitaire* », soulignant que *« tout ralentissement signifie davantage d'effusion de sang* ».

De son côté, le président colombien Gustavo Petro a souligné que « *le veto des USA ne peut pas être utilisé pour permettre des massacres* », notant que pour que *« la démocratie et la paix brillent sur le continent américain, l'Amérique ne peut permettre le génocide nulle part dans le monde* ».

Avril Benoit, directrice exécutive de Médecins sans frontières aux Etats-Unis, a déclaré que l'usage par Washington de son veto contre un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur un cessez-le-feu à Gaza le rend « *complice du massacre* » dans la bande de Gaza.

Le projet de résolution appelle à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza pour des raisons humanitaires. Il souligne également la nécessité de la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers, en garantissant l'arrivée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza et l'entrée de l'aide en quantités suffisantes dans la bande assiégée et depuis tous les points de passage.

Il convient de noter que la Grande-Bretagne s'est abstenue lors du vote, tandis que le représentant français, François de Rivière, a regretté de ne pas avoir adopté la résolution et aurait souhaité qu'elle contienne une condamnation du Hamas. french.almanar.com.lb 9 décembre 2023

Liz Magill démissionne mais reste membre titulaire du corps professoral de l'UPenn - Times of Israel 9 décembre 2023

La présidente de l'Université de Pennsylvanie, Liz Magill, démissionne, quelques jours après avoir suscité l'indignation en insistant sur le fait que les appels au génocide des Juifs ne vont pas nécessairement à l'encontre du code de conduite de l'établissement universitaire, et après que ses éclaircissements ultérieurs eurent été largement jugés insuffisants.

Le président du conseil d'administration de Penn déclare, dans une lettre qui a rapidement circulé en ligne, que Magill a *« volontairement présenté sa démission* » mais qu'elle restera membre titulaire du corps professoral de la faculté de droit.

Parole de sioniste fanatique : « *Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond* » chez les jeunes juifs américains.

Les jeunes juifs américains sont "*pro-Israël*" d'une manière différente - The Jerusalem Post 9 décembre 2023

Que signifie "*pro-Israël*" pour la jeune génération de Juifs ?

Les jeunes juifs... expriment des points de vue différents des autres.

Quel est le point de vue de la jeune génération de Juifs ?

Si les jeunes juifs s'identifient encore apparemment comme "*pro-israéliens*", leur attitude diffère sensiblement de celle des juifs plus âgés.

D'après le JEI, cette population s'est montrée moins favorable à l'envoi de porte-avions dans la région, moins favorable à la visite du président Joe Biden en Israël et plus favorable à des pauses humanitaires et à un cessez-le-feu, autant d'éléments qui ne sont pas compatibles avec une attitude "*pro-israélienne*".

Dans une enquête que j'ai menée après le sondage de la JEI, j'ai trouvé des résultats qui vont dans le sens de cette attitude, mais aussi des résultats qui soulèvent encore plus de questions sur ce que signifie réellement "*pro-Israël*" pour les jeunes juifs américains.

Lorsque j'ai demandé à plus de 200 juifs américains de moins de 40 ans s'ils se considéraient comme "*pro-israéliens*", plus de 65 % d'entre eux ont répondu par l'affirmative, ce qui correspond à ce que l'on peut attendre d'autres études.

Mais ce groupe plus jeune diffère effectivement des Américains juifs plus âgés en ce qui concerne Israël, dans la mesure où environ 35 % d'entre eux se considèrent également comme "*pro-palestiniens*".

Plus de 70 % sont d'accord pour dire que le Hamas a commis des atrocités et des crimes de guerre, mais une proportion substantielle de plus de 40 % a également déclaré qu'Israël était coupable de la même chose.

Plus d'un quart de l'échantillon pense qu'Israël se livre à un "*génocide*" contre les Palestiniens. Plus de 12 % ont déclaré que le Hamas devrait conserver le contrôle de Gaza après la guerre et plus de 35 % sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle le Hamas est une "*organisation de résistance opérant pour promouvoir les intérêts nationaux palestiniens*". Ces résultats soulèvent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses.

Lorsque, dans une population clairement "*pro-israélienne*", tant de gens croient qu'Israël est coupable de crimes de guerre et de génocide à l'encontre des Palestiniens, lorsque tant de jeunes Américains juifs sont encore prêts à voter pour des gens comme Tlaib et Omar (la seule députée américaine d'origine palestinienne. - J-C), il y a quelque chose qui ne tourne pas rond.

Mais ce type de résultats n'est plus si inhabituel aujourd'hui. De plus en plus d'études sur les juifs américains montrent qu'ils s'éloignent du lien traditionnel avec Israël que l'on attendait des générations précédentes. Et ce, malgré les voyages "*Birthright*", les activités de sensibilisation sur les campus et l'éducation juive.

Il semble que de nombreux jeunes juifs américains poursuivent sur la même voie que les études précédentes, à savoir la fusion des attitudes avec les voix libérales et progressistes non juives de la population générale.

La majorité d'entre eux sont encore favorables au sens le plus traditionnel du terme, mais les Américains juifs doivent se demander combien de temps encore il en sera ainsi.

On ne peut pas dire que des groupes marginaux comme "*If Not Now*" et "*Jewish Voice for Peace*" représentent la majorité des juifs des États-Unis, mais comme les jeunes juifs cherchent à définir l'identité juive comme l'expression d'un motif de justice sociale tel qu'interprété par d'autres mouvements progressistes, Israël jouera un rôle de plus en plus marginal et, à terme, de plus en plus étranger et hostile.

https://www.jpost.com/opinion/article-777133

Lu dans un blog juif américain antisioniste.

Les crimes de guerre horribles à Gaza et l'absence de réponse conséquente de la part des institutions internationales, qui n'ont pas réussi à mettre fin concrètement à ces crimes contre l'humanité en Palestine, montrent une déconnexion croissante entre l'expression politique populaire dans la rue et la politique de l'État.

Le mouvement de solidarité palestinien en France est très fort; il est également très étroitement lié à d'autres luttes pour la justice, tant au niveau local qu'au niveau mondial.

J-C – « *Très fort* », c'est un peu exagéré, semble-t-il, lire ci-dessous. Je peine à trouver un ou des blogs relayant les manifestations propalestiniennes qui ont lieu en France, si vous en connaissez, communiquez-les moi, merci.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

N'en faites pas trop quand même !

Guerre Israël-Hamas: plusieurs manifestations en France samedi en "*solidarité avec le peuple de Gaza*" - BFMTV 10 décembre 2023

À Paris et dans plusieurs villes de France, des milliers de personnes ont défilé, ce samedi après-midi à Paris, pour exprimer leur "*solidarité avec le peuple de Gaza*" et demander l'arrêt des bombardements du territoire palestinien par l'armée israélienne.

Dans la capitale, ils étaient 1.800 personnes, selon la préfecture de police. Dans le cortège, parti de République vers Nation, étaient scandés des slogans comme "*Arrêt immédiat des bombardements"* et "*Israël assassine les enfants de Palestine*", rapporte une journaliste de l'AFP.

À Paris samedi après-midi, un rassemblement s'est par ailleurs tenu devant l'université de la Sorbonne, à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Quelques dizaines de personnes y ont participé, derrière une banderole "Halte au massacre à Gaza, cessez-le-feu immédiat", a constaté une journaliste de l'AFP. A Strasbourg 400 personnes ont défilé, à Lille quelques 200, selon les préfectures respectives. A Marseille, les manifestants étaient environ 500, d'après la police.

D'autres manifestations ont également eu lieu à Annecy (200 participants selon la préfecture) ainsi que dans l'ouest, à Nantes, Morlaix ou encore Saint-Brieuc. BFMTV 10 décembre 2023

La France engagée directement dans la guerre contre le peuple palestinien au côté des Etats-Unis et du régime génocidaire sioniste.

Guerre Israël-Hamas : une frégate française abat deux drones yéménites en mer Rouge - lejdd.fr 10/12/2023

Un navire de guerre français patrouillant en mer Rouge a abattu dans la nuit de samedi à dimanche deux drones provenant du nord du Yémen, territoire sous contrôle des rebelles houthistes, qui menacent de perturber le trafic sur cette voie maritime stratégique dans le cadre du conflit entre Israël et le Hamas. lejdd.fr 10/12/2023

Combat contre la dictature climatique.

Conséquences géophysiques de la mécanique céleste - Association des climato-réalistes 3 septembre 2023

Par Vincent Courtillot, Jean-Louis Le Mouël et Fernando Lopes.

En exclusivité pour l'Association des Climato-Réalistes, une présentation plus précise et en français du contenu des résultats présentés ci-dessous a été préparée par Vincent Courtillot. L'article est disponible en anglais sur le site de Judith Curry.

Résumé

Les travaux de Vincent Courtillot et ses collègues démontrent l'existence d'un jeu de périodicités caractéristiques dans des séries d'observations longues de plus d'un siècle. Ces fréquences se trouvent être celles qu'engendrent les rotations/révolutions des 4 planètes géantes. Il ne fait guère de doute que ce sont elles qui entraînent des variations de l'axe de rotation de la terre, partant des variations de l'insolation donc du climat. C'est une extension à courtes périodes des cycles de Milankovic. Nous retrouvons ces fréquences dans le niveau de

la mer, l'étendue des glaces de mer, la pression et la température de la basse atmosphère, les mouvements des pôles, de nombreux indices océanographiques dont El Nino et jusqu'aux cernes d'accroissement d'une forêt de genévriers au Tibet.

Suite de l'article en français :

https://www.climato-realistes.fr/consequences-geophysiques-de-la-mecanique-celeste/

Article en entier en anglais :

https://judithcurry.com/2023/09/01/geophysical-consequences-of-celestial-mechanics/

Critique objective du concept d'effet de serre - Association des climato-réalistes 5 décembre 2023

Par Paul Pettré

Paul Pettré est Ingénieur en Chef de la Météorologie Honoraire. Sa formation scientifique s'est déroulée à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI) où il a obtenu un doctorat de géophysique avec le Professeur Paul Queney. Sa carrière s'est développée à Météo- France par l'analyse de campagnes aérologiques sur les vents locaux et les problèmes de pollution atmosphérique. En fin de carrière Paul Pettré s'est orienté vers l'étude de la circulation atmosphérique et du climat de l'Antarctique où il a effectué sept missions. Paul Pettré a publié de nombreux articles dans les revues à comité de lecture de haut niveau sur le plan international et noué des collaborations avec plusieurs équipes de recherche internationales.

https://www.climato-realistes.fr/critique-objective-du-concept-de%ef%ac%80et-de-serre/

Télécharger le document en format .pdf

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2023/10/Paul-pettre-Critique-Concept-Effet-de-Serre.pdf

---

Un blog sur le climat en anglais particulièrement intéressant par Roy Spencer, un scientifique climatologue de la NASA à la retraite

Roy W. Spencer a obtenu son doctorat en météorologie à l'université du Wisconsin-Madison en 1981. Avant de devenir chercheur principal à l'université de l'Alabama à Huntsville en 2001, il était chercheur principal pour les études climatiques au Marshall Space Flight Center de la NASA, où il a reçu, avec le Dr John Christy, la médaille des réalisations scientifiques exceptionnelles de la NASA pour leur travail de surveillance de la température mondiale par satellite. Le travail de M. Spencer avec la NASA se poursuit en tant que chef de l'équipe scientifique américaine pour l'Advanced Microwave Scanning Radiometer (radiomètre à

balayage micro-ondes avancé) du satellite Aqua de la NASA. Il a témoigné à plusieurs reprises devant le Congrès sur le thème du réchauffement climatique.

Les recherches de M. Spencer ont été entièrement soutenues par des agences gouvernementales américaines : NASA, NOAA et DOE. Aucune compagnie pétrolière ne lui a jamais demandé de rendre un quelconque service. Pas même Exxon-Mobil.

Le premier livre populaire de M. Spencer sur le réchauffement climatique, Climate Confusion (Encounter Books), est désormais disponible sur Amazon.com et BarnesAndNoble.com.

https://www.drroyspencer.com/

LE SOCIALISME

Le 11 décembre 2023

Je n'ai plus le temps de bavarder un peu, j'ai passé trop de temps avec de nouveaux médias ou blogs que j'ai découverts ce matin même.

Mon commentaire envoyé à un blog.

https://www.legrandsoir.info/jean-luc-melenchon-a-gaza-ce-n-est-pas-de-la-legitime-defense-mais-un-genocide.html

Le contexte : Suite à un long entretien de Mélenchon au média arabe Orient XXI reproduit par Le Grand Soir.

- Tout est dit ici, qui caractérise la nature antisocialiste de l'idéologie de Mélenchon, il a choisi son camp, ce n'est pas le mien.

- « *L'hymne au droit international est particulièrement significatif. Le droit international c'est celui des multinationales. La CPI n'est rien d'autre qu'un outil pour poursuivre des dirigeants politiques ne se situant pas dans le bloc impérialiste dirigé par les USA, point à la ligne. L'ONU a toujours été un instrument au service des impérialistes et particulièrement de l'impérialisme dominant. Et la solution à deux Etats est un leurre depuis Oslo, et totalement enterrée par ceux-là même qui l'évoquent.*

*Il est au milieu du gué, car il donne quand même l'impression que le conflit ne remonte qu'à "*Plomb durci*". Pas de référence à la Nakba, à l'origine du conflit en 1947. Sa défense du droit d'Israël à vivre montre bien qu'il ne voit pas que c'est justement la création de l'Etat d'Israël qui est la cause des 75 ans de guerre meurtrière. La seule manière de régler ce conflit, c'est la création d'un Etat unique laïque accueillant les Israéliens et les Palestiniens, cela implique la fin de l'Etat d'Israël, colonisateur, raciste, tel qu'il existe aujourd'hui.* »

Je n'irai pas par quatre chemins, son discours est épouvantable, une horreur ! Le personnage me dégoûte au dernier degré, parce qu'il ose parler en notre nom, en cela il est pire que la réaction. Je partage votre analyse sur cet histrion du régime.

C'est un démagogue professionnel. Il fait l'idiot ou il fait preuve de naïveté comme d'habitude en tenant par endroits un double discours, alors qu'il connaît parfaitement l'histoire du sionisme bien avant la création d'Israël. Les bonnes consciences dites de gauche y trouveront leur compte, pour lui c'est l'essentiel, il soigne son fonds de commerce qui brasse largement à droite parmi les classes moyennes ou l'aristocratie ouvrière pour continuer à exister, alors qu'il est mort politiquement depuis plus de 40 ans, quand il déserta le combat politique contre le capitalisme et la Ve République.

On fit parti de la même organisation, je l'ai appris bien plus tard quand je n'en faisais plus parti non plus.
Une info d'actualité à partager, qui tue la propagande sioniste

En photo : http://www.luttedeclasse.org/Tsahal_film_truque_mred.jpg
Avec un commentaire en guise de présentation :

En blog : http://www.luttedeclasse.org

Le socialisme : Les porte-parole du régime fascisant français prennent un malin plaisir à vous raconter comment leur récit calqué sur celui de l'Etat génocidaire sioniste a contribué à créer un climat de confrontation général au sein de la population, un climat de guerre civile, comment finalement ils terrorisent la population.

Ils recourent exactement au même procédé qu'ils avaient employé lors de la mystification sanitaire, lorsque ceux qui ne portaient pas de masque ou ne voulaient pas se faire piquouser étaient considérés comme des pestiférés, des assassins en puissance.

Ils veulent absolument diviser, atomiser l'ensemble des travailleurs pour mieux les affaiblir, les contrôler, les asservir, leur imposer un modèle de société fasciste ou nazi, totalitaire.

Téléchargez l'image de la page d'accueil du blog, montrez-là à tous ceux qui croient le récit officiel, cette image provient de Tsahal, d'où voulez-vous qu'elle provienne !

"*Je ne peux pas leur pardonner l'avis qu'ils ont*" : en France, familles et amis déchirés par l'importation du conflit entre le Hamas et Israël francetvinfo.fr 10/12/2023

Le dialogue est impossible. L'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre puis la riposte de l'armée israélienne dans la bande de Gaza ont hystérisé les discussions dans l'Hexagone. Sur la scène politique mais aussi dans la sphère plus intime, entre amis, en famille, en couple, au travail... de nombreux Français, juifs ou non, musulmans ou non, peinent à s'entendre pour la simple raison qu'ils pensent différemment.

L'article en entier :

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Francetvinfo_terroriste_France_12.2023.pdf

---

En famille. Le palmarès du Jerusalem Post 2023 entre oligarques et nazis.

Le palmarès confessionnel 2023 de l'influence du Jerusalem Post - reseauinternational.net 10 décembre 2023

Mieux qu'au festival de Cannes, le *Jerusalem Post* avait organisé une soirée pour honorer ses nominés au palmarès mondial et confessionnel de l'influence. La cérémonie devait avoir lieu le 9 octobre 2023 au Carlton Hôtel de Tel-Aviv. Prix pour les invités : 750 dollars. On peut

raisonnablement penser que cette soirée a été reprogrammée après l'attaque palestinienne du 7 octobre.

La lecture rapide de ce palmarès est toujours instructive.

a- Premier constat : ce palmarès confessionnel des 50 personnalités les plus influentes comporte 96 noms. On n'arrête pas le progrès. La présence sur ce palmarès étant probablement très recherchée, il y a une inflation du nombre de nominés. Sans doute faut-il ne mécontenter personne et montrer à quel point la communauté étend son influence. Sans doute aussi faut-il promouvoir et mettre en lumière un maximum de personnalités pour leur permettre de développer leurs activités professionnelles en les faisant connaître au monde entier. La seule question que l'on peut se poser est de savoir si une place à ce palmarès peut s'acheter, et combien ? Lorsqu'on voit le nom du milliardaire Russe Abramovitch dans ce palmarès et plus généralement le nombre de milliardaires qu'on y trouve, il y a vraiment de quoi se poser la question sur la relation entre la fortune des individus et leur présence au palmarès de l'influence du *Jerusalem Post*.

b- Ceux qui perdent leurs étoiles : Il y a, bien sûr, le camarade Zelensky qui perd toutes ses étoiles d'un seul coup puisqu'il disparaît complètement du classement des 96 en 2023, alors qu'il trônait en première place en 2022. Ça sent le lâchage en rase campagne, voire le «*sapin*», pour l'ex virtuose du piano à queue qui avait été nominé à deux reprises dans les dernières années. Cet individu, longtemps porté aux nues par une presse atlantiste enthousiaste, allant jusqu'à être comparé à Churchill, devrait commencer à se faire du souci pour son avenir. Une des portes de sortie pour Zelensky pourrait être l'émigration vers Israël avec quelques centaines de millions de $ détournés de l'aide internationale attribuée à son pays. Nul doute que ces millions de dollars seraient reçus et recelés à bras ouvert dans sa seconde patrie.

Quant à la Première ministre française, elle disparaît elle aussi du palmarès des 50 (qui est cette année un palmarès des 96). Elle passe donc de la troisième place en 2022 au néant en 2023. Il est vrai qu'une première ministre française ne représente plus grand chose aujourd'hui dans le monde, en termes d'influence.

c- Ceux qui gardent leur place, voire qui l'améliorent : On y retrouve les dirigeants politiques israéliens avec une avancée de Netanyahou à la 2ème place du palmarès de l'influence 2023. On notera avec intérêt que Netanyahou, Premier ministre israélien et Ron Lauder (milliardaire US et président du congrès juif mondial depuis 2007), sont les seuls nominés 2023 à avoir été nominés sans discontinuer depuis la création du palmarès (14 fois sur 14). Mon Dieu ! Que d'influence dans la durée toutes ces nominations doivent représenter… Quelle a pu être cette influence sur la politique des USA, avec des relais comme Lauder, Blinken et Yellen, eux même nominés à plusieurs reprises au palmarès du Jerusalem Post et nominés une fois de plus en 2023 ? Cela pourrait-il, par hasard, expliquer le jusqu'au boutisme dans le soutien militaire et financier US pro-Israël pour sa guerre génocidaire à Gaza ? et le suivisme béat de l'OTAN et de l'UE ?

Sans véritable surprise, on retrouve SOROS, père et fils ainsi que Zuckerberg parmi les nominés de la société civile. Pour SOROS père et Zuckerberg, ça devient une habitude.

d- Ceux qui entrent aux palmarès de l'influence pour la première fois : Le nom le plus signifiant parmi les nouveaux entrants est celui de Bezalel Smotrich, le nazi de service par excellence du gouvernement d'apartheid israélien de Netanyahou, ministre des Finances et des territoires occupés, qui avait défrayé la chronique le 19 mars 2023 en niant l'existence du peuple palestiniens à Paris, dans un silence assourdissant de SOS racisme et de la LICRA et une grande discrétion du gouvernement et des médias. Ces derniers n'ont pas insisté sur le sujet et s'étonnent aujourd'hui des réactions de colère armées palestiniennes. Ils soutiennent l'écrasement sous les bombes d'une population civile à Gaza, par leur silence, à peine gêné, et leur inaction délibérée.1

Il y a aussi un autre nazi qui traite les Palestiniens d'animaux humains, Yoav Gallant, ministre de la Défense israélien, ce qui laisse à penser qu'il se croit, lui-même, d'une race supérieure à celle de ces «*animaux humains*» : une sorte de peuple élu par exemple. Ce concept d'animaux humains fait évidemment penser aux Untermenschen (sous hommes) maltraités par les nazis allemands qui considéraient la race aryenne (la leur) supérieure à toute autre et qui n'hésitaient pas à déclarer, eux aussi : «*Dieu est avec nous* !» (Gott mit uns)

Voilà donc le type de nouveaux venus sélectionnés pour figurer au palmarès du Jerusalem Post 2023. C'est dire que le message envoyé au monde par le *Jerusalem Post* n'est pas très rassurant ni reluisant et ne grandit pas l'image de l'actuelle gouvernance israélienne qui compte, hélas, trop de malades mentaux «*influents*».

S'agissant de la France, il y a, Dieu merci, deux personnalités plus raisonnables et recommandables : les Franco-marocains André et Audrey Azoulay, père et fille. Le premier est conseiller du roi du Maroc, la seconde est directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), après avoir été ministre de la Culture en France, en charge de distribuer les subventions aux médias bien-pensants (d'où l'influence, sans doute…)

1- https://www.tf1info.fr/israel-tolle-apres-les-declarations-du-ministre-bezalel-smotrich-niant-l-existence-des-palestiniens

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé, dimanche, que le bilan des victimes palestiniennes depuis le début de l'agression israélienne contre la Bande de Gaza s'est alourdi à 17 997 morts.

Al-Qudra a ajouté que le nombre total des blessés au cours de la même période s'est élevé à 49 229 citoyens.

"Au cours des dernières heures, l'occupation a commis 21 massacres, tué des familles entières et bombardé l'hôpital Kamal Adwan, dans le nord de la Bande de Gaza, faisant ainsi deux morts parmi les patients et des dizaines de blessés à l'intérieur de l'hôpital, ce qui a mis en danger la vie des personnes qui s'y réfugient", a-t-il alerté. aa.com.tr 11.12.2023

- Quatre pays appellent le Conseil européen à prendre une position "claire" sur la situation à Gaza

Les premiers ministres d'Espagne, de Belgique, d'Irlande et de Malte ont appelé le président du Conseil européen, Charles Michel, à tenir un débat sérieux sur la guerre à Gaza pendant la prochaine session du Conseil européen aa.com.tr 11.12.2023

- Madame Hélène Ranchal, directrice des opérations internationales de Médecins du Monde, qui explique sur un plateau télé à quel point la destruction de la Palestine est monstrueuse et criminelle. Les populations civiles sont ciblées méthodiquement ainsi que les infrastructures importantes comme les écoles et les hôpitaux qui sont sacralisés par la loi de la guerre. Vont-ils l'accuser d'être islamiste, d'être antisémite… ?

«*L'armée israélienne cible les écoles et les hôpitaux de façon systématique. Il n'y a aucun conflit dans le monde où, de façon systématique, le système de santé a été mis à terre. (…) C'est un siège inhumain*».

Hélène Ranchal, directrice des opérations internationales de Médecins du Monde démonte la propagande du porte-parole francophone de l'occupation israélienne, Olivier Rafowicz.

https://twitter.com/BreakNewsFrance/status/1733590937018736676?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1733590937018736676%7Ctwgr%5E657e9204891a8fdf2f78fd83e23f5e41692c1f1f%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Freseauinternational.net%2Fhelene-ranchal-directrice-des-operations-internationales-de-medecins-du-monde-demonte-la-propagande-sioniste%2F

https://twitter.com/i/status/1733590937018736676

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Les psychopathes sadiques osent tout. Imposture sordide.

Tandis que France de Macron est complice du massacre perpétré par le régime judéo-nazi de dizaines de milliers de Palestiniens innocents, soutient le régime néonazi de Kiev qui a massacré plus de 15.000 civils d'origine russe en Ukraine depuis 1914.

La France accueillera en 2026 le congrès pour l'abolition universelle de la peine de mort - BFMTV 11 décembre 2023

La France accueillera en 2026 le prochain Congrès mondial pour l'abolition universelle de la peine de mort, a annoncé dimanche soir Emmanuel Macron à l'occasion du 75e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le 10 décembre 1948, l'ONU adoptait la déclaration universelle des droits de l'Homme au Palais de Chaillot à Paris, là même où cette célébration était organisée ce dimanche.

"*Il faut (...) élever la voix quand il faut, pour défendre cet héritage si précieux, rappeler qu'il s'est construit sur le refus de la violence et de la déshumanisation de la Seconde Guerre mondiale*", a souligné le président citant la nécessité d'œuvrer en faveur des droits des femmes qui sont bafoués notamment en Afghanistan et en Iran.

J-C - Pas en Palestine occupée par les sionistes nazis assumés.

BFMTV - Plus tôt, sa ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna avait appelé à redoubler d'efforts pour faire respecter les droits humains dans le monde et à "*mettre fin à l'impunité de ceux qui les violent*".

"*Nous ne devons pas oublier que le respect des droits de l'Homme est un combat de tous les jours. Et que ce combat est (...) loin d'être gagné*", avait-elle déclaré. "*Nous faisons face à des tentatives pour faire reculer parfois les droits et libertés, et ceci, dans le monde entier*".

La ministre avait salué le rôle de la France qui "*s'honore d'agir pour la paix et la sécurité, et pour le respect des conditions humanitaires des populations victimes des conflits ou victimes du terrorisme*", en allusion, sans toutefois les citer à la guerre en Ukraine, aux attaques du 7 octobre en Israël commises par le mouvement islamiste palestinien Hamas ou encore à la situation humanitaire dramatique dans la bande de Gaza.

J-C - Impunité accordée aux sionistes nazis au pouvoir en Israël. Leur discours est tellement grotesque, éloigné de la réalité ou contradictoire avec les positions politiques qu'ils ont adoptées sur l'Ukraine et la Palestine occupée, qu'ils se ridiculisent aux yeux du monde, perdent toute influence, excellent.

Quand ils avouent être tous racistes. Nous, non !

Gérald Darmanin partage l'avis d'Édouard Philippe sur l'existence d'un "*racisme contre les blancs*" - BFMTV 11 décembre 2023

Ce lundi 11 décembre, Gérald Darmanin réitère ses propos sur Europe 1. "*J'ai toujours pensé qu'il y avait du racisme et qu'il touchait tout le monde. Il touche les arabes, il touche les noirs, il touche les juifs, il touche la communauté asiatique et il touche évidemment les blancs*", soutient-il.

Édouard Philippe avait estimé dans le JDD qu'il était "*bien possible*" qu'il existe une "*forme nouvelle de racisme anti-blancs, comme il y a une forme ancienne de racisme anti-noirs, anti-arabes ou anti-juifs*". "*Aucune de ces formes de racisme n'excuse l'autre. Elles sont toutes absolument condamnables et il faut lutter contre toutes aussi fermement*", avait-il ajouté.

Etat policier. Ils harcèlent en permanence les jeunes des banlieues. Tueurs en série.

J-C - Tous les jours en France il y a des centaines d'automobilistes ou motards qui grillent des feux rouges, alors qu'est-ce qu'ils vont emmerder des jeunes à 23H00, sans qu'il soit prouvé qu'ils aient eu une conduite dangereuse, sinon pour chercher l'affrontement ou pour faire du chiffre et satisfaire leur hiérarchie galvanisée par un ministre fascisant.

Refus d'obtempérer en Seine-et-Marne: Les deux adolescents sont morts - AFP 11 décembre 2023

Les deux adolescents de 17 ans à bord d'un scooter impliqué dans un accident après un refus d'obtempérer en Seine-et-Marne sont morts samedi et dimanche, un drame qui alourdit encore le bilan des jeunes décédés dans des courses-poursuites avec la police.

Un feu rouge grillé vers 23H00 dans le département voisin de Seine-Saint-Denis a été le point de départ du drame

Un équipage de la brigade anticriminalité (BAC) de Neuilly-sur-Marne a alors tenté de contrôler le scooter, selon le parquet de Meaux, mais le deux-roues a refusé de s'arrêter et poursuivi sa course pendant deux kilomètres.

La préfecture de police a souligné auprès de l'AFP que "*conformément aux instructions"* du préfet de police Laurent Nuñez, "*les policiers ont avisé la salle de commandement du refus d'obtempérer commis par le véhicule*" et qu'ils ont engagé sa "*prise en charge*". Les agents de la BAC ont fait usage de leurs "*avertisseurs sonores et lumineux*" pour obtenir l'arrêt du scooter, selon le parquet.

Arrivé à Chelles, "*le conducteur essaie de freiner, mais à mon avis trop tardivement*", a détaillé dimanche devant la presse le procureur, précisant que le deux-roues roulait "*à une vitesse très importante*" sur "*une chaussée très humide*".

Ce drame vient s'ajouter aux nombreux cas récents de jeunes morts ces derniers mois en France lors de courses-poursuites avec la police.

Dans la nuit du 6 au 7 octobre, un jeune homme de 23 ans est mort dans un accident de scooter alors qu'il était poursuivi par des policiers municipaux à Saint-Priest (Rhône).

Deux mois plus tôt, dans la nuit du 5 au 6 août, à Limoges, deux jeunes circulant à scooter étaient morts après avoir percuté un véhicule en tentant d'échapper à un contrôle de police.

Ces deux décès à Limoges intervenaient un peu plus d'un mois après la mort, fin juin, de Nahel, 17 ans, tué par un tir policier lors d'un contrôle routier à Nanterre. AFP 11 décembre 2023

La soumission au sionisme nazi va jusqu'à la condamnation rétroactive illégale.

J-C - Code civil, Art. 2. La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif. Sauf pour l'ordure de Pécresse.

Valérie Pécresse retire le prix Simone Veil à Zineb El Rhazoui pour un post sur Israël - AFP 11 décembre 2023

La présidente LR de la Région Ile-de-France a indiqué dimanche retirer le prix Simone Veil à Zineb El Rhazoui pour l'un de ses posts sur X qui compare le génocide des Juifs par les nazis avec l'offensive actuelle d'Israël contre le Hamas.

Aurélien Veil, petit-fils de l'ancienne présidente du Parlement européen qui fut déportée à Auschwitz, avait auparavant manifesté sur X sa "*consternation*".

"*Si le prix Simone Veil signifie de s'indigner uniquement des victimes innocentes du 7 octobre, et pas celles du 8 octobre, du 9 octobre, du 10 octobre, du 11 octobre... jusqu'à ce jour, eh bien je n'en veux pas*", lui a répondu sur X Zineb El Rhazoui. AFP 11 décembre 2023

Totalitarisme. Les absents ont toujours tort. Double, triple peine.

J-C – Ils ne peuvent pas s'empêcher de s'en prendre aux familles les plus défavorisées, la haine des pauvres et des immigrés les anime.

Aurore Bergé veut sanctionner *"les parents défaillants"* avec des travaux d'intérêt général - actu.orange.fr 10 décembre

Dans un entretien accordé à La Tribune Dimanche, la ministre des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé, a dressé les grandes lignes de son plan pour responsabiliser les parents. Elle vise notamment les pères absents.

"*Nous avons tous en mémoire les images de ces mères de famille sortant dans la rue, le soir, pour récupérer leurs enfants et les remettre dans le droit chemin*", a repris la ministre. "*Où est le second parent, souvent le père ? Les pères ne peuvent pas se résumer à une pension alimentaire*", a-t-elle poursuivi. Auprès de BFMTV, la ministre a insisté : "*On a besoin qu'ils assument pleinement leur rôle".*

J-C - "*Où est le second parent, souvent le père ?* ", s'il ne vit plus avec la mère de ses enfants, il ne peut pas être sur les lieux avec leur mère ! Quelle connasse !

actu.orange - La ministre a dévoilé une série de sanctions auprès de la *Tribune du Dimanche* : des travaux d'intérêt général, le paiement d'une contribution financière auprès d'une association de victimes et une amende pour les parents ne se présentant pas aux audiences qui concernent leurs enfants. actu.orange.fr 10 décembre

---

Argentine.

Argentine : investi président, l'ultralibéral Javier Milei promet un "*choc*" d'austérité pour redresser le pays - AFP/franceinfo 10/12/2023

"*Nous savons que la situation va empirer à court terme*", a prévenu l'économiste, trois semaines après sa victoire à la présidentielle.

L'Argentine entre dans une "*nouvelle ère*". L'ultralibéral Javier Milei a été investi président, dimanche 10 décembre, en prêtant serment trois semaines après sa retentissante victoire électorale.

Dans la foulée de la brève cérémonie, Javier Milei a prononcé son premier discours de président, non pas devant les parlementaires comme c'est la tradition, mais face à la foule depuis les marches du Parlement. "*Il n'y pas d'alternative à un ajustement, il n'y a pas d'alternative à un choc*" en matière budgétaire, car "*il n'y pas d'argent*", a-t-il d'emblée prévenu. "*Nous savons que la situation va empirer à court terme, mais, après, nous verrons les fruits de nos efforts*", a-t-il ajouté dans un discours offensif, promettant de "*prendre toutes les décisions nécessaires*".

Javier Milei a été investi sous le regard de dirigeants ou politiciens nationalistes, comme l'ex-président d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro, le Premier ministre hongrois Viktor Orban ou encore Santiago Abascal, le chef de la formation espagnole d'extrême droite Vox. Le roi d'Espagne Felipe VI était également présent, ainsi que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avec qui il a eu une longue accolade. AFP/franceinfo 10/12/2023

LE SOCIALISME

Le 12 décembre 2023

Pour préparer ces infos en bref d'à peine 10 pages, j'ai consulté par moins de 25 blogs ou sources d'informations avec énormément de déchets ou rien de significatif.

Je passe les effets d'annonce, les déclarations à l'emporte-pièce, ainsi que tous les sujets traités dans la rubrique politique des médias mainstream qui relèvent des faits divers.

Vous aurez remarqué, que les infos que vous avez pu lire dans les documents que j'ai mis en ligne depuis le soulèvement palestinien du 7 octobre, qui provenaient de sources divers, n'ont été reprises par aucun dirigeant politique en France, à ma connaissance.

Les faits ou la vérité ne les intéressent pas. Le récit officiel fixe un cadre, et tous se positionnent dans ce cadre en prenant bien soin de ne pas en sortir. Il se trouve que sans briser ce cadre, il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ou des peuples exploités, que ce soit celui de la Ve République depuis 1958 ou de l'occupation coloniale anglo-saxonne de la Palestine depuis 1947.

On a échappé au pire !

J-C - Vont-ils prendre en otage Sultan Al Jaber ?

COP28: le sommet prolongé faute d'accord sur les énergies fossiles - AFP/bfmtv.com/ 12/12/202

Ce document de 21 pages laisserait toute latitude aux pays signataires de l'accord de Paris pour choisir leur manière de "*réduire*" des énergies fossiles, sans obligation. Il ne fixe plus aucun objectif commun de "*sortie*" du pétrole, du gaz et du charbon, pourtant envisagé dans les versions antérieures.

La 28e conférence de l'ONU sur le changement climatique à Dubaï ne terminera pas à l'heure qu'avait fixée son président émirati, Sultan Al Jaber, les négociations sur les énergies fossiles se prolongeant pour surmonter les résistances des pays exportateurs de pétrole. AFP/bfmtv.com/ 12/12/202

Manifestations le week-end dernier en solidarité avec la Palestine dans le monde...

https://www.youtube.com/watch?v=NdOuCN-tSa8

Des milliers de personnes envahissent les rues à Londres en soutien à la Palestine

https://www.youtube.com/watch?v=UvNIZTK-5y4

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Les bombardements israéliens dans la bande de Gaza ont fait 18.205 morts depuis le 7 octobre, rapporte l'AFP en citant le ministère de la Santé du Hamas.

Le gouvernement du Hamas estime que 49.645 personnes ont également été blessées, d'après un communiqué du porte-parole du ministère, Achraf al-Qodra. lorientlejour.com 11 décembre 2023

"*Au cours des dernières heures, l'occupation a commis 19 horribles massacres et actes de génocide dans des quartiers résidentiels et des abris, y compris dans des zones qu'elle prétend faussement être sûres*", a ajouté Al-Qudra. aa.com.tr

- Une enquête menée par le Washington Post révèle que les munitions au phosphore blanc utilisées par Israël au Liban sur le village frontalier de Dhaïra, le 16 octobre dernier, ont été produites aux États-Unis et fournies à Israël. AFP/lorientlejour.com 11 décembre 2023

- Washington Post : Les USA ont fourni à '*Israël*' des milliers de tonnes de bombes

« *Les États-Unis ont fourni à Israël des dizaines de milliers de tonnes de bombes pour l'utiliser dans ses attaques sur Gaza, mais ils n'ont pas pris en compte les conditions humanitaires dans leurs lois* », c'est ce qu'a rapporté le quotidien US Washington Post.

Le journal révèle que « *les États-Unis ont envoyé au moins 15 000 bombes et plus de 50 000 obus d'artillerie, dont 2 000 kilogrammes de bombes anti-bunker, vers Israël depuis le début des attaques sur Gaza* ». french.almanar.com.lb 11 décembre 2023

- « *Malheureusement, le niveau de destruction des immeubles à Gaza est plus ou moins, voire supérieur aux destructions dont ont souffert les villes allemandes pendant la seconde guerre mondiale* », a affirmé M. Borrell, à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Bruxelles.

Les chefs de la diplomatie des Vingt-Sept ont discuté lundi de sanctions supplémentaires contre le Hamas, sur la base d'une proposition formulée par la France, l'Italie et l'Allemagne. « *Il n'y a pas eu d'objection* », a dit Josep Borrell, ajoutant qu'il allait faire une proposition en ce sens aux 27. AFP/lorientlejour.com

- Des ambassadeurs auprès du Conseil de sécurité des Nations unies sont arrivés lundi en Égypte pour visiter le poste-frontière de Rafah, point de passage vers la bande de Gaza, quelques jours après un veto des États-Unis à une résolution en faveur d'un cessez-le-feu, selon des informations de l'AFP.

Cette visite informelle d'une journée, organisée par les Émirats arabes unis et l'Égypte, intervient alors que la crise humanitaire s'aggrave dans la bande de Gaza assiégée, soumise à d'intenses bombardements d'Israël dans la guerre contre le Hamas. Le territoire palestinien a été qualifié de "*cimetière pour les enfants*" par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Une dizaine d'ambassadeurs de pays tels que la Russie et le Royaume-Uni participent à la visite. Mais les États-Unis n'ont pas envoyé un représentant, tout comme la France. AFP/lorientlejour.co
- L'Espagne appelle à nouveau à un cessez-le-feu à Gaza et à tenir une conférence de paix

Le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Albares a appelé, lundi, à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et à la tenue d'une conférence internationale de la paix pour trouver une solution permanente au conflit israélo-palestinien. aa.com.tr 11 décembre 2023

« *En essayant d'humilier Gaza, c'est Israël qui est humilié* », par Gideon Levy - europalestine.com 10 décembre 2023

« Comme si tout cela ne suffisait pas – les milliers d'enfants morts, le nombre de morts proche de 20 000, les centaines de milliers de personnes déracinées de leurs foyers, les dizaines de milliers de blessés et la famine, la maladie et la destruction à Gaza – en plus de cela, ils doivent aussi être humiliés.

Humiliés jusqu'à la moelle, pour qu'ils apprennent. Nous devons leur montrer (et à nous-mêmes) qui ils sont (et qui nous sommes). Pour montrer à quel point nous sommes forts et à quel point eux sont faibles. C'est bon pour le moral. C'est bon pour les soldats. C'est bon pour le front intérieur.

Il n'y a pas de meilleure preuve que nous nous sommes égarés que les tentatives méprisables d'humilier les Palestiniens aux yeux de tous.

Il n'y a pas de plus grande preuve de faiblesse morale que la nécessité de les humilier dans leur défaite.

Nous sommes comme le Hamas ; s'ils sont de tels monstres, alors nous le sommes aussi.

Après avoir effacé la vie des Gazaouis, leurs biens, leurs maisons et leurs enfants, nous allons désormais également écraser ce qui reste de leur dignité. Nous les forcerons à se mettre à genoux jusqu'à ce qu'ils se rendent. Quelques soldats sont masqués ; peut-être ont-ils honte de leur comportement ?

Selon certaines informations, les Gazaouis forcés à se déshabiller ont été retirés d'un abri de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies à Beit Lahia et détenus pour interrogatoire. Personne ne sait avec certitude si l'un d'entre eux était membre du Hamas.

Après la photo de la victoire, ils ont été emmenés vers un lieu inconnu, leur sort étant incertain. Qui s'en soucie, à part leurs proches ?

A quoi ça sert ?

Ce n'est pas la première fois que l'armée israélienne dépouille ainsi les Palestiniens afin de les humilier. De telles « marches de la honte » ont eu lieu dans le passé dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et au Liban. Des hommes recherchés et indésirables en caleçons, à la vue de tous.

Mais la vérité est que les images humilient les Forces de défense israéliennes bien plus qu'elles n'humilient leurs victimes nues.

À Gaza, nos forces ont détruit le bâtiment du Parlement et le palais de justice. Pourquoi ?

Dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie, ils ont détruit tous les monuments, y compris la « clé du retour » à son entrée. L'armée a également détruit et pillé le grand cheval de fer-blanc à l'entrée de l'hôpital, construit par un sculpteur allemand à partir des débris d'ambulances palestiniennes détruites, un monument aux morts.

A TulKarem, elle a démoli le mémorial de Yasser Arafat.

Bientôt, nous brûlerons aussi leur conscience. Et comble du grotesque : le commandant du 932e bataillon de la brigade d'infanterie Nahal, dans une vidéo de l'unité du porte-parole de Tsahal, exhibe la carte de crédit d'Ismail Haniyeh, qui a expiré en 2019. Félicitations à Tsahal ! »

Par Gideon Levy, journaliste à Haaretz

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Gideon_Levy_10.12.2023.pdf

---

The Economist : « *Israël* » ne donne toujours pas l'image de victoire attendue. Il reste quelques semaines. - french.almanar.com.lb 11 décembre 2023

Le magazine rapporte : « Neuf semaines se sont écoulées depuis qu'Israël a commencé à bombarder la bande de Gaza et six semaines depuis qu'il a envoyé des forces terrestres, et il semble de plus en plus que les forces israéliennes n'ont que quelques semaines pour terminer leur mission avant que Washington, l'allié vital d'Israël, ne retire son soutien à l'offensive ».

« *Le succès semble improbable* », estime la revue britannique précisant qu'« Israël intensifie ses opérations et a déployé une division aéroportée complète de l'armée israélienne dans et autour de la ville méridionale de Khan Younes, et trois divisions blindées opèrent toujours dans la région du secteur nord de la ville détruite de Gaza ».

The Economiste estime qu'« *Israël* » tente de donner l'impression que «*la résistance* s'effondre » et qu'elle « contrôle de vastes territoires », expliquant que ce n'est pas encore « *l'image de la victoire, l'image qui confirme la victoire finale que les citoyens israéliens exigent de leurs dirigeants* ».

« *Les généraux israéliens ont déclaré depuis le début de la guerre qu'il faudrait des mois d'opérations intenses… Après plus de deux mois, ils s'attendent encore à de longs mois, mais ils n'auront peut-être pas le temps* », avertit le media.

Et le magazine de conclure que « le nombre de morts civils a déjà épuisé le soutien international à l'attaque israélienne », notant que les États-Unis, « *l'allié indispensable d'Israël, hésitent désormais* ».

Officiellement, l'administration de Biden n'a fixé aucun délai pour achever l'offensive mais selon certaines sources, le secrétaire d'état américain Anthony Blinken a dit aux dirigeants israéliens qu'ils ont jusqu'à la fin de l'année pour tout terminer.

Des élections présidentielles devraient se tenir en 2024 aux Etats-Unis et Joe Biden devrait s'y préparer. Une partie de l'électorat a juré de ne pas voter pour lui en raison de son soutien inconditionnel à « *Israël* » dans sa guerre contre la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 11 décembre 2023

Plus tôt dans la journée, The Economist a déclaré que le secrétaire d'État américain Antony Blinken a notifié officieusement, lors de sa dernière visite, la guerre devrait être terminée dans la bande de Gaza au début de 2024, même si les États-Unis et l'État hébreu nient la présence de tout délai fixé par la Maison Blanche. english.almayadeen.ne 11 décembre 2023

Des centaines de professeurs s'opposent aux appels à la démission de la présidente d'Harvard, des « *pressions politiques* » - AFP 11 décembre 2023

Près de 700 professeurs se sont opposés aux appels à la démission de la présidente de l'université américaine d'Harvard Claudine Gay, accusée d'avoir mal géré des problèmes d'antisémitisme sur le campus, appelant la plus haute instance de l'institution qui se réunit lundi à résister « *aux pressions politiques* ».

« *Nous vous demandons instamment de défendre l'indépendance de l'université et de résister aux pressions politiques, y compris les appels à la destitution de la présidente Claudine Gay, qui sont contraires à l'engagement d'Harvard en faveur de la liberté académique* », écrivent les professeurs de la prestigieuse université privée de Cambridge, près de Boston, à l'attention de la Corporation d'Harvard.

« *La protection cruciale d'une culture de la libre pensée dans notre communauté diverse est impossible si nous la laissons dicter par des forces extérieures* », ajoutent-ils, dans ce texte signé par près de 700 professeurs, selon une liste consultée lundi par l'AFP.

La Corporation d'Harvard, l'une des plus hautes instances de l'université, doit se réunir lundi alors que plus de 70 membres du Congrès américain, en grande majorité des républicains, ont réclamé la démission de Claudine Gay, après une audition parlementaire mardi dernier où ses réponses sur la condamnation de l'antisémitisme ont été sévèrement critiquées comme trop ambiguës.

Egalement sous le feu des critiques, Elizabeth Magill, la présidente d'UPenn (Philadelphie), l'une des autres universités privées de l'Ivy League, a remis sa démission samedi.

Depuis les attaques sanglantes du Hamas en Israël le 7 octobre, suivies de représailles meurtrières de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, le conflit déchaîne les passions dans des universités renommées aux Etats-Unis, comme Harvard, UPenn (Philadelphie), ou Columbia (New York), où deux groupes d'étudiants pro-palestiniens ont été suspendus.

L'un des initiateurs de la lettre de soutien à Claudine Gay, le professeur de sciences politiques Ryan Enos, estime que les dirigeants de Harvard n'ont pas bien géré la crise mais qu'ils ne doivent pas pour autant être victimes de pressions politiques.

Ils « *ont très mal géré la situation, il n'y avait aucune cohérence au niveau de la direction, et ils n'ont pas réussi à promouvoir la diversité des expressions* » depuis le 7 octobre, a-t-il déclaré à l'AFP. Mais à rebours des critiques, il considère que les dirigeants de l'université se sont montrés « *très partiaux* » contre les Palestiniens et « *ont failli interdire les discours pro-palestiniens sur le campus* ».

« *Mais ce n'est pas parce que quelqu'un a mal géré une situation qu'il doit être soumis à des pressions politiques pour démissionner* », a-t-il dit. AFP 11 décembre 2023

Une précision.

- Mais qui se soucie des Palestiniens ? Magill et Gay n'ont jamais défendu le droit des Palestiniens à la liberté d'expression. Lorsque les critiques ont fusé, ils se sont excusés pour leur témoignage. "*Je suis désolé*", a déclaré M. Gay au journal de l'université de Harvard. "*Lorsque les mots amplifient la détresse et la douleur, je ne sais pas comment on peut ressentir autre chose que du regret.*" Magill a posté une vidéo cendrée (ashen) sur X.

Il s'agit de la destruction de la vie juive américaine parce qu'il s'agit, 1) d'un triomphe de la censure des critiques d'Israël (dans des universités qui offraient autrefois un énorme avantage aux aspirants juifs comme moi), et 2) que les démissions à Penn ont été encouragées par les menaces des donateurs - même les articles du New York Times et du Harvard Crimson le reconnaissent.

Il s'agit là d'une expression flagrante du pouvoir du lobby israélien d'imposer l'orthodoxie sioniste dans la vie officielle.

Il est à noter que Bok a été rapidement remplacé au conseil d'administration de Penn par la vice-présidente Julie Platt, qui, selon le Times, "*préside le conseil d'administration de la Fédération juive d'Amérique du Nord"*, qui n'a cessé de collecter des fonds pour Israël.

Le conseil d'administration de l'école de commerce de Pennsylvanie avait demandé à M. Magill de démissionner. Ce groupe comprend le propriétaire milliardaire de la NFL, Josh Harris, un fervent défenseur d'Israël. David Blitzer, copropriétaire des Philadelphia 76ers avec Harris et d'autres, soutient Israël. Et Jeff Blau, un gros bonnet de l'immobilier qui soutient Israël.

Il n'est pas étonnant que le gouverneur juif de Pennsylvanie ait visité le campus et ait déclaré que Magill avait échoué à un test de leadership.

Le dénigrement des partisans de la Palestine à Penn et Harvard nous rappelle que Columbia a suspendu le mois dernier Students for Justice in Palestine et Jewish Voice for Peace sous la pression des donateurs. (Un "*philanthrope milliardaire juif*", Harvey Swieca, avait démissionné du conseil de surveillance de la Columbia Business School à la suite des manifestations contre Israël dans l'établissement, déclarant qu'elles rendaient les Juifs "*peu sûrs sur le campus*"). mondoweiss.net 11 décembre 2023

Des étudiants de Harvard font l'objet de mesures disciplinaires après avoir participé à des manifestations pro-Palestine - aa.com.tr 11 décembre

Quatre étudiants de l'Université de Harvard aux Etats-Unis sont confrontés à de nouvelles mesures disciplinaires après avoir mené ou participé à une "*semaine d'action*" pro-palestinienne à la fin du mois dernier, a déclaré lundi le journal étudiant de l'école de l'Ivy League.

Les audiences du conseil d'administration du collège de Harvard peuvent déboucher sur des avertissements, des mises à l'épreuve ou des renvois, selon le Harvard Crimson.

Les actions qui entravent "*la capacité des membres de l'université à mener à bien leurs activités normales constituent une conduite inacceptable et font l'objet de mesures disciplinaires appropriées*", indique un communiqué de l'université, située à Cambridge, dans le Massachusetts.

Lors d'un rassemblement organisé par une coalition de groupes pro-palestiniens, Kojo Acheampong, l'un des étudiants faisant l'objet de mesures disciplinaires, a déclaré : "*Nous comprenons que cette université essaie d'attaquer les étudiant*s".

"*Mais nous savons que cela ne nous arrêtera pas*", a-t-il poursuivi, ajoutant : "*Nous ne laisserons jamais, au grand jamais, ces attaques entraver notre solidarité avec le peuple palestinien*."

La semaine d'action de novembre comprenait un rassemblement et un débrayage.

À la mi-novembre, huit étudiants affiliés à l'association Harvard Jews for Palestine ont également fait l'objet d'auditions après avoir pris part à une occupation de 24 heures du hall de l'université, indique le Crimson. aa.com.tr 11 décembre

---

Les manifestations pro-palestiniennes dépassent massivement les manifestations pro-sionistes aux États-Unis - Al Mayadeen 11 décembre 2023

À la lumière de l'escalade de l'agression israélienne contre Gaza, le nombre de manifestations pro-palestine qui ont eu lieu dans le monde entier, et peut-être plus particulièrement aux États-Unis, ont également augmenté.

Les sondages d'opinion soulignent que les jeunes Américains, en particulier, sont de plus en plus sensibles à la cause palestinienne depuis le début de la dernière série d'agressions israéliennes.

La tendance aux États-Unis révèle une évolution des sentiments. Dans un premier temps, lors de l'opération Flood al-Aqsa, les manifestations dans le pays ont été majoritairement pro-sionistes.

Toutefois, à mesure que la réponse militaire israélienne prenait de l'ampleur, les manifestations pro-palestiniennes ont commencé à dépasser en nombre leurs homologues pro-israéliennes en l'espace d'une semaine, comme l'indiquent les données.

Notamment, près de la moitié de toutes les manifestations pro-israéliennes dans le monde, telles que recensées par l'ACLED, ont eu lieu aux États-Unis, dépassant ainsi le nombre de manifestations dans tous les autres pays.

Les manifestations pro-palestiniennes ont atteint leur apogée le 9 novembre, avec 59 manifestations en une journée, tandis que le jour où il y a eu le plus de manifestations israéliennes a été le 9 octobre, avec 43 manifestations.

L'Institut israélien de sécurité nationale a signalé en novembre qu'il y avait eu une escalade du sentiment anti-israélien, avec des manifestations qui ont eu lieu presque partout dans le monde.

Selon une analyse approfondie des données, un total de 3 891 manifestations, exprimant à la fois le soutien et l'opposition à l'occupation israélienne, ont eu lieu dans 92 pays, soulignant la haine croissante envers "*Israël*" à la lumière de son agression sur Gaza.

L'institut israélien a toutefois noté que le nombre de manifestations pro-palestiniennes a largement éclipsé celui des manifestations pro-sionistes.

L'analyse des données compilées au cours des six premiers jours de l'agression contre Gaza montre que l'impopularité d'"*Israël*" est montée en flèche, surtout si on la compare au taux élevé de manifestations pro-palestiniennes. 69 % des manifestations organisées au cours de ces six jours étaient en faveur de la Palestine, tandis qu'à peine 31 % étaient en faveur du génocide israélien à Gaza.

Un changement majeur s'est toutefois produit le 13 octobre, lorsque le Hamas a déclaré un "*jour de rage*", ce qui a entraîné une vague de manifestations pro-palestiniennes visant à condamner l'occupation israélienne. Les manifestations pro-palestiniennes ont représenté 95 % de l'ensemble des manifestations, tandis que l'occupation israélienne n'en représentait qu'un maigre 5 %.

Les manifestations pro-palestiniennes se multiplient dans le monde entier, dans au moins 88 pays. Outre le reste du monde arabe, où des dizaines de manifestations pro-palestiniennes ont lieu régulièrement chaque jour, et où le Yémen est en tête avec 486 manifestations jusqu'à présent, les États-Unis se taillent la part du lion avec 402 manifestations.

En outre, la Turquie a organisé 355 manifestations et l'Iran 275. À titre de comparaison, seules 182 manifestations pro-israéliennes ont eu lieu aux États-Unis, l'un des 45 pays où de tels rassemblements ont eu lieu.

Cependant, la solidarité avec la Palestine a un prix, de nombreux États occidentaux ayant mis en place des mesures visant à saper tout soutien à la cause. (Sans les interdictions en France et en Allemagne, il y en aurait eu davantage pro-palestinienne. - J-C)

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Tragi-comédie sur fond de xénophobie et racisme aggravé d'Etat.

Loi immigration : l'Assemblée nationale approuve la motion de rejet préalable - AFP 12 décembre 2023

L'Assemblée nationale a rejeté lundi le projet de loi sur l'immigration, un coup de tonnerre politique qui sonne comme une déroute à la fois pour le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et pour le président Emmanuel Macron.

Sur TF1, le politicien a avoué vivre un "*échec politique*", mais aussi personnel. "*Bien évidemment, c'est pour ça que j'ai présenté ma démission, car je suis un homme d'honneur et que le Parlement compte. Il fallait que le président de la République tranche, il a tranché*", a-t-il déclaré. (Macron a "*tranché*" : il n'y a pas un homme ou une femme "*d'honneur*" dans mon gouvernement, dans mon parti, et "*le Parlement*" compte... pour du beurre. Normal, c'est la Ve République ! - J-C)

AFP - 270 députés ont voté pour la motion de rejet préalable des écologistes, 265 votant contre. Les groupes Les Républicains (LR) et Rassemblement national (RN), qui avaient maintenu ces derniers jours le suspense sur leur vote, ont dévoilé dans l'hémicycle seulement leur intention d'approuver la motion et pour la circonstance de s'allier à la gauche.

Neuf députés de la majorité n'ont pas pris part à ce vote qui coupe court à tout débat de fond à l'Assemblée sur le projet de loi.

"*Nous verrons ce que nous déciderons*", a déclaré Gérald Darmanin en précisant que le chef de l'Etat avait demandé que lui soit présentée dès mardi "*une suite pour ce texte*".

Gérald Darmanin a en outre assuré qu'il ne retirera pas le projet de loi et que ce dernier continuera "*son chemin constitutionnel*". Le ministre a expliqué qu'Emmanuel Macron avait demandé au gouvernement de trouver "*une ligne de crête*" pour l'avenir de ce texte.

De leur côté, les trois groupes du camp présidentiel (Renaissance-MoDem-Horizons) ont appelé lundi à ne pas retirer le projet de loi immigration et à poursuivre le "*processus législatif (...) le plus rapidement possible"*. BFMTV.com et AFP 12 décembre 2023

LE SOCIALISME

Le 13 décembre 2023

Quand je ne rédige pas un petite note explicative à la suite d'un extrait d'article, on se contente d'un titre qui tend à la remplacer, c'est parce que j'estime que les faits sont suffisamment clairs pour que chacun comprenne de quoi il s'agit.

Je n'ai plus le temps de causer, j'ai passé la soirée d'hier à lire la presse arabe traduite avec Google, et j'ai continué ce matin. Je cherche à comprendre pourquoi les Israéliens ont laissé faire l'opération militaire de la résistance palestinienne le 7 octobre, sachant qu'ils connaissaient la date exacte. Qui a pris cette décision et pourquoi ?

- Pourquoi Netanyahu n'a-t-il pas réagi ?
- Y a-t-il été contraint et par qui ?
- Etait-il devenu l'otage de l'extrême droite se livrant à un chantage à la démission ?
- Quel acteur les Américains soutinrent-ils ?
- Netanyahu a-t-il pris cette décision seul, mais pas que ?
- Quels intérêts étaient en jeu ?
- Le pipeline et le gazoduc reliant les Émirats arabes unis à Israël ?
- Le chemin de fer (345 km) qui devait être construit jusqu'à la frontière avec l'Arabie saoudite ?
- Quelles conséquences pour l'Iran et la Turquie ?
- L'Egypte serait le grand perdant, une partie des marchandises destinées à l'Europe ne transiteraient plus par le canal de Suez, perte de royalties et d'influence considérable ?
- Le traité de paix qu'ils étaient sur le point de signer entre Israël et l'Arabie saoudite ?
- Le gaz à proximité des côtes de la bande de Gaza dont une partie était destiné à l'Autorité palestinienne et au Hamas ?
- Cela préfigurait le renoncement à la lutte armée contre Israël. Quelles étaient les positions des différentes factions palestiniennes ?
- Etc.

Pas simple, n'est-ce pas ?

On a échappé au pire ! Suite. C'est l'intention qui compte… du moment qu'il y en a pour y croire !

COP28 : près de 200 pays s'accordent pour la première fois sur une "*transition hors des énergies fossiles*" pour lutter contre le réchauffement climatique - francetvinfo.fr 13/12/2023

Consensus à Dubaï. Les pays participant à la COP28 se sont mis d'accord, mercredi 13 décembre, sur un texte final qui appelle à une "*transition hors des énergies fossiles*" pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce texte vise à accélérer l'action "*dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050*". Cet accord mondial, qui

vise à devenir la première décision d'une conférence climatique de l'ONU à traiter du sort de toutes les énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon), ne réintroduit pas explicitement le terme de "*sortie*" réclamé par les pays les plus ambitieux, mais refusé par des pays producteurs de pétrole, Arabie saoudite en tête.

Un premier texte avait été rejeté lundi. Le premier projet de texte proposé par la présidence émirati, lundi, avait suscité un tollé, faute d'appeler à la "*sortie*" des énergies fossiles. Il mentionnait seulement la "*réduction à la fois de la consommation et de la production des énergies fossiles*". Plusieurs pays et organisations avaient milité pour une formulation plus ambitieuse. francetvinfo.fr 13/12/2023

CAPJPO-EuroPalestine - Ce week-end, à Paris, c'est dimanche 17 décembre qu'a lieu notre manifestation centrale, à l'initiative du collectif Urgence Palestine, avec un départ à 14 heures de la Place de la République (l'itinéraire sera communiqué ultérieurement).

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de Gaza a annoncé dans communiqué que depuis le début de l'agression du régime sioniste le 7 octobre, 18 412 Palestiniens sont tombés en martyr et plus de 50 000 autres ont été blessés.

- Le bilan des journalistes tués à Gaza s'élève à 87 depuis le 7 octobre

Lundi, le bureau des médias a publié les noms de 86 journalistes tués pendant la guerre, le dernier d'entre eux étant le journaliste Muhammad Abu Samra, tué dimanche par des tirs israéliens. aa.com.tr 13 décembre 2023

Majorité écrasante à l'ONU pour un «*cessez-le-feu humanitaire*» à Gaza - AFP 13 décembre 2023

Prenant le relais du Conseil de sécurité paralysé, l'Assemblée générale de l'ONU a réclamé mardi "*un cessez-le-feu humanitaire immédiat*" à Gaza, un texte non contraignant qui vise toutefois par sa majorité écrasante à mettre la pression sur Israël et son allié américain.

La résolution adoptée par 153 voix pour, 10 contre (dont Israël et les Etats-Unis), et 23 abstentions sur 193 Etats membres, a engrangé plus de soutien que celle d'octobre (120 pour, 14 contre, 45 abstentions) qui appelait à une "trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, menant à la cessation des hostilités".

"*L'ampleur de la majorité va vraiment faire mal pour les Etats-Unis*", a commenté auprès de l'AFP mardi Richard Gowan, de l'International Crisis Group. "*Cela montre que la grande majorité des Etats membres de l'ONU ont perdu patience face à la position de Washington*".

La résolution, répondant à une demande sans précédent du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui craint un "*effondrement total de l'ordre public*" dans le territoire palestinien en guerre, "*exige un cessez-le-feu humanitaire immédiat*", réclame la protection des civils, l'accès humanitaire et la libération "*immédiate et inconditionnelle*" de tous les otages.

Comme le précédent texte adopté fin octobre, il ne condamne pas le Hamas, au grand dam des Etats-Unis et d'Israël notamment.

L'amendement américain qui voulait condamner "*les attaques terroristes abominables du Hamas*" du 7 octobre a été rejeté (84 voix pour, 62 contre, 25 abstentions), comme un amendement similaire fin octobre.

Cette réunion spéciale de l'Assemblée générale a été réclamée par les pays arabes après le véto américain vendredi à un projet de résolution du Conseil de sécurité réclamant ce même "*cessez-le-feu humanitaire immédiat*". AFP 13 décembre 2023

Pakistan : Israël veut éradiquer toute l'idée palestinienne - aa.com.tr 13 décembre 2023

Le représentant permanent du Pakistan auprès des Nations unies, l'ambassadeur Munir Akram, a déclaré qu'Israël visait à « *éradiquer toute l'idée palestinienne* ».

Akram a déclaré dans un discours prononcé mardi à l'Assemblée générale des Nations unies et relayé par les médias locaux, que « certains amis d'Israël tiennent le Hamas pour responsable de l'ensemble de la situation actuelle et ne blâment pas Israël ».

"*L'objectif d'Israël n'est pas seulement d'éliminer le Hamas. Il s'agit d'une guerre contre le peuple palestinien. L'objectif d'Israël n'est pas seulement d'anéantir le peuple, mais en même temps d'éradiquer toute l'idée palestinienne*", a-t-il ajouté.

L'ambassadeur a noté que "*les actions d'Israël sont tout à fait cohérentes avec les pratiques des puissances coloniales racistes du passé*". aa.com.tr 13 décembre 2023

Le sionisme « *démocratique* » nous manquait !

Le suprémacisme conduit inévitablement au crime par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 décembre 2023

En quelques mois, Israël, qui avait une longue tradition contradictoire, à la fois démocratique et criminelle, a sombré. Ses lois fondamentales ont été réformées et son Premier ministre a organisé, avec la complicité des Frères musulmans, un prétexte sanglant pour liquider la Peuple palestinien.

Depuis lors, la classe dirigeant israélienne est prise d'une sorte de folie suprémaciste. Elle ne fait que parler d'éradication du Hamas et de transfert forcé des Gazaouis. Sous nos yeux, nous assistons à un génocide, en direct sur les réseaux sociaux.

https://www.voltairenet.org/article220123.html

J-C - Une nouvelle fois Thierry Meyssan assimile les militants des différentes branches de la résistance palestinienne qui ont forcé le blocus de Gaza le 7 octobre 2023 aux Frères musulmans, afin de mieux les accuser de trahir le peuple palestinien pour avoir organisé cette opération militaire en collaboration avec Netanyahu.

J'y reviendrai demain ou plus tard, car on ignore toujours exactement pourquoi les choses se sont passées ainsi. Il existe un tas de théories pour l'expliquer, mais toutes présentent des lacunes ou des contradictions, finalement aucune n'est satisfaisante, c'est très complexe tant il y a de facteurs et d'acteurs en jeu.

On constate quand on lit cet article et les précédents publiés depuis deux mois, que nulle part il n'a été en mesure de fournir la moindre preuve pour étayer sa grave accusation. A qui sert-elle ? Aux sionistes, en semant le doute sur les véritables intentions des combattants palestiniens, ce qui pourrait avoir pour conséquence d'affaiblir la solidarité internationale dont bénéficie le peuple palestinien.

Le contenu de cet article reprend tous les éléments déjà en notre possession ou déjà publiés dans les causeries, rien de nouveau.

Où a-t-il trouvé en Israël une "*longue tradition contradictoire*", cherchez-la dans tous les ouvrages que j'ai mis en ligne qui retracent pendant plus d'un siècle l'histoire de la Palestine depuis les premières colonisations sionistes à la fin du XIXe siècle, vous ne la trouverez pas. Qu'Israël ait une longue tradition "*criminelle*" ne fait aucun doute, "*démocratique*" relève d'un angélisme colonial ou du double langage pour justifier l'existence d'Israël.

Je vous incite à lire ces ouvrages, c'est passionnant et plein d'enseignements.

Les ONG toujours aux premières loges pour faire le sale boulot.

Comment les organisations de défense des droits humains soutiennent l'attaque israélienne contre Gaza - mondoweiss-net 12 décembre 2023

Les récents rapports des Médecins pour les Droits de l'Homme en Israël et de Human Rights Watch sur les viols massifs présumés et l'attaque de l'hôpital Ahli ne respectent pas les normes fondamentales des reportages sur les droits de l'homme et alimentent les campagnes de propagande

Les rapports ne peuvent être considérés indépendamment des événements actuels et ils alimentent dangereusement les campagnes de propagande orchestrées par Israël, qui visent à

déshumaniser les Palestiniens comme moyen de détourner l'attention et de justifier le génocide à Gaza.

HRW et PHRI ont publié des rapports contraires à l'éthique avec un sentiment d'impunité, violant le principe fondamental de « *ne pas nuire* », qui est le strict minimum attendu dans les secteurs des droits humains et de l'humanitaire.

Les Palestiniens exigent des comptes. HRW et PHRI palestiniens doivent des réponses.

https://mondoweiss-net.translate.goog/2023/12/how-human-rights-organizations-are-aiding-the-israeli-assault-on-gaza/?_x_tr_sl=ar&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

---

Cause toujours il en restera quelque chose.

Michel Collon (Investig'Action) se déshonore en publiant un article dans son blog dans lequel on peut lire à propos des combattants palestiniens qui ont pénétré en Israël le 7 octobre dernier :

- « *... tant qu'il n'y aura pas de véritable mission d'enquête indépendante ou de preuves tangibles, il sera impossible de dire si des violences sexuelles massives ont eu lieu. Si c'est le cas, il s'agit certainement d'un crime de guerre qui doit être condamné, tout comme les récentes violences sexuelles commises à l'encontre de femmes palestiniennes dans les prisons israéliennes.* »

J-C - C'est dégueulasse, d'autant plus que l'auteur sait que l'Etat sioniste n'autorisera jamais une enquête indépendante, donc le doute persistera… qui profitera à l'accusateur, aux génocidaires.

Quel crédit peut-on accordé aux accusations portées par une armée génocidaire ? Absolument aucune. Depuis quand accorde-t-on un statut égal à des faits et à la propagande de guerre ? Car il s'agit bien de propagande et rien d'autre, elle doit donc être traitée comme telle, nulle et non avenue. Plutôt étrange et malsaine cette propension à porter une attention particulière aux diatribes haineuses des procureurs du régime sioniste nazi.

Quand on ne sait pas, vaut mieux fermer sa gueule, au lieu de l'ouvrir pour sortir une énorme connerie ou saloperie, c'est le principe que j'ai adopté.

J'irai plus loin encore.

Sachant l'exploitation politique ou médiatique qui serait faite d'une info controversée ou susceptible de porter à polémique, dont les conséquences pourraient être graves, information qui par ailleurs risquerait d'être accueillie émotivement ou interprétée hors contexte ou connaissance précise du sujet en question, je m'abstiendrais de la communiquer, car même en prenant soin de la présenter simplement, correctement, elle risquerait d'être mal interprétée et pourrait nuire à quelqu'un qui ne le mérite pas, favorisant une injustice intolérable.

Cela m'arrive très souvent de ne pas dire tout ce que je pense ou de ne pas évoquer un élément très sensible, parce que j'estime que la plupart des lecteurs pourraient l'interpréter de travers ou en tirer des conclusions inconsidérées inutilement, ou sinon il faudrait que je me lance dans une longue explication et je n'en ai pas le temps, de toute manière cela ne change rien sur le fond.

Par exemple, dès qu'on évoque la révolution, il y en a qui se figurent des montagnes de cadavres, des flots de sang, etc. ils la condamnent parce qu'ils condamnent le recours à la violence en général. Si je leur dis qu'il s'agit là de l'acte le plus démocratique qui soit, ils ne vont rien comprendre, alors que politiquement cela s'explique très bien, puisqu'une révolution prolétarienne ou socialiste incarne les intérêts des exploités et des opprimés, pratiquement tout ce qui peut se produire venant du peuple lors de cette révolution est légitime, sans qu'on l'ait appelé à massacrer qui que ce soit notez bien, bien au contraire.

Soit on fait une révolution, en sachant qu'elle déclenchera forcément une réaction violente de la part de nos ennemis (une guerre civile), à laquelle nous devrons répondre également par la violence pour les vaincre, soit on s'abstient de faire une révolution et on se résigne à vivre en esclavage le restant de nos jours, c'est l'un ou l'autre.

Engels expliquait déjà autrefois, qu'on n'en voulait pas personnellement aux banquiers ou aux capitalistes, mais aux rapports sociaux d'où ils tirent leur pouvoir, et que cela ne servirait à rien de leur trancher la gorge, tout en concevant que l'envie ne manquerait certainement pas à bien des travailleurs par vengeance, pour avoir enduré d'effroyables souffrances au cours de leur vie, par conséquent il serait mal avisé de les condamner.

Le bastion de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Israël. Une économie résiliente malgré la guerre - orientxxi.info 12 décembre 2023

L'économie israélienne dispose de solides lignes de défense. Son endettement est limité (60 % du PIB). Ses réserves de devises dépassent 191 milliards de dollars (177,7 milliards d'euros) et l'excédent de la balance des paiements courants (plus de 20 milliards de dollars, soit 18,61 milliards d'euros) ne disparaîtra pas en quelques semaines. Le shekel, la monnaie nationale, tient face au dollar et à l'euro, l'accès aux marchés financiers internationaux fonctionne, la signature de l'État est respectée et la situation financière du pays inspire confiance. Un emprunt de 6 milliards de dollars (5,58 milliards d'euros) aurait été conclu discrètement à Wall Street après le 7 octobre, un placement privé en euros, yens et dollars souscrit en partie par Goldman Sachs Group Inc. En cas de problème sur les marchés, la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, pourrait alimenter directement en liquidités les grandes banques israéliennes comme elle l'a fait en 2008, avec les grands établissements de quelque quinze pays, quand les marchés ont cessé de fonctionner du fait de la crise. La BOI n'a pas trop relevé ses taux d'intérêt et la bourse de Tel-Aviv a baissé seulement de 4 % depuis le 31 décembre 2022. Depuis le 7 octobre, ce recul est de l'ordre de moins de 1 % par semaine.

En réalité, Israël peut autofinancer la guerre avec ses propres ressources et l'aide américaine.

https://orientxxi.info/magazine/israel-une-economie-resiliente-malgre-la-guerre,6929

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Rien à signaler dans le 55è Etat américain, Israël étant le 54è, la Grande-Bretagne le 53è ou plutôt le 1er !

Il y en a qui vont faire leur choux gras en évoquant une « *crise politique* » au sommet, après le rejet du projet de loi sur l'immigration au Parlement, dans une semaine ou quinze jours le même texte légèrement remanié sera adopté et le soufflet sera retombé.

Mais ce n'est pas de la politique, c'est de l'enfantillage, cela relève de la mégalomanie.

Au fait, plus sérieusement, on en est où dans la construction du parti qui nous fait tant défaut pour redonner une direction aux masses et balayer le régime en place ?

LE SOCIALISME

Le 14 décembre 2023

Je n'ai pas évoqué des manifestations pro-palestiniennes qui se sont tenues dans différents pays ces derniers jours, dont aux Etats-Unis, hier en Allemagne, parce qu'elles n'avaient rassemblé que quelques dizaines de manifestants, bien triste spectacle qui prêtait plus à pleurer qu'à se réjouir.

Les primates du paléolithique archaïque vous désignent un nouvel ennemi « *extrême* ».

"*Des prédateurs extrêmes*": les chats associés à 26% des extinctions d'oiseaux, mammifères et reptiles - BFMTV 13 décembre 2023

Une récente étude alerte l'impact des chats domestiques et sauvages sur pas moins de 2.084 espèces différentes. Redoutable prédateur, le félin est une menace pour certaines espèces en voie d'extinction. BFMTV 13 décembre 2023

J-C – Il semblerait de nos jours, que l'homo sapiens serait un « *prédateur extrême* » pour toutes les espèces, y compris la sienne.

Tendance.

- « *On ne s'arrête pas de vivre pour une péripétie* », explique un proche du président à l'hebdomadaire, en référence à la déroute de Gérald Darmanin. (Il a oublié d'ajouter en démocratie. - J-C)

- Expulsions au Rwanda : les députés britanniques approuvent le projet de loi du gouvernement britannique pour expulser vers le Rwanda des migrants arrivés illégalement au Royaume-Uni. Mais le chemin parlementaire est encore long. (Les machettes sont-elles fournies ? - J-C)

- Le soutien international à l'offensive israélienne s'amenuise, l'Assemblée générale des Nations unies ayant adopté à une écrasante majorité une résolution en faveur d'un cessez-le-feu et le président des États-Unis Joe Biden ayant mis en garde contre les bombardements "*aveugles*" qui tuent les civils. (En lui fournissant encore plus de bombes ! - J-C)

- Le ministère gazaoui de la Santé n'indique pas comment les Palestiniens ont été tués, que ce soit par des frappes aériennes et/ou des tirs de barrage israéliens ou des tirs de roquettes palestiniens ratés. Il décrit toutes les victimes comme des victimes de "*l'agression*

israélienne" et ne fait pas non plus de distinction entre les civils et les combattants. (Il faut qu'ils vomissent leur haine des Palestiniens, c'est plus fort qu'eux. - J-C)

- Nouveau coup dur pour Tesla: le constructeur américain de voitures électriques a engagé le rappel aux États-Unis et au Canada de quelque deux millions de véhicules pour un risque accru de collision... (Collusion et collision en somme. - J-C)

- Le charbon est le combustible fossile le plus polluant, mais il constitue également un pilier de nombreux systèmes énergétiques dans les économies en développement, notamment en Inde et en Chine. (Et on y tient, pas touche à notre charbon ! - J-C)

- La route qui mène à la commune voisine de Savignac-les-Églises a, elle, été inondée. Sur place, les écoliers se sont rendus à l'arrêt de car scolaire à l'aide d'un tracteur conduit par l'un des parents d'élèves. (En Inde, les écoles sont fermées, c'est mieux, non ? - J-C)

- Le ministre de la Santé Aurélien Rousseau a appelé mercredi à "*un rebond de la vaccination"* contre le Covid et contre la grippe, pour "*passer de bonnes fêtes*" et pour que "*les hôpitaux ne soient pas débordés cet hiver*".

"*Il faut un rebond de la vaccination. On a franchi les 10 millions sur la grippe, on a franchi les 5 millions sur le Covid. On est toujours en avance par rapport aux chiffres de l'an dernier sur le Covid, il faut qu'on rattrape un peu sur la grippe. Et c'est le bon moment pour le faire*" (Le sadisme ordinaire. Il pourra toujours se recaser dans le conseil d'administration d'un trust pharmaceutique par la suite. - J-C)

Il faudrait peut-être tout simplement remonter la piste de l'argent…

Quand débute le sionisme ?

Sionisme — Wikipédia

Les premières organisations (Amants de Sion) apparaissent en 1881. À partir de 1882, le baron français Edmond de Rothschild achète de la terre en Palestine ottomane et finance le premier établissement à Rishon LeZion. L'Organisation sioniste mondiale est créée en 1897 sous l'impulsion de Theodor Herzl.

Lu.

- Le Projet américain du "*Nouveau Moyen Orient*", conçu par les néoconservateurs américains depuis la fin de la décennie 1990 a pour objectif de renforcer le "*Grand Israël*", du Jourdain à

la Mer Méditerranée en vue d'en faire une puissance hégémonique, capable d'assurer durablement la suprématie américaine dans la région.

Les États Unis ont massivement financé la colonisation de la Cisjordanie et encouragé l'émigration de milliers de nouveaux colons, dont des chrétiens évangélistes, alliés des néoconservateurs et encouragé le premier ministre Sharon, en 2005, à retirer les quatre colonies implantées à Gaza, harcelées par la résistance palestinienne.

Dov Weisglass, ancien chef de cabinet du premier ministre Ariel Sharon, confirmera ainsi dans une interview au quotidien *Haaretz*, que l'évacuation des implantations de Gaza avait pour but d'empêcher indéfiniment la création d'un État palestinien et cela avec l'accord de Washington.

Le couronnement du Projet israélo-américain pour le "*Nouveau Moyen Orient*" a été le «*Marché du Siècle*», intitulé « *Pacte d'Abraham*». Ce Pacte consiste à dissocier la question de Palestine des préoccupations du Monde arabe et à enterrer le principe de la "*paix contre les territoires conquis en 1967*" adopté à l'unanimité par les pays arabes en 2002. En clair, c'est une carte-blanche donnée à «*Israël*» par les pays arabes signataires pour aller de l'avant dans son projet d'annexion de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue l'opération "*Toufane Al Aqsa*" de la résistance palestinienne, le 7 Octobre dernier au petit matin.

Le génocide est, en soit, un but de la guerre qu'Israël mène contre les Palestiniens depuis sa création en 1948 (5).

L'autre but avoué est le transfert forcé. Israël veut, à coup de bombes et de massacres, pousser progressivement les Palestiniens vers le Sud et la frontière avec le Sinaï, pour une deuxième Nakba vers l'Égypte. Mais cette fois, les Palestiniens de Gaza, eux-mêmes issus de la 1ere Nakba, s'accrochent à leur terre et préfèrent y mourir. L'armée au sol s'embourbe, harcelée sans relâche par les combattants de la résistance, laisse de grosses pertes humaines et matérielles, sans réaliser aucun objectif militaire.

L'enjeu de cette 4e guerre est la libération de la Palestine, toute la Palestine. Le génocide en cours à Gaza vient rappeler qu'aucune coexistence des Palestiniens n'est possible avec des colons animés par des visées expansionnistes et leur régime d'apartheid.

Aucun État Palestinien libre ne peut coexister côte à côte avec un État raciste et expansionniste. Dorénavant, les négociations ne seront possibles que pour parvenir à un État ouvert pour tous ses citoyens, y compris ceux exilés de force, à égalité de droits, quelle que soit leur ethnie et leur religion.

Pour y parvenir, il n'y a que la résistance armée.

J-C - De là à prendre ses désirs pour la réalité ou comment vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, je ne fais jamais dans ce genre de prospective à deux balles histoire de se faire plaisir.

- L'enjeu de cette guerre est également arabe : la défaite du sionisme en Palestine entrainera des bouleversements considérables dans les pays arabes et signera le déclin de la présence des États-Unis et des autres pays impérialistes dans la région. On assistera à des regroupements politiques et économiques régionaux entre pays arabes et au début d'un Marché Commun arabe.

Les pays arabes formeront une puissance économique mondiale qui pourra mieux défendre les intérêts de ses membres et sera une composante importante des BRICS. C'est dire l'enjeu de cette longue guerre qui vient de commencer et dont l'affrontement actuel n'est que la première bataille. (Mondialisation.ca, 12 décembre 2023)

J-C – Je pencherais plutôt pour l'hypothèse suivante :

A ce stade, les indicateurs du jour d'après montrent qu'Israël va poursuivre la liquidation de la cause palestinienne et l'exode des Palestiniens. Ils montrent aussi que son plan d'aujourd'hui a dépassé celui bien connu de son « *expansion du Nil à l'Euphrate* », puisqu'il cherche à contrôler le pétrole, le gaz et les richesses de toute la région par divers moyens en collaboration avec diverses parties. Le résultat en est qu'il travaille à la réalisation du rêve annoncé par Shimon Peres : « *Les États-Unis du Moyen-Orient dirigés par Israël* ».

Dr. Bouthaïna Chaabane - Conseillère politique du Président syrien Bachar al-Assad - 11/12/2023

Source : Al-watan (Syrie)

J-C – Ce serait l'Egypte qui serait le grand perdant, tant sur le plan économique que politique. J'imagine que les Egyptiens en ont bien conscience depuis les accords d'Abraham en 2020. Cela expliquerait pourquoi ils n'ont pas vraiment empêché le trafic d'armes (notamment) par les tunnels creusés sous la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza, c'était d'ailleurs le seul endroit par lequel les armes pouvaient passer, le reste de la bande de Gaza étant bouclé depuis 2006.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau décompte des victimes palestiniennes du ministère de la Santé de Gaza : 18.608 martyrs et plus de 50.594 blessés

Des milliers de cas de diarrhées, éruptions cutanées, varicelle, gale, hépatite B… La situation sanitaire s'effondre dans la bande de Gaza. - french.almanar.com.lb13 décembre 2023

La situation sanitaire dans la bande de Gaza qui est victime d'une offensive israélienne sans pitié depuis 67 jours, accouplée d'un embargo aussi impitoyable « *s'est effondré ou est en train de s'effondrer* » a averti le bureau humanitaire des Nations unies.

L'Observatoire Euro-Med Human Rights a recensé la propagation des maladies infectieuses qui menacent les survivants des massacres israéliens :

50.000 cas de diarrhées aigües, dont la moitié sont des enfants ce qui fait craindre des décès en raison de malnutrition.

18.800 cas d'éruptions cutanées.

20.000 cas de contagion dans l'appareil respiratoire en une semaine.

5.000 cas de varicelle.

10.000 cas de maladie de gale.

L'organisation détecte aussi une propagation d'hépatite B qu'il est toutefois difficile de répertorier et de recenser en raison de l'impossibilité à réaliser des examens médicaux dans les circonstances actuelles.

1% des malades et blessés ont pu sortir

Seuls 1% des malades et des blessés qui ont besoin d'hospitalisation ont été autorisés à quitter la bande de gaza depuis le terminal de Rafah avec l'Egypte, a fait remarquer le chef du comité d'urgence sanitaire de la bande de Gaza, Dr Marwan Al-Hammas.

Il a déclaré à Euro-Med qu'il envoie quotidiennement à la partie égyptienne une liste de 300 noms de patients et de blessés nécessitant un traitement urgent, mais seulement 20 à 50 noms sont approuvés après un délai de 24 à 72 heures, ce qui entraîne la mort de certains parmi ceux qui reçoivent les approbations de sécurité nécessaires.

Au total, seuls 430 blessés des attaques israéliennes ont pu traverser le passage de Rafah vers l'Égypte sur environ 49 000 blessés, ce qui ne représente qu'environ 1%, tandis qu'au moins 8 000 blessés ont besoin d'une intervention médicale urgente et immédiate.

Entassés à deux millions dans les centres d'hébergement ou des camps de tentes à l'extrême sud de la bande de Gaza, sur un territoire exigu, les conditions sont intolérables.

Il y a une salle de bain pour 700 personnes.

« *On fait la queue pour chercher de la farine, on fait la queue pour chercher de l'eau, on fait la queue pour tout* », a déploré un enfant en racontant le quotidien de son père qui cherche à subvenir aux besoins de sa famille.

La situation des femmes est très délicate, sachant que 5.000 d'entre elles ont accouché pendant la guerre et ont besoin de soins. Sans compter les pénuries en serviettes périodiques qui affectent une grande partie d'entre elles.

L'avènement de la saison hivernale a empiré la situation. D'innombrables camps sont inondés.

Le chapitre le plus sombre

La population de la bande de Gaza, constamment bombardée depuis des semaines par l'armée israélienne, « *n'a plus de temps, plus d'options* », a martelé Philippe Lazzarini, patron de l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens de l'ONU à Genève.

« *Face aux bombardements, aux privations et aux maladies, dans un espace toujours plus exigu, (les Palestiniens) sont confrontés au chapitre le plus sombre de leur histoire depuis 1948 et pourtant ce fut une histoire douloureuse* », a ajouté le patron de l'UNRWA, lors du Forum mondial des réfugiés.

- Les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé une nouvelle série de sanctions contre des responsables du Hamas et des personnes affiliées, disant vouloir lutter contre le financement de l'organisation islamiste, en pleine guerre à Gaza.

Il s'agit du quatrième train de sanctions décidé par Washington depuis le début de la guerre lancée par le Hamas contre Israël le 7 octobre, et le second pour Londres. france24.com

---

Israël promet de poursuivre sa guerre à Gaza malgré "*les pressions internationales*" - france24.com 13/12/2023

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis mercredi de poursuivre son offensive contre le Hamas malgré "*les pertes militaires*" et les "*pressions internationales*". L'État hébreu fait face à des critiques de plus en plus vives de la part de ses alliés et notamment du président américain Joe Biden, qui a dénoncé des "*bombardements aveugles*" sur Gaza, où la situation humanitaire est catastrophique. france24.com 13/12/2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

La France de Macron en guerre contre le peuple palestinien.

La France se réunit sur la lutte contre le financement du Hamas, les activités en ligne - newarab.com 13 décembre 2023

Des personnalités de plus de 20 pays, dont l'État israélien, mais aucun État arabe se réuniront mercredi à Paris pour définir une stratégie sur la manière de freiner le financement du Hamas et de ses activités en ligne, ont déclaré trois diplomates.

La France a fait pression avec l'Allemagne et l'Italie pour que l'Union européenne crée un régime de sanctions spécifique contre le groupe islamiste palestinien à la suite de l'attaque transfrontalière du 7 octobre.

La conférence d'une journée des directeurs politiques du ministère des Affaires étrangères commencera par une présentation par Israël sur "*l'état de la menace du Hamas*" avant de

passer aux sessions sur la réduction du financement, selon un ordre du jour vu par Reuters. newarab.com 13 décembre 2023

La France convertie au sionisme nazi.

Lu.

Hanouka à la tour Eiffel le dimanche 10 décembre : Un spectacle avec un chandelier géant, écran géant, des jets de flamme, etc. , avec toutes les autorisations de la Ville de Paris et les forces de l'ordre en mode protection rapprochée.

La soirée était un véritable spectacle, avec un podium qui assurait l'ambiance, un chandelier géant fièrement dressé devant la tour Eiffel, et, à peine exagéré, des jets de flamme accompagnant cette fiesta au milieu des rabbins soutenant les soldats israéliens. Tout laisse à penser, qu'à l'heure où nous parlons, la loi de 1905 ne s'applique apparemment qu'à l'église et à la mosquée… la synagogue semble être rattachée à l'État.

Ils ont toujours été antisocialistes et racistes ou sionistes.

Lu. Julien Dray, fondateur de SOS Racisme, invite une Française en désaccord avec Israël à quitter la France

Fini le temps du « *Touche pas à mon pote* », Julien Dray invite maintenant une ingénieure en informatique à faire ses valises et à quitter l'Hexagone. Son tort ? Elle répond au nom de Radia Ayad.

Le 9 décembre 2023, Radia Ayad, post sur X une analyse des Relations Franco-Israéliennes et Franco-Palestiniennes depuis Octobre 2023 concernant des actions politiques, des manifestations et des célébrations qui soulèvent des questions sur la position de la France dans le conflit au Moyen-Orient.

La France est-elle devenue une république juive et sioniste et/ou une enclave Israélienne ?

En effet, depuis le 07.10.23, la question mérite d'être posée, en raison des faits suivants...

Julien Dray sur X – *« Comment peut-on écrire et revendiquer publiquement une telle insulte à la France … j'ai qu'une réponse radicale … si vous pensez cela rien ne vous oblige à rester dans ce pays.* »

Ironie du sort, c'est bien Julien Dray qui est né le 5 mars 1955 à Oran en Algérie d'une famille juive Séfarade. Cet amateur de Rolex soutient inconditionnellement Israël et va jusqu'à affirmer que le gouvernement français devrait « *suivre l'exemple d'Israël* », un État « *qui n'a jamais dérapé* » en matière de répression.

J-C – Monsieur Dray, vous m'insulteriez en me traitant de Français, et je ne suis pas le seul dans ce cas-là. J'ai cru comprendre que l'immense majorité des Français soutenaient les Palestiniens. En épousant la cause de ces ordures de sionistes nazis, vous venez de démontrer que la social-démocratie est irrécupérable, merci de la part de ceux qui ne le savaient pas encore et qui le découvrent, il n'est jamais trop tard…

Japon.

J-C – Et dire que c'est la formation politique qui gouverne le pays presque sans interruption depuis 1955 !

Scandale de fraude financière au Japon : trois ministres démissionnent - AFP/France 24 14 décembre 2023

Trois ministres japonais ont présenté jeudi 13 décembre leur démission, selon des médias locaux, après que le Premier ministre Fumio Kishida a annoncé la veille vouloir faire face à un vaste scandale de fraude financière au sein de son parti.

Le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie Yasutoshi Nishimura, le ministre des Affaires intérieures Junji Suzuki et le ministre de l'Agriculture Ichiro Miyashita ont tous trois remis leur démission jeudi matin, d'après plusieurs organes de presse japonais.

D'après la presse, des procureurs japonais enquêtent sur des soupçons de fraudes visant des dizaines de membres du Parti libéral-démocrate (PLD, droite conservatrice) dirigée par Fumio Kishida, une formation politique qui gouverne le pays presque sans interruption depuis 1955. AFP/France 24 14 décembre 2023

Argentine.

En Argentine, Javier Milei dévalue le peso de plus de 50 % et serre la vis sur un plan budgétaire - Le HuffPost 13 décembre 2023

Deux jours après l'investiture du président populiste Javier Milei, son gouvernement a annoncé mardi 12 décembre une forte dévaluation de plus de 50 % du peso, la monnaie nationale qui était considérée comme notoirement surévaluée. Elle passe de 400 à 800 pesos pour un dollar.

Cela englobe aussi une réduction des subventions publiques à l'énergie et aux transports. Ces mesures, a expliqué le ministre dans une allocution, visent à éviter la « *catastrophe* » d'une hyperinflation qui pourrait selon lui atteindre 15 000 %. L'inflation est aujourd'hui évaluée à 143 % sur un an.

Le ministre a également annoncé, dans un souci d'austérité budgétaire, que l'État *« ne va plus présenter d'offres* » pour des chantiers publics, et annuler les contrats passés « *qui n'ont pas*

déjà commencé ». « *Les chantiers d'infrastructure en Argentine seront réalisés par le secteur privé, car l'État n'a ni argent ni financement pour les mener à bien* » a-t-il expliqué.

« *La genèse de nos problèmes a toujours été budgétaire », a affirmé Luis Caputo, estimant que pour la première fois, en votant à une large majorité pour Javier Milei, les Argentins ont montré qu'ils comprenaient « qu'il n'y a pas d'argent* ». ("*L'État n'a ni argent ni financement*", mais le secteur privé, si. Tout est dit là. Expropriation. - J-C)

Mais cette dévaluation et la baisse des subventions évoquées plus haut vont affecter fortement et négativement dans un premier temps le pouvoir d'achat des Argentins ; on estime que déjà 40 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. À leur attention, le ministre de l'Économie a assuré que le gouvernement va maintenir des programmes sociaux d'aide à l'accès à l'emploi et « *renforcer les politiques sociales pour ceux qui en ont besoin, sans intermédiaires* », a-t-il insisté, a l'image des « *cartes alimentaires* » (bons d'achat pour les plus démunis). (En Inde on a l'équivalent, le "*ration card*", l'Argentine ravalée au niveau de l'Inde sous-développée avec son milliard de pauvres. C'est en fait l'avenir qu'ils promettent à tous les peuples. - J-C)

Arabie saoudite.

Le ministre saoudien des Finances nommé président du comité monétaire et financier international - arabnews.fr 14 décembre 2023

Le ministre saoudien des Finances, Mohammed al-Jadaan, a été choisi pour présider le comité monétaire et financier international, l'organe consultatif du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI).

«*Je suis impatient de travailler avec les membres du comité et la direction du Fonds afin de renforcer la stabilité et l'efficacité du système monétaire et financier mondial et faire progresser les perspectives de croissance de l'économie mondiale*», a-t-il déclaré. (Confirmation. Ceux qui croyaient que les Brics11 allaient constituer une alternative au vieil ordre mondial impérialiste en seront pour leurs frais. – J-C)

M. Al-Jadaan est également membre du Conseil ministériel du Fonds Opep pour le développement international et des conseils d'administration du FMI, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire arabe, de la Banque islamique de développement et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

Il préside par ailleurs les délégations saoudiennes lors des réunions des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20 et est membre des conseils d'administration du Fonds public d'investissement du Royaume et de Saudi Aramco. arabnews.fr 14 décembre 2023

LE SOCIALISME

Le 15 décembre 2023

Dans quel camp êtes-vous ? PS, PCF, EELV agents du sionisme nazi.

On ne nous fera pas taire : solidarité avec le peuple palestinien ! - Fédération Nationale de la Libre Pensée 13 décembre 2023

La Fédération Nationale de la Libre Pensée condamne l'interdiction par la Mairie de Paris d'une réunion-débat qui était prévue le 6 décembre à l'initiative de l'Union Juive Française pour la Paix et d'autres organisations qui voulaient se réunir pour débattre de la situation en Palestine et pour la paix. Judith Butler, philosophe, était invitée à cette occasion. Un message de solidarité d'Angela Davis avec le Peuple palestinien devait y être lu.

La Libre Pensée, qui milite pour un cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus à Gaza et en Cisjordanie, pour l'égalité des droits entre tous les habitants de la région et, conséquemment, un seul Etat laïque et démocratique, garantissant la paix, a soutenu la demande de maintien de cette réunion par les organisateurs.

La Mairie de Paris, sa majorité PS, PCF, EELV, toutes tendances confondues, a maintenu leur interdiction de se réunir pour débattre et confirme ainsi son alignement sur la politique de Macron, de Biden et des autres gouvernements soutenant la politique de génocide du Peuple palestinien.

La Libre Pensée dénonce l'utilisation calculée par la Mairie de Paris de menaces venues de groupes sionistes violents, comme si ce n'était pas aux services de l'Etat et de la Mairie d'assurer le bon déroulement des réunions. Madame Hidalgo et sa majorité PS, PCF, EELV accepte la décision des groupes sionistes violents en bafouant le droit de réunion, alors qu'elle devrait en être la garante.

Après cela, Madame Hidalgo ose revendiquer auprès des journalistes de Libération un « *libre débat* » sur la question, en interdisant la libre expression de ceux qui luttent pour la paix ! La politique de la Mairie et de sa majorité municipale PS, PCF, EELV, c'est : pas de réunion, pas de débat et silence dans les rangs !

Pour eux, le génocide du Peuple palestinien doit se faire dans le silence des complicités de tous bords

https://www.fnlp.fr/2023/12/11/on-ne-nous-fera-pas-taire-solidarite-avec-le-peuple-palestinien/

Sordide imposture.

J-C – J'ai souvent affirmé que ce qu'on avait appelé la gauche abusivement, n'avait cessé de faire la courte échelle à l'extrême droite, aux dictatures ou aux guerres tout au long du XXe siècle, sans qu'on caractérise comme tels ces partis, ce qui a constitué une erreur politique gravissime, compromettante à jamais. Quelle conclusion les différents partis et militants tireront de cet épisode ? Si c'étaient les mêmes qu'hier, pour le coup la situation serait désespérée.

En usant d'artifices, ils chercheront à redorer leur blason en avançant masqués, ne leur en laissons pas le loisir, dénonçons et combattons leur supercherie politique, leur collusion avec le Macron ou le régime.

Ils ont soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis le 11 septembre 2001 jusqu'à celle génocidaire contre le peuple palestinien en passant par la guerre en Ukraine au côté de l'OTAN et des néonazis de Kiev, ils ont participé à la dictature hygiénique ou sanitaire, ils participent actuellement à la dictature énergétique et climatique, etc. ce devrait être largement suffisant pour les classer parmi les pires réactionnaires ou ennemis du peuple, et pourtant, certains hésitent encore, sans doute par crainte de devoir avouer s'être fourvoyés durant des décennies ou parfois toute leur vie… les illusions sont cruelles quand elles vous éclatent en pleine gueule, n'est-ce pas ? Il suffit de l'assumer, c'est le seul moyen de s'en remettre et de continuer le combat politique sur des bases saines.

Bref, quand on examine attentivement et sans complaisance ni a priori leur orientation politique depuis un siècle, on s'aperçoit qu'invariablement ils ont toujours figuré au côté de la réaction et non au côté des travailleurs, contrairement à ce que l'immense majorité des militants croient encore.

La Mairie de Paris va lancer un « *Pacte de Résistance des villes contre l'extrême droite* » - 20minutes.fr 14 décembre 2023

La ville de Paris va travailler à l'élaboration d'un « *Pacte de Résistance des villes contre l'extrême droite* », « *en partenariat avec toutes les collectivités progressistes qui le souhaitent* ». Ce vœu du Conseil de Paris fait suite à une proposition du groupe communiste, qui a suscité de violents débats au sein de l'hémicycle parisien ce jeudi. 20minutes.fr 14 décembre 2023

J-C – Tous ces salopards n'avaient-ils pas appelé à voter Macron « *pour faire barrage à l'extrême droite* »? En réalité, avec Macron, c'est comme s'ils l'avaient portée au pouvoir.

Au fait, ont-ils résisté à l'OMS, non. Ont-ils résisté au Green New Deal de Davos, non. Ont-ils résisté à l'OTAN en Ukraine en 2014, non. Jamais. On ne peut pas « *résister* » à la réaction et être intégré dans les institutions de la Ve République, il faut choisir.

L'autre génocide.

- 114 millions de réfugiés dans le monde en 2023.

- 43,3 millions d'enfants réfugiés dans le monde.

- 4,4 millions de personnes considérées comme apatrides.

- 69% des réfugiés vivent dans des pays voisins de leur pays d'origine. (HCR)

Plus de 114 millions de personnes sont actuellement déplacées dans le monde, contre 75 millions en 2019.

«*Le Forum mondial sur les réfugiés se tient à un moment où les déplacements de population dans le monde atteignent des niveaux inégalés*», a déclaré à Arab News, Ezekiel Simperingham, responsable mondial des migrations et des déplacements pour la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

En ouvrant le forum par un appel à un cessez-le-feu immédiat, Filippo Grandi, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a prévenu que la poursuite des combats ne ferait qu'augmenter le nombre de personnes déplacées dans le monde. Arab News 14 décembre 2023

Gaza 2023 : Israël et ses alliés poursuivent les mêmes buts et ressassent les mêmes mensonges qu'en 1948 - chroniquepalestine.com14 décembre 2023

Par Jonathan Cook

Extrait.

L'histoire se répète, les politiciens et les journalistes de l'establishment ne voient rien alors que les faits d'une clarté aveuglante se déroulent sous leurs yeux. Il y a là un refus collectif obstiné d'appeler les choses par leur nom.

Le comportement d'Israël depuis sa création il y a 75 ans obéit toujours au même schéma, schéma toujours accueilli de la même façon par les puissances occidentales : « *Je ne vois rien de mal, je n'entends rien de mal* ».

En 1948, dans ces événements que les Palestiniens appellent leur « *Nakba* », la Catastrophe, 80% des Palestiniens ont subi un nettoyage ethnique, ont été chassés de leurs terres sur lesquelles allait s'autoproclamer « *Etat juif d'Israël* ».

Les Palestiniens n'ont pas cessé d'affirmer depuis ce temps que les dirigeants israéliens mentaient quand ils disaient que les populations palestiniennes avaient quitté leurs terres et leurs maisons de leur propre gré et avaient seulement obéi aux ordres des Etats arabes voisins.

Ce mensonge d'Israël a maintenant été démasqué grâce au travail d'historiens israéliens et à la mise à jour de documents d'archives de l'époque.

Ces historiens ont mis à nu d'autres mensonges des dirigeants israéliens, à savoir que ces derniers ont vainement tenté de persuader les Palestiniens, d'abord les 900 000 qui se sont retrouvés dans les frontières du nouvel Etat, de rester chez eux ensuite les 750 000 qui ont été forcés à l'exil, de retourner chez eux.

Ces archives montrent qu'en réalité, les soldats du nouvel Etat avaient commis d'horribles massacres en vue de chasser les populations palestiniennes de leurs terres. Cette entreprise d'épuration ethnique avait un nom, le Plan Dalet.

Les mensonges des dirigeants israéliens ne se sont pas arrêtés là.

Plus de 500 communautés agraires palestiniennes ont été rasées par les sapeurs de l'armée et les bulldozers mais ce fait est minoré voire effacé pour laisser place au thème glorieux de la propagande israélienne selon lequel « *Israël a fait fleurir le désert* ».

Chose extraordinaire, d'éminents universitaires, journalistes et politiciens en Occident, ceux qui participent au discours dominant, continuent d'ignorer tous ces faits pour se contenter de reprendre les mensonges israéliens et cela, alors même que le travail des historiens israéliens et les archives mises à jour corroborent ce que disent les Palestiniens à propos de ce qui s'est passé.

Différentes stratégies sont mises en œuvre pour dissimuler la vérité. Des observateurs de renom continuent de refourguer les points de vue israéliens discrédités alors que d'autres déclarent leur impuissance en arguant que la vérité est impossible à connaître.

D'autres encore, plus nombreux, admettent que même si de mauvaises choses se sont passées, les deux camps sont à blâmer et puis, disent-ils pour conclure, le résultat est excellent puisqu'il y a maintenant un sanctuaire pour les juifs.

Ce qui ne leur vient pas à l'esprit est qu'il n'y a absolument aucune raison que les Palestiniens paient le prix des méfaits d'antisémitisme et de génocide commis en Europe.

Aujourd'hui, toutes les élaborations destinées à défendre le sionisme et Israël s'écroulent grâce à la montée des médias sociaux, d'un monde numérique où l'information circule plus facilement.

Prises de court, les élites occidentales n'ont rien trouvé de mieux pour contrer cette prise de conscience que de coller à la hâte l'étiquette d'anti-sémite à tout point de vue critique des circonstances dans lesquelles est né Israël.

Moins de place désormais pour le mensonge

Maintenant que le contexte est posé, on comprend mieux les intentions et procédés du discours dominant : on dissimule, on ment, on excuse quand les faits sont trop flagrants.

On a toujours affaire au même décalage entre discours et réalité, à la différence que cette fois-ci, les mensonges et distorsions passent beaucoup moins bien parce que les gens peuvent désormais voir d'eux-mêmes et en temps réel les horreurs perpétrées sur le terrain par Israël.

On n'a pas besoin d'historiens pour nous dire ce qui se passe à Gaza, on peut le voir sur les écrans de télévision même quand on ne nous présente que des versions aseptisées.
Israël est en train d'accomplir le nettoyage ethnique à Gaza. La plupart des experts en génocide disent qu'il s'agit aussi d'un génocide.

Dans les deux cas, on a affaire à une Grande Purification Ethnique expulsant les Palestiniens de leur patrie comme en 1948 et comme encore en 1967 sous le couvert de la guerre.

Et pourtant, pour qualifier ce que fait Israël à Gaza, ni le terme de nettoyage ethnique ni celui de génocide ne figurent dans les rapports et analyses des médias dominants.

On nous raconte que ce que vise Israël est d'éradiquer le Hamas, un but impossible à réaliser parce qu'on ne peut jamais éradiquer la détermination d'un peuple opprimé à résister contre son oppresseur. Et on sait que plus on l'opprime et plus sa résistance sera grande.

L'Occident tente maintenant de diriger l'attention du public vers le « jour d'après », alors qu'on sait qu'on ne peut pas confier le gouvernement de ces terres désolées à n'importe qui, surtout pas à ce régime du style Vichy frappé de faiblesse chronique et appelé l'Autorité Palestinienne.

Il est frappant de constater que ce qui était vrai en 1948 reste toujours vrai en 2023. Israël diffuse mensonges et ruses et les élites occidentales ne font que les répéter.

Alors même qu'Israël perpètre des crimes contre l'humanité au su et au vu de tout le monde, alors même qu'il dit à l'avance qu'il va les faire, l'establishment occidental refuse de les admettre comme crimes.

La vérité qui aurait dû être admise il y a longtemps, en 1948, est qu'Israël n'est pas une démocratie libérale aimant la paix. C'est un Etat colonial classique pratiquant la colonisation de peuplement dans la lignée des conquérants occidentaux qui ont fondé entre autres, les USA, le Canada et l'Australie.

La finalité de toute colonisation de peuplement est toujours la même : remplacer la population autochtone.

Après ses opérations d'épuration ethnique de 1948 et 1967, Israël n'a pas trouvé de meilleure solution pour les populations palestiniennes restantes, celles qui ont survécu à l'extermination, que de leur faire subir le système d'apartheid classique pratiqué par ses prédécesseurs coloniaux, celui de les enfermer dans des réserves pour indigènes.

L'Occident s'entête à employer l'euphémisme de « conflit » pour désigner une entreprise systématique de spoliation, de ghettoïsation et d'apartheid à laquelle les victimes résistent.

A présent, on assiste à un effondrement de la politique menée par Israël face aux Palestiniens et cela essentiellement pour deux raisons.

La première est que les Palestiniens, grâce aux nouvelles technologies, se rendent plus visibles sur la scène mondiale et gagnent de plus en plus de soutien populaire y compris chez les masses occidentales, chose très problématique pour leurs oppresseurs.

Ils ont aussi réussi à donner à leur cause une place dans les forums internationaux. Aujourd'hui une majorité des membres de l'ONU reconnaît la Palestine comme Etat.

La deuxième raison est que le Hamas a prouvé le 7 octobre que la résistance palestinienne ne pouvait être étranglée, même dans un siège renforcé par des drones et un dôme d'acier pour contrer les missiles de représailles.

Dans ces conditions très difficiles, les Palestiniens ont montré leur capacité à user de moyens originaux et inédits afin de briser l'isolement et l'oppression qu'ils subissent et à attirer les regards des peuples du monde sur ce qu'ils vivent.

La conclusion que les organisations de la résistance palestinienne ont tirée est que face aux consciences morales anesthésiées de l'Occident à l'égard de la souffrance de leur peuple, seules des actions d'envergure sont capables de pousser à bout Israël et le contraindre à manifester au grand jour sa nature criminelle, à commettre au vu et au su de du monde entier des atrocités qui ne peuvent qu'occuper une place centrale dans les médias.

Israël sait que les Palestiniens resteront toujours pour lui un tourment permanent, un rappel constant qu'il n'est pas un Etat normal.

Nous sommes déjà dans un processus où la lutte contre la politique israélienne à l'égard des Palestiniens – politique vieille de plusieurs décennies et faite de dépossession, de répression et de massacres – devient de plus en plus une cause morale centrale dans la conscience des publics occidentaux comme le fut la lutte contre l'apartheid sud-africain.

Israël donc tente de tirer avantage de ce moment pour « *achever le boulot* », on sait ce que c'est et on le sait depuis sept décennies. Le crime se déploie pas à pas et s'accélère alors que les journalistes et les politiciens en Occident font semblant de ne rien voir.

J-C – Et après ou tout cela pour quoi au juste, nous ne le saurons pas. Si nous ne luttons pas simultanément pour renverser le régime en place dans notre propre pays, nous n'aidons pas vraiment les Palestiniens…

La solution à deux Etats, c'est plus que déplacé, c'est grotesque.

- Pour le leader turc, la création d'un État palestinien indépendant, souverain et territorialement intégré, avec Jérusalem pour capitale, sur la base des frontières de 1967 est le seul moyen de parvenir à une paix durable dans la région.

- « *Pourquoi êtes-vous obsédé par une solution à deux États* ? » a déclaré Tzipi Hotovely, l'ambassadrice d'Israël au Royaume-Uni lors d'une interview accordée à Sky cette semaine,

s'en prenant au journaliste pour avoir insistée en faveur du consensus international visant à mettre fin à l'occupation illégale d'Israël qui dure depuis des décennies.

Dans l'État d'apartheid, le ministre israélien des Communications, Shlomo Karhi, a fait écho au rejet par Hotovely d'un règlement pacifique en faveur de la position maximaliste adoptée depuis longtemps par les dirigeants sionistes. « *Il n'y aura pas d'État palestinien ici* », Karhi a déclaré sur X. « *Nous ne permettrons jamais qu'un autre État s'établisse entre le Jourdain et la mer. Nous ne reviendrons jamais à Oslo*», a-t-il ajouté, faisant référence à l'accord de 1993.

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a également publiquement exprimé son désaccord avec l'ambassadeur israélien en déclarant à Sky News que c'était la position de longue date du gouvernement britannique qu'il devrait y avoir un État palestinien indépendant établi à côté de celui existant d'Israël – donnant aux deux peuples leur propre territoire.

La sémantique antisémite : J'accuse l'Etat juif fasciste de crime contre l'humanité, de génocide, de crime de guerre, d'apartheid.

Peut-on parler de génocide à Gaza ? - orientxxi.info 14 décembre 2023

L'usage du terme « *génocide* » reste très limité en France, souvent mis entre guillemets par la presse, présenté comme excessif. En revenant pourtant au droit international, la pertinence du terme pour qualifier le massacre en cours depuis le 7 octobre à Gaza est limpide. Le bureau international de la Fédération internationale pour les droits humains a d'ailleurs adopté une résolution reconnaissant les actions d'Israël contre le peuple palestinien comme étant « *un génocide en cours* ».

On peut ainsi dire que sont considérés comme des crimes de guerre tout meurtre intentionnel et tout ciblage de civils en tant que tels, ou toute destruction intentionnelle de leurs biens et de leurs établissements hospitaliers, éducatifs et religieux, ou le fait de les exposer à la famine et de leur refuser l'aide humanitaire ; toute attaque à grande échelle contre des villes ou des villages pour laquelle il n'y a pas de justification militaire, ou tout mauvais traitement ou torture de prisonniers, de détenus, de non-combattants, ou même de combattants s'ils déposent les armes ; tout transfert ou déplacement systématique et forcé de populations, ou toute attaque injustifiée contre des centres et des représentants d'organisations internationales, d'organisations de maintien de la paix, d'organisations humanitaires ; et toute utilisation d'armes internationalement interdites.

Là encore, on peut dire qu'il existe des preuves confirmant la légitimité des allégations selon lesquelles Israël commet et a commis des crimes contre l'humanité, que ce soit lors de l'actuelle guerre contre Gaza — surtout s'agissant d'attaque « *généralisée ou systématique lancée contre la population civile et en connaissance de cette attaque* » et d'actes inhumains « *de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale [des civils]* », ou en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, en vertu des clauses qui font référence à l'apartheid.

Cependant, pour qu'un génocide soit reconnu comme tel, l'intention de le commettre doit être prouvée.

Certains juristes considèrent que les déclarations officielles israéliennes et les appels explicites à la vengeance et aux meurtres contre les Palestiniens — en tant que Palestiniens — , les décisions claires de renforcer le siège de Gaza en listant les matériaux interdits d'entrée, comme l'a fait le ministre israélien de la défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, tout en sachant qu'aucune vie n'est possible sans ces matériaux (eau, électricité, carburant, etc.), ainsi que la mise en œuvre de tout cela par l'armée israélienne, prouvent la volonté d'anéantissement et de passer de la déclaration à l'exécution.

On peut ajouter à cela la présence d'une « *tendance génocidaire* » répétitive dans les discours officiels du gouvernement de Benyamin Nétanyahou et de certains députés de sa majorité — autant de discours filmés et transcrits dans la presse. Par exemple : invoquer une « *guerre contre les forces du mal et de la barbarie* », déshumaniser les Palestiniens et les qualifier d'animaux, prétendre qu'il n'y a pas de civils dans la bande ou déclarer qu'il n'y a que « *les terroristes du Hamas* » et les « *sympathisants du Hamas* », appeler à utiliser des armes nucléaires contre les Gazaouis si nécessaire et à déporter les survivants en Égypte (et dans d'autres pays), détruire Gaza et la transformer en « *grand terrain de football* », etc.

Rappelant la présence claire de cette intention de commettre un génocide du côté israélien et « *le passage à l'acte* », l'historien israélien Raz Segev, spécialiste de l'Holocauste, a été le premier à souligner que nous étions face à « *un cas d'école de génocide* »

Il est possible de dire qu'aucun conflit antérieur documenté n'a concentré autant de crimes, de violations et d'atrocités dans une zone géographique aussi restreinte, d'environ 360 km², et sur une période aussi courte.

Il faut ajouter que la plupart des États et des responsables politiques préfèrent éviter l'utilisation du terme « *génocide* », pour ne pas avoir à agir, conformément à la Convention qu'ils ont signée, pour le « *prévenir* » ou pour « *y mettre fin immédiatement* ». Ce qui, bien entendu, n'est pas à l'ordre du jour pour eux.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan palestinien des attaques israéliennes s'est élevé à plus de 18 787 morts et au moins 50 897 blessés, a annoncé jeudi le ministère de la Santé.

L'Observatoire Euro-Med des droits de l'homme a révélé avoir répertorié 120 charniers dans l'enclave.

Depuis le 7 octobre, il y a eu « *266 morts et plus de 3 000 blessés* » en Cisjordanie, selon un rapport de l'Autorité palestinienne.

Depuis le 7 octobre, OCHA a recensé « *171 attaques de colons, avec la destruction de plus de 200 bâtiments palestiniens et la fuite d'au moins un millier de civils, contraints d'abandonner leurs maisons pour sauver leur vie* ».

- L’armée d’occupation israélienne a arrêté 4 000 Palestiniens depuis le 7 octobre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupées, ont déclaré hier les organisations palestiniennes de défense des droits des prisonniers dans une déclaration commune.

L'Autorité des Affaires des Prisonniers et des Ex-Prisonniers, le Club des Prisonniers Palestiniens, l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et des Droits de l'Homme et le Centre Wadi Hilweh à Jérusalem ont souligné les crimes et violations israéliens contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée après le 7 octobre, notamment les campagnes d'arrestation en cours et les violations commises contre les détenus dans les prisons israéliennes, y compris la torture et les abus systématiques.

Selon le communiqué, le plus grand nombre d'arrestations a été enregistré dans le gouvernorat d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, où 1 000 personnes ont été arrêtées, tandis que le nombre de femmes détenues a atteint 150, dont des citoyennes palestiniennes d'Israël. Au moins 255 enfants ont été arrêtés depuis le 7 octobre, ont-ils ajouté.

Quarante-cinq journalistes palestiniens ont été arrêtés après le 7 octobre, 32 d'entre eux sont toujours en détention, indique le communiqué. Les autorités israéliennes ont émis 2 000 arrêtés de détention administrative, dont de nouveaux et le renouvellement de ceux qui arrivaient à expiration.

Au moins six prisonniers palestiniens sont morts en détention, dont un originaire de Gaza qui n'a pas été identifié.

Il y a désormais plus de 7 800 Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dont plus de 2 870 détenus administratifs – détenus sans inculpation ni procès, et 260 ont été classés comme « *combattants illégaux* » de Gaza, notant que ce nombre pourrait être plus élevé puisqu'Israël ne divulgue pas les détails de tous ceux qu'il a incarcérés. middleeastmonitor-com 14 décembre 2023

29 soldats israéliens blessés dans les combats à Gaza au cours des dernières 24 heures, selon l'armée - aa.com.tr 14.12.2023
- Au moins 445 soldats tués et 1 740 autres blessés depuis le début du conflit à Gaza le 7 octobre, selon les médias israéliens

---

Le personnel de l’administration Biden appelle à la fin de l’agression israélienne contre Gaza. L’autoroute à Los Angeles bloquée. - french.almanar.com.lb 14 décembre 2023

De nombreux fonctionnaires de l’administration américaine se mobilisent pour que leur gouvernement reconnaisse les atrocités israéliennes commises à Gaza par l’armée israélienne. Plusieurs lettres signées par de nombreux fonctionnaires ont déjà été adressées au gouvernement, malgré la crainte de représailles.

Josh Paul, qui a démissionné du Département d’État en octobre en raison de *« l’assistance mortelle à Israël »* apportée par les États-Unis, a pris la parole lors de l’événement.

Une lettre ouverte des employés de la Sécurité intérieure fustige les dirigeants de l'agence pour avoir « *minimisé les atrocités israéliennes en cours* » à Gaza.

Plus d'une centaine de membres du personnel du Département américain de la Sécurité intérieure (DHS) ont signé une lettre ouverte au secrétaire d'État Alejandro Mayorkas dénonçant la gestion de la guerre israélienne contre Gaza par le département. french.almanar.com.lb 14 décembre 2023

- Les Avocats pour la Palestine manifestent au Palais de Justice - europalestine.com 13 décembre 2023

Ils ont commencé par relayer l'alarme lancée par leurs consœurs et confrères palestiniens, dont au moins 50 à ce jour ont été tués par les bombardements génocidaires de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Israël détruit tout à Gaza, y compris le Palais de Justice du territoire martyr, réduit en poussières le 4 décembre dernier.

Prenant la parole à tour de rôle, les Avocats pour la Palestine ont enfin dénoncé clairement la complicité de nos autorités dans le génocide en cours, ainsi que le silence de leur propre institution, la « *Maison des Avocats* » se situant juste en face du tribunal.

Le film « *Fedayin, le combat de Georges Abdallah* », en ligne ! - europalestine.com 13 décembre 2023

Fedayin, le combat de Georges Abdallah (FILM COMPLET)

https://www.youtube.com/watch?v=gltRULzaqYQ&t=2s

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Vingt-et-un coup de canon, vingt-deux v'là les flics !

Budget : le gouvernement recourt une nouvelle fois au 49.3 pour la partie "*recettes*" de son projet de loi de finances pour 2024 - AFP/franceinfo 14/12/2023

C'est la 21e fois qu'Elisabeth Borne engage ainsi la responsabilité de son gouvernement pour faire adopter un texte sans vote à l'Assemblée nationale. AFP/franceinfo 14/12/2023

J-C- Il fallait être démagogue ou très con pour avoir sorti qu'ils ne pourraient plus gouverner après les législatives, qu'ils n'adopteraient plus aucun texte, aucune loi ?

Totalitarisme. Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. L'effet Charlie, cela vous dit-il quelque chose ?

J-C – Question à un centime d'euro : Quand les syndicats SNJ, CGT, CFDT et FO, les sociétés de journalistes (SDJ) de nombreux médias, l'association Acrimed, etc, rompront-ils avec Macron et l'Union européenne ? S'engagent-ils à mener ce combat en toute indépendance ?

Espionnage de journalistes : une cinquantaine d'organisations dénoncent le "*lobbying de la France*" à Bruxelles - aa.com.tr 14.12.2023

Une cinquantaine d'organisations de défense de la liberté de la presse appellent Emmanuel Macron à ne pas « *torpiller* » le secret des sources, dénonçant le « *lobbying* » de la France à Bruxelles pour autoriser « *l'espionnage* » exceptionnel des journalistes au nom de « *la sécurité nationale* », ont rapporté des médias locaux. (Il y a un truc que je ne comprends pas. Ils sont très cons ou quoi, pourquoi ne seraient-ils pas capables de protéger leurs sources, comment font les truands, les gangsters de la finance ? Il y a plein de moyens simples pour déjouer leur espionnage. Ils doivent être trop légalistes pour pouvoir les imaginer, cela les perdra ! – J-C)

La France pousse pour que l'Europe autorise l'utilisation de logiciels-espions contre les journalistes, dans le cadre de certaines enquêtes, au nom de la « *sécurité nationale* », rappelle *Le Parisien* ajoutant que si le projet de loi ne fait pas beaucoup de bruit, il inquiète grandement la profession.

« *Sans protection des sources, pas de journalisme, pas de démocratie* », écrivent dans leur texte les syndicats SNJ, CGT, CFDT et FO, les sociétés de journalistes (SDJ) de nombreux médias, l'association Acrimed ou encore la cellule investigation de Radio France, rapporte le même média.

Leur appel intervient alors que les négociations autour de la *« loi européenne sur la liberté des médias* » doivent aboutir ce vendredi, précise *Le Parisien*.

Gouvernements des États membres de l'UE, eurodéputés et Commission Européenne doivent trouver un compromis sur ce texte qui, s'il « *comporte une très grande majorité de dispositions renforçant la liberté de la presse* », contient « *aussi quelques dispositions liberticides* », s'alarment les signataires de la lettre ouverte.

De son côté, Reporters sans frontières a « *fait part au ministre de l'Intérieur français, Gérald Darmanin, de sa préoccupation du maintien de l'exception de sécurité nationale, à l'insistance de la France* », redoutant qu'elle soit « *utilisée de manière abusive* », note encore le Parisien. aa.com.tr 14.12.2023

Collabo. On ne se refait pas.

Fayard, fayot ! - europalestine.com 13 décembre 2023

Pendant que s'accomplit le génocide à Gaza, les éditions Fayard n'ont rien trouvé de mieux à faire que de retirer de leur catalogue l'ouvrage d'Ilan Pappé « *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* ». europalestine.com 13 décembre 2023

Courriel que j'ai envoyé aux Editions Fayard. A ma grande surprise il figure en pleine page dans leur blog.

Réédition en 2021 en France de "*Mein Kampf*", "*une mission historique et citoyenne*", dixit les Editions Fayard.

Entre *Mein Kampf* d'Hitler et *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* d'Ilan Pappé, les Editions Fayard affichent leur préférence.

Normal, rien de changé en somme.

Pour s'attirer les bonnes grâces des autorités nazies, au mois de juillet ou août 1940, Lucien Tisserant chez Fayard s'empressera de livrer sa propre liste des auteurs antinazis ou juifs que l'éditeur retirera des vitrines ou des catalogues.

Source :

L'édition française dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale par Jean-Yves Mollier

Dans Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2011/4 (n° 112), pages 127 à 138

J-C – Je rajoute un petit mot. Durant la Seconde Guerre mondiale pratiquement tous les éditeurs collaborèrent avec Vichy et les Allemands.

https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-4-page-127.htm

Tout s'explique

Arthème Fayard, mort en 1936, a lancé Candide et Je suis partout et que sa veuve mène campagne pour faire entrer Charles Maurras à l'Académie française – ce sera chose faite en 1938.

Je suis partout : Un journal rassemblant des plumes souvent issues ou proches de l'Action française, il devient, à partir de 1941, le principal journal collaborationniste et antisémite français sous l'occupation allemande.

Candide est un journal hebdomadaire français d'extrême droite, de la mouvance maurrassienne nationaliste et antisémite publié entre 1924 et 1944. (Source : Wikipédia)

Les sionistes nazis : Ne touchez pas à notre rabbin !

Var: le Crif va porter plainte après un affichage représentant Emmanuel Macron en "*grand rabbin de Gaza*" - bfmtv.com 14/12/2023

Le Crif va porter plainte contre l'auteur de cet affichage sur un panneau publicitaire, entre la Seyne-sur-Mer et Six-Fours. Ce dernier revendique des affichages "*satiriques*".

"*Macron nommé grand rabbin de Gaza*". C'est le texte d'une nouvelle affiche de Michel-Ange Flori qui a fait son apparition entre la Seyne-sur-Mer et Six-Fours-les-Plages mercredi 13 décembre.
L'ancien publicitaire, connu pour ses affichages qu'il qualifie de "*satiriques*", a dévoilé sa dernière affiche où l'on peut voir Emmanuel Macron, grimé en rabbin avec le texte "*Macron nommé grand rabbin de Gazaé.* " bfmtv.com 14/12/2023

Plus populiste que Mélenchon, tu meurs !

Gaza : Jean-Luc Mélenchon souhaite des "*sanctions économiques*" contre Israël - BFMTV 15 décembre 2023

Le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon a évoqué ce jeudi 14 décembre que des "*sanctions économiques*" similaires à celles infligées à la Russie depuis son invasion de l'Ukraine soient prises à l'encontre du gouvernement israélien.

"*Tous les crimes de guerre doivent être punis, quiconque les commet*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon, dénonçant "les massacres qui se déroulent à Gaza". Dans le conflit en cours entre Israël et le Hamas, "*la France doit défendre à tout prix des principes qui ne soient pas à géométrie variable"*, a-t-il lancé, exhortant au "*respect du droit international*". BFMTV 15 décembre 2023

J-C – « *La France doit* », et voilà qu'il parle à nouveau pour Macron ou il se prend pour le ministre des Affaires étrangères, c'est une manie chez lui, il est frustré de ne pas être devenu son Premier ministre !

Et puis, quel abruti, le « *droit international* », c'est le droit des assassins depuis 76 ans ! Le « *droit international* », c'est quoi ? La partition liquidation de la Palestine en 1947 ! Voilà ce qu'il revendique.

Et le crime contre l'intelligence humaine dont il est coupable, comment devrait-on le punir, en lui retirant le peu de cervelle qu'il lui reste et qui manifestement ne sert à rien de bon, il faudrait le trouver encore !

Comprenez bien à quel tour de passe-passe bien dégueulasse se livre ce salopard de première. Adoptons son langage, un crime de guerre doit être puni, admettons-le pour notre démonstration.

Il suffit donc de caractériser n'importe quel acte de crime de guerre pour qu'il mérite une sanction. Mais qui dit que cet acte mérite cette caractérisation ? Peut-être s'agissait-il d'autre chose, d'un acte légitime ou qui pourrait bénéficier de circonstances atténuantes compte tenu du contexte, de l'histoire, du passé, qui sait ?

Le voilà justicier, procureur de l'Inquisition ou d'un tribunal d'exception jugeant les actes attribués à la résistance palestinienne, et qui ont servi à sa condamnation sur la base d'éléments fournis par les tortionnaires du peuple palestinien, les autorités de l'Etat juif génocidaire, pire sans que le droit à la défense des Palestiniens puisse s'exercer, sans vérifier si des preuves existent vraiment pour soutenir cette accusation, et pour cause, la presse israélienne a reconnu à demi-mot sur la base de témoignages de juifs israéliens que les massacres imputés aux Palestiniens avaient été commis par l'armée israélienne, mieux encore, on a découvert que Tsahal fabriquait des films de propagande falsifiant les faits qu'il rapportait.

Mélenchon s'en fout, c'est un légaliste, il lui faut ménager sa droite et sa gauche, il veut plaire à tout le monde, à ses partisans, à Macron, Biden, Netanyahu, au Crif et aux médias, alors Hamas = Tsahal, c'est plus simple, expéditif et sans risque. C'est horrible, certes, Mélenchon se contrefout de savoir que Netanyahu identifie le Hamas et le peuple palestinien quand il dit qu'il veut les exterminer, et bien qu'il les extermine et on n'en parlera plus !

On est en présence d'une grande gueule qui est un lâche en vérité, un démagogue professionnel, un champion de l'entourloupe.

Mélenchon va être comblé !

Guerre en Ukraine : l'UE approuve de nouvelles sanctions contre la Russie - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2023

L'Union européenne a approuvé un nouveau paquet de sanctions contre la Russie, qui comprend notamment l'interdiction des importations de diamants russes dans l'UE, a indiqué jeudi un communiqué des Vingt-Sept.

L'interdiction de l'UE concernera les diamants naturels ou synthétiques et les bijoux dès janvier, et les diamants russes taillés dans d'autres pays à partir de septembre 2024.

Les Vingt-Sept ont également décidé d'étendre ces sanctions pétrolières au GPL, le gaz de pétrole liquéfié, au butane et au propane, utilisés notamment pour le chauffage. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2023

C'est la France ! Quand les magistrats sont des escrocs.

Un agriculteur reçoit une amende faramineuse pour avoir «*pollué la vue*» de son voisin - capital.fr 13/12/2023

Si les nuisances sonores humaines ou animalières sont souvent source de tension entre les habitants d'un même secteur, il est ici question de pollution visuelle. C'est pour ce motif qu'un agriculteur de la zone viticole de Vaison-la-Romaine est sous le coup d'une très lourde amende. En effet, un propriétaire de gîtes haut de gamme, situé à deux kilomètres, estime que les engins agricoles «*engendrent une pollution visuelle*» qui porterait préjudice à son activité.

Le plaignant a envoyé en 2020 une mise en demeure à son voisin pour lui ordonner d'enlever ses véhicules et des «*déchets entreposés*». Un paysage selon lui désagréable qu'il qualifie de «*décharge à ciel ouvert*». L'agriculteur a ensuite été incriminé devant le tribunal d'Orange et a été condamné à retirer ses engins dans un délai de quinze jours, après lequel il serait pénalisé d'une astreinte de 200 euros par jour.

L'affaire aurait pu s'arrêter là. Mais l'agriculteur ne s'est pas préoccupé de la décision de justice et le tribunal de Carpentras lui réclame depuis le 8 décembre la somme de 105 400 euros d'astreinte.

L'homme, qui perçoit comme seule ressource le RSA, s'est retrouvé dans l'incapacité de régler cette lourde amende. Il a donc décidé de se rapprocher de l'association Solidarité Paysans, chargée des agriculteurs endettés, pour obtenir de l'aide. Il ne compte d'ailleurs pas en rester là et prévoit de déposer plainte pour «*escroquerie au jugement*». Selon lui, les photos de ses engins agricoles transmises à la justice sont malhonnêtes. Les clichés seraient excessivement zoomés par son voisin pour renforcer l'impression de nuisance. capital.fr 13/12/2023

Soudan.

Mais où va donc le Soudan ? Majed Nehmé - afrique-asie.fr 14 décembre 2023

Depuis le 15 avril 2023, des affrontements fratricides ont plongé le Soudan dans l'horreur et la désolation. Pour comprendre les raisons de ce conflit qui a jeté sur les chemins de l'exil des millions de civils, mais aussi le positionnement des puissances internationales et régionales face à cette tragédie, nous nous sommes entretenus avec le Dr Khaled al-Farah, nouvel ambassadeur du Soudan en France, diplomate francophone chevronné.

Points clés de l'entretien :

Par son silence complice, la communauté internationale apporte un soutien implicite à la milice d'Himeiti et brade les valeurs de justice et des droits de l'homme.

Ce qui se passe au Soudan est la poursuite du projet colonial et hégémonique qui a commencé en Irak, s'est poursuivi en Libye, puis en Syrie, avant de s'étendre au Yémen…

Le projet d'Israël : perpétuer son existence et son expansion par la force, du Nil à l'Euphrate, aux dépens des pays et des peuples arabes.

Les sanctions ne touchent et n'affectent pratiquement que la population civile, tandis que les responsables censés être visés par elles, s'en sortent toujours.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Tout simplement parce que ceux qui ont planifié et continué à planifier la destruction du Soudan et à le diviser en petites entités en guerre entre elles (en commençant par la séparation du Sud) pensaient que le moment était venu d'exploiter cette force brute et porter ce coup qu'ils voyaient comme le coup final contre l'État soudanais unitaire, afin d'atteindre leur objectif ultime de détruire cette nation ancienne et fière.

https://www.afrique-asie.fr/mais-ou-va-donc-le-soudan/

LE SOCIALISME

Le 16 décembre 2023

Ce week-end, à Paris, c'est dimanche 17 décembre qu'a lieu notre manifestation centrale, à l'initiative du collectif Urgence Palestine, avec un départ à 14 heures de la Place de la République (l'itinéraire sera communiqué ultérieurement).

Rectificatif.

Hier un problème de téléchargement avait rendu l'article suivant indisponible :

Gaza 2023 : Israël et ses alliés poursuivent les mêmes buts et ressassent les mêmes mensonges qu'en 1948

J'ai dû modifier un paramètre dans Mozilla pour éviter que les coupures de connexion allongent indéfiniment le temps de téléchargement des gros fichiers, parfois plus d'une heure au lieu de 5 à 10 minutes. J'ai supprimé le délai d'attente entre deux connexions. Cela m'est venu à l'esprit d'un coup, alors que je me faisais chier avec ce truc-là depuis des mois !

A consommer entre le fromage et le dessert.

J-C – On vit dans un monde dégueulasse où ceux qui ont le ventre plein se foutent du sort des malheureux du reste du monde auxquels ils doivent leur confort relatif. Il est là le drame. L'absence de conscience politique, de conscience de classe sans laquelle le monde est voué à la barbarie.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a signalé vendredi que 17,7 millions de personnes au Soudan sont confrontées à des "*niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë*". - aa.com.tr 15.12.2023

Adam Yao, représentant adjoint de la FAO au Soudan, lors d'une conférence de presse à Genève : "*Plus nous tardons à réagir, plus nous exposons de vies à la menace imminente de la famine. Le financement est essentiel et une action rapide est notre seul bouclier contre ce danger imminent.*" aa.com.tr 15.12.2023

J-C – Et quels sont les acteurs responsables de cette autre tragédie ? Les mêmes qu'en Palestine occupée…

A bas le wokisme ! Boycott !

J-C - Le wokisme était une entreprise vouée à l'échec, parce qu'elle se destinait de purifier le capitalisme pour lui donner un visage humain. On voit ce qu'il en est avec les guerres en Ukraine et en Palestine dominées par des néonazis soutenus par l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

Qu'est-ce que le « wokisme » ? - lejdd.fr 15/12/2023

Le « *wokisme* » vise à mettre en œuvre des changements progressistes dans la société.

Récemment, l'entreprise Disney serait en perte de vitesse et essuie plusieurs échecs commerciaux. Disney est jugé trop militant et trop « *woke* » dans ses créations cinématographiques.

Wish, The Marvels, Indiana Jones et le Cadran de la destinée, les dernières créations Disney sont des échecs commerciaux. La raison ? Le militantisme « *woke* » ne fait plus vendre. Disney ou encore la plateforme de streaming Netflix plaçaient la diversité, le féminisme, le multiculturalisme et la cause LGBT au cœur de leurs créations.

Mathieu Bock-Côté, sociologue, chroniqueur et essayiste, définit le wokisme comme « *une gauche haineuse, sectaire, intolérante et fanatique* ». lejdd.fr 15/12/2023

J-C - Quand on sait que le wokisme est propulsé par Soros et le Forum économique mondial, on se demande ce que vient foutre dans cette galère la gauche... Pardi, mais elle est chez elle, en famille, c'est dans sa nature, c'est cela ce qu'ils appellent la gauche depuis plus de 75 ans, et cela n'a jamais été autre chose, il serait temps d'ouvrir les yeux.

Qui dicte l'orientation politique de la gauche officielle ? L'OTAN.

Attaque des « *cinquièmes colonnes* »: les États-Unis préparent une nouvelle série de « *révolutions de couleur* » par: Leonid Savinle - afrique-asie.fr 15 décembre, 2023

Récemment, le Centre international pour les conflits non violents, basé à Washington, a publié un nouveau manuel sur la conduite des révolutions de couleur, intitulé « *Faciliter la quatrième vague démocratique: un guide pour contrer la menace autoritaire* » [i]. Ce centre poursuit la tradition d'ingérence dans les affaires intérieures des États étrangers selon la méthode de Gene Sharp, Bruce Ackerman et d'autres théoriciens des actions et mouvements politiques de protestation. Il convient de noter que le directeur exécutif de ce centre est aujourd'hui Ivan Marovic, l'un des dirigeants de l'organisation yougoslave Otpor, qui a joué un rôle clé dans le renversement de Slobodan Milosevic.

Autre détail important, le rapport a été réalisé en collaboration avec le Scofort Centre for Strategy and Security du Conseil de l'Atlantique. L'Atlantic Council, considéré comme indésirable et interdit en Russie, est le principal groupe de réflexion de l'OTAN aux États-Unis, qui élabore des recommandations militaires et politiques à l'intention des membres de l'alliance. Le co-auteur au nom du Conseil atlantique est Ash Jayne, et le co-auteur au nom du

Centre est Gardy Merryman. Le troisième co-auteur est Patrick Quirk de l'International Republican Institute, une autre organisation jugée indésirable en Russie. Toutefois, comme indiqué au début du document, la préparation du manuel a impliqué des membres d'un groupe de travail spécial, qui comprenait des représentants de l'Open Society Foundation de George Soros, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'Alliance of Democracies Foundation et d'un certain nombre d'autres centres et organisations qui, pendant de nombreuses années, ont incité à des rébellions, initié des coups d'État et soutenu des campagnes antigouvernementales dans le monde entier lorsque c'était dans l'intérêt des États-Unis.

D'ailleurs, dans la préface, ils justifient cette ingérence en affirmant que la sécurité des États-Unis et de leurs partenaires démocratiques (c'est-à-dire les satellites) dépend de l'état de la démocratie dans le monde.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/revolutions_couleur_USA.pdf

---

Lu.

Une date qui changera à jamais le destin des habitants de la Palestine est sans aucun doute 1840. C'est en effet cette année que le Premier ministre britannique, Lord Palmerston (1784-1865), propose l'idée d'un établissement permanent des Juifs en terre de Palestine. Ce plan visait à créer un Etat-tampon entre l'Égypte et la Grande Syrie pour diviser le monde arabe et l'affaiblir. La première proposition de colonisation juive de la Palestine prend progressivement vie et Lord Palmerston défend son idée sous prétexte de « *garder la porte de l'Est ouverte au commerce et aux troupes britanniques* ».

A Berlin, Bristol (G-B) ou Paris le soutien au sionisme est exclusif.

J-C – Deux articles. Question : Où sont donc passés les artistes français, auraient-ils tous rejoint la collaboration avec les néonazis sionistes et ukrainiens ?

Le centre d'art Arnolfini sur la liste du boycott ; 1000 artistes signent une lettre ouverte - Al Mayadeen 16 December 2023

Dans cette lettre, les artistes demandent à Arnolfini de s'engager publiquement à défendre systématiquement la liberté d'expression, sans exception pour la Palestine.

Plus de 1 000 artistes de différents domaines, dont des personnalités telles que Ben Rivers, Brian Eno, Adham Faramawy et Tai Shani, ont signé une lettre ouverte condamnant le Centre international d'art contemporain Arnolfini de Bristol, l'accusant de censurer la culture palestinienne à la suite de l'annulation de deux événements prévus dans le cadre du Festival du film palestinien de la ville, a rapporté ARTnews.

Parmi les événements annulés figurait la projection de "*Farha*" (2021), un film sur le passage à l'âge adulte du réalisateur jordano-palestinien Darin J. Sallam, qui a pour toile de fond la Nakba, l'exode massif des Palestiniens de leurs terres qui a servi de point de départ à la création de l'"*État israélien*". En outre, une lecture de poésie avec le rappeur et activiste Lowkey a été annulée.

Les artistes ont pris position, déclarant leur refus de collaborer avec Arnolfini ou de participer à ses événements, et invitant leurs pairs à se joindre au boycott.

En novembre, plus de 2 300 personnalités du monde culturel ont critiqué la décision d'Arnolfini d'annuler la projection de "*Farha*". L'institution a défendu sa position en affirmant qu'en tant qu'organisme de bienfaisance dans le domaine des arts, elle était soumise à des restrictions concernant la promotion de ce qui pourrait être perçu comme une "*activité politique"*. Toutefois, cette explication a été accueillie avec scepticisme, les critiques soulignant les événements politiques organisés par Arnolfini dans le passé, notamment une collecte de fonds pour l'aide aux sinistrés ukrainiens.

La lettre ouverte, signée par un échantillon représentatif d'artistes, affirme que les récentes annulations s'inscrivent dans un "*schéma alarmant de censure et de répression au sein du secteur artistique"*. Elle cite plusieurs exemples, dont l'annulation en octobre d'une conférence sur l'antisémitisme et le racisme coorganisée par l'artiste juive sud-africaine Candice Breitz. L'agence gouvernementale allemande à l'origine de la conférence a invoqué son incapacité à "*mener et modérer ce débat de manière constructive*". L'artiste palestinienne Emily Jacir a également dû faire face à l'annulation de la conférence qu'elle devait donner à Berlin le même mois.

Plus de 2000 poètes boycottent la Fondation pour la Poésie pour avoir censuré les voix pro-palestiniennes - palestine-studies.org December 13 2023

Le 1er novembre, Joshua Gutterman Tranen a révélé que la Poetry Foundation avait suspendu pour une durée indéterminée sa critique de PIG de Sam Sax. Elle ne voulait pas être perçue comme "*prenant parti*" en publiant le travail d'un critique juif antisioniste écrivant sur un poète juif antisioniste. Cet article a été publié le 8 octobre, juste au moment où Israël intensifiait ses bombardements sur Gaza. Quelle est la fonction de la critique, si ce n'est de situer l'art dans son contexte plus large ? Et quel contexte pourrait être plus pertinent pour cette œuvre que le moment où des militants juifs antisionistes aux États-Unis se font arrêter pour s'être opposés au génocide des Palestiniens ?

Les écrivains ont immédiatement exprimé leur déception face à cet acte de censure. La tiédeur de la réponse de la Fondation n'a pas réussi à inspirer confiance. Dans une lettre adressée à la fondation, Lena Khalaf Tuffaha, collaboratrice du magazine, a souligné l'hypocrisie de la publication des mots de June Jordan :

En temps de crise... la Fondation pour la poésie utilise les œuvres de ces écrivains comme citations sur son site. On pense notamment à June Jordan, dont un poème figure dans le numéro de novembre du magazine, intitulé "*Intifada Incantation*" : Poem #8 for b.b.L."...déclare :

J'AI DIT QUE JE T'AIMAIS ET QUE JE VOULAIS QUE LE GÉNOCIDE CESSE.

QUE LE GÉNOCIDE S'ARRÊTE

Qu'est-ce que les bonnes gens de la Fondation pour la Poésie peuvent bien imaginer à propos de ces lignes ? June prend-elle parti ? Ou bien est-ce qu'une telle clarté ne peut être publiée qu'après coup, longtemps après que l'auteur et l'événement ont disparu ?

"*Longtemps après que l'écrivain et l'événement soient passés*" indique succinctement une tactique courante de retardement, à laquelle la Fondation n'est pas étrangère.

En 2017, à la suite de The Annual VIDA Count, qui a mis en évidence la pénurie d'œuvres de poètes trans et non binaires dans les pages du magazine POETRY (et dans l'ensemble du monde littéraire), une annonce a été faite au sujet d'un numéro spécial d'écrivains exclusivement trans et non conformes au genre. Cependant, après des critiques sur le traitement de ce numéro, il a été mis en attente. Le nombre de contributeurs non binaires à POETRY est passé à 36 en 2018.

Ce soutien matériel est important à l'heure où les bannissements de livres à travers les États-Unis s'alignent sur la législation anti-trans. Ce n'est pas une coïncidence si la censure va de pair avec l'augmentation de la violence étatique. Lorsque l'on aborde les problèmes auxquels le monde littéraire est confronté, il ne s'agit pas seulement d'interdire des livres, mais plutôt de reconnaître ce à quoi la censure ouvre la voie. Lorsque des poètes sont emprisonnés pour avoir osé exprimer leur situation, les institutions qui hébergent leurs œuvres donneront-elles le nom de leur geôlier ou se contenteront-elles de les faire circuler sur le web ?

Il ne suffit pas de publier le travail d'artistes qui portent des marqueurs identitaires marginalisés ou qui défendent certaines politiques. Dans les déclarations recueillies dans #beyondspecialissue, les auteurs indiquent qu'ils n'ont pas demandé de numéro spécial. Les enquêtes ont pour but d'alerter les éditeurs sur les lacunes de leur pratique et, idéalement, d'inspirer une inclusion normative et durable dans les marchés payants.

Je présente cet exemple pour souligner le fait que les institutions présentent souvent une façade - tenter d'inclure des voix marginalisées sans écouter véritablement ce dont leurs communautés ont besoin conduira inévitablement à d'autres faux pas ou à la violence. Cela souligne également l'interconnexion de ces luttes. Les relations entre les artistes marginalisés et les institutions sont ténues. Les valeurs ne peuvent jamais être déterminées simplement par la table des matières qui ouvre le dernier numéro d'un magazine. Nous devons être explicites et agir. C'est ainsi qu'un boycott de la Fondation pour la Poésie a été lancé, mené par Noor Hindi, George Abraham, Omar Sakr et moi-même. Les revendications sont les suivantes :

Prendre position contre le colonialisme sioniste sur les terres palestiniennes et le génocide du peuple palestinien ;

S'engager à soutenir, au lieu de censurer, les Palestiniens et les voix antisionistes ;
S'engager dans la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël.

Trouver du plaisir esthétique ou de la compétence dans l'art palestinien n'est pas synonyme de valorisation de la vie palestinienne, ni d'hommage à la résistance palestinienne contre le colonialisme, comme le montre le tweet de Mosab Abu Toha, ancien collaborateur de POETRY :

"*Je suis totalement choqué que la Fondation pour la Poésie n'ait pas dit un mot au sujet de ma détention injuste il y a quelques jours. J'ai publié deux poèmes chez eux il y a deux ans, dont l'un est le titre de mon recueil primé. Pendant cette guerre, j'ai même reçu un refus de leur part*".

Par conséquent, tant que ces demandes ne seront pas satisfaites, nous appelons les écrivains à ne pas fournir leur travail artistique à la Fondation et à s'abstenir de participer aux divers programmes qu'elle organise.

Le folio de Jordan comprend "*Moving towards Home*", avec les lignes énergisantes et emblématiques "*I was born a Black woman / and now / I am become a Palestinian*" ; les "*allégeances coûteuses*" de Jordan, auxquelles Solmaz Sharif se réfère dans l'introduction, articulent et affirment notre lutte commune. Demander aux écrivains de rompre leur relation avec une institution aussi riche n'est pas une requête légère, mais c'est notre art qui donne un sens à ces institutions. Le fait que l'institution nous prive de ce sens par ses actions est un mauvais service rendu à notre travail.

Plus de 2 000 écrivains se sont engagés dans ce boycott, certains retirant leurs œuvres à venir ou annulant des projets à venir ; la liste des événements pour le reste de l'année a été annulée en raison des retraits, comme l'indique le site web de la Fondation.

Ajanaé Dawkins et Brittany Rogers, les animatrices du VS Podcast, ont reconnu le boycott dans un épisode récent et ont exprimé clairement leur position. Ajanaé Dawkins déclare :

« *En tant qu'employées contractuelles de la Fondation pour la Poésie, et en l'absence d'une prise de position claire de leur part, nous pensons qu'il était important pour nous d'exprimer clairement notre position. Et cette position, c'est que Brittany et moi sommes sans équivoque et de tout cœur aux côtés du peuple palestinien. Nous sommes solidaires de l'appel au cessez-le-feu et du fait que la terre doit être restituée immédiatement au peuple palestinien.* »

Le rôle des institutions culturelles dans l'arrêt de ce génocide est évident, les étapes étant définies depuis 2004. Au 12 décembre, plus de 18 200 Palestiniens ont été tués au cours des 67 derniers jours et plus de 1,5 million ont été déplacés. Les Palestiniens ne sont pas des objets que l'on retire quand cela convient ; ceux qui nous aiment ne sont pas des outils destinés à alimenter les archives. Honorer notre art, c'est honorer notre peuple, honorer notre peuple, c'est lutter pour que nous vivions. Ne soutenez pas ceux qui collectionnent notre art mais ne font rien pour arrêter ceux qui ont l'intention de nous tuer.

Summer Farah est une écrivaine américaine d'origine palestinienne qui vit en Californie. Elle fait partie du Radius of Arab American Writers et est membre du National Book Critics Circle. Son livre de chapitres, I could die today and live again (Je pourrais mourir aujourd'hui et revivre), est à paraître chez Game Over Books. Elle vous encourage à rejoindre PACBI.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- La guerre dévastatrice menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre dernier a fait jusqu'à jeudi, 18 787 morts et 50 897 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, des destructions massives d'infrastructures et une « *catastrophe humanitaire sans précédent* », selon des sources officielles palestiniennes.

- Responsable du Hamas : Les déclarations sur la reconnaissance d'Israël sont « *mal comprises* » - middleeastmonitor-com 15 décembre 2023

Un membre du bureau politique du Hamas, Mousa Abu Marzouk, a déclaré mercredi que ses déclarations sur la reconnaissance d'Israël avaient été « *mal comprises* », ajoutant que le mouvement « *ne reconnaît pas la légitimité de l'occupation sioniste* » et « *n'accepte de renoncer à aucun des droits du peuple palestinien*. »

« *La résistance se poursuivra jusqu'à la libération de la [terre palestinienne] et le retour des [réfugiés palestiniens]* », a-t-il ajouté.

Lundi, Abou Marzouk a déclaré dans des remarques au site d'information Al-Monitor que le Hamas ne voyait pas d'inconvénient à faire partie de l'Organisation de libération de la Palestine, ce qui a été interprété par les médias comme une allusion à la possibilité de reconnaître Israël, puisque l'OLP le reconnaît. middleeastmonitor-com 15 décembre 2023

Un journaliste de la chaine Al Jazeera tué à Gaza, et un autre blessé - franceinfo avec AFP 15/12/2023

Un journaliste d'Al Jazeera a été tué, vendredi 15 décembre, et un autre blessé dans une frappe israélienne dans la bande de Gaza, a rapporté la chaîne qatarie.

Un premier bombardement a visé une école de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) à Khan Younès, que les deux journalistes d'Al Jazeera venaient couvrir, lorsqu'un deuxième bombardement a eu lieu, selon un communiqué du mouvement Hamas au pouvoir à Gaza. Cette seconde frappe a visé "*délibérément les journalistes*", selon le mouvement islamiste palestinien. franceinfo avec AFP 15/12/2023

Passage à tabac d'un journaliste par des soldats israéliens: Indignation générale - aa.com.tr 16.12.2023

- Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), les Nations unies, le ministère anglais des Affaires étrangères ont condamné unanimement l'agression commise par des soldats israéliens contre un journaliste d'Anadolu

Des soldats israéliens ont passé à tabac le photojournaliste de l'AA Mustafa Harouf en mission à Jérusalem-Est.

Les forces israéliennes ont d'abord pointé une arme Mustafa Harouf, qui couvrait le rassemblement d'un groupe de Palestiniens près de la mosquée Al-Aqsa, dont l'accès était limité aux prières du vendredi, et l'ont ensuite frappé à terre à coups de pied.

Harouf, qui a été blessé au visage et à plusieurs endroits du corps par des coups violents, a été transporté en ambulance à l'hôpital Makasid de Jérusalem-Est.

Des policiers israéliens ont également attaqué le caméraman Faiz Abu Rumeyle, qui se trouvait avec Harouf. aa.com.tr 16.12.2023

Ben Gvir qualifie de « *honteuse* » la décision de punir les soldats israéliens qui ont profané une mosquée à Jénine - aa.com.tr 15.12.2023

Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a qualifié, vendredi de « *honteuse*» la décision de l'armée de punir les soldats qui ont profané une mosquée dans le camp de réfugiés de Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée.

Il a déclaré dans un post sur la plateforme « X » : "*Il est regrettable que le ministre de la Défense (Yoav Gallant) introduise de la politique dans l'armée israélienne et l'entraîne dans une décision honteuse de renvoyer les soldats héroïques qui ont risqué leur vie pour nous dans l'opération de Jénine. C'est une décision honteuse qui nuit au moral de nos soldats et affaiblit leurs mains*".

Les médias hébreux ont rapporté qu'il était question de deux soldats, tandis que l'armée n'a pas annoncé le nombre de soldats inclus dans la décision d'éloignement.

Cela s'est produit après que le porte-parole de l'armée, Avichai Adraee, a annoncé jeudi dans un post sur la plateforme "X", "*l'éloignement immédiat des soldats de l'activité opérationnelle, dès la réception des vidéos de leur profanation de la mosquée, soulignant que les commandants mèneront une première enquête sur les circonstances de l'incident*."

Il a ajouté que le comportement des soldats qui apparaissent dans les vidéos est "*dangereux et totalement incompatible avec les valeurs de l'armée, et que des mesures disciplinaires seront prises en conséquence à leur encontre*".

Des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux montrant deux soldats accomplissant des prières talmudiques dans une mosquée de Jénine, taguant ses murs par des slogans.

Les soldats ont attaqué la mosquée lors d'une opération militaire israélienne dans le camp de Jénine.

Jeudi soir, le grand rabbin d'Israël, Yitzhak Yosef, a condamné la profanation de la mosquée de Jénine par des soldats israéliens et a exigé *« de ne pas offenser les sentiments des personnes d'autres religions* ».

Jeudi, l'armée israélienne s'est retirée du camp de Jénine moins d'une heure après l'avoir repris d'assaut, à l'issue d'une opération militaire qui a duré 3 jours. Au début de cette offensive, 12 Palestiniens ont été tués, 20 maisons ont été détruites et 700 autres Palestiniens ont été arrêtés, dont la majorité ont été libérés après une enquête qui a duré des heures, selon les déclarations de Kamal Abu Al-Rub, le gouverneur par intérim de Jénine, à Anadolu.

"*Les médias israéliens n'ont pas réussi à manipuler la vérité cette fois-ci*" - aa.com.tr 15.12.2023

Ahmed Nadeem, le Secrétaire général de l'Union de radiodiffusion de l'Asie-Pacifique (ABU) -la plus grande association de radiodiffusion au monde- a déclaré qu'Israël tente toujours de contrôler les médias et les discours, sans y parvenir cette fois-ci.

Qualifiant les événements à Gaza de "*déchirants*", Nadeem a fustigé les actes inhumains qui se déroulent actuellement à Gaza.

"*Ce qui se fait à Gaza est extrêmement inhumain. Je pense que cette fois, ils ne sont pas capables de contrôler l'histoire. Tout le monde sait ce qui se passe car la vérité est très claire à travers les autres médias accessibles aux gens*", a-t-il insisté.
Nadeem a souligné : « *En tant qu'entités médiatiques, nous devons être forts et emprunter la voie de la vérité pour l'expliquer à tout le monde*»

Rappelant que chacun peut facilement accéder aux informations qu'il souhaite aujourd'hui, Nadeem a précisé qu'il était important que les médias jouent un rôle directeur dans la détermination de la vérité, en faisant la distinction entre les bonnes et les mauvaises informations.

Nadeem a souligné que les médias et les agences de presse en Asie, notamment en Türkiye, ont fait un excellent travail, en ce qui se rapporte aux développements à Gaza.

Il a également attiré l'attention sur les «manipulations» médiatiques israéliennes, indiquant qu'Israël essaie toujours de contrôler les médias et de contrôler le récit, mais que cette fois-ci, cela n'a pas fonctionné.

"*Tout le monde connaît la vérité sur les réseaux sociaux et d'autres plateformes. Le récit ne changera donc pas*", a-t-il affirmé.

Nadeem a également déclaré que transmettre la vérité au public est la meilleure activité qui puisse être réalisée, soulignant que les médias devraient fonctionner selon ce principe.

Mer Rouge : les armateurs Maersk et Hapag-Lloyd suspendent les traversées par le détroit de Bab al-Mandab, après une nouvelle attaque houthie - franceinfo avec AFP 15/12/2023

Le géant danois du transport maritime Maersk et l'armateur allemand Hapag-Lloyd ont annoncé avoir ordonné à leurs navires, vendredi 15 décembre, de ne plus passer par le détroit de Bab el-Mandeb en mer Rouge, un détroit stratégique pour le commerce international visé par des attaques houthies. "*A la suite de l'incident qui a visé Maersk Gibraltar hier et d'une nouvelle attaque contre un porte-conteneurs aujourd'hui, nous avons demandé à tous les navires Maersk de la région qui doivent passer par le détroit de Bab al-Mandab d'interrompre leur voyage jusqu'à nouvel ordre", énonce un communiqué du transporteur danois adressé à l'AFP. Pour sa part, "Hapag-Lloyd interrompt tout le trafic de porte-conteneurs à travers la mer Rouge jusqu'à lundi. Nous déciderons ensuite pour la période ultérieure*", a déclaré le groupe dans un communiqué également transmis à l'AFP.

Le détroit de Bab el-Mandeb, qui sépare la péninsule arabique de l'Afrique, est stratégique pour le transport maritime car 40% du commerce international transite par ce passage. franceinfo avec AFP 15/12/2023

Le trio Téhéran-Pékin-Riyad appelle à une action rapide pour arrêter la machine de guerre israélienne à Gaza - french.presstv.ir 16 December 2023

Dans un communiqué, le trio a exprimé son opposition au déplacement forcé des Palestiniens, soulignant également que tout futur accord concernant la Palestine devait reposer sur la volonté de son peuple et qu'un tel texte devait recouvrer son droit à l'établissement d'un État palestinien et à l'autodétermination.

Gaza : l'Iran et l'Arabie saoudite appellent à un cessez-le-feu immédiat. french.presstv.ir 16 December 2023

Argentine.

Le spectre du dictateur Videla plane sur l'Argentine.

Argentine : le gouvernement du nouveau président Javier Milei lance un protocole anti-manifestations - BFMTV 15 décembre 2023

Le gouvernement de l'ultralibéral président Javier Milei a annoncé jeudi un "*protocole*" de lutte contre le "*désordre absolu*" des manifestations sociales avec blocage de routes, en augmentant le rayon d'action des forces de l'ordre et s'engageant à faire "*payer les organisateurs*".

La ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, déjà à ce poste sous la présidence du libéral Mauricio Macri (2015-2019), a annoncé des mesures, et une prochaine loi, pour empêcher les

"*coupures, piquets, barrages*", qui impactent l'activité et "*empêchent les Argentins de vivre en paix*".

Dorénavant, toutes les forces fédérales pourront intervenir sur une manifestation bloquant un axe de circulation, a-t-elle annoncé, et non seulement les polices de référence, provinciales ou de la capitale.

"*La force utilisée sera le minimum nécessaire, mais proportionnelle à la résistance*", a-t-elle ajouté, et "*la facture de ce dispositif sera envoyée aux organisations ou individus responsables. L'Etat ne paiera pas pour cet usage de la force de sécurité*".

Patricia Bullrich a aussi affirmé que des sanctions s'appliqueront aux parents qui amènent des enfants ou adolescents à des manifestations. "*Il y aura des conséquences fortes pour qui utilise des enfants comme boucliers*".

La vice-présidente Victoria Villaruel a pour sa part appelé les syndicats à la "*prudence*", les mettant en garde contre "*un degré d'agressivité ou de conflictualité sociale*", alors que les mesures d'"*un gouvernement de quatre jours*" ont juste été annoncées, et pour certaines pas encore concrétisées.

Un premier "*test de la rue*" est attendu les 19 et 20 décembre, avec les mobilisations commémorant la "Grande crise" traumatique de 2001.

Plusieurs médias soulignaient jeudi, après les annonces de Bullrich, qu'un plan similaire anti-manifestations avait déjà été lancé, sans grand succès, sous le gouvernement Macri. BFMTV 15 décembre 2023

LE SOCIALISME

Le 18 décembre 2023

Trop peu d'infos hier pour faire une causerie.

Le nombre de connexions au blog a décollé ces derniers jours, on est passé de 50 à 800 à plus de 200, sans doute l'effet des liens que j'ai réussi à faire passer à la suite d'articles de France Info en contournant la censure.

Les gros cons, les plus vicieux ou pervers, les voleurs, les salopards ou les ordures, etc. ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Pour se détendre un peu en ce début de semaine, je vous soumets un sujet qui ne va pas plaire à tout le monde forcément. L'acteur Gérard Depardieu fait l'objet d'une cabale qui relève de l'Inquisition, des pires dictatures.

Le personnage me laisse indifférent, autant dire que j'ai peu de choses en commun avec lui, en revanche l'injustice dont il est victime nous concerne tous, car elle procède du même mécanisme à broyer les consciences et les opposants au régime, qu'on a vu à l'œuvre lors de l'épisode de la dictature sanitaire, qui s'est tout de même soldée par plus de 100.000 morts innocents, qui sinon seraient peut-être encore en vie, procédé qui est aussi employé pour criminaliser ou censurer ceux qui dénoncent la dictature climatique ou énergétique, ceux qui refusent de soutenir la guerre de l'OTAN contre la Russie, ceux qui refusent de caractériser de terroriste le Hamas ou plus largement la résistance palestinienne.

Bref, cela nous concerne tous à des degrés divers, aujourd'hui, et peut-être davantage demain, compte tenu que les libertés individuelles et collectives sont menacées dans ce pays et pas que. On reviendra une autre fois sur ce sujet.

A l'autodafé des œuvres de la littérature russe en Ukraine perpétré par le régime néonazi ukrainien et légitimé par Macron et sa ministre de la Culture, l'Union européenne, devrait s'ajouter l'autodafé des films dans lesquels ont tourné un certain nombre d'acteurs décrétés pestiférés par le tribunal érigé par les sociaux-libéraux libertaires, qui ont décidé de sacrifier Depardieu sur l'autel de la pensée ou de la morale pure, de sang pur.

Au nom du Nouvel ordre mondial totalitaire. *"Nous assistons effrayés à cette démence collective terrifiante".*

Vous dénoncez la politique tombée au niveau du fait divers, mais vous faites pareil ici. C'est l'accusation dont je pourrais faire l'objet suite au traitement du sujet suivant. Je la récuse d'emblée, parce que la polémique mettant en cause Depardieu sert à camoufler que les auteurs de ce coup tordu visaient en réalité un objectif politique : Empêcher que les Français

découvrent certains aspects de la Corée du Nord qu'on leur a toujours cachés, parce qu'ils contredisaient la version officielle ou américaine.

Après le montage vidéo fabriquée par Tsahal destinée à criminaliser la résistance palestinienne et à cautionner le génocide du peuple palestinien commis par l'Etat sioniste nazi, c'était au tour de France 2 de se livrer au même exercice ignoble, cette fois en s'en prenant à l'acteur Gérard Depardieu qui participait au tournage d'un film réalisé par Yann Moix consacré à la Corée du Nord, qui par malheur avait eu la mauvaise idée de présenter ce pays sous un angle différent que celui adopté par les Américains et leurs vassaux occidentaux dont France 2 avait décidé de se faire le porte-parole.

Pour monter cette nouvelle cabale digne de la CIA, ils se sont servis de séquences vidéos non retenues lors du montage de ce film que France 2 s'était procuré à l'insu du réalisateur et qui fait l'objet d'une plainte pour vol, dans lesquelles comme à son habitude lors de tournage, l'acteur s'était laissé aller à des propos graveleux ou provocateurs sur fond de déconnades entre copains sans conséquences, mais qui sortis de leur contexte ou présentés sous un angle accusateur, pourraient à la fois alimenter la plainte déjà en cours portée par plusieurs femmes contre lui pour harcèlement sexuel ou viol et faire en sorte que ce film présentant la Corée du Nord sous un angle avantageux soit censuré par tous les réseaux de distribution, ce qui n'a pas manqué de se produire ou se trouve confirmé depuis, personnellement je pense que c'était l'objectif principal que c'était fixé France 2.

- Dans les colonnes du *Journal du dimanche*, le polémiste Yann Moix) a assuré que Gérard Depardieu était "*abasourdi*" par le vol des images tournées en Corée du Nord. Des images "*volées pour servir à un autre contexte que celui pour lequel elles ont été tournées. Nous avons ramené de Corée du Nord, lui et moi, un grand film, un beau film, un film fort et puissant, qui montrait le pays comme personne ne l'avait montré avant. Je ne pensais pas qu'un jour, on viendrait faire les poubelles de mon montage pour en tirer précisément tout ce que j'avais évacué*", a expliqué l'écrivain. "*C'est un manque de respect envers ma personne, une atteinte à ma dignité et à mon intégrité, ainsi qu'à celle de Gérard Depardieu*." a-t-il détaillé. actu.gala.fr 17/12/2023

Yann Moix furieux : il porte plainte après la diffusion du documentaire sur Gérard Depardieu - actu.gala.fr 10/12/2023

Quelques jours après la diffusion de l'émission Complément d'enquête consacrée à Gérard Depardieu, ce 7 décembre sur France 2, Yann Moix a fait part au JDD de sa décision d'attaquer son ancien producteur en justice, ce 10 décembre.

Interviewé par le JDD, ce 10 décembre, Yann Moix n'a pas caché sa colère envers son ancien producteur, qui lui a dérobé des images tournées en Corée du Nord, alors qu'il effectuait un voyage avec Gérard Depardieu. Ces dernières ont été exploitées par l'équipe *de Complément d'enquête*, qui a programmé un numéro consacré au comédien de 74 ans. Le journaliste et écrivain a expliqué que "*des rushs*" de son film, qui porterait le titre 70, lui ont été dérobés par son producteur Anthony Dufour, de la société Hikari.

Il a précisé qu'après plusieurs mois de tractations effectuées par le biais de ses avocats, il a échoué à les récupérer. Il a ensuite pointé du doigt son ancien producteur en affirmant que celui-ci avait utilisé les vidéos qu'il avait tournées afin de produire un "*documentaire à charge*" contre Gérard Depardieu. "*Mes images sont désormais décontextualisées*", a-t-il précisé. Il a de plus spécifié : "*Cela s'appelle du vol et de l'abus de confiance, ni plus, ni moins. C'est sévèrement puni par la loi, puisque cela relève du pénal. Selon mes avocats, mon agent François Samuelson, c'est du jamais vu*". Avant de conclure : "*Anthony Dufour devra s'en expliquer devant la justice. Gérard Depardieu l'attaque également*". actu.gala.fr 10/12/2023

[Exclusif] La famille Depardieu soutient Gérard - lejdd.fr 17/12/2023

Selon la famille de Gérard Depardieu, l'acteur est victime d'une « *manipulation monstrueuse pratiquée par un journaliste qui n'a pas hésité à fouiller dans les poubelles* ». Une tribune de Julie, Roxane, Jean, Delphine, Élisabeth et toute la famille Depardieu à retrouver sur le JDD.

Bien sûr, nous sommes souvent choqués par les propos de Gérard, mais notre père/grand-père/oncle est livré à une cabale inédite, après la manipulation monstrueuse pratiquée par un journaliste qui n'a pas hésité à fouiller dans les poubelles pour y repêcher les images des chutes du film de Yann Moix tourné en Corée du Nord.

Ce journaliste réalise une véritable mise en scène, procédant par plans de coupe dont on sait qu'ils sont nécessairement suspects puisqu'on peut les monter comme on le veut, en les illustrant d'une musique mélodramatique et d'une voix off… non sans efficacité. Selon Yann Moix qui était présent, ce montage est frauduleux. Ces propos ne désignaient pas une petite fille.

Rappelons que Gérard appelle tout le monde « *fifille* » : les femmes, les hommes, les animaux. L'objectif était-il de faire passer Gérard Depardieu pour un pédophile ?

Avant que la rage collective ne devienne encore plus folle, nous voulons juste dire que dans le privé, avec ses enfants, c'est quelqu'un d'extrêmement pudique, délicat et même pudibond !

> « *Dans le privé, Gérard est quelqu'un d'extrêmement pudique et délicat* »

C'est en parole et devant une caméra qu'il ose tout, jouant de la provocation avec l'interlocuteur du moment. Il joue tout le temps… en une heure, il peut jouer l'innocent dans un corps d'ogre (Obélix), le poète bagarreur (Cyrano) et le voyou des Valseuses.

Il joue tous les rôles, quitte à choquer les âmes sensibles. Nous y compris, bien sûr. Mais ce documentaire a choisi de le réduire au seul rôle de « *gros con* », celui que nous aimons le moins.
À lire aussi Affaire Gérard Depardieu : la Légion d'honneur de l'acteur va-t-elle lui être retirée ?

Bien sûr, ces propos sont choquants et n'ont plus lieu d'être. Mais notre père/grand-père/oncle ne mérite pas un tel sort.

De plus, il est tout de même étonnant de voir aujourd'hui le monde (enfin, une partie !) s'offusquer des « *dérapages* » et des outrances de Gérard – quand il y a peu de temps encore – c'est en partie pour cela qu'on l'aimait. Pour cette liberté (dans les paroles, pas dans les actes) qu'il pousse toujours plus loin, trop loin peut-être parfois. On lui reproche aujourd'hui ce qu'on l'a encouragé à faire hier, ce qui faisait marrer beaucoup de gens sur les plateaux de tournage, pour détendre atmosphère.

De ses outrances verbales qui ont pu parfois blesser, il s'est excusé dans sa lettre « *Je veux enfin dire ma vérité* » publiée dans *Le Figaro*. Blesser n'est pas son dessein.

Il faut absolument cesser l'amalgame entre les paroles et les actes. Grossier, grivois, gaulois, lourd parfois, oui, mais pas violent ! Nous, qui avons vécu avec lui, et qui l'avons vu vivre, pouvons en témoigner. Se servir des provocations verbales de Gérard pour venir appuyer d'autres accusations (pour le moment non avérées) relève d'une grande malhonnêteté.

Pour lui, et toute la famille, les dégâts sont indescriptibles. Nous assistons effrayés à cette démence collective terrifiante, cette confusion totale qui dépasse la personne de Gérard.

Nous appelons juste à la raison et à laisser travailler la justice.

Nous l'aimons. lejdd.fr 17/12/2023

L'acteur a ainsi été radié de l'Ordre national du Québec et de son titre de citoyen d'honneur de la commune d'Estaimpuis, en Belgique. AFP/francetvinfo.fr 17/12/2023

Rappel. Mémoire. Tout s'explique.

- Il est de notoriété publique que pendant les années de guerre froide, avec l'opération Gladio, l'OTAN a financé des groupes néo-nazis et néo-fascistes européens en tant qu'armée secrète antisoviétique. infobrics.org

On sait aussi que les collabos de Vichy et du régime nazi reprirent du service peu de temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale partout en Europe, aux Etats-Unis et en Israël.

Allégeance aux institutions antidémocratiques de la Ve République.

- Manifestation parisienne lundi 18 à 17h sur le parcours Opéra-Concorde vers l'Assemblée Nationale pour exprimer sous les fenêtres de la Commission Paritaire Mixte, pendant sa réunion, l'exigence du rejet de tout projet de loi raciste.

A Paris la manifestation sera conduite par un cortège massif des collectifs de sans-papiers, des collectifs de soutien, des organisations et associations de l'immigration et antiracistes. Suivront des pôles féministes, les Soulèvements de la terre, les syndicats.

Autour de la journée internationale des migrants lundi 18 décembre 2023, ce sont déjà 40 manifestations, rassemblements et actions (https://antiracisme-solidarite.org/agenda/) qui sont prévues partout sur le territoire.

J-C – A tout propos, ils n'ont plus que ce mot là à la bouche, « *faire pression sur Macron, sur le gouvernement, sur les élus* ». A croire qu'ils auraient déjà oublié qu'on est en présence d'un tyran qui soutient les régimes néonazis de Kiev et Tel-Aviv.

Quand on est indépendant et qu'on combat pour les intérêts de la classe ouvrière, c'est à elle qu'on s'adresse, c'est vers elle qu'on se tourne pour la mobiliser dans l'unité.

Question : Qu'est-ce qui peut justifier une telle position sur le plan politique ? Comment entretenir coûte que coûte des illusions dans le régime, légitimer Macron ? Mode d'emploi.

Alors que Renaissance, le Modem, LR, Horizon et le FN disposent de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et peuvent faire adopter n'importe quel texte pour peu qu'ils s'entendent, texte qui sera forcément tourné contre les intérêts des travailleurs ou devra être compatible avec ceux du capitalisme, voilà qu'il y en a pour leur demander de renoncer à leur prérogative, ce n'est pas sérieux.

D'où vient cet appel ? D'un collectif d'organisations dont les campagnes sont pilotées depuis Davos, dont le mécanisme consiste à atomiser la lutte de classe du prolétariat, en faisant en sorte qu'une puissante opposition organisée sans lien avec le régime et constituant un rôle de regroupement pour les exploités sur la base d'un programme révolutionnaire, ne voit le jour.
Quand on observe les centaines ou plutôt les milliers d'organisations qui se sont créés au cours des dernières décennies, on peut dire qu'ils sont parvenus à briser la conscience de classe qui avait commencé à se développer au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, dans le sillage de la révolution russe de 1917 ou de la lutte de classe révolutionnaire du mouvement ouvrier international du début du XXe siècle, privilégiant désormais des intérêts individuels au détriment des intérêts collectifs qui s'inscrivaient dans la perspective du socialisme, d'où l'absence d'alternative au capitalisme laissant le champ libre à la pire réaction.

En Ukraine et en Europe avec le renforcement de l'extrême droite jusqu'aux nazis assumés protégés par l'OTAN, en Argentine avec le retour de Videla au pouvoir, en Israël avec l'existence d'un gouvernement ouvertement nazi soutenu par toutes les puissances occidentales, etc. tandis que le mouvement ouvrier ne parvient toujours pas à se doter d'une nouvelle direction. Je crois que c'est le problème qui nous concerne directement et qui devrait nous préoccuper prioritairement. Aucun parti, aucun dirigeant qui se serait gravement compromis dans le passé ne devrait prétendre assumer ce rôle dirigeant, sauf qu'aucun militant, cadre ou militant ne veut en convenir. Pas seulement à cette occasion, en fait, dès qu'il y en a une qui se présente, on s'aperçoit qu'ils manifestent la volonté de continuer comme avant, ils s'emploient minutieusement à reproduire les mêmes erreurs que par le passé ou plutôt, à travers des prises de position démagogiques ou en tenant un double langage, ils justifient leur collusion présente avec les pires opportunistes, quand ils n'en appellent pas à Macron, c'est vers les dirigeants corrompus et traitres des syndicats qu'ils se tournent. Appelez à rompre avec Macron, c'est bien, rompre avec les opportunistes, les dénoncer, les combattre, c'est mieux !

Rejet de la loi Darmanin.

On est d'accord sur le constat, pas sur la manière de combattre ce projet de loi infâme.

- Les secrétaires générales de la CFDT et de la CGT, Marylise Léon et Sophie Binet, les responsables de la Cimade, de la Fondation Abbé-Pierre, de la LDH, de France Terre d'Asile, de l'Uniopss (associations du secteur social), ainsi que François Héran, professeur au Collège de France, et Camille Schmoll (directrice de recherches à l'EHESS) jugent que les mesures qui servent de base à la CMP, issues du texte voté par le Sénat, "*portent atteinte à nombre de nos principes républicains, en matière d'inconditionnalité d'accès aux soins ou au logement, de respect de la dignité, de refus d'entériner des logiques de préférence nationale*". BFMTV.com 18 décembre 2023

Un autre exemple grotesque, pitoyable.

J-C – On n'est pas près de l'oublier qu'ils ont voté et appelé à voter Macron.

Député français : Des milliers de français impliqués avec l'armée israélienne dans des crimes de guerre à Gaza - french.almanar.com.lb 18 décembre 2023

Le député de La France Insoumise, Thomas Portes, a révélé qu'il y avait plus de 4 000 Français engagés dans l'armée israélienne qui commet des crimes de guerre à Gaza.

Thomas Portes reprend une enquête réalisée par Europe 1, qui révèle que 4.185 soldats de nationalité française sont actuellement mobilisés au sein de l'armée israélienne sur le front à Gaza.

« *La France doit condamner avec la plus grande fermeté cette participation à des crimes de guerre* ».

Et de poursuivre : « *Je demande au ministre de la Justice que les personnes de nationalité française (y compris les binationaux) coupables de crimes de guerre soient traduites devant la justice française* », a-t-il lancé. french.almanar.com.lb 18 décembre 2023

J-C – Pendant ce temps-là la ministre des Affaires étrangères est partie en Israël pour renouveler son soutien au sioniste nazi Netanyahu, on croit rêver. Thomas Portes et ses semblables, dans quel monde vivent-ils ces gens-là ?

La question indécente.

- Alors que je regarde se dérouler cette catastrophe pour les Palestiniens, je me retrouve avec une question simple pour les dirigeants israéliens, leurs défenseurs américains et l'administration Biden : n'avez-vous aucun respect pour la décence ?

J-C – Cette question concluait un article d'un célèbre professeur d'université américain que je ne reproduirai pas.

Un hommage indécent.

- La Journée mondiale de la langue arabe débutera lundi à Paris sous le thème « *L'arabe : la langue de la poésie et des arts* », a rapporté samedi l'Agence de presse saoudienne.

L'événement est mis en place par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans le cadre du Programme Prince Sultan ben Abdelaziz Al-Saud pour la langue arabe à l'UNESCO, en coopération avec la délégation permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'organisation mondiale.

La palme de l'indécence.

Alors qu'on ne compte plus les actes de barbarie commis par Tsahal, il y en a qui trouvent rien de mieux à faire que reprendre à leur compte les pires accusations portées par les sionistes nazis contre la résistance palestinienne pour cautionner son génocide du peuple palestinien.

Quelle caractérisation politique de l'initiative du Hamas du 7 octobre 2023 ? - 25 novembre 2023

Vincent Présumey pour le site et la revue "*Arguments Pour la Lutte sociale*" (aplutsoc)

Vincent Présumey, trotskyste lambertiste en déliquescence, professeur agrégé d'histoire-géographie, secrétaire de la FSU dans l'Allier, représentant FSU au Conseil économique et social régional (CESR) d'Auvergne.

Extrait - Les miliciens islamistes, machistes, fascisants, ont massacré, violé, éventré, égorgé, plus de 1200 personnes, dont une majorité d'israéliens de gauche et pacifistes… Ils s'en sont pris aussi à des Palestiniens et à des travailleurs étrangers, notamment thaïlandais. Ils se sont acharnés sur les jeunes femmes. C'est un pogrom.

J-C – A ce jour, 18 décembre 2023, pas un seul témoignage n'est venu corroborer ces accusations, mieux, la presse israélienne (Haaretz) a été obligé de reconnaître à demi-mot, que le massacre de civils juifs israéliens avait été perpétré par Tsahal ou que les victimes avaient été pris dans des tirs croisés, sans être visés délibérément.

Compte rendu de quelques manifestations pro palestiniennes du 16 au 18 décembre 2023

- Manifestations de masse en Belgique, en Norvège et aux États-Unis en solidarité avec Gaza - english.almayadeen.net 18 décembre 2023

France. Une nouvelle manifestation pro-palestinienne, rassemblant plusieurs milliers de personnes en faveur d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza et en Cisjordanie, a été organisée le dimanche 17 décembre à Paris.

Le cortège – de 4.400 personnes selon la préfecture de police, « *probablement 20.000* » selon les organisateurs – s'est élancé vers 14H00 depuis la place de la République à l'appel notamment du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), rassemblant associations, syndicats et partis politiques.

Des slogans tels que « *Enfants de Gaza, enfants de Palestine, c'est l'humanité qu'on assassine* » ou « *Israël assassin, Macron complice* » ont été scandés par la foule.

Plusieurs rassemblements pro palestiniens ont été organisés ce weekend en France, notamment à Lyon où une manifestation a réuni entre 1.850 personnes selon les autorités et 4 à 5.000 selon les organisateurs. french.almanar.com.lb 18 décembre 2023

France - Manifestation vendredi soir à la Gare Part Dieu à Lyon. On ne se taira pas !

Et à la gare Saint-Lazare à Paris.

Belgique - Astucieux les feux rouges en Belgique ! « *Stop Israël* » eu rouge et « *Free Palestine* » au vert !

Etats-Unis - Les travailleurs de la technologie ont manifesté vendredi dans les bureaux de Google à San Francisco pour demander la fin de leur contrat de 1,2 milliard de dollars avec Israël.

Canada - Des dizaines de Canadiens Juifs manifestent à Toronto pour demander la fin du génocide israélien à Gaza. europalestine.com

Autriche - Vienne : des milliers de personnes manifestent en solidarité avec le peuple palestinien - aa.com.tr 17.12.202

Une manifestation dénonçant les attaques israéliennes en cours sur la Bande de Gaza a été organisée, samedi, dans la capitale autrichienne, Vienne.

Des milliers de personnes ont participé à la manifestation, qui s'est poursuivie jusqu'en soirée.

Les manifestants ont brandi des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «*Non au génocide*», «*Cessez-le-feu permanent*» et «*Libérez Gaza*».

Italie - «*Comment se débarrasser d'une population*?», une conférence organisée à Rome sur le sort de la Palestine - french.presstv.ir 16 décembre 2023

À Rome, des universitaires ont participé à une conférence intitulée «*Comment se débarrasser d'une population?*». La conférence s'est concentrée sur l'élimination des Palestiniens de leur patrie dans le cadre d'un projet colonial.

L'initiative doit son nom au livre éponyme de Mme Diana Carminati, ancienne professeure d'histoire contemporaine européenne à l'Université de Turin.

La thèse de Carminati dans son livre récemment publié était que les dynamiques fondamentales mises à l'œuvre en Palestine sont les mêmes que celles de l'histoire des États-

Unis, du Canada et de l'Australie. Ces trois pays et Israël sont tous « *des nations coloniales, leur plan depuis le premier jour de leur invasion était de se débarrasser de toutes les personnes déjà présentes sur ces terres* ». french.presstv.ir 16 décembre 2023

« *Plusieurs inconnues* », admirez l'euphémisme sordide ! Les non-dits sont plus importants que le reste, à savoir : Dans quelles circonstances exactes sont morts les civils juifs ou non juifs israéliens, qui les a tués ?

J-C - Qui possédaient des chars et des missiles Hellfire susceptibles de produire d'énormes destructions en un clin d'œil et des dizaines de morts d'un coup, les combattants palestiniens ou Tsahal ? Vous connaissez la réponse.

Par ailleurs, on sait maintenant que Tsahal a massacré des civils juifs grâce aux témoignages de quelques survivants juifs israéliens. On sait aussi que certains civils ont été victimes de tirs croisés.

Une fois retirés des 700 civils israéliens morts répertoriés tous ceux qu'on vient d'évoquer et dont on ne connaît pas le nombre, combien en resterait-il à mettre au compte des combattants palestiniens qui n'entreraient pas dans ces catégories, et dont on ignore les motifs exacts ? Une dizaine, quelques dizaines, peut-être une centaine, certainement pas plus, relevant de crimes isolés commis dans des conditions extraordinaires, affolement ou peur excessive, perte de contrôle de soi, combien serait à mettre au compte de la vengeance personnelle, du crime gratuit, de militant fanatisé, une poignée comme dans toutes les guerres où il y en a qui en profitent pour régler des comptes personnels en commettant des crimes aveuglément.

On est très loin du récit officiel justifiant le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens, parmi lesquels plus de 10.000 enfants, plus d'un million traumatisé à vie.

Massacres du 7 octobre en Israël par le Hamas et des civils : un bilan quasi définitif - AFP/Times of Israel 15 décembre 2023

Un total de 1 139 morts incluant quelque 700 civils israéliens parmi lesquels 36 enfants et environ 70 étrangers : le bilan quasi définitif des attaques du 7 octobre en Israël permet d'établir une radioscopie plus précise des massacres et remet en cause certains témoignages initiaux.

En ce Shabbat marquant le dernier jour des fêtes juives de Souccot, des centaines d'hommes armés du groupe terroriste palestinien du Hamas s'infiltrent au petit matin dans le sud d'Israël à partir de la bande de Gaza. Ils tuent à l'aveugle dans la rue, dans les maisons de plusieurs villes et kibboutz (communautés rurales) ou en pleine rave-party. Il faudra plus de trois jours de violents combats à l'armée israélienne pour reprendre le contrôle des zones attaquées.

Le pays est frappé d'effroi par cette attaque contre des civils d'une ampleur et d'une violence jamais vues depuis la création de l'État d'Israël en 1948, et accompagnée de violences sexuelles dont une enquête policière tente aujourd'hui d'évaluer toute la mesure.

Le 14 octobre, les autorités annoncent un bilan de « *plus de 1 400 personnes (…) tuées (…) par les terroristes du Hamas* ». Le 10 novembre, le ministère des Affaires étrangères publie une « *estimation actualisée* » selon laquelle ces derniers « *ont assassiné de sang-froid environ 1 200 personnes* » en Israël, sans plus de détails.

De nombreux corps ayant été brûlés, dont plusieurs familles entières dans leur maison, ou affreusement mutilés, il a fallu des semaines aux médecins légistes pour tous les identifier. Au 13 décembre, il reste encore cinq personnes portées disparues, parmi lesquelles quatre Israéliens, selon le Bureau du Premier ministre (PMO).

Pour connaître l'identité et l'âge des victimes civiles, il faut se plonger dans les données du Bitouah Léoumi, la Sécurité sociale israélienne. Sur son site internet figure la liste de 695 civils israéliens tués ce jour-là et dans les jours qui suivent, avec leur identité et les circonstances de leur mort. Parmi eux, 36 mineurs, dont 20 de moins de 15 ans, et 10 tués par des roquettes.

Le festival Nova, 364 morts

Pour qui en douterait encore, les données de la Sécurité sociale israélienne attestent des atrocités commises par le Hamas, et documentées par de nombreux témoignages. Un nombre retient particulièrement l'attention : celui des 364 personnes abattues dans le massacre au festival de musique Nova, à Réïm.

Mais les statistiques invalident aussi définitivement certaines informations relayées par les autorités israéliennes dans les jours suivant le 7 octobre.

Dans les jours ayant suivi le début de la guerre, un message publié sur le compte X officiel de l'État d'Israël était devenu viral. Il évoquait « *40 bébés assassinés* » au kibboutz Kfar Aza, sur la base du reportage d'une journaliste de la chaîne i24NEWS citant des soldats sur place.

Interrogé par l'AFP au lendemain de sa publication, le ministère des Affaires étrangères israélien, responsable du compte, avait affirmé ne pouvoir « *confirmer aucun chiffre à ce stade* ».

Selon le Bitouah Léoumi, 46 civils ont été tués à Kfar Aza. Le plus jeune avait 14 ans.

Autre témoignage remis en cause, celui livré le 27 octobre par le colonel Golan Vach, chef de l'unité de recherche et de secours de l'armée, qui avait affirmé à un groupe de journalistes, dont un de l'AFP, avoir « *personnellement* » transporté « *un bébé décapité* » retrouvé à Beeri, selon lui, dans les bras de sa mère assassinée.

Selon le Bitah Léoumi, un seul bébé a été tué à Beeri : la petite Mila Cohen, avec son père et sa grand-mère. Sa mère a miraculeusement réchappé à la tuerie. Interrogés par l'AFP sur les déclarations du colonel Vach, deux porte-parole de l'armée israélienne ont opposé une fin de non-recevoir.

Neuf autres mineurs ont péri à Beeri, mais Yossi Landau, un volontaire de l'ONG Zaka qui aide notamment à la collecte des corps des victimes d'attentats ou d'accidents, avait déclaré à

l'AFP le 11 octobre y avoir vu « *20 enfants (…) les mains attachées dans le dos, abattus et brûlés* ».

« *Il y a des écarts entre la réalité et les témoignages de nos bénévoles sur place sur ce qu'ils ont cru voir, pour plusieurs raisons* », explique à l'AFP Haïm Otmazgin, un des responsables de Zaka.

« *Quand on découvre des corps brûlés ou en état de décomposition, on peut facilement se tromper et penser qu'un corps est celui d'un enfant* » car la forme du corps change dans ces conditions, ajoute M. Otmazgin. « *Nos bénévoles ont été confrontés à des scènes traumatisantes et ont parfois mal interprété ce qu'ils ont vu* », reconnaît-il.

Aux civils israéliens tués dans les attaques du Hamas s'ajoutent 71 étrangers, selon la presse israélienne, en majorité des ouvriers thaïlandais, 58 policiers, 10 membres du Shin Beth, le service de sécurité intérieure et 305 militaires tués le 7 et les trois jours qui ont suivi.

Tel qu'il est compilé par l'armée, le nombre de pertes militaires inclut aussi bien plusieurs dizaines de soldates non armées affectées à la surveillance de la frontière avec la bande de Gaza, tuées dans l'assaut initial du Hamas, des soldats d'active ou des réservistes tombés au combat, que des membres des groupes de défense des kibboutz morts l'arme à la main ou des permissionnaires tués chez eux ou à la rave-party de Réïm par exemple.

Plusieurs inconnues

Les données du Bitah Léoumi ne permettent pas de distinguer le nombre des victimes du Hamas de celui des civils tués par les forces israéliennes dans les combats lors de la reprise des kibboutz et des villes attaquées, opération pendant laquelle l'armée a eu recours à des tirs nourris d'obus et de roquettes sur des zones habitées pour déloger les assaillants, selon des témoignages recueillis par l'AFP et des médias israéliens.

Autre inconnue : le nombre de terroristes palestiniens tués sur le sol israélien. L'armée avait indiqué le 10 octobre avoir retrouvé « *environ 1 500 corps* » d'assaillants. Plusieurs questions adressées par l'AFP à l'armée et au ministère de la Défense pour en savoir plus sont restées depuis lors sans réponses.

Dans une interview à la chaîne Al-Jazeera, le numéro deux du Hamas, Saleh al-Arouri, a assuré de son côté « *qu'environ 1 200 combattants* » avaient pris part aux attaques du 7 octobre mais la presse israélienne parle plutôt de 3 000 terroristes. AFP/Times of Israel 15 décembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Au moins 92 journalistes ont été tués dans les attaques israéliennes en cours dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre, a annoncé dimanche le bureau des médias du gouvernement de Gaza.

Dans un communiqué, le bureau des médias du gouvernement de Gaza a indiqué que les dernières victimes étaient les journalistes Rami Badir et Assem Kamal Musa, qui ont été tués lors de raids israéliens au cours des deux derniers jours. aa.com.tr 17.12.202

- Au moins 47 Palestiniens tués dans des frappes aériennes israéliennes contre des maisons de civils à Gaza

Les forces israéliennes attaquent la ville de Jabalia et le camp de réfugiés de Deir al-Balah dans la Bande de Gaza. aa.com.tr 17.12.202

- Des médias locaux ont rapporté, dimanche, qu'Israël prévoit de construire un mur souterrain anti-tunnel près de la frontière entre la Bande de Gaza et l'Égypte.

Le mur devrait être construit sur l'axe Philadelphie après la fin de la guerre contre Gaza, a rapporté la radio de l'armée.

Selon ce média, une délégation israélienne s'est rendue en Égypte pour discuter de la construction du mur.

"*Les Égyptiens comprennent qu'Israël a besoin de ce mur pour sa sécurité*", a déclaré la radio, citant un responsable sécuritaire israélien.

L'Égypte n'a pas encore commenté l'information diffusée par la radio de l'armée israélienne.

L'axe de Philadelphie est un corridor étroit à l'intérieur du territoire de la Bande de Gaza, qui s'étend sur 14 km le long de la frontière entre l'enclave et l'Égypte.

- L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme (Euro-Med HRM) a réclamé, samedi, l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur les informations selon lesquelles l'armée israélienne aurait enterré vivants des civils palestiniens blessés dans la cour de l'hôpital Kamal Adwan, dans la ville de Beit Lahia, au nord de la Bande de Gaza.

Euro-Med HRM, dont le siège est à Genève, a déclaré dans un communiqué avoir recueilli "*des témoignages et des plaintes d'équipes médicales et de médias confirmant que des bulldozers israéliens ont enterré des Palestiniens vivants dans la cour de l'hôpital, avant de s'en retirer*".

"*Au moins un des corps était visible parmi les monticules de sable, et des témoins ont confirmé qu'il était blessé avant d'être enseveli*", ce qui aurait causé sa mort, a souligné Euro-Med HRM.

Et d'ajouter qu'"*il y a environ 9 jours, des chars israéliens ont encerclé le périmètre de l'hôpital, et des tireurs d'élite de l'armée israélienne ont pris position sur les toits des bâtiments environnants et ont commencé à tirer sur quiconque circulait dans la zone*".

L'organisation à but non lucratif pour la protection des droits de l'homme a confirmé que ses équipes "*continuent de documenter ce qui s'est passé à l'hôpital, y compris des informations sur l'assassinat de personnes vivantes et blessées et leur enterrement dans la cour de l'hôpital*".

Elle a souligné la nécessité "*d'ouvrir une enquête internationale sur l'ensemble des effroyables exactions perpétrées dans l'enceinte de l'hôpital et qui ont visé les patients, les personnes déplacées et les équipes médicales au cours des derniers jours*".

"*Après plusieurs jours d'attaques répétées et de siège, les bulldozers de l'armée israélienne ont procédé, samedi matin, à des destructions considérables à l'intérieur de l'hôpital, dévastant complètement la partie sud de l'établissement, avant de s'en retirer*", peut-on lire dans le communiqué.

"*Au cours de l'assaut contre l'hôpital, les forces israéliennes ont détruit les portes extérieures, une partie du bâtiment administratif et la pharmacie, mis le feu à l'entrepôt de médicaments et détruit le puits d'eau, le générateur d'électricité et la station d'oxygène*", est-il précisé.

Euro-Med HRM ajoute que les forces israéliennes "*ont creusé un grand trou dans la cour de l'hôpital et ont exhumé quelque 26 dépouilles de personnes, enterrées sur place auparavant, parce qu'il était difficile de les enterrer dans les cimetières, le bulldozer les ayant extraites d'une manière humiliante qui portait atteinte à la dignité des défunts*". aa.com.tr 17.12.2023

Une majorité d'Israéliens contre l'annexion et la réinstallation à Gaza – fr.timesofisrael.com 18.12.2023

Selon un sondage de l'Université hébraïque publié dimanche, plus de la moitié des Israéliens s'opposent à l'annexion de la bande de Gaza et au retour des implantations déracinées lors du désengagement d'Israël, en 2005.

Selon les conclusions de cette enquête, menée auprès de plus de 1 800 personnes entre les 7 et 9 décembre derniers, 56 % des Israéliens s'opposent à une telle politique à long terme, contre 33 % en faveur et 11 % incertains.

Selon le sondage de l'Université hébraïque, environ 23 % des Israéliens seraient favorables à l'idée qu'une coalition d'États arabes modérés supervisent les affaires à Gaza dans l'immédiat après-guerre, 22 % favorables à un régime militaire israélien et 18 % favorables à une force internationale. 18 % pencheraient en faveur de l'annexion de Gaza par Israël, et seulement 11 % verraient d'un bon œil le retour de l'Autorité palestinienne. fr.timesofisrael.com 18.12.2023

Vidéos.

Les soldats israéliens agressent le photographe Mostafa Kharouf à Jérusalem occupée - 15.12.23

https://www.youtube.com/watch?v=HppaRTig7Gw

Cisjordanie : la guerre des colons • FRANCE 24

https://www.youtube.com/watch?v=YKFaVPDxDqI

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Les députés sont tout justes bons à relever les compteurs !

Budget : le gouvernement utilise une nouvelle fois le 49.3 pour faire adopter l'ensemble du texte à l'Assemblée nationale - franceinfo avec AFP 16/12/2023

Le compteur passe à 22. Quelques minutes à peine après le rejet d'une motion de censure et l'adoption de la partie "*recettes*" du projet de budget 2024, Elisabeth Borne a de nouveau fait appel à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le projet de budget 2024 sans vote, lors d'une nouvelle lecture à l'Assemblée, samedi 16 décembre. franceinfo avec AFP 16/12/2023

Chili

Chili : une nouvelle Constitution très conservatrice rejetée par référendum - AFP/LePoint.fr 18 décembre 2023

Près de 56 % de voix contre, 44 % de voix pour. Le peuple chilien a rejeté dimanche 17 décembre un projet de nouvelle Constitution, pour la deuxième fois en un peu plus d'un an.

Plus de quinze millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer pour ou contre cette nouvelle loi fondamentale, à tonalité très conservatrice. La conséquence de son rejet est que la Constitution datant de la dictature d'Augusto Pinochet restera en vigueur.

Le texte soumis au vote a été rédigé par ceux qui défendent l'héritage du général Pinochet, après le rejet en septembre 2022 d'une première proposition progressiste soutenue par le jeune président de gauche Gabriel Boric. Ce dernier, plus jeune dirigeant de l'histoire du Chili âgé de 37 ans, a récemment assuré que cette nouvelle consultation serait la dernière tentative de réformer la Constitution. AFP/LePoint.fr 18 décembre 2023

États-Unis. En famille. Quand un pro nazi s'en prend à un fasciste.

J-C – Quand c'est Netanyahu ou un de ses ministres d'extrême droite qui tient ce genre de propos ou encore un néonazi ukrainien, cela ne les gêne pas, normal.

États-Unis: la Maison Blanche regrette des propos "*fascistes*" et "*suprémacistes*" de Trump sur les migrants - AFP/BFMTV 18 décembre 2023

Des propos de Donald Trump à l'encontre des migrants ont provoqué des réactions scandalisées ce dimanche 17 décembre aux États-Unis, la Maison Blanche dénonçant un discours "*faisant écho*" à la rhétorique des "*fascistes*".

"*Ils empoisonnent le sang de notre pays*", a déclaré l'ex-président américain lors d'un meeting samedi dans le New Hampshire, en attaquant la politique du parti démocrate vis-à-vis des migrants.

"*Ils empoisonnent les institutions psychiatriques et les prisons*", et "*viennent en masse dans notre pays"* de "*partout dans le monde*", a affirmé le milliardaire républicain qui espère sa réélection à la présidentielle de 2024.

"*Faire écho à la rhétorique grotesque des fascistes et des suprématistes blancs violents, et menacer d'oppression ceux qui sont en désaccord avec le gouvernement, sont des attaques dangereuses contre la dignité et les droits de tous les Américains, notre démocratie, et la sécurité publique"*, a réagi le porte-parole de la Maison Blanche, Andrew Bates

Par le passé, Donald Trump avait déjà affirmé que la crise migratoire à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique "*empoisonn(ait) le sang de notre pays*".

Mi-novembre, il avait également comparé ses opposants politiques à de la "*vermine*". L'équipe de campagne de Joe Biden l'avait alors accusé "*d'imiter le langage autocratique d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini*".

Mais l'ancien locataire de la Maison Blanche a aussi trouvé du soutien auprès du sénateur Lindsey Graham: Donald Trump "*a obtenu des résultats à la frontière*", a-t-il argué sur NBC. "*Je n'ai que faire du langage employé par les gens, tant qu'on fait les choses comme il faut*." AFP/BFMTV 18 décembre 2023

J-C – Du moment que c'est pour faire la sale besogne…

Lindsey Graham a participé aux réunions du groupe Bilderberg de 2015, 2016 et 2017, et en mars 2022 il a appelé à assassiner le président russe Vladimir Poutine. (Wikipédia)

Allemagne. A l'extrême droite toute.

Municipales en Allemagne : l'AfD remporte la mairie de Pirna - AFP/france24.com 18/12/2023

La formation Alternative pour l'Allemagne (AfD) a remporté dimanche sa première mairie d'une ville de taille moyenne avec la victoire de Tim Lochner à Pirna.

Selon les résultats annoncés en début de soirée, le candidat d'extrême droite Tim Lochner triomphe au deuxième tour de scrutin dans cette ville de 40 000 habitants de l'État de Saxe, située non loin de Dresde et de la frontière avec la République tchèque.

Avec 38,54 %, ce chef d'une entreprise de menuiserie devance ses deux rivaux pour le poste de maire, alors que le sortant ne se représentait pas.

Crédité au niveau national de résultats autour de 20 % des intentions de vote, le parti d'extrême droite dépasse régulièrement dans les sondages le parti social-démocrate (SPD) d'Olaf Scholz, derrière les conservateurs de la CDU mais nettement devant les Verts et les libéraux (FDP).

Les scores de l'AfD sont encore plus élevés dans les États régionaux de l'Est de l'Allemagne, dont fait partie la Saxe.

Dans trois Länder d'ex-RDA, en Saxe mais aussi en Thuringe et dans le Brandebourg, la région qui entoure Berlin, des élections régionales se tiendront l'an prochain. L'AfD compte sur ces scrutins pour concrétiser sa progression.

Fin juin, l'AfD a décroché la direction d'une collectivité territoriale en Thuringe.

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), fondée il y a 10 ans, occupe déjà 83 sièges de députés au Bundestag. AFP/france24.com 18/12/2023

LE SOCIALISME

Le 19 décembre 2023

Lu.

Le concept de « *violences sexistes et sexuelles* » (VSS) figure dans la loi française. La loi dite "*Schiappa*" visant à améliorer la répression de ces VSS a été promulguée le 3 août 2018. Elle prévoit l'allongement à 30 ans du délai de prescription pour les crimes sexuels commis sur des enfants, la création d'une contravention d'outrage sexiste pour punir le harcèlement de rue, élargit la définition du harcèlement en ligne... A bien y réfléchir, ce n'est pas le contenu qui pose problème, mais le contenant : le concept de « *VSS* » lui-même.

Dans « *VSS* », la constitution syntaxique et sémantique du groupe de mots autour de « *violences* », un syntagme nominal, plutôt qu'« *agissements sexistes et violences sexuelles* » par exemple, résulte d'un choix délibéré. Il s'agit d'étendre le périmètre des « *violences* » (condamnables sévèrement sans nul doute) au « *sexisme* » (concept bien plus subjectif).

Il est contestable de nommer « *violences* » des faits « *pas ou peu graves* ». Il est tout aussi contestable de grouper tous ces faits sous la dénomination de « *sexiste* » ? Des « *moqueries* » et des « *mises à l'écart* » ne sont pas nécessairement sexistes sous prétexte qu'elles touchent une femme.

La culpabilité est d'ailleurs l'un des ressorts de l'idéologie postmoderne et sa forme fanatique, le wokisme.

En réalité, le syntagme « *violences sexistes et sexuelles* » affiche une lutte (bienvenue) contre les vraies violences (sexuelles), afin de désamorcer tout esprit critique à l'encontre d'un programme plus large de contrôle social des comportements (prétendument « *sexiste* »).

La manipulation de la grammaire dans un but idéologique woke se trouve aussi dans la pratique de l'écriture dite « *inclusive* ».

***"Plus personne n'ose plus parler"* C'est cela le fascisme !**

J-C - Soutien au Pr. Raoult et Perronne, soutien à Kadhafi et à Bachar al-Assad, soutien à la résistance palestinienne armée, soutien à l'acteur Gérard Depardieu !

Les acteurs, les artistes sont de grands narcissiques en général. Ils s'extériorisent, cela fait partie de leur personnage. Ils jouent un personnage, ils deviennent ce personnage ou plutôt, on a tendance à les confondre avec ce personnage, ce qui peut leur jouer des mauvais tours parce qu'ils se prennent au jeu imprudemment.

Ils font l'objet d'un culte de la personnalité, bien qu'ils ne le méritent pas forcément ou rarement, pour peu que quelqu'un le mérite. On fait preuve de mansuétude à leur égard ou on

leur passe bien des frasques, jusqu'au jour où des procureurs fanatisés investis du pouvoir de nuire à tout un chacun en toute impunité, ou d'abuser de leur pouvoir pour plaire à leurs maîtres tels des courtisans en quête de reconnaissance ou pour se faire valoir, qui pour assouvir leurs frustrations et tirer jouissance de leur vengeance pour avoir eu une existence aussi austère que médiocre, font appel à des critères archaïques et rigides tirés du jugement dernier pour clouer au pilori les damnés.

Entendez par damnés, les bons vivants qui osent se livrer à des excès ou des écarts en se jouant des conventions, autant par plaisir que par provocation pour défier les puritains ou secouer les hypocrites, qui se complaisent dans un consensus social destiné à maintenir indéfiniment tout un peuple en esclavage.

Les théologiens ou idéologues de la pureté morale sont des intégristes, des fascistes.

J'ai trouvé un passage qui l'illustre très bien :

« *Attention au purisme ! Il peut devenir aussi dangereux qu'un excès de superstitions, et générer intolérance, idolâtrie et fanatisme. Sur le plan moral, c'est souvent le fait des tartuffes, prêts à imposer aux autres ce qu'ils négligent d'accomplir. Sur le plan religieux cela peut conduire à l'intégrisme et à l'inquisition et sur le plan politique à la terreur et au totalitarisme ! Même des gens de bonne foi, convaincus d'une vérité qui les a convertis, peuvent se laisser entraîner, par peur du laxisme ou du relativisme, à une pratique pétrie d'intolérance.* »

Il est vrai que ceux qui prônent la tolérance, figurent souvent parmi les plus despotiques. Voyez comme il est difficile de nos jours de confronter nos idées, particulièrement dans le mouvement ouvrier ou ce qui gravite autour.

Les syndicats et les partis dits de gauche ou d'extrême gauche ne défendent plus vraiment la liberté d'expression, on s'en était aperçu lors de l'époque de Charlie. J'y vois là l'expression de la décomposition ou de la putréfaction du mouvement ouvrier livré à lui-même, sans direction.

J'ignore qui sont mes nouveaux lecteurs, j'ignore ce qu'ils penseront de cet article, ce que je sais en revanche, c'est qu'il sera sévèrement condamné par mes anciens camarades devenus Charlie, on est indépendant ou on ne l'est pas.

Gérard Depardieu: sa fille Julie dénonce une "*chasse à l'homme inédite*" et "*vraiment dégueulasse*" - BFMTV 19 décembre 2023

"*Personne n'ose plus rien dire*." Après la "*cabale*" fustigée ce dimanche 17 décembre par la famille de Gérard Depardieu, c'est au tour de Julie Depardieu, fille de l'acteur français, à prendre la parole en public ce lundi soir pour défendre son père, visé par deux plaintes pour viol et agression sexuelles, et dont les propos diffusés lors d'un reportage de "*Complément d'enquête*" ont beaucoup choqué.

Interrogée sur CNews, l'actrice dénoncé une "*chasse à l'homme inédite*", "*vraiment dégueulasse*", contre un homme "*qui a une liberté de parole*" dans un monde où "*plus personne n'ose plus parler"*.

"*Je suis surprise de la violence du rejet de cet homme qu'on a idolâtré toute sa vie*", a-t-elle dit, en précisant que son père avait quitté la France et ne passerait pas Noël en famille.

Elle l'a décrit comme quelqu'un "*d'extrêmement pudique*" et de "*très respectueux envers ses enfants*", reconnaissant qu'il pouvait être "*grivois*" et "*lourd*" et qu'elle avait parfois eu "*honte enfant*" devant "*sa liberté de parole*".

Selon elle, ce sont "*des mots, des paroles un peu choquantes*" qui ne sont pas un *"crime*".

Des termes déjà employés la veille par la famille de Gérard Depardieu dans une tribune publiée par le *Journal du dimanche*. Les proches de l'acteur de 74 ans réagissaient au choc provoqué par la diffusion d'images par *Complément d'enquête* sur France 2 montrant Gérard Depardieu tenir des propos sexistes, grossiers et obscènes à l'égard de femmes et d'une petite fille lors d'un voyage en Corée du Nord.

Vendredi, la ministre de la Culture Rima Abdul Malak a annoncé une procédure disciplinaire de l'ordre de la Légion d'honneur, pouvant aboutir à son retrait. Ce lundi, la statue de l'acteur a été retirée du parcours de visite du musée Grévin à Paris. BFMTV 19 décembre 2023

J-C – Ils pratiquent la « *cancel culture* », ce sont aussi des adeptes du wokisme, de la théorie du genre, la même racaille réactionnaire que celle qui avait participé à la dictature hygiéniste ou sanitaire, à la dictature énergétique et climatique.

Désinformation, intox, propagande, faux prétexte, bouc émissaire, mauvaises intentions ou inavouables, attaque sournoise…

Quand un président, un ministre, un acteur économique, social ou politique lié au régime ou détenant du pouvoir sort : "*Il faut penser à la santé de nos concitoyens, particulièrement les plus modestes*", il y a tout lieu de s'inquiéter, c'est que le législateur se prépare à adopter une nouvelle mesure qui sera nuisible à votre santé.

Appliquons-leur leur propre principe : « *zéro tolérance* » ! Macron dehors !

Quand moins 0,1% de la population dicte sa loi au reste du monde.

J-C – Il y a moins de 7 millions de juifs en Israël pour 8 milliards d'habitants dans le monde.

Les Etats-Unis annoncent une coalition en mer Rouge contre les attaques des Houthis - AFP 19 décembre 2023

Le ministre américain de la Défense Lloyd Austin a annoncé lundi la formation en mer Rouge d'une coalition de 10 pays, afin de faire face aux attaques répétées des Houthis contre des navires que ces rebelles yéménites considèrent comme "*liés à Israël*".

Outre les Etats-Unis, Lloyd Austin a indiqué dans un communiqué que la France, le Royaume-Uni, Bahreïn, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, et les Seychelles prendraient part à cette coalition. AFP 19 décembre 2023

"*L'escalade récente des attaques irresponsables des Houthis en provenance du Yémen menace la libre circulation du commerce, met en danger la vie de marins innocents et viole le droit international*", a-t-il déclaré.

"*C'est pourquoi aujourd'hui j'annonce l'établissement de l'opération Prosperity Guardian*", a ajouté le chef du Pentagone. AFP 19 décembre 2023

J-C - Selon *The Guardian* (1), les vassaux européens de Washington pensaient qu'ils obtiendraient la participation de la Jordanie, des Émirats arabes unis, du Qatar, d'Oman et de l'Égypte à leur coalition contre le Yemen, et bien c'est foiré !

1- https://www.theguardian.com/world/2023/dec/17/us-to-announce-expanded-protection-force-for-red-sea-shipping

The US had been seeking to persuade China to join an enlarged maritime protection force being mounted out of Bahrain, but some officials believe it has secured the involvement of Jordan, the UAE, Saudi Arabia, Qatar, Oman, Egypt and Bahrain.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis le 7 octobre dernier, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice contre Gaza qui a fait, jusqu'à lundi, 19 453 morts palestiniens, dont 8 000 enfants et 6 200 femmes, en plus de 52 286 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes.

En Cisjordanie et à Jérusalem, 301 Palestiniens ont été tués lors d'attaques menées par les forces israéliennes et des colons juifs.

Lors des affrontements entre l'armée israélienne et le Hezbollah au Liban, 24 civils libanais, 109 membres du Hezbollah, 5 civils israéliens et 6 soldats israéliens ont été tués.

À Gaza, 1,9 million de Palestiniens, déplacés par la force des armes en raison du blocus, luttent pour survivre sans abri, sans nourriture, sans eau potable, sans médicaments et sans services de santé. aa.com.tr 19.12.2023

Un médecin norvégien affirme qu'Israël a "*cruellement assassiné*" son collègue et sa famille à Gaza - aa.com.tr 19.12.2023

Le professeur norvégien Mads Gilbert a indiqué que le Dr Hani Al-Haitham, directeur du service des urgences de l'hôpital Shifa de Gaza, cible des attaques israéliennes, sa femme, la Dr Sameera Ghifari, et leurs cinq enfants, ont été "*cruellement assassinés*".

Dans un message publié lundi sur le réseau social X, le Dr Gilbert a présenté ses condoléances à son collègue qui a perdu la vie à la suite des attaques israéliennes.

Gilbert, qui a travaillé à l'hôpital Shifa de Gaza pendant 16 ans, a déclaré : "*Hier, mon ami proche et cher collègue, le Dr Hani Al-Haitham, chef du service des urgences de Shifa, a été cruellement assassiné par Israël avec son épouse bien-aimée, la Dr Sameera Ghifari, et ses cinq enfants, Shireen, Tia, Sameer, Wafa et Sara*".

Gilbert a déclaré que les soldats israéliens ont tué sans pitié sept civils non armés et qu'il s'agit d'une attaque contre l'humanité tout entière. Il a ajouté : "*nous reconstruirons Shifa, Gaza et la Palestine*". aa.com.tr 19.12.2023

Gaza: Le nombre de journalistes tués s'élève à 97 depuis le 7 octobre - aa.com.tr 19.12.2023

Le bureau des médias du gouvernement à Gaza a annoncé mardi que le nombre de journalistes tués "*depuis le début de la guerre brutale*" contre Gaza le 7 octobre, est passé à 97 suite à la mort du journaliste Adel Zorob, tué dans un bombardement visant sa maison familiale à Rafah, au sud de la bande de Gaza.

"*Le journaliste Adel Zorob a été tué à la suite d'un bombardement de l'occupation israélienne contre sa maison familiale dans le gouvernorat de Rafah, au sud de la bande de Gaza*", lit-on dans le communiqué du bureau des médias du gouvernement.

La même source a ajouté que "*le nombre de journalistes tués s'est élevé à 97 depuis le début de la guerre brutale contre Gaza*". aa.com.tr 19.12.2023

RSF la honte ! - europalestine.com 19 décembre 2023

Bien qu'on en soit à 95 journalistes palestiniens tués à Gaza par Israël en un peu plus de 2 mois, Reporters Sans Frontières (et sans morale) réussit à pondre un bilan de « *45 journalistes et collaborateurs des médias tués dans le cadre de leurs fonctions* » en 2023, et se réjouit d'une baisse du nombre de journalistes morts cette année !

« *Depuis le début du conflit dans l'enclave palestinienne, 13 journalistes sont morts dans le cadre professionnel à Gaza, trois au Liban et un en Israël (décompte arrêté au 1er décembre 2023).* » Toujours selon RSF, le total s'élève à 56 si l'on inclut les journalistes qui n'étaient pas en train d'exercer leur métier au moment de leur mort !«

Selon RSF, « *la baisse du nombre de journalistes tués peut s'expliquer en partie et dans certaines zones par un renforcement de la sécurité des journalistes* ». Par ailleurs, écrit sans rire Reporters sans frontières, les journalistes qui partent couvrir des guerres sont mieux formés et mieux équipés.

Collabo un jour, collabo toujours ! europalestine.com 19 décembre 2023

À la tête de RSF, on trouvait jusqu'en 2008 Robert Ménard, aujourd'hui reconverti en politicien fasciste. À présent, c'est Christophe Deloire le boss de l'association. Un proche de Macron, par ailleurs nommé par le gouvernement à la tête des «*États généraux de l'information*», un gadget inféodé au pouvoir. Christophe Deloire, ancien du journal de droite Le Point, est dénoncé pour sa gestion autoritaire de RSF, marquée par des départs, des licenciements et le mal-être d'une partie de l'effectif. contre-attaque.net 14 décembre 2023

La mère d'une Israélienne libérée dans le cadre d'un échange de prisonniers tuée par les forces israéliennes - aa.com.tr 19.12.2023

Une Israélienne capturée par le Hamas le 7 octobre et libérée dans le cadre du dernier échange de prisonniers a révélé que sa mère avait été tuée et qu'elle-même avait été blessée lorsque les forces israéliennes ont ouvert le feu sur la voiture dans laquelle elles avaient été enlevées par le Hamas.

Dans une interview diffusée lundi par la chaîne de télévision israélienne Channel 12, la captive israélienne a décrit l'opération menée par les Brigades al-Kassam, la branche armée du Hamas, le 7 octobre.

Déclarant avoir été embarquée dans un camion par des combattants des Brigades al-Kassam, la captive israélienne a indiqué que le véhicule avait été la cible de tirs et a ajouté : "*Ma mère, que j'aimais beaucoup, a été tuée. J'ai été blessée dans le dos et mon frère a été blessé à la jambe*".

La chaîne de télévision israélienne Channel 12 a affirmé que l'armée israélienne "*a ouvert le feu pour arrêter le tracteur qui se rendait à Gaza".* aa.com.tr 19.12.2023

L'Égypte rejette le déploiement de forces conjointes avec l'État hébreu à la frontière de Gaza - middleeastmonitor.com 18 décembre 2023

L'Égypte a rejeté le déploiement d'une force conjointe égypto-israélienne sur l'axe de Philadelphie près de la frontière avec la bande de Gaza, selon les médias israéliens, selon les médias israéliens, rapporte l'agence Anadolu.

Un récent bombardement israélien de l'axe de Philadelphie a mis en colère le Caire, d'autant plus que la zone est soumise à un accord bilatéral qui exige l'obtention d'une autorisation préalable avant de mener des actions militaires.

L'organisme public israélien, KAN, a déclaré.

Les responsables égyptiens craignent que toute opération militaire israélienne dans la région n'ait un impact direct sur la situation dans la péninsule du Sinai.

Le Caire a réaffirmé à maintes reprises qu'il n'y avait pas de tunnels dans ce secteur. middleeastmonitor.com 18 décembre 2023

Australie. Les députés européens du parti travailliste condamnent la "*domination*" israélienne de la Palestine - english.almayadeen.net 19 décembre 2023

Plus de 50 anciens et actuels députés du Parlement australien, dirigés par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Bob Carr, ont exprimé conjointement leur désapprobation de la « *domination* » israélienne sur la Palestine, a rapporté The Guardian.

Ils ont publié mardi une lettre, initiée par le membre de la Chambre haute de la NSW, Anthony D'Adam, et la députée des Verts de l'État Jenny Leong, exhortant l'Australie à reconnaître la Palestine en tant qu'État.

Plus de 200 élus actuels et anciens, dont les sénateurs des forces et sociales Louise Pratt et Fatima Payman, ainsi que la députée fédérale victorienne, Maria Vamvakinou, ont approuvé la lettre. Les signataires comprennent plus de 100 membres du parti des Verts, avec des personnalités notables comme Bob Brown et Adam Bandt, ainsi que cinq représentants de la coalition, y compris l'ancien député des Nationals Ken O'Dowd. english.almayadeen.net 19 décembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Loi immigration: Des milliers de manifestants «*en résistance*» - AFP/arabnews.fr 18 décembre 2023

A l'appel de collectifs de sans-papiers et de la Marche des Solidarités, plusieurs milliers de personnes (2.300 selon la préfecture de police) se sont rassemblées place de la République, dans le centre de Paris, derrière des pancartes "*Darmanin ne fera pas sa loi*", selon un journaliste de l'AFP sur place.

Ces militants associatifs, syndicaux, travailleurs sans-papiers et autres responsables politiques de gauche radicale ont commencé à défiler à 17H00 dans une ambiance festive vers la place de la Nation, après que la préfecture de police a interdit le parcours initialement déposé entre la place de l'Opéra et celle de la Concorde, qui se trouve à proximité de l'Assemblée nationale.

Des manifestations similaires, en ce lundi de journée internationale des personnes migrantes, se sont tenues dans plusieurs villes de France, de Marseille (500 personnes rassemblées selon la préfecture locale) à Toulouse en passant par Nantes, où 400 personnes s'étaient réunies selon la préfecture de Loire-Atlantique. AFP/arabnews.fr 18 décembre 2023

Otages et racket.

Mutuelles : les tarifs des complémentaires santé vont exploser en 2024 - actu.orange.fr 19 décembre

Les mutuelles, qu'il s'agisse de contrats individuels ou collectifs, vont drastiquement augmenter leurs tarifs l'an prochain, avec une hausse moyenne de 8,1 %, rapporte Le Figaro. actu.orange.fr 19 décembre

---

Egypte.

Le président égyptien Al-Sissi élu pour un troisième mandat à l'issue d'une victoire écrasante - arabnews.fr 18 décembre 2023

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a été élu pour un nouveau mandat de six ans avec 89,6% des voix, à l'issue d'une victoire électorale écrasante, a annoncé lundi l'Autorité nationale des élections.

Le président de l'autorité, le juge Hazem Badawy, a déclaré que le président Al-Ssisi avait obtenu 39 702 451 votes valides.

Selon M. Badawy, 66,8% des plus de 67,3 millions d'électeurs inscrits ont participé aux élections. Environ 44,8 millions de personnes ont voté lors des élections présidentielles, dans le pays et à l'étranger.

Arrivé en deuxième position, Hazem Omar a obtenu 1 986 352 voix, soit 4,5% des bulletins valides enregistrés par l'autorité.

Farid Zahran est arrivé troisième avec 1 776 952, soit 4% des voix.

Quant à Abdel-Sanad Yamama, il a terminé quatrième avec 822 606, soit 1,9% des voix, a précisé M. Badawy.

M. Al-Sissi a été élu président de l'Égypte pour la première fois en 2014 et a été réélu en 2018.

C'est la troisième fois en dix ans qu'Al-Sissi remporte une victoire écrasante. arabnews.fr 18 décembre 2023

Niger

Les États-Unis envisagent de reprendre leur partenariat de sécurité avec le Niger - afrique-asie.fr 18 décembre, 2023

Un responsable américain a déclaré mercredi que les États-Unis prévoyaient de reprendre leur partenariat de sécurité avec le gouvernement post-coup d'État du Niger, connu sous le nom de Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

« Au cours de nos discussions, j'ai confirmé l'intention des États-Unis de reprendre la coopération en matière de sécurité et de développement par étapes, réciproquement, au fur et

à mesure que le PSNC prend des mesures », a déclaré Mme Phee. « *J'ai clairement fait comprendre au PSNC que nous voulions redevenir un bon partenaire, mais que le PSNC devait être un bon partenaire pour les États-Unis.* »

Selon Reuters, le président Biden a déclaré au Congrès la semaine dernière que 648 soldats américains étaient actuellement stationnés au Niger. Avant le repositionnement des forces américaines en septembre, il y avait environ 1 100 soldats américains dans le pays. Les États-Unis disposent également d'une importante base de drones au Niger, dont la construction a coûté plus de 100 millions de dollars, connue sous le nom de base aérienne 201. afrique-asie.fr 18 décembre, 2023

J-C – Vous comprenez mieux pourquoi, contrairement à beaucoup d'autres, j'avais fait preuve de retenu quand les autorités nigériennes avaient viré les Français, n'entendant plus parler des Américains, j'avais parié qu'ils allaient rester.

LE SOCIALISME

Le 20 décembre 2023

Une belle causerie, j'espère que vous apprécierez, écrivez-moi : jctardieu@outlook.fr

---

La guerre de classe à mort des oppresseurs contre les opprimés du monde entier.

- « *Nous devrions mettre fin à la mascarade selon laquelle il s'agit d'une guerre israélienne contre le Hamas. Nous devrions l'appeler ainsi : une guerre conjointe américano-israélienne contre la population de Gaza.* »

J-C – Une guerre coloniale depuis le premier jour, la preuve.

L'entreprise fut présentée dès l'origine sous un angle philanthropique et mystique qui vous rappellera sans doute quelque chose, pour mieux camoufler ses véritables intentions.

- « *C'est un juif français, le Baron E. de Rothschild, qui le premier se mit à acheter des terres, et à établir des colonies juives agricoles : Petah Tiqwah (1878) et Richon le Sion (1880) qui comptent aujourd'hui, à elles deux, près de 10.000 habitants.* »

- « *Le nouvel effort fut dirigé par deux grandes institutions : leKeren Kayemeth Leisrael, ou Fonds National Juif, fondé en 1901, et le Keren Hayessod, fondé en 1920. Le premier recueille les fonds, nécessaires à l'achat des terres, dans toutes les communautés juives du monde, et garde le domaine éminent des domaines ainsi acquis.* »

Source : Weulersse Jacques. Le problème des terres en Palestine. In: Bulletin de l'Association de géographes français, N°82, 11e année, novembre 1934. pp. 118-122;

https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_1934_num_11_82_6951

Les éditions Fayard ont retiré des ventes en France le livre de l'historien israélien Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*.

Que cela ne tienne, la censure n'aura pas duré longtemps, voici l'adresse pour le télécharger gratuitement. Je l'ai trouvée et transmise à plusieurs blog dont Le Grand Soir :

https://ia802809.us.archive.org/0/items/le-nettoyage-ethnique-de-la-palestine-ilan-pappe/Le%20nettoyage%20ethnique%20de%20la%20Palestine%20%28Ilan%20Papp%C3%A9%29%20.pdf

---

A qui appartient la Palestine ? Devinez.

Palestine, histoire d'une terre -1880-1950 (Part 1)

https://www.youtube.com/watch?v=gi1f8G1tc0E

Palestine, histoire d'une terre - 1950-1991 (Part 2)

https://www.youtube.com/watch?v=HKSQ1b0hBvo

Après nous avoir expliqué que l'ONU n'avait jamais respecté les principes dont elle s'était dotée pendant plus de 75 ans, dans son dernier article Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) se demande si demain les Brics parviendront à réformer l'ONU pour que ces principes soient appliqués, il se fout littéralement du monde.

Il y en a encore qui veulent nous faire croire que le capitalisme serait réformable, au moment même où il nous présente son visage le plus hideux qui soit en massacrant le peuple Palestinien, charlatanisme !

- "*D'où la question : les Brics parviendront-ils à réformer l'Onu et à le ramener au respect de ses principes ou échoueront-ils à préserver la paix ?*"

J-C – Ah « *le monde d'avant* » était si merveilleux !

Nous aussi on a de la suite dans les idées. Vaut mieux !

Je reproduis ici le début d'une causerie que j'avais rédigé un soir il y a une dizaine de jours, et que j'avais prévu de publier après la lecture d'un article du Réseau Voltaire, j'étais parvenu à une toute autre conclusion qui me semblait plus vraisemblable, car s'y mêlait des intérêts à la fois économique et politique. J'y avais consacré près de 3 heures en partant de liens qui renvoyaient à des articles publiés les derniers mois dans la presse arabe que j'ai traduits en français à l'aide de Google. J'avais ensuite téléchargé ces articles et je les ai lus très attentivement, l'un d'entre eux provenait d'un institut basé en Israël animé par des chercheurs et des historiens notamment, en voici quelques extraits significatifs.

Au départ j'étais parti sur cette histoire du gisement de gaz à proximité des côtes de la bande de Gaza qui faisait l'objet de négociations depuis un an, dans laquelle était impliquée le gouvernement israélien, égyptien, l'Autorité palestinienne et le Hamas, et indirectement les Etats-Unis, le Liban et la Turquie. Ces négociations étaient suffisamment avancées au mois de juillet 2023, donc deux mois à peine avant le 7 octobre, pour qu'un accord soit signé avant la fin de l'année entre les différentes parties, c'est tout du moins ce qui ressortait des analyses de l'ensemble des commentateurs de la région, y compris israéliens.

Parallèlement se déroulait des discussions entre Israël et l'Arabie saoudite sur le modèle des accords d'Abraham signés en 2020 entre Israël et les Emirats Arabes Unis ainsi que Bahreïn, afin de parvenir à une normalisation entre les deux pays équivalent à un traité de paix ou à la reconnaissance d'Israël par l'Arabie saoudite scellant le triste sort des Palestiniens laissés à la merci de leurs tortionnaires, en échange d'un pacte de sécurité et d'un programme nucléaire, mais pas que, car en toile de fond figurait le projet d'établir un oléoduc depuis l'Arabie saoudite jusqu'au port d'Eilat sur la mer Rouge. Je laisse la parole à ce blog.

- Pour le journal financier israélien, "*exporter le pétrole vers l'Europe via un pipeline terrestre reliant Israël aux États du Golfe aidera à contourner les routes maritimes dangereuses et coûteuses, notamment, le détroit d'Ormuz et le canal de Suez*".

En septembre, Israël et l'Arabie saoudite ont annoncé un plan pour construire un pipeline entre les pays afin d'exporter le pétrole saoudien vers l'Europe. En octobre, l'EAPC a signé un protocole d'entente avec les Emirats arabes unis pour transporter le pétrole jusqu'au port d'Eilat, et de là jusqu'à l'Europe grâce au pipeline Eilat-Ashkelon. Dans les deux plans, passer par Israël réduit de manière importante le coût de transport du pétrole vers l'Europe en évitant le canal de Suez de l'Egypte.

Un nouveau chemin de fer et un gazoduc devaient être construits des rives du Golfe jusqu'à Ashkelon et Haïfa. La troisième étape était l'interfaçage de toutes les étapes du pipeline et qui était censé conduire le tout vers la Grèce et le sud de l'Italie.

Peu de temps après l'investiture du gouvernement Bennett, le 25 juillet 2021, le ministère de la Protection de l'environnement gèle l'accord entre le pipeline Eilat-Ashkelon et l'Émirati Med-Red. Le 16 décembre, alors qu'il y a une requête à la Haute Cour, l'État répond qu'il n'a pas l'intention d'intervenir. Début 2022, l'administration Biden annonce qu'elle retire son soutien à l'East Med

La normalisation des relations avec l'Arabie Saoudite est le rêve de Netanyahou, c'est pourquoi il a lancé de nouvelles initiatives afin de pouvoir attirer ce pays influent et riche du monde arabe vers la normalisation. M. Netanyahou a affirmé à plusieurs reprises que si les relations avec l'Arabie saoudite étaient normalisées, les tensions israélo-arabes seraient définitivement apaisées et d'autres pays arabes suivraient le même chemin.

Ces dernières années, les autorités américaines se sont efforcées de convaincre les autorités saoudiennes de normaliser leurs relations et, récemment, le secrétaire d'État américain et le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche se sont rendus en Arabie saoudite pour discuter de cette question avec le royaume.

En fait, la tentative de Tel-Aviv de construire un chemin de fer pour transférer des marchandises de la mer Rouge à la mer Méditerranée dans les plus brefs délais a pour but d'améliorer les relations avec les pays arabes afin de permettre à ces derniers de transporter facilement et plus rapidement leurs marchandises, qui étaient auparavant acheminées vers l'Europe par le canal de Suez, depuis l'intérieur des territoires occupés.

Une meilleure coopération Egypte-Résistance, c'est ce qui permettra d'avoir une éternelle épée de Damoclès sur le trio Israël-Emirats-Arabie et d'éviter que le canal de Suez soit supprimé

des rapports de force. L'Egypte devrait peut-être réfléchir la prochaine fois à deux fois avant de mener des exercices navals conjoints avec l'Arabie en mer Rouge.

Nouvel avertissement aux lecteurs.

Il existe une multitude de blogs qui se disent indépendants, ce qui n'existe pas à moins d'être socialistes, ce qu'ils ne sont pas évidemment, qui se prétendent démocratiques, alors qu'en réalité ils ne le sont pas, si vous leur envoyez des commentaires qui mettent en lumière leurs contradictions ou leur imposture, ils les censureront systématiquement ou une armée de trolls s'abattra sur vous.

Ils présentent bien, ils écrivent ce que les lecteurs ont envie de lire, ils flattent leurs attentes, c'est de cette manière-là qu'ils les trompent. Ils reprennent à leur compte une partie des aspirations universelles légitimes qui étaient généralement défendues par ce qu'on a appelé abusivement la gauche, pour mieux berner travailleurs ou militants qu'ils entraîneront ensuite dans une direction opposée à leurs intérêts ou leur faire partager des positions réactionnaires.

Leur objectif inavoué est de les éloigner le plus possible du socialisme, en leur proposant une orientation politique compatible avec le maintien en place du système capitaliste et ses institutions. Ils proposent un modèle de société qui finalement serait une copie conforme de celle qui existe déjà, qu'ils se présentent de gauche ou qu'ils soient résolument de droite, voire d'extrême droite.

Je connais des travailleurs et des militants, qui à les entendre partageaient en grande partie mes idées, ce qui à mon avis était une affirmation excessive ou inexacte, et qui en étaient arrivés à s'enticher de blogs d'extrême droite sans qu'ils en aient eu la moindre idée en général, certains iront même jusqu'à se demander où était le problème ou s'en accommoderont, tout cela pour dire à quel degré de confusion il est possible d'arriver ou quel danger représentent ces blogs.

Pendant plus de 15 ans j'ai publié des dizaines de milliers d'articles ou extraits d'articles provenant de médias dits alternatifs ou indépendants en fournissant aux lecteurs une grille de lecture, afin qu'ils aient conscience des orientations politiques qui y figuraient et qui ne correspondaient pas à leurs intérêts ou aspirations, au socialisme.

Une multitude de fois je les ai mis en garde, je leur ai expliqué qu'il fallait se méfier comme de la peste des apparences trompeuses que présentaient un grand nombre de blogs.

J'ai pris la peine de préciser, que l'intérêt des articles que je publiais résidait uniquement dans les faits qu'ils portaient à notre connaissance, que les médias mainstream censuraient ou déformaient, et qu'en aucun cas il ne fallait se fier aux analyses ou aux conclusions de leurs auteurs, sachant qu'ils avaient tous adopté l'idéologique capitaliste. Ce que j'avais en tête à ce moment-là et que je n'ai pas dit aux lecteurs, c'est que j'étais persuadé que lorsqu'une crise surviendrait ou la situation politique se tendrait et la réaction se radicaliserait, au pire ces blogs pencheraient ouvertement à droite, au mieux ils ne seraient plus d'aucune utilité à leurs lecteurs ou ils seraient condamné à ne plus sortir que des lieux communs sans intérêt, par

crainte de se compromettre ouvertement ou de paraître trop à droite, car par ailleurs dans l'impossibilité d'adopter le socialisme.

Afin d'aider les lecteurs à sortir de la confusion extrême ambiante ou à ne pas être pris dans cet engrenage effroyable qui finit par broyer toutes les consciences, lors de chaque crise ou guerre j'ai publié des centaines ou des milliers d'articles d'horizons divers, pour que chacun dispose des éléments objectifs indispensables pour interpréter librement la situation sans chercher à imposer mon point de vue ou mes idées, en fournissant seulement une grille de lecture accessible à tous.

En procédant de la sorte, je me suis dit que cela éviterait aux lecteurs de se faire manipuler par des gens sympathiques au premier abord, mais finalement malintentionnés ou parfois tout simplement stupides, cela existe aussi. Il y a tant de gens qui sont de droite et qui l'ignorent, n'est-ce pas ? Surtout, chaque lecteur a pu suivre pas à pas ma démarche, sur quoi reposaient mes positions, et vérifier si mon orientation politique demeurait fidèle aux intérêts de la classe ouvrière et au socialisme ou si au contraire je les aurais trahis.

Je me suis servi du matérialisme dialectique comme boussole, et je pense avoir démontré que c'était un instrument auquel on pouvait se fier en toute circonstance pour ne pas s'égarer ou confondre les intérêts de nos ennemis avec les nôtres.

Ma démarche ou ma conception de la lutte de classe, rompt délibérément avec celle qu'on m'avait enseignée et qu'on retrouve partout dans le mouvement ouvrier, bien qu'elle ait démontré son inefficacité depuis le milieu du XXe siècle.

J'ai conservé l'essentiel des enseignements de la révolution russe de 1917, mais j'ai modifié la partie qui traitait des rapports des masses au pouvoir et des rapports entre les classes, en tenant compte des profondes transformations que la société a connues au cours de la seconde moitié du XXe siècle, surtout dans le domaine de la communication ou de la transmission de l'information, qui à partir de supports très sophistiqués participent à la diffusion de l'idéologie ou de la propagande officielle, au conditionnement de la population dans une société, les réseaux et médias dits sociaux en faisant partie.

La classe dominante se livre à une guerre idéologique et psychologique permanente contre les masses, à un niveau d'intensité décuplé du fait de tous les instruments et agents dont elle dispose parmi la population. Chaque citoyen ou travailleur n'ayant pas développé une conscience de classe aiguë, livré quasiment à eux-mêmes, désormais sans repère, sans direction, ils sont les proies faciles ou idéales d'une armée de charlatans, de bonimenteurs, d'escrocs servant à la fois leurs propres intérêts et ceux du régime en place.

Les opposants à la mondialisation sont des conservateurs ou des réactionnaires.

Ceux de droite voudraient nous renvoyer cinquante ou 70 ans en arrière, à l'époque où l'empire colonial français faisait encore illusion ; ceux de gauche plus loin encore, sous l'Ancien Régime monarchique et féodal quand les masses étaient taillable et corvéable à merci, rejoints en cela par les libertariens ou parmi la pire réaction, c'est d'ailleurs de plus en plus à la mode chez les conservateurs en panne d'imagination qui n'hésitent plus à s'afficher avec ce courant de l'oligarchie financière d'extrême droite. On arrêtera là pour aujourd'hui.

Ces derniers jours par hasard en suivant un lien je suis tombé sur un d'entre eux "*au service de la démocratie*", en réalité il est d'extrême droite ou il en est très proche.

Factuel Media, enquêter sur des faits, au service de la démocratie.

Factuel Media est un nouveau média d'investigation libre et impartial, 100% digital, sans parti pris ni militantisme, qui vous donne chaque jour les clés pour que vous vous fassiez votre propre opinion, en toute liberté.

Factuel Media, une source d'informations indépendante

Stéphane Simon.

Co-fondateur de Factuel.

En 2015, il se diversifie dans le secteur numérique à travers le projet MICA (Médias indépendants de communautés actives), qui édite les Web TV de Michel Onfray, Gilles-William Goldnadel, un avocat franco-israélien, essayiste pro-israélien, militant associatif, politique (UMP), membre du CNIP et néo-conservateur.

Lors de l'élection présidentielle française de 2022, sa société Open Media Factory travaille pour la campagne de Marine Le Pen.

Romain Renner.

Rédacteur en chef adjoint des matinales du Figaro.fr
Responsable des matinales du Figaro.fr (intérim)
Intervenant - CELSA - Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication
Rédacteur en chef de la rédaction numérique de RTL
Journaliste Actu - Atlantico
Journaliste Actu - Le Figaro

Sur Europe 1 le co-fondateur de Factuel, Stéphane Simon, affirme que le média « *produit de l'information exclusive. Nous ne dépendons d'aucun calendrier idéologique*.» Mais le choix des premiers sujets ainsi que le parcours de l'équipe démontrent le contraire.

Première enquête : la publication de manuscrit de Céline. Auteur antisémite ayant collaboré avec le régime nazi mais dont le talent littéraire permet de faire survivre ses publications. Il est souvent utilisé par les milieux d'extrême droite pour dénoncer les atteintes à la liberté d'expression.

Le refus de l'idéologie comme formule de communication est une ritournelle déjà utilisée par les chaînes d'informations en continu. Milieu dont proviennent la plupart des membres de l'équipe rédactionnelle. Il est possible de taire les slogans politiques et d'adoucir les angles mais de là à se revendiquer garant de la neutralité, le pari est osé.

Les internautes ne sont pas dupes, comme le souligne certains commentaires « *Heureusement que vous n'avez aucune idéologie […] tous les articles sont liés à l'extrême droite et ses thématiques. Le tout soutenu par des figures de CNEWS.* »

Concernant l'indépendance du média elle reste à confirmer. Le capital de l'entreprise est actuellement de 20.000 euros. Une somme plutôt modeste alors que la composition des équipes annonce déjà une vingtaine de journalistes salariés pour un lancement officiel prévu en mai 2023. Les porteurs de projet espèrent 25.000 abonnés pour un revenu annuel avoisinant les 2 millions 375.000 euros.

L'un des fondateurs de Factuel est Sami Biasoni, directeur de cabinet et secrétaire général de la direction innovation digitale à la Société Générale. On note aussi une forte présence de journalistes issus des groupes Canal+, Altice et NextRadioTV, propriétés respectives de Vincent Bolloré, Patrick Drahi et Alain Weill. Le gain pour le pluralisme de la presse reste à confirmer.

Les parrains :

– Christine Kelly : Journaliste de profession, ancienne membre du CSA, elle est connue pour ses affinités avec Eric Zemmour et une modération des débats sur Cnews très orientée en faveur des idées de l'extrême droite. Sa capacité à contrer les désinformations exprimées à l'antenne est proche du néant.

– Dominique Rizet : Ancien journaliste du Parisien, des Nouvelles de Versailles, du Figaro, de France Soir et de BFM-TV. Il est spécialisé dans les faits divers. Sa recherche du buzz l'a conduit en 2015 à révéler l'emplacement d'otages de l'hyper-cacher avant même leur libération. Un choix qui a fait polémique et constituait une mise en danger. Il est aussi proche du syndicat Alliance Police Nationale, dont il anime le 10ème congrès en avril 2023.

La rédaction :

– Romain Renner, rédacteur en chef de Factuel. Sa carrière se concentre au Figaro.

– Noémie Halioua, responsable du service international de Factuel. Journaliste au Figaro et rédactrice en chef du bureau parisien d'I24news, média régulièrement accusé de soutenir le projet politique de Benjamin Netanyahou. Noémie Halioua est une invitée régulière de Front Populaire de Michel Onfray. Sur Causeur elle publie des articles de soutien à Alain Finkielkraut. Après la sortie sexiste de Vincent Cassel, Noémie Haliouna lui apporte son soutien.

– Sabrina Bouyer : responsable du pôle France à Factuel. Réalisatrice elle fut rédactrice en chef à RMC Story de 2018 à 2019 pour les sujets judiciaires. Ses thèmes se focalisent autour des faits divers. Elle réalise notamment des documentaires pour C8 et dirige l'émission Alerte Enlèvement : les grandes affaires. Elle semble apprécier Nicolas Sarkozy et s'affiche à ses côtés dans des publications sur Linkedin. (Source : Pragma Média.)

J-C - Poubelle !

Le sionisme contre Israël

Extraits.

- La « *question juive* » reflète en fait la question sociale.

- Rappelons en passant que les restrictions apportées à la liberté de conscience sont contraires aux principes marxistes. Comme Engels l'a souligné dans sa polémique avec Dühring, la position socialiste ne consiste pas à combattre les manifestations religieuses mais bien le substrat économique dont elles sont — en dernière analyse — le produit médiatisé. Le marxisme est un pari sur l'extinction graduelle de la conscience religieuse par la disparition de son fondement réel dans la société.

- Les marxistes défendent le droit des masses juives à développer librement leur vie culturelle aussi longtemps qu'elles souhaiteront affirmer leur spécificité. Il ne s'agit pas seulement d'une politique humaine et démocratique, c'est aussi la seule ligne qui permettra à cette minorité si souvent opprimée d'exprimer pleinement les courants internationalistes et socialistes qui imprègnent profondément les meilleurs de ses fils, prise de conscience politique qui n'est elle-même que le reflet de la compréhension des fondements socio-économiques du problème juif. Le socialisme — l'humanisme le plus radical — vise au développement de toutes les potentialités de la nature humaine.

Mais la condition juive et la conscience de groupe qui en découle dérivent de la spécificité de la fonction sociale remplie par la population juive et du maintien de celle-ci dans ce rôle par la société capitaliste. Ce particularisme est puissamment renforcé par les courants antisémites. Le mouvement ouvrier doit lutter avec vigueur contre la moindre manifestation d'oppression ou de discrimination à l'égard des minorités nationales ou religieuses. Dans la mesure où la survie du peuple juif est historiquement liée au capitalisme, l'effort socialiste tend cependant à en supprimer le fondement.

Cette évolution historique est inéluctable et seul un réactionnaire au sens plein du terme peut souhaiter préserver artificiellement la condition spécifique juive qui a déterminé aussi bien les misères du peuple juif que ses intervalles de prospérité. S'opposer à l'assimilation qui s'opère naturellement et volontairement par la destruction des cloisons nationales et l'effacement des distinctions entre les peuples, déjà sous le régime capitaliste, c'est être, comme disait Lénine 81, « *partisan de ce qui est ancien, de ce qui porte un caractère de caste parmi les juifs* », c'est admirer le « *postérieur* » juif, c'est préférer en dernier ressort le régime qui engendre l'antisémitisme et la conscience nationale juive au socialisme qui supprimera l'un et l'autre en extirpant leur racines. N'est-ce pas ce qu'avoue candidement le président de l'Organisation Sioniste mondiale, Nahoum Goldmann, en déclarant 82: « *Le danger que représente pour la survie du peuple juif l'intégration des communautés juives dans les peuples parmi lesquels elles vivent est plus grand que celui que comportent les menaces extérieures, l'antisémitisme ou les persécutions*».

La dissolution graduelle des communautés juives dans la population environnante ira vraisemblablement de pair avec l'effacement de toutes les barrières nationales après un épanouissement sans précédent des cultures nationales annonçant leur dépassement.

81. V.I. Lénine, Notes critiques sur la question nationale, Moscou 1951, pp. 12-17.

82. Le Monde, 13-1-1966.

Lu.

Biden et d'autres responsables américains continuent de défendre l'indéfendable en déployant leur notion éculée et tordue du droit d'Israël à « *l'auto-défense* ».

Si nous appliquons ce raisonnement – promu à la fois par les États-Unis et par Israël – aux 75 années d'histoire précédant le 7 octobre, combien de fois au cours de cette période les Palestiniens auraient-ils eu « *justifié* » le massacre de milliers d'enfants israéliens, en attaquant systématiquement leurs hôpitaux et leurs écoles? Combien de fois auraient-ils agi en « *légitime défense* » en rasant des quartiers entiers en ruines, transformant les immeubles d'habitation que les civils israéliens considéraient autrefois comme leur domicile en tombeaux en béton? Cette justification ne fonctionne que pour Israël parce que les Palestiniens ne peuvent pas imposer une telle destruction à Israël et à son peuple. Il n'a ni armée, ni marine, ni force aérienne, ni État-nation puissant pour lui fournir le matériel militaire le plus moderne et le plus meurtrier. Elle ne possède pas des centaines d'armes nucléaires. Israël peut réduire en cendres Gaza et sa population parce que les États-Unis le facilitent, politiquement et militairement.

Confirmation ou à savoir.

- Malgré les allégations israéliennes de redditions massives de combattants du Hamas, Haaretz a rapporté que « *parmi les centaines de détenus palestiniens photographiés menottés dans la bande de Gaza ces derniers jours, environ 10 à 15 pour cent sont des membres du Hamas ou sont identifiés à* l'organisation », selon la sécurité israélienne. Israël n'a produit aucune preuve pour étayer son affirmation selon laquelle même ce prétendu petit groupe de prisonniers déshabillés étaient des guérilleros du Hamas.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis le 7 octobre dernier, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice contre Gaza qui a fait, jusqu'à lundi soir, 19 453 morts, outre 52 286 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, des destructions massives d'infrastructures et une "*crise humanitaire sans précédent*" selon des sources palestiniennes et onusiennes.

- Montrant son vrai visage, l'entité sioniste fait saigner la bande de Gaza la réduisant ainsi que ses habitants en miettes, grâce à la couverture que lui procure le monde occidental.

Les raids israéliens destructeurs et meurtriers se poursuivent sans relâche. Ils ont frappé ce mardi depuis la nuit Deir al-Balah au centre, Khan Younes au sud, Jabalia et son camp à l'est,

Rafah au sud où les déplacés palestiniens devraient trouver refuge, voire même Beit Hanoune au nord et que son armée affirme avoir contrôlé entièrement.

C'est dans la ville de Gaza et son quartier chic al-Rimal que le massacre le plus atroce a été réalisé: il est question de 50 martyrs et de 50 disparus dans les décombres.
Sans oublier les hôpitaux qui sont hors-service l'un après l'autre. Les organisations internationales sont horrifiées.

Récent bilan encore toujours provisoire des victimes dans la bande de Gaza selon le ministère de la Santé, 100 martyrs, ce qui porte le bilan depuis le 7 octobre à 19.667 martyrs et celui des blessés à 52.586.

Lors d'une interview avec la télévision israélienne Channel 13, un chroniqueur israélien n'a pas caché sa soif de sang qui n'a pas encore été étanchée. Se disant insatisfait du cours de l'offensive israélienne, Tzevi Yaazaqi a dit qu'il fallait « d*ès le début tuer 100 mille palestiniens d'un seul coup, puis aller vers un cessez-le-feu pour réclamer la libération otages* ».

Chiffre qui illustre les pertes palestiniennes, le journaliste Houssam Salem a recensé 100 membres de sa famille qui ont été tués, 50 qui sont disparus et 16 qui sont blessés. french.almanar.com.lb 20 décembre 2023

Haaretz : un char israélien a ouvert le feu sur une maison où étaient retranchés des combattants palestiniens et des otages israéliens - french.almanar.com.lb 19 décembre 2023

Le quotidien israélien Haaretz a révélé des images qui montrent un char israélien ouvrir le feu en direction d'une maison dans la colonie israélienne Be'eri le 7 octobre, lors de l'attaque du Hamas Déluge d'al-Aqsa dans l'enveloppe de Gaza.

Dans cette maison, des combattants du Hamas étaient retranchés ainsi que des otages israéliens, précise Haaretz.

Ce dernier indique que les images ont été prises par un hélicoptère de la Police israélienne qui avait été sollicité après cet évènement.

Il rapporte qu'une fille israélienne qui avait fui la rave party à Reim et s'était réfugiée dans une maison de ce kibboutz a demandé à un soldat si les obus du char pourraient atteindre les otages et qu'il lui avait répondu qu'ils bombardent seulement les abords de la maison pour détruire les murs.

Une otage, retenue dans la maison, raconte quelle a été touchée par des éclats d'obus.

Le rapport indique que les soldats du kibboutz ont déclaré que les coups de feu enregistrés depuis l'hélicoptère étaient un coup de semonce après lequel le char a été touché, suivi d'un autre char tirant à nouveau sur la maison.

Citant un membre du service de protection de la colonie, le quotidien rapporte qu'il a dit que « *500 militaires étaient dehors pendant que les otages perdaient leur sang. Et l'armée qui était là-bas se tenait là et ne comprenait pas ce qui se passait* ».

C'est la deuxième fois que le journal israélien fait ce genre de révélations dans lesquelles il dévoile que l'armée est impliquée dans la mort d'Israéliens le 7 octobre.

Citant un rapport des évaluations sécuritaires, il avait assuré le 18 novembre qu'un hélicoptère israélien dépêché vers l'endroit où se tenait la Rave party après avoir appris qu'elle a été attaquée par des combattants palestiniens et qu'il a ouvert le feu sur eux sans distinction avec les gens qui s'enfuyaient.

Le 17 octobre, une femme israélienne qui a été témoin de l'opération Déluge d'al-Aqsa dans la colonie Be'eri avait assuré que des Israéliens avaient été tués par les forces de sécurité israéliennes, lors d'accrochages violents avec les combattants du Hamas.

« *Ils ont éliminé tout le monde dont les otages israéliens* », a-t-elle assuré pour la radio israélienne, a rapporté le site Electronic intifada.

- Les atrocités commises par Israël dans la bande de Gaza pourraient nécessiter la création d'un tribunal spécial de l'ONU, a déclaré au Financial Times Martin Griffiths, secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires. mondoweiss-net 19.12.2023

- Le porte-parole de l'agence onusienne, James Elder, s'est dit "*furieux que ceux qui détiennent le pouvoir haussent les épaules face aux cauchemars humanitaires infligés à un million d'enfants*" lors d'un point-presse à Genève, à son retour du territoire palestinien. Il a ajouté que le plus grand hôpital de Gaza en état de fonctionner "*a été bombardé à deux reprises"* alors qu'il abrite "*un grand nombre d'enfants (...), mais aussi des centaines de femmes et d'enfants qui cherchent à se mettre à l'abri*". Gaza est le lieu "*le plus dangereux au monde*" pour un enfant, a-t-il affirmé. AFP

- Des centaines de personnes ont manifesté lundi à New York pour soutenir la Palestine et exiger un "*cessez-le-feu à Gaza*". aa.com.tr 20.12.2023

- Un ingénieur Égyptien a été agressé par un citoyen américain pour avoir brandi le drapeau palestinien dans une station de ski de l'Etat du Colorado, aux États-Unis.

Dans une déclaration à un correspondant d'Anadolu, Mahmoud Al-Shazly (26 ans), né au Texas et d'origine égyptienne, a déclaré : "*Si j'avais brandi le drapeau israélien, ils auraient certainement applaudi".*

Al-Shazly a déclaré qu'il s'était battu avec son agresseur pendant un certain temps, de manière à l'empêcher de prendre le drapeau palestinien, précisant qu'à l'exception d'une seule personne, ceux qui étaient présents n'avaient rien fait pour l'aider.

Il a précisé que la police avait dressé un procès-verbal de l'agression dont il avait été victime et que l'agresseur avait été notifié des poursuites à son encontre.
Al-Shazly a souligné qu'il ne renoncerait pas à faire valoir ses droits et qu'il continuerait à poursuivre son agresseur en justice. aa.com.tr 20.12.2023

- Pretoria : les sud-africains qui rejoignent l'armée israélienne sont passibles de poursuites judiciaires

Les ressortissants sud-africains qui s'engagent dans les rangs de l'armée israélienne, dans le cadre du conflit qui sévit actuellement à Gaza, risquent d'être poursuivis dans leur pays d'origine, a averti le ministère des Affaires étrangères sud-africain.

"*Le gouvernement sud-africain est gravement préoccupé par les informations indiquant que certains citoyens sud-africains et résidents permanents ont rejoint ou envisagent de rejoindre les forces de défense israéliennes dans la guerre à Gaza et dans les autres territoires palestiniens occupés*", peut-on lire dans un communiqué du ministère, publié ce lundi.

"*Une telle démarche pourrait potentiellement contribuer à la violation du droit international et à la commission d'autres crimes internationaux, ce qui les rendrait passibles de poursuites en Afrique du Sud*", est-il précisé.

Le ministère a également indiqué que tout sud-africain souhaitant servir dans une armée étrangère devait d'abord s'adresser au Comité national de contrôle des armes conventionnelles (NCACC), qui "*recommande au ministre de la défense et des anciens combattants d'accepter ou de refuser une telle demande*".

Toute personne rejoignant l'armée israélienne sans l'autorisation nécessaire du NCACC "*enfreint la loi et est passible de poursuites*", ajoute le communiqué. aa.com.tr 20.12.2023

La Malaisie interdit à la compagnie maritime israélienne, ZIM d'accoster dans ses ports - french.presstv.ir 20 December 2023

Le gouvernement malaisien a annoncé mercredi 20 décembre qu'il interdisait à tous les navires appartenant à des Israéliens ou battant pavillon israélien, ou bien se dirigeant vers Israël, d'accoster dans ses ports.

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a déclaré que le ministère des Transports prendrait des mesures en imposant une interdiction permanente à l'encontre de l'entreprise ZIM, avec effet immédiat.

« *Cette restriction est une réponse aux actions d'Israël qui méprisent les principes humanitaires fondamentaux et violent le droit international à travers des massacres et des atrocités continus contre les citoyens palestiniens* », a-t-il réaffirmé dans un communiqué. french.presstv.ir 20 December 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils sont bien en guerre totale contre le peuple.

J-C – Ce sont eux qui recourent à une rhétorique guerrière en évoquant une « *arme constitutionnelle* », qui « *vise* »… Bref, ils nous ont dans le collimateur…

Budget : Elisabeth Borne recourt une nouvelle fois au 49.3, le 23e depuis son arrivée à Matignon, pour l'adoption définitive du budget 2024 - AFP/franceinfo 19/12/2023

Dans un hémicycle déserté à la suite de l'adoption d'un compromis sur le projet de loi immigration, Elisabeth Borne a de nouveau engagé la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale, mardi 19 décembre, en utilisant l'article 49.3 de la Constitution. C'est la 23e fois qu'elle a recours à cette arme constitutionnelle depuis sa nomination à Matignon, en mai 2022. Elle vise, cette fois, l'adoption en lecture définitive de l'ensemble du projet de loi de budget pour 2024. AFP/franceinfo 19/12/2023

En famille. Il faut bien qu'ils désignent un bouc émissaire : l'immigré, le Hamas, le Palestinien, l'Arabe.

Loi immigration - lejdd.fr 20/12/2023

Le projet de loi immigration a été adopté à l'Assemblée nationale peu avant 23h30 ce mardi 19 décembre. Au total, 349 voix se sont prononcées pour la loi immigration, et 186 contre. Dans le détail, ce sont les députés Renaissance (131 pour), Rassemblement national (88 pour) et Républicains (62 pour) qui ont voté en faveur du projet de loi. En revanche, les élus Insoumis et socialistes ont tous voté contre.

Plus tôt dans la journée mardi, Aurélien Rousseau, mais également Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur, et Patrice Vergriete, ministre du Logement, étaient allés voir la Première ministre et avaient menacé de démissionner si le texte était adopté.

Si les députés de la majorité présidentielle ont essentiellement voté pour le projet de loi immigration, ils sont 20 à s'y être opposés et 17 à s'être abstenus. Emmanuel Macron prendra la parole sur la loi immigration en fin de journée, dès 19 h, dans l'émission C à vous, sur France 5, a annoncé France Télévisions. À la suite de l'adoption du texte, Élisabeth Borne a affirmé sur son compte X que ce projet de loi était « *nécessaire, utile, attendu par les Français* » et qu'il était « *conforme aux valeurs républicaines* ». lejdd.fr 20/12/2023

Que contient le texte ?

Régulariser les travailleurs sans-papiers

La régularisation des travailleurs sans-papiers dans les métiers en tension était l'un des points de discorde. Si le gouvernement souhaitait créer un titre de séjour pour ces travailleurs, exerçant notamment dans le secteur du BTP et de la restauration, la droite y voyait un véritable appel d'air. Les sept sénateurs et les sept députés de la CMP se sont ainsi mis d'accord pour conditionner ce titre de séjour à une période de résidence en France d'au moins trois ans, et d'activité salariée d'au moins 12 mois sur deux ans. Cette expérimentation s'appliquera jusqu'à la fin de l'année 2026. L'employé sans-papiers pourra entreprendre ses démarches en préfecture seul, sans devoir passer par son employeur.

Les aides sociales conditionnées

L'accès aux prestations sociales sera désormais conditionné. Les étrangers sans emploi devront passer cinq ans sur le territoire national avant d'être éligible à une aide. La règle sera de trente mois pour les travailleurs. Concernant les APL, les personnes sans emploi devront toujours attendre cinq ans contre trois mois pour les personnes exerçant un métier.

Les quotas

Si le texte de départ proposé par Gérald Darmanin ne mentionnait pas de quotas migratoires, le Sénat a ajouté cette mesure. Celle-ci prévoit de créer des quotas de personnes admises à séjourner en France pour trois ans pour des motifs économiques. La mesure a été retenue dans l'accord mais, pourrait être retoquée par le Conseil constitutionnel.

Le droit du sol

Le Sénat a mis fin à l'automaticité du droit du sol en France. L'accord propose désormais qu'une personne née en France de parents étrangers fasse la demande entre ses 16 ans et ses 18 ans pour obtenir la nationalité française. Les personnes condamnées pour des crimes ne pourront néanmoins pas obtenir la nationalité.

Une déchéance de nationalité

Le camp présidentiel a accepté d'accorder à la droite que toute personne possédant la double nationalité, condamnée pour homicide volontaire contre un membre des forces de l'ordre, soit déchue de sa nationalité française.

Les mineurs interdits en centre de rétention

La macronie a réussi à conserver la mesure prévoyant d'interdire le placement des mineurs en centre de rétention administrative. À l'heure actuelle, les enfants et leurs parents peuvent être placés dans ces lieux en attendant leur expulsion.

Le regroupement familial durci

Les conditions pour permettre à un étranger de faire venir sa famille en France vont être durcies. Le temps d'attente pour pouvoir formuler une demande passera de 18 mois à 24 mois.

L'étranger devra également prouver qu'il possède des ressources « *stables, régulières et suffisantes* », et qu'il a accès à l'assurance-maladie. En cas de mariage, le partenaire devra être âgé de 21 ans, contre 18 ans actuellement.

Une caution déposée par les étudiants étrangers

Pour demander un visa, les étudiants étrangers devront déposer une caution à l'État. Le but est de couvrir le coût de potentiels « *frais d'éloignement* ».

L'aide médicale d'État réformée en 2024

Si la droite souhaitait sa suppression, c'est finalement un projet de loi sur l'aide médical d'État qui sera présenté « *au début de l'année 2024* », s'est engagé Élisabeth Borne. En revanche, l'accord validé en CMP comprend une restriction de l'accès au titre de séjour pour les étrangers malades. Il ne sera donc plus possible pour les sans-papiers de venir en France dans le but de se faire soigner gratuitement. lejdd.fr 20/12/2023

LE SOCIALISME

Le 21décembre 2023

Si vous ne m'écrivez pas, j'en déduirai que mes causeries et mes idées ne vous intéressent pas.

Par conséquent, je ferais comme d'autres blogs qui se contentent de republier des articles sans rien produire eux-mêmes ou si peu, qui plus est en engrangeant des dons ou du fric, alors que je n'en réclame pas à mes lecteurs. Je suis le militant ouvrier français le plus pauvre et je tiens à le rester ! : jctardieu@outlook.fr

---

Quand Macron instrumentalise à son profit la cabale contre Depardieu.

J-C – Gérard Depardieu est taillé en pièces par les ordures de la pseudo gauche et voilà qu'il est défendu par…Macron !

Bien joué, car l'immense majorité des travailleurs et des jeunes apprécient l'acteur, cela leur fera une raison de plus de détester cette fausse gauche, ce qui ne serait pas pour nous déplaire, s'ils n'étaient pas tentés du coup d'avoir de l'estime pour le tyran au pouvoir ou l'extrême droite.

A force de faire office de repoussoir, c'est à croire que ce serait le but recherché, mais ça l'est justement, ce que plus d'un aura du mal à admettre.

Pour comprendre comment cela fonctionne, il faut partir du fait qu'ils ne sont pas au pouvoir et que la plupart ne sont pas près d'y accéder. Par conséquent, il faut bien qu'en attendant ils servent à quelque chose ou à quelqu'un sous peine qu'on n'entende plus parler d'eux ou qu'ils disparaissent.

Ils peuvent raconter n'importe quoi ou se faire passer pour n'importe qui ou presque, puisqu'ils n'ont pas de compte à rendre. Quand ils participent à des coups tordus, ils se moquent que leurs conséquences soient désastreuses, mieux, quand bien même elles les atteindraient, ils se poseraient en victimes et ils en profiteraient pour se faire plaindre. Allende a refusé d'armer le peuple chilien contre Pinochet, il en est mort et il est devenu un héros, alors qu'en réalité il avait trahi le socialisme.

Aujourd'hui il y en a qui découvre la véritable histoire de la Palestine et du soi-disant « *peuple juif* », l'origine du sionisme, sa collusion avec le Raj britannique, avec le régime nazi d'Hitler, le régime fasciste de Mussolini. Ils ignorent que les Républicains furent de farouches partisans de l'impérialisme et du colonialisme, des racistes purs et durs, idem pour les démocrates, les soi-disant socialistes et communistes, des va-t-en-guerre lors de la Première et la Seconde Guerre mondiale, de la guerre d'Indochine, d'Algérie, ils cessèrent tous de l'être la veille de la décolonisation, et c'est seulement cette image-là qu'on garde d'eux. Mais elle était fausse, elle ne correspondait pas à la réalité à cette époque-là, elle n'y correspond pas

davantage aujourd'hui, ce sont des réactionnaires, appelez-les comme vous voudrez. Si l'envie vous en dit, en tapant quelques mots dans le moteur de rechercher Google, vous accéderez à une multitude de documents d'époque qui vous le confirmera.

Pour revenir à notre sujet, alors la ignoble sortie de cette gauche de merde, elle sert à quoi ?

C'est simple, elle va dégouter les travailleurs et jeunes un peu plus de la politique. Ce sera toujours cela de pris ou pour gagner du temps dans un premier temps, et s'ils laissaient le champ libre à l'extrême droite officielle, après tout, ce ne serait pas une si mauvaise affaire, car du coup ils ne seraient pas près de parvenir au pouvoir. Rester dans l'opposition ou se recycler dans un conseil d'administration ici ou là, c'est relativement confortable et cela comporte moins de risques et de responsabilités. Ils pourront toujours continuer de se faire passer pour des antifascistes, c'est un truc qui marche bien…

Qui en a vraiment conscience et qui le combat vraiment ? J'attends vos réponses.

Affaire Depardieu : Macron dénonce une « *chasse à l'homme* » - AFP/lepoint.fr 20/12/2023

Le chef de l'État a estimé dans l'émission « *C à vous* » mercredi soir que la Légion d'honneur n'était « *pas là pour faire la morale* ».

Le président Emmanuel Macron a affirmé mercredi que la Légion d'honneur est un Ordre qui n'est « *pas là pour faire la morale* », tout en dénonçant « *une chasse à l'homme* » contre l'acteur Gérard Depardieu, à la suite de la diffusion d'un documentaire télé choc sur la star française du cinéma. « *Il y a une chose dans laquelle vous ne me verrez jamais, ce sont les chasses à l'homme. Je déteste ça* », a répondu le chef de l'État sur la chaîne de télévision France5.

La ministre de la Culture Rima Abdul Malak avait annoncé sur la même chaîne vendredi qu'une « *procédure disciplinaire* » serait engagée par la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur à l'encontre de l'acteur, visé par deux plaintes en France pour viol et agression sexuelle, et mis en examen dans l'un des deux cas. L'acteur réfute ces accusations. Le président de la République s'est dit « grand admirateur de Gérard Depardieu (...) un immense acteur ». « *Il a fait connaître la France, nos grands auteurs, nos grands personnages dans le monde entier (...) il rend fier la France* », a poursuivi Emmanuel Macron, contre-disant la ministre de la Culture.

La Légion d'honneur « *n'est pas là pour faire la morale* »

Dans la même émission, « *C à vous* », Rima Abdul Malak avait estimé vendredi que les propos de l'acteur rapportés dans le reportage « *Complément d'enquête* » font « *honte à la France* ». Dans ces images, diffusées sur France 2 début décembre, le géant du cinéma français, connu pour avoir interprété le commissaire Maigret comme Cyrano, multiplie les propos misogynes et insultants en s'adressant à des femmes, n'épargnant pas une fillette avec ses propos obscènes.

Emmanuel Macron a jugé mercredi que Rima Abdul Malak s'est « *avancée* » en parlant d'une procédure qui pourrait ôter la distinction de l'acteur. « *Il y a parfois des emballements sur des propos tenus. Je me méfie du contexte* », a-t-il insisté. Et d'ajouter : « *La Légion d'honneur est un Ordre dont je suis en effet le grand maître, qui n'est pas là pour faire la morale* ». « *Ce n'est pas sur la base d'un reportage ou de telle ou telle chose qu'on enlève la Légion d'honneur à un artiste parce qu'à ce tarif-là, on aurait enlevé la Légion d'honneur à beaucoup d'artistes* », a encore souligné le président de la République.

Et de conclure : « *Vous pouvez accuser quelqu'un, il y a peut-être des victimes, mais il y a aussi une présomption d'innocence qui existe* », craignant sinon de basculer dans *« l'ère du soupçon* ».

Réactions indignées

Ces propos ont fait fortement réagir à gauche et dans les associations de défense des femmes. Olivier Faure, le patron du PS, a ainsi écrit sur ses réseaux sociaux : « *Les violences faites aux femmes grande cause du quinquennat... Ce président ne croit à rien de ce qu'il annonce quels que soient les sujets* ».

« *Les mots d'Emmanuel Macron au sujet de Depardieu sont encore une fois une insulte au mouvement de libération de la parole des victimes de violences sexuelles* », a également taclé sur ses réseaux la députée écologiste Sandrine Rousseau. Sophie Bussière, porte-parole des Ecologistes, a dépeint sur ses réseaux un président de la République *« promoteur en chef de la culture du viol* ».

Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes, a aussi fait part de son ressentiment: « *Rien ne va dans les propos du président en ce qui concerne Depardieu. Je n'ai pas assez d'un tweet pour dire à quel point c'est indigne, abject pour les victimes et anachronique* ».

"*Ce qui se passe, c'est une mise à mort*" : Fanny Ardant soutient Gérard Depardieu - fr.news.yahoo.com 20 décembre 2023

Affaire Depardieu : un chroniqueur de TPMP prend la défense de l'acteur et exprime « *de gros doutes sur le montage du Complément* d'Enquête » - lejdd.fr 20/12/2023

Mardi 19 décembre, l'ancien journaliste de France Télévisions, Jacques Cardoze, a partagé sur le plateau de Touche pas à mon poste avoir « *de gros doutes* » quant au montage de l'épisode du Complément d'Enquête sur Gérard Depardieu.

Jeudi 7 décembre, l'émission Complément d'enquête sur France 2 diffusait un reportage consacré à Gérard Depardieu. Des images tournées lors d'un voyage de l'acteur en Corée du Nord, en 2018, y ont été dévoilées en exclusivité. On peut y voir le comédien tenir des propos choquants et obscènes, à caractère sexuel, envers plusieurs femmes rencontrées lors de son séjour, mais également à l'égard d'une jeune fille âgée de 10 ans. C'est cet extrait en

particulier qui a choqué les téléspectateurs. Mais, selon Jacques Cardoze, cette scène n'a jamais eu lieu.

Une phrase qui n'aurait « *pas été prononcée* » à ce moment

« *Yann Moix et son équipe se sont remémorés cette séquence et ils sont quasiment sûrs que, à ce moment-là, Gérard Depardieu s'exprimait à propos d'une femme de 36 ans et que, pour eux, ça n'a rien avoir avec le moment diffusé par France 2* », a défendu le chroniqueur. Pour l'ancien journaliste, c'est le montage de l'émission qui aurait collé les images de cette petite fille à ce moment-là. « *Un élément* » que Jacques Cardoze ne peut pas encore révéler « *pourrait laisser penser que cette phrase n'a pas été prononcée* » à cet instant précis.

De plus, l'équipe de tournage aurait raconté à Jacques Cardoze que, lors du même voyage, un touriste canadien aurait eu « *une action déplacée à l'égard d'une jeune fille* » et Gérard Depardieu lui aurait alors demandé de la laisser tranquille. « *Il a donc une réaction assez responsable vis-à-vis des petites filles* », a défendu le chroniqueur. Face à ces révélations, l'équipe de Touche pas à mon poste a appelé France 2 à rendre publics les rushs originaux du tournage afin de vérifier que le montage a bien retranscrit la réalité. lejdd.fr 20/12/2023

Comment fonctionne la propagande au quotidien.

Fausse info, info tronquée, trafiquée, une affirmation en titre ou en début d'article, invalidée ou mise au conditionnelle en toute fin d'article, les lecteurs qui se seront contentés du titre ou des premiers paragraphes, d'une lecture trop rapide ou superficielle auront été délibérément induits en erreur. En voici un exemple.

Premier article. On pourrait croire que les juifs du monde entier vont se ruer vers Israël.

Le nombre de dossiers de Français voulant émigrer en Israël explose depuis les attaques du 7 octobre - BFMTV 20 décembre 2023

"*Il y a près de 500% d'augmentation de demandes depuis le début de la guerre*", soit 1.200 dossiers déposés, contre une moyenne de 200 les cinq dernières années, a chiffré plus précisément Arié Abitbol, directeur sortant de l'Agence juive en France, auprès de l'AFP. Un chiffre élevé, mais qui ne signifie pas que tous franchiront le pas. BFMTV 20 décembre 2023

Second article. Un journal israélien révèle que c'était "*une fausse information*".

Au moins 370 000 Israéliens ont quitté le pays depuis le début de la guerre - aa.com.tr 07.12.2023

Un journal hébreu a révélé qu'environ 370 000 Israéliens ont quitté le pays depuis le début de la guerre avec le Hamas le 7 octobre, sans que l'on sache clairement s'ils reviendront ou pas.

Le journal Zaman Israël a rapporté, citant l'Autorité israélienne de la population et de l'immigration (gouvernementale), que depuis le début de la guerre, environ 370 000 Israéliens

ont quitté le pays, dont 230 309 entre le début de la guerre et la fin octobre, et 139 839 autres au cours du mois de novembre dernier.

La même source a ajouté qu'environ 302 000 Israéliens sont arrivés dans le pays en octobre et 194 000 en novembre, soit environ un demi-million au total.

"*Apparemment, le nombre d'arrivées était bien supérieur au nombre de départs, mais en réalité, la plupart des arrivées étaient des voyageurs israéliens revenant au pays après des vacances. Si vous ajoutez le nombre d'Israéliens qui ont voyagé à l'étranger pendant les vacances et y sont restés jusqu'au 7 octobre (environ 600 000) au nombre d'Israéliens qui ont quitté le pays pendant la guerre (environ 370 000), le nombre de voyageurs est alors d'environ 970 000.*

Si l'on soustrait le nombre d'Israéliens qui sont entrés en Israël pendant la guerre (environ un demi-million), il s'avère que le nombre d'Israéliens qui sont partis et ne sont pas revenus était d'environ 470 000 supérieur au nombre de ceux qui sont revenus", lit-on dans le journal.

" *Par conséquent,* ***il y a actuellement une migration négative d'environ un demi-million de personnes****, et cela n'inclut pas les milliers de travailleurs étrangers, de réfugiés et de diplomates qui ont quitté le pays*", ajoute la même source.

Et de poursuivre : « *Le fait qu'environ 300 000 Israéliens soient retournés dans le pays depuis le début de la guerre jusqu'à la fin du mois d'octobre* ***a été interprété à tort*** *et publié dans divers médias comme une vague dramatique d'immigration et de retour en Israël.* »

« *Il s'agit d'****une fausse information****, car les données qui circulent ignorent le fait que la plupart de ceux qui entrent dans le pays viennent de rentrer de vacances, en plus de la présence de centaines de milliers d'Israéliens qui ne sont pas revenus de vacances et qui ont quitté le pays pendant la guerre,*» a conclu la même source. aa.com.tr 07.12.2023

Troisième article. Selon l'Autorité israélienne de la population et de l'immigration : l'immigration est négative.

Globes: Forte baisse de l'immigration vers « *Israël* » depuis le début de la guerre. Un demi-million d'Israéliens ont quitté l'entité sioniste à destination trois pays. - french.almanar.com.lb 21 décembre 2023

Le site Internet Globes (spécialisé dans l'actualité économique israélienne) a révélé un « net déclin de l'immigration juive dans les territoires palestiniens occupés depuis le début de la bataille du déluge d'Al-Aqsa, le 7 octobre dernier ».

Les chiffres montrent que « *le nombre d'immigrants juifs a diminué en octobre et novembre derniers pour atteindre 1 000 nouveaux immigrants, contre 7 000 en janvier, 6 000 en mars et 5 000 en août 2023* », selon le site.

Parallèlement à la bataille lancée par la résistance palestinienne, « Israël » a enregistré une nette hausse de la migration inverse des Juifs. Les médias israéliens ont parlé d'un grand nombre d'Israéliens ayant quitté les territoires palestiniens occupés depuis le début de la guerre.

Le site internet Zaman Yisrael a rapporté que « *le nombre de départs depuis le 7 octobre a atteint un demi-million d'Israéliens* », selon les données de l'Autorité israélienne de la population et de l'immigration.

Dans les détails, Zaman Yisrael a indiqué qu'environ 370 000 Israéliens ont quitté l'entité sioniste au cours du mois d'octobre dernier, et qu'environ 139 839 Israéliens sont également partis au cours du mois de novembre dernier, destination trois pays: Chypre, Portugal et les Etats-Unis.

Ce site internet a également précisé que *« le nombre d'un demi-million d'Israéliens qui partent n'inclut pas les dizaines de milliers de travailleurs et de diplomates étrangers, qui à leur tour ont quitté Israël* ». french.almanar.com.lb 21 décembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Deux militantes britanniques de Palestine Action qui avaient barbouillé de ketchup la statue du parrain du sionisme Arthur Balfour ont été unanimement déclarées non coupables par le jury d'un tribunal du nord de l'Angleterre. CAPJPO-EuroPalestine 20 décembre 2023

Les réseaux palestiniens et internationaux exigent qu'Israël libère le directeur de l'hôpital, le Dr. Ahmed Mouhanna - peoplesdispatch.org December 19, 2023

L'association Al Awda et le Mouvement populaire pour la santé ont lancé une campagne pour la libération du Dr. Ahmed Muhanna, directeur de l'hôpital Al-Awda au nord de Gaza.

https://peoplesdispatch-org.translate.goog/2023/12/19/palestinian-and-international-networks-demand-israel-release-hospital-director-dr-ahmed-muhanna/?_x_tr_sl=ar&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

---

Attaques des Houthis en mer Rouge: l'Australie refuse de soutenir la coalition américaine avec des navires de guerre - aa.com.tr 21 décembre 2023

L'Australie a refusé d'envoyer des navires de guerre pour soutenir la coalition dirigée par les États-Unis en mer Rouge, dans le but de juguler les attaques des Houthis contre les navires commerciaux.

Cependant, Canberra enverra du personnel supplémentaire pour aider les efforts menés par Washington à sécuriser la route maritime internationale, a rapporté la chaîne de télévision locale Sky News Australia.

L'UE ou OTAN politique en guerre contre le peuple palestinien, tous les peuples.

L'UE entend contribuer à la coalition menée par les États-Unis en mer Rouge - aa.com.tr 21 décembre 2023

L'Union européenne contribuera à une coalition dirigée par les États-Unis pour assurer la sécurité en mer Rouge, sur fond de constantes attaques des Houthis contre les navires marchands.

Lors de la réunion extraordinaire du Comité politique et de sécurité (COPS) qui s'est tenue aujourd'hui (mercredi), les États membres ont décidé de contribuer à l'opération américaine Prosperity Guardian, a déclaré mercredi, sur X le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell.

Borrell a ajouté que "*les actions irresponsables des Houthis constituent une menace pour la liberté de navigation en mer Rouge*".

L'UE intensifiera le partage d'informations et renforcera sa "*présence avec des moyens navals supplémentaires*", a-t-il expliqué. aa.com.tr 21 décembre 2023

Sondage : près de 60 % des Allemands estiment qu'Israël leur est "*étranger*" - aa.com.tr 21 décembre 2023

Cinquante-neuf pour cent des Allemands sont d'accord avec cette affirmation : "*Israël m'est étranger*", selon un sondage réalisé par l'Institut allemand Forsa pour le compte du journal Die Welt, publié mercredi.

Parmi les Allemands âgés de 30 à 44 ans, 70 % estiment qu'Israël leur est étranger, selon le quotidien.

Le sondage conclut que 57% des Allemands pensent qu'Israël poursuit "*ses intérêts sans tenir compte de ceux des autres peuples*".

Selon Die Welt, il s'agit d'une augmentation par rapport au mois d'octobre, où 51 % des personnes interrogées étaient de cet avis.

Seuls 35 % des sondés sont d'accord avec l'affirmation suivante : "Israël respecte les droits de l'homme". Le journal précise que ce chiffre se situait autour de 37 % en octobre.

9% des personnes interrogées pensent qu'Israël "*n'a pas le droit d'exister au Moyen-Orient*", contre 6% en octobre.

Les Allemands sont divisés sur la question de savoir si "l'action militaire d'Israël dans la Bande de Gaza est somme toute appropriée".

Quarante-cinq pour cent ont répondu "*oui*", tandis que 43 % la considèrent comme "*excessive*", a déclaré Die Welt, citant le sondage.

Immédiatement après l'attaque menée contre Israël, le 7 octobre, par le mouvement de résistance palestinien, Hamas, 44 % des Allemands ont déclaré que l'Allemagne avait "*une obligation particulière à l'égard d'Israël"*. En décembre, ils n'étaient plus que 37 %.

Die Welt rapporte qu'une enquête menée par l'université de Leipzig, entre la fin du mois de mai et la fin du mois de juillet.

Vingt-sept pour cent des Berlinois ont estimé que la création d'Israël était une "*mauvaise idée*". Quinze pour cent ont souscrit à l'affirmation suivante : "*L'influence des juifs est bien trop importante aujourd'hui encore*".

Enfin, 13 % des Berlinois sont convaincus que les Juifs sont responsables de "*la plupart des guerres et des conflits dans le monde"*. aa.com.tr 21 décembre 2023

Il n'a pas précisé où, et pour cause : Les territoires palestiniens ne permettent pas l'établissement d'un tel Etat.

J-C - Comme quoi il est indispensable de se poser les bonnes questions...

Blinken réitère l'engagement de son pays en faveur de la création d'un "*État palestinien indépendant*" - aa.com.tr 21 décembre 2023

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de la création d'un "*État palestinien indépendant*".

C'est ce qui ressort d'un entretien téléphonique avec ses homologues britannique, David Cameron, française, Catherine Colonna, et allemande, Annalena Baerbock, selon un communiqué publié jeudi par le Département d'État américain. aa.com.tr 21 décembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Macron président de RN où l'extrême droite est déjà au pouvoir.

Projet de loi immigration : pour éviter que le RN arrive au pouvoir, "*il faut traiter les problèmes qui le nourrissent"*, plaide Emmanuel Macron - francetvinfo.fr 20/12/2023

J-C- Pourquoi ceux qui dénoncent à juste titre la politique du RN/FN et qui reconnaissent que Macron la reprend à son compte, refusent-ils de rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, sinon qu'ils en sont les complices...

Le crime était presque parfait.

Mort de Nahel à Nanterre : la légitime défense du policier remise en cause par l'enquête - Le HuffPost 20 décembre 2023

La version des policiers, qui se fondait avant tout sur la légitime défense, les fonctionnaires expliquant que l'adolescent leur aurait foncé dessus en voiture après un refus d'obtempérer, se voit ainsi fragilisée. Au total, trois points de leur intervention ce matin-là sont désormais en question.

Attendue dans les prochaines semaines, l'expertise sonore des vidéos par l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale devrait apporter des éléments déterminants sur l'ensemble de ces questions. Le HuffPost 20 décembre 2023

Au temps des colonies.

Paris : Une enquête administrative ouverte après des violences de la BRAV-M contre un mineur isolé - 20minutes.fr 20 décembre 2023

Deux membres des forces de l'ordre qui essaient de maîtriser un jeune homme, avant que l'un d'entre eux ne le soulève et le jette violemment à terre, sa tête heurtant violemment le sol. Ces images choquantes ont été filmées dimanche par l'association Utopia 56, qui accompagnait des mineurs isolés se faisant expulser près du pont Marie à Paris. Après avoir été témoin de cette scène, l'association a annoncé qu'elle allait saisir la justice, en l'occurrence l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Contactée par 20 Minutes, la préfecture de police de Paris a annoncé qu'une enquête administrative avait été diligentée « *pour que les policiers soient identifiés et les circonstances des faits établis* ». 20minutes.fr 20 décembre 2023

https://twitter.com/Utopia_56?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1737045273052881272%7Ctwgr%5E90d8a97a2fc635182867efc7d6209447d587a303%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Ffr.news.yahoo.com%2Fparis-enquC3AAte-administrative-ouverte-aprC3A8s-085027754.html

J-C – J'ai quitté la France depuis 26 ans et je n'y ai pas foutu les pieds depuis 2002, il y a donc des trucs qui m'ont échappés, et je dois avouer qu'en découvrant ces images, j'ai été surpris par l'ampleur qu'avait pris la question des immigrés illégaux en France et la manière dont ils sont traités, pire que les Magrébins que j'avais croisés à Nanterre ou Montreuil quand j'étais gosse puis adolescent.

Je me dis que je n'ai pas encore été assez sévère envers le régime en place en France, je vais devoir y réfléchir.

Sionisme nazi assumé. L'extermination des Palestiniens légalisée et légitimée par l'Assemblée nationale.

France: Sanctions réclamées contre le député pro-israélien Meyer Habib pour "*propagande de crimes de guerre*" - aa.com.tr 21 décembre 2023

Des sanctions contre le député français Meyer Habib, qui possède également la nationalité israélienne, ont été réclamées pour "*propagande de crime de guerre*".

S'exprimant mardi à l'Assemblée nationale lors de la séance de questions au gouvernement, Eric Coquerel, membre de la France insoumise (LFI), a demandé une minute de silence pour commémorer l'agent du ministère français des affaires étrangères qui a été tué lors des attaques israéliennes sur la bande de Gaza.

Mais la requête de Coquerel a été rejetée.

"*Je pense aux prisonniers tués cette semaine, dont notre citoyen Elia Toledano, et je pense aux prisonniers tués par l'armée israélienne ; ils partagent le même sort que les 16 608 civils palestiniens, dont 70 % étaient des femmes et des enfants*", a déclaré le député français.

Interrompant le discours de Coquerel, le député pro-israélien Meyer Habib l'a accusé de "*mensonges*".

Mais Coquerel a continué et a demandé à la ministre des affaires étrangères, Catherine Colonna, qui était présente dans l'hémicycle : "*Qui peut douter des véritables objectifs du gouvernement (du Premier ministre israélien Benyamin) Netanyahu, qui a frappé le sud de la bande de Gaza après le nord ? Il a demandé aux Palestiniens de s'y réfugier (dans le sud)*".
Le député LFI a également déclaré que personne ne doute que le gouvernement israélien vise à faire en sorte que Gaza et la Cisjordanie ne soient plus des territoires palestiniens.

A ce moment, Meyer Habib a interrompu Coquerel à deux reprises, en disant que "*le travail d'Israël à Gaza n'est pas terminé*".

Stéphane Peu, un autre député, a pris la parole et a déclaré que de telles interruptions étaient honteuses et a demandé à l'administration parlementaire de prendre des sanctions à l'encontre de Meyer Habib, affirmant que Habib a appelé au meurtre.

Marie-Charlotte Garin et Francesca Pasquini ont également demandé des sanctions contre Habib.

Le député LFI Antoine Leaument a partagé sur le réseau X un extrait du procès-verbal parlementaire des remarques de Coquerel et Habib et a demandé des sanctions contre Habib pour "*propagande de crime de guerre*".

Habib, dont la presse française a rapporté qu'il était un ami du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, a demandé des sanctions contre les députés LFI pour "*propagande en faveur d'une organisation terroriste et négation de l'Holocauste"*. aa.com.tr 21 décembre 2023

J-C - En 2023, Macron l'avait qualifié de "*député engagé et d'ami d'Israël*", donc intouchable.

Meyer Habib a été réélu député dans la 8e circonscription des Français de l'étranger le 16 avril 2023 avec 8 470 voix, soit 6% des inscrits.

Jeune militant, Meyer Habib s'engage sur les traces de son père, ami de Menahem Begin, dans le mouvement de jeunesse sioniste radical Betar, terroriste et d'extrême droite. (Wikipédia)

On se demande ce que foutent les députés de LFI à l'Assemblée nationale, sinon cautionner Macron et un régime qui soutient les nazis Zelensky et Netanyahu.

Russie

Proche-Orient : «*Le monde se trouve à un tournant crucial*», estime Lavrov - RT 20 déc. 2023

«*La situation au Proche-Orient et la rupture de l'approche de ces crises entre la minorité occidentale et la majorité mondiale indiquent que le monde se trouve à un tournant crucial*», a déclaré ce 20 décembre à Marrakech le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de sa prise de parole au Forum de coopération russo-arabe.

«*En substance, la question est de savoir s'il sera possible de former un ordre mondial véritablement juste et démocratique, fondé sur le rôle central des Nations unies, sur le principe de la Charte de l'égalité souveraine des États et sur un équilibre bien ajusté des intérêts de tous les pays, ou si les États-Unis et un groupe d'anciennes métropoles coloniales continueront à imposer leurs soi-disant règles à la communauté internationale*», a-t-il développé.

Il a appelé à la création d'un État palestinien, estimant que «*seule cette approche basée sur le droit international*» pouvait entraîner une «*paix durable*».

«*Nous essayons avec nos alliés de faire passer à l'ONU une résolution qui appelle à un cessez-le-feu immédiat*», a ajouté Sergueï Lavrov, fustigeant alors la politique «unilatérale» menée par les États-Unis dans cette région du monde.

Aux yeux de Sergueï Lavrov, cette attitude américaine s'illustrerait également autour du conflit en Ukraine, où Washington et ses alliés entendent infliger «*une défaite stratégique*» à la Russie. «*En Ukraine, l'Occident essaie de faire de Kiev un outil pour remplir ses intérêts*», a déclaré le ministre russe. «*De la chair à canon pour régler les problèmes des pays occidentaux et de l'OTAN*», a-t-il insisté. RT 20 déc. 2023

Argentine.

Argentine: Milei annonce une dérégulation massive de l'économie - AFP 21 décembre 2023

Le président ultralibéral argentin Javier Milei a annoncé mercredi une dérégulation massive de la troisième économie d'Amérique latine et signé un décret destiné à modifier ou abroger plus de 300 normes dont celles sur les loyers, les privatisations et le droit du travail.

"*L'objectif est d'entamer le chemin vers la reconstruction du pays, rendre la liberté et l'autonomie aux individus et commencer à désarmer l'énorme quantité de régulations qui ont retenu, entravé et empêché la croissance économique dans notre pays*", a déclaré M. Milei dans une allocution diffusée à la radio et à la télévision.

Le décret doit toutefois encore passer par le Parlement, où le parti de M. Milei est minoritaire.

Parmi les mesures annoncées figurent l'abrogation de la loi encadrant les loyers "*pour que le marché immobilier recommence à fonctionner sans problème*", a expliqué le président, élu en novembre et qui a pris ses fonctions le 10 décembre.

Doivent également être abrogées les lois empêchant la privatisation d'entreprises publiques comme la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas ou le groupe pétrolier YPF. Les sociétés publiques seront toutes transformées en sociétés anonymes en vue de leur privatisation, a affirmé Javier Milei.

Le chef de l'Etat a aussi annoncé une "*modernisation du droit du travail*" pour créer plus d'emplois, la modification de la loi sur les sociétés pour que les clubs de football puissent se transformer en sociétés anonymes, et une longue série d'autres mesures de dérégulation dans les secteurs du tourisme, de la santé, d'internet, du transport aérien, de la pharmacie, de la viticulture ou encore du commerce.

Le décret a été publié à minuit au journal officiel. Il devra être examiné dans les dix jours par une commission mixte composée de députés et de sénateurs, mais ne sera invalidé que s'il est rejeté par les deux chambres du Parlement, a expliqué à l'AFP l'avocat constitutionnaliste Emiliano Vitaliani.

Le parti d'extrême droite de M. Milei, La Libertad Avanza, ne compte que 40 sièges sur 257 à la Chambre basse et seulement sept sièges au Sénat sur 72. Il devra donc chercher des soutiens auprès de la coalition de centre-droit Juntos por el Cambio, partiellement alliée avec M. Milei et qui compte 81 députés et 24 sénateurs, et auprès des 26 députés et huit sénateurs indépendants. L'opposition péroniste, elle, compte 105 députés et 33 sénateurs, et la gauche cinq députés.

"*Ce message n'est pas surprenant car il n'y a rien que Milei n'ait pas dit qu'il allait faire pendant la campagne. Mais il est surprenant que la mesure ait été prise de cette manière, avec un décret d'urgence*", a commenté auprès de l'AFP la politologue Lara Goyburu.

L'allocution présidentielle a été accueillie par un concert de casseroles de protestation dans plusieurs quartiers de Buenos Aires, et des milliers de personnes sont spontanément descendues dans la rue près du Parlement pour exprimer leur rejet.

Quelques heures avant l'allocution présidentielle, des milliers de manifestants avaient déjà défilé dans la capitale à l'appel des organisations de gauche Polo Obrero et Movimiento Socialista. Il s'agissait de la première manifestation contre M. Milei depuis son arrivée au pouvoir.

L'ampleur du dispositif policier, supervisé par le président et sa ministre de la Sécurité Patricia Bullrich depuis le siège de la police fédérale, a été critiquée par les organisateurs. "*Ça me rappelle la dictature*", a commenté Eduardo Belliboni, dirigeant de Polo Obrero.

LE SOCIALISME

Le 22 décembre 2023

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Pour préparer la rubrique sur la Palestine, chaque matin je consulte environ 28 médias. Voyez le peu d'infos intéressantes (selon moi) que je récolte, après avoir lu ou parcouru une quinzaine d'articles.

La présomption d'innocence n'existe pas, sous un régime issu d'un coup d'Etat pratiquant l'abus de pouvoir en permanence, soutenant des régimes ouvertement nazis.

J-C – Autant commencer par un sujet plus léger.

J'ai un vieux pote (en France) qui est un peu comme Depardieu. Il sort des grosses conneries, c'est son côté provocateur, mais il n'est pas méchant. C'est un brave garçon, je l'aime bien. C'est un ancien collègue de travail, on s'est connu quand j'étais technicien au début des années 80. Moi je serais plutôt du genre un peu coincé, j'ai été longtemps très complexé, moins maintenant que je suis vieux.

J'ai 68 ans et ma nouvelle compagne indienne doit avoir 53 ans, elle n'en sait rien, on est ensemble depuis 11 ans déjà. J'aurais pu me mettre en ménage avec une fille de 20 ans, mais ce n'était pas mon genre, j'ai une fille de 42 ans, j'ai des principes et des scrupules.

Avec mon pote on est très différent. Il me fait marrer, avec moi il est naturel, il peut y aller à fond, il sait que je ne le jugerai pas, je ne suis pas con à ce point-là. Il a toujours été très correct avec tout le monde, chez lui, cela ne va jamais plus loin que des mots. Cela détend l'atmosphère et nous change de ces femmes (et mâles efféminés) psychorigides qui nous emmerdent avec leur moralité de bigotes refoulées, de gestapistes frustrées, de justicières jalouses ou d'envieuses perverses introverties, de mal baisée souvent plutôt laides pour tout arranger.

Je déteste les gens qui nous font la morale ou qui veulent nous imposer leur comportement, leurs goûts, etc. systématiquement je les envoie chier.

- Tu devrais écouter cela, c'est bien tu sais, je te jure.

- Je n'aime pas ce genre de musique, si on peut appeler cela de la musique.

- Non mais là tu verras, c'est différent, c'est super. Tu as des idées préconçues sur le rap, le hi hop, le grunge, le punk, free jazz, etc. ton horizon musical est borné, il faut t'ouvrir aux musiques modernes, il faut évoluer en un mot.
- Tu veux que je te dise, j'écoute entre autres Beethoven, Rachmaninoff ; Coltrane, Gillespie, Getz, Hancock, Ray Charles ; Bonamassa, Satriani, etc. au total plus de 140 musiciens,

compositeurs ou orchestres parmi les plus talentueux ou virtuoses au monde, j'écoute aussi de la musique classique indienne, tibétaine, chinoise, indonésienne, andine traditionnelle, c'est comme une autre médecine alternative d'une certaine manière, alors tu m'emmerdes à la fin avec tes trucs commerciaux ou pour intellectuels détraqués.

- Comme tu voudras, je te trouve particulièrement borné et intolérant, t'es un primate, un vieux fossile.

- C'est cela, et bien je préfère leur compagnie à la tienne ! Tu vas finir facho !

Un conseil d'ami, ne vous laissez jamais emmerder par ce genre de personnages médiocres, qui passent leur temps à juger et condamner les autres.

Ils font partie de ces ignorants qui n'ont pas encore compris que l'économie précède le droit, et que ce n'est pas en imposant des lois restreignant la liberté d'expression ou condamnant certains comportements qu'ils disparaîtront, mais lorsque les conditions qui les déterminent auront changé, et encore, il faudrait plusieurs générations ou des décennies pour en venir à bout. Autrement dit, il faut changer la société pour changer les hommes et non l'inverse et verser dans l'autoritarisme ou le fascisme.

« *J'ai peur pour lui* » : l'actrice Carole Bouquet défend Gérard Depardieu - AFP/LePoint.fr 22 décembre 2023

« *J'ai un vrai problème avec ce qui est en train de se passer avec Gérard [Depardieu] en ce moment* », a déclaré Carole Bouquet, jeudi 21 décembre, dans l'émission Quotidien sur TMC. L'actrice française, qui a été la compagne de Gérard Depardieu pendant une dizaine d'années, a dit avoir « *peur pour lui* ».

« *Ce tribunal médiatique continue, ça fait des mois que ça dure et c'est en train de tuer un homme. Je ne peux pas le supporter. Je n'ai aucune tendresse possible pour quelqu'un qui se révélerait être un monstre, mais ce n'est pas le cas de Gérard* », a-t-elle poursuivi.

« *Gérard est capable d'être grossier, d'avoir un humour parfois limite, mais il est incapable de faire du mal à une femme* », a-t-elle assuré en rappelant avoir vécu « dix ans de sexualité » avec lui. « *Arrêtons la délectation* », a-t-elle encore exhorté. AFP/LePoint.fr 22 décembre 2023

Une colonisation en remplace une autre.

Que se passe-t-il au Sahel, en Afrique en général, pourquoi la question du colonialisme est-elle remontée si brusquement à la surface ?

Que n'avons-nous pas lu à ce sujet de farfelu ou d'inconsistant, surtout de la part de ceux qui s'en sont réjouis un peu trop vite, n'est-ce pas ? Imaginez un peu, la France perdre son influence dans son dernier pré carré post colonial, quelle horreur pour les uns, quel bonheur pour les autres, nous voilà bien avancés. Pourquoi ? Parce que la France n'a plus les moyens de ses ambitions à demeurer une grande puissance. Mais encore ? Des puissances émergentes

la concurrencent et lui dament le pion. En effet, c'est une partie de l'explication ou plutôt un constat que chacun connaît déjà.

Le France importe la plupart des matières premières qu'elle consomme. Quant à celles qui entrent dans la composition des marchandises transformées qui alimentent le marché local ou sont destinées à l'exportation, elles proviennent également des quatre coins du monde. Ces mêmes produits transformés sont également fabriqués un peu partout dans le monde, surtout en Asie où la main d'œuvre est nombreuse et bon marché, pire, ils le seront de plus en plus dans d'autres pays en Afrique et en Amérique latine à un coût de production plus bas qu'en France.

Dès lors, pourquoi devraient-ils continuer d'être produits en France, cela n'a aucun sens, les pays où se trouvent les matières premières qui entrent dans leur fabrication doivent donc se détourner de la France et offrir leurs services à ceux qui demain assureront la production mondiale de toutes ces marchandises. Ils n'ont plus besoin de la France, dorénavant ce pays ne présente plus autant d'intérêt que par le passé, ils peuvent s'en passer, ce que les uns et les autres n'arrivent pas à comprendre ou admettre, c'est que demain plus personne n'en aura besoin, et c'est valable pour tous les pays occidentaux les plus développés dont l'économie est condamnée à s'effondrer, et le niveau de vie de la population avec elle, ce qu'on est en train d'observer, on en est qu'au tout début.

En revanche, pour maintenir son haut niveau de développement ou son niveau de vie supérieur à celui de nombreux pays dans le monde, satisfaire les besoins matériels de la population, même lourdement déficitaire et endettée, la France doit continuer d'importer la plupart des matières premières et des marchandises qu'elle consomme, en ayant plus grand chose à proposer en échange, donc forcément sur l'échelle des puissances qui comptent, elle va sérieusement rétrograder au cours des années à venir

Je vais vous dire pourquoi je me contrefous des analyses des géopoliticiens autoproclamés qui expliquent que l'hégémonie de l'occident est terminée et qu'il faudrait s'en réjouir, c'est parce que lorsqu'on pressent ce que cela va signifier de dramatique pour les peuples concernés et plus particulièrement pour leurs couches les plus défavorisées, il n'y a vraiment pas de quoi se marrer, surtout en l'absence de toute issue politique.

- Niger: la France va fermer son ambassade pour une durée indéterminée - RFI 22 décembre 2023

Pour qui roule Gluckstein et le PT (ex-POID).

Il a écrit dans son dernier éditorial :

- "*Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que la droite cède devant l'extrême droite, tandis que le centre cède à la droite et que la gauche, tétanisée, se déchire.*"

J-C - Car voyez-vous la gauche ne cèderait pas à la droite, voire à l'extrême droite, y compris macroniste, non, non, il faut continuer d'entretenir l'illusion que la gauche c'est la gauche, Gluckstein s'y emploie : - "*Des partis fidèles à la tradition de la gauche dans ce pays*

devraient d'une seule voix lancer un appel ", ben voyons, alors qu'ils ont sombré à droite depuis plus d'un siècle, vous me direz que sur des revendications qui ne mangent pas de pain, la gauche peut faire illusion, c'est d'ailleurs le sens de son appel.

- « *La mise en scène est pourtant grossière. Pour la grande majorité des travailleurs, des jeunes et des familles ouvrières de ce pays, les préoccupations majeures s'appellent : pouvoir d'achat, vie chère, dégradation de l'école, des services publics et des hôpitaux. Tous les travailleurs sont concernés.* »

J-C - Ceci pourrait expliquer cela.

Comme à son habitude il se fit le relais complaisant des "*préoccupations majeures*" de "*la grande majorité des travailleurs, des jeunes et des familles ouvrières de ce pays*", à savoir "*pouvoir d'achat, vie chère, dégradation de l'école, des services publics et des hôpitaux*", ravalant leurs aspirations démocratiques au rang de revendications strictement alimentaires, sans que ne soit évoquée une seul fois le climat oppressif de plus en plus insupportable sous laquelle nous vivons du fait d'un régime fascisant bafouant la liberté d'expression ou les libertés individuelles, la présomption d'innocente, pratiquant l'abus de pouvoir, la censure, répressif ou despotique, soutenant des régimes ouvertement nazis, à croire qu'il suffirait de remplir le frigo pour s'accommoder d'un tel régime autoritaire.

Comme quoi je n'exagère rien ou je n'invente rien, il persiste et signe :

- « *Des partis de gauche occupés à autre chose que leurs petits règlements de comptes devraient d'une seule voix lancer un appel :* « Contre la vie chère, pour les salaires, refusons la division, formons le bloc uni pour combattre pour les revendications et faire reculer gouvernement et patronat. » »

J-C - Former un "*bloc uni*" avec des partis entièrement subordonnés au régime, ce sera sans nous, on a assez donné dans le passé, non merci. Il est tellement sclérosé, fossilisé depuis le temps, qu'il ne se rend même pas compte qu'il se décrédibilise totalement auprès des militants et des travailleurs qui ne peuvent pas voir en peinture cette gauche pourrie, réactionnaire, adepte du wokisme, de la dictature sanitaire et climatique, qui soutient le régime de Kiev, qui a condamné l'opération militaire de la résistance palestinienne du 7 octobre, dont le passé est synonyme de compromission et de trahison, pas besoin d'aller chercher bien loin pour le vérifier, en un clic sur Internet cela s'étale sous les yeux de n'importe quel travailleur, dans quel monde vivent-ils Gluckstein et ses semblables. Et dire que c'est quelqu'un qui vit au fin fond d'un petit village au sud de l'Inde qui pose cette question, qui je pense correspond à ce que pensent ou ressentent mes lecteurs.

Il semble n'avoir pas vraiment percuté que les Palestiniens avaient préféré rester fidèles à leurs légitimes aspirations à l'autodétermination et au droit au retour sur leur terre natale, et se soulever quitte à en payer un prix énorme, plutôt que vivre dans la prison dorée de Gaza une fois perçue une rente gazière comme l'avait imaginée un moment les autorités sionistes et quelques factions palestiniennes. Autrement dit, entre vivre mieux tout en demeurant sous un blocus total, ou déclarer la guerre à l'occupant pour conquérir leur liberté au risque de sacrifier toute le reste parce qu'ils n'avaient rien de plus chère, les Palestiniens ont choisi. Ce choix, nous n'avons pas à le juger, nous le respectons, c'est celui du courage et de la dignité, dont

tout militant et travailleur devrait être fier à leur côté, ils redonnent du courage ou confiance à tous les opprimés de la planète, merci à eux.

Apparemment Gluckstein et ses semblables n'en tireront aucun enseignement politique, parce qu'ils sont coupés du peuple, ils sont incapables de se mettre à sa place, ces dogmatiques vivent dans leur monde, dans une autre galaxie.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=9317

Des camps de réfugiés existent en Jordanie depuis 1949, soit 74 ans, voilà le sort que l'ONU a réservé au peuple palestinien.

Vivre indéfiniment dans des camps de réfugiés, être relégués au rang de seconde zone ou plutôt privés de citoyenneté toute leur vie, contrairement à ce qu'affirment les autorités jordaniennes, car il y a toujours 500 000 Palestiniens, la plupart d'origine gazaouie, qui n'ont aucune nationalité. D'autres camps de réfugiés existent dans d'autres pays de la région, dont le Liban et la Syrie.

En Jordanie.

- L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) assure des services sociaux, éducatifs et sanitaires dans dix de ces treize camps, mais ne gère ni ne contrôle la sécurité, qui relève des autorités du pays hôte. Les plus célèbres de ces camps sont :

➞ Zarka, premier camp de réfugiés palestiniens créé en Jordanie, sur les quatre camps qui ont vu le jour après la Nakba. Il a été fondé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en 1949 et compte quatre écoles gérées par l'UNRWA. Ce camp se situe dans la deuxième plus grande ville du pays dont il porte le nom, et se trouve au nord-est de la capitale Amman ;

➞ Jabal Al-Hussein, créé en 1952 à Amman. Sa superficie est de 0,42 km2 pour 29 000 réfugiés enregistrés, d'où un grave surpeuplement. Aujourd'hui, *« il n'y a pas d'espace pour ajouter d'autres bâtiments* », selon l'UNRWA. Le camp compte quatre écoles gérées par les autorités jordaniennes ;

➞ Baqaa, le plus grand par la superficie (1,4 km2), et l'un des six camps « d'urgence » créés en 1968. Il contient 16 écoles gérées par l'UNRWA ;

➞ Jerach, plus connu sous le nom de « *Camp de Gaza* », est aussi un des six camps « *d'urgence* » créés en 1968. Il s'étend sur 0,75 km2. Il comprend quatre écoles réparties sur deux bâtiments...

Le nombre de Palestiniens enregistrés comme réfugiés dans les camps en Jordanie est estimé à environ 2,2 millions, selon les chiffres de l'UNRWA pour l'année 2023. Tous les camps sont confrontés à de nombreux problèmes, comme la pauvreté, le faible niveau d'éducation, le taux de chômage élevé et la propagation des mariages et des divorces précoces.

https://orientxxi.info/magazine/en-jordanie-les-refugies-palestiniens-des-camps-renouent-avec-leur-cause,6963

Le Pentagone garant de "*la prospérité*" et du "*bien-être économique*"... certainement pas des peuples.

Plus de 20 pays désormais membres de la coalition en mer Rouge contre les Houthis - AFP/arabnews.fr 22 décembre 2023

"*Nous avons désormais plus de 20 nations qui se sont engagées à participer*" à la coalition, a déclaré à la presse le porte-parole du Pentagone Pat Ryder.

La Grèce a annoncé jeudi faire partie de la coalition, aux côtés des premiers pays partenaires: la France, le Royaume-Uni, Bahreïn, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, et les Seychelles.

Les rebelles yéménites "*attaquent la prospérité et le bien-être économique des nations à travers le monde*", a dit Pat Ryder, les qualifiant de "bandits sur l'autoroute internationale qu'est la mer Rouge". AFP/arabnews.fr 22 décembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le chef du bureau politique du Hamas à Gaza,Yahya al-Sinwar, a précisé aux médiateurs régionaux que l'accord pour la libération des prisonniers israéliens est uniquement basé sur un accord de « *tous pour tous* » proposé par le Hamas qui prévoyait la libération de tous les Israéliens en échange de la libération de tous les prisonniers palestiniens.

Selon la chaîne de télévision israélienne Makan 33, Al-Sinwar a souligné aux médiateurs internationaux que si Israël souhaitait revoir ses prisonniers en vie, leur échange n'est possible qu'après un « *cessez-le-feu complet* » et sur la base de l'accord de « *tous pour tous* » french.presstv.ir 21 December 2023

- Pays-Bas : des fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères réclament un cessez-le-feu à Gaza. french.almanar.com.lb 21 décembre 2023

- Espagne: des célébrités appellent à mettre fin aux "*crimes israéliens contre l'humanité à Gaza*".

Des artistes espagnols ont publié sur les réseaux sociaux une vidéo pour dénoncer les crimes d'Israël contre la Bande de Gaza depuis le 7 octobre dernier, appelant la communauté internationale à réagir pour mettre fin aux "*crimes israéliens contre l'humanité*". aa.com.tr 19 décembre 2023

- Les forces d'opposition bahreïnies rejettent l'implication du pays dans des aventures en s'engageant dans la coalition navale contre le Yémen et en protégeant les sionistes soutenus par les USA. french.almanar.com.lb 21 décembre 2023

Les Émirats arabes unis, soutien arabe discret mais utile d'Israël - Factuel 21 décembre 2023

Malgré la guerre à Gaza, les Émirats arabes unis ne remettent pas en question leurs relations économiques et diplomatiques établies avec Israël. Les objectifs militaires israéliens servent les intérêts d'Abou Dhabi, prudent dans son approche de l'épineux dossier gazaoui.

Au lendemain de l'offensive du Hamas le 7 octobre, le ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis a publié un communiqué dans lequel il a condamné l'attaque du mouvement islamiste. Abou Dhabi s'est dit « *consterné* » par les informations selon lesquelles des civils israéliens ont été pris en otage par les forces palestiniennes, exhortant au respect du droit international humanitaire. La diplomatie émiratie a déclaré s'opposer à toute *« tentative violente qui cherche à faire dérailler les efforts diplomatiques déployés pour instaurer la paix, la coopération et la coexistence dans la région* », faisant référence aux Accords d'Abraham qui ont permis en 2020 la normalisation des relations entre le Maroc, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Soudan et Israël.

Des propos qui ont été confirmés par le conseiller diplomatique de Mohammed ben Zayed, le président des Émirats arabes unis, Anwar Gargash, lors de la World Policy Conference (WPC) organisée du 3 au 5 novembre par l'Institut français des relations internationales (IFRI) à Abou Dhabi. Concernant cette nouvelle alliance géopolitique avec Israël et ce, malgré l'âpreté des combats à Gaza et les nombreuses pertes civiles, le diplomate émirati a martelé que « *nous conservons les mêmes priorités. Nous devons continuer à travailler ensemble pour la stabilité. Regarder vers l'avenir tout en gérant les démons du présent et du passé* ». Un constat également partagé par le chercheur à l'Iris David Rigoulet-Roze. « *Il n'est pas question pour les Émirats de remettre en cause les Accords d'Abraham, mais ils ne peuvent pas publicitairement l'évoquer sous cette forme-là* », indique-t-il à Factuel.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Y a-t-il un ministre qui ne soit pas corrompu dans le gouvernement français ?

Agnès Firmin Le Bodo, ministre de la Santé, visée par une enquête pour des cadeaux non déclarés - AFP/LePoint.fr 22 décembre 2023

Agnès Firmin Le Bodo, tout juste nommée par intérim à la tête du ministère de la Santé, a été accusée, jeudi 21 décembre, par Mediapart d'avoir reçu « *sans les déclarer* » des cadeaux d'une valeur estimée à 20 000 euros des laboratoires Urgo, en tant que pharmacienne. AFP/LePoint.fr 22 décembre 2023

Russie.

Moscou a offert au Mali 50.000 tonnes de blé et 20.000 tonnes d'engrais - fr.sputniknews.africa 22.12.2023

L'ambassadeur de Russie au Mali l'a annoncé mercredi lors de la conférence de presse de fin d'année.

Selon Igor Gromyko, 35 bourses ont été octroyées en 2023 et 290 bourses sont prévues pour l'année académique 2023-2024.

Quant aux ressources naturelles, des contrats pourraient être conclus entre la Russie et le Mali dans le volet minier et celui du coton, selon le diplomate. fr.sputniknews.africa 22.12.2023

Tunis dit vouloir relancer les liens avec la Russie - fr.sputniknews.africa 21.12.2023

"*Nous avons eu d'excellentes relations avec l'URSS. Nous souhaitons revenir à ce niveau de coopération […]. Nous allons coopérer dans le secteur agricole et céréalier, l'achat de céréales russes est également possible*", a souligné le ministre tunisien des Affaires étrangères Nabil Ammar.

"*Les Palestiniens ont été chassés de leurs terres, ils ont été tués, privés d'abri. Ces meurtres n'ont aucun motif, aucune justification. Nous sommes profondément attristés par le fait que les grandes puissances soutiennent cette agression. C'est très étrange. C'est du colonialisme*", a tranché Nabil Ammar.

Il a ajouté que la situation dans la bande de Gaza mine la crédibilité de toutes les institutions internationales dans le monde et doit être discutée lors de la visite de Sergueï Lavrov.

Angola.

L'Angola se retire de l'Opep, désaccord avec les quotas pétroliers - fr.sputniknews.africa 21.12.2023

"*Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu d'influence sur les quotas, mais si nous devions rester dans l'Opep, nous subirions les conséquences de la décision de respecter les quotas de production*", a expliqué Diamantino de Azevedo à la télévision publique TPA.

L'Angola serait alors "*contraint de réduire sa production*", a-t-il ajouté.

"*C'est la décision d'un pays souverain. Nous avons toujours fait notre devoir mais l'Angola a jugé bon de partir. Nous pensons que le moment est venu pour notre pays de se concentrer davantage sur ses objectifs*", a-t-il justifié, précisant que cette décision n'avait pas été "*prise à la légère*".

Malgré de nouvelles coupes annoncées en novembre, les prix du brut restent bloqués au plus bas depuis juin (entre 70 et 80 dollars le baril), tout en restant au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

L'Opep et leurs dix alliés de l'Opep+ semblent avoir perdu de leur influence, entre dissensions, concurrence américaine et fébrilité face à l'urgence climatique.

Fin novembre, l'Angola et le Nigeria, les deux poids lourds pétroliers du continent africain, s'étaient montrés mécontents de leurs quotas lors de la dernière réunion ministérielle de l'alliance, d'ailleurs reportée de plusieurs jours en raison de désaccords.

Fondée en 1960, l'Opep, qui réunit 13 membres sous la houlette de Ryad, a noué en 2016 une alliance avec dix autres pays, dont Moscou, sous la forme d'un accord appelé Opep+, dans l'optique de limiter l'offre et soutenir les cours face aux défis posés par la concurrence américaine. fr.sputniknews.africa 21.12.2023

LE SOCIALISME

Le 24 décembre 2023

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Bien que la France de Macron soit en guerre contre les peuples palestinien et yéménite, contre tous les peuples finalement, cela n'engage pas les travailleurs de ce pays qui ne sont en guerre contre personne hormis le capitalisme.

J'ai particulièrement à cœur de souhaiter malgré tout à tous les lecteurs de passer une bonne soirée en famille ou entre amis, je sais que tous auront une tendre pensée pour l'ensemble des Palestiniens victimes d'une injustice intolérable, pas en leur nom, pas en notre nom !

J'appelle les lecteurs à regarder et écouter attentivement cette vidéo.

Le Parti des travailleurs (ex-POID). La "*gauche*" et l'"*extrême gauche*" face à la question palestinienne - Vendredi Marxiste de la TCI

https://www.youtube.com/watch?v=yJa1HbuKbos

L'analyse et la position du PT me semblent correctes, je ne vais pas dire le contraire puisque j'ai produit les mêmes de mon côté, à savoir que l'autodétermination du peuple palestinien est inconcevable sans le démantèlement préalable d'Israël ou le retrait de la résolution 181 des Nation Unis consacrant la partition de la Palestine en 1947.

L'Etat juif doit céder la place à une République démocratique et laïque consacrant l'égalité de droit de tous les citoyens vivant sur le territoire de la Palestine quelle que soit leur origine ethnique, leur religion, leur philosophie, etc.

On peut rappeler que Marx et Lénine défendirent ce principe autrefois, les Palestiniens (ou n'importe quel peuple) ne pourront être libre et décider de leur sort, s'élever au rang de nation, que lorsqu'ils auront brisé le joug de l'occupation ou de la colonisation anglo-saxonne-sioniste qu'incarne Israël.

Pour autant cette démonstration présente une faiblesse dont pourraient profiter les partisans d'Israël pour contester la revendication des Palestiniens.

Je pense qu'il aurait été bon de rappeler que le droit à l'autodétermination des peuples ou la formation des peuples en nation souveraine et indépendante n'est pas le produit d'un processus quelconque, du hasard ou de je ne sais quelle volonté, cela s'inscrit dans le cadre d'un processus historique qui a débuté il y a des milliers d'années ou bien davantage, il intervient à un moment précis de ce processus, après que des peuples se furent sédentarisés et se constituèrent en classes sociales, ce qui signifiait que le mode de production et de répartition

des richesses avait déjà été privatisé, donc que la division du travail tendait à s'étendre à davantage de secteurs économiques, au point qu'il devenait impératif de légiférer ou de codifier l'ensemble de ces rapports sociaux en leur donner une expression politique de manière à ce que l'ensemble de la société soit organisée et évolue dans la même direction se fixe les mêmes objectifs collectifs pour assurer autant sa survie que son développement futur, ce qui allait favoriser le développement des forces productives, des sciences et des technologies.

Pour comprendre ce processus historique, saisir ses origines, son fonctionnement ou les conditions dans lesquelles il se déroule, ses objectifs, en admettant qu'ils soient déterminés, il nous faut partir des faits et de leur enchaînement chronologiquement, ensuite seulement on peut se livrer à une analyse dialectique, théorique, faisant ressortir la logique qui sous-tends l'ensemble de ce processus matérialiste, de manière à pouvoir agir dessus ou intervenir sur la durée ou le rythme de chacune de ses étapes ou cycles, plutôt qu'influencer son orientation, comme on a eu un peu trop tendance à le croire dans le passé.

Je veux dire par là, qu'il ne suffit pas d'être animé des meilleures intentions ou de disposer du meilleur programme ou parti du monde pour transformer la société, faut-il encore que les conditions objectives soient réunies. On a dit beaucoup de bêtises à ce sujet, parce qu'on était impatient ou aveuglé par nos généreuses intentions. Je crois aussi qu'on a eu tendance à opposer ou à confondre conditions objectives et conditions subjectives, à trop privilégier ou sous-estimer les unes ou les autres, parce qu'on a négligé la part croissante qu'occupaient les sciences et les technologies dans la société, qui contribuèrent à modifier sensiblement les rapports qui existaient entre ces conditions, tandis que la réaction sut les exploiter pour accroître le niveau de conditionnement et d'oppression qu'elle exerçait sur le peuple.

Nous avons été littéralement submergés par ce phénomène qui nous a totalement échappé. D'autant plus qu'il intervenait au moment même où l'URSS disparaissait, et où le socialisme semblait renvoyer aux calendes grecques. Ces deux facteurs combinés à une offensive générale sur tous les plans orchestrée par la réaction mondiale, allait conduire à la quasi dislocation et dégénérescence du mouvement ouvrier international déjà fragilisé ou très mal en point, favorisant l'éclosion d'une multitude d'associations et ONG, ainsi que les réseaux et médias dits sociaux destinés à le remplacer ou à l'achever.

Tous allaient tourner le dos à la fois au mouvement ouvrier ou à la lutte de classes et au processus historique dont elle était le produit, parce qu'il existait une complémentarité entre les deux. Sur le coup cela a pu sembler paradoxal ou contradictoire, mais cela ne l'était pas du tout, ce que peu d'entre nous ont compris. Leurs attaques contre le capitalisme étaient justifiés, non pas parce qu'ils se destinaient de l'abolir, bien au contraire, mais parce que c'était l'un des fondements du socialisme, ce qui explique leurs intentions de nous renvoyer au Moyen-Age dans bien des domaines ou pourquoi ils s'attaquent à tous les aspects de nos modes de vie, à notre histoire, à notre culture, à nos us et coutumes, à nos valeurs, à nos habitudes, à notre langue, à notre comportement en général, à tous nos acquis sociaux, à toutes nos libertés nous promettant une régression sociale généralisée sur commande du Forum économique mondial.

Il leur faut à tout prix procéder à la déconstruction, à la négation, à la disparition du processus historique, de sorte qu'on soit privé de tout point de repères, toute connaissance, tout enseignement de la lutte de classes, pour que les peuples ne puissent plus résister à leur guerre

politique, idéologique et psychologique, afin de sauver le capitalisme et nous imposer un modèle de société totalitaire. Voilà leur objectif, leur philosophie nihiliste consiste à nier l'existence de toute autre issue politique, privant ainsi tous les peuples de toute alternative au capitalisme pourrissant, le socialisme.

Je suggère au PT d'introduire cette dimension historique dans leur exposé destiné aux militants.

Les ravages de la cancel culture initiée depuis Davos.

D'obscures et misérables personnages élevés au rang de despotes osent juger des artistes, des scientifiques, des philosophes, des acteurs politiques ayant prononcé des paroles ou commis des actes à partir de principes qui n'existaient pas au moment des faits, ou lorsqu'ils sont encore vivants et vieux témoignent qu'ils appartenaient bien à une autre époque.

En se livrant à cet exercice infâme que font-ils, sinon recourir à un tour de passe-passe qui consiste à appliquer sous une forme déguisée une forme de droit rétroactif pour les juger et les condamner, les salir, ruiner leur réputation, ce qui relève d'un abus de pouvoir caractérisé digne de l'Inquisition ou des pires dictatures.

Ce sont les mêmes adultes qui jugent et condamnent le comportement d'enfants à partir de valeurs qu'ils n'ont pas eu le temps ou les moyens d'acquérir.

Ce sont les mêmes qui se permettent de juger barbares ou contraires à la morale les us et coutumes, les cultures de peuples qui n'ont pas atteint leur degré de développement économique.

Ce sont les mêmes qui osent juger l'alcoolique, le drogué, le délinquant, l'adolescent qui n'a pas envie d'aller à l'école sachant le destin peu enviable qui l'attend, le travailleur jeune ou moins jeune qui n'a pas envie de travailler pour un salaire de misère, l'immigré qui fuit le triste sort auquel il était promis, etc. tous victimes innocentes d'une injustice sociale intolérable, de conditions sociales qui leur ont été imposées par un régime basé sur l'exploitation et l'oppression, qui a ruiné leur existence faite d'innombrables souffrances ou qui leur a offert comme seule perspective l'esclavage à vie, régime immonde qu'ils soutiennent à bout de bras.

Si on suivait jusqu'au bout la logique de ces dangereux prédateurs et agents de la pire réaction, il faudrait brûler ou détruire au moins les trois quart des ouvrages littéraires, des tableaux, des sculptures que l'on trouve dans les bibliothèques ou qui ornent les musées et les places des grandes villes. Il faudrait bannir la quasi-totalité des penseurs et des scientifiques depuis au moins Héraclite. Il faudrait aussi interdire la diffusion de la quasi-totalité des films et documentaires tournés depuis les frères Lumière parce qu'ils faisaient la part belle au colonialisme, au sexisme ou au racisme, contribuaient à diffuser la propagande officielle réactionnaire et toutes sortes de clichés nuisibles à la société, ce qui était inévitable à ce stade.

On aura surtout compris, qu'il faudrait ne laisser aucune trace du passé, supprimer toutes les étapes et tous les repères qui ont jalonné la recherche scientifique ou qui traduisaient

l'évolution des connaissances jusqu'à nos jours, de sorte qu'on ne serait plus en mesure de reconstituer leur histoire, et par conséquent on ne saurait plus quoi en penser, ce qui permettrait à toute sorte de charlatans nommés "*experts*" de diffuser la propagande officielle en guise de science à des fins non avouables ou nuisible à l'ensemble de l'humanité.

Car leurs prétentions sont directement inspirées du Great Reset ou Grande réinitialisation du capitalisme devenue l'idéologie dominante, qui se donnait pour objectif de remodeler l'espèce humaine dans toutes ses manifestations, une opération de nature totalitaire initiée par le Forum économique mondial qui a déclaré la guerre à toutes les formes d'expression ou de représentation qu'avait pris le processus historique, qui au cours de son long développement avait permis aux hommes de s'élever au-dessus de leur condition animale, afin de se doter des conditions économiques et politique qui leur permettraient d'envisager sérieusement la conquête de leur émancipation, la liberté.

Voilà leur cible, leur véritable ennemi. Ces fanatiques œuvrent ainsi désespérément et hystériquement pour préserver le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme parvenue à son stade suprême ou pourrissant avec le capitalisme rendu au stade impérialiste ou colonial, ce qui les incite également à s'opposer farouchement à l'autodétermination du peuple palestinien ou au démantèlement de l'Etat colonial sioniste.

Tout se tient. Ils nous indiquent la voie à suivre pour conquérir notre liberté : Lutter pour l'abolition du capitalisme et ses institutions.

Voilà ce qui est à leur image.

États-Unis: la maison mère de Pornhub va payer 1,8 million de dollars pour échapper à des poursuites - RFI 23 décembre 2023

Pornhub, un des dix sites les plus utilisés dans le monde, qui héberge des vidéos à caractère érotique et pornographique, vient de passer un accord avec la justice américaine. La maison mère canadienne va payer 1,8 million de dollars pour dédommager des victimes et échapper aux poursuites pour trafic sexuel. RFI 23 décembre 2023

Et que le massacre continue !

Gaza : les Etats-Unis bloquent encore une résolution de cessez-le-feu au Conseil de sécurité - AFP/RT 22 déc. 2023

La résolution adoptée par 13 voix pour, aucune contre et deux abstentions (Etats-Unis et Russie) «*exige de toutes les parties qu'elles autorisent et facilitent l'acheminement immédiat, sûr et sans entrave d'une aide humanitaire à grande échelle*» à Gaza et demande de «*prendre de toute urgence» des mesures à cet égard pour «créer les conditions d'une cessation durable des hostilités*».

Le texte exige également l'utilisation de «*l'ensemble des voies d'accès et de circulation disponibles dans toute la bande de Gaza*» pour l'acheminement de carburant, de nourriture et de matériel médical sur tout le territoire.

La référence à une «*cessation urgente et durable des hostilités» présente dans le texte de dimanche a disparu, tout comme la demande moins directe de la version suivante d'une «suspension urgente des hostilités*».

Un amendement russe voulant revenir à cet appel à une «suspension urgente des hostilités» a été bloqué par les Etats-Unis, recueillant 10 voix en faveur et 4 abstentions. «*C'est un moment tragique pour le Conseil»*, a dénoncé l'ambassadeur russe Vassili Nebenzia, dénonçant le «*chantage*» américain

---

Aucune de ces initiatives ne défend le droit du peuple palestinien à l'autodétermination qui implique le démantèlement d'Israël.

La Confédération internationale des syndicats appelle à un cessez-le-feu rapide à Gaza et à la reconnaissance de l'État palestinien middleeastmonitor.com 22 décembre 2023

Les participants à la session du Conseil central de la Confédération syndicale internationale (CSI) ont appelé à un cessez-le-feu urgent et durable à Gaza, soulignant son importance cruciale pour la communauté mondiale.

Le conseil a également souligné l'importance d'adhérer au droit international dans les territoires palestiniens occupés.

Les participants à la session tenue en Belgique ont exhorté les Nations Unies à reconnaître l'État de Palestine comme membre à part entière de l'ONU et ont appelé l'Organisation internationale du travail (OIT) à accorder à la Palestine un statut égal en tant que membre à part entière jusqu'à ce que la reconnaissance officielle de l'ONU soit accordée.

De plus, ils ont insisté sur le retrait des forces d'occupation israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'article 2 de la Charte des Nations Unies et à la résolution 338 de 1973.

Dans leur quête d'une paix juste au Moyen-Orient, les participants ont soutenu la solution à deux États, plaidant pour que les Palestiniens établissent leur État indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale. En outre, ils ont appelé au retrait de toutes les colonies israéliennes des territoires palestiniens occupés en 1967. middleeastmonitor.com 22 décembre 2023

Tribune : « *Monsieur Macron, agissez maintenant pour un cessez-le-feu immédiat durable à Gaza.* » - 19/12/2023

La coalition française inter-ONG mobilisée dans le cadre du conflit à Gaza a rédigé et co-signé une tribune appelant le Président français à agir pour un cessez-le-feu immédiat et durable.

La tribune est parue dans le journal français Libération le 18 décembre 2023, journée mondiale d'action appelant à un cessez-le-feu à Gaza et rassemblant 800 organisations à travers le monde.

https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/israel-palestine/tribune-monsieur-macron-agissez-maintenant-pour-un-cessez-le-feu

---

"*Monsieur le Président…*", le monde de la culture appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza - 21 décembre 2023

Depuis les attaques du 7 octobre et les représailles d'Israël sur Gaza, le monde de la culture avait déjà appelé à manifester pour la paix le 19 novembre.

Tribune – Rebecca Zlotowski, Leïla Bekhti, Laetitia Casta, Édouard Louis, Éric Cantona, Cédric Klapisch… Dans une lettre à Emmanuel Macron, artistes et personnalités de la culture s'unissent pour exiger que tout soit mis en œuvre pour que cesse le massacre.

https://www.telerama.fr/debats-reportages/monsieur-le-president-le-monde-de-la-culture-appelle-a-un-cessez-le-feu-immediat-a-gaza-7018583.php

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes dans la bande de Gaza : 20.057 martyrs et 53.320 blessés.

- Le Programme alimentaire mondial de l'ONU : Plus de 570 000 Gazaouis sont confrontés à une famine catastrophique.

- New York Times : « *Israël* » a utilisé plusieurs fois l'une de ses bombes les plus destructrices sur des zones en disant qu'elles sont sécurisées pour les civils.

Les colons israéliens vandalisent les fermes palestiniennes, les oliviers de Naplouse

Des dizaines de colons israéliens ont attaqué vendredi des fermes palestiniennes et des oliviers dans le village de Qusra, au sud de Naplouse, en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse Wafa.

Le militant local Fuad Hassan a déclaré que les colons avaient labouré plus de 30 dounams (équivalents à 7,4 acres) dans la zone d'Al-Furn du village.

Les colons, protégés par les forces israéliennes, ont également arraché et saisi des dizaines d'oliviers, a-t-il ajouté. middleeastmonitor.com 22.12.2023

Les forces israéliennes détruisent le réseau d'eau du village palestinien à Bethléem

Les forces d'occupation israéliennes ont fermé et détruit le réseau d'eau dans le village palestinien d'Al-Minya, basé au sud-est de Bethléem, en Cisjordanie occupée.

Les destructions font partie des efforts de l'État d'apartheid pour contrôler toutes les sources d'eau dans les territoires palestiniens occupés.

Le chef du conseil de village d'Al-Minya, M. Kawazbeh, a déclaré que les forces d'occupation avaient placé des barrières pour sceller les trois entrées principales du village. À la suite de ce blocus, les forces israéliennes ont commencé à détruire l'infrastructure d'adduction d'eau desservant le village.

Selon le Wafa news agenc y, la fermeture des trois entrées impose un siège strict au village, empêchant les résidents d'entrer ou de repartir.

Il a ajouté que cet incident marquait le troisième ciblage et la destruction délibérés du réseau d'eau du village par les autorités d'occupation israéliennes depuis le 7 octobre. middleeastmonitor.com 22.12.2023

Massacrer sans témoin

Younis Tirawi, 22 décembre 2023. En Cisjordanie occupée comme à Gaza, exercer son métier de journaliste équivaut à une condamnation à mort ou à une séquestration dans les prisons de l'occupant sans inculpation ni procès. Ils sont 33 à être retenus en otage par Israël depuis le 10 octobre 2023. Nous ne les oublions pas.

https://ismfrance.org/index.php/2023/12/22/massacrer-sans-temoin/

- Un « *salon de L'alyah* » vient se tenir à Lyon, et 6 manifestants pacifiques ont été arrêtés et mis en garde à vue après avoir été agressés par les organisateurs de cette provocation. Le collectif 69 Palestine accuse.

A l'heure où se déroule sous les yeux du monde entier le génocide du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie, quelle indécence de proposer de renforcer l'État génocidaire en venant émigrer en Israël. Un véritable affront fait aux organisations humanitaires et à l'O.N.U qui exigent la fin du massacre.

Face à cela des personnes de conscience ont tenu à se rassembler pacifiquement avec pancartes dénonçant les crimes israéliens. (voir Le Progrès de Lyon du 21 décembre 2023)

Selon les témoignages qui nous sont parvenus, le service de sécurité du « *salon de l'alyah* » a agressé les protestataires, et pourtant ce sont les 6 protestataires qui ont été mis en garde à vue par la police.

Nous exigeons la libération des 6 personnes et, s'il y en a, l'abandon des poursuites. europalestine.com

---

Des juifs français appellent à un "*cessez-le-feu à Gaza*" devant le ministère des Affaires étrangères à Paris - aa.com.tr 22.12.2023

Des juifs français ont organisé une manifestation devant le ministère des affaires étrangères à Paris pour demander un cessez-le-feu à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent.

Selon un message publié jeudi soir par la communauté juive anticoloniale Tsedek (Justice) sur le réseau social X, les communautés juives antiracistes ont manifesté devant le ministère des affaires étrangères.

Ils ont exigé un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent.

Les manifestants portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "*Juifs contre l'apartheid et le colonialisme en Palestine*", "Juifs contre le massacre à Gaza", "*Juifs contre le fascisme en Israël et en France*" et "*Juifs contre la guerre*". aa.com.tr 22.12.2023

- Des milliers de personnes ont défilé jeudi vers le siège de l'AIPAC (équivalent du CRIF en France) à New York, dirigées par des travailleurs syndiqués, exigeant un cessez-le-feu à Gaza. europalestine.com

---

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille sous le régime sioniste néonazi de Macron

France : la demande de levée de l'immunité parlementaire de Meyer Habib rejetée - AFP/RT 23 déc. 2023

Dans une réponse rendue publique samedi 23 décembre par des députés du mouvement de gauche radicale La France insoumise (LFI), la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet ont écrit que « *les propos tenus par un parlementaire dans l'hémicycle de l'Assemblée sont couverts, conformément à l'article 26 de la Constitution, par le principe d'irresponsabilité, lequel présente un caractère absolu et qu'aucune procédure ne permet de* "lever" ».

«*Alors que la ministre (des Affaires étrangères française Catherine Colonna) était invitée à réagir à la mort d'un agent du Quai d'Orsay, à la suite des bombardements israéliens sur un bâtiment d'habitation abritant des civils, le député Meyer Habib a prononcé distinctement, et par deux fois, les mots :* "Et ce n'est pas fini !"», des propos pouvant «*s'apparenter à l'apologie de crimes de guerre*», avaient estimé ces députés. AFP/RT 23 déc. 2023

Retrait !

Loi immigration : à Paris et Bordeaux, les manifestants demandent le retrait du texte - AFP/LePoint.fr 23 décembre 2023

Ce vendredi 22 décembre, une mobilisation réunissant environ un millier de personnes s'est tenue à Paris. Les manifestants haussaient le ton contre le ministre de l'Intérieur : « *Darmanin ne fera pas sa loi* », scandaient-ils, a constaté un journaliste de l'AFP.

À l'appel de collectifs de sans-papiers et de la Marche des Solidarités, la manifestation a relié la place de la République à la place du Châtelet au son des slogans : « *Au cas par cas, on n'en veut pas, régularisation de tous les sans-papiers* » ou « *Personne n'est illégal* ».

À Bordeaux, même ambiance. Plusieurs centaines de personnes ont défilé, sans incidents, dans le centre-ville vendredi soir pour protester contre la loi immigration, a constaté l'AFP. AFP/LePoint.fr 23 décembre 2023

Ce samedi, des manifestations en soutien au peuple palestinien sont organisées dans plusieurs villes françaises, dont Rennes et Strasbourg.

Mobilisation en soutien à Casino.

Ce vendredi, des débrayages ont eu lieu dans la plupart des treize entrepôts Easydis (groupe Casino) de l'Hexagone, des salariés s'inquiétant de la mise en vente de 313 supermarchés et hypermarchés du groupe stéphanois de distribution endetté. Samedi 23 décembre, la mobilisation devrait se poursuivre, notamment à Saint-Etienne, ville où se trouve le siège de l'entreprise, après un nouvel appel de l'intersyndical. La baisse d'activité du groupe, actuellement en négociations avec ses concurrents Intermarché et Auchan pour leur vendre la quasi-totalité de ses supers et hypermarchés, a conduit à la fermeture le mois dernier d'un petit entrepôt de Saint-Etienne, tandis que Cdiscount a renoncé en début d'année à occuper un site logistique de 62 000 mètres carrés à Sury-le-Comtal, dans la Loire. lepoint.fr 22/12/2023

Ubérisation européenne.

Union européenne: rejet d'une législation pour renforcer les droits des travailleurs des plateformes - RFI 23 décembre 2023

Il y a dix jours, le Parlement et les États-membres s'étaient mis d'accord pour renforcer les droits des travailleurs des plateformes numériques comme Uber ou Deliveroo. Mais plusieurs États-membres ont finalement refusé de donner leur aval à cette législation qui prévoyait notamment de requalifier comme salariés des travailleurs aujourd'hui considérés comme indépendants.

Finalement, il n'y aura même pas eu de vote vendredi lors du Comité des Représentants permanents (Coreper) qui réunit les ambassadeurs des 27 États membres. Il était en effet impossible de réunir une majorité qualifiée sur le texte, c'est-à-dire la validation de 55% des États membres représentant au moins 65% de la population de l'Union européenne. En effet, la France et une dizaine de pays ont fortement critiqué le texte, alors que l'Allemagne, elle, souhaitait de toute façon s'abstenir.

Ce blocage a eu lieu sur une directive qui devait installer une règle commune dans toute l'Union pour les chauffeurs et les livreurs des plateformes, en instaurant une présomption de salariat. Par exemple, si une plateforme impose un certain nombre de critères à ses travailleurs, comme un uniforme, des horaires ou encore interdit de travailler pour d'autres entreprises, alors les travailleurs indépendants auraient pu, s'ils le souhaitaient, obtenir un contrat de travail et une requalification en tant que travailleur salarié. 5,5 millions de personnes seraient concernées d'après la Commission Européenne. RFI 23 décembre 2023

LE SOCIALISME

Le 26 décembre 2023

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Quand les «*Prosperity Guardian*» (gardiens de la prospérité) veillent sur vous, vous avez le droit de vous inquiéter sérieusement.

On lit ou on entend dire que la population un peu partout dans le monde se désintéresserait de la politique ou ne participerait plus aux élections. En Tunisie, le taux de participation à des élections locales nationales a atteint péniblement 11,66% dimanche dernier, si on retire les bulletins blancs et nuls la barre des 10% serait tout juste franchie.

Les élus crieront à la victoire de la démocratie, sans rire, tandis que bien des commentateurs s'inquièteront d'une telle défection ou un tel manque d'intérêt de la part de la population, chacun y allant de son explication, sans jamais remonter à l'origine de ce phénomène pourtant simple à comprendre.

La crise mondiale du capitalisme a atteint un tel niveau, que les peuples perçoivent de manière encore confuse que tout se dégrade, que tout fout le camp, que leurs conditions ne font que se détériorer sans qu'aucune perspective d'amélioration ou de progrès social ne pointe à l'horizon. Mais surtout, sans s'illusionner sur leur niveau de conscience politique, ils sont en train de prendre conscience que tous les partis institutionnels dits de droite ou de gauche, en fait de l'extrême droite à l'extrême gauche, tiennent finalement le même discours ou ne leur proposent aucune alternative politique qui permettrait de satisfaire leurs besoins sociaux ou répondrait à leurs aspirations démocratiques.

Ils s'abstiennent ou ils rejettent donc tous les partis, et lorsqu'ils votent encore, c'est uniquement par dépit ou en désespoir de cause pour des partis qui leur font un tas de promesses généreuses et qui n'ont jamais gouverné, sans leur accorder leur confiance pour autant.

L'origine de ce rejet provient du fait que tous ces partis incarnent le capitalisme dans lequel il n'y a plus rien à attendre, pour ceux qui se figuraient encore le contraire il y a peu ou il y a quelques décennies. Ils ont fini par admettre inconsciemment, que le maintien en place du capitalisme et ses institutions était incompatible avec la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, qu'ils devaient rompre avec eux et prendre le pouvoir pour transformer radicalement ou révolutionnairement les rapports sociaux et la société, sans quoi leur situation ne ferait qu'empirer au fil du temps et celle des générations à venir serait dramatiquement compromise pour être déjà gravement hypothéquée.

Au lieu de s'inquiéter de ce rejet du capitalisme et ses institutions condamnés à disparaître, on devrait s'en féliciter et expliquer aux travailleurs et jeunes quelle en est la signification politique pour qu'ils en prennent conscience et prennent en mains leur destin.

Un de mes commentaires publié dans un blog.

On aura compris qu'on est en présence d'un article conforme à la propagande anglo-saxonne-sioniste renvoyant les lecteurs dans les bras de Biden, quelle horreur !

Ce sont les auteurs de ce genre d'articles qui n'ont aucune "*décence*". Articles plutôt nuisibles au regard de leur orientation politique. Car :

- Où y figure le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ? Nulle part.

- Où y figure par conséquent la nécessité du démantèlement d'Israël ? Nulle part.

- Où y figure la nécessité de retirer la résolution 181 des Nations Unies ayant proclamé la partition de la Palestine en 1947 ? Nulle part.

- Où y figure la solution conforme aux intérêts des juifs, musulmans, chrétiens, athées, etc. vivant en Palestine, qui consisterait à instaurer une République démocratique et laïque sur l'ensemble du territoire de la Palestine garantissant l'égalité des droits de chaque citoyen quelles que soient leurs origines, leurs religions, etc. ? Nulle part.

Tout le reste est du baratin destiné à asphyxier les cerveaux ou à donner bonne conscience à ceux qui ne souhaitent pas s'engager dans le combat politique, dont est exclu l'indignation à 2 balles ou le tapotage sur un clavier d'ordinateur.

La question qui est posée à tous les travailleurs du monde entier par le combat politique et la détermination sans faille du peuple palestinien depuis 75 ans, est celle de la nécessité de prendre en mains notre destin, de nous organiser, au lieu de se contenter de bavardages ou gesticulations qui consacrent et flattent notre impuissance ou notre passivité.

Alarmisme. Comment créer un climat permanent de psychose collective. Quand ils se soucient de votre santé, c'est forcément pour y nuire.

J-C - Alarmisme, catastrophisme en tout genre.

On a là une extension de leur principe de guerre préventive appliqué à l'ensemble des activités humaines désormais considérées comme une menace potentielle pour la société, quand bien même elle n'existerait pas ou elle serait infime, ils décrèteront le contraire ou la fabriqueront à l'aide du principe de précaution en faisant croire qu'ils seraient motivés par le bien-être de la population, dont chacun sait qu'ils n'en ont strictement rien à foutre depuis l'épisode du covid-19.

Netanyahu bombarde les Palestiniens le 25 décembre, le ministère français de la Santé fait de même à sa façon le 25 décembre pour vous pourrir la vie jusqu'au bout. C'est la même idéologie à l'œuvre.

Saumon fumé, fromages, charcuterie... Quatre questions sur les rappels de produits alimentaires potentiellement dangereux pour la santé - francetvinfo.fr 25 décembre 2023

Attention à ce que vous sortez du frigo pour les repas de fêtes. Un lot de saumon fumé tranché de Norvège, distribué par des grossistes, fait l'objet d'un rappel en raison de la possible présence de la bactérie listeria, qui peut être particulièrement dangereuse chez les femmes enceintes, rapporte le site gouvernemental Rappel Conso.

L'alerte alimentaire, c'est quoi ?

Les alertes alimentaires sont-elles de plus en plus fréquentes ?

D'après le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, il n'y a pas plus d'alertes alimentaires ces dernières années. francetvinfo.fr 25 décembre 2023

J-C – Il n'y a pas plus de cyclones non plus…

Depardieu ni Dieu ni maître ! Les ravages de la cancel culture initiée depuis Davos. Suite.

J-C – Le commentaire que j'ai envoyé à un blog :

- Aux autodafés de livres, de la littérature, de la poésie, de pièces de théâtre, de contes pour enfants, il faudrait ajouter les tableaux, peintures, dessins, les bandes dessinées, la musique populaire en disques ou cassettes audio ou vidéo, les documentaires, les reportages, les cartes postales, les posters, les affiches publicitaires, les journaux, les magazines, les revues, les statues et surtout tous les films produits depuis les frères Lumière où figurent des clichés de nature raciste, xénophobes, sexiste, homophobe, ou de la propagande flattant la violence, les armes, la consommation d'alcool, du tabac, de la drogue, ou figurent des images ou des scènes avec des femmes à moitié dénudées, adoptant des postures provocantes, des positions suggestives, etc. il faut tout déchirer, brûler, détruire, saccager, réduire en miettes, en cendres, vous entendez, absolument tout trace de comportement incompatible avec la pensée pure doit disparaître, la morale pure, ajoutez la race pure pour que le tableau soit complet. Fin.

De quel droit vous permettez-vous de juger les autres, vous vous prenez pour qui ?

On ne devrait juger que les conditions sociales auxquelles sont soumis les hommes et les femmes, car ce sont elles qui sont à l'origine de toutes les idées ou paroles, de tous les comportements qui sont répandus dans la société à une époque ou une autre.

Bref, c'est le système économique et politique en vigueur qui déterminent leurs pensées et leurs actes, c'est donc eux qu'il faut juger, ce que ne feront pas ceux qui passent leur

temps à juger les uns et les autres parce qu'ils soutiennent le système économique et politique en place, généralement parce qu'ils ou elles leur doivent leur statut privilégié.

Ces femmes hystériques, fanatisées, extrémistes, despotiques sont les chantres de l'homme neuf, nouveau, pur, revendiqué par les nazis et les sionistes. Elles me débectent au dernier degré. Elles pratiquent l'ostracisme, l'excommunication, le lynchage, le jugement sommaire ou expéditif et arbitraire, la condamnation ferme et définitive sans jugement ni défense, elles n'ont rien à envier au suprémacistes, aux pires dictateurs.

Le puritanisme et la tyrannie ont toujours fait bon ménage, elles l'illustrent très bien.

Qu'est-ce qu'une société puritaine ?

Une société qui affecte une grande rigidité morale ou doctrinale. La tolérance zéro est sa règle, cela doit vous rappeler quelque chose.

Gérard Depardieu : une soixantaine d'artistes dénoncent un "*torrent de haine sans nuance*" - tf1info.fr 25 décembre 2023

«*N'effacez pas Gérard Depardieu*» : l'appel de 50 personnalités du monde de la culture

Bertrand Blier, Charlotte Rampling, Jacques Dutronc... De nombreuses personnalités du monde de la culture dénoncent un "*lynchage*" de Gérard Depardieu, dans une tribune publiée ce lundi soir sur le site du *Figaro*. Visé par deux plaintes pour viol et agression sexuelle, qu'il conteste, l'acteur est au cœur d'une vive polémique depuis la diffusion d'un "*Complément d'enquête*" sur France 2 le 7 décembre.

Nous sommes artistes, écrivains et producteurs de cinéma. C'est à ce titre que nous nous exprimons ici. Nous ne souhaitons pas entrer dans la polémique, et laissons la Justice faire son travail. Gérard Depardieu est probablement le plus grand des acteurs. Le dernier monstre sacré du cinéma. Nous ne pouvons plus rester muets face au lynchage qui s'abat sur lui, face au torrent de haine qui se déverse sur sa personne, sans nuance, dans l'amalgame le plus complet et au mépris d'une présomption d'innocence dont il aurait bénéficié, comme tout un chacun, s'il n'était pas le géant du cinéma qu'il est.

"*Gérard Depardieu est probablement le plus grand des acteurs. Le dernier monstre sacré du cinéma. Nous ne pouvons plus rester muets face au lynchage qui s'abat sur lui, face au torrent de haine qui se déverse sur sa personne, sans nuance, dans l'amalgame le plus complet et au mépris d'une présomption d'innocence dont il aurait bénéficié, comme tout un chacun, s'il n'était pas le géant du cinéma qu'il est*", écrivent-ils.

" *C'est l'art que l'on attaque* "

"*Lorsqu'on s'en prend ainsi à Gérard Depardieu, c'est l'art que l'on attaque. Par son génie d'acteur, Gérard Depardieu participe au rayonnement artistique de notre pays. (...) Quoi qu'il arrive, personne ne pourra jamais effacer la trace indélébile de son œuvre dont notre époque est à tout jamais marquée. Le reste, tout le reste, concerne la justice; que la justice. Exclusivement*", ajoutent-ils dans cet appel également signé par Nathalie Baye, Carole Bouquet, Jacques Weber, Pierre Richard, Gérard Darmon, Roberto Alagna, Carla Bruni,

Arielle Dombasle, Emmanuelle Seigner, Clémentine Célarié, entre autres artistes. tf1info.fr 25 décembre 2023

Commentaires.

1- J'ai l'impression qu'ils sont devenus tous frigides à gauche.

2- C'est le temps où jamais de rappeler Victor Hugo :

« La foule tient pour vrai ce qu'invente la haine
Sur tout grand homme un ver, le mensonge, se traîne
Tout front ceint de rayons est d'épines mordu (…)
Tout astre a pour manteau les ténèbres infâmes (…)
Devant le genre humain, orageux tribunal
Pas un homme qu'on n'ait puni de son génie
Pas un qu'on n'ait cloué sur une calomnie ».

À bon entendeur !

3- Je suis tout à fait impressionnée par la rigueur morale, la pureté éblouissante, l'absolue perfection des purs esprits qui viennent ici juger condamner exécuter, du haut de leur infaillibilité.

4- Gérard Depardieu a des aspérités, des faiblesses, des imperfections. Les gens parfaits ne peuvent pas comprendre.

5- Non beaucoup de Français sont lucides et censés et n'apprécient pas en l'occurrence France 2 qui a littéralement voulu enfoncé Depardieu, ça fait longtemps que j'ai compris combien les médias étaient manipulateurs

6- La cancel culture au service de la médiocrité. L'époque se complet dans l'absence de talent et d'originalité et par jalousie condamne ceux qui ont réussi

7- Stop ! A cette société qui est devenu inquisitoire à la moindre plainte et bien sûr en tête les médias qui ont déclenché l'avalanche avec l'émission complément d'enquête ! Stop ! A toutes ces femmes pleines de haines envers les hommes !

Quelques citations et aphorismes.

- De quoi est faite l'idéologie dominante aujourd'hui? Antiracisme, communautarisme, rejet des nations et des frontières, ultra-féminisme ou théorie du genre, indigénisme, nivellement et puritanisme. En suivant la même pente, les deux tiers de la littérature occidentale deviennent suspects. Il faudra brûler par exemple la chanson de Roland (racisme anti-Maure), Shakespeare (racisme) « *Dites encore une fois dans Alep, un méchant Turc frappant un Vénitien et insultant la République, je pris à la gorge ce chien (Othello)* » … Montaigne, Chateaubriand, Kipling (colonialisme), Molière (sexisme – les femmes savantes, quelle horreur!), Voltaire, Balzac, Flaubert, Maupassant (sexisme), Nietzsche (sexisme, racisme anti-germanique), Barrès, Péguy (nationalisme).

Nous sommes là au corps de la logique totalitaire: détruire le passé, la culture, l'intelligence, pour engendrer un *« homme neuf »*, apuré de toute culture, dès lors indéfiniment manipulable et servile. Changer le titre d'une œuvre historique célèbre, brûler les livres ou saccager les statues sont des gestes de la même nature. Je ne dis pas que c'est la même chose, mais que la logique qui la sous-tend est exactement la même.

- « Nous sommes entrés dans un monde où tout ce qui était solide et durable est devenu transitoire et insignifiant. (…) Les types humains qui prédominent sont ceux du narcissique immature, de l'arriviste forcené, de l'imposteur satisfait. Mélange d'intolérance sectaire et d'hédonisme de bas niveau sur fond d'idées fausses et d'hygiénisme puritain. La constante progression de l'inculture me désole également. L'inculture n'est certes pas nouvelle. Sans doute était-elle-même plus répandue dans le passé qu'elle ne l'est aujourd'hui, mais au moins ce n'étaient pas les incultes qui donnaient le ton. »

- « Le fait que beaucoup d'auteurs de dystopies soient anglo-saxons et notamment américains est aussi très révélateur : car c'est bien du monde occidental façonné et dominé par les États-Unis que vient une nouvelle tyrannie, sous l'étendard de la liberté. Une nouvelle tyrannie puritaine, consumériste, libérale, libertaire, écolo, woke et cosmopolite, mais aussi belliqueuse. Et qui peut devenir violente à son tour. Ce n'est donc pas fortuit si George Orwell assimile son Océania totalitaire aux pays anglo-saxons, dans son roman *Mille neuf cent quatre-vingt-quatre*. »

- Le puritanisme est la crainte épouvantable que quelqu'un puisse être heureux quelque part.

- En matière de mœurs, la France reste heureusement attachée à la liberté et peu encline au puritanisme. Il serait vraiment triste de pourchasser la séduction au prétexte de lutter contre le harcèlement. Sylviane Agacinski — Extrait de l'interview du Figaro du 10 janvier 2017

- D'autres fois, il clamait à pleine voix : – J'aime l'Angleterre, mais le puritanisme, voyez-vous, je l'abhorre, il me donne la nausée, il me soulève le cœur. — (H. G. Wells, *La Guerre dans les airs*, 1908

Gérard Depardieu: les associations féministes indignées après la tribune défendant l'acteur - BFMTV 26 décembre 2023

"*Pour tous les signataires de la tribune, ce qui est très dur à entendre, et je le comprends, cette personne qu'on aime, cette personne a fait ça. Les gens qui font ça ce sont nos amis, nos pères, nos maris, nos voisins, nos collègues, des gens qu'on connaît*", martèle Emmanuelle Dancourt, présidente de #MeTooMedias.

Toujours à notre antenne, Violaine De Filippis, avocate spécialiste du droit des femmes, insiste également sur ce dernier point.

"*C'est pas étonnant, la première réaction qui vient lorsqu'on apprend qu'un homme de son entourage est violeur, c'est:* 'non c'est pas possible, pas comme ça, il est un peu trivial', *presque un réflexe humain qui peut rassurer*", dit-elle.

Sur les réseaux sociaux, les signataires de la tribune ont également été pris pour cible par plusieurs associations dont Osez le féminisme! qui pointe l'acteur qui "t*raite les femmes de "*grosses salopes*" et tient des propos pédocriminels face caméra en toute décontraction*." BFMTV 26 décembre 2023

J-C – Il peut les attaquer pour diffamation. Quant à ces pouffiasses de féministes, les traiter de *"grosses salopes"* serait leur faire bien trop d'honneur tellement elles inspirent le mépris !

En famille. Pour qui roulent-ils ? Quand ils ne savent plus à qui s'en remettre pour sauver le vieux monde capitaliste voué à disparaître.

Message Urbi et Orbi Noël 2023 par Pape François - Réseau Voltaire 25 décembre 2023

https://www.voltairenet.org/article220216.html

Pape - Je porte dans mon cœur la douleur pour les victimes de l'odieuse attaque du 7 octobre dernier et je renouvelle un appel pressant pour la libération de ceux qui sont encore retenus en otage.

Pape - Je demande (...) que l'on commence à résoudre la question palestinienne, à travers un dialogue sincère et persévérant entre les Parties, soutenu par une forte volonté politique et par l'appui de la communauté internationale.

J-C - Même la levée du blocus de Gaza n'y figurait pas, aucune revendication, aucun droit palestinien.

La papauté fait partie de "*la communauté internationale*", autrement dit le camp retranché des puissances occidentales vassales des Etats-Unis et de l'Etat sioniste ou des va-t-en-guerre compatible avec le nazisme contre tous les peuples.

Lu. Quand les médias anglo-saxons-sionistes sont la référence en France.

Patrick Drahi, président et fondateur d'Altice, regroupe BFM TV, BFM Business, BFM Régions, RMC Découverte, RMC Story, RMC Sport, RMC Info Talk Sport, I24 News, SFR, 01.net, Libération. Le milliardaire assure que «*Investir dans les médias, on ne le fait pas pour l'influence*». Autre information importante, Alexandre Marque, avocat de Patrick Drahi dira au magazine Challenges.fr :

«*M. Drahi a pris la nationalité israélienne et renoncé à la nationalité française. La perte de la nationalité lui est définitivement acquise. Il ne s'agit pas d'une double nationalité franco-israélienne*».

Lu et à voir

- Le comportement totalement inhumain des soldats sionistes en Palestine occupée est maintenant visible pour le monde entier, la planète est horrifiée par cette sauvagerie gratuite et inutile qui n'a strictement rien à voir avec le Hamas mais bien avec un suprématisme sioniste extrêmement violent et dangereux.

Détruire des quartiers résidentiels entiers puis faire semblant de toquer à la porte et de s'étonner que personne n'ouvre étant donné que les habitants sont certainement morts sous les décombres relève de la pathologie mentale. Même les nazis n'ont pas fait ça, c'est vrai qu'il n'y avait pas TikTok ni Instagram à l'époque.

Cette perversion malsaine montre à quel point l'âme du sionisme est malade, elle montre également comment ont été élevés ces jeunes, dans la haine de l'autre, comme personne ne l'a jamais été avant eux. C'est d'autant plus consternant d'entendre les sionistes parisiens nous expliquer qu'il s'agit de l'armée la plus morale du monde…

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/pathologie_sioniste.mp4

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé lundi que le bilan de "*l'agression*" israélienne sur la Bande de Gaza s'est alourdi à 20 674 morts et 54 536 blessés depuis le 7 octobre dernier.

- Tôt lundi 25 décembre, un bombardement a fait 12 morts près du petit village d'Al-Zawaida (centre), selon le ministère de la Santé du Hamas. Selon un correspondant de l'AFP, d'intenses bombardements ont eu lieu dans la nuit à Rafah et à Khan Younès, dans le sud du territoire palestinien surpeuplé soumis à un blocus israélien depuis plus de 15 ans et à un siège total depuis plus de deux mois.

A Khan Younès, les frappes ont fait au moins 18 morts.

Gaza : une frappe israélienne sur un camp de réfugiés fait au moins 70 morts, selon le Hamas - Le HuffPost 25 décembre 2023

Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé ce dimanche 24 décembre qu'au moins 70 personnes avaient été tuées dans une frappe israélienne sur des maisons dans un camp de réfugiés dans la bande de Gaza.

Le porte-parole du ministère de la Santé Ashraf al-Qudra a affirmé que la frappe avait détruit « *un pâté de maisons habitées* », et que le bilan était « *susceptible de monter* » en raison du grand nombre de familles qui s'y trouvaient au moment du bombardement.

Par ailleurs, dix membres d'une même famille ont été tués dimanche dans une frappe israélienne sur leur maison dans le camp de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, toujours selon le ministère de la Santé du Hamas. 166 personnes été tuées durant les dernières 24 heures. Le HuffPost 25 décembre 2023

Le massacre pourrait encore s'intensifier.

Le Premier ministre israélien a annoncé s'être rendu à Gaza lundi et a promis "*une intensification*" des combats en cours dans le territoire palestinien. "*Je reviens maintenant de Gaza. Nous n'arrêtons pas, nous continuons de nous battre, nous intensifions les combats dans les jours à venir et ça sera une longue guerre qui n'est pas près de finir*", a déclaré Benyamin Nétanyahou devant les élus de son parti, le Likoud, selon un communiqué de ce dernier.

"*Nous sommes confrontés à des monstres*", a-t-il affirmé dimanche dans son message de Noël adressé aux chrétiens du monde entier. "*C'est une bataille de la civilisation contre la barbarie*." AFP/francetvinfo.fr 25 décembre 2023

Le Hamas aurait conditionné la libération des otages israéliens à l'arrêt des hostilités - fr.sputniknews.africa 25.12.2023

Le mouvement palestinien Hamas rejette toute négociation sur la libération des otages israéliens retenus dans la bande de Gaza tant qu'Israël n'aura pas arrêté ses opérations militaires, a déclaré Ali Baraka, responsable des relations extérieures du Hamas basé au Liban, relayé par le journal israélien Yedioth Ahronoth.

Pendant les discussions sur la libération des otages, "*plusieurs propositions ont été faites, mais la position de l'opposition est claire: l'agression israélienne à Gaza doit d'abord être stoppée*", a-t-il indiqué.

Selon M.Baraka, le Hamas a décliné toute proposition de trêve au cours des dernières semaines.

"*La position de toutes les factions de la résistance est unie sur cette question: l'agression doit cesser, les points de contrôle doivent être ouverts, les blessés doivent être évacués*", a-t-il précisé. fr.sputniknews.africa 25.12.2023

Répression contre deux militants britanniques très connus pour leur soutien à la résistance palestinienne - europalestine.com 25 décembre 2023

Deux des militants solidaires les plus éminents de Grande-Bretagne, Mick Napier et Tony Greenstein, ont été arrêtés la semaine dernière pour avoir déclaré soutenir le droit des Palestiniens à résister à Israël.

Mick Napier, fondateur de la campagne écossaise de solidarité avec la Palestine, a été arrêté par la police lors d'une manifestation à Glasgow samedi. Il avait prononcé un discours dans lequel il disait : *« Je suis d'accord avec le droit des Palestiniens à résister par les moyens qu'ils choisissent.* »

L'auteur et militant juif antisioniste Tony Greenstein a été arrêté à son domicile tôt mercredi matin par la police « *antiterroriste* » et a été interrogé au sujet d'un message qu'il avait écrit le mois dernier sur X (anciennement connu sous le nom de Twitter) disant qu'il soutenait le groupe de résistance palestinienne « *le Hamas contre l'armée israélienne* ».

« *Les médias ont catégoriquement refusé de publier le fait qu'un tiers des victimes étaient des soldats israéliens qu'il était tout à fait raisonnable que le Hamas attaque. Le droit international reconnaît le droit d'un peuple opprimé de faire la guerre à son oppresseur* », fait remarquer Tony Greenstein.

Tony Greenstein n'a pas encore été inculpé et a été libéré sous caution le même après-midi. Mais son ordinateur portable et son téléphone ont été saisis et non restitués.

Mick Napier a été accusé de « soutien à une organisation interdite » en vertu de la loi sur le terrorisme. Dans son discours, il avait également remercié le Hamas « *pour avoir quitté le camp de concentration de Gaza le 7 octobre* ». Son téléphone a également été confisqué.

La police a imposé aux deux hommes des conditions de libération sous caution draconiennes.

La police a emmené Mick Napier dans une camionnette en cage lors de la manifestation de samedi et il a indiqué avoir été arrêté pour des accusations « *aggravées par la religion* ».

Ses conditions de libération sous caution incluent l'interdiction totale de participer à toute manifestation en Écosse, ainsi que l'interdiction d'entrer dans le centre de Glasgow, la ville où il a grandi et passe une grande partie de son temps.

Il a plaidé non coupable des cinq chefs d'accusation lors d'une audience mardi et doit comparaître devant le tribunal le 9 janvier.

La Campagne écossaise de solidarité avec la Palestine a déclaré mercredi dans un communiqué qu'elle «*défendrait vigoureusement Mick Napier et les paroles qu'il a prononcées concernant le droit des Palestiniens à résister à la violence génocidaire d'Israël*».

Tony Greenstein a été libéré sous caution à condition qu'il « *ne publie pas sur X (anciennement Twitter) des informations sur le conflit en cours à Gaza ou sur l'organisation interdite du Hamas* ». « *C'est très clairement une attaque contre la liberté d'expression* », a-t-il commenté.

« *La police britannique tente de criminaliser la solidarité palestinienne* », a-t-il souligné, s'en prenant également à l'administration américaine qui arme l'occupant.

« *Si les régimes arabes pourris et corrompus suivaient l'exemple des Houthis au Yémen et coupaient l'approvisionnement en pétrole, le génocide israélien prendrait fin instantanément* », a ajouté Tony Greenstein. europalestine.com 25 décembre 2023

Maroc : nouvelle manifestation de masse en faveur de Gaza - RT 24 décembre 2023

«*Stop à la guerre d'extermination à Gaza, stop à la normalisation*» : le 24 décembre, une manifestation de soutien à Gaza a défilé dans la capitale marocaine. Le royaume, avant le conflit israélo-palestinien, avait entrepris une normalisation avec l'État hébreu.

Importante victoire devant les tribunaux allemands concernant les slogans sur la Palestine et la liberté d'expression - europalestine.com 24 décembre 2023

« *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* » et d'autres slogans en faveur de la liberté et contre le génocide font partie de la liberté d'expression, vient de juger le tribunal administratif de Münster, dans le nord-ouest de l'Allemagne.

Malgré les efforts du gouvernement pour criminaliser les protestations pro-palestiniennes, ce tribunal a statué que les chants et slogans fréquemment utilisés lors des rassemblements et marches pro-palestiniens et anti-génocide n'étaient pas illégaux.

« *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* » et « *Israël, assassin d'enfants* » sont protégés par les lois sur la liberté d'expression.

« *Arrêtez le génocide à Gaza* » a déjà été jugé légal par le tribunal administratif de Cologne.

L'État allemand, qui dispose de lois parmi les plus extrêmes protégeant Israël de toute critique de ses actions, a eu recours à la police anti-émeute et à des mesures draconiennes pour tenter de réprimer les manifestations.

Les attaques de cargos en mer Rouge continuent, la coalition souhaitée par Washington en échec - RT 24 décembre 2023

Selon le commandement central américain au Moyen-Orient (Centcom), un pétrolier gabonais battant pavillon indien, le MV Saibaba «*a signalé qu'il avait été touché par un drone d'attaque à sens unique, sans faire de blessés*». Le même jour, un autre pétrolier, le MV Blaamanen, battant pavillon norvégien, a également été visé par un drone houthi sans faire de blessés ni dégâts.

L'armée américaine a aussi indiqué qu'un navire chimiquier avait été touché le 24 décembre au large de l'Inde, accusant «*un drone d'attaque tiré depuis l'Iran*». L'information n'a pas encore été confirmée.

La coalition «*Prosperity Guardian*» bat déjà de l'aile Malgré la création de la coalition «*Prosperity Guardian*» et son élargissement à 10 nouveaux membres, atteignant maintenant les 20 participants, certains pays refusent toujours d'être sous commandement américain.

Dès le départ, ni l'Egypte ni l'Arabie saoudite n'ont daigné participer à cette opération. Un communiqué du ministère français des Armées publié le 19 décembre précisait que la France,

et sa frégate Languedoc, resterait sous «commandement national» pour garantir sa liberté d'action. L'Italie en a fait de même, elle qui dispose également dans la zone d'une frégate. L'Espagne, après avoir accepté, a finalement répondu qu'elle ne participerait qu'à une opération sous mandat de l'OTAN ou de l'UE.

Les Pays-Bas et la Norvège ne feront quant à eux que de la figuration, n'envoyant respectivement que deux et onze officiers d'état-major... sans navires. Et l'Australie, pourtant fidèle alliée de Washington, a quant à elle refusé la demande américaine de déployer un navire de guerre.

Les Américains ne pourront en pratique compter principalement que sur un destroyer britannique et une frégate grecque. RT 24 déc. 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Le calme plat… avant la tempête…

Tunisie.

Tunisie - élections locales: l'Instance électorale annonce un taux de participation de 11.66% - aa.com.tr 24.12.2023

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections en Tunisie (ISIE), Farouk Bouasker, a annoncé, dans un point de presse tenu dimanche, que 1 059 004 personnes ont voté lors du premier tour des élections locales, sur 9 079 271 électeurs enregistrés. Le taux de participation à ces premières élections du genre en Tunisie s'est ainsi établi à 11.66%.

Selon le correspondant d'Anadolu, plusieurs forces politiques participent directement et indirectement à ces élections, notamment le Mouvement populaire (nassériste), le Mouvement de la Tunisie en avant (gauche), le Mouvement populaire (nationaliste) et le Parti du processus du 25 juillet (soutenant Saied).

Le Front de salut national (la plus grande force d'opposition à Saied, composée de six partis, notamment le Mouvement Ennahda), le Parti des travailleurs (gauche), le Parti Al-Jomhoury, outre le Parti Afek Tounes (libéral), considèrent que ces élections "*résultent de procédures anticonstitutionnelles"* et les boycottent de ce fait.

Un certain nombre de forces politiques tunisiennes considèrent les mesures d'exception prises par Saied le 25 juillet 2021comme "*un coup d'État contre la Constitution de 2014 et la consécration d'un régime autocratique absolu*", tandis que d'autres forces, qui le soutiennent, considèrent qu'elles "corrigent le cours de la révolution de 2011", qui a renversé le président de l'époque, Zine El Abidine Ben Ali (1987-2011).

Estonie.

L'Estonie prête à arrêter les immigrés ukrainiens pour les contraindre à la mobilisation - Réseau Voltaire 23 décembre 2023

Lauri Läänemets, ministre estonien de l'Intérieur (social-démocrate), s'est dit prêt à arrêter les hommes immigrés ukrainiens, entre 25 et 60 ans, et à les extrader pour les soumettre à la conscription.

La Verkhovna Rada (parlement) ukrainienne s'apprête à adopter un projet de loi faisant obligation aux hommes émigrés de se faire connaître à leur ambassade afin de pouvoir être mobilisés.

Il y a si peu d'hommes acceptant de servir le régime de Kiev que l'âge moyen des conscrits ukrainiens est désormais de 43 ans. Réseau Voltaire 23 décembre 2023

Russie.

Les troupes russes ont libéré la ville stratégique de Maryinka - fr.sputniknews.africa 25.12.2023

L'armée russe a pris le contrôle total de la ville de Maryinka située à une trentaine de kilomètres de Donetsk, a annoncé Sergueï Choïgou lors de sa rencontre avec le Président russe au chantier naval du Nord à Saint-Pétersbourg.

Avec la prise de Maryinka, l'armée russe écarte les troupes kiéviennes de Donetsk ce qui permettra de protéger plus efficacement cette ville des tirs des forces ukrainiennes, a souligné Sergueï Choïgou.

Selon le ministre, en neuf ans, les forces ukrainiennes ont transformé cette ville en une puissante zone fortifiée reliée par des passages souterrains. Quasiment chaque rue contenait une structure fortifiée. fr.sputniknews.africa 25.12.2023

L'Occident "*bascule la situation en Serbie*" à l'aide des "*techniques du coup d'État de Maïdan*" - fr.sputniknews.africa 25.12.2023

"*L'Occident collectif*" essaie de renverser le pouvoir légitime en Serbie en recourant aux techniques des révolutions oranges, selon la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova.

Des manifestations à Belgrade contestant les résultats des récentes législatives, ont été organisées par l'"*Occident collectif*" qui cherche à discréditer les élections et à saper la situation politique en Serbie, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères citée par les médias.

"*Les tentatives collectives de l'Occident visant à basculer la situation dans le pays en utilisant les techniques du coup d'État de Maïdan sont évidentes*", a annoncé Maria Zakharova.

Selon elle, "*le strict respect de la lettre et de l'esprit de la Constitution, le respect du choix du peuple serbe qui a voté pour les intérêts nationaux de son pays*", doivent être la seule réaction possible à ces démarches.

Le 24 décembre, des représentants du bloc d'opposition "*La Serbie contre la violence*" ont tenté de prendre d'assaut la mairie de Belgrade. Les manifestants ont arraché les portes, brisé les fenêtres et détruit les caméras de sécurité.

Le Président serbe Aleksandar Vucic a déclaré lors d'un discours à la nation, que la tentative d'attaque de la mairie par des membres de l'opposition pro-occidentale visait à porter atteinte à la souveraineté du pays.

Selon les résultats du scrutin du 17 décembre, la victoire a été remportée par le Parti progressiste serbe (SNS) présidée par l'actuel dirigeant de Serbie. fr.sputniknews.africa 25.12.2023

LE SOCIALISME

Le 27 décembre 2023

Plus personne n'ose plus parler, c'est le fascisme !

Osez !

Personne ne nous fera taire, en ce qui me concerne personne n'y est jamais parvenu, et je me contrefous du qu'en-dire-t-on, je n'ai pas un fonds de commerce à financer et je ne suis pas propriétaire des idées que je représente.

J'ai horreur de l'injustice, je m'en tiens à notre idéal, à notre cause collective, c'est largement suffisant.

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Commentaire envoyé au blog Le Grand Soir

- Ce qui pose problème, ce n'est pas la situation, c'est plutôt que si vous proposiez à tous les partis et syndicats du mouvement ouvrier, à toutes les organisations qui gravitent autour un appel à la mobilisation générale contre la guerre, l'exploitation et l'oppression, ils trouveraient des prétextes pour le rejeter.

C'est aux militants, aux travailleurs de l'imposer, mais qui en prendra l'initiative ?

J'y réfléchis dans mon trou en Inde. Notre impuissance me met en rage, l'idée que tant de mauvaise volonté, de prétextes ou d'obstacles s'interposent est insupportable, afin d'empêcher la constitution d'une plate-forme d'action destinée à entraîner les masses au combat, à les mobiliser contre la guerre, contre l'exploitation et l'oppression, orientation politique qui concerne chaque travailleur et jeune épris de justice sociale, de démocratie et de liberté, qui serait dirigée contre Macron, le régime, les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU.

Ne pourrions-nous pas trouver un moyen de nous rassembler pour réfléchir à cette question cruciale.

Une réponse reçue à un courriel envoyé à Frustration magazine.

Frustration magazine - Non vous avez pas compris le problème c'est juste de violer des femmes et de dire des trucs immondes sur des enfants.

Alors que le totalitarisme c'est notamment exterminer des millions de gens.

Ma réponse à Frustration magazine.

Monsieur,

Je crois que nous nous sommes mal compris, alors je vais mettre les choses au point une fois pour toute.

Je ne suis pas frustré au point de me transformer en procureur général sous un régime fascisant.

Jusqu'à preuve du contraire, Depardieu n'a violé personne. La présomption d'innocence l'est par contre, que cela ne gêne pas des représentants de la justice sociale en dit long sur leur conception de la justice ou leurs réelles intentions, de tels juges n'ont rien à envier à Darmanin. Passons.

Cela n'aurait aucun lien avec le totalitarisme, quelle ignorance, tout le monde sait depuis des siècles que puritanisme rythme avec tyrannie.

Je ne saurais pas de quoi je parle, c'est l'argument favori des gens qui savent tout, qui ont toujours raison, qui refusent de réfléchir sérieusement à une question par crainte de découvrir qu'ils auraient tort, parce qu'ils sont incapables de se remettre en cause. Lire le document ci-joint.

Quant au viol des femmes, je suis certainement mieux placé que vous pour en parler.

Ma compagne indienne qui a 53 ans a été mariée de force à l'âge de 12 ans à un homme de 25 ans. Pendant un an elle a continué de dormir auprès de sa mère terrifiée à l'idée d'avoir des rapports sexuels avec cet homme. Puis, alcoolique et violent, traînée sur le sol par les cheveux, il l'attachera à un lit et pendant 10 ans il la violera. Il lui fera trois enfants et il mourra trois semaines après la naissance de son troisième enfant. Par la suite, traumatisée par cette expérience, elle refusera qu'un homme la touche jusqu'à notre rencontre il y a onze ans.

Quant à mon épouse indienne dont je suis séparé, elle a 64 ans et elle vit en France, sa mère aussi a été mariée de force à 12 ans à un homme, il lui fera dix enfants dont quatre décèderont en bas âge.

La particularité de ces deux femmes, analphabètes, elles seront restées des petites filles obéissantes et soumises toute leur vie, elles n'auront jamais évolué. C'était des femmes particulièrement douces et bonnes, d'une grande gentillesse avec tout le monde, y compris leurs époux. Ma belle-mère est décédée l'année dernière à 86 ans. Ma compagne se porte bien, je lui ai appris à lire et écrire le tamoul, j'en ai fait une femme libre, pas totalement évidemment avec ce qu'elle a vécu la malheureuse. L'autre jour elle pleurait encore, je lui ai demandé qu'est-ce qui se passait, elle m'a répondu qu'un arbre faisant de belles fleurs blanches semblables au jasmin était mort, il n'avait pas supporté la mousson cette année. Je l'ai consolée comme j'ai pu.

Ces deux femmes ont refusé de juger leurs époux, au passage, comme quoi elles sont finalement plus évoluées que la plupart des occidentaux, elles regrettent seulement de ne pas avoir pu choisir leur destin quand elles étaient enfants. Autrement dit, elles portent un

jugement sur les conditions sociales qui leur ont été imposées, conditions sociales que je combats à leur côté, contrairement à vous qui décidément n'avez rien compris au marxisme.

Ne parlez pas en notre nom, s'il vous plaît, merci.
Bien à vous.

Dans le document suivant j'ai reproduit toutes mes interventions sur ce sujet depuis le 18 décembre 2023, 16 pages.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Frustration_Depardieu.pdf

---

La stratégie du chaos pour assurer la pérennité du capitalisme. Qui attaquent-ils en visant Depardieu ? Devinez.

Qui, quelles couches de la société s'expriment couramment comme Depardieu ?

Les prolos, les couches les plus défavorisées par économie de langage ou parce qu'elles disposent d'un registre sémantique limité, les couches du prolétariat dont les conditions sont les plus modestes et insupportables, excédées par l'injustice dont elles font l'objet, elles n'en ont rien à foutre des conventions, des règles, valeurs ou principes que les bourgeois leur revendiquent ou veulent leurs imposer.

Qui oserait les en blâmer ? Des tyrans en herbe ou en jupon qui n'appartiennent pas à leur milieu, qui ont les cuisses propres et les mains sales.

Les classes moyennes plus instruites utilisent un langage châtié, cependant elles se sentent autorisées à verser dans le libertinage ou les pires perversions dans des registres divers. Ceux parmi elles qui s'attaquent à Depardieu ont adopté l'idéologie identitaire ou totalitaire de Davos, les adeptes dégénérées du wokisme, de la théorie du genre, de la cancel culture, les plus liberticides et réactionnaires.

Quant aux classes supérieures, elles l'assument ouvertement. Le PDG ou le patron baise sa secrétaire, son épouse le sait et le tolère, elle n'a pas le choix, il faut dire qu'elle a vieilli, elle est devenue sexuellement beaucoup moins attrayante qu'une jeune femme, et quand elle est encore désirable, elle se tape des gigolos. Généralement ils n'ont plus de rapports sexuels depuis des années, ils restent en couple pour sauver les apparences dans la bonne société ou pour des raisons financières ou patrimoniales.

Les plus pauvres n'ont pas les moyens de se payer des putes ou d'entretenir des maîtresses, d'avoir une double vie, c'est réservé aux nantis protégés par leur statut social supérieur...

Tribune de soutien à Depardieu : l'acteur salue « *le courage* » des signataires - LePoint.fr. 27 décembre 2023

« *On m'a présenté cette lettre, j'ai trouvé qu'elle était belle*. » Gérard Depardieu a rendu hommage aux cinquante-six artistes et personnalités de la culture, ayant signé la tribune

publiée lundi 25 décembre, dans les colonnes du Figaro, rapporte RTL qui a eu le comédien au téléphone ce mardi 26 décembre.
Gérard Depardieu s'est dit « *très heureux* » de ce texte qu'il juge « *très bien écrit* » par Yannis Ezziadi, un comédien proche de l'une de ses filles. Précisant qu'il n'avait appelé personne à l'aide, il a salué « *le courage* » des personnalités qui ont souhaité lui exprimer son soutien à travers cette tribune, quand plusieurs auraient refusé de faire de même.

L'acteur Pierre Richard a quant à lui été écarté de l'association de lutte contre les maltraitances faites aux enfants dont il était l'ambassadeur, parce que signataire de la tribune. LePoint.fr. 27 décembre 2023

Commentaires d'internautes.

1- Sous l'égide des "*woke*", le nouveau maccarthysme : les purs et les impurs...

2- Les ligues de vertu et autres associations moralisantes se déchaînent, à ce qu'on voit. J'aimerais savoir : 1) si GD a tenu des propos salaces À une petite fille, qui l'entendait ou s'il a tenu des propos salaces à des adultes à propos d'une petite fille qui ne l'entendait pas. 2) de qu'a donc bien pu constater un huissier de justice dont la présence dans un studio de télé semble avoir suffi à convaincre... À convaincre de quoi, d'ailleurs ?

3- C'est le retour de la censure et de l'ordre moral, ni plus ni moins. Triste !

4- Effectivement le nouveau Maccarthysme !

5- La chasse aux sorcières continue... Présomption d'innocence... On juge sans procès... Assez

6- La bien pensance décadente toujours prête à accuser sans preuves, à traîner dans la boue des mis en cause par les allégations de X ou Y. Les tribunaux médiatiques, ça suffit !

7- Honneur à Depardieu, cet immense acteur. Bien sûr un peu "*soudard*" quand il a bu (c'est à dire tout le temps !). Honte à ceux qui veulent le détruire (les "*me too*", "*wokistes*" et autres aberrations de notre triste époque.

Les 1% contre tous, contre l'immense majorité du peuple qui refuse de juger Depardieu.

Affaire Depardieu : "*L'opinion est dans la mauvaise voie en moralisant bêtement ces grands artistes*", estime l'académicien Jean-Marie Rouart - France Info 26/12/2023

"*L'opinion est dans la mauvaise voie en moralisant bêtement ces grands artistes"*, estime mardi 26 décembre sur France Inter l'académicien Jean-Marie Rouart. Il a co-signé avec une cinquantaine de personnalité du monde de la culture une tribune, publiée par le Figaro, pour soutenir Gérard Depardieu. France Info 26/12/2023

Qui sont celles qui nous terrorisent ainsi ?

Tribune de soutien à Gérard Depardieu : les signataires "*font face à un déni de réalité*", estime Raphaëlle Rémy-Leleu France Info 26/12/2023

Pour Raphaëlle Rémy-Leleu, le constat est clair, cette tribune défend "*la culture du viol*". France Info 26/12/2023

Qui est Raphaëlle Rémy-Leleu ? Une terroriste du Green New Deal.

- Raphaëlle Rémy-Leleu, née le 28 janvier 1992 à Seclin (Nord), est une femme politique et militante féministe française. Figure de l'association Osez le féminisme ! et membre d'Europe Écologie Les Verts, elle est élue conseillère de Paris en juillet 2020. Dès lors, elle appartient à la majorité menée par la maire de Paris, Anne Hidalgo. Elle est également porte-parole d'Europe Écologie Les Verts Ile-de-France.

Elle devient par la suite membre du conseil d'administration7, puis porte-parole, de l'association Osez le féminisme ! Wikipédia.org

---

La condamnation collective ne vous rappelle-t-elle rien ?

J-C - Par exemple, les sionistes nazis ont accusé l'ensemble des Palestinien d'être responsables collectivement de l'offensive militaire contre l'occupation. Depuis ils prétendent mener une guerre contre le Hamas pour justifier le massacre qu'ils sont en train de réaliser à Gaza, afin que personne ne remette en cause la partition de la Palestine ou la résolution 181 des Nations Unis qui est à l'origine de la situation actuelle.

Bérénice Hamidi, enseignante à l'université Lumière Lyon 2 pour France Info 26/12/2023

- Cette tribune peut se lire comme un mécanisme de défense collectif qui part d'un sentiment de culpabilité. Toutes les personnes témoins du comportement de Gérard Depardieu savent, au fond d'elles-mêmes, qu'elles ont été complices. L'actrice Anouk Grinberg a récemment déclaré que Gérard Depardieu était "*un des monstres sacrés du cinéma*", ce qui "*l'a autorisé à devenir monstre tout court*". Mais il ne s'est pas autorisé tout seul. La responsabilité des personnes qui ont laissé proliférer son sentiment de toute-puissance est immense : ce sont elles qui ont créé le monstre. Certains ont laissé faire par lâcheté, d'autres se défendent ou défendent à travers Depardieu des proches qui se sont comportés de façon similaire. France Info 26/12/2023

Leur but : opposer les générations entre elles, c'est écrit noir sur blanc, créer un climat de chaos permanent, afin qu'ensemble elles ne puissent pas résister au rouleau compresseur du nouvel ordre totalitaire de Davos.

Murielle Reus, vice-présidente de MeToo Media - On ne peut pas accuser France Télévisions de faire n'importe quoi.

On est face à une évolution sociétale très forte sur les violences sexuelles et sexistes, un peu à l'instar de ce qui s'est passé sur les violences conjugales et sur les féminicides. Il y a une génération qui ne comprend toujours pas cette évolution sociétale. Je constate que cette tribune n'est pas signée par la nouvelle génération. On a reçu énormément de soutien aux victimes et énormément de soutien de cette génération aujourd'hui, qui a parfaitement intégré cette évolution sociétale et qui ne comprend pas qu'on puisse encore défendre un homme qui tient des propos pareils. France Info 26/12/2023

- Admirateur des dirigeants les plus autoritaires, il a aussi acquis la citoyenneté russe. France Info 26/12/2023

Qui est Murielle Reus, vice-présidente de MeToo Media ? Une soldate du nouvel ordre mondial totalitaire.

- Univers de la communication, du marketing et des médias : CEO euro RSCG Hieaux Reus partner, conseil stratégique de la TNT, Directeur General Adjoint TPS (filiale TF1 et M6), CEO Publicis Events.

Réserve Opérationnelle Spécialiste (RO1-S), Gendarmerie Nationale (depuis mars 2020)

Membre titulaire de la Commission Réserve de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (novembre 2020)

Membre, Association PFDM (Pour les Femmes dans les Médias), Responsable du Comité Influence (depuis 2019)

Médaille de la Défense Nationale, remise par Madame Geneviève Darrieussecq, Secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Florence Parly, dans le gouvernement Philippe (juin 2019)

Lieutenante-colonelle, Réserve Citoyenne de la Gendarmerie Nationale (depuis janvier 2018)

Fondatrice & Présidente, Association Femmes Avec… qui a pour ambition d'apporter sa contribution sur les enjeux de liberté et de droits fondamentaux des femmes (depuis septembre 2017)

Présidente, Délégation du Grand Paris de la Renaissance Française et Vice-présidente, Délégation Belge, Association fondée par Raymond Poincaré, Simone Veil en a été la Présidente jusqu'à sa disparition, mission francophonie, culture (depuis juillet 2017)

Lieutenante-colonelle réserve opérationnelle expert gendarmerie Nationale - Médaillée défense nationale- Membre de la commission réserve. Conseillère de la référente nationale gendarmerie sur les questions de violences intrafamiliales et violences sexuelles et sexistes.

Mandats : CA d'Agipi et du fonds de dotation agipi - CA et membre fondateur du fonds de dotation de la Garde républicaine - CA et secrétaire générale du haut comité pour la résilience nationale.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Les opérations militaires israéliennes de représailles dans la bande de Gaza ont fait 20.915 morts et 54.918 blessées, selon le ministère de la Santé du Hamas.

Selon l'ONU, 85% des 2,4 millions habitants de Gaza ont été déplacés par la guerre, et la situation humanitaire dans le territoire demeure critique avec la famine qui menace et la plupart des hôpitaux hors service. AFP 27 décembre 2023

Israël multiplie les frappes sur Gaza, la guerre pourrait durer des "*mois*" - AFP 27 décembre 2023

Plus de 240 personnes ont été tuées lors des 24 dernières heures, a indiqué mardi le ministère de la Santé du Hamas. Des corps de Palestiniens ont été transportés dans un camion vers une fosse commune à Rafah où ils ont été enterrés, selon un journaliste de l'AFP sur place.

"*Nous avons reçu un conteneur contenant un grand nombre de martyrs. Certains étaient des corps complets, tandis pour d'autres c'étaient des restes humains*", a déploré Marwan al-Hams, chef du comité d'urgence sanitaire à Rafah.

« *Personne ne doit habiter cette terre si ce n'est le peuple juif* ». Une Israélienne suggère aux politiques d'appuyer sur le boum ! (Vidéo) - french.almanar.com.lb 26 décembre 2023

Une femme israélienne a suggéré de recourir à l'arme nucléaire afin d'éliminer tous les Palestiniens dans la bande de Gaza.

Dans une interview avec la chaine israélienne francophone i24, cette femme commentait le nombre de soldats israéliens tués tous les jours dans les combats avec les résistants palestiniens dans la bande de Gaza.

Selon elle, « *personne ne doit habiter cette terre, si ce n'est pas le peuple juif* »

De plus en plus de témoignages relayés par les médias israéliens illustrent une radicalisation sans précédent de la population juive en Palestine occupée, radicalisation qui accompagne et incite à davantage de massacres contre le peuple palestinien.

Dans une interview avec une télévision israélienne, la présidente d'un mouvement de colonisation israélienne Daniela Weiss a préconisé l'éradication de Gaza afin que les colons de l'enveloppe de Gaza puissent voir la mer.

Elle a dit :

« *La situation nécessite d'en finir une fois pour toutes. Ce que nous avons fait au nord, nous devons le faire au sud, vider Gaza de tous les Arabes et rétablir les implantations juives sur toute Gaza. Les colons de l'enveloppe de Gaza ont besoin de voir la mer et pour voir la mer il faut raser toutes les maisons. Ni maisons, ni Arabes. C'est une revendication sentimentale et émotionnelle. Les colons veulent voir la mer. Comment peuvent-ils voir la mer ? En rasant les maisons et en rasant les Arabes ils vont voir la mer. Gaza est une ville juive. Gaza n'est pas la ville de Hamas. Gaza est l'une des villes d'Israël. Et nous allons tout simplement y revenir. Il y a eu une erreur historique. Nous allons maintenant la corriger* ».

https://french.almanar.com.lb/2827035

L'occupation israélienne livre les corps mutilés de 80 martyrs à Gaza après leur avoir volé leurs organes vitaux- french.almanar.com.lb 26 décembre 2023

Israël était au courant de l'existence du plus grand tunnel du Hamas depuis 4 ans - i24news.tv/ 21 décembre 2023

L'existence du plus grand tunnel terroriste de la bande de Gaza, près du passage d'Erez, rendu public en début de la semaine, était connue des plus hauts gradés d'Israël depuis quatre ans, a rapporté jeudi matin le site Ynet.

"*Il y a eu de longues et nombreuses discussions sur les tunnels terroristes du Hamas au sein des commissions des affaires étrangères et de la sécurité, mais le gouvernement refusait de s'en occuper*", a déclaré un ancien membre du ministère des Affaires étrangères, qui a participé aux discussions sur la question.

Selon lui, "*des questions ont été soulevées quant à savoir pourquoi les tunnels terroristes n'étaient pas attaqués et pourquoi ils (les membres du gouvernement et les responsables sécuritaires, ndlr) acceptaient de parvenir à un cessez-le-feu chaque fois que le Hamas le souhaitait."* La raison, dit-il, est que « *l'exécutif voulait avant tout préserver le calme* »

L'establishment de la défense a de son côté rejeté les affirmations selon lesquelles l'existence du tunnel offensif géant près du moshav Nativ Hathara et de la base d'Erez était connue. L'armée israélienne a elle admis que l'emplacement du tunnel était connu depuis des années, mais pas son itinéraire exact.

L'armée israélienne a également estimé qu'il existe des dizaines d'autres tunnels de ce type, à proximité de la clôture, qui n'ont pas encore été découverts.

Les responsables sécuritaires ont ajouté que la carte des menaces de la bande de Gaza était fréquemment présentée au niveau politique - c'est-à-dire au ministre de la Défense et au Premier ministre - et que c'était eux qui choisissaient quelles informations seraient transmises aux autres ministres. "*Chaque évaluation de la situation menée par le Premier ministre ou le ministre de la Défense au commandement sud ou dans la division de Gaza s'ouvre sur une mise à jour de toutes les menaces en développement, y compris ces tunnels d'approche*", ont-ils indiqué. "*Ces dernières années, les informations concernant ce tunnel ont été transmises au Premier ministre et au ministre de la Défense*", a-t-il précisé. i24news.tv/ 21 décembre 2023

J-C – Les Américains se sont dit qu'il n'y avait pas lieu de contrarier les projets de la résistance palestinienne, car le moment voulu ou quand les Palestiniens passeraient à l'action, cela servirait leur plan ou ils l'instrumentaliseraient pour faire avancer leur agenda, sans qu'on sache précisément à ce jour en quoi il consiste au juste, ce n'est qu'une hypothèse.

Photo. Un barbare à la tête de l'État d'Israël - europalestine.com 26 décembre 2023

https://europalestine.com/2023/12/26/un-barbare-a-la-tete-de-letat-disrael-photo/

Le Président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, veut apporter lui aussi sa contribution au génocide. Il dédicace les obus d'artillerie que son armée s'apprête à lancer sur les hommes, les femmes et les enfants de Palestine.

Intel va ouvrir une nouvelle usine en Israël avec un investissement de 25 Mds de $ - fr.timesofisrael.com 26 décembre 2023

Intel, le géant américain des semi-conducteurs, a conclu un accord avec le gouvernement israélien pour une subvention de 3,2 milliards de dollars en vue d'agrandir ses ateliers de fabrication de puces à Kiryat Gat, dans le sud du pays, pour un investissement total de 25 milliards de dollars.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

La France en mode wokisme sioniste décomplexé.

Tel Aviv : 9 films français au 18e Festival international du film LGBTQ - fr.timesofisrael.com 27 décembre 2023

L'évènement, organisé à la Cinémathèque de Tel Aviv et au Centre culturel Ennis, à Jaffa, est soutenu par l'Institut français d'Israël

Sept films français et deux films réalisés en coproduction avec la France y sont présentés.

L'évènement, organisé à la Cinémathèque de Tel Aviv (HaArba'a 5) et au Centre culturel Ennis (Pa'amonit 9), à Jaffa, est par ailleurs soutenu par l'Institut français d'Israël.

Tous les films français projetés dans le cadre du festival sont en version originale sous-titrée en hébreu. fr.timesofisrael.com 27 décembre 2023

La Région Île-de-France donne 125 000 € à l'ONG israélienne Latet - fr.timesofisrael.com 26 décembre 2023

Le don a été possible grâce à la mobilisation des équipes diplomatiques, consulaires, économiques et culturelles de la France en Israël. ***fr.timesofisrael.com 26 décembre 2023***

Niger.

Le Niger suspend "*toute forme de coopération*" avec la Francophonie - aa.com.tr 25.12.2023

Le Niger a décidé, dimanche, de suspendre "*toute forme de coopération*" avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

"*Le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie et le gouvernement de la République du Niger décident de suspendre toute forme de coopération avec l'Organisation*", a indiqué le Colonel major Abdourahamane Amadou, porte-parole du CNSP, dans un communiqué lu à la télévision publique.

Il a expliqué que cette décision fait suite à la décision prise le 19 décembre courant par l'OIF de suspendre le Niger de ses instances.

"*La décision de suspendre la République du Niger de l'Organisation, ainsi que de la coopération multilatérale répond, nous le savons, au diktat et aux intérêts de la France*", a-t-il martelé, ajoutant qu'avec cette suspension, l'OIF "*se décrédibilise et ne fait que confirmer que la Francophonie a toujours été utilisée par la France comme un instrument pour défendre les intérêts français*".

Dans un communiqué publié le 19 décembre courant, le Conseil permanent de la Francophonie a annoncé la suspension du Niger des instances de l'OIF, en réaction au coup d'État du 26 juillet dernier. aa.com.tr 25.12.2023

J-C – Les autorités nigériennes ont raison, lorsque je travaillais à l'Alliance française de Pondichéry (Inde du Sud), on m'avait rappelé (à l'ordre) qu'en tant qu'enseignant on avait un devoir de réserve, et on ne devait pas critiquer la France, entendez sa politique ou le régime en place. Autant dire que je n'en ai pas tenu compte de cette recommandation, et un jour sous un faux prétexte on m'a fait comprendre qu'ils n'avaient plus besoin de mes services. A l'époque

mon salaire mensuel avoisinait 40 euros, vous avez bien lu, 40 euros, c'était au début des années 2000.

LE SOCIALISME

Le 29 décembre 2023

Ces presque trois mois de causerie quotidienne en pensant à nos amis palestiniens m'ont littéralement épuisé.

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

La liberté d'expression est une et indivisible.

Dans un article - "*on voit Gérard Depardieu proférer des obscénités devant plusieurs femmes et une fillette*".

Dans un autre article - *"On y voit Gérard Depardieu multiplier les propos misogynes et insultants en s'adressant à des femmes, et en prononcer d'autres à caractère sexuel lorsqu'une petite fille à cheval passe à l'image*."

Surinterprétation dans l'intention manifeste de nuire.

Or sur les images, il s'agit de Coréennes qui ne comprennent pas le français et la fillette en question est à plus de dix mètres de Depardieu en train de faire du cheval. Rien ne dit non plus que le traducteur coréen ait rapporté à ces femmes ses propos graveleux, plutôt destinés à son acolyte Yann Moix et leur entourage francophone pour les faire marrer.

Depardieu, je m'en tape, je l'ai toujours trouvé vulgaire et pitoyable à cause de cela, mais il est meilleur acteur que les bons acteurs, parce qu'il joue un personnage et pas le sien. Je n'ai pas pris sa défense, j'ai pris la défense de la liberté d'expression que rien ni personne ne doit entraver.

Je n'ai jamais prononcé le dixième de ses propos au cours de ma vie. J'ai eu une éducation très sévère, qu'un merde m'échappe devant mes parents et je recevais une grande baffe dans la gueule en guise de leçon. Quant aux vulgarités d'ordre sexuelles, j'en aurais été incapables même devenu adulte, car je craignais trop les femmes et leurs réactions violentes, épidermiques ou hystériques ! Même l'argot à la Prévert ou Audiard était prohibé chez nous. Pour autant, je n'ai jamais jugé mes petits camarades ou plus tard mes potes qui se livraient à des orgies de grossièretés, surtout avec les femmes, mêlant parfois les gestes à la parole, cela ne me faisait pas marrer. J'en étais extrêmement gêné pour elles, mais apparemment elles préféraient ce genre de garçons, comme quoi !

Parfois ils tapaient dessus ou les insultaient, elles ne bronchaient pas, et la minute suivante ils étaient enlacés, je me suis dit que je ne comprendrai jamais rien aux femmes. J'ai vécu pendant 10 ans avec une femme en faisant tout ce qu'il fallait pour la rendre heureuse, j'étais vraiment le compagnon idéal, et malgré tout un jour elle s'est barrée. Par la suite, elle ne connut que des déboires pour finir sa vie seule. C'est malheureux, mais c'était dans l'ordre des

choses, je veux dire par là que c'était écrit quelque part. J'ai tout de même eu trois copains qui se sont tirés une balle dans la tête, ils avaient moins de 30 ans. Cela laisse des traces.
Comme quoi aussi on ne choisit pas sa vie, alors si on ne choisit pas sa vie, les autres non plus, alors pourquoi les juger, c'est injuste, non ? Ce qui est triste surtout, c'est de voir que la plupart des gens ne tirent aucun enseignement des expériences qu'ils ont vécus, ils vont refaire 50 fois les mêmes erreurs qui produiront les mêmes effets, et ils s'en étonneront !

Quel monde de fous me dis-je souvent, avec l'horrible massacre des Palestiniens, qui finalement laisse indifférent presque tout le monde, on a franchi un cran de plus dans la folie furieuse ou la barbarie.

J'ai envie d'arrêter le blog le 31 décembre, cela me tente, j'en ai marre de ramer pour rien, j'ai dû me faire des idées moi aussi, je me suis embarqué dans un truc que je ne peux pas développer, à quoi bon s'acharner.

Lepoint.fr - Yannis Ezziadi, comédien de 32 ans, est l'auteur du texte de soutien à l'acteur Gérard Depardieu, publié dans Le Figaro et signé par 56 personnalités du monde des arts et de la culture, lundi 25 décembre. Proche de la fille de l'acteur, Julie Depardieu, il est aussi éditorialiste au magazine conservateur Causeur, fondé par Élisabeth Lévy.

L'éditorialiste Yannis Ezziadi, qui est l'auteur du texte de soutien à l'acteur Gérard Depardieu, a exprimé à l'AFP son inquiétude face à l'ampleur des réactions aux « *blagues gauloises* » de Gérard Depardieu entendues dans le reportage Complément d'enquête diffusé récemment, et qui a provoqué une onde de choc. Yannis Ezziadi dit vouloir ainsi dénoncer une « *idéologie de terreur, de chasse aux sorcières* ». « *Les hommes ont peur […] peur d'avoir des plaintes contre eux quand bien même ils n'auraient rien fait* », a-t-il déclaré sur BFMTV.

Parmi les raisons qui ont poussé Yannis Ezziadi à se lancer dans la rédaction, il y a l'idée « *qu'on ne peut pas laisser le plus grand d'entre nous être lynché au mépris de la présomption d'innocence* », argue-t-il dans les colonnes du Parisien. lepoint.fr 27/12/2023

Commentaire d'un internaute

- Depuis que les artistes et les poètes existent, les François Villon, les Baudelaire, les Verlaine, les saltimbanques du sublime, les coupables du péché social, aux beuveries tapageuses et aux mœurs dévoyées, tous ceux-là scandalisent le bourgeois, le bigot, le bien-pensant.

Les scandalisés d'aujourd'hui sont les mêmes : des bourgeois, des bigots, des bien-pensants ! Avec l'active participation des médias, ils veillent à faire respecter l'Ordre Moral.

Pour ma part, le plus surprenant est de constater que notre France est devenue une grotesque terre de bigoteries, coincée dans ses dogmes et ses croyances, sermonnée H24 par ses prédicateurs et ses bons apôtres.

J-C – Si j'ai bonne mémoire, Jean-Jacques Rousseau fit un gosse à cinq femmes qu'il abandonna, quand est-ce qu'on va déterrer ses restes pour les brûler en place publique avec ses ouvrages littéraires ou philosophiques ?
Pas un seul acteur connu des années 30 à 80 sortirait indemne de leur tribunal de l'Inquisition, pas une seule actrice aussi.

Quelle est la signification politique des intentions affichées par les différentes agences de l'ONU, OMS, UNESCO, etc. par le Forum économique mondial, relayées par les gouvernements en matière de santé, d'environnement, de climat, de l'énergie, de l'éducation, des droit des minorités, des femmes, etc. sinon à promouvoir les idées de la classe dominante ou à défendre le système d'exploitation et d'oppression en vigueur à l'échelle mondiale.

Il en va ainsi de toutes les campagnes ou opérations lancées à l'échelle mondiale à grand renfort médiatiques et mobilisant une armée d'agents intervenant à partir d'ONG, de réseaux ou médias sociaux créés à cet effet, encadrés par des flopées d'officines ou think tank liés à l'OTAN, au Pentagone, à Davos, bref, pilotés par des idéologues diffusant la pensée de l'oligarchie financière mondialiste et dont le seul objectif est d'appliquer la stratégie qu'elle a conçue pour assurer la pérennité du capitalisme ainsi que son hégémonie comme classe dominante.

En quoi consiste ces campagnes ou opérations ? A faire porter sur chaque citoyen qui compose la société, la responsabilité des difficultés qu'elle rencontre ou des malheurs qui l'accable, de manière à les dresser les uns contre les autre selon leur origine ethnique, leur pays ou continent d'origine, leur sexe ou leur penchant sexuel, leur âge, leur génération, leur statut social, leur niveau intellectuel ou degré d'instruction, etc. de manière à créer un climat délétère d'affrontement permanent ou de guerre civile larvée, de violence aveugle et d'intolérance entre tous les membres de la société, pendant que le gouvernement en place légifère et applique tranquillement le programme correspondant aux besoins du capitalisme dicté par Davos qui fait office de gouvernement mondial, opprime ou réprime tous ceux qui s'y opposent une fois réduits à se battre entre eux, au lieu d'axer leur combat politique uniquement contre le régime en place pour l'abattre.

Dès lors une question était posée à chaque travailleur et militant : Fallait-il y participer ou non ? La réponse à cette question fait polémique dans les rangs du mouvement ouvrier. Certains y sont favorables, d'autres s'y opposent.

Ceux qui y sont favorables expliquent, qu'il ne faut pas laisser le champ libre à la réaction sur un tas de questions qui concernent directement notre mode de vie, et qu'on pourrait en tirer quelques avantages, à condition toutefois précisent-il, qu'on y participerait sur la base de nos propres mots d'ordre ou orientation politique. Cette argumentation généreuse et pleine de bonnes intentions présente un biais cependant, car elle ne tient pas compte du fait que ces campagnes ou opérations ont été conçues dans un tout autre but que celui qui était affiché par ceux qui en étaient à l'origine, et il leur échappe totalement. A savoir, que quel que soit son objet, la santé ou le climat pour prendre deux facteurs que tout le monde a à l'esprit, l'ONU ou Davos se foutent éperdument du bien-être de la population, alors à quoi ces mystifications devaient-elles servir au-delà de l'intérêt purement mercantile ou économique qui paraissait évident dès le début, sinon à briser tous les rapports sociaux que les membres de la société

avaient tissé entre eux ou qui existaient depuis leur naissance, à disloquer l'ensemble des classes exploitées, atomiser chacun de ces membres pour qu'ils ne puissent plus résister et se dresser contre le régime pour lui interdire d'appliquer son programme de régression social généralisée ou ultra réactionnaire.

Plus ces campagnes ou opérations mobiliseraient de travailleurs et jeunes, et plus la réaction et ses médias l'interprèteraient comme un succès, sans se soucier des mots d'ordre contradictoires entendus lors de manifestions, pire, ils expliqueraient que leur politique était légitime et majoritaire, dès lors qu'elle avait reçu une caution populaire ou répondait à une attente du peuple. On aurait beau expliquer qu'il s'agissait d'un grossier mensonge, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément exact ou en partie seulement, car les masses étaient convaincues qu'un épouvantable virus les menaçait et que certains aspects de leur mode de vie étaient responsables du changement climatiques, il n'en demeure pas moins que ce sont les idées dominantes dans la société, et tout argumentation opposé ou rétablissant la vérité demeure ultra minoritaire, le comble, y compris au sein du mouvement ouvrier qui a calqué son discours sur celui de l'OMS et Davos, par conséquent, Macron dispose d'une marge de manœuvre confortable pour appliquer son programme et il ne s'en prive pas, aussi isolé soit-il en apparence seulement.

Prenons un autre sujet d'actualité pour vérifier si ce que nous venons de décrire s'applique chaque fois de la même manière, les mauvais traitements dont les femmes feraient l'objet de la part des hommes. D'emblée, une telle généralité est monstrueuse et devrait nous inciter à prendre du recul. On pourrait leur opposer, les mauvais traitements dont les hommes font également l'objet de la part des femmes, plutôt psychologique mais tout aussi cruels, plus sournois, invisibles, dont les hommes osent encore moins parler, chacun comprendra pourquoi, j'en ai été victime moi-même autrefois à plusieurs reprises, un vrai cauchemar.

Lorsqu'on forme un couple, c'est avant tout parce que chacun y trouve son compte. On partage un certain nombre de choses, cela va constituer le socle des aspirations collectives du couple, cependant elles sont très limitées et elles ne peuvent donner un sens à la vie, ce qu'on ignore à ce moment-là ou sinon on se fait des illusions qui ne tiendraient pas très longtemps. Il n'y a que ceux qui ont acquis une solide conscience de classe et qui possède des aspirations collectives embrassant l'ensemble des expériences humaines, qui peuvent espérer avoir une vie de couple épanouie ou réussie

Ces aspirations collectives ne sont pas une création du couple, elles sont constituées à partir d'une partie des aspirations individuelles de chacun des membres du couple, elles existaient déjà avant qu'ils ne se rencontrent, sans que ni l'un ni l'autre ne sache ce que recouvraient la partie des aspirations individuelles non révélée de l'autre, donc qu'il ignorait. Or, très rapidement elles vont ressurgir et s'imposer à eux, tandis que leurs aspirations collectives passeront progressivement au second plan ou perdront leurs attraits, le couple sera fragilisé et finira par se briser. L'un et l'autre n'auront pas compris pourquoi, ils reproduiront chacun de leur côté la même expérience qui se soldera par le même dénouement, à moins que l'un des deux se résigne à passer sous la domination de l'autre.

Autrefois ou pour ainsi dire encore hier, le patriarcat étant plus fort qu'aujourd'hui, les couples tenaient parce que les femmes se résignaient à leur sort, elles avaient moins de droits aussi, on était uni pour le meilleur et pour le pire à vie pour ainsi dire, ce fut souvent le cas de nos parents pour ceux de ma génération. Pour autant, les hommes et les femmes étaient-ils plus

malheureux qu'aujourd'hui ? Je ne le pense pas, ils étaient moins seuls, moins fragilisés, moins triste aussi, dorénavant ils ou elles ont un chien ou un chat pour leur tenir compagnie, mais ce n'est pas vraiment la même chose !

De nos jours, il est de bon ton pour se prévaloir d'être humaniste ou de gauche, de s'en prendre au patriarcat qui serait le mal ou mâle absolu sans s'apercevoir des dégâts ou conséquences néfastes qu'une telle orientation politique peu avoir aussi bien pour les femmes que pour les autres. Pour s'épargner cette critique, on peut la situer dans le cadre du combat qu'on mène contre le système d'exploitation, sans rien changer au constat que je viens de faire, c'est participer à la dislocation des familles, des couples, et cela affaiblit la capacité de résistance de chacun de ses membres une fois isolé ou atomisé, ils deviennent une proie facile pour ceux qui sont à l'origine de cette campagne, les mêmes, ceux qu'on prétend combattre et dont finalement on devient des complices. Car qu'est-ce qu'on propose en échange à ces femmes, rien, absolument rien à part le dénuement total. Souvent pour s'en sortir matériellement, elles multiplieront les rencontres, elles se donneront au plus offrant, elles se prostitueront littéralement ou elles moisiront dans leur coin, les plus pauvres surtout et déjà d'un certain âge, d'autres seront récupérées par des associations qui les instrumentaliseront.

Le matriarcat, puis le patriarcat servit de support social collectif aux hommes et aux femmes, maintenir une cohésion sociale du couple ou de la famille, s'attaquer au patriarcat aujourd'hui, c'est participer à la campagne destinée à disloquer les familles ou les couples lancée depuis Davos ou ceux qui partagent son idéologie totalitaire, qu'on ne compte pas sur moi pour y participer.

On ne devrait pas sortir de notre rôle et nous en tenir au combat sur le plan social et politique contre le régime au côté de la classe ouvrière, car c'est uniquement sur ce terrain de la lutte de classe qu'on peut obtenir des améliorations de la condition de vie des travailleurs hommes ou femmes, améliorations qui peuvent contribuer à les aider à mieux supporter les conditions d'existence qui leur sont imposées, et en quelque sorte contribuer autant que faire se peut à l'amélioration des rapports entre homme et femme sans espérer davantage tant que le système d'exploitation et d'oppression n'aura pas été abattu.

Nous ne sommes pas comptables des crimes et méfaits commis par le capitalisme, encore moins de leurs conséquences dramatiques qui affectent la vie quotidienne de chaque travailleur homme ou femme.

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande

- Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. Les individus qui constituent la classe dominante possèdent, entre autres choses, également une conscience, et

en conséquence ils pensent; pour autant qu'ils dominent en tant que classe et déterminent une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi que ces individus dominent dans tous les sens et qu'ils ont une position dominante, entre autres, comme êtres pensants aussi, comme producteurs d'idées, qu'ils règlent la production et la distribution des pensées de leur époque; leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan des victimes des attaques israéliennes contre la Bande de Gaza, depuis le 7 octobre, s'est alourdi à quelque 21 320 morts dans les rangs de la population civile, a indiqué le ministère de la Santé de l'enclave palestinienne, ce jeudi.

Ashraf al-Qudra, porte-parole du ministère, a déclaré que 55 603 autres personnes avaient été blessées lors de l'attaque menée par les forces israéliennes depuis cette date.

Le porte-parole a indiqué que 312 médecins avaient été tués et 104 ambulances détruites lors des attaques israéliennes, tandis que 23 hôpitaux et 142 centres de soins de santé ont été mis hors service. aa.com.tr

---

Gaza : Le bilan des journalistes tués par Israël depuis le 7 octobre s'alourdit à 105 morts

Deux nouveaux journalistes palestiniens ont été tués, mercredi, dans des attaques menées par l'armée israélienne dans la Bande de Gaza, ce qui porte à 105 le nombre de journalistes palestiniens tués depuis le 7 octobre, a déclaré le bureau des médias du gouvernement de Gaza.

Le bureau a identifié les deux journalistes comme étant Mohammad Khaireddin et Ahmed Khaireddin, mais n'a pas fourni d'autres détails sur le lieu où ils ont été tués. aa.com.tr

---

- Plus de 90 % du contenu pro-palestinien supprimé depuis octobre. 7 sur les médias sociaux à la suite de la demande d'Israel - newarab.com 22 novembre 2023

Des colons israéliens utilisent des drones pour verser de l'acide nitrique sur la tente palestinienne en Cisjordanie occupée dans la zone sauvage d'Al-Rashayida, à l'est de Bethléem, en Cisjordanie occupée. middleeastmonitor.com 28.12.2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Condamnation de Charlie Hebdo: L'association *Valeurs et réussite* salue « *une décision historique* » - aa.com.tr 28.12.2023

Le 22 décembre dernier, le journal satirique français Charlie Hebdo était condamné par le tribunal correctionnel de Valence pour avoir diffamé l'association *Valeurs et réussites* dans un article publié en juillet 2022 et dans lequel il était fait état d'une prétendue proximité avec les Frères Musulmans.

La journaliste Laure Daussy et Riss, le directeur de la publication du journal controversé ont écopé chacun de 3 000 euros d'amende avec sursis, et doivent s'acquitter de 3 000 euros au titre du préjudice moral, et de 2 000 euros pour les frais d'avocat.

La procédure, initiée depuis plus d'un an par l'association victime, était néanmoins incertaine dans la mesure où Charlie Hebdo jouit d'une certaine complaisance en dépit de ses multiples couvertures et publications outrancières. aa.com.tr 28.12.2023

Argentine

Argentine : recours et manifestation contre le « *méga-décret* » dérégulateur Milei - AFP/LePoint.fr 28 décembre 2023

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté mercredi 27 décembre à Buenos Aires, donnant lieu à des bousculades avec la police et interpellations, lors du troisième rassemblement en huit jours contre un décret de dérégulation massive de l'économie par le nouveau président ultralibéral Javier Milei. En parallèle, le président élu le mois dernier a poursuivi sa révolution « *libérale* » en envoyant au Parlement, en session extraordinaire depuis mardi et jusqu'à fin janvier, un ensemble de projets ou modifications de lois affectant maints domaines de la sphère publique et privée, du fiscal à l'électoral, au matrimonial, ou au contrôle des manifestations.

Milei a publié la semaine dernière, dix jours après sa prise de fonction un « *DNU* » (décret de nécessité et d'urgence), qui vise à modifier ou abroger plus de 300 normes, notamment supprimant l'encadrement des loyers, l'intervention de l'Etat pour protéger les prix de produits essentiels, affaiblissant la protection des travailleurs, habilitant des privatisations. Le décret entre en vigueur vendredi, dans l'attente de sa validation effective par le parlement, qui ne devrait toutefois pas l'examiner dans l'immédiat. Théoriquement en pause estivale, le parlement siège depuis mardi en session extraordinaire, mais seulement pour examiner des projets de lois complémentaires, parallèles au DNU, déposés mercredi.

La représentation nationale a le pouvoir d'abroger ce « *décret d'urgence* » avec la majorité absolue des deux chambres, ce qu'aucune formation politique ne détient. Le parti de Milei, la Libertad Avanza, n'est que la troisième force, même s'il peut compter avec l'appui du bloc de centre-droit, le deuxième en importance. AFP/LePoint.fr 28 décembre 2023

LE SOCIALISME

Le 31 décembre 2023

Je vous souhaite une bonne continuation à partir de demain.

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Le tout est d'y croire. La géopolitique relève de la croyance ou de la spéculation.

La prophétie autoréalisatrice est une prédiction qui se réalise en raison du fait qu'elle a été posée, dans la mesure où les croyances qui découlent de la prédiction orientent le comportement de la personne.

Ah ces médias sociaux indépendants !

Liberation 13 novembre 2003

- Acrimed, adhérente d'Attac, participera aujourd'hui à un séminaire du FSE coordonné par le Monde diplomatique (avec ce frère de combat qu'est Serge Halimi).

J-C - Le Fonds social européen FSE est un fonds structurel de l'Union européenne. fse.gouv.fr

---

La liberté d'expression est une et indivisible.

Dans le document suivant j'ai reproduit toutes mes interventions sur la dernière cabale mondaine depuis le 18 décembre 2023, 16 pages. Je l'actualiserai demain.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2023/Frustration_Depardieu.pdf

Voilà pourquoi selon les médias tyrans la liberté d'expression est indéfendable.

Libération 29 décembre 2023

- La tribune en soutien à Gérard Depardieu a été initiée par un proche de la campagne d'Eric Zemmour. Cela n'a rien d'anodin.

- A l'origine du texte défendant l'acteur soupçonné de viols et d'agressions sexuelles, ce comédien, proche de figures d'extrême droite, est lui-même accusé par de jeunes acteurs de comportements qui pourraient relever du harcèlement.

- Le cas Depardieu dit beaucoup des fractures qui traversent la société, entre ceux qui portent le patriarcat en étendard, défendent les valeurs de puissance...

Dans ce monde au bord de la chute, la place du Patriarche est conditionnée à la toute-puissance de son désir, de sa jouissance et de sa volonté qui ne peut être que sans entrave. Gérard Depardieu incarne ceci à merveille.

J-C - Alors que c'est Depardieu qui est victime d'un abus de pouvoir. Ces gens-là ont tous voté Macron, leur discours sonne faux.

- Ce que l'on sait, c'est que Gérard Depardieu a été mis en examen pour viol. Et que donc, pour la justice, il existe un nombre suffisant «*d'indices graves et concordants*» pouvant laisser à penser qu'il s'est rendu coupable des faits qui lui sont reprochés.

J-C – Ces justiciers confondent être mis en examen sur la base de soupçons, et être condamné sur la base de preuves établies, pour eux, avant tout procès il est forcément coupable, ce qui relève de l'abus de pouvoir, du procès d'intention, du despotisme, on est dans l'inversion accusatoire une fois de plus.

Une actrice en a accusé une autre de viol avant de se rétracter, elle avoue avoir recouru à des menaces et à la terreur. Et comme quoi ces salopes osent tout.

- "*J'ai été menaçante*".
- "*J'ai eu cette espèce de montée de sang. Je me suis peut-être permis ça*"

J-C - Elle n'assume pas ses graves accusations, mais soutient que "*c'était juste*", autrement dit, elle croyait pouvoir se permettre de nuire injustement à une personne en toute impunité, c'est terrible.

- "*Même si je n'assume pas vraiment la forme avec laquelle j'ai exposé Victoria Abril, eh bien c'était juste*".

Accusations d'agressions sexuelles : l'avocat de Victoria Abril annonce qu'elle va porter plainte pour diffamation contre Lucie Lucas - Libération 29 décembre 2023

Lucie Lucas, qui joue au côté de l'actrice espagnole dans la série «*Clem*» sur TF1, a dénoncé mercredi 26 décembre les comportements de sa partenaire de scène, avant de nuancer ses propos. L'avocat de Victoria Abril annonce, lui, que sa cliente va porter plainte pour diffamation.

Dans l'espace commentaires du réseau social, Lucie Lucas écrit : «*OK… donc moi ça fait 15 ans que je suis comédienne et que je protège une bonne partie de ces boomers dégénérés en ne disant pas en interview tout le mal qu'ils font aux autres sur un plateau de tournage… […] Combien de comportements inadmissibles ai-je tus ?*» Avant d'interpeller directement sa partenaire de scène. «*Hein Victoria… tu veux qu'on parle de tes nombreuses agressions y compris sexuelles envers tes partenaires ? A y réfléchir, je ne suis pas surprise que tu aies signé ce torchon… tu flippes toi aussi et à y réfléchir tu as bien raison*.»

Rétropédalage

Deux jours plus tard, jeudi 28 décembre, l'actrice a clarifié ses propos au micro de France Info TV. «*Les violences sexuelles dont je l'accuse n'ont pas été tournées contre moi, mais ce sont des choses dont j'ai été témoin, explique l'actrice. Ce n'est pas Victoria Abril que j'ai envie d'accuser. J'ai eu cette espèce de montée de sang. Je me suis peut-être permis ça, car c'est ma maman du cinéma et je me suis sentie profondément trahie et abandonnée*», a-t-elle nuancé.

Ce vendredi 29 décembre, une nouvelle interview était publiée sur le site du HuffPost.

A propos de ses accusations contre Victoria Abril, elle nuance : «*J'ai été menaçante, sans avoir l'intention de développer en ce qui concerne des actes non consentis, puisque je n'étais pas directement concernée et que je ne raconte pas les histoires des autres sans leur accord*», avant d'ajouter que «*même si je n'assume pas vraiment la forme avec laquelle j'ai exposé Victoria Abril, eh bien c'était juste*». Des propos que Victoria Abril et son avocat estiment diffamatoires, et pour lesquelles ils porteront donc plainte. Libération 29 décembre 2023

L'officine qui a lancé cette dernière attaque contre Depardieu n'existe pas, aucun contact, aucun nom, aucune adresse, aucun financement, rien, l'opacité totale.

J-C – En revanche elle est bien connue dans les milieux dégénérés de la gauche wokiste.

Contre-tribune de 2500 artistes - 29 décembre 2023

https://cerveauxnondisponibles.net/2023/12/29/contre-tribune-artistes/

- Nous sommes là pour rappeler que l'art n'a pas à être fait par des idoles hors de la réalité, l'art n'est pas du côté des caprices de star. L'art refuse de se soumettre à leur système. La production de l'art n'est pas une abstraction située en dehors des dynamiques sociales.

J-C - Parmi les signataires figurent des promoteurs de la pédophilie qui prétendent représenter "*l'art*" :

Clémence Trü – Dragqueen
Mina Trash – Dragqueen
Marie-Babette – DragQueen
Foutrine – dragqueen
Cookie kunty – Drag Queen
Soa de Muse – Drag Queen
Lolla Wesh – Drag Queen Humoristes autrice
Médée The Bwitch – Drag Queen & Effeuilleuse Burlesque
Manly B – Artiste Drag Queen
Victoria Sucrette – Drag queen
Moxxi – Drag Queen
La Madre Mia – Drag Queen
La Babu•e – Drag Queen

Salomé Romano – Costumiere et Drag Queen
Paloma – Drag Queen
Tanguy Martinière acteur, drag queen « Lapop Lexomil »
Raoul Les Mécaniques – Dragking
Yéo Anann – DragKing / comédien.ne
Humainx Slameur.se, – drag king, acteur.ice
Thomas Occhio – Drag king
Tomy Bruyas – Drag king
FeuKing – Drag King
Marcel des Bardeurs – Drag King
Yax Ferri Venti – Drag King

J-C - Ces signataires permettent de cerner la nature politique de cette offensive idéologique développée depuis Davos, d'où voudriez-vous qu'elle provienne ?

Elle n'a absolument rien à voir avec la défense des intérêts ou des droits des femmes. Elle emprunte le même procédé qui a été mis à contribution lors des dictatures sanitaire de janvier 2020 au printemps 2023 et climatique en cours, qui toutes deux reposaient sur des mystifications ou un récit fabriqué de toute pièce destiné à se substituer à la réalité... On pourrait ajouter tous les faits divers violents ou les agressions à caractère raciste, xénophobe, etc. qui ont pu se produire quelque part dans le monde, dès lors qu'ils pouvaient donner lieu à une exploitation ou instrumentalisation politique au contenu identitaire ou communautarisme, dans l'unique but d'opposer entre eux l'ensemble des membres de la société.

Pourquoi ? Parce que la survie du capitalisme pourrissant au stade de l'impérialisme entraîne dans son sillage l'ensemble de l'humanité, sa dégénérescence condamne à la putréfaction tous les facteurs et acteurs ou rapports sociaux qui ont contribué à son développement, à défaut d'être aboli, de disparaître, d'être remplacé par un mode de production et de répartition des richesses qui libère tous les acteurs de ces rapports sociaux des contraintes qui entravaient leur bien-être et leur libre épanouissement. Sans passage au socialisme rapidement, la société est condamnée à pourrir sur pieds.

Dit autrement, l'objectif de nos ennemis consiste à disloquer tous les rapports sociaux qui avaient accompagné le développement économique et le progrès social au cours des deux derniers millénaires, qui avaient contribué à élever les hommes au-dessus de leurs conditions animales, à façonner la civilisation humaine avec certes ou inévitablement de nombreuses imperfections, inégalités ou injustices du fait qu'elle s'était façonnée inconsciemment dans le cadre d'un système économique basé sur l'exploitation et l'oppression, qu'il faut absolument préserver selon eux, cela va de soi, et pour cause.

Pour bien cerner l'origine idéologique de cette opération, citons un autre passage de cette missive gluante et puante, ses auteurs évoquent la tribune du Figaro en faveur de Depardieu :

- « *Cette tribune (...) est l'illustration sinistre et parfaite du monde d'avant qui refuse que les choses changent.* »

J-C - Vous aurez reconnu le discours des tyrans du Great Reset ou du Forum économique mondial, des officines de l'ONU qu'il contrôle, qui n'ont cessé d'expliquer que "*le monde d'avant*" ou de "*l'abondance* " était révolu, et qui nous ont promis un futur cataclysmique, à

moins qu'on accepte de se plier à leurs chantages et qu'on change nos comportements... ce qui ne ferait que précipiter notre perte.

J'ai fait des recherches sur le Net pour découvrir qui ils sont, d'où ils viennent, où ils logent, qui les financent, et je n'ai absolument rien trouvé, il s'agit d'une officine occulte qui existe depuis au moins 20 ans. Elle bénéficie de soutiens du PS à l'ultra gauche en passant par les anarchistes (1), Libération, les médias mainstream et sociaux liés au mondialisme ou Davos. Le discours est semblable à celui des organisations qui gravitent dans la sphère de l'Open Society de Soros, adepte des opérations coups de poing ou provocatrices, de la justice individuelle, anti-policier, développant un anticapitalisme radical de façade tourné contre les milliardaires et les capitalistes, elle critique le capitalisme, partisane de l'autogestion, mais épargnent les fondements du système d'exploitation.

Sur Facebook en accès libre j'ai trouvé un truc intéressant qui trahit leurs intentions.

Une personne nommée Lisa Perez s'est vu attaquer violemment pour avoir commis un crime impardonnable : Affirmer que le gouvernement (argentin) de Javier Milei était plutôt "*mondialiste*" que d'extrême droite. Autrement dit, Cerveaux Non Disponibles tient à ménager le mondialisme (et ces commanditaires) ou l'idéologie qui lui sert de référence. Attaquer le capitalisme, d'accord, le mondialisme, non. C'est aussi à cela qu'on les reconnaît. C'est différent chez les libertariens, ils s'en prennent au mondialisme parce qu'il n'est pas suffisamment radical selon eux, il laisse encore trop d'espace politique aux Etats.

A mon avis, on a là la nature de cette officine, à qui ou à quoi elle sert, ainsi que la cabale contre Depardieu, qui n'est qu'un prétexte ou un bouc émissaire. Il m'arrive souvent de mélanger mondialisme et extrême droite, ce n'est pas faux, le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne la plus farouchement mondialiste ou les Straussiens, l'extrême centre, sont d'extrême droite, fascisant.

https://www.facebook.com/cerveauxnondisponibles/

Cerveaux non disponibles

- Pour la 3e fois en une semaine, des milliers d'Argentins sont descendus dans les rues de la capitale. Ce rassemblement était sûrement le plus important depuis le début de la mobilisation contre le "*méga décret*" du président d'extrême droite...

- Lisa Perez

Ce n'est pas un gouvernement d'extrême droite, c'est des mondialistes ! La différence est énorme et va falloir peut être en prendre conscience

(Vous noterez qu'on ignore si Lisa défend les mondialistes et Javier Milei ou non. – J-C)

- Jeanine Mauvignier

Lisa Perez c'est n'importe quoi ! C'est un président d'extrême droite ! N'essayez pas de masquer ça ! Les "*mondialistes*" cela ne veut rien dire, les capitalistes oui, mais l'extrême droite a toujours été avec eux !

(« *Les* "mondialistes" *cela ne veut rien dire.* » Si cela signifie quelque chose, pourquoi le nier ? L'extrême droite « *a toujours été avec* » les capitalistes, mais apparemment pas avec les braves mondialistes de Davos ! Capito ? – J-C)

- Amara Amar

Lisa Perez Confusionnisme politique pour brouiller les pistes. L'extrême et ses stratégies politiques minables...

- Chantal Genevrier

Lisa Perez ça vous dérange à ce point quand on parle d'extrême droite en décrivant ce personnage
Rassurez-vous chez nous ils ont changé de nom
Et maintenant ils sont contre l'antisémitisme
Pour l'Europe et pour l'euro
Tout va bien

- Patricia Brionne

Lisa Perez C'est bien la politique autoritaire de l'extrême-droite qui détruit le social et les libertés ! Les Argentins s'en mordent les doigts à présent d'avoir élu ce fasciste, j'espère qu'en France ça va réveiller les consciences car MLP, Bardella, Marion Maréchal Le Pen et Zemmour sont exactement les mêmes que ce président argentin !

(Pas Macron, ouf ! – J-C)

- Jacques Poissonnet

Lisa Perez c'est bon d'avoir le sens de l'humour !

Notes.

1- https://www.infolibertaire.net/author/Cerveaux_Non_Disponibles/

Commentaires d'internautes.

1- Quel monde..... Accusateurs publics, jurés d'assise, juges et bourreaux : les bien-pensants, dégoulinants de bonnes intentions, n'hésitent plus à calomnier, condamner et clouer au pilori tout ceux qui ne font pas partie de leur univers aigri et condescendant. La plupart de ces '*signataires*' ne connaissent rien de l'affaire, et n'attendent même pas que la justice fasse son travail, pour rejoindre la meute et s'afficher avec le clan des *'Ma raison est celle qui prévaut et doit s'appliquer à tous*'. Méprisants...

2- "*Gérard Depardieu, vous avez une amende d'un crédit pour infraction au code de moralité du langage*." Elle a bien changé la Gauche; avant c'était Reiser, Harakiri, NPA (Alain De Greef et son mouton), Bukowski, "*C'est arrivé près de chez vous*", etc. bref une totale liberté

de ton, maintenant c'est "*Demolition Man*" ... Voir la gauche de plus de 40 ans se mettre à genoux devant ces néo-fachos de wokes, je ne sais pas s'il faut en rire ou en pleurer.

3- Combien de ces gens (et de bien d'autres), qui aujourd'hui poussent des cris d'orfraies et jouent les vierges éplorées, n'ont pas été voir quelques humoristes bien graveleux qui sévissaient (et qui sévissent encore) en les applaudissant haut et fort à quelques blagues qui n'ont rien à envier à celles de notre Gégé national ? Et qui plus est, en payant !

4- Sur ces 600 "*artistes*" de combien le public serait-il capable de citer ne serait-ce qu'une création et de combien se souviendra-t-il vraiment dans dix ans, même cinq sans avoir à faire une recherche sur wiki (si ils y ont une fiche)? Que Depardieu soit grossier, vulgaire, machiste, outrancièrement rabelaisien à l'écran comme à la ville, c'est un fait connu depuis longtemps et dont il joue volontiers, ce qui n'est pas répréhensible pénalement. Pour le reste, deux plaintes sans aucune preuve, des témoignages portant sur des gestes et des attitudes souvent antédiluviens et beaucoup de "*on m'a dit que*", "il paraît que", "*j'ai le sentiment que*", " *il a la réputation de*"... Un peu court pour obtenir une condamnation judiciaire, sinon c'est plus d'un million de places de prison supplémentaires qu'il faudrait prévoir. Si Brassens ressuscitait, il en ferait une version masculinisée de sa "*Tondue*"... à part qu'il n'y aurait que peu de grands courageux pour aller s'y essayer ...Vous y voyez Gauvain Sers, par exemple ?

Une mystification d'un autre genre encore plus cruelle.

La référence des médias occidentaux au ministère de la Santé « *dirigé par le Hamas* » est une autre tactique déshumanisante qui permet le génocide israélien - mondoweiss-net 29 **décembre 2023**

Qualifier chaque partie de Gaza liée au Hamas fait de chaque partie de Gaza une cible militaire légitime. C'est ce qu'Israël a fait avec le ministère de la Santé de Gaza et l'hôpital Al-Shifa, repris sans réserve par les grands médias occidentaux.

L'hypocrisie flagrante des médias occidentaux qui insistent sur la transformation de la lutte palestinienne pour la libération en terrorisme ou en antisémitisme est une déclaration claire selon laquelle les vies israéliennes valent plus que les vies palestiniennes. L'un des exemples flagrants de l'adoption par les médias occidentaux de la propagande du gouvernement israélien est leur référence au ministère de la Santé de Gaza comme étant « *dirigé par le Hamas* ». Ce langage peut être vu dans les reportages de la BBC , de CNN et du New York Times , entre autres, une terminologie destinée à diaboliser les Palestiniens, détournant inconsciemment la sympathie des lecteurs du nombre horrible et croissant de morts palestiniens et, en fin de compte, justifiant l'attitude israélienne génocidaire à Gaza.

Ce parti pris des médias occidentaux constitue une extension de la politique étrangère de l'Europe et des États-Unis et vise à susciter une sympathie exclusive pour Israël aux dépens des Palestiniens.

En ce moment crucial de survie pour les Palestiniens, rattacher les « *gouvernés par le Hamas* » à Gaza et les « *dirigés par le Hamas* » à son ministère de la Santé – presque à chaque fois –

constitue une menace réelle pour la vie des Palestiniens de Gaza, car l'association d'Israël L'association de tout ce qui est Palestinien avec le Hamas est une association implicite des Palestiniens avec le mal, rendant essentiellement la vie des Palestiniens superflus, du nouveau-né jusqu'aux personnes âgées. Netanyahu est allé encore plus loin en appelant le Hamas ISIS au cours des premières semaines de la soi-disant guerre.

Bien entendu, la référence constante au « *ministère de la Santé dirigé par le Hamas* » dans le contexte des rapports sur le nombre de morts palestiniens laisse entendre aux lecteurs et aux téléspectateurs que les chiffres qu'ils voient sont suspects et que les 2,3 millions de vies à Gaza n'ont aucune valeur. Cela renforce la fausse affirmation de l'autodéfense d'Israël, qui a causé jusqu'à présent la mort de plus de 8 000 enfants palestiniens et de 92 journalistes. Ce langage reflète la même dégradation et la même déshumanisation des Palestiniens, vivants et morts, qui ont été démontrées par la déclaration du président américain Joe Biden selon laquelle il n'avait pas « *confiance* » dans l'exactitude du nombre de Palestiniens morts.

Il est vrai que le bilan des morts pourrait effectivement être inexact, mais uniquement parce que les chiffres réels sont bien plus élevés, car un nombre incalculable de Palestiniens restent ensevelis sous les décombres. Leur récupération reste impossible car l'armée israélienne a coupé l'accès à certaines zones et laissé d'innombrables corps pourrir dans les rues.

https://mondoweiss-net.translate.goog/2023/12/western-medias-reference-to-the-hamas-run-health-ministry-is-another-dehumanizing-tactic-enabling-israels-genocide/?_x_tr_sl=ar&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

---

Lu

En soutenant le génocide à Gaza, l'Occident bascule définitivement dans le mauvais camp - chroniquepalestine.com 29 décembre 2023

Par Jonathan Cook

La campagne de diffamation qui vise désespérément à défendre les crimes d'Israël met en lumière le cocktail empoisonné de mensonges qui sous-tend l'ordre démocratique libéral depuis des décennies.

Dans un sketch britannique populaire qui se déroule pendant la Seconde Guerre mondiale, un officier nazi positionné près de la ligne de front se tourne vers un collègue et, dans un moment de doute comique, lui demande brusquement : « *Sommes-nous les méchants ?* »

Cela fait près de trois mois que beaucoup d'entre nous ont l'impression de revivre cette scène, mais cette fois cela n'a rien de drôle.

Les dirigeants occidentaux ont non seulement soutenu verbalement la guerre génocidaire d'Israël contre Gaza, mais ils ont également fourni une couverture diplomatique, des armes, et d'autres formes d'assistance militaire.

L'Occident est pleinement complice du nettoyage ethnique de quelque deux millions de Palestiniens, de l'assassinat de plus de 20 000 personnes et des dizaines de milliers de blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants.

Les politiciens occidentaux ont insisté sur le « *droit d'Israël à se* défendre » alors qu'il a détruit des infrastructures essentielles à Gaza, y compris des bâtiments gouvernementaux, et qu'il a rendu le secteur de la santé inopérant. La famine et la maladie commencent à décimer la population survivante.

Les Palestiniens de Gaza n'ont nulle part où fuir, nulle part où se cacher des bombes israéliennes fournies par les États-Unis. S'ils sont finalement autorisés à s'échapper, ce sera vers l'Égypte voisine. Après des décennies de déplacements forcés, ils seront finalement exilés définitivement de leur patrie.

Et tandis que les capitales occidentales cherchent à mettre ces horreurs sans nom sur le dos du Hamas, les dirigeants israéliens laissent leurs soldats et les milices de colons, soutenus par l'État, se déchaîner en Cisjordanie, où, bien qu'il n'y ait pas de Hamas, ils attaquent et assassinent tous les Palestiniens qu'ils veulent.

En défendant la destruction de Gaza, les dirigeants israéliens n'hésitent pas à faire une analogie avec les bombardements des alliés sur des villes allemandes comme Dresde, sans se rendre compte que ces bombardements sont considérés depuis longtemps comme l'un des pires crimes de la Seconde Guerre mondiale.

Israël mène une guerre coloniale à l'ancienne, une guerre décomplexée, contre la population autochtone, du même genre de celles qui ont précédé l'édiction du droit humanitaire international. Et les dirigeants occidentaux l'encouragent.

Sommes-nous sûrs de ne pas être les méchants ?

La révolte des esclaves

L'attaque d'Israël contre Gaza suscite la nausée d'un grand nombre de personnes parce qu'on ne peut lui trouver aucune cause rationnelle. Elle fait l'effet d'un retour à la barbarie. Elle met à nu des pulsions occidentales primitives et hideuses qui ont été dissimulés pendant plus de 70 ans sous le vernis du « progrès x, à coup de discours sur la primauté des droits de l'homme, de création d'institutions internationales, de règles de la guerre, de revendications humanitaires.

Oui, toutes les justifications humanitaires étaient fallacieuses. Le Vietnam, le Kosovo, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et l'Ukraine nous ont tous été vendus à coup de mensonges. Le véritable objectif des États-Unis et de leurs complices de l'OTAN était de piller les ressources d'autres pays, de préserver l'hégémonie de Washington sur le monde et d'enrichir l'élite occidentale.

La supercherie a été entretenue par une propagande extrêmement efficace qui a aveuglé beaucoup Occidentaux. Les guerres étaient supposées contrer la menace du communisme soviétique, ou celle du « *terrorisme* » islamique, ou celle d'un nouvel impérialisme russe. Et, cerise sur le gâteau, elles étaient supposées libérer les femmes opprimées, protéger les droits de l'homme et favoriser la démocratie.

Mais aucun de ces récits mensongers ne fonctionne dans le cas présent.

Il n'y a rien d'humanitaire dans le fait de bombarder des civils pris au piège à Gaza, de transformer en ruines leur minuscule prison, au point qu'elle semble avoir subi un tremblement de terre, alors que la catastrophe est entièrement d'origine humaine.
Même Israël n'a pas le culot de prétendre libérer les femmes et les filles de Gaza du Hamas, tout en les tuant et les affamant. Il ne prétend pas non plus vouloir répandre la démocratie. Au contraire, à l'entendre, Gaza est remplie d' « *animaux humains* » et doit être « *rasée* ».

Les Occidentaux n'ont pas réussi à faire croire que le Hamas, un groupe de quelques milliers de combattants confinés à Gaza, menaçait véritablement le mode de vie de l'Occident.

Le Hamas n'a pas la capacité d'envoyer une ogive en Europe et encore moins en 45 minutes. Personne ne peut croire que leur prison à ciel ouvert, même avant sa destruction, était le cœur d'un empire islamiste prêt à envahir l'Occident et à le soumettre à la « *charia* ».

En fait, il est même difficile d'appeler guerre ce qui s'est passé à Gaza ces dernières semaines. Gaza n'est pas un État, elle n'a pas d'armée. Elle est sous occupation depuis des décennies et assiégée depuis 16 ans – un blocus pendant lequel Israël rationnait les calories qui rentraient dans la bande de Gaza pour qu'aucun Gazaoui ne mange à sa faim.

Comme l'a fait remarquer l'universitaire juif américain Norman Finkelstein, l'irruption du Hamas le 7 octobre n'est pas une guerre mais une révolte d'esclaves. Et comme toutes les rébellions d'esclaves de l'histoire – de celle de Spartacus contre les Romains à celle de Nat Turner en Virginie en 1831 -, elle ne pouvait pas être autrement que brutale et sanglante.

Sommes-nous dans le camp des gardiens de prison qui tuent tout ce qui bouge ? Devons-nous armer les propriétaires d'esclaves des plantations ?
Endoctrinement de masse

Pour pallier à l'absence d'arguments convaincants en faveur du soutien à la campagne génocidaire d'Israël à Gaza, nos dirigeants sont obligés de mener une guerre parallèle contre le public occidental – ou du moins contre son droit d'expression.

Remettre en question le droit d'Israël à exterminer les Palestiniens de Gaza, scander un slogan appelant les Palestiniens à se libérer de l'occupation et du siège, souhaiter l'égalité des droits pour tous dans la région, tout cela est désormais assimilé à de l'antisémitisme.

Exiger un cessez-le-feu pour que les Palestiniens cessent de mourir sous les bombes, c'est haïr les juifs.

Nous nous rendrions tous compte que ces manipulations sont non seulement odieuses mais constituent elles-mêmes de l'antisémitisme, si nous n'étions pas soumis à un lavage de cerveau brutal et tatillon par notre classe dirigeante.

Ceux qui soutiennent le génocide israélien font comme si ce n'était pas seulement le gouvernement et l'armée d'ultra-droite d'Israël, mais tous les juifs, qui veulent la destruction de Gaza, le nettoyage ethnique de sa population et le meurtre de milliers d'enfants palestiniens.

C'est cela la véritable haine des juifs.

(...)

Des mensonges à la pelle

La croyance selon laquelle l'Occident est meilleur que le reste du monde commence à s'effriter même aux yeux du public occidental.

Mais cela fait longtemps que les pays étrangers qui ont été dévastés par la machine de guerre de l'Occident ou qui attendent leur tour ont compris. L'ordre démocratique libéral ne leur offre rien d'autre que des menaces et du chantage : la soumission ou la punition.

Voilà le contexte dans lequel s'inscrit le génocide actuel à Gaza.

Comme il le prétend, Israël est en première ligne, mais il ne s'agit pas d'un choc des civilisations. Israël est un avant-poste exposé et fragile de l' *« ordre démocratique* » libéral, et ce qui se passe à Gaza ouvre les yeux du monde entier sur l'infamie et la toxicité des mensonges qu'on leur a servis sur la démocratie et le libéralisme.

Israël est un État d'apartheid qui se fait passer pour « *la seule démocratie du Moyen-Orient* ». Il fait passer ses forces d'occupation brutales pour « *l'armée la plus morale du monde* ». Et maintenant, il fait passer son génocide à Gaza pour "l'élimination du Hamas".

Israël a toujours dû masquer ces mensonges par l'intimidation. Quiconque ose dénoncer ces tromperies est traité d'antisémite.

Mais cette tactique se révèle grossièrement provocante, voire inhumaine, quand il s'agit de mettre fin au génocide dans la bande de Gaza.

Où cela mène-t-il en fin de compte ?

Il y a près de dix ans, l'universitaire israélien et militant pour la paix Jeff Halper a écrit un livre intitulé War Against the People (La guerre contre le peuple), dans lequel il nous mettait en garde : « *Dans une guerre sans fin contre le terrorisme, nous sommes tous condamnés à devenir des Palestiniens* ».

Ce ne sont pas seulement les « *ennemis* » de l'Occident, mais aussi ses populations, qui en viendraient à être considérés comme une menace pour les intérêts d'une classe dirigeante capitaliste soucieuse de ses privilèges et de son enrichissement permanents, quel qu'en soit le coût pour le reste d'entre nous.

Ces mots – qui pouvaient paraître extravagants lorsqu'il les a écrits – semblent maintenant prémonitoires.

Gaza n'est pas seulement la ligne de front de la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien. Il s'agit également d'une ligne de front dans la guerre menée par l'élite occidentale contre notre capacité à penser de manière critique, à développer des modes de vie

durables et à exiger que les autres soient traités aussi dignement et humainement que nous voulons l'être nous-mêmes.

Oui, les lignes de front sont claires. Et quiconque refuse de se ranger du côté des méchants (c'est-à-dire du côté du monde prétendument libre, net) est l'ennemi.
https://www.middleeasteye.net/opinion/israel-palestine-war-baddies-western-support-genocide-gaza-yes

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de la bande de Gaza a annoncé vendredi que le bilan de la guerre israélienne s'est alourdi à 21 672 morts et 55 915 blessés depuis le 7 octobre.

La guerre Israël-Hamas se poursuit sans répit, la population de Gaza "*épuisée*" - AFP 31 décembre 2023

La guerre entre Israël et le Hamas, entrée samedi dans sa 13e semaine, se poursuit sans répit dans la bande de Gaza, au grand désespoir d'une population palestinienne "*épuisée*" face aux bombardements de l'armée israélienne et en l'absence de perspective concrète de cessez-le-feu.

Le sud de la bande de Gaza, où se trouvent un grand nombre de Palestiniens déplacés, mais aussi le centre du territoire assiégé continuent d'être le théâtre d'intenses bombardements, de jour comme de nuit. Et "*la guerre va continuer pendant plusieurs mois*", a réaffirmé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, malgré les appels de plus en plus pressants à y mettre un terme.

Samedi, des habitants d'al-Zawiya, dans le centre de la bande de Gaza, ont continué d'extraire des cadavres des décombres, dont ceux de neuf membres d'une même famille d'après le directeur de la Protection civile, Rami al-Aïdid. AFP 31 décembre 2023

L'Afrique du Sud accuse Israël de "*génocide*" devant la Cour internationale de justice - Courrier International 30 décembre 2023

Dans sa requête devant le tribunal onusien, citée par The Times of Israël, l'Afrique du Sud affirme que depuis le lancement de son offensive contre le Hamas à Gaza en octobre, Israël "*s'est livré, se livre et risque de continuer à se livrer à des actes de génocide contre le peuple palestinien à Gaza*".

Elle estime que le terme de "*génocide*" est justifié car les actions de l'État hébreu "*sont commises avec l'intention spécifique requise […] de détruire les Palestiniens de Gaza en tant que partie du groupe national, racial et ethnique plus large des Palestiniens*".

"*La conduite d'Israël […] constitue une violation de la Convention sur le génocide*", soutient encore Pretoria.

Le New York Times observe que "*les allégations de crimes de guerre commis par Israël et par des groupes militants palestiniens dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 font déjà l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale (CP), indépendante de l'ONU*".

"*Mais l'impact de cette enquête reste flou car Israël n'est pas [signataire du Statut de Rome] et ne reconnaît pas la compétence de la CP*", poursuit le quotidien américain. "*Israël est en revanche signataire de la Convention sur le génocide, aux côtés de l'Afrique du Sud*", ce qui a permis à cette dernière de "*porter l'affaire devant la CI*".

Cette requête, comme toutes les autres portées devant la CI, "*ne sera probablement pas résolue avant plusieurs années*", souligne The Guardian. "*Mais l'Afrique du Sud a demandé à la Cour de se réunir dans les prochains jours pour émettre des 'mesures provisoires' appelant à un cessez-le-feu*".

La CI est habilité à ordonner des mesures d'urgence. Mais à l'instar de ses décisions finales, censées être juridiquement contraignantes, elle n'a aucun moyen de les faire appliquer.

Les ordonnances de la CI ne sont pas pour autant sans impact : elles peuvent "*contribuer à changer l'opinion publique internationale*", assure le Middle East Ey. Or le simple fait de poser la question d'un éventuel génocide commis par Israël "*pourrait nuire gravement à la réputation internationale de l'État hébreu*".

"*Exploitation ignoble*" de la CI

Par la voix de Loir Hait, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Israël a rejeté "*avec dégoût*" les accusations de l'Afrique du Sud, les qualifiant de "*diffamation sans fondement légal*", et assurant qu'il "respectait le droit international dans sa guerre contre le Hamas à Gaza", rapporte Haaretz.

"*La prétention de l'Afrique du Sud est dépourvue de fondement à la fois factuel et juridique et constitue une exploitation ignoble et méprisante de la Cour*", a jugé le porte-parole. Courrier International 30 décembre 2023

Président cubain : il est temps de mettre fin à "*la barbarie d'Israël contre les Palestiniens*" - aa.com.tr 29 décembre 2023

C'est ce qu'il a déclaré vendredi dans un post sur la plateforme « X », accompagné de photos montrant l'étendue des destructions dans la bande de Gaza suite aux attaques israéliennes.

Canel a décrit ce qui se passe à Gaza comme « *une honte pour l'humanité et une blessure majeure touchant le droit international* ».

Mardi, Canel a "*fermement*" critiqué la guerre israélienne en cours contre Gaza, déclarant : "*Cuba élèvera toujours la voix en faveur de la Palestine*".

De son côté, le président colombien Gustavo Petro a également dénoncé, dans un post sur X, ce dont était témoin la bande de Gaza, accompagnant son message de photos montrant l'ampleur de la tragédie.

Djibouti ne participera pas à la coalition américaine en Mer rouge : les attaques du Yémen sont un véritable soulagement pour les Palestiniens - french.almanar.com.lb 28 décembre 2023

Le ministre djiboutien des Affaires étrangères, Mahmoud Ali Youssef, a affirmé que « *son pays ne condamne pas les attaques de Sanaa en mer Rouge et de Bâb al-Manda* », les qualifiant « d'un véritable soulagement pour les Palestiniens ».

Youssef a indiqué que « *Djibouti émet des réserves quant à sa participation à la coalition formée par les Etats-Unis, même si l'arrêt du commerce maritime à Bâb al-Manda nuirait à l'économie djiboutienne* ».

Il a souligné que « le commerce maritime constitue une part essentielle du revenu national de Djibouti et que si Bâb al-Manda est fermé, son économie s'effondrera ».

Youssef a conclu en disant : « *Si la Palestine ne trouve pas d'autre aide que celle du Yémen, que Dieu bénisse l'aide des Hou This* ». french.almanar.com.lb 28 décembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

France Info exprime ouvertement un regret.

Attaques des hou This en mer Rouge : pourquoi les pays européens sont-ils réticents à rejoindre les Etats-Unis dans leur coalition ? - 30 décembre 2023

Argentine.

Argentine : le nouveau président Javier Milei confirme que son pays n'adhérera pas au club des Brics - AFP/franceinfo 30 décembre 2023

L'Argentine n'adhérera pas au bloc des pays émergents (Brics). Dans une lettre au président brésilien Lula, ainsi qu'aux autres membres du bloc (Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le nouveau président argentin, Javier Milei, l'"*informe que l'incorporation de la République argentine aux Brics en tant que membre à part entière à partir du 1er janvier 2024 n'est pas considérée comme appropriée*" par son gouvernement. Un retrait qu'il avait déjà promis lors de sa campagne électorale, alors que l'ex-gouvernement de centre-gauche voulait intégrer ce club.

"*Comme vous le savez, la marque de politique étrangère du gouvernement que je préside depuis quelques jours diffère à de nombreux égards de celle du gouvernement précédent*", explique Javier Milei, qui a pris ses fonctions le 10 décembre. "*En ce sens, certaines décisions prises par l'administration précédente seront révisées. Parmi elles, la création d'une unité (...) pour la participation active du pays aux Brics*", ajoute-t-il dans la missive publiée par plusieurs médias. AFP/franceinfo 30 décembre 2023

Serbie. Tentative de « *révolution de couleur* ».

Serbie : plusieurs milliers d'opposants manifestent à Belgrade pour réclamer l'annulation des élections - AFP/RT 30 déc. 2023

L'opposition a de nouveau contesté les résultats des élections législatives. Celle-ci estime notamment que les Serbes de Bosnie ont été autorisés illégalement à venir voter dans la capitale. Le 17 décembre, le parti SANS du président serbe Aleksandra Vic, au pouvoir depuis 2012, a remporté 46% des voix contre 23,5% à la coalition de l'opposition.

La manifestation du 30 décembre a été organisée par un groupe d'intellectuels, artistes et célébrités, Pro Glass (jeu de mot qui signifie à la fois «*proclamation*» et «*pro-vote*»). Pro-glass avait commencé à faire campagne pour appeler à aller voter pour eux.

La principale coalition d'opposition, «*La Serbie contre la violence*», est rejointe par des groupes d'étudiants depuis près de deux semaines. Le 29 décembre, quelques centaines d'entre eux avaient bloqué une rue du centre de Belgrade à l'appel du groupe Bora («*combat*»). AFP/RT 30 déc. 2023

LE SOCIALISME

Le 8 janvier 2024

Si je continue ces causeries, c'est uniquement pour me faire plaisir ou parce que je ne peux pas rester sans rien faire. Il faut que je participe à la lutte de classe d'une manière ou d'une autre, à mon âge de mon trou en Inde je n'ai guère le choix des moyens.

Je me fous de ce que pense les lecteurs, car du moment qu'ils sont anonymes ou ils ne se font pas connaître avec un pseudonyme, ils n'existent pas ou plus vraiment dans tous les sens du terme.

Et puis on a l'impression d'avoir déjà tout dit, d'avoir abordé tous les sujets sous tous les angles possibles ou imaginables. On a abordé toutes les analyses ou théories ayant cours sans a priori. J'ai intégré un tas de facteurs de notre époque dans mon analyse de la situation et dans ma conception de la lutte de classe pour ne pas être tenté de me comporter comme un vulgaire dogmatique ou sectaire à l'esprit étroit et borné. J'ai dû étudier sérieusement un tas de sujets sur lesquels j'ignorais tout ou presque, à cette occasion j'ai fait des découvertes formidables.

J'ai toujours à l'esprit que ce qui parvient à notre connaissance ou ce dont on prend conscience au cours d'une vie, est finalement insignifiant et évolue sans cesse, sans quoi on se fossilise ou on se leurre sur ce qu'on croit savoir, pire, on méprise ceux qui demeurent profondément ignorants, c'est-à-dire, l'immense majorité des hommes toutes classes confondues.

On peut avoir acquis une conscience de classe et se retrouver totalement isolé. On se demande quoi en faire sans trouver de réponse, c'est très frustrant, mais il faut faire avec en attendant des jours meilleurs. De la même manière, on observe l'emprise grandissante de l'opportunisme sur l'ensemble du mouvement ouvrier, sa droitisation constante qu'il tente de masquer maladroitement en adoptant des positions communautaristes ou identitaires initiées par un tas d'officines au service des maitres de Davos ou Bilderberg.

Vaut mieux encore continuer de lutter sur la base de nos principes ou de nos positions de classe quitte à être marginalisé, plutôt que les imiter et sombrer avec eux et le régime ultra réactionnaire ou fascisant qu'ils soutiennent. Si une organisation ou un parti adoptait cette attitude, je le soutiendrais, encore faudrait-il que ses dirigeants nous fournissent de solides garanties qu'ils ne trahiraient pas leurs engagements à la première occasion, selon mes critères qui peuvent être discutables, pourquoi pas, je n'ai jamais été fermé à la discussion fraternelle, c'est-à-dire, à condition que chacun veuille bien examiner sérieusement et loyalement les arguments des autres parties, ce qui à ma connaissance dans l'état actuel des choses relèvent encore de l'imaginaire.

On peut le regretter profondément, cela n'engage à rien, soyons honnête. On peut se dire aussi qu'on est peut-être trop rigide ou exigeant, qu'on demande l'impossible, que j'en porte également la responsabilité. Je serais prêt à l'admettre, si cela pouvait faire avancer les

choses, encore faudrait-il que cela repose sur des arguments solides, et que cela ne relève pas du procès d'intention ou d'accusations gratuites.

J'ai souvent eu l'occasion de constater lors d'une discussion, qu'après avoir manifesté des désaccords deux parties parvenaient à adopter la position de l'une d'entre elle sans trop savoir pourquoi, sinon chacun restait sur sa position sans davantage pouvoir expliquer pourquoi !

Quand on adopte une position ou lorsqu'on tire les conclusions d'une analyse, vaut mieux savoir de quoi on parle, ce qui n'est pas le cas en règle générale, on se contente de formules toutes faites ou on répète comme un perroquet ce qu'on a lu ou entendu quelque part, n'importe qui pour le travailleur lambda, un dirigeant de son parti ou de son courant politique pour un militant, peu importe ici qui a raison ou tort, c'est la méthode d'acquisition des connaissances ou le moyen par laquelle on s'est forgé une conviction qui pose problème dans les deux cas évoqués.

Personnellement ils ne me satisfont pas et je ne peux pas m'en contenter, parce que je serais incapable de défendre une position ou d'expliquer pourquoi je suis arrivé à telle ou telle conclusion. Tout dépend de nos intentions ou de notre motivation. Si c'est uniquement pour lancer des mots d'ordre en l'air, on peut se contenter de peu ou n'importe quoi fera l'affaire, bien qu'on puisse tout de même combattre contre son camp, non mais il faut en avoir conscience.

Par exemple. Sans avancer l'exigence du démantèlement d'Israël ou l'abolition de la résolution 181 de l'ONU à l'origine de la partition de la Palestine, les mots d'ordre les plus généreux ne valent rien. Cette guerre, qui concerne l'ensemble des peuples du Moyen-Orient, n'a pas commencé le 7 octobre 2023, ni en 1973, ni en 1967, ni en 1947 ou en 1948, elle remonte quelques années avant et après les années 20, au-delà, vers les années 1870, chaque fois on retrouve les mêmes protagonistes avec en toile de fond les colonisateurs sionistes fortunés et les anglo-saxons, le Raj britannique était la première puissance mondiale à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

On vient de voir qu'en à peine huit lignes, qu'on peut exprimer oralement en moins d'une minute, il est possible d'appréhender la question palestinienne dans une perspective historique, qui permet de déterminer la véritable nature et le véritable enjeu de cette guerre déclenchée par les Etats-Unis par l'intermédiaire de son agence sioniste au Moyen-Orient.

Du coup, on dispose d'arguments qui nous fournissent un tout autre éclairage sur la situation, que celui donné complaisamment par les autorités ou les médias mainstream ou sociaux qui s'emploient à faire démarrer ce conflit le 7 octobre 2023, à le réduire à un affrontement entre Israël et le Hamas, à renvoyer dos-à-dos Israël et Palestiniens comme s'ils en partageaient la responsabilité, alors qu'en réalité elle revient entièrement aux colonisateurs anglo-saxons, les Etats-Unis ayant pris la place qu'occupait autrefois l'empire britannique.

Cela pour dire, qu'il faut être particulièrement de mauvaise foi ou idiot pour refuser de convenir, qu'en s'en tenant strictement aux faits au cours d'une discussion, deux parties peuvent parvenir à la compréhension de n'importe quelle question et la partager, on peut parvenir à bout de n'importe quel désaccord politique, à condition d'en avoir la volonté ou d'être réellement motivés par la même cause collective et pas autres choses.

C'est la méthode que j'ai adoptée pour progresser et demeurer indépendant, fidèle au marxisme et au socialisme, tout du moins je l'espère ! J'ai cessé de vouloir enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit, je le répète, je me contrefous de ce pensent mes lecteurs, j'ai juste besoin de voir où j'en suis et de vérifier si je suis digne de mon idéal, je ne suis pas comptable du reste dans ma situation.

Par ailleurs, je suis tributaire de mon âge et de mon état de santé, les yeux qui fatiguent et les poumons en sales états, ce qui justifie que je n'actualiserai plus le blog régulièrement. J'ai envie de dire, que je l'actualiserai quand j'en aurai envie ou quand j'aurai quelque chose de spécial à raconter.

Etre saturé d'infos ne sert à rien non plus, si on n'est pas capable d'enregistrer l'essentiel et de le conserver à l'esprit. La plupart des gens ne savent pas lire, manquent totalement de logique et de discernement. C'est perdre son temps d'essayer de leur faire comprendre quelque chose, quand on a un statut social aussi misérable que le mien.

Les trois dernières années qui viennent de s'écouler, ont permis de vérifier la pertinence du regard que je portais sur les masses et la société, embourgeoisées et toujours aussi ignorantes, conditionnées dans des proportions terrifiantes, idem pour le mouvement ouvrier. Si la situation politique internationale se radicalisait violemment dans les mois à venir, comme elle semble prendre le chemin, il faudrait que les masses en subissent de violentes conséquences, pour espérer que l'avant-garde du mouvement ouvrier se reconstruise sur des bases saines, qu'elle se rassemble enfin, c'est tout le mal qu'on peut se souhaiter en ce début d'année.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

Par Daniel Gluckstein 28 décembre 2023

Dans les limites d'une opposition verbale…

C'était en avril dernier. Méprisant les millions de grévistes et de manifestants mobilisés depuis de longs mois contre sa réforme des retraites, Macron venait de la faire « *adopter* » par un 49-3 à l'Assemblée nationale. Alors que les travailleurs et les jeunes continuaient à défiler au cri de « *Macron, démission !* », les dirigeants des partis de la Nupes, eux, se tournèrent vers le président pour le supplier solennellement de ne pas promulguer sa loi. Ce qu'il fit pourtant dès que le Conseil constitutionnel lui en eut donné le feu vert.

On a revécu la même scène la semaine dernière. Allié à l'extrême droite et à la droite, Macron fait passer sa loi raciste, utilisant pour cela les artifices les plus antidémocratiques de la Ve République. Que font les dirigeants de l'ex-Nupes ? Ils écrivent à Macron : « *S'il vous plaît, ne promulguez pas.* »

Entre ces deux événements, il y a eu, en septembre, ce dîner auquel participèrent les dirigeants de tous les partis de « *gauche* », de droite et d'extrême droite, douze heures durant, autour de Macron. Et d'autres épisodes encore…

Comme la moule à son rocher, la « *gauche* » semble ne pouvoir se décrocher de Macron. Lequel s'en félicite bruyamment. Certes, les partis de « *gauche* » expriment souvent leur désaccord avec la politique présidentielle. Mais ils sont vigilants à rester dans les limites d'une opposition verbale sans conséquence pratique. Pour eux, Macron doit pouvoir continuer son œuvre, au nom du sacro-saint respect dû au président de la Ve République. Ce sont les mêmes d'ailleurs, et pour les mêmes raisons, qui en appellent au sacro-saint respect de l'ONU et de ses résolutions, y compris celle de 1947 qui a imposé la partition de la Palestine, partition à la source du massacre en cours.

N'en déplaise à ces dirigeants, la fonction de président de la République n'a rien de sacré. Elle consiste à assurer la domination capitaliste (c'est le cas aussi pour l'ONU à l'échelle internationale). La Ve République n'est elle-même que l'instrument de la domination de la classe capitaliste, du droit absolu qu'elle s'arroge d'exploiter les travailleurs, de piller les ressources de la nation pour la guerre et pour les spéculateurs, et de déchaîner son appareil répressif quand elle le juge utile. C'est parce qu'ils refusent de rompre avec ces institutions – et les rapports de classe qu'elles protègent – que les dirigeants des partis de « *gauche* » se placent eux-mêmes dans ce rapport de sujétion à Macron, au mépris de ce qu'attendent d'eux nombre de travailleurs et leurs propres militants. Qu'on ne vienne pas, après cela, se plaindre de l'abstention…

Un parti ne craint pas d'appeler les travailleurs à ouvrir la voie de la rupture par leur propre mobilisation. Un parti appelle à rejeter aussi bien le prétendu droit international de l'ONU, contraire au droit des peuples, que les institutions de la Ve République, contraires à la démocratie. Un parti appelle à rassembler les forces dans la lutte de classe pour briser la politique anti-ouvrière, antisociale, antidémocratique du gouvernement Macron. Son nom ? Parti des travailleurs.

J-C - On peut signer ou partager cet éditorial qui remet les uns et les autres à leurs places.

Pourquoi les « *antifas* » ne vous diront jamais. Parce qu'ils sont aussi farouchement anticommunistes.

Les États-Unis n'ont pas vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, ils l'ont discrètement internationalisé.

J-C - La question que je me suis posé : Outre le fait que cela n'a jamais figuré dans un manuel scolaire, je me demande pourquoi lors de la formation politique que j'ai suivie avant de rejoindre une organisation qui se réclamait du marxisme et du communisme, du trotskysme, on ne m'a jamais enseigné cette épisode qui en disait plus que de long discours sur la nature des régimes politiques en place en France et plus largement en Occident.

Pourquoi nous a-t-on fait croire que nous vivions sous un régime un jour caractérisé d'antidémocratique, et un autre jour de démocratique, alors qu'il était l'émanation de la barbarie nazie ou fasciste, soit que les principaux acteurs politiques au pouvoir en soient issus, soit qu'ils l'aient passé sous silence quand ils figuraient dans l'opposition parlementaire ou institutionnelle, pour épargner à tout prix le régime en place et ignorer les véritables intentions

des principaux personnages qui allaient jouer un rôle politique déterminant dans l'orientation de la société au cours des années ou des décennies à venir, jusqu'à nos jours.

Extraits.

- L'un des mythes fondateurs du monde contemporain d'Europe occidentale et d'Amérique est que le fascisme a été vaincu pendant la Seconde Guerre mondiale par les démocraties libérales, et en particulier par les États-Unis.

- Bien que cela ressemble probablement à une hyperbole pour ceux dont la compréhension de l'histoire a été formatée par la science sociale bourgeoise, qui se concentre presque exclusivement sur le gouvernement visible et la couverture libérale susmentionnée, l'histoire du gouvernement invisible de l'appareil de sécurité nationale suggère que le fascisme, loin d'être vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale, a été internationalisé avec succès.

- Lorsque les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale, le futur chef de la CIA, Allen Dulles, a déploré que son pays combattait le mauvais ennemi. Les nazis, comme il l'a expliqué, étaient des chrétiens aryens pro-capitalistes, alors que le véritable ennemi était le communisme athée et son anticapitalisme résolu.

- Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Karl Wolff, ancien bras droit de Himmler, est allé voir Allen Dulles à Zurich, où il travaillait pour l'Office of Strategic Services, l'organisation prédécesseur de la CIA. Wolff savait que la guerre était perdue et il voulait éviter d'être traduit en justice. Dulles, pour sa part, voulait que les nazis en Italie sous le commandement de Wolff déposent les armes contre les alliés et aident les Américains dans leur lutte contre le communisme. Wolff, qui était l'officier SS le plus haut gradé à avoir survécu à la guerre, offrit à Dulles la promesse de développer, avec son équipe nazie, un réseau de renseignement contre Staline. Il a été convenu que le général qui avait joué un rôle central dans la supervision de la machine génocidaire nazie, et qui a exprimé sa *« joie particulière* » lorsqu'il a obtenu des trains de marchandises pour envoyer 5 000 Juifs par jour à Treblinka, serait protégé par le futur directeur de la CIA, qui l'a aidé à éviter les procès de Nuremberg.

Wolff était très loin d'être le seul haut responsable nazi protégé et réhabilité par l'OSS-CIA. Le cas de Reinhard Gehlen est particulièrement révélateur. Ce général du IIIe Reich avait été responsable de Fremde Heere Ost, le service de renseignement nazi dirigé contre les Soviétiques. Après la guerre, il a été recruté par l'OSS-CIA et a rencontré tous les principaux architectes de l'État de sécurité nationale d'après-guerre : Allen Dulles, William Donovan, Frank Wisner, le président Truman. Il a ensuite été nommé à la tête du premier service de renseignement allemand après la guerre, et il a commencé à employer un grand nombre de ses collaborateurs nazis. L'organisation Gehlen, comme on l'appelait, allait devenir le noyau des services de renseignement allemands. On ne sait pas combien de criminels de guerre ce nazi décoré a engagé, mais Eric Lichtblau estime que quelque quatre mille agents nazis ont été intégrés dans le réseau supervisé par l'agence d'espionnage américaine. Avec un financement annuel d'un demi-million de dollars de la CIA dans les premières années de l'après-guerre, Gehlen et ses hommes forts ont pu agir en toute impunité. Yvonnick Denoël explique ce revirement avec une clarté remarquable : *« Il est difficile de comprendre que, dès 1945, l'armée et les services de renseignement américains aient recruté sans état d'âme d'anciens criminels nazis. L'équation était pourtant très simple à l'époque : les États-Unis venaient de*

vaincre les nazis avec l'aide des Soviétiques. Ils prévoyaient désormais de vaincre les Soviétiques avec l'aide d'anciens nazis ».

La situation était similaire en Italie parce que l'accord de Dulles avec Wolff faisait partie d'une entreprise plus vaste, appelée Opération Sunrise, qui a mobilisé les nazis et les fascistes pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale en Italie (et commencer la Troisième Guerre mondiale à travers le monde). Dulles a travaillé main dans la main avec le futur chef du contre-espionnage de l'Agence, James Angleton, qui était alors stationné par l'OSS en Italie. Ces deux hommes, qui deviendront deux des acteurs politiques les plus puissants du XXe siècle, ont montré de quoi ils étaient capables dans cette étroite collaboration entre les services de renseignement américains, les nazis et les fascistes. Angleton, de son côté, a recruté des fascistes pour mettre fin à la guerre en Italie afin de minimiser le pouvoir des communistes. Valerio Borghèse était l'un de ses principaux contacts parce que ce fasciste pur et dur du régime de Mussolini était prêt à servir les Américains dans la lutte anti communiste, et il est devenu l'une des figures de proue internationales du fascisme d'après-guerre. Anglet on l'avait directement sauvé des mains des communistes, et l'homme connu sous le nom de Prince noir a eu l'occasion de poursuivre la guerre contre la gauche radicale sous un nouveau patron : la CIA.

Une fois la guerre terminée, de hauts responsables du renseignement américain, dont Dulles, Wisner et Carmel Offie, « *ont œuvré pour que la dénazification n'ait qu'une portée limitée* », selon Frédéric Charpier : « *Des généraux, des hauts fonctionnaires, des policiers, des industriels, des avocats, des économistes, des diplomates, des universitaires et de véritables criminels de guerre ont été épargnés et remis à leur poste.* » L'homme en charge du plan Marshall en Allemagne, par exemple, était un ancien conseiller de Hermann Göring, le commandant en chef de la Luftwaffe (armée de l'air). Dulles a rédigé une liste de hauts fonctionnaires de l'État nazi à protéger et à faire passer pour des opposants à Hitler. L'OSS-CIA a procédé à la reconstruction des États administratifs en Allemagne et en Italie avec leurs alliés anticommunistes.

Eric Lichtblau estime que plus de 10 000 nazis ont pu immigrer aux États-Unis dans la période d'après-guerre (au moins 700 membres officiels du parti nazi avaient été autorisés à entrer aux États-Unis dans les années 1930, alors que les réfugiés juifs étaient refoulés). En plus de quelques centaines d'espions allemands et de milliers de SS, l'opération Paperclip, qui a commencé en mai 1945, a amené au moins 1 600 scientifiques nazis aux États-Unis avec leurs familles. Cette entreprise visait à récupérer les grands esprits de la machine de guerre nazie et à mettre leurs recherches sur les fusées, l'aviation, les armes biologiques et chimiques, etc., au service de l'empire américain. La Joint Intelligence Objectives Agency a été créée spécifiquement pour recruter des nazis et leur trouver des postes dans les centres de recherche, le gouvernement, l'armée, les services de renseignement ou les universités (au moins 14 universités y ont participé, dont Cornell, Yale et le MIT).

Bien que le programme ait officiellement exclu les nazis ardents, du moins au début, il a en fait permis l'immigration de chimistes d'IG Farben (qui avait fourni les gaz mortels utilisés dans les exterminations de masse), de scientifiques qui avaient utilisé des esclaves dans les camps de concentration pour fabriquer des armes, et de médecins qui avaient participé à des expériences hideuses sur les Juifs. Roms, communistes, homosexuels et autres prisonniers de guerre. Ces scientifiques, qui ont été décrits par un fonctionnaire du département d'État opposé à Paperclip comme « *les anges de la mort d'Hitler* », ont été accueillis à bras ouverts

dans le pays de la liberté. Ils ont reçu un logement confortable, un laboratoire avec des assistants et la promesse d'une citoyenneté si leur travail portait ses fruits. Ils ont ensuite mené des recherches qui ont été utilisées dans la fabrication de missiles balistiques, de bombes à sous-munitions au gaz sarin et dans la militarisation de la peste bubonique.

La CIA a également collaboré avec le MI6 pour mettre en place des armées secrètes anticommunistes dans tous les pays d'Europe occidentale. Sous prétexte d'une invasion potentielle par l'Armée rouge, l'idée était de former et d'équiper des réseaux de soldats illégaux qui resteraient derrière les lignes ennemies si les Russes se déplaçaient vers l'ouest. Ils seraient ainsi activés dans le territoire nouvellement occupé et chargés de missions d'exfiltration, d'espionnage, de sabotage, de propagande, de subversion et de combat. Les deux agences ont travaillé avec l'OTAN et les services de renseignement de nombreux pays d'Europe occidentale pour construire cette vaste organisation sub-rosa, établir de nombreuses caches d'armes et de munitions et équiper leurs soldats de l'ombre de tout ce dont ils avaient besoin. Pour ce faire, ils ont recruté des nazis, des fascistes, des collaborationnistes et d'autres membres anticommunistes de l'extrême droite. Les chiffres varient selon les pays, mais ils sont estimés entre quelques dizaines et plusieurs centaines, voire quelques milliers, par pays. Selon un reportage de l'émission de télévision Retour aux sources, il y avait 50 unités de réseau stay-behind en Norvège, 150 en Allemagne, plus de 600 en Italie et 3 000 en France.

Ces militants entraînés seront plus tard mobilisés pour commettre ou coordonner des attaques terroristes contre la population civile, qui seront ensuite imputées aux communistes afin de justifier la répression de la « *loi et de l'ordre* ». Selon les chiffres officiels en Italie, où cette stratégie de tension était particulièrement intense, il y a eu 14 591 actes de violence à caractère politique entre 1969 et 1987, qui ont fait 491 morts et 1 181 blessés. Vincenzo Vinciguerra, membre du groupe d'extrême droite Ordine Nuovo et auteur de l'attentat à la bombe près de Peteano en 1972, a expliqué que l'Avanguardia Nazionale fasciste, comme l'Ordine Nuovo, était mobilisée dans la bataille dans le cadre d'une stratégie anticommuniste provenant non pas d'organisations déviantes des institutions du pouvoir, mais de l'État lui-même et plus particulièrement dans le cadre des relations de l'État au sein de l'Alliance atlantique ». En 2000, une commission parlementaire italienne qui a mené une enquête sur les armées stay-behind en Italie est parvenue à la conclusion suivante : « *Ces massacres, ces bombes, ces actions militaires ont été organisés, promus ou soutenus par des hommes au sein des institutions de l'État italien et, comme on l'a découvert plus récemment, par des hommes liés aux structures du renseignement des États-Unis.* »

L'État de sécurité nationale des États-Unis a également été impliqué dans la supervision des lignes de rats qui ont exfiltré les fascistes d'Europe et leur ont permis de se réinstaller dans des refuges sûrs à travers le monde, en échange de faire son sale boulot. Le cas de Klaus Barbie n'est qu'un cas parmi des milliers, mais il en dit long sur le fonctionnement interne de ce processus. Connu en France comme « *le boucher de Lyon* », il y a dirigé le bureau de la Gestapo pendant deux ans, y compris le moment où Himmler a donné l'ordre de déporter au moins 22 000 Juifs de France. Ce spécialiste des « *tactiques d'interrogatoire renforcées* », connu pour avoir torturé à mort le coordinateur de la Résistance française, Jean Moulin, organise la première rafle de l'Union générale des Juifs de France en février 1943 et le massacre de 41 enfants juifs réfugiés à Izieu en avril 1944. Avant d'arriver à Lyon, il avait dirigé des escadrons de la mort sauvages, qui avaient tué plus d'un million de personnes sur le front de l'Est selon Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair. Mais après la guerre, l'homme que ces mêmes auteurs décrivent comme le troisième sur la liste des criminels SS les plus

recherchés travaillait pour le Counter Intelligence Corps (CIC) de l'armée américaine. Il a été engagé pour aider à construire les armées stay-behind en recrutant d'autres nazis et pour espionner les services de renseignement français dans les régions contrôlées par la France et les États-Unis en Allemagne.

Lorsque la France a appris ce qui se passait et a demandé l'extradition de Barbie, John Mc Cloy, le haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, a refusé en affirmant que les allégations étaient basées sur des ouï-dire. Néanmoins, il s'est finalement avéré trop coûteux, symboliquement, de garder un boucher comme Barbie en Europe, il a donc été envoyé en Amérique latine en 1951, où il a pu poursuivre son illustre carrière. Installé en Bolivie, il a travaillé pour les forces de sécurité de la dictature militaire du général René Barrientos et pour le ministère de l'Intérieur et la branche contre-insurrectionnelle de l'armée bolivienne sous la dictature d'Hugo Banzer, avant de participer activement au coup d'État de la cocaïne en 1980 et de devenir le directeur des forces de sécurité sous le général Meza. Tout au long de sa carrière, il a maintenu des relations étroites avec ses sauveurs dans l'État de sécurité nationale des États-Unis, jouant un rôle central dans l'opération Condor, le projet de contre-insurrection qui a réuni les dictatures latino-américaines, avec le soutien des États-Unis, pour écraser violemment toute tentative de soulèvement égalitaire par le bas. Il a également contribué au développement de l'empire de la drogue en Bolivie, notamment en organisant des gangs de narco-mercenaires qu'il a nommés Los novios de la muerte, dont les uniformes ressemblaient à ceux des SS. Il a voyagé librement dans les années 1960 et1970, visitant les États-Unis au moins sept fois, et il a très probablement joué un rôle dans la chasse à l'homme organisée par l'Agence pour tuer Ernesto « *Che* » Guevara.

Pour lire la suite :

https://histoireetsociete.com/2024/01/02/les-etats-unis-na-pas-vaincu-le-fascisme-pendant-la-seconde-guerre-mondiale-il-la-discretement-internationalise/

J-C – Passionnant, n'est-ce pas ?

Lu

- Il s'agit donc de voir où la croissance économique mondiale va se concentrer. On peut considérer l'économie américaine comme une économie en faillite. Et les États-Unis sont un État en faillite. Et vous pouvez considérer que l'Europe est un État en faillite parce qu'elle s'est laissée diriger par des planificateurs néolibéraux américains qui la traitent comme ils ont traité la Russie dans les années 1990. Il faut donc aller là où l'on constate la croissance dans les domaines qui vous intéresse. Et il se pourrait bien que l'on assiste à un renversement du mouvement mondial d'immigration vers le nouveau monde. Et maintenant, ils se dirigent vers le nouveau monde, qui est l'Asie de l'Est et la Russie, le nord.

Je pense que l'Europe est un continent perdu pour la prochaine décennie. Cela va prendre beaucoup de temps. Je ne pense pas que l'Europe puisse se sauver, parce qu'elle n'a fait aucune tentative pour le faire. Les dirigeants européens pensent qu'ils doivent dépendre des États-Unis pour leur soutien personnel ainsi que pour leur fortune personnelle et même pour leur liberté personnelle. Je ne pense donc pas que l'Europe puisse se sauver elle-même.

Je pense qu'à long terme, c'est-à-dire pour le reste du XXIe siècle, ils [les peuples et pays européens] trouveront leur salut, mais il ne viendra pas d'Europe. Il viendra de la Chine, de la Russie, des BRICS Plus et de l'Eurasie, avec le Sud global, qui poursuivent un programme économique et politique entièrement différent. Le monde va se diviser en deux parties, et nous en avons discuté, je crois, lors de notre dernière émission. Il y aura l'économie néolibérale, financiarisée, privatisée, de l'OTAN, de l'Europe et des États-Unis d'une part, ce que Joseph Borrell appelle le jardin fleuri, mais où en fait, les fleurs sont toutes fanées, où les fleurs déjà ont été cueillies. Il ne s'agit plus vraiment d'un jardin en croissance. Elles ont été cueillies et gisent sur le sol.

D'un autre côté, il y a la jungle. La jungle, c'est ce qui pousse. C'est ce que fait la jungle. Elle se développe. La jungle sera donc l'Asie, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, et ses liens avec l'Afrique et le Brésil. Et le joker est, bien sûr, de savoir qui contrôlera le Proche-Orient. Aujourd'hui l'alternative au modèle néolibéral américain est un modèle d'économies mixtes. Je vois la Chine et la Russie suivre à peu près le même modèle que celui que le monde entier a suivi avant la Première Guerre mondiale.

Au début du XXe siècle, il y avait le capitalisme industriel américain. Il y avait le capitalisme industriel allemand, avec un secteur public très actif. Les deux pays comptaient sur les investissements publics dans les routes, les chemins de fer, les canaux, les systèmes scolaires, les systèmes de santé, afin de minimiser le coût de la vie, de minimiser le coût des affaires et d'empêcher le développement de monopoles qui gagneraient de l'argent sans vraiment produire quoi que ce soit.

Tout ceci s'est terminé avec la Seconde Guerre mondiale. La lutte contre l'Union soviétique s'est transformée en une lutte non seulement contre le socialisme mais aussi contre l'idée même du capitalisme industriel selon laquelle l'infrastructure publique est le principal moteur de l'économie. Aujourd'hui, on voit que la Chine est en tête avec un pays qui utilise son excédent économique non pas pour créer de la richesse financière, mais pour se doter de moyens de production tangibles. Des chemins de fer, des trains à grande vitesse, des routes, une production automobile, une production industrielle. Il s'agit d'une économie mixte dans laquelle la plus grande partie de l'argent est traité comme un service public, de sorte que le gouvernement peut décider comment utiliser cet argent. Nous allons créer de l'argent pour financer des investissements en capitaux tangibles et pour financer l'emploi dans des biens et des services réels. Construire des maisons, des immeubles de bureaux, des infrastructures, des ports, des navires, des trains et des chemins de fer. C'est pour cela qu'ils créent de l'argent.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale, et en Europe les banques centrales, créent de l'argent essentiellement pour que des intérêts financiers achètent des entreprises industrielles et des infrastructures existantes et les ferment. Le modèle pour l'Europe occidentale est la société des eaux Thames Water en Angleterre, une société qui a été privatisée et qui, au lieu de fournir de l'eau propre et de traiter les eaux polluées, utilise l'argent qu'elle reçoit uniquement pour payer des dividendes aux investisseurs, sans faire d'investissement, et finit par polluer l'eau, en perdre énormément à cause des fuites, et par être le désastre que l'on voit en Angleterre. Des histoires similaires pourraient être racontées à propos des États-Unis.

Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ? Ils seront

pour l'Occident ce que l'Amérique était pour l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la situation est inversée. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis et l'Europe qui vont se tourner vers la Russie et la Chine pour savoir comment les imiter. Comment obtenir des produits de luxe russes et chinois ? Au lieu d'acheter des blue-jeans, des blue-jeans américains et des cigarettes comme ils ont fait après la Seconde Guerre mondiale, ils voudront acheter des produits chinois, russes, asiatiques et, je l'espère, proche-orientaux également.

Il est évident qu'à un certain moment, non seulement la population mais aussi les milieux d'affaires se diront que, si nous voulons gagner de l'argent, nous allons devoir rejoindre cet ordre économique en expansion au lieu de rester dans l'ordre économique en régression que nous observons aux États-Unis et en Europe. Normalement, on pourrait penser que les pays agissent toujours dans l'intérêt de leurs principales classes d'affaires, mais cela ne s'est pas produit en Europe. Ce n'est pas le cas aux États-Unis, mais c'est le cas en Asie en raison de la manière dont les gouvernements créent un marché pour que les entreprises fassent des profits en développant l'économie plutôt qu'en la fermant et en la réservant aux riches élites.

Mon commentaire :

– "*Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ?*"

Il arrivera un jour où ils se retrouveront tous dans la même situation cette fois-ci. Ils ne pourront plus augmenter leur niveau de productivité, parce qu'il y a une limite à tout. Pas besoin d'être très intelligent pour le comprendre, sauf peut-être pour ceux qui refusent de l'admettre, car ils tiennent à tout prix à sauver le système capitaliste, et c'est l'ensemble du système économique (mondial) reposant sur ce facteur qui s'effondrera ou adoptera la même orientation que celle qu'on observe aux Etats-Unis et en Europe de nos jours, c'est aussi inéluctable que ce qui se produit sous nos yeux.

Ceux qui se demandent pourquoi les choses se passent ainsi, démontrent qu'ils n'ont manifestement pas compris (ou rien compris) qu'il ne pouvait pas en être autrement dans des conditions données, parce qu'ils ignoraient en quoi consistaient ces conditions. En tant que porte-parole des "*milieux d'affaires*" Michael Hudson en fait partie.

Tout système comporte un début et une fin, il est voué à disparaître, et le système économique en vigueur n'échappe pas à cette loi de la nature. On pourrait appeler ce processus la dialectique de la nature ou de l'histoire.

Plus tôt sera le mieux, sauf qu'en restant les bras croisés ou assis face à un écran, cette aventure risque de mal se terminer, vaudrait mieux prendre en mains son destin et s'engager dans le combat politique pour avoir une chance qu'elle se termine bien, non ? Sinon ce genre d'article et tout le reste ne présente absolu aucun intérêt.

Leur intention de nuire à la population n'a pas de limite.

Lu - Les produits ultra-transformés augmenteraient le risque de survenue de troubles métaboliques, de pathologies cardiovasculaires, mais aussi de cancers et nuiraient à la santé mentale. Or, malgré cette liste d'effets délétères qui s'allonge, l'engouement qu'ils suscitent au sein de la population ne semble pas faiblir…

Aujourd'hui, les produits classifiés comme « *ultra-transformés* » représentent une part non négligeable de notre alimentation : entre 25 % et 60 % des apports énergétiques quotidiens (sur 2 000 kcal/jour) avec d'importantes variations en fonction des pays.

https://elucid.media/societe/produits-ultra-transformes-des-aliments-nefastes-pour-notre-sante?mc_ts=crises

---

La France, la Belgique, les États-Unis et le Canada inondés de nourriture à base d'insectes, même dans les produits bio et les végans - Par Jean-Baptiste Loin (Réponses bio 19 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 30 décembre 2023

Depuis 2015 le cabinet McKinsey est en charge d'une campagne mondiale pour la promotion d'aliments à base d'insectes.

Par le prisme d'une entreprise actuellement considérée comme une des plus importantes Biotechs françaises, Innovafeed, ils ont patiemment détourné l'attention du public et usé d'arguments fallacieux pour parvenir à leurs fins.

Selon l'ONU et le lobbyiste McKinsey, appuyés par une armée de soldats disciplinés et avides de pouvoir, le choix ne vous appartient déjà plus, même les réseaux de distribution d'alimentation biologique commencent à s'organiser pour vous en faire manger… en toute discrétion.

Innovafeed ayant refusé l'interview que nous leur avons proposée pour expliquer leur démarche de manière transparente, puisque vous avez le droit de savoir, j'ai enquêté pour vous délivrer la vision la plus claire possible de la situation actuelle.

Tout commence en 2016, lorsque trois jeunes trentenaires, Clément Ray, Aude Guo et Bastien Oggeri, anciens membres du cabinet McKinsey et de la banque d'affaires Rothschild, fondent une entreprise de biotechnologies spécialisée dans la production et la vente de mouches soldats noires.

Soit à peine un an après que l'influence tentaculaire du cabinet ayant galvanisé les citoyens français pour les campagnes présidentielles d'Emmanuel Macron, commence à jouer de sa légion de réseaux pour favoriser le développement de cette entreprise nourrissant le souhait de vous faire gober leurs mouches.

https://www.mondialisation.ca/la-france-la-belgique-les-etats-unis-et-le-canada-inondes-de-nourriture-a-base-dinsectes-meme-dans-les-produits-bio-et-les-vegans/5684687?doing_wp_cron=1704603859.8307690620422363281250

Le secteur de la santé corrompu jusqu'à l'os en France.

En ce début d'année 2024, les vœux traditionnels ont pris une tournure singulière avec le message incisif du Professeur Didier Raoult.

En cette nouvelle année, j'espère (Didier Raoult) que la raison prévaudra :

Que les médecins auront le droit d'exercer leur art.

Que les ministres ne seront pas affectés par des conflits d'intérêts (URGO).

Que les « *experts* » divulgueront, conformément à la loi, leurs conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique.

Que la directrice de l'Agence nationale de sécurité des médicaments rende des comptes pour sa publication illégale (sa seule publication internationale non validée éthiquement, bien que requise) plutôt que de proposer des essais illégaux (tuberculose, COVID).

Que les détails sur les milliards distribués pendant la crise seront enfin disponibles.

Que l'utilisation des fonds Marianne distribués par Mme Schiappa, notamment pour financer les personnes qui nous ont harcelés, sera révélée.

Que les documents de l'Europe sur l'achat massif (un milliard d'euros) de remdesivir, la veille même où l'OMS reconnaissait son inefficacité (mais toujours recommandé en France), seront divulgués.

Que la nature des SMS échangés entre la présidente de la Commission européenne et Pfizer pour l'achat de vaccins en quantité excessive, dont une grande partie n'a pas été utilisée et a expiré, sera révélée.

Que la raison pour laquelle la composition du vaccin (avec une richesse inattendue en ADN) et son expression chez l'homme (protéine imprévue) n'étaient pas connues sera éclaircie.

Que la justice prendra en compte nos plaintes pour diffamation, harcèlement et usage de faux.

Que les parlementaires, à l'instar de leurs homologues en Angleterre ou aux États-Unis, analyseront les décisions liées au Covid.

Enfin, avec les élections à venir, espérons que la crise morale, sanitaire et financière liée au Covid devienne un véritable enjeu politique et fasse l'objet d'un débat démocratique, plutôt que d'une censure indigne de notre histoire.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé, samedi, que le bilan des victimes de la guerre israélienne contre la Bande, depuis le 7 octobre, s'est alourdi à 22 722 morts et 58 166 blessés.

Le ministère a indiqué, dans un communiqué, que "*durant les dernières 24 heures, l'occupation israélienne a commis 12 massacres contre des familles dans la Bande de Gaza, faisant 122 martyrs et 256 blessés."* aa.com.tr 06.01.2024

Guerre Israël-Hamas: des rassemblements en soutien au peuple palestinien à Paris et en régions - BFMTV 7 janvier 2024

A Paris, "*1.500 participants*" ont défilé entre la place de la Bastille et la place de la Nation à l'appel de l'association CAPJPO-EuroPalestine, selon la préfecture de police.

Des rassemblements ont également eu lieu dans quelques autres villes: près de 250 personnes à Lille, 300 à 400 à Rennes, 300 à Strasbourg.

J-C – 3.000 à Paris selon une autre source…

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

A partir du 7 octobre 2023 en Palestine occupée !

Les jeunes Français disposent de grosses lacunes en Histoire selon un nouveau sondage - actu.orange.fr 7 janvier 2024

Selon un nouveau sondage OpinionWay, les jeunes Français âgés de 16 à 24 ans ont, au même titre que pour le français et les mathématiques, de grosses lacunes en Histoire. La Shoah est notamment l'un des épisodes historiques le moins bien connu, révèle l'étude.

"*Est-ce qu'il est possible d'enseigner l'antisémitisme à des jeunes qui ne savent pas ce qu'est la Shoah, qui ne comprennent pas la spécificité de ce fait historique ?*", déplore ainsi la politologue Chloé Morin à l'origine de cette étude.

J-C - Pour leur enseigner ce qu'est l'antisémitisme, il faut leur enseigner ce qu'est le sionisme ou l'origine de l'Etat juif nazi.

- 41 % des jeunes âgés de 16 à 24 ans estiment que la laïcité sert avant tout à discriminer les musulmans. 45 % des sondés avancent que les juifs sont davantage protégés par les autorités en France.

J-C - Ils ont raison, les autorités en France sont sous influence du CRIF ou du représentant du sionisme d'extrême droite dans ce pays.

Esprit de famille.

J-C - Vendredi, le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici (PS), a expliqué avoir retardé la publication du rapport de cette institution de la Ve République sur la politique de migration conduite par Macron et son gouvernement, afin d'éviter qu'il « *n'interfère* » avec le vote de la loi immigration le 19 décembre 2023. Pourquoi ?

Un faux prétexte.

Parce que le document pointait "*les failles de la gestion des frontières et des éloignements*", ce qui aurait contrarié une partie des députés de LR et empêché l'extrême droite de rallier Renaissance pour faire adopter cette loi par l'Assemblée nationale. Autrement dit, il n'y aurait pas eu de majorité pour adopter cette loi qui aurait été rejetée, Pierre Moscovici a donc pris cette décision pour ne pas mettre Macron gravement dans l'embarras. (Source des données : AFP)

Nous exigeons le retrait de cette loi !

Mobilisation du 14 janvier 2024 contre les lois racistes - blogs.mediapart.fr 31 décembre 2023

Quand les préoccupations des populations vont prioritairement à la santé, au logement, à l'éducation, au coût de la vie (sondages INSEE), les pouvoirs sous influence des droites extrêmes répondent par le tout sécuritaire en stigmatisant les personnes étrangères. Non non et non, les lois racistes ne doivent pas passer !

https://blogs.mediapart.fr/lenous/blog/311223/mobilisation-du-14-janvier-2024-contre-les-lois-racistes

La droite sociale s'adresse à son président.

L'Appel des 201 contre la loi immigration - blogs.mediapart.fr 7 janvier 2024

Deux cents et une personnalités d'horizons divers, dont l'ex-Défenseur des droits Jacques Toubon, appellent à marcher le dimanche 21 janvier dans toute la France pour demander au Président de la République de ne pas promulguer la loi immigration.
Signé notamment par Jacques Toubon, Défenseur des droits de 2014 à 2020, et Thierry Beaudet, président du Conseil économique social et environnemental (CESE), cet appel vise à rassembler toutes celles et tous ceux qui, dans leur grande diversité, considèrent que la loi immigration constitue un danger pour notre République, aux antipodes des principes de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Dénonçant les marchands de haine et les mécaniques de division sans fin de notre société, la pluralité inédite des signataires de l'appel vise à faire primer l'essentiel : le rassemblement et la solidarité. Publié conjointement par L'Humanité et Mediapart, il réunit des personnalités de tous milieux – intellectuels, universitaires, scientifiques, culturels, artistiques, syndicaux, religieux, associatifs, mutualistes, politiques, etc. – dont les noms figurent à la fin de ce billet.

Les dirigeants des principales organisations syndicales en sont signataires : Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT ; Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT ; Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA ; Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires ; Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Tout comme les dirigeants des principales associations d'accueil et de lutte contre la pauvreté : Henry Masson, président de la Cimade ; Marie-Aleth Grard, présidente d'ATD Quart Monde ; Antoine Sueur, président d'Emmaüs France ; Véronique Devise, présidente du Secours Catholique ; Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France Terre d'Asile.

Les responsables des associations de lutte pour les libertés et contre le racisme en sont évidemment signataires (Ligue des Droits de l'homme, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, SOS Racisme, etc.) tout comme des figures des quartiers populaires, tels Farid Bennaï, porte-parole du Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP), et Toumi Djaïdja, co-initiateur et symbole de la Marche pour l'égalité de 1983.

Également soutenu par les dirigeants des grandes organisations de l'économie sociale et solidaire comme la Fédération nationale de la Mutualité française et l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS), cet appel est aussi signé par des élus de sensibilités politiques diverses (Fabien Roussel, Cécile Rilhac, Guillaume Lacroix, Benjamin Saint-Huile, Marine Tondelier, Olivier Faure et Manuel Bompard).

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070124/l-appel-des-201-contre-la-loi-immigration#at_medium=custom7&at_campaign=1047

Commentaires d'internautes.

1- Alors que les manifs du 14 janvier contre la loi asile immigration sont connues depuis plus de 2 semaines arrive ce 21 janvier... belle entreprise de division. On fait signer 201 "*personnalités*" contre plus de 300 collectifs de terrain.

2- Je n'ai pas lu dans ce texte l'exigence claire et nette de "retrait de la loi" seule à même de forger l'unité. A la place il s'agit d'une supplique à l'homme qui est à l'origine de cette horreur. Enfin pourquoi ces " *personnalités*" ne font-ils aucune référence à l'appel au rassemblement citoyen du 14 janvier pourtant largement unitaire?

Les sionistes nazis sont aux commandes en France.

Lu- La vice-championne olympique de basketball Émilie Gomis critique Israël et perd son poste d'ambassadrice des Jeux Olympiques de 2024

Le contenu partagé comportait des cartes de la France datées de 1947, 1967 et 2023, illustrant une transformation graduelle du drapeau tricolore français en drapeau israélien, accompagné de la question : « *Quelles seraient vos actions dans cette situation ?* ». Cette publication a mis en suspens le statut d'Émilie Gomis au sein des Jeux Olympiques de 2024.

Cela rappelle les propos de l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, qui suggérait que les artistes exprimant leur solidarité envers les Palestiniens et demandant un cessez-le-feu à Gaza, se faisaient évincer :

« *On voit en filigrane à quel point la domination financière sur les médias, le monde de l'art, de la musique, pèse lourd. Ils ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent tout simplement parce que les contrats s'arrêtent immédiatement.* »

Le comité de déontologie du CNOSF (Comité national olympique et sportif français), sollicité par le président du mouvement olympique français, David Lappartient, aurait pris la décision, à la fin du mois de décembre, de recommander la radiation d'Émilie Gomis pour violation avérée des principes éthiques. Cette recommandation devrait être entérinée jeudi prochain, lors d'une réunion de la commission des athlètes.

Auparavant, l'ancienne joueuse de l'équipe de France féminine de basket-ball occupait un siège au sein de la commission des athlètes du comité olympique français. Suite à la controverse, elle a exprimé ses excuses via son compte Instagram ainsi que dans les colonnes du journal L'Équipe. Mais rien n'y fera, il vaut mieux critiquer la Palestine ou l'islam plutôt que de s'attaquer à Israël ! Le message est passé.

2024 : L'année de la radicalisation, et vous ?

J-C - La police du régime fasciste tue, la preuve. L'AFP et France Info se font les avocats des assassins.

Pendant combien de temps va encore durer l'hypocrisie ambiante, la lâcheté collective, y compris parmi ceux qui critiquent Macron et son régime d'extrême droite et qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme ? Assez !

Seine-Saint-Denis : un homme meurt après avoir reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son arrestation - AFP 5 décembre 2024

Un homme de 30 ans est mort, vendredi 5 janvier, à la suite de son interpellation par la police, dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé le parquet de Bobigny. Il a reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son interpellation par la police à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), dans la nuit de mercredi à jeudi, a précisé la justice.

L'homme est mort vendredi matin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il avait été conduit à la suite d'un arrêt cardio-respiratoire, a confirmé le parquet de Bobigny. Une autopsie doit être pratiquée lundi. A ce stade, il n'est pas possible d'affirmer que les coups de taser sont responsables de la mort du trentenaire.

D'après les premiers éléments de l'enquête, six policiers ont fait usage de leur pistolet à impulsion électrique. Ils étaient 18 fonctionnaires à intervenir après l'appel à la police d'un épicier. AFP 5 décembre 2024

Abus de pouvoir tout azimut. Tout est bon pour entretenir un climat de psychose et de punition collective.

Huîtres contaminées : "*Une certaine psychose s'est installée*", regrette le président du comité national de la conchyliculture - AFP 5 décembre 2024

"*On est tous touchés alors que 90% des zones sont ouvertes et ne posent aucun problème*", regrette Philippe Le Gal.

Dans le registre ils osent tout. Parole du commandant ou porte-parole des néonazis ukrainiens et israéliens.

Etats-Unis : Joe Biden accuse Donald Trump d'utiliser la rhétorique de "*l'Allemagne nazie*", lors d'un discours de campagne - AFP 5 janvier 2024

Portugal.

Portugal : un paradis fiscal pour les fortunes françaises et pour de nombreux particuliers - AFP 5 janvier 2024

"*Comme les personnes qui émigrent sont celles qui ont les plus hauts revenus, leur départ affecte les ressources de leur pays d'origine. Avec des conséquences importantes, même s'il y a un faible nombre de départs, car ces personnes font partie de celles qui rapportent le plus en termes d'impôts*." Selon la chercheuse de l'Université de Leeds, Rita de la Feria, ce "*dumping*" fiscal des particuliers pourrait avoir des conséquences aussi ravageuses pour les finances publiques que celui pratiqué dans d'autres pays européens, comme le Luxembourg ou les Pays-Bas, pour l'impôt sur les sociétés. Or cette politique fiscale agressive est mise en place au Portugal, mais aussi dans d'autres pays comme la Grèce, la Croatie ou l'Espagne.

À l'origine du développement de cette panoplie d'exonérations fiscales, la crise de 2008 qui laisse le pays à terre. La consommation s'arrête, les emprunteurs ne parviennent plus à rembourser les banques, le chômage atteint un taux record de 16% en 2013. Mais surtout, "*en 2010, les banques portugaises se sont retrouvées avec un stock de six milliards d'euros de biens immobiliers*", explique Carlos Vinhas Pereira, président de la Chambre de commerce franco-portugaise. Il fallait donc trouver un moyen d'écouler ce stock. Le pays, pris en main par la "*Troïka*" (le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne), met alors en place 130 mesures drastiques pour relancer l'économie.
Après des années de reprise économique fulgurante, les salariés portugais sont confrontés à un nouveau problème. L'arrivée de classes aisées a fait doubler le prix de l'immobilier dans les

régions de Lisbonne, de Porto et de l'Algarve. Avec les salaires pratiqués actuellement, il devient donc impossible de se loger.

"*La plupart des employés perçoivent mensuellement entre 800 et 1 200 euros net. Actuellement, avec ce salaire, il est seulement possible de louer une chambre à Lisbonne*."

"*Et même à l'extérieur de la capitale, lit-on aussi dans cette note, le loyer pour un logement modeste coûte environ 800 euros*." Cette situation pousse les salariés à réclamer de meilleurs salaires, et conduit des grandes entreprises à embaucher des jeunes sortis d'école, qui généralement ne restent au maximum que trois années avant de chercher un poste mieux rémunéré. AFP 5 janvier 2024

Bangladesh.

Bangladesh : La Première ministre remporte les législatives boycottées par le principal parti d'opposition - 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Le gouvernement de Sheikh Hasina est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition.

J-C - L'avantage de cette présentation, c'est que vous savez qui soutenait l'Etat profond (Bilberberg) et le gouvernement français, dont l'AFP est le porte-parole.

- Si Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 2009, est créditée d'avoir favorisé une croissance fulgurante dans le huitième pays le plus peuplé du monde, son gouvernement est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition. Le parti au pouvoir, la Ligue Awami, a remporté environ les trois quarts des sièges au parlement monocaméral, selon des responsables de la commission électorale. Les résultats seront officiellement annoncés ce lundi.

Après avoir voté à Dacca, Sheikh Hasina, 76 ans, avait appelé les électeurs à se rendre aux urnes, en promettant des élections « *libres et équitables* ». Elle a au passage dénoncé le boycott du scrutin par le principal parti d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), qu'elle a qualifié d' « *organisation terroriste* ». Le BNP a de son côté dénoncé « *un simulacre d'élection* ». Le vote a également été boycotté par d'autres partis.

Le chef de la commission électorale nationale, Habibul Awal, a estimé dans la journée la participation autour de 40 %. Beaucoup de Bangladais interrogés ont indiqué ne pas avoir voté car le résultat était joué d'avance.
Le BNP et d'autres partis ont manifesté sans succès pendant des mois fin 2023 pour exiger la démission de la Première ministre et un gouvernement intérimaire neutre pour superviser les élections. Quelque 25.000 cadres de l'opposition, dont l'ensemble des dirigeants locaux du BNP, ont été arrêtés après ces manifestations, au cours desquelles plusieurs personnes ont été tuées dans des affrontements avec la police, selon le parti. Le gouvernement a pour sa part fait état de 11.000 arrestations.

Près de 700.000 policiers et réservistes avaient été déployés pour maintenir l'ordre pendant le scrutin, et près de 100.000 soldats, selon la commission électorale. 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Venezuela.

Venezuela-Guyana : le conflit territorial historique de l'Essequibo remis à l'ordre du jour par Washington et ExxonMobil (Partie 2) - Par Catherine Roman - Mondialisation.ca, 06 janvier 2024

https://www.mondialisation.ca/venezuela-guyana-le-conflit-territorial-historique-de-lessequibo-remis-a-lordre-du-jour-par-washington-et-exxonmobil-partie-2/5684908?doing_wp_cron=1704603244.0326170921325683593750

LE SOCIALISME

Le 13 janvier 2024

Je n'ai pas réussi à faire plus court, désolé. Mais on aborde différents sujets, et pas que politique.

Demain et la semaine prochaine repos forcé, c'est Pongal lundi, en famille.

- Pongal is the most popular festival of South India. The Pongal festival is also known as the harvest festival of India.

La fête de la première moisson de l'année la plus populaire de l'Inde du Sud.

Sinon, soleil, temps radieux, 27°C à l'ombre l'après-midi, bonne humeur, santé stable, on tiendra ! Toujours avec une pensée affectueuse et fraternelle pour nos malheureux amis palestiniens et yéménites.

Nous organiser pour abattre le capitalisme est notre priorité absolue.

Tina ou le socialisme.

On vous avait pourtant prévenu : There is no alternative (Thatcher). Il n'existe pas d'alternative au capitalisme, et en refusant obstinément de vous tourner vers le socialisme vous lui avez donné raison.

On en est toujours là 44 ans plus tard.

Affaire Depardieu. Défense de la liberté d'expression et du principe de la présomption d'innocence.

Au nom de la justice sociale, les procureurs et geôliers qui sont parmi nous menacent nos libertés fondamentales.

Le courant politique d'extrême gauche qui se réclame de la lutte de classe et diffuse le magazine Frustration, vient de prendre position contre le principe de la présomption d'innocence. C'est son droit, mais dans ce cas-là il doit en assumer toutes les conséquences, dont celle de s'exclure lui-même du mouvement ouvrier, dans la mesure où le pendant de la position qu'il a adoptée n'est rien d'autre que le système anglo-saxon, qui privilégie la présomption de culpabilité et peut priver de liberté toute personne qui ferait l'objet d'une plainte sans qu'elle soit assortie de preuves prouvant que la personne mise en cause aurait commis un délit, la preuve de son innocence incombant à cette dernière, et si elle n'était pas

en mesure de la fournir elle pourrait moisir en prison pendant des années ou des décennies comme cela se produit couramment aux Etats-Unis notamment.

Le principe de la présomption d'innocence est un et indivisible.

Le principe de la présomption d'innocence implique au départ que tout citoyen bénéficie de la liberté de mouvement dans la société, il est donc libre de se déplacer dans l'espace public réservé à l'ensemble des membres de la collectivité, il n'a a priori rien à se reprocher ou à prouver, et la liberté qui lui est accordée est inconditionnelle, et elle le demeure aussi longtemps qu'il n'empiète pas sur celle d'autrui.

Le principe de la présomption de culpabilité au contraire part du constat que la liberté qui est accordée à chaque citoyen est conditionnée et suspendue à l'obligation de pouvoir fournir en permanence la preuve qu'il la mérite vraiment, dans le cas contraire ou devant répondre à une plainte portée contre lui, elle peut lui être retirée temporairement ou pour une durée indéterminée à tout moment sans autre forme de procès selon la gravité de l'accusation à laquelle il doit faire face, aussi longtemps qu'il n'aura pas été en mesure de prouver son innocence.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'avec le principe de la présomption d'innocence des coupables potentiels risquent de rester en liberté ou de ne jamais être jugés, tandis qu'avec le principe de la présomption de culpabilité, ce sont des innocents qui seront potentiellement privés de liberté.

Par conséquent, quel que soit le principe retenu, il est inévitable que des citoyens soient victimes d'injustices, il faut donc convenir qu'aucun des deux n'est satisfaisant, cependant c'est mal poser le problème ou l'essentiel est ailleurs, cette question est d'une extrême gravité quant à ses implications politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité, n'ont semble-t-il pas compris, qu'il s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie totalitaire de la classe dominante, qu'il était la traduction dans le droit d'un autre principe, celui de l'abus de pouvoir pratiqué par ceux qui le détiennent au détriment de ceux qui n'en ont aucun, le peuple en général. C'est ainsi qu'au nom de ce principe la classe dominante se livre désormais ouvertement sans modération ou dans des proportions gigantesques à des guerres effroyables, des massacres de masse, des génocides, détentrice de tous les pouvoirs, elle est à la fois juge et partie, ce qui explique pourquoi cet abus de pouvoir est par nature compatible ou cautionne le fascisme et le nazisme, il contribue à les mettre en place pour peu qu'on n'y prenne pas garde.

Autres significations politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité entendent s'en prendre aux imperfections du principe de la présomption d'innocence qui sont inhérentes à la nature du régime, et qui ne disparaîtront pas tant qu'il demeurera en place. Autrement dit, quelle généreuse intention de vouloir corriger ces imperfections, toutefois on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions dès lors qu'ils s'emploient à donner un visage plus humain à ce régime, ce qui vous avouerez est une étrange et malsaine préoccupation pour des gens qui prétendent le combattre, non ?

Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent en si mauvaise compagnie ou sous influence de l'idéologie anglo-saxonne totalitaire de Davos, la pire réaction, idéologie libérale libertaire d'extrême droite qui a envahi les esprits de ce qu'on appelait à tort hier la gauche et l'extrême gauche, s'ils sont par ailleurs adeptes du wokisme et de la cancel culture, s'ils participent à toutes les campagnes de mystification et instrumentalisation initiées par les sommets de l'oligarchie financière, s'ils favorisent le communautarisme... Bref, s'ils sont systématiquement de tous les mauvais coups portés contre les masses, en leur nom s'il vous plaît. Sont-ils d'incurables imbéciles, des charlatans ou des agents conscients à la solde de nos ennemis infiltrés dans le mouvement ouvrier, à vous d'en juger.

Nous devons défendre inconditionnellement le principe de la présomption d'innocence, bien qu'il présente des imperfections. Pourquoi ? Parce que finalement il est le garant du peu de liberté dont on dispose dans la société capitaliste, et il constitue l'un des derniers obstacles ou remparts à l'établissement d'un régime autoritaire ou totalitaire, fasciste.

Assez ! Les imposeurs doivent être démasqués.

On en est arrivé en France (partout en occident), où l'atmosphère est devenue irrespirable, pestilentielle à cause de ces justiciers ou inquisiteurs adeptes de la chasse aux sorcières qui nous renvoie au Moyen-Age, quand régnait le principe de la loi du plus fort ou l'abus de pouvoir était élevé au rang de principe de gouvernance. Car désormais dans la vie quotidienne n'importe qui se permet d'accuser n'importe qui d'avoir commis n'importe quoi sans en produire la moindre preuve et sans être inquiété par la justice aux ordres pour avoir porté de fausses accusations, pire, puisqu'elle se fait un malin plaisir de donner suite à ces plaintes, sachant qu'elle seront instrumentalisées par les médias mainstream et les médias ou réseaux dits sociaux, et qu'il se trouvera suffisamment d'écervelés ou de cerveaux conditionnés dans la société, ainsi que des acteurs politiques institutionnels pour prendre le relais et soutenir cette entreprise de nature liberticide.

Qu'ils soient partis de l'affaire Depardieu montée en épingle importe peu, ce personnage ne nous intéresse pas en soi. On se demandera pourquoi ils s'en sont pris à Macron après qu'il a défendu la présomption d'innocence,

Les auteurs de cet article revendiquent le droit de réclamer des sanctions contre l'acteur, tout en prétendant dans un premier temps défendre le principe de la présomption d'innocence… pour ensuite le violer allègrement. En voici la preuve si vous n'avez pas le temps de lire leur article, quelques extraits :

https://www.frustrationmagazine.fr/presomption-innocence/

- Pour respecter la présomption d'innocence, faudrait-il ne pas évoquer ces affaires et ne réclamer aucune sanction, qu'elles soient d'ordre symboliques, professionnelles ou matérielles contre les accusés tant que la justice n'a pas « *fait son travail* » comme le disent les éditocrates bourgeois ?

En aucun cas.

- ...rien ne m'interdit de dire que je crois ces femmes, que leur parole doit être entendue et qu'en attendant que la justice fasse son travail (ce qui peut prendre des plombes), je souhaite

qu'il n'apparaisse plus sur nos écrans et que la honte qu'il se tape déjà depuis des décennies aux Etats-Unis s'étende à l'ensemble du globe.

- ...nous ne pouvons pas suspendre notre jugement à celui de la police et de la justice dont les chiffres – et les exemples autour de nous – montrent qu'il est encore trop limité, voire favorable aux agresseurs. Nous devons travailler collectivement à le changer mais, en attendant, soutenir les victimes et faire tomber les puissants présumés coupables de leur piédestal.

J-C – La police, la justice, c'est moi ! Pour qui se prennent-ils ?

Ces justiciers se destinent bien à agir en place et lieu " *de la police et de la justice*", à ce compte-là on en arrive rapidement à justifier le fait de se faire justice soi-même, c'est la loi de la jungle leur modèle de société, celle revendiquée par Netanyahu par exemple.

Qui est victime, qui est victime d'injustice à cette heure ?

Et puis de quelles victimes parlent-ils, de ces femmes ou de Depardieu qui n'ose plus sortir de chez lui par crainte d'être lynché en public par ces miliciens de l'ordre nouveau, tandis que ces femmes ne sont pas inquiétées ou sont libres de leur mouvement ? Désolé, lui il peut prouver qu'il est victime d'entrave à sa liberté de mouvement, après avoir été déclaré coupable sans preuve, sans défense ni jugement, pas ces femmes jusqu'à preuve du contraire.

Qui est aux commandes du mouvement féministe ? Quelle est son orientation politique ?

J-C - Le collectif dont il va être question ci-dessous est un acteur politique important dans la mesure où il regroupe plus de 70 organisations. Il est plébiscité par la majorité des organisations féministes, il bénéficie du soutien de la gauche pourrie (libérale libertaire) et d'une grande partie de l'extrême gauche dégénérée qui participent à ses opérations, ainsi que l'ensemble des institutions de la Ve République, de l'UE et de l'ONU, autrement dit on est en présence d'une entreprise qui relève de la collaboration de classes, qui instrumentalisent les injustices dont les femmes sont victimes, dans le but de les organiser afin de pouvoir dévoyer leur lutte de classe ou lui fixer une orientation politique conforme aux intérêts de la réaction dont l'existence de cette officine dépend.

Rappelons qu'à travers Depardieu, ce n'est pas la dignité des femmes qu'elles défendent, mais la liberté d'expression qu'elles attaquent.

Il faut bien comprendre que dans toute société soumise à l'exploitation capitaliste, il existe des rapports de classes entre dominants et dominés qui vont se traduire par des injustices sociales, dont seront victimes à des degrés divers les différentes catégories de personnes qui la composent, particulièrement les plus faibles ou défavorisées. Ces injustices sociales donneront lieu à des idées et des comportements qui ne seront pas orientés contre les institutions ou le régime en place, parce que les masses n'ont pas conscience des conditions qui sont à l'origine de ces idées ou de ces comportements.

Des acteurs triés sur le volet propulsés sur le devant de la scène politique par la réaction et ses médias profiteront de cette lacune pour les dresser contre des boucs émissaires qu'ils auront désignés à cet effet, ce qui aboutira à un affrontement général entre tous les acteurs sociaux de la société, entre toutes les générations. Puis, ils profiteront du chaos ou de la confusion générale qu'ils auront délibérément engendrée, pour mieux instrumentaliser les illusions des masses ou leur immaturité politique, et sachant qu'elles vouent un culte au pouvoir ou aux puissants, ils subordonneront leur combat au régime à l'origine de ces injustices sociales en demandant à ses représentants d'y mettre un terme. Autrement dit, ils les dirigeront dans une impasse politique, puisque ces représentants du régime n'auront ni l'intention ni les moyens de prendre en compte leurs revendications.

Pire, Macron et son gouvernement fort de cette caution politique inespérée, en profitera pour appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire. Les critiques des autorités aux relents radicales en apparence qui émaillent le discours de ces charlatans, ne sont destinées qu'à mettre en confiance les masses et la jeunesse pour mieux les embobiner ou les berner sur leurs véritables intentions ou objectifs politiques en tant qu'agents de la réaction.

Comment cela est-il possible ? Parce que ces éléments qui sont pour la plupart étrangers au mouvement ouvrier, bénéficient à la fois de son soutien et de celui de la réaction, ils partagent la même orientation politique. Ils n'organisent pas les masses, ils n'ont pas du tout l'intention de rompre avec Macron, les institutions ou le capitalisme, bien au contraire, ils en sont les alliés objectifs. Leur unique raison d'être, est de capter le mécontentement des éléments des masses les plus déterminés qui rejettent la politique de Macron, leur donner un os à ronger en les appelant à toutes sortes d'actions sans lendemain ou disloquées, afin qu'ils ne réalisent pas l'unité sur la base des enseignements de la lutte de classe du prolétariat du passé ou ne renouent pas avec la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, avec le socialisme.

Tous les mouvements, toutes les organisations, associations, ONG ont été créés en mettant en avant des revendications partielles concernant ou ciblant chacune une couche particulière des masses, sur la base d'un critère catégoriel, communautaire, qui ont été extraites du programme politique de la classe ouvrière, afin qu'elles ne soient plus reliées à ses objectifs politiques qui étaient par nature collectif ou rassemblaient l'ensemble des exploités et leurs intérêts de classe, de manière à faire disparaître le facteur qui était le garant de son indépendance de classe, sans lequel la classe ouvrière ne peut pas mener son combat politique contre le régime, il s'agit donc d'une opération politique liquidatrice tournée contre le mouvement ouvrier, pour interdire à la classe ouvrière de s'organiser sur son propre terrain de classe.

La présentation ou la nature des membres de ces organisations ne laisse aucun doute sur leur véritable intention réactionnaire. Ce n'est pas moi qui l'invente, lisez plus loin, ils l'ont écrit noir sur blanc.

J'appelle tous les lecteurs à fuir toutes ces organisations et à s'organiser dans le mouvement ouvrier en fonction de la sensibilité politique de chacun. J'ai été tenté malgré moi de construire un nouveau courant politique affilié au mouvement ouvrier. J'ai échoué parce que je bénéficie de conditions défavorables contre lesquelles je suis impuissant, dont acte. Alors rejoignez le parti de votre choix, il en existe qui valent mieux que d'autres, aucun n'est parfait, certes, vous ne l'êtes pas non plus à ce que je sache, n'est-ce pas ? Un peu de modestie fera du bien à tout le monde, et puis c'est en confrontant nos idées qu'on progresse, qu'on corrige nos erreurs, soyons optimiste, ne donnons pas des leçons aux autres que nous ne sommes pas

capables de mettre en pratique, s'il vous plaît. Une grande partie de nos ressentiments ne sont pas justifiés ou relèvent du procès d'intention, on doit l'admettre, notre inconscience nous joue souvent de mauvais tours, cela vaut pour tous les militants ou dirigeants.

Si les meilleures intentions du monde ne font pas un programme révolutionnaire, au moins elles sont respectables, respectons nos petits camarades qui luttent pour le socialisme avec lesquels nous avons des désaccords. Militons ensemble, personne n'est obligé de renier ses idées ou d'adopter de force celles des autres, faisons preuve de détermination et d'audace, de courage, affirmons notre droit à posséder ou à développer notre propre personnalité en respectant celle des autres, sans indépendance nous sommes perdus, si nous bradons nos principes aussi. Avant de porter un jugement, définitif, quelle horreur ! Prenons le temps de bien réfléchir avant de nous prononcer sur quoi que ce soit, nous ne regretterons pas plus tard.

Mes meilleurs vœux ou je vous souhaite le meilleur pour la suite, on va en avoir besoin, serrons les rangs et continuons le combat, on vaincra !

Affaire Depardieu : le collectif "*Grève féministe*" appelle à des rassemblements ce jeudi en France - francebleu.fr 11 janvier 2024

Le collectif "*Grève féministe*" qui regroupe des dizaines d'associations appelle à des mobilisations devant les préfectures et les tribunaux partout en France ce jeudi, après le soutien apporté par Emmanuel Macron à Gérard Depardieu. francebleu.fr 11 janvier 2024

Epilogue le jour même.

Les rassemblements initiés par des associations féministes dans une trentaine de villes, à Lille, Toulouse ou encore Marseille, ont réuni chacun quelques dizaines de personnes, davantage à Paris avec 300 à 400 personnes.

Trois membres des Femen ont brandi, seins nus, des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « *Brisons le silence et le vieux monde* » « *patriarcat tu es foutu, #metoo est dans la rue* ». Le HuffPost 12 janvier 2024

J-C – Un flop monumental, il faut dire que cette association qui bénéficie d'une tribune dans les médias revendique seulement 700 adhérents, ce qui est très peu, dans ces conditions on se demande comment elle a pu organiser des manifestations dans une trentaine de grandes villes, quand on sait à quel point il est difficile de constituer une organisation et de disposer de moyens pour financer la moindre action d'envergure, qui plus est nationale. J'ignore qui la finance ou quelles sont ses généreux donateurs, ce qui suit pourrait nous renseigner sur leurs origines.

Lu dans leur document.

L'association est membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et y est représentée par Céline Piques, co-présidente de la Commission Violences. **(Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes est une instance consultative indépendante française, créée le 3 janvier 2013 et placée auprès du Premier ministre. Source : Wikipédia. – J-C)**

L'association est membre du Centre Hubertine Auclert. Le Centre Hubertine Auclert est le centre francilien pour l'égalité femmes-hommes. **(Créé à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France. Source : iledefrance.fr– J-C)**

Osez Le Féminisme ! fait partie de réseaux européens : la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, le European Network of Migrant Women et le collectif Brussels Call. Ces collectifs nous permettent d'inscrire notre travail de plaidoyer à l'échelle internationale et de nous adresser aux institutions européennes dont les recommandations conditionnent pour beaucoup la politique des différents Etats membres et a des répercussions directes sur les droits des filles et des femmes sur le terrain. (**La totalité de ces officines sont liées, pilotées ou émanent de l'Union européenne, du Parlement européen. – J-C)**

L'association est membre de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et Alyssa Ahrabare, co-présidente d'Osez le Féminisme, en est la vice-présidente.
La CLEF est une ONG de plaidoyer qui anime un réseau de près de soixante-dix associations pour l'égalité et les droits des femmes en France, en Europe et à l'international. **(La collusion entre cette association et ce lobby européen également lié à l'ONU est ainsi ouvertement revendiquée, voir leur fiche dans Wikipédia. – J-C)**

Le LEF a été créé en 1990 à l'initiative de fonctionnaires de l'Union européenne, dans un contexte d'institutionnalisation du féminisme. S'inspirant du réseau européen de femmes né en 1983 (ENOW), il a pour objectif d'informer les associations féminines et d'influencer les institutions européennes en faveur des femmes. **(Cornaquée par des « *fonctionnaires de l'Union européenne* », on n'invente rien. – J-C)**

Osez le Féminisme ! est membre de l'European Network Of Migrant Women (le réseau européen des femmes migrantes). **(A l'instrumentalisation de la condition des femmes vient s'ajouter celle des migrants, plus loin, des questions environnementales, de manière à couvrir un vaste champ des conséquences de la survie du capitalisme auxquelles des millions de travailleurs et jeunes sont sensibles.)**

C'est une plate-forme féministe, laïque et non partisane, dirigée par des femmes migrantes qui défend les droits, les libertés et la dignité des femmes et des filles migrantes, réfugiées et appartenant à des minorités ethniques en Europe. **(En réalité, c'est une émanation du Conseil de l'Europe, vous pourrez le vérifier ici :**
https://www.coe.int/en/web/genderequality/drafting-committee-on-migrant-women

ou là

https://www.migrantwomennetwork.org/ **- J-C)**

LEF, le Lobby européen des femmes

Osez le Féminisme a également participé grâce à Alyssa Ahrabare au CSW (Consultation of the Status of Women), évènement international organisé par l'ONU regroupant quasiment toutes les délégations du monde. Osez le Féminisme faisait partie de la délégation du Lobby Européen des femmes pour CSW. **(Là c'est écrit en toutes lettres ! – J-C)**

L'association participe à des convocations régulières à des auditions à l'Assemblée Nationale et au Sénat dans le cadre de préparation de proposition de lois ou de missions d'information. **(Cela se passe de commentaires. – J-C)**

BILAN DE L'ANNÉE : CHIFFRES CLÉS

700 adhérents
13 antennes en France
550 passages presse
150 passages TV/Radio
Plus de 100 évènements organisés en France

(Leur fonction : Ils noyautent et pourrissent tous les mouvements sociaux. – J-C)

Lancement du groupe de travail thématique :"*Féminisme, écologie, climat*"

Objectif : Féminiser les luttes écologiques

(Il faut ajouter à leur tableau de chasse, outre le wokisme, la cancel culture. J'ai supprimé de ce texte l'écriture inclusive. – J-C)

Victoire : Les hôpitaux contraints de décrocher leurs fresques pornographiques suite à nos actions !

Dans les internats d'une trentaine d'hôpitaux français figurent des fresques pornographiques déshumanisantes. Sur ces fresques, des femmes sont représentées recouvertes de spermes ou subissant des viols collectifs.

En 2021, grâce au recours d'Osez le féminisme accompagné par Sud Santé Social, le tribunal administratif de Toulouse a ordonné au CHU de Purpan de décrocher ces fresques. Le juge les a considérés comme portant une atteinte grave à la dignité humaine. **(Les syndicats soi-disant les plus radicaux participent à leurs opérations. – J-C)**

Une instruction ministérielle le 17 janvier 2023 demande aux hôpitaux d'organiser le retrait de l'ensemble des fresques à caractère pornographique et sexiste. En cas de désaccord avec les associations d'interne, l'ARS (Agence régionale de santé) pourra intervenir. Cependant le calendrier de décrochage se fera en concertation avec les représentants des internes. Ainsi, toutes les fresques ne sont pas encore décrochées, la lutte continue !

Journal N°60 : Cinq ans après #MeToo, notre bilan

Lancé aux Etats-Unis et arrivé en France à l'automne 2017, #MeToo a bien secoué les réseaux sociaux. Et c'est tout ? Cinq ans après, voyons ce que ce mouvement féministe mondial a changé au niveau de la justice, dans le traitement médiatique des affaires de violences sexistes et sexuelles et plus globalement dans la société à travers nos définitions des mots choix, désir et consentement. **(Elles félicitent les législateurs d'avoir adopté des lois toujours plus liberticides et répressives. – J-C)**

https://osezlefeminisme.fr/wp-content/uploads/2023/07/Rapport-dactivite%CC%81-2022-2023.pdf

Dernier développement.

Depardieu aurait agressé des milliers de femmes ! Et vous, avouez !

L'actrice Anouk Grinberg a vivement critiqué les propos du président de la République sur le plateau de l'émission C à vous diffusée sur France 5, mercredi 10 janvier, rapporte le Huffington Post. « *Que ce président, que ce jeune homme, se permette de balayer d'un revers de main des centaines et des centaines voire des milliers de femmes que Depardieu a agressées, c'est honteux, c'est honteux !* », a déclaré, en colère, l'actrice.

L'actrice a également invité le président à « *fermer sa gueule* ». « *Il devrait fermer sa gueule quand un monde nouveau se prépare ! Il devrait accompagner ce mouvement-là* », a-t-elle conclu. LePoint.fr 12 janvier 2024

J-C – J'ai affirmé à plusieurs reprises pour en avoir fait l'expérience à plusieurs reprises, que les femmes étaient championnes du harcèlement psychologique, qu'elles avaient le don de provoquer ou persécuter les hommes en s'adonnant à des cruautés silencieuses et hypocrites destinées à les pousser à bout, et à déclencher chez eux des réactions violentes qui seront ensuite condamnées, tandis qu'elles apparaîtront comme de malheureuses victimes innocentes de sauvages.

Si vous voulez vous faire des amis et les conserver, soyez superficiel et hypocrite de préférence.

***«Je n'ai plus d'amis. Suis-je trop intransigeante? Pas assez intéressante?»* - slate.fr 11 janvier 2024**

Laura - Je n'ai plus d'amis. Aucun. Triste constat à l'aube de mes 35 ans. Tout le monde a des amis. Pourquoi je n'y arrive plus? Est-ce que je n'ai rien à apporter à qui que ce soit?

Psychanalyste - Il n'est pas rare que des amitiés se finissent, pour diverses raisons: des fusions qui deviennent trop envahissantes, qui ne remplissent plus la fonction illusoire d'être comblé par l'autre, des conflits sur des sujets trop clivants pour qu'il soit possible de les mettre de côté, des trahisons ou encore moult facteurs de discordes. slate.fr 11 janvier 2024

J-C - Je connais plusieurs personnes en France dans ce cas-là. J'y ai toujours été plus ou moins confronté depuis la fin de mon adolescence, il y a près de 50 ans. J'ai constaté dès cette époque, que si je ne faisais rien pour conserver des relations avec des gens qui m'étaient chers ou qui se disaient mes copains ou mes amis, ils n'auraient rien fait pour entretenir notre liaison, et chaque fois elle cessa le jour où j'arrêtai de leur écrire ou de leur téléphoner. Cette tendance s'est aggravée depuis la dictature sanitaire qui a littéralement fait exploser tous les rapports sociaux, y compris au sein de chaque famille.

Ma dernière expérience en date remonte à six mois en arrière, lorsque j'ai recontacté par mail un vieux copain (Un ex-collègue de travail dans le milieu des années 80). Je l'ai appelé en vidéo avec WhatsApp, on eut deux longues conversations de plus d'une heure, il était enchanté de me revoir après une coupure de plus de 20 ans, à l'entendre c'était merveilleux, il faut préciser toutefois que précédemment il n'avait jamais répondu à mes courriers (Carte postale de Bonne année). On partagea un bon moment ensemble, une bonne tranche de rigolade, puis, plus rien pendant 4 mois, pas même un petit mot en fin d'année, je m'en abstenais également du coup, à contrecœur, non pas par mesure de rétention, mais parce que j'en ai marre de ces relations à sens unique.

Comment ne pas penser à mes lecteurs, à tous les travailleurs ou militants que j'ai croisés depuis décembre 2004, date du début de ce blog, et dont je n'ai jamais plus eu de nouvelles du jour au lendemain, sans doute parce qu'ils n'ont pas supporté mes positions sur "*des sujets trop clivants*". Ils ne manquèrent pas en 20 ans ou ils ne les partageaient pas, oubliant du coup qu'on était censé partager le même idéal humaniste, militer pour la même cause collective et non individuelle, le rang auquel ils ont finalement ravalé leur propre engagement politique, sans prendre conscience que nous devions privilégier ce qui nous rassemblait, plutôt que favoriser ce qui nous divisait, dommage.

Ils ont ignoré que la polémique et les désaccords faisait partie de la vie ou qu'ils étaient inévitables du fait qu'on était tous différents ou que nous avions été soumis à des conditions particulières tout au long de notre vie que nous n'avions pas choisies, et qu'il était préférable de les assumer au lieu de les rejeter. De plus, c'était oublié que c'est à partir de la confrontation des idées qu'on peut vérifier la cohérence de nos arguments respectifs et si nécessaire les rectifier. On avait tout à gagner à se livrer à cet exercice critique, pour peu qu'on soit animé de bonnes intentions, encore fallait-il avoir à l'esprit que nos idées ne nous appartiennent pas ou qu'elles peuvent évoluer, qu'on peut en changer, c'est ce qui distingue une démarche scientifique, libre ou indépendante, d'un comportement dogmatique ou ascientifique.

Les gens en général sont prompts à porter des jugements injustes ou à l'emporte-pièce sur les autres, sans penser un instant que si tout le monde les imitait, on finirait par vivre dans une société où règnerait la loi de la jungle ou du plus fort, qui nous broierait tous. Car, isolé ou atomisé, et qui plus est sans conscience de classe, on est faible et vulnérable, et quoi qu'on pense, quelles que soient les illusions qu'on peut avoir sur soi-même, on ne pourra pas résister au courant politique dominant, on n'échappera au sort cruel que la réaction nous a réservé. Nous serons emportés dans le sillage du capitalisme pourrissant et du vieux monde dégénéré, décadent, nous aurons beau nous recroqueviller sur nous-même pour tenter de nous sauver, nous nous décomposerons, nous perdrons tous nos repères et principes, toutes nos valeurs et connaissances se volatiliseront, la fin de notre existence sera un véritable cauchemar.

Tout de même, ce n'est pas parce que notre inconscience domine nos pensées et nos actes, que nous mériterions un tel destin, nous ne le souhaitons à personne, hormis aux ordures qui détiennent tous les pouvoirs, à ces parias que tous les peuples sont en droit de haïr si cela les soulage, à leur régime économique surtout, car c'est lui qu'il faut balayer de la surface de la Terre pour que règne enfin la fraternité universelle entre les hommes.

Personnellement, j'ai toujours été animé par ces intentions humanistes, bien que j'ai été victime de bien des injustices sans en vouloir à quiconque, puisque j'en connaissais les

origines sociales ou psychologiques. Je suis en mesure de prendre les choses au second ou au troisième degré quand c'est nécessaire, ce qui ne doit pas nous empêcher de prendre au sérieux les questions sociales qu'on ne peut pas traiter par-dessus la jambe ou qui nécessitent de notre part une attention particulière, une prise de conscience intransigeante, une prise de position tranchée dès lors que des vies sont en jeu ou que de graves conséquences peuvent en découler.

De quoi sont faites les masses ?

Ma jeune voisine Kajelvéli (29 ans, mariée et 2 enfants) a commencé à travailler hier dans une usine d'embouteillage à 7 ou 8 km de chez elle.

Elle travaille à la chaîne debout 8 heures par jours, 6 jours/7, et son salaire de débutante est de 250 roupies par jour, soit moins de 3 euros (1 euro = entre 85 et 90 roupies), moins de 75 euros par mois. A 5 km de chez nous, dans le petit supermarché où je vais faire mes courses la dizaine de jeunes femmes qui y travaillent perçoivent 10 euros de plus par mois, mais elles travaillent 12 heures par jour. C'est ce que j'appelle l'esclavage moderne. Par ailleurs, il y a de plus en plus d'Indiens millionnaires ou milliardaires en dollar, normal.

Il y a deux mois environ j'ai eu une discussion avec Kajelvéli. Elle sait lire et écrire le tamoul, compter, ses connaissances s'arrêtent là agrémentées de quelques mots d'anglais.

Ma compagne étant absente depuis deux semaines, je lui avais demandé de balayer les feuilles du jardin en échange d'une rémunération. Cela donna lieu à une âpre discussion parce qu'elle partit à délirer. Je lui proposai 250 roupies pour seulement 4 heures de travail, elle me réclama le double, je refusai sachant qu'elle s'arrangerait pour avoir fini le travail en deux heures et partir, elle m'avait déjà fait le coup deux fois !

Elle accepta ma proposition en manifestant cependant un mouvement de mauvais humeur, et comme je l'observais attentivement depuis le début, car j'étais particulièrement intéressé à mieux comprendre comment elle fonctionnait mentalement, du coup j'en profitais pour avoir une discussion plus approfondie avec elle. Mais pour qu'une telle discussion soit fructueuse ou m'apporte quelque chose, il fallait qu'elle soit franche. Or Kajé n'était pas du tout préparée à se livrer à un tel exercice avec lequel de mon côté j'étais à l'aise, vous me connaissez, vous savez que je n'ai rien à cacher à personne, même si je ne dis pas tout ce que je pense à n'importe qui.

Au cours de cette discussion, comme c'était prévisible, sans difficulté je la déstabilisai sans vouloir la juger ou l'enfoncer, car la pauvre femme avait eu dans le passé récent bien des comportements conflictuels avec d'autres personnes qui n'avaient pas été à son avantage, qui avaient toujours mal tourné pour elle, au point que ses congénères la considèrent comme une mauvaise femme, ce qui de leur point de vue pouvait se justifier, mais pas du mien puisque je ne la jugerai pas ou tel n'était pas mon intention.

A un moment donné je lui ai demandé si elle avait pris conscience de s'être mis elle-même dans l'embarras en ayant eu des attitudes inappropriées avec certaines personnes, gênée elle me répondit qu'elle le savait. Alors j'insistai, et je lui demandai pourquoi elle ne tirait aucune

leçon de ces expériences malheureuses et elle les reproduisait sans cesse, y compris avec moi en me racontant des histoires ou en essayant de profiter de moi, ce qui était stupide, et là quelle ne fut pas ma surprise, lorsqu'elle m'avoua qu'elle ne comprenait rien à rien de la vie, qu'on ne lui avait rien appris, qu'elle ne savait pas comment élever ses enfants, tenir sa maison, se comporter avec son époux, avec un patron, avec les gens en général, etc. elle ne savait pas ou elle n'avait aucune conscience que ses actes pourraient porter à conséquences et nuire à ses intérêts ou à ceux d'autrui, bref elle n'était pas du tout préparer à jouer le rôle pour lequel la société l'avait destinée et c'était dramatique ou elle en était fort triste, elle m'expliqua qu'elle détestait sa vie, son époux, elle avait fait un mariage forcée, sa famille, ses proches, la Terre entière la pauvre femme.

Je m'attendais à cette sortie, toujours est-il qu'elle me bouleversa, parce qu'elle était en pleurs en me racontant son existence. Elle me fit penser à la mienne qui ne fut pas non plus une partie de plaisir ou qui me fut imposée également, bien que je m'en sois mieux sorti ou j'eus plus de chance qu'elle. Tout ce qu'elle me raconta, je le connaissais déjà ou je l'avais déjà vécu en grande partie autrefois, aussi je lui fis profiter des riches enseignements que j'avais tirés de mes propres expériences de la vie, en lui prodiguant quelques conseils pratiques simples à mettre en œuvre, je ne vais pas entrer dans les détails ici.

Elle apprécia que je la fis parler et que je l'ai écouté comme jamais personne avant moi, ce qui lui procura un soulagement immédiat. Depuis ce jour-là, il s'est établi entre nous une sorte de complicité ou de connivence, c'est ce que je ressens chaque fois que nos regards se croisent ou qu'on échange quelques mots qui ne sont pas forcément agréables. Parce qu'il faut savoir que les problèmes de voisinages avec les Indiens sont récurrents, pour un rien ils s'insultent copieusement, mais comme Kajé sait maintenant que je ne suis jamais animé de mauvaises intentions et que je ne me mêle jamais d'affaires qui ne me concernent pas, quand mon regard se détache d'elle j'éprouve de la tendresse, et je crois que c'est réciproque, car le sien qui peut être très dur, semble soudain se radoucir, comme si elle ne voulait pas qu'on se quitte fâchés, ce qui serait idiot.

A première vue, cette jeune femme n'est pas de la même génération que ma compagne Selvi qui a 24 ans de plus qu'elle, ayant été scolarisée durant une courte période contrairement à Selvi qui était illettrée, étant née au moment où l'Inde s'engageait dans une nouvelle et longue période de développement économique qui allait profondément transformer tous les rapports dans la société, on aurait pu croire que cette nouvelle génération serait plus évoluée que les précédentes, mais c'était sans compter sur l'inertie de l'histoire qui allait s'appliquer à de nombreux rapports sociaux. Pour en avoir une petite idée, si le système des castes allait être pratiquement aboli, en revanche celui des classes devait se renforcer avec la même violence, ce qui explique pourquoi les us et coutumes archaïques ou les traditions rétrogrades hérités du passé ou de la société féodale ne disparurent pas, dont ceux de la dote et du mariage arrangé par les parents notamment, le pouvoir absolu des parents sur leurs enfants jusqu'à leur mariage quasi obligatoire, ainsi qu'une multitude d'évènements familiaux continuent de rythmer la vie de familles des Indiens auxquels personne n'aurait l'idée saugrenue de se soustraire tant c'est inimaginable.

D'une certaine manière, l'ensemble de ces contraintes culturelles ou sociales qui pèsent sur les nouvelles générations, vont les maintenir à un nouveau de conscience quasiment aussi rudimentaire que celui des générations précédentes profondément arriérées. D'autant plus que le développement économique entamé en 1991 se réaliserait à marche forcée sans que les

masses n'y soient préparées ou y participent directement par la lutte de classe comme ce fut le cas autrefois en occident lors du développement du capitalisme. Il leur a été imposé pour ainsi dire de l'extérieur, au prix de la suppression des libertés dont elles disposaient et de la destruction de leur mode de vie séculaire, en leur procurant en échange une sécurité matérielle dont elles sont devenues principalement les victimes, car concourant à resserrer davantage les chaînes de l'esclavage qui les entravaient au lieu de s'en émanciper ou de s'en libérer, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme et du néolibéralisme incarnant la fin du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans ce qu'il a de plus tyrannique et cruel.

Concrètement ou en résumé pour faire bref, cela se traduit de la sorte au quotidien : La plupart des Indiens bénéficient entre guillemets du développement économique des dernières décennies à leur insu, étant tenus dorénavant de satisfaire impérativement un tas de besoins qui n'existaient pas hier encore s'ils ne veulent pas être exclus de la société ou pour tout bonnement survivre, et si leur niveau de conscience n'a pas pu progresser, c'est principalement parce que le carcan de traditions archaïques et de la religion, de l'obscurantisme, a été maintenu à cet effet.

Il m'est arrivé en 30 ans de croiser des Indiens de toute condition sociale, pas seulement quand je fus enseignant durant plusieurs années, j'ai toujours vécu parmi eux, et je ne parle pas des deux familles indiennes auxquelles je suis lié, et bien plus d'une fois je me suis fait la réflexion qu'ils étaient tous aussi arriérés, et quand bien même ils n'y seraient pas obligés dans leur intimité par exemple, ils se comportaient tous de la même manière, comme s'ils ne pouvaient survivre qu'à condition de reproduire indéfiniment fidèlement le mode de pensée de leurs ancêtres, qui les tirent en arrière au lieu que le progrès économique et social les aide à d'aller de l'avant, je parle en général ; par exemple, je ne connais pas un seul Indien célibataire, à croire que cela n'existe pas dans ce pays, tous les rapports sociaux sont régis par des codes d'une rigidité telle, qu'ils interdisent à chacun de développer sa propre personnalité, d'avoir des aspirations individuelles, dans ces conditions il est impossible de se sentir libre ou d'être un tant soit peu heureux.

Cela dit, les masses indiennes sont comme n'importe quel exploité ou opprimé dans le monde, elles perçoivent forcément (confusément) que les conditions sociales qui leur sont imposées entrent violemment en contradiction avec leur propres aspirations légitimes à la liberté et au bien-être social, mais comme ils n'ont pas conscience de l'origine de cette contradiction, elles n'ont pas développé une conscience de classe, elles ne peuvent pas trouver le moyen de la résoudre à leur avantage, elles en sont au même point que n'importe quel travailleur dans le monde, et elles subiront leur triste sort au lieu de faire leur propre histoire aussi longtemps qu'elles ne seront pas parvenues à prendre en mains leur destin.

Pour revenir sur Kajelvi, j'ai conservé à l'esprit ce qu'elle m'a dit, lorsqu'elle me déclara qu'elle ne comprenait rien à rien, elle était perdue, parce qu'on ne lui avait pas fourni le mode d'emploi pour se diriger dans cette société en perpétuelle évolution, j'en ai tiré la conclusion qu'ils devaient être un milliard et quelques centaines de millions dans son cas en Inde, et que cette situation devait être identique ou semblable dans un grand nombre de pays en Asie et en Afrique, où est concentrée la majorité de la population mondiale. Par conséquent, quand on évoque l'actualité sociale ou politique dans tous ces pays ou quand on doit interpréter un évènement, il est impératif d'avoir à l'esprit ce facteur pour ne pas prendre le risque de raconter n'importe quoi.

« *Rétablir la confiance* », il semblerait que le « Great Reset » ne se déroule pas comme ils l'avaient prévu.

Quand se déroule le forum de Davos en 2024 ?

Date de la 54e édition du FEM

La réunion annuelle du Forum économique mondial se déroulera du lundi 15 au vendredi 19 janvier 2024, à Davos, dans les Alpes suisses.

Thème du Forum de Davos 2024

Le thème de cette 54e édition est "*Rebuilding trust*", soit "*Rétablir la confiance*" en français.

Sur le site officiel du World Economic Forum, on peut lire :

"*Cette réunion a pour but de rétablir une capacité d'action collective et de renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité qui incombent aux dirigeants. Le programme incarne un esprit de* "retour aux bases" *basé sur un dialogue ouvert et constructif entre les dirigeants gouvernementaux, les représentants du monde des affaires et de la société civile. L'objectif est de créer des passerelles au sein d'un environnement de plus en plus complexe et de préparer l'avenir grâce aux dernières avancées scientifiques, industrielles et sociétales*."

https://www.capital.fr/economie-politique/forum-de-davos-2024-date-theme-et-enjeux-du-forum-economique-mondial-fem-1490094

Qu'est-ce cachait derrière le "*Great Reset*" ?

Pourquoi tous les Etats y ont-ils adhéré ?

Et si finalement les provocations de l'OTAN envers la Russie et des Etats-Unis à l'égard de la Chine faisaient partie d'une mise en scène, d'une stratégie globale destinées à justifier le déplacement autour des BRICS du pouvoir politique international qui avait été structuré autour des puissances occidentales pour organiser l'économie mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de manière à ce que tous les Etats s'y adaptent en douceur sans que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux en faillite apparaissent comme les grands perdants de ce grand marchandage réalisé au détriment des intérêts de tous les peuples.

C'est juste une hypothèse à confirmer ou infirmer… A suivre.

Coopération sino-russe : Sergueï Lavrov et Wang Yi saluent le bilan 2023 - RT 10 janvier 2024

Les ministres russe et chinois des Affaires étrangères se sont entretenus ce 10 janvier par téléphone. Le communiqué russe relève qu'ils ont «*exprimé leur satisfaction quant au rythme élevé de développement du dialogue politique bilatéral et de la coopération*» entre leurs pays respectifs.

Les deux ministres ont déclaré que la coopération commerciale bilatérale «*dépassait avec confiance le niveau de 200 milliards de dollars*».

Sur le volet international, la crise ukrainienne, le conflit au Proche-Orient ou encore la situation autour de la péninsule coréenne et en Asie-Pacifique ont été abordés.

Le rejet général de la politique de confrontation du bloc occidental à l'égard de la Russie et de la Chine, des tentatives de freiner leur développement par des sanctions, des provocations délibérées et d'autres méthodes illégitimes a été souligné», souligne le document.

Les deux diplomates ont également mis en avant «*le caractère purement constructif de l'interaction entre Moscou et Pékin au sein de l'ONU, de l'OCS, des BRICS et d'autres formats multilatéraux, non dirigés contre des pays tiers*», stipule le communiqué russe. Ce dernier conclut sur l'examen, par Lavrov et Yi, du «calendrier des contacts à venir au plus haut niveau, ainsi que sur «*un échange de vues*» concernant «*les moyens d'établir des contacts entre la RPC et la CEI*».

«*Grâce à une coopération stratégique de haute qualité, les deux parties ont non seulement géré les affaires de leurs pays respectifs, mais ont également joué un rôle de premier plan sur la scène internationale et maintenu la stabilité stratégique mondiale*» se félicite pour sa part le communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères. Celui-ci souligne, concernant Lavrov, que «*la position de la Russie en faveur du principe d'une seule Chine est inébranlable*».

Le chef de la diplomatie chinoise a déclaré que son pays soutenait «*pleinement la Russie*» dans sa présidence des BRICS en 2024, année qui marquera le 75e anniversaire des relations sino-russe. La Chine demeure également «*prête à travailler avec la Russie pour renforcer l'influence internationale des BRICS et pousser la coopération des BRICS à un nouveau niveau*».

Depuis la hausse des tensions avec les chancelleries européennes, sur fond de crise en Ukraine, la Russie a entrepris un rapprochement avec son voisin chinois. La succession des trains de sanctions occidentales contre Moscou à la suite de son intervention en Ukraine en février 2022 a accéléré la dynamique.

Le 31 décembre, lors de ses vœux, le président chinois a déclaré que les relations russo-chinoises avaient au cours de l'année 2023 «*maintenu un développement sain et stable et ont progressé de façon constante dans la bonne direction*». «*Sous notre direction conjointe, la confiance politique mutuelle entre les deux parties s'est approfondie, notre coordination stratégique s'est resserrée, et la coopération mutuellement bénéfique a continué à produire de nouveaux résultats*», a ajouté le dirigeant chinois.

Autres éléments de réflexion.

- Lors d'une visite à Pékin plus tôt en décembre du Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, Xi Jinping avait déclaré que le maintien de relations étroites avec Moscou était un «*choix stratégique*».

Les deux alliés ont renforcé leurs liens alors que les pays occidentaux tournaient le dos à Moscou après l'invasion de l'Ukraine. RT 31 décembre 2023

- «*Maintenir et développer les relations entre la Chine et la Russie est un choix stratégique fait par les deux parties, basé sur les intérêts fondamentaux de nos deux peuples*», a déclaré Xi Jinping, selon des propos rapportés ce 20 décembre par CCTV.

Les deux pays devraient «*constamment amplifier les effets positifs de leurs liens politiques de haut niveau*» et «*approfondir leur coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'énergie, de la connectivité et d'autres secteurs*», a ajouté Xi, toujours selon CCTV. RT 20 décembre 2023

Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Ils ne sont pas les seuls dont les algorithmes ne fonctionnent pas.

Derrière les erreurs de prévisions de Météo France, un algorithme nommé Alpha

https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha]

Un site fiable :

Ventusky - cartes de prévision météo

https://www.ventusky.com/?p=16.8;83.7;4&l=temperature-2m

Santé.

Rapport annuel de situation Covid planétaire du lundi 1er Janvier 2024 0h00 GMT

https://reseauinternational.net/rapport-annuel-de-situation-covid-planetaire-du-lundi-1er-janvier-2024-0h00-gmt/

Commentaire publié par Le Grand Soir

- Il aurait peut-être été judicieux de renvoyer les lecteurs à l'article qu'Einstein avait adressé à la revue américaine Monthly Review en mai 1949, dans lequel il porta un rapide jugement radical ou sans concession sur le capitalisme, tout en témoignant en faveur du socialisme dont dépendrait l'avenir de l'humanité.

J'ignore quel courant politique incarnait le Monthly Review, peu importe, ce qui à mon avis l'emporte sur toute autre considération, c'est qu'un esprit scientifique aussi brillant et accompli qu'Einstein ait adopté le socialisme scientifique, en mettant toutefois en garde contre les dérives bureaucratiques qui pourraient naître à l'occasion du passage au socialisme en guise d'avertissement :

Einstein - Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

A croire qu'Einstein avait assimilé les enseignements de Marx et Engels sur l'Etat ou l'expérience de la Commune de Paris, à moins qu'il ait lu L'Etat et la révolution de Lénine, ce qui revient au même, la théorie marxiste ayant été mise en pratique efficacement...

Cependant, je crois qu'il faudrait reformuler la question légitime qu'il posa.

Il faudrait voir quelles conditions sont à l'origine de la toute-puissante de la bureaucratie dans un pays donné, mais aussi au niveau international, sachant que le communisme ne pourra se réaliser qu'à l'échelle mondiale, par conséquent, pour commencer à s'imposer à cette échelle il faudrait impérativement que la direction du mouvement ouvrier international ou tout du moins celle parmi les pays les plus puissants ou économiquement développés ait renoué avec le socialisme scientifique, le socialisme révolutionnaire, sans quoi cette expérience risquerait de demeurer isolée et d'être vouée à l'échec...

Pourquoi le socialisme ? - Albert Einstein 1949

https://www.marxists.org/francais/general/einstein/1949/00/einstein.htm

En anglais :

https://monthlyreview.org/2009/05/01/why-socialism/

Où va se nicher la réaction. Opportunisme et démagogie ou l'agonie du vieux mouvement ouvrier dégénéré. Les pires amis des Palestiniens.

Voilà le genre de connerie qu'on peut lire dans les médias sociaux censés œuvrés pour notre cause.

Après ils peuvent faire figurer une mention en dessous de ces articles pourris indiquant que leurs contenus ne les engagent pas, je suis désolé, en les publiant ils en sont les complices, qu'ils assument leur responsabilité. Celui-ci a été publié dans Investig Action de Michel Collon.

- Le seul espoir d'éviter une dislocation des Nations Unies est de réformer en profondeur le fonctionnement du Conseil de sécurité afin que cette instance – ou une autre à inventer – puisse devenir un véritable garant de la paix mondiale. Sinon, sans la boussole du droit international, le monde basculera dans l'horreur de la guerre économique et militaire.

Pour l'heure, l'urgence est de sauver la vie des Palestiniens en forçant l'actuel gouvernement israélien à arrêter le génocide.

Nos pays en ont le pouvoir : rappel des ambassadeurs, sanctions économiques et mesures juridiques et politiques telles que celles qui ont été appliquées à la Russie.

En 2024, nous élirons nos parlementaires européens. L'enjeu est crucial : arrêter la montée de l'extrême-droite (dont on voit la capacité de nuisance en Israël), empêcher le désastre climatique et les ravages provoqués par les guerres au détriment des populations les plus vulnérables, rétablir des relations économiques permettant un réel développement social des populations, ce qui représente une solution infiniment plus sage au problème des migrations que de se barricader par la force au détriment du respect des droits humains.

Et puisque l'Afrique du Sud est intervenue dans la sombre actualité palestinienne, rappelons que la philosophie qui a inspiré Nelson Mandela et Desmond Tutu est celle de l'Ubuntu, concept en langue bantoue qui est souvent décliné comme ceci : « *Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous* ». En réalité, une belle définition du mot « *humanité* » ou « *comment améliorer le monde* ».

https://investigaction.net/israel-lafrique-du-sud-brandit-larme-du-droit/

J-C - C'est la gauche, le populisme de gauche devenue le porte-parole du Forum économique mondial de Davos, tout y est, quelle horreur !

Thierry Meyssan sur la mutation du conflit israélo-arabe - Réseau Voltaire 11 janvier 2024

https://www.voltairenet.org/article220240.html

La vidéo.

https://www.youtube.com/watch?v=hvsNtcvNxvA

J-C - J'ai relevé que les victimes des derniers attentats perpétrés par Israël et les Etats-Unis étaient des dirigeants de l'Axe de la résistance, et que ceux du Hamas affiliés à la Confrérie des frères musulmans avaient soigneusement été épargnés.

En outre, il exprime sa surprise et son admiration devant le refus de l'état-major français de participer à l'opération états-unienne Gardien de la Prospérité pour couvrir le massacre à Gaza. Je n'ai trouvé nulle part confirmation de cette info.

Une surinterprétation ?

Voici ce que j'ai trouvé en revanche :

- Seulement, figurant pourtant parmi les dix pays nommément cités par le Pentagone, la France et l'Italie ne placeront pas leurs moyens navals sous commandement américain.

Via un communiqué, le ministère des Armées a ainsi indiqué que la frégate multimissions [FREMM] Languedoc, actuellement déployée en mer Rouge, resterait sous « *commandement national* ».

https://www.opex360.com/2023/12/23/securite-en-mer-rouge-la-france-et-litalie-ne-placeront-pas-leurs-fregates-sous-commandement-americain/

Confirmation.

- Le 11 janvier, le vice-amiral Emmanuel Slaars, commandant des opérations françaises dans l'océan Indien, avait précisé que le dispositif militaire de la France en mer Rouge restait «*sous commandement français*», sans «*aucune subordination*» au partenaire américain. Il avait en revanche évoqué «*une répartition géographique intelligente des efforts*». RT 12 janvier 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de la bande de Gaza a annoncé vendredi que le nouveau bilan de la guerre israélienne s'est alourdi à 23 708 morts et 60 000 blessés depuis le 7 octobre.

Dans un communiqué, le ministère a annoncé que les frappes israéliennes ont fait 151 morts et blessé 248 palestiniens au cours des dernières 24 heures. aa.com.tr 12.01.2024

- Le bureau des médias du Gouvernement de Gaza a annoncé lundi un nouveau bilan de 112 journalistes tués dans l'enclave palestinienne depuis le 7 octobre 2023, après que deux d'entre eux ont été tués dans un raid israélien. aa.com.tr 08.01.2024

- «*Ainsi, même si nous croyons toujours – après le 7 octobre – à la normalisation, cela ne veut pas dire qu'elle se fera au détriment du peuple palestinien*», a-t-il précisé. Toutefois, une telle normalisation irait de pair avec «*un État palestinien*», a rappelé au micro de la BBC le prince Khalid ben Bandar. «*L'un ne va pas sans l'autre*», a-t-il insisté.

Riyad déplore le côté «*extrême*» et «*absolutiste*» du gouvernement israélien

Néanmoins, le diplomate saoudien a pointé du doigt la responsabilité de la communauté internationale, déclarant souhaiter que le Royaume-Uni «modère sa position» davantage. Il y a «*un échec de l'humanité*», a-t-il déploré, estimant que «l'angle mort à l'égard d'Israël» constituait «*un angle mort pour la paix*». «*Si quelqu'un d'autre avait fait ce que les Israéliens font aujourd'hui, vous les auriez vus coupés de la communauté internationale, vous auriez vu des gens parler de sanctions*», a précisé l'ambassadeur. RT 11 janvier 2024

Que risque Israël, accusé de génocide par l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice ? - Le HuffPost 11 janvier 2024

Dans leur plainte, les avocats sud-africains estiment que l'offensive israélienne vise « la destruction des Palestiniens de la bande de Gaza ».

L'Afrique du Sud a accusé jeudi Israël de violer la Convention des Nations unies sur le génocide devant la Cour internationale de Justice (CIJ), affirmant que même l'attaque du Hamas du 7 octobre ne pouvait justifier de telles violations présumées à Gaza.

Pretoria a saisi en urgence la Cour qui siège à La Haye pour qu'elle enjoigne à Israël de "*suspendre immédiatement ses opérations militaires*" dans la bande de Gaza, une confrontation judiciaire historique qualifiée d'"*absurde*" et "atroce" par Israël.

"*Aucune attaque armée sur le territoire d'un Etat, aussi grave soit-elle (...) ne peut justifier une violation de la Convention*", a affirmé le ministre sud-africain de la Justice, Ronald Lamola, devant la Cour, plus haute juridiction de l'ONU.

"*La réponse d'Israël à l'attaque du 7 octobre a franchi cette ligne et a donné lieu à des violations de la Convention*", a-t-il soutenu devant la quinzaine de magistrats de la CIJ présents à l'audience, retransmise publiquement par lien vidéo.

Israël s'exprimera vendredi devant la CIJ, mais son président a d'ores et déjà déclaré qu'il n'y avait "*rien de plus atroce et absurde*" que les accusations de Pretoria.

"*Nous serons devant la Cour internationale de Justice et nous présenterons fièrement notre cas de légitime défense (...) en vertu du droit international humanitaire*", a ajouté Isaac Herzog.

Selon lui, l'armée israélienne "*fait tout son possible, dans des circonstances extrêmement compliquées sur le terrain, pour s'assurer qu'il n'y aura pas de conséquences imprévues ni de victimes civiles*".

Les États-Unis soutiennent leur allié Israël et estiment que les accusations formulées par Pretoria sont "*sans fondement*".

"*En fait, ce sont ceux qui attaquent violemment Israël qui continuent d'appeler ouvertement à l'anéantissement d'Israël et au massacre des Juifs*", a déclaré le porte-parole du Département d'État, Matthew Miller.

S'agissant d'une procédure d'urgence, la CIJ pourrait se prononcer dans quelques semaines. Ses décisions sont sans appel et juridiquement contraignantes, mais elle n'a aucun pouvoir pour les faire appliquer.

La décision de la CIJ pourrait avoir une « *portée symbolique extrêmement forte et pourrait amener un certain nombre de pays à se ranger derrière l'Afrique du Sud* », même s'il faudra attendre des mois, voire des années, avant une décision sur le fond, à savoir la qualification ou non de « *génocide* ».

L'Afrique du Sud et Israël ont tous deux signé la Convention des Nations unies sur le génocide, créée en 1948 en réponse à l'Holocauste. Tout pays signataire peut en poursuivre un autre devant la CIJ en cas de désaccord sur « *l'interprétation, l'application ou le respect* » des règles destinées à prévenir le génocide.

Avec la bénédiction de ces braves russes et chinois.

Mer Rouge: l'ONU demande l'arrêt «*immédiat*» des attaques houthistes - lopinion.fr 11 janvier 2024

Le Conseil de sécurité des Nations unies a également condamné la fourniture d'armes aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran, alors que leur action freine le trafic maritime international

C'est l'expression de la diplomatie internationale. Mercredi 10 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé l'arrêt « *immédiat* » des attaques houthistes contre des navires en mer Rouge, rapporte Le Monde. La résolution a été menée par les Etats-Unis et le Japon, elle a été adoptée par 11 voix pour et 4 abstentions (Russie, Chine, Algérie, Mozambique). Aucun veto n'a été enclenché.

Par ailleurs, le texte voté par le Conseil de sécurité de l'ONU souligne les violations à « *large échelle* » de l'embargo sur les armes visant les houthistes et « *condamne la fourniture d'armes* » aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran. Pour autant, Téhéran dément leur fournir du matériel militaire, relate Ouest-France.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont bombardé les rebelles Houthis au Yémen - AFP 12 janvier 2024

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mené dans la nuit des frappes aériennes contre les rebelles Houthis au Yémen qui multiplient depuis des semaines les attaques contre le trafic maritime international en mer Rouge en "*solidarité*" avec les Palestiniens de Gaza, territoire ravagé par la guerre entre Israël et le Hamas.

Les frappes américano-britanniques ont visé des sites militaires dans plusieurs villes contrôlées par les Houthis, a indiqué la chaîne de télévision de ce groupe rebelle membre de "*l'axe de la résistance*", regroupement de mouvements armés hostiles à Israël et établis par l'Iran qui comprend également le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais.

La capitale Sanaa et la ville portuaire de Hodeida, où les correspondants de l'AFP ont dit avoir entendu plusieurs explosions, ainsi que Taëz et Saada ont été visées.

Les frappes ont été menées à l'aide d'avions de combat et de missiles Tomahawk, ont indiqué plusieurs médias américains, Washington disant avoir bénéficié aussi du soutien de l'Australie, du Canada, des Pays-Bas et de Bahreïn. De son côté, Londres a dit avoir déployé quatre avions de combat Typhoon FGR4 pour frapper avec des bombes guidées au laser les sites de Bani et Abbs, d'où les Houthis "*lancent*" des drones.

"*Notre pays fait face à une attaque massive par des navires américains et britanniques, des sous-marins et des avions*", a réagi le vice-ministre des Affaires étrangères des Houthis, Hussein Al-Ezzi, cité par les médias du mouvement.

"*Les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent se préparer à payer un prix fort et supporter les lourdes conséquences de cette agression* ", a-t-il menacé.

De son côté, l'Iran a condamné vendredi les frappes aériennes américaines et britanniques, y voyant une "*action arbitraire*" et une "*violation flagrante de la souveraineté*" du Yémen.

Ah ces chers libertariens au service de la liberté d'expression et des peuples ! Les pires réactionnaires.

Elon Musk fait supprimer un compte du Hamas sur X au nom d'une « *règle* » liée à l'ONU - Numerama 9 janvier 2024

Elon Musk a beau se considérer comme un intraitable partisan de la liberté d'expression, il accepte en réalité bien plus de limites qu'il ne veut bien le reconnaître. Dernier exemple en date : un compte sur X (ex-Twitter) en lien avec l'organisation terroriste du Hamas a été suspendu. C'est ce que rapporte Business Insider le 9 janvier.

lon Musk a confirmé la suppression d'un compte Twitter lié au Hamas, au nom d'une règle liée à l'ONU. L'organisation n'étant pas reconnue par les Nations unies, elle peut être boutée hors du réseau social. Numerama 9 janvier 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

"Un gouvernement plus à droite que tous les précédents", en Israël, non, en France. Le pire est toujours à venir, c'est la seule certitude qu'on a.

J-C - A force d'être toujours plus à droite, on se demande pourquoi il n'était pas devenu d'extrême droite, hormis pour sauver les apparences et ménager les opportunistes qui vont pouvoir continuer à bouffer à la table de Macron et de la Ve République...

On ne va pas s'éterniser sur ce sujet sans grand intérêt. Des infos pêle-mêle.

- Gabriel Attal, le Premier ministre censé incarner le renouveau du dépassement des clivages se voit flanqué d'un gouvernement plus à droite que tous les précédents sous Emmanuel Macron grâce à des symboles… De l'ancien monde. huffingtonpost.fr 12 Janvier 2024

- Le virage vers la droite opéré avec le remaniement n'a échappé à aucun commentateur politique. Sur les 14 ministres nommés au gouvernement Attal, 8 ont été membres de l'UMP ou des Républicains et même deux d'entre eux ont été ministres sous Sarkozy : Rachida Dati a été garde des Sceaux de 2007 à 2009 et Bruno le Maire siégeait à l'Agriculture de 2009 à 2012. Les autres ont tous eu leur carte membre à l'UMP comme Gérard Darmanin, Catherine Vautrin, Sébastien Lecornu, Christophe Béchu, Aurore Bergé et Marie Lébec. linternaute.com 12 Janvier 2024

France. Le régime absolutiste se dote du clone féminisé de son une souverain.

Gabriel Attal : Les associations LGBT saluent le « *symbole fort* » de la nomination d'un Premier ministre gay - 20 Minutes avec AFP 10 janvier 2024

S'il est issu de la gauche, c'est avant tout un macroniste pur jus, qui a su endosser les thématiques de la droite au ministère de l'Education nationale.

Gabriel Attal passe par Sciences Po Paris, il milite d'abord au Parti socialiste. Il a à peine 23 ans lorsqu'il intègre le cabinet de Marisol Touraine, alors ministre de la Santé de François Hollande.

«*Dès 2016, il rejoint En Marche, le parti d'Emmanuel Macron. Puis, l'année suivante, il est élu député des Hauts-de-Seine. Il entre au gouvernement en 2018 comme secrétaire d'État à la jeunesse, à seulement 29 ans. Il est ensuite nommé porte-parole sous Jean Castex entre 2020 et 2022 [durant la Covid-19] et lors de la réélection d'Emmanuel Macron, le président lui propose le portefeuille des relations avec le Parlement. Mais, il envisage de retrouver son siège à l'Assemblée nationale*», rappelle Europe 1.

"*Bruno et Gérald ont hurlé*" : pourquoi l'annonce de la nomination d'Attal à Matignon a traîné - BFMTV 9 janvier 2024

Gabriel Attal est désormais officiellement Premier ministre. Mais cette promotion a été contestée en coulisses par Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Edouard Philippe, François Bayrou et Alexis Kohler.

Les deux auraient exigé de ne pas être sous les ordres de Gabriel Attal, qui devient ce mardi le plus jeune Premier ministre de la Ve République. "*Ils veulent le ministère des Affaires étrangères ou ils sortent*", croyait savoir un cadre de la majorité en amont de la nomination.

"*Bruno Le Maire n'a pas envie de bosser pour un gamin de 34 ans"*, lance un membre de la majorité proche de l'actuel ministre de l'Économie. "*Il n'est pas du tout mûr*", ajoute un conseiller de Bercy.

Alors pourquoi ce choix de Gabriel Attal par Emmanuel Macron? "*Pour cramer son héritier car il ne veut pas d'héritier"*, conclut un proche du président de la République. "*C'est aussi simple que cela.*"

"*Il vient du PS tout ayant su 'en même temps' avoir des positions d'autorité. C'est donc un retour aux sources du macronisme*", confie l'entourage du président à BFMTV.

Vive l'économie de guerre !

Lecornu appelle armées et industriels à "*prendre des risques*" - AFP 8 janvier 2024

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a appelé lundi les armées et l'industrie de défense à "*prendre des risques*" et mener une "*rupture culturelle*" dans un monde en proie à des bouleversements géopolitiques radicaux.

Ardent défenseur d'une loi de programmation militaire (LPM) historique, en hausse de 40% pour 2024-2030, M. Lecornu a rappelé l'importance de l'économie de guerre.

Ce "*n'est pas qu'un slogan, c'est devenu une nécessité, une condition même, pour notre industrie de défense qui repose beaucoup sur l'export, et doit donc s'adapter aux demandes de ses clients, et au premier chef l'armée française, qui attendent des livraisons toujours plus importantes et plus rapides dans des enveloppes maîtrisées*".

Les industries européennes peinent notamment à fournir la quantité nécessaire d'armements à l'Ukraine, face à la Russie.

Le ministre a, par ailleurs, évoqué la nécessité de se déployer "*plus encore vers l'Indopacifique et le Golfe, où nos partenaires stratégiques attendent une présence plus forte encore de la France*".

L'"*Indopacifique*" désigne une vaste zone couvrant les océans Indien et Pacifique, théâtre de tensions internationales croissantes entre Pékin et Washington, et où la France, forte de ses

territoires d'Outre-mer, entend développer sa présence au côté de partenaires régionaux. AFP 8 janvier 2024

Le choix Attal : l'hyperprésidentialisme macronien au défi de l'absence de majorité parlementaire - theconversation.com 9 janvier 2024

Le fait majoritaire, pilier du présidentialisme.

La Ve République repose depuis 1962 sur un socle solide : le « *fait majoritaire ».* Le chef de l'exécutif, élu au suffrage universel direct, dispose dans ce cas d'une majorité solide au Parlement pour faire voter les lois correspondant à l'application de son programme. Et si la majorité parlementaire renâcle sur certains sujets, les mécanismes du parlementarisme rationalisé (dont le plus connu est le fameux article 49-3 permettant l'adoption d'une loi sans vote) obligeront les éventuels frondeurs de la majorité présidentielle à se soumettre.

On a pensé que les institutions de la Ve République seraient affaiblies le jour où la majorité présidentielle et parlementaire discorderaient. Pourtant, les trois cohabitations (1986-88 ; 1993-95 ; 1997-2002) sont venues prouver que la France pouvait être dirigée, chaque tête de l'exécutif assumant toute l'étendue de ses fonctions.
Affaiblissement du rôle du Premier ministre

Néanmoins, la classe politique a souhaité en 2000 mettre fin à cette situation en raccourcissant le mandat présidentiel à cinq ans, et en inversant le calendrier électoral. Le but était de faire des élections législatives qui suivent l'élection d'un nouveau Président une sorte de ratification par le peuple de la présidentielle, profitant, notamment, d'un découragement des électeurs d'opposition qui laissent se (sur)mobiliser l'électorat du Président élu. Cela lui laisse une majorité absolue pour gouverner et appliquer son programme.

Le fait majoritaire en sort renforcé, puisque le programme du Président devient de facto le programme législatif, le Premier ministre est réduit au rang de « *collaborateur* » du Président, chargé d'appliquer fidèlement la ligne fixée à l'Élysée.

Le management politique selon Emmanuel Macron

Dès lors, Emmanuel Macron peut gérer le pays comme un PDG. Il s'entoure d'une garde rapprochée qui lui sert de conseil d'administration, opaque aux Français, et peut changer de directeur général (qu'on appellera ici Premier ministre) très librement (déjà le quatrième en 6 ans et demi alors qu'en moyenne sous la Ve, les Premiers ministres restent en poste 2 ans et 10 mois) pour redynamiser l'équipe – le gouvernement chargé de remplir les objectifs que le PDG lui assigne. Le Parlement ressemble alors furieusement à une assemblée générale des actionnaires ne servant que de chambre d'enregistrement, du moins si on maîtrise les droits de vote de plus de 50 % des actionnaires.

Impasses d'un hyperprésidentialisme sans majorité

Toute cette belle mécanique se grippe dès qu'il n'y a plus de majorité absolue. Depuis un an, l'exécutif peine à dégager des majorités pour voter les textes essentiels. Il use et abuse des

votes par 49-3 et s'est livré à des concessions idéologiques à l'extrême droite afin de faire voter la loi sur l'immigration. Ce passage en force s'est fait en tordant les abatis à ce qu'il est convenu d'appeler « *l'aile gauche* » des macroniens, et en tournant le dos au positionnement de campagne du candidat Macron. Celui-ci doit son élection à un appel à faire barrage à Marine Le Pen et avait déclaré aux électeurs de gauche qui s'étaient ralliés à lui (par défaut) que ce vote « *l'obligeait* ».

Et voilà le Président Macron pouvant se vanter d'une loi votée qui a tout d'une victoire à la Pyrrhus. L'accouchement aux forceps de cette loi, loin de prouver l'aptitude à agir d'un Emmanuel Macron sans majorité parlementaire stable, est plutôt venu étaler ses faiblesses. S'il concède aux droites pour voter une loi, il perd sur sa gauche ce qu'il gagne là-bas, et des contestations se font alors entendre dans son propre camp.

Des défis identiques avec un nouveau Premier ministre

L'arrivée d'une nouvelle figure pour incarner la suite du quinquennat ne changera pas la situation politique. La quête d'une nouvelle voie/voix ressemble à un choix contraint : dans quelle impasse entrer ?

Car qui qu'il ait choisi, Emmanuel Macron restera le seul décisionnaire, l'hyperprésident qui décide de tout et qui est jugé redevable devant les électeurs. Car il continuera à être confronté au lourd défi de l'invention d'un récit, crédible, à offrir aux Français pour justifier son second quinquennat. Car se pose toujours la question, pour laisser une trace dans l'histoire, de ce qu'il incarne, et de l'existence ou pas d'un « *macronisme* », au sens d'ossature idéologique. Car la bonne idée qui le fit élire en 2017 du « *dépassement* » du clivage gauche-droite s'est largement transformée en un pragmatisme opportuniste qui brouille son positionnement, au point de faire percevoir son action comme « *de droite* », à la façon d'un Valéry Giscard d'Estaing, avec une politique économique très pro-business.

Il existe bien un guide qui sert de colonne vertébrale à Emmanuel Macron, même s'il ne clame jamais haut et fort, et que cela ne constitue pas un outillage idéologique : le rapport "*Attali*" de la Commission pour la libération de la croissance française. Commandé par Nicolas Sarkozy – alors président, son rapporteur était un jeune énarque ambitieux, un certain… Emmanuel Macron.

Relire aujourd'hui ce rapport de 2008, c'est y retrouver tous les mantras du discours macronien :

– « *Favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs clés* » (c'est la fameuse start-up nation)

– « *Faciliter la concurrence, la création et la croissance des entreprises, par la mise en place de moyens modernes de financement, la réduction du coût du travail et la simplification des règles de l'emploi* »

– « *Créer les conditions d'une mobilité sociale, géographique et concurrentielle. De permettre à chacun de travailler mieux et plus, de changer plus facilement d'emploi* » (les réformes successives de l'assurance chômage par exemple)
– *« L'État et les autres collectivités publiques doivent être très largement réformés. Il faudra réduire leur part dans la richesse commune (..) faire place à la différenciation et à*

l'expérimentation » (abolition de certains statuts dans la fonction publique, multiplication des dérogations et expérimentations à l'embauche des fonctionnaires…)

– « *Encourager la mobilité internationale (notamment par une procédure souple de délivrance de visas aux étudiants, aux chercheurs, aux artistes et aux travailleurs étrangers, en particulier dans les secteurs en tension)* ».

La mise en œuvre de ce catalogue de mesures rédigées en 2008 commence à s'épuiser, soit qu'elles aient été réalisées, soit qu'elles se heurtent à des freins politiques faute de majorité (comme pour la loi immigration), soient qu'elles ne soient plus d'actualité face aux nouvelles réalités du monde.

Attal, le style macronien à Matignon

Un dernier extrait de ce rapport vieux de 16 ans annonce aussi le style macronien :

« *Avant de se lancer dans l'action, il ne faut pas que la main tremble. Le pouvoir politique sait que les Français veulent la réforme, qu'ils croient en la réforme si elle est socialement juste et économiquement efficace, et qu'ils attendent qu'elle soit conduite tambour battant* ».

Emmanuel Macron ne cesse de répéter qu'il ne faut pas céder sur les réformes et face aux immenses protestations, comme on l'a vu pour la réforme des retraites. Et c'est là que le choix de Gabriel Attal fait sens, par rapport au style Élisabeth Borne, tout en retenu, en femme de dossier, fuyant les effets de manche au profit d'une posture technicienne un peu rugueuse.

Du peu qu'on a pu observer de son action en tant que ministre de l'Éducation, Gabriel Attal dessine le profil d'un excellent communicant, sachant se mettre en avant comme celui qui sait trancher, prenant des décisions fortes et symboliques rapidement, parlant haut et clair, pratiquant la triangulation en allant puiser des idéaux nostalgiques dans les discours des droites (pour prôner un retour à l'école d'antan largement mythifiée). Ces aptitudes au faire-savoir expliquent en grande partie sa nomination.

Gabriel Attal aura pour double mission de conduire la campagne électorale des élections européennes – qui s'annoncent périlleuses, et de faire ruisseler des éléments de langage prouvant que l'ambition réformiste macronienne reste intacte et sa concrétisation possible. Fidèle de la première heure, il doit toute sa carrière politique à Emmanuel Macron et incarne la jeunesse comme naguère son mentor. Gabriel Attal sera le directeur général mais aussi le directeur de la communication de l'entreprise et de la « *marque Macron* ». Mais pour combien de temps ? Quand l'hyperprésidentialisme se conjugue avec une logique managériale, où chaque ministre semble avoir un contrat d'objectifs, dans un contexte d'absence de majorité parlementaire et de gronde social, le turn-over s'accélère.

La marraine de l'ange Gabriel réagit à la nomination d'Attal(i).

Marisol Touraine : parismatch.com 9 janvier 2024

- Ça me fait plaisir.

- Ça donne une image de la France hyperpositive (...), c'est une belle nomination.

- Gabriel Attal est brillant et a un sens politique incroyable

- Et raconter une histoire politique. Il sait faire.

- Les défis sont nombreux mais il a les qualités personnelles et humaines pour les relever.

- On se voit toujours mais je n'ai pas à faire de commentaires publics sur cela.

Emmanuel Moulin, directeur de cabinet de Gabriel Attal : ce que dit ce choix stratégique - Le HuffPost 11 janvier 2024

« *Actuellement Directeur général du Trésor, Emmanuel Moulin dispose d'une parfaite connaissance du fonctionnement de l'État, que le Premier ministre a pu constater lorsqu'il a travaillé avec lui comme ministre des Comptes publics* », a précisé l'entourage du chef du gouvernement ce mercredi 10 janvier.

Le directeur de cabinet occupe une place centrale dans la mécanique de Matignon. Son choix recèle, donc, plusieurs enseignements. Le parcours d'Emmanuel Moulin, tout d'abord, en fait un expert économique.

Énarque, diplômé (entre autres) de Sciences-Po et de l'Essec, il a été administrateur suppléant à la Banque mondiale à Washington entre 2000 et 2003, puis secrétaire général du Club de Paris, avant de se lancer dans le privé, comme banquier senior chez Citigroup. Après un passage au cabinet de Christine Lagarde à Bercy en 2007, il rejoint l'Élysée en 2009 comme conseiller du président Nicolas Sarkozy.

Il quitte le Palais après l'élection de François Hollande, puis retrouve le ministère de l'Économie - qu'il connaît comme sa poche, pour y avoir occupé presque toutes les fonctions, selon L'Obs - sous Bruno Le Maire quelques années plus tard.

« *Emmanuel Macron impose Emmanuel Moulin pour assurer une continuité malgré le départ du ministre* », anticipe en ce sens un conseiller ministériel auprès de L'Opinion.

Le nouveau dircab du Premier ministre est proche du très puissant secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, bras droit d'Emmanuel Macron depuis 2017.

Dans ce contexte, il n'en fallait pas plus à certains pour voir la main d'Emmanuel Macron derrière cette nomination à Matignon, lui qui n'a guère laissé de latitude à ses Premiers ministres successifs pour choisir leur propre directeur de cabinet. « *C'est clairement le choix de l'Élysée* », commente ainsi un conseiller de l'exécutif dans Politico.

Rachida Dati, même une chèvre pourrait faire l'affaire.

- Rachida Dati «*n'y connaît rien mais c'est pas grave*», a déclaré l'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, invité de RTL ce vendredi. Il suffit de «*savoir comment marche l'État et avoir autour de soi des gens très compétents et très capables*». lefigaro.fr 12 janvier 2024

- *Les Échos* affirment ainsi que c'est Emmanuel Macron qui, en vue notamment des élections européennes, aurait lui-même mené les discussions "*en direct*", proposant au passage à Rachida Dati d'être la candidate macroniste à Paris en 2026. Selon le quotidien économique, Gabriel Attal aurait, lui, été mis devant le fait accompli, l'Élysée ne l'ayant averti sur ce point qu'en fin de journée. Ambiance. internaute.com 12 janvier 2024

- "*En Marche, c'est quoi ? C'est des traîtres de gauche et des traîtres de droite. Ceux qui sont aujourd'hui à La République en Marche, ils viennent d'où? Du PS ou des Républicains. Ça se réduit à quoi en Marche? À Emmanuel Macron*", avait-elle déclaré en juin 2021 sur France Inter.

"*Macron, il n'y a pas de cap, pas de direction, pas de projets*", avait-elle déclaré sur LCI en juin 2021.

Sur RMC il y a deux ans et demi pour attaquer vivement ses futurs collègues.

"*Quelle est la vision de La République en Marche? À chaque fois, ils essayent de nous braquer avec des pistolets en plastique ou de grimper sur notre porte-bagage. À chaque échéance*", indiquait-elle. bfmtv.com 12 janvier 2024

Rachida Dati est mise en examen à Paris depuis le 22 juillet 2021 pour « *corruption passive* », « *trafic d'influence passif* » et « *recel d'abus de pouvoir* », dans une affaire mettant également en cause Carlos Ghosn, l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. lepoint.fr 12 janvier 2024

Le PS ou Renaissance de l'Ancien Régime.

Marie Lebec ministre des Relations avec le Parlement

Diplômée de Sciences Po Bordeaux, fervente sarkozyste en 2007 et 2012 mais attachée parlementaire d'un député PS entre 2014 et 2016. Elle avait rejoint En Marche! à sa création, en avril 2016.

Stéphane Séjourné ministre des Affaires étrangères

Il vient du PS où il était Strauss-Khanien et a été conseiller d'Emmanuel Macron quand il était ministre de l'Économie, sous François Hollande.

Quand des agents des institutions se font passer pour la gauche ou « *changer la vie* » sans changer de régime.

Tribune collective. « *Notre résolution en 2024 : que la gauche change (vraiment) nos vies* » - Le HuffPost 11 janvier 2024

Ce texte est co-écrit par : Mahaut Chaudouët-Delmas, militante féministe ; Priscillia Ludosky, militante engagée pour la justice sociale et environnementale ; Samuel Grzybowski, activiste et entrepreneur social.

J-C – Ils sont liés à Macron ou aux institutions de la Ve République, à l'ONU ou à l'oligarchie financière anglo-saxonne (Rothschild). Ils sont wokes, leur humanisme est la politesse des salauds, porte-parole du mondialisme, partisans de la NUPES. A bas la NUPES, vive la classe ouvrière organisée et indépendante !

Je n'ai pas le temps de commenter leur texte. Une grille de lecture.

En gros leur méthode éculée consiste à partir d'un constat politique qu'on peut tous partager en grande partie, histoire de mettre les lecteurs en confiance. Ensuite vient se mêler des lieux communs et des contrevérités qui vont servir à justifier leur orientation politique opportuniste qu'ils assument. D'où le manque d'intérêt d'y consacrer plus de temps, il suffit de lire pour comprendre quelles sont leurs véritables intentions : Gouverner pour le compte du capital en bénéficiant en retour de la gratitude de leurs maîtres pour service rendu. Il n'y a rien à attendre de ces gens-là.

Mahaut Chaudouët-Delmas

Diplômée de l'ENS et titulaire d'un Master d'Affaires publiques de Sciences-Po (2016), elle travaille au Haut conseil à l'égalité où elle est notamment rapporteuse de l'état des lieux du sexisme en France, travail remis annuellement au Premier ministre. Elle réalise aussi des podcasts politiques ("*Les Ombres*" – Slate.fr (depuis 2022), "*Regarde-moi bien*" – Fondation des femmes, 2021) et autrice de "*Demain ne peut qu'être féministe*" (2022).

Priscillia Ludosky

Priscillia Ludosky est une militante française connue pour être une des initiatrices et une figure du mouvement des Gilets jaunes.

En 2016, elle fonde une entreprise de vente de produits cosmétiques, Fall in Cos'. Elle vit à Savigny-le-Temple où elle gère une petite boutique, ainsi que son commerce en ligne fondé sur la vente de cosmétiques bio et de produits d'aromathérapie.

Lors des élections européennes de 2024, elle est présente sur la liste des Écologistes.

En 2022 elle rejoint l'Académie des futurs leaders, une école de formation en politique, projet d'Alice Barbe.

Alice Barbe.

Alice Barbe est une entrepreneure sociale française.
Alice Barbe reçoit en 2018 le prix de l'entrepreneure sociale de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) puis la même année est sélectionnée comme Obama Scholar, Emerging leader de la Fondation Obama qui lui offre une année à New York à Columbia University pour y développer Singa.

Alice Barbe est également membre du comité de sélection de l'initiative Marianne pour les défenseurs des droits Humains initiée par le président Emmanuel Macron.

Elle cofonde l'Académie des Futurs Leaders en 2021. L'Académie des Futurs Leaders offre un cursus intensif tourné vers l'engagement politique, et invite des personnalités à partager leur expérience, notamment François Hollande, Omezzine Khelifa, Zack Exley ou Najat Vallaud-Belkacem.

https://www.academiedesfutursleaders.com/apropos

Le Conseil d'Administration

Nils Pedersen

Il est membre du conseil de direction du réseau français du SDSN (Sustainable Development Solutions Network), sous l'égide des Nations unies

Il est membre de la plateforme RSE au titre du Global Compact France. La Plateforme RSE, plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises, est une instance de concertation multi parties prenantes placée auprès du Premier ministre, dont le secrétariat est assuré par France Stratégie. Il est co-rapporteur d'un avis de la Plateforme RSE publié en février 2023.

Il est membre du Haut Conseil à la vie associative, collège des experts associatifs, par arrêté du Premier ministre en date du 01/10/2021

Par arrêté du Premier ministre du 1er octobre 2021, il est désigné expert associatif au sein du Haut Conseil à la vie associative, instance de consultation chargée de formuler des propositions touchant le développement de la vie associative. Le Haut Conseil à la vie associative, ou HCVA est une instance de consultation placée auprès du Premier ministre.

Il participe, au sein de la Délégation française, au Forum politique de haut niveau, forum intergouvernemental annuel organisé par l'ECOSOC au cours duquel les pays examinent et rendent compte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable auprès des Nations unies. Le Conseil économique et social, est un des six organes principaux de l'ONU, créé d'après le chapitre X de la Charte des Nations unies.

Dans le cadre d'une étude européenne publiée en 2019 par le Social Good Accelerator, il plaide pour que transition écologique et transition numérique deviennent les marqueurs d'une

politique ambitieuse en faveur du bien commun de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Samuel Grzybowski

Samuel Grzybowski est un militant associatif et entrepreneur social français.

Il est enseignant en économie sociale à Sciences Po Paris depuis 2019, et secrétaire national du Mouvement Impact France depuis 2020.

En 2013, il suit au mois d'août une formation en entrepreneuriat social et médiation interculturelle à la Cambridge Judge Business School dans le cadre d'un programme de fellowship financé par les fondations Edmond de Rothschild.

Il est directeur de campagne de Lumir Lapray (NUPES) lors des élections législatives françaises de 2022, dans la deuxième circonscription de l'Ain.

Leur tribune, j'ai supprimé l'écriture inclusive de ces démagogues professionnels.

Seuls 18 % des Français estiment que les décisions prises par les politiques ont un impact positif sur leur vie. L'abstention est toujours plus forte à chaque élection, particulièrement chez les plus jeunes. Nous entamons tout juste cette nouvelle année et tout porte déjà à croire que l'espoir n'est plus. Que nos vies, celles de nos enfants, que notre avenir collectif, ne pourront désormais plus changer. Nous nous dirigeons, passifs, vers une existence d'inégalités toujours plus incompressibles, de désirs toujours plus irréconciliables, de dangers toujours plus irréversibles. Une existence de guerres centenaires, de haine, de peur, de colère, de solitude. Nous errons, las, dans l'ersatz de société qui nous a été imposé. Nous avons le sentiment que les ennemis qui l'ont organisé sont trop puissants, riches, corrompus, invisibles, intouchables, pour en changer le cours. Le vote est inutile. La rue est inutile. La machine infernale est lancée depuis trop longtemps. Les enjeux sont trop gros, trop complexes, trop emmêlés. La lassitude est trop forte, l'injustice trop épaisse, trop ancienne.

Au cœur de cet accablement, nous rêvons encore. Au cœur de cet accablement, nous cherchons la gauche.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « *gauche* » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les

messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Nous pourrions croire encore en la capacité de la gauche à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Dans une trajectoire parallèle qui ne nous croise jamais, la gauche se contente de jouer le rôle qu'on attend d'elle. Après avoir, pendant trop d'années, pactisé avec le diable libéral, voilà qu'elle se contente de rester dans l'opposition, fauteuil confortable qui lui permet de garder un espace de parole et des financements sans trop se mouiller. Après avoir, pendant trop d'années, marché désunie en dépit des appels infatigables de ses électeurs, voilà qu'elle coupe court à l'espérance qu'a été, moins d'un an, la NUPES. Nous pourrions croire encore en sa capacité à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Réconcilier

Nous parlons d'une gauche ouverte sur le monde, accueillante envers les différences, inondée de joie par l'optimisme du monde qui vient. Une gauche dont la NUPES est un plancher, pas un plafond. Une gauche ancrée dans les luttes coalisées, une gauche qui fait se réconcilier activisme et entrepreneuriat, social et écologique, démocratie et partis. Une gauche qui met un terme à la violence de ses organisations politiques, notamment sexiste et sexuelle. Une gauche qui fait participer les premiers concernés, une gauche qui s'incarne vraiment par des femmes, des jeunes, des personnes racisées, non-valides, LGBTQIA +.

Gagner

Pendant que nous rêvons, les projets mortifères de l'extrême droite par la haine et du libéralisme par l'écocide avancent à grands pas. Nous avons plus que jamais besoin d'un projet politique qui protège la vie, la paix, l'humanisme et défend la justice, l'harmonie, l'égalité contre l'extrême identité ou l'extrême argent. Nous avons plus que jamais besoin d'une gauche forte et ouverte, qui unisse syndicats, activistes, résistants, intellectuels et ouvriers pour gagner la bataille culturelle et politique, pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique. Une gauche qui soit ancrée à gauche.

Actons la saison 2 d'une NUPES durable !

Pour qu'il y ait ce futur, pour que la vie persiste, nous devons impérativement gagner. Nous devons prendre et exercer le pouvoir comme nous l'avons fait tout au long de notre histoire en choisissant d'adopter des mesures impossibles mais nécessaires dans cette longue généalogie de l'abolition des privilèges (1789) et de l'esclavage (1848), de la Commune (1871), des droits humains (1789), de la limitation du temps de travail hebdomadaire à 60h (1893), 48h (1919), 40h (1936), 39h (1982) et 35h (1998), du droit au repos à la retraite à partir de 65 ans (1910), puis 60 ans (1983), du congé maternité (1981), des congés payés de 2 semaines (1936), 3 semaines (1950), 4 semaines (1969) et enfin 5 semaines (1982), de la sécurité sociale pour tous (1945), du SMIC (1950), de l'assurance chômage (1958), du droit à l'avortement (1975), et du mariage pour tous (2013).

Pour que cette histoire continue, pour que la généalogie ne s'arrête pas là, nous, activistes pour le climat, artisans des luttes pour l'égalité, démocrates convaincus, acteurs des transitions territoriales, devons sortir de notre impuissance. Nous avons une résolution : celle de gagner, unis, en 2026 puis 2027. Actons la saison 2 d'une NUPES durable, nous en avons plus que jamais besoin !

J-C – Définitivement : Non merci, on ne combat pas dans le même camp.

A bas les vaccinations forcées ! Liberté.

Papillomavirus : comment expliquer l'échec de la campagne de vaccination dans les collèges ? - France Info 11/01/2024

La campagne contre les "*HPV*", lancée à la rentrée dernière, est pour le moment loin des objectifs affichés par le gouvernement. Le manque de communication est notamment en cause.

Cette campagne est même un flop, avec moins de 10% d'élèves qui ont reçu une première dose de vaccin, reconnaît le ministère de la Santé. L'objectif initial, plutôt modeste, était d'atteindre 30% d'élèves de 5e vaccinés contre les papillomavirus. France Info 11/01/2024

Allemagne.

Manifestations et grèves en Allemagne

https://reseauinternational.net/manifestations-et-greves-en-allemagne/

Grève des trains en Allemagne : pas de sortie de crise - fr.euronews.com 11/01/2024

La grève entamée mardi soir par les conducteurs de train se poursuit et se poursuivra jusqu'à vendredi, selon leur principal syndicat, à moins d'une offre intéressante sur les augmentations de salaire et la réduction du temps de travail hebdomadaire.

Le mouvement actuel est très suivi, puisque 80% des trains sont annulés. Le dialogue est néanmoins bloqué car l'entreprise affirme qu'il est impossible de répondre à la demande de réduction de temps de travail des employés, qui souhaitent une semaine de 35 heures, au lieu de 38, sans réduction salariale.

Les conducteurs de trains de marchandise pourraient eux aussi cesser le travail, ce qui fait craindre des conséquences sur les chaines d'approvisionnement. Un défi supplémentaire pour le gouvernement, qui doit déjà faire face aux actions de blocage des agriculteurs.

Allemagne : le pays paralysé par les grèves des cheminots et des agriculteurs - francetvinfo.fr 10/01/2024

Mercredi 10 janvier, il n'y a presque aucun train dans toute l'Allemagne. Au cœur du conflit des cheminots : le temps de travail et les salaires. Mais, fait exceptionnel, le dialogue social ne fonctionne pas.

La situation est encore plus tendue avec les agriculteurs. Chaque jour, ils bloquent des routes et des centres-villes pour protester contre la suppression d'une subvention sur le diesel agricole. La semaine dernière, la situation a dégénéré. Des agriculteurs ont attaqué un ferry sur lequel se trouvait le ministre de l'Économie, l'obligeant à reprendre la mer. Une action violente inédite en Allemagne dans ce genre de conflits.

En Allemagne, un raz de marée d'agriculteurs en colère déferle sur les autoroutes - Le HuffPost 8 janvier 2024

L'Allemagne s'est réveillée, ce lundi 8 janvier, avec des milliers de tracteurs sur ses routes, alors que les agriculteurs ont appelé à « *bloquer* » le pays contre un projet de suppression des subventions du diesel dans l'agriculture.

À la veille de cette mobilisation soutenue par la Fédération des agriculteurs allemands (DBV), principal syndicat agricole, les autorités allemandes appréhendaient auprès du quotidien Bild « *peut-être la plus grande manifestation de l'histoire d'après*-guerre ».

À noter que les agriculteurs ne sont pas les seuls dans la rue ce lundi. Selon Bild, des bouchers, boulangers et autres artisans manifestent aussi « *contre les charges fiscales élevées, par exemple la levée du plafonnement des prix de l'électricité et du gaz et l'augmentation de la TVA (19 %) dans les restaurants* ». Les conducteurs de train ont aussi appelé à une grève de trois jours à partir de mercredi, après l'échec de négociations sur les salaires et le temps de travail avec l'opérateur public Deutsche Bahn (DB), a annoncé dimanche le syndicat GDL.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

J-C - Tout est dit ici, encore un peuple victime du colonialisme et de la pauvreté, de l'injustice sociale insupportable :

- Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté. RT/AFP 11 janvier 2024

Papouasie-Nouvelle-Guinée : au moins 15 morts lors d'émeutes - RT/AFP 11 janvier 2024

Des violences ont éclaté le 10 janvier au soir dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby, après une manifestation d'un groupe de soldats, d'officiers de police et de gardiens de prison contre le gouvernement. Des foules en colère ont incendié des bâtiments

et saccagé des magasins au cours d'une nuit de chaos qui s'est rapidement répandue à quelque 300 kilomètres au nord, jusqu'à la ville de Lae.

Le commissaire de la police royale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, David Manning, a confirmé ce 11 janvier qu'au moins 15 personnes étaient décédées dans les deux principales villes du pays. Le principal hôpital de Port Moresby a traité 25 personnes blessées par balle, selon les chiffres fournis à l'AFP, ainsi que six autres présentant des lacérations causées par des «*machettes*».

Le Premier ministre James Marape a présenté ses excuses au pays, déclarant que les explosions d'«*anarchie*» ne seraient «*pas tolérées*». «*C'est votre pays autant que le mien. Enfreindre la loi ne permet pas d'obtenir certains objectif*s», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

À propos des émeutes, James Marape a indiqué que le pire était passé ce 11 janvier au matin, mais il a admis que «*la situation est encore tendue*» dans certains quartiers de Port Moresby. Des vidéos tournées dans la capitale par l'AFP ont montré des pillards se précipitant dans les magasins à travers les vitres brisées, mettant des marchandises volées dans des cartons, des chariots de supermarché et des seaux en plastique. Des bâtiments et des voitures ont été incendiés, selon les images de l'AFP, soulevant d'épais panaches de fumée noire qui planaient au-dessus des quartiers les plus touchés de la ville.

Le gouverneur de la région englobant la capitale, Powes Parkop, a estimé que les troubles représentaient un «*niveau de conflit sans précédent*» à Port Moresby, tandis que le Post Courier, un journal local, a parlé du «*jour le plus sombre*» de la ville. «*Ce qui est le plus important, c'est que nous devons mettre fin à ce conflit*», a insisté Powes Parkop sur une station de radio locale le 10 janvier, soulignant que «*personne ne sortira gagnant de ce type de troubles civils*».

Les forces de sécurité ont organisé une manifestation à l'intérieur du Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, après avoir constaté une baisse de leur salaire sans explication. Bien que le gouvernement ait rapidement promis de corriger ce qu'il a décrit comme un «*problème technique*», cela n'a pas suffi à empêcher les civils mécontents de se joindre au tumulte.

Cette explosion de violence met en lumière l'instabilité de la vie en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays en proie à la pauvreté et à un taux de criminalité élevé. Située à environ 200 kilomètres au nord de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est l'État le plus grand et le plus peuplé de Mélanésie. Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté.

L'Australie a récemment conclu un accord de sécurité avec le pays, promettant d'aider ses forces de police à lutter contre le trafic d'armes, la contrebande de drogue et la violence tribale. «*Nous continuons à appeler au calme en ces temps difficile*s», a déclaré ce 11 janvier le Premier ministre australien, Anthony Albanese.

J-C - L'unique réponse aux problèmes sociaux : Sécuritaire, policière, répressive.

LE SOCIALISME

Le 19 janvier 2024

Une grosse causerie avec plein de sujets délicats mais passionnants, à lire tranquillement.

"*La plus grande insulte à la mémoire de l'holocauste n'est pas de le nier mais de l'utiliser comme excuse pour justifier le génocide du peuple palestinien*."

Norman G. Finkelstein (70 ans, professeur d'université, écrivain, historien, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie.)

Précision après avoir mis en ligne des vidéos de Shlomo Sand.

L'historien israélien Shlomo Sand a fait des progrès sur le plan politique, mais peut mieux faire, c'est le moins qu'on puisse dire au regard du regard qu'il porte sur le 7 octobre 2023 et le génocide en cours à Gaza depuis 3 mois au moment de son entretien à Mediapart début janvier 2024, qu'il nie. On l'a connu plus virulent ou radical, mais peut-être craint-il qu'adopter cette caractérisation le condamnerait à mort ainsi que sa famille vivant à Tel Aviv.

C'est son travail d'historien qui nous intéresse, et non ses prises de position politique.

Courriel que j'ai adressé à un blog pro Palestinien.

- Je crois savoir que ce sont les États-Unis (à la suite des Britanniques) les colonisateurs de la Palestine, et les sionistes ne sont que des proxys ou de simples exécutants de sa politique au Moyen-Orient. D'ailleurs tout le monde sait ou dit que sans leur soutien financier et militaire à l'Etat juif, celui-ci aurait déjà disparu.

Par conséquent, la cible ne doit pas être le bourreau du peuple palestinien, mais la main qui l'arme et cautionne son crime.

Quant aux acteurs eux-mêmes, aussi cruels ou barbares soient-ils, j'ai envie de dire qu'on n'en a rien à foutre ou c'est puéril ou infantile de les viser, puisqu'une fois éliminés ils seraient immédiatement remplacés par leurs semblables.

En France, hier le mot d'ordre Macron dehors avait un sens, mais depuis que son jumeau féminisé a été concocté Premier ministre par Davos et Bilderberg, il est devenu désuet, il faut trouver autre chose, par exemple le couple Macron-Attal serait plus approprié ou conforme à la situation politique.

Abolition de la résolution 181 des Nations Unis de 1947 consacrant la partition de la Palestine!

Démantèlement de l'Etat juif au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne accordant les mêmes droits à tous ses citoyens quel que soit leur origine ethnique, sans discrimination religieuse ou philosophique !

Vous ne pourriez pas faire une petite place pour les Palestiniens expulsés de leur pays ?

Royaume-Uni : le premier ministre, Rishi Sunak, parvient à faire voter le projet de loi visant à expulser des migrants vers le Rwanda - Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a franchi une étape cruciale pour sa survie politique. Après deux jours sous haute tension au palais de Westminster avec des débats houleux, des tractations à huis clos et des démissions retentissantes, les députés ont adopté, mercredi 17 janvier au soir, le projet de loi controversé sur l'expulsion de migrants vers le Rwanda. Avec le retour dans le rang des dissidents, le texte a été approuvé en troisième lecture à la Chambre des communes par 320 votes pour et 276 contre.

Ce texte vise à répondre aux objections de la Cour suprême britannique, qui a jugé le projet illégal dans sa version précédente par crainte notamment pour la sécurité des demandeurs d'asile expulsés envoyés au Rwanda. Selon le projet, ces derniers, d'où qu'ils viennent, verraient leur dossier examiné au Rwanda et ne pourraient ensuite en aucun cas retourner au Royaume-Uni, ne pouvant obtenir l'asile que dans le pays africain.

Pour tenter de sauver son texte, vivement critiqué par les associations humanitaires, le gouvernement a signé un nouveau traité avec Kigali. Il est adossé à ce nouveau projet de loi qui définit le Rwanda comme un pays tiers sûr et empêche le renvoi des migrants vers leurs pays d'origine. Il propose également de ne pas appliquer aux expulsions certaines dispositions de la loi britannique sur les droits humains, pour limiter les recours en justice. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies a estimé, mercredi, que la dernière version du projet n'était *« pas compatible »* avec le droit international.

Son projet de loi devra désormais être approuvé par les membres non élus de la Chambre des lords, qui pourraient fort bien l'amender. Et s'il est adopté à temps avant les législatives, prévues en l'état à l'automne, le Labour, mené par Keir Starmer, a promis de l'abroger s'il arrive au pouvoir après quatorze ans dans l'opposition.

Un durcissement trop important pourrait par ailleurs fragiliser le partenariat avec le Rwanda, qui a déjà reçu près de 240 millions de livres (280 millions d'euros) de la part du Royaume-Uni. *« Cet argent ne sera utilisé que si les* [migrants] *viennent. Si ce n'est pas le cas, nous pourrons le rendre »*, a assuré le président rwandais, Paul Kagame, interrogé mercredi au Forum économique mondial à Davos, en Suisse. Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

J-C – Quel marchandage ignoble ! Et ce sont ces gens-là qui veulent nous donner des leçons de « *moral* » !

Commentaire adressé et publié par *Le Grand Soir*.

- Je m'interroge comme vous en essayant de prendre en compte tous les facteurs.

Outre que l'économie de guerre est la plus profitable et que tous les acteurs politiques savaient depuis les années 90 qu'un tel scénario aboutirait à une guerre, on a pu le lire ici ou là, le secteur militaro-industriel-financier engrange des dizaines ou des centaines de milliards de dollars de part et d'autre, rien que du bonheur !

Quant aux conséquences économiques des sanctions contre la Russie, chacun sait de quoi il retourne vraiment au bout de deux ans.

Tenez, deux infos récentes qui confirment à leur manière mon analyse, elles ne sont pas les seules :

- Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

- Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Bien que cela fasse un moment que je n'y suis pas allé voir, je crois que les principales bourses occidentales se portent à merveille.

On entend dire que le dollar et Wall Street vont s'effondrer, que l'économie mondiale va exploser, que le capitalisme à l'agonie vit ses dernières heures, qu'on est à la veille d'une Troisième Guerre mondiale, etc. il y a de nombreux spécialistes en la matière qui matraquent ce discours depuis plus de 50 ans, sachant que cela finira bien par arriver un jour ou l'autre, mais certainement pas de la manière dont ils l'avaient prévu.

Partant de ce constat, je ne prête aucune attention à leur discours qui consistent à propager des illusions ou des analyses foireuses, qui sont faits pour nous induire en erreur ou pire, nous empêcher d'interpréter la situation correctement, de sorte qu'on se retrouve en présence d'une multitude d'interprétations qui en apparence se valent toutes sans qu'aucune ne parvienne à émerger réellement du lot, quand bien même il y en aurait une de valable, du coup les opposants au régime se divisent à l'infini en adoptant l'une ou l'autre, pendant que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Contrairement à ce qu'on croit, les géopoliticiens autoproclamés qui sont étrangers au mouvement ouvrier ou qui en sont les ennemis, sont plus nuisibles qu'utiles à notre cause, on n'en a absolument pas besoin.

Depuis quelques mois je me livre à une expérience en m'informant directement à la source sans passer par eux pour collecter des données, ensuite je me livre à mes propres analyses sur l'actualité sociale ou politique nationale ou internationale, pas sur tous les sujets évidemment, arbitrairement je choisis les plus brûlants ou ceux qui selon moi présentent un intérêt particulier qu'on peut développer, et bien je me suis aperçu que non seulement c'était possible,

mais je m'en tirais très bien, mieux qu'eux et bien d'autres, j'ai produit des analyses sur un tas de sujets qui tenaient parfaitement la route, en toute indépendance, cela va de soi ou c'était sans doute la condition déterminante pour y arriver, ce qui n'est pas le cas des géopoliticiens, aucun n'est indépendant, ils sont tous liés idéologiquement au régime en place.

Réfléchissons un instant, en étant liés au régime, pourquoi produiraient-ils des analyses pour aider à le combattre ?

Abus de pouvoir et principe de présomption d'innocence.

Macron pratique l'un et revendique l'autre, on aura compris pourquoi dans sa situation, il protège ses arrières.

La machine infernale à fabriquer le consentement perd en efficacité.

Affaire Gérard Depardieu : les Français ne comptent pas arrêter de regarder ses films - huffingtonpost.fr 16/01/2024

L'affaire Gérard Depardieu est au cœur de toutes les conversations, de toutes les prises de parole politique ou presque, impossible donc pour les Français d'ignorer la polémique. Pourtant, une majorité d'entre eux ne comptent pas arrêter de regarder les films du comédien, d'après un sondage exclusif réalisé par YouGov pour Le HuffPost.

Comme nous le dévoilons ce mardi 16 janvier, 62 % d'entre eux ont répondu qu'ils continueraient en effet de visionner les longs métrages dans lesquels figure l'acteur mis en examen pour viol et agression sexuelle dans trois affaires. À l'inverse, 23 % ont répondu qu'ils cesseraient d'en regarder, quand 15 % ont répondu qu'ils ne savaient pas.

J-C - 23 %, cela fait beaucoup de décérébrés ou de cinglés, mais ils sont minoritaires, c'est réconfortant.

Révélation. "*Il faut tout accepter pour faire ce métier*", même se prostituer ou se livrer à la pornographie et ce n'est pas nouveau.

Violences sexuelles au cinéma : ce qui a concrètement changé sur les tournages depuis #MeToo - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Inspirés de l'industrie américaine du cinéma, des "*coordinateurs d'intimité*", nouvelle profession chargée d'encadrer les tournages de scènes à caractère sexuel, font très timidement leur apparition.

"*On est encore souvent vus comme une police des mœurs*", déplore auprès de l'AFP l'une des rares coordinatrices d'intimité en activité en France, Paloma Garcia Martens, qui se perçoit plutôt comme un "*soutien à la mise en scène*".

Parmi les réticences auxquelles elle se heurte, l'idée qu'un cinéaste "*ne supporte pas l'intrusion dans sa relation sacrée avec l'acteur"*, la frilosité des producteurs... Mais aussi celle des interprètes eux-mêmes, qui ont parfois l'idée qu'il faut tout accepter pour faire ce métier. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

J-C - Rappel qui demeure d'actualité.

Même dans le moindre téléfilm, comédie ou série policière, il faut qu'il y ait du cul, toutes les actrices qui ont fait carrière l'ont montré et s'en sont servi dans tous les sens du terme, vous voyez ce que je veux dire.

Cela ne me choque pas ou je ne le condamne pas, je ne les juge pas, elles font ce qu'elles veulent de leur cul. En revanche ce qui est insupportable, c'est quand certaines d'entre elles - je ne parle pas des plus laides, viennent à le dénoncer alors que leur carrière est derrière elle ou quand leur cul ne fait plus recette, parce qu'elles sont vieilles, ratatinées ou carrément repoussantes. Le procédé est franchement dégueulasse, des vieilles putes repenties auraient plus de dignité que ces salopes.

Jean-Luc Godard connut quelques déboires avec ses producteurs lorsqu'il leur présenta son film Le Mépris (1963). Pourquoi, parce qu'il ne contenait pas de scènes de cul !

Wikipédia - La première version du film présentée en juillet 1963 n'a pas du tout plu aux producteurs Carlo Ponti et Joe Levine ; en effet, la présence de Brigitte Bardot étant un atout majeur pour la production américaine, il était dès lors incompréhensible et inacceptable pour ces derniers que le montage définitif effectué par Godard ne comprît pas de scènes de nu de l'actrice dont le cachet a couté la moitié du budget9. Les producteurs exigent ainsi des scènes supplémentaires au début du film et au milieu, montrant Bardot et Piccoli faisant l'amour, puis vers la fin, entre Bardot et Palance.

Raoul Coutard, directeur de la photographie :

« *Ça a été un drame, parce que Jean-Luc a été obligé de retourner un certain nombre de plans pour que les Américains finissent de payer le dernier versement, et c'est Alain Levent qui les a tournés, parce que moi j'étais sur un autre film à ce moment-là. Cela s'est passé complètement à la fin, c'est-à-dire qu'on avait fait l'étalonnage du film. On avait envoyé le film à Sam Levine et ensuite il a dit :* "Non, non, ça ne va pas, je veux voir le cul de Bardot". » Wikipédia

---

Le capitalisme en quête de transcendance désespérément.

Le complexe transgenre-industriel (Scott Howard) - Réseau International 16 janvier 2024

Dans «*The Transgender-Industrial Complex*», Howard documente de manière exhaustive la vaste et vertigineuse constellation de personnalités et d'organisations qui sont à la tête de la cause transgenre. L'étude de Howard montre que le mouvement n'est pas du tout organique, mais plutôt un projet favori de l'establishment pervers occidental qui a été artificiellement fabriqué et propagé de haut en bas au cours de la dernière partie du XXe siècle, et qui est étroitement lié à «*d'autres programmes [impopulaires] mis en œuvre par l'establishment, tels que la migration massive/la* «diversité», *le changement climatique*», etc.

https://reseauinternational.net/le-complexe-transgenre-industriel-scott-howard/#easy-footnote-bottom-4-378137

Davos en quête de « *confiance* » et de « *consensus social* ».

Davos est un vulgaire club de rencontres, où chacun vient prêter allégeance aux tyrans qui dominent le monde. Comme quoi les choses ne se passent pas comme ils le voudraient ou sont contrariées par la lutte de classe des travailleurs et des peuples partout dans le monde, en guise d'aveu cette année ils ont intitulé leur rencontre *Reconstruire la confiance*, on fera tout pour continuer de leur pourrir.

- A la tribune, le Premier ministre chinois Li Qiang a vanté une économie chinoise qui "*progresse, avance et va continuer à dynamiser l'économie mondiale*". rts.ch 17/01/2024

Macron rend des comptes à ses maîtres.

Macron va à Davos - huffingtonpost.fr 17/01/2024

Le chef de l'État se rend au Forum économique mondial de Davos ce mercredi 17 janvier.

Pour faire « *rayonner la France* » sur la scène internationale, le chef de l'État compte souligner le riche calendrier de l'année qui vient de s'ouvrir, celle *« de toutes les fiertés françaises* », a indiqué son entourage aux journalistes en marge de l'événement. L'Élysée cite notamment le 80e anniversaire du Débarquement en juin, les Jeux olympiques et paralympiques cet été, le Sommet international de la francophonie en octobre, et la réouverture de Notre-Dame à la fin de l'année.

Dans un contexte international marqué par les conflits à Gaza, en Ukraine et en mer Rouge, Emmanuel Macron entend aussi mettre l'accent sur le « *réarmement économique et industriel* » avant les vœux aux armées vendredi à Cherbourg. huffingtonpost.fr 17/01/2024

Les syndicats adressent un message à Davos : Faites-nous confiance, on partage les mêmes valeurs démocratiques !

J-C - Vaut mieux en rire même si c'est sordide au possible. Le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, a publié dans un blog qui appartient au Forum économique mondial un article basé sur la démocratie destiné aux participants de Davos, je cite "*L'importance d'un mandat démocratique*", alors que plus de 2700 des 2800 participants à cette réunion n'ont jamais été élus, dont les dirigeants de Davos. Sans parler des chefs d'Etat présents, qui, certes ont été élus, mais piétinent en permanence la démocratie, quand leur régime n'est pas carrément fascisant, en France par exemple.

Quant à la confiance, chacun sait que si elle faisait défaut c'est tout le système financier qui s'effondrerait aussitôt. Donc en se faisait le chantre de la confiance et de la démocratie, mieux en combinant les deux, les syndicats collaborent une fois de plus à une sordide mystification, il ne pouvait pas en être autrement.

Forum économique mondial 2024: la confiance repose sur les valeurs démocratiques - ituc-csi.org

CSI : La Confédération syndicale internationale.

https://www.ituc-csi.org/forum-economique-mondial-2024-la?lang=en

Toutefois, pour que cette nouvelle édition soit couronnée de succès, l'objectif spécifique du rétablissement de la confiance perdue dans les structures d'entreprise et politiques doit être fondé sur le respect effectif des valeurs démocratiques et un engagement tangible des gouvernements à agir dans l'intérêt de la population qui les a élus, plutôt que de servir les puissants intérêts commerciaux. Tel est le principal message que le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, adressera lors de l'événement.

Luc Triangle a rédigé un blog pour le Forum économique mondial que vous pouvez consulter ici.

https://www.weforum.org/agenda/2024/01/priorities-democracy-workers-rights-2024/

Vous voulez savoir à quoi vous "*attendre*" pour la suite, demandez le programme aux maîtres du monde, direction Davos.

Davos 2024: Qui vient et à quoi s'attendre - weforum.org 11 décembre 2023

https://www.weforum.org/agenda/2023/12/davos-2024-what-to-expect-and-whos-coming/

Extrait en français (traduction automatique).

La réunion annuelle 2024 du Forum économique mondial se tiendra du 15 au 19 janvier à Davos, en Suisse.

La réunion se réunit sous le thème du Rebuilding Trust, accessible au grand public et plus de 200 sessions retransmises en direct.

La réunion accueille favorablement plus de 100 gouvernements, toutes les grandes organisations internationales et les 1000 entreprises partenaires du Forum, ainsi que les dirigeants de la société civile, les principaux experts, les jeunes acteurs du changement, les entrepreneurs sociaux et les médias.

« *À l'heure où les défis mondiaux exigent des solutions urgentes, une collaboration innovante entre les secteurs public et privé est nécessaire pour transformer les idées en actes* », a déclaré la présidente du Forum économique mondial. « *Le Forum fournit la structure nécessaire à la recherche, aux alliances et aux cadres qui favorisent la coopération impulsée par les missions tout au long de l'année. La réunion annuelle de la semaine prochaine sera un accélérateur de cette coopération, en approfondissant les liens entre les dirigeants et entre les initiatives.*»

Qui vient ?

Plus de 300 personnalités publiques y participeront cette année, dont plus de 60 chefs d'État et de gouvernement. Toutes les régions clefs du monde seront fortement représentées. Les principaux dirigeants politiques qui y participent sont les suivants :

Li Qiang, Premier ministre de la République populaire de Chine; Emmanuel Macron, Président de la République de Corée; Ursula von der Leyen, Président de la Commission européenne; Javier Milei, Président de l'Argentine; Han Duck-soo, Premier Ministre de la République de Corée; Pedro Sanchez, Premier Ministre d'Espagne; Viola AmherdVolodymyr Zelenskyy, Présidente de la Confédération suisse 2024 Alexander De Crooet Conseiller fédéral de défense, de protection civile et de sports;Francisco Petro Urrego, Président de la Colombie; Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la Grèce; Mohammed Shyaa Al Sudani, Premier Ministre iraquien; Leo Varadkar, Taoiseach of Ireland; Bisher Hani Al Khasawneh, Premier Ministre du Royaume de Jordanie; William Samoei RutoOyun-Erdene Luvsannamsrai, Président du Kenya; Najib Mikati, Président du Conseil du ConseilMark RuttePremier Ministre des Pays-Bas; Bola Ahmed Tinubu, Président du Nigéria; Andrzej Duda, Président de la Pologne; Mohammed Bin Abdulrahman Al Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar; M . Aleksandar Vucic, Président de la Serbie; M. Tharman Shanmugaratnam, Président de Singapour; Ranil WickremesingheSrettha Thavisin, Président de Sri Lanka;Pham Minh ChinhPremier Ministre du Viet Nam.

En outre :

Antony Blinken, secrétaire d'État américain; Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, et des représentants du Sénat et de la Chambre des représentants.

Les chefs d'organisations internationales qui y participent sont notamment les suivants :

M. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies; Mme Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international; Ajay S. Banga, Président du Groupe de la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce; Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord; Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé; Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

On estime que 1 600 chefs d'entreprise, dont 800 des plus grands PDG et présidents du monde membres et partenaires du Forum économique mondial, y participeront. Il y aura également plus de 150 innovateurs mondiaux, pionniers technologiques et licornes qui transforment les industries.

Plus de 200 membres des communautés Global Shapers du Forum, Jeunes leaders mondiaux et les entrepreneurs sociaux se joindront à la mise en valeur des innovations et des solutions locales. Plus de 150 experts et chefs des principales universités, institutions de recherche et groupes de réflexion du monde participeront également à la réunion. Plus de 40 travailleurs, organisations non gouvernementales et chefs religieux de la société civile y participeront également.

Les chefs d'organisations de la société civile sont les suivants : Kirsten Schuijt, Directeur général de la WWF International; David Miliband, Président du Comité international de secours; Luc Triangle, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale; Tirana Hassan, Directeur exécutif de Human Rights Watch.

La réunion annuelle 2024 continuera d'être informative et accessible au grand public grâce à la retransmission en direct de plus de 200 sessions. En outre, le Forum ouvert, qui en est à sa vingt et unième année, accueillera des tables rondes ouvertes au public sur le thème « *From Life to Lab: Science in Action* ». Le Village mondial de collaboration continuera de faire progresser ses travaux lors de la réunion et d'élargir l'accès du public.

Reconstruire la confiance

Davos 2024 est la 54e réunion annuelle du Forum économique mondial. Sous le thème Rebuilding Trust, la réunion vise à rétablir les agences collectives et à renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité entre les dirigeants.

La réunion s'articule autour de quatre domaines:

Assurer la sécurité et la coopération dans un monde fragmenté

Comment pouvons-nous faire face efficacement aux crises sécuritaires, telles que la situation actuelle au Moyen-Orient, tout en plaçant la terre sous les forces structurelles de la fragmentation? Comment pouvons-nous identifier les domaines dans lesquels la coopération est essentielle pour garantir un scénario gagnant-gagnant pour toutes les parties prenantes?

S’appuyer sur l’engagement à long terme et structuré du Forum avec les gouvernements, les organisations internationales et les experts de toutes les régions.

Créer de la croissance et des emplois pour une nouvelle ère

Comment le gouvernement, les entreprises et la société civile peuvent-ils s'unir autour d'un nouveau cadre économique pour éviter une décennie de faible croissance et placer les gens au

centre d'une trajectoire plus prospère? Comment pouvons-nous minimiser les arbitrages et maximiser les synergies dans une situation où les mesures traditionnelles semblent échouer?

Soutenu par des partenariats avec des institutions économiques internationales et des universitaires de haut niveau, ainsi que par les travaux du Forum sur la compétitivité, l'innovation et le capital humain.

L'intelligence artificielle en tant que force motrice pour l'économie et la société

Comment pouvons-nous utiliser l'IA pour tous bénéficier ? Comment le paysage réglementaire divergent-scient-il avec l'innovation et les risques sociétaux? Comment l'IA s'interfacera-t-elle avec d'autres technologies transformatrices, dont 5/6 G, l'informatique quantique et la biotechnologie?

Ancré dans , intégrant les principaux gouvernements et entreprises, et dans 20 centres pour...

Une stratégie à long terme pour le climat, la nature et l'énergie

Comment pouvons-nous développer une approche systémique à long terme pour atteindre les objectifs d'un monde neutre en carbone et positif pour la nature d'ici 2050 tout en offrant un accès abordable, sûr et inclusif à l'énergie, à l'alimentation et à l'eau? Comment équilibrer ces arbitrages pour parvenir à un consensus social?

Intégrer les travaux d'initiatives du Forum à objectifs multiples, y compris...

Journal de bord d'un écolo-réaliste à la COP 28 - Association des climato-réalistes 26 décembre 2023

Membre de l'association des climato-réalistes, j'ai réussi à s'immiscer pendant 8 jours dans les arcanes de la COP28 à Dubaï. Je vous fais le récit de mes tribulations.

Extrait.

Et dans nos bibliothèques d'écoles et d'universités nous trouverons, bien mis en évidence, de nombreux ouvrages sur ces sujets épineux : « *Comment détruire l'industrie en 10 leçons pour développer l'économie* » ; « *Comment créer une famine en moins de 3 ans pour sauver l'humanité* » ; « *Comment développer une misère durable, inclusive et pour tous* ». Bill Gates aura sans doute préfacé chacun de ces ouvrages fondamentaux tant profonde est son ubiquité intellectuelle : nous l'aurons vu passer en quelques années de spécialiste du virus informatique à spécialiste du virus biologique, pour finalement donner ses recommandations sur le climat et les meilleures manières de nous assurer un hiver éternel. Il aura sans doute pondu également son propre ouvrage – cette fois-ci préfacé par Jancovici – sur l'inexorabilité de la décroissance et les bienfaits du rationnement alimentaire mondial. Son titre sonnera comme un tocsin (et un glas) : « *La Richesse des Rations – Théorie générale de la faim ou misère de la boulimie* ».

Drôle de monde ! Il fut un temps, pas si éloigné, où l'on réclamait de l'argent pour favoriser la croissance, bâtir des usines, multiplier les emplois, couvrir la terre de champs pour nourrir l'humanité, construire des routes et des moyens de transport pour faciliter les échanges et découvrir le monde, développer les capacités de l'être humain, accomplir rêves et ambitions d'un nombre croissant de personnes. Maintenant on demande, à cor et à cri, des sous pour financer l'arrêt de l'économie, la mort du travail, pour assurer la pénurie, ralentir et limiter les transports, accentuer l'inertie !

Toujours cette logique orwellienne à l'œuvre dans cet univers étrange des logiques paradoxales auxquelles nous finirons par nous habituer, si ce n'est pas déjà le cas. Logiques qui nous amèneront toutes les misères du monde que le climat n'aura pas réussi à nous imposer à lui tout seul malgré ses éternels caprices.

Pour lire la suite qui était succulente :

https://www.climato-realistes.fr/journal-de-bord-dun-ecolo-realiste-a-la-cop-28/

Je leur ai adressé un commentaire de soutien que j'ai modéré volontairement. J'avais commencé à en rédiger un autre, mais devenu beaucoup trop long et politique, j'ai renoncé à leur envoyé, je le publie séparément ci-dessous.

Business as usual, chut il ne faut pas le dire !

Ils ont déjà perdu cette guerre. Les mondialistes insistent lourdement sur le fait que les "*ressources physiques*" seraient limitées, mais quelle proportion les hommes en ont-ils exploitées à ce jour, sachant qu'ils n'ont exploité qu'une toute petite partie de celles qui figurent sur la terre ferme qui ne représente que 25% de la surface de notre planète, et que demeurent pratiquement intactes ou inexploitées celles qui figurent au fond des océans qui représentent 75% de la surface de la Terre, on est en droit de penser qu'avant d'atteindre cette limite qu'on ne connaît pas d'ailleurs, il devrait en passer des siècles et des siècles. Sans parler des progrès scientifiques et technologiques à venir qui permettront d'ici là de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

En revanche, ce qui pourrait justifier cette guerre ou plutôt toutes ces guerres d'hier et d'aujourd'hui contre tous les peuples, c'est le fait que l'augmentation du taux de productivité n'est pas extensible à l'infini. De plus, il est impossible d'imposer autoritairement le taux de productivité le plus élevé atteint aux travailleurs du monde entier, les rapports sociaux économiques ne fonctionnent pas de cette manière-là, ou alors cela nécessiterait au moins un siècle de plus, or le temps leur est compté. Qui plus est, selon les pays le développement économique s'effectue selon des rythmes et des délais sur lesquels ils ont peu d'emprise, pire, il aura des conséquences qui fatalement entreront rapidement en contradiction avec leurs objectifs, et ainsi de suite. Ils se retrouvent donc confronter en permanence au même défi sans jamais pouvoir le résoudre définitivement.

On a pu observer que, chaque fois que le taux de productivité progressa, mais aussi pour imposer ses nouvelles normes au système productif, il fallut au préalable procéder à de gigantesques destructions de manière à pouvoir libérer le capital ou la plus-value acculée dans

des proportions tout aussi gigantesques, processus auquel nous avons assisté pendant et après chaque guerre mondiale et qui s'est poursuivi sans interruption depuis 1945. A ceci près qu'aujourd'hui, ils ne peuvent plus prendre le risque de recourir à ce scénario, ce qui d'ailleurs ne serviraient à rien et ils le savent très bien, puisqu'autant la division du travail que la productivité ou encore la multiplication des besoins des hommes ont atteint leur limite ultime, d'où la tentative désespérée de recourir à la décroissance pour sauver les meubles, se sauver eux-mêmes. Comment cela ou pourquoi ?

La décroissance témoigne de l'incompatibilité du capitalisme avec le bien-être des peuples.

La décroissance devrait se traduire, si on les prend au mot, par une régression des besoins des hommes, une régression sociale généralisée imposée dans les pays les plus développés, et l'interdiction pour les autres pays d'accéder à un niveau de développement comparable, d'où sur le plan politique la nécessité d'instaurer un régime mondial totalitaire pour l'imposer à tous les peuples, qui infailliblement s'y opposeront farouchement, car il s'agira de leur propre survie, alors se posera à eux avec une acuité particulière, la question de savoir dans quel type de société ils veulent vivre...

Santé.

On veut nous refaire le coup de l'hydroxychloroquine qui tue, mais en pire - AIMSIB 14 janvier2024

https://www.aimsib.org/2024/01/14/on-veut-nous-refaire-le-coup-de-lhydroxychloroquine-qui-tue-mais-en-pire/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI-+Janvier+2024&utm_medium=email

---

Des professeurs japonais du «*Groupe d'étude sur les vaccins*» dévoilent des effets secondaires «*sans précédent*» dans un communiqué de presse - Réseau International 16 janvier 2024

https://reseauinternational.net/des-professeurs-japonais-du-groupe-detude-sur-les-vaccins-devoilent-des-effets-secondaires-sans-precedent-dans-un-communique-de-presse/

OMS et multirésistance bactérienne, quatre bricolages de labos qui pourraient tuer nos libertés - AIMSIB 24 Déc 2023

https://www.aimsib.org/2023/12/24/oms-et-multiresistance-bacterienne-quatre-bricolages-de-labos-qui-pourraient-tuer-nos-libertes/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI-+Janvier+2024&utm_medium=email

---

La saine réaction d'un médecin.

Québec : un médecin de Montréal radié trois mois pour avoir « *mégenré* » un patient trans - lejdd.fr 16/01/2024

Ils ont eu un différend qui les a menés à la justice. Un médecin de Montréal a été radié durant trois mois pour avoir refusé de prescrire un traitement hormonal à son patient transgenre et pour avoir refusé de le considérer comme un homme (alors qu'il est né femme), indique La Presse lundi 15 janvier. Il est son médecin de famille depuis 2018. Mais, en mai 2022, le patient s'est rendu auprès du professionnel pour demander un traitement hormonal. Il n'a pas hésité à enregistrer l'échange sur son téléphone portable. Le docteur a toutefois indiqué ne jamais avoir prescrit de tel traitement, renvoyant son patient vers un autre confrère.

Si le patient accepte de recevoir les coordonnées de l'autre praticien, l'échange s'est peu à peu tendu. Le médecin a notamment rappelé les effets secondaires rencontrés lors du processus de transition comme un comportement agressif. Il a également refusé de considérer le patient comme un homme puisqu'il est « *génétiquement une femme* ». « *Si une analyse chromosomique est réalisée, il sera démontré que les chromosomes sont porteurs des gènes XX et non XY* », a-t-il évoqué. Le patient a persisté, indiquant vouloir être considéré de la sorte. « *Oui, ça, c'est dans votre cerveau* », aurait renchéri le médecin selon La Presse. La situation était si tendue que le médecin a fini par chasser le patient de son cabinet. Il a refusé de fournir les coordonnées de son collègue qu'il avait conseillé plus tôt et a appris au patient qu'il ne le suivrait plus pour rupture de confiance.

Une plainte a été déposée par le patient. Le médecin examinateur, chargé de l'enquête, a conclu qu'il n'y avait pas de comportement discriminatoire de la part du mis en cause mais plutôt « *un problème au niveau de la qualité de la relation professionnelle et un manque de respect envers le patient* ».

Insatisfait de cette conclusion, le plaignant a alors effectué une demande d'enquête au bureau du syndic du Collège des médecins. Le médecin a enfin plaidé coupable, rappelant que « *l'attitude du patient (...) dénote au mieux une problématique ou l'inexistence de la confiance mutuelle nécessaire à la relation professionnelle* ». Il a pour obligation de purger deux périodes de radiation, l'une de trois mois et l'autre de deux mois. lejdd.fr 16/01/2024

Guerre psychologique et biologique contre la population mondiale.

J-C - Comment vous conditionner pour que vous réclamiez ou adoptiez les mesures destinées à faire face aux conséquences d'une pandémie fabriquée.

"*Maladie X*" plus mortelle que le Covid: l'agence sanitaire russe soupçonne un coup de com'- fr.sputniknews.africa 14.01.2024

Une des tables rondes du Forum économique mondial, qui se tiendra à Davos du 15 au 19 janvier 2024, sera consacrée à la "*maladie X*", qui pourrait causer 20 fois plus de décès que la pandémie du coronavirus.

En effet, après la pandémie de Covid, l'OMS a déclaré que d'autres agents pathogènes pourraient lui succéder et provoquer de nouvelles épidémies.
Les participants de ce rendez-vous vont discuter des efforts à entreprendre pour préparer les systèmes de santé à une éventuelle pandémie. Le nom de Tedros Adhanom Ghebreyesus, patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), figure sur la liste des speakers.

L'agence sanitaire russe réagit

La présence de ce sujet dans l'ordre du jour du forum recèle des enjeux purement économiques et non scientifiques, estime l'agence sanitaire russe.
L'instance pointe du doigt le fait que les participants de la réunion sont des acteurs intéressés du big pharma qui vont profiter de nouveaux investissements.

"*La présence de la* "maladie X" *à l'ordre du jour de Davos et la participation des acteurs qui ont des intérêts financiers là-dedans, dont les grandes sociétés pharmaceutiques, montrent que la session tournera autour de la hausse des investissements. Ceci est particulièrement favorable aux grandes entreprises pharmaceutiques, qui prétendent anticiper les pandémies, raison pour laquelle elles discutent de la question au Forum économique mondial*", a souligné Rospotrebnadzor.

Dans le même temps, de grands experts et chercheurs en épidémiologie, qui s'occupent de l'évaluation des risques de nouvelles pandémies et des mesures pour s'y préparer, ne sont pas inclus dans la liste des participants, note l'agence.

Après la pandémie de Covid-19, l'OMS tente de promouvoir l'idée de réformer l'architecture sanitaire mondiale. Elle le justifie par des menaces futures et le manque de préparation et appelle à lui octroyer plus de financement, explique l'organisme sanitaire.

La "*maladie X*" n'est pas réelle. C'est un concept théorique utilisé par l'OMS pour modéliser et anticiper la menace sanitaire hypothétique. fr.sputniknews.africa 14.01.2024

https://reseauinternational.net/le-wef-et-loms-annoncent-la-menace-de-la-maladie-x-la-derniere-ligne-droite-pour-le-traite-sur-les-pandemies-et-la-solution-finale-de-bill-gates/

https://thecountersignal.com/wef-and-who-prime-disease-x-in-final-push-for-pandemic-treaty/

https://expose-news.com/2023/08/08/disease-x-was-rehearsed-at-clade-x-are-we-about-to-see-a-new-plandemic/

"*Maladie X*" : quel est ce virus hypothétique qui agite les complotistes - tf1info.fr 15 janvier 2024

Ils se sont insurgés pendant des mois contre les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19. Et craignent dorénavant que les autorités renouvellent l'expérience. Sur les réseaux sociaux, des

internautes alertent sur le contenu des discussions lors du forum économique mondial qui s'est ouvert à Davos, lundi 15 janvier.

Le 17 janvier, une table-ronde est en effet prévue à Davos au sujet de la "*maladie X*", à en croire l'agenda en ligne du forum. Seront réunis autour de la table plusieurs intervenants de la communauté internationale, dont le patron de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le ministre de la Santé du Brésil et le président du conseil d'administration du laboratoire AstraZeneca. Objectif de la réunion, discuter des "*efforts qui seraient nécessaires pour préparer les systèmes de santé aux multiples challenges qui les attendent*".

Parmi les défis, cette fameuse "*maladie X*". À noter qu'il s'agira pour les participants de débattre de ces enjeux et non de décider d'une politique à mettre en place. Car pour rappel, si le forum qui se réunit tous les ans à Davos rassemble les principaux leaders politiques et des représentants de la société civile, il n'a aucun pouvoir décisionnaire. Comme l'analysait le politologue Jean-Christophe Graz en 2008, ce type de forums qui s'arrogent un "*pouvoir illégitime*", n'ont qu'un "*pouvoir informel limité*".

J-C- Faux, au contraire, en janvier 2020 à l'échelle mondiale on a fait l'expérience dramatique de leur pouvoir devenu tentaculaire, illimité

La maladie qui ronge la société n'est pas inconnue : Le capitalisme.

Le clan de l'oligarchie financière anglo-saxon le plus puissant, qui est à l'origine de la mystification mondiale au Covid-19 de 2020, annonce depuis Davos qu'il est prêt à récidiver en lançant une nouvelle maladie inconnue nommée "*maladie X*", qui serait destinée à faire plus de mort que la précédente, qui en quelque sorte aurait servi de répétition générale à une opération à venir d'une portée beaucoup plus vaste, consistant à déposséder définitivement tous les Etats de leur souveraineté en terme de santé publique, au profit de l'OMS promut ministère mondial de la Santé dirigé par les trusts pharmaceutique mafieux et criminels.

Les Russes présentent cela à leur façon comme un simple "*coup de com*" pour ne pas avoir à affronter directement les Américains, c'est un simple constat, un de plus qui témoigne si nécessaire de leur collusion d'intérêt contre les peuples, sans nier les tensions et désaccords qui existent entre eux, de la concurrence farouche à laquelle ils se livrent, qui concerne également les 4 ou 5 clans qui s'affrontent au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont l'origine est à rechercher du côté des contradictions qui résultent de la survie du capitalisme pourrissant, que les uns et les autres tentent de sauver comme ils peuvent pour assurer leur propre survie.

Ils sont à la fois alliés et ennemis, alliés quand il s'agit d'affronter ou contenir le prolétariat mondial, ennemis quand ils estiment que l'un d'entre eux menace leurs intérêts fondamentaux, ces deux rapports ne sont pas incompatibles, ils concernent des conditions différentes auxquelles ils doivent s'adapter, mais finalement on retrouve toujours les mêmes facteurs ou acteurs en toile de fond, la crise du capitalisme et la lutte des classes.

On sait que le développement du capitalisme conduit inévitablement à la rationalisation à l'extrême de la production, ce qui nécessite pour se réaliser que la division du travail soit

conduites à ses limites extrêmes pour garantir un maximum de productivité, et que ce processus dialectique va se traduire inéluctablement par une concentration du capital toujours plus grande. Cette condition est déterminante pour éviter que ce processus se disloque.
Maintenant, qui dit concentration du capital dit concentration du pouvoir politique entre les mains des plus riches. Il leur faut donc concevoir une structure ou une institution politique (internationale), à partir de laquelle ils peuvent exercer leur pouvoir politique, sans partage de préférence puisqu'ils concentrent tous les pouvoirs, d'où l'incapacité des Etats ou des vieilles structures politiques du capital issus de la lutte des classes de remplir cette fonction.

Voilà ce qui justifie l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôleraient ou auquel ils dicteraient leur politique. Il serait forcément de nature totalitaire, après que toutes les représentations politiques issues de la lutte des classes eurent été déclarées obsolètes ou identifiées comme des obstacles à leur pouvoir absolu.

Ainsi tout s'explique très bien et se tient pour peu qu'on n'évacue pas la nature du capitalisme, la crise du capitalisme, ainsi que la lutte des classes.

Tout cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels et dans *Le capitalisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, certes parfois en pointillé ou à l'état d'ébauche, à nous d'écrire la suite, si nous en sommes capables, personnellement je doute fortement en avoir la capacité, ce qui ne doit pas m'empêcher de réfléchir et d'y contribuer modestement.

Il y a encore une question qu'on n'a pas abordé parce qu'elle nécessite un long développement ou une profonde concentration, et pour l'instant j'avoue ne pas savoir par quel bout la prendre, je vous la livre brut de décoffrage comme l'on dit.

Contrairement à ce qu'avaient imaginé les maîtres du marxisme qui nous servent toujours de référence, le capitalisme recelait manifestement des ressources insoupçonnées ou dont nous n'avions pas pris conscience, pour survivre à toutes les graves crises qu'il allait traverser depuis la fin du XIXe siècle et tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, c'est le premier constat dont nous devons partir, qu'il nous faut accepter sans état d'âme ou en toute lucidité.

On a passé notre temps à échafauder un tas de théories pour tenter de trouver une explication, sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, toutes comportaient de graves lacunes, des biais provenant de multiple a priori, surtout le refus d'admettre que les choses ne s'étaient pas passées comme on l'avait prévu ou qu'on s'était fourvoyé, sans être en mesure de comprendre comment et pourquoi nous avions pu nous illusionner à ce point-là, notre amour propre est souvent mal placé ou on manque cruellement de modestie pour admettre nos faiblesses ou nos erreurs. Nous en sommes là aujourd'hui, autant dire qu'on est mal barré.

Il faut se remémorer les raisons de la dégénérescence de la révolution russe de 1917, du parti bolchevik, de l'Internationale communiste et de l'URSS, en dos mot, le degré d'arriération du prolétariat russe et international, le sous-développement de l'économie mondiale, ce qui devait favoriser l'établissement de régimes féodaux ou de dictatures sur tous les continents sur lesquels les puissances impérialistes exerceraient leur pouvoir en pillant leurs richesses tout en leur interdisant tout développement économiques, de manière à ce que la situation coloniale qui prévalait à l'aube du XXe siècle perdure pendant au moins un siècle de plus, tout du moins sur les pays les moins peuplés ou les plus isolés, de sorte que les conditions immatures pour une révolution socialiste mondiale soient maintenues également.

C'est ainsi que chacun peut constater, que pour aucun peuple dans le monde et pas seulement au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, aujourd'hui nulle part il existe une issue politique.

En Occident ou dans les pays les plus développés, parce que le colonialisme tout au long du XXe siècle a permis de dégager la plus-value nécessaire pour corrompre les classes moyennes, les masses et le mouvement ouvrier, garantir un niveau de vie supérieur à celui du reste du monde, au point qu'ils n'ont même plus de direction politique, ils sont disloqués, atomisés. Pire encore, tandis que les classes moyennes et les masses sont conditionnées par l'idéologie dominante ultra réactionnaire, pour ne pas être en reste ou se retrouver marginalisé, le mouvement ouvrier lui sert d'agent en multipliant les témoignages d'allégeance aux maîtres du monde, apôtre de la mystification hygiéniste ou de l'OMS-Gavi-Gates, disciple du Green New Deal ou du GIEC-Davos, féministes enragées et adeptes du mythe du matriarcat qui renvoie au stade primitif du développement de l'humanité auquel le Forum économique mondial rêve de nous renvoyer, bref, contrairement à ce que pensait Lénine, l'opportunisme a la vie aussi dure que celle du capitalisme.

Dans le reste du monde, il ne faut se faire aucune illusion non plus, les peuples qui luttent pour leur survie quotidiennement, n'ont aucune chance de s'en sortir, à l'instar des Palestiniens, dont le destin tragique est la caricature de cette absence d'issue politique conforme aux intérêts des exploités et des opprimés.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'avant-garde du mouvement ouvrier en occident et particulièrement en France fit croire à plusieurs générations de travailleurs et militants que les conditions objectives et subjectives étaient mûres ou sur le point de mûrir pour que se déroule une révolution socialiste qu'on n'a jamais vu venir, du coup elle fut condamnée à dégénérer, à se putréfier, finalement à se renier, à trahir ses engagements, à se disloquer à son tour, ses dirigeants n'ayant jamais voulu admettre leurs erreurs ou pour avoir produit des théories et des analyses foireuses, leur incapacité à analyser la situation mondiale, tous les courants ou partis qui existent aujourd'hui en sont les reliquats évanescents.

Ce qui a changé entre hier et aujourd'hui, c'est qu'hier leurs illusions avaient comme un parfum d'espoir et de liberté, c'est la principale raison pour laquelle nous fûmes si nombreux à les partager, alors que de nos jours elles puent littéralement, car entre temps la société s'est décomposée, gangrenée, putréfiée dans des proportions hallucinantes, alarmante, décadente, liberticide et intolérante au possible, mais ce n'est pas cela qu'ils dénoncent et combattent, non, ils en rajoutent une couche, là encore ils nous raconteront comme autrefois que c'est pour éviter de se couper des masses qu'ils flattent ou encouragent leurs illusions les plus insupportables, alors qu'en réalité, c'est surtout par crainte de rompre les relations qu'ils ont tissés de longue date avec des pans de la gauche institutionnelle, de passer pour des extrémistes ou des "*complotistes*", ultime insulte qui les condamnerait à une marginalisation dont ils ne remettraient jamais ou précipiteraient leur disparition. Que peuvent-ils faire d'autres, que peuvent-ils inventer encore pour continuer à exister ?

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi je n'ai pas voulu en être, bien que je respecte les travailleurs ou militants qui les ont rejoints, car je ne pense pas qu'ils aient eu conscience de ce que je viens de développer.

Reste le capitalisme, le plus gros morceau que j'aborderai brièvement.

Chacun a pu constater qu'il ne s'est pas effondré depuis 1945, Bretton Woods, etc. Il a connu des crises dont il s'est très bien sorti. Chaque fois on nous a prédit des crises plus vastes et profondes sans que finalement il explose en plein vol.

De la fondation de la Fed en 1913 à nos jours, ceux qui dominent le capitalisme mondial, les mêmes familles, banquiers ou trusts, cousins ou oncles éloignés par alliance comme dans les monarchies, les nouveaux ultra riches ayant croisé ou lié leur destin avec le leur, l'internationale oligarchique se porte à merveille. Elle a considérablement accru sa fortune et son pouvoir politique devenu tentaculaire au cours des dernières décennies. Ayant infiltré les principaux gouvernements occidentaux, toutes les institutions financières ou politiques internationales, elle contrôle tous les marchés, elle leur dicte sa loi, son orientation politique. Elle déclenche les crises et les guerres, les pandémies et les famines. Elle détermine la ligne éditoriale des médias mainstream, elle se sert des réseaux dits sociaux qu'elle a créés pour en faire autant d'agents à sa solde, histoire de faire croire aux plus naïfs qui pullulent dans le monde, que les idées qu'ils véhiculent sur le Net proviendraient de la majorité de la population, de sorte que chacun se sente obligé d'y adhérer pour ne passer pour un excentrique ou un affreux complotiste. Le pouvoir judiciaire lui est acquis également, comme pratiquement toutes les couches des classes moyennes qui ne sont pas encore menacées de paupérisation. Bref, à quelques exceptions près ou quelques accrocs ici ou là qui ne l'empêchent pas de dormir tranquillement, ils sont devenus littéralement les maîtres du monde.

Avec un endettement mondial de 307.000 milliards de dollars qui représentent plus de 350% le PIB mondial en 2023 (Source : agefi.fr - fin septembre 2023), chacun aura compris que le capitalisme survie uniquement à crédit, c'est un euphémisme. Cette dette exponentielle ne sera jamais remboursée, autant dire que l'avenir des prochaines générations est gravement hypothéqué ou qu'elles n'en auront pas, elles sont d'ores et déjà condamnées à vivre dans une société qui sera bien pire que la nôtre, cauchemardesque et barbare. Mais ce n'est là que je voulais en venir, c'est plutôt de savoir pourquoi et comment c'est possible.

Puisque l'oligarchie financière concentre tous les pouvoirs, elle détient la planche à billets, donc en cas de besoin, crise ou guerre ou je ne sais quoi, il lui suffit d'appuyer sur le bouton, et hop le problème est réglé comme par miracle ! Et les conséquences direz-vous, l'inflation par exemple. Pas de problème, elle manipulera tel ou tel facteur économique et hop enlevé c'est pesé, on n'en parle plus, sinon ce sera aux masses de régler la note et si elles ne le peuvent pas, on les y aidera, comment, pardi en arrosant les Etats dont la dette augmentera, fastoche, non ? On est donc en présence d'un système financier mafieux incontrôlable, qui peut agir en toute impunité, puisqu'ils sont juges et parties, ce sont eux qui nomment les chefs d'Etat ou les Premiers ministres, les ministres des Finances, de la Justice, etc.

Donc si vous avez basé vos espoirs sur l'effondrement du capitalisme, du dollar, de la Bourse, etc. pour faire la révolution, vous pourrez attendre indéfiniment. C'est désolant, frustrant, non, c'est comme cela, c'est tout. Mais alors comment font-ils pour pallier aux contradictions du capitalisme ?

Ils développent de nouveaux marchés, de nouveaux pays où ils vont exporter des capitaux et la division du travail, les deux marchent ensemble. Quelles vont en être les conséquences ? Cela va permettre de soulager les effets de la crise qui sévit dans les pays les plus développés, tout en permettant d'élever le niveau de vie de la population dans les pays qui bénéficient de

ces capitaux, de créer ou renforcer leur classe moyenne qui consommera une partie des marchandises produites, qui pourra accéder au crédit, à la propriété immobilière. Ces nouveaux producteurs payés au lance-pierres ou surexploités viendront concurrencer leurs petits camarades sur le marché mondial, ce qui contribuera à accentuer la pression sur les salaires vers le bas, et diminuer la pression à la hausse à venir dans les pays en train de se développer, puisque, qui dit développement économique dit multiplication des besoins ou charges fixes, donc hausse automatique des salaires pour les satisfaire. J'ai pu l'observer et le vivre en temps réel en Inde pendant 30 ans, le même processus que partout ailleurs depuis que le capitalisme existe, alimentant évidemment la lutte de classe du prolétariat qui réclame son dû, car conscient de participer directement au développement économique de son pays, les capitalistes n'y coupent pas.

Donc, dans tous les pays qui se développent économiquement le niveau de vie général de la population va augmenter, les salaires vont augmenter dans des proportions gigantesques, pas forcément au même niveau que les prix ou de l'inflation mais pas loin en ce qui concerne les biens de consommation courants, paix social ou stabilité du régime en place oblige. Quant au reste, l'accès au crédit facilitera l'accès à des biens d'équipement qui représentent un investissement plus lourd, ces populations, qui jusque-là n'avaient jamais eu de compte en banque, se retrouveront souvent endettées pour de longues années ou à vie ; Le miracle du capitalisme qu'on n'avait pas vu venir, qui fera de chaque travailleur un esclave enchainé à son patron et à sa banque, et malheur à ceux qui ne pourront pas faire face à leurs créances, quel cauchemar !

Il arrivera forcément un moment où les limites de ce processus seront atteintes.

Combien de temps cela prendra-t-il ? Je l'ignore. Cela dépend des pays, d'où ils sont partis économiquement, de leurs richesses, de leur démographie... Leur niveau de vie et de salaire devraient rattraper ceux des pays développés à terme, dès lors il ne restera plus aux capitalistes qu'à trouver d'autre pays et d'autres marchés à développer, jusqu'au jour où cette réserve d'esclaves et de plus-value sera épuisée. C'est seulement quand ce stade ultime sera atteint, qu'on pourra déclarer que la mondialisation du capitalisme est parvenue à son terme ou que les conditions objectives pour passer au socialisme sont mûres.

On a eu tendance à retenir qu'elles avaient commencé à pourrir avec la destruction massive de forces productives dès le début du XXe siècle dont la Première Guerre mondiale fit la démonstration grandiose, la contrepartie de l'accumulation de capital dans d'énormes proportions pendant les décennies antérieures impossible à investir dans des placements rentables pour faire bref, on surestima ce facteur par la suite pour des raisons purement idéologiques et démagogiques, en expliquant qu'il signifiait que le capitalisme était au bout du rouleau, ce qui n'était manifestement pas le cas, pire, c'était une contrevérité dans la mesure où ce capital accumulée, qui était le produit du développement antérieur des forces productives capitalisme, allait être employé après chaque guerre pour développer de nouvelles forces productives dans le monde, et pas seulement pour reconstruire les pays ayant subi de gigantesques destructions au cours de ces guerres, comme on l'affirma un peu trop hâtivement.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui ont pour objet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix entre pays. (OCDE)

Dans l'Union européenne, le salaire minimum varie de 1 à 7. En 2023, les salaires minimaux dans les États membres de l'UE variaient de 399 euros par mois en Bulgarie à 2 508 euros par mois au Luxembourg. En parité de pouvoir d'achat, le salaire minimum est évalué à 604 euros en Bulgarie, contre 1.707 au Luxembourg, soit tout de même un écart de 1 à 3. (Source UE : ec.europa.eu/eurostat) L'Inde avec un salaire minimum évalué à 50 euros (Source : fr.countryeconomy.com), en réalité plus près de 70 euros selon mes constatations, l'écart en parité de pouvoir d'achat entre la France et l'Inde est 1 à 33 (Source OCDE: oecd-ilibrary.org)

Combien de temps cela prendra-t-il nous demandions-nous, un demi-siècle, cela semble court, d'ici la fin du XXIe siècle serait plus raisonnable. C'est seulement à partir de cette échéance que le passage au socialisme se présentera avec une acuité particulière à la majorité des peuples comme la seule alternative économique et politique possible.

Autrefois on nous avait raconté qu'un mode de production ne pourrait pas disparaître tant qu'il recèlerait encore des réserves, et que c'était le cas du régime capitalisme, on le crut à tort. 43 ans plus tard en ce qui me concerne, force est de constater qu'il est toujours en place et qu'il n'est pas près de disparaître. Tous les modes de production antérieurs avaient eu une durée de vie beaucoup plus longue que le capitalisme, il faut en avoir conscience.

L'internationale oligarchique a tiré les leçons du passé, elle sait qu'elle n'a pas intérêt à laisser s'effondrer le capitalisme et qu'elle dispose des moyens financier pour l'éviter. On nous dira sans doute qu'on s'écarte du marxisme ou du Capital de Marx et Engels avec une telle affirmation. Je l'assume entièrement, dans la mesure ou le marxisme et ses penseurs n'ont jamais eu l'intention d'écrire leur propre histoire du processus historique. Ils se sont bornés à le décrire, si je puis dire, magistralement, de manière à ce que les exploités et les opprimés prennent conscience qu'ils ne pourraient pas défendre leurs intérêts de classe et d'obtenir à terme leur émancipation, s'ils ne parvenaient pas impérativement à la compréhension des grandes lignes ou des forces qui étaient à l'origine de ce processus historique ou qui avaient participé à son développement, finalement à en prendre le contrôle en s'emparant du pouvoir politique pour l'orienter dans une direction conforme à leurs intérêts et aspirations légitimes.

Là où on a commis une erreur grossière, ce fut d'idolâtrer le marxisme et ses penseurs, de sombrer dans un vulgaire dogmatisme et de cultiver le culte de la personnalité, nous étions jeunes et impatients, ce qui ne constitue pas un reniement de ma part, puisque j'ai conscience plus que jamais que je leur dois tout ou je leur voue toujours une reconnaissance infinie.

Cela va en décevoir ou démoraliser plus d'un, or ce n'était pas le but de cet article, bien au contraire, car même à la fin du XXIe siècle, espérons un plus tôt si cela peut vous rassurer, on ne sera plus là pour le vivre depuis un moment, peu importe, les enseignements de la lutte de classe du marxisme demeureront indispensables pour passer au socialisme, car sans parvenir à la maturité du facteur subjectif, c'est-à-dire, sans l'organisation des masses et l'élévation de leur niveau de conscience politique, le capitalisme ne disparaîtra pas par enchantement.

La révolution socialisme restera d'actualité, elle est d'actualité, pas seulement parce que c'est la seule perspective dans laquelle on peut situer notre combat politique, pour maintenir vivant le flambeau du socialisme et le transmettre aux générations suivantes en attendant des jours meilleurs, nous soutenons la lutte de tous les exploités et opprimés dans le monde, ce ne sont pas les tâches politiques qui manquent.

Ne soyons pas triste ou désespéré de ne pas vivre la fin du capitalisme, n'en faisons pas une question individuelle, notre engagement politique vaut mieux que cela franchement. Soyons fidèle au socialisme et tout ira bien. Quant à tous les malheurs qui accablent nos semblables plus mal lotis que nous, qu'y pouvons-nous, rien hélas ! On n'a rien à se reprocher. On peut enrager et pleurer si cela nous soulage, mais il ne faut pas céder au découragement.

En somme j'ai gardé le meilleur pour la fin.

Maintenant pour modérer ma conclusion ou la compléter, je voudrais ajouter quelque chose de très important qui réconfortera ceux qui auraient tendance à croire que notre cause serait foutue ou qu'on serait vaincu d'avance, ce que je n'ai jamais dit.

Bien qu'il n'existe rien pour étayer cette hypothèse ou théorie à ce jour, j'ai d'ailleurs eu l'occasion de l'aborder à de nombreuses reprises dans mes causeries, il se peut que le facteur subjectif mûrisse plus vite que prévu dans les pays occidentaux et les plus développés dans le monde, du fait de l'accélération de la décomposition de la société soumise à un régime totalitaire. Des pans entiers des classes moyennes et des couches les plus évoluées du prolétariat ne le supportant plus, pourraient se rassembler pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, puisqu'elles n'auraient pas d'autres alternatives pour satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, autrement dit renouer avec le socialisme. Elles n'auraient pas le choix, soit demeurer sous un régime autoritaire impitoyable, de type fasciste ou nazi par bien des aspects, soit balayer le vieux monde pourri et reconstruire la société sur des bases sociales et humanistes.

Si par nature les hommes sont faibles ou comportent de graves lacunes quand ils viennent au monde et les conservent par la suite, il n'en demeure pas moins qu'ils développeront des aspirations au bien-être social, à la justice, à la démocratie, à la liberté, ils ne seront pas insensibles aux valeurs humanistes, les esclaves et les philosophes jadis en sont le plus brillants témoignages, comme l'on dit communément ils sont capables du pire et du meilleur, notre tâche à nous est de favoriser le meilleur qui sommeille en chacun d'eux et ne réclame qu'à s'exprimer pour peu qu'on leur en donne l'occasion. Ce sont ces aspirations qui ont contribué au développement économique et social de l'humanité.

L'argent, le statut social, le pouvoir que convoitent les hommes, sont bien peu de choses en réalité à côté de leurs aspirations humanistes.

L'argent ou posséder des biens matériels, on n'en a jamais assez. On peut en avoir un jour et tout perdre à la moindre occasion. Le statut social est instable, périssable, on peut en être déchu de la même manière, il repose sur des sables mouvants, un jour vous êtes porté au pinacle, et un autre on vous abat. Quant au pouvoir, il connaîtra le même destin. Aucun de ces facteurs ne peut donner un sens à la vie, on ne les enviera pas, ils sont détestables, haïssables réduits à eux-mêmes, misérables. Les rechercher, c'est petit, c'est se perdre, c'est gâcher sa vie. Voyez par exemple tous ces médecins qui se sont enrichis sur la misère humaine, qui aurait envie de leur ressembler, personne.

Ensemble ces trois facteurs ne peuvent pas acheter le bonheur, ils ne sont rien à côté de la satisfaction que procurent les valeurs humanistes.

Source :

https://fr.countryeconomy.com/marche-du-travail/salaire-minimum-national

https://fr.tradingeconomics.com/country-list/gdp-per-capita-ppp

https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/purchasing-power-parities-ppp/indicator/french_c0bc06ba-fr

https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=LUX&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.PCAP.PP.CD

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Journée internationale d'action pour la Palestine : des manifestations géantes dans le monde entier ! - CAPJPO-EuroPalestine 14 janvier 2024

J-C – Pas si « *géantes* » que cela, c'est très exagéré.

- Des dizaines de milliers de personnes ont défilé vers la Maison Blanche pour protester contre l'implication de l'administration américaine dans le génocide qu'Israël commet à Gaza.

La police britannique estime à plus de 100 000 le nombre de manifestants à Londres au début des manifestations.

Manifestations à Dublin, Vienne, Breme et Milan en solidarité avec la Palestine.

Des milliers de personnes ont afflué dans les rues de Canberra et Sydney, en Australie, au Cap en Afrique du Sud, à Munich, Copenhague, en Suède, en Nouvelle-Zélande, et en Indonésie.

Des manifestants bloquent l'entrée de l'usine d'armes israéliennes Rafael, à Newcastle en Angleterre.

L'Université fédérale du Ceará (UFC) au Brésil a décidé d'annuler le « *Défi de l'innovation Brésil – Israël* » en réponse à l'assaut militaire israélien en cours, qui a entraîné la mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza.

- Le nombre de martyrs de l'agression sioniste contre Gaza s'est élevé à 24 100 et celui des blessés à 60 834 depuis le 7 octobre. french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

- "*Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'Axe du Mal, ni personne d'autre*", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv,

en référence notamment à la requête de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice accusant Israël d'acte génocidaire dans la bande de Gaza. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

- Le gouvernement allemand a rejeté vendredi les accusations de génocide engagées contre l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ), mettant en garde contre « *l'instrumentalisation politique* » de cette accusation.

Guerre Hamas-Israël : « *Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral* », affirme Stéphane Séjourné - 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

C'est un « *non* » de la France. Paris a refusé ce mercredi de soutenir les accusations de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ), dénonçant le franchissement d'un « *seuil moral* ».

« *Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, au cours des questions au gouvernement de l'Assemblée nationale. 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

J-C – Les sionistes avec leurs complices anglo-saxons n'ont cessé d'« *exploiter la notion de génocide à des fins politiques* » pendant plus de 75 ans pour camoufler leur opération coloniale sur la Palestine.

La collusion des sionistes et des autorités françaises, dont le régime français actuel est l'héritier, avec les dignitaires du régime nazi en Allemagne sous Hitler, donne une idée assez précise de ce qu'ils entendent par « *seuil moral* » à ne pas franchir une fois cautionnés la pire barbarie.

On comprend aussi pourquoi la France refuse de condamner à l'ONU l'usage de la propagande nazi, il lui faudrait cesser de soutenir les régimes ukrainien et israélien qui la mettent en pratique.

Le Gouvernement allemand a déclaré dans une déclaration qu'il : « *De manière décisive et expressément, rejette l'accusation de génocide portée contre l'État hébreu devant la Cour internationale de Justice. L'accusation n'a aucun fondement en fait.* »

Berlin a souligné dans sa déclaration : « *Des terroristes du Hamas ont brutalement attaqué, torturé, tué et enlevé des innocents israéliens. Depuis lors, il se défend contre l'attaque inhumaine du Hamas.* » middleeastmonitor.com 13 janvier 2024

La Namibie reproche à l'Allemagne, ancienne puissance coloniale, de défendre Israël contre les accusations de "*génocide*" - i24news.tv 14 janvier 2024

La Namibie a condamné la décision de son ancien colonisateur, l'Allemagne, de rejeter cette semaine les accusations de "*génocide*" portées par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël devant la Cour internationale de justice.

Déplorant *"l'incapacité de l'Allemagne à tirer les leçons de son horrible histoire"*, le président namibien Hage Geingob s'est dit "*profondément préoccupé*" par l'annonce faite vendredi par le gouvernement allemand de "*rejeter l'acte d'accusation moralement juste présenté par l'Afrique du Sud*". M. Geingob a accusé Berlin d'avoir "*ignoré*" la "mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza" et d'avoir défendu devant la CIJ "*les actes génocidaires et horribles du gouvernement israélien*". i24news.tv 14 janvier 2024

Une initiative de défense des droits de l'homme poursuit les États-Unis et la Grande-Bretagne pour participation au génocide - french.almanar.com.lb/ 15 janvier 2024

Dans le cadre d'une initiative menée par l'avocat Wikus van Rensburg, 50 avocats de la République d'Afrique du Sud, en coopération avec des avocats des États-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne, entendent poursuivre en justice l'administration américaine et le gouvernement britannique, sur fond de complicité dans les crimes commis par « *Israël* » en Palestine.

Au cours des dernières semaines, Rensburg a commencé à adresser des lettres à plusieurs pays, ainsi qu'à la Cour pénale internationale, pour exiger que les Israéliens et leurs partisans soient jugés et se préparer à poursuivre en justice les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne.

Dans une déclaration à l'Agence Anadolu, Rehnsburg a affirmé lundi que « *les États-Unis doivent être tenus responsables des crimes qu'ils ont commis, car personne ne les tienne responsables de leurs crimes, et personne ne s'en soucie (faisant référence à l'invasion américaine de l'Irak en 2003) en est un exemple* ».

Il a ajouté : « *Les États-Unis sont occupés à dépenser plus d'argent et plus de ressources pour commettre des crimes. Personne ne leur dit assez* ».

- Pour 67 % des habitants du monde arabe, les attaques du Hamas sont "*un acte de résistance légitime*" - i24news.tv 14 janvier 2024

67 % des habitants du monde arabe considèrent les attaques du Hamas du 7 octobre comme "un acte de résistance légitime". 19 % les jugent "légitimes mais imparfaites", tandis que seuls 5 % estiment qu'elles sont "*illégitimes*". Cette enquête d'opinion a été menée dans 16 pays par un centre de recherche basé à Doha.

Concernant les raisons ayant motivé ces attaques, 35 % mettent en avant "*l'occupation israélienne de terres palestiniennes*" et 24 % la "*défense*" de la mosquée al-Aqsa. Ils ne sont que 2 % à estimer que le Hamas est un proxy de l'Iran et que celui-ci a commandité l'attaque.

92 % se disent solidaires des Gazaouis, tandis que 67 % expriment leur solidarité à la fois envers les Gazaouis et envers le Hamas. 23 % sont solidaires des Palestiniens mais opposés au Hamas. i24news.tv 14 janvier 2024

- Après une pause pendant les fêtes de fin d'année, la mobilisation est repartie de plus belle dans la capitale britannique comme dans une trentaine d'autres pays du monde, avec une marche au départ de la City et en direction de Parliament Square, où se trouve le Palais de Westminster.

Plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé à Londres en soutien aux Palestiniens de Gaza, et réclamant un cessez-le-feu immédiat.

Eurovision 2024 : 1 400 artistes finlandais réclament l'exclusion d'Israël du concours - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Quelque 1 400 artistes finlandais ont rejoint leurs homologues islandais pour appeler à exclure Israël de l'Eurovision 2024. Le mois dernier, l'Association islandaise des compositeurs et paroliers islandais avait demandé à ses membres de ne pas participer à la compétition si Israël n'en était pas exclu.

Les artistes finlandais demandent également à leur radiotélévision publique de boycotter le concours, qui doit se tenir dans la ville suédoise de Malmö en mai, si un candidat israélien se présente.

"*Il n'est pas conforme à nos valeurs qu'un pays qui commet des crimes de guerre et poursuit une occupation militaire dispose d'une tribune publique pour enjoliver son image au nom de la musique*", indique la pétition signée par les artistes finlandais, rapporte le Guardian.

Parmi les artistes qui ont signé la pétition finlandaise figurent Olavi Uusivirta, Paleface et Axel Ehnström, représentant de la Finlande à l'Eurovision 2011.

L'exclusion d'Israël n'est cependant pas envisagée par l'Union européenne de radiodiffusion (UER), chargée de l'organisation du concours. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Les États-Unis frappent les Houthis au Yémen pour la quatrième fois en une semaine - france24.com 18.01.2024

L'armée américaine a visé pour la quatrième fois en moins d'une semaine les Houthis sur leur territoire au Yémen, avec, dans la nuit de mercredi 17 à jeudi 18 janvier, des frappes au sol sur 14 missiles des rebelles pro-Iran qui s'en prennent depuis des semaines au trafic maritime.

Selon la chaine des rebelles, al-Masirah, les frappes nocturnes ont visé "*les gouvernorats d'Hodeida, Taëz, Dhamar, Al-Bayda et Saada*".

Les États-Unis ont de nouveau frappé le Yémen, annonce le Pentagone - fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Cette attaque a visé une installation radar des Houthis, à l'aide d'un missile "*Tomahawk*" lancée depuis un destroyer américain, dans la nuit du 12 au 13 janvier.

"*Les frappes américaines et britanniques au Yémen n'ont rien à voir avec l'exercice du droit de légitime défense au titre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies*", a martelé le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu le 12 janvier. fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Que des ruines : L'Iran aurait détruit l'ambassade américaine en Irak avec une frappe de missile - Avia-pro16 janvier 2024

L'Iran aurait mené une attaque contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport international d'Erbil en Irak à l'aide de missiles balistiques et de drones kamikaze lancés par le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI). Selon l'agence de presse iranienne Tasnim, le CGRI affirme que ces frappes ont conduit à la destruction complète des «*quartiers généraux d'espionnage»* des groupes terroristes anti-iraniens dans la région.

L'attaque a pris une importance particulière dans la mesure où l'Iran en a officiellement reconnu la responsabilité, mettant l'accent sur l'implication directe du CGRI plutôt que sur le recours à des groupes mandataires. Cette décision de l'Iran exprime sa détermination à agir contre la présence et l'influence des États-Unis dans la région.

Les frappes contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport d'Erbil accroissent considérablement les tensions entre les États-Unis et l'Iran, augmentant ainsi le risque d'escalade dans une région déjà instable du Moyen-Orient. Cette action de l'Iran pourrait avoir des conséquences considérables compte tenu de l'environnement géopolitique actuel et des événements récents dans la région.

Les informations sur la possible destruction du consulat américain en Irak attirent particulièrement l'attention. Une déclaration officielle des États-Unis est attendue.

source : Avia-pro

L'Iran venge les attentats terroristes contre Moussawi et Kerman et bombarde le Mossad en Irak et Daech en Syrie. 4 tués dont un homme d'affaires kurdo-israélien. - french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

L'Iran a riposté aux attentats perpétrés contre un commandant des Gardiens de la révolution, tué en Syrie, et contre les participants à la cérémonie de commémoration du martyre du général Qassem Soleimani dans sa ville natale Kerman au sud-est de l'Iran qui a fait une centaine de morts.

Dans la nuit de lundi à mardi, les Gardiens de la révolution islamique ont révélé avoir lancé plusieurs attaques balistiques contre « *le siège central du Mossad* » dans la ville d'Erbil, dans la province du Kurdistan d'Irak et contre plusieurs sièges appartenant à des groupuscules terroristes dans plusieurs régions syriennes.

Concernant Erbil, les Gardiens ont précisé que l'attaque a visé un siège principal du Mossad dans la province du Kurdistan d'Irak en riposte à l'assassinat de dirigeants des Gardiens et de l'axe de la résistance.

Ils indiquent aussi que « *4 missiles ont été tirés depuis l'ouest de l'Iran et 7 autres depuis le nord-ouest sur le siège du Mossad* », à Erbil.

L'endroit bombardé à Erbil est qualifié dans le communiqué comme étant « *le siège des espions et des attroupements terroristes hostiles à l'Iran* ».

Par ailleurs, le ministère irakien des Affaires étrangères a assuré qu'un homme d'affaires kurdo-israélien a été tué dans l'attaque d'Erbil. Il s'appelait Bishro Diziye et possédait la compagnie Falkon pour les services sécuritaires. Cet homme a joué un rôle primordial pour faciliter les relations commerciales notamment pétrolières entre l'entité sioniste et certaines parties dans le Kurdistan irakien.

Iran : au moins neuf morts dans des frappes pakistanaises - RT 18 janv. 2024

Deux jours après une frappe iranienne sur son territoire, le Pakistan a annoncé ce 18 janvier avoir mené dans la nuit des «*frappes contre des caches terroristes*» en Iran, qui ont fait au moins neuf morts, selon les autorités locales.

Au total, quatre enfants, trois femmes et deux hommes ont trouvé la mort ce 18 janvier dans des frappes pakistanaises ayant visé une zone frontalière dans la province iranienne du Sistan-Baloutchistan, selon l'agence Irna, citant le vice-gouverneur de la province, Alireza Marhamati. Un bilan en hausse, par rapport aux sept morts initialement annoncés par le vice-gouverneur.

Toutes les victimes «*sont des étrangers*», a indiqué le ministre de l'Intérieur Ahmad Vahidi à la télévision. Elles seraient de nationalité pakistanaise, a précisé l'agence Fars, sans citer de source.

«*Ce matin, le Pakistan a mené une série de frappes de précisions, hautement coordonnées et spécifiquement ciblées, contre des caches terroristes dans la province du Sistan-Baloutchistan*», a annoncé de son côté le ministère pakistanais des Affaires étrangères dans un communiqué. «*Un certain nombre de terroristes ont été tués*», a-t-il affirmé.

«*Plusieurs explosions ont été entendues dans plusieurs secteurs autour de la localité de Saravan*», a indiqué l'agence officielle iranienne Irna, citant un responsable du Sistan-Baloutchistan où l'armée est confrontée à une insurrection larvée depuis des décennies. RT 18 janv. 2024

J-C – Si on comprend bien, l'armée pakistanaise à filer un coup de main à l'armée iranienne…

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils n'ont même pas mobilisé le 10è de leurs militants et sympathisants

Loi immigration : des milliers de personnes dans la rue pour exiger son retrait - rtl.fr 14 janvier 2024

Plus de 400 collectifs, associations, syndicats et partis politiques, avaient appelé à manifester contre un texte qui "*reprend de nombreuses idées de l'extrême droite*".

À Paris, où le cortège a réuni 25.000 personnes selon les organisateurs. A Marseille 2 500 personnes selon le décompte de la préfecture. A Lyon, entre 2 300 personnes (selon la préfecture) et 3 000 personnes (selon les organisateurs) ont défilé. A Bordeaux, ils étaient de 2 000 à 3 000 personnes, selon le décompte de journalistes de l'Agence France-Presse. rtl.fr - Le Monde avec AFP 14 janvier 2024

Macron en campagne avant les élections européennes. Populisme d'extrême droite.

Conférence de presse de Macron : le « *réarmement démographique* » du président a des airs de dystopie - huffingtonpost.fr 16 janvier 2024

En parlant de fertilité et de « *réarmement démographique* » lors de sa conférence de presse ce mardi 16 janvier, Emmanuel Macron a assumé sa volonté d'une politique nataliste en France, alors que le nombre de naissances a encore chuté en 2023.

Le nombre de naissances a reculé de 6,6 % en France en 2023, passant sous la barre symbolique des 700 000 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

L'infertilité, elle, touche pour sa part 3,3 millions de Français, selon des chiffres partagés par l'AFP.

Ce recours assumé à un champ lexical guerrier a suscité de nombreuses inquiétudes - notamment sur le droit des femmes à disposer de leur corps.

De nombreux chercheurs et chercheuses ont écrit sur les tendances d'Emmanuel Macron à « flirter avec l'extrême droite », aujourd'hui, c'est quelque chose d'absolument décomplexé. Un terme comme « *réarmement démographique* », c'est un signal extrêmement inquiétant, et qui appelle à la vigilance quant aux évolutions politiques à venir. huffingtonpost.fr 16 et 17 janvier 2024

J-C - Un coup de com en direction de l'électorat de l'extrême droite à quelques mois des élections européennes qui à en croire les sondages s'annoncent désastreuses pour Renaissance et Macron.

En fait, peu importe la composition du gouvernement, peu importe les déclarations des ministres, puisque la politique qu'ils appliqueront est décidée ailleurs, à Davos, Bilderberg, etc. par les plus puissants banquiers ou l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Ceci pourrait expliquer cela.

Notre sondage sur les européennes 2024 donne le RN à 30 %, la majorité et la gauche loin derrière - Le HuffPost 19 janvier 2024

Le RN caracole en tête des intentions de vote pour les élections européennes, la liste de Jordan Bardella recueillerait 30 % des suffrages si l'élection se tenait dimanche.

Derrière la dynamique du RN, le camp présidentiel atteint la cote d'alerte. La liste d'union MoDem - Renaissance - Horizons ne recueille que 20 % d'intentions de vote. Le coup est d'autant plus rude pour Emmanuel Macron, que l'étude a été réalisée après la nomination de Gabriel Attal à Matignon.

Plus bas dans notre sondage, le sort de la gauche est encore plus morose puisqu'aucune liste n'atteint la barre des 10 %. Le HuffPost 19 janvier 2024

Qui gouverne la France ?

Macron

2014 Concocté au groupe Bilderberg
2016 Young Leader du Forum économique mondial
2017 Président de la République

Attal

2020 Young Leader du Forum économique mondial

2023 Concocté au groupe Bilderberg
2024 Premier ministre

« *Sept futurs ou anciens Premiers ministres français s'y sont rendus : - Laurent Fabius, Alain Juppé, Michel Rocard, Dominique de Villepin, François Fillon, Manuel Valls et Edouard Philippe* » lejdd.fr 30 janvier 2023

Gabriel Attal est le produit-type du processus de sélection par la caste occidentale. En le confirmant Macron apporte une autre preuve qu'il n'est pas le seul décideur en France.

Le problème vient de ce qu'aucun média « *mainstream* » n'en parle. Durant toute cette soirée où les commentateurs ont décrit le parcours de Gabriel Attal, personne ne s'est hasardé a simplement mentionner ce fait. Il y a ce « *côté obscur de la force* » qui devient de plus en plus suspect en raison des médias alternatifs qui, eux, évoquent ces choses-là.

Dans ce bouleversement que nous connaissons, ce qui pouvait avant ressembler à une lutte des classes apparaît de plus en plus clairement comme un affrontement entre une élite dirigeante mondialiste et des peuples attachés à leur terre, leur famille et leurs traditions dans lesquelles ils vivent depuis des générations. media-web.fr 3 janvier 2024

J-C - Ce discours qui se veut critique ou je ne sais quoi, est en réalité inspiré par celui de cette "*élite dirigeante mondialiste*".

Le Bilderberg ? Le club le plus fermé au monde. Le plus secret aussi. Le lieu où des présidents américains et européens sont conviés avant leur élection. Un terrain de débats confidentiels entre politiques, dirigeants de multinationale et agents secrets… Chaque printemps, la centaine d'invités converge vers un hôtel de luxe privatisé. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, universitaires ont été priés de venir seuls, sans conjoints, sans assistants ni gardes du corps. L'hôtel est sous haute protection et les échanges se déroulent sous la règle de Chatham House, un vieux code éthique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publiques les identités et les propos des autres invités. Durant ces trois jours, ils vivront en vase clos. Objectif ? Discuter entre spécialistes sur la marche du monde. Rien que ça…

J-C – Les dirigeants du groupe Bilderberg et leur garde rapproché imposent un examen probatoire aux élites qu'ils ont cooptées pour participer à leur réunion annuelle, en vue de sélectionner ceux qui auront passé avec succès cette épreuve, qui par la suite seront promus au sein des gouvernements ou des institutions internationales, afin d'appliquer leur orientation politique.

C'est ainsi que l'oligarchie mondialiste constitue un gigantesque réseau d'influence ou de pouvoir, qui influencera ou dictera l'orientation de la situation mondiale dans tous les domaines. Et dire qu'on les ignora pendant plus d'un demi-siècle, c'est plus que de la négligence à ce niveau-là. La faillite politique de nos dirigeants s'est traduite par une confusion inextricable qui a de nos jours des conséquences catastrophiques en cascade, qu'on ne semble pas pouvoir maîtriser ou stopper ou contre lesquelles nous sommes réduits à l'impuissance.

https://www.lejdd.fr/Politique/ce-que-macron-a-dit-au-groupe-bilderberg-en-2014-3509507

Conférence de presse de Macron. Sans intérêt, ils le disent eux-mêmes, the show must go on…ou il faut vous attendre à pire encore, sans surprise donc.

Pour son « *rendez-vous avec la Nation* », Macron remixe Macron - Publicsenat.fr 17 janvier 2024

Ne jamais se fier aux apparences. Média partisan zélé de Davos.

L'école Stanislas épinglée par un « *rapport caché* » dévoilé par Mediapart - Le HuffPost 17 janvier 2024

J-C - J'ai lu les grandes lignes de ce rapport dans cet article. Mediapart reproche à cette école d'avoir adopté une orientation conservatrice au détriment de la ligne ultra réactionnaire préconisée par les mondialistes du Forum économique mondial axé sur le nihilisme, dans laquelle on trouve notamment le wokisme.

Pourquoi Mélenchon ne daigne-t-il pas déclarer que le peuple juif n'existe pas et que les sionistes sont antisémites et le revendiquent ? Entre nous ce n'est pas demain la veille !

Mélenchon chahuté à Roissy par des militants contre l'antisémitisme à son retour du Liban - Le HuffPost 18 janvier 2024

« *Erreur politicienne* » : Jean-Luc Mélenchon s'en prend à Stéphane Séjourné qui refuse d'accuser l'État juif de génocide - leJDD 19 janvier 2024

Abus de pouvoir. Amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme.

J-C - La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) en est victime, ils la chargent au lieu de la défendre, le masque de l'opportunisme le plus crade tombe.

La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière placée en garde à vue pour apologie du terrorisme - huffingtonpost.fr 17 janvier 2024

La jeune femme de 22 ans a été placée en garde à vue mardi 16 janvier après avoir été interpellée par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP), selon des informations du Parisien confirmées par plusieurs autres médias.

Elle est soupçonnée d'« *apologie du terrorisme et provocation publique et directe non suivie d'effet de commettre des atteintes volontaires à la vie* ». En cause : des messages diffusés sur les réseaux sociaux en octobre dernier, quelques jours après l'attaque meurtrière du Hamas, ainsi qu'une vidéo d'elle publiée le 14 novembre.

« Une enquête est en cours, à la suite de signalements adressés au pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) par des associations de lutte contre la discrimination » a confirmé le parquet de Paris à RMC. Il précise qu'« ils portent sur des propos susceptibles d'avoir été tenus en ligne par cette jeune femme, dont la qualification pénale est en cours d'appréciation, à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023 ».

Une vidéo relayée par l'extrême droite

Dans la vidéo en question, l'aînée des deux élus de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, visiblement filmée contre son gré, s'écrit face à la caméra : « *Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume…* ».

Des internautes, partisans de l'extrême droite, ont relayé l'extrait de quelques secondes sur X (ex-Twitter) et TikTok, et attaqué la jeune femme. Son compte a été verrouillé, comme l'a remarqué Le Parisien. huffingtonpost.fr 17 janvier 2024

J-C - Dans quelle circonstance a-t-elle dit qu'elle était antisémite, si c'était en réponse à une accusation d'antisémitisme parce qu'elle refusait de condamner l'offensive militaire de la résistance palestinienne du 7 octobre contre l'occupant sioniste, alors nous sommes tous antisémites, nous sommes des dizaines de millions à l'être en France, des milliards dans le monde. A suivre.

Quelques précisions.

J-C - Si c'est tout ce qu'ils ont à lui reprocher, on est en droit de penser que s'il existait pire, ils ne se seraient pas gênés pour le reproduire, par conséquent c'est un procès politique minable digne du maccarthysme dont l'extrême droite et une organisation sionisme sont à l'origine, que le Parquet de Paris s'en saisisse n'étonnera personne, tant la collusion entre Macron et l'extrême droite française et sioniste s'affiche ouvertement.

- En octobre dernier, après le début de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, un compte intitulé « *Babynesou* » sur le réseau social X (ex-Twitter) avait publié une série de commentaires qualifiés d'antisémites par de nombreux internautes. On pouvait notamment y lire « *Alors j'ai peut-être pas d'âme mais ils me font pas du tout de peine, je les trouve même plutôt chiants, surtout les gosses* » en réponse à un article évoquant la prise en otage d'une famille israélienne par les terroristes du Hamas dans sa propre maison. « *Qui se chauffe pour aller casser du sioniste là ?* », écrivait encore ce compte en réaction à l'annonce de la marche en solidarité à Israël à Paris.

Quelques semaines plus tard, le 14 novembre, une vidéo mainte fois relayée sur les réseaux sociaux avait jeté un nouveau trouble. On peut y voir une jeune femme crier face caméra : «

Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume… ». Avant d'enjoindre la personne qui la filme : « *Arrête de filmer, toi…* » Il s'agirait d'Inès Corbière.

Le militant d'extrême-droite, Damien Rieu, avait rapidement accusé la fille des élus insoumis de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, d'être l'utilisatrice de ce compte « *Babynesou* », photos de la jeune femme à l'appui.

Dans la foulée, des associations anti-discrimination, dont l'Organisation juive européenne (OJE), avaient déposé plainte contre « X » pour « *apologie du terrorisme* » afin de réclamer l'identification formelle de cette internaute et des poursuites judiciaires. leparisien.fr 17 janvier 2024

J-C - Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) chargent leur fille qui a tenu des propos insignifiants au lieu de la défendre.

Manifestement le Parquet de Paris n'a pas fait preuve du même empressement ou de la même mansuétude pour qualifier les propos inqualifiables tenus par une multitude d'éditorialistes, journalistes ou autres "*experts*" sur les plateaux de télévision, à l'antenne de radios ou dans la presse écrites ou encore dans les réseaux dits sociaux, dans lesquels ils avaient témoigné leur soutien, pour ne pas dire ouvertement leur encouragement au massacre de la population civile palestinienne composée à 50% d'enfants commis par l'Etat sioniste, un génocide.

Raquel Garrido et Alexis Corbière se comportent comme des coupables, ce sont des loques.

Ils sont indéfendables dans la mesure ils plaident coupables, qu'ils ne viennent pas se plaindre de ce qu'il leur arrive, Mélenchon non plus. Ils chient dans leur froc, ils nous dégoûtent. Ne comptez pas sur eux pour vous défendre.

Apologie du terrorisme : Raquel Garrido et Alexis Corbière évoquent la garde à vue de leur fille Inés - lepoint.fr 18 janvier 2024

« Nous voulons tout d'abord exprimer avec émotion notre compréhension et affection auprès de toutes les personnes choquées à la lecture ou à l'écoute des propos ou expressions qui sont diffusés dans cette affaire », écrivent les deux députés LFI de Seine-Saint-Denis dans un communiqué commun, publié ce jeudi sur les réseaux sociaux, avant de juger « *indispensable de faire une stricte distinction entre nous, sur lesquels incombent, en tant que personnalités politiques de premier plan, des obligations de transparence et de rendu de compte, et nos enfants.* »

« *Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une épreuve familiale et parentale* », poursuit le couple dans leur déclaration commune. « *Nous acceptons sans sourciller le procès public devant le* « tribunal des parents ». *Nous demandons cependant à chacun de ne pas entraîner nos trois filles […] dans ces dynamiques de confrontation politique et médiatique* », ajoutent-ils. Comme le mentionne le communiqué, une enquête a été ouverte par le Parquet de Paris, qui a perquisitionné le domicile familial le mardi 16 janvier, avant l'interpellation de la jeune femme.

« *L'apologie du terrorisme, à savoir l'expression d'un jugement favorable au terrorisme, est un délit qui, tout comme la provocation à la commission d'un délit et l'expression de l'antisémitisme doivent être poursuivies et punies conformément à la loi* », poursuivent les deux élus de La France insoumise. Avant de conclure : « *Nous respectons le travail de la justice et des services d'enquête dans ce sens*. »

Au sortir de sa garde à vue, aucune charge n'a été retenue contre la jeune femme. L'enquête se poursuit et la qualification pénale, « *à la suite du 7 octobre 2023* », est « *en cours d'appréciation* » », a fait savoir le parquet de Paris au Point. lepoint.fr 18 janvier 2024

Ils osent tout. Qui a dit ?

- « *Aucun ministre n'intervient jamais dans ce qu'il se passe à France Télévisions, ou alors je me suis trompée !* ».

« *Quand on arrête une émission, c'est parce qu'elle n'a plus d'écho, parce que ça ne marche plus vis-à-vis des téléspectateurs. Stéphane Sitbon (directeur des antennes et des programmes de France Télévisions) ou Delphine Ernotte (Directrice générale de France Télévisions) arrêtent des émissions régulièrement, mais pas parce qu'ils ont un coup de fil de la ministre. Je n'ai jamais vu ça* ».

Réponse : Élise Lucet, la journaliste et présentatrice d'Envoyé Spécial. Le secret de la longévité ne s'invente pas…

La France "*n'a pas de 'mercenaires'*" en Ukraine, mais des militaires en mission.

La Russie accuse la France d'avoir des mercenaires en Ukraine et convoque son ambassadeur - France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur français en Russie a été convoqué jeudi au ministère russe des Affaires étrangères pour répondre aux accusations du Kremlin concernant la présence de mercenaires français en Ukraine. La Russie avait en effet justifié le bombardement d'un hôtel à Kharkiv, mardi, par la présence de combattants français à l'intérieur. Le Quai d'Orsay dénonce une accusation mensongère et une tentative de manipulation.

Le Quai d'Orsay se serait bien passé de cette polémique. La France "*n'a pas de 'mercenaires'*" en Ukraine, a affirmé jeudi 18 janvier le ministère français des Affaires étrangères, en réaction aux affirmations de Moscou qui assure avoir visé mardi un bâtiment abritant des "*mercenaires français*" à Kharkiv (nord-est).

La Russie a revendiqué mercredi une frappe menée la veille au soir sur un bâtiment dans lequel étaient déployés des "*mercenaires français*" à Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, où les autorités locales avaient fait état de 17 civils blessés. France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou sommé de s'expliquer sur les « *mercenaires* » en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Lévy (photo), a été convoqué par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov.

La Fédération de Russie souhaite entendre ses explications quant à la présence de « *mercenaires* » français en Ukraine. Plusieurs dizaines d'entre eux viennent de mourir à Kharhiv/Kharhov.

Cet été, le député Frédéric Mathieu (LFI) avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, sur la présence de 400 mercenaires français en Ukraine, dont une centaine de militants d'extrême-droite. Le parlementaire avait mis en garde contre le danger que représentaient ces hommes lorsqu'ils rentreraient en France.

La Fédération de Russie n'a pas convoqué les ambassadeurs des États dont étaient originaires d'autres mercenaires. Moscou soupçonne Paris d'avoir envoyé des soldats réguliers se mêler à ses mercenaires pour soutenir le régime de Kiev. Réseau Voltaire 18 janvier 2024

Plus de détails :

Le ministère russe de la Défense assure avoir tué une soixantaine de « mercenaires » français en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024
https://www.voltairenet.org/article220285.html

Dans quel monde vivons-nous ? Les barbares sont parmi nous ou cruauté monstrueuse en France en 2024.

J-C - Quand on évoque la civilisation humaine, même si on ne le précise pas à chaque fois, c'est implicitement en partie au conditionnel parce qu'on a toujours présent à l'esprit que certains parmi nous peuvent à tout moment verser dans la pire des barbaries, ainsi que la majorité de la société dans certaines circonstances ou tout du moins, qui la cautionnera, et ce n'est pas une exception française, loin de là. Israël qui en fait la démonstration sous nos yeux quotidiennement depuis plus de trois mois, l'illustre parfaitement si nécessaire, notamment.

Les hommes sont capables du meilleur comme du pire, dit-on. S'ils sont portés à commettre le pire de préférence, il faut en chercher la cause dans leur origine animale, ensuite élevé au-dessus de leur état primitif, dans leur ignorance liée à leur condition sociale, aux conditions sociales tout court qui leur sont imposées dans une société donnée, et dont ils n'ont pas encore pris suffisamment conscience, une société basée sur l'exploitation et l'oppression dont ils doivent se débarrasser au profit d'une société, où ce qui les distingue ne servira plus à les dresser les uns contre les autres, mais à s'épanouir individuellement et collectivement, librement.

Nous estimons que le meilleur moyen de lutter contre le penchant des hommes pour la sauvagerie, c'est de partager avec le plus grand nombre le socialisme, qui incarne les principes

et les objectifs humanistes les plus élevés que les hommes les plus conscients aient pu imaginer.

Ce qui distingue les hommes des autres primates, c'est que leur nature est perfectible, c'est-à-dire qu'elle possède la faculté de pouvoir s'améliorer ou les hommes peuvent devenir meilleurs, si maintenant on leur interdit d'en user, ils ne pourront pas se développer et leur niveau de conscience ne pourra pas progresser, ils demeureront profondément arriérés et leur comportement continuera d'être confus ou incohérent, belliqueux, se livrant à des actes violents ou cruels et injustes. Quant à ceux qui sont évolués et profitent actuellement de leur statut privilégié pour perpétrer ou commanditer des actes de barbarie en tout genre, les banquiers et les élites, pour qu'ils cessent de nuire définitivement à la société, il suffira d'abolir leur statut, les rapports sociaux sur lesquels il repose, et s'ils s'y opposaient, ils ne nous laisseraient pas le choix, ils devraient être supprimés.

Mayenne : "*Des vaches découpées alors qu'elles sont encore vivantes*", selon l'association L214 qui porte plainte contre un abattoir de Craon - francetvinfo.fr 18/01/2024

L214 dénonce des images "*dignes d'un film d'horreur*" et pointe "*l'absence d'intervention des services vétérinaires*".

"*Des vaches commencent à être découpées alors qu'elles sont encore vivantes ; elles réagissent aux coups de couteau et à la pince guillotine lors de la découpe de leurs pattes, de leurs cornes ou de leur tête*" explique L214. Son enquête estime aussi que "*l'absence d'intervention des services vétérinaires expliquent en partie cette situation effroyable*".

Dans les différentes vidéos transmises à la presse, on y voit notamment une vache dont la corne se coince dans une grille d'affalage. Les opérateurs interviennent et finissent par égorger la bête encore vivante "*en dehors de la zone de saignée, et sa corne est sciée sans attendre sa mort (la découpe ne doit commencer que lorsque l'animal est mort)"* poursuit L214.

Vidéo, âmes sensibles s'abstenir.

https://vimeo.com/900123295/c2f18d9f55?share=copy

https://vimeo.com/900123537/8867f49b8e?share=copy

https://www.l214.com/enquetes/2024/abattoir-de-craon/

https://www.l214.com/communications/18-eqt-abattoir-craon-animaux-decoupes-vivants/

https://www.l214.com/communications/20240118-eqt-abattoir-craon-reaction/

La ville de Craon réfute les accusations de L214

Communiqué de presse.

Extrait.

Sur les accusations portées par L214, la Ville de Craon les réfute et souhaite rappeler que de lourds investissements ont été réalisés dans son abattoir. Parmi lesquels, l'installation d'un nouveau piège, en décembre 2023. Ce nouvel équipement est certifié conforme par les services de l'État et répond ainsi aux nouvelles normes en termes de bien traitance animale, en vigueur au 1er janvier 2024.

https://www.ville-craon53.fr/iso_upload/2024-01-18%20-%20La%20ville%20de%20craon%20r%C3%A9fute%20les%20accusations%20de%20L214.pdf

J-C - Sauf que l'installation d'un nouveau piège en décembre 2023 n'infirme pas que ces animaux sont découpés alors qu'ils sont encore vivants ou conscients, ce qui dépasse le stade du sadisme compulsif incontrôlé, mais relève de la psychiatrie.

Irlande du Nord.

En Irlande du Nord, la grève des fonctionnaires est massive et c'est une première - Le HuffPost 19 janvier 2024

Du jamais-vu. Des dizaines de milliers de fonctionnaires se sont mis en grève ce jeudi 18 janvier en Irlande du Nord, un mouvement d'une ampleur inédite déclenché par la crise du pouvoir d'achat, aggravée par la paralysie politique qui dure depuis deux ans dans la province britannique.

Seize syndicats représentant les secteurs de l'enseignement, du transport ou encore les infirmières avaient appelé à cesser le travail, les syndicats évoquant le plus important conflit social dans l'histoire de la province. Ils seraient 100 000 et 150 000 grévistes, selon SkyNews et la BBC, sur à peine 2 millions d'habitants.

Les écoles sont restées fermées, les transports à l'arrêt, et l'activité des services de santé a été fortement réduite. Plusieurs milliers de salariés se sont réunis toute la journée pour des piquets de grève et des manifestations ont eu lieu, notamment à Belfast et Londonderry.

Estonie. Sur les pas du Reich ukrainien.

Estonie : bientôt la fin de l'enseignement en langue russe ? - RT 17 janv. 2024

«*Le gouvernement a l'intention de cesser de financer l'enseignement en langue russe et de passer à l'enseignement unique en langue estonienne*», a déclaré le 15 janvier la Première ministre estonienne Kaja Kallas devant le Parlement, où elle exposait la politique du gouvernement.

Il ne s'agit pas ici du premier épisode de remise en cause du russe en Estonie. Avant-dernier épisode en date rapporté par le site Estonian World, les amendements du 19 décembre 2022 à

la loi dite «*Sur la langue*» en vigueur depuis le 1er juillet 2011. La diplomatie russe avait dénoncé dès l'élaboration de cette loi une discrimination visant la minorité russe résidant en Estonie. Le pays compte en effet environ 25% de population russophone.

Alors qu'actuellement, les parents ont le choix de confier leur enfant à une école enseignant en russe ou bien en estonien, cet amendement de 2022 «*sur l'enseignement primaire et le collège*» prévoit le passage progressif au tout estonien. Jusqu'à maintenant, les jeunes russophones pouvaient recevoir un enseignement dans leur langue maternelle jusqu'à l'équivalent de la classe de troisième. Dès la seconde, 60% des cours avaient lieu en estonien contre 40% en russe. Toujours selon Estonian World, les amendements de décembre 2022 organisent, entre la rentrée 2024/2025 et la rentrée 2032/33, le basculement de tous les niveaux d'enseignement au 100% en estonien.

La tendance à l'éviction de la langue russe va croissant : en novembre 2022, le Parti populaire conservateur d'Estonie avait déposé un projet d'amendement à cette même loi sur la langue, qui proposait d'interdire l'utilisation du russe dans l'espace public, en particulier dans les médias et la publicité. Il prévoyait la possibilité d'une traduction «dans une langue étrangère» à condition que celle-ci soit «*autre que le russe*». Mais cet amendement n'avait finalement pas été adopté. RT 17 janv. 2024

En mémoire (Extraits de causeries antérieures) : un régime compatible nazi.

- L'Estonie prête à arrêter les immigrés ukrainiens pour les contraindre à la mobilisation - Réseau Voltaire 23 décembre 2023

- Estonie : entrée interdite à tout véhicule immatriculé en Russie - Euronews 13 septembre 2023

- Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars - Réseau Voltaire 26 janvier 2023

- L'Estonie retire un monument datant de l'époque soviétique commémoratif de la Seconde Guerre mondiale - BFMTV 17 août 2022

- Le 8 septembre 2022, la Pologne et les trois Etats baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont annoncé s'être mis d'accord pour restreindre temporairement l'entrée sur leur sol, dès le 19 septembre, des citoyens russes porteurs de visas européens - RT 9 septembre 2022

- Les publications appelant à la violence anti-russe seront autorisées en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Russie et en Ukraine. (Plus l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie - Reuters) - francesoir.fr 10 mars 2022

- L'Estonie célèbre un criminel nazi - Réseau Voltaire 26 juin 2018

Une plaque commémorative dédiée au colonel Alfons Rebane a été inaugurée le 22 juin en Estonie.

Alfons Rebane fut un collaborateur du IIIème Reich avec le grade de Standartenführer dans la SS. Il a commis divers crimes de guerre en Union soviétique.

Le gouvernement estonien s'est dissocié de cette manifestation, mais a refusé de la condamner.

Après la Seconde Guerre mondiale, Alfons Rebane rejoignit le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération stay-behind (Gladio). Il participa notamment à l'« *opération jungle* », visant à infiltrer d'anciens officiers nazis en Pologne et dans les pays baltes pour y poursuivre la lutte anti-communiste. Il donna même des cours à l'école du MI6.

Équateur.

En Équateur, le procureur enquêtant sur la prise d'otages sur un plateau télévisé a été assassiné - france24.com 18/01/2024

"*En réponse au meurtre de notre collègue César Suarez (...) je serai catégorique : les groupes du crime organisé, les criminels et les terroristes n'arrêteront pas notre engagement envers la société équatorienne*", a déclaré la procureure générale Diana Salazar dans une vidéo postée sur X.

La justice équatorienne s'attaque aux criminels mais aussi à la corruption liée au narcotrafic qui a gangréné jusque dans les arcanes de l'État.

L'affaire dite "*Metastasis*", "*la plus grande de l'histoire contre la corruption et le trafic de drogue*" en Équateur, selon la procureure, a mis au jour en fin d'année dernière "*une structure criminelle" impliquant des procureurs, des responsables pénitentiaires et des policiers "dont l'objectif était d'obtenir l'impunité et la liberté des personnes poursuivies ou condamnées*" ainsi que d'introduire des objets interdits en prison. france24.com 18/01/2024

Guatemala.

Bernardo Arévalo investi président du Guatemala malgré bien des persécutions judiciaires - Courrier International 14 janvier 2024

Ce dimanche 14 janvier le président élu, le social-démocrate Bernardo Arévalo, doit finalement être investi dans ses fonctions, malgré une tentative de "*coup d'État au ralenti*", comme le qualifie le journal.

Depuis sa très large victoire au second tour, le 20 août 2023 avec plus de 60 % des voix, notamment grâce à son discours anticorruption et de justice sociale, Bernardo Arévalo a fait l'objet de persécutions judiciaires de la part du ministère public, en particulier de la toute-puissante María Consuelo Porras, procureure générale de l'État.

Cette dernière avait notamment tenté de suspendre l'existence juridique du Mouvement Semilla, le parti de Bernardo Arévalo, de lever son immunité de député, et de multiplier les pressions sur le Tribunal supérieur électoral (TSE), qui avait validé le résultat de la présidentielle pour qu'il annule purement et simplement l'élection.

Dans un pays considéré comme l'un des plus corrompus d'Amérique latine, selon l'ONG Transparency International, et gouverné durant des décennies par des conservateurs liés à de richissimes élites économiques, la victoire du nouveau président, continue La Hora, "*avait fait vaciller l'establishment hégémonique des réseaux politico-criminels*". Des réseaux qui incluent une partie du système judiciaire, dont María Consuelo Porras, inscrite depuis 2021 sur la liste noire américaine des personnalités les plus corrompues d'Amérique centrale.
Les nombreuses manifestations de soutien des partisans de Bernardo Arévalo, cet automne, le soutien sans faille de nombreux pays d'Amérique latine, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU auront finalement eu raison de ce "*coup d'État au ralenti*".

Mais, jusqu'au dernier moment, les résistances du pouvoir en place n'auront pas cessé. Mercredi 10 janvier, devant le Conseil permanent de l'OEA, le président sortant guatémaltèque, l'ultraconservateur Alejandro Giammattei, a dénoncé, relate le quotidien Prensa Libre, "*les pressions internationales […] non fondées*". Il a aussi pointé du doigt son successeur : "*Bernardo Arévalo a appelé aux manifestations contre le système judiciaire*", rappelle-t-il, ce qui aurait entraîné des "*actes de vandalisme*".

Désormais, poursuit le commentateur de La Hora, "*le défi de Bernardo Arévalo est de comprendre sa marge de manœuvre pour tenter de construire une sorte de consensus politique indispensable dans ce pays, tout en l'engageant dans un changement social profond*", alors que 59 % de la population se trouve sous le seuil de pauvreté, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (qui remontent à 2014).

Le célèbre écrivain nicaraguayen Sergio Ramírez – banni de son pays et déchu de sa nationalité par la dictature de Daniel Ortega – écrit dans une tribune du site El País América : "*Le premier grand défi que devra relever Bernardo Arévalo sera de faire en sorte que les institutions de l'État supposées combattre la corruption, comme le ministère public, ne soient plus elles-mêmes au service de la corruption*." Et de conclure :

"*Qu'il tienne parole semble simple, mais, au Guatemala, ce sera un exploit.*"

En marque de soutien, dix chefs d'États d'Amérique latine, parmi lesquels Andrés Manuel López Obrador, président du puissant voisin mexicain, devaient assister à l'investiture de Bernardo Arévalo, ainsi que le roi d'Espagne, Felipe VI. Courrier International 14 janvier 2024

Guatemala: Investiture de Bernardo Arévalo - Bolivar Infos 15 Janvier 2024

Le nouveau président du Guatemala, Bernardo, Arévalo, a été investi dans la matinée de ce lundi par le président du Congrès de la République, Samuel Pérez, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée avec plus de 10 heures de retard.

Après son investiture, Arévalo a fait son premier discours en tant que président. Dans celui-ci, il a souligné la force de la démocratie guatémaltèque qui a résisté « *grâce à l'unité et à la confiance* », aux tentatives de plusieurs secteurs politiques du pays pour empêcher sur l'investiture.

Le nouveau chef de l'État a remercié la communauté internationale qui lui a exprimé son soutien. Il a ajouté que ce soutien a été « *essentiel pour le succès des efforts faits par la société guatémaltèque pour défendre ses institutions démocratiques et préserver l'État de droit.* » Et il a souligné que le peuple guatémaltèque a prouvé sa « *sagesse* », et que le Tribunal Suprême Electoral et la Cour Constitutionnelle ont protégé, « *le souhait souverain* » de « *vivre en démocratie.* »

Arévalo a confirmé que sous son gouvernement, il combattra les actes de corruption et il a ajouté : « *Nous ne permettrons pas que nos institutions se mettent à genoux une autre fois devant la corruption et l'impunité.* »

Il s'est engagé à « *stimuler le progrès* » du pays. « *J'invite sincèrement à nous rejoindre le peuple du Guatemala, ses autorités politiques, ses dirigeants sociaux et ancestraux ainsi que ses autorités professionnelles et patronales. C'est le moment de prendre le chemin du dialogue et de la paix.* »

« *Nous nous trouvons devant une opportunité historique pour revenir sur des décennies d'abandon social et de détérioration des institutions,* », a-t-il déclaré.

Après la cérémonie au centre culturel, le président s'est rendu à la Place de la Constitution où il a salué la population réunie pour fêter son investiture en tant que chef de l'État constitutionnel pour la période 2024–2028.

Auparavant, après plusieurs heures de retard, les 160 députés du Congrès qui font partie de la 10e législature (2024–2028) ont prêté serment. Arévalo a présidé la cérémonie.

Ensuite, les membres de la direction du Congrès qui sera présidé par le député Samuel Perez, du parti au pouvoir Mouvement Semence ont été élus pour le cycle législatif, 2024–2025.

Pendant cette journée, les mouvements sociaux ont dénoncé le fait que des membres de la législature sortante ont tenté de faire obstacle à l'investiture du président, de la vice-présidente et des nouveaux députés.

LE SOCIALISME

Le 25 janvier 2024

Provisoirement on revient au format d'une causerie par semaine environ.

J'envisage de ne plus couvrir que quelques sujets d'actualité, en les développant de manière à pouvoir exposer mes idées, et donc abandonner les infos en bref.

Je dois m'occuper de mes petites affaires que je néglige en permanence, les trucs de la vie quotidienne, l'entretien de ma maison et du jardin, mais aussi ma santé que je dois ménager, passer la journée devant un écran n'est pas une vie, je déteste cela depuis le début.

Je me dis que c'est mon devoir de militant de continuer ce travail, et de proposer ou partager des idées que je ne trouve nulle part ailleurs formulées de cette manière-là.

Rappel.

- La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais il y a 105 ans, comprenant 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste.

Hamas palestinien. Notre récit : Déluge d'Al-Aqsa

J-C - Nous allons démonter la présentation fallacieuse qui en a été faite par le Réseau Voltaire ainsi que les médias mainstream, et leurs dénégations qui servent les intérêts des Américains et leur rejeton sioniste.

Une brochure du Hamas - Réseau Voltaire 22 janvier 2024

Le bureau des médias du Hamas a publié une brochure en anglais, intitulée Notre récit : opération déluge d'Al-Aqsa. Si elle clarifie la question des exactions qui sont attribuées au Hamas, elle accroît la confusion sur sa nature et ses objectifs.

Après avoir décrit les souffrances du peuple palestinien depuis la fin du Califat ottoman, il nie avoir commis des exactions contre des civils et assure qu'« *éviter de nuire aux civils, en particulier aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, constitue un engagement religieux et moral de la part de tous les combattants des Brigades Al Qassam* ». Sans nier que « peut-être certaines erreurs se sont produites », il précise : « *Les allégations selon lesquelles les Brigades Al Qassam, le 7 octobre, ciblaient des civils israéliens, ont été promues par l'occupation israélienne, ce ne sont que des mensonges et de totales fabrications. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante ne les a*

recoupées. C'est un fait bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la Résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza ».

« *Nous sommes convaincus que toute enquête juste et indépendante prouvera la véracité de notre discours et prouvera l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses du côté israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza selon lesquelles la Résistance palestinienne les utilisait comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par les informations de nombreuses agences de presse occidentales* », poursuit-il.

Le Hamas appelle la Cour pénale internationale à mener une enquête indépendante sur ces faits afin d'identifier et de condamner les individus qui les ont perpétrés.

En outre, la brochure se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents. La Hamas assure que : « *Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires* ».

Il « *affirme que son conflit concerne le projet sioniste et non les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine* ».

La brochure se conclut en posant des revendications pour la fin de l'occupation israélienne et la liberté des palestiniens de décider seuls de leur avenir. Cependant, jamais la brochure n'évoque d'« *État* » palestinien. De même elle ne fait référence à la Cour internationale de Justice qu'à propos de sa décision sur l'illégalité du Mur de Séparation, c'est-à-dire qu'elle ne l'envisage pas comme un tribunal des États.

Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017. À l'époque, il ne luttait pas pour l'indépendance de la Palestine, mais pour la restauration d'un Califat. Aujourd'hui, le Hamas est divisé en deux courants, l'un sous l'autorité du guide palestinien des Frères musulmans, Mahmoud Al-Zahar, l'autre lié à la Résistance palestinienne, sous la conduite de Khalil Hayya. Cette brochure est donc loin de clarifier son positionnement politique. Le titre de l'opération du 7 octobre, « *Déluge d'Al-Aqsa* », fait référence à la libération de la mosquée Al-Aqsa ; une « *vérité coranique* », selon le guide Mahmoud Al-Zahar. Israël a soutenu le courant fidèle à la Confrérie afin qu'il lutte contre le Fatah, mais assassine les leaders du courant ayant rejoint la Résistance palestinienne, comme Saleh al-Arouri.

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/our_narrative-operation_al-aqsa_flood-web.pdf

J-C - C'est plutôt monsieur Meyssan qui entretient délibérément "*la confusion*" en recourant à un amalgame entre les différentes factions du Hamas pour finalement les présenter comme des agents de la Confrérie des Frères musulmans ou des islamiques fanatiques auxquels évidemment personne n'aura envie d'apporter son soutien.

Mieux, il affirme que ce serait Israël qui aurait créé le Hamas, sans préciser son origine, un historien israélien Zeev Sternhell, alors que « *cette vision est balayée par les historiens.* » (Source : Wikipédia.org)

On aura compris qu'il tient absolument à nous entraîner sur le terrain métaphysico-religieux au lieu de s'en tenir aux faits et de les interpréter en demeurant strictement sur le plan politique, de manière à ménager les ennemis des Palestiniens.

On en veut pour preuve quatre éléments au moins.

Le premier.

Il s'empresse de manipuler ou détourner un passage de la déclaration du Hamas qui reconnaît que « *peut-être certaines erreurs se sont produites* » le 7 octobre 2023, sans en préciser la nature ou l'objet. Je le reproduis plus loin.

Monsieur Meyssan ne milite pas pour une cause, il n'est pas non plus révolutionnaire, loin de là, il est le porte-parole de l'idéologie capitaliste.

On va devancer sa pensée malsaine et supposer que le Hamas faisait référence implicitement aux civils israéliens qui auraient été abattus par des combattants du Hamas (ou d'autres fractions de la résistance palestinienne ou encore de simples civils palestiniens armés les ayant suivis ce jour-là...) comme cela se produit lors de chaque guerre quand des militaires ou des civils armés se font justices eux-mêmes en procédant à des exécutions sommaires. Par conséquent, on peut le regretter, mais il faut admettre que c'est inévitable et que cela n'a rien d'extraordinaire, il en va également ainsi lors de chaque révolution, sans pour autant remettre en cause la légitimité de la cause ou du combat mené par l'armée qui défend la souveraineté de sa nation ou les militants combattant pour la libération de leur pays ou contre l'occupant, pour leur émancipation, encore faudrait-il ne jamais oublier de mentionner qui est à l'origine de cette guerre ou de ce conflit armé.

Exaction en tout genre, pillages et destructions, vengeance, violence physique aveugle, meurtres ou massacres gratuits, règlement de compte, justice expéditive, etc. ces forfaits ou crimes sont à mettre au compte de ceux qui portent la responsabilité de la guerre ou de la révolution, et non à celui de ceux qui les ont commis qui ont été entrainés dans cette guerre ou qui ont été conduits à emprunter la voie de la révolution après avoir épuisé tous les autres moyens pour que leurs aspirations démocratiques soient respectées.

Je reproduis ici le paragraphe en entier traduit par Google :

- *« Peut-être que certaines erreurs se sont produites lors de la mise en œuvre de l'opération Al Aqsa Flood en raison de l'effondrement rapide du système de sécurité et militaire israélien et du chaos provoqué le long des zones frontalières avec Gaza.* »

Le second élément.

Monsieur Meyssan a écrit :

- « *Cependant, jamais la brochure n'évoque d'*« État » *palestinien.* »

Le Hamas a fait mieux que revendiquer un « *État* » palestinien, il réclame toute la Palestine, c'est peut-être cela qui le dérange et il n'est pas le seul.

Monsieur Meyssan cherche également à nous orienter sur une piste religieuse chaque fois qu'il évoque le Hamas. C'est devenu une obsession chez lui, du coup on en oublierait presque le reste ou l'essentiel qui figure dans ce document, qui étrangement nous ramène aux objectifs ou au combat qu'il partagerait avec les Palestiniens et le Hamas contre le colonialisme et l'impérialisme, à croire que cet engagement politique ne serait qu'un faux alibi ou que sa réelle motivation serait ailleurs.

Vous pourrez constater comme moi, que dans ce document figure les revendications essentielles du peuple palestinien depuis 1948, dont le droit au retour des quelque sept millions de Palestiniens réfugiés hors de la Palestine occupée "*qui souhaitent retourner sur leurs terres et qui ont été expulsés il y a 75 ans*", dit autrement, je cite "*l'élimination de l'occupation israélienne*" de la Palestine, ou encore : "*Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste*", ou encore "*Le Hamas affirme que son conflit concerne le projet sioniste*", il affirme combattre pour l'application de : " *La résolution 3236 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée lors de la 29e session de l'Assemblée générale le 11 novembre 2017. 22 novembre 1974, qui affirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner dans « leurs maisons et leurs propriétés d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés* », pour enfoncer le clou : "*Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui et plus qu'avant, à assumer leurs responsabilités envers le droit international et les résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation*", plus clair encore "*Nous soulignons qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit, et s'il y a une relocalisation vers les Palestiniens, ce sera vers leurs foyers et les zones d'où ils ont été expulsés en 1948, comme l'affirment de nombreuses résolutions de l'ONU*.", etc.

Osez affirmer ou sous-entendre que la branche palestinienne du Hamas ne partagerait pas dans ce document notamment les revendications historiques ou les objectifs politiques légitimes du peuple palestinien depuis 1947, est complètement ridicule, mais il en faudrait plus pour désarmer notre illusionniste.

Le troisième élément.

Que fait-il quand il affirme à la manière d'un historien qu'il n'est pas : "*Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017*", sinon insinuer le contraire de ce qu'il a pu écrire ou dire ici ou là, se contredire sans que cela le gêne le moins du monde. Un jour la branche palestinienne serait indépendante et aurait rompu avec la Confrérie des Frères musulmans, et un autre, elle continuerait d'y être liée, il faudrait savoir, non ?

Qu'on se comprenne bien, je m'adresse aux lecteurs et non à monsieur Meyssan. Je me moque de savoir si la branche palestinienne du Hamas est liée ou non aux Frères musulmans ou au MI6, les services secrets britanniques, ce qui nous intéresse c'est la manière dont la perçoivent les Palestiniens et l'usage qu'ils en font, c'est tout.

Que ce soit une organisation pourrie, réactionnaire, bourgeoise, pro capitaliste, et alors, ce ne serait pas une découverte ! Si les Palestiniens s'en servent pour mener leur combat politique

contre l'occupant anglo-saxon-sioniste, qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse, qu'on les juge, qu'on les traite d'abrutis ? Si c'est le seul instrument à leur disposition pour organiser leur résistance, on ne va pas faire comme monsieur Meyssan et leur retirer parce qu'elle ne serait pas propre sur elle ou ne répondrait pas aux critères de respectabilité retenus par des militants dogmatiques ou fanatisés occidentaux. Un peu de sérieux, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute ce que pensent ces gens qui passent leur temps à donner des leçons à tout le monde, au peuple palestinien.

On soutient la lutte du peuple palestinien telle qu'il la mène, avec sa part d'illusion bien entendu puisqu'ils sont inséparables. Il est mieux placé que nous pour savoir à quoi s'en tenir à propos du Hamas et des autres organisations qui le représentent, vous ne croyez pas ? Quelque part les Palestiniens n'ont pas vraiment le choix et nous non plus. Et alors, serait-ce un crime ? Non cela s'appelle un paradoxe imposé par l'histoire ou la situation, qui nous dépasse, parce qu'on ne fait pas toujours ce qu'on veut ou les choses ne se présentent pas comme on aurait voulu dans la vie ou en politique, c'est ainsi, il faut faire avec en attendant des jours meilleurs ou plus favorables.

Cela pourrait être un excellent prétexte pour ne pas soutenir la cause palestinienne. Si les Palestiniens sont assez cons pour s'embarquer avec des islamistes fanatiques ou des terroristes, et bien tant pis pour eux, on ne peut rien pour eux, c'est ce qui est suggéré implicitement ou sournoisement par monsieur Meyssan. N'étant pas en reste il nous reste le quatrième et dernier élément à analyser.

Le quatrième élément.

Quand il affirme que la brochure du Hamas "*se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents*", à quels documents fait-il allusion ? On ne le saura pas ou il ne l'a pas précisé. En attendant voilà ce que j'ai trouvé :

Dans sa Charte de 2017 le Hamas a écrit :

- « *Le Mouvement de résistance islamique* "Hamas" *est un mouvement islamisme palestinien de libération nationale et de résistance. Son but est de libérer la Palestine et de s'opposer au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam qui détermine ses principes, ses objectifs et ses moyens.* »

Dans le récit du 7 octobre publié mi-janvier 2024 par le Hamas, il est écrit :

- « *Le Mouvement de résistance islamique* « Hamas » *est un mouvement islamique palestinien de libération et de résistance nationale. Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires.* »

Où y aurait-il une contradiction entre ces deux documents essentiels ? Pourquoi monsieur Meyssan toujours bien intentionné envers les Palestiniens ne s'en contentent-ils pas, pour plaire à qui ?

Il faut préciser que depuis plus de trois mois, monsieur Meyssan n'a pas cessé de fournir des arguments aux opposants des Palestiniens lors de chaque article ou entretien, j'en ai dressé une liste, j'ai pu en oublier :

1- Il présenta une partie de l'armement de la résistance, photos d'obus à l'appui suggérant qu'ils proviendraient d'Europe centrale, d'Ukraine ? Il n'en fallait pas davantage pour que les médias mainstream accusent l'Iran de lui avoir fourni, la "*bête noire*" de Washington ou l'Axe de la Résistance à Israël. Ils l'auraient fait de toutes manières sans attendre après monsieur Meyssan, certes, c'est exact, c'était peut-être une manière de leur témoigner qu'il méritait davantage d'égard de leur part. Je veux dire par là qu'il n'y était pas obligé ou que faire preuve d'un tel zèle était pour le moins inapproprié, pour ne pas dire suspect ;

2- Il insista lourdement sur les liens qui existaient entre le Hamas et la Confrérie des Frères musulmans, puis il nous expliqua que le Hamas comportait plusieurs branches, j'en ai retenu au moins 4, dont une palestinienne indépendante des Frères musulmans, mais qui demeurait islamiste, comme les autres factions des Frères musulmans, de sorte qu'elles soient cataloguées extrémistes religieuses et terroristes sans discernement, rejoignant ainsi les Etats-Unis et l'UE qui les ont caractérisées de la sorte ;

3- Toutes les fractions du Hamas seraient avant tout islamistes ou poursuivraient un but religieux et non politique ou accessoirement, alors qu'en réalité c'est l'inverse, cette interprétation servant juste à couvrir ceux qui l'instrumentalisent, à commencer par l'impérialisme britannique et américain, de manière à camoufler leurs intentions coloniales, donc de nature économique ou politique.

4- Il a remis au goût du jour la création du Hamas par Israël en 1987. Tenez, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell vient d'y faire référence lors d'une allocution en espagnol à l'université de Valladolid le 19 janvier 2024. Du coup, on en oublierait presque que la faction palestinienne du Hamas avait rompu avec sa direction dont le siège se situe entre Doha, Ankara, Le Cair, Londres ou Washington.

La plupart de ces faits ou arguments sont plus ou moins connus, certes, il ne s'agit pas de faire un procès d'intention à monsieur Meyssan, maintenant tout dépend de l'usage qu'on en fait, or, quand celui-ci est a priori mercantile ou populiste de droite, je ne pense pas qu'il soit compatible avec la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme ou le sionisme ou incarne une cause humaniste.

Bref, tout cela m'a amené à la conclusion que monsieur Meyssan se comportait plutôt comme un agent double au service des puissances occidentales et d'Israël, ce qui pose évidemment d'autres nombreuses questions qu'on abordera une autre fois, pour peu que je trouve des réponses cohérentes et sérieuses à ces questions.

Youpi, même la Bourse flambe !

Yaourts, pâtes, haricots verts, papier-toilette… Notre panier de courses a flambé de 20,5 % en deux ans - leparisien.fr 20 janvier 2024

Depuis deux ans, au fil des semaines, les Français ont vu leur ticket de caisse flamber. De plus de 20 % au total, selon l'Insee. Une hausse qui est aussi celle du panier de courses que Le Parisien - Aujourd'hui en France a constitué. leparisien.fr 20 janvier 2024

- Après une année 2023 pendant laquelle le CAC 40 a enregistré une performance en Bourse de + 16,5 %, soit plus de deux fois et demi la performance moyenne annuelle du CAC 40 depuis 1990, il est légitime de se demander si l'indice CAC 40 va encore monter en 2024. cafedelabourse.com 08 janvier 2024

Comme quoi la piquouse a bien pris, Informations ouvrières (POI) est passé au code QR !

Populisme de gauche et d'extrême gauche. Pourquoi instrumentalisent-elles l'immigration et l'extrême droite?

La pseudo-gauche pour se donner bonne conscience ou tenter de sauver les apparences dénonce les thèses racistes de l'extrême droite, à juste titre évidemment, tandis que différents sondages et scrutins récents témoignent de la montée de l'extrême droite parce qu'une partie importante de la population serait influencée par son discours sur l'immigration, question : Pourquoi ?

Pardi, parce que la gauche est incapable de proposer une politique qui corresponde aux besoins des masses, y compris lors de crise sociale aiguë. Pourquoi ? Parce qu'une telle politique nécessiterait de rompre avec le capitalisme et elle ne le souhaite pas. Pourquoi ? Parce que c'est incompatible avec sa nature sociale, en étant procapitaliste, elle est antisociale, anti-ouvrière, antisocialiste, de droite ou réactionnaire si vous préférez. Question : Depuis quand ? Depuis plus d'un siècle. Pourquoi, cela vous étonne-t-il ? Pourtant elle en avait fait la démonstration lors des deux guerres mondiales, tout le monde le sait et personne ne peut le nier. Pourquoi n'en a-t-on pas tenu compte ? Posez cette question à qui de droit, à vos dirigeants, pas à moi, vous connaissez ma réponse.

Dites-vous bien une chose, pour tenir le discours que je tiens là, il faut être indépendant de cette gauche corrompue, de l'Etat, du capitalisme et ses institutions, où l'avez-vous entendu ? Nulle part ailleurs ou chez quelques militants isolés qui sont désormais inorganisés, car ils n'auraient pas leur place dans des organisations qui rejettent le constat que je viens de dresser rapidement. C'est la raison qui m'avait amené à envisager de créer un nouveau courant politique d'extrême gauche, mais malheureusement les conditions ne m'ont pas permis de réaliser cette tâche politique.

100 000 personnes manifestent à travers l'Allemagne contre l'AfD - RT/AFP 20 janvier 2024

Quelque 35 000 personnes, selon l'AFP, se sont rassemblées à Francfort, place forte de la finance allemande, derrière une banderole « *Défendre la démocratie - Francfort contre l'AfD* ».

Un nombre similaire de manifestants ont convergé à Hanovre (nord), certains brandissant des pancartes «*Les nazis dehors*»

Des manifestations ont aussi été signalées à Braunschweig, Erfurt, Kassel et dans de nombreuses autres villes plus petites, à l'image des mobilisations quotidiennes cette semaine.

Depuis le 19 janvier des appels à manifester ont été lancés dans une centaine d'endroits, dont Berlin le 21 janvier.

Des politiciens, des leaders religieux et des entraîneurs de la Bundesliga, le championnat de football allemand, ont appelé la population à se mobiliser contre le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Le mouvement a été déclenché par la révélation le 10 janvier du média d'investigation allemand Correctiv d'une réunion de militants à Potsdam, près de Berlin où, en novembre, un projet d'expulsion massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère a été discuté. Parmi les participants se trouvaient une figure de la mouvance identitaire radicale, l'Autrichien Martin Sellner, et des membres de l'AfD.

Martin Sellner y a présenté un projet pour renvoyer vers l'Afrique du Nord jusqu'à deux millions de personnes - demandeurs d'asile, étrangers et citoyens allemands qui ne seraient pas assimilés - affirme Correctiv.

Cette révélation a secoué l'Allemagne alors que l'AfD s'envole dans les sondages, à quelques mois de trois élections régionales importantes dans l'est du pays où le parti compte le plus de sympathisants.

Le mouvement anti-immigration a confirmé la présence de ses membres à la réunion, mais nié adhérer au projet de «*remigration*» porté par Martin Sellner.

Nombre de dirigeants politiques, dont le chancelier social-démocrate Olaf Scholz, qui a participé à une manifestation le weekend dernier, ont souligné que tout plan visant à expulser des personnes d'origine étrangère était une attaque contre la démocratie. (Sauf à Gaza ! - J-C)

Olaf Scholz a appelé «*chacun à prendre position - pour la cohésion, pour la tolérance, pour notre Allemagne démocratique*». Friedrich Merz, le chef du parti conservateur CDU, a jugé sur X «*très encourageant que des milliers de personnes manifestent pacifiquement contre l'extrémisme*».

Mais outre des membres de l'AfD, deux membres de la CDU, appartenant à la Werteunion, l'aile droite du parti, ont également participé à la réunion divulguée par Correctiv. Le chef de la Werteunion, Hans-Georg Maassen, a annoncé ce 20 janvier sa scission d'avec la CDU. Le groupe revendique 4 000 membres. «*À une large majorité, les membres de la Werteunion ont voté pour la création d'un parti du même nom*», a déclaré Hans-Georg Maassen.

«*Le parti pourrait d'ores et déjà concourir aux élections régionales dans l'est de l'Allemagne et travailler avec toutes les parties (...) qui sont prêtes à un changement politique en Allemagne*», a-t-il ajouté, n'excluant notamment pas une coopération avec l'AfD. RT/AFP 20 janvier 2024

Italie : le «*salut romain*» n'est punissable que s'il est réalisé lors d'un événement visant à raviver le fascisme - RT/AFP 20 janvier 2024

«*Nous sommes prêts pour la visite de Zelensky», a ironisé sur Telegram Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT, le 20 janvier, à la suite de la décision de la Cour suprême italienne autorisant de facto le salut fasciste lors de commémorations si le danger de «raviver le fascisme*» n'est pas avéré.

La plus haute juridiction pénale italienne siégeait en effet le 18 janvier après un rassemblement le 7 janvier à Rome au cours duquel des centaines de personnes avaient fait le salut fasciste devant l'ancien siège romain du Mouvement social italien (MSI), un parti formé par des partisans de Benito Mussolini après la Seconde Guerre mondiale.

Toutes chambres réunies, la cour de cassation italienne - appelée aussi cour suprême - estime dans sa décision que la cérémonie d'appel, par laquelle les participants à une manifestation fasciste répondent «*présents*», ainsi que le «*salut romain*» - bras tendu - sont punissables par la loi. Ce sont des rituels «*évocateurs de la gestuelle propre au parti fasciste dissout*» après la Seconde Guerre mondiale et à ce titre ils tombent sous le coup de l'article 5 de la loi dite «*Scelba*» datant de 1952, ont dit ses juges.

Le délit n'est toutefois pas manifeste dans le cadre d'une commémoration et il n'est pas prouvé que les personnes qui l'exécutent ont pour dessein de ressusciter le parti fasciste, ont ajouté les juges. «*Il convient», pour sanctionner, ajoutent-ils, «de prendre en compte le danger concret de résurgence du parti fasciste dissout*». Un obstacle quasi insurmontable selon les juristes interrogés par l'AFP.

Un autre texte peut toutefois être invoqué contre de telles manifestations publiques: la loi dite «*Mancino*» de 1993, qui sanctionne des actes de discrimination ou de violences à caractère racial. Mais là encore, ce sera sujet à l'appréciation des tribunaux.

Le groupuscule néofasciste CasaPound a salué «*une victoire*» tandis que pour le président du Sénat Ignazio La Russa, amateur assumé de bustes de Mussolini, la décision de la cour suprême «se passe de commentaires». RT/AFP 20 janvier 2024

J-C - Ma position.

Je ne suis pas comptable du régime italien, allemand, français, etc. je ne postule pas non plus au poste de ministre de l'Intérieur de ces pays-là ou je n'ai pas vocation à en être le conseiller politique, à me substituer au législateur de régimes que je combats sur le plan politique. Par conséquent, je demeure attaché à la liberté d'expression en règle générale, et je rejette toute restriction ou interdiction...

France : 150 000 manifestants contre la loi immigration, selon la CGT - aa.com.tr 21 janvier 2024

Pas moins de 150 000 personnes ont manifesté en France ce dimanche contre la controversée loi immigration, selon des chiffres publiés dimanche en fin de journée par Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT).

Selon la CGT, les contestataires étaient « *25 000 à Paris, 10 000 à Marseille, 6000 à Lyon, 5000 à Nantes, Lille et Grenoble et aussi 80 à Groix et 85 à Belle Île* ».

De son côté, le ministère de l'Intérieur fait état de 16 000 manifestants à Paris, sans avoir précisé à ce stade le décompte national.

Cette journée de mobilisation était organisée à l'appel de 201 personnalités, qui exhortent le président Emmanuel Macron à ne pas promulguer la loi.

Dans un texte publié par le journal l'Humanité et par Médiapart, les signataires, parmi lesquels l'ancien ministre de Jacques Chirac, Jacques Toubon, pointent « *un tournant dangereux dans l'histoire de (la) République* » et estiment que cette loi « *a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de préférence nationale* ».

« *Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé* », poursuivent les signataires.

Dans toute la France, pas moins de 166 manifestations sont organisées dans 95 départements sur toute la journée de dimanche.

Pour rappel, la loi asile et immigration a été largement adoptée au Palais Bourbon le 17 décembre avec 349 voix favorables et 186 voix contre.

Plus tôt, le texte de loi adopté en commission mixte paritaire (CMP) avait également été plébiscité par le Sénat avec 214 voix pour et 114 voix contre.

Le Conseil constitutionnel doit néanmoins rendre sa décision le 25 janvier courant et énoncer les éventuelles dispositions qu'il juge contraires à la Constitution. aa.com.tr 21 janvier 2024

Pour berner leur lecteur, les mettre en confiance, pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, voyez comment ils s'y prennent.

Extrême droite. Quand la colonisation rachète la collaboration - orientxxi.info 19 janvier 2024

Dans Le Pen et la torture. Alger 1957, l'histoire contre l'oubli qui sort le 19 janvier, l'historien Fabrice Riceputi reconstitue, documents, cartographie et témoignages à l'appui, un fait supposé avéré pour la mémoire collective, mais récemment remis en question par des journalistes de la radio publique : alors élu de la République et futur cofondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen a commis des actes de torture en Algérie. Dans la conclusion

dont nous publions ici quelques extraits, le spécialiste de l'histoire coloniale analyse ce que ce déni dit aujourd'hui de l'hégémonie culturelle de l'extrême droite en France.

Qu'est-ce que le lepénisme, sinon un rejeton idéologique et politique du colonialisme, au moins autant que de la Collaboration ? L'ère coloniale incarne en effet aux yeux de l'extrême droite française l'âge d'or perdu du suprémacisme blanc. La guerre raciste à « *l'immigration* » et aux « *immigrés* », la diabolisation de l'islam et des musulmans, celle des migrants exilés, la théorie complotiste et raciste du « *grand remplacement* », thèmes qui triomphent aujourd'hui en France bien au-delà de l'extrême droite, sont l'héritage direct de ce passé. Un héritage dont Le Pen et le Front national furent les principaux passeurs dans les années 1970 et 1980. orientxxi.info 19 janvier 2024

J-C - Quel horreur ce Le Pen et l'extrême droite, et que dire du colonialisme, pire encore, de la collaboration avec le régime de Vichy et de l'Allemagne nazie ! Sauf que tous les régimes qui se sont succédés depuis 1945 sous la IV et la Ve République depuis 1958, ont recyclés les collaborateurs de ces régimes fasciste ou nazi.

On en veut pour preuve entre autres, l'étude exhaustive remarquable qu'y a consacrée l'historienne Annie Lacroix-Ruis, qui ne laisse place à aucun doute ou ambiguïté à ce sujet. Elle est accessible sur le Net dans différentes vidéos pour ceux qui tiennent à le vérifier, ou dans les ouvrages qu'elle a publiés sur ce qu'elle a appelé la non-épuration de l'Etat. D'autres intellectuels ont démontré que le même phénomène s'était produit dans l'ensemble des pays occidentaux, dont l'Allemagne et les Etats-Unis ou encore Israël qui recycla des scientifiques nazis, notamment.

Cette précision pour dire qu'on est en présence d'un exercice de propagande idéologique destiné à nous faire croire que la colonisation et plus particulièrement l'avènement d'un régime fasciste ou nazi, serait à mettre de préférence au compte de l'extrême droite, alors qu'en réalité il s'inscrivait dans la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens qui servait les mêmes intérêts financiers. Mieux, puisqu'aussi bien la colonisation que la montée de l'extrême droite, du fascisme, du nazisme (vous pouvez ajouter le sionisme) ou les guerres furent financées par les mêmes banquiers ou hommes d'affaires tandis que des partis dits républicains, de gauche ou de droite étaient au pouvoir en France ou en Allemagne.

Cela signifie que l'ensemble des acteurs politiques de la gauche participant aux institutions ou figurant dans l'opposition parlementaire ont privilégié ce scénario plutôt que le socialisme, et par conséquent, c'est ce qui caractérise la nature de tous les partis qui se réclament de la gauche de nos jours (depuis plus de 78 ans), qu'ils en soient issues ou qu'ils existent encore comme tels de nos jours, conclusions à laquelle ne doivent surtout pas parvenir les lecteurs de ce média par crainte que certains d'entre eux aient l'idée saugrenue de rompre avec la gauche institutionnelle et de se tourner vers le socialisme.

Dites-vous bien une chose, chaque fois qu'ils instrumentalisent l'extrême droite, c'est parce que le régime en place est menacé par quelque chose de bien plus grave, le rejet et la contestation grandissante des masses, la révolte qui couve, afin qu'elles ne se radicalisent pas à gauche ou ne trouvent pas une issue politique en rupture avec le régime qu'ils ménagent finalement. C'est à ce cela que sert l'épouvantail de l'extrême droite qu'ils agitent, et non pas parce qu'ils le craindraient. Ce n'est pas tout.

Nous sommes en présence de professionnels de l'entourloupe. Pourquoi au début de leur article ont-ils fait un amalgame entre le colonialisme et la collaboration ? Pourquoi dans le reste de leur article ne figurait-il plus que le colonialisme ? Pourquoi les ont-ils soudain dissociés ? Pourquoi ont-ils pris soin de mentionner que la gauche avait été mêlée à la colonisation ou elle l'avait ouvertement soutenue ? Pour les raisons idéologiques exposées plus haut. Dans quel conteste social et politique ?

Chacun sait ou devrait savoir que la pression migratoire actuelle vers l'Europe et donc la France, n'est pas vraiment un phénomène spontané.

Il faut avoir vécu à l'étranger pour observer qu'il est extrêmement difficile de quitter son pays d'origine pour se rendre illégalement dans un pays occidental ou réputé riche, et qu'à moins d'y être encouragé, de rencontrer les bonnes personnes pour entrer en contact avec une filière mafieuse spécialement conçue à cet effet, c'est seulement après avoir satisfait un certain nombre de critères, qu'on sera peut-être sélectionné ou retenu pour effectuer ce grand voyage vers l'inconnu, sans retour pour peu qu'on ait la chance d'arriver vivant à destination. Autrement dit, si les candidats au départ sont potentiellement extrêmement nombreux, entre le moment où ils en auront eu l'idée et celui où elle prendra forme, un certain temps se sera déjà écoulé, ils auront eu le temps d'en évaluer le coût et les risques, les avantages si elle se concrétisait, de peser le pour et le contre, de réfléchir à ce qu'il laisse sans savoir ce qui les attend vraiment, le meilleur ou le pire, ils savent que les deux existent, par conséquent cela va en refroidir plus d'un de se livrer à une telle épreuve, sinon ils seraient chaque jour des dizaines de millions à postuler aux quatre coins du monde, or ce n'est pas le cas.

Depuis 30 ans en Inde, j'ai rencontré tous les cas de figure ou j'ai eu l'occasion d'en discuter avec des centaines d'Indiens, ou plutôt de ne pas en discuter avec les milliers que j'ai côtoyés tout simplement, parce que cela ne leur était jamais venu à l'esprit, bien qu'on vive dans une ex-colonie britannique et française, et nombreux sont ceux qui connaissent un Indien qui vit en Europe ou aux Etats-Unis, au Canada, sans qu'ils les envient particulièrement. Même l'extrême dureté de l'existence en Inde ne suffit pas à les convaincre d'essayer d'aller voir ailleurs s'ils pourraient vivre mieux, j'exclus les plus misérables du fait que pour payer les passeurs, il faut en avoir les moyens, je parlais d'Indiens pauvres en général qui préfèrent encore rester dans leur pays.

D'autant plus que ce n'est pas seulement une question d'argent, mais de mode de vie, de culture, et de langue bien entendu, auxquels chacun tient, qui l'emportent sur tous les autres critères, sachant qu'on ne peut pas en changer en claquant des doigts même ou avec la meilleure volonté du monde, c'est ce qui les retient dans leur pays d'origine, la crainte de l'inconnu ou de devoir s'adapter de gré ou de force à des conditions auxquelles on n'est pas du tout préparé, qu'on n'est même pas capable de discerner, seul, sans famille ni ami, cela a de quoi en décourager plus d'uns, comme je l'ai dit précédemment, ce qui explique pourquoi cela ne leur viendra même pas à l'idée.

Maintenant on sait que la question de l'immigration est instrumentalisée sur le plan politique par l'oligarchie financière de Davos, son agence politique en Europe, l'Union européenne, tous les partis qui y sont subordonnés, c'est aussi le cas dans cet article. Mais pas que.

Ils culpabilisent ce qu'ils appellent la gauche, qui à leurs yeux ne serait pas suffisamment humaniste, quand on a à l'esprit ses arrière-pensées ou ses réelles intentions passées et

présentes, on se demande où ils veulent en venir. Liée au colonialisme, ensuite ils vont attaquer cet aspect-là du capitalisme pas pour rompre avec, ils n'iront pas jusqu'à nous vendre un capitalisme à visage humain, ils se contenteront de le suggérer. C'est très sournois, ne cherchez pas, ce n'est écrit nul part, c'est ce qui découle de leur démonstration, sans que le lecteur en ait conscience, ce sera la seule chose qui s'imprimera dans son subconscient. Pour qui ou pour quoi croyez-vous qu'ils rament, franchement ?

Je rajoute un truc en aparté.

Chaque que l'on pense colonisation, on doit penser à la Palestine.

On doit aussi faire le constat suivant : En dehors des grandes puissances, tous les autres pays du monde sont soumis à un statut semi-colonial du fait de leur dépendance économique à ces puissances.

Lu.

Métastratégie de la terreur

La terreur est une métastragie dans laquelle la violence physique s'exerce sans aucune limite au service d'une violence psychique encore plus grande qui vise la domination d'une idéologie. Aujourd'hui, les caméras GoPro et les réseaux sociaux amplifient cette violence psychique et manipulent à grande échelle les émotions de l'opinion publique. La réponse émotionnelle et instinctive est la violence mimétique au risque de se laisser entraîner à commettre ce qui nous révulse. Plus que jamais, les forces morales, faites d'intelligence et de volonté, sont nécessaires pour nous défendre sans renier les fondements de notre civilisation.

J-C – La violence dont il est question, est une violence de classe, une violence de nature économique ou sociale, qui repose sur des rapports sociaux déterminés, et prend ensuite une forme politique et donc idéologique, elle s'exprime donc sur le terrain de la lutte des classes.

Cette violence est mise en œuvre par l'Etat et la classe dominante, et si le reste de la société la reproduit sous une multitude de formes à des degrés divers, c'est parce que personne ne peut échapper à ces rapports sociaux, aussi longtemps qu'on n'a pas imaginé une société où ils seraient abolis, d'où le recours à la violence émotionnelle ou instinctive qui nous ramène sans cesse à l'époque de la barbarie.

J'ignore si l'intelligence et la volonté sont nécessaires pour défendre les fondements de la civilisation humaine, ce qu'il faut entendre par intelligence, je doute qu'ils soient suffisants, en revanche je sais que l'ignorance de ses fondements ou du processus historique sur le plan du matérialisme dialectique ne le permet pas, si j'en crois ce qui se passe sous nos yeux quotidiennement.

Si maintenant il faut entendre par « *civilisation humaine* » le vieux monde capitaliste pourri, on comprend mieux pourquoi la réaction conservatrice met ses « *forces morales* » à son service pour tenter de le préserver, l'auteur de l'article dont j'ai extrait ce passage en fait partie.

De notre côté, celui du prolétariat révolutionnaire, lorsque nous défendons les acquis du processus historique qui a permis l'avènement de la civilisation humaine, c'est en ayant à l'esprit qu'elle est essentiellement le produit de la lutte des classes qui ont successivement tenu un rôle progressiste tout au long de son développement, plus particulièrement celle des exploités et des opprimés qui l'a parcouru au cours de son évolution et qui de nos jours demeure l'unique classe pouvant revendiqué ce statut, dont dépend dorénavant le destin ou l'avenir de la société, de l'humanité toute entière.

Au lieu de l'intelligence et de la volonté, entendez par intelligence la rouerie mêlée d'hypocrisie dans lesquelles les idéologues de la réaction excellent, par volonté le cynisme impitoyable et la détermination sans faille dont elle fait preuve pour conserver ses privilèges et se donner bonne conscience ou sur lesquelles reposent ses « *forces morales* », nous opposons les légitimes aspirations de la classe ouvrière à son émancipation du capitalisme ou des chaînes de l'exploitation et de l'oppression qui se passe de toute justification morale, puisque les hommes ne peuvent concevoir d'idéal humaniste plus élevé que la liberté, contre laquelle depuis que les classes existent, toutes les « *forces morales* » réunies de la réaction ont fini par capituler ou être vaincues.

En aparté.

Le produit de la lutte de classe du prolétariat se compose d'acquis sociaux ou politiques qui ne sont jamais acquis définitivement. Ils ne sont en aucune manière des droits, même s'ils figurent dans la législation, le législateur tentera de les abolir dès qu'une occasion favorable se présentera.

La différence entre ces deux notions, un acquis et un droit, c'est que le premier a été conquis par la classe ouvrière, tandis que c'est à son ennemi que reviendra le privilège de transformer un acquis en droit ou loi. Quelles conséquences politiques cela va-t-il avoir ? Elles sont considérables, mais on feint de l'ignorer, car c'est lui qui devient le garant de ces acquis d'une certaine manière. Pour un peu, il pourra le revendiquer ou tout le mérite lui reviendra par la suite, tout le monde ayant oublié que tel ou tel droit était en réalité uniquement un acquis de la lutte de classe des exploités, il ne se privera pas de l'affirmer ou de le mettre au compte des vertus du capitalisme, ce que croiront les générations suivantes qui ignorent l'histoire de la lutte des classes, d'où la nécessité absolue de l'enseigner aux étudiants et aux jeunes travailleurs notamment.

Autrement dit, quand on défend un acquis ou un droit, on ne défend pas tout à fait la même chose, pire, on ne s'adresse pas forcément à la même classe, c'est ce qui amène les opportunistes à s'adresser à Macron ou à son gouvernement, aux parlementaires, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière. Dès lors, la lutte de classe des exploités change de terrain, pas seulement, de nature, elle est faussée, car c'est l'indépendance de la classe ouvrière nécessaire à son unité pour mener son combat qui est remise en cause au profit de la collaboration de classes.

Partant de là et sachant que le capitalisme est dorénavant en proie à une crise permanente, on comprendra pourquoi la quasi-totalité des mouvements sociaux doivent fatalement se solder par des échecs ou leur issue est écrite d'avance, puisqu'elle doit être compatible avec les besoins du capitalisme. C'est d'ailleurs le cadre que se fixe l'intersyndicale jaune.

Et puisque c'est le cadre politique adopté par la quasi-totalité des dirigeants du mouvement ouvrier, comment voudriez-vous que les travailleurs envisagent une issue politique à la crise du capitalisme qui soit conforme à leurs intérêts, qui rompe avec le capitalisme et la Ve République, alors qu'ils ne sont même pas en mesure de tirer le moindre enseignement politique de leurs luttes ?

Reconnaître que nos maîtres disposeraient de nos droits, ce serait reconnaître qu'ils possèderaient des droits sur nous, et puis quoi encore ! Ce sont des esclaves soumis ou résignés qui reconnaissent à leurs maîtres le privilège de disposer de leurs droits, il va de soi que si au départ on adopte cet état d'esprit, on n'est pas près de briser nos chaînes.

Autre chose en rapport avec ce qu'on vient d'expliquer.

Quand on s'abaisse à quémander des droits, au mieux à en exiger, formule toute aussi compromettante dans la plupart des cas, on en oublierait presque qu'on a des devoirs, dont ceux de se battre pour conserver tous nos acquis et pour que nos aspirations démocratiques se réalisent, sans quoi des jours bien plus sombres que tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent nous échoiraient.

Notre devoir nous commande de prendre en mains notre destin, de nous organiser pour faire triompher le socialisme.

Fabrication du consentement ou d'un sondage, c'est la même chose !

J-C - Rien de tel pour vous faire adopter une idée, une théorie ou des mesures, que de vous faire croire qu'elle viendrait de vous. Comment ? A l'aide d'un sondage frauduleux commandé et publié par le ministère juste avant qu'il en fasse l'annonce la journée même, trop fastoche. Vous aurez compris que 90% des Français étaient d'accord avec le ministre avant même qu'il ait ouvert la bouche, CQFD. Leur imposture et dictature devient de plus en plus grotesque.

Changement climatique : plus de 90% des Français estiment qu'il est important de mettre en place des actions pour s'adapter, selon un sondage - franceinfo 23/01/2024

Le nouveau plan d'adaptation de la France au changement climatique est attendu au début de l'été, selon le ministre de la Transition écologique.

"*Cette année 2024, ce sera l'année de l'adaptation*", a déclaré Christophe Béchu. Le ministre de la Transition écologique réunit, mardi 23 janvier, élus et experts pour débattre de l'adaptation, terme qui recouvre les actions pour se préparer à faire face aux effets du changement climatique.

Peu avant cette journée, le ministère a commandé et publié un sondage intitulé "*Les Français et l'adaptation au changement climatique*", réalisé par Toluna et Harris Interactive. Il y est d'abord établi que le réchauffement climatique est la deuxième préoccupation des Français, derrière le pouvoir d'achat et devant l'insécurité et le système de santé. Les plus de 35 ans, les Français ayant les revenus les plus importants ou les plus diplômés sont les plus inquiets.

Neuf Français sur dix jugent qu'il faudra changer nos habitudes

Face à des conséquences que sept personnes sur dix déclarent avoir personnellement constatées lors des dernières années – au travers notamment de l'augmentation des températures, de la hausse du nombre et de la durée des vagues de chaleur, canicules et épisodes de sécheresse ou encore de la baisse des chutes de neige –, "*une large majorité (86%) de la population déclare que le changement climatique l'inquiète*", décrit l'étude.

Il faut donc s'adapter, aux yeux du public interrogé. "*Neuf Français sur dix estiment qu'il faudra changer nos habitudes de vie pour faire face aux effets du changement climatique*", écrivent les auteurs. Beaucoup le font déjà, puisqu'à l'échelle individuelle, plus de trois répondants sur quatre (76%) déclarent avoir adapté leur mode de vie durant les fortes chaleurs (horaires de sorties et d'activités…) et 73% ont diminué leur consommation d'eau (douche/bain, nettoyage, arrosage…). Mais au-delà de ces gestes, les interrogés souhaitent, pour 93% d'entre eux, que des actions soient mises en place pour s'adapter au changement climatique.

J-C – Ils sont très forts, les Français sont tellement cons, que lors de fortes chaleurs ils ne se comportent pas comme en hiver ! Et à force de les terroriser du matin au soir, ils finissent par devenir psychotiques, paranoïaques, schizophrènes, normal, c'était le but recherché pour mieux les manipuler.

En réalité, toutes les questions étaient tournées de telle sorte, qu'elles contenaient les cases qu'il fallait cocher ou les réponses souhaitées par celui qui avait commandé ce sondage.

A force d'entendre répéter des milliers de fois les mêmes expressions associées à des superlatifs, sécheresse, canicule, inondation, etc. les personnes influençables finissent par croire les récits qu'on leur sert, qui vont dans leur tête se substituer à la réalité. C'est ainsi qu'on devient schizophrènes sans s'en apercevoir, d'où la nécessité de s'en tenir strictement aux faits, plutôt qu'à leurs interprétations qui peuvent être abusives ou frauduleuses pour peu qu'on ait affaire à des gens malintentionnés, ce qui est toujours le cas lorsqu'il s'agit d'un ministère.

Parole d'internaute.

Une petite connaissance élémentaire de la chimie est utile pour savoir ce qu'est un hydrocarbure. En soi, un hydro-carbure est composé, en quantité variable, d'atomes de carbone et d'hydrogène. Par exemple CH4, c'est le méthane, un gaz à température ambiante et à pression atmosphérique normale. Dans un pétrole brut, se trouvent confinés de multiples hydrocarbures de formule chimique différente - plus ou moins de carbone et d'hydrogène -, que l'on va séparer par distillation car chacun d'eux a des propriétés physiques lui est propres, et donc des usages différents.

Or, en théorie, il suffirait de mettre en présence des atomes de carbone et d'hydrogène - sans passer par un cycle organique et sans devoir atteindre la fossilisation - en les forçant de s'associer pour former chimiquement de nouvelles molécules, c.-à-d. des hydrocarbures. Mais pour obtenir "*artificiellement*" du pétrole, c'est capital d'y consacrer une énorme quantité

d'énergie sous forme de chaleur et de pression, et en absence d'oxygène. Et considérer que toute cette énergie consommée à la création de pétrole est - pour ainsi dire - stockée dans les nouvelles molécules ... d'hydrocarbure nouvellement créées. Pour un stockage à durée infinie ... jusqu'à leur extraction, leur raffinage, et enfin leur combustion pour récupérer, ou libérer l'énergie qui y était stockée chimiquement !

Seules des énergies colossales que peut produire la Terre, par le tellurisme, ont cette capacité de produire ainsi du pétrole en immense quantité, sous des conditions très particulières de température et de pression, en absence d'oxygène, en grande profondeur sous la surface des sols afin d'en assurer ensuite le stockage. Puis, se demanderait-on : d'où proviennent ces atomes de carbone et d'hydrogène à l'origine disparates, et qui, comme par magie, se retrouve et s'associent ? Carbone et hydrogène étaient natifs de la création de la Terre, l'hydrogène ayant migré progressivement... à la rencontre du carbone. Ensuite, des conditions très particulières doivent être réunies, sachant bien que l'on ne trouvera pas de pétrole ... partout sous Terre.

Ah ! J'oubliais de préciser que le résultat de la combustion d'hydrocarbure, c.-à-d. son oxydation ! en présence d'oxygène, outre de libérer une énergie formidable, produit du CO2 et ... de l'eau H2O en quantité presqu'égale ! Ce serait amusant de calculer le volume d'eau créé, depuis 150 ans que l'on brûle du pétrole. Pas de quoi, toutefois, inonder les océans ! mais permettre à la vapeur d'eau de précipiter en pluies bienfaitrices. Et le CO2 de participer davantage à la croissance des végétaux ... dont presque tous les êtres vivants - c.-à-d. nous - se nourrissent. Je m'arrête ici afin de ne pas relancer le faux débat sur un effet-de-serre présumé du CO2.

J-C – Cette explication semble plausible, je la retiens. Précision :

- L'Univers à grande échelle possède une caractéristique très particulière. Sa composition s'avère dominée par les éléments chimiques les plus légers et les plus simples. L'hydrogène et l'hélium constituent ainsi 98% de notre Soleil.

La composition chimique de l'Univers : 73,9 % d'hydrogène, 24 % d'hélium, 1 % d'oxygène et 0,5 % de carbone.

L'élément chimique le plus abondant dans notre univers est aussi le plus simple, c'est l'hydrogène. Composé d'un proton et d'un électron, il est l'atome le plus léger existant. C'est aussi le principal constituant de la plupart des étoiles, des nébuleuses et des planètes gazeuses.

Isolée, atomisée, vulnérable, faible, une proie idéale.

Une personne sur cinq se sent seule en France, selon un rapport - franceinfo avec AFP 23/01/2024

D'après une étude de la Fondation de France, sept personnes sur dix disent avoir réduit leurs activités extérieures en raison de l'inflation.

La solitude gagne du terrain. Un Français sur dix est isolé et un sur cinq se sent seul, annonce la Fondation de France dans un rapport publié mardi 23 janvier. Selon cette enquête, 12% des

Français se trouvent en situation d'isolement total, contre 11% en 2022, c'est-à-dire avec aucun ou très peu (quelques fois dans l'année seulement) de contact physique avec les cinq réseaux relationnels : famille, amis, collègues, voisins ou milieu associatif.

En y additionnant ceux qui ne fréquentent qu'un seul réseau relationnel, soit une personne sur cinq, ce sont au total environ un tiers des Français qui sont ainsi en "*fragilité relationnelle*", selon la Fondation de France. Les plus modestes – chômeurs (20%) et ouvriers (18%) – sont plus exposés à l'isolement, selon ce rapport basé sur une enquête statistique menée en janvier et juillet 2023 par le Crédoc, complété par une enquête ethnographique auprès de personnes seules et isolées.

Les jeunes plus seuls que les seniors

L'inflation semble aggraver la situation : sept personnes sur dix disent avoir réduit leurs activités extérieures en raison de la hausse des prix. Par ailleurs, une personne sur cinq (21%) déclare se sentir seule. C'est notamment le cas des jeunes de 15-25 ans, dont un quart (26%) se sentent seuls (contre 16% des 70 ans et plus), une proportion qui monte à 45% durant l'été. Les personnes isolées et celles qui se sentent seules sont "*beaucoup plus nombreuses*" dans les zones rurales et les quartiers prioritaires, des territoires plus pauvres que la moyenne, selon ce document.

J-C – Bref, ils nous expliquent que le capitalisme fait le malheur de millions d'hommes, femmes et enfants parmi les plus pauvres qui se retrouvent marginalisés, abandonnés ou mis à l'écart du reste de la population dans une société inhumaine.

Question : Une telle société et un tel régime économique qui sont responsables de tant de souffrance, doivent-ils continuer à exister ?

Ils osent tout. Stratégie de la terreur et manipulation des consciences.

- Crif. Les actes antisémites ont bondi de 1000% en France après les attaques du 7 octobre en Israël - bfmtv.com 25/01/2024

- Le fléau de la prostitution des mineurs - francetvinfo.fr 24/01/2024

- En France, un quart des jeunes femmes ont été victimes d'au moins une forme de violences sexistes et sexuelles à l'école - francetvinfo.fr 25/01/2024

J-C – Les médias mainstream ne livrent pas des informations, ils propagent la propagande de la classe dominante.

Comment vous rendre schizophrène. Vous devez savoir que les Français sont antisémites, pédophiles, violeurs, etc. Un conseil : méfiez-vous d'eux, détestez-les tous par précaution, évitez-les.

Comment procèdent-ils ses semeurs de haine ?

Il ne s'agit pas de nier que ces phénomènes n'existeraient pas, ils les instrumentalisent en les amplifiant ou en les surestimant à des fins idéologiques ou politiques.

- Amalgame entre attitudes ou propos sexistes, harcèlements, agressions sexuelles et viols.

- Ils s'appuient sur un rapport du CRIF qui est le porte-parole du nazi Netanyahu en France. Ils procèdent aussi à partir d'un amalgame entre violences physiques, propos et gestes menaçants.

- Ils livrent des chiffres plus qu'approximatifs, à la louche, par exemple, entre "*15 000 et 20 000 mineurs prostitués en France*", en fait ils n'en savent rien, alors ils les inventent.

Faites tomber les masques. Pourquoi s'attarder sur ce genre de blog ou de géopoliticien ? A cause de leur présentation trompeuse.

La France, de puissance modèle à modèle de puissance

Ce récit est facile à lire et à décrypter, il a été rédigé par un idéologue davosien qui prend ses désirs pour la réalité, en la déformant de telle manière qu'il met en relief les difficultés auxquelles est confrontée la France au fur et à mesure que son régime applique les directives de l'UE ou se conforme à la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire dictée par le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste qui trône au sommet du capitalisme mondial.

A l'entendre, la France serait en pleine forme, et elle aurait les moyens de continuer à exercer une influence dans le monde, à condition qu'elle applique ces recettes, ce qui est pour le moins risible, c'est tellement grotesque qu'il n'y croit pas lui-même.

Pour leur casser un peu plus le moral, je leur ai envoyé un message à partir de mon autre adresse mail. Il faut bien comprendre que ces gens-là pratiquent en permanence l'autosuggestion, ils croient ou ils font semblant de croire leurs propres récits, mais ils sont tellement délirants, qu'on ne peut pas s'empêcher de penser que quelque part connaissant la vérité, ils doivent angoisser grave comme disent les jeunes, et bien on va leur pourrir la vie un peu plus, cela les amènera à écrire ou faire encore plus de conneries, à se démasquer davantage, alors on n'aura plus qu'à les achever !

Pourquoi s'attarder sur ce genre de blog ou de géopoliticien ? Parce qu'ils pullulent sur les réseaux dits sociaux et ils avancent masqués pour diffuser leur idéologie réactionnaire. Comment s'y prennent-ils ? Ils n'ont que l'embarras du choix pour berner leurs lecteurs après les avoir mis en confiance, par exemple en partageant avec eux certaines aspirations ou revendications partielles du mouvement ouvrier, de façon à se faire passer pour des humanistes, procédé éculé largement employé par l'extrême droite pour gagner des sympathisants. Leurs réelles intentions figurent en partie dans des généralités quand ils les expriment, de telle sorte qu'elles sembleront progressistes ou démocratiques, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse.

Tous ceux qui n'ont pas une solide conscience de classe, c'est-à-dire la majorité, vous demanderont ce que vous leur reprocher, ils vous taxeront de sectaires ou dogmatiques, ils leur accorderont une bienveillance qu'ils vous refuseront car doutant de vos bonnes intentions, le comble de la méprise qui vous vaudra d'être ignoré ou rejeté. Cela peut aller jusque-là ou pire, j'en ai fait l'expérience plus d'une fois, c'est pour cela que je vous en parle ou je mets en garde, après chacun est libre de se faire manipuler ou non.

Comme je ne peux pas me prévaloir d'un statut social privilégié, tout comme vous d'ailleurs, je ne suis qu'un militant ou citoyen parmi d'autres, les idées ou analyses que je peux proposer ne méritent pas qu'on s'y intéresse, contrairement à ceux produits par des intellectuels, blogs ou organisations qui ont pignon sur rue. Le culte du pouvoir rend aveugle au point de manquer de discernement ou de la logique la plus élémentaire. Avec un tel handicap, ce n'est pas moi qui sera la principale victime - si cela ne tenait qu'à cela, je serais prêt à me sacrifier, mais la vérité, les faits dont on a besoin pour analyser librement la situation, et non leur interprétation idéologique selon des critères politiques, qui, parce qu'ils nous échappent vont nous induire en erreur.

Il y en a même parmi nous qui expliquent que c'est inévitable et qu'il faut faire avec. Cela ne porterait pas à conséquence de croire n'importe quoi, cela a toujours existé patati et patata. Autrement dit, il faudrait se foutre de cautionner de terribles injustices ou des crimes abominables, dès lors qu'on pourrait toujours évoquer notre ignorance après coup pour que la morale soit sauve, qu'il me soit permis de m'en tenir à mes principes, et de refuser de me livrer à un tel exercice d'hypocrisie qui nuit à notre cause.

Le mail que je leur ai envoyé :

- Un pure exercice de propagande qui frise l'hystérie, il présente au moins l'avantage d'être si peu nuancé ou si outrancier, que même les sympathisants du régime en place en seront gênés ou le trouveront ridicule, car ils ont conscience que la réalité est à bien des égards différentes ou à l'opposé de celle que vous décrivez. On mesure là le désarroi grandissant de ses partisans ou l'impasse de leur idéologie vouée infailliblement au même destin.

Car en effet, qu'est-ce qu'il ne faut pas lire comme contrevérités et conneries à la pelle !

Cependant, quand vous vous acharnez à défendre ce régime en pleine déliquescence et décadence voué à la faillite, vous ne pouvez pas faire autrement que l'évoquer en recourant à des arguments qui mettent justement ce constat en relief, pour peu qu'on connaisse l'état et l'importance des différents secteurs économiques à l'échelle nationale et internationale, bref, quelque part vous rendez service à ses opposants qui n'auraient pas à l'esprit l'étendu de cette inévitable dégénérescence de la puissance de l'Occident.

Si cela peut vous rassurer, elle frappera à terme les autres puissances qui lui font concurrence, et alors les jours du capitalisme seront comptés au niveau mondial, car là plus personne, plus aucune puissance ne pourra plus le sauver, le jour de notre libération ou du règne de l'exploitation et de l'oppression aura enfin sonné, dans un siècle, peut-être avant, c'est ce qu'on peut souhaiter de mieux à l'humanité, pour peu qu'on soit humaniste, la seule idéologie qui a encore de l'avenir.

La France peut-elle conserver son rang de puissance sans puissance financière ?

- Le coût de la puissance est-il supportable ou bien doit-elle changer son modèle ? Analyse des enjeux de la puissance française.

Par Matthieu Creux, Président de Forward Global

- Les bailleurs de fonds mondiaux construisent un monde qui fonctionne pour tous et pour la planète

https://forward-global.org/fr/about/history-mission/team-partners/

Qui finance cette officine ? Le FEC ou Davos.

La fondation Gates, notamment.

https://www.revueconflits.com/la-france-de-puissance-modele-a-modele-de-puissance/

Conflits, qu'est-ce que c'est ? Une officine très à droite ou compatible extrême droite.

Pascal Gauchon, né le 24 mars 1950 à Paris, est un éditeur et géopolitologue français. Ancien homme politique d'extrême-droite, il fut dans sa jeunesse secrétaire général du Parti des forces nouvelles (1974-1978). Le 28 mars 2014, il lance en kiosque un trimestriel consacré à la géopolitique, Conflits, il en assure la direction jusqu'en juillet 2019, date à laquelle il cède la société Anteios.

Il fut membre du groupuscule néofasciste Ordre nouveau, il sert d'interprète lors des rencontres entre les dirigeants du groupe et ceux du Mouvement social italien. Wikipédia.

Totalitarisme et nihilisme. Mythe, instrumentalisation, réécriture et falsification de l'histoire, propagande et formatage des consciences, tout est bon, tout y passe.

J-C - Nos ennemis livrent une guerre psychologique, idéologique, politique aux masses en permanence pour leur interdire d'accéder à la connaissance ou pour pervertir les connaissances acquises et leur substituer leur interprétation, leur récit fabriqué, leur idéologie.

On devrait les combattre sur tous ces fronts, sauf que le mouvement ouvrier s'en désintéresse, pire, la plupart de ses organisations adhérent à l'idéologie de nos ennemis, du coup ce sont des officines étrangères au mouvement ouvrier qui s'en chargent, dont l'orientation politique est antisocialiste ou réactionnaire, de ce fait leur combat mène inévitablement à une impasse, et comme il ne se traduit pas en termes d'organisation des masses contre le régime, pendant que nos ennemis marquent des points ou parviennent partiellement ou davantage à leur but, de notre côté on est réduit à l'impuissance ou à subir la dégénérescence continue et accélérée de la société sans pouvoir nous y opposer ou engranger la moindre avancée vers le socialisme.

Quand les femelles ont le pouvoir - Le matriarcat dans le monde animal - arte.tv 20 janvier 2024

En s'intéressant à plusieurs espèces aux quatre coins de la planète, ce documentaire démystifie l'image du fameux mâle dominant, en montrant comment l'organisation collective de nombreuses espèces dépend de leurs individus de sexe féminin. Ces dernières années, plusieurs équipes de chercheurs se sont penchées sur ce phénomène pour révéler toutes les subtilités de leurs stratégies. S'il arrive ainsi aux femelles dominantes d'avoir recours à l'agressivité et à l'oppression face à leurs congénères, les observations des scientifiques mettent en évidence que ces dernières utilisent davantage que les mâles la soumission ritualisée.

J-C – Ce qu'ils ne disent pas et pour cause, c'est que la société soit matriarcale ou patriarcale ne changerait rien, aussi longtemps qu'existerait un régime économique basé sur des rapports de dominants à dominés que reproduisent les mâles ou les femelles, les femmes ou les hommes, rapports reposant sur des inégalités entre les classes qui sont à l'origine des violences ou discriminations dont les uns ou les unes sont victimes, qui ne disparaîtraient qu'avec ce régime.

Hamas ou Palestinien = Antisémite, l'amalgame ordurier

« *Aux origines de l'antisémitisme* » : l'antijudaïsme dans l'Antiquité - europe1.fr 20 janvier 2024

Depuis l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre contre l'État d'Israël, les actes antisémites se sont multipliés partout dans le monde. Mais cette violence déployée contre les Juifs n'a rien de nouveau. Dans une série spéciale en cinq épisodes, "*Au cœur de l'Histoire*" vous propose de remonter le cours du temps pour revenir sur les origines de de l'antisémitisme depuis l'Antiquité jusqu'à la Shoah au XXème siècle. europe1.fr 20 janvier 2024

Le mystère s'épaissit ? Si ce n'est pas lui, qui c'est alors ?

La guerre est-elle inévitable pour l'homme ? - courrierinternational.com 20 janvier 2024

Chaque semaine, "*Courrier international*" vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne en s'appuyant sur des œuvres littéraires, scientifiques et, bien sûr, philosophiques. Ce samedi, la journaliste espagnole Mar Padilla essaie de comprendre pour "*El País Semanal*" comment l'être humain en vient à plonger dans le chaos du conflit armé.

L'année commence seulement, et déjà les nouvelles sont décourageantes : conflit en Ukraine, bombardements à Gaza, combats au Yémen. La guerre est-elle vraiment indissociable de la condition humaine ?

En 1986 paraissait le Manifeste de Séville sur la violence, un document élaboré par des experts internationaux réunis par l'Unesco dans la ville andalouse. Conclusion : rien ne prouve scientifiquement que la guerre soit inhérente à l'être humain.

J-C – Mais tout « *prouve scientifiquement* » que la guerre est inhérente au capitalisme. Tiens, ils ont oublié de le signaler à leurs lecteurs, comme c'est étrange !

Régime policier. Des policiers reconnus coupables d'agression avec coups et blessures bénéficient d'un "*jugement mesuré, modéré*", pendant que des manifestants ou des petits délinquants sont envoyés en prison après avoir commis des délits mineurs sans voie de fait ou purement matériels.

J-C - Ils s'en tirent avec des peines de prison avec sursis, autant dire qu'ils bénéficient de la bienveillance du ministère de l'Injustice.

En Inde où je vis, si vous demandez à un citoyen quel genre de personne il craint le plus, il vous répondra neuf fois sur dix : Les policiers. C'est la raison pour laquelle la société est si violente, car du coup ils sont amenés à se faire justice eux-mêmes. Chaque fois que j'ai assisté à des rixes ou des bastonnades dans mon village, de loin la plupart du temps, j'entendais des hurlements et des coups. J'imaginais ce qui était en train de se passer, je demandais autour de moi s'il ne faudrait pas appeler la police, chaque fois on me répondit sèchement : Surtout pas malheureux, ne faites pas cela s'il vous plaît, et je m'en abstenais les laissant régler leurs comptes entre eux.

En moyenne cela arrive une fois par mois. J'ai été moi-même copieusement insulté et menacé une dizaine de fois, et agressé physiquement une fois. Bonjour l'ambiance, vous comprenez pourquoi j'évite d'avoir trop de relations avec les gens de mon village. Je m'en suis toujours bien sorti grâce à la présence de ma compagne indienne, si j'avais été tout seul, je pense que cela aurait pu dégénérer plus d'une fois. Si vous avez chargé le fichier des causeries depuis 2008, en tapant le mot police, vous retrouverez toute les fois que j'y eus le droit, alors que je n'ai jamais manqué de respect à quiconque, je précise.

Affaire Théo: les avocats des policiers condamnés saluent une décision "*mesurée*" - BFMTV 20 janvier 2024

Trois policiers ont été condamnés ce vendredi 19 janvier pour l'interpellation violente de Théo Luhaka, grièvement blessé à l'anus en 2017.

Me Thibault de Montbrial, l'avocat du principal accusé, condamné à 12 mois de prison avec sursis pour avoir grièvement blessé le jeune homme avec sa matraque télescopique, a fait état d'un "*immense soulagement*" et parlé d'une "*décision mesurée*" à la sortie de la salle d'audience.

En parallèle de cette condamnation, deux autres policiers ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et interdit de terrain et de détention d'une arme pendant deux ans.

Me Daniel Merchat, avocat de l'un d'entre eux, considère également qu'il s'agit d'un "*jugement mesuré, modéré*". BFMTV 20 janvier 2024

Ma grand-mère disait : Ceux qui n'aiment pas les animaux n'aiment pas les hommes.

Le chant d'un coq perturbe les riverains, son propriétaire doit s'en séparer - Le Point 20 janvier 2024

À Sallenôves, en Haute-Savoie, le coq Caruso perturbe le quotidien de certains riverains en raison de chants jugés « *trop forts* ». Un conciliateur de justice a décidé que son propriétaire, François Avet, doit s'en séparer, relate France 3 Auvergne-Rhône-Alpes. Le Point 20 janvier 2024

« *Il chante lorsque le soleil se lève, si un chien passe ou si une poulette lui fait de l'œil. Il fait son boulot de coq !* » assure le retraité de 74 ans auprès de la chaîne de télévision. François Avet, qui se définit comme « *un vrai rural* », possède une parcelle agricole dans le village de Sallenôves, sur laquelle cohabitent des lapins, des canards et des poules.

Des voisins estiment que les animaux sont trop proches de leurs logements. Le propriétaire accepte alors de déplacer ses bêtes à l'autre bout de son terrain. Dans le même temps, il adopte un nouveau pensionnaire : le coq Caruso. « *J'ai reçu des remarques plus ou moins agréables. Un voisin m'a menacé en disant que si je laissais mon coq dans le champ, il ferait son boulot de chasseur…* » confie-t-il.

Pour tenter d'apaiser la situation, le voisinage et François prennent rendez-vous à la mairie. Se retranchant derrière la loi du 29 janvier 2021 sur le patrimoine rural qui stipule que « *les sons et les odeurs* » font partie du « *patrimoine commun de la nation* », le retraité plaide sa cause. Mais l'adjoint au maire à l'environnement estime que « *le coq n'est qu'une partie du différend*».

Un conciliateur de justice est alors nommé pour trancher l'affaire. Résultat : les voisins étaient là avant le coq, le retraité doit donc se séparer de Caruso d'ici au 31 mars 2024. Celui qui « *pensait vivre tranquillement avec ses animaux »,* laisser son coq « *avoir des poussins pour les montrer à [s]es petits-enfants* », explique-t-il. « *Ça me fait tellement de peine* », se désole-t-il. « *Mon village perd son caractère rural. Il vend son âme et sa terre à la construction urbaine. C'est sordide…* »

J-C - Quand on affirme qu'un régime tyrannique ou totalitaire est en train de se mettre en place en France depuis des années, et qu'une multitude d'expériences le prouve, on fabulerait ou on exagèrerait, malheureusement non.

Syrie. L'OTAN a trouvé sa romancière.

Avec « *Camera Obscura* », Gwenaëlle Lenoir décrypte l'atrocité en Syrie - orientxxi.info 19 janvier 2024

Dans un récit serré et poignant, la reporter Gwenaëlle Lenoir se glisse dans la tête de César, ce photographe militaire syrien qui a tout risqué pour montrer au monde les clichés des corps suppliciés dans les geôles du régime de Damas. Elle en tire un monologue hanté par la mort et le silence, le courage et la lâcheté. orientxxi.info 19 janvier 2024

Gwenaëlle Lenoir collabore à Mediapart.

https://www.mediapart.fr/biographie/gwenaelle-lenoir?page=1%3Fpage%3D1

Qu'est-ce que Orient XXI, qui l'a fondé?

Alain Gresh, ex-permanent du PCF, un journaliste français, ancien rédacteur en chef du Monde diplomatique, un spécialiste du Proche-Orient.

Qui finance cette officine ?

- L'Agence française de développement (placée sous la double tutelle des ministères de l'Économie et des Finances et des Affaires étrangères) a soutenu Orient XXI à hauteur de 605 830 euros entre 2018 et 2022. Elle a attribué plus de 180 000 euros supplémentaires à Orient XXI en 2022. Source : Wikipédia.org

J-C - Ceci explique cela. Ils n'ont pas de conflits d'intérêt à part cela, et évidemment ils se prétendent indépendants !

A lire.

La renaissance d'ISIS, l'arme des États-Unis contre l'Axe de la Résistance

Est-ce une coïncidence si la plus grande organisation terroriste au monde renaît alors que les USA sont soumis à un assaut sur plusieurs fronts contre leur hégémonie en Asie de l'Ouest ?

https://www.mondialisation.ca/la-renaissance-disis-larme-des-etats-unis-contre-laxe-de-la-resistance/5685384?doing_wp_cron=1706025470.0890219211578369140625

J-C - ISIS ou Daesh, l'Etat islamique ou EI, leur créature monstrueuse…

Santé.

Scientisme. Machination. Banalisation du négationnisme. Inversion accusatoire.

Hydroxychloroquine. Des milliers de morts évitables - lapresse.ca 20 janvier 2024

« *Notre estimation est probablement minimaliste* », avance Steeve Provencher, pneumologue à l'Université Laval, qui est l'un des coauteurs de l'étude qui sera publiée en février 2024 dans la revue Biomedicine & Pharmacotherapy.

Et en juillet 2020, une grande étude américaine, Recovery, a conclu que l'hydroxychloroquine n'était pas efficace contre la COVID-19. Après ça en principe l'hydroxychloroquine ne devrait pas avoir été utilisée pour traiter la COVID-19.

Le Dr Provencher précise que les patients qui prennent de l'hydroxychloroquine pour d'autres raisons médicales, par exemple l'arthrite ou la malaria, ne devraient pas craindre de poursuivre leur médication.

D'autres molécules qui, au début de la pandémie, étaient promues comme étant efficaces contre la COVID-19 se sont révélées inutiles. C'est notamment le cas de l'ivermectine, un traitement antiparasitaire. lapresse.ca 20 janvier 2024

J-C – Ils osent tout, ils ne sont plus à une supercherie près.

Lu dans leur blog :

- Lauréats de nombreux prix pour la qualité et la richesse de leurs contenus, les journalistes et les photographes de La Presse se distinguent par l'excellence de leur travail.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan de l'agression israélienne s'est élevé à 25.700 martyrs et 63.740 blessés depuis le 7 octobre dernier. french.almanar.com.lb 24 janvier 2024

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé ce dimanche 21 janvier 2024 que l'occupation israélienne vient de commettre 15 massacres contre des familles dans la bande de Gaza. Quds News, 21 janvier 2024.

- Ministère palestinien de la Santé : l'occupation a mené 24 massacres contre les familles durant les dernières 24h, entrainant la mort de 210 personnes et 386 blessés. french.almanar.com.lb 24 janvier 2024

Le porte-parole du ministère de la Santé, Achraf al-Qidra, a déclaré dans un communiqué de presse, que les bombardements israéliens ont fait 178 morts et 293 blessés au cours des dernières 24 heures.

Il a ajouté : « *Un certain nombre de victimes se trouvent toujours sous les décombres et sur les routes, inaccessibles aux ambulanciers et à la protection civile*. »

La colère monte contre Netanyahou - 21 janvier 2024

Des milliers de personnes ont manifesté ce samedi à travers Israël contre le gouvernement, appelant à des élections anticipées et à l'éviction du Premier ministre Benjamin Netanyahou.

Des milliers de personnes ont assisté à la manifestation à Tel Aviv, des centaines ont défilé à Haïfa et à Jérusalem et des centaines ont manifesté devant la résidence privée de Netanyahou à Césarée.

A Tel Aviv, Noam Alon, la sœur du capitaine Dor Sade tué le 7 octobre, Ohad Shahar, médecin blessé lors des combats à Gaza a déclaré : « *Les soldats d'aujourd'hui se battent et se blessent sans savoir quel est leur objectif, car il n'y a pas d'objectif défini.* »

Vendredi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant la résidence de Netanyahou à Césarée et ont passé la nuit sous des tentes dans la rue. De nombreux policiers et gardes de sécurité étaient présents, et les manifestants qui n'étaient pas des membres de la famille des otages n'ont pas été autorisés à participer.

Eli Elbag, le père de l'otage Liri Elbag, a juré lors de la manifestation : « Aussi longtemps que je serai en vie, la seule chose qui portera le nom de Netanyahou, ce seront les cimetières », a déclaré Elbag. « *Je ne veux pas bloquer l'autoroute à Tel Aviv, je veux bloquer ici pour qu'il ne puisse pas partir, jusqu'à ce que nos enfants reviennent. Tant que nos enfants ne reviennent pas, il ne partira pas.* »

Source Haaretz

- Ministre belge de la Coopération au développement : Nous soutenons la plainte de l'Afrique du Sud contre 'Israël' devant la Cour internationale de Justice si la Cour décide d'arrêter les attaques sur Gaza

---

- Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez annonce son soutien aux manifestations pro palestiniennes dans les villes espagnoles. « *Ce que nous voyons à Gaza est inadmissible. Je doute qu'Israël respecte le droit international humanitaire* », avait-il dit le mois de novembre dernier.

"*Trop c'est trop*" : La ministre slovène des affaires étrangères déclare que les tueries à Gaza doivent cesser - aa.com.tr 24 janvier 2024

La ministre slovène des affaires étrangères a appelé à la fin de la crise humanitaire à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent depuis plus de 100 jours, déclarant que "*trop c'est trop*".

Et d'ajouter : "*Nous devons envisager sérieusement la solution des deux États*", seule garante de la sécurité d'Israël et de celle des Israéliens et des Palestiniens. aa.com.tr 24 janvier 2024

La Malaisie appelle à ce que la Palestine devienne membre à part entière de l'ONU - aa.com.tr 24 janvier 2024

Anwar Ibrahim a déclaré que le message avait été transmis au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, par son ministre des Affaires étrangères, Mohamad Hasan.

"*Alhamdulillah, le souhait du peuple et des dirigeants de la Malaisie que la Palestine soit acceptée comme membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'appel à un cessez-le-feu ont été personnellement transmis par le ministre des Affaires étrangères au Secrétaire général de l'ONU à New York, le 23 janvier 2024*", a déclaré Anwar Ibrahim dans un communiqué posté sur X.

Il a ajouté que son message s'inscrivait dans le droit fil de la récente déclaration du Secrétaire général de l'ONU, lors du sommet du Mouvement des non-alignés à Kampala, en Ouganda, selon laquelle le droit du peuple palestinien à établir un État indépendant ne peut être contesté.

"*La paix et la tranquillité ne peuvent être atteintes et maintenues qu'à condition que les droits légitimes soient recouvrés*", a déclaré le premier ministre malaisien.

Il a ajouté que son pays maintenait sa position de principe selon laquelle la Palestine a le droit de former un État indépendant et souverain sur la base du tracé des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem pour capitale.

"*Si l'oppression, la violence, la privation de droits et les politiques d'apartheid sont autorisées à se répandre, il n'y aura pas moyen de vivre en toute sécurité. Il est certain qu'un jour, aujourd'hui ou demain, ceux qui sont opprimés et privés de tous leurs droits se soulèveront contre une telle injustice*", a-t-il déclaré.

La semaine dernière, le premier ministre Ibrahim et les ministres de son cabinet ont apposé leur signature sur des cartes postales spéciales adressées au Secrétaire général des Nations unies, exhortant l'organisation mondiale à reconnaître l'existence d'une nation palestinienne.

Le gouvernement d'union dirigé par Anwar a également interdit aux navires battant pavillon israélien de faire escale ou d'accoster en Malaisie. aa.com.tr 24 janvier 2024

Le ministre saoudien des Affaires étrangères déclare à CNN : Pas de normalisation avec Israël s'il n'y a pas d'État palestinien - arabnews.fr 21 janvier 2024

Il ne peut y avoir de normalisation des liens avec Israël sans résolution de la question palestinienne, a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères lors d'une interview diffusée dimanche sur CNN.

Interrogé sur le fait qu'il ne pouvait y avoir de relations normales sans une solution vers un État palestinien crédible et irréversible, le prince Faisal ben Farhane a répondu à CNN : « *C'est la seule façon d'en tirer profit. Donc, oui, parce que nous avons besoin de stabilité et que seule la résolution de la question palestinienne apportera la stabilité* ».

Le prince Faisal a souligné que la seule façon pour la région de connaître une véritable paix et une véritable intégration qui apporte des avantages économiques et sociaux au Moyen-Orient est « *par la paix, par un processus crédible et irréversible vers un État palestinien* ».

« *Nous sommes tout à fait prêts, non seulement en tant qu'Arabie saoudite, mais aussi en tant que pays arabes, à entamer cette discussion. J'espère que les Israéliens le seront aussi, mais c'est à eux de prendre cette décision* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères. arabnews.fr 21 janvier 2024

Ligue arabe : accorder un pouvoir au peuple palestinien sur son territoire… et poursuivre « *Israël* » en justice - french.almanar.com.lb 23 janvier 2024

Le Conseil de la Ligue des États arabes, dans une déclaration finale de sa session extraordinaire tenue aujourd'hui lundi, a affirmé « *son refus de déplacer le peuple palestinien de ses terres, condamnant les crimes continus de l'agression israélienne contre le peuple palestinien et exigeant de mettre un terme au soutien en armes à l'entité israélienne* ».

Et d'ajouter : « *Les pays arabes ne permettront pas que le scénario de la Nakba palestinienne de 1948 se reproduise et ne toléreront pas les projets israéliens de déplacement du peuple palestinien* ».

Et de poursuivre: « *Les États d'Amérique et les pays qui soutiennent l'agression israélienne contre le peuple palestinien au sein du Conseil de sécurité, qui adopte deux poids, deux mesures, adoptent des positions non-conformes au droit international et au droit international humanitaire* ». french.almanar.com.lb 23 janvier 2024

Les États du Mouvement des pays non alignés ont violemment condamné l'agression israélienne, demandent un cessez-le-feu à Gaza - middleeastmonitor.com 21 janvier 2024

Le 19e sommet des États membres du Mouvement des pays non alignés (MNA) s'est achevé samedi soir en publiant la déclaration de Kampala, en criant l'agression militaire israélienne et en appelant à la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies pour permettre à l'aide humanitaire dans la bande de Gaza assiégée, rapporte l'Agence Anadolu.

La déclaration des 47 articles « *condamne fermement l'agression militaire israélienne illégale contre la bande de Gaza, les attaques aveugles contre les civils palestiniens, les biens de caractère civil, les déplacements forcés de la population palestinienne et appelle en outre à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et durable* ».

Le sommet a réaffirmé la nécessité de faire des progrès substantiels et urgents vers la cessation de l'occupation israélienne, y compris la réalisation de l'indépendance et de la souveraineté de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale, afin de parvenir à une solution à deux États sur la base des frontières d'avant 1967, et a affirmé l'appui à l'État de Palestine qui serait admis en tant qu'État membre de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il puisse prendre la place qui lui revient.

La Déclaration de Kampala « *condamne toutes les mesures prises par la puissance occupante israélienne pour modifier le statut physique et démographique légal du Golan syrien occupé, et exige une fois de plus qu'il respecte les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et se retire pleinement du Golan syrien jusqu'aux frontières du 4 juin 1967* ».

La déclaration « *a également opposé l'injustice historique à l'encontre de l'Afrique et a exprimé son appui à une représentation accrue de l'Afrique au Conseil de sécurité réformé, appuyant ainsi la position commune africaine telle qu'elle ressort du Consensus d'Ezulwini et de la Déclaration de Syrte* ».

Le dix-neuvième sommet du Mouvement des pays non alignés s'est tenu en Ouganda, où le Président Yoweri Museveni a officiellement assumé la présidence du 19e Sommet du Mouvement et du mouvement pour les trois années suivantes.

Le sommet s'est également engagé à défendre et à promouvoir le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, en particulier les principes de souveraineté, d'égalité souveraine, d'intégrité territoriale, de non-ingérence et de règlement pacifique des différends.

La déclaration condamne également le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Gaza : Borrell accuse Israël d'avoir «créé» et «financé» le Hamas pour affaiblir le Fatah
20 janv. 2024, 16:23 - Avec AFP

«*Le Hamas a été financé par le gouvernement israélien pour tenter d'affaiblir l'Autorité palestinienne du Fatah. Mais si nous n'intervenons pas fermement, la spirale de la haine et de la violence se poursuivra de génération en génération, de funérailles en funérailles*», a déclaré le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell lors d'une allocution en espagnol à l'université de Valladolid le 19 janvier.

Le Hamas a été créé en décembre 1987 peu après le début de la première Intifada, premier soulèvement populaire palestinien dans les Territoires occupés, par un groupe de militants islamistes se réclamant des Frères musulmans, parmi lesquels l'influent cheikh Ahmad Yassine.

Le principal journal juif de l'Allemagne préconise le génocide à Gaza - middleeastmonitor.com 21 janvier 2024

Le plus grand journal juif d'Allemagne, *J'dische Allgemeine* a publié un article d'opinion jeudi, qui a effectivement approuvé le génocide à Gaza, dans le cadre de la guerre en cours d'Israel contre le peuple palestinien dans l'enclave densément peuplée.

Dans l'article de cinq paragraphes intitulé « *Les civils à Gaza ne sont pas innocents* », le « *journaliste indépendant* » Tobias Huch a déclaré que « *s'il y a une telle responsabilité collective pour les crimes, alors cela s'applique à la population de Gaza. Telle est l'amère vérité*».

Ignorant le fait que l'armée israélienne avait été responsable de la plupart des morts au festival de musique de Nova et avait tué de nombreux Israéliens dans un kibboutz lors de l'opération de résistance palestinienne Al-Aqsa Flood il y a trois mois, Huch a attribué le massacre aux « *civils de Gaza qui avaient travaillé dans les kibboutzim pendant une longue période* ».

Le Hamas, qui est avant tout un mouvement social, doté d'une aile politique et militaire, a été démocratiquement élu en 2006. Dans le cadre de sa justification du fait que des civils ont pris sans discrimination à Gaza, l'auteur déclare : « *Selon une enquête, environ les deux tiers des habitants de Gaza ont soutenu les crimes commis le 7 octobre. C'est un nombre effroyablement élevé qui montre l'énorme soutien que le Hamas a au sein de la population.* »

Israël a frappé Damas: quatre conseilleurs militaires du CGRI tués en martyr - french.presstv.ir 20 January 2024

La télévision syrienne a fait part d'une frappe aérienne menée par le régime sioniste contre la banlieue de Damas.

Le Corps des gardiens de la Révolution islamique d'Iran a déclaré que quatre de ses conseillers militaires ont été tués avec un certain nombre de forces syriennes.

L'attaque visait un immeuble résidentiel de trois étages dans le quartier al-Mezza de Damas, qui abrite plusieurs missions diplomatiques.

« *Une fois de plus, le régime sioniste barbare et criminel a lancé une agression contre la ville de Damas, et un certain nombre des forces syriennes et quatre conseillers militaires de la République islamique d'Iran ont été tués en martyr lors du raid aérien mené par des avions de combat des forces du régime usurpateur* », indique le communiqué du CGRI.

Frappe aérienne israélienne contre Damas

Certaines sources parlent de la mort du secrétaire général du Jihad islamique de la Palestine (JIP), Ziad al-Nakhalah, ce qui a été démenti par le mouvement.

Cité par le journal syrien Al-Watan, Ismaïl al-Sindawi, le représentant du JIP en Syrie, a précisé que tous les membres de ce mouvement installés à Damas sont sains et saufs et qu'aucun de ses bureaux à Damas n'a été touché.

Essam Al-Amin, directeur de l'hôpital Al-Mowasat à Damas, a déclaré que son hôpital avait reçu un cadavre et trois blessés, dont une femme, à la suite de l'attaque de samedi.

Attaque de l'artillerie de l'armée israélienne contre des positions de l'armée syrienne

L'armée israélienne a annoncé également vendredi soir avoir visé les positions de l'armée syrienne.

A lire: Syrie : la DCA déjoue une agression aérienne israélienne contre la périphérie de Damas

L'armée syrienne n'a pas réagi à cette nouvelle, elle ne l'a ni démentie ni confirmée.

Les attaques contre les positions de l'armée israélienne se sont considérablement multipliées depuis le début de l'opération Tempête d'Al-Aqsa en Palestine occupée. french.presstv.ir 20 January 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Secret de polichinelle. Qui peut croire un ministre ?

La presse russe publie une liste de 13 « *mercenaires* » français morts en Ukraine - Réseau Voltaire 22 janvier 2024

Alors que les autorités françaises ont formellement déclaré qu'il n'y avait pas de « *mercenaires* » français en Ukraine, la presse russe publie une liste de 13 noms correspondants à certaines des victimes du bombardement de Kharkiv/Kharkov le 17 janvier.

• Albert Emeric (né le 22 décembre 1999),
• Alexis Drion (13/06/1986),
• Béranger Guillaume Alain Minault (30/12/1978),
• Valentin Dupois Mel (02/01/1994),
• Gilles Bernard Sylvain (10 /27/1980),
• Jacques-Pierre Gabriel Evrard Philippe (29/09/1987),
• Jean-Pierre Bonneau Chris Heray (17/07/1999),
• Maris André Dubois Clément (28/09/1995),
• Marcellin Demont (05 /23/2002),
• Sébastien Claude Rémy Benard (04/04/1974) ,
• Thomas Jeremy Nathan Gourrier (24/02/1996),
• Charles Bertin Roussel (01/09/1996),
• Emmanuel Tanguy Kenneth Delange Grandal (26/09/1996) /1998)

France. Régime policier et justice de classe.

La semaine dernière, trois policiers impliqués dans « *l'Affaire Théo* » ont été condamnés à des peines allant de trois mois à un an de prison avec sursis, dont la peine la plus sévère infligée au policier auteur du coup de matraque.

Ce jugement est intervenu sept ans après l'incident qui a laissé Théo Luhaka avec des séquelles irréversibles. Le jeune homme, alors âgé de 22 ans, a été gravement blessé à l'anus par la matraque d'un policier lors de son interpellation. Les détails du procès révèlent un usage disproportionné de la force, y compris des tirs de gaz lacrymogène et des coups portés alors que Théo était menotté au sol.

La députée LFI Mathilde Panot - "*Il est évident que le deux poids deux mesures qui peut exister dans les peines qui sont rendues, quand on se rappelle que, lors des révoltes urbaines, un jeune avait pris dix mois de prison ferme pour un vol de canette de RedBull, lorsque l'on compare évidemment le fait d'avoir rendu infirme à vie une personne [...] apparaît comme un deux poids deux mesures qui est insupportable dans notre pays*". aa.com.tr 25 janvier 2024

Totalitarisme. Militarisation anglo-saxonne de la jeunesse et de la société.

Voici l'uniforme à l'école, au collège et au lycée proposé par le gouvernement - Le HuffPost 20 janvier 2024

L'uniforme à l'école devient de plus en plus concret. Ce vendredi 19 janvier, Le Figaro dévoile le trousseau vestimentaire concocté par le gouvernement pour son expérimentation à la prochaine rentrée scolaire de septembre dans plusieurs établissements.

On trouve un polo blanc ou gris, un pull bleu marine et un pantalon gris anthracite pour les élèves de l'école élémentaire au lycée. À l'école maternelle, une blouse est privilégiée, comme on peut le voir en images dans le tweet ci-dessous. La tenue - « *made in France* » - voulue par l'exécutif sera mixte, sobre et « *sportswear* », loin des tenues plus strictes de certains établissements sous contrat.

D'un montant de 200 euros par élève, le trousseau de « *cinq polos, deux pulls et deux pantalons* » sera financé intégralement, par les collectivités et l'État.

Si Emmanuel Macron vise la généralisation du port de l'uniforme dans les établissements scolaires publics à partir de 2026, comme il l'a dit lors de sa conférence de presse cette semaine, c'est pour le moment une centaine d'établissements volontaires qui seront concernés début septembre.

Imposture de gauche. « *changer la vie* » mais surtout pas de régime ou quand le macronisme de gauche vous tend la main : Coupez-la !

Après ce remaniement à droite, Olivier Faure tend la main aux déçus du macronisme - Le HuffPost 19 janvier 2024

Dans une tribune publiée dans Le Monde ce vendredi 19 janvier, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, lance un appel à ceux « *qui ont pu croire au "en même temps"* » promis par Emmanuel Macron et qui ne se retrouvent plus dans ce nouveau gouvernement qui penche considérablement à droite.

Ils invitent ces électeurs à « *bâtir ensemble une alternative radicale qui autorise à nouveau l'espoir de changer la vie* », et « *ouvrir une nouvelle ère* ». Le HuffPost 19 janvier 2024

J-C – On croyait que c'était en fournissant des dirigeants au parti de l'extrême centre de Rothschild et Cie. que le PS avait ouvert « *une nouvelle ère* » !

Russie.

Nations unies : Lavrov dénonce «l'assistance maniaque» des Occidentaux à l'Ukraine - RT 22 janvier 2024

Lors d'une intervention au Conseil de sécurité des Nations Unies ce 22 janvier, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a vivement critiqué «*l'assistance maniaque*» que les Occidentaux apportent à l'Ukraine, l'incitant à poursuivre «*des opérations militaires insensées*».

Celui-ci a notamment dénoncé le «cynisme» dont fait part, à ses yeux, l'administration Biden, renvoyant à des propos tenus par le Secrétaire d'État Anthony Blinken le 7 décembre 2023, jour où une importante enveloppe d'aide militaire avait été soumise au vote du Congrès.

«*Nous avons notamment appris, grâce à leurs déclarations, que près de 90% du budget militaire alloué au régime de Kiev par les Américains reste aux États-Unis, vise à développer le complexe militaro-industriel et à moderniser les armements, les vieilles armes quant à elles sont utilisées en Ukraine*», a fustigé le chef de la diplomatie russe.

Ce dernier a par ailleurs souligné le nombre important d'entreprises et usines, «notamment de production de lithium», qui «*ont été vendues aux Américains*». «*Les terres arables du pays leur ont également été vendues, à bas coût et de manière indéfinie*», a poursuivi le diplomate.

«*Il n'est donc pas question de financer une guerre – qui a déjà fauché des centaines de milliers de vies en Ukraine – mais de mener des projets commerciaux rentables*», a fustigé Sergueï Lavrov.

Les Européens «*devraient enfin se réveiller et comprendre qu'en aidant le régime de Zelensky, les États-Unis font non seulement la guerre à la Russie, mais œuvrent également à*

affaiblir l'Europe en tant que concurrent économique», a assuré le diplomate, évoquant au passage le cas du sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 fin septembre 2022.

Le ministre russe des Affaires étrangères est également revenu sur les frappes meurtrières qui ont eu lieu fin décembre contre le centre-ville de Belgorod le 30 décembre 2023, ainsi que sur un marché de Donetsk le 21 janvier. Des frappes qui ont respectivement tué 25 et 27 personnes. «*Le sang de dizaines de civils, ayant perdu la vie, est sur les mains et la conscience de ceux qui arment le régime de Zelensky tout en affirmant officiellement que les autorités de Kiev ont le droit de choisir leurs propres objectifs*», a accusé Sergueï Lavrov.

Ce dernier a alors dressé un parallèle avec le bombardement de Dresde à la fin de seconde guerre mondiale, ville allemande bombardée par les Anglo-saxons «*sans que la moindre nécessité militaire le justifie*», tuant en quelques jours des dizaines de milliers de civils. «*Plus récemment*», a poursuivi le diplomate, «*ils ont rayé de la carte*» les villes irakienne de Mossoul et syrienne de Raqqa. Deux bastions de l'Etat islamique au Moyen-Orient, dont la reprise en 2017 par les forces irakiennes et kurdes, épaulées par la coalition, a causé la mort de milliers de civils.

«*Ils ont trouvé des personnes prêtes à mettre en œuvre leurs instincts barbares*», dénonce Lavrov, ajouant que «*l'Occident peut ainsi faire la guerre à la Russie avec les Ukrainiens sans sacrifier ses propres soldats*».

Le chef de la diplomatie russe a réitéré que Moscou n'avait «*jamais refusé les négociations*». «*Ceci étant dit, il ne s'agit pas de négocier avec pour objectif de maintenir au pouvoir les autorités de Kiev et de préserver leurs fantasmes, mais plutôt (...) de régler les causes profondes de la situation tragique en Ukraine*», a-t-il insisté.

«*Tout autre plan ou formule de paix – plans et formules que continuent de porter le régime de Kiev et de ses parrains – ne vise pas à la paix et ne sert que de prétexte pour poursuivre la guerre et continuer de recevoir des fonds des contribuables occidentaux*», a dénoncé le diplomate.

De Copenhague à Davos, en passant par Djeddah, l'Ukraine et ses alliés occidentaux promeuvent depuis des mois la «*formule Zelensky*». Une formule, en dix points, correspondant selon Moscou aux seules exigences de Kiev et à laquelle le président ukrainien tente de rallier depuis des mois le plus de pays possibles. Parmi ces points, notamment, Kiev exige le contrôle de tous les territoires sur lesquels il estime être souverain, ainsi que des réparations.

«*Nous regrettons que le secrétaire de l'ONU ait mis en danger sa réputation en participant aux réunions au format surréaliste de Copenhague*», a par ailleurs déclaré Sergueï Lavrov. RT 22 janvier 2024

LE SOCIALISME

Le 31 janvier 2024

Le petit cheval

Le petit cheval dans le mauvais temps
Qu'il avait donc du courage
C'était un petit cheval blanc
Tous derrière, tous derrière
C'était un petit cheval blanc
Tous derrière et lui devant

Il n'y avait jamais de beau temps
Dans ce pauvre paysage
Il n'y avait jamais de printemps
Ni derrière, ni derrière
Il n'y avait jamais de printemps
Ni derrière, ni devant

Mais toujours il était content
Menant les gars du village
À travers la pluie noire des champs
Tous derrière, tous derrière
À travers la pluie noire des champs
Tous derrière et lui devant

Sa voiture allait poursuivant
Sa belle petite queue sauvage
C'est alors qu'il était content
Tous derrière, tous derrière
C'est alors qu'il était content
Tous derrière et lui devant

Mais un jour, dans le mauvais temps
Un jour qu'il était si sage
Il est mort par un éclair blanc
Tous derrière, tous derrière
Il est mort par un éclair blanc
Tous derrière et lui devant

Il est mort sans voir le beau temps
Qu'il avait donc du courage
Il est mort sans voir le printemps
Ni derrière, ni derrière
Il est mort sans voir le beau temps
Ni derrière ni devant

Paroliers : Georges Charles Brassens / Paul Jules Jean Fort

On aura reconnu la posture de la Première ministre française dont on ignore si elle verra le printemps…

C'était juste une touche un doigt cosmétique, je voulais dire comique, si je puis dire !

Mais rassurez-vous, selon un sondage Odoxa – Mascaret pour Public Sénat et la presse régionale, elle devient la personnalité politique préférée des Français, avec 44 % d'adhésion, devant le Young leader Edouard Philippe, suivi de près des nazillons de service, Marine Le Pen et Jordan Bardella.

La suite de ce sondage était pour le moins cocasse, ridicule à souhait, il faut dire qu'on atteint vite le grotesque dès que Macron et ses acolytes sont évoqués ; C'est inévitable avec des personnages aussi suffisants ou sulfureux et tellement insignifiants, même pour les médias qui leur sont acquis, sauver les apparences de ces mégalomanes enragés devient une épreuve à risque ou hautement compromettante. Et pour cause :

- Près de la moitié des sondés estiment que le nouveau Premier ministre n'exercera pas pleinement sa mission et qu'il restera un simple « *collaborateur* » du Président. Ils sont aussi 54 % à penser que Gabriel Attal ne parviendra pas à diriger les ministres de son gouvernement « *avec autorité* ». Enfin, pour 60 % des Français, il ne ferait pas un bon candidat pour représenter la majorité à l'élection présidentielle de 2027. Publicsenat.fr 30 janvier 2024

On se demande où ils ont été cherchés ces 60 % de Français, sachant que la popularité de Macron n'a jamais atteint le tiers ou qu'elle se situerait dorénavant plus près de 10%, sauf chez les vieux déjà fossilisée ou de préférence réacs, parce que pour eux il incarne la stabilité de l'Etat, des institutions, du régime, de leur propre état de santé précaire, fragilisé par l'âge.

On ne s'étendra pas sur la situation sociale et politique en France qui ne présente aucun intérêt vue d'ici en Inde ou ailleurs, car la France est devenue un pays insignifiant ou un pays comme les autres, une puissance moyenne de second ordre. Les entreprises cotées au CAC40 réalisent la majorité de leurs chiffres d'affaires hors de France et leurs actionnaires sont étrangers à hauteur de 50% environ, je n'ai plus les chiffres exactes en tête, quant aux produits étiquetés made in France, pour une grande partie d'entre eux il n'y a plus que les étiquettes qui sont fabriquées en France, et ne parlons pas de la croissance économique en berne, du déficit commercial ou de l'endettement de l'Etat, le PIB repose également en partie sur du vent ou les services comme aux Etats-Unis ou alors sur l'économie de guerre…

On avait imaginé que ce pays pourrait être à nouveau en première ligne de la lutte de classe, mais force est de constater que le mouvement ouvrier français s'est aligné sur l'idéologie made in USA, autant dire que sa décomposition s'est plutôt accélérée au lieu de se recomposer sur des bases saines ou de renouer avec le socialisme, alors qu'est-ce qu'on devrait en attendre, rien ou pas grand-chose en attendant des jours meilleurs.

Ce pays, ses élites et les intellectuels, les classes moyennes, ont adopté le mode de penser et la culture nihiliste ou dégénérée des anglo-saxons se condamnant à la décadence et à un dénouement qui leur sera fatal, sa grandeur n'est plus qu'un vague souvenir vouée à

disparaître au fur et à mesure que les oripeaux du colonialisme seront réduits en poussières, seuls des conservateurs nostalgiques et réactionnaires y font encore références ou s'y raccrochent désespérément de nos jours, si bien que ce qu'elle a pu apporter à la civilisation devient inaccessible à ceux qui s'en réclament, j'entends de la civilisation qui s'effondre partout en Occident. C'est comme les dernières traces du progrès social vouées au même destin si on n'y prend pas garde, sans qu'émerge un nouveau courant politique humaniste pour le sauver du péril qui le menace.

La guerre purificatrice n'a pas encore atteint le degré de destruction et de fusion suffisante pour faire fondre les ultimes illusions dans le vieux monde capitaliste pourrissant d'où jaillira la révolution sociale et politique annonçant le règne de la liberté. Concevoir qu'il faille encore en passer par un drame aussi douloureux pour qu'enfin notre utopie se réalise n'est pas à la portée de tout le monde, semble-t-il, dans le cas contraire on éviterait d'en passer par là ou on s'épargnerait tant de souffrances injustes et inutiles, qui fatalement n'en doutons pas nous frapperont directement.

Dans notre inconscience on a voulu éviter le pire… en le provoquant. Le jour où on aura compris cela, on aura réalisé un pas décisif vers notre libération, et si ce n'est pas demain la veille que cela se produira, un jour ou l'autre nous serons amenés à l'admettre, c'est rassurant n'est-ce pas ? Non, dommage, car à l'heure qu'il est, on n'a rien de mieux à se mettre sous la dent pour ne pas sombrer dans la dépression ou faire naufrage.

Ce brin d'espoir sorti des ténèbres de ce siècle, ne vous fait-il pas penser à cette magnifique fleur de nénuphar jaillissant soudain de la vase à la surface d'un étang aux eaux profondes et sombres ? La vie est merveilleuse.

Il n'y a rien de féérique là-dedans, c'est la stricte réalité, elle peut-être laide ou belle selon ce qu'on en fait, cela ne dépend que de nous, dès lors qu'on la prend ou non dans son intégralité. La dialectique de la nature s'applique à la nature humaine et à l'histoire des hommes, faisons en sorte ensemble qu'ils cessent de l'ignorer et l'avenir nous appartiendra, le socialisme.

Quand les yéménites tirent des missiles, aucun navire ne coule, quand le Hezbollah tire des missiles sur une caserne israélienne, tout au plus il y a 2 ou 3 blessés généralement, quand Tsahal bombarde les Palestiniens ils font en moyenne une centaine de morts…

Petite histoire indienne.

Ma jeune voisine Kajelvéli s'était fait embaucher dans une usine d'embouteillage quatre jours avant la fête nationale (au Tamil Nadu) Pondal. Elle perçut son salaire plus un sari en cadeau, et elle n'est jamais retournée travailler prétextant que le travail était trop dur, rester debout toute la journée. J'en déduisis que mes conseils n'avaient servi à rien, remarquez que je ne m'étais fait aucune illusion sur leur effet, j'avais seulement accompli mon devoir en partageant avec elle ma longue expérience de la vie

Trois jours plus tard elle s'engueula encore avec son époux et elle se barra chez sa mère en emmenant leurs deux petites filles plus l'unique smartphone du ménage. Cette fois elle prétexta qu'il aurait eu des attouchements sexuels avec leur fille cadette Soubachri, elle doit avoir 6 ou 7 ans, Bomika l'aînée 9 ans je crois, elle a le même âge que Womsika la petite-fille de ma compagne. Ce serait la gamine qui l'aurait raconté à sa mère, qui l'a ensuite répété à plusieurs femmes du village dont ma compagne, étant trop idiote pour penser que si cette histoire faisait le tour du village son époux pourrait avoir de graves ennuis ou se faire lyncher à mort. Cela arrive encore en Inde plus souvent qu'on ne le croit, à moins que la famille de son époux s'en prenne à elle ou lui règle son compte pour se venger. Finalement, elle aurait inventé toute cette histoire, que nous n'avions pas crue la connaissant.

Pourquoi je vous raconte cela, histoire de dire que la lutte des classes est étrangère à la plupart des Indiens, leur principale préoccupation demeurant de résoudre quotidiennement la question de leur survie.

En ce jour de célébration de la Constitution indienne entrée en vigueur le 26 janvier 1950 (férié dans toute l'Inde), dans mon village un jeune de 20 ans s'est pendu la nuit dernière, parce qu'il avait surpris son épouse se faire embrasser par un autre garçon. Cela aussi est un banal fait divers en Inde, dans tous les villages où j'ai vécu, j'ai été témoin de suicides d'hommes et de femmes relativement jeunes que je connaissais, l'un d'entre eux avait fait la peinture de notre maison quand nous vivions sur une plage à Tandiriamkupam. D'autres sont morts accidentellement ou bêtement de la circulation, d'empoisonnements alimentaires, de piqures de serpents, de noyade, une vraie hécatombe, au point qu'il m'est arrivé d'en sauver un et d'intervenir trop tard pour deux d'entre eux, dont un enfant d'une dizaine d'années.

Si je vous racontais toutes les histoires qu'on m'a contées, vous en seriez effrayés ou vous en feriez des cauchemars. Certes, on est loin des scènes de guerre avec ses massacres de civils innocents, mais tout de même on sent rôder la mort omniprésente, tapis dans l'ombre, elle est prête à frapper à la moindre occasion et elles ne manquent pas, au point qu'on pourrait affirmer qu'elle fait partie de notre quotidien. C'est d'ailleurs un sujet qui revient sans cesse dans les conversations des Indiens qui se déroulent sur fond de superstitions et d'obscurantisme religieux, si bien qu'ils ne sont pas près de saisir l'origine de la menace qui plane sur leur existence. C'est ce qui tend à les rendre fatalistes au lieu de participer à l'élévation de leur niveau de conscience, ce qui explique en partie pourquoi leur mode de pensée est demeuré aussi archaïque ou il n'a pas profité du développement économique à marche forcée des trois dernières décennies pour évoluer.

Boycott des élections européennes !

Comment peut-on encore participer à cette officine politique de l'OTAN, à cette agence de l'oligarchie financière totalitaire ?

C'est à croire que pour exister ils ont besoin d'y participer.

L'idéologie transgenre est inhumaine, parce qu'elle nie le fait fondamental qu'il y a des hommes XY et des femmes XX, qui le resteront quelles que soient les tortures chirurgicales ou médicamenteuse qu'ils s'imposeront.

Pourquoi la liberté est-elle si chère au cœur des hommes, pourquoi est-elle indissociable de leur évolution, pourquoi les en priver signifierait leur disparition?

La liberté nous renvoie à la propriété physique fondamentale à l'origine de la diversité de la matière, de la transformation de ses éléments les plus simples dans le temps et dans l'espace, de sa capacité à passer de l'état inorganique à l'état organique, de s'organiser selon des schémas complexes pouvant adopter les formes stables les plus diverses ou à l'infini, donner naissance à l'ensemble des espèces qui se succèderont au cours du temps, dont nous sommes une des modestes composantes.

J'ai cru comprendre que pour faire un bon médecin il ne suffisait pas de posséder des connaissances en biologie, et que celles en physique et en chimie, ainsi qu'en anthropologie étaient également indispensables, je suis arrivé à la conclusion que l'ensemble de ces connaissances l'étaient aussi pour faire un homme ou une femme consciente ou à la formation d'un militant, qui plus est d'un dirigeant, on pourrait en ajouter bien d'autres évidemment.

Une fois qu'on a acquis le mode de pensée du matérialisme dialectique, ce qui pour moi correspond à la définition du marxisme, on dispose d'une liberté de pensée qui nous ouvre toute les portes de la connaissance sans qu'elle demeure figée, mais soit vouée à évoluer. La théorie de l'évolution est liée à la liberté, à cette faculté que nous offre la liberté de remettre sans cesse en cause nos connaissances, sans jamais revenir en arrière ou retomber dans l'ignorance grâce aux instruments de la logique que nous avons développés ou forgés et qui dorénavant structure notre pensée, encore faut-il les avoir mérités ou les avoir suffisamment pratiqués pour en tirer profit et progresser, améliorer son niveau de conscience.

Un corps privé de liberté meurt, pire, il ne peut pas se reproduire pour assurer la pérennité de son espèce qui disparaît à jamais.

La liberté est associé au mouvement, celui des électrons, mais aussi des protons et neutrons qui composent le noyau de l'atome va donner naissance tous les éléments chimiques présents dans l'univers, y compris ceux dont nous sommes constitués. La liberté serait alors plutôt synonyme d'énergie. S'il faut une source d'énergie pour exciter les atomes, on a découvert que l'énergie ou la lumière était aussi de la matière, mieux, chaque atome en renfermerait, mais je crois qu'on n'a pas encore trouvé d'explication cohérente à ce phénomène, de la même manière on ignore toujours par quels phénomènes des atomes d'hydrogène en se combinant ont pu déclencher le processus qui allait donner naissance aux différents éléments chimiques élémentaires qui composent l'univers, hormis que ce processus fut accompagné d'une intense chaleur et pression.

Si la liberté va de pair avec l'expansion de l'univers, on comprend mieux pourquoi elle acquiert forcément pour les hommes une notion universelle, et ce n'est pas un hasard si c'est à ce niveau-là que le socialisme la situe. Mais hélas la plupart des hommes continuent de

l'ignorer, d'où le combat politique que nous menons pour qu'un jour le règne de la liberté triomphe. C'est l'unique objet de notre engagement politique.

Trois commentaires publiés par Le Grand Soir

1- « *On n'a toujours pas d'explication convaincante sur la raison qui explique pourquoi le socialisme a échoué en Russie là où il a réussi en Chine ?* »

Ah bon, tiens donc ? Si le socialisme "*a réussi en Chine*", je crois qu'il est plus que temps de devenir antisocialiste ! Pour rien au monde je ne voudrais aller vivre en Chine. En revanche, j'aurais bien voulu vivre en Libye du temps de Kadhafi, car à tout bien considérer, c'était l'État le plus socialement avancé de la planète du point de vue du socialisme, dans les conditions données de l'époque j'entends, surprenant n'est-ce pas ? Je suis indépendant et je me contrefous des critiques infondées ou malintentionnées, je m'en tiens aux faits, à ce qui définit le socialisme. Dommage que Kadhafi ne soit jamais devenu socialiste. Cela va faire sourire, et j'en rigole déjà. Passons.

2- "*Marx n'avait envisagé le socialisme qu'en succession à un capitalisme développé, Lénine a dû l'envisager dans un pays où le capitalisme était embryonnaire...*"

Marx avait raison selon les conclusions auxquelles je suis parvenu, je les ai livrées dans une récente causerie dans mon blog. J'espère me tromper avec mon maître. J'ai renvoyé l'avènement du socialisme à fin du XXIe siècle ou dans un siècle quand la mondialisation sera sur le point d'être achevée, quand l'Afrique avec ses 54 États aura cessé d'être une colonie des grandes puissances, ainsi que l'Amérique latine, centrale et du sud, l'Europe centrale, le reste de l'Asie, ce n'est pas demain la veille...

Cela dit, Lénine a fait au mieux dans des conditions très défavorables avant que les suites de l'attentat qui l'avait visé ne l'emportent. Les Communards aussi avaient fait de leur mieux, dans des conditions pires encore, tenir 72 ans fut héroïque ! Si demain une révolution éclatait quelque part, on la soutiendrait évidemment, bien qu'elle connaîtrait sans doute le même triste sort.

Le socialisme n'est pas universel pour des prunes, on a eu tendance à l'oublier...depuis la mort de Lénine justement.

Être marxiste, c'est être un brin lucide et raisonnablement optimiste, mais jamais populiste ou prendre ses désirs pour la réalité.

Vive Marx, Engels et Lénine, vive le socialisme ou le communisme !

3- On connaît l'histoire des classes sociales, de l'Etat, et des modes de production. On sait quand, comment, à quel moment ils sont apparus et pourquoi ils ont disparu. En revanche, c'est beaucoup plus flou quand il s'agit d'aborder les différents régimes politiques qui se sont succédés sous un même régime économique, surtout sous le régime capitaliste au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Si je ne dis pas de bêtise, il semblerait que ce soit un ensemble de conditions ou rapports économiques qui dictent quel régime politique leur convient le mieux, et comme ces facteurs économiques sont instables, il paraît normal que le régime politique s'adapte en fonction des modifications dont font l'objet ces rapports, le tout sur fond de crise du capitalisme qui se répercute de différentes manières selon les Etats ou pays à notre époque, et influencera les rapports entre les classes, la lutte des classes.

Qu'en est-il en 2024 à l'échelle mondiale et dans les pays qui présentent la particularité de pouvoir peser sur le cours de la situation mondiale, et par voie de conséquence en Palestine occupée ?

La réaction a le champ libre et elle en a conscience.

Pendant près de trois ans à partir de janvier 2020 ou le lancement du Great Reset, on a été soumis à un coup d'Etat et à une dictature hygiéniste commanditée par le clan de l'oligarchie anglo-saxonne le plus puissant sans que les Etats et les peuples ne se révoltent, puis dans la foulée une dictature énergétique et climatique commença à sévir sans davantage de réaction, elle se combina avec une guerre contre un régime néonazi armé par l'OTAN ou les Etats-Unis et ses vassaux qui dure depuis bientôt 2 ans, et depuis le 7 octobre 2023 les sionistes nazis se livrent à un génocide en règle du peuple palestinien sans qu'aucun des Etats les plus puissants ne rompent avec les Etats-Unis qui arment l'Etat israélien, et dans aucun pays des millions de travailleurs ne sont descendus dans la rue pour soutenir les Palestiniens, pire, même le mouvement ouvrier n'a pas été capable de mobiliser l'ensemble de ses forces.

Autrement dit, pourquoi voudriez-vous que Netanyahu et sa clique d'assassins réagissent au verdict de la Cour Internationale de Justice et cessent leur guerre d'extermination ?

La réponse n'est pas à chercher du côté économique, puisque les gangsters de la finance détiennent la planche à billets, et sur le plan politique, c'est la bérézina puisque leurs opposants ou le mouvement ouvrier est en état de déliquescence avancé.

Un pétard mouillé.

La défaite de l'Occident : Emmanuel Todd lance une bombe par Rosa Llorens - Le Grand Soir 26 janvier 2024

https://www.legrandsoir.info/la-defaite-de-l-occident-e-todd-lance-une-bombe.html

Extrait.

L'étude de l'évolution des pays de l'Ouest est particulièrement riche en surprises et en concepts (c'est-à-dire outils de réflexion). Toute une série d'entre eux réunit l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis : la religion zéro, le nihilisme, l'oligarchie.

J-C – Il manque la technocratie.

On retrouve ici un grand classique toddien : le rôle du protestantisme dans le décollage économique de l'Europe du Nord-Ouest, puis des Etats-Unis, mais aussi une thèse désormais admise : l'alphabétisation de masse réalisée par le protestantisme, qui a d'abord favorisé la démocratie, a débouché sur une nouvelle inégalité, celle des éduqués supérieurs, et les autres. Les éduqués supérieurs forment aujourd'hui une caste à part, qui ignore le peuple : aussi le travail des politiciens est-il désormais de tromper le peuple, pour lui faire accepter des politiques contraires à ses intérêts ; le régime des pays occidentaux ne peut plus être appelé une démocratie, nous sommes en oligarchie, et la guerre en cours n'est pas celle des démocraties contre les régimes autoritaires, mais celle de l'oligarchie libérale contre la démocratie autoritaire (et, dans ces deux formules, précise Todd, le nom est aussi important que l'adjectif).

J-C – C'est plutôt la guerre entre des puissances qui ne sont pas parvenues en même temps au même rythme ou niveau de développement économique et qui sont amenées à s'affronter pour poursuivre et achever la mondialisation ou assurer la survie du capitalisme en recourant à différents moyens... dont toujours et encore à la guerre ! Attendez que la Russie et la Chine ainsi que leurs alliés des Brics+ remplacent les Etats-Unis dans le rôle de gendarme du monde, et vous vous apercevrez qu'ils sont amenés à remplir la même fonction avec la même brutalité ou cruauté.

L'oligarchie est évidemment en lutte contre tout ce qui est collectif, contre les valeurs communes, contre la religion, et même la « *religion zombie* » (où la croyance religieuse s'est effacée mais où ses valeurs continuent à structurer la morale et les engagements politiques). Dans ce contexte de religion zéro, on constate aujourd'hui une atomisation de la société, et une anomie morale ; or, l'individu, réduit à lui-même, n'a pas gagné en liberté, il s'est retrouvé angoissé et impuissant : c'est le nihilisme. Ce désarroi généralisé est accru par la guerre que les classes dominantes livrent à la réalité, propageant par les médias des convictions contraires à la réalité : c'est le cas de l'idéologie transgenre, qui nie le fait fondamental : il y a des hommes XY et des femmes XX qui resteront toujours tels, quelle que soit la violence des opérations que l'industrie chirurgicale et médicamenteuse peut leur faire subir.

De ce point de vue de l'idéologie LGBT (etc.), l'étude consacrée aux pays scandinaves est intéressante : Todd démolit le mythe d'une Suède égalitaire et pacifique : au XVIIe siècle, elle s'est consacrée, sous Gustave II Adolphe, à une entreprise impérialiste, devenant une puissance de premier plan dans l'atroce Guerre de Trente Ans ; et, en 2017 (la boucle est bouclée) elle a rétabli le service militaire, alors qu'elle se présente comme le pays le plus féministe du monde : la présence de ministres femmes ne change rien à la politique d'un pays. N'y aurait-il pas même un rapport entre féminisme et bellicisme ? demande malicieusement Todd. Il semble qu'une fois au pouvoir, les femmes veulent montrer qu'elles en ont autant que les hommes.

J-C – Dans le camp de la réaction les femmes de pouvoir sont généralement de dangereuses fanatiques, hystériques, d'une cruauté inimaginable.

Mais les analyses les plus percutantes concernent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et notamment leur évolution socio-religieuse.

Le chapitre sur la Grande-Bretagne a pour sous-titre : « *Croule Britannia* » (toujours l'humour anglais de Todd). Inutile de redonner les chiffres de la désindustrialisation ; il est plus intéressant de remarquer que plus la GB est affaiblie, plus elle est violemment belliciste, comme si les gesticulations guerrières devaient cacher son état réel, et plus elle se lance dans une politique d'affirmative action : les minorités ethniques sont surreprésentées dans les public schools les plus prestigieuses, comme au gouvernement : dans le gouvernement Liz Truss on trouvait des ministres originaires du Ghana, la Sierra Leone, l'Inde ; le gouvernement actuel est présidé par un anglo-indien, de nombreux Anglo-Pakistanais ont été ou sont ministres. Cela veut-il dire que la GB a renoncé au racisme induit par le protestantisme (les hommes ne sont pas égaux, certains sont des élus, d'autres des réprouvés en puissance) ? La thèse de Todd est moins naïve : le sentiment raciste a été reporté de la couleur sur la classe ; depuis le XIXe siècle au moins les Anglais de la bonne société considèrent les ouvriers comme une race à part (il suffit de voir le type de langage qu'Agatha Christie prête aux rares ouvriers de ses romans, analogue à la « *langue paysanne* » des comédies de Molière). Aujourd'hui, ils se sentent bien plus proches des « *coloured people* » riches et bien éduqués que des Anglais du peuple. On peut même considérer la nomination de ministres de couleur comme une vengeance sadique à l'égard de ceux-ci : les classes supérieures prennent plaisir à soumettre les classes inférieures à des Noirs ou gens de couleur en général.

J-C – Le raciste demeurera lié à la couleur de la peau et autres particularités morphologiques ou biologiques, aussi longtemps que le capitalisme existera, les Etats-Unis l'illustrent quotidiennement entre autres.

Aux Etats-Unis aussi, l'effondrement du protestantisme met fin au dogme de l'inégalité des hommes ; mais, là, ce dogme avait permis la cohésion du melting pot aux EU, en opposant des Indiens d'abord, puis des Noirs inférieurs, à des Blancs supérieurs et donc égaux entre eux. Si sa disparition met fin à un racisme systématique, il sonne aussi la fin de l'égalité (symbolique, certes) des Blancs, d'où la frustration, la démoralisation des Blancs perdants, ouvriers, chômeurs, électeurs de Trump, bref des « *deplorable* » d'Hillary Clinton. Mais la situation n'est pas plus réjouissante pour l'immense majorité des Noirs, dans un pays soumis au néo-libéralisme, où l'ascenseur social, comme en France, s'est bloqué : s'ils sont surreprésentés au gouvernement, ils le sont aussi dans les prisons et dans les catégories les plus pauvres.

Mais l'économie étasunienne n'est pas plus brillante que sa société : le PIB n'est qu'une illusion ; Todd propose de le remplacer par un PIR (produit intérieur réel, ou réaliste), en le dégonflant de toutes les activités inutiles, non productrices de richesse, voire néfastes (« *médecins tueurs* », qui prescrivent des opioïdes pour assurer la paix sociale, avocats surpayés, économistes, « *grands prêtres du mensonge* », etc.) : Le PIB se verrait ainsi réduit de moitié. En appliquant cette correction, on comprend comment la Russie, dont on nous donne le PIB à 3,3 % de celui de l'Occident, peut fabriquer plus d'armes, ultra-modernes, que lui. Le déclin économique des Etats-Unis, encouragés par la domination du dollar à délaisser les activités productrices au profit des affaires (production d'argent sans aucune production réelle) aboutit à un déficit sévère d'ingénieurs (deux fois plus peuplés que la Russie, ils produisent, en pourcentage, trois fois moins d'ingénieurs, et, en quantité absolue, pas très loin de deux fois moins).

J-C – Ce constat et celui qui se poursuit au paragraphe suivant, est la traduction de la crise du capitalisme qui nécessite un remodelage des institutions qui incarnent le pouvoir politique mondial, rôle que se disputent les tenants de Davos et ceux des Brics+, pour affronter les gigantesques défis auxquels ils vont être rapidement confrontés ou la lutte de classe du prolétariat mondial qui n'entend pas être réduit en esclavage.

Cette dégénérescence économique, morale, sociale de l'Occident explique que le Reste du Monde ait refusé de suivre les Etats-Unis dans la condamnation de la Russie et les sanctions. Todd parle même d'un soft power russe : si, au siècle dernier, c'était le communisme qui se présentait comme une idéologie universelle, aujourd'hui c'est le « conservatisme » moral de la Russie. L'Occident qui, dans son arrogance, avec ses siècles de colonisation, était sûr de rallier le Reste du Monde à ses valeurs, s'est rendu compte que celles-ci ne séduisaient pas, que, tout au contraire, le Reste du Monde se reconnaissait dans le refus russe de la domination LGBT, et de l'idéologie transgenriste. C'est ce « *conservatisme* » qui permet à la Russie de rallier les pays les plus différents, et même ennemis, comme on l'a vu récemment avec le rapprochement irano-saoudien, et, en général, ce qu'on appelait le Tiers-Monde. « *L'Occident a découvert qu'on ne l'aime pas* » : au contraire, son nihilisme suscite le dégoût.

Les analyses de Todd sont décapantes et d'une grande richesse. Certes, on pourrait lui reprocher, malgré tout, un tropisme étasunien, lorsqu'il oppose à la mauvaise Amérique d'aujourd'hui la « *bonne Amérique* » de Roosevelt et Eisenhower, et angélise le play-boy Obama : malgré toute sa perspicacité, il n'arrive pas, ici, à éviter la naïveté. Mais il faut retenir à son actif sa prompte réaction à la guerre de destruction d'Israël à Gaza (il ne va pas jusqu'à parler de génocide) : dès le 30 octobre, il a ajouté à son livre un Postscript, « *Nihilisme américain : la preuve par Gaza* ». Ce qui est ici démontré, c'est soit le manque total de compétence du « *blob* » de Washington, soit son irrationalité, les deux étant du reste cohérents : les Etats-Unis ignorent la diplomatie, ils ne connaissent qu'un seul type de réaction, la violence, la destruction. Et ils font peur : en refusant un cessez-le-feu, ils rejettent « *la morale commune de l'humanité* », et n'entraînent derrière eux, outre Israël et l'Europe (et pas toute) que des confettis insulaires comme Fidji, Tonga, Nauru... Il ne reste qu'à espérer une défaite des Etats-Unis, qui serait une « *revanche ultime de la raison dans l'Histoire* ».

J-C – "*Le play-boy*" Obama, tu parles, un ex-agent ou une recrue de la CIA tout de même, d'une cruauté sans pareille notamment envers les Afro-américains durant son mandat, et le plus ou l'un des plus va-t-en-guerre des dernières décennies également, faut-il rappeler. Chez Todd l'américain, son idéologie c'est tout, il la fignole ou l'arrange au mieux, à défaut il se raccroche aux démons du passé. C'est son statut social, sa personnalité, c'est elle qui l'a fabriqué, avec laquelle il s'identifie, sans laquelle il n'est rien, il n'existe pas, il ne peut pas la renier même s'il doit lui reconnaître certains vices de forme, pour finalement en arriver à cautionner les pires crimes, un intellectuel bourgeois ne se refait pas que voulez-vous.

Mon commentaire publié à la suite de cet article.

Je voudrais rebondir sur la conclusion de cet excellent article.

Je ne parlerais pas de défaite des Etats-Unis, mais plutôt celle du clan qui mène ces guerres aujourd'hui, parce ces guerre ne peuvent pas durer éternellement, et le ou les autres clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui sont plus favorables à la version de la mondialisation des Brics+ prendront le relais de la politique américaine, je n'exprime pas là un souhait, c'est

juste un constat ou un scénario que j'envisage, je n'ai absolument aucune illusion dans les Brics+ ou un quelconque pouvoir lié au capitalisme mondial.

De toutes manières, quelle que soit la stratégie qu'ils adopteront, ils seront confrontés à la même réalité ou aux mêmes contradictions économiques, à la lutte de classe des exploités et des opprimés...

Fabrication du consentement à l'économie de guerre. Comment vous préparer psychologiquement à la guerre. Mode d'emploi.

J-C – Le gouvernement français a déjà mis le doigt dans cet engrenage et il n'est plus le seul. J'espère me tromper. Vous savez que je conteste les différentes interprétations qui ont été retenues pour expliquer le déclenchement des deux guerres mondiales du XXe siècle, la seconde n'ayant jamais pris fin réellement d'ailleurs.

Concernant celui de la Première Guerre mondiale j'avais relevé que les autorités britanniques qui représentaient à l'époque l'impérialisme le plus puissant, avaient conspiré dès les années 1890 pour qu'elle ait lieu, et finalement parvenir à leurs fins deux décennies plus tard environ, j'avais reproduit des extraits de conversations qui avaient eu lieu au plus haut niveau à cette époque notamment entre des diplomates et des banquiers.

Espérons que nous ne soyons pas en présence du même processus, si malheureusement c'était le cas, on ne pourrait pas qu'ils ne nous avaient pas prévenus ou que nous ignorions leurs intentions guerrières, quels que soit le ou les motifs qui seraient invoqués pour déclencher une nouvelle guerre mondiale.

Le chef de l'armée britannique invite les citoyens à se préparer à une guerre massive avec la Russie - Euronews 24 janvier 2024

Le chef de l'armée britannique a averti les citoyens du Royaume-Uni qu'ils devaient se préparer à une guerre de l'ampleur des grands conflits du XXe siècle et qu'ils pourraient eux-mêmes avoir besoin de se mobiliser.

S'exprimant lors de l'exposition internationale des véhicules blindés, à Londres, le général Sir Patrick Sanders a affirmé que l'invasion russe de l'Ukraine était un signe des choses à venir, et a averti que les leçons des guerres précédentes devaient être retenues avant qu'il ne soit trop tard.

"*Nos prédécesseurs n'ont pas perçu les implications de ce qu'on a appelé la crise de juillet en 1914 et sont tombés dans la plus effroyable des guerres*", a-t-il indiqué. "*Nous ne pouvons pas nous permettre de faire la même erreur aujourd'hui. L'Ukraine est vraiment importante*".

Le général Patrick Sanders a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas sous-estimer l'ampleur potentielle du conflit dans les années à venir.

"*Cette guerre ne concerne pas seulement la terre noire du Donbass, ni le rétablissement d'un empire russe. Il s'agit de vaincre notre système et notre mode de vie sur le plan politique,*

psychologique et symbolique. La façon dont nous réagirons en tant que génération d'avant-guerre se répercutera dans l'histoire. La bravoure ukrainienne permet de gagner du temps, pour l'instant", ajoute-t-il.

Le général a également appelé à un quasi-doublement des effectifs de l'armée britannique. L'armée du Royaume-Uni en général prévoit d'inverser une crise de recrutement à long terme qui vu ses effectifs se réduire, alors même que les forces britanniques participent à diverses missions à l'étranger.

Il a également souligné, que si la mobilisation traditionnelle était importante, les citoyens britanniques ordinaires devaient être préparés, sinon à une conscription totale, à un niveau de mobilisation civique jamais atteint en Europe de l'Ouest, depuis 1945.

En réponse à son discours, le gouvernement a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de faire appel à l'armée.

Le porte-parole du Premier ministre britannique, Rishi Sunak, Max Blain, a réagi en précisant que le gouvernement n'avait "*aucune intention*" d'introduire la conscription.

"*L'armée britannique est fière de sa tradition de force volontaire. Il n'est pas prévu de changer cela*", a-t-il affirmé.

Il a ajouté que "*s'engager dans des guerres hypothétiques*" n'était "*pas utile*".
Au bord du désastre

Les propos de Patrick Sanders font suite à des mois d'avertissements inquiétants de la part d'autres membres clés de l'OTAN, en particulier en Europe continentale.

Le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius, a récemment lancé des appels radicaux en faveur d'une préparation à la guerre qui réorienterait radicalement l'armée allemande après près de huit décennies passées dans un mode défensif multilatéraliste.

Des documents récemment divulgués au journal allemand "*Bild*" ont révélé que Berlin élabore des plans d'urgence en vue d'un assaut massif de la Russie contre l'Europe occidentale, et plus particulièrement contre les États baltes.

Le plan, décrit comme un "*scénario d'exercice*", prévoit que la Russie organise une campagne de guerre hybride contre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en juillet de cette année, en utilisant de fausses allégations de discrimination à l'encontre des russophones comme prétexte pour masser des troupes à ses frontières occidentales avec les pays de l'UE et au Bélarus.

Selon les prévisions de ce scénario, l'alliance de l'OTAN déploierait elle-même 300 000 soldats en Europe de l'Est, mais pas avant le début de l'année 2025. Euronews 24 janvier 2024

Pour le ministre allemand de la Défense, Poutine pourrait attaquer l'Otan « *d'ici 5 à 8 ans* » - LePoint.fr 24 janvier 2024

La question se pose depuis le début de l'invasion russe en Ukraine : doit-on craindre que le conflit ne s'exporte et que Moscou ne s'arrête pas à Kiev ? Après Joe Biden, Volodymyr

Zelensky et ses homologues polonais et moldave, c'est au tour du ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, d'exprimer de vives inquiétudes sur une éventuelle expansion de l'offensive russe en Occident.

Dans une interview accordée vendredi 19 janvier au quotidien allemand Der Tagesspiegel, reprise par nos confrères du Figaro, l'homme politique avertit : « *Nous entendons des menaces du Kremlin presque tous les jours.* » Il estime que « *Vladimir Poutine pourrait même attaquer un jour un pays de l'Otan […], nous devons aussi réapprendre à vivre avec le* danger ». « *Nous devons réapprendre à vivre avec le danger* », appuie Boris Pistorius.

Et, selon le ministre allemand, les experts d'outre-Rhin sont formels : si le danger n'est pas imminent, il n'est pas à minimiser. « *Nos experts s'attendent dans cinq à huit ans à une période au cours de laquelle cela pourrait être possible* », explique-t-il. Boris Pistorius appelle donc ses voisins et membres de l'Alliance atlantique à se préparer au pire, « *savoir où se situeraient les déficits en cas d'urgence », pour être « capables de faire la guerre* », comme il l'a déclaré à la télévision allemande ZDFheute, dimanche soir.

Une inquiétude partagée par Rob Bauer, président du Comité militaire de l'Otan, qui estime pour sa part qu'un conflit armé entre le Kremlin et l'Alliance n'a rien d'impossible et pourrait avoir lieu dans les vingt prochaines années. « *Nous ne cherchons pas à entrer en conflit, mais, s'ils nous attaquent, nous devons être prêts* », avait-il déclaré dans une conférence de presse le 19 janvier, rejoignant ainsi la position du ministre de la Défense allemand et invitant la population à se préparer à survivre à une telle situation. LePoint.fr 24 janvier 2024

GI'S go home ! L'Irak et la Syrie aussi sont occupés.

Irak : Bagdad et Washington vont ouvrir des négociations sur un retrait de la coalition internationale - RT 25 janv. 2024

L'Irak et les États-Unis vont lancer des discussions qui devraient déboucher sur un «*calendrier précis» déterminant «la durée de la présence*» de la coalition internationale antidjihadiste et devant initier «*une réduction progressive*» de ses effectifs, a annoncé ce 25 janvier la diplomatie irakienne.

La veille, un article de Reuters relatait que Washington était prêt à «*entamer des négociations sur la fin*» de la coalition internationale en Irak «*et sur la manière de la remplacer par des relations bilatérales*». L'agence de presse britannique révélait que l'ambassadrice américaine en Irak Alina Romanowski avait transmis le 23 janvier un message en ce sens au ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein. «*Ce faisant, les États-Unis ont abandonné les conditions préalables selon lesquelles les attaques contre eux par des groupes militants irakiens soutenus par l'Iran en Irak devraient d'abord cesser, ont indiqué trois sources*», toujours selon Reuters. RT 25 janv. 2024

Syrie : la présence américaine est la «principale raison de l'instabilité» dans le pays, estime la Russie - RT 26 janv. 2024

La Russie estime que la présence américaine en Syrie est «*la principale raison de l'instabilité persistante*» dans le pays, a déclaré le 25 janvier Alexandre Lavrentiev, le représentant spécial du président russe pour le règlement syrien. Une présence, militaire, «*dans deux régions*» a-t-il précisé, «*au-delà de l'Euphrate et dans la zone d'Al-Tanf*». Selon, l'émissaire russe, l'Iran et la Turquie «*expriment des positions similaires*».

«*Ce n'est un secret pour personne qu'ils restent en Syrie sous prétexte de poursuivre la lutte contre l'État islamique mais nous savons, et les faits sont fiables, que les Américains utilisent les mêmes militants de l'EI pour déstabiliser la situation dans les régions de Syrie contrôlées par le gouvernement syrien», a-t-il par ailleurs déclaré.*

Les propos de Lavrentiev font écho à ceux du président syrien. En 2018, Bachar el-Assad avait déjà indiqué que la présence américaine et britannique était «*une invasion*», la qualifiant de «*coloniale*».

Les 900 soldats américains présent sur le sol syrien sont stationnés à l'est de l'Euphrate et soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) majoritairement composées de Kurdes. Cette présence est d'autant plus problématique pour le gouvernement syrien qu'elle l'empêche de reprendre la main sur les réserves pétrolières qui se trouvent dans cette zone. RT 26 janv. 2024

Suite.

- Trois soldats américains ont été tués et 25 blessés lors d'une attaque à la frontière jordano-syrienne - french.almanar.com.lb 28 janvier 2024

Des sources en Syrie ont rapporté que « *l'attaque de drone a ciblé la base d'Al-Tanf, située dans le triangle frontalier syro-jordanien-irakien, provoquant des morts et des blessés parmi les forces américaines à l'intérieur de la base illégale* ».

Les sources ont indiqué que « *les drones ont pu pénétrer un système de défense aérienne avancé et atteindre la base d'Al-Tanf* », notant que « *cette attaque intervient un jour après les attaques contre la base de Konico au nord de Deir ez-Zor, provoquant des blessés* ».

Dans le même temps, Reuters a rapporté que « *le nombre de soldats blessés lors de l'attaque via des drones contre Al-Tanf était passé à 34, tandis que deux responsables américains ont déclaré que certains soldats américains blessés ont été transférés à partir d'une base en Jordanie après l'attaque de drones* ».

Le commandement central américain a annoncé dimanche dans un communiqué que « trois militaires américains ont été tués et 25 autres blessés dans une attaque de drone qui a visé une base dans le nord-est de la Jordanie ».

De son côté, le président américain Joe Biden a déclaré dans un communiqué: « *L'attaque qui a entraîné la mort de trois soldats américains a été menée par des groupes extrémistes soutenus par l'Iran et opérant en Syrie et en Irak* ».

Biden a ajouté : « *Le cœur des États-Unis est lourd avec la mort de trois soldats lors de l'attaque contre nos forces dans le nord-est de la Jordanie », notant que « nous collectons des informations sur cette attaque* ».

Le président américain a également souligné que « *tous les responsables de l'attaque seront tenus responsables et nous riposterons au moment et de la manière que nous choisirons* ».

De son côté, le Pentagone a qualifié l'attaque contre ses forces en Jordanie « *d'escalade dangereuse* ».

CNN a rapporté, citant des responsables américains, que « *c'est la première fois que les forces américaines sont tuées par des tirs ennemis au Moyen-Orient depuis le début de la guerre à Gaza* ».

L'Internationale sioniste nazie décidée à en finir avec le peuple palestinien.

J-C - De quoi et par qui sont accusés 12 membres de l'UNRWA par ailleurs militants du Hamas ? D'avoir participé à l'offensive militaire du 7 octobre contre l'occupant sioniste qualifiée d'acte terroriste par leurs accusateurs et bourreaux. C'est tout. C'est la réponse des sionistes nazis et leurs complices au verdict de la CIJ, amplifier le génocide en cours du peuple palestinien jusqu'à ce que les survivants acceptent de quitter la Palestine.

Des employés de l'UNRWA impliqués dans les attaques du Hamas ? Six pays suspendent leurs aides - Courrier International 27 janvier 2024

Les premiers à prendre cette décision radicale ont été les États-Unis. Puis le Canada, l'Australie et l'Italie ont suivi, et, enfin, le Royaume-Uni et la Finlande en ont fait de même. Entre vendredi 26 janvier et samedi 27 janvier, ces six pays ont décidé de suspendre leur financement à l'UNRWA, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. (Il faut ajouter la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, l'Autriche et la Roumanie, ainsi que l'UE. RT 29.01 – J-C)

Une décision prise à la suite des révélations concernant cette organisation fournies par son commissaire général, Philippe Lazzarini, qui, vendredi 26 janvier, a publié la déclaration suivante, relayée par Politico :

"*Les autorités israéliennes ont fourni à l'UNRWA des informations sur l'implication présumée de plusieurs employés de l'UNRWA dans les terribles attentats perpétrés en Israël le 7 octobre. Afin de protéger la capacité de l'agence à fournir une assistance humanitaire, j'ai pris la décision de mettre fin immédiatement aux contrats de ces membres du personnel et de lancer une enquête afin d'établir la vérité sans délai.*"

Comme l'explique ensuite le site d'information européen, "*l'UNRWA, qui a été créé en 1949 et opère en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban et en Syrie, joue un rôle primordial dans l'aide aux réfugiés palestiniens, et ce, pour leur permettre d'accéder à l'enseignement primaire et professionnel, mais aussi aux soins de santé et aux services sociaux*".

Logique, lorsque l'on sait que l'agence onusienne emploie pas moins de 13 000 personnes à Gaza, dont une très large majorité sont des Palestiniens qui ont eux-mêmes le statut de réfugié. Parmi ceux-ci, selon les informations fournies par The Times of Israel, "*12 employés de l'agence seraient accusés d'avoir participé aux attaques du 7 octobre*". Le site d'information basé à Jérusalem, qui dit s'appuyer sur des sources internes au gouvernement israélien, affirme également que, "*des véhicules de l'UNRWA et des structures de l'organisation auraient été également utilisés pendant les attaques*".

Pour le Corriere della Sera, les déclarations de Lazzarini sont salutaires, car les soupçons sur une prétendue proximité de l'UNRWA avec le Hamas ne datent pas d'hier, croit savoir le quotidien italien.

"*Cette agence est la seule qui ne s'occupe que d'un peuple, et dans la bande de Gaza, elle n'a que très peu de personnel international. 13 mille employés travaillent dans les écoles et les camps de réfugiés gérés par l'agence, et l'on a souvent raconté d'enfants instruits à devenir des martyrs*", accuse ce média centriste, qui abonde dans ce sens :

"*L'UNRWA est la plus grande entreprise de Gaza, un endroit où il est compliqué de se maintenir détaché du pouvoir.*"

Plus loin, le quotidien milanais indique tout de même que "*152 employés de l'agence ont trouvé la mort dans les bombardements israéliens*".

Quoi qu'il en soit, la suspension des financements à l'UNRWA annoncée par plusieurs pays a déclenché un vent de panique du côté palestinien. En témoignent les déclarations d'Hussein Al-Sheikh, relayées par le média qatari Al-Jazeera.

"*Nous appelons les pays qui ont annoncé la cessation de leur soutien à l'UNRWA à revenir immédiatement sur leur décision. Celle-ci comporte de grands risques politiques et humanitaires, a écrit le Secrétaire général du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sur X (anciennement Twitter). En ce moment précis, nous avons besoin d'un soutien maximal pour cette organisation internationale.*"

Une référence à la situation humanitaire à Gaza, où, selon les estimations palestiniennes, "*au moins 26 257 personnes ont été tuées et 64 797 blessés par les attaques israéliennes depuis le 7 octobre*", conclut Al-Jazeera.

Gaza : l'Arabie saoudite appelle les donateurs de l'UNRWA à ne pas cesser leur aide - RT 29.01.2024

«*Le royaume exhorte tous les donateurs de [l'UNRWA] à assumer leur rôle pour soutenir les missions humanitaires auprès des réfugiés palestiniens à l'intérieur de la bande de Gaza assiégée*», a déclaré le ministère saoudien des Affaires étrangères dans un communiqué ce 29 janvier, relayé par l'agence de presse officielle SPA.

Dans son communiqué, l'Arabie saoudite souligne «*l'importance de renforcer les procédures d'examen et d'enquête sur ces allégations, afin d'établir des faits étayés par des preuves*».

Gaza: Israël veut en finir avec l'Unrwa, des donateurs se retirent - AFP 28 janvier 2024

Israël a promis samedi d'en finir avec l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), au cœur de l'aide humanitaire à Gaza.

L'agence s'est séparée d'employés - douze selon les Américains - accusés d'être impliqués dans l'attaque perpétrée le 7 octobre par le mouvement islamiste palestinien Hamas sur le sol israélien, sur la base d'informations des autorités israéliennes.

Son chef Philippe Lazzarini a jugé "*choquant de voir la suspension des fonds en réaction à des allégations contre un petit groupe d'employés", compte tenu des mesures déjà prises et du rôle de l'agence dont "dépendent 2 millions de personnes pour leur simple survie*".

"*M. Lazzarini, démissionnez s'il vous plaît*", a écrit le chef de la diplomatie israélienne Israël Katz sur le réseau social X samedi soir, en réponse à une publication du chef de l'Unrwa avertissant que l'arrêt des financements allait conduire à l'arrêt des opérations de l'agence onusienne.

Les faits reprochés n'ont pas été précisés. Mais M. Katz a affirmé plus tôt samedi que l'Unrwa n'avait plus d'avenir dans la bande de Gaza.

Le gouvernement veut s'assurer que l'agence "*ne fera pas partie*" de la solution d'après-guerre dans ce territoire palestinien, a indiqué le ministre israélien des Affaires étrangères, appelant à favoriser des agences "*sincèrement dédiées à la paix et au développement*".

Le leader de l'opposition israélienne Yair Lapid a jugé sur X le moment venu de "créer une alternative qui n'éduquera pas des générations de Palestiniens à la haine".

Le Hamas a pour sa part demandé "*aux Nations unies et organisations internationales de ne pas céder aux menaces et au chantage*", accusant Israël de vouloir priver les Gazaouis de toute aide internationale.

Et le ministre des Affaires civiles de l'Autorité palestinienne, Hussein al-Cheikh, a appelé les pays retirant leur soutien à l'Unrwa à "*revenir immédiatement sur leur décision*". L'agence, a-t-il martelé, a "besoin d'un soutien maximal (...) et non qu'on lui coupe soutien et assistance".

Les relations entre Israël et l'Unrwa s'étaient encore dégradées cette semaine, lorsque l'ONU a accusé deux chars israéliens de tirs sur un de ses refuges à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, abritant des dizaines de milliers de déplacés.

Treize personnes ont été tuées et plus de 56 blessées, dont 21 dans un état critique, selon l'agence.

L'Unrwa avait dénoncé une "*violation flagrante des règles fondamentales de la guerre*" et l'armée israélienne a fait état d'un "*examen approfondi*" de ses opérations, sans écarter la possibilité d'une frappe du Hamas. Elle est la seule force à déployer des chars à Gaza.

Vendredi, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell est resté prudent, préférant attendre "*la pleine transparence*" et des "*mesures immédiates*" avant de prendre une décision.

La Suisse a elle aussi renoncé à trancher, souhaitant "*plus d'informations*" avant d'approuver son budget pour 2024.

Contacté par l'AFP, Johann Soufi, avocat international et ex-directeur du bureau juridique de l'Unrwa à Gaza, a défendu la "*politique de tolérance zéro pour la violence et l'incitation à la haine*" de l'agence.

"*Sanctionner l'Unrwa, qui maintient difficilement en vie toute la population de Gaza, pour la responsabilité alléguée de quelques salariés, revient à punir collectivement la population gazaouie qui vit dans des conditions humanitaires catastrophiques*".

L'affaire a été révélée vendredi, juste après que la plus haute juridiction de l'ONU a appelé Israël à empêcher tout acte éventuel de "*génocide*" à Gaza.

La Cour internationale de justice (CIJ), qui n'a cependant pas réclamé un cessez-le-feu, était saisie par l'Afrique du Sud, qui estime qu'Israël viole la Convention des Nations unies sur le génocide.

Une "*temporalité qui interroge forcément*", a estimé Johann Soufi.

Gaza: le chef de l'ONU exhorte les États à "*au moins garantir*" la poursuite des opérations de l'Unrwa - BFMTV 28 janvier 2024

Le secrétaire général des Nations unies a exhorté dimanche 28 janvier les pays ayant suspendu leur financement à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) dans la tourmente, à "*au moins garantir*" la poursuite de ses opérations, essentielles à deux millions de personnes.

"*Bien que je comprenne leurs inquiétudes - j'ai été moi-même horrifié par ces accusations - j'exhorte vivement les gouvernements qui ont suspendu leurs contributions à au moins garantir la continuité des opérations de l'Unrwa*", a plaidé Antonio Guterres dans un communiqué.

"*Deux millions de civils à Gaza dépendent de l'aide critique de l'Unrwa pour leur survie au quotidien mais le financement actuel de l'Unrwa ne lui permettra pas de répondre à tous les besoins en février*", a-t-il insisté. BFMTV 28 janvier 2024

La Commission européenne annonce la suspension du financement de l'UNRWA jusqu'à fin février prochain. french.almanar.com.lb 29 janvier 2024

La France "*ne prévoit pas de nouveau versement*" à l'agence onusienne sur les réfugiés. - francetvinfo.fr 28 janvier 2024

L'UNRWA, accusée d'avoir été impliquée dans l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, ne recevra pas d'argent de la France en attendant que *"les enquêtes lancées ces derniers jours permettent de faire toute la lumière sur les faits passés."* Cette annonce du ministère des Affaires étrangères, survenue dimanche 28 janvier, est valable au moins pour le premier trimestre 2024. francetvinfo.fr 28 janvier 2024

Selon *La Provence*, la mairie de Marseille a suspendu ce 26 janvier au soir le versement de 80 000 euros d'aide en faveur des civils de Gaza, dans l'attente de connaître la position officielle de la France vis-à-vis de l'agence de l'ONU, dont des employés sont mis en cause dans les attaques du 7 octobre contre Israël. L'opposition municipale de droite avait interpellé le maire de Marseille à ce sujet en début de soirée, précise le quotidien régional. aa.com.tr 27 janvier 2024

J-C – Que les ordures du PS à la mairie de Marseille s'alignent sur le sioniste génocidaire Macron n'a rien d'étonnant.

Monsieur Meyssan fait désormais ouvertement feu de tout bois contre le Hamas et le peuple palestinien. Les preuves.

https://www.voltairenet.org/article220307.html

Il a repris à son compte l'argument frauduleux avancé par Mahmoud Abbas, le président du Fatah marionnette de Washington et Tel Aviv, qui déclarera refuser catégoriquement tout « *dialogue avec les putschistes, les assassins, les terroristes* » avec le Hamas après sa victoire aux élections législatives de 2006, ou celui d'un autre dirigeant du Fatah, Marouan Barghouti, qui qualifiera l'arrivée au pouvoir à Gaza du Hamas de "coup de force", au moment même où Biden proposait à son allié sioniste une solution politique pour l'après-guerre qui incluait la mise en place d'un gouvernement dirigé par le Fatah sur la bande de Gaza, une simple coïncidence sans doute, et non un alignement politique de monsieur Meyssan sur la position américaine comme on serait en droit de le penser.

TM- Josep Borrell sait que l'Union européenne a financé le Hamas depuis son coup d'État de 2006, pourtant aujourd'hui il est libre de dire ce qu'il a sur le cœur. Il n'a pas évoqué les liens du Hamas avec la Confrérie des Frères musulmans, dont l'organisation revendique d'être la « *branche palestinienne* », ni de celle-ci avec le MI6, les services secrets britanniques.

J-C - Voici les faits rapportés par Wikipédia que l'on ne peut pas soupçonner soutenir le Hamas, qui contredisent l'assertion scélérate de l'agent Meyssan.

TM - Le 26 janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. Il obtient 56 % des suffrages, ce qui lui donne une majorité parlementaire de 74 sièges sur 132. Le Hamas ravit ainsi la majorité au Fatah. Ismaël Haniyeh est désigné par le Hamas pour former un nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne.

Les élections sont tenues tardivement du fait des violences et de la situation instable qui dure depuis les années 2000. Elles sont organisées avec la participation de plus d'un millier d'observateurs internationaux, du National Democratic Institue et des représentants du monde arabe. L'organisation Arab Thougt Forum propose un code de conduite qui est accepté par tous les partis politiques, excepté le jihad islamique. Les envoyés de l'UE rapportent quelques problèmes, mais rien qui puisse indiquer une fraude majeure de l'élection. Cette victoire du Hamas est possible dans la mesure où ses dirigeants ne sont pas soupçonnés de corruption, grâce aux actions sociales qu'ils dirigent et à leur programme politique. Wikipédia.org

Je vais en rajouter une couche, j'ai lu récemment que si des élections avaient eu lieu en Cisjordanie, le Hamas les remporterait, à Gaza également, mais cela vous l'aviez déjà deviné.

"*Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges."* A qui s'adresse Monsieur Meyssan ?

J-C - A son camps, aux représentant des puissants, aux autorités, au gouvernement, à Macron, à l'ensemble des parlementaires qui sont complices de ces impostures, pas à nous qui ne marchons pas dans leurs machinations pourries ou leurs coups tordus.

TM - Ce bref résumé historique nous montre qu'il n'y a pas plus de problème israélo-arabe que de problème ukraino-russe, mais un énorme problème de tous avec une idéologie qui, en des lieux et des époques différentes, n'a fait que semer la souffrance et la mort. Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges.

J-C - De quelle idéologie veut-il parler, celle du sionisme ou celle du nazisme ? Pour lui se serait la même, je veux bien, pourquoi pas, après tout ce ne serait pas complètement faux puisque leur origine commune est à rechercher dans le capitalisme qui n'a qu'une seule et unique idéologie, mais qui se déclinent sous une multitude de versions, facettes, nuances plus ou moins sociales ou guerrières, disons selon les circonstances et les classes auxquelles elle s'adresse, histoire qu'elles adhèrent toutes au capitalisme et qu'aucune ne se tourne vers le socialisme.

Quand on part du constat que l'origine de tous les courants politiques est économique, et qu'il n'existe que deux classes indépendantes dans la société aux intérêts antagoniques et irréconciliables, donc il n'existe que deux idéologies, une correspondant aux intérêts fondamentaux de chacune de ces deux classes, cette explication est correcte, non ?

Fastoche, trop, puisque l'immense majorité des travailleurs et des militants l'ignorent de nos jours ou n'en tiennent pas compte. Pourquoi ? Parce que tous les acteurs politiques qui s'adressent à eux évitent soigneusement de remonter aussi loin, car au-delà se sont les fondements du régime qui se retrouveraient à poil, donc fragilisés et ils n'y tiennent pas. Alors si vous comptez sur un géopoliticien pour découvrir le pot aux roses, vous pouvez attendre indéfiniment !

Vidéo : Thierry Meyssan sur l'idéologie de Benjamin Netanyahu

https://www.youtube.com/watch?v=ZmYkSzszcgU

Dans cet entretien il a encore bien déliré, passons, j'ai relevé ceci :

A la question, est-il possible d'imposer la création d'un Etat palestinien à Israël, la réponse que monsieur Meyssan a donnée témoigne de son soutien à la partition de la Palestine en 1947 :

A 33:15 : Cela fait 75 ans qu'on aurait dû le faire, puisque c'est ce que nous avions voté aux Nations Unis.

Quand monsieur Meyssan s'exprime, on a l'impression d'être en présence d'un représentant des autorités françaises ou à titre ici de représentant des Nations Unis. Est-il un de leurs agents ?

Populisme et démagogie. Les masques tombent : La supercherie du droit international pris en flagrant délit.

J-C - Monsieur Meyssan du Réseau Voltaire est à lui seul une caricature des géopoliticiens réactionnaires qui sévissent sur les réseaux dits sociaux.

Jusque-là il se donnait beaucoup de peine pour se faire passer pour un humaniste à l'instar des oligarques philanthropes, en s'employant à diffuser l'illusion que le vieil ordre capitaliste établi serait réformable et non pas condamné à s'enfoncer toujours plus dans la barbarie. Dorénavant, il ne se donne même plus cette peine tout en continuant à infuser le même poison. Pire, pour qu'on ne l'accuse pas d'y prendre un certain plaisir sadique, il adopte un air désabusé, du genre, je n'y suis pour rien, traduisez par, je n'en ai rien à foutre du sort des Palestiniens et des peuples, c'est écrit en toutes lettres dans la présentation de son article.

- La Cour internationale de Justice vient de prendre des mesures conservatoires pour protéger la population gazaouie d'un éventuel génocide. Une décision qui n'apporte rien de neuf, mais apporte un soutien juridique à la position politique des Etats-Unis. Cette décision ne préjuge en rien de l'arrêt sur le fond qui condamnerait Israël s'il était pris, mais ne le sera probablement jamais. La Justice internationale n'en est qu'à ses débuts et peine toujours à appliquer le Droit.

https://www.voltairenet.org/article220353.html

J-C - Ici l'art du sophisme se mêle à celui de tout dire et son contraire pour s'achever sur une note optimiste qui n'a pas lieu d'être. Et pour cause, les "*débuts*" dont il est question durent depuis plus d'un siècle, c'est lui-même qui l'a écrit plus loin :

TM - La Cour est un embryon de justice internationale au sein des Nations unies. Elle remplace la Cour permanente de Justice internationale, qui fut créée en 1922, au sein de la Société des Nations.

J-C - Il voue un culte aux Nations unies et à toutes ses officines, aux puissants, à l'oligarchie, au capitalisme, il en est un agent, un idéologue en panne d'inspiration, pris au piège de ses propres contradictions.

Et pour bien indiquer qu'il le savait et se foutait de votre gueule, il va même jusqu'à fournir des détails qui le confirment :

TM - Je me souviens, par ailleurs, que, lorsque je conseillais Mouamar Kadhafi, la corruption des juges internationaux était notoire.

J-C - Les 15 juges de la Cour internationale de Justice étant nommés par leurs gouvernements, ils sont tous idéologiquement corrompus, c'est comme les tristes personnages qui siègent au GIEC, ils ne dénonceront jamais l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Parmi les autres curiosités qui figuraient dans cet article, j'ai relevé ces deux-là :

TM - Enfin le Hamas n'étant pas partie à cette procédure, il serait irréaliste d'imposer des limites à l'une des parties belligérantes mais pas à l'autre.

J-C - S'étant surpassé depuis trois mois pour vomir sa haine du Hamas, ce serait injuste qu'Israël soit condamné et pas le Hamas, donc les Palestiniens, c'est sans soute à cela qu'on reconnaît les vrais amis des Palestiniens ! Il nous indiquait aussi :

TM - Le massacre pourrait reprendre.

J-C - Pourquoi, il aurait cessé, depuis quand ?

94% des Israéliens sont des sionistes et ils en assument tous les crimes.

Une étude de l'opinion publique israélienne - Réseau Voltaire 30 janvier 2024

L'Université de Tel-Aviv a réalisé une importante étude sur l'opinion publique israélienne durant la période du 8 et au 15 janvier 2024. Ses résultats sont surprenants. Réseau Voltaire 30 janvier 2024

J-C - Pas vraiment en réalité, puisque, je cite : seulement 6 % des Israéliens juifs souhaiteraient la création d'un État binational où tous seraient égaux, tel que voulu par les Nations unies depuis 1948.

Donald Trump rouvre le dossier des attentats du 11 septembre 2001 - Réseau Voltaire 25 janvier 2024

Lors d'un meeting électoral à Laconia (New Hampshire), le candidat à la présidentielle états-unienne, Donald Trump, a rappelé qu'il n'y avait jamais eu d'attaque étrangère le 11 septembre 2001, ainsi qu'il l'avait dit le jour même sur la chaine de télévision New York One.

Il a rappelé que cette mise en scène sanglante avait causé non seulement 3 000 victimes aux États-Unis, mais surtout servi de prétexte pour le massacre de millions d'innocents au Moyen-Orient élargi.

Thierry Meyssan a été le premier au monde à expliquer, sur Voltairenet.org, que la narration officielle des événements du 11-Septembre n'avait aucun rapport avec la réalité. Puis il a publié un best-seller mondial, L'Effroyable imposture, pour analyser les conséquences de ce mensonge : d'abord l'installation d'un système de surveillance de masse aux Etats-Unis et dans tout l'Occident (confirmé par Edward Snowden), puis l'extension de l'impérialisme au Moyen-Orient élargi (confirmé par Julian Assange). En 2005, Thierry Meyssan a organisé un colloque à Bruxelles avec 150 personnalités du monde entier pour élaborer une réponse aux straussiens et autres néo-conservateurs. Un des avocats de Donald Trump (qui n'était pas encore entré en politique) y participait.

Depuis, deux interventions officielles ont contredit la version bushienne des événements :

Le FBI a établi que le témoignage de l'avocat général des États-Unis, Theodore Olson, selon lequel il avait discuté avec son épouse à bord du vol AA 77 avant qu'il ne s'écrase sur le Pentagone, était un faux.

Un officier du Bureau des commissions militaires, Daniel Canestraro, a déposé que deux des prétendus pirates de l'air étaient des agents de la CIA.

J-C - Un constat.

Peu importe finalement que la version officielle soit contestée, et elle méritait évidemment de l'être puisqu'elle était frauduleuse, pour autant l'origine de ces attentats commis sous faux drapeaux qui remonte à la crise du capitalisme a toujours été épargnée, de même que ses commanditaires qui appartiennent au clan de la finance anglo-saxonne le plus puissant, car qui d'autres que lui disposait de suffisamment de pouvoir pour concevoir et réaliser une telle opération, en toute impunité, cela va de soi, et ce n'est ni Trump et ni son admirateur monsieur Meyssan qui n'en font pas partie et les ménages en nous entraînant sur le terrain politique, plutôt que suivre la piste de l'argent qui peut s'avérer beaucoup plus dangereuse ou fatale.

On en a fini avec monsieur Meyssan, désormais on ignorera ses entretiens et articles, sauf exception si cela vaut vraiment le coup.

Parodie de justice.

La Cour internationale de justice estime qu'Israël doit permettre l'accès à l'aide humanitaire à Gaza - RT 26 janv. 2024

Israël doit prendre «*des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens ont un besoin urgent pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles sont confrontés les Palestiniens*», a statué la Cour internationale de justice (CIJ) ce 26 janvier.

La plus haute juridiction de l'ONU a aussi déclaré qu'Israël devait empêcher toute incitation possible au «*génocide*», en rendant une décision historique dans une affaire qui a attiré l'attention du monde entier.

Israël doit prendre «*toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide*», a affirmé la Cour internationale de justice (CIJ), qui siège à La Haye. RT 26 janv. 2024

L'Afrique du Sud a salué une «*victoire décisive pour l'État de droit international et une étape importante dans la quête de justice pour le peuple palestinien*», à l'issue de l'audience de la CIJ à La Haye.

Le ministère des Affaires étrangères, dans son communiqué, estime que la Cour «*a déterminé que les actions d'Israël à Gaza sont plausiblement génocidaires et a indiqué des mesures provisoires sur cette base*», la remerciant «pour sa décision rapide».

La CIJ n'ordonne pas de cessez-le-feu à Gaza pour mettre fin au génocide par Joe Lauria (Consortium News) - Mondialisation.ca 26 janvier 2024

La décision de la Cour ne va pas au-delà des requêtes des USA à Israël concernant le massacre de civils, bien loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud. Le jugement prendra des années.

La décision de la Cour ne va pas au-delà de ce que les USA ont publiquement déclaré à Israël, bien loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud. Le jugement prendra des années.

La Cour Internationale de Justice a statué que l'armée israélienne ne doit pas commettre d'actes interdits par l'article 2 de la Convention sur le génocide, mais s'est abstenue d'ordonner à Israël de cesser son opération militaire à Gaza.

La Cour mondiale a statué vendredi que l'armée israélienne doit s'assurer qu'elle ne commet pas d'actes à Gaza en violation de l'article 2 de la Convention sur le génocide. Israël doit également poursuivre en justice les Israéliens qui ont fait des déclarations d'intention génocidaire. Israël doit rendre compte à la Cour des mesures qu'il prend pour exécuter les ordonnances.

La décision de la Cour ne va guère au-delà de ce que les États-Unis ont publiquement déclaré au sujet de la conduite d'Israël, à savoir qu'il ne doit pas commettre d'actes assimilables à des crimes de guerre. Les États-Unis ne sont pas allés jusqu'à dire à Israël de ne pas commettre de génocide, mais l'action de la Cour est loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud et d'une grande partie du monde.

La Cour a déclaré que l'Afrique du Sud avait avancé des arguments plausibles, au moins dans certains cas, dans sa requête de mesures conservatoires visant à mettre fin à ce qu'elle considère comme un génocide en cours d'Israël contre les Palestiniens de Gaza. Mais les mesures conservatoires demandées par l'Afrique du Sud – à savoir l'arrêt des massacres – ont été refusées.

La Cour a établi qu'il existait un différend entre Israël et l'Afrique du Sud pour lui donner compétence. La Cour a également présenté une série d'éléments de preuve attestant qu'il existe des preuves accablantes qu'Israël commet vraisemblablement un génocide et que la Cour autoriserait la poursuite de l'affaire, dont le jugement prendra des années. (...)

Les directives de la Cour n'étant guère plus que des déclarations publiques des États-Unis, Washington devrait se réjouir de la décision prise ce vendredi. (...)

Les directives de la Cour n'étant guère plus que des déclarations publiques des États-Unis, Washington devrait se réjouir de la décision prise ce vendredi.

https://www.mondialisation.ca/la-cij-nordonne-pas-de-cessez-le-feu-a-gaza-pour-mettre-fin-au-genocide/5685665?doing_wp_cron=1706347322.3475859165191650390625

La culture des illusions à la vie dure, les géopoliticiens autoproclamés en sont les porte-parole.

Lu.

- J'espère que je me trompe, car je me refuse à accepter l'idée que le droit international ait fini d'exister. S'il y a une chose dont je suis sûr, c'est que ces deux jours d'audience à La Haye seront décisifs pour pouvoir juger si les concepts de droit international et de droits de l'homme ont encore une signification.

Malgré tout, je continue à croire que le procès en cours peut forcer à la retenue les États-Unis et le Royaume-Uni et ce faisant alléger un peu le calvaire du peuple palestinien.

Pour l'instant, il nous reste la prière ou l'espoir, comme chacun préférera, pour les enfants de Gaza.

J-C - Le niveau zéro du combat politique contre l'oppression. Voilà à quel état d'impuissance on arrive quand on se détourne du socialisme.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé samedi, que le bilan de la guerre israélienne dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre s'était alourdi à 26 257 morts et 64 797 blessés. aa.com.tr 27 janvier2024

- Gouvernement de Gaza: 120 journalistes tués depuis le 7 octobre 2023. aa.com.tr 27 janvier2024

- Le ministre vénézuélien des AE Yvan Gil Pinto : « *Israël* » commet un génocide à Gaza avec l'aide financière et politique des USA. Ce qui se passe à Gaza est un génocide à la manière nazie. Il faut juger les auteurs de ces crimes. french.almanar.com.lb

---

Espagne: des milliers de manifestants appellent à intensifier la pression sur Israël pour arrêter la guerre à Gaza - aa.com.tr 27 janvier 2024

Des milliers de manifestants dans 20 villes espagnoles, dont la capitale Madrid, ont appelé samedi la communauté internationale à intensifier la pression sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat et permanent dans la bande de Gaza.

Le correspondant d'Anadolu a rapporté que des milliers de manifestants ont défilé dans 20 villes espagnoles dont Madrid, Barcelone, Séville, Valladolid, Bilbao et Burgos, en réponse à un appel lancé par plus de 180 associations et organisations de la société civile à travers le pays.

À Madrid, les manifestants ont scandé des slogans tels que "*Boycottez Israël*", "*C'est pas une guerre, mais un génocide*", "*Netanyahu criminel*" et "*Palestine libre*", en brandissant des drapeaux palestiniens.

Dans un communiqué conjoint, les participants à la manifestation ont appelé à "*un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, au retrait des forces israéliennes de Gaza, à la fin du* "génocide" *israélien contre les Palestiniens, et à la levée du siège de la bande de Gaza*".

Le communiqué a également appelé les gouvernements du monde entier à mettre fin au commerce des armes avec Israël et à imposer des sanctions au gouvernement israélien, soulignant qu'il est impératif de "*rompre toute relation politique, diplomatique, économique, culturelle et sportive avec Israël*".

Les protestataires ont aussi rappelé que le peuple palestinien est "*colonisé, victime du nettoyage ethnique et de l'apartheid".*

D'autres villes espagnoles ont également été le théâtre de manifestations, au cours desquelles les manifestants ont exigé un cessez-le-feu à Gaza, appelant également à tenir pour responsables les auteurs des crimes commis à l'encontre des habitants de l'enclave palestinienne. aa.com.tr 27 janvier 2024

- Plus de 40 anciens responsables de la sécurité nationale israélienne, des scientifiques renommés et d'éminents chefs d'entreprise ont demandé au président du pays de démettre

Benjamin Netanyahou de ses fonctions parce qu'il représente une menace «*existentielle*» pour le pays.

Dans une lettre adressée au président israélien Isaac Herzog, les responsables tiennent Netanyahou pour «*principal responsable*» de la «*création des circonstances*» et de la division d'Israël qui ont conduit à l'opération «*Al-Aqsa Flood*», notamment en raison de la radicalisation de son cabinet et de sa politique. Al Mayadeen

---

- Les médias israéliens ont rapporté que « *le Hezbollah pourrait lancer environ un millier de missiles sur Tel-Aviv en deux heures d'opération* ».

Ils ont indiqué que « *certains des missiles qui seront lancés seront précis, et d'autres seront tirés sur les gratte-ciel de Tel-Aviv, tout en s'abstenant de parler de ce qui se trouve à côté de ces tours, le Hezbollah les a identifié comme une cible de la prochaine guerre* ». french.almanar.com.lb

---

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme ou dérive autoritaire. L'unique réponse : Répressive !

"*Tu casses, tu répares*" : à quoi vont ressembler les "*travaux d'intérêt éducatif*" pour les mineurs délinquants de moins de 16 ans ? - francetvinfo.fr 31 janvier 2024

"*Je ne me résoudrai pas à ce qu'on préfère attendre avant de donner une lourde peine, alors que bien souvent, c'est très tôt qu'il aurait fallu agir*", a estimé le chef du gouvernement lors de sa déclaration de politique générale devant les députés. Et pour le Premier ministre, il est essentiel d'agir très tôt : "*Dès le plus jeune âge, il faut revenir à un principe clair : tu casses, tu répares, tu salis, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter*".

Avec cette mesure, il ne sera donc plus nécessaire d'attendre qu'un mineur soit âgé de 16 ans pour prononcer une peine de travaux d'intérêt général. Dès 13 ans, des travaux d'intérêt éducatif pourront désormais être décidés. C'est le tribunal pour enfants qui prononce ce type de peines, mais sans que l'on sache précisément de quelle type de travaux. A l'heure actuelle, les TIG peuvent, par exemple, être des travaux de remise en état en cas de vandalisme, comme nettoyer des tags, ou encore se rendre dans une association ou dans une collectivité pendant un nombre d'heures limité.

Mercredi 31 janvier, Eric Dupond-Moretti a apporté quelques précisions sur franceinfo : "*Le travail d'intérêt général, c'est un travail. Or, les conventions internationales nous interdisent de faire travailler les enfants. Alors que fallait-il faire ? Soit rien, soit prendre la situation en charge et faire en sorte que des mineurs soient pris en charge avant l'âge de la responsabilité pénale*", a expliqué le garde des Sceaux, estimant qu'"*Il faut aider les parents dépassés*".

La mesure, qui devrait concerner les mineurs entre 13 et 16 ans et relèvera du cadre judiciaire. En 2022, un peu plus de 2 000 peines de travaux d'intérêt général ont été prononcées à

l'encontre de mineurs de plus de 16 ans. Depuis la semaine d'émeutes qui a suivi la mort de Nahel le 27 juin dernier, tué à 17 ans par un policier après un refus d'obtempérer, le ministre de la justice Éric Dupond-Moretti répète qu'il faut pouvoir punir les jeunes auteurs de dégradations, tout comme les parents défaillants. En octobre dernier, la Première ministre Élisabeth Borne avait notamment indiqué vouloir corriger la "*démission*" de certains parents devant la "*dérive*" de leurs enfants en instituant des peines de travaux d'intérêt général à ceux "*qui se soustraient à leurs devoirs éducatifs*".

La cheffe du gouvernement avait alors également marqué sa volonté d'être plus sévère avec les jeunes délinquants, notamment en les faisant encadrer par des militaires. Au total, 1 180 mineurs avaient été identifiés par la justice comme auteurs d'infractions lors des émeutes, avait indiqué la Chancellerie. Parmi eux, 40% étaient âgés de 13 à 15 ans, en écrasante majorité des garçons (96%). francetvinfo.fr 31 janvier 2024

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Salarié, vous avez le droit de revendiquer une hausse de salaire de 11,86% !

Les sénateurs ont augmenté l'avance des frais de mandat, comme les députés - Le HuffPost 30 janvier 2024

Alors qu'ils disposaient jusque-là de 5 900 euros mensuels d'avance générale de frais de mandat, ce montant est passé à 6 600 euros, selon le site internet du Sénat consulté lundi par l'AFP. Soit une hausse de 700 euros.

Elles sont complétées par des avances spécifiques, notamment pour l'hébergement parisien des sénateurs. Pour cette dernière, une augmentation de 300 euros a été décidée, la portant à 1 500 euros mensuels selon le site internet du Sénat.

Passée inaperçue, cette décision ressurgit alors que l'Assemblée nationale a décidé, mercredi dernier, d'augmenter l'AFM des députés d'un peu plus de 300 euros par mois, la portant à 5 950 euros. Le HuffPost 30 janvier 2024

Quand la Société des journalistes (SDJ) de France Télévision nous prend pour des cons.

France Télévisions suspend des enquêtes sur Attal ou Dati, son manque d'indépendance pointé du doigt - RT 26 janv. 2024

«*Nous ne pouvons accepter que le travail d'enquête soit interrompu. Il y va de notre indépendance*.» Ce sont les mots issus d'un compte rendu interne de la Société des journalistes (SDJ) de France Télévision envoyé le 25 janvier et qu'a pu consulter le journal *Le Monde*.

La SDJ a fait état de son «*inquiétude quant à sa perception par le public*». Une inquiétude qui fait suite à la demande faite par la direction de France Télévisions aux journalistes de «*Complément d'enquête*», «*Envoyé spécial*» et du «*13h15*» le 19 janvier de faire une pause

s'agissant des portraits de responsables politiques d'ici les élections européennes (le 9 juin prochain).

Parmi les portraits qui devaient être proposés dans les semaines à venir se trouvaient celui d'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, mais aussi ceux de la nouvelle ministre de la Culture Rachida Dati et du Premier ministre Gabriel Attal. Tous sont reportés après les élections européennes.

L'annonce faite aux journalistes a eu lieu le lendemain de la diffusion du numéro consacré au président du Rassemblement national Jordan Bardella. RT 26 janv. 2024

Quand les différentes générations et couches sociales sont partagées entre croyances, mystifications ou propagandes d'hier et d'aujourd'hui.

J-C - J'ai constaté que tous les partis collaboraient à la mystification du changement climatique, à la religion du réchauffement climatique de nature anthropique.

Comment peut-on prétendre combattre sérieusement le capitalisme en adoptant les théories foireuses que ses idéologues ont formulées pour justifier les mesures antisociales ou liberticides que ses représentants entendent imposer aux travailleurs de gré ou de force ?

Pire encore, les partis dits ouvriers s'insurgent contre Macron ou les institutions internationales du capital lorsqu'ils n'appliquent pas suffisamment rapidement les mesures scélérates qu'ils ont adoptées, ces partis se posent ouvertement en garant du Green New Deal de Davos.

Les agriculteurs semblent l'emporter largement sur les écologistes, selon un sondage CSA réalisé pour CNews, Europe 1 et le JDD.

La protection de la nature et de l'environnement.

La moyenne nationale.

49 % pour les agriculteurs
26 % pour les écologistes

Jeunes de 18 à 24 ans

38% pour les agriculteurs

Tranche des 25-34 ans

29% pour les écologistes

Personnes de 65 ans et plus.

57% pour les agriculteurs

Les individus plus instruits et économiquement favorisés.

40% pour les agriculteurs

33% pour les écologistes

Les CSP-

56% pour les agriculteurs

Source : lejdd.fr 27/01/2024

J-C – Ce qu'ils n'ont pas dit aux personnes sondées, c'est qu'elles avaient le choix entre conservatisme ou libéralisme ou ultra libéralisme, ou qu'aucun des deux protagonistes n'incarnait une agriculture conforme au besoin de la population et respectant la nature, parce qu'une telle politique est incompatible avec le capitalisme auquel ils sont liés.

Toutes les générations se bercent d'illusions, pas forcément aux mêmes endroits, ce qui permet de les opposer les unes aux autres. Elle était là la manipulation.

Selon un sondage de The Economist du 21 au 23 janvier 2024 aux Etats-Unis (Sur le support X)

J-C- J'ai repris les termes employés par The Economist (Rothschild)

Israël commet-il un génocide à Gaza ?

Les Blancs

41% non

Les Noirs

40% oui

Les 18-29 ans

49% oui

Les 45-64 ans

52% non

https://twitter.com/YonahLieberman/status/1750522138077896734?s=20

Dioxyde de carbone – Le gaz de la vie

Extrait

Selon les alarmistes du climat, l'augmentation du CO2 entraînera un réchauffement de la planète qui menacera toute vie sur terre. En réalité, le CO2 «*n'a qu'un effet très limité sur le climat*», explique Happer.

Il faut garder à l'esprit qu'il n'existe pas de température unique sur la Terre. Elle varie en fonction du lieu et de l'altitude. Pour chaque kilomètre d'altitude, on observe un refroidissement moyen de 6,6 degrés C. C'est ce que l'on appelle le taux de déchéance [ou gradient thermique]. Ce refroidissement se poursuit jusqu'à la troposphère, où il s'arrête.

Le refroidissement est dû au fait que l'air chaud monte et que l'air froid descend. «*C'est la convection qui provoque cette chute rapide des températures – 6,5 degrés par kilomètre*», explique Happer. Il explique ensuite le graphique suivant, qui détaille le rayonnement thermique de la Terre vers l'espace, en supposant une température de surface de 15,5 degrés C. Les gaz à effet de serre représentent la zone située sous la courbe noire dentelée.

Selon Happer, ce chiffre ne représente que 70% de ce qu'il serait en l'absence de gaz à effet de serre, ce qui est illustré par la courbe bleue lisse, car lorsque le soleil réchauffe la terre, les gaz à effet de serre – principalement la vapeur d'eau – empêchent le refroidissement.

La partie la plus importante de ce graphique est la ligne rouge dentelée, représentée ici avec une flèche rouge pointant vers elle. Cette ligne rouge montre l'effet qu'aurait un doublement (une augmentation de 100%) du CO2 sur la température à la surface de la Terre. Comme vous pouvez le constater, cet effet est négligeable. Il diminue le rayonnement vers l'espace de seulement 1,1%.

Comme le note Happer :

«*Il faut bien l'admettre. Nous sommes loin de doubler [le CO2] aujourd'hui. Cela prendra beaucoup de temps, [et] cela n'entraîne qu'un changement de 1%. Le CO2 est donc un très mauvais gaz à effet de serre. Ce n'est pas un gaz à effet de serre efficace*».

Si l'on supprime TOUT le CO2, on obtient la courbe verte en dents de scie. Comme vous pouvez le constater, les lignes dentelées verte et noire sont parallèles, à l'exception d'un point. L'effet est énorme si l'on passe de zéro CO2 à 400 ppm (flèche verte). Mais il est à nouveau négligeable lorsque l'on passe de 400 ppm à 800 ppm (flèche noire). Comme l'explique Happer :

«*Tout l'effet se produit dès la première petite quantité de CO2 ajoutée… Il est donc tout à fait exact qu'un doublement du CO2 n'entraîne qu'une diminution de 1% du rayonnement. Le GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] obtient la même réponse, ce qui ne prête pas vraiment à controverse, même s'il ne vous montrera jamais la courbe et ne vous dira jamais qu'il s'agit de 1%. Cela perturberait la narration…*

Il s'agit donc de rayonnement vers l'espace. Comment transformer cela en température ? Ils craignent un réchauffement intolérable de la surface de la Terre où nous vivons, ou d'autres parties de l'atmosphère.

Là encore, il est important de faire le calcul de premier ordre… et il indique que le réchauffement dû au doublement du CO2 est… inférieur à un degré… 0,7 [degré] C. Très faible. On ne peut vraiment pas le sentir».

Pourquoi, alors, s'alarmer de l'augmentation du CO2 ?

Inutile de préciser qu'il s'agit là d'un énorme problème pour la communauté des climatologues, car une différence de 0,7 degré C signifie qu'il n'y a pas d'urgence climatique et que, quoi que nous fassions pour réduire les émissions de CO2, cela n'aura pas d'impact sur le climat.

Ainsi, pour créer une situation d'urgence là où il n'y en a pas, le GIEC «*suppose d'énormes rétroactions positives*», explique Happer. Le CO2 n'étant pas un gaz à effet de serre puissant, le minuscule réchauffement direct qu'il provoque est [supposé] amplifié par des facteurs allant de quatre à six pour donner l'impression qu'il a un impact perceptible.

«*J'aime à dire qu'il s'agit d'une discrimination positive pour le CO2*», explique Happer.

«*Il n'est pas très bon pour le réchauffement, mais si vous supposez qu'il y a beaucoup de rétroaction, vous pouvez continuer à recevoir de l'argent. Le problème, c'est que la plupart des personnes ayant des connaissances en chimie physique et en physique savent que la plupart des rétroactions naturelles sont négatives, et non positives*».

«*Le réchauffement de 0,7 degré C obtenu lorsque l'on double le CO2 est probablement surestimé, car il existe probablement des rétroactions négatives dans le système climatique très complexe dans lequel nous vivons*». (William Happer, Ph.D.)

C'est ce qu'on appelle le principe de Chatelier, du nom du chimiste français qui a découvert que «*lorsqu'un système simple en équilibre thermodynamique est soumis à un changement de concentration, de température, de volume ou de pression… le système passe à un nouvel équilibre et… le changement s'oppose en partie au changement appliqué*».

Ainsi, le réchauffement de 0,7 degré Celsius obtenu en doublant le CO2 est «probablement surestimé», affirme Happer, «*parce qu'il y a probablement des rétroactions négatives dans ce système climatique très compliqué dans lequel nous vivons. L'atmosphère, les océans, tout est non linéaire*».

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que le fait que nous soyons à 400 ppm de CO2 ou à 800 ppm n'a pas d'importance lorsqu'il s'agit d'influer sur la température de la Terre. En bref, l'hystérie climatique n'est que cela. Elle ne repose sur aucune menace réelle. Ce n'est que si nous parvenions à atteindre le zéro absolu en matière de CO2 qu'il y aurait un changement, mais cela signifierait également que nous exterminerions tous les êtres vivants de la planète. Ce n'est rien d'autre qu'un programme de suicide.

https://reseauinternational.net/dioxyde-de-carbone-le-gaz-de-la-vie/

J-C - Cet article est basée sur une conférence donnée dans le New Jersey, le 3 octobre 2023, par William Happer, PhD, professeur émérite de physique à l'Université de Princeton et ancien conseiller scientifique des administrations Bush et Trump.

Santé.

#LyonBordeauxGate : non il n'y a pas eu 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine comme le prétend une étude frauduleuse dont les Pr. Lega et Molimard font la promotion dans les médias. - France-Soir 22 janvier 2024

L'étude Pradelle repose sur une modélisation mathématique complétement fausse. Ceci a été démontré par les chercheurs et maîtres de conférence Vincent Pavan et Emmanuelle Darles lors de la réunion du 18 janvier 2024 du Conseil scientifique indépendant. Conformément aux principes de l'éthique des publications scientifiques (COPE), Vincent Pavan, Emmanuelle Darles et Xavier Azalbert se sont évertués à soulever la manipulation des données menant à la fabrication des résultats. Vincent Pavan est même allé un cran plus loin en montrant que le modèle mathématique utilisé est non seulement faux, mais que son usage démontre le peu de compétences des auteurs en mathématiques. Le 21 janvier 2024, le doyen de la faculté de Namur, le Professeur Dogme, publiait un commentaire sur le site de preprint MedRix attaquant le point central de cette étude, l'extrapolation grotesque du risque associé à l'usage d'hydroxychloroquine à partir d'études intégrant un haut dosage de ce produit, confirmant ainsi les analyses de Pavan, Darles et Azalbert.

https://www.francesoir.fr/societe-sante/lyonbordeauxgate-non-il-n-y-pas-eu-17-000-deces-dus-l-hydroxychloroquine-comme-le

---

Afrique.

Le Burkina, le Mali et le Niger annoncent leur retrait de la CEDEAO - fr.sputniknews.africa 28.01.2024

"*L'organisation n'a pas porté assistance à nos Etats dans le cadre de notre lutte existentielle contre le terrorisme et l'insécurité*", indiquent-elles dans un communiqué conjoint.

Qui plus est, l'organisation a adopté "*des sanctions illégales, inhumaines et irresponsables*" à l'encontre des pays concernés lorsque ces derniers "*ont décidé de prendre leur destin en mains*", souligne le document.

Ses auteurs constatent en plus que la CEDEAO, sous l'influence de puissances étrangères, "*est devenue une menace pour ses Etats membres et ses populations*".

Le Pentagone annule ses exercices militaires avec six africains pour ces raisons - fr.sputniknews.africa 28.01.2024

Les États-Unis renoncent à mener des exercices et former les militaires de pays qu'ils accusent de comportements anti-démocratiques ou de non-respect des droits de l'Homme. Six États africains sont concernés par ce changement de cap, à savoir le Soudan, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, l'Érythrée et l'Éthiopie, a rapporté le Washington Post.

"*Ces exercices profitent surtout aux unités militaires américaines qui y participent, contribuant à assurer une coordination sans faille en cas de crise*", a déclaré la porte-parole du Pentagone Lisa Lawrence, citée par le Washington Post.

Selon elle, en l'absence d'interaction militaire américaine, ces pays pourraient se tourner vers des adversaires pour "*combler le vide*".

LE SOCIALISME

Le 10 février 2024

On ne m'a pas laissé le temps de traiter le mouvement social des agriculteurs qui est déjà terminé, ce fut un feu de paille apparemment…

Si toutes les luttes sociales sont légitimes, chacun peut constater, que dans 99% des cas elles se soldent par un échec déclaré ou camouflé, je veux dire par là que quoi qu'on fasse rien ne semble arrêter la marche en avant de la marchandisation croissante de tous les aspects de la société, de la nature, de la vie même, de la privatisation de tous nos besoins élémentaires nommés péjorativement services, la disparition ou la mise sous tutelle de nos libertés individuelles ou collectives, au profit d'un modèle de société toujours plus inégalitaire et injuste, liberticide ou totalitaire, de régime de plus en plus ouvertement fasciste ou nazi sur tous les continents.

Cela me fait dire qu'on devrait peut-être davantage axer notre combat sur le terrain politique, pour moi c'est un euphémisme, une nécessité politique, puisqu'on ne pourra pas satisfaire nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques sans un changement de régime politique, une révolution qui porterait le prolétariat au pouvoir et s'attaquerait directement aux fondements du capitalisme.

Ainsi on pourrait imaginer, qu'il faille concevoir de nos jours que la révolution sociale n'est pas seulement indissociable de la révolution politique, elles doivent se réaliser simultanément, le programme de la révolution politique doit contenir tous les ingrédients de la révolution sociale pour être cohérent et attractif pour les travailleurs, ils doivent prendre conscience que c'est la seule voie pour à la fois satisfaire leurs besoins sociaux légitimes, et décider librement de leur destin, de celui de la société toute entière avec laquelle leurs intérêts correspondent.

Toute lutte sociale ne doit pas seulement s'inscrire dans cette perspective politique révolutionnaire, car avant d'y arriver elle aurait largement le temps de se perdre en cours de route, elle doit être conçue en intégrant ses objectifs politiques, c'est-à-dire, en posant la question du pouvoir, de l'Etat, de la classe, du gouvernement qui mettra en œuvre cette politique sociale.

Nous avons avant tout une question politique à résoudre, si maintenant on estime qu'elle serait secondaire ou on la traite de la sorte, on ne s'en sortira jamais. Il faut poser clairement la question de la société dans laquelle nous voulons vivre, en précisant qu'elle est parfaitement légitime et nécessite aucune justification, car rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de l'oppression.

Ce sont là les éléments politiques de base qu'il faut aborder avec les travailleurs avant toute discussion, de manière à pouvoir s'attaquer aux illusions qu'ils ont encore dans le capitalisme ou le régime, qui constituent autant d'obstacles à leur engagement politique, à toute progression de leur niveau de conscience politique. Reste à savoir si on veut ou non construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui.

Terrorisme d'Etat. 7 février 2024 : Hommage aux plus de 4.000 franco-israéliens sionistes-nazis participant actuellement au génocide du peuple palestinien à Gaza.

Le président Emmanuel Macron rend hommage aux 42 citoyens français et franco-israéliens victimes de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, au mémorial des Invalides, à Paris, le 7 février 2024

« *Terroristes* ». Le mot trônait mercredi matin, au centre de la cour d'honneur des Invalides, sur un grand écran annonçant l'hommage de la nation aux «*victimes françaises des attaques terroristes du 7 octobre* ». Le même mot a été martelé à plusieurs reprises par Emmanuel Macron dans une oraison funèbre aux 42 Français qui ont perdu la vie en Israël, dans ce que le président de la République a qualifié de «*plus grand massacre antisémite de notre siècle* ».

Le président de la République, en qualifiant à cinq reprises de «*terroristes* » les attaques du Hamas dans son discours et en usant de ce terme dans l'intitulé de la cérémonie, a tranché d'une certaine manière le débat que tente d'installer le mouvement mélenchoniste depuis le 7 octobre.

Jean-Luc Mélenchon sur le réseau social X : *« Invités par la présidence de la République, nos députés Mathilde Panot, Manuel Bompard, Éric Coquerel, et Caroline Fiat, nous ont représentés aux Invalides avec une grande dignité. Les grossièretés et les provocations ne leur font jamais oublier qu'ils incarnent la France dans les cérémonies nationales, ni le respect dû aux morts* ».

Le député Aymeric Caron (apparenté LFI) a été hué à son arrivée aux Invalides, sous les cris de c « *antisémite* », ou encore « *la honte* ». L'écologiste Sandrine Rousseau a elle aussi été traitée de « *collabo* » à la sortie. De son côté, Olivier Faure, patron du PS, a salué sur X « *un hommage bouleversant* » et « *un très beau discours du président de la République* » Le figaro, lemonde.fr et lejdd.fr 07/02/2024

J-C – C'est vrai que les dirigeants de la défunte NUPES sont des « *collabos* »… du régime qui cautionne le massacre des Palestiniens. C'est vrai qu'ils n'ont aucun principe, aucune dignité, leur présence à ce spectacle démoniaque l'illustre très bien, à vomir.

Les ordures de médias mainstream ont fait plus fort que Macron en citant à plusieurs reprises le Hamas, contrairement au tyran qui s'en est abstenu dans son discours, c'est ce que j'ai lu dans le commentaire d'un lecteur du Figaro, je ne l'ai pas vérifié.

Pour rappel, les Palestiniens et beaucoup d'autres Arabes au Moyen-Orient sont des sémites, et ils sont beaucoup plus nombreux que ceux qui n'ont de juifs que la religion.

Autre rappel ou ceci explique cela, les sionistes sont les pires antisémites, ce n'est pas moi qui le dit, ce sont ceux qu'on appelle les nouveaux historiens juifs, qui ne se reconnaissent pas dans le sionisme qu'ils considèrent comme une idéologie racialiste, raciste. Sinon, il suffit de donner la parole aux dirigeants sionistes des années 30-40 qui frayèrent avec le nazisme pour en avoir confirmation.

A ce propos. En famille. Qui se ressemble s'enlace.

La scène la plus touchante dans la cour des Invalides fut l'accolade donnée par le député franco-israélien d'extrême droite proche de Netanyahu, Meyer Habib, au président du Rassemblement National, Jordan Bardella, et son refus de saluer Manuel Bompard (LFI) qui se tenait à côté de lui. Vous pouvez le vérifier là :

https://www.youtube.com/watch?v=lYg4lYinMCQ&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Feuropalestine.com%2F&feature=emb_title

---

En famille le CRIF, le PS et le PCF. Qui terrorise qui en France ?

Grenoble : solidarité avec Mohamed Makni, poursuivi sur commande du CRIF local - europalestine.com 8 février 2024

Pour la 3ème fois de suite, Mohamed Makni, imprimeur à la retraite et Maire-adjoint de la ville d'Échirolles (banlieue de Grenoble, Isère) comparaîtra le 20 février prochain devant la justice à Grenoble.

Il est poursuivi pour « *apologie du terrorisme* », cette infraction opportunément sortie par le gouvernement il y a dix ans du cadre de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, bien plus protectrice de la liberté d'expression que le droit pénal commun auquel elle appartient depuis.

Vous avez dit « *apologie du terrorisme* » ? Mohamed Makni s'était pourtant contenté, le 11 octobre 2023, de republier sur la page Facebook des Franco-Tunisiens de Grenoble, le premier paragraphe d'un article écrit par l'un de ses compatriotes tunisiens. À savoir :

« *Curieusement, nos partenaires européens semblent incapables d'établir le lien entre l'occupation et la résistance. Réagissant, le 7 octobre 2023, à l'assaut de la résistance palestinienne, ils s'empressent de qualifier de terrorisme ce qui, à nos yeux, est un acte de résistance évident. De surcroît, ils s'empressent de proclamer leur solidarité en bloc avec la puissance occupante qui devient donc, pour les Européens, la victime !* »

La petite vingtaine de mots de ce paragraphe retenus pour le menacer de prison étaient les suivants : (« … *ils s'empressent de qualifier de terrorisme ce qui, à nos yeux, est un acte de résistance évident* ») !

Aussitôt, sur commande du CRIF, la section locale du Parti Socialiste suspend Mohamed Makni de sa qualité de membre, tandis que la maire « *communiste* » de la ville le suspend de ses fonctions de maire-adjoint.

Et la répression judiciaire est en route : en novembre, un procureur lui propose un « *plaider coupable* », procédure supposant une reconnaissance de préalable de culpabilité en échange d'une condamnation censément « *modérée* » : en fait de modération, le procureur lui propose « *généreusement* » 4 mois de prison avec sursis, 600 € d'amende, et plusieurs années d'inéligibilité.

« *Inacceptable* », réagit Makni, qui refuse un tel deal, et se tient prêt à affronter le tribunal.

« Information à tous mes soutiens : je démontrerai avec clarté et sérénité mon engagement pour la Paix… Mon soutien à la cause palestinienne est indéfectible, la liberté d'opinion et d'expression au pays de Voltaire est un droit, et un combat continu », ajoute-t-il.

La page FB incriminée :

https://www.facebook.com/groups/tunisiensdegrenoble/posts/6755634137853693/

Démystification. Quand l'un des principes fondamental de la médecine moderne s'effondre.

Faites masquer l'accusé ! - Décoder l'éco 28 janvier 2024

https://www.youtube.com/watch?v=F7sHkzhaQFg

Pierre a constaté à partir des données fournies par Eurostat sur 35 pays européens, que chaque année les patients atteints de la grippe ou d'affections respiratoires mourraient tous en même temps, alors qu'en principe il devrait y avoir un décalage entre le moment où un virus apparaît à un endroit et celui où il s'est répandu sur tout un territoire ou dans différent pays, par conséquent il est rigoureusement impossible que la propagation d'un virus soit à l'origine de ces décès, la maladie ne se propage pas, elle survient au moment de l'arrivée du froid ou lors de fortes chaleurs...

C'est confirmé par le fait que toutes les personnes en contact avec un malade contagieux ne tombent pas malade, ce que chacun a pu observer une multitude de fois au cours de sa vie.

C'est un changement environnemental combiné à un ensemble de facteurs, qui est la cause de l'augmentation des décès en hiver ou en été, et non la propagation d'un virus.

On meurt aussi de vieillesse plus ou moins prématurément dans certains cas. Il arrive toujours un moment où nos principaux organes sont usés ou ne fonctionnent plus normalement, nous ne sommes pas immortels. Non mais sans déconner, parfois il semble nécessaire de le rappeler, quand on voit cet acharnement malsain ou sadique à vouloir vous maintenir en vie à tout prix, alors que votre organisme est parvenu à un état de délabrement avancé, handicapant, où rester en vie ne veut plus rien dire, vos sens et votre conscience ne répondant plus, il vaut mieux lâcher prise et partir dignement. Car après tout, même la seconde qui précède cet instant fatidique, à ce que je sache, nous sommes encore des êtres humains, non ?

Soyons humaniste jusqu'au bout, c'est aussi cela être socialiste.

Quelques réflexions politiques et autres.

Je n'ai pas eu le temps de les peaufiner ou de les terminer, je préfère vous prévenir.

Il y a quelques jours en fin de soirée, en regardant les dernières images d'un épisode d'une série policière française j'eus une drôle d'impression. Lors d'un plan fixe sur les Champs-Elysées la nuit avec toutes ces voitures défilant phares allumés comme autant de guirlandes célébrant la victoire de la société de consommation, un spectacle hallucinant, qui du fin fond de mon village du sud de l'Inde me fit penser, qu'on ne vivait pas vraiment la même chose ou qu'on ne portait pas le même regard sur la réalité quotidienne à laquelle nous sommes confrontés.

Je me sentis un instant transporté dans le monde dans lequel vous baignez, qui m'est devenu en grande partie étranger. J'ai repensé au passé en me disant que jamais cette réflexion ne me serait venue à l'esprit quand je vivais en France. Sur le coup cette pensée me sembla étrange, j'en fus troublé. Puis, je me demandai ce qu'elle pouvait bien signifier, pourquoi je m'y attardais maintenant ? C'était sans doute parce que j'avais quitté la France depuis longtemps, mais pas seulement. Je venais de passer l'après-midi en compagnie de la famille (pauvre) de mon beau-fils, au cours duquel il me présenta sa fille née quelques jours plus tôt, la petite maison surpeuplée était située dans un village de pécheurs à quelques kilomètres de chez moi, non loin de l'endroit où j'avais vécu pendant 11 ans. Bref, en partageant quelques heures et un excellent moment en compagnie d'Indiens que je ne connaissais pas, cela me changea les idées, j'en avais grand besoin. Ils furent très gentils avec moi, j'étais le doyen, le vieux qu'on ménage, qui plus est un occidental, on mangea ensemble, pendant ces quelques heures j'en oubliai la politique et la France que le reste du temps j'ai sans cesse à l'esprit. Je m'abandonnai totalement au milieu dans lequel je baignais, et je m'y sentis bien, pour une fois je ne pensais plus à une guerre, à la guerre sur tous les fronts, c'est reposant sous un soleil radieux en respirant l'air iodé de la mer !

Ce moment fut semble-t-il prolifique, puisqu'il me procura une sorte de repos de l'esprit, il me permit de me détendre au point de prendre conscience quelques heures plus tard à quel point le monde ressemblait encore moins à celui qu'on nous dépeint quotidiennement ou qu'on se représente inconsciemment. J'en profitai pour prendre ou reprendre conscience de la distance qui nous séparait, ce que j'avais tendance à oublier à cause de l'intensité mon engagement politique qui nécessite une grande concentration au point parfois d'ignorer le monde et les gens qui m'entourent, sans exagérer j'ai plus souvent l'impression de vivre en France qu'en Inde, et franchement cette impression est de plus en plus désagréable tant ce pays est devenu pourri.

Cette reprise de contact avec cet aspect de la réalité que je croyais n'avoir jamais quitté, m'a inspiré cette réflexion. Je dois avouer qu'elle m'a apaisé, car je suis soumis en permanence à une grande tension et à de nombreuses contradictions que je peine parfois à gérer au mieux. J'en suis arrivé à croire, que dorénavant je comprenais mieux la mentalité des Indiens que celle des Français qui m'échappe parfois, vous me direz que dans mon contexte c'est normal ou logique, certes, mais j'ai du mal à me faire à cette idée parce que je continue de me comporter davantage en Français qu'en Indien. Heureusement d'ailleurs, puisque la France avait atteint un degré de développement économique et social, donc politique, supérieur, même si par bien des côtés on finit par en douter au regard du comportement des Français, qui ont de plus en plus l'air aussi arriéré que les Indiens. Caractérisation qui n'a rien de péjoratif

dans ma bouche évidemment, je parle de leur niveau de conscience en général sans porter de jugement, l'excellent moment que j'ai passé hier après-midi avec des Indiens et que je viens de vous décrire le prouve si nécessaire. Cette précision est destinée à ceux qui réclament sans cesse qu'on justifie nos bonnes intentions, à croire qu'ils en auraient plus besoin que les autres ou je ne m'y connais pas !

Ce genre d'expérience et de réflexion permet de se remettre en cause, c'est toujours une bonne chose, car on a tous besoin de nous améliorer, n'est-ce pas ?

Pourquoi les anglo-saxons-sionistes devraient-ils tenir compte des manifestations qui ont lieu dans le monde entier pour dénoncer leur génocide des Palestiniens ? Ils se foutent bien d'être condamnés par des institutions internationales ou des gouvernements qu'ils savent aussi réactionnaires qu'eux ou qui figurent dans leur camp, avec lesquels ils continuent de commercer.

L'unique facteur qui pourrait les convaincre de modérer leur massacre réside dans le peuple palestinien lui-même. Tant qu'il résistera et exigera que ses aspirations légitimes ou inaliénables, démocratiques, soient prises en compte, ils ne pourront atteindre leurs objectifs, car il est impossible de vaincre tout un peuple qui se tient debout comme un seul homme, et lutte héroïquement les armes à la main contre l'occupation et l'oppression au prix de très lourds sacrifices ou pertes en vies humaines.

Tel fut l'enseignement de toutes les guerres d'indépendance contre la colonisation, de la guerre d'Indochine, de Corée, d'Algérie, du Vietnam, d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie, notamment. Les guerres impérialistes se terminèrent par la capitulation du belligérant le plus faible, par des amnisties ou des traités de paix, elles débouchèrent sur une paix armée entre les différentes puissances jusqu'à la prochaine crise politique du capitalisme qui prendrait la tournure d'une nouvelle guerre.

Seul le peuple exploité a le pouvoir de les empêcher de se livrer à nouveau à cette barbarie, encore faudrait-il pour qu'il puisse s'y opposer ou retourner les armes contre ses oppresseurs dans son propre pays une fois le conflit engagé, qu'il dispose d'une direction indépendante qui l'organise en lui indiquant quelle est la véritable nature de cette guerre et de son ennemi, le capitalisme, ainsi que les réelles intentions de ses représentants, pour qu'il balaie les obstacles qui se dressent sur la voie de son unité en rompant avec les opportunistes complices de ses ennemis qui parlent en son nom, à condition que cette direction lui propose des tâches et des objectifs révolutionnaires qui s'inscrivent dans la perspective d'un changement de régime économique et politique.

En conclusion, soit le prolétariat révolutionnaire abat le régime en place et s'empare du pouvoir afin de mettre un terme définitif à la guerre, soit un peu plus tôt ou un peu plus tard il sera condamné à revivre le même cauchemar de la guerre, l'expérience nous enseigne depuis la guerre de 1870 ou si vous préférez depuis l'avènement du capitalisme un siècle ou un siècle et demi plus tôt selon les pays, qu'il n'existe pas d'autres alternatives, le socialisme ou la barbarie capitaliste.

En réalité, le capitalisme n'a jamais cessé d'être synonyme de guerre, sauf que lorsqu'elle ne se produit pas dans notre propre pays ou que le champ de bataille est trop éloigné pour qu'on n'entende pas nuit et jour le fracas terrifiant produit par les bombes, on a tendance à croire qu'elle aurait une autre origine, de préférence mystérieuse ou surnaturelle, et par conséquent on ne sentira pas directement concerné. Finalement on adoptera une attitude hypocrite consistant à faire preuve d'indifférence envers le malheur qui frappe injustement d'autres peuples innocents, on versera une larme en l'évoquant pour se donner bonne conscience avant de l'oublier aussi vite. Le comble du cynisme étant qu'on en profitera bel et bien, puisque notre propre capitalisme y participera en partageant avec nous les profits à en attendre, histoire de maintenir la paix sociale dans ses frontières, sinon il soutiendra ces guerres au nom de la solidarité de classe sans faille entre barbares, solidarité qu'on sera incapable de témoigner à nos semblables partout dans le monde, une monstruosité qui aura plus ou moins consciemment une incidence sur notre état psychologique ou nous déstabilisera mentalement au point de nous rendre dépressif, car une telle vilenie a de quoi nous rendre méprisable ou détestable à nos yeux au point de trouver toute sorte de boucs émissaires à notre malheur pour tenter de soulager l'angoisse qui nous étreint, nous étouffe littéralement.

A tout bien considérer, pour s'en sortir dignement et éviter de tomber dans cette spirale infernale qui nous fait vivre un véritable cauchemar, vaut mieux encore regarder la réalité en face et l'affronter, non ?

Je vous invite vivement à lire ou relire posément, attentivement, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* rédigé par Lénine et publié en 1916, il est d'une actualité qu'on peine à qualifier tellement la justesse de la description et de l'orientation à venir du capitalisme contenues dans cet ouvrage correspondent à ce que nous vivons quotidiennement jusque dans les moindres détails, cela en est tout à fait bouleversant, incroyable, c'est là qu'on mesure le degré de maîtrise du matérialisme dialectique atteint par Lénine, de la même trempe que Marx et Engels, inégalable.

Le système économique capitaliste à l'époque de l'impérialisme, qui se confond avec la toute-puissance du capitalisme financier, est devenu de nos jours une entreprise bien plus que tentaculaire et spéculative dans son fonctionnement, purement crapuleuse, criminelle, mafieuse, de sorte que son recours au fascisme ou au nazisme comme forme extrême d'oppression politique des peuples exploités, de gouvernance totalitaire, apparaît au grand jour comme sa véritable nature une fois le vernis trompeur de la démocratie élimé.

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/vlimp.pdf

Quelques brefs extraits.

VL - L'impérialisme offre aux capitalistes "*la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.*"

VL - A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier,

est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIXe siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : "*En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique.*" Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des "*pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient*". Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : "*Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial*107."

(Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de La situation des classes laborieuses en Angleterre,
1892).

VL - Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise108.

J-C - Certes, il arriva un moment où l'opportunisme atteignit sa maturité et entra en décomposition, il était incarné par la social-démocratie. Puis le stalinisme prit le relais au sein du mouvement ouvrier, il atteignit sa maturité sous Staline, puis après sa mort en 1953 sa décomposition commença à s'accélérer. Vint ensuite le trotskysme qui reprit le flambeau du marxisme et du socialisme, avant d'emprunter à son tour le même chemin après la mort de Trotsky en 1940. Ses disciplines pour ne pas disparaître se déchirèrent et s'encanaillèrent les uns avec les sociaux-démocrates, les autres avec les staliniens, parfois ou plus tard une fois décomposés avec les uns et les autres selon les circonstances. Tous ces courants continuèrent d'exister au sein du mouvement ouvrier, particulièrement dans les syndicats qui organisent principalement l'aristocratie ouvrière, ce qui n'est pas un hasard à l'époque de l'impérialisme. Donc malheureusement, et je dirais que c'est normal, l'opportunisme ne disparut pas, bien au contraire son emprise ou contrôle s'est étendu à l'ensemble du mouvement ouvrier de nos jours. Il s'est diversifié, il a revêtu différents masques trompeurs, des masques de cire qui

fondent littéralement, comme on a pu l'observer par exemple lors de la mystification hygiéniste (sanitaire), lorsqu'ils ont tous couru s'acheter des masques et se faire piquouser tandis que la population était prise en otage et livrée en cobaye aux trusts pharmaceutique qui trône au Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial ou d'Internationale impérialiste ou oligarchique.

VL - En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

J-C - C'est la raison pour laquelle on est dans le creux de la vague. Vous me direz peut-être que c'était inévitable, c'est ce que j'ai tenté d'expliquer dans une précédente causerie, certes, aussi longtemps que l'impérialisme domine, le capitalisme peut être agonisant, entré en putréfaction ou tout ce qu'on voudra, force est de constater qu'il ne s'est pas effondré ou qu'il a surmonté toutes ses crises au cours du XXe siècle, tandis que le mouvement ouvrier ne s'est jamais remis des trahisons successives dont il a été victime, puisque son avant-garde est disloquée et décomposée, vérolée par l'opportunisme.

Cependant il ne faut pas désespérer, il suffirait que le rouleau compresseur du mondialisme s'acharne davantage sur les classes moyennes et porte un coup fatal aux couches de l'aristocratie ouvrière pour que l'opportunisme perde en influence et que l'avant-garde du mouvement ouvrier se recompose sur des bases saines. Durant la période couvrant le début des années 60 jusqu'au début des années 80, lorsque débuta la délocalisation en Asie de pans entiers de l'industrie manufacturière jusqu'à l'avènement du néolibéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qui allait correspondre avec l'annonce de la capitulation de la social-démocratie française une fois Mitterrand et l'arrivée au pouvoir d'une majorité parlementaire PS-PCF, des courants politiques d'extrême gauche principalement se réclamant du trotskysme, l'OCI, la LCR et LO, combattirent cette politique sans rompre avec les opportunistes et les institutions de la Ve République tout en prétendant lutter pour leur abolition et le socialisme, si leur politique s'adressait aux masses en général, elle ne fut pas interprétée de la même manière selon que leurs recrues appartenaient aux couches supérieures de la classe ouvrière, à l'aristocratie ouvrière, aux étudiants, aux enseignants, aux fonctionnaires, ou aux couches inférieures de la classe ouvrière principalement du secteur marchand ou privé les plus durement frappées par la politique des gouvernements successifs sous de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing.

Les premières particulièrement bien loties, pas vraiment révolutionnaires, n'étaient pas portés à envisager un changement de régime car plus subordonnées à l'Etat que les autres couches du prolétariat, ces couches privilégiées allaient développer un état d'esprit typiquement petit bourgeois, ce qui allait se traduire en pratique par leur collaboration de classe à travers les syndicats qu'ils allaient utiliser pour soutenir des revendications susceptibles d'améliorer leur condition sans s'engager sur le plan politique, ce qui ne les empêchera pas de tenir un discours radical ou au relent révolutionnaire histoire de ne pas se couper des couches inférieures de la classe ouvrière, d'ailleurs les appareils des syndicats contrôlés par des sociaux-démocrates ou des staliniens ne s'y tromperont pas et ils ne leur en voudront pas de s'attaquer en paroles au

régime, du moment que cela n'irait pas plus loin, ils pouvaient s'entendre, mieux, cela leur rendait service, ces militants leur servaient de caution de gauche, tandis que les appareils briseraient les grèves ou les mouvements sociaux une fois que les catégories de salariés qu'ils représentaient seraient servis même partiellement seulement.

Les délocalisations de la production manufacturière n'étaient pas en soi motivées par la division du travail plus poussée à l'échelle internationale, elles n'étaient que le moyen d'atteindre un but économique, tenter de freiner la baisse tendancielle du taux de profit en réduisant le coût de production et en augmentant le taux d'exploitation. C'était une réponse radicale à la crise du capitalisme qui ramenait à ses fondements, phénomène qui n'avait rien de nouveau puisqu'il n'avait cessé de se présenter depuis l'avènement du capitalisme, il est inséparable de sa nature, ce qui signifie qu'on ne pouvait s'y opposer qu'en proposant une orientation politique axée sur la nécessité d'abolir le capitalisme, si on ne voulait pas que les travailleurs concernés par ces délocalisations en soient victimes, ce qui posait la question politique du gouvernement (ouvrier) et de l'Etat pour que ces usines ne ferment pas et que les travailleurs conservent leurs emplois, au lieu de négocier avec le gouvernement en place et les capitalistes les conditions de leurs fermetures et des plans de licenciements massifs qui les accompagneraient, politique indépendante et révolutionnaire rompant avec le capitalisme et ses institutions, avec l'opportunisme qui les soutenait, donc avec les appareils traitres des syndicats et des partis dits ouvriers.

Quand des centaines ou des milliers d'entreprises fermèrent au cours de ces décennies, c'est l'ensemble de leurs travailleurs qui se retrouvèrent sur le carreau ou au chômage, les couches supérieures et inférieures furent frappées indistinctement. Les plus jeunes qui avaient déjà acquis une certaine expérience ou qui possédaient une qualification professionnelle et des diplômes, pouvaient espérer retrouver un emploi relativement rapidement ou facilement, les plus expérimentés également même s'ils étaient déjà âgés, car à cette époque le chômage de masse n'existait pas encore, une situation que les plus jeunes auront du mal à imaginer, il n'y a que les plus vieux et peu expérimentés qui peinèrent à retrouver un emploi avec un salaire leur permettant de survivre. Plus tard, lorsque les délocalisations s'accélèrent et touchèrent pratiquement tous les secteurs économiques, alors que le chômage de masse s'était développé, elles firent de gros dégâts parmi les membres de l'aristocratie ouvrière, ils perdirent les privilèges dus à leur statut social et ils rejoignirent les rangs des couches les plus mal loties de la classe ouvrière, les fonctionnaires qui du jour au lendemain perdirent leur statut suite aux privatisations vinrent grossir leurs rangs au détour de plans de restructuration et de licenciements massifs. De nos jours, seuls les travailleurs employés dans les grandes entreprises ou les multinationales, dans les secteurs essentiels de la fonction publique qui ne peuvent pas être privatisés, qui ont fondu à vue d'œil au cours des quatre dernières décennies, continuent d'appartenir à l'aristocratie ouvrière, et encore, ils en ont davantage le statut que les avantages qui ont été sans cesse reniés au point qu'ils se retrouvent aussi mal lotis que les travailleurs du privé, si ce n'est pire parfois, c'est le cas pour le corps médical et les enseignants, toutes les catégories de fonctionnaires qui sont en bas de l'échelle de la grille des salaires, hormis la garantie d'emploi, qui même parfois est à mettre au conditionnel, il ne leur reste plus grand chose comme privilège, les plus favorisés sont ceux du CAC 40, ce qui s'explique facilement puisque cela nous renvoie à la définition de l'impérialisme.

Autrement dit, en février 2024, il n'y a plus en France qu'une toute petite partie de travailleurs de la classe ouvrière susceptibles d'être encore influencés par le discours démagogique des opportunistes, et cette tendance devrait s'amplifier. Ce discours, c'est celui de ceux qui se

réclament de la gauche, qui inclut tous les syndicats dits ouvriers, tous ceux qui se mobilisent sur des revendications qui les concernent individuellement, des revendications qui ont un contenu social compatible avec un régime impérialiste. Des mobilisations qui ne sont pas destinées à avoir un contenu politique, qui cessent dès qu'elles pourraient prendre cette tournure, c'est le cadre du régime en place qui en fixe les règles et les limites, celles imposées par les syndicats collaborationnistes, réactionnaires, qui se comportent en agents de l'oligarchie et du ministère de l'Intérieur à son service. Il n'y a rien à en attendre.

Cependant, les illusions dans le capitalisme ou dans l'Etat devraient concerner de moins en moins de travailleurs tout secteurs d'activité confondus, d'autant plus que leurs conditions de travail et d'existence vont continuer de se dégrader, leur mode de vie ne leur procurant plus aucune satisfaction autrement que par procuration, plus superficielle que jamais, sans espoir de vivre un jour dans une société meilleure, qu'ils observent au contraire s'enfoncer un peu plus chaque jour dans la décadence et une médiocrité déprimante, angoissante, pire encore, puisqu'on leur promet dans des discours guerriers ou agressifs de leur imposer une régression sociale sans fin pour les punir d'avoir supposément osé profiter sans compter des bienfaits du capitalisme, comble absolu du cynisme ou du sadisme des porte-parole des exploiteurs et des oppresseurs.

La combinaison du nihilisme effréné avec l'hédonisme assumé et l'individualisme débridée théorise et colporte des rapports méprisables et abjectes suintant la haine, la vengeance, la violence, qui tendent à s'étendre ou à se reproduire à tous les échelons de la société au point de créer une atmosphère nauséabonde et effrayante...

Mes causeries sont une modeste contribution, dans la mesure où je m'efforce en livrant un combat sans merci à tous les aspects de la guerre de classe que mène la classe dominante, de montrer comment les différents courants du mouvement ouvrier y collaborent au lieu de les combattre, ce qui permet aux lecteurs ou militants de comprendre de quelle manière se manifeste cet opportunisme au sein de leurs partis ou syndicats, de façon à les aider à rompre avec l'opportunisme.

Vous me direz encore que cela ne changera rien à la situation, certes, je n'ai jamais eu cette prétention, ce que je me dis, c'est que rien ni personne ne nous oblige à nous vautrer dans le populisme ou de s'enfermer dans un dogmatisme stupide, comme on a pu le constater parmi ceux qui viennent de célébrer le centenaire de la naissance de Lénine en débitant leur texte appris par cœur totalement déconnectés de la réalité que nous vivons. Comme quoi je n'exagère rien, il y en a un, qui tête baissée sur son pupitre, n'a pas décroché une seconde les yeux de son texte, au point que je ne pourrais même pas vous dire la couleur de ses yeux, stupéfiant, sous les applaudissements de ses petits camarades !

Pire, ils ont omis de rappeler qu’il était décédé prématurément suite aux séquelles d’une blessure à la tête survenue lors d’un attentat. Le reste était à l’avenant, à croire que le dogmatisme est une grave névrose aux conséquences cérébrales irréversibles.

Camarades, je suis vieux, je ne suis pas un universitaire, je ne suis pas un intellectuel, encore moins un historien, ni un dirigeant, qui plus est, j'ai une mémoire épouvantable, et bien j'arrive à m'adresser à vous sur de nombreux sujets dans mes causeries qui font parfois plusieurs pages, de quoi y passer 10 bonnes minutes en comptant quelques pauses pour

reprendre mon souffle et glisser des trucs qui me viendraient encore à l'esprit en rapport avec la situation actuelle ou mes expériences passées, sans recourir à la moindre note, de tête, d'un trait, cela vaut ce que ça vaut, mais au moins c'est vivant, c'est palpable, cela fait réfléchir, c'est fait pour cela d'ailleurs, et non pour vous donner une leçon ou pour me faire passer pour un érudit que je ne suis pas. On essaie d'aller à l'essentiel et de partager des connaissances pour progresser ensemble, sans se poser d'autres questions, ne me dites pas celles qui fâcheraient, c'est ma spécialité justement de les aborder sans détour, je déteste tourner autour du pot ou l'hypocrisie, sans vous ménager ou sans flatterie, j'en ai horreur. On se contente d'être le plus naturel du monde, on n'est pas là pour raconter aux lecteurs ce qu'ils auraient envie d'entendre, bien au contraire, je crois que depuis le temps ils l'ont bien compris ! On se marre bien aussi, ça aussi je l'ai déjà dit.
Un discours se doit d'être vivant, surtout quand on évoque la mémoire d'un mort, c'est une façon de lui témoigner notre respect, que Lénine et son enseignement sont toujours vivants.

Notes.

107 - Briefwechsel von Marx und Engels, tome II, p. 290; tome IV, p. 433 - K. KAUTSKY : Sozialismus und Kolonialpolitik, Berlin, 1907, p. 79; brochure écrite aux temps infiniment lointains où Kautsky était encore marxiste.

108 - Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhenkéli, des Maslov, etc., sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéidzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.), est également issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant liquidateur.

Les articles des réseaux ou des médias dits sociaux me donnent encore plus la nausée que ceux des médias mainstream, parce que leur objectif vise davantage à décrédibiliser leurs lecteurs plutôt qu'à les rendre schizophrènes ou ce qu'ils sont déjà.

Comment, en leur contant des récits qui conforteront leurs croyances ou ce qu'ils avaient envie d'entendre, dans la mesure où ils recourent à des acteurs politiques d'extrême droite ou à des populistes liés à cette sensibilité politique qui font référence à des faits généralement grotesques qui relèvent de la fabulation, de sorte que l'accusation de complotisme qui pourrait être portée contre eux s'avèrerait justifiée, quand bien même ces faits délirant ne concerneraient qu'1% de leurs articles, en outre les 99% restant parfaitement correctes seraient entachés de suspicion par de nouveaux lecteurs qui se hâteraient de les dénoncer ou de les oublier.

Ce que j'ai voulu faire ressortir ici en guise d'avertissement à mes lecteurs, c'est que les lecteurs attitrés de ces articles finissent par devenir aussi mégalomanes ou détraqués à leur insu que leurs auteurs qui les manipulent.

Ils n'apprécient pas du tout qu'on révèle leur complot.

Un ex-informaticien de la CIA condamné à 40 ans de prison pour fuite massive sur WikiLeaks - BFMTV 2 février 2024

Un ancien informaticien de la CIA a été condamné jeudi à 40 ans de prison pour avoir transmis en 2017 au site WikiLeaks des outils de cyberespionnage, "*la plus grave fuite de données*" de l'histoire de l'agence américaine de renseignement, selon l'accusation.

Joshua Schulte, 35 ans, a été reconnu coupable en juillet 2022 de huit chefs d'accusation d'espionnage. Il a également été reconnu coupable en septembre 2023 de détention de pédopornographie, une importante collection de vidéos pédopornographiques ayant été découverte dans ses ordinateurs pendant une perquisition à son domicile. (Gageons que c'est la CIA qui les avait placées là, Assange avait été accusé de viol. – J-C)
"*Joshua Schulte a gravement nui à la sécurité nationale des États-Unis et directement* mis en danger les vies d'employés de la CIA, persistant dans son attitude même après son arrestation" en 2017, a affirmé le vice-ministre de la Justice chargé de la division Sécurité nationale, Matthew Olsen, cité dans le texte.

En 2016, alors qu'il travaillait pour une unité d'élite spécialisée dans le cyberespionnage, il avait commencé à rassembler la collection "*Vault 7*", des outils de piratage, des logiciels malveillants et des virus informatiques.

WikiLeaks avait commencé à publier les 8.761 documents en mars 2017, embarrassant grandement l'agence et fournissant aux pirates professionnels et amateurs du monde entier les mêmes outils que les agents du renseignement américain.

"*La source souhaite lancer un débat public sur la sécurité, la création, l'utilisation, la prolifération et le contrôle démocratique des cyberarmes*", avait à l'époque déclaré WikiLeaks.

Mais l'accusation affirme que la motivation de Joshua Schulte était de se venger de la CIA, dont il reprochait à la direction de ne pas avoir pris son parti dans des conflits internes.

Lu dans le blog d'un média dit social.

- Et si l'attaque du 7 octobre et le massacre d'innocents suscitent bien évidemment des émotions légitimes, ce doit être le point de départ d'une réflexion pour comprendre d'où vient cette violence. C'est le seul moyen d'y mettre un terme. L'attaque du 7 octobre mérite ainsi une véritable enquête indépendante pour que toute la lumière soit faite sur les événements.

J-C - Mettre "*un terme*" à quoi ? A quoi mais c'est écrit en toutes lettres, à la résistance armée du peuple palestinien. Raison de plus pour la soutenir même si elle est sans issue dans le contexte actuel, car pour le peuple palestinien et tous les peuples du monde cela signifie résister à l'exploitation et à l'oppression dans l'espoir un jour d'un monde meilleur et plus juste ou être réduit au désespoir et en esclavage.

Qui croit encore qu'il existerait une agence de presse indépendante ? RT porte-parole du discours de l'AFP ou Davos.

«*Ces épisodes sont de plus en plus récurrents, c'est pourquoi nous voyons tous les ans des records historiques de températures*», a expliqué à l'antenne chilienne de la chaîne CNN Pablo Lobos Stephani, chargé de la protection contre les incendies à l'office national des forêts chilien Conaf.

Cette canicule résultant du phénomène climatique El Niño touche actuellement le cône sud de l'Amérique latine, en pleine période estivale, provoquant des incendies de forêt aggravés par le réchauffement climatique. Après le Chili et la Colombie, la vague de chaleur menace dans les prochains jours l'Argentine, le Paraguay et le Brésil. RT Avec AFP 4 févr. 2024

Sciences et Avenir ne fait pas dans le détail, c'est le moins qu'on puisse dire. Les scientistes inventent les "*ultrabrèves*" à croire sur parole évidemment

Sciences et Avenir - Au sommaire des ultrabrèves du 5 février 2024 :

- L'inquiétude autour de foyers de maladie de Charcot en France, la découverte de toiles d'araignée qui piègent l'ADN laissé par les animaux vivant à proximité et l'histoire d'un chien, opéré pour retirer une tumeur, qui voit sa mâchoire se régénérer toute seule.

Pour le « *meilleur* »… et le pire opportunisme !

Thierry Meyssan, *« meilleur géopoliticien au monde 2024* » - Réseau Voltaire 5 février 2024

Les commentaires que j'ai adressés à un blog et qui les a publiés.

1- Le meilleur ou le pire populiste ou démagogue assurément !

Voici un regret que partagera sans doute monsieur Meyssan, qui pendant près de 4 mois n'a pas cessé de faire un amalgame entre le Hamas palestinien et la Confrérie des Frères musulmans, il ira même jusqu'à affirmer sans preuve que le Hamas palestinien était une création de Netanyahu, et qu'ils avaient réalisé ensemble l'opération militaire du 7 octobre 2023, vous l'avez tous lu ou entendu comme moi, n'est-ce pas ?

– Le ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, Ben-Gvir a accusé l'administration Biden d'entraver l'effort de guerre israélien et a affirmé que le candidat républicain à la présidence des États-Unis, Donald Trump, permettrait à Israël une plus grande liberté *« pour écraser le Hamas* ».

« *Au lieu de nous fournir un soutien total, Biden est occupé à fournir de l'aide humanitaire et du carburant [à Gaza], qui parviennent au Hamas,* » a déclaré Ben-Gvir.

« *Si Trump avait été au pouvoir, l'approche des États-Unis aurait été complètement différente* ». french.almanar.com.lb 4 février 2024

La précision qu'il a cru bon d'insérer dans l'en-tête de son dernier article n'effaceront jamais les 4 mois de calomnies proférer contre le Hamas palestinien avec lequel s'identifie la majorité des Palestiniens.

La situation mondiale au regard du massacre à Gaza – Réseau Voltaire 6 février 2024

À l'issue de quatre mois de guerre à Gaza contre le peuple palestinien et contre le courant du Hamas appartenant à la Résistance palestinienne, mais jamais contre celui obéissant à la Confrérie des Frères musulmans, les différents acteurs ont affiché leur position.
Tout en prétendant à ses citoyens lutter contre le Hamas en général, la coalition de Benjamin Netanyahu œuvre à terroriser les Gazaouis pour les faire fuir.

Rappel. Pour qui roule-t-il ?

– La Maison-Blanche se convertit à la démocratie par Thierry Meyssan – Réseau Voltaire 4 avril 2017

https://www.voltairenet.org/article195824.html

Qu'on se le dise : avec Donald Trump, la Maison-Blanche s'est enfin convertie à la démocratie, c'est-à-dire au « *Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple* » selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln. Les États-Unis sont en train de redevenir une puissance normale. Ils abandonnent leur ambition impérialiste. Ils renoncent à la doctrine Wolfowitz de domination globale. Ils reconnaissent à nouveau que tous les hommes sont égaux, qu'ils soient occidentaux ou non. Réseau Voltaire 4 avril 2017

2- Ne vous excusez pas, vos bonnes intentions suffisent, sauf peut-être pour les professionnels du procès d'intention dont on n'a rien à foutre.

Comme vous l'avez fait remarquer, les articles de Meyssan ou Escobar par exemple peuvent présenter un intérêt, pour autant il ne faut pas être dupe des illusions politiques qu'ils s'emploient à propager et qu'il faut dénoncer ou combattre sur le plan politique. Pour vous il est peut-être trop tard ou vous n'en avez plus la force, je suis un peu plus jeune que vous et je continue inlassablement ce combat pour la vérité entre autres.

Lénine disait à propos du "*caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme*", que "*les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.*" Cela s'applique magnifiquement bien à ces géopolitologues.

Cet avertissement s'adresse à tous les lecteurs qui ne se reconnaissent pas dans le capitalisme ou l'impérialisme.

Portez-vous bien !

3- « *A l'heure ou la France a tourné le dos a sa diplomatie, a anéantie sa splendeur et réduit à néant son armée, un jour, un Thierry viendra au Quai d'Orsay, rendre toute cette splendeur et cette grâce, car il n'est jamais trop tard pour revenir en arrière sans répéter les mêmes erreurs. La France qui retrouvera ce chemin sera celle qui sera applaudit au conseil de sécurité de l'ONU et à son assemblée, elle sera respectée tant par l'Iran que d'Israël...* »

Cette hymne à l'impérialisme français est le plus bel hommage que vous pouviez rendre à monsieur Meyssan.
Merci monsieur, si, si, j'insiste, ne soyez pas modeste, vous rendez un fier service à ceux qui se demandaient encore pour qui il roulait.

3- C'est un doux euphémisme ! Ils ont une vision au choix, mystico-religieuse ou métaphysique, parfois aux relents de roman policier ou d'espionnage, il leur manque une dimension économique, qui ne limite pas le processus historique à une guerre de classe entre puissants, ils en ont le culte de toute évidence. Ils occultent la lutte des classes pour que leurs lecteurs ne s'aperçoivent pas du parti pris de leur orientation politique ou idéologique en faveur de la classe dominante, classe à laquelle n'appartiennent pas leurs lecteurs et qu'ils influencent de la sorte, l'air de rien...

C'est très sournois de fait, malsain, toxique pour peu qu'on n'y prenne pas garde. Quand on en a conscience, on n'a plus aucune raison de se méfier de ces Géo Trouvetou.

4- Si vous partez du principe qu'un citoyen peut être idéologiquement indépendant ou pourquoi pas apolitique, vous introduisez dans votre analyse un élément qui risque de la fausser, en réalité cela n'existe pas, que les intéressés en aient conscience ou non est une autre histoire, sauf que dans le cas de ces acteurs politiques prétendre ne pas en avoir conscience ou le nier relève de la malhonnêteté.

D'après vous, que signifie se déclarer anti-impérialiste sans adopter le socialisme à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, sinon œuvrer pour le capitalisme, peu importe ensuite que ce soit implicitement ou ouvertement, toute référence à une quelconque indépendance politique relèverait de l'escroquerie.

Je pense que tous ces personnages sont des idiots utiles du système en place, et je ne parle même pas à propos de ceux qui sévissent en France de leurs fréquentations d'extrême droite ou les efforts qu'ils déploient pour les présenter sous un angle avantageux, ce qui est carrément abjecte.

Que les données qui figurent parfois dans leurs articles présentent un intérêt, je ne le nie pas, on les trouve également dans les articles d'autres auteurs moins compromis ou plus présentables, dans le blog Mondialisation.ca ou Le Grand Soir ou encore Arrêt sur Info par exemple.

S'agissant de Meyssan, quand un type vous raconte sur un ton solennel qu'il aurait échappé à une quarantaine de tentatives d'assassinat, excusez-moi, vous êtes en droit de penser que vous êtes en présence d'un satané mégalomane.

Guerre contre l'opportunisme. Ceci explique cela.

- Gaza : 4 mois de carnage en toute impunité. french.almanar.com.lb

J-C - Frustrés de ne pas avoir participé le 12 novembre 2023 à la « *marche pour la République et contre l'antisémitisme* » en réalité en soutien au gouvernement sionisme d'extrême droite présidé par Netanyahu, le 7 février 2024 ils en seront !

- Hommage aux victimes françaises du Hamas : LFI veut être présente à la cérémonie malgré l'opposition de certaines familles - lefigaro.fr 4 février 2024

J-C - Pas un mot de LFI sur les plus de 4.000 citoyens français qui ont rejoint les rangs de Tsahal et participent au génocide du peuple palestinien. Pas un mot sur les révélations israéliennes relatant le massacre d'Israéliens ou de colons le 7 octobre 2023 par Tsahal.

Fabien Roussel en quête d'une invitation du CRIF !

Fabien Roussel - Tout le monde ne qualifie pas les actes du 7 octobre d'attaques terroristes et je le regrette.

OXXI. - Si vous êtes invité au prochain dîner du CRIF, vous y allez ?

Fabien Roussel - Si je suis invité, j'irai, bien sûr.

https://orientxxi.info/magazine/gaza-fabien-roussel-je-ne-suis-pas-dupe-de-l-usage-du-mot-terrorisme,7047

Un autre ancien haut dirigeant s'indigne que le secrétaire national Fabien Roussel ait applaudi la présidente de l'Assemblée nationale qui parlait de soutien inconditionnel à Israël : « *Cela m'a fait penser à Bush soutenu par Robert Hue en 2001 !* ».

Longtemps trotskiste et permanent de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Christian Piquet, 72 ans, a rejoint le PCF en 2015, après avoir participé au Front de gauche et dirigé la Gauche unitaire (GU). Durant sa longue carrière politique, il a été un des piliers du Collectif national (CNPJDPI), qui reste aujourd'hui la principale plateforme de coordination pour les mobilisations sur la Palestine.

Christian Piquet (...) refuse que « *l'on assimile sans la moindre précaution Israël à l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid* ». Il estime qu'Israël n'a « *rien à voir, par conséquent, avec la domination de la minorité blanche d'Afrique du Sud sur la majorité noire - et ce, même si le nationalisme encouragé par les sommets de l'État israélien a connu, au fil du temps, une dérive calamiteuse* ».

Christian Piquet - On ne nous entrainera pas dans un soutien au terrorisme, comme la France Insoumise ou certains collectifs militants sur la Palestine. On ne mobilisera le peuple que sur des valeurs fondamentales. Je continuerai à manifester à Toulouse où je réside, mais jamais avec des forces qui disent que le Hamas est une force de résistance.

Piquet me dit par exemple qu'il n'aime pas le slogan « *Palestine vaincra !* » qui « *délégitime* » l'existence de l'État d'Israël. Pour lui, « *l'État d'Israël n'est pas un État démocratique parfait, mais il a des fondements qui le distinguent des pays qui l'entourent* ».

https://orientxxi.info/magazine/gaza-serieuses-fritures-sur-la-ligne-au-parti-communiste-francais,7048

Le cancer : C'est le capitalisme !

En 2050, le nombre de nouveaux cas de cancer aura augmenté de 77 % par rapport à 2022, selon l'OMS - 20minutes.fr/AFP 1 février 2024

Selon des données issues de 185 pays, le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) anticipe une hausse de 50 % du nombre annuel de nouveaux cas de cancer diagnostiqués entre 2022 et 2040 (environ 30 millions), et de 77 % entre 2022 et 2050 (35 millions anticipés). En 2022, 19,96 millions de cancers ont été diagnostiqués, estime l'organisme spécialisé.

En moyenne, une personne sur cinq développera un cancer durant son existence, anticipe le Docteur Freddie Bray, chef de l'unité surveillance du cancer du Circ. « *L'augmentation rapide de la charge mondiale du cancer reflète à la fois le vieillissement et la croissance de la population, ainsi que les changements dans l'exposition des personnes aux facteurs de risque* », selon le Circ, citant le tabac, l'alcool, l'obésité et la pollution de l'air comme « *facteurs-clés de l'augmentation de l'incidence* ».

Le nombre de morts du cancer a été évalué à 9,74 millions pour l'année 2022 par le CIRC qui anticipe une hausse de près de 90 % des décès d'ici à 2050. Cette maladie est la deuxième cause de mortalité dans le monde, derrière les maladies cardiovasculaires.

Le continent asiatique concentre de loin le plus grand nombre de morts par cancer : 56 % du total devant l'Europe (Russie incluse – 20 %) suivi de l'Amérique latine, l'Afrique et l'Amérique du Nord (environ 7 % pour chacune de ces régions). 20minutes.fr/AFP 1 février 2024

Guerre énergétique et climatique. Propagande du Green New Deal de Davos. L'ennemi : Le diesel !

Flambée des cas de cancers : la pollution incriminée - France 24 4 février 2024

"*Il s'agit ici essentiellement de la pollution aux particules fines*", précise le Dr Emmanuel Ricard, porte-parole de la Ligue contre le cancer.

Le diesel des pots d'échappement est l'une des principales sources de ces particules, poursuit-il : les plus fines d'entre elles peuvent descendre dans l'arborescence du poumon, jusqu'aux alvéoles, ces petits "*sacs*" où se fait l'échange de gaz entre le poumon et le sang, oxygénant celui-ci. France 24 4 février 2024

Il est partout !

Les médecins la pensaient atteinte d'épuisement et d'hémorroïdes, elle souffrait en réalité d'un cancer - Yahoo

Papillomavirus : "*Ça a commencé par un problème anodin à l'oreille. C'était en fait un cancer de la langue*" – Yahoo

---

Ils veulent vous rendre fou, si vous les écoutez, vous êtes foutus !

J-C – L'eau du robinet et en bouteille serait impropre à la consommation, vous êtes donc condamnés à vous empoisonner ou mourir de soif !

Plusieurs producteurs d'eau en bouteille ont filtré illégalement leur eau pour masquer une contamination - francetvinfo.fr 30 janvier 2024

Selon une enquête du "*Monde*" et de la cellule investigation de Radio France, Nestlé et d'autres industriels ont caché au public que l'eau qu'ils pompaient était contaminée. Pour continuer de la mettre en bouteille, ils ont eu recours à des systèmes de purification interdits. 30% des marques seraient concernées.

En octobre dernier, dans un mail dévoilé par le Canard Enchainé, le directeur de l'ARS Occitanie écrivait à ses équipes qu'à cause des multiples problèmes de pollution aux polluants éternels et aux métabolites de pesticides constatés, l'eau du robinet ne devrait plus être consommée, et qu'il vaudrait mieux désormais privilégier… l'eau en bouteille. Nos informations montrent que certaines de ces eaux ne semblent pourtant plus très différentes aujourd'hui de celle qu'on boit au robinet... Excepté le prix.

J-C - Et comble du sadisme, ils se foutent de votre gueule par-dessus le marché !

Santé mentale des jeunes : face aux chiffres alarmants, le Sénat demande une stratégie nationale - Publicsenat.fr 5 février 2024

Ce 5 février, à l'occasion de la journée nationale dédiée à la prévention du suicide, Santé publique France publie son dernier baromètre et alerte sur une dégradation de la santé mentale des jeunes adultes. Chez les 18-24 ans, les pensées suicidaires ont été multipliées par deux depuis 2014. Entre 2017 et 2021, le nombre de tentatives de suicide déclarées dans cette même tranche d'âge a également doublé.

Avec seulement un médecin scolaire pour 15 000 élèves, la profession souffre d'un manque d'attractivité. Selon le syndicat majoritaire des infirmiers et infirmières de l'Education nationale (SNICS-FSU), environ 7 800 médecins scolaires exercent actuellement dans des établissements, il en faudrait 15 000 de plus. Publicsenat.fr 5 février 2024

Faites la guerre mais pas l'amour ou détestez-vous les uns les autres, la nouvelle norme de l'humanisme en totalitarisme.

J-C - Quand la culture hyper individualiste se traduit par un rejet de l'autre quasi pathologique inconscient ou quand la schizophrénie affecte jusqu'à vos pulsions sexuelles et assèche votre affectivité, cela signifie que quel que soit votre âge, vous êtes au bord de la sénilité ou toute trace d'humanisme est en train de disparaître chez vous, c'est plus que préoccupant, c'est effrayant et n'augure rien de bon pour l'avenir, à moins que...

La « *récession sexuelle* » serait-elle le pendant de la récession sociale dans laquelle s'enfonce le capitalisme pourrissant ?

Crise économique, crise des vocations à l'Education nationale, crise de la natalité, de la fertilité, de la sexualité, bref, pas un seul secteur de la société n'échappe à la crise du capitalisme

La « *récession sexuelle* » serait-elle le revers de toutes les perversités sexuelles, dont ils se sont employés minutieusement à faire la promotion pendant des décennies, y compris la pornographie et la prostitution, favorisant la pédophilie, précisons, surtout parmi les membres des classes supérieures ou chez ceux qui profitaient de leur pouvoir pour se livrer à toute sorte de débauches ?

Ils ont l'art de salir ou enlaidir tout ce qu'ils touchent, y compris cet acte, qui pour être partagé à sa juste valeur ou être vertueux et libérateur, affectueux, doit être librement consenti, tout ce dont ils ont horreur, j'entends dont le bas peuple devrait être privé, dès fois que cela lui donnerait la mauvaise idée de vouloir se délivrer de toute forme d'oppression ou aspirer au bonheur, vaut mieux le convaincre de faire une croix sur cette perspective ou lui laisser aucun espoir de ce côté-là.

Mais où veulent-ils en venir ?

Cet épisode s'inscrit dans le cadre de leur campagne mondiale eugéniste ou transhumaniste engagée depuis quelque temps pour dresser les femmes contre les hommes, les atomiser dans la société afin de les affaiblir pour mieux les manipuler et leur imposer leur programme politique totalitaire. Mais encore, prouvez-le. Lisez.

Le *Courrier International* a découvert dans le magazine britannique *The Times* qui étaient visés, "*les infidèles*", car "*aujourd'hui il semblerait que les liaisons soient bel et bien devenues trop dangereuses aux yeux de nos voisins d'outre-Manche*."

(courrierinternational.com/article/vu-du-royaume-uni-pas-ce-soir-cherie-mais-qu-arrive-t-il-a-la-vie-sexuelle-des-francais)

Le puritanisme anglo-saxon nauséabond aurait conquis la France, une conquête du néolibéralisme en somme dont ils sont fiers, qui va de pair avec leur stratégie de la terreur qu'ils sèment partout ou à tout propos, santé, climat, alimentation, énergie, etc.

On peut également y voir les « *bienfaits* » des gestes barrières ou de la dictature hygiéniste de 2020 à 2022, période pendant laquelle ils auront tout fait pour briser tous les rapports au sein des familles. Le confinement a eu pour conséquence catastrophique de les fragiliser un peu plus ou de faire ressortir les contradictions qui existaient dans tous les couples, une épreuve dont ils ne sortiraient pas indemne ou qui ne les rapprocheraient pas.

Est venue se greffer là-dessus leur campagne de harcèlement des hommes par des femmes hystériques, qui se livrèrent à une débauche d'accusations outrancières et collectives, appelant à la délation des paroles ou des actes les plus anodins de misogynie, de sorte qu'ils en arriveraient à se craindre mutuellement, à se livrer à des procès d'intention non fondés, en recourant au procédé scélérat qui consista à juger rétrospectivement des actes commis dans un autre contexte à partir de règles ou de principes qui n'avaient pas cours dans le passé, s'adonnant à un abus de pouvoir relayé par les autorités et les médias, qui sous couvert de moralité appliqueraient la dictature la plus implacable et pernicieuse qui soit, terrifiante.

"*Un rejet des injonctions*": les Français et les Françaises font de moins en moins l'amour - BFMTV 6 février 2024

Une récession sexuelle. Les Français et les Françaises font de moins en moins l'amour, selon un sondage Ifop réalisé au mois de janvier et dévoilé ce mardi 6 février. En clair: 76% des personnes interrogées ont eu un rapport sexuel au cours des douze derniers mois. Ce qui représente un plus bas sans précédent depuis cinquante ans.

En plus d'une baisse de la fréquence, l'activité sexuelle des personnes interrogées perd également en intensité. Dans le détail: quatre Français sur dix affirment avoir en moyenne un rapport sexuel par semaine, contre près de six sur dix il y a quinze ans.

Cette baisse de l'activité sexuelle semble toucher particulièrement les jeunes: plus d'un quart des 18 à 24 ans initiés sexuellement reconnaissent ne pas avoir eu de rapport sexuel en un an. Soit cinq fois plus qu'il y a une vingtaine d'années.

Quant aux jeunes qui ont eu des relations sexuelles, c'était en moyenne un rapport sexuel par semaine pour la moitié d'entre eux - un chiffre nettement en-deçà des personnes âgées de 25 à 50 ans.

Une vie de couple sans relation sexuelle

L'institut de sondage analyse cette contraction de l'activité sexuelle "*dans un contexte de dissociation croissante entre conjugalité et sexualité*". Concrètement, les Françaises acceptent beaucoup moins de se forcer à faire l'amour. (Quelle corvée ! L'affection, cela se cultive quotidiennement ou cela s'épuise, le désir de l'autre avec. Les illusions aussi, elles font place au désespoir. – J-C)

Si plus d'une femme sur deux déclare toujours qu'il lui arrive de faire l'amour sans en avoir envie, c'est beaucoup moins qu'il y a quarante ans - elles étaient alors près de huit femmes sur dix. Une pression sexuelle que ressentent également les hommes: 46% d'entre eux déclarent avoir déjà eu des rapports non désirés. (46% de violeuses, ça n'est pas bien du tout ! – J-C)

L'Ifop pointe également un désintérêt "*de plus en plus marqué*" pour le sexe. Quelque 54% des femmes majeures et 42% des hommes déclarent qu'ils et elles pourraient continuer à vivre avec quelqu'un dans une relation purement platonique. Ce qui est le cas pour une personne en couple sur quatre qui admet ne pas ou ne plus avoir d'intimité physique avec son compagnon ou sa compagne. (Quelle tristesse ! Avec le temps, ils font partie des meubles ou on ne les regarde même plus, alors les désirer, quelle idée ! Autrefois je m'étais fait une toute autre idée du couple, j'étais resté amoureusement passionné de la femme qui partageait ma vie après bien des années au point de la désirer quotidiennement, bien qu'elle ne le méritait pas, la preuve, elle me plaqua, elle ne connut que des déboires par la suite, et elle finira sa vie toute seule. – J-C)

"*Si le devoir conjugal n'a pas totalement disparu, cette enquête met en exergue la proportion croissante de Français qui parviennent à s'affranchir d'une certaine 'normalité sexuelle' et tout particulièrement des injonctions sociales qui lient forcément le couple à une vie sexuelle intensive*", observe François Kraus, directeur du pôle genre, sexualités et santé sexuelle de l'Ifop. (Quel langage de juge d'instruction ou de l'Inquisition, le « *devoir conjugal* » ! – J-C)

La concurrence des écrans

Mais sur la question de l'abstinence, les différences entre les hommes et les femmes restent très prononcées. L'absence de rapports sexuels est vécue facilement par deux femmes sur trois contre à peine la moitié des hommes. Et le manque en cas d'absence prolongée de relation sexuelle pose beaucoup plus problème aux hommes (60%) qu'aux femmes (30%). (Tiens donc, ils seraient différents sur ce plan-là aussi, incroyable, quel aveu ! – J-C)

La sexualité occupe ainsi dans la vie des femmes une place beaucoup moins grande. Si six Françaises sur dix y accordent toujours de l'importance, elles étaient plus de huit sur dix il y a une trentaine d'années. (Elles sont tellement épanouies de nos jours, vous ne le saviez pas, et bien vous avez appris quelque chose ! – J-C)

En ce qui concerne les causes de cette récession sexuelle, si elles restent multiples, l'Ifop pointe tout de même la concurrence d'activités numériques et souligne le fait que la vie sexuelle d'aujourd'hui est "*moins intense qu'avant l'ère du smartphone et du haut débit*". (La masturbation numérique en somme ! Je sens que Bill Gates va approuver. – J-C)

"*Le 'temps sexuel' apparaît très nettement concurrencé par le temps passé sur des écrans qui offrent non seulement un moyen de combler ses besoins de sociabilité et/ou de sexualité mais aussi qui tend à cannibaliser le temps passé à deux*", analyse encore François Kraus, de l'Ifop.

(Jusqu'où va se nicher les méfaits de la société du spectacle ou du divertissement ! Ils sont moins souvent ensemble, ils se parlent moins souvent, ils sont devenus des étrangers sans s'en apercevoir, c'est merveilleux ! – J-C)

Moins de pression à une vie sexuelle active

C'est ce que laissent entendre les jeunes de moins de 35 ans vivant en couple sous le même toit: la moitié des hommes et 42% des femmes reconnaissent avoir déjà évité un rapport sexuel pour regarder une série ou un film. Pour les premiers, les jeux vidéo ou les réseaux sociaux sont également préférés aux relations sexuelles dans une proportion similaire. (Un conseil mesdames, un tel homme ne vous mérite pas, quel dommage qu'on ne puisse pas faire connaissance ! – J-C)

Vive l'économie de guerre, c'est l'avenir que vous promettent les tenants du vieux monde capitaliste pourrissant !

Washington se frotte les mains en Ukraine, admet l'Otan - fr.sputniknews.africa 01.02.2024

"*L'Ukraine est une bonne affaire pour les États-Unis. La plupart des fonds que les États-Unis fournissent à l'Ukraine sont en fait investis... aux États-Unis pour acheter du matériel américain que nous envoyons en Ukraine*", a admis Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan dans un entretien au magazine Washington Examiner.

Les alliés de Washington au sein de l'Otan permettent aussi à l'industrie de défense américaine de se renforcer, a-t-il encore lâché, qualifiant l'Alliance atlantique de "*grand marché pour les États-Unis*". Selon lui, Washington a signé "*des contrats militaires pour plus de 120 milliards de dollars*" en deux ans.

Des équipements qui peuvent finir dans les mains des groupes terroristes, notamment en Afrique, comme l'avait récemment expliqué à Sputnik Ibrahim Traoré, Président de la Transition du Burkina Faso. fr.sputniknews.africa 01.02.2024

Lu.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont ainsi livré plus de 10.000 tonnes de matériel militaire à Israël. L'Allemagne a multiplié par dix ses livraisons d'armes. Le magazine *Der Spiegel* vient en outre de révéler que Berlin s'apprêtait à envoyer quelque 10.000 obus de 120 millimètres. Même la Belgique qui tente d'adopter une position plus mesurée dans le concert des nations européennes a été prise la main dans le sac : 16.000 tonnes de poudre à munition exportées vers Israël. Quant à la France, mystère ! Si l'on sait que 15,3 millions d'euros d'armement ont été vendus en 2022 selon les derniers chiffres officiels, le ministre des Armées se montre plus circonspect sur les livraisons depuis le début de la guerre. Fidèle à la doctrine du « *en même temps* » de son patron Macron, Sébastien Lecornu indique que la France « *n'exporte pas et n'exportait pas avant les événements dramatiques du 7 octobre de*

matériels létaux susceptibles d'être employés contre des populations civiles dans la bande de Gaza ». Mais en même temps, Lecornu reconnaît que la France « *exporte des équipements militaires à Israël afin de lui permettre d'assurer sa défense, comme l'article 51 de la Charte des Nations unies lui en donne le droit.* »

Guerre en Ukraine: le Sénat américain va bientôt dévoiler son nouveau projet d'aide - BFMTV 2 février 2024

Le Congrès américain bute depuis plusieurs mois sur une enveloppe de 61 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine. Le Sénat américain va dévoiler cette semaine son nouveau projet d'aide à l'Ukraine a annoncé ce jeudi 1er février son chef Chuck Schumer. "*Nous prévoyons de publier le texte entier (...) dès demain et pas plus tard que dimanche*", a déclaré le chef démocrate depuis l'hémicycle. Il a dit espérer un premier vote sur le texte ce mercredi "*au plus tard*".

Près de deux ans après le début d'une guerre qui s'enlise, et plus de 110 milliards de dollars déjà débloqués par le Congrès, les républicains ont commencé à trouver la note trop salée.

Le président Joe Biden, qui peine à faire adopter cette enveloppe, a appelé la présidente de la Commission européenne pour remercier l'UE d'avoir validé une assistance de 50 milliards d'euros à Kiev, a indiqué jeudi la Maison Blanche.

Les dirigeants européens ont trouvé un accord jeudi sur une aide de 50 milliards d'euros pour l'Ukraine jusque-là bloquée par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, une annonce immédiatement saluée par Kiev comme une "*victoire commune*" sur la Russie.

C'est aussi un signal envoyé aux Etats-Unis où une nouvelle enveloppe budgétaire pour l'Ukraine est actuellement bloquée au Congrès. "*J'espère que (cela) aidera à faciliter les choses*" pour que Joe Biden puisse faire passer son plan d'aide à ce pays en guerre, a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz. BFMTV 2 février 2024

ONU et L'Agenda 2030 - Le programme du gouvernement mondial ou leur modèle de société totalitaire universelle.

J-C- Vous constaterez que la stratégie de leur "*forum politique*" s'inscrit dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies à laquelle participent tous les Etats, ce qui signifie qu'ils ont tous accepté de se soumettre à ses règles ou à son fonctionnement, et qu'ils en partagent ses objectifs, autrement dit ce sont ceux qui les ont établis qui contrôlent ces Etats, qui par conséquent ont abdiqué leur souveraineté ou leur indépendance au profit de l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux qui trônent au sommet du capitalisme mondial.

Partant de là, en appeler à cette institution ou en attendre quoi que ce soit quand on prétend s'exprimer au nom des peuples exploités et opprimés relève de la supercherie politique ou témoigne sa propre soumission à cette dictature mondiale.

L'Agenda 2030, qu'est-ce que c'est ?

https://hlpf.un.org/ (United Nations - en anglais)
Forum politique de haut niveau sur le développement durable - Organisation des Nations Unies

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 20) à The Future We Want (Le futur que nous voulons - J-C) créé le Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies en 2012.

Le HLPF est la plate-forme centrale des Nations unies pour le suivi et l'examen du programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) au niveau mondial. Il s'agit du sommet de l'architecture de suivi et de révision du programme à l'horizon 2030 établi par le programme à l'horizon 2030 et la résolution 70/299 de l'Assemblée générale.

Dans sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a décidé que le Forum se réunissait chaque année sous les auspices du Conseil économique et social pendant huit jours, y compris un débat ministériel de trois jours et tous les quatre ans au niveau des chefs d'État et de gouvernement sous les auspices de l'Assemblée générale pendant deux jours.

La première réunion du Forum s'est tenue le 24 septembre 2013. Il remplace la Commission du développement durable, qui se réunit chaque année depuis 1993.

Le Forum adopte des déclarations politiques intergouvernementales.

Cliquez ici pour obtenir des informations sur le Forum de haut niveau 2019 sous les auspices de l'Assemblée générale – le sommet des ODD, y compris la Déclaration politique et son appel à « *assembler pour une décennie d'action et d'exécutions en faveur du développement durable* ».

Le HLPF 2023 sous les auspices de l'Assemblée générale - le deuxième Sommet des ODD s'est tenu en septembre 2023. Le sommet des ODD a adopté la déclaration politique.

Le Forum de haut niveau 2023, convoqué sous les auspices du Conseil économique et social, s'est tenu du 10 au 19 juillet 2023 à New York. Il s'agissait d'une manifestation d'avant-sommet pour préparer le sommet des ODD qui s'est tenu en septembre 2023.

En 2024, le forum politique de haut niveau sur le développement durable convoqué sous les auspices du Conseil économique et social se tiendra du lundi 8 juillet au vendredi 12 juillet 2024. Le débat de haut niveau du Conseil, y compris le débat ministériel de trois jours du Forum de haut niveau, se tiendra du lundi 15 juillet au jeudi 18 juillet 2024.

Le Forum de haut niveau procède également à des examens réguliers des objectifs de développement durable.

L'Assemblée générale examine périodiquement les fonctions du Conseil économique et social et du groupe de haut niveau.

J-C - Cela signifie, que par ce biais ils s'octroient le droit d'exercer un droit d'ingérence et de contrôle de la politique des gouvernements de tous les Etats, un droit de regard sur leur budget ou leur économie, politique qui devra être conçue en fonction des objectifs qu'ils ont adoptés en commun quelle que soit la majorité au pouvoir dans ces 195 pays.

Autrement dit, tout parti politique qui ne dénonce pas l'appartenance de son pays à l'ONU, accepte de se plier à son diktat ou s'engage à appliquer sa politique tournée contre les intérêts des exploités et des opprimés. Rompre avec l'ONU (et toutes ses agences) est donc une nécessité absolue pour un parti ouvrier, un parti de gauche ou d'extrême gauche.

https://focus2030.org/fr

https://focus2030.org/Nos-partenaires

https://www.coe.int/fr/web/programmes/un-2030-agenda

https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html

https://www.undp.org/fr/histoires/accelerer-la-mise-en-oeuvre-de-lagenda-2030

L'art de dire une chose et de faire son contraire.

Vue d'ensemble des 17 objectifs de développement durable.

1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde = Tout faux !

2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable = Tout faux !

3 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge = Tout faux !

4 - Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie = Tout faux !

5 - Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles = Tout faux !

6 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau = Tout faux !

7 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable = Tout faux !

8 - Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous = Tout faux !

9 - Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation = Tout faux !

10 - Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre = Tout faux !

11 - Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables = Tout faux !

12 - Établir des modes de consommation et de production durables = Tout faux !

13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions = Tout faux !

14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable = Tout faux !

15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité = Tout faux !

16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous = Tout faux !

17 - Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser = Tout faux !

Quand *Libération* se sert de l'actualité sociale pour faire la promotion de l'Agenda 2030.

La vie chère est-elle synonyme de malbouffe ? – liberation.fr 8 février 2024

Corine Pelluchon, philosophe, professeure à l'université Gustave-Eiffel.

- L'alimentation et l'agriculture sont les leviers essentiels de la transition écologique et solidaire. Car l'écologie ne désigne pas seulement la lutte contre le réchauffement climatique. Elle implique de partager les ressources, d'organiser autrement la production et le travail. Elle est un projet de société et une manière d'être, elle est le pari que nous pouvons, consommateurs, producteurs, syndicats, représentants politiques, changer progressivement tout.

J-C – Sauf de régime économique ! Ils ont le don pour repérer les intellectuels pourris convertis au Great Reset de Davos…

Mystification. Qu'est-ce qu'ils ne vont pas chercher pour camoufler les conséquences désastreuses de la survie du capitalisme et leurs mauvaises intentions.

J-C - A les entendre, les carences en vitamines et oligo-éléments indispensables à la santé dont sont victimes certaines populations, on pourrait ajouter les protéines, ne proviendraient pas de la pauvreté qui ne leur permet pas d'avoir une alimentation saine et équilibrée quotidiennement, ce serait les céréales dont le riz qui fournissent ces éléments indispensables à la santé qui seraient en cause, et non les produits délibérément frelatés ou de mauvaise qualité de l'industrie agro-alimentaire auxquels ils ont accès par ailleurs.

Ce qu'ils ne précisent pas, outre que les plus pauvres consomment peu de légumes et de fruits frais parce qu'ils sont trop chers, ils mangent du riz blanc ou blanchi (idem pour le blé), qui est un produit frelaté d'où une grande partie des vitamines (B1 - bêta-carotène) et des oligo-éléments ont été extraits, ils consomment peu d'œuf, de carotte et pas de foie ou du fromage notamment, riches en vitamine A.

Qu'est-ce que cela signifie?

Pour que ces populations demeurent pauvres et se conforment aux critères du marché aux esclaves, elles doivent continuer de se nourrir aussi peu et aussi mal et à coûter le moins cher possible aux exploiteurs et à la société, donc de préférence en étant en bonne santé, d'où l'idée de recourir à l'expédients des OGM pour réunir ces conditions. C'est machiavélique ou sordide à souhait, et salué par tout ce que compte la société occidentale de progressistes ou d'humanistes ! Au passage, les partisans des OGM saluent les vertus du capitalisme. Lisez, je n'invente rien.

Les éléments du progrès : les OGM - contrepoints.org 8 février 2024

Extrait. Les Nouvelles Techniques Génomiques (NGT) viennent d'être autorisées par le Parlement européen. Tour d'horizon des apports des OGM.

Dans de nombreuses régions de Chine, d'Inde et du Bangladesh, une portion quotidienne de riz doré pourrait prévenir des millions de cas de cécité, sauver un nombre égal de vies et améliorer les perspectives économiques et le bien-être général d'innombrables familles dans les décennies à venir.

Le manque de vitamine A dans l'alimentation est un problème exclusivement réservé aux pays pauvres. Il s'agit d'un problème technique pour lequel il existe une solution facilement réalisable.

La solution en question a d'abord été proposée par Peter Beyer, professeur de biologie cellulaire à l'université de Fribourg en Allemagne, et Ingo Potrykus de l'Institut des sciences végétales en Suisse. Beyer et son équipe ont utilisé le génie génétique pour insérer les gènes producteurs de bêta-carotène dans l'ADN du riz normal. Le résultat a été un riz modifié de manière à produire du bêta-carotène in situ dans la plante – que l'on a appelé riz doré. La couleur du riz est un indicateur évident de la vitamine A qu'il contient.

Les améliorations des technologies agricoles ont sauvé des centaines de millions de vies et en sauveront sans aucun doute des centaines de millions d'autres à l'avenir.

Une minorité de personnes riches des pays développés pourrait bien profiter d'un mode de vie biologique strictement exempt d'OGM sans conséquences néfastes.

Mais imposer un tel mode de vie aux pauvres du monde est injuste, contraire à l'éthique, improductif et inutile. Les améliorations des technologies agricoles ont sauvé des centaines de millions de vies et en sauveront sans aucun doute des centaines de millions d'autres à l'avenir.

Au cours des 25 prochaines années, le développement et le succès du génie génétique dans la production agricole joueront un rôle clé dans l'amélioration de l'épanouissement humain. Cela permettra de sauver et d'enrichir la vie de millions de personnes.

Mais cela ne sera possible que si les gens soutiennent la recherche, le développement et l'utilisation des technologies génétiques de manière rationnelle. contrepoints.org 8 février 2024

Quelle intention généreuse, mais quelle en est l'origine, devinez ?

Les personnes et les organismes à l'origine de cette technique (tout particulièrement Ingo Potrykus et la Fondation Rockefeller) ont défendu, parfois avec véhémence l'intérêt de cette nouvelle technique pour la santé dans les pays en voie de développement. fr.wikipedia.org/wiki/Riz

La Fondation Rockefeller en est, on se disait aussi ! C'est étonnant qu'ils se préoccupent de la santé ou de l'alimentation, du bien-être des populations qu'ils ont réduites à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, qu'ils maintiennent dans une précarité absolue. Vous aurez remarqué que derrière chaque mauvais coup on trouve l'oligarchie financière, là c'est Rockefeller, ailleurs, en Afrique surtout, c'est Gates, etc.

Pourquoi veulent-ils qu'on continue à bouffer leur riz dégueulasse pour la santé ?

- La consommation de riz n'est pas dangereuse pour la santé, en particulier si l'on diversifie les natures de riz. Sauf pour le riz blanc. La raison ? Le fait d'avoir perdu son enveloppe au cours des traitements, rend ce riz particulièrement pauvre en vitamines du groupe B, essentiel à la bonne marche de l'organisme, et en minéraux. Mieux vaut donc en manger "avec modération" ! D'autant qu'une étude menée par des médecins de Harvard et publiée en 2012 dans le British Medical Journal a révélé que les plus grands consommateurs de riz blanc (5 portions de 150 g / semaine) avaient un risque de développer un diabète de type 2 majoré de 25%. En cause son Index Glycémique (IG) élevé qui provoque une élévation brutale du taux de sucre dans le sang. sante.journaldesfemmes.fr 16 septembre 2021

Chez tous mes voisins, dans toutes les familles que je connais, dont celle de mon épouse et celle de ma compagne, il y a des diabétiques, et tous sont plus ou moins en mauvaise santé ou présente des carences immunitaires, tous les hivers il y en a qui tombent malade, une hécatombe en fait, parce qu'ils sont tous pauvres et se goinfrent de riz blanc pour assouvir leur faim, ils n'ont pas le choix, c'est injuste.

Chez moi, personne n'est malade. Nous avons une alimentation très diversifiée et équilibrée, et j'y veille en permanence, par chance j'en ai les moyens ou j'y consacre une grosse partie de mon modeste budget. Mes chiens sont nourris de la même manière que nous, et pas un n'a eu

une diarrhée en trois ans, leurs yeux et leurs oreilles ne coulent pas, leur poil est souple et brillant. On se passe du médecin et du vétérinaire, un luxe de nos jours, j'en ai parfaitement conscience.

Aucun Etat, aucune institution ne s'oppose au totalitarisme ou au terrorisme international des Etats-Unis et ses vassaux européens.

J-C - Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne continuent de se comporter en maîtres du monde en recourant à des guerres, sans qu'aucun Etat ne s'y oppose vraiment puisqu'aucun n'a rompu ses relations avec ces régimes despotiques.

Les frappes américaines au Yémen, en Irak et en Syrie vont se poursuivre, malgré l'ONU - Le HuffPost 5 février 2024

« *Ce n'est pas fini.* » Les États-Unis vont « continuer » leurs représailles contre des groupes pro-iraniens en Irak et en Syrie, a affirmé ce dimanche 4 février le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, qui n'a pas voulu dire si des frappes contre l'Iran étaient exclues.

En Irak et en Syrie, les États-Unis ont frappé un total de 85 cibles sur sept sites différents, dont des centres de commandement et de renseignement et des infrastructures de stockage de drones et de missiles, selon le Pentagone. Interrogé sur des victimes civiles, il a indiqué n'être pas en mesure de confirmer mais que les cibles visées étaient « *tout à fait légitimes* ».

Ces raids aériens au Yémen sont intervenus au lendemain d'une série de frappes américaines contre des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-iraniens en Syrie et en Irak, en réponse à la mort de trois soldats américains en Jordanie le 28 janvier. Le HuffPost 5 février 2024

Lu.

Le monopole de la propagande occidentale a volé en éclats. La résistance du peuple palestinien l'a réduit en miettes. Et partout à travers le monde, des millions de voix s'élèvent pour réclamer justice. La répression s'intensifie évidemment. Des manifestations sont interdites, des associations dissoutes, des conférences annulées, des drapeaux confisqués… Cette apparente démonstration de force témoigne en réalité de la faiblesse d'un système aux abois. La résistance ne pliera pas. La solidarité persistera.

J-C - Patati et patata, " *des millions de voix s'élèvent pour réclamer justice*" à qui, devinez ? Quand les victimes demandent à leurs bourreaux de les épargner, ce sont eux qui témoignent de leur faiblesse et non l'inverse comme on s'emploie à vous le faire croire.

Quand une revendication sociale ou politique portée par le mouvement ouvrier est adressée aux représentants du régime en place ou du capitalisme, ceux qui la portaient en sont

dépossédés, ils ont troqué leur indépendance au profit de ceux auxquels ils s'en remettent pour la satisfaire ou à qui elle était adressée, qui dès lors se retrouvent en position favorable pour l'instrumentaliser et la rejeter.

Cette manière de procéder à pour conséquence désastreuse de favoriser les travailleurs qui sont le plus subordonnés au capitalisme et à ses institutions, ceux qui sont le plus enclins à développer des illusions dans le régime, à le ménager, les couches de l'aristocratie ouvrière qui sont justement organisées dans les syndicats, au détriment des couches les plus défavorisées plus enclines à opter pour des actions radicales, qui se méfient à juste titre ou rejettent le dialogue social qui en soi est déjà une trahison de leur cause... Bref, cela introduit d'emblée un élément de division au sein des travailleurs pour affaiblir leur détermination et leur mobilisation, la faire échouer de préférence, c'est le but de l'intersyndicale corrompue.

Quant au contraire une revendication sociale ou politique portée par le mouvement ouvrier est adressée aux travailleurs, en principe elle incarne leurs besoins sociaux ou leurs aspirations démocratiques, donc elle se situe sur leur terrain de classe et non sur celui de leur ennemi de classe, de ce fait leur indépendance de classe est préservée, de sorte que leur lutte pour cette revendication peut s'inscrire naturellement dans une perspective politique plus large, pour peu que cette orientation soit défendue par l'avant-garde de la classe ouvrière, ce qui signifie qu'un certain nombre de travailleurs pourront tirer des enseignements de cette expérience, et pourquoi pas prendre conscience que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques sont légitimes et méritent d'être défendues, d'où la nécessité de s'organiser sur le plan politique pour qu'elles aient la chance un jour d'être satisfaites, de réunir les conditions pour parvenir à un changement de régime économique et politique.

A quoi reconnaît-on les opportunistes ? Ce sont des adeptes du droit international :

- L'Occident collectif assassine le droit international

- Le droit international a-t-il survécu ou la classe politique occidentale l'a-t-il tué?

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Guerre à Gaza: Le ministère de la Santé annonce un nouveau bilan de 27 840 morts et 67 317 blessés. aa.com.tr 9 février 2024

L'Arabie saoudite écarte les attentes américaines sur une potentielle normalisation avec Israël - RT 7 févr. 2024

Alors que le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby, avait déclaré le 6 février que les discussions entre l'Arabie saoudite et Israël étaient «*positives*» concernant une probable normalisation des relations bilatérales, Riyad a tenu à apporter quelques précisions.

«*La position du Royaume d'Arabie saoudite a toujours été ferme sur la question palestinienne et sur la nécessité pour le peuple palestinien frère d'obtenir ses droits légitimes*», a précisé le royaume saoudien quelques heures après la déclaration américaine dans un communiqué.

Le texte de la diplomatie saoudienne répond nommément aux propos du «*porte-parole du [Conseil] de sécurité nationale des États-Unis*», à savoir John Kirby. Riyad précise qu'il n'y aura pas «*de relations diplomatiques avec Israël à moins qu'un État palestinien indépendant ne soit reconnu sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale*», ajoutant qu'une normalisation serait inenvisageable sans cessez-le-feu et que «*toutes les forces d'occupation israéliennes*» devraient se retirer de la bande de Gaza.

Alors que l'Arabie saoudite restait évasive sur les conditions d'un accord avec l'État hébreu, ce communiqué apporte plusieurs détails, notamment sur la nécessité d'une État palestinien selon les frontières d'avant 1967. Un positionnement aux antipodes de celui de Benjamin Netanyahou, qui refuse catégoriquement la solution à deux États.

Le communiqué intervient également deux jours après la visite d'Antony Blinken à Riyad. Le chef de la diplomatie américaine avait alors rencontré le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane.

Reste que la normalisation de l'État hébreu demeure problématique dans la société civile saoudienne. En effet, selon un sondage du Washington Institute for Near East Policy publié en décembre dernier, 96% des Saoudiens sont favorables à une rupture complète des relations économiques et diplomatiques avec Israël. RT 7 févr. 2024

Abdel Salam: Les délégations de Sanaa et Riyad ont surmonté les obstacles les plus importants pour un processus de paix avec l'Arabie-saoudite. - french.almanar.com.lb

Le chef de la délégation de négociation de Sanaa, Mohammad Abdel Salam, a révélé une réunion qui a eu lieu entre la délégation qu'il dirige et les dirigeants saoudiens, *« qui a permis de surmonter les obstacles les plus importants auxquels se heurte la feuille de route pour la paix* ».

Abdel Salam a déclaré au journal saoudien Asharq Al-Awsat : « *La feuille de route inclue les préoccupations de chacun »*, soulignant que « *la délégation de Sanaa a mis l'accent sur la résolution du problème humanitaire urgent dont souffre le peuple yéménite dans tout le pays* ».

Dans le même contexte, il a souligné que « **le traitement du dossier humanitaire et l'ouverture des aéroports, des ports et des routes auront un impact positif et significatif sur le reste des dossiers, notamment le dialogue politique** ».

Le plan de paix auquel les parties étaient parvenues plus tôt se concentrait sur un cessez-le-feu global dans le pays, l'ouverture de tous les ports terrestres, aériens et maritimes, la fusion de la Banque centrale et l'achèvement de l'échange de prisonniers et de détenus (tous pour tous).

Abdel Salam a également noté lors de la réunion que « *la position majoritaire des pays du monde est leur souci de la sécurité de leurs navires et de garantir qu'ils ne soient pas exposés à des dommages* ». Cependant, la délégation de Sanaa a affirmé, « *la poursuite des opérations militaires en mer Rouge visant les navires israéliens se dirigeant vers Israël jusqu'à la fin de l'agression et du siège de la bande de Gaza* ».

Le responsable yéménite a réitéré la position de Sanaa en faveur du peuple palestinien opprimé, ajoutant dans son discours que « *si l'injustice et le siège contre le peuple palestinien cessent, alors les opérations de soutien cesseront sans aucun doute* ».

Abdel Salam a conclu que « *la scène de paix au Yémen est sur la bonne voie* », expliquant que les opérations des forces armées yéménites en mer Rouge sont « *distinctes de la voie du processus de paix* » et estimant que « *les menaces de l'Occident contre une solution nationale est une tentative de pression* ».

- Ben Gvir révèle un plan pour vider Gaza des Palestiniens - french.almanar.com.lb 4 février 2024

Le ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, a averti qu'il s'opposerait à tout accord avec le Hamas qui permettrait la libération de milliers de Palestiniens ou qui mettrait fin à la guerre avant que le Hamas ne soit complètement vaincu. « *Netanyahu est à un carrefour, et doit choisir la direction à* prendre », a-t-il dit dans une interview au quotidien US Wall Street Journal, ont rapporté les médias israéliens.

Ben-Gvir a dans ce contexte révélé son plan pour Gaza, proposant « *de repeupler la bande de Gaza avec des colonies israéliennes tout en offrant des incitations financières aux Palestiniens pour qu'ils partent* ».

Le ministre israélien a estimé que son plan visant à « *encourager les Gazaouis à émigrer volontairement vers différents endroits à travers le monde* » en fournissant des incitations financières en espèces est une « *vraie action humanitaire* » à entreprendre.

Ben-Gvir a enfin prétendu savoir que les Palestiniens seraient ouverts à cette idée à travers des discussions avec des Palestiniens en Cisjordanie et des renseignements qu'il a reçus en tant que ministre.

Ben-Gvir a en outre accusé l'administration Biden d'entraver l'effort de guerre israélien et a affirmé que le candidat républicain à la présidence des États-Unis, Donald Trump, permettrait à Israël une plus grande liberté « *pour écraser le Hamas* ».

« *Au lieu de nous fournir un soutien total, Biden est occupé à fournir de l'aide humanitaire et du carburant [à Gaza], qui parviennent au Hamas,* » a déclaré Ben-Gvir.

« *Si Trump avait été au pouvoir, l'approche des États-Unis aurait été complètement différente* ». french.almanar.com.lb 4 février 2024

ONU: Israël n'a pas fourni de documents concernant ses allégations contre les employés de l'UNRWA - aa.com.tr 31.01.2024

Les Nations Unies ont déclaré que le gouvernement de Tel Aviv n'avait pas encore soumis de dossier concernant les accusations israéliennes contre les employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine en Proche-Orient (UNRWA).

C'est ce qu'a déclaré le porte-parole des Nations Unies, Stéphane Dujarric, lors de sa conférence de presse quotidienne.

Il a indiqué qu'Israël avait transmis à l'UNRWA ses allégations sur l'implication de 12 de ses employés dans les attaques du 7 octobre, indiquant que la cessation des tâches et l'enquête avaient été menées à la lumière de ces informations.

Dujarric a expliqué qu'Israël ne leur avait pas encore fourni de dossier écrit concernant ces accusations.

Il a souligné que l'UNRWA avait auparavant partagé la liste de ses employés dans les pays où elle travaille avec le pays hôte, ainsi qu'avec Israël, et qu'aucune inquiétude n'avait été exprimée à ce sujet.

Vendredi, l'UNRWA a annoncé avoir ouvert une enquête sur des allégations d'implication d'un certain nombre de ses employés (sans le préciser) dans les attentats du 7 octobre.

Les accusations israéliennes contre l'agence ne sont « *pas les premières du genre*.»

Depuis le début de la guerre contre Gaza, Israël a accusé les employés de l'UNRWA de travailler pour le Hamas, dans ce qui a été considéré comme « une justification préalable » pour bombarder les écoles et les établissements de l'organisation dans la bande de Gaza, qui abrite des dizaines de milliers de personnes déplacées, dont la plupart sont des enfants et des femmes, selon les observateurs.

Depuis le 26 janvier, 17 pays et l'Union européenne ont décidé de suspendre leur financement à l'UNRWA, sur la base des allégations d'Israël selon lesquelles 12 des employés de l'agence auraient participé à l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* » menée par le mouvement Hamas le 7 octobre 2023.

Ces pays sont : les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, l'Italie, le Royaume-Uni, la Finlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, la Roumanie, l'Estonie, en plus de l'Union européenne, selon les Nations Unies. aa.com.tr 31.01.2024

Israël détruit l'UNRWA pour empêcher l'exécution de l'ordonnance de la CIJ - Réseau Voltaire 1er février 2024

La Cour internationale de Justice a rendu son ordonnance dans l'affaire opposant l'Afrique du Sud à Israël à propos d'actes génocidaires en cours à Gaza. Celle-ci stipule, entre autres, que :

« *L'État d'Israël doit prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requise de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza* ».

Or, les services de base et l'aide humanitaire ne peuvent être distribués que par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

L'État d'Israël a lancé, dans les heures suivant le prononcé, une campagne contre cette Agence des Nations unies. Il a immédiatement fait savoir que 12 employés de l'UNRWA avaient participé à l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* », le 7 octobre dernier. Sans attendre, Washington a retiré son financement à l'Agence. Le secrétaire général des Nations unies a appelé à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain afin de garantir la continuité des opérations de l'UNRWA. « *Si l'UNRWA s'effondre, l'ensemble des opérations humanitaires à Gaza s'effondrera. Aucune organisation ne peut remplacer l'Office à Gaza* » a déclaré la directrice du bureau de New York, Greta Gunnarsdottir.

L'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a alors déclaré : « *Le Secrétaire général de l'Onu prouve une fois de plus que la vie et la sécurité des citoyens israéliens ne sont pas vraiment importantes pour lui. Après des années au cours desquelles il n'a pas tenu compte des éléments de preuve qui lui ont été présentés personnellement sur l'appui et la participation de l'UNRWA à l'incitation et au terrorisme, et avant de mener une enquête approfondie pour localiser tous les terroristes et tous les assassins du Hamas au sein de l'Office, il se concentre sur la collecte de fonds pour l'organisation d'assassinats et de terrorisme. Tout pays qui continue de financer l'UNRWA avant qu'une enquête approfondie ne soit menée sur l'organisation doit savoir à quoi son argent sera utilisé, si l'aide qui sera transférée à l'UNRWA peut bénéficier aux terroristes du Hamas au lieu de parvenir à la population de Gaza. J'appelle tous les pays donateurs à geler leur soutien et à exiger une enquête approfondie sur tous les employés de l'organisation* ».

Une douzaine d'États occidentaux se sont alors alignés sur les États-Unis (le Canada, l'Australie, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Finlande, l'Allemagne, la France, le Japon, l'Autriche, la Roumanie, la Nouvelle-Zélande). À ce jour 500 millions de dollars ont été bloqués.

Selon le New York Times du 29 janvier, les rapports israéliens sur le rôle des employés de l'UNRWA dans l'attaque du 7 octobre portent notamment sur un premier qui aurait enlevé une Israélienne, un second qui aurait pris part à l'attaque d'un kibboutz, un troisième qui aurait distribué des munitions, et un quatrième qui gérait un entrepôt d'armes. Dix des employés ont été identifiés comme des agents du Hamas et un onzième comme un agent du Jihad islamique. Sept d'entre eux sont des enseignants travaillant dans les écoles de l'agence.

Selon le *Wall Street Journal* du 29 janvier environ 10 % des employés de l'UNRWA à Gaza ont des liens avec le Hamas ou le Jihad islamique, et la moitié d'entre eux ont des proches qui appartiennent à ces organisations.

12 employés, cela signifie 0,09 % des employés de l'UNRWA à Gaza et seulement 0,04 % de ses employés au Levant.

Eylon Levy, porte-parole du gouvernement israélien, a déclaré que « l'UNRWA est une organisation de façade du Hamas. C'est l'organisation utilisée par le Hamas pour blanchir les informations aux médias étrangers ». « *Maintenant que nous apprenons la profondeur de la pourriture de cette organisation, nous pouvons commencer à lui demander des comptes, même si elle porte les initiales de l'Onu dans son nom* », a-t-il poursuivi.

Aujourd'hui, la situation des Gazaouis est désespérée. Selon Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, 700 000 d'entre eux souffrent de maladies contagieuses, notamment de maladies de la peau, d'infections, de diarrhées et de jaunisse. 1 700 000 d'entre eux ont été déplacés et survivent dans des camps de tentes inondés. La plupart des 2,2 millions de Gazaouis souffrent de faim et n'ont plus accès à de l'eau potable. L'UNRWA ne sera plus en mesure de poursuivre ses services avant la fin du mois.

- Incendie d'un bâtiment de l'UNRWA : 16 Palestiniens brûlés vifs - europalestine.com 8 février 2024

L'armée israélienne a attaqué jeudi un bâtiment de l'UNRWA où étaient réfugiés de nombreuses familles palestiniennes à Khan Younès, au sud de la bande de Gaza, 16 palestiniens essentiellement des femmes et des enfants sont morts brûlés vifs, rapporte la chaîne Al-Jazeera.

- Un tribunal fédéral de Californie, aux États-Unis, a statué que « *les actions militaires israéliennes dans la bande de Gaza constituent raisonnablement un génocide contre les Palestiniens* ».

Aujourd'hui, le journal américain *New York Times* a rapporté que plus de 800 responsables aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans l'Union européenne ont publié une lettre publique d'opposition contre le soutien de leurs gouvernements à « Israël » dans sa guerre contre la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 2 février 2024

- Londres : pas de collecte pour les soldats israéliens !

Une collecte de fonds pour les soldats israéliens à Londres a été annulée par l'Apollo Theatre, où l'événement était censé être organisé, en raison des nombreuses protestations reçues.

L'hôte de l'événement, Douglas Murray, un journaliste connu pour ses opinions sionistes, s'est plaint de l'annulation et a qualifié le soutien au génocide israélien de « *liberté d'expression* ». europalestine.com 5 février 2024

- Glasgow : le militant pour la Palestine mick napier gagne son procès

Le tribunal de Glasgow a abandonné les charges de « terrorisme qui pesaient sur le militant Mick Napier, fondateur de la SPSC, Scottish Palestine Solidarity Campaign.

Le président de la cour, Alan McKay, a également rejeté les restrictions que voulait imposer le gouvernement à Mick Napier, comme l'interdiction de manifester.

« La victoire d'aujourd'hui, devant le tribunal, rejoint une très longue série de succès contre les efforts visant à utiliser les tribunaux pénaux écossais pour harceler, intimider et réduire au silence les militants de la campagne. », qui n'est pas du genre à se laisser intimider. europalestine.com 5 février 2024

- Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a appelé *''à augmenter de toute urgence l'aide humanitaire à la bande de Gaza en raison de la famine, des déplacements massifs et de l'effondrement du système humanitaire''*.

Dans un post sur X, Guterres a écrit : *''J'appelle à un accès rapide, sûr, sans entrave, élargi et durable de l'aide humanitaire à toute la bande de Gaza''*.

Et le patron de l'Onu d'ajouter : *''Tout le monde à Gaza meurt de faim, et 1,7 million de personnes ont été déplacées tandis que le système humanitaire s'effondre*'', évoquant une situation critique. aa.com.tr 01.02.2024

Près de 9 000 Palestiniens croupissent dans les geôles israéliennes - aa.com.tr 01.02.2024

Près de 9 000 détenus palestiniens croupissent dans les geôles israéliennes, a rapporté l'ONG israélienne de défense des droits humains *''Hamoked''* qui reprend les données officielles communiquées par le service pénitentiaire israélien.

''Hamoked'' a déclaré que, sur la base des données officielles, *''8 929 Palestiniens sont détenus dans les prisons israéliennes''*.

L'ONG ajoute que parmi ces détenus, *''2 084 purgent une peine de prison', 2 752 n'ont pas encore été condamnés et 3 484 sont des détenus administratifs (sans inculpation)''*.

''Hamoked'' explique que *''606 de ces prisonniers sont classés par les autorités israéliennes comme ''combattants illégaux'' qui ont été arrêtés dans les villes situées dans l'enveloppe de la bande de Gaza lors de l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023''*.

''Hamoked'' a annoncé que les données sur les prisonniers palestiniens lui ont été communiquées par les autorités pénitentiaires israéliennes et concernent tous les détenus dits *''de sécurité''* dans les prisons gérées par le service pénitentiaire israélien, dont la prison militaire israélienne d'Ofer située en Cisjordanie, selon la même source.

L'ONG israélienne a précisé dans une déclaration à Anadolu que *''dans le droit israélien, un combattant illégal, un statut spécifique qui n'existe pas en droit international, est défini comme une personne qui a participé directement ou indirectement à des actes hostiles contre l'État d'Israël, ou est membre d'une force perpétrant des actes hostiles contre l'État d'Israël''*.

Selon une loi israélienne de 2002, un *''combattant illégal'' ''n'a pas droit au statut de prisonnier de* guerre'' défini par le droit international humanitaire.

''Hamoked'' souligne que le traitement réservé par Israël aux prisonniers de sécurité *''viole leurs droits à l'égalité, à la dignité, à la vie familiale, à l'éducation, etc., ce qui est contraire au droit international''*.

Le président colombien critique l'expulsion d'étudiants propalestiniens d'une fête universitaire - aa.com.tr 02.02.2024

Le président colombien, Gustavo Petro, a critiqué l'expulsion d'un groupe d'étudiants d'un concert tenu dans la salle de conférence de l'Université nationale de Colombie, après avoir scandé des slogans en soutien à la Palestine.

Le président a publié sur «X», une vidéo des moments où les étudiants avaient brandi le drapeau palestinien et a écrit ce qui suit: "*Nous entretenons des relations diplomatiques avec l'État de Palestine et son drapeau doit être respecté comme les drapeaux des autres pays avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques. La Colombie est un État de libertés et de droits*".

Et d'ajouter: "*La censure n'a pas sa place dans une université publique. Liberté et culture sont synonymes.*"

La vidéo montre un groupe d'étudiants brandissant un grand drapeau palestinien lors d'un concert tenu dans la salle de conférence de l'Université nationale de Colombie et scandant des slogans en faveur de la Palestine, avant l'intervention des forces de sécurité.

Le 20 octobre, le président colombien a annoncé l'intention de son pays d'ouvrir une ambassade dans la ville de Ramallah, en Cisjordanie occupée.

Pour les soldats de l'armée d'occupation anglo-saxonne-sioniste habitués aux opérations spéciales sans risque, la guerre contre le peuple héroïque palestinien n'est pas vraiment une balade tranquille ! C'est aussi ce qui arrive aux mercenaires étrangers qui rejoignent l'armée néonazi ukrainienne.

Bande de Gaza: L'armée israélienne retire une 3eme brigade en moins d'une semaine. Le chiffre de ses blessés est le pire en 4 décennies (Telegraph) - french.almanar.com.lb1 31 janvier 2024

L'armée d'occupation israélienne a retiré une de ses brigades de réserve de la bande de Gaza, la troisième en une semaine.

Selon le journal Yedioth Ahronoth, cette démarche intervient dans le contexte de la décision de réduction des forces sur les fronts de bataille aussi bien dans la bande de Gaza que dans les zones adjacentes à la frontière libanaise.

La radio de l'armée d'occupation a déclaré que la Cinquième Brigade de Réserve a quitté la bande de Gaza la nuit dernière après avoir terminé sa mission. Il est question que ce sont les équipes de sécurité locales qui entreprendraient le processus de riposte aux incidents de sécurité dans ces zones.

Dimanche dernier, l'armée d'occupation a annoncé le retrait de deux brigades de réserve de la bande de Gaza, après la fin de leur mission, selon la chaîne Kan, affiliée à la Société de radiodiffusion officielle israélienne.

La première brigade Kiryati a quitté le sud de Gaza samedi soir dernier, après que des milliers de ses membres ont participé à de violents combats contre la résistance palestinienne à Khan Younes au sud de l'enclave.

La seconde est la Brigade Parachutiste, connue sous le nom de « *Pointe de Lance* » et composée de 5 bataillons, selon Kan.

En moins d'un mois, l'armée d'occupation a retiré plusieurs brigades de ses forces à Gaza, dont le bataillon n° 7107, la division 36 et le bataillon 13 de la brigade Golani.

Ce mercredi, l'armée d'occupation a reconnu la mort de 3 militaires, un officier et deux soldats, et d'autres militaires blessés, lors de combats au nord et au sud de la bande de Gaza.

Elle avait annoncé mardi 30 janvier que 26 soldats avaient été blessés en 24 heures lors des combats dans la bande de Gaza, ce qui porte selon elle leur nombre à 2.797 depuis le début de la guerre, dont 1.283 blessés depuis le lancement de l'offensive terrestre le 27 octobre 2023.

Selon le bilan officiel, le chiffre des militaires israéliens tués s'élèverait à 560 depuis le début de l'offensive israélienne, dont les 223 qui ont été tués lors de l'attaque du Hamas dans l'enveloppe de Gaza le 7 octobre.

Ces chiffres officiels ont été contestés dans les médias israéliens qui ont cité des sources dépendantes de milieux médicaux israéliens. En décembre, le Yediot Aharonot a avancé le chiffre de 5.000 blessés dont 2.000 qui sont des mutilés de guerre.

Un mois plus tard, le site électronique du média israélien Walla indiquait que le chiffre des blessés serait 30.000, dont 4.000 handicapés à vie. french.almanar.com.lb1 31 janvier 2024

Gaza: un charnier de 100 Palestiniens détenus par l'armée israélienne - french.almanar.com.lb1 février 2024

Les organismes gouvernementaux de la bande de Gaza ont enterré les corps d'environ 100 Palestiniens non identifiés dans une fosse commune après que les forces d'occupation israéliennes les ont remis au terminal de Kerem Shalom, dans la ville de Rafah, au sud de l'enclave.

Des sources médicales palestiniennes ont rapporté au correspondant d'Anadolu que l'armée d'occupation a fait passer par le passage frontalier les corps d'environ 100 détenus palestiniens, et qu'un grand camion réfrigéré les a transportés jusqu'au site du charnier dans la ville de Rafah.

Les sources ont déclaré que parmi les corps rendus se trouvaient des corps entiers, des demi-corps et des lambeaux.

Les mêmes sources ont expliqué que certains corps avaient été « volés » par les forces israéliennes dans des tombes qu'elles avaient exhumées et détruites, et que d'autres étaient ceux de Palestiniens tués par l'armée lors de leur agression contre toutes les zones de la bande de Gaza.

Un grand nombre de corps sont arrivés presque complètement décomposés, Ils ont été pris en photos et leurs zones de blessures ont été également documentées.

Les sources ont indiqué que l'ADN des corps sera réexaminé pour identifier les victimes après la fin de la guerre israélienne contre la bande de Gaza, compte tenu de la difficulté d'y parvenir à l'heure actuelle. french.almanar.com.lb1 février 2024

L'un des officiers les plus éminents l'unité israélienne Shaldag a été tué par des tirs de la résistance à Gaza - french.almanar.com.lb 31 janvier 2024

L'un des officiers les plus éminents de l'unité Shaldag (les forces aériennes d'élite) de l'armée d'occupation israélienne a été tué aujourd'hui, mercredi, lors des violents affrontements que mènent la résistance palestinienne dans le nord de Gaza avec les forces d'occupation israéliennes, selon les médias israéliens.

Qu'est-ce que l'unité Shaldag ?

Il s'agit d'une unité commando de l'armée de l'air israélienne, spécialisée dans l'exécution de missions de combat derrière les lignes ennemies, désignée par l'unité 5101, connue sous le nom de Shaldag (King's Hunter ou Kingfisher), son quartier général se trouve à la base aérienne de Palmachim et elle est dirigée par un officier ayant le grade de lieutenant-colonel.

Selon ce qui a été publié à ce sujet dans les médias israéliens, il s'agit d'une des unités qui jouit d'une formation pour effectuer des missions spéciales. Elle figure parmi les 4 unités spéciales de l'armée d'occupation, avec les unités Shayetet 13 pour les opérations de commando maritime, l' Unité 669 d'évacuation médicale, de sauvetage et d'évacuation

aérienne des zones hostiles, et l'unité de reconnaissance de l'état-major général, Sayeret Matkal, qui est la principale unité des forces spéciales de l'armée israélienne.

Shaldag mène des opérations secrètes, des opérations de recherche et de sauvetage au combat, de libération de prisonniers, des travaux dans le cadre de la guerre irrégulière, des opérations de pénétration à longue distance, des opérations de renseignement militaire et de sécurité dans des conditions difficiles et complexes, des reconnaissances spéciales à l'intérieur du territoire « *ennemi* », sans compter des opérations offensives, de « *sabotage* » contre « *les ennemis* ».

La mission du Shaldag est de « *se déployer sans être détecté dans des environnements de combat et hostiles pour effectuer des reconnaissances spéciales, établir des zones d'attaque ou des aérodromes, tout en menant simultanément des actions de contrôle du trafic aérien et de commando* ».

Les officiers de l'unité se distinguent par leur équipement différent du reste des soldats des autres unités de l'armée d'occupation. Ses soldats portent des fusils d'assaut M16 ou M4A1 équipés d'un lance-grenades M203.

Lorsqu'ils effectuent des missions spéciales, les soldats portent des pistolets Glock 17 et 19 9×19 mm et des fusils de précision Mauser SR.

Cette unité a été créée en 1974, à la suite de la guerre d'octobre 1973, dans le cadre du Sayeret Matkal , et a finalement été transférée à l'armée de l'air de l'occupation.

En novembre dernier, un certain nombre de soldats israéliens servant à Shaldag ont été tués à la suite de combats avec la résistance palestinienne à Gaza.

Les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Mouvement de résistance islamique Hamas, ont annoncé avoir ciblé d'un officier israélien à Tal al-Hawa, à l'ouest de la ville de Gaza.

Médias israéliens : il est impossible d'inonder tous les tunnels de Gaza, ni de les faire sauter tous - french.almanar.com.lb 31 janvier 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Pour un peu ils avoueraient que le capitalisme n'a plus d'avenir ou qu'il n'est pas éternel.

Pourquoi notre système produit des élites sans vision. Entretien avec Thomas Viain - revueconflits.com 1er février 2024

La formation des élites est essentielle pour le développement et la survie des pays. Si les élites françaises sont aujourd'hui décriées, c'est souvent parce que leur formation n'est pas adaptée à la direction des affaires.

- "*pourquoi parler paresseusement d'un relativisme ou d'un nihilisme contemporain est une erreur intellectuelle*"

J-C - Tout cela pour cet aveu pitoyable qui relève du négationnisme et résume à lui tout seul la faillite de l'idéologie dominante, la vôtre, le reflet de celle de ce régime voué à la disparition. Il faut être un sacré crétin pour croire qu'un régime économique qui s'est imposé un jour serait éternel, c'est aussi simple que cela, mais inaccessible à vos chères élites.

Totalitarisme. Parents, enseignants et élèves sont opposés à la militarisation de l'école.

Uniforme à l'école : le gouvernement affronte un premier revers - leJDD 4 février 2024

Pour participer à l'expérimentation, les établissements volontaires doivent obtenir l'aval du conseil d'école ou d'administration. Les premières déconvenues n'ont pas tardé. Parents d'élèves, collégiens et lycéens ont déjà mis à mal la liste établie par le ministère.

L'uniforme, non merci ! À peine annoncée, l'expérimentation de l'uniforme à l'école voulue par le ministère de l'Éducation nationale connaît ses premières volte-face. À Marseille (Bouches-du-Rhône), par exemple, les quelque 500 collégiens de Chape ont été invités à s'exprimer sur la mise en place de la tenue unique via l'application Pronote. Sur les trois quarts des élèves ayant participé au scrutin, 66 % ont voté contre. La direction de l'établissement a suspendu le projet dans la foulée. Au département désormais de trouver un autre établissement volontaire. Mais les délais sont serrés : l'appel à manifestation d'intérêt du ministère sera clos le 15 février.

Même cas de figure au Mans (Sarthe). Consultés par vote électronique, les élèves de la cité scolaire Touchard-Washington ont rejeté, à 78 %, l'idée d'une tenue unique, proposée par la présidente LR de région, Christelle Morançais. « *La suite ? Il n'y en aura pas, affirme Jean-François Bourdon, le proviseur du lycée. J'étais partant pour l'expérience quand la région m'a contacté, mais à la condition que les élèves et les étudiants soient partants aussi. Là, il n'y a pas photo.* » Le proviseur assure ne pas « *être déçu* » que l'aventure s'arrête prématurément. « *Les élèves ont connu une expérience démocratique comme rarement ils en ont eu. Est-ce que l'uniforme résoudra tous les problèmes de l'Éducation nationale ? Non. Il y a d'autres projets à mener.* »

L'école primaire de Plouisy (Côtes-d'Armor), seule commune candidate à l'expérimentation en Bretagne, a également renoncé. Pas de vote, cette fois, mais la colère d'une centaine de manifestants, parmi lesquels des enseignants, parents et élèves, réunis pour exprimer leur opposition. leJDD 4 février 2024

La démission d'Amélie Oudéa-Castéra n'est pas réclamée par ces députés insoumis qui la défendent ironiquement - Le HuffPost 5 février 2024

J-C – Ils doivent avoir trop peur que la réaction se déchaîne et exige leur démission…

Didier Raoult exige un moratoire sur la vaccination Covid et un retour au traitement des patients - France-Soir 02 février 2024

"*Au moins une dizaine de molécules ont montré une efficacité sur la maladie et ne coûtent pas grand-chose*", répète le Professeur Raoult dans un texte publié sur X (ex-Twitter) ce vendredi 2 février en début d'après-midi, intitulé "*De la propagande et de la connaissance*", et que nous publions en intégralité ci-dessous.

https://www.francesoir.fr/societe-sante/didier-raoult-exige-un-moratoire-sur-la-vaccination-covid-et-un-retour-au-traitement

---

Ukraine.

Ukraine : le général Zaloujny, commandant en chef de l'armée, remplacé par le général Syrsky - AFP/RT 8 févr. 2024

La stratégie de l'Ukraine doit «*changer et s'adapter*» pour combattre la Russie, a reconnu le général Valeri Zaloujny, démis de ses fonctions par le président Volodymyr Zelensky ce 8 février.

«Nous avons parlé des changements dont les forces armées ont besoin. Nous avons aussi discuté de qui pourrait faire partie d'un commandement renouvelé des forces armées de l'Ukraine. Le temps du renouveau, c'est maintenant. J'ai proposé au général Zaloujny de rester dans l'équipe», a écrit le président ukrainien sur X (ex-Twitter).
Le général Oleksandre Syrsky, commandant en chef des forces ukrainiennes, a été nommé en remplacement. Celui-ci avait été chargé de la défense de Kiev en 2022 et de la contre-offensive de Kharkov à l'automne de la même année. Le président Zelensky a réclamé au nouveau commandant des forces armées un plan de bataille «réaliste» pour 2024. AFP/RT 8 févr. 2024

Monsieur Meyssan, le « *meilleur géopoliticien au monde 2024* », s'est encore planté, dommage : La prochaine « Guerre mondiale » attendra encore !

Les Anglo-Saxons changent de stratégie en Ukraine - Réseau Voltaire 8 février 2024

Il (Zaloujny - J-C) devrait être remplacé par le général Kyrylo Boudanov, actuel directeur du Renseignement militaire. Si cette nomination est confirmée, elle confirmera l'importance des opérations de sabotage en Russie.
Si les Ukrainiens les réalisent seuls, la Russie les frappera, mais si Moscou montre qu'ils sont aidés par les Occidentaux, ce sera la Guerre mondiale.

https://www.voltairenet.org/article220404.html

Thierry Meyssan, « *meilleur géopoliticien au monde 2024* » - Réseau Voltaire 5 février 2024

https://www.voltairenet.org/article220388.html

J-C - C'est à croire qu'il serait aussi porte-parole de la stratégie du chaos, le « *meilleur* » peut-être ?

Italie.

Les agriculteurs italiens s'opposent aux Pacte vert et à la politique de libre marché de l'UE - Press TV 03 February 2024

Les agriculteurs italiens ont rejoint leurs homologues français, allemands et belges dans les manifestations contre les politiques agricoles vertes et de libre marché de l'Union européenne. Ils disent que Bruxelles ne travaille que dans l'intérêt des grandes entreprises agroalimentaires.

Les petits et moyens agriculteurs italiens sont à genoux. Des dizaines d'entre eux ont participé jeudi à la manifestation de masse organisée devant le siège du Parlement européen à Bruxelles pour exprimer leur exaspération face aux normes réglementaires de l'UE. Les agriculteurs d'un certain nombre d'États membres de l'UE affirment que les institutions nationales et continentales ne sont pas à l'écoute de leurs revendications.

Les protestations des agriculteurs en Italie n'ont pas encore atteint le niveau des manifestations en France ou en Allemagne, mais la grogne s'élargit de jour en jour à travers le pays. Les agriculteurs se plaignent de ne plus se sentir protégés par aucun syndicat ou association.

Pays-Bas : la colère des agriculteurs contre Bruxelles est montée d'un cran - AFP/RT 6 février 2024

Des agriculteurs néerlandais et belges ont rejoint depuis la semaine passée la vague de manifestations initiée par leurs confrères français en janvier, depuis propagée à l'Allemagne, à la Pologne, à la Roumanie, à la Grèce et à l'Italie. AFP/RT 6 février 2024

Allemagne.

Croissance : l'Allemagne bascule dans le rouge - RT/ AFP 30 janv. 2024

Plombée par la crise de son puissant secteur industriel, qui représente environ 20% de la richesse produite, l'Allemagne a vu son économie se contracter au quatrième trimestre avec un produit intérieur brut (PIB) en recul de 0,3%. «Après une stagnation de l'économie allemande au cours des trois premiers trimestres, la production économique a diminué au quatrième trimestre 2023», a résumé l'Office national des statistiques Destatis.

L'Allemagne fait nettement moins bien que la moyenne de la zone euro, qui a atteint une croissance de 0,5% en 2023, selon Eurostat, avec des hausses marquées pour la France, l'Espagne ou l'Italie. Puissance exportatrice, l'Allemagne souffre de la faible demande

extérieure, des coûts de l'énergie pour son secteur manufacturier et des taux d'intérêt relevés par la Banque centrale européenne (BCE) dans le but de vaincre l'inflation.

Les analystes de l'Institut économique Ifo disent tabler sur une baisse de 0,2% du PIB au premier trimestre, qui conduirait l'Allemagne en récession technique (deux trimestres d'affilée de baisse du PIB).

«*Bon nombre des récents freins à la croissance seront toujours présents au moins pendant les premiers mois de 2024, et auront, dans certains cas, un impact encore plus fort qu'en 2023*», prédit Carsten Brzeski, analyste chez ING. S'y ajoutent de nouveaux risques pour la croissance : les grèves des conducteurs de train allemands qui ont paralysé le pays en début d'année et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues au conflit militaire en mer Rouge. «*L'économie allemande ne semble pas prête de quitter de sitôt la zone crépusculaire entre récession et stagnation*», affirme Carsten Brzeski. RT/ AFP 30 janv. 2024

Argentine

J-C – Les sionistes nazis en famille.

Argentine : Milei annonce le transfert de l'ambassade à Jérusalem et désigne le Hamas comme «*terroriste*» - RT 7 févr. 2024

«*Je le remercie pour sa décision de déclarer le Hamas organisation terroriste, pour son ferme soutien à Israël et pour sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y installer l'ambassade d'Argentine*», a déclaré sur X (ex-Twitter) Benjamin Netanyahou, à l'occasion de cette rencontre.

Javier Milei n'a jamais caché son alignement sur la politique israélienne. RT 7 févr. 2024

Quand le FMI soutient le régime ultra réactionnaire du fasciste Javier Milei.

Selon l'institution de Bretton Woods, il mène une politique économique « *audacieuse* » avec la fin des subventions qui faussent les prix de l'énergie et du transport et la réduction du déficit budgétaire.

La patronne du FMI Kristalina Georgieva estime que les mesures économiques du nouveau président ont « permis d'éviter une crise de la balance des paiements ». Elles visent à « *restaurer la stabilité macroéconomique et commencer à s'attaquer aux obstacles à la croissance* », même si « *le chemin vers la stabilisation sera difficile* ». L'institution a approuvé le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide d'environ 4,7 milliards de dollars à l'Argentine. En échange, Buenos Aires promet de dégager un excédent budgétaire de 2 % du produit intérieur brut (PIB).

L'idylle actuelle entre le FMI et Buenos Aires rappelle celle du début des années 1990. À l'époque, l'institution dirigée par le Français Michel Camdessus délivrait des bonnes notes à la

politique néolibérale du président Carlos Menem. Jusqu'à la crise économique de 2001… Par la suite, Michel Camdessus a reconnu « *beaucoup de bêtises et beaucoup d'erreurs* » dans la relation avec l'Argentine. lepoint.fr 5 février 2024

Argentine : Heurts lors d'une manifestation contre les réformes de Milei, l'opposition proteste - 20 Minutes/AFP 2 février 2024

La rue en colère. Les députés d'opposition ont momentanément quitté jeudi le Parlement en Argentine, en plein débat sur les réformes dérégulatrices du président ultralibéral Javier Milei, pour protester contre la « *répression* » selon eux, par la police d'une manifestation à l'extérieur du bâtiment.

En début de soirée jeudi, la police a tiré des balles en caoutchouc pour disperser plusieurs centaines de manifestants et dégager des axes de circulation aux abords du Parlement, a constaté l'AFP. Les forces de sécurité ont aussi utilisé des canons à eau, et du gaz lacrymogène.

Au lendemain d'une première séance laborieuse de douze heures, les parlementaires argentins examinaient pour le deuxième jour consécutif sur le vaste et polémique train de réformes de Milei, qui touche maints aspects de l'économie, des sphères publique et privée.

Démesuré avec 664 articles dans sa version initiale, le train de réformes du président Milei, baptisé « *loi omnibus* », a été détricoté au fur et à mesure de tractations parlementaires, en commissions, et selon des sources législatives citées par la presse, ne comporterait plus que 224 dispositions.

Deux aspects surtout génèrent des résistances : l'étendue de privatisations, avec 40 entreprises visées, et la délégation de pouvoirs accrus à l'exécutif, pour une période limitée, au nom de « *l'urgence économique* », en matière tarifaire, énergétique, fiscale notamment. L'opposition redoute que cela n'autorise à imposer par décret des réformes que le Parlement aurait rejetées. 20 Minutes/AFP 2 février 2024

Argentine: revers au Parlement pour les réformes dérégulatrices de Milei - AFP 7 février 2024

Le président argentin, Javier Milei, a subi un premier sérieux revers mardi au Parlement, où faute de soutien, son train de réformes dérégulatrices a été renvoyé en commission, mais l'ultralibéral reste déterminé à mettre en œuvre son programme.

"*Notre programme a été voté par 56% des Argentins et nous ne sommes pas disposés à le négocier avec ceux qui ont détruit le pays*", a dénoncé sur X M. Milei qui entend "poursuivre" le programme "avec ou sans le soutien des dirigeants politiques qui ont détruit notre pays".

Mardi soir, au moment où la Chambre des députés s'apprêtait à des votes très incertains sur le thème polémique des privatisations, le parti présidentiel La Libertad Avanza (LLA) a

subitement demandé et obtenu la levée de la session, renvoyant de facto le texte en commission.

Le ministre de l'Intérieur Guillermo Francos, qui avait été la cheville ouvrière des tractations pour obtenir une majorité ad hoc --une gageure pour le parti LLA de M. Milei, 3e force dans l'hémicycle--, a expliqué avoir constaté "*un manque de volonté des blocs d'accompagner les réformes*".

"*Il y a eu des engagements de vote qui n'ont pas été respectés dans la pratique*", a-t-il dénoncé.

Selon la procédure parlementaire, le renvoi d'un projet de loi en commission annule les votes obtenus précédemment. En l'occurrence le vote favorable, vendredi dernier, sur le "*principe général"* de la loi, et celui de mardi sur les "*pouvoirs délégués*".

"*Cela veut dire qu'ils doivent tout recommencer à zéro*", s'est félicitée la députée de gauche radicale et ex-candidate à la présidentielle Myriam Bregman. AFP 7 février 2024

Haïti.

Haïti : Intensification des mouvements de protestation exigeant la démission du Premier ministre - aa.com.tr 8 février 2024

Au moins une personne a été tuée, mercredi, lors de l'attaque d'un poste de police en Haïti, où de nombreuses villes sont le théâtre de violentes manifestations exigeant la démission du Premier ministre Ariel Henry.

L'attaque perpétrée dans la ville d'Ouanaminthe, située dans le nord-est d'Haïti, à la frontière avec la République dominicaine, a également fait plusieurs blessés.

Les gens sont descendus dans la rue dans les villes de Jérémie, Grand'Anse, Cayes, Gonaïves, Artibonite, Miragoane, Nippes, Cap-Haïtien et Hinche, pour exiger que le Premier ministre se conforme à l'article 20 de l'accord du 21 décembre 2022, qui marque la fin de son gouvernement intérimaire le 7 février, date à laquelle un nouveau chef d'État devrait prêter serment.

À Pétion-ville, des commerces ont été pillés par les manifestants et plusieurs motos ont été incendiées pour servir de barricades. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

L'ancien sénateur et chef rebelle Guy Philippe, qui a appelé à une révolution pour chasser le Premier ministre du pouvoir, a été vu dans les rues de la capitale Port-au-Prince, mardi. aa.com.tr 8 février 2024

LE SOCIALISME

Le 18 février 2024

Je comprends que pour lire une causerie aussi longue, il faille avoir envie de se battre sur tous les fronts à la fois.

La paix : La décolonisation de la Palestine.

Tribune Libre.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) par Daniel Gluckstein

Le leurre

Quatre mois se sont écoulés depuis le 7 octobre. Gaza, rasée, compte plus de cent mille morts et blessés. Privés de nourriture et de soins, réfugiés dans des abris précaires au milieu des décombres, les rescapés survivent au jour le jour dans l'angoisse des prochains bombardements.

Car le massacre se poursuit. De temps à autre, les gouvernements capitalistes demandent à Netanyahou d'introduire un peu d'humanité dans son entreprise génocidaire… pour mieux poursuivre, sans relâche, leur fourniture d'armes à Israël.

C'est un fait : Israël ne pourrait prolonger son offensive meurtrière plus de deux ou trois jours si ces livraisons d'armes et de munitions cessaient. C'est pourquoi les véritables partisans de la paix se doivent d'exiger : l'arrêt des bombardements, la levée du siège et surtout l'arrêt des livraisons d'armes et de leur financement.

Dans ces circonstances, on a du mal à comprendre que Jean-Luc Mélenchon et une demi-douzaine de députés de La France insoumise aient choisi le siège des Nations unies à Genève comme destination de leur manifestation pour le cessez-le-feu samedi dernier, Mélenchon précisant : « *Heureusement qu'il y a l'ONU parce que sinon, il n'y aurait que la barbarie.* »

Faut-il rappeler que c'est un vote de l'ONU qui, en 1947, a décidé l'injuste partition de la Palestine, niant purement et simplement le droit du peuple palestinien à se constituer en nation et ouvrant la voie au déferlement de barbarie ? Faut-il rappeler que ce vote a été rendu possible parce que, conformément aux règles des Nations unies, aucun membre permanent du Conseil de sécurité ne s'y était opposé ?

C'est un leurre de prétendre que le cessez-le-feu dépendrait de l'ONU. Toute décision de l'ONU dépend de son Conseil de sécurité, donc des cinq grands pays qui y disposent d'un droit de veto. À commencer par l'administration des États-Unis.

S’adresser à l’ONU pour lui demander d’imposer un cessez-le-feu, c’est détourner l’attention des véritables responsables. L’arrêt du massacre ne se décidera pas à l’ONU ni même aux abords de son siège à Genève ou ailleurs. Disons-le clairement : c’est à l’Élysée, c’est à la Maison-Blanche qu’il faut aller manifester pour exiger des responsables qu’ils cessent de livrer des armes et priver ainsi l’entreprise génocidaire de ce qui la rend possible.

S’ils veulent être pris au sérieux, les responsables des organisations ouvrières et tous ceux qui se disent attachés à la cause de la paix doivent cesser d’agiter le leurre de l’ONU*. C’est contre Biden et les gouvernements impérialistes que doit s’orienter la mobilisation pour : « *Plus un sou, plus une arme pour Israël.* »

En France, c’est contre Macron que le combat doit s’ordonner, car c’est son gouvernement qui, à l’extérieur, arme et finance la guerre à Gaza et en Ukraine et qui, à l’intérieur, mène la guerre contre les travailleurs et la jeunesse.

* Leurre aussi que l’appel à soutenir en France le syndicat américain UAW qui, certes, s’est prononcé pour le cessez-le-feu… pour immédiatement ensuite apporter son soutien à Biden aux prochaines élections !

J-C - Contre Macron, mais aussi les institutions de la Ve République, le capitalisme, en regrettant que le PT participe à la mascarade des élections européennes que nous boycottons.

Vidéo. Palestine. 75 ans de partition toujours plus d'oppression. Quelle issue ? - PT-TCI 20 octobre 2023

https://www.youtube.com/watch?v=cz8rD1b0jPU

Pour aborder cette question sérieusement et essayer d'y apporter une réponse, il faut commencer par distinguer les différents facteurs et rapports qui ont présidé ou influencé la situation politique au cours de chaque période historique marquée par des évènements déterminants. Ensuite, on peut observer de quelle manière ces facteurs et rapports ont évolué tout au long du processus historique, avant d'en tirer des enseignements à valeur théorique et d'en arriver à des conclusions pratiques. Il s'agit donc avant tout de procéder méthodologiquement par ordre, et de se conformer à la logique qui se dégage des faits et de leurs enchaînements, tels qu'ils se sont produits et non pas tels qu'ils seraient sortis de notre imagination ou d'un quelconque manuel du bon militant comme c'est très souvent le cas, ici encore évidemment.

Si cet exercice est relativement facile à réaliser, puisqu'il suffit de replacer chacun de ces facteurs ou acteurs politiques dans un contexte bien circonscrit, par exemple, avant, pendant, après une guerre, en principe il ne devrait y avoir aucune difficulté ou confusion à ce niveau-là. Encore faut-il s'y tenir et ne rien oublier ou occulter délibérément au passage, auquel cas la description qu'on en ferait serait incomplète ou tronquée pour des raisons diverses qu'on n'a pas à aborder pour le moment, et l'analyse qui en découlerait serait faussée ou plutôt orientée dans une direction que leur auteur aurait adopté avant même de commencer son exposé ou sa démonstration, dans le seul but de justifier les conclusions ou propositions auxquelles il voulait en venir.

Autrement dit, lorsque les faits sont instrumentalisés de la sorte, cet exposé n'est plus qu'un instrument de propagande et de manipulation des consciences, puisque les travailleurs ou militants auxquels elle s'adressait ou qui en seraient les victimes, ignoraient ou plutôt devaient ignorer les mécanismes qui présidaient au fonctionnement de cet instrument. C'est ce qui permet en règle générale de pouvoir faire croire pratiquement n'importe quoi à n'importe qui, une expérience désagréable ou pire encore dont chacun d'entre nous a été témoin ou victime à son insu au cours de son existence, je crois que les lecteurs en conviendront honnêtement.

L'exposé qui nous a été présenté par deux dirigeants de la tendance communiste internationaliste du Parti des travailleurs n'a pas échappé à cette règle, j'ai envie d'ajouter hélas. Nous allons voir comment ils ont procédé et quels facteurs ils ont été mis en avant ou utilisés, quant à la question de savoir à quelle fin, je pense qu'il est préférable de se demander quelle en est la signification politique pour comprendre que nous sommes en présence de ce qu'on pourrait appeler une machination, bien que je n'aime pas trop ce terme, une mystification serait peut-être plus appropriée.

Vous aurez remarqué qu'ils n'ont pas traité l'OLP et le Hamas avec la même objectivité, je n'ai pas dit bienveillance parce que cela ne s'imposait pas. En gros, ils ont accordé le même traitement à l'OLP qu'au PS ou la social-démocratie, et d'une certaine manière ils ont réservé le même sort au stalinisme qu'au Hamas.

S'ils ont rappelé l'historique de l'OLP et sa dérive qui l'a amené à renier la cause qu'il représentait, la présentation qu'ils en ont faite comportait le même biais que l'on retrouve dans celle du PS ou de la SFIO, à savoir, ils s'en tinrent à nouveaux aux intentions qui figuraient dans son programme et aux déclarations de ses dirigeants pour le caractériser, or quotidiennement ou en pratique l'OLP et ses dirigeants se comportèrent tout autrement. Mais pour eux cela ne compte pas, il faut l'occulter, or ce sont des faits, qui ont autant ou plus de pouvoir et de conséquences que les déclarations de Yasser Arafat.

Ils nous expliqueront, que c'était la nature sociale des dirigeants de l'OLP qui les avait amenés à adopter la position de l'impérialisme anglo-saxon, certes, mais dites-nous, cette nature sociale des dirigeants de l'OLP elle n'était pas nouvelle, ils n'ont pas trahi du jour au lendemain le peuple palestinien, ils l'ont toujours berné en réalité, on pourrait en dire de même des dirigeants de la SFIO qui n'ont pas attendu le 3 août 1914 pour passer de l'autre côté de la barricade, que dire du PS avant le 10 mai 1981.

Pour comprendre leur raisonnement ou comment ils justifient leur opportunisme, il faut avoir à l'esprit qu'à toutes ces époques jusqu'à nos jours, que ce soit en France ou en Palestine, il n'existait pas un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, du coup les éléments les plus avancés de la classe ouvrière s'organisèrent dans des partis dont ils ignoraient la nature contre-révolutionnaire, les différents courants se réclamant du trotskysme en les courtisèrent, mieux ou pire, ils allèrent jusqu'à les inclure dans l'issue politique qu'ils proposaient à leurs militants et aux travailleurs dont forcément il ne sortait rien à l'arrivée, autrement dit cela ne servaient pas les intérêts des travailleurs qui un jour ou l'autre se retrouveraient sans plus aucun parti pour les représenter. Ce que nous ne regrettons pas, je veux dire par là qu'on n'a jamais souhaité que le PS et le PCF continuent d'exister, bien au contraire, plus vite on en serait débarrassé et plus tôt le mouvement ouvrier pourrait se reconstruire sur une nouvelle base, y compris en Palestine occupée.

Qu'il faille soutenir les luttes sociales ou politiques engagées par des syndicats ou des partis dits ouvriers corrompus est une chose. Notre soutien va aux travailleurs en lutte et non à ces organisations pourries. On peut aussi concevoir qu'il faille défendre l'existence de syndicats vendus, dès lors qu'il n'en existe pas d'autres, car les travailleurs ont impérativement besoin de syndicats pour défendre leurs acquis sociaux, telle devrait être la position de tout militant ouvrier selon moi. Maintenant on est en présence d'autre chose bien différente, lorsqu'il s'agit à n'importe quelle occasion de soutenir les luttes politiques dans lesquelles sont engagés les représentants de la social-démocratie ou du stalinisme, qui auront pour unique vertu de redorer leur blason ternis par un siècle de trahison, pire, les inclure dans une perspective politique ou dans un gouvernement ouvrier, la pire illusion qu'on puisse colporter auprès des travailleurs et des militants, là on passerait à notre tour de l'autre côté de la barricade, et on se demandera au passage en quoi cette stratégie serait favorable ou compatible avec la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, qui ne semble pas du tout être l'objectif de ces dirigeants trotskystes.

Ce qui est en cause ici, c'est l'instrumentalisation permanente des illusions des masses pour le compte du régime en place, sous prétexte que la révolution socialiste est renvoyée à une date lointaine indéterminée, en attendant soyons opportunistes, pourquoi pas, cela les regarde après tout, mais qu'ils en assument toutes les conséquences, ce qu'ils sont incapables parce que leur position est indéfendable et ils le savent. Mais revenons à leur exposé.

Ils nous ont expliqué une fois de plus que tout ce qui se passait de nos jours dans le monde seraient la faute au stalinisme, y compris à Gaza. Ils sont revenus à juste titre sur le rôle criminel qu'il joua lors de la partition de la Palestine en 1947 adoptée et soutenu par l'URSS de Staline. Bravo, c'était indispensable de le rappeler, à ceci près qu'ils oublieront le rôle tout aussi néfaste joué par la social-démocratie à la même époque et plus particulièrement au cours des années 30, qui furent décisives pour le mouvement ouvrier international, puisque les évènements devaient déboucher sur une Seconde Guerre mondiale et l'avènement du nazisme en Allemagne et en partie en France, du fascisme en Italie et en Espagne notamment, alors que des partis sociaux-démocrates avaient été au pouvoir dans plusieurs pays en Europe peu de temps auparavant ou représentaient une importante force politique dans laquelle des pans entiers des masses se reconnaissaient, y compris les sections de la IIe Internationale au Moyen-Orient.

En quoi cette différence de traitement aurait-elle été justifiée ? En aucune manière, la preuve étant que plus tard ce sont des partis sociaux-démocrates qui sont parvenus au pouvoir en Espagne, en France, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Grande-Bretagne, etc. et non des partis dits communistes dont l'influence ne cessa de décliner tout au long de la seconde moitié du XXe siècle à partir du milieu des années 50 à nos jours. Autrement dit, en 2024 en France et à Gaza, c'est davantage la social-démocratie dégénérée (son idéologie et ses représentants) qui apparaît sous différents masques, qu'il nous faut combattre au même titre que la réaction officielle, idéologie qui désormais sert également de programme au PCF et à tous les syndicats.

Quel est maintenant le rapport avec le Hamas, direz-vous, on y vient.

Contrairement à l'OLP qui un moment fut une organisation respectable tant qu'elle fut anti-impérialiste, lorsqu'elle incarnait les revendications historiques fondamentales du peuple palestinien, le rejet de la partition et le droit au retour notamment, le Hamas fut dès le départ

un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, britannique dans un premier temps, puis américain de nos jours. Qu'il ait été conçu au départ pour lutter contre l'OLP dans laquelle les masses palestiniennes avaient placé leurs illusions croyant que cette organisation représentait ses aspirations révolutionnaires, c'est un lieu commun, mais il n'explique pas tout. Car le temps passant, il allait de soi que les Palestiniens allaient bien finir par s'apercevoir que l'OLP était complice des sionistes, d'autant plus que la crise mondiale du capitalisme devait se traduire par d'importantes tensions sociales et politiques dans tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient qu'il faudrait contenir d'une manière ou d'une autre, elles atteindraient la Palestine occupée, le 11 septembre 2001 fut une première réponse de l'impérialisme américain et ses alliés ou vassaux, qui au-delà des premiers succès remportés allait ranimer la flamme du mouvement anti-impérialiste ou anticolonial des années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale et les décennies suivantes, dont justement la Palestine occupée est à nouveau l'épicentre aujourd'hui.

C'est dans ces conditions que les masses palestiniennes en vinrent à rejeter l'OLP et l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, et à chercher une nouvelle voie pour résister au sionisme ou continuer leur lutte de libération nationale, qu'apparut le Hamas, dont la fonction était de les détourner de leurs revendications historiques au profit d'une adaptation au régime d'apartheid que les sionistes leur avaient réservé, tâche qui allait s'avérer impossible à réaliser, d'où la scission du Hamas à Gaza ou la création de sa branche palestinienne reprenant à son compte l'objectif de libérer l'ensemble de la Palestine du sionisme, abandonnant au passage le discours raciste et impérialiste de la Confrérie des Frères Musulmans, donc reprenant les grandes lignes de l'ancien programme de l'OLP. Cela figure dans leurs documents et déclarations, ils sont en ligne dans le blog, vous pouvez le vérifier vous-même.

Si le Hamas a pris la place qu'occupait autrefois l'OLP, pourquoi ce traitement différencié et malhonnête de surcroit ?

Dès lors, on se pose une question : Les dirigeants du PT savent ce que je viens de relater, ils savent lire et ils ont des oreilles, alors pourquoi ont-ils occulté, censuré tous ces éléments sur le Hamas de Gaza, pour se conformer au discours dominant, par crainte de se voir accuser de soutenir une organisation terroriste, pour ne pas exposer leurs militants à des provocations violentes de la part de sionistes fanatiques ?

Quand on regarde attentivement, le Hamas de Gaza se retrouve dans la même situation que l'OLP autrefois lorsqu'il n'existait pas de parti ouvrier révolutionnaire, ses dirigeants ne doivent pas être davantage fréquentables, leur nature n'est pas différente somme toute, aucune illusion n'est permis à ce sujet, mais pourquoi se focaliser sur le Hamas lorsqu'on sait qu'il existe plus d'une dizaine d'organisations palestiniennes armées à Gaza et en Cisjordanie, parce que les médias n'évoquent que le Hamas, désolé, le comportement des dirigeants du PT ne correspond à celui de dirigeants indépendants.

Ces deux dirigeants du PT nous ont aussi expliqué qu'autrefois en Palestine il existait une section de la IVe Internationale, elle dut avoir une importance aussi infime et éphémère que celle qui existe 76 ans plus tard en France, dites-moi, je ne fabule pas, n'est-ce pas ? Ce sont eux qui se comportent en mégalomanes fanatisés en prêtant à une organisation quasi-inexistante un hypothétique rôle politique de premier plan, mais ce n'est pas anodin, car cela permet d'étayer l'argumentation selon laquelle c'est sa construction qui aurait déterminé leur orientation politique et de justifier ce que j'ai appelé leur opportunisme en direction de la

social-démocratie, à tel point qu'elle dut être à l'origine de la scission du PT puis du POI, de leur courant politique, on se demande bien pourquoi, si c'était pour en arriver là, eux-seuls pourraient répondre à cette question.

Personnellement je me moque de savoir qui est derrière la branche palestinienne du Hamas et des différentes factions palestiniennes armées, ce que je constate c'est que depuis 17 ans les masses palestiniennes ont été enfermées dans le ghetto de Gaza et de Cisjordanie et ensemble avec ces organisations elles ont décidé de le forcer le 7 octobre 2023 au prix d'un énorme sacrifice parce qu'elles n'avaient pas d'autres choix, et quand bien même il aurait existé un authentique parti ouvrier révolutionnaire à Gaza, il n'aurait rien pu leur offrir de mieux comme issue politique qu'un soulèvement armée au péril de leur vie, constat que nos braves trotskystes refusent, préférant au côté des représentants des colonisateurs anglo-saxons-sionistes casser du Hamas, sachant que la réaction le caractérisait de terroriste au profit de l'autorité palestinienne dirigée par l'OLP, ce qui revient à s'en prendre indirectement au Palestiniens et à adopter la position des Américains puisqu'ils envisagent de confier à l'OLP la gestion de la bande de Gaza, voilà qui respire l'opportunisme à peine voilé.

Car la réaction ne s'y est pas trompée en décidant de jeter son dévolu haineux contre le Hamas, non pas pour ce qu'il serait, mais ce qu'il incarne pour les Palestiniens, le démembrement de l'Etat juif d'apartheid, racialiste, le gardien des puits de pétrole et de gaz de l'impérialisme anglo-saxon dans la région.

On a beau nous avoir offert un cours sur le terrorisme, et rappeler la position du marxisme sur cette question, avoir évoqué son caractère petit bourgeois, tout comme les directions de l'OLP et du Hamas palestinien ainsi que les autres organisations palestinienne, il n'aurait pas été inutile de préciser la signification politique de cette caractérisation, à savoir que le petit bourgeois ne privilégie pas seulement ses intérêts individuels et les moyens individuels pour les satisfaire comme cela a été rappelé à juste titre, et affirmer que sa nature sociale, son milieu social ou encore son statut social expliquerait son comportement comme cela a été suggéré ne suffit, faudrait-il encore préciser à quelle classe il appartient, les classes moyennes, et qu'est-ce qui les distingue des autres, de la classe ouvrière et de la classe des capitalistes, à savoir qu'elles ne sont pas indépendantes, elles occupent une place intermédiaires au sein des rapports d'exploitation. En deux mots, elles dépendent des autres classes en permanence ou bouffent à tous les râteliers, et selon les circonstances en fonction de leurs intérêts, elles adopteront l'idéologie de l'une ou l'autre classe indépendante en privilégiant celle qui permettrait d'atteindre ses objectifs, sans se soucier du sort de la classe ouvrière qu'elles instrumentalisent quand elles en ont besoin, et abandonnent à son triste sort le reste du temps, ou pire, elles s'allient à la réaction et alimentent l'extrême droite allant même jusqu'à prôner le fascisme ou le nazisme.

Les classes moyennes ont joué un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement ouvrier au XIXe siècle, ses couches les plus progressistes avaient même adopté le socialisme avant chaque fois de le trahir, quand les intérêts du capitalisme étaient menacés, préférant ainsi la dictature fasciste ou nazi, la guerre, au socialisme, à l'exception de quelques dirigeants sociaux-démocrates qui seront minoritaires dans leurs partis et confirmeront cette règle qui est toujours valable de nos jours, plus que jamais puisque pas une seule couche des classes moyennes en 2024 ne se réclame plus vraiment du socialisme ou n'ose rompre avec le régime en place et l'affronter, toutes s'y sont ralliés.

On doit ajouter qu'il arrive que des travailleurs ayant le statut d'ouvrier cessent de travailler pour devenir des dirigeants dans des partis dits ouvriers, parfois des élus, dès lors leur salaire et leur mode de vie ne dépendront plus de leur travail, ils se retrouvent couper de la classe dont ils sont issus, et au fil du temps ou plus ou moins rapidement et consciemment, les intérêts de leur classe passeront au second plan, ils lui deviendront étrangers. Ils vont adopter l'état d'esprit et le comportement des membres des classes moyennes après avoir hérité de leur statut social pour ainsi dire. Ils ont changé de classe, et désormais ils vont servir de préférence les intérêts de cette classe avec laquelle leurs intérêts correspondent, sachant que cette classe est liée à la bourgeoisie ou au capitalisme, leur orientation politique sera influencée par cette classe avec laquelle ils ne peuvent pas rompre sous peine de perdre leurs statuts privilégiés, et ainsi de suite, il suffit d'observer comment ils s'y prennent pour justifier leur politique droitière ou opportuniste pour en avoir confirmation.

Tous ceux qui s'accommodent du capitalisme et du régime en place méritent cette caractérisation de petit bourgeois qui n'a rien de péjoratif ou de méprisant, car nous considérons qu'elle a un contenu social particulier, dès lors que nous l'abordons sur le plan politique et non individuel comme le font ceux qui sont sous l'emprise de cette déviation idéologique, traitant les masses de tous les noms, les insultant, détestant finalement la terre entière, mais pas seulement, la vérité surtout, car elle mettrait en lumière leur ignorance, leurs divagations ou contradictions, leur incohérence ou inconsistance, leurs compromissions et leurs trahisons.

Revenons à notre sujet.

Ces gens-là vivent dans un autre monde, sur une autre planète que nous. Ce qui est extraordinaire, c'est que tout au long de leur exposé à aucun moment ils ne sont demandés ce que les Palestiniens pensaient de tout cela, ce qu'ils vivaient au quotidien depuis si longtemps dans cet immense camp de concentration qu'est Gaza et la Cisjordanie. Ils se sont mis à leur place en ne pensant pas un instant que leur orientation politique pouvait être également influencée par leur mode de vie privilégié, de petit bourgeois, notion qu'ils affectionnent particulièrement lorsqu'il s'agit de discréditer leurs adversaires politique à défaut d'argument à leur opposer, comme d'autres recourent au complotisme ou au terrorisme envers les opposants à Macron.

Je n'ai pas de jugement à formuler sur le comportement du peuple palestinien, et j'ai encore moins envie de le condamner, même si je ne partage pas ses illusions, y compris dans le Hamas ou ces organisations armées. Il résiste héroïquement comme il peut dans des conditions effroyables, c'est ce que je retiens et privilégie. Quant à mes désirs de militant ouvrier socialiste, qui rejoignent les espoirs les plus fous des Palestiniens épris de justice sociale et de démocratie, de liberté, je ne me dis pas qu'ils pourraient se réaliser en faisant des plans sur la comète qui n'ont pas lieu d'être en ce moment tragique, je me contente de leur apporter un soutien inconditionnel en refusant d'hurler avec la meute déchaînée de génocidaires contre les organisations qui pour eux incarnent leur lutte pour une Palestine une et indivisible laïque et démocratique.

En complément. A propos de l'OLP et sa trahison du peuple palestinien.

Dans la causerie du 28 novembre 2012.

- Conscient de son extrême fragilité, le président de l'Autorité palestinienne vient de proposer à Israël un étonnant compromis, révèle le quotidien israélien Haaretz. Lors d'une rencontre lundi à New York avec des représentants de la communauté juive américaine, parmi lesquels l'influent avocat Alan Dershowitz, Mahmoud Abbas aurait indiqué son intention de reprendre les négociations avec Israël à condition que ce dernier accepte de geler provisoirement la colonisation.

En échange, ajoute le journal, il s'engagerait à établir, dans son discours jeudi à l'Assemblée générale des Nations unies, un "*lien entre Israël et le peuple juif*", ce qui pourrait impliquer le renoncement au retour des quelque cinq millions de réfugiés palestiniens. Une concession impensable il y a encore un an. lepoint.fr 27.11

C'était "*un piège mortel*" prévisible.

Dans ma causerie du 5 janvier 2009

Je me souviens du jour où l'on nous a annoncé que les Palestiniens allaient disposer de territoires sous la tutelle de l'Etat israélien, je me suis dit immédiatement qu'il allait se transformer en une gigantesque fosse commune, que c'était un piège pour éliminer définitivement le peuple palestinien de la surface de la terre, un génocide prémédité. Depuis les "*accords*" d'Oslo, le cauchemar annoncé est devenu réalité malheureusement.

Dans celle du 16 juillet 2014

Il y a quelques années déjà, j'avais indiqué que les accords d'Oslo et la création des territoires palestiniens dont Gaza, était un piège mortel pour les Palestiniens encerclés par l'ennemi sioniste. Il semblerait que les sionistes dont la cruauté et le cynisme sont sans limite, se soient inspirés du ghetto de Varsovie où étaient enfermés les juifs sous l'occupation nazi pour ensuite les liquider plus facilement, procédé d'une efficacité redoutable comme on le sait ou on peut l'observer quotidiennement à Gaza.

Le 29 octobre 2014

Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats. (The Independent) - legrandsoir.info 28.10.2014

Mimétisme ou la voix de son maître. Comment justifier un génocide ? En accusant ses victimes de terroristes.

Entendu le 7 février :

- Yonathan Arfi, président du CRIF, sur France-Inter

- « *Il n'y a pas d'équivalence morale entre des victimes collatérales, civiles, qui n'ont pas été visées délibérément, et des victimes du terrorisme* »

- François Hollande sur France-Info répondant à la question d'une journaliste :

« *Faut-il un hommage similaire à celui des victimes du 7 octobre pour les morts à Gaza ?* »

- « *Ça ne peut pas être le même hommage. Une vie est une vie et une vie est équivalente à une autre. Mais il y a les victimes du terrorisme et les victimes de guerre* ».

Miroir ou mimétisme.

- France. "*Nettoyage social*" de la capitale avant les JO.

- Palestine occupée. Nettoyage ethnique de la bande de Gaza dans le cadre du Great Reset.

Faites-le savoir. Les sionistes figurent parmi les pires antisémites.

Lu - Être antipalestinien c'est être… antisémite ?

Oui dans le vrai sens du mot. Peu de juifs étant sémites et beaucoup plus de palestiniens l'étant, c'est donc limpidement «*se prouver*» antisémite que de les génocider.

Être pour le génocide (faute de se montrer pas assez contre) est donc l'acte le plus antisémite actuel.

Palestine occupée. Le sionisme est synonyme de nazisme, de barbarie.

https://twitter.com/AJA_Palestine/status/1756661661115482145?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1756661661115482145%7Ctwgr%5E43fe4e0f9489e682e160f538c0f3c61ac4d3552b%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Freseauinternational.net%2Fnouvelle-tragedie-a-gaza-une-mere-et-son-bebe-assassines-par-des-snipers-israeliens%2F

Démystification sans illusion.

- Israël facilitera la montée du Hamas, dans le but d'affaiblir l'OLP.

Cette affirmation matraquée sans relâche depuis le 7 octobre 2023 relève de la mystification, de la falsification des faits, de la fabrication d'argument au titre de la propagande, au profit des anglo-saxons et sionistes nazis.

Ce que j'ai compris, en fonction des éléments qui sont parvenus à ma connaissance et après réflexion.

J'ai lu quelque part que, en 1982 : même si l'OLP devient « *exclusivement civile (…), d'autres groupements reprendront l'arme du terrorisme (…). L'idée d'un État palestinien ne disparaîtra pas, quel que soit le sort de l'OLP* ». Traduction : malgré ou même si l'OLP capitulait, le peuple palestinien n'abandonnera jamais ses revendications légitimes. Alors autant prendre les devants...

Il semblerait que les autorités coloniales ayant conscience de la nature petite bourgeoise des dirigeants de l'OLP, aient pris la décision politique d'anticiper leur trahison et l'affaiblissement de son emprise sur les masses palestiniennes qui en découlerait, et par conséquent d'instrumentaliser les dirigeants du Hamas afin qu'ils canalisent et d'une certaine manière neutralisent les éléments palestiniens les plus radicaux, sous-estimant gravement qu'ils seraient rapidement rejoints par la majorité des Palestiniens qui ne cèderaient jamais sur leurs revendications historiques fondamentales, et n'abandonneraient pas la lutte armée pour libérer la Palestine de l'occupant anglo-saxon-sioniste.

Submergés par ce processus incontrôlable, les dirigeants du Hamas se retrouvèrent en porte-à-faux ou face à des contradictions insurmontables suite à leur tentative infructueuse d'imposer au peuple palestinien une doctrine politique racialiste et islamiste puisqu'il la rejetait massivement. Cela se traduisit par des conflits de plus en plus violents entre eux jusqu'aux rangs de leurs militants ou sympathisants, ce qui déboucha à Gaza sur une scission entre la branche restée fidèle à la Confrérie des Frères Musulmans prônant un hypothétique Etat palestinien islamiste, et celle incarnant les revendications historiques du peuple palestinien dont celle intégrant tous les habitants de la Palestine dans un seul Etat ou une République laïque et démocratique, à défaut de mieux.

La survie du régime de Damas grâce au soutien militaire apporté par la Russie a dû peser lourd dans la balance des différents qui opposaient les dirigeants du Hamas et précipiter la scission de leur organisation, sans pour autant que la branche de Gaza change de nom, on est donc en droit de penser que ses dirigeants doivent avoir conservé des liens avec celle toujours liée au Qatar, à la Turquie, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, donc à Israël.

Par conséquent, si ce serait une grave erreur politique de leur accorder la moindre confiance ou de les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, pour autant, force est de constater que la majorité des Palestiniens soutient la lutte armée de libération nationale que mènent la branche de Gaza du Hamas et d'autre organisations. Partant de là, notre devoir est de soutenir leur lutte par tous les moyens à notre disposition, et non de juger ou condamner leurs dirigeants parce qu'ils seraient compromis, ce que ne se gênent pas de faire tous ceux qui se sont ralliés à la version officielle du 7 octobre 2023 d'une "attaque terroriste" sur Israël ou de l'amalgame entre Netanyahu et le Hamas, deux versions destinées à soutenir le génocide en cours.

Les travailleurs juifs les plus éclairés, les masses arabes au Moyen-Orient et en Afrique, ailleurs dans le monde, ainsi que l'immense majorité des travailleurs sur tous les continents

soutiennent la lutte anticoloniale du peuple palestinien, ils se reconnaissent dans cette lutte parce qu'elle incarne la lutte contre l'impérialisme, la classe ouvrière réalise son unité contre l'exploitation et l'oppression dont elle est victime dans son propre pays, mettant à l'ordre du jour la nécessité d'un changement de régime économique et politique, la révolution socialiste mondiale.

Les conditions réunies pour une régression sociale mondiale généralisée.

Les économies occidentales risquent de connaître une décroissance et un appauvrissement, à court et moyen terme par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 06 février 2024

Extrait.

En économie, il n'y a pas de magie.

Pour consommer, il faut produire, et pour produire, il faut épargner (revenus moins dépenses de consommation) et investir dans des capitaux productifs, dans des infrastructures et dans des moyens de soutien à la production. Il faut un stock de capitaux productifs (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), des innovations, du progrès technique, du savoir, de la gérance, des sources fiables d'énergie et surtout, des travailleurs qualifiés, capables de contribuer à des hausses de productivité afin d'augmenter la production annuelle de biens et de services par habitant.

C'est ainsi que les niveaux de vie et de bien-être s'élèvent, en moyenne, dans certaines économies et pourquoi les niveaux de vie stagnent ou s'accroissent lentement dans d'autres économies.

Cela s'explique dans certaines économies par le manque d'épargne et de capitaux productifs par rapport aux nombres et aux qualifications de travailleurs et par d'autres facteurs. En effet, d'autres indicateurs économiques visent à tenir compte du développement humain et de la qualité de vie (stabilité économique et politique, santé publique, éducation, sécurité individuelle, etc.) d'une population, au-delà de la seule moyenne de la production intérieure de biens et de services par habitant, cette dernière pouvant être répartie d'une manière très inégalitaire.

De nos jours, les économies occidentales, dites '*avancées*', sont considérées relativement productives et sont parmi celles où leurs populations jouissent d'un niveau de vie relativement élevé, tel que mesuré par le produit intérieur brut par habitant. C'est essentiellement parce que leur stock de capitaux productifs est élevé et qu'elles bénéficient du progrès technique, de sources d'énergie bon marché et d'une force de travail qualifiée.

Cependant, une telle réussite n'est pas nécessairement permanente et inéluctable, si les conditions sous-jacentes à la croissance économique en viennent à s'atrophier ou sont remplacées par d'autres facteurs moins performants. Un baisse du niveau de vie n'est pas une certitude, mais peut devenir possible, voire prévisible, si les politiques publiques sont mal conçues.

En effet, depuis quelques décennies, on observe des changements structurels dans les caractéristiques des économies occidentales, essentiellement celles de l'Europe et de l'Amérique du nord. Ces changements touchent un ralentissement dans les nouveaux investissements productifs, l'expansion relatif du secteur des services, l'afflux de travailleurs peu qualifiés découlant d'une immigration illégale, des politiques de transition énergétique vers des sources d'énergie plus coûteuses et moins fiables, et un cadre géopolitique chaotique de nature à susciter des guerres hégémoniques.

De telles transformations structurelles sont de nature à ralentir, non seulement la croissance économique des économies occidentales, à court et moyen terme, mais possiblement aussi leur prospérité future, en termes de niveaux de vie et de qualité de vie.

1- Un modèle simple pour comprendre les sources de la croissance économique réelle des pays à long terme

Commençons par un modèle simple de la croissance économique réelle des pays, lequel nous est fourni par le modèle de Solow.

Ce modèle stipule que la croissance économique de la production à long terme d'une économie dépend de son stock de capitaux productifs, résultat des épargnes, du progrès technologique et de la main-d'œuvre disponible.

Plus le stock de capitaux dans une économie est élevé, plus la production intérieure annuelle de biens et de services sera abondante, pour un nombre de travailleurs ou pour une population donnée de consommateurs.

Si on considère que le niveau de vie d'une population dépend, en bout de ligne, du stock de capitaux accumulés, et que la croissance annuelle du produit intérieur brut réel (PIB) dépend en grande partie de ces capitaux, il en résulte que plus les travailleurs sont qualifiés et plus ils ont accès à des capitaux (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), plus ils sont productifs, et plus le niveau de vie de l'ensemble de la population sera élevé.

2- Une économie industrialisée repose sur plus de capitaux qu'une économie moins développée

Dans une économie industrialisée, il a été observé qu'il faut une valeur moyenne d'environ $4 de capitaux pour générer une production intérieure annuelle de $1, selon un ratio 4 : 1. Dans une économie de subsistance ou en stagnation, à l'inverse, c'est-à-dire là où le niveau de vie est bas ou stagnant, le ratio de capitaux/production annuel est peu élevé, pouvant ne pas dépasser le ratio d'environ 1 : 1.

C'est ce qui peut expliquer, en grande partie, la tendance à des migrations de population sur une grande échelle, venant des pays à bas niveaux de vie et à forte croissance démographique, vers des pays à hauts niveaux de vie et fortement capitalisés.

À court et à moyen terme, un tel phénomène migratoire n'est pas nécessairement à l'avantage des économies avancées, lesquelles peuvent voir leur taux de croissance économique décliner et le niveau de vie de leur population s'abaisser, si des investissements suffisamment élevés ne viennent pas s'ajouter au stock de capitaux existant.

3- Croissance économique et croissance démographique

Il faut bien comprendre que si la population s'accroît dans une économie industrialisée, soit naturellement ou par de forts flux migratoires, il est alors nécessaire que le stock de capitaux productifs et les infrastructures de cette économie s'accroissent aussi dans un rapport de 4 : 1, (en l'absence de progrès technologique), pour que le niveau de vie de l'ensemble de la population se maintienne.

En d'autres termes, si le niveau de capitalisation d'un pays à économie avancée ne s'accroît pas en proportion et en même temps qu'une forte expansion démographique, une baisse des revenus par habitant et un abaissement général du niveau de vie peut s'en suivre.1

4- Désindustrialisation, délocalisations et le passage à une économie de services

Il est trivial de dire que les économies occidentales sont devenues des sociétés de consommation. Ce sont des économies dans lesquelles le pourcentage des biens et services produits et consommés occupent plus de soixante pour cent de la production.

Il s'agit d'une évolution complexe qui est reliée au phénomène de la désindustrialisation, cette dernière ayant été observée depuis un demi-siècle dans la plupart des économies occidentales. Elle se mesure par le déclin de la part de la valeur ajoutée industrielle et des emplois industriels, dans le PIB et dans l'emploi total.2

Ce phénomène s'accompagne d'une délocalisation nationale de certaines industries à haute productivité vers des économies émergentes, sous le couvert de la mondialisation économique, et d'une expansion relative de la production intérieure et de la consommation de services privés (commerce, finance, transport, restauration, divertissement, etc.) et publics (enseignement, santé, administrations, etc.), un secteur généralement moins susceptible d'enregistrer de forts gains de productivité.

5- Désépargne structurelle des gouvernements par l'endettement

La désindustrialisation relative et le passage à une économie de services dans les économies occidentales ont obligé les gouvernements à accroître leurs déficits budgétaires, ce qui a poussé certains pays à avoir un niveau d'endettement public total qui dépasse présentement le niveau de leur produit intérieur brut annuel.

Les économies avancées avec les niveaux d'endettement public les plus élevés par rapport à leur produit intérieur brut annuel, en 2024, tels que mesurés par le pourcentage de la dette publique par rapport au PIB annuel, sont:

Japon = 255,24%

Grèce = 167,97

États-Unis = 123,28

France = 110,03

Portugal = 108,35

Espagne = 107,28

Canada = 106,38

Belgique = 105,98

Royaume Uni = 104,14

P.S. : Le Japon constitue un cas particulier en raison de son taux d'épargne des ménages élevé. L'épargne personnelle au Japon s'est élevée en moyenne à 13, 09 % de 1963 à 2023, atteignant un sommet historique de 62,10 % en juin 2020. De plus, la dette publique du Japon est presque entièrement intérieure.

Pour une vision plus complète, il faut ajouter à la désépargne publique courante des gouvernements, le gaspillage croissant de ressources dans l'industrie mondial de l'armement et dans des guerres récurrentes ruineuses et polluantes, certaines pouvant même conduire à une guerre nucléaire catastrophique.

6- Le réchauffement climatique et la crise énergétique

Il existe une grande complémentarité entre les capitaux productifs et l'énergie. En effet, quand les sources d'énergie étaient abondantes et pouvaient être considérées comme illimitées, celles-ci étaient vues comme une donnée. Comme la pollution qui accompagne la combustion d'énergies fossiles est une des sources du réchauffement climatique, cela ne peut plus être le cas dans l'avenir.

La crise du réchauffement climatique a persuadé plusieurs gouvernements de prendre des mesures drastiques pour réduire la combustion d'énergies fossiles, relativement abondantes mais non renouvelables, faciles à exploiter et à grand rendement énergétique (charbon, pétrole, gaz naturel, etc.). (N.B. : Les énergies fossiles représentent présentement près de 80% de la production mondiale totale d'énergie.)

Le but étant de les remplacer graduellement, au cours des décennies à venir, voire des siècles à venir, par des sources d'énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, hydraulique, etc.) moins abondantes, certaines étant intermittentes et moins fiables, en plus d'être plus coûteuses.

La filière nucléaire se situe entre ces deux catégories de sources énergétiques. L'énergie nucléaire représente environ 10 % de la production mondiale d'électricité. C'est une source d'énergie qui a des avantages et des inconvénients, mais sa production est très coûteuse. Néanmoins, certains pays dépourvus de sources d'énergie alternatives, telle la France, n'auront pas d'autre choix que d'y recourir davantage dans l'avenir.

7- L'énergie a joué un grand rôle dans la hausse rapide des niveaux de vie

Depuis la première Révolution industrielle, de 1750 à 1900 en Europe, et son accélération au 20e siècle, la disponibilité de sources abondantes et peu coûteuses d'énergies fossiles a été le

facteur important qui a propulsé la civilisation industrielle et commerciale vers le haut. En effet, c'est ce qui a transformé des économies qui avaient été pendant des millénaires, agraires et artisanales, en des économies industrielles et commerciales urbanisées, comme celles que nous connaissons aujourd'hui.

Ainsi, l'avènement des machines dans l'industrie du textile, au début, ainsi que dans l'agriculture, suivi de l'électrification de même que la multiplication des moyens de transport, par après, ont fait en sorte de multiplier l'effort physique et manuelle des travailleurs et d'accroître la production et la distribution des produits sur une haute échelle. Il en est résulté des augmentations considérables dans la productivité du travail et dans la croissance réelle du PIB. Le PIB par habitant a suivi, propulsant vers le haut le niveau de vie et la richesse des nations, de même que la qualité de vie des populations.

À titre d'exemple, pendant les quarante années qui s'écoulèrent entre 1960 et l'an 2000, un période de forte croissance économique et de paix internationale, le chercheur français Simon Yaspo a estimé que le PIB par habitant en France, en Allemagne et aux É.-U. s'est accru de plus de 250 pour cent.

C'est du jamais vu dans l'histoire du monde. —Il est possible que l'humanité ne puisse jamais connaître à nouveau une telle période dorée (Golden age) aussi longue, avec une hausse aussi rapide des niveaux de vie. (...)

Conclusions

La Grande Récession de 2007-2008 a peut-être servi de signe prémonitoire, à savoir que les facteurs de croissance dans les économies occidentales commençaient à s'étioler. Dans la foulée de cette importante récession, les principales banques centrales furent contraintes de pousser les taux d'intérêt vers zéro, afin de stimuler la croissance économique.

Or, les économies occidentales vont devoir faire face à des changements structurels encore plus risqués dans un avenir rapproché.

En effet, les économies occidentales risquent de souffrir, à la fois, 1- d'un ralentissement dans les investissements productifs et dans les gains de productivité, résultats d'une désindustrialisation et du passage à une économie de services ; 2- de la pression provenant d'une immigration illégale en grande partie sous qualifiée, laquelle abaisse le ratio des capitaux productifs par tête et accentue la poussée vers la consommation de services publics et privés 3- d'une désépargne publique, résultat de déficits budgétaires publics élevés et du surendettement public qui en découle ; 4- d'un certain gaspillage de ressources due à l'expansion du secteur improductif de l'armement, dans le contexte mondial d'une instabilité géopolitique et de guerres ; 5- d'une transition énergétique difficile à accomplir, en voulant remplacer les énergies fossiles peu coûteuses par des énergies alternatives plus coûteuses et moins fiables.

Tous ces facteurs contraignants se conjuguant, les économies occidentales pourraient voir leur taux de croissance économique décliner. Il pourrait en aller de même de leurs niveaux de vie et, possiblement aussi, d'une tendance vers le bas de l'indice de la qualité de vie, au cours des prochaines années, voire au cours des décennies à venir.

Notes :

1 - Le déclin et la chute de l'Empire romain d'Occident, au 5e siècle de notre ère, est probablement le phénomène historique le plus complexe et le plus important d'un système économique, politique et militaire qui s'est effondré sous l'effet de plusieurs causes, mais notamment suite à une chute des revenus.

2 - À titre d'exemple, la part des emplois industriels dans l'emploi total a chuté de plus de la moitié dans les économies avancées, de 1970 à 2016.

La part des emplois industriels dans l'emploi total est passée de 46% à 17% au Royaume Uni, de 31% à 17% aux É.-U., de 39% à 18% en France, et de 45% à 19% en Belgique. Au Canada, la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total est passée de 19,1% à 9,1%, de 1976 à 2019.

Quand le régime totalitaire américain adopte une loi interdisant la paix.

Levant : les États-Unis persistent avec une proposition de loi anti-normalisation avec la Syrie d'Assad - RT 16 févr. 2024

Adopté à une large majorité par la Chambre des représentants, l'«*Assad Regime Anti-normalization Act*» doit maintenant passer au Sénat. Ce texte vise notamment à interdire aux États-Unis de «*reconnaître ou de normaliser leurs relations avec tout gouvernement syrien dirigé par Bachar al-Assad*» et prolonge jusqu'en 2032 les sanctions de la loi César adoptée en 2019.

Voté à 389 voix pour et 32 voix contre, l'«*Assad Regime Anti-normalization Act*» doit maintenant être soumis au Sénat avant d'être signé par le président Joe Biden.

Ce régime de sanctions, qui entend priver le gouvernement syrien de ressources, notamment en gelant l'aide à la reconstruction du pays, empêche également les entreprises travaillant avec le gouvernement syrien de commercer avec l'extérieur et d'importer des produits. La Syrie vit toujours sous le coup des sanctions occidentales, alors qu'elle vient de sortir d'une décennie de guerre.

La livre syrienne ne cesse de chuter et les pénuries de gaz, d'essence et d'électricité sont quotidiennes. Avant la guerre en 2011, il fallait 50 livres syriennes pour obtenir un dollar. Aujourd'hui, le billet vert vaut 8 400 livres syriennes, soit une multiplication par 168 en l'espace de 12 ans. En 2023, selon les chiffres de l'ONU, 90% de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Cette initiative législative a notamment été l'apanage du président républicain de la sous-commission des affaires étrangères du Moyen-Orient, Joe Wilson. Sur la plateforme X (ex-Twitter), l'élu a posté le 15 février une photo avec des représentants de l'opposition syrienne, tout en tenant le drapeau de l'armée syrienne libre. «*Pour ceux qui envisagent de normaliser ou de faire des affaires avec le meurtrier de masse Assad, la Chambre des représentants est majoritairement favorable à une Syrie libre*», a commenté Joe Wilson.

D'ailleurs, le représentant américain avait fait le déplacement en août dernier dans la banlieue d'Alep, en territoire contrôlé par les rebelles, en compagnie de la républicaine Victoria Spartz et du démocrate Dean Phillips.

«*En adoptant cette législation bipartite, les États-Unis ont envoyé un message clair et retentissant à Assad et à ses soutiens*», a surenchéri dans un communiqué Brendan Boyle, parrain démocrate du projet de loi et membre du caucus syrien de la Chambre des représentants. «*En tant qu'organisation humanitaire qui a travaillé sur ce projet de loi depuis le début de son idée, nous sommes fiers de voir une législation qui tient pour responsables le régime d'Assad et ceux qui normalisent avec les criminels de guerre*», a pour sa part déclaré Mouaz Moustafa, directeur exécutif de l'organisation syrienne Syrian Emergency.

Le vote de ce projet de loi intervient alors que le gouvernement de Bachar al-Assad reprend langue avec ses partenaires régionaux. La Syrie a notamment réintégré la Ligue arabe en mai dernier. Les ambassadeurs émirati et saoudien ont repris leur fonction à Damas et les délégations syriennes multiplient les déplacements aux quatre coins du Moyen-Orient. Or, le maintien des sanctions américaines entrave la réintégration régionale de la Syrie. En effet, si diplomatiquement le pays est de nouveau admis dans la région, économiquement les échanges sont insuffisants notamment en raison des mesures coercitives de Washington.

En plus de ses sanctions, les États-Unis occupent illégalement une partie du territoire syrien. Avec plus de 900 hommes, ils sont présents à l'est de l'Euphrate pour soutenir les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement composées de Kurdes, et empêchent de facto le gouvernement syrien de remettre la main sur une partie de ses ressources pétrolières. RT 16 févr. 2024

Lu

1- Il n’est plus question de gauche ou de droite. Nous devons combattre le mondialisme.

J-C – La gauche et la droite ont fusionné, certes, mais elles existent toujours. Où se situent ceux qui ne sont ni de droite, ni de gauche, ni d’extrême droite, ni de l’extrême centre, et bien sûr encore moins d’extrême gauche ? Charlatanerie !

2- Le Club de Rome, une invention de Rockefeller, a également son siège en Suisse (Winterthour), tout comme le FEM-WEF (Davos), l’OMS, GAVI (l’alliance vaccination-pharma [industrie pharmaceutique]) et – la Banque des règlements internationaux (BRI), également appelée Banque centrale de toutes les banques centrales. Le tout avec une immunité diplomatique totale et hors taxes. Une coïncidence?

J-C – Un gang oligarchique mafieux et criminel a élu domicile dans l’un des plus vieux paradis fiscal, quoi de plus naturel !

3- Sans la protection britannique, les sionistes n’auraient pas pu poser un pied sur le sol en Palestine : pour les communautés juives du monde entier, ils seraient restés un groupe dissident fanatique sans avenir.

Il n'existe désormais aucune option pour une paix acceptable pour Israël, ni deux États ni un seul, à moins qu'il ne s'agisse d'un État juif.

J-C – Pendant un temps, parce que je n'avais pas en tête l'histoire de l'empire ottoman et de la Palestine, et je n'avais pas suivi les évènements du Moyen-Orient, j'eus la faiblesse de rallier la solution à deux Etats, je crus naïvement qu'elle était viable et épargnerait d'autres souffrances aux Palestiniens, c'était une erreur et je me ravisai, depuis j'ai abandonné cette position emprunte de sentimentalisme, le démantèlement d'Israël ou la fin de la colonisation de la Palestine est l'unique solution politique pour les juifs et les Palestiniens.

Le capitalisme a engendré ce genre de psychopathe monstrueux. Ceux qui détiennent tous les pouvoirs doivent en user et abuser, sinon à quoi bon.

Vu hier soir dans un téléfilm français du début des années 2000.

Un homme d'affaires très riche et très puissant s'offre pour 100.000 euros le meurtre filmé d'une jeune femme prostituée, égorgée rien que pour lui. Pourquoi cet assassinat barbare ? Parce qu'il avait les moyens de se l'offrir. Dans la vie, il est un homme de pouvoir qui commande des centaines de milliers de salariés, à la longue son pouvoir va lui monter à la tête et se transformer en abus de pouvoir criminel. Dans son délire il va pousser l'expérience du pouvoir jusqu'au bout, peut-être pour se prouver qu'il dispose bien du droit de vie et de mort à l'égal d'un dieu tout puissant, c'était dans le film.

Si cela n'explique pas pourquoi le massacre des Palestiniens a lieu, cela explique au moins comment sa réalisation est rendue possible, parce qu'il y en a qui disposent de ce pouvoir et qui l'exercent sans retenue, sachant qu'ils peuvent agir en toute impunité.

A partir de ce constat, chacun pourra se demander quel part de responsabilité il a dans l'établissement ou le maintien en place d'une société aussi monstrueuse, d'un tel régime économique et politique, sachant que ceux qui s'y opposent, qui la rejettent, qui la condamnent, qui la combattent et ont rompu avec elle, sont une infime minorité. Car l'immense majorité s'en accommode au quotidien, va lui servir de petites mains, être les complices de tous ses abominables crimes en prétendant n'y être absolument pour rien, de bonne foi ou hypocritement plus on s'élève dans la hiérarchie sociale ou on se rapproche du pouvoir, à commencer par tous ceux qui en détiennent.

Dans tout rapport entre deux personnes se pose la question de savoir comment va s'exercer le pouvoir de l'un sur l'autre et vice versa. Quand des rapports hiérarchiques stricts ou figés existent, il est facile de le deviner, entre un patron et un employé par exemple, on ne peut pas se tromper sur leurs intentions, puisque les rapports entre exploiteur et exploité ne peuvent pas s'inverser tant qu'on reste soumis au régime économique capitaliste, lors d'une grève ils sont remis en cause mais ne disparaissent pas pour autant.

Mais dans la vie quotidienne, la plupart de ces rapports seront soumis à d'autres critères, de nature sociale ou psychologique très divers. Ils n'apparaitront pas aussi clairement, ils seront comme dilués par l'historiographie ou la personnalité de chaque individu, de sorte qu'ils s'imposeront à eux sans qu'ils en aient vraiment conscience, ce qui donnera lui à bien des

illusions, méprises ou incompréhensions, quiproquos, à des situations conflictuelles dont l'origine leur échappera, puisqu'ils auront été mis en concurrence à leur insu, d'autant plus que chacun ignore également ce qu'il veut ou confond volontiers ses intérêts individuels et ses intérêts collectifs…

Le bon usage de ces rapports auxquels personne n'échappe dans la société, sera fonction du degré de conscience qu'on en a, encore faut-il avoir déterminé son origine sociale. Sachant que la plupart de nos contemporains n'en ont pas la moindre conscience, il n'est pas étonnant que chacun s'adonne à des abus de pouvoir et en soit également victime. Qu'ils prennent une tournure excessive, nauséabonde et insupportable, dramatique, ne devrait pas nous étonner dès lors que les dirigeants de la classe dominante ont conscience de concentrer tous les pouvoirs, et qu'ils peuvent en user à leur guise en l'absence de toute opposition organisée exerçant une influence sur les masses susceptible de leur proposer une alternative économique et politique à leur régime ou le menacer de mort.

On a beau dire, les principaux enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes sur la révolution russe de 1917 demeurent d'actualité.

Quelques-uns de mes commentaires publiés dans des blog.

1- Personne n'ose commenter ?

Revenons sur ce qui s'est passé la veille.

Qui a sorti cette scélératesse ?

- « *Heureusement qu'il y a l'ONU parce que sinon, il n'y aurait que la barbarie.* »

Réponse : Mélenchon à Genève le 3 février 2024 à l'occasion d'une marche vers le siège de l'ONU.

Rappelons que c'est l'ONU qui a voté la résolution 181 en 1947 qui consacra la partition de la Palestine. « *Heureusement qu'il y a l'ONU* » pour couvrir notre entreprise coloniale, raciste et criminelle qui dure depuis 76 ans, doivent se dire les sionistes et les anglo-saxons.

Abolition de la résolution 181 ! A bas l'ONU, rupture avec l'ONU, les Etats-Unis et Israël !

https://www.tdg.ch/marche-de-soutien-pour-la-palestine-jean-luc-melenchon-galvanise-la-place-des-nations-928214904291

Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=YUhNmXNDw1k

2- Je constate que le titre de l'article était incorrect et personne ne l'a soulevé apparemment. Car il est faux d'affirmer que La Loi Gayssot a fait taire tous les historiens, Annie Lacroix-Riz

l'illustre si nécessaire. C'est une spécialité de l'auteur de cet article (Média 442) de spéculer ou surinterpréter les faits, les déformer.

Il y en a qui dise que le pire est déjà là, d'autres qu'il serait à venir, d'autres encore qu'on n'y coupera pas, sans qu'on sache très bien de quoi ils parlent ou à quoi ils font allusion, à quoi ils veulent en venir.

Une fois qu'on a mis le doigt dans un engrenage, on aura beau le nier, tôt ou tard tout le reste y passera. Quand on refuse d'affronter la réalité en face, on aura beau tenter de la fuir par la suite, elle finira toujours par nous rattraper un jour. Quand on s'accommode hypocritement ou inconsciemment d'un mensonge ou d'un crime, on passera le restant de nos jours à mentir toujours plus, et on finira par couvrir les crimes les plus abominables...

Et lorsqu'on en est soi-même victime, soudain on se réveille, on se demande ce qui se passe comme si le monde dans lequel nous vivons depuis si longtemps venait de naître la seconde précédente, ce qui relève plutôt d'un état d'âme que d'une réelle prise de conscience, car on n'en recherchera pas plus maintenant qu'hier l'origine ou les origines. Le régime en place, qui d'autre voudriez-vous que ce soit ?

Hier ou autrefois, en refusant le constat que nous vivions relativement confortablement dans un monde ou une société pourrie et injuste, cruelle ou barbare, nous nous sommes privés des moyens pour découvrir pourquoi ou plutôt nous avons refusé de l'entendre, et apparemment je ne vois pas pourquoi cela devrait-il changer du jour au lendemain, dès lors qu'on continue de nier ou ignorer l'existence d'une alternative politique en rupture avec le capitalisme, justement avec ce passé qui n'avait franchement rien de glorieux !

A tout problème il existe une origine et une solution.

On préfère encore s'enfermer dans un schéma ou un système qui nous broiera tous. Voilà pourquoi je ne participerai pas à votre polémique que j'estime stérile, même si elle est bien intentionnée. Chacun a le droit de penser ce qu'il veut sur le terrain de son choix, le mien est celui de la lutte des classes.

Toute entrave ou atteinte à la liberté d'expression d'où qu'elle vienne et quel que soit son objet doit être dénoncée et combattue.

En complément.

ASSEMBLÉE NATIONALE - ART. 4 N° CL47

- « Art. 223-1-2. – Est punie d’un an d’emprisonnement et de 15 000 euros d’amende la provocation à abandonner ou à s’abstenir de suivre un traitement médical thérapeutique ou prophylactique, lorsque cet abandon ou cette abstention est présenté comme bénéfique pour la santé des personnes visées alors qu’il est, en l’état des connaissances médicales, manifestement susceptible d’entraîner pour elles, compte tenu de la pathologie dont elles sont atteintes, des conséquences graves pour leur santé physique ou psychique.

« Est punie des mêmes peines la provocation à adopter des pratiques présentées comme ayant une finalité thérapeutique ou prophylactique pour les personnes visées alors qu’il est, en l’état

des connaissances médicales, manifeste que ces pratiques les exposent à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente.

« Lorsque la provocation prévue aux deux premiers alinéas a été suivie d'effets, les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

« Lorsque ces délits sont commis par la voie de la presse écrite ou audiovisuelle, les dispositions particulières des lois qui régissent ces matières sont applicables en ce qui concerne la détermination des personnes responsables. »

Commentaire d'un internaute.

- Cela implique qu'il est interdit de remettre en cause les connaissances médicales ou scientifiques du moment.

Cela veut dire que c'est la fin de la science et de l'évolution.

Car toute tentative d'aller au-delà de ce qui est réputé «vrai» sera alors passible de prison et d'amende.

C'est bien évidemment une nouvelle Inquisition.

Cela ne souffre aucune hésitation.

On comprend bien pourquoi ces dirigeants veulent faire cela, ils veulent pouvoir contrôler parfaitement et totalement la thèse officielle du moment.

On pourrait presque dire d'ailleurs que c'est une loi anti Raoult tant elle aurait permis d'embastiller tous ceux qui ont émis des doutes plus que légitimes sur le vaccin anti-Covid, car c'est bien de cela dont nous parlons.

C'est bien d'empêcher un immense scandale sanitaire dont il est question.

La vérité scientifique est toujours très temporaire.

Mon commentaire censuré par France Info.

J-C – J'ai en horreur l'injustice et les procès d'intention.

Accusé de viol et d'agression sexuelle par plusieurs actrices, Jacques Doillon dénonce des "*mensonges*" - franceinfo/AFP 09/02/2024

- Il est faux de croire qu'une gamine de 15 ans ne puisse pas être consentante à un acte sexuel avec un homme. J'en veux pour preuve, il y a de cela 45 ans en arrière, ma sœur alors âgée de 15 ans justement copulant en mon absence dans ma chambre sous le nez de mes parents, il était ingénieur chercheur chez Renault à Rueil (92). Ils sont sortis ensemble pendant 6 mois environ.

Ma fille qui a aujourd'hui 43 ans s'est mise en ménage avec un Réunionnais d'environ 25 ans, alors qu'elle n'avait que 15 ans, avec le consentement de sa mère dont j'étais déjà séparé depuis 7 ans, donc en mon absence. Ils ont donné naissance à une fille et ils se sont séparés 10 ans plus tard, ils vivent à la Réunion.

Ma sœur et ma fille pourrait raconter une histoire sur les réseaux sociaux ou à des journalistes, du genre, je me suis fait violée quand j'étais mineure, et une horde d'ignorants ou crétins les croiraient, c'est pitoyable ! Quelle époque !

Lu en complément.

- Pour le professeur Didier Raoult, "*Depardieu, c'est un acteur absolument exceptionnel. On vient de classer l'affaire sans suite d'une des plaignantes [la plainte de la comédienne Hélène Darras contre lui classée sans suite, en janvier, en raison de la prescription des faits d'agression sexuelle, ndlr} parce qu'elle dit qu'il lui a touché les fesses en 1985. Si vous voulez, au bout d'un moment, on se demande jusqu'où ça va aller*", commence-t-il par déclarer avant de poursuivre : "*Si tous les gens qui ont touché les fesses de quelqu'un, une jeune femme dans leur vie, étaient en procès maintenant, je vous assure que des procès il y en aurait des quantités. Juste parce que c'est Depardieu qu'on lui fait ça !*".

Didier Raoult évoque alors sa vie privée, indiquant que sa femme qui est psychiatre, aurait reçu "*deux fois des femmes qui ont envoyé des hommes en prison pour viol alors qu'elles n'avaient pas été violées. Comment on fait la différence avec le mensonge ? Comment on fait ça ? Moi je ne sais pas ! Comment la justice arrive à savoir si c'est ça ou si ça n'est pas un mensonge ? C'est compliqué*". Closer 12 février 2024

Débarrassons-nous de ce régime injuste et antisocial.

Selon un sondage, seuls 24% des Français estiment vivre dans une «*société juste*» - RT 13 février 2024

24% des Français sondés estiment vivre dans une société juste en France et seuls 3% d'entre eux sont «*tout à fait d'accord*» avec cette idée. Des chiffres dérisoires décrits par le baromètre de la confiance politique publié par OpinionWay, publié ce 13 février pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po et réalisé entre le 8 et le 18 janvier.

Seulement un peu plus de la moitié des personnes interrogées (53%) affirment que leurs efforts accomplis dans leur vie professionnelle ont été reconnus et récompensés. Là encore s'opère une fracture entre les cadres qui sont 64% à estimer que leur travail est reconnu et seulement 43% pour les ouvriers. La classe moyenne, dont le revenu oscille entre 2 000 et 4 500 euros par mois, demeure au-dessus de la moyenne totale avec 56% d'interrogés ressentant une reconnaissance pour leur travail.

L'étude a également interrogé les Français sur le sentiment de mépris social : 68 % des personnes sollicitées affirment ainsi que la France reste une société dans laquelle «*beaucoup de gens sont méprisés*». Ce sentiment est partagé quel que soit le niveau de diplôme avec 70% des titulaires d'un CAP et 64% des titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2.

Près de huit Français sur dix estiment par ailleurs que la société donne trop de poids aux diplômes par rapport à l'expérience professionnelle.

En dépit du sentiment de mépris social, 38% des personnes interrogées désirent vouloir créer leur entreprise, un taux qui passe à 52% pour les moins de 35 ans. Parmi les Français qui veulent créer leur propre entreprise, on retrouve un tiers de personnes désireuses de monter une affaire artisanale. RT 13 février 2024

J-C - Plus ils sont jeunes et plus ils ont d'illusions dans le capitalisme ou plus ils sont éloignés du socialisme. Cela devrait rapidement leur passer...

Ils auront tout fait pour vous en dégoûter, vous en détourner.

J-C – Il s'agit du même sondage sur une autre question.

Sondage : La défiance des Français envers la politique au plus haut - 20 Minutes/AFP 15 février 2024

« *Tous des pourris* » - Selon une étude réalisée par l'institut de sondage OpinionWay pour le Centre d'étude de la vie politique française (rattaché à Sciences po), 68 % des Français jugent que « *la démocratie ne fonctionne pas bien* », soit une progression de 4 points en un an

Seuls 18 % (+1) des Français estiment que leur avis est « pris en compte » par les responsables politiques.

Quand ils pensent à la politique, 37 % des Français éprouvent d'abord de la « *méfiance* », un chiffre stable

Les sondés ne sont cependant pas exempts de contradictions. Ainsi 83 % (+1) des Français se disent favorables à un système politique démocratique, tandis que 34 % (+5) aimeraient avoir à la tête du pays « *un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections* » et 23 % (+4) souhaiteraient que « *l'armée dirige le pays* ».

Selon le sondage, 27 % des Français se situent à droite, 22 % à gauche, 15 % au centre, 9 % à l'extrême droite et 4 % à l'extrême gauche, les 23 % restants ne se positionnant pas sur l'échiquier politique. 20 Minutes/AFP 15 février 2024

J-C - Quelles "*contradictions*", quand on sait que le "*système politique démocratique*" est en réalité une dictature ? Ils n'ont pas pu faire disparaître le fait que l'immense majorité du peuple (83%) plébiscite la démocratie comme mode de gouvernance hypothétique ou en devenir, et non que le régime en place serait une démocratie. Tout le reste était à prendre au conditionnel, puisque ce sondage a été commandé par Sciences po.

En famille chez les milliardaires. LFI fidèle pilier du régime et des institutions de la Ve République, et nécrologue de ses dirigeants. Badinter : « *frère* » du sionisme.

J-C – A quoi reconnaît-on des populistes ou opportunistes ? Suivez le guide.

Hommage à Robert Badinter: pour Manuel Bompard, la présence de LFI est "*légitime*" - BFMTV 14 février 2024

"Un hommage national consiste à dire que toute la nation rend hommage à une personnalité, dont on considère qu'elle a eu une place décisive et importante", a expliqué ce très proche de Jean-Luc Mélenchon, avant de poursuivre:

"*C'est le cas de monsieur Badinter. Il semble légitime que nous puissions participer à cet hommage*."

Manuel Bompard a dit "*respecter la peine et le chagrin de sa famille*", soulignant à ce titre que seuls les insoumis "*qui assurent des fonctions institutionnelles*" seront représentés.

Le week-end dernier, les responsables insoumis avaient multiplié les éloges à l'endroit de Robert Badinter. Jean-Luc Mélenchon publiant encore lundi une tribune dans L'Obs pour saluer une figure qui "*s'en tenait en permanence à l'altitude de l'idéal*".

Pourfendeuse des extrêmes comme son mari, la philosophe Élisabeth Badinter a récemment dénoncé un certain "*islamo-gauchisme*" et a pointé la responsabilité "*énorme*" de LFI dans la montée de l'antisémitisme en France. BFMTV 14 février 2024

J-C - Les dirigeants de LFI sont vraiment débèquetant, des loques ! Ils vont jusqu'à célébrer et regretter les ordures qui les ont traités d'antisémites. Etait-il outrancier d'affirmer que ces gens-là ne pensent pas ce qu'ils disent dans leurs déclarations, ou que pour eux ce ne sont que des mots qui n'engagent à rien, ils se contrefoutent de vos intérêts ?

Avocat des riches et des aristos, par exemple la milliardaire Marie Christine von Opel, il se case en faisant un mariage plutôt fructueux avec Élisabeth Bleustein-Blanchet, la fille du fondateur de Publicis Marcel Bleustein-Blanchet, bingo ou casino!

Robert Badinter, qui était-il ? A quoi LFI a-t-il rendu hommage, devinez ?

- Élisabeth Badinter est actionnaire de référence de la société : elle détient 6,74 % du capital et 12,36 % des droits de vote ; son fils, Simon Badinter, est également administrateur du groupe. En 2020, elle cède la nue-propriété d'une partie de ses actions (4,62 %) à ses enfants, mais en garde l'usufruit ; elle détient donc 2,48 % en pleine propriété.

En 2021, la fortune d'Élisabeth Badinter s'élève à 922 millions d'euros. (Wikipedia.org)

Comme ministre de la Justice sous Mitterrand, il jouera le rôle de lessiveuse des nantis condamnés puis rapidement libérés.

- Il défend également la milliardaire Marie Christine von Opel (de), condamnée le 18 juin 1980 par la chambre correctionnelle de cour d'appel d'Aix-en-Provence à cinq années

d'emprisonnement pour une affaire de stupéfiants et libérée le 13 août 1981 avec vingt autres femmes détenues, par une grâce du président de la République François Mitterrand proposée par Robert Badinter, devenu entre-temps ministre de la Justice.

En octobre 1979, il défend le directeur de la société Givaudan, Hubert Flahaut, dans l'affaire du talc Morhange, qui avait provoqué la mort de nombreux nourrissons sept ans auparavant. Il déclare alors à ce propos : « *Ce n'est pas une société qui est jugée, mais un homme, je me sens un devoir de défendre cet homme* ». En 1981, tous les condamnés de ce procès bénéficieront de la loi d'amnistie votée par la nouvelle Assemblée nationale. (Wikipedia.org)

Anti-ouvrier, antisocialiste.

- En juin 2015, il publie Le Travail et la Loi avec le juriste Antoine Lyon-Caen, un ouvrage qui plaide pour réformer le Code du travail.

En novembre 2015, le Premier ministre Manuel Valls lui confie pour mission de fixer en deux mois les grands principes de ce nouveau « *Code du travail* », qui devait entrer en vigueur en 2018. (Wikipedia.org)

Fin de parcours au côté du tyran Macron.

- Le 9 octobre 2021, les 40 ans de l'abolition de la peine de mort sont célébrés avec un discours de Robert Badinter ainsi que du président Emmanuel Macron au Panthéon. (Wikipedia.org)

Honoré par les barbares sionistes.

Décès de Badinter : la communauté juive salue la mémoire d'un « *mensch* » - fr.timesofisrael.com 9 février 2024

L'ancien Garde des Sceaux de François Mitterrand est né dans une famille juive arrivée en France en 1919. Il a perdu son père, son oncle et sa grand-mère paternelle dans la Shoah

Emmanuel Macron : Avocat, garde des Sceaux, homme de l'abolition de la peine de mort. Robert Badinter ne cessa jamais de plaider pour les Lumières. Il était une figure du siècle, une conscience républicaine, l'esprit français. fr.timesofisrael.com 9 février 2024

Sur X. S'ils le disent eux-mêmes…

- Ambassade d'Israël en France : "*En grand homme de paix et de justice, que j'ai eu l'honneur de rencontrer il y a bien des années, Robert Badinter a profondément marqué son époque. Ne doutons pas que les générations futures sauront faire vivre son précieux héritage*".

- Crif : « *Avec la disparition de Robert Badinter, la France perd l'une de ses dernières grandes consciences morales* », a affirmé sur X (ex-Twitter) Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France.

- Bernard-Henri Lévy : Robert Badinter. Grandeur de la France. Noblesse de la gauche. Humanisme de l'autre homme. Et esprit du Judaïsme. fr.timesofisrael.com 9 février 2024

J-C - Il était farouchement sioniste, c'était la moindre des choses, la peine de mort en France, non, le massacre des Palestiniens en Palestine occupée, oui.

- Fin décembre 2019, devant la Cour Pénale Internationale (CPI), Badinter s'est évertué à défendre l'État d'Israël pointé par une « *enquête sur les éventuels crimes de guerre commis depuis juin 2014 en Israël-Palestine* ».

A l'époque, selon Badinter, Israël et ses dirigeants ne pouvaient être traduits devant la CPI au prétexte que la partie requérante ne serait pas… un pays. A savoir, la Palestine. Or, bien que l'État de Palestine ne dispose que d'un statut d'observateur à l'assemblée des Nations-Unies, l'État palestinien est reconnu comme un État à part entière par les autres États signataires du statut de Rome et membres de la CPI.

En effet, de 1988 à 2015, la Palestine a été reconnue par 138 États dont deux membres permanents du Conseil de sécurité (Russie et Chine). On pouvait donc, en 2019, être pour le moins perplexe à l'écoute des « *arguments* » de l'ancien garde des sceaux. (investigaction.net/badinter-etait-pour-la-peine-de-mort-des-palestiniens 13 février 2024)

Robert Badinter. *"Même si mon Frère a tort, C'est mon Frère"* - tribunejuive.info 9 février 2024

C'est en ces mots que Robert Badinter, Lauréat du Prix Spécial LICRA 2022 pour l'ensemble de son œuvre, parla d'Israël.

Rappelant l'obligation morale pour tous de combattre l'antisémitisme, et donc l'antisionisme, derrière lequel se réfugie le premier, l'auteur de "*L'Exécution*" a expliqué que tout en reconnaissant le droit à la critique d'Israël, in fine, Lui restait … un soutien à jamais du pays qualifié comme pratiquant l'apartheid: "*Même si mon Frère a tort, C'est mon Frère*". tribunejuive.info 9 février 2024

Les mains sales. Le bal des hypocrites. Comment les opportunistes collaborationnistes vous manipulent.

Collaboration : le combat des syndicats pour faire décrocher un portrait de Pierre Laval - LePoint.fr 14 février 2024

Le portrait de Pierre Laval, numéro 2 du régime de Vichy, est affiché au ministère de la Justice. De quoi susciter le courroux de plusieurs syndicats (FO et CGT) de magistrats...

Sur les murs de la salle des Sceaux du ministère de la Justice, de nombreux portraits y sont affichés. Parmi les anciens ministres, Jacques Toubon, Robert Badinter, Christiane Taubira... Et Pierre Laval, chef du gouvernement du régime de Vichy, homme fort de la collaboration, et désormais l'une des personnes les plus haïes de l'histoire de France.

« *Convaincu d'indignité nationale, Pierre Laval a été condamné à la dégradation nationale le 9 mars 1945* ». Mais selon les syndicats, cette mention ne précise pas qu'il a été, ensuite, condamné à mort pour haute trahison et complot et qu'il a été fusillé.

Au ministère des Affaires étrangères, le sujet a déjà également abordé en 2018. Jean-Yves Le Drian avait alors décidé de noircir le portrait de celui qui fut ministre des Colonies de février à octobre 1934 et ministre des Affaires étrangères d'octobre 1934 à janvier 1936.

C'est également la demande formulée par les syndicats FO et CGT. Ne pas décrocher ce portrait permet de ne pas nier l'histoire, mais cette solution permettrait d'attirer l'attention pour que Pierre Laval et ses actes ne tombent pas dans l'oubli. Et la Chancellerie de répondre : un noircissement de ce portrait risquerait d'attirer trop d'attention sur ce personnage. LePoint.fr 14 février 2024

J-C - A défaut d'être des syndicats ouvriers ou de gauche, anticapitalistes et révolutionnaires, ils doivent sans cesse se démener pour tenter de sauver les apparences. Pierre Laval condamné à mort et fusillé, très bien, mais combien d'autres auraient dû l'être aussi...

Rappel ou les faits.

- Trois initiatives majeures et malheureuses du Parti communiste français (PCF) : l'épreuve du Front populaire en 1936, le traumatisme de Sétif en 1945, et la méfiance réciproque en 1954-56 avec le vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement de gauche de Guy Mollet, secrétaire général de la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le parti socialiste d'alors.

En juin 1936, avec l'avènement du Front populaire, l'optimisme est de mise dans les deux camps. L'Étoile nord-africaine (ENA) née en 1926 avec l'aide active du PCF est de la fête. Son leader Messali Hadj, autorisé à rentrer en Algérie, y tient des meetings qui rassemblent des foules considérables et marquent le début de l'emprise du nationalisme radical sur une majorité des musulmans d'Algérie. Un ancien gouverneur général de l'Algérie, Maurice Viollette, par ailleurs parlementaire radical et ministre d'État dans le cabinet de Léon Blum, est chargé de proposer un nouveau statut pour les trois départements.

Messali n'a pas attendu pour condamner le projet Blum-Viollette et le 26 janvier 1937, la sanction tombe : les organisations nationalistes des trois pays du Maghreb, le Comité d'action marocain, le Néo-Destour tunisien et l'ENA algérienne sont dissoutes. Le PCF, qui ne s'est pas mobilisé pour la réforme, se félicite de l'arrestation de Messali en août 1937, dénoncé comme un agent de l'administration…

Entre nationalistes et communistes, le fossé n'a jamais été aussi grand depuis quinze ans. Les uns revendiquent plus ou moins ouvertement l'indépendance, les autres, derrière leur secrétaire général Maurice Thorez, imaginent une hypothétique « *nation formation* » qui fusionnerait à terme Européens et musulmans dans un même pays. Cette spéculation naïve tiendra lieu pendant une vingtaine d'années de théorie du PCF sur l'Algérie, au détriment de l'audience du Parti communiste algérien (PCA) naissant dans les milieux autochtones.

Deuxième moment tragique, le massacre de Sétif le 8 mai 1945 — jour de la victoire sur l'Allemagne nazie — est fondateur, deux ans à peine après l'effacement complet du régime de Vichy et la libération des prisonniers politiques communistes et nationalistes. Durant ces deux années, une immense espérance gagne les masses musulmanes, surtout urbaines. L'indépendance est perçue comme proche. La défaite française de 1940 et l'étalage sur place de la puissance américaine après le débarquement de novembre 1942 achèvent de convaincre

les impatients et la jeunesse des trop rares collèges et lycées nouvellement ouverts après le Front populaire.

Le 8 mai 1945 à Sétif, petite ville de l'est algérien, un commissaire de police tue un manifestant qui, pour fêter l'événement, brandissait le drapeau du PPA devenu depuis l'emblème national. L'émeute éclate, suivie d'une répression impitoyable qui fera des milliers, voire des dizaines de milliers de morts. Trois jours plus tard, le gouvernement du général de Gaulle — auquel participent des ministres communistes — ordonne de « *frapper les populations rebelles du Nord-Constantinois* ». Durant des semaines, l'aviation, la marine, la Légion étrangère et les troupes coloniales s'acharnent contre les villageois, aidés par des milices d'Européens, dont des militants du PCA et de la CGT.

Le 11 mai, *L'Humanité*, le quotidien national du PCF, publie sans commentaire le communiqué du gouvernement sous le titre « *À Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire* ». Au fil des jours, la version se précise, l'affaire est une provocation des « *faux* » nationalistes et la répression est la seule réponse à opposer aux émeutiers… Cette condamnation sans nuances pèsera lourd dans les années suivantes.

Pour lire la suite :

https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/guerre-d-algerie-communistes-et-nationalistes-le-grand-malentendu,2903

- Le 12 mars 1956, le PCF, comme la majorité de l'Assemblée nationale, accorda les pouvoirs spéciaux au gouvernement du socialiste Guy Mollet pour qu'il poursuive la guerre.

Pour l'auteur (Alain Ruscio), cependant, le PCF, en dépit de ses hésitations et de ses faux pas, a joué un rôle « *globalement positif* ». Certes, son erreur fut de croire — selon l'analyse de Jean-Pierre Vernant, cité par Ruscio — que « *c'était la classe ouvrière française, guidée par le Parti, qui devait, au terme de la lutte pour le socialisme, apporter aux peuples coloniaux le présent de l'indépendance* ». Néanmoins, il fut le seul capable de « *porter la contradiction à la bonne conscience ambiante* » par sa presse, ses tracts, ses affiches. Par ailleurs, ses militants furent dès 1955 les premiers, et souvent les seuls, à descendre dans la rue pour dénoncer la guerre. monde-diplomatique.fr Octobre 2019

J-C - Comme quoi au passage dans le mouvement ouvrier, on doit toujours distinguer les militants honnêtes et sincères des appareils ou des dirigeants vendus ou traitres, la tête et les jambes en somme. En fait on s'aperçoit que le PCF a participé à plein de guerres et massacres des masses des années 20 à nos jours, avant de se raviser lorsqu'ils étaient sur le point de prendre fin ou quand la situation changeait d'orientation.

Le PC a surtout servi à diviser et affaiblir le mouvement ouvrier, y compris en Algérie, dans l'ensemble du Maghreb ou du Moyen-Orient... ses positions successives et contradictoires furent dictées par Moscou sans tenir compte des intérêts des masses. Radical quand il n'y avait pas lieu de l'être, en guise de provocation ou à rebours devant le fait accompli...

A lire également, l'exposé est plus long mais plus précis aussi, un résumé d'une référence historiographie.

- Alain Ruscio. Les Communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962 par la revue Le Mouvement social - Publié 22/07/2019 - Mis à jour 01/05/2022

https://lms.hypotheses.org/6230

Le pouvoir totalitaire des GAFAM. Echo et xénophobie d'Etat.

Tucker Carlson publie son interview de Vladimir Poutine – Google la censure - ir-press.ru 9 février 2024

Alors que l'interview de Vladimir Poutine par le journaliste Tucker Carlson dépasse déjà les 120 millions de vues moins d'une journée après sa publication, Google a décidé de censurer la vidéo de cet entretien qui provoque l'hystérie en Occident.

Pour ceux qui suivent le conflit dans le Donbass depuis le début il n'y a rien de particulièrement nouveau dans ce que dit Vladimir Poutine. Mais pour le public américain et anglophone profondément désinformé, il est clair que bon nombre des déclarations du président de la fédération de Russie seront une nouveauté, et surtout, elles vont à l'encontre du narratif occidental officiel. Ce qui semble-t-il est devenu le pire des crimes de lèse-empire.

En effet, alors que plusieurs journalistes occidentaux s'offusquent que Tucker Carlson ait obtenu une interview avec Vladimir Poutine (alors qu'eux-mêmes reçoivent refus sur refus), et que certains appellent même à prendre des sanctions contre lui pour avoir fait… son travail de journaliste, Google a purement et simplement restreint l'accès à l'interview, et ce, malgré son grand nombre de vues.

En France, un général a appelé à publier plus de fausses informations pour contrer le narratif russe, après la publication de l'interview de Vladimir Poutine par Tucker Carlson.

Pour en venir à de telles extrémités comme l'appel public à lancer de nouvelles fausses informations en masses, et la censure pure et simple de la vidéo, c'est que le narratif occidental est décidément bien fragile et incapable de résister à quelques vérités, principalement historiques. ir-press.ru 9 février 2024
https://odysee.com/@laileastick:4/Poutine_r%C3%A9pond_%C3%A0_Tucker_Carlson-08-02-2024:9?src=embed

---

La France révèle un réseau "*coordonné*" pour servir la propagande russe en Europe et aux États-Unis - BFMTV 13 février 2024

J-C - Selon les infos qui figurent dans l'article ci-dessous il s'agirait d'infos en provenance de Russie destinées à des Russes expatriés dans le monde ou aux communautés russophones vivant dans différents pays en Europe et aux Etats-Unis principalement, rien de plus banal ou normal. Les citoyens sont évidemment appelés à en faire une autre lecture compte tenu du récit hystérique fallacieux qu'en font les autorités occidentales toujours en quête de boucs

émissaires auxquels imputer les conséquences sociales désastreuses qui découlent de leur politique ultra réactionnaire.

BFMTV - Un réseau "*structuré et coordonné*" de sites diffusant de la propagande russe en Europe et aux États-Unis: la France a révélé ce lundi 12 février une nouvelle ingérence numérique venant de la Russie à l'approche du deuxième anniversaire de la guerre en Ukraine.

Baptisé "*Portal Kombat*", ce réseau de 193 sites a été mis au jour à l'issue de quatre mois de travail de Viginum, l'organisme français de lutte contre les ingérences numériques étrangères.

Entre septembre et décembre 2023, Viginum a analysé l'activité de ce réseau de "*portails d'informations*" numériques "*aux caractéristiques similaires, qui diffuse des contenus pro-russes à destination d'audience internationale*".

Plusieurs d'entre eux, appartenant à "*l'écosytème 'pravda'*" - ou "*vérité*" en russe, le nom de l'ancien organe du Parti communiste soviétique -, ciblent directement les "*pays occidentaux qui soutiennent l'Ukraine*", selon un rapport de Viginum.

"*Ensemble, nous n'acceptons pas que des acteurs extérieurs minent la confiance de nos citoyens. Les analyses menées par la France montrent l'importance d'avancer ensemble et de développer un plan pour gérer la désinformation"*, a déclaré la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock lors d'une conférence de presse après une réunion en format "*Weimar*" avec son homologue français et polonais en banlieue parisienne.

"*Nous lançons aujourd'hui un mécanisme d'alerte en format Weimar, un système de riposte*" à des "ingérences inacceptables", a ajouté le ministre français, Stéphane Séjourné.

Entre le 23 juin et le 19 septembre dernier, ces cinq portails ont publié plus de 150.000 articles, principalement issus de posts de personnalités russes ou pro-russes, de contenus d'agences de presse russes, ou de sites d'institutions ou d'acteurs locaux, pointe Viginum.

Plus de 180 autres sites, aux chartes graphiques similaires et qui diffusent du contenu prorusse, mais pour des audiences russophones ou ukrainiennes, sont numériquement reliés aux portails pravda, selon l'organisme français.

L'objectif principal de Portal Kombat semble être de légitimer la guerre menée par la Russie en Ukraine, a expliqué une source diplomatique à des journalistes. "*Très orientés idéologiquement, ces contenus exposent des narratifs manifestement inexacts ou trompeurs*", a-t-elle observé.

Le 22 janvier, pravda-fr.com a ainsi publié une liste de 13 "*mercenaires*" français qui, selon ce site, "*étaient à Kharkiv*", dans le nord-est de l'Ukraine, lors d'une frappe russe quelques jours plus tôt, frappe ayant "*éliminé*" une soixantaine de combattants "*dont la plupart étaient des citoyens français*" et blessé 20 autres, selon Moscou.

Malgré un dispositif jugé "élaboré", les répercussions dans le débat public numérique francophone restent modérées.

"*Néanmoins, au regard de la nature des narratifs, des moyens mis en œuvre pour les diffuser ainsi que des objectifs qui sont poursuivis à une échelle européenne, Viginum estime que les critères d'une ingérence numérique étrangère sont réunis, certains contenus pouvant porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation*", a commenté la source diplomatique. BFMTV 13 février 2024

J-C - Ils se prennent les pieds dans le tapis à plusieurs reprises dans leur démonstration. Encore une opération de propagande pour tenter de contrer ou discréditer des sources d'information qu'ils ne contrôlent pas, et qui ont la fâcheuse habitude de fournir des faits qu'ils censurent, ils représentent une menace pour eux, car ils mettent à mal leur récit ou révèlent que les autorités et les médias occidentaux leur mentent en permanence, ce qui les rend littéralement enragé. Que dire de la dernière prestation de Poutine qui les a rendus littéralement fous, on en rit encore !

Mon commentaire publié dans un blog.

Dans le portail VIGINUM :

[Décret n° 2021-922 du 13 juillet 2021]

Créé le 13 juillet 2021 et rattaché au SGDSN, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) a pour raison d'être la protection du débat public numérique touchant aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Ce service technique et opérationnel de l'État a pour mission de détecter et caractériser les campagnes de manipulation de l'information sur les plateformes numériques, impliquant des acteurs étrangers dans le but de nuire à la France et à ses intérêts.

Une remarque.

- Parmi la liste des 20 chaînes Telegram francophones les plus utilisées comme sources d'articles de pravda-fr[.]com figure geopolitiqueprofonde dont vous relayez les articles. Pour ma part, pas sur Telegram mais directement dans leurs blogs, je pompe des infos ou des articles, RT en français et l'agence Tass. Nous sommes bons pour le peloton d'exécution !

Voilà ce qui les dérange :

Ainsi, via ces différents canaux, les articles diffusés servent principalement à la couverture du conflit en Ukraine en présentant d'une part positivement l'invasion russe aux populations occidentales et, en dénigrant d'autre part, l'Ukraine et ses dirigeants, régulièrement présentés comme « *corrompus* », « *nazis* » ou « *incompétents* ».

Ces chaînes, publient également sur d'autres thématiques proches des sphères complotistes francophones, qui tendent à remettre en cause la parole politique, les médias ou encore les différentes décisions prises au sein des organisations internationales comme l'OTAN, l'ONU ou l'UE par exemple.

J-C - Traduction : Vous devez adhérer au récit officiel et le relayer sans vous poser de questions. 1984. Leur ennemi n°1 : Les faits, la vérité.

Dites, c'est bien digne d'un régime totalitaire, non ?

Dans le même registre liberticide.

«*Une voie dangereuse*» : le Conseil d'État exige de l'Arcom de contrôler CNews et suscite des inquiétudes - RT 14 février 2024

Les juges administratifs ont enjoint l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, à «*prendre en compte la diversité des courants de pensée et d'opinions représentés par l'ensemble des participants aux programmes diffusés, y compris les chroniqueurs, animateurs et invités, et pas uniquement le temps d'intervention des personnalités politiques*».

Quelques personnalités se sont néanmoins félicitées de la décision du Conseil d'État. Pour les responsables de Reporters sans frontières, il s'agit là d'une «grande victoire pour RSF» mais surtout d'une «*décision historique pour la démocratie et le journalisme*». Côté politique, le député de La France insoumise Aurélien Saintoul a également réagi : «*Le Conseil d'État demande à l'Arcom de faire respecter le pluralisme sur CNews !*». RT 14 février 2024

J-C - Ceux qui demandent à l'Arcom de faire respecter le pluralisme par les médias mainstream, ne le respectent pas eux-mêmes. Ils pratiquent tous l'autocensure, et ils ne tolèrent pas que certains s'octroient le droit de la violer ou s'écartent des récits officiels.

La voix de l'OTAN. Quand le ministre français des Affaires étrangères devient aussi celui du gouvernement israélien d'extrême droite.

« *Israël* » transfère sa plus importante division à la frontière avec le Liban. « *Il faut éloigner le Hezbollah. Tous les jours des gens sont blessés*». - french.almanar.com.lb 12 février 2024

Il s'agit de la division 36 qui est la plus importante des forces régulières. Elle compte dans ses rangs des unités de manœuvres des blindées, des forces de l'infanterie, du génie, et les brigades 188, 7, Golani, Etsion, et les bataillons de l'arme du génie.

Les échanges de tirs et de pilonnage ne connaissent pas de répit depuis le 8 octobre, au lendemain de l'opération Déluge d'al-Aqsa du Hamas dans l'enveloppe de Gaza.

Dans la matinée de ce lundi encore, l'armée de l'air de l'occupation israélienne a effectué une série de raids contre de villages libanais frontaliers et leurs périphéries, dont Teir Harfa, al-Jabin, dans le secteur central, la localité al-Khiam, et la colline al-'Awidha du côté de la localité al-Taybeh, située dans le secteur central.

Un drone israélien a frappé une voiture dans les périphéries de la localité de Bint Jbeil dans le secteur central.

La chercheuse israélienne Moran Alov a déclaré pour la chaine israélienne Kan que les colons du nord sont pris en otages par le Hezbollah.

« *Au sud nous avons des captifs, au nord nous avons des otages de la part du Hezbollah qui ne peuvent pas vivre normalement dans leur maison* ».

Et d'ajouter : « *Nous ne pouvons permettre à une organisation comme le Hezbollah de tenir les colons en otages* »

Selon elle, « *le Hezbollah a établi une équation selon laquelle tant que les combats se poursuivent à Gaza, il continuera à ouvrir le feu* ».

Le maire de la colonie de Kiryat Shmona a révélé que tous les jours des gens sont blessés en raison des tirs d'obus anti blindés du Hezbollah.

« *Nous sommes traqués comme des canards dans un champ de de tirs de la part de la force Radwan qui est positionnée sur la barrière* », a dit Avihaï Stern qui utilise pour la seconde fois cette description depuis le début de la guerre le 8 octobre dernier.

Selon lui, « *tant que cette force n'est pas éloignée de la frontière, par la force et l'action militaire, rien ne changera* ».

« *Dans toutes les guerres israéliennes, tous les accords diplomatiques et sécuritaires conclus n'ont pas réussi et il en est de même pour la résolution 1701 avec l'ONU qui n'a pas tenu* », a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : « *les colons du nord sont pleinement conscients aujourd'hui que nous souffrons des séquelles du fiasco de cet accord* ».

« *Il est clair que tous les autres accords ne réussiront pas et l'on ne peut en aucun cas avoir confiance en l'ennemi… Ils ne sont pas des partenaires dans les négociations et l'on ne peut les dissuader* », a-t-il souligné.

Depuis le déclenchement des hostilités à la frontière, les responsables occidentaux qui visitent le Liban insistent sur cette demande israélienne d'éloigner la résistance au-delà de du fleuve du Litani, en application de la résolution 1701. Ce que le Hezbollah refuse catégoriquement, insistant ouvertement de prêter main fort au peuple et à la résistance palestiniens qui font l'objet d'une menace existentielle dans la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 12 février 2024

Liban : Paris propose le retrait du Hezbollah à dix kilomètres de la frontière israélienne - RT 13 février 2024

Alors que les combats font rage à la frontière libano-israélienne depuis le 8 octobre dernier, le nouveau chef de la diplomatie française Stéphane Séjourné a remis une proposition écrite aux autorités libanaises, notamment au Premier ministre Najib Mikati, visant à mettre un terme

aux hostilités entre le Hezbollah et l'armée israélienne, a rapporté l'agence Reuters ce 13 février.

La note du ministre français des Affaires étrangères suggère le retrait des forces de la milice chiite à plus de dix kilomètres de la frontière avec l'État hébreu.

La proposition française semble avoir déjà été rejetée par le Hezbollah, selon Reuters qui a interrogé «*l'un de ses politiciens*». Le parti chiite refuse toute négociation tant que la guerre à Gaza continuera. RT 13 février 2024

Terrorisme d'Etat. Le camp de "*l'humanisme*", c'est celui du sionisme génocidaire. Mystification. Inversion accusatoire. Fascisme ordinaire.

Guerre Israël-Hamas : Aurore Bergé veut évaluer les assos féministes et ne « *cédera rien* » - Le HuffPost 13 février 2024

« *Le 7 octobre 2023 a eu lieu le plus grand pogrom de notre siècle. Et après ? Après il y a eu du silence. Du déni. Pourquoi ? Voilà le mot qui revient sans cesse. Pourquoi ce silence ? Pourquoi leurs souffrances ont elles si peu fait réagir ?* », débute la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui cible les organisations féministes.

Elle poursuit : « *Parce qu'elles étaient juives ? Parce qu'elles étaient Israéliennes et que les soutenir voulait dire choisir un camp ? Ces questions sont en vérité insupportables. Le seul camp à choisir est celui de l'humanisme. Celui du féminisme.* »

C'est face à ce constat que la ministre a indiqué dimanche sur Radio J qu'elle comptait priver de financements d'État les associations féministes qui n'auraient pas dénoncé les actes du Hamas. Le HuffPost 13 février 2024

Quand un gang nazi est au pouvoir en Israël.

À Jérusalem, la « *Conférence pour la Victoire d'Israël* » menace Londres et Washington par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 février 2024

La « *Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie* » n'était pas une simple réunion de suprémacistes juifs. Un rabbin, condamné en Israël à la prison à perpétuité pour ses crimes, s'y est exprimé au nom des successeurs du groupe Stern qui assassina les dirigeants britanniques de la Palestine mandataire. C'était une déclaration de guerre contre les Anglo-Saxons. En participant à cet événement, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, menaçait Washington et Londres. Le président Joe Biden a immédiatement interdit toute collecte de fonds et transfert d'argent vers ces extrémistes. C'est la première fois que les États-Unis prennent des sanctions contre des Israéliens.

https://www.voltairenet.org/article220411.html

Suède et Italie : La voix de l'OTAN ou du sionisme nazi.

Suède : L'ancienne première ministre exhorte un député d'origine palestinienne à quitter le Parlement - aa.com.tr/fr 14 février 2024

L'ancienne première ministre suédoise a appelé un député d'origine palestinienne à renoncer à son siège au Parlement du pays, après sa démission du parti social-démocrate, invoquant un manque de confiance de la part de la direction du parti à son égard, ont rapporté, mardi, les médias locaux.

Cette décision fait suite à la participation de Jamal El-Haj à une conférence de solidarité avec les Palestiniens en mai dernier, bien qu'il ait été prié par les dirigeants des sociaux-démocrates de ne pas y assister, en raison de ce qu'ils ont décrit comme étant des liens avec le Hamas.

El-Haj, député de la région de Malmö, a décidé de siéger en tant qu'indépendant au parlement suédois, le Riksdag. Mais Magdalena Andersson, chef de file des sociaux-démocrates et ancienne première ministre, lui a enjoint de renoncer complètement à son mandat.

"*Il devrait quitter son siège au Riksdag*", a déclaré Andersson à la chaîne de télévision locale SVT Nyheter. "*J'espère qu'il reviendra à la raison*", a-t-elle poursuivi.

À l'heure où le soutien à la Palestine ne cesse de croître au sein de l'opinion publique mondiale, politiciens et experts se retrouvent de plus en plus souvent désavoués ou limogés par leurs gouvernements ou leurs institutions pour avoir pris position contre les bombardements israéliens sur Gaza. aa.com.tr/fr 14 février 2024

Italie : Manifestation contre la position pro-israélienne de la télévision publique - aa.com.tr/fr 14 février 2024

Le festival de la musique de Sanremo, événement emblématique en Europe, s'est achevé le 10 février dans la controverse.

Le tumulte a commencé lorsque le rappeur italo-tunisien Ghali Amdouni a profité de son passage pour appeler à la fin du génocide à Gaza, ce qui a suscité une réaction rapide de l'ambassadeur d'Israël, Alon Bar.

Le PDG de la RAI, Roberto Sergio, a aligné le radiodiffuseur public sur les positions israéliennes, ce qui a déclenché une levée de boucliers de la part des partisans de la Palestine dans toute l'Italie.

Quelque 200 manifestants se sont rassemblés devant le siège de la RAI à Naples, brandissant des drapeaux palestiniens et dénonçant les tentatives de la télévision publique de censurer les artistes prônant la paix pendant le festival.

Malgré les intentions pacifiques de la manifestation, les tensions sont montées d'un cran lorsque des affrontements ont éclaté entre les manifestants et les forces de sécurité postées dans le bâtiment de la RAI.

Selon certaines informations, la police aurait dispersé la foule à l'aide de matraques, et les échauffourées qui s'en sont suivies ont fait dix blessés, dont cinq manifestants et cinq membres des forces de l'ordre.

Les événements qui ont suivi la manifestation laissent présager d'autres troubles en Italie, d'autres rassemblements étant prévus devant les bureaux de la RAI dans tout le pays en réaction à la position pro-israélienne de la télévision publique.

Les plateformes de médias sociaux ont été inondées de critiques à l'encontre de Roberto Sergio, beaucoup dénonçant sa position comme "*honteuse*" et en décalage avec les souffrances des Palestiniens.

Francesca Albanese, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur les Territoires Palestiniens Occupés, a ajouté sa voix au chœur des condamnations, soulignant le contraste frappant dans la solidarité de la RAI entre les victimes israéliennes et palestiniennes.

Albanese a souligné la disparité de la réponse de la RAI, la qualifiant de l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de l'audiovisuel public italien. aa.com.tr/fr 14 février 2024

Totalitarisme mondial. La voix de son maître.

Parole à *The Economist* ou l'Etat profond, l'extrême-centre, le Forum économique mondial ou Davos.

L'instauration d'un gouvernement mondial oligarchique totalitaire exige la capitulation sans condition de tous les Etats.

The Economist - Donald Trump, Viktor Orban et un groupe hétéroclite de politiciens occidentaux construisent un conservatisme "*anti-woke*" qui fait passer la souveraineté nationale avant les intérêts individuels. Les libéraux doivent trouver un moyen de les arrêter. The Economist 16 février 2024

J-C - Comment ? Lisez.

Nouvelle démission dans le scandale d'Etat qui secoue la Hongrie, des milliers de manifestants - rfi.fr 17 février 2024

L'affaire ayant conduit à la démission de la présidente hongroise Katalin Novak et l'ex-ministre de la Justice Judit Varga continue à indigner la société hongroise. Des manifestants se sont rassemblés la veille du discours du Premier ministre Viktor Orban, à Budapest, le 16 février 2024. rfi.fr 17 février 2024

Qui les pilotent ? La réponse ci-dessous.

Manifestations en Europe et aux Etats-Unis pour dénoncer la mort d'Alexeï Navalny - AFP 17 février 2024

The Economist - Comment Alexei Navalny a défié Poutine

La peur et l'appât du gain sont les moteurs du régime russe. Le leader de l'opposition s'est attaqué à ces deux impulsions

Alexei Navalny n'aimait pas les tragédies. Il préférait les films hollywoodiens et les fables dans lesquelles les héros vainquent les méchants et le bien triomphe du mal. Il avait le physique et le talent pour être l'un de ces héros, mais il est né en Russie et a vécu une époque sombre, passant ses derniers jours dans une colonie pénitentiaire dans le permafrost arctique. Fan de la "*Guerre des étoiles*", il a décrit son calvaire en termes lyriques. "*La prison existe dans l'esprit de chacun*", écrit-il depuis sa cellule en 2021. "*Et si vous réfléchissez bien, je ne suis pas en prison mais en voyage dans l'espace... vers un nouveau monde merveilleux*". Ce voyage s'est achevé le 16 février.

Les autorités pénitentiaires russes ont attribué la mort de M. Navalny à un caillot sanguin, bien que son médecin ait déclaré qu'il ne souffrait d'aucune pathologie susceptible d'entraîner une telle éventualité. Quoi qu'il en soit, c'est Vladimir Poutine qui l'a tué. Le président russe l'a enfermé ; en son nom, M. Navalny a été soumis à un régime de travail forcé et d'isolement. M. Navalny sera célébré comme un homme d'un courage remarquable. On se souviendra de sa vie pour ce qu'elle dit de M. Poutine, ce qu'elle présage pour la Russie et ce qu'elle exige du monde. The Economist 16 février 2024

Tout sauf le socialisme. Une illusion qui aura duré le temps d'un feu de paille.

Lu. Gaza : Qu'attendre de l'ordre mondial soutenu par l'alliance sino-russe ?

Entendre parler d'un nouvel ordre mondial fondé sur l'équilibre des intérêts entre les grandes puissances ne vaut pas la peine de l'attendre et de travailler à son avènement…

J-C - On ne vous le fait pas dire ! Les peuples n'avaient rien à attendre d'un ordre mondial qui succèderait à un autre pour assurer la survie du capitalisme, fermez le banc. Reste l'alternative du socialisme.

Bienvenue dans leur vieux monde en déliquescence. La situation de tous les dangers.

J-C - L'ONU ou la "*loi de la jungle*" orchestrée par les Etats-Unis et l'OTAN. Finalement, ils ont pu se livrer à la même observation que nous : Depuis plus de 10 ans, des grandes puissances ont été impliquées dans des guerres, bien qu'elles possédaient un arsenal nucléaire,

alors pourquoi ces guerres ne pourraient-elles pas s'étendre et se généraliser en une guerre mondiale jamais déclarée ? Nous sommes en droit de nous poser cette question, semble-t-il.

Le secrétaire général de l'ONU prédit une ère de chaos - France-Soir 13 février 2024

Le monde "*entre dans une ère de chaos*", a averti mercredi 7 février le secrétaire général de l'ONU, António Guterres en présentant ses priorités pour 2024 à l'Assemblée générale. "*Il y a des gouvernements qui ignorent et sapent les principes mêmes du multilatéralisme, sans aucune responsabilité. Le Conseil de sécurité, principal outil de la paix dans le monde, est dans l'impasse en raison de divergences géopolitiques*", a-t-il déploré depuis le siège de l'ONU à New York.

Guterres a décrit le monde d'aujourd'hui comme "*une loi de la jungle dangereuse et imprévisible où règne l'impunité totale*"...

https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-secretaire-general-de-l-onu-predit-une-ere-de-chaos

---

En famille. Crise du capitalisme. Comment justifier l'économie de guerre.

L'OTAN appelle à des décennies de confrontation avec la Russie - Observateur Continental - Réseau International 13 février 2024

Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a appelé l'organisation éponyme à se préparer à des décennies de confrontation avec la Russie.

«*Nous devons nous préparer à une confrontation qui pourrait durer des décennies*», a annoncé le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

Il appelle, même s'il scande que «*l'OTAN ne cherche pas la guerre avec la Russie*», «*à davantage de capacités de production d'armes et de munitions en Occident*», car, selon lui : «*C'est la seule façon pour l'Ukraine de tenir tête à la Russie et de garantir la sécurité de l'Europe*».

Pour Jens Stoltenberg, «*la meilleure défense consiste désormais à soutenir l'Ukraine et à investir dans les capacités militaires de l'OTAN*».

Il exige la restauration et le développement de «notre base industrielle plus rapidement afin de pouvoir accroître l'approvisionnement de l'Ukraine et reconstituer nos propres stocks» et «des commandes plus nombreuses et plus rapides pour les entreprises européennes de défense : dans les économies de marché, les fabricants d'armes ont besoin de contrats signés pour pouvoir augmenter leur production».

«*Si l'économie et la puissance industrielle de l'Occident étaient négligées, la sécurité de l'Europe serait menacée*», conclut-il.

Auparavant, le chancelier allemand, Olaf Scholz, avait déclaré dans un article paru dans le Wall Street Journal que les États-Unis et l'Union européenne résisteraient à toute tentative visant à entraîner l'OTAN dans le conflit en Ukraine. Dans le même temps, il a, également, souligné que les pays de l'alliance devraient assurer «*l'efficacité de la défense et de la sécurité collectives*».

Observateur Continental a rapporté que «*les États-Unis transfèrent la défense de l'Ukraine à Berlin*». Réseau International 13 février 2024

La Führer de la guerre s'empare à nouveau de l'Allemagne.

L'Allemand Olaf Scholz appelle à une production d'armement «*à grande échelle*» en Europe - AFP/RT 12 févr. 2024

Olaf Scholz a donné le symbolique premier coup de pelle d'une nouvelle usine du fabricant d'armes Rheinmetall sur le plus important complexe industriel de défense du pays, à Untelüss, dans le nord de l'Allemagne. La nouvelle unité doit produire à partir de 2025 des munitions d'artillerie de 155 millimètres, en visant progressivement une capacité de 200 000 obus par an.

Il s'agit, selon le chancelier, d'un «*signal*» à l'adresse des Européens appelés à muscler la base industrielle de défense du continent. «*Nous devons abandonner l'industrie manufacturière pour nous tourner vers la production d'armements à grande échelle*», a-t-il déclaré sur le site de Rheinmetall. Il s'agit d'une «*nécessité urgente. Car aussi dure que soit cette réalité, nous ne vivons pas en temps de paix*», a souligné le chancelier.

Les «*ambitions impériales*» formulées par Vladimir Poutine représentent selon lui «*une menace majeure*». Dans cette situation, «*celui qui veut la paix doit réussir à dissuader les éventuels agresseurs*», estime le chancelier allemand.

Rheinmetall veut produire, sur l'ensemble de ses sites en Europe, jusqu'à 700 000 obus d'artillerie par an en 2025, contre 400 à 500 000 cette année. Avant le conflit en Ukraine, la société allemande n'en produisait que 70 000. AFP/RT 12 févr. 2024

Quand les despotes font le choix de la guerre.

Guerre en Ukraine : Macron et Zelensky ont signé un accord de sécurité, voici ce qu'il contient - Le HuffPost 17 février 2024

Dans ce texte signé juste avant la conférence de presse de Macron et Zelensky, la France s'engage à fournir en 2024 « *jusqu'à 3 milliards d'euros* » d'aide militaire « *supplémentaire* » à Kiev, après un soutien qu'elle chiffre à 1,7 milliard en 2022 et 2,1 milliards en 2023.

Cet accord « *fait suite aux engagements qui avaient été pris en format G7 en marge du Sommet de l'Otan à Vilnius en juillet 2023 », a rappelé la présidence française. Les pays du G7 s'étaient engagés à apporter à Kiev un soutien militaire « sur le long terme* » afin de

l'aider à combattre l'actuelle offensive russe mais aussi dissuader Moscou de toute attaque future contre son voisin.

Ce texte, « *conclu pour une durée de dix ans* », *« comprend des engagements précis, y compris financiers* » dans les domaines militaire et civil, selon la présidence française.

Les trois principaux points des engagements français à long terme sont les suivants : « *la fourniture d'une assistance globale à l'Ukraine »,* la « *prévention, la dissuasion active* » face à toutes nouvelles agressions russes, et enfin le « *soutien à l'intégration de l'Ukraine* » dans l'UE et à « *l'interopérabilité avec l'Otan* ».

Sur ce dernier point, « *la France confirme que la future adhésion de l'Ukraine à l'Otan constituerait une contribution utile à la paix et à la stabilité en Europe* », stipule aussi ce nouveau pacte.

Plus tôt dans la journée, Olaf Scholz et Volodymyr Zelensky ont aussi signé un accord de sécurité similaire qualifié d'« *historique* » par le chancelier allemand qui a assuré sa détermination à soutenir l'Ukraine « *aussi longtemps que nécessaire* » contre l'agresseur russe. Le HuffPost 17 février 2024

La Roumanie appelle à son tour à anticiper un conflit armé avec la Russie, Moscou dénonce une "*hystérie militaire*" - France-Soir 12 février 2024

Les multiples avertissements de hauts responsables militaires de pays membres de l'OTAN sonnent comme un clairon de mobilisation générale. Si les appels de l'Alliance atlantique à se préparer à une "*confrontation directe*" avec Moscou datent de l'invasion russe de l'Ukraine, les avertissements se font de plus en plus insistants ces dernières semaines.

https://www.francesoir.fr/politique-monde/la-roumanie-appelle-son-tour-anticiper-un-conflit-arme-avec-la-russie-moscou

---

Boucherie.

Ukraine : «*il est temps d'arrêter le hachoir à viande*», estime Elon Musk - RT 10 févr. 2024

Elon Musk ne partage pas l'engouement de Joe Biden pour financer l'effort de guerre ukrainien. «*Il est temps d'arrêter le hachoir à viande*», a déclaré le 9 février sur X, le milliardaire américain. «*Cela aurait dû être fait il y a un an*», a-t-il poursuivi dans un autre message publié sur son réseau social.

Le chancelier allemand a, pour sa part, exhorté le Congrès des États-Unis à débloquer «*très rapidement*» une enveloppe budgétaire pour l'Ukraine. «*Sans la contribution des États-Unis,*

la situation en Ukraine serait très très compliquée», a-t-il ajouté en s'adressant à des journalistes.

Une ligne également tenue, dans la foulée de cette rencontre entre les deux dirigeants, par Lech Walesa. «*On ne dit pas qu'ils doivent payer pour tout, mais ils doivent donner l'exemple et encourager le monde à se joindre à l'effort. Sinon, notre civilisation est morte*», a déclaré l'ancien président polonais sur CNN, estimant que les États-Unis «*doivent garder ce rôle de leader mondial*».

Capitalisme pourrissant. La Bourse ou la vie, devinez, vive l'économie de guerre !

Les Bourses mondiales au sommet - lesechos.fr 12 févr. 2024

568 milliards de dividendes pour le seul second semestre de 2023 versés par les 1 200 plus importantes entreprises dans le monde.

Le passage du cap des 5.000 points par le S&P 500, indice star de Wall Street dopé à l'intelligence artificielle, a donné des ailes aux Bourses mondiales. Sur les Places financières du Vieux Continent, la semaine a commencé sous une pluie de records.

Toujours plus haut. Le passage, vendredi, du cap des 5.000 points par le S&P 500, indice star de Wall Street dopé à l'intelligence artificielle (IA), a donné des ailes aux Bourses mondiales. Le MSCI World a atteint un nouveau pic. Et sur les Places financières du Vieux Continent, la semaine a commencé sous une pluie de records.

Le STOXX 600 et l'Euro STOXX 50 paneuropéens ont terminé la journée aux niveaux inédits de 487,46 et 4.746,35 points. A Paris, le CAC 40 a pulvérisé son dernier record - qui datait du 30 janvier - et fini la séance à 7.689,80 points, en hausse de 0,55 %. Même le DAX allemand, à 17.037 points, s'est hissé au-dessus de la barre des 17.000 points et de son pic du 6 février dernier. A près de 31.457 points, l'indice phare de la Bourse de Milan est, lui, monté à son plus haut niveau depuis juin 2008. lesechos.fr 12 févr. 2024

Guerre de classes.

Meyssan balance du grave, du très grave, du très très grave sur l'après 11 septembre - Le Courrier des Stratèges

Le blog *Le Courrier des Stratèges* appartient au courant politique libertarien (extrême droite oligarchique)

https://www.youtube.com/watch?v=jRNmKEzBdnw

Quand Meyssan raconte qu'il était un agent double.

Monsieur Meyssan nous a fourni des précisions sur sa conception de l'indépendance qu'il revendiquait. Elle consiste en fonction des circonstances ou plutôt de sa situation personnelle, à se placer sous la protection de différents protecteurs, un jour ce sera la DGSE ou le Mossad, les services secrets et le gouvernement français ou les services secrets et le gouvernement israélien, vantant qu'il avait ses entrées à l'ambassade d'Israël à Paris, un autre ce sera le Hezbollah ou l'Iran, ce qui explique au passage la haine qu'il voue au Hamas, là encore une fois pour des motivations personnelles plus qu'idéologiques, c'est lui qui l'a raconté, agissant de préférence en fonction d'intérêts purement individuels, ce qu'on veut bien croire. Ses souteneurs le sachant ou l'ayant très bien compris l'instrumentaliseront, en échange de services ils le protégeront et règleront tous ses frais de mission à la manière d'un agent des services secrets.

Il aura beau affirmé qu'il n'avait jamais été rétribué pour ses services, au passage il nous livrera qu'il avait été approché par un intermédiaire du ministère des affaires étrangères qui lui aurait proposé, je cite, "*un salaire de général*" de 7.000 euros, il y a plus de 15 ans de cela, et qu'il n'aurait pas donné suite à cette proposition, nous sommes portés à croire que cette révélation n'était qu'une diversion pour ne pas avouer qu'il n'en fut pas toujours ainsi avec tous ceux pour lesquels il avait travaillé ou que sa notion de "*frais*" de service était beaucoup plus large que ce qu'il a bien voulu dire.

Il nous raconta qu'il vivait de la vente de ses livres, ce dont il est permis de douter, après qu'il nous eut expliqué qu'il en avait vendus très peu ou que leur diffusion était quasi confidentielle, à moins de 5.000 exemplaires, à moins qu'il soit également entretenu par le compagnon homosexuel qui partage sa vie, sans vouloir être désagréable ou méchant, à bien des égards sa conception de l'existence ou son mode de vie relève de la prostitution, ce qui est compatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie dont il fait partie (Le Grand Orient de France) ou à un réseau d'initiés au fonctionnement secret et sous ses propres règles. Voilà un personnage qui n'a cessé d'évoluer dans les milieux les plus glauques qui soient

Si le 11 septembre n'avait pas existé, on n'aurait jamais entendu parler de monsieur Meyssan, on a envie de dire qu'il aura été une aubaine pour lui. Il nous racontera aussi, je cite ses paroles, qu'il était "*un représentant du système*" en place, en échange de quoi il lui a épargné de finir comme Kadhafi.

Je l'ai écouté très attentivement. Je crois que s'il a consacré son dernier entretien au 11 septembre 2001, c'était pour se relancer ou parce que ses prises de position depuis le 7 octobre 2023 étaient contestées de partout, il a d'ailleurs mentionné que l'une de ses principales collaboratrices en désaccord avec lui l'avait plaqué il y a deux mois. Je crains pour lui que cela ne fasse pas le compte, car de nos jours plus personne normalement constitué ou possédant un minimum d'intelligence ou de logique, n'ignore qu'il existe une multitude d'éléments accumulées depuis 22 ans sur cette affaire, qui prouvent que la version officielle était frauduleuse, donc on n'a plus besoin de monsieur Meyssan ou ce qu'il en dit ne présente plus aucun intérêt, du coup il lui fallait un nouvel os à ronger pour continuer à exister, il en a trouvé un : Le 7 octobre 2023 et plus particulièrement le Hamas sur lequel il s'acharne, à titre individuel comme il a tenu à le rappeler, mais aussi idéologique, je dirais en tant qu'agent d'Israël, du gouvernement français, je n'en sais rien.

Monsieur Meyssan est un mégalomane endurci, professionnel, qui pour brouiller les pistes derrière lui n'a pas besoin de recourir à des artifices intellectuelles très sophistiqués, il lui

suffit de choisir le moment et le lieu où il va s'exprimer, et d'ajuster son récit en fonction des intérêts qu'il sert, intérêts qui sont à la fois individuels et idéologiques comme on a pu le constater tout au long de son parcours, d'ailleurs si vous l'avez écouté attentivement, il le revendique, donc lorsqu'il affirme qu'il est indépendant, il se fout littéralement de ceux qui le croient.

C'est ainsi que lors de cet entretien, il a affirmé que le 7 octobre 2023 avait été motivé par des intérêts idéologiques, à savoir la volonté des sionistes de réaliser le Grand Israël englobant la totalité de la Palestine, le Liban, la Syrie et une partie de l'Irak. Cet objectif est délirant et irréalisable évidemment, partant de là on se demandera comment il peut y croire, je répondrai qu'il n'y croit pas du tout. En fait, ce serait juste une diversion pour qu'on ne sache pas pour qui il travaillait en ce moment ou plutôt, histoire de faire savoir aux puissants commanditaires de tous bords qui l'avaient employé dans le passé, qu'il était actuellement disponible ou qu'il était prêt à reprendre du service moyennant les tarifs et garanties habituelles, c'est ce qui chez lui fait office d'idéologie !

Chez lui l'idéologie est une notion très élastique, elle va de l'extrême gauche à l'extrême droite, c'est lui qui nous l'a rappelé en vantant les vertus du Conseil national de la Résistance (CNR) allant de l'Action française au Parti communiste, je cite, et en nous appelant à le reformer, un autre de ses délires mégalomaniaques. Que toutes les composantes du CNR aient partagé sur le fond la même idéologie ne fait aucun doute, mais laissons cela de côté. Je précise que s'il a catalogué le Parti communiste à l'extrême gauche, c'est parce que le stalinisme faisait également partie du système au service duquel il s'est mis, d'ailleurs le co fondateur du Réseau Voltaire était un stalinien. Tout se tient dans son discours, et s'il voue une haine aussi farouche aux trotskystes qu'au Hamas palestinien, ce n'est pas parce que quelques dirigeants trotskystes américains étaient devenus des idéologues du néolibéralisme, mais parce que le trotskysme était incompatible avec le régime capitaliste, tout du moins à l'époque de Trotsky ou jusqu'en 1940, monsieur Meyssan a épousé définitivement l'idéologie de l'exploitation, du capitalisme, du système ou du régime au choix, par conséquent il ne loupe pas une occasion de la défendre et de le faire savoir en haut lieu.

Pour vendre sa salade il procède à des rapprochements ou à des allusions discutables qui n'ont pas lieu d'être, dont la nature échappera à la plupart des lecteurs ou auditeurs, ses articles et entretiens en sont remplis, ils sont uniquement destinés à servir son orientation politique ou son idéologie, à justifier les conclusions auxquelles il voulait parvenir, bref les intérêts qu'il sert, le capitalisme jamais nommé.

En outre, il sélectionne les faits qui selon lui caractérisent la situation, en occultant soigneusement tous ceux qui viendraient infirmer son analyse ou ses conclusions, et comme il n'est pas à une contradiction près, il reproche aux médias mainstream de procéder de la sorte, ce qui a le don de mettre lecteurs ou auditeurs en confiance, c'est conçu dans ce but-là, rien n'est laissé au hasard. C'est ainsi que l'économie et les contradictions du capitalisme, les masses et la lutte des classes passent systématiquement à la trappe.

Il voue une croyance aveugle dans le capitalisme sur lequel il a tout misé, ce qui l'amène à tordre l'histoire dans tous les sens pour ne pas avouer que lui-seul est responsable de tous les maux de la société ou de tous les malheurs qui accablent l'humanité de nos jours. On pourrait dire que son créneau idéologique est une adaptation des thèses défendues par Samuel Huntington et Francis Fukuyama, puisqu'on y retrouve tous les ingrédients de la théorie du

choc des civilisation se traduisant par des conflits culturels ou religieux ou plutôt présentés comme tels, ainsi que ceux de la théorie de la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme ou plutôt celle définitive et pour l'éternité du capitalisme.

Chacun aura compris que ces deux théories servent en réalité de support idéologique pour justifier la stratégie adoptée par les capitalistes pour assurer la survie de leur système économique et pas autre chose, car leur origine est avant tout d'ordre économique, comme tous les conflits, toutes les guerres, toutes les discriminations dont peuvent être victimes dans la société toute sorte de catégories ou communautés, partant du constat que tous les êtres humains sont différents et ont des intérêts individuels, il est possible de les instrumentaliser et de les dresser les uns contre les autres, génération ou âge, sexe, morphologique, ethnie, lieu géographique, culture ou mœurs, religion, éducation, philosophie, statut social, milieu social, mode de vie, etc.

Quelques notes encore sur cet entretien.

- Monsieur Meyssan passe son temps à se mettre en scène ainsi que certains acteurs politiques, dont Trump. A l'entendre il serait entré en politique à cause du 11 septembre...

- Le 11 septembre serait le début de la narration du choc des civilisations, il serait plutôt sa réalisation... Il confond la cause, le moyen et le but.

- Le moyen ou comment justifier de nouvelles guerres de rapine sous couvert de conflit culturel ou religieux appelé civilisationnel...

- La théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington était un moyen idéologique devant servir à justifier de nouvelles guerres impérialistes de rapine sous couvert de conflits culturels ou religieux appelés civilisationnels destinés à renverser des régimes, les neutraliser ou les soumettre à leur diktat, parce qu'ils faisaient passer au second plan la crise du capitalisme...

- Huntington. Une description géopolitique du monde fondée non plus sur des clivages idéologiques « politiques », mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'il appelle « civilisationnelles », dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles.

- Le monde multipolaire qui lui succède voit la fin des oppositions idéologiques, économiques et politiques, au profit des oppositions culturelles. Pourquoi ? Afin d'empêcher que des oppositions idéologiques, économiques et politiques se retournent contre le capitalisme et qu'une d'entre elle renoue avec le socialisme.

La fabrication de la justification idéologique des stratégies adoptées par les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

Peu importe que l'idéologie de Fukuyama impliquait la victoire finale (acquise) du capitalisme sur le socialisme, tandis qu'Huntington n'y croyait pas, puisque la lutte des classes ne prendra fin que lorsque le capitalisme aura disparu.

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les stratagèmes qu'ils ont inventés pour assurer la survie du capitalisme et combattre les exploités et les opprimés partout dans le monde, vous les reconnaîtrez facilement. Si vous vous demandiez encore, quelles étaient les origines des mystifications ou instrumentalisations qui nous empoisonnent l'existence au quotidien, et bien vous avez la réponse.

Ces passages sont extraits de Wikipédia.

- Le Choc des civilisations (en anglais The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order) est un essai de géopolitique écrit par Samuel Huntington et publié en 1996.

- Le deuxième temps de la « *thèse du grand seigneur* » d'Huntington consiste à avancer que ce réveil identitaire ne s'affirme plus par le biais des nations, comme au XIXe siècle et au XXe siècle, ni au niveau des ethnies, mais à l'échelle civilisationnelle, du fait de la mondialisation des échanges. Or, pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion qui en a formé le socle moral et politique. En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique.

Huntington s'oppose radicalement à la thèse défendue par Francis Fukuyama dans La Fin de l'histoire et le Dernier Homme (1992), selon laquelle la progression de l'histoire humaine, dont le dernier stade était un combat entre des idéologies, touche à sa fin avec le consensus mondial sur la démocratie libérale post-Guerre froide.

Il critique de même la théorie du chaos international dont les livres Out Of Control de Zbigniew Brzezinski et Pandaemonium de Daniel Patrick Moynihan relèvent. S'il peut en effet exister l'anarchie et le chaos au niveau international, cette théorie ne met pas assez en évidence l'existence de facteurs ordonnateurs, qui font que le monde reste, malgré tout, en général, ordonné.

Pour Huntington, qui cite Václav Havel, les conflits futurs seront de plus en plus d'ordre culturel et de moins en moins d'ordres idéologique et économique. Parce que les principes philosophiques, les valeurs fondamentales, les relations sociales, les coutumes et la façon de voir la vie en général diffèrent entre les civilisations, des conflits d'ordre culturel sont hautement probables.

La chute du mur de Berlin en 1989 annonce le passage d'un monde caractérisé par des clivages idéologiques, entre communisme et capitalisme, ou impérialisme et anti-impérialisme, à un monde marqué par des clivages culturels.

J-C - Ce sont eux qui ont mis l'accent sur ce phénomène, qui l'ont créé ou encouragé, car sinon les conflits allaient prendre une tournure économique et politique envers le capitalisme et en premier lieu son chef de file les Etats-Unis et l'Occident...

- Pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion qui en a formé le socle moral et politique. En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique. En fait elles ont toujours un caractère de classe, parce que leur origine est économique, comme pour toutes les guerres...

J-C - En tant qu'idéologue de l'aristocratie financière, Huntington rédigea un manuel ou un instrument de propagande destiné à justifier les guerres à venir que l'impérialisme américain déclencherait sans savoir quelle tournure elles prendraient...

- La Fin de l'histoire et le Dernier Homme (titre original anglais : The End of History and the Last Man) est un essai du politologue américain Francis Fukuyama publié en 1992, identifié comme l'un des essais les plus importants de la fin du XXe siècle.

Fukuyama affirme que la fin de la guerre froide marque la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme (concept de démocratie libérale) sur les autres idéologies politiques. Fukuyama est, par ailleurs, conscient que la chute du Mur et la dislocation du bloc de l'Est vont entraîner d'importants troubles : la fin de l'Histoire ne signifie pas, selon lui, l'absence de conflits, mais plutôt la suprématie absolue et définitive de l'idéal de la démocratie libérale, lequel ne constituerait pas seulement l'horizon indépassable de notre temps mais se réaliserait effectivement.

Pour Huntington, l'effondrement du communisme n'implique pas le triomphe de la démocratie libérale et la fin de l'idéologie comme force motrice de l'Histoire, ce, pour une série de raisons:

- le retour en force d'une idéologie est toujours possible et l'Histoire donne des exemples de doctrines et idéologies en déclin qui connaissent peu après une vigueur impressionnante ;

- un schisme entre partisans de la démocratie libérale est toujours possible et, là encore, l'Histoire est riche en exemple de schismes ;

- de nouvelles idéologies peuvent apparaître pour rationaliser et légitimer l'appétit de puissance de groupes sociaux - une des fonctions du communisme était de légitimer le pouvoir des intellectuels et bureaucrates, ce qui signifie que sa disparition appellera la création de nouvelles doctrines appelant à répondre à cette fonction ;

- plutôt qu'à la généralisation de la démocratie libérale, nous assisterions plutôt à la résurgence des identités traditionnelles, comme le montrent les exemples de la Russie, de la Chine, des pays d'Europe de l'Est ;

- la pensée de Fukuyama, loin d'enterrer le marxisme, se placerait elle-même dans un cadre marxiste en posant de la même manière un état final de l'humanité dans lequel le problème de la rareté serait enfin surmonté par la technique et l'administration rationnelle plutôt que la guerre.

- le « *finisme* » (endism), néologisme employé par Huntington pour désigner la doctrine de Fukuyama, pêche en ce qu'il surestime la faculté d'anticipation humaine, si souvent mise en défaut, et sous-estime la faiblesse et l'irrationalité humaine : l'Histoire est une fatalité.

J-C - Autant dire qu'ils ne croient pas davantage dans ces idéologies qu'en la survie du capitalisme, cependant ils n'ont pas d'autre choix que d'y croire, et si l'Histoire est une fatalité, celle de la lutte des classes, elle va se charger de leur imposer un cinglant démenti, une cruelle et violente défaite.

Si les faits ont davantage donné raison à Huntington, on remarquera que la stratégie adoptée par le Forum économique mondial (Davos) est également influencée par l'idéologie développée par Fukuyama qui est plutôt flatteuse ou prometteuse, puisqu'elle vante l'hypothétique toute puissance de l'oligarchie, en fait c'est une combinaison des deux qui se traduit temporairement par un chaos général en attendant que les peuples révolutionnaires se chargent de le dissiper.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes palestiniennes dans la bande de Gaza depuis 7 octobre : 28.663 martyrs, dont 87 ces 24 dernières heures, 68.395 blessés, et plus de 7.000 disparus. (Ministère de la Santé à Gaza).

- Encore nettement minoritaires, les Israéliens juifs qui prennent conscience de la folie meurtrière et des mensonges de leurs dirigeants voient leur nombre augmenter.

Ils étaient des milliers samedi soir à manifester à Tel-Aviv et à Haïfa, principalement pour demander à Netanyahou d'accepter un compromis avec le Hamas permettant la libération des captifs, mais aussi, pour quelques-uns, pour réclamer la fin de l'occupation des territoires palestiniens.
L'incapacité de l'armée israélienne à réaliser ses objectifs militaires, puisque la résistance n'est pas défaite dans la bande de Gaza, où le génocide de la population s'intensifie, y est pour quelque chose.

Tout comme les preuves, qui s'accumulent, sur la responsabilité directe de l'armée dans la mort de civils israéliens le 7 octobre, et aussi de celle d'otages retenus par le Hamas.

L'armée a ainsi avoué que le captif Yossi Sharabi, prétendument abattu par ses geôliers, avait en réalité été tué lors d'un bombardement aérien. europalestine.com 11 février 2024

Berlin : mauvaise soirée pour une représentante d'Israël - europalestine.com 12 février 2024

Sale temps pour la juge à la Cour Suprême israélienne Daphné Barak-Erez, qui a dû renoncer jeudi 8 février à une conférence à l'Université Humboldt de Berlin, interrompue par des étudiants indignés qui ont dit ses quatre vérités à cette représentante du régime génocidaire.

« Honte à vous de prétendre parler en tant que femme, de parler des droits humains, des droits des femmes, pendant qu'à Gaza des mères sont assassinées de sang-froid. Des enfants, des nouveau-nés abandonnés dans leurs couveuses… » intervient une jeune femme.

Alors que Mme Barak-Erez lui demande du respect : *« Je suis irrespectueuse ? Mais tuer des gens, c'est bien plus qu'un manque de respect* », poursuit-elle, relayée par un de ses compagnons.

Berlin : mauvaise soirée pour une représentante d'Israël (vidéo)Daphné Barak-Erez

Et à la direction de l'Université, qui tente de l'interrompre, la jeune femme réplique : « *Et est-ce que vous inviteriez un représentant de la Russie ? Non bien sûr. STOP AU GÉNOCIDE DES PALESTINIENS ! STOP AU GÉNOCIDE !* »

Au bout de deux minutes, les responsables de la conférence capitulent, et toute la salle se vide !

Dans un communiqué relatant l'annulation de l'événement, l'Université a eu le culot de prétendre que les militants solidaires de la Palestine faisaient preuve d'intolérance. Et ce, alors même que l'Allemagne officielle, universités comprises, impose un régime de censure et de terreur interdisant tout critique d'Israël.

- Le journal britannique *The Guardian* a publié, le lundi 12 février, un article dans lequel il affirme que 30 organisations britanniques ont envoyé une lettre au ministre des Affaires étrangères David Cameron, lui demandant de suspendre la fourniture d'armes à « *Israël* ». french.almanar.com.lb 12 février 2024

Vous comprendrez pourquoi Franco s'était imposé en Espagne.

J-C - C'est le PSOE, la section espagnole de l'Internationale socialiste-impérialiste qui est au pouvoir en Espagne.

Journal espagnol : Les exportations d'armes vers « *Israël* » se poursuivent - french.almanar.com.lb 12 février 2024

Contrairement aux assurances répétées du ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albarez, sur l'engagement de son pays en faveur d'une interdiction complète de l'exportation d'armes vers « *Israël* », depuis le 7 octobre 2023, l'Espagne continue d'exporter des armes vers l'entité sioniste.

Selon les données publiées sur le portail officiel du commerce extérieur espagnol COMEX, analysées par le chercheur du Centre DELAS, Alejandro Pozo, et vérifiées par le journal en ligne espagnol elDiario.es, il apparaît que des munitions ont été exporté d'Espagne vers « *Israël* » d'une valeur de 987 mille euros.

Plus précisément, « *des bombes, grenades, mines, roquettes, balles et autres munitions et projectiles et leurs pièces* » ont été exportées pour être utilisées dans la guerre israélienne en cours dans la bande de Gaza.

Ce n'est pas la seule fois où des munitions sont envoyées en « *Israël* » au cours de l'année 2023. L'Espagne a exporté un total de 1,48 millions d'euros de matériel de guerre de cette catégorie au cours de l'année 2023, et les deux tiers de ces exportations ont été envoyées en novembre 2023, soit après que l'Espagne a gelé les expéditions selon leurs réclamations.

La plateforme d'achats du secteur public montre que depuis le début de l'agression, l'Espagne a continué à conclure de nouveaux contrats avec des entreprises d'armement israéliennes, le ministre d'État au Commerce admettant au journal elDiario.es que les importations n'ont pas été suspendues non plus.

Selon le journal, le 15 décembre 2023, par exemple, une entreprise israélienne a remporté un contrat d'une valeur de plus de 576 millions d'euros pour la fourniture d'un système de lancement de missiles dans le cadre d'un projet commun avec deux entreprises espagnoles. Le 22 novembre 2023, une autre entreprise israélienne s'est vu attribuer la fourniture de 168 systèmes de missiles antichar pour 237 millions de dollars.

Le rapport du journal a indiqué : « *Des dispositifs de brouillage de fréquence destinés aux forces armées espagnoles ont été achetés à Israël, pour une valeur de 1,4 million de dollars* ».

Le 23 novembre, un accord a été conclu pour des technologies militaires d'une valeur de 82 600 euros. Une semaine plus tard, un autre contrat officiel de technologie militaire était conclu avec une autre entreprise israélienne pour 3,7 millions de dollars. french.almanar.com.lb 12 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Colonialisme sans frontière au XXIe siècle.

France. Le département de Mayotte peut-il faire exception au droit du sol, comme le souhaite Gérald Darmanin ? - Le HuffPost 13 février 2024

Pour Serge Slama, professeur de Droit public à l'Université Grenoble Alpes, contacté par Le HuffPost, avec l'annonce de Gérald Darmanin « *on reviendrait au droit colonial* ».

Historiquement, le droit du sol s'applique à Mayotte depuis 1993 seulement. Jusqu'alors l'archipel était régi par le droit colonial qui faisait une distinction entre l'Hexagone et ce territoire pour acquérir la nationalité française. Ce régime dérogatoire va progressivement être abandonné avec la loi Pasqua-Méhaignerie.

À Mayotte, toute personne née sur le territoire français de parents étrangers peut alors automatiquement acquérir la nationalité française lorsqu'elle atteint la majorité à 18 ans. Elle peut même en faire la demande dès l'âge de 13 ans sur demande de ses parents. Sauf que 25 ans plus tard, une nouvelle dérogation va encore changer la donne.

En mars 2018, Mayotte est paralysée par une grève générale, les habitants s'insurgeant contre l'insécurité. Pour une grande partie de la population, celle-ci est directement liée à

l'immigration massive de Comoriens, attirés par les meilleures conditions de vie, de meilleurs soins et par l'obtention de la nationalité française.

Pour tenter de freiner l'immigration croissante sur l'archipel, le gouvernement d'Édouard Philippe durcit l'obtention du droit du sol dans le cadre de la loi Asile et Immigration en 2018. Pour qu'un enfant né à Mayotte de parents étrangers acquière la nationalité française, il faut désormais que « l'un de ses parents au moins ait résidé en France de manière régulière, sous couvert d'un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de trois mois ».

Une exception approuvée par le Conseil Constitutionnel. « *Au regard des circonstances spécifiques à ce département, le Conseil a estimé, qu'eu égard au contexte migratoire de Mayotte, il était justifié d'aménager des règles d'accès au droit du sol. Mais c'est un simple aménagement, c'est un jeu de conditions* », précise au HuffPost Serge Slama, professeur de Droit public à l'Université Grenoble Alpes.

La proposition de Gérald Darmanin va désormais beaucoup plus loin et nécessitera par ailleurs un processus législatif plus complexe qu'en 2018. Pour Serge Slama, supprimer le droit du sol à Mayotte serait contraire au principe d'égalité des citoyens et d'indivisibilité de la République et « *utiliser une loi ordinaire, ça ne passerait pas* ». C'est pour cette raison que le gouvernement veut passer par une révision constitutionnelle. « *Il ne s'agirait pas simplement d'aménager ou de prendre en compte des spécificités. Il s'agirait d'avoir un régime d'accès à la nationalité différent à Mayotte. On reviendrait au droit colonial* », s'alarme le professeur.

Reste encore un problème : pour que le texte soit adopté, il faut passer par les deux chambres du Parlement, puis réunir les trois cinquièmes des votes des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat réunis à Versailles pour l'occasion. Or, ce lundi, sur la matinale de franceinfo, Brice Hortefeux, eurodéputé Les Républicains, suggérait d'étendre le texte « *à l'ensemble de l'outre-mer* ». Il cite notamment la Guyane et la Martinique. Une position pas si loin de l'extrême droite puisque le Rassemblement national réclame, de son côté, la suppression du droit du sol sur l'ensemble du territoire. Le HuffPost 13 février 2024

Finlande.

Finlande : l'europhile et atlantiste Alexander Strubb remporte l'élection présidentielle - AFP/RT 12 févr. 2024

Alexander Stubb bénéficie de 51,7% des voix, après le dépouillement de 98,3% des bulletins de vote. 70,7% des quelque 4,3 millions d'électeurs se sont déplacés pour voter lors de ce second tour. «*La seule chose à laquelle je pense maintenant, c'est la reconnaissance.* »

Doté de pouvoirs limités par rapport au Premier ministre, le chef de l'Etat, élu pour six ans, dirige la politique étrangère du pays en étroite coopération avec le gouvernement. Il est également commandant suprême des forces armées.

Un rôle notable qui a encore pris de l'importance du fait des développements géopolitiques en Europe et de l'entrée dans l'OTAN de la Finlande, qui partage 1 340 kilomètres de frontière

avec la Russie. Neutre pendant la Guerre froide, le pays nordique a mis fin à trois décennies de non-alignement militaire à la suite du conflit en Ukraine. Il est devenu membre de l'Alliance atlantique l'an dernier. Une adhésion dénoncée par Moscou.

Alexander Strubb, 55 ans, dirigeait ces trois dernières années l'Institut universitaire européen à Florence en Italie, après s'être mis en retrait des affaires publiques faute d'avoir décroché le poste de président de la Commission européenne en 2018.

D'abord chercheur en sciences politiques, il fait une carrière européenne fulgurante, comme conseiller à l'UE puis élu eurodéputé en 2004 avant d'être appelé comme ministre des Affaires étrangères à 40 ans.

Il devient Premier ministre de 2014 à 2015, avant de passer aux Finances dans un gouvernement centriste. M. Stubb avait perdu en 2016 la présidence du parti conservateur.

C'est la candidature de la Finlande à l'OTAN, qu'il avait toujours soutenue, qui a motivé le grand retour de ce passionné de diplomatie, encouragé par sa formation de toujours, Kokoomus, parti historique de la droite finlandaise dont le chef Petteri Orpo, est aujourd'hui à la tête du gouvernement.

Marié à une avocate anglaise, père de deux enfants, Alexander Strubb estime que la Finlande doit «*aller au cœur de l'OTAN*», «*produire, et non consommer, de la sécurité*». AFP/RT 12 févr. 2024

Russie.

L'Ukraine retire ses troupes d'Avdiïvka, une victoire pour la Russie - AFP 17 février 2024

L'armée ukrainienne a été contrainte d'abandonner samedi la ville d'Avdiïvka, dans l'est du pays, concédant à la Russie sa plus grande victoire symbolique après l'échec de la contre-offensive lancée par Kiev l'été dernier. AFP 17 février 2024

LE SOCIALISME

Le 28 février 2024

Un courant politique inoxydable, incorruptible.

Je publie quelques articles d'un blog que je viens de découvrir, agauche.org. Je les ai contactés à deux reprises pour savoir qui ils étaient, pas de réponse. Un oubli ou le mépris habituel ? Encore une organisation totalement anonyme et introuvable. C'est fou le nombre de gens qui vous disent : Faites ce que je vous dis, mais ne faites pas ce que je fais ! Minable.

Ils prennent à partie la « *gauche historique* », le NPA, LO, et d'autres organisations, les anarchistes, mais le POI et le PT n'existent, étrange mais pas nouveau, ce qui me fait dire qu'on doit avoir affaires à des dissidents de l'extrême gauche qui avancent masqués.

- Vous voulez la paix, alors faites la guerre !

- Vos libertés sont en danger si vous en usez, alors pensez à les mettre en sécurité pour les conserver !

- Vous ignoriez qu'une menace planait sur vous, maintenant qu'on l'a inventée vous ne pourrez plus en douter !

- Il n'y a rien de pire que les désillusions, alors résignez-vous, cessez d'espérer quoi que ce soit.

Comme quoi, c'est une idée qui fait son chemin...

La seule solution à la « *suprématie de la richesse* » est une économie démocratique - Les Crises 23 février 2024

https://www.les-crises.fr/la-seule-solution-a-la-suprematie-de-la-richesse-est-une-economie-democratique/#comment-733559

J'ai envoyé un commentaire un brin sarcastique pour passer la censure. Il a été publié.

- On brûle, encore un petit effort, courage, on y est presque, le plus dur reste à faire, la tâche s'annonce colossale !

Le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme n'existe pas de toute éternité, et ils ne sont pas voués à exister pour l'éternité, quand on aura assimilé ce premier constat, ce qui n'est pas pour demain, hélas, on se décidera peut-être à réhabiliter le socialisme qui a été si mal mené et incompris, y compris par ceux qui s'en réclamaient…

De toutes manières, il n’existe pas d’autres alternatives ou issues politiques, vaut mieux tard que jamais ou comme quoi, il ne faut jamais désespérer.

J'ajoute un mot.

La question économique et sociale ne se présente plus tout à fait de la même manière qu'au XIXe siècle, on n'aurait rien à gagner ou tout à perdre à l'ignorer ou le nier.

Je crois qu'il faut aborder la question de la nécessité de l'abolition du capitalisme directement sous un angle pratique, comme à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle en somme, quand le socialisme avait commencé à conquérir des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, quand la théorie admise au sein de la classe ouvrière se réduisait à l'opposition entre exploiteurs et exploités, entre capital et travail, au lieu de prendre les formes monstrueuses qu'elle prit plus tard, qui contribuèrent à la défigurer au point de la rendre méconnaissable et repoussante, à l’image de la social-démocratie et des différentes versions du stalinisme.

Il faut dire aussi que parmi ce qui diffère avec autrefois, c'est que maintenant on a acquis une longue et solide expérience du capitalisme, du coup la question de savoir s'il est réformable ou non n'a plus lieu d'être, tout débat est devenu obsolète, grotesque, les faits ont tranché définitivement, au bout de deux siècles et demi environ cela s'est avéré impossible tout simplement parce qu'il ne peut pas en être autrement, ne pas l’admettre relève de la mauvaise foi ou de la crasse ignorance.

On arrive au même constat sur tout un ensemble de questions auxquelles je n'ai pas réfléchi à nouveau, mais cela coule de source. La théorie scientifique du marxisme a passé l’épreuve des faits avec succès, le capitalisme est définitivement incompatible avec le bien-être de l'humanité, l'épanouissement personnel de chaque citoyen du monde, avec la justice sociale, la démocratie, la paix, la liberté, il n'est pas humaniste, il est barbare. Il est également incompatible avec le respect de la nature qu'il pollue, saccage, détruit, massacre, anéantit. Au lieu de préserver le fragile équilibre qui existe entre les espèces animales et végétales, la biodiversité, on pourrait ajouter minérale dans la mesure où il dilapide allègrement ou pille les ressources naturelles de notre planète et hypothèque gravement les besoins des générations à venir.

Ce qui est en cause dans le capitalisme, ce n'est pas le mode de production en soi ou le rationnellement, la socialisation de la production, mais la distribution ou la répartition des richesses qui est le produit des rapports sociaux ou les inégalités entre les classes sur lesquels repose ce système économique, qui nécessite pour se développer et survivre une concentration de la production toujours plus grande, et par conséquent que l'essentiel des capitaux ou des richesses produites demeure la propriété d'une minorité au lieu d'être distribués aux 8 milliards d'hommes et de femmes que comptent notre planète pour satisfaire leurs besoins sociaux.

C'est l'existence de cette contradiction inhérente à la nature du capitalisme, qui constitue un des éléments fondamental de ses lois de fonctionnement, et non la volonté de quelques oligarques avides d'accumuler des richesses, qui explique pourquoi cette contradiction devait se traduire à terme par une crise permanente et généralisée de tous les rapports sociaux précipitant la dégénérescence de toute la société. Car pris dans les mailles du matérialisme

dialectique, dont procède ce processus historique dont personne ne peut s'échapper, ce qui avait contribué à assurer son développement et son succès devait se transformer en son contraire ou le conduire à sa perte, un peu de la même manière où, machiavéliquement il avait participé à l'emballement exponentiel de la démographique mondiale depuis le début du XXe siècle afin d'en tirer un maximum de profit, celui-ci se retourne dorénavant contre lui ou menace ses fondements, quand légitimement ces 8 milliards d'hommes et de femmes exigent des conditions de vie décentes et la démocratie, ce qui exprime au plus haut niveau les contradictions sociales et politiques que le capitalisme n'est pas à même de résoudre ou signe son arrêt de mort.

Il n'est pas nécessaire de se lancer dans des analyses économiques à n'en plus finir pour comprendre ou admettre que plus rien ne justifie de nos jours l'existence ou la survie d'un système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'esclavage, le colonialisme, la guerre, dès lors que le développement des forces productives ont atteint un niveau permettant de satisfaire les besoins matériels de tous les hommes. Qu'on se comprenne bien, cela ne signifie nullement que l'exploitation aurait été justifiée dans le passé, elle s'imposa aux hommes, parce qu'ils n'avaient pas conscience qu'ils étaient les acteurs d'un processus historique, car ils en ignoraient les tenants et les aboutissants. Notez bien que c'est parce que la plupart des travailleurs n'en ont toujours pas conscience ou l'ignore, que le capitalisme n'a pas encore disparu.

Et on n'est pas au bout de nos peines, car une fois parvenu à admettre qu'il faut en finir avec le capitalisme, on a certes progressé et c'est une bonne nouvelle, toutefois il reste énormément de questions à résoudre avant de l'envisager sérieusement. On y a déjà répondu en grande partie dans des causeries, nous y reviendrons plus tard.

Ces questions ont toujours été sources à polémiques ou à désaccords sans fin, chacun étant bourré d'a priori, plus ou moins dogmatique ou sectaire, pour bien faire il faudrait les reprendre depuis le début. Il faudrait aussi savoir ce qu'on entend par capitalisme et socialisme. Il faudrait que chacun sache ce qu'il ne veut plus et ce qu'il veut vraiment. Faire l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle à nos jours, revoir toutes nos analyses, procéder à un grand ménage dans nos connaissances, relire les œuvres et les enseignements des marxistes, etc. Autant dire que bien peu seront candidats pour s'inscrire à un tel programme !

Il faudra donc procéder autrement. Comment, j'ai une petite idée, j'ignore ce qu'elle vaut. Elle consiste à balancer ce qu'on pense et à observer les réactions, relevez ceux qui partagent une partie de nos idées, ceux qui sont aptes à la discussion, évacuer tous les autres, on peut soumettre des idées et attendre les réactions, et on essaie d'avancer en fonction des réponses recueillies, on retient celles qui permettent de progresser et on met de côté les autres. Il faut aller à l'essentiel, encore faut-il le dénicher ou le découvrir, il est impératif de revenir au principal, encore faudrait-il qu'on se mette d'accord sur ce que cela signifie et s'y tenir, bref, vous voyez le chantier, quel boulot, mais on peut y arriver si on en a la volonté, parce qu'on ne s'adresse pas à des travailleurs évolués.

On ne doit rien retenir qu'on ne peut pas justifier, qu'on ne peut pas expliquer simplement de manière à le partager avec le plus grand nombre, c'est notre objectif, ensuite nous organiser. Il existe une multitude de questions pour lesquelles nous sommes en mesure d'apporter des réponses claires et cohérentes que nous serons nombreux à partager pour peu qu'on en ait la

volonté. Elles doivent nous servir de socle pour avancer, d'où l'importance que ce socle soit solide, incorruptible.

Autre chose à retenir ou à réfléchir.

De nos jours, contrairement à autrefois où cela pouvait être contesté, tous les peuples peuvent constater par eux-mêmes que les origines de leurs difficultés sont identiques, qu'ils vivent les mêmes choses, qu'ils sont soumis aux mêmes conditions et souffrances, ils sont également informés en temps réel pour ainsi dire sur tout ce qui se passe dans le monde, ajoutez à cela qu'ils sont interconnectés par le biais des réseaux dits sociaux et ils peuvent accéder aux mêmes infos et connaissances... Tous ces éléments sont bien réels, ils les rapprochent indirectement du socialisme, à la fois dans la mesure où les valeurs qu'il incarne sont universelles, et parce qu'il ne se réalisera véritablement qu'à l'échelle internationale, ce qui signifie que le socialisme gagne en légitimité auprès des peuples pour peu qu'on leur présente simplement et sans le déformer, c'est palpable et nous du baratin de théoricien ou doctrinaire.

Il n'est pas besoin d'être marxiste ou socialiste pour croire dans le socialisme, car la logique la plus élémentaire y conduit pour ainsi dire naturellement, parce qu'il existe forcément à la portée de l'imagination des hommes une solution à un problème qui a été créé par d'autres hommes, et aucun système économique n'est éternel.

Cela dit, ne nous emballons pas, cet article n'a donné lieu qu'à une trentaine de commentaires, certes c'est insignifiant, pour autant ce n'est pas le premier article de ce genre que je lis dans des supports étrangers au mouvement ouvrier. C'est significatif ou tout de même encourageant, cela montre qu'il y a des membres des classes moyennes qui envisagent la rupture avec le capitalisme.

Vaste opération de censure sur Telegram en France - agauche.org 16 février 2024

La guerre, c’est aussi une guerre de l’opinion, donc de l’information. La France est ouvertement opposée à la Russie depuis maintenant pratiquement deux ans, alors elle censure massivement les sources d’informations russes, ou pro-russes, ou considérées comme tel. Rien ne doit s’opposer au déferlement de propagande de la part de l’Otan qui entraîne l’occident dans l’abîme de la guerre contre la Russie.

La fermeture des chaînes Telegram francophone « *pro-russe* » est une censure contre l’opinion publique française, dans le cadre de la guerre. Il s’agit clairement et directement d’une censure de type fasciste, de la part d’un État français en pleine décrépitude, devenu l’instrument de la superpuissance américaine.

C’est absolument anti-démocratique, ne reposant sur aucune base légale ; c’est un acte relevant d’un régime français ne reposant plus sur le droit, mais sur les besoins de l’Armée. Et dire qu’il n’y a pratiquement personne à gauche pour dénoncer cela, ni aucun parlementaire prétendument de gauche qui s’y intéressera…

L’Union sacrée pour la guerre de l’Otan contre la Russie est totale en France.

https://agauche.org/2024/02/16/vaste-operation-de-censure-sur-telegram-en-france/

Alcool, tabac, médicaments, pornographie, LGBT, homosexualité, prostitution, violence, vitesse, drogue, etc., Question : Pourquoi les ont-ils tous encouragés ?

Allemagne : Le parlement donne son feu vert à la légalisation du cannabis récréatif - 20 Minutes avec AFP 24 février 2024

Le parlement a donné vendredi son feu vert définitif à la légalisation du cannabis récréatif, adoptant une loi phare pour le gouvernement d'Olaf Scholz. Le texte a été adopté au Bundestag à 407 voix pour et 226 voix contre, entérinant une légalisation à compter du 1er avril.

Avec cette nouvelle loi, l'Allemagne se dote d'une des législations les plus libérales d'Europe, emboîtant le pas à Malte et au Luxembourg, qui ont légalisé le cannabis récréatif respectivement en 2021 et en 2023.

La réglementation prévoit d'autoriser l'achat de cannabis en quantité limitée par le biais d'associations à but non lucratif. Il sera également possible de cultiver jusqu'à trois plants pour son propre usage. La possession et la consommation de cette drogue resteront toutefois formellement interdites pour les jeunes de moins de 18 ans. 20 Minutes avec AFP 24 février 2024

J-C - Avec Schengen dans 27 États européens le franchissement des frontières intérieures s'effectue librement, sans passeport, sans contrôle, autrement dit, le cannabis devient accessible à tous ! Personnellement pour en avoir consommé pendant plus de 40 ans, je ne vais pas condamner cette mesure, ce qui nous intéresse c'est sa signification politique alors que la civilisation humaine est à la croisée des chemins, et où tout est fait pour justifier une régression sociale généralisée, une régression qui concerne tous les aspects de la société, qui vise les jeunes en priorité abrutis par les réseaux dits sociaux

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

1- (A propos d'une lettre de Léon Landini résistant FTP MOI à Macron)

Toujours aussi étranges et pathétiques ces communistes.

Que signifie cette insistance à vouloir absolument être reconnu par le président fascisant français ? A moins qu'il ne s'agisse d'un aveu, auquel cas Macron serait bien ingrat ? Etre "*méprisé*" par Rothschild devrait être un honneur et non une "*abjection*", vous me direz que lorsqu'on a combattu et consenti des "sacrifices" "pour rendre à la France sa liberté et sa grandeur", on croirait entendre de Gaulle, je me demande ce qu'on mérite. Je sens que je vais encore me faire des amis !

2- Je tiens à préciser pour éviter tout malentendu, qu'à aucun moment il ne me serait venu à l'idée de me substituer au législateur d'un régime dans lequel je ne me reconnais pas ou que j'aurais été tenté de lui donner des conseils, je suis indépendant, d'ailleurs un tel comportement serait incompatible avec la conception du socialisme que je défends, celle de Lénine.

Lorsque j'ai relu mon commentaire, j'avoue avoir réalisé qu'il avait un côté un peu provocateur, si peu que je m'en suis marré tout seul ! Il faut être un peu dingue pour défendre le socialisme de nos jours, n'est-ce pas ? Il ne concernait pas des prisonniers politiques comme par exemple Julien Assange ou Georges Ibrahim Abdallah, évidemment, j'aurais dû le préciser.

Palamède Singouin a rappelé un élément auquel je n'avais pas pensé, je cite - "*en France le taux de suicide en prison est 6 fois supérieur à celui de l'ensemble de la population*".

Encore faudrait-il savoir quelles catégories de prisonniers sont concernées...

@ Roubachoff

- "*Bref, s'il est acceptable, pour soi-même, de préférer la mort à une longue incarcération, généraliser la chose semble un peu... exagéré*."

Je ne spéculerai pas ici sur la manière dont on traiterait cette question sous un régime socialiste, le plus humainement possible évidemment. Toujours est-il que l'on ne vit pas sous ce type de régime aujourd'hui, et le prisonnier condamné à passer des décennies en prison ou à y finir ses jours n'a pas le choix. C'est juste ce que je voulais signaler à votre attention et qui me choque, car j'y vois une forme d'injustice ou de cruauté, et j'estime qu'on doit dénoncer et combattre toute injustice. Ce qui m'amène au commentaire suivant.

@ Xiao Pignouf

- "*Quant à votre conception pénitentiaire, allez demander leur avis aux condamnés qui pourrissent dans les couloirs de la mort aux States (parmi lesquels combien d'innocents ?) s'ils ne voudraient pas commuer leur peine*..."

Dans une société où les conditions sociales d'existence nous sont imposées depuis notre naissance par le régime en place, il devrait endosser la responsabilité de tous les actes qui en découlent, sauf que ce n'est pas possible, alors il se reporte sur ceux qui les ont commis, quant à leurs victimes cela n'effacera jamais les souffrances ou déboires qu'elles ont endurés. Partant de là, il ne nous viendrait pas à l'idée de nous demander si une condamnation est juste ou injuste, elle sera par principe toujours injuste, puisque le régime est basé sur une injustice (de classe). Cela dit, je ne peux pas abonder dans votre sens et j'explique rapidement pourquoi

S'il y a des innocents et des jugés coupables qui pourrissent en prison, il y en a aussi en liberté, je me demande bien en quoi on pourrait commuer leur peine ! C'est absurde, je ne vous le fais pas dire.

3- "*C'est littéralement appliquer le principe de l'euthanasie aux détenus, et il n'est pas certain que M. Tardieu soit globalement d'accord avec ce principe...*"

Détenus, accidentés ou grands malades aux capacités physiques ou intellectuelles fortement réduites ou handicapantes, cela devrait être à eux seuls de décider librement s'ils veulent y recourir, sinon à quoi bon faire des discours sur la démocratie et la liberté.

4- Pour la clique d'oligarques la plus puissante, tout régime, chef d'État ou gouvernement, qui, afin d'assurer leur stabilité politique ou leur survie en tant qu'acteurs ou dirigeants politiques, contrarie leur stratégie en pompant des milliards de dollars dans la plus-value qui devraient leur revenir, pour octroyer à leur peuple des avantages sociaux, construire des infrastructures qui ne sont pas vitales ou en rapport avec leur business, doit être combattu, se soumettre ou disparaître, car il en va de la survie du capitalisme en crise.

Cette brève présentation des faits présente l'avantage de lier les deux principaux facteurs qui déterminent la situation. Vous remarquerez qu'elle tranche avec les analyses des géopoliticiens dont on nous abreuve quotidiennement.

Aucune armée du monde ne peut vaincre un peuple qui résiste comme un seul homme, à moins de l'exterminer.

Aucun régime dictatorial ne peut mener une guerre contre un peuple sans le soutien de son propre peuple.

Comment les peuples en sont-ils arrivés à se doter de tels dirigeants ? La question vaut pour tous les peuples, puisque les 193 États présents aux Nations Unis avaient adopté en chœur la mystification sanitaire, puis climatique.

Existent-ils une alternative à ces dirigeants de nos jours, à leur régime ? Aucune nulle part dans le monde. Que faire alors ? La construire, patiemment. Sinon, se résigner.

Dites, c'est plutôt décourageant. Non, au contraire, c'est stimulant, passionnant, faut-il y croire, sincèrement, savoir ce qu'on veut vraiment, avons-nous le choix ?

5- L'humanité a perdu son indépendance, cela sera très difficile de la reconquérir.

Internet aura été la pire invention du XXe siècle, car réduisant notre liberté à néant et nous subordonnant plus que jamais au capitalisme par le biais des GAFAM.

Autrefois, il suffisait d'avoir toute sa tête, de pouvoir s'exprimer et d'être apte physiquement au travail pour pouvoir survivre, dorénavant vous devez disposer d'une machine et des applications qui permettent de la faire fonctionner, et bien évidemment savoir s'en servir, c'est préférable !

Après avoir fait le bilan des profits à en attendre et des inconvénients qui en découlent, dans des conditions telles qu'elles existent actuellement, Internet serait totalement supprimé que je ne réclamerais pas son rétablissement.

Pourquoi ? Parce qu'Internet a un impact psychologique néfaste tellement profond et inconscient sur les rapports que les hommes entretiennent entre eux ou avec le monde extérieur, sur la manière dont ils perçoivent la réalité ou la société, sur leur mode de pensée et de vie qu'il a modifié à leur insu, flattant et encourageant un individualisme effréné renforçant leur penchant égocentrique, impatients, ils ne supportent plus la moindre remarque, ils sont attirés par les théories identitaires ou communautaires, ils sont en proie à une grande démoralisation pouvant évoluer en dépression, ils en deviennent intolérants ou autoritaires, schizophrènes, alternant apathie et réactions violentes incontrôlées, de plus en plus coupés du monde réel, ils vivent dans un monde artificiel, superficiel...

Alors que pour changer la société, il est impérieux qu'ils prennent en mains leur destin, tout semble fait pour qu'ils n'y parviennent jamais, espérons que leur dessein sera contrarié, en attendant nous allons vivre un cauchemar... A suivre.

6- Où est le lézard dans cet article sur l'Agence Française de Propagande ?

Je crois qu'il est dans le Post Scriptum.
Si "*Jadis l'AFP* (...)*« sacré[e] »* (...) *réputée indépendante*", de nos jours "*contaminé[e]*", pourquoi demain l'AFP ne redeviendrait-elle pas à nouveau « *sacré[e], indépendante, vertu[euse]* » ? On avait entendu le même discours à propos de *Libération*, du *Monde*, etc. et j'en passe parmi tous ceux qui ont fricoté un jour avec le régime ou qui y ont directement participé, lui aussi sacré et vertueux !

Les consignes pro-israéliennes données à l'AFP.

https://www.legrandsoir.info/les-consignes-pro-israeliennes-donnees-a-l-afp.html

7- Si je ne regrette pas d'avoir quitté la France en 1996 (pour l'Inde, mon épouse était indienne), parce qu'à l'époque j'étais trop faible ou en pleine confusion pour m'en sortir avec les idées que j'avais, j'aurais été broyé et j'aurais fini sous un pont de Paris, ma ville natale, pour autant je regrette de ne pas avoir eu la force et le niveau de conscience politique pour rester et résister, continuer le combat politique que j'ai repris depuis.

J'ai fui la misère à laquelle j'étais promis en d'autres termes, si c'est louable à titre individuel, sur le plan collectif c'est carrément nul, or, c'est uniquement sur ce plan-là qu'on peut s'en sortir vraiment, croire le contraire n'est que pure illusion ou mensonge. C'est d'ailleurs ce qui est en train de nous perdre collectivement, parce que nous refusons obstinément de le reconnaître...

Traiter de tous les noms nos semblables l'illustre au besoin ou révèle une grande confusion, car c'est ne pas comprendre que la seule issue politique, donc à caractère collectif, consiste à prendre conscience que pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés ou changer radicalement la société sur le plan politique, économique que et social, nous devons prendre en main nos destins, c'est ainsi que se sont faites toutes les révolutions...

Vous pouvez partir au bout du monde, ce que vous êtes vous suivra comme votre ombre ou votre passé vous rattrapera toujours un jour. En France je pourrais militer, défendre et

partager mes idées, les faire avancer, en Inde je n'en ai pas les moyens pour plusieurs raisons qu'il serait trop long d'évoquer ici. Je suis frustré, coincé, réduit à l'impuissance, et quant à profiter de la vie et du soleil sous les tropiques, je m'en suis vite lassé, j'avoue que cela ne fait pas le compte. La satisfaction qu'on en retire est mesquine, égoïste, superficielle, surtout quand on pense au monde injuste et cruel dans lequel nous vivons, un cauchemar. Ma seule véritable satisfaction aura été de renouer avec mes idées politiques et d'être resté fidèle à mes principes, à mon idéal, d'avoir énormément lu et réfléchi pour progresser et devenir vraiment indépendant, et surtout d'en avoir fait profiter des milliers de travailleurs à travers mon blog depuis 15 ans.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est là qu'il faut le combattre pour le vaincre, voilà à mon sens ce qu'il faut retenir. Imaginez un instant les centaines de millions qui ont été broyés par les guerres et autres malheurs, eux aussi pensèrent un jour s'en sortir individuellement, les faits ou le destin leur ont démontré que c'était futile ou une grave erreur.

8- "*Le Hamas (...) aurait bien été forcé, comme l'avait fait l'OLP en 1996, d'abandonner un jour ou l'autre son fantasme de destruction de l'État d'Israël*".

Pour l'auteur de cet article, la résolution 181 des Nations Unis à l'origine de la partition de la Palestine est légitime, dès lors tout combat politique pour son abolition relèverait d'un "*fantasme*" ou du "*fanatisme*".

Voilà ce qui arrive quand on se prosterne devant "nos démocraties" qui décident quelle "*force politique"* est ou non "*représentative*" à la place des peuples, au nom du socialisme... qu'on déforme ou trahit au passage.

9- "*Paris ne veut plus que les Français puissent savoir que l'Ukraine tue délibérément des civils avec les armes que les pays occidentaux lui fournissent*."

De quels Français parle-t-il ? De ceux qui ont porté un tyran au pouvoir en France, un VRP du complexe militaro-industriel-financier, qui se contrefoutent de savoir qui tuent ces armes ? Ceux qui constituent l'immense majorité qui ignore l'existence "*des chaînes Telegram*" ? Qui est concerné alors ?

Il y a un truc que je ne comprends pas.

Personnellement, je ne suis pas abonné à Twitter, Facebook, Telegram, etc. J'ai constaté que parmi les auteurs des chaînes Telegram qui viennent d'être censurées en France, j'en connais plusieurs qui envoient leurs articles à de nombreux blogs qui les reproduisent aimablement (dont le mien), du coup ces articles demeurent accessibles ou la censure est vouée à l'échec, sinon il faudrait qu'ils censurent de dizaines de blogs, dont celui de LGS et le mien notamment.

10- La Première Guerre mondiale n'était pas parvenue à résoudre durablement la crise du capitalisme qui sévissait depuis la fin du XIXe siècle, elle ressurgit violemment en 1905, également année de la première révolution russe...

La création de la Fed en 1913 ne la résolut pas non plus, tout au plus elle devait permettre au capitalisme américain de se mettre en ordre de bataille en prévision de la guerre à venir, que l'oligarchie financière provoqua l'année suivante.

Elle se solda par la révolution russe de 1917, qui malheureusement ne poursuivit pas dans les pays capitaliste européen les plus développés... Le pire restait à venir.

Dès lors, la crise qui n'avait connu qu'un bref et partiel répit allait reprendre de plus belle, le krach d'octobre 29 aux Etats-Unis et la faillite du New Deal de Roosevelt en furent les manifestations les plus spectaculaires, sur fond de défaite majeure et trahison du mouvement ouvrier ouvrant la voie à une autre guerre mondiale destinée à un nouveau partage du gâteau de l'économie mondiale, qui pour bien faire devait réintégrer l'URSS dans l'économie de marché ou la sphère du capitalisme.

Cette rapide analyse me semble conforme à la réalité.

Un secret de polichinelle depuis le krach du 24 octobre 1929

Il était déjà riche, le voici désormais milliardaire.

Mais George Soros, l'une des premières fortunes des États-Unis au début des années 2000, suscite la controverse. Il est considéré comme un génie de la finance par certains, un spéculateur sans scrupules par d'autres. A l'image de l'économiste Paul Krugman, qui utilise le terme "*Soroi*" (pluriel de Soros, NDLR), pour désigner les investisseurs qui non seulement anticipent une crise monétaire, mais qui spéculent et font de leur mieux pour déclencher cette crise. "*De nos jours, il y a vraiment des investisseurs qui non seulement transfèrent de l'argent en prévision d'une crise monétaire, mais font de leur mieux pour déclencher cette crise pour le plaisir et le profit.*"

J-C – Ajoutons ou précisons, à titre préventif pour mieux en contrôler les conséquences sociales…

L'autre guerre ou la même dans l'indifférence générale.

PAM : 25 millions de personnes souffrent de la faim et de malnutrition au Soudan - aa.com.tr 19.02.2024

Le Programme alimentaire des Nations unies a annoncé, lundi, qu'au moins 25 millions de personnes sont aux prises avec des taux élevés de faim et de malnutrition au Soudan.

"*La crise au Soudan provoque des ondes de choc dans toute la région, alors que chaque semaine, des milliers de familles sont déplacées et forcées à franchir les frontières avec le Tchad et le Soudan du Sud*", a prévenu le PAM.

L'agence de l'ONU a expliqué que l'impact du conflit s'étend sur trois pays : le Soudan, le Soudan du Sud et le Tchad, "*provoquant la plus grande crise de déplacement au monde*".

"*Les besoins alimentaires et nutritionnels dans ces trois pays sont tels qu'une catastrophe alimentaire dévastatrice qui se profile à l'horizon*", a noté le PAM.

Et d'ajouter, "*18 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë à l'intérieur du pays, et près de 3,8 millions d'enfants soudanais de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, dont la plupart sont piégés dans des zones de combats*".
Le communiqué a aussi précisé citant le directeur régional du Programme alimentaire mondial pour l'Afrique de l'Est, Michael Dunford que "*les enfants et les femmes déplacés qui arrivent au Soudan du Sud ou au Tchad ont faim et sont sans ressources*".

Depuis mi-avril 2023, l'armée soudanaise dirigée par Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide dirigées par Mohamed Hamdan Dagalo dit "*Hemedti*" mènent une guerre qui a fait plus de 13 000 morts et plus de 7 millions de déplacés et réfugiés, selon les Nations Unies. aa.com.tr 19.02.2024

La tentation du totalitarisme. Avertissement.

Soutien total à la grève des contrôleurs SNCF ! Pas touche au droit de grève !

– Le Premier ministre, Gabriel Attal a déclaré mercredi que « *la grève*, c'est un droit », mais aussi que « *travailler, c'est un devoir* », et a encouragé le Parlement à s'emparer de ce débat.

– Laurent Wauquiez (LR) : « *Les Républicains vont assumer leur responsabilité en déposant une proposition de loi destinée à interdire les grèves sur les périodes de vacances scolaires* ».

– Le président du Sénat, Gérard Larcher (LR), veut inscrire à l'ordre du jour du Sénat un projet de loi du groupe centriste, prévoyant d'octroyer au gouvernement un capital annuel de 60 jours d'interdiction de grève, réparti par décret dans une limite de quinze jours par période d'interdiction.

– Le président des sénateurs macronistes, François Patriat, a reconnu qu'il réfléchirait à « *toutes les évolutions* » qui permettraient d'encadrer « *ces grèves intempestives* ».

Quand l'étau du totalitarisme se referme lentement mais sûrement sur notre santé.

La CNIL autorise l'hébergement des données de santé françaises par Microsoft - France-Soir 16 février 2024

Le Health Data Hub, entité choisie par la Commission européenne pour piloter l'espace européen des données de santé, s'appuie sur les services de Microsoft Azure pour leur hébergement. Bien que cela ait fait grincer bien des dents, la CNIL a autorisé cette collaboration.

Dans un entrepôt nommé EMC2, le Health Data Hub prévoit de rassembler l'ensemble des données issues de l'Assurance maladie et des hôpitaux. Cela devrait ensuite permettre de fournir à l'Agence européenne du médicament des données à caractère personnel issues de quatre grands hôpitaux français (Hospices civils de Lyon, centre Léon Bérard, CHU de Nancy et Fondation hôpital Saint-Joseph). Raison pour laquelle le stockage de ces données est une affaire sensible.

Le fait que Health Data Hub se repose sur Microsoft Azure pour cela a donc jeté un froid, puisque l'entreprise américaine ne répond pas au droit européen. C'est faute d'une meilleure solution, et à regret, que la CNIL a donné son accord fin janvier 2024.

"*Au-delà de la nationalité de l'hébergeur retenu, ce sont les regrets de la CNIL sur sa propre décision qui interpellent. Les données de santé des Français seront potentiellement accessibles sans contrôle suffisant par des acteurs états-uniens. On peut imaginer toutes les dérives, y compris leur exploitation à des fins de stratégies industrielles ou autre type d'ingérence au vu de la portée de l'extraterritorialité du Droit des États-Unis*", s'inquiète France Charruyer, Avocate associée et Managing Partner du cabinet d'avocats ALTIJ, qui porte le recours auprès du Conseil d'État. France-Soir 16 février 2024

Charlie, vous avez eu tout faux.

Pierre Chaillot (Décoder l'éco) : "*Le propre des régimes totalitaires, c'est d'empêcher les gens de s'exprimer*" - France-Soir 19 février 2024

https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/entretien-avec-pierre-chaillot-projet-de-loi-derives-sectaires

---

Il flotte comme un "*parfum*" de la mort au-dessus de la France.

Dans la canonnerie de Bourges, convertie à l'économie de guerre, flotte "*un fort parfum de Caesar*" pour fournir l'Ukraine - francetvinfo.fr 24/02/2024

"*Nous ne sommes pas les seuls dans cette économie de guerre*", détaille Sylvain R., chef par intérim de cette canonnerie. francetvinfo.fr 24/02/2024

J-C - Le journaliste de France Info transformé en porte-parole du ministère de la Guerre a cru bon de commencer son article en annonçant une bonne nouvelle aux lecteurs, "*le carnet de commandes est rempli*", c'est chouette, et trépignant d'impatience ,il n'a pas pu contenir plus longtemps son admiration "*les systèmes Caesar sont capables de faire mouche à une quarantaine de kilomètres de distance*", on en reste pantois ! Et ce n'est pas tout, "*les tirs dégagent une puissance phénoménale*", non, sans blague, alors impossible de perdre une guerre avec un tel équipement, c'est merveilleux !

Sinon c'est un vrai conte de fées auquel participent "*des centaines de petites mains*" qui "*bichonnent des tubes de 9 m de long*", comme c'est attendrissant, au son "*du Billie Jean de*

Michael Jackson" 24H/24 ou d'un tube à l'autre, car "*la ligne dédiée aux tubes est passée aux trois-huit et ne s'endort jamais*", il faut ce qu'il faut, la guerre non plus, et ses victimes, à tout jamais aussi, à la bonheur !

Cela doit être ce qui a amené un salarié a raconté "*non sans une certaine fierté*" partagé avec le journaliste, le bal incessant "*des camions entrent et sortent du matériel...*", un conte des mille et une nuit je vous disais, et comme quoi je n'exagère pas, il a même "*pris la pose pour une photo souvenir*", il n'aura qu'à la dédicacer pour ses futures victimes civiles du Donbass, ah ben non, même pas à titre posthume, pas de bol, puisque "*il a scotché le cliché sur son poste de travail*", quant à cet employé, il a assurément de l'avenir dans l'entreprise !

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/reportage-dans-la-canonnerie-de-bourges-convertie-a-l-economie-de-guerre-flotte-un-fort-parfum-de-caesar-pour-fournir-l-ukraine_6383605.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240224&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable, la preuve :

Etats-Unis : Devant des donateurs, Joe Biden traite Vladimir Poutine de *« FDP cinglé »* - AFP/20 Minutes 22 février 2024

Joe Biden a qualifié mercredi son homologue russe Vladimir Poutine de « salopard cinglé » lors d'une rencontre à San Francisco, en Californie, avec des donateurs du Parti démocrate.

En anglais, Joe Biden a utilisé les trois lettres « *SOB* », un raccourci pour « son of a bitch », insulte traduisible en français par « *salopard* », « *connard* », ou encore « *fils de pute* ».

«*Les mots de Biden sur de Poutine ne peuvent pas nuire au président de la Fédération de Russie, mais sont une honte pour les États-Unis eux-mêmes*», a rétorqué plus tôt ce 22 février Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, au micro du journaliste de VGTRK Pavel Zaroubine.
AFP/20 Minutes et RT 22 février 2024
J-C - Que le porte-parole de l'aristocratie financière ou du lumpenprolétariat de la bourgeoisie use de cette terminologie, n'a rien de surprenant. Vous allez dire quoi à un jeune qui s'exprime ainsi ? Il va vous envoyer chier ou vous traiter de la même manière que le voyou Biden. Le mauvais exemple vient toujours d'en haut, on en a la preuve ici si nécessaire.

Et puis, vous allez discuter de quoi avec un type qui vous traite de fils de pute ? C'est simple, vous refusez de le rencontrer. Ce ne sera pas l'avis des autorités russes ou autres. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils ne valent guère mieux quelque part ou alors, ils ne peuvent pas faire autrement que se prosterner devant les Américains. Après tout, ils sont ennemis occasionnellement, le reste du temps ils sont alliés, non ?

Biden illustre à sa manière ce qu'on appelle la Novlangue ou la langue dégénérée, appauvrie, réduite à quelques centaines de mots pour s'exprimer, qu'évoquait Orwell dans 1984 à propos d'un régime totalitaire.

Les Etats-Unis n'ont jamais été une démocratie. La France non plus.

Aucun président sous une étiquette d'"*indépendant*" n'a été élu aux Etats-Unis depuis... George Washington en 1789.

Le système politique aux Etats-Unis, où deux partis écrasent toute concurrence, laisse peu de chances qu'un candidat alternatif s'installe à la Maison Blanche en 2025.

Toute la difficulté pour ces petits candidats réside dans la capacité à lever des fonds pour ne serait-ce que figurer sur le scrutin, affirme-t-il. AFP 19 févr. 2024

J-C - C'est un régime politique où seuls les partis les plus riches ont le droit de concourir à des élections, ce qui signifie que les institutions sont confisquées par les milliardaires et les multimillionnaires, c'est donc un régime ploutocratique profondément antidémocratique. C'est le modèle politique dictatorial devant lequel se prosternent les élites occidentales.

En famille. A qui profite le crime ?

Navalny : du RN à LFI, tous pour la guerre contre la Russie - agauche.org 17 février 2024

Décédé le 16 février 2023, Alexeï Navalny était un homme politique russe sur une ligne brutalement populiste et nationaliste, qui a eu un tournant pro-Union européenne et pro-Otan. Il est alors devenu la principale figure de l'agitation pro-occidentale en Russie durant les années 2010.

C'est pourquoi toutes les forces politiques françaises le pleurent, depuis Marine Le Pen jusqu'à Jean-Luc Mélenchon. La France est entièrement aux mains du capitalisme occidental et de son objectif qui est l'affrontement militaire avec la Russie pour se l'approprier. En perdant Alexeï Navalny, elles perdent leur espoir d'un soulèvement interne pro-occidental en Russie.

On sait qu'en France, on lit souvent que le Rassemblement national ou La France insoumise seraient opposés à l'Otan ou à la superpuissance américaine. C'est totalement faux, ils se sont alignés, et ce depuis le début du conflit en Ukraine. Les forces jouant sur le nationalisme s'alignent immanquablement sur les intérêts nationaux bourgeois, et comme la France est désormais un satellite de la superpuissance américaine…

Marine Le Pen a salué sobrement Navalny comme un « *militant politique engagé dans la défense de la démocratie* »; elle avait tenté de profiter du soutien de la Russie (qu'elle avait

également obtenu en un certain sens, notamment avec un prêt bancaire), alors elle évite d'en faire trop. Mais son alignement sur la superpuissance américaine et l'Otan est totale.

Jean-Luc Mélenchon a lui aussi salué Navalny, « *au-delà des désaccords* ». Une bonne expression pour signifier l'Union sacrée autour des intérêts de l'occident.

https://agauche.org/2024/02/17/navalny-du-rn-a-lfi-tous-pour-la-guerre-contre-la-russie/

J-C – Qui a salué l'histrion du régime ? Un agent de la NED/CIA, à lire ci-dessous. C'est tout Mélenchon !

Le silence des coupables par Manlio Dinucci - **Réseau 25 février 2024**

Alexeï Navalny est mort la veille de la prise de parole de son épouse à la Conférence sur la Sécurité de Munich. Opportunément, à chaque campagne électorale un adversaire de Vladimir Poutine meurt mystérieusement. Cette fois, c'est durant la campagne électorale présidentielle.

Extrait.

-… les grands médias politiques occidentaux laissent tomber un rideau de silence sur le fait que Navalny a été formé dans le cadre d'un cours spécial à l'université de Yale et que son mouvement suprémaciste blanc Narod a été financé par le « *National Endowment for Democracy », une puissante « fondation privée à but non lucratif* » américaine qui finance des milliers d'organisations non gouvernementales dans une centaine de pays afin de « *faire progresser la démocratie* ».

Ce fonds est le même qui a soutenu en Ukraine ce qu'il appelle *« la révolution de Maïdan qui a fait tomber un gouvernement corrompu empêchant la démocratie* », c'est-à-dire le coup d'État de 2014 qui a déclenché la succession d'événements à fonction antirusse qui ont conduit à la guerre actuelle.

https://www.voltairenet.org/article220484.html

Biden rencontre la veuve de Navalny et sanctionne encore la Russie - AFP 23 février 2024

Joe Biden a présenté jeudi ses condoléances à la veuve et à la fille d'Alexeï Navalny, lors d'une rencontre à San Francisco, avant la révélation par son administration de nouvelles sanctions visant 500 entités liées à la "*machine de guerre*" russe.

Le président américain, en campagne électorale en Californie depuis mardi, s'est entretenu à l'écart de la presse avec Ioulia et Dacha Navalnaïa. Cette dernière, fille de l'opposant russe mort le 16 février en détention, étudie à l'université californienne Stanford.

"*C'était un homme d'un courage incroyable et c'est extraordinaire de voir comment sa femme et sa fille reproduisent cela*", a dit le démocrate de 81 ans lors d'une très brève intervention devant les caméras après la rencontre.

Celle-ci a eu lieu quelques heures avant que le gouvernement américain ait révélé de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, visant plus de 500 entités liées "*à ses soutiens et à sa machine de guerre*".

J-C - A qui profite le crime ou chercher le mobil et vous aurez trouvé les assassins. Ils lâchent le morceau :

AFP - Pour la politologue russe Tatiana Stanovaïa, les autorités veulent éviter que des obsèques ne puissent se transformer en catalyseur pour les Russes opposés au Kremlin.

Comme les Américains, les Européens estiment que Vladimir Poutine et son gouvernement sont responsables de cette mort, des accusations qualifiées par Moscou de "*grossières et infondées*". Le président russe n'a pas fait de commentaires publics sur cette affaire.

L'Occident "*agit comme s'il était à la fois procureur, juge et bourreau. L'hystérie s'agissant de la mort de Navalny le prouve*", a fustigé jeudi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov. "*Ces gens n'ont aucun droit de s'ingérer dans nos affaires intérieures*", a-t-il ajouté, en marge d'une réunion du G20 au Brésil.

Le ministère de la Justice américain a annoncé jeudi des inculpations d'oligarques russes, tandis que le Royaume-Uni a dévoilé des mesures contre plus de 50 personnalités et entreprises. Et les pays de l'Union européenne s'étaient eux mis d'accord mercredi sur un 13ème paquet de sanctions. AFP 23 février 2024

La nouvelle égérie de l'OTAN, l'Etat profond et la CIA en Russie. De l'UE aussi.

La veuve de Navalny promet de « *poursuivre* » le combat contre Poutine - Courrier International 20 février 2024

Le "*spectaculaire*" message vidéo de Ioulia Navalnaïa, 47 ans, "*a été publié quelques heures avant qu'elle ne s'adresse aux ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) à Bruxelles, alors que l'Allemagne proposait une nouvelle série de sanctions suite à la mort de Navalny*", précise The Guardian.

"*N'oubliez jamais que la Russie n'est pas Poutine et que Poutine n'est pas la Russie*", a-t-elle lancé aux ministres européens, les exhortant à "*faire davantage pour cibler*" le président russe et ses alliés, poursuit le quotidien britannique. Josep Borrell, le chef de la politique étrangère de l'UE, a assuré que le Kremlin devrait "*rendre des comptes*" et le président américain Joe Biden a dit "*envisager*" de nouvelles sanctions contre Moscou.

Dans la journée, plusieurs pays européens, dont la France, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne, ont annoncé avoir convoqué leur ambassadeur russe pour obtenir des

éclaircissements sur les conditions de la mort d'Alexeï Navalny. Courrier International 20 février 2024

La dernière farce de Navalny

À chaque fois qu'une importante élection russe se profile, un opposant de Vladimir Poutine disparaît dans des conditions troubles. Nous avons déjà eu droit à de nombreux feuilletons abracadabrantesques. Anna Politkovskaïa en octobre 2006, Litvinenko en novembre 2006, Nemtsov en février 2015, Skripal en mars 2018, Navalny une première fois en août 2020, sauvé de justesse parce que Poutine autorise son transfert en Allemagne, Navalny une deuxième fois en février 2024 et cette fois ci, c'est la bonne. Tout a toujours été attribué à Poutine. Des films à la gloire du tueur en série Poutine ont été tournés à Hollywood, histoire de mieux s'attaquer à la popularité inoxydable de cet homme et de lui bâtir une image de tyran sanguinaire à l'échelle de la planète.

Après son interview par Tucker Carlson, la popularité de Poutine est à son zénith tant en Russie même, que sur l'ensemble de la planète. L'occident médiatique et politique est déstabilisé, et ce, d'autant plus que sur le front de la guerre en Ukraine, la défaite d'Advdiivka se profile inexorablement. Ça fait beaucoup, beaucoup trop pour un homme que l'occident planétaire a toujours voulu présenter comme un tyran sanguinaire à la face du monde mais qui gagne à être connu.

Les services occidentaux ressortent donc leur méthode éculée qui consiste à bâtir une nouvelle et belle histoire pour porter un coup décisif à la réputation de Poutine. Et nous voilà dans le remake de l'affaire Navalny de 2020. Tout aussi maladroite et cousue de fil blanc. Les services occidentaux et les médias complices prennent vraiment les citoyens européens de base pour des cons qui ne se poseront pas de questions. Ils ont d'ailleurs raison car il faut bien reconnaître que des cons, ce n'est pas ce qui manque dans l'occident otanien. En soudoyant les bonnes personnes, des relais des services occidentaux en Russie s'arrangent pour envoyer Navalny «*ad Patres*» sans trop laisser de traces. C'est même étrange que l'on n'ait pas retrouvé sur place le téléphone portable ou la carte d'identité égarée de Vladimir Poutine…

Pourtant, certaines questions se posent et les deux plus gênantes sont évidemment:

1 – Cui Bono ? À qui profite le Crime ? La réponse à cette première question désigne souvent le meurtrier dans la quasi-totalité des enquêtes criminelles. Elle élimine d'emblée le candidat Poutine mais elle accable les services de l'occident otanien. Leur intérêt ? Réduire à néant le bonus engrangé par Vladimir Poutine dans son interview avec Carlson ; occulter, sur le plan médiatique, la piteuse retraite en cours d'Advdiivka. Faire oublier Gaza.

Mais il y a une autre question qui tue. L'épouse de Navalny, Ioulia Navalnaïa, était, par le plus grand des hasards, bien sûr, invitée à s'exprimer à la 60ème conférence de Munich sur la Sécurité. L'invitation avait été lancée, par une heureuse coïncidence, avant l'annonce de la mort de Navalny. Il est évident que le discours d'une jolie veuve est toujours plus crédible, respectable et poignant que le discours d'une simple opposante qui cherche à discréditer son président en exercice.

Mais l'indignation de la veuve de 47 ans, Ioulia Navalnaïa, est un peu moins crédible, lorsqu'on sait que, n'espérant pas revoir son mari avant la fin de sa peine d'emprisonnement de 19 ans, elle l'avait déjà plus ou moins remplacé. Le pion Navalny n'ayant plus aucune utilité dans le jeu politique des occidentaux en Russie puisqu'il était en prison pour longtemps, il convenait pour nos «services» de le remplacer par une personne plus charismatique: sa femme.

Pour la «*booster*» en politique, un film documentaire venait d'être réalisé sous le titre «*Navalny*» dans lequel la jolie future «veuve» jouait son propre rôle. Aucun des lecteurs de ces lignes ne s'étonnera que ce «*forcément très bon documentaire*» ait obtenu l'Oscar du meilleur documentaire, en mars 2023, à New York.

Il faut dire que ce documentaire avait été réalisé pour CNN (tiens donc …) par un jeune, beau et séduisant sayan canadien de 29 ans, Daniel Roher, dont chacun peut imaginer la mission qu'il avait reçue en s'attelant à cette tâche. Évidemment, la jolie veuve qui goûtait aux joies de la célébrité en occident otanien ne pouvait rester indifférente à sa nouvelle vie de star.

Selon le *Time of Israël*, ce beau et jeune Sayan réalisateur aurait appelé en mars dernier les Israéliens à s'inspirer du dissident russe Navalny et à ne pas «*esquiver la lutte contre l'autoritarisme*». À voir ce qui se passe aujourd'hui à Gaza, où un régime sioniste autoritaire et toxique sème la mort sans limite, il n'a pas été entendu.
https://fr.timesofisrael.com/le-realisateur-oscarise-de-navalny-invitele-monde-a-resister-aux-regimes-toxiques

Sans épiloguer trop longtemps sur cette bonne farce, jouée par nos Ioulia Navalnaïa et Daniel Roher 2023 services pour tenter de salir l'image de Poutine et de limiter son score à la prochaine présidentielle russe, on peut aussi se demander pourquoi le chœur des vierges médiatiques de l'occident otanien s'est exprimé si vite et si fort, en meute, comme il sait si bien le faire. Pourquoi Wikipédia qui avait sa mise à jour sur la biographie de Navalny toute prête a réagi si vite, sans se poser de question, pour mettre le décès en ligne et son narratif présumé «impartial» de l'affaire.

https://reseauinternational.net/la-derniere-farce-de-navalny/

Ils ont finalement tué Navalny

https://reseauinternational.net/ils-ont-finalement-tue-navalny/

Pré appel à la mobilisation générale : Nous sommes prêts "*à tout*", "*rien ne doit être exclu*", dixit Macron.

J-C - On voudrait que ce ne soit qu'un effet d'annonce ou un coup de bluff, mais les mesures annoncées semblent balayer cette hypothèse, car elles pourraient constituer à terme une déclaration de guerre contre la Russie. Dès lors il faut envisager sérieusement que cette guerre puisse avoir lieu et que par conséquent elle devienne mondiale, en tout cas, ils voudraient

réunir toutes les conditions pour qu'elle se réalise, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, ils y préparent les esprits pour mieux la justifier, car ils ont besoin du soutien populaire…

Dès lors se mobiliser pour chasser Macron et ses alliés de la gauche à l'extrême droite pour les en empêcher est à l'ordre du jour de l'avant-garde de la classe ouvrière, le régime qui est responsable de cette guerre doit être renversé.

En entonnant notre sécurité est menacée, le psychopathe et vassal de Washington mime Bush, Obama, Biden.

« *Il faut s'apprêter à ce que la Russie attaque lesdits* pays », alerte Emmanuel Macron - leJDD 26 février 2024

Emmanuel Macron accueille, ce lundi, la Conférence de soutien à l'Ukraine. Une réunion visant à « *remobiliser et examiner tous les moyens de soutenir l'Ukraine efficacement* ». Le président de la République française a ouvert le sommet qui se tient à l'Élysée, en présence de vingt-cinq chefs d'État ou représentants de gouvernements, principalement européens. L'occasion d'alerter sur la guerre opposant la Russie à l'Ukraine depuis plus de deux ans. « *Nous sommes sans doute à un moment qui nécessite notre sursaut à* tous », a-t-il déclaré. Une telle situation qui « *implique des décisions fortes* » pour « *faire plus* » en soutien de Kiev face à la Russie.

Dans son discours introductif, Emmanuel Macron a rappelé l'importance de ce conflit : « *Notre sécurité à tous est aujourd'hui en jeu […] Nous voyons, et tout particulièrement ces derniers mois, un durcissement de la Russie […] qui s'est malheureusement cruellement illustré avec la mort d'Alexeï Navalny.* » Le chef de l'État français a précisé le programme du jour, une « *discussion stratégique et opérationnelle […] marquée par la détermination complète qui est la nôtre de ne jamais voir la Russie remporter ce conflit* ».

Emmanuel Macron a par ailleurs annoncé la création d'une nouvelle coalition dédiée à la livraison de missiles de moyenne et longue portée, sur fond d'inquiétudes ukrainiennes sur le volume comme le calendrier de livraison des munitions déjà prévues.

Interrogé sur la question d'un possible envoi de troupes par un seul pays européen sans l'accord des autres États, le chef de l'Etat a indiqué que "*chaque pays est souverain, sa force armée est souveraine (...) personne ne peut engager un autre pays de faire ce qui lui revient*".

"*Nous sommes prêts à faire tout ce qui est nécessaire*".

Le président français a néanmoins rappelé que les alliés de l'Ukraine n'étaient "*pas en guerre avec le peuple russe*", mais qu'ils ne voulaient "*simplement pas les laisser gagner en Ukraine*". BFMTV.com et leJDD 26 février 2024

J-C – La crise du capitalisme est entrée dans sa phase ultime et permanente disions-nous, les guerres doivent le devenir également comme on peut déjà l'observer depuis quand déjà, le 11 septembre 2001 pour certains, depuis la Seconde Guerre mondiale pour d'autres, ou encore depuis la Première Guerre mondiale, bref, pour ne contredire personne ou mettre tout le monde d'accord, disons depuis que le capitalisme est passé au stade impérialiste au début du XXe siècle. Pour les plus exigeants, depuis l'avènement du capitalisme quelques siècles plus

tôt. Mieux ou plus précis encore, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme et la division de la société en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables existent.

Faux sondage et vraie fabrication du consentement.

62% des Français en faveur des livraisons d'armes à Kiev et 38% défavorables, selon un sondage - AFP/RT 18 févr. 2024

La livraison d'armes françaises à l'Ukraine devrait se poursuivre selon 41% des personnes sondées, ou augmenter selon 21% d'entre elles, indique un sondage Ispos réalisé pour l'hebdomadaire La Tribune Dimanche, publié le 17 février au soir. Les partisans de l'aide militaire française sont toutefois en recul de 10 points de pourcentage par rapport à juin 2023.

38% des personnes interrogées ont néanmoins émis un avis défavorable, selon cette enquête d'opinion.

Selon près des trois quarts des personnes interrogées en France, la livraison à Kiev de matériel humanitaire (médicaments, nourriture...) doit être maintenue (44% des sondés) ou augmentée (32%).

L'opinion publique approuve par ailleurs en majorité (70%) les sanctions économiques imposées à la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine, contre 30% qui estiment qu'il faudrait les réduire.

Quant à l'accueil des réfugiés ukrainiens en France, 46% des sondés souhaitent qu'il se maintienne et 19% qu'il augmente. Quelque 35% veulent que cet accueil se réduise, soit 11 points de plus qu'en juin 2023, d'après le sondage. AFP/RT 18 févr. 2024

A propos de La Tribune.

La Tribune est un journal économique et financier français créé en janvier 1985.

Il est le principal concurrent du quotidien Les Échos jusqu'à l'abandon de son édition imprimée quotidienne, en janvier 2012, remplacée depuis par une édition hebdomadaire. C'est une filiale du groupe Hima, possédée à 100 % par Rodolphe Saadé depuis le 27 juillet 2023 à travers la société CMA CGM Médias.

Rodolphe Saadé est un chef d'entreprise et milliardaire franco-libanais.

Il est depuis novembre 2017 le dirigeant du groupe CMA CGM, l'un des leaders mondiaux du transport et de la logistique. Il est propriétaire des journaux La Provence, Corse-Matin et La Tribune via CMA CGM Médias. Sa famille est l'une des plus riches de France et du Liban, avec une fortune estimée à 41,4 milliards de dollars le 28 février 2023 par Forbes. fr.wikipedia.org

Il est perçu comme proche d'Emmanuel Macron. En juin 2022, il intègre le conseil d'administration d'Air France-KLM.

Tribune Dimanche couverture du 18 février 2024

A la Une.

Guerre en Ukraine.

- L'Europe s'unit contre Poutine.

- Emmanuel Macron accuse le maître du Kremlin de "*déstabiliser le monde*".

- La mort d'Alexeï Navalny réduit l'opposition russe au silence.

- Notre sondage : Le soutien des Français à Kiev faiblit.

Ceci explique cela. War game ou quand le régime français devient kamikaze.

Lecornu veut livrer les nouveaux drones de l'armée française à Kiev «*dans les prochaines semaines*» - RT 18 février 2024

«*Il est fort probable que nous assistions à des succès notables sur le terrain capacitaire en 2024*», a déclaré, optimiste, le ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu, le 18 février dans le JDD, avant de préciser que le «*premier exemple concerne le développement d'une nouvelle génération de drones kamikazes*».

Aux yeux du ministre, «*cela représente aussi une opportunité de tester au combat cette nouvelle génération de matériels*». RT 18 février 2024

Un « *engagement sur le long terme* » à soutenir un régime néonazi somme toute naturel.

Ukraine : Ottawa et Rome signent à leur tour des accords de sécurité bilatéraux avec Kiev - RT 24 févr. 2024

Ottawa indique que ce texte «*détaille les engagements clé et sur le long terme du Canada pour continuer à soutenir l'Ukraine*». Au total, le Canada fournira à l'Ukraine environ 2,2 milliards de dollars d'aide financière et militaire en 2024.

Volodymyr Zelensky avait annoncé un peu plus tôt avoir signé un accord bilatéral de sécurité avec l'Italie, dont la Première ministre Giorgia Meloni est également en déplacement en Ukraine. «*Ce document jette les bases solides d'un partenariat de sécurité sur le long terme entre l'Ukraine et l'Italie*», s'est réjoui le président ukrainien. Kiev a déjà conclu des accords de ce type avec plusieurs pays européens, comme l'Allemagne ou la France. RT 24 févr. 2024

Géo Trouvetou perd la boule.

Benjamin Netanyahou en sursis

https://www.voltairenet.org/?lang=fr

Mon commentaire.

Encore des élucubrations !

Le sort du peuple palestinien dépend avant tout des citoyens israéliens, comme Gideon Levy le dit à sa façon, à lire plus loin.

Tous les autres acteurs de la région sans exception sont hors-jeu, car ils défendent en premier lieu leurs propres intérêts qui sont incompatibles avec ceux des Palestiniens, parce que les intérêts de ces derniers nécessitent pour être satisfaits qu'il soit mis fin à l'existence d'Israël, ce qui est peu probable puisque Israël incarne au-delà du colonialisme anglo-saxon l'impérialisme stade suprême du capitalisme, le capitalisme ou régime économique qu'ils ont tous adopté.

Pour le journaliste israélien membre de la direction du quotidien Haaretz, Gideon Levy, Israël se retrouve face à un dilemme auquel ne sont pas encore parvenus la majorité des Israéliens, par conséquent on ne voit pas ce qui pourrait empêcher l'expulsion des Palestiniens de la bande de Gaza en Égypte, disons dans un premier temps :

Gideon Levy - Un État palestinien n'est peut-être plus une solution viable en raison des centaines de milliers de colons qui ont ruiné les chances d'en créer un. Mais un monde déterminé à trouver une solution doit proposer un choix clair à Israël : des sanctions ou la fin de l'occupation ; des territoires ou des armes ; des colonies ou un soutien international ; un État démocratique ou un État juif ; l'apartheid ou la fin du sionisme. Lorsque le monde se montrera ferme, en posant ces options de cette manière, Israël devra prendre une décision. Le moment est venu de forcer Israël à prendre la décision la plus fatidique de sa vie. Haaretz 18 février 2024

Voilà quelle présentation j'en ferai dans la prochaine causerie de mon blog (luttedeclasse.org):

Titre - En famille en tant de guerre. La confrérie de la société du spectacle vous a offert ce joyeux divertissement à la gloire de l'Armée Française et de la guerre.

Sous-titre - La panthéonisation de la collaboration de classes sous le signe du sionisme, tandis que Macron fricote avec les nazis Zelensky et Netanyahu.

En complément, un rappel :

- Comme le vieux monde est petit. Le choix de Bruel n'est pas dû au hasard, un acte de propagande, sordide, la preuve.

En réponse à cet article :

Alors quant à "*embrasser*" votre drapeau, ce sera sans moi !

Selon un chercheur et journaliste égyptien :

- Durant les années du président Hosni Moubarak, nous étions quelques milliers de personnes à préparer l'aide lors de chaque attaque israélienne contre la bande de Gaza, et à nous organiser pour accueillir les blessés dans les hôpitaux du Caire ou d'ailleurs, et permettre au public de leur rendre visite sans restriction. Malgré les critiques qui ont ciblé Moubarak concernant la relation de son régime avec les Palestiniens, la décision d'ouvrir le passage de Rafah a alors été une décision égyptienne, indépendante d'Israël.

Le général Nasr Salem, ancien chef du service de reconnaissance du renseignement militaire, explique ce changement de positions par le fait que « *les États-Unis fournissent une couverture politique internationale à Israël, ce qui empêche tout pays de l'attaquer* », illustrant son propos par les attaques américaines en Irak et au Yémen. Il estime ainsi que :

L'Égypte joue un rôle de médiateur neutre car si elle prend position, Israël empêchera l'aide d'entrer à Gaza, ou rejettera la médiation égyptienne. La perte sera donc plus importante pour les Palestiniens que pour l'Égypte. C'est pourquoi le Caire accepte de ne pas pouvoir en faire davantage, car l'alternative est la guerre, autrement dit combattre les États-Unis et l'OTAN.

Pour lui, le régime égyptien ressemble à « *celui qui tient l'eau dans sa main : s'il ferme le poing, il perd tout* ».

https://orientxxi.info/magazine/l-egypte-tergiverse-sans-toucher-a-sa-relation-avec-israel,7087

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Le G20 en famille avec les Etats-Unis.

En pleine guerre dans la bande de Gaza, la solution à deux Etats poussée au G20 - arabnews.fr/AFP 23 février 2024

Clôturant une réunion de deux jours des ministres des Affaires étrangères des pays de ce groupe, le chef de la diplomatie brésilienne Mauro Vieira a souligné devant la presse "*l'unanimité virtuelle en soutien de la solution à deux Etats comme la seule possible pour le conflit entre Israël et la Palestine*".

"*Il n'a pas dit juste +unanimité+ parce que toutes les interventions n'ont pas porté sur le sujet mais ceux qui se sont manifestés se sont montrés favorables, et ils ont été nombreux*", a expliqué à l'AFP une source diplomatique brésilienne, dont le pays assure depuis décembre la présidence tournante du G20.

"*J'ai demandé au ministre brésilien dans sa conclusion orale (...) d'aborder ce sujet et d'expliquer au monde qu'au G20 tout le monde était favorable à cette solution*" consistant en la coexistence d'Israël et d'un Etat palestinien indépendant, a déclaré à des journalistes le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. arabnews.fr/AFP 23 février 2024

Conseil de sécurité : Washington oppose de nouveau son veto à un appel pour un «*cessez-le-feu immédiat*» à Gaza - RT 20 févr. 2024

Malgré la pression internationale pour atténuer leur soutien à Israël, les États-Unis ont de nouveau empêché ce 20 février le Conseil de sécurité de l'ONU d'exiger un cessez-le-feu «*immédiat*» à Gaza, faisant circuler un texte alternatif sur une éventuelle trêve sous conditions. Le projet de résolution, qui exigeait «*un cessez-le-feu humanitaire immédiat qui doit être respecté par toutes les parties*», a recueilli 13 voix pour, une abstention (Royaume-Uni) et une contre, le troisième veto américain depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas.

Présenté par l'Algérie après plus de trois semaines de discussions, le texte s'opposait aussi au «*déplacement forcé de la population civile palestinienne*», alors qu'Israël a évoqué une évacuation des civils avant une offensive terrestre à Rafah où s'entassent 1,4 million de personnes dans le sud de la bande de Gaza. «*Un vote pour ce projet de résolution est un soutien au droit des Palestiniens à vivre. À l'inverse, voter contre signifie un soutien à la violence brutale et à la punition collective qui leur est infligé*», a commenté, juste avant le vote, l'ambassadeur algérien Amar Bendjama.

«*Nous appelons les membres du Conseil de sécurité à faire preuve de solidarité face à l'arbitraire de Washington, prêt à faire tous les sacrifices dans n'importe quelle région pour réaliser ses ambitions géopolitiques*», a fustigé le représentant permanent de la Fédération de Russie Vassily Nebenzia, saluant le projet «*solide et équilibré*» de l'Algérie. RT 20 févr. 2024

UE : Josep Borrell critique la "*ligne pro-israélienne*" de la présidente de la Commission européenne - aa.com.tr 26 février 2024

Dans une interview accordée, dimanche, au quotidien espagnol El Pais, Josep Borrell a eu des mots très durs à propos du voyage qu'elle a effectué à Tel-Aviv en octobre 2023, au cours duquel elle a offert le soutien inconditionnel de l'UE à la guerre contre le Hamas.

"*Ce voyage de Von der Leyen, avec une telle prise de position résolument pro-israélienne, sans qu'elle ne représente personne d'autre qu'elle-même dans une affaire de politique internationale, a eu un coût géopolitique élevé pour l'Europe*", a-t-il déclaré.

Il a également estimé que le soutien du président américain Joe Biden à Israël semble lui faire perdre des voix parmi la jeune base démocrate.

"*Le Hamas est une idée, et une idée ne peut être combattue que par une autre idée. Les plans de Netanyahu (Premier ministre israélien) pour Gaza sont inacceptables. Ils sèment les graines de la haine pour les générations à venir*", a-t-il déclaré au quotidien espagnol.

"*Je revendique le droit de critiquer les décisions du gouvernement israélien sans être considéré comme un antisémite. Ces deux choses n'ont rien à voir l'une avec l'autre*", a-t-il déclaré.

Il a également affirmé que la communauté internationale devait imposer une solution à deux États, en l'absence de volonté en ce sens de la part d'Israël.

Borrell a par ailleurs critiqué les États-Unis, pour leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à un cessez-le-feu dans la Bande de Gaza.

"*Même si ce n'est pas leur intention, ils donnent du pouvoir à Netanyahu*", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que si Israël a le droit de se défendre, son recours à la force a été "*disproportionné*".

"*Nous assistons déjà à une catastrophe : L'ONU a dû suspendre son aide et Israël se sert de la famine comme d'une arme de guerre, ce qui est contraire au droit international*", a déclaré Borrell.

- Le ministère de la Santé à Gaza a annoncé, lundi, que le bilan des victimes de la guerre israélienne sur la Bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 s'élevait à "29 782 martyrs et 70 043 blessés". aa.com.tr 26 février 2024

Israël : 1 508 soldats israéliens tués depuis le début de la guerre contre Gaza selon un institut d'études israélien - aa.com.tr 19.02.2024

Selon les chiffres d'un institut de sécurité israélien, rendus publics ce lundi, 1 508 Israéliens ont été tués et 14 341 autres blessés depuis le début de la guerre de Tel-Aviv contre la bande de Gaza, le 7 octobre 2023.

L'Institut d'études sur la sécurité nationale de l'université de Tel Aviv (privé) a publié ces données sur son site Internet, qu'il met à jour quotidiennement.

Il a rapporté que le bilan fait état de 574 officiers et soldats israéliens morts, soit le même bilan des militaires tués révélé par l'armée israélienne depuis le début de la guerre.

Selon ces chiffres, 16 Israéliens ont été tués depuis le début de la guerre près de la frontière libanaise, qui a débuté le 8 octobre, entre l'armée israélienne et les factions de la résistance au Liban ainsi que le parti libanais Hezbollah.

Les données de l'Institut israélien de sécurité nationale indiquent que "*134 Israéliens sont toujours détenus (par des factions palestiniennes) dans la bande de Gaza*".

L'institut a déclaré que le nombre d'Israéliens déplacés dans le sud et le nord d'Israël à cause de la guerre avait atteint les 217 921 personnes ce lundi.

Selon les chiffres, l'armée compte actuellement 295 000 soldats de réserve.

Selon le Centre d'études de l'Institut, plus de 11 000 missiles ont été tirés contre Israël depuis le début de la guerre, indiquant que 42 villes israéliennes ont été évacuées dans les zones proches de la frontière libanaise et que le nombre de personnes déplacées a atteint les 61 800 Israéliens.

D'après la même source, plus de 2 000 missiles tirés contre Israël depuis le début de la guerre en provenance du "*Liban et de la Syrie*", sans fournir de plus amples explications. aa.com.tr 19.02.2024

L'Iran salue la déclaration de l'UA qui appelle à la fin des crimes israéliens à Gaza - french.presstv.ir 19 February 2024

La déclaration a été publiée samedi 17 février lors du 37e sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a fermement condamné la sauvagerie israélienne et les attaques aveugles contre Gaza.

« *Rassurez-vous, nous condamnons fermement ces attaques sans précédent dans l'histoire de l'Humanité. Nous voulons vous rassurer de notre solidarité avec le peuple palestinien* », a dit Faki, tout en accusant Israël d'avoir « *exterminé* » les habitants de Gaza. french.presstv.ir 19 February 2024

Washington : des milliers de personnes manifestent pour exiger la fin de la guerre à Gaza - aa.com.tr 18 févr. 2024

Des milliers de manifestants se sont ressemblés, dans la soirée du samedi, devant le bâtiment du Congrès dans la capitale américaine, Washington, malgré le froid glacial pour exiger un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.

Les manifestants ont dénoncé les violations israéliennes à Gaza et le soutien de l'administration américaine à Tel-Aviv.

S'exprimant à Anadolu, Mohamed Qasim, membre du Mouvement de la jeunesse palestinienne (société civile), a déclaré qu'Israël continue de commettre un *"génocide"* à Gaza, depuis 130 jours.

Il a appelé les États-Unis à cesser de financer Israël dans sa guerre contre Gaza et à instaurer un cessez-le-feu immédiat.

De son côté, le professeur Steve Crowley, membre du corps professoral de l'Université d'Oberlin, a déclaré à Anadolu : *''Nous ne pouvons pas rester insensibles face au génocide en cours à Gaza''*.

Crowley a également appelé l'administration du président Joe Biden à cesser de fournir un soutien militaire à Israël.

La marche s'est poursuivie jusqu'au soir au milieu d'un déploiement sécuritaire important. aa.com.tr 18 févr. 2024

Gaza : le Président brésilien Lula accuse Israël de «*génocide*» - AFP/RT 18 févr. 2024

«*Ce qui se passe dans la bande de Gaza n'est pas une guerre, c'est un génocide*», a déclaré Luiz Inacio Lula da Silva Lula à la presse depuis Addis-Abeba, en Éthiopie, où il assiste à un sommet de l'Union africaine.

«*Ce n'est pas une guerre de soldats contre des soldats. C'est une guerre entre une armée hautement préparée et des femmes et des enfants*», a ajouté le dirigeant brésilien, vétéran de la gauche.

«*Ce qui se passe dans la bande de Gaza avec le peuple palestinien ne s'est produit à aucun autre moment de l'histoire. En fait, cela s'est déjà produit: lorsque Hitler a décidé de tuer les juifs*», a-t-il martelé. AFP/RT 18 févr. 2024

Le président du Brésil, Lula da Silva, décide de rappeler son ambassadeur en Israël, Frederico Meyer - aa.com.tr 20 février 2024

Le président du Brésil, Lula da Silva, a décidé lundi de rappeler son ambassadeur en Israël, Frederico Meyer.

Cette mesure intervient après que le dirigeant brésilien a été déclaré «persona non grata» en Israël, pour ses propos comparant la guerre qui sévit dans la bande de Gaza à la «Shoah».

Le chef de la diplomatie brésilienne, Mauro Vieira, a convoqué ce jour l'ambassadeur israélien au Brésil, Daniel Zonshine après que le président Lula a été déclaré «*persona non grata*» en Israël. aa.com.tr 20 février 2024

L'Union africaine a retiré son statut d'observateur à Israël - Press TV 19 février 2024

«*Israël n'est pas invité au sommet*», a précisé le samedi 17 février, la porte-parole du président de la commission de l'UA, Ebba Kalondo.

Après une décennie d'efforts diplomatiques et deux ans après son accréditation, Tel-Aviv est donc définitivement mis au ban de cette organisation.

En revanche, l'Union africaine a déployé le tapis rouge pour le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Mohammad Chtayyeh, qui a été longuement applaudi par les chefs d'État d'un continent largement engagé en faveur de la cause palestinienne.

«*Les Palestiniens défendent leur pays comme vous, en Afrique, avez défendu vos terres contre le colonialisme*», a déclaré Mohammad Chtayyeh aux dirigeants africains, lors du sommet de l'UA.

Ces derniers ont fermement condamné l'offensive israélienne, et l'ont considérée comme étant «*la plus flagrante*» violation du droit humanitaire international, selon la formule du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, qui s'est exprimé en premier et condamné Israël pour vouloir «exterminer» les habitants de la bande de Gaza.

C'est ensuite le président comorien, Azali Assoumani qui a remercié l'Afrique du Sud d'avoir porté plainte auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) pour dénoncer «le génocide qu'Israël est en train de commettre sous nos yeux».

À son tour, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, s'est inquiétée «*de la présence de représentants israéliens dans les locaux de l'Union africaine ces derniers jours*».

Ceci intervient alors que l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie a été aperçu dans l'enceinte du bâtiment de l'Union africaine.

Selon plusieurs sources diplomatiques, la directrice générale adjointe du ministère israélien des Affaires étrangères pour l'Afrique, Sharon Bar-li – la personne expulsée de l'UA en 2023 – enchaîne les rendez-vous discrets dans la capitale éthiopienne. Press TV 19 février 2024

Propagande israélienne de gros calibre (Consortiumnews.com) - Arrêt sur info 18 février 2024

Au beau milieu du feu d'artifice qui a vu les Chiefs de Kansas City remporter leur troisième championnat en cinq ans, les Américains qui ont regardé le Super Bowl ont été confrontés à un flot de propagande inhabituelle.

Le Super Bowl a été la retransmission américaine la plus regardée de tous les temps, avec plus de 123 millions de téléspectateurs. Certains disent que ce genre de publicité n'a pas de prix, mais apparemment, si, et ce prix se monte à 7 millions de dollars.

Entre les publicités habituelles pour des voitures et de la bière se trouvaient deux messages étranges : l'un de la Fondation pour la lutte contre l'antisémitisme (FCAS) et l'autre de l'État d'Israël lui-même. Tous deux étaient intimement liés au massacre en cours à Gaza, et tentaient d'attirer l'attention sur les crimes de guerre israéliens.

https://arretsurinfo.ch/propagande-israelienne-de-gros-calibre/

Inde : Refus d'expédier des armes vers « *Israël* »… Travailleurs portuaires indiens : nous ne contribuerons pas au meurtre d'innocents - french.almanar.com.lb 19 février 2024

Un syndicat représentant les travailleurs de 11 grands ports indiens a affirmé « *qu'il refuse d'opérer et d'expédier des livraisons d'armes vers Israël dans le contexte de la guerre en cours dans la bande de Gaza, quelques jours après la publication de rapports indiquant que des drones de fabrication indienne étaient expédiés vers l'entité d'occupation* », selon le journal British Independent.

Le Syndicat indien des travailleurs du transport maritime a déclaré dans un communiqué officiel « *qu'il a décidé de refuser de charger ou décharger des cargaisons d'armes en provenance d'Israël ou de tout pays pouvant gérer du matériel militaire pour la guerre en Palestine* ».

La déclaration publiée par le syndicat affirme : « *Nous, les travailleurs des ports, qui faisons partie des syndicats, nous nous opposerons toujours à la guerre et au meurtre de personnes innocentes telles que des femmes et des enfants* ».

Dans une interview accordée à Middle East Eye, T Narendra Rao, secrétaire général de la Fédération indienne des travailleurs du transport maritime, a déclaré « *qu'il boycotterait tout navire transportant des armes, des munitions ou des expéditions d'armes vers Israël* ».

La fédération a également déclaré au site d'information indien The Wire : « *Nous avons décidé que nous ferons notre devoir et que nous ne traiterons aucune cargaison chargée d'armes, ce qui aidera Israël à tuer davantage de femmes et d'enfants, comme nous le voyons et le lisons chaque jour dans les médias* ».

Le syndicat représente plus de 3 500 travailleurs dans 11 ports publics en Inde. C'est une filiale de la Confédération syndicale mondiale, un organisme international, et cette action a été inspirée par une récente réunion à Athènes où un certain nombre de représentants syndicaux ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens massacrés pendant la guerre.

Pendant ce temps, une co-entreprise contrôlée par le groupe Adani à Hyderabad a produit et livré plus de 20 drones de combat aux forces d'occupation israéliennes. Les drones Hermes 900, similaires à ceux récemment fournis par la société indienne Adani-Elbit Advanced Systems Ltd., sont largement déployés dans le cadre de l'offensive israélienne sur Gaza, qui a tué plus de 29 000 personnes, dont plus de 10 000 enfants.

Ni le gouvernement d'occupation ni New Delhi n'ont confirmé la vente, mais des sources à Adani ont confirmé à The Wire début février que l'exportation avait eu lieu. french.almanar.com.lb 19 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille en tant de guerre. La confrérie de la société du spectacle vous a offert ce joyeux divertissement à la gloire de l'Armée Française et de la guerre.

Vous aurez particulièrement apprécié :

- Le cortège des deux cercueils, portés au pas lent des soldats de la Légion étrangère, remonte le long de la rue Soufflot, qui mène au Panthéon.

- Le traditionnel « *Chant des Partisans* », toujours vibrant, est interprété par le Chœur de l'Armée Française.

La panthéonisation de la collaboration de classes sous le signe du sionisme, tandis que Macron frisotte avec les nazis Zelensky et Netanyahu.

En compagnie du « *camarade* » Macron !

Panthéonisation du résistant communiste Missak Manouchian : « *Vous entrez ici en soldat avec vos camarades* », salue Emmanuel Macron - Publicsenat.fr. 22 février 2024

Sont présents François Hollande, des ex-premiers ministres et… Marine Le Pen.

Devant lui, François Hollande est présent en tant qu'ancien Président. A sa droite, le premier vice-président du Sénat, le sénateur LR Mathieu Darnaud, représente Gérard Larcher, en visite officielle en Inde. Une brochette d'ex-premiers ministres juste derrière, avec de gauche à droite : Elisabeth Borne, Manuel Valls, Jean-Marc Ayrault, Lionel Jospin. Sont également présents des membres du gouvernement, et au premier rang, le député et numéro 1 du Parti communiste français, Fabien Roussel.

Malgré les réserves exprimées par Emmanuel Macron, Marine Le Pen, la leader d'extrême droite, héritière d'un courant de pensée politique que Manouchian a justement combattu, est bien présente, comme le relève Libération sur une photo.

La lettre d'adieu, terriblement émouvante, de Missak Manouchian à sa femme Mélinée

Cette cérémonie, pleine d'émotions, forte, a commencé sous la pluie, le vent. Le chanteur Patrick Bruel lit la lettre d'adieu, terriblement émouvante, que Missak Manouchian écrit à sa femme Mélinée. Publicsenat.fr. 22 février 2024

Comme le vieux monde est petit. Le choix de Bruel n'est pas dû au hasard, un acte de propagande, sordide, la preuve.

Patrick Bruel bientôt à l'affiche d'une série israélienne - I24news 7 août 2023

- Dans cette série intitulée "*Unité 8200*", l'acteur incarnera un ancien colonel de cette unité de renseignement d'élite de Tsahal.

Le chanteur s'est défendu d'avoir jamais financé d'une quelconque manière l'armée israélienne. Mais la Ligue de Défense Juive maintient qu'il a "*soutenu financièrement des organisations qui achètent du matériel pour l'armée israélienne*".

"*Patrick Bruel est un lâche et un menteur !*"... Voilà comment commence le communiqué posté sur la page Facebook de la LDJ

- "*Il a soutenu financièrement des organisations qui achète du matériel pour l'armée Israélienne, nous en sommes témoins car nous étions présents à ces soirées de gala ou nous y avons prêté mains fortes pour assurer la sécurité ! Il a même félicité nos membres pour notre combat ! Il aurait dû être fier d'avoir soutenu l'armée la plus morale du monde et celle grâce à qui il a pu venir se remplir les poches en faisant ses concerts en Israël !*" public.fr et rtl.fr 7 août 2014

Le chanteur Patrick Bruel, que l'on proclame « *porte-parole de l'armée de Tsahal* » et qui rendait légitimes les nombreux massacres perpétués par l'armée israélienne qu'il nomme « *dommages* collatéraux », dément pourtant les rumeurs selon lesquelles il financerait l'armée de Tsahal.

Le chanteur a en effet la mémoire bien courte puisqu'il n'hésitait pas jadis à déclarer que les tueries à Gaza n'étaient que les « *réponses* » à des « *provocations* », et à manifester aux côtés d'autres personnalités pro-sionistes comme l'animateur Arthur, brandissant des drapeaux tricolores et israéliens, pour « soutenir » le gouvernement israélien sans doute. alnas.fr 6 août 2014

SLT : Patrick Bruel, contre la décision de Barack Obama sanctionnant Israël (vidéo)

https://www.dailymotion.com/video/x58jdub

Bruel et Chouraqui marchent pour le soldat Shalit

https://www.dailymotion.com/video/xsxx32

J-C - De nos jours, on a le droit à la collaboration de classes au sein des institutions de la Ve République, Assemblée nationale, Sénat et Conseil économique, social et environnemental entre autres, mais aussi par l'intermédiaire du dialogue social entre les syndicats dits ouvriers et le patronat ou le gouvernement, autrefois il en fut de même sous la IIIe et IVe République, lors du Front populaire et au sein du Conseil national de la résistance où figurait l'Action française, gaullistes et membres de la SFIO et du PC, plus près de nous en juin 1981 avec un gouvernement incluant PS, PCF et le Parti radical de gauche de droite, les mêmes qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie, dans la magistrature, les médias mainstreams, des tint tanks, bref au sein de toutes les instances de pouvoir la collaboration de classes est institutionnalisée, la norme.

Un complément à la mémoire du "*bien-aimé*" et si "*brave homme*" feu Badinter.

En ouvrant le lien ci-dessous :

https://www.tribunejuive.info/2014/09/03/patrick-bruel-fait-amende-honorable/

J-C - ...impossible d'accéder au contenu de cette page sans retirer celle qui apparaît sur la quasi-totalité de l'écran, et de qui est-elle signée, je vous le donne en mille : Publicis ! Cela ne s'invente pas, vous pouvez le vérifier.

https://www.publicisgroupe.com/fr/splash

Publicis connecte toutes ses expertises de manière intégrée grâce au Power of One, pour accompagner ses clients et les aider à gagner dans un monde de plateformes. Arthur Sadoun

Arthur Sadoun, petit-fils deCharles Sadoun, médecin, et de Gabrielle Lévy Alvarès, arrière petite nièce de David Lévi Alvarès, le fils d'Abraham Lévi Alvarès (1769-1836), né au sein d'une famille séfarade.

Marié avec Anne-Sophie Lapix en 2010, la fille du riche promoteur immobilier Claude Lapix, qui présente le journal de 20 heures de France 2 depuis septembre 2017. Depuis juin 2017, il est le président du directoire de Publicis. (Source : Wikipedia)

La dictature du capital doit être l'unique norme.

Les normes font-elles vraiment perdre 60 milliards d'euros aux entreprises françaises, comme l'affirme Gabriel Attal ? - Francetvinfo 20 février 2024

Lors de son discours de politique générale, mardi 30 janvier, devant l'Assemblée nationale, Gabriel Attal a exprimé son souhait d'alléger "*le fardeau des règles et des normes*" pesant sur les entrepreneurs français. "*Il a été évalué que chaque année, ce sont 60 milliards d'euros que nous perdons à cause des démarches et des complexités de notre quotidien*", a avancé le Premier ministre. Un chiffre qu'il a répété dans un entretien au Parisien, samedi 10 février.

Les normes, ce sont l'ensemble des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, circulaires, codes, directives et autres règlements. Un cadre juridique dans lequel les activités économiques des entreprises – entre autres – s'exercent.

Derrière ces chiffres, comment pèsent les réglementations sur l'économie des entreprises ? Trois principales sources de dépenses sont pointées dans le rapport sénatorial : les charges administratives, les coûts de mise en conformité de base et les coûts d'administration et de contrôle. Guillaume Poitrinal milite pour un assouplissement de ces normes depuis de nombreuses années. L'entrepreneur et ex-coprésident du Conseil de la simplification pour les entreprises déplore notamment "*des autorisations de mise sur le marché en France qui sont plus lentes qu'à l'étranger*".

Les normes sont donc coûteuses pour les entreprises, mais elles s'avèrent souvent utiles. « *Les normes du travail ont pour principal but d'assurer la sécurité* », nuance Pascal Caillaud, juriste en droit social, chercheur au CNRS et professeur à l'université de Nantes.

Tantôt utiles, tantôt contraignantes, les normes demeurent un grand chantier politique. Les dernières annonces du gouvernement sur le lancement d'un chantier de simplification semblent en tout cas relever du serpent de mer : François Hollande, avec son "*choc de*

simplification" en 2013, et Emmanuel Macron, lors de son premier quinquennat, s'y étaient déjà attaqués. En décembre 2023, le sénateur Olivier Rietmann, élu des Républicains en Haute-Saône et co-auteur du rapport de juin 2023 sur la sobriété normative, a aussi déposé un projet de loi transpartisan à ce sujet.

Le texte sera examiné par le Parlement en mars prochain. Francetvinfo 20 février 2024

Le ministre français des armées présente la guerre contre la Russie - agauche.org 20 février 2024

https://agauche.org/2024/02/20/le-ministre-francais-des-armees-presente-la-guerre-contre-la-russie/

Silence complet à gauche sur l'alliance militaire franco-ukrainienne - agauche.org 21 février 2024

Il est impossible de se voiler la face. La signature de l'accord France-Ukraine dans le cadre du conflit armé entre l'Ukraine et la Russie amène la France à s'impliquer, dans une logique de s'impliquer toujours davantage.

La France forme des soldats, donne des milliards d'euros, alimente en obus et en obusiers, fournit des drones militaires, etc. Et elle compte étendre son armée, clairement pour une intervention.

Si on était dans les années 1930, cela aurait fait naturellement la Une du Populaire et de l'Humanité, les quotidiens des socialistes et des communistes. Nous assumons la filiation quant à cette Gauche historique.

Quant au reste, quel désastre ! L'alliance France-Ukraine semble ne même pas exister. Cela reflète la réalité sociale de la « *gauche* » qui en réalité accompagne le capitalisme de l'intérieur, dans une version « *sociale* ».

Le PCF ne dit rien. La France insoumise ne dit rien. Le NPA est divisé en deux factions conservant ce nom, mais aucun ne dit rien. La Gauche républicaine et socialiste ne dit rien, mais l'une de ses principales figures, Marie-Noëlle Lienemann, dit tout de même que le soutien au régime ukrainien est « *indispensable* ».

Le Parti socialiste ne dit rien, mais sa tête de liste aux élections européennes de 2024, Raphaël Glucksmann, en a profité pour expliquer que l'Union européenne devait… passer en économie de guerre, pour affronter la Russie d'une manière… ou d'une autre.

« *Ce que j'estime, c'est que la France devrait augmenter ses capacités de production. On ne va pas livrer toutes nos munitions, par contre ce qu'on va faire, ce qu'on devrait faire si on avait un leadership courageux qui comprend les enjeux, et bien on devrait aujourd'hui passer en mode économie de guerre sur la production.*

On devrait passer des contrats à long terme avec nos industriels, ce qui n'est toujours pas fait. On devrait aller écouter le président tchèque qui dit qu'il y a 800 000 obus disponibles sur le marché international et que donc on pourrait les acheter en commun à l'échelle européenne et les envoyer en Ukraine.

Et on ne le ferait pas simplement par solidarité, ou comme vous l'avez dit par morale, on le ferait pas intelligence et par égoïsme même. Parce qu'on sait que c'est notre intérêt vital.

Et je vais vous dire une chose Apolline de Malherbe : si nous le faisons pas maintenant et que le front ukrainien s'effondre, les questions que nous devrons nous poser dans un an ou dans deux ans seront infiniment plus douloureuses que celles que vous me posez.

Les questions qu'on devra se poser c'est « quel type d'homme on envoie crever en Lettonie», ça sera ça les questions qu'on devra se poser.

Donc si vous voulez vous éviter ces questions, si vous voulez vous éviter que des soldats français aient à crever, et bien il faut aujourd'hui aider ceux qui crèvent pour nous autant que pour eux. »

L'Union communiste libertaire ne dit rien, la CNT ne dit rien, la CNT-AIT ne dit rien, la CNT-SO ne dit rien, la Fédération anarchiste ne dit rien, le PCOF ne dit rien, l'UPML ne dit rien, Unité communiste ne dit rien, le PCRF ne dit rien.

Lutte ouvrière se contente d'une brève sur Twitter pour dénoncer les marchands de canon.

Initiative communiste, l'organe du PRCF, ne dit rien non plus, pas plus que Révolution permanente. C'est intéressant, car Lutte ouvrière, le PRCF et Révolution permanente dénoncent normalement l'Otan et la fuite en avant vers la guerre… Mais c'est de l'incantation, ils n'y croient pas vraiment, ils en parlent une fois par mois, et c'est tout.

En fait, personne ne croit réellement en la guerre. C'est une « *possibilité* », mais c'est considéré comme nullement inévitable. Le capitalisme aurait tendance à aller à la guerre, cependant on ne marcherait nullement, comme des zombies, à la troisième guerre mondiale de repartage du monde.

Nous, qui sommes seuls fidèles à la Gauche historique, qui avons annoncé le conflit en Ukraine six mois avant son déclenchement, sommes fiers de ne pas ressembler à ces gens intégrés dans le capitalisme, fantasmant sur la « *république* » ou *« l'écriture inclusive* », les syndicats ou les LGBT.

Nous portons le drapeau rouge et, tout comme Rosa Luxembourg et Lénine, nous soulignons que la guerre est inéluctable à moins que le Socialisme ne l'empêche, et que de la guerre sinon sortira le Socialisme. Les 5-10 années qui viennent vont être folles – folles de militarisme, folles de dépression capitaliste – et il faut être à leur hauteur!

https://agauche.org/2024/02/21/silence-complet-a-gauche-sur-lalliance-militaire-franco-ukrainienne/

Santé.

Une analyse indépendante des données des 30423 patients soignés à l'IHU-Méditerranée Infection donne des résultats encore meilleurs que ceux initialement annoncés par les équipes de l'IHU - France-Soir 19 février 2024

https://edition.francesoir.fr/societe-sante/une-analyse-independante-des-donnees-des-30423-patients-soignes-l-ihu-mediterranee

---

Voilà ce qui arrive lorsqu'on ignore la nature exacte d'un régime.

L'analyse du professeur Perronne concernant la loi sur les dérives sectaires : « *Elle dépolitise la médecine et resanctuarise la relation entre le patient et son médecin* »

https://www.francesoir.fr/sante/loi-sur-les-derives-sectaires-le-professeur-perronne-analyse-que-cela-revient-depolitiser-la

Le professeur Perronne :

- Si cette loi avait été en vigueur depuis le début de la crise Covid, les autorités auraient-elles tenu les mêmes discours ? Auraient-elles été d'une rigueur irréprochable pour ne pas tomber sous le coup de cette loi ?

- Si cette loi avait existé le 12 juillet 2021, le président Macron aurait-il pu à la télévision faire 12 assertions scientifiques infondées ?

- Cette loi permettra probablement de revenir au pouvoir de la vraie science médicale et des procédures normales, avec de réelles analyses des bénéfices et des risques. Rappelons que les données médicales et de santé publique évoluent tous les jours.

- Quelque part, c'est la rigueur et le bon sens qui reviennent. Je le souhaite.

J-C - Il est très naïf le professeur Perronne, il n'a pas l'air d'avoir assimilé la nature totalitaire du régime qu'incarne Macron, il se fait de graves illusions sur les représentants de l'oligarchie au pouvoir, dont celle qui contrôle l'industrie pharmaceutique et plus largement la pratique de la médecine en France.

C'est un légaliste, cela signifie qu'il voue un culte aux institutions en place qu'ils estiment légitimes, au point d'oublier que Macron et son ministre de la santé, plus largement les autorités sanitaires de ce pays, ont agi sans se soucier non seulement du bien-être de la population, mais aussi de savoir s'ils violaient une loi ou des principes dont ils n'avaient que faire.

Autrement dit, le professeur Perronne commet une grave erreur d'analyse en leur prêtant l'intention de respecter je ne sais quelle loi écrite ou non ou même la Constitution. Si à un moment donné l'idéologie et les intérêts qu'ils servent leur commandent d'agir sans en tenir compte, ils n'hésiteront pas à les contourner ou à les réécrire pour mieux les violer, même si

c'est au risque de commettre un massacre, ce dont ils ont parfaitement conscience et ne se soucient guère, puisqu'ils détiennent le pouvoir absolu ou personne ne sera en mesure de leur contester ou de les menacer en tant que juges et parties, il en va ainsi sous ce genre de régime autoritaire.

Parce que le professeur Perronne ignore la nature exacte du régime, il va continuer d'y être subordonné, par conséquent il refusera obstinément de rompre avec lui, il est même prêt à la première occasion à lui attribuer encore de bonnes intentions, comme si l'expérience qu'il venait de vivre n'avait jamais eu lieu ou il n'en avait tiré aucun enseignement politique, bien qu'il savait pertinemment à quoi s'en tenir. Partant de là, vous comprendrez aisément pourquoi l'immense majorité des travailleurs qui n'avaient pas analysé cet épisode avec tant d'acuité, n'en seraient pas capables non plus ou ne feraient pas mieux que le professeur Perronne. Il ne faut donc pas s'étonner, si on en est toujours au même point, si on n'a pas progressé d'un millimètre, pourquoi ils continuent de tomber dans le piège que constitue chaque mystification concoctée par le pouvoir en place.

Quand on évoque la nature du régime, on veut parler des rapports qui existent entre les classes et tout ce qu'il y a autour, leurs représentations politiques, les institutions, etc. le tout étant déterminé par des conditions économiques et sociales qu'il faut évaluer...

On a déjà abordé cette question une multitude de fois dans les causeries pour justifier les caractérisations auxquelles j'étais parvenu, parfois avec des nuances ou variations en fonction des circonstances ou des évènements, et non des approximations fournies à la légère, encore moins des contradictions, sans toutefois en modifier l'orientation ou la tendance fondamentale qui se dégage des rapports entre les classes et de la crise du capitalisme, qui en dernière analyse définissent la nature du régime.

Par exemple, on peut affirmer que le régime est antidémocratique, fascisant avec des relents nazis, ou qu'il est engagé sur une pente autoritaire ou totalitaire, etc. finalement cela veut dire à peu près la même chose, on se comprend, on comprend ce que cela signifie, c'est l'essentiel, c'est suffisant. Comment cela ? Parce qu'on ne collabore pas avec un tel régime, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Or, chez les différents acteurs politiques ou sociaux, auriez-vous observé un changement de ton ou de comportement vis-à-vis du régime et ses représentants depuis qu'il a emprunté ouvertement cette orientation fascisante ? Non, pas vraiment. Qu'en déduisez-vous ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement.

Un autre exemple, Mélenchon et sa clique de bras cassés, LFI, les composantes de la défunte NUPES, je les ai caractérisés de droite, de fausse gauche, de sociaux-démocrates dégénérés, de charlatans, d'escrocs ou d'illusionnistes, de collabos ou de traitres, ils l'ont prouvé des centaines de fois, on n'a même pas besoin d'interpréter leurs discours ou faits et gestes, ils parlent d'eux-mêmes, méthode d'une efficacité redoutable qu'avait adoptée le professeur Perronne, qui fit merveille, ne fut jamais démentie ou ne lui valut aucune poursuite en justice pour diffamation, les faits en somme, que les faits.

Si vous voulez, c'est aussi simple qu'un homme d'1,60m qui pèserait 90 kilos, on dirait de lui qu'il est gros, énorme, obèse, gras comme un cochon,

Commentaires d'internautes.

1- Mais ce texte est écrit en novlangue, pas en français.

Les rédacteurs de cette loi, sont, eux, ni impartiaux, ni honnêtes, et les juges qui vont s'appuyer sur cette loi ne le seront pas plus.

Et le champ d'application (d'agression, plutôt) de cette loi s'appelle liberté d'expression.

2- Même si je respecte énormément le Pr Perronne, je ne crois pas qu'un tel texte aurait pu empêcher ou limiter l'influence inadmissible de certains politiques et empêcher l'influence des lobbies et des laboratoires pharmaceutiques ....

Le regard qu'il porte sur cette loi me semble bien trop optimiste...

Pour que ce texte soit une avancée et non une censure déguisée il faudrait au minimum :

1) que l'on puisse identifier les scientifiques qui disent la vérité et ceux qui sont corrompus ou incompétents : il suffit de voir de quelle manière on a (essayé) de discréditer Mme Henrion-Caude ou le Pr Raoult pour s'apercevoir que ce n'est pas le cas.

2) qu'il n'existe pas de pouvoir suffisamment fort pour que ce qui est un mensonge scientifique soit pourtant proclamé comme étant une vérité scientifique : on en est loin quand on voit ce qui a été dit sur l'hydroxychloroquine et l'ivermectine.

3) il faudrait que la justice punisse tous ceux qui essayent de faire taire ou peur aux scientifiques ou aux médecins honnêtes...alors que dans la réalité la justice a laissé ces personnes être radiées, licenciées ou privées de revenus.

Dans un monde honnête et non-corrompu, cette loi pourrait apporter des avancées, mais ce monde n'est pas la réalité!

Le monde réel c'est qu'il existe des pouvoirs suffisamment forts pour qu'un mensonge soit affiché comme une vérité scientifique, et que dans ce monde réel, et avec cette loi, des personnes qui disent pourtant la vérité pourraient être condamnées.

Avec cette loi combien de personnes par peur des sanctions se seraient-elles abstenues de parler ?

Comme moi, il y a des milliers de simples citoyens qui n'ont jamais cessé de transférer des messages pour alerter ou des articles de France Soir pour informer... Pensez-vous que nous avons tous les moyens de risquer des poursuites, des amendes...ou un licenciement ?

En France quelle autorité (sanitaire, médicale ou juridique) reconnaît les chiffres des effets secondaires graves dus à la vaccination, l'absence de dangerosité de l'hydroxychloroquine aux doses normales ou la surmortalité parmi la population causée par les vaccins ARN ?

Des scandales sanitaires tels que feux du médiator, de l'amiante, de Tchernobyl, du Distilbène et tant d'autres auraient été étouffés avec ce texte!

Aujourd'hui France Soir, un journal honnête et courageux, risque de perdre son agrément pour avoir publié des articles dignes de vrais journalistes et laissé la parole à de vrais scientifiques, à des personnes honnêtes... voilà la réalité.

Dans ce contexte, je pense qu'il faut combattre cette loi... simplement parce qu'elle est proposée et écrite par des malfrats qui sont au service de l'argent.

3- Je ne partage pas l'optimisme de Christian Perronne sur le côté positif de cette loi. Veran a bien dit qu'il s'en servirait pour attaquer Raoult. Et que veut dire "*dérives sectaires*". Est-ce que critiquer la politique sanitaire (ou plutôt anti sanitaire!) est une "*dérive sectaire*"! C'est bien l'objectif de cette loi scélérate : empêcher la critique, censurer et encore censurer. Je ne crois pas une seconde que ça rendra les gouvernants prudents dans leurs déclarations, puisque eux, par définition, ils ne sont pas "*sectaires*". Et pourtant..... ils le sont! Mais ceux qui le diront feront l'objet de "*dérives sectaires*"!

4- La différence entre le monde d'avant et le monde de 2024 ?

Avant les politicards qui étaient corrompus, ne voulaient pas que le monde le sache, ils le cachaient, le niaient, car ils en avaient honte. Mais de nos jours, le fait d'être un politicien qui défend les intérêts d'un lobby quelconque est devenu normal. La gestion du covid-19 par les politiciens et des médecins payés par les grands laboratoires pharmaceutiques a été un élément révélateur.

Russie.

Forum international à Moscou pour lutter contre les pratiques modernes de néocolonialisme - sanasyria.org 16/02/2024

Avec la participation de la Syrie, le forum international pour les partisans de la lutte contre les pratiques modernes de néocolonialisme a été ouvert aujourd'hui et a été organisé par le Parti Russie Unie dans la capitale russe, Moscou, sous le thème "*Pour la Liberté des Nations*".

Le Président russe Vladimir Poutine a déclaré dans un message adressé aux participants au forum : "*Le néocolonialisme est une disgrâce et un héritage honteux d'une ère qui a duré des siècles dans le pillage et l'exploitation des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine*".

Poutine a expliqué que la Russie a beaucoup fait pour démanteler les bases du système colonialiste, soutenir les mouvements de libération nationale et apporter une assistance aux pays indépendants pour garantir la sécurité et le développement économique et pour résoudre les problèmes sociaux.

Le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué que le système d'exploitation représenté par les pratiques du néocolonialisme est injustifiable, et l'alternative constructive est d'établir un système multipolaire plus juste et durable pour les relations

internationales basé sur la Charte des Nations Unies et le principe d'égalité en matière de souveraineté entre les Nations.

De son côté, le représentant du Parti Baas arabe socialiste, membre de la Direction centrale, Mahdi Dakhlallah, a fait savoir dans l'allocution du parti : "*Un développement dangereux s'est produit dans la nature du néocolonialisme, dont la menace ne se limite pas à des peuples spécifiques, mais à toute l'humanité, y compris les peuples des pays d'hégémonie et le néocolonialisme lui-même*". sanasyria.org 16/02/2024

Argentine.

Argentine: face à l'austérité de Javier Milei, le climat social se tend - RFI 24 février 2024

Deux mois après le début du choc d'austérité décrété par Javier Milei, la situation sociale se tend considérablement en Argentine. Après les cheminots mercredi dernier et les professionnels de santé jeudi, une grève des enseignants et de la fonction publique est prévue lundi. Vendredi 23 février 2024, des milliers de personnes ont manifesté et coupé des axes routiers à travers tout le pays à l'appel des organisations sociales.

L'impuissance et la colère. « *Mon fils me dit :* "Maman, je veux du pain", *mais je ne sais plus comment faire pour nourrir mes enfants, je dois décider entre leur donner à manger le matin ou le midi.* » Doli Leon travaille dans une soupe populaire à Lomas de Zamora, dans le sud de Buenos Aires. Depuis son arrivée pouvoir, Javier Milei a suspendu l'aide alimentaire que le gouvernement envoyait aux quelque 38 000 soupes populaires du pays alors que le prix des aliments a bondi de 50%. *« Avant, on distribuait des repas trois ou quatre fois par semaine, maintenant seulement une fois par semaine. C'est aussi pour ça qu'on manifeste*. »

3,5 millions d'Argentins pauvres en plus

Le gouvernement affirme vouloir remettre à plat le système d'aide publique alimentaire pour éliminer les intermédiaires. Mais entre-temps, les gens souffrent, s'alarme Susana. « *La nourriture est extrêmement chère, les salaires n'ont pas augmenté, et voir des gens fouiller les poubelles pour trouver quelque chose à manger, c'est vraiment révoltant.* »

Selon une estimation de l'Université Catholique Argentine, depuis le mois de décembre, plus de 3,5 millions d'Argentins sont tombés dans la pauvreté qui concerne désormais 57% de la population. « *Que veut-il, s'emporte Virginia, que la population meurt de faim ? Le président doit s'en aller ! En 2001, on a fait démissionner un président, et ça pourrait se reproduire*. »

LE SOCIALISME

Le 4 mars 2024

Demain j'ajouterai des documents, je n'ai plus le temps aujourd'hui.

Arguments pour lutter contre la régression sociale et la guerre.

Quand le progrès social bénéficie à la majorité d'un peuple au détriment d'un ou plusieurs autres, elle est portée à se satisfaire ou à se contenter de sa condition et à légitimer le régime en place, pire, à cautionner tous ses forfaits, crimes ou guerres pour préserver ses privilèges, et plus longtemps cette situation durera, plus son niveau de conscience politique aura tendance à régresser au lieu de progresser.

Voilà ce qu'on a pu observer tout au long du XXe siècle, plus particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qui offrit au capitalisme une occasion de se refaire temporairement une santé, et de renforcer son pouvoir économique et son emprise politique sur tous les peuples, qui furent les uniques victimes ou perdants de cette guerre sur fond de trahison ou abandon du socialisme.

Ce constat ou ces rapports entre les classes, la plupart des militants le rejettent ou ils ne veulent pas en entendre parler, ils préfèrent se réfugier derrière des formules ou des théories rabaissées au rang de dogmes putréfiés, qui ne permettent pas de rivaliser ou de lutter contre l'idéologie de la réaction et sa philosophie nihiliste aux effets dévastateurs, ils se décomposent à leur tour.

On n'a pas compris, semble-t-il, que, si toute lutte sociale est politique, la combinaison de deux facteurs va jouer un rôle déterminant dans l'évolution du niveau de conscience des masses ou la manière dont elles interprèteront leurs rapports au capitalisme ou la place qu'elle occupe dans la société, à savoir, les conditions objectives dans lesquelles cette lutte a lieu, conditions qui vont subir de profondes transformations en fonction du développement du capitalisme mondial, et la manière dont cette lutte est conduite ou son orientation politique.

La combinaison de ces deux facteurs va déterminer les enseignements qu'en retiendront les masses pour la suite de leur combat ou influencera leurs rapports avec le régime capitaliste et ses institutions, de telle sorte que l'interprétation qu'elles en feront sera profondément gravée dans leurs cerveaux pour longtemps.

On aura compris que l'orientation politique dans laquelle se déroule la lutte de classe du prolétariat est capitale pour la suite de son combat, et selon qu'elle aura un contenu révolutionnaire ou réactionnaire, il pourra en tirer profit pour poursuivre son combat jusqu'à son émancipation du capital ou il y sera subordonné et il pourra faire une croix dessus.

Ce n'est pas le progrès social en soi qui est en cause ici, mais l'interprétation politique que les masses en font, ainsi que les partis politiques qui les représentent, puisqu'ils sont devenus étrangers au socialisme ou ils le combattent.

Le capitalisme a poursuivi et accéléré sa mondialisation depuis 1945, je pense qu'on est au moins d'accord sur ce point. Par conséquent, chaque analyse ou toute interprétation politique doit inclure ce facteur, car sachant que le développement du capitalisme est inégal d'un pays ou d'un continent à l'autre, ce qui se passe dans un pays est forcément lié à ce qui se passe dans d'autres pays, sans qu'il soit nécessaire de rappeler qu'il existe des puissances impérialistes, des pays dominants ou colonisateurs et des pays dominés ou colonisés dont l'indépendance ou la souveraineté politique sont à prendre au conditionnel, puisque leur statut politique est soumis à des contraintes économiques (et militaires) qui leur sont imposés…

Bref, chacun aura compris qu'aujourd'hui plus que jamais le sort d'un exploité ou d'un opprimé, ses conditions de travail et d'existence dépendent de ceux qui existent dans d'autres pays, car ils subissent tous la division internationale du travail, ainsi que les règles cruelles imposées par les gangsters de la finance qui essaiment la planète, dès lors leur lutte sociale ou politique doit impérativement inclure cette dimension internationale ou mondiale si elle ne veut pas avoir un contenu réactionnaire.

En quelque sorte, il aurait fallu signifier aux masses lors de chaque lutte, que le bonheur des uns se fait forcément au détriment du malheur des autres, d'autres travailleurs quelque part dans leur pays ou ailleurs dans le monde, sans vouloir les culpabiliser ou les en accuser évidemment, mais parce que c'est la stricte vérité, car en économie non plus rien ne se perd ne se crée mais tout se transforme, ce qui signifie par exemple, que si vous arrachez une classe, un prof ou un surveillant de plus dans l'école de va votre enfant, le ministère de l'Education en fermera une ailleurs, il supprimera des postes dans un autre établissement.

Dites-vous bien que votre salaire, vos avantages sociaux, votre niveau de vie, ne correspondent pas forcément à une partie de la plus-value que vous auriez produite, c'est d'ailleurs de moins en moins le cas en occident, en France dans une société largement dédiée aux services (79%), où la production industrielle ne représente plus que 19% environ du PIB, où l'endettement de l'Etat français a dépassé 3000 milliards d'euro (décembre 2023), comment expliquer autrement cette anomalie qui ressemble de plus en plus à une subvention du marché de la consommation, sinon par le maintien dans le sous-développement économique et social, la pauvreté et la précarité absolue des trois quart des 8 milliards de travailleurs et leurs familles, sans oublier toutes les guerres qu'ils subissent.

Tandis que les tenants du capitalisme nous vantent le développement économique ou les progrès sociaux réalisés dans certains pays qu'on appelait hier encore le tiers-monde, développement sur fond de surexploitation, on s'aperçoit qu'au même moment les masses des pays occidentaux sont soumises à une régression sociale généralisée, à la dislocation des services publics, des couches entières des classes moyennes disparaissent ou sombrent dans la pauvreté et la précarité, plus de 300.000 travailleurs et leurs familles sont clochardisés ou dorment dans la rue ou des abris de fortune…

Bref, le transfert de capitaux d'un pays ou d'un continent à un autre permet aux plus riches d'accroître leur fortune, pendant que la division international du travail participe à la répartition de ce qui reste entre chaque travailleur du monde entier, certains verront leur part

augmenter moyennant des sacrifices inouïs, je n'ose pas appeler cela une chance, en Inde je suis bien placé pour observer de quelle manière cela se traduit, d'autres verront leurs conditions se dégrader, et malheur à tous ceux qui en sont exclus.

Le capitalisme ne possède aucune vertu morale ou humaniste, il n'en a jamais eu, il en est incapable, c'est incompatible avec sa raison d'être, avec les lois de fonctionnement qui le régissent et dont il est esclave lui-même. Il fonctionne en circuit fermé, ce qu'il donne d'une main, il doit le reprendre d'une autre main, peu importe laquelle.
C'est la combinaison du développement économique et de la lutte de classes qui a produit le progrès social, ce qu'ignore la plupart des militants et des travailleurs. Retirez la lutte de classes et le progrès social disparaît, sauf quand il était indispensable au fonctionnement de la machine du capitalisme, et encore, il fallait voir dans quelles conditions.

En Inde, tous les Indiens que je côtoie travaillent, ils sont pauvres et ils sont voués à la précarité jusqu'à la fin de leur vie. Leur revenu a augmenté considérablement, cela leur a permis d'acquérir des biens matériels, mais surtout de régler des factures ou charges nouvelles et incompressibles, eau, électricité, gaz, assurance, essence, frais scolaires, téléphone, abonnement TV, Internet sans oublier le crédit et des dettes personnelles, au détriment de leur alimentation, de leur santé, de l'entretien de leur deux-roues à moteur et de leur habitation, de leur habillement, de leurs enfants qui n'auront jamais de jouets ou qui ne partiront jamais en vacances, ils ne font pas de sports non plus, ils n'ont le droit à aucune distraction ou exceptionnellement, et pour survivre ils triment 6jours/7 sans congés ou avantages sociaux…

Bref, une vie d'esclave en guise de progrès social au détriment de leur liberté, avec en prime des rapports exécrables entre eux sur fond de corruption généralisée, sans droits sociaux ou politique hormis le droit de vote et de s'organiser, et la journée de travail de 8 heures, avec dérogation jusqu'à 12 heures par jour, un cauchemar. Quand un Indien s'adresse à un fonctionnaire ou à un patron, il baisse la tête et lui donne du « *sir* » (monsieur) en veux-tu en voilà, c'est plus une marque de soumission que de respect, c'est la norme sous ce régime archaïque, semi-féodal, dictatorial que les Indiens haïssent sans pouvoir y changer quoi que ce soit.

Les membres des classes moyennes sont logés à la même enseigne, ils font aussi profil bas, à ceci près qu'au lieu d'attendre d'être rackettés ils casquent d'emblée ! Ils ont plus de frics, ils peuvent se payer une bagnole et des serviteurs, ils vivent dans des maisons spacieuses ou confortables, à ceci près qu'ils en profitent très peu, encore moins que les pauvres car ils sont totalement dévoués à leur patron auquel ils ne peuvent rien refuser, et pour ne pas le décevoir, ils font du zèle. Ah pour consommer, ils consomment et achètent un tas de conneries, des tas de bijoux en or par exemple, il faut bien qu'ils se distinguent des pauvres, ils peuvent même se payer des vacances, très courtes évidemment, ils les passeront principalement dans leur bagnole ou dans un hôtel, on ne peut pas dire qu'ils ne savent pas vivre, ils ignorent ce que cela signifie. Ils peuvent se soigner dans une clinique privée et envoyer leurs rejetons dans une école privée, il faut bien que leur fric serve à quelque chose, les vases communicants comme toujours. Bref, on ne les envie pas.

Je viens de vous donner un exemple de ce que peut signifier le progrès social version capitaliste, c'est-à-dire lorsqu'il est davantage le produit du développement économique plutôt que la lutte de classe des exploités qui est quasi-inexistante ici, ce n'est pas génial, n'est-ce pas ! C'est ce que vous avez commencé à vivre ces dernières décennies en France,

depuis que le mouvement ouvrier s'est littéralement disloqué sous la pression du néolibéralisme, à moins d'un sursaut qui à l'heure actuelle demeure hypothétique, s'ils décidaient de passer à l'économie de guerre, ils pourraient en profiter pour remettre en cause une partie des congés payés, le 13e mois, augmenter la durée du travail hebdomadaire, repousser encore l'âge du départ à la retraite, etc.

Il y a urgence à renouer avec le socialisme et à subordonner chaque lutte à la nécessité de renverser le capitalisme et ses institutions, mais pour que des travailleurs adoptent cet objectif, il faut leur expliquer ce qui s'est réellement passé au XXe siècle, pourquoi nous en sommes arrivés là, et cesser de leur raconter des balivernes.

En complément.

Je viens de tomber sur un article révélateur, et je ne peux pas résister à l'envie de vous le communiquer. Je trouve la réaction de ces gens-là surréaliste.

On ne fait décidément pas partie du même monde, je me demande comment on pourrait se comprendre, même lorsque je vivais en France, jamais je n'ai vécu comme eux, à croire que j'étais déjà étranger à ce pays. C'est effrayant quelque part de constater à quel point ils sont conditionnés, donc sur le plan politique cela doit être pire encore.

Face à l'inflation, de plus en plus de Français rognent sur leurs dépenses d'hygiène : "*On a l'impression de descendre une pente glissante*" - francetvinfo.fr 3 mars 2024

https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/temoignages-face-a-l-inflation-de-plus-en-plus-de-francais-rognent-sur-leurs-depenses-d-hygiene-on-a-l-impression-de-descendre-une-pente-glissante_6395977.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240303&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Cela ne s'invente pas.

- « *Aujourd'hui, il y a plus de conflits qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale.* »

https://www.weforum.org/agenda/2024/02/why-we-need-peace-education-especially-in-times-of-war/

J-C – Mais ces conflits ou guerres n'affectent pas directement le mode de vie quotidien des masses en Occident, du coup, soyons patient par-dessus tout, la reconstruction du mouvement ouvrier attendra encore. Je vous avais invité à y participer, en vain. Soit.

Autrefois quand l'info était transmise de bouche à oreille, elle valait ce qu'elle valait, mais elle était suffisante pour mobiliser des millions de travailleurs. Quand un militant ou un dirigeant parlait on l'écoutait attentivement, on le croyait sur parole à tort ou à raison, toujours est-il que le niveau de conscience politique des travailleurs progressait, ils en profitaient pour

s'organiser dans la perspective de changer la société, un nombre non négligeable croyait dans le socialisme ou le communisme.

De nos jours, on est submergé d'infos dont la plupart ne valent pas grand-chose, et quand un militant ou un dirigeant s'exprime, on s'empresse de le contredire pas forcément pour de bonnes raisons. On ne croit plus en rien ni en personne et le niveau de conscience et d'organisation des masses sont au plus bas sans qu'aucune perspective politique ne pointe à l'horizon laissant le champ libre à la démoralisation, au désespoir, à la résignation, à la dépression.

Autrefois nous avions la boussole du socialisme pour nous guider, de nos jours plus rien. Résister dans ces conditions ou sans orientation politique ne peut mener que nulle part ou à de nouvelles défaites toujours plus douloureuses ou tragiques ; Quand on pense à nos amis palestiniens, on se retient d'hurler de rage et de pleurer tant notre impuissance est cruelle.

Pour autant, on ne va se laisser aller à se coller une balle dans la tête ou à prendre les armes pour tirer dans le tas, on n'a aucune raison de nous résigner parce que la légitimité est de notre côté, l'histoire est de notre côté, nos forces sont intactes, le socialisme est intact, sinon je ne serais plus de ce monde !

J'ai la chance et le malheur de vivre tout cela de mon trou en Inde où je suis relativement épargné, où j'ai une vie relativement stable et satisfaisante, au calme, je vis à mon rythme. Je n'irais pas jusqu'à dire que je suis heureux de vivre, tout en ayant conscience d'être tout de même un foutu privilégié par rapport à des milliards de travailleurs qui croulent sous les difficultés pour survivre ou qui vivent dans des pays devenus des cauchemars. Il y en a beaucoup dans la famille de ma compagne et autour de moi, et je ne peux pas faire grand-chose pour eux, je suis trop pauvre.
Ce que j'appelle un privilège, que m'envient beaucoup d'Indiens, c'est de pouvoir survivre sans avoir à me poser trop de questions. C'est ce qui arrive aussi quand on devient vieux, on a la vie derrière soi et non devant, on a moins de besoins, on peut se passer de beaucoup de choses, heureusement, c'est ce que je voulais dire parce que la perspective est plutôt angoissante pour les plus jeunes.

Ils vivent avec la peur du lendemain, du pire qui pourrait leur arriver, c'est pour cela qu'ils ne se projettent jamais dans le futur, vaut mieux pas. Ils vivent au jour le jour, au point de ne presque jamais respecter un rendez-vous. J'ignore si vous vous rendez compte de ce que cela signifie, même là-dessus ils n'ont aucun pouvoir, ils ne peuvent rien prévoir à l'avance, même pas le jour même, hormis de nouveaux emmerdements !

De quelle liberté parlons-nous alors, cela n'existe pas ici, tout nous est imposé, on est pris dans un engrenage infernal dont on ne peut pas sortir. C'est peut-être con à dire, leur seul bonheur est du domaine de la providence à laquelle personne ne croit, mais dont tous espèrent qu'elle leur viendra un jour en aide. Au passage, vous comprendrez l'attrait de la religion, qui à sa manière leur offre une sorte de réconfort providentiel.

En France, vous disposez de beaucoup plus de liberté, c'est peut-être ce qui explique pourquoi vous ne croyez plus en rien non plus, même pas dans le socialisme au risque de perdre le peu de liberté qu'il vous reste encore. C'est dommage que vous ne puissiez pas y consacrer du

temps et que vous le gaspillez en pure perte ; Rien ne perd, rien ne se crée, tout se transforme… à vos dépens si vous n'y prenez pas garde, à votre place j'y réfléchirais.

Le socialisme, c'est la seule manière de pouvoir se transporter dans le futur, de se sentir réellement libre, car il permet de briser le carcan du passé et du présent dans lequel le règne de l'exploitation nous tient prisonnier ou en esclavage, sinon on ne peut pas réfléchir librement, on ne peut pas imaginer qu'un autre monde soit possible, on ne peut pas penser au-delà du capitalisme. Si j'osais, j'ajouterais que c'est plein de poésie aussi, un peu comme lorsqu'on observe un oiseau qui s'envole, la réalité est à la fois le maintenant et ici ou ailleurs, en physique quantique également, avec le capitalisme on est rivé sur place et on n'attend plus que crever !

Si vous prenez à la lettre le contenu des infos qui figurent dans cette causerie, vous allez devenir fou, vous allez vous dire qu'on ne viendra jamais à bout de la forteresse qu'on construit l'oligarchie financière, et bien je ne suis pas du tout d'accord avec cela. Leur forteresse, il ne s'agit pas de la nier, ce serait ridicule, cependant en se plaçant sur le plan du socialisme, je vous assure qu'on peut en venir à bout, car elle est en carton. Elle a été construite pour servir leur régime, leur lutte de classe, elle ne fonctionne que sous certaines conditions, mais une fois qu'elles ont disparu ou qu'on a pris le pouvoir, elle s'effondrera sur elle-même à la vitesse qu'une démolition contrôlée. Elle tient uniquement à défaut d'alternative politique, c'est tout.

Capitalisme : Stop ou encore ?

Le visage hideux, cruel du capitalisme s'étale quotidiennement sur tous les écrans de télévision, d'ordinateur, de téléphone portable du monde entier.

Sur le coup, cela peut être déprimant ou effrayant, mais il faut bien se dire que cela ne pourra durer indéfiniment ou que ce n'est qu'une question de temps avant que le premier coup mortel lui soit porté qui annoncera sa chute finale.

C'est parce que la barbarie du capitalisme frappe absolument tous les continents et tous les peuples, que socialisme ne peut se concevoir et se réaliser qu'à l'échelle universelle.

Les Etats-Unis sont le porte-étendard de cette barbarie, c'est le pays où l'expérience du capitalisme et ses contradictions ont été conduites jusqu'à leurs limites extrêmes, extrémistes, il en fallait bien un. Et bien, il se produira la même chose avec le socialisme.

Il faudra bien un jour qu'il démarre quelque part avant de se répandre à travers le monde, une fois que ces limites jusqu'alors décrétées infranchissables auront cédé, de la lente et longue fermentation de la putréfaction du capitalisme s'étendant sur des décennies, sortira enfin dans la douleur, parce qu'il ne peut pas en être autrement, une société plus juste ou meilleure, libérée de toute servitude humaine, réellement humaniste, telle que l'avaient imaginé des penseurs, philosophes, combattant de la liberté, tout au long des millénaires de l'aventure humaine.

Ce n'était déjà plus une utopie, puisqu'on était parvenu à l'imaginer, ils ne restaient plus qu'à réunir les conditions pour qu'elle se réalise. Nous y sommes presque, même si les apparences

peuvent donner l'impression trompeuse qu'on en serait fort éloigné. C'est ce à quoi nous œuvrons laborieusement quotidiennement, je vous appelle à y participer.

Le visage hideux, cruel du capitalisme.

1 Africain sur 5 souffre de la faim - LePoint.fr 28 février 2024

Selon les dernières estimations de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la proportion de la population africaine souffrant de sous-alimentation était de 19,7 % en 2022, soit son niveau le plus élevé depuis vingt ans. Alors qu'elle avait fortement baissé entre 2000 et 2014, passant de 22,4 % à 15,3 %, elle a connu, depuis, un net rebond qui s'est accéléré en 2020 avec la pandémie de Covid-19.

En 2022, la prévalence de la sous-alimentation était de 7,5 % en Afrique du Nord, 11 % en Afrique australe, 15 % en Afrique de l'Ouest et environ 29 % en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. Elle touchait au moins un tiers de la population dans neuf pays, dont le Lesotho, Madagascar, la République centrafricaine et la Somalie, où son taux dépassait 45 %.
38 % du nombre total de personnes sous-alimentées

Le nombre d'Africains sous-alimentés a quant à lui progressé de 57 millions par rapport à 2019 et son niveau d'avant pandémie. Il affiche une hausse d'environ 100 millions depuis le début du siècle, passant de 183,3 millions en 2000 à 282 millions en 2022, ce qui représente 38 % du nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde, estimé à 735 millions. Au niveau régional, l'Afrique de l'Est compte le plus grand nombre de personnes sous-alimentées (134,6 millions), contre 62,8 millions en Afrique de l'Ouest, 57 millions en Afrique centrale, 19,5 millions en Afrique du Nord et 7,6 millions en Afrique australe. LePoint.fr 28 février 2024

J-C – Vous savez que je vis en Inde depuis près de 30 ans, ici la faim et la sous-alimentation on connaît, elles sont partout. On meurt encore de faim en Inde, j'en ai été témoin récemment.

C'est un sujet de conversation quotidienne, si bien qu'aucune discussion ne peut se terminer, sans qu'on ait demandé à la personne avec laquelle on conversait, si elle avait mangé et ce qu'elle avait mangé. C'est un réflexe systématique, pour un Français, c'est surprenant, pour un Indien, c'est la moindre des choses.

Vous comprenez pourquoi je suis aussi radical et déterminé, socialiste sans plus…

Statistiques (hors robots) de fréquentation du blog *Le Socialisme*.

Janvier 2024

- 2089 connexions

Février 2024

- 2232 connexions

Cette semaine : Entre 120 et 191 connexions par jour.

Quand le culte du capitalisme tourne au cauchemar général. Comment ont-ils pu accumuler autant de richesse et de pouvoir ?

J-C - C'est la question que devrait commencer par se poser ceux qui s'en étonnent, ils arriveraient peut-être à la conclusion qu'ils en partagent la responsabilité.

Si l'issue politique dépend de la prise en charge de leur propre destin par les travailleurs, à commencer par ceux des classes moyennes les plus instruites, cela signifie que jusqu'à présent ils ne s'en sont pas vraiment souciés et que d'autres s'en sont chargés à leur place, autrement dit au-delà des discours officiels qu'on leur servait, ils n'ont pas vraiment cherché à comprendre dans quel monde ils vivaient. Ils se sont laissé vivre d'une certaine manière, sans doute parce que leurs conditions d'existence étaient supportables ou ils en tiraient quelques satisfactions individuelles et ils s'en contentaient, sans non plus se soucier qu'elles n'étaient pas acquises définitivement et qu'elles pourraient un jour gravement se détériorer, sans chercher à savoir également à quoi ou à qui ils devaient leur petit confort relatif...

Au final, ils ont ignoré que ce sont les hommes et les femmes dont ils font partie qui font l'histoire et personne d'autres, et si cette histoire est si imparfaite ou douloureuse, synonyme de guerres et de souffrances à n'en plus finir, c'est parce qu'ils n'en avaient pas conscience, il est donc tant qu'ils modifient leur perception de la situation qui ne correspond manifestement pas à la réalité, et qu'ils prennent enfin en mains leur destin pour procéder à un changement de régime politique et économique, donc s'organisent dans un parti ouvrier révolutionnaire qui a pour objectif d'éradiquer le capitalisme et ses institutions de la surface de la Terre.

Dit autrement, j'avais rédigé ce passage la veille :

On ne peut pas analyser la situation ou l'aborder sereinement, on ne peut pas ne pas être choqué par la tournure qu'a pris la situation depuis quelques décennies et plus particulièrement depuis ces dernières années, si on refuse d'admettre le constat suivant : Les versions officielles de tous les grands évènements qui ont marqué le XXe siècle, telles qu'elles furent rédigées ou reprises par les gouvernements successifs, pratiquement tous les partis politiques et l'ensemble des médias, la quasi-totalité des historiens ou universitaires ayant pignon sur rue, telles qu'elles sont reproduites dans les manuels scolaires, étaient frauduleuses, une escroquerie intellectuelle destinée à maintenir le peuple dans l'ignorance du monde dans lequel il vivait vraiment, pour l'empêcher de le combattre efficacement et d'imposer une société qui soit basée sur les besoins sociaux du peuple et ses aspirations démocratiques légitimes, débarrassée du régime d'exploitation et d'oppression responsable de tous les maux de la société.

« *À qui appartient le monde ?* » Un petit groupe avec beaucoup d'argent Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 27 février 2024

« *Who Owns the World* » [Qui sont les propriétaires du monde ? \ A qui appartient le monde ?] est le titre d'un documentaire extraordinaire, décrivant comment Big-Big Money contrôle non seulement tous les aspects de votre vie, mais a une emprise sur chaque gouvernement, l'organe politique de l'ONU, ainsi que sur chaque agence de l'ONU et toutes les industries et services de ce monde.

Ces plus grands investisseurs sont BlackRock, Vanguard et State Street.

Ces mêmes groupes d'investissement contrôlent également plus de 90 % des principaux médias du monde.

Même l'empire médiatique de Rupert Murdoch appartient majoritairement à BlackRock / Vanguard. Ce n'est donc pas étonnant que presque aucune nouvelle ne pénètre dans les murs du secret sur ces principaux actionnaires de tous les aspects de la vie humaine et des activités et entreprises liées à la vie.

Ils contrôlent les politiciens, la géopolitique et les déploiements militaires.

C'est un monopole auquel on ne peut littéralement pas s'opposer par des moyens traditionnels. Ils ont également créé « *l'ordre fondé sur des règles* » – d'outrepasser toutes les lois internationales et nationales.

Ils ne connaissent aucune limite, aucune éthique et n'adhèrent à aucune norme en matière de droits de l'homme. Le pouvoir, c'est eux.
Pour lire la suite (conseillé) :

https://www.mondialisation.ca/a-qui-appartient-le-monde-un-petit-groupe-avec-beaucoup-dargent/5686902?doing_wp_cron=1709315169.2360360622406005859375

La vidéo en anglais :

https://rumble.com/vn7lf5-monopoly-who-owns-the-world-must-see.html

J-C – Ce qui manque à cet article, comme à tous les autres du même type.
S'ils détiennent effectivement tous les pouvoirs, ils n'en demeurent pas moins, qu'ils ne peuvent l'exercer sans le concours des institutions nationales en place dans chaque pays, de la législation et de la Constitution qui légitiment leurs pouvoirs. Il suffirait donc de renverser ces institutions, d'abolir la Constitution pour leur ôter ces pouvoirs, les neutraliser et les empêcher de continuer de nuire à la société.

Il est donc possible d'agir et de transférer leurs pouvoirs au peuple, il existe une solution pratique, politique pour se débarrasser de cette vermine et de leur système économique obsolète, guerrier, génocidaire, contrairement à ce qu'on veut faire croire aux travailleurs et aux jeunes, encore faut-il s'organiser dans un parti qui mette cet objectif à l'ordre du jour, un parti qui n'ait aucun lien avec le capitalisme, l'Etat qui le protège.

A votre modeste niveau avec moi, contribuons ensemble à construire ce parti socialiste indépendant qui nous fait si cruellement défaut.

Vous doutez peut-être de l'efficacité de cet engagement et c'est tout à fait légitime, dites-vous bien que la contestation ou toute résistance qui ne se traduit pas en acte ne sert à rien, et qu'au contraire tout effort déployé contribue à faire avancer notre cause, lentement mais sûrement nous vaincrons. Pourquoi ? Parce que notre combat se situe dans le sens du processus historique, de son développement, de sa progression ou de son orientation.

Ce n'est pas une croyance ou d'une déclaration de foi.

Si vous n'êtes toujours pas convaincus, ayez à l'esprit en permanence que, puisque rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, chaque combat, aussi modeste soit-il, contribue au mouvement révolutionnaire universel des exploités et des opprimés pour y mettre un terme définitif. Ensemble nous vaincrons, nous réaliserons le socialisme !

Aveu ou désillusion ?

La route de la dédollarisation est semée d'embûches : Entretien avec Sergei Glazyev par Pepe Escobar - sputnikglobe.com 28 février 2024

Glazyev est allé droit au but en ce qui concerne l'inertie du système : «*Le principal problème des bureaucrates et des experts est de savoir pourquoi ils n'ont pas d'idées. Parce qu'ils partent du principe que le statu quo actuel est le meilleur. S'il n'y a pas de sanctions, tout ira bien. L'architecture financière internationale créée par les États-Unis et l'Europe est pratique. Tout le monde sait comment travailler dans le système. Il est donc impossible de passer de ce système à un autre. Pour les entreprises, ce sera très difficile. Pour les banques, ce sera difficile. Les gens ont été éduqués dans le paradigme de l'équilibre financier, totalement libertaire. Ils ne se soucient pas que les prix soient manipulés par les spéculateurs, ils ne se soucient pas de la volatilité des monnaies nationales, ils pensent que c'est naturel (…) C'est une sorte de secte religieuse. Les sectes religieuses ne créent pas d'innovation*».

En réalité, les problèmes sont profonds et ne cessent de s'aggraver : «*Le problème, ce sont nos régulateurs, éduqués par le FMI, et le deuxième problème, c'est la corruption. Si vous négociez le pétrole et le gaz en dollars, une grande partie des bénéfices est volée, il y a beaucoup de sociétés intermédiaires qui manipulent les prix. Les prix ne sont que la première étape. Le prix du gaz naturel lors de la première transaction est environ 10 fois inférieur à la demande finale. Il existe des barrières institutionnelles. La majorité des pays n'autorisent pas nos entreprises à vendre du pétrole et du gaz au client final. Par exemple, il n'est pas possible de vendre du gaz aux ménages. Néanmoins, même sur le marché ouvert, très compétitif, nous avons des intermédiaires entre le producteur et le consommateur – au moins la moitié des revenus sont soustraits au contrôle du gouvernement. Ils ne paient pas d'impôts*».

Pour lire l'article en entier (fort instructif) :

https://reseauinternational.net/la-route-de-la-dedollarisation-est-semee-dembuches-entretien-avec-sergei-glazyev/

Fanatisme et propagande. Mystification et instrumentalisation du climat.

Radio France engage un Tournant environnemental - radiofrance.com 30.08.2022

La crise climatique fait l'objet d'un consensus scientifique international solide depuis plus de vingt ans, documenté par le GIEC dans ses rapports successifs. Plus personne ne peut en ignorer les conséquences graves et concrètes sur l'environnement, l'économie et la vie humaine. Beaucoup a été fait pour parler des enjeux environnementaux sur nos antennes et faire de Radio France un média de service public écologiquement responsable. Pourtant, face à l'ampleur de l'urgence climatique, nous sommes résolus à aller plus loin. Radio France engage un tournant environnemental.

En tant que média :

Nous nous tenons résolument du côté de la science, en sortant du champ du débat la crise climatique, son existence comme son origine humaine. Elle est un fait scientifique établi, pas une opinion parmi d'autres

Les antennes de Radio France font de la crise climatique un axe éditorial majeur. Il se déclinera dans nos programmes et nos tranches d'information, au quotidien et dans des spéciales. Nous maintiendrons également un volume conséquent d'émissions et de chroniques dédiées. Un accès thématique facile à ces programmes sera disponible en permanence sur le site et l'application Radio France.

Radio France lance le plus grand plan de formation de son histoire à destination de ses journalistes, ses producteurs et équipes de production, et ses animateurs, sur les questions climatiques et scientifiques.

En complément, ils en rajoutent une couche quotidiennement.

L'inquiétante température des océans qui atteint des records - RFI 2 mars 2024

Changements climatiques. L'émissaire américain John Kerry sonne l'alarme sur le financement de la cause - lapresse.ca 2 mars 2024

Leur humanisme est la politesse des salauds, illustration.

À Besançon, la ville offre des "*leggings thermiques*" aux étudiants qui ont froid - BFMTV 1 mars 2024

Selon la mairie sur ses réseaux sociaux, ce collant chaud permet aux personnes qui le portent de baisser le chauffage de 1 à 1,5°C, soit 20 à 40% d'économie d'énergie. BFMTV 1 mars 2024

J-C – Même en calcul élémentaire, ils sont nuls à BFMTV. La température intérieure d'une habitation est habituellement de 20°C. 10% de 20 donne 2 et non 1, 1 équivaut à 0,5% de 20. Qui plus est, je ne pense pas que sur le plan de la santé il soit recommandable de porter un vêtement très ajusté au corps ou moulant, qui empêche la peau de respirer normalement, qui perturbe la régulation naturelle de la température du corps durant une longue période.

Démystification sur une base scientifique.

Evolution du climat – Vérités indésirables - Association des climato-réalistes 29 février 2024

Paul Deheuvels (Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences, Professeur émérite à Sorbonne Université)

1. Introduction.

Les médias martèlent en boucle deux affirmations dogmatiques qu'ils présentent comme vérités ne pouvant être contestées :

(I) La terre se réchaufferait d'une manière catastrophique et accélérée ;

(II) L'origine de cette évolution serait due aux émanations humaines (anthropiques) de gaz à effet de serre1, dont le principal est le CO2 (dioxyde de carbone). La conclusion logique de (i-ii)2 est que, pour « *sauver la planète* » du réchauffement, il faudrait :

(III) décarboner, en réduisant de manière drastique les émanations humaines (anthropiques) de CO2. Comme nous le montrerons plus loin, les affirmations (i) et (ii) sont fausses, basées sur une succession de mensonges développés à partir de 1987 par le GIEC (voir le §3), organisme dépendant de l'ONU. La décarbonation (iii), dans laquelle l'Europe et les USA se sont lancés depuis la signature des « *Accords de Paris* » en 20153 sera ruineuse et sans efficacité réelle sur l'évolution du climat.

https://www.climato-realistes.fr/evolution-du-climat-verites-indesirables/

Mes commentaires.

1- Merci pour cet excellent article scientifique très complet, que je vais reproduire dans mon blog au format pdf.

A ce propos, il serait utile qu'un lien pdf figure en tête ou à la suite de chaque article. Actuellement le formatage pdf à partir de l'article en html ou sur Internet n'est réalisable qu'à condition de disposer d'Adobe Acrobat Pro DC pour modifier le fichier pdf, car pour pouvoir le lire, il faut effacer un cadre qui vient s'imprimer en bas de chaque page sur le texte de l'article (Gérer le consentement), ce qui m'a demandé de réaliser 20 fois 5 clics de souris, sinon une partie du texte serait illisible. Je ne pense pas que beaucoup de lecteurs disposent de ce logiciel très coûteux.

Marie Laure A est un troll professionnel assurément. Passons.

Réponse à Barrabes, auquel on rappelle qu'on parle de sciences ici.

Que vaut le jugement d'un jury civil qui est appelé à se prononcer sur un sujet dont il n'a pas les compétences (scientifiques) requises pour statuer ? Que dal ! Que Courrier Internationale,

mais aussi The New York Times et The Guardian notamment aient été satisfaits de ce jugement, confirme à sa manière qu'il était bidon ou qui relevait manifestement d'une manipulation des consciences ou de l'ignorance des jurés.

Les conditions pour être juré aux Etats-Unis.

Afin d'être sélectionné comme juré, il faut tout d'abord remplir certaines conditions :

Être âgé de plus de 18 ans ;
Posséder la nationalité américaine ;
Être un résident du district où a lieu le procès depuis un an minimum ;
Parler anglais et savoir le lire et l'écrire correctement.

Pour composer un jury, les citoyens sont tirés au sort souvent d'après les listes de la DMV (Department of Motor Vehicles), les listes électorales (même si elles sont souvent peu utilisées en raison du faible taux de participation des Américains aux urnes), ou encore les annuaires de téléphone.

Source : https://frenchdistrict.com/articles/etre-jure-proces-penal-citoyen-etats-unis/

J'ai relevé le témoignage de quelqu'un qui a fait partie de 2 jurys en Californie.

- "Beaucoup de procès civils concernent des aspects techniques (contrats, brevets, etc.) qui sont au-dessus de la compréhension des jurys et je pense qu'un juge expérimenté est en meilleure position pour comprendre ce qui se passe. Également au civil, les avocats ont tendance à exclure les jurés ayant une expérience quantitative (ingénieurs, comptables, etc.) pour sélectionner un jury très influençable, ce qui aboutit à des jugements absurdes."

Source : https://fr.quora.com/Quelle-est-la-diff%C3%A9rence-entre-le-jury-am%C3%A9ricain-et-le-jury-fran%C3%A7ais-dans-les-tribunaux

2- (En réponse à un lecteur)

"*A minima*", lisez attentivement les commentaires et vous aurez la réponse à votre question.

Vous comme moi ou n'importe quel citoyen peut être amené à être désigné par tirage au sort comme juré populaire, pour délibérer sur des questions délicates ou très précises qui nécessitent de posséder des compétences particulières que ni vous ni moi ni le citoyen lambda ne possédons. En votre âme et conscience comme ils disent, malgré tout accepteriez-vous de vous prononcer, prétendriez-vous être en mesure de démêler le vrai du faux, prendriez-vous le risque de faire condamner un innocent ou d'innocenter un coupable, personnellement, je m'y refuserais, car je me vois mal commettre une injustice, c'est une question de principe non négociable.

Quand je dois statuer sur un sujet que je ne maîtrise pas, convenons que cela nous arrive à tous sans exception quotidiennement, je m'en remets uniquement aux faits qui ont été portés à ma connaissance, de manière suffisamment claire pour pouvoir en saisir la nature et évaluer leurs potentielles implications... Quand malgré tout je ne parviens pas à en comprendre la signification, j'examine les différentes interprétations qui en ont été données et je retiens

provisoirement celle qui me paraît la plus logique, j'écarte toutes celles qui comporteraient trop d'approximations, le moindre mensonge, la moindre manipulation ou qui reposerait sur le déni ou l'autocensure de certains faits dont j'ai eu connaissance, car forcément elles relèveraient de l'escroquerie intellectuelle.

A l'issue de l'épreuve auquel j'ai soumis cet article, selon mes critères très stricts ou mon esprit critique aiguisé par plus de 40 ans d'expérience et d'études multidisciplinaires, après avoir examiné attentivement les arguments en faveur de la théorie de Michael Mann, j'en ai conclu que cet article était suffisamment clair et sérieux pour être retenu et partagé, pour le coup, en mon âme et conscience.

Je rajoute un mot.

Un lecteur avait posté un commentaire dans lequel figurait un lien renvoyant à un article de Radio Canada. J'ai ouvert et lu cet article où figurait un lien que j'ai suivi en me livrant pendant 2 heures à une investigation sur le Net, le résultat est à lire en fin de causerie pour ceux que cela intéresse.

Quand le récit du réchauffement climatique dû à l'activité humaine responsable de l'augmentation du CO2 dans l'air ne résiste pas au fait.

Cette région sauvage d'Afrique est le 2e plus grand émetteur de CO2 au monde, et personne ne sait pourquoi - futura-sciences.com 21 février 2024

Les scientifiques tentent de comprendre pourquoi une zone naturelle située en Afrique émet des quantités immenses de carbone : des terres sauvages situées entre l'Éthiopie et le Soudan émettent presque autant de CO2 qu'un grand pays comme la Chine !

C'est un mystère que personne n'arrive encore à expliquer avec certitude, une partie de l'Afrique tropicale émet des quantités astronomiques de dioxyde de carbone alors même que la zone est très peu urbanisée. Si cette région, située entre l'Éthiopie et le Soudan, était un pays, celui-ci serait le deuxième plus grand émetteur mondial de carbone, juste derrière la Chine. Des scientifiques ont utilisé les mesures satellites, mais aussi des capteurs à bord d'avions, pour tenter de comprendre comment une zone essentiellement composée de savanes pouvait polluer autant. Cette région est pourtant un important puits de carbone, qui absorbe le CO2 en grande quantité lors de la saison humide, grâce à la croissance des plantes. Mais lors de la saison sèche, des quantités anormalement élevées de carbone sont libérées.

L'origine de ces émissions de carbone fait encore débat dans la communauté scientifique et les différentes études ne sont pas d'accord entre elles. Parmi les différentes hypothèses :

- Le carbone provient des feux de végétation, mais les forêts sont peu nombreuses dans cette zone et la végétation est plutôt rase ;

- Une partie de ce carbone est transporté dans l'atmosphère de l'Afrique par de grands courants, mais provient d'autres pays ;

- Les terres, qui ont séquestré beaucoup de carbone grâce à la végétation, sont dégradées par les humains et relâchent toute cette pollution dans l'air. (Le carbone n'est pas un polluant mais un atome indispensable à la croissance des organismes vivants. - J-C)

En famille dans le camp de la guerre. Vite la guerre, le temps presse !

Réarmons-nous vraiment !

J-C - Nicolas Baverez est un des piliers ou idéologues du groupe Bilderberg.
Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007, il appartient au comité directeur de ce groupe. Il est aussi trésorier de la Société des amis de Raymond Aron.

Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, il y préside le groupe de travail Affaires étrangères et défense. Henri de La Croix de Castries en est le président depuis 2015, il est également président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2012.

Nicolas Baverez est devenu néolibéral à partir de son entrée à l'ENA, en 1986.
Il appelle dans son livre *La France qui tombe*, paru en 2003, le gouvernement français à procéder à une « *thérapie de choc libérale* » prenant pour modèle les réformes instaurées au Royaume-Uni par Margaret Thatcher et Tony Blair. (Source : Wikipédia.org)

J-C – Une ordure assumée.

Le basculement vers l'économie de guerre, effectif en Russie, reste virtuel en France. Il est urgent de réinvestir dans notre défense. Par Nicolas Baverez - lepoint.fr 24/02/2024

En 2024, 18 des 31 alliés des États-Unis au sein de l'Otan rempliront l'objectif d'un effort de défense à 2 % du PIB et leurs dépenses cumulées atteindront 380 milliards de dollars. Le Royaume-Uni a porté son budget militaire à 50 milliards de livres, dont 7,5 milliards pour reconstituer les stocks de matériels et de munitions. L'Allemagne respectera le seuil de 2 % du PIB en 2024 avec un budget de 72 milliards d'euros grâce à l'abondement du fonds spécial de 100 milliards d'euros. L'Union européenne fait désormais du réarmement une priorité et entend produire plus d'un million d'obus à partir de 2025.

La France doit donc engager le débat qui a été éludé lors de la LPM pour la transformer en loi de réarmement, associant modernisation de la dissuasion et conversion de l'armée conventionnelle à la guerre de haute intensité. Cela implique de retrouver de la masse et de la profondeur, de réinvestir dans les blindés, l'artillerie, l'aviation et les bâtiments de combat, d'engager des programmes d'urgence pour combler le retard accumulé dans les drones et pour reconstituer les stocks de rechange et de munitions.

Pour cela, il faut faire des choix. Sur le plan national, en coupant dans les transferts sociaux pour réarmer. Sur le plan européen, en réorientant vers la défense les fonds du plan de relance de 750 milliards d'euros qui n'ont été consommés qu'à hauteur de 25 % et en plaçant l'industrie de défense en dehors du champ des normes ESG, du devoir de vigilance ou de la taxonomie qui, sous l'influence d'ONG allemandes financées par le Kremlin, entend interdire leur financement en les assimilant à la pornographie. Face à la menace existentielle des

empires autoritaires, cessons d'appliquer de manière inconsidérée le terme de réarmement à la démographie, à l'économie, à la santé ou à l'éducation. Réservons-le à la défense, mais faisons-le !

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/la-france-n-a-toujours-pas-bascule-vers-l-economie-de-guerre-24-02-2024-2553326_32.php

---

Ils ont besoin d'un ennemi pour justifier leur propagande de guerre et berner le peuple, l'entraîner dans leur guerre.

J-C – Notre « *principal ennemi* » est dans notre propre pays, c'est le CAC40, ce sont les capitalistes qu'il faut exproprier, c'est Macron, son gouvernement, la réaction qui siège à l'Assemblée nationale et au Sénat, au sein de toutes les institutions de la Ve République qu'il faut abattre, la Constitution qu'il faut abolir.

Ingérences étrangères: Darmanin affirme que la Russie est "*le principal ennemi*" de la France - BFMTV mer. 28 février 2024

S'exprimant devant la commission des Lois du Sénat, Gérald Darmanin, qui évoquait les "*ingérences étrangères*", a affirmé que "*la première menace est une menace russe*".

"*La Russie est le principal ennemi aujourd'hui" de la France "dans la guerre informationnelle, d'agressivité sur le territoire*", a fait valoir ce mardi 27 février Gérald Darmanin.

Le ministre a ajouté que la Russie ne menait "*pas qu'en France*" cette "*guerre informationnelle, d'agressivité*". "Beaucoup de territoires occidentaux" sont concernés, a-t-il dit. Il a relevé aussi que la Russie n'était "pas le seul" pays à pratiquer ces ingérences. "*Il y a, a-t-il dit, d'autres puissances asiatiques qui font ce genre de travail".*

Envoi de troupes en Ukraine: l'ambassade russe en France alerte sur un risque de "*Troisième Guerre mondiale*" - BFMTV 28 février 2024

"*L'envoi de troupes au sol sera la ligne rouge parce que ça peut déclencher la Troisième Guerre mondiale, et ça sera la guerre entre les puissances nucléaires*", a-t-il lancé.

Envoi de troupes en Ukraine : « *On ne peut pas faire de déclaration de guerre sans la soumettre au Parlement !* », avertit Gérard Larcher - Publicsenat.fr 27 février 2024

"*Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu*", a déclaré le président de la République.

« *Il y a un changement d'attitude annoncé par le président de la République, cela ne peut pas se faire dans le dos du Parlement* », a réagi Gérard Larcher le président du Sénat sur le plateau de Public Sénat, en marge de sa visite au Salon de l'Agriculture.

« *Une décision de cette nature, une décision grave, ne peut être prise qu'en coordination avec les pays de l'Union européenne, qu'en coordination avec l'OTAN* », estime le troisième personnage de l'Etat.

« *Et je rappelle que l'on ne peut pas faire de déclaration de guerre sans la soumettre au Parlement ! C'est une décision dont il devrait nous entretenir, avant même de l'annoncer. Là, le Parlement est incontournable, c'est dans la Constitution* », avertit encore le président du Sénat.

Le soutien de la France à l'Ukraine fera l'objet d'un débat suivi d'un vote au Parlement, a annoncé l'Elysée ce mardi, en début d'après-midi. *« Le président de la République a demandé au gouvernement de faire devant le Parlement une déclaration relative à l'accord bilatéral de sécurité conclu avec l'Ukraine le 16 février 2024 et à la situation en Ukraine, suivie d'un débat et d'un vote* », indique la présidence dans un communiqué. Ce vote, qui se tient dans le cadre de l'article 50-1 de la Constitution, n'engage pas l'exécutif.

Kouchner, BHL, Ménard : Macron ne compte qu'une poignée de soutiens pour l'envoi de militaires en Ukraine - RT 28 févr. 2024

«*Oui je suis favorable à des troupes au sol. C'est pas facile à dire, ça va coûter des sacrifices*»: l'ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2010) Bernard Kouchner a tenu à apporter son soutien à Emmanuel Macron après ses propos polémiques tenus le 26 février sur l'envoi de troupes en Ukraine.

Le philosophe Bernard-Henri Lévy a lui aussi tenu à défendre le président en dénonçant «*beaucoup de mauvaise foi chez ceux (notamment les propagandistes de Poutine) qui font dire à Macron qu'il veut envoyer des troupes au sol en Ukraine*».

Côté élus, seule la majorité a défendu la prise de position du président, ainsi que l'eurodéputé Raphaël Glucksmann.

Un eurodéputé désavoué par le secrétaire général du Parti socialiste Olivier Faure, qui a dénoncé une «*surenchère verbale irresponsable*». Celui qui était signataire d'une tribune défendant la guerre américaine en Irak a finalement tenté de s'échapper de la polémique qu'il avait provoquée à gauche. «*Recentrons le débat : l'urgence, c'est de livrer toutes les armes nécessaires à la résistance ukrainienne et d'accroître massivement nos sanctions contre le régime russe*», a-t-il assuré. RT 28 févr. 2024

Ils n'ont pas déjugé Macron, bien au contraire : «*Ce n'est pas du tout d'actualité pour l'instant*»... ce qui laisse entendre qu'elle pourrait le devenir.

J-C – Cette menace s'inscrit dans le cadre de leur stratégie de la peur et du chaos…

Troupes occidentales en Ukraine : les dirigeants européens désavouent Macron - RT 27 févr. 2024

L'Allemagne, la Suède, la Pologne, l'Espagne et la République tchèque ont estimé que l'envoi de troupes en Ukraine n'était pas envisageable pour le moment, réagissant aux propos d'Emmanuel Macron qui avait affirmé qu'il ne devait pas «*être exclu*». La Slovaquie s'est montrée encore plus critique.

«*Ce n'est pas du tout d'actualité pour l'instant*», a déclaré ce 27 février le Premier ministre suédois Ulf Kristersson sur la chaîne publique SVT en réaction aux propos du président français Emmanuel Macron, qui avait affirmé la veille au soir que l'envoi de troupes occidentales au sol en Ukraine ne devait pas «*être exclu*» à l'avenir.

«*Pour l'instant, nous sommes occupés à envoyer du matériel avancé à l'Ukraine [et ce] de différentes manières*», a souligné le chef du gouvernement suédois. «*Il n'y a pas de demande*» côté ukrainien pour des troupes au sol, a fait valoir Ulf Kristersson. Donc, «*la question n'est pas d'actualité*», a-t-il insisté.

«*En revanche, les traditions d'engagement des pays*» sur la scène internationale diffèrent entre elles, et «*la tradition française n'est pas la tradition suédoise*», a estimé le Premier ministre sur SVT.

Le Premier ministre suédois n'est pas le seul dirigeant à avoir tempéré les propos d'Emmanuel Macron. Le chef du gouvernement néerlandais Mark Rutte, cité par Le Figaro à l'issue de la réunion de l'Élysée, a aussi assuré que cette question de l'envoi de troupes au sol n'était pas été à l'ordre du jour.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a quant à lui déclaré à AP que l'Alliance atlantique n'avait aucun plan d'envoi de troupes en Ukraine.

«*Ce qui a été décidé entre nous dès le début continue à être valide pour l'avenir*», à savoir «*qu'il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les États européens, ni par les États de l'OTAN sur le sol ukrainien*», a pour sa part jugé le chancelier allemand Olaf Scholz lors d'une conférence de presse.

Le porte-parole du gouvernement espagnol a lui déclaré que Madrid n'était «pas d'accord» avec l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine.

Les chefs des gouvernements polonais et tchèques Donald Tusk et Petr Fiala, réunis à Prague juste avant une rencontre avec leurs homologues hongrois et slovaque dans le format dit Groupe de Visegrad, ont aussi commenté les propos tenus la veille par le président français Emmanuel Macron, déclarant ne pas envisager un envoi de troupes.

«*Aujourd'hui, nous devrions nous concentrer, comme l'ont fait les gouvernements polonais ou tchèque, à soutenir l'Ukraine au maximum dans son effort militaire*», a estimé Donald Tusk.

Dmitri Peskov a relevé ce 27 février que l'envoi de personnel militaire avait été discuté en Europe. «*Si cela advient, nous devrons parler non pas de la probabilité, mais de l'inévitabilité d'un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN*», a prévenu le porte-parole du Kremlin.

«*Un certain nombre de pays européens maintiennent une évaluation sobre du danger potentiel lié à l'envoi de troupes en Ukraine et à leur implication dans un conflit brûlant*», a-t-il néanmoins noté.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a lui ajouté que ceux qui évoquaient la création d'une coalition pour fournir des missiles ainsi que l'envoi de troupes au sol en Ukraine devraient «*utiliser leur tête pour des pensées plus rationnelles et plus sûres pour l'Europe*».

La diplomatie russe Maria Zakharova a, sur Telegram, taclé le dirigeant français en rappelant que des combattants français se trouvaient en Ukraine, avant d'évoque «*les soldats français de la division SS Charlemagne qui furent les derniers défenseurs du Reichstag [en 1945]*». «*Emmanuel, comptez-vous former la deuxième Charlemagne pour la défense du bunker de Zelensky ?»*, a-t-elle ajouté.

«*Je peux commenter l'ambiance qui régnait lors de cette réunion. Elle était militaire : soutenir la guerre à tout prix, tout faire pour que cette guerre continue*», a déclaré le Premier ministre slovaque Robert Fico dans une vidéo citée par RIA Novosti. «*J'ai été très surpris qu'il n'y ait pas un seul mot sur un quelconque plan*» pour la paix ou pour une sorte d'initiative de paix», a-t-il regretté.

Le chef du gouvernement slovaque, partisan d'une désescalade en Ukraine, avait déjà déclaré le 26 février que «plusieurs États membres de l'OTAN et de l'UE» envisageaient «*d'envoyer leurs soldats sur le territoire de l'Ukraine sur une base bilatérale*».

«*Nous voyons d'énormes risques pour la sécurité dans les accords bilatéraux qui seront probablement conclus prochainement avec les États membres de l'OTAN et de l'UE qui veulent envoyer leurs troupes en Ukraine*», avait-il ajouté.

«*Je ne peux même pas l'imaginer. Il y aura des soldats des États membres de l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine. Je sais ce qu'ils y feront, mais cela fait partie d'une information réservée. C'est pourquoi je ne la diffuserai pas*», a-t-il déclaré, ajoutant qu'une telle décision conduirait à «*une énorme escalade de la tension*». Et d'ajouter : «*Tout ce qu'ils veulent, c'est que la tuerie continue.*» RT 27 févr. 2024

Ukraine : comment, depuis 2014, la CIA a formé et équipé les agents de Kiev - RT 27 févr. 2024

Une enquête du New York Times a levé le voile sur la collaboration, post-Maïdan, entre la CIA et les services ukrainiens. Un soutien qui, au-delà d'un réseau de bases «secrètes» établi

à la frontière russe, a également permis aux Ukrainiens de mener des opérations clandestines en Russie avant l'éclatement du conflit.

«*Un secret jalousement gardé depuis une décennie*» ébruité ? Dans une enquête basée sur «*200 entretiens*», publiée le 26 février, le New York Times (NYT) vient mettre plus en lumière la coopération de longue date entre la CIA et le renseignement ukrainien, notamment comment Langley aurait «*supporté un réseau de bases d'espionnage*» au cours des huit dernières années et qui «*comprend 12 lieux secrets le long de la frontière russe*».

La CIA a également, «*vers 2016*», souligne le quotidien, «*commencé à former un commando d'élite ukrainien, connu sous le nom d'Unité 2245*». L'agence américaine «*a également aidé à former une nouvelle génération d'espions ukrainiens qui ont opéré en Russie, en Europe, à Cuba et dans d'autres endroits où les Russes sont très présents*», toujours selon le NYT.

Collaboration qui, selon la même source, aurait débuté dès le 24 février 2014, soit au lendemain du coup d'État pro-occidental de Maïdan. Au bout de dix ans, «*cela a transformé l'Ukraine […] en l'un des partenaires de renseignement les plus importants de Washington contre le Kremlin aujourd'hui*», stipule le média américain.

Si jusqu'à l'éclatement du conflit en février 2022, la CIA n'aurait pas aidé les Ukrainiens à commettre des assassinats dans le Donbass ainsi qu'en Russie, les éléments qu'elle a formés ne s'en sont pas privés. Les Ukrainiens se seraient en effet, selon le NYT, montrés «*impatients*» face aux «*lignes rouges*» américaines «*qu'ils considéraient comme une prudence excessive*»

Le média américain revient notamment sur l'assassinat en octobre 2016 d'Arséni Pavlov, dit «*Motorola*», colonel du bataillon Sparta. Opération ukrainienne qui aurait provoqué la colère de «*certains conseillers*» de Barack Obama, relate le quotidien, avant d'ajouter : «*L'élection présidentielle opposant Donald Trump à Hillary Clinton était dans trois semaines – et les assassinats se sont poursuivis.*»

En février 2017, ce fut au tour de Mikhaïl Tolstykh, alias «*Givi*», commandant du bataillon Somalia, d'être tué par les services ukrainiens. En réponse, les Russes auraient fait exploser la voiture du chef de l'unité 2245, Maksim Shapoval, au mois de juin suivant, alors qu'il «se rendait à Kiev pour rencontrer des officiers de la CIA», toujours selon le NYT. «*À la veillée funéraire du colonel, l'ambassadrice américaine en Ukraine, Marie Yovanovitch, se tenait en deuil aux côtés du chef de station de la CIA*», relate-t-il.

Le quotidien américain revient également sur un épisode auquel a pris part l'actuel chef du renseignement militaire ukrainien, le général Kirill Boudanov, «*étoile montante de l'Unité 2245*» que la CIA «*avait formé*». Sans préciser de date précise, ce dernier aurait ainsi mené «*des commandos*» en Crimée en 2016 afin de «*placer des explosifs*» sur un aérodrome de la péninsule où étaient stationnés des «*hélicoptères d'attaque*» russes. La mission fut un échec, et des soldats russes furent tués. Cet événement aurait provoqué la «*colère*» de Vladimir Poutine, assure le New York Times. «*Il ne fait aucun doute que nous ne laisserons pas passer ces choses*», avait alors assuré le président russe.

Une description qui semble faire directement référence à une série d'événements survenus début août 2016, au cours desquels un agent du Service fédéral de sécurité (FSB) et un soldat

russe avaient été tués. Le FSB avait notamment indiqué que le groupe avait en sa possession une vingtaine d'engins artisanaux, équivalents à plus de 40 kilos de TNT. Des affirmations russes reléguées dans la catégorie «*allégations*» par une partie de la presse occidentale, reprenant les démentis ukrainiens et qualifiant les propos de Vladimir Poutine de «*belliqueux*».

Un fiasco ukrainien qui avait également agacé côté américain, selon le *New York Times*, notamment Joe Biden, le «*défenseur de l'aide à l'Ukraine*». «*Cela pose un problème gigantesque*», se serait emporté le vice-président de Barack Obama auprès du président ukrainien Petro Porochenko, arguant du fait qu'il serait dorénavant beaucoup plus difficile pour lui de présenter des arguments aux États-Unis.

Des conseillers de Barack Obama auraient alors voulu mettre fin au programme de la CIA en Ukraine. Le patron de l'agence les aurait toutefois «*persuadés que cela serait contre-productif*» relate le NYT, «*étant donné que cette relation commençait à produire des renseignements sur les Russes alors que la CIA enquêtait sur l'ingérence russe dans les* élections» américaines.

Auprès de son homologue ukrainien, le général Kondratiuk, le directeur de la CIA, John Brennan, aurait alors réitéré les fameuses «*lignes rouges*» de Washington. Un rappel à l'ordre qui, selon le *New York Times*, aurait «*bouleversé*» l'officier ukrainien. «*La réaction de Washington a coûté son poste au général Kondratiuk. Mais l'Ukraine n'a pas reculé*», précise le média.

Les États-Unis, non plus, n'ont pas reculé, à en croire le récit du quotidien new-yorkais. Si l'élection de Donald Trump en novembre 2016 «*a mis les Ukrainiens et leurs partenaires de la CIA sur les nerfs*», l'implication des États-Unis en Ukraine n'aurait eu de cesse de se renforcer. «*Quoi que dise et fasse*» Donald Trump, «*son administration est souvent allée dans la direction opposée*», souligne le New York Times, qui évoque une multiplication par dix des effectifs d'une des bases du renseignement ukrainien à la frontière russe. «*Empêcher la Russie d'interférer dans les futures élections américaines était une priorité absolue de la CIA au cours de cette période*», a encore ajouté le quotidien.

Une présence américaine qui perdura malgré le lancement de l'offensive russe en février 2022, date à partir de laquelle les «*lignes rouges*» de Washington furent levées. «*La Maison Blanche de Biden a autorisé les agences d'espionnage à fournir un soutien en matière de renseignement aux opérations meurtrières contre les forces russes sur le sol ukrainien*», souligne le média américain. Celui-ci relate également que des agents américains qui «*ne voulaient pas abandonner leurs partenaires*» ukrainiens seraient restés «*dans un complexe hôtelier dans l'ouest*» du pays, où ils rencontraient «*leurs contacts ukrainiens pour leur transmettre des informations*».

Ces révélations, concernant dix années d'investissements américains dans la reprise en main des services ukrainiens, surviennent alors que l'aide militaire américaine demeure bloquée au Congrès des États-Unis.

En octobre 2023, une enquête du Washington Post avait déjà révélé la participation active des États-Unis dans la modernisation des agences de renseignements ukrainiennes (SBU et GUR)

et la montée en puissance des commandos ukrainiens formés aux opérations clandestines. RT 27 févr. 2024

Combat contre le wokisme et la théorie du genre, la pédophilie.

Le Salvador bannit l'idéologie du genre des écoles publiques - Journal du Dimanche 3 mars 2024

José Mauricio Pineda, ministre de l'Éducation du Salvador s'est félicité, mardi 27 février, à travers un message posté sur les réseaux sociaux, d'avoir retiré tous les documents concernant « *l'idéologie du genre* » dans les écoles publiques du pays. Tout membre d'établissement scolaire découvert violant cette directive sera confrontée à des conséquences juridiques pouvant entraîner une perte de poste, a annoncé le ministre. Journal du Dimanche 3 mars 2024

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère de la Santé à Gaza : Le bilan de l'agression contre la bande de Gaza s'élève à 30 410 martyrs et 71 700 blessés. french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Pour la première fois, le Sénat d'un pays européen adopte des sanctions contre « Israël ». - french.almanar.com.lb 27 février 2024

Le Sénat irlandais a adopté lundi 26 février à l'unanimité une motion visant à imposer des sanctions à Israël et à interdire le passage des armes américaines destinées à Israël depuis l'espace aérien irlandais.

Le président colombien suspend tous les achats d'armes à « *Israël* »: le monde doit boycotter Netanyahu - Al Manar 29 février 2024

Le président colombien Gustavo Petro a annoncé que « l*a Colombie a suspendu tous les achats d'armes israéliennes* », soulignant que « *le monde doit boycotter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu* ».

Il a ajouté dans un message sur son compte sur la plateforme X: « *Lorsqu'ils ont demandé de la nourriture, plus de 100 Palestiniens ont été tués par Netanyahu. Cela s'appelle un génocide, et cela nous rappelle l'Holocauste, même si les puissances mondiales le font, je ne veux pas le reconnaître* ». Al Manar 29 février 2024

Ce sont eux qui fabriquent l'antisémitisme.

Plus de 2/3 des Israéliens juifs s'opposent à l'aide humanitaire aux Palestiniens affamés à Gaza - Union juive française pour la paix (UJFP) 23 février 2024

Un nouveau sondage de l'Institut israélien de la démocratie montre que 68% des Israéliens juifs s'opposent au « *transfert de l'aide humanitaire aux résidents de Gaza* ».

Il s'agit là d'une donnée choquante. L'Institut israélien de la démocratie a publié cette semaine une enquête montrant que plus des deux tiers des Israéliens juifs – soit 68 % – s'opposent au « *transfert de l'aide humanitaire aux habitants de Gaza à l'heure actuelle* ».

Pire encore, le sondage a abaissé la barre pour exclure toute opposition possible à l'UNRWA (qu'Israël incite à combattre) ou aux autorités du Hamas (qu'Israël considère comme des terroristes). En vain. Plus des deux tiers s'opposent toujours à l'aide humanitaire « *via des organismes internationaux qui ne sont pas liés au Hamas ou à l'UNRWA… Une majorité de répondants juifs (68 %) s'oppose au transfert de l'aide humanitaire même dans ces conditions* », note l'enquête.

Les chiffres sont pires lorsqu'il s'agit des Israéliens juifs de droite, où l'opposition atteint 80 %, soit quatre sur cinq. Il faut savoir qu'environ 2/3 des électeurs israéliens sont considérés comme étant de droite.

Il faut vraiment s'arrêter là. Nous nous trouvons dans une situation où les Palestiniens de Gaza meurent de faim, où les gens consomment des aliments pour animaux dans leur désespoir. La semaine dernière, le Programme alimentaire mondial des Nations unies a indiqué que des habitants de Gaza « *mouraient déjà de causes liées à la faim* », et un dépistage nutritionnel de l'UNICEF dans le nord de Gaza a révélé qu'un enfant de moins de deux ans sur six souffrait de malnutrition aiguë. Les Israéliens ne sont pas complètement ignorants. Ils soutiennent un génocide à une écrasante majorité.

Il est désormais courant dans la société israélienne de discuter de l'âge à partir duquel il est acceptable d'affamer les enfants. Lors d'une récente discussion sur le programme d'information d'une grande chaîne publique, un ancien responsable du Mossad et l'animateur chevronné sont parvenus à un consensus sur le fait qu'il était légitime d'affamer les enfants de plus de 4 ans.

Une grande partie du monde, y compris les États-Unis, semble nier le caractère meurtrier et explicitement génocidaire de la société israélienne. Nancy Pelosi ne cesse de parler d'Israël comme de « *la seule démocratie de la région* » alors que les Israéliens eux-mêmes soutiennent l'affamement des enfants. Les gens ne semblent pas comprendre.

L'aide humanitaire était l'un des principaux points de l'ordonnance rendue le 26 janvier par la Cour internationale de justice lorsqu'elle a jugé plausible qu'Israël commette un génocide, comme l'en accuse l'Afrique du Sud. Il s'agit du point 4 de l'ordonnance, qui stipule que :

«L'État d'Israël doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens de la bande de

Gaza ont besoin de toute urgence pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles ils sont confrontés.»

Même le juge israélien ad hoc Aharon Barak, qui a voté contre 4 des 6 mesures urgentes, a voté pour celle-ci (elle a été adoptée à 16 contre 1, la juge ougandaise Julia Sabutinde, qui a voté contre absolument toutes les mesures, étant l'exception).

Il s'agit d'une chose tellement fondamentale, d'une exigence tellement fondamentale – même en temps de guerre. Lorsque l'on s'oppose à une question aussi fondamentale, cela devient autre chose qu'une guerre, cela devient un génocide. C'est ce que nous constatons.

Ce sondage ne fait que confirmer ce que nous avons déjà constaté. Des manifestants israéliens ont bloqué des camions d'aide à la frontière sud, près de Rafah. On pourrait être tenté de les considérer comme des extrémistes marginaux, mais le sondage montre qu'ils font partie du courant dominant. Le sondage confirme également que des dirigeants israéliens comme le ministre de la défense Yoav Galant, qui a déclaré au début du génocide : « *J'ai ordonné un siège total de la bande de Gaza – pas d'électricité, pas de nourriture, pas de gaz, tout est fermé – nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence* », sont réellement représentatifs de l'ensemble de la population.

C'est le pire niveau de déshumanisation de la société israélienne dont je me souvienne depuis que j'y suis né, il y a 52 ans. Bien sûr, cette déshumanisation n'a pas commencé le 7 octobre, elle existait bien avant ma naissance et même avant que l'État n'existe. Mais aujourd'hui, elle semble atteindre son paroxysme. Les Israéliens ne semblent même plus se soucier de maintenir un semblant de libéralisme – ils sont passés en mode génocide. Et quand je parle de déshumanisation, ce ne sont pas seulement les Palestiniens qui sont déshumanisés dans ce processus. Les Israéliens se réduisent eux-mêmes à un niveau de barbarie. C'est vraiment quelque chose que nous nous sommes infligé à nous-mêmes en nous convainquant que le fait de prendre des dizaines de milliers de vies palestiniennes nous rachètera d'une manière ou d'une autre de cet abîme. Ce n'est pas le cas. UJFP 23 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille dans le camp de la réaction.

Élections européennes : Glucksmann explique pourquoi il vote à « *80 %* » comme la Macronie - Le HuffPost 3 mars 2024

La chef de file de la liste socialiste pour les élections européennes Raphaël Glucksmann a expliqué ce dimanche 3 mars voter à « *80 %* » comme les troupes du camp présidentiel au Parlement européen. Le HuffPost 3 mars 2024

Totalitarisme en famille. Consensus, union nationale, collaboration de classes, leurs guerres et leurs tôlards valent bien cela.

Record historique dans les prisons, 76.258 personnes incarcérées pour 61.737 places - Journal du Dimanche 1 mars 2024

3.059 détenus sont contraints de dormir sur un matelas posé à même le sol, soit une hausse de 50,2 % de plus qu'en 2023. Parmi les prisonniers, 20.254 sont en attente de leur jugement.

83 % des Français favorables à l'augmentation du nombre de places dans les prisons

Face à l'engorgement persistant des prisons, plus de quatre personnes sur cinq sont favorables à une augmentation des capacités d'accueil des établissements pénitentiaires, d'après une enquête réalisée par l'institut CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD.

D'un point de vue politique, les soutiens du Parti socialiste sont à 83 % en faveur du projet. La France insoumise et Europe Écologie-Les Verts présentent des taux plus faibles, respectivement 71 % et 64 %. Le parti Renaissance exprime un fort soutien (92 %) à l'expansion des prisons, tandis que du côté du Rassemblement national, ils sont moins nombreux (84 %) à plaider en faveur de l'augmentation du nombre de places dans les établissements. Journal du Dimanche 1 mars 2024

Il faut bien financer l'économie de guerre.

L'exécutif se prépare à durcir à nouveau les règles de l'assurance-chômage - Publicsenat.fr 27 février 2024

À l'heure où la croissance ralentit et les recettes fiscales se tassent, les dépenses sociales ne devraient pas être épargnées par l'objectif de réduction du déficit public. Comme il s'y était engagé à l'occasion de son discours de politique générale fin janvier, Gabriel Attal a répété une fois de plus qu'il était favorable à ce qu'on « *rouvre le chantier* » de l'assurance chômage.

Durée d'indemnisation, dégressivité des allocations : les pistes évoquées par l'exécutif

En attendant, l'exécutif fournit déjà des pistes pour durcir l'assurance chômage. Plusieurs hypothèses sont posées sur la table par le Premier ministre, qui s'est confié au Journal du dimanche la semaine dernière, en marge d'un déplacement en Charente-Maritime. « *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire. On peut aussi accentuer la dégressivité des allocations, cela fera partie des discussions* », a-t-il détaillé.

En plein marathon budgétaire au Parlement, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a aussi eu l'occasion de formuler une idée assez radicale : aligner la durée indemnisation chômage des plus de 55 ans, qui est de 27 mois, sur celle des autres chômeurs, qui est de 18 mois. « *Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres* », avait fait valoir le ministre, devant les sénateurs en novembre.

Quelques semaines plus tard, Emmanuel Macron a exprimé le souhait d'introduire des conditions « *plus sévères quand des offres d'emploi sont refusées* ». C'était le 16 janvier, à l'occasion de sa conférence de presse à l'Élysée. À Davos, en Suisse, le lendemain, il avait confirmé vouloir « *durcir les règles de l'assurance chômage* ». Publicsenat.fr 27 février 2024

L'Union européenne contre les paysans par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 27 février 2024

Partout dans l'Union européenne, les paysans se dressent contre la Politique agricole commune (PAC) qui pourtant les subventionne. Les gouvernements leur répondent avec des mesures d'ajustement, des simplifications bureaucratiques et quelques paroles de réconfort. En réalité, ils sont impuissants face à une structure conçue pour appliquer une idéologie qui se révèle folle.

https://www.voltairenet.org/article220483.html

Inde.

L'Inde reproche le blocage de Washington à l'OMC pour régler les différends - AFP/RT 28 févr. 2024

À l'occasion la 13e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Abou Dhabi, le ministre indien du Commerce Piyush Goyal a expliqué, dans un entretien à l'AFP, que les États-Unis bloquaient l'organe d'appel du système de règlement des litiges commerciaux depuis le mandat d'Obama.

Le ministre indien du Commerce a expliqué ce 28 février, à peine arrivé à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que son pays n'envisageait pas de «*finaliser*» d'accord tant que Washington bloquerait le mécanisme de l'organisation permettant aux pays de régler leurs différends.
«*Il est important que la première question que nous réglions soit l'organe d'appel et certains pays empêchent cela*», a-t-il déclaré. Le ministre indien n'a pas nommé les États-Unis mais l'organe d'appel du système de règlement des litiges commerciaux de l'OMC est paralysé depuis fin 2019 à la suite du blocage par Washington du renouvellement des juges, une pratique initiée sous l'administration de Barack Obama et que Donald Trump et Joe Biden ont poursuivie.

Les États-Unis reprochent à l'organe d'appel de trop interpréter les règles de l'OMC, et estiment aussi que les décisions des juges ne devraient pas aller à l'encontre de la sécurité nationale des pays.

«*Je trouve très regrettable que certains pays ne permettent pas à l'OMC de fonctionner pleinement*», a souligné Piyush Goyal, expliquant que toutes les décisions prises par l'OMC depuis sa création sont dans les limbes «*car il n'existe pas d'instance d'appel*».

Le dirigeant indien a estimé que «*l'ensemble du fonctionnement de l'OMC*» était actuellement «quelque peu à l'arrêt». «*Sans organe d'appel, si j'ai un problème avec une nation, je ne peux rien y faire. Même si je gagne un jugement, cela n'a aucune valeur*», a-t-il remarqué.

Russie.

La Transnistrie appelle à l'aide la Fédération de Russie - Réseau Voltaire 29 février 2024

Lors de la dissolution de l'Union soviétique, en 1991, des États se sont créés selon les divisions régionales de l'URSS. Cependant la Transnsitrie, qui était rattachée par l'administration soviétique à la Moldavie après la Seconde Guerre mondiale, s'est déclarée indépendante cinq jours après celle-ci.

Les Moldaves rêvaient du modèle états-unien, tandis que les Transnistriens ont poursuivi celui de Mikhaïl Gorbatchev : construire une nation à la fois démocratique et communiste. Furieux, les Etats-Unis tentèrent, en 1992, de détruite ce pays en recrutant une armée roumaine sous le commandement du colonel Howard J. T. Steers (conseiller spécial de l'Otan) [1]. La Russie de Boris Eltsine la laissa tomber, mais les Transnistriens se défendirent seuls et gagnèrent leur liberté.

Aujourd'hui les allocations sociales et les salaires des employés du secteur public ne sont pas payés par Chisinau qui ne reconnaît pas l'indépendance de la République moldave du Dniestr, mais prétend que les Transnistriens sont ses citoyens.

Alors qu'un accord était intervenu entre la Moldavie et la République non-reconnue moldave du Dniestr (Transnistrie) pour qu'elle ait accès à la fois au marché de l'Union européenne et au marché global, Chisinau a édité de nouvelles normes au début 2024. Les entreprises transnistriennes, qui commercent avec 90 pays, doivent être enregistrées en Moldavie pour pouvoir y transiter. Or, elles ne le peuvent pas car les banques moldaves le leur refusent. Elles ne peuvent pas non plus le faire via l'Ukraine en raison de la guerre.
Durant tout le mois de janvier, des manifestations se sont tenues à Tiraspol pour protester contre cet étranglement économique. Les deux tiers des Transnistriens ont la triple nationalité moldave/transnistrienne/russe. 1 500 à 2 000 soldats russes constituent une mission de paix permanente sur place.

Le 21 février, le président transnistrien, Vadim Krasnosselski, a annoncé la convocation de tous les députés en Congrès, pour la première fois depuis 18 ans. L'Ukraine, qui avait tenté d'assassiner le président transnitrien en septembre dernier, a envoyé immédiatement son ambassadeur, Paun Rogovei, pour s'assurer que la situation ne dégénère pas. Le département d'État US a dépêché, le 27 février, Christopher W. Smith, un adjoint de la sous-secrétaire Victoria Nuland.

Le 28 février, le Congrès des députés s'est réuni. Il a appelé la Russie à l'aide, mais n'a pas demandé le rattachement à la Fédération, alors que ses citoyens l'avaient fait par référendum à 97 % des suffrages exprimés en 2006 et son gouvernement, en 2014, lors du rattachement de la Crimée.

En 2019, la Rand Corporation, think tank du complexe militaro-industriel états-unien, avait rédigé un plan visant à affaiblir le rival russe en le contraignant à intervenir en Ukraine, puis en Transnistrie [2]. Le plan avait été présenté à la Chambre des représentants le 5 septembre 2019.

En janvier 2022, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'était rendu à la frontière ukraino-transnistrienne pour y rencontrer la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM). Il s'agissait de planifier la crise actuelle. [3]. Réseau Voltaire 29 février 2024

Notes :

[1] « *En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

https://www.voltairenet.org/article150085.html

[2] « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* », par Manlio Dinucci , Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 8 mars 2022.

https://www.voltairenet.org/article215897.html

[3] « *Josep Borrell organise le siège du Donbass et de la Transnistrie* », Réseau Voltaire, 10 janvier 2022.

https://www.voltairenet.org/article215192.html

Investigation. C'est bien pire qu'un complot, comment ils se servent de leurs milliards pour empoisonner et emprisonner toute la société pour s'en assurer le contrôle.

J-C – Un conseil d'ami : Avant de prendre pour argent comptant ou de relayer une info provenant d'un média, vaut mieux s'abstenir ou s'y reprendre à deux fois pour ne pas se faire manipuler.

Radio-Canada digne de Radio France.

Radio-Canada - Dans un récent rapport, le Center for Countering Digital Hate, qui documente et analyse la circulation de publications haineuses et la désinformation sur les réseaux sociaux, a identifié une nouvelle tendance surnommée "*le nouveau négationnisme climatique*".

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2048286/michael-mann-climatologue-diffamation

Qu'est-ce que c'est le Center for Countering Digital Hate ? Une officine au service des gouvernements britannique et américain.

Le Center for Countering Digital Hate (CCDH) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui cherche à lutter contre la désinformation en ligne. Elle possède des bureaux à Londres et à Washington. (Source : Wikipédia)

Imran Ahmed, PDG et fondateur du Center for Countering Digital Hate (CCDH), a déclaré :

« *Les scientifiques ont gagné la bataille pour informer le public sur le changement climatique et ses causes, c'est pourquoi ceux qui s'opposent à l'action climatique ont cyniquement changé de combat pour saper la confiance dans les solutions et dans la science elle-même.*

« Les jeunes passent énormément de temps sur des plateformes de partage de vidéos comme YouTube. Ces nouvelles formes de déni du climat, qui se sont rapidement multipliées au cours des six dernières années, visent à confondre et à affaiblir le soutien de l'opinion publique à l'action pour le climat au cours des prochaines décennies. »

https://counterhate.com/blog/the-new-climate-denial-major-new-report-on-youtube-uncovers-evolution-of-climate-deniers-tactics/

Quand les autorités britanniques demandent conseil à Imran Ahmed avant de légiférer sur la censure.

UK Parliament - 9 September 2021 - Draft Online Safety Bill - At 9:45am: Oral evidence

Mr Imran Ahmed : CEO and Founder at Center for Countering Digital Hate

Imran Ahmed: Good morning. Thank you to the committee for inviting CCDH to give evidence today. It is really great to hear of the range of experience that is being brought to this question. I am glad that Her Majesty's Government have decided to take the politics out of this and have the pre-legislative scrutiny, because this is a really important issue.

Imran Ahmed : Bonjour. Je remercie la commission d'avoir invité le CCDH à témoigner aujourd'hui.
C'est vraiment formidable d'entendre parler de l'éventail d'expériences qui sont apportées à cette question. Je suis heureux que le gouvernement de Sa Majesté ait décidé de sortir de la politique et de procéder à un examen prélégislatif, car il s'agit d'une question très importante.

https://committees.parliament.uk/event/5444

Comité mixte sur le projet de loi sur la sécurité en ligne - Jeudi 9 septembre 2021

A lire aussi :

https://counterhate.com/blog/new-climate-denial-imran-ahmed-on-nprs-living-on-earth-podcast/

Pour vous donner une idée du personnage, cet individu parle ainsi des scientifiques qui ne partagent pas la version officielle :

Imran Ahmed - Ils font appel à des « *experts* ». Ils ont l'apparence de la neutralité académique ou de la recherche, ils ont des visuels, des graphiques. Parfois, les présentateurs portent même une veste en tweed pour donner l'impression d'être érudites, c'est une astuce que j'ai utilisée moi-même dans le passé.

La CCDH a des liens avec le British Labour Party de gauche. La fondatrice du groupe, Imran Ahmed, est un ancien conseiller des députés travaillistes Hilary Benn et Angela Eagle. Kristy McNeill, membre du conseil d'administration, est une ancienne conseillère de l'ancien Premier ministre britannique du Parti travailliste Gordon Brown, et l'ancien membre du conseil d'administration Morgan McSweeney a démissionné du conseil d'administration pour devenir chef de cabinet au chef du Parti travailliste Keir Starmer.

Financement ou la piste de l'argent qui ne trompe pas.

Selon les registres fiscaux, au cours de la première année d'Imran Ahmed en tant que directeur général de la CCDH en 2021, la société a levé environ 1,47 million de dollars, dont environ 1,1 million de dollars provenant du fonds de charité de Schwab, dont le bailleur de fonds de charité, conseillé par les donateurs. (Lire plus loin sur le fonds de charité de Schwab – J-C)

https://www.influencewatch.org/non-profit/center-for-countering-digital-hate/

L'organisation CCDH est membre de la coalition Stop Hate For Profit et de la coalition Change the Terms. Depuis le 4 mai 2020, la campagne Stop Funding Fake News est devenue un projet du CCDH. (Wikipédia.org)
En partant de Stop Hate for Profit on arrive à l'Anti-Defamation League.

Anti-Defamation League

Jonathan Greenblatt : CEO and National Director

He is a Henry Crown Fellow of the Aspen Institute and a member of the Council on Foreign Relations.

L'Aspen Institute est en grande partie financé par des fondations telles que la Carnegie Corporation, le Rockefeller Brothers Fund, la Fondation Gates, la Fondation Lumina et la Fondation Ford (Wikipédia)

Le Council on Foreign Relations (CFR) fondé en 1921, il est un think tank américain basé à New York et Washington.

Il est composé d'environ 5 000 membres issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique. Le CFR est considéré comme l'un des think tanks les plus influents en politique étrangère. Il publie une revue bimensuelle, Foreign Affairs. Sur 502 membres importants des

gouvernements des États-Unis sur la période allant de 1945 à 1972 plus de la moitié d'entre eux avaient été membres du Council on Foreign Relations.

En 2008 il a lancé un programme de cinq ans intitulé « *Institutions internationales et gouvernance mondiale : Le nouvel ordre mondial au XXIe siècle*.» (Wikipédia)

La Anti-Defamation League financée par la fondation Schwab Charitable reçoit des fonds de Goldman, Vanguard et Bank of America notamment.

Fonds de bienfaisance Schwab.

L'organisation est l'un des nombreux bailleurs de fonds conseillés par les donateurs aux États-Unis, qui sont gérés par de grandes institutions financières. L'organisation est la sixième plus grande organisation caritative aux États-Unis et l'une des plus grandes organisations donatrices du pays.

De nombreuses institutions et sociétés de courtage, telles que Schwab, Fidelity Investments, Bank of America et Goldman Sachs ont créé des armes caritatives pour exploiter des fonds conseillés par les donateurs, qui sont tous organisés en tant qu'organisations caritatives 501(c). Outre la Charitable de Schwab, ces organisations comprennent le Goldman Sachs Philanthropy Fund, Fidelity Charitable Gift Fund, Vanguard Charitable Endowment Program et Bank of America Charitable Gift Fund.

En 2018, Schwab Charitable a été l'un des plus grands bailleurs de fonds aux États-Unis, collectant plus de 3,3 milliards de dollars de contributions auprès des titulaires de comptes et donnant plus de 1,8 milliard de dollars à des œuvres de bienfaisance. Schwab Charitable facture à ses donateurs des frais d'administration autres que de compte de courtage traditionnel et verse une petite fraction de ses recettes à Charles Schwab et à d'autres sociétés de conseil financière pour les frais annuels de gestion des actifs et d'administration. L'organisation verse des salaires allant jusqu'à 600 000 dollars à plusieurs cadres et gestionnaires d'actifs et signale un total de 27 employés dont le salaire est supérieur à 100 000 dollars.

Depuis la création de Schwab Charitable, les donateurs de Schwab Charitable ont contribué à plus de 130 000 organisations caritatives avec des subventions totalisant plus de 10 milliards de dollars.

Financement des organisations de gauche

Selon le rapport annuel 2017 de Schwab Charitable, les subventions de l'organisation ont triplé, passant de 504 millions de dollars en 2011 à 1,6 milliard de dollars au cours de l'exercice 2017. Alors que l'organisation (au nom des détenteurs de fonds conseillés) donne des montants importants aux organisations de droite, l'augmentation de la subvention de l'organisation a été accompagnée d'une augmentation des dons aux groupes de gauche.

D'autres organisations de défense gauche qui comptent parmi les principaux bénéficiaires des fonds, dont l'Anti-Defamation League...

Stop Funding Fake News (Arrêter de financer les fausses nouvelles)

Stop Funding Fake News (SFFN) est une organisation informelle qui fait campagne pour supprimer les annonceurs des sites web accusés de diffuser des informations trompeuses et fabriquées de toutes pièces. L'organisation a commencé en février 2019, mais a été placée sous la direction du Center for Countering Digital Hate en mai 2020.

Halte au financement de Fake News a lancé une campagne pour définancer les centres des fonds et des médias de droite qui critiquent les manifestations de Black Lives Matter et les manifestations de George Floyd. Le 16 juin, SFFN a tweeté dans neuf grandes sociétés et organisations les accusant de soutenir hypocritement BLM alors qu'elle faisait de la publicité sur un ou plusieurs des sites inscrits sur la liste noire.

Source : https://www.influencewatch.org

En complément, le réseau d'associations et d'ONG tentaculaire qu'ils financent grâce à l'immense fortune qu'ils ont accumulée

Fonds de dons et de bienfaisance Fidelity Investments

Depuis 1991, Fidelity Charitable a distribué plus de 40 milliards de dollars sous forme de subventions à plus de 300 000 organisations caritatives.

Fidelity Investments Charitable Gift Fund est la plus grande organisation caritative publique aux États-Unis, qui détient plus de 30 milliards de dollars d'actifs sous gestion à partir de 2019.

Jacob Pruitt est le président de Fidelity Charitable, en tant que membre en octobre 2021

Pruitt était auparavant chef des investisseurs à T. Row Price de 2014 à 2021, une entreprise d'investissement multinationale. Il a également été chef régional de la gestion des actifs du groupe Vanguard de 2007 à 2014.

Selon son formulaire 990 de 2022, l'organisation a déclaré un chiffre d'affaires de 19 858 151 933 dollars, des dépenses d'un montant de 11 634 379 981 dollars et un montant total d'actifs de 48 314 187 764 dollars.

Selon leur rapport d'offre de 2024, Fidelity Charitable a été d'environ 11,8 milliards de dollars dans plus de 2 340 165 subventions uniques au cours de l'exercice 2023. Plusieurs des principales organisations qui ont reçu des subventions sont notamment les suivantes : dont Wikimedia...

Source : https://www.influencewatch.org

Navalny. La NED/CIA passe aux aveux. A propos de leur dernière victime. Ils ont signé leur crime.

Déclaration du NED sur la mort du chef de l'opposition russe Aleksey Navalny - ned.org 16 février 2024

Je vous passe leur bafouille, allons directement à la conclusion :

NED - « *Toute l'équipe du NED exprime notre solidarité avec Aleksey Navalny, sa famille, les prisonniers politiques en Russie et les aspirations démocratiques de tous les citoyens russes*», a déclaré Miriam Lanskoy, directrice principale de l'Eurasie au NED.

https://www.ned.org/ned-statement-on-reported-death-of-russian-opposition-leader-aleksey-navalny/

Mélenchon avait écrit sur X : "*Honneur à sa résistance*", ils n'auront même pas besoin de le recruter ! Quel con !

Devinez qui parrainait la 60e Conférence de Munich sur la sécurité (MSC) ? La NED/CIA.

Ils ont pignon sur rue, ils ne se cachent pas, bien au contraire, ils sont les bienvenues, ils sont chez eux en somme. Mais alors, les chefs d'Etat ou de gouvernement, les ministres qui participent à ce genre de conférence, ils servent à quoi ? Ce sont des figurants, de simples exécutants, ils se montrent, ils débitent les fadaises qu'ils ont apprises par cœur et ils s'en vont, ce sont d'autres acteurs qui rédigent et adoptent les textes qu'ils appliqueront par la suite.

Watch: How to Outsmart the Bad Guys; NED at Munich Security Conference

Regarder : Comment déjouer les méchants ; la NED à la conférence de Munich sur la sécurité - ned.org

"*Les violations des droits de l'homme et l'affaiblissement de la démocratie alimentent l'instabilité et les conflits*", a déclaré Damon Wilson, président-directeur général de la NED. "*La démocratie est au cœur de la sécurité et doit être représentée dans les discussions de Munich.* "

La réunion publique organisée par la NED sur le thème "*Autocracy Inc. vs. Democrats United : Comment déjouer les méchants*", animée par la journaliste Anne Applebaum, lauréate du prix Pulitzer, a réuni un panel d'éminents experts, dont la lauréate du prix Nobel Maria Ressa, la dirigeante de la Biélorussie libre Sviatlana Tsikhanouskaya, le journaliste et militant iranien Masih Alinejad, le sénateur américain Sheldon Whitehouse et le député Gerry Connolly, pour discuter de la manière dont les dirigeants autoritaires travaillent ensemble comme jamais auparavant, en utilisant la technologie pour faire échouer les mouvements démocratiques et s'accrocher au pouvoir à tout prix.

https://www.ned.org/watch-how-to-outsmart-the-bad-guys-ned-at-munich-security-conference/

Une autre officine mondiale de la réaction que vous ne connaissiez pas.

Annonce de la douzième Assemblée mondiale du Mouvement mondial pour la démocratie à Johannesburg (Afrique du Sud) - ned.org 14 février 2024

NED - Le Mouvement mondial pour la démocratie tiendra sa 12e Assemblée mondiale à Johannesburg, en Afrique du Sud, les 20 et 22 novembre 2024, pour commémorer les 30 ans de démocratie de l'Afrique du Sud... Lors de la 12e Assemblée mondiale, plus de 500 dirigeants de la société civile, des dirigeants politiques et des penseurs de près de 100 pays se réuniront pour travailler dans une cause commune pour renouveler la démocratie. Sous le thème « *Revitaliser la démocratie : résilience, réflexion et innovation* », les délégués réfléchiront aux gains démocratiques et projetteront les ambitions de la communauté d'action du Mouvement mondial.

Qu'est-ce qui les rend si hystérique cette année ?

NED - « *La démocratie est une année de basculement pour la démocratie, plus de 60 pays se rendant aux urnes. Il y a tant de choses en jeu* », déclare Maria Ressa, présidente du comité de pilotage du Mouvement mondial.

Quand on a à l'esprit que ce sont les pires ennemis de la démocratie.

NED - La démocratie dans le monde continue de se heurter à d'énormes défis. L'état de droit est en train d'être démantelé; l'insécurité et les conflits sont en augmentation; les technologies de surveillance et l'utilisation d'une IA génératrices menacent d'accroître la répression; et les acteurs étatiques extérieurs et les acteurs étatiques cherchent à saper les démocraties. Un avenir démocratique ne peut être considéré comme acquis. À l'Assemblée mondiale, les grandes voix de la démocratie, les experts chevronnés et les nouveaux dirigeants se réuniront, favorisant l'action collective pour mobiliser l'appui du public et des politiques afin de réaliser leur vision pour l'avenir de la démocratie.

À propos du Mouvement mondial pour la démocratie

Le Mouvement mondial pour la démocratie, lancé en 1999, est une communauté d'action composée d'individus et d'organisations qui travaillent ensemble pour catalyser l'appui politique et public à la démocratie dans le monde entier. Le National Endowment for Democracy, basé à Washington, sert de secrétariat pour le Mouvement mondial.

Dans la rubrique ils osent tout. Plus cruel, tu meurs !

Dans la lettre annuelle 2024 de la Fondation Gates

- Des centaines de millions de personnes vivent avec moins de 2,15 dollars par jour sur la même planète où, au cours des 24 premiers mois de la pandémie, la richesse des milliardaires a augmenté plus qu'au cours des 23 années précédentes. (Ils s'en vantent, on pourrait croire eu premier abord qu'ils se foutent ouvertement de la gueule de leurs lecteurs, à moins qu'ils pensent avoir affaire à des admirateurs. Ce sont des psychopathes qui écrivent ici, qui agissent, des malades mentaux, on a du mal à l'imaginer ou à l'admettre, et c'est pour cette raison qu'on a du mal à saisir la réalité. J-C)

Alors que les besoins augmentent, les ressources dont les pays à faible revenu disposent pour y répondre diminuent. Près de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays qui dépensent plus pour le service de la dette extérieure que pour la santé. L'aide publique au développement (les subventions et les financements à faible coût qui aident les pays les plus pauvres à répondre aux besoins humains fondamentaux) a régulièrement diminué en termes réels, car les pays riches se concentrent sur d'autres priorités, tant au niveau national qu'à l'étranger.

https://www.gatesfoundation.org/fr-fr/ideas/articles/2024-gates-foundation-annual-letter

---

Comment ils visent le contrôle des générations futures ou la neutralisation de la lutte de classe des exploités.

Pourquoi nous avons besoin d'une éducation construite pour la paix, en particulier en temps de guerre - weforum.org 28 février 2024

- Tout au long de l'histoire, le rôle de l'éducation dans l'édification d'une paix durable a été sous-estimé.

- Aujourd'hui, alors que les guerres font rage de l'Ukraine à Gaza et au-delà, nous devons redoubler d'efforts pour garantir à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité.
- Cela n'est pas seulement la bonne chose à faire, mais aussi des sociétés plus pacifiques et plus prospères.
Ce que les enfants apprennent et comment les enfants ont des conséquences géopolitiques, ainsi que des conséquences sociales et économiques fondamentales.

Nous devons accroître nos aspirations à la qualité de l'éducation pour les dizaines de millions d'enfants touchés par les conflits dès maintenant. Aujourd'hui, il y a plus de conflits qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup trop de vies d'enfants sont secouées par la guerre.

Nous savons que l'éducation elle-même réduit les conflits. Les nations sont moins susceptibles de connaître des conflits violents si leur population avait un niveau d'éducation plus élevé. Cela est encore plus important pour les millions d'enfants dont la scolarité est perturbée par la guerre.

La destruction à Gaza devrait conduire à une «*génération perdue*» d'enfants palestiniens, a averti l'ONU.

En temps de crise, nous devrions nous efforcer de reconstruire les systèmes d'éducation pour placer la paix et le développement durable au centre de leurs préoccupations.

Le moyen le plus rapide et le plus efficace d'introduire la consolidation de la paix dans un système d'éducation est d'en faire une condition préalable au financement. Les décideurs et les donateurs devraient insister pour que le thème transversal du règlement des conflits - ainsi que d'autres valeurs fondamentales telles que l'égalité des sexes et la durabilité - soit intégré dans les propositions de nouveaux programmes d'éducation.

https://www.weforum.org/agenda/2024/02/why-we-need-peace-education-especially-in-times-of-war/

LE SOCIALISME

Le 10 mars 2024

Pour se détendre un instant, si on peut dire, car bientôt s'il ne se passe rien, ils ne seront plus en mesure de distinguer un homme d'une femme, c'est préoccupant :

- Un jeune sur cinq ne reconnaît pas une courgette - 20minutes.fr 7 mars 2024

L'étude réalisée les 20 et 21 février par Harris Interactive auprès de 1.058 Français a montré qu'un jeune sur cinq ne sait pas reconnaître une courgette en photo. Dans l'ensemble de la population, une personne sur dix est dans ce cas. 20minutes.fr 7 mars 2024

Vous me direz que lorsqu'on n'est pas capable de reconnaître un ami d'un ennemi, tout devient possible, le pire surtout.

Ce n'est plus du domaine de la schizophrénie ordinaire, ces psychopathes sont passés en mode folie furieuse prêts à croire leurs propres délires.

En Allemagne, un sexagénaire s'est fait vacciner 217 fois contre le Covid-19 - parismatch.com 06/03/2024

Un cas surprenant, mis en lumière quatre ans après le début de la terrible pandémie. Un Allemand de 62 ans s'est fait vacciner à 217 reprises contre le Covid-19. D'après la revue « *The Lancet* », les doses ont été achetées et administrées en privé sur cet homme en l'espace de 29 mois. Un record.

Malgré cette avalanche étonnante de vaccins, le sexagénaire ne semble avoir gardé aucune séquelle de ce traitement préventif, selon une étude menée par des chercheurs de l'université d'Erlangen-Nuremberg, dans la région bavaroise en Allemagne.

J-C - Si c'était vrai, il aurait dû en crever, alors que s'est-il réellement passé, on va l'apprendre au tout dernier paragraphe de ce récit :

- Au-delà de ces examens médicaux, cet Allemand risque de rencontrer des ennuis judiciaires. Le procureur de la ville de Magdebourg (nord Est de l'Allemagne) a indiqué avoir ouvert une enquête pour fraude après avoir recueilli des preuves de l'achat et l'administration d'au moins 130 doses de vaccin contre le virus chinois. 20minutes.fr 06/03/2024

Leur autre guerre…oubliée. Bon appétit.

Le Soudan au bord de «*la pire crise de la faim au monde*» - arabnews.fr

La guerre qui ravage le Soudan depuis près de onze mois "*pourrait créer la plus grande crise de la faim au monde*" dans un pays qui connaît déjà la plus importante crise de déplacement de population du globe, prévient mercredi le Programme alimentaire mondial (PAM).

Les combats --qui ont fait des milliers de morts et huit millions de déplacés-- "*menacent des millions de vies, la paix et la stabilité de toute une région*", affirme la patronne du PAM Cindy McCain.

"*Il y a 20 ans, le Darfour a connu la plus importante crise de la faim au monde et le monde avait uni ses efforts pour répondre, mais aujourd'hui, les Soudanais sont oubliés*", poursuit-elle.

Au début des années 2000, le dictateur d'alors, Omar el-Béchir, déchu en 2019, avait lancé des miliciens, les Janjawids, pour mener la politique de la terre brûlée au Darfour, vaste région de l'ouest soudanais.

Aujourd'hui, ils sont regroupés au sein des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdane Daglo en guerre depuis le 15 avril 2023 contre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane.

Les bombardements de civils, destruction d'infrastructures, viols, pillages, déplacements forcés et villages incendiés sont devenus le quotidien des 48 millions de Soudanais.

Si ces violences ne cessent pas, "*la guerre au Soudan pourrait créer la plus grande crise de la faim au monde*", assure Mme McCain.

Actuellement, "*moins de 5%*" des Soudanais "*peuvent s'offrir un repas complet*", selon le PAM.

Dans le camp de déplacés de Zamzam, au Darfour, un enfant meurt toutes les deux heures selon Médecins sans frontières (MSF).

Au Soudan du Sud, où 600.000 personnes se sont réfugiées pour fuir la guerre, "*un enfant sur cinq dans les centres de transit à la frontière souffre de malnutrition*", rapporte Mme McCain.

A travers le Soudan, 18 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aiguë --dont cinq millions ont atteint le dernier palier avant la famine-- et peuvent à peine être aidées par des humanitaires subissant entraves au déplacement et grave manque de financement, d'après le PAM.

La même version corrigée pour la France par la CFDT : donnez-leur du pain et des jeux… et que la paix sociale règne, amen !

Grève pendant les Jeux olympiques : la CFDT n'a pas « *envie de gâcher la fête* » - LePoint.fr 8 mars 2024

Le syndicat n'a « *aucune envie de gâcher ce moment festif* », a assuré Marylise Léon, secrétaire générale de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), invitée de Télématin sur France 2, ce vendredi 8 mars.

« *Ce n'est pas à l'ordre du jour. Pour la CFDT, nous, on est dans le cadre des négociations. À ce stade, pas de préavis de grève dans les fonctions publiques pour la CFDT* », a-t-elle répondu concernant l'opportunité d'appeler à cesser le travail durant les Jeux.

Selon l'Agence France-Presse (AFP), la prochaine réunion entre l'administration et les syndicats de fonctionnaires pour préparer les Jeux olympiques doit se tenir le mardi 12 mars prochain.

On ne peut plus s'exprimer sans qu'on remette en cause systématiquement nos propos, qu'est-ce que cela signifie ?

On est des cons !

Prenez moi par exemple, avec les 30.000 pages de causeries que j'ai mises en ligne depuis 2008, je ne sais pas de quoi je parle, je suis un connard ou un fabulateur, un sale type. Forcément, je suis issu du milieu ouvrier très pauvre et je suis essentiellement autodidacte. En revanche, on écoutera un intellectuel, un type bardé de diplômes ou occupant une fonction importante, qui a un statut social supérieur, qui a une grande gueule ou un filou qui sait faire preuve d'éloquence, qui manie la com. à la manière d'un algorithme, qui revendique telle ou telle expérience…

Bref, on n'est plus seulement en présence de gens qui seraient sous l'emprise du culte du pouvoir et des élites, leur influence fait de véritables ravages parmi les esprits faibles, vulnérables ou malléables, au point que par mimétisme inconscient la philosophie nihiliste les a gagnés, ce qui les amène à contester toute connaissance qui ne correspondrait pas au discours ou à la propagande officielle, qui à tout bien considérer et avant même d'y avoir réfléchi, serait juste ou au-dessus de tout soupçon, se contentant de la vérité révélée en somme par paresse intellectuelle ou ignorance tout simplement.

Face à ce genre d'attitude particulièrement malsaine et nuisible, nous sommes impuissants à lutter, il faut bien l'admettre, nous qui avons conservé la fâcheuse habitude de nous en remettre strictement aux faits. Nous ne vouons pas un culte aux connaissances acquises, nous considérons qu'elles demeureront valables aussi longtemps qu'elles n'auront pas été réfutées par des faits nouveaux susceptibles de les remettre en cause.

Un esprit scientifique ou normalement constitué considère qu'aucune connaissance n'est définitivement acquise, et qu'en les soumettant à l'épreuve de l'expérimentation on peut vérifier leur véracité à tout moment, autrement dit, on s'autorise à douter de tout sur une base rationnelle au sens matérialiste du terme.

Si les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier s'étaient livrés à cet exercice au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils se seraient peut-être aperçus que leur théorie et leur conception de la lutte de classe ne correspondaient plus à la réalité qu'ils avaient sous les

yeux, ils les auraient corrigés en conséquence et nous n'en serions peut-être pas réduits à cette impuissance qui a conduit bien des militants et travailleurs au désespoir, parfois au suicide.

Cette réflexion qui n'est pas nouvelle chez moi, j'en ai trouvé une nouvelle fois l'illustration ces derniers jours, lorsqu'en fin de journée juste avant d'aller me coucher, j'ai rouvert plusieurs ouvrages datant du XIXe siècle ou du début du XXe, parfois des siècles précédents, en philosophie principalement, et au bout de deux minutes chaque fois je m'arrêtai comme pris par un vertige en proie à une sorte de mal de tête indéfinissable. Ce n'était pas la première fois que je faisais cette expérience, j'ai changé d'ouvrage à plusieurs reprises, et chaque fois au bout de quelques paragraphes je fus pris d'une lassitude inexplicable qui me procura un grand malaise…

J'ai essayé de comprendre ce qui m'arrivait, et j'en vins à me dire que je savais tout cela, que ce discours était décidément trop rudimentaire, obsolète au point de m'indisposer, je ne voyais pas ce que cette lecture pourrait m'apporter de plus que je ne connaissais pas déjà. J'ai cru discerner que c'était sur la formulation que je butais le plus, elle me sembla inaudible. Je fus pris d'une grande confusion, je tentai de me concentrer un maximum en repassant minutieusement dans ma tête tout ce que je venais de ressentir pour essayer de trouver l'origine de ce manque d'intérêt soudain. J'en vins à examiner chacun des sujets abordés pour en arriver à la conclusion qu'il était devenu impossible de nos jours de les traiter de cette manière-là. Je n'étais pas plus avancé. Je fis une pause pendant quelques minutes, le vide dans ma tête, puis je revins à la charge, là j'en arrivai au constat que les critères qui avaient servi autrefois pour analyser les conditions qui prévalaient autrefois n'étaient plus valables de nos jours, parce que la société et le monde avaient depuis connu des bouleversements considérables.

La manière dont les hommes de nos jours vivent, abordent ou interprètent les conditions matérielles et sociales auxquelles ils sont soumis, au-delà du fait que ces conditions ont connu de profondes transformations et qu'on doive en partir pour effectuer notre analyse, ne permet plus d'utiliser la même terminologie ou sémantique, les mêmes tournures d'esprit ou formulations, les mêmes critères de jugement, au point que toute comparaison apparaît immédiatement ridicule ou grotesque… C'est comme si on évoquait les rapports des hommes aux moyens de communication avant et après l'existence des technologies modernes liées à l'électronique sans tenir compte des bouleversements que cela a entraînés dans leur comportement et leurs rapports entre eux, on en arriverait à tenir un discours incompréhensible, et si on tentait d'en tirer des leçons, on serait pris de nausée, c'est justement ce qui m'est arrivé.

Tout cela pour dire que, lorsque je me refuse de m'exprimer à la manière d'un militant du mouvement ouvrier, quand j'aborde la réalité que vivent les travailleurs d'une autre manière, ce n'est pas pour me distinguer ou me donner un genre, je n'ai rien à foutre de ces enfantillages, c'est parce que je me suis remis au marxisme depuis 2001 après une coupure de 20 ans, non plus en tant que jeune travailleur ayant peu d'expérience de la vie en quête d'une idéologie pour structurer ma pensée, mais en tant que travailleur ayant cultivé son esprit critique durant plus de 45 ans aujourd'hui, en ayant intégré dans mon analyse de la société et du monde tout ce que mes anciens dirigeants s'étaient employés à occulter ou à côté desquels ils étaient passés, en notant au passage qu'eux n'avaient pas progressé, puisqu'ils sont toujours embourbés dans les mêmes contradictions qu'autrefois, on a eu l'occasion de s'en

apercevoir pendant 3 ans lors de la dictature sanitaire ou hygiéniste à laquelle ils ont participé, hélas !

Tribune libre de la lutte des classes.

Editorial de La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

La guerre comme moteur nécessaire de leur économie

Lorsque Macron a évoqué une possible intervention des troupes françaises en Ukraine, ce n'était pas une lubie. De larges secteurs de la classe capitaliste s'orientent désormais sur la guerre comme une nécessité pour sauver leur économie. L'éditorialiste des Échos Jean-Marc Vittori écrit : « *Les combats qui font rage en Ukraine depuis déjà plus de deux ans épuisent les ressources. Ils ont pris des milliers de vies, démoli des villes entières, volatilisé des centaines de milliards d'euros, détruit des chars et des avions, consommé des milliers de tonnes de poudre (…). Il faut donc maintenant produire rapidement et massivement* », notamment « *des avions, des chars, des canons, des munitions* ». Pour cela, « *l'investissement reste essentiel (…), il n'y aura pas de réarmement militaire sans réarmement industriel* ».

Dans *Le Monde*, l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international Olivier Blanchard pose la question des déficits publics alimentés, selon lui, par trois sources : « *Celle liée aux dépenses traditionnelles (allocations chômage, retraites, paiement des fonctionnaires…) ; celle liée à la défense contre la Russie et à la lutte contre le réchauffement climatique ; et enfin, celle liée au soutien de l'activité en cas de ralentissement.* » Sa proposition : « *Clairement, le plan doit être de diminuer les premières, d'augmenter les dépenses liées à la défense…* » Certes, reconnaît Blanchard, « *les Français n'ont pas le sentiment d'être en guerre* », mais ils le sont, « *c'est peut-être une guerre froide, mais c'est une guerre, contre la Russie (...)* ». Rappelant que « *les dépenses militaires de la Russie sont de l'ordre de 6 % du PIB par an* » et que la France « *est à moins de 2 %* », Blanchard conclut : « *Il va falloir faire plus.* »

Le décor est posé. Toute l'activité économique doit se restructurer autour de la guerre. Ce moteur d'entraînement artificiel de l'économie est une aubaine pour la classe capitaliste. Il bénéficie du financement « *obligé* » de l'État, lequel n'hésitera pas pour cela – « *c'est la guerre !* » – à couper dans les dépenses « *improductives* », c'est-à-dire celles qui préservent des vies au lieu de les détruire : la Sécurité sociale, les hôpitaux, les écoles, les services publics.

À ceux qui, « *à gauche* », font mine de s'offusquer des propos de Macron, on rappellera cette vérité : les paroles s'envolent, seuls comptent les actes. Les actes, c'est le vote par les députés « *socialistes* » et « *insoumis* » la semaine dernière au Parlement européen d'un crédit supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'Ukraine pour des munitions et des armes.

L'alternative est claire : ou bien l'économie de guerre qui sacrifie les peuples et les conquêtes sociales, ou bien l'économie de paix au service du plus grand nombre. Ou bien un gouvernement capitaliste de guerre et de mort, ou bien un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui rompt avec l'OTAN et œuvre à la paix entre les peuples.

De cela découle une exigence immédiate : pas un sou, pas une arme pour la guerre en Ukraine, pas un sou, pas une arme pour le gouvernement Netanyahou, génocidaire du peuple palestinien !

J-C – Je ne pense pas me compromettre en publiant cet éditorial. Je le précise pour les puristes ! Vous aurez constaté que le dernier paragraphe correspond à ce qui figurait déjà depuis des semaines dans le bandeau de notre blog en haut de la page.

Ceci explique cela ou pourquoi les Bourses flambent…

Le prix de l'obus de 155 mm début 2022, leur prix a quadruplé en passant de 2 000 euros à 8 000 euros (8 489,60 dollars), déclarait fin octobre le chef du comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer. RT 7 mars 2024

Notre ennemi est le capitalisme, ses institutions, tous ses représentants, toutes ses représentations, son idéologie multiforme.

Commentaire que j'ai adressé hier à un blog et qui a été publié.

- Le fascisme est une idéologie politique mise en œuvre par des représentants de l'oligarchie financière pour mater la classe ouvrière et neutraliser le mouvement ouvrier, quand tous les autres moyens légaux ou constitutionnels ont échoué pour leur imposer un programme anti-ouvrier et préserver l'existence du capitalisme en crise...

Autrement dit, le fascisme existera aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas disparu. La disparition du capitalisme n'étant pas à l'ordre du jour en Israël ou ailleurs, donc sous différentes formes il continuera de constituer une menace pour les peuples exploités et opprimés.

Le fascisme sioniste vise à la fois les travailleurs juifs et arabes ou palestiniens (et de fait il est doublement antisémite), de la même manière que le fascisme américain dans sa forme néolibérale vise les travailleurs blancs ou de couleurs, avec une préférence pour les palestiniens et les travailleurs de couleur parce qu'ils représentent la classe ouvrière, l'unique classe indépendante opposée au capitalisme susceptible de se reconnaître dans le socialisme, la seule alternative existante au capitalisme, ils ont donc tout intérêt à s'unir pour le combattre et le renverser...

Démystification sur une base scientifique. Suite de la causerie du 4 mars 2024

Rappel du contexte.

Evolution du climat – Vérités indésirables - Association des climato-réalistes 29 février 2024

Paul Deheuvels (Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences, Professeur émérite à Sorbonne Université)

https://www.climato-realistes.fr/evolution-du-climat-verites-indesirables/

J'ai reçu le courriel suivant d'un camarade :

Pour info :

Paul Deheuvels est un statisticien français.

Il a été conseiller auprès de la direction de Total de 1974 à 1994. Soit 20 années !
Mais cela, il omet de le préciser !

Ayant été grassement payé par cette compagnie pétrolière, et continu probablement encore à l'être aujourd'hui, il ne peut que nier le réchauffement climatique, comme dit l'adage : un chien ne mord jamais la main de celui qui le nourri !

Il a été aussi conseiller auprès de la direction de Sanofi de 1978 à 1998.

Paul Deheuvels officie aussi actuellement à raison de 3h par mois, sur Radio-Courtoisie : radio bien connu en France pour être une radio d'extrême droite !!

Pour finir ce dernier est aussi un proche du club de l'horloge une association française, plus précisément « *un cercle de réflexion politique* » d'orientation ultra-libérale, et proche de l'extrême droite.

J'ai bien peur que tu te fourvoie sur le personnage en question.

[Analyse] du discours d'un climato-sceptique : V. Courtillot

Sinon sur Raphaël Glucksmann Voici un article de fond !

Ma réponse :

Merci pour ton message.

J'ai lu sa biographie dans Wikipédia où figure son passage chez Total de 1974 à 1994, chez Sanofi, sa collaboration à Radio-Courtoisie et sa proximité avec le Club de l'horloge.

J'ai envie de te répondre : Et alors, qu'est-ce que cela prouve ? Rien. Quel est le rapport avec le contenu de son article ? Aucun.

Je n'ai pas regardé la vidéo sur Vincent Courtillot, je me suis contenté de parcourir les 2079 commentaires par acquis de conscience, il en ressort qu'on a affaire à un mystificateur, je parle de l'auteur de la vidéo et non de Courtillot.

Quant à Frustration magazine qui est une émanation de la LCR/NPA, j'ai essayé de débattre avec eux, ils se sont défilés. Raphaël Glucksmann est une crapule, tel père tel fils!

Bonne continuation.

Jean-Claude

PS : J'ai relevé les commentaires suivants, le plus digne d'intérêt, à mon avis le seul qui mérite d'être retenu parce qu'il fout par terre toute la théorie sur le CO2 anthropique ou non, c'est que la température augmente 800 ans avant la hausse du CO2, c'est con, mais c'est comme ça !

Il s'agit des commentaires à la suite de la vidéo critiquant les travaux de Vincent Courtillot, quelques-uns d'entre eux, si vous avez la patience et le temps d'ouvrir les 2080 commentaires, les plus intéressants techniquement parlant sont les plus longs que je ne reproduis pas ici pour ne pas allonger davantage cette causerie :

https://www.youtube.com/watch?v=WZb-y_N4ZwY

1- Le gars dit lui-même en préambule qu'il n'y connait rien. Donc… quelle est leur motivation?

2- Du grand n'importe quoi, systématiquement à côté de la plaque. Soit c'est de la mauvaise foi, soit c'est de la bêtise. Soit vous n'avez pas compris ce que dit Mr Courtillot, soit vous êtes malhonnête.

3- Dès le début on se rend compte que vous ne comprenez pas ce qu'explique M. Courtillot ... et donc vous analysez les mauvais éléments alors forcément vous en faites ce que vous en voulez. C'est assez affligeant.

4- Les climato-sceptiques ne regardent pas les vidéos de ce genre. Par contre les climato-ignorants, ou les climato-hésitants, et les climato-convaincus qui discutent avec les 2 autres : oui. Ca fait progresser la connaissance pour ceux qui la recherchent;

Donc moi qui étais "*climato-sceptique*" (au sens premier, c'est à dire, sceptique et pas négationniste) je suis devenu "*croyant*" grâce à votre chaîne, parce que les arguments répondaient à mes questionnements : merci !

5- Merci pour votre vidéo, mais c'est dommage que vous aussi vous exagérez vos arguments juste par pure critique ce qui décrédibilise votre analyse.

Mr Courtillot dit "*Le principal Centre qui fournit à tous les scientifiques du monde ...*" pour moi cela ne veut pas dire ce que vous lui faites dire à la minute 4:17 quand vous dite "*on a pas le droit de dire que le Hadley est le seul centre de recherche qui fournit toutes les données scientifiques...*"

À partir de cette minutes j'ai compris que vous aussi vous avez pris parti dès le début de votre étude ce qui n'est pas très scientifique, donc pas crédible.

6- Allez, votre première et facile manipulation qui commence avant la 5ème minute : Courtillot dit (à 2'26" sur la vidéo) "*le principal centre qui* ...." et vous à 4'15" "*on a pas le droit de dire que le Hadley est le seul centre de...*" Voilà, c'est plié, facilement démasqué...

7- 4 min 18 min de vidéo et on remplace "*principal centre*" par " *le seul centre*", je zappe

8- Aïe... Ça commence mal. Au bout de 4 minutes : "*La science repose sur les faits*". Cette idée dite aussi simplement est naïve. A croire que l'auteur de la vidéo n'a jamais rien lu en épistémologie des sciences...

9- Indépendamment de toute opinion sur ce qui est dit par ce Mr Courtillot, ceci n'est pas une analyse. Cette façon de donner des contre-arguments à des bribes de discours, et de plus de faire glisser progressivement ce qui a été dit vers une autre formulation, ainsi que de ne pas prendre la peine d'aller jusqu'au bout de la conférence me semble friser la malhonnêteté.

10- Dans les gaz à effet de serre, vous oubliez la vapeur d'eau qui assure 95% de l'effet de serre.

11- Comment expliquer que toute les planètes du système solaire ce réchauffe? Activité extra-terrestre ?

12- Comment le CO2 peut-il est la cause principal de l'augmentation des températures alors que la seule étude disponible (carottes de glace VOSTOK) démontre que le CO2 suit l'augmentation des températures (dégazage des océans) de 800 ans. Comment le CO2 peut être la cause s'il vient après ?

« *According to Barnola et al. (1991) and Petit et al. (1999) these measurements indicate that, at the beginning of the deglaciations, the CO2 increase either was in phase or lagged by less than ~1000 years with respect to the Antarctic temperature, whereas it clearly lagged behind the temperature at the onset of the glaciations*.”

http://cdiac.ess-dive.lbl.gov/trends/co2/vostok.html

13- D'ailleurs au sujet du lien entre CO2 et température, en fait, la réalité est exactement le contraire de la thèse du GIEC. Les variations de température précèdent de plusieurs siècles les variations de CO2 au cours de l'histoire. C'est-à-dire que si causalité il y a, c'est la température qui change le CO2 et non l'inverse. La thèse du réchauffement anthropique est une absurdité totale à la base. C'est une imposture intellectuelle sans précédent à mon avis dans l'histoire de la science.

14- Cette vidéo sophistique... C'est incroyable... Y'a vraiment des profanes pour se laisser berner? Juste utiliser des données postérieures à la conférence pour démontrer que la courbe de Courtillot ne respecte pas la tendance... C'est ridicule... On voit parfaitement que sur les données qu'il a, sa courbe respectent quasiment parfaitement ces dernières... Même sur la fin, où on aperçoit une légère baisse... Surtout que tes données postérieurs sont inexactes... Tu utilises également le sophisme de l'homme de paille...

La plupart de tes arguments n'ont aucune pertinence... Soit son hors sujet, soit ne contredisent pas les propos de Courtillot... C'est une technique classique du sophiste, qui accablant le propos d'un autres d'énormément de critiques superficielles, au mieux, ou de critiques hors sujet, au pire, cherche à tromper un auditoire profane... j'invite vivement les personnes ayant regardé cette vidéo, à lire les rapports du GIEC... Ils se rendront compte de la malhonnêteté intellectuelle de cette vidéo...

Ma seconde réponse à ce camarade qui s'adressait aussi aux lecteurs de notre blog :

Les choses simples s'expriment simplement.

Tu juges à partir de critères politiques le contenu d'un article de nature scientifique, rédigé par un scientifique, c'est comme vouloir procéder à une pesée avec un pied à coulisse !

Recourir à un tel procédé pour réfuter des arguments sans jamais les aborder au demeurant relève du délire ou du procès d'intention, au-delà de la diffamation.

Le plus préoccupant, c'est que tu ne t'en rendes pas compte, note bien que tu n'es pas le seul dans ce cas-là, la majorité est en proie à une telle confusion. Pour interpréter la signification d'une telle pratique, il faut en chercher l'origine, hormis l'influence des idées ou de la propagande de la classe dominante, je ne vois pas.

Autre chose.

Les médias mainstream pratiquent l'autocensure, les partis politiques dits de gauche ou d'extrême gauche pratiquent l'autocensure, alors pour trouver les faits qu'ils censurent sans lesquels on ne pourra pas interpréter la situation, on est obligé de s'en remettre à des médias de droite ou liés à l'extrême droite.

Les scientifiques ou chercheurs qui entendent exercer honnêtement leur métier, sont placés exactement dans la même situation ou face au même dilemme pour porter à la connaissance de la population les fruits de leur expérience ou les conclusions de leurs travaux, à moins qu'ils ne se résignent à se taire et ainsi participer à la mystification de la population.

Si maintenant la quasi-totalité des scientifiques sont de droite ou d'extrême droite, c'est avant tout parce que la gauche et l'extrême gauche ont trahi le socialisme.

Concernant plus particulièrement l'extrême gauche, disons la plus fréquentable, elle est embourbée dans des contradictions telles, qu'elle navigue entre opportunisme et dogmatisme forcené ou gauchisme, qui ont de quoi rebuter les esprits les mieux intentionnés et les inciter à ne pas rompre avec le capitalisme et ses représentants, auxquels ils doivent finalement leur statut social privilégié.

Ce n'est pas pour des prunes que Marx se méfiait comme de la peste des intellectuels en général, pour autant, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, il se servira de leurs travaux en n'omettant pas de leur être reconnaissant pour avoir contribué indirectement à l'élaboration de ses idées. Se serait-il compromis pour autant ou aurait-il fait preuve d'opportunisme ? J'ai envie de répondre à la manière de Lénine : il faut savoir l'être quand on juge qu'on ne peut pas

faire autrement, sinon on s'en passera quand on aura estimé au préalable que ce n'était pas indispensable.

Quant à savoir si on peut ou non s'encanailler avec tel ou tel personnage plus ou moins fréquentable, si on doit participer ou non à une coalition de partis, tout dépendra si le jeu en vaut vraiment la chandelle. Dès lors qu'on en connaît les règles qui comportent certaines concessions, on n'est pas censé ignorer les limites à ne pas franchir ou au-delà desquelles on se compromettrait gravement, quand le risque est trop grand ou lorsqu'on n'en maîtrise pas les règles, vaut mieux s'abstenir quitte à paraître sectaire, là je parodie Trotsky, le meilleur de Trotsky.

Maintenant, on doit concevoir que de telles subtilités échapperont au travailleur lambda ou au militant de base, et que les moins avisés les interprèteront comme des duperies ou de la démagogie, dans ce cas-là cela signifierait qu'on aurait mal fait notre travail de pédagogue, quoique ce soit inévitable que certains contestent tout ce qu'on leur présente par esprit de contradiction ou parce qu'ils savent tout avant même d'avoir commencé à réfléchir. Les hommes sont ainsi faits et on doit faire avec, sans leur attribuer systématiquement de mauvaises intentions.

S'ils recourent à des méthodes ou des arguments malhonnêtes pour imposer leurs idées ou nuire à notre cause, soit on les évite quand ils n'en valent pas la peine, de nos jours avec les réseaux dits sociaux, ils ont donné la parole à une multitude d'individus insignifiants ou de cinglés, soit on les combat pied à pied en dévoilant l'idéologie qui leur servait à camoufler leurs mauvaises intentions. Généralement, quand ils s'aperçoivent qu'ils doivent affronter quelqu'un qui maitrise son sujet, qui pose des questions très précises et exigent des réponses du même ordre, et qui plus est, manie l'art de la polémique avec dextérité, ils refusent la discussion, car ils auraient trop à perdre en acceptant cette confrontation, ils savent qu'ils risqueraient de se démasquer, alors ils préfèrent se réfugier dans la calomnie ou la diffamation, ils le méprisent ou l'ignorent.

Cela s'adresse à tous les lecteurs, un conseil d'ami, exigez impérativement que vos arguments soient pris en compte ou examinés sérieusement par la personne qui discute avec vous, refusez systématiquement toute tergiversation, jugez ses arguments sur pièces, tenez-vous-en prioritairement aux faits, et ne vous laissez pas embobiner par des interprétations qui reposeraient sur des théories, en guise de justification, elles valent que dal !
Ce qui est important dans ce genre de rapports, cela vaut dans la vie en général, c'est de déterminer de quelle manière ils sont construits, en gros, c'est un peu comme lorsque quelqu'un affirme quelque chose ; La personne doit impérativement le démontrer, et mettre à votre disposition les instruments qui vous permettront de le démontrer à votre tour, afin que vous puissiez vérifier qu'elle n'avait pas commis d'erreurs ou qu'elle n'était pas en train d'essayer de vous berner.

Voyez-vous, c'est ainsi que la connaissance et la conscience progresse, parce que ce procédé concourt à mettre en évidence la part d'inconscience qui existe dans toute expérience humaine et que nous ignorons. À chacun ensuite de voir s'il a vraiment envie ou non de progresser. Personnellement, j'estime que c'est ce qui donne un sens à l'existence, parce que cela permet de côtoyer le meilleur des hommes, or c'est justement ce dont a besoin l'humanité pour s'émanciper du joug de l'exploitation et de l'oppression.

Dorénavant en France comme aux Etats-Unis, ils règnent un climat de terreur dans la société dû à l'adoption de lois toujours plus liberticides au cours des dernières décennies.

N'importe qui peut désormais porter plainte contre n'importe qui, y compris son conjoint ou ses parents, sur des faits présumés s'étant déroulés des décennies en arrière, plus personne n'est à l'abris d'accusations fabriquées, il suffit d'une simple déclaration pour que la justice la prenne au sérieux ou s'en saisisse et réclame des comptes à la personne mise en cause, qui dès lors se retrouve sous la menace de poursuites judiciaires et d'une condamnation avant même d'avoir été entendue.

Pire, lorsque cette plainte a fait l'objet d'une publicité médiatique ou a été rendue publique par le biais des réseaux dits sociaux qui prennent systématiquement le parti de l'accusateur à la manière de justiciers, cette procédure est utilisée pour faire pression sur les magistrats afin qu'ils établissent le recevabilité de cette plainte sans se poser la moindre question, notamment celle de se demander si elle n'aurait pas pour origine des intentions malveillantes destinées uniquement à nuire aux intérêts où à l'intégrité d'une personne, qu'ils appliquent la loi aveuglément ou avec zèle sans se soucier de violer au passage implicitement le principe de la présomption d'innocence.

Dans le cas d'un personnage public ou d'un acteur politique, il sera systématiquement sali, stigmatisé, condamné, lynché, avant même qu'il ait eu le temps de s'exprimer.

J'ai toujours accueilli avec un certain effroi la mauvaise foi dont certains membres de ma famille avaient fait preuve à mon égard, en m'attribuant des propos que je n'avais jamais tenus ou des actes que je n'avais jamais commis, même minimes ou insignifiants, ridicules ou grotesques, parce que je n'aurais jamais imaginé qu'ils en arriveraient un jour à recourir contre moi à ce procédé infâme, pas eux car on se connaît trop bien ou tout du moins c'est ce que je croyais, sinon cela signifiait qu'il n'y a vraiment aucune limite à la diffamation, à la malhonnêteté intellectuelle ou à l'imposture, et malheureusement il faut se rendre à l'évidence que c'est le cas.

J'eus des parents très autoritaires qui me tapèrent quasi quotidiennement lors de mon enfance, et qui me menacèrent de me faire enfermer dans un pensionnat, une maison de correction, dans un asile psychiatrique, de me jeter à la rue dès ma majorité, parce que je ne leur obéissais pas au doigt et à l'œil ou plutôt parce qu'ils ne supportaient pas leurs conditions d'existence misérables. Un geste, un mot, un regard suffisait et ça tombait, je ne me sentais pas seulement surveillé en permanence, j'étais harcelé, une vraie angoisse ou torture au quotidien. Pour la petite histoire, fin 92 au retour de mon premier séjour en Inde, je vins habiter chez eux provisoirement, le temps d'avoir quelques feuilles de paie et de trouver un appart, peu de temps après on s'engueula un soir et ils me fouturent à la porte, je me retrouvai dans la bagnole de mon boulot avec mes valises. Alors l'injustice, je sais ce que c'est, et depuis j'en ai horreur par-dessus tout, d'où peut-être aussi mon engagement politique pour le socialisme.

Quand on évoque la mauvaise foi, on pense forcément au déni de la réalité qui sert de référence aux récits frauduleux qu'on nous livre quotidiennement ou à camoufler les véritables intentions de leurs auteurs qui sont évidemment inavouables.

On pense également à tous ces gens qui s'octroient le droit de juger les faits et gestes de n'importe qui, au lieu de se pencher sur les conditions qui sont à l'origine de leurs idées ou comportements, apparemment c'est devenu une détestable habitude très répandue en France, et ailleurs.

Ici en Inde, tout le monde surveille tout le monde, déblatère sur tout le monde, c'est un pays encore largement rural et arriéré, donc c'est normal, c'est la norme.

Dans le droit bourgeois, ce sont les actes commis par une personne qui sont jugés, et non les conditions qui en sont à l'origine, sinon il faudrait faire le procès du régime capitaliste, ce qui est inconcevable. Qu'une personne ait conscience ou non de ses actes ne changent pas grand-chose partant de là, hormis que celle qui n'en a pas conscience est peut-être récupérable, ce qui sera plus difficile dans le cas d'une personne qui en a conscience, car elle assume ou revendique son acte, elle le justifie à sa manière et elle n'est pas prête de changer d'interprétation, parce qu'il lui faudrait admettre qu'elle s'est fourvoyé, elle préfèrera s'enfoncer dans son déni quitte à récidiver.

C'est d'ailleurs au même processus auquel nous avons affaire lors de discussions politiques, quand on est confronté à une personne qui est sure d'avoir raison et qui n'en démordra pas, qui refusera d'examiner vos arguments par crainte qu'ils remettent en cause son interprétation ou la réfute. Elle préfèrera faire preuve de mauvaise foi ou se réfugier dans la le mensonge, l'hypocrisie, plutôt que vous donner raison ou passer pour une ignorante. Elle a tendance à s'identifier à ses idées, c'est en quelque sorte sa seconde identité ou personnalité, alors la modifier contre son grès, lui ôter ou l'abandonner sera vécu comme une agression, une frustration ou une amputation intolérable sur le plan intellectuel et psychologique, son amour propre bien mal placé ne le supporterait pas.

Un fait donne lieu à toute sorte d'interprétations parce qu'on fait abstraction d'une partie de la réalité sans en avoir conscience, laissons de côté ici les interprétations fabriquées intentionnellement. Admettons qu'on ait recueilli un maximum d'information sur un évènement, que rien ne nous ait échappé, cela ne change rien à ce qui a été dit précédemment, parce que ce sont les conditions dans lesquelles nous l'abordons qui vont déterminer l'interprétation qu'on en fera, or c'est la dernière chose qui nous viendra à l'esprit, et pour cause, la plupart des gens les ignorent, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui ! La logique est implacable quand elle n'est pas corrompue.

Voici les quelques articles que j'ai parcourus ce matin et qui m'ont inspiré cette causerie :

- L'ex-compagne de Julien Bayou annonce avoir porté plainte contre lui pour "*harcèlement moral*" - francebleu.fr 5 mars 2024

https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/l-ex-compagne-de-julien-bayou-annonce-avoir-porte-plainte-contre-lui-pour-harcelement-moral-6046853#xtor=RSS-147

- La députée LFI Ersilia Soudais porte plainte pour viol contre son conjoint, ce dernier placé en garde à vue - AFP/BFMTV 5 mars 2024

https://www.bfmtv.com/police-justice/la-deputee-lfi-ersilia-soudais-porte-plainte-pour-viol-contre-son-conjoint-ce-dernier-place-en-garde-a-vue_AD-202403050973.html

- Roman Polanski: au procès pour diffamation du réalisateur, Charlotte Lewis réitère ses accusations de viol - BFMTV 6 mars 2024

https://fr.news.yahoo.com/roman-polanski-au-proc%C3%A8s-diffamation-225820185.html

Je ne peux me retenir de reproduire ce passage savoureux, quel délire, quelle instrumentalisation ou mystification !

- "*On va dîner, on est rentré à l'appartement, Karen est allée se coucher et m'a laissée seule avec Roman. Et c'est là qu'il m'a violée*", relate Charlotte Lewis.

"*Pourquoi*" alors tourner dans son film "*Pirates*", faire la promotion du film, "*pourquoi vous ne le dénoncez pas?*", lui demande son avocat Benjamin Chouai.

"*Je ne savais pas que ce qui m'était arrivée était du viol*", répond Charlotte Lewis. "*Il n'était pas horrible, il ne m'a pas battue... et on a commencé à travailler ensemble. Je le respectais, il était gentil avec moi*", poursuit-elle.

Mais l'objet de cette audience n'est pas de savoir si Roman Polanski a violé ou non Charlotte Lewis, ni quel crédit accorder à l'article du tabloïd, rappelle la procureure dans ses réquisitions. "*La question est de savoir si Roman Polanski a fait, ou non, un usage abusif de sa liberté d'expression*", dit celle qui "*émet des doutes*" sur la réalité de la diffamation et ne réclame pas de condamnation.

Dans l'article de Paris Match visé (datant de 2019), Roman Polanski avait qualifié d'"*odieux mensonge*" la version de Charlotte Lewis et souligné les "*contradictions*" entre les accusations de l'actrice et les propos de cette dernière dans le tabloïd britannique.

Un "*accusé jeté en pâture sur la place publique a encore le droit de se défendre*", s'insurge Me Delphine Meillet, l'une des avocates de Polanski.

Dans "*le contexte étouffant de #Metoo*", le mouvement de la libération de la parole des femmes, "*le témoignage public a valeur de preuve, qui a valeur de vérité*", regrette-t-elle.

"*Qui a accusé qui ? et de la pire des choses qui soit...", renchérit son confrère Alain Jakubowicz, dénonçant un "procès absurde*". BFMTV 6 mars 2024

Avortement de la démocratie dans les chiottes du Parlement de la Ve République.

Nous sommes évidemment favorables à la liberté d'accéder à l'IVG pour toutes les femmes et jeunes filles sans condition, d'ailleurs cette pratique est déjà entrée dans les mœurs. Il ne reste plus que les vieux et les jeunes vieux réactionnaires endurcies et ultra minoritaires pour encore s'y opposer, son inscription dans la Constitution ne s'imposait donc pas, sauf à vouloir faire croire que la Constitution de la Ve République serait aussi éternelle que le capitalisme, ce que les parlementaires du PCF au RN croient, ce qui n'étonnera personne.

Nous n'aurions pas participé à cette mascarade pour la raison évoquée précédemment, mais pas seulement, aussi parce que ce vote est une supercherie. Pourquoi ? Souvenez-vous, tous ces pantins furent un jour favorable à la colonisation, racistes, xénophobes, social-patriotes, et un beau jour ils devinrent tous soudainement contre sans que finalement que la colonisation cesse, que le racisme cesse, que la xénophobie cesse, que le social-impérialisme cesse, nous en sommes tous témoins quotidiennement à travers leurs déclarations, analyses, positions, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur ressemble, n'est-ce pas ?

En famille leur humanisme est la politesse des salauds... Sont-ils aussi bien intentionnés que cela envers les femmes, vérifions-le tout de suite.

- Depuis les années 1970, en France métropolitaine, le nombre de ces établissements ne fait que chuter. Près de 33% des maternités ont fermé en 20 ans, entre 2001 et 2021. En près de 50 ans, depuis 1972, trois quarts de ces établissements ont même disparu.

Un rapport remis en février dernier à l'Académie de médecine préconise d'ailleurs la fermeture d'une centaine d'autres petites maternités, plus exactement celles qui assurent moins de 1 000 accouchements par an. francetvinfo.fr 11 novembre 2023

- Une récente étude statistique révèle que plus de 167 000 Françaises vivent à plus de 45 minutes de voiture de la maternité la plus proche. publicsenat.fr 2 mars 2023

- Le Planning familial estime que, depuis quinze ans, 130 centres d'IVG ont fermé leurs portes. Le Monde a, de son côté, dénombré la fermeture de 45 établissements hospitaliers pratiquant l'IVG entre 2007 et 2017. Les centres d'orthogénie étant principalement adossés aux maternités des hôpitaux publics, la dynamique de restructurations hospitalières et de spécialisation des maternités (entre 1996 et 2019, le nombre de maternités en France est passé de 814 à 461, selon la Drees) a mécaniquement provoqué une baisse des centres d'IVG dans les hôpitaux publics. lemonde.fr 28 février 2024

Le Congrès, réuni à Versailles, a voté pour l'inscription dans la Constitution du « *droit garanti* » de recourir à l'avortement.

Le scrutin a été sans appel. Avec 780 voix pour et 72 contre, l'introduction dans la Constitution de "*la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse*" (IVG) a été adoptée lundi 4 mars, par le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Cette révision a été votée à une majorité écrasante : 92% des suffrages exprimés, soit un score largement supérieur aux 60% requis pour l'adoption du texte.

La fin de la proclamation des résultats ayant été noyée sous les vivats. Jusqu'à la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet qui, debout, applaudit longuement. Puis monte de la même tribune l'hymne féministe des années 70, entonné avec des députées LFI notamment.

Emmanuel Macron

A Versailles, l'ombre de Louis XIV planait au-dessus de sa tête !

- « *Fierté française, message universel* »

Gabriel Attal

Il se voit déjà rentrer dans « *l'histoire* » !

- « *C'est une étape fondamentale, une étape qui restera dans l'histoire* »

Pensant à ces milliers de femmes palestiniennes massacrées par le régime nazi qu'il soutient :

- « *Nous avons une dette morale envers toutes ces femmes qui ont souffert dans leur chair comme dans leur esprit, parfois jusqu'à y perdre la vie*»

Le ministre de la Fonction publique Stanislas Guérini (Renaissance)

Alors qu'on croule sous les lois liberticides.

- « *La France a toujours été de ces combats des libertés* »

La ministre Aurore Bergé (Renaissance)

- « *Le mot est souvent galvaudé, mais pour l'occasion, dire que c'est historique a un sens* »

L'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Travert (Renaissance)

- « *C'est une victoire collective* »

Laurence Rossignol (PS)

Privé de dignité, la fierté est ce qui reste quand on se prostitue.

- « *Quelle victoire, quel bonheur, quelle fierté* »

On se disait bien que le camarade Macron aussi était de gauche !

Ian Brossat (PCF)

- « *Pour une fois qu'on a un vote très large sur un sujet positif, on ne va pas bouder son plaisir* », « *une bataille idéologique remportée par la gauche* ».

Les sentiments des imposteurs sont toujours avariés et leur victoire frelatée.

La France Insoumise, Clémentine Autain

- « *C'est un grand sentiment de victoire, pour les femmes, pour notre mouvement de libération des femmes.* ».

La sénatrice écologiste Mélanie Vogel

- Un « *raz-de-marée* » « *C'est un sentiment indescriptible que je n'ai jamais vécu. On a gagné !* »

Source : AFP et divers médias.

Quand on a vendu son âme au diable, c'est normal que le corps y passe aussi un jour ou l'autre.

J-C - Légitimer les institutions réactionnaires de la Ve République a un prix, qu'est-ce qu'elles croient ? « *D'un côté on avance, de l'autre on recule* », mais il en va de même dans tous les domaines, d'où la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour cesser de reculer, c'est logique, non ? Au lieu de "*s'épuiser*" pour rien dans des associations, elles feraient mieux de rejoindre l'avant-garde du mouvement ouvrier même si elle n'est pas parfaite...

Amputé de 10 %, le budget alloué à la lutte pour l'égalité femmes-hommes inquiète les associations - Publicsenat.fr 7 mars 2024

La France est le premier pays au monde à inscrire l'IVG dans la Constitution.

Alors que ce vote démontre l'attachement de la France aux droits des femmes, la baisse du budget de l'État dédié à l'égalité suscite l'incompréhension des associations.

Sur les 10 milliards d'euros d'économies annoncés par Bruno Le Maire, 7 millions seront supportés par la mission « *égalité femmes-hommes* » du budget 2024. À côté des plus de 2 milliards d'euros d'économies demandés au secteur de l'écologie, l'effort peut sembler dérisoire. Mais cette coupe budgétaire représente tout de même une diminution de 10 % du budget de 77 millions d'euros, voté en décembre.

« *C'est bien joli d'inscrire l'IVG dans la Constitution, mais derrière que fait-on ? Si nous ne mettons pas les moyens, toutes ces propositions resteront des vœux pieux* », regrette la porte-parole de la Fondation des Femmes. « *D'un côté on avance, de l'autre on recule, c'est épuisant pour les personnes qui s'investissent dans les associations* », ajoute Mine Günbay, directrice générale de Solidarité Femmes, qui coordonne un réseau de 80 associations et gère le numéro d'écoute 3919. Publicsenat.fr 7 mars 2024

Mensonge d'Etat partagé en famille au Parlement. Non, la France n'a pas été le premier pays à inscrire le droit à l'avortement dans sa Constitution.

Dans sa Constitution de 1974, le régime yougoslave avait instauré "*un droit humain de décider librement de la naissance de ses enfants*". C'est plus large que ce qui est prévu en France et moins net aussi. Cette disposition a survécu à l'éclatement de la Yougoslavie et a persisté dans les Constitutions des pays concernés.

À Cuba, l'avortement est également protégé de manière indirecte car les "*droits sexuels et reproductifs des femmes*" y sont garantis par la Constitution. En Afrique, plusieurs pays font référence à l'avortement de manière explicite dans leur Constitution, mais uniquement pour y donner droit dans des "*circonstances particulières*". francetvinfo.fr 4 mars 2024

Pour les despotes mystificateurs, l'imposture n'a pas d'odeur.

Ce qu'ils font à propos du sexe en général, ils le firent avec l'alcool et la drogue sans que personne ne semble s'en apercevoir ou sans comprendre pourquoi. Sachant qu'ils sont malintentionnés dans tous les cas de figure, ils l'instrumentalisent à des fins politiques selon une stratégie bien arrêtée, qui consiste à introduire un élément à usage incontrôlé au sein d'une population arriérée ou inconsciente, de manière à lui pourrir la vie en favorisant l'éclosion de rapports conflictuels aux conséquences imprévisibles et nuisibles, tragiques assez souvent.

Pourquoi ont-ils légalisé la PMA et la GMA au détriment de l'adoption des orphelins ? Pourquoi passent-ils leur temps à dresser les femmes contre les hommes, au point qu'il n'y a jamais eu autant d'hommes et de femmes en proie à la solitude ? Pourquoi encouragent-ils tant le libertinage, sinon qu'il a entraîné un nombre record d'avortements en 2022 depuis 30 ans, 234 000 ?

Ne trouvez-vous pas étrange que dans une société soi-disant évoluée, il y a de plus en plus une dichotomie entre les rapports sexuels et les rapports affectifs, au point que les premiers sont favorisés au détriment des seconds sans pour autant procurer une satisfaction pérenne à qui que ce soit, alors qu'on aurait pu croire, que la combinaison des deux garantirait un épanouissement sexuel et affectif qui contribuerait à la stabilité du couple, on assiste à l'effet inverse, tous les rapports ont tendance à se distendre et à devenir jetables au fur et à mesure que les partenaires sexuels sont interchangeables, occasionnels ou multiples ?

La dégénérescence du capitalisme, qui le conduit à renouer avec la pire barbarie, se traduit par la déchéance de la société et de tous les rapports sociaux que les hommes et les femmes avaient tissés au cours des deux derniers millénaires, au point d'être ravalés au rang d'animaux sauvages sans foi ni loi, sans principe ou valeur, favorisés par l'individualisme forcené et la philosophie nihiliste qui prévalent au sein de la classe dominante ou qu'elle revendique au nom de la liberté et de la démocratie, à défaut de pouvoir justifier cette dérive de la civilisation humaine.

La situation telle qu'elle existe avec ses multiples contradictions, engendre toutes sortes de comportements, dont les conséquences d'ordres divers échappent en grande partie à la conscience de leurs auteurs, de la même manière qu'ils ignorent les conditions qui sont à l'origine des pulsions sexuelles auxquelles ils seront confrontés, et comment ils vont pouvoir satisfaire leurs besoins affectifs, de sorte que les options qu'ils adopteront seront dictées davantage sous l'influence de l'idéologie dominante qui a multiplié les tentations nuisibles à leur portée, plutôt que le produit d'un libre choix en toute conscience, du coup le résultat sera chaotique ou à l'arrivée ils seront forcément frustrés, insatisfaits, malheureux.

C'est logique, vous ne voudriez tout de même pas que le capitalisme fasse votre bonheur, une cruelle illusion.

Leur objectif est d'atomiser au maximum tous les membres de la société, d'anéantir toute sorte de représentation sociale à caractère collectif, de pourrir tous les rapports que peuvent avoir entre eux les hommes et les femmes, afin qu'ils se détestent tous à titre individuel, car une fois parvenus à ce stade ultime de dégoût de soi-même, ils n'ont plus aucune raison de respecter quoi ou qui que ce soit, ils sont prêts à tout justifier, à tout assumer, ils doivent persévérer

dans cette voie pour en tirer un semblant de satisfaction, qui apaisera momentanément leur angoisse de l'existence ou le profond refoulement sur l'emprise duquel ils agissent.

Tout cela les idéologues du régime le connaissent par cœur. Quand ils décident de constitutionaliser le droit à l'avortement, ce n'est pas parce qu'ils seraient animés de bonnes intentions envers les femmes, c'est uniquement pour graver dans le marbre les rapports qui en sont à l'origine, qui sont le produit de la déliquescence des rapports entre les hommes et les femmes, c'est cela qu'ils célèbrent aujourd'hui et rien d'autres, peut-être sur fond d'eugénisme, je n'en sais rien, c'est possible également, puisque la fertilité est au plus bas et la stérilité au plus haut en France, ainsi que la mortalité infantile.

Quand ils en eurent besoin, ils firent la promotion du mariage et de la famille nombreuses, et ils condamnèrent le divorce et ils criminalisèrent l'avortement et les rapports sexuels hors mariage, les enfant nés hors mariage étaient considérés comme des bâtards, puis vint la période où ils encouragèrent les couples à divorcer, les femmes à avoir des enfants hors mariage, en cas de divorce le législateur accorda systématiquement la garde des enfants aux femmes, par la suite l'avortement fut toléré pour devenir un acte aussi anodin que se soulager, et au final être normalisé et même encouragé. Entre temps, ils firent la promotion des préservatifs et mirent sur le marché la pilule, puis la pilule du lendemain ou avortive, ils firent mieux qu'encourager leur usage, ils les rendirent accessibles dans des distributeurs et ils les distribuèrent gratuitement, de sorte que copuler en toute sécurité avec le ou la première venue ou dès que l'occasion se présenterait devenait possible. Où voulaient-ils en venir ?

Avant, cela commença par la légalisation de la prostitution, de la rue aux bars ou cabarets à putes, puis est venue celle de la pornographie dans des revues style le Crazy Horse et des magazines, après on eut le droit à la libéralisation des scènes à caractère sexuel au cinéma, dans la foulée ils firent la promotion du libertinage (clubs échangistes, escortes girls) qui fut suivie par celle de l'homosexualité, de la bisexualité, pour finir par la propagande en faveur de la transsexualité, tandis qu'ils couvraient soigneusement le développement de la pédophilie et toute sorte de perversités sexuelles, bref, leur société était devenu un véritable bordel à l'image du capitaliste dérégulé ou néolibéral.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'IVG, la contraception, le divorce, ou de condamner la prostitution ou l'homosexualité, il s'agit de comprendre pourquoi ils les ont adoptés après les avoir condamnés, quels profits ils espéraient en tirer au détriment de la population...

Ils n'interdisent ou ils n'autorisent jamais rien gratuitement, c'est avant tout politique. Refusez de s'engager politiquement revient à leur laisser le champ libre...

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Unrwa : ‘’Il n’existe aucune preuve tangible sur des liens présumés entre 12 de nos employés et le Hamas’’ - aa.com.tr 5 mars 2024

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa) a déclaré qu'il n'avait pas encore reçu de ‘’*preuves tangibles*’’ confirmant des allégations

israéliennes sur des liens présumés entre 12 de ses employés et le mouvement de résistance islamique Hamas.

C'est ce qui ressort des déclarations du patron de l'Unrwa, Philippe Lazzarini, mardi à la presse, à l'issue de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Viols de masse le 7 octobre : le Hamas dément - europalestine.com 5 mars 2024

« N*ous rejetons et condamnons fermement le rapport publié par la responsable de l'ONU Pramila Patten concernant les allégations de* « viols et violences sexuelles » *commis par des combattants de la résistance palestinienne lors des événements du 7 octobre* », écrit le Hamas

« *Ce rapport, affirme-t-on de même source, a été publié après l'échec des tentatives israéliennes visant à prouver ces fausses accusations, qui se sont révélées sans fondement, visant uniquement à diaboliser la résistance palestinienne et à dissimuler le rapport des rapporteurs de l'ONU sur les preuves irréfutables des horribles violations des droits humains subies par les femmes et les filles palestiniennes de la part des forces d'occupation israéliennes.*

» Le rapport de Mme Patten ne documente d'ailleurs aucun témoignage de ce qu'elle appelle les victimes de ces incidents. Au lieu de cela, elle s'est appuyée sur les institutions israéliennes, les soldats et les témoins sélectionnés par les autorités israéliennes en faveur de ces accusations, qui ont été réfutées par toutes les enquêtes et rapports internationaux.

» Les allégations de Mme Patten contredisent clairement les témoignages de femmes israéliennes sur le traitement décent de la part des combattants de la résistance, ainsi que les témoignages de prisonnières israéliennes libérées qui ont confirmé le traitement décent qu'elles ont reçu pendant leur captivité à Gaza », conclut le communiqué.

Guerre Israël-Hamas : l'ONU annonce que les colonies israéliennes relèvent du « *crime de guerre* » - leJDD 8 mars 2024

Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a dénoncé devant le Conseil des droits de l'homme, ce vendredi 8 mars, l'établissement et l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Selon lui, cela relève du « *crime de guerre* » et « *risque d'éliminer toute possibilité pratique d'établir un État palestinien viable* », d'après les informations de France 24.

Le Haut-Commissaire a fustigé le « *transfert par Israël de sa propre population civile vers les territoires qu'il occupe* ». leJDD 8 mars 2024

Rapport : Secrètement… Washington a conclu environ 100 contrats d'armes avec « Israël » depuis le 7 octobre - french.almanar.com.lb 6 mars 2024

Le Washington Post a rapporté que *« les États-Unis ont secrètement approuvé et conclu plus de 100 ventes militaires distinctes avec Israël depuis le début de la guerre à Gaza le 7 octobre*».

Le journal a expliqué que « *ce nombre signifie des milliers de munitions à guidage de précision, de bombes de petit diamètre, de bombes anti-bunker, d'armes légères et d'autres aides mortelles* », selon des membres du Congrès lors d'un briefing secret tenu récemment.

« *Ce chiffre, qui n'avait pas été publié auparavant, est la preuve de la large implication de Washington dans le conflit qui dure depuis cinq mois dans la bande de Gaza* », selon le journal.

Le journal a affirmé que « seules deux ventes militaires étrangères approuvées à Israël ont été annoncées depuis le début du conflit, à savoir des munitions pour chars d'une valeur de 106 millions de dollars et 147,5 millions de dollars de composants nécessaires à la fabrication d'obus de 155 mm ».

Un sondage réalisé par YouGov, sous la supérvision du Centre de recherche économique et politique (CEPR), a montré que « *52 % des Américains sont d'accord sur le fait que le gouvernement américain doit arrêter les livraisons d'armes à Israël afin de mettre un terme à ses attaques contre la bande de Gaza* ».

Plus tôt, le réseau américain NBC avait cité des responsables américains disant que « *Biden a tenté d'intensifier sa pression sur Israël pour qu'il apporte davantage d'aide à la bande de Gaza et réduise la gravité des attaques militaires, mais il n'est pas parvenu d'interrompre les expéditions d'armes vers ce pays*. » french.almanar.com.lb 6 mars 2024

L'ONU appelle à «*inonder*» d'aide la bande de Gaza alors qu'une quinzaine d'enfants sont morts de faim - AFP/ RT 5 mars 2024

L'Organisation des Nations unies a exhorté le monde ce 5 mars à «*inonder*» Gaza avec de l'aide pour sauver les enfants mourant de faim, après s'être rendue dans deux hôpitaux pour la première fois depuis le début de la guerre en octobre.

Médias israéliens : démissions massives de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée - french.almanar.com.lb 4 mars 2024

La 14ème chaîne israélienne a rapporté que de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation ont présenté leur démission, dont à leur tête le numéro deux de l'équipe du porte-parole militaire de l'armée, Daniel Hagari.

Elle a également fait état du départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information sous la direction de Hagari.

Et de souligner : «*ces démissions reflètent l'état de confusion au sein de l'agence elle-même et résultent de la protestation des officiers contre la conduite opérationnelle et personnelle en cours* ».

Parmi les retraités figurent également les colonels Shlomit Miller Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht, porte-parole de l'armée israélienne pour les affaires médiatiques étrangères.

Avant la nomination de Hagari au poste de porte-parole de l'Armée, ce dernier était chargé de l'unité Shayetet 13. Il a également travaillé comme assistant de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot, en plus de son travail avec l'équipe du ministre Benny Gantz, a fait savoir la 14ème chaîne.

Selon Yaron Abraham, analyste politique de la chaîne israélienne Channel 12, « *Netanyahu a discuté il y a quelques jours avec le chef d'état-major de la poursuite de l'opération militaire, alors qu'un désaccord est survenu entre les deux parties concernant l'occupation de Rafah* ».

Et de poursuivre: « *Tandis que Netanyahu fait pression sur l'armée pour qu'elle trouve des solutions rapides, le chef d'état-major Herzi Halevy souligne la nécessité d'assurer des conditions favorables, comme l'évacuation de la zone et la coordination avec l'Égypte* ».

« *Plutôt mourir que de nous enrôler dans l'armée.*» Affrontements entre les Haredi et la police d'occupation - french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Les affrontements ont repris entre des membres de la police d'occupation israélienne et des manifestants Haredi (juifs ultra-orthodoxes), lors de leur protestation, dimanche, contre la loi d'enrôlement dans l'armée d'occupation israélienne.

La Douzième chaîne israélienne a rapporté que des centaines de Haredi manifestaient et bloquaient l'autoroute à alQods occupée.

Les manifestants juifs ultra-orthodoxes ont scandé : « *Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » sachant que les médias israéliens ont rapporté que « la zone de protestation était le théâtre de fortes tensions entre les forces de police israéliennes et les manifestants* ».

Il convient de noter qu'à partir du 1er avril prochain, il n'y aura aucune base légale pour éviter l'enrôlement des Juifs Haredi dans l'armée d'occupation israélienne, puisque la validité des instructions visant à éviter leur enrôlement expire le 31 mars de cette année.

Bande de Gaza : Netanyahou affirme que Tsahal poursuivra ses opérations «*jusqu'à la victoire totale*» - RT 8 mars 2024

«*Tsahal continuera à agir contre le Hamas dans tous les coins de Gaza, y compris à Rafah, son dernier bastion*», a assuré le 7 mars le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou.

Celui-ci s'exprimait lors d'une cérémonie de remise de diplômes aux cadets de l'école des officiers de Tsahal (Bahad 1), dans le sud d'Israël.

Durant son discours, le chef du Likoud a notamment insisté sur le fait qu'Israël «*frappera ses ennemis jusqu'à la victoire totale»*, en promettant de détruire le «*régime meurtrier du Hamas, d'éliminer les terroristes, de détruire les tunnels*». RT 8 mars 2024

Israël interdit de séjour par le Chili au plus grand salon aérospatial d'Amérique latine - europalestine.com 7 mars 2024

« *Par décision du gouvernement chilien, la version 2024 du Salon international de l'air et de l'espace (FIDAE), qui se tiendra entre le 9 et le 14 avril, n'aura pas la participation d'entreprises israéliennes* », a précisé le ministère chilien de la Défense. europalestine.com 7 mars 2024

Les dirigeants de l'Asean et d'Australie appellent à un cessez-le-feu ''immédiat et durable'' à Gaza - aa.com.tr 6 mars 2024

Les dirigeants des pays d'Asie du sud-est (Asean) et d'Australie ont appelé, mercredi, à un cessez-le-feu ''*immédiat et durable*'' dans la bande de Gaza, théâtre d'une guerre israélienne à outrance depuis des mois.

C'est ce qui ressort d'un communiqué commun rendu public à l'issue du sommet Asean-Australie, qui a débuté lundi dans la ville australienne de Melbourne.

''*Nous condamnons les attaques contre tous les civils et les infrastructures civiles qui conduisent à une dégradation supplémentaire de la situation humanitaire à Gaza, y compris les restrictions d'accès à la nourriture, à l'eau et à d'autres besoins vitaux*'', indique le communiqué commun consulté par Anadolu.

Et d'ajouter : ''*nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et durable pour des raisons humanitaires dans la bande de Gaza*''.

Les dirigeants des pays d'Asie du sud-est et d'Australie demandent également ''*l'acheminement rapide, sûr, durable et sans entrave de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin en augmentant la capacité des points de passage frontaliers, y compris par voie maritime*''. aa.com.tr 6 mars 2024

Le ministre sud-africain des Relations internationales, Naledi Pandor, a déclaré mardi que les pays devraient recourir à la force pour briser le blocus israélien sur l'aide humanitaire entrant à Gaza. - europalestine.com 7 mars 2024

Naledi Pandor rencontrait son homologue danois à Pretoria. Les deux dirigeants ont discuté des relations bilatérales et de la guerre menée par Israël contre Gaza. « *Ces puissantes forces*

armées du monde devraient recevoir l'ordre de leurs présidents ou premiers ministres de se rendre à la frontière de Rafah et leurs soldats escorteront tous ces camions vers Gaza et la Cisjordanie. Et comme ce sont des amis très proches d'Israël, ils seront sûrement autorisés à passer en toute sécurité. Je ne peux pas imaginer qu'ils subissent les tirs des forces israéliennes », a déclaré la ministre.

Plus de 600 employés de Google demandent le boycott d'une conférence technologique israélienne - europalestine.com 6 mars 2024

Plus de 600 employés de Google ont signé une lettre adressée à la direction marketing de Google pour lui demander d'abandonner son parrainage de Mind the Tech, une conférence annuelle promouvant l'industrie technologique israélienne qui se tient à New York cette semaine.

« *Veuillez vous retirer de Mind the Tech, présenter des excuses et soutenir les employés et les clients de Google qui sont désespérés par les pertes de vies humaines à Gaza ; nous avons besoin que Google fasse mieux* », peut-on lire dans la lettre.

Lundi, les propos de Barak Regev, directeur général de Google Israël, ont été interrompus par un ingénieur logiciel de Google Cloud qui a crié que son travail ne devait pas être mis au service de la surveillance et du génocide. Il a été rejoint par un organisateur des groupes israéliens antisionistes Shoresh et Jewish Voices for Peace.

« *Je ne vois pas comment je pourrais continuer mon travail d'ingénieur sans faire cela* », a déclaré plus tard l'ingénieur de Google à Hell Gate. « *Je considère que cela fait partie de mon travail d'ingénieur, et j'espère que d'autres ingénieurs de Cloud me verront faire cela, et j'espère que cela les galvanisera*. « , rapporte WIRED.

Zelda Montes, ingénieur logiciel chez YouTube qui a participé à une manifestation lundi à l'extérieur de la conférence, a déclaré à WIRED que la solidarité des travailleurs était particulièrement importante dans le contexte des « *technologies d'IA israéliennes utilisées pour la surveillance et le génocide du peuple palestinien* ».

La lettre interne contre la participation de Google à Mind the Tech a été diffusée pour la première fois au sein de Google le 29 février. Elle a été rédigée par plusieurs organisateurs de No Tech for Apartheid, un groupe de campagne appelant à mettre fin au projet Nimbus – un contrat d'informatique en nuage de 1,2 milliard de dollars conclu entre le gouvernement israélien et Google et Amazon et annoncé pour 2021 – ainsi qu'à tout autre contrat répréhensible.

No Tech for Apartheid affirme que les conditions du contrat Nimbus pourraient permettre l'utilisation à des fins militaires des technologies de l'informatique en nuage des entreprises américaines, y compris des outils d'intelligence artificielle. Des documents obtenus par The Intercept indiquent que les outils du projet Nimbus peuvent être utilisés pour la surveillance, un aspect décisif de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.
Parmi les signataires figurent des employés à temps plein de Google ainsi que des employés temporaires, des fournisseurs et des sous-traitants. europalestine.com6 mars 2024

Médias israéliens : démissions massives de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée - french.almanar.com.lb 4 mars 2024

La 14ème chaîne israélienne a rapporté que de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation ont présenté leur démission, dont à leur tête le numéro deux de l'équipe du porte-parole militaire de l'armée, Daniel Hagari.

Elle a également fait état du départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information sous la direction de Hagari.

Et de souligner : «*ces démissions reflètent l'état de confusion au sein de l'agence elle-même et résultent de la protestation des officiers contre la conduite opérationnelle et personnelle en cours* ».

Parmi les retraités figurent également les colonels Shlomit Miller Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht, porte-parole de l'armée israélienne pour les affaires médiatiques étrangères.

Avant la nomination de Hagari au poste de porte-parole de l'Armée, ce dernier était chargé de l'unité Shayetet 13. Il a également travaillé comme assistant de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot, en plus de son travail avec l'équipe du ministre Benny Gantz, a fait savoir la 14ème chaîne.

Selon Yaron Abraham, analyste politique de la chaîne israélienne Channel 12, « Netanyahu a discuté il y a quelques jours avec le chef d'état-major de la poursuite de l'opération militaire, alors qu'un désaccord est survenu entre les deux parties concernant l'occupation de Rafah ».

Et de poursuivre: « *Tandis que Netanyahu fait pression sur l'armée pour qu'elle trouve des solutions rapides, le chef d'état-major Herzi Halevy souligne la nécessité d'assurer des conditions favorables, comme l'évacuation de la zone et la coordination avec l'Égypte* ». french.almanar.com.lb 4 mars 2024

« *Plutôt mourir que de nous enrôler dans l'armée..* » Affrontements entre les Haredi et la police d'occupation - french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Les affrontements ont repris entre des membres de la police d'occupation israélienne et des manifestants Haredi (juifs ultra-orthodoxes), lors de leur protestation, dimanche, contre la loi d'enrôlement dans l'armée d'occupation israélienne.

La Douzième chaîne israélienne a rapporté que des centaines de Haredi manifestaient et bloquaient l'autoroute à alQods occupée.

Les manifestants juifs ultra-orthodoxes ont scandé : « *Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » sachant que les médias israéliens ont rapporté que « la zone de*

protestation était le théâtre de fortes tensions entre les forces de police israéliennes et les manifestants ».

Il convient de noter qu'à partir du 1er avril prochain, il n'y aura aucune base légale pour éviter l'enrôlement des Juifs Haredi dans l'armée d'occupation israélienne, puisque la validité des instructions visant à éviter leur enrôlement expire le 31 mars de cette année. french.almanar.com.lb 3 mars 2024

L'Algérie demande aux pays musulmans de rompre leurs relations avec Israël - RT 7 mars 2024

À l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de coopération islamique, le chef de la diplomatie algérienne a demandé à ses partenaires de rompre leurs relations économiques, diplomatiques et culturelles avec l'État hébreu.

Le chef de la diplomatie algérienne a prôné l'unification des «*positions collectives*» des pays de l'OCI et a proposé de les «*appuyer avec des mesures et des initiatives pour répondre aux cris de détresse de nos frères palestiniens et mettre fin à l'injustice, à la souffrance et aux affres dues à une agression barbare*».

Il aurait espéré de ses partenaires musulmans «*sans hésitation et sans équivoque, la rupture des relations diplomatiques, culturelles, économiques, commerciales, militaires et sécuritaires*», avec Israël.

Sur les 57 membres de l'Organisation de coopération islamique, certains pays ont des relations avec l'État hébreu, à l'instar de la Turquie, des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Soudan, du Maroc, de l'Azerbaïdjan, de la Jordanie, de l'Égypte et de plusieurs pays africains. RT 7 mars 2024

Gaza : après avoir usé de leur droit de veto et armé Israël, les États-Unis envoient de l'aide humanitaire - RT 8 mars 2024

La bande de Gaza verra-t-elle bientôt émerger un port américain temporaire ? «*Ce soir, j'ordonne aux forces armées américaines de conduire une mission d'urgence pour établir un port temporaire sur la côte de Gaza pouvant accueillir de grands navires transportant de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des abris provisoires*», a déclaré Joe Biden le 7 mars.

Fin décembre, les médias israéliens rapportaient que l'État hébreu avait reçu «*plus de 10 000 tonnes d'armements et d'équipements militaires*» des États-Unis, livrés en moins de trois mois par «*244 avions-cargos et 20 navires américains*».

Outre le soutien militaire de 3 milliards de dollars d'aide annuelle, en novembre dernier, le président américain avait demandé au moins 14,3 milliards de dollars d'aide supplémentaire pour l'État hébreu, rapportait un article d'Axios datant du 20 octobre. Cette nouvelle

enveloppe comprend notamment de l'argent pour les systèmes de défense aérienne et antimissile, y compris le Dôme de fer.

Sur la scène diplomatique, les États-Unis ont utilisé à trois reprises leur droit de veto pour bloquer des résolutions au Conseil de sécurité de l'ONU réclamant un cessez-le-feu à Gaza. Washington s'en était servi le 18 octobre contre la proposition brésilienne, le 8 décembre contre celle des Émirats arabes unis et dernièrement contre celle portée par l'Algérie, au nom des pays arabes, le 20 février.

Depuis 1970, les États-Unis ont fait usage à 36 reprises de leur droit de veto pour bloquer des résolutions des Nations unies concernant le conflit israélo-palestinien. RT 8 mars 2024

- Le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder, a déclaré vendredi à la presse que la solution envisagée par les États-Unis permettrait de livrer "*jusqu'à deux millions de repas par jour*" (pour une population gazaouie d'environ 2,3 millions). Il a toutefois ajouté qu'il faudrait de 30 à 60 jours pour la faire aboutir, "*ce qui soulève des questions quant à la manière dont la famine à Gaza sera évitée dans les jours à venir, qui sont critiques*", s'inquiète le New York Times. Israël, de son côté, s'est félicité de l'inauguration de ce corridor maritime, mais a averti que toute cargaison devrait être "*soumise à des contrôles de sécurité*" stricts. Courrier International 9 mars 2024

Mimétisme.

L'Europe se presse d'acheminer, par voie maritime, de l'aide humanitaire à Gaza - Courrier International 9 mars 2024

Au lendemain de l'annonce par Joe Biden de l'ouverture prochaine d'un corridor maritime entre Chypre et la bande de Gaza, l'Union européenne (UE) a fait savoir, vendredi 8 mars, qu'elle passerait également par la mer pour acheminer son aide humanitaire dans le territoire palestinien, et ce dès ce week-end, rapporte la BBC. "*Nous sommes désormais très proches de l'ouverture du couloir, espérons-le ce dimanche. Et je suis très heureuse de voir qu'une première opération pilote sera lancée aujourd'hui*", a déclaré à la presse la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, après avoir visité les installations portuaires du port chypriote de Larnaca, point de départ des expéditions. Courrier International 9 mars 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Les candidats sont nombreux, mais les vocations sont rares, en fabriquer prend du temps, trop apparemment !

Sondage - 57% des Français souhaitent revenir sur l'interdiction du cumul des mandats - leJDD jeu. 7 mars 2024

Le débat sur le cumul des mandats en France ressurgit à la lumière d'une nouvelle enquête menée par l'institut CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD. leJDD jeu. 7 mars 2024

Le VRP du complexe militaro-industriel-financier toujours en quête de légitimité introuvable bénéficie de l'union nationale parlementaire.

La ficelle est trop grosse, Macron a encore endossé son costard de chef de guerre histoire d'impressionner une fois de plus les esprits les plus faibles ou les naïfs, pour les convaincre qu'il serait le sauveur suprême face à la terrible menace russe qui planerait sur la France, fort du consensus obtenu au Parlement européen en faveur d'un crédit supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'armée néonazi ukrainienne auquel ont pris part les imposteurs de gauche, il n'a rien trouvé de mieux que d'accuser son challenger d'extrême droite de collusion avec la Russie en espérant ainsi limiter la casse lors de l'élection européenne...

Bref comme à son habitude, il instrumentalise tout ce qui bouge, et les éditorialistes et autres géopolitologues à la noix lui emboîtent le pas histoire de faire monter la sauce en croisant les doigts pour qu'elle prenne, pas si sûr qu'ils y parviennent cette fois-ci, alors le psychopathe va-t-en-guerre en rajoute une couche tous les jours dans la provocation en se moquant d'être désavoué par ses homologues européens ou américains, il est en campagne électorale.

Côté cour.

- Les velléités guerrières d'Emmanuel Macron font quasiment l'unanimité contre elles. Publicsenat.fr 7 mars 2024

Côté jardin.

- Autre alignement des chefs de partis : tous sont d'accord sur le principe du soutien à l'Ukraine. « *Nous avons rappelé notre soutien indéfectible à la résistance ukrainienne* », a ainsi rappelé le numéro 1 du PS, Olivier Faure.

« *Il sort de cette réunion très clairement qu'il faut soutenir l'Ukraine. On est très clair sur le fait que tous les chefs de partis l'ont dit. Mais je vois bien qu'il y a les paroles dans les salles, les actes en vrai, puis les postures historiques. Je vois toujours un peu d'hypocrisie derrière les positions de chacun* », note Marine Tondelier, secrétaire nationale des Ecologistes (EELV), qui se satisfait malgré tout de cette unité « *de façade* ». Publicsenat.fr 7 mars 2024

Il compte jouer sur la stratégie du chaos et de la peur que tous dénoncent tout en y participant comme on vient de le voir, ce qui ne peut conduire qu'à les décrédibiliser également, à ceci près que c'est lui qui mène la danse et fixe les règles, il est donc porté à croire qu'à l'arrivée il en tirera profit, c'est tout du moins ce que ses conseillers lui soufflent dans l'oreille, ce qui ne lui évitera pas de se ramasser si les masses privilégiaient le refus de s'engager davantage dans la guerre au côté de l'Ukraine.

- À Prague, Macron joue les leaders de la coalition antirusse, appelant les Européens à «*ne pas être lâches*» - AFP/RT 5 mars 2024

«*Si chaque jour nous expliquons quelles sont nos limites*» face au président russe Vladimir Poutine qui, lui, «*n'en a aucune et a lancé cette guerre, je peux déjà vous dire que l'esprit de défaite est là qui rôde*», a déclaré le président français lors de sa visite ce 5 mars en République tchèque, enjoignant les alliés européens de Kiev à «*ne pas être lâches*». (Il devait penser à sa propre défaite annoncée et signifiait qu'en tant que psychopathe assumé, il ne doutait de rien, il ne risque pas de devenir "*lâche*, c'est dans sa nature depuis son adolescence. J-C)

«*J'assume pleinement*» le «*sursaut stratégique auquel j'ai appelé*», a-t-il martelé lors d'une conférence de presse, estimant que «*a clarté*» de ses propos était «*ce dont l'Europe avait besoin*». (Traduire : il a surtout besoin d'un "*sursaut*" des électeurs pour éviter un désastre lors de l'élection européenne. - J-C)

«*Nous n'avons pas besoin (...) de discussions sur le fait d'avoir plus ou moins de courage*», a déjà réagi ce 5 mars le ministre allemand de la défense Boris Pistorius, lors d'une conférence de presse à Stockholm avec son homologue suédois Pal Jonson. «*Cela n'aide pas vraiment à résoudre les problèmes que nous avons lorsqu'il s'agit d'aider l'Ukraine autant que nous le pouvons*», a-t-il ajouté. Le ministre suédois de la Défense a estimé de son côté qu'il était «*important de garder (notre) unité*» pour soutenir l'Ukraine. (Macron a brassé du vent, l'essentiel était ailleurs, c'est ce qu'ils ont souligné. - J-C)

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky «*n'a jamais demandé que des troupes étrangères combattent pour son pays*», a aussi fait remarquer le porte-parole de la Maison Blanche. «*Il n'y aura pas de troupes américaines engagées au sol en Ukraine. Et vous savez quoi? Ce n'est pas ce que demande le président Zelensky. Il demande des outils et des capacités. Il n'a jamais demandé que des troupes étrangères combattent pour son pays*», a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale. AFP/RT 5 mars 2024

Macron et Biden ont les mêmes conseillés et ils adoptent les mêmes postures.

- Guerre en Ukraine: Joe Biden exhorte le Congrès américain à soutenir Kiev pour "*arrêter Poutine*" - AFP/BFMTV 8 mars 2024

"*Je ne plierai pas*" face à Poutine, a promis le président américain, exhortant le Congrès à voter l'aide à l'Ukraine pour "*arrêter*" le président russe. "*Je vous assure que Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. Mais l'Ukraine peut arrêter Poutine si nous la soutenons et lui fournissons les armes dont elle a besoin pour se défendre*", a-t-il martelé. "*C'est tout ce que demande l'Ukraine. Elle ne réclame pas de soldats américains*", a-t-il ajouté. AFP/BFMTV 8 mars 2024

Qui les arrêtera sinon les peuples qui les chasseront du pouvoir, à commencer par Macron !

Dans l'éditorial de La Tribune de travailleurs (PT) de cette semaine :

- L'alternative est claire : ou bien l'économie de guerre qui sacrifie les peuples et les conquêtes sociales, ou bien l'économie de paix au service du plus grand nombre. Ou bien un gouvernement capitaliste de guerre et de mort, ou bien un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui rompt avec l'OTAN et œuvre à la paix entre les peuples.

En famille dans le camp de la guerre. La collaboration de classe aussi est « *sans limite* ».

« *Sans limite* » : Emmanuel Macron accentue le soutien français à l'Ukraine devant les chefs de parti - leJDD 7 mars 2024

Au cours d'une réunion de près de trois heures, ce jeudi matin, le chef de l'État a précisé aux chefs de parti qu'il n'y avait « *aucune limite* », « *aucune ligne rouge* » au soutien de la France à l'Ukraine, en guerre contre la Russie, selon Fabien Roussel, premier secrétaire du Parti communiste et Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), qui se sont exprimés à la sortie de l'Élysée. leJDD 7 mars 2024

Et puis, leur langage guerrier n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Il y a des signes qui ne trompent pas : La guerre ça rapporte gros!

Bourse : le CAC40 bat son record historique - LePoint.fr 7 mars 2024

L'euphorie boursière se poursuit pour le CAC40. Après avoir déjà battu plusieurs fois son record ces dernières semaines, l'indice a franchi le cap inédit des 8 000 points pour s'établir à 8 029 unités en cours de séance. En quatre mois et demi, le CAC40 a progressé à un rythme effréné de 18 %. Et les bonnes performances des grandes entreprises n'expliquent pas à elles seules cette envolée.

Depuis quatre ans et le krach lié à la pandémie de Covid-19, l'indice phare de la Bourse de Paris a mieux que doublé, au point de « peser » 250 milliards d'euros de plus que le FTSE, son équivalent londonien.

Deux facteurs justifient ce phénomène : 1. Les excellents résultats de nos principaux fleurons du business ; les membres du CAC 40 devraient dépasser les 140 milliards d'euros de profits cumulés pour la troisième année d'affilée. 2. La perspective que la Banque centrale européenne baisse les taux d'intérêt directeurs avant l'été.

Quant à la guerre en Ukraine, c'est étrange à dire, mais elle n'a quasiment aucune incidence sur la Bourse. « *Un peu cyniquement, la guerre en Ukraine n'a inquiété les marchés que lorsqu'elle a impacté les matières premières, renseigne Alexandre Baradez, responsable de l'analyse de marché chez IG France. Mais maintenant que le prix du gaz est revenu à son niveau d'avant le conflit et que ceux du pétrole et des métaux restent à des niveaux normaux, ce n'est pas un sujet de préoccupation majeure. Il faudrait un événement très fort pour que cela le redevienne.* »
« *En Europe, la valorisation sur les marchés de la Tech a crû de 16 % depuis le début de l'année. Les autres secteurs en croissance ont été l'automobile (+ 11 %) et l'hôtellerie-loisir (+ 9 %), le luxe arrivant derrière (+ 7 %), ce qui est nouveau.* » Les entreprises stars de la cote pourront-elles répliquer leurs résultats records cette année ? Alexandre Baradez le pense. « *Cela peut paraître un peu cynique, mais nombre d'entre elles ont réduit leurs effectifs ces derniers mois, ce qui a amélioré leur rentabilité et a compensé la diminution de leur capacité*

à fixer les prix. Par ailleurs, les dernières statistiques allemandes et chinoises sont encourageantes. »

Outre le CAC40 parisien, les places boursières de New York, Tokyo, Francfort, Amsterdam ou encore Copenhague ont elle aussi battu leurs records de valorisation en 2024. LePoint.fr 7 et 8 mars 2024

Etats-Unis.

Des soldats dans le métro de New York pour une "*démonstration de force*" - Courrier International 7 mars 2024

"*Des soldats dans le métro*", annonce à sa une le New York Daily News, jeudi 7 mars. "*Sept cent cinquante soldats de la garde nationale et 250 policiers vont vérifier les sacs et renforcer la sécurité face à une flambée de violence*." Il ne s'agira pas de patrouiller dans les trains, mais d'augmenter les contrôles près des tourniquets, précise le tabloïd, pour éviter la présence d'armes. Ainsi en a décidé la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, dans le cadre d'un plan d'action présenté mercredi, comprenant aussi l'installation de caméras dans les cabines des conducteurs.

"*Avec une criminalité dans le métro en hausse de 13 % sur le début de l'année, et après une vague d'attaques contre des conducteurs et des passagers*", la gouverneure démocrate envoie ainsi "*des forces en sous-sol*", titre le New York Post. Une telle "*démonstration de force*" dans le métro n'avait plus eu lieu depuis l'après-11 septembre 2001, selon le tabloïd conservateur.

Le syndicat des salariés de transports salue un pas dans la bonne direction. Des passagers se disent en revanche mal à l'aise et affirment se sentir en sécurité dans le métro. De fait, il y a moins d'une chance sur un million d'être victime d'un crime violent sur un trajet, rappelle le journal de centre gauche.

La mesure est aussi dénoncée par des défenseurs des libertés civiles, qui craignent un retour à la "*tolérance zéro*" des années Rudolf Giuliani et aux fouilles visant particulièrement les minorités, explique une éditorialiste du New York Times, Mara Gay.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

800 000 obus pour l'Ukraine : le président tchèque annonce avoir réuni les fonds - RT 8 mars 2024

«*Depuis ce matin, nous avons collecté le montant total pour l'achat de toutes les munitions, soit les 800 000 pièces*», a déclaré le 7 mars Petr Pavel, cité par le portail Idnes.cz. Ces obus devraient être livrés «*dans quelques semaines*» à l'Ukraine, a ajouté le président tchèque, qui n'a pas précisé le montant de cette commande.

Dans un article publié le 22 février, le *Financial Times* avait avancé un montant d'1,5 milliard de dollars (1,38 milliard d'euros) nécessaires à un tel achat, citant des «*responsables proches des discussions*».

La Belgique, le Royaume-Uni, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède font partie des contributeurs de cette aide à une armée ukrainienne mise à mal sur le front après la perte mi-février d'Avdeïevka et de plusieurs autres localités dans ce secteur.

Cette initiative de Petr Pavel, ancien général de l'OTAN, avait été annoncée le 17 février lors de la conférence sur la sécurité à Munich. «*Nous avons identifié un demi-million de munitions de 155 millimètres et 300 000 munitions de 122 millimètres*», avait déclaré le président tchèque, sans préciser dans quels pays se trouvaient ces obus.

La fourniture de 800 000 obus à l'Ukraine doublerait le nombre d'obus jusqu'alors fourni par l'Union européenne, à en croire les chiffres annoncés par le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, qui déclarait le 19 février à ses homologues européens n'avoir reçu que 400 000 obus sur le million promis par les Vingt-Sept. Selon ce dernier, l'Ukraine aurait besoin de 2,5 millions d'obus en 2024, suggérant une consommation journalière d'environ 7 000 munitions.

Un niveau qui, selon une députée ukrainienne, serait alors proche des 6 000 coups quotidiens tenus par l'armée ukrainienne durant sa contre-offensive, qui s'était soldée par un échec. Face à ce rythme, l'armée russe aurait quant à elle tiré 60 000 coups par jour, selon le ministère estonien de la Défense. RT 8 mars 2024

Argentine.

Argentine: l'agence de presse publique Télam fermée à ses salariés, le site web inaccessible - RFI 5 mars 2024

Lundi matin, Hernan et les 700 employés de Télam ont appris qu'ils étaient dispensés de travailler pendant une semaine, le temps que le gouvernement définisse le plan de fermeture de l'agence. RFI 5 mars 2024

Le président argentin Javier Milei affirme que l'avortement est un "*meurtre*" - BFMTV 7 mars 2024

Le président argentin Javier Milei a assuré ce mercredi 6 mars dans un discours devant des collégiens et des lycéens qu'il considérait l'avortement, légal dans le pays, comme un "*meurtre*", et les partisans de sa légalisation comme des "*assassins*".

Depuis son entrée en fonction, Javier Milei a supprimé le ministère des Femmes, des Genres et de la Diversité, et annoncé la fermeture de l'Institut national contre les discriminations (Inadi). BFMTV 7 mars 2024

Mexique.

Mexique: des manifestants enfoncent la porte du palais présidentiel - AFP 6 mars 2024

Plusieurs dizaines de personnes, qui manifestaient mercredi contre l'enlèvement et la disparition en 2014 de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa, ont enfoncé une des portes du palais présidentiel à Mexico, selon des images de la chaîne Milenio.

Sur ces images, on voit les manifestants utiliser une camionnette pour enfoncer la porte avant que certains d'entre eux, le visage masqué, ne pénètrent dans le palais.

Le président Andrés Manuel López Obrador a dénoncé une "*provocation*", alors que la campagne électorale a commencé au Mexique vendredi dernier pour désigner son successeur le 2 juin.

"*C'est un mouvement contre nous*", a-t-il dit lors de sa conférence de presse habituelle, interrogé par les journalistes sur ce qui se passait à l'extérieur du palais national.

"*Ils voudraient que nous répondions de manière violente. Nous n'allons pas le faire car nous ne sommes pas des oppresseurs*", a-t-il poursuivi. "*On va réparer la porte et il n'y a pas de problème*", a-t-il assuré.

La candidate du parti au pouvoir Claudia Sheinbaum est la grande favorite de l'élection présidentielle, portée par la popularité du président sortant, qui ne peut pas se représenter après un mandat unique de six ans selon la Constitution.

Le président a assuré que les manifestants seraient écoutés par un membre du ministère de l'Intérieur. Il a estimé que les avocats et les activistes qui accompagnent les parents étaient motivés par des "*objectifs politiques*". AFP 6 mars 2024

Haïti.

Les gangs passent à l'attaque du pouvoir politique en Haïti - Réseau Voltaire 7 mars 2024

Des gangs, coalisés par Jimmy Chérizier, dit « *Barbecue* », leader du groupe G9, ont attaqué les deux principales prisons de Haïti, le pénitencier national de Port-au-Prince et la prison civile de la Croix des Bouquets. Environ 3 700 prisonniers se sont échappés. Puis ils ont aussi attaqué des commissariats de police et l'Académie de Police. Les gangs coalisés ont tenté d'enlever le chef de la Police et réclament la démission du chef de l'État, le président Ariel Henry.

Celui-ci s'est déplacé au Kenya pour tenter de persuader le gouvernement de participer à un projet de « *Mission d'appui à la sécurité multinationale* » en Haïti, conformément à ce que les Etats-Unis avaient élaboré devant le Conseil de sécurité de l'Onu. Mais saisie par l'opposant

Ekuru Aukot, la Haute Cour de Nairobi a statué que mourir à Haïti ne faisait partie des missions constitutionnelles de la police kenyane. Tout au plus le président Henry a-t-il pu signer un accord précisant les fonctions de cette mission si elle devait être déployée.

Les États-Unis ont démenti avoir demandé à leur protégé, le président Ariel Henry, de démissionner. Cependant, celui-ci semble s'être exilé chez eux. Sa légitimité est contestée depuis de début. En effet, il a été imposé par les puissances occidentales après l'assassinat du président Jovenel Moïse. Il n'a jamais été confirmé par des élections.

Daniel Foote, envoyé spécial du président états-unien, Joe Biden, avait lui-même dénoncé cette ingérence : « *Je pense qu'Haïti ne connaîtra jamais la stabilité tant que ses citoyens ne seront pas jugés dignes de choisir leurs dirigeants en toute équité et honnêteté [...] On ne peut qu'être effaré par cette illusion de toute-puissance qui nous persuade que ce serait à nous, une fois de plus, de désigner le vainqueur* ».

De 1957 à 2005, les États-Unis n'ont cessé d'intervenir à Haïti, renversant tout pouvoir démocratique. Dernière opération en date, le renversement du président Jean-Bertrand Aristide [1] avec l'aide de la France et plus particulièrement de Régis Debray [2], en 2004. Réseau Voltaire 7 mars 2024

Chine.

J-C - Non, pas plus que les puissances occidentales la Chine et la Russie ou les Brics n'œuvrent au bien commun des peuples, mais à la survie du capitalisme. Ils le disent eux-mêmes, il suffit de savoir lire.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, lors d'une conférence de presse à Pékin le 7 mars 2024. **- AFP 7 mars 2024**

"*La Chine et la Russie ont créé un nouveau modèle pour les relations entre grandes puissances, qui diffère complètement de l'ancienne époque de la Guerre froide*", a indiqué Wang Yi.
"*Sur la base du non-alignement, de la non-confrontation et du non-ciblage de pays tiers, nous poursuivrons sur la voie d'une amitié de bon voisinage permanente et d'un approfondissement de notre coopération stratégique globale*" avec Moscou, a-t-il souligné.

"*Il n'existe pas de conflit d'intérêt fondamental entre la Chine et l'Europe*", a souligné Wang Yi, pour qui "les intérêts communs des deux parties l'emportent de loin sur leurs différences".

"*Le fait qu'aujourd'hui, au XXIe siècle, cette catastrophe humanitaire ne puisse être arrêtée est une tragédie humaine, plus encore, c'est une honte pour la civilisation*", a également déclaré le chef de la diplomatie chinoise. AFP 7 mars 2024

LE SOCIALISME

Le 16 mars 2024

J'ai inclus la causerie du 15 une fois les fautes corrigées, j'avais oublié !

Pour être de bonne humeur... en musique.

- Joe Bonamassa - "Twenty-Four Hour Blues" - Live At The Hollywood Bowl With Orchestra - février 2024

Toujours en forme Joe, cela fait plaisir à voir et à entendre, je crois que ce type est sympa, ce qui ne gâche rien, un génie comme on les aime, et le blues aussi.

L'autre instrument de leur guerre contre tous les peuples : La faim.

L'Onu suspend l'aide alimentaire aux nouveaux réfugiés soudanais au Tchad - Sputnik Afrique 12.03.2024

Le Programme alimentaire mondial de l'Onu a annoncé la suspension de son aide alimentaire aux nouveaux réfugiés soudanais au Tchad à partir d'avril.

L'aide apportée par l'Onu aux Soudanais ayant trouvé refuge dans l'est du Tchad voisin est menacée par le manque croissant de fonds. L'Onu entend la suspendre en avril, a annoncé le mardi 12 mars le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un communiqué.

"*Les programmes de distribution de vivres s'arrêteront dans quelques semaines en l'absence d'un financement urgent. Pour assurer un soutien continu aux personnes touchées par la crise au Tchad au cours des six prochains mois, l'agence onusienne basée à Rome a besoin d'urgence de 242 millions de dollars*", lit-on dans le communiqué.

Cette alerte du PAM intervient alors que des milliers de réfugiés continuent d'affluer du Darfour et que la saison des pluies menace de couper l'accès routier aux livraisons humanitaires dans les camps de l'est du pays, où près d'un million de réfugiés soudanais ont trouvé refuge, rappelle l'Onu.

"*Notre financement s'épuise à ce moment dramatique*", a indiqué le représentant du PAM au Tchad. Sputnik Afrique 12.03.2024

Notre destin est entre de bonnes mains !

1917 - « *L'ensemble de nos progrès technologiques tant vantés, et de notre civilisation en général, pourraient être comparés à une hache entre les mains d'un criminel pathologique.* »

Albert Einstein (1879-1955).

Mon commentaire publié par un blog.

- "*Les états coloniaux ont une durée de vie limitée*", les trois quart des pays de la planète le sont encore de manière déguisée depuis de nombreuses générations. Le problème voyez-vous, c'est que la vie des hommes est plus courte et ils y seront soumis toute leur vie, tout comme les esclaves que nous sommes des Etats colonisateurs, et je ne suis pas certain que Chris Hedges en ait conscience ou se sente réellement concerné.

Israël "*sera désormais un état paria. Cela s'est manifesté publiquement le 12 décembre dernier à New York lorsque 153 états membres de l'Assemblée Générale des Nations unies ont voté en faveur d'un cessez-le-feu*", tu parles, un argument à deux balles, j'ignore le calibre, petit à côté de cela :

- En 2023, à une écrasante majorité de 187 voix pour, deux contre (États-Unis et Israël) et une abstention (Ukraine), la résolution appelant les États-Unis à mettre fin au blocus de Cuba a été adoptée pour la 31e fois, sans effet, ce blocus dure depuis 1962.

- Le 4 novembre 2023, sur les 193 États membres de l'ONU, la résolution condamnant la glorification du nazisme a été adoptée par une majorité de 58% des États du monde et de 69% des suffrages exprimés, 105 voix pour, 52 contre, 15 abstentions. Ce texte présenté par la Russie depuis 2012 a toujours obtenu la majorité des voix, pour autant aucun des 31 Etats de l'OTAN qui a mis en place le régime néonazi de Kiev n'a quitté cette organisation.

- Depuis 1947, Israël a fait l'objet de plus de 50 résolutions et condamnations de l'ONU, qui n'ont pas été respectées ni prises en compte, selon une estimation généreuse envers l'Etat sioniste. Tout le monde s'en contrefout, y compris l'auteur de cet article.

Dans la causerie du 10 mars 2024

De la métaphysique au nihilisme.

L'oisiveté et la paresse intellectuelle sont de vilains défauts...

Combattre l'ignorance, c'est combattre l'esclavage, c'est combattre pour la liberté.

Qui ne progresse pas, régresse, puis sombre totalement.

Entretenez vos neurones, prenez garde, le naufrage de la vieillesse n'a pas d'âge !

Osez le socialisme, la seule thérapie antivieillissement efficace, même dans l'au-delà !

A propos du Discours de la méthode de Descartes parut en 1637.

Tout cela pour en arriver à : Je pense donc je suis, l'âme et Dieu existent.

Une fois posé que l'homme était imparfait, Descartes en déduira que pour concevoir la perfection, il fallait qu'elle exista en dehors du cerveau de l'homme ou que cette idée avait été forcément transmise à l'homme par "*un être plus parfait*" que lui, "*tout puissant*", ainsi les "*preuves de l'existence de Dieu et de l'âme humaine*" étaient établies et les "fondements de la métaphysique" étaient posés.

Avant d'en arriver là ou plus précisément pour en arriver là, il réalisera une dichotomie entre le corps ou le monde matériel et l'âme ou le moi, auquel il attribuera toute sorte de qualités et pouvoirs, dont celui de se perfectionner, ouf, nous voilà sauvés ou presque !

Descartes - Puis, examinant avec attention ce que j'étais, et voyant que je pouvais feindre que je n'avais aucun corps, et qu'il n'y avait aucun monde ni aucun lieu où je fusse; mais que je ne pouvais pas feindre pour cela que je n'étais point; et qu'au contraire de cela même que je pensais à douter de la vérité des autres choses, il suivait très évidemment et très certainement que j'étais; au lieu que si j'eusse seulement cessé de penser, encore que tout le reste de ce que j'avais jamais imaginé eût été vrai, je n'avais aucune raison de croire que j'eusse été; je connus de là que j'étais une substance dont toute l'essence ou la nature n'est que de penser, et qui pour être n'a besoin d'aucun lieu ni ne dépend d'aucune chose matérielle. En sorte que ce moi, c'est-à-dire l'âme, par laquelle je suis ce que je suis, est entièrement distincte du corps, et même qu'elle est plus aisée à connaître que lui, et qu'encore qu'il ne fût point, elle ne laisserait pas d'être tout ce qu'elle est.

Après cela je considérai en général ce qui est requis à une proposition pour être vraie et certaine; car puisque je venais d'en trouver une que je savais être telle, je pensai que je devais aussi savoir en quoi consiste cette certitude. Et ayant remarqué qu'il n'y a rien du tout en ceci: je pense, donc je suis, qui m'assure que je dis la vérité, sinon que je vois très clairement que pour penser il faut être, je jugeai que je pouvais prendre pour règle générale que les choses que nous concevons fort clairement et fort distinctement sont toutes vraies, mais qu'il y a seulement quelque difficulté à bien remarquer quelles sont celles que nous concevons distinctement.

Descartes butera sur les conditions matérielles qui déterminent le perfectionnement spirituel continu de l'homme ou le développement de sa conscience.

Descartes - En suite de quoi, faisant réflexion sur ce que je doutais, et que, par conséquent, mon être n'était pas tout parfait, car je voyais clairement que c'était une plus grande perfection de connaître, que de douter, je m'avisai de chercher d'où j'avais appris à penser à quelque chose de plus parfait que je n'étais; et je connus évidemment que ce devait être de quelque nature qui fût en effet plus parfaite. Pour ce qui est des pensées que j'avais de plusieurs autres choses hors de moi, comme du ciel, de la terre, de la lumière, de la chaleur, et de mille autres, je n'étais point tant en peine de savoir d'où elles venaient, à cause que, ne remarquant rien en elles qui me semblât les rendre supérieures à moi, je pouvais croire que, si elles étaient vraies, c'étaient des dépendances de ma nature, en tant qu'elle avait quelque perfection, et, si elles ne

l'étaient pas, que je les tenais du néant, c'est-à-dire qu'elles étaient en moi pour ce que j'avais du défaut. Mais ce ne pouvait être le même de l'idée d'un être plus parfait que le mien: car, de la tenir du néant, c'était chose manifestement impossible: et pour ce qu'il n'y a pas moins de répugnance que le plus parfait soit une suite et une dépendance du moins parfait, qu'il y en a que de rien procède quelque chose, je ne la pouvais tenir non plus de moi-même: de façon qu'il restait qu'elle eût été mise en moi par une nature qui fût véritablement plus parfaite que je n'étais, et même qui eût en soi toutes les perfections dont je pouvais avoir quelque idée, c'est à dire, pour m'expliquer en un mot, qui fût Dieu.

Cinq siècles plus tard, cette démonstration peut prêter à sourire par sa naïveté ou sa confusion, si on l'aborde avec les critères d'aujourd'hui. Mais sur quoi reposait-elle, de quel ordre étaient les critères d'analyse à son époque ?

Descartes poursuivait, en expliquant que si les géomètres étaient parvenus à discerner qu'il existait dans la nature un triangle dont l'ensemble des angles était égal à 180° ou deux angles droits, rien ne prouvait formellement son existence, mais comme il ne pouvait pas le nier, il s'en sortit par une pirouette en attribuant à Dieu ce prodigue, ce qui du même coup prouvait son existence.

Au chapitre suivant il se lâchera en attribuant à Dieu l'ensemble des lois qui régissent la nature et l'univers tout entier, qui à son époque étaient largement méconnues, il faudra attendre que le développement des forces productives aient suffisamment progressées sous le capitalisme et entraînassent celui des sciences au XIXe siècle, pour que ces spéculations métaphysiques rendent l'âme et la connaissance réalise un gigantesque progrès.

Le titre exact ou complet de l'ouvrage de Descartes était Le Discours de la méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences parut en 1637, en français, ce qui signifiait qu'il était à la recherche d'une méthode ou un mode de penser pour interpréter le monde disons d'une manière scientifique toujours selon les critères du XVIIe siècle, ce que parviendront à faire Marx et Engels deux siècles plus tard en recourant au matérialisme dialectique auquel il fallut deux siècles, en réalité beaucoup plus pour accoucher, de là à penser qu'il en faudra encore au moins autant pour le maîtriser ou qu'il soit suffisamment ancré dans les esprits pour changer le monde, il est permis de le croire, c'est long, hélas, alors patience !

Descartes fut un inlassable chercheur de la vérité et un grand penseur. On lui doit des réflexions fameuses et des démonstrations qui valent la peine d'être étudiées pour la profondeur de leurs analyses, certes un peu tarabiscotées et dépassées. Il faut bien partir de quelque part, et cela vaut toujours mieux que de s'allonger sur le divan d'un psy, c'est gratuit, et puis, pour savoir pourquoi on pense d'une manière plutôt qu'une autre, vaut mieux savoir pourquoi on ne pense pas autrement, sinon cela ne sert à rien et on ne peut pas partager nos connaissances, c'est dommage.

C'est le premier ouvrage que j'étudiai en 1975 quand je découvris la philosophie. N'ayant pas eu la chance de suivre des études supérieures, et parce que Descartes n'apportait pas de réponses satisfaisantes aux questions que je me posais, pendant environ deux ans j'allais me taper toute la philosophie depuis Aristote à Hegel associée à la psychanalyse et à la littérature classique, j'y consacrerai tout mon temps libre. Une fois parvenu à l'Idée absolue de Hegel qui gouvernerait le monde... en marchant sur la tête, il ne me restait plus qu'à la remettre à sa

place avec Marx en adoptant le matérialisme dialectique, ce qui m'évita de la perdre définitivement, merci à tous nos illustres penseurs.

Un lien où télécharger cet ouvrage :

https://philosophie.cegeptr.qc.ca/wp-content/documents/Discours-de-la-m%C3%A9thode.pdf

---

En ces temps troublent où la morale des suppôts de nazis et fascistes qui nous gouvernent ou nous représentent empeste littéralement l'atmosphère au point de la rendre irrespirable, un rappel utile.

Paul Lafarge, Le déterminisme économique de Karl Marx (1909)

Extrait.

- La morale de toute société basée sur la production marchande ne peut échapper à cette contradiction, qui est la conséquence des confits dans lesquels se débat l'homme bourgeois : si pour réussir dans ses entreprises commerciales et industrielles, il doit capter la bonne opinion du public en se parant de vertus, il ne peut les mettre en pratique s'il veut prospérer ; mais il entend que ces vertus de parade soient pour les autres impérieuses, des "impératifs catégoriques" comme dit Kant ; c'est ainsi que s'il livre de la camelote, il exige d'être payé en argent fin. La bourgeoisie, si elle ne maintient sa dictature de classe que par la force brutale, a besoin pour assoupir l'énergie révolutionnaire des classes opprimées de faire croire que son ordre social est la réalisation aussi parfaite que possible des principes éternels qui ornent la philosophie spiritualiste et que Socrate et Platon avaient en partie formulés plus de quatre siècles avant Jésus -Christ.

La morale religieuse *n'échappe pas à cette fatale contradiction : si la plus haute formule du christianisme est "aimez-vous les uns les autres*", les Églises chrétiennes, pour achalander leurs boutiques, ne songent qu'à convertir par le fer et le feu les hérétiques, afin de les sauver, assurent-elles, des feux éternels de l'enfer.

Le milieu social barbare, qu'engendraient la guerre et le communisme du clan, arrivait à tendre jusqu'à leur extrême limite les nobles qualités de l'être humain, la force physique, le courage, le stoïcisme moral, le dévouement corps et biens à la communauté, à la cité ; le milieu social bourgeois, basé sur la propriété individuelle et la production marchande, érige au contraire en vertus cardinales les pires qualités de l'âme humaine, l'égoïsme, l'hypocrisie, l'intrigue, la rouerie et la filouterie.

La morale bourgeoise, bien que Platon prétende qu'elle descend du haut des cieux et qu'elle plane au-dessus des vils intérêts, reflète si modestement la vulgaire réalité, que les sophistes au lieu de forger un mot nouveau pour désigner le principe, qui selon Victor Cousin, qui s'y connaît, est "*la morale tout entière*", prirent le mot courant et le nommèrent le Bien : to agathon. Lorsque l'idéal chrétien se formula à côté et à la suite de l'idéal philosophique, il subit la même nécessité. Les Pères de l'Église lui imprimèrent le sceau de la vulgaire réalité. Beatus, que les païens employaient pour riche et que Varron définit "*celui qui possède beaucoup de biens*", qui multa bona possidet, devient dans la latinité ecclésiastique celui qui

possède la grâce de Dieu ; Beatitudo, dont Pétrone et les écrivains de la décadence se servent pour richesses, veut dire, sous la plume de saint Jérôme, félicité céleste ; Beatissimus, l'épithète donnée par les auteurs du paganisme à l'homme opulent, devient celle des patriarches, des Pères de l'Eglise et des Saints !

La langue nous a révélé que les barbares, par leur procédé anthropomorphique habituel, avaient incorporé leurs vertus morales dans les biens matériels ; mais les phénomènes économiques et les événements politiques, qui préparèrent le terrain pour le mode de production et d'échange de la bourgeoisie, dénouèrent l'union primitive du moral et du matériel. Le barbare ne rougissait pas de cette union, puisque c'étaient les qualités physiques et morales, dont il était le plus fier, qui étaient mises en action pour la conquête et la conservation des biens matériels ; le bourgeois, au contraire, a honte des basses vertus qu'il est forcé de mettre en jeu pour arriver à la fortune, aussi veut-il faire croire et il finit par croire, que son âme plane au-dessus de la matière et se repaît de vérités éternelles et de principes immuables : mais la langue, dénonciatrice incorrigible, nous dévoile que sous les nuages épais de la morale la plus purifiée se cache l'idole souveraine des capitalistes, le Bien, le Dieu-propriété.

La morale, ainsi que les autres phénomènes de l'activité humaine, tombe sous la loi du déterminisme économique formulée par Marx : "*Le mode de production de la vie matérielle conditionne en général le procès de développement de la vie sociale, politique et intellectuelle.*"

Le corps humain fonctionne selon le principe du feu.

Grâce au combustible qu'il absorbe sous forme chimique solide et liquide quand l'homme s'alimente, mange ou boit, qui au contact de l'oxygène qu'il contient et qu'il respire, va brûler et produire de la chaleur (énergie) de manière à le maintenir à la température de 37°C. Lorsque ce processus est contrarié, la température du corps monte, on dit alors qu'on a de la fièvre.

Pour que l'oxygène persiste, il faut qu'il soit renouvelé.

D'après ce que j'ai lu dans des articles politiquement incorrects, les cellules brûlent l'oxygène qu'elles reçoivent en libérant de la chaleur, au cours de ce processus cet oxygène sert également à brûler les cellules elles-mêmes et à en reproduire de nouvelles et ainsi de suite, mais lorsque ce cycle est perturbé et qu'elles manquent d'oxygène ou qu'elles ne parviennent plus à brûler l'oxygène qu'elles reçoivent, elles vont produire des cellules défectueuses qui vont déclencher toute sorte de maladies dites auto-immunes, dont celle qu'on appelle le cancer.

Le corps humain fonctionne dans un certain environnement plus ou moins favorable, il est conçu pour s'adapter aux conditions qui prédominent lors de sa conception, ce qui signifie que tous les hommes ne réagiront pas de la même manière aux différentes températures selon la latitude et la longitude où ils sont nés, certains s'adapteront bien à de très fortes températures, les Touaregs par exemple, tandis que d'autres s'accommoderont de très faibles températures, les Inuit par exemple, le type européen devra se contenter de températures moyennes.

On sait aussi qu'en altitude l'air est plus froid, et la concentration d'oxygène présente dans l'air diminue, c'est également vrai plus on descend en profondeur dans les océans. On sait également que lorsque l'oxygène présent dans le sang diminue dans de forte proportion, cela va conduire à des œdèmes, des hémorragies ou des thromboses.

On a observé que dans tous les cas de figure, dès qu'arrive l'hiver et que la température ambiante baisse, la santé des hommes est fragilisée et un grand nombre tombe soudainement malade en même temps, mais l'immense majorité demeure en bonne santé. Au lieu de se contenter de cette observation et d'en déduire que les cellules de ceux qui tombent malades manquent d'oxygène, les médecins formés à l'école de Pasteur en déduisent qu'ils font l'objet d'une infection virale et/ou bactérienne, et par conséquent il faut leur infliger les mauvais traitements concoctés par les trusts pharmaceutiques détenus par l'oligarchie financières, pire les vacciner, ce qui aura pour effet de court-circuiter le fonctionnement normal des cellules une fois rétablies qui ne rempliront plus leur rôle protecteur contre les autres maladies auto-immunes, ce qui peut expliquer en partie leur fulgurant développement de nos jours.

La première erreur que commette les médecins est de décréter que la fièvre serait dangereuse et qu'il faut la faire baisser, au lieu de laisser le corps rétablir de lui-même sa température ou l'autoréguler en se reposant pour commencer, puis en lui fournissant une alimentation appropriée, de manière à ce que les cellules se remettent à absorber et brûler l'oxygène dont elles ont besoin, et recommencent à se reproduire normalement ou à produire à nouveau des cellules saines en cessant de produire des cellules malignes. A suivre.

Lu dans un blog.

- L'air que nous respirons est composé majoritairement d'oxygène pour 1/5ème et d'azote pour 4/5ème environ. L'oxygène est donc présent en grande quantité dans l'atmosphère, et cela où que nous allions, sauf à des altitudes très élevées, où l'atmosphère elle-même est trop peu dense, ou bien dans l'océan où, présente sous forme de gaz dissous, sa concentration dépend de son cycle au sein de l'océan.

- Mais ce qui donne à l'oxygène son rôle si important dans la biosphère, c'est sa très forte tendance à s'associer à d'autres molécules : à les «*oxyder*». Cette propriété vient de ce qu'il n'y a sur la couche externe de l'atome d'oxygène que six d'électrons, alors qu'il en faudrait huit pour qu'il devienne stable. Ainsi, l'oxygène tend à s'associer à d'autres éléments chimiques qui, eux, ne comportent que quelques électrons sur cette couche externe et peuvent les partager avec l'oxygène : parmi ces éléments, l'hydrogène qui combiné à l'oxygène donne l'eau H20, le carbone qui donne le gaz carbonique CO2, l'azote qui donne les oxydes d'azote et l'ion nitrate NO3-, etc.

Ces réactions de l'oxygène avec d'autres éléments s'accompagnent d'un fort dégagement de chaleur : la combinaison d'un atome de carbone et d'une mole d'oxygène dégage 394 kilojoules.

- Lors de la formation de la Terre, l'atmosphère était dépourvue d'oxygène libre, et ne permettait donc pas le développement de la vie tel que nous la connaissons maintenant. Ce n'est qu'à partir de l'apparition d'un assemblage de molécules, capable d'enlever un atome d'oxygène à la molécule de gaz carbonique en utilisant l'énergie lumineuse émise par le soleil, que ce gaz, très abondant dans l'atmosphère primitive, a peu à peu décru au profit de

l'oxygène, aboutissant à l'atmosphère telle que nous la connaissons et qui a assez peu changé depuis des millions d'années. Cet assemblage de molécules a permis aux végétaux d'effectuer la photosynthèse de la matière organique.

- Le composé symbolisé par la formule C6H12O6 représente les hydrates de carbone qui sont un composant essentiel de la matière vivante, et aussi son carburant. L'élaboration d'une matière vivante, plus diversifiée et plus complexe, requiert de l'énergie et celle-ci est fournie par l'oxydation d'une partie de ces hydrates de carbone ou autre composé issu de la vie, via la respiration.

Lu dans deux commentaires d'internautes.

- Il y a quelques milliards d'années, l'atmosphère terrestre était très riche en dioxyde de carbone CO2, comme celles de Vénus et de Mars aujourd'hui. A un moment donné, apparurent les cyanobactéries qui tirent leur substance (faite de molécules organiques, donc de longues chaînes d'atomes de carbone) du CO2 atmosphérique : la photosynthèse était inventée. Si on enlève l'atome de carbone de CO2 pour "*se nourrir*", il reste O2 : l'oxygène a commencé par être un déchet.

Dans un premier temps, il s'est combiné avec le fer, très abondant sur terre, et qui en atmosphère réductrice existait à l'état métallique (Fe) sur les terres émergées ou faiblement oxydé (Fe++, ion ferreux) dans les océans. C'est ce qu'on a appelé "*la grande rouille*" ! Une fois tout le fer oxydé au maximum (Fe2O3 ou Fe3O4), l'oxygène commença à se dégager dans l'atmosphère. Une partie forma la couche d'ozone qui arrêta les rayons ultraviolets du soleil et permit, beaucoup plus tard, à la vie de sortir de l'eau pour coloniser la terre ferme.

Et le reste s'accumula dans les couches basses de l'atmosphère. C'est peu dire que ç'a été une catastrophe (la Grande oxydation), l'oxygène étant mortel pour la plupart des organismes anaérobies de l'époque. Même aujourd'hui, il n'y a pas grand-chose pour survivre dans de l'oxygène pur : ce fait témoigne que nous descendons d'une vie anaérobie qui s'est adaptée à l'oxygène. Quelques temps après, d'autres microbes (les mitochondries) trouvèrent une façon particulièrement efficace d'utiliser l'oxygène pour stocker de l'énergie et s'en servir pour le métabolisme. D'autres cellules vivantes de l'époque absorbèrent les mitochondries pour en profiter : relation mutuellement bénéficiaire, la "*grosse*" cellule apportant sa nourriture à la mitochondrie, et celle-ci fournissant de l'énergie. La respiration était inventée, et elle eut un succès phénoménal… grâce à l'équilibre entre photosynthèse et respiration (le "*bouche à bouche planétaire*", comme disait joliment Carl Sagan) qui maintient une composition à peu près constante de l'atmosphère.

Un petit mot sur l'azote pour terminer, l'air en contient 78% environ.

- En fait, l'azote joue un rôle déterminant à la fois sur le rendement et sur la qualité des productions. Les plantes s'alimentent dans le sol en azote minéral et le transforment en protéines, composants essentiels de la vie pour l'homme et les animaux.

Il est l'un des principaux constituants des acides aminés, des protéines et des acides nucléiques constituant les ADN et ARN. Une nutrition limitée en azote réduit la synthèse protéique et par conséquent la teneur en chlorophylle qui est une protéine. Cette relation est

utilisée dans le diagnostic de nutrition azotée basé sur la couleur plus ou moins vert clair des feuilles et de façon plus précise sur la teneur en chlorophylle.

On va mettre les choses au point une fois pour toute.

Le racisme et les guerres de religion n'existent pas, ce sont des interprétations ou des instrumentalisations de la lutte de classes présentée ou déguisée de telle sorte qu'elle divise les opprimés au profit des seuls colonisateurs ou oppresseurs, car il faut à tous prix masquer que les exploiteurs se livrent à des guerres de rapine ou de nature économique en prenant en otage les peuples et en les livrant à un épouvantable massacre afin d'atteindre leurs objectifs. C'est ainsi qu'au Moyen-âge, les dites guerres de religion se transformèrent en guerres civiles sur fond de crise du système d'exploitation féodal, qui opposèrent différents clans de la noblesse et leurs armées, qui luttèrent pour accroître leur territoire ou leur richesse, leur pouvoir, telle en est l'origine bien terrestre, et qui n'a rien à voir avec de quelconque intérêts célestes sans valeur.

On comprendra qu'ils ne peuvent pas exposer clairement leurs intentions inavouables (d'hier et d'aujourd'hui), il leur faut donc fournir un récit abracadabrant qui donnera lieu à toute sorte d'interprétations destinées à berner les masses, dont celle consistant à leur fournir un ou des boucs émissaires qui seraient responsables de leurs difficultés vers lesquels elles seront encouragées à diriger leur ressentiment ou haine, au lieu de les réserver au régime en place qui en tirera profit en les divisant et affaiblissant leur résistance.

Un ouvrier raciste, c'est un ouvrier qui se tire une balle dans le pied, c'est ridicule, c'est aller contre ses propres intérêts. Un bourgeois raciste, c'est un bourgeois qui tire sur un ennemi qu'il soit ouvrier ou bourgeois, parce que seuls ses intérêts personnels comptent à ses yeux, c'est utile.

Il fut une époque, où dans certains pays les tenants des différentes religions étaient devenus de très riches propriétaires terriens (et immobiliers) au point de concurrencer des monarques, y compris sur le plan politique, ils s'allièrent avec ces derniers ou devinrent leurs conseillers, l'appât du gain et du pouvoir, le besoin d'entretenir ou d'accroître leur patrimoine pour garantir leur survie, les conduisit à se faire la guerre entre eux. A la même époque, ils figuraient également parmi les seuls lettrés, les peuples dans leur immense majorité étaient analphabètes et incultes, c'est donc cette élite qui narra ses exploits guerriers à sa manière, comme on dit aujourd'hui, à celle des vainqueurs, dans un premier temps leurs récits apparurent dans la littérature, et plus tard ils atterrirent dans les manuels scolaires pour devenir l'histoire officielle, qui devait être enseignée dans les écoles ou dans les universités, alors qu'en vérité, c'était une toute histoire qui s'était déroulée.

Ces récits relevaient de l'obscurantisme, et il ne devait pas être éventés par crainte que les masses se détournent de la religion au profit d'intérêts économiques ou bassement matériels, car il ne fallait pas que les gueux soupçonnent que leur condition misérable n'était pas le produit de la fatalité, mais le produit d'un système économique déjà basé sur l'exploitation, auquel cas un désordre incontrôlable préjudiciable aux affaires s'en serait suivi, ce qu'il fallait éviter à tous prix. Pour que l'ordre règne, il fallait éviter de fournir inutilement au peuple en

guenilles matière à se rebeller, et le meilleur moyen était encore de l'enrôler dans la guerre pour assouvir la haine de sa condition ou l'envoyer à une mort certaine.

Le peuple devait ignorer les tenants et les aboutissants de ces guerres, il en fut toujours ainsi. Aujourd'hui on nous conte qu'Israël serait en guerre contre le Hamas, ce serait une guerre qui opposerait juifs et musulmans, alors qu'en réalité on est en présence d'une guerre impérialiste opposant colonisateur et colonisé, ce qui montre bien que cette guerre s'inscrit dans le cadre de la lutte des classes et pas autres choses, ce qui évidemment ne doit pas parvenir à la connaissance des travailleurs qui pourraient avoir la mauvaise idée de se retourner contre leurs propres exploiteurs, contre Macron et le régime en place.

Il est de même de la guerre entre l'OTAN et la Russie par proxy interposé, l'Ukraine, une guerre qui est de nature purement économique. On ne s'étendra pas sur cette guerre pour ne pas nous éloigner de notre sujet, parce qu'elle fait l'objet de plusieurs interprétations qui nécessiteraient un long développement pour les aborder sérieusement, une autre fois.

Ce qu'on a exposé sur le racisme vaut pour la xénophobie, au lieu que le bouc émissaire désigné aux masses soit lié à une religion, il est le citoyen d'un autre pays, la xénophobie oppose deux travailleurs entre eux, au lieu d'opposer un travailleur à un bourgeois, un patron, un Etat, voilà tout. La droite et l'extrême droite l'instrumentalisent ou s'en servent quand ils sont en quête d'union nationale sur fond de crise sociale, la xénophobie est donc dirigée contre les travailleurs de manière à entraver leur lutte de classe.

Le seul moyen efficace de s'opposer au racisme, à la xénophobie, à la guerre, c'est de prendre en mains son destin ou s'engager dans la lutte de classe pour renverser le capitalisme et ses institutions, tout autre moyen ne sert qu'à en détourner les travailleurs.

Autant que les séparations ou les divorces, et alors ?

J-C – Pourquoi les médias sortent-ils cette info ? Quelle idée ont-ils derrière la tête les sachant toujours animés de bonnes intentions envers le bas peuple ? En fait, ils saisissent le moindre aspect de la vie quotidienne de la population qui pourrait la diviser ou qui la divise déjà, pour en faire un instrument de leur guerre de classe. Ceux qui estimeront que j'exagère, n'ont semble-t-il pas conscience que c'est une obsession chez nos ennemis, comme quoi ils savent parfaitement ce qu'ils font.

Je le comprends ainsi : S'il y toujours autant de mariages en France, c'est qu'on y vit bien, les Français sont heureux parce qu'ils ont un bon président, de bonnes institutions bien démocratiques, et surtout, le capitalisme est tellement généreux que le bonheur est dans le près à défaut de l'être dans l'HLM ou le squat !

480.000 "*oui*": en 2023, le nombre de mariages célébrés en France reste très élevé - BFMTV 13 mars 2024

Un peu plus de 480.000 Français se sont dit "*oui*" en 2023, d'après les chiffres publiés ce mardi 12 mars par l'Insee, confirmant une tendance à la hausse liée au report de mariages en raison de la pandémie de Covid-19 en 2020.

En 2023 comme en 2022, 242.000 mariages ont été célébrés en France. Un chiffre "*plus élevé qu'avant la crise sanitaire*", analyse l'Institut national des statistiques et des études économiques.

Les Pacs également en hausse

Le nombre de pactes civils de solidarité (Pacs) signés connaît une évolution post-Covid similaire: "*après une chute en 2020, il s'est redressé en 2021 pour atteindre 210.000 Pacs conclus en 2022, un niveau qui dépasse celui antérieur*" à la pandémie, selon l'Insee.

En 2022, les unions entre personnes de même sexe ont représenté "*3% des mariages et 5% des Pacs"*, ajoute l'organisme. BFMTV 13 mars 2024

En 2022, respectivement 241 700 mariages et 209 800 Pacs.

On note que la proportion de couples pacsés dans la population totale reste minoritaire : sur les 15,4 millions de couples comptés dans les opérations récentes de recensement de la population, seuls 8 % sont pacsés, 72 % sont mariés et 20 % de couples vivent en union libre. En effet beaucoup ont institutionnalisé leur union à une époque où le Pacs n’existait pas. ined.fr

Et ce qu’ils ne vous disent pas, et pour cause.

Le nombre de divorces varie d’une année à l’autre, mais en moyenne, ce sont près de 130 000 divorces qui sont prononcés chaque année. Près de 45% des mariages finissent par un divorce. justifit.fr 27 avril 2023

La part de divorcés augmente également avec l’âge des époux. Elle atteint 3 % parmi les mariés âgés de moins de 35 ans, 16 % parmi ceux âgés de 35 à 44 ans et 41 % parmi ceux âgés de 45 à 54 ans. Les divorcés deviennent majoritaires parmi les mariés de 55 ans ou plus (53 %). ined.fr

Nombre de Pacs dissous en France en 2017 a été de 82 345. fr.statista.com

Le pourcentage de dissolutions de Pacs est pratiquement identique à celui des divorces, aux alentours de 40% depuis 2013. ined.fr

J-C - S'unir légalement procure plus de désagréments que d'avantages dans la durée que vivre en couple officieusement, c'est ce qui ressort de ce constat et de ma propre expérience. Pourquoi ? Parce que la part d'inconscience domine chez les hommes et les femmes.

Si on fait les comptes pour 450 000 unions par an, il y a plus de 200 000 séparations. Ne sont pas comptés les unions contre-nature ou contraintes et forcées qui durent, parce que les intéressés ne peuvent pas ou ne veulent pas faire autrement, parce qu'ils font partie des meubles comme l'on dit vulgairement, ou l'un des deux ou ensemble ils estiment qu'ils y perdraient au change. S'ils avaient la possibilité de se séparer dans de bonnes conditions ou sans subir de préjudices, il y a tout lieu de penser que le nombre de séparations atteindrait le nombre d'unions ou le dépassait même, pour le meilleur en principe, sauf que le meilleur ce n'est pas ce que cette société réserve aux hommes et aux femmes, raison de plus pour la

changer. Vous me direz que, si la possibilité leur était offerte de pouvoir se séparer dans de bonnes conditions, pourquoi la possibilité ne leur serait-elle pas offerte de vivre bien ensemble, d'accord, mais pas dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui !

Quel que soit le sujet qu'on aborde, vous aurez constaté qu'on arrive toujours à la même conclusion, quand je dis toujours, encore faut-il être animé de bonnes intentions envers nos semblables, ce qui n'est pas donné à tout le monde apparemment, de quoi, mais d'avoir atteint un niveau de conscience politique qui incarne un tel degré d'humanisme, de quoi voulez-vous parler enfin, du socialisme pardi, car par nature il est optimiste et purement humaniste, c'est sa raison d'être contrairement au capitalisme, cela, vous avez eu l'occasion de vous apercevoir !

On se marre bien quand même, même si la vie nous a joué des mauvais tours, sans qu'on y puisse quoi que ce soit pour l'éviter généralement, car dans ce genre d'histoires ou de rapports, il ne faut jamais oublier qu'on est deux, et lorsqu'il arrive qu'on ne soit pas ou plus au même diapason, le pire peut survenir ou se produira... L'humanisme n'est pas inné, on a beau être animé de bonnes intentions, cela ne suffit pas toujours, il faut qu'elles soient partagées, et lorsque ce n'est plus le cas, vous devinez ce qui se passe...

Personnellement je ne m'en suis jamais remis, mais laissons cela, c'est la vie ! J'ai refait ma vie deux fois, la première fois (mon second mariage) fut un échec, la dernière tentative avec une femme totalement différente de moi hors mariage cette fois est la bonne. J'ai tiré les enseignements de la précédente, dès le départ on a discuté des concessions qu'on devait être prêts à accepter pour que notre couple ne se transforme pas en cauchemar, et cela fonctionne à merveille. Cela fait plus de 11 ans que cela dure et c'est comme au premier jour, un vrai bonheur, comme quoi c'est possible. C'est tout ce que je vous souhaite.

Pourquoi font-ils la propagande de l'égalité des hommes et des femmes ? Quelle en est la signification politique, la seule qui nous intéresse ici ?

Parce qu'ils sont animés de bonnes intentions envers eux, pas vraiment comme chacun sait, alors quoi ?

La société est ainsi faite que tous les rapports sociaux ont tendance à reproduire les rapports qui existent au sein des rapports de production entre oppresseurs et opprimés, le seul endroit où ils sont remis en cause, c'est dans la lutte de classe du prolétariat quand les exploités se rassemblent pour lutter contre les exploiteurs, parce qu'ils partagent les mêmes intérêts de classe. Les inégalités qui peuvent exister entre hommes et femmes cèdent la place à la solidarité ou à la fraternité entre eux. Ils réalisent leur unité, et la mise en concurrence, qui les divise et les oppose le reste du temps aiguisée par la division du travail et les inégalités de statut social, est battue en brèche.

Ces inégalités sociales, qui leur sont imposées, ne constituent donc pas un obstacle à l'union des hommes et des femmes exploités et opprimés, dès lors qu'ils prennent conscience que le combat sur la base de leurs intérêts collectifs est le seul moyen de parvenir à réduire ces inégalités sociales, car c'est seulement la satisfaction de leurs besoins collectifs qui peut ouvrir la voie à la satisfaction de leurs besoins individuels et non l'inverse. Or, que se passe-t-il

lorsqu'ils dressent les femmes contre les hommes ? Ils instrumentalisent leurs différences, ce qui les distingue, les sépare, les divise, les oppose s'ils n'y prennent pas garde, tandis qu'eux demeurent unis contre notre classe composée d'hommes et de femmes qui ne demandent qu'à vivre en harmonie.

En mettant l'accent sur leurs besoins individuels, ils les attireront sur le terrain identitaire ou du communautarisme, et une fois pris au piège, ils les encourageront à laisser libre cours à leur instinct cruel ou leur haine contre leur proie isolée ou la communauté rivale qu'ils leur ont désignée. Ils vont alors se déchaîner à la manière d'une meute de bêtes sauvages jusqu'à ce que mort s'ensuive dans les deux camps en soutenant celui réputé être la victime d'oppression, et par la suite ils se présenteront en témoins innocents de ce massacre, dont ils furent en réalité l'élément déclencheur, les réels commanditaires demeurant tapis dans l'ombre.

L'immense majorité des hommes et des femmes opprimés étant naïfs ou ignorants des tenants et aboutissants de cette machination, n'en tireront aucun enseignement, ainsi ils pourront renouveler leurs méfaits et continuer à nuire à la société autant de fois qu'il existe de facteurs susceptibles d'être manipulés pour les entrainer sur ce terrain pourri, tandis que ceux qui sont au pouvoir ne seront pas inquiétés.

Tribune libre de la lutte des classes.

Coordination rurale, Confédération paysanne : lutte des classes ou collaboration de classes - JRCF 9 mars 2024

- Sortie de l'euro
- Sortie de l'Union Européenne
- Sortie de l'OTAN
- Sortie du capitalisme

Pour ce programme, il est vital que les ouvriers et les paysans s'unissent, pour que nous combattions tous ensemble, dans le même sens, et en même temps !

https://www.legrandsoir.info/coordination-rurale-confederation-paysanne-lutte-des-classes-ou-collaboration-de-classes.html

---

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère de la santé de Gaza : 31 272 morts et 73 024 blessés depuis le début de la guerre israélienne

"*Les forces d'occupation israéliennes ont perpétré dix carnages contre des familles gazaouies au cours des dernières 24 heures, qui ont fait 88 morts et 135 blessés*'', ajoute le ministère de la santé de la bande de Gaza.

Le ministère a précisé que « *72 % des victimes de l'agression israélienne sont des enfants et des femmes* ». aa.com.tr 13 mars 2024

Des milliers de manifestants à Paris, pour un "*cessez-le-feu immédiat*" à Gaza - francetvinfo.fr 9 mars 2024

Selon la préfecture de police, le cortège a rassemblé 11 500 manifestants. Une organisatrice a annoncé "*60 000 personnes*" au micro.

Répondant à un appel du collectif Urgence Palestine, soutenu par la France insoumise (LFI), les manifestants, qui brandissaient des affiches clamant "*SOS Gaza*" et des drapeaux palestiniens, sont partis de la place de la République et ont achevé leur marche vers 17 heures sur la place de la Bourse.

Manifestation pro-palestinienne à Londres - RT 9 mars 2024

Guerre Israël-Hamas : Une « *guerre contre les enfants* », selon un responsable de l'ONU - 20 Minutes/AFP 13 mars 2024

Une « *guerre contre les enfants* ». Ces mots sont de Philippe Lazzarini, patron de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa). Sur X, celui-ci a posté : « *Vertigineux. Le nombre d'enfants présumés tués en seulement quatre mois à Gaza est plus élevé que le nombre d'enfants tués en quatre ans dans l'ensemble des conflits à travers le monde.* »

Son message fait référence aux chiffres des Nations Unies selon lesquels 12.193 enfants ont été tués dans des conflits dans le monde entre 2019 et 2022. Il a comparé ces chiffres aux rapports du ministère de la Santé de la bande de Gaza, dirigée par le Hamas, indiquant que plus de 12.300 enfants sont morts dans le territoire palestinien entre octobre et la fin du mois de février. 20 Minutes/AFP 13 mars 20

Dénonçant l'agression israélienne contre les mosquées… Maduro compare les actions de l'entité sioniste aux crimes d'Hitler - french.almanar.com.lb 12 mars 2024

Lors de son discours, depuis Maturin, dans l'État de Monagas (au nord-est du pays), Maduro a comparé la situation que vit aujourd'hui le peuple palestinien à « *la persécution menée par Hitler contre les Juifs* », en raison de ses racines religieuses.

Il y a quelques jours, Maduro a affirmé, dans une déclaration aux journalistes, que « *ce qui se passe à Gaza est le premier génocide diffusé en direct et via les réseaux sociaux* ». french.almanar.com.lb 12 mars 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille avec les sionistes nazis du Crif et de Tel Aviv. A bas le PCF et le PS !

Fabien Roussel « *regrette* » sa comparaison entre Gaza et le ghetto de Varsovie - Le HuffPost 12 mars 2024

Il fait son mea culpa. Dans un communiqué, ce lundi 11 mars, le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel a dit « *regretter* » sa récente comparaison qui n'avait « *pas lieu d'être* » entre la situation dans la bande de Gaza, terrain de la guerre Israël - Hamas, et le « *ghetto de Varsovie* ».

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Yonathan Arfi avait vivement réagi. « *Comparer Gaza au ghetto de Varsovie n'est pas qu'une erreur historique. C'est une faute morale. Pour les Juifs, le ghetto était une étape du processus génocidaire mis en place par les Nazis qui les conduisit massivement jusqu'à l'extermination. Aussi tragique que soit cette guerre pour les populations civiles, il n'y a pas de génocide palestinien, et heureusement* », avait-il écrit sur X. Le HuffPost 12 mars 2024

Guerre Israël-Hamas : Tête de liste PS aux européennes, Raphaël Glucksmann refuse le terme génocide pour Gaza - AFP/20 Minutes 12 mars 2024

« *J'ai un emploi extrêmement précautionneux du terme génocide* », a souligné dans l'émission Quotidien sur TMC le leader du petit parti Place publique.

Lundi, la tête de liste du PS a également évoqué un « *gouffre* » avec ceux qui à gauche avaient pu refuser de qualifier de terroriste l'organisation du Hamas, après les attaques du 7 octobre. « *Entendre ça, c'est proprement révoltant* », s'est-il indigné, interrogé sur des déclarations de la militante franco-palestinienne Rima Hassan, qui avait estimé « *vrai* » que le Hamas mène une action légitime. AFP/20 Minutes 12 mars 2024

J-C - Lénine et Trotsky avaient raison, ce parti n'a jamais été communiste. Comment a-t-il pu se faire passer comme tel, et comment ont-ils été aussi nombreux à le croire ? En voilà des excellentes questions à discuter, non ? Cela vaut pour le PS, pour l'ensemble de ce qu'ils ont appelé la gauche, une épouvantable mystification à laquelle tous les courants du mouvement ouvrier ont participé sous des prétextes fallacieux, et quand bien même elle éclate au grand jour, rien n'y fait, ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir. On n'est pas sorti de la merde !

L'Holocauste fut le cadeau du régime nazi allemand aux sionistes nazis pour qu'ils réalisent le génocide des Palestiniens avec le soutien des anglo-saxons.

J-C – La théorie du suprématisme aryen des nazis et la théorie du suprématisme du peuple juif des sionistes ont les mêmes origines racistes, n'ayant aucun argument pour la justifier, alors pour l'imposer aux autres peuples, c'est normal qu'ils recourent aux mêmes moyens, l'extermination, pour tenter de l'imposer.

À Amsterdam, l'inauguration du musée sur l'Holocauste vire à la polémique sur Gaza - Courrier International 11 mars 2024

"*À l'intérieur, il s'agit de l'Holocauste, à l'extérieur, de Gaza*", titre De Volkskrant, accompagnant sa une d'une photo montrant le roi, Willem-Alexander, en train de se recueillir lors d'une visite du nouveau Musée national de l'Holocauste qu'il a inauguré dimanche 10 mars en compagnie du président israélien, Isaac Herzog.

"*Des mots et des actes venimeux peuvent déboucher sur une dynamique meurtrière*", a déclaré le chef de l'État néerlandais devant plusieurs centaines de personnes rassemblées dans le lieu de culte où a été installé le musée, écrit De Volkskrant. "*Mais alors que ses paroles sont écoutées dans la synagogue, des cris de protestation et des sifflets fournis se font entendre depuis l'extérieur*", poursuit le journal.

Pour les militants propalestiniens, l'invitation du président israélien est "*tordue*", rapporte De Volkskrant. Ils lui reprochent notamment des propos tenus après l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, dans lesquels il tenait les Palestiniens responsables de la présence du Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, rappelle le journal. Courrier International 11 mars 2024

Dès lors qu'un dangereux psychopathe atteint de mégalomanie enragé a été placé aux commandes d'un régime ploutocratique et corrompu, tout peut arriver.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, force est de se rendre à l'évidence devant une telle insistance et de multiples coïncidences qui ne tiennent pas du hasard : Les banquiers de la Fed et de la City ont décidé de propulser Macron au poste de nouveau Führer ou chancelier du Reich otanien ayant mission de réaliser celle qu'ils n'étaient pas parvenus à mener à bien avec l'aide de son prédécesseur : Faire tomber Stalingrad pour démembrer et piller les richesses de la Russie, la guerre au bolchevisme et au communisme n'étant plus d'actualité, quoique, ils ont jeté leur dévolu sur Poutine, qui incarnerait le mal absolu ou serait responsable de tous les maux qui accablent les travailleurs en France, et au-delà tous les peuples de l'Europe et d'Amérique.

J'avais rédigé ces lignes 48 heures avant le sondage qui figure plus loin et les derniers développements, dont l'entretien télévisé de Macron.

Sans surprise, Macron a recouru à la stratégie de la peur habituelle pour influencer les esprits faibles, et à l'inversion accusatoire en débitant un tas de contrevérités, de grossiers mensonges ou en imputant à Poutine les propres agissements de l'OTAN qui sont responsables du déclenchement cette guerre, sachant que les médias institutionnels ne le démentiraient pas parce qu'ils figurent dans le camp de l'OTAN.

Ils ont besoin d'un ennemi pour continuer à gouverner et appliquer leur politique ultra réactionnaire, en cas de besoin ils le fabriquent, c'est exactement ce que fait Macron en faisant planer la menace d'une guerre "*existentielle pour notre Europe et pour la France*" qui n'existe pas, pour mieux masquer celle de l'OTAN qui pèse réellement sur la Russie.

S'il a recouru à cette rhétorique dans son discours, c'est surtout parce qu'il sait qu'aucun parti présent à l'Assemblée nationale utilisera cet argument, ce qui revient à lui laisser le champ libre, encouragé par cette union nationale implicite, à chaque sortie il va plus loin encore, "*à coup sûr aujourd'hui, la Russie est un adversaire, le régime du Kremlin est un adversaire*", ce qui signifie qu'officiellement le clan qu'il représente n'est pas seulement en guerre contre Poutine, mais aussi contre la Russie, quitte peut-être le lendemain à devoir tempérer ses propos, peu importe la forme également, l'essentiel étant d'afficher ouvertement les objectifs guerriers que le clan de l'oligarchie le plus extrémiste dont il est le porte-parole appellent de ses vœux, qui, s'ils étaient pris au sérieux mèneraient inévitablement à la guerre entre la France et la Russie, donc entre l'OTAN et la Russie, ce qui équivaudraient au déclenchement d'une Troisième guerre mondiale, d'une certaine manière Macron est prêt à la déclencher si on lui en donnait l'ordre, il a appelé hier à s'y préparer.

C'est le message qu'il a voulu transmettre en déclarant : "*A coup sûr aujourd'hui, la Russie est un adversaire, le régime du Kremlin est un adversaire*", ce qui signifie qu'officiellement le clan qu'il représente n'est pas seulement en guerre contre Poutine, mais aussi contre la Russie, ce qui pour un peu constituerait une déclaration de guerre, officieuse pour le moment, heureusement que le Kremlin ne le prend pas au mot, pendant combien de temps encore ces provocations vont durer, nulle ne le sait aujourd'hui.

Seront-ils tentés de passer à l'action avant les élections européennes pour éviter à Macron de subir une sévère raclée électorale ? C'est peu probable, parce qu'il n'est qu'un pion pour eux, ils ne risqueront pas le tout pour le tout pour sauver sa tête. Avant l'élection présidentielle russe ? Encore moins probable parce qu'ils n'ont personne à mettre à la place de Poutine qui est très populaire en Russie. Avant l'élection présidentielle américaine ? C'est peu vraisemblable car cela pourrait précipiter une guerre civile aux Etats-Unis ou favoriser les puissants clans de l'oligarchie qui soutiennent Trump. Plus tard ? On ne s'avancera pas jusque-là pour le moment, attendons de voir comment vont se dérouler les prochains développements sur la scène politique internationale.

La véritable menace pour les travailleurs en France, en Ukraine et en Russie (partout) : C'est Macron : Dehors, à bas la guerre !

Pour avoir une idée précise sur la nature de son engagement politique, il suffisait d'observer de quelle manière il s'est adressé au bourreau Netanyahou : « *Vous êtes une démocratie, vous devez respecter le droit humanitaire, le droit de la guerre* », alors qu'il massacre depuis plus de 4 mois la population palestinienne de Gaza composée à plus de 70% de femmes et d'enfants dont plus de 20.000 sont morts et plus de 50 000 sont blessés et souvent laisser sans soin, ainsi Macron mérite les caractérisations de despote ou de nazi, qui vont si bien à Zelenski et au régime de Kiev.

A Macron qui a clamé que "*la sécurité des Français se joue là-bas*", en Ukraine, nous répondons : Notre sécurité, elle se joue ici et maintenant en France : Chassons Macron et son gouvernement tout de suite, rompons avec le capitalisme et toutes ses institutions à l'origine des inégalités sociales et faiseurs de guerre !

Source des citations : AFP et Reuters, différents médias français le 15 mars 2024

Le déshonneur suprême à un prix.

J-C - On savait leur détermination sans faille et leur cynisme sans limite, la veille Macron l'a illustré à sa manière.

- Bernard Arnault a reçu la Légion d'honneur à l'Élysée en présence de Beyoncé et d'Elon Musk - Le HuffPost 14 mars 2024

Selon nos confrères, le PDG français du groupe de luxe LVMH a reçu la grand'croix de la Légion d'honneur des mains du président de la République. Emmanuel Macron a salué le travail du Français le plus riche du monde, sa capacité à « *voir et bâtir loin* » pour « *vendre une forme d'éternel français* », rapporte Politico.

Déjà fait chevalier puis officier de la légion d'Honneur, Bernard Arnault accède désormais au plus haut grade. Environ 70 personnes en sont décorées, dont François Pinault ou encore le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Le HuffPost 14 mars 2024

Ils osent tout. Sondage truqué. La fabrique du consentement à la peine avec en prime une grotesque manipulation.

- 61% des Français estiment que Vladimir Poutine est une menace pour la France. - BFMTV 14 mars 2024

J-C - Vraiment ?

Dans les trois questions qui figuraient dans ce questionnaire, ce n'était pas la Russie qui était visée mais Poutine, pourquoi, pour dissocier les Russes de Poutine, car ils savent qu'il est très populaire en Russie. Ils diabolisent de préférence Poutine, parce qu'ils ne peuvent pas s'attaquer à la Russie, car l'UE demeure le second importateur de gaz russe après la Chine.

En martelant à 3 reprises qu'il constitue une "*menace réelle*, l'idée qu'elle existait bel et bien devait l'emporter dans les esprits facilement manipulables.

Poutine :

- Est une menace réelle pour la sécurité de la France ;

- Est une menace réelle pour certains pays de l'Union européenne, mais pas de la France ;

- N'est pas une menace réelle pour la France ni les pays de l'Union européenne ;

J-C - Autre enseignement, à deux autres questions posées les personnes sondées ont répondu en s'alignant sur le discours tenu par Macron et les éditorialistes :

- 57% des Français jugent qu'Emmanuel Macron a eu tort de hausser le ton face à la Russie

- 54% à estimer qu'il faut continuer d'aider l'Ukraine face à la Russie comme l'État le fait actuellement

En revanche, dès qu'on touche à leur portefeuille, ils y sont opposés, de justesse, 1%, autant dire que leur niveau de conscience politique ne dépasse pas ce niveau, ce qui n'a rien de rassurant.

- Aide militaire de trois milliards d'euros à l'armée ukrainienne. Un montant auquel 51% des Français sont opposés. BFMTV 14 mars 2024

Des institutions favorables à une guerre impérialisme doivent être abolies.

Guerre en Ukraine : l'accord de sécurité entre Paris et Kiev approuvé à l'Assemblée nationale - Le HuffPost 13 mars 2024

Les députés approuvent la stratégie d'aide à l'Ukraine de l'exécutif. Avant le Sénat, l'Assemblée nationale était invitée ce mardi 12 mars à s'exprimer sur la position de la France vis-à-vis de Kiev, détaillée par le Premier ministre Gabriel Attal dans un discours.

À une majorité de voix, 372 contre 99, l'hémicycle a donné son feu vert. La majorité présidentielle a notamment pu compter sur les voix des députés RN, des socialistes et des écologistes, malgré l'abstention du RN et l'opposition de LFI. Il s'agissait d'un vote symbolique, qui n'engage pas le gouvernement.

Conclu pour une durée de dix ans, l'accord prévoit un renforcement de la coopération militaire, en particulier dans les domaines de l'artillerie et de la défense aérienne.

Le sujet divise l'opinion publique, moins favorable aujourd'hui à l'Ukraine qu'elle ne l'était lors de l'invasion déclenchée par la Russie en février 2022. Le HuffPost et BFMTV/AFP 13 mars 2024

Comment ça marche ? Imposture, inversion accusatoire, novlangue.

« *La victoire de la Russie sur l'Ukraine constituerait un cataclysme pour le pouvoir d'achat des Français* », a assuré Attal à l'Assemblée nationale mardi 12 mars 2024. « *Les Français vivraient moins bien avec des aliments plus chers, de l'énergie plus coûteuse, une insécurité croissante* ».

Novlangue : Langue dans laquelle le sens des mots est détourné en vue de manipuler les citoyens.

C'est une simplification lexicale et syntaxique de la langue destinée à rendre impossible l'expression des idées potentiellement subversives et à éviter toute formulation de critique de l'État. L'objectif ultime étant d'aller jusqu'à empêcher l'« *idée* » même de cette critique.

Hors du contexte du roman, le mot novlangue est passé dans l'usage pour désigner péjorativement un langage ou un vocabulaire destiné à déformer une réalité, ou certaines formes de jargon.

L'idée fondamentale de la novlangue est de supprimer toutes les nuances d'une langue afin de ne conserver que des dichotomies qui renforcent l'influence de l'État, car le discours manichéen permet d'éliminer toute réflexion sur la complexité d'un problème : si tu n'es pas pour, tu es contre, il n'y a pas de milieu. Ce type de raisonnement binaire permet de favoriser les raisonnements à l'affect, et ainsi d'éliminer tout débat, toute discussion, et donc toute potentielle critique de l'État.

Un rythme élevé de syllabes est aussi visé, avec l'espoir que la vitesse des mots empêche la réflexion.

De plus, si la langue possède le mot « *bon* », il est inutile qu'elle ait aussi le mot « *mauvais* », car cela suppose l'existence de nuances entre ces deux termes.

La novlangue caricature les langues anglaises simplifiées, en particulier l'anglais basic.

L'idée sous-jacente à la novlangue est que si une chose ne peut pas être dite, cette chose ne peut pas être pensée durablement faute de renforcement par l'échange du dialogue. La question soulevée par cette supposition est de savoir si c'est notre pensée qui donne un sens à la langue (indépendamment de celle-ci), ou si c'est la langue (comme institution ou structure) qui constitue et façonne notre pensée. Par exemple, peut-on ressentir l'idée de « *liberté* » si nous ignorons ce mot ?

S'il est fort probable que les deux phénomènes s'articulent entre eux (la maîtrise de la langue augmente la capacité de pensée, qui à son tour va venir enrichir la langue lorsque son degré d'abstraction sera suffisant)...

Outre la suppression des nuances, la novlangue est une incarnation de la double-pensée.

Double-pensée : capacité à accepter simultanément deux points de vue opposés et ainsi mettre en veilleuse tout esprit critique.

La double signification des mots possèderait le mérite (pour ses créateurs) de dispenser de toute pensée spéculative, et donc de tout germe de contestation future. Puisque les mots changent de sens selon qu'on désigne un ami du parti ou un ennemi de celui-ci, il devient évidemment impossible de critiquer un ami du parti, mais aussi de louer un de ses ennemis.

Dans 1984, Syme, un fonctionnaire mettant au point le novlangue, explique précisément la notion de novlangue (Chapitre V):

« *Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées […]. Le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la*

conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. […] Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? […] En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience. » Wikipédia.org

---

Guerre en Ukraine : le Sénat approuve à son tour l'accord de sécurité entre Paris et Kiev - Le HuffPost 14 mars 2024

Au Palais du Luxembourg, les sénateurs ont voté par 293 voix pour et 22 contre.

Dans les faits, ces votes en faveur de l'accord par l'Assemblée nationale et le Sénat ont surtout eu pour objectif de légitimer les termes de cet accord, qui avait de toute manière déjà été conclu entre Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky mi-février à l'Élysée.

Pour ce faire, le gouvernement s'est appuyé sur le fondement de l'article 50-1 de la Constitution, comme l'explique Public Sénat. Surtout symboliques, ces deux votes n'ont en effet aucune conséquence contraignante pour l'exécutif. Le HuffPost 14 mars 2024

Commentaires d'internautes.

1- Les macroniens, les LR, les socialistes, se retrouvent ensemble une nouvelle fois, pour approuver les délires guerriers de Macron. Entre ces partis, il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette, pour les différencier.

Ils se soutiennent mutuellement, et c'est comme cela qu'ils sauvent leur système, et que toutes les motions de censure sont rejetées.

Ils se sont couchés devant Macron, devant l'escalade dans le conflit, et confirment qu'ils ne sont que des godillots au service de la guerre.

Ce n'est pas un jour de gloire, mais simplement le jour de la confirmation qu'une majorité de politiciens, veulent faire la guerre en n'ayant même pas le courage de dire non aux délires guerriers de Macron.

2- Lu dans l'Express : "*Dans un coin du salon, Emmanuel Macron a posé la photo d'un but de Basile Boli que lui ont envoyée des supporters. Et il montre parfois à ses visiteurs sa*

collection de petites voitures présidentielles. C'est incroyable, glisse l'un d'eux en quittant le Palais, on a l'impression qu'il nous montrait ses jouets. "

J-C – C'est Macron ! Que dire de ceux qui lui prêtent encore un certain pouvoir ? Des crétins finis, des manipulateurs, des complices ?

Les jours précédents. Poker menteur.

J-C - Tout le monde sait qu'un certain nombre de militaires de l'OTAN et membres des services de renseignement des puissances occidentales participent déjà à cette guerre en Ukraine.

- Le SG de l'Otan recadre Macron après ses propos sur l'envoi de troupes en Ukraine - Sputnik Afrique 12.03.2024

Emmanuel Macron avait évoqué fin février la possibilité d'envoyer des militaires en Ukraine, mais cette n'a pas beaucoup enthousiasmé ses alliés. Jens Stoltenberg a souligné qu'il était nécessaire de consulter les alliés avant de faire les déclarations publiques de ce genre.

"*L'Alliance n'a pas l'intention d'envoyer ses troupes en Ukraine*", a insisté le secrétaire général dans une interview.

Même si certains pays de l'Otan envoyaient des contingents en Ukraine, cela affecterait l'ensemble de l'Alliance, a martelé le responsable.

Il a rappelé l'importance de définir une "*approche commune*" au sein de l'organisation sur les sujets cruciaux car ces derniers concernent tous les membres. Dimanche 10 mars, le chef de la diplomatie polonaise Radoslaw Sikorski avait pourtant admis que des militaires de l'Otan étaient déjà en Ukraine. Sputnik Afrique 12.03.2024

- La Russie ne veut pas d'un conflit avec l'Otan, affirme le renseignement américain - Sputnik Afrique 12.03.2024

Moscou ne souhaite pas entrer en conflit direct avec les États-Unis et ses alliés de l'Otan, selon un rapport déclassifié du bureau de la directrice du renseignement américain.

La Russie reste un "*adversaire résilient et compétent dans un large éventail de domaines*" pour les États-Unis, sans chercher la confrontation directe, souligne un rapport du bureau d'Avril Haines, directrice du renseignement américain (DNI).

"*La Russie ne souhaite certainement pas un conflit militaire direct avec les États-Unis et les forces de l'Otan et poursuivra ses activités asymétriques en dessous de ce qu'elle estime être le seuil d'intervention militaire*", rapporte ce document.

Sur un plan économique, Moscou est parvenu à contourner les plafonds sur le pétrole que voulaient imposer le G7, note le rapport. Malgré toutes les sanctions, la Russie reste par ailleurs le deuxième exportateur de gaz naturel liquéfié vers l'Europe.

"*Moscou a réussi à dérouter la plupart de ses exportations pétrolières maritimes et vend probablement des volumes nettement supérieurs aux plafonds de prix fixés par le G-7. La Russie a accentué son recours à des options non occidentales pour faciliter le déroutement de son pétrole*", écrivent les renseignements américains.

En matière de diplomatie, Moscou se tourne désormais vers la Chine, l'Iran et les "*principaux pays du Sud*" pour trouver des partenaires, note encore le rapport.

Moscou a souligné à plusieurs reprises que l'Alliance de l'Atlantique Nord visait la confrontation, critiquant une expansion à l'Est nocive pour la sécurité en Europe. Le Kremlin a souvent déclaré que la Russie ne constituait pas une menace pour les pays de l'Otan, indiquant cependant qu'elle n'ignorerait pas les actions potentiellement dangereuses pour ses intérêts. Sputnik Afrique 12.03.2024

Voici ce qu'on pouvait lire dans Courrier International du 13 mars 2024 :

- Plus que jamais, Vladimir Poutine s'est lancé dans une guerre de civilisation. Et l'ennemi, c'est l'Occident, contre lequel il se pose en rempart, explique Andreï Tsygankov dans Rossia v Globalnoï Politiké. Courrier International du 13 mars 2024

J-C - En réalité c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire. C'est le clan de l'oligarchie financière ou Davos opposé à celui qui comprend les libertariens, qui soutient la thèse de Samuel Huntington, selon laquelle imposer un gouvernement mondial est une utopie, qui mène la danse de la guerre contre la Russie. Samuel Huntington partait du constat qu'il était impossible d'imposer une culture unique à tous les peuples ou de leur faire renier leur histoire...

C'est lui qu'il vise quand il accuse Poutine de s'être lancé dans une guerre de civilisation, qu'en réalité ils sont eux-mêmes en train de mener contre tous les peuples, et non Poutine. Pour que les lecteurs comprennent bien de quoi il s'agit, c'est à cette "*guerre de civilisation*", qu'on doit le wokisme et la théorie du genre notamment, ils s'en servent pour déstabiliser tous les Etats, afin de les affaiblir en divisant leurs peuples pour mieux les dominer...

C'est quoi cette référence de Courrier International ?

Rossia v Globalnoï Politiké, qu'est-ce que c'est ? Du lourd ! Une officine de l'Etat profond américain en Russie.

Rossia v Globalnoï Politiké (en français : « *La Russie sur la scène internationale* »), est publiée en anglais sur une base trimestrielle et en russe deux fois par mois (avec le soutien de Foreign Affairs pour cette dernière version). Foreign Affairs est un bimestriel américain publié par Conseil des relations étrangères (Council on Foreign Relations)

C'est une revue russe d'analyse des relations internationales. Créée en 2002 et conçue comme le double du Foreign Affairs américain, son Conseil éditorial comprend des hommes d'État, des intellectuels et des experts, tant russes qu'étrangers (Sergueï Karaganov, Igor Ivanov, Evgueni Primakov, Helmut Kohl, Carl Bildt, Thierry de Montbrial, etc.).

Quelques biographies.

Sergueï Karaganov, il est membre de la Commission trilatérale depuis 1998 et a siégé au Conseil consultatif international du Conseil des relations étrangères...

Carl Bildt, ex-premier ministre suédois, membre de la Commission Trilatérale depuis 1998, de l'Institut Aspen, de la Fondation Carnegie, invité 6 fois de 1996 à 2008 à la conférence annuelle du Groupe Bilderberg, il est également administrateur de la RAND Corporation...

Thierry de Montbrial. Ami intime depuis 1976 de feu-Henry Kissinger, la même année ilprend part à la création de la French-American Foundation et il devient membre du comité directeur du groupe Bilderberg (Un pur hasard du calendrier ! - J-C), membre du comité de rédaction de la revue Foreign Policy, directeur général de l'IFRI (Institut français des relations internationales) qu'il a fondé en 1979... (Source : Wikipédia et d'autres source sur le Net.)

J-C - C'est clair, n'est-ce pas ?

Dans le camp de la guerre.

Depuis la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776 jusqu'en 2024, les USA ont été 228 ans en guerre sur 248 ans d'existence !

Les conservateurs straussiens aux commandes de l'US Imperium disent qu'il « *n'y aura pas de paix… car pour préserver et étendre leur position de leadership mondial, ils doivent commettre un bon paquet de massacres… Gagner signifie tuer* » ! (Cf., conférence donnée par Ralph Peters, lieutenant-colonel, en 1997 in Constant Conflict, Parameters 27, N°2 (1997), doi: 10.55540/00311723.1829, edition United States Army War College)

Dans le PNAC (Project for the New American Century), au chapitre « *Rebuilding America's Defenses* », septembre 2000, la prééminence des forces militaires américaines est affirmée sans concession.

« *…Il existe aujourd'hui des armes biologiques qui ont la capacité d'affecter et de tuer seulement certains génotypes particuliers, comme les Africains, les Asiatiques, les slaves … Une grande partie de notre art militaire consistera à manipuler des données* … «

Durant la deuxième guerre mondiale, près de 8 milliards de dollars ont été investis en Allemagne nazie par les firmes américaines. (Cf., « IBM et l'holocauste », Edwin Black)

L'aide américaine aux nazis avait pour but d'abattre le socialisme et communisme. C'est dans ce but que les sociétés américaines ont collaboré activement avec le Régime hitlérien: Ford,

General Motors, Texaco, Exxon, ITT, IBM, Coca-Allemagne, la famille Rockefeller, celle des Bush, Charlie Flint, Thomas Watson, James Mooney, Ralph Beaver Strassburger, Clarence Dillon, les futures transnationales de Wall Street et de Londres, la City Bank, l'Union Banking Company (UBC) de Prescott Bush, la Chase Bank de Rockefeller, l'antisémite Ford fournisseur de camions pour le 3ème Reich, General Motors et sa filiale pour la fournitures des avions à la Luftwaffe, IBM, ITT, Bell, fourniront les moyens de transmission modernes à l'armée allemande… etc

En juin 1944, les soldats américains débarquant sur les plages de Normandie découvraient des camions allemands abandonnés avec les mêmes moteurs que les leurs ! Opel filiale de General Motors équipait les moteurs du Messerschmitt, premier avion à réaction…

Les défenses du mur de l'Atlantique avaient été sérieusement dégarnies pour renforcer massivement le front de l'Est contre le bloc soviétique, justement au moment où les Allemands savaient pertinemment que la coalition alliée allait prochainement débarquer en France ! Au même moment, l'état-major allemand s'était arrangé pour convoquer à Berlin, Erwin Rommel un Generalfeldmarschall en charge de l'organisation du mur de l'Atlantique ! Refusant d'entrer dans les méandres de cette idéologie politique, Rommel sera contraint au suicide par le commandement nazi ! Il va de soi que les accords secrets entre américains et Allemands prévoyaient de laisser les Alliés entrer en Europe de l'Ouest pour s'opposer au communisme…

En réalité, les dirigeants de toutes ces firmes américaines qui collaboraient activement avec le 3ème Reich, avaient pour but de mettre l'Europe à genoux dans l'objectif d'une création future de l'Union Européenne avec un marché unique et une monnaie unique. En décembre 1941, Washington négociait avec le Gouvernement de Vichy, *« un statut politique de protectorat et une monnaie unique pour la France* ». Ce projet devait être géré par « *Les Etats-Unis d'Europe* » et déployé sur l'Europe par les nazis afin d'édifier « *l'espace économique global européen* ». Ce qui était prévu par les Américains débarquant en France, c'était la création d'un protectorat succédant à l'occupation allemande ! Ce sont les USA qui devaient administrer cette colonie européenne à son service ! La toute première monnaie unique européenne était imprimée aux Etats-Unis d'Amérique ! Des officiers de l'armée américaine avaient été formés à l'administration civile. C'est De Gaulle qui allait faire échouer ce projet en empêchant les Etats-Unis d'Amérique d'abolir la souveraineté de la France et des autres pays européens en rendant ce projet crapuleux impossible ! Les USA tenteront d'imposer leur projet de force, mais De Gaulle et le Gouvernement Provisoire siégeant à Alger feront savoir aux Français que cette monnaie n'avait aucune valeur et ne serait pas reconnue par les autorités de la France Libre.

Toute cette organisation avait pour but ultime le contrôle de l'Europe de l'Ouest dans l'objectif de reprendre la guerre cette fois-ci contre la Russie. Il aura fallu attendre jusqu'en 2014 pour que l'US Imperium lance son attaque contre la Russie via l'Ukraine, mais encore une fois avec l'aide des néo-nazis réarmés et formés par les cadres de l'armée du 4ème Reich appelée OTAN.

L'OECE était fondée en 1948 qui prendra le nom de OCDE en 1961. L'OTAN était créée en avril 1949 et le Conseil de l'Europe en mai 1949. Puis la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) sera créée en avril 1951, le Traité de Rome en 1957, préfigurant la future Union Européenne.

Le 6 mars 1950, Harry Truman disait à Baylor au Texas : *« Le monde entier doit adopter le système américain, car le système américain ne peut survivre en Amérique que s'il devient le système mondial.* » (Cf., Jean-Loup Izambert, Les destructeurs, JCGodefroy, 2023, pages 255 à 258)

La véritable Union Européenne représente le danger absolu pour l'US Imperium, car cela signifierait 57 pays et non pas 27 ; 837 millions d'habitants et non pas 447 ; 32 millions de Km2 et non pas 4,21… Si la véritable Europe des Nations avait vu le jour, l'US Imperium aurait cessé d'exister…

C'est pourquoi, les USA sont nos pires ennemis qui, en plaçant leurs serviteurs dévoués à la tête des Etats, les Young Global Leaders, parviennent à piller tout ce qui est fort, riche, assurant la souveraineté des nations ; ils pratiquent allègrement, avec leurs complices devenus chefs d'Etats, le pillage économique, financier, technologique, les identités nationales.

L'US Imperium se répartit le contrôle des organisations internationales à vocation économique et financière : OMC, FMI, Banque Mondiale, BRI, OCDE, BIRD, SFI, OTAN… C'est lui qui décide seul : tous les autres doivent se soumettre. Tous ceux qui, en Europe, ne veulent pas se soumettre, comme l'ex-Yougoslavie, la Serbie, sont massacrés par des bombardements intensifs y compris avec des munitions à uranium radioactif sur des sites civiles, des hôpitaux, des écoles, et le mensonge déployé à grande échelle pour entraîner l'assentiment des autres terrorisés par les « *défenseurs de la liberté et de la démocratie* »…

Tout ce qui a été inventé pour salir les Serbes a été odieux à un point inimaginable de perversion…Il va de soi que l'US Imperium hautement criminel a fait voler en éclat toutes les lois internationales en violant systématiquement les accords et en agissant contre les traités, comme s'il ne les avait jamais signés !

(Cf., « *Les destructeurs* », Jean-Loup Izambert, op.cit., pages 61 à 68)

Concernant l'Ukraine et la Russie actuelle, c'est la même chose : les documents déclassifiés en 2016 permettent de savoir que la CIA organisait, finançait, armait les groupes néonazis d'Ukraine dans le but de provoquer la guerre contre la Russie…

https://www.mondialisation.ca/strategie-et-mode-de-fonctionnement-des-acteurs-globalistes-du-nouvel-ordre-mondial/5687304?doing_wp_cron=1710076902.8102340698242187500000

En famille chez les « *rats* ».

Après la guerre, des milliers de nazis ont réussi à prendre la fuite à l'aide de l'Église catholique - Annabelle Georgen - 18 mai 2015

https://www.slate.fr/story/101685/nazis-fuite-eglise-catholique

En mai 1945, profitant du chaos qui régnait en Allemagne, où des millions d'anciens prisonniers de guerre, de forçats et de survivants de l'Holocauste étaient sur les routes, des milliers de nazis hauts placés en profitèrent pour filer à l'étranger. Parmi eux, rappelle

l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, des criminels tels que Adolf Eichmann, responsable de l'organisation de la «*solution finale*», Josef Mengele, médecin au camp de concentration d'Auschwitz, et Franz Stangl, commandant des camps d'extermination de Treblinka et Sobibor.

Sans le soutien de l'Église catholique, un si grand nombre de nazis n'auraient pas réussi à fuir:

«*Ils pouvaient compter sur un réseau de passeurs bien organisé en Autriche et en Italie. La CIA surnomma la route la plus empruntée la "*ligne des rats*": via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud. De hauts dignitaires de l'Église catholique aidèrent avec zèle les assassins à s'exiler. Les criminels de guerre quittaient le territoire avec des passeports de la Croix rouge qui avaient été certifié par des prêtres. Ils furent également nombreux à gagner l'Espagne franquiste déguisés en moines, allant de monastères en monastères, et à quitter l'Europe depuis Barcelone*.»

L'évêque autrichien Alois Hudal, un nazi convaincu, et le prêtre croate Krunoslav Draganovic, responsable de la déportation de milliers de juifs et de Serbes sous la dictature des Oustachis durant la Seconde Guerre mondiale, furent des personnages-clefs de ces réseaux d'exfiltration. Le premier négociait directement avec le président argentin Juan Perón, grand admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas pour les soldats allemands, tandis que le second produisait des faux papiers à la chaîne, faisant fortune en vendant ses passeports 1.400 dollars pièce aux anciens camarades nazis. Le Vatican était au courant de l'existence de ces réseaux. Pie XII fit même don de 30.000 lires à Hudal en 1949.

La plupart des membres de l'Église catholique qui sont venus en aide aux nazis l'ont pourtant fait non pas par affinité idéologique mais par crainte du communisme, explique l'historien Gerald Steinacher, spécialiste des réseaux d'exfiltration des nazis, à la chaîne de télévision publique autrichienne ORF:

«*Le pape n'a certainement pas dit: aidez les criminels nazis à prendre la fuite! Mais la direction de l'Église catholique était majoritairement contre la politique de dénazification menée par les Alliés et voulait récupérer les Allemands aussi vite que possible dans la famille chrétienne de l'Europe afin de renforcer la lutte contre le communisme*.»

Les catholiques ne furent pas les seuls à venir en aide aux nazis qui ont fui l'Allemagne. Le service de renseignements de l'armée américaine de l'époque, le Counter Intelligence Corps (CIC), a ainsi organisé la fuite de Klaus Barbie vers la Bolivie en le faisant passer par l'Italie en 1951. Ce dernier avait été recruté comme espion trois ans plus tôt par le CIC.

"*Route des rats*" : comment des nazis ont réussi à fuir l'Allemagne pour l'Amérique du Sud

Klaus Barbie, Adolf Eichmann, Josef Mengele… À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de soldats SS, de la Gestapo ou du Troisième Reich ont bénéficié des réseaux d'exfiltration nazis mis en place par le Vatican et les renseignements américains.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 30 000 personnes sont répertoriées par les Alliés comme criminels de guerre sous le Troisième Reich. Au procès de Nuremberg, seuls 24

hauts responsables nazis sont condamnés dont Hermann Göring, bras droit d'Hitler, et Rudolf Hess, successeur désigné à la tête du Reich.

En Allemagne comme dans tous les pays qui ont été occupés, la chasse aux nazis démarre. Beaucoup se cachent, certains décident de fuir l'Europe. À l'aide de puissantes institutions, la "*route des rats*" se met en place et permet à quelque 5 000 hiérarques nazis, allemands, autrichiens, croates et collaborateurs français ou belges d'échapper à la justice.
Alois Hudal, l'évêque de l'ombre

Avant même la fin de la guerre, plusieurs réseaux voient le jour. La plupart débutent en Autriche ou en Italie. Les recherchés peuvent "*compter sur un réseau de passeurs bien organisé (...) via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud*", raconte un article du journal allemand Der Spiegle, publié en 2017.

Pour la plupart des nazis, la fuite est possible grâce à un homme : Alois Hudal, évêque au Vatican. À la fin de la guerre en Italie, l'homme d'Église est chargé d'aider les prisonniers de guerre et les internés germanophones détenus dans des camps en Italie. Il utilise son pouvoir et son influence pour aider les coupables en fuite à s'envoler vers l'Amérique du Sud.

Comme le raconte L'Express dans une enquête publiée en 1998 et mise à jour en 2006, le catholique négocie entre autres avec le président argentin Juan Perón, admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas. Selon l'hebdomadaire Newsweek, 2 000 passeports argentins et 8 000 cartes d'identité vierges sont envoyés par valise diplomatique vers Rome. En Argentine, un comité d'accueil a même pour mission de sélectionner, parmi les candidats à l'exil, ceux qui présentent un intérêt pour le pays de Perón.

La "*Vatican Connection*"

Alois Hudal ne semble pas avoir été le seul à avoir les mains sales. Dans ses Mémoires, l'homme assure avoir agi pour le compte du Saint-Siège, raconte l'Express.

Pour plusieurs historiens dont Ignacio Klich, spécialiste de "*la route des rats*", cela ne fait aucun doute : "*Le rôle de Hudal pendant la guerre n'aurait pas été possible sans le feu vert du Saint-Siège*." Ce que confirme par la suite la découverte d'un télégramme confidentiel adressé au secrétaire d'Etat américain George Marshall par l'attaché militaire américain à Rome, Vincent La Vista. Dans le papier, ce dernier décrit le Vatican comme "*la principale organisation impliquée dans le déplacement illégal de personnes*". Selon lui, 21 dignitaires du Saint-Siège sont impliqués dans ce réseau, écrit-il dans le document. Une étude menée par les chercheurs de la Commission pour l'éclaircissement des activités des nazis (Ceana) parle même d'une "*Vatican Connection*", s'appuyant sur plusieurs preuves écrites.

Ce réseau permet, après la mort d'Hitler, la fuite d'Adolf Eichmann, principal responsable de la mise en œuvre de la Solution Finale, son homologue Alois Brunner ou encore Joseph Mengele, l'un des médecins nazis du camp d'Auschwitz qui mena des expériences médicales des plus sadiques sur des prisonniers.

Les Etats-Unis et l'opération Paperclip

Mais à l'époque, le Vatican n'est pas la seule grande institution à venir en aide aux nazis. Le service de renseignements de l'armée américaine, le Counter Intelligence Corps (CIC), aide ainsi Klaus Barbie à échapper aux autorités françaises. Recruté comme espion à la fin de la guerre, il fuit à l'aide du CIC vers l'Argentine puis la Bolivie Les renseignements américains sont au courant du passé de celui qu'on appelle "*le boucher de Lyon*", mais son aide et sa connaissance du communisme sont jugées trop précieuses en pleine Guerre froide.

Le CIC utilise le réseau de Draganovic, nom d'un prêtre croate qui aide les nazis à voyager de l'Autriche vers les pays d'Amérique du Sud. L'objectif ? Assurer l'opération Paperclip en recrutant des scientifiques nazis pour notamment créer des armes chimiques et préparer la conquête spatiale.

Si plusieurs nazis furent rattrapés par les tribunaux comme Klaus Barbie ou Adolf Eichmann, d'autres à l'image d'Alois Brunner ont pu profiter injustement d'une paisible retraite loin de l'Europe.

https://www.caminteresse.fr/histoire/route-des-rats-comment-les-nazis-ont-reussi-a-fuir-lallemagne-pour-lamerique-du-sud-11187290/

Alois Hudal

Alois Hudal, né à Graz, le 31 mai 1885 et mort à Rome, le 13 mai 1963 est un évêque catholique autrichien, surtout connu pour avoir jusqu'au bout défendu une synthèse entre catholicisme et national-socialisme et pour avoir facilité la fuite de plusieurs criminels nazis vers l'Amérique du Sud, parmi lesquels Adolf Eichmann, Klaus Barbie, ou Joseph Mengele.
En 1937, il publie Les Fondements du national-socialisme (Die Grundlagen des Nationalsozialismus, Leipzig - Vienne, 1937) dans lequel il essaie de trouver un compromis entre le catholicisme et une vision « chrétienne » et « *conservatrice* » du nazisme. Ce livre est en opposition frontale avec la politique étrangère du pape Pie XI qui fait paraître, la même année, l'encyclique Mit brennender Sorge, rédigée par Eugenio Pacelli (futur Pie XII), mettant en garde contre les dérives du nazisme : il provoque sa mise à l'écart du Vatican.

Alois Hudal s'isole alors dans son collège. Certains historiens supposent qu'il a été un agent du renseignement nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, via le SS Walter Rauff.
Organisateur d'exfiltrations des criminels nazis
Après la guerre, Alois Hudal devient l'un des principaux organisateurs de la filière d'exfiltrations des criminels nazis vers l'Amérique du Sud à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. C'est grâce à cette filière qu'Adolf Eichmann, Gustav Wagner, Alois Brunner, Erich Priebke, Eduard Roschmann, Franz Stangl, Walter Rauff, Klaus Barbie, Joseph Mengele, parmi d'autres, ont pu échapper aux poursuites judiciaires. De même, certains nazis, comme l'autrichien Otto Wächter, ont pu vivre à Rome après la guerre en toute impunité grâce à la protection d'Aloïs Hudal1.

Ces activités finissent par causer un scandale révélé en 1947 par un journal bavarois. Alois Hudal est finalement contraint de démissionner de sa fonction de recteur du collège Santa Maria dell'Anima en 1952. Il passe ses dernières années à Grottaferrata, sans jamais regretter ses actes.

Il meurt le 13 mai 1963 à Rome.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Alois_Hudal

Portugal

J-C - Jeu de chaises musicales.

Portugal : Après huit ans de gouvernement socialiste, le centre droit remporte les législatives - AFP/20 Minutes 11 mars 2024

Après huit ans de gouvernement socialiste, l'opposition de centre droit a remporté dimanche des législatives marquées par une nouvelle poussée de l'extrême droite, selon plusieurs sondages sortis des urnes.

Selon la projection de la télévision publique RTP, l'Alliance démocratique (AD) de centre droit emmenée par Luis Montenegro, 51 ans, aurait gagné les élections avec 29 à 33 % des voix, mais ne serait pas en mesure de former une majorité à elle seule.

Il espérait s'appuyer sur le petit parti Initiative libérale, crédité de 5 à 7 % des suffrages, mais les deux formations semblaient loin d'atteindre le seuil de 116 députés sur 230 sièges, synonyme de majorité absolue.

Le parti d'extrême droite Chega (Assez) aurait obtenu entre 14 et 17 % des voix, soit le double des précédentes législatives de janvier 2022 (7,2 %).

Le Parti socialiste, qui avait obtenu une majorité absolue lors des précédentes législatives de janvier 2022 avec un score de 41,4 %, arriverait désormais deuxième avec 25 à 29 % des voix.

Malgré l'assainissement des finances publiques, une croissance supérieure à la moyenne européenne et un chômage au plus bas, le bilan du gouvernement sortant a été terni par l'inflation, des dysfonctionnements dans les hôpitaux et les écoles, puis par une importante crise du logement. ("*Terni*", un euphémisme ! - J-C) AFP/20 Minutes 11 mars 2024

Argentine.

J-C – Plus qu'un régime policier. Le droit de tuer des manifestants ou des jeunes délinquants, des voleurs à la tire, devient la loi.

Argentine : Le gouvernement facilite l'usage des armes à feu par la police - AFP/20 Minutes 14 mars 2024

Nouveau protocole - Au niveau fédéral, les forces de l'ordre vont maintenant pouvoir plus facilement tirer notamment en cas de résistance ou de fuite

Javier Milei s'attaque à la sécurité en Argentine. Son gouvernement a officiellement assoupli mercredi l'usage des armes à feu par toutes les forces de sécurité fédérales, notamment en cas de résistance ou de fuite, rétablissant un protocole de 2018 qu'avait supprimé le précédent gouvernement de centre gauche.

Les policiers *« vont avoir la capacité d'agir sans crainte. Un policier qui a peur est potentiellement un policier mort* », a déclaré la ministre de la Sécurité Patricia Bullrich. Selon elle, le cadre pose des « *règles claires* », quand les forces de sécurité hésitaient parfois à utiliser leurs armes par peur de poursuites.

Patricia Bullrich rétablit donc un protocole instauré en 2018 par elle-même, déjà ministre du président libéral Mauricio Macri. Il faisait suite à la polémique sur la mort en 2017 d'un jeune voleur à la tire qui avait dévalisé un touriste à Buenos Aires. Il avait été abattu dans le dos dans sa fuite par un policier, par la suite condamné. La ministre avait, dans la foulée, assoupli l'usage des armes à feu par les policiers. Ce protocole avait été modifié par le gouvernement péroniste d'Alberto Fernandez en 2019. L'emploi d'armes devenait habilité lorsque « *inévitable* », les agents devant « *agir proportionnellement à la gravité du préjudice, en respectant et en protégeant la vie humaine* ».

Le nouveau protocole s'applique aux forces nationales (police, gendarmerie, police aux frontières), pouvant intervenir sur tout le pays. L'Argentine étant un Etat fédéral, les polices provinciales sont régies par leurs propres règlements. AFP/20 Minutes 14 mars 2024

Zimbabwe.

Le Zimbabwe expulse de force le personnel de l'Agence américaine pour le développement international - fr.sputniknews.africa 09.03.2024

Des fonctionnaires et des sous-traitants de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) qui effectuaient une évaluation de la situation du développement et de la gouvernance au Zimbabwe ont été expulsés en février, a-t-il précisé.

Selon Matthew Miller, Washington considère de telles mesures comme "*flagrantes, injustifiées et inacceptables*".

Cependant, les États-Unis continuent à "*soutenir*" le peuple du pays, "*alors que nous travaillons à construire une société démocratique plus inclusive avec des dirigeants politiques et des institutions gouvernementales responsables*", a souligné le haut diplomate américain.

Auparavant, les États-Unis avaient prolongé leurs sanctions contre le Président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa et certains autres hauts responsables. fr.sputniknews.africa 09.03.2024

J-C - Ils se croient chez eux ! Dehors, go home !

LE SOCIALISME

Le 21 mars 2024

De plus en plus de Français présentent les signes cliniques de déséquilibres d'ordre psychiatrique suffisamment avancés pour qu'on craigne pour leur santé mentale.

C'est d'autant plus préoccupant, lorsqu'ils sont amenés à se prononcer sur l'entrée en guerre ou non de leur pays contre la Russie et ses alliés, car il y a tout lieu de penser que leurs facultés de jugement sont déjà gravement atteintes pour en décider librement, ce qui pourrait augurer le pire.

C'est le constat qu'on se passera de faire pour ne pas participer à une psychose collective encore plus grave, qui pourrait déboucher logiquement sur des pogroms, des lynchages, des emprisonnements arbitraires, des assassinats d'opposants à cette guerre, notre rôle étant de combattre nos ennemis sur tous les fronts à la fois pour ne jamais arriver à cette extrémité-là, qui hélas a déjà existé à plusieurs reprises dans le passé.

Il va de soi que tous les acteurs politiques qui ont attribué à la Russie la responsabilité de la guerre en Ukraine ou qui n'ont cessé de tenir un double langage en renvoyant dos-à-dos la responsabilité de la Russie et de l'OTAN, partagerait la responsabilité de l'entrée en guerre de la France contre la Russie.

Sachant que c'était l'OTAN qui en était à l'origine et non la Russie, en mentant délibérément aux travailleurs et aux militants, quasiment tous se sont rangés au côté de l'impérialisme américain, de l'OTAN, de l'UE, de Macron laissant un boulevard au camp de la guerre au détriment de la paix entre les peuples.

Les derniers bruits de bottes.

La guerre comme s'ils y étaient déjà.

- Dans une tribune publiée dans « *Le Monde* », le chef d'état-major de l'armée de terre affirme que « *la France peut mobiliser 20 000 hommes en 30 jours* », ajoutant que l'armée peut même se doter de moyens pour commander un corps d'armée en coalition, *« soit jusqu'à 60 000 hommes* ». (Source ; lemonde.fr 19 mars 2024)

Propagande de guerre. Vraie fausse « *désinformation* ».

Guerre en Ukraine : 2.000 soldats français bientôt envoyés en Ukraine ? La France dénonce de la « *désinformation* » - 20minutes.fr 20 mars 2024

Cette information provient de différentes agences de presse russes, telles que Tass ou Sputnik. A 15h18, l'agence d'Etat Tass publiait par exemple un article affirmant que la Russie « *dispose d'informations selon lesquelles la France prépare un contingent militaire de 2.000 soldats à envoyer en Ukraine* », citant les propos du directeur du service russe de renseignement extérieur, Sergueï Narychkine.

« *Elle [cette unité militaire] deviendra ainsi une cible prioritaire et légitime pour les attaques des forces armées russes. Cela signifie qu'elle subira le sort de tous les Français qui sont venus dans le monde russe avec une épée* », rapporte l'agence de presse.

Le ministère des Armées françaises a démenti ces informations relayées par le chef du renseignement extérieur russe, affirmant qu'elles relevaient d'un « *recours systématique à la désinformation de masse largement employée par la Russie* ». 20minutes.fr 20 mars 2024

En complément.

Toujours plus martial.

Européennes 2024 : le général Gomart en uniforme sur un visuel des Républicains - Le HuffPost 20 mars 2024

Ils préfèrent celui du sang tout frais sur le champ de bataille !

Éric Dupond-Moretti : « *Celui qui fume son petit pétard le samedi, ce pétard-là, il a le goût du sang séché sur les trottoirs*. » - leJDD 20 mars 2024

Macron "*s'en fout*" aussi ! Faites-le savoir.

J-C - Quelqu'un qui s'engage dans l'armée ou la police estime que sa vie ne vaut pas plus chère qu'une balle, mais le pire, c'est qu'il estime que la vie de ses éventuels victimes ne vaut pas davantage, désolé de le contredire, la nôtre n'a pas de prix !

Il y en a qui ont le chic pour se faire tuer pour de mauvaises causes, c'est stupide et triste, qu'il nous soit permis de ne pas en être. Ceux qui n'ont pas de conscience de classe sont à plaindre, et hélas ils sont très nombreux !

Guerre en Ukraine : un responsable russe met en garde Macron et promet de "*tuer tous les soldats français*" - BFMTV 21 mars 2024

"*On va tuer tous les soldats français qui vont venir sur le sol ukrainien*", lui répond au micro de BFMTV Piotr Tolstoï, vice-président de la Douma, équivalent russe de l'Assemblée nationale.

"*On s'en fout de son opinion. On s'en fout de Macron, de ce qu'il dit, de ses limites*", lance ce proche de Vladimir Poutine.

"*Vous les Français, qui voulez venir avec les soldats à Odessa, vous êtes en train de provoquer la Troisième Guerre mondiale*", poursuit Piotr Tolstoï, en référence à des propos attribués à Emmanuel Macron et que l'Élysée a formellement démentis.

"*S'il y a 300 ou 400 Français tués, votre président sera dans le piège: il devrait soit accélérer l'histoire, soit augmenter la présence de troupes, soit retirer les troupes*", développe le vice-président de la Douma.

"*Aujourd'hui, il y a 13.000 mercenaires [en Ukraine, NDLR] dont 367 Français. 147 ont déjà été tués*", avance Piotr Tolstoï. Un chiffre que BFMTV n'a pas été en mesure de confirmer. (On s'en tape de ce que pense ou pas BFMTV. – J-C) "*Et on va tuer tout le monde, ne vous inquiétez pas*", lance le vice-président de la Douma.

"*L'idée d'envoyer les soldats français en Ukraine, ça va se terminer avec des cercueils couverts par le drapeau tricolore à Orly*", martèle Piotr Tolstoï. "*Et ce n'est pas Macron qui va aller les chercher. Les Français doivent comprendre les conséquences, c'est tout*". BFMTV 21 mars 2024

Qui les croit encore ? Ils ne sont pas à une manipulation près, la preuve.

Article publié à 3h09.

Classement : La Finlande encore en tête des pays les plus heureux du monde, la France 27e - AFP/20 Minutes 20 mars 2024

J-C – La Finlande quel bonheur ! Pas si vite, 16h et 2 minutes plus tard ils vous raconteront qu'elle rime avec dépression et tendance suicidaire ! Lisez, c'est démentiel.

Article publié à 19h11.

La Finlande, pays le plus heureux du monde… Vraiment ? - 20 Minutes 20 mars 2024

Les pays nordiques arrivent en tête des dix premières places puisque le Danemark, l'Islande et la Suède suivent la Finlande.

Difficile à croire pour qui a déjà vu une interview de Kimi Räikkönen, l'ancien pilote de Formule 1 n'ayant jamais transpiré la joie.

Des études ont ainsi placé « *la Finlande autour du 100e rang mondial au niveau du sourire et l'enjoy* », signale Alexandre Jost, fondateur et délégué général de la Fabrique Spinoza, un think-tank qui vise à replacer le bonheur citoyen au cœur du débat public. De plus, les études montrent que la Finlande possède de longue date un taux de dépression et de suicide supérieur à la moyenne européenne. 20 Minutes 20 mars 2024

Capitalisme stop ou encore ? Heureux retraités !

J-C - Vous avez dit esclavage ? On vit dans un monde particulièrement cruel sous le capitalisme, en voici un des aspects plutôt sadique.

Comment des travailleurs peuvent-ils cautionner un tel système économique, chacun devrait se poser cette question et chercher la réponse, et proposer une solution pour y mette un terme, elle existe : Le socialisme.

Top 10 des pays où les gens partent à la retraite le plus tard - topito.com 22 juin 2022

1- La Corée du Sud

Qu'est-ce qui peut bien pousser les Sud-coréens à bosser jusqu'à 73 ans en moyenne alors que l'âge légal de la retraite est fixé à seulement 60 ans ? L'argent bien sûr ! Jusqu'en 1998, le système de cotisation retraite des travailleurs n'existait pas en Corée du Sud. Conséquence : aujourd'hui la plupart des seniors en âge d'arrêter de bosser sont obligés de continuer à trimer parfois au-delà de 80 ans afin de joindre les deux bouts. Et ça ne risque pas de s'arranger. D'ici 2030, 25 % des Coréens auront plus de 65 ans ! On appelle ça un « tsunami gris » ! Une mauvaise nouvelle pour les caisses de retraites mais aussi pour les travailleurs qui devront sans doute encore jouer les prolongations.

2- La Colombie

Si les fonctionnaires colombiens s'en sortent mieux que leurs homologues du privé au moment de partir en retraite grâce à des fonds garantis par l'État, 75 % des personnes âgées dans le pays ne peuvent se permettre d'arrêter de bosser comme prévu à 62,5 ans. En moyenne, les Colombiens poussent le bouchon jusqu'à 73 ans avant de profiter des 2 belles années qu'il leur reste à vivre si l'on en croit l'espérance de vie dans le pays (75 ans).

3- Le Mexique

Le problème au Mexique comme souvent ailleurs, c'est que les personnes âgées vivent de plus en plus vieux, que les jeunes peinent à trouver des boulots salariés se tournant vers des activités d'indépendant quand ils ne choisissent pas carrément de tenter l'aventure de l'autre côté de la frontière US. Résultat, le nombre de cotisants au système de retraite est en chute libre, les Mexicains préférant mettre de l'argent de côté toute leur vie en prévision de leurs vieux jours. Rares sont ainsi les seniors à partir dès 65 ans comme le prévoit la loi, à cause de montant ridiculement bas (31 % des retraités n'ont carrément droit à rien). Pour survivre, ces derniers n'ont d'autres choix que d'enchaîner les petits boulots jusqu'à 72 ans en moyenne.

4- Le Japon

Au Japon plus que nulle part ailleurs le travail, c'est la santé ! La preuve, c'est l'un des pays où l'espérance de vie est la plus élevée. Inutile de bouffer des algues et du poisson cru, il suffirait d'aller trimer au moins jusqu'à 70 ans en moyenne pour vivre vieux. Quant aux fonctionnaires, de nouvelles mesures gouvernementales viseraient à reculer leur âge de départ à la retraite à 80 ans. De toute façon, les Japonais n'ont pas trop le choix : le montant de leur retraite (hors complémentaire) est en moyenne 60 % inférieur à celui que perçoit un Français !

5- Le Chili

Jusqu'à l'élection en 2022 du Président de gauche Gabriel Boric, le système de retraite chilien basé sur des modèles par capitalisation individuelle n'avait pas bougé depuis la dictature sous Pinochet (1973-1990). Prometteur sur le papier, ce système était surtout à l'origine de fortes inégalités qui poussèrent régulièrement les Chiliens à manifester leur colère dans les rues… tout en continuant à bosser au-delà de l'âge légal fixé à 65 ans. En moyenne, on considère que les retraités chiliens arrêtaient jusque-là de travailler vers 70 ans. Le retour à une retraite par répartition, gérée par l'État, devrait comme son nom l'indique, offrir plus d'équité… tout en restant viable économiquement. Une équation sur laquelle de nombreux états se sont cassés les dents !

6- L'Islande

Bonne nouvelle, les Islandais possèdent l'espérance de vie la plus élevée d'Europe. Mauvaise nouvelle, ils doivent cotiser plus longtemps que nulle part ailleurs sur le continent ! Résultat, on part ici en moyenne à la retraite à 70 ans (69,8 pour être précis), même s'il est possible de lâcher la manette dès 65 ans avec un malus (des sous en moins chaque mois), ou à taux plein à 67 ans.

7- La Libye

Prendre sa retraite en Libye est déjà le signe que l'on est vivant ! Et ça, c'est déjà pas mal dans un pays plongé dans le chaos depuis autant d'années. Pour décrocher la timbale et percevoir quelques dinars chaque mois en guise de pension, encore faut-il atteindre 70 ans… alors que l'espérance de vie moyenne plafonne à 69 ans !

8- Le Costa Rica

Paradis pour les retraités occidentaux, le Costa Rica l'est beaucoup moins lorsqu'on y est né et que l'on y a travaillé toute sa vie. La « *Côte Riche* » ne profite visiblement pas à tout le monde puisque les habitants triment ici en moyenne jusqu'à 70 ans avant de pouvoir appuyer sur pause. Si l'âge légal de départ à la retraite est fixé à 65 ans, le montant des pensions s'avère beaucoup trop faible par rapport au coût de la vie (merci les immigrés occidentaux!).

9- L'Italie

Avec 22 % de + de 65 ans et 7 % de plus de 80 ans, l'Italie possède la plus grande part de personnes âgées dans sa population juste derrière le Japon. C'est aussi le pays où la natalité est l'une des plus faibles au monde avec chaque année 43 % de naissances en moins par rapport à la France. Résultat, le système de retraite est dans le rouge depuis plus de 10 ans et l'âge pour en profiter a été repoussé à 67 ans pour garantir le système par répartition. En Italie aussi, la bella vita devra attendre !

10- Les Pays-Bas

Actuellement l'âge légal de départ à la retraite aux Pays-Bas est fixé à 67 ans pour les hommes comme pour les femmes. Mais à partir de 2026, il pourrait augmenter car l'âge est indexé (66%) sur l'espérance de vie. Pour faire simple, si sur un an, les Hollandais gagnaient

3 mois d'espérance de vie, l'âge légal de la retraite serait alors automatiquement repoussé de 2 mois (soir 66 % donc). Logique mais cruel… topito.com 22 juin 2022

J-C – Quand on vous le disait !

Mes commentaires publiés par *Le Grand Soir* dont certains ont suscité plusieurs réactions de lecteurs.

(Les deux premiers font suite à un article plutôt élogieux sur la Chine. Il mérite une introduction.

En Chine, comme en Russie, dans une moindre mesure en Inde et dans d'autres pays dits émergents le capitalisme se développe de la même manière qu'il le fit à la fin du XIXe siècle et au début du XXe en Occident en créant et satisfaisant de nouveaux besoins, en participant au progrès social plus par nécessité que par vocation ou volonté sur fond de lutte des classes aiguisée par le développement économique.

De nos jours on assiste donc au même processus dans des conditions différentes, où les vieilles puissances capitalistes sont en déclin, pour autant elles ne sont pas encore parvenues à supprimer la totalité des acquis sociaux qu'elles avaient dû concéder à la classe ouvrière (Sécurité social, retraite, congés payés, 13e mois, école publique gratuite, quelques services publics menacés de disparition (SNCF et RATP, médias, notamment), rémunération garantissant un mode de vie relativement confortable attribuée à la majorité des travailleurs, l'existence d'une importante classe moyenne, la réduction du temps de travail, etc.), cette part de la plus-value qui est indissociable du capital est pris en charge ou est directement intégrée dans l'économie chinoise par les autorités, elle peut en supporter le poids ou le coût du fait que le capitalisme se développe dans leur pays, alors qu'en occident il régresse, la part du secteur industriel dans l'économie se situe en dessous de 15%, 13,42% du PIB en France en 2021 (23% en 1980 et plus de 30% dans les années 50), et encore puisqu'une partie est réalisée par les filiales des grandes entreprises installées à l'étranger, sa part dans l'économie mondiale est ridicule, 1,9% comparée à celle de la Chine, 28,7%, ceci explique cela ou tout s'explique.

La générosité sociale entre guillemets de l'économie chinoise envers ses travailleurs s'explique très bien. Elle n'est pas due à un « *miracle* » économique ou à la bienveillance du régime en place, elle correspond au même processus qu'avaient connu autrefois les vieilles puissances capitalistes, elle suit les mêmes lois du partage de la plus-value avec ses inégalités sociales pour stimuler son marché intérieur, développer une classe moyenne pour écouler la camelote qu'elle produit…

Les 800 millions de Chinois qui sont sortis de l'extrême pauvreté depuis le début des années 80, sont devenus tout simplement pauvres, ils ont accès au marché en contrepartie de l'exploitation dont ils font l'objet. Il faut signaler, que s'ils bénéficient d'avantages sociaux, c'est aussi en grande partie parce que la lutte de classe s'était développée en Chine dès les années 20 au siècle dernier, et les autorités ont continué de faire référence au communisme qui a structuré la pensée de chaque Chinois pendant plus de 70 ans, ce qui ne veut pas dire qu'elles seraient communistes ou socialistes.

Pour comprendre pourquoi l'Inde (où je vis) n'a pas suivi l'exemple chinois, disons que la lutte de classes n'atteignit jamais le niveau de maturité de la Chine et les conditions y furent moins propices. Bien que les travailleurs indiens aient bénéficié d'une amélioration de leur condition d'existence depuis le début des années 2000, uniquement grâce à l'importation massive de capitaux occidentaux et à la permission des autorités du marché international, les mêmes faut-il préciser, hormis la journée de travail de 8 heures, pouvant tout de même aller jusqu'à 12 heures durant 6 jours d'affilés toute l'année sans congés payés, leur traitement est digne du pire esclavage qui soit. Eux aussi possèdent désormais des biens d'équipement (2 roues à moteur, réfrigérateur, TV, téléphone, etc.) auxquels sont liés des charges incompressibles qui viennent s'ajouter à leur facture de gaz et d'électricité qui dévorent entre la moitié ou les trois quarts de leur revenu, de telle sorte qu'ils doivent renier sur l'alimentation et les soins médicaux notamment, pour finalement être livrés à une précarité absolue et être aussi pauvres qu'autrefois, l'autre « *miracle* » social tant vanté par les économistes.)

1- La Chine est un des maillons essentiels de la division internationale du travail du capitalisme mondial, qui participe à la régression sociale davantage dans les puissances occidentales les plus développées, mais aussi dans tous les autres pays, la mise en concurrence des travailleurs sur la base de rapports sociaux favorisant la surexploitation, des coûts de production très bas avec lesquels la plupart des autres pays ne peuvent rivaliser, et lorsqu'ils augmentent trop en Chine, la production est délocalisée dans les pays plus pauvres de la planète, en Afrique de préférence, en Éthiopie par exemple, où les ouvriers ont des salaires de misère et des conditions de travail digne de l'esclavage...

La Chine, l'un des principaux bailleurs de fonds de la dette américaine, qui par ce biais finance toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis des décennies...

À part Davos et les mille entreprises transnationales ou multinationales, les trusts et holdings qui y participent, je ne vois pas à qui la Chine pourrait servir de modèle, désolé.

Je ne comprends pas cette rhétorique qu'on retrouve un peu partout, qui consiste à évoquer le développement économique d'un pays en général, ou pire à le vanter, comme si les classes sociales n'existaient pas. On croirait que toutes en profitent à égalité, alors qu'en réalité, les classes populaires la subissent et les classes supérieures en tirent essentiellement profits. Autrefois, on évoquait le social-patriotisme, et je crois me souvenir, que ce n'était en des termes très flatteurs pour leurs auteurs, produisons français en fut un des misérables slogans, pourquoi ne pas dire carrément vive le patronat français, vive le CAC40, bref, vive le capitalisme !

Apparemment, il est devenu impossible ou incongru de défendre le socialisme, ce qui n'augure rien de bon pour la suite...

2- "*Le socialisme ? Tout dépend duquel on parle*."

Personnellement, je n'en connais qu'un, le socialisme scientifique de Marx et Engels, à moins de revenir à l'époque antérieure, et cela ne vaut vraiment pas la peine d'en parler sauf à perdre

son temps, ce que confirment les réactions que mon commentaire a entrainées, je n'insisterai pas.

Autrefois, quand on évoquait le combat pour le socialisme, on évoquait l'émancipation du capital, on luttait pour mettre fin au système économique basé sur l'exploitation et l'oppression, au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, dorénavant il y en a qui vantent les régimes politiques qui se seraient dotés des systèmes d'exploitation et d'oppression les plus performants, les mérites ou vertus supposés du capitalisme en somme, avec lequel on devrait composer, collaborer, tout un programme... qui n'a plus rien de socialiste, non ?

3- Face à la menace militaire américaine et de l'OTAN qui pesait sur la Russie à cette époque, j'estime que la réaction de la Russie fut légitime ou j'aurais pris la même décision si j'avais été à la place des autorités russes. Du coup, je ne comprends pas où veulent en venir ceux qui dans nos rangs condamnent la Russie, et prétendent défendre le droit des peuples à l'autodétermination.

Lorsque la souveraineté d'une nation est menacée, pourquoi n'aurait-elle pas le droit de la défendre ? Ils l'ont refusé à la Libye, à l'Irak et à la Syrie notamment, ce qui revenait à soutenir les envahisseurs américains et leurs alliés, dont les hordes de barbares issus d'Al-Qaïda qu'ils avaient recrutés pour semer le chaos et la terreur dans ces pays-là pour mieux les dépecer ensuite ou piller leurs richesses, sous prétexte que les dirigeants de la Libye, de l'Irak et de la Syrie étaient infréquentables ou de la même veine sanguinaire, ce qui ne correspondait pas à la réalité.

Autrefois l'internationalisme prolétarien ou le combat politique contre l'impérialisme nous portait à défendre les pays dominés injustement agressés. Or, la Russie s'est retrouvée dans cette situation du pays dominé agressé par une coalition militaire de 31, maintenant les 32 Etats de l'OTAN, dont l'origine de cette guerre et l'objectif politique affiché sont de parvenir à imposer un gouvernement mondial totalitaire contrôlé par l'oligarchie financière internationale, ce qui passerait par le démantèlement préalable de la Russie, puis de la Chine, et pourquoi pas de l'Inde et d'autres puissances émergentes...

Je voudrais qu'on m'explique qu'est-ce que les peuples auraient à y gagner, sinon perdre définitivement leur souveraineté sans laquelle ils ne peuvent pas mener librement leur lutte de classe. Il est donc préférable de défendre tous les obstacles qui se dressent sur cette voie, même si cela nous amène à passer des compromis sur nos principes, pour autant on ne confondra jamais Poutine ou Xi et Lénine, sauf à nous faire un procès d'intention !

4- "*Les suites nous diront si le Droit international retrouvera ses lettres et la place qu'il convient*"

Le Droit international que vous évoquez, que ce soit sous la Société des Nations entre 1919 et 1945 ou l'Organisation des Nations Unis depuis 1945 à ce jour, a tenu ses promesses à la "*lettre*" à la "*place*" qui lui convenait parfaitement ou qui lui avait été assignée par ses commanditaires, en cautionnant toutes les guerres impérialistes depuis un siècle, notamment, l'abolir ainsi que l'ONU, toutes les institutions du capital (et le capital lui-même, cela va sans

dire) ne serait-il pas la moindre des choses pour que les peuples puissent vivre enfin en harmonie et en paix ?

5- Les réactions quasi épidermiques ou hystériques à votre ouvrage est révélateur de la nature réactionnaire de tous les médias que vous avez cités, ne parlons pas de ceux qui ont préféré vous ignorer, qui ne peuvent pas se passer de leur banquier ou des subventions de l'État pour exister ou encore de donations en provenance d'oligarques, on peut difficilement les interpréter autrement.

C'est la raison pour laquelle votre témoignage est si précieux, merci. Qu'il s'accompagne de son lot de calomnies ou d'insultes est dans l'ordre des choses, ils sont mérités ou leur absence aurait été suspect !

Il faut être bien naïf ou un crétin fini pour croire encore les récits des médias mainstream et autres médias sociaux qui se prétendent progressistes ou de gauche (Le Media, Blast, notamment), et qui finalement ne valent pas mieux. En pire, car ils avancent masqués, jusqu'au jour où l'actualité sociale ou politique les conduit à se démasquer eux-mêmes en hurlant avec la meute de la réaction, histoire de lui montrer qu'ils méritent les attentions qu'elle fait preuve à leur égard. Là encore, jusqu'au jour où elle décidera de les éliminer, ne restera plus alors que les gens comme vous, qui continueront d'œuvrer avec leurs modestes moyens pour faire connaître la vérité sans laquelle il n'existe plus la moindre liberté, dont celle d'expression qui mérite d'être défendue en toutes circonstances, sans s'avilir à être Charlie, cela va sans dire. Je ne vous connais pas, j'espère ne pas avoir écrit une connerie.

Qui a dit ? Pour qui se prend le roturier Macron ?

- « *J'ai toujours entendu le mot d'*« Europe » *prononcé par ces hommes politiques qui exigeaient d'autres puissances quelque chose qu'ils n'osaient pas revendiquer en leur nom propre...* »

Réponse : Bismarck dans une lettre à son fils Herbert en 1876 (Bismarck, Reden und Gespräche. Paderborn, 1957, p. 52)

La preuve : Il continuera de soutenir le génocide des Palestiniens.

Antisémitisme : La France restera « *intraitable* », assure Macron - 20 Minutes 19 mars 2024

C'était à l'occasion des 80 ans du Crif à l'Elysée où l'organisation sioniste a dorénavant élu domicile, en présence des principaux responsables de la communauté juive, de même que ceux des autres cultes, ainsi que le Premier ministre Gabriel Attal et le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. BFMTV 19 mars 2024

Macron autorise les sionistes franco-israéliens à participer au génocide de Gaza.

Guerre à Gaza : la France «*n'enquêtera pas sur ce que feront les franco-israéliens*» dans les rangs de Tsahal - RT 16 mars 2024

Mettant en avant que la binationalité est une «*double allégeance*», le porte-parole adjoint de la diplomatie française a déclaré le 14 mars que Paris n'enquêterait pas sur les actions des franco-israéliens engagés dans l'armée israélienne. RT 16 mars 2024

Ces sionistes d'extrême droite qui viennent gonfler la population israélienne en pleine guerre.

Israël : l'envol des alyas - latribune.fr 17 Mars 2024

Pour les Français juifs, mais aussi, et de façon sans doute plus inédite, pour leurs coreligionnaires américains. Citant les chiffres de l'Agence juive, le ministère de l'Alya (« *la montée* » vers Israël) et de l'Intégration a annoncé le mois dernier une augmentation de 100 % des ouvertures de dossier d'émigration en provenance des États-Unis et de 150 % émanant du Canada au dernier trimestre 2023. Une progression qui s'élève à 300 % pour l'Hexagone. latribune.fr 17 Mars 2024

J-C – Nous, nous leur aurions laissé le choix entre partir faire la guerre aux Palestiniens et la nationalité française.

Macron ridiculisé une fois de plus par Moscou.

Ukraine: Macron évoque un cessez-le-feu pendant les JO de Paris, Zakharova lui suggère de cesser les livraisons d'armes à Kiev - RT 17 mars 2024

Le président français a répondu par l'affirmative à la demande d'une journaliste ukrainienne d'une trêve sur le front pendant les JO de Paris. En retour, le ministère russe des Affaires étrangères a appelé Macron à cesser d'armer Kiev.

«*Je fais une proposition de réponse à Macron: cesser de fournir des armes [à Kiev], qui servent à tuer des civils, et aussi cesser de soutenir le terrorisme*», a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova ce 17 mars à RIA Novosti.

La veille, Emmanuel Macron avait répondu dans une interview à la télévision ukrainienne TSN que Paris proposerait à la Russie un cessez-le-feu en Ukraine pour la durée des Jeux Olympiques, qui se tiendront dans la capitale française du 26 juillet au 11 août prochains.

Maria Zakharova a également conseillé à Emmanuel Macron de présenter une proposition similaire aux parties au conflit au Proche-Orient. «*Beaucoup de choses dépendent probablement de ce que dit la France*», a ironisé la porte-parole. RT 17 mars 2024

Cela pourrait aussi servir à couvrir des révélations à venir de la part de Moscou, sur la présence de militaires français en Ukraine depuis deux ans ou plus.

Guerre en Ukraine : Macron insiste sur des possibles « *interventions sur le terrain* » - lepoint.fr 16 mars 2024

Le président de la République n'en démord pas : selon lui, il faut se préparer à des « *interventions sur le* terrain » en Ukraine, dans la guerre contre la Russie, martèle-t-il.

Dans un entretien au *Parisien* samedi 16 mars, le président de la République insiste : « *Peut-être qu'à un moment donné — je ne le souhaite pas, n'en prendrai pas l'initiative —, il faudra avoir des opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes. La force de la France, c'est que nous pouvons le faire* ». lepoint.fr 16 mars 2024

J-C - "*Si vous vous abstenez, vous votez Macron et le Pen, vous ne faites pas que rester chez vous, ce qui fait de vous un citoyen inutile, vous votez contre vous-même!*", selon Mélenchon, mais quand les députés LFI ont voté au Parlement européen 50 milliards de crédits de guerre supplémentaires, après plusieurs autres votes en ce sens, ils n'ont pas voté "*contre vous-même*" en soutenant l'OTAN.

Comme quoi Ruffin non plus n'est pas "*un citoyen inutile*", il a tenu à le faire savoir dans un entretien que lui a accordé généreusement Le Monde le 16 mars.

En famille. Pourquoi *Le Monde* et le camp qu'il représente aiment-ils tant Ruffin et LFI?

J-C – Les marchands de canons européens ne manquent pas de VRP… et de commis.

Le Monde - François Ruffin fait partie des critiques de l'Otan qui « *n'a pas été* 'un facteur de stabilité' *dans le monde au cours des deux dernières décennies* », fait-il valoir. Défavorable à son élargissement, le député plaide plutôt pour développer une défense européenne conçue autour d'une souveraineté sur l'industrie de guerre.

« *Il faut armer l'Ukraine, lui donner la priorité dans nos livraisons, et relever notre production* », estime l'élu picard qui réclame un soutien suffisant pour rétablir le rapport de force et ainsi « *ramener Vladimir Poutine à la table des négociations* ». Le HuffPost 16 mars 2024

J-C - Autrement dit, il n'appelle à rompre ni avec l'OTAN ni avec l'UE, encore moins à leur dissolution, il soutient l'industrie de guerre qui est en train de tourner à l'économie de guerre, ce qu'il n'est pas censé ignorer.

Ils osent tout. Mystification climatique et Green New Deal. Attention, à 100°C vous passerez à l'état gazeux !

J-C - Au doigt "*humide*", ces cyniques charlatans ont substitué « *la sensation de chaleur* » à la température réelle, histoire de pouvoir ajouter 20,3°C et pas un dixième de plus pour atteindre un nouveau record. Hélas, cela ne s'invente pas ! Pour en arriver à sortir ce genre de connerie, on se dit qu'ils doivent rencontrer de plus en plus de difficultés pour justifier leur récit frauduleux du réchauffement climatique de nature anthropique auprès de la population.

Brésil : Thermomètre à 40 °C et ressenti à 62,3 °C - 20minutes.fr 19 mars 2024

Des températures records ont été atteintes au Brésil, avec 40 °C et un ressenti de plus de 62 °C à Rio de Janeiro, ce qui est une conséquence directe du réchauffement climatique, renforcé par le phénomène El Niño selon la climatologue, Françoise Vimeux.

« *Plus l'air est humide et plus la sensation de chaleur va être importante* », explique Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de recherche pour le développement. 20minutes.fr 19 mars 2024

Les chantres du totalitarisme. Il faut interdire de s'exprimer à tous ceux qui ne pensent pas comme moi.

J-C - Je ne défendrai jamais la presse ou les médias quel qu'il soit, parce que leur orientation politique est réactionnaire. En revanche, j'estime que la liberté d'expression est une et indivisible sous peine de disparaître, or on en a besoin pour mener notre lutte de classe.

La question serait plutôt : pourquoi existe-t-il de tel média ? Pardi, parce qu'il existe des Sandrine Rousseau. Et pourquoi existe-t-il des Sandrine Rousseau ? Parce qu'il existe des Fabien Roussel, Olivier Faure, des Jean-Luc Mélenchon, notamment. Et pourquoi existe-t-il Fabien Roussel, Olivier Faure, des Jean-Luc Mélenchon ? Je vous laisse deviner.

Interdire CNews ? Pour Sandrine Rousseau, « *la question se pose* » - leJDD 18 mars 2024

Invitée de Sud Radio, la députée écologiste a déploré « *la ligne éditoriale* » du média possédé par le milliardaire Vincent Bolloré, évoquant l'absence de « *garantie du pluralisme de la parole* » qui « *interroge la limite de notre démocratie* ». (Introuvable !- J-C)

Selon l'élue, l'autorisation d'émettre CNews s'avère « *une question* » qui « *se pose* » dans ce contexte.

« *Ce n'est pas une chaîne d'information* », a tancé Sandrine Rousseau.

Regrettant la présentation « *d'informations à la limite de la réalité* », l'écologiste a estimé que les sujets abordés à l'antenne étaient « *l'immigration, le grand remplacement, le danger de l'étranger* ». Autant de thématiques qui fleurissent majoritairement à droite du spectre politique. leJDD 18 mars 2024

J-C - Si on la prenait au mot, il faudrait interdire la totalité des médias de la presse écrite, de l'audiovisuel ou radiophonique, la totalité des médias et réseaux dits sociaux, des blogs, la littérature de tous les partis, de toutes les organisations ou associations qui ont participé aux mystifications sanitaire et climatique, qui ont fourni délibérément des interprétations frauduleuses du 11 septembre 2001, de toutes les guerres qui ont suivi au Moyen-Orient, etc. autrement dit nous serions condamnés au silence, et à lire ou à entendre uniquement le discours délivré par le ministère de l'Intérieur et de l'Information sous un régime devenu totalitaire.

Le plus savoureux, c'est que les partisans de ce régime tyrannique sont les mêmes qui accusent les communistes de conspirer pour instaurer un tel régime, alors qu'en réalité ils sont pour la liberté totale d'expression, même celles des fachos ou des nazis, parce que ce n'est pas leur propagande qui serait problématique, mais leur existence, car si l'idéologie de cette pourriture obtient une certaine audience ou leurs idées sont partagées par une nombre inquiétant de citoyens, c'est uniquement parce que les conditions sociales et politiques y sont propices, autrement dit, c'est le régime en place et ses représentants à travers la politique qu'ils appliquent qui en porte essentiellement la responsabilité, contre lequel il faut lutter inlassablement, sans jamais collaborer avec eux ou se compromettre.

Quand la vérité fait l'objet d'une véritable chasse aux sorcières, le totalitarisme n'est jamais très loin, il est déjà là.

«*Chasse à l'homme*»: un élu municipal français suspendu pour avoir été expert international à la présidentielle russe - RT 19 mars 2024

Cyril Gaucher, élu municipal des Républicains dans la ville de Talant (Bourgogne), a été suspendu de son mandat et risque l'exclusion de sa formation politique après s'être rendu en Russie au titre d'expert pour l'élection présidentielle. Il dénonce une «*chasse à l'homme*» et des accusations injustes.

«*Ma venue en Russie n'était pas un secret*», fait valoir Cyril Gaucher, indiquant que «*nombre de personnes étaient au courant*» et dénonçant la «*chasse à l'homme*» dont il est la victime.

Cyril Gaucher était présent dans les bureaux de vote moscovites pendant les trois jours de l'élection présidentielle russe, invité à l'initiative de la Chambre civique de la Fédération de Russie, institution chargée de l'observation et de la sécurité, parmi 700 autres experts internationaux.

Cyril Gaucher regrette que ses accusateurs ne se soient pas intéressés «*au fond de l'affaire*». «*Encore une fois, il s'agit d'une mission technique où nous constatons des processus de vote*», souligne-t-il.

Cyril Gaucher a dénoncé une «*chasse à l'homme*», et la «*condamnation d'une seule voix d'un seul homme*», se rassurant néanmoins de voir des soutiens sur les réseaux sociaux. «*Le problème est que la nouvelle génération politique en France est en train, au fil du temps, de s'habituer à renoncer à nos premiers idéaux, à la véritable liberté d'expression*», a-t-il aussi regretté.

La fédération départementale du parti Les Républicains a suivi la cabale, demandant à la direction nationale l'exclusion de Cyril Gaucher. «*Il cautionne le processus électoral en Russie, ce qui est hallucinant*», a justifié son président François-Xavier Dugourd, dénonçant une position «*complètement opposée*» à celle du parti.

Cyril Gaucher avait décrit sur RT, au micro d'Antoine Cléreaux, un scrutin à l'«*atmosphère apaisée*», «*des gens qui plaisantent*» et sans «*différences visibles*» avec les élections françaises. RT 19 mars 2024

Quand un « *Etat protecteur* » est entièrement dévoué au service de ploutocrates, il devient totalitaire. Et de la guerre.

J-C – Cette fois, personne ne pourra dire qu'il n'avait pas été prévenu. Au moins, Le Maire a le mérite d'être clair : antisocial sur toute la ligne. Lénine avait défini l'époque de l'impérialisme comme celle de la réaction sur toute la ligne, ici c'est assumé.

Bruno Le Maire veut en finir avec l'État-providence en France - 20 Minutes/AFP 17 mars 2024

Dans une interview au Journal du Dimanche, Bruno Le Maire a plaidé pour en finir avec l'Etat-providence. Le ministre de l'Economie et des Finances souhaite passer à un modèle « *d'Etat protecteur* », afin de « *reprendre la maîtrise* » d'un système devenu « *incontrôlable* »,

« *Nous devons remplacer l'État providence par l'État protecteur* », explique le ministre, qui donne cette interview de trois pages aux allures de programme politique, à l'occasion de la parution d'un nouveau livre, La voie française, publié chez Flammarion, « *écrit pendant les vacances de Noël* ».

« *Une machine à empiler de nouvelles dépenses publiques* »

Quand le modèle d'Etat-providence a été fondé en 1945, il avait « *peu de prestations et beaucoup de cotisants. Près de quatre-vingts ans plus tard, il a beaucoup de prestations et moins de cotisants. Comment cela peut-il tenir ? Les salariés ne peuvent plus être les seuls financeurs du modèle social. La charge est trop lourde. Il faut trouver des voies complémentaires, plus justes et moins pénalisantes pour le travail et la production* », développe Bruno Le Maire.

Le modèle actuel a selon lui comme « *but ultime la gratuité de tout, pour tous, tout le temps : c'est intenable ! »*. Le ministre estime que « *le temps des choix est venu* », pour sortir du « *mirage de la gratuité universelle* ».

Si l'on veut faire des urgences à l'hôpital une priorité, il faut savoir renoncer « *à d'autres dépenses moins prioritaires* », dit-il.

J-C- Par exemple:

Dans sa vision de la France de demain, Bruno Le Maire n'exclut pas de resserrer encore les conditions de l'assurance chômage. 20 Minutes/AFP 17 mars 2024

Quand la milice du régime ou les idéologues de la novlangue s'attaque au langage.

« *Comme par exemple* » est-il correct ? - 20 Minutes avec agences 17 mars 2024

Cette locution d'apparence banale est à proscrire car c'est un pléonasme

En un mot, « *comme par exemple* » est un pléonasme, c'est-à-dire l'emploi simultané – donc parfaitement inutile – de deux termes qui signifient la même chose. Les exemples de pléonasmes les plus connus sont « *monter en haut* » et son contraire, « *descendre en bas* » (essayez de « *monter en bas* » ou de « *descendre en haut* », pour voir).

J-C - « *Monter en haut* » est bien un pléonasme parce qu'on ne peut pas monter autrement qu'en haut, en revanche « *comme par exemple* » n'en est pas forcément un et j'explique pourquoi.

Au cours d'une démonstration, pour argumenter un argument, celui qui s'exprime par écrit peut à un moment donné vouloir fournir un exemple à son interlocuteur ou lecteur pour justifier une assertion, dans le cas où cet exemple ne lui vient pas spontanément à l'esprit, il va devoir réfléchir quelques instants pour le retrouver, moment très court pendant lequel il va devoir marquer une pause ou interrompre son exposé avant de livrer le résultat de sa réflexion et reprendre son exposé qu'il introduira en utilisant la formule « *par exemple* », et s'il le fait précéder de « *comme* », c'est uniquement pour témoigner l'existence de cette pause qui pour bien faire devrait figurer sous la forme d'une virgule, ou une virgule devrait précéder « *par exemple* » ou suivre « *comme* ».

Dans l'exemple suivant, les mammifères ne pondent pas des œufs, excepté cinq espèces, par exemple l'ornithorynque, la syntaxe est correcte, mais on ignore si cet exemple est venue spontanément à l'esprit de l'auteur ou s'il a dû réfléchir un bref instant pour le trouver, l'introduction de « *comme* » peut avoir valeur d'insistance pour montrer qu'il n'y avait pas de quoi culpabiliser d'ignorer l'existence du fait rapporté par l'auteur, puisque lui-même avait dû y réfléchir un bref instant avant de s'en souvenir. Pour bien faire, il aurait fallu écrire, les mammifères ne pondent pas des œufs, excepté cinq espèces comme, par exemple l'ornithorynque, la virgule qui marque également une pause ne servant ici qu'à introduire un élément, sa signification est neutre.

Le pléonasme est jugé fautif, alors qu'il peut avoir valeur d'insistance, comme pour désigner du doigt quelque chose quand on considère que le regard est insuffisant ou manque de précision, pour indiquer à quelqu'un dans quelle direction elle doit regarder ou sur quel objet elle doit fixer son regard. Il existe un ici et un ailleurs, un maintenant et un plus tôt ou un plus tard, auxquels chacun accorde une valeur qui n'est pas forcément exactement la même.

Monter en haut ou descendre en bas n'est pas forcément une erreur, si l'on considère que pour monter ou descendre il faut bien partir d'un point bas ou haut, sinon il faudrait aussi bannir « je suis monté au premier étage » du pavillon, parce qu'on n'a jamais vu quelqu'un « *descendre*

au premier étage », de même pour « *je suis descendu à la cave* », on n'a jamais vu une personne « *monter à la cave*», c'est aussi bête que cela, non ? Quand on demande à quelqu'un de descendre d'un arbre, cela suppose qu'il y était monté, parce qu'on ne le voyait pas y être descendu, à moins qu'il ait poussé sous terre ! Il y a aussi « *monter au paradis* », parce qu'y descendre serait plutôt incongru, sauf à considérer qu'il serait déjà réalisé sur terre, et les hommes trop cons ne s'en seraient jamais aperçus !

Mon explication vous semblera peut-être un peu tirée par les cheveux, je vous l'accorde. Je tenais juste à signaler qu'il est difficile de rendre fidèlement le déroulement d'une pensée, d'autant plus qu'elle sera rendue différemment à l'orale et à l'écrit, par conséquent son interprétation pourra varier d'une personne à l'autre, sans que sa signification en soit affectée, puisqu'elle n'appartenait qu'à celui qui avait formulé cette pensée.

Les subtilités de la pensée et du langage nous réserve bien des surprises, qu'il ne faut pas bannir, car ils sont le produit de leur imperfection qui fait partie de la nature humaine, dans le cas contraire l'homme n'existerait pas tout simplement, ceux qui prétendraient en être n'auraient rien à se dire si leur communication était parfaite, c'est un des enseignements que j'ai retenu de mes études universitaires en sciences du langage. Qu'il soit souhaitable ou possible d'améliorer le langage qui permet aux hommes de communiquer entre eux, nous en sommes évidemment convaincus, mais il ne s'agit pas de cela ici. Ceux qui entendent de la sorte policer le langage font partie de cette espèce de psychopathes autoritaires qui veulent bannir du champ de la pensée et du langage toute forme de liberté sans laquelle ils ne pourraient pas progresser et imaginer qu'un monde meilleur puisse un jour exister, autant dire que leur entreprise est purement idéologique, donc nuisible à la société.

Ils sont en guerre permanente. Stratégie de la peur. Un virus volatile, volatilisé... par miracle pasteurien, pas vraiment.

J-C - Question à un centime d'euro : Comment se fait-il que ce virus provenant de la faune sauvage migratoire ne fait-il pas des ravages chaque années dans les élevages de volailles dans les pays dont cette faune sauvage est originaire ou omniprésente, comment se fait-il qu'en Inde où je vis on mange du poulet toute l'année ?

Il existe bien des cinglés qui ont fait le même coup en Inde, j'ai lu cela dans la presse indienne, mais cela n'a jamais duré que quelques mois dans un ou 2 districts relativement isolés. Des oiseaux sauvages ou migrateurs, on vit avec et on s'en porte très bien. Il y en a parfois jusque dans mon jardin, et j'en croise chaque fois que je sors de chez moi, ce sont de petits échassiers blancs à long bec essentiellement, on les trouve jonchés sur le dos des vaches et des buffles, où ils picorent des parasites, des tiques…

A croire que c'était juste une mystification pour rapporter des millions d'euros à Big Pharma, qui s'inscrit dans le cadre de la propagande du Green New Deal de Davos-UE pour obliger la population à changer de comportement ou la convaincre à cesser de manger de la viande, car cela participerait au réchauffement climatique. Et dire qu'il y en a pour gober de telles balivernes...

A écouter ces cinglés, il faudrait vacciner tous les animaux destinés à l'alimentation humaine de la planète, en plus des hommes dès lors naissance, à croire que le capitalisme a déclenché à Davos une guerre contre tous les espèces vivantes.

Grippe aviaire : le risque rabaissé au niveau « *modéré* » en France - Le Point 17 mars 2024

La situation sanitaire est devenue « *favorable* ». Dans un communiqué, publié samedi 16 mars, le ministère de l'Agriculture a annoncé que le niveau de risque d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) en France va passer du stade « *élevé* » à celui de « *modéré* », à compter du lundi 18 mars. En deux mois, aucun nouveau foyer de contamination en élevage n'a été détecté, ni en faune sauvage depuis plus d'un mois.

La France était placée en niveau de risque « *élevé* » depuis le 5 décembre « face à l'augmentation constatée des cas d'influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage », précise le ministère sur son site. « *Dix foyers d'IAHP ont été confirmés en élevage en France entre le 27 novembre 2023 […] et le 16 janvier 2024, date du dernier foyer* » ajoute-t-il. Les départements du Morbihan, de la Somme, de la Vendée et du Nord étaient concernés.

La France a rendu obligatoire la vaccination des volatiles d'élevage dans les exploitations de plus de 250 canards hors reproducteurs. La campagne, lancée le 2 octobre 2023, a été un « *succès* » selon le ministère, qui évoque en outre une « *moindre circulation du virus en Europe* ». Actuellement, la France recense un total de dix foyers d'influenza aviaire hautement pathogène. À titre de comparaison, 315 foyers étaient recensés à la même date l'an passé.

Toutefois, cette amélioration de la situation sanitaire « *ne doit pas conduire à un relâchement de la prévention* », précise le ministère, qui demande « *à tous les acteurs de la filière de maintenir leur vigilance et de respecter une application stricte des mesures de biosécurité en vigueur* ». Le Point 17 mars 2024

J-C - Les premiers cas de grippe aviaire auraient été détectés en 1997 à Hong Kong, et 6 personnes en seraient présumées mortes sur une population de 7 millions d'habitants, je vous laisse faire le calcul pour évaluer la dangerosité ridicule du virus H5N1, n'oubliez pas les zéros après la virgule ! De 1997 à 2005, ce virus est resté confiné à l'Asie du Sud-Est. Entre 2003 et 2006, 171 personnes auraient été infectées dans le monde, là il va falloir rajouter des zéros ! Ce virus pourrait se transmettre à l'homme, mais c'est extrêmement rare, nous dit-on, pas de quoi paniquer, attendez, mais il est terriblement mortel, pour un peu on en tremblerait, or il n'y a vraiment pas de quoi, car un cas de transmission d'être humain à être humain aurait été confirmé en décembre 2007, cependant le virus n'est pas hautement contagieux dans l'espèce humaine, ouf on est soulagé, j'ai lu tout cela avec Google et Wikipédia.

Ce n'est pas qu'ils mentiraient très mal, ils savent mentirent très bien, avec le temps les faits les contredisent et leurs machinations sont démasquées, c'est tout, bon, il faut suivre, c'est la seule contrainte qu'on doit s'imposer, mais elle en vaut la peine, car cela démontre qu'on est en présence de manipulateurs, de scélérats, si cela peut aider à saper la confiance que les masses ont placé dans les représentants du régime, c'est toujours bon à prendre, il ne faut rien négliger.

L'OTAN est également en guerre contre le climat. Sa devise : Sécurité partout et liberté nulle part !

J-C - Pourquoi l'OTAN et les partisans de l'écologie politique partagent-ils les mêmes instruments de propagande ? Parce qu'ils partagent les mêmes objectifs économiques et politiques, pardi !

- Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, a souligné ce dimanche 17 mars à Bakou l'importance de lutter contre le changement climatique "*pour des raisons sécuritaires*". Il s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, dont le pays va accueillir la COP29 en novembre.

Jens Stoltenberg a souligné la nécessité de "*réconcilier le besoin en énergie et l'environnement*".

Lutter contre "*le changement climatique est important pour la sécurité, pour l'Otan*", a-t-il dit, expliquant que le réchauffement de la planète est "*un multiplicateur de crise et nous en voyons les effets partout dans le monde*". BFMTV 18 mars 2024

J-C – On voit surtout comment ils en instrumentent « *les effets* » ou conséquences dont ils sont responsables, mais cela on ne vous le dira pas sur BFMTV !

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Les crises israéliennes s'accentuent… D'immenses manifestations réclament le l'enrôlement des Haredim, le retour des prisonniers et le départ de Netanyahu - french.almanar.com.lb 16 mars 2024

Un groupe de manifestations massives a été lancé dans plusieurs villes de Palestine occupée, exigeant l'enrôlement obligatoire aux Haredim et un accord d'échange de prisonniers avec la résistance palestinienne, en plus des appels à la démission du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et la formation d'un nouveau gouvernement.

Les médias israéliens ont rapporté « *le lancement de manifestations aujourd'hui, samedi, au carrefour de la colonie Raanana, au nord de Tel Aviv, et à l'Institut des sciences Weizmann dans la colonie Rehovot, exigeant ce qu'ils appellent l'égalité de traitement via la participation des Haredim dans l'armée israélienne* ».

L'ancien chef du Service général de sécurité israélien, le Shin Bet, et actuel membre de la Knesset israélienne du parti Yesh Atid, Yaakov Perry, a déclaré, dans un article publié mardi, sur le site Internet du journal Maariv, que « *les déclarations de la plus haute figure spirituelle, le grand rabbin d'Israël, dans lesquelles il a suggéré que les Haredim émigreraient d'Israël s'ils étaient forcés de s'enrôler dans l'armée israélienne, arrivent en tête de liste des questions qui constituent une source de préoccupation pour la situation sociale interne en Israël* ».

Les médias israéliens ont rapporté la réponse du chef de l'opposition dans l'entité d'occupation israélienne, Yair Lapid, aux déclarations du grand rabbin, au début d'une session du bloc Il y a un avenir , affirmant « *qu' Israël n'a pas le droit d'envoyer davantage de réservistes qui ont servi 70, 90 et 120 jours cette année, si vous ne recrutez pas de jeunes Haredim* ».

Lapid s'est interrogé : *« Est-ce que quelqu'un à l'étranger leur donnera (aux Haredim) ce que nous leur donnons ici ? N'y aura-t-il pas de devoirs là-bas ?* »
Les médias israéliens ont rapporté que « *des manifestants ont bloqué ce soir la rue Ayalon, dans le centre de Tel Aviv, pour protester contre le gouvernement israélien et exiger son renversement* ».

Les médias israéliens ont souligné que « *des manifestants issus des familles des prisonniers ont allumé des incendies* » devant le ministère de la Sécurité à Tel-Aviv et ont menacé de « *brûler Israël si nécessaire* », tandis que la police d'occupation arrêtait des colons pendant la manifestation.

Des milliers de personnes sont sorties manifester dans la ville occupée de Haïfa, où des centaines de personnes ont défilé et sont arrivées au centre Horev de la ville, dans une manifestation exigeant des progrès vers un accord de libération des prisonniers et la démission du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Les médias ont rapporté que les manifestants ont placé une maquette du char Kaplan sur la voie des transports publics, avant le début de la manifestation, ce qui a conduit à l'intervention des forces de police qui sont arrivées sur place pour évacuer la maquette après des négociations avec les manifestants.

A Césarée, des manifestants ont scandé le slogan Coupable devant le convoi du Premier ministre d'occupation, tandis qu'environ 2 000 manifestants se sont relayés pour bloquer la rue Rothschild, la rue principale de la ville de Tel Aviv.

Toujours au carrefour de Karkur, des centaines de manifestants ont bloqué à tour de rôle la circulation.

Guerre Israël-Hamas: A Gaza, l'hôpital al-Chifa à nouveau ciblé par l'armée israélienne - 20 Minutes/AFP 18 mars 2024

L'armée israélienne a annoncé, ce lundi, mener une opération sur l'hôpital al-Chifa, dans la ville de Gaza. Les échanges de tirs et les combats ont commencé peu avant l'aube lundi dans l'enceinte et aux abords de l'établissement.

Le ministère de la Santé de Gaza a indiqué que « *des dizaines de milliers* » de personnes se trouvaient dans l'hôpital. Un des bâtiments est en feu « *suite à une frappe aérienne* », a-t-il ajouté en déplorant « *des dizaines de* martyrs », certains corps ayant été amenés depuis les abords de l'hôpital, d'autres restés sur la chaussée, *« personne ne pouvant les transporter à l'hôpital en raison de l'intensité des tirs* ».

Des habitants de ce quartier central de la ville de Gaza ont affirmé que « plus de 45 chars et véhicules blindés de transport de troupes israéliens » étaient entrés dans al-Rimal. Certains rapportent « *des combats* » autour de l'hôpital.

L'armée israélienne s'adresse par haut-parleurs aux habitants en leur demandant de rester chez eux alors que des « *drones tirent sur les personnes dans les rues près de l'hôpital* », selon des témoins sur place.

Santé.

Origine du virus SARS-CoV-2 - Mise à jour 2024

https://www.researchgate.net/publication/378490986_Origine_du_virus_SARS-CoV-2_-_Mise_a_jour_2024/link/65f1d5d6c05fd26880078b47/download?_tp=eyJjb250ZXh0Ijp7ImZpcnN0UGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uIiwicGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uIn19

Avec la pandémie de Covid-19, nous sommes brutalement entrés dans l'ère du biopouvoir, qui prétend s'appuyer sur des vérités scientifiques pour imposer des mesures liberticides et totalitaires. Peut-on encore parler de science quand le débat est censuré, quand toute critique est discréditée, voire pénalisée et ostracisée ?

Loin du pseudo-consensus fabriqué pour étouffer les voix dissidentes, des chercheurs indépendants résistent aux nouveaux dogmes, dont la biologiste Hélène Banoun, qui, avec ce livre, traite des questions cruciales d'où vient le virus SARS-CoV-2 ? Que sait-on vraiment de cette maladie ? Pourquoi cet acharnement du pouvoir à ne pas la soigner ? Que penser de ces vaccins insuffisamment testés ? Quelles sont les conséquences de l'ARN messager injecté massivement ? Pourquoi tant d'effets indésirables graves ? En quoi cette gestion de crise préfigure-t-elle les prochaines ? Peut-on encore faire confiance aux autorités de santé ?

L'auteure nous livre des réponses dont il est urgent de prendre conscience, d'autant plus que les expériences sur les virus continuent et que le biopouvoir étend ses projets de vaccination généralisée à partir de thérapies géniques hasardeuses, en contournant les règles de sécurité élémentaires au nom de la science pour masquer le profit et la cupidité.

Un citoyen informé en vaut deux, c'est pourquoi

"*La Science face au Pouvoir*" constitue un atout précieux pour rester vigilant face à ce que prépare le biopouvoir. Il en va presque de notre survie.

Hélène Banoun

Pharmacien - Biologiste

Diplôme de pharmacien, option Biologie, Université de Dijon, juin 1979
Ancien Interne des Hôpitaux de Paris, 1979-1982
Chargé de recherches INSERM, Institut Gustave Roussy, UA 140 (pharmacologie moléculaire), Villejuif, 1982-1986

Certificat d'Études Supérieures d'Immunologie Générale, Université Paris-Sud, Chatenay Malabry, 1981
Certificat d'Études Supérieures d'Hématologie, Université René Descartes, Paris V, 1987
Certificat d'Études Supérieures de Diagnostic Biologique Parasitaire, Université Paris Sud, Chatenay Malabry, 1987
Certificat d'Études Supérieures de Bactériologie et Virologie, Lauréat de la Faculté, Université René Descartes, Paris V, 1989
Certificat d'Études Supérieures de Biochimie (par équivalence), 1982
Diplôme d'Études Approfondies de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire, Université Pierre et Marie Curie, Paris VI, juin 1980
Docteur d'État ès Sciences Pharmaceutiques, Université Paris Sud, Chatenay Malabry, 18 juin 1984

https://reinfocovid.fr/cv/18423/

Portugal

Un futur "*gouvernement fragile et instable*" : au Portugal, le chef de la droite accède au pouvoir - Courrier International 21 mars 2024

L'alliance démocratique (AD) de Luis Montenegro a remporté les élections du 10 mars d'une très courte avance sur le Parti socialiste (PS). Elle a recueilli 28,8 % des suffrages et 80 députés sur un total de 230, loin du seuil de 116 élus synonyme de majorité absolue, ce qui contraint le Premier ministre à former un gouvernement minoritaire.

Luis Montenegro doit par ailleurs composer avec une extrême droite en nette progression. Les résultats du "*vote des Portugais de l'étranger ont corroboré le virage politique du Portugal à droite et la progression du populisme radical*", analyse El País.

Le parti d'extrême droite Chega (Assez) a notamment clairement renforcé son statut de troisième force politique du pays, en passant de 12 à 50 députés, avec un score de 18,1 %.

Le résultat final représente par ailleurs "*un désastre pour le PS*" qui a "*perdu un demi-million de voix*", souligne El Mundo. L'une de ses figures, "*l'actuel président du Parlement et ancien ministre des Affaires étrangères, Augusto Santos Silva, candidat à l'étranger, est arrivé troisième après AD et Chega et ne sera même pas député*", note le quotidien espagnol. Courrier International 21 mars 2024

Niger.

Niger: le CNSP dénonce l'accord militaire de 2012 avec les États-Unis - RFI 17 mars 2024

Le Niger a dénoncé, samedi 16 mars dans la soirée « *avec effet immédiat* », l'accord de coopération militaire avec les États-Unis. Un accord signé en 2012, alors que les Américains disposent aujourd'hui d'environ un millier de soldats dans le pays, ainsi que d'une importante base de drones à Agadez. À la télévision nationale, le porte-parole du gouvernement a jugé cette coopération « *injuste* » et « *ne répondant pas aux attentes* ».

Selon le colonel-major Amadou Abdramane, l'accord de coopération serait « *une simple note verbale* », « *unilatéralement imposée* » par Washington. Le document contraindrait le Niger à payer ses factures liées aux taxes des avions américains, ce qui coûterait plusieurs milliards, selon le porte-parole. Niamey se plaint également de n'avoir aucune information sur les opérations américaines, tout en ignorant leurs effectifs et matériels déployés.

Ainsi, le membre du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) a jugé « *illégale* » la présence américaine sur le territoire nigérien. Cette décision fait suite à la visite, entre mardi 12 et jeudi 14 mars, d'une délégation américaine de haut niveau à Niamey. Une rencontre « *sans respect des usages diplomatiques* » et « *imposée* », selon Amadou Abdramane. RFI 17 mars 2024

Russie.

Vladimir Poutine remporte l'élection présidentielle en Russie avec près de 90 % des voix - Le HuffPost 18 mars 2024

Les élections présidentielles se sont tenues en Russie du 15 au 17 mars 2024. Quatre candidats se disputaient le poste de chef de l'État : Leonid Sloutsky, du Parti libéral-démocrate, Nikolaï Kharitonov, du Parti communiste, Vladislav Davankov, du parti Nouvelles personnes et Vladimir Poutine, qui a été réélu.

D'après la Commission électorale russe, le maître du Kremlin a réuni 87,23% (Source : RT - J-C) des voix après le dépouillement des suffrages dans 36,3% des bureaux de vote. Ce score est nettement supérieur à celui obtenu en 2018. Vladimir Poutine avait alors récolté 77,44% (Id) des voix.

A Belgorod, tout particulièrement bombardée ces derniers jours et surtout pendant les trois derniers jours du vote, Vladimir Poutine aurait récolté 96,45 % des voix, selon les derniers résultats transmis. Comme prévu, les chiffres sont tout aussi canoniques dans les territoires de l'Ukraine occupés depuis 2022 : 95 % dans la région de Donestk, 92 % dans celle de Zaporijjia.

L'ex-président et numéro 2 du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, a salué dimanche « *la victoire éclatante* » de M. Poutine.

« *La Russie a fait son choix* », s'est félicitée la cheffe de la Commission électorale, Ella Pamfilova, annonçant en outre une participation record de 74,22%.

Vladimir Poutine en a donné quelques éléments dimanche soir. Il s'est livré tard dans la soirée, jusqu'à deux heures du matin heure de Moscou, à une longue conférence de presse.

Le chef de l'État russe présente au monde, dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 mars, une Russie qui n'entend rien changer au cours de son action militaire, bien au contraire : « *Peu importe qui veut nous intimider ou à quel point, peu importe qui veut nous écraser ou à quel point, que ce soit notre volonté ou notre conscience, a-t-il lancé. Personne n'a jamais réussi à faire quelque chose de semblable dans l'histoire. Cela n'a pas fonctionné aujourd'hui et ne fonctionnera pas à l'avenir.* » AFP/Le HuffPost et RFI 18 mars 2024

En famille avec l'OTAN.

La réélection de Poutine met toute la classe politique française d'accord - Le HuffPost 18 mars 2024

J-C - Qu'est-ce qu'ils reprochent à Poutine ? Réponse :

- Si Vladimir Poutine a bien été élu avec un score "*historique*" (du jamais vu depuis la chute de l'URSS, NDLR), l'opposition n'avait que peu de chances dans ce scrutin: aucun réel rival n'a pu se présenter. Les trois autres candidats sélectionnés étaient tous dans la ligne du Kremlin, qu'il s'agisse de l'Ukraine ou de la répression qui a culminé avec la mort d'Alexeï Navalny dans une prison de l'Arctique en février. BFMTV 19 mars 2024

Autrement dit, les despotes occidentaux maquillés en démocrates reprochent à Poutine la même chose qu'aux trois autres candidats, Leonid Sloutsky, du Parti libéral-démocrate, Nikolaï Kharitonov, du Parti communiste, Vladislav Davankov, du parti Nouvelles personnes, de défendre la souveraineté de la Fédération de Russie face à l'agression de l'OTAN dirigée par les Américains et ses agents qui envisagent de la disloquer.

Réaction côté jardin. Le dépit.

Le chef de la diplomatie britannique, David Cameron, a pour sa part déploré l'absence d'élections « *libres et équitables* » en Russie. Les États-Unis ont, elles, critiqué la tenue du scrutin dans les territoires ukrainiens occupés par Moscou.

La Pologne a pour sa part jugé que l'élection présidentielle n'était « *pas légale, libre et équitable* ».

La France a, quant à elle, déploré lundi que *« les conditions d'une élection libre, pluraliste et démocratique* » n'aient pas été « *une nouvelle fois* » réunies en Russie.

La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a dénoncé une «*élection sans choix*».

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a dénoncé «*la répression et l'intimidation*», en dépit de la forte participation, et un scrutin qui n'a «*pas été un scrutin libre et juste*».

Le président ukrainien a estimé que Poutine était un homme « *ivre de pouvoir* » voulant « *régner éternellement* ».

Réaction côté cour. L'allégresse.

« *J'adresse mes félicitations au peuple frère de Russie et au président Vladimir Poutine pour son extraordinaire victoire* », a applaudi ce lundi le président vénézuélien Nicolas Maduros sur son compte X, jugeant le processus électoral « *impeccable* ».

Pékin a aussi félicité Vladimir Poutine, cette réélection prouve le « *plein soutien* » des Russes, a jugé le président chinois, Xi Jinping. Lin Jian, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, s'est dit convaincu que « *sous la direction stratégique du président Xi Jinping et du président Poutine, les relations entre la Chine et la Russie continueront à progresser* » dans les prochaines années.

L'Iran a pour sa part salue « *la solide victoire* » de Poutine, tandis que les dirigeants du Nicaragua, de Cuba ou encore de Bolivie ont eux aussi adressé un chaleureux message de félicitations au président pour sa réélection. Le Bolivien Luis Arce a salué une « *victoire éclatante qui réaffirme l'unité du courageux peuple russe autour de sa souveraineté et de son développement constant* ».

Quant à Miguel Diaz-Canel, à la tête de l'île communiste de Cuba depuis 2019, il a estimé sur X que Poutine constituait « *un exemple* » pour sa gestion de la Russie. Source : AFP et différents médias.
Lundi, Recep Tayyip Erdogan a « *félicité* » son homologue russe Vladimir Poutine pour sa réélection la veille.

La dirigeante du Honduras, Xiomara Castro, a qualifié la victoire de Vladimir Poutine de convaincante dans un message de félicitations.

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a déclaré qu'il célébrait la victoire de Vladimir Poutine comme une contribution à la stabilité indispensable de l'humanité.

Le président du Tadjikistan, Emomali Rahmon, a qualifié les résultats du vote de nouvelle confirmation claire de la haute autorité politique de Vladimir Poutine et du large soutien de la société russe à sa démarche.

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a félicité Vladimir Poutine pour sa réélection.

Le président de l'Ouzbékistan Shavkat Mirziyoyev a félicité Vladimir Poutine pour sa victoire convaincante aux élections.

Couverture médiatique. Dimanche 18 mars 2024

Vladimir Poutine réélu président de Russie, la communauté internationale consternée - Le HuffPost 18 mars 2024

Voter à midi en Russie, pour se sentir moins seul contre Poutine - LePoint.fr 18 mars 2024

"*Pseudo-élection*", "*ni libre ni équitable*": les Occidentaux réagissent à la réélection de Vladimir Poutine - AFP/BFMTV 18 mars 2024

Réélection de Poutine en Russie : plusieurs chancelleries occidentales dénoncent un scrutin illégitime - Journal du Dimanche 18 mars 2024

Poutine réélu: Zelensky tacle un homme "*ivre de pouvoir*" qui veut "*régner éternellement*" - BFMTV 18 mars 2024

Réélection de Poutine : « *C'est un simulacre* », dénonce l'historien Antoine Arjakovsky - Public Sénat 18 mars 2024

Couverture médiatique. Les jours précédents :

Nos articles à (re) lire sur l'état de la Russie, Vladimir Poutine et la répression contre ses opposants - Courrier international 16 mars 2024

Cyberattaque pro-russe : comment les hacktivistes financent le harcèlement de l'Europe - Numerama 17 mars 2024
Russie : une opposition sous contrôle - France 24 16 mars 2024

En Russie, deuxième jour de vote sur fond de protestations et d'arrestations - France 24 16 mars 2024

Présidentielle en Russie : Vladimir Poutine est indétrônable, mais jusqu'à quand ? - 20minutes.fr 15 mars 2024

Élection présidentielle en Russie : Vladimir Poutine n'est pas le seul candidat en lice, mais c'est tout comme - Le HuffPost 15 mars 2024

« *Ne reconnaissons pas la réélection de Poutine* » : l'appel de Marina Litvinenko, veuve d'un dissident russe - Le Parisien 17 mars 2024

Comment s'est réellement déroulée l'élection présidentielle en Russie.

J-C – Pour rappel, 700 observateurs internationaux étaient présents dans les bureaux de vote.

Comment la présidentielle russe est-elle surveillée? Un observateur indépendant l'explique à Sputnik - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Pour voir de ses propres yeux le processus de surveillance, Marco Marsili s'est rendu dans la salle de contrôle d'une ONG réputée. Sur place, des volontaires sont derrière leurs ordinateurs pour saisir les données qui arrivent de tous les bureaux de vote du pays. Ces derniers sont équipés de caméras permettant de voir ce qu'il s'y passe.

"*Il y a des caméras vidéo dans chaque bureau de vote. Grâce à la surveillance vidéo, grâce aux caméras, ils sont en mesure d'obtenir les données pour suivre en temps réel ce qu'il se passe dans chaque bureau de vote, de la Yakoutie à Moscou et dans les nouveaux territoires*", a expliqué à Sputnik M.Marsili.

Plus tôt, l'observateur international a visité un bureau de vote moscovite. Il a observé le fonctionnement d'une machine qui permet aux électeurs de voter électroniquement sur place. Il a par ailleurs constaté que le personnel de ce bureau était 100 % féminin, tout comme celui de la Commission électorale centrale.

Il fait partie de plusieurs anciens parlementaires, experts, hommes d'affaires et journalistes de différents pays comme l'Italie, le Portugal, la Géorgie ou la France, qui sont présents en Russie en tant qu'observateurs indépendants.

Présidentielle russe: les observateurs de ces deux pays accusent les médias occidentaux de mensonges - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Les émissaires arrivés des États-Unis et d'Afrique du Sud ont partagé leurs impressions face à la caméra de Sputnik.
La région de Kherson n'a pas l'air d'être "*occupée*", a indiqué à Sputnik l'observateur américain. L'émissaire sud-africain s'est plaint de l'image faussée de la Russie diffusée par les médias occidentaux.

Ce groupe de dix observateurs étrangers comprend des ressortissants d'Algérie, du Botswana, d'Allemagne, de Zambie, d'Indonésie, du Mexique, des États-Unis, de France et d'Afrique du Sud. fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Un observateur US réfute les mensonges de la propagande occidentale sur la présidentielle russe - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Le scrutin se déroule dans une ambiance d'enthousiasme, avance auprès de Sputnik Patrick Henningsen après avoir fait le tour des localités du sud de la République populaire de Donetsk.

"*Les médias occidentaux disent que l'élection n'est pas légitime, que les gens sont forcés de voter et ainsi de suite. Il est donc important pour moi, en tant que journaliste international, de venir voir de mes propres yeux, de parler aux gens, de comprendre ce qui se passe en réalité,*

plutôt que de regarder les choses de loin et à travers le prisme des médias occidentaux", a-t-il expliqué.

L'observateur note que les électeurs se rendent dans les bureaux de vote avec joie, malgré le mauvais temps et font preuve d'un grand courage vu la proximité de la ligne du front.

"*C'est très actif dans les bureaux de vote en ce moment*", poursuit-il.

"*C'est un événement historique*", a conclu M.Henningsen, déterminé à partager ce qu'il a vu avec le public occidental. fr.sputniknews.africa 16.03.2024

L'Occident "*frémit*" en attendant les résultats de la présidentielle russe - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

C'est ce qu'a affirmé ce samedi la porte-parole de la diplomatie russe.

Autres déclarations de Maria Zakharova à la presse en lien avec l'élection qui se déroule en Russie mais aussi à l'étranger:

Rien n'aide l'Occident dans ses tentative de saper l'élection présidentielle;

Le scrutin sera organisé avec succès malgré les manigances occidentales;

Des cas d'opposition physique au vote dans des pays inamicaux ont été enregistrés;
Avec toute la pression exercée par l'Occident, la Russie n'a pas ouvert de bureaux de vote dans un seul pays (Mme Zakharova n'a pas précisé lequel).

L'efficacité technologique des élections en Russie est impressionnante. fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Une analyse.

Stratégie et mode de fonctionnement des acteurs globalistes du N.O.M.: Prédominance, dictature, esclavage des peuples par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 13 mars 2024

Deuxième partie

La réalité politique a démontré que la prédominance d'un État ne garantit pas la paix pour un autre État dont la puissance est inférieure. Des « *docteurs* » canadiens en science économique ont pourtant écrit un rapport prétendant prouver le contraire ! La supercherie du Pouvoir, le mensonge manipulateur des masses et le mépris des peuples ont atteint un niveau de perversion jamais atteint dans toute l'histoire de l'humanité. La prépondérance des USA a permis aux USA de dominer et d'exploiter une multitude d'autres États vassalisés et soumis à une organisation en règle de leur pillage… Il suffit de regarder de près l'exemple retentissant

du Pérou ou même celui de la Colombie, ou encore du Mexique, ou de l'UE, pour comprendre ce que la « *vassalisation* » implique en termes de soumission, de pillage, d'hyper-pauvreté pour le peuple (el pobretariado) et de corruption entraînant la criminalité à grande échelle ! (Dans une récente causerie j'ai affirmé que les trois quarts des pays étaient encore sous domination coloniale, en écrivant cela je me suis dit qu'on allait encore m'accuser d'exagérer ou de manquer de nuance, et pourtant, je ne suis pas le seul à le penser, c'est la réalité ou elle est pire encore. - J-C)

La prédominance d'un État s'est toujours traduite par la guerre assurée, la domination, voire le génocide du plus faible, pour son absorption sur tous les plans.

La prédominance d'un État ne garantit absolument pas la paix dans le monde mais la guerre. Nous en avons une démonstration permanente dans l'exemple des États-Unis d'Amérique qui ne peuvent et ne veulent surtout pas perdre leur leadership planétaire. La prédominance engendre la nécessité de la guerre, non seulement pour rester prédominant en soi, mais pour empêcher qu'un autre État ne prenne cette place à son tour !

Il est parfaitement fantaisiste de raisonner aujourd'hui à partir des principes « *démocratiques* » dont seraient revêtus les pays, surtout « *Occidentaux* ». Il faut dire et redire clairement, qu'il n'existe actuellement sur Terre, à commencer par l'Occident, aucun État vraiment démocratique, pour la simple raison que le droit fondant la légitimité des Constitutions est un droit non pas d'inspiration démocratique mais d'inspiration théocratique ! (Economique, c'est mieux ! - J-C) (Cf., tome 2 de « *La libération de l'homme* », JYJezequel, éditions Publibook, 2013) C'est la raison principale qui explique pourquoi la paix n'est toujours pas possible sur Terre. Si la démocratie existait vraiment, les 99% des personnes interrogées par les sondages, se prononçant pour la paix dans le monde, seraient représentatifs de la situation qui régnerait alors sur la planète. Comment expliquer que 1% impose aux 99% de l'humanité la violence, la guerre, le massacre, le pillage, le meurtre, le génocide, l'exploitation, la maltraitance, le Mal endémique… ? La réponse est claire, parce que c'est la dictature qui règne partout et qui est le fait d'une petite oligarchie ayant entre ses mains la totalité d'un pouvoir justifié par la « *matrice théocratique du droit* » et non pas par la légitimité des Constitutions issues de la « *volonté des peuples souverains* » ! (Là aussi, depuis des années je m'en prends à tous ceux qui évoquent des régimes démocratiques en occident ou ailleurs, alors que cela n'a jamais existé, du fait de l'existence même de ces régimes et de leur fonctionnement, etc. Tout au plus des expressions démocratiques parviennent ici ou là à se frayer un passage, mais c'est tout, pour l'essentiel tous les régimes sont des dictatures, de quoi, mais du capital pardi ! - J-C)

L'existence, l'organisation et le droit de vote, dans un pays, ne peuvent en aucun cas qualifier ce pays de « *démocratique* ». Les systèmes électoraux ont d'ailleurs été conçus en faveur d'une oligarchie qui est toujours au pouvoir depuis au moins 5000 ans, qu'elle prenne actuellement, les couleurs du bleu, du rouge ou du rose… etc. Le vote est systématiquement un leurre spectaculaire : il fait croire que le citoyen choisit librement sa destinée politique alors qu'il s'agit toujours de mettre au pouvoir la même caste de prédateurs « *caméléons* » passant son temps à planifier le pillage et l'esclavage des peuples abusés en permanence sur tous les plans !

Ce n'est pas un hasard si la violence, le meurtre, la guerre, le crime d'État, le Mal, règne en maître sur le Monde entier, alors que l'immense majorité veut le bien !

Le simple fait d'une prédominance du « *marchandisme* », de l'argent, de l'hégémonie d'une économie de marché avec son idéologie fasciste ultra libérale, garantit par-dessus tout, la nécessité de la guerre, car la guerre est un élément essentiel de l'économie de marché. Il n'y a pas de « *marchandisme* » possible sans la guerre. Toute l'économie des États-Unis repose sur la guerre, sur l'industrie de l'armement et donc sur la nécessité d'organiser un chaos permanent pour une guerre permanente, pour une économie prospère ! La guerre est le nerf de l'économie de marché. Sans guerre, il n'y a plus de marchandisation possible, il n'y a plus de pillage possible, il n'y a plus de massacres d'envergure possibles, il n'y a plus de menaces possibles, il n'y a plus de terreur possible, il n'y a plus de larmes et de sang à outrance, il n'y a plus de domination possible, il n'y a plus de « *plan Marshal* » possible et réactualisé dans les TAFTA/TTIP/CETA, il n'y a plus de richesse possible, la richesse démentielle étant toujours le résultat d'un vol, d'un pillage, d'une esclavagisation par la marchandisation même de l'homme en personne, la signature du Sapiens Démens! Le malheur de la majorité garantit le bonheur de la minorité au pouvoir. La richesse abusive du Nord est assurée par la pauvreté et le pillage abusifs du Sud. Le malheur c'est justement le fruit naturel du Mal.

C'est toujours les États en soi qui représentent la plus grande menace pour la paix dans le monde et qui est donc par « *excellence* », pour les peuples, le Mal en soi.

La fin des organisations internationales pour justifier la guerre

Les organisations internationales auraient dû avoir une utilité : permettre aux États de se contrôler eux-mêmes réciproquement. Mais on peut constater que ces organisations sont un leurre explicite de plus, compte tenu du fait que la puissance dominante des USA se comporte comme si elle était au-dessus de ces Institutions, pratiquant depuis toujours des guerres illégales, injustifiées, utilisant des prétextes mensongers, opportunistes, (comme l'accusation des « *armes de destruction massive* », alors que les USA ont été en réalité les seuls à les utiliser!) pratiquant ouvertement le crime contre l'humanité, au nom de ce qu'elle a nommé le « *monroïsme* », une pratique criminelle qualifiée de « *valeur* » des États-Unis d'Amérique et exprimant l'un des principes les plus pervers de Machiavel : « *la fin justifie (tous) les moyens* »! (Quel aveu qui discrédite tous les géopolitologues qui s'en remettent à ces organisations internationales. - J-C)

L'État hégémonique incite toujours à la guerre, car la guerre n'est pas « *perturbatrice* » pour l'État hégémonique, comme le rapport demandé par JF. Kennedy aux services de la CIA, l'avait démontré. En 1963 le Président Américain posait la question : « *quelles conséquences aurait un système mondial fondé sur une paix durable ?* »

Réponse du rapport : « *En l'état actuel de nos connaissances, le système fondé sur le pouvoir de faire la guerre est trop structurant dans tous les domaines – économique, social, culturel et bien sûr militaire- pour pouvoir envisager de l'abandonner !* »

Ce rapport rendu à JFK disait donc que l'absence de guerre constituerait un grave préjudice pour l'équilibre économique, culturel, social et militaire des USA, au point que l'absence de guerre serait finalement la cause d'une guerre encore plus violente !

La prospérité est à sens unique, car elle est entièrement basée sur le pillage des ressources qu'il ne faut pas partager, mais voler. Sans la guerre cela devient impossible !

Voilà pourquoi l'US Imperium, totalitaire par définition, dirigé par son oligarchie eugéniste, n'a ni alliés ni ennemis : il n'a que des intérêts égocentriques ignorant le reste du monde obligatoirement vassalisé.

Sa manière de faire est « *naturellement* » criminelle, elle est nécessairement livrée, dévouée à la cause du Mal en soi.

Le modus operandi de l'US Imperium

Les assassins économiques (Cf., Les Destructeurs, op.cit., pages 139 à 162)

En 2021-2022, une commission d'enquête du sénat analysait 7300 documents sur l'activité des cabinets de conseil privés américains comme McKinsey, dans les affaires de l'Etat Français. En 2021, l'Etat avait dépensé plus d'un milliard d'euros en prestations de conseil. Ces sociétés au service de l'US Imperium prospèrent grâce au système des « *portes tournantes* »: les hauts-fonctionnaires deviennent dirigeants des sociétés transnationales et réciproquement… Ainsi, toute la richesse produite par les pays européens est détournée des intérêts du bien commun de chaque Nation et pillée pour l'enrichissement des grands groupes travaillant à l'édification du Nouvel Ordre Mondial, dominant et exclusif, sur l'ensemble des pays développés…

Macron fait partie de ces gens, Young Global leaders, formé dans la French American Foundation, qui est nommé en 2007 comme rapporteur général adjoint de la « *Commission Attali* ». C'est dans cette commission que Macron rencontre tous les dirigeants de sociétés transnationales : PDG de Nestlé, membres du Conseil d'administration du Forum Economique Mondial de Davos, dirigeant de McKinsey France, le cabinet Accenture, dont certains membres seront à l'origine du développement du mouvement politique LREM (La République En Marche) !

Macron est introduit auprès des propriétaires des grands médias dont il va défendre les intérêts particuliers. La totalité de ces médias ne parlera que de Macron en lui donnant l'omniprésence, effaçant tous les autres traités de « candidats mineurs », lors de la campagne électorale de 2017 !

Après son introduction dans la « *Commission Attali* » en 2007, Macron est envoyé en stage à la Banque Rothschild & Co, en septembre 2008. Il quitte la Rothschild après y avoir fait ses premières armes de tueur économique et il est placé auprès de François Hollande dans le Pôle Economie et Finance. Dès 2014, il a connaissance du dossier de dépeçage d'Alstom, fleuron de l'industrie française. Il accomplira son travail de tueur économique en bradant cette société bénéficiaire et de haute technologie à la Général Electric Corporation en faillite ! Un chômage de masse s'en suit en France, mais son travail de tueur est accompli scrupuleusement. (Cf., ce dossier détaillé dans « *Les destructeurs* » op.cit., pages 179 à 210)

Les USA, qui illustrent « *brillamment* » cette triste réalité, procèdent comme suit, à travers le monde :

1 – Ils commencent par envoyer dans le pays convoité, un "*assassin économique*" dont le rôle est de pousser à la dette l'État concerné, le tout suivi de l'envoi d'agents de la CIA ayant pour fonction de former des provocateurs infiltrés et de les superviser. Si la corruption par la dette

échoue, elle est remplacée par un coup d'état, un « *chacal* » est envoyé pour « *supprimer* » l'obstacle ou le système procède à une "*révolution colorée*".

2 – Sans perdre de temps, ils commencent dans la foulée une campagne de propagande contre les dirigeants et le pays, campagne de diffamation et de diabolisation (chacun sait la diabolisation typique dont il s'agit, par exemple celle d'Allende qui sera tué par les bombardements du dictateur fasciste Pinochet soutenu par l'État Profond Américain et la CIA ; la diabolisation de Chavez ou de Maduro, de Dilma Rousseff etc… et bien entendu de Vladimir Poutine). La mode actuelle est à l'invention d'accusations « *juridiques* ». Les agents de la CIA trouvent un « *collaborateur* » dévoué en mal de pouvoir, comme Alexeï Navalny en Russie et qu'ils vont promotionner à coup de millions de dollars s'il le faut. C'était également l'exemple de Michel Temer au Brésil.

Les médias sont alors massivement mis à contribution pour répandre répétitivement le mensonge et pratiquer avantageusement la manipulation de l'opinion publique. La règle est simple : *« Un mensonge répété suffisamment souvent se transforme en vérité !*» (Goebbels, ministre de la propagande nazie) La malveillance est la règle et la fin justifie tous les moyens, même criminels. Le coup d'État juridique est une nouvelle pratique dont la perversion n'a jamais été aussi développée ! Les réseaux sociaux qui oseront démentir et faire de la résistance seront à leur tour diabolisés et accusés de pratique des « *fakes news* » « *menaçant la démocratie* », alors qu'ils sont au contraire et en grand nombre, les seuls garants actuels d'une information encore possible et honnête !

3 – Si le confort de la perversion du droit ne peut pas être utilisé, ils accusent alors les États de posséder des armes « de destruction massive », comme en Irak et en Syrie, ou par exemple, pour attaquer arbitrairement la Russie via l'affaire Skripal qui disait indirectement l'accusation de fabrication d'armes chimiques redoutables par les militaires Russes. Espérons que chacun soit suffisamment informé aujourd'hui, pour savoir que cette accusation concernant l'Irak, la Syrie ou la Russie était grotesque et clairement mensongère ! Malheureusement, on peut encore se demander si chacun a compris la supercherie de l'Occident, de l'US Imperium, puisque celui-ci, sans complexe, continue de dire « *officiellement* » que Saddam possédait des « *armes de destruction massive* » que personne n'a jamais retrouvées; puisque les « *élites* » de l'État profond américain continuent de dire que Milosevic était un « *nouvel Hitler* », « *le Boucher des Balkans* », malgré qu'il ait été innocenté par le TPI ; puisque la CIA et l'État Profond Américain, les agents du Département d'État, continuent de dire que Maduro est le dictateur qui refuse les droits les plus fondamentaux à son peuple ; puisque les anglo-saxons et l'Europe vassalisée continuent de dire que la Russie a agressé l'Occident, dans l'affaire Skripal et a osé envahir l'Ukraine! Tout cela a été monté par les chacals de l'Empire aux abois …

4 – Le cas échéant, ils dépeignent donc les États comme « *dictatoriaux* », refusant « *les droits les plus fondamentaux à leurs peuples* » ! Les medias occidentaux dans les mains d'une poignée de milliardaires néo conservateurs et ultra-libéraux, n'ont pas hésité à accuser Bachar El Assad d'être le « *bourreau de son peuple* », comme Milosevic avait été accusé d'être le « *boucher des Balkans* », ou le « *nouvel Hitler* », même après que le TPI ait reconnu son innocence ! Aucun media n'a eu l'honnêteté de reconnaître son odieux mensonge au service de l'OTAN, agresseur de la Serbie pro-Russe, et de rétablir l'honneur à la mémoire de cet homme, car les medias « *officiels* » risquaient alors d'envoyer à l'opinion publique un signe qui allait les décrédibiliser et ainsi menacer leur existence de salauds et de pervers au service

du mensonge, le Mal en soi ! Ce ne sont pas les réseaux sociaux qui répandent principalement le mensonge à outrance, il peut exister certains d'entre eux, dans les GAFAM , par exemple, qui font circuler des fausses informations dans une intention très étudiée, mais ce sont d'abord et avant tout, les medias tout à fait « *officiels* » qui se livrent au mensonge et à la manipulation de l'opinion publique, au service exclusif des intérêts des États qui ne manqueront pas de leur renvoyer l'ascenseur d'une complicité engendrant la corruption inévitable d'un tel système. C'est l'exemple retentissant du journal « le Monde », lorsqu'il prend la parole sur le Venezuela. Ceux qui sont vraiment informés, découvrent dans « *le Monde »* le pur mensonge sur la réalité de ce pays, étalé sans vergogne : c'est un fait avéré ! Le cas avec la Russie de Poutine et avec le décès de Navalny aujourd'hui est encore plus grotesque. Il y a une sorte d'aveuglement qui fonctionne sans le moindre souci pour l'objectivité, parce qu'il y a un parti pris, une cause supérieure à servir : en l'occurrence, celle de l'hégémonie ultra libéral et avec elle un ordolibéralisme qui est un fascisme. Tous ceux qui cautionnent la parole hautement perverse et manipulatrice de ces medias « *officiels* » dévoués à la cause du mensonge globaliste du N.O.M, sont complices du Mal et les apôtres actifs, souvent inconscients, du malheur du monde… L'ignorance est toujours à l'origine de tous les malheurs.

5 – Si l'adversaire est puissant, comme la Russie, ils poussent le monde entier à pratiquer « *l'embargo* », à décréter des « *sanctions* » de plus en plus cruelles, illégitimes, illégales même, injustifiées et sans états d'âme ; des zones d'interdiction de survol sont décrétées pour soi-disant établir « *des couloirs humanitaires* »… ! La presse étant là pour approuver massivement cette pratique odieuse et criminelle, sans la moindre hésitation, puisqu'elle est entièrement aux mains des milliardaires dont la cause est éminemment ultra libérale et néo conservatrice !

6 – Ils commencent ensuite les bombardements, ainsi que le soutien, l'encadrement, le financement, le recrutement et la formation au sol d'une "*opposition"* armée : « *escadrons de la mort* », « *Moudjahidin* », « *djihadistes* », « unités néo-nazies » en Ukraine. Ils les protègent de toute accusation au sujet des atrocités commises pour terroriser la population et faire glisser la responsabilité sur les régimes en place dont ils veulent se débarrasser : l'exemple le plus frappant est celui de Milosevic qui a été pourtant innocenté par le TPI, mais que les agents de l'État profond américain se sont arrangés pour faire mourir dans sa prison de la Haye… C'était l'objectif atteint concernant Saddam Hussein et Kadhafi, mais manqué avec Bachar el-Assad… C'était aussi l'objectif visé en organisant la kabbale occidentale contre la Russie pour la mettre à genoux et la disloquer : objectif manqué et qui s'avère catastrophique en plus d'être objectivement impossible !

7 – Puis, ils cherchent rapidement à faire ouvrir une banque centrale pour les Rothschild, sous contrôle de la Banque des Règlements Internationaux – BRI – basée à Bâle en Suisse et dépendante de la City de Londres. Bien entendu, s'ils peuvent placer directement un banquier des Rothschild, comme Emmanuel Macron, sur le trône de la présidence du pays, toutes les étapes précédentes ne sont alors plus utiles. Le pillage et la soumission peuvent commencer sans tarder dans un confort indécent… Le peuple Français est-il anesthésié ou sous hypnose, ou envoûté ou lobotomisé pour avoir permis que Macron se retrouve à cette place de manière tout à fait anachronique, puisque Macron est devenu « *président* » de la République française par une minorité de voix des Français en droit de voter ? Pendant ce temps, toutes les industries sensibles du pays sont vendues aux USA et la France a totalement perdu son autonomie et son indépendance même en matière de défense : la France ne peut plus construire aujourd'hui un sous-marin nucléaire sans la permission des États-Unis ! Et une fois

construit, si l'autorisation a été donnée, il sera aux ordres du commandement unifié de l'OTAN, c'est-à-dire sous l'autorité de l'US Imperium !

8 – Dès que cet objectif est atteint, ils se dépêchent de privatiser à outrance et de piller les ressources naturelles pour les vendre à leurs entreprises transnationales en se servant des « *tribunaux d'arbitrages* » extra nationaux, imposés par eux et toujours en leur faveur.

9 – Arrivés là, ils prennent grand soin d'établir des bases militaires qui contrôleront le pays, instaureront un climat mafieux de terreur et favoriseront tous les trafics en tout genre générant une masse financière à recycler par les banques et pour soutenir les opérations secrètes ultra juteuses (laboratoires d'armes biologiques loin de chez eux, trafics d'armes, de drogues, d'humains y compris d'enfants pour les pratiques pédophiles des « *élites* » dégénérées, d'organes… etc.) la splendeur du Mal en soi déclarée comme vertueuse…

L'UE conçue et organisée pour les seuls intérêts de l'US Imperium a déjà fait passer une loi qui autorise les armées d'occupation étasuniennes de l'OTAN à circuler librement sur tout le territoire de l'UE, non seulement sans avoir besoin de demander quelque permission que ce soit, à personne, mais faisant obligation aux États européens d'adapter les routes, voies, ponts chemins de fer, pour permettre le passage des véhicules militaires de grande dimension partout en Europe ! Nos impôts doivent maintenant financer les exigences des mondialistes de l'US Imperium qui font la loi chez nous, sans nous demander notre avis !

10 – Ils terminent le travail de la mise au pas de leur loi, en plaçant dans chaque pays réduit au néant politique, un régime tout dévoué à leur cause et un État vassalisé, obéissant scrupuleusement aux directives de l'Empire. Si la population d'un pays vassalisé montre des comportements récalcitrants, des velléités de libération du joug de l'occupant fasciste ultra libéral US, présent en Europe avec ses armées du 4è Reich, appelées OTAN, on active le réseau terroriste, comme le GLADIO en Europe, pour le massacre de quelques centaines d'innocents afin de dresser les peuples récalcitrants et les États frileux, pour les maintenir dans la crainte sécuritaire et dans leur obligation – s'ils désirent être « *protégés* » par la puissance de l'US Imperium – de cautionner les directives de Washington ne travaillant que pour son intérêt, même ouvertement avoué! Si l'obéissance est totale de la part d'un pays vassalisé, il n'y a plus la moindre trace d'événements « *terroristes* » sur son territoire, puisque les organisateurs et financeurs du terrorisme sont des agents de la CIA. Ce sont donc les USA, via ses agents tout-puissants, qui décident, si oui ou non, ils vont envoyer secrètement leurs mercenaires (c'est le principe du GLADIO) hier les « *brigades rouge* », aujourd'hui les « *djihadistes* » ou les « *néo-nazis* », ceux qu'ils ont créés pour cette fin, afin de punir par des crimes odieux et arbitraires les insoumis ! Hier, la cible était les partis communistes dont la popularité grandissante en Europe devait être brisée. Pour cela des gens d'extrême droite étaient recrutés dans le but d'organiser des attentats en se faisant passer pour des gens d'extrême gauche. Aujourd'hui, en Ukraine, il faut briser les populations pro-Russes pour installer les forces d'occupation du 4è Reich, l'OTAN, sur la frontière directe avec la Russie : pour cela le recrutement des néo-nazis mis au pouvoir à Kiev était la solution idéale et la plus efficace pour atteindre l'objectif visé. Dans le reste de l'Union Européenne, les « *djihadistes* », créés par les USA à travers les « *Mondjahidin* », formant le groupe Al-Qaïda, puis tous les autres mercenaires « *djihadistes* » réunis par le Califat « *État Islamique d'Irak et du Levant* » (EIIL, ISIS, DAECH) sont les nouveaux mercenaires intervenants en Europe pour obliger celle-ci à accepter une militarisation, « *OTANISATION* » de l'UE, servant les intérêts exclusifs fascistes des États-Unis d'Amérique…

(Cf., « *Le djihad et le management de la terreur* », JYJézéquel, Vérone éditions, 2017, 445 pages.)

11 – Au besoin, il y a aussi un réseau important de lieux consacrés à la torture, afin d'obtenir les collaborations souhaitées, comme celles des djihadistes fondateurs de Daech qui sont tous passés par un séjour en centre de torture, comme les célèbres Guantanamo, Abu Ghraib, Bagram, Kandahar, Ben Guerir, bref, « *l'Archipel du Goulag* » étasunien. Dick Marty faisait connaître l'existence de ce réseau, par un célèbre rapport qui a « *scandalisé les autorités européennes* » apprenant que la Pologne et la Roumanie abritaient ces prisons clandestines dans lesquelles des ressortissants de l'UE, enlevés arbitrairement et illégalement, étaient martyrisés par les agents de la CIA ! G.W. Bush devait reconnaître officiellement, en son temps, l'existence de ce réseau criminel cautionné et financé par l'État Profond Américain et donc par les impôts du peuple Étasunien, nos meilleurs amis et alliés de toujours !

Cette procédure d'invasion, de soumission, de dressage, de vassalisation peut être illustrée par une foule d'interventions illégales et criminelles de l'US Imperium dans le monde, comme : le Guatemala en 1953, l'Iran en 1956, le Congo en 1961, le Vietnam 1962, le Brésil en 1964, la Grèce en 1967, la Thaïlande en 1971, le Chili en 1973, l'Argentine en 1978, le Nicaragua en 1985, le Panama en 1989, l'Irak en 1991, la Yougoslavie en 1991 et très précisément la volonté de s'imposer aux Serbes pro Russes, l'Afghanistan en 2001, l'Irak de nouveau en 2003, la Tunisie-Égypte-Libye en 2011, la Syrie en 2011/2012, le Soudan en 2013, au Yémen en 2015 via l'Arabie Saoudite, de nouveau le Brésil en 2016, la Palestine en 2023, en fournissant toute la logistique militaire à Israël pour procéder méthodiquement au génocide du peuple Palestinien, la Russie via l'Ukraine armée, dirigée, entraînée, financée par la coalition occidentale et les cadres de l'OTAN… Enfin, en préparation : le Venezuela, l'Iran, les Philippines, la Corée du Nord, la Chine… Ce qui se passe actuellement avec l'utilisation odieuse de la minorité musulmane des Rohingyas, dans l'Arakan au Myanmar (ancienne Birmanie) où les Chinois ont massivement investi, c'est une déstabilisation de toute la zone pour briser l'influence et le marché en faveur de la Chine la puissance économique à abattre.

La signature du Mal, c'est que celui-ci impose sa dictature, sa violence, sa barbarie, sa cruauté, son mensonge, sa négation et sa destruction, son désastre, sa criminalité, au nom même du « *bien* » ! Le Mal en soi considère qu'il est le Bien en soi : il déclare qu'il est « *l'axe du bien* » ! Le Mal pense qu'il fait « *bien* » en répandant le malheur…

Partie 1 :

Stratégie et mode de fonctionnement des acteurs globalistes du Nouvel ordre mondial par Jean-Yves Jézéquel, 09 mars 2024

https://www.mondialisation.ca/strategie-et-mode-de-fonctionnement-des-acteurs-globalistes-du-nouvel-ordre-mondial/5687304

Ils osent tout. Quel crime n'ont-ils pas commis ?

Big pharma a caché aux patients de Marioupol les effets néfastes de ses médicaments - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Les patients de l'hôpital n°7 de Marioupol n'ont pas été informés que le médicament contre la polyarthrite rhumatoïde qu'on leur administrait pouvait contribuer à l'apparition de différents types de cancer. Les tests ont été commandés par plusieurs entreprises occidentales et chapeautés par des fonctionnaires ukrainiens.

C'est l'analyse des documents trouvés dans le sous-sol de l'établissement au cours de sa reconstruction -et que Sputnik a pu consulter- qui permet de l'affirmer.

Une molécule aux effets secondaires redoutables

Il s'agit du médicament expérimental SB4 pour le traitement de la polyarthrite rhumatoïde. Cette substance inhibe l'action des molécules du facteur de nécrose tumorale alpha qui est associé au développement de l'inflammation dans les articulations.

Cependant, ce facteur joue un rôle important dans le système immunitaire et il est connu que des perturbations contribuent au développement du cancer. Le traitement expérimental peut donc provoquer des tumeurs des systèmes lymphatique et hématopoïétique, ressort-il des documents trouvés.

Ils indiquent aussi que des tumeurs malignes avaient été observées chez des enfants, adolescents et jeunes adultes de plus de 22 ans.

Une omission volontaire

Toutefois, la fiche d'information et le formulaire de consentement rédigés en ukrainien et en russe -et destinés aux cobayes humains- ne mentionnent pas la totalité des effets néfastes.

Ainsi, le formulaire de consentement précise seulement que dans de "rares cas", soit jusqu'à un cas pour mille, un autre médicament de la même catégorie peut provoquer le cancer de la peau.

La première analyse des documents montre que les molécules ont été testées sur des personnes anonymisées par des numéros, et que les essais ont entre autres été menés sur des bébés de moins de douze mois.

Entreprises concernées

D'après les documents, le fabricant du médicament en question est le Danois Biogen Idec, le Belge Catalent Pharma Solutions et le Britannique Fisher Clinical Services. L'étude a été sponsorisée par Samsung Bioepis, de Corée du Sud.

De manière générale, les documents mentionnent également des entreprises telles que Pfizer(États-Unis), AstraZeneca (Royaume-Uni, Suède), Celltrion (Corée du Sud), Novatris

International AG(Suisse, États-Unis), IQVIA (anciennement Quintiles and IMS Health Inc, États-Unis, Royaume-Uni), Sanofi (France), Galapagos NV (Belgique), Janssen Pharmaceuticals (aujourd'hui Johnson & Johnson Innovative Medicine, Belgique), Abbott Laboratories (États-Unis), Covance (désormais Labcorp Drug Development, États-Unis), Merck KgaA (Allemagne), Centocor Biopharmaceutical (Pays-Bas).

En outre, ont été découverts des conteneurs pour biomatériaux, dont les destinataires sont des laboratoires situés en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Quand le sionisme rime avec sadisme, barbarie.

Vivre l'agonie : Israël interdit les anesthésiants à Gaza par Youssef Fares (Al Mayadeen 11 mars 2024) - Mondialisation.ca 13 mars 2024

Pour la première fois, nous nous sommes retrouvés à essayer des méthodes détournées pour obtenir un seul comprimé de Zaldiar, un puissant médicament antidouleur délivré sur ordonnance qui ne peut être obtenu qu'auprès d'établissements agréés ou d'institutions gouvernementales.

En raison de l'augmentation de la demande, le médicament était introuvable à Gaza, rendant le sommeil presque impossible pour Um Raed, une patiente atteinte d'un cancer à un stade avancé.

Les médecins ont informé son fils que tout ce qu'il pouvait faire pour elle était de lui donner de puissants analgésiques pour soulager sa douleur jusqu'à sa mort. Suleiman raconte à Al Mayadeen Net :

"*Avant la guerre, toutes sortes d'analgésiques étaient disponibles. Un mois plus tard, avec la multiplication des blessures, en particulier chez les patients amputés, la demande s'est accrue et l'obtention d'un seul comprimé est devenue un combat de plusieurs jours. Nous devions regarder notre mère atteinte d'un cancer mourir 100 fois par nuit*".

Au cours des trois derniers mois, les six frères ont déployé des efforts considérables pour fournir à leur mère le moindre médicament anti-douleur. Suleiman a décrit leur calvaire en ces termes :

"*Nous n'avons négligé aucune piste. Nous avons essayé toutes les pharmacies privées et les revendeurs du marché noir. Nous avons payé 30 dollars pour un seul comprimé, puis 300 dollars pour une plaquette, jusqu'à ce que nous ne puissions plus nous le permettre. Ma mère n'est plus là. Nous l'avons enterrée dans la rue en face du lieu où nous habitons maintenant… Nous ne nous pardonnerons jamais chaque seconde de souffrance qu'elle a dû endurer.*"

Une source médicale travaillant à l'hôpital Kamal Adwan, dans le nord de Gaza, a déclaré à Al Mayadeen Net :

"*Depuis le début de la guerre, aucun analgésique puissant n'a été autorisé à entrer à Gaza dans les camions d'aide, comme la morphine, le Tramadol, le Zaldiar, le Lyrica, et même le cétamol et le paracétamol. Le ministère de la Santé ne dispose plus d'aucun de ces médicaments contre la douleur, et on ne peut plus les trouver dans les commerces et les pharmacies privées. En un mois, la demande a augmenté de 1000%. Des milliers de blessés en ont besoin pour soulager leur douleur, les stocks n'ont pas été reconstitués, et les familles des blessés doivent souffrir pour leur procurer ces médicaments. En traversant les salles de l'hôpital, on entend constamment les cris et les gémissements des patients. Dans des circonstances normales, on leur aurait donné des doses d'analgésiques pour apaiser leurs souffrances*".

Dans la rue, les Palestiniens de Gaza se sont habitués à voir les amputés portés par leur famille, comme l'explique Abou Imad, que l'on voit se promener en portant son ami Bilal, qui a perdu ses deux jambes.

"*Il est sorti de l'hôpital deux mois après sa blessure. Nous avons demandé un fauteuil roulant, mais on nous a dit que l'hôpital ne pouvait pas en fournir, il y en a déjà trop peu. Nous nous sommes alors adressés à des associations spécialisées dans la distribution de matériel médical pour les blessés, mais en vain. Toutes ces organisations ont été bombardées ou ne sont plus opérationnelles pour le moment*".

Selon un dirigeant d'une entreprise privée de matériel médical, le matériel médical de longue durée, destiné à améliorer la qualité de vie des patients après leur sortie de l'hôpital, n'est pas non plus entré dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre. La source déclare à Al Mayadeen Net :

"*Israël a bombardé les entrepôts et les stocks appartenant à des sociétés de fournitures médicales. Nous parlons ici de la destruction de 15 pharmacies et entrepôts appartenant à Zant Medical, la plus grande entreprise et le plus grand importateur de ce matériel. L'entreprise et toutes ses succursales ne sont plus opérationnelles, et ses entrepôts ont été pillés du fait de l'absence de sécurité. Il est extrêmement difficile de trouver des béquilles ou un fauteuil roulant (électrique ou normal) en ce moment, surtout avec le grand nombre de blessés et l'absence d'importation*".

Il convient de noter que la chaîne américaine CNN a publié une enquête montrant comment Israël a, depuis le début de la guerre, bloqué l'entrée à Gaza d'anesthésiques, de béquilles et de dattes, et a également inscrit les bouteilles d'oxygène et les systèmes de filtration d'eau dans la catégorie "*interdit d'entrée*" pour les camions d'aide humanitaire. Mondialisation.ca 13 mars 2024

Anthropocène. Une mystification politico-anthropologique qui ne fait pas consensus.

J-C - A défaut de pouvoir prouver de manière scientifique incontestable, que l'activité humaine serait préjudiciable au climat, les psychopathes qui le prétendent se raccrochent à un concept qui semble avoir été conçu spécialement pour eux : L'anthropocène.

Sauf que voilà, il est contesté ou il est loin de faire consensus, c'est un euphémisme. Attendez, pour tenter de démontrer leur bonne foi, ils expliquent qu'ils n'en sont pas à l'origine, ce qui n'était pas bien difficile puisqu'à toutes les époques il s'en est trouvé pour s'opposer au développement économique et aux progrès scientifiques ou technologiques.

Je ne reprendrai pas ici leurs exemples, je préfère celui qui m'est venu spontanément à l'esprit. Il y aura bientôt près d'un siècle en arrière, Gandhi s'était opposé à Nehru sur l'introduction des tracteurs et autres machines agricoles en Inde, de la même manière il privilégiait le tissage à la main plutôt que les métiers à tisser mécaniques qui permettaient de soulager la besogne harassante des ouvrières ou ouvriers, et de produire davantage pour satisfaire les énormes besoins de la population indienne, besoins dont apparemment ils ne se préoccupaient pas tant que cela le "*saint homme*", épisode qui évidemment n'apparaît nulle part dans Google ou Wikipédia, et pour cause.

Wikipédia - Si la pertinence scientifique d'une nouvelle ère géologique fait de plus en plus consensus, tel n'est pas le cas de sa frontière chronostratigraphique.

Notion en débat : Anthropocène

https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/anthropocene

L'anthropocène repose sur le concept consistant à attribuer à l'homme la faculté ou le pouvoir de profondément modifier notre planète sur les plans bio-physico-géologiques. Comme il se doit, il est plébiscité par les idéologues et disciples de l'écologie politique et de la décroissance, les fanatiques du réchauffement climatique de nature anthropique ou encore le Forum économique mondial ou Davos, bref, qu'il ait "été largement adopté dans les universités et la sphère publique en tant que description globale de l'impact écrasant de l'activité humaine sur la planète n'étonnera personne.

Sachant que les terres émergés ne représentent que 25% de la superficie de la Terre, que celle-ci comporte d'importantes étendues inadaptées à la présence humaine, qu'il s'agisse des régions désertiques où la température est extrême une bonne partie de l'année, supérieure à 50°C ou inférieure à - 30°C, qu'il existe des régions montagneuses (24% de la surface de la terre) ou recouvertes de forêts (environ 30% de la surface totale des terres) très faiblement peuplés, cela réduit d'autant la surface sur laquelle les hommes peuvent modifier l'environnement de la planète, disons que l'emprunte des hommes pourrait s'étendre sur une superficie d'environ 15% à 20% de la superficie de la Terre en comprenant la pêche et les exploitations offshores, sans pour autant impliquer que la présence humaine contribuerait à la dégrader ou à en modifier un aspect quelconque de manière durable. Car par exemple, on ne

voit pas pourquoi l'implantation et l'exploitation d'une ferme isolée en Bretagne située à 10 kilomètres de la première commune, où broutent paisiblement quelques dizaines de vaches et poussent quelques hectares de blé, aurait une incidence quelconque de nature bio-physico-géologique dont il faudrait s'inquiéter, sauf à être complètement schizophrène ou cinglé !

Qui plus est, l'activité humaine est essentiellement concentrée à la surface de la Terre en dehors des mines de grandes profondeurs. On ne voit donc pas comment elle pourrait concourir à faire naître "*une nouvelle ère géologique*" ou elle serait suffisante pour affecter la géologie de la planète, on baigne là en plein délire ou mystification une fois de plus.

Anthropocène : la claque - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 14 mars 2024

L'Anthropocène est l'une des marottes favorites des promoteurs du mythe de la fin du monde environnementale invariablement prévue pour demain. Las ! La commission internationale de stratigraphie (ICS), saisie de la question depuis quelques années, vient de décider que l'Anthropocène n'existait pas. « *L'affaire est close* », a même annoncé le secrétaire générale de la commission, Philip Gibbard, pour qui « *la décision est définitive* ».

Avec sa sonorité scientifique nimbée de mystère, l'Anthropocène était censé désigner la nouvelle époque géologique (d'où la majuscule) dans laquelle, entre dérèglement climatique et sixième extinction des espèces, les œuvres destructrices de l'humanité auraient fait entrer la Terre. Selon les promoteurs du concept, il était évident que la reconnaissance de celui-ci par la géologie allait dans le sens de l'Histoire et n'allait plus tarder. Leur certitude était telle que, ayant vendu la peau de l'ours plusieurs années avant de l'avoir tué, ils dissertaient savamment depuis longtemps pour connaître l'année exacte du début de la chute. Pour les plus ardents théologiens de la déesse Gaïa, se mettre d'accord sur une telle question revêtait une importance comparable à celle de connaître, pour les exégètes bibliques de jadis, la date précise où l'Homme avait été chassé du jardin d'Éden.

La claque aussi magistrale que bienvenue envoyée par l'ICS constitue un revers d'ampleur stratégique pour le fanatisme écologiste dans sa lutte pour imposer son agenda sous couvert de science. La décision ferme prise par la commission indique de manière irréfutable que l'Anthropocène, un peu trop hâtivement décliné depuis des années dans quantité de colloques et de livres des plus sérieux, ne doit pas être considéré comme un objet scientifique.

Bien sûr, les hauts cris ne vont pas manquer. Déjà, les premières réflexions s'ébauchent pour adapter le concept. Certains songent dès à présent à une nouvelle version qui le rendrait plus « *inclusif* » (sic). Le fait est que l'Anthropocène est tout simplement une trop belle synthèse de la peur écologiste postmoderne pour que ses promoteurs puissent se permettre de l'abandonner en rase campagne. Ce n'est tout de même pas tous les jours que l'on met sur pieds un concept qui marie si bien la culpabilité judéo-chrétienne avec l'hubris d'une humanité dont la puissance s'élèverait à l'échelle géologique.

Selon les règles de l'ICS, il faudra quand même attendre au moins dix ans avant qu'une nouvelle proposition ne puisse être faite. Or au vu des autres claques considérables reçues ces derniers mois par l'idéologie écologiste, notamment sur les terrains financiers, économiques, technologiques et politiques, on peut toutefois se laisser aller à espérer qu'il ne se trouvera plus tant de monde en 2034 pour demander à la science de valider l'idée que le paradis originel aurait pris fin en 1950. mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 14 mars 2024

Notes du Socialisme.

- La stratigraphie est une discipline des sciences de la Terre qui étudie la succession des différentes couches géologiques ou strates.

Il s'agit d'une approche intégrée, en ce que des résultats apportés par la géochimie, la paléontologie, la pétrographie, l'astronomie sont réunis et exploités à travers différentes méthodes : biostratigraphie, chimiostratigraphie, lithostratigraphie, magnétostratigraphie, cyclostratigraphie… Wikipédia.org

LE SOCIALISME

Le 31 mars 2024

Mon ordinateur a subi une nouvelle attaque samedi en début d'après-midi pendant que je regardais une vidéo, la seconde en 6 jours.

Le fichier Word de cette causerie a été l'unique fichier corrompu, impossible de l'ouvrir. C'est plutôt étonnant, à croire que mes causeries dérangent, qui, je l'ignore.

Heureusement, j'avais une copie mais pas actualisée sur le disque dur externe qui n'était pas connecté, et j'ai pu la récupérer. J'avais rédigé un texte politique assez long qui a disparu, je n'ai plus le temps ni l'envie de le réécrire. Il faut dire qu'entre temps j'ai eu un autre emmerde, un cobra dans le jardin, les trois chiens et les trois chiots autour, j'ai fini par le chasser au lieu de le tuer, et dire qu'on me prend pour un rustre parce que je vis en Inde, passons.

Stratégie de la terreur et psychose collective. Alarmisme, catastrophisme, schizophrénie aggravée, tout y passe.

J-C - Il faut prendre tout cela tranquillement, avec de la distance, en ayant à l'esprit que les esprits faibles en seront affectés, c'est le but de leur machination, perturber psychologiquement les masses afin de pouvoir mieux les contrôler et les asservir.

Ce que l'on sait de la bactérie "*mangeuse de chair*" qui inquiète le Japon - franceinfo/AFP 24 mars 2024

L'archipel nippon enregistre depuis janvier un nombre record d'infections aux streptocoques du groupe A, mortelles dans environ un tiers des cas.

Méningites : Le gouvernement va suivre l'avis d'élargir la vaccination - 20minutes.fr 28 mars 2024

Grippe aviaire : Des cas « sans précédent » découverts chez des vaches laitières aux Etats-Unis - 20minutes.fr 28 mars 2024

Sondage - Les Français (très) inquiets face à la menace terroriste - leJDD 28 mars 2024

Le sondage CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD dévoile une crainte significative d'un nouvel attentat terroriste sur le sol français, avec une moyenne générale de 7 sur 10 sur l'échelle de la peur.

Le terrorisme d'Etat activé principalement là où l'OTAN est en guerre, une simple coïncidence sans doute...

Menace terroriste : « *On assiste aujourd'hui au grand retour d'un terrorisme international et paramilitaire* » - Publicsenat.fr 25 mars 2024

Après l'attaque terroriste près de Moscou, qui a fait au moins 133 morts vendredi dans une salle de concert, l'exécutif a annoncé dimanche faire passer le plan « *Vigipirate* » à son plus haut niveau. « *La menace terroriste islamiste est réelle, elle est forte* » et « *elle n'a jamais faibli* » a insisté le chef du gouvernement.

Le Premier ministre a notamment annoncé le déploiement de « moyens exceptionnels » partout pour « *face au* » terrorisme islamiste, avec notamment « *4 000 militaires supplémentaires* » placés « en alerte »

Si la menace a été plus basse en Europe ces dernières années, il ne faut pas oublier que d'autres régions du monde, comme le Moyen Orient et l'Afrique subsaharienne, ont continué d'être durement frappés par des attentats. Publicsenat.fr 25 mars 2024

Paranoïa et espionite en totalitarisme.

Aliments transformés : l'UFC-Que choisir dévoile une nouvelle étude choc - LePoint.fr 28 mars 2024

Ce jeudi 28 mars, l'association de consommateurs UFC-Que choisir a publié une étude portant sur 484 ingrédients utilisés dans 243 aliments transformés en vente dans la grande distribution. Résultat : 69 % d'entre eux possèdent une origine désignée comme « *opaque* ». LePoint.fr 28 mars 2024

J-C - Que dire des aliments que les Français ingurgitent dans les restaurants, brasseries, cafés, provenant de traiteurs, boulangeries, cantines, marché ou petits commerces, lorsqu'ils mangent chez eux ou ils sont invités chez quelqu'un, etc. la provenance n'est pas inscrite dessus, ils devraient se méfier ou les fuir et se restaurer uniquement chez eux, et encore, face à leur écran de télévision à droite, celui de l'ordinateur à gauche, et celui de leur smartphone posé sur la table, quel délire !

La xénophobie en prime.

LePoint.fr - Certaines marques sont même accusées de « *french washing* », c'est-à-dire de mettre en avant leur supposé ancrage français alors même que la provenance réelle de leurs ingrédients est floue.

J-C – Rien ne vaut le franco-français, le consommer français, le produire en France dans ce pays où il fait si bon vivre, vive la France et la (Ve) République !

En Inde où je vis, 99% des produits que je consomme sont produits localement ou dans le pays, aucune boîte, aucun surgelé, aucun plat préparé, on cuisine nos repas nous-mêmes, y

compris ceux des chiens qui ne sont jamais malades, ils ont le poil luisant, les yeux et les oreilles qui ne coulent pas, ils n'ont ni croutes ni vermine, le bonheur en somme, c'est si simple, trop ! On ne se pose pas de questions auxquelles les réponses sont inaccessibles.

LePoint.fr - Alors pour sortir nos assiettes du brouillard, l'UFC-Que choisir invite le gouvernement à rendre obligatoire le futur indicateur « *Origine-Info* ».

J-C - Ce n'est pas du "*brouillard*", mais de la bouillie malfaisante qu'ils ont dans le cerveau ces psychopathes.

Dans la causerie du 25 mars 2024

Ils ne pourront jamais nous faire taire ou nous rendre parano!

Mon ordinateur a fait l'objet d'une attaque hier dans la journée. Voici un aperçu de ce que cela donne : ÿØÿà JFIF ÿÛ

La dernière remontait à plus de 15 ans en arrière. A l'époque j'étais passé par une société indienne, dont le serveur qui hébergeait le blog était situé... aux Etats-Unis, je l'ignorais évidemment. Là ils s'étaient directement attaqués au blog dans le serveur, il l'avait vidé, et j'avais reçu un message en anglais m'indiquant que le communisme ne passerait pas !

Coïncidence ou intuition ? Je n'avais plus qu'une sauvegarde partielle de mon disque sur une clé USB de 29Go.

Mon beau-fils était passé la veille pour m'apporter un nouveau disque dur externe en remplacement de celui qui sous garantie s'était bloqué. Du coup j'ai voulu profiter du dimanche pour copier dessus l'intégralité de mon ordinateur, plus celui d'un autre gros disque externe où se trouvent les 500 films en tamoul que ma compagne a déjà regardés. De mon côté il y avait 1 000 films en français et 1 200 morceaux de musique ou concerts, cela m'a pris une grande partie de la journée, pendant ce temps-là j'étais dans le jardin.

A un moment donné j'ai reçu un message d'alerte m'avertissant d'une tentative d'intrusion dans mon ordinateur, j'ai immédiatement cliqué sur la protection, mais apparemment l'intrus avait déjà réussi à s'introduire dans mon disque dur. Je m'en suis aperçu seulement ce matin en voulant ouvrir le bloc-notes où figurait la prochaine causerie, et là j'ai constaté qu'il était illisible, tout ce travail a été perdu.

En allant voir dans le dossier du blog Le socialisme, la page d'accueil et celle nommée Repères avaient également été piratées, et le dossier où figuraient tous les documents de 2024 était vide. Pas grave, je me suis connecté au serveur français qui héberge le blog, et j'ai téléchargé dans mon disque dur tous les fichiers qui étaient corrompus ou qui manquaient.

Dorénavant je ferai une sauvegarde du bloc-notes de la causerie dans une clé USB.

Et dire que mon blog fait l'objet d'une diffusion plus que confidentielle, dérisoire, il est quasi inexistant ou introuvable sur le Net, de quoi ont-ils si peur sinon de la vérité, tout simplement.

Ils ont du souci à se faire, car nous sommes des milliers en France à la connaître, des millions dans le monde.

Certes, toutes ces personnes n'ont pas adopté le socialisme, mais elles constituent une menace pour eux, parce qu'elles partagent des données scientifiques sur la médecine et le climat qui contrarient leur propagande totalitaire. J'en fais partie et en plus je diffuse cette connaissance, je constitue donc une cible légitime pour eux.

Au lieu de m'abattre, c'est le genre d'épisode ou défi qui me stimule !

Je vais voir comment préparer la prochaine causerie, j'avais archivé tous les articles de presse des derniers jours, mais bon, les consulter va représenter un gros boulot, et je ne suis pas très motivé à vrai dire, car ma santé est fragile, je dois la privilégier, je tiens plus à ma santé qu'à ma vie !

Il faut être le dernier des cons pour les croire encore. Logique, non ?

Daesh revendique immédiatement l'attentat près de Moscou, précipitamment dans la foulée, Kiev, Washington, Londres et Paris l'attribuent à Daesh, Moscou privilégie la piste ukrainienne et occidentale.

Washington a répété que "*l'Etat islamique porte l'entière responsabilité de cet attentat*" et dit ne voir "*aucune implication ukrainienne*", les Américains n'allaient pas se dénoncer !

- Attentat à Moscou : « *aucune preuve* » de l'implication de l'Ukraine, selon les États-Unis - Journal du Dimanche 25 mars 2024

- Attentat à Moscou: Macron confirme que la branche de Daesh Khorassan a mené des "*tentatives*" en France - BFMTV

- Attentat à Moscou: le Kremlin refuse de commenter la revendication de Daesh tant que l'enquête est en cours – BFMTV/AFP 25 mars 2024

Selon le directeur du FSB, les services ukrainiens et occidentaux ont facilité l'attentat de Moscou - RT 27 mars 2024

Alexandre Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité de Russie, répond aux questions des journalistes à l'issue d'une réunion avec le bureau du procureur général.

«*Nous pensons que l'action a été préparée à la fois par les islamistes radicaux eux-mêmes et, bien entendu, facilitée par les services spéciaux occidentaux, et que les services spéciaux ukrainiens eux-mêmes sont directement impliqués*», a déclaré M. Bortnikov ce 26 mars.

«*Le commanditaire n'a pas encore été identifié*», a-t-il précisé, quatre jours après l'attaque la plus meurtrière sur le sol russe en 20 ans. «*Je pense que c'est le cas*», a-t-il toutefois insisté, répondant à la question de savoir si l'Ukraine, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient

impliqués dans l'attaque. «*Il s'agit d'informations générales mais il y a déjà certains éléments*», a-t-il poursuivi.

Selon lui, les suspects «*avaient l'intention de se rendre*» en Ukraine, et «*ils devaient être accueillis en héros de ce côté-là*». «On les attendait là-bas», a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt ce 26 mars, le secrétaire du Conseil de Sécurité russe Nikolaï Patrouchev, auquel des journalistes demandaient qui de Kiev ou de l'EI était derrière l'attaque, avait répondu : «*Bien sûr que c'est l'Ukraine*».

Ces affirmations vont dans le même sens que les propos du 25 mars de Vladimir Poutine, qui avait assuré que l'attentat avait été commis par «*des islamistes radicaux*», tout en déclarant s'intéresser aux «*commanditaires*».

«*Les islamistes n'auraient pu fomenter un tel acte. Ils ont été aidés, c'est évident*», a ajouté Bortnikov au micro du journaliste Pavel Zaroubine qui a posté la vidéo sur sa chaîne Telegram. «*Et nous voyons la piste ukrainienne, le président en a parlé*», précisant que «*les premières informations recueillies auprès des suspects le confirmaient*». Il a indiqué que la suite des recherches effectuées par les services de renseignement visait à «*établir la présence et l'implication effective de la partie ukrainienne*».

Attentat du Crocus City Hall: les suspects passent aux aveux - fr.sputniknews.africa 29.03.2024

Les auteurs présumés de l'attaque terroriste contre la salle de concert Crocus City Hall ont avoué comment leurs actions étaient coordonnées et pourquoi ils étaient partis en direction de l'Ukraine après l'attentat, selon le Comité d'enquête de Russie.

Après l'attaque contre le Crocus City Hall dans une banlieue de Moscou, ses auteurs sont partis en direction de l'Ukraine pour toucher leur paie à Kiev, a annoncé ce vendredi 29 mars le Comité d'enquête de Russie après les résultats des premiers interrogatoires des terroristes présumés.

"*Les suspects ont en outre déclaré que leurs actions, pendant la préparation de l'attaque armée et après les faits, avaient été coordonnées au moyen de messages vocaux sur Telegram. Ces derniers ont été envoyés par un homme qui s'est présenté sous un pseudonyme*", ajoute le comité.

Le Comité d'enquête "vérifie si les services secrets ukrainiens sont impliqués dans l'organisation et le financement de l'attentat". fr.sputniknews.africa 29.03.2024

Attaque terroriste à Moscou : La piste tadjike mène aux Britanniques - Réseau International 28 mars 2024

Deux jours après l'attentat sanglant, l'opinion générale au sein de la communauté politique et des services de renseignement russes est que le Royaume-Uni, ou plutôt le MI6, est à l'origine de l'attaque terroriste. Le mode opératoire ressemble trop à celui de cette organisation.

Un fait indiscutable est que toutes les plus grandes attaques terroristes en Russie dans la période post-soviétique, de Beslan à Dubrovka, ont eu une origine britannique d'une manière ou d'une autre. Les chefs terroristes qui dirigeaient les militants étaient recrutés par le MI6. Et dans certains cas (comme Basayev et Khattab), ils collaboraient ouvertement avec le MI6.

Pour contrer cette opinion, le Royaume-Uni a lancé dans ses principaux médias une déclaration manifestement préparée : une certaine organisation, Vilayat Khorasan (une branche de l'État islamique opérant en Afghanistan), est à l'origine de l'attaque terroriste.

Pour les spécialistes, une telle action plaide clairement en faveur de la version selon laquelle, dans ce cas particulier, c'est la perfide Albion [le Royaume-Uni] qui brouille les pistes. Il faut dire tout de suite que l'histoire n'est pas simple et qu'il est très difficile de la comprendre de A à Z. C'est pourquoi nous ne présenterons aujourd'hui que certains de ses aspects.

ISIS, à son apogée, était un ensemble de gangs tribaux unis principalement sur la base d'un financement du Royaume-Uni. Le bandit al-Shishani (Batirashvili, originaire de Géorgie) et son remplaçant, Khalimov, un Tadjik, étaient des mercenaires directs du MI6.

L'ampleur des activités d'ISIS en tant que mandataire des Britanniques a fini par devenir si importante qu'elle a commencé à interférer avec l'influence des États-Unis au Moyen-Orient et en Asie centrale, et que le Royaume-Uni a dû réduire partiellement l'ampleur de ses opérations pour ne pas fâcher l'hégémon. Et pendant un certain temps, tous ces terroristes au service du MI6 sont entrés dans l'ombre, certains ont même été déclarés morts.

Ils ont commencé à refaire surface depuis le retrait des États-Unis d'Afghanistan. C'est alors que ce même ISIS de Khorasan est apparu sur la scène. En réalité, il s'agit d'un certain nombre de chefs de tribus pachtounes soutenus par les Britanniques. Ce sont les seuls à avoir accepté de combattre les talibans. C'est un point essentiel.

Nous entrons ici dans la géopolitique complexe de l'Asie centrale. La plupart des pays de la région soutiennent les efforts des talibans pour pacifier l'Afghanistan, espérant ainsi assurer leur sécurité. Tous, sauf le Tadjikistan. Ce dernier ne parvient pas à trouver un accord commun avec les talibans, car sous leur aile se trouvent un certain nombre d'organisations considérées comme terroristes au Tadjikistan. C'est précisément sur ce clivage que le Royaume-Uni a joué toutes ces années après le départ des Américains de la région, en essayant de toutes ses forces d'empêcher l'instauration de la paix en Asie.

À cette fin, immédiatement après le retrait des États-Unis, des Afghans d'origine tadjike ont commencé à être recrutés dans les gangs de Vilayat Khorasan. En d'autres termes, ils ont commencé à montrer au président Rahmon, qui est très sensible à cette question et considère les Tadjiks comme l'une des nations les plus divisées au monde, que l'ISIS de Khorasan est en quelque sorte amical [envers les Tadjiks – S]. Et qu'en rejoignant le soutien des talibans, il trahirait les intérêts des Tadjiks.

En d'autres termes, en pointant du doigt l'ISIS du Khorasan, qui, je le souligne, n'existe pratiquement pas en tant qu'organisation à l'heure actuelle (il n'y a qu'une certaine communauté de gangs tribaux), le Royaume-Uni tente ouvertement de nous entraîner dans une querelle asiatique. Après le Kazakhstan, c'est une nouvelle tentative des Britanniques d'imposer des problèmes à nos arrières.

Mais ce n'est qu'une partie du jeu. La seconde n'est pas moins intéressante et plus révélatrice.

La base politique de ce même leader de l'ISIS, Khalimov, un Tadjik, a toujours été le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan. Ce parti a été déclaré organisation terroriste dans son pays d'origine et, depuis le début des années 2000, devinez où se trouve son siège ? Vous avez bien deviné : à Londres.

Source : Moon of Alabama

Quand il existe deux versions contradictoires d'un évènement formulées par deux sources appartenant à des camps opposés ou réputés tels, pour favoriser la version officielle ou occidentale, les autorités et les médias qui leur servent de porte-parole affirment que l'autre version serait "*sans preuve*" ou elle reposerait sur des "*assertions infondées*", contrairement à la leur qui ne nécessiterait aucune preuve puisqu'ils n'en fournissent aucune.

Leur bonne foi serait suffisante et on devrait les croire sur parole, bienveillance qu'ils refusent évidemment à la partie adverse. Leurs assertions sont forcément fondées, car n'incarnent-ils pas la vérité, ne seraient-ils pas scrupuleusement honnêtes contrairement à leur contradicteur dont la malhonnêteté est proverbiale, s'ils le disent ou le sous-entendent encore une fois, c'est forcément vrai.

Passage inspiré par un article du *Courrier International* paru le 26 mars sur l'attentat de Moscou.

Un secret de polichinelle. La logique la plus élémentaire se passe de preuve. A qui profite le crime, poser la question et vous trouverez le ou les commanditaires.

Le chef du FSB accuse l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'être derrière l'attaque du Crocus City Hall - Courrier International 26 mars 2024

"*Nous pensons que c'est vrai.*" Avec ces mots, Alexandre Bortnikov a confirmé qu'il soupçonnait l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'être impliqués dans l'attentat du Crocus City Hall, à Moscou. Le chef du FSB, le service de renseignements russe, a assuré ce mardi 26 mars que ces trois pays avaient "*un lourd passif dans ce domaine*", et a fait référence aux attaques ukrainiennes de ces derniers mois sur le sol russe. Courrier International 26 mars 2024

J-C - La déclaration du président biélorusse Loukachenko, allié de la Russie faut-il rappeler, ne contredit pas les propos tenus par les autorités russes, les assaillants ont tenté de fuir en Biélorussie sans doute selon les ordres qu'ils avaient reçus précédemment, et ne parvenant pas

à passer la frontière de ce pays, ils se sont rabattus vers la frontière ukrainienne où ils se sont fait prendre, voilà tout.

Deux autres exemples prouvent que chaque article est orienté idéologiquement.

J-C - Quand l'Agence Française de Propagande doute du génocide des Palestiniens de Gaza.

Un journaliste honnête affirmerait que les sionistes ont commis un génocide sur la base des faits, mais cela n'existe pas à l'AFP et dans les médias mainstream.

Guerre dans la bande de Gaza : sur quoi se base la rapporteuse spéciale de l'ONU pour accuser Israël d'"actes de génocide" ? - francetvinfo.fr 26/03/2024

J-C - Sur quoi Israël se base-t-il pour nier commettre des "*actes de génocide*", oubliez cette question que France Intox ne posera pas. Lisez, c'est instructif.

https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/guerre-dans-la-bande-de-gaza-sur-quoi-se-base-la-rapporteuse-speciale-de-l-onu-pour-accuser-israel-d-actes-de-genocide_6448387.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240327&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C - Un candidat "*antisystème*", une expression à valeur dépréciative destinée à discréditer le nouveau président sénégalais dans la vieille tradition coloniale.

Election présidentielle au Sénégal : qui est Bassirou Diomaye Faye, le candidat antisystème qui s'apprête à prendre la tête du pays ? - francetvinfo.fr 27/03/2024

Deux autres exemples du 29 mars

J-C - Là ils recourent à des ONG à leur solde ou qu'ils manipulent. Pourquoi favorisent-ils ces organisations ? Pourquoi ne fournissent-ils pas les explications du gouvernement pour qu'on puisse se faire une idée plus précise sur ce qui se passe réellement dans ce pays ?

Burkina: des organisations de la société civile dénoncent des "*enlèvements récurrents*" de citoyens - BFMTV 29 mars 2024

Onze organisations de la société civile du Burkina Faso ont dénoncé des "*enlèvements récurrents*" et des "*arrestations arbitraires*" de citoyens, appelant le régime militaire au pouvoir à les libérer et à proscrire ces pratiques.

Dans un communiqué, ces organisations déplorent les "*arrestations de citoyens (parfois en pleine rue) par des individus vêtus de tenues civiles, cagoulés ou se présentant à visage découvert comme étant des éléments de Forces de sécurité intérieure (FSI)*".

Elles mentionnent une liste de personnalités ainsi enlevées dans laquelle on retrouve notamment l'avocat Guy Hervé Kam, les défenseurs des droits de l'Homme Daouda Diallo et Lamine Ouattara ou encore l'ancien ministre Ablassé Ouedraogo.

J-C – Apparemment, il s'agirait de représentants de l'ancien régime colonial…

Là au moins, on sait d'avance à quoi s'en tenir.

Le Venezuela accuse les États-Unis de vouloir «*discréditer*» sa présidentielle - RFI 29 mars 2024

Les autorités vénézuéliennes ont vivement réagi au communiqué du département d'État des États-Unis, critiquant le processus de dépôt des candidatures présidentielles dans le pays caribéen.

Les condamnations internationales s'enchainent et côté vénézuélien, le Conseil national électoral (CNE) a répondu à Washington via un communiqué assassin.

Dans son communiqué, le CNE affirme ne pas pouvoir être rendu responsable des « *incapacités personnelles de quelques individus* » qui pensent être au-dessus des lois. C'est une référence claire à Maria Corina Machado, la leader de l'opposition, inéligible. Mais le nom de sa remplaçante n'a pas pu être non plus inscrit sur la liste des candidatures, sans explication. C'est finalement le troisième choix de l'opposition qui a pu être enregistré, la candidature d'Edmundo Gonzalez Urrutia, un ancien ambassadeur et politologue. En parallèle, Manuel Rosales, un poids lourd de l'opposition, s'est également inscrit pour, selon lui, proposer une solution alternative. Mais sa candidature a suscité de la méfiance au sein de l'opposition, certains soulignant ses contacts réguliers avec le pouvoir depuis qu'il est gouverneur.

Ainsi le pouvoir choisirait, selon les États-Unis, les opposants qui pourraient aller à la présidentielle, des candidats avec lesquels Nicolas Maduro se sentirait à l'aise pour gagner.

J-C – La ficelle est un peu grosse, ils avaient recouru au même argument frauduleux lors de l'élection présidentielle russe… par dépit !

Au secours, le refroidissement climatique a frappé !

Tempête Nelson : La neige tombe dans le Finistère en plein mois de mars - 20minutes.fr 28 mars 2024

Ce qu'il attendait moins, c'est que des flocons de neige tombent sur le département de la pointe de la Bretagne.

Ce même phénomène semble s'être produit mercredi dans plusieurs départements, notamment en Haute-Loire, où plusieurs centimètres de neige ont été enregistrés. 20minutes.fr 28 mars 2024

J-C – Vous aurez admiré au passage « *semble s'être produit* », car il aurait pu y avoir de la neige… sans qu'il ait neigé ! La tentation d'un tel déni fournit une précieuse indication sur leur degré de pourriture.

Nos dirigeants ne sont pas foutus de tirer le moindre enseignement d'évènements importants, parce qu'ils ne tiennent pas à ce que le niveau de conscience de leurs militants progresse, moi au contraire, j'arrive à en tirer d'un bulletin météo. Vous aurez saisi ce qui nous distingue…

Leur régime empeste ! On ne peut pas dire que l'odeur qui se dégage de ces "*scientifiques*" soit rassurante.

D'un parfum fleuri à celui d'une chèvre: une étude confirme le changement d'odeur des enfants à l'adolescence - BFMTV 27 mars 2024

Des chercheurs allemands de l'université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg ont découvert que les odeurs corporelles évoluent au cours de cette période et qu'elles peuvent s'apparenter à des odeurs de chèvre, de fromage ou encore de sueur et d'urine, selon une étude publiée dans la revue scientifique Communications chemistry le 21 mars dernier.

Les chercheurs ont identifié sur les t-shirts des adolescents deux stéroïdes absents sur ceux des nourrissons, dégageant des odeurs de sueur, d'urine, de musc et de bois de santal. La présence de certains acides carboxyliques avec des odeurs semblables à celles du fromage, du moisi, de chèvre, de poivron, de cire ou encore de prune séchée était aussi plus importante chez les adolescents. Ces différences peuvent correspondre avec les changements hormonaux qui s'opèrent à cette période.

À l'inverse, les nourrissons présentaient des niveaux plus élevés d'une cétone au parfum fleuri et savonneux.

"*En conclusion, la maturation sexuelle coïncide avec des modifications de la composition chimique des odeurs corporelles*", écrivent les chercheurs. BFMTV 27 mars 2024

J-C – Cela n'aurait-il pas davantage à voir avec l'alimentation, puisque l'odeur corporelle d'un adulte varie également d'un jour à l'autre. Il est bien connu que l'odeur de son haleine, sa sueur, son urine, ses excréments, ses pets, varie en fonction de ce qu'il a mangé ou bu, du bon ou mauvais fonctionnement de son tube digestif, de son état de fatigue ou son état général. J'ai l'impression que ces cinglés tiennent à absolument tout ramener à la sexualité, non ?

Lu cette semaine dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT)

TT- Ce déficit n'est pas le nôtre.

C'est leur déficit, leur crise, leur guerre. En un mot : la faillite de leur système.

J-C- "*La faillite de leur système*" est-il l'expression la mieux appropriée ? On peut le concevoir pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mais certainement pas pour l'immense majorité des masses exploitées mieux loties et qui n'envisagent pas de renverser le système capitaliste, pire parmi laquelle sont recrutés la plupart des militants des partis dits ouvriers et des syndicats ou dont sont issus leurs dirigeants et cadres.

Alors à quoi cela rime-t-il, à quoi veulent-ils en venir ? La réponse figurait dans les deux paragraphes précédents :

TT- Dans les jours qui viennent, nul doute que les organisations de travailleurs seront sollicitées par le gouvernement pour des « *concertations* » et autres simagrées de « *dialogue social* » où elles seront invitées à faire des propositions pour que tout le monde puisse se serrer la ceinture… « *équitablement* » évidemment.

L'indépendance du mouvement ouvrier exige que les organisations qui parlent au nom des travailleurs rétorquent fermement au gouvernement : ce déficit n'est pas celui des travailleurs, on ne touche pas aux conquêtes ouvrières, à l'école, aux hôpitaux, à la Sécurité sociale, aux droits de la population.

J-C- Autrement dit, il n'est plus question de rupture avec Macron et son gouvernement, le principal reproche fait à LFI par le PT qui rejoint ouvertement les rangs des opportunistes, qui cautionne quoi au fait, pardi le "*système*" en place !

L'indépendance du mouvement ouvrier, le combat de la classe ouvrière pour son émancipation du capital, exige qu'il se situe exclusivement sur le terrain de la lutte de classe des exploités, au lieu de collaborer avec les représentants d'un régime dictatorial suppôt de nazis en Ukraine et en Palestine occupée, entre autres.

Un pays de nantis. Ceci explique cela.

Quel est le salaire moyen en France en 2024 ? - 20minutes.fr 28 mars 2024

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) propose un point de départ en levant le voile sur le salaire moyen.

Selon les derniers chiffres de l'Insee (2022), les salariés du secteur privé empochent en moyenne 3.466 euros bruts par mois, ce qui se traduit par un revenu net de 2.630 euros en équivalent temps plein. En parallèle, les travailleurs du secteur public, qu'ils soient fonctionnaires ou non, touchent en moyenne 2.430 euros nets par mois, selon les données de 2021.

Cette moyenne dissimule néanmoins d'importantes disparités selon les catégories socioprofessionnelles. Ainsi, les cadres perçoivent en moyenne environ 4.490 euros nets mensuels, tandis que les employés touchent environ 1.880 euros et les ouvriers 1.940 euros. Du côté des fonctionnaires, le salaire moyen atteint environ 2.500 euros nets par mois, tandis

que celui des autres agents de la fonction publique, à l'exclusion du personnel médical, avoisine les 1.990 euros.

Les salaires moyens varient considérablement selon les secteurs d'activité. En 2021, par exemple, le salaire moyen s'élevait à 2.778 euros nets dans l'industrie, à 2.496 euros nets dans le secteur tertiaire, et à 2.269 euros nets dans la construction.

En général, les salaires moyens sont plus élevés dans les secteurs où les cadres sont prédominants. C'est notamment le cas dans les services financiers, où le salaire moyen atteint 3.779 euros nets mensuels. En revanche, les salaires moyens sont plus modestes dans des secteurs comme la restauration, où la part d'employés est plus importante, avec un salaire moyen de 1.811 euros nets mensuels.

Quant aux disparités salariales régionales, les données de l'Insee datant de 2021 montrent que l'Ile-de-France affiche les salaires les plus élevés, avec une moyenne de 3.218 euros nets par mois, soit 29 % de plus que dans le reste du pays. Dans les Hauts-de-Seine, cette proportion grimpe même à 58 %.

En 2024, le Smic, baromètre crucial pour de nombreux salariés, s'est établi à 1.766,92 euros brut mensuels, soit 1.398,69 euros nets pour un contrat de 35 heures par semaine. Une hausse marquée par rapport aux années précédentes, témoignant d'une volonté de revalorisation constante face à l'inflation. Néanmoins, le poids croissant des salariés touchant le Smic, atteignant 17,3 % en 2023, continue d'influencer les politiques salariales, surtout pour les bas salaires qui évoluent moins vite que le Smic.

D'après la Direction statistique du ministère des Solidarités (Drees), un revenu minimum de 1.760 euros serait nécessaire pour vivre de manière décente en France. 20minutes.fr 28 mars 2024

J-C – C'est déjà le cas de la majorité sur laquelle s'appuie la réaction de droite comme de gauche…

Mes commentaires publiés par *Le Grand Soir* dont certains ont suscité plusieurs réactions de lecteurs.

1 - "*Pourtant, le nom « Grand soir » implique l'idée du socialisme et l'absence de religion*."

Je partage la réponse de Smaïl Hadj Ali. La religion et d'autres croyances s'éteindront avec les classes, l'Etat, la démocratie, la politique...

- "*Les Européens et les Nord-Américains devraient s'occuper de demander à leur gouvernement*".

Les masses exploitées et opprimées n'ont rien à "*demander à leur gouvernement*", elles doivent se contenter de le combattre en ne lui accordant aucune légitimité pour légiférer ou gouverner en leurs noms...

Ne changeons pas de terrain.

Puisque c'est le production de la vie matérielle qui conditionne en général le procès de développement de la vie sociale, politique et intellectuelle (Karl Marx), il suffit d'en changer ou de passer à un mode de production supérieur, socialiste par exemple, pour que le terrain sur lequel la religion et toute forme de discriminations se sont épanouies disparaissent tranquillement sans avoir à recourir au législateur, à des tribunaux ou à une quelconque violence contre les croyants.

Quant au combat pour la laïcité, il comportait un aspect révolutionnaire au début du XXe siècle, lorsque l'école était le passage obligé pour acquérir des connaissances, en laisser le soin à des curés ou des calotins pouvaient donner la nausée aux progressistes, un siècle plus tard une autre religion aussi pernicieuse ou plus dangereuse encore a envahi l'école dès la maternelle avec la participation des enseignants et des syndicats... Pour l'illustrer :

Comment l'enseignement du changement climatique fait petit à petit son nid à l'école - francetvinfo.fr 25/03/2024

"*Il faut donner des clés aux élèves pour qu'ils comprennent la complexité du climat. Aujourd'hui, on trouve des aberrations sur internet. En parler en classe, c'est faire en sorte qu'ils ne tombent pas dans des certitudes ou des théories complotistes*."

En fin de maternelle, comme le prévoit le programme (PDF), il est désormais attendu que les enfants commencent à "*adopter une attitude responsable en matière de respect des lieux et de protection du vivant"*. En langage adapté aux tout-petits, cela signifie par exemple éteindre la lumière en sortant d'une pièce ou jeter un emballage en carton dans la bonne poubelle. En terminale, les trois thèmes abordés dans l'enseignement scientifique sont liés au changement climatique : "*Science, climat et société*", "*Le futur des énergies*" et "*Une histoire du vivant*".

Au lycée, "*on évoque de plus en plus les rapports du Giec et les différentes COP*", illustre David Boudeau.

Les objectifs d'une sensibilisation aux enjeux environnementaux à l'école sont de taille : réduire l'éco-anxiété des élèves, lutter contre la désinformation climatosceptique en ligne et, bien sûr, en faire des citoyens responsables. "*Plus tôt on les sensibilise, plus tôt ils auront une conscience et pourront agir sur leur environnement*", souligne Guislaine David. "*Il ne faut pas oublier qu'ils peuvent devenir des décideurs plus tard : ingénieur, chef d'entreprise, responsable politique...*", se projette même Francesca Pasquini. francetvinfo.fr 25/03/2024

Autant dire que je ne pourrais plus enseigner dans un établissement public en France, ni y envoyer ma fille par crainte qu'elle soit endoctriner dans des proportions hallucinantes, certes cela existait déjà hier, sauf que cela concernait le passé et non l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

2- @françois gerard

Vous vous méprisez sur mes intentions, ou plutôt, nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe.

Ce n'est pas le droit qui prime, mais l'économie, par conséquent, vous pourrez faire adopter toutes les lois que vous voulez, sans changement de régime les conditions sociales qui sont à l'origine des idées et des comportements des hommes seront préservés, par conséquent les mêmes idées ou comportements continueront d'exister, c'est désuet et opportuniste. De nos jours, il y a autant de xénophobie, de racisme, d'homophobies, etc. qu'hier, c'est comme la multiplication de lois toujours plus répressives qui se traduisent par un record carcéral en France, un exemple parmi tant d'autres qui sont apparemment ignorés.

On aurait pu penser un demi-siècle plus tard qu'on aurait tiré les enseignements de l'adoption de droits civiques aux États-Unis accordés aux Afro-Américains, qui n'avaient eu aucun effet sur le racisme envers cette communauté dans ce pays, en vain hélas ! On n'est pas près de renouer avec le marxisme ou le socialisme, c'est cela le plus inquiétant.

3- Il y en a toujours pour prendre la place peu enviable du législateur ou vouloir collaborer avec tel ou tel ministère, prodiguer des conseils au locataire du Palais infréquentable, par manque de patience ou ils estiment que leurs désirs ne sont pas suffisamment pris en compte dans la réalité, bref, ils rêvent d'un régime meilleur sous les cieux de la Ve République, à croire qu'on a affaire à des opposants d'opérette ou ils sont tombés sur la tête.

Il s'en trouve toujours pour vouloir imposer leur culture ou leurs mœurs, leur idéologie ou leurs idées, leurs comportements, leurs codes vestimentaires ou alimentaires, leur conception de la société en général à une population qui n'en veut pas ou qui s'en fout manifestement.

Je ne prétends pas que leurs intentions seraient mauvaises ou condamnables, j'ose même croire le contraire a priori, je ne comprends pas cet acharnement à vouloir "*changer la vie*" avant même d'avoir changé la société ou de régime politique et économique, ce qui n'est ni marxiste ni socialiste. L'inversion des priorités aboutit à une confusion inextricable, à moins que ce ne soit l'inverse.

Alors procédons par ordre, réorientons l'axe de notre combat politique et tout ira pour le mieux, l'espoir perdu de notre émancipation reviendra, l'horizon politique bouché s'éclaircira d'un coup, la perspective inexistante d'un monde meilleur et plus juste prendra forme...

Lu.

Yougoslavie 24 mars 1999 : la guerre fondatrice de la nouvelle OTAN par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 23 mars 2024

Il y a vingt-cinq ans l'OTAN sous commandement USA démolissait par la guerre ce qui restait de la Fédération Yougoslave, l'État qui faisait obstacle à son expansion à l'est vers la Russie. Dans les vingt années suivantes l'OTAN s'est élargie de 16 à 30 pays et, avec la guerre en Ukraine commencée en 2014, elle s'est étendue à 32. Déterminant, dans la guerre de 1999, est le rôle di Gouvernement italien, présidé par Massimo D'Alema [à gauche sur la photo en vedette] et par le vice-président Sergio Mattarella. Comme nous pouvons écouter par

l'enregistrement audio officiel, c'est le vice-président Mattarella qui annonce au Sénat le début de la guerre le soir du 24 mars 1999 et en explique les raisons selon la version officielle.

Pendant que les avions des États-Unis et autres pays de l'OTAN larguent les premières bombes sur la Serbie et le Kosovo, le président démocrate Clinton annonce :

« *À la fin du XXème siècle, après deux guerres mondiales et une guerre froide, nous et nos Alliés avons la possibilité de laisser à nos enfants une Europe libre, pacifique et stable* ».

Pendant 78 jours, en décollant surtout des bases italiennes, 1100 avions effectuent 38 mille sorties, larguant 23 mille bombes et missiles. « *Des 2000 objectifs touchés en Serbie par les avions de l'OTAN -documente ensuite le Pentagone- 1999 ont été choisis par le renseignement étasunien et un seul par les Européens* ». Les bombardements démantèlent les structures et infrastructures de la Serbie, provoquant des victimes surtout chez les civils. Les dommages qui en découlent pour la santé et l'environnement sont inquantifiables. Rien que de la raffinerie de Pancevo s'échappent, à cause des bombardements, des milliers de tonnes de substances chimiques hautement toxiques (y compris dioxine et mercure). D'autres dommages sont provoqués par l'emploi massif par l'OTAN, en Serbie et Kosovo, de projectiles à l'uranium appauvri. (...)

La guerre secrète de la CIA : utiliser des fascistes russes pour combattre la Russie par Scott Ritter (Consortium News 18 mars 2024) - Mondialisation.ca, 21 mars 2024

Perturber l'élection présidentielle russe et créer une atmosphère de faiblesse autour de Poutine, c'est précisément ce que l'agence de renseignement américaine chercherait à engendrer.

https://www.mondialisation.ca/la-guerre-secrete-de-la-cia-utiliser-des-fascistes-russes-pour-combattre-la-russie/5687745?doing_wp_cron=1711350758.4939830303192138671875

Parole d'internaute.

1- «*Nous avons créé Al-Qaïda*» – Hillary Clinton, 2009
«*Nous ne voulions pas voir les Soviétiques contrôler l'Asie centrale*», expliquait-elle, auditionnée par le Congrès.

«*Alors nous nous sommes mis au travail*.»

La chef de la diplomatie US détaillait avec franchise la stratégie américaine d'apprentis sorciers:

C'est le président Reagan, en partenariat avec un Congrès démocrate qui a dit : « *Vous savez quoi, c'est une bonne idée, c'est super. Recrutons ces moudjahidines, et faisons en sorte d'en faire aussi venir d'Arabie saoudite et d'ailleurs pour amener leur marque d'islam wahhabite*.» interview CNN 2009

2 - Aujourd'hui, on peut affirmer avec une certitude presque totale que la campagne de pression occidentale pour punir la Russie « *n'a pas conduit à l'isolement international de Moscou, mais a au contraire accéléré la réorientation géopolitique du monde* », écrit *The American Conservateur*. La Russie n'est peut-être que l'un des centres de pouvoir dans l'alternative émergente à l'hégémonie occidentale – mais elle a été la première à démontrer au reste du monde qu'une rupture avec l'ordre mondial précédent est non seulement possible, mais également nécessaire pour les pays en développement.

Pendant des décennies, les États-Unis ont constamment confronté Moscou à la nécessité soit d'accepter l'expansion de l'OTAN au détriment des intérêts de sécurité russes, soit d'aggraver la situation par la force et de souffrir de sanctions et d'isolement. Prenant un risque, la Russie a choisi la deuxième voie : cependant, au lieu de l'isolement et du déclin, c'est le contraire qui s'est produit. Deux ans après le début du conflit en Ukraine, « *Moscou s'est protégée de l'ostracisme de l'Occident, modifiant ainsi tout l'équilibre des pouvoirs non seulement en Europe, mais aussi dans le monde* », estime le conservateur américain.

L'économie russe a pu survivre au régime massif de sanctions, avec une croissance de 3,6 % en 2023, soit un taux supérieur à celui de tous les autres pays du G7. Le rouble russe s'est montré plus résistant que les Russes eux-mêmes ne l'espéraient : la part des règlements des exportations russes en dollars ou en euros est passée de 90 % début 2022 à moins de 30 % aujourd'hui, et en roubles est passée de 10 % à plus de 30 %. Les renseignements de l'OTAN estiment que la Russie produit actuellement environ 250 000 obus d'artillerie par mois, soit trois fois les volumes de production des États-Unis et de l'Europe réunis. Et le commerce de l'énergie avec les pays du Sud, comme les relations internationales en général, est florissant, malgré les mesures punitives de l'Occident.

"*Maintenant, c'est la Russie qui place l'Occident face à un dilemme : soit elle peut voir le Kremlin atteindre ses objectifs stratégiques, garantis par un règlement négocié unilatéralement ou en épuisant davantage les forces ukrainiennes, soit elle peut aggraver les tensions par la force* ", écrit la publication américaine. Remarques. Toute option qui n'inclut pas une victoire complète de l'Ukraine sera désormais considérée comme « *une admission indirecte que l'ordre économique et politique de l'Occident a été irréversiblement modifié* ».

3 - Deux jours après l'attaque sanglante, l'opinion générale au sein de la communauté politique et du renseignement russe était que la Grande-Bretagne, ou plutôt le Mi-6, était derrière l'attaque terroriste. Écriture très similaire pour cette organisation. Un fait incontestable est que tous les attentats terroristes les plus importants perpétrés en Russie dans la période post-soviétique, de Beslan à Dubrovka, avaient d'une manière ou d'une autre une trace britannique. Les chefs terroristes qui dirigeaient les militants ont été recrutés par le MI6. Et dans certains cas (comme Bassaïev et Khattab), ils ont ouvertement collaboré avec le Mi-6. Contrairement à cette opinion, les principaux médias britanniques ont publié une déclaration évidente : une certaine organisation Vilayat Khorosan (une branche de l'État islamique opérant en Afghanistan) était à l'origine de l'attaque terroriste.

4 - Ukraine – De source, ukronistan, le bâtiment de trois étages détruit à Kiev par 2 missiles hypersoniques, était utilisé par le SBU et des officiers de la police politique du régime de Zelensky y étaient présents au moment de l'attaque

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme. Abus de pouvoir. Ils osent tout.

Casino : Le groupe réclame à 900 employés des avances sur salaire qui datent de 30 ans - 20minutes.fr 28 mars 2024

Il réclame à 900 employés le remboursement des avances sur salaires effectuées dans les années 1990, au moment du rachat de plusieurs sociétés, rapporte France Bleu.

Trente ans plus tard, le groupe veut récupérer cet argent avant la cession définitive de ses magasins. Il explique que ces avances avaient été versées afin « *d'atténuer les effets de décalage de paie* » entre le dernier versement de la société rachetée et le premier versement du Géant. Selon la radio locale, les sommes vont de quelques centaines à des milliers d'euros.

Pour l'un des employés concernés, interrogé par la radio, c'est « *injuste* » car rien n'a été demandé pendant « *toutes ces années* ». Un autre salarié souligne qu'aucune somme n'a été réclamée à des collègues désormais partis de l'entreprise, qui avaient pourtant les mêmes dettes. Au total, le groupe lui demande 2.300 euros, qui correspondent à des congés payés et des primes qui devaient être payées au moment du rachat par Casino de l'entreprise pour laquelle il travaillait. Comme « *aucune des deux parties* » n'a voulu payer, Casino a avancé la somme.

Casino assure que cette régularisation est complètement légale. Il affirme que le document qui formalisait l'avance sur salaire à l'époque prévoyait « *son exigibilité au moment du départ du salarié* ». Cette régularisation s'effectue « *sur le dernier bulletin de paie* », en raison donc, de la cession des magasins du groupe. L'argent doit être saisi sur les comptes épargne temps ou directement sur leur salaire s'ils n'ont pas assez cotisé. 20minutes.fr 28 mars 2024

Réforme des règles de l'assurance chômage : les pistes du gouvernement - Publicsenat.fr 27 mars 2024

La journée du premier ministre, Gabriel Attal, se déroule sur le thème du travail. Le chef du gouvernement réunit ce mercredi matin ses ministres pour un séminaire gouvernemental consacré au sujet.

Faire des économies

C'est surtout l'occasion de plancher sur la nouvelle réforme de l'assurance chômage que prépare le gouvernement. A la recherche de plusieurs milliards d'euros d'économies, l'exécutif a dans le viseur le système d'assurance chômage. De quoi à la fois diminuer les dépenses, tout en incitant mieux au retour à l'emploi, argue l'exécutif. De plus, la Commission européenne demande aux Etats membres de réaliser des réformes structurelles, qui sont par ailleurs bien vues des marchés financiers. Gabriel Attal se rendra ensuite au 20 heures de TF1 pour s'exprimer sur ce sujet sensible, contre lequel les syndicats ont déjà exprimé leurs oppositions.

Le 16 janvier, Emmanuel Macron avait annoncé un « *acte II de la réforme du marché du travail* ». Le lendemain, il avait précisé ses intentions depuis le Forum de Davos, expliquant vouloir « *durcir les règles de l'assurance chômage* ». « *Plus nous aurons de Français qui travaillent, plus nous aurons de possibilités d'équilibrer nos finances* », a assuré mardi le premier ministre, en citant la réforme de l'assurance chômage.

« On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire », selon Gabriel Attal

Si on ne connaît pas exactement ce que veut faire le gouvernement, la principale piste est déjà sur la table : une réduction de la durée d'indemnisation. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, prépare le terrain et évoque le sujet depuis plusieurs semaines. *« Si l'indemnisation est trop longue, ça ne vous incite pas à retrouver un travail* », a-t-il encore répété vendredi sur BFMTV TV. « *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire* », affirmait en février au JDD Gabriel Attal. Selon Le Parisien, la durée pourrait être réduite « *de 18 à 14,5 mois* ».

L'assurance chômage est actuellement pilotée par les partenaires sociaux, via l'Unedic, organisme paritaire. Mais pour arriver à ses fins, le gouvernement est prêt à forcer la main aux partenaires sociaux. Il peut le faire maintenant par une lettre de cadrage, qui oriente les négociations. Mais Bruno Le Maire veut aller plus loin. « *L'Etat doit reprendre la main sur l'assurance-chômage de manière définitive* », a affirmé au Monde le ministre de l'Economie.

Bruno Le Maire veut baisser la durée d'indemnisation des plus de 55 ans de 27 à 18 mois

Sur cette question de la durée, les seniors semblent dans le collimateur de la majorité. Bruno Le Maire, encore lui, avait suscité la polémique, en ouvrant le premier au gouvernement, dès novembre 2023, la porte à une réduction de la durée d'indemnisation de cette catégorie. « *Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres* », avait lancé le ministre, pointant le risque d'utiliser le système pour faire des préretraites déguisées. « *Il faut donc modifier ces règles. Je suis favorable à l'alignement de la durée de l'indemnisation chômage des plus de 55 ans, qui est de 27 mois, sur celle des autres chômeurs, qui est de 18 mois* », avait précisé ensuite Bruno Le Maire, lors de l'ouverture des débats du budget.

Tout en raccourcissant la durée d'indemnisation, le député Renaissance, Marc Ferracci, a réfléchi de son côté à « *une prime de retour à l'emploi* » pour les seniors, qui serait proportionnelle au montant des droits restants à l'allocation-chômage.

Accentuer la dégressivité des allocations, durée d'éligibilité : les autres pistes sur la table

En parallèle, les partenaires sociaux se sont réunis mardi sur le « *pacte de la vie au travail* », autrement dit l'emploi des seniors. Mais alors que ce devait être la dernière réunion, syndicats et patronat auront une séance supplémentaire, le 8 avril, pour tenter de trouver des avancées. En l'absence d'accord, l'Etat reprendra la main.

D'autres pistes sont dans les cartons du gouvernement pour réformer les règles de l'assurance chômage. « *On peut aussi accentuer la dégressivité des allocations, cela fera partie des discussions* », a ainsi expliqué au JDD Gabriel Attal. Autre idée évoquée : la durée

d'éligibilité, soit le temps de travail nécessaire pour ouvrir des droits pour être indemnisé. Le Parisien évoque également l'idée d'« *accentuer la dégressivité appliquée depuis 2021 aux plus hauts revenus* ». Le renforcement des contrôles est aussi une possibilité. On en compte 600.000 en 2023.

Réformer l'assurance chômage, « *c'est inefficace, inégalitaire et ça ne rapporte pas énormément* », met en garde l'économiste Eric Heyer

Quelle que soit l'option arrêtée, un durcissement des règles de l'assurance chômage fera polémique. Outre les syndicats, qui s'y opposent, l'idée fait débat chez les économistes. Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), nous expliquait le 22 mars regretter qu'« *on préfère taper sur les chômeurs plutôt que supprimer des niches fiscales inefficaces. […] Or sur les chômeurs, c'est inefficace, inégalitaire et ça ne rapporte pas énormément. Vous êtes très vite à l'os* ».

Sur un pur plan comptable, la réforme ne serait ainsi pas la poule aux œufs d'or pour un exécutif qui recherche au moins 20 milliards d'euros d'économies pour son budget de l'année prochaine. D'autant qu'Emmanuel Macron a déjà décidé de deux réformes des règles de l'assurance chômage depuis 2017… Ce qui rend d'autant moins compréhensible, aux yeux de ses opposants, ce nouveau tour de vis.

Déjà deux réformes pour durcir les règles de l'assurance chômage depuis 2017

En 2019, une première réforme était en effet lancée. Son entrée en vigueur avait été repoussée par le gouvernement du fait de l'épidémie de covid-19, puis par des décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat, avant d'être bien appliquée en décembre 2021. Elle a augmenté la durée minimale de travail ouvrant des droits, qui avait été portée à six mois, et introduit une dégressivité de 30 % de l'allocation-chômage pour les hauts revenus à partir du septième mois.

La seconde réforme a été adoptée fin 2022. Elle permet de moduler les règles de l'assurance chômage en fonction de la situation économique. Certains critères avaient été durcis, à l'initiative du Sénat. Le texte définitif prévoyait ainsi que les allocations seront supprimées en cas de refus de deux CDI par les personnes en CDD ou en intérim.

Avec ce nouveau train de réformes qui s'annonce, le gouvernement risque-t-il de relancer une fronde sociale ? Pas sûr. Politiquement, il peut faire le calcul que les syndicats ne pourront envoyer des milliers de manifestants dans les rues pour défendre les droits des chômeurs. Mais l'exécutif risque néanmoins de nourrir le fond de mécontentement et de ressentiment qui imprègne une bonne partie de la population.

Faisons "*place nette*" : Macron, Attal, Darmanin dehors !

Opérations "*place nette*": Paris, Lyon, Lille, Dijon... Gérald Darmanin annonce 867 interpellations - BFMTV 27 mars 2024

Les opérations "*places nettes*" se poursuivent. Ce mercredi 27 mars, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin indique sur X que plusieurs actions "*XXL*" de lutte contre le trafic de drogues sont toujours en cours.

Ils ont déjà un pied dans l'économie de guerre...

La France deuxième exportateur d'armements - Journal du Dimanche 27 mars 2024

Pour la première fois, la France s'est hissée au deuxième rang mondial en matière d'exportation de systèmes d'armes, derrière les États-Unis. Le Sipri a ainsi relevé que les exportations d'armes françaises ont augmenté de 47 % entre 2014-2018 et 2019-2023, plaçant la France juste devant la Russie. Ces exportations sont destinées à 42 % aux pays d'Asie et d'Océanie, et 34 % aux pays du Moyen-Orient, le principal destinataire étant l'Inde.

… le second est annoncé.

Sébastien Lecornu « *n'exclut pas* » de contraindre les industriels pour produire plus d'armes et de munitions - Publicsenat.fr 26 mars 2024

Face à un niveau de production encore loin des attentes du gouvernement, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, est prêt à contraindre l'industrie de la défense pour accélérer les choses.

« *Pour la première fois, je n'exclus pas d'utiliser ce que la loi permet au ministre et au délégué général pour l'armement (DGA) de faire, c'est-à-dire, si le compte n'y était pas en matière de cadence et de délais de production, de faire des réquisitions le cas échéant ou de faire jouer le droit de priorisation* », a affirmé ce mardi le ministre, lors d'une conférence de presse en présence de tous les chefs d'état-major, rapporte l'AFP.

Des déclarations qui ne surprennent pas Cédric Perrin, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. « *Cela veut dire que nous ne sommes effectivement pas en économie de guerre* », souligne le sénateur LR du Territoire de Belfort, « *je ne cesse de le dire* ».

« *Je l'ai dit sur tous les plateaux. Nous ne sommes pas en économie de guerre, puisqu'il n'y a ni réquisition d'entreprise, ni de personnels, ni aide massive aux entreprises pour produire plus vite* », pointe du doigt le président de la commission, alors qu'Emmanuel Macron a répété à plusieurs reprises, depuis 2022, que la France était en « *économie de guerre* ». Si Sébastien Lecornu met ses menaces à exécution, la donne changera en revanche. « *S'il veut faire cela, il rentre effectivement dans le système d'économie de guerre* », souligne Cédric Perrin.

Pour passer à la vitesse supérieure, le ministre des Armées envisage aussi, « *dans les toutes prochaines semaines* », d'imposer à certains industriels des niveaux minimaux de stocks, afin de produire plus rapidement. Sébastien Lecornu pense aussi accorder la priorité à la commande militaire face aux besoins civils. Le ministre vise notamment les délais de

livraison du missile anti-aérien de longue portée Aster, produits entre la France et l'Italie par MBDA, trop longs aux yeux du ministre.

Quand la France participe au génocide de Gaza.

La France a armé en catimini Tsahal avec la livraison de 100 000 cartouches - RT 26 mars 2024

Selon des informations du média d'investigation Disclose, la France a livré plus de 100 000 cartouches à la société israélienne IMI Systems. Cet équipement permet notamment les tirs en rafale pour les mitraillettes Neguev 5 des soldats de Tsahal. Cette arme a été utilisée lors du «*massacre de la farine*», le 29 février.

L'enquête, qui date du 25 mars, nous apprend que la France a bien envoyé «*une cargaison d'armements destinée à Israël*» provenant d'un hangar appartenant à Eurolinks, une société marseillaise spécialisée dans la fabrication d'équipements militaires. Les clichés, pris le 23 octobre par Marsactu, montrent l'inscription en anglais «*10 000 liens M27 pour des munitions de 5,56 millimètres [10 000 links M27 for 5.56 mm Ammo]*».

Ces équipements militaires permettent des tirs en rafale pour les fusils automatiques légers à l'instar des M249 et FN Minimi. Toujours selon la même source, le destinataire de cette cargaison n'est autre que la société IMI Systems, basée à Ramat Hasharon, au nord de Tel-Aviv. L'entreprise a été vendue en 2018 au fleuron de l'armement israélien Elbit.

Disclose rapporte également que ces armes israéliennes ont été utilisées lorsqu'un regroupement de Gazaouis tentait de réceptionner l'aide humanitaire le 29 février dernier. Plusieurs experts de l'ONU ont condamné le «*massacre de la farine*», qui a fait au moins 112 morts et plus de 760 blessés.

Concernant la vente d'armes françaises à Israël, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, avait déclaré dans un article de Mediapart le 24 janvier que Paris exportait «*des équipements militaires à Israël afin de lui permettre d'assurer sa défense, comme l'article 51 de la Charte des Nations unies lui en donne le droit*», sans plus de précisions. Selon le dernier rapport sur les exportations d'armement de la France, Paris a vendu pour 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël sur dix ans, dont 25,6 millions en 2022.

Le 20 mars, la porte-parole du gouvernement Prisca Thévenot affirmait : «*Nous ne livrons des armes que dans le cadre de composants défensifs pour le Dôme de fer*.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Résolution de l'ONU pour un « *cessez-le-feu immédiat* » à Gaza : un premier texte difficile à mettre en place. - Publicsenat.fr 26 mars 2024

Par la voix de son ministre de la Défense, l'Etat hébreu a affirmé ne pas avoir « *le droit moral d'arrêter la guerre tant qu'il y a des otages à Gaza* ».

C'est une première après cinq mois et demi de conflit et plus de 30 000 morts : l'Organisation des Nations unies a adopté, lundi 25 mars, une résolution pour un « *cessez-le-feu immédiat* » dans la bande de Gaza pendant toute la durée du ramadan, ainsi que la libération de tous les otages retenus par le Hamas, devant aboutir à « *un cessez-le-feu* » durable. Réclamée depuis des semaines, cette résolution était jusqu'à présent bloquée par certains pays à l'ONU, à commencer par les Etats-Unis qui posaient leur véto jusqu'à présent – ils se sont cette fois abstenus – mais également la Russie, ou la Chine, qui s'y sont opposés dans les jours précédents. La décision a été saluée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sur X : « *Cette résolution doit être mise en œuvre. Un échec serait impardonnable* »

Une résolution saluée partout, conspuée par Israël

Le Hamas, mouvement islamiste à l'origine de l'attaque du 7 octobre qui a déclenché la riposte d'Israël, a salué la résolution et exprimé sa « *volonté d'engager un processus d'échange* » de prisonniers contre des otages, ainsi que celle « *d'atteindre un cessez-le-feu permanent conduisant au retrait de toutes les forces* » israéliennes du territoire. Un optimisme qui tranche avec son adversaire israélien. Par la voix de son ministre de la Défense, l'Etat hébreu a affirmé ne pas avoir « le droit moral d'arrêter la guerre tant qu'il y a des otages à Gaza ». Excédé par le choix américain de s'abstenir, Israël a annulé la visite d'une délégation à Washington. Mais ces derniers, principal allié d'Israël, l'assurent, cette abstention « *ne représente pas un changement de cap* », d'après le porte-parole de la Maison Blanche, qui se dit d'ailleurs « *quelque peu surprise* » de la colère d'Israël. Ailleurs dans le monde, toutes les ambassades et tous les chefs de l'Etat ont fait part de leur satisfaction de voir cette résolution adoptée, notamment parmi les pays concernés par le conflit. Ainsi, le Premier ministre libanais Najib Mikati a loué une « première étape du processus visant à mettre un terme à l'agression israélienne contre la bande de Gaza, sans précédent dans l'histoire moderne », tandis que le ministère égyptien des Affaires étrangères a salué un « premier pas important et nécessaire pour arrêter l'effusion de sang », tout en notant « *le déséquilibre* » de la résolution en raison de sa *« durée limitée et les obligations qu'elle comporte* ». Le Qatar, médiateur dans les pourparlers entre le Hamas et Israël, s'est félicité du vote de l'ONU et a appelé les deux parties à s'engager « *de manière positive dans les négociations en cours* ». Dépositaire de plusieurs recours ces derniers mois auprès de la Cour internationale de justice (CIJ), accusant notamment Israël de « *génocide* » à Gaza, l'Afrique du Sud s'est réjouie d'une résolution « *bienvenue* ». Côté européen, le chef de la diplomatie française, Stéphane Séjourné, a souhaité aller un peu plus loin, et « *demande un cessez-le-feu durable et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages* ».

Les combats continuent

Mais malgré les pressions internationales croissantes, Etats-Unis compris, qui s'accumulent, Israël poursuit ses opérations militaires et les combats continuent. Les troupes israéliennes encerclaient mardi le complexe hospitalier al-Nasser dans la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, selon le ministère de la Santé du mouvement islamiste palestinien Hamas et des témoins, rapporte l'AFP. Des dizaines de véhicules blindés et de chars ont entouré les lieux dans la matinée, selon des témoins qui font état de tirs. « *L'armée assiège le complexe médical d'al-Nasser* », a indiqué le ministère de la Santé du Hamas dans un

communiqué, évoquant « *des opérations violentes aux abords, en préparation d'un assaut contre le personnel médical, technique et administratif et contre les milliers de personnes déplacées encore présentes à l'intérieur* ». Des mouvements de chars autour de ce complexe avaient déjà été signalés dimanche par le Croissant-Rouge palestinien.

De fait, le « *cessez-le-feu immédiat* » ne pourra être effectif que lorsque les deux parties auront trouvé un accord. Raison pour laquelle, après plus de cinq mois de guerre, les Etats-Unis, le Qatar et l'Egypte, pays médiateurs, tentent d'arracher un accord pour une trêve et un échange d'otages contre des prisonniers palestiniens détenus par Israël. Le Qatar a affirmé mardi que les négociations entre le Hamas et Israël pour une trêve à Gaza ainsi qu'un échange d'otages et de prisonniers palestiniens se poursuivaient, bien que les deux parties en guerre se renvoient la responsabilité de l'absence de progrès.

Gaza : seuls 36% des Américains continuent de soutenir les actions d'Israël, selon Gallup - RT 28 mars 2024

Selon un sondage de l'institut Gallup publié le 27 mars, 55% des Américains s'opposent aux actions de l'armée israélienne à Gaza. Un chiffre qui varie également en fonction de l'appartenance politique. Près de 64% des républicains soutiennent l'offensive de Tsahal contre seulement 18% des démocrates.

La Ligue arabe exige la mise en œuvre de la résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu à Gaza - arabnews.fr 26 mars 2024

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, insiste sur la nécessité de mettre en œuvre la résolution sur le terrain, en faisant cesser immédiatement et totalement les opérations militaires et l'agression israélienne

M. Aboul Gheit souligne également l'importance de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire par les voies terrestres conventionnelles

---

Colombie : si « *Israël* » n'adhère pas à la résolution de cessez-le-feu à Gaza, nous romprons nos relations avec lui - french.almanar.com.lb 26 mars 2024

Le président colombien, Gustavo Petro, a menacé ce mardi dans un message sur la plateforme X que « *si Israël n'adhère pas à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza* », son pays rompra ses relations diplomatiques avec elle.

Petro avait précédemment appelé les pays du monde « *à boycotter « Israël* » s'il violait la résolution du Conseil de sécurité publiée lundi, appelant « *à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et à garantir l'arrivée de l'aide humanitaire et médicale et d'autres besoins humanitaires vers la bande de Gaza* ».

Cruelles manigances de Jared Kushner avec les plages de Gaza par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 28 mars 2024

Les propos horrifiants de Jared Kushner sur le nettoyage ethnique de la Palestine ont été prononcés à Harvard le mois dernier, mais ils n'ont été connus que cette semaine. Au moment où le candidat Donald Trump (le beau-père de Kushner) accordait une interview à Israel Hayom, le quotidien gratuit pro-Netanyahu.

A l'évidence, le clan Trump, en pleine campagne électorale, tente de séduire les juifs conservateurs à n'importe quel prix.

Par Alfredo Jalife-Rahme.

En plein génocide à Gaza et sa catastrophe humanitaire perpétrés par l'État d'Apartheid et paria d'Israël, ses multimédias mènent sans vergogne une campagne publicitaire massive pour des projets immobiliers sur les plages très recherchées de Gaza donnant sur la mer Méditerranée, et adjacentes aux champs gaziers en pleine prospection [1].

Khazarian quelque peu controversé [2] Jared Kushner (JK), le gendre de Trump, est un promoteur immobilier au cœur de plusieurs scandales de New York, dont le père Charles, 69 ans, avait été emprisonné pour fraude fiscale [3]. Charles avait engagé une prostituée pour faire chanter son beau-frère qui avait témoigné contre lui.

JK est un sous-doué intellectuellement qui, bizarrement, était actionnaire d'un immeuble new-yorkais portant le chiffre cabalistique 666 [4].

En raison de ses limitations neurologiques et métaphysiques considérables, JK, 43 ans, s'est vu confier des missions importantes par son beau-père : la visite turbulente du candidat présidentiel Trump de l'époque au Mexique, où JK avait noué de prétendus accords pécuniaires avec l'intrigant Luis Videgaray Caso – le véritable président fonctionnel du Mexique (malheureusement Enrique Peña Nieto n'était qu'un prête-nom) ; il avait aussi bricolé une importante médiation entre Israël et certains pays arabes avec lesquels il avait tissé, en raison de l'énorme influence des États-Unis au Moyen-Orient –avant l'émergence des BRICS+ et la phase post-Ukraine–, les accords d'Abraham, désormais dysfonctionnels.

C'est JK qui avait facilité les choses à son coreligionnaire khazarien, le Premier Netanyahou, en lubrifiant le transfert illégal de la capitale Tel-Aviv d'Israël à Jérusalem, reconnu par l'administration Trump et contre l'avis de ses propres alliés nord-atlantiques.

Le même JK a encouragé l'annexion illégale (encore une !) par Israël des hauteurs du Golan en Syrie.

Lors des funestes événements post-électoraux, concomitants avec l'étrange prise de contrôle du Capitole, le 6 janvier 2021, Ivanka, la fille de Trump et l'épouse de JK, a pris une distance perfide par rapport à son géniteur.

Récemment, JK a déclaré qu'il ne souhaitait pas participer à une seconde administration de son beau-père s'il était réélu. C'est pourquoi sa récente déclaration monstrueuse en faveur d'un nettoyage ethnique des Palestiniens, actuellement acculés à Rafah, la ville frontalière

égyptienne où s'entassent quelque 1,5 million de civils palestiniens vivant sous l'épée de Damoclès d'une invasion imminente de l'armée israélienne, était troublante.

Dans la même déclaration consternante, JK a fait l'éloge des plages de Gaza comme siège d'un fabuleux projet immobilier dans lequel il est un partenaire très probable avec son entreprise familiale corrompue Kushner Companies [5].

Le Middle East Monitor expose le projet de nettoyage complet de Gaza par JK, visant l'immobilier sur le front de mer [6].

Lors d'une conférence à l'université de Harvard (méga-sic !), le misanthrope JK, chétif émule du Marchand de Venise - qui se réjouissait même de la souffrance humaine qu'il maximisait avec ses profits fétides - s'est écrié : *« Les propriétés de la plage de Gaza peuvent prendre une grande valeur (sic)... si les gens se concentrent sur la construction de logements* ».

Le promoteur immobilier sans scrupules JK a ajouté que, s'il était à la tête d'Israël, sa première priorité serait d'expulser les civils palestiniens de Rafah par la diplomatie (méga-sic !) pour les envoyer dans un contre-Exode vers l'Égypte. En outre, il a proposé de terrasser une partie du désert du Néguev pour y déplacer les Palestiniens qui s'entassent en ce moment à Rafah.

Avec sa cruelle solution immobilière, JK soulignait la possibilité d'un nettoyage ethnique de Gaza pour clore le dossier.

Les Israéliens, non contents de leur génocide, de leur guerre alimentaire par la famine et la soif délibérée imposées aux Palestiniens, cherchent maintenant à les faire succomber aux conditions climatiques inhospitalières du désert du Néguev, le pire étant que rien ni personne au monde ne peut les en empêcher. Incroyable mais vrai ?

[1] « *Detrás de la guerra de Israel contra Gaza : el gas* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 28 de enero de 2009.

[2] « *El invento (sic) de la "Tierra de Israel"– la "Tierra de Canaan" espoliada–, según el historiador Shlomo Sand* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 25 de febrero de 2024.

[3] *« ¿Es un "delincuente protegido" Jared Kushner, yerno de Trump ?* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 3 de mayo de 2017.

[4] « *Jared Kushner, yerno de Trump, en la picota : negocios espurios en Israel* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 14 de enero de 2018

[5] « *Jared Kushner's absurd ideas about Gaza are a preview of Trump's policies* », Zeeshan Aleem, MSNBC, March 21, 2024.

[6] « *'Clean Gaza up,' says Jared Kushner, eyeing 'waterfront property'* », Middle East Monitor, March 20, 2024.

Alfredo Jalife-Rahme

Professeur de Sciences politiques et sociales à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Il publie des chroniques de politique internationale dans le quotidien La Jornada. Dernier ouvrage publié : China irrumpe en Latinoamérica : ¿dragón o panda ? (Orfila, 2012).
Réseau Voltaire

Santé.

Professeur Perronne: "*Et dire que je croyais qu'on vivait en démocratie* !"

https://www.youtube.com/watch?v=-GLYV4ASqxM

J-C – Le Pr. Perronne a progressé, bravo, la « *gauche* » apparaît réactionnaire à côté, c'est un euphémisme !

La FDA perd sa guerre contre l'ivermectine, elle devra supprimer tous ses posts et directives incitant à arrêter la prescription d'ivermectine pour prévenir et traiter le COVID-19 - France-Soir 26 mars 2024

Dr Pierre Kory, Président et Chief Medical Officer de FLCCC revient dans ce débriefing sur l'accord transactionnel obtenu avec la FDA (Federal Drug Administration) au sujet de la prescription d'ivermectine dans le cadre de la prévention et du traitement de la covid.

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/flccc-conclu-un-accord-transactionnel-avec-la-fda-qui-avait-dit-au-public-d

---

Ukraine.

Volodymyr Zelensky obligé de limoger Oleksiy Danilov, mais les nationalistes intégraux restent au pouvoir - Réseau Voltaire 28 mars 2024

• Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a limogé le secrétaire général du Conseil de défense et de sécurité nationale, Oleksiy Danilov. Il pourrait être nommé ambassadeur en Norvège.

Grand-père de la chanteuse Masha Danilova [1], Oleksiy Danilov n'a cessé d'exiger que l'Union européenne donne toutes ses armes lourdes à l'Ukraine pour lutter contre la Russie. Selon lui, les Russes sont « *moins humains* » que les autres hommes, car « *asiatiques* ». La semaine dernière, il a provoqué un très grave incident diplomatique avec la Chine car celle-ci avait annoncé qu'elle ne participerait pas à la conférence sur la paix prévue en Suisse, si la Russie n'était pas invitée. Il s'était livré alors à un jeu de mots obscène à partir du nom de l'envoyé spécial chinois, Li Hui.

Après avoir remercié le président Zelensky pour les années passées à la tête du Conseil de défense, il a déclaré : « *Le monstre russe sera détruit. Cette créature fantastique mourra et périra dans les ténèbres de l'Histoire. Cela sera fait par un guerrier ukrainien, derrière qui se trouvent notre histoire, notre destin et notre mission : "*être une épée dans l'obscurité ; des gardiens sur le Mur ; un bouclier protégeant le royaume des peuples*"* » (citation du fondateur du nationalisme intégral Dmytro Dontsov).

• Le président Zelensky a désigné son adjoint, Oleksandr Lytvynenko, pour le remplacer. Ce dernier est également un nationaliste intégral, directeur de l'Institut national d'études stratégiques et directeur du Renseignement extérieur (S-RU). Depuis 2009, il développe la théorie selon laquelle la Fédération de Russie tente de rétablir l'ancien Empire russe. Au nom de quoi, il met en garde l'Occident contre la Guerre Mondiale que lui livre Vladimir Poutine. Au cours des derniers mois, il a dénoncé un prétendu plan du Kremlin, intitulé « *Maidan-3* », de renversement du président Zelensky (cf. VAI 0552).

• En outre, selon le Financial Times du 22 mars, Washington a demandé au Service de sécurité d'Ukraine (SBU) et au Renseignement militaire ukrainien (GUR) de ne plus frapper les infrastructures énergétiques russes.

En pleine campagne électorale présidentielle, l'équipe de Joe Biden redoute une augmentation des cours mondiaux du pétrole.

• Par ailleurs, selon le Boston Globe, l'avion officiel du président Volodymyr Zelensky transportait 300 kilos de cocaïne lorsqu'il est revenu d'Argentine. Cette révélation confirme une fois de plus les propos du président russe, Vladimir Poutine, qui dénonçait au début de l'opération spéciale russe la « *bande de drogués et de néo-nazis* » au pouvoir en Ukraine.

• Enfin, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a accusé la France de déployer des espions dans le Caucase. Selon elle, Paris aurait tout fait pour faire échouer les accords de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

[1] Masha Danilova & Volodymyr Trybel - Навіщо (bandura version), YouTube, February 2024.

Haïti.

Haïti : la situation est «*cataclysmique*», selon l'ONU - AFP/ RT 28 mars 2024

La situation en Haïti est «*cataclysmique*» , avec 1 554 tués au cours des trois premiers mois de 2024, a alerté ce 28 mars l'ONU. L'organisation internationale déplore que les «*frontières poreuses*» facilitent l'approvisionnement des gangs en armes et munitions.

Haïti, qui vivait déjà une profonde crise politique et sécuritaire, est en proie à un regain de violences depuis le début du mois, plusieurs gangs ayant uni leurs forces pour attaquer des lieux stratégiques de Port-au-Prince, affirmant vouloir renverser le Premier ministre Ariel Henry.

Très contesté, ce dernier n'a pas pu regagner son pays après un déplacement au Kenya au début du mois. Il a accepté de démissionner le 11 mars, et le futur conseil présidentiel haïtien, qui doit prendre les rênes du pays, s'est engagé le 27 mars à restaurer «*l'ordre public et démocratique*».

Selon l'ONU, «*la corruption, l'impunité et la mauvaise gouvernance, aggravées par les niveaux croissants de violence des gangs, ont érodé l'État de droit et conduit les institutions de l'État [...] au bord de l'effondrement*».

Le nombre de personnes tuées et blessées par la violence des gangs a augmenté de manière significative en 2023 : 4 451 tués et 1 668 blessés, indique le rapport. Le nombre de victimes est en forte hausse au cours des trois premiers mois de 2024, avec 1 554 tués et 826 blessés à la date du 22 mars.

Le Haut-Commissariat note qu'en dépit de l'embargo sur les armes, «*le trafic illicite d'armes et de munitions à travers des frontières poreuses a fourni une chaîne d'approvisionnement fiable aux gangs*», de sorte qu'«ils disposent souvent d'une puissance de feu supérieure à celle de la police nationale haïtienne».

Selon le rapport, les gangs continuent d'utiliser la violence sexuelle pour brutaliser, punir et contrôler la population. Mais les violences sexuelles sont très peu signalées et restent le plus souvent impunies. Les gangs continuent aussi de recruter et d'abuser des enfants, garçons et filles, dont certains ont été tués alors qu'ils tentaient de quitter les rangs de ces groupes.

Parallèlement à l'intensification de la violence des gangs et à l'incapacité de la police à la contrer, des «*brigades d'autodéfense*» ont continué à apparaître et à se faire justice elles-mêmes, selon le rapport.

Au moins 528 cas de lynchage (510 hommes et 18 femmes) ont été signalés en 2023, et 59 autres en 2024. Si certains meurtres semblaient spontanés, d'autres auraient été encouragés, soutenus ou facilités par des policiers et des membres de gangs appartenant à la coalition connue sous le nom de G9 et à ses alliés, selon le rapport.

J-C – Quelle tragédie la survie du capitalisme !

Argentine.

« *Afuera !* » : le président argentin Javier Milei compte supprimer 70 000 postes de fonctionnaires - leJDD 27 mars 2024

Selon Bloomberg, le chef d'État a prévu de licencier 70 000 fonctionnaires dans les mois à venir. Cette annonce intervient après le gel des travaux publics, ou encore la fin de 200 000 plans de protection sociale, selon ses mots lors d'un événement qui s'est déroulé le mardi 26 mars.

Selon l'université catholique argentine, en janvier, le taux de pauvreté grimpait à 57 % de la population, contre 41 % cinq mois auparavant.

Les mesures chocs du président argentin - dévaluation de 54 % du peso, libération des prix, fin des subventions aux transports et à l'énergie - ont eu un impact positif sur l'inflation, qui a décéléré depuis décembre.

Argentine: le choc d'austérité de Javier Milei plonge le pays dans la récession - RFI 28 mars 2024

La consommation des ménages est en chute libre, et l'activité économique s'est contractée de 4,3% en janvier.

Un peu plus de trois mois après l'arrivée au pouvoir de Javier Milei enArgentine, les marchés financiers sont à la fête, mais les indicateurs de l'économie réelle sont en berne. Depuis le début de l'austérité budgétaire et la dévaluation de 50% du peso au mois de décembre, les Argentins ont perdu 18% de pouvoir d'achat, et doivent désormais puiser dans leurs économies pour assurer leurs dépenses quotidiennes.

Au procès-fleuve de la dictature en Argentine, dix peines à perpétuité prononcées - France 24/AFP 27 mars 2024

La justice en Argentine a prononcé mardi 26 mars dix peines de prison à vie, dans le cadre d'un procès-fleuve, ouvert il y plus de trois ans, de centaines de cas de séquestrations arbitraires, tortures, viols, disparitions, vols de bébés, dans trois centres de détention de la dictature (1976-1983).

Dix perpétuités, une peine de 25 ans et une relaxe ont été prononcées par le tribunal de La Plata, contre douze accusés (six autres sont décédés entretemps). Mis à part un incarcéré, ils comparaissaient en mode virtuel, en assignation à domicile, pour certains déjà sous le coup de condamnations.

Le tribunal a ordonné après le verdict des expertises médicales "*urgentes*" pour déterminer si la détention à domicile des condamnés est révocable.

Le procès portait sur plus de 400 victimes, passées par trois "*CCD*", les tristement célèbres "*Centres clandestins de détention*" dont le pays compta des centaines : ceux-ci à Banfield, Quilmes et Lanus, dans un rayon de 25 km autour de Buenos Aires.

Parmi les accusés, des officiers, sous-officiers, policiers, des médecins militaires et policiers, un ex-ministre provincial. Tous ont clamé leur innocence, ou leur absence au moment des faits, et l'un a justifié un contexte de "*guerre*".

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 juin 2024

Dans la prochaine causerie, je vous raconterai comment j'ai vécu les deux derniers mois ou les raisons de mon absence ou silence.

En gros : plus d'ordinateur pendant plus d'un mois ; plus d'Internet pendant un mois et demi ; maladie de mon beau-fils qui s'occupe de le maintenance informatique avec un de ses potes ; une seconde fois une nuit je me suis retrouvé à suffoquer croyant mon heure arrivée ; épuisement total, donc arrêt ou presque de la cigarette depuis deux mois (2 clopes maximum), de l'alcool, sauf jours de fête, du café définitivement aussi, du coup j'ai le cerveau qui fonctionne au ralenti, mais je compense en dormant 8 à 11 heures par jour, je récupère vite ; une demie journée devant l'écran maximum une fois tous les deux jours, opération des deux yeux prévues d'ici la fin de l'année. J'allais oublier la forte chaleur, on est en été ici, mais heureusement cette année elle a duré peu de temps et on n'a pas dépassé 40°C à l'ombre, le climat se refroidit, ne riez pas.

Ne pouvant plus intervenir sur mon blog, de rage j'avais viré la page d'accueil du serveur. Pourris de virus et autres saloperies, endommagés, il a fallu changer les 2 disques durs, le modem et la carte Sim, et télécharger à nouveau tous les logiciels en français. Dorénavant les deux ordinateurs sont mieux protégés et les logiciels sont des originaux partagés et non des copies illégales, donc indétectables et de meilleures qualités. J'ai encore perdu de nombreux documents, peu importe.

La situation politique actuelle est inextricable, on l'a déjà dit, on fera avec, on n'a pas le choix, d'autant plus qu'il n'est pas interdit d'adopter une orientation politique juste ou conforme au socialisme.

La prochaine causerie entre les deux tours des élections législatives, la suivante quelques jours après le second tour, étant loin de la France, je dois attendre de réunir un maximum de données avant de me prononcer sur la situation.

J'en profite pour remercier chaleureusement les lecteurs qui ont pris soin de ne pas prendre de mes nouvelles au cours de ces deux derniers mois. Portez-vous bien et bonne continuation.

Je vous fais grâce des commentaires suite aux élections européennes et des pronostics après la dissolution de l'Assemblée nationale, on se contentera des éléments regroupés dans cette causerie en plus de ceux que vous possédez déjà.

Les différents scénarios possibles le lendemain du 7 juillet confirment qu'à la crise permanente du capitalisme toujours plus profonde s'ajoute dorénavant une crise politique dont ils ne pourront s'extraire temporairement qu'en recourant au fascisme ou à une guerre ou les deux à la fois, à moins qu'avant une révolution prolétarienne emporte leur régime économique et politique, mais dans l'état actuel des choses il ne faut pas rêver, au mieux elle pourrait intervenir au cours de cette guerre sans

qu'on puisse prévoir son issue, d'autant plus qu'aucun parti ne se positionne réellement dans cette perspective politique.

Pour me faire une idée exacte de la situation, je ne me fierai pas aux militants qui prennent trop leurs désirs pour la réalité et passent leur temps à la déformer, vaut mieux observer l'attitude des masses, et là je ne suis pas bien placé à 10.000 km de la France, et absent de ce pays depuis 22 ans.

On se contentera des faits, par exemple : 93% des communes ont placé Jordan Bardella et le Rassemblement national en tête lors des élections européennes, soit dans 32 613 des 35 015 communes françaises, soit 93,2% d'entre elles. (AFP 10 juin 2024)

48,6% d'abstention aux européennes de 2024, près d'un travailleur sur deux n'a pas voté.

RN = 7 765 936 voix

LFI = 2 448 703 voix

PT = 4120 voix

53,8 % d'abstention aux législatives de 2022, plus d'un travailleur sur deux n'avait pas voté. La différence est de 5%

RN = 3 369 346 voix

LFI = 3 265 656 voix

POID = 24 825 voix

On constate qu'un travailleur sur deux ne se reconnaît dans aucun parti politique, et que parmi ceux qui votent encore, plus des trois quarts se portent vers des partis étiquetés à droite en incluant le PS et ses satellites ou des formations d'extrême droite, voilà qui permet de situer leur niveau de conscience politique, sans en tirer des conclusions définitives tant sont nombreuses leurs illusions ou contradictions, qui peuvent évoluer en même temps que la situation ou l'aggravation de leur condition dans un sens ou un autre, le meilleur ou le pire…

LFI qui passait pour l'acteur politique le plus à gauche susceptible d'arriver au pouvoir, a recueilli 9,9% des voix exprimés, moins de 5% en tenant compte de l'abstention, c'est d'ailleurs le score autour duquel LFI voisine dans les trois quarts des circonscriptions, je l'ai vérifié en surfant sur une carte interactive fournissant les résultats par circonscription, si vous lui retiriez les voix obtenues en région parisienne ou dans certaines circonscriptions fortement peuplées, LFI aurait terminé entre 5 et 6%, au même niveau que les écologistes. Quant à l'extrême gauche, avec environ 0,1% elle est inexistante. Les candidats souverainistes conservateurs ou d'extrême droite qui appelaient à la rupture avec l'UE n'ont pas dépassé 1%.

Ceux qui appellent à voter Front populaire veulent nous refaire le coup de 1981. En imaginant qu'il l'emporte le 7 juillet prochain, Macron pourrait nommer Hollande Premier ministre, vous voyez le topo. Ils affirmeront que cela pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, ben voyons, alors qu'Hollande serait soutenu par tous les syndicats et partis dit de gauche, ceux du centre jusqu'à Renaissance si nécessaire. Les masses seraient privées de toute représentation politique, dans ces

conditions, qu'est-ce que vous espéreriez qu'il en sorte, rien de bon hélas, on n'a pas fini de payer très cher plus de 75 ans d'opportunisme, de reniements et de trahisons.

Je comprends ceux qui sont tentés d'y croire et qui iront voter Front populaire. Hier, quand l'extrême droite était la seule formation à pouvoir battre Macron, il y en a parmi nous qui étaient prêts à voter pour elle, ce qui témoignait une grande confusion ou une conscience politique plutôt défaillante. Je soupçonne, sans pouvoir en apporter la preuve, que des centaines de milliers ou quelques millions de travailleurs ont voté RN aux européennes juste pour infliger une raclée à Macron, si l'intention était louable évidemment, le moyen l'était déjà beaucoup moins car emprunt des pires et dangereuses illusions qui soient. Les résultats dans certaines circonscriptions semblent étayer mon hypothèse. Demain abandonneront-ils RN pour le Nouveau front populaire, je l'ignore, résultat le 7 juillet prochain.

De mon côté, je n'ai nullement l'intention de colporter des illusions chez les travailleurs dans ces agents de la réaction. Je ne voterai pas, puisque je ne suis même pas inscrit au Consulat de France de Pondichéry, j'appelle à boycotter ces élections. N'oubliez jamais de quoi est porteur le Front populaire, avec lui un peu plus tôt ou un plus tard vous aurez le droit au fascisme et/ou à la guerre, à ce moment-là vous aurez le temps d'apprécier les congés payés sous ce régime, par exemple, s'ils existent encore !

Une telle compromission serait fatale, jamais vous ne pourriez la justifier par la suite, pire, vous devriez en assumer toutes les conséquences dramatiques, vous expliquer auprès de ses victimes. C'est d'autant plus ridicule qu'on y est pour rien si toutes les composantes du Nouveau front populaire sont réactionnaires. Dans le passé, des millions et millions de travailleurs leur avaient accordé leur confiance et ils les ont trompés, du coup ils ont cessé de voter pour eux, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur donne tort, n'est-ce pas ? Ils ont eu raison, quand quelqu'un vous berne ou viole la confiance que vous lui aviez accordée, vous n'allez tout de même pas aller vous jeter dans ses bras à la première occasion. Il faut arrêter les conneries un moment donné ou être sérieux, car c'est de notre destin, celui de tout un peuple et bien au-delà dont il s'agit ici, on ne plaisante pas avec ce sujet. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on développe subitement une pulsion suicidaire juste pour se faire plaisir, c'est délirant, n'est-ce pas ?

Je vous invite à lire le document qui figure à la fin de cette causerie, il donne un aperçu assez précis de l'orientation politique qu'il y a lieu d'adopter pour s'en sortir conformément aux intérêts de notre classe, du socialisme.

Crise politique en France.

Le résultat des élections législatives prévues le 30 juin et le 7 juillet s'annonce incertain. Selon la répartition des sièges à l'Assemblée, le pays pourrait connaître une cohabitation ou un blocage. francetvinfo.fr 16 juin 2024

Les articles 49.3 et 16 au secours du régime.

L'article 49.3 de la Constitution

Le 49.3 donne la possibilité au Premier ministre de faire adopter un projet de loi sans un vote de l'Assemblée nationale. Il engage pour cela la responsabilité du gouvernement après délibération du Conseil des ministres. Le texte est réputé adopté si aucune motion de censure contre le gouvernement n'est votée.

L'article 16 de la Constitution

Historiquement, l'article 16 s'inspire de la théorie des circonstances exceptionnelles.

La deuxième raison invoquée par le général de Gaulle pour que cet article soit inscrit dans la Constitution fut la peur d'une révolution de l'intérieur, menée par les communistes. Il déclare : « *Nous avons à l'intérieur de notre pays un nombre considérable, hélas, de Français qui ne jouent plus pour la France […] et nous pouvons nous trouver, d'un moment à l'autre, dans une crise indescriptible* »

Les termes de l'article font débat. La décision finale de mettre en application l'article 16 n'appartient qu'au Président de la République et les garde-fous juridiquement établis (consultation officielle du Premier ministre, des présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel, consultation du Conseil constitutionnel sur les mesures prises) sont peu contraignants, car ceux-ci ne lient pas le président. Le Comité consultatif constitutionnel avait, afin d'instaurer un garde-fou sérieux, proposé que l'avis du Conseil constitutionnel soit liant. En l'état actuel de l'article 16, son avis n'est pas liant, et il ne peut mettre fin aux pouvoirs exceptionnels.

Du fait des pouvoirs exceptionnels accordés au Président, le constitutionnaliste Jean Gicquel qualifie le déclenchement de l'article 16 d'une « *dictature temporaire en période de nécessité* ». Cela correspond à l'esprit de la magistrature exceptionnelle de la République romaine. Toutefois, contrairement au principe de la dictature de la Rome antique, l'utilisation de l'article 16 n'est pas bornée dans le temps.

Si l'article 16 est souvent dit conférer les « pleins pouvoirs » au président, certaines restrictions sont mises en place par l'article lui-même ou par les articles connexes de la Constitution.

Le Président de la République ne peut pas utiliser l'article 16 pour réviser la Constitution, car son application vise à rendre aux pouvoirs constitutionnels réguliers (le Congrès du Parlement et institutions judiciaires) les moyens d'accomplir leur mission dans le cadre fixé par la Constitution courante.

Le Président ne peut dissoudre le Parlement pendant l'utilisation des « *pleins pouvoirs* », car celui-ci « *se réunit de plein droit* » (alinéa 4) ; l'Assemblée nationale « *ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels* » (alinéa 5). (Source : Wikipédia)

Parole d'internaute.

- On va probablement vers une assemblée sans majorité absolue avec une majorité relative RN ou FP qui échouera à faire passer ses textes les plus "*ambitieux*" et s'exposera rapidement à une motion de censure. S'en suivra un gouvernement technique à l'italienne pendant un an.

Le Front populaire, c'est la collaboration de classes, la négation du socialisme, la guerre.

J-C – A quoi doit servir le Nouveau Front populaire ? Remettre en selle le PS et les écologistes, l'alternative à Renaissance, l'équivalent du parti démocrate américain.

- La France Insoumise a négocié 229 circonscriptions, quand elle en avait plus de 300 en 2022. 175 circonscriptions sont attribuées au Parti socialiste et à son allié Place Publique, quand le premier en avait 70 en 2022. Le Parti communiste reste stable avec 50 circonscriptions et les écologistes ont vu leur nombre d'investitures baisser de 100 en 2022 à 92 en 2024. publicsenat.fr 14 juin 2024

Quel militant ne connaît pas la nature sociale du Front populaire ?

Ils ont déjà tous gouvernés pour le compte des capitalistes. Ils parlent de rupture, sauf avec la Ve République, avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'ONU et toutes ses agences, et bien sûr le capitalisme, l'ensemble de ses institutions. Souvenez-vous de 1981, et bien ils entendent nous faire le même chantage, le même coup, ce sera sans nous.

LFI va sans doute imploser, le POI qui avait rejoint la NUPES également. Leur accord électoral accorde 175 candidature au PS, dont celle de Hollande, vous nous voyez appeler à voter pour cette pourriture, au POI oui, nous non, jamais !

LFI aura capitulé sur toute la ligne, étant ainsi fidèle à lui-même, ce qui ne nous surprend pas, on l'a toujours dit depuis le Parti de gauche, pour un temps ils auront assuré l'intérim pour le compte du PS en attendant que les circonstances soient plus favorables pour se refaire une santé. Je l'avais caractérisé de parti de droite à juste titre.

Nouveau Front populaire présente son programme pour les législatives.

A télécharger :

https://www.humanite.fr/wp-content/uploads/2024/06/LHumanite-presente-le-programme-du-Nouveau-Front-Populaire.pdf

Les Écologistes, La France insoumise, le Parti communiste français et le Parti socialiste ont dévoilé lors d'une conférence de presse commune le programme de l'alliance de gauche aux législatives.

Un programme qui se décline en "*20 mesures de rupture*", lors des "*15 premiers jours*", pour "*répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français*". BFMTV 15 juin 2024

J-C – C'est le front unique des opportunistes au secours du régime qui vacille, il inclut Place publique, le POI et le NPA, le PT a tenu un double langage à son encontre, pour l'occasion il a évoqué les partis de gauche en remisant les guillemets aux vestiaires, seul LO s'en est démarqué franchement.

Dernière info.

La CGT a, dans une décision rare, appelé explicitement à voter pour le Nouveau Front populaire au vu de « *la gravité de la situation* » avec le risque de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Le Point avec AFP 19 juin 2024

On l'ignorait à propos de LFI.

Lu dans le blog Le Grand Soir (www.legrandsoir.info)

LFI : purge, vengeance ou anticipation ?

Extrait.

En vérité, la mésaventure de Corbières, Garrido, Simonnet and Co n'est pas imputable à Jean-Luc Mélenchon, mais à Emmanuel Macron qui, en dissolvant l'Assemblée nationale leur a arraché le bouclier à l'abri duquel ils travaillaient, sans trop se cacher, mais sans être prêts, à l'éclatement de LFI.

Depuis des années, ils multipliaient les occasions de tacler LFI et son fondateur (violent, brutal, clivant). Ils s'engouffrèrent dans les campagnes de la droite sur la qualification du Hamas par LFI et sur son antisémitisme supposé. Sur les médisances de Roussel et de Glucksmann, on ne les entendit pas. Ils furent muets devant les insultes proférées contre Mélenchon (pourri, ta gueule).

On a su que ces conjurés (dont plusieurs ne seraient rien sans Mélenchon, LFI et la NUPES) tenaient des réunions secrètes avec des PCF, PS et EELV, avec la bénédiction d'un richissime sponsor éventuel (1). (Ils se livrèrent à une activité fractionnelle généralement condamnée par les statuts de tous les partis. – J-C)

Ils n'avaient pas prévu que la décision de Macron donnerait l'occasion à LFI de dire en quelque sorte : Puisque on peut redistribuer les cartes, on ne veut plus de ces bâtons machinchoses qui vous glissent entre les doigts et trahiront une éventuelle majorité future. On va présenter des éléments sûrs et fidèles.

Ce n'est donc pas une « *purge* » une « *épuration* » par un leader « *caractériel* », une « *vengeance* », mais une décision politique après une « *analyse concrète de la situation concrète* » (Lénine) dans une hypothèse de victoire.

C'est peut-être aussi une œuvre salutaire en matière de morale politique.

Pour *Le Grand Soir* : Théophraste R. Auteur futur de l'essai : « *Différence entre dissident et traître* ».

Note (1).

https://www.lexpress.fr/politique/olivier-legrain-le-millionnaire-dans...

"*Olivier Legrain, le millionnaire dans l'ombre de François Ruffin et de la gauche*

Politique. Ses dîners secrets avec les frondeurs de LFI et quelques huiles socialistes, écolos ou communistes, ses dons, son réseau… L'ancien industriel devenu psy veut sauver la gauche avant 2027. Enquête".

"*Un quartier parisien anonyme. Une rue d'un calme alcyonien. Un restaurant comme un autre, pas vraiment cossu ni marmiteux non plus. Une arrière-salle fermée d'un rideau épais, loin des regards curieux et des oreilles qui traînent. Une table, dix convives. Les* "frondeurs" *insoumis François*

*Ruffin, Clémentine Autain et Alexis Corbière, les socialistes Boris Vallaud et Johanna Rolland, les écologistes Eric Piolle et Cyrielle Chatelain, et les communistes Elsa Faucillon et Sébastien Jumel. Entre deux coups de fourchette, la bande litote "*du chemin de la gauche vers 2027*". Tous ont fait vœu de silence au sujet de ces agapes secrètes qui se tiennent depuis un peu moins d'un an. Assis au bout, il y a l'hôte de ces dîners où chacun paie sa part de l'addition. Olivier Legrain, amphitryon longiligne et grisonnant, souriant et 71 ans...".*

Comme l'écrit un titre d'un article de Marianne (réservé aux abonnés) : "*Ils allaient nous trahir*" : https://www.marianne.net/politique/ils-allaient-nous-trahir-france-ins...

Le Nouveau Front populaire est fidèle à l'ancien ou à lui-même.

J-C - Pourquoi personne ne caractérise-t-il pas le 7 octobre 2023 de soulèvement révolutionnaire contre l'occupant ? Trop compromettant.

Législatives : ce que contient le programme du Nouveau Front populaire - Libération et Le Parisien 14 juin 2024

Les massacres du Hamas sont ainsi bien qualifiés de «terroristes», terme que certains dirigeants insoumis refusaient d'utiliser. Ce mot « *terroriste* » était une exigence de l'ancienne tête de liste socialiste aux européennes, Raphaël Glucksmann. (Dans ce panier de crabes qui empeste l'opportunisme, c'est le plus réac qui a le dernier mot, normal. JCT)

Le Nouveau Front populaire promet aussi de « *défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières* », notamment « *par la livraison d'armes nécessaires et la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe* ». (L'armement du régime néonazi de Kiev, c'était le minimum exigé par... Washington ! - JCT)

Vous ajoutez le Green New Deal de Davos, plus tard la dictature de l'OMS et vous voilà aligné sur les positions de la pire réaction.

Il y a des signes qui ne trompent pas. En famille.

Hollande a été investi par le Nouveau Front populaire, Renaissance a annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat contre lui, autrement dit les électeurs de Macron sont appelés à voter Hollande ou Nouveau Front populaire, et vous, iriez-vous jusqu'à voter pour cette pourriture et vous compromettre définitivement ?

Il n'est pas ingrat le bougre. C'était le même jour à Tulle en Corrèze le 15 juin.

Élections législatives: "*Au second tour, le désistement républicain doit s'appliquer dans toute sa rigueur*" en faveur de "*tout candidat qui s'est mis hors de tout rapport avec l'extrême-droite*", affirme François Hollande. BFMTV 15 juin 2024

Décidément, il mériterait bien d'être nommé Premier ministre par Macron ! La candidature de Hollande sert de repoussoir, comme bien d'autres, LFI a été jusqu'à investir un type fiché S, s'ils n'ont pas osé présenter un travesti ou une drag-queen, ce fut sans doute faute de candidat !

Il y a des signes qui ne trompent pas.

François Hollande a annoncé sa candidature aux législatives en Corrèze, sous les couleurs du Nouveau Front Populaire.

L'ancien président François Hollande, qui s'était montré très hostile à la Nupes (le précédent accord d'union à gauche), s'est montré enthousiaste pour ce NFP, le 13 juin au 20h de TF1.

Ces ralliements d'anciennes personnalités politiques, sans mandat, s'ajoutent à ceux d'élus en activité qui étaient pourtant hostiles à la Nupes, à l'image de la présidente de la région Occitanie Carole Delga qui avait même présenté en 2022 des candidats dissidents contre la Nupes. Aujourd'hui, elle soutient l'initiative du Nouveau Front populaire.

3 jours plus tard. En famille.

Aucun candidat Renaissance ne s'opposera à François Hollande dans la première circonscription de Corrèze. BFMTV 17 juin 2024 (Les électeurs de Macron voteront Hollande investi par le Nouveau Front populaire, et vous ? – J-C)

Pourquoi cet enthousiasme ?

Certainement pas pour cela :

Le programme présenté par cette alliance de la gauche reprend un ensemble d'éléments défendus par les partis qui la composent, ainsi que des centrales syndicales. Trois abrogations de réforme sont avancées : celles des retraites, ayant fait passer l'âge de départ à 64 ans, cependant « *l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans* » est fixé à plus long terme, celle qui au 1er décembre prochain doit durcir les conditions d'accès à l'indemnisation du chômage et de nouveau réduire sa durée, ainsi que celle sur l'immigration portée par Gérald Darmanin et adoptée fin 2023. (Le droit à la retraite à 60 ans ne serait qu'un « *objectif* », une promesse électorale en somme, on sait ce qu'il en est, ils nous prennent vraiment pour des demeurés. Quant au reste, on aura compris qu'ils ne comptent pas abolir tous les mesures antisociales ou liberticides qui ont été adoptées au cours des années ou décennies antérieures. – J-C)

Par ailleurs, cette coalition de gauche propose une revalorisation à 1 600 euros net du salaire minimum (contre près de 1 400 euros actuellement) et des minimas sociaux ainsi que la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, une taxation des superprofits et des plus riches ainsi que l'égalité salariale hommes-femmes. Des dispositions très générales sont évoquées en matière d'écologie et de lutte contre les discriminations. (Des miettes sociales agrémentées des tartes à la crème habituelles, en contrepartie du programme de Davos. – J-C)

Alors pourquoi ? Là c'est plus conséquent ou sérieux.

Un soutien inconditionnel à l'Ukraine. Sur la question des relations internationales, l'union des gauches s'engage à «*défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien*», notamment à travers «*la livraison d'armes nécessaires, et l'annulation de sa dette extérieure*».

«*L'accord doit affirmer une orientation européenne et une présence de la France dans l'OTAN*», a encore déclaré François Hollande. RT 14 juin 2024

En famille. Hollande-Poutou ou PS-NPA même combat (vous pouvez ajouter le POI)

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a annoncé vendredi 14 juin l'investiture par le Nouveau Front populaire de Philippe Poutou dans la première circonscription de l'Aude, pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. JD avec AFP 15 juin 2024

Le Front populaire agent de Washington, Kiev, Davos.

Ukraine : un sénateur américain trahit le terrible secret de Washington - RT 14 juin 2024

Lindsey Graham, sénateur américain belliqueux et adepte des déclarations provocatrices, a causé de nouveau l'émotion en laissant échapper la vérité. Dans une récente interview pour l'émission Face the Nation sur CBS, il a déclaré que les États-Unis ne devaient pas permettre à la Russie de gagner la guerre en Ukraine. La raison : les gisements riches en minéraux critiques d'une valeur de 10 ou 12 000 milliards de dollars que recèle le sous-sol ukrainien.

Le sénateur a insisté en particulier sur trois points. Premièrement : le contrôle russe de cette «mine d'or» enrichirait Moscou, lui permettant de partager avec la Chine les minéraux exploités. Deuxièmement : l'Ukraine, au cas où elle garderait le contrôle de ces minéraux, pourrait devenir «l'un des plus riches pays d'Europe» et «*le meilleur partenaire d'affaires qu'on puisse imaginer*». *Troisièmement : l'issue de la guerre en Ukraine est donc «très importante*». En effet, à en croire Lindsey Graham, les enjeux sont tels que les États-Unis doivent aider Kiev à gagner une guerre qu'ils «ne peuvent pas se permettre de perdre».

L'interview contenait d'autres déclarations frappantes, mais c'est ce passage qui a attiré le plus d'attention et de condamnation : Lindsey Graham, soulignent les critiques, a révélé ce que le Hindustan Times, par exemple, appellait «*la véritable raison pour laquelle les États-Unis aident l'Ukraine*». Il s'avère que cette raison est mercantile, égoïste et stratégique. Tant pis pour tous ceux qui parlent de la «*souveraineté*», de la «*démocratie*» et de la «*liberté*» de Kiev.

Voilà donc le premier point sur lequel le sénateur Graham a tort : si quelqu'un a l'intention d'accaparer des minéraux critiques en Ukraine (et, plus généralement, des matières premières), c'est bien l'Occident. Nous assistons à un cas classique de projection où une accusation virulente contre Moscou dévoile ce que l'Occident a fait. Là, rien de surprenant non plus. Il suffit des «*sphères d'influence*», qu'il faut empêcher la Russie de revendiquer, même tout près de sa frontière, alors que la sphère d'influence américaine s'étend jusqu'aux régions à l'est de Kiev et à Taïwan.

Cependant, au-delà de la banale hypocrisie du sénateur, il y a un point plus général. Ce qui est peut-être le plus profondément mensonger dans ces déclarations, c'est leur hypothèse implicite qu'il ne peut y avoir aucun moyen pour l'Occident, la Russie et d'autres de partager les ressources ukrainiennes, évidemment à des conditions du commerce international et de l'investissement pas plus mauvaises que d'habitude, de sorte que l'Ukraine puisse également en bénéficier. Ce n'est pas la Russie qui persiste à faire de la guerre économique un outil systématique de la concurrence

géopolitique, mais l'Occident. Lindsey Graham n'est pas seulement un vil cynique. Il est aussi victime d'une myopie politique, aveuglé par sa realpolitik du pauvre. Il a perdu de vue la simple option de la coopération, même entre concurrents. Sur ce point aussi, il représente bien les élites américaines, aujourd'hui en pleine décadence, hélas. RT 14 juin 2024

Mais c'est « *bien sûr* », la droite et l'extrême centre sont compatibles avec l'extrême droite.

L'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy, nommé président par intérim par les cadres de son parti, a indiqué jeudi qu'il voterait « *bien sûr* » pour le Rassemblement national face à un candidat de l'alliance de gauche Front populaire s'il était dans une circonscription où son parti était absent du second tour des législatives.

Il a assuré ce jeudi 13 juin qu'il ferait « *tout pour empêcher que La France insoumise arrive au pouvoir* », refusant que « *la France tombe dans cette alliance d'extrême gauche*. ». BFMTV 13 juin 2024

Scénario similaire en Grande-Bretagne.

Législatives au Royaume-Uni : les conservateurs devancés par le parti de Nigel Farage, selon un sondage - RT 14 juin 2024

Après Renaissance en France et le SPD en Allemagne, est-ce au tour du Parti conservateur britannique de subir un revers dans les urnes ? À 20 jours des élections législatives aux Royaume-Uni, un sondage YouGov publié le 13 juin donne le parti du Premier ministre Rishi Sunak en troisième position dans les intentions de vote.

Selon cette étude d'opinion, réalisée pour le *Times* auprès de 2 211 personnes, le Parti travailliste dirigé par Keir Starmer reste très largement en tête, avec 37% (-1 point) d'intentions de vote pour les élections législatives.

Le parti anti-immigration Reform UK, emmené par Nigel Farage, l'homme du Brexit, se positionne en deuxième position avec 19% (+2 points) des intentions de vote, prenant l'ascendant d'un point sur le Parti conservateur, qui stagne. RT 14 juin 2024

Elections britanniques: le Labour promet croissance et stabilité avec son programme - AFP 13 juin 2024

Grand favori des législatives au Royaume-Uni, le chef du Labour Keir Starmer a assuré jeudi vouloir ramener la "*stabilité*" après les turbulences des 14 ans de pouvoir conservateur, avec un programme axé sur la croissance économique et à la prudence assumée.

"*Aujourd'hui, nous pouvons jeter à nouveau les bases de la stabilité et s'appuyer sur elles pour rebâtir la Grande-Bretagne*", a affirmé le leader travailliste, ancien avocat de 61 ans.

Le parti cherche donc à éviter tout faux pas dans sa campagne, ce qui s'est confirmé dans la présentation à Manchester, dans le nord de l'Angleterre, de son programme officiel, sans surprise ni nouvelle proposition, et confirmant son recentrage. (Toujours plus à droite évidemment. - J-C)

Keir Starmer a dès le début de son intervention eu l'occasion d'insister sur la transformation opérée depuis qu'il a pris la suite en 2020 du très à gauche Jeremy Corbyn: interpellé par un manifestant - rapidement évacué - l'accusant de proposer une politique trop proche des conservateurs, il a répliqué que le Labour avait "*cessé d'être un parti de protestation*" pour devenir un "*parti de gouvernement*". (Contestez, vous n'y comptez pas, vous êtes fou. Protestez, vous n'y pensez pas non plus, c'est inconvenant à la fin, un peu de tenu. Alors quoi ? Se soumettre, un point c'est tout. - J-C)

Pour installer une image de parti de gouvernement crédible, il s'est abstenu de toute promesse trop risquée - au risque, selon certains, de manquer d'audace. (La démagogie ou le populisme comme recette, comme en France ou ailleurs. - J-C)

Quand le Parti des travailleurs ose tout.

La liste présentée par le Parti des travailleurs, "*Pour le pain, la paix, la liberté*" a obtenu 4120 voix, soit 0,01% des inscrits, 0,02 % des exprimés, Gluckstein aura du mal à justifier la participation du PT à l'élection européenne pour faire connaître son parti, c'est pourtant l'argument qu'il a osé sortir récemment (entendu dans la vidéo de leur dernier meeting) , ils osent tout... Et rien ne l'arrête.

Quand on traite les autres de menteur, faut-il encore ne pas l'être soi-même.

Défense du trotskysme et de Pierre Lambert - Réponse à deux faussaires - Vendredi Marxiste - 9 févr. 2024

https://www.youtube.com/watch?v=n8E9c_vMJhA

A 19:20 : Jospin est devenu Premier ministre quand il était encore trotskyste, à vous dégoûter à tout jamais d'être trotskyste ou dites donc, c'est peu flatteur pour ceux qui se réclament du trotskysme. Et comme Gluckstein est un profond penseur, il ajouta que Jospin cessa d'être trotskyste par la suite, dès fois qu'on aurait eu un doute !

Gluckstein : Roger Sandri n'a jamais été trotskyste. Vérifions-le.

Le Maitron : Il fut membre du comité central du PCI (Parti communiste internationaliste) et il soutint la création du POI (Parti ouvrier internationaliste). Il rédigea de très nombreux articles dans Informations ouvrières sous le pseudonyme d'Angelo Geddo.

Source : Site Internet du CEMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux). — Site Internet du POI (Parti ouvrier internationaliste). (https://maitron.fr/spip.php?article139238)

Ou tout simplement Informations ouvrières. La preuve.

Causeries janvier 2009

Dans l'article signé Roger Sandri à la page 15 *d'Informations ouvrières* (n°30) on peut lire ceci :

"*Dans ce conteste de gravité, affectant les catégories sociales les plus vulnérables dans un premier stade, il est plus qu'urgent de relancer la consommation populaire par le pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des allocations de chômage*.". Qu'est-ce qu'il ne faudrait pas faire pour empêcher que la machine capitaliste ne s'enraie et que les travailleurs descendent par millions dans la rue, n'est-ce pas ?

Je vous propose un autre petit extrait commenté qui n'est pas sans rapport avec l'extrait précédent et précisera utilement où voulait en venir Sandri. Il s'adresse aux militants du POI qui sont encore capables de réfléchir.

A la page 4, Schivardi a dit tout haut ce qui permet de comprendre la politique et la nature du POI :

"Quand je vois toutes les usines qui ferment, le chômage partiel, je me dis : « *Tu ne t'étais pas trompé. Il faut vraiment renationaliser les outils de production. Sinon, nous allons à la révolution.* »"

Voilà l'objectif de la campagne engagée par le POI contre les licenciements et les renationalisations : faire en sorte d'éviter que la crise du capitalisme ne se transforme en crise révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, je ne fais que traduire ce qu'ils disent et font, pas davantage, je n'ai même pas besoin de caractériser cette politique contre-révolutionnaire pour que les militants le comprennent d'eux-mêmes.

C'est bien plus que "*le fossé de la lutte de classe*" qui s'exprime ici, c'est la confrontation entre deux classes aux intérêts antagoniques et inconciliables dont le sort dépend de la réponse que chacune d'entre elle apporte à la question du pouvoir politique. Ne pas poser cette question, c'est laisser les mains libres à la classe qui détient le pouvoir. C'est laisser désarmé politiquement la classe ouvrière.

Ne pas y répondre, c'est criminel ! En toute indépendance bien sûr.

Par rapport à qui, Roger Sandri (ex-n°2 de FO du temps de Bergeron) répond page 10 : "*L'Etat a soutenu les banques. Il a soutenu le secteur automobile en injectant des milliards d'euros. Les travailleurs sont en droit d'exiger une part du soutien de l'Etat.*", les travailleurs soutenus par l'Etat des capitalistes qu'ils pourront remercier ensuite pour sa générosité, vous ne rêvez pas malheureusement. Le POI n'a pas d'autre orientation politique, Sandri le confirme : " *Nous revivrons certainement le temps des révoltes et des révolutions qui en sont le prolongement.*", dans un futur indéterminé alors qu'elle est d'actualité avec cette crise du capitalisme, un jour peut-être qui sait... Si l'heure de la révolution ne sonne pas au moment où éclate une crise mondiale du capitalisme, alors quand pourrait-elle sonner ? Jamais, c'était juste histoire de causer et de noircir du papier pour ce bureaucrate qui s'en fout complètement. J'exagère, vérifions-le immédiatement.

Dans le même article à propos de l'Allemagne voici ce qu'il écrit : "*La question centrale passe par le relèvement du pouvoir d'achat des revenus salariaux et assimilés, seul moyen de replacer la consommation des ménages au centre de l'activité économique*.", qu'est-ce qu'on en a à foutre de "*l'activité économique*", il est patron Sandri ou quoi ? Relancer "*l'activité économique*", il exprime ici la même préoccupation que les patrons en se servant des revendications des travailleurs comme couverture, pratique. Scandaleux, oui ! Ne vous inquiétez pas monsieur Sandri, ils s'activent pour relancer "*l'activité économique*" le plus vite possible, ne leur en voulez pas s'ils rencontrent quelques difficultés imprévues...

En couverture ils écrivent : "*Licenciements les ouvriers disent : stop !*, et en page 10 ils écrivent qu'ils ont hâte que "*l'activité économique*" soit relancée, cherchez l'erreur.

Les effets bénéfiques des "*amortisseurs sociaux*".

Sandri a écrit page 10, IO n°55 paru hier : "*Nous ne sommes plus dans les années 1930-1939, le mode de vie s'étant heureusement amélioré. Grâce à l'action ouvrière et au combat mené sur le terrain de la lutte des classes, les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques. Nul ne peut pourtant prévoir ce qu'il adviendra au cours des années à venir. La défense des acquis demeure donc la question prioritaire de l'action syndicale...*"

Sans ces "*amortisseurs sociaux*" la crise du capitalisme se serait transformée rapidement en crise politique, puis révolutionnaire, simple constat.

Il ne s'agit pas de remettre en cause le progrès social réalisé grâce à la lutte de classe du prolétariat, mais de mettre le doigt sur la manière dont il a été obtenu, et surtout, dans quel objectif ou quelle perspective politique il s'inscrivait : mieux vivre en régime capitalisme ou le combattre pour l'abattre ?

J'ajoute un mot 15 ans plus tard, ce mardi 18 juin 2024.

- Lorsque les contradictions internes atteignent des proportions insurmontables, des solutions de fond sont nécessaires, tout comme des solutions aux questions qui importent le plus à la majorité de la population, et non à ceux qui sont au sommet. La France semble être le premier grand État occidental à se trouver dans une telle impasse. RT 17 juin 2024

Pour bien comprendre la nature de l'opportunisme, du réformisme et pourquoi nous le combattons, il faut se demander qui le finance, les guerres pardi, notamment, les guerres économiques contre tous les peuples des pays dominés ou colonisés, toutes les guerres qui font marcher la machine capitaliste. Et qui les finance, quels sont leurs créanciers ? Les mêmes qui financent les dettes des Etats occidentaux, l'oligarchie financière détentrice de la planche à billets en dollar ou en euro, les Etats corrompus du reste du monde dont ceux très riches des BRICS.

Il faudrait expliquer aux militants, qu'en réalité « *les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques* », assurément, pas ceux qu'on croit, la paix sociale n'a pas de prix, sauf en Asie et en Afrique, merci pour eux. La main sur le cœur ils volent au secours des migrants, mais leur racontent-ils quel est le prix exact de leur générosité, peu flatteur ou épouvantable à vrai dire, je ne suis pas sûr qu'ils s'en vantent. « *Quoi qu'il en coûte* », cela vous dit quelque chose, n'est-ce pas, il faut bien que quelqu'un paie à l'arrivée, n'est-ce pas ? A ce jeu-là ils vont finir par tout perdre et nous aussi.

Je ne suis pas moraliste pour un rond, en revanche j'ai appris au cours de ma vie que tout se payait un jour. C'est valable pour tous nos actes (mensonges, hypocrisie, etc.), y compris les plus insignifiants en apparence, alors vaut mieux être parfaitement en règle avec soi-même ou sa conscience - difficile de la tromper en permanence, pour affronter le moment venu dans les meilleures conditions le retour de bâton qu'on prendra en pleine gueule, cela nous aidera peut-être à amortir le choc sans provoquer trop de dégâts, et repartir ensuite sur un bon pied ou les deux, c'est plus stable !

Ce qui ressort de tout cela, c'est que la conscience des hommes n'est pas prête d'arriver à maturité pour conquérir leur émancipation ou liberté, puisque les plus évolués d'entre eux sont aujourd'hui ceux qui en sont les plus éloignés ou ils ne s'en soucient guère.

En famille. Puisque le sionisme était déjà compatible avec le nazisme, alors pourquoi pas avec l'extrême droite française 85 ans plus tard.

Le vrai visage hideux des sionistes.

En novembre dernier, Serge Klarsfeld avait déclaré dans les pas du Crif que le Rassemblement National « *est devenu un parti fréquentable* », en raison de la participation du parti de Jordan Bardella à la marche contre l'antisémitisme organisée à Paris en novembre 2023.

J-C - Donc pas une surprise quand on sait que « *sa traque des anciens nazis et sa défense de la mémoire de la Shoa* » relève de l'escroquerie, puisque des dizaines de milliers d'anciens nazis ont été recyclés en Israël et aux Etats-Unis notamment, ce que Klarsfeld ne pouvait pas ignorer.

lejdd - Samedi 15 juin, l'avocat et historien connu pour sa traque des anciens nazis et sa défense de la mémoire de la Shoah est allé plus loin en assurant, au micro de LCI, qu'il voterait « *sans hésitation* » pour le RN en cas de duel avec La France insoumise, qui sera liée à la liste du Nouveau Front populaire, au second tour des élections législatives anticipées.

« Aujourd'hui, le Rassemblement National soutient les juifs, soutient l'État d'Israël et il est tout à fait normal, vu l'activité que j'ai eue ces 60 dernières années, qu'entre un parti antisémite et un parti pro-juifs, je vote pour un parti pro-juifs », a-t-il affirmé. lejdd.fr 16 juin 2024

Le Crif avait déjà réhabilité Marine Le Pen « *fréquentable* ». L'avocat sioniste frnco-israélien d'extrême droite Goldnadel a été l'avocat de Phillipot, ex-numéro 2 du FN. Depuis le 7 octobre 2023 les fachos n'ont pas démérité, ils ont même participé à la marche du 12 novembre 2023 à Paris. Hitler aussi était « *pro-juifs* », ça dépendait lesquels, il en pinça pour les sionistes à la Klarsfeld ou Goldnadel…

Mes commentaires publiés dans plusieurs blogs

- Qui vous demande votre avis ? Personne ! Tout le monde s'en tape.

Parce que vous croyez que des États qui interviennent dans le cadre du capitalisme mondial responsable des souffrances de tous les peuples, auraient pour vocation de satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, de qui tiendraient-ils ce mandat qui relève des pires illusions ou d'une bien cruelle farce ? Un peu de lucidité et de sérieux.

- Quel est ce besoin malsain de toujours s'en remettre aux puissants ou à leurs institutions ? Pour les légitimer, cela y ressemble, non ?

On n'a pas besoin de ces gens-là ou de leurs porte-parole (les géopoliticards) pour justifier nos aspirations démocratiques ou humanistes, on se fout de leurs principes, de leurs règles, de leur droit (y compris international), de leur morale d'esclavagiste ou dictateur.

Rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de la pauvreté avec toutes les souffrances qui en découlent, cela ne se discute pas, c'est non négociable. Si on s'en était tenu à ce principe, on n'en serait pas là aujourd'hui, car presque tout le monde s'en accommode

Et puis, ce n'est pas l'Etat juif qu'il faut viser, mais les colonisateurs anglo-saxons et leurs alliés, leurs institutions et leurs dirigeants politiques, au-delà les puissants oligarques qui contrôlent les institutions mondiales et détiennent le pouvoir d'imposer leur volonté à tous les peuples, qui directement ou non déclenchent et mettent fins aux crises et aux guerres.

Macron n'est qu'un exécutant, une marionnette, cependant l'oligarchie en a besoin pour faire la sale besogne, il faut bien que quelqu'un s'y colle ou les représente, qu'il tombe et ils mettront son clone à la place, encore faudrait-il qu'il exista et qu'il ne connaisse pas le même sort rapidement.

Ce sont les institutions de la Ve République qui se portent garantes du bon déroulement d'un tel processus ou de la stabilité du régime (et de la pérennité du capitalisme), qu'on a pour tâche de perturber, puis de le renverser.

Pourquoi allez chercher plus loin un ennemi ?

- Méfiez-vous de gens qui racontent des "*histoires*". Dommage cela aurait pu être un article intéressant, un rappel, car son contenu a déjà été largement diffusé sur le Net.

Cause toujours il en restera quelque chose, telle semble être la devise de son auteur. Décidément, difficile de trouver un article qui ne soit pas vérolé. Où était le lézard dans celui-là

Le Monde - Toujours selon ses auteurs, des proches de Nicolas Sarkozy auraient «*activement*» poussé Macron à opter pour la dissolution. RT 15 juin 2024

Le Point - Nicolas Sarkozy (...) s'est montré critique dans un entretien accordé au Journal du Dimanche : « *La France se trouve dans une situation qui, de mon point de vue, apporte davantage de tensions que de clarifications. J'aurais souhaité plus de pouvoir pour le président, pas moins* ».

Face à la menace que représente cette dissolution, il (Sarkozy - ndlr) condamne fermement cette décision qui constitue un « *risque majeur* » pour le pays comme pour le président. Selon lui, cela pourrait plonger la France dans un « *chaos* » dont elle aura du mal à sortir.

«*Il a voulu effacer le clivage droite-gauche, celui-ci renaît, plus radical et extrême encore. La recomposition qu'il appelle de ses vœux a bien lieu, mais pas autour de lui*», analysait Le Monde dans son article du 14 juin, estimant que le bloc central sur lequel compte Macron est «*menacé d'effacement*». Le Point 15 juin 2024

Effacer le "*clivage droite-gauche*" est impossible puisqu'il correspond aux différentes classes en présence, que les intéressés en aient conscience ou non d'ailleurs, c'est une réalité incontournable qu'on est en présence d'exploiteurs et d'exploités.

A la suite d'un autre article j'ai fait l'objet d'une attaque scélérate de la part d'éléments d'extrême droite dont l'idéologie est corporatiste et totalitaire, qui nie la lutte des classes, car dans la situation présente, c'est de cela qu'il s'agit uniquement, l'affirmer, c'est démasquer l'escroquerie politique de l'extrême droite, ce qui rend ses miliciens enragés, on comprend.

- Les sionistes étaient des socialistes marxistes déclarés et leurs dirigeants souhaitaient former, selon les mots d'Avraham Stern (fondateur de Leumi et chef du Stern Gang), un État fondé sur «*des principes nationalistes et totalitaires et lié au Reich allemand par une alliance*» en quête d'une force militaire et d'aide contre le mandat britannique en Palestine.

Cela n'a jamais signifié que ces sionistes étaient réellement "des socialistes marxistes", bien au contraire. Si c'est Stern qui le dit, un sioniste nazi, encore faut-il l'avoir à l'esprit, sinon on serait tenté de le croire, bingo ! Tout le monde aura compris que son intention était de dénigrer le socialisme et le marxisme, l'ennemi du sionisme et du capitalisme, nazifié ou non, de l'extrême droite, c'est d'actualité, tiens donc !

Les idéologies correspondent aux classes indépendantes, or il n'en existe que deux, celle des capitalistes ou de la bourgeoisie, et celle de la classe ouvrière, les classes moyennes bouffant à tous les râteliers...

Quant à la "*consanguinité idéologique entre nazisme et sionisme*", il faudrait l'étendre à toute la droite, y compris à la fausse gauche qui soutient l'armement du régime nazi de Kiev. Il n'y a jamais eu de purge après 1945, le gouvernement présidé par de Gaulle foumillait de vivystes, de collaborateurs avec les nazis ou la gestapo, tous ou presque furent blanchis et recyclés, pas seulement en France.

(Si le gouvernement US imprime de l'argent à volonté ex nihilo, pourquoi faire payer des taxes aux citoyens ? C'est la question la plus intéressante du siècle !)

- C'est la question la plus stupide du siècle !

Les banquiers auraient vocation à faire le bonheur des peuples et non d'accumuler des richesses et d'étendre leur pouvoir sur la société...

Notez bien qu'ils savent se montrer généreux quand le besoin s'en fait sentir, sinon les occidentaux n'auraient pas ce niveau de vie, la paix sociale n'a pas de prix, la paix tout court, la guerre !

- Ah ça cassait pas des briques ! Ils le disent eux-mêmes, youpi ! On se marre.

La baudruche va vite se dégonfler maintenant, c'est une bonne chose, il n'y a rien à attendre des dirigeants russes et chinois ou autres d'ailleurs.

La lutte de classe se passe aussi ou surtout ici, en bas, à notre niveau, celui où se situe de l'immense majorité de la population mondiale qui ne peut compter que sur elle-même pour régler ses problèmes et changer la société, combien de fois faudra-t-il le répéter ?

C'est étrange que cela n'intéresse personne, parlez-leur d'un chef d'Etat et vous allez avoir 100 commentaires ou plus, évoquez le mouvement ouvrier et la lutte de classe du prolétariat, son idéologie et ses enseignements, et vous n'obtiendrez aucune réponse hormis des critiques venimeuses.

- Il y a peu, on nous disait qu'il y avait déjà des militaires français en Ukraine avec preuves à l'appui (photos, à Marioupol si je me souviens bien), et voilà que dorénavant tout le monde en parle au futur comme s'ils n'avaient jamais mis les pieds dans ce pays. Qui l'a relevé ? Personne, trop occupé à commenter la version mainstream véhiculée par ce média qui n'en est qu'un appendice.

Merveilleux, c'est à croire qu'au fil des mois tout ce qu'on a vécu et le profit qu'on pourrait en tirer pour l'avenir aurait disparu, effacé et on reprend tout depuis le début. Idem en Syrie...

On comprend mieux pourquoi on ne risque pas de progresser avec une telle amnésie ou une mémoire si sélective. Etait-ce inconscient ? Cela en a tout l'air, alors c'est plus grave que ce qu'on pensait.

- Voilà un thème qui fait saliver, vendeur, qui va occuper les esprits tordus ou perdus. Il me fait chier au dernier degré, parce que ceux qui s'en saisissent sont aussi déséquilibrés ou inconscients que ceux qu'ils désignent ainsi.

Cela fait 79 ans qu'il y en a qui essaient de traumatiser la population en pronostiquant dans un avenir proche une Troisième Guerre mondiale, alors imaginez un peu dans quel état d'excitation fébrile doivent être ces dingues aujourd'hui, voilà que leur vœux le plus cher serait sur le point de se réaliser, tout du moins ils y croient plus que jamais entraînant les crédules ou ignorants avec eux. Ça occupe les cerveaux, la société du spectacle se régale, quel bonheur, vivement qu'on s'entretue ! Est-ce incurable ? Il faut souhaiter que non !

- Il suffisait d'avoir à l'esprit la nature et l'histoire de cette institution supranationale antidémocratique depuis son origine, sa fonction totalitaire, sa subordination à l'OTAN, elle en est le volet politique, son degré de corruption et l'omniprésence d'une armée de lobbyistes diligentés par les banquiers, les multinationales, ses implications dans toutes les guerres de l'impérialisme américain dans le monde, n'en jetez plus la cour est pleine de tous ces déchets de l'humanité avec lesquels on n'a pas du tout envie de se compromettre, même pour rigoler, puisque cela en amuse certains. Boycott !

- Marx et Freud l'ont dit aussi à leur manière.

Tant que la nécessité fait loi, la lutte est inévitable, et malheureusement on n'en est pas encore sorti ou pour en sortir, faudra-t-il encore de nouvelles guerres, ce serait la preuve que les hommes ne sont finalement pas aussi évolués qu'ils le pensent ou le paraissent, surtout ceux qui ont la conviction d'être plus évolués que la moyenne, et qui finalement sont incapables de proposer une alternative au capitalisme.

- Ce n'est pas "*la finance apatride*" qui est à l'origine des guerres, s'il en fallait une preuve, elles existaient bien avant elle, c'est le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le capitalisme au stade pourrissant de l'impérialisme est la version moderne ou la plus achevée, sophistiquée, donc la plus dévastatrice ou cruelle. Par conséquent, toute orientation politique qui prétend mettre fin aux guerres, aux inégalités sociales et aux souffrances dont sont victimes injustement les peuples, doit s'inscrire impérativement dans la perspective de l'abolition du système économique en vigueur, elle doit donc être axée sur la rupture avec le capitalisme, cette condition politique est impérative...

N'est pas humaniste qui veut, cela nécessite un niveau de conscience politique supérieur, une compréhension du processus historique dont les hommes sont les principaux acteurs, les plus généreuses intentions ne suffisent pas, ne parlons pas des promesses électorales, c'est ainsi.

- Tant d'encre pour cela !

Il y en a qui n'auront pas à se repentir d'avoir réécrit et falsifié l'histoire, car en 1918, hormis des désœuvrés, vous n'auriez pas trouvé un ouvrier ou un paysan russe pour pleurer sur le sort des Romanov, en revanche ils se seraient déchirés pour les exécuter tant les candidats étaient nombreux.

Quant à l'épisode covidien, je ne me souviens pas avoir entendu les autorités russes condamner cette mystification, elles y ont adhéré plutôt, idem pour celle sur le climat.

(Pr Joseph Tritto nous met en garde :

«*Actuellement, le danger ne vient pas de la nature, mais de virus, de bactéries… qui sont produits avec la biologie synthétique dans les laboratoires. Ils sont produits comme des armes biologiques, qui ont des caractéristiques typiquement militaires. Ces virus artificiels sont créés notamment à partir de techniques de gains de fonction. C'est à dire des techniques de modification du génome d'un virus ou d'une bactérie d'origine, qui permet de créer un virus totalement artificiel n'existant pas dans la nature et qui peut être très pathogène pour l'être humain*». (Médecin et expert en bio-ingénierie médicale dans le domaine des nanotechnologies, président de l'Académie mondiale des technologies biomédicales, une ONG de droit européen créée sous l'égide de l'UNESCO.)

En voilà un argument solide pour prendre enfin conscience de la nécessité impérieuse et urgente de mettre fin au capitalisme. Qui osera dire que cela n'a aucun rapport ou que ce serait hors sujet ?

- . "*Tout cela rétablit l'équilibre politique, le Congrès étant en mesure de remettre en question avec insistance les politiques du gouvernement et le BJP au pouvoir étant obligé de rendre des comptes*."

Le BJP : 240 sièges

Le Congres I : 99 sièges

Quel équilibre ?

Le Tamil Nadu où j'habite a basculé entièrement dans l'opposition en votant pour le DMK, un parti nationaliste tamoul. Modi est maudit par tous les Indiens que je fréquente, que des pauvres ou apparentés, car, en effet "*La détresse économique est la principale préoccupation des citoyens*", je confirme, c'est au menu du matin au soir, car cela se traduit par une précarité dans tous les domaines et une foule de difficultés à n'en plus finir, un casse-tête permanent, c'est rare qu'on en sorte totalement, jamais en fait, du coup on devient forcément fataliste pour ne pas devenir fou !

La vie des Indiens est un cauchemar pour faire bref.

Mon beau-fils (31 ans), chef comptable, bilingue, informaticien à ses heures, hyper connecté, était convaincu que si les résultats des États qui avaient déjà voté n'étaient pas rendus publics, c'était pour les trafiquer. Quand je lui ai expliqué que c'était pour ne pas influencer les électeurs des Etats qui n'avaient pas encore voté, il me répondit qu'il n'y avait pas pensé, personne autour de lui non plus, étonnant, non ? C'est l'Indien le plus politisé que je connaisse. Il a voté Congres I en désespoir de cause.

Le problème en Inde (et ailleurs), c'est que même le réformisme a disparu, il n'existe plus aucun parti susceptible de parvenir au pouvoir qui porterait des réformes sociales collectives ou de fond, par exemple sur la réduction de la durée du travail, ed l'âge de la retraite, de la semaine de travail (5 jours au lieu de 6 jours en Inde), l'instauration d'une Sécurité sociale (inexistante), de congés payés (inexistants), etc. tous sont alignés sur le néolibéralisme ou aucun n'entend remettre en cause l'ordre antisocial existant...

- Ils ont obtenu les résultats qu'ils espéraient, ils auront tout fait pour faire monter RN et PS (nazifié [Glucksmann],) le plus haut possible et justifier la dissolution de l'AN, bravo objectif atteint !

Dans 3 semaines, l'immense majorité aura envie de se venger du sort que Macron lui a fait subir depuis 2017, sans rien régler de la crise institutionnelle, puisque l'AN aura l'allure de la IVe République avec une majorité introuvable ou bricolée au jour le jour ! A moins qu'un évènement extraordinaire ne se produise d'ici là. Ils seraient bien capables une fois de plus d'actionner le levier du terrorisme pour parvenir à leurs fins.

Le PS a enfanté le monstre Macron, propulsé l'extrême droite au sommet, et cerise empoisonnée sur le gâteau, il s'est trouvé un néonazi Glucksmann comme porte-étendard, la boucle est bouclée, tirez la chasse, place au socialisme !

Hélas, dans un tel merdier, je ne vois pas comment on va s'en sortir !

— Ce coup monté de Macron a été prévu longtemps à l'avance et n'a rien de spontané sur un coup de dés...

— Ces élections législatives totalement improvisées...

Excellent, impayable !

A défaut de mieux, ils ont opté pour amplifier la stratégie du chaos déjà à l'œuvre avec Macron.

Leur rêve le plus cher serait d'arriver à une situation à l'américaine avec uniquement deux partis identiques sur le fond, qui se relaieraient au pouvoir et appliqueraient au doigt et à l'œil leur politique. Lesquels ? Renaissance et le PS ? Avant il faudrait commencer par retirer au PS toute référence au socialisme qui fait mauvais effet, l'appeler parti démocrate par exemple serait plus convenable, le sale type Glucksman semble tout indiqué pour réaliser cette opération de façade, cette conversion définitive, je dirais même qu'il a été choisi spécialement pour cela.

C'est LFI qui a le plus à perdre, dans tous les cas de figure ils sont appelés à disparaître à brève échéance ou à être marginalisé, en Espagne Podemos n'a obtenu aucun élu le 9 juin.

On a envie de dire : Rien à voir de ce côté-là, circulez, les choses sérieuses se dérouleront dans la rue, c'est là que la crise se dénouera un jour ou l'autre, où voudriez-vous que cela se passa ?

- A moins que Macron démissionne en juillet prochain suite à un échec électoral retentissant annoncé ? Ça ajouterait du chaos au chaos ambiant, et si son clone propulsé par Bilderberg était élu, là on atteindrait un degré de chaos incontrôlable...

- Crasse ignorance agrémentée d'une logorrhée stupide, le tout pimenté d'une menace de guerre persistante histoire d'alimenter la psychose collective

A propos du tyran Macron à qui il prête un pouvoir qu'il n'a manifestement jamais eu, une telle amnésie ou erreur d'appréciation de la part d'un si grand géopoliticien devrait interpeller :

- Dans un acte de revanche aveugle... Foutaise !

- Jette tous ses jouets du landau parce qu'il n'obtient pas ce qu'il veut... Infantilisme de l'auteur.

- Après tout, ce qu'il désire vraiment... Vous prenez trop les vôtres pour la réalité, semble-t-il.

- Un président boiteux qui devra obéir à un parlement de droite... Rien n'est moins sûr, il pourrait y avoir une majorité social-libérale-libertaire dite de gauche façon parti démocrate américain, compatible avec Macron puisqu'ils ont les mêmes commanditaires.

- Selon plusieurs indicateurs, l'Europe est sur le point d'imploser/exploser... Annoncé tous les quatre matin comme bien autres choses par toute sorte de charlatans qui finiront bien par se réaliser un jour, mais certainement pas de la manière dont ils les avaient imaginées.

(suite)

- Il y a des signes qui ne trompent pas.

Quand quelqu'un vous sort une énorme connerie, genre, ce serait Macron qui déciderait la politique qu'il applique et brode dessus, la créature impuissante d'Attali, la marionnette du deep state pilotée par les conseillers des Rothschild et Rockefeller, etc. c'est pour le moins que vous n'êtes pas en présence de quelqu'un de sérieux.

Qu'il y en ait pour passer outre ou ne pas s'en apercevoir, je dirais que c'était prévu ou inévitable, car dans le cas contraire cela signifierait que la majorité disposerait d'un esprit critique aiguisé et dans ce cas-là, ce genre de charlatan serait immédiatement démasqué.

Pour le reste, mes contradicteurs ne savent pas lire ou ils sont d'une telle mauvaise foi, qu'il est inutile de leur répondre.

- Des candidatures porteuses d'une Alternative Rouge et Tricolore entonnant la Marseillaise...

Je ne sais pas pourquoi, je n'arrive pas à imaginer des membres de la réaction, Renaissance, MoDem, UDI, etc. ainsi que les ceux du CAC40, présenter des candidats arborant le drapeau rouge chantant en choeur à tue-tête l'Internationale, je me demande lesquels possèdent vraiment une conscience de classe, correspondant aux intérêts de celle qu'ils prétendent représenter faut-il préciser, afin d'éviter toute confusion.

Etc.

- D'une alliance de fait entre une France d'extrême centre qui dans l'histoire a toujours mené à la France de l'extrême droite, devient un cauchemar réel

On en connaît une autre "*alliance*" qui a mené chaque fois au même "*cauchemar*" : Le Front populaire !

- Les faits, rien que les faits, on entend bien s'y tenir strictement, mais ce n'est pas le cas des auteurs de cette contribution politique. Tout dépend de l'objectif politique qu'on se fixe, s'accommoder du régime en place ou préparer les conditions politiques pour le renverser.

Pourquoi ne pas appeler à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*" ? Parce que ce mot d'ordre n'a jamais été à l'ordre du jour du Front populaire en 1936, il n'était pas d'actualité, gauchiste, trop révolutionnaire, entendez marxiste ou léniniste, il ne le sera pas davantage en 2024.

Dans cet article ne figure pas non plus la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, or c'est bien la crise du capitalisme et ses institutions qui est à l'origine de la situation sociale et politique actuelle. Tout le monde sait ou devrait savoir, comme en 1936, que c'est cette tâche politique que le prolétariat doit accomplir, elle conditionne la satisfaction de ses besoins sociaux et de ses aspirations démocratiques, tout le reste est du baratin.

- Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme. Trotsky 1935

- L'ascension de l'extrême droite témoigne en premier lieu de la faillite politique ou de la trahison des partis qui composent le Nouveau Front populaire, tout comme l'abstention massive des travailleurs lors de chaque élection. L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, mille fois hélas !

Le FN-RN ou l'extrême droite est comme Al-Qaïda une créature de l'oligarchie financière depuis le début du XXe siècle, dommage qu'elle n'apparaisse pas dans cet article.

C'est bien d'être antifasciste, anti-RN, anti-extrême droite, antiraciste, anti-impérialiste, anti tout ce qu'on voudra, mais si le moment venu, je précise bien, on n'est pas avant tout anticapitaliste et ses institutions, cela ne vaut guère mieux que les pacifistes en temps de paix et va-t-en-guerre dès qu'elle est déclarée.

- Prend le risque de la cohabitation.

Avec qui, quel risque, n'ont-ils pas tous été depuis janvier 2020 des sujets bien disciplinés, adhérant à toutes les mystifications concoctées depuis Davos.

Pourquoi n'envisagez-vous pas que le Front populaire l'emporte le 7 juillet, et se comporte comme chaque fois dans le passé, c'est-à-dire refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions préparant ainsi le terrain pour le fascisme ou une guerre.

- Le peuple juif est une escroquerie occidentale, plus de 90% d'entre eux sont juifs par leur religion uniquement, ce qui n'a jamais fait un peuple. Effectivement, ce sont les pires antisémites qui soient

Les Indiens qui se sont convertis au christianisme n'ont pas constitué un nouveau peuple à ma connaissance. Les dravidiens (Dans le sud de l'Inde, au Tamil Nadu) le sont restés.

Exilé en Inde depuis une trentaine d'années, partageant les conditions d'existence pénibles de mes concitoyens indiens, je n'ai jamais renié mes origines, je ne suis pas devenu indien, je ne suis pas davantage français remarquez bien, homo sapiens blanc de type européen ou occidental et citoyen du monde me va très bien. Pourquoi devrais-je m'inventer une nouvelle identité, pour tromper qui ?

J'ai reçu une éducation à la fois républicaine et catholique, j'ai conservé le meilleur des deux, et par la suite je suis devenu communiste et athée. Né dans une famille ouvrière pauvre, ma véritable origine et identité, les seules que je connaisse, qui ne m'ont jamais quitté, sans elles je serais perdu

et je n'ose pas imaginer ce que je serais devenu, j'aurais également pu devenir un monstre de cruauté.

(Bilderberg)

- Et alors, quel enseignement politique peut-on en tirer ?

Que la concentration du capital et du pouvoir politique, pour se combiner et fonctionner au mieux, assurer sa pérennité, doit être orchestrée par des élites soigneusement sélectionnées, en fonction de leur loyauté absolue envers l'idéologie de leurs dirigeants. C'est bien naturel somme toute.

Nous, nous ne sommes pas foutus de nous doter de dirigeants incorruptibles ou loyaux envers le socialisme, suffisamment intelligents pour inspirer confiance aux travailleurs.

Jeudi 30 mai a eu lieu à Madrid la 70ème réunion du groupe Bilderberg.

Depuis 2019, toutes les principales organisations internationales sont présidées par des Bilderberg : Ursula von der Leyen à l'UE, Jens Stoltenberg à l'OTAN, Kristalina Georgieva au FMI et Antonio Guterres à l'ONU. «*Il semble improbable qu'il s'agisse d'une simple coïncidence*», se risque l'auteur de l'étude. Nous nous risquerons davantage : le facteur Bilderberg est un élément évidemment non systématique, mais souvent déterminant : le réseautage et le favoritisme n'ont jamais été aussi importants que dans la gent mondialiste.

Actuellement, dans l'UE, les Bilderberg occupent les postes les plus élevés de président de la Commission européenne (Ursula von der Leyen), membres de la Commission européenne (Jutta Urpilainen, Margrethe Vestager), président de la Banque centrale européenne (Christine Lagarde), président de l'Eurogroupe (Paschal Donohoe), président du Conseil européen (Charles Michel). «*Von der Leyen et Michel ont assisté à la même conférence du Bilderberg en 2015 et, la même année 2019, ils ont tous deux obtenu les plus hautes positions au sein de l'UE*», souligne l'étude.

L'UE, mais aussi l'OTAN ! «Tous les secrétaires généraux de l'OTAN de l'après-guerre froide ont participé à une conférence du Bilderberg avant leur nomination», souligne l'étude. En outre, au moins trois Bilderbergers (Karl Lamers, Pierre Lellouche, Bert Koenders) sont devenus présidents de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Et la Banque mondiale ! Et l'Organisation mondiale du commerce ! Sans compter que les cercles se croisent parfois avec les membres de la Commission trilatérale qui, elle aussi, a largement pénétré les arcanes du pouvoir.

https://reseauinternational.net/bilderberg-vous-avez-des-chances-de-finir-a-lue-a-lotan-au-fmi-ou-a-lonu/

- « *La plupart de leurs grands hommes, tels que Karl Marx, Sigmund Freud,, Franz Boas, Albert Einstein et Stephen Jay Gould se révèlent être des ratés ou des fraudeurs*. »

L'outrance ou l'ignorance ou encore le procès d'intention ou la mauvaise foi exposé ici gâche cette démonstration par ailleurs bien sourcée, dommage.

On se demande si le biais idéologique qui a influencé l'auteur de cet article est politique ou pathologique ou les deux à la fois, ils visent des personnages ou scientifiques qui ont fait progresser la connaissance chacun dans leur domaine, et qui se trouvent tous être dans le collimateur des néoconservateurs, un hasard sans doute !

Il n'est pas forcément antisémite, il est réactionnaire, c'est suffisant.

Combat contre la mystification climatique ou l'instrumentalisation du climat, le Green New Deal.

Il est encore possible d'éviter le piège du Net-Zéro carbone Par Kees de Lange et Guus Berkhout - Clintel Juin 2024

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/06/traduction-de-Clintel-Net-Zero-13-VI-2024-relu-CV-1.pdf

Les vignerons et le réchauffement climatique 14 juin 2024 - 14 juin 2024

https://www.science-climat-energie.be/2024/06/14/les-vignerons-et-le-rechauffement-climatique/#more-22699

Russie.

La guerre oubliée de 1918-20 : Invasion de l'Union soviétique par les États-Unis et leurs alliés

D'un point de vue historique, les États-Unis et leurs alliés menacent la Russie depuis plus de 105 ans, à commencer par la Première Guerre mondiale, avec le déploiement des forces américaines et alliées contre la Russie soviétique le 12 janvier 1918 (deux mois après la révolution du 7 novembre 1917, censée soutenir l'armée impériale russe).

L'invasion de la Russie par les alliés américains et britanniques en 1918 est un événement marquant de l'histoire russe, souvent présentée à tort comme faisant partie d'une guerre civile.

Elle a duré plus de deux ans et a nécessité le déploiement de plus de 200 000 soldats, dont 11 000 américains et 59 000 britanniques. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne et des États-Unis pendant la Première Guerre mondiale, a envoyé 70 000 soldats.

Le projet Manhattan. «Rayer l'Union soviétique de la carte»

Six semaines à peine après le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, le ministère américain de la Guerre a rendu public, le 15 septembre 1945, un plan secret visant à bombarder 66 villes d'Union soviétique avec 204 bombes atomiques**.**

Le plan de septembre 1945 visait à «rayer l'Union soviétique de la carte» à une époque où les États-Unis et l'URSS étaient alliés.

Comme le confirment des documents déclassifiés, Hiroshima et Nagasaki ont servi de «répétition générale» (voir références : détails historiques et analyse ci-dessous).

La menace américaine de guerre nucléaire contre la Russie a été formulée il y a plus de 76 ans, en septembre 1945, alors que les États-Unis et l'Union soviétique étaient alliés.

Sans le plan de septembre 1945 visant à «rayer l'Union soviétique de la carte» (66 zones urbaines et plus de 200 bombes atomiques), ni la Russie ni la Chine n'auraient développé d'armes nucléaires.

Il n'y aurait pas eu de course aux armements nucléaires.

https://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-sont-en-guerre-contre-la-russie-depuis-plus-de-100-ans/5689823?doing_wp_cron=1718658380.9892311096191406250000

Ukraine.

Les pays des BRICS refusent à juste titre de signer le communiqué de la conférence sur l'Ukraine - fr.sputniknews.africa 16 juin 2024

Les pays des BRICS refusent à juste titre de signer le communiqué final de la conférence sur l'Ukraine en Suisse, selon un expert indien.

Cela, parce que la Russie n'a pas été invitée : sans elle, ce sommet était dès le départ une idée inutile avec une valeur minimale, explique à Sputnik le lieutenant-colonel à la retraite JS Sodhi.

"*À l'ère moderne, la guerre ne peut pas être une solution. L'Inde a toujours prôné le dialogue et la diplomatie, tandis que l'Occident défend le point de vue opposé. Le régime de Zelensky, soutenu par les États-Unis, n'a fait preuve d'aucune sincérité dans son prétendu désir de résoudre le conflit. Il suffit d'un signal de Washington pour entamer des négociations avec la Russie, et le conflit prendra fin*." fr.sputniknews.africa 16 juin 2024

Palestine occupée.

Suite du soulèvement révolutionnaire armée du 7 octobre 2023.

Il s'est bien agi d'un soulèvement populaire et révolutionnaire le 7 octobre 2023, je regrette de ne pas l'avoir caractérisé ainsi plus tôt, mais bon l'esprit y était, c'est l'essentiel. Vous aurez constaté que personne n'a pris le risque de le caractériser ainsi, cela eut été trop compromettant, on comprend.

On serait tenté de faire aux Palestiniens la même remarque que Marx fit aux Communards 6 mois avant leur insurrection, et d'adopter ensuite la même position une fois le combat engagé. Il avait caractérisé de folie toute tentative de soulèvement armé prévoyant son dénouement inévitable, pour finalement s'y rallier au premier coup de feu et se placer à leur côté, saluant leur héroïsme, sans jamais les abandonner ou pire, les trahir. Il ne leur reprocha rien, en revanche il jugea sévèrement

les dirigeants blanquistes et prudhommiens qui n'avaient pas été à la hauteur de leurs tâches, pour ne pas dire pire encore.

Selon un sondage, les Palestiniens continuent de soutenir massivement le Hamas - RT 13 juin 2024

Selon le Centre palestinien de recherche politique et d'enquête, basé à Ramallah, plus de deux tiers des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza continuent de soutenir le Hamas dans sa guerre contre l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Une enquête réalisée entre le 26 mai et le 1er juin auprès de 1 570 Palestiniens, dont 760 résidant en Cisjordanie et 750 à Gaza et publiée le 12 juin, montre que le soutien envers le Hamas reste constant auprès de la population palestinienne. En effet, les deux tiers des personnes interrogés soutiennent le mouvement islamiste gazaoui et près de 80% estiment que c'est grâce à l'attaque du 7 octobre que la cause palestinienne est redevenue un enjeu régional et international. L'étude prouve également que la quasi-totalité des Palestiniens partagent le même avis sur les crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne, tandis que 90% des sondés pensent que le Hamas n'a pas commis de crimes durant l'opération «*Déluge d'Al-Aqsa*».

Au sujet du dénouement du conflit, une majorité de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza pense que le Hamas va remporter la guerre face à l'armée israélienne. Par rapport à la gestion politique de l'enclave, les habitants des territoires occupés estiment que le Hamas continuera de gouverner tandis qu'un grand nombre de Gazaouis supposent que le mouvement islamiste ne sera plus à la tête de la province.

L'enquête a également soulevé un point concernant la force de sécurité arabe qui pourrait être envoyée pour pacifier la zone. Près de 75% des sondés ont manifesté leur opposition.

Concernant la population gazaouie, près de 80% des sondés de l'enclave indiquent qu'au moins une personne de leur famille est morte ou a été blessée depuis le début des bombardements israéliens dans la bande de Gaza.

Le Centre palestinien de recherche politique et d'enquête a également posé la question sur le dossier de la Cour internationale de justice, soulevée par l'Afrique du Sud notamment. Pour les trois-quarts des Palestiniens, la CIJ n'arrivera pas à mettre fin à l'offensive israélienne compte tenu du soutien américain. Même son de cloche concernant la Cour pénale internationale : 71% des sondés pensent que ni Benjamin Netanyahou ni Yoav Gallant ne seront jugés par l'instance judiciaire. RT 13 juin 2024

Selon des analystes israéliens, le Hamas réinvestit Gaza avec succès

https://reseauinternational.net/selon-des-analystes-israeliens-le-hamas-reinvestit-gaza-avec-succes/

Le Congrès américain approuve une nouvelle vente d'armes à Israël d'un montant de 18 milliards de dollars - RT 18 juin 2024

Alors que les États-Unis s'activent pour arracher un cessez-le-feu à Gaza, deux élus démocrates ont approuvé une nouvelle aide de 18 milliards de dollars d'aide à Israël. Cette enveloppe comprend

notamment 50 F-35 ainsi que des missiles et des systèmes de guidage. La transaction doit être validée par le département d'État.

De surcroît, selon un article du média I24, Antony Blinken, en déplacement en Israël, a promis à Benjamin Netanyahou que Washington lèverait dans les prochains jours toutes les restrictions sur les transferts d'armes vers l'État hébreu. RT 18 juin 2024

En complément sur le Front populaire. (Extraits de causeries antérieures)

Causeries février 2009

Pour les adeptes du Programme de transition, souvenons-nous ce que disait Trotsky : les réformistes et les staliniens pourraient aller plus loin qu'ils ne le voulaient, mais en aucun cas ils n'avancerons sur la voie de la rupture avec le capitalisme, et s'il leur arrivait de l'envisager, ce serait hypocritement uniquement, en collaboration avec la bourgeoisie, qui, immédiatement liquiderait le front populaire et le remplacerait par une dictature fasciste, dont la première tâche serait de liquider dans un bain de sang la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en commençant par son avant-garde.

Les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier remplissent une double fonction : 1- protéger le gouvernement aussi longtemps que possible ; 2- lorsque ce stade est dépassé, se poser en défenseurs acharnés du capitalisme. On comprend qu'ils ne puissent pas envisager la troisième étape puisque si elle devait avoir lieu entre temps nous les aurions liquidés.

Causeries juillet 2009

Le front populaire a frayé la voie à Franco en Espagne, a sonné l'heure de la seconde guerre mondiale et indirectement favorisé l'accès au pouvoir d'Hitler en Allemagne, a frayé la voie au coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili, cela vous tenterait-il de vivre une de ces glorieuses et criminelles expériences à mettre au compte du réformisme et du stalinisme ?

Un gouvernement de front populaire peut donner l'illusion d'être un gouvernement ouvrier, mais il n'en demeure pas moins un gouvernement bourgeois. Lénine expliquait que ce n'était pas la composition du gouvernement qui déterminait sa nature sociale, mais l'Etat et les institutions en place. On pourrait objecter qu'entre février et octobre 1917, Lénine a combattu le gouvernement de front populaire en se plaçant sur le terrain des illusions des masses, en exigeant qu'il rompe avec les capitalistes. C'est juste sur le plan de l'agitation politique, encore faut-il avoir à l'esprit un autre facteur déterminant de la situation, la mobilisation révolutionnaire des masses et son autoorganisation dans les soviets dans lesquels les bolcheviks combattaient en défendant l'intégralité de leur programme politique, posant ainsi les bases d'une perspective politique au-delà du gouvernement de front populaire, d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier reposant sur les soviets.

Le combat sur le terrain des illusions n'a pas duré longtemps et les bolchevik l'ont abandonné au profit du mot d'ordre : Tout le pouvoir aux soviets !

Tout comme avec la tactique du front unique, celle qui consiste à se situer sur le terrain des illusions des masses pour les aider à s'en débarrasser, doit être employée avec mesure, elles n'ont pas une

valeur universelle au point de pouvoir les employer dans n'importe quelle circonstance et pendant une durée indéfinie.

En 1917, les bolcheviks étaient en mesure de proposer immédiatement une alternative au gouvernement de front populaire, alors qu'en France, aujourd'hui comme hier, les conditions subjectives ont toujours fait défaut pour proposer aux masses une telle alternative, sauf à s'en remettre aux miracles qui ont tenu de lampes de chevet à nos révolutionnaires.

Causeries mars 2010

Ne serait-ce pas par hasard le front populaire qui avait ouvert la voie au régime de Vichy en refusant de s'engager dans la voie du socialisme ?

Quand l'analyse de la situation réalisée par un parti repose sur une analyse fausse d'un des facteurs déterminants qui la compose, on aura du mal à nous faire admettre ensuite que les dirigeants d'un tel parti pouvaient définir une orientation politique correcte.

Ce qui fut possible entre février et octobre 1917 en Russie reposa uniquement sur l'existence du parti bolchevik et le développement de l'organisation politique indépendante et autonome des masses dans les soviets, sans ces deux facteurs subjectifs déterminant, la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 n'aurait jamais évolué d'un front populaire contre les masses à la prise du pouvoir par le parti bolchevik et le prolétariat neuf mois plus tard. Chacun est libre d'ignorer cet enseignement de notre histoire, mais dans ce cas-là infailliblement on s'écarte de notre objectif, on ne combat plus vraiment pour le même objectif.

Causeries septembre 2010

Le front unique PS-PCF avait abouti en 1981 à un gouvernement bourgeois de front populaire décidant de bloquer les salaires, il était tellement au service des travailleurs que l'aristocratie financière s'y était pleinement reconnue, rassurée par les intentions du gouvernement la Bourse se mit à flamber, pendant que le mouvement ouvrier était neutralisé, paralysé. Le capitalisme et les institutions ne s'en portèrent pas plus mal, tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté progressèrent.

Causeries et infos en bref avril 2011

Sombre rappel. La IVe République dominée par le PS et le PCF n'a pas remis en cause le colonialisme de l'impérialisme français, il a poursuivi sa guerre au Vietnam jusqu'en 1954, 5 ans auparavant Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie (8 mai 1945), 6 ans plus tôt le PS (la SFIO) s'était rangé au côté de sa bourgeoisie pour faire la guerre à l'Allemagne (1939), 3 ans plus tôt, le gouvernement de Front populaire n'avait pas mis fin à la colonisation en Afrique et en Asie de l'impérialisme français (1936), 22 ans plus tôt il s'était également rangé dans le camp de la guerre (août 1914)...

Le PS, le FN, le front populaire et le fascisme, les derniers remparts contre la révolution socialiste pour sauver les institutions et le capitalisme.

Causeries et infos en bref octobre 2011

Le mécanisme qui conduit du Front populaire à sa chute ou au fascisme :

Un discours plus ou moins radical avant les élections ; une première reculade dès le lendemain des élections exprimée par le refus d'imposer quoi que ce soit aux privilégiés ; une seconde reculade à la première alerte histoire de rassurer les "*banquiers*", les "*puissants*" ou les "*importants*" ; puis refus de la moindre concession de la part de ces derniers et nouvelle reculade ; finalement renoncement à toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, le fruit est mûr, la réaction a eu le temps de rassembler ses forces et de se renforcer, elle menace de passer à l'action ; dénouement : le gouvernement démissionne et cède la place au parti officiel du capital qui applique immédiatement son programme antisocial, au pire, qui réprime le mouvement ouvrier et son avant-garde...

Quand le gouvernement de Front populaire décida d'augmenter les salaires de 30%, au cours des mois qui suivirent les prix flambèrent à tel point que cette augmentation avait été pour ainsi dire annulée, puis Blum en désespoir de cause dut se résigner à dévaluer la monnaie... de 30%, donc à l'arrivée les travailleurs se retrouvèrent encore plus misérables qu'avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire...

Ces messieurs du Front de gauche auraient-il une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective par hasard ?

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui concluront un pacte infâme avec Hitler.

Causeries et infos en bref décembre 2012

En 1936 en France le gouvernement de Front populaire bénéficia d'un "*très fort soutien populaire*", ce qui ne l'empêcha pas de capituler devant la Bourse, de le trahir, idem dans tous les pays où fut expérimenté le Front populaire, alliance contre nature des partis ouvriers et bourgeois, vous connaissez la suite.

Causeries et infos en bref juillet 2013

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), lance un appel pour "*un nouveau Front populaire de gauche*" pour que le gouvernement respecte "*la volonté populaire de changement*" issue des urnes le 6 mai 2012, dans un entretien accordé à *L'Humanité dimanche*.

(Il a raison de préciser "*de gauche*" car on pourrait croire qu'il serait de droite en y associant le PS et ses satellites, des partis de droite ! Faire croire que ce gouvernement pourrait changer de politique, quelle supercherie ! - ndlr)

En fait, quand on y réfléchit bien, le PS et ses satellites au pouvoir soutenus par le Front de gauche, c'est le Front populaire avant l'heure !

Causeries et infos en bref avril 2013

Le Front populaire se caractérise par l'alliance de partis bourgeois et ouvriers, il est au niveau le plus élevé de l'Etat la mise en œuvre de la politique de collaboration de classes pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il apparaît toujours au moment où le régime traverse une profonde crise et les masses se mobilisent, pour museler le mouvement ouvrier et le faire refluer, lui interdire toute issue politique au-delà du régime en place, conformément à son programme. Le Front populaire constitue un rempart destiné à protéger les institutions, le régime, le

capitalisme contre l'assaut des masses, dont la tâche politique à l'ordre du jour coïncide avec la nécessité de les abattre pour prendre le pouvoir et constituer son propre Etat...

Parce que le Front populaire est lié à la bourgeoisie, aux capitalistes, on comprendra que son programme et ses objectifs sont incompatibles avec le socialisme ou ne permettent pas d'avancer dans cette voie. Le Front populaire est l'antithèse du socialisme, il y est étranger dans la mesure où il est incapable de rompre avec le capitalisme. Il faut rappeler car certains pourraient avoir tendance à l'oublier, que le capitalisme et le socialisme sont antinomiques, incompatibles.

Pierre Laurent (PCF), a réclamé un "*vrai changement de cap*", le porte-voix du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon appelant à un "*véritable front populaire*" pour 2017. AFP 13.12 2015

Causeries et infos en bref mai 2016

- Parti de la démondialisation (PARDEM) - Jacques Nikonoff (ex-PCF, Attac) : "*Il est dommage de ne plus vouloir* « refaire » *le Front populaire*". Encore un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale ou des "*jours heureux*"... Pas du socialisme.

... Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a utilisé la « *gauche* » pour duper les travailleurs, les faire marcher au pas, mieux désamorcer les résistances ouvrières. Du Front populaire à l'Union de la gauche en passant par la guerre d'Algérie, elle n'a pas craint de lui confier le pouvoir pour gérer les situations de crise, dans des moments où s'exacerbait la lutte de classe ou quand, comme dans les années 30, se posait de façon concrète la question « *socialisme ou barbarie* ».

- "*Les "Fronts populaires*" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (Programme de Transition - L. Trotsky)
- "... la politique conciliatrice des "*Fronts populaires*" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme." (id)

- "Le fascisme est un instrument du capital financier" (id)

Causeries et infos en bref mars 2017

Chaque fois que fut porté au pouvoir par les urnes une majorité PS-PCF ou un gouvernement de Front populaire (parfois aux relents d'union nationale), en 1936, 1946, 1981, 1997, 2012, il en résulta quoi, rien, la vie continua comme avant pour les capitalistes. En revanche quand les ouvriers chassèrent le tsar du pouvoir en février 1917 en Russie, 8 mois plus tard ils renversaient le gouvernement de Front populaire et les institutions semi-féodales qui étaient demeurées en place, ils s'emparèrent du pouvoir politique par une révolution socialiste organisée par un véritable parti ouvrier révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, démontrant que c'était la voie à suivre pour aboutir à une transformation radicale de la société au profit des exploités et des opprimés. La suite est une autre histoire, ne confondons pas tout.

François Ruffin a déclaré dans l'émission "*Questions politiques*" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean
Jaurès. Le HuffPost 15.04.2018

Causeries et infos en bref mai 2018

Avec le Front populaire on ne risque pas de se tromper, puisque toutes les expériences de ce genre qui ont eu lieu dans le passé dans le monde, ont débouché sur le fascisme ou de terribles dictatures militaires, des régimes despotiques ou la guerre. Vous pouvez ajouter Macron si vous voulez, puisqu'il est le produit des Fronts populaires des années 80, puis de 2012 à 2017, le PCF avait participé au premier avant de le soutenir de l'extérieur, comme il le fera par la suite sous Hollande, avec la complicité des appareils pourris des syndicats qui devaient logiquement récidivé en appelant à voter Macron ou en refusant d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle, puisque le programme de Macron s'inscrivait dans la continuité de celui de Hollande.

Le Front populaire, c'est avant tout l'alliance des représentants de la classe des capitalistes avec ceux de la classe ouvrière, la collaboration de classes au sommet de l'Etat, la négation ou l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses pour renverser le régime, du gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme. On aura compris que le Front populaire est foncièrement réactionnaire et ne peut pas être autre chose, sauf à vouloir transformer le plomb en or.

- Mélenchon veut "*un Front populaire*" de partis, syndicats et associations - AFP 20 mai 2018

"*Je milite pour une forme d'unité populaire qui décloisonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif*", a affirmé M. Mélenchon lors du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. AFP 20 mai 2018

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire. (liberation.fr 25.05.2018)

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "*Front populaire*", le député de la Somme (Ruffin -ndlr)) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "*le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise*".

Les élections européennes seront, selon lui, un "*marqueu*r" de ce basculement. AFP 26.05.2018

Gauche : ils rêvent d'un nouveau «*Front populaire*» - LeParisien.fr 20.10.2018

Causeries et infos en bref février 2021

Le Front populaire en 36, mai 68, mai 81, des victoires ? Non, des défaites pour la classe ouvrière. Le premier débouchera sur le régime de Vichy, l'Etat de la milice, le fascisme et une guerre mondiale. Le second sera un baroud d'honneur ou du déshonneur qui permettra au capitalisme de se refaire une santé. Quant au troisième, il ouvrira la voie à l'avènement du néolibéralisme.

Causeries et infos en bref décembre 2021

Près de 200 personnes se sont rassemblées samedi à Paris à l'initiative du mouvement "*La Primaire populaire*" pour réclamer un "*front populaire écologique*" et "*l'unité*" à gauche pour l'élection présidentielle, a constaté une journaliste de l'AFP.

Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky

Article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité, 26 novembre 1935, sous le titre « *Front populaire et comités d'action* »

J-C - Face à la menace du fascisme, à la trahison du front unique qui enfanta le Front populaire, Trotsky appelait à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*". Ce document fournit un ensemble d'enseignements théoriques et pratiques dont certains sont d'actualité, je vous engage à le lire attentivement et à le faire circuler autour de vous.

Extraits.

Nous affirmons : le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut être révolutionnaire avec la politique non-révolutionnaire des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est prérévolutionnaire. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La prémisse fondamentale, économique, du socialisme existe depuis déjà longtemps. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même de la scène.

Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des exploiteurs et des étrangleurs. L'histoire pose avec acuité cette tâche devant nous. Si le prolétariat se trouve pour telle ou telle raison incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il est, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivra, les calamités s'accroîtront, le désespoir et la prostration s'empareront des masses, le capitalisme-décrépit, pourrissant, vermoulu-étranglera toujours plus fort les peuples, en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. Hors de la révolution socialiste, point de salut.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme.

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire.

De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait-pas pour longtemps- retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Il ne faut pas toutefois penser que le fascisme doive nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme, il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu préalablement avec les anciens partis « *démocratiques* » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'État militaire, lorsque celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France.

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme

politique qui ne serait capable de distinguer que deux états : « *révolutionnaire* » et « *non-révolutionnaire* » ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation prérévolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire surgira inévitablement une situation contre-révolutionnaire. C'est précisément devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français. La politique à courte vue, passive, opportuniste du front unique, et surtout des staliniens, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France.

Pour télécharger le document :

https://groupemarxiste.info/documents/CRC20.07.pdf

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 juin 2024

Je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre□révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces-pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois□ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire!

Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'Etat institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron,

autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 27 juin 2024

On commencera dans la bonne humeur. Je vous emmène en Inde.

Ils ne savent plus quoi instrumentaliser ou inventer pour vous maintenir dans un état de « *stress* » ou de psychose permanente.

Chaleur : c'est quoi le stress thermique, qui pourrait causer de sérieux dégâts cet été - Le HuffPost 20 juin 2024

https://fr.news.yahoo.com/chaleur-c-stress-thermique-pourrait-041811548.html

J-C – A défaut de « *canicule* », ils se rabattent sur « *le stress thermique* » pour justifier leur Green New Deal, leur mystification climatique et énergétique…

Imaginez, ils ont trouvé 33 morts en Inde en plein été sur 1,47 milliard d'habitants, c'est alarmant ! Dans le nord de l'Inde, où comme chaque année une canicule sévit pendant quelques jours ou semaines au plus, rien de plus banal, alors que dans le sud où je vis, au Tamil Nadu, cette année on n'a pas eu de canicule, je crois même que c'est l'été le moins chaud que j'ai vécu depuis près de 30 ans, mieux, il a plu davantage pour notre plus grand bonheur.

Vous aurez compris que, selon les intentions saines ou malsaines qui animent ceux qui vous informent, vous n'aurez pas du tout la même version de la réalité.

Virama, la mère de ma compagne qui a entre 90 et 95 ans, finit ses jours chez nous. Totalement dépendante, elle n'a plus que la peau sur les os, elle passe la journée allongée sur une toile dressée sur le sol en terre du jardin à l'ombre des arbres. Quand il pleut, on l'installe à l'abri devant la maison, à l'intérieur ce serait trop risqué, on a essayé, une catastrophe. Elle boit très peu, environ un demi litre d'eau par jour, elle n'a pas soif malgré la chaleur accablante l'été, 39°C maximum cette année la journée, 31°C la nuit.

Ce que les psychopathes font semblant de ne pas comprendre, c'est qu'on meurt quand l'heure a sonné, point barre, car il faut bien mourir un jour de quelque chose, pour un peu, ces despotes enragés voudraient imposer à chacun l'heure de sa mort et comment ou de quoi il devrait trépasser, quelle horreur !

Cette très vieille femme n'arrive pas mourir ! Elle vit à même le sol, elle ne peut plus se redresser, elle marche courber en deux quand on la soutient, sinon elle se déplace à quatre pattes ou elle rampe à la manière d'un ver de terre ou d'un reptile. Elle passe son temps à végéter et à dormir, elle ne reconnait pas ses enfants, personne, sauf rarement, elle n'a plus toute sa tête ou plus du tout. Elle gémit sans arrêt, pousse des hurlements, éclate de rire, elle parle toute seule ou à des personnes inexistantes, elle confond le jour et la nuit. Elle mange très peu trois fois par jour, plus le thé et quelques gâteaux secs à 5 heures. Il faut la faire manger ou la surveiller, elle balance la bouffe aux

chiens ! Selvi la lave et la change une ou deux fois quotidiennement. Elle empeste le matin, car la nuit elle se pisse dessus, et ce n'est pas le pire, je passe les détails.

Pour nous c'est une nouvelle expérience, choquante par certains côtés, car finir ses jours de cette manière-là c'est inhumain, même si par ailleurs elle est bien traitée, du coup on s'est promis de mettre fin à nos jours avant d'en arriver à cette extrémité-là. Personne de la famille de ma compagne ne voulait la prendre en charge, tous travaillent. J'ai accepté par pur humanisme, je n'ai pas hésité une seconde, je ne me voyais pas faire autrement, qu'aurait-on pensé de moi, que j'étais un monstre d'égoïsme, et puis, à quoi bon mon idéal, c'était une nouvelle occasion de mettre en phase la théorie et la pratique.

Je me suis demandé, comment les hommes ont-ils pu en arriver à prolonger la durée de leur existence, sans tenir compte qu'ils ne bénéficieraient pas toujours de conditions favorables pour finir leurs jours dignement ou s'épargner des souffrance inutiles, à quoi cela rime-t-il enfin, c'est d'une stupidité ou d'une cruauté qui me dépasse. Cette souffrance concernera de préférence les plus pauvres abandonnés à eux-mêmes, le sort et les souffrances des plus riches nous indiffèrent, qu'ils crèvent !

Cette femme ne vit plus, elle est réduite à l'état de déchet à décomposition lente, mais inexorable. Je l'ai sans cesse sous les yeux, en 6 mois j'ai eu le temps de l'observer attentivement. Qui pourrait envier un tel sort ou aurait envie de finir ses jours ainsi, absolument personne, qui y pense tout au long de sa vie, personne non plus. Dites, les hommes pensent-ils ? Il paraît que oui, parfois on ne le dirait pas.

Cela m'a fait penser aux millions de vieillards envoyés dans les Ehpad ou autres mouroirs nommés maisons de retraite. Le personnel qui y travail a du mérite assurément, il mériterait amplement un double salaire et au moins un mois de congé supplémentaire, car il faut avoir les nerfs solides pour supporter des dizaines de Virama. Les profs aussi, car les vieillards se comportent comme des gosses inconscients.

La civilisation humaine pourra-t-elle encore supporter longtemps une telle cruauté sans perdre sa raison d'être ? C'est la question que chacun devrait se poser avant qu'il ne soit trop tard.

Ma maison est en train de devenir un hospice ou un refuge pour écloper de la vie, je viens d'hériter de l'une des sœurs de ma compagne. Elle vit chez nous depuis deux semaines.

Sandhi a 50 ans environ, victime d'un accident de la route il y a deux ans, renversée par une vache ayant sauté sur la moto que son fils conduisait, cela ne s'invente pas, ne vous marrez pas. Elle s'est retrouvée avec un énorme hématome au genou gauche, baladée de médecins en hôpitaux et cliniques sans être soignée, mais soulagée de quelques milliers de roupies alors qu'elle est très pauvre, cet hématome est devenu aussi gros qu'un œuf d'autruche qui la fait horriblement souffrir.

Je me suis résolu à tenter de la faire soigner, à mes frais évidemment. Elle ne pouvait plus travailler et son mari est trop vieux, il bénéficie d'une allocation du Territoire de Pondichéry de 2500 roupies, une misère, le smic local est à 8 ou 10.000 roupies. Quant à son fils, il nous a fait savoir qu'il ne voulait pas casquer pour sa mère, il ne répond plus au téléphone. Faites des gosses pour assurer vos vieux jours, vous avez dû entendre ce truc-là pour justifier la démographie galopante de l'Inde, quelle connerie en vérité, il faut y vivre pour s'en apercevoir !

Je l'ai emmenée dans une clinique dont je connaissais le médecin et propriétaire depuis 1997. J'espère qu'il ne nous escroquera pas comme les autres, j'y ai déjà passé 4 heures avec le

déplacement, et j'ai dépensé 3500 roupies, prochain rendez-vous le 28 juin, si cela foirait, je ne saurais plus quoi faire pour cette pauvre femme, je n'ose pas y penser. Quelle tristesse !

Sinon on a aussi récupéré Vomsika du vendredi soir au lundi matin, la petite fille de ma compagne, 9 ans. Elle s'emmerde chez elle, alors qu'ici il y a les chiens et le jardin, elle peut jouer avec sa grand-mère et sa sœur, parfois avec moi aux dominos ou aux cartes. On la gâte, pas trop, juste ce qu'il faut quoi. Elle est adorable, quand elle n'en fait pas qu'à sa tête, c'est une gosse, normal. Pépère (moi) et grand-mère se prennent au jeu, on n'est pas des vieux cons aigris. On passe notre temps à se marrer ou à se faire des blagues. Bref, c'est la bonne humeur qui règne à la maison, cela me change de ce que j'avais connu en France ou avec ma seconde épouse (indienne) particulièrement mauvaise, c'est ma nouvelle famille.

Mani, le fils de ma compagne, qui me doit une grosse somme qu'il ne me rendra jamais, passe plus souvent aussi avec son épouse et leur bébé, parfois après un bon repas ils couchent à la maison transformée en dortoir ! Ils ont donné le prénom de ma fille à leur bébé, Maggy avec une particule indienne en plus. Je n'ai plus de nouvelles de ma fille depuis bientôt un an, après qu'elle m'eut traité de « *complètement con* ». Bordel, si tous les cons de la Terre me ressemblaient, on vivrait déjà sous le socialisme depuis longtemps, dommage !

Ici tout le monde m'aime bien (et me respecte), pourtant je suis dur avec les Indiens, parce qu'ils ont un peu trop tendance à prendre les Occidentaux pour des abrutis ou des pigeons qu'on peut plumer en jouant sur la corde émotionnelle, et puis il y a tellement de différences entre nous, ne croyez pas qu'ils profiteraient indument de ma gentillesse ou de ma crédulité, qui ne sont que feinte pour piéger les malfaisants justement. En revanche, en France tout le monde me détestait, ma famille, alors que j'étais le même, c'est étrange, non ? Les Français soi-disant les plus évolués ou qui se croient plus intelligents que la moyenne sont arrogants et méprisants, qu'ils soient pauvres ou non, ils passent leur temps à juger les autres. C'est le sport national des Français, alors que leurs comportements ne valent guère mieux que ceux des plus arriérés. Au passage, à ceux qui seraient tentés par l'extrême droite et le racisme ou la chasse aux immigrés, vous n'êtes pas sortis de la merde avec plus 7 milliards d'arriérés profonds répartis sur tous les continents !

Les gens ici sont plus simples, peut-être plus bêtes, mais pas forcément aussi ou plus mauvais contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre. Et puis on n'a pas du tout vécu la même histoire, surtout celle de la lutte des classes. Quand on en a conscience, tout glisse, ça calme, je vous assure. On se doit d'avoir un comportement exemplaire ou juste en toute circonstance, pas facile, on se fait piéger parfois, tout en conservant notre personnalité, ce n'est pas incompatible, c'est même fortement recommandé. J'ai une sacrée responsabilité à assumer avec tous ces gens à ma charge, et mes quatre chiens.

J'ai récupéré deux de mes chiots que mon beau-frère avait placés, dont un très maltraité. Je me suis dit que c'était le destin qui me les avait renvoyés, du coup je n'ai pas pu me décider à m'en séparer, je les adore, et les savoir malheureux m'aurait rendu trop malheureux. Riki à maintenant 10 mois et Lidy 5 mois, le père, Bima, 4 ans, et la mère Julie, 3 ans. Ils me coûtent une fortune en nourriture pour toujours être en bonne santé. On a tous des faiblesses ! Je partage mon maigre revenu avec tout ce monde-là, ne me le reprochez pas.

Voilà ma famille indienne au grand complet ou presque… elle est si nombreuse !

Libérez Georges Abdallah !

De Beyrouth à Lyon, la mobilisation se poursuit pour la libération de Georges Abdallah - Collectif Palestine Vaincra legrandsoir.info 23 juin 2024

https://www.legrandsoir.info/de-beyrouth-a-lyon-la-mobilisation-se-poursuit-pour-la-liberation-de-georges-abdallah.html

Georges Abdallah - C'est contre ce capitalisme que tous les protagonistes révolutionnaires devront vaincre pour vaincre la barbarie génocidaire et autres… Pour la survie de l'humanité, pour la survie de notre planète, il faut savoir se débarrasser du capitalisme et de sa barbarie et au plus vite.

Mon commentaire envoyé au blog Le Grand Soir :

- Soutien inconditionnel à Georges Abdallah.

Votre résistance est la plus magnifique leçon d'humanisme que vous pouviez donner à la jeunesse éprise de justice et de liberté, et aux vieux combattants contre l'oppression auxquels il arrive parfois de douter, merci.

Georges Abdallah - C'est contre ce capitalisme que tous les protagonistes révolutionnaires devront vaincre pour vaincre la barbarie génocidaire et autres… Pour la survie de l'humanité, pour la survie de notre planète, il faut savoir se débarrasser du capitalisme et de sa barbarie et au plus vite.

Quelle merveilleuse détermination, quel exemple de courage pour nous tous, il est plus révolutionnaire que l'ensemble des représentants du Nouveau Front populaire réunis !

C'est la question qui est posée à tous les exploités et opprimés : La survie du capitalisme et la barbarie ou leur négation, la seule alternative possible, cohérente, sérieuse, le socialisme.

Le socialisme, certains l'évoquent encore en passant entre la poire et le fromage pour se donner bonne conscience ou pour faire bonne figure. Certains parmi ses pires ennemis s'en réclament également, mais en réalité dans la majorité des cas, plus personne ou presque ne sait ce que cela signifie réellement, dogmatisé ou criminalisé, jamais ou presque abordé sereinement.

La confusion et la fabulation l'emporte sur toute réflexion basée sur les faits ou la connaissance réelle. Sa méthode pour interpréter la situation ou le monde, le matérialisme dialectique, cet instrument génial sorti du cerveau de nos plus illustres penseurs et humanistes, est délaissé ou personne ne le pratique ou le maîtrise suffisamment de nos jours (Depuis la mort de Lénine en 1924, gloire à lui !), de sorte que toutes les interprétations se valent sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, ce qui se traduit par la division infinie de nos forces.

On s'épuise à polémiquer entre nous au lieu de nous rassembler pour combattre ensemble nos ennemis communs, vulnérables sans cette boussole pour nous guider, affaiblis, on se retrouve réduits à l'impuissance, et pour peu qu'on soit de bonne foi, si on demandait quelle logique est à l'origine cette anarchie dévastatrice, c'est sans doute du côté de notre propre ignorance qu'il faudrait chercher (cela vaut pour moi évidemment), car pas un travailleur, pas un militant n'a intérêt un seul jour, une seule minute à la survie du capitalisme synonyme de barbarie.

Le socialisme ne devrait pas avoir besoin de justification, parce que rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de l'oppression. Voilà de quoi on devrait partir, voilà ce qu'on devrait avoir à l'esprit en permanence, voilà ce qui devrait nous obséder et guider notre combat politique, si je peux me permettre un conseil.

Je vis en Inde depuis près de 30 ans parmi des pauvres ou miséreux. Je peux vous assurer qu'il ne se passe pas un jour sans qu'on doive retenir nos larmes de couler à flot tant notre souffrance est immense. C'est pour eux que j'ai écrit ces lignes d'espoir, ainsi que pour Georges Abdallah. Nous finirons par briser nos chaînes, le socialisme vaincra !

Complément.

Comment les États-Unis font pression sur la France dans l'affaire Abdallah

https://www.francetvinfo.fr/choix/enquete-comment-les-etats-unis-font-pression-sur-la-france-dans-l-affaire-abdallah_6618186.html

Au format pdf :

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/Georges_Abdallah_article_FranceInfo.pdf

---

Il avait eu le tort d'adopter quelques réformes sociales ou progressistes.

J-C – Ni Georges Abdallah, ni Juan Orlando Hernandez n'aura bénéficié du même traitement de faveur qu'Assange. Qui peut avoir confiance dans la justice américaine ? Personne, hormis des crétins ou des ordures.

Honduras : L'ancien président condamné à 45 ans de prison pour trafic de cocaïne - 20minutes.fr 27 juin 2024

Juan Orlando Hernandez, président du Honduras de 2014 à 2022, qui a été condamné mercredi à New York à 45 ans de prison pour trafic international de cocaïne. Déjà reconnu coupable en mars d'association de malfaiteurs en vue de trafic de drogue et possession d'armes, il a également été condamné à payer une amende de huit millions de dollars.

« *En tant que président du Honduras, Juan Orlando Hernandez a abusé de son pouvoir pour soutenir l'une des opérations de trafic de drogue les plus importantes et les plus violentes du monde, et les peuples du Honduras et des Etats-Unis en ont subi les conséquences* », a indiqué le ministre américain de la Justice, Merrick Garland dans un communiqué. A la barre, Juan Orlando Hernandez a de nouveau clamé son innocence. *« J'ai été accusé de manière injuste et inappropriée* », a-t-il clamé en tenue de prisonnier. Son avocat a affirmé qu'il allait faire appel.

Selon les procureurs américains, l'ancien président hondurien a participé à et protégé un réseau qui a expédié environ 400 tonnes de cocaïne aux États-Unis entre 2004 et 2022, alors qu'il était membre du Congrès, président du Congrès puis président de la République. En retour, il aurait reçu des millions de dollars des cartels, dont celui de Sinaloa, dirigé par le célèbre narcotrafiquant mexicain Joaquin « *Chapo* » Guzman, condamné depuis aux États-Unis.

En échange de ces pots-de-vin, Juan Orlando Hernandez a « *protégé les narcotrafiquants des enquêtes, évitant leur arrestation et leur extradition* », ont assuré les autorités américaines. Juan Orlando Hernandez, qui s'était présenté comme le champion de la lutte contre le trafic de drogue, avait été extradé en avril 2022 vers les États-Unis. 20minutes.fr 27 juin 2024

Le rôle déterminant des médias comme moyen d'information ou de propagande n'échappe à personne.

J-C – Toutes les agences de presse du monde pratiquent la désinformation ou la propagande d'Etat pour manipuler les consciences. Tous les Etats détiennent des vérités que les gouvernements et les médias censurent ou autocensurent.

Des vérités, chacun se réserve le droit d'en user ou d'en divulguer une partie concernant ses ennemis du moment en fonction de ses besoins, d'où parfois certaines révélations explosives, qui se terminent le plus souvent en pétards mouillés, car chaque fois ils s'imposent des limites, au-delà desquelles il s'avèrerait qu'ils se sont compromis eux-mêmes, et ils n'y tiennent pas vraiment.

Je te tiens, tu me tiens par la barbichette… Telle est leur règle du jeu de dupes (nous).

Sinon, il y a les fuites inévitables autant qu'imprévisibles en tout genre provenant des incorrigibles bavards, des cons, des corbeaux ou des sources anonymes, des agents doubles, des taupes, des parasites quasiment indétectables qui s'immiscent partout, des brebis galeuses, des faux amis ou des ordures qu'on ne soupçonnerait pas, prêts à tout pourvu que cela rapporte, etc.

Avec la multiplication des moyens de communication de plus en plus sophistiqués, il devient très difficile, voire impossible de stopper une information qui s'est échappée malencontreusement ou non, comme un virus en somme !

Par exemple. Les Russes n'ont jamais révélé ce qu'ils savaient sur le 11 septembre 2001, plus près, sur Assange. Les Chinois nous ont baladés lors de l'épisode Covid. Aucun des deux n'a voulu mettre dans l'embarras les Etats-Unis, ils protègent mutuellement leurs secrets. Observez-le, même en cas de guerre, c'est pour dire à quel point leurs intérêts sont liés, jusqu'à un certain point, certes, rarement atteint, faut-il préciser, d'ici là, la macabre comédie peut continuer, sur notre dos évidemment.

Restriction des médias européens bloqués en Russie : la Hongrie bloque une déclaration commune de l'UE - RT 26 juin 2024

La Hongrie a bloqué une déclaration commune des membres de l'UE devant condamner les mesures de rétorsion prises par Moscou contre les médias européens. «*Seul le gouvernement hongrois s'est opposé à la déclaration générale*», a rapporté ce 26 juin le média hongrois 444.hu, citant une source au sein de l'institution européenne.

Parmi les organes de presse ciblés par Moscou, Le Monde, l'AFP ou encore LCI sont concernés côté français. À ceux-ci ont été ajoutés, par exemple, l'allemand Der Spiegel, l'espagnol El Pais, l'italien La Repubblica ou encore l'européen Politico.

À défaut d'une déclaration unanime des 27 pays membres, Bruxelles a dû se satisfaire d'un communiqué du chef de sa diplomatie Josep Borrell. «*L'UE condamne la décision totalement infondée des autorités russes de bloquer l'accès à plus de 80 médias européens en Russie*», a déclaré celui-ci ce 26 juin.

Josep Borrell estime que «*les médias européens interdits travaillent selon les principes et normes journalistiques. Ils fournissent des informations factuelles, également au public russe, notamment sur la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine*».

«*En revanche, les médias russes de désinformation et de propagande, contre lesquels l'UE a introduit des mesures restrictives, ne représentent pas des médias libres et indépendants. Leurs activités de diffusion dans l'UE ont été suspendues parce que ces chaînes sont sous le contrôle des autorités russes et jouent un rôle déterminant dans le soutien à la guerre d'agression contre l'Ukraine*», poursuit-il.

Et Josep Borrell de conclure : «*Le respect de la liberté d'expression et de la liberté des médias est une valeur fondamentale pour l'UE. Elle continuera à soutenir la mise à disposition d'informations factuelles également aux publics russes*.» RT 26 juin 2024

J-C – Il fallait oser le dire ! C'est à cela qu'on reconnaît les pires ordures.

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

Le macronisme, "*c'est terminé*", vive le hollandisme, son clone et son service après-vente.

J-C - Quelle différence y avait-il entre le Hollande et Macron au pouvoir : Pratiquement aucune !

Souvenez-vous : Notre ennemi, c'est la finance, pendant 5 ans Hollande sera à son service exclusivement. Qu'il ait cédé sa place à un protégé des Rothschild était dans l'ordre des choses finalement.

Législatives: le macronisme, "*c'est terminé*", dit Hollande en campagne - AFP

Je vous propose un scénario en apparence surréaliste, qui pourrait bien se réaliser au lendemain du 7 juillet en France. Ce n'est pas de la science-fiction, mais une hypothèse parmi d'autres.

Macron nomme Hollande Premier ministre, et le charge de constituer un gouvernement d'union nationale comportant des ministres et secrétaires d'Etat issus des composantes du Nouveau Front populaire et d'Ensemble, de dissidents de LR refusant de s'allier avec RN ou l'extrême droite.

Plus tard, Macron réunit le Parlement dans sa demeure royale de Versailles, à l'ordre du jour, l'adoption d'une modification de la Constitution l'autorisant à se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle de 2027.

Pour que cette modification soit adoptée, il faudrait que les 3/4 des voix des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat y soient favorables. Or, l'ensemble des voix des élus des partis qui participeraient à l'union nationale n'y suffiraient pas. Peu importe ou pas de problème, car pour ne pas être accusé de jouer les trouble-fête ou les mauvais joueurs, RN l'adopterait également.

Pourquoi ? Mais pour rejouer le scénario de 2002, 2017 et 2022 ou se retrouver seul face à RN et l'emporter lors de la présidentielle au second tour.

L'ensemble des composantes de l'union nationale ayant appelé à voter Macron au second tour en 2017 et 2022, encore faudrait-il qu'il soit qualifié à l'issue du premier tour. Pourquoi ne le serait-il pas, puisque avant la fin de son mandat l'ensemble des partis participants à l'union nationale auraient éclaté, sauf ceux ayant participé à tous les gouvernements précédents depuis 2017, ceux qui composent Ensemble (Renaissance, Modem, UDI). Macron peut parier sans prendre de risques sur la dislocation du Nouveau Front populaire et l'amplification de la crise qui déchire LR pour apparaître une nouvelle fois comme l'unique sauveur suprême face à l'extrême droite, et le vilain tour est joué.

Je n'ai pas évoqué les masses ou le mouvement ouvrier, qui après s'être faits bien des illusions lors de la campagne électorale dans le NFP, trahis cruellement par la dernière mouture du Front populaire, déserteront les urnes ou adopteront le même comportement que lors des scrutins de 2017 et 2022, pourquoi devrait-il en être autrement ; RN affaibli, car ayant subi la même punition que le NFP, qui plus est, faisant l'objet d'une campagne médiatique enragée pour le discréditer, ce ne sont pas les matériaux qui manqueraient, en conclusion si l'ensemble de ces conditions étaient réunies, ce qui n'est pas à exclure, la victoire de Macron serait assurée.

Il pourrait dissoudre l'Assemblée nationale, et lors des élections législatives on assisterait à un scénario similaire à celui de 1969, qui avait donné la majorité absolue, écrasante, aux partis de la réaction.

Et le pire, c'est que tout cela se tient, à moins que les masses surgissent violemment sur la scène politique et chamboulent ce fragile édifice, dans quelle mesure serait-ce possible, je l'ignore. Toujours est-il que sans une politique juste portée par une nouvelle direction leur inspirant confiance, on ne voit pas comment elles pourraient modifier le rapport de forces entre les classes à leur avantage.

Maintenant la vie et la lutte de classes sont en partie imprévisibles ou pleines d'inconnus et de surprises bonnes ou mauvaises, se préparer dans la sérénité à l'un et à l'autre vaut mieux pour les affronter dans les meilleures conditions.

J'appelle tous les travailleurs et militants qui veulent en finir avec le capitalisme et ses institutions, rompre avec l'UE et l'OTAN, l'ONU et toutes ses agences, à se rassembler au-delà de leurs divergences, pour mener le combat politique ensemble et vaincre nos ennemis, pour le socialisme.

Un dernier mot.

Notez bien que le scénario évoqué plus haut ne résoudrait rien pour autant, pire, car cela signifierait qu'une fois la crise institutionnelle passée, celle du régime demeurerait ou s'amplifierait.

Tous les éléments qui auraient participé à l'union nationale avec Macron se seraient gravement compromis, au point qu'un grand nombre de travailleurs et militants se détourneraient de tous ses partis, et certains d'entre eux chercheraient à se regrouper sur la base d'une politique juste, ce qui logiquement devrait les amener à renouer avec le socialisme ou à l'adopter, ce qui ouvrirait la voie à la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines et modifierait à terme du même coup les rapports entre les classes en notre faveur cette fois.

Cela pourrait se réaliser très rapidement, et dès lors que ces milliers de travailleurs et militants ne se trouveraient plus sous l'influence des opportunistes qui étaient en grande partie à l'origine de leurs divisions. Plus aucun obstacle majeur ne les empêcherait de se rassembler dans un parti ouvrier garantissant le droit de tendance, et l'expression de la démocratie dans ses instances conformément à ses statuts librement adoptés.

Comment fonctionne la fabrication du consentement de la réaction plébiscitant un agent de l'OTAN ukronazi de gauche, Glucksmann, et un facho, Bardella.

J-C - Pour le comprendre pas besoin de long discours, il suffit de lire quelques articles des médias-oligarques, en voici une sélection.

Sondage : Raphaël Glucksmann devient la personnalité de gauche la plus populaire, forte percée pour les autres leaders du Nouveau Front populaire - Public Sénat. 25 juin 2024

https://fr.news.yahoo.com/sondage-rapha%C3%ABl-glucksmann-devient-personnalit%C3%A9-031500518.html

Le « *barrage républicain* » contre le RN s'effrite, la gauche principale repoussoir, selon notre baromètre Odoxa - Public Sénat. 25 juin 2024

https://fr.news.yahoo.com/barrage-r%C3%A9publicain-contre-rn-s-031000721.html

---

Qui a dit ?

- « *Il n'y a pas d'extrême à gauche* ».

Réponse : Lionel Jospin sur le plateau de BFMTV le 23 juin. Le Point 24 juin 2024

J-C - C'était à propos du Nouveau Front populaire qui n'est ni de gauche ni d'extrême gauche, c'est une coalition de droite puisqu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme et son Etat.

Le Point - Il a ainsi estimé que la LFI risque d'être en infériorité numérique par rapport aux autres groupes de gauche : « *70 % des candidats du Front populaire sont communistes, socialistes, Verts ou de Place publique. On peut penser que le rassemblement de députés de ces 4 formations sera plus nombreux que LFI.* » Le Point 24 juin 2024

J-C - Il prend peut-être ses désirs pour la réalité, car pour voter pour un candidat de ces partis il faudrait être amnésique ou n'avoir tiré aucun enseignement de leurs trahisons passées, remarquez bien que c'est possible ou probable, je n'en sais rien, cela vaut également pour LFI.

Toujours est-il que, si ce que Jospin avance se réalisait, cela signifierait que les dirigeants de LFI ont sabordé leur organisation au profit des autres formations du Front populaire encore plus à droite, dont la principale fonction est de servir de rempart au régime, et non pas contre l'extrême droite, mais plutôt contre la révolution socialiste ou un soulèvement révolutionnaire des masses.

En famille. Ils rassurent ceux dont ils représentent les intérêts.

Les représentants des principaux partis dans la course aux législatives présentent, jeudi 20 juin, leur programme devant les organisations patronales, Eric Coquerel et Boris Vallaud pour le Nouveau Front populaire. francetvinfo.fr 20 juin 2024

J-C - C'est un classique qui a lieu lors de chaque élection, tous se plient à ce rituel consistant à faire allégeance au capitalisme.

Alors, qu'est-ce que ces partis ou coalitions parlant en notre nom, qui auraient des comptes à rendre au patronat, aux capitalistes, à croire qu'ils leur auraient confié un mandat, non ? Cela n'est-il pas suffisant pour comprendre qu'ils représentent leurs intérêts et non ceux des travailleurs ?

Gageons qu'ils auront la même attitude de larbins serviles pour rassurer la Commission européenne, qui a ouvert la voie à des procédures pour déficits publics excessifs contre la France, le FMI, la Banque Mondiale, les agences de notations, d'ailleurs l'annulation de la dette de la France ne figure pas au programme du NFP.

En famille. Si de Villepin vote Nouveau front populaire, c'est qu'il a de bonnes raisons de le faire.

Législatives 2024 : pour Dominique de Villepin, la priorité est de « *lutter contre le RN* » - Le HuffPost 20 juin 2024

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a déclaré ce mercredi 19 juin dans l'émission 24h Pujadas sur LCI qu'il ne voterait pas pour le Rassemblement national aux législatives, apportant un soutien implicite au Nouveau front populaire formé par la gauche. (J-C - Voilà qui mettra sans doute les uns et les autres d'accord, on en rigole d'avance.)

Il s'inquiète d'une potentielle victoire du parti d'extrême droite et de son arrivée au pouvoir qui serait un « *risque* » pour les institutions notamment. (J-C - Il a donc inutilement les mêmes préoccupations que les composantes du Nouveau front populaire, bravo ! J'ai précisé inutilement, car nous ne prendrions jamais la défense des institutions de la Ve République.)

Le journaliste David Pujadas l'invite alors à préciser sa pensée : votera-t-il Nouveau front populaire si le candidat de l'alliance de gauche est face à celui du RN ? Dominique de Villepin acquiesce tout en déclarant : « *Je considère que la priorité doit être donnée à la lutte contre le Rassemblement national. Le Rassemblement national constitue aujourd'hui la véritable menace pour notre pays.* ». (J-C - En 2002 ils avaient tous appelé à voter Chirac au second tour, alors que Le Pen n'avait aucune chance de l'emporter, histoire de montrer déjà à l'époque qu'ils demeuraient fidèles au régime en place. En 2012, en 2017 et 2022 aussi, tous appelèrent à voter Macron au second tour. Mais dites donc c'est une constante chez eux, oui, enraciné depuis toujours en fait, c'est leur véritable nature qui n'a rien de gauche, encore moins de révolutionnaire.)

Celui qui a également été ministre des Affaires étrangères ajoute que « *la force centrale* » représentée par le parti de la majorité Renaissance est « *celle qui est susceptible d'apporter les*

réponses ». Mais « *elle souffre d'un immense handicap qui est le fait qu'Emmanuel Macron a abusé des pouvoirs qui étaient les siens et a montré une surdité sans égal* », tacle-t-il.

« *Il s'est convaincu que sa légitimité était pleine et entière, sans se rendre compte qu'au second tour [de la présidentielle en 2022, NDLR], des gens ont voté pour lui sans vouloir lui donner un chèque en blanc* », continue-t-il.

Dominique de Villepin ajoute que l'« *incapacité au compromis* » d'Emmanuel Macron « *a conduit là où nous en sommes aujourd'hui* ». Il estime que la dissolution annoncée par le chef de l'État est une « *faute* », et pense d'ailleurs que ce serait un « *miracle* » si la majorité remportait ces élections. Le HuffPost 20 juin 2024 (J-C – Par endroits de Villepin semble vivre sur une autre planète !)

L'art de se discréditer ou la démagogie appliquée.

Comment comprendre autrement, qu'un parti consacre un communiqué à expliquer que le Nouveau Front populaire ne peut pas représenter les intérêts des travailleurs, pour finalement appeler à voter pour ses candidats au premier comme au second tour des législatives ?

Dans le communiqué du Parti des travailleurs publié le 18 juin 2024

- De manière plus générale, au premier tour et au second tour, les travailleurs et la population unis se rassembleront sur le mot d'ordre : « *Pas une voix pour les candidats de l'extrême droite et ses alliés de droite et du camp macroniste, ils doivent être battus !* », on doit donc en conclure que c'est la position ou le mot d'ordre du Parti des travailleurs que je ne partage pas, parce qu'il est suicidaire ou consiste malgré tout à colporter des illusions dans des partis qui n'ont eu de cesse de trahir les intérêts des travailleurs, de soutenir les institutions de la Ve République, et par conséquent interdire aux travailleurs de trouver une issue politique rompant avec le capitalisme et ses institutions.

Un tel opportunisme ne peut qu'interpeller les militants et les travailleurs les plus conscients qui seraient prêts à se rassembler dans un parti ouvrier, mais qui s'y refuseront sur la base des positions adoptées par le PT, car cela reviendrait à se compromettre gravement, définitivement. On ne peut pas inspirer confiance aux militants et aux travailleurs en recourant à un tel procédé, en leur tenant constamment un double langage.

Mes commentaires publiés dans plusieurs blogs

- Je viens de lire les deux articles suivants qui résument ce qu'est le Front populaire, et ces exploits, l'essentiel y est à quelques lacunes près, peu importe, c'est révélateur ou instructif pour les plus jeunes.

Quel militant, censé honnête, qui plus est parmi les plus âgés, qui ignoreraient la nature contrerévolutionnaire du Front populaire, comment il s'est employé chaque fois à gouverner pour le compte des capitalistes avant de remettre le pouvoir à la réaction, alors que rien ne l'y obligeait, révélant à cette occasion les intérêts de quelle classe il représentait ?

Les faits sont si nombreux et accablants, d'une telle gravité, qu'on a du mal à comprendre comment il s'en trouve pour encore oser le défendre, quelles sont leur véritable intention. Ne serait-ce pas cela qui devrait nous préoccuper, parce que le Front Populaire fut une épouvantable escroquerie politique sciemment planifiée, et non un accident de parcours ou une erreur, répétés si souvent on ne peut pas invoquer le hasard ou une coïncidence. Ce qui est le plus désolant, c'est d'en être encore à se poser ces questions un siècle plus tard, comme si on ignorait les réponses.

Le Parti socialiste entre défaites et trahisons - 18 juin 2024

https://www.vududroit.com/2024/06/le-parti-socialiste-entre-defaites-et-trahisons/

L'union de la gauche et ses désastres - 23 juin 2024

https://www.vududroit.com/2024/06/lunion-de-la-gauche-et-ses-desastres/

- Excellent rappel. Comme le souligne un lecteur le PS (SFIO) fut marxiste et cessa de l'être, le PC fut communiste (admettons-le!), il cessa de l'être, pour affronter le capital, le renverser la classe ouvrière a besoin d'un parti qui soit marxiste et communiste, alors notre tâche prioritaire ne serait-elle pas de le construire ?

- Un lecteur LGS dans un autre article.

- Mais, comme je le disais plus tôt, on y trouve aussi Poutou. Pourquoi un anticapitaliste acharné tel que lui se rangerait dans le même camp qu'un ami de la finance ? Parce qu'il a compris une chose que peut-être vous n'avez pas réalisée.

Cela ne serait-il pas plutôt par hasard, parce que le NPA colportant toutes les mystifications de Davos et flirtant avec des think tanks du PS serait aussi "un ami de la finance" ?

L'antifascisme (et anti tout ce qu'on voudra) qui ne rompt pas avec le capitalisme et ses institutions est une escroquerie politique.

- ...l'antifascisme n'est pas une injure. C'est la base même du Front Populaire, le vrai, celui de 1936. Le Front Populaire est une union des forces de gauche pour barrer la route au fascisme, qui menaçait alors de renverser la République.

Même réponse, le Front Populaire a été conçu, non pas "*pour barrer la route au fascisme*"... mais au socialisme.

Dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) :

- Les dirigeants de la « *gauche* » qui appellent à combattre l'extrême droite devraient, s'ils veulent réellement en écarter la menace, tirer les leçons du passé. Durant les quarante-trois dernières années, la Ve République a été présidée pendant dix-neuf ans par un président « socialiste » et

dirigée cinq ans de plus par un gouvernement de « *gauche* » cohabitant avec un président de droite. Vingt-quatre années durant lesquelles des ministres communistes, socialistes, Verts ou futurs insoumis ont obstinément refusé de s'engager sur la voie d'une véritable rupture avec la Ve République et le capitalisme. Fin.

D. Gluckstein aurait pu ajouter tous les gouvernements dits de gauche sous la IIIe et la IVe République, car tous œuvrèrent avec application au maintien du régime capitalisme.

Ce constat, chacun le connaît mais feint de l'oublier, dont l'auteur (D.G.) porte également la responsabilité pour avoir appelé à voter Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle en 1981, et qui a fait croire qu'une majorité de députés PS et PCF allait ouvrir une crise révolutionnaire, qui évidemment n'aurait jamais lieu, parce que justement l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF révélait exactement l'inverse, à savoir que le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier n'était pas parvenu à maturité, puisqu'ils n'étaient pas parvenus à rompre leurs illusions dans ces partis, ce qui à son tour signifiaient qu'ils demeuraient totalement subordonnés au capitalisme, dans ces conditions aucune rupture avec le régime n'était envisageable à court terme, vous connaissez la suite qui le confirma.

Cela ne devait (ne devrait) pas nous empêcher de situer notre combat politique dans la perspective de la révolution socialiste, encore fallait-il préciser qu'elle n'emprunterait pas forcément le même chemin qu'en Russie en 1917 ou en Chine en 1949, à Cuba en 1959, et préciser pourquoi et lequel, ce que nos dirigeants furent incapables de définir pour les raisons qu'on peut deviner.

Si ce scénario a pu fonctionner en 1917 en Russie, donc en 1981 dans un contexte totalement différent, en France un demi-siècle plus tard les conditions d'existence des masses allaient constituer un obstacle infranchissable, et en 2024, soit maintenant plus d'un siècle plus tard, si vous comptez sur les mêmes facteurs objectifs pour renverser le régime en place, vous vous faites de graves illusions, parce que les mêmes acteurs (et facteurs) sont absents ou encore plus corrompus qu'en 1981. Que faire ? Ce pourrait être davantage des facteurs politiques correspondant à des aspirations démocratiques très dégradées, qui pourraient devenir les éléments hautement inflammables susceptibles d'embraser le régime, faudrait-il encore qu'elles deviennent une priorité pour les masses, et qu'un parti ouvrier s'en empare et conquiert la direction des masses pour les guider jusqu'à la victoire finale, or, on n'en prend pas le chemin malheureusement...

Pour parvenir à concevoir notre émancipation au bout d'une aventure entamée il y a des millions d'années, il a fallu sans cesse se frotter aux dures réalités de la nature, faire usage de la liberté dont nous disposions, sinon nous n'aurions pas pu progresser. Cette liberté fut notre oxygène, qu'on nous en prive et la civilisation humaine n'y survivrait pas. Or, c'est justement l'intention de ceux qui détiennent aujourd'hui tous les pouvoirs. Leur retirer, conquérir le pouvoir politique, c'est l'unique moyen de pouvoir renverser l'ordre social liberticide qui nous asphyxie littéralement. Vive le socialisme, vive la liberté !

- On peut reprocher beaucoup de choses au PCF : son autoritarisme, son stalinisme, sa bureaucratie, son sectarisme, ses trahisons, ses discours cocardiers, mais sur ce point, il n'avait jusqu'alors pas transigé.

Bref, on peut tout lui reprocher, peu importe, voilà un remarquable exercice de démagogie et d'autoblanchiment. Où va se nicher l'opportunisme.

- Ruffin et Autain incarnent l'aile la plus droitière de LFI avec Coquerel qui ne s'en cache pas.

Ce que les ex-cadres ou dirigeants trotskystes lambertistes (OCI-POI-PT) ont reproché à leurs dirigeants, ils se sont empressés de les imiter par la suite, c'est un ex-militant de ce courant politique qui parle. Ce que j'ai constaté après avoir rompu avec ce courant politique depuis longtemps, c'est qu'aucun ne s'était livré à une analyse politique sérieuse pour déterminer l'origine de la dérive ou la faillite politique de ses dirigeants, parce qu'ils s'étaient eux-mêmes compromis et ils refusaient de l'admettre, contrairement à moi qui l'ait reconnu publiquement, mais il faut dire que je n'avais rien à perdre à dire la vérité et je n'avais plus aucune responsabilité politique depuis des décennies.

Ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que lorsqu'ils démissionnent de leur parti ou ils en sont virés manu militari, généralement ils ne partent pas seuls s'ils rejoignent un autre parti ou ils en créent un autre, ils emmènent leur cour avec eux, leurs admirateurs qui n'ont pas un niveau théorique suffisant pour cerner leurs contradictions... Quand ils rejoignent un autre parti, ils doivent se fondre dedans, faire allégeance à ses dirigeants s'ils veulent obtenir des mandats électifs, et s'ils constituent un courant, il doit être loyal envers la direction du moment, si maintenant ils optent pour un fonctionnement fractionnel, ils seront vulnérables et à tout moment ils seront expulsables sans que personne n'accourt pour les sauver ou les regrette.

Il faut bien comprendre que chacun des dirigeants de ces partis ont parfaitement conscience qu'ils se sont tous compromis gravement un jour ou l'autre, qu'ils mentent tous, qu'ils sont tous hypocrites, etc. et qu'à tout moment on peut leur reprocher, d'où un consensus entre les dirigeants de tous les courants qui partagent les mêmes intérêts matériels sonnant et trébuchant, leur seul raison d'être, comme un capitaliste ou un banquier.

Adrien Quatennens s'est excusé, de quoi, du procès d'intention qu'on lui attenta, de son manque de personnalité, de sa lâcheté, de n'être pas parfait ? C'est un pauvre type qui ne valait pas la peine qu'on le défende, et si j'ai refusé d'hurler avec la meute des chiens enragés qui voulaient sa peau, j'ai notamment expliqué que les femmes avaient le don sournois de pousser à bout les hommes et d'instrumentaliser leur faiblesse psychologique pour les faire passer pour des monstres, alors que ce sont elles qui se comportent de la sorte avec une extrême violence, invisible, c'est pratique, leur culpabilité ne sera jamais établie, pour autant qu'on les juge, ce dont je me passerai bien, c'était juste histoire de remettre les choses à leurs places, car seul le régime et les conditions qu'ils imposent aux femmes et aux hommes méritent de l'être.

- Je partage le commentaire d'Hassinus suite à l'article "*La France dans le train de la mort du RN*".

Vous dites : Les composantes du CNR à la sortie de la guerre étaient on ne peut plus opposées idéologiquement et ça ne les a pas empêchées de faire œuvre commune.

On pouvait difficilement imaginer pire collaboration de classes incluant des monarchistes, un jour je m'en suis entretenu avec monsieur Meyssan qui le défendait, il me répondit qu'il l'assumait pleinement, or à ma connaissance c'est un anticommuniste.

Laquelle ? Liquider le mouvement révolutionnaire armé apparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale, remettre le pouvoir à de Gaulle, que le mot d'ordre contrerévolutionnaire Un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez) incarna à merveille.

Le programme du CNR s'inscrivait dans la continuité de celui de Front populaire, il eut pour unique objectif la reconstruction du capitalisme français, de l'Etat français.

La question qu'on n'ose pas poser de crainte de la réponse, semble-t-il, serait de savoir quelles sont les véritables intentions des uns et des autres, leurs réels objectifs politiques, cela vaut pour tous les acteurs ou partis politiques qui s'expriment en notre nom, correspondent-ils aux intérêts fondamentaux des exploités incompatibles avec la survie du capitalisme et ses institutions, au socialisme, je n'en ai pas du tout l'impression,

Tout a été fait pour que les travailleurs et les militants abandonnent toute perspective d'émancipation, tout espoir d'un changement de régime économique et politique, dès lors s'accommoder du capitalisme est devenu la norme du mouvement ouvrier, et gare à ceux qui oseraient la défier au nom du socialisme, ils seront traités de renégats... par ses fossoyeurs.

On vit dans une société où l'imposture et l'inversion accusatoire, l'abus de pouvoir et de confiance sont devenus la règle, mais rien n'empêche de ne pas l'appliquer et d'adopter le marxisme, même s'il est impopulaire, car depuis quand les ignorants dicteraient notre orientation politique, vaut mieux encore être à contrecourant des masses que de les accompagner à l'abattoir. C'est à se demander si combattre sous le drapeau du socialisme est encore autorisé, s'il ne faudrait pas s'en excuser ou le mettre en berne, il y a plus d'un siècle on entendit le même discours à l'unisson de la réaction, rien n'a changé.

- « *il est crucial de combattre les falsifications, les mensonges...* »

Assurément, y compris ceux de Mélenchon et ses semblables. Comme vous y allez, pas du tout, cette opération médiatique sert justement hypocritement à les faire oublier, on n'est pas dupe, car personne ne croit vraiment que Mélenchon serait antisémite. L'essentiel est ailleurs.

On pourrait ressortir ses déclarations nostalgiques de la "grandeur de la France" ou celles dans lesquelles il déclarait sa flamme à l'armée française, dans les deux cas au service de l'empire colonial, de l'impérialisme français, qui comme chacun sait n'a jamais rien eu à voir avec le développement du racisme dans ce pays. Entre "la France aux Français" et "produisons français", vous voyez une différence ?

- "*L'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre*" - Mitterrand, Alger 1954

Il serait plutôt anticommuniste, depuis quand, sans doute depuis toujours, c'est la raison pour laquelle lorsqu'il quitta l'OCI ce fut pour rejoindre la social-démocratie dégénérée, afin d'appliquer son idéologie qui depuis ne l'a jamais réellement quitté, ce que plus tard l'adhésion du POI à LFI a confirmé, les trotskystes lambertistes étant des crypto-social-démocrates. En fait, cet admirateur de Mitterrand ne rompra jamais avec la social-démocratie. Après avoir fait l'essentiel de sa carrière au PS, il deviendra secrétaire d'Etat du gouvernement Jospin sous Chirac, le champion des privatisations sous la Ve République. Une fois atteint ce degré de collaboration de classes, de décomposition politique ou de compromission partagée par le PS, il pourra le quitter sans toutefois jamais caractériser la nature sociale du PS histoire de conserver un lien avec lui. Il le confirmera à sa manière le 7 décembre 2011 en allant jusqu'à qualifier Hollande d'homme "de gauche". Il

récidivera en 2024 en servant sur un plateau 175 circonscriptions au PS laminé lors de toutes les élections précédentes, cerise sur le gâteau avec l'investiture de Hollande par le Nouveau Front populaire, bref, liste loin d'être exhaustive de son engagement politique constant au service du régime en place.

On se demandera aussi, comment se fait-il qu'il faille encore revenir sur tous ces partis et acteurs politiques, dont nous sommes censés connaître par cœur l'histoire épouvantable, entre gens honnêtes j'entends, mais ce ne sont pas eux qu'on écoute malheureusement ou qui ont pignon sur rue...

Cela nous fait penser aux nostalgiques d'un passé qu'ils n'ont jamais vécu ou dont ils n'ont jamais eu à souffrir... Comment les reconnait-on ? C'est facile, ce sont les premiers qui vous appellent à la patience, qui vous expliquent qu'un changement (révolutionnaire) de régime économique ou politique est inenvisageable, ils craignent autant une révolution que la guerre, il faut ménager la Bourse et les banquiers, le patronat, la Commission européenne, le FMI et les agences de notation, etc. bref, comme en 36, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1981, toujours quoi !

@ RV

- A vous lire on peut penser que vous auriez conchié le CNR au nom d'une pureté révolutionnaire.

Ne seriez-vous pas en quelque sorte une réincarnation de la figure du commissaire du peuple ?

Si c'est au commissaire du peuple version léniniste que vous pensiez, vous avez tout à fait raison, bravo ! Je l'assume, je mérite d'être caractérisé de gauchiste, par qui, inutile de le préciser tout le monde l'aura compris.

J'avais rédigé une réponse plus longue, mais je renonce à la publier ici, ce sera dans mon blog, je ne tiens pas à monopoliser les commentaires.

- La dette de la France, c'est la dette des oligarques, des banquiers, des capitalistes du CAC40, un gouvernement au service des travailleurs devrait refuser de l'honorer, tout simplement, bref remettre les compteurs à zéro...

Rompre aussi avec l'UE et la BCE, ne gardez l'euro que pour certaines transactions internationales si nécessaire, opter pour un règlement avec une monnaie locale (franc ou autre) comme le pratique certains pays des Brics par exemple.

- L'ascension de l'extrême droite témoigne en premier lieu de la faillite politique ou de la trahison des partis qui composent le Nouveau Front populaire, tout comme l'abstention massive des travailleurs lors de chaque élection. L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, mille fois hélas !

Le FN-RN ou l'extrême droite est comme Al-Qaïda une créature de l'oligarchie financière depuis le début du XXe siècle, dommage qu'elle n'apparaisse pas dans cet article.

C'est bien d'être antifasciste, anti-RN, anti-extrême droite, antiraciste, anti-impérialiste, anti tout ce qu'on voudra, mais si le moment venu, je précise bien, on n'est pas avant tout anticapitaliste et ses institutions, cela ne vaut guère mieux que les pacifistes en temps de paix et va-t-en-guerre dès qu'elle est déclarée.

- Les faits, rien que les faits, on entend bien s'y tenir strictement, mais ce n'est pas le cas des auteurs de cette contribution politique. Tout dépend de l'objectif politique qu'on se fixe, s'accommoder du régime en place ou préparer les conditions politiques pour le renverser.

Pourquoi ne pas appeler à "*une mobilisation immédiate*, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme" ? Parce que ce mot d'ordre n'a jamais été à l'ordre du jour du Front populaire en 1936, il n'était pas d'actualité, gauchiste, trop révolutionnaire, entendez marxiste ou léniniste, il ne le sera pas davantage en 2024.

Dans cet article ne figure pas non plus la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, or c'est bien la crise du capitalisme et ses institutions qui est à l'origine de la situation sociale et politique actuelle. Tout le monde sait ou devrait savoir, comme en 1936, que c'est cette tâche politique que le prolétariat doit accomplir, elle conditionne la satisfaction de ses besoins sociaux et de ses aspirations démocratiques, tout le reste est du baratin.

- Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme. Trotsky 1935

- Ne parvenant plus à poster un nouveau commentaire après l'article précédent, je le fais ici.

J'ai partagé le commentaire d'un lecteur peut-être un trop vite.

Assange était décrit comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres. Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé *La Cause du Peuple* en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de conneries, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de ce commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

Palestine occupée.

«*L'armée israélienne est l'une des armées les plus criminelles au monde !*» selon la Commission d'enquête de l'ONU

https://reseauinternational.net/larmee-israelienne-est-lune-des-armees-les-plus-criminelles-au-monde-selon-la-commission-denquete-de-lonu/

Santé.

La France agent des assassins de Big Pharma en Afrique.

Macron, l'UE, l'Union africaine livrent les Africains au criminel Bill Gates (Gavi)

L'épisode covid devait servir de prétexte à une offensive mondiale de l'oligarchie financière contre la santé de la population mondiale.

La nouvelle forme du colonialisme sera plus sournoise et cruelle encore, plus envahissante et radicale en affaiblissant l'immunité naturelle des Africains pour le compte de l'oligarchie financière par le biais de ses trusts pharmaceutiques mafieux.

L'Afrique a été relativement épargnée par la mystification hygiéniste au coronavirus entre 2020 et 2023, elle a compté un nombre de décès insignifiant sans que la population ne soit vaccinée, contrairement aux populations occidentales qui ont enregistré une surmortalité à partir de 2021, date à partir de laquelle elles servirent de cobayes aux injections géniques expérimentales à ARN messager.

Paris accueille un sommet mondial pour accélérer la fabrication de vaccins en Afrique - RFI 20 juin 2024

Paris reçoit ce jeudi le Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinales. Organisé à l'initiative de Gavi (l'Alliance des vaccins), de l'Union africaine et de la France - au nom de l'Europe - il doit réunir au siège du ministère des Affaires étrangères des représentants des États africains, des donateurs, de l'industrie pharmaceutique, de la société civile et des organisations internationales. Les présidents du Sénégal, du Ghana, du Rwanda, du Botswana font le déplacement.

L'objectif est de permettre à l'Afrique de disposer de plus de vaccins et plus vite, quitte à ce qu'elle en produise davantage sur son sol.

Mais il s'agit d'abord pour l'Alliance des vaccins (Gavi) de rassembler des fonds pour les cinq années qui viennent. Cette alliance d'États, d'industriels, d'organisations internationales et de fondations, a permis grâce à son pouvoir de négociation avec les fabricants d'éviter 17 millions de

morts en vingt ans, en aidant les États africains à vacciner à prix abordable un milliard d'enfants, contre la rougeole, le pneumocoque, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche ou la poliomyélite. Désormais, Gavi souhaite en vacciner un milliard de plus en deux fois moins de temps et déployer les nouveaux vaccins qui ont été développés contre le paludisme, ou le cancer du col de l'utérus, principale cause de mortalité chez les femmes en Afrique désormais. Tout en reconstituant ses réserves de vaccins contre la fièvre jaune, le choléra ou Ebola.

Ce forum pour la souveraineté vaccinale doit aussi donner naissance à un nouvel instrument financier, l'Accélérateur africain de fabrication de vaccins (Avma), pour encourager le développement d'une industrie sur le continent. Car pour l'heure, l'Afrique importe plus de 98% des vaccins dont elle a besoin. La pandémie de Covid, au cours de laquelle l'Afrique avait été servie en dernier, avait servi de révélateur. Les projets avancent, mais pas assez vite. La récente pénurie de vaccins contre le choléra l'a cruellement démontré.

L'Afrique ne produit qu'1 à 2% des vaccins dont elle a besoin. Et les projets lancés au lendemain de la crise du coronavirus n'ont pas encore vu le jour. Au Kenya, l'Américain Moderna a tout bonnement renoncé à son projet de vaccin anti-Covid-19. Les autorités de Nairobi espèrent monter une usine de remplissage de vaccin tuberculose - polio - varicelle d'ici cinq ans.

Au Rwanda, pas de date de production prévue, mais la firme allemande BioNtech a fait venir des conteneurs où sa technologie ARN messager devrait permettre de fabriquer un vaccin anti Covid-19, mais aussi contre le paludisme et la tuberculose à l'avenir. Au Sénégal, l'institut Pasteur de Dakar relance sa production de vaccins contre la fièvre jaune, 40 millions de doses visées fin 2024, avec la technologie de culture cellulaire traditionnelle.

Une nouvelle usine devrait fabriquer des vaccins contre la rougeole. Enfin, l'Afrique du Sud, faute de montée en puissance de son hub sur l'ARN messager, et en attendant les transferts de technologie du seul fabricant coréen de vaccin anti-choléra, devrait voir se concrétiser dans les deux à trois ans une usine de son champion, Aspen. Ce sera, étape beaucoup plus rapide à mettre en œuvre, de la mise en flacon de sérum fabriqué en Inde.

Le Sénégal se voit comme un candidat naturel à la fabrication de vaccins, car depuis les années 60, l'Institut Pasteur sait produire les sérums contre la fièvre jaune au standard de l'OMS. Il en fabrique jusqu'à huit millions de doses par an, rapporte notre correspondante sur place, Léa-Lisa Westerhoff.

Dakar s'appuie sur cette expertise pour plaider pour son grand projet de vaccinopole en banlieue de Dakar. Les murs sont là et les laboratoires aussi avance une source de l'Institut Pasteur, mais aucune date encore pour le début de la production à grande échelle.

Dans un premier temps, l'idée est de produire jusqu'à 40 millions de doses de fièvre jaune par an, mais dès 2026, le Cepi, une initiative pour accélérer l'accès aux vaccins pour tous, a sélectionné le Sénégal et l'Afrique du Sud pour fabriquer des vaccins contre les épidémies et pas seulement le Covid.

Au forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinale, le Sénégal compte donc plaider pour l'obtention de fonds et notamment bénéficier de l'Accélérateur de la production des vaccins en Afrique (Avma), ce mécanisme financier pour aider à fabriquer des vaccins en Afrique qui devrait être lancé ce jeudi. L'objectif est aussi de trouver des partenaires industriels pour apporter leur expertise en matière de fabrication à grande échelle.

J-C – On a envie de dire paradoxalement : Heureusement que les Africains sont trop pauvres pour se faire vacciner avec leurs saloperies, idem en Inde où je vis, se soigner est un luxe qui passe en dernier, hélas, mais quand on est pauvre, on n'a pas le choix.

Niger.

Niger : Niamey retire à la société française Orano, ex-Areva, un important gisement d'uranium - 20minutes.fr 25 juin 2024

Le gouvernement en place en Niamey a confirmé lundi soir le « *retour dans le domaine public de l'Etat* » de l'important gisement d'uranium d'Imouraren dont le permis d'exploitation a été retiré la semaine passée à la compagnie française Orano (ex-Areva).

Cette déclaration intervient après l'adoption en Conseil des ministres d'un « *projet de décret portant retrait du permis d'exploitation de l'uranium à la société Imouraren SA* », une filiale d'Orano. Jeudi, la société française avait annoncé « *prendre acte* » de la décision du Niger, mais les autorités n'avaient pas communiqué sur le sujet.

Imouraren, dans le nord du Niger, est l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à 200.000 tonnes. La chute des prix de l'uranium sur le marché mondial, après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011, avait gelé les opérations d'Orano. Le 12 juin dernier, l'entreprise avait par contre annoncé le lancement récent de « travaux préparatoires ».

« *Nonobstant les reports accordés à sa demande* », la société française « *n'a jamais honoré ses engagements* » malgré deux « mises en demeures » qui lui ont été « *adressées par le ministère des Mines le 11 février 2022 puis le 19 mars 2024* », a détaillé le gouvernement pour justifier sa décision de retirer le permis.

Le régime militaire au pouvoir à Niamey depuis un coup d'Etat en juillet 2023 – qui a fait de la souveraineté une de ses priorités – a plusieurs fois répété qu'il souhaitait revoir en profondeur le système d'exploitation des matières premières sur son sol par des compagnies étrangères.

Le Niger fournit 4,7 % de la production mondiale d'uranium naturel, loin derrière le Kazakhstan (45,2 %), selon des chiffres de 2021 de l'agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA). Environ un quart de l'approvisionnement en uranium naturel des centrales nucléaires européennes en 2022 provenait du Niger, le 2e pays derrière le Kazakhstan et devant le Canada. 20minutes.fr 25 juin 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 juin 2024

Plein de bonnes nouvelles aujourd'hui, et ce n'est peut-être pas fini, qui sait ?

Le troisième tour pourrait se dérouler dans la rue, sur les barricades ou il n'aura pas lieu.

- Législatives 2024 : le nombre de procurations atteint les deux millions, un record - FranceInfo 28 juin 2024

- Législatives 2024 : vers une mobilisation inédite des électeurs ? - FranceInfo 29 juin 2024

Leur instrumentalisation de dernières minutes concerne les votes par procuration, qui s'élèveraient à deux millions. Un record, normal, selon les médias mainstream qui y voient un regain d'intérêt des Français pour ces élections législatives, motivés par leur enjeu politique, leur crainte de voir accéder au pouvoir « *les extrêmes* ». Vraiment ? En réalité, le premier tour aura lieu le dimanche du premier week-end de juillet, quand des millions de Français seront partis en vacances, d'où leur recours exceptionnel à cette procédure.

Peu importe, il n'en aura pas fallu davantage pour qu'ils tablent sur une hausse de la participation, un scénario qu'aurait prévu le despote de l'Elysée en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale, voyez-vous cela, le malin aurait tout prévu. Biden aussi, on en rigole d'avance ! (lire plus loin)

Tribune libre.

La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

L'éditorial par Daniel Gluckstein

Ingouvernabilité, guerre civile, coup d'État, révolution...

Où va la France ?

La crise de la Ve République s'aggrave de jour en jour. Nul ne peut en comprendre les ressorts s'il ne part pas des forces sociales en présence et de leur confrontation.

La clef de voûte de la Ve République, c'est le président de la République. Le rejet de Macron, tel qu'il s'est exprimé le 9 juin, fut si massif qu'il a impacté le régime lui-même. Or la Ve République, c'est l'enveloppe institutionnelle de l'État. Qu'est-ce que l'État ? L'instrument de l'oppression d'une classe sociale par une autre classe sociale, indispensable au bon fonctionnement du système capitaliste. Sans disposer de l'État, une poignée de multimilliardaires qui contrôlent les moyens de production ne pourraient exploiter la force de travail de l'immense majorité. À travers les

institutions, c'est aujourd'hui l'État qui est en cause et, à travers lui, le régime de la propriété privée des moyens de production.

Les institutions de la Ve République n'ont pas la souplesse d'un régime parlementaire dans lequel les alliances et les combinaisons peuvent varier autant que nécessaire pour préserver le régime lui-même. Sous la Ve République, le mode d'élection basé sur le scrutin de circonscription uninominal à deux tours rend difficile la constitution d'alliances après élection. Le principe en est plutôt que des coalitions constituées avant le vote cherchent à gagner une majorité de sièges pour former le gouvernement. Aujourd'hui, à quelques jours du premier tour, l'hypothèse d'un seul bloc disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas la plus probable. À quoi s'ajoutent les problèmes soulevés par une éventuelle cohabitation. Au point que le pronostic d'« *ingouvernabilité* » après le 7 juillet revient de plus en plus fréquemment dans les médias.

Nos adversaires, qui savent que ce n'est pas la première fois que nous évoquons l'agonie de la Ve République, ironiseront peut-être : « *Ah, bon, à l'agonie depuis si longtemps* ? » Oui. Cette agonie se prolonge du fait de l'incapacité des deux classes sociales en présence à conclure de manière définitive. La classe capitaliste, parce qu'en dépit des coups qu'elle a portés ne parvient pas à démanteler jusqu'au bout les droits et garanties arrachés par le combat ouvrier depuis près d'un siècle (notamment dans les grands mouvements de classe en 1936, 1945, 1953, 1955, 1968…). La classe ouvrière, parce qu'en dépit de mobilisations par millions a été et est confrontée à des directions qui, quand vient l'heure d'organiser la confrontation, par exemple par l'appel à la grève générale, choisissent de se dérober. On l'a vu récemment dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

En se prolongeant, l'agonie du régime pousse à une décomposition générale, institutionnelle, politique, sociale. Ce régime est à ce point discrédité qu'il ne peut, en se maintenant sous sa forme actuelle, qu'aggraver le rejet et ouvrir la voie à un effondrement total. Mais c'est un fait qu'à ce stade aucune force sociale n'est en mesure d'imposer une solution alternative, que seule pourrait dégager soit une force résolument orientée vers le coup d'État militaire, le totalitarisme et/ou l'extension de la guerre (ce dont Macron a ouvertement menacé le pays en évoquant le 24 juin le spectre de la « *guerre civile* ») ; soit la classe ouvrière s'orientant vers l'issue révolutionnaire pour prendre le pouvoir entre ses mains.

Que peut-il alors advenir ?

Pour répondre à cette question, il faut, répétons-le, partir de la situation des deux classes sociales fondamentales en présence : la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Comme toutes les bourgeoisies, la bourgeoisie française déteste et craint par-dessus tout la déstabilisation. Elle a besoin de stabilité pour faire tourner ses affaires. La zone de turbulence dans laquelle le pays est entré est source d'inquiétude. La pression exercée par les agences de notation – c'est-à-dire le capital financier des États-Unis – et par l'Union européenne et le FMI, tout cela va dans le même sens : la bourgeoisie est sommée de faire des progrès de productivité. Elle doit par conséquent être capable d'aller plus loin dans la remise en cause des droits ouvriers, responsables, à ses yeux, d'un « *coût du travail* » exorbitant.

Quel que soit le résultat sorti des urnes le 7 juillet, la classe capitaliste a besoin de garanties solides concernant la préservation de ses intérêts par un futur gouvernement. Dans la situation actuelle, ces garanties se concentrent sur deux questions clefs.

La première concerne la préservation des institutions. Les « *trois grands blocs* » s'y engagent : celui constitué par les macronistes, la droite et le centre bien sûr ; mais aussi le Rassemblement national (RN) ; c'est le cas également du Nouveau Front populaire (NFP), qui renvoie à un futur indéterminé l'objectif pour le moins vague d'« *abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions* » et de passer « *à une 6e République par la convocation d'une assemblée constituante* ». De manière immédiate, en cas de victoire électorale, tous s'engagent à cohabiter avec Macron. En application de la Constitution de la Ve République, une fois l'élection passée, Macron nommera donc le Premier ministre (article 8), présidera le Conseil des ministres (article 9), promulguera (ou non) les lois votées par le Parlement (article 10), signera (ou non) les ordonnances et les décrets (article 13). Comme « *chef des Armées* » (article 15), c'est lui qui aura le pouvoir d'engager (ou non) la France dans des conflits. Il conservera la prérogative de négocier et ratifier les traités internationaux (article 52). Et surtout, il disposera avec l'article 16 de la possibilité d'instaurer l'état d'urgence qui suspend les libertés et concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Question : rompre avec la politique des gouvernements précédents, est-ce possible en gardant Macron avec tous les pouvoirs de censure et de verrouillage que lui confère la Constitution ?

La seconde, c'est le consensus sur la politique de guerre. La guerre impérialiste en cours forme un tout. En Europe, elle exige l'armement et le surarmement de l'Ukraine, alimentant le bain de sang qui fauche des milliers de vies des deux côtés du front. Au Moyen-Orient, elle a pour fondement la négation des droits nationaux du peuple palestinien (ce qui, depuis la partition de 1947 jusqu'au génocide d'aujourd'hui, constitue une marque essentielle de l'ordre impérialiste). La poursuite de la guerre, c'est la garantie de juteux profits. Des centaines de milliards de dollars ont été investis depuis plus de deux ans dans la guerre en Ukraine par le bloc (de plus en plus intégré) formé par l'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis ; à quoi s'ajoutent les investissements nécessaires aux préparatifs guerriers contre la Chine et l'armement du gouvernement génocidaire d'Israël. Pour toutes ces raisons, pour l'impérialisme mondial – dominé par l'impérialisme américain –, il est hors de question que la France se dégage du rôle de supplétif qui lui est assigné, sous la direction de Washington, dans le cadre de l'OTAN. S'agissant de la guerre, Bardella s'engage à tenir les engagements de la France, en Ukraine et au Moyen-Orient. Le programme du NFP prend lui aussi l'engagement de poursuivre la « livraison d'armes nécessaires à l'Ukraine » et d'inscrire sa politique moyen-orientale dans le cadre des résolutions de l'ONU…

Question : quel crédit apporter à l'engagement de « *rupture* » revendiqué par le programme du NFP dès lors que ce programme s'engage à consacrer à la guerre les centaines de milliards qui font et feront défaut aux écoles, aux hôpitaux, aux services publics de plus en plus démunis ?

Toutes les coalitions en présence s'engagent donc au respect des institutions et de l'engagement dans la guerre. Il n'en découle pas pour autant que les cercles dirigeants du capital financier sont indifférents à la composition du futur gouvernement. Face au risque d'« *ingouvernabilité* », leur préférence – ou plutôt leur moindre répugnance – pourrait se tourner vers un gouvernement d'« *arc républicain* », une majorité parlementaire allant des Républicains à la social-démocratie, comme le recommande Édouard Philippe. Encore faudrait-il que les forces soient suffisantes à l'Assemblée nationale pour former une telle majorité. Encore faudrait-il qu'elles le veuillent. Et à condition – exigeront les dirigeants capitalistes – que ce gouvernement ne renonce pas à imposer les contre-réformes contre la classe ouvrière. Or un tel gouvernement serait marqué dès sa constitution par son extrême fragilité. Il pourrait rapidement être tétanisé face à la résistance ouvrière. Au mieux donc, ce serait pour la bourgeoisie la « *moins pire* » des solutions. Mais pour combien de temps ?

À défaut, une partie des cercles dirigeants du capital financier laisse entendre qu'ils pourraient s'accommoder, au moins provisoirement, d'un gouvernement de cohabitation Macron-Bardella. Mais à condition de lui imposer leur agenda. Le RN est réticent, bien qu'il donne de plus en plus de

gages, y compris sur le respect de l'Union européenne. Il craint l'effet d'« *usure* » d'un gouvernement de cohabitation qui ferait ombrage à la possible élection de Marine Le Pen en 2027. Les cercles dirigeants du capital financier, eux – à ce stade –, voudraient éviter une confrontation brutale avec la classe ouvrière. Mais s'il n'est pas d'autre moyen, certains secteurs sont aujourd'hui prêts à en courir le risque avec un gouvernement du RN, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Qu'en est-il du NFP ? Bien qu'il porte en gros caractères le mot « *rupture* », son programme, on l'a vu, reste dans le cadre des institutions. Les dirigeants du NFP qui se portent candidats au poste de Premier ministre revendiquent de siéger dans un Conseil des ministres présidé par Macron. Les cercles dirigeants du capital financier sont pourtant réticents à une telle combinaison et ne s'y résoudront que si vraiment il n'y a pas d'autre possibilité. Leurs craintes ne portent pas sur les intentions des dirigeants du NFP, dont les partis et les dirigeants ont fait la preuve dans le passé de leur capacité à gouverner sans rompre ni avec la Ve République ni avec le capitalisme. Ce que craint la bourgeoisie, c'est la base sociale du NFP, ces millions de travailleurs et de jeunes qui, en votant pour lui, le chargent de leurs revendications et de leurs aspirations.

Que veulent les travailleurs et les jeunes ? Ils ont des revendications vitales sur le pouvoir d'achat, le logement, l'école, les hôpitaux, les conditions de travail, la Sécurité sociale. Ils veulent un pouvoir qui les satisfasse. La plupart font majoritairement confiance aux partis du NFP. Mais ces revendications, ces aspirations appellent, pour devenir réalité, une rupture dans les faits et pas seulement sur le papier. Cette exigence de rupture avec le capital financier, les institutions de l'Union européenne et la Ve République, portée par la mobilisation sociale de millions, les capitalistes la craignent. À raison !

Les dirigeants du NFP eux-mêmes oscillent entre deux attitudes : revendiquer de gouverner le pays en multipliant les preuves de leur « *sérieux* », comme l'ont fait Coquerel et Vallaud présentant leur programme au Medef afin de convaincre les patrons, faisant appel à leur « *patriotisme économique* » et leur « *bonne volonté* » ; ou s'engager tout de suite dans une compétition pour savoir qui sera Premier ministre et ainsi déchaîner la division entre dirigeants qui, pourtant, revendiquent le même programme. Faudrait-il finalement, par la division, permettre à Macron de garder les rênes du pouvoir ? Faudrait-il tout renvoyer à 2027 ? Serait-ce là notamment le calcul de Mélenchon dont l'objectif essentiel est son élection à la présidentielle dans trois ans ?

Ingouvernabilité… Le Monde évoque un coup d'État institutionnel via une manœuvre pour un troisième mandat. Europe 1 souligne le possible recours à l'article 16. Et Macron agite la menace de la « *guerre civile* » qui pourrait justifier ce recours à l'article 16…

Les travailleurs et les jeunes qui votent pour le NFP ne sont ni aveugles ni amnésiques. Ils savent qu'il y a eu dans le passé des gouvernements, sous Mitterrand, sous Hollande, sous Jospin, qui rassemblèrent tous les partis que l'on retrouve aujourd'hui dans le NFP (ou leurs dirigeants) et refusèrent alors de s'engager sur la voie de la rupture. Souvent, lorsqu'ils sont interrogés à ce sujet, travailleurs et jeunes répondent : « *Nous n'avons pas oublié, mais on ne peut pas tout régler en même temps, c'est pourquoi nous voulons d'abord bloquer l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et ensuite nous nous attèlerons à imposer un gouvernement qui mène une politique de rupture*. »

C'est dans ce contexte que le Parti des travailleurs a été amené à avancer le mot d'ordre « *Dégager Bardella, chasser Macron, rupture ouvrière* ». Des millions de travailleurs et de jeunes voteront pour le NFP parce qu'ils estiment que c'est la voie la plus économique pour imposer une politique de rupture, rupture avec la guerre, avec la misère, avec toutes les contre-réformes.

Sans illusion dans le programme du NFP, le Parti des travailleurs est partie prenante de ce mouvement de millions. En toute indépendance, déployant notre propre politique et nos propres mots d'ordre, nous conforterons le mouvement par lequel les travailleurs diront à ces dirigeants : « *Prenez le pouvoir entre vos mains, dégagez Macron, dégagez les institutions de la Ve République ! Formez un gouvernement Mélenchon-Roussel-Faure sans Macron ni patrons, sans les institutions de la Ve République ! Formez un tel gouvernement, mettez sans délai en œuvre les premières mesures d'urgence, sans craindre de rompre avec la Ve République et le capitalisme !* ». (Je pense qu'on ne devrait pas encourager les travailleurs à formuler leurs illusions dans les partis pourris du NFP. Je ne crois pas que ce soit le meilleur moyen de combattre ces illusions, aucune expérience dans le passé ne permet de le justifier, c'est une très grave erreur politique. Devraient-ils faire de même envers les capitalistes juste pour tester leur réaction ? On est en droit de se poser ces questions, non ? Et puis quoi encore, sachant pertinemment de quoi il retourne, bien d'autres arguments sont à notre disposition pour les amener à comprendre la nature du Front populaire, de ses partis, du capitalisme. – J-C)

Pour le Parti des travailleurs, cela exige notamment la confiscation des centaines de milliards de la loi de programmation militaire, des profits des capitalistes et des dividendes versés aux actionnaires, et leur affectation aux besoins du peuple travailleur.

Finalement, tout se concentre dans la capacité des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes pour faire prévaloir leurs besoins. L'issue ne pourra surgir que dans la confrontation directe entre les classes. Le Parti des travailleurs, bien qu'il ne le revendique pas explicitement dans son programme, ne peut se construire que comme un parti révolutionnaire qui assume non seulement la perspective de la rupture, mais aussi le combat pour lui ouvrir la voie, c'est-à-dire aider à organiser la lutte de classe par le combat pour l'unité.

La solution viendra de la rupture. Cette rupture peut être ouvrière et révolutionnaire et emprunter la voie démocratique du combat pour l'Assemblée constituante et le gouvernement ouvrier. Elle peut à l'inverse être une « rupture » de type totalitaire, prenant y compris la forme d'un coup d'État ou d'une dérive vers une nouvelle forme de fascisme.

Tel est l'enjeu de la nouvelle étape de confrontation qui mûrit entre les classes sociales.

N. B. : Cet éditorial a été rédigé les 24 et 25 juin. Au rythme extrêmement rapide des événements, il sera probablement dépassé dans tel ou tel aspect factuel avant même l'impression du journal. Il reviendra aux travailleurs, aux jeunes, aux militants ouvriers qui nous lisent de juger si, au-delà de tel ou tel détail, la ligne générale de notre analyse et les conclusions que nous en tirons sont utiles ou non au combat d'émancipation.

Mes commentaires publiés dans deux blogs.

Note aux lecteurs.

Si vous souhaitez partager vos idées sans vous faire insulter ou sans être censuré, vous pouvez les adresser au blog *Le Grand Soir* qui a publié tous mes commentaires jusqu'à présent. Je suis sûr qu'il accueillera les vôtres avec plaisir, si toutefois vous respectez les autres lecteurs et que vous ne tentez pas d'imposer vos idées par des moyens déloyaux.

Toutes les tendances du mouvement ouvrier interviennent dedans, certains lecteurs vont voter NFP, LO, PRCF, RN, s'abstenir ou voter blanc.

En revanche, je ne vous conseille pas de vous connecter et d'envoyer des commentaires au blog *Réseau Internationale* étranger au mouvement ouvrier et où pullulent des lecteurs d'extrême droite que vous ne serez peut-être pas en mesure d'affronter.

- le Front populaire historique ne se concevait pas sans une dialectique très active, et entièrement tournée contre le grand capital

Or, le Front populaire refusa obstinément de s'attaquer au "*grand capital*", aux fondements du capitalisme, trahissant chaque fois ses engagements, et vous osez ressortir cela ? Avis à ceux qui en pinceraient pour le PRCF.

- Le plus troublant dans l'affaire Assange, c'est qu'il soit encore en vie, qui plus est, libre et apparemment en pleine forme.

D'autres personnages plus ou moins importants ont raconté qu'ils avaient été victimes de dizaines de tentatives d'assassinats pour finalement en réchapper miraculeusement, par exemple Meyssan ou Castro. D'autres généralement méconnus, mais figurant parmi des témoins gênants, ont eu moins de chance qu'eux et ont été liquidés à la première occasion.

Personnellement, je n'ai jamais fait référence aux "*révélations*" de WikiLeaks, parce que des médias-oligarques (Le Monde) en avaient été des destinataires, j'ai toujours pensé qu'il y avait quelque chose de pas très propre derrière, quoi, je l'ignore précisément.

- Vous avez décrit Assange comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres.

Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé La Cause du Peuple en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de connerie, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de votre commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

Quand on reproduit des infos d'une telle importance provenant d'un blog ou d'une autre source, la moindre des choses seraient de la communiquer aux lecteurs pour qu'ils puissent immédiatement en vérifier la validité ou le sérieux.

- De mon trou en Inde. Quel magnifique exercice de démocratie ouvrière !

Merci Le Grand Soir de permettre une telle confrontation d'idées en publiant tous ces commentaires sincères et étayés. Merci à tous ces honnêtes lecteurs animés de bonnes intentions qui défendent loyalement leurs idées sachant qu'elles peuvent encore évoluer, et qui partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qui soit. Comme quoi c'est parfaitement possible de discuter ensemble librement sans s'insulter ou s'étriller.

Cela devrait permettre d'y voir plus clair ou d'éclaircir notre horizon, qui demeure désespérément bouché depuis de trop nombreuses décennies, et de faire renaître chez des millions de travailleurs et des milliers de militants ouvriers l'espoir dans le socialisme, la seule alternative au capitalisme ou qu'un changement de régime politique et économique est indispensable et possible.

Cela devrait contribuer à définir une politique juste, qui d'un coup balayera nos désaccords et réalisera notre unité, sans laquelle nous ne vaincrons jamais nos ennemis. Car effectivement, personne d'autres que nous n'est responsable des tâches qui nous incombaient, et que nous ne sommes jamais parvenus à résoudre jusqu'à présent, nous devons l'assumer et aller de l'avant, au lieu d'avoir toujours les yeux fixés sur le rétroviseur du passé.

Dans ces commentaires chacun détient un petit bout de la vérité, mais personne n'est parvenu à les rassembler. Qu'est-ce qui devrait nous guider, nos objectifs politiques ou ce que pense untel ou untel, tel ou tel média, à les lire on se dit qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire, mais on progresse. Par exemple, on a lu pas mal de choses sur Mélenchon, qu'en est-il au juste ? Pris au piège de ses contradictions, sauf à les partager et se compromettre, il est indéfendable, alors on ferait mieux de l'oublier.

Il faut aller à l'essentiel pour avancer, sinon on piétinera indéfiniment et on ne s'en sortira jamais. Toutes les voies qu'on a empruntées dans le passé et qui ont conduit à une impasse ou à une défaite, doivent être abandonnées. Pourquoi s'obstiner lorsque les mêmes causes produisent indéfiniment les mêmes effets, c'est stupide.

Là on baigne en pleine confusion. Pour les uns, "*Le principal intérêt de cette élection est de mettre hors d'Etat de nuire la macronie*", pour d'autres, "*battre le parti fondé par des Waffen SS est la tâche de l'heure*", ou encore, "*avec le NFP la promesse d'une rupture. Je préfère essayer la rupture plutôt que de ne rien tenter.*".

Sinon on régresse : "*Je crois aussi que l'armée est assez sûr.*".

Mais parfois on a le droit à un moment de lucidité : "*toute nouvelle trahison à la socialis*te" *se paiera très cher et verra le RN triompher sans coup férir !!*" Là aussi : " *Le FN n'est pas une pustule étrangère au système dominant. Il est une pièce maitresse dans sa stratégie de sauvegarde du pouvoir. Il sert la droite (appel au réflexe républicain) comme la fausse gauche (barrage au fascisme) ce qui lui permet de justifier son existence avec un énorme gain : empêcher une vraie gauche de voir le jour et de se renforcer. C'est ce qui explique qu'aucune possibilité de révolution ne pointe son nez à l'horizon alors que tous les ingrédients d'une révolution en France cognent si fort. Bien joué pour le capitalisme.* "

Parfois on brûle, ici par exemple "*La seule chose à faire est de (...) tirer la leçon de nos soixante années de turpitude intellectuelle*", ou encore "*les partis de gauche en France qui ont droit aux*

médias de masse, ne sont pas de gauche.", ici aussi *" LFI est une gauche parfois radicale mais toujours légaliste, démocrate et réformiste*.", là on y est : "*Le pire est que cette gauche ne veut plus affronter le capitalisme mais faire avec.*", ouf, c'est sorti aux forceps !

Pire, on se renie "*si JLM se met simplement en retrait - un sondage du "Nouvel Obs" le confirme : 38% des Français sont prêts à voter NFP et LFI s'il n'est pas impliqué dans un futur gouvernement ; ce qui nous mettrait en tête de tous les partis du pays ! Cela est une excellente surprise et prouve que la Gauche n'a pas dit son dernier mot si elle sait s'y prendre...*», ou encore, quand "*mener le combat sereinement*" consiste à ne pas "*affoler les gens*", cela signifie qu'on n'a pas hésité à se compromettre avec l'ennemi, cela ne s'appelle pas de la sérénité, mais du sadisme.

Pire encore ou suicidaire, là on touche le fond, il y en a qui avouent avoir voté RN, "*un vote stratégique de déstabilisation de Macron*", et qui le voient déjà au pouvoir, à croire qu'ils l'espèrent.

On nous parle de "*mémoire*" à propos du fascisme, mais pas du Front populaire, du PS ou du PCF, des multiples trahisons de leurs dirigeants successifs pendant près d'un siècle ou plus.

Parmi ce "*qu'on n'a jamais essayé*" : La révolution, tiens, personne ne l'a fait remarquer, un oubli révélateur, plutôt inquiétant, non ?

- Voilà une description bien angélique, vous ne trouvez pas ?

- « *Respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et bénéfice mutuel, et coexistence pacifique*»

Voilà un discours qu'on a entendu autrefois dans la bouche de tous les diplomates des puissances occidentales. Elles avaient exporté ou investi des masses considérables de capitaux sur les continents asiatique, africain et sud-américain, afin de profiter de la détresse économique des pays sous-développés pour en tirer un maximum de profits au détriment des populations locales qui resteront soumises au sous-développement durant près d'un siècle, ou leur imposer un mode de développement économique concourant à les réduire davantage en esclavage, leur modèle de société.

Autrement dit, les travailleurs de tous ces pays se verront accorder une amélioration de leur condition d'existence matérielle, sans pour autant que leurs conditions de vie soient satisfaisantes, car moyennant des conditions de travail harassant et des salaires misérables, de telle sorte qu'ils seront maintenus dans la pauvreté et la précarité absolue, un véritable cauchemar quotidien sans espoir d'en sortir. Dans chaque pays des puissances occidentales, des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu le même traitement injuste génération après génération depuis le début du XXe siècle, ce qui signifie qu'ils n'ont pas réellement profité du développement économique de leur pays.

Si nous ne sommes pas égaux face au développement économique dans notre propre pays, affirmer qu'il en irait autrement quand des grandes puissances traitent avec des pays pauvres, c'est nous prendre pour des imbéciles ou des ignorants.

La Chine faisant face à d'immenses besoins en matières premières pour nourrir sa population et assurer son développement futur, elle se sert de ses énormes réserves financières dues à son

excédent commercial et des gigantesques profits qu'elle tire de l'exploitation de ses travailleurs, pour jouer le même rôle économique à l'échelle mondiale que les puissances occidentales aux XIXe et XXe siècle, afin d'assurer la pérennité du capitalisme mondial. Elle investit en Afrique dans des infrastructures, et dans une certaine mesure dans le social, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, les capitalistes firent la même chose un siècle auparavant, parce qu'on ne peut pas faire marcher des usines avec une masse analphabète, indisciplinée, malade, crasseuse, et non par humanisme.

On vit la même chose en Inde où je vais terminer mes jours, et puis je suis issu d'une famille ouvrière française très pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. J'ai assisté depuis 1991 au "*développement économique*" de l'Inde. 35 ans plus tard, pour les travailleurs indiens le bilan est effroyable...

Qu'on ne nous raconte pas d'histoire, le caractère hégémonique qui domine les relations entre États, durera aussi longtemps que le système économique mondial reposant sur la confiscation du pouvoir politique et la domination d'une classe sur une autre, n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre.

Enfin une bonne nouvelle de la famille Rothschild et de l'Etat profond américain : Ils sont dans la merde !

J-C – Tout puissant, comme quoi, hein ? Nous les vaincrons, le socialisme s'imposera. N'en déduisez pas hâtivement que le capital financier lâcherait Macron. Il l'a essoré visiblement. Resservira-t-il ou il est bon à jeter, l'avenir le dira.

Législatives 2024 : pour « *The Economist* », il n'y a plus de centre en France (littéralement) - Le HuffPost 27 juin 2024

La Une du magazine économique anglais estime que sur l'échiquier politique, le centre a disparu. C'est-à-dire Macron.

Le big bang politique français résonne bien au-delà de l'Hexagone. Le magazine économique britannique The Economist a dévoilé la Une de son prochain numéro ce jeudi 27 juin qui représente un drapeau français déchiré. Et un titre : « *France's center cannot hold*. »

Sur le côté droit, le titre du numéro à paraître samedi 29 juin est clair : « *Le centre français ne tiendra pas.* » Une référence au parti Renaissance d'Emmanuel Macron, coincé entre les blocs de gauche et de droite à trois jours des élections législatives.

Alors que Renaissance avait une majorité relative en 2022, le camp présidentiel pourrait ne pas obtenir plus de 100 sièges (sur 577) à l'Assemblée. De quoi faire dire aux analystes, dont ceux de The Economist, hebdomadaire à tendance libérale et plutôt pro-Macron, que le centre représenté par le parti du président de la République pourrait bien disparaître après le 7 juillet prochain. Le HuffPost 27 juin 2024

J-C – Et les Young Leader de Davos ? Comme Macron trop déconnectés de la réalité apparemment…

Présidentielle américaine. Dans le camp démocrate en panique, la course pour remplacer Joe Biden est lancée - Courrier international 29 juin 2024

Gavin Newson ? Gretchen Whitmer ? Pete Buttigieg ? En panique suite à la performance catastrophique du président Joe Biden lors du débat du 27 juin contre Donald Trump, le parti démocrate ouvre grand les vannes pour un possible changement de candidat à la convention nationale de Chicago.

Une chose est sûre, le remplacement de Joe Biden qui continue, comme le souligne le Financial Times, de vouloir "*rester dans la course et se projette déjà dans le second débat contre Trump*", programmé le 10 septembre sur la chaîne ABC News, ne sera pas chose aisée.

Trois scénarios se dégagent selon plusieurs médias américains dont le Wall Street Journal.

Première éventualité, Joe Biden décide effectivement de rester dans la course, auquel cas, souligne le journal :

"*Il n'y a pas de possibilité pour un autre démocrate de devenir le candidat officiel du parti*."

Deuxième scénario : Joe Biden décide de se désister, les démocrates vont alors pouvoir nommer un nouveau candidat officiel lors de la convention nationale démocrate qui doit se tenir du 19 au 22 août prochain à Chicago.

Enfin, si Joe Biden décidait de se désister après la convention démocrate, cela compliquerait les choses pour son parti, "*le président du parti Jaime Harrison devrait alors consulter les gouverneurs et les élus démocrates du Congrès avant de pouvoir décider d'un remplacement*". Courrier international 29 juin 2024

États-Unis: le New York Times appelle Joe Biden à se retirer de l'élection présidentielle - BFMTV 29 juin 2024

Le journal américain le New York Times juge que Joe Biden n'est pas le bon candidat face à Donald Trump après son débat raté cette semaine. La convention qui doit désigner officiellement le candidat démocrate aura lieu au mois d'août. BFMTV 29 juin 2024

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

Pourquoi se compromettent-ils ? Les sous !

Le HuffPost - Quand un parti politique parvient à faire élire l'un des siens, celui-ci lui rapporte in fine 37 000 euros par an. Mais même s'il échoue, les rentrées peuvent être conséquentes. Avec une règle simple : tous les partis politiques qui réunissent plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions sont éligibles aux financements de l'État. Et ce, quel que soit leur résultat final. Chaque voix rapportera 1,61 euro chaque année au parti lié.

Il y a donc un enjeu au moins financier à participer à ces élections, quand bien même les chances de l'emporter sont minimes voire nulles. Avec 0 député, Reconquête a tout de même reçu 1 500 000 euros cette année. Et Lutte ouvrière, 370 000 euros.

Le sujet est aussi crucial au moment de nouer des alliances et nécessite de faire dans la dentelle. Car derrière la naissance du Nouveau Front populaire, présenté comme un accord de gouvernement et un programme de près de 200 mesures, il y a des enjeux financiers évidents. Si le PCF hérite de 50 circonscriptions, c'est avant tout parce qu'au-dessous il ne perçoit aucun financement public. Quand LFI « *cède* » une centaine de circonscriptions au PS, il lui laisse aussi la possibilité de percevoir plus d'argent. huffingtonpost.fr 27 juin 2024

J-C – Le PT, qui ne présentera que 20 candidats, n'est pas à mettre dans ce panier de crabes.

Géorgie.

Géorgie : la loi contre la «*propagande LGBT*» votée en première lecture - RT 27 juin 2024

Un projet de loi interdisant «la propagande des relations homosexuelles et de l'inceste» dans les établissements d'enseignement et les émissions de télévision a été adopté ce 27 juin en première lecture par la majorité des députés du Parlement géorgien.

L'opposition, elle, a boycotté le vote. Avant que ce texte ne devienne loi, deux autres lectures, prévues d'ici la fin de l'année, seront nécessaires.

Ce texte «*concerne la diffusion de scènes intimes à la télévision et pendant les projections de films dans les salles de cinéma, ce qui est une pratique courante*», avait précisé le président du Parlement, Shalva Papuashvili, début juin.

Ce projet de loi a déjà fait au début du mois de juin, l'objet de critiques acerbes dans les médias occidentaux. Ainsi, le journal canadien de langue française Le Devoir voyait dans l'usage des «*valeurs traditionnelles*» une «*formule qui n'est pas sans rappeler celles du président russe*», quand Politico parlait de «*répression à la russe*».

Moscou a en effet renforcé sa législation sur la «*propagande LGBT*» depuis la loi de 2013 interdisant la «*propagande*» de «*relations sexuelles non traditionnelles*» auprès des mineurs. Une loi qui a été élargie en 2022 auprès de tous les publics, dans les médias, sur internet, dans les livres et les films. Enfin, en novembre 2023, la Cour suprême russe a qualifié le «*mouvement public international LGBT*» de groupe extrémiste. RT 27 juin 2024

Bolivie

Un coup d'Etat made in USA raté, qui avait comme une odeur de lithium.

En trois heures, la Bolivie a tremblé et éliminé une tentative de coup d'État 27 juin 2024 - RT 27 juin 2024

Une tentative de coup d'État a été brisée en quelques heures à La Paz, la capitale bolivienne. Le général putschiste Zúñiga a été démis de ses fonctions et arrêté. Cette affaire intervient alors que le pays traverse une crise économique et institutionnelle profonde, mais attire aussi des convoitises en raison de ses vastes réserves de lithium.

Une tentative de coup d'État et des questions. Le général avait promis de «restaurer la démocratie», ses blindés enfonçant le 26 juin les portes du palais du gouvernement bolivien, avant de se retirer rapidement. En trois heures à peine, le général Juan José Zúñiga était démis de ses fonctions et présenté menotté devant les caméras de télévision.

Le président Arce a affronté le général putschistes dans le couloir du palais : «*Je suis votre capitaine et je vous ordonne de retirer vos soldats, et je ne permettrai pas cette insubordination*», a-t-il lancé. Le président est ensuite apparu au balcon du palais présidentiel, la foule l'acclamant, semblant attester de l'absence de soutien populaire au général.

«*J'ordonne à tous ceux qui sont mobilisés de rejoindre leurs* unités », a déclaré le nouveau chef de l'armée, José Wilson Sánchez. L'armée a d'ailleurs immédiatement obéi sans broncher au nouveau commandement militaire. Le ministre Eduardo del Castillo a indiqué que l'ancien vice-amiral de la Marine, Juan Arnez Salvador, avait aussi été arrêté.

Toujours selon AP, cette menace de putsch serait intervenue après de vives tensions, durant des mois, entre le président Luis Arce et son ancien allié, l'ex-président de gauche Evo Morales (2006-2019), pour le contrôle du parti au pouvoir, le Mouvement pour le socialisme en Bolivie (MAS), alors que le pays fait face à de graves difficultés économiques.

Les alliés d'Evo Morales au Congrès ont constamment contrecarré les tentatives du gouvernement Arce de s'endetter pour alléger une partie de la pression, encore selon AP.

Le général Zúñiga a évoqué cette paralysie durant sa tentative de renversement, revendiquant «*écouter le cri du peuple*» et déclarant à la presse que l'armée était fatiguée des luttes intestines et cherchait à «*restaurer la démocratie*». «*Regardez dans quelle situation nous nous trouvons, dans quelle crise ils nous ont laissés*», a-t-il ajouté.

Le ministre de la Justice, Ivan Lima, a indiqué que les procureurs allaient requérir la peine maximale de 15 à 20 ans de prison contre Zúñiga «*pour avoir attaqué la démocratie et la Constitution*».

La question des raisons profondes reste ouverte. La rédactrice en chef de RT Margarita Simonian a quant à elle déclaré : «*Cette fois, la révolution du lithium en Bolivie a été stoppée*.» Avant de prévenir : «*Mais il y aura d'autres tentatives*.»

«*À cet égard, pourquoi n'envoyons-nous pas des* "gens polis" *pour protéger la démocratie bolivienne et en même temps les réserves mondiales de lithium (sans lequel l'électronique est impossible) des pattes sanglantes et avides bien connues ?*», a-t-elle ajouté, faisant référence aux militaires russes ayant sécurisé la Crimée en 2014 lors du coup d'État du Maïdan en Kiev, avant son rattachement de la péninsule à la Russie.

Et Margarita Simonian d'ajouter, pointant la main de Washington : «*De plus, cet hiver, [la Russie a] convenu avec le gouvernement actuel d'exploiter conjointement ce lithium. Ce qui, apparemment, a provoqué le caractère ludique accru des pattes gourmandes*.»

Un avis partagé par le journaliste Frédéric Aigouy, qui s'interroge sur une coïncidence. «*Le partenariat entre l'entreprise d'État Yacimientos de Litio Bolivianos et la société russe Uranium One doit commencer à fonctionner en 2025*», avait lancé le président Luis Arce, présent début juin au Forum économique de Saint-Pétersbourg. «*La Bolivie, qui possède 23 millions de tonnes de réserves de lithium – les plus importantes de la planète – est candidate à l'adhésion au BRICS*», a-t-il souligné. RT 27 juin 2024

L'échec du coup d'État en Bolivie et la leçon pour Washington

Lundi 24 juin le ministère bolivien des Affaires étrangères convoque la chargée d'affaires de l'ambassade US afin de lui faire part du caractère inacceptable et du rejet par la Bolivie de l'interférence de Washington dans les affaires internes boliviennes. Deux jours plus tard, le 26 juin, la tentative de coup d'État a lieu. Ne laissant pratiquement pas de doute quant au commanditaire de ladite tentative. Avec comme résultat un fiasco pour le principal intéressé.

https://reseauinternational.net/lechec-du-coup-detat-en-bolivie-et-la-lecon-pour-washington/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 juin 2024

A propos de *Ceci est une pipe*, le tableau de Magritte de 1929 à l'écran, la grande époque du surréalisme.

Alors est-ce une pipe ?

Pour les uns oui, pour les autres non, puisqu'on ne peut pas la bourrer de tabac et fumer, c'est seulement la représentation d'une pipe.

Ce n'était pas jouer sur les mots comme aimaient le faire les surréalismes, mais plutôt une provocation de nature pédagogique, destinée à faire prendre conscience à leurs contemporains à l'aide d'une image ou peinture, que leurs visions ou leur compréhension de la réalité étaient souvent déformées ou erronée.

Depuis mes 19 ans, je vais en avoir 69 le 11 septembre prochain, j'ai passé mon temps à réfléchir ou à me questionner, à étudier, à remettre sans cesse en cause les connaissances que j'ai acquises, à la manière d'un scientifique qui considèrent qu'elles ne le sont jamais définitivement. Comment ? A partir de mes expériences quotidiennes, des matériaux que la situation présente me fournit et qui nourrissent mon imagination. Cette dernière ayant la faculté de me transporter aussi bien dans le passé que dans le futur, je m'y sens aussi bien à l'aise pour n'avoir pas renié mon passé, et pour ne pas craindre le futur qui verra s'épanouir le socialisme. Car comment pourrions-nous progresser, si nous n'étions pas habités par l'ardent désir de parvenir un jour à notre émancipation du règne de la nécessité, portés par notre légitime aspiration à la justice et à la liberté.

Bien que nous ne soyons actuellement qu'une infime minorité à en avoir réellement conscience, nous savons que la totalité des hommes et des femmes y aspirent forcément. Le meilleur moyen de s'en assurer ne consiste pas à s'en persuader dans sa tête ou de confondre la pipe avec sa représentation, c'est d'en discuter entre nous, avec eux, de les questionner, ils vous le diront, il n'y a donc aucune raison de désespérer.

Tout est bien qui finit bien. Avec les mystifications, l'essentiel, c'est d'en conserver le contrôle jusqu'au bout.

Affaire Assange. Des révélations « *embarrassantes* » pour les Etats-Unis sans plus, alors quoi ?

Par Graham Hryce, journaliste australien et ancien avocat spécialisé dans les médias

Assange est un journaliste et non pas un lanceur d'alerte ou un divulgateur de documents classifiés. La publication par Assange des documents classifiés en question n'a pas non plus causé de réel préjudice aux États-Unis, si ce n'est de les avoir mis dans l'embarras en révélant la vérité sur le comportement des États-Unis lors de leurs guerres en Afghanistan et en Irak.

La saga Assange est un conte salutaire sur l'exercice du pouvoir américain alors que l'empire américain décline, et sur la volonté continue des alliés des États-Unis, comme le Royaume-Uni et l'Australie, de se conformer aux exigences américaines même lorsqu'elles impliquent la persécution des citoyens de ces pays alliés. RT 29 juin 2024

Panama Papers. Il y a des « *collaborations* » qui trompent seulement ceux qui le veulent bien.

J-C - Le Consortium international de journalistes d'investigation (Ciji) domicilié Washington, D.C. USA, a collaboré avec des médias-oligarques, tels Le Monde, le Washington Post, le Süddeutsche Zeitung ou The Guardian, par exemple, exactement comme Assange et WikiLeaks, vous ne trouvez pas cela étrange ?

Quel intérêt auraient-ils à nous faire des révélations, sinon tenter d'orienter dans une direction précise notre interprétation de la situation mondiale, nous berner en somme, et tous ceux qui ont fait référence à ces révélations se sont laissé manipuler plus ou moins consciemment, plus quand ils travaillaient pour des médias publics ou privés corrompus, à peine moins quand il s'agissait de géopoliticiens à la petite semaine logés dans des médias sociaux.

Personnellement, je m'en suis abstenu et je ne le regrette pas. Alors pourquoi relayer ce genre d'infos ? Mais parce que nombreux sont ceux qui sont tombés dans le panneau. Si on souhaite vraiment que le niveau de conscience politique des travailleurs et militants progresse, il est de notre devoir d'effectuer ce travail et de le porter à leur connaissance.

Panama Papers : une trentaine d'accusés, dont les fondateurs de Mossack Fonseca, relaxés par la justice - Le HuffPost 29 juin 2024

Au terme d'un procès qui aura duré 85 heures, la justice panaméenne a donc décidé de lever toutes les mesures de précaution prises à l'encontre des accusés, dont les noms n'ont pas été révélés.

Huit ans après les révélations des « Panama Papers », la justice panaméenne a rendu son verdict ce vendredi 28 juin concernant une trentaine de personnes accusées de blanchiment d'argent en lien avec le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca. Faute de preuves suffisantes, la juge Baloisa Marquinez a « *relaxé 28 personnes accusées d'avoir enfreint l'ordre économique* », a indiqué le tribunal dans un communiqué.

L'affaire avait éclaté en 2016 après la publication d'une enquête, connue sous le nom de « *Panama Papers* », menée par le Consortium international de journalistes d'investigation (Ciji).

S'appuyant sur la fuite de 11,5 millions de documents provenant de l'étude Mossack Fonseca, elle a révélé que des chefs d'État et de gouvernement, des responsables politiques de premier plan et des personnalités des finances, des sports et du monde artistique ont caché au fisc des propriétés, des entreprises, des capitaux et des bénéfices.

À cette fin, ils ont créé des sociétés opaques, par l'intermédiaire du cabinet panaméen, pour ouvrir des comptes bancaires et créer des sociétés écrans dans plusieurs pays, afin de dissimuler de l'argent, provenant dans certains cas d'activités illégales, selon l'enquête du consortium. Le HuffPost 29 juin 2024

Pourquoi s'acharnent-ils à salir la mémoire d'Einstein. Serait-ce parce qu'il avait adopté le socialisme et rejeté le sionisme.

J-C - Le Point commence par attribuer à Albert Einstein une "*surprenante lettre*" au contenu sulfureux, puis, une fois cette terrible accusation balancée, avouer qu'"*en réalité*", le "texte a été rédigé par un autre physicien, le Hongrois Leo Szilard avec l'aide d'autres scientifiques", sans même qu'on sache si Einstein aurait participé à sa rédaction. Ensuite, peu importe qu'il ait manifesté le regret de l'avoir signé, après avoir pris connaissance qu'il avait été victime de fausses informations sur l'armement de l'Allemagne nazi, puisque sa signature figurait au bas de cette lettre, il sera déclaré coupable, sa compromission établie une fois pour toute, sa mémoire salie pour toujours, leur objectif était atteint. Sauf qu'en réalité il méritait d'être acquitté.

J-C - Premier acte : Le titre de l'article du Point est volontairement trompeur, et relève de la diffamation comme vous pourrez le lire plus loin.

Quand Albert Einstein encouragea le président Roosevelt à fabriquer la première bombe nucléaire - lepoint.fr 29 juin 2024

J-C - Second acte : La terrible accusation portée contre le célèbre physicien.

Le Point - Une surprenante lettre du physicien Albert Einstein, dans laquelle il encourage les États-Unis à développer des bombes nucléaires, vient de refaire surface et sera vendue aux enchères en septembre.

Quelques semaines avant le début de la Seconde Guerre mondiale, Albert Einstein a envoyé une lettre au président américain Franklin D. Roosevelt pour lui recommander de mettre au point les premières bombes nucléaires.

Adressée à Franklin D. Roosevelt le 2 août 1939, le courrier met en garde le chef d'État américain contre la possibilité que l'Allemagne nazie soit en mesure de créer des armes atomiques. « *Il est concevable – mais beaucoup moins certain – que des bombes extrêmement puissantes d'un nouveau type puissent ainsi être construites* », alertait le physicien. C'est pourquoi il lui recommande vivement de lancer son propre programme nucléaire.

J-C - Troisième acte : Des précisions capitales vont affaiblir l'accusation portée contre lui, à ce stade il ne serait plus que complice, de quoi, réponse à l'acte trois.

Le Point - Le texte a, en réalité, été rédigé par un autre physicien, le Hongrois Leo Szilard avec l'aide d'autres scientifiques, mais porte bel et bien la signature d'Albert Einstein.

J-C - Quatrième et dernier acte : Revirement, il a été berné ou mal informé, par conséquent il ne pouvait pas se prononcer en connaissance de cause, Délibération du jury populaire : Blanchi de toute accusation, monsieur Albert Einstein est acquitté.

Le Point - Après la réussite du projet de recherche "*Manhattan*", mené par Robert Oppenheimer à la même époque pour justement mettre au point une bombe nucléaire, Albert Einstein aurait regretté d'avoir envoyé cette lettre. Il a déclaré au journal Newsweek en 1947 : « *Si j'avais su que les*

Allemands ne parviendraient pas à fabriquer une bombe atomique, je n'aurais jamais levé le petit doigt. » lepoint.fr 29 juin 2024

J-C - Comme quoi il faut bien tout lire attentivement, et demeurer vigilant en permanence face aux falsificateurs de l'histoire.

Ils ont dû rendre public l'intégralité du contenu de cette lettre avant sa mise aux enchères en septembre prochain chez Christie's, à New York, après que l'héritier du cofondateur de Microsoft, Paul Allen, décédé en 2018, ait décidé de mettre en vente plusieurs objets de sa collection, dont cette lettre, sinon gageons qu'ils en auraient fourni une version tronquée.

Cherchez l'erreur. La Palestine toujours soumise au colonialisme anglo-saxon.

J-C – Notez bien, seuls les mandats d'arrêt contre les dirigeants du Hamas courent toujours sur la base d'accusations provenant des autorités israéliennes, sans qu'aucune preuve ou témoin ne les confirme. Peu importe, puisque l'accusation est à charge, et les arguments de la défense ou des accusés ont été rejetés.

Guerre à Gaza : le processus d'émission des mandats d'arrêt de la CPI retardé par une demande de Londres - RT 28 juin 2024

La CPI a autorisé le Royaume-Uni à contester sa compétence à juger des citoyens israéliens, provoquant la suspension du processus d'émission d'éventuels mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou et son ministre de la Défense Yoav Gallant.

Le 20 mai, dans le cadre de l'offensive israélienne à Gaza, Karim Khan avait fait savoir qu'il avait demandé un mandat d'arrêt à l'encontre des deux responsables. «*Sur la base des éléments de preuve recueillis et examinés par mon bureau, j'ai des motifs raisonnables de croire que Benjamin Netanyahou, le Premier Ministre d'Israël, et Yoav Gallant, le ministre de la Défense d'Israël, portent la responsabilité pénale de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à partir du 8 octobre 2023 au moins*», avait-il déclaré.

Outre le Premier ministre israélien et son ministre de la Défense, les accusations ont aussi été portées contre trois dirigeants du Hamas, notamment Yahya Sinouar, qui dirige le Hamas à Gaza, incluant «*l'extermination*», «*le viol et d'autres formes de violence sexuelle*» et «*la prise d'otages en tant que crime de guerre*». Sont aussi visés Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas, et Mohammed Deif, qui dirige les Brigades al-Qassam, sa branche armée. RT 28 juin 2024

La CPI ajourne les mandats d'arrêt à l'encontre des dirigeants israéliens - RT 29 juin 2024

Cette information a été rapportée par le Jerusalem Post. Selon ce média, la décision a été prise après que la Grande-Bretagne a déposé un dossier d'amicus curiae (« *ami de la Cour* ») contre la compétence de la CPI dans cette affaire. En conséquence, la Cour a non seulement accepté la demande d'intervention de Londres dans le procès, mais a également donné aux autres pays jusqu'au 12 juillet pour exprimer leur position sur l'affaire. La pratique de l'amicus curiae dans le

système judiciaire de certains pays consiste à permettre à des experts indépendants qui ne sont pas directement impliqués dans la procédure de soumettre à la cour leurs opinions sur des questions d'importance publique. RT 29 juin 202

J-C – La CPI ne pourrait commettre un crime de lèse-majesté envers les « *amis de la Cour* »… de Charles III !

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

A ceux qui expliquent qu'il faudrait laisser les travailleurs manifester des illusions dans le Front populaire. Qu'ils en assument toutes les conséquences.

Quand vous voyez qu'un gosse va mettre les doigts dans une prise de courant, comment réagissez-vous ?

Vous le laissez faire en estimant que cela lui donnera une bonne leçon, quitte à ce qu'il s'électrocute parce qu'il a les pieds mouillés, ou bien vous l'en empêcherez en lui expliquant pourquoi il ne faut pas le faire, parce que cela pourrait s'avérer dangereux ou lui être fatal ?

Quand on en est rendu à ce stade d'infantilisme politique proche du zéro théorique, il faut se mettre à leur niveau pour tenter de leur faire comprendre quelque chose. Je comprends que certains se découragent et n'en aient pas envie. Mais que voulez-vous faire d'autres, les traiter de cons comme font certains, je ne pense pas que ce soit la bonne méthode.

Et voilà que la météo fait dans le complotisme !

Quinze petits degrés ce matin à Paris, 12° au réveil à Rennes, 20° au mieux à Belfort et 25° pour Marseille ou Nantes, l'été n'est toujours pas à la fête dans l'Hexagone.

Rien ne va plus, en plus il flotte !

La dépression de ce samedi laisse derrière elle un fond d'air froid et une traîne nuageuse sur une large partie de la France, accompagnée de quelques pluies persistantes… 20minutes.fr 30 juin 2024

J-C – Il prévoit du soleil, puis le retour de la flotte dès jeudi sauf dans le midi. Ici au Tamil Nadu, depuis 30 ans on n'a jamais eu un été aussi frais et autant de pluie, le climat se refroidirait-il ?

Si même le climat travaille contre eux, ils sont foutus ! Place au socialisme !

Santé. L'une des plus cruelles ou sadique mystificaton.

L'hypothèse des germes — Partie 1
https://nouveau-monde.ca/lhypothese-des-germes-partie-1/

L'hypothèse des germes – partie 2
https://nouveau-monde.ca/lhypothese-des-germes-partie-2/

Quoi qu'il en soit, cette enquête en deux parties sur les preuves utilisées pour affirmer que l'hypothèse des germes a été prouvée par Pasteur et Koch devrait montrer clairement que rien n'est plus éloigné de la vérité.

L'hypothèse des germes, telle qu'elle a été élaborée sur la base d'un phénomène naturel observé, n'a pas pu être prouvée par des expériences reflétant la voie hypothétique de l'exposition naturelle. Pasteur et Koch ont dû recourir à des méthodes contre nature et grotesques pour tenter de rendre les animaux malades.

Ils ont tous deux été incapables de satisfaire aux quatre postulats logiques essentiels attribués à Robert Koch, qui sont censés prouver que tout microbe peut réellement causer une maladie. Ils ont dû contourner et enfreindre les règles afin de faire concorder leurs preuves. Pourtant, dans de nombreux cas, des chercheurs indépendants ont présenté des preuves qui contredisaient complètement ce que les deux hommes avaient avancé.

Ainsi, l'hypothèse des germes n'a jamais été prouvée par des preuves issues de la méthode scientifique et conformes à la logique des postulats de Koch.

L'hypothèse des germes a été réfutée involontairement par Pasteur et Koch, ainsi que par les divers chercheurs indépendants qui l'ont mise à l'épreuve. Elle n'aurait jamais dû être élevée au rang de théorie scientifique. Au contraire, elle devrait être reléguée dans la corbeille à papier avec toutes les autres hypothèses réfutées.

J-C – Ce n'est pas la première fois qu'on aborde ce sujet et qu'on reproduit des documents réfutant l'essentiel des conclusions des travaux de Pasteur. Autrement dit, la conception de la médecine en vigueur depuis le début du XXe siècle repose sur une mystification ou une escroquerie.

Ce n'est pas un hasard si elle a été adoptée ou récupérée par la fondation Rockefeller dès cette époque, parce qu'elle allait fournir l'occasion aux trusts pharmaceutiques de se développer et à leurs principaux de s'enrichir démesurément sur le dos des peuples, dont la santé était finalement la dernière préoccupation de ces philanthropes milliardaires.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 juin 2024

C'est le scénario que j'ai publié dans la causerie du 27 juin.

Macron et le fantasme de la « *troisième voie* » - lepoint.fr 27 juin 2024

Partant de l'hypothèse où le Rassemblement national (RN) tout comme le Nouveau Front populaire (NFP) échoueraient à obtenir la majorité absolue, fixée à 289 sièges, à l'issue des élections législatives, Emmanuel Macron souhaiterait monter un bloc central « *modéré* » capable de former une coalition pour gouverner le pays.

Ce vœu présidentiel, que nous décrit Mathilde Siraud, rédactrice en cheffe du service politique du Point, rassemblerait, outre les élus macronistes reconduits (Renaissance, Horizon, MoDem, UDI), des députés LR n'ayant pas fait alliance avec le RN ainsi que des membres du NFP hors LFI (socialistes, écologistes, communistes).

Si le chef de l'État espère ainsi dépasser la barre des 289 élus républicains anti-RN, ce qui est loin d'être garanti, il risque néanmoins de se heurter au refus de nombreux députés, rétifs à l'idée de composer avec un président qui a toujours refusé le moindre compromis au cours de ses deux mandats. « *On a changé d'univers politique. L'esprit de responsabilité doit prévaloir. La coalition qu'on n'a pas obtenue par la parole, on peut la forcer par les urnes* », tente-t-on de se convaincre à l'Élysée, avec pour modèle le système politique allemand. lepoint.fr 27 juin 2024

J-C - "*Il risque néanmoins de se heurter au refus de nombreux députés, rétifs à l'idée de composer avec un président qui a toujours refusé le moindre compromis au cours de ses deux mandats* , Faure (PS) a trouvé la parade sur France 2 le 27 juin : Désigner un Premier ministre qui ne sera « *ni insoumis, ni écolo, ni socialiste, ni communiste* » mais « *issu* » de l'alliance. (20minutes/AFP 28 juin 2024), sans doute issu de "*la société civile*, donc qui serait compatible avec Macron, et chez lequel "*l'esprit de responsabilité* prévaudrait, entendez par là, qui ménagerait les capitalistes ou mieux, qui prendrait en compte leurs besoins.

La suite peut-être demain ou dimanche dans la journée.

Haut de page

Le 27 juin 2024

J'ai mis en ligne la causerie couvrant la semaine passée (22 pages). Je manque d'infos sur l'état d'esprit des masses et les mouvements sociaux en cours pour aller plus loin dans mes analyses sur la France, ne m'en voulez pas de commettre des erreurs.

Je voulais me reposer et me revoilà à travailler, ce n'est pas sérieux !

Haut de page

Le 26 juin 2024

Il pleut depuis 4 jours, du coup je reste enfermé chez moi et j'ai eu le temps de préparer une nouvelle causerie que je vous soumettrai demain ou en fin de journée. En attendant je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces - pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois□ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire !

Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'Etat institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron, autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !

- Au format pdf.

Haut de page

Le 19 juin 2024

Le chaos actuel est le produit de la crise du capitalisme qui n'a cessé de s'amplifier depuis que la France s'était dotée d'un policier comme président en 2007, Sazkozy, ex-ministre de l'Intérieur, signe avant-coureur du fascisme, c'est aussi le produit de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat qui n'a jamais été résolue depuis la dégénérescence de l'Internationale Communiste, la bourgeoisie n'est plus en mesure d'imposer sa politique antisociale à la classe ouvrière, alors elle recourt au Front populaire et au fascisme comme chaque fois dans le passé pour tenter de les imposer en dupant et désarmant les masses ou par la force si nécessaire.

On s'achemine vers une situation où aucun parti ou aucune coalition ne disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner, autrement dit, Macron où la marionnette de l'oligarchie financière va demeurer le seul maître à bord, il pourrait être tenté de gouverner quelque temps à coup d'ordonnances, décrets et 49.3, puis démissionner, une fois les Jeux olympiques terminés, car on voit mal comment il pourrait les reporter, et le fait de ne pas avoir achevé son second mandat pourrait lui permettre de se représenter, une fois la démonstration faite que le RN ou le Nouveau front populaire (NFP) n'étaient pas en mesure de tenir leurs engagements et de gouverner le pays ou pire encore.

Il est inconcevable que Macron laisse le NFP déconstruire ou annuler les mesures qu'il a adoptées depuis 2007, et qui plus est, adopter des mesurettes progressistes, par conséquent la nomination d'un Premier ministre issu du NFP est impossible, hormis Hollande ou Glucksmann qui le ferait imploser

en reniant ses engagements. Encore faudrait-il que le NFP dispose de la majorité simple ou absolue, or à l'heure actuelle rien ne permet de l'envisager, sauf si ceux qui tirent les ficelles pour le compte de RN décidaient de le lâcher au tout dernier moment, ils ont bien fait le coup à Fillon, souvenez-vous.

Laisseraient-ils RN parvenir aux marches du pouvoir ? Pourquoi pas, mais en bas, c'est-à-dire sans pouvoir gouverner ou en étant privé de tout pouvoir, car un tel panier de crabes est bien trop imprévisible, reste à savoir comment ils comptent l'instrumentaliser dans les mois ou années à venir. Le problème qu'ils rencontrent avec RN et le NFP, c'est qu'on n'est plus dans les années 30 ou même 70, de nos jours avec les nouveaux moyens de communications ou les réseaux dits sociaux, leur baratin est très rapidement mis à nu, leurs mensonges démasqués, cela ne suffit pas, mais pour peu que les médias mainstream en rendent compte par calcul ou par erreur, et ils sont cuits !

Notez bien que c'est valable pour tous les partis, c'est peut-être aussi ce qui explique la très forte abstention. Pour autant, cela ne signifie pas que les masses cesseraient de subir l'influence des médias, leur matraquage quotidien, la propagande officielle. Il en faut beaucoup plus pour se forger une conviction ou pour décider de passer à l'action, c'est toute une éducation politique qui reste à acquérir, ce qui fait défaut aux masses, aux nouvelles générations, ils la feront en partie dans le feu de la lutte des classes, encore faut-il que quelqu'un les aide à en tirer des enseignements utiles pour leur combat politique à venir et non les trompe. Cela prend du temps, beaucoup de temps, donc plus on sera à faire ce travail, et plus on hâtera la fin de ce régime réactionnaire.

Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky

Article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans *La Vérité*, 26 novembre 1935, sous le titre « *Front populaire et comités d'action* »

J-C - Face à la menace du fascisme, à la trahison du front unique qui enfanta le Front populaire, Trotsky appelait à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*". Ce document fournit un ensemble d'enseignements théoriques et pratiques dont certains sont d'actualité, je vous engage à le lire attentivement et à le faire circuler autour de vous.

- Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky au format pdf

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 2 juillet 2024

Nouvelles du bled.

Les résultats du 1er tour des législatives dans la circonscription de Pondichéry

Nombre d'inscrits : 4535

Nombre de votants : 1186 (26,15%)

Blancs et Nuls : 24 (0,52 %)

Exprimés : 1162 (25,62%)

Les 3 premiers candidats par ordre d'arrivée dans notre circonscription :

- M. Franck Pajot - Nouveau Front Populaire - 678 (58,35%) (14,95 % des inscrits)

- Mme Anne Genetet - Ensemble - 172 (14,80%) (3,79 % des inscrits)

- Pierre Brochet - Rassemblement National - 114 (9,81%) (2,51 % des inscrits)

J-C – Avec des scores pareils, cette élection et ses résultats sont frappés d'illégitimités, non ?

Je ne suis plus inscrit au Consulat de France comme Français résident en Inde**,** et je n'ai plus de passeport depuis le printemps 2021, donc pas de cas de conscience, ouf ! Je déconne, je me serais abstenu de toutes manières.

Il est à noter que la communauté dite française tournait autour de 8 à 10.000 membres il n'y a pas si longtemps, si c'était toujours le cas, cela signifierait qu'il faudrait diviser par 2 le pourcentage obtenu par chaque candidat.

La stratégie de la peur des « *extrêmes* » employée par Macron et les médias pour tenter de limiter la casse n'a pas fonctionné. En revanche le matraquage médiatique en faveur de l'extrême droite a relativement bien fonctionné. Tellement bien que *Le Figaro* rejoint officiellement l'extrême droite, de la part d'un marchand de canons, c'est dans l'ordre des choses.

La défaite de Macron est largement compensée par la victoire de Le Pen, tandis que la défaite de la classe ouvrière n'est compensée par aucune victoire, pire elle est accentuée par la trahison assumée du NFP appelant à voter pour les candidats de tous les partis de droite et de l'extrême centre présents au second tour contre ceux de l'extrême droite, un suicide doublé d'un enterrement de première classe qu'ils pourront célébrer en famille avec Macron le soir du 7 juillet.

Comment vont réagir les travailleurs et les militants du mouvement ouvrier qui avaient mis leur espoir dans le NFP ?

C'est la seule question qui nous intéresse, car ni eux ni nous ne sommes comptables des combines pourries de ces vendus et imposteurs. Trouveront-ils la voie qui permettrait de refonder le mouvement ouvrier sur la base du socialisme ? Rien n'est moins sûr à courte échéance ou on est très mal barré pour y arriver malheureusement. Pour autant, c'est la seule perspective politique qu'on soit en mesure de leur proposer, parce qu'elle sera amenée à se réaliser un peu plus tôt ou un peu plus tard.

Il ne peut pas en être autrement, car des milliers de militants vont refuser de se résigner à abandonner le combat politique et leur idéal, et l'accélération de la crise du capitalisme combinée à celle politique et des institutions, car cette élection ne l'a pas résolue, va au contraire l'amplifier dans les semaines ou mois à venir, une fois encaissée cette lourde défaite, ce qui pourrait se traduire par un regain de la mobilisation des masses, dont on ignore quelle forme elle prendra. Tout ce dont on peut être certain, c'est qu'elle devrait placer au premier plan la question centrale non résolue du pouvoir, puisque de la réponse à cette question dépend leur sort et leur avenir, ceux de tous les travailleurs en fait.

Le plus surprenant, c'est que les instituts de sondage soient parvenus avant les élections à fournir des intentions de vote relativement proches du résultat final, à croire qu'il était écrit d'avance ou programmé, tout du moins au soir du premier tour de cette élection.

Ce résultat signifie que la réaction a atteint son objectif, et que les masses demeurent largement sous l'influence de la propagande officielle, en ce qui concerne ceux qui ont été votés, sans doute parce qu'elles y trouvent leur compte, parce qu'elles sont embourgeoisées et plutôt réactionnaires, ce que je n'ai cessé d'affirmer, en vain. Elles s'accommodent très bien du régime en place, c'est ce qu'on peut observer ou ce qu'on est en droit d'en déduire sur la base des faits. Par conséquent, elles n'estiment pas que l'heure serait venue de le remplacer ou de le renverser, au grand dam des millions de travailleurs pauvres et leurs familles abandonnés à leur triste sort par les imposteurs et traites qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche ou qui parlent indûment en leur nom.

Cela dit, il demeure tout de même entre 33% et 37% des électeurs qui se sont abstenus ou qui ont voté blanc, parce qu'ils ne se sont reconnus dans aucun parti, l'immense majorité d'entre eux appartenant aux classes populaires, puisque les classes supérieures conscientes d'avoir des intérêts de classe à défendre, votent massivement pour les partis qui les représentent.

Les couches de la classe ouvrière et de la classe moyenne qui ont voté NFP ou RN ne sont pas les mêmes.

Celles qui ont voté NFP peuvent avoir conservées un lien avec le mouvement ouvrier ou en être proches. Elles peuvent également figurer de préférence parmi leurs couches les plus favorisées. Elles ont conscience d'avoir quelque chose ou beaucoup à perdre à l'issue de ce scrutin si RN gouvernait, parce qu'elles figurent parmi les plus instruites, plus particulièrement celles de la classe moyenne, parmi les intellectuels et les membres des professions intermédiaires qui se veulent progressistes.

Parmi les couches les plus pauvres ou défavorisées de la classe ouvrière, certaines seront réceptifs au discours populiste du NFP, par exemple en Seine-Saint-Denis qui concentre une forte présence ouvrière, en revanche dans le Nord, un bastion historique de la classe ouvrière ravagé par 30 ans de néolibéralisme larvé, ce discours sera inopérant et c'est plutôt la trahison des partis du mouvement

ouvrier qu'elles auront à l'esprit, qui déterminera leur abstention ou leur vote en faveur des candidats d'extrême droite, c'est ainsi que Fabien Roussel (PCF) a été éliminé au profit du candidat RN élu dès le premier tour.

Quant aux électeur de RN, ils proviendront également des couches inférieures des classes moyennes et celles en voie de paupérisation qui n'ont pas forcément une longue tradition de la lutte de classe, ou qui ne se reconnaissent pas ou plus dans le mouvement ouvrier pour la raison invoquée plus haut, elles estiment avoir été sacrifiée sur l'autel de la mondialisation, par conséquent elles sont plus enclines à être influencées par un discours fortement patriotique, nationaliste, suprêmiste, voire xénophobe ou raciste.

Le lumpenprolétariat a dû s'abstenir, sauf si on a acheté ses voix.

Des millions de travailleurs, qui estiment n'avoir rien à attendre du NFP pour diverse raisons toutes aussi valables les unes que les autres, ont manifestement été tentés de voter RN, les dirigeants du NFP en portent l'unique responsabilité.

Quant à la coalition Renaissance-Ensemble, et dans une moindre mesure LR, ils ont fait le plein en voix des 2 millions de millionnaires et leur famille que compte la France.

Gageons que l'extrême gauche voisinant avec le zéro absolu, sera satisfaite de sa prestation à l'unanimité, comme toujours. On se demande si un jour elle réalisera qu'elle se compromettait ainsi pour rien avec les institutions de la Ve République.

Ils ne peuvent pas dire en face à leurs militants de quoi il retourne vraiment. Ils craignent leur réaction, car ils s'apercevraient qu'ils les ont toujours menés en bateau, ils n'apprécieraient pas vraiment ou leur claqueraient entre les doigts. C'est de toutes manières, ce qui les attend un jour ou l'autre.

A quoi aura servi le Nouveau Front populaire ?

De caution à la poursuite de la politique mise en œuvre par Macron sous la houlette de l'extrême droite, qui n'est que l'appendice policier de l'extrême centre, avec la participation des conserveurs (LR).

Des fils de putes du régime !

On a appris, selon un décompte établi par l'AFP (Lu dans un article du Point paru le1er juillet sur le Net), que sur 155 candidats qui se sont pour l'instant désistés, dont 104 du Nouveau Front populaire au profit de candidats de la réaction, Renaissance ou LR, pour seulement 48 désistements de macronistes, dont les électeurs ne voteront pas pour les candidats du NFP, tous le savent.

On fait le bilan.

Les reniements et trahisons de la soi-disant gauche ont permis à l'extrême droite de se hisser au premier rang sur la scène politique. LFI devait payer le prix de ses contradictions et revirements successifs. A l'étape suivante, une fois affaiblie, LFI devait céder aux exigences du PS et lui servir

de caution de gauche au sein du Nouveau Front populaire. Il ne lui restait plus qu'à appeler à voter au second tour pour les partis de la réaction sous prétexte de faire barrage à l'extrême droite, et la boucle de l'opportunisme le plus abjecte était bouclée.

Les chiens de garde du régime dictatorial de la Ve République veillent. Ce qui domine, c'est l'esprit de famille qui règne entre eux.

Des candidats Renaissance-Ensemble ou LR élus grâce au report de voix du NFP, des candidats NFP élus grâce au report de voix de Renaissance-Ensemble ou LR, à croire qu'ils figurent tous dans le même camp, qu'ils couchent dans le même lit, non ? Ils sont compatibles, ils sont comptables de quoi ? Pardi de la pérennité des institutions au service du régime en place.

LFI a franchi un cran de plus dans l'infamie en appelant les travailleurs a voté le 7 juillet pour les candidats de Renaissance, le parti de Macron, de LR, du Modem, de l'UDI, les partis des capitalistes et de la guerre, à abandonner leurs aspirations légitimes, et à se placer sur le terrain de classe des exploiteurs et des oppresseurs, des colonisateurs, bref, à se suicider (ou plutôt les travailleurs), non pas pour sauver une quelconque démocratie ou république, mais plutôt pour en faire leur deuil.

C'est la nature fondamentalement réactionnaire, contrerévolutionnaire de LFI et de l'ensemble des composantes du NFP qui s'étale au grand jour. Ils auront finalement tout renié sans même avoir dû affronter (une nouvelle fois) l'épreuve du pouvoir. La réaction n'a même pas eu besoin de leur demander poliment, ils ont devancé ses vœux les plus fous et compromettants. LFI n'est plus dès lors qu'un cadavre répugnant.

Nous appelons travailleurs et militants à ne pas suivre leur consigne de vote, et à refuser de participer à la suite de cette sordide mascarade, dont ils sont destinés à être les dindons de la farce ou les victimes de ces arrangements dignes de la pire collaboration de classes.

Quelques déclarations révélatrices des intentions des uns et des autres.

LFI

- Clémentine Autain appelle "*Ensemble*!" à retirer les candidats arrivés troisièmes.

- Jean-Luc Mélenchon vient d'annoncer le retrait du candidat arrivé troisième lorsque le RN est arrivé en tête, c'est le cas dans 105 triangulaires, selon Ipsos. Interrogée sur France 2, **Clémentine Autain** (LFI) a demandé "*le même engagement dans les circonscriptions où l'on est arrivés en deuxième position*", soit 78 circonscriptions.

- Qui a osé dire : "*Un vote massif a déjoué le piège qui était tendu au pays. Ce vote a infligé une lourde et indiscutable défaite au président, ses candidats et à la prétendue majorité présidentielle. Ce soir une seule chose est certaine : monsieur Attal ne sera plus Premier ministre.*"

Réponse : L'histrion du régime Mélenchon. De quel « *piège* » à cons parle-t-il ? Qui était pris en otage lors de cette élection, à ma connaissance les travailleurs.

- Qualifié au second tour dans la Somme face au RN, **François Ruffin** devrait bénéficier du retrait de la candidate Ensemble. (Ils pourront sabrer le champagne ensemble ! – J-C)

PCF.

- **Fabien Roussel** est éliminé dès le 1er tour par le candidat RN.

Candidat sortant dans la 20ème circonscription du Nord, le patron du PCF, Fabien Roussel a été battu (29,7%) dès le premier tour par le candidat RN Guillaume Florquin (51,6%). Fabien Roussel avait été élu en 2017 puis réélu en 2022.

- **Ian Brossat** sur x.com :

Au-delà du cas de Fabien Roussel, il n'y a plus une seule circo de gauche dans le bassin minier. Elles passent toutes RN. Si on veut qu'un jour la gauche gagne en France, il va falloir s'atteler à ça. En attendant, barrage républicain partout. (Stalinien for ever, pour toujours ! – J-C)

Place Publique

- De son côté, Place Publique a appelé les candidats qualifiés en troisième position à se désister en cas de présence du RN.

En Ukraine, ils se désisteraient en faveur des candidats néonazis qu'ils affectionnent.

Raphaël Glucksmann à Bardella : "*La clarté est de faire un bloc démocrate et de faire en sorte que vous n'ayez pas la majorité absolue. Pour que la France reste la France, il faut que vous restiez loin du pouvoir, il faut qu'elle reste une démocratie, qu'elle soit gouvernée selon les règles de la démocratie*." (Comme l'Ukraine en somme ! – J-C)

PS.

Le secrétaire général du PS, **Pierre Jouvet**, appelle ainsi le parti présidentiel à « *prendre des décisions claires* » : « *Il faut que les démocrates, que les républicains de ce pays, que l'ensemble des forces progressistes en France se rassemblent et appellent clairement à voter pour nous* ». (De qui parlent-ils ? Des nazillons du parti de Macron. – J-C)

Dans une déclaration écrite, Emmanuel Macron a appelé de son côté à un « *large rassemblement clairement démocrate et républicain* » au second tour « *face au Rassemblement national* ». **Pierre Jouvet** salue cette « *prise de conscience et de responsabilité* ». (On en oublierait presque avec quelle férocité Macron traita les opposants qui manifestèrent contre sa politique antisociale et liberticide, et avec quelles cruauté il s'appliqua à maltraiter l'ensemble de la population lors de la mystification au coronavirus pendant près de 3 ans.- J-C)

Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste, a déclaré dimanche assumer l'application de la règle édictée par la gauche de désistement dans la circonscription du Calvados où l'ancienne Première ministre Elisabeth Borne est arrivée deuxième, devant le candidat du Nouveau Front Populaire.

« *J'assume que nous allons sauver Mme Borne* », a répondu Olivier Faure sur BFMTV, interrogé sur ce cas, en reconnaissant que « *beaucoup* » lui reprocheraient cette décision. (Ils sont tellement corrompus, qu'ils osent tout. C'est à cela qu'on reconnaît les salopards qui ne vivent pas dans le même monde que nous.– J-C)

Elisabeth Borne (Ensemble) s'est qualifiée au second tour avec 28,96% des voix, derrière le candidat RN Nicolas Calbrix (36,26%), et devant le candidat NFP Noé Gauchard (23,16%), selon des résultats définitifs du ministère de l'Intérieur.

François Hollande appelle tous les électeurs, « *au-delà de leur vote au premier tour* », à faire barrage à l'extrême droite.

Ensemble.

La candidate Ensemble dans la première circonscription de la Somme, Albane Branlant, arrivée troisième au premier tour des législatives derrière la candidate RN et le député sortant François Ruffin (NFP), a annoncé dimanche se désister « face au risque du Rassemblement national ».

« *Face au risque du Rassemblement national, qui pourrait avoir une majorité absolue, je retire ma candidature ce (dimanche) soir. Je fais une différence entre des adversaires politiques et les ennemis de la République* », a déclaré la candidate, qui a obtenu près de 24% des voix selon des résultats partiels.

Dans une courte déclaration à l'AFP, **le président de la République** appelle à un "*large rassemblement clairement démocrate et républicain*" face au Rassemblement national.

Gabriel Attal « *assume* » le désistement au profit « *de candidats qui défendent les valeurs de la République* »

Le ministre **Roland Lescure** et l'ancien ministre **Clément Beaune** ont appelé dimanche à faire « *barrage à l'extrême* droite » y compris, si nécessaire, en votant pour un candidat LFI.

Horizons.

L'ancien Premier ministre Edouard Philippe (Horizons), Edouard Philippe, appelle cependant ses électeurs à voter, « *à défaut, lorsqu'ils sont opposés aux extrêmes, pour ceux qui de la gauche sociale, démocrate, écologiste ou communiste, à la droite libérale et conservatrice, au-delà de différences réelles et assumées* ».

LR.

LR ne donne pas de consigne de vote pour le second tour.

«*Là où nous ne sommes pas présents au second tour, considérant que les électeurs sont libres de leur choix, nous ne donnons pas de consigne nationale et laissons les Français s'exprimer en conscience* », écrivent dans un communiqué commun les principaux ténors du parti, **François-**

Xavier Bellamy Jean-François Copé, Daniel Fasquelle, Annie Genevard, Gérard Larcher, Bruno Retailleau, Michèle Tabarot et Laurent Wauquiez.

« *Les Républicains doivent participer à la victoire de la droite toute entière* », demande **Éric Ciotti**.

Sans surprise, le député sortant a appelé les électeurs de sa famille politique à voter pour Jordan Bardella, la semaine prochaine. « *J'appelle l'ensemble des Républicains à suivre le chemin de l'unité que j'ai ouvert. Les Républicains ne peuvent pas s'abstenir dans le second tour. Ils doivent participer à la victoire de la droite tout entière* ».

Il y a fort à parier que l'immense majorité des électeurs d'Ensemble, LR ou des centristes voteront RN au second tour. Tous les dirigeants des partis du NFP le savaient au moment de leurs déclarations sans le signaler, c'est là que vous mesurez leur degré de pourriture, sans doute pour que les abstentionnistes qui auraient pu avoir soudainement l'idée saugrenue d'aller voter pour leurs candidats au second tour, aillent plutôt à la pêche dimanche prochain, car quant à bien faire, vaut mieux encore rester dans l'opposition au regard de la situation pour le moins périlleuse qui les attendrait, c'est plus confortable, moins risqué, et cela rapporte pratiquement autant.

Elu avec seulement 13,8% des voix des inscrits grâce à 12 voix : C'est cela la démocratie sous la Constitution de la Ve République.

C'est en Polynésie que le premier député a été officiellement élu. Moerani Frébault, candidat autonomiste de centre droit non encarté, soutenu par Ensemble, a récolté 54% des suffrages au premier tour face au député sortant LFI, Tematai Le Gayic. Il dépasse de douze voix le seuil des 25 % des inscrits nécessaires pour être élu dès le premier tour. FranceInfo 1 juillet 2024

Mon commentaire publié dans un blog.

C'était suite à cette info transmise par un lecteur.

- Le Chef du département d'État américain Blinken a déclaré « *qu'imposer l'homosexualité dans les pays étrangers est une question de sécurité nationale* »

" *Défendre et promouvoir les droits LGBTQI+ à l'échelle mondiale est la bonne chose à faire, mais au-delà de cela, c'est la chose intelligente et nécessaire à faire pour notre pays, pour notre sécurité nationale, pour notre bien-être. Et pourquoi cela ? C'est assez basique. Si vous regardez partout dans le monde et regardez les pays qui respectent les droits de la communauté LGBTQI+, ils sont plus stables, ils sont en meilleure santé, ils sont plus prospères, ils sont plus démocratiques. Ceux qui ne le font pas ne le sont pas....*"

J'ai vérifié, la citation était exacte, vous trouverez la source plus loin.

Mon commentaire.

- Quand on ramène chaque expérience sur le terrain de la lutte des classes, soudain les choses deviennent beaucoup plus claires.

Non, ce qu'a dit Blinken n'est pas très con, c'est au contraire très sensé et politique. Je me demande comment des militants ouvriers peuvent-ils participer à des campagnes (mondiales) initiées et financées par le clan de l'oligarchie financière de Davos et se retrouver à manifester à ses côtés, sans se demander quels intérêts de quelle classe ils sont en train de servir.

Il en va de même de l'écologie, du féminisme, de l'antifascisme, de l'antisémitisme, du climat, etc. on s'aperçoit qu'ils sont tous instrumentalisés et élevés au rang de priorité nationale par les mêmes commanditaires et leurs médias, au détriment de la lutte contre le régime en place. Cela signifie qu'elles sont toutes tournées contre la classe ouvrière qui comporte aussi des femmes, des homosexuels, des juifs, des travailleurs issus de l'immigration, etc. Ne serait-ce pas cela le plus con en réalité, non, de se battre contre son propre camp ?

Tout ce qui nous divise et nous distrait ou écarte de la lutte de classe, est bon à prendre pour nos ennemis.

La question essentielle ne serait-elle pas de se demander pourquoi 1% de la société devrait imposer aux 99% restant ses codes, valeurs, principes, règles. Autrement dit, pourquoi 1% disposerait de davantage de légitimité que 99%, c'est bien cela qu'on nous explique, n'est-ce pas ? Cela ne signifierait-il que l'on aurait basculé dans un régime aux relents totalitaires ?

N'était-ce pas déjà 1% qui imposait sa vision de la société ou du monde à tous les peuples, qui détient tous les pouvoirs et qu'il faut éradiquer de la planète ?

N'avez-vous pas remarqué que lorsque 1% ou beaucoup moins en réalité, s'exprime au nom des milliards d'exploités et opprimés et du socialisme, ils ne bénéficient pas du même généreux traitement, ils sont jugés illégitimes, traités de pestiférés, de dictateurs, ils sont systématiquement diabolisés, diffamés, insultés, censurés, y compris par les électeurs qui les ignorent, quand bien même ils représenteraient leurs intérêts. Là pour le coup, c'est franchement con !

Vérification de la source.

https://www.state.gov/translations/french/le-secretaire-detat-antony-j-blinken-lors-de-la-reunion-du-mois-des-fiertes-2024-sur-la-politique-etrangere-des-etats-unis-securite-nationale-developpement-inclusif-et-droits-humains-des-personn/

Département d'État des États-Unis
Antony J. Blinken, secrétaire d'État
Le 27 juin 2024
Allocution
EXTRAITS

Les droits des personnes LGBTQI+ sont des droits de la personne. Et notre gouvernement a la responsabilité de les défendre, de les promouvoir – ici et partout.

Le respect de ces droits est essentiel à la sauvegarde et à l'accélération de notre renouveau à l'intérieur de nos frontières. Notre capacité à défendre les droits de la personne et la démocratie au niveau international est aussi directement liée à notre force sur ces fronts dans notre propre pays. Dans tellement de nos actions, nous voyons les liens entre nos actions et notre comportement dans notre pays, nos actions et notre comportement à l'étranger. Et ceci n'est pas différent.

C'est aussi profondément dans notre intérêt national – et vital pour notre sécurité nationale. Mais il est dans notre intérêt de sécurité nationale de défendre les personnes LGBTQI+ dans le monde entier.

C'est ce que nous constatons tous les jours au département d'État. Les pays qui respectent les droits de chaque personne sont généralement plus stables, plus sains, plus démocratiques et plus prospères. Ceux qui pratiquent la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ ont tendance à être moins libres et les inégalités plus importantes au sein de leur population. La corrélation est claire comme de l'eau de roche. (…)

Aujourd'hui, j'annonce que les États-Unis mettent à jour leur propre interprétation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'agit de l'un des principaux traités dans le cadre duquel les nations s'engagent à respecter les droits universels. Cela signifie qu'à partir de maintenant, les États-Unis considèrent que l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont couvertes par ce traité. (Applaudissements) Dans nos rapports réguliers au Conseil des droits de l'homme, nous continuerons à inclure les incidents de discrimination ou de violences à l'encontre de personnes LGBTQI+, désormais dans le cadre clair de cette interprétation bien étayée. Cela renforcera encore nos efforts.

J'ai envoyé un second commentaire qui précisait ma pensée.

- C'est la branche de l'oligarchie financière que représente Blinken, qui a initié cette campagne mondiale en faveur des personnes LGBTQI+, qui d'autres auraient pu la financer et l'organiser ? Question : serait-elle soudain animée de bonnes intentions envers les peuples ? C'est gros comme une maison, alors qui peut le croire ? Il ne faut pas avoir toute sa tête pour l'envisager, non ?

Et bien pourtant, tout le monde ou presque saute à pieds joints dans le piège tendu, pour ensuite se livrer à des contorsions périlleuses et ridicules pour tenter de justifier l'injustifiable, justifier que les droits d'une infime minorité s'impose à une majorité, ce qui ne changera absolument rien à l'état d'esprit et au comportement de la majorité, qui répondra à cette provocation par la moquerie ou la violence. Pourquoi ?

Parce qu'on ne change pas les rapports établis entre les différentes communautés dans la société depuis des siècles ou le passage à un nouveau mode de production, sans changer les rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production en vigueur dans la société.

Autrement dit, chacun pourra s'épanouir sur le plan individuel en laissant libre cours à ses aspirations dans tous les domaines, une fois seulement que l'ensemble des rapports sociaux dans la société n'auront plus à dépendre ou à reproduire les rapports existant entre dominants et dominés qui prévalent ou s'imposent au sein du système économique. Toute forme de discrimination n'aura plus aucune raison d'être et disparaitra d'elle-même, comme les classes en somme, c'est aussi simple que cela.

Grande-Bretagne. Il y a des signes qui ne trompent pas. Sir Keir Starmer est « *remarquable* ». (The Economist-Rothschild).

J-C - Si sir Keir Starmer, le leader de la gauche en Grande-Bretagne a été anobli par la reine Élisabeth II, c'est qu'il le méritait bien ! Vive le roi, vive la monarchie et vive la Grande-Bretagne !

Mais "*que représente au juste*" Keir Starmer, leader des travaillistes britanniques ? - Courrier international 2 juillet 2024

"*La transformation du parti sous sir Keir est remarquable*", affirme The Economist. L'influent hebdomadaire libéral rappelle que "*lors des dernières élections de 2019, sous la direction de Jeremy Corbyn, un gauchiste, le Labour a remporté 202 sièges, son plus mauvais résultat depuis 1935*".

Aujourd'hui, si les sondages disent juste, Starmer est sur le point d'offrir aux travaillistes une majorité colossale et de réduire en miettes le Parti conservateur, au pouvoir depuis quatorze ans. "*Il a arraché [le Labour] aux griffes de l'extrême gauche, renchérit le Daily Mail, tabloïd très à droite. Il a chassé Jeremy Corbyn et s'est attaqué au cancer de l'antisémitisme, qui gangrenait le parti, avec un succès certain*."

Souvent moqué par la presse pour sa voix nasillarde et sa raideur corporelle – "*comme beaucoup l'ont remarqué, c'est un être étrangement androïde*", s'esclaffe un chroniqueur du Spectator – Starmer, né à Londres en 1962 d'un père fabricant d'outils et d'une mère infirmière, serait "*le leader le plus* 'ouvrier' *du Parti travailliste depuis une génération, et aussi le premier de l'histoire de celui-ci à avoir le préfixe 'sir' attaché à son nom avant d'obtenir le poste*", rappelle The Guardian. Après des études de droit à Leeds et à Oxford, Starmer flirte pendant sa jeunesse avec les mouvements trotskistes et antimonarchistes, mais entre dans la vie politique tardivement. Brillant avocat, défenseur des droits de l'homme depuis la fin des années 1980, procureur général du Royaume-Uni de 2008 à 2013, il sera anobli en 2014 par la reine Élisabeth II.

Autrefois favorable à la renationalisation des services publics tels que la Poste, l'énergie et l'eau, Starmer ne vise plus, désormais, que le retour de certains chemins de fer privatisés à la "*propriété commune*". Ses retournements de veste laissent aussi planer le doute sur l'augmentation de l'impôt sur le revenu pour les 5 % des salariés les plus riches, le moratoire sur toute nouvelle exploration pétrolière et gazière en mer du Nord, l'auto-identification de personnes trans, énumère, dépité, le magazine engagé The Big Issue.

"*Mais que représente au juste Keir Starmer ?"* s'interroge, frustrée, une chroniqueuse de l'hebdomadaire pro-travailliste The New Statesman, qui n'a pas la réponse. "*En fait, il est pire que Blair, et je dis cela en tant que personne qui méprise Blair. Il est certainement plus malhonnête*", enrage un journaliste du Morning Star, quotidien communiste. "*Je soupçonne qu'il comprend qu'être ennuyeux est un énorme atout, surtout après Corbyn*", glisse un vieil ami d'école dans The Times.

"*Ses positions sont si contradictoires*", fulmine le chroniqueur de The Spectator, "*si manifestement motivées par l'opportunisme : j'aime Corbyn/je n'ai jamais aimé Corbyn, j'accepte le résultat du référendum [sur le Brexit]/je n'accepte pas le résultat du référendum, un homme peut être une femme/un homme ne peut pas être une femme. On finit par se demander : pourquoi veut-il le pouvoir ? Qui est-il ? Si nous pouvions avoir une idée de son véritable plan secret, s'il ne pouvait s'empêcher de le laisser échapper, cela le ferait ressembler à une personne. Mais il n'y a aucun fil conducteur dans ses volte-faces et ses promesses non tenues. Il est juste là, disant tout ce qui est nécessaire pour arriver au bout de la journée*." Courrier international 2 juillet 2024

J-C – « *Il est juste là* »… pour assurer la continuité du régime en place pour le compte de la City, le quartier général de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Ukraine.

« *Cimetièrisation* » : la mobilisation ukrainienne entre dans une nouvelle phase - RT 1 juillet 2024

Depuis le 1er juillet, selon la législation ukrainienne, les étudiants et les diplômés des cours par correspondance et des cours du soir ont perdu leur droit au report de la mobilisation.

Apparemment, il est impossible de se soustraire à la « *mobilisation volontaire* », comme l'avait appelée Zelensky. Les bureaux d'enrôlement militaire remportent un match de football en Ukraine. Selon les médias locaux, des représentants du bureau d'enrôlement militaire ont arrêté un joueur de football pendant un match à Nikolaïev. Un autre Ukrainien a été rattrapé par « *la mobilisation volontaire* » alors qu'il promenait son chien. Des dizaines de personnes sont également arrêtées chaque jour dans tout le pays. Afin d'éviter la conscription, des hommes tentent de fuir en traversant la frontière avec la Moldavie et la Hongrie, où ils sont également arrêtés et envoyés au front. Les pays de l'OTAN, et en particulier les États-Unis, continuent cependant à jeter de l'huile sur le feu, assurant que la guerre et l'effusion de sang sont la seule issue à la situation.

La Russie, comme les politiciens l'ont déjà dit des dizaines de fois, est toujours prête à négocier et accepte régulièrement des échanges de prisonniers de guerre. Rodion Mirochnik, ambassadeur du ministère russe des Affaires étrangères pour les missions spéciales, estime que bientôt seuls les « *amis de Zelensky* », les oligarques, les députés et leurs enfants auront des exemptions de mobilisation. La « *cimetièrisation* » attend les autres. RT 1 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 3 juillet 2024

Un brin de rigolade offert par ceux qui se croyaient plus malins que les autres… et qui se sont bien fait baiser !

L'arnaque de la bagnole électrique. - lepoint.fr 3 juillet 2024

Autonomie des voitures électriques, la fumisterie.

Annoncés avec des rayons d'action officiels très optimistes, ces nouveaux modèles à batterie ne sont pas en mesure de tenir les promesses de la norme WLTP**.**

https://www.lepoint.fr/automobile/autonomie-des-voitures-electriques-la-fumisterie-03-07-2024-2564684_646.php

---

C'est l'Inde !

J-C – Vous et moi ou les 1,47 milliard d'Indiens, on ne vit pas tout à fait dans le même monde, la preuve.

Mouvement de panique en Inde : plus de 100 morts lors d'un rassemblement religieux - RT 2 juillet 2024

Une foule de quelque 250.000 personnes était rassemblée pour écouter un prédicateur mardi à Hathras dans l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord), selon un rapport de police, soit plus du triple des 80.000 personnes autorisées.

Dans l'État d'Uttar Pradesh, au moins 116 personnes sont mortes ce 2 juillet dans un mouvement de foule lors d'un rassemblement religieux hindou.

Le bilan meurtrier d'un mouvement de foule, lors d'un rassemblement religieux dans le nord de l'Inde ce 2 juillet, a atteint 116 personnes tuées, a déclaré à la presse Shalabh Mathur, inspecteur général de la ville d'Aligarh.

L'accident est survenu alors que des fidèles, venus écouter un prédicateur populaire, partaient d'un rassemblement dans la ville de Hathras, située à 140 kilomètres au sud-est de New Delhi. Une forte tempête de poussière a alors provoqué un mouvement de panique, de nombreuses personnes étant notamment tombées dans un drain (1) au bord de la route.

L'Inde a déjà été endeuillée à plusieurs reprises par des tragédies survenues lors de rassemblements religieux.

En avril 2016, 112 personnes sont mortes dans l'incendie d'un temple de l'État du Kerala provoqué par des feux d'artifice.

Trois ans plus tôt, en octobre 2013, 115 personnes avaient été tuées et 110 autres blessées lors d'un mouvement de foule sur un pont à proximité d'un temple dans l'État du Madhya Pradesh, dans le centre du pays.

Ce pont avait été construit après une précédente tragédie survenue au même endroit, en 2006, lorsque 50 pèlerins s'étaient noyés en tentant de traverser la rivière Sindh lors des célébrations de Navaratri. RT 2 juillet 2024

1- Drain : Conduit souterrain (souvent, tuyau de terre cuite), servant à faire écouler l'eau des sols trop humides. Fossé, généralement garni de pierres ou cimenté, pour le même office. (Le Grand Robert de la langue française)

Propagande des fanatiques du Green New Deal de Davos.

J-C - L'art de tordre ou falsifier la réalité en changeant les règles ou les normes. 40 degrés Celsius plus ou moins quelque degrés au Pakistan ou en Inde chaque été, c'est la norme pendant quelques jours, voire une dizaine de jours, le taux d'humidité dépasse 90%. J'avais eu l'occasion de le constater au mois de juillet au début des années 2000, à l'hygromètre situé dans l'enceinte du lycée français de Pondichéry où j'enseignais le français, donc cela ne date pas d'hier. La pression de l'air chaud et humide est telle qu'elle se répercute sur la respiration rendue plus difficile, ce qui peut être fatal pour les personnes présentant des difficultés respiratoires en raison de leur grand âge ou chez les fumeurs invétérés dont je faisais partie.

Donc chaque année il se produit un excès de mortalité durant cette période de l'année chez les personnes les plus fragiles, car il faut bien mourir un jour de quelque chose, idem lors de la mousson qui suivra. Qu'elle intervienne parmi la population la plus pauvre et la plus vulnérable privée d'électricité, donc de ventilateur ou de climatiseur, n'étonnera personne non plus, puisque l'électricité est coupée de préférence dans les quartiers les plus pauvres, il faut bien que les privilèges de classe servent à quelque chose, non ?

Tout cela est bien connu de la population et du corps médical, rien de neuf en réalité, sauf pour les psychopathes adeptes du nouvel ordre mondial totalitaire qui l'instrumentalisent pour justifier l'agenda du Green New deal de l'oligarchie financière anglo-saxonne... Ils font pression sur les gouvernements pour qu'ils s'y conforment sans broncher, sinon, attention au coup d'Etat...

Pakistan: les quinze millions d'habitants de Karachi étouffent sous une chaleur suffocante - rfi.fr 3 juillet 2024

Une nouvelle vague de chaleur s'abat depuis plus d'une semaine sur le Pakistan. Karachi, la grande ville portuaire et capitale économique du pays, est particulièrement touchée. Le thermomètre affiche près de 40 degrés Celsius, mais en raison d'un fort taux d'humidité, la température ressentie par les quinze millions d'habitants de Karachi avoisine les 55 degrés et les hôpitaux sont débordés. rfi.fr 3 juillet 2024

J-C - Lors de la mystification au coronavirus, observant qu'il y avait relativement peu de décès, ils procédèrent de même.

Pour l'enclencher et déclarer qu'une terrible pandémie menaçait la population, qui au demeurant allait s'avérer inexistante, ils allèrent jusqu'à la fabriquer pièce par pièces durant trois ans.

Ils commencèrent par briser le thermomètre en comptabilisant le nombre de malades et non plus de décès enregistrés suite à l'émergence d'un nouveau virus. Dans la foulée, ils abaissèrent la norme à partir de laquelle une pandémie était avérée, de manière à ce que personne ne la conteste une fois ce tour de passe-passe réalisé.

Comment s'y prirent ces sadiques ? En testant massivement la population et en privilégiant le nombre de (faux) cas positifs et de malades à la place du nombre de morts soi-disant causés par ce virus, histoire d'inspirer une psychose collective parmi la population, afin qu'elle applique à la lettre les consignes gouvernementales ou de l'OMS, vous connaissez la suite.

Des fils de putes du régime disions-nous hier, j'étais encore en-deçà de la vérité, car en réalité ils vous assassinent littéralement !

Quand le Nouveau Front populaire vole au secours de Macron. Aucune voix pour un candidat de la réaction, abstention !

J-C - Tous se réjouissent du coup de poignard porté par les dirigeants du NFP dans le dos de leurs militants et de leurs électeurs, la réaction et ses médias s'en réjouissent, ils ont de quoi, il faut les comprendre.

Voilà qui devrait diviser et briser nette toute mobilisation de masse contre le prochain gouvernement. C'est là qu'on s'aperçoit que le Front populaire est fondamentalement réactionnaire, contre-révolutionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste.

Le front républicain s'est reformé face au RN, mais gare à la lassitude des électeurs - Courrier International 3 juillet 2024

Au total, seulement 107 triangulaires et 2 quadrangulaires subsistent au second tour, sur les 311 prévues à la sortie des urnes. (AFP)

Plus de 210 candidats (214 - AFP) "du camp centriste du président Emmanuel Macron et de l'alliance de gauche se sont désistés dans l'espoir d'éviter une division des voix", observe CNN. "*Ils ont mis de côté leurs divergences avec un seul objectif : maintenir l'extrême droite à l'écart des 289 sièges requis pour obtenir la majorité absolue*".

J-C - CNN ne s'y est pas trompé, entre Macron et ses alliés et le NFP, il n'existait que des "*divergences*" et non des oppositions irréductibles, bref, ils n'étaient pas vraiment ennemis ou ils figuraient tous dans le même camp, celui de la réaction.

Courrier International - Le Nouveau Front populaire a retiré plus de 130 candidats, et le camp présidentiel, 82. D'autres désistements sont encore possibles dans les prochains jours, à l'instar du MoDem Dominique Despras, qui s'est retiré mardi soir peu après avoir déposé sa candidature.

"*L'effort consenti pour tenter d'ériger un barrage républicain est donc légèrement plus important à gauche*", souligne La Libre Belgique. "*La macronie peut la remercier car ces retraits devraient lui permettre de sauver nombre de ses candidats*".

J-C - Macron n'a qu'un mot pour le NFP : Merci !

Courrier International - Un avis partagé par *Le Soir*. "*Si cette nouvelle configuration change la donne pour le second tour, il reste impossible de prédire les reports de voix des électeurs privés de leur premier choix dimanche prochain*".

"*Les électeurs de gauche se reporteront-ils sur les macronistes après avoir dénoncé pendant sept ans la politique libérale d'Emmanuel Macron, sa très impopulaire réforme des retraites et sa récente loi sur l'immigration, votée avec le concours du RN ? "*, s'interroge le quotidien belge. "*Et, à l'inverse, les électeurs centristes, après avoir entendu pis que pendre du Nouveau Front populaire avant le premier tour […] mangeront-ils leur chapeau dans le seul espoir de conjurer le pire ? "*.

D'autant que "*les électeurs ont le sentiment que le président [Macron] cherche constamment à les mettre à l'épreuve – d'abord en avançant les élections législatives, et maintenant en retirant ses candidats*", analyse *El Periódico*. Le quotidien catalan craint "*un effet ni-ni*" – ni le RN ni le Nouveau Front populaire – qui pourrait provoquer "*une augmentation de l'abstention*".

En résumé, pour *Il Corriere della Sera* le chiffre le plus important, dimanche prochain, sera "*le taux de participation : plus il est faible, plus il favorisera Bardella*". Courrier International 3 juillet 2024

J-C - Effectivement tout n'est pas joué ou ils pourraient encore y avoir de mauvaises surprises, quoique...

D'une part, il n'est pas dit que les électeurs du NFP iront voter une nouvelle fois Macron, car avec tous les mauvais coups qu'ils ont pris depuis 2017, s'ils en redemandaient, c'est qu'ils seraient incurables, et alors ce serait plus que préoccupant, désespérant, cela dit, on n'ose le croire, en fait je l'ignore pour avoir quitté la France depuis trop longtemps, réponse dimanche prochain à 20h.

D'autre part, les uns et les autres savent que les électeurs de Macron et LR ne voteront pas pour les candidats du NFP, ils s'abstiendront ou ils se porteront massivement sur les candidats de l'extrême droite.

Macron pourrait-il nommer un Premier ministre qui ne serait pas macroniste ? Poser la question, c'est y répondre.

J-C – Marine Tondelier nous prend vraiment pour des cons, elle porte bien son prénom !

Il est vrai qu'avec des Ecologistes au sein "*d'une grande coalition*" présidée par Macron, la question de sa nature sociale ne se pose plus : pro capitaliste, pro Ve République, pro Union européenne, pro OTAN, pro ukronazi, pro sioniste, pro Davos, pro communautarisme dégénéré, wokiste, LGBTQ+, pro dictature numérique, pro dictature énergétique, pro dictature climatique, pro dictature sanitaire, bref, réactionnaire sur toute la ligne.

Après avoir appelé leurs électeurs à voter pour les candidats du parti macroniste entre autres, plus besoin d'un "*Premier ministre macroniste*", tout le monde aura compris que les dirigeants et élus du NFP étaient eux-mêmes idéologiquement macronistes.

C'est comme si on disait, avec un gouvernement du NFP élargi ou non, pas besoin de représentants du Medef, du Crif, de l'UE, de l'OTAN pour que leurs intérêts soient pris en compte.

Ils ne savent plus quoi déclarer pour assurer de leur loyauté leurs maîtres à penser, rassurer les actionnaires du CAC40 sur leurs bonnes intentions à leur égard.

D'un bout à l'autre, leur discours consiste à cautionner et protéger le régime en place.

Législatives: l'écologiste Marine Tondelier ne ferme pas la porte à l'idée d'une grande coalition - BFMTV 3 juillet 2024

La patronne des Écologistes, Marine Tondelier, a estimé ce mardi 2 juillet qu'"*il faudra sûrement faire des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays*" en cas d'une Assemblée sans majorité claire.

"*La politique dans ce pays ne pourra pas continuer comme avant. On va devoir changer*", a ajouté l'écologiste lors d'un entretien au 20 heures de TF1, appelant à "*trouver des solutions*" et à ce "*que certains au centre, à droite, nous disent comment ils souhaitent travailler dans l'autre sens*".

"*Comment on trouve des solutions à des circonstances inédites? Il faudra sûrement faire des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays*", n'a pas fermé la porte Marine Tondelier, "*mais ce qui est sûr, c'est que ça doit se faire sur des bases politiques claires: la question, c'est plutôt 'pour quoi faire?' que 'avec qui?'*". "*Il n'y aura pas de Premier ministre macroniste, par exemple*", a-t-elle conditionné. BFMTV 3 juillet 2024

Relevé dans un article de 20 Minutes du 3 juillet 2024

20 Minutes - Macron était bien une créature immonde du marketing.

- Le président a accumulé les erreurs marketings grossières.

Macron, un épiphénomène, une météorite en fin de vie, comme le néolibéralisme frappé mortellement, reste à l'achever !

20 Minutes – **«** *Certaines nouvelles marques émergent en surfant sur une tendance de l'époque – la lassitude du clivage gauche/droite dans le cas Macron –, mais toute tendance lasse et les clients passent à autre chose. Pour être certain de durer, il faut quelque chose de très adaptable à chaque époque, de très pratique et universel. Comme le jean Levi's par exemple, ce que n'est pas le macronisme.* ».

Pourquoi cette chute brutale était-elle prévisible ?

Parce que Macron était le produit de l'extrême centre et du néolibéralisme, qui ont vu le jour ou plutôt se sont imposés lorsque le capitalisme était déjà en proie à une crise généralisée insurmontable et incontrôlable, en fin de course du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par

l'homme que le capitalisme, par conséquent, tous les artifices auxquels ils allaient recourir pour sauver leur modèle économique, dont ce pantin et son idéologie malfaisante, allaient se consumer rapidement et s'avérer inopérants, sans qu'ils aient d'autres alternatives pour tenter de sauver les meubles ou leur hégémonie de classe, que s'en remettre aux recettes éculées du fascisme et du Front populaire, voilà où nous en sommes.

Ces remparts protègeront le régime quelque temps encore. Pendant combien de temps tiendront-ils avant qu'il s'effondre ? Nulle ne le sait, mais à la vitesse où vont les évènements et où s'envolent les illusions des masses, on peut prévoir qu'une accélération brutale de la crise institutionnelle dans les semaines ou mois à venir pourrait précipiter cette échéance, souhaitons-le et faisons en sorte d'aborder cette nouvelle période dans les meilleures conditions possibles, si on veut avoir une chance de renverser le régime en place.

20 Minutes - Le macronisme, comme son nom l'indique subtilement, est resté autocentré. « *La marque Renaissance/Ensemble reste totalement associée à sa seule personne. Il n'a pas su développer d'autres figures ou avoir un parti assez puissant pour lui succéder*. »

Vive la lutte des classes !

20 Minutes - « *Aujourd'hui, le macronisme ne propose plus rien de neuf, et pour les vieilles recettes, on préférera les marques historiques de gauche et de droite*. »

Macron ravalé au rang de déchet... non recyclable !

20 Minutes - Chez Emmanuel Macron, on adore le recyclage depuis 2017. Et à force, ça lasse le client.

J-C – Pour la notion de citoyen, il faut aller voir ailleurs !

La vieillesse est un naufrage. Confirmation.

20 Minutes - Parmi toutes les tranches d'âges d'électeurs à ces législatives de 2024, le groupe Ensemble n'a été leader en nombre de voix que chez les 75 ans et plus. 20minutes.fr 3 juillet 2024

J-C - Passé un certain âge, il faudrait les euthanasier ! Attention, j'aurai 69 ans le 11 septembre prochain, il ne me reste plus longtemps à vivre !

Quand les opportunistes et traites se font provocateurs et gauchistes

J-C - Ils appellent les fonctionnaires à la désobéissance civile face au RN au risque d'être sanctionnés ou d'être radiés de la fonction publique, de perdre leur emploi, alors que pendant des décennies les mêmes ont appliqué minutieusement la politique de saccage de l'instruction publique et de l'hôpital, pire, quand ils furent au pouvoir avec Hollande, ils poursuivirent et aggravèrent la politique antisociale mise en œuvre par son prédécesseur Sarkozy.

En revanche, ils refusent de rompre à la fois avec le capitalisme en crise dont la survie exige des coupes drastiques dans tous les budgets sociaux et les institutions de la Ve République, qui ont pour

unique fonction de faire appliquer cette politique antisociale notamment par les fonctionnaires et les élus.

Par conséquent, nous appelons les travailleurs de la fonction publique à ne pas s'associer à cette initiative, qui sera durement réprimée ou dont ils seront les principales victimes, tandis que ces élus continueront de participer aux institutions antidémocratiques de la Ve République au côté de ceux de RN, Renaissance et ses alliés centristes.

Il risque de n'y avoir personne pour les défendre.

Les fonctionnaires devraient avoir à l'esprit comment l'ensemble des composantes du Nouveau Front populaire se sont rendues coupables de complicité de meurtres de masse en refusant de dénoncer la mystification hygiéniste ou covidiste mise en œuvre par Macron qui fit plus de 100.000 innocentes victimes, et parmi lesquels la plupart auraient pu être soignés et demeurés en vie.

Combien de fonctionnaires en ont été complices également ? Beaucoup. Combien ont même fait du zèle en refusant des patients à l'hôpital. Combien ont refusé l'accès à des locaux administratifs ou à des transports publics à des citoyens non vaccinés ou refusant de porter le masque de l'imposture ?

Appels à la désobéissance civile face au RN : Guénolé annonce la création d'un «*réseau de résistance*» - RT 2 juillet 2024

Dans l'éventualité d'une arrivée au pouvoir du Rassemblement national, le politologue Thomas Guénolé, ancien membre de LFI, a annoncé la création d'un «*réseau de résistance*». «Essentiellement» constitué de fonctionnaires, celui-ci s'appuierait sur le refus de ces agents de l'État d'appliquer des consignes contraires «*aux valeurs républicaines*».

«*Parce que l'extrême droite sera probablement au pouvoir en France dans sept jours, le réseau de résistance à l'extrême droite a été créé à l'heure où je vous parle*», a déclaré sur le plateau de France Info le politologue Thomas Guénolé, qui a posté cette séquence le 1er juillet sur X (ex-Twitter).

«*Les principales méthodes seront le refus par des fonctionnaires d'exécuter certains ordres, la désobéissance civile et l'activisme judiciaire*», a-t-il expliqué aux journalistes, précisant que ce réseau était «*constitué essentiellement de fonctionnaires*».

Si le Rassemblement national (RN) est en mesure de constituer un gouvernement, selon le politologue, «*un certain nombre d'ordres*» dans les ministères «*porteront atteinte aux valeurs républicaines fondamentales*». (Ils peuvent parler ces adeptes du wokisme, de la théorie du genre et autres saloperies communautaires qui piétinent allègrement ces « *valeurs* », sans parler de l'orientation et du contenu des programmes scolaires qu'ils appliquent à la lettre, alors qu'ils en sont la négation.... – J-C)

Quelques initiatives se font remarquer ces derniers jours, alors que la crainte de voir un gouvernement RN grandit à gauche et au centre de l'échiquier politique français. Quelque 3 600 soignants ont signé dans Mediapart un appel à s'opposer «*aux desseins mortifères*» du RN et à voter pour les candidats du Nouveau Front populaire.

Une autre pétition, d'enseignants cette fois, lancée le 14 juin et titrée «*Fonctionnaires d'État, en conscience et en responsabilité nous n'obéirons pas*», a aussi recueilli 3 000 signatures. «*Nous ne*

serons pas les exécuteurs d'une politique contraire aux principes qui fondent notre attachement au service public d'éducation», préviennent-ils. (Ils en sont les pires fossoyeurs ! – J-C)

«*Quand vous êtes enseignant [...] vous ne pouvez en aucun cas accepter un programme du Rassemblement national*», a commenté le 25 juin l'ancienne ministre socialiste Najat Vallaud-Belkacem sur France Info, soutenant l'appel à la désobéissance civile des enseignants. RT 2 juillet 2024

Mon commentaire publié dans un blog.

Un bref complément ou des précisions.

C'est la branche de l'oligarchie financière que représente Blinken, qui a initié cette campagne mondiale en faveur des personnes LGBTQI+, qui d'autres auraient pu la financer et l'organiser ? Question : serait-elle soudain animée de bonnes intentions envers les peuples ? C'est gros comme une maison, alors qui peut le croire ? Il ne faut pas avoir toute sa tête pour l'envisager, non ?

Et bien pourtant, tout le monde ou presque saute à pieds joints dans le piège tendu, pour ensuite se livrer à des contorsions périlleuses et ridicules pour tenter de justifier l'injustifiable, justifier que les droits d'une infime minorité s'impose à une majorité, ce qui ne changera absolument rien à l'état d'esprit et au comportement de la majorité, qui répondra à cette provocation par la moquerie ou la violence. Pourquoi ?

Parce qu'on ne change pas les rapports établis entre les différentes communautés dans la société depuis des siècles ou le passage à un nouveau mode de production, sans changer les rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production en vigueur dans la société.

Autrement dit, chacun pourra s'épanouir sur le plan individuel en laissant libre cours à ses aspirations dans tous les domaines, une fois seulement que l'ensemble des rapports sociaux dans la société n'auront plus à dépendre ou à reproduire les rapports existant entre dominants et dominés qui prévalent ou s'imposent au sein du système économique. Toute forme de discrimination n'aura plus aucune raison d'être et disparaitra d'elle-même, comme les classes en somme, c'est aussi simple que cela.

Pays-Bas. Au pays de Bilderberg, de l'alliance entre le nazisme et la monarchie, on ne mégotte pas sur les moyens...

Pays-Bas : Qui est Dick Schoof, nouveau Premier ministre et ancien chef du renseignement ? - 20 Minutes avec AFP 2 juillet 2024

L'ex-chef du renseignement néerlandais Dick Schoof a été investi mardi Premier ministre des Pays-Bas, il remplace Mark Rutte, nommé secrétaire général de l'Otan

« *Vous pouvez compter sur moi* », a assuré, sur son compte X, Dick Schoof. Cet ancien chef du renseignement néerlandais a été investi ce mardi comme Premier ministre des Pays-Bas à la tête

d'un gouvernement de coalition de droite chargé de mettre en œuvre la politique d'immigration « *la plus stricte jamais vue* » dans le pays.

Plus de sept mois après la victoire électorale retentissante du dirigeant d'extrême droite Geert Wilders, surprenant le pays et l'Europe entière, Dick Schoof succède à Mark Rutte, au pouvoir depuis 2010. Ce dernier a été nommé secrétaire général de l'Otan.

Dick Schoof a présenté ses ministres au roi des Pays-Bas Willem-Alexander sous les ors d'un palais royal de La Haye. Chacun a fait un pas pour prêter allégeance au souverain et à la constitution.

Geert Wilders a dû renoncer à son ambition de devenir Premier ministre, certains partis ayant menacé de se désolidariser à cause de ses positions notoirement anti-islam et eurosceptiques.

Au lieu de cela, les quatre formations de la coalition ont convenu que leurs dirigeants ne feraient pas partie du gouvernement et un compromis a été trouvé en la personne de Dick Schoof, 67 ans, sans parti.

Dick Schoof a affirmé être « déterminé » pour mettre en œuvre les plans de cette coalition, qui vise à instaurer « la politique d'admission en matière d'asile la plus stricte jamais réalisée » et un paquet de mesures « *pour contrôler la migration* ». L'accord de coalition de 26 pages, intitulé « *Espoir, courage et* fierté », appelle également à examiner l'idée de déplacer l'ambassade des Pays-Bas en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Dick Schoof a joué un rôle clé dans diverses situations de crises, notamment dans l'enquête après la destruction du vol MH17 de la Malaysian Airlines en 2014 au-dessus de l'Ukraine. Il était alors à la tête de l'agence antiterroriste des Pays-Bas.

Ancien membre du Parti travailliste, Dick Schoof a le soutien du leader de l'opposition de gauche Frans Timmermans, qui l'a néanmoins décrit comme « *clairement le candidat de Wilders* ».

J-C – On ne pourrait mieux dire, une sacrée ordure !

Kenya. Quelle idée de surtaxer le pain et le sucre !

Kenya : nouvelles manifestations contre le projet de loi de finances et ses hausses d'impôts - RT 2 juillet 2024

Les Kényans ont encore manifesté ce 2 juillet dans plusieurs villes du pays contre le projet de loi de finances et ses nouvelles taxes. Les manifestants s'en sont pris ouvertement au président William Ruto. Depuis le 18 juin, 39 personnes ont été tuées lors de ces manifestations.

Les manifestations contre le projet de loi de finances 2024-2025, qui prévoit des augmentation d'impôts, ont repris ce 2 juillet dans les principales villes du Kenya. Les autorités ont déployé des véhicules blindés et tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants.

Selon cette chaîne, les manifestants ont appelé à la démission le président kényan William Ruto, qui avait annoncé le 26 juin le retrait du projet de loi controversé, au lendemain d'une manifestation particulièrement violente notamment marquée par la prise d'assaut du Parlement. Au cours de cet

épisode, plusieurs manifestants avaient été abattus par les forces de l'ordre. «*Ruto doit partir*», a lancé un manifestant devant la caméra de CitizenTV.

À la mi-juin, une vague de protestations a débuté au Kenya contre les projets du gouvernement d'augmenter les taxes sur un certain nombre de biens et services. Dès le 18 juin, la présidence kényane avait annoncé avoir amendé le projet de loi afin «*de supprimer la TVA proposée de 16% sur le pain, sur le transport du sucre, sur les services financiers, sur les opérations de change ainsi que la taxe sur les véhicules à moteur de 2,5%*», avait-elle annoncé dans un communiqué repris par l'AFP. RT 2 juillet 2024

Ukraine. Le Pentagone confirme et en rajoute une couche.

Le Pentagone juge acceptables les frappes ukrainiennes avec des missiles américains en Crimée - RT 2 juillet 2024

«*Je peux dire que notre politique concernant l'utilisation d'armes à longue portée pour frapper la Russie n'a pas changé,*» a déclaré Patrick Ryder lors d'un point de presse ce 2 juillet.

«*Les armes à longue portée peuvent être utilisées [par l'Ukraine] sur son territoire souverain*», a-t-il ajouté, interrogé sur la position du Pentagone concernant les attaques ukrainiennes sur le territoire de la Crimée.

Selon les États-Unis, «*la Crimée fait partie de l'Ukraine*», a ajouté Ryder, admettant que les frappes visant la péninsule avec des missiles américains n'étaient pas soumises à l'exigence d'un tir de riposte.

Washington a en effet admis, le 31 mai dernier, avoir autorisé les troupes ukrainiennes à utiliser les armes de longue portées américaines contre le territoire russe, mais pour des tirs de contre-batterie. RT 2 juillet 2024

Etats-Unis. Entre aveux révélateurs et vœux pieux sordides.

J-C - Slate est le porte-parole des démocrates, de l'extrême centre, de l'Etat profond, du Forum économique mondial.

La page du néolibéralisme pourrait-elle être tournée également aux Etats-Unis ? On pourrait s'attendre à un regain de la lutte de classe aux Etats-Unis.

Toujours est-il que, lorsque Biden et Trump se traitent réciproquement de « *fasciste* », on est tenté de les croire tous les deux !

Notez bien, toute proportion gardée, comme lorsqu'en France Macron et ses adversaires du NFP hurlent à la menace « *d'extrême droite* », sachant qu'ensemble ils lui ont fait la courte-échelle, on est en droit de se demander jusqu'à quel point ils ne partageraient pas les mêmes intérêts (de classe) et ils ne figureraient pas dans le même camp.

Les alliés de Donald Trump préparent le futur semi-autoritaire des États-Unis - slate.fr 3 juillet 2024

Les réformes du «*Project 2025*» ont été élaborées par un groupe de réflexion conservateur qui a suivi la radicalisation du Parti républicain ces dernières années.

Au fur et à mesure que l'élection présidentielle américaine 2024 approche, Donald Trump et ses alliés amplifient leurs attaques contre le supposé «*régime fasciste*» qui serait en place à Washington. Une rhétorique qui se développe surtout depuis la condamnation de l'ancien président des États-Unis dans l'affaire Stormy Daniels. Un juge mené par l'administration Biden, des témoins «*crucifiés*», un procès «*truqué*» et une «*arnaque*» sur la base d'accusations injustifiées: toute une panoplie de «*preuves*» appuyant la nécessité d'un changement de direction sont produites par le camp MAGA (Make America Great Again).

De fait, l'entourage de Donald Trump se prépare à reprendre la main au lendemain de la présidentielle du 5 novembre. «*Des gens doivent être tenus responsables des crimes qui ont été commis ces dernières années. On les a vus mentir, abuser de notre système judiciaire. On a vu Joe Biden attaquer des Américains innocents à travers le pays, comme les manifestants du 6 janvier [2021, lors de l'attaque du Capitole, ndlr] qui ont été envoyés au goulag à Washington*», clamait ainsi Karoline Leavitt sur Fox News à la fin du mois de mai.

Et ne ce ne sont pas que des mots. Début novembre 2023, le Washington Post révélait que «*Donald Trump et ses alliés préparent leur revanche et le contrôle du ministère de la Justice durant un second mandat*», ainsi qu'une multitude d'autres réformes afin de mettre en place un régime autoritaire conservateur.

Une révolution conservatrice

Au-delà des déclarations publiques, l'analyse du quotidien américain se base sur un rapport intitulé «*Project 2025. Presidential Transition Project*». Publié par le groupe de réflexion The Heritage Foundation, il s'agit d'un imposant travail de 900 pages qui détaille les moyens de mettre en place la réforme conservatrice du pays.

Créée en 1973, la Heritage Foundation a l'habitude des notes et des programmes à l'intention des candidats républicains. «*En revanche, c'est la première fois qu'il rédige un véritable programme présidentiel en vue d'une élection*», précise Romuald Sciora, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste de la politique américaine.

Le programme prend racine dans la radicalisation du Parti républicain qui s'opère depuis Ronald Reagan (1981-1989). Un premier tournant intervient sous Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants entre 1995 et 1999, qui installe le conservatisme chrétien au sein du Grand Old Party. L'intégration des idées du Tea Party –mouvement contestataire conservateur né après la crise économique de 2008– l'a ensuite prolongé. L'arrivée de Donald Trump et le raidissement consécutif des positions des Républicains n'en sont donc qu'une troisième étape.

Au sein de la Heritage Foundation, cela s'est concrétisé par l'arrivée de Kevin D. Roberts à sa tête en 2021. Académique peu connu de la politique et fervent admirateur des positions conservatrices du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, il assume sa volonté «*d'institutionnaliser le trumpisme*» dans le pays grâce au «*Project 2025*».

Un État fort

Ce programme, qui tend vers l'installation d'un État semi-autoritaire aux États-Unis, formule des centaines de propositions et quatre promesses. La première est le recentrage de la vie américaine sur la famille et la protection des enfants, avec l'interdiction de «*l'idéologie transgenre et la sexualisation des mineurs*» et la suspension du financement fédéral de l'avortement.

Le projet vise également à assurer «*la liberté de religion, la liberté d'expression et la liberté de réunion*» pour lutter contre ce qui est présenté comme un marxisme économique et idéologique trop influent. La souveraineté américaine doit enfin être assurée en protégeant le pays contre la Chine, «*l'extrémisme environnementaliste*» et l'immigration.

Pour atteindre ces objectifs, le «*Project 2025*» défend le renforcement de l'État fédéral, incarné par une figure présidentielle aux pouvoirs élargis. Il prévoit ainsi de revenir sur la réforme de 1947 qui limite le nombre de mandats à deux ou encore de mettre le ministère de la Justice sous l'autorité présidentielle.

Il compte également diminuer les prérogatives du Congrès des États-Unis: le lancement d'une procédure de destitution se limiterait aux cas de haute trahison et le veto présidentiel ne pourrait plus être contré par la majorité parlementaire. La garde nationale devrait aussi être réformée. Ses modalités d'intervention seront élargies afin qu'elle puisse intervenir en amont d'événements, telles que l'investiture ou les manifestations.

Un soutien politique, voire civil

D'après le «*Project 2025*», le gouvernement fédéral est inefficace car noyé par la bureaucratie. Ses rédacteurs encouragent à «*décentraliser et privatiser au maximum*», tout en s'assurant que ce qui reste soit géré le «*plus efficacement possible*». Pour se faire, l'institut derrière le projet travaille déjà au recrutement des futurs membres de l'administration.

Selon les auteurs du projet, ce tournant radical doit répondre à l'étiolement de la confiance accordée par les citoyens américains envers leurs institutions et qui ne cesse de s'amplifier depuis plusieurs années. Entre 2022 et 2024, celle donnée au gouvernement a chuté de 35% à 23%. Deux tiers des Américains considèrent également que les membres des administrations travaillent à faire échouer les politiques avec lesquelles ils sont en désaccord.

Néanmoins, la grande majorité de la population croit en l'efficacité d'une bureaucratie apartisane. Et bien que le recrutement par les alliés de Donald Trump mette en avant le besoin de former au travail de l'administration, sa mission de propagation d'idées conservatrices est à peine voilée. Mais, selon Romuald Sciora, la force trumpiste tient en la crise intercommunautaire du pays qui continue de s'aggraver. La promesse d'un pouvoir fort et d'une administration stable pourrait donc encourager le soutien d'une large partie de la population états-unienne.

Au regard de la mise en pratique, les Républicains comptent sur le soutien des institutions politiques. Avec une majorité envisagée à la fois à la Chambre des représentants et au Sénat, la retraite de Mitch McConnell de la tête du Parti républicain dans la chambre haute devrait également y renforcer le soutien de Donald Trump. «*Et si certaines propositions pourraient être jugées anticonstitutionnelles, rappelons que l'ancien président a aussi la Cour suprême à sa botte*», indique Romuald Sciora. En cas de victoire républicaine le 5 novembre 2024, ce pourrait donc être une page qui se tourne pour la démocratie américaine. slate.fr 3 juillet 2024

J-C- Je n'ai plus le temps de décrypter en détail cet article destiné à différentes couches ou classes selon les sujets abordés, faites-le et envoyez-moi vos questions, je me ferai un plaisir de vous répondre.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 juillet 2024

Combat contre la mystification et dictature climatique et énergétique.

Déclaration de l'Association des climato-réalistes.

L'homme ne peut pas agir sur le climat

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/07/A5-Lhomme-ne-peut-pas-agir-sur-le-climat_V3.pdf

J-C – Comment l'homme, cette infime poussière d'étoile, cette insignifiante particule de matière à l'échelle du temps, cet amas de microbes microscopiques pataugeant dans un gigantesque océan constitué de milliards de virus, comment pourrait-il soudain perturber la marche de l'Univers, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil ou vouloir sa perte !

Combat contre la mystification hygiéniste ou sanitaire.

Fuite du Covid-19 : des aveux scientifiques

https://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/fuite_du_covid_des_aveux_scientifiques.pdf

---

De quoi le Nouveau Front populaire est-il le nom ?

En fait de nouveauté, les camarades du groupe GMI rappellent que c'est « *une union usée jusqu'à la corde (Bloc des gauches en 1899, Union sacrée en 1914, Cartel des gauches en 1923, Front populaire en 1935, CNR en 1943, Union de la gauche en 1972, Gauche plurielle en 1997, bloc PS-EELV-PRG-Walwari en 2012)* »

Pour qui roule-t-il ? Réponse.
FranceInfo - D'après les chiffres définitifs du ministère de l'Intérieur, 215 candidats qualifiés pour le second tour dans une triangulaire ou une quadrangulaire ont finalement choisi de se désister dans 214 circonscriptions, afin de faire barrage au Rassemblement national.

Cette vague de désistements fait nettement baisser le nombre de triangulaires comprenant un candidat du Rassemblement national et ses alliés : dimanche 7 juillet, il n'y aura donc que 86 circonscriptions concernées par ce cas de figure, contre 299 prévues initialement. Finalement, deux quadrangulaires auront lieu dans la 8e circonscription du Rhône et la 4e circonscription de la Vendée.

Dans la 10e circonscription du Nord, c'est le ministre de l'Intérieur qui est arrivé en tête, talonné par le candidat RN Bastien Verbrugghe. La candidate insoumise a toutefois choisi de retirer sa candidature, appelant à "*ne pas voter pour le Rassemblement national*". francetvinfo.fr 3 juillet 2024

Le Nouveau Front populaire appelle à élire les ministres du gouvernement Macron-Attal-Darmanin. Pas une voix pour cette pourriture !

J-C – Pour un peu, ils pourraient figurer dans un gouvernement du NFP !

Législatives 2024 : Une vingtaine de ministres encore en lice, un deuxième tour très incertain pour beaucoup - Le HuffPost 4 juillet 2024

Aucun ministre n'a été élu au premier tour.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a devancé le candidat RN (Bastien Verbrugghe) de moins de deux points au soir du premier tour. Pour l'emporter, il devra compter sur un bon report des électeurs de la candidate de gauche Leslie Mortreux qui s'est désistée en sa faveur.

À l'inverse, il y a des ministres arrivés deuxièmes qui sont en ballottage plus favorable. Grâce au désistement du candidat de gauche arrivé troisième, Marc Fesneau, Frédéric Valletoux, Guillaume Kasbarian, France Riester ou Marina Ferrari peuvent espérer l'emporter. Le HuffPost 4 juillet 2024

A propos des positions et de l'orientation politique de l'extrême gauche.

L'extrême gauche est très hétérogène, comme somme tous les courants politiques du mouvement ouvriers. On y trouve de tout, du meilleur comme du pire, fidèle ou traite au socialisme. D'ailleurs dans un passé assez récent, on ne s'était pas étonné de voir des militants passer du NPA ou de LO (où encore de la CGT) au FN. Vous me direz que dans FO et sans doute dans d'autres syndicats, ils se côtoient sans que personne n'y trouve à redire, un « *bienfait* » de la Charte d'Amiens, paraît-il ! On trouve aussi de nombreux dirigeants du PS passés par la LCR ou l'OCI.

Commençons par les formations dont nous partageons en gros l'orientation politique, ma préférence allant au Parti des travailleurs avec bien des réserves, ainsi qu'au Groupe Marxiste Internationaliste (GMI).

Parti des travailleurs (PT).

Editorial de la Tribune des travailleurs - 2 juillet 2024

Ont-ils tout oublié ?

Les événements se succèdent à un rythme effréné. D'abord, la victoire du Rassemblement national au premier tour des élections législatives. Aussitôt, l'appel par Macron à constituer un front républicain. Réponse positive immédiate de Mélenchon donnant la consigne de retrait des candidats du Nouveau Front populaire (NFP) en cas de triangulaire. Dans les heures qui suivent, plus de cent

désistements de candidats du NFP, principalement LFI. Par exemple, pour permettre la réélection du ministre Darmanin, père de la loi raciste anti-immigrés. Ou encore celle de l'ancienne Première ministre Élisabeth Borne, mère de la réforme anti-ouvrière contre les retraites des travailleurs. (Une fanatique du 49.3 auquel elle recourut 23 fois ! - J-C)

Qu'est-ce que cela signifie ?

Fidèles à notre méthode, nous partirons des positions des classes sociales en présence. Au lendemain du premier tour, la classe capitaliste se montre rassurée et rassurante. Les marchés financiers restent calmes. L'indice du CAC 40 progresse même. *Les Échos* soulignent « *le soulagement sur les marchés après le premier tour* ». Ce que les capitalistes veulent éviter, ce serait une « *majorité absolue du Rassemblement national potentiellement très dépensier* ». Même si *« des craintes subsistent* », l'inquiétude du capital financier restera « contenue grâce au cadre européen qui joue désormais un rôle majeur dans les politiques économiques ». Et *Les Échos* de donner en exemple le gouvernement d'extrême droite de Meloni en Italie. (Le capital financier manifestant son soulagement, voire sa satisfaction à l'issue du premier tour des législatives, cela aurait dû alerter les militants du NFP sur ce qui était en train de se tramer dans leurs dos entre leurs dirigeants et le camp officiel de la réaction. Pensez-vous ! - J-C)

Les capitalistes savent que le RN est un parti capitaliste qui a bien l'intention de défendre les intérêts de sa classe sociale. Une source d'inquiétude toutefois, c'est que le RN doit son résultat à une base électorale élargie qui pourrait avoir des exigences. Par conséquent, il faut poser des garde-fous. Donc faire en sorte que, si majorité du RN il y a, elle soit relative et non absolue pour contraindre ce parti à chercher des accords et des compromis. (On ne peut pas aussi occulter, que les médias publics et privés détenus par des oligarques ont favorisé l'extrême droite durant toute la campagne électorale, voire durant les décennies antérieures pour l'amener au niveau où elle se situe en 2024. - J-C)

S'inscrivant dans la même perspective, le NFP déploie depuis dimanche soir une très grande énergie pour aboutir au plus grand nombre possible de désistements pour les candidats macronistes ou de droite, quitte à effacer toute trace de « *gauche* » dans son discours. Comme le dit l'un de ses dirigeants : le Front populaire doit laisser la place au « *front républicain* ». Glucksmann le dit à sa façon : « *Les appareils, les identités politiques, la gauche et la droite… tout cela s'efface devant cette situation vertigineuse.* » (La fusion de la droite et la gauche porte un nom : le corporatisme ou l'antichambre du fascisme que Glucksmann soutient en Ukraine et en Palestine occupée. - J-C)

Une nouvelle fois donc, la « *gauche* » vient au secours de la Ve République et des intérêts capitalistes. (C'est sa seule raison d'être, pourquoi ne pas le préciser ? – J-C)

Ont-ils tout oublié ?

D'où vient-elle, au fait, cette percée électorale de l'extrême droite ?

Remontons le fil de l'histoire. En 1981, Mitterrand est élu premier président de « gauche » de la Ve République. L'extrême droite est alors à son niveau le plus bas. Elle ne présente même pas de candidat à l'élection présidentielle. (Ni le courant politique trotskyste du Parti des travailleurs, l'OCI à l'époque, au nom du "*front unique*" avec cette gauche vendue. - J-C) Dans les années qui suivent, Mitterrand fera tout pour la remettre en selle par un calcul politique visant à affaiblir la droite. Sept ans plus tard, Jean-Marie Le Pen se présentera et obtiendra 14 % des voix. (Ce n'est pas Mitterrand qui a remis en selle l'extrême droite, mais le capital financier, car après la débâcle du Front populaire, seul en dernier recours le fascisme pourrait servir de rempart au régime. Il fallait donc se

préparer à cette échéance qui aura mis plus de 30 ans pour mûrir ou survenir, on y est. Vous rétorquerez peut-être, que Macron et l'extrême centre n'incarnaient pas vraiment le Front populaire à eux tout seuls, mais en fusionnant la droite et la gauche dans un même régime, que firent-ils d'autre. Ne serait-ce pas ce qui caractérise aussi un gouvernement de Front populaire ou des partis ou ministres issus des partis des capitalistes côtoient des ministres issus de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier ? – J-C)

Retour à 1981. Mitterrand est élu sur un programme et un engagement de rupture. Le thème de sa campagne : rompre avec le capitalisme. Cette campagne et son élection apparaissent comme une réponse à la remontée des luttes de classe, des mobilisations ouvrières à la fin des années 1970. Mais dès 1982-1983, c'est le tournant de la rigueur : austérité, blocage des salaires, remise en cause des conventions collectives, lois Auroux visant à l'intégration des syndicats à l'État. (Il faut tout de même préciser, que l'immense majorité des travailleurs n'ont jamais cru à cet "engagement de rupture". Je suis bien placé pour en parler, puisqu'à cette époque je militais à l'OCI, et lorsque dans la discussion avec des travailleurs sur le marché de Clichy (92) nous avancions cet argument, ils se moquaient de nous en nous rétorquant qu'on était les seuls à y croire. Nos dirigeants qui n'étaient pas sans le savoir, n'en tirèrent aucun enseignement politique, ils préférèrent ignorer ce que les travailleurs pensaient réellement, et depuis ils refusent obstinément de l'admettre, c'est l'un des principaux désaccords politiques que j'ai avec eux. - J-C)

Au total, durant son double septennat, Mitterrand déroulera toute une série de contre-réformes réactionnaires : la première budgétisation des hôpitaux visant à en contenir les dépenses dans les limites de l'austérité européenne, la mise en place de la CSG préparant la liquidation de la Sécurité sociale… Mitterrand sera l'un des principaux artisans du traité de Maastricht en 1992, qui posa une chape de plomb sur l'ensemble des économies européennes. Avec le traité de Maastricht, disait ce haut responsable bancaire allemand, « *la seule variable d'ajustement sera la force de travail* ». Ce fut la force de travail en effet !

La classe ouvrière a payé au prix fort tout au long du double septennat de Mitterrand ces attaques forcenées contre ses droits. En outre, subissant la liquidation de pans entiers de secteurs industriels dans le textile, dans la sidérurgie, les mines, dans l'automobile, elle se heurtait au refus de ce gouvernement de « *gauche* » (ministres PS, PCF…) d'interdire les licenciements et de garantir l'emploi par la nationalisation sans indemnité ni rachat. (On se demandera pourquoi ce courant politique soutint à bout de bras plus ou moins ouvertement Mitterrand, là je fais l'idiot ! - J-C)

Cette politique des gouvernements Mitterrand a permis le retour de la droite au pouvoir. À peine nommé, Juppé lance son attaque violente contre les retraites. Par millions, les travailleurs se mobilisent contre son plan. Au point que le président de la République Chirac dissout l'Assemblée nationale en 1997, provoquant des élections anticipées dont la « *gauche plurielle* » sort victorieuse. Pendant cinq ans, le gouvernement Jospin (PS), Buffet (PCF), Voynet (Verts), Mélenchon (PS pendant trois ans) poursuit la politique de soumission à l'Union européenne et aux plans capitalistes, notamment par la transposition des directives européennes en matière de privatisation de l'énergie. La « *gauche plurielle* », qui s'était engagée à améliorer la situation des travailleurs, se fit le relais des exigences des capitalistes. Elle renoncera même à ne pas publier les décrets de la réforme Juppé, réforme qu'elle fut la première à mettre en application. (Je ne pense pas que ce soit l'unique explication. Car, ce qui "*a permis le retour de la droite au pouvoir"*, c'est aussi l'embourgeoisement des masses, leur complète subordination au capitalisme qui devait les porter vers des partis se réclamant officiellement du capitalisme, sur la base du principe, vaut mieux l'original que la copie. - J-C)

Plus tard, on connaîtra un phénomène comparable avec le gouvernement Hollande. Au total, durant ces vingt-quatre années qui virent la gauche participer au gouvernement, elle tourna le dos à toutes ses promesses de rupture, apparaissant aux yeux des travailleurs comme responsable de la dégradation de leur situation et de la progression généralisée de la misère. (C'est là qu'on s'aperçoit que la conscience politique des travailleurs n'a pas progressé d'un pouce durant toutes ces décennies. Ils n'ont tiré absolument aucun enseignement politique des expériences qu'ils ont vécues, peut-être parce que les interprétations et les conclusions qu'on leur proposa furent toujours confuses ou erronées, voire truquées. J-C)

Faut-il s'étonner dans ces conditions de l'élargissement de la base sociale du RN ? Ses résultats jusqu'aux élections de 2012 tournaient autour de 15 %. Aujourd'hui, c'est un fait : il y a des travailleurs mis au chômage qui ne retrouvent pas d'emploi, des salariés ulcérés de voir toutes les promesses de la gauche trahies, des familles populaires qui ne s'en sortent plus financièrement, des couches précarisées, paupérisées dans des régions devenues des déserts industriels et médicaux où les logements sociaux sont à l'abandon, où les services publics sont fermés les uns après les autres… Oui, une partie de ces couches qui, hier, formaient la base électorale du Parti communiste, du Parti socialiste, dans le nord, dans l'est, et plus généralement dans les quartiers ouvriers et populaires, se sont d'abord largement tournées vers l'abstention et plus récemment, pour partie, vers le vote Rassemblement national. Cela ne fait pas de ces électeurs des fascistes ou des racistes invétérés, cela en fait, pour un certain nombre, des travailleurs, des chômeurs, des jeunes désespérés, exaspérés, parfois aigris, ayant perdu toute confiance dans ceux qui leur promettaient de changer la vie et qui, en réalité, n'ont fait que l'aggraver. Elle est là, la réalité. On ne peut pas comprendre autrement la progression électorale du RN. (Pas si sûr. – J-C)

Ce qui ne rend pas le RN moins dangereux dès lors que sa rhétorique consiste à encourager le racisme et la xénophobie, détournant la rage de ces travailleurs des véritables responsables de la situation, les capitalistes, pour la retourner contre l'immigré, l'étranger, désignés comme autant de boucs émissaires. (Les "*véritables responsables de la situation*" sociale sont évidemment les capitalistes, mais les "*véritables responsables de la situation*" politiques sont aussi les composantes du NFP et ceux qui les ont toujours soutenus à bout de bras, non ? - J-C)

Dans ce contexte, les dirigeants de la « *gauche* » semblent avoir perdu toute mémoire. À plusieurs reprises depuis 2002, ils pratiquèrent le « *front républicain* », appelant en 2002 à voter pour Chirac face à Le Pen, puis répétant l'opération en 2017 et en 2022. À l'époque d'ailleurs, Mélenchon avait manifesté plus que des réticences à ce sujet.

En 2022, l'appel de la « *gauche* » à voter Macron pour faire barrage au RN a contribué à sa réélection. Résultat : deux ans plus tard, le RN est à son plus haut. (Normal ou logique là encore, que la copie cède le pas à l'original. Macron a appliqué une politique d'extrême droite avec une brutalité inégalée, alors pourquoi ne pas essayer Bardella qui en est l'expression achevée, quoiqu'il dise par ailleurs ? Qu'est-ce que signifie l'extrême centre, sinon que ce courant politique englobe tous les courants politiques de l'extrême droite à la gauche à l'exception de l'extrême gauche, dès lors, rien de plus naturel de passer de l'extrême centre à l'extrême droite. - J-C)

Il n'y a qu'un moyen de couper la route au RN, c'est d'appeler les travailleurs et les jeunes à se rassembler pour imposer une véritable politique de rupture, rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République. Ce à quoi le RN n'est évidemment pas disposé. Mais le NFP, lui, est-il disposé à une telle rupture ? Il est permis d'en douter au vu, non seulement de son programme, mais de sa tactique fusionnelle avec les Macron, Darmanin et autre Borne entre les deux tours.

La rupture, ça veut dire donner du travail à ceux qui n'en ont pas ; garantir un salaire permettant de vivre à ceux qui ne parviennent pas à finir le mois ; rétablir une politique du logement décent, disponible pour tous, entretenu, réparé, rénové ; la rupture, c'est garantir l'école et l'hôpital pour tous. La politique de rupture, c'est par conséquent prendre l'argent là où il est : dans les poches des actionnaires qui se gavent toujours plus année après année, dans les coffres-forts des capitalistes dont les profits ne cessent de grandir, dans les crédits pour la guerre qu'il faut confisquer pour les réorienter vers une politique de vie et non de mort.

Les dirigeants des partis qui historiquement sont issus du mouvement ouvrier devraient en toute logique lever le drapeau de l'émancipation ouvrière et non celui du ralliement aux représentants de la classe capitaliste. Car la rupture, c'est d'abord rompre avec Macron et non pas soutenir sa réélection.

Face au RN et à Macron, face à la réaction, face à la décomposition sociale, face à la guerre, la perspective ne peut être que celle du gouvernement ouvrier, d'un gouvernement de rupture ouvrière qui, sur tous les terrains, défende les intérêts des exploités et des opprimés et se donne les moyens de répondre à leurs aspirations.

Tel est l'enjeu de la situation. Il faudra bien que la classe ouvrière, sur son propre terrain, impose ses solutions, qu'elle les impose, y compris, malgré et contre la politique des dirigeants qui semblent avoir perdu la tête en se portant au secours des Macron, Borne et Darmanin. Car leur tentative de sauver la Ve République et le régime d'exploitation capitaliste dont elle est l'instrument est une cause perdue. (Tout cela est bien dit et on le partage, à ceci près qui ne passe pas du tout, mais alors pas du tout, c'est que les dirigeants du NFP n'ont pas perdu la tête comme le suggère le PT, bien au contraire, ils l'ont toujours bien eu sur les épaules, ils ont toujours figuré dans le camp de la réaction ou combattu à ses côtés. Refuser de les caractériser comme tel est inadmissible, c'est encore semer des illusions sur ces dirigeants et partis réactionnaires dans la tête des travailleurs, du coup on se demande pourquoi nous avoir servi une si brillante démonstration si c'était pour en arriver là ou tout gâché à la fin en recourant une énième fois au double discours qui est la marque des opportunistes, on est désolé de le dire. - J-C)

LO.

Il n'y aura pas d'issue sans un parti ouvrier communiste révolutionnaire - 1er juillet 2024

Alors, il est exclu qu'un travailleur conscient vote RN. Il n'est évidemment pas question de voter pour un candidat de Macron qui a piétiné le monde ouvrier.

Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés. Ils ont exprimé au premier tour ce qu'ils pensaient de ces politiciens, leur rejet de ces partis qui, à chaque fois qu'ils ont gouverné, ont trahi leurs propres promesses pour se soumettre aux volontés de la bourgeoisie, et ont ainsi tant fait pour rapprocher le RN du pouvoir gouvernemental.

Quant à ceux qui n'ont pas envie de donner quitus aux candidats de la gauche, y compris à des ex-ministres et ex-président, ils peuvent aussi sans remord se passer d'aller voter et exprimer de cette façon leur défiance vis-à-vis de l'ensemble de la caste politique de la bourgeoisie et des institutions de l'État.

La société capitaliste ne fonctionne bien que pour les plus riches, pour les milliardaires, pour la grande bourgeoisie, alors que le monde du travail doit suer profits et dividendes pour ces quelques privilégiés qui ne respectent ni les hommes ni la planète. Pour que cela change, il faudra la force et l'unité des travailleurs, mobilisés contre la grande bourgeoisie, se battant avec leurs propres armes, celles de la grève de masse et des occupations d'usines.

Il faut un parti regroupant des travailleurs de toutes nationalités et origines, derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et pour le renversement du capitalisme.

Il faut un parti qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, construit sur l'idée fondamentale qu'il y a deux classes opposées dans la société : la bourgeoisie et la classe ouvrière, et que le combat des travailleurs ne cessera que lorsque la bourgeoisie sera renversée. Un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Oui, le parti de la classe ouvrière doit être un parti révolutionnaire : il en va de l'avenir de l'humanité toute entière car la perpétuation de l'ordre bourgeois est en train de nous enfoncer dans les crises, les guerres et la barbarie.

Alors, travailleurs, n'ayons pas peur. Resserrons les rangs et organisons-nous dans un parti ! Dans le passé, la classe ouvrière a mené de grandes luttes. C'est riche de cette histoire qu'il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste !

Front républicain à la rescousse des Borne et Darmanin

https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/front-republicain-rescousse-borne-darmanin-176313.html

LFI, PS, PCF et écologistes ont donc appelé à constituer ce qu'ils appellent un Front républicain. Dimanche soir, Macron l'a fait aussi, dans l'espoir d'amoindrir sa défaite grâce à des reports de voix de gauche sur ses candidats même si, au sein de son camp, beaucoup ont exprimé un point de vue différent.

En fait, ce vocable de Front républicain recouvre une énorme escroquerie politique. Mélenchon et d'autres invoquent des « *principes* ». Mais, concrètement, il s'agit d'appeler les électeurs populaires à voter pour des gens qui sont leurs ennemis, au prétexte de faire barrage à l'extrême droite. Pour juger de la solidité d'un tel barrage, il suffit de rappeler qu'il y a deux ans Ciotti disait « *Jamais avec le Rassemblement national* », avant de décider de faire alliance avec lui au lendemain du 9 juin.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, dit qu'il faut « sauver Élisabeth Borne », en ajoutant que « *beaucoup* » vont le lui reprocher. Et pour cause ! Mais c'est à cela aussi que l'on reconnaît le personnel politique de la bourgeoisie : ses membres assument de soutenir aujourd'hui ceux qu'ils disaient combattre hier au gouvernement. En cela, ils affichent la solidarité fondamentale, de classe, de toutes celles et ceux qui se veulent au service de l'ordre social. Et pour cette raison ils n'hésitent pas, comme on le constate, à cracher au visage de leurs électeurs, des salariés et plus largement de tous ceux qui rejetaient par millions la réforme des retraites voulue par le patronat et imposée par Élisabeth Borne. L'accord ayant donné vie au Nouveau Front populaire fait que tous les partis qui le composent sont ainsi solidaires de cette attitude, y compris le NPA « *anticapitaliste* » de Poutou-Besancenot, qui a cru bon de se joindre à ce triste attelage.

On voit que, au nom du Front républicain, la caste politique, notamment à gauche, n'est pas gênée d'appeler à voter pour des personnages dont toute la politique antisociale au gouvernement a ouvert un boulevard à l'extrême droite.

La République qu'ils défendent est bien celle de la bourgeoisie.

Révolution permanente.

Second tour des législatives : ni extrême-droite, ni tambouille avec la macronie !

https://www.revolutionpermanente.fr/Second-tour-des-legislatives-ni-extreme-droite-ni-tambouille-avec-la-macronie

Extraits.

Un front républicain au service d'authentiques ennemis des travailleurs et des classes populaires

Ces derniers jours, le « *barrage* » est à nouveau présenté à gauche comme un levier essentiel pour lutter contre l'extrême-droite. « *Il faut savoir faire la distinction entre nos adversaires et nos ennemis. On peut avoir à juste titre de l'hostilité envers ces personnalités, mais elles ne sont pas d'extrême droite* » synthétisait en ce sens Ian Brossat (PCF – Ndlr) mardi. De son côté, la CGT refuse de mettre « *dos à dos l'Extrême Droite avec une quelconque autre force politique* », un son de cloche entendu à l'identique du côté de LFI.

Le retour du « *front républicain* » a ainsi pour conséquence directe une réhabilitation express du macronisme, présenté désormais comme une force politique raisonnable, « *démocratique* », au côté de laquelle il serait possible d'affaiblir le RN. Cette idée a déjà permis de justifier les désistements massifs de candidats du NFP, y compris de LFI, au profit de figures comme Gérald Darmanin [1], Elisabeth Borne ou Laurent Wauquiez.

Encore plus qu'en 2017 ou en 2022, lors de l'élection présidentielle, cette politique est cependant une impasse dangereuse. Au nom de la nécessité de faire reculer l'extrême-droite, elle assure la survie politique de courants et personnalités politiques qui, en menant des politiques anti-ouvrières d'ampleur, comme la réforme des retraites, ou en appliquant directement une partie du programme de l'extrême-droite, comme avec la loi immigration, lui ont permis de se renforcer et de se rapprocher dangereusement du pouvoir. Contrairement à ce que laissent entendre les avocats du « *front républicain* », Darmanin, Borne, Wauquiez et les autres sont, autant que l'extrême-droite, d'authentiques ennemis des travailleurs et des classes populaires.

Si une partie considérable des classes populaires a été gagnée au programme xénophobe de l'extrême-droite, l'idée que celle-ci serait la seule alternative possible à un macronisme haï pèse également lourd dans l'attrait pour le RN. Cette dimension ne pourrait être que renforcée par des accords avec les macronistes. Jordan Bardella et Marine Le Pen l'ont d'ailleurs bien compris, et entendent profiter à fond de l'association entre « *la gauche* » et le gouvernement, dénonçant lundi soir l'appel de LFI à voter pour Elisabeth Borne, « *qui a mis en œuvre la réforme des retraites et multiplié les 49.3* ».

Ce nouveau saut droitier dévoile encore un peu plus l'impasse stratégique profonde du NFP, qui instille l'idée que nous pourrions avoir des intérêts communs avec des ennemis des travailleurs, ne

cherche pas à batailler les consciences des secteurs de notre classe qui se situent aujourd'hui dans le giron du RN et place le « *peuple de gauche* », inquiet de la montée de l'extrême-droite, à la remorque de Macron. C'est pour éviter à tout prix ce type de politiques, qui découle de la logique de conciliation de classes du NFP, que nous avons défendu la nécessité de lui opposer un front unique de combat.

En lien avec cet enjeu d'une politique indépendante, au second tour des élections législatives, nous refusons de soutenir les candidats de la bourgeoisie, à commencer par le macronisme, la droite ou le RN, qui sont nos ennemis irréconciliables. Nous sommes fermement convaincus que toute politique qui consiste à tendre la main à une partie de ces forces pour en affaiblir une autre est sans issue.

De la NUPES aux « *désistements républicains* » face à Borne et ses amis, l'organisation de Jean-Luc Mélenchon a montré que son programme, présenté comme de « *rupture* » mais inscrit dans le cadre de la défense des intérêts de l'impérialisme français, est systématiquement échangeable contre des compromis électoraux.

Groupe Marxiste Internationaliste (GMI).

Le programme du NFP, entre promesses fallacieuses aux travailleurs et garanties à la bourgeoisie. 28 juin

https://groupemarxiste.info/2024/06/28/le-programme-du-nfp-entre-promesses-fallacieuses-aux-travailleurs-et-garanties-a-la-bourgeoisie/

Le GMI dresse un réquisitoire sans concession sur le NFP que l'on partage, sur sa nature et ses intentions. Il revient aussi sur leurs reniements et trahisons successifs, qui ne laissent aucun doute sur la nature et les intentions réactionnaires du NFP, ainsi que sur la compromission des organisations d'extrême gauche avec de nombreuses citations, un excellent document.

Et il y a les renégats.

POI.

Comment le POI falsifie la réalité ou réécrit l'histoire.

Extraits du communiqué du POI publié le 2 juillet 2024.

https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2024/07/Comm_POI_1Juil2024.pdf

POI - Macron est parvenu à faire du RN le réceptacle d'une partie de la colère et du rejet qui s'expriment contre lui.

J-C - Effacée la collaboration des composantes du NFP avec le régime en place depuis 1958 jusqu'à nos jours, effacée la poursuite de la politique anti-ouvrière de leurs prédécesseurs lorsqu'ils furent au pouvoir sous Mitterrand, Chirac puis Hollande, effacée l'instrumentalisation du racisme par le PS pour faire monter l'extrême droite à partir des années 80

POI - C'est sur LFI que se porte la confiance de millions et de millions, qui ont décidé de se saisir du vote pour exprimer leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté « *qu'ils dégagent tous !* ».

J-C - Les opportunistes ne s'embarrassent pas de scrupules, quand il s'agit de voler au secours du régime qu'ils prétendent combattre.

Le cynisme en prime quand le POI se vante que le NFP ait obtenu " *la confiance de millions et de millions*"…pour finalement la violer en les appelant à voter pour les candidats macronistes au second tour des législatives, bien qu'il sache que ces " *millions*" de travailleurs ont "*exprimé leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté « qu'ils dégagent tous*". Quel mépris des aspirations des travailleurs, quelle saloperie !

POI - Au 1er comme au 2nd tour, le POI n'appelle évidemment pas à voter pour les candidats de toute la droite : ceux de Macron-Attal, d'Horizon d'Édouard Philippe, d'Ensemble, de LR, etc.

Le POI fait sienne la position, particulièrement adaptée au contexte du combat électoral, de la France insoumise formulée par Jean-Luc Mélenchon au soir des résultats : « *Notre consigne est simple, directe et claire : pas une voix, pas un siège de plus pour le RN !* », précisant que « *dans l'hypothèse où le RN serait arrivé en tête, tandis que nous ne serions qu'en troisième position, nous retirerons notre candidature* ».

J-C - Personne ne sera dupe du misérable tour de passe-passe du POI, qui consiste à dire tout et son contraire, car le POI se rallie bel et bien à la position scélérate adoptée par Mélenchon et l'ensemble du NFP, consistant à appeler les travailleurs à voter pour leurs bourreaux, en ne disant pas : Pas une voix obtenue par le NFP au premier tour ne doit se porter sur un candidat de la réaction au second tour, abstention ou vote blanc.

NPA. Le parti le plus droitier et dégénéré de l'extrême gauche.

Le NPA appelle à voter au second tour pour les candidats de la réaction, de Renaissance, de LR, du Modem ou de l'UDI.

https://npa-lanticapitaliste.org/agir/politique/stopper-lextreme-droite-renforcer-la-gauche-unie-et-militante

Extrait.

NPA - Le principal enjeu du second tour reste d'empêcher l'extrême droite d'arriver aux affaires dans quelques jours, un objectif essentiel pour notre camp social. Nous savons que la politique défendue ou mise en place par les droites, en particulier le macronisme au pouvoir, a largement contribué à ouvrir la voie au RN, en reprenant une partie de ses mesures et en contribuant à lui donner une légitimité. Pour autant, entre deux dangers, nous devons d'abord tout faire pour éliminer le plus important et le plus immédiat. Aussi, au vu des intérêts immédiats des populations issues de l'immigration, de l'ensemble du monde du travail, de la défense des droits et des libertés publiques, il est impératif ce dimanche de battre le RN, ses alliés et ses soutiens, de préférence avec une bonne gauche.

J-C – Moi j'aurais envie de vous filer une bonne droite dans la gueule ! Ils osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. Sans rire, le NPA appelle à "*construire (...) un programme de rupture*" en appelant à voter Renaissance, LR, Modem ou UDI.

NPA - Au-delà du second tour, ce qui s'est construit au cœur de cette campagne, une gauche unie et militante, doit perdurer : confirmer un programme de rupture.

Grande-Bretagne.

J-C - En Grande-Bretagne, où le bastion de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui est aussi à l'origine de l'Etat colonial génocidaire en Palestine, de la guerre en Ukraine, etc. c'est la même escroquerie politique (qu'en France avec le NFP) à laquelle les travailleurs britanniques sont appelés à participer.

Ce qu'il y a de bien ici, c'est qu'ils le disent eux-mêmes, voter conservateur ou travailliste reviendra exactement au même, alors pourquoi les travailleurs devraient-ils aller voter ?
Pas besoin d'interpréter cet article, tant ils étalent ouvertement leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs.

Royaume-Uni : la victoire annoncée du Labour ne signifie pas pour autant le retour de la gauche au pouvoir - Le HuffPost 4 juillet 2024

Une gauche… bien à droite.

Les sondages donnent les travaillistes du Labour largement en tête, avec 40 à 49 % des intentions de vote, devant les Tories de Rishi Sunak autour de 20 %.

Une tendance qui contraste avec la percée de l'extrême droite en France lors du premier tour des législatives. Pourtant, avec cette victoire annoncée du Parti travailliste, le Royaume-Uni n'est pas en train d'assister à un retour en force de la gauche telle que l'incarnait Jeremy Corbyn. Leader du Labour de 2015 à 2020, celui qui était surnommé le « *socialiste britannique* » terrorisait la droite et une partie de son propre camp, notamment les membres qui soutenaient le plus modéré Tony Blair. Il a d'ailleurs fini par être exfiltré de la tête du parti et sera candidat indépendant ce jeudi.

Après le radical Corbyn, une droite « *ultra-modérée* »

Depuis, Keir Starmer, l'actuel chef de file du Labour, a pris soin de recentrer le parti et a délibérément marginalisé son prédécesseur et l'aile gauche de la formation. En vue des élections générales, le Parti travailliste a « *emprunté beaucoup aux codes de la droite, donnant une gauche ultra-modérée* », explique au HuffPost Laetitia Langlois, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'université d'Angers.

Keir Starmer a souhaité « *faire le ménage après les années sulfureuses de Jeremy Corbyn, dont les prises de position très, très radicales ont été clivantes pour le parti* », analyse la docteure en études anglophones. Mais ce recentrage est également nécessaire pour se démarquer en pleine campagne.

« *Entre Nigel Farage qui tient des propos extrêmement radicaux, Rishi Sunak et les conservateurs en général qui, au niveau de l'immigration, prennent également des positions extrêmement*

radicales faisant penser à un parti d'extrême droite, Keir Starmer apporte ici un peu de mesure et de modération, et ça doit faire du bien aux Britanniques », souligne Laetitia Langlois.

Une tendance qui contraste avec la percée de l'extrême droite en France lors du premier tour des législatives. Pourtant, avec cette victoire annoncée du Parti travailliste, le Royaume-Uni n'est pas en train d'assister à un retour en force de la gauche telle que l'incarnait Jeremy Corbyn. Leader du Labour de 2015 à 2020, celui qui était surnommé le « *socialiste britannique* » terrorisait la droite et une partie de son propre camp, notamment les membres qui soutenaient le plus modéré Tony Blair. Il a d'ailleurs fini par être exfiltré de la tête du parti et sera candidat indépendant ce jeudi.

Après le radical Corbyn, une droite « *ultra-modérée* »

Depuis, Keir Starmer, l'actuel chef de file du Labour, a pris soin de recentrer le parti et a délibérément marginalisé son prédécesseur et l'aile gauche de la formation. En vue des élections générales, le Parti travailliste a « *emprunté beaucoup aux codes de la droite, donnant une gauche ultra-modérée* », explique au HuffPost Laetitia Langlois, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'université d'Angers.

Keir Starmer a souhaité « *faire le ménage après les années sulfureuses de Jeremy Corbyn, dont les prises de position très, très radicales ont été clivantes pour le parti* », analyse la docteure en études anglophones. Mais ce recentrage est également nécessaire pour se démarquer en pleine campagne.

« *Entre Nigel Farage qui tient des propos extrêmement radicaux, Rishi Sunak et les conservateurs en général qui, au niveau de l'immigration, prennent également des positions extrêmement radicales faisant penser à un parti d'extrême droite, Keir Starmer apporte ici un peu de mesure et de modération, et ça doit faire du bien aux Britanniques* », souligne Laetitia Langlois.

« *Un conservateur avec une cravate rouge* »

Dans cette optique, Keir Starmer – qui fait également campagne sur les thèmes chers au Parti travailliste comme l'éducation et le système de santé – a promis, en cas de victoire, d'enterrer la politique d'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda amorcée par Rishi Sunak. Mais son programme n'a pas grand-chose à voir avec le programme du nouveau Front populaire créé pour faire barrage à l'extrême droite.

Keir Starmer est « *essentiellement un conservateur avec une cravate rouge* », même s'il est « *plus progressiste socialement* », résume James Wood, professeur d'économie politique à l'Université de Cambridge, dans un entretien accordé à l'AFP. Keir Starmer fait par exemple campagne sur des thèmes traditionnellement marqués à droite. Par exemple, « *il a fait une tribune dans le Daily Telegraph, journal très à droite, pour dire que seul le Parti travailliste pouvait se réclamer du patriotisme* », note Laetitia Langlois. (Mélenchon aussi porte de préférence des cravates rouges pour faire illusion, une simple coïncidence sans doute… - J-C)

Même sur le volet économique, le programme du Labour a des relents conservateurs lorsqu'il promet de ne pas augmenter la TVA ou l'impôt sur les revenus, prône une nécessaire discipline budgétaire et veut limiter les promesses d'investissement dans les services publics à celles qui peuvent être financées sans augmenter la dette publique, note *Le Monde*. Un pragmatisme budgétaire proche de celui de l'équipe sortante.

Mais à force de tendre à droite, Keir Starmer ne va-t-il pas perdre les partisans d'une gauche plus affirmée ? Le panel politique britannique ne comportant pas de parti plus à gauche susceptible

d'attirer ces éléments plus radicaux, ces derniers n'ont pas forcément d'option adéquate. « *Des gens qui auparavant votaient à gauche, comme ceux des classes populaires, se sont sentis ignorés par les partis traditionnels et se sont plutôt tournés aujourd'hui vers l'extrême droite de Nigel Farage et son parti Reform UK, souligne Laetitia Langlois. Ils ont cherché du populisme, mais à droite à défaut d'en avoir à gauche.* »

Grèce. Quand régression sociale rime avec esclavage et barbarie.

En Grèce, la semaine de travail passe à six jours (avec fracas) pour certains employés - Le HuffPost 3 juillet 2024

Si certains pays se tournent vers la semaine de travail à quatre jours, la Grèce, elle, va dans le sens inverse de l'histoire. Depuis le 1er juillet, certains employés et salariés doivent désormais travailler six jours par semaine pour un total de 48 heures, rapporte The Guardian.

Ce nouveau fonctionnement sur six jours ne s'applique qu'à certaines installations industrielles et de fabrication, ainsi qu'aux entreprises privées fournissant des services 24 heures sur 24. Dans les faits, les employés de ces entreprises doivent travailler deux heures de plus par jour sur cinq jours, ou huit heures de plus sur un sixième jour, moyennant une majoration salariale de 40 % lors du sixième jour travaillé. Si ce jour tombe un dimanche ou un jour férié, l'augmentation atteindra 115 %.

« *Le noyau de cette législation est favorable aux travailleurs et profondément orienté vers la croissance* », a commenté le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis avant que le Parlement grec n'approuve la loi.

Il affirme que cette initiative est rendue nécessaire par le double péril de la diminution de la population et de la pénurie de travailleurs qualifiés dans le pays. Dans un exode sans précédent, on estime qu'environ 500 000 Grecs, pour la plupart jeunes et instruits, ont émigré depuis le début de la crise de la dette, qui dure depuis près de dix ans.

Selon le gouvernement de centre-droit, cette mesure permettra de résoudre le problème des employés qui ne sont pas payés pour leurs heures supplémentaires, tout en s'attaquant au problème omniprésent du travail non déclaré. Elle entraînera aussi le soutien des entreprises ayant des difficultés à trouver du personnel pour les équipes tournantes.

Des travailleurs plus productifs sur quatre jours

Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille. « *Cela n'a aucun sens* », déplore auprès du Guardian Akis Sotiropoulos, membre du comité exécutif du syndicat de fonctionnaires Adedy, pour qui la mesure est « *barbare* ». « *Alors que presque tous les autres pays civilisés adoptent la semaine de quatre jours, la Grèce décide d'aller dans le sens contraire.* »

« *Une meilleure productivité s'accompagne de meilleures conditions de travail, d'une meilleure qualité de vie [pour les employés] et, comme nous le savons maintenant, il s'agit de moins d'heures et non de plus* », ajoute-t-il.

En Europe ces dernières années, les programmes expérimentaux de la semaine de quatre jours ont montré à plusieurs reprises une augmentation des niveaux de productivité des employés. Les

chercheurs attribuent ce résultat à une meilleure concentration. En 2022, la Belgique avait ainsi légiféré pour donner aux salariés le droit légal de répartir leur semaine de travail sur quatre jours au lieu de cinq. Des programmes pilotes ont aussi été mis en œuvre dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Islande, le Japon ou le Canada, avec plus ou moins de succès.

Pour les opposants grecs, qui sont déjà descendus dans la rue pour protester, la réforme érode les protections juridiques et fait reculer des droits des travailleurs établis de longue date au nom de la flexibilité.

Dans un pays où le salaire minimum est fixé 830 euros bruts par mois et le salaire moyen à 1 150 euros, les Grecs sont déjà ceux qui travaillent le plus longtemps en Europe, avec une moyenne de 41 heures par semaine selon l'agence de statistiques de l'UE, Eurostat.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 6 juillet 2024

L'affaire Assange : Une mystification ?

J-C – On pourrait s'étonner qu'ils lui aient laisser la vie, qu'ils l'aient finalement libéré, et qu'en prime il soit en bonne santé, autant qu'on peut l'être quand on a vécu 14 ans sans être exposé directement au soleil. Entre autres.

Le scénario actuel de Assange : Réalité ou Psyop ?

https://reseauinternational.net/le-scenario-actuel-de-assange-realite-ou-psyop/

« Wiki-Gate » : Julian Assange a été piégé par ceux qui le soutenaient

https://www.mondialisation.ca/wiki-gate-julian-assange-a-ete-piege-par-ceux-qui-le-soutenaient-2/5690176?doing_wp_cron=1719979458.9469320774078369140625

Merci patron, merci patron !

C'est le message que les travailleurs britanniques viennent de déposer dans les urnes, et en France on pourrait assister au même spectacle désespéré, dramatique, sadomasochiste ou suicidaire, à défaut de conscience politique de classe et d'une issue politique révolutionnaire.

Quelle est la véritable nature sociale du Nouveau Front populaire ?

Le Nouveau Front populaire se prostitue pour sauver la macronie et le régime de la Ve République, le capitalisme.

Si voter pour monsieur LDB (Darmanin) et madame 49.3 (Borne), c'est voter à gauche, c'est être républicain et démocrate : A bas la gauche, la République et la démocratie, vive l'extrême droite et le fascisme ! Telle est la signification de l'appel à voter pour ces ordures.

La dernière psychose collective. Quelle obsession malsaine, ils ne pensent plus qu'à cela !

Législatives 2024 : les procurations atteignent 3,3 millions de demandes depuis le premier tour - Le HuffPost 5 juillet 2024

Dernières infos.

J-C – Après le dîner de cons, le piège à cons des électeurs devrait remporter un franc succès, puisqu'il ne nécessitait aucun effort, c'est tout du moins ce qu'ils espèrent. On le vérifiera dimanche soir.

Au fait, la lutte de classe, cela se passe ailleurs que dans les urnes où c'est faussé ou carrément truqué, sur les lieux de travail, dans la rue, éventuellement sur les barricades les armes à la main !

Sondage législatives : le RN loin de la majorité absolue, le NFP en légère baisse, la majorité sauve les meubles - publicsenat.fr 4 juillet 2024

Selon notre dernier sondage Odoxa, réalisé pour Mascaret, Public Sénat, la presse régionale et le Nouvel Obs, le RN serait en net recul (210-250 sièges), soit 55 sièges de moins (265-305 sièges) par rapport au sondage précédent réalisé par l'institut avant le 1er tour, ne parvenant pas à obtenir la majorité absolue de 289 sièges. Derrière, le NFP recueillerait 140 à 180 sièges en légère baisse, devant la majorité, estimée entre 115 et 155 sièges.

Loin de profiter de ces « *désistements républicains* », la gauche en sortirait même affaiblie. La faute à des « *désistements inégaux* » selon le président d'Odoxa, alors que la gauche a retiré plus de 130 candidats pour ce second tour.

Une stratégie « *mathématiquement efficace* » selon le sondeur, puisqu'elle semble avoir un impact non négligeable sur la perception des sondés quant à la victoire du RN. Ainsi, 71% d'entre eux approuvent l'assertion selon laquelle « si le RN ne parvient pas à obtenir la majorité absolue, ce sera la conséquence des « *désistements républicains* ». Une conviction partagée dans l'ensemble des votants, qu'ils soient électeurs du Nouveau Front Populaire (76%), de la majorité présidentielle (67%), des Républicains (75%), et encore davantage du Rassemblement National (82%). Seuls les abstentionnistes (50%) se montrent plus sceptiques.

A ce petit jeu, c'est la majorité sortante qui pourrait tirer les marrons du feu, étant désormais estimée entre 115 et 155 sièges, soit 45 de plus que la dernière enquête de l'institut, réalisée avant le 1er tour. Si l'on prend même la fourchette haute du bloc présidentiel (155 sièges) et la fourchette basse de l'alliance de gauche (140 sièges), les deux forces politiques du pays pourraient être presque équivalentes.

Enfin, alors que beaucoup d'observateurs pariaient sur son effacement, voire une disparition de son groupe au sein de la chambre basse, LR résiste plutôt bien dans cette configuration (40-60 sièges), et pourrait même atteindre un nombre de sièges relativement proche de celui de 2022 (où le parti avait obtenu 62 sièges).

Là encore, la droite peut compter sur ce petit miracle des « *désistements républicains* » d'entre-deux-tours : « *LR* « canal historique » *peut dire merci au NFP et à Renaissance : grâce aux désistements républicains à sens unique (LR ne les fait pas en retour), le parti de droite pourrait bonifier d'une vingtaine de sièges son score de la semaine dernière et ainsi ne pas trop en perdre par rapport à l'Assemblée de 2022 (entre -2 et -22), surtout si l'on ajoute les LR-Ciottistes* », analyse le président d'Odoxa.

Un sondage Cluster 17 réalisé avant le premier tour de 2024 établit des reports plus ou moins du même ordre. Face au choix entre le Nouveau Front Populaire et le Rassemblement National, 58 % des électeurs d'Ensemble se déclaraient abstentionnistes, 30 % déclaraient voter pour la gauche et

12 % pour le RN. Plus de la moitié des électeurs de gauche (54 %) s'abstenait lorsqu'on leur proposait de choisir entre Ensemble et le Rassemblement national. 42 % choisissaient Ensemble et 4 % le Rassemblement national. publicsenat.fr 4 juillet 2024

Quand les différents courants de la social-démocratie décomposée au sein de LFI règlent leurs comptes à coups de boulet.

J-C - Ruffin est devenu plus mitterrandien que Mélenchon. Il s'est démasqué et défroqué par crainte de ne pas être réélu. Il y en a beaucoup comme lui qui ont pris goût au pouvoir, aux ors de la République bourgeoise, et qui sont prêts à se vendre au plus offrant. Ces gens-là nous inspirent le plus profond mépris, leur sort ne nous intéresse pas.

Législatives : pour Ruffin, Mélenchon est un "*boulet*" - AFP 4 juillet 2024

François Ruffin, en campagne dans la Somme jeudi, a estimé que le chef de file de LFI Jean-Luc Mélenchon était un "*boulet*" et un "*obstacle au vote*", après avoir annoncé qu'il ne siègerait plus dans le groupe LFI à l'Assemblée s'il est réélu dimanche.

"*On a vécu trois semaines dures parce qu'on a un boulet. Vous l'avez entendu. C'est Mélenchon, Mélenchon, Mélenchon, Mélenchon comme obstacle au vote*", a déclaré le député sortant à l'AFP. "*Dans des terres comme ici, dans des terres populaires de province, ça bloque.*"

La candidate macroniste Albane Branlant s'est désistée en sa faveur dès dimanche soir, en appelant très clairement à faire barrage au RN. "*Je fais une différence entre des adversaires politiques et les ennemis de la République*", a-t-elle dit.

La rupture est d'autant plus nette que François Ruffin a absolument besoin du report de voix du camp Macron pour espérer l'emporter. (RFI 4 juillet 2024)

Déplorant une "*campagne en urgence*" après la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée, M. Ruffin a également appelé les Insoumis à davantage de sérénité dans les débats parlementaires et politiques.

"*Ça fait deux ans que je dis qu'il faut passer du bruit et de la fureur à la force tranquille. Il faut incarner de la stabilité, de la confiance, rassurer les Français*", a-t-il souligné.

Durant toute la campagne, les critiques à l'endroit de François Ruffin sont acerbes : il serait ingrat, passé à la sociale démocratie. Alors, au soir du 1er tour, personne à la soirée électorale des Insoumis ne semble chagriné de le voir en ballotage défavorable face au RN. AFP 4 juillet 2024

"*Dix-neuf personnes insoumises ont été élues dès le premier tour, alors il y a pire boulet que celui-là*", lui a rétorqué le triple candidat à la présidentielle, jugeant que le Picard se "*met en danger et a tort*".

Avant de le qualifier de "*girouette*", Jean-Luc Mélenchon a souligné que "*la semaine dernière ce dernier distribuait un tract où il était dans sa cuisine*" avec lui. "*Donc une semaine pro Mélenchon, une semaine contre*", en a-t-il conclu. "*Il y a une règle de météo politique: quand le vent souffle fort, il emporte aussi les girouettes.*" BFMTV 5 juillet 2024

Grande-Bretagne. Quand le « *renouveau national* » passe par la Banque d'Angleterre, tout un programme !

Élections au Royaume-Uni : le travailliste Keir Starmer promet un « *renouveau national* » - Le HuffPost 5 juillet 2024

Le Parti travailliste a remporté largement les élections générales outre-Manche ce jeudi 4 juillet, obtenant une majorité d'au moins 400 élus sur 650 à la Chambre des communes et revenant au pouvoir pour la première fois depuis 14 ans. Mais la victoire de la formation de Keir Starmer, n'est pas aussi large que prévue: selon les premiers résultats, le Labour fait en pourcentage un score inférieur à celui de Jeremy Corbyn pourtant battu en 2017, avec moins de 40% des suffrages.

Le Labour, parti des travaillistes britanniques de Keir Starmer, a connu un léger revers avec la réélection de Jeremy Corbyn, ancien leader de la formation politique. Il a remporté la circonscription d'Islington North dans le nord de Londres en battant largement le candidat présenté par le parti travailliste, Praful Nargund. Jeremy Corbin, candidat sans étiquette depuis son éviction, avait été exclu du parti pour sa mauvaise gestion des accusations d'antisémitisme au sein de son camp.

Surtout, la victoire des travaillistes est entachée par une nette percée de l'extrême droite. Le parti de Nigel Farage, Reform UK, n'obtient certes qu'une dizaine de sièges, mais recueille environ 15% des suffrages dans tout le pays, selon les premiers résultats. Soit 13% de plus que le score de son "*Brexit Party*" en 2019.

Les Tories, autour de 20% des voix ce jeudi, subissent leur pire défaite depuis le début du XXe siècle et auront à peine 140 élus, contre 365 en 2019.

Dans de nombreuses circonscriptions où le parti conservateur incarnait l'opposition face au Labour, c'est Reform UK qui est arrivé en deuxième position, progressant parfois de plus de 20 points par rapport aux scrutins de 2019.

Dans la nuit, la future ministre des Finances avertissait déjà que le gouvernement devra faire "*des choix difficiles*". Et donc impopulaires? Keir Steimer promettait lors de la campagne une gestion des dépenses publiques très rigoureuse, mais sans augmentation d'impôts. Le HuffPost, Le Point et BFMTV 5 juillet 2024

J-C – Les anglo-saxons sont dégénérés à un point, où dans tous les domaines ils ne peuvent pas s'empêcher de se distinguer en adoptant le pire ou le plus mauvais de ce qui se fait.

Déjà à l'époque du Raj britannique ou de l'empire colonial, Engels avait constaté que le mouvement ouvrier empruntait une mauvaise voie qu'il n'a jamais plus quittée depuis.

Si le gauchisme était la maladie infantile du communisme (Lénine), le réformisme a toujours été la négation du socialisme, et non le produit de sa dégénérescence, puisqu'il existait déjà avant le socialisme scientifique de Marx et Engels.

Son inspiration ou ses fondements sont manifestement de nature bourgeoise ou capitaliste, fondamentalement réactionnaire.

Ses représentants au sein du mouvement ouvrier sont des agents du capitalisme et rien d'autres, c'est donc comme tels ou des ennemis qu'on devrait les présenter et les combattre impitoyablement, au lieu de les ménager à coup de « *front unique* » pour les remettre en selle.

Les travaillistes ou la gauche : « *Le parti naturel des entreprises* » et des banquiers ! Thatcher ou la « *dame de fer* » ressuscitée.

Royaume-Uni : Rachel Reeves, une femme nommée aux Finances, première historique - 20 Minutes avec AFP 5 juillet 2024

Après leur victoire écrasante aux élections, les travaillistes posent déjà leur marque. Rachel Reeves, ex-économiste de la Banque d'Angleterre, est devenue vendredi la première femme ministre des Finances de l'histoire du Royaume-Uni, incarnant le sérieux économique d'un parti qui dit avoir « *changé* ».

Elle a répété ces derniers mois comme un mantra que « *le changement ne viendra qu'avec une discipline de fer* » sur les finances publiques.

Le Labour est désormais « *le parti naturel des entreprises* », martèle depuis des mois celle qui était depuis 2021 responsable de l'opposition pour les questions économiques, marchant sur les terres de ses rivaux conservateurs. 20 Minutes avec AFP 5 juillet 2024

Santé.

Le saviez-vous ?

La stévia est un édulcorant naturel à base de plantes, extrait de la plante Stevia rebaudiana. Originaire d'Amérique du Sud, cette plante pousse à l'état sauvage dans des prairies ou des massifs montagneux, sous un climat semi-aride.

En 1899, le botaniste suisse Moisés Santiago Bertoni, lors de ses recherches dans l'est du Paraguay, a été le premier à décrire la plante dans le détail.

La stevia rebaudiana possède un pouvoir sucrant bien plus élevé que le sucre mais ne possède aucune calorie, contrairement au sucre, qui totalise près de 400 calories pour 100 g. De plus, la stévia ne provoque pas de caries. Cette plante semble donc être une excellente alternative santé au sucre !

Le stévia pourrait provoquer des allergies chez les personnes allergiques aux plantes de la famille des astéracées (marguerite, pissenlit, chrysanthème, etc.), bien qu'aucun cas n'ait été signalé à ce jour.

Selon un essai conduit sur des animaux, le stévia ne provoque pas de carie.

Elle n'a pas d'impact sur la glycémie. Le fait de remplacer le sucre par du stévia est aussi sans danger pour les personnes atteintes de diabète type 2 (celle ou la réduction de la consommation de sucre est recherchée pour contrôler le taux de sucre dans le sang).

2 g de stévia pour remplacer 100 g de sucre en poudre.

Le stévia est connu pour resserrer les vaisseaux sanguins sur le long terme. Plus précisément la paroi interne des artères. Ceci peut améliorer la tension artérielle naturellement. Elle a également des propriétés antivirales notamment contre les diarrhées dues aux rotavirus.

Cette poudre, aussi vendue dans les boutiques de produits naturels, peut être utilisée pour sucrer le café ou pour préparer la garniture aux fruits d'une tarte. Une petite pincée suffit pour remplacer 1 c. à thé de sucre de table. La poudre de stevia peut être chauffée jusqu'à 200 °C (400 °F), sans perdre ses arômes.

Sinon vous avez le miel.

Vous pourrez vérifier tout cela sur le Net si nécessaire.

L'ivermectine possède une douzaine de mécanismes anticancéreux.

L'ivermectine possède une douzaine de mécanismes anticancéreux mais ils peuvent être résumés en deux principaux : 1. Inhibe les voies de signalisation de la prolifération du cancer (Akt, mTOR, Wnt) 2. Inhibe les cellules souches cancéreuses.

Chaque année l'ivermectine est prise par près de 250 millions de personnes.

https://pgibertie.com/2024/07/04/livermectine-possede-une-douzaine-de-mecanismes-anticancereux/

Rappel.

Quand l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) participa à l'interdiction de la vente libre et au-delà de la prescription et à la criminalisation de médicaments qui permettaient de soigner du covid-19. Je les ai prescrits (azithromycine et ivermectine) à des membres de ma famille avec un résultat positif foudroyant en moins de 48 heures. Profitez éventuellement de vos vacances à l'étranger pour en acheter.

L'ANSM rappelle que l'hydroxychloroquine, l'azithromycine et l'ivermectine ne constituent pas des traitements du Covid-19 - 5 avril 2023

De nouveau sollicités par des professionnels de santé qui souhaitent utiliser des médicaments contenant de l'hydroxychloroquine, de l'azithromycine ou de l'ivermectine pour prévenir ou traiter le Covid-19, nous rappelons que ces médicaments sont fortement déconseillés dans ces indications, chez l'adulte ou l'enfant.

En effet, les données publiées à ce jour chez l'adulte continuent de montrer que ces molécules n'ont pas de bénéfice clinique dans la prise en charge de cette pathologie et il n'existe pas de donnée sur leur utilisation contre le Covid-19 chez l'enfant.

En outre, leur utilisation expose les patients à de potentiels effets indésirables qui peuvent être graves.

Enfin, aucune autre autorité de santé au sein de l'Union européenne, ni l'Organisation mondiale de la santé, ne recommande d'utiliser ces traitements dans ces indications. ANSM 5 avril 2023

J-C – Vous aurez compris pourquoi, l'ANSM est aux ordres des trusts pharmaceutiques mafieux.

Le ministère de la culture (CPPAP) retire l'agrément de média de France-Soir - 3 juillet 2024

Ce 1er juillet, France-Soir apprend que le ministère de la Culture, à travers la CPPAP, lui retire l'agrément de service de presse en ligne. La croisade de la CPPAP contre France-Soir continue.

Dans son courrier, la commission indique, qu'après avoir examiné le contenu du site et sollicité l'avis spécifique du ministère de la Santé, celle-ci estime que France-Soir « *expose sous un jour favorable des conduites thérapeutiques et préventives qui sont susceptibles de détourner des malades de thérapies conformes à l'état actuel des connaissances scientifiques. En particulier, votre site promeut l'efficacité du traitement de la covid-19 par l'hydroxychloroquine… en utilisant de manière tronquée des données officielles ou des études publiées dans la littérature scientifique ou en présentant comme revêtant une valeur scientifique des prises de positions d'experts* ».

Devant cette nouvelle tentative du ministère de la Culture de porter atteinte au pluralisme des opinions et plus particulièrement dans ce qui s'apparente à du harcèlement contre notre média, France-Soir a décidé de faire appel de cette décision pour défendre la liberté de la presse et la liberté d'expression.

Ce retrait de l'agrément a de lourdes conséquences pour nous, les dons ne pouvant plus être défiscalisés à partir de cette date et tant que nous n'obtenons pas l'appel de cette décision.

Combat contre la mystification climatique.

L'action du soleil sur le climat (3ème partie) - Association des climato-réalistes 24 juin 2024

https://www.climato-realistes.fr/laction-du-soleil-sur-le-climat-3eme-partie/

SCE-info : La science 'officielle' du climat en roue libre ? - 28 juin 2024

https://www.science-climat-energie.be/2024/06/28/sce-info-la-science-officielle-du-climat-en-roue-libre/

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 juillet 2024

On consacrera cette causerie exclusivement à l'élection législative du 7 juillet en France, la suite demain ou plus tard.

Bon continuation quand même !

Quels enseignements politiques tirés des élections législatives en France ?

Qu'il n'y a finalement rien de changé, et aucune issue politique ne pointe à l'horizon pour la classe ouvrière. Il faut dire qu'avec les partis et syndicats qui composent aujourd'hui le mouvement ouvrier, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. On se répète, que voulez-vous, je ne vais pas me mettre à vous raconter des histoires.

En lisant plus loin le passage de Lénine qui date de 1899, je me suis fait la réflexion que la classe ouvrière était plus proche du socialisme il y a un siècle qu'aujourd'hui, et qu'on a été incapable d'élever sa conscience de classe au niveau du socialisme, qui de nos jours lui est totalement étranger.

Les masses se sont accommodées du capitalisme, après que les dirigeants du mouvement ouvrier s'y furent convertis. Certes la tâche ne s'annonçait pas facile de les gagner au socialisme dès lors que l'opportunisme avait fini par gangrener l'ensemble du mouvement ouvrier, pour autant la pire stratégie consista à ménager ou pire, à s'allier avec les opportunistes au lieu de les dénoncer et de les combattre farouchement. Toutes les explications qui nous ont été fournies pour la justifier, furent frappées du sceau de l'inconsistance ou de l'incohérence, et finalement quand elle fut soumise à l'épreuve des faits ou de la vérification pratique, elle se solda par un bilan quasiment nul, celui que nous avons maintenant sous les yeux.

Ceux qui rejettent cette analyse ne sont pas à une contradiction près, ils vont jusqu'à affirmer qu'il devait fatalement en être ainsi quoiqu'on fasse, autant dire que notre combat politique était perdu d'avance, ce à quoi je ne peux pas me résoudre. Essayons d'aller au-delà de leur raisonnement borné. Je veux bien qu'on ne pouvait pas échapper à ce triste et pénible destin, pourquoi pas, ils ont le droit de le penser.

Cependant, je voudrais qu'ils nous expliquent pourquoi, si finalement nous n'avions rien à perdre, puisque leur théorie s'était avérée foireuse, ils n'ont pas voulu changer de stratégie juste pour voir si elle aboutirait au même résultat. Car après tout, nous ne manquions ni d'enseignements ni d'expériences ou de connaissances, de matériaux ou d'arguments, nous disposions du marxisme pour défendre le socialisme et demeurer strictement sur son terrain au lieu de se compromettre avec le réformisme bourgeois, l'idéologie adoptée par la social-démocratie (puis les staliniens) que combattirent principalement Marx et Engels, Lénine et Trotsky, alors pourquoi ne pas les avoir mis au service d'une autre stratégie qui restait à définir, pourquoi ne pas avoir essayé au lieu de s'entêter

pendant plus de 75 ans ? Peut-être que nous vivrions encore sous un régime capitaliste, peut-être que nous ne serions pas parvenus à construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire, c'est même vraisemblable, mais au moins on aurait bénéficié de bien meilleures conditions pour aborder la période actuelle et les luttes de demain.

Absolument rien ne permet d'affirmer qu'on ne serait pas parvenu à disposer d'un parti ouvrier dont on pourrait être fier, parce qu'il serait demeuré incorruptible, socialiste ou communiste. Au lieu de cela, on a récolté quoi, un désert ou un vide politique, des partis tous plus corrompus les uns que les autres, dont l'histoire quand on la connait, n'inspirera confiance à personne à juste titre, car ne vous faites aucune illusion, il y en aura toujours pour vous la rappeler, voyez celle du PS (et SFIO) et du PCF embourbés dans le marais nauséabond du Nouveau Front populaire mis au service de qui, de Macron !

En dernière analyse, ce qu'on nous explique ou qu'on voudrait nous faire croire, c'est que le socialisme serait indéfendable tel quel, il ferait peur parce qu'il serait trop radical, par conséquent il faudrait arrondir les angles, en camoufler certains aspects, en déformer d'autres pour le rendre plus présentable ou acceptable. Mais au fait, à qui s'adresse ce discours conciliateur ? De qui parlent-ils ceux qui nous adressent ce reproche ? Certainement pas des travailleurs qui ignorent presque tout du socialisme ou qui en ont une image déformée, mais bien plutôt des dirigeants vendus du mouvement ouvrier, aux militants, aux membres de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes que le socialisme effraie, et qui, s'ils ont adopté leur idéologie capitaliste, c'est parce qu'ils n'ont pas l'intention de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve Républiques.

Voilà avec qui ils s'encanaillent, et ce qui par voie de conséquence justifierait d'abandonner le socialisme. Qu'ils l'assument ou non plus ou moins ouvertement ne change rien au fait qu'ils sont uniquement parvenu à prouver la faillite de leur théorie ou de leur stratégie, pour peu qu'ils en aient encore une, et que la voie dans laquelle ils se sont engagés, ne permettra jamais d'avancer vers le socialisme.

Leur conception du socialisme n'est pas scientifique, car un scientifique ne se contente pas de ce qui est gravé dans le marbre depuis plus d'un siècle et demi, il se livre à de nouvelles expériences, il crée de nouveaux instruments à cet effet, et au besoin il brisera ce marbre pour faire progresser la connaissance et vérifier si les connaissances qu'il avait acquises demeurent valables, ainsi il évitera de se noyer dans le marécage des mystifications concoctées par les capitalistes.

Ceux qui s'imaginent que ces élections vont changer quoi que ce soit, se font de graves illusions. Cela vaut à peine le coup d'en parler après ce que je viens d'en dire plus haut, je laisse les spéculations oiseuses et autres lieux communs à vos dirigeants.

Il faut tout reprendre à zéro sur les bases du marxisme. Notez que c'est ce que je ne cesse de répéter depuis des années, en vain. Entre amis, si vous comptez sur vos dirigeants actuels, vous êtes très mal barrés.

Les citations et données fournies plus bas proviennent de différents médias, elles sont datées d'hier ou de la nuit dernière.

Jacques a dit…

On pourrait jouer aussi à qui perd gagne. Devinez qui a vraiment perdu ou gagné ? Pas forcément celui ou ceux à qui vous pensez peut-être.

"*Une surprise totale*", vraiment ? Ce ne serait pas plutôt une imposture savamment orchestrée ?

Bernard Sananès, président de l'institut Elabe, sur RMC: "*Il s'est passé une surprise totale. Ne nous racontons pas d'histoire, je ne vais vous dire qu'on avait prévu, à moitié, un peu… Ce n'est pas vrai. Nous n'avions pas cette hypothèse, mais il y a une explication factuelle. C'est que le front républicain a joué à plein, plus que ce que nous pensions, plus que ce que nous avions dans les modèles et les déclarations des personnes que nous avons interrogées la semaine dernière. (...) Le front républicain a joué à fond. Ça permet à des personnalités qui étaient données battues sur le papier au premier tour, comme Franck Riester, Eric Woerth, Agnès Pannier-Runacher, François Ruffin, Julien Dive… Que ce soit des candidats du centre, de droite ou de gauche, le front républicain a joué massivement.*"

Depuis l'épisode catastrophique de la mystification au covid-19, on savait que l'immense majorité des travailleurs étaient manipulables à souhait ou qu'ils étaient beaucoup plus arriérés qu'on le croyait, sans même évoquer leur niveau de conscience politique proche de zéro, il suffisait de leur raconter un nouveau bobard en jouant sur la fibre émotionnelle en leur filant une fois de plus la trouille pour qu'en esclaves soumis ils obéissent aux injonctions que les représentants du régime leur adressaient, en un mot : Votez pour vos bourreaux il en va pour votre intérêt ou pour sauver votre tête, et ils se sont exécutés en masse tel un troupeau de moutons qu'on envoie à l'abattoir, à la guerre.

Tu parie avec moi. Youpi, c'est la fête au Palais !

Le navire macroniste tanguait (...) le parti présidentiel évite le naufrage (...) le camp macroniste limite la casse (...) les résultats sont plus positifs que prévu pour la majorité présidentielle (...) la macronie, sauvée de justesse. (BFMTV).

Bernard Sananès, président de l'institut Elabe, sur RMC: "*Emmanuel Macron a beau avoir perdu les élections législatives, il considère qu'il est encore possible de trouver un chemin pour que sa famille politique garde le pouvoir. Son premier pari est que la gauche se divise et que le Nouveau Front populaire vole en éclat au bout de deux jours, confie un de ses proches.*

Son deuxième pari est celui de l'élargissement. Trouver des alliés à gauche et à droite une fois que l'Assemblée sera définitivement constituée. "

Alors Macron, on dit merci à qui ?

A la collaboration de classes qui caractérise le Front populaire, au profit de la classe qui détient le pouvoir économique, tous les pouvoirs, celle des capitalistes.

Signalons à ceux qui ont des difficultés avec les mathématiques et la réalité, que la majorité des députés et des Français est ou demeure ancrée à droite, et il n'y a pas photo, que cela vous plaise ou non.

- Droite et extrême droite : 374 sièges
- Gauche et divers gauche : 193 sièges
- Divers : 10
- Total : 577

Résultats définitifs des législatives 2024 en sièges :

- LFI-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 77 (dont 4 dissidents : Danielle Simonnet, Hendrik Davi et Alexis Corbière et Clémentine Autain)
- PS-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 54
- Génération.s-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 5
- Les Écologistes-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 28
- PCF-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 9
- Divers gauche et régionaliste-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 7 (Dont François Ruffin et Aurélien Rousseau) et 2 NFP-régionalistes.

Divers gauche : 12
Extrême gauche : 0

Non-inscrits : 1

Renaissance-Macronie : 98
Démocrates (François Bayrou)-Macronie : 34
Horizons (Edouard Philippe)-Macronie : 26
Divers centre, centre droit et régionalistes : 17
Les Républicains : 67

LR soutenu par le RN : 17
Rassemblement National : 126

Pour le second tour, le taux d'abstention s'élève à 33,37% (14 458 211 électeurs), 1 192 834 votes blancs ont été comptabilisés (soit 3% des inscrits et 4 des votants), votes nuls 395 497 (soit 1% des inscrits et 1 des votants).

---

https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/legislatives2024/ensemble_geographique/index.html

RN Rassemblement National

- 1e tour 9 379 092 ; 19,01% Inscrits ; 29,26% Exprimés
- 2e tour 8 745 062 ; 20,18% Inscrits ; 32,05 % Exprimés

UG Union de la gauche

- 1e tour 8 995 226 ; 18,23% Inscrits ; 28,06% Exprimés
- 2e tour 7 005 527 ; 16,17% Inscrits ; 25,68% Exprimés

ENS Ensemble ! (Majorité présidentielle)

- 1e tour 6 425 707 ; 13,03% Inscrits ; 20,04% Exprimés
- 2e tour 6 314 554 ; 14,57% Inscrits ; 23,15% Exprimés

LR Les Républicains

- 1e tour 2 106 166 ; 4,27% Inscrits ; 6,57% Exprimés
- 2e tour 1 474 722 ; 3,40% Inscrits ; 5,41% Exprimés

UXD Union de l'extrême droite

- 1e tour 1 268 822 ; 2,57% Inscrits ; 3,96% Exprimés
- 2e tour 1 364 949 ; 3,15% Inscrits ; 5,00% Exprimés

DVD Divers droite

- 1e tour 1 154 785 ; 2,34% Inscrits ; 3,60% Exprimés
- 2e tour 980 548 ; 2,26% Inscrits ; 3,59% Exprimés

DVG Divers gauche

- 1e tour 490 898 ; 1,00% Inscrits ; 1,53% Exprimés
- 2e tour 401 063 ; 0,93% Inscrits ; 1,47% Exprimés

REG Régionaliste

- 1e tour 310 727 ; 0,63% Inscrits ; 0,97% Exprimés
- 2e tour 288 201 ; 0,67% Inscrits ; 1,06% Exprimés

REC Reconquête !

- 1e tour 238 934 ; 0,48 % Inscrits ; 0,75% Exprimés

HOR Horizons

- 1e tour 231 667 ; 0,47% Inscrits ; 0,72% Exprimés
- 2e tour 258 139 ; 0,60% Inscrits ; 0,95% Exprimés

DVC Divers centre

- 1e tour 391 423 ; 0,79% Inscrits ; 1,22% Exprimés
- 2e tour 177 164 ; 0,41% Inscrits ; 0,65% Exprimés

EXG Extrême gauche

- 1e tour 366 594 ; 0,74 Inscrits ; 1,14 % % Exprimés

UDI Union des Démocrates et Indépendants

- 1e tour 163 072 ; 0,33% Inscrits ; 0,51% Exprimés
- 2e tour 119 672 ; 0,28% Inscrits ; 0,44% Exprimés

DIV Divers

- 1e tour 142 871 ; 0,29% Inscrits ; 0,45% Exprimés
- 2e tour 38 025 ; 0,09% Inscrits ; 0,14% Exprimés

ECO Ecologistes

- 1e tour 182 47 ; 0,37% Inscrits ; 0,57% Exprimés
- 2e tour 37 808 ; 0,09% Inscrits ; 0,14% Exprimés

SOC Parti socialiste

- 1e tour 29 242 ; 0,06% Inscrits ; 0,09% Exprimés
- 2e tour 26 343 ; 0,06% Inscrits ; 0,10% Exprimés

RDG Parti radical de gauche

- 1e tour 12 434 ; 0,03% Inscrits ; 0,04% Exprimés

EXD Extrême droite

- 1e tour 59 679 ; 0,12% Inscrits ; 0,19% Exprimés

- 2e tour 23 216 ; 0,05% Inscrits ; 0,09% Exprimés

DSV Droite souverainiste

- 1e tour 90 110 ; 0,18% Inscrits ; 0,28% Exprimés
- 2e tour 18 672 ; 0,04 % Inscrits ; 0,07% Exprimés

FI La France insoumise

- 1e tour 12 224 ; 0,02% Inscrits ; 0,04% Exprimés
- 2e tour 8 361; 0,02 % Inscrits ; 0,03% Exprimés

COM Parti communiste français

- 1e tour 3 125 ; 0,01% Inscrits ; 0,01% Exprimés

VEC Les Ecologistes

- 1e tour 2 668 ; 0,01% Inscrits ; 0,01% Exprimés

Et il y en a qui un qui ne s'y trompe pas.

Darmanin, dit LDB, sur BFMTV au soir du second tour des élections législatives : "*Le pays est à droite. On doit gouverner à droite. Et ne pas avoir de coalition avec La France insoumise et Nouveau Front populaire*".

Le Nouveau Front populaire et les candidats divers gauche, en retirant leurs candidats dans 127 circonscriptions ils ont offert à Ensemble et Macron sur un plateau entre 80 et 100 députés qui étaient inespérés, ils peuvent sabrer le champagne ensemble !

A lire la Une des médias-oligarques, ils sont tous "*soulagés*" ! "*C'est ouf*", titre Libération. L'Humanité n'est jamais en reste : "*L'espoir renaît*".

Ils savourent que "*la gauche parvient à empêcher l'extrême droite de parvenir à la majorité absolue*", mais surtout qu'elle n'y ait pas parvenu non plus, donc Macron demeure le maître de la situation politique, bravo ! Vous voyez que ses conseillers ne sont pas aussi cons qu'ils en ont l'air, sans doute moins que ceux qui ont écouté les dirigeants du NFP qui ont aussi le sont moins, il faut bien un cocu ou un perdant dans cette affaire, n'est-ce pas ?

De quoi, pour qui est-ce une "*victoire*" *inespérée* ? Pour Macron, pardi ! Pas seulement.

Ils scandent "*victoire inattendue du Nouveau Front populaire*", alors qu'elle était mécaniquement possible, dès lors que le taux de participation serait en hausse, or, le niveau record des votes par procuration le laissait présager.

Victoire également pour l'extrême droite qui passe de 89 à 143 députés.

Si tous célèbrent leur victoire, un peu amer à l'extrême droite, mais quand même, qui a enregistré une défaite ? Pardi, la classe ouvrière, peut-il en être autrement dans le cadre des institutions de la Ve République !

Une victoire pour le Nouveau Front populaire, en êtes-vous sûr ?

Macron dispose d'une majorité relative pour former un gouvernement de droite, puisque la droite et divers droite comptent 242 députés, la « *gauche* » et divers gauche seulement 192.

Alors que Macron le suppôt de nazis en Ukraine et en Palestine occupée est toujours au pouvoir, l'histrion du régime Mélenchon a osé déclarer hier soir, que les électeurs du NFP avait « *sauvé la République ce soir* » par un coup de baguette magique, sans préciser laquelle, il valait mieux.

Ce qui n'a pas empêché Mélenchon de fournir une interprétation falsifiée du résultat de cette élection lorsqu'il proclama que "*la défaite du président de la République est clairement confirmée*". Si récolter 163 députés au lieu des 60 à 90 attendus au soir du premier tour, Macron aurait subi une "*défaite*", on est en droit de se demander qui a remporté la "*victoire*", sinon le régime qu'incarnent Macron, Borne et Darmanin, tous deux réélus grâce aux voix du NFP, vive le 49.3 !

- Claire Lejeune, jeune doctorante candidate LFI sous la bannière du Nouveau Front populaire, a été élue dimanche député de la 7eme circonscription de l'Essonne avec un score de 44,31% à l'issue d'une triangulaire. Elle a devancé le candidat d'Ensemble Robin Reda (33,23%), et celui du RN, Audrey Guibert (22,46%).

Voilà le scénario qui aurait dû se produire dans la plupart des circonscriptions où les 114 candidat du Nouveau Front populaire arrivés troisième au premier tour, mais qualifiés pour le second, ne s'étaient pas retirés : Ils auraient eu une chance d'être élus et le NFP compteraient entre 60 et 80 députés de plus au détriment d'Ensemble, de LR et du RN, autrement dit, il aurait approché la majorité absolue (289), sans compter les candidats qu'il avait investis et qui étaient battus d'avance, tel Poutou du NPA.

Poutou, "*optimiste*", ne doute de rien, il a déclaré : «*je reste bien disponible pour être 1er ministre*». (lefigaro.fr) Quel révolutionnaire !

Poutou ne sera pas le seul frustré de ne pas devenir Premier ministre de Macron.

Mélenchon a également déclaré que le NFP était «*prêt à gouverner*»... avec Macron, dans le cadre de la Constitution bonapartiste de la Ve République qui octroie des pouvoirs exorbitants au Président de la République.

Ensemble « *mort* » et déjà ressuscité. Pour ce miracle, je propose au Pape de canoniser le Nouveau Front populaire.

J-C – Rédigé avant 20h.

En additionnant les sièges d'Ensemble et de LR, ils devraient arriver à une majorité supérieure au Nouveau Front populaire et constituer un gouvernement minoritaire, peu importe le nombre de députés NFP et RN, puisqu'ils ne voteraient pas ensemble une motion de censure pour renverser le gouvernement.

"*La dissolution était nécessaire*" : l'Élysée réagit à la survie du bloc central lors des résultats des élections législatives - BFMTV 7 juillet 2024

"*La participation montre que la dissolution était nécessaire*", assure le Palais.

"*On avait annoncé le bloc central mort: il est là, même après 7 ans de pouvoir*", souligne l'Élysée, alors qu'Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.) et divers centre pourraient obtenir 150 à 175 sièges selon une projection Elabe pour BFMTV-La Tribune du Dimanche.

La question de l'après est déjà au cœur des interrogations de l'exécutif. "*La question va être de savoir si une coalition cohérente est capable de se composer pour atteindre les 289 députés*", s'interroge l'Élysée, alors qu'aucun de trois camps n'a atteint le seuil de la majorité absolue.

Vers une union au centre ? Un délitement de la gauche ? Un accord entre la droite et l'extrême droite ? Les hypothèses sont très nombreuses après la publication des résultats. BFMTV 7 juillet 2024

Défense du marxisme et du socialisme.

La polémique sur le fond est utile, et il est nuisible de s'y dérober par des équivoques.

Lénine, La Pravda juin 1917

On va revenir au b.a.-ba du socialisme.

***"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous"* pour réaliser votre émancipation et vous libérer *"du joug du capital"*.**

A propos des grèves en cours - V.I. Lénine -1899

Extrait.

Lorsque les grèves se propagent largement parmi les ouvriers, certains d'entre eux (et quelques socialistes) en viennent à s'imaginer que la classe ouvrière peut se borner à faire grève, à organiser des caisses et des associations pour les grèves, et que ces dernières à elles seules suffisent à la classe ouvrière pour arracher une amélioration sérieuse de sa situation, voire son émancipation. Voyant la force que représentent l'union des ouvriers et leurs grèves, même de faible envergure, certains pensent qu'il suffirait aux ouvriers d'organiser une grève générale s'étendant à l'ensemble du pays pour obtenir des capitalistes et du gouvernement tout ce qu'ils désirent. Cette opinion a été également celle d'ouvriers d'autres pays, lorsque le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et manquait tout à fait d'expérience. Mais cette opinion est fausse. Les grèves sont un des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement mais non le seul ; et si les ouvriers ne portent pas leur attention sur les autres moyens de lutte, ils ralentiront par-là la croissance et les progrès de la classe ouvrière. En effet, pour assurer le succès des grèves, il faut des caisses afin de faire vivre les ouvriers pendant la durée du mouvement. Ces caisses, les ouvriers en organisent dans tous les pays (généralement dans le cadre d'une industrie donnée, d'une profession ou d'un atelier) (...)

Ensuite, même dans les pays où les associations ouvrières existent librement et disposent de fonds très importants, même dans ces pays la classe ouvrière ne saurait se borner à lutter uniquement par des grèves. Il suffit d'un arrêt des affaires dans l'industrie (d'une crise comme celle qui se dessine actuellement en Russie) pour que les patrons des fabriques provoquent eux-mêmes des grèves, parce qu'ils ont parfois intérêt à faire cesser momentanément le travail, à ruiner les caisses ouvrières. Aussi les ouvriers ne peuvent-ils se borner exclusivement aux grèves et aux formes d'organisation qu'elles impliquent. En deuxième lieu, les grèves n'aboutissent que là où les ouvriers sont déjà assez conscients, où ils savent choisir le moment propice, formuler leurs revendications, où ils sont en liaison avec les socialistes pour se procurer ainsi des tracts et des brochures. Or ces ouvriers sont encore peu nombreux en Russie et il est indispensable de tout faire pour en augmenter le nombre, pour initier la masse des ouvriers à la cause ouvrière, pour les initier au socialisme et à la lutte ouvrière. Cette tâche doit être assumée en commun par les socialistes et les ouvriers conscients, qui forment à cet effet un parti ouvrier socialiste. En troisième lieu, les grèves montrent

aux ouvriers, nous l'avons vu, que le gouvernement est leur ennemi, qu'il faut lutter contre lui. Et, dans tous les pays, les grèves ont en effet appris progressivement à la classe ouvrière à lutter contre les gouvernements pour les droits des ouvriers et du peuple tout entier. Ainsi que nous venons de le dire, seul un parti ouvrier socialiste peut mener cette lutte, en diffusant parmi les ouvriers des notions justes sur le gouvernement et sur la cause ouvrière. (...)

Pour le moment, il nous faut souligner que les grèves, comme on l'a dit ci-dessus, sont "*l'école de guerre*" et non la guerre elle-même, qu'elles sont seulement un des moyens de la lutte, une des formes du mouvement ouvrier. Des grèves isolées les ouvriers peuvent et doivent passer et passent effectivement dans tous les pays à la lutte de la classe ouvrière tout entière pour l'émancipation de tous les travailleurs. Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire aspirent à cette émancipation, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis, lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour libérer tout le peuple du joug du gouvernement et pour libérer tous les travailleurs du joug du capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*".

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 9 juillet 2024

A la Prévert. Et dire qu'il y en a encore qui vont voter !

On a beau leur en foutre plein la gueule à longueur de temps, leur pourrir la vie au quotidien, leur imposer des restrictions au droit de vivre décemment de leur travail, de se loger, de se soigner, piétiner leurs aspirations démocratiques les plus élémentaires, supprimer des libertés individuelles ou collectives, les réduire à l'état de cobaye pendant trois ans, voler le fruit de leur travail, maltraiter leurs enfants, leurs vieux parents, bref, se foutre d'eux ou les prendre carrément pour des cons, les trahir ouvertement, ils n'en ont jamais assez, ils en redemandent toujours plus. S'ils sont comme cela, c'est à croire qu'ils doivent pouvoir le justifier pour réagir de la sorte. C'est sans doute qu'ils tireraient encore satisfaction de leur misérable existence, de leur condition sociale privilégiée, pendant combien de temps encore, ils l'ignorent et ils ne se poseront pas la question, hélas ! On ne les envie pas, on les plaint.

Une telle ignorance ou inconscience, un tel égoïsme ou une telle indifférence à la condition ou à la souffrance des plus faibles, un tel mépris face à l'injustice sociale, un tel sadisme ou une telle cruauté devrait nous interpeller.

On nous dit que la France serait un pays développé, que sa population serait évoluée, instruite, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

Vous mesurez là l'étendue de notre tâche politique.

Pour autant, il n'y a pas lieu de se décourager ou de déprimer, les hommes sont capables du pire et du meilleur, sinon la civilisation humaine n'aurait jamais existé, tout est une question de circonstance, mais surtout de patience, d'efforts, de volonté ou de détermination, le partage des connaissances et l'acquisition d'un état d'esprit scientifique pour vaincre ignorance et croyance est un combat de longue haleine, de toute une vie.

Avant de parvenir à concevoir, que c'est le développement économique et la lutte des classes qui sont les moteurs du processus historique, qui doit mener à notre émancipation et à la liberté, il faut malheureusement admettre qu'il faut en passer par bien des épreuves pénibles, très désagréables, voire cruelles ou mêmes barbares, qui verront la vie de centaines de millions ou des milliards d'hommes et de femmes de tout âge sacrifiée. De la même manière, il a fallu des milliards d'années et bien des bouleversements physiques, chimiques, biologiques, avant que les conditions soient remplies pour que notre planète donne naissance à des espèces vivantes ou organiques toujours plus complexes, évoluées.

Quand on évoque des faits ou des évènements isolés, les placer dans leur contexte est important, mais insuffisant pour les comprendre, on doit les situer dans un espace beaucoup plus vaste et dans un temps beaucoup plus long, car ils ont une histoire, une histoire que de nos jours on peut facilement étudier, pour peu qu'on s'en donne la peine, si bien que cela devient une science.

Tout le monde s'accorde à dire que les sciences ont contribué au développement économique, au développement de la société humaine, alors pourquoi dénier à l'histoire cette qualité, ce statut, dès lors qu'on a acquis suffisamment de connaissances pour en faire une science ? Pourquoi refuser d'admettre qu'on serait parvenu à suffisamment la maîtriser, si ce n'était pour s'en servir à notre tour, afin de parvenir à une société meilleure, l'élever à un niveau de conscience et d'humanisme supérieur, où tous les hommes et toutes les femmes vivraient libres et heureuses, en paix, l'objectif du socialisme ?

Tout s'explique !

Quand Macron protège le financier de Marine Le Pen - Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Un incroyable scandale mêlant gros sous, services secrets & guerre froide entre France & Russie. Une Françafrique où Macronie & extrême-droite magouillent main dans la main sur le dos des Africains.

https://www.mondialisation.ca/quand-macron-protege-le-financier-de-marine-le-pen/5690339?doing_wp_cron=1720363096.5853030681610107421875

Macron serait-il tenté par un nouveau coup d'Etat ?

J-C – La folie des conseillers ou idéologues de Macron affole son camp.

Résultats des législatives 2024 : Ce que la Macronie oublie de dire quand elle plaide pour le « *bloc central* » - Le HuffPost 8 juillet 2024

C'est l'histoire d'un vaincu qui crie victoire. Après les résultats des élections législatives dimanche 7 juillet, certains en Macronie commencent à se dire que, malgré la défaite, garder le pouvoir reste possible.

Résultat : la petite musique d'un « *grand bloc central* », comprenant Les Républicains et une partie de la gauche dite modérée, gagne en intensité.

Au regard de certaines réactions, la Macronie donne l'impression d'avoir remporté le scrutin. Y compris le premier d'entre eux, Emmanuel Macron, qui a refusé la démission de Gabriel Attal.

Ce qui fait bondir le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier. « *Tant que le président de la République ne reconnaîtra pas qu'il a perdu ces élections, nous serons face à un blocage* », alerte-t-il sur LCP, percevant une « *forme d'irresponsabilité* » dans le refus du chef de l'État de ne pas considérer son gouvernement comme démissionnaire. « *Démocratiquement, c'est aller à l'encontre du peuple français* », insiste le professeur en droit public. D'autant que la Macronie semble oublier l'essentiel dans cette période : le contexte de la dissolution.

Le rejet de la politique menée par Emmanuel Macron a été exprimé trois fois en moins d'un mois par les urnes.

Dans ce contexte, la construction d'un « *grand bloc central* » au détriment du bloc sorti majoritaire des urnes porterait de nombreux vices de forme, qui confirmerait l'impression que le camp présidentiel refuse le message envoyé par les Français. Le HuffPost 8 juillet 2024

J-C – J'ai lu dans un autre article que Macron envisageait de conserver Attal et son gouvernement au moins jusqu'au début septembre. Serait-ce envisageable sérieusement ? Pourquoi pas si le NFP ne s'y oppose pas vraiment. Envisagent-ils de refuser de siéger à l'Assemblée nationale, d'appeler à une manifestation devant l'Elysée ou l'Assemblée nationale ? Je n'en ai pas entendu parler.

Il pourrait décréter, compte tenu de la configuration de l'Assemblée nationale sortie des urnes dimanche dernier, en l'absence d'une majorité absolue et l'impossibilité de constituer une coalition majoritaire, étant donné qu'aucun Premier ministre et gouvernement stable ne pourrait être investi pour gérer sereinement les affaires de la France, par ailleurs, ne pouvant accepter qu'elle soit paralysée et livrée au chaos, il décide de déclencher l'article 16 de la Constitution, donc de s'octroyer tous les pouvoirs, dont celui de conserver le gouvernement actuel aussi longtemps qu'il lui plaira ou d'en former un autre à sa convenance, sans tenir compte des résultats des élections législatives pour protéger la France des menaces existentielles qui pèsent sur elle. Il gouvernerait par décret, ordonnance, à coups de 49.3 et j'en passe, les institutions et le parlement n'étant pas dissouts, mais suspendus jusqu'à nouvel ordre du monarque ou dictateur.

Ce scénario semble peu probable, bien que si tous les acteurs politiques de cette mauvaise farce continuaient de percevoir leurs émoluments, ils pourraient s'en accommoder, qui sait, on a vu de quoi ils étaient capables lors de cette campagne électorale.

Un gouvernement composé d'Ensemble et LR disposeraient certes d'une majorité relative seulement, mais ni le NFP, ni RN n'aurait intérêt à s'unir sur une motion de censure pour le renverser d'ici 2027.

Après tout, figurer dans l'opposition parlementaire est plus confortable et moins risqué que de gouverner, et sur le plan financier c'est pratiquement équivalent, sachant qu'elle est composée majoritairement d'arrivistes, de personnages particulièrement médiocres, cette situation est inespérée pour eux, alors pourquoi leur viendrait-il à l'esprit de la gâcher, pour le vérifier, demandez donc ce qu'en pensent les députés macronistes de 2022 qui ne s'attendaient pas à la mésaventure de la dissolution, la plupart enragent, ils ne veulent plus entendre parler de Macron, on les comprend !

Notez, qu'on est là très loin des préoccupations des travailleurs, à savoir la perspective d'un gouvernement ouvrier qui prenne en compte leurs besoins et aspirations légitimes, quelle stratégie définir, quelle orientation politique adoptée pour parvenir à renverser les institutions de la Ve République, à rompre avec le capitalisme et instaurer une République sociale, quels instruments politiques doit-on forger pour les organiser et atteindre ces objectifs politiques.

S'il n'y aura jamais d'issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la Ve République, il n'y en aura pas non plus dans le cadre du mouvement ouvrier tel qu'il existe de nos jours puisqu'il est totalement subordonné au régime et acquis au capitalisme.

Avant d'envisager de faire table rase du passé ou de la société capitaliste, on ferait mieux de commencer par reconstruire le mouvement ouvrier de fond en comble ou de la base au sommet.

On vient de passer plus de 75 ans à s'accommoder de syndicats et de partis pourris jusqu'à la moelle, à tenter toute sorte d'expériences au prix d'énormes concessions qui se sont avérés

gravement compromettantes, au point que personne n'en est sorti indemne, il est donc temps d'en tirer les enseignements politiques qui s'imposent.

C'est notre idéal ou le socialisme qui nous est si cher qui nous l'impose, mais personne n'est obligé d'y adhérer, personne non plus ne doit se sentir obliger de parler en son nom, surtout quand c'est pour le trahir.

L'art de prendre les travailleurs pour des cons à ses limites.

De pestiféré, le RN-FN devint fréquentable, invité à la table de Macron, adoubé par le Crif, il n'était plus d'extrême droite, puis voilà qu'il le redevient, ainsi que nazi, raciste, etc.

Tout le monde a pu l'observer et en parle aujourd'hui, personne n'est vraiment dupe, à commencer par les intéressés eux-mêmes qui se sont laissé ainsi manipuler, car ils n'ignoraient pas les miracles que peut réaliser la stratégie de la peur sur des masses ignorantes et influençable jusqu'à l'absurde ou la folie. On en a eu un aperçu magistral pendant 3 ans avec la mystification hygiéniste ou celle sur le climat, ou encore lors de celle sur la guerre en Ukraine, qui toutes durent toujours. Le discours officiel frauduleux initié par l'extrême centre de Macron, s'est imposé sans difficulté, une sordide escroquerie politique couverte ou légitimée par une union nationale allant de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse, tous y ont collaboré et ils continuent d'y participer, nous en sommes tous témoins, n'est-ce pas ?

Si le facteur de l'extrême droite a servi les intérêts de ce qu'ils appelaient la droite et la gauche, c'était bien parce qu'ils partageaient les mêmes objectifs politiques, et s'ils figuraient tous dans le même camp, celui de la réaction, c'était parce qu'ils avaient tous le même ennemi, la classe ouvrière et le socialisme.

C'est la collusion qui existe entre eux qu'il s'agit de camoufler à tout prix aujourd'hui pour assurer la continuité ou la survie du régime en place. Car si les travailleurs parvenaient à en prennent conscience, ils pourraient parvenir à s'organiser et à se mobiliser en toute indépendance, autrement dit, ils deviendraient incontrôlables et le régime ne résisterait pas à un soulèvement révolutionnaire, qui emporterait les institutions et menacerait dès lors les fondements du capitalisme. C'est cette menace latente et sérieuse qu'ils savent inéluctables un peu plus tôt un peu plus tard, qui les rend fébrile et les fait trembler.

Dans ces conditions, il ne faut surtout pas prendre au premier degré ou pour argent comptant leurs élucubrations, où se côtoient mensonges éhontés et délires mégalomaniaques désespérés.

Hier soir, j'ai regardé un épisode de Sherlock Holmes dans lequel le fameux détective expliqua au docteur Watson que seuls les faits et leurs effets méritaient son attention, que seule cette logique implacable permettait de comprendre et dénouer n'importe quel énigme. Je me suis fait la réflexion, qu'il était assurément un dialecticien redoutablement efficace, et qu'effectivement nous devions adopter la même méthode pour résoudre les questions qui nous occupent, si nous voulions vraiment aller de l'avant.

La référence à Sherlock Holmes (et parfois à Hercule Poirot) en fera sans doute sourire plus d'un parmi nous, parmi nos donneurs de leçons certains d'avoir acquis un niveau de conscience supérieur aux travailleurs, tandis qu'ils témoignent périodiquement ou quotidiennement qu'ils ne maîtrisent pas les principes de base du marxisme.

Vous remarquerez qu'on est là très loin des polémiques stériles qui agitent ces camarades, les marxistes orthodoxes qui figurent parmi les gens les plus bornés qu'il m'a été donné de rencontrer au cours de ma vie, pour ne pas dire pire, tant ils se moquent, ignorent ou méprisent les faits, la logique la plus élémentaire, la dialectique matérialiste, préférant s'enfermer dans un monde imaginaire, dans leur idéologie sclérosée, fossilisée, qui n"a rien de scientifique ou confine à la croyance, et qui finalement les réduit à l'impuissance. Un peu de modestie et réviser leurs leçons, leur ferait le plus grand bien pour commencer.

Un secret de polichinelle en guise de révélation.

Le groupe présidé par Jordan Bardella au Parlement européen torpille la « *normalisation* » du RN - Le HuffPost 8 juillet 2024

À défaut d'avoir obtenu Matignon à l'issue d'élections législatives décevantes pour le RN (en dépit d'une réelle progression à l'Assemblée nationale), Jordan Bardella a été nommé ce lundi 8 juillet à la tête du groupe « *Patriotes pour l'Europe* », imaginé par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, partenaire du Rassemblement national à l'international.

Avec 30 eurodéputés, la formation lepéniste domine largement ce groupe nationaliste, qui compte en son sein des formations et des personnages qui sont (très) loin de la dédiabolisation vendue par le RN dans l'hexagone.

Prenons en exemple le général italien Roberto Vannacci, qui portait les couleurs de la Lega aux européennes, et qui a été désigné vice-président des « *Patriotes pour l'Europe* » aux côtés de Jordan Bardella. Friand des allusions à Mussolini, l'intéressé avait fait parler de lui après la publication d'un pamphlet homophobe et xénophobe.

La présidence par Jordan Bardella de ce groupe ouvertement russophile interroge... Le HuffPost 8 juillet 2024

J-C - Les médias-otano-oligarques en profitent au passage pour se livrer ouvertement à un exercice de xénophobie antirusse.

Ils n'auront trompé que ceux qui voulaient bien l'être et ceux qui étaient assez crédules pour les croire. L'essentiel, c'est qu'ils aient atteint leur objectif : Sauver le soldat Macron. Provisoirement.

Résultats des élections législatives : face à la surprise du second tour, les instituts de sondages se sont-ils trompés ? - Publicsenat.fr 8 juillet 2024

J-C - Vous remarquerez au passage comme les chiffres mis en avant peuvent changer d'un jour à l'autre ou alors quelque chose m'avait échappé.

J'ai retrouvé un article qui prouve que je n'avais pas rêvé, à un moment donné ils avaient bien donné entre 60 et 90 élus à Ensemble.

Publicsenat - A ce petit jeu, c'est la majorité sortante qui pourrait tirer les marrons du feu, étant désormais estimée entre 115 et 155 sièges, soit 45 de plus que la dernière enquête de l'institut, réalisée avant le 1er tour. publicsenat.fr 4 juillet 2024

Revenons à l'article du 8 juillet.

Publicsenat - Pour rappel, à l'issue du second tour, il y avait 306 triangulaires. Or, avec la mise en place du barrage républicain, leur nombre a chuté à 95. Il y a eu au total 224 désistements, dont 134 provenant de la gauche et 82 du camp présidentiel.

Le 4 juillet, notre dernier sondage Odoxa pour Public Sénat, la presse régionale et le Nouvel Obs donnait entre 210 et 250 sièges au Rassemblement national, devant le Nouveau Front populaire en deuxième place avec entre 140 et 180 sièges. De son côté, le bloc présidentiel était annoncé en troisième position avec entre 115 et 155 sièges.

J-C - "*Difficilement prévisible*". Tiens donc, cette sale manie de se conformer aux ordres venus d'en haut, ne s'était-elle pas vérifiée pendant les 3 années de la dictature hygiéniste ? Il suffisait de leur foutre la trouille pour qu'ils obéissent au doigt et à l'œil, pire que des esclaves.

Après les résultats de ce second tour, les observateurs s'accordent en effet tous pour dire que l'ampleur du vote pour faire barrage à l'extrême droite n'avait pas été anticipée par les sondeurs. « *Le succès phénoménal du front républicain était difficilement prévisible, car les sondages d'opinion révélaient aussi une certaine lassitude exprimée par les électeurs* », ajoute la directrice de BVA Opinion.

En élèves bien disciplinés, les uns et les autres n'ont fait que se conformer aux discours de leurs maîtres.

Finalement, selon une estimation d'Ipsos Talan publiée à l'issue du second tour, les électeurs du Nouveau Front populaire sont 72 % à avoir voté pour un candidat Ensemble dans les duels avec le RN. Quant aux électeurs d'Ensemble, ils ont voté deux fois plus pour des candidats de La France insoumise que pour des candidats du RN dans les duels opposant les deux partis (à 43 % contre 19 %).

Ils avouent s'être livrés à une vulgaire manipulation, car les effets étaient parfaitement prévisibles, ils ont délibérément faussé cette élection qui profite finalement à Macron.

« *Ce sont aussi les dernières projections de vendredi soir, qui donnent toujours le RN en tête, qui expliquent la forte mobilisation des électeurs pour faire barrage.* »

Le Nouveau Front populaire encore plus à droite que la Nupes.

J-C – Pour qui roule LFI ?

Le PS fait plus que doubler son nombre de députés en deux ans, passant de 29 à 65.
EELV l'augmente de 50%, passant de 23 à 34.

Nupes de 2022

326 pour LFI = 75
67 pour le PS = 29
98 pour EELV = 23
48 pour le PCF = 12

Total élu = 149 + 1 divers gauche = 150

Nouveau Front populaire 2024

229 circonscriptions pour LFI = 77
175 pour le PS = 65
92 pour EELV = 34
50 pour le PCF = 9

Total élu = 183 + 9 divers gauches = 192

A lire.

Origines et conséquences de la dette publique américaine

https://reseauinternational.net/origines-et-consequences-de-la-dette-publique-americaine/

La promotion de l'État «*islamique*» par l'Occident

https://reseauinternational.net/la-promotion-de-letat-islamique-par-loccident/

Source : https://thecradle.co/articles/made-in-america-the-isis-conquest-of-mosul

---

Santé.

Des documents nouvellement publiés montrent que les autorités sanitaires allemandes ont cédé aux pressions politiques sur les politiques relatives au COVID - Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Le Dr Stefan Homburg, expert en finances publiques à la retraite, affirme que les responsables de la santé publique et les conseillers scientifiques allemands ont aligné les recommandations du COVID-19 sur des directives politiques plutôt que sur les données disponibles.

"*Corona était une fraude singulière*", a conclu M. Homburg. "*Le virus a remplacé la grippe alors que le nombre total de maladies est resté inchangé.* "

https://www.mondialisation.ca/des-documents-nouvellement-publies-montrent-que-les-autorites-sanitaires-allemandes-ont-cede-aux-pressions-politiques-sur-les-politiques-relatives-au-covid/5690304?doing_wp_cron=1720365006.1575119495391845703125

Risque d'accident vasculaire cérébral : les injections de COVID sont 200 fois plus susceptibles de provoquer des caillots sanguins dans le cerveau - Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Les vaccins COVID-19 présentaient un risque de caillots sanguins dans le cerveau multiplié par plus de 1 000 par rapport au vaccin contre la grippe et par plus de 200 par rapport à tous les autres vaccins, selon une étude du Dr Peter McCullough et de ses collègues.

Selon une nouvelle étude du Dr Peter McCullough et de ses collègues, les vaccins COVID-19 présentent un risque beaucoup plus élevé de formation de caillots sanguins dans le cerveau que les autres vaccins.

Les chercheurs ont examiné les rapports du Vaccine Adverse Event Reporting System (VAERS) des Centers for Disease Control and Prevention(CDC) de janvier 1990 à décembre 2023.

Ils ont compté le nombre d'événements thromboemboliques cérébraux – c'est-à-dire de caillots sanguins dans les veines ou les artères du cerveau – signalés chez les personnes ayant reçu un vaccin COVID-19 par rapport à celles ayant reçu un vaccin antigrippal ou d'autres vaccins.

Les caillots sanguins qui bloquent le flux sanguin vers le cerveau représentent environ 87 % de tous les accidents vasculaires cérébraux, selon l'American Stroke Association, une division de l'American Heart Association.

M. McCullough, cardiologue ayant à son actif plus de 1 000 publications et plus de 685 citations dans la National Library of Medicine, a déclaré au Defender que l'étude montrait "un risque inacceptable de lésions thrombotiques catastrophiques au cerveau" chez les personnes ayant reçu une ou plusieurs injections de COVID-19.

https://www.mondialisation.ca/risque-daccident-vasculaire-cerebral-les-injections-de-covid-sont-200-fois-plus-susceptibles-de-provoquer-des-caillots-sanguins-dans-le-cerveau/5690310?doing_wp_cron=1720364858.8592441082000732421875

Terreur de la grippe aviaire : lait cru ciblé - Mondialisation.ca, 06 juillet 2024

Alors que nous regardons le récit entourant la grippe aviaire et son prétendu saut dans l'approvisionnement en bœuf se développer, la scène est de plus en plus prête pour une répression contre les fournisseurs de produits laitiers crus.

Pourquoi cibler le lait cru ? Il y a peut-être deux raisons à cela :

a.) Les propriétaires de lait cru ont tendance à être de petites entreprises avec une influence politique limitée que les que les géants de l'agriculture considèrent comme une concurrence qu'ils aimeraient éliminer ;

b.) Le lait cru est plein de bactéries bénéfiques qui sont éliminées pendant la pasteurisation. Décortiquer les récits officiels du gouvernement et des médias d'État n'est en fait pas si difficile une fois que votre théorie opérationnelle centrale – qui s'avère correcte à maintes reprises – devient : tout ce qui est bon pour les gens, les autorités gouvernementales souhaitent l'éradiquer par tous les moyens à leur disposition.

https://www.mondialisation.ca/terreur-de-la-grippe-aviaire-lait-cru-cible/5690362?doing_wp_cron=1720364944.1576991081237792968750

En complément.

Selon un cardiologue, cet aliment bourré de cholestérol serait un véritable fléau pour la santé - Grazia 6 juillet 2024

J-C - Vous n'avez pas deviné lequel, je vous le donne en mille :

Grazia - Mauvais cholestérol : la viande rouge, un aliment à éviter à tout prix.

Combat contre la mystification climatique.

Lu.

Vous vous rendez compte du niveau intellectuel qu'il faut pour croire que 100ppm de CO2 en plus (0.01%) provoque des séismes et des raz de marée. C'est affolant de vivre à la même époque que ces gens-là. Et énormément de personnes les croient.

Pire encore, ils ne savent même pas lire, puisqu'ils ont été jusqu'à porter des masques, alors qu'il était inscrit sur les boîtes d'emballages qu'ils n'arrêtaient pas les virus.

Croire ou savoir, il faut choisir.

Symbole de l'amélioration climatique dans le Sahel, le lac Tchad ne s'assèche pas, au contraire

Une étude réalisée par des chercheurs, Florence Sylvestre et Fabrice Papa de l'Institut de recherche pour le développement, Jean-François Crétaux du CNES et Frédéric Frappart de l'Observatoire Midi-Pyrénées. Fabrice Papa, Jean-François Crétaux et Frédéric Frappart sont spécialistes de l'étude du cycle de l'eau et du climat grâce aux observations spatiales au Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (LEGOS) de Toulouse. «Nous avons en outre été aidés par Binh Pham-Duc, un jeune chercheur formé à l'observatoire de Paris en hydrologie spatiale», complète la paléoclimatologue.

https://reseauinternational.net/symbole-de-lamelioration-climatique-dans-le-sahel-le-lac-tchad-ne-sasseche-pas-au-contraire/

Le noyau de la Terre a tellement ralenti qu'il se déplace en arrière, confirment les scientifiques. Voici ce que cela pourrait signifier

https://reseauinternational.net/le-noyau-de-la-terre-a-tellement-ralenti-quil-se-deplace-en-arriere-confirment-les-scientifiques-voici-ce-que-cela-pourrait-signifier/

En suivant les ondes sismiques des tremblements de terre qui ont traversé le noyau interne de la Terre selon des trajectoires similaires depuis 1964, les auteurs de l'étude 2023 ont constaté que la rotation suivait un cycle de 70 ans. Dans les années 1970, le noyau interne tournait un peu plus vite que la planète. Il a ralenti vers 2008 et, de 2008 à 2023, il a commencé à se déplacer légèrement en sens inverse, par rapport au manteau.

J-C - Cela pourrait avoir des conséquences sur le champ magnétique qui protège la Terre des rayons du soleil, entre autres. L'activité humaine se situe au niveau supérieur de la croute terrestre dont l'épaisseur est de 35 kilomètres, par conséquent elle n'a absolument aucune incidence sur le comportement du noyau interne de la Terre qui est "*enfoui à environ 5180 kilomètres de profondeur*". De nos jours, vaut mieux préciser !

États-Unis. Il y a des signes qui ne trompent pas.

Joe Biden "*ne peut pas diriger un pays comme ça*" - courrierinternational.com 4 juillet 2024

Cette semaine, "*The Economist*" consacre sa première page aux élections américaines à venir, avec un titre et une image qui laissent peu de place au doute. Pour l'hebdomadaire britannique, Joe Biden doit quitter la course pour la Maison-Blanche.

Sur un fond bleu apparaît au premier plan un déambulateur, orné d'un détail qu'on ne peut pas négliger : l'emblème présidentiel des États-Unis. Le titre est tout aussi explicite : "*On ne peut pas diriger un pays comme ça.*" Le message que veut faire passer *The Economist* par sa première page est clair : l'actuel locataire de la Maison-Blanche doit renoncer à briguer un second mandat. Et l'éditorial qui accompagne la une du magazine libéral n'y va pas par quatre chemins : "*Pourquoi Biden doit se retirer*", peut-on lire en tête de l'article. courrierinternational.com 4 juillet 2024

États-Unis. Ces riches donateurs qui commencent à tourner le dos à Joe Biden - courrierinternational.com 7 juillet 2024

Alors que le président américain persiste à rester dans la course à la Maison-Blanche, certains donateurs démocrates fortunés menacent de déserter sa campagne, rapporte le "*New York Times*".

Après avoir passé plusieurs jours à espérer que le président Joe Biden abandonne de lui-même sa campagne de réélection, des donateurs démocrates fortunés tentent désormais de prendre le taureau par les cornes, rapporte le *New York Times.*

Maniant leur fortune "*à la fois comme une carotte et un bâton, ils cherchent activement à inciter Biden à se désister et à préparer le terrain pour qu'un autre candidat le remplace*". Ces initiatives révèlent "*un fossé croissant entre les grands donateurs démocrates et le porte-étendard du parti*", ce qui aura un impact sur les élections du mois de novembre, que Joe Biden décide ou non de se retirer.

Un mécontentement de moins en moins feutré

Un petit groupe de donateurs s'efforce, par exemple, de réunir une centaine de millions de dollars "*pour constituer un fonds bloqué, appelé Next Generation PAC [littéralement Comité d'action*

politique de la future génération], qui servirait à soutenir un candidat de remplacement", rapporte le journal.

D'autres donateurs menacent de ne pas verser de contributions "*non seulement à la campagne de Joe Biden, mais également à d'autres causes démocrates, à moins que l'actuel locataire de la Maison-Blanche se retire*".

D'autres encore tentent de pousser d'autres élus démocrates à faire pression sur Biden pour qu'il se retire, en leur promettant qu'ils soutiendront leurs campagnes de réélection.
Certains donateurs ont même commencé à rendre public leur mécontentement, relève le quotidien new-yorkais. C'est le cas de Gideon Stein, qui a déclaré que sa famille retenait les 3,5 millions de dollars de dons prévus à des organisations politiques démocrates actives dans la course à la présidence, à moins que Joe Biden ne se retire. Celui-ci souligne dans les colonnes du quotidien que pratiquement tous les grands donateurs avec lesquels il s'est entretenu "*pensent que pour battre Donald Trump il faudrait un nouveau ticket présidentiel démocrate*".

Abigail E. Disney, héritière de la fortune de Disney, a quant à elle déclaré au quotidien new-yorkais que la campagne de réélection du président et les comités politiques qui la soutiennent "*ne recevront plus un centime de ma part, tant qu'ils ne l'auront pas remplacé*", ajoutant : "Joe Biden est un homme bon qui a bien servi son pays, mais les enjeux sont trop importants".

Ukraine. Les barbares qu'arment les pays de l'OTAN.

Guerre en Ukraine : la Chosen company, cette unité qui se vante de tuer des prisonniers de guerre russes - RT 6 juillet 2024

Preuves à l'appui, le *New York Times* a révélé ce 6 juillet comment une unité de volontaires internationaux de l'armée ukrainienne avait abattu plusieurs soldats russes prisonniers de guerre ou en train de se rendre. Des exactions dont «*se sont vantés*» certains des membres de cette unité, commandée par un ex-soldat américain.

«*Il lui a tiré une balle dans la tête*». Caspar Grosse, médecin allemand dans une unité de combattants internationaux sur le front ukrainien, a relaté au *New York Times* (NYT) l'exécution sommaire d'un prisonnier russe blessé. Un crime qui a particulièrement marqué cet Allemand, qui a décidé de témoigner.

Les faits se seraient déroulés en août 2023 dans l'«*est de l'Ukraine*», au sein d'une unité commandée par un ancien membre de la Garde nationale américaine et modestement baptisée la Chosen Company («*Compagnie élue*», ndlr.), a relaté le média. Toujours selon le récit de ce dernier, un soldat russe «*blessé et non armé*» rampait dans une tranchée quelques heures après un engagement. Grosse confie au *NYT* avoir vu ce soldat demander des soins. Mais alors qu'un membre de l'unité est en train de chercher des bandages, un autre s'avance et abat froidement le prisonnier.

«*L'assassinat du soldat russe blessé et non armé est l'un des nombreux meurtres qui ont déstabilisé la Compagnie élue, l'une des unités les plus connues des troupes internationales combattant pour l'Ukraine*», a poursuivi le quotidien new-yorkais dans cette enquête publiée ce 6 juillet. En effet, si les souvenirs de Grosse sont pour l'heure la seule preuve de l'exécution sommaire de ce prisonnier russe, l'Allemand a par la suite pris soin de documenter plusieurs exactions de son unité.

Le *NYT* a ainsi rapporté que dans un groupe de discussion, des membres de Chosen «*se sont vantés*» d'avoir «*tués des prisonniers de guerre russes lors d'une mission en octobre*». Dans l'une des vidéos consultées par le média américain, un membre de l'unité est vu en train de lancer une grenade sur un soldat russe qui se rend. «*L'armée ukrainienne a publié une vidéo de l'incident pour montrer ses prouesses sur le champ de bataille, mais elle a supprimé la reddition», a précisé le New York Times concernant cet «incident». L'auteur de ce crime de guerre : Zeus, un volontaire grec, est «au centre des trois incidents*» selon le quotidien. C'est lui aussi qui a abattu le prisonnier russe blessé dans la tranchée selon Grosse.

Les témoignages sur l'état d'esprit régnant dans l'unité en cause ne manquent pas. Un ancien membre de Chosen, Benjamin Reed, a ainsi déclaré dans une interview «*avoir entendu d'innombrables conversations sur les exécutions de prisonniers de guerre lors de différentes opérations*», relate le NYT. Reed a même confié que le recruteur de Chosen lui avait déclaré qu'il «*était acceptable de tuer des prisonniers de guerre s'ils ne se rendaient pas conformément aux normes les plus strictes de la Convention de Genève*».

«*L'unité, composée de déserteurs, d'amateurs de sensations fortes et de soldats vieillissants, est devenue un centre de rassemblement pour les volontaires en quête de combat», avec une soixantaine d'hommes «originaires d'une douzaine de pays*», et «*souvent*» employée comme «*troupes de choc*» afin de nettoyer des positions russes «*malgré des tirs nourris et, parfois, de lourdes pertes*».

Ces accusations rappellent des vidéos montrant l'exécution de soldats russes captifs des troupes ukrainiennes que le *New York Times* avait confirmées authentiques dès novembre 2022. Plusieurs responsables russes avaient alors réclamé l'ouverture d'une enquête, dénonçant la violation «systématique» des conventions de la guerre par Kiev et «*la sauvagerie du régime actuel de Kiev*». Des vidéos que l'ambassadrice itinérante des États-Unis pour la justice pénale mondiale avait refusé de condamner. RT 6 juillet 2024

Frappe à Kiev : l'armée russe dénonce des dégâts causés par la chute d'un missile antiaérien ukrainien - RT 8 juillet 2024

«*De nombreuses photographies et séquences vidéo publiées à Kiev confirment sans équivoque la destruction causée par la chute d'un missile de défense aérienne ukrainien tiré à partir d'un système de missiles antiaériens dans la ville*», a déclaré le ministère russe de la Défense dans un communiqué ce 8 juillet.

L'armée russe a dénoncé de « *fausses* » déclarations ukrainiennes faisant état d'une frappe russe délibérée qui aurait directement touché un hôpital civil de Kiev.

Plus tôt dans la journée, l'administration militaire de la capitale ukrainienne a dénoncé des frappes qui auraient fait 10 morts et 35 blessés en touchant un hôpital pour enfants.

Le média russe Rybar a lui aussi indiqué que la frappe ayant atteint l'hôpital pour enfants était due à un missile de la défense antiaérienne ukrainienne, évoquant des «*éclats*» caractéristiques de ces armes.
Rybar a ensuite évoqué des frappes menées en deux étapes, «*d'abord des lancements nocturnes, suivis de nouvelles vagues le matin et l'après-midi*». «*Des explosions ont éclaté dans les districts où*

se trouvaient des entreprises militaro-industrielles, dont les usines Antonov et Artem», déjà ciblées par le passé, qui produisent des aéronefs et des missiles.

Les alliés occidentaux de Kiev n'ont pas manqué d'accuser immédiatement Moscou, Londres jugeant la frappe contre l'hôpital « *épouvantable* » et Paris la qualifiant de « *barbare* ».

«*La défense aérienne ukrainienne n'a pas réussi à repousser le raid, en partie à cause des pertes croissantes des systèmes de défense aérienne dues aux frappes russes*», a commenté Rybar. L'armée russe a revendiqué hier 7 juillet avoir éliminé deux systèmes Patriot dans la région d'Odessa. RT 8 juillet 2024

Un internaute.

- La méthode mise en avant par la Russie consistant à épargner les civils est le seul obstacle qui retarde l'avancée de l'armée russe. Si elle était aussi barbare que l'Otan au Kossovo, en Irak et ailleurs dans leurs campagnes de guerres, l'Ukraine n'existerait plus. Il n'y a pas eu de bombardement d'hôpital à Kiev, nous connaissons tous les mensonges des occidentaux.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 juillet 2024

Quand même une bonne nouvelle ou on ne gagne pas à tous les coups (bas).

Euro-2024 : l'Espagne bat la France 2-1 et se qualifie pour la finale - France 24 10 juillet 2024

Quelle calamiteuse compensation !

France 24 - Lors des demi-finales de l'Euro 2024, les Bleus ont signé pour autant la meilleure audience de l'année à la télévision française. 16,12 millions de téléspectateurs (61,2% parts de marché) ont regardé l'affiche sur TF1 en moyenne selon Médiamétrie. France 24 10 juillet 2024

J-C - Apparemment, nombreux sont ceux qui n'avaient rien de mieux à faire, la société du spectacle continue de faire des ravages ou ceci explique cela.

A lire.

McKinsey et la CIA renouvellent l'État Profond en France

La French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. Cette organisation gérée par la CIA et depuis 2015 est partenaire du Cabinet McKinsey qui a réorganisé l'agence sous le mandat de John Brennan et l'administration Obama.

L'autre relai de ces organisations est Joel Benenson, qui a formé Emmanuel Macron. Il est le fondateur et PDG du Benenson Strategy Group, est l'un des plus grands stratèges politiques et d'entreprise au monde.

Benenson a dirigé les campagnes de 2008 et 2012 du président Obama. Benenson a été le stratège principal d'Hillary Clinton.

Elles sont 3 alumni de McKinsey, 3 femmes, dans la dernière promotion, la 43ème, des 12 Young Leaders français 2024 de la French American Fondation : Marguerite Cazeneuve, Ariane Komorn, et l'ancienne partner Cyrielle Villepelet.

Depuis 1981, ce programme d'échange franco-américain sélectionne ainsi 12 Français et 12 Américains âgés de 30 à 40 ans et considérés comme remarquables dans leur domaine d'activité ou de compétence. « *Ces 6 femmes et 6 hommes, issus de milieux, de parcours et de professions variés, ont été choisis parmi près de 170 candidats. Les lauréats mettent en lumière les atouts de la France, son savoir-faire et son engagement dans un monde en mutation et alors que nos deux pays viennent de rappeler leur lien indéfectible. Cette promotion incarne l'excellence française, avec un engagement significatif pour l'intérêt général, aussi bien dans les services de l'État, dans la*

diplomatie, que dans les engagements sociétaux. Au travers de leurs actions, ils incarnent le leadership d'aujourd'hui et de demain », partage ainsi la direction de la fondation.

Un titre honorifique certainement. Une mise en lumière de plus parmi les différentes sélections comme le prestigieux Young Global Leaders du Forum économique mondial (FEM) ou le franco-français Choiseul 100 des leaders de moins de 40 ans… Les 20 sélectionnés français et américains reçoivent en «*cadeau*» deux séminaires de 5 jours chacun sur 2 années consécutives en France et aux États-Unis «*afin d'échanger sur des thèmes majeurs, communs aux deux pays, et d'approfondir leurs champs d'intérêts mutuels*», comme le précise la fondation.

Ces anciennes consultantes de McKinsey ont toutes trois commencé leur carrière à la sortie de leurs études, à quelques mois d'intervalle.

Source : Consultor - https://www.consultor.fr/articles/young-leaders-francais-le-bon-cru-mckinsey

---

L'Organisation de coopération de Shanghai fait un nouveau pas de géant

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a tenu sa 24ème sommet des chefs d'État le 4 juillet à Astana, au Kazakhstan. Les principaux médias occidentaux ont fustigé l'événement quand ils ne l'ont pas totalement ignoré alors qu'il s'est avéré être un événement à inscrire dans le livre des records.

Il a réuni dans une seule salle les dirigeants de pays représentant 80% de la masse continentale eurasienne, 40% de la population mondiale et près de 30% du PIB mondial. Fruit de plus de deux décennies de diplomatie inter-eurasienne, l'OCS compte dix membres à part entière (la Biélorussie l'a rejoint le 4 juillet) et 14 «*partenaires de dialogue*» d'Asie et du Moyen-Orient, dont l'Arabie saoudite.

Les participants au sommet ont approuvé 25 documents stratégiques couvrant l'énergie, la sécurité, le commerce, l'environnement et la finance.

Pour lire la suite en français ou en anglais :

Source.

Asia Times :

https://asiatimes.com/2024/07/shanghai-cooperation-organization-takes-another-giant-step/

Histoire et Société :

https://histoireetsociete.com/2024/07/09/lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-fait-un-nouveau-pas-de-geant/

France. Osons nous poser quelques questions et formuler des réponses.

Quelle est la composition sociale de la France aujourd'hui ?

Quelle est celle du Nouveau Front populaire ?

La même, ils sont dominés très majoritairement par les classes moyennes et assimilées, c'est-à-dire, les couches supérieures de la classe ouvrière qui bénéficient du même statut au regard de l'ensemble de ses revenus, de conditions et d'un mode de vie privilégiés par rapport aux couches les plus pauvres ou défavorisées, et qui pour cette raison s'accommodent du régime en place et du capitalisme.

Ce sont aussi celles qui sont majoritairement organisées dans les syndicats ou plus largement dans le mouvement ouvrier. Ce sont aussi celles qui étaient le plus prompt à voter Macron au second tour des élections en 2017, en 2022, et en 2024 pour les candidats d'Ensemble et de LR. Elles constituent le gros des bataillons qui assurent la stabilité du régime depuis 1958, pour ne pas remonter plus loin, au détriment des millions de travailleurs pauvres du pays et du socialisme.

Macron serait-il en train de « *voler* » ou confisquer « *la victoire* » du Nouveau Front populaire ?

Pas du tout, puisque c'est le Nouveau Front populaire qui lui a offert sur un plateau, à l'aide d'une tambouille électorale tordue qui devait lui permettant ainsi qu'à ses alliés d'obtenir une majorité relative inespérée à l'Assemblée nationale.

Le Nouveau Front populaire pouvait-il compter sur davantage d'élus ?

Assurément, s'il ne s'était pas désisté lors de triangulaire au profit d'Ensemble et de LR, mais il n'en aurait peut-être pas gagné autant que je l'avais indiqué dans la causerie d'hier, car si leurs candidats semblaient battus d'avance par ceux de RN, une partie de leurs électeurs auraient reporté leurs voix sur celui de RN, plutôt que risquer de voir gagner celui du NFP. Le NFP aurait pu remporter quelques dizaines de circonscriptions supplémentaires, pas assez pour obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le Nouveau Front populaire pouvait difficilement compter sur davantage d'élus pour une autre raison.

Parce que son électorat potentiel était profondément divisé, entre ceux qui parmi la classe ouvrière souhaitaient une rupture radicale avec la politique de Macron, notez bien, sans même aller forcément jusqu'à une rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, mais comme ils savaient par expérience que les dirigeants du NFP ne pouvaient pas incarner cette rupture, ils n'étaient pas près de voter pour eux ou de leur accorder la moindre confiance, à raison, et ceux, qui beaucoup moins exigeants, se seraient contentés de quelques aménagements, de quelques réformettes à la marge, de quoi garantir leur statut social ou leur mode de vie privilégiés.

En résumé, soit le Nouveau Front populaire se coupait des couches les plus radicalisées, soit il se coupait des couches petites bourgeoises réformistes, cela tous les partis et les observateurs politiques le savaient très bien, absolument personne ne l'ignorait, alors quand ils feignent la surprise, ils se foutent ouvertement du peuple.

Mais comment cela est-il possible ? Voyons, réfléchissez, qui va leur fournir l'analyse que vous venez de lire, qui y aurait intérêt, qui aurait intérêt à dire la vérité aux travailleurs et aux militants ? Personne, à part moi, et vous si nous partageons les mêmes objectifs politiques, sans doute quelques militants isolés et honnêtes que personne ne connaît.

Ces deux voies incarnent des conceptions de la lutte de classe radicalement opposées, inconciliables : Celle de la collaboration de classes, et celle de la révolution socialiste qu'a adoptée votre serviteur.

Le Nouveau Front populaire était le pendant de l'intersyndicale jaune au service du capital.

C'est ainsi qu'ils comptaient totalement cadenasser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier pour le compte du régime en place.

C'est le scénario que j'avais avancé dès le 7 juillet. Ils n'arrêtent plus de la marteler.

BFMTV - Malgré la défaite des macronistes, ces derniers pourraient en effet s'allier avec Les Républicains pour gouverner. LR réfléchit à un "*pacte législatif*" et l'ancien Premier ministre Édouard Philippe a plaidé pour un "*accord technique*" avec les membres de son ancien parti. FMTV 10 juillet 2024

J-C - Ensemble et LR disposent d'une majorité relative suffisante pour gouverner ensemble, avec le soutien tacite du Nouveau Front populaire et du Rassemblement national.

BFMTV - Cependant, l'ancien député LFI Adrien Quatennens a évoqué ce mardi 9 juillet sur X l'idée d'une "*grande marche populaire en direction de Matignon*".

"*Si nous n'avons pas un accord d'Emmanuel Macron pour laisser un gouvernement diriger, c'est impossible (...) J'en appelle à l'intervention populaire, aux forces sociales, aux mouvements syndicaux*", lançait de son côté sur RTL ce mardi 9 juillet Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

J-C - Du coup, Marine Le Pen vole au secours d'Ensemble et LR.

BFMTV - "*L'extrême gauche minoritaire en voix et en sièges, exige d'exercer le pouvoir et d'imposer son programme alors qu'elle n'en a pas la légitimité électorale*"

"*Après avoir fait élire les députés du NFP, Emmanuel Macron porte une lourde responsabilité dans ces appels inacceptables à l'insurrection, ce climat de menaces et d'intimidations*", dénonce-t-elle sur X.

Sur BFMTV, Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat, a lui dénoncé du "*trumpisme de gauche*".

J-C - Quatennens s'est empressé de préciser pour les rassurer, qu'il ne pourrait s'agir d'une "*insurrection*", ouf !

BFMTV - Bruno Retailleau : "*Suggérer dans un tweet qu'il doit poursuivre sa mobilisation dans la rue pour exiger son dû (l'application d'un programme arrivé en tête des élections) devient un 'appel à l'insurrection'! Ils sont marteaux!*".

J-C - Qu'ils ne s'inquiètent pas, le NFP se pose en garant de la Constitution de la Ve République.

Quand les imposteurs ou traites du Nouveau Front populaire crient à la trahison, au nom de "*l'esprit de notre Constitution*" bonapartiste et antidémocratique.

Législatives 2024 : La gauche met « *solennellement* » en garde Macron contre le maintien d'Attal à Matignon - 20 Minutes avec AFP 10 juillet 2024

Les quatre formations politiques du Nouveau Front populaire, ils mettent « *solennellement* » en garde Emmanuel Macron contre « *toute tentative de détournement des institutions* », avec le maintien prolongé de Gabriel Attal à Matignon, dans un communiqué commun publié mardi. Alors que le chef de l'Etat n'a pas appelé l'alliance de gauche, arrivée en tête des élections législatives dimanche, à former un nouveau gouvernement, le Nouveau Front populaire juge que si Emmanuel Macron « *persistait* », ce serait « *une trahison de l'esprit de notre Constitution et un coup de force démocratique auquel nous nous opposerions de toutes nos forces* ». 20minutes.fr 10 juillet 2024

J-C - On peut leur faire confiance, heureusement que ce n'est pas un coup d'Etat !

Ce ne sera pas un coup d'Etat, juste un "*accord technique*".

Législatives: Édouard Philippe plaide pour un "*accord technique*" avec Les Républicains à l'Assemblée - BFMTV 10 juillet 2024

L'ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron souhaite que la coalition présidentielle et la droite soient capables de s'entendre sur "*un accord technique qui permet d'avancer et de gérer les affaires du pays pendant au moins un an*".

"*Ce bloc que j'appelle de mes vœux, dont hier les Républicains ne voulaient pas, mais dont aujourd'hui j'entends Olivier Marleix (ancien président du groupe LR à l'Assemblée, NDLR) dire qu'il pourrait exister à condition que le Premier ministre soit de droite. C'est ce qu'il dit. Ça veut dire qu'on commence à discuter. C'est bien*", a ajouté Édouard Philippe.

"*Je pense qu'il faut que chacun prenne ses responsabilités. Ne pas vouloir rentrer dans cet accord, pour Les Républicains, ce serait devoir expliquer à leurs électeurs, demain, qu'ils ont préféré un gouvernement du NFP avec la LFI plutôt qu'un accord au centre et à droite qui prévaut dans toutes les collectivités territoriales que nous gérons*", a-t-il conclu. BFMTV 10 juillet 2024

Un "*pacte législatif*": comment Les Républicains réfléchissent à un accord avec le camp Macron - BFMTV 10 juillet 2024

Le parti Les Républicains (LR) a évoqué l'idée d'un "*pacte législatif*" avec le gouvernement, ce mardi 9 juillet, lors d'une réunion où étaient présents uniquement les députés sortants réélus à l'issue des législatives, a appris BFMTV de sources concordantes.

Selon nos informations, il s'agirait - pour les LR - de proposer une dizaine de textes, sur le travail ou la sécurité, sur lesquels un soutien du bloc central serait assuré. En échange, le gouvernement qui aurait été nommé ne serait pas censuré par le groupe LR.

"*À titre personnel, je ne suis pas favorable à l'idée d'une coalition gouvernementale, c'est du champ de l'exécutif. Je suis plutôt favorable à un pacte législatif, sur un certain nombre de textes emblématiques, portés par un groupe de droite républicaine, que le groupe LR mettra sur la table. Si on arrive à créer des majorités pour faire voter ces textes, je pense qu'on sera responsable et raisonnable, et que ça ira dans l'intérêt du pays*", a confirmé Éric Pauget, député des Alpes-Maritimes, à notre micro.

"*Sur un texte sur la santé, si on arrive à trouver une majorité qui dépasse les clivages politiques et que des socialistes républicains nous rejoignent, pourquoi est-ce qu'on irait pas?*", a-t-il encore ajouté.

"*Ce serait un soutien sans participation gouvernementale*", précise Éric Pauget. Même si certains membres du groupe n'écartent pas totalement cette hypothèse.

Un tel accord ne protégerait néanmoins pas le gouvernement d'une censure par le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national. "*J'espère que des gens de gauche raisonnables suivront. Car l'idée est d'être responsables et de ne pas bloquer le pays*", juge une autre députée.

J-C - Vous pouvez effectivement compter sur le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national qui n'auraient rien à y gagner, tout du moins pendant un an, puisque Macron ne peut pas dissoudre à nouveau l'Assemblée nationale durant cette période. Quant aux deux années suivantes, ils auraient tout à y perdre compte tenu du nombre important d'élus qu'ils ont obtenus. Et puis, l'essentiel n'est-il pas que tout continue comme avant à la satisfaction des capitalistes qu'ils représentent tous.

20minutes.fr - Le président LR des Hauts-de-France Xavier Bertrand, ainsi que le député Olivier Marleix, ont plaidé mardi soir sur France 2 pour la nomination d'un Premier ministre issu de leur camp qui prendrait la tête d'un « *gouvernement de rassemblement* » afin de « *mettre un coup d'arrêt à LFI* ». 20minutes.fr 10 juillet 2024

LFI (et le PCF) incarne les promesses électorales faites aux travailleurs par le NFP, qui avaient un contenu social minimal que les capitalistes et la droite estiment insupportables, tandis que le PS et Les écologistes n'avaient nullement l'intention de les appliquer.

Ils conspiraient en famille, chut !

Quand Édouard Philippe et Marine Le Pen dînaient ensemble chez Thierry Solère, proche de Macron - Le HuffPost 10 juillet 2024

Des dîners secrets entre la Macronie et le RN ? L'ancien Premier ministre Édouard Philippe et l'actuel ministre des Armées Sébastien Lecornu auraient participé à des dîners avec Marine Le Pen et Jordan Bardella ces derniers mois, révèle le journal Libération ce mardi 9 juillet.

Selon le média, ces dîners ont été organisés chez Thierry Solère, ex-conseiller d'Emmanuel Macron, dans son appartement rue d'Aumale dans le 9e arrondissement de Paris. D'après le quotidien, l'ex-député, « *un temps écarté des premiers cercles de l'Élysée* », est « *à nouveau dans le jeu* » en tant qu'« *agent de liaison entre la macronie et l'extrême droite* ».

Il a ainsi organisé un dîner où étaient conviés l'ex Premier ministre Édouard Philippe et la patronne du Rassemblement nationale Marine Le Pen. Une rencontre confirmée au journal par l'entourage du président du parti Horizon, puis par le principal intéressé ce 9 juillet au 20H de TF1.

« *Oui c'est vrai, nous avons dîné, parce qu'on se connaît peu et nous avons constaté à l'occasion du dîner, qui était très cordial, que nous avions des désaccords très profonds sur de très nombreux sujets* ». « *J'aime bien rencontrer des gens* », ajoute-t-il alors que Gilles Bouleau lui demande s'il avait besoin de dîner avec la présidente du RN pour s'apercevoir de leurs différences. Le HuffPost 10 juillet 2024

Corbière et la clique d'arrivistes qui s'en prennent à Mélenchon et LFI représentent les mêmes intérêts que le PS et Hollande... et Macron, ceux de la réaction !

J-C – Vous trouverez là confirmation de ce que vous avez lu plus haut.

Corbière estime qu'"*il y a une vie pour la pensée insoumise en dehors de la férule de Mélenchon*" - BFMTV 10 juillet 2024

Que faire désormais pour la petite bande qui ne siégera plus dans le groupe insoumis? Auprès de *Libération*, Alexis Corbière met sur la table la possibilité d'un "*grand groupe NFP, auquel appartiennent tous les députés élus de gauche*". Il y voit une façon de "*créer un cadre large*", qui garantirait la "*solidité*" de l'alliance "*face à la puissance de l'extrême droite*".

J-C – Entre nous, le dernier retournement de situation en défaveur de RN, n'a-t-il pas suffisamment prouvé que pour l'heure, « *la puissance de l'extrême droite* » est plutôt un tigre en papier ou une vue de l'esprit, une pure invention des idéologues ou conseillers de Macron, de la propagande et non la réalité.

Chacun sait qu'un "*programme de transformation sociale et écologique radicale*" est incompatible avec le maintien des institutions de la Ve République et du capitalisme, à moins qu'il s'agisse d'autre chose, plus précisément d'appliquer celui de Davos qui emprunte le même vocable radical trompeur, sous l'égide de Macron qui y est déjà acquis, rien ne s'y opposerait bien au contraire.

BFMTV - Mais aussi un moyen de lancer une nouvelle formule politique: "*Des milliers de gens souhaitent que nous gardions le meilleur de LFI, c'est-à-dire un programme de transformation sociale et écologique radicale, mais avec des méthodes démocratiques*", résume-t-il.

J-C - Pourquoi cet imposteur et sa "*bande*" se posent-ils en garant de la continuité du NFP ?

Parce qu'avec le fascisme, le Front populaire constitue le dernier rempart du régime contre les masses et le socialisme, une révolution prolétarienne. C'est un moyen pour ne pas demeurer isolé, et pour obtenir le soutien du PS, ainsi que les bonnes grâces des médias-oligarques qui diffuseront sa propagande venimeuse antisocialiste.

L'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme fait une victime, nous la soutenons inconditionnellement.

J-C – Sommes-nous sous un régime dictatorial ? Etait-il encore besoin de poser cette question stupide ? N'était-ce pas sous ce régime despotique que le Nouveau Front Populaire entend gouverner ?

Messages favorables au Hamas : huit heures de garde à vue pour l'islamologue François Burgat - Le Point 9 juillet 2024

L'ancien directeur de recherche au CNRS, âgé de 76 ans, a été entendu toute la journée ce mardi pour des propos pouvant relever de l'apologie du terrorisme.

L'information a été diffusée par Rafik Chekkat, avocat de François Burgat. Âgé de 76 ans, ancien directeur de recherche au CNRS, spécialiste du monde arabe et domicilié dans les Bouches-du-Rhône, ce dernier était convoqué ce mardi 9 juillet à 9 heures à l'hôtel de police d'Aix-en-Provence, qui abrite différents services. Il en est ressorti seulement au bout de huit heures…

Son avocat avait annoncé la convocation la veille sur les réseaux sociaux. Ce qui s'apparentait à une formalité a pris une tournure étonnante, puisque la garde à vue s'est terminée seulement après 17 heures, toujours selon son avocat.

François Burgat aurait été entendu à la suite d'une plainte déposée par l'Organisation juive européenne (OJE), qui n'était pas disponible dans l'immédiat pour commenter. Elle lui reprocherait d'avoir repartagé sur X (ex-Twitter) des messages favorables au Hamas, décrivant les attaques du 7 octobre en termes élogieux.

« *Il répond de manière honnête » aux enquêteurs et « renvoie à son statut de chercheur et aux livres qu'il a écrits. Il a aussi rappelé qu'il a été auditionné à l'Assemblée nationale, au Sénat, à la cour d'assises antiterroriste, etc. On lui a aussi posé des questions sur le conflit et il a eu l'occasion de s'exprimer* », a commenté Me Chekkat pendant la journée.

Ces derniers mois, François Burgat a multiplié les manifestations de soutien au terrorisme palestinien. « *J'ai infiniment, je dis bien infiniment, plus de respect et de considération pour les dirigeants du Hamas que pour ceux de l'État d'Israël* », déclarait-il sur X le 2 janvier 2024.

Il venait alors de republier un message émanant du Hamas qui niait les viols commis par les Palestiniens le 7 octobre en ces termes : « *Nos combattants sont des combattants de la liberté et de la dignité et ne peuvent pas commettre des actes aussi honteux* », leur comportement ayant été

guidé pendant l'attaque par « *la virilité et l'honneur* ». Ce sont ces republications et ces déclarations de début janvier qui auraient entraîné la convocation.

La longueur de la garde à vue s'expliquerait-elle par l'ensemble de l'œuvre de François Burgat ? Ces dernières années, l'ancien chercheur de l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (Iremam), pilier du conseil scientifique de la revue Orient XXI, souvent considéré comme un porte-voix des intérêts qataris en France, a dénoncé la « *télavivision française* » (contraction de télévision et de Tel-Aviv), demandé « *la séparation du Crif et de l'État* » et multiplié les manifestations de soutien au Hamas.

Le 26 mai encore, il repostait un communiqué à la gloire du mouvement terroriste, qui aurait « conquis les cœurs à la cause palestinienne dans le monde entier » et « *gardé pratiquement tous les prisonniers capturés il y a six mois* ». Il croyait voir dans l'enchaînement mortel des massacres du 7 octobre et des représailles qui ont suivi « *l'une des réalisations les plus géniales et les plus incroyables de toute l'histoire militaire* »… « *Ce sont des propos très choquants, mais qui n'ont rien de nouveau pour qui le connaît, commente un autre chercheur. La durée de cette garde à vue est vraiment inhabituelle.* » Le Point 9 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 juillet 2024

Adopter le marxisme et le socialisme, c'est comme passer de la loupe au microscope électronique cryogénique, de la longue vue au télescope spatial.

Un travailleur français d'origine indienne habitant à Aubagne, qui fait du gardiennage dans une école et cumule plusieurs petits boulots pour s'en sortir, m'a écrit que la situation en France était abominable sur le plan économique, pendant que planerait sur elle une menace d'extrême gauche et d'extrême droite, tandis que Macron serait devenu complètement fou. Monsieur, on vit dans un monde de fous ! Essayons d'en sortir, si vous voulez bien, merci.

N'entendant pas entrer dans ces considérations pour le moins approximatives, voire erronées, car on n'en finirait plus inutilement, je crois qu'il serait préférable d'aborder quelques questions que nos petits camarades évitent soigneusement de se poser, par crainte des réponses qui s'imposeraient à eux et qu'ils ne souhaitent pas assumer, leur honnêteté ou capacité intellectuelle a des limites rapidement atteintes comme on a pu le constater à de multiples reprises (Covid-19, climat, Ukraine, 11/9, etc.).

On entend beaucoup parler de l'extrême gauche à tort et à travers ces derniers temps, à croire qu'une terrible menace pèserait sur le régime vacillant ou ébranlé non pas par les résultats des élections européennes et législatives, mais bien plutôt par la réaction imprévisible de millions de travailleurs qui n'en peuvent plus de vivre sous une dictature imposée par le capital. Bien qu'en y regardant de plus près, on s'aperçoit que l'extrême gauche demeure introuvable en France ou elle réduite à une infime fraction des militants du mouvement ouvrier demeurés fidèles au socialisme, qui sont réduits à l'impuissance, car leur voix est rendue inaudible ou étouffée, aussi bien à cause de la confusion entretenue par les composantes du Nouveau Front populaire sur leurs réelle intentions, que par matraquage incessant orchestré par le pouvoir et les médias aux ordres qui les présentent comme de dangereux extrémistes qu'il faudrait absolument tenir écarter du pouvoir, tant leurs intentions seraient nuisibles aux intérêts des travailleurs. Mais qu'en est-il réellement ?

Si la réaction et ses porte-parole visent l'extrême gauche, ne serait-ce pas parce qu'elle prône la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, dont celles de la Ve République ? A leurs yeux également, seraient d'extrême gauche les millions de travailleurs qui exigent la satisfaction de leurs revendications sociale et aspirations démocratiques, auxquelles aucun parti présent à l'Assemblée nationale n'entend donner suite, puisqu'ils sont tous corrompus ou inféodés au capital et au régime en place.

Si pour les tenants du capitalisme, c'est ce qui caractériserait l'extrême gauche, on doit les féliciter pour avoir identifié leurs véritables ennemis, le prolétariat révolutionnaire et son avant-garde, le socialisme. Pour autant, chaque travailleur ou militant est en droit de se demander pourquoi ils ont les pires difficultés du monde à se frayer un chemin jusqu'aux masses. L'explication qu'on a fournie plus haut constituait une partie de la réponse à notre question, insuffisante. Maintenant nous allons la compléter, sans avoir la prétention d'épuiser le sujet, nous nous concentrerons sur les principales.

Cependant, avant d'y venir, il n'est pas inutile de rappeler que le socialisme a fait l'objet avec constance d'interprétations méticuleusement ou grossièrement frauduleuses tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jour pour le discréditer auprès des travailleurs, afin qu'ils l'abandonnent une fois totalement dénaturé ou rendu détestable à leurs yeux, les différents courants du mouvement ouvrier en ayant été les principaux fossoyeurs, les intéressés se reconnaîtront aisément. Parmi tous ceux qui s'en réclament au sein du Nouveau Front populaire, et plus largement au sein du mouvement ouvrier, tous l'ont trahi ou s'en sont détournés, dès lors aucun parti n'est légitime pour parler au nom du socialisme, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu à mon grand désespoir je l'avoue, mais les lecteurs ne sont pas obligés de la partager.

Venons-en aux questions que personne ne souhaite se poser parmi ceux qui se réclament de l'extrême gauche ou qui y sont apparentés.

- Pourquoi l'extrême gauche a-t-elle obtenu qu'1% des voix des inscrits lors des élections législatives ?

- Pourquoi n'inspire-t-elle pas confiance aux travailleurs ?

- Qu'est-ce que représente l'extrême gauche

- D'où est-elle issue, d'où vient-elle, de nulle part ou de quels partis ?

- Quelles sont les couches sociales la composent ?

- Quels ont été ses rapports avec la social-démocratie et le stalinisme, avec les institutions et le capitalisme au cours des 75 dernières années écoulées ?

- Pourquoi l'extrême gauche est-elle si divisée, éparpillée, disloquée ?

- Pourquoi ne s'est-elle jamais développée ?

Cela n'aura échappé à aucun lecteur attentif, que ces questions sont intimement liées entre elles. Bien qu'elles concernent des représentations sociales ou idéologiques diverses, qui couvrent un vaste champ politique sur une période assez longue, qui ont pu jouer un rôle politique indépendant, il n'en demeure pas moins qu'elles ont toute un rapport avec la réalité économique, sans laquelle toute explication relèverait de la métaphysique ou de l'idéologie pure, qui nous serait d'aucune utilité pour répondre de manière cohérente ou satisfaisante à toutes ces questions. C'est l'aspect que nous allons aborder rapidement maintenant.

L'expansion du marché mondial a favorisé la mainmise de l'impérialisme sur le reste du monde ou à étendre toujours plus l'emprise du capitalisme sur tous les continents à tous les peuples, ce qui a permis à l'opportunisme de conquérir l'ensemble du mouvement ouvrier international au détriment du marxisme et du socialisme, pour faire bref. Les conséquences ou les méfaits de la combinaison de ces deux facteurs sur tous les peuples fut décrite en 1916 par Lénine, dans son ouvrage L'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Les énormes profits que l'impérialisme tira de sa position hégémonique sur les pays économiquement sous-développés, lui permit d'octroyer des concessions sociales à la classe ouvrière et de corrompre le mouvement ouvrier, en échange de la stabilité des régimes politiques en occident, ainsi que leur soutien à leurs aventures guerrières et coloniales.

C'est cette période qui est sur le point de s'achever, l'impérialisme agonise en occident, dans tous les pays qui sont tombés sous sa dépendance, d'où la conjonction de crises financières, sociales, politiques, institutionnelles quasiment inextricables ou en passe de devenir incontrôlable sur tous les continents, d'où leur affolement.

Pour tenter de retarder l'échéance fatale, bien que cela leur répugne, ils sont obligés de s'en remettre aux puissances émergentes, qui dorénavant rivalisent avec eux sur le marché mondial, principalement la Chine et la Russie, mais aussi l'Inde dans un avenir très proche et d'autres pays riches en matières premières ou très peuplés, dont certains ont rejoint les Brics ou l'OSC, disposant d'énormes territoires, d'une importante main d'œuvre qualifiée... Ils sont destinés à combler l'épuisement des ressources ou la faillite des économies occidentales croulant sous un endettement abyssal, ne produisant plus grand chose sur leur sol parce que la rentabilité et leur productivité font défauts. Ils ne sont plus en mesure d'assurer le financement d'une nouvelle expansion du marché mondial pour tenter de sauver le capitalisme, et ils ne sont pas en mesure d'endiguer la surproduction mondiale...

De plus, au profit de la spéculation et toute sorte de magouilles financières, faute de placements suffisamment rentables, les vieux Etats capitalistes occidentaux détournent de l'économie productive (ou industrielle) ou de leur économie nationale la masse gigantesque de capitaux qu'ils ont accumulés au cours des dernières décennies, précipitant ainsi une crise sociale et politique sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ou le début du XXe siècle, qui s'était soldée par la Première guerre mondiale. Car, c'est ainsi qu'ils s'en sont toujours sortis dans le passé, comptant sur d'immenses destructions et des dizaines de millions de morts pour que le capitalisme se refasse temporairement une santé.

C'est la conjonction de tous ces facteurs qui caractérisent la crise du capitalisme mondiale, avec des riches devenus hyper riches, et des pauvres livrés à la précarité absolu et toujours plus nombreux, qui explique la résurgence du Front populaire et du fascisme comme derniers remparts politiques pour contenir les masses qui ne supportent plus le modèle de société, le mode de vie et les conditions sociales misérables qu'ils leur imposent, mâter, réprimer dans le sang le mouvement ouvrier, afin de tenter de sauver leur système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne nécessairement, la servitude humaine, avec pour unique perspective l'esclavage et une régression sociale sans fin, l'absence totale de liberté, l'établissement d'un régime totalitaire mondial, dont on eut un bref aperçu au cours de la dictature sanitaire de 2020 à fin 2022.

Alors c'est quoi l'extrême gauche et le socialisme qui font si peur ?

Exactement l'opposé de ce que nous vivons quotidiennement, l'inverse du destin effroyable que les capitalistes et leurs représentants nous ont réservé, le progrès social, le bien être, l'épanouissement individuel, la paix et la liberté.

Qui a intérêt à les présenter sous un aspect diabolique, sinon ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien et qui se sont jurés de nous la pourrir encore davantage dans l'avenir. Tout le monde sait pertinemment que nos ennemis mentent comme ils respirent, qu'ils n'ont aucun scrupule, aucune morale, aucune bonne intention à notre égard, qu'ils sont d'un cynisme et d'une cruauté sans limite.

Alors pourquoi les croire plus longtemps ?

Pourquoi devrions-nous abdiquer nos aspirations légitimes ? Aucun fait ou argument ne pourrait le justifier, absolument jamais.

Une fois qu'on a décidé une fois pour toute, que notre émancipation du capitalisme et notre liberté ne sont pas négociables, rien ni personne ne nous fera jamais renoncer à ces aspirations progressistes et humanistes.

C'est cette direction qu'ont emprunté la matière, l'univers, notre galaxie, le système solaire, notre planète, la nature, la société des hommes, le processus historique auquel notre espèce est associée, sans cette dialectique matérialiste ils ne se seraient sans doute jamais développés, ils n'auraient jamais vu le jour. Ce n'est pas du baratin, c'est la stricte réalité.

Alors, pourquoi pas nous, vous ?

Pourquoi ne pas appeler à la grève générale sur la base des revendications sociales des travailleurs ?

Législatives: la CGT cheminots "*exige*" un gouvernement NFP et appelle à des manifestations - BFMTV 11 juillet 2024

Les secrétaires générales de la CGT, Sophie Binet, et de la CFDT Marylise Léon ont appelé jeudi Emmanuel Macron à respecter le "*résultat des urnes*", alors que la CGT Cheminots a annoncé la veille l'organisation de rassemblements le 18 juillet "*pour exiger un gouvernement issu du Nouveau Front populaire (NFP)"*

Le syndicat appelle à la mobilisation "*pour exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire*".

"*Le 18 juillet prochain, la Fédération CGT des cheminots appelle ses syndicats à organiser en lien avec les structures interprofessionnelles des rassemblements devant les Préfectures et à Paris à proximité de l'Assemblée nationale pour exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front Populaire."*

Le 18 juillet marque la reprise du travail parlementaire avec notamment l'élection du président ou de la présidente de la nouvelle Assemblée nationale.

"*La CGT et ses organisations appellent solennellement Emmanuel Macron à respecter le résultat des urnes. Pas question de continuer sa politique économique et sociale violente. Le nouveau gouvernement doit être formé au plus vite autour du programme du Nouveau Front populaire*", peut-on lire dans un communiqué publié ce mercredi 10 juillet. BFMTV 11 juillet 2024

"*En tant que citoyenne, je pense que c'est légitime que ce bloc (le NFP) qui arrive en tête pose les conditions et que l'on parte de leur programme. C'est quand même ce qu'ont demandé les citoyens, c'est important aujourd'hui de respecter le vote*", a déclaré jeudi la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, sur France Inter.

Les syndicats d'Aéroports de Paris (ADP) ont appelé à la grève le 17 juillet pour réclamer une "*gratification pour l'ensemble du personnel*" pendant la période des JO qui s'annonce chargée pour le secteur. BFMTV et Reuters 11 juillet 2024

J-C – On aura compris qu'ils n'ont pas du tout l'intention d'affronter Macron. Ils profitent de la conjonction des JO avec la reprise du travail parlementaire pour négocier des miettes en faveur de l'aristocratie ouvrière.

La tentation du totalitarisme se précise.

La lettre d'Emmanuel Macron aux Français - BFMTV 11 juillet 2024

Dans une lettre aux Français, Emmanuel Macron a estimé que "*personne ne l'a emporté*" lors du second tour. Mais il faut "*inventer une nouvelle culture politique*" face à la coexistence inédite de trois blocs dans l'hémicycle: le Nouveau Front populaire, le bloc macroniste et le Rassemblement national, plaide le président de la République.

Il a ainsi demandé à l'ensemble des forces politiques de "*bâtir une majorité solide*" pour gouverner, un appel au "*compromis*" et à la poursuite du "front républicain" relayé par ses troupes en quête d'une large coalition au Parlement.

Les macronistes tentent ainsi de convaincre que le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des législatives de dimanche avec 190 à 195 députés, et tout particulièrement La France insoumise, ne sont pas légitimes pour gouverner seuls. Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron annonce qu'il "*décidera de la nomination du Premier ministre*" lorsque les partis auront "*bâti*" des "*compromis*".

Une déclaration fustigée par la gauche. Emmanuel Macron "refuse de reconnaître le résultat des urnes" et doit donc "*s'incliner*" et "*appeler*" le Nouveau Front populaire, a taclé Jean-Luc Mélenchon. "*C'est le retour du droit de veto royal sur le suffrage universel (...) C'est le retour des intrigues de la IVe République*", a-t-il ajouté. BFMTV 11 juillet 2024

Bruno Le Maire veut imposer 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2024 - Publicsenat.fr 11 juillet 2024

Dans un courrier signé ce mercredi, il va notifier à « *l'ensemble des ministères* » un plafond de dépenses à respecter pour 2024, ainsi qu'un gel des crédits au-delà de cette limite, pour un montant global de 5 milliards d'euros.

Renaissance : Un parti de figurants.

A l'Assemblée, le départ de Sacha Houlié de Renaissance illustre la dissolution du groupe macroniste - Le HuffPost 11 juillet 2024

L'ancien président de la Commission des Lois de l'Assemblée nationale Sacha Houlié annonce ce mercredi 10 juillet qu'il ne va pas siéger aux côtés des députés du parti présidentiel dans la législature qui s'ouvre. L'élu de la Vienne, figure d'une certaine aile sociale dans son camp, veut créer un groupe indépendant.

Derrière lui, plusieurs élus commencent également à s'organiser ou à donner de la voix pour essayer de peser face aux poids lourds issus de la droite dans la recomposition politique à l'œuvre. En creux, apparaît le risque d'un morcellement douloureux pour la formation présidentielle, déjà affaiblie comme jamais après ces législatives. Comme si la dissolution de l'Assemblée en avait précédé une autre.

Force est de constater que le dépassement des clivages, ciment politique du pouvoir depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, a bien dû mal à surmonter les derniers soubresauts. Sur le papier, Renaissance s'engage à œuvrer à une large coalition. « *Des sociaux-démocrates à la droite de gouvernement* », est-il expliqué dans un communiqué publié ce mercredi 10 juillet, et signé par les députés du parti. Le chef de l'État appelle lui-même à « *bâtir une majorité solide* » et forcément plurielle, dans une lettre aux Français publiée dans la presse locale.

Selon un dernier comptage relayé par le parti, quelques dizaines de députés Renaissance sur les 100 élus dimanche 7 juillet ne se sont pas encore rattachés au groupe à l'Assemblée nationale. Il reste donc une semaine aux cadres du mouvement, avant le dépôt des effectifs, pour colmater la fuite.

Macron, "*Au sein de la majorité, plus personne ne peut le blairer*", s'ils le disent eux-mêmes.

"*Il faut que ça s'arrête*": ces ministres pressés d'en finir avec le gouvernement actuel - BFMTV 11 juillet 2024

L'exaspération grimpe dans le camp présidentiel. Trois jours après le verdict des urnes, les ministres ne savent pas quand la démission du gouvernement Attal sera acceptée. Si certains appellent à la retenue et à faire leur devoir jusqu'au bout, d'autres s'impatientent.

Une députée raille auprès de BFMTV: "*Je ne crois pas que le président nomme un gouvernement avant les JO parce qu'il lui faut déjà six mois pour choisir la couleur de sa cravate*".

"*On est nombreux à faire pression pour que le président nous libère, on est plus légitimes, on n'a plus de majorité. Il faut que ça s'arrête!*", résume un autre.

L'un de ses collègues abonde: "*En additionnant des choux et des carottes - NFP, RN, LR - le seul message c'est: on veut l'alternance*".

"*Il y aura un vrai sujet d'acceptabilité des Français face à cette situation si elle s'étendait*", estime un chef de cabinet ministériel. "*Un gouvernement repose certes sur du droit mais aussi sur de la légitimité politique. Au bout d'un moment, faut pas que ça s'éternise trop...*"

D'ailleurs une question très pragmatique va rapidement se poser avec la nouvelle Assemblée. "*Je ne vois pas quel intérêt a le président à refuser un gouvernement démissionnaire qui s'exposerait par conséquent à une motion de censure*", analyse un autre ministre pour qui ce n'est "*plus qu'une question de jours*".

Mais combien précisément? Dans l'attente de la "*majorité solide*" qu'il réclame, Emmanuel Macron précise dans sa lettre que "*le gouvernement actuel continuera d'exercer ses responsabilités puis sera en charge des affaires courantes comme le veut la tradition républicaine*".

"*Je ne serai pas sur la tribune ministérielle le 14 juillet*", a déjà tranché un membre du gouvernement. "*C'est ridicule, quel message on enverrait aux Français? Que tout continue comme avant? Si on donne l'impression de tordre l'élection, en se maintenant ou via une alliance, cela donnera le sentiment qu'on s'accroche à un pouvoir et ce sera politiquement dévastateur*", fustige-t-il.

Au moment d'annoncer sa démission au soir des européennes, Gabriel Attal a assuré qu'il poursuivrait sa fonction "*aussi longtemps que le devoir l'exigera*". Une ligne partagée par d'autres membres de l'exécutif. *"On est toujours ministre donc on assume aussi nos fonctions*", dit l'un d'entre eux. Même son de cloche chez une autre: "*Se poser la question de notre présence ou non, c'est pas bien, on doit être à notre poste jusqu'au bout*".

Certains n'hésitant pas à tancer l'impatience des autres. "*Il faut arrêter avec les états d'âme, ça ne doit pas être l'affaire de sa petite personne*", s'agace un conseiller de premier plan.

"*Dans une entreprise, on ne se barre pas comme ça, sans préavis. Quand on est nommé ministre ça devrait être un honneur. La moindre des choses, c'est d'aller jusqu'au bout du job. Surtout quand on est payé à ne plus rien faire ou presque*", recadre-t-il.

Lui-même, comme beaucoup de ses collègues, est désormais activement à la recherche d'un nouvel emploi.

Une source au sein de l'exécutif résume finalement la situation chaotique actuelle: "*C'est le bordel*!" Avant d'ajouter, illustrant l'agacement de certains: "*Et Macron adore ça. On est tous à sa merci, il ne va pas se priver pour nous rappeler que c'est le maître des horloges, et qu'il nous démet quand il veut. C'est d'ailleurs pour ça qu'au sein de la majorité, plus personne ne peut le blairer*."

Gaza, le génocide continue.

J-C – Pendant ce temps-là en France, le NFP ne voit aucune objection à ce que le Président complice de ce génocide préside son gouvernement.

Près de 200 000 morts «*indirectes*» à Gaza ? - RT 10 juil. 2024

Le ministère palestinien de la Santé chiffre à près de 38 000 le nombre de morts, principalement civils, mais une note publiée dans la revue médicale britannique *The Lancet* estime que les décès «indirects» au conflit à Gaza pourraient s'élever à 186 000.

186 000 morts à Gaza avec les morts indirects, selon *The Lancet*

«*Les conflits armés ont des implications sanitaires indirectes», souligne l'article, précisant qu'«il continuera d'y avoir de nombreuses morts indirectes dans les mois et années à venir, en raison de maladies reproductives, transmissibles ou non*». Le rapport ajoute que ce bilan «*indirect*» risque d'être élevé en raison de «*l'intensité du conflit, qui a détruit les infrastructures médicales, des pénuries sévères de nourriture, d'eau et du manque d'abris, de l'incapacité de la population à fuir vers des endroits sûrs et de la suspension du financement de l'UNRWA, une des seules organisations humanitaires encore présentes*» à Gaza.

La revue scientifique explique que, dans le cas des récentes guerres, ce taux de «*morts indirectes*» est obtenu en multipliant par trois à 15 les bilans officiels, et a retenu en l'espèce quatre morts indirectes pour une mort directe : «*Il n'est pas invraisemblable d'estimer à 186 000, voire plus, le nombre de morts imputables au conflit actuel*.» Cela représente, selon The Lancet, 7,9% de la population de l'enclave gazaouie, si l'on prend en considération les chiffres avant le conflit, soit près de 2,4 millions d'habitants.

À ce propos, à Genève, dix experts indépendants de l'ONU ont accusé ce 10 juillet Israël de mener une «*campagne de famine*» à Gaza, qui selon eux entraîne la mort d'enfants. «*La campagne de famine intentionnelle et ciblée d'Israël contre le peuple palestinien est une forme de violence génocidaire et a entraîné une famine dans toute la bande de Gaza*», ont-ils déploré.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 14 juillet 2024

L'autre peuple victime du nouvel ordre mondial totalitaire.

Conflit en RDC : la malnutrition aiguë menace «plus d'un million d'enfants», alerte l'OMS - RT 13 juillet 2024

«*Si aucune mesure immédiate n'est prise pour répondre aux besoins fondamentaux en RDC, plus d'un million d'enfants souffriront de malnutrition aiguë*», a déclaré le 12 juillet Adelheid Marschang, responsable principale des urgences à l'OMS, lors d'une conférence de presse à Genève.

L'agence onusienne a mis en garde contre l'impact sur la population civile du conflit qui perdure depuis plus de deux ans entre les forces congolaises et le mouvement M23 soutenu par le Rwanda dans les régions orientales du pays. Conflit qui a provoqué la fuite d'un nombre croissant de personnes, avec 2,7 millions de déplacés dans le seul Nord-Kivu.

L'OMS a mis en avant les importantes inondations et les graves glissements de terrain, ainsi que des conflits qui couvent depuis longtemps dans d'autres régions de la RDC, ayant intensifié les besoins de la population au sein de laquelle «*25 millions de personnes dépendent d'aide humanitaire*», a martelé l'agence de l'ONU dans un communiqué.

«*L'insécurité alimentaire généralisée, croissante et récurrente dans les zones, qui ont été le théâtre de conflits des années et des décennies durant, où nous assistons récemment à une escalade, est à l'origine de la malnutrition aiguë*», a précisé Adelheid Marschang.

Cette dernière a également averti que «*la population est confrontée à des épidémies de choléra, de rougeole, de méningite, de variole et de peste, toutes exacerbées par les graves inondations et glissements de terrains qui touchent certaines parties du pays*».

Depuis le début de l'année, l'OMS a enregistré plus de 20 000 cas de choléra dans le pays et 65 000 cas de rougeole, dont 1 523 décès signalés, et 3 073 cas de méningite, dont 251 décès dans ce pays africain des Grands lacs. Selon Adelheid Marschang, les chiffres réels pourraient être plus élevés en raison de l'insuffisance de la surveillance de la maladie et du manque de communication des données.

L'OMS a également fait part de ses inquiétudes concernant la circulation d'un variant de la variole du singe (Mpox) en RDC, précisant que plus de 11 000 cas, dont 445 décès, sont répertoriés, avec un taux de létalité élevé de plus de 4%. «*Les enfants sont particulièrement touchés par cette épidémie, avec des taux de mortalité encore plus élevés*», met en garde l'OMS dans son communiqué. RT 13 juillet 2024

J-C – Dans la pièce où se trouve l'ordinateur, figure un petit cadre marocain que j'avais acquis en 1976, dedans se trouve la photo d'une Ethiopienne que j'y avais placée plus tard, portant dans ses

bras son petit enfant squelettique, tous deux grimaçant horriblement, la bouche ouverte hurlant la souffrance causée par la faim avant que la mort les emporte.

Cette vision effrayante m'obsède. Elle était gravée dans mon cerveau avant que je vienne vivre en Inde, et elle ne m'a jamais quitté. Comment une telle injustice, une telle cruauté est-elle possible de nos jours ?

Au fait, pour quoi êtes-vous allés voter au juste, sinon pour perpétrer cette barbarie, j'en ai bien peur malheureusement.

Tentative d'assassinat de Donald Trump aux Etats-Unis. Il y en a qui s'impatientent…

Donald Trump, touché par un coup de feu pendant un meeting, est sain et sauf - Courrier International 14 juillet 2024

Donald Trump s'adresse à ses militants, parlant d'immigration lors d'un meeting à Butler en Pennsylvanie. Résonne alors comme une sorte de pétard. L'ancien président s'arrête, se touche l'oreille et se couche au sol. Les membres des services secrets se jettent sur la scène pour le protéger.

"*Tout le monde s'est immédiatement jeté au sol - moi compris*", raconte un journaliste du New York Times, présent sur place. "*Les gens criaient, disaient à terre, des coups de feu ont été tirés. Je suis resté sous l'estrade de la presse jusqu'à ce que j'entende des applaudissements*" Ces applaudissements ont suivi le poing levé de Donald Trump, "*en signe de défi*", alors que des agents le conduisaient à un véhicule, poursuit le reporter. Le haut de l'oreille droite en sang, le candidat républicain à l'élection présidentielle est sain et sauf. Il a été rapidement conduit dans un hôpital de la région. Mais un spectateur du meeting a été tué.

Le suspect, lui, a été abattu par les agents du Secret Service, rapporte CNN. L'affaire est traitée comme une "*possible tentative d'assassinat*". Si les détails sur le tireur et le contexte de l'attentat manquent, le procureur du comté de Butler, où se tenait le meeting, a confié à la chaîne que "*très franchement*", il ne savait pas comment l'auteur des coups de feu avait pu arriver là où il était placé, une position surélevée à l'écart du rassemblement. Il n'est pas passé par les portiques de sécurité d'après le procureur.

NBC News évoque notamment le sénateur JD Vance de l'Ohio, potentiel vice-président sur le ticket républicain. Selon lui, "*le principe de base de la campagne Biden est que le président Donald Trump est un fasciste autoritaire qui doit être stoppé à tout prix. Cette rhétorique a mené directement à la tentative d'assassinat*". Courrier International 14 juillet 2024

Vaut mieux en rire qu'en pleurer. Je vous ordonne de rire. Où va se nicher leur dictature.

J-C - Pourquoi nous pourrissent-ils la vie ? Pour que nous soyons en mauvaise santé et engraissions les trusts pharmaceutiques. Chacun devrait savoir, que l'état de santé mental ou psychologique d'une personne a une influence sur le fonctionnement de son cerveau, qui commande celui de tous nos organes ou l'ensemble des cellules de notre corps.

Une grande partie des désordres biologiques causés par le stress ou l'angoisse, le mal de vivre, ont une origine psychologique, on parle alors de maladies psychosomatiques, si bien que certaines personnes atteintes de graves maladies ou diagnostiquées incurables parviennent à recouvrer la santé en se passant de substances médicamenteuses, simplement en améliorant leur mode de vie et en ayant une alimentation saine ou équilibrée, encore faut-il en avoir les moyens, ce qui ne sera pas le cas des plus pauvres abandonnés à eux-mêmes ou dont le sort est désespéré.

Japon : les habitants d'une préfecture invités à rire au moins une fois par jour - RT 13 juillet 2024

Pour préserver la santé de ses habitants, la préfecture de Yamagata, dans le nord-est du Japon, les invite à rire «*une fois par jour*». Cette mesure se base sur une étude tendant à prouver que les «rieurs» sont moins impactés par les AVC et les maladies cardio-vasculaires. Une loi qui n'a pas plu à tous les responsables politiques de la région.

C'est une mesure qui peut prêter à sourire. Le 5 juillet, le conseil préfectoral de Yamagata, dans le nord-est du Japon, a validé une «*Ordonnance pour la promotion de la santé par le rire de Yamagata*», qui vise à «*assurer une vie lumineuse et saine*» aux habitants de la région, a rapporté l'édition nipponne du Huffington Post.

Plus prosaïquement, les autorités de Yamagata ont décidé que tous les 8 du mois seraient un «*jour de promotion de la santé à travers le rire*». Le texte enjoint également les habitants de Yamagata à «*se maintenir en bonne forme grâce au rire, par exemple en riant une fois par jour*». Cette ordonnance n'est toutefois pas coercitive et «*ne prévoit pas de sanction*», précise le site. Les élus de la préfecture ont également assuré que l'ordonnance «*tient compte de la volonté et de la situation de chacun*».

Cette mesure, pour le moins atypique, a été proposée par l'antenne locale du Parti libéral-démocrate, se basant sur une étude réalisée en 2019 par le département de médecine de l'université de Yamagata. En étudiant les données de plus 17 000 individus, il a été conclu que le taux de mortalité des personnes qui ne rient pas ou peu était deux fois plus élevé comparé à celui des personnes qui rient souvent. Ainsi, chez les «*rieurs*», les risques d'AVC et de maladies cardiovasculaires étaient également moins élevés.

En juin 2023, Franceinfo rapportait que des écoles avaient été créées dans l'archipel pour réapprendre à ... sourire. En effet, déstabilisés par la fin du port du masque obligatoire, les Japonais avaient perdu l'habitude de montrer leur menton ou leur bouche. RT 13 juillet 2024

J-C - Ceux qui ont fait la promotion des masques ou muselières, sont des monstres de cruauté ou des abrutis finis.

Mes commentaires publiés par le blog Le Grand Soir que je remercie au passage.

1 - Merci à @milsabor.

Quel matraquage, comment dire, insensé, non, plutôt propagande antidémocratique, osons, antisocialiste !

- La démocratie est bloquée.

- Est-ce qu'une démocratie bloquée peut être encore une démocratie ?

- La démocratie en France

- la question des problèmes de la démocratie française

- On trouve une situation comparable à la crise de la démocratie française

- Une crise en fait endémique de la démocratie.

- les mêmes symptômes de crise de la démocratie

- Dans les conditions d'une crise de la démocratie

- Crise de la démocratie et immigration

- Cette crise de la démocratie française

- La démocratie électorale régulait les conflits politiques.

- Le principal danger pour la démocratie

- La relation entre la crise de la démocratie française et les enjeux géopolitiques actuels.

- Celui de l'exemplarité de la démocratie occidentale

- Vers une nouvelle démocratie bien plus réelle

N'en jetez plus ! Vous vouliez convaincre qui ?

Impressionnant, délirant, non ? Si après cela, vous n'êtes pas encore convaincu que nous avons toujours vécu en démocratie sous le régime de la Ve République bonapartiste, qui comme chacun sait incarne depuis 1958 et le général-président le gouvernement du peuple pour le peuple, entendez pour le bien des exploités et des opprimés, c'est que vous êtes d'indécrottables réactionnaires !

La véritable démocratie ne consisterait-elle pas à rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions ?

---

2 - La véritable démocratie ne consisterait-elle pas à rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions ?

Il semblerait que tout le monde évite soigneusement d'aborder ou de répondre à cette question... pour parler d'autres choses. Pourquoi ? Révélateur, de quoi ? Préoccupant, non ?

@François Jacques

Tout sonne faux dans cet article. Pour son auteur, qui s'exprime au nom de la Gauche Eco-socialiste, il faudrait une "*révolution sociale*", qui, dit-il, "*se définit comme* « une gauche de rupture radicale pour nous défaire du capitalisme » ", sans jamais expliquer comment y parvenir, peu importe, car comment cette révolution sociale pourrait-elle voir le jour, si elle n'était pas précédée d'une révolution politique, peu importe puisqu'elle n'aura jamais lieu ou ce n'est pas l'objectif de ce courant politique.

Que camoufle ce discours qui se veut radical à la tonalité faussement marxiste ? Le refus d'affronter le capital et une énième tentative de discréditer le marxisme et le socialisme. En voici la preuve.

L'auteur de cet article justifie le "*soutien financier et militaire à l'Ukraine face à l'agression russe*". En quoi soutenir l'OTAN serait-il marxiste ?

Il reprend également à son compte les accusations portées par les sionistes génocidaires et le Nouveau Front Populaire, cette précision vient de lui, qui affirment que "*les attaques du 7 octobre étaient des attaques terroristes",* alors qu'il s'agissait d'un soulèvement révolutionnaire que les marxistes devaient soutenir, même s'il était voué à l'avance à la défaite, tout comme Marx se plaça au côté des Communards en 1871, au lieu de condamner leur soulèvement dont l'issue était connue d'avance.

Et que nous dit-il de la "*révolution sociale*" qu'il appelle de ses vœux ? Quel contenu social lui donne-t-il ?

Écologique, féministe, antiraciste, LGBTQIste, tout un programme (soutenu ou partagé par Davos) ! Sans jamais remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation qui caractérisent le capitalisme. Et pour cause, il devait lui préférer "*l'autogestion*" ou l'auto-exploitation, les conditions sociales des travailleurs demeureraient soumis aux lois de fonctionnement du capitalisme, aux lois du marché, une forme de corporatisme à peine déguisée ou assumée sournoisement, car "*toutes celles et tous ceux qui participent à la vie sociale dans tous ses aspects*" participeraient à "*l'auto-organisation de la société*", vous aurez reconnu les acteurs de la "*société civile*" chère à la réaction, tandis que "*l'auto-gouvernement populaire*" en serait le versant politique. (Source : https://gauche-ecosocialiste.org/qui-sommes-nous/)

Bref, tous les enseignements de la lutte de classe du passé, du *Manifeste du Parti communiste* à ceux de la révolution russe de 1917, sont bons pour la poubelle ! En fait, on a l'impression de revenir près de deux siècles en arrière, à l'époque des socialistes utopiques qui "*continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales - établissement de phalanstères isolés, création de home-colonies, fondation d'une petite Icarie, édition in-douze de la Nouvelle Jérusalem, - et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au cœur et à la caisse des philanthropes bourgeois.*" (Marx et Engels - Manifeste du Parti communiste)

---

3 - @ Vincent

- Le Souverainisme de Gauche.

Le social-patriotisme du XXI siècle ! Je sens qu'on progresse... à reculons !

@ milsabor

(Le communisme) "*ce concept a dégénéré en dictature du parti communiste*". Pas du tout, l'explication est ailleurs, car il ne s'agit pas d'un concept ou d'une idéologie à proprement parler, c'est en quelque sorte le constat ou la traduction politique (consciente) du fait que, les rapports sociaux basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme sont à notre époque plus que jamais incompatibles avec la satisfaction des besoins de 8 milliards d'hommes et de femmes, besoins sociaux que le capitalisme est incapable de satisfaire, alors que le niveau atteint par le développement des forces productives permettrait de les satisfaire...

Le capitalisme est devenu une entrave au progrès social et une menace pour la survie de la civilisation humaine. Il est devenu inutile et nuisible pour l'humanité. Par conséquent, il doit disparaître et céder la place à un mode de production supérieur basé sur la propriété collective des moyens de production, et la répartition des richesses produites, de manière à pouvoir satisfaire les besoins de la totalité de la population, dans un premier temps en supprimant les inégalités sociales les plus flagrantes en procédant à expropriation des capitalistes, l'objet du socialisme, puis une fois bien engagé sur la voie menant à la fin du règne de la nécessité, qui coïncidera avec la fin du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, le temps viendra où l'extinction des classes et de l'État cessera d'être une utopie, où le règne de la liberté chère aux communistes et aux anarchistes se réalisera.

Le communisme s'inscrit dans le cadre d'un processus dialectique et historique entamé il y a des dizaines de milliers d'années, au cours duquel l'espèce d'hominidés à laquelle appartiennent les homos sapiens a connu d'importantes transformations morphologiques et biologiques au fil des millénaires, qui coïncidèrent avec son élévation de sa condition animale primordiale à celle de l'homme moderne tel qu'il existe aujourd'hui, essentiellement en transformant ou domestiquant son environnement, afin de pouvoir satisfaire ses besoins immédiats et assurer la survie et le développement de son espèce.

Partant de la condition animale, mû principalement par leur instinct de survie lié à leurs fonctions et besoins biologiques, se servant au départ de leurs sens comme seuls instruments, guidés principalement par un sens aigu de l'observation, ayant constaté que dans la nature les mêmes causes produisaient les mêmes effets, ils se mirent à les imiter, à les reproduire, et sous l'effet de la répétition, ils finirent par en conserver la trace, par les associer, les comparer, de telle sorte qu'ils purent se livrer à des gestes de plus en plus complexe donnant lieu à des résultats inattendus qu'ils mémorisèrent pour les reproduire à leur tour, se les transmettant de génération en génération, si bien qu'ils arrivèrent à façonner des outils rudimentaires, qu'ils utiliseraient pour améliorer leur technique de chasse et de pêche, pour conserver leurs aliments, construire leurs habitations, améliorant progressivement leurs conditions d'existence.

L'ensemble de ce processus allait donner naissance à une multitude de nouveaux besoins au fil du temps, sans qu'ils sachent par quels moyens les satisfaire, il leur faudrait donc redoubler d'imagination et de créativité, pour les découvrir ou les mettre au point, ce qui les amènera à se doter des éléments rudimentaires des mathématiques et de la logique, qu'ils allaient utiliser pour organiser leur société et leur production. Entre temps, ils étaient devenus des producteurs, tout du moins les plus évolués d'entre eux, car leur développement fut inégal, selon qu'ils étaient demeurés isolés ou qu'ils avaient commencé à s'organiser en tribus, plus ils étaient parvenus à partager le produit de leurs expériences et à se répartir les tâches, plus ils avaient réalisé de progrès économiques et sociaux. Arrêtons-nous là, car nous connaissons la suite. A l'étape suivante, ils produiront plus que de besoin, le procès d'accumulation sera né, précipitant les conditions qui

verront apparaître des distinctions sociales entre eux, qui favoriseront l'apparition des classes sociales, puis plus tard de l'État et ainsi de suite jusqu'à nos jours...

Toute cette histoire n'a de sens, que si on la replace dans sa dynamique et on la traite dialectiquement, c'est-à-dire, comme elle s'est réellement passée, et non comme on aurait souhaité qu'elle se soit produite, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et que constatons-nous, sinon que le progrès social est à l'origine du développement de la civilisation humaine au fur et à mesure que les hommes en prenaient conscience, et que sans lui, les hommes en seraient restés au stade de la barbarie, auquel les tenants du capitalisme veulent nous ramener de nos jours.

Lu. Rappels.

Le Monde diplomatique - Les premiers succès du Front national (FN) enregistrés lors de scrutins locaux en 1983 coïncident avec la soumission aux con-traintes européennes des socialistes au pouvoir lorsqu'ils renoncent à la politique de « *rupture avec le capitalisme* » prévue dans leur programme. Si rien ne relie alors les deux événements, l'obéissance des partis de droite comme de gauche aux règles d'une mondialisation qu'ils présenteront parfois comme « *heureuse* » fournira le terreau fertile d'un parti qui totalisait cent mille voix aux élections législatives de 1981.

À mesure que les classes dirigeantes abandonnent à des instances supranationales des pans croissants de leur souveraineté économique, monétaire, juridique, le débat public, jusque-là dominé par l'opposition entre libéralisme et socialisme, se trouve reformulé en clivages nationaux, culturels, sécuritaires, identitaires, voire civilisationnels.

LO - Le dernier acte politique de la Chambre de Front populaire fut de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Autrement dit, le Front populaire n'a ni protégé les travailleurs, ni fait barrage au fascisme et à la guerre. Cette histoire doit nous servir de leçon.

Pourquoi nous ne réclamons pas de la charte d'Amiens anarcho-syndicaliste.

Histoire de la CGT : des origines à 1914 - L'École Émancipée - Tendance de la FSU - 19 novembre 2016

Si les luttes entre courants socialistes s'exportent dans le mouvement syndical, il en est de même de la rivalité entre marxistes et anarchistes. Très implantée en région parisienne, la sensibilité libertaire refuse la conception d'un syndicat aligné sur le parti politique telle que l'incarnent les guesdistes. Trois grandes tendances cohabitent alors dans le syndicalisme français : les réformistes qui luttent pour des améliorations de la condition ouvrière dans le cadre du régime républicain bourgeois dont ils acceptent le cadre, les marxistes qui se divisent eux-mêmes entre diverses branches et dont l'objectif est la destruction de l'ordre capitaliste et les anarchistes très méfiants à l'égard de toute institutionnalisation et de toute récupération politique, fut-elle socialiste.

En parallèle à ce mouvement se développent dans tout le pays les Bourses du travail qui constituent une originalité du mouvement ouvrier français. Elles se multiplient dans toutes les grandes villes

ouvrières (Paris 1887, Saint-Etienne 1889, Toulouse 1890…). Souvent crées par des syndicats, ce sont des lieux d'entraide à la croisée du mouvement mutualiste et revendicatif. Elles aident les travailleurs dans leur démarche, organisent des collectes pour venir en aide aux grévistes, diffusent la littérature socialiste et organisent des cours du soir pour les ouvriers. Les Bourses s'organisent en 1892 en une fédération nationale bientôt dirigée par le militant libertaire Fernand Pelloutier. Les anarchistes agissent exclusivement dans ce cadre où ils promeuvent avant tout l'autonomie ouvrière contre la conception guesdiste du syndicat.

Néanmoins, des militants unitaires de deux fédérations (FNS et FNB) commencent à faire bouger les lignes. Le congrès de Nantes de la FNS se prononce pour la fusion de deux organisations en septembre 1894. L'idée fait son chemin et, du 23 au 29 septembre 1895, se tient à Limoges un congrès qui aboutit à la création de la Confédération générale du travail (CGT), qui rassemble une trentaine de fédérations départementales, vingt Bourses du travail et plusieurs syndicats locaux autonomes.

Lutte sociale, affirmation et indépendance de classe

Ce congrès constitutif marque une défaite des guesdistes et la prééminence du syndicalisme révolutionnaire. L'objectif de la nouvelle centrale est clair : « *La CGT a exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale* ». Lors du même congrès, les délégués font de l'indépendance syndicale un principe fondateur : « *Les éléments constituants de la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques* ». La confédération naissante est néanmoins fragile et doit faire face, pour quelques années encore, à la concurrence de la Fédération des Bourses du travail qui ne s'est pas dissoute.

La montée en puissance de la CGT se fait avec l'arrivée à sa tête d'une nouvelle génération moins marquée par les débats du passé et tournée vers les nouvelles réalités du monde du travail du XXe siècle. Incarnés par Émile Pouget ou Victor Griffuelhes, ces nouveaux cadres font évoluer les structures de la CGT vers une union de fédérations d'industrie supplantant la vieille organisation en syndicats de métiers. Ce nouvel élan syndical se fait sur des bases anarcho-syndicalistes que matérialise la fameuse charte d'Amiens. Adoptée en octobre 1906, elle réaffirme l'indépendance de la CGT qui se construit sur la base de la reconnaissance de la lutte des classes, mais n'oppose jamais le combat pour les revendications immédiates à l'objectif final qui reste l'abolition du salariat par l'expropriation du capital.

J-C – J'ai corrigé de nombreuses fautes d'orthographe.

A un moment donné je m'y étais rallié, bien que l'indépendance qu'elle revendiquait me semblait suspecte ou injustifiée, car faisant la part belle à l'opportunisme. En effet, car tous ceux qui s'en sont réclamés par la suite, s'en sont servis pour justifier leur refus d'affronter les capitalistes et donc d'avancer vers le socialisme.

Le vers qui devait pourrir le syndicalisme, fut dont introduit dans la CGT dès sa fondation, tout s'explique. Pas étonnant que les sociaux-démocrates et les staliniens, mais aussi les différents courants trotskystes y tiennent autant que les anarchistes. Trotsky la condamna également.

A bas la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République !

Qu'est-ce que signifie la menace annoncée d'une motion de censure destinée à renverser un gouvernement du NFP, alors que la constitution d'un tel gouvernement est plus qu'improbable, car qu'il voudrait adopter une des mesures sociales qui figurait dans son programme, sinon que la Constitution de la Ve République est antidémocratique et antisociale et qu'elle doit être abolie.

Mieux, cela démontre que la formation d'un gouvernement ouvrier est incompatible avec l'existence des institutions de la Ve République, il faut donc se préparer à les renverser. Elles doivent disparaître et céder la place à des institutions forgées par les travailleurs eux-mêmes au cours de leur soulèvement révolutionnaire, institutions ouvrières dans lesquelles les représentants du capital n'auraient pas leur place, aucune tribune ne leur serait accordée pour diffuser leur propagande contrerévolutionnaire, ce qui écarte le recours à une Assemblée constituante.

Confirmation.

François Bayrou estime qu'"*il ne faut pas s'attendre à un nouveau gouvernement avant septembre ou octobre*" - BFMTV 14 juillet 2024

Selon François Bayrou, c'est donc à Emmanuel Macron lui-même qu'il incombe "*le choix d'un gouvernement qui puisse garantir unité et cohérence*". "*Ce n'est pas dans les combinaisons de partis qu'on trouvera le gouvernement*".

Qu'est-ce qui distingue Mélenchon de ses détracteurs ex-LFI ? Tout est une question d'opportunité et d'intérêts personnels bien compris.

Mélenchon est beaucoup plus âgé qu'eux, il dispose d'un statut social et d'un revenu très confortable garanti jusqu'à la fin de sa vie, contrairement à eux qui se retrouveraient littéralement à la case départ ou de pôle emploi en cas de perte de leur mandat parlementaire, bien que ce genre d'arrivistes professionnels arrivent toujours à se recaser, à l'instar des ex-dirigeants syndicaux par exemple, ne serait-ce que pour service rendu au patronat ou à la réaction, et puis qui sait, ils pourraient encore servir dans l'avenir. Notez bien, qu'ils ne seraient nullement affectés par l'ingratitude dont ils pourraient faire l'objet ou si peu, tant leur prostitution assumée est méprisable.

Pour Mélenchon et sa clique, demeurer dans l'opposition parlementaire est plus confortable ou présente plus d'avantages et moins de risques, que gouverner et prendre des coups de tous les côtés à la fois, tandis que pour les membres de la bande rivale d'Après, figurer dans un gouvernement leur assurerait notoriété et une retraite enviable de ministre, et ne comporterait pas autant de risques, puisqu'ils sont prêts à renier leurs promesses électorales à la moindre objection provenant du Medef ou de le Bourse, à force d'arpenter les allées du pouvoir, ces philistins y ont pris goût, cela leur est monté à la tête

Quelle est la signification politique de la querelle entre Mélenchon et ses proches avec les dissidents de LFI, après avoir entrepris de scissionner de ce mouvement, de le briser ou de le vider de ses militants et sympathisants au profit d'une association nommée "*Après*" moi le déluge, qui témoigne de leur soumission au PS ? Avant d'y venir, il faudrait revenir sur la personnalité de Mélenchon.

Ils reprochent à ce mitterrandien assumé d'être trop radical, alors qu'il ne l'a jamais été qu'en parole, mais jamais réellement en acte comme chacun sait. Quand il a quitté le PS pour fonder le PdG, ce fut davantage parce qu'il était guidé par une soif dévorante de pouvoir et de reconnaissance, sans vouloir abonder dans le sens de ses ennemis d'Après, et j'explique tout de suite pourquoi.

Chez Mélenchon, ce sont toujours ses intérêts individuels qui eurent la priorité sur les intérêts collectifs qu'il prétendait représenter, son engagement politique a toujours dégagé un fort parfum nauséabond d'opportunisme, de démagogie à souhait, disons depuis sa rupture avec l'OCI au milieu des années 70, son ralliement au PS, en passant par sa participation au gouvernement Jospin sous Chirac, le reniement de la plupart des positions qu'il avait pu adopter, sur l'UE, l'OTAN et j'en passe, la liste serait trop longues à établir des mesures réactionnaires que lui ou ses proches ont votées ou sur lesquels ils se sont abstenus honteusement à l'Assemblée nationale sous les différents gouvernements depuis 40 ans, ou au Parlement européen.

Mélenchon, comme ses petits camarades d'Après, du PS, des Ecologistes, du PCF et leurs satellites d'extrême gauche, est un légaliste, un conformiste, un réformiste conservateur ou bourgeois, réactionnaire, il n'a jamais eu l'intention de révolutionner quoi que ce soit, sauf parfois en parole histoire de berner les naïfs et se donner bonne conscience à bon compte.

Après nous le déluge !

Législatives en France : des dissidents de La France insoumise lancent leur mouvement - RT 13 juillet 2024

Cinq figures de La France insoumise, en rupture avec la direction de leur parti, ont annoncé le 12 juillet la création d'une nouvelle force politique à gauche : «*L'Après*». Ce mouvement ambitionne notamment de «cimenter» le Nouveau Front populaire.

«*L'Après*» pour : Association pour une République écologique et sociale. Tel est le nom que prend une nouvelle composante politique de la gauche accueillant des figures de La France insoumise (LFI) en froid avec la direction du parti.

Lors d'une conférence de presse le 12 juillet, les députés Alexis Corbière, Clémentine Autain, Danielle Simonnet, Hendrik Davi ainsi que l'ancienne députée Raquel Garrido ont présenté ce nouveau mouvement. À l'exception de Clémentine Autain, qui a annoncé ne plus vouloir siéger avec LFI au Palais Bourbon, tous s'étaient vus refuser d'être réinvestis par leur parti lors des législatives anticipées.

L'Après n'est pas un parti à proprement parler, mais un «sas», un «*espace d'incubation pour les "désorientés" pour retrouver une maison commune*», a notamment précisé Clémentine Autain. (Un «*espace d'incubation* », on croirait entendre la présidente d'une start-up ! – J-C)

Danielle Simonnet a assuré que L'Après avait pour but d'être «*au service du Nouveau Front populaire*».

«*Parmi le tas de très bonnes raisons d'adhérer à L'Après : ce sera un lieu ouvert et bienveillant, loin des pratiques toxiques et des abus de pouvoir. Vous n'y croiserez pas Adrien Quatennens*» a notamment lancée Raquel Garrido, taclant l'ex-député LFI du Nord qui avait renoncé à sa

candidature aux législatives anticipées en raison de sa condamnation pour violences conjugales. Ce fidèle de Jean-Luc Mélenchon avait notamment pointé du doigt l'enregistrement des statuts de L'Après dès le 21 mai, soit bien avant les législatives et la fameuse «purge».

Selon Les Échos, les membres de L'Après auraient sollicité les groupes écologiste et communiste à l'Assemblée afin de leur proposer de «former un grand groupe commun». Une proposition restée sans réponse, a souligné le quotidien français. «*S'il le faut, on choisira entre les deux*», avait précisé à ce sujet Alexis Corbière. RT 13 juillet 2024

- L'annonce de ce nouveau mouvement des « *purgés* » a donné lieu à un règlement de compte en public sur les réseaux, entre Adrien Quatennens qui accuse les dissidents d'avoir créé leur force avant les Européennes et Raquel Garrido qui rétorque en égratignant son ancien allié.

« *Parmi le tas de très bonnes raisons d'adhérer à l'Après : ce sera un lieu ouvert et bienveillant, loin des pratiques toxiques et des abus de pouvoirs. Vous n'y croiserez pas Adrien Quatennens.* » Raquel Garrido sur Twitter 20minutes.fr 12 juillet 2024

Ils auraient trouvé le mouton à cinq pattes ou le clone de Bornes : Huguette Bello.

Résultats Législatives 2024 : Qui est Huguette Bello, la candidate que le PCF veut installer à Matignon ? - 20minutes.fr 12 juillet 2024

Présidente de la Réunion, l'intéressée reste relativement peu connue du grand public. Communiste, proche des Insoumis, elle pourrait être une « *solution* » pour trouver un compromis et éviter toute motion de censure, a confirmé Fabien Roussel, ce vendredi sur BFM TV. Il s'agit d'« *un très bon nom* », abonde le député LFI Antoine Léaument.

A 73 ans, Huguette Bello a siégé sur les bancs de l'Assemblée nationale entre 2007 et 2020 dans les rangs de la Gauche démocrate et républicaine. Elle était en 81e et dernière position sur la liste de Manon Aubry aux élections européennes.

Qualifiée de « *combattante de la dignité humaine et des droits des femmes* » par Aurore Bergé en avril, l'élue réunionnaise est également louée par Gabriel Attal, rappel Public Sénat.

Le premier ministre, lors d'une visite sur l'île, a salué « *une grande républicaine ayant à cœur de mettre au centre de son engagement politique la question de l'éducation de nos enfants* ».

Mais le nom d'Huguette Bello a néanmoins fait railler certains socialistes. « *C'est une proposition sérieuse pour des gens qui ne veulent pas gouverner* », réagit l'un d'entre eux auprès de l'AFP. « *Vu la galère qui va l'attendre, même si cela dure deux mois, il vaut quand même mieux quelqu'un d'assez solide* », souligne un autre sur Public Sénat. 20minutes.fr 12 juillet 2024

Finalement, le PS préfèrerait gouverner en famille directement avec Macron.

Le PS refuse la candidature d'Huguette Bello, la LFI s'impatiente - LePoint.fr 14 juillet 2024

Le PS maintient son choix d'une candidature de leur premier secrétaire Olivier Faure pour Matignon, ont précisé plusieurs sources socialistes, considérant qu'elle était « *toujours légitime* ». « *Nous avons toujours dit qu'il fallait un consensus, donc on reprend les* discussions », ajoute une autre source, indiquant que le parti se gardait la possibilité de proposer d'autres noms de personnalités socialistes ou sans étiquette. « *On reste droit dans nos bottes, on ne peut défendre un scénario dont on sait qu'il ne mène à rien* », insiste un cadre socialiste. Huguette Bello, "*c'est une proposition sérieuse pour des gens qui ne veulent pas gouverner*", réagit une source socialiste. "*Le vrai sujet va devenir Faure ou Mélenchon*".

Refusant de céder à « *la pression* » des Insoumis, qui affirment que seuls les socialistes refusent la candidature d'Huguette Bello, le PS clame avoir eu confirmation que les Écologistes n'avaient pas pris position non plus pour la Réunionnaise.

L'entourage de la patronne des Écologistes, Marine Tondelier, a précisé à l'AFP qu'« *aucune décision n'avait été prise* » chez eux. « *On a besoin de temps collectif* », a-t-elle expliqué, précisant avoir eu Huguette Bello vendredi au téléphone.

Le coordinateur de La France insoumise Manuel Bompard a reproché samedi 13 juillet au Parti socialiste de "*tout bloquer*" dans les tractations à gauche pour former un gouvernement, après le refus d'entériner la candidature de la Réunionnaise Huguette Bello pour Matignon. LePoint.fr avec AFP et BFMTV 14 juillet 2024

Qui a remporté les élections législatives ? Les faussaires en action.

Il y en a qui prétendent que ce serait le Nouveau Front populaire, tandis que le clan à Macron et ses alliés disposeraient de davantage d'élus et auraient récolté plus de voix. Certes, mais ce que les uns et les autres oublient de mentionner, c'est qu'en additionnant les abstentionnistes (14 458 211) et les votes blancs (1 192 834) et nuls (395 497) on arrive à un chiffre supérieur à ceux du NFP, d'Ensemble et LR, ainsi que RN, avec 16 046 542 de voix ils constituent la majorité.

Si en plus on tient compte du bourrage de crâne ou de la machine infernale à manipuler les consciences, qui par un matraquage incessant, une propagande déchaînée est parvenu à convaincre d'aller voter les 20% qui s'abstiennent habituellement lors de chaque élection législative pour "*faire barrage à l'extrême droite*", avec littéralement un pistolet placé sur la tempe pour faire barrage à l'extrême droite, ce qui a faussé ces élections, on se dit qu'on est à nouveau en présence d'une formidable mystification à laquelle tous participent à des degrés divers à partir d'intentions inavouables.

Les électeurs du Nouveau Front populaire représentent les couches de travailleurs les mieux lotis, les couches supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, à l'inverse en partie de ceux de RN, la preuve en est qu'il a raflé la mise dans le bastion ouvrier du Nord au détriment du NFP et plus particulièrement du PCF. Quant aux abstentionnistes, ils ne peuvent provenir des électeurs des classes supérieures qui ont une conscience de classe, et qui savent que le meilleur moyen de défendre leurs intérêts, c'est encore de soutenir les partis qui les représentent dans les urnes, ils ne

restent plus que les couches les plus pauvres ou défavorisées de la classe ouvrière, des classes moyennes paupérisées.

Quand on nous dit que des millions de travailleurs et jeunes ont voté pour les candidats du Nouveau Front populaire, on passe sous silence leur statut social, et alors que plus des deux tiers étaient franchement étiquetés à droite, je veux parler des candidats du PS et des Ecologistes, ajoutons que ce n'est pas un hasard non plus, si les candidats les plus à droite de LFI ont été élus ou réélus. Autrement dit, quand le PT, entre autres, nous explique qu'ils incarneraient la rupture avec le capitalisme et ses institutions, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, mieux, je considère qu'une telle interprétation relève de l'escroquerie politique pure et simple.

L'absence d'un véritable parti ouvrier de masse après 79 ans de lutte de classe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale,, d'un véritable parti socialiste ou communiste, l'incapacité de la classe ouvrière de se doter d'une nouvelle direction, la division sans fin des courants politiques qui se réclament du marxisme et du socialisme, ne signifierait-il pas que leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention eux-mêmes de rompre avec le capitalisme et ses institutions, ne serait-on pas en droit de se poser cette question ?

Comment expliquer, qu'une infime minorité de travailleurs que leurs conditions ne portaient pas particulièrement à se tourner vers le socialisme, soient parvenus malgré tout à l'adopter, parfois en l'abandonnant par la suite, car démoralisés par la tournure de la situation, et qu'on se retrouve une poignée à être demeurés fidèles au socialisme ?

Cela s'appelle être pris à son propre piège ou l'art d'être les dindons prévisibles d'une indigne farce électorale.

Le NFP a fait croire à des millions de travailleurs qu'aux termes de ce scrutin il pourrait gouverner, or l'opportunité ne lui en sera pas accordée, car l'ensemble de la réaction se coaliserait pour le renverser à la première occasion en adoptant une motion de censure.

Il ne leur reste plus qu'à paralyser l'économie du pays par une grève générale jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications sociales ou à se résigner à vivre sous un régime profondément antisocial et totalitaire.

Ceux qui une nouvelle fois ont mis leur sort entre les mains des institutions de la Ve République en participant à cette élection, ont été trompés ou ont commis une erreur fatale. Quand on a à l'esprit que cela dure déjà depuis 66 ans, on comprend que bien des militants soient démoralisés, surtout après l'épisode de la dictature au Covid-19 durant laquelle ils servirent de cobayes. On aurait pu croire qu'ils auraient été échaudés, qu'ils auraient tiré des enseignements de cette mystification dont ils furent les victimes, et bien pas du tout. Etonnant. Non, parce que finalement à l'issue de cette épreuve, ils ont conservé le même mode de vie, leurs conditions n'ont pas été radicalement affectées, ils ont conservé les mêmes habitudes, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils aient soudainement envie de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. S'il y a des travailleurs dont ce serait l'intention, c'est ailleurs qu'il faut les chercher, et certainement pas parmi ceux qui placent encore leurs espoirs dans l'un des partis du NFP ou du mouvement ouvrier.

Lu. Petites phrases collaborationnistes. Une menace et Macron « *se tâte* », quoi, mystère ? Les chinoiseries de l'OTAN agacent.

- **Benoît Hamon (Génération.s)** - "*Aucune coalition ne peut gouverner sur son seul programme*" 11 juillet 2024

Marine Tondelier et Olivier Faure, conscients que peu de choses pourraient passer en l'état des forces à l'Assemblée, estiment que le projet du NFP est davantage une « *base* » qu'une fin en soi. Le HuffPost 12 juillet 2024

- Le syndicat agricole La Coordination rurale a lui aussi fait entendre sa voix, en menaçant de sortir « *les fourches* » dans le cas où LFI ou Marine Tondelier, la secrétaire nationale d'EELV, arriverait au gouvernement. Le HuffPost 12 juillet 2024

- Dans le camp macroniste, ce n'est pas « *Opération Matignon* » ces jours-ci, mais plutôt « *Opération Désunion* ». Alors que Gabriel Attal termine seul en lice pour prendre la tête du groupe Renaissance à l'Assemblée, Gérald Darmanin ne cache plus son agacement. Dans un message aux députés Renaissance, le ministre de l'Intérieur a estimé que l'élection d'Attal ne réglait « *aucun des deux problèmes majeurs* » : « *ni la ligne politique* » ni « *le fonctionnement du parti* ». En effet, le camp présidentiel se tâte sur la stratégie à adopter, entre mains tendues à droite ou à gauche.

Faut-il y voir un début de fronde ? En tout cas, Emmanuel Macron a déploré le « *spectacle désastreux* » donné par son camp lors d'une réunion de ses ténors à l'Elysée. Le président a exhorté ses troupes à privilégier « *la Nation plutôt que les ambitions prématurées* », ont indiqué des participants à l'AFP. 20minutes.fr 12 juillet 2024

- «*Etablir des ennemis imaginaires pour maintenir son existence et étendre son pouvoir*» ne concerne pas seulement l'extrême droite...

«*La soi-disant sécurité de l'OTAN se fait aux dépens de la sécurité des autres, et une grande partie de l'anxiété sécuritaire colportée par l'OTAN est de sa propre initiative*», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian. «*Le soi-disant succès et la force dont l'OTAN se vante constituent une menace importante pour le monde*», a-t-il insisté accusant le bloc militaire occidental d'«*établir des ennemis imaginaires pour maintenir son existence et étendre son pouvoir*», a-t-il ajouté. (Sommet de l'OTAN : Pékin fustige une «*rhétorique belliqueuse*» et «*empreinte d'une mentalité de Guerre froide*» - RT 12 juillet 2024)

Communiqué du Parti des travailleurs du 7 juillet 2024.

https://parti-des-travailleurs.fr/wp-content/uploads/2024/07/communique-7-juillet-2024-1.pdf

PT - Mais répétons-le, le vote massif pour les candidats du Nouveau Front populaire, loin d'être une approbation du front républicain, se dresse au contraire contre la tactique du front républicain. Car, à l'encontre de cette tactique et indépendamment des dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP), pour des millions de travailleurs et de jeunes, leur vote en faveur du NFP prend à leurs yeux le contenu d'un vote classe contre classe.

J-C - Faux, car si tel était le cas, ces millions de travailleurs et de jeunes auraient voté pour les candidats du PT ou de LO, et non pour ceux du NFP. Qu'est-ce que signifie une telle déclaration, sinon que cette interprétation ne correspond pas à la réalité ou elle est exagérée, elle ne tient pas compte des rapports existant à l'heure actuelle entre ces millions de travailleurs et jeunes subordonnés au capitalisme et ses institutions, sans préjuger de l'évolution à venir de ces rapports, mais on ne peut pas ou on ne doit pas confondre les deux et induire ainsi en erreur les travailleurs et militants qui avaient des illusions dans le NFP, ce serait le pire service à leur rendre, et le meilleur à rendre au NFP dont la nature est réactionnaire ou antisocialiste.

PT - Or les élections du 9 juin, du 30 juin et du 7 juillet montrent une exigence de rupture largement majoritaire dans le pays.

J-C - Certes, une "*exigence de rupture*" avec la politique de Macron, mais certainement pas avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, répétons-le, il ne faut pas confondre les deux ou attribuer aux travailleurs un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas encore atteint.

PT - C'est une république dirigée par et pour la majorité qui n'a que son travail pour vivre, une république ouvrière qu'une Assemblée constituante souveraine pourrait, devrait mettre en place.

J-C - Une Assemblée constituante souveraine serait une institution politique bâtie sur le même modèle que celle ayant toujours servi les intérêts des exploiteurs, c'est-à-dire, où toutes les classes y seraient représentées, contrairement au soviet où seuls les partis ouvriers et les syndicats y participaient.

Dans quelle mesure cela pose problème ? C'est très simple à comprendre. Compte tenu que la classe des capitalistes détiendrait encore le pouvoir économique, elle s'en servirait au sein de cette institution pour préparer son renversement par un coup d'Etat, mais aussi pour corrompre ou acheter une partie de leurs élus réfractaires à une révolution socialiste ou craignant une guerre civile, car il ne fait aucun doute que les élus véritablement acquis au socialisme ou au communisme seraient en minorité, cette Assemblée constituante serait dominé par une écrasante majorité d'élus réformistes bourgeois ou sociaux-démocrates.

Dit autrement, cette Assemblée constituante offrirait aux partis des capitalistes et à ceux du mouvement ouvrier à leur service, la possibilité d'y occuper une large place pour défendre l'ancien régime qui n'aurait pas disparu pour autant, et se livrer à un travail de sape ou d'obstruction systématique qui perturberait gravement le fonctionnement de cette institution. Ils disposeraient ainsi d'une formidable tribune du fait que leurs discours seraient relayés en boucle 24h/24 par leurs puissants médias pour mener leur lutte de classe, ce qui leur permettrait de préparer dans les meilleures conditions une guerre civile dont ils prendraient l'initiative, et dont l'issue ne ferait dès lors plus aucun doute, compte tenu qu'ils disposeraient toujours d'une énorme puissance financière et qu'ils pourraient compter sur le soutien de l'armée.

Le PT se gargarise de formules dont il n'a jamais réellement compris la signification, qui appliquées aveuglement peuvent conduire aux pires défaites. A moins qu'il n'en soit rien et tente de nous tromper délibérément. Quand on rejette les enseignements de la révolution russe de 1917, on est conduit infailliblement à rejoindre les rangs des opportunistes.

Une dernière précision.

Aucune Assemblée constituante souveraine dans le monde dans le passé n'a incarné une république ouvrière, encore moins une république sociale ou socialiste.

PT - ...rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République, rupture avec la politique anti-ouvrière. C'est la question centrale qui est posée aujourd'hui.

J-C - Certes, nous sommes au moins d'accord sur ce point, en apparence seulement, car nous ne le sommes pas sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cette rupture.
Et puis, c'est le PT qui en fait une question centrale, à juste raison, mais avant que les travailleurs s'en saisissent ou parviennent à en prendre conscience, il pourrait encore s'écouler un temps considérable. L'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire ne signifierait-il pas qu'au cours au cours des 75 dernières années écoulées les travailleurs ne sont pas parvenus à élever leur niveau de conscience au point d'envisager cette rupture, Lénine aurait dit (en 1899), au niveau du socialisme ? Mais bon, le PT s'est détourné des enseignements de Lénine...

Tribune libre.

Des deux côtés de la barrière de classe

Editorial de La Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs)

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=10854

Les élections du 7 juillet sont-elles une victoire de l'« arc démocratique » comme s'accordent à le dire la plupart des commentateurs ? En apparence, oui : grâce aux retraits réciproques, il a permis l'élection de nombre d'anciens ministres de Macron et de candidats du Nouveau Front populaire.

En réalité, le 7 juillet, s'est exprimé, sur le terrain déformé de la lutte des classes que sont les élections, le mouvement en profondeur de la classe ouvrière.

Les millions d'électeurs du Nouveau Front populaire ont dit : cette fois, nos exigences doivent être entendues, celles qui ont été maintes fois trahies par les différents gouvernements de gauche dans les quarante dernières années, celles pour lesquelles nous avons fait grève et manifesté par millions. S'est exprimé dans ce vote le caractère insupportable des conditions matérielles d'existence de l'immense majorité.

Cela vaut non seulement pour l'électorat du Nouveau Front populaire, mais aussi pour une fraction des électeurs du Rassemblement national, poussés en ce sens, non parce qu'ils seraient racistes ou fascistes, mais par désillusion, parce qu'ils sont désabusés, déçus par les gouvernements et les partis de gauche par lesquels ils estiment avoir été trahis. Bien sûr, le vote RN est une très mauvaise réponse à leurs désillusions. Mais leur aspiration à une véritable amélioration de leurs conditions matérielles d'existence converge, d'une certaine manière, avec l'aspiration des électeurs du Nouveau Front populaire.

Dans sa signification d'ensemble, on ne peut comprendre le vote du 7 juillet que si on part des conditions matérielles d'existence : plus de la moitié des familles renonce à tout départ en vacances ; la majorité des familles ouvrières et populaires n'arrive plus à boucler les fins de mois ; des millions vivent dans des immeubles devenus insalubres, faute d'entretien, avec des ascenseurs qui ne sont jamais réparés et des charges toujours plus lourdes. On ne peut comprendre ce vote si on écarte les factures d'électricité et de gaz qu'on ne peut plus payer et les salaires qui ne suivent pas l'inflation, l'école qui n'instruit plus, l'hôpital qui ne soigne plus, les bureaux de poste fermés et les quartiers laissés à l'abandon.

Ces conditions matérielles d'existence, imposées à des millions de familles ouvrières, sont le résultat des politiques favorables à la classe capitaliste, poursuivies par les gouvernements de toutes couleurs politiques, obéissant aux exigences de l'Union européenne, du Fonds monétaire international depuis des décennies.

Elles résultent aussi du consensus général pour accorder toujours plus de milliards aux dépenses militaires, en particulier au financement de la guerre en Ukraine.

C'est donc bien un vote de classe, traduisant une puissante exigence de classe, qui s'est exprimé ce 7 juillet. Le Medef a compris la menace. Dans son communiqué du 8 juillet, il met en garde contre une « *conjoncture économique précaire* ». Pour lui, « *le gouvernement qui sera issu du second tour des élections législatives ne pourrait ignorer cette situation préoccupante* ». Par conséquent, le Medef exige : « *La politique économique menée depuis neuf ans a produit des résultats en termes de croissance et donc doit se poursuivre.* »

Pour le Medef, pas question de prendre en compte le vote du 7 juillet. Pire, il le prend en compte en exigeant que le futur gouvernement lui tourne le dos.

Le 7 juillet, la majorité a dit : il faut en finir avec la politique de destruction des droits des travailleurs. Le 8 juillet, le Medef martèle : il faut poursuivre cette politique. Et, pour y parvenir, il s'adresse très logiquement au président de la République, « garant de la cohésion nationale ».

La position du Medef est-elle respectueuse de la démocratie ? Non, bien sûr ! Si la démocratie consiste à respecter les aspirations, les revendications et les besoins du peuple travailleur, les besoins de l'immense majorité qui n'a que son travail pour vivre, alors la position du Medef est contraire à la démocratie. Lorsque le Medef s'adresse à Macron pour lui dire : « *Ne tenez pas compte du vote, faites ce que les intérêts de la classe capitaliste exigent* », il viole les exigences de la démocratie… mais il respecte les institutions de la Ve République. Car les institutions de la Ve République sont précisément faites pour qu'en toutes circonstances les intérêts de la classe capitaliste soient préservés et défendus, même au mépris du vote majoritaire. Bayrou ne dit rien d'autre lorsque, dès le 7 juillet, il rappelle l'origine et la signification de la Ve République (lire page 5).

Vingt-quatre heures après le vote, on assiste déjà au ballet incessant de tous ceux qui se portent candidats à des solutions « *négociées* », à des gouvernements de coalition permanente ou de coalitions temporaires avec tel ou tel morceau du centre, voire de la droite. S'expriment en ce sens aussi bien des dirigeants macronistes comme Braun-Pivet que des dirigeants du Nouveau Front populaire, comme Raphaël Glucksmann, Clémentine Autain et autres. Ceux qui, aujourd'hui, cherchent un accord avec Macron seront peu ou prou condamnés à faire ce que dit le Medef, c'est-à-dire à tourner le dos aux exigences contenues dans le vote du 7 juillet.

Mélenchon a tenu un autre discours le soir du 7 juillet. Il a dit : il faudra appliquer tout le programme, rien que le programme, mais tout le programme. Le Parti des travailleurs, on le sait, ne soutient pas le programme du Nouveau Front populaire, programme limité et réformiste qui, de fait, reste dans le cadre des institutions de la Ve République et du système capitaliste. Il n'en reste pas moins que ce programme comporte toute une série d'exigences qui correspondent aux aspirations des travailleurs et de la jeunesse, qu'il s'agisse de l'abrogation de la réforme des retraites ou encore des engagements de recrutement d'enseignants et de soignants ou d'augmentation des salaires.

Du point de vue de la démocratie dont il se réclame, Mélenchon a raison d'affirmer qu'il faut appliquer le programme du Nouveau Front populaire. C'est le mandat confié au Nouveau Front populaire arrivé en tête des élections. La contradiction est dans le fait que Mélenchon, pour mettre en place un gouvernement qui applique le programme du Nouveau Front populaire, s'adresse à Macron et lui demande de respecter le vote de la démocratie. Or chacun sait qu'il n'est pas dans les intentions de Macron – pas plus que dans les buts de la Ve République – d'appliquer un tel programme. La réponse que Macron apportera à la demande de Mélenchon est connue d'avance. Il fera tout pour empêcher la mise en place d'un gouvernement qui mettrait en œuvre le programme du Nouveau Front populaire. Il est à l'Élysée pour défendre les intérêts de la classe capitaliste et non pour défendre la démocratie.

Dès lors, si Macron rejette l'appel de Mélenchon, s'il le fait avec l'aide de ceux qui, venus du Nouveau Front populaire, n'auront de cesse de monter des combinaisons et des alliances pour échapper au mandat confié le 7 juillet, alors l'alternative posée se résumera à ceci : ou bien respecter les institutions de la Ve République, ou bien respecter la démocratie.

Ou bien respecter les institutions de la Ve République et s'incliner, à regret certes, mais s'incliner quand même, devant le constat qu'une partie des dirigeants du Nouveau Front populaire a constitué avec les macronistes une alliance pour appliquer une politique contraire au vote du 7 juillet.

Ou bien respecter la démocratie. Et pour l'imposer, en appeler à la mobilisation générale des travailleurs et des jeunes afin qu'ils organisent leur propre action de classe pour faire respecter le mandat. Quitte, pour cela, à outrepasser les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Cette alternative se posera à Mélenchon. Mais elle concerne et interpellera les travailleurs et les militants qui se sont mobilisés pour la victoire du Nouveau Front populaire.

Répétons-le, au Parti des travailleurs, nous ne sommes pas partisans du programme du Nouveau Front populaire. Il n'en reste pas moins que, du point de vue de la démocratie, les millions de travailleurs et de jeunes qui ont voté pour le Nouveau Front populaire pour le changement tout de suite, ceux-là sont en droit de s'adresser à ceux qu'ils ont élus et leur dire : « *Nous vous avons élus pour mettre en œuvre vos engagements. Nous vous avons élus pour que les choses changent radicalement. Vous avez un programme, appliquez votre programme ! Et même si Macron ne le veut pas, appliquez ce programme, rompez avec Macron et la Ve République, pas dans trois ans, pas dans six ans, maintenant ! Si c'est là la condition pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas, pour qu'il y ait des enseignants dans les écoles et des soignants dans les hôpitaux, si c'est là la condition pour qu'on parte à la retraite à 62 ou 60 ans, et non pas à 64 ans, alors rompez avec Macron, n'hésitez pas à transgresser les règles antidémocratiques de ce régime.* »

Sinon… sinon, s'il s'agit de se replier sur soi et d'attendre la présidentielle de 2027, gare !

Gare, car d'autres sont en embuscade. Les déclarations du RN ne peuvent tromper personne. Ils ont dit : « *Nous avons perdu cette fois, nous gagnerons la prochaine fois*. » C'est un risque, si ceux qui, appuyés sur la volonté majoritaire de changement des travailleurs et des jeunes, se sont fait élire le 7 juillet renoncent à la rupture.

Pour sa part, le Parti des travailleurs, en toute indépendance, sans appartenir au Nouveau Front populaire, fera tout pour aider à la mobilisation des travailleurs et des jeunes, maintenant, tout de suite, pour toutes les revendications.

Oui, de ce combat, le Parti des travailleurs est partie prenante. Il n'hésitera pas à affirmer que, pour mettre en œuvre les décisions conformes au point de vue majoritaire, il faut rompre, maintenant et tout de suite avec la Ve République. Cette question surgit de fait dans les discussions au sein des organisations ouvrières et démocratiques et dans les assemblées de travailleurs et de jeunes.

Maintenant, tout de suite, balayer la Ve République ! Maintenant, tout de suite, un gouvernement de rupture ouvrière pour appliquer ce qui était contenu dans le vote du 7 juillet !

NPA

Le NPA "*se mobilise*" afin que le Nouveau Front populaire puisse gouverner… avec Macron !

No comment !

LO.

LO - Front ébréché populaire 11 juillet 2024

Alors que tous les dirigeants du Nouveau Front populaire montrent une union de façade pour demander que Macron nomme un Premier ministre issu de leurs rangs, des vidéos filmées dans un TGV montrent Fabien Roussel, secrétaire national du Parti Communiste, envisager au téléphone des alliances possibles pour gouverner avec le camp Macron « *sans les Insoumis* ». Il y évoque un soutien du PCF « *en participant* » au gouvernement, voire « *sans participer* ».

Il n'y aura pas de changement sans mobilisation massive et consciente des travailleurs ! - Editorial Nathalie Arthaud 8 juillet 2024

https://www.lutte-ouvriere.org/portail/editoriaux/ny-aura-changement-sans-mobilisation-massive-consciente-travailleurs-176414.html

---

L'OTAN de la guerre perpétuelle contre tous les peuples.

Sommet de l'OTAN à Washington - Réseau Voltaire 11 juillet 2024

- Le premier grand sujet du sommet était la consolidation des industries de défense occidentales, car, dans la pratique, les stocks de l'Otan s'épuisent. Il existe une telle différence avec leurs équivalents russes, que les armes détruites en Ukraine ne parviennent plus à être remplacées. Les Alliés ont donc adopté des plans nationaux de production. Ils se sont également engagés à renouveler rapidement des moyens critiques en Ukraine, et plus particulièrement, les munitions et les systèmes de défense aérienne et antimissile.

- Le second thème du sommet était la guerre contre la Russie en Ukraine, alors que la seconde ligne de défense ukrainienne vient d'être percée par les armes russes. Les Alliés ont décidé d'établir le « *Programme Otan de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine* » (NSATU) afin

de coordonner les livraisons d'équipements militaires et les activités de formation militaire organisées par les Alliés et leurs partenaires.

Comme on pouvait s'y attendre, les Alliés comptent dégager une enveloppe de base « *d'au moins 40 milliards d'euros* » pour l'année à venir et maintenir ensuite l'assistance à la sécurité à un niveau suffisant « *pour que l'Ukraine l'emporte* » face à la Russie.

- Le troisième objectif du sommet était d'étendre la zone d'intervention de l'Otan à l'Asie-Pacifique dans le but de contenir la Chine. Jens Stoltenberg poursuit ce projet depuis 2019 [1].

Il a été confirmé par la National Security Strategy du président Biden [2]

C'est pourquoi le Premier ministre japonais Fumio Kishida, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, le Premier ministre néo-zélandais Christopher Luxon et le vice-Premier ministre et ministre de la Défense de l'Australie, Richard Marles, avaient été invités.

Ce projet se heurte cependant à un problème culturel : les pays de l'Asie-Pacifique sont souvent d'anciennes colonies des membres actuels de l'Otan. Ils se sont aujourd'hui affirmés en tant qu'états indépendants et se sont plus développés que les Occidentaux. Ils aspirent à la stabilité, tandis que l'Otan ne leur promet que de jouer un rôle dans des guerres à venir.

Les États-Unis ont d'abord pensé étendre l'Otan via le « *Quad* » (États-Unis, Australie, Japon et Bharat). Mais les Indiens se sont nettement retirés, choisissant de se tenir à égale distance de Washington et de Beijing. Ils ont donc substitué, en mai dernier, les Philippines à l'Inde, dans ce qu'ils nomment désormais le « *Squad* ». Ils tentent d'y joindre la Corée du Sud, d'où le traité de défense mutuelle, signé en juin par la Corée du Nord et la Russie. Réseau Voltaire 11 juillet 2024

[1] « *L'Otan souhaite devenir l'Alliance atlantico-pacifique* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 décembre 2019.

[2] National Security Strategy, The White House, October 2022.

Guerre de l'OTAN à la Russie.

Tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev : Moscou s'insurge des mensonges ukrainiens - RT 10 juil. 2024

Les médias britanniques ont accusé sans nuance la Russie d'être derrière la tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev. De son côté, l'ambassadeur russe à l'ONU a dénoncé la propagande des autorités ukrainiennes, rappelant la proximité du sommet de l'OTAN et que ce n'est pas la première fois qu'un de leur missile anti-aérien provoquait un drame.

«*Poutine bombarde les enfants cancéreux*», n'a pas craint de titrer le *Daily Mirror* le 9 juillet, au lendemain de la tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev. Titrant de manière similaire, le *Daily Mail* a estimé que ces «*atrocités montrent pourquoi la Grande-Bretagne et l'Otan DOIVENT dépenser davantage pour la défense*».

Le Daily Express a quant à lui évoqué un «*raid de missiles* "génocidaire" *de Poutine contre un hôpital pour enfants*». «*Une guerre contre la vie elle-même*», a pour sa part choisi le Guardian.

Un rapprochement qu'avait également fait le porte-parole du Kremlin, dénonçant au micro du journaliste Pavel Zaroubine la tendance de Kiev à organiser ses opérations de relations publiques «*dans le sang*». «*Les tentatives du régime Zelensky d'utiliser la tragédie de l'hôpital pour enfants de Kiev à des fins de propagande confirment une fois de plus son essence inhumaine et nazie*», avait pour sa part dénoncé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 juillet 2024

La seule alternative au Front populaire et au fascisme, c'est la révolution socialiste, faites-le savoir.

Deux petites histoires indiennes pour être de bonne humeur.

Depuis 3 semaines, je suis très occupé chez moi avec la sœur de ma compagne que j'ai accompagnée se faire opérer d'un genou, et depuis hier après la castration de mes deux chiens à surveiller en permanence.

J'ai dû aller 5 fois à Pondichéry en deux semaines avec Sandhi, pour des examens divers et des entretiens inutiles avec le chirurgien propriétaire de la clinique, un médecin de 83 ans que je connais depuis 1996, il fut directeur de l'Alliance française quand j'y enseignais.

La pauvre femme n'était pas parvenue à se faire soigner depuis 2 ans, et son genou énorme la faisait souffrir horriblement. J'ai accepté de la prendre en charge et de régler tous ses frais médicaux, sachant qu'elle ne pourrait jamais me rembourser, j'en suis à 9.000 roupies, et ce n'est pas terminé. Si j'avais refusé, je serais passé pour un dégueulasse, alors j'ai pensé que le statut de bienfaiteur désintéressé était plus enviable, y compris celui de pigeon que je ne suis pas, car j'ai pleinement conscience de mes actes. Quand on partage le quotidien des plus pauvres, il faut accepter de s'appauvrir et de se priver pour soulager leurs souffrances, dans la mesure de nos moyens ou sans mettre en péril notre situation, auquel cas je ne pourrais plus rien pour eux.

Je voyais le temps et les consultations passées et ma bourse s'alléger sans que rien ne changea, je m'en entretins avec le chirurgien en le sommant d'intervenir sur le champ, ce qu'il a accepté en envoyant balader son fils rhumatologue d'une cinquantaine d'années. Il exigeait qu'on fasse encore de nouvelles analyses fort coûteuses, dont un IRM, tout cela pour un épanchement de synovie, le liquide servant à lubrifier l'articulation du genou. J'assistai à l'entretien cette fois en anglais, sans trop m'emmêler par crainte qu'on nous chasse. Finalement le chirurgien nous dit : allez dans la salle à côté, je vais immédiatement pratiquer une incision, et en appuyant avec mes mains je vais extraire tout le liquide et la masse graisseuse qui s'est accumulée depuis 2 ans. Je le fis répéter car je n'en croyais pas mes oreilles, était-ce possible ? On finit par douter, parfois à perdre patience ou désespérer. Trente minutes après, le cauchemar de cette pauvre femme était terminé, il a extrait environ un demi-litre du genou, il me l'a montré, une infirmière a fait le bandage et nous sommes partis après avoir réglé la facture. Je vous raconte cela en accélérer, car en réalité le tout pris environ une heure et demie, chaque séquence étant entrecoupée de longues minutes d'attente.

Entre temps, il m'avait expliqué que son fils faisait partie de la nouvelle école ou génération de médecins, qui voulaient utiliser toute la technologie à leur disposition avant de se prononcer et agir, alors que lui il faisait partie de la vieille école qui était plus pragmatique et prenait des décisions rapidement.

Je me suis souvenu, qu'il y a 30 ans sa clinique était réputée pour être accessibles aux plus pauvres, depuis cela a bien changé. D'ailleurs j'ai pu le constater, à l'époque les patients faisaient la queue dans les couloirs et se bousculaient pour accéder à son cabinet, on y entrait par 3 ou 4 à la fois, on attendait ensuite notre tour debout devant son bureau, la consultation était facturée 50 roupies. Aujourd'hui, pour trois mots, debout, et une ordonnance de deux lignes, sans même ausculter ses patients, cela dure moins de 5 minutes, il facture 450 roupies, du coup les patients se font rares, pour le même prix il existe des cliniques plus modernes ou flambant neuves. Les pauvres ne viennent plus chez lui, ils vont à l'hôpital où c'est pratiquement gratuit, l'inconvénient, c'est qu'il faut y passer la journée entière tellement c'est le bordel, moi je ne peux pas le supporter, c'est épuisant et à devenir dingue.

J'y retourne demain matin, 30 kilomètres aller/retour en scooter, en espérant qu'il ne pleuve pas !

Avec mes chiens et le vétérinaire public, j'en étais ce matin à ma cinquième visite à 9 heures tapantes, à l'heure où je me lève habituellement !

Il a fallu que je trouve une voiture et un chauffeur sans débourser une fortune pour emmener les deux chiens. La vieille bagnole dont mon beau-frère avait héritée était disponible ou pas en panne, et un de ses potes ayant le permis ne travaillait pas ce jour-là, pas évident de faire coïncider tout cela ! Ici on travaille 6 jours sur 7.

La semaine précédente, on avait foiré le rendez-vous faute de chauffeur ! Une semaine avant on y était allé pour des prises de sang et en principe l'opération, mais ils l'ont annulé prétextant que les chiens avaient des virus indésirables dans le sang, cela ne s'invente pas. Cela me rappela un mauvais souvenir (covid-19) et me mit en rage. On s'était déplacé pour que dal, le petit-fils de ma compagne et elle-même faisaient partie de l'expédition (à 10 km de chez nous), moi j'avais pris le scooter par sécurité, la bagnole risquant de tomber en panne à tout moment ! J'ai juste réglé le gaz oil et payé une bonne bouffe à la maison, hier aussi.

Ils avaient voulu qu'on revienne pour un nouvelle prise de sang, là j'avais dit non, je vous signe une décharge, la prochaine fois que je viens avec les chiens, vous les opérez, c'est tout ce que je vous demande. Après bien des palabres assez mouvementées, ils avaient fini par accepter, j'ai apposé 8 fois ma signature sur des documents différents, c'est cela un régime bureaucratique, c'est l'Inde quoi ! Il faut être très très patient, je vous assure.

Au total, j'ai déjà dépensé 5.000 roupies, et on doit y retourner lundi prochain, puis la semaine suivante pour enlever les fils. Dans le privé j'aurais dépensé trois fois plus au moins. Ils avaient prescrit un tas de conneries inutiles très chers genres sirops vitaminés. Ils s'en passeront très bien, car mes chiens sont en parfaite santé parce qu'ils sont bien nourris, et ils ne sont pas stressés, ils disposent d'un grand jardin et ils sont libres, et en prime ils ne manquent pas d'affection, une vie de chien que bien des hommes leur envieraient !

A ce propos, vous devez tout payer, les seringues, les gants chirurgicaux, les lames de rasoirs, les médicaments qui seront utilisés lors de l'opération, et comme rien n'est disponible sur place, il faut sortir et se démerder pour trouver une pharmacie qui dispose de tout le matériel prescrits. Hier, celle située de l'autre côté de la rue était fermée, du coup j'ai dû cavaler pendant une heure et en faire 6 pour finalement n'en rapporter que la moitié, le reste était disponible nulle part, quels cons me suis-je dit. Ils révisèrent leur liste et prescrivirent d'autres médicaments pour aujourd'hui. C'est la même chose dans la clinique où va Sandhi, à ceci près que la pharmacie est intégrée dans la clinique, et le médecin ne prescrit que des médicaments qui s'y trouvent, le bénéfice est double !

Quand ce matin je leur ai dit qu'il en manquait toujours un, ils m'ont répondu qu'ils s'en passeraient ou qu'il était inutile. Là je me suis marré, en me disant que sur ce plan-là les vétos ou les médecins ne valaient guère mieux, adeptes de la médecine encadrée par les trusts pharmaceutiques, leur métier consiste à apprendre des trucs par cœur qu'ils appliquent ensuite à la lettre, sans être foutus de réfléchir une seconde. Cela va d'un tas d'analyses inutiles, pendant qu'ils passent à côté de celles qui pourraient être utiles, ils prescrivent un tas de médicaments sans se poser la moindre question sur leurs éventuels effets négatifs sur la santé de leurs patients ou animaux.

N'étant ni médecin ni vétérinaire, nous et nos animaux, nous sommes leurs otages, ce sera au petit bonheur la chance ! On vit vraiment dans un monde déshumanisé plutôt effrayant. Cela dit, raison de plus pour développer au maximum nos connaissances et notre esprit critique afin de corriger leurs extravagances ou leurs erreurs, ne pas devenir parano ou ne pas haïr la Terre entière.

Si je vous disais, qu'à plusieurs reprises je leur ai expliqué en anglais, ce que j'avais minutieusement observé en leur donnant un cours de dialectique, je ne sais pas si vous me croiriez. Je ne vous l'avais pas encore dit, mais le véto était entouré d'une dizaine d'étudiantes et quelques étudiants, qui furent très attentifs à mon discours, peut-être par politesse parce que j'étais blanc et âgé, je n'en sais rien. Toujours est-il qu'à plusieurs reprises, je les ai bien fait marrer avec mes métaphores ou comparaisons avec la politique, cela me soulageait de l'épreuve injuste et pénible que j'étais en train de vivre, une compensation en somme qui me suffirait, car en pareille situation, il ne faut pas être trop exigeant, n'est-ce pas ?

Heureusement mes chiens ont été adorables et sont en bonne santé, de braves bêtes. Je m'en veux un peu pour leur avoir infligé cette souffrance, mais avec deux chiennes, je ne pouvais vraiment pas faire autrement, sinon je devais me séparer des mâles ou des femelles, et je ne pouvais pas m'y résoudre. J'ai été obligé de les faire rentrer dans la maison pour les avoir à l'œil en permanence, parce qu'ils veulent lécher leur plaie et ils vont retirer leur pansement. J'ai dû leur faire des bandages, mais cela ne tient pas, je sens que cela va être la galère pendant encore 10 jours !

Quelle vie de chien tout de même !

Ma réponse à un courriel reçu d'un camarade.

- « *La classe ouvrière elle-même est considérablement affaiblie numériquement et constitutivement : ses grandes unités ont disparu. Que demeure encore sa puissance sociale? Est-elle, du moins en France, toujours porteuse de la capacité révolutionnaire? Je n'ai pas de réponse, mais j'en doute.* »

Pourtant la réponse existe : 55% des salariés travaillent dans des grandes ou moyennes entreprises, auxquels il faut rajouter les entreprises d'Etat et les secteurs de la fonction publique qui emploient des millions de travailleurs, bref, si les grands bastions ouvriers d'autrefois, mine, sidérurgie, métallurgie, textile, chimie, etc. ont disparu totalement ou en grande partie, la configuration générale de la classe ouvrière n'a pas beaucoup changée, elle s'est déplacée du secteur primaire au secteur tertiaire des services avec de grandes entreprises qui emploient des milliers ou dizaines de milliers de salariés, par exemple Amazon avec 24.000 salariés, ou au secteur secondaire de marchand ou transformation, par exemple LVMH avec 36.000 salariés (2023), etc.

Google - Les Grandes Entreprises (GE) représentent 0,01% des entreprises et emploient 30% des salariés. Les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) représentent 0,1% des entreprises et

emploient 25% des salariés. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent 4% des entreprises et emploient 25% des salariés.

J-C - Ce que tu dis de "*la représentation politique de la bourgeoisie*" me semble valable dans l'ensemble, sauf à propos de Macron qui est tout sauf un "*aventurier*", mais l'expression de la décomposition de l'impérialisme français que tu évoques, cette confusion provient selon moi de cette perception faussée de l'étape actuelle du capitalisme mondial :

- « *Mais ce que cela manifeste d'abord, avant tout, c'est, je le répète, la très grande faiblesse de l'impérialisme français, incapable de rassembler sa force et de faire valoir ses intérêts face à sa concurrence internationale.* »

La France et tous les pays du vieux continent européen, où le capitalisme s'était développé à une vitesse fulgurante à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, ont depuis la fin de la Seconde guerre achevé leur reconstruction, celle de leurs infrastructures, ils ont permis à la majorité de leur population qui était solvable de devenir propriétaire de leur habitation, d'acquérir toute sorte de biens d'équipement utiles ou inutiles peu importe, bref de satisfaire pratiquement tous leurs besoins matériels, la plupart du temps en s'endettant en permanence ou lourdement sur une longue période, tandis que leur part du marché n'a cessé de fondre au profit des pays émergents comme la Chine, les pays de l'Asie du sud, certains pays d'Amérique latine qui dorénavant produisent eux-mêmes les marchandises qu'ils importaient autrefois des puissances occidentales, mieux, ils alimentent le marché sur leur propre continent, sinon ils font appel à des pays qui leur assurent de meilleures conditions commerciales ou des tarifs plus avantageux, qui leur octroient des prêts à un faible taux d'intérêt, etc. et pour finir, les énergies fossiles et la plupart des matières premières indispensable à leur entretien et à leur développement futur leur échappe de plus en plus ou d'autres pays indépendants ont pris le relais, les surprofits ou dividendes qu'ils en tirèrent jusqu'à présent leur sont contestées ou fondent comme neige au soleil...

La combinaison de ces trois facteurs contribuent à appauvrir indéfiniment les économies des anciennes puissances impérialistes et coloniales, au point qu'elles ne sont plus en mesure d'assurer ou de financer le développement de nouveaux marchés, de servir de volant d'entraînement à l'économie mondiale, autrement dit, de conserver leur position hégémonique sur le marché mondial, par conséquent elles sont condamnées à jouer un rôle de second rang à terme, pire, à être relayées au rang des pays en voie de développement, ne pouvant s'y résoudre de bonne grâce, elles sont tentées de recourir à des guerres pour tenter d'enrayer leur chute qui s'avère inexorable, dans la mesure où aucun miracle ou retour en arrière de l'histoire ne se produira pour leur rendre leur pouvoir et leur splendeur d'antan, ou les sauver du destin qui leur était réservé.

- « *C'est donc dans une situation inédite, d'une très grande confusion générale (touchant l'ensemble des classes, l'ensemble de la société) que nous entrons.* »

J-C - Le jeu institutionnel présente peu d'intérêt en réalité ou les jeux sont faits.

Car je crois au contraire que la situation s'éclaircit, hormis pour les aveugles ou ceux qui lorgnent en permanence du côté des opportunistes. Il apparaît clairement ou cela saute aux yeux, que la Constitution bonapartiste et les institutions antidémocratiques de la Ve République sont plus que jamais incompatibles avec la satisfaction des besoins sociaux et des aspirations démocratiques des travailleurs et de la jeunesse, par conséquent, toute orientation politique qui ne partirait pas de ce constat ou qui se situerait dans le cadre de ces institutions devrait être considérée comme une trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, et caractérisée de réactionnaire ou contre-révolutionnaire, étrangère au socialisme.

Mes commentaires publiés par le blog Le Grand Soir que je remercie au passage.

J-C – Quoi de neuf docteur ? La grande forme ! La vieillesse n'est pas un naufrage pour tout le monde, enfin, un peu de respect, merci. Jugez par vous-même !

1 – « *Un libéral vous répliquera que vous êtes fou et démesuré si vous lui dites que la révolution est la seule voie vers un changement significatif.* »

Pour un peu il aurait raison !

Au fait, depuis quand "*un libéral*" serait-il légitime pour s'exprimer sur le bienfondé d'une révolution ? Voilà une bien étrange révolution, de palais sans doute.

Dites, qu'est-ce que signifie "*un changement significatif*" ? Rien ou tout et son contraire, l'art du double langage. Pourrait-on caractériser de "*folie*", la défaillance des intellectuels qui consiste à nier l'existence d'une alternative au capitalisme ou que le passage au socialisme est une nécessité historique ? - Mais pour qui vous prenez-vous, enfin ?

Ces gens-là se situent sur le plan idéologique à l'aide d'une phraséologie qu'ils sont souvent les seuls à comprendre, tout du moins, on le suppose, le seul qu'ils connaissent, contrairement à nous qui nous situons sur celui du marxisme et de la lutte de classe. - Quel emmerdeur je fais, c'est tellement démodé !

Pour parler de révolution, il faut avoir à l'esprit qu'une révolution ne s'improvise pas, cela se prépare longtemps à l'avance, pas avec n'importe qui, pas n'importe comment. En admettant qu'une situation révolutionnaire verrait le jour, sans parti ou direction, sans théorie et programme révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, c'est ce qu'enseigne la lutte de classe du prolétariat depuis la Commune de Paris, confirmé par la Révolution russe de 1917. - Ah cette vilaine manie !

Si le niveau de conscience politique de ces gens-là était parvenu au niveau (du socialisme aurait dit Lénine) des tâches à accomplir pour réaliser une révolution, et faire en sorte qu'elle en sorte victorieuse, ils ne demeureraient pas inorganisés, ils évoqueraient la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire pour la mener à bien, au lieu d'ignorer les partis qui se réclament de la révolution socialiste, n'est-ce pas ? - Quel épouvantable rabâcheur, faites-le taire !

Mais il est à craindre, que "*la seule voie*" qui est grâce aux yeux de ces idéologues amateurs, demeure celle du parlementarisme bourgeois et de l'alternance politique, où le produit d'une "*élection dans un système construit de manière à ce que chacun des deux partis perdent la moitié du temps*" de sorte qu'en termes de "*changement significatif*", rien ne change réellement. - Chut !

Reconnaissons-leur le talent de poser des questions dont nous connaissons déjà les réponses, et de laisser de côté celles sur lesquelles ils refuseront obstinément de se pencher ou dont ils préfèrent ignorer les réponses, je laisse le soin à chacun de deviner pourquoi. - Il faut bien un peu flatter les lecteurs... après les avoir si malmenés. (Éclatement de rire !)

2 – « *Ne donnons pas des verges à Macron pour nous donner la fessée* »

En voilà une crise d'infantilisme qui mérite pire qu'une "f*essée*", bravo !

- « *La logique constitutionnelle* »

Ne touchez pas à la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, bravo !

- « *C'était* "l'accord tacite des républicains" *jusqu'à ce jour. Macron vient de rompre avec cet esprit républicain.* »

"*Accord tacite des républicains*" qui prévalait depuis quand au juste, 1958, bravo !

- « *Danger pour la démocratie française !* »

Nous vivions sans le savoir sous un régime démocratique, bougre d'idiots que nous sommes, bravo!

- « *Les forces syndicales et associatives ont perçu l'attaque perfide contre les institutions* »

La défense des institutions de la Ve République doit être sans faille, bravo !

- « *C'est le gage de stabilité du pays.* »

Entendez du régime en place ou des institutions de la Ve République, bravo !

- « *Il est vrai que sans mouvement populaire, pas de gouvernement ni de programme populaire.* »

Avec Macron comme président, bravo !

- « *Nous assistons à la décadence du régime présidentiel et de la Vème république.* »

À regret, on en réclame encore, bravo !

- « *L'heure n'est pas aux atermoiements* »

En effet, vive Macron, vive la Constitution et les institutions de la Ve République, vive l'exploitation, l'oppression et la guerre, hourra !

Défense du marxisme et du socialisme.

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - Aout 1940

Extrait.

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur

intégration au pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " *libérer* " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

J-C- Sans attendre l'avènement du fascisme en France, cela fait belle lurette que tous les syndicats sont intégrés aux institutions de la Ve République, par exemple en participant au Conseil économique, social et environnemental, à toutes sortes d'organismes sociaux (Sécurité Sociale) ou conseils d'administration d'entreprises d'Etat (SNCF entre autres).

Combat contre la mystification climatique de Davos.

J-C – Si vous avez demain un Premier ministre fanatique de la mystification climatique, voilà de quoi clouer le bec à ses partisans. Je vous plains aussi.

Climat : le CO_2 est Innocent; l'Humanité n'est que la complice de la Nature - Association des climato-réalistes 12 juillet 2024

https://www.climato-realistes.fr/climat-le-co%e2%82%82-est-innocent-lhumanite-nest-que-la-complice-de-la-nature/

Un scientifique s'inquiète de voir des climatologues devenir des activistes du climat - Association des climato-réalistes 12 juillet 2024

https://www.climato-realistes.fr/un-scientifique-sinquiete-de-voir-des-climatologues-devenir-des-activistes-du-climat/

Une soumission à la Cour de La Haye par trois éminents scientifiques américains remet en cause les principes fondamentaux des politiques de zéro émission nette ciblant le CO2
https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/07/Duberger-2.pdf

---

Une "*meute*" de chiens enragés en famille. Un régime entré en putréfaction, ça pue !

- "*C'est la guerre*" entre Gabriel Attal et Gérald Darmanin : "*petites armées*" et "*meutes*", vive opposition - closermag.fr 14 juillet 2024

- "*Gabriel Attal dégueule des boules puantes sur Darmanin à longueur de journée*", a témoigné un proche de Gérald Darmanin

- Macron-Attal : l'étrange cohabitation - LePoint.fr 15 juillet 2024

J-C – Que dire de ceux qui malgré tout entendent gouverner avec Macron ?

Des centaines de personnes à Paris pour réclamer un gouvernement de gauche - Lepoint.fr 15 juillet 2024

La volonté des manifestants : que « *Macron nomme un gouvernement issu du Front populaire* », affirme Augustin au Le Parisien, qui reproche à Emmanuel Macron de « *s'accrocher au pouvoir* ». « *La gauche est arrivée en tête, la gauche doit* gouverner », assure-t-il. Le Point (avec AFP) 15 juillet 2024

J-C - Les travailleurs et militants qui se font manipuler par les dirigeants du NFP et plus particulièrement LFI, ils ignorent le contenu de la Constitution, et ils ne comprennent pas qu'un véritable gouvernement de « *gauche* » devrait forcément adopter le programme de Macron. Est-ce ce qu'ils souhaitent ? Non, évidemment.

Donc la question est de savoir, pourquoi les dirigeants du NFP, et plus particulièrement LFI, leur font croire le contraire, si ce n'est pour briser le peu d'espoir qu'ils avaient encore de pouvoir changer la société (Un tant soit peu, pas trop quand même, car il ne faut pas exagérer non plus à la manière de Gluckstein) et les amener à se résigner au triste sort auquel la réaction les destine.

Le budget de la guerre que le prochain Premier ministre ne remettra pas en cause.

Emmanuel Macron estime "*nécessaire*" un "*ajustement*" du budget des armées en 2025 - BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

Le chef de l'État a tenu son discours aux Armées à l'Hôtel de Brienne ce samedi 13 juillet 2024, au cours duquel il a réaffirmé le soutien de la France à l'Ukraine et estimé qu'un ajustement du budget des armées était "*nécessaire*" en 2025.

"*Je parle bien d'ajustement et non de remise à plat*", a souligné le président, en assurant que "*les ambitions et les fondements sont invariables pour la défense de notre pays*".

La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, prévoit une hausse de 40% par rapport à la précédente LPM avec 413 milliards d'euros sur sept ans. BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

La France occupée.

Emmanuel Macron a par ailleurs salué samedi la participation des armées au dispositif sécuritaire des Jeux Olympiques qui débuteront le 26 juillet à Paris.

"*Par votre engagement au service du succès des Jeux, parfois à travers vos propres athlètes, vous prendrez toute votre part à cette saison d'unité et de rayonnement de la Nation*", s'est-il félicité.

Quelque 18.000 militaires doivent participer à la sécurité des JO (26 juillet-11 août), en appui des 45.000 forces de sécurité intérieure, police et gendarmerie. BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

Le PS, EELV et le PCF ont enfin trouvé le clone de Borne comme Premier ministre, Macron et Davos compatible.

Matignon : le PS, EELV et le PCF proposent Laurence Tubiana, LFI suspend les négociations - LePoint.fr 16 juillet 2024

Le Nouveau Front populaire va-t-il exploser comme la Nupes ? Socialistes, écologistes et communistes ont proposé à LFI le nom de Laurence Tubiana pour briguer Matignon, comme personnalité de la société civile, ont indiqué des sources parlementaires à l'AFP lundi soir, un choix déjà dénoncé par les Insoumis.

Les écologistes la voient comme la mère de l'Accord de Paris sur le climat. Pour les socialistes et les communistes, elle est une référente en matière d'économie et d'écologie.

Agée de 73 ans, Laurence Tubiana est une diplomate et universitaire, cheville ouvrière de l'Accord de Paris de 2015 puis de la Convention citoyenne sur le climat. Son nom circule « *depuis quelque temps* » avec la « *bienveillance des trois partis* », indique une source, confirmant des informations de L'Opinion et Franceinfo.

Laurence Tubiana comme Première ministre rassurerait une grosse partie de l'union de la gauche.

Celle qui se définit comme « *femme de gauche et écologiste* » a parfois été citée lors des tractations des macronistes pour former de précédents gouvernements, sans jamais donner suite. Laurence Tubiana préside depuis 2017 la Fondation européenne pour le climat (ECF). Et elle fut notamment conseillère environnement de Lionel Jospin de 1997 à 2002.

Elle a été son assistante dans les années 1970, alors qu'il est enseignant à l'IUT de Sceaux. Ce contact bien précieux l'aidera à mettre un premier pied à l'Élysée, en devenant conseillère à Matignon sur les questions de développement durable, en 1997.

Née à Oran, en Algérie, en 1951, elle est partie vivre en France à 11 ans. Mais c'est dans la ville algérienne que ses engagements humanistes se sont développés. « *Mes parents, intellectuels de*

gauche, de culture française, m'ont donné le goût du débat politique et de l'ouverture aux autres », racontait-elle au magazine Elle en 2015.

L'économiste de formation a d'abord été séduite par le militantisme, et donne de la voix à la Ligue communiste révolutionnaire dans les années 1980. Avant de fonder et diriger en 1980 l'ONG Solagral, qui développait jusque dans les années 2000 l'agriculture dans les pays du Sud.
Mais c'est vraiment 2015 qui marque un tournant dans sa carrière politique. Cette année-là, désignée comme ambassadrice chargée des négociations sur les changements climatiques lors de la COP 21 à Paris, elle est parvenue à faire signer à 195 états l'accord de référence des politiques climatiques mondiales. Ce texte impose aux pays signataires de limiter à 1,5 degré le réchauffement de la planète d'ici à 2050. (C'est une porte-parole du GIEC et une agent de Forum économique mondial, qui pilote l'instrumentalisation du climat. Tout comme Jospin et bien d'autres parvenus, elle n'aura pas seulement renié tous ses engagements de jeunesse, comme gage de soumission à ses nouveaux maîtres à penser, elle aura finalement adopté leur idéologie ultra réactionnaire. – J-C)

Aussi cheville ouvrière de la Convention citoyenne sur le climat, son nom a de nombreuses fois bruissé dans les couloirs de l'Élysée. Elle avait notamment été pressentie pour remplacer Nicolas Hulot au ministère de l'Écologie en 2018. (Plus tard pour remplacer Édouard Philippe, qu'il nous soit permis de lui refuser la présomption d'innocence. – J-C)

La France insoumise (LFI), dans un communiqué publié lundi, pointe du doigt les « *méthodes inacceptables* » du Parti socialiste (PS) qui met son « *veto sur toute autre candidature* » qu'une issue de ses rangs. Des « *refus incompréhensibles* », écrivent-ils. Évoquant le cas d'Huguette Bello, LFI déplore ainsi « *l'impasse dans laquelle le Parti socialiste a mis le Nouveau Front populaire pour son choix de candidature à la fonction de Premier ministre* ».

Les dissensions se poursuivent au moment de désigner un candidat à la présidence de l'Assemblée nationale, dont l'élection se tiendra le jeudi 18 juillet. « *À nouveau ici, le Parti socialiste a annoncé dans la presse une candidature, sans aucune concertation* », grince La France insoumise, avant de préciser que le parti acceptait « *d'avance* » que le candidat ne soit pas un Insoumis, « *si c'est la condition, injuste, d'une candidature unique* ».

Face à ce blocage, La France insoumise a décidé d'aller plus loin en quittant la table des négociations : « *Nous ne participerons à aucune discussion supplémentaire sur la formation du gouvernement tant que la candidature unique à l'Assemblée nationale ne sera pas acquise et que le vote n'aura pas eu lieu.* » Ils appellent aussi à *« participer massivement à toutes les initiatives décidées par les organisations syndicales pour ce jeudi 18 juillet* ».

J-C – Pour quoi, pour légitimer un gouvernement compatible avec Macron ? Cela en à tout l'air. Parole du macroniste du NFP, Aurélien Rousseau :

Le HuffPost - Le député socialiste NFP Aurélien Rousseau fait l'éloge de Laurence Tubiana sur son compte X : *« Laurence Tubiana est une personnalité de premier plan. Elle a su allier tout au long de son parcours la compétence technique, la vision stratégique et la capacité à bâtir des compromis pour atteindre des résultats concrets.* »

Il en est de même pour Mélanie Vogel, députée EELV, qui se réjouit sur le même réseau social : « *Huguette Bello était une très bonne proposition. Laurence Tubiana aussi. Maintenant nous allons trouver une solution.* » L'eurodéputée écologiste Karima Delli est encore plus enthousiasmée : « *Et si c'était elle. Une femme de conviction, d'expérience, issue de la société civile, ayant le combat écologique et social chevillé au corps.* »

Mais du côté de LFI, qui a annoncé ce lundi refuser de poursuivre les négociations avec le trio EELV-PCF-PS en cas de proposition de candidat de la société civile, Laurence Tubiana ne fait pas l'unanimité. Comme l'atteste la réaction de Nathalie Oziol, députée LFI du NFP, qui s'agace sur X : « *Le PS aura-t-il refusé Huguette Bello pour proposer une candidate soutien de Hollande, Macron-compatible, qui avait été envisagée pour succéder à Édouard Philippe ?* ».

Tandis que le député LFI Paul Vannier estime que nommer la diplomate au poste de Première ministre serait « *une trahison de l'engagement pris devant des millions d'électeurs.* » Les débats au sein du NFP s'annoncent encore houleux. LePoint.fr avec AFP et Le HuffPost 16 juillet 2024

J-C – Ils vous prennent tous pour des cons, car tout ce qu'ils vous sortent aujourd'hui, ils le savaient déjà hier ou avant-hier. Mais alors quelle est la différence, cela change quoi ? Il faut vous mettre les points sur les I, que dal pour les couillons qu'ils ont bernés, en revanche désormais ils sont élus ou réélus pour 5 ans, en principe, et le reste, ces arrivistes s'en tapent éperdument.

Le Green New Deal : Un purgatif à prendre en suppositoire !

Ruffin, Autain... Les députés "*purgés*" de LFI rejoignent le groupe écologiste à l'Assemblée nationale - BFMTV 15 juillet 2024

Les cinq anciens députés "*frondeurs*" de La France insoumise - Clémentine Autain, Alexis Corbière, Hendrik Davi, François Ruffin et Danièle Simonnet - siégeront dorénavant avec le groupe écologiste à l'Assemblée nationale.

"*Nous avions un objectif commun de création d'un groupe plus large avec les députés communistes et ultramarins. Ce projet n'a pas pu voir le jour et nous remercions les députés écologistes et Générations de nous accueillir chaleureusement*", a déclaré Clémentine Autain.

"*Nous serons ensemble des agents fédérateurs de l'union des gauches et des écologistes, indispensable pour construire des majorités dans le pays*", a ajouté la députée de Seine-Saint-Denis.

LFI a annoncé dans la foulée que son "*Comité de respect des principes*" a "*décidé de prononcer l'exclusion de la France insoumise des personnes ayant rejoint l'Aprés*". Clémentine Autain a confirmé qu'elle et les fondateurs de l'Aprés avaient bien été notifiés de cette exclusion. BFMTV 15 juillet 2024

Grande-Bretagne. La social-démocratie fait le lit du fascisme à défaut de faire celui du socialisme.

J-C – En gros, si cela peut vous rassurer ou vous redonner le moral. Pour recourir à cet expédient, c'est qu'ils n'ont plus d'autres alternatives, cela signifie qu'ils sont dans une merde noire sur le plan économique et politique. Tout n'est pas à prendre à la lettre dans cet article d'un journaliste australien.

Les résultats des législatives britanniques cachent la vérité que le parti travailliste ne veut pas que vous sachiez - RT 13 juillet 2024

Après cinq années de Keir Starmer à la tête du gouvernement travailliste, la route sera dégagée pour les populistes de Nigel Farage.

Bon nombre de commentateurs politiques britanniques n'ont pas saisi la véritable signification de la victoire électorale du parti travailliste la semaine dernière.

Certains experts voient dans la majorité record du parti la confirmation que la politique britannique est revenue vers le centre, contrairement à l'évolution vers l'extrême droite, qui a caractérisé la politique dans la plupart des pays européens ces dernières années.

Rien n'est plus faux. Le résultat des primaires pour le parti travailliste était de 9,7 millions de voix, correspondant à un faible pourcentage de 33,8%, qui a à peine augmenté, malgré l'effondrement total du nombre de votes pour les Conservateurs.

L'aspect le plus proéminent des législatives de la semaine dernière a été le transfert de milliers de voix du parti conservateur au parti populiste de Nigel Farage «*Reform UK*», particulièrement dans les circonscriptions du «*mur rouge*», que Boris Johnson avait reprises d'un coup de main au parti travailliste lors des élections de 2019.

Le parti Reform UK a reçu quelque 4 millions de voix, soit 14% du total des suffrages exprimés. Le système électoral britannique a toutefois fait que le parti Reform n'a remporté que cinq sièges, incluant, notons-le, celui de Farage lui-même.

Cet important changement de cap a entraîné la destitution de plus de 200 députés conservateurs, y compris d'un ancien premier ministre et de plusieurs membres du Cabinet, et a assuré l'élection massive de candidats travaillistes. Ce qui ne représente toutefois pas «*un revirement vers le centre*».

Les réformistes préparent le terrain pour 2029

Ce qui s'est passé la semaine dernière avait été prédit, avant les élections, par certains commentateurs conservateurs devenus complètement déçus de leur parti et qui avaient choisi de se rallier aux réformistes.

Matt Goodwin, par exemple, a exhorté les électeurs à s'engager dans un acte de «*destruction créative*» en votant pour le parti Reform UK, se rendant parfaitement compte que cela résulterait en une victoire écrasante des travaillistes.

De fait, Goodwin a exhorté les électeurs à détruire un parti conservateur qui, selon son point de vue, avait depuis longtemps cessé d'incarner les vraies valeurs conservatrices, afin de dégager le paysage politique pour une victoire des réformistes aux élections de 2029.

Dans cette optique, la victoire de Starmer est juste un prélude politique nécessaire à la création d'un parti populiste britannique capable de gouverner le pays dans les prochaines années.

Quelles que soient les chances que cela se produise, une telle perspective prédit correctement la disparition imminente du parti conservateur dirigé par Rishi Sunak, et reflétait ce qui se passait réellement dans la politique britannique au cours de la dernière décennie.

Au sens traditionnel du terme, Keir Starmer et le parti travailliste qu'il a réformé à sa guise depuis sa désastreuse défaite électorale de 2019, n'ont rien de «*gauche*».

Starmer a passé les cinq dernières années à purger durement le parti travailliste des derniers vestiges du radicalisme de gauche de Tony Benn, dont le dernier partisan en date était le malheureux Jeremy Corbyn. Ce n'est pas pour rien que Starmer a abandonné presque tous les éléments du manifeste travailliste qu'il avait si volontiers accepté il n'y a pas si longtemps.

Il est parfaitement clair que le parti travailliste de Starmer gouvernera pour les élites mondiales et non pour la classe ouvrière britannique traditionnelle ou les autres classes sociales qui ont été évincées et délaissées par la mondialisation.

Starmer peut évoquer sans cesse son père «*outilleur*» dans les interviews, et Angela Rayner peut parler ad infinitum de ses origines pauvres, mais il ne s'agit là que d'une mascarade et d'une propagande des plus grossières. Et cela n'a pas induit en erreur les électeurs de la classe ouvrière dans les circonscriptions du «*mur rouge*» la semaine dernière : ils ont voté pour Farage, et non pas pour Starmer et Rayner.

Le premier discours de Starmer après l'élection est un guide certain des politiques d'élite que son gouvernement travailliste poursuivra.

Starmer a immédiatement mis un terme au programme désespérément inefficace concernant le Rwanda, laissant ainsi présager en réalité, quoi qu'il puisse dire en public, son engagement en faveur d'une augmentation des flux migratoires, une politique clé de l'élite mondiale. Sunak était également adepte d'augmenter les niveaux d'immigration, en dépit de sa position politique déclarée.

Son commentaire selon lequel «*nous avons trop de prisonniers*» et sa nomination de James Timpson comme ministre des Prisons sont également révélateurs. Timpson avait officiellement déclaré que deux tiers des détenus dans les prisons britanniques ne devraient pas s'y trouver, et il est connu comme employant d'anciens prisonniers dans sa chaîne de réparation de chaussures.

Pourrait-il y avoir une politique plus élitiste et plus woke que celle qui consiste à libérer des prisonniers en grand nombre ? Les habitants de Londres et d'autres grandes villes britanniques doivent se réjouir à l'idée de l'augmentation du taux de criminalité, qui résultera inévitablement d'une telle politique.

Starmer a également réaffirmé son engagement à soutenir le régime de Zelensky en Ukraine de la manière la plus ferme possible.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement travailliste de Starmer poursuivra des politiques élitistes telles que celle-ci, et qu'il aura recours à une réforme constitutionnelle radicale pour y parvenir. Peter Hitchens a, à juste titre, attiré l'attention sur les projets radicaux de Starmer visant à réformer la Chambre des Lords (Chambre haute du parlement), et à renforcer le pouvoir judiciaire déjà idéologiquement engagé.

Tout cela n'a pour but que de gouverner dans l'intérêt des élites mondiale, cela n'a absolument rien à voir avec une véritable politique de gauche.

Starmer, un Premier ministre loin d'être à la hauteur des enjeux ?

Que peut-on donc attendre de la politique britannique sous un gouvernement Starmer dans les cinq prochaines années ?

Tout d'abord, il est certain que le parti conservateur disparaisse en tant que force politique majeure. Les Tories sont profondément divisés et dirigés par des politiciens de seconde zone depuis des décennies et le Brexit a exacerbé ces problèmes à tel point que le parti s'est déchiré une fois que le Brexit a finalement été mis en œuvre, après une bataille interne débilitante menée par Boris Johnson.

Johnson, bien qu'il soit un politicien imparfait à certains égards, fût le seul dirigeant efficace que le Parti conservateur ait eu au cours de la dernière décennie.

Comme Benjamin Disraeli et David Lloyd George, Boris Johnson était en quelque sorte un outsider Tory, un leader charismatique qui avait compris que l'attrait électoral du Parti conservateur pouvait être considérablement élargi en adoptant des politiques plaisant au patriotisme britannique et à la classe ouvrière traditionnelle.

Les politiques «*réussir le Brexit*» et «niveler par le haut» de Johnson ont permis aux conservateurs de séduire les électeurs travaillistes traditionnels mécontents tout en réduisant efficacement l'attractivité du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de Nigel Farage.

Ces idées politiques, associées au leadership charismatique de Johnson et à ses compétences en matière de campagne électorale, lui ont permis de remporter une majorité extraordinaire de 80 sièges aux élections de 2019.

Malgré cette victoire électorale sans précédent, les partisans du maintien dans l'UE, et d'autres membres au sein du parti conservateur (Johnson n'a jamais eu le soutien d'une large majorité de députés) se sont associés, en l'espace de trois ans, aux élites mondiales, aux principaux médias woke britanniques, à la Cour suprême, et à un tas d'hommes politiques de seconde zone de tous bords politiques pour détruire impitoyablement la carrière politique de Johnson.

Il a été finalement achevé par une populace narcissique et vengeresse indignée stupidement et à tort par l'affaire du «*partygate*».

Une fois Johnson destitué, le sort du parti conservateur profondément scindé, dirigé par les chefs de file incompétents tels que Liz Truss et Rishi Sunak, fut scellé. En réalité, l'effondrement du vote tory de la semaine dernière était bien mérité, et Truss, en particulier, méritait de perdre son siège.

Il suffit d'observer les querelles malséantes de cette semaine entre la demi-douzaine des candidats à la gouvernance du parti tory, dont des sommités telles que Robert Jennick et James Cleverly, pour s'assurer que le parti conservateur n'a pas d'avenir viable, peu importe qui sera finalement choisi pour le diriger.

Quel est le sort probable du gouvernement travailliste de Starmer ?

Comme tous les gouvernements mainstream des pays occidentaux représentant les intérêts des élites mondiales, le gouvernement de Starmer sera incapable de remédier aux problèmes fondamentaux auxquels le Royaume-Uni est confronté, car il dédaigne introduire les réformes économiques et sociales véritablement radicales nécessaires pour mener cela à bien.

Le gouvernement de Starmer sera incapable de réanimer l'économie britannique souffrante. Il ne fera rien pour résoudre la crise du coût de la vie ou pour réduire les prix de l'énergie, et ne sera pas en mesure d'inverser le déclin du système de sécurité social (NHS) ni d'améliorer la prestation des services publics. Il continuera à soutenir les guerres par procuration des États-Unis avec toutes les

conséquences internes néfastes découlant d'une politique étrangère aussi malavisée. Et son ferme engagement envers des stratégies woke ne fera qu'intensifier les guerres culturelles, qui ont si profondément scindé la société britannique au cours des dernières décennies.

Il s'ensuit que l'électorat britannique sera assez vite désenchanté par Starmer et son gouvernement. Son destin sera le même que celui des administrations Biden, Macron et Scholz.
Farage face à l'obstacle du scrutin majoritaire

Le Parti de la réforme sera probablement le bénéficiaire principal de cette désillusion, mais reste à savoir s'il saura en tirer profit.

Les partis populistes ne sont pas réputés pour tenir leurs promesses, et le système électoral britannique à scrutin majoritaire rend quasi impossible pour les petits partis de remporter un grand nombre de sièges.

Farage avait lui-même hésité à revenir à la tête du parti réformiste et à participer à la course électorale. Et passer cinq ans dans l'opposition comme chef de parti qui ne compte que cinq députés, c'est long.

Le système électoral français est beaucoup plus favorable aux partis d'extrême droite contrairement au système britannique, et aux États-Unis, Donald Trump a dû prendre le contrôle du parti républicain pour qu'il devienne une force politique efficace. Dans les années 1990, Trump avait compris qu'il ne pourrait pas remporter la présidence en tant que candidat d'un parti tiers.

Si Farage veut devenir un dirigeant politique important, il devrait peut-être prendre ce qui reste du parti conservateur après les élections de la semaine dernière.

Plutôt que d'amener un «*revirement vers le centre*» ou d'inaugurer un «*gouvernement de gauche radicale*», la victoire de Keir Starmer est en réalité beaucoup plus susceptible d'assurer que la politique britannique continuera de marcher de travers, de manière chaotique et dysfonctionnelle, comme elle le fait depuis ces dix dernières années.

Cela paraît être le maximum que les électeurs des démocraties occidentales peuvent espérer de nos jours.

Burkina Faso.

Le Burkina Faso hausse le ton et menace de retirer les licences des sociétés occidentales - RT 15 juillet 2024

«*Certains pays ont refusé de nous vendre des équipements militaires et empêchent également l'arrivée d'équipements militaires que nous avons déjà achetés à des pays amis parce qu'ils détiennent la licence de certains composants importants de ces équipements*», a lancé Ibrahim Traoré lors d'une réunion avec les organisations civiles burkinabaises le 14 juillet.

En conséquence, le président de la transition au Burkina-Faso a fait savoir que son gouvernement retirerait aux sociétés occidentales les licences d'exploitation des gisements dans le pays.

Ouagadougou dispose d'un sol riche en minerais. C'est d'ailleurs le quatrième producteur d'or du continent. Le pays a un potentiel gisement de manganèse et également des ressources en nickel phosphate, fer, graphite, plomb, pyrite et antimoine.

Ibrahim Traoré pointe également du doigt le fait que les pays qui ne veulent pas collaborer sur le domaine militaire exploitent les ressources du pays. «*Je le dis haut et fort, cette exploitation va cesser*», a-t-il martelé. «*Nous allons retirer les licences d'exploitation de ces sociétés dans notre pays*», a-t-il ajouté.

Ibrahim Traoré a insisté sur le fait que ces pays ne pourront pas exploiter le sol burkinabais «*tout en nous refusant l'achat d'équipements militaires nécessaires à la lutte contre le terrorisme et en mettant des obstacles à la réception des équipements que nous avons déjà achetés*». «*Attendez un peu et nous prendrons toutes nos ressources en main*», a-t-il conclu.

Le 7 juillet dernier, le Burkina-Faso a créé avec le Mali et le Niger la Confédération des États du Sahel, revendiquant refuser «*la mainmise des puissances étrangères*». Les trois pays ont rompu leurs liens avec la France, ancienne puissance coloniale, dénonçant l'échec de sa lutte contre les mouvements djihadistes.

Les trois pays ont aussi annoncé, le 28 janvier dernier, leur retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), accusée de faire le jeu des puissances occidentales. La Cédéao, à l'été 2023, avait imposé des sanctions au Niger, tout en menaçant d'y intervenir militairement à la suite du renversement du président Mohammed Bazoum par les militaires. RT 15 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 juillet 2024

Ici en Inde du Sud, en plein été, il pleut encore et on a des températures quasi-hivernales, du jamais vu depuis 1991 lors de mon premier séjour en Inde ou depuis mon installation définitive en 1996. Du coup, je suis resté enfermé chez moi et j'ai travaillé toute la journée pour vous.

A vrai dire, je me suis bien amusé en traitant certains sujets, car les scélérats qui nous gouvernent sont vraiment cinglés et dans la merde. Cela ne saute peut-être pas aux yeux, il faut en profiter pour aider les travailleurs à en prendre conscience, des fois que cela les inciterait à passer à l'action ou les aiderait à reprendre espoir et confiance en eux-mêmes, car ce sont eux la clé de la situation et personne d'autres, avec les organisations qui sont à leur côté pour reprendre la formule consacrée, même si elle est largement frelatée, cette concession de circonstance n'a rien de compromettante dès lors qu'on en a conscience.

On doit aussi avoir confiance dans les militants demeurés fidèles au socialisme ou qui y aspirent sincèrement. Ils en existent bien plus que ce que l'on croit, ils sont souvent inorganisés, mais eux aussi seraient prêts à s'organiser à nouveau si l'opportunité se présentait. Je regrette de ne pas avoir été à la hauteur sur ce plan-là, très modestement bien sûr, en étant en Inde, je n'avais finalement rien à leur proposer, hormis participer à la lutte de classe comme ils l'entendaient.

Nous ne sommes pas vaincus, nous n'avons pas perdus, puisque nous n'avions rien à perdre, à moins de penser comme un bourgeois ou un capitaliste pour lesquels la société a été conçue, jusqu'à leurs caniveaux, tout leur appartient !

Leur système économique a fait son temps, cependant ils peuvent encore espérer encore l'étendre ici ou là, mais cela ne fera que renforcer ses contradictions et précipiter sa crise finale pour peu qu'on ait été en mesure de nous y préparer et d'y préparer les travailleurs pour que nous l'affrontions ensemble dans les meilleures conditions possibles et emporter la victoire, c'est tout à fait possible évidemment.

Voilà l'énorme responsabilité qui repose sur nos épaules, à nous de redoubler d'effort pour l'assumer, armons-nous du marxisme, du matérialisme dialectique, tenons-nous en aux faits, on y verra plus clair et tout se passera bien, nous vaincrons nos ennemis, vive le socialisme !

Totalitarisme. La tentation de recourir à nouveau au bioterrorisme les démange.

Tour de France : les mesures contre le Covid sont de retour - Le Figaro avec AFP 14 juillet 2024

Les organisateurs du Tour de France vont durcir les règles sanitaires pour protéger les coureurs contre l'épidémie de Coronavirus.

Le port du masque est désormais obligatoire pour toutes les personnes (organisateurs, invités, journalistes,...) «*en contact avec les coureurs et les membres des équipes cyclistes*» avant et après les étapes, ont indiqué les organisateurs d'Amaury Sport Organisation (ASO).

Plusieurs coureurs, dont le Britannique Tom Pidcock et l'Espagnol Juan Aysuo, coéquipier du maillot jaune Tadej Pogacar, ont abandonné après un test positif au Covid.

États-Unis: le président Joe Biden testé positif au Covid-19 et de nouveau contesté dans son camp - RFI 18 juillet 2024

En pleine campagne électorale et alors que sa candidature est contestée dans son propre camp, il est contraint de suspendre ses activités, car le président a été testé positif au Covid-19.

Il était au Nevada depuis deux jours et il avait commencé à souffrir de symptômes légers, selon la Maison Blanche. Comme cela n'allait pas mieux, il a fini par être testé. Et alors qu'il devait s'exprimer devant une organisation de latino-américains, il a annulé à la dernière minute. RFI 18 juillet 2024

J-C – A croire qu'ils ont décidé de le débarquer ou ils vont miser sur Trump. Ce ne serait pas un retournement de situation, mais cela pourrait alimenter la lutte de classes aux Etats-Unis, ce qui n'est pas à négliger.

Jusqu'où ira le bioterrorisme de l'oligarchie financière anglo-saxonne ?

J-C – Le discours dominant relève uniquement de la propagande, il n'a aucune base scientifique sinon truqué. Sans même savoir ou comprendre de quoi il retourne vraiment, il suffit de se poser une seule question pour refuser d'y adhérer : Depuis quand ces gangs mafieux et criminels seraient-ils animés d'intentions bienveillantes envers les peuples, alors qu'en temps normal ils ne cessent de leur mentir et de nuire gravement à leurs intérêts ? Vous connaissez la réponse.

Leur objectif, contrôler les secteurs économiques de l'alimentation qui leur échappent encore, de manière à pouvoir s'en servir comme moyen de chantage politique contre les peuples pris en otage, puisque leur survie en dépend. On a vu de quelle manière ils avaient bloqué le blé ou les céréales produites en Ukraine destinées aux pays africains, comme on le voit à Gaza réduisant les Palestiniens à la famine pour mieux les éliminer ou leur faire accepter leur plan consistant à les expulser de Palestine.

Ils veulent le beurre, le fil à couper le beurre, l'argent du beurre, et la crémière, non, ils s'en passeront ainsi que les vaches et les paysans, la concentration des richesses entre leurs mains et le pouvoir politique qui en découlera leur suffira, provisoirement...

Après le beurre doux et le beurre demi-sel, cette start-up soutenue par Bill Gates invente le beurre au CO2 - Le HuffPost 17 juillet 2024

Il y avait le beurre doux, le beurre demi-sel, désormais, il existe le beurre sans lait à base d'air. Il s'agit d'une invention créée par Savor, une start-up américaine soutenue par le milliardaire Bill

Gates. Ce beurre synthétique s'inscrit dans une démarche de réduction d'empreinte carbone et d'innovation alimentaire durable.

Comme nous l'expliquons dans la vidéo en tête de l'article, les ingénieurs de Savor utilisent un processus thermochimique et associent de l'eau et du CO2 pour faire ce beurre végan. « *Ils ont mis au point une technique qui consiste à prélever du dioxyde de carbone dans l'air et de l'hydrogène dans l'eau, à les chauffer et à les oxyder pour déclencher la séparation des acides gras, puis la formulation des graisses* », explique Bill Gates sur son blog.

Cette méthode permet d'obtenir une matière qui ressemble à de la graisse d'origine animale, et qui aurait le même goût que le beurre d'après le milliardaire et la directrice de l'entreprise. Affirmation que nous ne sommes pas en mesure de confirmer.

L'objectif de cette innovation est de réduire l'impact environnemental du beurre. Pour en produire, il faut du lait issu de l'élevage bovin, une grosse source de pollution. L'idée, c'est aussi d'arrêter l'exploitation animale et de se tourner vers la science pour trouver des méthodes de fabrication alimentaire durables et ainsi nourrir la planète.

Selon un rapport de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le bétail est responsable de plus de 14 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les graisses végétales, souvent à base d'huile de palme, contribuent à la déforestation, ce qui n'est pas mieux pour l'environnement. (Le fameux pet et rot des ruminants ! – J-C)

Savor espère rapidement avoir les autorisations pour commercialiser son beurre, mais surtout, elle ne compte pas s'arrêter là. De la glace, du lait, du fromage, de la viande, l'entreprise travaille sur une version synthétique de tous ces produits.

Il ne reste plus qu'à convaincre les consommateurs du monde entier. Et en ce qui concerne la France, il y a du travail pour donner tort au chef Paul Bocuse. « *En France, se passer du beurre et de la crème, c'est impossible !* », disait-il en 1976.

J-C – Beurk, quelle horreur !

Le gaz, dit à effet de serre, est composé essentiellement de vapeur d'eau.

Quant au CO2 d'origine anthropique, il n'a rien à voir avec les fluctuations de la température de la Terre, la preuve étant qu'il exista dans le passé des périodes durant lesquelles quelle que soit la concentration de CO2 dans l'atmosphère, la température était soit inférieure, soit supérieure à celle que nous connaissons aujourd'hui. il n'existe pas de corrélation entre ces deux facteurs, cependant il a été constaté que les variations de température précédaient celle du taux de CO2.

Par conséquent, on est en présence d'une escroquerie, une mystification d'origine purement économique destinée à accroître le contrôle politique de l'oligarchie financière sur la population mondiale. Il faut toutefois qu'ils recourent à cette supercherie dans le but de soulager le capitalisme en crise.

Ils créent artificiellement de nouveaux besoins, qui vont se traduire par la destruction massive de forces productives, par la construction d'une multitude de nouvelles usines et la fermeture ou la démolition d'autant encore fonctionnelles, rentables, parfois flambant neuves pour produire des éoliennes, des panneaux solaires, des bagnoles, des batteries, etc. Sinon ils procèdent à des guerres

encore plus rentables et destructrices, mais malheureusement elles sont encore peu nombreuses ou manquent d'espace, leurs expédients ne suffiront pas, ils ne remplaceront jamais une bonne vieille guerre mondiale, voilà ce dont ils ont conscience.

Alors place à la lutte de classe du prolétariat mondial, elle seule à ce jour incarne l'avenir de l'humanité, eux ils appartiennent déjà au passé !

Tentative d'assassinat de Trump. Suspect ou simple coïncidence ?

Le tueur suspect est apparu en 2022 dans une publicité du gestionnaire de fonds BlackRock. La pub met en scène « *un professeur de l'école secondaire de Bethel Park, dans laquelle plusieurs étudiants non rémunérés apparaissaient brièvement en arrière-plan, dont Thomas Matthew Crooks* », a expliqué à Reuters BlackRock. La publicité a été retirée de la circulation, a-t-il annoncé. 20minutes.fr 17 juil. 2024

J-C - Et si c'était un coup monté ou nouvel acte « *terroriste* » sous faux drapeau ? Un tireur d'élite peut très bien viser le bout d'une oreille, non ? A suivre.

Un rapport qui tombe à point.

Israël intensifie ses frappes à Gaza, Netanyahu veut accroître la pression sur le Hamas - AFP 17 juillet 2024

Dans un rapport mercredi, Human Rights Watch a accusé des groupes armés palestiniens de Gaza d'avoir commis "*des centaines*" de crimes de guerre durant l'attaque du 7 octobre. Le Hamas a rejeté ces accusations. AFP 17 juillet 2024

Qu'est-ce que Human Rights Watch ?

Réponse de Wikipédia :

Sponsor : Open Society Foundations du milliardaire américain ou capitaliste philanthropique (sic !) G. Soros, qu'on ne présente plus.

ONG pour : Organisation-oligarchique Non Gouvernemental.

A bas les ONG, vive le mouvement ouvrier !

Ce n'est pas seulement l'Ukraine qu'il faudrait « dénazifier », mais aussi l'UE et l'OTAN.

Pologne: les forces armées peuvent tirer sur des migrants sans responsabilité pénale - RFI 17 juillet 2024

En Pologne, la crise migratoire à la frontière avec la Biélorussie continue de s'intensifier. Cet été, le gouvernement a mis en place une zone tampon complètement militarisée le long de la frontière pour empêcher les migrants de pénétrer dans le pays. Ce vendredi 12 juillet, le gouvernement a élargi les prérogatives des forces armées. Elles ont désormais le droit de tirer sur les migrants sans en être tenues responsables pénalement. Une mesure qui inquiète les humanitaires sur place.

Tirer de façon préventive et à balles réelles sur quiconque tenterait de violer la frontière. Ce vendredi, les députés polonais ont levé la responsabilité pénale des soldats désormais autorisés à tirer face aux migrants. RFI 17 juillet 2024

Mes commentaires publiés par deux blogs.

1 – (A Réseau International) Voilà, entre autres, pourquoi je n'enverrai plus de contributions politiques à ce blog.

Encore une fake news. La preuve.

OTAN : la Pologne n'aidera pas l'Ukraine à intercepter des missiles russes, déclare Stoltenberg – RT15 juil. 2024, 17:09

Jens Stoltenberg a fait savoir que la Pologne n'intercepterait pas les missiles russes ciblant le territoire ukrainien. L'OTAN estime que la meilleure décision est de maintenir l'aide à Kiev pour lui permettre de cibler les avions de guerre russes avec des systèmes d'armes exploités par des citoyens ukrainiens.

https://francais.rt.com/international/112377-otan-pologne-naidera-pas-ukraine

Réponse d'un lecteur de ce blog :

- « *Parce que vous pensez que Satanberg va dévoiler la réalité des plans au public ?* »

Ma réponse :

Satanberg ? Vous êtes décidément dérangé, excusez-moi.

Et moi qui pensais qu'un article de RT aurait la faveur des idolâtres de Poutine, même pas, on ne m'y reprendra pas. Adieu RI.

Je vais me consacrer à mon blog : luttedeclasse.org

Ne vous méprenez pas, il ne vous est pas destiné, ni d'ailleurs à la plupart des lecteurs de RI.

J'ajoute un mot.

Je n'ai adressé aucun commentaire à ce blog suite aux dernières élections, sachant que l'immense majorité de ses lecteurs sont compatibles avec l'extrême droite, cela aurait été une perte de temps.

J'ai décidé de boycotter cette rubrique de ce blog, je continuerai de consulter les articles qui sont susceptibles de m'intéresser, environ 2 sur 10 en moyenne.

2- J'ai une question à poser au blog Le Grand Soir, si je peux me permettre.

Stop ou encore. Pouvez-vous m'éclairer : Pourquoi la quasi-totalité de mes commentaires, plutôt longs, dont les contenus sont étayés ou argumentés, correctement rédigés, sérieux, demeurent-ils sans réaction des lecteurs que je m'emploie à ménager de mon mieux ?

J'ajoute un mot.

Personne ne m'a répondu, pas même l'administration de ce blog qui a trouvé inutile de se donner cette peine, alors ce sera stop aussi, qu'ils restent entre eux.

Défense du marxisme et du socialisme.

Extrait de Que Faire ? de V. Lénine - 1902

Lénine - Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes.

J-C - Si un parti ouvrier révolutionnaire luttant pour le socialise n'existe pas, et ne permet pas à la classe ouvrière d'accéder à la conscience du socialisme, elle n'y parviendra jamais toute seule et vous pourrez dire adieu au socialisme.

Cet enseignement du marxisme est toujours valable ou plus d'actualité que jamais, la construction de ce parti devrait être notre priorité absolue.

Ce passage est extrait d'un document que j'avais publié le 15 décembre 2008. Il était consacré à " *la question des rapports entre la conscience et la spontanéité"* qui va opposer les socialistes aux économistes qui s'avèreront êtres des réformistes bourgeois, des opportunistes.

En résumé, ces derniers prétendaient réduire le combat de la classe ouvrière à des revendications sociales dans le cadre du régime capitaliste, et que la classe ouvrière devait se détourner ou

abandonner le terrain du combat politique, parce qu'il aurait constitué un obstacle à ses revendications sociales, autrement dit, ils légitimaient l'existence du régime d'exploitation et d'oppression pour l'éternité.

Il faut entendre par "*conscience*", les tâches historiques que la classe ouvrière a à accomplir qui incluent le renversement du régime politique et économique des capitalistes, l'instauration d'une République sociale et démocratique, la transformation révolutionnaire de la société, bref, le programme du socialisme ou les "*tâches générales du socialisme*", et par "*spontanéité*", le mouvement spontané conduisant les travailleurs à exiger de l'ordre social établi qu'il leur accorde de meilleures conditions de travail et d'existence , renonçant ainsi à lutter pour leur émancipation du capitalisme et pour conquérir leur liberté, autrement dit, ils devraient abdiquer toute aspiration à gérer eux-mêmes la société, et laisser le soin aux capitalistes de décider de leur destin à leur place.

Selon Lénine, la question des rapports entre la conscience et la spontanéité offre "*un immense intérêt général et demande une étud*e" approfondie, qui devrait susciter l'attention soutenue de tout militant ouvrier sincère ou fidèle au socialisme, s'exprimant en son nom, sous peine d'adopter l'idéologie de la bourgeoisie ou de tomber sous son influence.

Lénine, qui maîtrisait parfaitement la dialectique, savait extraire la substance de sophismes comme celui-ci, un régal : "*le mouvement est le processus de variation de distance entre le point de départ et les points suivants du mouvement. (...) : est désirable la lutte qui est possible; est possible celle qui se livre au moment présent. C'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité*."

Quelques extraits choisis pour réfléchir, à savourer sans modération.

La spontanéité est devenue l'idéologie des "*sociaux-démocrates*" partagée par "*les bourgeois d'Occident haïssant le socialisme*".

Lénine - C'était là l'écrasement complet de la conscience par la spontanéité - par la spontanéité des "*sociaux-démocrates*" qui répétaient les "*idées*" de Monsieur V.V., la spontanéité des ouvriers séduits par cet argument qu'une augmentation, même d'un kopek par rouble, valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient "*lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants*" (éditorial du n° 1 de la Rabotchaïa Mysl). Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le "*social-politique*" allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur.

J-C - Il ne peut pas exister une "*troisième*" idéologie, c'est ce que j'ai eu l'occasion de répéter encore et encore dans mes causeries, parce qu'il n'existe que deux classes indépendantes dans la société, celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière.

Lénine - Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une "*troisième*" idéologie; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement spontané

du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, Il s'effectue justement selon le programme du Credo, car mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la Nur-Gewerkschaftlerei; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire.

J-C - Quelle formation politique de nos jours se réclamant du socialisme tient ce discours, y compris dans les syndicats où elles sont implantées ?

Qu'entend-on par la politique trade-unioniste ?

Lénine - C'est-à-dire l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'Etat des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital. Cette aspiration est en effet commune et aux trade-unionistes anglais hostiles au socialisme, et aux ouvriers catholiques....

J-C - En effet, les faux opposants au régime s'entendent pour dénoncer ses excès ou ses turpitudes, mais sans jamais aborder leur origine, car ils n'ont pas l'intention de s'y attaquer ou de rompre avec le capitalisme.

Lénine - Mais pourquoi - demandera le lecteur - le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus achevée sous toutes ses formes et possède infiniment plus de moyens de diffusion. Plus le mouvement socialiste dans un pays est jeune, et plus il faut combattre énergiquement toutes les tentatives faites pour consolider l'idéologie non socialiste, plus résolument il faut mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseillers qui crient à la "*surestimation de l'élément conscient*", etc.

J-C - Le mouvement spontané ne fait qu'effleurer la surface des choses, il ne s'aventure pas au-delà des apparences, trompeuses évidemment. Son pendant chez les capitalistes est le profit immédiat ou à court terme. Twitter et Cie sur le plan de la communication à consommer et jeter !

L'idéologie bourgeoise est si profondément ancrée dans le cerveau des intellectuels qui se prétendent de gauche, qu'ils hésitent de nos jours à faire référence au socialisme, sans doute par crainte des critiques auxquelles ils s'exposeraient, et auxquelles ils seraient bien embarrassés de répondre tellement ils se sont gravement compromis, il faudrait qu'ils se démasquent eux-mêmes et ils n'y tiennent pas, mettez-vous à leurs places, mais que cela ne tienne, on s'en charge pour eux, non sans un malin plaisir chaque fois renouvelé, je dois avouer. C'est souvent l'objet de mes commentaires dans des blogs, qui évidemment restent sans réaction ou réponse, vous aurez compris pourquoi.

Cette question est des plus importantes pour les militants qui entendent demeurer fidèles au socialisme, dans la mesure où les arguments développés par ces deux tendances, nées dans la tête d'intellectuels, il faut préciser, vont constituer la base théorique des deux conceptions opposées et inconciliables de la lutte de classe qui ne vont pas cesser de s'affronter de la fin du XIXe siècle à nos jours au sein du mouvement ouvrier parmi ceux qui se réclament du socialisme et du prolétariat,

…….

La spontanéité des masses et la conscience de la social-démocratie - 1902

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/spontaneite131208.pdf

Comment se caractérise la crise du capitalisme dans l'UE ? Quelques éléments de réponse.

L'ampleur de la désindustrialisation de l'UE - observateurcontinental.fr 15.07.2024

La diminution du poids économique de l'espace politico-économique de l'UE a débuté au milieu des années 2000. Il y a 20 ans (en 2004), l'industrie américaine était en retard par rapport à l'industrie européenne dans la production mondiale : 22,2% contre 25,4%. L'année 2022 a été cruciale pour l'économie de l'UE. À cette époque, le secteur manufacturier s'est contracté de plus de 10 points de pourcentage, passant de 25,4% à 15,2% de la production mondiale.

En 2023, les proportions de la production manufacturière mondiale sont restées les mêmes : 28,4% pour la Chine, 26,6% pour les États-Unis, 5,8% pour l'Allemagne, 2,3% pour l'Italie, 1,9% pour la France et 1,8% pour le Royaume-Uni.

Actuellement, la politique économique de l'UE est confrontée à un trilemme : redoubler d'efforts pour aider les secteurs touchés à devenir «*verts*», relocaliser les productions énergivores hors de l'Union ou concilier les intérêts des secteurs traditionnels et nouveaux par la redistribution des subventions. L'accentuation de ces inégalités risque de déstabiliser le pilier économique clé de l'UE, son marché intérieur unique.

Aujourd'hui, on se souvient de plus en plus des avertissements alarmants formulés dans la Déclaration d'Anvers sur l'Accord industriel européen du 21 février 2024. Plus de 840 entreprises et 350 associations qui l'ont signée exhortent vivement les autorités de l'UE à adopter une politique industrielle de soutien qui puisse rendre à nouveau l'industrie européenne compétitive et attractive pour les investissements.

À l'heure actuelle, la réalité est différente. Certaines entreprises industrielles européennes prévoient de délocaliser leurs capacités de production dans des régions où les coûts de l'électricité sont plus bas. Ainsi, le déclin de l'industrie dans l'UE est bel et bien réel. La préoccupation croissante des gouvernements des pays d'Europe occidentale quant au fait que la désindustrialisation pourrait entraîner une récession économique, une réduction de l'autonomie stratégique économique, un retard dans la course aux nouvelles technologies et, par conséquent, une diminution de l'influence de l'UE, est le résultat d'une réaction tardive aux changements fondamentaux dans la concurrence géoéconomique mondiale. Les représentants de la Commission européenne indiquent que les statistiques industrielles de l'UE ne montrent pas un déclin significatif de l'activité industrielle en 2021-2022. Cependant, en 11 mois (d'avril 2023 à avril 2024), la production industrielle de l'UE a diminué.

Dans la compétition pour les investissements étrangers directs, l'Union européenne perd face aux États-Unis. Depuis le troisième trimestre de 2022, les flux entrants sont devenus négatifs pour la première fois depuis 2020, atteignant un niveau 2,5 fois supérieur à celui de la période de pandémie (un reflux de 65,1 milliards d'euros contre 26,3 milliards d'euros). Au quatrième trimestre 2022, la fuite des capitaux a encore été multipliée par 3,3 fois pour atteindre 216,5 milliards d'euros.

Malgré ces tendances de désindustrialisation, l'UE reste un acteur notable dans les technologies avancées : les technologies quantiques (22% du volume mondial) et de navigation (20%), les biotechnologies et la robotique (18% chacune). En 2022, 194 entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) ont été créées dans l'UE, devançant la Chine (160), le Royaume-Uni (99) et l'Inde (57).

Ainsi, la désindustrialisation dans l'UE va de pair avec le développement de nouvelles technologies. La crainte de la fuite industrielle est souvent exagérée afin de parvenir à un consensus européen sur l'octroi de subventions importantes pour les industries énergivores, le financement du complexe militaro-industriel et des technologies civiles avancées associées, ainsi que pour garantir un soutien vital de la part des gouvernements relativement libéraux (principalement l'Allemagne) qui souhaitent éviter une guerre commerciale totale avec les États-Unis.

Malgré la menace de désindustrialisation de l'UE, qui fait déjà partie de la réalité économique, il y a des raisons de croire que cette menace soit quelque peu exagérée et que la situation réelle soit plus complexe.

https://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=6120

Quand le législateur inscrit dans la loi un abus de pouvoir caractérisé, il consacre la dérive totalitaire du 1%.

Californie : une nouvelle loi interdit désormais aux écoles d'informer les parents du changement de pronoms d'un élève - 20minutes.fr 18 juillet 2024

Droits LGBTQ+. Le but ? Protéger les élèves venant de foyers non accueillants qui pourraient être en danger lors de la révélation de leur identité sexuelle

Gavin Newsom, le gouverneur démocrate de Californie, a signé cette semaine une loi interdisant aux écoles d'informer les parents si leur enfant demande à changer son pronom de genre. Selon cette loi, les écoles ne peuvent plus divulguer l'identité de genre ou l'orientation sexuelle d'un étudiant sans l'autorisation de celui-ci.

La loi intervient alors que plus d'une douzaine de districts scolaires en Californie ont proposé ou adopté des « *politiques de divulgation forcée* » obligeant les écoles à informer les parents si un enfant demande à changer son identification de genre. Ces politiques ont suscité de vives réactions du côté des responsables démocrates de l'État, qui affirment que les étudiants ont droit à la confidentialité. En réponse à ces décisions, l'entrepreneur Elon Musk a décidé de relocaliser les sièges de ses entreprises au Texas et de quitter la Californie. 20minutes.fr 18 juillet 2024

J-C – En principe les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants et de leurs actes, encore faut-il que les parents puissent exercer leur pouvoir ou leur autorité sur leurs enfants. Mais quand leur autorité est contestée par le législateur, de quel moyen dispose-t-il encore pour se faire respecter de leurs enfants, aucun. Par conséquent, les rapports qui existaient entre eux se trouvent inversés, ce sont les enfants qui dictent leur volonté à leurs parents qui doivent s'y plier sous peine de poursuites judiciaires.

Jusqu'où iront le cynisme et l'hypocrisie du législateur.

On peut lire ceci dans un document officiel français intitulé *Exercice de l'autorité parentale* :

- Pour exercer leur fonction, les parents ont un devoir de commandement et de surveillance sur l'enfant et ses biens.

En contrepartie, l'enfant doit honneur et respect à ses parents à tout âge.

Devoir d'éducation. Les parents doivent veiller à l'éducation scolaire, intellectuelle, morale et éventuellement religieuse de l'enfant. Les parents qui n'assurent pas l'instruction obligatoire de leur enfant s'exposent à des sanctions (amende par exemple).

J-C – Comment les parents pourraient-ils remplir ce « *devoir* », si parallèlement la loi permet aux enfants de contester l'éducation que leurs parents leur donne ?

A propos de l'homosexualité, je soumets à votre réflexion les éléments suivants.

Freud et l'homosexualité - blog.francetvinfo.fr 22 novembre 2014

Le site rue89 a publié mi-novembre 2014 une lettre de Freud adressée à une mère au sujet de l'homosexualité de son fils. Extrait :

"*L'homosexualité n'est certainement pas un avantage, mais elle n'est pas honteuse, perverse ou dégradante ; elle ne peut être classifiée comme une maladie, nous la considérons comme une variation de la fonction sexuelle, produite par un arrêt spécifique dans le développement sexuel*"

Dans Trois essais sur la théorie sexuelle, Freud ne parle pas encore d'homosexualité. Il emploie le terme d'inversion qu'il considère comme une "*déviation par rapport à l'objet sexuel*". Il nomme alors les personnes homosexuelles des "*sexuels contraires*" ou des "*invertis*".

Pour Freud, "*ni l'hypothèse, selon laquelle l'inversion est innée, ni l'autre, selon laquelle elle est acquise, n'expliquent la nature de l'inversion*". Selon lui, nous aurions une "*disposition bisexuelle originelle qui se modifie au cours de l'évolution jusqu'à devenir monosexualité* (...)".

Freud tient donc compte d'une "*prédisposition bisexuelle dans l'inversion (...) et qu'il s'agit là de troubles qui touchent la pulsion sexuelle dans son développement*".

Néanmoins, Freud conclue en écrivant qu'il se voit "*dans l'impossibilité de fournir une explication satisfaisante de la genèse de l'inversion*."

Freud ne souhaitait pas réellement modifier l'orientation sexuelle de ses patients (même si, selon lui, l'inversion "*peut être modifiée par la suggestion hypnotique*"). Il s'intéressait surtout à soulager les patients "*en révolte contre le fait de leur inversion*", qui ressentent leur homosexualité comme une "*contrainte morbide*". Bref, il s'attachait surtout à aider les patients à mieux vivre leur homosexualité.

En 1903, un scandale judiciaire impliquant une personnalité jugée pour son homosexualité, va amener Freud à s'exprimer ainsi : « *L'homosexualité ne relève pas du tribunal et j'ai même la ferme conviction que les homosexuels ne doivent pas être traités comme des gens malades, car une telle orientation sexuelle n'est pas une maladie (...) Les personnes homosexuelles ne sont pas des malades*".

Selon la psychanalyste Ruth Menahem, malgré certaines ambiguïtés et contradictions dans les écrits de Freud, ce dernier aurait donc privilégié le courant de la « *normalité* » de l'homosexualité. blog.francetvinfo.fr 22 novembre 2014

Freud, S. (1987). Trois essais sur la théorie sexuelle. Paris : Gallimard

J-C – Ils se sont retenus d'accuser Freud d'homophobie, Freud qu'ils détestent autant que Darwin ou Marx.

Je vais vous expliquer, pourquoi je ne peux pas être homophobe, et revenir sur ma propre expérience.

J'en suis arrivé à la conclusion, que la perturbation des rapports affectueux qu'un enfant entretient avec ses parents des deux sexes, va l'empêcher d'abandonner sa "*disposition bisexuelle originelle*" au profit de sa "*monosexualité*", désorientés il va être amené à rejeter le sexe différent du sien ou il va s'identifier à la personne ayant le même sexe que lui et devenir homosexuel.

Au-delà, j'y vois une cause sociale, car la perturbation de ses rapports affectueux avec ses parents provient généralement des difficultés que ceux-ci rencontrent dans leur vie quotidienne. Elles enveniment leur relation sentimentale et cela se reporte sur l'enfant, dans un sens ou dans l'autre, soit l'un des deux parents ne le supportera plus et il s'en détournera, ou au contraire il se l'accaparera, il deviendra possessif, le couvera à outrance, l'étouffera littéralement, au point que le parent de l'autre sexe disparaîtra de son existence, c'est tout du moins le risque qui en découle. L'absence de l'un des deux parents peut avoir la même conséquence. Une éducation trop autoritaire peut produire le même effet, ce fut mon cas.

Tout dépendra ensuite des rapports qu'il sera parvenu à tisser avec des personnes des deux sexes au cours de ses rencontres ou expériences au contact du monde extérieur à sa famille, à l'école principalement, puisqu'il y passera le plus clair de son temps. Qu'il soit scolarisé dans une école mixte ou non ne sera pas anodin, car cela facilitera ou non le transfert de son affection sur un enfant du sexe différent du sien, notamment à l'âge de la puberté. S'il est scolarisé dans une école non-mixte, ce sera impossible et renforcera sa tendance disons naturelle à l'homosexualité, c'est ce que personnellement j'ai vécu pendant une très courte période. J'explique cela ainsi.

Mon père était la main de mon père. C'est ma mère qui s'occupait de moi, mon père travaillait, et lorsqu'il rentrait du boulot épuisé et passablement énervé, elle se faisait un plaisir de lui raconter en menus détails tout ce que j'avais pu faire qui le contrarierait, de sorte qu'il se soulageait sur moi en me frappant, tandis que ma mère éprouvait une certaine satisfaction à me voir pleurer et hurler de douleur, soit dit en passant, c'est sans doute ainsi que s'exprime l'amour maternel ! Je ne lèverai jamais la main sur ma fille, le seul enfant que j'eus avec ma première épouse.

Voilà qui explique peut-être pourquoi j'eus une courte expérience homosexuelle à ma puberté, et surtout pourquoi, bien que par la suite et le restant de ma vie je fus attiré uniquement par les femmes, j'eus toutes les peines du monde à avoir des relations normales avec elles, tant je les craignais, car ce que j'avais vécu au cours de mon enfance m'avait psychologiquement profondément perturbé, au point à 23 ans d'avoir eu une brève expérience sexuelle avec seulement deux femmes, par conséquent, voué à la solitude et au célibat depuis 3 ans, en désespoir de cause je jetai mon dévolu sur une femme que j'idéaliserai, dont je tomberai passionnément amoureux, que je croyais tendre et affectueuse, et qui au final s'avèrera être exactement l'inverse avec moi, autoritaire et cruelle, elle m'abandonnera dix ans plus tard et brisa ma vie, puisqu'elle s'identifiait à elle.

Cet épisode provoquera chez moi un énorme traumatisme dont je ne me suis jamais remis, bien que je refis ma vie et que je sois relativement épanoui avec la femme qui partage mon existence, il faut dire qu'entre temps, j'étais parvenu à comprendre ce que j'avais vécu ou à me défaire de bien des illusions en renouant avec le marxisme, mon sauveur en quelque sorte, sans plaisanter. C'est tout le malheur que je vous souhaite !

Le dernier dîner de cons offert par la société du spectacle.

J-C – Wikipédia - Le titre de l'émission est un jeu de mots avec le slogan de SOS Racisme, « *Touche pas à mon pote* », Cyril Hanouna, militant de cette association ayant obtenu l'autorisation de son président Dominique Sopo d'emprunter ce titre. Wikipédia.org

La famille au grand complet en somme, tout s'explique.

Jordan Bardella a dîné chez Cyril Hanouna, une réunion de travail assure l'animateur - Le HuffPost 18 juillet 2024

Mediapart a révélé ce mercredi 17 juillet dans une enquête que le président du Rassemblement national avait été invité quelques jours plus tôt dans la villa cossue de l'animateur Cyril Hanouna à Saint-Tropez, dans le Var. Ce dernier plaide une réunion de travail.

Dans le même temps, après les révélations de Mediapart, les médias de la sphère Bolloré ont tenté de justifier la rencontre entre les deux hommes. Le site de Jean-Marc Morandini indique ainsi que Cyril Hanouna serait en train de préparer un nouveau prime time politique pour la rentrée et espérait que le président du RN soit le premier invité.

Plus tard, *Nice-Matin* a tenté d'en savoir plus auprès du présentateur-star de C8. « *Vous saurez tout le 2 septembre* », a-t-il répondu avec une flopée de smileys. Une source proche de l'animateur a pour sa part confirmé que Bardella sera le premier invité de cette nouvelle émission.

Reste que ce dîner illustre une nouvelle fois la proximité entre Cyril Hanouna, le groupe Bolloré de manière générale, et le parti d'extrême droite. En témoignent les émissions Touche pas à mon poste puis la pastille politique dans Europe 1 de Cyril Hanouna pendant les législatives, où les thèses du RN étaient diffusées sans contradictoire pendant que la gauche n'était présentée que dans des mots virulents. Le HuffPost 18 juillet 2024

Et tant pis pour les 8 millions de pauvres, ils sont minoritaires !

L'épargne des Français signe une année 2023 "exceptionnelle" avec 935,5 milliards d'euros - franceinfo 17 juillet 2024

L'épargne réglementée des ménages français, placée sur les Livrets A, Plans épargne logement et autres Livrets d'épargne populaire, atteint 935,5 milliards d'euros fin 2023. Il est en hausse de 7% par rapport à 2022, selon la Banque de France, qui vient de publier son bilan 2023 des produits d'épargne réglementée pour lesquels l'État fixe les taux de rémunération.

L'année 2023 a été "*exceptionnelle*" grâce aux mesures très incitatives mises en place ces dernières années. Les Français ont placé plus de 61 milliards d'euros supplémentaires sur leurs produits d'épargne réglementée, en 2023. Un niveau inégalé depuis plus de dix ans avec des records historiques pour deux livrets : le Livret A et le Livret d'épargne populaire.

Le Livret A est le produit phare de cette palette bancaire encadrée par l'État. Il attire les épargnants grâce à son taux avantageux, qui a été augmenté à 3% en 2023. La Banque de France décerne aussi sa médaille "*olympique*" au Livret d'épargne populaire. Les dépôts nets ont quasiment triplé en 2023 sur ce livret réservé aux ménages aux revenus modestes. Son plafond a été relevé en octobre et son taux est encore plus incitatif, bien au-dessus de l'inflation avec 6% au second semestre 2023. Mais attention, ce taux a été redescendu et baissera à 4% en août.

La Banque de France apporte une nuance à ce succès. Parmi les Français éligibles, près de 8 millions n'ont pas ouvert de Livret d'épargne populaire. franceinfo 17 juillet 2024

J-C – Dans un commentaire publié par le blog *Le Grand Soir*, j'avais demandé aux lecteurs combien il y avait réellement de pauvres en France, je n'ai jamais reçu de réponse. Pourquoi ? Je vous laisse deviner.

Il le restera quoi qu'il en soit dans le cadre des institutions de la Ve République.

J-C – Il faudrait une révolution prolétarienne pour envisager sérieusement de chasser son camp du pouvoir, on en est très éloigné…

Macron accepte la démission d'Attal mais veut que son camp reste au pouvoir grâce à une «*coalition majoritaire*» - RT 16 juil. 2024

À l'occasion du dernier Conseil des ministres de son Premier ministre Gabriel Attal ce 16 juillet, Emmanuel Macron a déclaré vouloir que son camp dispose «*d'une coalition majoritaire ou d'un large pacte législatif*». Le chef de l'État confirmait ainsi qu'il n'entend pas laisser une coalition de gauche diriger seule le pays.

Le Premier ministre sortant et ses ministres vont donc retrouver leur liberté mais seront chargés des affaires courantes jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit nommé.

Le chef du gouvernement a de son côté profité de ce dernier Conseil des ministres à l'Élysée pour se féliciter de la résistance du parti présidentiel lors des élections législatives : «*Nous aurions pu disparaître. Nous avons évité le pire. L'avenir est à écrire.*»

Les récentes tractations à gauche ont mis en avant Laurence Tubiana, une économiste qui avait présidé la Convention citoyenne pour le climat en 2019 et 2020 à la demande d'Édouard Philippe, alors Premier ministre d'Emmanuel Macron. Un profil compatible avec la majorité qui pourrait permettre au président d'envisager une coalition de centre gauche. RT 16 juil. 2024

Que la paix soit avec vous, et avec votre esprit lui répondit Jupiter !

J-C - Avec de tels opposants, Macron peut dormir tranquille.

André Chassaigne candidat du Nouveau Front populaire pour la présidence de l'Assemblée nationale - Le HuffPost 17 juillet 2024

Ce mercredi 17 juillet, les différents groupes composant le Nouveau Front populaire à l'Assemblée nationale ont désigné leur candidat pour le perchoir. Et c'est le député communiste – par ailleurs président sortant du groupe Gauche démocrate et républicaine (GDR) – André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme depuis 22 ans, âgé de 74 ans, qui a été choisi.
« *Notre bloc est arrivé en tête aux législatives, et à ce titre nous avons une légitimé collective pour présider l'Assemblée nationale* », a déclaré le candidat du NFP, affirmant que l'arrivée de la gauche aux responsabilités contribuerait à la « *pacification* » du pays. Le HuffPost 17 juillet 2024

De misérables arrivistes pris à leur propre piège. Personne ne volera à leur secours.

Négociations pour Matignon : l'énorme ras-le-bol de Marine Tondelier - Le Point 17 juillet 2024

La secrétaire nationale des Écologistes appelle à la reprise des tractations à gauche, arrêtées depuis plusieurs jours, pour trouver une candidature du NFP au poste de Premier ministre.

« *Je suis en colère, je suis écœurée, j'en ai marre, je suis fatiguée car cela fait six semaines qu'on y est* », a-t-elle énuméré sur le plateau de France 2. « *Je suis désolée du spectacle que l'on donne, en particulier à ceux qui nous ont élus* », a-t-elle déclaré.

Les socialistes ont notamment refusé le profil de la présidente de La Réunion, Huguette Bello, tandis que les Insoumis ont rejeté celui de la spécialiste du climat Laurence Tubiana.

« *Avec les communistes, on a mis d'exclusive sur aucun nom. Un Insoumis, ça nous va. Un socialiste, ça nous va. Un communiste, ça nous va. Un écologiste, ça nous va. La société civile, ça nous va* », a-t-elle assuré, fustigeant une « *guerre de leadership* ». « *Si on attend la pureté de la solution qui est idéale pour chacun, on ne la trouvera pas* », a-t-elle jugé.

Et selon elle, la raison principale de tant de tergiversations, c'est une guerre en interne : " *Il y a une guerre de leadership qui n'est pas qu'une guerre de leadership. Il y a un récit différent, des envies différentes*".

« *Si certains n'ont pas envie [de gouverner], ils vont devoir l'assumer. Parce que si on n'y arrive pas, là, on en prend pour dix ans. Les gens, ils vont nous insulter dans la rue* », a-t-elle dit à l'adresse des Insoumis. « *Chaque heure, chaque minute de ridicule qu'on offre […], on est en train de fabriquer du vote RN et ce ne sera pas la peine de venir me chercher avec ma veste verte en 2027 entre les deux tours pour dire* "au secours, il faut un front républicain" *[…] On ne peut pas susciter l'espoir et décevoir autant* », a-t-elle prévenu. Le Point 17 juillet 2024

J-C – « *On est en train de fabriquer du vote RN* », que pouvez-vous faire d'autre ? On ne pourra pas nous accuser de l'avoir inventé ou ils ne pourront pas dire que ce n'était pas vrai, puisqu'ils le disent eux-mêmes. Merci, on le savait depuis un siècle déjà !

Qui est à l'origine de cette nouvelle cabale sexiste ? Devinez. Dis-moi qui te finance, je te dirais qui tu es et quelles sont tes intentions.

J-C – Loin de moi l'idée de prendre à tout prix la défense de l'abbé Pierre, quelles que soient les accusations portées contre lui, je constate qu'elles font l'objet d'une ignoble instrumentalisation portant préjudice à l'esprit de justice, telle qu'on peut la concevoir quand on est honnête tout simplement, dès lors qu'elle est orchestrée au profit d'une idéologie autrement criminelle ou nuisible à la population.

L'abbé Pierre accusé de violences sexuelles : trois questions sur le rapport qui incrimine le fondateur d'Emmaüs - francetvinfo.fr 17 juillet 2024

Il a suffi d'un premier témoignage pour libérer la parole. En juin 2023, une personne a fait état auprès d'Emmaüs France d'une "*agression sexuelle commise par l'abbé Pierre sur une femme*". La structure créée par le religieux, ainsi que la fondation qui porte son nom, ont alors mandaté un cabinet indépendant chargé de faire la lumière sur d'autres éventuelles accusations. Le rapport (en PDF) issu de ces mois d'enquête a été publié mercredi 17 juillet par Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé-Pierre.

Les travaux du cabinet Egaé, spécialisé dans la prévention des violences notamment sexistes et sexuelles, et mandaté par Emmaüs France en février, "*a permis de recueillir les témoignages de sept femmes qui font état de comportements pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou des faits de harcèlement sexuel commis par l'abbé Pierre entre la fin des années 1970 et 2005*", détaillent les trois organisations dans un communiqué. L'une d'entre elles "*était mineure au moment des premiers faits*", ajoutent-elles. Franceinfo répond à trois questions sur le rapport dévoilé jeudi.

Ces témoignages ont-ils été ignorés par les responsables du mouvement ? "*J'ai identifié dans presque tous les cas la difficulté à être crue lorsque la personne mise en cause est valorisée, voire adulée, pour son engagement*", souligne la directrice du cabinet Egaé, Caroline De Haas, citée dans La Croix.

Qui est Caroline De Haas ?

Ce qui suit a été trouvé dans différents articles de presse et Wikipédia.

C'est une femme d'affaire, féministe extrémiste, une lesbienne fanatique, une sexiste enragée, une wokiste, une mythomane détraquée, une arriviste consommée, une imposteur débridée, une inquisitrice qui recourt à la terreur, une escroc, PV tronqués, oublis ciblés, appel à la dénonciation, procès à charge, accusations sans preuve… haïe de ses anciens et anciennes collègues de travail, des salles de rédaction de médias mainstream, de chefs d'entreprise, persona non grata à la Cour d'appel de Paris, c'est peu dire, elle piétine la présomption d'innocence, elle est connue pour avoir mené des enquêtes partiales ou à charge dans des entreprises comme Télérama, elle a fait licencier le journalistes Emmanuel Tellier de Télérama, qui finalement obtiendra gain de cause, le violoncelliste Jérôme Pernoo du Conservatoire de Paris, qui obtiendra également gain de cause devant le tribunal administratif de Paris, etc.

Bref, c'est une ordure de la pire espèce comme France Info les aime tant, jugez plutôt. Elle fut l'auteur d'une déclaration scandaleuse lors d'une interview à L'Obs le 14 février 2018 : « *Il est*

admis qu'une femme sur deux a été victime de viol, d'agression ou de harcèlement. » Avant d'avancer qu'« *un homme sur deux ou sur trois est un agresseur* ».

Et en plus elle est particulièrement laide, de quoi en effet faire fuir les hommes… et peut-être même bien les femmes, sauf ses semblables, on lui laisse !

- Le nouveau site internet de Caroline de Haas recevra la bagatelle de 210 000 euros sur trois ans notamment grâce à l'aide de divers médias.

Parmi les nombreux donateurs figurent notamment « *France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, le groupe Le Monde, TF1, LCI, Aufeminin, TV5MONDE, Mediapart, Ouest-France, Centre France, Arte, 20 Minutes, Bayard Presse et le Groupe CANAL+* », rapporte le communiqué d'Egaé, groupe créé et dirigée par Caroline de Haas.

Cette annonce arrive trois mois après la publication d'un rapport dans lequel Céline Calvez, députée LREM, préconisait notamment de « *soutenir l'initiative du site expertes.fr sur une période minimale de trois ans renouvelable via des financements croisés publics et privés* ». (Le Figaro avec AFP11/12/2020)

Wikipédia. Caroline De Haas est une militante féministe française. Elle milite au sein du Mouvement des jeunes socialistes puis au Parti socialiste.

En 2009, elle participe à la fondation de l'association Osez le féminisme !

Depuis 2013, elle codirige Egaé, une agence de conseil en égalité professionnelle, spécialisée dans les formations contre les violences sexuelles. Elle contribue par ailleurs à faire adopter le texte qui oblige le secteur public à financer des formations contre le harcèlement sexuel lorsqu'elle était employée au sein du cabinet ministériel de Najat Vallaud-Belkacem, ce qui a fait l'objet de critiques.

En juin 2013, Caroline De Haas crée Egaé, d'égal à égale, une agence de conseil en égalité professionnelle. En 2015, elle fonde le groupe Egalis qui rassemble trois entreprises vouées à l'égalité femmes-hommes (Egaé, d'égal à égale, Équilibres et Autrement Conseil) et dont elle est directrice associée. En 2017, elle raconte avoir pris un coup à l'ego lorsque toutes les salariées de son entreprise se sont retournées contre elle lors d'un séminaire. « *J'ai eu un gros problème de management dans ma boîte. J'ai failli exploser en vol* », raconte Caroline De Haas. « *Elles lui reprochaient des choses très personnelles, sur sa manière d'être et d'agir* », se souvient Pauline Chabbert, cofondatrice de Egae.

En 2017 toujours, sa candidature à l'élection législative de 2017 dans le XVIIIème arrondissement de Paris sera soutenue par le PCF et EELV.

En février 2018, elle affirme qu'« *un homme sur deux ou trois est un agresseur* » sexuel mais, selon elle, ses paroles auraient été déformées. Pourtant L'Obs lui répond : « *Enregistrés, comme le reste de l'entretien, ces propos ont été retranscrits, puis mis en forme pour en assurer leur lisibilité. Elle n'a pas demandé à les relire* » (Elle est liée à un tas de rumeurs dont elle fut à l'origine, et qui ne connurent pas de suite. J-C)

En juillet 2018, elle crée le Collectif #NousToutes pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Début 2022, elle vend ses services au Conseil d'État pour la formation de ses cadres à l'égalité hommes-femmes, Conseil d'État qui est par ailleurs l'autorité de tutelle du tribunal administratif chargé de juger Egaé pour « *manque d'impartialité* » dans plusieurs de ses « *enquêtes* » ayant mené à des licenciements abusifs de boucs émissaires dans des entreprises ayant fait appel à ses services.

Le 8 février 2022, le Conseil d'Etat a annoncé recourir aux services de la militante féministe woke Caroline de Haas au travers de son cabinet de conseil EGAE. En effet, Madame De Haas interviendra auprès de la juridiction administrative suprême afin d'assurer une « *formation à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes au travail* » et ce, pour la bagatelle de 110 000 euros.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 juillet 2024

Les monarques occidentaux ont toujours eu un faible pour l'oligarchie financière et le nazisme, allez savoir pourquoi.

Le roi Charles III a reçu Volodymyr Zelensky au Royaume-Uni - BFMTV 19 juillet 2024

Poignée de main entre un chef d'État en guerre et un monarque. Ce jeudi 18 juillet, le compte officiel de la famille royale a publié une photo du roi Charles III en compagnie du président ukrainien Volodymyr Zelensky, qu'il a reçu en marge du sommet de la Communauté politique européenne (CPE). BFMTV 19 juillet 2024

Pour une République démocratique et laïque palestinienne sur les cendres de l'Etat colonial anglo-saxon sioniste.

Le Parlement israélien adopte une résolution "*contre la création d'un État palestinien*" - BFMTV 19 juillet 2024

Le Parlement israélien a adopté dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juillet une résolution s'opposant à "*la création d'un État palestinien*", à quelques jours d'une visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Washington.

Cette résolution symbolique, proposée par un député de droite de l'opposition, a recueilli le soutien de 68 élus de la coalition au pouvoir et de l'opposition. Neuf députés ont voté contre.

Selon cette résolution, "*la Knesset s'oppose fermement à la création d'un État palestinien à l'ouest du Jourdain*" c'est-à-dire en Cisjordanie (territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967) ou dans la bande de Gaza.

Mon commentaire publié dans un blog.

Auguste Vannier à J-C Tardieu

- Personnellement je lis toujours vos commentaires et partage pas mal de vos constats critiques. Mais ils sont accompagnés d'une tendance au nihilisme qui ne correspond pas à mon état d'esprit, et en conséquence je n'ai pas l'élan pour mettre de l'énergie dans une réaction qui me semble a priori vaine.

Par exemple, de façon plus caricaturale, il me semble inutile de commenter les roboratives interventions de @cunégonde (l'Europe !, encore l'Europe !, et toujours l'Europe !).

Ma réponse.

- La tendance au nihilisme que vous me prêtez est une pure invention de votre part destinée uniquement à me nuire, semble-t-il, à moins que son origine soit plus profonde, politique. J'en veux pour preuve que, non seulement vous n'argumentez pas votre affirmation, dans votre "élan" vous témoignez une forme de mépris à peine déguisé à mon égard.

Quant au charabia qui clôturait votre commentaire, je me suis demandé ce qu'il venait faire ici, hormis indirectement me prêter je ne sais quelle intention qui m'est totalement étrangère, puisque j'ai toujours prôné la rupture avec l'Union européenne.

Plus sérieusement, je ne vois pas comment je pourrais avoir développé une tendance au nihilisme ou un état d'esprit antiscientifique, que je qualifie également de négationniste, puisque je n'ai cessé de le combattre toute ma vie, en la passant à étudier une multitude de domaines pour acquérir un maximum de connaissances, considérant que l'ignorance était la pire faiblesse des hommes. C'est ce qui m'a amené à adopter le marxisme ou le matérialisme dialectique.

Quasiment quotidiennement dans mes causeries depuis août 2008 (plus de 30.000 pages tout de même), je m'acharne à débusquer et décrire les procédés auxquels recourent les idéologues de l'oligarchie pour effacer les connaissances auxquelles sont parvenus les meilleurs des scientifiques, et leur substituer de pseudo-connaissances qui relèvent uniquement de la propagande politique ou de la charlatanerie.

En outre, lors d'une récente causerie dans mon blog, j'ai rappelé que l'histoire était une science à l'instar de Marx. À l'intention de mes lecteurs, les 16 et 18 juillet, en rapport avec la situation politique, j'ai reproduit de brefs extraits de textes de Lénine que j'ai commentés.

J'en suis arrivé à me demander, si finalement ce ne serait pas mon orientation politique révolutionnaire qui vous indisposerait, mon refus obstiné de me fondre dans le cadre de l'opportuniste débridé, dans lequel pratiquement tout le monde patauge joyeusement à des degrés divers, c'est votre droit, remarquez bien, à condition toutefois de l'assumer. Autrement dit, c'est le socialisme scientifique, que je défends dans mes commentaires publiés aimablement par Le Grand Soir, que vous qualifiez de nihilisme.

Moi non plus je n'ai pas l'habitude de perdre mon temps, pour autant j'estime que toute controverse mérite une réponse sincère et argumentée. Bien à vous.

J'ajoute un mot.

Si je ne dis pas de bêtises, le blog *Le Grand Soir* est proche du PCF ou des courants politiques qui en sont issus, donc plutôt stalinien, cependant plutôt moins que plus car en rupture avec le PCF, voilà pourquoi je me suis bien gardé de leur reprocher, en me disant qu'il pourrait peut-être se trouver des militants ou des travailleurs parmi ses lecteurs qui seraient susceptibles de se tourner vers le socialisme, d'où les commentaires que je lui adresse et qu'il publie sans me censurer.

Cela dit, aucun à ce jour n'a souhaité engager une discussion sérieuse avec moi à partir des questions que j'abordais dans mes commentaires, j'en suis donc arrivé à la conclusion qu'ils n'intéressent personne et que je perds mon temps. J'aurais au moins eu le mérite d'essayer de nouer des relations avec des militants ou de simples travailleurs, afin de partager mes idées et rompre l'isolement qui me pèse.

Pour se faire, j'ai toujours été très cordial et mesuré dans mes commentaires, bien que j'eus conscience dès le début, que j'allais apparaître comme l'empêcheur de tourner en rond ou un tantinet provocateur, ce qui était pour ainsi dire inévitable puisque nous ne partagions pas les mêmes références théoriques ou idéologiques.

Mes commentaires allaient forcément prendre une tournure polémique, sans que ce soit mon objectif, ce qui allait amener bien des lecteurs à s'en détourner et à me cataloguer, surtout après avoir fait référence à Trotsky et au PT.

A dire vrai, je m'attendais à une nuée d'insultes, et bien même pas ou pire, ils m'ignorèrent carrément, une façon comme une autre de m'éliminer ou de me faire sentir que je n'étais pas le bienvenu ici. J'y suis tellement habitué par ailleurs depuis si longtemps, que je décidai de ne pas en tenir compte, jusqu'au dernier épisode politique que nous vivons en ce moment, qui requiert plus d'attention et de temps que la période antérieure, tant la crise mondiale du capitalisme s'approfondit et s'accélère de jour en jour, au point de me demander si elle ne pourrait pas déboucher sur des explosions sociales qui inaugureraient une nouvelle période révolutionnaire, auquel cas l'armement théorique des militants et des travailleurs les plus avancés devrait être notre priorité, afin de les aider à l'aborder dans les meilleures conditions possibles, tout du moins, c'est la réflexion que je me suis faite, à tort ou à raison, les faits le diront.

Par conséquent, j'ai décidé d'essayer de traiter la situation sociale et politique davantage en militant socialiste du mouvement ouvrier, plutôt qu'en publiciste indépendant, bien que les deux fonctions ne soient pas incompatibles, c'est surtout une question de temps et rien d'autres. Je vais donc cesser toute autre activité politique. Si ma santé le permet, je compte consacrer plus de temps à la lecture, et prendre le temps de réfléchir tranquillement à certains aspects de la situation qui peuvent évoluer rapidement.

Je ferai de mon mieux pour vous proposer une contribution politique digne d'intérêt, digne du socialisme surtout.

Macron "*n'a pas perdu les législatives*", il n'y a que des escrocs pour affirmer le contraire.

J-C – Se met en place le scénario que j'avais retenu fin juin ou début juillet.

Yaël Braun-Pivet reconduite au Perchoir, au prix d'une alliance qui s'affranchit du vote des Français - Le HuffPost 19 juillet 2024

Yaël Braun-Pivet est réélue ce jeudi 18 juillet à la présidence de l'Assemblée nationale. Bénéficiant du retrait du candidat des Républicains Philippe Juvin la députée macroniste des Yvelines a récolté 220 voix au troisième tour du scrutin, loin de la majorité absolue, mais suffisant pour retrouver le Perchoir.

Du côté d'Emmanuel Macron, ce résultat - sans doute cher payé - est en tout cas une victoire cruciale, après de nombreuses défaites électorales. Le chef de l'État, qui misait beaucoup sur ce scrutin pour renverser le discours faisant du Nouveau Front populaire les vainqueurs des élections législatives peut être satisfait. Son camp démontre qu'une coalition avec Les Républicains est possible, et qu'elle ferait mieux que la gauche en termes d'effectifs. Bref qu'il n'a pas perdu les législatives.

Dans ce contexte, la gauche veut croire malgré tout qu'elle a perdu une bataille - majeure - mais pas la guerre. Nombreux dirigeants du Nouveau Front populaire appellent effectivement le président de la République à reconnaître sa défaite aux législatives et à se tourner vers le Nouveau Front populaire pour former un gouvernement, malgré la reconduction de Yaël Braun-Pivet au Perchoir. Le HuffPost 19 juillet 2024

Dans Informations ouvrières (POI) cette semaine.

- Il faudrait que la ministre lise le programme du NFP… qui en demande l'abrogation (« *du choc des savoirs* » - ndlr).

J-C - Allez savoir, à croire que la ministre de l'Education nationale de Macron, Nicole Belloubet aurait sa place dans un gouvernement du NFP !

L'art de falsifier la réalité pour justifier sa politique opportuniste.

Extrait de la chronique politique d'Information Ouvrières n°817

IO - Les millions qui ont voté pour le programme du NFP sont en droit de s'interroger ou d'en tirer des conclusions : qu'est-ce que fabriquent le PS, le PCF et Les Verts ? Veulent-ils saborder la victoire électorale du 7 juillet ?

J-C - De quelle victoire électorale s'agit-il avec une écrasant majorité de députés de droite ou d'extrême droite ? Il doit s'agir de "*la victoire électorale*" qui vient de permettre de faire réélire Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale.

IO - Une chose est sûre : ces magouilles qui visent à reconstituer une majorité avec les macronistes sont contradictoires à l'aspiration de millions à battre Macron et sa politique. Elles sont contradictoires avec l'exigence portée par 80 % de la population de voir la réforme des retraites abrogée. Elles sont contradictoires avec la volonté de millions et de millions de voir appliquer le programme du NFP pourtant arrivé en tête des législatives. (...)

Les millions qui ont voté NFP l'ont fait malgré les propagandes mensongères et les pressions de toute part, avec un but précis : refus de la désagrégation sociale, refus de toutes les politiques anti-ouvrières de la Ve République. Ils n'ont voté ni pour Macron ni pour le retour de la politique de Hollande. Il serait plus sage de respecter ce vote. De toute façon, la masse le fera respecter.

J-C - Plus "*magouilleurs*", tu meurs !

Comme je l'ai rappelé plus haut, Macron n'a pas eu besoin de se livrer à des "*magouilles*" pour "*reconstituer une majorité*", puisque cette majorité existe et existait déjà avant la dissolution, des "*magouilles*", il y en a toujours eu à l'Assemblée nationale depuis 1958. Il leur faut camoufler à la fois leur défaite et qu'ils y ont collaboré.

Une partie seulement des députés du NFP doivent leur élection à son programme, car ils oublient de préciser, qu'une partie des électeurs ont voté pour les candidats NFP uniquement pour "*faire*

barrage" à l'extrême droite, y compris quand ils se sont désistés en faveur des candidats macronistes ou républicains, offrant ainsi cette "*victoire*" à Macron. Ce n'est pas nouveau.

En mai 2005, ils s'étaient bruyamment félicités après la "*victoire*" du "*non*" au référendum sur le TCE, oubliant de mentionner que la droite souverainiste avait également appelé à rejeter le TCE et que sa propagande et son vote avaient lourdement pesé dans le résultat final, ce qui était la stricte vérité. Par la suite, ils me traitèrent de pestiféré, et je fus excommunié par ces curés francs-maçons de la libre pensée !

Le PT tient le même discours opportuniste que le POI en plus sournois.

L'éditorial commenté de la Tribune des travailleurs (PT)

Ils ont reçu un mandat, ils lui tournent le dos par Daniel Gluckstein

À l'heure où ces lignes sont écrites, nul ne sait quelle sera la composition du prochain gouvernement ni quand elle sera annoncée. Toutes les hypothèses sont sur la table, d'un gouvernement de coalition entre la droite et les macronistes à un large « *arc républicain* » du Parti socialiste et des Verts jusqu'à la droite et les macronistes. Autre hypothèse : Macron ferait durer le plus longtemps possible un gouvernement « *technique* » chargé d'« *expédier les affaires courantes* » en attendant… une probable dissolution en juillet 2025.

Une hypothèse semble s'éloigner chaque jour un peu plus : la constitution d'un gouvernement des partis du Nouveau Front populaire (NFP) pourtant arrivé en tête le 7 juillet. (Faux. C'est la droite et l'extrême droite qui ont gagné cette élection, qui sont majoritaires à l'Assemblée nationale et dans le pays. Question : Que vaut une analyse politique qui repose sur un constat faussé de la réalité, je vous laisse deviner. Vous comprenez mieux maintenant pourquoi nous en sommes rendus là. - J-C)

Comment le comprendre ?

On ne s'étonne pas d'entendre le Medef et autres porte-parole du capital financier crier à la catastrophe annoncée à propos du programme du NFP. Pour eux, la moindre amélioration de la situation des salariés, aussi limitée soit-elle, aussi respectueuse soit-elle de la Ve République et du régime capitaliste… est de trop ! (Les capitalistes sont des capitalistes, que voulez-vous ! – J-C)

Mais comment comprendre la lutte féroce que se livrent les différentes composantes du Nouveau Front populaire, une lutte dont le vainqueur est connu d'avance : Macron, donc la classe capitaliste dont il représente les intérêts ? (Ce sont tous des arrivistes, des affairistes, des vendus, pourquoi ne pas le dire ouvertement aux travailleurs et aux militants, pourquoi ? Par crainte de leur réaction, sinon parce que le PT n'a rien à leur proposer ou il ne croit pas en sa propre orientation politique, il est incapable de la défendre. - J-C)

Force est de constater que tous contribuent à cette situation. Toute proposition d'un nom pour le poste de Premier ministre provoque un regain de tension et de division. C'est une véritable escalade. « *Impossible* » est le terme qui semble dominer les « *échanges* » entre les partis membres du NFP. (Il semble le regretter, n'est-ce pas ? Il fallait dire que "*tous*" ont contribué à cette situation, ce qui n'a pas du tout la même signification politique, puisque cela signifie que "*tous*" savaient à l'avance à quelle situation ils devraient s'attendre, sachant que le NFP n'obtiendrait pas la

majorité absolue, et par conséquent le NFP ne serait pas en mesure de gouverner ou de former un gouvernement, ce qui revenait à admettre que Macron demeurerait le maître de cérémonie. - J-C)

Les travailleurs et les jeunes qui ont massivement voté pour les candidats du NFP assistent à ce spectacle avec consternation. Ils s'interrogent : « *Ces dirigeants de gauche veulent-ils vraiment gouverner pour mettre en œuvre leur programme ?* » (C'est à croire que Gluckstein y croirait aussi, n'est-ce pas ? Au passage, ils flattent les illusions des travailleurs et jeunes dans les partis du NFP qui roulent pour Macron, au lieu de les aider à ouvrir les yeux ou leur dire la vérité. - J-C)

Au soir du second tour, Jean-Luc Mélenchon a déclaré qu'il faudrait appliquer « *le programme du NFP, tout le programme, rien que le programme* ». Mais cinq jours plus tard, le 12 juillet, concluant l'assemblée de ses partisans dans ses locaux du 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, il en appelle « *à la conquête du pouvoir, nous en connaissons la date et les moyens, c'est 2027 et c'est l'élection présidentielle* ». Si c'est 2027, ce n'est pas 2024… Qu'importe le vote du 7 juillet, qu'importent trois ans de plus avec Macron et sa politique ? (Qui ne connaît pas Mélenchon qui rêva à haute voix de devenir Premier ministre de Macron, qui ? Gluckstein brasse du vent. – J-C)

Quant au Parti socialiste et aux autres composantes du Nouveau Front populaire, ils savent qu'en proposant comme Premier ministre une « *personnalité de la société civile* », qui quelques jours auparavant appelait à s'allier avec les macronistes, ils attisent le feu de la division. (Là encore, Gluckstein semble exprimer un regret, de quoi, que le NFP éclate, serait-ce un mal ou un bien pour les travailleurs sachant que son orientation est réactionnaire, à l'instar de ses dirigeants. Il nous avait fait le même coup avec l'intersyndicale dominée par un syndicat jaune, la CFDT, lors de la mobilisation pour les retraites. Entre autres. - J-C

Tous tournent le dos au mandat qu'ils ont reçu par le vote populaire de millions de femmes, d'hommes, de jeunes le 7 juillet. Tous se dérobent. (Il triche ou déforme à nouveau la réalité comme le POI. - J-C)

Et pendant ce temps… Macron gouverne. La rentrée scolaire dans quelques semaines ? C'est celle préparée par Belloubet pour laquelle manquent des dizaines de milliers d'enseignants et de personnels chargés d'accompagner les enfants en situation de handicap. La guerre en Ukraine ? Macron vient d'y affecter 2,3 milliards d'euros supplémentaires. Le décret contre les chômeurs ? Il sera publié incessamment. La loi Darmanin contre les immigrés ? Des décrets d'application sont publiés ce jour, 16 juillet ! Ajoutons à cette liste la Cour des comptes qui prescrit 50 milliards de coupes supplémentaires dans le budget 2025 et Le Maire qui coupe 5 milliards supplémentaires dans le budget en cours d'exécution… Et l'annonce d'une nouvelle réforme des retraites, celle de l'an dernier n'aurait pas suffi. (« *Macron gouverne* », pourquoi devait-il en être autrement ? Là Gluckstein récidive. – J-C)

Rien n'est joué. À ceux qu'ils ont placés en tête des votes le 7 juillet, les travailleurs sont en droit de dire : « *Arrêtez de vous diviser ! Formez un gouvernement de vos partis pour appliquer le programme que vous avez soumis au vote populaire ! Sans quoi, si vous persistez à tourner le dos au mandat, si vous piétinez la démocratie dont vous vous réclamez, sachez que les travailleurs iront chercher par leur propre lutte de classe la satisfaction des revendications. Ils le feront sans vous, en préservant l'indépendance de leurs syndicats qui n'ont pas à être entraînés dans vos divisions.* » ("*En préservant l'indépendance de leurs syndicats*", il fallait la sortir celle-là ! On ne se refait pas décidément. Que les travailleurs se mobilisent en utilisant les organisations existantes à défaut de mieux, c'est une chose, on ne choisit pas les conditions dans lesquelles on mène la lutte de classe, elles nous sont imposées, pour autant, caractériser les syndicats d'indépendants, c'est tenir un double langage pour la énième fois, qui sert les appareils traitres des syndicats. Appeler les dirigeants du

NFP à former un gouvernement était tout autant opportuniste, car c'est une nouvelle fois alimenter chez les travailleurs, des illusions dans des partis qui n'ont cessé de les trahir depuis un siècle ou depuis qu'ils existent (Les Ecologistes). Le PT soutient ainsi le NFP de l'extérieur, l'air de rien si vous voulez, pour duper les naïfs et flatter l'aristocratie ouvrière à laquelle appartiennent la majorité des adhérents du PT. - J-C)

Quel que soit le dénouement immédiat, la Ve République est frappée à mort. (Il nous le sort depuis plus d'un demi-siècle. - J-C)

Quel que soit le dénouement immédiat, il faudra bien que s'impose un gouvernement de rupture ouvrière qui abroge la fonction monarchique du président de la République doté de tous les pouvoirs et balaie la Ve République elle-même.

Quel que soit le dénouement immédiat, la classe ouvrière a besoin de rester unie, forte, avec ses organisations pour faire prévaloir ses intérêts et ses aspirations. Et pour imposer enfin un gouvernement à elle, sans Macron ni patrons. (Comme aurait dit Lénine, il confond l'unité de la classe ouvrière qui est indispensable, et le front unique qui ne l'est pas quand c'est à toutes les sauces avec n'importe qui, sur n'importe quelle orientation politique. Si "*la classe ouvrière reste unie, forte, avec ses organisations*", c'est elle qui est morte et non la Ve République ! - J-C)

Etats-Unis.

J-C - Chut, c'est un secret !

Présidentielle américaine : Joe Biden n'exclurait plus de se désister - LePoint.fr 19 juillet 2024

Selon les médias américains, le président des États-Unis, qui voit ses soutiens se réduire comme une peau de chagrin, n'écarterait désormais plus de se désister pour l'élection du 5 novembre, avec une annonce qui pourrait intervenir dès le week-end, selon le site Axios.

Tout s'est accéléré depuis mercredi. La méthode est la même : fuites dans les médias, puis absence de démenti. Selon Politico, les chefs des démocrates au Congrès, Chuck Schumer et Hakeem Jeffries, ont séparément fait part de leurs inquiétudes à Joe Biden. Non seulement sur sa capacité à battre Donald Trump – avec un écart qui s'est creusé à 5 points depuis son débat catastrophique de la fin juin, selon le dernier sondage de CBS – mais aussi sur le risque qu'il entraîne son parti dans sa chute à la Chambre et au Sénat. CNN, de son côté, se fait l'écho d'un appel téléphonique tendu entre le président et l'ancienne Speaker de la Chambre, Nancy Pelosi.

Barack Obama plaide (en privé) pour le retrait de Joe Biden - Le HuffPost 19 juillet 2024

Selon le Washington Post qui cite des personnes informées dans son entourage, l'ex-président estime que l'actuel hôte de la Maison Blanche, âgé de 81 ans, devrait « *évaluer sérieusement la viabilité de sa candidature* ».

Deux sur trois des électeurs démocrates souhaitent qu'il se retire, selon un sondage publié mercredi par l'agence AP.

Bangladesh

Émeutes au Bangladesh : des dizaines de morts dans les manifestations, le siège d'une chaîne de télé incendié - Le HuffPost 18 juillet 2024

Les étudiants bangladais demandent une réforme des embauches dans la fonction publique.

Le bilan humain s'est alourdi au Bangladesh ce jeudi 18 juillet, où désormais 32 personnes ont trouvé la mort dans des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants depuis une semaine. En première ligne de la contestation, les étudiants demandent la fin du système de quotas dans la fonction publique qui, selon eux, profite aux soutiens de la Première ministre Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 2009.

Des manifestants ont incendié le siège de la télévision d'État BTV à Dacca ce jeudi. Le feu s'y est propagé rapidement et de nombreuses personnes étaient encore coincées à l'intérieur du bâtiment lorsqu'il a été déclenché, selon la chaîne. Le ministre de l'Information du Bangladesh a confirmé à la BBC que les flammes ont depuis été maîtrisées et que la plupart des employées avaient quitté les locaux.

Les faits se sont déroulés après plusieurs heures d'affrontements entre la police anti-émeutes et les étudiants. Par centaines, ces derniers ont pourchassé les forces de l'ordre après des tirs de balles en caoutchouc et de grenades lacrymogènes. Les policiers se sont alors réfugiés au siège de la chaîne BTV. Les manifestations « *se sont transformées en une guerre* », a affirmé un étudiant à SkyNews.

Au cours de la seule journée de ce jeudi, au moins 25 personnes – dont un journaliste qui couvrait les affrontements – ont été tuées, selon un décompte des hôpitaux établi par l'AFP, avec des centaines de blessés supplémentaires. Les armes « *non létales* » de la police sont à l'origine de plus des deux tiers de ces décès, ont constaté les hôpitaux de la capitale.

La Première ministre Sheikh Hasina avait condamné mercredi soir le « *meurtre* » des manifestants dans un discours télévisé et promis que les responsables seraient punis quelle que soit leur affiliation politique. Ce qui n'a pas empêché l'aggravation de la colère ce jeudi.

Dans la foulée des affrontements, des habitants ont signalé des coupures d'Internet mobile dans tout le pays, deux jours après que les fournisseurs d'accès ont coupé l'accès à Facebook. Le ministre adjoint des Télécommunications, Zunaid Ahmed Palak, a déclaré à l'AFP que le gouvernement avait ordonné la coupure du réseau pour éviter « *des rumeurs, des mensonges et de la désinformation* ».

Le mouvement de contestation, qui a débuté le 1er juillet, exige la fin du système des quotas qui réserve un tiers des postes dans la fonction publique aux proches des héros de la guerre d'indépendance de 1971. Selon ses opposants, ce mécanisme profite à une élite du pays proche du pouvoir en place.

J-C –Nous soutenons ce mouvement social. Cela dit, ce n'est pas une raison pour être aveugle, croire ou raconter n'importe quoi.

Il y a 2 ou 3 ans en Inde, on avait assisté à un scénario semblable en moins violent. Il s'agissait du recrutement dans l'armée, qui compte tenu des rémunérations et autres avantages en nature

(logement, retraite, etc.), du statut social (une planque sociale), vous projette d'un coup parmi les classes moyennes.

En Inde, il y a même des écoles privées qui proposent des cursus pour devenir fonctionnaire, c'est pour dire. Une bonne partie d'entre eux figurent une armée de bureaucrates fainéants, d'instruction médiocre, corrompus, qui méprisent et rançonnent la classe ouvrière des villes et des campagnes, qui les détestent en retour.

Chaque fois que j'ai eu des démêlés avec eux (des employés municipaux, de banques, des électriciens, l'équivalent d'EDF, du bureau des transports, de l'immigration, des flics, etc.), je leur ai expliqué qu'ils avaient tort d'agir ainsi, car le jour où ils seront victimes d'une privatisation, personne parmi la population ne les soutiendra. Ils m'écoutaient poliment, mais je voyais bien qu'ils s'en foutaient éperdument.

J'ai largement eu le temps d'en faire l'expérience en 30 ans, la dernière fois c'était il y a 2 ans, j'ai dû verser 500 roupies à un commissaire de police, pour qu'il veuille bien raisonner mon voisin qui avait installé une immense sono à fond juste devant chez moi, cela devait durer la journée entière, c'était à devenir dingue et violent !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 21juillet 2024

Nouvelle de chez nous. C'est l'Inde !

Inde : Un patient reste bloqué dans un ascenseur de l'hôpital pendant 42 heures - 20minutes.fr 19 juillet 2024

L'homme de 59 ans n'a pas réussi à donner l'alerte et a dû être hospitalisé pour déshydratation lorsqu'il a finalement été retrouvé par des dépanneurs. 20minutes.fr 19 juillet 2024

J-C – Il y a 10 jours environ, ayant accompagné dans une clinique l'une des sœurs de ma compagne, j'ai hésité à monter dans l'ascenseur, j'ai jeté un rapide coup d'œil à côté sans apercevoir d'escalier, du coup je me suis résolu à monter dedans, il faut dire qu'on allait qu'au premier étage, le risque était minime.

C'était juste pour dire que ma vigilance est permanente, c'est préférable pour éviter bien des déboires inutiles dans ce pays, cat les occasions ne manquent pas, elles sont quasi-quotidiennes ! Plus d'un occidental deviendrait parano ou fou (réflexion d'un ex-consul en poste à Pondichéry).

Ils osent tout. Après avoir eu la cruauté de leur imposer inutilement un masque.

Continuez à essayer de faire rire vos enfants, une étude montre que c'est bon pour leur santé - 20minutes.fr 20 juillet 2024

J-C - Quelle découverte, ils sont très forts ces chercheurs américains ! Vaut mieux en rire qu'en pleurer !

Je me demande à quelle couche de la population ils s'adressent, parce que parmi les couches les plus pauvres et arriérées de la planète avec lesquelles je vis en Inde, je peux vous garantir qu'on se marre bien, surtout les gosses tout âge confondu.

Ma compagne tamoule, qui a un rire à la Fernandel, en fait la démonstration si souvent, que j'ai fini par en conclure que c'était dans la nature de cette femme si agréable à vivre, cela me change des Françaises que j'ai connues, qui passaient plutôt leur temps à faire la gueule, car contrariées pour un oui ou pour un non, apparemment, cela ne leur réussit pas de figurer parmi les privilégiées.

Rappel en complément.

Japon : les habitants d'une préfecture invités à rire au moins une fois par jour - RT 13 juillet 2024

Misère et décadence d'un régime voué à disparaître.

« *Drag Race France* » : « *Cette victoire a transformé des années de manque d'amour-propre* », confie Le Filip - 20minutes.fr 20 juillet 2024

La drag-queen Le Filip a remporté la saison 3 de « *Drag Race France* » dont la finale a été diffusée vendredi sur France 2. 20minutes.fr 20 juillet 2024

J-C - Après être passés par le libertinage débridé mêlé de puritanisme hypocrite, voilà qu'ils retournent déguisés à la bestialité, selon le principe : qui ne progresse régresse, ce qui concerne aussi le développement économique, social, culturel et intellectuel, c'est la menace qui plane sur l'humanité ou le défi qu'elle doit relever, soit elle résout ses contradictions par le haut et elle s'en tirera bien, elle atteindra un niveau supérieur d'humanisme, soit elle les résoudra par le bas et elle sombrera définitivement dans la barbarie, ce que l'on refuse d'envisager, telle sera l'issue de la lutte des classes.

Comment expliquer cet engouement des médias privés et du secteur public, ainsi que de la pseudo-gauche pour ces travelos dégénérés, sinon qu'ils passent eux-mêmes leur temps à se travestir, à travestir la réalité, les faits, la vérité qui ne doit surtout pas parvenir telle quelle à la connaissance des travailleurs, qui pourraient s'en saisir pour mener leur lutte de classe cette fois en toute indépendance. Autrement dit, les objectifs politiques de cette manipulation des consciences risqueraient de s'en trouver fortement compromis, ce qui serait fâcheux après avoir consacré tant de temps, d'énergie et d'argent pour diviser les travailleurs, afin de parvenir à leur imposer un modèle de société totalitaire.

Le 1% sait qu'il impose des normes ou des règles qui heurtent les valeurs de la majorité.

C'est ce qu'ils tentent de réaliser pas à pas en octroyant des droits exorbitants à des communautés ultra minoritaires au sein de la population, tout en sachant pertinemment que la majorité d'entre elle les rejette, histoire de bien lui faire comprendre qui sont les maîtres de la situation, et qu'elle ne dispose d'absolument aucun pouvoir pour s'y opposer ou qu'elle est réduite à l'impuissance, ce qui ne peut que la conduire à la résignation à défaut de soumission, ou la pousser au désespoir en l'absence d'un parti ouvrier qui incarnerait ses besoins et aspirations ou dans lequel elle pourrait se reconnaître.

« La politique n'est pas la réponse à nos problèmes ».

J-C - Dis mère-grand, pourquoi tiennent-ils tant à dégoûter les travailleurs de la politique ou à les en détourner ? Pour mieux vous asservir mon enfant.

Lu - Le véritable pouvoir auquel sont soumises les populations, maintenues dans la naïveté et l'inconscience, est économique : il appartient aux principaux détenteurs de capitaux de la planète, lesquels ont tant et si bien œuvrés depuis des centaines d'années qu'ils sont devenus propriétaires directs et/ou indirects de la majeure partie des actifs tangibles de ce monde.

Le véritable pouvoir aujourd'hui n'est donc pas à rechercher dans l'apparence des arcanes politiques, il se cache derrière l'anonymat des capitaux et dans les paradis fiscaux.

Aussi, dans la plupart des pays du monde, l'État actuel est « *l'État profond* », c'est-à-dire une réelle ploutocratie, apatride et supranationale, cachée derrière une démocratie, véritable coquille vide. Cette étape, qui a souvent pris le chemin indirect et sournois du contrôle bancaire, utilise, parfois, lorsque c'est nécessaire, des méthodes plus musclées. La stratégie de la tension, les opérations ou attentats « *sous faux drapeau* », et la récente création et prolifération d'armées de proxy, formées de mercenaires, sont certaines des manifestations modernes de force employées par les « *puissances d'argent* » pour faire disparaître les États indépendants.

Rappelons que dans le contexte d'un rapport de force et de puissance, la présence d'États au sens politique du terme, c'est-à-dire d'États souverains, sont, par construction, les pires ennemis des « *puissances d'argent* ». C'est ainsi que la prise du contrôle étatique par l'oligarchie n'a, historiquement, fait l'économie d'aucun coup d'État, permanent ou non.

Depuis le XVIIIème siècle, toutes les révolutions de couleur, de fleur ou autre nom jovial, sont une émanation de cette première tactique, consistant, pour les oligarchies (locales ou coalisées), à s'emparer des institutions étatiques des différents pays du monde.

La seconde étape consistant en la collaboration des élites économiques des différents pays.

Cependant, il est une chose que les « *puissances d'argent* » oublient apparemment, une loi intangible de l'humanité : la loi du Talion. En effet, rien ne leur assure, à priori, que les souffrances qu'ils auront infligées aux peuples au travers des âges, ne se retourneront pas contre eux, le jour où lesdits peuples les auront clairement identifiés comme leur seul « *ennemi* » réel. Il n'existe pas de moyen, pour les plus gros détenteurs de capitaux, de s'assurer à l'aide d'un quelconque « *produit dérivé* », contre un éventuel retour de flamme que leur orgueil démesuré, leur arrogance et leur violence auront provoqué.

J-C - Que manque-t-il dans ce constat que l'on peut partager en grande partie ? Le fait que ce soit au moyen du pouvoir politique ou des institutions, de la Constitution, que l'oligarchie financière ou le capitalisme exerce son pouvoir, et qu'il est possible de lutter contre le pouvoir politique en place pour le renverser, pour ensuite s'attaquer au capitalisme, exproprier l'oligarchie financière, la déclarer hors la loi…

Lu - Je définis la Grande Inversion comme suit :

«*Un faux réveil par lequel les masses d'amoureux de la liberté qui se réveillent régulièrement sont dupées (une fois de plus) et tombent dans le piège de faux héros et messies, et sont furtivement manipulées pour soutenir leur propre asservissement*».

Essentiellement, je crois que la montée d'acteurs comme Elon Musk, Donald Trump, Tucker Carlson et d'autres figures fait partie d'un faux réveil en cours où de nombreux amoureux de la liberté à travers le monde se tournent vers ces figures comme la dernière ligne de défense contre la Classe des prédateurs et l'État technocratique.

Malgré les attaques contre Trump et Musk, leurs actions révèlent leur véritable caractère. J'ai largement documenté les façons dont Donald Trump sert le marais et n'est pas un ami de la liberté. Au moment même où j'écris ces lignes, Donald Trump vient d'annoncer que son choix pour la vice-présidence se porte sur J.D. Vance, un sioniste dont l'ascension a été rendue possible grâce aux 15 millions de dollars versés par Peter Thiel, le tristement célèbre «*tech bro*» de PayPal et de la société de surveillance Palantir, et membre du comité directeur du groupe Bilderberg.

Je sais que cela sera difficile à accepter pour certains à la lumière de la tentative d'assassinat, mais lisez la suite.

Pendant ce temps, Musk promeut les puces cérébrales, le transhumanisme, utilise ses satellites Starlink pour soutenir la guerre en Ukraine et, de manière générale, promeut une vision du monde qui ressemble beaucoup à la 4ème révolution industrielle du Forum économique mondial.

Je pense que le tableau d'ensemble est que la Classe Predator veut que Donald Trump gagne les (s)élections américaines pour créer plus de faux espoirs chez les Américains désillusionnés, les conservateurs et les libertariens qui n'ont pas encore vu ce que Trump représente réellement. À partir de là, nous assisterons à une poussée vers plus de chaos avant que l'ordre ne soit mis en œuvre.

Prenons, par exemple, le récent changement de cap des médias, qui ont appelé Biden à se retirer de la course en raison de son horrible performance au débat. Il est impossible que la Classe des prédateurs, les médias d'entreprise complaisants et les valets du parti démocrate n'aient pas su ce que des millions d'Américains savaient depuis plus d'un an.

Le DNC (et ses contrôleurs) aurait pu écarter Biden depuis longtemps, mais il est plus intéressant et permet de maintenir l'attention du public sur les (s)élections si, tous les deux jours, les gros titres sont : «*Va-t-il se présenter ? Va-t-il se retirer ?*»

Si Trump remporte l'élection (ce qui semble très probable), les puissances qui souhaitent qu'elles le soient seront en mesure d'apaiser de nombreux amoureux de la liberté qui se sont laissé séduire par la tromperie de Trump et de déclencher à nouveau la colère de la gauche. Nous devrions nous attendre à plus d'émeutes, plus de combats dans les rues et plus d'autoritarisme de la part de l'administration de Trump.

Le concept de «*Grande Inversion*» suggère que les événements sociétaux majeurs sont manipulés ou mis en scène pour créer un récit spécifique ou atteindre certains objectifs. Les incidents violents, en particulier ceux qui impliquent des personnalités importantes, suscitent la peur et l'incertitude au sein de la population. Cette peur peut être exploitée pour introduire de nouvelles politiques, renforcer la surveillance ou justifier des mesures autoritaires. Dans ce cas, il est probable que cela favorise le «programme du côté lumineux», qui consiste à prendre le contrôle des institutions actuelles et à apporter des changements. Ils veulent modifier le récit et continuer à faire avancer «*l'inversion*»».

«*L'inversion représente le passage de l'ordre mondial actuel à un nouvel ordre mondial, mais pas de la manière à laquelle la plupart des gens sont conditionnés à s'attendre. C'est l'inversion de l'obscurité vers la lumière*».

Les mondialistes constituent la majeure partie du côté «sombre». Ils sont identifiés par leurs croyances.

En ce moment, c'est le «Globalisme» (centralisation, censure de masse, la Grande Réinitialisation, etc.) contre le «Nationalisme» (décentralisation, liberté d'expression, le Grand Réveil, la souveraineté, etc.).

J-C - Pourquoi à la fin de tous les articles ou histoires que vous trouverez dans réseaux dits sociaux ou les médias dits alternatifs ou indépendant, la chute se termine pratiquement de la même manière, quand on y regarde de très près ?

- Dans le jargon littéraire, la fin d'une nouvelle s'appelle la chute. La chute doit être soudaine, surprenante et en même temps logique. Le lecteur ne doit pas s'y attendre, mais convenir qu'il n'y avait pas d'autre fin possible.

Quelle était celle de cet article dont je n'ai reproduit que des extraits ? Devinez.

- "*La politique n'est pas la réponse à nos problèmes*", alors qu'en réalité, c'est la seule réponse valable pour les résoudre, puisque c'est elle qui en est à l'origine, la politique étant le concentrée de l'économie, qui repose sur des rapports sociaux déterminés, entre classe dominante et classe dominée ou entre exploiteurs et exploités, donc se détourner de la politique revient à renoncer à prendre en mains son destin, à demeurer un esclave.

Le plus remarquable, c'est que l'auteur (américain) de cet article est en proie à une grande confusion, consciemment ou non, je l'ignore, peu importe, puisque la réponse qu'il propose d'ordre métaphysique, mystique ou religieuse ne peut pas aider les peuples opprimés à conquérir leur émancipation, elle relève elle-même de la "*Grande Inversion*" ou de la grande illusion qu'il dénonce.

Vous voyez, nous sommes partis d'un article qui s'annonçait prometteur, par la suite cela s'est franchement gâté, puisque le long passage délirant que je n'ai pas reproduit était consacré à Lucifer et Ahriman qui représente le matérialisme, le diable personnifié dont chacun devrait se méfier ou se détourner, voilà donc l'objet ou le mobile de cet article confirmé par le déni de la politique, donc de la lutte des classes, chute ou fin qui ne peut profiter qu'à ceux qui détiennent le pouvoir.

Méfiez-vous des beaux parleurs, de ceux dont l'éloquence peut impressionner. Quand un article ou un commentaire d'un lecteur renvoie à un blog, si vous craignez de vous faire manipuler, allez y voir directement. Cherchez qui en sont les propriétaires (Qui sommes-nous ?), consultez rapidement quelques articles dont les titres vous inspirent, tapez un ou deux mots clés pour voir s'ils y figurent et ce qu'ils en disent, par exemple Marx, marxisme, socialisme. Si ce sont des saloperies de réactionnaires avançant masquées, ils pullulent sur le Net, cela vous permettra de les confondre.

Car de deux choses l'une : soit ils s'adressaient à leur auditoire et ils se sont exprimés à visage découvert, là vous n'aurez même pas besoin de les démaquer puisqu'ils l'auront fait eux-mêmes, soit ils cherchaient à gagner à leur idéologie réactionnaire de nouveaux sympathisants, et à un moment donné, estimant avoir suffisamment manœuvrés pour endormir la vigilance des lecteurs, ces mégalomanes considèreront que leur confiance leur était acquise, de sorte qu'à présent, à visage découvert, ils pouvaient leur présenter leur idéologie anticommuniste sans prendre le risque de déclencher chez ces lecteurs un rejet violent, leur objectif étant qu'ils y adhèrent ou la partage.

Il existe au moins deux type d'anticommunisme.

Tout d'abord, il y a l'anticommuniste primaire qui se contente de répandre des idées fausses sur le communisme, qui proviendraient d'erreurs involontaires ou non d'interprétation, ce qui seraient dues, soit à des carences intellectuelles, des références insuffisantes ou défectueuses, soit à ses intentions inavouables de défendre son statut social ou ses intérêts individuels qu'il estime menacés par le communisme.

Le second type d'anticommuniste va beaucoup plus loin, puisqu'il fabrique des arguments de toutes pièces à partir d'amalgames destinés afin de nuire au communisme, en lui prétend des intentions qu'il n'a jamais eu, en l'identifiant à des personnages qui en étaient étrangers, bref, en le présentant sous un jour si détestable, qu'on aura forcément envie de le fuir.

La plupart du temps, ces idéologues de la réaction procèdent par citations tronquées interposées ou en citant des extraits de textes sortis de leur contexte, sans que l'on sache dans quelle circonstance exacte ils ont été rédigés, ni à qui ils s'adressaient, quels étaient les différents protagonistes ou les personnages qui étaient impliqués dans un évènement évoqué ou sans qu'on sache sur quoi portait précisément l'objet de leur rencontre ou discussion, etc. et pour finir, sans fournir aux lecteurs les moyens de vérifier eux-mêmes à la source la teneur de leurs propos, de sorte qu'ils sont priés de les croire sur parole ou de rejeter ce qu'ils viennent de lire.

Ce procédé va s'avérer des plus pervers et troublant pour les lecteurs, qui se retrouvent soudainement face à un dilemme, dans la mesure où dans ce qu'ils venaient de lire, figuraient des lieux communs ou des faits dont ils avaient eu connaissance auparavant. Ils pouvaient donc être portés à croire que ceux qu'ils ignoraient et dont ils venaient juste de prendre connaissance, pouvaient être dignes d'intérêt, car après tout, une multitude de faits incroyables avaient échappé à la connaissance de leurs contemporains ou étaient inconnus du public, par conséquent pourquoi devraient-ils douter de leur véracité ou de l'honnêteté de leur auteur, puisqu'ils n'en avaient pas manifester l'intention depuis le début de leur lecture. Pourquoi ne pas lui accorder le bénéfice du doute, surtout quand visiblement il était en présence d'un intellectuel doué d'une grande érudition, réelle ou usurpé, car avec Internet il est facile de se documenter et de se faire passer pour ce qu'on n'est pas.

Maintenant je peux vous le dire, le passage que j'ai cité plus haut était extrait d'un article publié par le blog *Réseau International* que je ne vous recommande pas, il provenait du blog dont figure l'adresse plus loin, il est carrément infréquentable ou dangereux pour les esprits faibles ou vulnérables, influençables, il publie aussi quasiment quotidiennement des commentaires destinés aux lecteurs du blog *Réseau International*, sans qu'aucun ne s'en offusque, à croire qu'ils sont tous ou presque d'extrême droite : livresdefemmeslivresdeverites.blogspot.com

Je suis allé sur ce blog, et voici ce que j'ai découvert. Le manuel du parfait anticommuniste en somme.

Extraits.

- Marx est un antihumaniste.

- Ils évoquaient « *une fausse alternative, Capitalisme et Marxisme. Nous disons fausse, car ces deux tendances sont rigoureusement identiques quant aux principes et à l'objectif. Ce n'est qu'une question de formes et de modalités. Nous assistons aujourd'hui à une lente fusion des vestiges du Capitalisme et de ceux du Marxisme. La finalité est le Mondialisme.* »

- Le Marxisme paraît défendre les travailleurs parce qu'il semble vouloir tout remettre au pouvoir de l'État afin d'assurer une meilleure répartition des biens et des fortunes, alors qu'en réalité son but est, en conquérant les masses ouvrières par la ruse, de tout accumuler entre les mains des « *puissances d'argent* », dissimulées et camouflées derrière des partis politiques qu'elles contrôlent, qu'ils soient socialistes ou communistes.

- Le socialisme est une réaction contre l'histoire moderne et un retour au Moyen Age, mais au nom d'un autre dieu.

- « *La révolution russe est un grand malheur. Toute révolution, du reste, est une calamité. Il n'y a jamais eu de révolution heureuse. La révolution russe est abjecte. Mais toute révolution est abjecte. Il n'y a jamais eu de révolutions belles, harmonieuses et heureuses. D'autre part, toutes les*

révolutions ont été manquées. Il n'y a jamais eu de révolution réussie. La Révolution française, que l'on dit « grande », fut elle-même abjecte et manquée. Elle ne fut pas meilleure que la révolution russe, ni moins sanglante ni moins cruelle ; elle fut aussi athéiste, aussi destructive à l'égard de tout ce que l'histoire avait jusque-là consacré. La révolution russe n'est pas ce qu'on appelle « grande *», elle n'est qu'une révolution importante, dépourvue d'auréole morale.* »

- Il faudrait des livres entiers pour citer toutes les preuves établissant que les Banquiers Internationaux organisèrent, financèrent et dirigèrent la Révolution Russe afin d'obtenir le contrôle d'un énorme territoire pour pouvoir y tester à fond leurs théories totalitaires.

- « *Les vrais stimulateurs du socialisme n'étaient pas les intellectuels ou les agitateurs qui l'ont prêché, mais les Vanderbilt, les Carnegie et les Rockefeller* »

- L'ONU a été mise en place sur la base du Manifeste communiste de Karl Marx

- Remarquons que le communisme de Marx est une « *image-miroir* » du nazisme hitlérien : tous deux ont été créés par le cartel des banques centrales, et tous deux sont socialistes.

- L'économiste libéral autrichien Friedrich von Hayek, prix Nobel en 1944, aimait rappeler ces paroles de Hitler : « *Fondamentalement le national-socialisme et le marxisme sont identiques* ».

Ces ordures et bien d'autres essaiment les réseaux dits sociaux.

Mes commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

1- Voilà un excellent article, même si je ne partage pas la chute, dans tous les sens du terme.

Une proposition, qui vaudrait, uniquement, si elle était reprise par un puissant parti ouvrier.

Je pense que la priorité pourrait être de lancer un appel unitaire en direction des travailleurs et leurs organisations sur la base de leurs revendications sociales, pour qu'ils s'organisent en comités à travers tout le pays, dans les entreprises et administrations, et ces comités une fois fédérés sur le plan national se doteraient d'un organisme politique indépendant qui constituerait en quelque sorte un contre-pouvoir face aux institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République, favorisant l'instauration d'une situation de double pouvoir, dont l'objectif serait à terme un changement de régime politique et social, l'instauration d'une République sociale (pour ne pas dire socialiste, mais pourquoi pas.).

Ses délégués auraient pour mandat ou tâche d'élire une direction, qui serait chargée de rédiger et de leur soumettre une nouvelle Constitution, ainsi qu'un ensemble de décrets prenant en compte chacune des revendications sociales exprimées par les travailleurs, ils seraient ensuite soumis à tous les travailleurs et jeunes du pays avant adoption définitive, étant entendu que chacun d'entre eux aurait eu l'occasion de participer à leur rédaction ou de les amender en participant aux comités présents dans leur commune ou département ou sur leur lieu de travail, de sorte que ce processus politique révolutionnaire serait à la fois légitime et démocratique. J'ai évité à ce stade d'employer les termes de soviet ou d'Assemblée constituante souveraine qui diviseraient ou feraient polémique, sachant qu'ils ne veulent rien dire de suffisamment précis pour la plupart des travailleurs ou prêteraient à confusion inutilement.

- Le 12 juillet, concluant l'assemblée de ses partisans dans les locaux du POI 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Mélenchon en appela « *à la conquête du pouvoir, nous en connaissons la date et les moyens, c'est 2027 et c'est l'élection présidentielle* ». Si c'est 2027, ce n'est pas 2024… (Source : La Tribune des travailleurs [PT])

Circulez, il n'y a rien à voir, Macron peut dormir tranquille jusqu'en 2027 avec un tel "*opposant*".

J'avais posé une question dans un commentaire qui n'obtint aucune réponse. Je dois avouer qu'en réalité, je la connaissais déjà, sans pouvoir la chiffrer précisément, tel était uniquement l'objet de ma question, je demandais quelle était la composition sociale de la France en matière de revenu par foyer, cet article y a répondu à sa manière, et confirme ce que je n'ai pas arrêté de répéter au cours des dernières décennies. Les "*causes de ce virage à droite*" sont à rechercher d'abord du côté des conditions sociales des masses, dont la majorité a le statut ou le mode de vie confortable des classes moyennes.

Par ailleurs, je crois qu'on commet une grave erreur politique en plaçant le moindre espoir ou plutôt en nourrissant des illusions dans les partis et les dirigeants corrompus qui se prétendent de gauche, au lieu de s'adresser aux millions de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes qui se disent de gauche, qui, certes peuvent entretenir des illusions dans l'une ou l'autre composante du NFP, mais qui sont surtout animés d'aspirations tenaces et sincères démocratiques à vivre dans une société débarrassée des débris de l'impérialisme décadent...

C'est à nous de les convaincre ou de les aider à arriver à la conclusion, qu'ils n'ont rien à attendre des institutions de la Ve République, et que leur sort est entre leurs mains, pour peu qu'ils s'unissent, qu'ils s'organisent, qu'ils se dotent d'une direction politique digne de leurs aspirations légitimes, c'est seulement ainsi qu'on pourra envisager sérieusement de vaincre le régime en place.

2- Une précision suite à mon précédent commentaire.

Ce qui ressort à la suite de ces élections, c'est qu'il n'existe aucune issue politique conforme aux besoins de la classe ouvrière dans le cadre des institutions de la Ve République, par conséquent ceux qui en chercheraient une témoigneraient leur subordination à ces institutions conçues par les capitalistes et servir leurs intérêts, elles doivent disparaître, mais tout comme le capitalisme en crise, elles ne disparaitront jamais d'elles-mêmes, il faudra qu'une mobilisation révolutionnaire du prolétariat les renverse et prenne le pouvoir...

Leur avis ne coûtent rien, puisque sans valeur coercitive, ce qui signifie qu'ils cautionnent l'Etat sioniste génocidaire.

J-C – Vaut mieux préciser les choses plutôt que se faire de cruelles illusions ou manipuler. Il faut cesser de faire croire qu'un Etat palestinien serait vivable dans les bantoustans octroyés aux Palestiniens par l'occupant anglo-saxon-sioniste. C'est toute la Palestine qui doit être libérée, Israël ou l'Etat juif d'apartheid, basé sur des lois racistes doit disparaître.

La CIJ juge «*illégale*» l'occupation des territoires palestiniens par Israël - RT 19 juillet 2024

Guerre Hamas-Israël : L'Union européenne soutient l'avis de la CIJ sur l'illégalité de l'occupation israélienne - 20 Minutes avec AFP 21 juillet 2024

Elections législatives françaises ou qui perd gagne.

J-C - Que le camp de la réaction se réfère aux faits quand ils lui sont favorables, c'est de bonne guerre, mais que les dirigeants du mouvement ouvrier tout partis ou syndicats confondus s'y refusent dans les mêmes circonstances, ne peut que contribuer à amplifier la confusion qui règne dans la tête des travailleurs et jeunes, alors que la vérité les aiderait à en sortir ou tout du moins à y voir plus clair, ce qui est indispensable pour qu'ils y gagnent en indépendance et qu'ils aient confiance en eux afin de passer à l'action. A croire qu'ils n'y tiennent pas…

Jean-Éric Schoettl, conseiller d'État honoraire et ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel. - lepoint.fr 19 juillet 2024

« *La droite et la macronie ont perdu l'élection* », nous dit-on. Mais le nombre des sièges obtenus par les candidats du bloc central, que mesure le troisième tour de l"élection de Yaël Braun-Pivet, démontre que « *la droite et la macronie* » ont moins perdu les élections législatives que les deux autres blocs.

Même s'il avait montré, le 18 juillet, qu'il rassemblait le plus de députés, le « *bloc* » constitué par le NFP et ses alliés et ralliés n'aurait pu se prévaloir d'aucun « *droit* » à voir désigner le Premier ministre en son sein.

Pour Jean-Luc Mélenchon, suivi en cela par tout le NFP, il va certes de soi que « *le président de la République doit appeler le Front populaire à gouverner* ». Mais il ne saute pas aux yeux qu'un « *front* » représentant un électeur sur quatre et un député sur trois doive gouverner la France pour appliquer un programme que rejettent trois Français sur quatre. (Il a oublié les 14 458 211 d'abstentionnistes, soit 33,37% plutôt de « *gauche* » que de « *droite* », et le fait que plus d'un million de voix NFP, je ne sais pas combien au juste, se soient portés sur un candidat macroniste ou républicain, auxquels il faut ajouter au moins la moitié des voix qui se sont portés sur les candidats du RN qui étaient d'origine populaire.

Par conséquent, si on rectifie le constat établi par l'auteur de cet article en tenant compte de ces éléments, ce sont « *trois Français sur quatre* » qui ont exprimé leur rejet du programme de la droite et de l'extrême droite. Evidemment, cela ne se traduira au niveau de l'Assemblée nationale ou de la désignation d'un Premier ministre, cela ne pourra se traduire qu'au niveau de la lutte de classe de la classe ouvrière, qu'en termes de mobilisation contre le régime en place. – J-C)

À la différence du Royaume-Uni, la composition de la nouvelle Assemblée ne dicte aucun choix au président. Pourquoi d'ailleurs le président ne nommerait-il pas le Premier ministre en dehors du Parlement et même en dehors du monde politique ? Les précédents ne manquent pas depuis 1958, à commencer par Georges Pompidou et Raymond Barre. lepoint.fr 19 juillet 2024

- Les désistements « *républicains* » ont coûté des places au parti de Mélenchon mais ont profité au PS, à EEVL et à Macron. Cela a permis entre autres de faire élire des Borne ou des Darmanin !

En famille. Le vœu de la finance exhaussé !

J-C – Elle n'a rien à craindre de ce côté-là, puisque tous ceux qui participent à cette mascarade sont d'avance neutralisés ou compromis jusqu'au cou.

Assemblée nationale: Éric Coquerel (LFI) est réélu président de la commission des Finances - BFMTV 20 juillet 2024

Le député insoumis, Éric Coquerel, estime que le sujet du Premier ministre peut-être tranché à la rentrée. "*Il n'y a plus tant d'urgence à s'accorder sur un nom, souligne-t-il auprès de Libération. Nous avons un peu de temps, pas des années, mais un peu de temps. Cela permettra d'aborder ce sujet de manière plus sereine et moins tendue."* BFMTV 20 juillet 2024

J-C- Il s'en tape… maintenant qu'il est servi ! Remarquez bien nous aussi on s'en tape de leurs magouilles, c'est juste pour montrer qu'on a affaire à de misérables arrivistes.

La nouvelle forme d'impérialisme ou de colonialisme.

Des terres à la logistique : le pouvoir croissant des Émirats arabes unis dans le système alimentaire mondial (grain.org 12 juillet 2024) - Mondialisation.ca 19 juillet 2024

Alors que tous les regards sont tournés vers Gaza, plus au sud, au Soudan, un autre conflit horrible provoque actuellement une famine massive. Les combats qui ont éclaté en avril 2023 opposent une faction militante, les Forces de soutien rapide (FSR), à des milices d'État rivales. Les deux camps se disputent le contrôle du pays et de ses riches ressources minérales et agricoles. Plus de 14 000 personnes ont été tuées, 33 000 autres ont été blessées, quelque dix millions ont été déplacées et une situation de famine généralisée est en train de s'installer[3]. Les Émirats arabes unis (EAU) sont soupçonnés d'armer les FSR. Pourquoi ? En partie, selon les observateurs, pour protéger les cargaisons d'or, de bétail et de produits agricoles[4]. Bien entendu, les EAU unis réfutent cette allégation, mais les preuves parlent d'elles-mêmes.

Pour assurer leur propre sécurité alimentaire, les EAU, comme d'autres États du Golfe, ont pris le contrôle de terres pour développer des exploitations agricoles au Soudan. À l'heure actuelle, deux entreprises émiraties – International Holding Company (IHC), la plus grande société cotée en bourse du pays, et Jenaan – exploitent plus de 50 000 hectares au Soudan. En 2022, un accord a été signé entre IHC et le groupe DAL – détenu par l'un des magnats les plus riches du Soudan – pour mettre en exploitation 162 000 hectares supplémentaires de terres agricoles à Abu Hamad, dans le nord du pays. Ce vaste projet agricole, soutenu par le gouvernement des EAU, sera relié à un tout nouveau port sur la côte soudanaise, qui sera construit et exploité par le groupe Abu Dhabi Ports. Les enjeux économiques de ce projet sont colossaux. Mais les enjeux politiques le sont tout autant. Le port actuel du Soudan, que le projet évitera complètement, est géré par le gouvernement soudanais.

Bien que les EAU soient extrêmement riches grâce à leurs énormes réserves de pétrole et de gaz, une insécurité alimentaire pèse sur ce pays qui dépend d'autres territoires pour son approvisionnement en nourriture. Cette situation n'est pas nouvelle. Depuis des décennies, les EAU dépendent d'autres pays pour leur alimentation, à mesure qu'ils se développent pour devenir une puissance financière dont la population est majoritairement immigrée. Depuis la crise des prix alimentaires de 2007-2008, suivie du Covid et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des événements qui ont tous perturbé l'approvisionnement des États du Golfe, les Émirats ont accumulé quelque 960 000 hectares d'exploitations agricoles à l'étranger. Aujourd'hui, ces exploitations

agricoles internationales sont de plus en plus reliées aux EAU par le biais d'un réseau de ports et de plateformes logistiques étroitement contrôlés, qui font tous l'objet de problèmes de sécurité[5]. (...)

Le pouvoir des entreprises et le pouvoir financier et politique croissant des EAU dans le système alimentaire mondial doivent être remis en question, notamment en raison de leurs implications directes pour les communautés locales.

La famine généralisée qui sévit au Soudan devrait servir de terrible rappel des raisons pour lesquelles les transactions foncières liées à des stratégies géopolitiques doivent cesser37. Il est temps de demander des comptes aux EAU et à leurs alliés. (J'ai censuré l'écriture inclusive – J-C)

https://www.mondialisation.ca/des-terres-a-la-logistique-le-pouvoir-croissant-des-emirats-arabes-unis-dans-le-systeme-alimentaire-mondial/5690629?doing_wp_cron=1721432479.3699839115142822265625

J-C - Vous feriez mieux de rejoindre les militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme, au lieu "*de demander des comptes*" aux capitalistes, car cela revient à les légitimer. D'un côté vous dénoncez ses méfaits, et de l'autre vous leur offrez la possibilité de continuer de nuire cruellement aux intérêts fondamentaux des peuples, rompez avec l'opportunisme !

Bangladesh

Au Bangladesh "*en ébullition*", la police tire à balles réelles sur des manifestants - Courrier International 21 juillet 2024

La police antiémeute a tiré samedi 20 juillet à balles réelles sur des manifestants au Bangladesh, pays "*en ébullition*", selon les mots de la BBC, où un couvre-feu est toujours en vigueur à la suite d'affrontements meurtriers qui ont fait plus de 100 morts.

À Dacca, la capitale, "*la vie s'est arrêtée samedi*", écrit le *Washington Post*. "*Les magasins et les entreprises étaient fermés et les routes étaient en grande partie vides dans cette ville de 10 millions d'habitants typiquement congestionnée, à l'exception du personnel militaire et paramilitaire en patrouille*." Le journal américain note que des combats de rue épars y ont été signalés samedi en fin de journée.

L'accès à Internet est coupé depuis jeudi soir dans le pays, limitant l'accès aux réseaux sociaux, et les sites web des médias locaux ne sont plus actualisés.

Selon le décompte du *Washington Post*, qui a analysé les rapports des hôpitaux et de la police, "*au moins 110 personnes ont été tuées lors des manifestations des quatre derniers jours, soit le nombre le plus élevé de toutes les manifestations organisées au Bangladesh depuis plus de dix ans*". Les forces de police ont déclaré que plusieurs membres de leur personnel figuraient parmi les morts. Des milliers d'autres personnes ont été blessées.

Le gouvernement ne publie pas de statistiques officielles sur les morts et les blessés, précise The Guardian.

Les manifestations sont parmi les plus graves que le pays ait connues depuis plus de dix ans, relève *The Guardian*. Celles-ci ont débuté au début du mois sur les campus universitaires, puis se sont

étendues bien au-delà cette semaine, et se sont transformées en un mouvement plus large contre Sheikh Hasina, la Première ministre au pouvoir depuis 2009, "*accusée de superviser l'autoritarisme rampant, les brutalités policières et la corruption*".

J-C – On a abordé ce sujet le 19, j'ignore comment mon commentaire a été perçu par les lecteurs, j'avais indiqué qu'on soutenait ce mouvement social en précisant qu'il ne fallait pas se faire d'illusions sur sa nature. Ici on en a la confirmation.

Personnellement en Inde depuis 1996, je ne connais pas d'étudiants indiens fréquentant des universités, à croire qu'ils appartiennent à une couche privilégiée de la population qui ne se mélange pas à la majorité du peuple indien plutôt pauvre, milieu dans lequel je baigne quotidiennement. La dernière fois que j'ai croisé un étudiant (en médecine), c'était entre 1997 et 2001 lorsque j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, c'était un de mes élèves.

Je n'ai jamais croisé un syndicaliste ou un militant du mouvement ouvrier non plus en 30 ans, alors que j'ai parlé politique avec des centaines ou des milliers d'Indiens.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 juillet 2024

Quand le sport sert la propagande de guerre de l'OTAN et des régimes nazis.

Visite du Village, réceptions de patrons et de chefs d'État... La semaine olympique de Macron - Le HuffPost 22 juillet 2024

"*Ces Jeux seront un moment d'unité et de communion nationale, mais aussi de communion internationale*", a assuré la présidence. "*Un monde où le sport sert le bien commun: cette épreuve, nous devons la gagner tous ensemble!*", a écrit le chef de l'État sur X. Le HuffPost avec AFP 22 juillet 2024

J-C - Les SDF traités en pestiférés et « *déplacés* » à l'instar des peuples des pays en guerre apprécieront. Quant à la "*communion internationale*", elle s'étend à l'Etat sioniste génocidaire et à celui nazi d'Ukraine, normal.

Pour illustrer cet article, il figurait une belle photo prise dans un stade, où on pouvait voir Macron tout sourire avec à ses côtés Coquerel de LFI, recouvert de son écharpe tricolore et arborant un sourire jubilatoire à s'arracher la mâchoire ! Ils sont comme cela.

Par exemple, Manon Aubry arborant un sourire éclatant les larmes aux yeux, félicitant chaleureusement et embrassant Ursula von der Leyen après sa réélection à la présidence de la Commission européenne. Ils sont vraiment à vomir, pas de pitié pour ces salopards.

Voilà ce qui arrive quand on se prend déjà pour un ministre de Macron !

J-C – Qui a imposé des sanctions à la Russie, qui n'en a pas imposées à Israël, Thomas Portes et LFI ou bien Macron et son gouvernement ?

JO de Paris 2024 : Thomas Portes (LFI) veut des sanctions similaires pour la Russie et Israël - Le HuffPost 21 juillet 2024

Le député de Seine-Saint-Denis juge que les athlètes israéliens « *ne sont pas les bienvenus à Paris* » et appelle à ce qu'ils concourent sous bannière neutre.

« *Les propos tenus par Thomas Portes sont susceptibles de constituer une provocation à la haine et à la discrimination mettant en danger les athlètes israéliens et les citoyens français* », a par exemple estimé sur X Muriel Ouaknine-Melki, présidente de l'Organisation juive européenne, en charge notamment de dossiers liés à l'attaque du Hamas contre Israël, annonçant que l'association portait plainte.

Une sortie qui « *incite à la haine* » et « *met en danger les athlètes israéliens* »

Sur le même ton, Yonathan Arfi, le président du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, a fustigé « *l'indécence* » des propos du député de Seine-Saint-Denis. Jugeant que Thomas Portes « *met une cible dans le dos des athlètes israéliens* », il a ensuite fait le lien entre la sortie du député et les attentats de 1972 aux JO de Munich. Onze athlètes israéliens y avaient été assassinés par des terroristes palestiniens.

Au-delà des associations, certains politiques se sont offusqués de la vidéo ci-dessous, dans laquelle on peut voir Thomas Portes marteler son point de vue sur la venue d'Israël à une semaine de l'ouverture des Jeux. À l'image de l'ex-secrétaire d'État et proche d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, qui s'est emporté : « *Les appels à la violence contre les athlètes israéliens de ce décérébré de Thomas Portes doivent être poursuivis devant les tribunaux et très sévèrement sanctionnés.* »

Un autre chantre du macronisme, l'ancien ministre des Transports et de l'Europe, Clément Beaune, écrit sur X : « *Honte et haine. Le problème de LFI, ce n'est pas Mélenchon, c'est LFI.* » Tandis que l'adjointe à la mairie de Paris, Karen Taieb, s'offusque : « *Ce que l'on attend des élus c'est le vivre ensemble, et ceux-là prônent la haine.* » Le HuffPost 21 juillet 2024

J-C – La haine féroce de la pire réaction contre ce pauvre garçon n'étonnera personne. Entre nous, il aurait mieux fait de fermer sa gueule au lieu de faire du zèle.

Parole d'internaute

- « *Le fascisme était la privatisation de l'État, sa soumission au pouvoir social dominant, l'utilisation de la force militaire au service de l'intérêt privé (de la propriété foncière, du grand capital industriel, du parti unique, du groupe dominant et de son chef).* »

Mussolini définissait le fascisme comme la fusion de l'État et de l'entreprise privée. Il a juste oublié de préciser que dans une fusion, il y a toujours un qui se dissout dans l'autre jusqu'à disparaître. Donc oui le fascisme est un État totalitaire au service du capital.

Mais ce qui caractérise la modernité post-libérale, post-démocratique, c'est la mutation du capitalisme. L'ancien capitalisme de classe était basé sur le procès de production et la reproduction du capital par les ressources de l'industrie, du commerce, de la propriété foncière et de la finance. Ce capitalisme avait besoin du système salaire-consommation-investissement indissociable d'un certain contrat social et de cette « société libérale avancée » vantée par VGE. Mais la contradiction de ce système l'a porté à sa limite de reproduction du capital que l'élite a dépassée en rompant avec le combiné capital-production-consommation, au profit de la financiarisation. La financiarisation reproduit le capital par la magie de la planche à billet et la constitution d'une dette à la croissance monstrueuse portée par l'État, c'est-à-dire les contribuables. L'insolvabilité finale de cette dette annonce l'effondrement de tout le système productif, social et politique, y compris de la classe bourgeoise patrimoniale. Il ne restera à terme qu'une oligarchie hyper minoritaire, qui manœuvre pour gérer cet effondrement comme une source d'accroissement de sa puissance au sein d'une gouvernance mondiale, un État fasciste mondialisé contrôlé par des milices militaires et la dictature numérique gérée par l'IA. Pour cette oligarchie hyper minoritaire, le reste de l'humanité est inutile en dehors des besoins propres à son service immédiat que les robots ne peuvent assouvir. Le reste de l'humanité représente une concurrence pour la consommation des ressources restantes qu'il conviendrait d'éliminer. La logique ultime prescrit la limitation de la population mondiale.

Du point de vue psychopathologique on constate la redondance de cette logique génocidaire dans l'histoire du capitalisme. La psychopathologie du capitalisme repose sur le matérialisme, qui est un nihilisme, et sur l'illimitation, qui est un fantasme de toute-puissance. La matérialité de l'argent et l'illimitation du profit. Le nihilisme tient à la prétendue nature contingente du rapport de production qui ne contreviendrait pas à la société des hommes. Alors qu'en réalité le matérialisme ne peut pas se priver de devenir l'organisateur final de la vie humaine dans toutes ses dimensions. Mais alors le matérialisme entre en contradiction avec les présupposés d'une vie collective humainement supportable. Dans une première phase, le capitalisme de la séduction rend compatible la reproduction du capital avec la société de consommation-spectacle, jusqu'à ce que le limite propre à la cette reproduction lui impose de passer à la phase suivante de gestion de l'effondrement et de la destruction génocidaire. Cette évolution échappe complètement à la masse, qui ne s'en rend même pas compte. La forme moderne du fascisme ne ressemble pas à ses avatars précédents. Le seul point commun décelable c'est la privatisation de l'État et la perversion généralisée qui va avec.

Mes commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

1- Je me demande si les lecteurs ont conscience d'assister article après article et dans pratiquement tous les commentaires, à un déballage sans fin ni limite d'opportunisme, qui chaque fois nous éloigne un peu plus du socialisme.

Ah si "*l'esprit républicain*" règne à l'Assemblée nationale, c'est que la Ve République est sauvée, ouf !

- « *Souhaitons qu'il en soit de même pour les autres postes de responsabilité au sein de l'Assemblée*. »

Prions ensemble pour que les anges gardiens qui veillent sur elle exhaussent votre vœu ! Républicain, cela va de soi.

- « *Olivier Faure doit redevenir raisonnable*. »

Il n'attend que vos conseils avisés, et il n'est pas le seul, Macron aussi :

- « *Le président Macron devrait en prendre de la graine.* »

Avec de tels opposants le régime est bien gardé.

2- Il y a des choses qu'on ne peut pas laisser passer sans réagir. Dois-je encore m'en excuser ? (Fou rire !)

- « *De plus en plus de citoyens ont pris la mesure de l'ignominie et vomissent ce régime colonial, et dans la foulée conspuent leurs propres gouvernements de ne pas agir avec fermeté à l'encontre des responsables politiques d'un tel régime de terreur. (...) Cette paresse morale et intellectuelle aboutit à une inéluctable dérive, jusqu'à l'abandon de nos repères toujours plus vagues et flous, démontrant à quel point nos responsables politico-médiatiques ont perdu le minimum d'éthique.* »

Leur en prêter une trace aurait été de trop ou compromettant, sauf quand on s'exprime en leurs noms.

J'en déduis donc que ce texte s'adressait à ces "*gouvernements*" et autres "*responsables politico-médiatiques*" qui comme chacun sait devraient se conduire d'une manière exemplaire, au lieu de faire preuve de "*paresse morale et intellectuelle*", pour un peu s'ils n'étaient pas manifestement animés de mauvaises intentions envers les peuples, on se garderait bien de leur en prêter, par crainte de se montrer injuste envers vos "*représentants*", qui ne seront jamais les nôtres, désolés ! Comprenez-vous ce que cela signifie ?

- « *Nous savions.* »

Vous saviez, on vous l'accorde volontiers, personne ne mettra en doute votre parole qui n'engage que vous.

- « *La Palestine est sacrifiée sur l'autel de nos lâchetés (...) nous avons laissé faire, mais nous continuons à laisser le mal absolu devenir une "* banalité *", sous nos yeux, ce qui nous rend coresponsables du génocide.* »

Rien que cela, en voilà un discours tout à fait intolérable.

Car encore une fois, à qui se rapporte ce "*nous*" inclusif accusatoire que l'on retrouve partout, qui fustigez-vous de la sorte, on cherche à comprendre.

Macron et son gouvernement, auxquels vous reprochez finalement de ne pas avoir épousé la cause des humanistes. Pourquoi, auraient-ils dû en être autrement ? Une telle illusion vous rendrait pour le coup "*coresponsables du génocide*" des Palestiniens.

A moins qu'il s'agisse de nous, des travailleurs de ce pays que vous maltraiteriez ainsi, auquel cas nous dédaignerions ces ignobles accusations portées contre nous, car par ailleurs, nous vous reconnaissons aucun droit de vous exprimer en notre nom.

Je pencherais pour les deux à la fois, ce qui est peu flatteur dans l'un ou l'autre cas.

Et puis : Les conseilleurs ne sont pas les payeurs !

3- Réponse à xiao pignouf.

Un lecteur affirme que j'aurais développé une "*tendance au nihilisme*" sans fournir le moindre exemple pour étayer son accusation, à la limite pourquoi pas, je prends la peine de lui adresser une réponse de 24 lignes pour démontrer preuves à l'appui que son accusation est infondée, grotesque en réalité, et vous osez écrire ensuite, je vous cite - "*plus haut vous déplorez qu'on ne réponde pas à vos commentaires, lorsqu'on le fait (ici le toujours courtois Auguste)*", non mais on croit rêver, en fait, on ne rêve pas du tout.

Mieux, depuis 20 ans que je tiens un blog, j'ai pu observer que ce genre de procédé s'était quasiment généralisé, pas seulement ici, partout à de très rares exceptions près, puisque dès que vous tentez d'analyser les arguments qu'on vous soumet ou dès que vous exposez les vôtres en fournissant des

faits incontestables, la discussion partait systématiquement en vrille ou la personne la rompait net sans fournir la moindre explication. Pourquoi ? Parce qu'elle refusait tout examen sérieux des faits. Je vous passe de quelles manières malhonnêtes, parce qu'elle voulait absolument avoir raison. Autant dire que rapidement vous n'en entendiez plus jamais parler de cette personne !

En lisant attentivement les commentaires qui figurent dans Le Grand Soir, je me dis que j'ai dû me méprendre sur la signification de cette expression ou alors la plupart des lecteurs l'ignorent eux-mêmes, à moins qu'ils n'y croient plus. Je crois me souvenir, qu'à une autre époque et dans d'autres circonstances, c'est ce qui motiva Lénine à rédiger Que faire ?. Il lui était reproché de défendre le socialisme et de vouloir le répandre dans la classe ouvrière, alors que la situation semblait en être très éloignée... On lui rétorqua les mêmes arguments qu'on entend ici ou presque partout en France à notre époque, en fait depuis des lustres, ce qui explique en grande partie pourquoi il n'existe même pas l'embryon d'un parti ouvrier digne de ce nom, selon moi.

J'ai également observé, que ce sujet avait le don généralement de faire fuir ceux qui n'ont rien appris des enseignements du marxisme de la lutte de classe du passé ou de provoquer chez eux une réaction désordonnée qu'il est facile d'exploiter. Je précise que je n'ai jamais eu la prétention de me substituer à ce parti, ma modeste contribution politique depuis mon trou en Inde, consiste uniquement à aider à résoudre cette question déterminante pour la suite de la lutte de classe du prolétariat.

Méfiez-vous des correcteurs orthographiques.

J'ai écrit :

- la discussion partait systématiquement en vrille ou la personne la rompait net

Un de ses correcteurs parmi les plus performants qui existent sur le Net me corrige en écrivant "*nette*" au lieu de net, parce que "*net*" se rapporterait au pronom personnel féminin "*la*" placé avant le verbe (rompait), or "*net*" n'est pas là un adjectif, mais un adverbe invariable.

4- Réponse à xiao pignouf.

- « *Quitter l'UE, c'est bien sûr renégocier des centaines de traités de libre-échange* »

Non, c'est rompre avec l'UE, dont décréter que tous ces traités sont nuls et non avenus, abolis.

- « *Il est clair que ça ne pourrait pas se faire du jour au lendemain, ni même d'une année à l'autre et surtout pas sans une période de récession d'une durée incertaine. Et avec l'incertitude, tous les ingrédients sont là pour rendre cette idée impopulaire.* »

Allez, jamais ! Ce qui est certain, c'est que l'auteur de ces lignes renvoie la rupture avec l'UE à une date indéterminée, aux calendes grecques ! On a bien compris qu'il y était opposé, mais pour justifier sa subordination à l'UE, il n'a rien trouvé de mieux que d'en faire porter la responsabilité aux masses, pour lesquelles cette idée serait "*impopulaire*". Il a omis de préciser, pour autant qu'elles n'y trouveraient aucune contrepartie ou aucun avantage, car dans le cas inverse où il existerait un véritable gouvernement ouvrier, il y a tout lieu de penser qu'elles y seraient favorables parce qu'elles y trouveraient leur compte.

- « *Bien sûr que je donne mon avis que je crois basé sur des faits et non en la croyance en une solution miracle.* »

Il arrive parfois que la présentation des faits relève de "*la croyance*", surtout quand on identifie la rupture avec l'UE ou l'instauration d'un gouvernement ouvrier acquis au socialisme à "*une solution miracle*" !

- « *Le plus urgent est de mettre à la tête de l'État un gouvernement d'opposition à l'UE/Allemagne pour infléchir ses politiques.* »

- « *Je crois qu'on peut s'opposer à l'UE si on le veut.* »

S'opposer, infléchir, ne signifie pas rompre, mais conserver, s'adapter, pour qui sait lire attentivement. Bref, on aura compris que vous n'avez pas l'intention ou la volonté de rompre avec l'UE, vous nous l'avez assez démontré comme cela. Ni avec l'OTAN, le capitalisme ou la Ve République, de fait.

- « *Il serait plus simple de sortir de l'OTAN qui n'est qu'une superstructure militaire.* »

Il suffirait de rompre avec et de donner un délai relativement court à ses représentants pour quitter le pays, il suffirait de suivre l'exemple de certains États africains.

- « *La réalité, c'est que derrière les grandes avancées pour le peuple, il y a les fondations pour l'instauration d'un système dont nous avons hérité aujourd'hui et qui nous a ramené au point de départ : une classe dominante ultra-minoritaire et une classe oppressée ultra-majoritaire.* »

C'est mal rédigé ou confus, essayons de nous y retrouver. J'imagine qu'il évoquait le capitalisme qui a engendré la classe ouvrière. Cependant, il laisse entendre qu'il nous aurait "ramené au point de départ", ce qui est vrai et faux à la fois, puisque si le capitalisme n'a pas aboli le système d'exploitation de l'homme par l'homme qui existe depuis le passage au néolithique, en revanche au cours de ses deux siècles et demi d'existence en tant que régime dominant, il a participé au développement économique (des forces productives, des sciences et technologies), social et politique, à la transformation de la société à l'échelle mondiale, ponctué par la lutte de classe (internationale) entre deux classes qui n'existaient pas sous l'Ancien Régime...

Je pense que c'est de là qu'on doit partir, car les facteurs objectifs pour passer au socialisme existent, autant que les facteurs subjectifs propres à la réaction pour empêcher d'y parvenir. Cela dit, pourquoi serions-nous incapables de notre côté de résoudre cette question des facteurs subjectifs, en avons-nous réellement la volonté, si oui, nous parviendrons à vaincre tous les obstacles qui nous détournent pour le moment du socialisme.

Etats-Unis.

Présidentielle américaine : Joe Biden annonce le retrait de sa candidature et soutient Kamala Harris - RT 21 juillet 2024

Joe Biden a fait savoir par voie de communiqué, ce 21 juillet, sa décision de se retirer de l'élection présidentielle américaine et de soutenir sa vice-présidente Kamala Harris.

Si cette dernière n'est pas encore officiellement désignée comme successeur, elle a visiblement les faveurs des donateurs. Ils se sont mobilisés en masse en ces dernières heures.

Comme le relaye le *New York Times*, les dons sont passés d'une moyenne de 200 000 dollars par heure dans les heures précédant la démission de Joe Biden, à près de 11,5 millions de dollars en une seule heure plus tard dans la journée de dimanche.

« *À 21 heures, les sympathisants de base avaient collecté 46,7 millions de dollars (42,8 millions d'euros) via ActBlue suite au lancement de la candidature de la vice-présidente Kamala Harris. Il s'agit de la plus grande journée de collecte de fonds du cycle 2 024* », indique sur le réseau social X le groupe qui facilite la collecte de fonds en ligne pour les candidats démocrates. « *Les petits donateurs sont motivés et prêts à affronter cette élection* », a ajouté la plateforme.

Cette double annonce jette une nouvelle incertitude dans une campagne présidentielle déjà tendue. 3 900 délégués démocrates devront, mi-août à Chicago, voter pour un nouveau candidat.

Alors que Kamala Harris est la favorite pour succéder à Joe Biden, elle n'apparaît pas comme une évidence pour Barack Obama. Au lieu de soutenir officiellement la vice-présidente, l'ancien président se prononce en faveur d'une primaire ouverte lors de la convention démocrate qui s'ouvre le 19 aout à Chicago, rapporte notre correspondant à Miami, David Thomson. « *J'ai l'extraordinaire conviction que les dirigeants de notre parti seront en mesure de créer un processus d'où émergera un candidat exceptionnel* » écrit Obama qui ne cite même pas le nom d'Harris.

Sur CNN, David Axelrod avance peut-être une explication. L'ancien stratège en chef de Barack Obama se dit lui aussi en faveur d'une primaire ouverte. Il laisse entendre que Kamala Harris ne serait pas forcément la mieux placée pour l'emporter dans le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie. Ces trois États clés du Midwest plutôt blancs et ouvriers, jugés indispensables pour gagner la présidentielle alors que Donald Trump y est en tête actuellement.

Si Kamala Harris reste l'hypothèse la plus probable, elle doit trouver un colistier et elle doit le trouver rapidement puisque la convention démocrate débute à Chicago dans moins d'un mois, le 19 août. Il lui faudra trouver quelqu'un qui peut lui apporter des électeurs qu'elle-même ne convainc pas. RT, Le HuffPost et RFI 21 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 juillet 2024

Annonceraient-ils la fin prochaine de la guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie ?

Selon Pékin, Kiev s'est dit «*disposé à mener un dialogue et des négociations avec la partie russe*» - RT 24 juillet 2024

Sondage : les Ukrainiens de plus en plus ouverts à des concessions territoriales à la Russie - RT 24 juillet 2024

Qu'est-ce qui se passe en Cisjordanie ?

Une terre volée

En 1979, j'ai effectué la première de ce qui allait s'avérer être des décennies de visites régulières en Israël et en Cisjordanie. Je m'y suis rendue pour le compte de la publication alternative new-yorkaise The Village Voice afin d'enquêter sur le mouvement des colons israéliens en pleine expansion, Gush Emunim (ou le Bloc des croyants).

https://consortiumnews.com/fr/2024/07/15/settled/

L'hypnose et la psychose collective se combinent parfaitement pour perpétuer l'esclavage.

Le virus Nipah, qui se propage en Inde, peut-il envahir le monde? - slate.fr - 22 juillet 2024

Qu'est-ce que le virus Nipah, qui inquiète les autorités sanitaires en Inde ? - yahoo.com 23 juillet 2024

Un nouveau virus pris très au sérieux par la communauté scientifique internationale. Depuis quelques jours, l'Etat du Kerala (Inde) est en situation d'alerte sanitaire, à la suite du décès d'un adolescent de 14 ans des suites d'une encéphalite provoquée par une infection virale.

D'après le média indien *The Indian Express*, il s'agit du 21e décès provoqué par le virus Nipah depuis 2018. Un chiffre élevé qui explique les importantes mesures de précaution déployées par les autorités sanitaires du Kerala dès l'annonce du cas clinique dont souffrait le jeune homme. La maladie causée par ce virus émergent est en effet particulièrement dangereuse et relativement contagieuse.

D'après *The Hindustan Times*, l'adolescent récemment décédé en Inde aurait ainsi été contaminé après avoir mangé une prune mombin "provenant d'une parcelle infestée de chauves-souris".

Conscientes de la menace représentée par ce virus, les autorités sanitaires locales ont réagi très rapidement au cas positif de l'adolescent infecté, décrétant le port du masque obligatoire dans le district concerné et un confinement dans certains quartiers. 330 personnes ayant été en contact avec le défunt ont été placés en observation. D'après *The Hindustan Times*, 13 personnes particulièrement exposées, dont 6 présentaient des symptômes pouvant laisser penser à une infection à virus Nipah, ont fait l'objet de tests. Ces derniers ont tous donné des résultats négatifs.

J-C – Pas au courant.

Question : Qui lit The Hindustan Times ou The Indian Express à part des membres des classes moyennes des grandes villes ? Personne.

21e décès depuis 2018 pour une population d'1,47 milliard d'habitants, je vous laisse mettre les zéro près la virgule pour trouver le taux de mortalité microscopique.

C'est le déséquilibre de leur état de santé biologique et mental autant que leur environnement, qui les prédisposent à toute sorte de maladies, y compris les maladies auto-immune comme le cancer. Ce ne sont pas des virus qui causent la mort des personnes qui sont en contact avec eux, sinon la Terre serait déserte ou plutôt les hominidés n'auraient jamais pu survivre.

Quand les multinationales peuvent se livrer à des activités illégales pendant des décennies en toute impunité.

3 milliards d'euros de fraude : Nestlé utilisait un traitement interdit pour ses eaux minérales depuis 15 ans - RT 22 juil. 2024

Une fraude d'une ampleur «*inédite*» selon Mediapart, qui a dénoncé le 18 juillet dernier le recours par Nestlé Waters à des «*traitements interdits*» pour ses trois eaux minérales vosgiennes Vittel, Contrex et Hépar, et ce depuis une quinzaine d'années au moins. Le média cite un rapport d'enquête des services français de la répression des fraudes (DGCCRF).

La DGCCRF, dans son rapport rendu en avril dernier et cité par ce dernier, est parti de l'achat en 2005 d'appareils à UV, notant une «*utilisation de filtres non autorisés depuis au moins 2010*».

Une entorse à la réglementation qui aurait permis à Nestlé d'engranger plus de trois milliards d'euros, relate Mediapart : «*La différence de chiffre d'affaires réalisée en vendant ces produits en eau minérale naturelle au lieu d'eau rendue potable par traitement est estimée à 3 132 463,297 euros pour les différentes marques et périodes infractionnelles correspondantes*».

Le groupe est poursuivi dans le cadre d'une enquête préliminaire par le parquet d'Epinal, pour tromperie. Nestlé est donc soupçonné d'avoir eu recours à des traitements illégaux de purification des eaux.

Selon BFM TV, Nestlé Waters a reconnu en janvier dernier avoir recouru à des «*systèmes de désinfection interdits*», à savoir des lampes UV et du charbon actif, pour assurer la «*sécurité alimentaire*» de ses eaux.

L'ONG Foodwatch, citée par BFM TV, a porté plainte dans ce dossier et exigé que « *la justice pénale avance*». L'organisation dénonce une affaire qui n'en est toujours qu'au stade de «*l'enquête préliminaire*».

En 2022, l'Inspection générale des affaires sociales française estimait que «*près de 30%*» des eaux conditionnées subissaient «*des traitements non conformes*» aux réglementations du pays. L'IGAS dénonçait de surcroît des «*pratiques délibérément dissimulées*».

Totalitarisme. Paris en état de siège.

Paris barricadé

Des centaines de patrouilles de policiers et de gendarmes, des barricades de deux mètres de haut à chaque coin de rue, des stations de métro fermées, des lignes de bus perturbées… À quelques jours de la cérémonie des Jeux olympiques et paralympiques, qu'on soit piéton, cycliste ou automobiliste, les restrictions de circulation sont innombrables.

Depuis le 18 juillet, 44 000 barrières de sécurité enserrent les rues, interdisant l'accès à certaines zones et rendant les déplacements difficiles. Plus de 30 000 policiers (45 000 les jours de pic), 20 000 agents de sécurité et 10 000 militaires rôdent dans la capitale pour sécuriser la ville et assurer le bon déroulement des Jeux. Le Point 23 juillet 2024

Les dirigeants du Front populaire ont toujours été des agents du capitalisme.

J-C- En 1936, cela faisait déjà longtemps que la CGT était devenu un syndicat patronal, lisez, c'est un de ses représentants qui l'affirma en s'adressant au patronat.

Alors pourquoi pendant plus de 80 ans nous n'avons pas été en mesure de construire un véritable syndicat ouvrier, sinon parce que les dirigeants qui prétendaient incarner l'avant-garde du mouvement ouvrier étaient eux-mêmes corrompus ou acquis au réformisme, au capitalisme.

Article du journal *Lutte ouvrière* publié le 17 juillet 2024.

1936. Quand le chef du Front populaire s'explique sur les grèves

La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) publia en 1944 les interventions du dirigeant socialiste du gouvernement de Front populaire, Léon Blum, lors de ses auditions devant la cour de Riom en 1942. Pétain avait voulu ce procès pour trouver des coupables à la défaite des armées françaises en 1940.

C'est une lecture éclairante sur la réalité de ce que fut la politique du Front populaire, en particulier vis-à-vis de l'immense mouvement de grève, bien éloignée de la version mensongère colportée par les dirigeants de la gauche actuelle. Nous en publions ci-dessous des extraits.

« *Cette loi de quarante heures fait partie intégrante d'un ensemble politique. Cette politique, je n'ai pas eu à la choisir, elle m'a été imposée dans les circonstances où j'ai pris le gouvernement, par*

une nécessité de droit, et par une nécessité de fait, ayant véritablement le caractère d'un cas de force majeure.

Rappelez-vous que, les 4 et 5 juin, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que toutes les usines de la région parisienne étaient occupées. Rappelez- vous que le mouvement gagnait d'heure en heure et de proche en proche dans la France entière. (…) Je n'étais pas sans rapports moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'était leur état d'esprit à cette époque : "Alors quoi ? C'est la révolution ? Alors quoi, qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ?*" Les ouvriers occupaient les usines. Et, peut-être, ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines. (…)*

M. Lebrun (le président de la République) me répondit alors : " (…) Je vous en prie, dès demain, adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites- leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez leur demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure dans leurs cahiers de revendications, en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous et alors, peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ?*" (…)*

Sans nul doute, j'aurais tenté de moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. (…) On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, vite, afin de liquider une situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire mais de quasi révolutionnaire, et qui l'était en effet. (…) La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat qui étaient à Matignon : "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines les militants syndicalistes. (…) Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres*". Et je vois encore M. Richement (un représentant du patronat) qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant :* "C'est vrai, nous avons eu tort*." (…)*

Je dois vous dire qu'à ce moment dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus (…) que dans l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. (…)

Voilà Messieurs, dans quelles conditions ont été votées les lois sociales dont l'accusation extrait la loi des quarante heures. (…)

En 1938, c'est autre chose. (…) J'ai donc obtenu l'accord (…) qui porte à 45 heures, par addition de cinq heures supplémentaires, le temps normal de la durée de travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale. »

https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/1936-chef-front-populaire-sexplique-greves-176635.html

La crise du régime côté pile et côté face.

Côté pile. L'avis autorisé du porte-parole du complexe militaro-industriel-financier.

Extraits d'un article de Paris Match paru le 17 juillet 2024.

- Selon plusieurs sources, rien ne va plus pour le président de la République.

- Questionné sur l'ambiance de fin de règne qui flotte à l'Élysée, Alexis Kohler, le secrétaire général du président de la République depuis 2017, ne sait que dire. Une réponse en soi!

- Emmanuel Macron snobé par tout le monde : « *Plus personne ne l'écoute.* » a ainsi révélé à propos de celui qui était surnommé le roi Soleil un ténor de camp présidentiel.

- L'état moral du locataire de l'Élysée, lui, semble n'avoir jamais été aussi bas.

- Le 14 juillet, un proche de Gabriel Attal à Paris Match l'a décrit, « *il avait l'air déprimé* ».

- Un 'rescapé de la dissolution' a livré à nos confrères : « *C'est fini le temps où le parlementaire lambda acceptait de se faire marcher dessus* ».

J-C - Macron va finir par démissionner.

Paris Match - Pour rappel, les prochaines élections présidentielles auront lieu en 2027. D'ici là, il faudra tenir. Ou renoncer…

J-C - Ces gens-là sont sérieux, ils ne parlent jamais pour ne rien dire, ils n'avancent jamais quelque chose sans y avoir réfléchi avant, surtout quand il s'agit du sommet de l'Etat, le leur. Alors s'ils évoquent un tel scénario, c'est parce qu'ils comptent bien en tirer profit, en se foutant bien du sort de leur marionnette, nous aussi !

Côté face. Ils ont ressuscité Macron, alors pourquoi devrait-il leur la mise ?

Extraits d'un article de franceinfo paru le 22 juillet 2024.

"*S'il n'y a pas de nom, le NFP est mort*"

En coulisses, l'alliance de gauche est dans l'impasse pour trouver un nom.

"*Je n'ai plus les mots*", confie un socialiste après l'abandon de Laurence Tubiana.

"*On tourne en rond*", s'agace un communiste.

Un écologiste n'y voit même plus l'utilité : "*Pas question d'y aller pour rien, on ne va pas passer l'été à rechercher un Premier ministre*".

"*On n'arrive pas à débloquer la situation*", confie un participant aux négociations.

"*LFI et le PS veulent aboutir, mais selon leurs conditions*", glisse une écologiste de poids.

Ruffin appartient au passé.

"*Le pire c'est qu'ils désespèrent les gens*" : Ruffin estime qu'"*il est trop tard*" pour la gauche à Matignon - BFMTV 23 juillet 2024

François Ruffin dénonce ce mardi 23 juillet "*les petits calculs cyniques*" du Nouveau Front populaire (NFP).

François Ruffin a jugé, ce mardi 23 juillet sur France 2, que le Nouveau Front populaire avait laissé passer "*la fenêtre d'opportunité*" pour gouverner, soulignant qu'on était rentrés "de fait" dans la trêve politique évoquée lundi par Emmanuel Macron, "*faute de combattants*" à gauche.

"*Avec leurs petits calculs cyniques et leurs petits intérêts particuliers, les partis de gauche ont réussi à décourager la présidente de la Réunion Huguette Bello et l'économiste Laurence Tubiana de postuler pour Matignon mais le pire c'est qu'ils désespèrent les gens*", estime-t-il. BFMTV 23 juillet 2024

J-C – Il a oublié une chose, c'est que le PS avait fixé un ultimatum à Mélenchon, la date du 23 juillet pour désigner un Premier ministre au nom du NFP, et qu'il le respecterait.

Qui ignorerait encore, que l'ENA, Sciences Po et la London School of Economics fabriquaient des dirigeants aux services des travailleurs, qui plus est, tout droit sortis de la cuisse du hollandisme et de Jupiter ?

J-C - Dans quel contexte Lucie Castets a-t-elle été propulsée à la Direction générale du Trésor en 2014, c'est important de répondre à cette question pour savoir avec quoi et avec qui elle était compatible, à qui nous avons affaire.

Réponse - Emmanuel Macron est nommé ministre de l'Économie le 26 août 2014 par Hollande, tandis que Manuel Valls est Premier ministre.

Vous aurez compris, qu'on ne peut pas accéder à un niveau aussi élevé dans la fonction publique et au sein d'un ministère, qui plus est celui de l'Economie, sans au préalable avoir fourni des gages de loyauté envers le régime.

Données récoltées dans différents médias.

Lucie Castets, énarque et économiste de 37 ans, aujourd'hui directrice des finances et des achats de la ville de Paris, diplômée de l'ENA, de Sciences Po et de la London School of Economics. Elle rejoint le ministère de l'Économie et des Finances en 2014 à la Direction générale du Trésor, elle y restera 5 ans avant de prendre la tête du département international de la cellule française de renseignement financier (Tracfin).

Encartée au PS autour de 2008-2011, elle assure désormais n'avoir aucune affiliation partisane. C'est le socialiste Olivier Faure, qui a proposé son nom aux autres partis de gauche.

Depuis septembre 2020, elle est désormais employée à la mairie de Paris, comme directrice des finances et des achats, un poste qu'elle occupe depuis octobre 2023, après trois ans passés comme

conseillère au cabinet d'Anne Hidalgo, chargée du budget et de la finance verte. Voilà pour les compétences économiques. Elle est aussi professeure associée à l'université Paris Dauphine.

Elle compte sur son profil de femme issue de la société civile (comprendre "*hors des partis*") pour "*donner lieu à des majorités*" autour de projets partagés par les Français selon elle.

Dans un entretien l'AFP, Lucie Castets livre ses premiers mots après avoir été poussée par le Nouveau Front populaire. Se décrivant comme "*crédible et sérieuse*", elle annonce un premier chantier qui fait immédiatement écho aux déclarations du NFP à l'Assemblée ce mardi puisqu'elle entend engager "*l'abrogation de la réforme des retraites*", conformément au programme de l'union de la gauche lors des législatives. Référence directe à son parcours, Lucie Castets avance aussi une "*grande réforme fiscale pour que chacun, individus et multinationales, paie sa juste part*". Elle évoque aussi la "*fin de la régression des services publics*" et une "*amélioration du pouvoir d'achat*" par la revalorisation des salaires et une hausse des minima sociaux.

Lucie Castets est présentée tour à tour comme issue de la "*haute fonction publique*" et de la "*société civile*". Deux terminologies qui peuvent brouiller les pistes au sujet de ce profil qui devra sans doute favoriser l'un pour faire oublier l'autre dans sa communication ces prochains jours. Une chose est sûre, elle n'est pas issue du sérail politique. Si elle a pris des positions et des engagements par le passé, elle n'a jamais été élue et n'a encore eu aucune responsabilité nationale la prédestinant à Matignon.

Elle s'est par ailleurs "*fait remarquer ces derniers mois par son rôle de porte-parole du collectif de fonctionnaires* 'Nos Services publics'", écrivent aussi plusieurs titres de presse. lavoixdunord.fr et francetvinfo.fr 23 Juillet 2024

Qu'est-ce que la London School of Economics (LES) ? La crème des universités en économie de tendance néolibérale.

Friedrich Hayek rejoint la faculté de l'université en 1931.

La LSE joue un rôle considérable dans la théorisation et la diffusion intellectuelle du néolibéralisme, doctrine politique promouvant l'avènement de la société de marché et l'intervention de l'État dans sa mise en place.

Le Colloque Lippmann en 1937 à Saint-Germain-des-Prés à Paris, rassemblement informel de 26 économistes européens et américains est aujourd'hui largement considéré comme l'acte de naissance fondateur du néolibéralisme.

Dans les années 1990 et 2000, la LSE connaît cependant une nouvelle impulsion féconde, plus marquée à gauche, et nuançant en partie l'idéologie économique néolibérale qu'elle avait originellement postulé, sous l'impulsion du sociologue britannique Anthony Giddens, directeur de l'établissement de 1996 à 2003, théoricien de la doctrine politique de la Troisième voie, et lui-même diplômé de la LSE et de l'Université de Cambridge.

Giddens influence considérablement les politiques économiques libéral-socialistes et des grandes puissances occidentales, notamment du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada, d'Australie, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Suède et de l'Espagne. Il devient successivement le conseiller économique officiel du Président des États-Unis, Bill Clinton, du Premier ministre britannique, Tony Blair et du Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero.

De 2003 à 2011, la LSE est dirigée par Sir Howard Davies, diplômé de l'université d'Oxford et de l'université Stanford, précédemment ambassadeur du Royaume-Uni en France, avocat du cabinet McKinsey & Company, membre du conseil de direction de Morgan Stanley, de la Government of Singapore Investment Corporation et de Temasek Holdings. Wikipédia.org

Peu importe, la confrérie des opportunistes réunis l'a choisie.

Pour Jean-Luc Mélenchon, "*la proposition de Lucie Castets pour le mandat de Premier ministre est une confirmation de la capacité du Nouveau Front populaire de se porter à la hauteur des circonstances dans le respect des engagements pris auprès des femmes et des hommes qui l'ont placé en tête des votes*".

Quelques jours plus tôt, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon fermait la porte à une candidature issue de la société civile. Avant de finalement changer d'avis ? Sur LCI, Éric Coquerel assume ce compromis. *« Elle est la personne – peut-être pas idéale (car) il aurait pu y avoir d'autres responsables politiques – mais en tout cas la personne qui faisait consensus, qui nous assurait qu'elle allait appliquer notre programme de rupture. C'était ça pour nous le critère essentiel »*, fait-il valoir.

"*C'est une fonctionnaire qui a toute notre confiance*", a salué la cheffe des députés LFI Mathilde Panot.

«*Si elle a séduit, c'est parce que son parcours, ses convictions, sa sincérité ont aussi marqué l'ensemble de celles et ceux qui négociaient »*, souligne Olivier Faure.

Le chef des députés socialistes Boris Vallaud a quant à lui assuré que Lucie Castets "*a notre confiance*". "*Elle coche beaucoup de cases*", a également souligné le chef des communistes Fabien Roussel sur BFMTV. BFMTV et Le HuffPost 24 juillet 2024

Non, ils n'ont pas une « *case* » en moins, ces imposteurs nous prennent tous pour des cons… sauf Macron ! Macron acte la paralysie des institutions.

Emmanuel Macron balaie la candidature proposée par le NFP - LePoint.fr 24 juillet 2024

Emmanuel Macron a affirmé mardi lors de son interview télévisée sur France 2 (diffusée aussi sur France Info et France Inter) qu'il n'avait pas l'intention de nommer de nouveau gouvernement avant la fin des Jeux olympiques, balayant la candidature surprise pour Matignon dégainée par la gauche, en fin d'après-midi.

« *Il est faux de dire que le Nouveau Front populaire aurait une majorité, quelle qu'elle soit* », a déclaré le chef de l'État lors de son entretien. « *La question n'est pas un nom. La question, c'est quelle majorité peut se dégager à l'Assemblée* », a-t-il argumenté. Selon lui, personne n'est aujourd'hui en mesure d'« *appliquer son programme* ».

J-C -Il faut admettre que Macron a raison.

Reste à savoir, comment il va s'en sortir pour gouverner pendant un an, sachant que LR refuse pour le moment toute coalition avec Renaissance, et qu'une coalition incluant RN est inenvisageable, il ne lui reste plus qu'à s'octroyer les pleins pouvoirs ou démissionner.

Peu importe, les traîtres veulent absolument gouverner avec Macron.

Sur X. « *Le Président refuse le résultat de l'élection et veut nous imposer de force son nouveau Front républicain et nous obliger à renoncer à notre programme pour faire une alliance avec lui. Il n'en est pas question* », a taclé le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Comme lui, le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure a dénoncé : « *E. Macron tente un détournement coupable. Quand on convoque des élections au risque du chaos, on en respecte le résultat. Le déni est la pire des politiques. Celle qui conduit à la politique du pire.* »

« *Il faut qu'Emmanuel Macron sorte du déni. Nous avons gagné, nous avons un programme, nous avons une Première ministre. Nos électeurs attendent maintenant la mise en œuvre de nos mesures de justice sociale et de justice environnementale, qu'ils ont réclamées. Le Président ne peut y faire obstacle comme ça* », renchérit la patronne des Verts Marine Tondelier. (J'ai censuré l'écriture inclusive – J-C)

Le sénateur et porte-parole du Parti communiste Ian Brossat a pointé le « *déni* » et le « *mépris* » du chef de l'État. « *Finalement, la seule chose que Macron n'aura pas dissoute, c'est lui-même* », a-t-il ajouté, toujours sur X. AFP, Le HuffPost et LePoint.fr 24 juillet 2024

J-C – C'est ce que je disais plus haut, il ne lui reste plus qu'à s'auto dissoudre, démissionner.

Etats-Unis.

Biden, victime d'un coup d'État ? - RT 23 juillet 2024

https://francais.rt.com/opinions/112568-biden-victime-d-coup-detat

Avec Biden hors course, quel sera le prochain coup de l'État profond ? - RT 23 juillet 2024

https://francais.rt.com/opinions/112576-avec-biden-hors-course

---

Ukraine.

À la suite de l'attaque des forces armées russes sur Odessa, des militaires de carrière français et britanniques ont été tués - reseauinternational.net 23 juillet 2024

À la suite de l'attaque des forces armées russes sur Odessa, des militaires français et britanniques ont été tués dans la ville, a déclaré le colonel de réserve de l'armée espagnole Pedro Baños. Dans le même temps, il s'est référé à des sources fiables.

«*Je viens de recevoir une information que je ne peux pas confirmer, j'ai demandé confirmation et on m'a répondu qu'elle était exacte. Ce sont des sources que je connais depuis de très nombreuses années, 30 ans, elles sont généralement très fiables*» dit Banos.

Selon lui, l'armée russe a frappé Odessa. En conséquence, 18 membres du British Special Air Service ont été tués et 25 autres personnes ont été blessées.

«*Et on me dit que des soldats français sont morts. Ce ne sont pas des mercenaires français, non, ce sont des soldats de l'armée française. Ils ont été tués en grand nombre, on m'a dit que le nombre était plus grand qu'en Algérie*», a noté le colonel espagnol.

L'armée russe annonce avoir tué une cinquantaine d'instructeurs occidentaux dans une frappe de missile - RT 24 juillet 2024

Le ministère russe de la Défense a rapporté ce 23 juillet avoir frappé un centre d'entraînement dans la région de Kharkov et avoir éliminé environ 50 instructeurs occidentaux.

«*À la suite de l'attaque, environ 50 instructeurs étrangers ont été tués», a déclaré ce 23 juillet la Défense russe, annonçant avoir mené une frappe de missile Iskander sur un point de déploiement temporaire «d'instructeurs et de mercenaires occidentaux*» dans la région de Kharkov.

Celui-ci se trouvait plus précisément dans la ville de Derkatchi, dans la banlieue nord-ouest de Kharkov. 24 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 juillet 2024

La décadence assumée a toujours précédé la fin violente d'un règne.

Plus de terroristes, plus de virus tueurs, bizarre, non, normal, quand tout n'est plus que propagande pour tenter de sauver les apparences d'un régime condamné à disparaître.

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture des JO, la république des maquereaux, des travelos et des putains, à défaut de pouvoir déplacer l'Académie française et la Garde républicaine à Pigalle, les avait transformées en lupanars !

- Sur son compte X, Gabriel Attal a tenu à féliciter celle qui la nouvelle égérie de la campagne Lancôme.

Aya Nakamura est difforme et laide, repoussante et vulgaire, elle transpire la médiocrité ou la crasse ignorance, on ne pouvait imaginer pire symbole de la femme, en fait, elle encourage la misogynie.

Les milliardaires des multinationales auxquels cette cérémonie grotesque et décadente était offerte, durent savourer que la facture soit payée par les impôts des travailleurs.

Entre 120 et 150 millions d'euros, une débauche de fric pour une cérémonie grotesque où la déchéance de la civilisation humaine était au menu, à l'image de son président. Les JO coûteront environ 16 milliards d'euros.

Dans un magazine américain.

- On célèbre la présence de la communauté drag.

Out Magazine a célébré la présence de la communauté drag française avec Lady Gaga ouvrant la cérémonie et un segment mode mettant en vedette des artistes de Drag Race France. Nicky Doll, Paloma, Piche et Giselle Palmer ont participé à une présentation de mode, ce qui marque une étape cruciale pour la représentation queer et drag à un événement mondial comme les Jeux olympiques.

Godjira, le groupe français de hard rock qui a fait une brève apparition. Je ne connaissais pas et je n'ai rien perdu. J'ai enregistré deux morceaux, par acquis de conscience, par curiosité, mon verdict : J'ai écouté 2 minutes pas plus, je n'en pouvais plus, retirez l'excellent batteur et il ne reste plus rien, des paroles crachées ou vomies inaudibles, du bruit, que dis-je, du vacarme, créativité musicale nulle et mélodie niveau zéro, son et rythmique plagiés sur Metallica et un tas de groupes de heavy metal ou l'on trouve parfois le meilleur et le plus souvent le pire, catégorie dont fait partie Godjira.

En musique, c'est comme dans toute chose, il y a les maîtres, les génies, les virtuoses doués d'une sensibilité et d'une imagination extraordinaire, capables de se fondre dans la réalité ou d'en faire abstraction pour mieux la pénétrer en profondeur, et il y a les disciples qui auront plus ou moins de

talent, au final, rare seront ceux qui rivaliseront avec leurs maître ou les dépasseront, et seront dignes d'intérêt, sauf pour se distraire à condition de ne pas être trop exigeant ou perdre son temps.

Sur France Info j'ai lu 680 commentaires de lecteurs à la suite d'un article dithyrambique : un quart était mitigé, un quart était très critique, un quart était enthousiaste, et le dernier quart n'était que des trolls (fabriqués par des salariés de France Info). Autant dire, que la page est déjà tournée, et que la dure réalité va rapidement rattraper Macron !

Dictature ou abus de pouvoir du 1%. Vous êtes coupable de ne pas penser comme nous.

Cérémonie d'ouverture des JO : l'extrême droite est bien la seule à ne pas apprécier le spectacle. - Le HuffPost 27 juillet 2024

Faux. A lire plus loin.

J-C - L'accusation qui se passe de preuve, de réflexion, procédé totalitaire employé aussi bien par les charlatans, les démagogues, les scientistes, que par les tribunaux militaires ou de l'Inquisition, celui de la gauche oligarchique, qui vous dénie le droit de vous exprimer, le droit à la défense, à la présomption d'innocence, pour la simple raison que la réalité trahit les intentions inavouables et nuisibles au peuple de ces despotes, car ils ne peuvent opposer aucun argument à ceux qui s'y réfèrent sans être aussitôt démasqués.

Ils vous déclarent coupables avant même tout jugement, parce qu'il risquerait de se retourner contre eux. Tôt ou tard cela se produira forcément, et ce jour-là, il n'y aura plus personne pour les défendre.

Cela dit, il n'était pas besoin d'être de droite ou d'extrême droite, d'être catholique ou croyant pour reconnaître dans ce misérable spectacle, une entreprise de nature politique conforme à l'idéologie propulsée depuis le Forum économique mondial uniquement destinée à saper les progrès réalisés par la civilisation humaine pour s'émanciper du règne de l'exploitation et conquérir sa liberté, puisque cette propagande ne profite qu'à l'oligarchie financière mondialiste pour laquelle le progrès social et les acquis politiques des peuples sont les pires ennemis.

C'est ainsi que ces tyrans ont décrété que les besoins sociaux ou aspirations démocratiques des peuples étaient illégitimes, tandis que les droits exprimés par différentes communautés, dont celles qui sont ultra minoritaires dans la société, seraient légitimes, sur la base de critères purement individuels ou subjectifs qu'ils opposent aux critères sociaux de nature collective qui uniraient l'ensemble des membres des classes exploitées contre leur régime, afin de conserver leur hégémonie et privilèges, le capitalisme.

Ce constat est basé strictement sur des faits, il prend en compte la lutte des classes telle qu'elle se déroule actuellement. Ceux qui le rejettent, seront forcément amenés à se situer sur le terrain idéologique, terrain sur lequel la réaction s'efforcera de les entraîner pour mieux ensuite les manipuler et les transformer en propagandistes de son idéologie sans même qu'ils s'en aperçoivent, car une fois qu'ils auront déserté le terrain de la lutte de classe, ils deviendront une proie facile, ils se retrouveront pris dans les mailles du filet de l'idéologie de la classe dominante, dont ils ne pourront plus se dépêtrer, situation inextricable qui explique celle dans laquelle nous nous trouvons sur le plan politique.

RT - Au centre de ces critiques, une séquence revient tout particulièrement : celle de la Cène, tableau de Léonard de Vinci représentant le dernier repas du Christ, où des drag queens sont venues remplacer les apôtres autour de Leslie Barbara Butch, une DJ présentée par la presse française comme une icône lesbienne des nuits parisiennes. Une scène devant laquelle est ensuite apparu le chanteur Philippe Katerine dénudé, le corps peint en bleu, censé représenter Dionysos

«*Un défilé olympique ayanakamuresque, wokiste, où le sport a été invisibilisé par des messages politiques et sociétaux qui n'y avaient pas sa place*» a dénoncé le président d'Oser la France et ancien député les Républicains Julien Aubert.

La sénatrice LR des Bouches-du-Rhône, Valérie Boyer a regretté «*une vision de notre histoire, qui met en spectacle la décapitation de Marie-Antoinette et qui cherche à ridiculiser les chrétiens*».

«*Tout esprit honnête devrait s'interroger : pourquoi toute expression artistique ou humoristique qui se proclame "inclusive" doit-elle obligatoirement ridiculiser les catholiques ?*» a pour sa part écrit le directeur délégué de la rédaction du Figaro, Vincent Trémolet de Villiers.

Même au sein de la majorité présidentielle, le spectacle n'a pas été du goût de tout le monde. «*Une si belle cérémonie d'ouverture gâchée par cette déferlante woke*» a regretté le député Renaissance des Yvelines Charles Rodwell, «*Pourquoi souiller la Cène pour insulter les Français chrétiens, plutôt que toute autre religion?*» a-t-il ajouté.

«*J'ai tellement honte de ce que devient mon pays*», a lâché sur le réseau social américain la militante féministe, ancienne membre des Fémen, Marguerite Stern, estimant que «*le monde entier va donc se rendre compte jusqu'où la France est allée dans la propagande trans*».

En dehors de la sphère politique, la Conférence des évêques de France a également réagi après cette cérémonie, déplorant dans un communiqué publié ce 27 juillet «*des scènes de dérision et de moquerie du christianisme*», soulignant «*l'outrance et la provocation de certaines scènes*». «*Nous croyons que les valeurs et les principes exprimés et diffusés par le sport et l'olympisme participent à ce besoin d'unité et de fraternité dont notre monde a tant besoin, dans le respect et les convictions de tous*», est-il précisé.

A l'opposé de l'échiquier politique les réactions ont unanimement salué le spectacle, à l'instar du chef de fil des députés de la France insoumise, qui a remercié les organisateurs d'«*avoir sublimé notre héritage révolutionnaire et la France telle qu'elle est, dans toute sa richesse*», d'autres personnalités n'ont pas hésité à enfoncer le clou quant à l'indignation suscitée. C'est la «*meilleure réponse à la montée du fascisme et de l'extrême droite, cette cérémonie. Quelle claque aux obscurantistes*», s'est notamment félicité la députée écologiste de Paris Sandrine Rousseau. Une tendance que l'on a retrouvée jusque dans la presse française, à l'instar du quotidien Libération, qui a jugé que ces réactions de «*l'extrême droite*» constituaient un «*bon point*» pour les JO de Paris. (Ce fut au contraire la meilleure façon de conforter l'extrême droite et de faire monter le fascisme en France, dans la mesure où l'immense majorité de la population ne se reconnait pas dans le transformisme et rejette la théorie du genre. – J-C)

Alors que la presse française se montre dithyrambique ce 27 juillet, saluant «*une nuit magique*», un «*spectacle grandiose*», «*époustouflant*», la «*plus grande cérémonie d'ouverture*», sur les réseaux sociaux les critiques ont fusé à l'encontre de cette cérémonie jugée choquante à bien des égards pour les chrétiens. RT 28 juillet 2024

Totalitarisme. Paris en état de siège. Suite.

L'espace aérien sera fermé dans un rayon de 150 kilomètres autour de la capitale française entre 18h30 et minuit. Ce rayon correspond à une durée de vol évaluée à 10 minutes qui peut laisser le temps de réagir en cas d'intrusion. Un dispositif de lutte anti-drone est aussi prévu avec des fusils brouilleurs d'une portée de plusieurs kilomètres et la présence d'hélicoptères de l'armée qui survoleront la capitale le temps de la cérémonie.

Le journal L'Équipe a énuméré tous les éléments de ce dispositif sécuritaire et a recensé 86 bateaux pour assurer la sécurité sur l'eau en plus des 94 bateaux du défilé des athlètes. En amont de la cérémonie, des plongeurs et des équipes cynophiles de la Légion étrangère ont vérifié toutes les embarcations et installé des sonars dans l'eau pour détecter de possibles objets non identifiés. Dès le 26 juillet, le long de la Seine, seront installées des barrières nautiques anti-intrusion équipées de filets sous-marins pour éviter que des intrus puissent aller dans l'eau et à partir de 13h, toutes les routes aux abords de la Seine seront bouclées et les stations de métro à proximité du fleuve fermées. RT 25 juillet 2024

Le CIO est une organisation mafieuse.

Lu. L'intégrité et l'éthique des hauts responsables du CIO ?

1. Scandale de corruption de Salt Lake City 2002 : Plusieurs membres du CIO ont été accusés d'avoir accepté des pots-de-vin en échange de leurs votes pour attribuer les Jeux olympiques d'hiver à Salt Lake City.

2. Scandale de vote de Tokyo 2020 : Des allégations de corruption ont été soulevées concernant l'attribution des Jeux olympiques de 2020 à Tokyo, impliquant des paiements suspects effectués à des membres du CIO.

3. Affaire Samaranch : Juan Antonio Samaranch, président du CIO de 1980 à 2001, a été critiqué pour avoir accepté des cadeaux et des faveurs, soulevant des questions sur l'éthique et l'intégrité au sein de l'organisation.

4. Affaire de dopage : Le CIO a été accusé de ne pas avoir suffisamment combattu le dopage, notamment en raison de liens suspects avec des fédérations sportives et des sponsors impliqués dans des pratiques douteuses.

5. Scandale Thomas Bach : Thomas Bach, président actuel du CIO, a été impliqué dans des controverses concernant sa gestion des relations avec les sponsors et des conflits d'intérêts potentiels liés à son passé en tant que membre de divers conseils d'administration d'entreprises.

Face à ces scandales, il est légitime de se poser des questions :

• Les responsables corrompus du CIO peuvent-ils promouvoir les valeurs de l'olympisme ?

• Peuvent-ils agir de manière intègre face à des crises politiques et humanitaires graves comme celles de l'Ukraine ou de Gaza ?

• Leurs positions ne découlent-elles pas de leur propre corruption ?

Ces interrogations mettent en lumière les défis et les contradictions auxquels le CIO doit faire face en prétendant défendre les principes de paix, d'intégrité et de sportivité.

Ils sont venus savourer la « *défaite* » de Macron.

Emmanuel Macron démarre sa parenthèse dorée des JO avec une réception de chefs d'État au Louvre - Le HuffPost 25 juillet 2024

Avant de recevoir les chefs d'État et de gouvernement ce jeudi soir au Louvre, Emmanuel Macron s'est effectivement employé, quelques heures plus tôt, à « *rassurer* » les patrons de grands groupes internationaux présents pour les Jeux, autour d'un déjeuner.

Etaient présents : Elon Musk, James Quincey (Coca-Cola), Joe Tsai (Alibaba), Brian Chesky (Airbnb), ou Shou Zi Chew (TikTok). Mais également Jaz-Yong Lee (Samsung) Aditya et Lakshmi Mittal (ArcelorMittal), Neal Mohan (YouTube), et les Français Bernard Arnault (LVMH), Nicolas Namias (BPCE), Alexandre Bompard (Carrefour) et Sébastien Bazin (Accor).

Selon une conseillère élyséenne, le président de la République a pris soin d'expliquer en substance à ces grands patrons, « *les choix qui ont été les siens, avec notamment la dissolution* » et les a « *invités à continuer à investir dans notre pays.* » Le tout, en laissant entendre que sa politique ne serait pas détricotée dans les mois à venir. Comme si cet été doré pouvait durer. Le HuffPost 25 juillet 2024

Normalisation de la guerre. Quand les peuples occidentaux démontrent qu'ils n'étaient pas aussi évolués qu'on voulait nous le faire croire.

- Entre janvier 2022 et avril 2024, selon les chiffres du think tank allemand Kiel Institute for the World Economy (IFW), les chancelleries occidentales ont alloué plus de 101 milliards d'euros à leur soutien militaire à Kiev. RT 25 juillet 2024

Les pays européens sont en train de procéder à l'introduction de la conscription militaire obligatoire.

CNN a rapporté les projets d'un certain nombre de pays européens d'introduire le service militaire obligatoire. Les experts US cherchent à savoir «comment mobiliser des millions de personnes pour qu'elles soient potentiellement jetées dans le «hachoir à viande d'une guerre». De nombreux États européens envisagent, ainsi, selon le média US, d'introduire la conscription obligatoire pour le service militaire. En France, le SNU sert ses objectifs.

https://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=6147

Vous ne les sentez pas un brin désabusés et inquiets ?

J-C – Ils avaient cru pouvoir contenir ou neutraliser la lutte de classe du prolétariat en la réduisant à un bulletin de vote dans le cadre des institutions de la Ve République, et patatras, ne voilà-t-il-pas que ce bout de papier et les institutions de la Ve République ne peuvent plus remplir leur office. Alors ils craignent qu'elle s'exprime ailleurs, sur son propre terrain de classe ou en toute indépendance.

Ils avaient cru avoir tout verrouillé en associant les syndicats à leur entreprise, dans lesquels la crise politique allait forcément se répercuter, sans que leurs appareils corrompus ne puissent éviter que la question de la mobilisation contre le régime soit posée par les militants qui combattent aux côtés des travailleurs.

Futur Premier ministre : « *Une mascarade* »… Vit-on les dernières heures de la Ve République ? - 20minutes.fr 25 juillet 2024

Jamais vous n'auriez cru utiliser le « *mot le plus long de la langue française* », appris religieusement à l'école et enfoui dans votre mémoire depuis. Pourtant, ces derniers jours, vous avez peut-être dit quelque chose comme « *Yaël Braun-Pivet a été élue anticonstitutionnellement au perchoir* ». Car à force de la voir tordue dans tous les sens, débattre de la Constitution est devenue une discipline à part entière pour la population.

Ministres qui votent au Palais Bourbon, gouvernement démissionnaire en place pour au moins un mois, la Droite républicaine dans l'opposition malgré un « *pacte* » avec le camp présidentiel… Les débuts de la nouvelle Assemblée ont été « *une mascarade de pratiques et d'interprétations diverses* », observe Lauréline Fontaine, professeure de droit public à la Sorbonne-Nouvelle, et qui prépare un ouvrage sur les usages des constitutions à paraître cet hiver chez Amsterdam.

Le pouvoir « *impose ses propres pratiques* »

Selon elle, « *les règles constitutionnelles sont devenues un lieu ultra-concurrentiel* » où toutes les interprétations sont possibles. « *Sauf qu'à la fin, ce sont les personnes au pouvoir, en vertu des élections précédentes, qui imposent leurs propres pratiques.* » Pour l'historien Johann Chapoutot, « *on a atteint le sommet du délire avec l'élection de Jean-Noël Barrot* », ministre des Affaires européennes, à la présidence de la commission des affaires étrangères. Autrement dit, le pouvoir exécutif et « *la commission qui contrôle l'exécutif* » sont représentés par la même personne.

Un cumul bancal au regard de la Constitution mais nécessaire pour assurer *« la stabilité* » du pays, a martelé Emmanuel Macron mardi soir. Mais étant encore au pouvoir « *au moins jusqu'à la mi-août* », « ce sont les seuls qui peuvent faire du mal à la démocratie », glisse l'historien. Une *« démocratie* » et une « *république* » devenues de vains mots ? « *Il n'y a plus rien derrière ce niveau de généralité. Il y a un risque de galvauder ces mots, comme* "Nation" *ou* "peuple", *aboutissant à une perte de repères pour les électeurs* », met en garde Véronique Champeil-Desplats, professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre.

« *La République des managers* »

Cet « *usage incantatoire mais vide* » du terme de république serait typique du macronisme, charge Yohann Chapoutot. « *On en est à la république des managers* », qui revendique *« de ne pas avoir de valeurs enracinées, mais simplement des techniques* », de voir la Constitution comme « *une boîte à outils* », poursuit l'auteur de Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui. « *Il y a*

une perte très forte de l'éthique de l'action gouvernementale », renchérit Laureline Fontaine, pour qui l'éthique d'une fonction « *correspond à la manière dont elle a été pensée en interaction avec les autres* ».

Or là, tout se mélange. « *On dit qu'il y a des précédents pour les ministres qui votent, mais un précédent ne fait pas une règle, sinon on n'a pas besoin de Constitution »,* fait-elle remarquer. C'est la perception de ces règles qui a changé, *« utilisées comme ressources et non comme limites* », critique la juriste.

Cette « *logique d'affranchissement de la norme juridique* », Yohann Chapoutot la situe au premier mandat d'Emmanuel Macron, en particulier avec l'affaire Benalla. Emmanuel Macron *« tient alors des propos quasi putschistes, en disant* "qu'ils viennent me chercher" *alors qu'il sait qu'il est irresponsable devant la loi*. »

LR et le « *déni de deal* »

En balayant mardi soir l'idée de nommer Lucie Castets à Matignon, Emmanuel Macron est allé au bout de cette logique de « réduction de la République à un point inédit » : « *au départ on exclut quelques LFI, puis tout LFI, puis LFI et les Verts…* » « *Toute cette logique contribue à la période de crise, de rupture des équilibres* » qu'observe Véronique Champeil-Desplats, et au brouillage général des institutions.

« *L'inscription dans l'opposition de LR, c'est un déni de deal* », poursuit-elle. Cette situation peut-elle durer en cas de gouvernement de coalition ? « *La question va se poser de manière inédite. Le problème c'est qu'on ne sait pas qui va trancher.* » Autre zone d'ombre, la « *répartition inédite* » des postes au sein du Bureau de l'Assemblée, où la présidente Yaël Braun-Pivet est en minorité. « *Il faudra voir comment tout cela s'équilibre, comment collaborer entre les pouvoirs et les différents partis* ».

« *Sans doute que le mieux est de changer* »

Autant de signes qui montrent qu'on est sans doute en train de passer à autre chose, avec une Ve République en bout de course. « *De Gaulle voulait que l'exécutif puisse gouverner sans majorité parlementaire, par obsession de l'instabilité gouvernementale de la IVe République. Les armes type 49.3 ont été presque pensées pour une situation comme celle-ci, pour passer outre les partis* », résume la professeur de droit public. Le passage en force plutôt que la coopération comme genèse donc, avec « *une évolution à partir de 1962, en renforçant le système majoritaire et en créant la bipolarisation* ».

« *Le contexte d'émergence de la Ve République, c'est une guerre coloniale doublée d'une quasi-guerre civile et un texte taillé sur mesure pour un général né avant le XXe siècle* », appuie l'historien Johann Chapoutot. Cette « *conception des élites des années 1950, patriarcale », dans laquelle « le pouvoir est ultra-concentré* », « *ne correspond plus à rien dans la société d'aujourd'hui* », clame-t-il. L'essoufflement de la Ve République, les critiques citoyennes contre la concentration des pouvoirs ou le 49.3 ne datent d'ailleurs pas d'hier. « *Sans doute que le mieux est de changer de* République », admet Véronique Champeil-Desplats, et « *beaucoup de forces politiques, à l'Assemblée et en dehors, sont prêtes, ont déjà des idées* ». « *On ne partira pas d'une feuille blanche* », assure-t-elle.

Notre dossier sur l'actualité politique française

Mais la macronie au pouvoir a-t-elle intérêt à changer les règles qui l'y maintiennent ? « *Personne n'a intérêt à changer les institutions, ni le président, ni le gouvernement, et le Parlement reste un lieu où chacun joue sa place* », résume Lauréline Fontaine. « *Ils viennent de perdre trois élections en un mois et rien ne change* », fait remarquer Yohann Chapoutot. Un refus d'admettre sa défaite et « *une politique du pire qui pourrait pousser à des logiques insurrectionnelles* », craint l'historien. Et à « *justifier un recours à l'article 16* », conférant les pleins pouvoirs à Emmanuel Macron. Une dernière arme pour en finir avec la République telle qu'on l'a connue. 20minutes.fr 25 juillet 2024

J-C – Inutile de commenter, ils ont dit à leur manière, ce que nous savions déjà et répétons sans cesse, ce qui est nouveau et révélateur en revanche, c'est qu'ils le disent à voix hautes ou ouvertement. Ils ne peuvent plus nier que la crise atteint désormais les institutions et le sommet de l'Etat et les fragilisent…

Sur la nature antidémocratique et bonapartiste des institutions de la Ve République.

- 14 millions d'abstentionnistes sont ignorés, ils n'existent pas.

- Le parti qui a obtenu le plus de voix n'a pas obtenu le plus de siège à l'Assemblée nationale.

- Le parti qui a obtenu le plus de siège à l'Assemblée nationale se voit interdit de gouverner.

- Le Président et son parti battus lors d'élections à 3 reprises en à peine un mois se maintiennent au pouvoir.

Les dirigeants du Front populaire ont toujours été des agents du capitalisme. Suite.

Lu dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs (PT).

- Mélenchon qui, dans son blog du 22 juillet, se félicite de la « *cohabitation politique d'un genre nouveau* » qui découle de ce que « *le Nouveau Front populaire a conquis la majorité au bureau de l'Assemblée* ». Désormais, s'enflamme-t-il, « *le pouvoir à l'Assemblée passe dans les mains du Nouveau Front populaire* ». Si les mots ont un sens, si le pouvoir à l'Assemblée est passé dans les mains du NFP, Mélenchon ne devrait-il pas proposer que cette Assemblée nationale décrète la déchéance de la Ve République ? « *Dans les mains du NFP* », l'Assemblée nationale ne devrait-elle pas convoquer sans délai une Assemblée constituante souveraine engageant la marche vers la 6e République inscrite dans le programme du NFP ?

J-C - Je comprends qu'un parti comme le PT pose ces questions pour démasquer l'imposture de Mélenchon et du NFP. Pour autant, j'estime ces questions maladroites ou inappropriées, pires, opportunistes, non seulement parce qu'une Assemblée constituante souveraine qui verra jamais le jour dans le cadre des institutions de la Ve République, mais aussi parce qu'elle reproduirait le rapport de force qui existe entre les classes dans le pays qui ne serait pas favorable à la classe ouvrière, autrement dit, on se retrouverait avec une Assemblée nationale bis, dans laquelle l'immense majorité des élus refuseraient de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Il n'y a qu'un organisme politique indépendant fondé au cours d'une révolution prolétarienne, dans lequel

le parti de la révolution socialiste aurait conquis la majorité, qui mettrait à l'ordre du jour l'abolition de la Constitution de la Ve République, la prise du pouvoir… – J-C)

LTT- Telle n'est pas la préoccupation de Mélenchon. Ce dernier prend soin en revanche de se féliciter de la répartition des postes à l'Assemblée nationale : « *Les insoumis y trouvent bien leur compte avec deux vice-présidences, deux secrétaires et la présidence de la commission des finances…* » Il est content, Mélenchon… Avec quelques postes haut placés, « *les insoumis y trouvent leur compte* ». Tant mieux pour eux…

J-C – Tout est dit ici, c'est très clair, avec de tels opposants, ce sont les capitalistes qui « *y trouvent leur compte* ».

Nous avons affaire à de vulgaires affairistes, des charlatans, des imposteurs, nous n'avons intérêt à les ménager, nous devons les démasquer et les combattre en les caractérisant d'agent de la réaction.

A propos de Lucie Castets.

- Interviewée sur France Inter le 24 juillet, Lucie Castets ne répond pas au journaliste, elle débite un texte écrit, écrit par qui ? Vous en voulez une preuve, observez-la et écoutez-la, elle lit et se corrige, elle ajoute des mots qu'elle a oubliés de prononcer, pourquoi, parce qu'ils ne viennent pas d'elle.

Elle affirme être compatible avec Macron, on la croit !

« *Je pense que je suis une candidate crédible et sérieuse pour un président qui valorise les profils techniques* », a-t-elle enfin déclaré.

Elle affirme être favorable à un « *consensus* » avec les partis de la réaction, on la croit !

- Selon cette haute fonctionnaire, "*il y a un large consensus*" dans l'hémicycle sur de nombreux sujets. "*Je pense qu'il y a des députés au-delà du Nouveau Front populaire qui veulent restaurer les services publics ou abroger la réforme des retraites*", illustre-t-elle.

Elle est « *de gauche* » et sans « *étiquette particulière* », ce qui revient à être ni de droite ni de gauche ou à la fois de droite et de gauche… comme Macron, on la croit !

- "*Je suis de gauche, je suis engagée, j'ai des convictions très fortes mais je n'ai pas d'étiquette particulière, c'est d'ailleurs pour ça, je crois, qu'ils m'ont désignée pour être leur candidate*", conclut-elle jeudi 25 juillet sur RMC-BFMTV.

Quand on est « *de gauche* » et sans « *étiquette particulière* », tout peut arriver, on la croit !

- Elle n'a pas fermé la porte à la possibilité de voter certains textes avec l'extrême droite, question ultrasensible à gauche. « *La question devra être débattue* », a-t-elle évacué, soucieuse de défendre « *projet par projet* » des « *coalitions de vote* ». 20minutes.fr 25 juillet 2024

Notes biographiques. Un produit du PS.

Lucie Castets faisait partie dans les années 2010 d'un think tank "*Point d'ancrage*", revendiqué "*social-réformiste*". Elle fait aussi partie du bureau de l'Observatoire national de l'extrême droite, aux côtés notamment des Insoumis Thomas Portes et Caroline Fiat, et de Marine Tondelier.

Aux élections régionales de 2015, elle figurait sur la liste du Parti socialiste conduite en Normandie par Nicolas Mayer-Rossignol, actuel maire de Rouen. BFMTV 24 juillet 2024

- C'est Olivier Faure [patron du PS] qui m'a contactée. Je crois que c'est lui qui a pensé à moi ou, peut-être, des proches à lui. 20minutes.fr 27 juillet 2024

Lucie Castets n'entend pas rompre avec l'Etat génocidaire.

Athlètes israéliens : Lucie Castets embarrassée par une question sur la polémique Thomas Portes - LePoint.fr 25 juillet 2024

Interrogée à nouveau sur la présence des athlètes israéliens à Paris, et s'ils étaient les bienvenus dans la compétition, Lucie Castets a maintenu sa réponse. « *Ils sont là… Maintenant, les forces de la diplomatie française doivent être orientées pour faire cesser les massacres à Gaza, y compris en utilisant des moyens de pression politique pour qu'Israël cesse ses agissements* », a-t-elle dit, apparaissant déstabilisée.

« *Je vous sens embarrassée* », lui lance alors notre confrère. « *Non pas du tout* », affirme-t-elle, répétant ensuite sa priorité pour l'arrêt des massacres dans l'enclave palestinienne. LePoint.fr 25 juillet 2024

Concernant le Hamas, Lucie Castets a répondu par l'affirmative à une question sur le caractère « *terroriste* » du mouvement palestinien. 20minutes.fr 25 juillet 2024

Comment fausser un sondage, mode d'emploi.

J-C – Il suffit d'inclure dans la question posée, un élément qui appellera une réponse déterminée.

Pourquoi devrait-on être favorable à la nomination de Lucie Castets comme Premier ministre par Macron, sachant qu'elle ne disposera pas d'une majorité absolue pour gouverner ou appliquer le programme du NFP, quel intérêt y aurait-il à soutenir une telle proposition, aucun, par conséquent ou en toute logique la réponse sera négative. Fastoche !

Sondage BFMTV. Pour 58% des Français, Macron ne doit pas nommer Lucie Castets à Matignon - BFMTV 25 juillet 2024

Sondage Elabe pour BFMTV 25 juillet 2024

La question

Près de 6 Français sur 10 estiment qu'Emmanuel Macron ne doit pas nommer la personnalité proposée par le NFP, Lucie Castets, à Matignon

D'après vous, Emmanuel Macron doit-il nommer Lucie Castets Première ministre et la charger de former un gouvernement, puisque le NFP est la coalition qui a le plus grand nombre de députés même si elle n'a pas de majorité absolue ?

https://elabe.fr/wp-content/uploads/2024/07/25072024_elabe_bfmtv_les-francais-les-jeux-olympiques-et-la-situation-politique-francaise.pdf

---

En famille dans la poubelle de la Ve République. LFI ou le régime de la terreur contre la liberté d'expression.

Une députée Renaissance accuse un élu du Rassemblement national de "*propos déplacés*" - BFMTV 26 juillet 2024

La députée macroniste Annaïg Le Meur a accusé ce jeudi 27 juillet son collègue du Rassemblement national Frank Giletti d'avoir eu la semaine dernière à son égard des "*propos inacceptables*" sexuellement connotés, une allégation que ce dernier conteste.

Selon des faits relatés en premier par le Canard Enchaîné, la députée du groupe Ensemble pour la République (EPR), prenant l'air en terrasse en marge des votes pour les postes stratégiques au Palais Bourbon, a lancé en plaisantant: "*Alors? Tu vas voter pour moi?*" à l'élu RN.

Le député RN a démenti sur X tout "*geste obscène*" et a annoncé porter plainte pour diffamation contre le Canard Enchaîné.

Il reconnaît avoir prononcé les mots: "*non, à condition que tu me masses*". Mais il ajouté qu'il s'agissait selon lui d'"*un clin d'œil*" au fait qu'Annaïg Le Meur est kinésithérapeute et que lui et la députée font partie de l'équipe parlementaire de rugby.

"*Aucune camaraderie sportive ne justifie de tels propos*", a dénoncé la députée. "*Je ne laisserai rien passer. Je m'assurerai que ces propos déplacés n'aient plus leur place dans notre société*", a-t-elle ajouté.

Elle a reçu le soutien de plusieurs députés sur les réseaux sociaux. "*J'apporte mon soutien à Annaïg le Meur. Ces faits sont graves et le député RN Frank Giletti doit être sanctionné*", a tweeté Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale. "*Pas question d'ignorer ou d'étouffer ces comportements indignes*", a affirmé l'eurodéputée écologiste Karima Delli, également sur X. BFMTV 26 juillet 2024

J-C – On est manifestement en présence d'un procès d'intention, peu importe la nature des protagonistes. Ces opportunistes fanatiques poussent la démagogie au-delà de l'absurde, au point qu'ils ne rendent même pas compte, que sous l'influence de l'idéologie dominante ils se transforment en véritables despotes.

Ces gens-là sont plus dangereux que la réaction, car ils avancent masqués. C'est au nom de bonnes intentions qu'ils instrumentalisent n'importe quelle cause pour réduire et réprimer la liberté d'expression, semer la terreur dans la société. On doit les combattre comme tels.

Palestine occupée.

Visant l'Iran, Netanyahou appelle à la création d'une «*OTAN au Moyen-Orient*» par les États-Unis et Israël - RT 25 juillet 2024

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a pris la parole le 24 juillet devant le Congrès américain. Il a proposé la création d'un nouveau bloc militaire calqué sur l'OTAN, qu'il a déjà baptisé «Alliance Abraham».

«*L'Amérique a forgé une alliance de sécurité en Europe pour contrer la menace soviétique grandissant* », a lancé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou le 24 juillet devant le Congrès américain. «*De même, l'Amérique et Israël peuvent aujourd'hui forger une alliance de sécurité au Moyen-Orient pour contrer la menace iranienne grandissante*», a-t-il ajouté.

Une alliance qui a déjà été «*aperçue*» selon lui le 14 avril dernier, lorsque Téhéran a lancé une vague de missiles et de drones contre Israël, abattus par les forces américaines, mais aussi britanniques et françaises.

«*Je pense que nous devrions l'appeler l'Alliance Abraham*», a-t-il précisé. Selon le Premier ministre israélien, les pays en paix avec l'État hébreu, ou qui y aspireraient, pourraient rejoindre ce bloc, celui-ci estimant que l'Iran représente une menace pour eux. RT 25 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 juillet 2024

Totalitarisme. Quand les kapos font du zèle.

J-C – On vous l'aurait raconté, vous ne l'auriez pas cru, et pourtant c'est vrai.

Dès qu'une personne dispose d'un peu de pouvoir, il faut qu'elle en abuse violemment. Ils se fascisent en quelque sorte. C'est tout l'occident qu'il faudrait dénazifier, et pas que, non ?

Canada : Un vol Casablanca-Montréal annulé après un clash entre une hôtesse et des passagers – 20minutes.fr 29 juillet 2024

Des passagers ont été débarqués de l'avion pour avoir réclamé des couvertures

https://www.20minutes.fr/monde/canada/4103535-20240729-canada-vol-casablanca-montreal-annule-apres-clash-entre-hotesse-passagers?xtor=RSS-176

Un degré de plus franchi dans le fascisme international, après l'Ukraine et la Palestine, c'est au tour du Venezuela.

Vous pouvez inclure la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, bref, tout l'occident et pas que à « *dénazifier* », à purger du capitalisme.

Tenez, je viens de tomber sur cet article tout frais.

Bolloré offre un super job à un néo-nazi ultra-violent - 31 juillet 2024

https://www.legrandsoir.info/bollore-offre-un-super-job-a-un-nazi-ultra-violent.html

---

Totalitarisme. Les apprentis fachos font régner la terreur en France.

Insultes, gestes inappropriés, exhibitions sexuelles... Les outrages sexistes encore en hausse en 2023 - BFMTV 31 juillet 2024

Sa majesté a formulé un souhait, tout le monde devrait le partager sous peine de commettre un crime de lèse-majesté.

La Première ministrable du Nouveau Front populaire continue sa tournée pour se faire connaître, malgré la trêve politique souhaitée par Emmanuel Macron. BFMTV 31 juillet 2024

J-C - Le niveau de servilité ou de compromission des médias avec le pouvoir s'affiche ouvertement et n'a plus de limite. Il faut comprendre qu'avec des opposants aussi soumis et aussi compromis avec le régime, ils auraient tort de se gêner.

Il y a maintenant un siècle que la lutte de classe du prolétariat a été détournée de son objectif, le socialisme, au profit de la collaboration de classes, du réformisme bourgeois s'accommodant du capitalisme.

Les capitalistes surent tirer profit de ces rapports entre les classes ou ils instrumentalisèrent la lutte de classes en leur faveur avec la complicité de la social-démocratie et du stalinisme, de manière à accroître leur pouvoir économique et politique dans des proportions démesurées, ce qui devait les encourager à envisager l'instauration d'un régime fasciste ou un nouvel ordre mondial totalitaire.

Cependant, pour tenter de contrôler la situation et préserver le rapport de forces établi entre les classes, il leur fallut à tout prix éviter une confrontation directe avec la classe ouvrière, et faire en sorte que les contradictions issues des origines et du développement du capitalisme puissent être contenues dans des limites acceptables ou tolérables, ce qui les amena, outre à accorder des concessions principalement aux couches supérieures de la classe ouvrière et aux classes moyennes qui assureraient la stabilité politique du régime, à recourir à des instruments, marchandises et services de plus en plus personnalisés et sophistiqués, qui d'une certaine manière leur permettraient d'accroître leur domination de classe.

Ils consisteraient en de nouveaux besoins, dont ils allaient favoriser l'éclosion, au départ réservés aux classes supérieures, avant de s'étendre à toutes les classes, pour alimenter la machine du capitalisme, mais aussi afin de mieux enchaîner les exploités au capitalisme, car il n'y a rien de tel pour mieux les asservir, puisque dorénavant plus personne ne peut s'en passer, parmi lesquels figurent ceux dédiés à la communication, Internet, les médias et les réseaux dits sociaux, qui auraient notamment pour fonction de diffuser leur idéologie, de diluer ou dissoudre à l'infini la démocratie au lieu d'en favoriser l'expression, l'étouffer.

Cela allait avoir des conséquences nuisibles sur des cerveaux déficients ou au demeurant mal formatés, notamment celles de les occuper ou distraire à plein temps, au-delà, de les fatiguer jusqu'à saturation ou épuisement total, y compris psychologique, de sorte qu'il serait rendu possible de les influencer ou manipuler à moindre coût, puisque ce seraient les intéressés eux-mêmes qui se livreraient inconsciemment à cet exercice morbide, une sorte de suicide collectif en somme.

Mais c'était sans compter, qu'ils ne pourraient pas demeurer indéfiniment dans cet état de psychasthénie[1] (schizophrénique) sans réagir ou tenter d'en sortir, d'autant plus que quotidiennement ils continueraient d'être confrontés à de graves difficultés ou leurs conditions n'allaient pas cesser de se dégrader sur le plan psychologique, mental, sentimental, sans oublier leurs conditions de travail, leurs rapports avec leur famille ou leurs connaissances. Ils allaient se lasser des quelques plaisirs éphémères et superflus que leur procurait encore leur statut social. Cela deviendrait insuffisant pour garder le moral ou donner un sens à leur existence. Par conséquent, forcément il arriverait un moment, où ils se demanderaient comment ils avaient pu en arriver à cette

extrémité-là, à avoir une vie aussi triste et angoissante sans espoir d'aucune amélioration à l'horizon ou d'en sortir un jour.

Une fois parvenu à ce constat, il ne le resterait plus qu'à utiliser ses instruments autrement, à les retourner contre leurs concepteurs si mal intentionnés à leur égard, pour en faire des instruments de leur libération, accroître leurs connaissances et leur niveau de conscience, rejoindre les opposants au capitalisme.

C'est osé comme conclusion, vous ne trouvez pas, penseront peut-être certains lecteurs, pas tant que cela quand on y réfléchit un peu. Car ces instruments, qui sont le produit du développement du capitalisme et des sciences, ont le même pouvoir sur la situation politique et la philosophie adoptée par les masses, qu'eurent à d'autres époques la mécanique, la biologie, la chimie, la physique, la géologie, etc. De nos jours ce sont les nanosciences et les nanotechnologies qui remplissent ce rôle révolutionnaire, et si dans le passé rien ne put arrêter les bouleversements qu'ils allaient entraîner, qui se traduisirent par d'énormes progrès sociaux et politiques, on ne voit pas pourquoi la dialectique de l'histoire faillirait ou tournerait à l'envers pour nous renvoyer en arrière au lieu d'aller de l'avant, comme nous invitent les adeptes de la décroissance, de la décarbonisation, du transhumanisme, du transgenre, qui sont en fait des réactionnaires au service de Davos.

Pour sortir de la confusion en apparence inextricable dans laquelle les forces de la réaction ont plongé les travailleurs et la plupart des militants, pour se libérer de leur idéologie machiavélique, pour donner un sens à notre vie, pour comprendre la situation nationale et internationale, dans quel monde nous vivons vraiment, pourquoi nous avons cessé d'espérer en des jours meilleurs, pourquoi nous sommes accablés de difficultés et souffrances inutiles et injustes, il ne reste plus qu'à franchir l'étape suivante et décisive, changer de mode penser ou se réapproprier la conception matérialiste de l'histoire, le socialisme, qui ne fait que décrire le processus dialectique à l'œuvre dans la société, dans la nature, dans la tête des hommes, et qui, parce qu'il part des faits et de leurs enchaînements permet de dégager les moyens politique pour procéder à une transformation révolutionnaire de la société conforme à nos besoins ou aspirations démocratiques.

Note.

1- Psychasthénie - Névrose dont les principaux éléments sont l'angoisse, l'obsession, la phobie, le doute, un certain nombre d'inhibitions et de manies mentales, etc. (Grand Robert)

S'ils le disent…

La France semble prête à s'emballer pour les Jeux olympiques, mais les colères restent tenaces.

Des colères qui ne seraient même que différées. Le Point 29 juillet 2024

JO. Orgie de séniles débiles et sataniques en quête désespérément d'orgasme.

Parole d'internaute.

- Pour aimer le laid il faut être malsain. Pour aimer faire souffrir ceux qui préfèrent le beau il faut être sadique.

Dans la presse internationale.

- «*Décadence dégénérée*»: le vice-premier ministre slovaque refuse de participer à la cérémonie de clôture des JO

- Propos jugés sexistes, indiscipline et exclusion, quand les scandales s'invitent aux Jeux olympiques Paris 2024

- The Guardian a comparé certains spectacles à l'Eurovision

- Trump : «*La cérémonie d'ouverture était une infamie*»

- Avec les condamnations d'Ali Khamenei et d'Erdogan, les critiques de la cérémonie des JO s'étendent au Moyen-Orient

- Journalistes russes de l'agence TASS exclus des JO : «*les Français se sont surpassés*»

- Propos jugés sexistes, indiscipline et exclusion, quand les scandales s'invitent aux Jeux olympiques Paris 2024

- Deux poids deux mesures : la présence des athlètes israéliens aux JO de Paris passe mal

- L'entraînement de triathlon dans la Seine une nouvelle fois annulé en raison de la qualité de l'eau

Ils en ont trop fait.

- Depuis le grand show d'ouverture Jeux olympiques de Paris 2024 où figuraient la Cène et les drag-queens, les polémiques se multiplient, à tel point que le Comité international olympique (CIO) a jugé bon de bloquer le replay sur sa chaîne YouTube dans certains pays. Faut-il y voir une tentative de camouflage ou simplement un geste pour calmer les esprits échauffés ?

- Le Comité international olympique a présenté de timides excuses le 28 juillet, semblant s'étonner que des personnes aient pu être heurtées par ces scènes.

- Lors d'une conférence de presse dominicale, Anne Descamps, directrice de la communication de Paris 2024, a tenté d'éteindre l'incendie.

«*Notre intention n'était pas de manquer de respect à quelque groupe religieux que ce soit. Nous voulions montrer de la tolérance et de la communion. Si des gens ont été offensés, nous nous en excusons*», a-t-elle déclaré.

Un mea culpa qui semble arriver un peu tard, après que l'indignation a déjà fait le tour du globe.

- « *Je demande pardon si j'ai offensé. Les Chrétiens du monde me l'accorderont, j'en suis sûr* », s'est excusé Philippe Katerine sur CNN.

- Certains pays comme le Maroc, l'Algérie, certains Etats aux Etats-Unis et d'autres dans le monde ont censuré certaines scènes.

J-C – Ils font les étonnés, j'ai lu quelque part qu'ils ont commencé à répéter certaines scènes de l'ouverture des JO en janvier 2024, tous en connaissaient le contenu provocateur et pervers bien avant, ils ont donc eu 6 mois pour réfléchir aux réactions qu'elles pourraient déclencher, c'est donc délibérément qu'ils ont décidé de maintenir leur programme de propagande idéologique.

RT 28 juillet 2024 :

L'Agence France Presse est visiblement intervenue pour tenter de sauver cette cérémonie vivement critiquée à travers le monde : «*Malgré les polémiques sur certaines séquences, la cérémonie des JO a suscité un enthousiasme quasi unanime, y compris à l'étranger. L'émotion et la surprise étaient au rendez-vous*», a écrit l'AFP sans grande objectivité. Concluant : «*Le spectacle aura aussi été une ode à la diversité, mettant les femmes à l'honneur, tout comme la communauté LGBT+*».

La société de télécommunications américaine C Spire a annoncé le 27 juillet retirer sa publicité des JO, dénonçant la moquerie de la Cène.

«*Quand j'ai vu la photo, je n'arrivais pas à croire qu'il ne s'agissait pas d'un deepfake*», a lâché ce 27 juillet au matin sur sa chaine Telegram la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Dans son collimateur : la «*parodie LGBT de la Cène*», célèbre tableau de Léonard de Vinci représentant le dernier repas du Christ. Une scène qu'on reproduit des drag queens, en place et lieu des apôtres, autour de la DJ Leslie Barbara Butch, présentée par la presse française comme «*une icône lesbienne des nuits parisiennes*». RT 28 juillet 2024

J-C - Nous ne sommes pas croyants, mais cela ne nous viendrait jamais à l'idée d'humilier ou d'insulter ceux qui le sont. Nous considérons que le combat contre l'obscurantisme sous toutes ses formes, philosophique (l'idéalisme) ou religieux, doit se mener sur le terrain de la lutte de classe.

- Le rappeur Rohff, qui compte parmi les plus gros vendeurs d'albums du genre depuis la fin des années 90, a posté un message corrosif qui va totalement à l'encontre de l'enthousiasme général : « *Une pensée pour les Chrétiens qui, eux comme nous musulmans, respectent les gens du livre. La cérémonie des JO fut malheureusement le théâtre du satanisme décomplexé sur l'espace public, aux yeux du monde entier. Le mépris des religions vient de faire date. Manquait plus que l'antéchrist… Nous avons assisté à une cérémonie occulte à ciel ouvert qui aurait dû, de surcroît, avoir lieu dans une sphère privée. Je vous passe les détails, un film d'horreur truffé de symboles morbides ! C'est tout ce qu'on en retiendra malheureusement* ».

- Les polémiques continuent d'émerger depuis le village olympique. Après la colère des Britanniques, pas satisfaits de la nourriture de la cantine, ce sont ensuite les Sud-coréens qui ont pointé du doigt les transports depuis le village olympique. Résultats, certains nageurs de la délégation ont quitté les lieux en raison des temps de transports et de l'absence de climatisation. Ils séjournent désormais dans un hôtel à proximité des épreuves de natation, à Paris La Défense Arena.

- Concernant la nourriture, toujours dans *Le Parisien*, Andy Anson, directeur de l'Association olympique britannique indique qu'il prévoit dorénavant 900g de grillades par jour et par athlète! Assez loin des standards habituels pris en compte dans le village olympique où par ailleurs, l'absence de self-service est pointée du doigt. RMC Sport 29 juillet 2024

J-C – Et dire que chez nous on mange entre 50 et 100 g de viande par personne et pas tous les jours, c'est à croire qu'on n'aurait pas le même statut social ! Ils auront trop de fer dans le sang et un jour ils développeront une maladie auto-immune, un cancer par exemple.

Et leurs maîtres à penser, ils en pensent quoi ?

- CNN parle d'un "*spectacle vertigineux*" et d'une "*cérémonie éblouissante*".

Quand les psychopathes enragés substituent un "*indice*" à la réalité parce qu'elle ne leur convient pas.

J-C - Je ne sais pas si c'est décent de vous souhaiter de bonnes vacances dans ce pays-là !

Ce n'est plus la température qu'indique en degré Celsius un thermomètre qu'il faudrait prendre en compte, mais un "*indice*". Lequel ? La "*sensation de chaleur*" ou un « *inconfort dû à la chaleur et l'humidité* » que chacun ressent diversement, ce sont ces manipulateurs qui le disent eux-mêmes.

C'est la méthode employée par le GIEC depuis le début. Ce fut celle aussi de l'OMS pour inventer une pandémie virale mondiale. On change d'instrument de mesure, on modifie les normes ou les règles et le tour est joué. Ils osent tout de nos jours ces fanatiques.

Ressenti 55 degrés à Paris ? Qu'est-ce que l'indice Humidex qui calcule la chaleur ressentie - LePoint.fr 30 juillet 2024

Météo-France annonçait ce matin une température de 37 °C à 19 heures à Paris, mais un ressenti de 55 !

Cet après-midi, une température ressentie de 45 °C était attendue à 19 heures à Paris.

Mais ce chiffre ne correspond en réalité pas à une indication de température, mais à un indice.

La sensation de chaleur ressentie par une personne est calculée par l'indice Humidex, une représentation d'un « *inconfort dû à la chaleur et l'humidité* » pour les experts. En fonction de la température et du taux d'humidité de l'air, on peut donc déterminer, pas une température, mais une sensation de chaleur (qui peut aussi varier en fonction des personnes, des habits portés ou du rayonnement du soleil et du sol). LePoint.fr 30 juillet 2024

C'est « *une période d'activité forte* » du soleil qui est responsable de la hausse temporaire des températures et non l'activité humaine.

Des aurores boréales annoncées dans le ciel européen de mardi à jeudi - 20minutes.fr 30 juillet 2024

Des tempêtes solaires sont annoncées par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Elles pourraient générer des aurores boréales à des latitudes suffisamment basses pour qu'on les observe en France.

Comme à chaque fois, la prédiction part d'une observation du soleil : une période d'activité forte y a été détectée le week-end dernier, explique USA Today. La NOAA a annoncé des orages magnétiques classés G3/forts, causés par une éjection de masse coronale solaire. Lors de ces tempêtes solaires, notre étoile éjecte en effet « *une sorte de nuage qui transporte du matériel du Soleil sous forme d'un plasma, d'une sorte de soupe de particules* », décrit Miho Janvier, astrophysicienne, coauteur du livre Les Secrets du Soleil (éd. Alisio), paru en 2023.

Ce sont eux les dangereux extrémistes qui terrorisent la population.

Plusieurs pays en Europe connaissent des chaleurs extrêmes - Euronews 31 juillet 2024

J-C - Vous avez bien lu, ils évoquaient des chaleurs extrêmes dans le titre et au tout début de leur article, puis ils rabaissaient d'un ton, à croire qu'ils pensaient que les lecteurs ne lisaient plus que les titres et les tous premiers paragraphes, le reste étant juste destiné à faire bonne mesure ou à se couvrir en cas de critique ou de polémique.

Euronews :

- Plusieurs pays connaissent des chaleurs extrêmes

- L'Europe fait face à de fortes chaleurs.

- Mais cette année, les températures très élevées...

- Ces fortes températures...

- Le Portugal, n'échappe pas non plus à cette vague de chaleur.

- Une partie du ciel du pays a également pris une teinte jaune orangée...

J-C - Et à quoi était due cette hausse de la température ? A un phénomène naturel classique :

Euronews - Ces températures extrêmes sont dues à une masse d'air chaud qui remonte d'Afrique du Nord. Euronews 31 juillet 2024

C'est l'été les cinglés ne prennent pas de vacances. Attention, vous êtes en danger !

Bronzer sans danger - Le soleil est de retour et, avec lui, l'envie d'une peau dorée. Mais avant de vous exposer, n'oubliez pas : se protéger est essentiel pour profiter sans risques.

Malgré les risques évidents, 74 % des Français ne se protègent pas systématiquement du soleil, alors que plus de 80 % des cancers de la peau sont causés par une exposition excessive, selon les chiffres du syndicat National des Dermatologues-Vénérologues. Cet été, il est crucial de faire de la protection solaire une priorité absolue. 20minutes.fr 29 juillet 2024

Cet article est du début jusqu'à la fin un remarquable tissu de propagande et confine à l'infantilisme, à la paranoïa, un modèle du genre.

https://www.20minutes.fr/tempo/bien-etre/4103517-20240729-comment-bien-proteger-soleil?xtor=RSS-176

J-C – Il y en a qui ont des « *envies* » étranges, moi je passe plutôt mon temps à éviter le soleil, du coup je me trouve bien pâle, normal je suis le seul blanc dans mon village et les villages alentours ! Si 80 % des cancers de la peau étaient réellement causés par une exposition excessive au soleil, l'Asie et l'Afrique ne seraient pas autant peuplées !

Je ne prends pas de Nivaquine pour me protéger de la malaria, je n'ai jamais employé de crème solaire en Inde, par contre leurs articles à la con auraient de quoi vous filer une migraine ou la nausée !

Le « *danger* », il vient d'en haut, des autorités, des médias, des élites et des crétins dans les réseaux dits sociaux qui sont tombés sous leur influence, qui relaient leur discours et traitent le peuple de con, d'abruti, de mouton.

Sahara occidental. Alignement *"historique"* de la France sur la position... des Etats-Unis et d'Israël !

Sahara occidental : alignement *"historique"* de la France sur la position de Rabat - courrierinternational.com 31 juillet 2024

Le président français a opéré mardi "*un changement historique dans la position de Paris au sujet du dossier du territoire du Sahara Occidental*", observe le média marocain Le Desk.

Dans une lettre adressée à Mohammed VI, rendue publique mardi par Rabat et reproduite intégralement par Le Desk, Emmanuel Macron considère que "*le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine*" et que le plan d'autonomie marocain "*constitue désormais la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies*".

Un "*changement de position*" qui aligne l'exécutif français sur "*l'idée de Mohammed VI selon laquelle la* 'seule et unique' *solution" pour le Sahara occidental "passe par une autonomie*" sous souveraineté marocaine, note El Mundo. "*Ce revirement dans la politique internationale de Macron*

s'aligne aussi" sur la position officielle de l'Espagne, ancienne puissance coloniale du Sahara occidental, formulée "*il y a deux ans*" par le président du gouvernement Pedro Sánchez.

"*La lettre de Macron à Mohammed VI a pour principal fondement une realpolitk de* 'consensus international de plus en plus large' *en faveur de la thèse de 'l'autonomie sous souveraineté marocaine' pour le Sahara*", analyse El País. "*Elle assume ainsi le revirement opéré par les États-Unis en décembre 2020, dans les dernières semaines de la présidence du républicain Donald Trump, en reconnaissant la souveraineté marocaine sur l'ancienne colonie espagnole*".

"*Plus grand que le Royaume-Uni, le Sahara occidental est âprement disputé depuis son annexion par le Maroc en 1975 après le retrait de l'Espagne*", rappelle Bloomberg. "*Des affrontements sporadiques entre les forces marocaines et le Front Polisario en quête d'indépendance ont fait environ 9 000 morts en 16 ans*" et "*un cessez-le-feu de trois décennies a été brisé fin 2020*".

Le territoire est en outre "*une source majeure de discorde entre le Maroc et l'Algérie, qui soutient le Front Polisario et a coupé les exportations de gaz et la plupart des relations diplomatiques avec son voisin en 2021*", ajoute le média économique.

Dans ce contexte, "*l'annonce de la France selon laquelle elle modifiait sa position de plusieurs décennies sur le statut du Sahara occidental est une victoire majeure pour le Maroc*", juge la Deutsche Welle. Le Palais Royal marocain ne s'y est pas trompé, déclarant que cette annonce constituait "*un développement significatif en faveur de la souveraineté marocaine sur le Sahara*".

Mais elle constitue tout autant un désaveu pour Alger, qui n'a pas caché sa fureur, décidant dès mardi de "*retirer son ambassadeur à Paris, Saïd Moussi, avec effet immédiat*", rapporte le site TSA. "*C'est la troisième fois en moins de trois ans que l'Algérie rappelle ou retire son ambassadeur en France*", souligne le média algérien, concluant que c'est "*de nouveau la crise ouverte*" entre les deux pays.

"*Sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles*", le gouvernement français actuel a franchi "*avec beaucoup de légèreté et une grande désinvolture*" un pas "*qu'aucun autre gouvernement français avant lui n'avait cru devoir franchir*", a notamment déploré la diplomatie algérienne. Le Polisario a quant à lui dénoncé le soutien français "*à l'occupation violente et illégale*" du Sahara occidental. courrierinternational.com 31 juillet 2024

En famille avec l'extrême droite.

"*Le gouvernement français n'a que trop tardé pour reconnaître l'engagement constant du Maroc depuis des décennies dans la stabilisation et la sécurisation du Sahara occidental, partie intégrante du royaume chérifien*", a écrit Marine Le Pen sur X. AFP 31 juillet 2024

A propos de Lucie Castets.

Lucie Castets prête à « *chercher des compromis* », mais pas avec le RN - LePoint.fr 28 juillet 2024

Dans un entretien accordé à *La Tribune Dimanche*, dimanche 28 juillet.

« *Il est souhaitable que le gouvernement soit nommé au plus tôt* », a-t-elle déclaré, expliquant que d'ici là, son camp travaillera à la mise en œuvre de son programme. Évoquant des « *compromis avec les autres groupes* », elle a cependant exclu le Rassemblement national de l'équation : « *Avec eux, jamais* », a-t-elle martelé. Elle a affirmé qu'elle ne sera pas responsable de leur vote, en particulier sur l'abrogation de la réforme des retraites ou l'amélioration des services publics.

« *Les propositions de lois d'autres groupes et les bonnes volontés seront bienvenues si elles sont conformes à ce que porte le NFP* », a-t-elle de nouveau appuyé, appelant à un « *changement de méthode* ». Elle a reconnu qu'un recours au 49.3 pour le vote du budget de l'État était évitable, mais pas impossible. LePoint.fr 28 juillet 2024

J-C – Ah ben si d'autres groupes peuvent faire des « *propositions de lois* » conformes aux besoins des travailleurs, je me demande pourquoi on se fait chier à vouloir construire un nouveau parti ouvrir révolutionnaire ! Quel délire, quelle inconsistance, quelle inconscience ! Elle est intentionnellement ou idéologiquement tellement compromise, qu'il n'y a rien à en attendre.

Venezuela.

Pourquoi l'extrême droite mondiale rêve de revanche au Venezuela - 28 juillet 2024

Le narratif de la « *fraude de Maduro* » est martelé depuis longtemps par l'extrême droite et par sa grande alliée : l'homogénéité médiatique. Il a suffi que Nicolas Maduro dise redouter *« un bain de sang* » (vu l'expérience de 24 ans) en cas de retour de l'extrême droite raciste au pouvoir, pour que de CNN à Globo ou au Figaro, un chœur parfait entonne que « *Maduro-menace-d'un-bain-de-sang-en-cas-de-défaite* » (3) ! Si l'extrême droite perd, les bots seront activés pour neutraliser l'opinion mondiale sur le thème « *Maduro le dictateur fraude pour rester au pouvoir* », et pour légitimer des violences voire une agression depuis l'extérieur. Le plan est prévisible, déjà vécu, et dangereux. Le politologue espagnol Juan Carlos Monedero, ex-dirigeant de Podemos, observe que « *curieusement alors que les courants progressistes occidentaux s'élèvent contre l'extrême droite partout dans le monde, ils ne le font pas au sujet du Venezuela.* »

Pour lire l'article :

https://www.legrandsoir.info/pourquoi-l-extreme-droite-mondiale-reve-de-revanche-au-venezuela.html

---

Commentaire d'un lecteur du blog Le Grand Soir.

Victoire de Nicolas Maduro contre l'extrême droite et l'internationale médiatique.

Dès le début on a senti une forte affluence des électeurs aux présidentielles du 28 juillet, qui opposent le programme socialiste du président sortant Nicolás Maduro au programme de privatisations « *à la Milei* » de l'extrême droitier Edmundo Gonzalez. A midi, deux « *exit polls* » de firmes privées donnent une avance d'au moins 10 points à Nicolás Maduro : la vénézuélienne Hinterlaces et l'états-unienne Lewis and Thompson (Miami). Une troisième firme privée (CMIDE 50.1), relayée par l'ex-président Rafael Correa, donne à peu près le même écart.

Plus de mille observateurs internationaux sont présents : de l'espagnol Rodriguez Zapatero, l'envoyé spécial de Lula – Celso Amorim, Roland Lumumba, le fils de Nelson Mandela, l'ex-président hondurien Mel Zelaya, la Chine, l'Union Africaine, mais aussi et surtout des organismes électoraux professionnels (CEELA, Centre Carter, ONU, etc…) et de très nombreux journalistes, intellectuels comme Ignacio Ramonet, Atilio Boron ou Irene Leon, des partis de gauche et mouvements sociaux du monde entier, comme le Mouvement des Sans Terre du Brésil. Vers minuit, le suspense prend fin, lorsque le Centre National Électoral rend public son premier bulletin avec 80% des voix comptées, et une tendance irréversible. Nicolas Maduro est vainqueur avec 51,2%, face à Edmundo González – 44,2%.

Les médias rêvaient de violence mais les présidentielles au Venezuela se sont déroulées pacifiquement et correctement pour les observateurs internationaux dont l'équipe de l'ONU, le Centre Carter ou le Conseil d'Experts Électoraux Latino-américains (CEELA). La gauche latino-américaine – présidente du Honduras Xiomara Castro, président de Cuba Miguel Diaz Canel, président de la Bolivie Lucho Arce, l'ex-président Rafael Correa, le Forum de Sao Paulo (123 partis de gauche latino-américains) ou encore le Groupe de Puebla (think tank d'ex-présidents et intellectuels progressistes), des mouvements sociaux comme les Sans Terre du Brésil, etc… ont très tôt félicité le candidat bolivarien pour une victoire obtenue dans des conditions aussi difficiles (effets sociaux des 930 sanctions occidentales, USA et UE confondus).

Comme prévu, Washington et ses alliés latino-américains mettent en doute le résultat, et les grands médias parlent de « *fraude* » pour justifier des violences. L'argentin Javier Milei a immédiatement demandé à l'armée du Venezuela de mener un coup d'État contre Maduro.

Mais après cinq siècles, le peuple bolivarien a appris à résister à des épreuves autrement difficiles.

Thierry Deronne, Caracas, le 29 juillet 2024.

Nicolas Maduro réélu président du Venezuela pour un 3e mandat selon le CNE, l'opposition conteste - Le HuffPost 29 juillet 2024

L'actuel président en exercice du Venezuela, Nicolás Maduro, héritier d'Hugo Chávez, a été élu pour un troisième mandat de 6 ans à la tête du pays avec 51,20 % des suffrages, selon le Conseil national électoral (CNE), qu'il l'a annoncé dimanche 28 juillet, peu après minuit.

Nicolás Maduro, dont le pays, fortement dépendant des cours du pétrole, est plongé dans une grave crise pétrolière et humanitaire depuis son arrivée au pouvoir, a obtenu 5,15 millions de voix. Il se place devant le candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia, un peu moins de 4,5 millions (44,2 %), selon les chiffres officiels annoncés par le président du CNE, Elvis Amoroso, après le dépouillement de 80 % des bulletins et une participation de 59 %. Le résultat est « *irréversible* », a-t-il déclaré.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a exprimé dans un communiqué ce lundi 29 juillet de « *sérieux doutes* » quant aux résultats de l'élection. « *Nous craignons sérieusement que le résultat annoncé ne reflète pas la volonté ou le vote du peuple vénézuélien* », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse au Japon. Le président chilien, Gabriel Boric, a lui qualifié cette réélection de « *difficile à croire* ». « *Du Chili, nous ne reconnaîtrons aucun résultat qui n'est pas* vérifiable », a-t-il affirmé sur X.

Venezuela: le Kremlin appelle l'opposition à accepter sa défaite, et les pays tiers à éviter toute ingérence - RT 30 juillet 2024

«*Nous voyons que l'opposition ne veut pas accepter sa défaite, même si nous pensons qu'elle devrait le faire et féliciter les vainqueurs de ces élections*», a déclaré ce 30 juillet à la presse le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

«*Bien sûr, il est très important que ces tentatives visant à bouleverser la situation au Venezuela ne soient pas alimentées par des pays tiers, des tiers, et que le Venezuela soit libre de toute ingérence extérieure*», a ensuite souligné Peskov.

Ces propos interviennent dans la foulée d'émeutes, le 29 juillet au soir, à travers le Venezuela, au lendemain de la victoire de Nicolas Maduro, réélu président du pays. Les autorités ont fait état de plus de 20 victimes militaires et d'au moins 15 personnes arrêtées pour actes de vandalisme et actions déstabilisatrices.

Le gouvernement vénézuélien a par ailleurs dénoncé l'ingérence d'un certain nombre de pays dans les élections, annonçant rappeler sept de ses ambassadeurs.

Maduro fustige des «révolutions de couleur»

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a comparé les manifestations dans le pays à des «*révolutions de couleur*».

Maria Corina Machado, à la tête de l'opposition, a assuré le 29 juillet au soir que celle-ci prouverait la victoire de son candidat, Edmundo Gonzalez Urrutia. Selon elle, le candidat défait aurait en réalité obtenu 6,27 millions de voix, contre 2,7 pour Maduro.

Selon le Conseil national électoral vénézuélien, Maduro a été réélu pour un troisième mandat consécutif de six ans avec 51,2% des suffrages et 5,15 millions de voix, Urrutia obtenant quant à lui 44,2% des suffrages et 4,5 millions de voix.

Caracas rappelle sept ambassadeurs

La pression internationale se fait aussi sentir : les autorités de l'Uruguay, de l'Argentine, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Pérou, de la République dominicaine, du Panama et du Paraguay ont exigé la révision des résultats des élections.

«*La fraude commise par Nicolas Maduro n'est rien d'autre qu'une victoire à la Pyrrhus. Il a peut-être gagné la bataille. Mais le plus important est que les lions vénézuéliens se sont réveillés. Tôt ou tard, le socialisme prendra fin*», a déclaré le président argentin Javier Milei dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, s'adressant «*au peuple héroïque du Venezuela*».

Les États-Unis, quant à eux, ont affirmé «*craindre que le résultat annoncé ne reflète pas la volonté du peuple*». L'UE, via le chef de sa diplomatie Josep Borrel, a appelé à une «*transparence totale*».

Les autorités vénézuéliennes ont annoncé rappeler ses diplomates de sept pays d'Amérique latine n'ayant pas reconnu les résultats des élections, dénonçant «les principes idéologiques les plus

odieux du fascisme international et qui refusent de reconnaître les résultats des élections du 28 juillet 2024», a déclaré Caracas dans un communiqué.

Le Venezuela, visé par des sanctions occidentales, notamment depuis la réélection de Maduro en 2018, est exsangue : son PIB a été réduit de 80% en dix ans. Caracas fustige le «*blocus criminel*» de Washington. RT 30 juillet 2024

Palestine occupée.

J-C – On ne le regrettera pas, et pour cause, Ismaël Haniyeh représentait la branche du Hamas demeurée fidèle à la Confrérie des Frères musulmans instrumentalisée par le MI6 britannique, qui ne visait pas la libération de la Palestine de l'occupant anglo-saxon-sioniste.

- Après avoir pris la tête d'un gouvernement d'union, il s'était engagé à œuvrer à la création d'un État palestinien « *en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem comme capitale* », allant à contre-courant du discours officiel du Hamas qui, alors, ne reconnaissait pas ces frontières.

Depuis 2017 il vivait en exil volontaire entre le Qatar et la Turquie. Le HuffPost 31 juillet 2024

Guerre Israël–Hamas : Le chef politique du Hamas Ismaïl Haniyeh tué dans une frappe à Téhéran - 20 Minutes 31 juillet 2024

Le chef de son bureau politique Ismaïl Haniyeh a été tué dans une frappe à Téhéran, ont annoncé mercredi le mouvement islamiste palestinien, en guerre contre Israël dans la bande de Gaza, et les Gardiens de la révolution en Iran.

Ismaïl Haniyeh s'était rendu à Téhéran pour assister mardi à la prestation de serment du nouveau président Massoud Pezeshkian devant le Parlement. 20 Minutes avec AFP 31 juillet 2024

Après avoir pris la tête d'un gouvernement d'union, il s'était engagé à œuvrer à la création d'un État palestinien « *en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem comme capitale* », allant à contre-courant du discours officiel du Hamas qui, alors, ne reconnaissait pas ces frontières.

False flag ? Une attaque en Israël fait 12 morts : l'armée israélienne accuse le Hezbollah, qui dément - reseauinternational.net 28 juillet 2024

Le Hezbollah a démenti les accusations israéliennes qu'il est derrière le tir meurtrier contre la localité Majdal Chams dans le Golan syrien occupé. Il a causé la mort d'au moins 12 jeunes qui jouaient dans ce stade et a blessé 30 autres dont 7 dans un état grave, selon les médias israéliens.

Le responsable des Relations médiatiques du Hezbollah Mohamad Afif «*a nié catégoriquement que la résistance a visé cette localité*», dans un entretien pour l'agence Reuters.

Un responsable américain a assuré pour l'agence Axios que des responsables du Hezbollah ont assuré pour les Nations unies que le drame de Majdal Chams a été causé par un missile israélien d'interception des missiles qui s'est écrasé sur le stade de football.

Le porte-parole de l'armée d'occupation Daniel Hagari a déclaré que «les informations de l'armée indiquent que le Hezbollah est responsable du tir sur le stade de football de Majdal Chams».

«*Ce qui s'est passé à Majdal Chams est très dangereux et nous allons riposter comme il se doit*», a-t-il ajouté.

Depuis les États-Unis, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a déclaré que «*le Hezbollah va payer un prix énorme pour l'attaque de Majdal Chams comme il ne l'a pas payé auparavant*».

Un témoin oculaire de l'incident de Majdal Shams affirme que la sirène d'avertissement d'Israël a retenti quelques secondes avant l'impact, qu'une vraie roquette aurait causé plus de dégâts, que les autorités ont récupéré des éclats d'obus sur le site et qu'Israël veut maintenant attaquer le Hezbollah.

Ce témoignage suggère fortement que le Dôme de Fer d'Israël est responsable des meurtres, et que les forces israéliennes l'ont immédiatement dissimulé.

Israël tente d'entraîner les États-Unis dans une guerre contre le Liban et l'Iran fondée sur un mensonge.

Attaque meurtrière sur le plateau du Golan : "*Cet attentat a été perpétré par le Hezbollah libanais*", affirme la Maison Blanche - francetvinfo.fr 28 juillet 2024

Le Hezbollah libanais a mené l'"horrible" attaque sur le plateau du Golan qui a causé la mort de douze jeunes âgés de 10 à 16 ans, a affirmé, dimanche 28 juillet, la Maison Blanche. "*Cet attentat a été perpétré par le Hezbollah libanais. Il s'agissait de leur roquette, lancée depuis une zone qu'ils contrôlent*", a déclaré une porte-parole du Conseil national de sécurité. Un peu plus tôt, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, avait affirmé depuis le Japon que "*toutes les indications*" montrent que la roquette tombée sur la localité druze de Majdal Shams a été tirée par le Hezbollah libanais.

Le Royaume-Uni a aussi condamné l'attaque. "*Nous sommes profondément préoccupés par le risque d'escalade et de déstabilisation"*, a ajouté sur le réseau social X le ministre des Affaires étrangères britannique. "*Les civils, et les enfants en particulier, ne doivent pas continuer à porter le fardeau de l'horrible violence qui sévit dans la région*", a déclaré de son côté Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, par la voix de son porte-parole.

Tsahal frappe la banlieue de Beyrouth, revendiquant avoir visé un responsable du Hezbollah - RT 30 juillet 2024

L'armée israélienne a lancé une frappe sur la banlieue sud de Beyrouth, déclarant avoir visé un commandant du Hezbollah responsable selon elle de l'attaque sur le plateau du Golan. RT 30 juillet 2024

Qui était Fouad Chokr ?

Le chef militaire du Hezbollah est un homme de l'ombre qui joue « *un rôle de premier plan* » dans les attaques de la puissante formation contre Israël. Considéré par l'armée israélienne comme le « *bras droit* » du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, Chokr est le successeur d'Imad Moughnieh, tué en 2008 dans un attentat à la bombe à Damas imputé par le Hezbollah à Israël.

Selon le département d'État américain, Fouad Chokr est « *un haut commandant militaire des forces du groupe au Sud-Liban* » qui a joué « *un rôle clé dans les opérations militaires du Hezbollah en Syrie* » où la formation pro-iranienne soutient le régime de Bachar el-Assad.

Le Trésor a promis une récompense de cinq millions de dollars pour toute information à son sujet.

Quel est le bilan de la frappe ?

Dans la banlieue sud de Beyrouth, sur le lieu de la frappe, le dernier étage d'un immeuble de huit étages a été éventré. Trois civils – une femme et deux enfants – ont été tués et soixante-quatorze autres personnes blessées dans la frappe israélienne sur la banlieue sud de la capitale libanaise, selon un bilan préliminaire du ministère local de la Santé.lepoint.fr 31 juillet 2024

Mon commentaire dans le blog Le Grand Soir :

- Il manque l'essentiel dans cet article pro sioniste à peine déguisé, à savoir : La déclaration du chef druze libanais Walid Joumblatt a été tronquée, ainsi que celle du Hezbollah.

Al-Manar est une chaîne de télévision libanaise en langue arabe, fondée le 3 juin 1991 et détenue majoritairement par le Hezbollah.

- Joumblatt accuse « Israël » de mentir. - french.almanar.com.lb 29 juillet 2024

Lors d'une interview avec la chaine qatarie al-Jazeera, le chef druze libanais Walid Joumblatt a qualifié de mensonge les allégations selon lesquelles la résistance a tiré un missile sur la localité de Majdal Cham dans le Golan syrien occupé. french.almanar.com.lb 29 juillet 2024

- Le Hezbollah accuse un missile d'interception israélien d'avoir causé le drame meurtrier de Majdal Chams. - french.almanar.com.lb 28 juillet 2024

Le Hezbollah a démenti les accusations israéliennes qu'il est derrière le tir meurtrier contre la localité Majdal Chams dans le Golan syrien occupé.

Le responsable des Relations médiatiques du Hezbollah Mohamad Afif « a nié catégoriquement que la résistance a visé cette localité », dans un entretien pour l'agence Reuters.

Un communiqué de la Résistance islamique, le bras armé du Hezbollah « *a nié catégoriquement toutes les allégations mensongères à ce sujet* ».

Un responsable américain a assuré pour l'agence Axios que des responsables du Hezbollah ont assuré pour les Nations unies que le drame de Majdal Chams a été causé par un missile israélien d'interception des missiles qui s'est écrasé sur le stade de football.

La correspondante de la chaine qatarie al-Arabi à Majdal Chams a assuré qu'un secouriste israélien de l'Etoile rouge de David lui a assuré que c'est un missile d'interception du Dôme de fer qui est derrière le drame, mais qu'il n'ose pas afficher sa position de crainte d'être emprisonné.

La correspondante de la BBC britannique Nafiseh Kohnavard a écrit sur sa page X que « *beaucoup de questions s'imposent sur ce qui s'est passé à Majdal Chams. Au moment où le Hezbollah nie toute responsabilité dans cet incident, l'armée israélienne insiste pour l'accuser. Le type des attaques du Hezbollah durant ces 10 derniers mois montre qu'il visait spécifiquement les cibles militaires. Et après chaque attaque contre des cibles civiles de l'autre côté (israélien) il justifiait l'endroit visé qu'il est utilisé par les militaires israéliens* ». french.almanar.com.lb 28 juillet 2024

Ukraine.

J-C – Le nazisme a gagné la presse occidentale ou plutôt elle ne s'en était jamais séparée, tout était une question de circonstance pour qu'il réapparaisse chez elle au grand jour. Avis au défenseur de cette presse pourrie, à tous les Charlie.

Azov: la tournée du groupe néonazi ukrainien reconstitué éblouit la presse occidentale - RT 28 juillet 2024

La 3e brigade d'assaut continue à faire sa publicité, alors que ses origines remontant au bataillon extrémiste Azov sont commodément oubliées.

« *Quatre soldats de la populaire 3e brigade d'assaut ukrainienne ont commencé dimanche leurs rencontres dans la capitale polonaise qui, depuis plus de deux ans que dure le conflit, accueille un grand nombre de réfugiés ukrainiens* », rapporte l'Agence France-Presse dans un article repris par le média public français RFI.

« *Populaire ?* » Vraiment ? C'est la seule définition qui vient à l'esprit pour décrire ce détachement de l'armée ukrainienne créé en 2022 à partir des reliquats du bataillon Azov après la bataille de Marioupol ?

Une petite recherche dans cette même presse française aurait montré que, pendant que cette brigade s'entraînait en France l'an dernier, une fuite avait permis au média d'investigation français Mediapart de révéler qu'un soldat avait un logo SS nazi tatoué sur la tête. Il y avait également une photo du même homme avec un drapeau à swastika.

Lorsque *Mediapart* a commencé à se renseigner en ligne sur les autres militaires s'entraînant au camp de La Courtine, dans le centre de la France, les journalistes sont tombés en épluchant les réseaux sociaux sur toutes sortes de saluts « *Heil Hitler* », des objets d'art nazis et toute une variété d'emblèmes des divisions SS nazies. Une sorte de collection de timbres hitlériens.

Et il ne s'agissait que de la demi-douzaine de soldats s'étant montrés assez idiots pour publier tout ça sur les médias sociaux. En même temps, selon le Centre européen d'analyse politique, le bataillon Azov rebaptisé s'est efforcé de recruter une équipe médiatique de 12 personnes à plein temps, dont un caméraman, des responsables de presse et des rédacteurs.

Le groupe de réflexion signale aussi qu'un showman et comédien ukrainien, également membre du détachement, a diffusé des vidéos pour promouvoir la 3e brigade d'assaut. Un peu de blanchiment à grande échelle, et voilà ces recrues en formation partout sur les réseaux sociaux, avec quelques relents de nazisme.

Il semble que la marque Azov soit trop ternie. Elle est trop étroitement associée au néonazisme, et à la défaite face à la Russie. C'est donc le moment de changer de marque. Ils devraient publier des annonces dans les journaux pour faire connaître leur rebranding, comme tout le monde. D'autant plus qu'il est clair que la presse occidentale ne prendra pas l'initiative d'enquêter dans l'intérêt du public. Ce serait un peu gênant pour les élites occidentales qui cherchent à promouvoir ces « *héros* » afin qu'ils servent les intérêts de l'Occident dans sa lutte contre la Russie. Qui a besoin d'une paix négociée pouvant sauver des vies humaines des deux côtés quand les élites occidentales peuvent remplir les poches de leurs potes privilégiés en fabriquant et en vendant plus d'armes ?

C'est ainsi que la 3e brigade d'assaut du mouvement Azov a entamé sa tournée européenne, initialement prévue dans neuf villes et six pays, mais désormais réduite de près de la moitié. Les billets pour cette tournée, intitulée « *Les nôtres sont partout* », sont disponibles sur un site de billetterie européen, au même titre que les concerts du groupe Thirty Seconds to Mars à Istanbul et de Lenny Kravitz en tournée. Au lieu de ces spectacles, selon la promotion en ligne, les spectateurs pourraient profiter « *d'histoires du front* ».

La dernière mode en Europe semble être de considérer ces hommes comme des héros « *populaires* ». Et si vous faites remarquer par hasard que ce détachement est l'héritier d'Azov, le discours officiel consiste à affirmer qu'ils ne sont pas tous des méchants néonazis, que ce n'est que de la propagande russe. C'est un peu comme si quelqu'un rejoignait les Alcooliques anonymes et prétendait n'être là que pour le café et les snacks gratuits.

La presse occidentale était pourtant un peu plus honnête avant le début du conflit ukrainien. « *Les combattants d'Azov sont l'arme la plus puissante de l'Ukraine et pourraient être sa plus grande menace* », écrivait The Guardian en 2014, jugeant que les « *volontaires d'extrême droite* » du mouvement représentaient un « *danger pour la stabilité après le conflit.* » Même dans les premiers jours de la plus récente réincarnation du conflit, le 5 mars 2022, un article du média américain NBC, dont l'auteur n'appréciait manifestement pas trop le président russe Vladimir Poutine, soulignait néanmoins que *« le problème nazi en Ukraine est réel* » et prévenait qu'il fallait « *s'en prémunir* ».

Washington lève son interdiction des livraisons d'armes au groupe Azov

Avançons rapidement de deux ans dans l'histoire, et le mouvement Azov se rend en héros à l'université de Stanford dont l'un des départements a eu le temps de retirer Azov de sa liste de groupes radicalisés, tout comme Reuben College à Oxford. Les membres du mouvement ont été chaleureusement accueillis pour une table ronde au Palais de Westminster du Parlement britannique, et l'ancien Premier ministre Boris Johnson s'est fait photographier avec leur drapeau, dont le symbole du crampon a été utilisé par diverses divisions nazies pendant la Seconde Guerre

mondiale. Le mois dernier, Washington a levé son interdiction sur les livraisons directes d'armes au mouvement Azov.

Le département d'État américain a alors déclaré que la Russie avait « *longtemps essayé de lier la 12e brigade des forces spéciales Azov de la Garde nationale ukrainienne à une milice formée pour défendre l'Ukraine contre l'invasion russe en 2014, appelée le bataillon Azov* », qui, selon le département, a été « *dissoute en 2015* ». Alors, tout va bien. Les néonazis sont rentrés chez eux il y a une dizaine d'années, ont levé le pied, ouvert une bière et se sont mis au jardinage et à la sculpture sur savon.

« *Après un examen approfondi, la 12e brigade Azov des forces spéciales ukrainiennes a passé l'épreuve », a ajouté le département d'État, précisant « qu'aucune preuve* » de violations du type néonazi n'avait été établie. Ce n'est pas si difficile à croire quand on se souvient que personne au Parlement canadien n'a pu identifier un authentique nazi lorsqu'il en a eu un sous les yeux, applaudissant et saluant ce véritable nazi ukrainien de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, invité d'honneur à l'occasion de la visite de Volodymyr Zelensky à Ottawa, avant d'apprendre qu'un Ukrainien tueur de Russes était effectivement un enfant chéri d'Hitler. Oups.

Les Canadiens savaient aussi exactement qui étaient les membres d'Azov, même avant le conflit actuel : des hauts gradés de l'armée s'étaient inquiétés des tatouages nazis de leurs stagiaires. Ils ont finalement préféré garder le silence dans l'espoir que les médias ne le découvrent pas, comme l'a signalé le journal Ottawa Citizen. Mais le département d'État a déclaré qu'ils avaient tous pris leur retraite, n'est-ce pas ? Il s'agit alors sans doute de ceux qui s'ennuyaient dans leur nouvelle occupation de toilettage de chiens ?

Alors que les élites occidentales traitent les partisans de la droite anti-establishment comme des ennemis dans leurs propres pays, elles saluent les vrais mouvements néonazis comme cools et héroïques. Peut-être, juste peut-être, cela a-t-il quelque chose à voir avec les maîtres que chacun sert.

Grande-Bretagne.

J-C - Grande-Bretagne, pourquoi ont-ils porté le parti travailliste au pouvoir ? Pour qu'ils appliquent les «*décisions difficiles*» que le parti conservateur était incapable d'imposer au peuple britannique...

Royaume-Uni: le nouveau gouvernement annonce des «*décisions difficiles*» à venir en raison d'un «*trou financier*» - RFI 30 juillet 2024

Lors de son premier discours au Parlement, la nouvelle ministre des Finances travailliste Rachel Reeves a accusé ce lundi 29 juillet le précédent gouvernement conservateur d'avoir masqué un excès de dépenses de 22 milliards de livres sterling, soit près de 26 milliards d'euros.

Selon l'Institut des études budgétaires ce n'est « *pas une énorme surprise* ». (Autrement dit, le parti travailliste le savait, mais il a préféré se taire, il a menti délibérément aux électeurs, comme partout ailleurs, tenez, en France par exemple ! – J-C)

La ministre dit par conséquent lancer « *le travail urgent et nécessaire* » pour trouver des économies de 5,5 milliards de livres cette année et de plus de 8 milliards l'an prochain.

Elle annonce d'ores et déjà des coupes dans certaines aides au fioul de chauffage en hiver pour les retraités en suggérant de les lier à des conditions de ressources.

Selon le *Sunday Times*, le gouvernement réfléchit notamment à annuler ou retarder certains chantiers d'infrastructures, notamment un tronçon de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 qui prévoit d'aller jusqu'à la gare d'Euston, dans le centre de Londres, au profit d'une gare en périphérie de la capitale britannique.

Pour autant, le Labour écarte toute idée d'austérité et le gouvernement devrait suivre les recommandations indépendantes d'accorder à des millions de fonctionnaires des hausses de salaires supérieures à l'inflation, retombée à 2% après avoir flambée jusqu'à 11% fin 2022. Mais avec un déficit de 6% du PIB en 2023, la marge de manœuvre est très limitée. C'est pourquoi des hausses d'impôts, notamment sur les gains en capital ou sur l'héritage, sont attendues.

Le gouvernement de Keir Starmer dispose donc d'une marge de manœuvre budgétaire étroite pour apporter le changement promis pendant sa campagne électorale. Cette fermeté financière a déjà provoqué des tensions dans la majorité. Keir Starmer a suspendu la semaine dernière sept députés qui avaient voté, contre l'avis du gouvernement, en faveur d'un amendement visant à abroger un plafonnement des allocations familiales pour les familles nombreuses, accusé d'aggraver la pauvreté infantile. RFI avec AFP 30 juillet 2024

Chine.

J-C – Lisez attentivement, il ne faut pas confondre « *la capacité installée* » d'éoliennes et de panneaux solaires et la « *production d'énergie* », pour finalement admettre que « *le volume réel de production d'énergie solaire et éolienne était bien inférieur à celui du charbon.* », autrement dit, encore un article de propagande pour vendre le Green New Deal du Forum économique mondial, avec lequel la Chine collabore étroitement, c'est même elle qui sauve la mise du capitalisme mondial.

Chine: les énergies éolienne et solaire devant le charbon au cours du premier semestre, une première - rfi.fr 30 juillet 2024

Les énergies éolienne et solaire devraient représenter plus de 40% de la capacité totale de production d'électricité installée en Chine d'ici à la fin de l'année 2024. Et ce après avoir dépassé la capacité des centrales au charbon pour la première fois au cours du premier semestre, selon l'association commerciale de l'énergie du pays.

À la fin du mois de juin, la Chine avait raccordé au réseau un total de 1 180 gigawatts d'énergie éolienne et solaire, ce qui représente 38,4% de sa capacité totale de production d'électricité, selon le Conseil chinois de l'électricité (CCE). La Chine devrait ajouter à cela environ 300 gigawatts de capacité au réseau cette année, soit une augmentation de 13% sur un an, un peu plus que l'année dernière.

Si la capacité installée est de plus en plus importante, l'utilisation de production d'énergie solaire et éolienne en termes de nombre d'heures était tout de même nettement inférieure à celle du charbon en ce début d'année. Cela signifie que le volume réel de production d'énergie solaire et éolienne était bien inférieur à celui du charbon.

La Chine, premier émetteur de gaz à effet de serre et premier consommateur d'électricité au monde, s'efforce de faire en sorte que 80% de son bouquet énergétique total proviennent de sources de combustibles non fossiles d'ici à 2060, date à laquelle elle entend devenir neutre sur le plan des émissions de carbone. rfi.fr 30 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 juillet 2024

- Statistiques des visites du blog du 1er au 27 juillet 2024: 14119 visites réelles (hors robots)

Pour rappel, il n'y avait eu que 2089 connexions en janvier 2024. En 2009 et au début des années 2010 on atteignit péniblement entre 40.000 et 50.000 connexions par an, puis on eut une pointe à 75.000, suivi d'une autres à 145.000 en 2021, je crois, avant de s'effondrer à nouveau, sans doute l'effet de la piquouse et du masque auxquels se sont laissé aller bien des lecteurs, ne comprenant pas que contrairement à Macron nous n'avions aucune raison d'avoir de mauvaises intentions à leur égard ou de vouloir nuire à leur santé ou à leurs intérêts. Peut-être que nous avions perdu provisoirement des lecteurs, et que depuis ils se sont aperçus qu'ils avaient été victimes d'une sordide machination, je l'ignore.

Je pense qu'on peut compter raisonnablement sur 200 à 300 connexions par mois, on doit rester modeste, pour un blog censuré par tous les moteurs de recherche et tous les partis politiques du mouvement ouvrier, ne bénéficiant d'aucune publicité par ailleurs, c'est un exploit ! Je vous invite à le faire connaître dès qu'une occasion se présente. Si des lecteurs disposent d'un peu de temps et envoient des commentaires à la suite d'articles parus sur le Net, ils peuvent y faire figurer l'adresse du blog en la rédigeant ainsi pour éviter la censure des modérateurs : luttedeclasse [point] org.

Ce qui est le plus surprenant dans ce regain d'intérêt pour ce blog ou le courant politique socialiste que j'anime, c'est que dorénavant il est presque exclusivement consacré à mes causeries. Jusque là, je croyais que ceux qui s'y connectaient étaient davantage intérressés par les articles de sources diverses dont je fournissais les liens, j'en étais même arrivé à penser que la plupart n'avaient rien à foutre de mes causeries. Que faut-il en déduire, je l'ignore, il est trop tôt pour dire s'il s'agit d'une tendance durable ou passagère, on verra bien à l'usage, à suivre...

Comme cela m'arrive de plus en plus souvent, parfois le soir je n'ai pas envie de regarder un film, un documentaire ou un concert, l'image et le son c'est sympa, mais on sature, ils permettent de réfléchir, mais on n'en tire pas autant d'enseignement qu'une bonne lecture qui va s'inscruster plus profondément et durablement dans le cerveau. Pourquoi ? Parce qu'on peut lire à notre rythme, contrairement à des images et des sons qui défilent et passent ensuite on ne sait où.

Avec la lecture, on peut faire un arrêt sur image à chaque mot, proposition ou paragraphe, on peut se la repasser plusieurs fois en relisant le même passage deux ou trois fois, on marque une pose pour réfléchir à la signification de ce qu'on vient de lire, pour essayer de comprendre, généralement d'autres idées surgissent à l'esprit en association avec ces expressions ou idées, avec nos expériences passées, nos connaissances, ce qui nous permet vraiment d'apprendre quelque chose et de progresser. Malheur à ceux qui ne sont pas capables de dépasser le niveau misérable des réseaux dits sociaux, où la pensée et la réalité sont charcutées, si mal traitées !

Voilà ce qui m'amène à vous recommander vivement la lecture suivante, un ouvrage qui à lui tout seul devrait être un sujet d'étude pour chaque militant ou travailleur qui souhaite comprendre dans quel monde nous vivons. Quel étourdi j'ai été de ne pas le mentionner plus tôt ! Je répare donc cet

oubli impardonnable. Il faut dire qu'on est tellement sollicité, on croule littéralement sous les informations. Comme quoi il faut faire attention à ce qu'elles ne deviennent pas envahissantes au point de nous asphyxier.

On doit absolument se concentrer sur l'essentiel pour aller de l'avant, et ne pas se laisser distraire par toute sorte de considérations extérieures, sollicitations ou tentations qui relèvent souvent d'une forme de conformisme ou de mode, sinon on ne s'en sortira jamais, on doit s'imposer cette discipline, en faire un principe et s'y tenir. Notre temps libre et de cerveau est limité, à nous de l'employer à bon escient ou d'en tirer le meilleur pour accroître notre niveau de connaissance et de conscience. Si nous adoptons, si nous parvenons à maîtriser tant bien que mal la conception matérialiste de l'histoire telle que nous l'ont léguée Marx et Engels, nous y gagnerons en indépendance et en confiance, en sérénité, car elle nous procurera une satisfaction inégalable, saine et durable, que nous aurons envie de partager avec tous les travailleurs et jeunes, et même les enfants que nous rencontrerons.

- Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de F. Engels - 1888

Quand des Indiens s'interrogeaient et me demandaient avec insistance pourquoi j'avais l'air si heureux, je ne savais pas trop quoi leur répondre. J'étais embarrassé, parce que cela n'avait rien à voir avec ma condition matérielle ou individuelle, ce qui leur venait automatiquement à l'esprit, les pauvres sont très pragmatiques, condition que certes des occidentaux m'envieraient, sans que je sois certains qu'ils supporteraient longtemps un mode de vie aussi modeste, ainsi que d'innombrables privations. Je devais trouver des mots ou des formules qu'ils puissent comprendre, ce qui est très délicat quand on est en présence de gens très arriérés ou analphabètes, sans parler de la barrière du langage, je ne voulais surtout pas qu'ils croient que je me moquerais d'eux ou qu'ils ne méritaient pas que je leur réponde. J'avoue qu'il me fallut pas mal de temps pour trouver la bonne formule, finalement quand cette situation se présente, je leur répond ceci : Vous voyez les rapports que j'ai avec vous, vous voyez comment je vis, vous les appréciez, et bien moi aussi, voilà tout, cela suffit à mon bonheur de faire éventuellement le vôtre, ou comme l'on dit, tout le plaisir est pour moi, merci.

On va finir là-dessus ce bavardage estival, la température est remontée à 37°C. Ma compagne, sa soeur et leur très vieille mère sont parties dans leur famille jusqu'à dimanche ou lundi prochain, pour assister à la fête du temple du village qui a lieu chaque année au mois d'août (dans tout le Tamil Nadu), du coup je suis enfin seul avec les 4 chiens, quel bonheur, cela me fait des vacances ! C'est très éprouvant mentalement et nerveusement de vivre en permanence dans un milieu hyper arriéré, ce qui n'a rien de péjoratif chez moi, vous l'aurez deviné.

Remarquez aussi, que ce sont des gens admirables. Car pour eux aussi c'est extrêmement difficile de vivre dans une société vouée à de profondes et rapides transformations ou bouleversements sans qu'ils y aient été préparés, sans qu'ils aient jamais été consultés. Ils doivent s'y adapter comme ils peuvent, le régime ne leur donne pas le choix, ce qui se traduit pas des situations extrêmement compliquées, pénibles ou parfois dramatiques sans qu'ils y puissent quoi que ce soit. Ils doivent subir le triste sort qu'on leur impose, leur marge de manoeuvre est quasiment nulle, alors à défaut de pouvoir s'épanouir ou espérer une vie meilleure, pour malgré tout conserver l'envie de vivre, ils font abstraction du malheur qui s'est abattu sur eux, ils se réfugient dans la famille, leurs traditions, leur religion, ce qui leur procure suffisamment de satisfaction pour ne pas sombrer en dépression, dépérir, faire des conneries ou se foutre en l'air.

Alors quand ils rient aux larmes ou semblent heureux, ce n'est pas parce qu'ils seraient idiots, ils sont sincères, je les observe et je fais comme eux. Je ne me pose pas de questions existentielles à la con, j'oublie tout le reste, je ne pense pas aux côtés lugubres de leur existence, je ris de bon coeur

avec eux, et je dois dire que cela fait rudement du bien, c'est toujours plus agréable ou plus facile à supporter que les rapports détestables que les Français ont souvent entre eux.

Je crois que c'est cela aussi qu'ils apprécient chez moi. Je ne les juge pas, je ne les accable pas, je ne les ménage pas forcément, ils comprennent très bien pourquoi, parce que je suis sincère et honnête avec eux, ils ont eu l'occasion de s'en apercevoir, et quand il m'arrive de leur mentir ou de faire semblant de ne pas comprendre ce qu'ils me demandent, c'est uniquement pour ne pas les choquer inutilement ou les protéger. Je ne les plains pas non plus, car ce serait leur rendre un mauvais service ou les renvoyer à leur triste sort. Je ne cherche pas à me mettre à leur place, et je leur demande d'en faire autant, sinon je les remets en place. On a des cultures et tant de choses différentes, si bien qu'on est obligé de consentir des concessions sur certains principes pour se respecter réciproquement, au point parfois d'adopter ceux de l'autre, ce qui aurait paru totalement impensable dans d'autres circonstances, on n'est jamais au bout de nos surprises en entretenant de telles rapports. Cela nous conduit à nous remettre totalement en question, à faire preuve de beaucoup de modestie, ce qui n'est pas donné à tout le monde, soit dit en passant, bref, c'est seulement ainsi qu'une sereine complicité peut s'instaurer entre nous, qui nous procurera une satisfaction mutuelle.

Voilà le secret de mon bonheur de vivre parmi l'une des populations les plus pauvres et arriérées de la planète, que j'ai eu l'occasion de leur exposer, un peu comme avec mes lecteurs auxquels je ne raconte jamais d'histoire, sans que je sache s'ils apprécient vraiment, eux seuls le savent, contrairement à mes amis indiens qui ne se méprennent pas sur mes intentions et qui se livrent volontiers. Le côté obscur ou moins reluisant de nos rapports, des rapports détestables qu'ils entretiennent entre eux, car il y en a évidemment, comme partout ailleurs du reste, ne méritent pas d'être étalée ici, parce qu'ils sont uniquement le produit des conditions sociales épouvantables qui leur sont imposés, ils sont à mettre au compte du régime mi-féodal et dictatorial en place, du capitalisme mondial.

Haut de page

Le 28 juillet 2024

Dans la causerie du jour, ce n'est pas sans éprouver une certaine répugnance, que j'ai consacré un passage à la cérémonie d'ouverture des JO. Un évènement dont on se souviendra comme celui ayant fait la promotion des éléments les plus décomposés, les plus dégénérés, les déchets du vieux monde pourri qui s'accroche désespérément au capitalisme.

Quand on a à l'esprit l'absence d'empathie des psychopathes qui gouvernent et détiennent tous les pouvoirs, on se dit qu'il fallait être lobotomisé pour célébrer avec eux cet évènement qui les met en valeur.

J'étais sorti de ma retraite pour couvrir la dernière période électorale, observant que finalement il ne se passe rien de nouveau, ce qui était prévisible, je vais sans doute y retourner dans les prochains jours en attendant des jours meilleurs. Je suis à nouveau très fatigué, donc je vais me reposer et me changer les idées histoire de m'aérer un peu les neurones, car on étouffe littéralement dans le carcan institutionnel dans lequel le NFP se complaît et voudrait nous enfermer. Un souffle de liberté jaillit dès qu'on s'en éloigne, car la réalité dont se nourrit l'imagination est bien plus vaste ou ne s'y limite pas.

Une réflexion sur une catégorie de travailleurs que vous devez côtoyer quotidiennement sans forcément les comprendre. Je n'en fais pas partie, mais j'en connais dans mon entourage en France.

Il faut comprendre les travailleurs qui ont atteint un certain niveau de conscience politique et qui disposent d'un mode de vie relativement confortable. On ne doit pas les blâmer s'ils comptent en profiter et s'ils n'envisagent pas de consacrer du temps à la politique, tant ceux qui s'y consacrent offrent un spectacle pitoyable, autant par crainte de leur ressembler que d'en tirer aucun profit personnel. C'est dommage évidemment, car on se prive des travailleurs parmi les plus évolués ou conscients de la société, qui pourraient constituer l'ossature du parti ouvrier qui nous fait tant défaut.

On doit concevoir que cela peut prendre des années avant qu'ils rejoignent notre combat politique. Allez raconter cela à des partis qui exigent qu'on les croit sur parole, qu'on croit leur profession de foi à la manière d'ecclésiastes s'adressant à des croyants. Dans la vie, rien ne remplace nos propres expériences pour adopter des idées ou se forger une conviction, changer de mode de penser pour interpréter le monde. C'est donc sur ce processus dialectique qu'il faut compter, au lieu de vouloir convaincre ou imposer des idées à quiconque. Nul n'est responsable du délai que cela peut prendre, nul ne peut prévoir à l'occasion de quelle expérience on parviendra à se hisser au niveau du socialisme. En tout cas une chose est sûre, c'est plus facile et plus rapide quand on en a la volonté. Encore faut-il l'avoir, cela ne s'improvise pas. Comment jaillit-elle ?

On dit que pour que le socialisme se réalise, il faut que le capitalisme ait épuisé toutes ses ressources et que ses contradictions l'asphyxient, et bien je crois qu'il en est de même pour son idéologie, il faut avoir épuisé les ressources qu'offrent tous les systèmes philosophiques idéalistes, et s'être rendu compte qu'ils ne permettaient pas d'apporter des réponses satisfaisantes aux questions qu'on se posaient, pour ensuite tester le matérialisme dialectique et s'apercevoir qu'il est l'instrument merveilleux qui permet de les trouver, et si on ne les trouve pas toutes, c'est uniquement parce qu'on manque d'entraînement.

Tout est une question de temps, il faut donc être très patient, or généralement les deux nous font défaut, comme quoi on n'est pas rendu au bout de nos peines !

Haut de page

Le 22 juillet 2024

La crise du capitalisme frappe désormais de plein fouet les différentes représentations politiques du capitalisme, l'ensemble des partis subordonnés au capitalisme, ses institutions nationales et internationales.

Ses tenants ont donc imaginé différentes stratégies pour faire face à l'impatience grandissante des exploités qui exigent des conditions de travail et de vie meilleures, que le capitalisme mondial n'est pas en mesure de leur accorder, ce qui donnent lieu à des règlements de compte fratricides de plus en plus violents dans le camp de la réaction entre les différents clans de l'oligarchie.

Les uns et les autres cherchent par tous les moyens à sauver leur système économique ou à conserver leur position hégémonique, par la guerre ou en favorisant le développement de nouveaux marchés, qui ne feront que renforcer à terme les contradictions qui minent le capitalisme, jusqu'à ce que leurs dénouements échappent à leur contrôle et menacent son existence, parce qu'ils ne pourront pas compter indéfiniment sur les dirigeants et organisations corrompues du mouvement ouvrier

pour contenir les masses. Il arrivera forcément un moment où elles parviendront à se doter d'un parti et d'un syndicat conformes à leurs intérêts de classe en renouant avec le socialisme.

Par ailleurs, il faut bien comprendre que si la menace du fascisme est bien réelle, parce que les banquiers et les capitalistes les plus riches ont les moyens de le financer, pour autant les conditions sociales ne sont plus les mêmes qu'au début du XXe siècle ou dans les années 30 lorsque le capitalisme était à son apogée ou au sommet de sa puissance, de nos jours hormis les capitalistes les plus fortunés, plus personne dans la société ne croit en son avenir, il est contesté par toutes les classes, il se retrouve face à une fronde ou un rejet quasi-généralisé dans toutes les couches de la population.

Pour en avoir une idée assez précise, il suffit d'observer la déliquescence de LR et de Renaissance, de ce qu'ils appellent les centristes, le Modem et l'UDI, sans parler des Parti radical et radical de gauche qui ont quasiment disparu (je crois qu'ils ont fusionné), ou encore la décomposition du PS remis temporairement et artificiellement en selle, les Ecologistes sauvés comme le PS in extremis par LFI, le PCF devenu ouvertement social-démocrate également, et qui endure la même malédiction qui frappe tous les opportunistes, l'extrême gauche incluse, plus divisée ou disloquée que jamais. Quant au parti d'extrême droite, il demeure une coquille vide pour ainsi dire, incapable de mobiliser ses troupes largement insuffisantes et demurer impuissantes pour s'opposer à une campagne médiatique, alors de là à imposer sa loi dans le pays, il faut arrêter de délirer, surtout quand on sait que la majorité de ses électeurs ne partagent pas son programme et encore moins son idéologie.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'un vide politique est en train de s'installer au sein des institutions de ce pays, au sommet de l'Etat, et que c'est le plus grand danger qui menace aujourd'hui le régime, parce que la politique a horreur du vide, dit-on. Les masses, fortes des expériences qu'elles ont vécues ces dernières années, et plus particulièrement depuis le 7 juillet 2024, pourraient s'engouffrer dans cette brèche ou se mobiliser pour occuper ce vide politique à leur façon, c'est-à-dire en renversant le régime en place, dont la faiblesse s'étalait dorénavant devant eux au grand jour quotidiennement, puisque ce régime était hostile à leurs intérêts de classe ou qu'il leur était d'aucune utilité, au cours du processus révolutionnaire, elles seraient parvenues à se forger la conviction politique ou à prendre conscience, qu'elles n'avaient pas d'autre alternative politique pour prendre en mains leur destin...

Les masses révolutionnaires seront-elles en mesure de se doter des instruments politiques indispensables pour vaincre, de s'organiser, là est toute la question. A nous de les y aider en construisant le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut. Telle est notre tâche politique prioritaire, en leur fixant comme objectif politique la prise du pouvoir et l'abolition des institutions de la Ve République, le reste suivra logiquement son cours.

Haut de page

Le 10 juillet 2024

Je viens seulement de m'apercevoir maintenant, que dans la rubrique *Les enseignements du marxisme*, le passage suivant était indisponible, parce que j'avais tout simplement oublié de le recopier ! Je me fais vieux décidément.

Contenu et forme des représentations idéologiques.

Lettre de Friedrich Engels à F. Mehring - 1893 - Œuvres choisies en deux volumes, Éditions du Progrès, 1955

Le 3 juillet 2024

Un extrait de la causerie du jour.

Des fils de putes du régime disions-nous hier, j'étais encore en-deçà de la vérité, car en réalité ils vous assassinent littéralement !

Quand le Nouveau Front populaire vole au secours de Macron. Aucune voix pour un candidat de la réaction, abstention !

J-C - Tous se réjouissent du coup de poignard porté par les dirigeants du NFP dans le dos de leurs militants et de leurs électeurs, la réaction et ses médias s'en réjouissent, ils ont de quoi, il faut les comprendre.

Voilà qui devrait diviser et briser nette toute mobilisation de masse contre le prochain gouvernement. C'est là qu'on s'aperçoit que le Front populaire est fondamentalement réactionnaire, contre-révolutionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste.

Le front républicain s'est reformé face au RN, mais gare à la lassitude des électeurs - Courrier International 3 juillet 2024

Au total, seulement 107 triangulaires et 2 quadrangulaires subsistent au second tour, sur les 311 prévues à la sortie des urnes. (AFP)

Plus de 210 candidats (214 - AFP) "*du camp centriste du président Emmanuel Macron et de l'alliance de gauche se sont désistés dans l'espoir d'éviter une division des voix*", observe CNN. "*Ils ont mis de côté leurs divergences avec un seul objectif : maintenir l'extrême droite à l'écart des 289 sièges requis pour obtenir la majorité absolue*".

J-C - CNN ne s'y est pas trompé, entre Macron et ses alliés et le NFP, il n'existait que des "*divergences*" et non des oppositions irréductibles, bref, ils n'étaient pas vraiment ennemis ou ils figuraient tous dans le même camp, celui de la réaction.

Courrier International - Le Nouveau Front populaire a retiré plus de 130 candidats, et le camp présidentiel, 82. D'autres désistements sont encore possibles dans les prochains jours, à l'instar du MoDem Dominique Despras, qui s'est retiré mardi soir peu après avoir déposé sa candidature.

"*L'effort consenti pour tenter d'ériger un barrage républicain est donc légèrement plus important à gauche*", souligne La Libre Belgique. "*La macronie peut la remercier car ces retraits devraient lui permettre de sauver nombre de ses candidats*".

J-C - Macron n'a qu'un mot pour le NFP : Merci !

Courrier International - Un avis partagé par Le Soir. "*Si cette nouvelle configuration change la donne pour le second tour, il reste impossible de prédire les reports de voix des électeurs privés de leur premier choix dimanche prochain*".

"*Les électeurs de gauche se reporteront-ils sur les macronistes après avoir dénoncé pendant sept ans la politique libérale d'Emmanuel Macron, sa très impopulaire réforme des retraites et sa récente loi sur l'immigration, votée avec le concours du RN ? "*, s'interroge le quotidien belge. "*Et, à l'inverse, les électeurs centristes, après avoir entendu pis que pendre du Nouveau Front populaire avant le premier tour […] mangeront-ils leur chapeau dans le seul espoir de conjurer le pire ? "*.

D'autant que "*les électeurs ont le sentiment que le président [Macron] cherche constamment à les mettre à l'épreuve – d'abord en avançant les élections législatives, et maintenant en retirant ses candidats*", analyse El Periódico. Le quotidien catalan craint "*un effet ni-ni*" – ni le RN ni le Nouveau Front populaire – qui pourrait provoquer "*une augmentation de l'abstention*".

En résumé, pour Il Corriere della Sera le chiffre le plus important, dimanche prochain, sera "*le taux de participation : plus il est faible, plus il favorisera Bardella*". Courrier International 3 juillet 2024

J-C - Effectivement tout n'est pas joué ou ils pourraient encore y avoir de mauvaises surprises, quoique...

D'une part, il n'est pas dit que les électeurs du NFP iront voter une nouvelle fois Macron, car avec tous les mauvais coups qu'ils ont pris depuis 2017, s'ils en redemandaient, c'est qu'ils seraient incurables, et alors ce serait plus que préoccupant, désespérant, cela dit, on n'ose le croire, en fait je l'ignore pour avoir quitté la France depuis trop longtemps, réponse dimanche prochain à 20h.

D'autre part, les uns et les autres savent que les électeurs de Macron et LR ne voteront pas pour les candidats du NFP, ils s'abstiendront ou ils se porteront massivement sur les candidats de l'extrême droite.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 août 2024

Soutien inconditionnel à Maduro au Venezuela et au soulèvement révolutionnaire armé des peuples palestinien et kanake, à tous les peuples du Moyen-Orient en lutte contre l'impérialisme américain et ses vassaux occidentaux et du Golfe !

Une réflexion métaphysique toujours valable 4 siècles plus tard, hélas !

- Fatigué de ce monde je demande à mourir, lassé de voir qu'un homme intègre doit mendier quand à côté de lui des nullités notoires se vautrent dans le luxe et l'amour du public, qu'on s'amuse à cracher sur la sincérité, que les places d'honneur sont pour les plus indignes, qu'on offre des corps vierges à des désirs brutaux, qu'on couvre d'infamie le juste diffamé, qu'un fort devienne infirme au pouvoir du difforme, que l'art est bâillonné sous un règne arbitraire, que des singes en docteurs décident du génie, qu'un être simple et vrai est traité de stupide, que le bien asservi est esclave du mal...

William Shakespeare, Sonnet LXVI, édition de 1609

Lu.

La survie du capitalisme est incompatible avec la survie de l'espèce humaine dans tous les cas de figure.

- L'idée selon laquelle la population mondiale doit être limitée afin de subvenir aux besoins de la population existante est vivement contestée, et les études sur la capacité de la Terre varient considérablement dans leurs estimations. Alors que 20 études affirment qu'elle est de 8 milliards d'habitants ou moins (la population mondiale actuelle est d'environ 8 milliards), 14 études estiment la capacité de la planète à deux fois ce chiffre, soit 16 milliards, et 18 autres études augmentent considérablement ce chiffre, sept d'entre elles estimant que la Terre peut supporter jusqu'à 64 milliards d'habitants, et une étude l'estimant à 1024 milliards d'habitants. (Ils manqueraient de rien et ils seraient heureux, à ce niveau, c'est du sadisme ! Voilà le genre de monstruosité et de contrevérité qu'on peut lire sur les réseaux dits sociaux. - J-C)

En outre, le récent rapport des Nations unies n'aborde pas du tout l'effondrement de la population que les démographes prévoient après 2100 et qui aura un effet dévastateur sur les économies et probablement sur la qualité de vie. Il n'aborde pas non plus la question de la moralité du désir d'un monde moins peuplé.

Dean Spears, économiste au Centre de recherche sur la population de l'Université du Texas, a noté que «*si le taux de fécondité mondial était le même qu'aux États-Unis aujourd'hui*», soit environ

1,66 naissance par femme, «*la population mondiale passerait d'un pic d'environ 10 milliards à moins de 2 milliards environ 300 ans plus tard, sur peut-être 10 générations. Et si la taille des familles restait réduite, le déclin se poursuivrait*». (2 milliards d'hommes, femmes et enfants épanouis le capitalisme en moins, c'est possible, plus tôt sera le mieux. Le seul indice provenant des Etats-Unis qui soit progressiste ! - J-C)

Le déclin de la population entraînera toute une série d'effets néfastes pour la société, notamment une diminution des services de base et des infrastructures, le chômage, un recul de l'innovation, des soins de fin de vie insuffisants pour les personnes âgées et une détérioration de la santé mentale. (On ne comprend pas, si cela entraînerait une diminution du chômage, ce serait bénéfique pour la société, où il y a une erreur de traduction J-C)

La structure du pouvoir aux États-Unis, ou pourquoi démocrates et républicains sont les deux faces de la même pièce.

Nulle part comme aux États-Unis, le terme «*société du spectacle*» ne trouve une illustration aussi éclatante. La campagne électorale présidentielle ne fait pas exception à la règle.

C'est même un élément fondamental, d'ordre psychologique, dans le sens où le spectacle permet de donner une forme visible à l'idée démocratique, pousse les électeurs à s'engager à divers degrés dans un camp contre un autre. L'offre politique est la conséquence de l'exploitation maximale de cette mise en scène spectaculaire, en la réduisant à deux partis, à un système d'opposition binaire. Mais ce spectacle n'est destiné qu'à la plèbe, au grand public non-averti, aux profanes, qui ne voient que la surface des choses, et prennent au sérieux la mise en scène permanente de l'affrontement républicain-démocrate. Il y a une compétition réelle entre les partis, mais celle-ci est essentiellement une question de carrières individuelles. Les enjeux de cette compétition ne sont pas politiques, ou ne concernent que des aspects politiques mineurs, non stratégiques. Les politiques importantes, les plans stratégiques majeurs, sont le fruit d'un processus rationnel d'élaboration et de délibération, dans lequel les bouffonneries de la politique spectacle n'ont pas de place.

On entend souvent cette complainte remonter des couches supérieures de la plèbe : «*Nous ne sommes pas dans une vraie démocratie*». C'est une erreur d'analyse. Voyez l'archétype du système démocratique : Athènes, qui est le modèle de référence, célébré jusque dans l'architecture des bâtiments publics. La cité d'Athènes, c'est une poignée d'hommes armés, dotés des droits civiques, qui exploitent une multitude d'esclaves et de métèques. Ne dites plus «*nous ne sommes pas en démocratie*», dites : «*nous ne sommes pas des citoyens*». Il y a une incompréhension fondamentale sur la nature de nos régimes dits «*démocratiques*». Une incompréhension volontairement entretenue d'ailleurs, puisqu'elle est un pilier de l'ordre social. La démocratie ne consiste pas à prendre l'avis de la populace, qui est de toute façon inculte et incompétente dans tout ce qui touche à l'exercice du pouvoir et aux politiques étatiques. La démocratie ne sert qu'à une chose : donner une légitimité incontestable au pouvoir.

Ceci n'est pas une opinion de ma part, c'est un fait historique, particulièrement visible en France d'ailleurs, qui n'a adopté la «*démocratie*» (comprendre le suffrage universel) que tardivement, avec l'avènement de la IIIe République, entérinée en 1875. C'est une assemblée presque intégralement composée de monarchistes, tous de grands possédants, qui a finalement opté pour le système républicain, dont le promoteur le plus influent fut Adolphe Thiers, célèbre pour sa haine du petit peuple, et couvert du sang des communards. Thiers et ses amis vont réussir à convaincre l'assemblée que la République est le meilleur système pour la conservation de leur fortune et de leur

mainmise sur la société, précisément parce que cette domination s'exercera au nom de tous, qu'elle sera invisible aux yeux du profane, ou plutôt qu'elle restera anonyme. À l'inverse, dans un système monarchique quelconque, le peuple identifie le pouvoir au nom du souverain, il sait contre qui tourner sa colère, le souvenir des répressions est définitivement attaché à la dynastie régnante, et, explique Thiers, pour ces raisons, le souverain pourrait être tenté de prendre le parti du peuple contre ceux qui l'exploitent, c'est-à-dire ceux à qui il s'adressait. C'est après 4 ans de débats, à partir de 1871, que son point de vue sera majoritaire, et que nous entrerons dans le régime qui est le nôtre.

https://reseauinternational.net/la-structure-du-pouvoir-aux-etats-unis-ou-pourquoi-democrates-et-republicains-sont-les-deux-faces-de-la-meme-piece/

J-C – Dans cet article destiné à réfléchir à la nature du régime en place aux Etats-Unis, mais aussi chez ses vassaux occidentaux à notre époque, plus loin l'auteur remet en cause la notion d'Etat profond, ce dont je ne suis pas d'accord. Il existe bel et bien à travers la frange d'oligarques parmi les plus puissants, qui sont les principaux actionnaires des plus grandes banques d'affaires ou fonds de pensions, ou encore gérants d'actifs américains, BlackRock, Vanguard, State Street, Golman Sachs, Chase Manhattan Bank, les GAFAM, etc.

Bien que leurs noms n'apparaissent nulle part dans les informations destinées au public ou aux médias, par le biais de ces institutions financières, ils ont acquis des parts et une minorité de blocage qui leurs permettent (en s'associant) de contrôler des milliers d'entreprises de tous les secteurs économiques dans le monde, et d'influencer le cours de tous les marchés ou bourses, or, devises ou monnaies, actions en tout genre, matières premières, taux d'intérêt des obligations, titres ou créances, dette des Etats, etc. bref tous les instruments financiers qui existent et dont ils tirent profit. Par conséquent, raisonnablement on peut en déduire que chaque pays en Europe dispose d'un Etat profond lié à ces institutions financières.

La fortune considérable qu'ils ont amassée leur permet de déstabiliser l'économie et les institutions nationales de n'importe quel pays, d'exercer un chantage sur tous les Etats si nécessaire, de dicter à leurs gouvernements la politique qu'ils doivent appliquer sous peine de représailles ou sanctions, le nier relèverait du déni de la réalité…

Il faudra bien faire table rase à un moment donné.

J-C – L'auteur de cet article est un psychanalyste, il n'est pas socialisme, mais il incarne l'état d'esprit d'une frange des intellectuels ou des classes moyennes progressistes ou démocrates qui n'en peuvent plus du régime en place. Ce qu'il dit tout haut, ils sont de plus en plus nombreux à le penser tout bas, ce n'est pas négligeable.

Du coup, j'ai pensé qu'il était bon de le faire savoir, même s'il ne va pas au bout de son analyse… Cela démontre aussi qu'aucune classe n'est homogène, et que ce facteur doit être pris en compte quand on analyse la situation politique ou de quelle manière évoluent les rapports entre les classes.

Si on ne choisit pas les conditions sous lesquelles on mène notre lutte de classe, à l'époque de la réaction sur toute la ligne et compte tenu de la faiblesse du mouvement ouvrier, on ne doit pas trop faire les difficiles et rejeter les intellectuels qui s'opposent frontalement à Macron, du moment qu'ils ne penchent pas vers l'extrême droite ou n'expriment pas des velléités anticommunistes. Je

ne sais pas jusqu'où on peut les considérer comme des alliés de fortune ou de circonstance, c'est une discussion qui devrait avoir lieu au sein de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Jeux olympiques à Paris et la décadence par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 juillet 2024

Extraits.

L'essentiel de ce spectacle dégénéré n'avait rien à voir avec les jeux olympiques, mais servait de vitrine à la propagande exacerbée pour la perversion, pour la liquidation de toute morale, pour le triomphe LGBT, pour un encouragement publicitaire du wokisme et de la cancel culture, pour une pratique décomplexée du blasphème, et de la complaisance dans tout ce qui est laid et dégradé.

Que pouvait-on voir en tout premier lieu dans cette déchéance célébrée comme un avènement de la modernité ?

Une bande d'hystériques se disputant le premier prix de laideur, mélangée aux costards-tailleurs étriqués, aux grotesques personnages à poils, certains laissant leurs couilles pendouiller volontairement au-dehors de leur cache-poussière à une heure de grande écoute en espérant bien que les enfants allaient devoir subir ce délire de voyeurisme déplacé, la Garde Républicaine acceptant de se mettre à dandiner comme des primitifs au milieu de ces dégénérés vêtus comme les adorateurs de Satan !

Ce spectacle était pétri de prêt-à-penser faisant de la seule opinion autorisée, la pensée unique, une pure vérité. La France entière était priée d'assister à ce spectacle navrant qui démontrait dans quel abîme de déchéance elle était effectivement tombée dès l'arrivée au pouvoir des ordures, des salauds et des pervers qui la gouvernent, disons depuis Sarkozy, pour la conduire à sa soumission aux principes destructeurs du Nouvel Ordre Mondial.

Sarközy de Nagy-Bocsa avait bien prophétisé le 1er septembre 2021 : « *On ira ensemble vers ce Nouvel Ordre Mondial. Et personne, je dis bien, personne, ne pourra s'y opposer.* »

Tous ceux qui ne pensent pas wokisme, cancel culture, propagande LGBT, transsexualité donnée en exemple aux enfants, idéalisation du satanisme, déploiement spectaculaire de la laideur, apologie du pervers, soumission et adoration de la Bête, doivent être brûlés sur les bûchers de la condamnation et du rejet.

Cette cérémonie d'ouverture des jeux olympiques démontrait à quel point la chute de l'Occident est sévère, abyssale, tragique.

Malgré tout, les ordures qui se sont emparés du pouvoir en France, grâce aux manipulations dont ils ont le secret, veulent encore aider financièrement les Ukro-nazis à combattre la Russie dans un combat qui est perdu d'avance ! Les élections sont une comédie pathétique et plus personne ne peut compter sur la classe politique qui a été corrompue par les pratiques mensongères du pouvoir.

Les Français ont pu voir dans cette cérémonie le triomphe de la décadence et constater à quel point le peuple de France est le grand perdant de cette chute spectaculaire !

Après avoir vu ce spectacle sidérant de déchéance, il va de soi que la réplique se prépare en silence dans la colère qui gronde comme le volcan préparant son éruption ! Quant aux pervers qui

n'hésitent pas à étaler leur perversion, ils se moquent d'une implosion ou d'une explosion à venir ; toujours est-il qu'il n'est pas question pour eux de rendre les clés à l'Etat souverain, à l'Etat Nation, au peuple de France !

...ils n'ont pas hésité à se saisir du tableau de Léonard de Vinci sur la thématique de la dernière cène en mettant à la place du Christ une femme obèse peinturlurée et d'une laideur spectaculaire, accoutrée comme une adoratrice de Satan. Tout autour : des Drags Queens, des transsexuels et des tarés de toutes les couleurs … Un être dégénéré, allongé par terre, vêtu à peine d'un tissu se fondant aux couleurs de son corps nu débitait des absurdités sur la nudité célébrée comme une bestialité et célébrant la mort de toute éthique sexuelle respectueuse des rythmes et des règles d'éveil naturel des enfants !

La France et les Français ont du souci à se faire dans les temps qui viennent, sachant les têtes de cons qui les gouvernent !

L'ensemble des pays de la Planète va penser que c'est ça la France ?! Un pays qui se vautre dans la fange, un pays dégénéré qui n'a rien d'autre à présenter que la propagande du wokisme ?! Le wokisme, pour ceux qui ne le savent pas encore, veut dire le contraire de ce que ce mot traduit ! Il allait installer une obscurité qui cherche avant tout à détruire tout ce qui fait la particularité culturelle de l'Occident dans son ensemble et qui ne veut surtout pas de l'éveil des individus destinés à servir le dieu de l'argent et sa cause !

La « *cancel culture* » que nous avons également évoquée, cherche quant à elle, à tout déconstruire : la théorie du genre et autres chimères sont actuellement largement promues par des multinationales de la corruption qui vont jusqu'à divulguer la pédopornographie.

Conclusion : La débauche est clairement promotionnée partout en Occident : on a un triste exemple à partir du dernier spectacle décadent de l'Eurovision et maintenant une nouvelle fois par la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques à Paris.

Pour se sauver, le peuple sera bien obligé de karchériser les Institutions de la République, de nettoyer les ministères, de faire le ménage dans cette population des « *élites* » perverties, de virer tout ce qui prétend exterminer l'âme de la Nation et ses valeurs.

Je ne vois pas comment ce grand ménage pourrait se faire sans une éruption foudroyante du volcan de la colère ! C'est très probablement ce que prépare ce genre de spectacle auquel nous avons eu le droit, prétendant représenter la France et les Français ! C'est ce genre de chose qui a le don d'exacerber la conscience collective comme l'inconscient collectif de ce peuple ! Certes, les Français vont très loin dans le mutisme et l'attente, mais il arrive toujours ce moment où les limites ayant été dépassées, il n'est plus possible pour eux de se taire … C'est à ce moment-là qu'ils se mobilisent en masse pour « *monter à Versailles chercher le boulanger, la boulangère et le petit mitron* » !

A lire. L'impérialisme et le colonialisme français n'ont pas disparu.

En Kanaky (Nouvelle-Calédonie), une lutte acharnée entre les populations autochtones et les autorités coloniales françaises sur fond d'intensification de la militarisation du Pacifique par les États-Unis par Prof. Vijay Prashad Intercontinental / Consortium News - Mondialisation.ca, 28 juillet 2024

https://www.mondialisation.ca/en-kanaky-nouvelle-caledonie-une-lutte-acharnee-entre-les-populations-autochtones-et-les-autorites-coloniales-francaises-sur-fond-dintensification-de-la-militarisation-du-pacifique-par-les-etats/5690966?doing_wp_cron=1722572892.4943840503692626953125

Venezuela.

La guerre hybride contre le Venezuela : le processus électoral - legrandsoir.info 2 août 2024

Ce qui nous intéresse, c'est de réfléchir au processus électoral, à son déroulement, à la justice ou à l'injustice de ses résultats, aux récits dominants, au rôle des médias, au contexte géopolitique, ainsi qu'aux stratégies suivies par l'opposition locale et internationale en réponse à la victoire pro-gouvernementale annoncée par le CNE. Ces stratégies vont, comme nous l'avons vu dans les rues de Caracas, de l'échauffement des rues et de la violence de ce que l'on appelle localement les "*guarimbas*", à la proclamation de l'opposition Edmundo González par María Corina Machado, leader de son propre espace politique, en passant par les premières reconnaissances internationales du roi couronné.

https://www.legrandsoir.info/la-guerre-hybride-contre-le-venezuela-le-processus-electoral.html

---

Venezuela: Alors que les dirigeants américains dénoncent la fraude, les observateurs américains approuvent les résultats – (MintPress News 30 juillet 2024) Mondialisation.ca, 01 août 2024

En réalité, le système électoral vénézuélien est peut-être le plus avancé au monde. Pour voter, les électeurs doivent présenter leur carte d'identité nationale. Ils font également scanner leurs empreintes digitales. Si la carte d'identité et l'empreinte digitale correspondent à celles de la base de données nationale, ils peuvent voter sur une machine de vote électronique à écran tactile. Le vote électronique est envoyé au siège de la Commission électorale nationale à Caracas et un bulletin de vote papier est imprimé. Les électeurs doivent vérifier le bulletin de vote et le déposer dans une urne. Ils doivent ensuite poser leur pouce sur une tache d'encre et la tamponner à côté de leur nom sur une liste électorale pour prouver qu'ils ont voté. Ils signent ensuite physiquement leur nom à côté de l'empreinte digitale.

À la fermeture des bureaux de vote, les bulletins de vote papier sont comptés devant des témoins de tous les partis et comparés au décompte électronique des votes. En cas de divergences, un audit complet est effectué. En 2013, le vote électronique était précis à 99.98%. En effet, dans tout le Venezuela, 22 personnes qui avaient voté sur les machines n'ont pas mis leur bulletin de vote papier dans l'urne.

https://www.mondialisation.ca/venezuela-alors-que-les-dirigeants-americains-denoncent-la-fraude-les-observateurs-americains-approuvent-les-resultats/5691091?doing_wp_cron=1722572343.7973489761352539062500

Venezuela : les États-Unis reconnaissent la victoire de l'opposant à Maduro - LePoint.fr avec AFP 2 août 2024

Après les doutes, le verdict officiel. Washington a officiellement affirmé, jeudi, que l'opposant à Maduro, Edmundo Gonzalez, avait remporté l'élection présidentielle au Venezuela. Dans le même temps, la cheffe de l'opposition vénézuélienne, Maria Corina Machado, a appelé à manifester samedi « *dans toutes les villes* » du pays pour dénoncer les fraudes qui ont permis, selon elle, la réélection du président Nicolas Maduro.

Venezuela : pourquoi les résultats finaux tardent autant ? - legrandsoir.info 1er août 2024

Lors de la proclamation du président élu, Nicolás Maduro a déclaré que le Conseil national électoral avait été victime d'une cyber-attaque qui servirait de prétexte pour déclencher une escalade de la violence et provoquer un changement de gouvernement, quels que soient les résultats de l'élection.

« *Le système de transmission du Conseil national électoral (CNE) a fait l'objet d'une attaque massive comme il n'y en a jamais eu dans notre histoire. L'attaque se poursuit. Des centaines d'attaques sur le site web du CNE* », a déclaré le chef de l'État, qui a ajouté qu'ils s'étaient introduits dans le système pour empêcher "*la transmission de données pour provoquer un black-out électoral*".

Compte tenu de la gravité des événements, M. Maduro a immédiatement demandé l'activation du Conseil d'État afin d'évaluer et d'enquêter de manière approfondie sur toutes les attaques contre le système électoral vénézuélien.

Tout ce qu'il faut savoir sur le black-out électoral

https://www.legrandsoir.info/venezuela-pourquoi-les-resultats-finaux-tardent-autant.html

---

Venezuela: Les foyers de violence provoqués par la droite sont sous contrôle - Bolivar Infos 30 Juillet 2024

Ces groupes ont causé des dommages équivalent à 10% de ceux provoqués par les en las guarimbas de 2013 organisées par Henrique Capriles, de 2014 avec "*La Sortie*" organisée par María Corina Machado et Leopoldo López et en 2017 par Julio Borges.

Grâce à un déploiement militaire permanent, les autorités vénézuéliennes ont contrôlé les foyers de violence organisés à Caracas par l'extrême-droite dirigée par Maria Corina Machado et Edmundo González.

Le ministre de l'Intérieur et de la Justice, Remigio Ceballos, a confirmé que les attaques des groupes extrémistes obéissent à un ordre du jour de coup d'Etat et que ces groupes, grâce au cri de « *fraude électorale* » ont trouvé une excuse pour créer un climat d'angoisse et de violence dans le pays.

Ceballos a confirmé que la capitale est sous contrôle grâce à un déploiement des forces de l'ordre public et a affirmé que mardi et le reste de la semaine, une surveillance complète sera maintenue pour préserver les intérêts de la nation.

Il a condamné les attaques des groupes violents et les attaques contre les symboles patriotiques vénézuéliens et a affirmé que la droite cherche à mettre en place « *à travers le fascisme pur* » les doctrines passées et les scénarios violents qu'elle avait déjà cherché à mettre en place contre la paix dans le pays.

Selon un rapport de la journaliste Madelein García, après un parcours dans les rues de Caracas, les organes de sécurité ont réussi à rétablir l'ordre sur les avenues qui convergent vers le Palais de Miraflores.

Et elle a indiqué que les principales avenues de la capitale ont déjà retrouvé la paix qui avait été b brièvement détruite par les foyers de violence qui, d'après elle, étaient en grande partie dirigés par des civils avec un casier judiciaire qui sont soupçonnés d'avoir reçu de l'argent en monnaie étasunienne pour créer le climat d'angoisse et de violence parmi le peuple vénézuélien.

Pour l'instant, la capitale vénézuélienne est sous le contrôle des autorités compétentes et les organismes travaillent déjà dans tout le pays pour faire respecter la loi et éviter une « *répétition* » des « *guarimbas* » de 2014 et 2017.

La vague de violences qui s'est déchaînée dans divers secteurs du pays ce lundi a été provoquée par le fait que la droite fasciste n'a pas accepté les résultats du Conseil National Electoral qui ont donné la victoire aux élections présidentielles à Nicolás Maduro avec plus de 5 000 150 voix.

Source en espagnol:

https://www.telesurtv.net/efectivos-policiales-controlan-focos-de-violencia-generados-por-la-derecha-en-venezuela/

Venezuela: Tentative de coup d'Etat - Bolivar Infos 30 Juillet 2024

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a dénoncé lundi les actes de violence commis pendant les élections comme faisant partie d'une tentative de coup d'Etat de l'extrême-droite qui n'a pas reconnu les résultats des élections:

« *Nous avons été témoins d'un ensemble d'événements, plus de 100 attaques violentes,* » a-t-il rappelé et il a accusé l'extrême-droite d'être responsable de ces attaques.

« *C'est le résultat d'un plan que j'ai dénoncé. Ils ont participé à l'utilisation de la campagne électorale et ont fait en sorte que les responsables coordonnent des groupes criminels* », a déclaré Maduro, dénonçant le fait que le gouvernement des États-Unis est à l'origine de ce plan.

« *Les Yankees sont derrière ce plan, Ça a tueurs été le cas. Avant, pendant et après Guaidó. Made in USA. Ce sont des plans et ce plan, ce sont eux qui sont venus le mettre en œuvre.* » « *Utiliser les élections pour vous faire du mal. Ils vivent du mal permanent. Ce groupe est un groupe fasciste, une contre-révolution violente, fasciste et criminelle,* » a-t-il déclaré.

Le président a noté que presque 90% des individus arrêtés étaient fortement drogués et avaient des armes.

« *En grande partie, ce sont des groupes de délinquants avec des ordres précis sur l'endroit à attaquer. Ils essaient de prendre ce point pour créer une escalade de guarimbas et nous n'allons pas le permettre,* » a-t-il ajouté.

Et il a prévenu que certaines personnes ignorent que « *ces gens ont un plan violent, ce qu'on appelle encore une fois une révolution de couleur, une conspiration et une escalade de violence pour aller tuer des gens: persécuter, brûler des gens vifs, frapper.* »

Il a également dit qu'ils connaissent la façon d'opérer de la droite et qu'elle « a été utilisée pour le coup d'Etat d'avril 2002, pour les premières guarimbas de 2004, pour les actions de Capriles après les élections et pour les guarimbas de 2014. »

Nicolas Maduro a ajouté: « *en tant que chef de l'Etat et en tant que dirigeant, je suis obligé de dire la vérité au peuple.* »

D'autre part, il a rappelé que la droite a fait « tout son possible pour que les élections soient suspendues » et, d'après lui, c'est pour y parvenir qu'hier, « *ils ont attaqué férocement tous les points stratégiques du système électrique en provoquant une panne à midi et à 8 heures du soir.* »

« *Ils ont brûlé le matériel électoral, brûlé des voitures. Tous vont être arrêtés et après, on nous dira que ce sont des prisonniers politiques. Et nous connaissons les auteurs matériels.* »

« *Ils ont brûlé les transports publics de Transcaracas. Ils sont venus avec toute leur haine. Les nazis persécutant les socialistes.* »

« *On connaissait leur plan pour avant, pendant et après le 28 juillet race que l'extrême-droite a fait tout son possible pour créer une violente situation de sabotage avance des services publics comme l'électricité et provoquer la suspension des élections.* »

A la question : « *Que seraient-ils capables de faire s'ils gagnaient les élections?* » Nicolas Maduro a répondu que l'extrême-droite mondiale avait monté un coup d'Etat contre le Venezuela: « *L'extrême-droite n'est pas un parti politique mais un groupe réactionnaire. Le fascisme, c'est le mépris des valeurs nationales. L'Indien de Coromoto, ils l'ont profané. Ils s'attaquent aux symboles* », a-t-il souligné.

Source en espagnol:

https://www.telesurtv.net/presidente-nicolas-maduro-denuncia-actos-violentos-en-venezuela-como-parte-del-intento-de-golpe-de-estado/

Palestine occupée.

Révélations du New York Times : Ismail Haniyeh a été tué par une bombe télécommandée placée dans la maison d'hôtes de Téhéran il y a deux mois - Réseau International 2 août 2024

Un engin explosif caché dans un complexe lourdement gardé où Ismail Haniyeh était réputé séjourner en Iran est à l'origine de sa mort, selon une enquête du NY Times.

Ismail Haniyeh, l'un des principaux dirigeants du Hamas, a été assassiné mercredi par un engin explosif introduit clandestinement dans la maison d'hôtes de Téhéran où il séjournait, selon sept responsables du Moyen-Orient [manière élégante de dire «*israéliens*», NdT], dont deux Iraniens, et un responsable usaméricain.

La bombe avait été dissimulée il y a environ deux mois dans la maison d'hôtes, selon cinq des responsables du Moyen-Orient. La maison d'hôtes est gérée et protégée par le Corps des gardiens de la révolution islamique et fait partie d'un grand complexe, connu sous le nom de Neshat, dans un quartier huppé du nord de Téhéran.

Haniyeh se trouvait dans la capitale iranienne pour assister à l'investiture présidentielle. La bombe a été déclenchée à distance, selon les cinq responsables, une fois qu'il a été confirmé que Haniyeh se trouvait dans sa chambre à la maison d'hôtes. L'explosion a également tué un garde du corps.

L'explosion a secoué le bâtiment, brisé quelques fenêtres et provoqué l'effondrement partiel d'un mur extérieur, selon les deux responsables iraniens, membres des gardiens de la révolution informés de l'incident. Ces dégâts sont également visibles sur une photographie du bâtiment communiquée au New York Times.

Haniyeh, qui a dirigé le bureau politique du Hamas au Qatar, avait séjourné dans la maison d'hôtes à plusieurs reprises lors de ses visites à Téhéran, selon les responsables du Moyen-Orient. Tous ces responsables ont parlé sous le couvert de l'anonymat afin de ne pas divulguer de détails sensibles sur l'assassinat.

La manière dont la bombe a été dissimulée dans la maison d'hôtes n'a pas été élucidée. Les responsables du Moyen-Orient ont déclaré que la préparation de l'assassinat avait pris des mois et avait nécessité une surveillance approfondie du complexe. Les deux responsables iraniens qui ont décrit la nature de l'assassinat ont déclaré qu'ils ne savaient pas comment ni quand les explosifs avaient été placés dans la chambre.

Source: The New York Times

http://archive.is/v1I8C

Qui était Ismaël Haniyeh ?

France24 - Il commence son militantisme au sein de la branche étudiante des Frères musulmans – une organisation islamiste sunnite fondée en 1928 en Égypte – à l'Université islamique de Gaza, dont le Hamas est issu.

Il devient un protégé du fondateur Cheikh Ahmed Yassine jusqu'à devenir son proche conseiller en 2003. france24.com 31 juillet 2024

Quotidien libanais Al Akhbar M. Ibrahim Al Amine, révèle dans les colonnes de son journal, en date du 28 décembre 2020

«*Le Hamas ne constitue pas un membre organique de l'organisation mondiale des Frères Musulmans. Nous avons une grande cause qui s'appelle la Palestine. Nous ne pouvons plus nous déterminer sur des événements qui se produisent à travers le monde sans tenir compte de leurs répercussions sur la cause palestinienne*», a notamment déclaré le chef du bureau politique du Hamas.

«*La position du Hamas a gagné en clarté. Nous ne déterminerons pas notre position en fonction de l'attitude d'une personne, d'un gouvernement ou d'un état à l'égard des Frères Musulmans. Certes, nous prenons en considération cet élément. Mais notre position sera dictée par l'attitude de ce gouvernement ou cet état à propos de la résistance à l'occupation israélienne*».

Al Akhbar explique que M. Haniyeh a fait cette déclaration d'une grande netteté afin que les autres formations relevant de la confrérie prennent conscience de la «*spécificité*» du Hamas au sein de ce mouvement.

https://libnanews.com/la-confrerie-des-freres-musulmans-a-lepreuve-de-la-normalisation-israelo-arabe-1-2/

J-C - Question : Alors comment expliquer qu'il vivait depuis 2019 entre le Qatar et la Turquie, le siège de la Confrérie des Frères musulmans, comment expliquer qu'il sera enterré au Qatar ?

La narration du 7 octobre contredite par l'Histoire - Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 mai 2024

Le 19 octobre 2022, le président syrien, Bachar el-Assad a reçu Khalil Hayya, leader du courant révolutionnaire du Hamas. Mais il a refusé de recevoir Ismaël Haniyeh et Khaled Mechaal, leaders du courant fériste du Hamas.

Mon commentaire envoyé à un blog.

Une version à vérifier.

Le clan des Gardiens de la révolution hostile à la Confrérie des Frères musulmans et leur idéologie, et celui de l'ayatollah Ali Khamenei, ne partagent pas la même orientation politique, de plus, on nous dit que le lieu où séjournait Ismail Haniyeh était sous la protection des Gardiens de la révolution, mais encore, que le commandant en chef de la Force Qods aurait été " l'une des personnes immédiatement informées" de l'attentat, ajoutons que cet assassinat intervient au moment même où Ismail Haniyeh négociait avec les Israéliens au Qatar la libération des otages israéliens détenus à Gaza par la résistance palestinienne armée pendant que le génocide se poursuivait.

De là à penser que les plus farouches opposant à l'Etat sioniste aient très mal pris cette initiative interprétée comme une compromission inacceptable ou pire, une trahison, et qu'ils aient saisi l'occasion pour faciliter l'élimination du principal dirigeant du Hamas lié aux Frères musulmans, cette hypothèse ne peut pas être écartée ou ceci expliquerait cela, sous-entendant que lorsqu'on a à

l'esprit les méthodes du Mossad, qui ne recule devant rien pour atteindre ses objectifs, si on ne prend pas un maximum de précaution pour protéger ceux que l'Etat sioniste avait juré d'éliminer, ce qui fut particulièrement le cas ici en logeant le numéro un du Hamas dans la maison d'hôtes dans laquelle il avait séjourné à plusieurs reprises lors de ses visites à Téhéran, on l'exposait à être une proie facile.
Quant à savoir quand ou comment "les explosifs avaient été placés dans la chambre", il y a de quoi sourire quand on pense qu'ils n'ont jamais trouvé, ni quand ni comment des centaines de kilos d'explosifs avaient été introduits dans les buildings du WTC pour réaliser leur soudaine démolition.

Les alliés d'Israël bloquent la déclaration du Conseil de sécurité condamnant l'attaque de Téhéran Russie & Chine condamnent fermement les raids d'Israël en Iran et au Liban, accusant Tel-Aviv de saboter les pourparlers de cessez-le-feu à Gaza et de pousser la région au bord de la guerre totale. (Par The Cradle) - Mondialisation.ca, 01 août 2024

Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont bloqué une déclaration proposée par la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) condamnant l'assassinat du chef du politburo du Hamas, Ismail Haniyeh, à Téhéran, a déclaré l'envoyé de l'Iran à l'ONU, Amir Saeid Iravani, le 1er août.

https://www.mondialisation.ca/les-allies-disrael-bloquent-la-declaration-du-conseil-de-securite-condamnant-lattaque-de-teheran/5691068?doing_wp_cron=1722573704.4104170799255371093750

Israël, État terroriste par Craig Murray - Mondialisation.ca, 01 août 2024 31 juillet 2024

Il n'est plus possible de qualifier la violence nihiliste de l'État israélien. Il semble n'avoir d'autre objectif que la violence et le besoin de désolation.

En 24 heures, Israël a assassiné l'homme avec lequel il devrait négocier la libération des otages à court terme et un règlement politique à long terme, ainsi qu'un personnage clé de son ennemi militaire potentiel le plus dangereux, qui s'est lui abstenu d'entrer en guerre.

Ce faisant, il a commis une violation du territoire, voire des capitales, de deux États régionaux cruciaux.

Israël a également pris la décision politique de considérer que les viols massifs de détenus par des soldats – et, quelque peu étrangement, les viols homosexuels en particulier – sont acceptables en temps de guerre et ne doivent pas être sanctionnés.

Comble de l'ironie, Israël a également souligné son intention génocidaire à Gaza en prouvant qu'il a la capacité technique de mener des attaques ciblées et que raser des villes entières à l'aide de bombes d'une tonne et massacrer des dizaines de milliers d'innocents a été un choix politique.

Les médias occidentaux semblent paralysés par la situation. Je n'ai vu pratiquement aucun commentaire ou analyse sérieux. Personne n'a non plus souligné le contraste entre les mensonges d'Israël sur les viols massifs du 7 octobre et la politique désormais admise d'Israël de tolérer les viols de détenus.

La classe politique semble encore plus paralysée que la classe médiatique. Prisonnière de son engagement en faveur du sionisme – en réalité achetée et financée – elle n'a rien à dire de plus sensé sur ces terribles événements que l'incantation zombie de Kamala Harris sur le "*droit d'Israël à l'autodéfense*".

Les Affaires étrangères britanniques n'ont pas manifesté la réaction éclairée promise suite à l'avis de la CIJ sur l'illégalité de l'occupation israélienne, et ont encore moins fait de commentaires sensés sur le paroxysme de la folie destructrice d'Israël cette semaine.

Pour moi, il est désormais évident qu'il n'y a pas de solution à deux États possible, et que l'Israël de l'apartheid doit être complètement démantelé en tant qu'entité. Et c'est je crois ce que de plus en plus de gens pensent dans le monde entier.

Et si nous devons démanteler nos propres classes politiques et médiatiques pour y parvenir, qu'il en soit ainsi.

J-C – Quand un ex- ambassadeur britannique en arrive à cette conclusion radicale, on se dit qu'il ne doit pas être le seul intellectuel dans ce cas-là, à l'instar plus haut de Jean-Yves Jézéquel en France. C'est le signe que le régime se fracture de toute part, et qu'il ne faudrait pas grand-chose pour qu'il s'effondre, à nous de l'y aider.

Un médecin américain confirme les tirs délibérés des snipers israéliens sur les enfants de Gaza par The Cradle - Mondialisation.ca, 24 juillet 2024

Mais ce qui a le plus choqué le Dr Perlmutter, c'est le nombre d'enfants ayant reçu des balles dans la tête, tirées par des tireurs d'élite israéliens.

"*Nous avons commencé à recevoir une série d'enfants, des pré-adolescents pour la plupart, avec une balle dans la tête. Ils mouraient lentement, avant d'être remplacés par de nouvelles victimes également abattus par une balle dans la tête et qui mouraient elles aussi, lentement*".

https://www.mondialisation.ca/un-medecin-americain-confirme-les-tirs-deliberes-des-snipers-israeliens-sur-les-enfants-de-gaza/5690853?doing_wp_cron=1722576304.3741021156311035156250

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 août 2024

C'est la pire maladie, assurément la plus mortelle.

FranceInfo - "*Il y a une ambiance de malade*" : pour vivre les JO de Paris 2024, le Club France est devenu un lieu de fête incontournable.

L'espace de 55 000 mètres carrés au parc de la Villette, dans le 19e arrondissement de Paris, est devenu en quelques jours le repaire des supporters français qui viennent vibrer devant les épreuves, célébrer les médaillés tricolores, et même faire la fête jusque tard dans la nuit. FranceInfo 6 août 2024

Echappons à cette maladie contagieuse en prenant de la hauteur.

Quelques réflexions issues de la lecture de Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de F. Engels - 1888

En quoi la philosophie marxiste est-elle fondamentalement progressiste et révolutionnaire.

Elle considère que "*le développement dialectique qui se manifeste dans la nature et dans l'histoire*" correspond à "*l'enchaînement causal du progrès de l'inférieur au supérieur*", que " toutes les situations qui se sont succédées dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine progressant de l'inférieur vers le supérieur, et pour finir, elle adopte la philosophie dialectique qui considère que la science "*s'élève des degrés inférieurs à des degrés de plus en plus élevés du savoir*".

Vous noterez qu'on retrouve cette notion dialectique d'élévation "*de l'inférieur au supérieur*" à tous les stades de la transformation de la matière depuis au moins 15 milliards d'années (sous la forme initiale d'hydrogène) au niveau de l'univers, des galaxies, du système solaire, de la Terre, ce qui donne au marxisme un caractère scientifique.

Les différentes philosophies, l'évolution des modes de pensée, des conceptions ou interprétations du monde au fil du temps, procèdent du même processus dialectique matérialiste, elles ont progressé uniquement grâce au progrès réalisé par l'industrie ou le développement de l'économie, des forces productives, et par la science de la nature.

C'est ce qui explique et permet de comprendre, pourquoi le marxisme et le socialisme scientifique sont contemporains du XIXe siècle.

Il fallut attendre que les hommes taillent la pierre il y a environ 3 millions d'années et maîtrisent le feu 2,5 millions d'années plus tard, découvrent l'atome (Démocrite) il y a à peine 2500 ans, pour imaginer toutes les applications qu'ils pourraient en faire... Il leur fallu tout ce temps pour passer de

l'état élémentaire ou inférieur, sauvage ou animal, à l'état sophistiqué ou supérieur, civilisé ou humaniste toujours teinté de barbarie qu'on leur connaît de nos jours.

A chaque stade de leur développement économique, les rapports qu'ils entretenaient entre eux au sein de leur communauté et avec le monde extérieur ou la nature donnèrent lieu à de profondes transformations. Leur mode de pensée évolua, ainsi que l'organisation de leur société. Ils gagnèrent en habileté, ce qui stimulera leur imagination. Ils l'illustreront en développant de nouvelles technologies (métallurgie). Ils parvinrent à domestiquer certaines espèces végétales et animales pour mieux assurer leurs moyens d'existence. Ils en vinrent à produire au-delà de leurs propres besoins, de sorte qu'à la valeur d'usage vint s'ajouter la valeur d'échange, leurs rapports allaient s'en trouver bouleverser, la propriété privé et le commerce au sens moderne du terme étaient nés, les classes sociales et l'Etat, la lutte des classes allaient suivre. La répartition des terres et des richesses ou plutôt leur accaparement allait profiter aux plus puissants, y compris au sens physique du terme, qui associés aux plus évolués intellectuellement allaient dominer ou assujettir les autres classes, s'octroyer tous les pouvoirs. Ces pouvoirs allaient s'exprimer sous les formes les plus cruelles qui soient, inutile de les détailler puisque vous en avez des exemples sous les yeux chaque jour à travers le monde.

Jusqu'à l'avènement du capitalisme, toutes les philosophies (et religions) qui se succèderont au cours des derniers millénaires jusqu'à nos jours, hormis la philosophie marxiste apparut au milieu du XIXe siècle, justifieront cet ordre social, cette répartition du pouvoir, ces rapports sociaux d'exploitation, cette organisation de la société basée sur des inégalités sociales, dont l'idéologie de la classe dominante à notre époque incarne la survivance archaïque, réactionnaire, barbare.

Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas être à la fois progressiste, démocrate, humaniste, et justifier l'existence du capitalisme qui en est la négation…

A lire (pour les militants).

Francesco Giliani. “ *Troisième Camp* ” ou nouvel “ *Octobre* ” ? : Socialistes de gauche, trotskistes et Deuxième Guerre mondiale (1938-1948). Histoire. Université de Lyon, 2020. Français.

https://theses.hal.science/tel-03227424/file/these_internet_giliani_f.pdf

---

A quoi sert ce genre d'article ?

Strategika - Les économies des pays BRICS continuent de croître à un rythme soutenu, ce qui pourrait redistribuer les cartes en termes de pouvoir économique mondial.

En résumé, l'avenir des institutions financières internationales pourrait être radicalement transformé par l'ascension des BRICS. Cette transition, soutenue par des changements économiques et démographiques, pourrait modifier l'équilibre des pouvoirs actuel. Les implications de ce changement sont vastes. Celles-ci peuvent notamment affecter les politiques économiques mondiales et les relations géopolitiques. Alors que le monde observe cette évolution, les BRICS continuent de se positionner pour jouer un rôle central dans le futur paysage financier international.

J-C - Et les peuples là-dedans ? Inexistants, plus précisément les esclaves changeraient de maîtres, voilà tout, il leur en faut bien !

Qu'est-ce que Strategika ?

Et pour cause, cet article a été rédigé par Strategika, un cabinet d'experts liés à l'OTAN, à la Hoover Institution et à l'Université de Stanford, laboratoire et pépinière de recrutement de la CIA, ses principaux membres sont des ex-ministres ou diplomates ou militaires. Ils ont travaillé dans différentes institutions financières ou politiques internationales, ONU, Banque mondiale, etc. Strategika se définit comme "*un groupe de conseil international en matière de gestion des risques géopolitiques et de sécurité qui fournit des conseils sur mesure aux gouvernements, aux entreprises et aux institutions de l'Asie et du Pacifique et au-delà.*" Voilà pour la présentation.

Cet article paru dans le blog *Réseau International* a fait naître des illusions dans la tête de la plupart des lecteurs, mais pas tous, des travailleurs comme vous et moi, cet article n'avait pas d'autre objectif que de les détourner de la lutte de classe, deux commentaires qui l'illustrent très bien :

- Excellent, reprendre aux voleurs ce qu'ils ont volé !

- Lentement, mais sûrement l'araignée tisse sa toile dont on espère qu'elle protègera les petits pays et éloignera leurs ex-prédateurs. En espérant que le préfixe Ex s'applique déjà ou le plus tôt possible.

J-C - Les Etats des BRICS protecteurs des "*petits pays*", voilà à quelle aberration ou confusion mortelle on arrive, quand on nie la lutte des classes, quand on ne tient pas compte de la division de la société en classes sociales antagoniques ou aux intérêts irrémédiablement inconciliables…

Popularité de Macron et son parti proche de 0. S'ils le disent...

Sondage que YouGov a réalisé pour Le HuffPost du 29 au 31 juillet 2024.

À défaut de savoir qui ils veulent, les Français interrogés savent au moins nettement qui ou plutôt de quel parti ils ne veulent pas à la tête du gouvernement. Et le camp le moins plébiscité est celui d'Emmanuel Macron ; seulement 9 % veulent un chef de gouvernement qui en serait issu. Le HuffPost 3 août 2024

J-C – A tout hasard, n'exagèreraient-ils pas un peu ?

Avis de recherche. Chef de l'Etat cherche désespérément Premier ministre vertueux, c'est-à-dire, consensuel, consanguin, de préférence affairiste ou arriviste, servile sans en avoir l'air.

Futur Premier ministre : Xavier Bertrand cultive son fragile statut de presque favori pour Matignon - 20 Minutes 7 août 2024

La stratégie de celui qui fêtera ses 60 ans en mars a également parfois dérouté, quitte à apparaître marginalisé. Après l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, il se projette en premier opposant de ce

nouveau pouvoir, sans vraiment parvenir à s'imposer. Six mois plus tard, il claque la porte de son parti lorsque les militants républicains portent à sa tête Laurent Wauquiez, à qui il reproche des positions droitières. Mais il consent quatre ans plus tard à reprendre sa carte pour concourir à la primaire de la droite en vue de la présidentielle de 2022… à laquelle il finit quatrième.

Une nomination à Matignon viendrait consacrer la carrière singulière de Xavier Bertrand, agent d'assurances d'une sous-préfecture de l'Aisne, Saint-Quentin, qui a gravi un à un les échelons. L'ancien maire de cette ville durement touchée par le déclin industriel s'est également démarqué par son positionnement politique, héraut autoproclamé d'une « *droite sociale* » cultivée par ses expériences aux ministères de la Santé et du Travail.

Partisan du « *non* » au Traité de Maastricht de 1992, puis favorable à la Constitution européenne soumise au référendum en 2005, Xavier Bertrand avait ardemment combattu le mariage pour tous en 2013. Il résume désormais sa philosophie par une double injonction : « *Plus de sécurité, moins d'immigration* », tout en prônant un abaissement des impôts de production.

Son statut de presque favori pour Matignon pourrait pourtant paradoxalement réduire ses chances, selon la tradition macronienne de « *toujours surprendre* » quant au choix du Premier ministre. L'équation politique de la nouvelle Assemblée semble par ailleurs ardue à résoudre. Sa nomination serait une « *aberration* » au vu du poids de son parti à l'Assemblée (47 députés sur 577), a d'ailleurs déjà cinglé la candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon, Lucie Castets, dans le quotidien Sud-Ouest. 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

En complément.

Xavier Bertrand incarne la droite la plus antisociale des Républicains, c'est peu dire.

Infos recueillies dans Wikipédia et deux discours de Xavier Bertrand prononcés en 2011 et 2012.

- Il décide, contre l'avis de la Haute Autorité de santé, de maintenir le remboursement par la Sécurité sociale du Mediator ; Le Canard enchaîné révèle ultérieurement que plusieurs de ses conseillers au ministère étaient rémunérés par les laboratoires Servier, fabricant du Mediator.

Le 18 mai 2007, il est nommé ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité dans le gouvernement François Fillon.

Xavier Bertrand est chargé d'un important ensemble de réformes sociales comprenant notamment l'instauration du service minimum et la réforme des régimes spéciaux de retraite.

Lors de la formation du gouvernement Fillon III, le 14 novembre 2010, il devient ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Il doit notamment gérer la polémique sur le Mediator. C'est lui qui choisit Aquilino Morelle comme inspecteur Igas pour rédiger le rapport concernant l'affaire du Mediator. Ce dernier est un « *vieil ami de Didier Tabuteau* », directeur général de l'Agence du médicament (actuelle Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) de 1993 jusqu'en 1997. Le rapport Igas qui servira de canevas à l'information judiciaire exonère les autorités sanitaires comme les politiques de toute responsabilité.

Le livre Les Fossoyeurs de Victor Castanet fait état de liens très étroits entre le fondateur d'Orpea Jean-Claude Marian et Xavier Bertrand. Ce dernier, profitant de son influence d'homme politique puis de ministre de la Santé, aurait notamment facilité la création et le financement de nombreux établissements Orpea.

Après avoir refusé le soutien de Renaud Muselier, Xavier Bertrand s'engage à faire campagne, dès le 4 décembre, aux côtés des autres candidats à l'investiture LR, dont « *son ami Éric Ciotti* », plus radical. (Entendez, plus antisocial. - J-C)

À la suite de la victoire d'Éric Ciotti à la présidence de LR, Xavier Bertrand menace une nouvelle fois de quitter les Républicains. (Les conservateurs ont le droit de s'encanailler avec l'extrême droite, les fascistes ou les nazis, mais pas aussi ouvertement. – J-C)

Il se prononce en faveur de la fin des 35 heures, d'un système de retraites mixte par capitalisation et répartition, de la suppression du droit du sol et de l'aide médicale d'État.

En vue de l'élection présidentielle de 2022, il défend des positions économiques libérales85. D'après le magazine *Marianne*, il entend se positionner sur la droite d'Emmanuel Macron. Il souhaite en particulier diminuer de moitié les impôts de production, estimant que les mesures entreprises en ce sens par le gouvernement sont insuffisantes. Ce projet, qui représenterait un préjudice de 33 milliards d'euros pour l'État, serait compensé « *notamment par des efforts sur la dépense publique* » ; il prévoit un report de deux ans de l'âge de départ à la retraite et une réforme du système d'assurance chômage qui se traduirait par un durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs.

Il affiche une position ferme en matière de sécurité, prônant l'abaissement de la majorité pénale à 15 ans, la restauration des peines planchers et le passage de la période de sûreté à 50 ans en matière de terrorisme.

Discours.

- Les systèmes de préretraites étaient un véritable gâchis de compétences et d'expériences avant tout.

- Je souhaite donc que tous les acteurs travaillent ensemble pour faire reculer ce fléau (Le « *travail au noir* »): l'inspection du travail, les URSSAF, les services fiscaux, la police et la gendarmerie et qu'ils programment régulièrement des actions conjointes, pas seulement à Paris, au sein du Comité national de lutte contre les fraudes qui fait un travail nécessaire, mais aussi sur le terrain.

Lucie Castets toujours plus Macron compatible.

BFMTV - "*Comment nommer un Premier ministre qui n'a pas de majorité et qui ne représenterait que lui-même ?*", lance Lucie Castets dans une interview ce mardi 6 août au quotidien Sud-Ouest.

"*Ensuite, Xavier Bertrand, c'est l'affaiblissement des financements de l'hôpital, une suppression massive de lits, l'explosion des constructions d'Ehpad privés, une réforme injuste des retraites*", assène-t-elle, en référence à ses responsabilités ministérielles passées.

"*Alors que le camp présidentiel vient d'être sévèrement sanctionné, cette hypothèse Bertrand est, d'un point de vue démocratique, une aberration*", martèle-t-elle.

La candidate du NFP pour Matignon, qui ne disposerait pas non plus de majorité absolue, se dit prête pour sa part à "*trouver des compromis et travailler, texte par texte, avec les parlementaires de l'Assemblée et du Sénat*". Concernant notamment le Smic à 1.600 euros, un des "*intangibles*" du NFP, elle concède que ses "*modalités de mises en œuvre doivent être discutées*". (Les patrons et le CAC40 apprécieront, merci pour eux. LFI avait déjà tenu ce genre de discours à propos du retour à la retraite à 62 ans, ils se renient avant même d'être au pouvoir. On n'a plus besoin de les démasquer, ils le font eux-mêmes. – J-C)

Lucie Castets a critiqué par ailleurs un hommage au chef du Hamas Ismaël Haniyeh relayé par la députée de La France Insoumise (LFI) Sophia Chikirou, dont la formation est membre du NFP. "*Cette publication n'était pas acceptable et contraire à tout ce que défend le NFP. Elle l'a retirée depuis*", note-t-elle.

"*Je rappelle que le NFP condamne sans réserve les attaques terroristes du 7 octobre perpétrées par le Hamas*", dit-elle encore à rebours de certaines positions de LFI. BFMTV 7 août 2024

J-C – A l'époque de la réaction sur toute la ligne, la lutte de classe se radicalise, elle est amenée à prendre soudainement une tournure de plus en plus violente, les imposteurs qui prétendent représenter les intérêts de la classe ouvrière pris de panique tombent le masque, se renient ou font allégeance au régime avant même le premier coup de canon pour sauver leurs derrières, leurs intérêts individuels. Il faudrait être fou pour leur confier notre sort.

On les appelle aussi la gauche réformiste, bourgeoise, collaborationniste, je le précise pour les marxistes orthodoxes ou purs et durs, plutôt bornés ou coincés, qui ne s'y retrouveraient pas avec ma terminologie populaire. On a bien le droit de se marrer un peu, non ?

On se demandait bien ce qu'ils lui trouvaient.

Lucie Castets veut protéger sa femme et son enfant pendant sa campagne pour Matignon - Le HuffPost 7 août 2024

Pour fendre l'armure et rattraper un gros retard de notoriété auprès du grand public, Lucie Castets a choisi *Paris Match*. La haute-fonctionnaire, candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon, s'y confie notamment sur sa famille et l'enfant qu'elle a eu avec son épouse : « *Je souhaite trouver un équilibre entre protéger ma famille, ma femme et notre enfant, et dire qui je suis. Ça me semble encore important aujourd'hui.* ». Le HuffPost 7 août 2024

J-C – Vous aurez admiré le choix de *Paris Match* du groupe LVMH et ses lecteurs, ainsi que « *l'enfant qu'elle a eu avec son épouse* » par une opération du Saint-Esprit sans doute, ils ne sont plus à cela près.

Pourquoi mettent-ils au premier plan des personnes atteintes de déséquilibres affectifs ou psychologiques incapables d'assumer leur sexualité d'origine ou de s'épanouir avec une personne de sexe opposé au leur ? Parce qu'ils ne peuvent pas concevoir que l'humanité pourrait s'en sortir

par le haut ou atteindre un niveau supérieur de développement une fois débarrassée du capitalisme, alors forcément elle devrait régresser sans fin jusqu'à disparaître ?

LFI : Des imposteurs, des lâches, des traitres. Chikirou a de qui tenir !

La députée LFI Sophia Chikirou réfute tout hommage au Hamas après une publication polémique - Le HuffPost 5 août 2024

Sophia Chikirou nie avoir rendu un quelconque hommage à Ismaïl Haniyeh et explique dans *Libération* avoir seulement relayé « *une biographie* » du chef du Hamas et « *un communiqué de presse de son fils dans lequel il dénonce l'assassinat* ». Tout cela à titre « *d'information* », précise-t-elle. « *Je ne soutiens pas le Hamas, ni sa branche politique élue à Gaza dont je ne partage en rien le projet islamiste. Je ne soutiens pas davantage sa branche armée car je dénonce et condamne ses actes terroristes visant des populations civiles et notamment ceux du 7 octobre* », déclare la députée au journal. Le HuffPost 5 août 2024

J-C – Quelle ordure ! Vous voulez discuter avec ces gens-là ?

Qui est-elle au juste ? Les chiens ne font pas des chats.

À l'âge de 18 ans, en 1997, Sophia Chikirou adhère au Parti socialiste (PS).

Dans les années 2000, elle est proche de Caroline Fourest et signe dans ProChoix.

Elle est membre du conseil national du PS à partir de novembre 2005.

Elle est exclue du PS en 2006 pour avoir maintenu sa candidature contre le candidat investi par la direction du PS aux élections législatives.

En novembre 2007, elle rejoint le mouvement La Gauche moderne, fondé par Jean-Marie Bockel (ex-PS), alors secrétaire d'État dans le deuxième gouvernement François Fillon, à la suite de l'ouverture à gauche voulue par Nicolas Sarkozy. Elle explique qu'elle « n'adhère pas au programme présidentiel mais soutient la volonté de réforme de Nicolas Sarkozy »

En 2008, elle tente, sans succès, d'obtenir le soutien de l'UMP pour se présenter comme tête de liste de La Gauche moderne aux élections municipales.

Fin 2010, selon L'Obs, Sophia Chikirou aurait été brièvement et à deux reprises l'assistante parlementaire de Jean-Luc Mélenchon.

En juillet 2018, elle redevient conseillère communication de Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne des élections européennes de 2019, poste qu'elle occupait déjà lors de l'élection présidentielle de 2017.

En juin 2021, elle est tête de liste à Paris pour la liste menée par Clémentine Autain lors des élections régionales. Au second tour, elle est élue en Essonne sur la liste d'union de la gauche menée par Julien Bayou (EELV).

En 2022, elle est élue députée dans la sixième circonscription de Paris (NUPES).

En 2024, investie par le Nouveau Front populaire elle est réélue députée. Wikipédia.org

J'ai fait l'impasse sur ses multiples manipulations financières qui s'apparentaient à des escroqueries.

Santé.

#LyonBordeauxGate : Une étude confirme que les prétendus 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine reposent sur une étude frauduleuse. Pradelle, Lega et al. auteurs de fausse science ? - France-Soir 31 juillet 2024

https://www.francesoir.fr/societe-sante/lyonbordeauxgate-une-etude-revue-par-les-pairs-confirme-que-les-pretendus-17-000

Cancel culture. Des intellectuels sont devenus des organismes idéologiquement modifiés.

Des livres aux plantes, ce qui est modifié pour protéger les sensibilités - France-Soir 01 août 2024

Après que l'édition anglophone s'est attaquée aux bouquins pouvant porter atteinte à la sensibilité des lecteurs au moyen des « *sensitivity readers* », voilà que des botanistes du monde entier changent le nom des plantes quand ils sont racistes. Ainsi, plus de 200 espèces de plantes, champignons et algues seront renommées à partir de 2026.

L'idée des 351 botanistes qui ont voté en faveur du changement de nom lors du 20e Congrès international de botanique à Madrid est de conserver l'origine africaine du nom, en retirant l'aspect péjoratif et raciste de ce dernier.

205 botanistes ont voté contre cette proposition, notamment parce que « *cela pourrait potentiellement causer beaucoup de confusion et de problèmes dans de nombreux domaines autres que la botanique* », selon Alina Freire-Fierro, botaniste à l'université technique de Cotopaxi, en Équateur.

Un débat similaire s'est immiscé dans le monde de l'édition depuis quelques années, notamment à cause de certains passages de livres jugés offensants.

« *Censure ou progrès ?* », « *révisionnisme littéraire ou gommage des stéréotypes négatifs* ? », « *Conseillers culturels ou censeurs littéraires ?* », interrogeaient les journaux français en 2023, quand l'actualité liée aux « *sensitivity readers* » a explosé dans l'Hexagone.

Reste à savoir si le militantisme des plus « *sensibles* » aura raison de la liberté d'expression, ou si l'esprit critique des lecteurs saura refuser une surprotection réductrice. Et comme l'ont montré les botanistes, cette question ne vaut pas que pour la littérature.

Venezuela.

Présidentielle au Venezuela : l'armée rejette les appels de l'opposition et réaffirme sa "*loyauté absolue*" à Nicolas Maduro - franceinfo/AFP 06 août 2024

"*Nous rejetons fermement les propositions désespérées et séditieuses" qui "cherchent à saper notre unité*", a déclaré, mardi 6 août, dans un communiqué le ministre vénézuélien de la Défense, le général Vladimir Padrino, réaffirmant une "*loyauté absolue envers le citoyen Nicolas Maduro Moros (...), légitimement réélu par le pouvoir populaire*".

L'opposition avait appelé l'armée à se ranger "*du côté du peuple*" dans la crise qui l'oppose au chef de l'Etat.

"*Nous lançons un appel à la conscience des militaires et policiers pour qu'ils se rangent du côté du peuple et de leurs propres familles*", ont écrit dans un communiqué commun le candidat à la présidentielle Edmundo Gonzalez Urrutia et la leader de l'opposition Maria Corina Machado, qui a dénoncé mardi une "*campagne de terreur*" dans le pays. Le parquet vénézuélien a réagi dans la foulée en ouvrant une enquête criminelle contre les deux leaders, notamment pour "*usurpation de fonctions, diffusion de fausses informations, incitation à la désobéissance aux lois, incitation à l'insurrection, association de malfaiteurs*". franceinfo/AFP 06 août 2024

Venezuela: Démantèlement d'un gang de trafic d'armes des États-Unis vers le Venezuela - Bolivar Infos 4 Août 2024

Le ministre vénézuélien de l'Intérieur, Remigio Ceballos, a annoncé le démantèlement d'une bande criminelle qui acheminait des pièces d'armes et des munitions des États-Unis vers le Venezuela.

Lors d'une intervention télévisée, le haut fonctionnaire a donné des détails sur cette opération dans laquelle les personnes impliquées transportaient du matériel depuis ce pays pour assembler ces dispositifs et les distribuer dans le but d'assassiner, de détruire et de créer le chaos au sein du peuple vénézuélien.

"*Tout cela s'est fait par l'intermédiaire d'une société de transport des États-Unis vers le Venezuela*", a-t-il déclaré.

Comme preuves, il a montré des pièces et des morceaux d'armes de guerre AK-47 et R-15, ainsi que des véhicules, des avions, des bateaux, mill 843 munitions et un revolver. Il a précisé que le pilote de l'avion, Leonardo Atilio Micaleti et Argelio José Alcalá, un fonctionnaire du Corps des enquêtes scientifiques et criminelles, capturé à Caracas par ses propres collègues, sont en garde à vue.

Il a expliqué que les enquêtes ont permis d'identifier Mauricio Andrade, un Vénézuélien et officier militaire actif aux États-Unis, qui était en communication avec Micaleti, ainsi que l'opérateur logistique Jean Carlo Michel Ramírez, qui a envoyé les armes depuis les États-Unis, en tant que son coopérateur.

Le ministre vénézuélien de l'Intérieur a précisé que ces organisations ont contacté des bandes criminelles connues comme Comanditos qui sont dirigées par le parti Vente Venezuela.

Ce que ces groupes criminels ont tenté de faire dans le pays ces derniers jours, c'est de s'imposer par la force afin de prendre illégalement le pouvoir contre le peuple, la nation et les institutions de l'État, a-t-il souligné.

Ils avaient, a-t-il dit, le soutien d'organisations non gouvernementales et de gouvernements étrangers, ainsi que de criminels constitués "*en gangs criminels de cinquième génération*", ce qui n'est rien d'autre que l'alliance de partis politiques avec des gangs criminels pour atteindre leurs objectifs en trompant certaines personnes.

Il a déclaré qu'ils utilisaient de grosses sommes d'argent pour commettre tous ces crimes, avec un niveau élevé d'opérations psychologiques et en utilisant des réseaux sociaux tels qu'Instagram.

Les plans étaient dirigés depuis les États-Unis, la Colombie, le Chili et l'Équateur, et parmi leurs objectifs de destruction figuraient l'incendie de biens publics et privés, le passage à tabac de personnes et la destruction de symboles religieux et patriotiques tels que des statues du libérateur Simon Bolívar et du Commandant Hugo Chavez.

Bangladesh.

J-C – J'ai du mal à cerner la situation au Bangladesh, bien que je vive juste à côté en Inde. Le Bangladesh faisait-il partie des maillons les plus faibles du capitalisme mondial prêts à rompre à tout moment, c'est possible, comme à Sri Lanka récemment, dont on n'entend plus parler depuis.

Selon Bloomberg, le Bangladesh est le deuxième partenaire commercial le plus important d'Asie du Sud de la Russie. Le 10 août 2023, le Bangladesh faisait partie des 23 pays qui avaient officiellement soumis leur demande pour rejoindre les BRICS.

Quand je lis que Nahid Islam "*n'était qu'un étudiant ordinaire qui étudiait à l'Université de Dhaka dans le département de sociologie*" et qu'il "*a déclenché une protestation étudiante contre les quotas imposés par le gouvernement, qui a dégénéré en un mouvement "Dehors Hasina*", la Première ministre du Bangladesh, je suis plutôt dubitatif. Il y a forcément un lézard quelque part, on n'en sait pas suffisamment ou on nous a caché quelque chose.

Car, comment en moins de deux mois trois étudiants, Asif Mahmud, Nahid Islam, et Abu Bakar Majumder, inconnus de la plupart des Bangladeshis jusqu'à la mi-juillet 2024, sont-ils parvenus à déclencher un mouvement de contestation sociale parmi les étudiants ayant abouti à la démission de la Première ministre avec le soutien de l'armée, c'est la question qu'on peut se poser. Un début de réponse un peu plus loin : Encore un pays dirigé par un banquier… prix Nobel de la paix !

En Inde, la situation est semble-t-il différente.

Autour de moi et après avoir interrogé plusieurs Indiens, il ressort que le chômage de masse n'existe plus, dans ma famille, chez mes voisins, dans mon village, tout le monde travaille, certes pas forcément à plein temps, chacun accepte n'importe quel emploi à n'importe quelle condition pour survivre, ce qui n'était pas le cas il n'y a pas si longtemps, mais avec la pression énorme exercée par les nouvelles charges incompressibles, ils n'ont plus le choix. J'ai connu l'époque au début des années 90 où l'immense majorité des femmes n'occupaient pas un emploi dans le privé ou le public, et au moins la moitié des hommes en âge de travailler étaient au chômage.

Il faut dire qu'à cette époque les charges que j'ai évoquées n'existaient pratiquement pas, pas d'équipement électrique et facture ridicule (10 centimes d'euro !), pas de téléphone et Internet, pas de deux-roues à moteur (donc pas besoin d'essence et d'assurance), pas de bouteille de gaz, pas de frais scolaire (pour ceux qui allaient à l'école, publique et gratuite, peu d'écoles privées), pas ou peu de frais médicaux (peu de cliniques privées), peut étaient locataires (on vivait encore à 2 ou 3 générations sous le même toit sur le terrain familial…), ils n'avaient pas de compte bancaire, pas de dettes, etc.

Dorénavant ces charges engloutissent 80 à 90% de leurs revenus, ce qui reste sert à se nourrir et à se vêtir, rarement à se distraire ou c'est marginal. Alors en cas de maladie, accident ou chômage, c'est la catastrophe ou le peu d'économie qu'ils avaient pu réaliser partent en fumée. Bref, c'est ce qu'on appelle vivre en situation de précarité absolue permanente, voilà le triste sort auquel est voué l'immense majorité du peuple indien.

Quant à ceux qui parviennent à s'en sortir mieux que les autres, ils se goinfrent, ils engraissent, ils picolent, ils sont maladifs, ils travaillent comme des forçats, du coup ils ne profitent même pas de leurs statuts socials privilégiés, ils consomment frénétiquement n'importe quoi, ils s'endettent lourdement, ils sont propriétaires de leur habitation, ils roulent en bagnole, ils sont taciturnes et aigris, plus tristes que les pauvres qu'ils méprisent, par crainte de la pauvreté sans doute, ils ont très souvent une mentalité pourrie, ce sont les plus réactionnaires.

Quand j'ai travaillé à l'Alliance française pendant 3 ans, j'eus le temps de connaître mes élèves de 12 à 60 ans, qui étaient issus de toutes les classes ou catégories sociales, puis au lycée français en discutant avec les profs indiens et les parents de mes élèves. J'ai aussi prêté de l'argent pendant 15 ans à une cinquantaine d'Indiens ou chefs d'entreprises, que j'ai observés attentivement. Entre autres. Je n'ai pas le temps de suivre l'actualité politique en Inde, en revanche je connais mieux la situation sociale.

Bangladesh: la Première ministre en fuite, l'armée forme un gouvernement - AFP/actu.orange.fr 5 août 2024

La Première ministre du Bangladesh chassée du pouvoir, son palais pris d'assaut: le chef de l'armée a annoncé lundi former un gouvernement intérimaire, un mois après le début des manifestations antigouvernementales.

"*Le pays a beaucoup souffert, l'économie a été touchée, de nombreuses personnes ont été tuées. Il est temps de mettre fin à la violence*", a déclaré le général Waker-Uz-Zaman, annonçant la démission de la dirigeante de 76 ans, Sheikh Hasina, lors d'une adresse à la nation diffusée par la télévision d'Etat bangladaise.

"*Si la situation s'améliore, il n'y a pas lieu de recourir à l'état d'urgence*", a-t-il ajouté, en promettant que les responsables des meurtres commis pendant les manifestations seraient poursuivis en justice.

Au moins 300 personnes ont été tuées depuis le début des manifestations en juillet, selon un bilan de l'AFP à partir de données de la police, de responsables et de sources hospitalières.

Lundi, Sheikh Hasina a fui la capitale Dacca par hélicoptère, avant que des milliers de manifestants ne prennent d'assaut son palais, a indiqué à l'AFP une source proche de la dirigeante.

Fille aînée de Sheikh Mujibur Rahman, le père fondateur du Bangladesh qui a pris son indépendance du Pakistan en 1971, Sheikh Hasina était arrivée au pouvoir en 2009, après un premier mandat entre 1996 et 2001.

Des images diffusées par la chaîne bangladaise Channel 24 ont montré une foule de manifestants courant dans l'enceinte du palais de Mme Hasina.

Peu avant que sa résidence ne soit prise d'assaut, son fils, Sajeeb Wazed, avait exhorté les forces de sécurité à empêcher toute prise de pouvoir. "*Votre devoir est d'assurer la sécurité de notre peuple et de notre pays, ainsi que de faire respecter la Constitution*", a-t-il écrit sur Facebook.

L'annonce de la démission de Mme Hasina survient alors que des centaines de milliers de manifestants antigouvernementaux défilent dans les rues de la capitale lundi, au lendemain d'une journée sanglante au cours de laquelle des affrontements ont fait au moins 94 morts à travers le pays.

D'après des témoins, de larges foules marchent dans les rues de Dacca et ont abattu des barrages. Le quotidien Business Standard estime que quelque 400.000 protestataires manifestent ainsi lundi, un nombre que l'AFP n'a pas été en mesure de vérifier.

Dimanche, de nouveaux heurts entre opposants à Mme Hasina, forces de l'ordre et partisans du parti au pouvoir avaient fait au moins 94 morts dans tout le pays.

C'est le bilan le plus lourd en une seule journée depuis le début des manifestations antigouvernementales il y a un mois dans ce pays musulman de 170 millions d'habitants où les étudiants contestent, sur fond de chômage aigu des diplômés, les faveurs dont bénéficient les proches du pouvoir pour devenir fonctionnaires.

Tout Dacca s'est transformé "*en champ de bataille*" et une foule de plusieurs milliers de manifestants a mis le feu à des voitures et des motos près d'un hôpital, selon une autre source policière.

En réaction, le gouvernement avait notamment fermé les écoles et universités et déployé l'armée.

Le pays compte de nombreux diplômés au chômage, et les étudiants exigent l'abolition d'un système de discrimination positive qui réserve un quota d'emplois publics aux familles des vétérans de l'indépendance.

Partiellement aboli en 2018, ce système a été restauré en juin par la justice, mettant le feu aux poudres, avant un nouveau retournement fin juillet de la Cour suprême.

La crise sociale s'est muée en crise politique à partir du 16 juillet, quand la répression a fait ses premiers morts, les manifestants réclamant alors la démission de Mme Hasina.

"*Il ne s'agit plus seulement de quotas d'emplois*", a déclaré à l'AFP Sakhawat, une jeune manifestante rencontrée à Dacca. "*Nous voulons que les futures générations puissent vivre librement*", dit-elle.

Le gouvernement de Mme Hasina a été accusé par des groupes de défense des droits humains d'utiliser les institutions de l'Etat pour consolider son emprise sur le pouvoir et éradiquer la

dissidence, y compris en faisant procéder à des exécutions extrajudiciaires de militants de l'opposition. AFP/actu.orange.fr 5 août 2024

Info d'un internaute.

Le 30 Juillet, le gvt annonçait interdire le plus grand parti islamiste du pays, le Jamaat-e-Islami, et sa branche étudiante, le Shibir. Je ne vois aucune référence à ce sujet dans les récents articles. Est-ce parce qu'il n'y a pas de lien concret et qu'il s'agit d'une manœuvre de diversion du gvt, ou ces manifestations sont-elles organisées par ces partis dans le but de prendre le pouvoir ?

Encore un pays dirigé par un banquier… prix Nobel de la paix !

Au Bangladesh, le prix Nobel de la paix Muhammad Yunus va diriger un gouvernement intérimaire – FranceInfo 6 août 2024

La décision "*de former un gouvernement intérimaire (...) avec Yunus comme chef*" a été prise, mardi 6 août, lors d'une rencontre entre le président Mohammed Shahabuddin, des hauts dignitaires de l'armée et des responsables du collectif Students Against Discrimination (Etudiants contre la discrimination), principal mouvement à l'origine des manifestations initiées début juillet, a précisé le service de presse de la présidence.

"*Le président a demandé au peuple de l'aider à surmonter la crise. La formation rapide d'un gouvernement intérimaire est nécessaire pour surmonter la crise*", poursuit-il dans un communiqué. L'économiste de 84 ans est connu pour avoir sorti des millions de personnes de la pauvreté grâce à sa banque de microfinance, pionnière en la matière. Il avait indiqué plus tôt être prêt à prendre la tête d'un gouvernement intérimaire. "*J'ai toujours mis la politique à distance (...) Mais aujourd'hui, s'il faut agir au Bangladesh, pour mon pays, et pour le courage de mon peuple alors je le fera*i", avait affirmé Muhammad Yunus dans une déclaration écrite à l'AFP.

Nahid Islam, un dirigeant du collectif d'étudiants, a confirmé la décision à des journalistes après une réunion de trois heures à la présidence, qualifiant les discussions de "*fructueuses*". Le président Shahabuddin a accepté que le gouvernement intérimaire "soit formé dans les plus brefs délais" a-t-il déclaré. FranceInfo 6 août 2024

En complément.

Muhammad Yunus : prix Nobel de l'ambiguïté ou du cynisme ? - cadtm.org 24 avril 2016

https://www.cadtm.org/Muhammad-Yunus-prix-Nobel-de-l-ambiguite-ou-du-cynisme

Les promesses non tenues du microcrédit : nouvelles preuves à charge - cadtm.org 5 novembre 2011

https://www.cadtm.org/Les-promesses-non-tenues-du-microcredit-nouvelles-preuves-a-charge

La disgrâce de la Grameen Bank et de Muhammad Yunus - cadtm.org 17 juillet 2011

https://www.cadtm.org/La-disgrace-de-la-Grameen-Bank-et-de-Muhammad-Yunus

http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article2174 (En anglais)

Muhammad Yunus, Vers un nouveau capitalisme, Editeur J-C Lattès, 2007, 280 pages. ISBN / EAN : 9782709629140

- Le livre commence par un coup de foudre et la décision d'un partenariat entre Mohamad Yunus et l'entreprise multinationale Danone [2]. Les capitalistes adorent ce type de partenariat « *social* », code de conduite et autres fumisteries, cela permet de garder la main à la fois sur le cœur et sur le portefeuille : il existe plusieurs fondations dédiées à la promotion de l'entreprenariat social comme la Fondation Skoll, fondée par Jeff Skoll (le premier employé et l'ancien président d'Ebay), et la Fondation Schwab (le fondateur du Forum économique mondial de Davos) (p. 67) ; en septembre 2007, Intel et Grameen Solutions ont signé un protocole d'accord (p. 142) ; le Grameen Trust reçoit une donation de la Fondation MacArthur, puis des dons supplémentaires de la Banque mondiale, de la Fondation Rockefeller, de l'USAID (p. 143) ; le même trust a signé un accord de partenariat avec le Crédit Agricole (p. 144) : Grameen Capital India est créée en partenariat avec Citibank India et ICICI Bank (p. 266). Tout au long du livre, on retrouve donc, autour de Yunus et de ses créations, des acteurs clé du capitalisme… et pas du nouveau capitalisme ! cadtm.org 24 avril 2016

Inde. Une cabale climatique mondiale. Le mois de juillet a été le plus frais et pluvieux au Tamil Nadu depuis des décennies.

J-C – Une précision. L'Inde s'étend du nord au sud sur 3.200 km et d'Est en Ouest sur 3.000 km. Elle est le septième Etat du monde par la superficie, couvrant environ 3.200.000 km2, autrement dit le climat n'est pas identique sur l'ensemble de la superficie de l'Inde.

Écrasée de chaleur, l'Inde va-t-elle prendre le dérèglement climatique au sérieux ? - courrierinternational.com 7 août 2024

J-C - Serait-ce pour cette raison qu'ils ont pris pour référence les douze derniers mois jusqu'à fin juin, alors que leur magazine est daté du 9 août ? Depuis une semaine la température est remontée aux alentours de 35°C, normal, on est toujours en été. En revanche, en mai, le mois le plus chaud de l'année, la température n'a pas atteint ou dépassé 40°C contrairement à d'autres années. J'ai un thermomètre fixé sur le montant de la porte d'entrée de la maison, et j'y jette un coup d'œil quotidiennement par curiosité. J'avais déjà évoqué cela dans une causerie.

Courrierinternational - En Inde comme ailleurs, les canicules prolongées deviennent une réalité chaque année plus inquiétante. "*La planète a connu en 2024 le début d'année le plus chaud de son histoire*", rappelle la rédactrice en chef du magazine Frontline, Vaishna Roy, en propos liminaires de son éditorial.

J-C - Si vous croyez ce que raconte un journaliste ou un intellectuel Indien, c'est que vous ne connaissez pas le pays et les Indiens, mentir ou raconter n'importe quoi, c'est le sport national numéro 1 en Inde !

Courrierinternational - Entre juin 2023 et juin 2024, chaque mois a été le plus chaud jamais enregistré pour ce mois. En Inde, 2023 a été la deuxième année la plus chaude après 2016, et la durée des vagues de chaleur a augmenté d'environ trois jours au cours des trente dernières années.

J-C - 3 jours, attention un de plus et on est tous morts, quel délire ! Ils ont oublié les années où il n'y avait pas eu de "*vagues de chaleur*", chut !

Courrierinternational - Avec ces implacables chiffres à l'appui, l'éditorialiste pose une question un rien provocatrice :

"Que signifient ces chiffres pour le citoyen moyen ? Pourquoi les gouvernements devraient-ils s'en préoccuper ? Et pourquoi devrions-nous consacrer un dossier à quelque chose dont on peut se débarrasser avec un petit coup de climatisation de plus ?"

Frontline décortique ce qui se cache derrière ce geste, anodin en Inde, qui consiste à augmenter un peu la puissance des climatiseurs sans se soucier de ses effets.

J-C - Quelle connerie, on n'augmente pas "*la puissance des climatiseurs*" quand il fait plus chaud, qu'il fasse 32 ou 42°C à l'extérieur, le compresseur fonctionne plus longtemps pour amener la pièce à la température souhaitée qui n'a pas changé, voilà tout. Chez moi, le thermostat se déclenche à 25°C toute l'année uniquement la nuit, l'hiver la clime est inutile.

Etats-Unis.

Les nouveaux détails sur l'attentat contre Trump sont "*sensationnels*", affirme Maria Zakharova - fr.sputniknews.africa 05.08.2024

Les détails de l'enquête sur l'attentat contre Trump "*passent d'intrigants à sensationnels*", a écrit la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères sur sa chaîne Telegram, en référence à des révélations du *New York Times*.

"*Plus d'une heure et demie avant les coups de feu, la police s'est envoyée des photos du tireur, qui se promenait sur le territoire du complexe et vérifiait les distances à l'aide, attention, d'un télémètre*", a-t-elle souligné.

L'entrepôt depuis lequel les coups de feu sont partis était aussi exclu du périmètre de protection par les services secrets à la veille de l'attaque, en plus l'accès au toit n'était pas bloqué, s'est étonnée Maria Zakharova.

Le Secret Service a refusé une rencontre avec la police locale, qui soupçonnait le tireur à la veille de la tentative.

"*Les policiers qualifient le Secret Service de SS dans leur correspondance interne. Mais comparé au reste, cela ressemble déjà à un joli marasme*", ajoute la diplomate. fr.sputniknews.africa 05.08.2024

Mali. Quand le régime nazi ukrainien soutient le terrorisme international.

Le Mali rompt ses relations diplomatiques avec l'Ukraine, fustigeant le soutien de Kiev au terrorisme sur son sol - RT 5 août 2024

Le gouvernement malien a décidé la «*rupture avec effet immédiat de ses relations diplomatiques avec l'Ukraine*», a déclaré son porte-parole, le colonel Abdoulaye Maïga, le 4 août.

Le 27 juillet dernier, un groupe d'assaut des forces de sécurité maliennes, accompagnées de sous-traitants russes du groupe Wagner, a été pris en embuscade par des insurgés touaregs à proximité de Tinzaouten, près de la frontière avec l'Algérie.

L'exécutif malien s'est dit choqué par l'implication de Kiev dans «*une attaque lâche, perfide et barbare*», fustigeant un soutien «*au terrorisme international, notamment au Mali*».

Le porte-parole du service de renseignement militaire ukrainien (GUR), Andriï Ioussov, avait déclaré à la télévision ukrainienne le 29 juillet que ses agents avaient aidé les rebelles en leur fournissant «*les informations nécessaires, et pas seulement celles qui ont permis une opération militaire réussie contre les criminels de guerre russes*». Et celui-ci de jurer que «*d'autres*» étaient «*à venir*».
Une «*agression flagrante*» selon le gouvernement de transition malien, ajoutant que les actions de Kiev «*violent la souveraineté du Mali*», «*dépassent le cadre de l'ingérence étrangère*» et constituent une violation du droit international.

Le Mali a quant à lui annoncé engager des poursuites judiciaires contre l'Ukraine, jugeant que les déclarations de Ioussov et Pivovarov constituaient «*des actes de terrorisme et un appel au terrorisme.*» Et d'ajouter qu'une «*alerte formelle*» sera lancée «*aux instances régionales et internationales, ainsi qu'aux États soutenant l'Ukraine, indiquant que ce pays a ouvertement et publiquement affiché son soutien au terrorisme*».

Dirigée par le colonel Assimi Goïta depuis 2022, le Mali a rompu son alliance ancienne avec la France et ses partenaires européens, pour se tourner militairement et politiquement vers la Russie.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a réaffirmé cette semaine son soutien à Bamako, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue malien Abdoulaye Diop.

Niger.

Ukraine : Solidaire du Mali, le Niger rompt à son tour ses relations diplomatiques avec Kiev - 20 Minutes 7 août 2024

Un responsable du renseignement militaire ukrainien, Andriï Ioussov, avait sous-entendu que Kiev avait fourni des informations aux rebelles pour qu'ils puissent mener à bien leur attaque. Niamey « *a appris avec une grande stupéfaction et une profonde indignation, les propos subversifs et inacceptables de M. Andriï Ioussov, porte-parole de l'agence ukrainienne de renseignement militaire* », a déclaré le porte-parole du gouvernement nigérien, le colonel-major Amadou Abdramane mardi.

Le régime nigérien a également annoncé mardi « *la saisine du Conseil de sécurité des Nations unies en vue de statuer sur l'agression ukrainienne* ». 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

GI's : Go home !

Les États-Unis ont achevé le retrait militaire de leur dernière base au Niger - RFI 6 août 2024

Au Niger, les Américains achèvent le retrait de leur armée. Ils ont fermé, ce lundi 5 août, leur dernière base, située à Agadez. En mars dernier, Niamey avait dénoncé l'accord de coopération militaire avec Washington, en considérant qu'il était « *illégal* » et « *injuste* ». Dans la foulée, les États-Unis s'étaient engagés à quitter le pays, avant le 15 septembre.

L'armée américaine l'a annoncé : il ne reste plus aucun soldat ni aucun matériel sur sa base aérienne 201 d'Agadez. Une cérémonie de transfert des installations s'est déroulée, ce lundi 5 août, en présence d'officiers des deux pays, selon un média local.

200 militaires se trouvaient encore récemment sur ce site stratégique, depuis lequel étaient opérés des vols de surveillance et de reconnaissance à travers le Sahel. En juillet, 800 soldats avaient déjà quitté la base de Niamey.

Seul « *un petit groupe d'Américains* » est toujours présent dans l'ambassade des États-Unis le temps de régler des détails administratifs, a indiqué un responsable militaire américain, sans détailler leurs fonctions.

Ce départ fait suite à la dénonciation, en mars 2024, par la junte militaire du CNSP de l'accord militaire avec Washington, qui avait été signé en 2012 sous la présidence de Mahamadou Issoufou.

Après le coup d'État contre Mohamed Bazoum, il y a un an, les Américains avaient essayé de ménager le nouveau régime dirigé par le général Abdourahamane Tiani, en espérant conserver leur présence militaire dans le pays. En vain. RFI 6 août 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 août 2024

A quoi bon des mots si tout le monde en conteste le sens par avance, c'est à croire que le nihilisme aurait envahi tous les esprits. Internet et les réseaux dits sociaux ont rendu fou ceux qui s'y connectent, qui n'avaient vraiment pas besoin de cela pour être dérangés !

Cela a révélé aux yeux du monde entier, l'étendue des dégâts ou l'état de conscience catastrophique des peuples, à commencer par les occidentaux, depuis la situation n'a fait qu'empirer, simple constat. C'est effrayant, on se demande malgré nous comment cela va-t-il finir.

Le massacre des Palestiniens par l'Etat juif nazi aurait dû faire descendre dans la rue des millions de travailleurs dans chaque pays, et bien non, cela ne s'est produit nulle part dans le monde. La pauvreté, la sous-alimentation, la faim continue de hanter quotidiennement des centaines de millions d'hommes, femmes et enfants dans le monde, et au nom de je ne sais quel bon prétexte, tous les gavés s'en foutent.

- A quoi bon, quand la moindre flatterie des sens suffit à corrompre les esprits !

Ne cherchez pas de qui c'est, cela m'est venu à l'esprit après avoir terminé le formatage de cette causerie. C'est un cruel dilemme auquel les hommes sont confrontés, du fait que leur mode de pensée est toujours métaphysique ou idéaliste.

Les hommes sont en proie à des besoins élémentaires de nature alimentaire, et dès lors qu'ils les ont plus ou moins satisfaits, ils s'imaginent que ce serait un droit acquis définitivement, du coup, au lieu de partir à la conquête de leurs aspirations de nature plutôt spirituelle pour les consolider, ils y renoncent, conséquence, l'avantage qu'ils avaient acquis leur est contesté et leur condition sociale se dégrade au point qu'ils doivent lutter à nouveau pour leur survie.

Ils demeurent incapables de concevoir, que la satisfaction de leurs besoins matériels ne peut être garantie définitivement sans un changement de régime économique, ou que l'ensemble de leur condition d'existence dépend de ce facteur.

Ils demeurent incapables de concevoir, que la satisfaction de leurs besoins matériels est légitime à l'échelle universelle ou ne nécessite aucune espèce de justification, au même titre que les valeurs qui les portent et qui incarnent l'idéal humaniste le plus élevé de liberté, car sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, il ne faut pas se leurrer, il n'existe pas d'hommes réellement libres.

Le combat pour un changement de régime politique est indissociable de la révolution sociale.

Pour ce que cela changerait !

JO de Paris 2024 : « *il sera difficile pour Emmanuel Macron de tirer profit de la séquence* » - Le HuffPost 08 août 2024

Glorification du fascisme et du nazisme.

En France, ils ne veulent pas de l'extrême droite au pouvoir, mais quand elle est au pouvoir en Palestine occupée, en Ukraine ou en Argentine, entre autres, ou encore, quand elle prétend gouverner au Venezuela, ils la soutiennent ouvertement.

Israël: ces ministres d'extrême droite qui enveniment la situation au Proche-Orient - rfi.fr 08 août 2024

La France, l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni condamnent les propos du ministre des Finances israélien : Bezalel Smotrich a déclaré que « *laisser mourir de faim* » les habitants de Gaza pourrait « *être justifié et moral* », afin d'obtenir la libération des otages. rfi.fr 08 août 2024

Guerre Israël – Hamas : Nouvelle frappe israélienne sur une école à Gaza, au moins 93 morts - 20minutes.fr 10 août 2024

États baltes.

La réhabilitation du nazisme en Estonie connaît un essor sans précédent - InfoBrics - Mondialisation.ca, 07 août 2024

La folie russophobe et le néonazisme deviennent des phénomènes de plus en plus inquiétants dans les pays alignés sur l'Occident, en particulier dans les États baltes. En plus de mettre en place des politiques d'apartheid à l'encontre des citoyens d'origine russe, ces États rendent publique leur admiration pour les figures historiques nazies, montrant ainsi que l'idéologie hitlérienne est en plein essor.

Récemment, les autorités estoniennes ont franchi une étape importante dans leur révisionnisme historique pro-nazi en inaugurant un monument dédié à deux vétérans de la Waffen-SS. Les lauréats, le major Georg Sooden et le lieutenant Raul Juriado, ont servi dans la 20e division estonienne de volontaires SS pendant la Seconde Guerre mondiale, participant au front de l'Est contre l'Union soviétique. Tous deux ont été éliminés par l'Armée rouge lors de l'avancée soviétique de l'été 1944, dans la région de Narva.

Une cérémonie publique a eu lieu en présence de militaires estoniens et d'activistes fascistes. Des vidéos diffusées sur Internet montrent le moment où le monument a été inauguré par des officiers estoniens en uniforme, ce qui prouve qu'il s'agit d'une initiative de l'État et non d'un simple acte d'individus indépendants. Au cours de la cérémonie, Vallo Reimann, le président du conseil local, a déclaré que l'objectif de cette initiative était de commémorer les soldats morts pendant la « *guerre d'indépendance estonienne* ».

Par ailleurs, Meelis Kiili, général de division à la retraite et député, a déclaré :

« *L'Estonie se souviendra de toute une génération de soldats qui sont morts pendant la guerre d'indépendance de l'Estonie : [L'Estonie se souviendra de toute une génération d'hommes et de femmes dont les vies ont été prises par la terreur bolchevique (…) [Nous] devons préserver notre liberté (…), parler estonien et perpétuer l'esprit estonien* ».

Il est important de souligner que le monument a été placé dans la ville de Johvi, dans le comté d'Ida-Viru, une région à majorité russe d'origine. Il s'agit clairement d'une insulte délibérée à la population locale, qui révèle le niveau d'irrespect dont font preuve les autorités estoniennes à l'égard des citoyens russophones. Outre l'apartheid et la discrimination, les Russes sont désormais contraints de coexister avec des cérémonies publiques en l'honneur des meurtriers qui ont tué leurs proches pendant la Grande Guerre patriotique.

Il est intéressant de noter que les Estoniens ont déjà adopté le terme « *guerre d'indépendance* » pour désigner les crimes nazis contre les citoyens soviétiques. En plus de « *blanchir* » sa propre histoire et de « *réviser* » le passé, l'Estonie dit littéralement que les nazis se sont battus pour « *l'indépendance de l'Estonie* » pendant la guerre, ce qui est un mensonge propagandiste qui peut être facilement réfuté. Il est inquiétant de savoir que les jeunes Estoniens sont éduqués dans les écoles avec ce type de récit, apprenant à respecter les criminels génocidaires nazis et à haïr les Russes, croyant que l'intention des Allemands était d'« *aider* » les Estoniens et non de promouvoir un massacre ethnique contre tous les peuples soviétiques.

L'avenir des relations entre l'Estonie et la Russie risque d'être catastrophique. La prochaine génération d'Estoniens sera probablement composée de personnes fanatiquement haineuses de la Russie et sympathisantes des nazis. Ce qui se passe en Ukraine est également en train de se développer dans les pays baltes et dans d'autres anciens États socialistes. Le lavage de cerveau imposé par l'Occident pour rendre ces États hostiles à la Russie atteint aujourd'hui des niveaux sans précédent. Ce qui a commencé par un « *révisionnisme* » antisoviétique et la démolition de monuments à la gloire des héros de l'Armée rouge s'est transformé en une glorification ouverte du nazisme.

https://www.mondialisation.ca/5691221-2/5691221?doing_wp_cron=1723099968.2212870121002197265625

Bombardement de Nagasaki : Israël absent, l'ambassadeur des États-Unis boycotte les commémorations - RT 9 août 2024

Les ambassadeurs de plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis, auteurs du bombardement atomique de Nagasaki, la France et le Royaume-Uni, n'ont pas assisté aux commémorations du 79e anniversaire de la tragédie. Ceux-ci n'ont pas accepté que leur homologue israélien n'ait pas été convié par la ville nipponne.

Dans une lettre envoyée en juillet au maire de Nagasaki, l'Australie, l'Allemagne, le Canada, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Union européenne et les États-Unis avaient prévenu qu'il leur serait «*difficile d'avoir une participation de haut niveau à cet événement*» si Israël n'était pas convié.

Le fait de ne pas convier Israël «crée une équivalence malheureuse et trompeuse avec la Russie et la Biélorussie, les seuls autres pays à ne pas être invités» a ainsi estimé la représentation britannique au Japon, annonçant que l'ambassadrice Julia Longbottom ne serait pas présente.

C'est la faute à la pluie et au rafraichissement climatique, qui l'aurait cru ! Je rectifie, au réchauffement climatique.

Cinq questions sur la mauvaise récolte de blé tendre qui frappe les agriculteurs cette année - francetvinfo.fr 8 août 2024

Les pluies incessantes depuis l'automne et les températures basses du printemps ont favorisé le développement de maladies et drastiquement réduit les rendements dans les champs.

"*Catastrophique*". C'est l'adjectif qu'a utilisé Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, pour qualifier la moisson de blé tendre de cette année, au micro de franceinfo, mercredi 7 août. Il y aura "*entre 25 et 30% de récolte en moins*", estime le représentant du syndicat agricole. Selon une estimation du cabinet Argus Media, la production en 2024 pourrait en effet être au plus bas depuis 1983, avec 25,17 millions de tonnes récoltées en 2024, contre 35,1 en 2023.

"*Il y a toujours eu des mauvaises années, mais avec le réchauffement climatique, les sécheresses sont de plus en plus fortes et les pluies aussi*", affirme un cultivateur.

L'Agreste, le service statistique du ministère de l'Agriculture prévoit une production de 8 millions de tonnes d'orge d'hiver cette année, contre 9,7 en 2023, et une production de 3,9 millions de tonnes de colza en 2024, contre 4,3 en 2023.

"*Sur le blé, l'orge et le colza, j'ai fait moitié moins de rendement*", estime Jean-Bernard Lozier.

En revanche, certaines de ses autres cultures ne sont "*pas aussi catastrophiques*". "*Le maïs, le tournesol et le sorgho ont eu un départ difficile, mais maintenant la pluie les alimente bien et il fait chaud, mais pas trop*", se réjouit le céréalier, "*plutôt optimiste pour ces récoltes*", qui devraient lui permettre de limiter les pertes de cette mauvaise année.

La baisse des rendements dans les champs de blé tendre représente des pertes "*de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros*" pour une exploitation agricole moyenne, affirme le représentant syndical Arnaud Rousseau.

"*Je dirais que je vais avoir une baisse moyenne de 30% de marge sur les cultures impactées [blé tendre, orge, colza]*", estime Jean-Bernard Lozier.

Le blé tendre, la céréale la plus cultivée en France, fournit de la farine utilisée pour fabriquer du pain, des biscuits ou des gâteaux. Il est globalement utilisé dans la plupart des produits à base de pâte fraîche, contrairement au blé dur, qui est utilisé pour les produits à base de pâte dure, comme les pâtes, la semoule ou le boulgour. Selon les estimations de l'Agreste, la production de blé dur devrait, elle, rester stable entre 2023 et 2024.

Le président de la FNSEA a déjà demandé au ministre de l'Agriculture démissionnaire, Marc Fesneau, de mettre en place "*des mesures d'accompagnement de l'Etat classiques*", par exemple

"*sur les taxes sur le foncier non bâti, avec des exonérations, des aides au paiement des charges sociales et fiscales"*. Fin juillet, le gouvernement s'était dit prêt à activer des dispositifs d'aide exceptionnelle aux céréaliers en cas de mauvaises moissons. francetvinfo.fr 8 août 2024

J-C - Chaque année en fonction de la météo certaines cultures sont favorisées au détriment d'autres, il en a toujours été ainsi, non ?

Lu.

La défaite de l'Occident - Todd

Extraits.

«*Poursuivons l'inventaire à la Ionesco de ses dysfonctions. Dans les statistiques du National Health Service (NHS), orgueil, après-guerre, de la nation, symbole de l'État social (État social et nation active, c'est tout un), on découvre qu'en 2021, parmi les nouveaux médecins enregistrés au Royaume-Uni, seulement 37% étaient britanniques, 13% originaires de l'UE et 50% venus du reste du monde, surtout d'Inde et du Pakistan.*»

Et de poser la question qui tue : «*Mais qu'est-ce donc que cette nation qui n'est plus capable de former ses propres médecins pour soigner ses citoyens ? Cet appauvrissement commence à peser sur l'état biologique de la population.*»

Todd parle même de la diminution de la taille des enfants britanniques. Cette fois il cite le Guardian :

«*Les enfants britanniques qui ont grandi pendant les années d'austérité accusent un retard de taille par rapport à nombre de leurs pairs européens. En 1985, garçons et filles britanniques se classaient au 69e rang sur 200 pays pour la taille moyenne à l'âge de 5 ans. Mais en 2019, les garçons étaient au 102 e rang et les filles au 96e…Selon les experts, un mauvais régime alimentaire et des coupes budgétaires dans le système de santé sont à l'origine de ce phénomène.*»

Santé.

Le passeport vaccinal européen débarque dans 5 pays pilotes : le projet EUVABECO à la loupe - 8 août 2024

La mise en place d'un système de contrôle numérique mondial se poursuit.

La CVE, la Carte de Vaccination européenne sera lancée dès septembre 2024 dans 5 pays pilotes. Elle consolidera non seulement toutes les données de vaccination en un seul endroit, mais aussi des «*métadonnées*» téléchargeables que l'on pourra partager avec un code QR.

Le projet fait partie d'un programme plus vaste nommé EUVABECO qui vise à contrôler et augmenter la vaccination au sein de l'Union. Intégrée au système de certification numérique

mondiale de l'OMS, la CVE avance de pair avec l'introduction de l'identité numérique européenne et de la monnaie numérique en Europe.

La Carte devrait être en circulation dans tous les États membres de l'Union à partir de 2026.

Les citoyens attentifs à la menace d'un contrôle social accru réagissent. Comment faire face à cette nouvelle avancée vers un gouvernement mondial par la santé ?

https://reseauinternational.net/le-passeport-vaccinal-europeen-debarque-dans-5-pays-pilotes-le-projet-euvabeco-a-la-loupe/

Bangladesh.

Lu. Source : Deccan Herald via Tlaxcala

Le dénouement peu glorieux à la sri-lankaise semble s'être répété – c'est ainsi que le régime de Rajapaksa avait pris fin. La médiation anglo-usaméricaine l'a peut-être rendu possible à Dhaka. Le chef de l'armée, le général Waker-Uz-Zaman, est un produit achevé du King's College de Londres [et du Collège Interarmées de Défense britannique, NdT]

La rapidité avec laquelle l'agitation étudiante s'est transformée en un mouvement antigouvernemental est impressionnante. Cela soulève des questions troublantes. Il existe une étrange similitude avec les révolutions de couleur. Du point de vue usaméricain, le Bangladesh est un pays prioritaire pour la «*démocratisation*» et un pilier de la stratégie Indopacifique des USA. Washington a exercé des pressions sur Hasina pour qu'elle prenne le train en marche. Le refus obstiné de Hasina d'adhérer au Quad a probablement été l'élément décisif. Avec l'échec de la révolution colorée en Thaïlande, l'impasse dans laquelle se trouve l'insurrection au Myanmar et la consolidation chinoise au Sri Lanka et aux Maldives, l'importance du Bangladesh pour la stratégie occidentale dans la région est sans égale.

Il est intéressant de noter que la Maison-Blanche a publié en temps réel une déclaration saluant explicitement le changement de régime à Dhaka et félicitant l'armée : «*Les USA appellent depuis longtemps au respect des droits démocratiques au Bangladesh, et nous demandons instamment que la formation du gouvernement intérimaire soit démocratique et ouverte à tous. Nous félicitons l'armée pour la retenue dont elle a fait preuve aujourd'hui*».

C'est le célèbre stratège usaméricain Zbigniew Brzezinski qui a écrit le scénario de la géostratégie, le faucon libéral qui a influencé la politique étrangère du parti démocrate : «*L'Ukraine, nouvel espace important sur l'échiquier eurasien, est un pivot géopolitique car son existence même en tant que pays indépendant contribue à transformer la Russie. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasien … si Moscou reprend le contrôle de l'Ukraine, avec ses 52 millions d'habitants, ses ressources importantes et son accès à la mer Noire, la Russie retrouve les moyens de devenir un puissant État impérial*».

Si l'on remplace «*Ukraine*», «*Russie*» et «*mer Noire*» par «*Bangladesh*», «*Inde*» et «*golfe du Bengale*», on obtient une perspective étonnante à travers le brouillard. Pour dire les choses simplement, les forces extérieures ont une façon d'amplifier les demandes des groupes nationaux, en ouvrant l'espace à de nouvelles questions pour faire écho à ces demandes dans l'arène nationale.

C'est ce qui s'est passé au Bangladesh. Si ce modus operandi n'est pas compris, l'Inde perd le fil de l'intrigue. Nous nous trouvons à un moment historique mondial sensible, et les tendances occidentales à intervenir dans la politique de régime des pays ont tendance à être plus fortes – le Pakistan d'abord, le Bangladesh maintenant.

Le Bangladesh est la clé de la sécurité du nord-est de l'Inde. C'est un foyer de sentiments anti-indiens, en particulier en ces jours heureux du nationalisme hindou. Sa situation stratégique à l'extrémité du golfe du Bengale en fait une plaque tournante de la connectivité régionale. L'Inde n'a d'autre choix que de travailler dur pour obtenir un gouvernement amical à Dhaka. Il s'agit d'un point d'inflexion. De nombreux organismes publics vitaux du Bangladesh sont favorables aux USA.

Le soutien des États-Unis et du Pakistan aux islamistes a déstabilisé le Bangladesh et contraint Hasina à démissionner. - InfoBrics - Mondialisation.ca, 06 août 2024

Les États-Unis voulaient écarter Hasina du pouvoir principalement en raison de ses liens cordiaux avec la Chine et la Russie et ignoraient son amitié avec l'Inde, qui faisait contrepoids aux deux grandes puissances. Hasina étant considérée comme une présidente indépendante, il était impératif pour les États-Unis d'atteindre leur objectif de l'écarter du pouvoir.

Selon WeeklyBlitz, avant la démission de Mme Hasina, le nexus islamiste du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), lié à Al-Qaïda, le Jamaat-e-Islami, le Parti Jatiyo (Quader) et Hizbut Tahrir ont fourni des routeurs de poche afin que les participants à des actes terroristes puissent accéder à Internet via le WiFi pour aider à diffuser de la désinformation sur les plateformes de médias sociaux, en particulier Facebook, Instagram et YouTube. Le média a souligné que le nexus islamiste utilisait la technologie dans le cadre de ses efforts pour « *[mettre en œuvre] son plan notoire de transformer le Bangladesh en un État néotaliban ou en un pays en faillite* ».

Cela suggère que les islamistes étaient très bien organisés et prêts à s'emparer d'une question médiocre (comme l'interdiction du système de quotas pour les emplois gouvernementaux) pour renverser un gouvernement démocratiquement élu qui n'était pas opposé aux États-Unis, mais qui donnerait la priorité aux intérêts du Bangladesh sur tous les autres, c'est-à-dire qui n'était pas opposé à la Chine ou à la Russie. En fait, dans le cadre de ses efforts de rapprochement et pour rassurer l'Occident sur le fait que Dhaka maintiendrait une politique étrangère équilibrée, Hasina a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky en marge de la conférence de Munich sur la sécurité en février.

Cependant, les efforts de rassurance et de rapprochement de Hasina n'étaient pas satisfaisants pour Washington, qui exigeait une soumission totale. Les manifestations étudiantes ont donc fourni aux États-Unis l'occasion idéale d'activer les islamistes et de forcer Hasina à démissionner et à s'exiler.

Cette démission soulève des questions sur l'avenir du Bangladesh et sur les conséquences pour l'Inde, d'autant plus que, comme le rapportent les médias bangladais, les efforts visant à écarter Hasina du pouvoir ont été menés non seulement par la CIA, mais aussi par l'ISI, l'agence de renseignement pakistanaise. Si des mandataires pakistanais écartent du pouvoir un dirigeant favorable à l'Inde, New Delhi pourrait avoir de nouvelles préoccupations sécuritaires à prendre en compte à sa frontière orientale.

« *Hasina a été sensible aux préoccupations de l'Inde en matière de sécurité. En retour, l'Inde s'est montrée un voisin généreux, en aidant le Bangladesh à se développer et en construisant des*

connexions pour signaler l'interdépendance économique et sécuritaire entre les deux pays », a déclaré Indrani Bagchi, PDG du centre Ananta Aspen, à IndiaToday.

IndiaToday a rapporté que la colère contre l'Inde s'était exprimée dans les manifestations au Bangladesh parce que New Delhi aidait Hasina à rester au pouvoir. Maintenant qu'un gouvernement intérimaire soutenu par l'armée prend des décisions à Dhaka, la situation est plus incertaine pour l'Inde, qui doit veiller à ne pas éveiller les soupçons dans le pays voisin.

La principale préoccupation de New Delhi est que la CIA et l'ISI ont réussi à écarter du pouvoir un dirigeant qui exerçait une forte emprise sur les forces islamistes radicales, était favorable aux préoccupations sécuritaires de l'Inde, avait résolu d'épineuses questions frontalières vieilles de plusieurs décennies et maintenait l'équilibre avec toutes les grandes puissances. New Delhi espère évidemment que cet équilibre sera maintenu et que le Bangladesh ne deviendra pas un avant-poste de l'ISI pour faire pression sur l'Inde à partir d'un autre front, mais à l'heure actuelle, il n'y a aucune certitude.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que les États-Unis ont déjà coopéré avec le Pakistan pour mettre les forces islamistes au service de leur programme, comme ils l'ont fait en Afghanistan pour combattre l'Union soviétique, mais cette fois-ci, il s'agissait de renverser le premier ministre indépendant du Bangladesh.

L'Inde est au seuil d'une grave crise et l'Occident y est pour quelque chose – RT 11 août 2024

Washington a exercé une pression stratégique sur Sheikh Hasina, pleinement conscient que ses successeurs potentiels pourraient être moins démocratiques et plus proches des islamistes.

Par Kanwal Sibal, ancien ministre indien des Affaires étrangères et ancien ambassadeur en Russie de 2004 à 2007. Il a également occupé des postes d'ambassadeur en Turquie, en Égypte, en France et a été chef de mission adjoint à Washington.

L'éviction forcée du Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, par des agitateurs de rue au début de la semaine comporte de nombreux aspects, internes et externes, qui seront tous problématiques à court et moyen terme pour le Bangladesh lui-même, pour l'Inde et pour l'ensemble de la région.

La politique du Bangladesh a été mouvementée : le père de Sheikh Hasina, Sheikh Mujibur Rahman, considéré comme le père de la nation, a été tué en 1975 dans un coup d'État militaire avec tous les membres de sa famille, à l'exception de Sheikh Hasina et de sa sœur, qui se trouvaient à l'étranger à l'époque.

Depuis lors, le Bangladesh a connu une série de coups d'État militaires jusqu'à ce que le gouvernement civil soit rétabli en 1991. Cependant, cela n'a pas réussi à stabiliser la situation politique dans le pays en raison de la rivalité incessante entre la ligue Awami de Sheikh Hasina et Begum Khaled Zia, veuve de l'ancien chef du coup, le général Ziaur Rahman, qui dirige le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP).

Cela a entraîné une profonde polarisation du système politique du Bangladesh, rendant pratiquement impossible le bon fonctionnement des processus démocratiques. Le BNP n'a pas

participé aux deux dernières élections générales. Khaleda Zia, en résidence surveillée depuis 2018 pour corruption, a été libérée par le président du Bangladesh quelques heures après le renversement de Hasina.

Une porte ouverte aux islamistes radicaux

La complexité de la rivalité personnelle est aggravée par la présence de forces islamistes radicales dans le système politique du Bangladesh, telles que le Jamaat-e-Islami (JeI), étroitement lié au BNP. Le JeI croit au Bangladesh islamique, contrairement à la ligue Awami plus laïque.

Ces éléments islamistes radicaux, qui n'ont pas participé à la lutte de libération contre l'armée pakistanaise au Pakistan oriental de l'époque, sont pro-pakistanais et anti-indiens par leur orientation, compte tenu du rôle de l'Inde dans la libération du Bangladesh. Avec l'éviction de Sheikh Hasina, son parti en plein désarroi politique et le BNP politiquement revitalisé, le JeI et les éléments islamistes affiliés auront beaucoup plus d'influence et affaibliront les forces plus laïques du pays.

Des rapports indiquent que la minorité hindoue au Bangladesh est déjà la cible d'islamistes radicaux. Le renversement de la statue de Sheikh Mujibur Rahman par les vandales en est un signe inquiétant, comme une imitation du renversement de la statue de Saddam Hussein à Bagdad. La résidence de Sheikh Mujibur Rahman, transformée en musée, a été incendiée et celle de l'ancien Premier ministre a été vandalisée, tout comme les foules sri-lankaises ont fait avec la résidence du Premier ministre à Colombo et les Talibans au palais présidentiel à Kaboul après la fuite d'Ashraf Ghani.

Le fait que la ligue Awami, parti de la lutte pour la liberté du Bangladesh, n'ait pas été invité par le commandant en chef de l'armée de terre à se joindre à la discussion pour la formation d'un gouvernement intérimaire du Bangladesh n'augure rien de bon pour l'avenir de la démocratie au Bangladesh. Le fait que le parti puisse se renouveler et le rôle qu'il pourra jouer dans la politique à venir du Bangladesh sous une nouvelle gouvernance reste à voir.

Le BNP, issu d'un coup d'État militaire, a une légitimité démocratique douteuse, notamment en raison de ses liens avec les islamistes. Dans le passé, il a soutenu le terrorisme et les mouvements rebelles contre l'Inde sur son territoire. Après avoir accédé au pouvoir, il s'est opposé à une coopération mutuellement bénéfique avec l'Inde dans le domaine des transports et du transit, dans le but explicite d'empêcher un accès plus facile aux États du nord-est de l'Inde et d'entraver leur développement.

Relations tendues entre Washington et Sheikh Hasina

L'Occident, en particulier les États-Unis, a cherché cyniquement à exercer une pression politique sur Sheikh Hasina sur le front de la démocratie, bien conscients que les alternatives étaient encore moins démocratiques et de surcroît encore plus influencées par les islamistes. Les États-Unis ont joué leur rôle dans la délégitimation du gouvernement de Sheikh Hasina par de nombreuses mesures qu'ils ont prises, qui ont sans aucun doute contribué indirectement à son renversement. Cela ne signifie pas que les actions du Sheikh Hasina ne laissaient pas à désirer sur le plan démocratique, mais cela ne justifie pas une intervention extérieure, surtout si elle est sélective.

Le Bangladesh n'a pas été convié au Sommet pour la démocratie à Washington en 2021, auquel le Pakistan a ironiquement été invité. La même année, les États-Unis ont imposé des sanctions aux

forces paramilitaires d'élite du Bangladesh, le Bataillon d'action rapide, pour violation des droits de l'homme. En 2016, les États-Unis se sont opposés au procès lancé par le gouvernement de la ligue Awami contre les milices pro-pakistanaises locales qui avaient collaboré avec l'armée pakistanaise dans des meurtres et des viols lors de la lutte pour la libération.

En 2023, le département d'État a annoncé qu'il prenait des mesures pour imposer des restrictions de visas aux citoyens bangladais responsables ou impliqués dans le processus électoral démocratique au Bangladesh. En mai 2024, le département d'État a imposé des sanctions à l'ancien commandant de l'armée du Bangladesh pour corruption.

Mohammed Yunus, fondateur de Grameen Bank, qui a été condamné à six mois de prison pour avoir enfreint la législation du travail au Bangladesh et s'être opposé Sheikh Hasina, est maintenant invité à diriger le gouvernement intérimaire du Bangladesh. Il est considéré comme un protégé des États-Unis. Les charges de corruption portées contre lui ont été abandonnées en vertu de la nouvelle dérogation.

L'animosité entre Sheikh Hasina et les États-Unis était assez ouverte. L'ancien Premier ministre est récemment allée jusqu'à accuser Washington de vouloir créer un petit État chrétien sur le territoire du Bangladesh, du Myanmar et du Manipur indien (où les États-Unis se sont montrés provocateurs avec leurs commentaires sur les troubles ethniques internes) sur le modèle du Timor oriental. Il convient de rappeler qu'à l'époque, les États-Unis s'opposaient à la création du Bangladesh et ont menacé l'Inde d'une action militaire. La mesure dans laquelle cet héritage a continué à influer sur la politique américaine à l'égard de Sheikh Hasina et de la ligue Awami reste un sujet de spéculation.

Cependant, il est évident que la politique des États-Unis à l'égard du Bangladesh ne correspond pas au partenariat stratégique entre l'Inde et les États-Unis, ni aux objectifs du groupe du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité et au concept de la région Indo-Pacifique. Les relations de l'Inde avec le Bangladesh ont été un exemple notable du succès de la politique indienne de voisinage.

Redistribution des cartes : New Delhi s'inquiète

Les liens indo-bangladais ont prospéré sous Sheikh Hasina, grâce à de nombreux projets de développement, de communication et de transit. Elle a éliminé les groupes rebelles anti-indiens opérant sur le territoire du Bangladesh, ainsi que le terrorisme dirigé contre l'Inde par des éléments islamistes liés au Pakistan. Cependant, parallèlement, elle a également renforcé ses liens avec la Chine, qui est devenue le plus grand fournisseur de matériel militaire du pays. Le Bangladesh est devenu le premier pays après le Pakistan à adhérer à l'initiative chinoise «*Une ceinture, une route*». L'Inde est inquiète de la construction par la Chine d'un port au Bangladesh dans le cadre de sa stratégie maritime dans l'océan indien qui vise à y renforcer sa présence navale.

Les déclarations des États-Unis et du Royaume-Uni au sujet de la crise au Bangladesh ne tiennent pas compte des préoccupations de l'Inde, notamment de la sécurité de la communauté hindoue dans ce pays. Les deux pays, en particulier les États-Unis, ne sont pas avares de déclarations concernant la sécurité des minorités en Inde, mais taisent la question des minorités au Bangladesh. Le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé l'ONU à enquêter sur les événements de ces dernières semaines au Bangladesh dans l'intention claire de les internationaliser et d'attaquer Sheikh Hasina sur les questions relatives aux droits de l'homme.

L'Inde est à juste titre préoccupée par les retombées du changement au Bangladesh, non seulement pour la minorité hindoue, mais aussi compte tenu de la propagation potentielle de l'instabilité au

nord-est de l'Inde qui subit déjà une pression en raison des troubles au Myanmar. New Delhi sera également préoccupée par l'échec des projets indiens dans le pays, en particulier dans les domaines des communications et du transit. En raison des mutineries au Myanmar, l'instabilité au Bangladesh ébranle les pays voisins de l'Inde à l'est. La politique indienne du «*Regard vers l'Est*» a également été davantage perturbée.

Du point de vue de l'Inde, le Pakistan et la Chine bénéficieront du renversement de Sheikh Hasina. Le Pakistan aura des éléments islamistes anti-indiens en tant que partenaires qui pourraient à l'avenir perturber les relations entre l'Inde et le Bangladesh. La Chine semble s'être récemment distancée de Sheikh Hasina, à en juger par les informations selon lesquelles, lors de sa récente visite, elle n'a pas pu rencontrer le président Xi Jinping et n'a pas reçu l'aide financière qu'elle espérait, ce qui l'a incitée à interrompre sa visite. Les sentiments anti-indien au Bangladesh ouvriront plus de portes à la Chine dans le pays.

Sheikh Hasina était une vieille amie - reseauinternational.net 11 août 2024

Il suffit de regarder la vidéo d'une interview de Mohammad Yunus par *Times Now* (ci-dessous), qui dirige le gouvernement intérimaire à Dhaka. Ne vous faites pas d'illusions sur ses sentiments chaleureux à l'égard de l'Inde. Yunus a affirmé que ce sont les cadres de la Ligue Awami qui ont massacré les hindous et brûlé leurs propriétés. Il ne s'engage pas sur l'amitié avec l'Inde et conseille à New Delhi de travailler plus dur pour gagner le respect et l'amitié.

Muhammad Yunus Says India Focused on Sheikh Hasina Instead of Building Friendship...

https://www.youtube.com/watch?v=pn-FReslZZw

Ce ton combatif n'est dû qu'au fait que les Américains le soutiennent fermement. Yunus a été soutenu assidûment par les Américains pendant des décennies. Ce n'est pas un secret que le prix Nobel est décerné à des mandataires prometteurs.

Conformément à un schéma bien établi dans les révolutions de couleur, la proposition de nommer Yunus à la tête du gouvernement intérimaire émane apparemment d'un obscur leader étudiant autoproclamé, qui était lui-même considéré par les médias occidentaux comme une étoile montante – et qui a probablement été incité à lancer l'idée. La proposition a été immédiatement acceptée par le président !

La chronique des Nobels a une histoire intéressante à raconter : ils proviennent en grande majorité de pays considérés comme inamicaux par les États-Unis et choisis pour leur capacité à jeter le discrédit sur l'élite dirigeante de leur propre pays ou à discréditer certains régimes dont les politiques indépendantes et l'«autonomie stratégique» sont mal perçues par Washington.

Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les cinq dernières années. Les quelques élus étaient Narges Mohammadi, militante iranienne des droits de l'homme (2023) ; Ales Bialiatski, «*militant pro-démocratie*» biélorusse (2022) ; Dmitry Muratov, journaliste russe (2021) ; Maria Ressa, journaliste philippine-américaine qui s'est concentrée sur le bilan en matière de droits de l'homme de l'ancien président Rodrigo Duterte dont l'«anti-américanisme» était bien connu (2020).

L'État profond a repéré Yunus dès 1965, lorsqu'il a été emmené en tant qu'étudiant étranger Fulbright à l'université Vanderbilt et a passé les années suivantes en Amérique. (Au cours des dernières décennies, les Américains ont utilisé Singapour comme terrain d'entraînement pour leurs mandataires). Au fil des ans, les mentors américains ont généreusement subventionné l'ONG de Yunus, la Grameen Bank, qui, depuis sa création en 1983, a accordé des prêts sans garantie d'un montant considérable de 7,6 milliards de dollars (à la fin 2008) dans plus d'un lakh de villages au Bangladesh, créant ainsi un vaste réseau d'influence dans le pays !

En septembre 2010, la Chambre des représentants du gouvernement américain a adopté à l'unanimité un projet de loi visant à décerner à Yunus la Médaille d'or du Congrès, qui est, avec la Médaille présidentielle de la liberté et la Médaille présidentielle des citoyens, la plus haute distinction civile décernée par le gouvernement américain.

Le président Barack Obama a rapidement signé le projet de loi. L'année précédente, en 2009, le président Obama avait décerné à Yunus la médaille présidentielle de la liberté. Yunus a ainsi rejoint le panthéon des héros américains qui ont reçu les trois distinctions : le prix Nobel de la paix (2006), la médaille présidentielle de la liberté (2009) et la médaille d'or du Congrès (2010). Les seuls autres héros à tenir compagnie à Yunus sont Martin Luther King Jr, Elie Wiesel, Mère Teresa, Nelson Mandela, Norman Borlaug et Aung San Suu Kyi.

Mais, comme le diraient les Américains, il n'y a pas de déjeuner gratuit. Depuis 2010 environ, Yunus participe aux campagnes de la National Endowment for Democracy (NED), une plateforme créée par Ronald Reagan en 1983 afin de fournir à la CIA un outil pratique pour déstabiliser les gouvernements étrangers en parrainant des projets de groupes non gouvernementaux pour des «*rôles démocratiques*».

La NED est une institution unique et bien équilibrée, financée par le Congrès américain. Son caractère «*non gouvernemental*» lui confère une flexibilité qui lui permet de travailler dans des circonstances difficiles et de réagir rapidement lorsqu'une opportunité de changement politique se présente. En d'autres termes, elle permet à la CIA de cacher sa participation aux déstabilisations politiques d'États.

La NED affirme se consacrer à la promotion de la croissance d'un large éventail d'institutions démocratiques à l'étranger, y compris les partis politiques, les syndicats, les marchés libres et les organisations commerciales, ainsi que les nombreux éléments d'une société civile dynamique qui garantissent les droits de l'homme, l'indépendance des médias et l'État de droit.

Avec le soutien sans faille du gouvernement américain, la NED s'est développée à pas de géant et, ces dernières années, s'est concentrée davantage sur les priorités stratégiques, notamment en Géorgie, en Ukraine, en Arménie et en Thaïlande. La principale qualification de Yunus en tant qu'enfant de chœur du projet de «*démocratisation*» de la NED était qu'il dirigeait une ONG soutenue par des fonds américains. Il est évident que les Américains ont créé un halo mythique autour de lui, ce qu'ils savent bien faire lorsqu'il s'agit d'améliorer le profil de leurs mandataires.

En 2011, le gouvernement du Bangladesh a forcé Yunus à démissionner de la Grameen Bank, sentant ses ambitions politiques.

La grande question est de savoir ce qui va se passer ensuite. Il est très improbable que Yunus, 84 ans, soit en mesure de jouer le rôle de bâtisseur de la nation dans le contexte politique houleux du Bangladesh.

Les Américains ont toutefois besoin d'un peu de répit avant de le remplacer – et probablement de l'élever au rang de prochain président. La révolution colorée a été organisée à la hâte alors que les conditions étaient réunies pour en déclencher une. Les étudiants réclament un partage du pouvoir ; le parti nationaliste du Bangladesh, conservateur et de centre-droit, est prêt à tout ; le Jamaat-e-Islami du Bangladesh, le plus grand des partis politiques islamistes du pays, s'appuie sur des cadres et peut devenir la troupe d'assaut du plus offrant.

Si, comme cela semble être le cas, un axe de renseignement américano-britannique-pakistanais a joué un rôle déterminant dans le détrônement de Hasina, les jeux sont faits. Faites-leur confiance pour maintenir le nouveau régime en place, par des moyens détournés, comme c'est le cas à Islamabad depuis 2022.

Dans ses premières remarques aux médias, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a soigneusement évité de demander que le pays organise des élections anticipées. Il a déclaré : «*Nous suivons la situation de très près. Je dirais simplement que toute décision prise par le gouvernement intérimaire doit respecter les principes démocratiques, l'État de droit et la volonté du peuple. Pour notre part, nous prenons très au sérieux la sécurité et le bien-être des citoyens américains et de notre personnel. Comme vous le savez, je pense, nous avons ordonné le départ de notre personnel non essentiel et, bien entendu, nous surveillerons cette situation jour après jour*».

Il est certain que Washington s'inquiète de savoir s'il a fait plus que ce qu'il pouvait faire. Il est tout à fait concevable que le modèle pakistanais se répète au Bangladesh – une classe compradore portée au pouvoir par des «élections» tandis que les militaires mènent la danse en coulisses avec le soutien du condominium américano-britannique-pakistanais, qui a orchestré le renversement de Hasina. L'avenir est inquiétant car, pour Washington, la géopolitique l'emporte de loin sur la sécurité et la stabilité régionales.

Source : Indian punchline via Le Saker Francophone

Russie.

Lu dans le Financial Times sur la situation économique et sociale en Russie.

- «*Alors que le conflit s'éternisait, la hausse des salaires dans l'industrie de la défense en plein essor a forcé les entreprises civiles à suivre le rythme. Sans cela, il est impossible d'attirer de la main-d'œuvre en période de grave pénurie. En conséquence, la Russie s'est soudainement retrouvée au milieu d'un boom de la consommation*».

«*Les salaires réels augmentent rapidement… Il y a des gens qui ne gagnaient presque rien avant le conflit qui a dégénéré… qui ont soudain beaucoup d'argent*», explique Janis Kluge, expert de l'économie russe à l'Institut allemand pour la coopération internationale et les affaires de sécurité.

Selon Rosstat, les salaires réels ont augmenté de près de 14% et la consommation de biens et de services d'environ 25%.

Selon le Russian Centre d'analyse macroéconomique et de prévisions à court terme, les salaires réels devraient continuer à augmenter de 3,5% cette année, ainsi qu'une augmentation de 3% du revenu disponible réel.

Le taux de chômage, qui était de 7-8% en 2022, est désormais à un niveau record de l'ère post-soviétique, à 2,6%.

Cette hausse explosive des salaires est ressentie dans tout le spectre socio-économique et change dramatiquement la vie de larges pans de la population active.

Les tisserands qui gagnaient 250 à 300 dollars par mois en roubles en décembre 2021 peuvent désormais toucher 1400 dollars par mois, selon la politologue Ekaterina Kurbangaleeva.

Le salaire moyen des chauffeurs de camion a augmenté de 38% par rapport à l'année dernière. De même, un coursier peut gagner 200 000 roubles par mois (plus de 2000 €).

Dans le même temps, les sanctions occidentales et le contrôle des capitaux russes ont entraîné une baisse des prix. Les contrôles de capitaux ont permis de «*mettre à la terre*» l'argent des citoyens aisés dans le pays. Cela a contribué à la croissance du secteur du luxe et a donné à Moscou et à Saint-Pétersbourg l'atmosphère des «*boomtowns*» modernes (villes connaissant une croissance économique et démographique soudaine).

«*Tout le monde dans la classe moyenne supérieure profite simplement de la bonne vie*», déclare l'investisseur et entrepreneur moscovite Sergei Ishkov, en soulignant le nombre de nouveaux restaurants et l'explosion du marché du commerce électronique.

Un responsable russe. Un homme d'affaires a déclaré au FT : «*Presque tous ceux que je connais qui ont quitté la Russie après février 2022 et qui y sont soit revenus, soit y ont voyagé, disent que Moscou est la meilleure ville du monde*».

De nombreux Russes ont le sentiment que leur situation financière s'améliore. Plus de 13% la jugent «*bonne*» – le chiffre le plus élevé depuis 1999, selon Rosstat.

Le nombre de personnes qui estiment que leur situation financière est «*mauvaise*» ou «*très mauvaise*» est à un niveau bas record – environ 14% et 1% respectivement.

«*Les gens reçoivent des salaires assez élevés. Qu'en font les Russes ? Ils consomment comme des fous, et cette consommation crée de la demande intérieure*», explique Alexandra Prokopenko, chercheuse au Carnegie Russian-Eurasian Center à Berlin.

Les détaillants et le secteur de la consommation s'empressent de réagir. Rostix, le géant russe successeur de KFC, prévoit d'ouvrir 100 nouveaux établissements cette année, et la consommation de café à emporter n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui.

Le tourisme intérieur est également en plein essor. Un employé d'une agence de voyage russe et employé d'une société de réservation de voyages constatent qu'en raison des sanctions, la demande de vols intérieurs a fortement augmenté malgré la hausse des prix des billets d'avion. «*Pour la première fois, il est devenu rentable pour les compagnies aériennes de voler à l'intérieur de la Russie*», selon cette source.

La sortie de capitaux de Russie s'est ralentie.

«*Dans le segment supérieur, tout est clair : les gens ont beaucoup d'argent, ils ne peuvent le dépenser nulle part, alors ils le dépensent pour des expériences nouvelles*».

«*S'ils avaient l'habitude de retirer de l'argent, d'ouvrir des comptes et d'acheter des appartements au Monténégro, cet argent reste désormais dans le pays*», explique Anton, un restaurateur de Saint-Pétersbourg.

«*Le boom des dépenses de consommation dans la FR est un résultat totalement différent de ce que les économistes avaient prévu au début de la guerre*».

Résumé.

Ce sont des conditions dont nous ne pouvons que rêver en RFA (ndlr : et en Belgique où suite aux confinements, aux sanctions et au sabotage des gazoducs Nordstream, la Place de Brouckère à Bruxelles et la terrasse du Métropole sont désormais des chancres). Au vu de cette analyse du *Financial Times*, quelqu'un peut-il encore se demander pourquoi le président Poutine obtient environ 80% d'approbation de la part des électeurs ?

Ukraine.

Lu.

«*Le problème de la désertion dans l'armée ukrainienne est devenu alarmant*», annonce la Deutsche Welle (DW) se rapportant à des statistiques du Bureau du Procureur général ukrainien.

«*Au cours du premier semestre 2024, les forces de l'ordre dans toute l'Ukraine ont ouvert près de 29 800 nouvelles affaires pénales concernant la désertion de militaires : 18 600 au titre de l'article sur l'abandon non autorisé d'une unité militaire et 11 200 au titre de l'article plus strict : Désertion. Selon les statistiques du Bureau du Procureur général ukrainien. Ce nombre a déjà dépassé les chiffres de l'ensemble de l'année 2023 qui était alors 24,1 mille nouvelles où des enquêtes ont été ouvertes, et plus de trois fois le chiffre de 2022 avec 9,4 mille cas*», souligne la DW.

«*Incapables de punir les déserteurs, les autorités sont prêtes à leur pardonner s'ils reprennent leurs fonctions*», stipule le média allemand, précisant, cependant : «*persuader les fugitifs de reprendre du service n'est pas facile*».

«*Cependant, ces données sont loin de refléter l'ampleur réelle du problème, assurent à la DW les officiers interrogés. Certains affirment que le nombre d'affaires réelles est trois fois supérieur au nombre d'affaires pénales, d'autres même quatre fois*», continue le média d'outre-Rhin.

La DW a fait savoir que «*le mauvais état moral et psychologique des militaires appelés à la mobilisation*», «*la surcharge émotionnelle et de l'épuisement avec un long séjour dans la zone de combat sans rotation*» et «*un niveau d'assistance insuffisant de la part du commandement pour résoudre les problèmes familiaux et sociaux*», sont les causes de ces désertions.

«*La loi martiale a été déclarée, le fait d'être en retard dans une unité après une absence sans raison valable, même pendant quelques heures, peut être qualifié d'infraction pénale grave passible d'une peine de 5 à 10 ans. Et jusqu'à présent, les lois sont devenues encore plus strictes*», conclut le média allemand.

Bulgarie. Cette propagande devrait faire l'objet d'un bannissement universel.

Bulgarie : Le Parlement interdit *« la propagande »* en faveur des LGBT+ à l'école - 20 Minutes 7 août 2024

C'est un vote « *surprise* ». Le Parlement de Bulgarie a interdit mercredi la « *propagande* » LGBT+ à l'école, via un amendement introduit sur proposition du parti d'extrême droite prorusse Vazrajdane (Renaissance), qui a été adopté avec 159 voix (22 contre et 13 abstentions).

Cet amendement rend illégal « *l'encouragement* » d'une « orientation sexuelle non traditionnelle » et d'une identité de genre « *différente de la biologique* », sur le modèle d'une loi hongroise fortement décriée par Bruxelles. Depuis l'été 2021, évoquer l'homosexualité devant des mineurs est passible d'une amende en Hongrie.

Fin juin, le Parlement en Géorgie avait aussi adopté une loi interdisant la « *propagande LGBT+* », très similaire à une législation utilisée en Russie pour réprimer les minorités sexuelles et de genre. 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

Etats-Unis.

Un aventurier : Personne qui vit d'intrigues, d'expédients sans scrupules, à demi escroc, une définition qui va très bien au personnel politique de notre époque.

Kamala Harris, ou comment passer de la reine de la justice californienne à valet par défaut - France-Soir 03 août 2024

Après des études en sciences politiques et en droit, Kamala Harris intègre le barreau de Californie. Sa carrière débute en 1990 comme procureur adjoint du district d'Alameda County. La jeune femme de 26 ans est décrite comme "compétente et en pleine ascension" par ses collègues mais ne fait parler d'elle ni par sa jeunesse ni par ses performances. Les Californiens font la connaissance de cette procureure adjoint, de mère indienne et père jamaïcain, à sa nomination à la Commission d'appel de l'assurance-chômage.

C'est en 1994 et Kamala Harris sort avec Willie Brown, trente ans son aîné, président de l'Assemblée de Californie qui l'a nommée à ce poste. Elle démissionne six mois plus tard et son compagnon la nomme cette fois-ci à la tête de la Commission d'assistance médicale. Leur relation fait couler beaucoup d'encre. Les salaires annuels de sa nouvelle compagne évoluant entre 72 000 et 97 000 dollars. Un revenu généreux pour un poste à mi-temps, voire moins, puisque la Commission d'assistance médicale se réunit une fois par mois. La presse en fait ses choux gras. Willie Brown est accusé de favoritisme et reçoit les critiques acerbes des républicains, tandis que la compétence et la légitimité de Kamala Harris, chargée de négocier des contrats entre l'État de Californie et les hôpitaux, sont remises en cause.

C'est donc à sa relation amoureuse qu'elle doit son entrée en politique, et à son amoureux son ascension dans les années qui suivent. En 1998, la voici procureur adjoint à San Francisco. Elle est en charge de la division criminelle et gère les affaires d'homicide, de vol et d'agressions sexuelles.

Son aventure prend rapidement fin après un bras de fer avec l'assistant du procureur à propos de la "*proposition 21*", qui prévoit de juger certains délinquants mineurs par la justice pénale pour adultes.

Après sa démission, elle est de nouveau repêchée par son "ex", Willie Brown, devenu entre-temps maire de San Francisco. A la mairie, Kamala Harris dirige la division des services à la famille et à l'enfance. Elle fait un retour en fanfare à partir de 2002, toujours sous l'aile de son ancien amant. Elle brigue le poste de Procureur de San Francisco et le comité californien du parti démocrate est appelé à ne pas soutenir le procureur en poste, Terence Hallinan.

Elle mène une campagne virulente contre son ancien patron mais ses adversaires pointent encore du doigt sa proximité avec Willie Brown. "*Sa carrière est terminée, je serai en vie et en pleine forme pendant les 40 prochaines années. Je ne lui dois rien*", se défend-elle. Oh, si, tu lui dois beaucoup ... Kamala Harris devient la première femme et la première personne de couleur à occuper ce poste. Son bilan est entaché de nombreuses polémiques, liées à ses contradictions. Elle s'oppose à la peine de mort à San Francisco mais la soutient dans les affaires fédérales. Elle fait condamner près de 2 000 personnes pour des délits liés à la marijuana et instaure la condamnation de parents pour l'absentéisme scolaire de leurs enfants, notamment les parents de jeunes délinquants. Elle est, sans véritable opposition, réélue en 2007 pour un autre mandat de 4 ans.

Kamala Harris se sent pousser des ailes et poursuit son ascension. Elle veut devenir le Procureur général de Californie et parvient, là encore, à être la première femme "*afro-américaine*" à occuper le poste. Sa gestion du National Mortgage Settlement, un accord conclu après la crise des subprimes entre le gouvernement, les 49 procureurs généraux d'État et les cinq plus grandes banques de services hypothécaires dans le pays, déçoit les propriétaires désabusés.

L'accord visait à mettre fin aux accusations portées contre ces banques concernant des pratiques abusives liées aux saisies immobilières. Kamala Harris, qui s'est retirée des négociations nationales, est accusée d'avoir trop cédé aux banques, particulièrement dans son accord séparé avec Wells Fargo, JPMorgan Chase et Bank of America. Si cet arrangement prévoit une réduction de dette de 12 milliards pour des propriétaires californiens, avec au total 18 milliards d'aides financières, aucun banquier n'a été inquiété par la justice.

Sa frivolité, ou plutôt ses proximités malsaines se confirment en 2012 lorsqu'elle empêche une plainte civile contre OneWest Bank, détenue par un groupe d'investissement dirigé par Steven Mnuchin et tout aussi accusée de saisies immobilières abusives. Une enquête menée par le bureau du procureur général de Californie révèle plus d'un millier de violations des lois. Les procureurs de l'État recommandent à Kamala Harris de poursuivre OneWest Bank en justice pour ces violations. Cependant, Harris a décidé de ne pas engager de poursuites civiles contre la banque.

Elle justifie toutes ses décisions par "*les preuves à sa disposition*". Il s'est surtout avéré que Kamala Harris ne pourrait pas se priver des dons de ces banques pour ses campagnes, comme ceux de ce même Steven Mnuchin pour sa campagne sénatoriale. Autre tâche dans son bilan comme procureur général : sa décision de maintenir en prison plusieurs accusés malgré l'absence de preuves de leur culpabilité ou la disponibilité de preuves de leur innocence.

Citons George Cage, un électricien au casier judiciaire vierge accusé d'abus sexuel sur sa belle-fille, Johnny Baca pour meurtre, Kevin Cooper, condamné à mort à l'issue d'un procès entaché de graves problèmes de corruption avant d'être empêché de procéder à des tests ADN avancés par Kamala Harris, ou encore Daniel Larsen, accusé de possession d'arme dissimulée et dont les preuves l'innocentaient.

Dès 2015, Kamala Harris brigue un siège au Sénat pour les élections de 2017. La primaire se déroule sans difficultés majeures, tant elle a été bien introduite chez les Dems par Willie Brown, son ange-gardien. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à s'immiscer dans la campagne de sa protégée, appelant même le rival de Kamala Harris à quitter la course "*par loyauté*" à son égard. Après avoir reçu le soutien du président sortant, Barack Obama, et de son vice-président, Joe Biden, elle remporte la primaire. L'attention est monopolisée par les élections présidentielles opposant Hillary Clinton à Donald Trump et la campagne de l'ancienne Procureur général de Californie est terne. Elle est élue sénatrice en 2017, en étant la deuxième "afro-américain" à le faire et la première d'origine indo-américaine.

Elle est membre de plusieurs commissions, l'une après l'autre, comme celles du renseignement ou de la Sécurité intérieure, et se fait remarquer par son hostilité envers l'administration Trump. Elle s'oppose même à la nomination de Steven Mnuchin comme secrétaire du Trésor, celui-là même qui a fait un don pour sa campagne sénatoriale ... Ses interventions irritent le président Trump en personne, qui lui reproche, avec les Républicains, un manque de respect à l'égard des personnes interrogées. Kamala Harris confond-elle son rôle de sénatrice avec celui de Procureur qui maintient les personnes en prison malgré des preuves de leur innocence ?

Comme à son accoutumée, Kamala Harris brille par ses incohérences, aussi bien politiques qu'éthiques. Opposée à la légalisation de la marijuana depuis son passage à San Francisco, elle finit par soutenir cette cause. Son revirement est jugé opportuniste. A l'opposé, elle soutient d'abord le programme Medicare for All avant de se tourner vers une approche hybride incluant des options d'assurance privée, suscitant des critiques pour son manque de constance. Mais celles-ci sont plus virulentes lorsqu'il s'agit de financement de campagne. La Sénatrice avait promis de ne pas accepter d'argent de Wall Street, mais a fini par accepter des fonds pour sa campagne présidentielle. Ses positions sur l'immigration ont également changé, notamment en ce qui concerne la décriminalisation des entrées illégales aux États-Unis.

Harris démissionne en janvier 2021 de son siège, après son élection comme vice-présidente de Joe Biden. Mais c'est la Maison Blanche qu'elle vise au début de la campagne démocrate. Considérée comme la favorite, elle n'hésite même pas à réprimander son rival, Joe Biden, pour son bilan de vice-président, histoire de gagner des points dans les sondages. Le candidat la lui rend bien, lui rappelant son bilan en tant que procureur à San Francisco et en Californie, particulièrement ses poursuites liées à la marijuana ainsi que le blocage de tests ADN de condamnés à mort. Elle chute dans les sondages et se retire, "par manque de fonds".

Ainsi, l'ascension politique de Kamala Harris illustre un parcours marqué par l'opportunisme, les contradictions et les controverses. Propulsée par ses relations intimes, elle se retrouve aujourd'hui à la tête du ticket démocrate par défaut. Comble du cynisme et de l'ironie, celle qui a bâti sa carrière sur des condamnations à outrances et de l'inconsistance politique, se présente désormais comme le visage de la continuité et du changement.

Venezuela.

Au Venezuela comme au Bangladesh, hier en Tunisie, Egypte, Irak, Syrie, Libye...

J-C - Il n'a qu'à les interdire !

Venezuela : Le Président Maduro veut réguler les réseaux sociaux pour éviter un « *coup d'État cyberfasciste criminel* » - 20 Minutes 7 août 2024

20 Minutes avec AFP 7 août 2024

« *Ils ont utilisé le processus électoral pour […] propager la haine sur TikTok et Instagram. J'accuse TikTok et Instagram pour leur responsabilité dans l'installation de la haine pour diviser les Vénézuéliens », a tonné Nicolas Maduro, réclamant une régulation des réseaux sociaux afin d'éviter un « coup d'État cyberfasciste criminel* ».

Ce dernier a dénoncé des contenus promouvant la « *haine* », le « *fascisme* », la « *division* » et les « *menaces* », alors que le pouvoir utilise, lui aussi, abondamment ces réseaux de manière directe avec des comptes officiels ou indirecte avec ses relais et ses partisans.

« *Je vais rompre les relations avec WhatsApp* »

Ces plateformes ont en effet joué un grand rôle dans la diffusion de contenus sur les manifestations à l'issue de la présidentielle du 28 juillet. Parmi les hashtags les plus utilisés sur le réseau X après le scrutin, ceux de #fraude, #VenezuelaLibre et le mantra de la dirigeante de l'opposition Maria Corina Machado #HastaElFinal (jusqu'au bout). A l'autre extrémité du spectre est apparu celui de #GanoMaduro (Maduro a gagné).

Ce sont des « *multiplicateurs conscients de la haine et du fascisme* », a-t-il encore dénoncé, accusant le magnat Elon Musk d'avoir été derrière le « *piratage massif* » du Conseil national électoral (CNE) qui a empêché, selon lui, la publication du décompte de l'ensemble des voix du scrutin.

« *Je vais rompre les relations avec WhatsApp* », a-t-il assuré au cours d'un rassemblement au palais présidentiel lundi. « *WhatsApp est utilisé pour menacer le Venezuela, et je vais donc supprimer WhatsApp de mon téléphone pour toujours* ». Il a appelé à un retrait « *volontaire, progressif et radical* » de l'application, propriété de l'entreprise américaine Meta au même titre que Facebook et Instagram. Dans son émission à la télévision publique, en direct devant les caméras, il a ensuite désinstallé l'application, très utilisée au Venezuela.

Venezuela: Nicolas Maduro annonce la suspension du réseau social X pendant 10 jours - BFMTV 9 août 2024

"*Personne ne me fera taire, je vais affronter l'espionnage de l'empire technologique. Elon Musk est le propriétaire de X et a violé toutes les règles du réseau social Twitter, devenu X, et les a violées en incitant à la haine et au fascisme*", a lancé Nicolas Maduro, qui accuse régulièrement le milliardaire américain de comploter contre lui.

Rejeter les tentatives de déstabilisation du gouvernement bolivarien du Venezuela – legrandsoir.info 9 août 2024

Solidarité avec Venezuela

Le lauréat argentin du prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel ; Manuel Zelaya, ancien président du Honduras ; Evo Morales, ancien président de l'État plurinational de Bolivie, ainsi que

plus de trois cents éminents intellectuels, écrivains, journalistes, dirigeants politiques et militants, rejettent les tentatives de coup d'État contre la République bolivarienne du Venezuela.

Après l'élection présidentielle historique du 28 juillet, qui a consacré la victoire de Nicolas Maduro Moros pour un troisième mandat, l'opération déstabilisatrice de l'impérialisme s'est intensifiée au Venezuela, conçue et mise en œuvre avant, pendant et après les élections.

Les actes de violence et de vandalisme qui ont pu être vus à la télévision et sur les réseaux sociaux démontrent que les accusations de fraude contre le gouvernement Maduro et le Conseil national électoral ne sont que la surface d'un vaste plan déstabilisateur qui justifierait le recours à une intervention militaire étrangère.

Toutes les forces démocratiques de la région et la communauté internationale doivent dénoncer, répudier et rejeter énergiquement les tentatives de coup d'État contre la République bolivarienne sœur du Venezuela.

Paix et démocratie pour le noble peuple venezuelien, punition pour les putschistes

https://www.legrandsoir.info/rejeter-les-tentatives-de-destabilisation-du-gouvernement-bolivarien-du-venezuela.html

---

Venezuela : lettre à ARTE à propos du documentaire "*Maduro, du socialisme à la dictature*" – legrandsoir.info 9 août 2024

Solidarité Bolivarienne

Votre « *documentaire* » « *Maduro du socialisme à la dictature* » est un pur outil de propagande organisé autour des « *témoignages* » de membres de l'opposition d'extrême-droite exclusivement, d'un général renégat réfugié en Colombie à l'époque où celle-ci était dirigée par Ivan Duque qui n'a jamais raté une occasion de créer des problèmes à son voisin, avec qui il partage 2000 km de frontière, de déclarations hostiles d'ambassadeurs de pays de l'Union européenne dont on connaît la position envers le Venezuela (n'oublions que le père de Leopoldo Lopez qui fuit la justice vénézuélienne après avoir commis dans le pays divers délits dont celui d'incitation à la violence, est député européen !) et de représentants des Etats-Unis dont l'objectivité est plus que sujette à caution.

Ces individus répètent à l'envi des mot-clefs comme « *dictature* » « *répression* » « *isolement international* » « *traversée du désert* » dont aucun ne correspond à la réalité et, naturellement, Cuba !

Pas un mot des dommages causés au pays par les sanctions étasuniennes, de la difficulté pour le Gouvernement vénézuélien de se procurer des pièces de rechange pour ses infrastructures, des aliments et des médicaments pour sa population, pas un mot de l'enlèvement par les Etats-Unis d'un diplomate vénézuélien chargé de procurer des aliments à son pays (une activité terroriste s'il en est !) de l'impossibilité de vendre le pétrole vénézuélien sur le marché international et j'en passe.

Pas un mot non plus de la façon dont le Président Nicolas Maduro a mis fin aux « *garimbas* » de 2017 : la convocation d'une Assemblée Constituante ! Avez-vous déjà vu un dictateur convoquer

une Assemblée Constituante ? Le Venezuela est vraiment une drôle de dictature dans laquelle le Président de la République, pour résoudre n'importe quel problème, fait appel à la Constitution et consulte le peuple par referendum et où ce sont les communes qui, par une élection, choisissent les projets prioritaires qu'elles veulent réaliser sur leur territoire. Depuis l'arrivée au pouvoir de la Révolution Bolivarienne, il y a eu 31 élections au Venezuela, qui se sont toutes réalisées en présence d'observateurs internationaux qui ont tous témoigné de la transparence du processus, et le parti au Gouvernement en a gagné 29.

A propos d'élections, ignorez-vous vraiment ce que le Centre Carter, lorsqu'il était encore dirigé par l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter, disait du système électoral vénézuélien ? Il disait tout simplement que le système électoral vénézuélien était le meilleur du monde.

Vous citez la parole des présidents des Etats-Unis quand ils calomnient Nicolas Maduro ou son pays, mais quand l'un d'entre eux fait l'éloge du système électoral vénézuélien, vous préférez citer ce pantin des Etats-Unis de Juan Guaido qui s'est auto-proclamé « *président par interim* » du Venezuela sans avoir été élu par personne.

Ce « *documentaire* » est une honte, les individus qui l'ont réalisé ne méritent pas le nom de journalistes.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 août 2024

78th Indian Independence Day.

Later, the Indian and French governments ratified the 'Treaty of Cessation' and initiated the de-jure transfer of the territory to India, on August 16, 1962. As a result, Puducherry also celebrates independence a day after India celebrates independence.

A bas l'impérialisme français, à bas l'Etat colonial !

Abrogation de la Constitution antidémocratique de la Ve République ! A bas la dictature des capitalistes, vive la dictature du prolétariat ! Vive le socialisme !

L'heure est au combat à mort pour en finir avec le capitalisme, sinon à quoi bon pleurnicher sur le sort de tous les peuples qui en sont les victimes.

Pour se débarrasser du capitalisme, il faut adopter un mode de penser scientifique, car c'est lui qui nous permettra d'accéder à la connaissance de l'histoire, de concevoir ou atteindre le niveau supérieur du processus historique que l'humanité doit dorénavant franchir sous peine de se putréfier et disparaître, le socialisme.

Tant qu'on n'aura pas appris à penser le monde tel qu'il est réellement ou il se présente à nous, et non tel qu'on le perçoit de manière déformée ou on voudrait qu'il soit, on ne progressera jamais vers le socialisme.

La question n'est plus de savoir dans quel monde nous vivons, car nous avons tous les moyens d'accéder à cette connaissance sans faire le moindre effort ou sans que cela nous coûte des sacrifices, sans avoir besoin de se déplacer ou de dépenser une fortune en voyages, il suffit de se connecter à Internet, puis de lire, écouter, regarder.

Personne parmi les classes privilégiées ne pourra dire qu'il ne savait pas ce qui se passait sous ses yeux ou n'importe où dans le monde, particulièrement dans les pays occidentaux dont la France.

Comment se fait-il, qu'on rencontre très rarement, pour ne pas dire jamais, des personnes capables de tenir un discours logique, rationnel, cohérent en n'importe quelle circonstance, quel que soit le sujet ou la question abordée, jusqu'au bout ? Elles sont visiblement victimes d'une défaillance cognitive, mais laquelle ou lesquelles, à quel niveau se situent-elles ? Cela vient d'elles ou sans recourir à une intervention extérieure, je veux dire par là, que je ne confonds pas avec des désaccords qu'on pourrait avoir avec des gens, et qu'on mettrait à leur compte parce qu'on tiendrait

absolument à avoir raison, non, ce sont des trucs aberrants souvent rudimentaires qui sortent uniquement d'eux-mêmes, qu'ils ont intégrés ou dans lesquels ils croient, auxquels elles tiennent.

L'épisode covid-19 en fut une illustration magistrale à grande échelle qui en surprit plus d'un, sans pour autant comprendre sa signification ou quelle en était l'origine. Comment pouvait-on être instruit ou avoir fait des études supérieures, et en arriver à croire de si grotesques stupidités, cela défiait l'entendement. Aucune des explications fournies ne fut satisfaisante, pourtant il en existait bien au moins une, à savoir que leur mode de penser était défectueux ou il ne permettait pas d'interpréter fidèlement la réalité, parce qu'ils n'étaient pas capables de l'observer telle qu'elle était, chez eux, le rapport de la pensée à l'être ou au monde extérieur était inversé, se privant ainsi des instruments de la logique qui leur auraient permis de comprendre immédiatement, qu'ils étaient en présence d'une mystification de nature politique.

Ce qui s'est produit lors de cet épisode, on en fait l'expérience quotidiennement en lisant des articles et des commentaires de lecteurs dans des blogs, en discutant avec des gens, c'est confondant parce que c'est systématique.

Allons plus loin, cela déteint sur leur comportement, en plus d'afficher des idées stupides, ils le revendiquent, ils en sont fiers, ils sont même prétentieux ou hautains, ils méprisent ceux qui ne pensent pas comme eux. De plus, ils manquent singulièrement de modestie et de simplicité, ce qui caractérise les idiots en général qui s'écoutent parler, à commencer par les professeurs et autres chercheurs qui prennent les choses de très haut, là où le commun des mortels ne peut pas accéder, mais qui en réalité ne pètent ou ne pensent pas plus loin que le bout de leur nez.

Le choix d'une étude multidisciplinaire pour aborder une question met le chercheur sur la voie du matérialisme dialectique, donc sur la bonne voie, mais avant qu'il observe son comportement et ses idées et en tire des enseignements, il peut passer à côté ou s'écouler toute une vie sans en changer, ils ne seront jamais parvenus au bout de l'histoire qu'ils ignoreront à jamais. C'est dommage d'avoir commencé à s'élever pour finalement stagner à un niveau relativement médiocre le restant de ses jours, les universitaires en sont là.

Ce qui nous intéresse, c'est le fond des choses et non les apparences, les causes, les origines, les trucs du genre, hypocrisie, lâcheté, hyper individualisme, égocentrisme, etc. ce sont des effets secondaires. Contrairement aux despotes, on ne souhaite pas changer les idées ou le comportement des gens, on leur propose un mode de penser différent pour qu'éventuellement ils les modifient eux-mêmes en harmonie avec leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, pour qu'ils prennent en mains leur destin, on se fout du reste, de leurs goûts ou tendances sexuelles qui ne regardent qu'eux, car c'est l'unique moyen pour changer la société.

Le pays de la dictature sanitaire, climatique, énergétique, numérique, pronazi sioniste et ukrainien : Un enchantement !

JO de Paris 2024 : que va-t-il rester de la ferveur populaire de ces deux semaines "*enchantées*" ?

La France est devenue aussi décomposée que la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, son modèle. Rien d'étonnant à cela.

10% de millionnaires sont acquis au régime, quand on ajoute leur moitié et rejetons, on arrive facilement à 15%, ensuite, parmi les 25% de vieillards, les 2/3 sont acquis au régime, gage de stabilité, ainsi Macron dispose d'un solide socle social de 25 à 30% de la population, il lui manque plus que 20 ou 25% pour atteindre la majorité, en réalité beaucoup moins du fait de l'abstention, la moitié devrait suffire, et partant du constat que près des trois quarts de la population dispose de revenus ou d'un mode de vie relativement confortable, il suffira de mettre en branle la machine médiatique infernale et les réseaux asociaux pour convaincre sans peine quelques millions, qu'avec Macron ils vivent dans un pays « *enchanté* ».

A bas l'impérialisme anglo-saxon et l'occupation sioniste de la Palestine !

- Dans un communiqué commun le 12 août, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France ont exprimé leur soutien «*à la défense d'Israël contre l'agression iranienne et contre les attaques des groupes terroristes soutenus par l'Iran*», tout en appelant Téhéran «à cesser ses menaces constantes d'attaque militaire contre Israël». RT 13 août 2024

- Environ 68% des Allemands ont rejeté un soutien militaire à Israël, si la guerre s'étendait au Liban ou à l'Iran, selon un sondage d'opinion publié samedi par la chaîne de télévision publique ARD, Anadolu rapporte.

- Guerre Israël-Hamas : Tollé international après la provocation d'un ministre juif sur l'Esplanade des Mosquées - 20 Minutes avec AFP 14 août 2024

Avec le capitalisme, vive la guerre ! Stop ou encore ?

Manœuvres de fin du monde? - Mondialisation.ca, 08 août 2024

Le Pentagone est en train de mettre en place un plan pluriannuel de 2 000 milliards de dollars pour construire une nouvelle génération de missiles, de bombardiers et de sous-marins à armement nucléaire. Une grande partie de ce financement ira aux principaux entrepreneurs d'armes nucléaires tels que Bechtel, General Dynamics, Honeywell, Lockheed Martin et Northrop Grumman. Et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'argent continue de couler à flots.

https://www.mondialisation.ca/manoeuvres-de-fin-du-monde/5691244?doing_wp_cron=1723689504.0234489440917968750000

Washington rompt l'embargo sur les armes imposé à l'Arabie saoudite en lui livrant pour 750 millions de dollars de bombes - Mondialisation.ca 14 août 2024

Selon le Wall Street Journal (WSJ), les États-Unis vont livrer pour 750 millions de dollars de bombes à l'Arabie saoudite, levant ainsi un embargo imposé depuis 2022.

Selon le WSJ, la livraison de munitions comprendra 3 000 bombes de petit diamètre et 7 500 bombes Paveway IV. Le rapport indique également que Washington cherche à renforcer ses liens

avec l'Arabie saoudite afin de rétablir son influence en Asie occidentale. Mondialisation.ca 14 août 2024

Les États-Unis approuvent la vente de 20 milliards de dollars d'armement à Israël - BFMTV 14 août 2024

En famille. Ils tiennent le même discours et ils appliqueront le même programme.

Gabriel Attal propose aux groupes de l'Assemblée nationale de "*bâtir des compromis législatifs*", en excluant LFI, le RN et ses alliés - francetvinfo.fr 13 août 2024

Gabriel Attal, le Premier ministre démissionnaire et président du groupe Ensemble pour la République a adressé un courrier lundi 12 août, à André Chassaigne, Cyrielle Chatelain, Stéphane Lenormand, Boris Vallaud et Laurent Wauquiez, tous chefs de groupe à l'Assemblée, omettant de le transmettre aux membres du RN et de LFI.

Dans ce courrier adressé "*aux forces politiques allant de la gauche républicaine à la droite républicaine*", il dresse un "*Pacte d'Action pour les Français*", pour permettre aux membres de l'Assemblée nationale de se "*hisser à la hauteur du moment, et bâtir des compromis législatifs tournés vers l'intérêt des Français*".

Les députés du groupe Ensemble pour la République ont donc identifié six chantiers prioritaires : "*le rétablissement des comptes publics et le renforcement de la souveraineté économique*", "*la défense de nos valeurs, de notre laïcité et le renouveau de nos institutions*", "*la qualité de vie des Français : leur pouvoir d'achat, leur logement et leur travail*", "*l'environnement*", "*la sécurité*" et "*les services publics, au premier rang desquels l'éducation et la santé*."

Gabriel Attal "*se tient donc à disposition*" pour une collaboration avec les Écologistes, le PCF, LR, le PS, Horizons et le MoDem sans "*effacer nos différences et nos désaccords*", mais en les "*dépassant*" et en les "*surmontant*".

J-C – Plus la réaction se radicalise, plus les opportunistes penchent à droite, il y a fort à parier qu'ils vont chercher à s'entendre avec Macron, à moins sinon qu'il tente un nouveau coup de force, fort de la séquence despotique de 2020-2022, pourquoi pas.

Pour qui gouvernerait-elle ? Lucie Castets s'engage à appliquer un programme compatible avec celui de la réaction.

- Lucie Castets plaide pour une « *évolution des pratiques parlementaires et des relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif* ». Au Parlement, cela passe par l'élaboration des textes « *en amont avec les rapporteurs et chefs de file pressentis des commissions* » avant toute transmission au Conseil d'État ou par une meilleure répartition des « *responsabilités* » lors des débats.

« *Nous nous portons garant de ce changement de pratiques* », assurent Lucie Castets et les sept chefs des groupes parlementaires de gauche cosignataires, qui promettent des « *discussions*

approfondies avec les groupes parlementaires républicains » - formulation qui exclut le Rassemblement national - « *dès la nomination* » d'un gouvernement NFP.

« *Ce courrier est signé par la présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée, Mathilde Panot* », rappelle-t-elle.

Lucie Castets semble réduire un peu la voilure sur l'augmentation du Smic (elle ne parle pas des 1 600 euros dans sa lettre) ou le retour de l'impôt sur la fortune (absent du courrier).

L'objectif du courrier est de « *partager un cadre de travail et d'information* », précise son entourage au HuffPost. Le HuffPost 12 août 2024

- La candidate du Nouveau Front populaire (NFP) à Matignon, Lucie Castets, évoque mardi 13 août dans une interview au *Parisien* la nécessité pour l'alliance de gauche de chercher des "*accords*", faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale pour appliquer son programme.

(Mettre le Smic à 1.600 euros.) "*Cela reste des horizons*", explique Lucie Castets au *Parisien*, en évoquant également le retour de l'ISF. AFP/BFMTV 14 août 2024

Lucie Castets s'adresse en particulier aux députés de la majorité sortante, Renaissance. « *On a quand même un président qui envisageait avant l'élection de donner le pouvoir à Jordan Bardella en cas de majorité relative, et qui le refuse aujourd'hui à la gauche. Je trouve ça extrêmement préoccupant. Et je pense que ça ne convient pas non plus à tous chez Renaissance* », estime-t-elle. « *On a de bons premiers retours* », clame-t-elle au sujet de son courrier. lepoint.fr 14 août 2024

Santé.

Vaccination : le tueur silencieux», en 1977 (en anglais).

https://ia802301.us.archive.org/14/items/vaccination-a-clear-and-present-danger/Vaccination%20a%20clear%20and%20present%20danger.pdf

«*L'aiguille empoisonnée*», en 1957. Dr Eleana Mac Bean. (en anglais).

https://ia803205.us.archive.org/3/items/the_poisoned_needle_mcbean/The%20Poisoned%20Needle%20-%20McBean.pdf

Dans son livre écrit en 1957, «*The poisoned Needle, Suppressed facts about vaccination*», le Dr Eleana McBean, médecin, a été le témoin oculaire de l'épidémie de 1918. Elle écrit «*Seuls les vaccinés ont péris*».

La grippe espagnole de 1918

On estime qu'elle a tué entre 50 et 100 millions de personnes dans le monde. «*Cette pandémie catastrophique a été entourée d'un faux récit pendant plus d'un siècle*».

Un examen des faits révèle une pléthore de similitudes entre ce faux récit de pandémie de 1918 et celle du coronavirus de 2020 !

«*La pandémie de 1918 n'a pas émané d'Espagne ! Ce n'était pas une grippe. Elle n'a pas été causée par un virus. En l'identifiant à tort comme une grippe venant d'Espagne, on a contribué à en dissimuler la véritable nature et l'origine*».

En 1918, alors que les USA entraient dans la première guerre mondiale, les effectifs militaires ont été portés à 6 millions d'hommes dont 2 millions ont été envoyés sur les champs de bataille en Europe. Les scientifiques de l'institut Rockefeller ont saisi l'occasion de «*tester*» un vaccin expérimental sur ce nouveau groupe de cobayes humains désormais disponibles. Peu de gens réalisent que la maladie a tué bien plus de soldats de tous les camps que les mitrailleuses et le gaz moutarde ou tout autre élément associé à la première guerre mondiale.

En janvier 1918, un vaccin expérimental contre «la méningite», fabriqué à partir de chevaux, a été testé sur des soldats. C'est Frédérick. T. Gates (1853-1929), (aussi théologien !) président du conseil d'administration de l'institut Rockefeller et administrateur de la fondation Rockefeller qui a lancé l'expérience au Kansas en janvier 1918.

Dans le rapport qu'il a publié en 1918, il note que le vaccin a été administré en 3 doses aléatoires, ce qui n'est pas exact.

4792 hommes ont reçu la première dose.

4257 hommes ont reçu la seconde dose

3702 hommes ont reçu les trois doses.

Le Dr Gates ne dit pas ce qui est arrivé aux 1090 hommes qui ne se sont pas présentés à la troisième dose. Gates écrit que peu de temps après avoir été injectés, les soldats présentaient certains des symptômes semblables à ceux de la grippe, notamment de la toux, des vomissements et de la diarrhée. Ses réactions simulaient selon lui le début d'une «*méningite épidémique*» mais le Dr Gates a balayé cela d'un revers de main et a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une véritable méningite.

On peut se demander sur quelle science il s'est appuyé.

Des épidémies de grippe ont été enregistrées dans 14 des plus grands camps d'entrainement des forces armées. Les troupes récupérées ont porté et transmis l'infection à des soldats sains sur les champs de bataille d'Europe. Un rapport de 2008 a étudié les taux de mortalité et d'invalidité dans le monde entier pendant la pandémie. Ils ont décrit comment «*les bactéries*» se propageaient rapidement des personnes infectées à d'autres en particulier dans des environnements surpeuplés, tels que les services hospitaliers, les casernes des camps militaires, les navires de transport de troupes.

Quelques 9000 personnes dans le monde ont été autopsiées pour conclure que «*la grippe de 1918 n'était pas une grippe*». D'après les cultures longues des autopsies, la «*bactérie pneumonia*» a tué au moins 92,7% d'entre eux.

Lorsque la première guerre mondiale s'est terminée le 11 novembre 1918, les soldats sont rentrés chez eux, propageant la «*pneumonia bactérienne meurtrière*» dans le monde entier.

L'un des témoins oculaires les plus importants était le Dr Eleana Mac Bean. Elle fut témoin du carnage humain à l'âge de 13 ans. Elle et sa famille afro-américaine ne se sont pas fait vacciner. Ils

sont restés en bonne santé tout le long de la pandémie. Elle est devenue médecin et a écrit plusieurs livres dont :

«*L'aiguille empoisonnée*», en 1957.

«*Vaccination : le tueur silencieux*», en 1977.

«*Exposé sur la grippe porcine*», en 1977.

Elle a fourni des descriptions très vivantes et je vais en lire un extrait :

«*Lorsque la grippe était à son apogée, tous les magasins étaient fermés ainsi que les écoles, les entreprises, l'hôpital, car les médecins et les infirmiers avaient été vaccinés et étaient atteints de «la grippe…*». Il n'y avait personne dans la rue. C'était comme une ville fantôme. Il semblait que la seule famille qui n'avait pas attrapé cette «*grippe…*» était ma famille. Mes parents sont donc allés de maison en maison faisant ce qu'ils pouvaient pour soigner les malades car il était impossible de trouver un médecin.

S'il était possible que les germes des bactéries et des virus ou des bacilles provoquaient des maladies, ils avaient tout loisir d'attaquer mes parents alors qu'ils passaient tant d'heures par jour dans les chambres des malades ! Mais ils n'ont pas eu la grippe. Ils n'ont pas ramené le germe à la maison pour nous contaminer, nous leurs enfants. Aucun membre de notre famille n'a eu la grippe… ni un rhume. C'était en hiver avec de la neige épaisse au sol».

Un document a identifié le vaccin expérimental contre la «*méningite bactérienne*» comme principal coupable. Il y est écrit que «*seuls ceux qui ont été vaccinés ont péri*».

La Palestine deviendra le ghetto du monde.

Mémoire de Edwin Montagu sur l'antisémitisme du gouvernement (britannique) actuel – Soumis au cabinet britannique, août 1917

J'ai choisi le titre ci-dessus pour ce mémorandum, non pas dans un sens hostile, non pas du tout pour me quereller avec un point de vue antisémite qui pourrait être défendu par mes collègues, non pas avec le désir de nier que l'antisémitisme puisse être défendu par des hommes rationnels, non pas même dans le but de suggérer que le gouvernement est délibérément antisémite ; mais je souhaite faire état de mon opinion selon laquelle la politique du gouvernement de Sa Majesté est antisémite et, par conséquent, constituera un terrain de ralliement pour les antisémites dans tous les pays du monde.

Ce point de vue est motivé par la réception hier d'une correspondance entre Lord Rothschild et M. Balfour.

La lettre de Lord Rothschild est datée du 18 juillet et la réponse de M. Balfour doit être datée d'août 1917. Je crains que ma protestation n'arrive trop tard, et il se peut que le gouvernement ait été pratiquement engagé lorsque Lord Rothschild a écrit et avant que je ne devienne membre du gouvernement, car il y a manifestement eu une correspondance ou une conversation avant cette lettre. Mais j'estime qu'en tant que seul ministre juif du gouvernement, mes collègues pourraient

me donner l'occasion d'exprimer des opinions qui me sont peut-être propres, mais auxquelles je tiens beaucoup et que je dois demander la permission d'exprimer lorsque l'occasion s'en présentera.

Je crois fermement que cette guerre a porté un coup fatal à l'internationalisme et qu'elle a été l'occasion d'un renouveau du sens de la nationalité, qui se relâchait, car non seulement la plupart des hommes d'État de la plupart des pays ont tacitement convenu que la redistribution des territoires résultant de la guerre devait se faire plus ou moins sur des bases nationales, mais nous avons appris à nous rendre compte que notre pays défend des principes, des objectifs, une civilisation qu'aucun autre pays ne défend au même degré, et qu'à l'avenir, quel qu'ait pu être le cas dans le passé, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, nous devons vivre et nous battre pour ces objectifs et ces aspirations, organiser nos vies et nos capacités industrielles de manière à être prêts à tout moment à relever le défi. Pour prendre un exemple, la science de l'économie politique, qui dans sa pureté ne connaît pas le nationalisme, sera dorénavant tempérée et considérée à la lumière de ce besoin national de défense et de sécurité.

C'est dans cette atmosphère que le gouvernement propose d'approuver la formation d'une nouvelle nation avec un nouveau foyer en Palestine. Cette nation sera vraisemblablement formée de Russes juifs, d'Anglais juifs, de Roumains juifs, de Bulgares juifs et de citoyens juifs de toutes les nations – survivants ou parents de ceux qui ont combattu ou donné leur vie pour les différents pays que j'ai mentionnés, à un moment où les trois années qu'ils ont vécues ont uni leur vision et leur pensée plus étroitement que jamais avec les pays dont ils sont citoyens.

Le sionisme m'a toujours semblé être un credo politique malicieux, insoutenable pour tout citoyen patriote du Royaume-Uni. Si un Anglais juif pose ses yeux sur le Mont des Oliviers et aspire au jour où il secouera la terre britannique de ses chaussures et retournera à ses activités agricoles en Palestine, il m'a toujours semblé reconnaître des objectifs incompatibles avec la citoyenneté britannique et admettre qu'il n'est pas apte à participer à la vie publique en Grande-Bretagne, ni à être traité comme un Anglais. J'ai toujours compris que ceux qui se sont laissé aller à ce credo étaient en grande partie animés par les restrictions et le refus de liberté imposés aux juifs en Russie. Mais au moment même où ces juifs ont été reconnus comme des Russes juifs et ont bénéficié de toutes les libertés, il semble inconcevable que le sionisme soit officiellement reconnu par le gouvernement britannique et que M. Balfour soit autorisé à dire que la Palestine doit être reconstituée comme le «*foyer national du peuple juif*». Je ne sais pas ce que cela implique, mais je suppose que cela signifie que les mahométans et les chrétiens doivent laisser la place aux juifs, que les juifs doivent être placés dans toutes les positions de préférence et doivent être associés de manière particulière à la Palestine, de la même manière que l'Angleterre l'est avec les Anglais ou la France avec les Français, que les Turcs et autres mahométans en Palestine seront considérés comme des étrangers, de la même manière que les juifs seront dorénavant traités comme des étrangers dans tous les pays, sauf la Palestine. Peut-être aussi que la citoyenneté ne sera accordée qu'à l'issue d'un test religieux.

Je pose avec insistance quatre principes :

1. J'affirme qu'il n'existe pas de nation juive. Les membres de ma famille, par exemple, qui vivent dans ce pays depuis des générations, n'ont aucune sorte de communauté de vue ou de désir avec une famille juive d'un autre pays, si ce n'est qu'ils professent plus ou moins la même religion. Il n'est pas plus vrai de dire qu'un Anglais juif et un Maure juif sont de la même nation que de dire qu'un Anglais chrétien et un Français chrétien sont de la même nation : de la même race, peut-être, à travers les siècles – à travers les siècles de l'histoire d'une race particulièrement adaptable. Le Premier ministre et M. Briand sont, je suppose, apparentés à travers les âges, l'un en tant que Gallois et l'autre en tant que Breton, mais ils n'appartiennent certainement pas à la même nation.

2. Lorsqu'on dira aux juifs que la Palestine est leur foyer national, chaque pays voudra immédiatement se débarrasser de ses citoyens juifs, et vous trouverez en Palestine une population qui chassera ses habitants actuels, qui prendra tout ce qu'il y a de mieux dans le pays, qui viendra de tous les coins du globe, qui parlera toutes les langues de la terre et qui sera incapable de communiquer entre elle autrement que par l'intermédiaire d'un interprète. J'ai toujours compris que c'était la conséquence de la construction de la Tour de Babel, si tant est qu'elle ait jamais été construite, et je ne suis certainement pas en désaccord avec l'opinion communément admise, comme je l'ai toujours compris, par les juifs avant que le sionisme ne soit inventé, selon laquelle le retour des juifs pour former une nation dans le pays d'où ils ont été dispersés nécessiterait une direction divine. Je prétends que la vie que les juifs britanniques ont menée, les objectifs qu'ils se sont fixés, le rôle qu'ils ont joué dans notre vie publique et nos institutions publiques, leur donnent le droit d'être considérés, non pas comme des juifs britanniques, mais comme des Britanniques juifs. Je serais prêt à priver tous les sionistes de leur droit de vote. Je serais presque tenté de proscrire l'organisation sioniste comme illégale et contraire à l'intérêt national. Mais je demanderais à un gouvernement britannique suffisamment de tolérance pour refuser une conclusion qui fait de tous leurs concitoyens juifs des étrangers par implication, si ce n'est immédiatement par la loi.

3. Je nie que la Palestine soit aujourd'hui associée aux juifs ou qu'elle puisse être considérée comme un endroit où ils pourraient vivre. Les dix commandements ont été remis aux juifs sur le Sinaï. Il est tout à fait vrai que la Palestine joue un rôle important dans l'histoire juive, mais il en va de même dans l'histoire mahométane moderne et, après l'époque des juifs, elle joue certainement un rôle plus important que n'importe quel autre pays dans l'histoire chrétienne. Le Temple était peut-être en Palestine, mais le Sermon sur la Montagne et la Crucifixion l'étaient aussi. Je ne refuserais pas aux juifs de Palestine l'égalité des droits à la colonisation avec ceux qui professent d'autres religions, mais un test religieux de citoyenneté me semble être le seul admis par ceux qui adoptent une vision bigote et étroite d'une époque particulière de l'histoire de la Palestine, et revendiquent pour les juifs une position à laquelle ils n'ont pas droit. Si ma mémoire est bonne, il y a trois fois plus de juifs dans le monde que ce qui pourrait être admis en Palestine si l'on en chassait toute la population qui y reste actuellement. Si je me souviens bien, il y a trois fois plus de juifs dans le monde qu'il ne serait possible d'en faire entrer en Palestine si l'on en chassait toute la population qui s'y trouve aujourd'hui.

4. Je comprends aisément que les rédacteurs du Morning Post et du New Witness soient des sionistes, et je ne suis pas du tout surpris que les non-juifs d'Angleterre accueillent favorablement cette politique. J'ai toujours reconnu l'impopularité, bien plus grande que certains ne le pensent, de ma communauté. Nous avons obtenu une part bien plus importante des biens et des opportunités de ce pays que ce à quoi nous avons numériquement droit. Dans l'ensemble, nous atteignons la maturité plus tôt et, par conséquent, nous sommes en concurrence déloyale avec les personnes de notre âge. Beaucoup d'entre nous ont été exclusifs dans leurs amitiés et intolérants dans leur attitude, et je peux facilement comprendre que beaucoup de non-juifs en Angleterre veuillent se débarrasser de nous. Mais de même qu'il n'y a pas de communauté de pensée et de mode de vie parmi les Anglais chrétiens, il n'y en a pas non plus parmi les Anglais juifs. De plus en plus, nous sommes éduqués dans les écoles publiques et les universités, et nous prenons part à la politique, à l'armée et à la fonction publique de notre pays. Et je suis heureux de penser que les préjugés contre les mariages mixtes sont en train de disparaître. Mais lorsque le juif a un foyer national, il s'ensuit que l'élan visant à nous priver des droits de la citoyenneté britannique doit être considérablement accru. La Palestine deviendra le ghetto du monde. Pourquoi le Russe devrait-il accorder au juif des droits égaux ? Son foyer national est la Palestine. Pourquoi Lord Rothschild attache-t-il tant d'importance à la différence entre juifs britanniques et juifs étrangers ? Tous les juifs seront des juifs étrangers, habitants du grand pays de Palestine… Je ne sais pas comment sera choisi l'heureux

tiers, mais le juif aura le choix, quel que soit le pays auquel il appartient, quel que soit le pays qu'il aime, quel que soit le pays dont il se considère comme partie intégrante, entre aller vivre avec des gens qui lui sont étrangers, mais auxquels ses compatriotes chrétiens lui ont dit qu'il devait appartenir, et rester comme un hôte indésirable dans le pays auquel il croyait appartenir.

Je ne suis pas surpris que le gouvernement prenne cette mesure après la formation d'un régiment juif, et j'attends de savoir si mon frère, qui a été blessé dans la division navale, ou mon neveu, qui fait partie des Grenadier Guards, sera contraint par l'opinion publique ou par les règlements de l'armée de devenir officier dans un régiment qui sera principalement composé de personnes qui ne comprendront pas la seule langue qu'il parle – l'anglais. Je comprends très bien que lorsqu'il a été décidé, à juste titre, d'obliger les juifs étrangers de ce pays à servir dans l'armée, il a été difficile de les placer dans des régiments britanniques en raison des difficultés linguistiques, mais c'était parce qu'ils étaient étrangers, et non parce qu'ils étaient juifs, et une Légion étrangère me semble avoir été la bonne chose à faire. Une Légion juive rend plus difficile la position des juifs dans les autres régiments et impose une nationalité à des gens qui n'ont rien en commun.

J'ai le sentiment que l'on demande au gouvernement d'être l'instrument de la réalisation des souhaits d'une organisation sioniste largement dirigée, d'après mes informations, en tout cas dans le passé, par des hommes d'origine ou de naissance ennemie, et qui, par ce moyen, ont porté un coup sévère aux libertés, à la position et aux possibilités de service de leurs compatriotes juifs.

Je dirais à Lord Rothschild que le gouvernement est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir pour les juifs de Palestine une liberté totale d'installation et de vie sur un pied d'égalité avec les habitants de ce pays qui professent d'autres croyances religieuses. Je demande au gouvernement de ne pas aller plus loin.

E.S.M. 23 août 1917

Source : Grande-Bretagne, Public Record Office, Cab. 24/24, 23 août 1917. Lord Edwin Samuel Montagu (1879-1924), homme d'État anglo-juif, a été ministre britannique des munitions en 1916 et secrétaire d'État aux Indes en 1917-1922.

Bangladesh.

L'ex-Première ministre du Bangladesh accuse Washington d'avoir orchestré sa démission - fr.sputniknews.africa11 août 2024

Dans une lettre citée par *l'Economic Times*, l'ex- Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina affirme que Washington est impliqué dans sa mise en retrait, car elle a refusé de céder l'île de Saint-Martin.

Sheikh Hasina, qui a démissionné du poste de Premier ministre et quitté le Bangladesh le 5 août, estime que les États-Unis sont impliqués dans sa démission, relate l'*Economic Times* citant une lettre de la responsable.

«*J'aurais pu rester au pouvoir si j'avais renoncé à la souveraineté de l'île de Saint-Martin et permis à l'Amérique de contrôler le golfe du Bengale*», explique Sheikh Hasina dans cette lettre.

Les États-Unis auraient l'intention de construire une base militaire sur l'île Saint-Martin, la seule île de corail et l'un des plus célèbres sites touristiques du Bangladesh. Cela présenterait un avantage stratégique considérable, donnant automatiquement une présence à proximité du détroit de Malacca, que la Chine utilise principalement pour ses transports, rapporte le Firstpost. fr.sputniknews.africa 11 août 2024

Ce qui se cache derrière le changement de régime au Bangladesh - reseauinternational.net 13 août 2024

C'est le média financé par le gouvernement américain, Voice of America, qui a admis dans un article de 2023 le rôle joué par l'ambassadeur des États-Unis au Bangladesh lui-même dans le soutien à l'opposition dans ce pays d'Asie du Sud.

L'article admettait dans une légende de photo que l'ambassadeur américain Peter Haas «*est populaire au Bangladesh parmi les militants pro-démocratie et des droits de l'homme et les détracteurs du régime de Sheikh Hasina*».

Le même article reconnaissait les mesures déjà prises par les États-Unis pour faire pression sur le Bangladesh afin qu'il organise les prochaines élections de manière à produire le résultat souhaité par Washington, notant que :

…le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il avait commencé à «*prendre des mesures pour imposer des restrictions de visa*» aux Bangladais reconnus complices de «l'atteinte au processus électoral démocratique» au Bangladesh.

L'article admettait que le parti de la Ligue Awami (AL), qui dirigeait le Bangladesh jusqu'aux récentes et violentes manifestations, avait accusé l'ambassadeur américain Haas d'interférer dans les affaires politiques internes du Bangladesh et plus particulièrement de soutenir le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de l'opposition ainsi que la violence de rue menée en son nom.

Le «*Muscle*»

Alors que les médias occidentaux ont décrit les troubles au Bangladesh comme des manifestations «pro-démocratie» menées par des «manifestants étudiants», la BBC, dans son article de juillet 2023 intitulé «*La Première ministre bangladaise accuse ses ennemis politiques d'être responsables de la violence*», admettait indirectement que le BNP et le mouvement Jamaat-e-Islami, y compris ses ailes étudiantes, étaient derrière la violence.

Depuis que le Bangladesh a obtenu son indépendance [en 1971, NdT], il a interdit le Jammat-e-Islami par intermittence pendant des décennies, selon qui détenait le pouvoir, l'organisation étant accusée d'avoir commis de nombreux actes de violence.

Voice of America, reprenant un article de l'Associated Press, note que «*la plupart des hauts dirigeants du parti ont été pendus ou emprisonnés depuis 2013 après que les tribunaux les ont reconnus coupables de crimes contre l'humanité, notamment de meurtres, d'enlèvements et de viols en 1971*».

Il convient de noter qu'en dehors du Bangladesh, d'autres gouvernements ont également désigné le Jammat-e-Islami comme une organisation terroriste, dont la Fédération de Russie.

Le département d'État américain, pour sa part, a publié un rapport pas plus tard qu'en 2023, blanchissant l'histoire violente et la menace persistante que l'organisation représente pour le Bangladesh, décrivant plutôt le Jammat-e-Islami comme victime des «*abus*» du gouvernement.

Bien que les médias occidentaux aient fait état de l'interdiction du Jammat-e-Islami, aucun de ces rapports n'a cherché à nier son implication dans les manifestations les plus récentes.

Le «*Visage*» des manifestations

Tout comme d'autres manifestations organisées par les États-Unis à travers le monde, il semble qu'un conglomérat d'organisations violentes comme Jammat-e-Islami ainsi que des groupes dits de la «*société civile*» financés par le gouvernement américain et des partisans de partis d'opposition soutenus par les États-Unis soient descendus dans la rue, chacun jouant un rôle essentiel.

Des rassemblements violents dans les rues alimentent la violence dans le but d'intensifier les protestations, la société civile se présente comme le «*visage*» du mouvement à la fois dans les rues et dans l'espace d'informationnel, tandis que les partis politiques soutenus par les États-Unis utilisent le chaos qui en résulte pour se hisser au pouvoir.

Plusieurs étudiants du département des sciences politiques de l'université de Dhaka, dont Nahid Islam et Nusrat Tabassum, ont joué le rôle de «*visage*» auprès du public mondial. Ils ont tous deux leur propre profil sur les gouvernements américain et européen ainsi que sur la base de données Front Line Defenders financée par l'Open Society.

Comme de plus en plus de gens dans le monde commencent à comprendre et à rechercher des preuves de l'implication du gouvernement américain dans les changements de régime à travers le monde, les États-Unis se montrent plus prudents dans leur manière de soutenir de telles activités. Alors que Nahid Islam, Nusrat Tabassum et d'autres leaders clés des manifestations «*étudiantes*» n'ont aucun lien direct connu avec le gouvernement américain, l'Université de Dhaka en a un.

Le département de science politique, dont sont issus ces «*leaders*», mène régulièrement des activités avec des organisations et des forums centrés sur l'Occident. Le département est composé de professeurs impliqués dans des programmes financés par le gouvernement américain, notamment le projet «*Confronting Misinformation in Bangladesh (CMIB)*». Parmi eux figurent les professeurs Saima Ahmed et Kajalei Islam, qui font tous deux partie de l'équipe de direction du projet aux côtés de bénéficiaires de subventions du National Endowment for Democracy (NED) et de boursiers Fulbright du département d'État américain.

Considérant à quel point le département de science politique de l'Université de Dhaka a été infiltré par le gouvernement américain grâce aux sommes importantes et aux bourses mises à disposition par le NED et Fulbright, l'émergence d'«*étudiants*» servant les intérêts américains en se faisant passer pour le visage du changement de régime soutenu par les États-Unis au Bangladesh n'est pas une surprise.

Un modèle familier

L'utilisation de mobilisations violentes dans les rues dirigées par des extrémistes et de ce que l'on appelle des «*manifestations étudiantes*» pour déstabiliser des nations ciblées, renverser des gouvernements et aider à installer au pouvoir des partis d'opposition soutenus par les États-Unis s'inscrit dans un modèle à l'échelle du monde, reconnu par les médias occidentaux eux-mêmes.

En 2004, le Guardian de Londres a admis que les États-Unis avaient parrainé des changements de régime en Europe de l'Est, ciblant la Biélorussie, la Serbie et l'Ukraine, ainsi que la Géorgie dans la région du Caucase, déclarant à propos des troubles en Ukraine à l'époque que :

«*…cette campagne est une création américaine, un exercice sophistiqué et brillamment conçu de marketing de masse et de branding occidental qui, dans quatre pays en quatre ans, a été utilisé pour tenter de faire reconnaître des élections truquées et de renverser des régimes honnis. Financée et organisée par le gouvernement américain, avec le concours de consultants, sondeurs, diplomates américains, des deux grands partis américains et d'organisations non gouvernementales américaines, la campagne a été utilisée pour la première fois en Europe, à Belgrade en 2000, pour battre Slobodan Milosevic aux élections*».

Le même article affirme également que «*l'opération – l'ingénierie de la démocratie par les urnes et la désobéissance civile – est désormais si bien huilée que les méthodes sont devenues un modèle pour gagner les élections dans d'autres pays*».

Le même «*modèle*» sera à nouveau utilisé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011, selon le New York Times dans son article «*Des organisations américaines ont contribué à nourrir les soulèvements arabes*».

Le NYT admettait :

«*Selon des entretiens réalisés ces dernières semaines et des câbles diplomatiques américains obtenus par WikiLeaks, un certain nombre de groupes et d'individus directement impliqués dans les révoltes et les réformes qui ont balayé la région ont reçu une formation et un financement d'organismes comme l'International Republican Institute le National Democratic Institute et Freedom House, une organisation à but non lucratif de défense des droits de l'homme basée à Washington*».

L'article mentionnerait nommément le NED et ses filiales, ainsi que le département d'État américain et ses partenaires parmi les entreprises technologiques basées aux États-Unis comme Google et Facebook (maintenant Meta), tous impliqués dans l'application du même «modèle» décrit par le Guardian en 2004.

Les troubles de 2011 dans le monde arabe et le renversement du gouvernement ukrainien en 2014 ont tous deux été marqués par le recours à des organisations extrémistes soutenues par les États-Unis. En Libye, en Égypte, en Tunisie et en Syrie, ce sont des organisations affiliées aux Frères musulmans et à Al-Qaïda qui ont été utilisées, tandis qu'en Ukraine, ce sont des milices néonazies qui ont joué ce rôle. Ces deux réseaux [néo-nazis et fondamentalistes, NdT] d'extrémistes violents ont depuis joué un rôle important dans les guerres qui ont suivi les changements de régime par les Américains dans ces régions.

Alors que les États-Unis font ouvertement pression sur le Bangladesh pour qu'il organise des élections selon les normes de Washington, pendant que leur ambassadeur à Dhaka soutient ouvertement les groupes d'opposition cherchant à renverser le gouvernement bangladais, il est très clair que ce «*modèle*» a désormais été appliqué avec succès au Bangladesh.

Qui les manifestants soutenus par les États-Unis veulent-ils voir accéder au pouvoir ?

L'Associated Press (via le magazine Time) dans son article intitulé «*Bangladesh Protesters Pitch Nobel Laureate Muhammad Yunus to Lead Interim Government*» (Des manifestants au Bangladesh proposent au lauréat du prix Nobel Muhammad Yunus de diriger un gouvernement intérimaire) rapporte :

«*Un animateur important des manifestations étudiantes au Bangladesh a déclaré que le lauréat du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus était leur choix pour diriger un gouvernement intérimaire, un jour après la démission de la Première ministre de longue date Sheikh Hasina*».

Ce sont les «*leaders étudiants*» issus du département des sciences politiques de l'Université de Dhaka qui ont proposé le nom de Yunus, et il n'est donc pas surprenant que Yunus lui-même soit à la fois un boursier Fulbright du département d'État américain et un récipiendaire de diverses récompenses attribuées par l'Occident collectif pour renforcer sa crédibilité.

Ce qui inclut le prix Nobel de la paix, décerné à d'autres mandataires des États-Unis dans le monde, notamment à Aung San Suu Kyi dans la Birmanie voisine.

Yunus a également reçu l'US Presidential Medal of Freedom en 2009 et la médaille du Congrès des États-Unis en 2013. Sur le site Web de l'organisation de Yunus, le «*Yunus Centre*», dans un article de 2013 intitulé «*Dr. Muhammad Yunus, premier musulman américain récipiendaire de la médaille d'or du Congrès*», il est bizarrement désigné comme un «*musulman américain*», bien qu'aucune indication ne précise qu'il possède réellement la citoyenneté américaine.

Quelles que soient les conséquences du changement de régime au Bangladesh soutenu par les États-Unis dans les semaines et les mois à venir, il est important de comprendre à quel point les États-Unis sont encore profondément impliqués dans le monde entier, même dans des pays qui sont souvent absents des gros titres quotidiens et des analyses géopolitiques. Il est également important de comprendre la nécessité d'une plus grande prise de conscience de la manière dont les États-Unis interfèrent dans le monde et de la manière dont ils peuvent être à la fois dénoncés et arrêtés.

Toute ingérence américaine réussie n'importe où dans le monde contribue à favoriser encore davantage l'ingérence américaine partout ailleurs.

Venezuela.

Wall Street Journal : Les États-Unis ont offert une amnistie à Maduro et à ses partisans en échange de leur renoncement au pouvoir

Comme par hasard : les États-Unis ont proposé une amnistie à Nicolas Maduro en échange de son abandon du pouvoir. C'est ce qu'a rapporté le Wall Street Journal, citant ses propres sources.

Selon la publication, les États-Unis, au cours de négociations secrètes, ont proposé d'abandonner toutes les charges retenues contre Maduro, à nouveau portées par les Américains, si en réponse, il ne renouvelait pas ses pouvoirs présidentiels et démissionnait en janvier de l'année prochaine. L'amnistie a également été promise à tous les partisans de l'actuel président du Venezuela.

Les États-Unis offrent une amnistie à Nicolás Maduro pour le pousser à partir

Washington a proposé une porte de sortie au président chaviste, poursuivi par la justice américaine et accusé d'avoir volé l'élection vénézuélienne du 28 juillet, affirme "*The Wall Street Journal*". Le chemin d'une sortie de crise par la diplomatie s'annonce pourtant étroit. Courrier international 12 août 2024

Ukraine.

Nord Stream : l'Allemagne lance un mandat d'arrêt contre un plongeur ukrainien, la Pologne ne coopère pas - RT 14 août 2024

Trois instructeurs de plongée ukrainiens auraient été impliqués dans le sabotage des gazoducs Nord Stream en septembre 2022. Un mandat d'arrêt européen a été émis en juin dernier par le parquet fédéral allemand contre l'un d'entre eux, vivant alors en Pologne, ont affirmé ce 14 août plusieurs médias allemands, dont la chaîne de télévision publique ARD et le journal Süddeutsche Zeitung.

Ce suspect, Vladimir S., aurait donc contribué au sabotage et à la pose des explosifs en profondeur sur le gazoduc, déclarent-ils. Or, les autorités polonaises devaient réagir 60 jours après l'émission de la demande allemande et interpeller cette personne, en vertu des normes d'entraide judiciaire de l'UE.

Mais Varsovie ne l'a pas fait, les médias allemands n'en explicitant pas les raisons précises, tout en estimant qu'arrêter cet homme était un dilemme pour les autorités polonaises, le pays étant opposé aux gazoducs.

RT a retrouvé la page Facebook du suspect et son nom complet : Vladimir Jouravliov, et celle de sa femme Yulianna. Originaire de Kiev, celui-ci a travaillé pour une association américaine d'instructeurs de plongée.

L'ARD et d'autres médias allemands avaient enquêté en mars 2023 et affirmé qu'un commando ukrainien était responsable de ce sabotage, alors que l'Occident n'a cessé d'accuser la Russie d'avoir fait sauter ses propres gazoducs alimentant l'Europe.

Le suspect, brièvement joint au téléphone par les médias allemands, a réfuté toute implication dans l'attentat. Les enquêteurs allemands auraient, toujours selon les mêmes sources, identifié Vladimir S. sur des photographies, une Citroën blanche ayant été flashée alors qu'elle emmenait le commando vers un voilier. Des résidus d'explosifs auraient été trouvés à bord de celui-ci. RT 14 août 2024

Argentine. La justice sous un président fasciste

Argentine : inculpation de l'ex-président Fernandez requise pour violences sur son ex-conjointe - AFP 15 août 2024

Le scandale qui secoue la politique argentine depuis une semaine, celui des violences présumées de l'ex-président Alberto Fernandez (2019-2023) sur son ex-conjointe, a franchi un cap mercredi, avec la réquisition d'inculper l'ex-chef de l'Etat pour coups et blessures avec circonstances aggravantes.

Le réquisitoire du parquet fédéral fait suite à une plainte déposée la semaine dernière par Fabiola Yañez, 43 ans, contre M. Fernandez, 65 ans, avec lequel elle a vécu une dizaine d'années. Depuis la plainte, M. Fernandez fait déjà l'objet d'une interdiction de sortie d'Argentine et d'entrer en contact avec la plaignante.

Pas le moins virulent, le président ultralibéral Javier Milei a fustigé, avec une délectation patente, "*l'hypocrisie progressiste*" des péronistes (centre gauche), au pouvoir 16 des 20 dernières années, et qui se revendiquent champions de la cause des femmes - sur laquelle l'Argentine est en pointe en Amérique latine.

"*Fernandez, champion du féminisme, qui frappe sa femme...*", a ironisé Javier Milei mardi sur son compte X.

Les révélations ont aussi fait peser une ombre sur le camp péroniste - qui a promptement pris ses distances avec M. Fernandez depuis les accusations. Mais à propos duquel une partie de la presse se demande à présent: qui, combien savaient et n'ont rien dit?

J-C - Je crois qu'en Argentine comme dans tous les pays émergents ou sous-développés, la violence conjugale est la règle, dès lors il est possible de l'instrumentaliser à des fins politiques.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 août 2024

Au revoir l'acteur.

C'est la première fois dans la vie des hommes, que leur vie s'étale aux vues de tous de leur naissance à leur mort au cinématographe pour les plus célèbres ou sur des photographies ou en vidéo pour le reste de la population.

Du coup, selon les impressions que certaines personnes nous ont procurées dans le passé et du souvenir qu'on en garde, si elles furent associées à un moment agréable, on sera particulièrement sensible à l'annonce de leur décès, car c'est un peu comme si nous venions de perdre un proche ou un membre de notre famille, quelqu'un qu'on connaissait depuis si longtemps, on ne pensait jamais à sa disparition, alors quand cela se produit, qu'on le veuille ou non on en est affecté, peut-être parce que c'est comme si une petite partie de nous-même qui disparaissait avec lui.

J'allais ajouter que vous ne devriez pas vous en inquiéter parce qu'on ne meurt qu'une fois, sauf évidemment ceux qui trouveront cet hommage déplacé, car eux ils sont déjà cérébralement morts !

Et aux chiottes la « *cancel culture* » !

Un extrait du courriel reçu d'une fidèle lectrice.

- « *Bien que je ne me sois plus manifestée depuis longtemps, je n'en continue pas moins de suivre ce que tu publies, qui reste ces temps-ci, un des très rares moyens de ne pas brader tout ce qui constitue nos moyens de résister. C'est évidemment bien plus que résister qui est nécessaire et que tu appelles à faire.* »

J-C – Merci camarade. Elle m'a indiqué que le lien vers la précédente causerie ne fonctionnait pas, j'avais oublié de télécharger le fichier dans le serveur !

A propos du Venezuela.

- Voyez à quoi en sont réduits ceux qui ont tourné le dos au socialisme, ils en viennent à rédiger des appels en faveur du candidat fasciste vénézuélien propulsé par l'impérialisme américain qui a perdu l'élection présidentielle, et qui tente de s'imposer en réalisant un coup d'Etat soutenu par l'ensemble des régimes occidentaux, l'UE, etc. (Parmi eux, le PS, le NPA, Altutsoc, Ensemble, Réseau Bastille)

Bref, ils sont devenus les porte-parole de la pire réaction, comme naufrage on ne pouvait pas imaginer pire, ce n'est pas un hasard si on trouve dans ce panier de crabes incomestibles d'ex-trotskystes lambertistes (Altutsoc et Réseau Bastille).

Vérifiez-le vous-même :

https://venezuelainfos.wordpress.com/2024/08/11/venezuela-gauches-du-sud-contre-gauche-francaise/

https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2024/08/454745580_7971615809552404_1935925877745425505_n.jpg

---

Mes commentaires publiés par le blog *Le Grand Soir*, merci.

1- Je me demande jusqu'à quel point la diffusion de ce genre de document ne serait pas contre-productive, dans la mesure où tout le monde sait à quoi s'en tenir à propos de la barbarie des sionistes.

Compte tenu du soutien politique dont ils bénéficient au niveau des puissances occidentales, de la neutralité militaire dont fait preuve à leur égard le reste du monde, leur condamnation en parole ne sert à rien, sinon à encourager leurs auteurs à continuer en toute impunité à se livrer à des actes criminels sur des prisonniers, puisqu'ils ne seront jamais inquiétés ou jugés. Ces tortionnaires pourront en déduire, que quelque part la "communauté internationale" légitime ces pratiques qui n'ont rien à envier aux nazis, mieux, elle leur fait de la publicité. Donc, si un jour elle se ravisait, il serait toujours temps de faire valoir qu'elle en fut le complice. Quelle blague cruelle, car, qu'ils se rassurent, ce n'est pas près d'arriver, et si cela arrivait un jour, de toutes manières il serait trop tard pour juger qui que ce soit ou tout le monde aurait oublié cet épisode abominable et s'en foutrait !

Ce qui ressort de tout cela, c'est notre impuissance à faire cesser cette barbarie, ce qui ne manque pas de démoraliser ou conduire à la dépression plus d'un parmi nous.

Des preuves matérielles, objectives, des témoignages qu'on vit sous un régime bonapartiste, dictatorial, impérialiste, colonial, antisocial, toujours barbare en somme, mais dit républicain et démocratique sans rire, on en regorge sans que cela change quoi que ce soit. On pourrait se demander pourquoi, pourquoi les masses ne parviennent-elles pas à en prendre conscience ? Peut-être parce que les uns et les autres s'en accommodent au sein du mouvement ouvrier, après qu'il eut adopté la Charte d'Amiens et banni la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, l'un étant la suite logique de l'autre ou ceci expliquerait cela, et là c'est sans rire du tout.

Lecture conseillée pour les vacances (un truc inconnu en Inde.) :

Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de F. Engels - 1888

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/Feuerbach_Hegel_1888.pdf

---

2- xiao pignouf a rééquilibré un peu l'article dithyrambique honteux de monsieur Guigue, qui nous abreuve de généralités ou de lieux communs trompeurs qui relèvent de la propagande. Un exemple.

– La Chine a réussi à extraire de la pauvreté 700 millions de personnes. Des résultats colossaux, sans commune mesure avec les progrès enregistrés dans des pays, comme l'Inde, qui avaient un niveau de développement comparable en 1950.

Comparaison malvenue ou procédé stupide compte tenu de leur histoire antérieure.

– Le salaire moyen réel a quadruplé en vingt ans.

Et alors ?

En Inde, le salaire minimum communément admis est passé de 1.000 à 8.000 ou 10.000 roupies en 30 ans (2 à 3.000 roupies inférieur pour les femmes très souvent), soit une augmentation de 700% à 900%, la performance chinoise est donc pulvérisée, mais cela ne prouve absolument rien ! Car l'immense majorité des Indiens sont toujours aussi pauvres, je dirais même encore plus pauvres, je vous explique pourquoi. C'est bizarre qu'il faille rappeler à un " communiste" que l'argent ne fait pas le bonheur, à croire que là aussi il existe des contrefaçons !

Nous disions, toujours aussi pauvres avec en prime davantage d'exploitation, puisqu'il y a 30 ans en arrière au moins 50% des Indiens étaient au chômage ou plutôt ne travaillaient pas, la notion de chômage est plus récente. On pouvait vivre à 8 ou 10 sur un salaire, les charges fixes n'existaient pratiquement pas, hormis se nourrir, alors qu'aujourd'hui on a des difficultés pour vivre à 2 avec 1 ou 2 enfants avec 8.000 roupies, bref, les Indiens travaillent beaucoup plus qu'il y a 30 ans. Dès que c'est possible (quand les enfants sont scolarisés) le mari et la femme travaillent. Ils sont davantage opprimés de fait, doublement, ils ont perdu en temps libre aussi, donc en liberté, les rapports qu'ils ont entre eux et leur mode de vie se sont considérablement dégradés au lieu de s'améliorer, mais matériellement ils sont mieux lotis, l'unique bonheur des occidentaux, c'est la partie visible, la seule qui est visible de l'extérieur, qui apparaîtra aux yeux d'un étranger. Je crois que c'est le facteur en trompe-l'œil que retiennent ceux qui n'ont jamais eu qu'une conception déformée du matérialisme ou du marxisme, qui confondent aisément capitalisme et socialisme, qui citent éventuellement la NEP en exemple, sans s'attarder sur la manière dont elle est mise en œuvre, car là on s'apercevrait que cela n'a plus rien à voir avec le socialisme...

J'ai visualisé avec du recul des vidéos sur la Chine, sur les entreprises chinoises implantées en Afrique, en Éthiopie notamment, c'est effroyable la manière dont ils traitent les ouvriers ou ouvrières africaines, travail 6j/7, 12h/jour, des cadences de travail infernales, entre 30 et 50 euros de salaire mensuel, etc. Les généreux patrons chinois nourrissent et logent leurs ouvriers... parce qu'ils ne pourraient pas louer un logement décent et se nourrir correctement avec le salaire de misère qu'ils leur versent.

Cela m'a fait penser au capitalisme en occident au début du XXe siècle, c'est cela qu'encensent finalement Guigue et ses semblables, en plus despotique encore ne leur en déplaise !

3- @ Bruno Guigue, Maxime Vivas, Dominique et consorts.

– 96% des ménages urbains chinois sont propriétaires.

Quel bonheur, l'idéal du communiste s'il vous plaît !

Si c'est vrai, ne s'agissant pas de la population autochtone qui est propriétaire de son habitation, cela signifie qu'il s'agit des migrants de l'intérieur venus chercher du travail dans les grandes villes, cela signifie qu'ils se sont endettés pour de longues années pour acquérir leur logement, 20 à 30 ans, bref, s'endetter et être propriétaire sont des principes bien connus des communistes au point de s'en féliciter !

Ma sœur cadette, qui a une retraite misérable de caissière, a le bonheur de vivre en France. Elle s'est vue attribuer à titre de logement social ou HLM, un logement dans une petite maison avec jardinet dans un village de Haute-Provence pour un loyer dérisoire. Elle y est très bien, vue sur les Alpes, elle est heureuse de ne pas avoir dû s'endetter pendant 25 ou 30 ans pour se loger, elle doit être anticommuniste ma foi !

Allez, vive le régime politique et économique français en place, vive la Ve République communiste et le Grand Timonier Macron ! On se marre bien ici.

Moi, je vis en Inde, c'est uniquement à contrecœur que je suis devenu propriétaire, je considère que c'est un gros mot, excusez-moi, parce que les loyers augmentent en moyenne de 10% par an, à peu près au même rythme que l'inflation plutôt proche de 15%, peu importe, avec 390 euros de retraite j'ai calculé que dans 10 ans environ mon loyer engloutirait toute ma retraite, donc cette décision fut motivée par une simple question de survie. Depuis je me suis débarrassé de mon titre de propriété au bénéfice de ma dernière compagne indienne (53 ans), je me sens mieux, plus léger, vraiment en phase avec mes idées, tout le monde ne peut pas en dire autant ou nous n'avons pas vraiment la même conception du communisme, c'est un euphémisme ! Je ne défends pas le communisme et je ne cherche à convaincre personne, je n'ai rien à vendre, seuls les faits et la vérité m'intéressent, car ce sont eux qui permettent d'y voir plus clair.

Quand j'avais indiqué à propos de la Chine et de l'Inde : " *Comparaison malvenue ou procédé stupide compte tenu de leur histoire antérieure* ", je voulais dire par là, qu'on ne pouvait pas évoquer leurs parcours à partir de 1950 sans tenir compte que leur modèle économique différait radicalement, et que les deux pays n'avaient pas bénéficié du même traitement économique de la part des principaux acteurs qui dominaient le marché mondial ou de l'URSS et des pays de l'Est...

Ce procédé revient constamment dans les commentaires complaisants envers la Chine ou dans l'article de monsieur Guigue, le contexte n'est pas mentionné, ils n'en tiennent pas compte ou il est traficoté, tout est pipé ou presque, ce n'est que de la propagande à l'arrivée.

Depuis la fin des années 70, toute l'histoire du développement économique de la Chine consista à venir en aide au capitalisme occidental en crise, en menant à ses côtés la lutte de classe contre les travailleurs occidentaux et leurs acquis sans que les travailleurs chinois en bénéficient, car finalement ils ne seront pas mieux lotis que les travailleurs français, ils le seront même moins pour l'essentiel, bien que les conditions de ces derniers se soient considérablement dégradées au cours des 4 dernières décennies.

La Chine, "*l'atelier du monde*", sans lui le capitalisme mondial se serait déjà effondré, sinon pourquoi l'auraient-ils créé de toute pièce ? Chut ! Tout est du même tonneau métaphysique ou seulement une partie de la réalité apparait.

L'épisode épouvantable de la dictature hygiéniste a déjà été effacé. Kissinger reçu en grande pompe par Xi Jinping à Pékin en 2023, cela doit en imposer à un communiste, il doit être fier d'avoir un tel ami, pardon, camarade, et vous ? S'il n'y avait que cela...

4- @Dominique

En regrettant la disparition des "*structures socio-économiques*" millénaires de l'Inde, en tant que progressiste, peut-être communiste qui sait, vous devez être nostalgique du système des castes, du régime quasi esclavagiste et féodal qui prévalait en Inde il n'y a pas si longtemps encore, je peux même vous dire qu'il en reste encore des relents nauséabonds dans la société indienne sous la forme de rapports tyranniques à peine déguisés et de corruption quasi généralisée dont sont victimes l'immense majorité des Indiens, j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience aussi, c'est très désagréable et éprouvant.

Quant à la "*multiculturalité infinie*" de l'Inde, je n'ai jamais vu de rapports aussi rigides et autoritaires au sein des différentes communautés que j'ai croisées, et s'agissant des relations entre des membres de différentes communautés, ils prennent soin de s'ignorer ou de ne pas se mélanger chaque fois qu'ils le peuvent. Je précise que je suis marié à une indienne et je vis maintenant avec une autre femme tamoule, j'ai été prof de français pendant plusieurs années à Pondichéry, et j'ai toujours vécu dans des villages où résidaient exclusivement des Indiens hindous, je n'ai aucune relation avec des occidentaux depuis des décennies.

Les Indiens pauvres que je fréquente ou croise incriminent toujours le gouvernement, mais jamais la colonisation, sauf pour lui attribuer abusivement des qualités, surtout aux colons, aux occidentaux en général, ils se figurent par ignorance ou en désespoir de cause, que si l'Inde était britannique ou française aujourd'hui, le pays serait plus développé et moins inégalitaire, bref, il ne pourrait être pire, sur ce point ils ont sans doute raison, car les classes supérieures indiennes sont répugnantes et cruelles, la lutte de classes, quoi.

Les Occidentaux ont la fâcheuse habitude de penser à la place des autres peuples dont ils ignorent les conditions d'existence précises. Le système des castes et l'époque de la colonisation britannique appartiennent au passé, tout le monde s'en fout ! Il y a un truc qui m'a bien fait marrer, c'était à propos de l'histoire millénaire de l'Inde, parce que les Indiens l'ignorent eux-mêmes ! On oublie ou on ignore qu'hier encore plus de 80% d'entre eux étaient illettrés, ou à part les récits mythologiques intégrés à l'hindouisme (Ramayana et Mahabharata principalement) dont ils connaissent quelques épisodes grâce au cinéma, pour le reste ils sont complètement incultes, j'en sais quelque chose, puisque c'est moi qui leur raconte ! Mais peut-être que je me trompe. Je ne fréquente pas les nantis, les lettrés, les élites, je ne m'adresse pas à eux, bref, on n'est sans doute pas fait pour se comprendre, excusez pour le dérangement, je vous laisse entre vous.

Lutte contre la dictature climatique.

C'est le capitalisme qui est incompatible avec l'été et l'hiver, les saisons, alors on supprime quoi, les saisons ou le capitalisme ?

J-C - Avec 25% de vieux parmi la population plus sensibles au froid et au chaud, il ne leur restait plus qu'à trouver 1 Français sur 3 influencés par leur idéologie, rien de plus facile, il suffisait de poser des questions orientées en fonction des réponses espérées et le tour était joué. Vous arrive-t-il de souffrir du chaud, du froid, de la pluie, du vent, de la sécheresse... et de la connerie humaine assurément !

Logement : plus de la moitié des Français ont eu trop chaud chez eux en 2023, selon un rapport - franceinfo/AFP 21 août 2024

J-C - Admirez le procédé grotesque, ils ont été jusqu'à isoler une journée du restant de l'année.

franceinfo/AFP - En 2023, 55% des Français ont déclaré avoir souffert de la chaleur dans leur logement pendant au moins 24 heures.

La précarité énergétique ne se limite pas à l'hiver. En 2023, plus de la moitié des Français ont eu trop chaud dans leur logement, révèle mercredi 21 août la Fondation Abbé Pierre (FAP), appelant à adapter d'urgence l'habitat aux vagues de chaleur. En 2023, 55% des Français ont déclaré avoir souffert de la chaleur dans leur logement pendant au moins 24 heures. franceinfo/AFP 21 août 2024

J-C – Si l'été vous demandez à quelqu'un s'il a chaud, il ne va pas vous répondre qu'il a froid ! S'ils ne les méprisaient pas, ils ne pourraient pas prendre les gens à ce point-là pour des cons.

Combat contre l'arnaque climatique. Allons-nous vers un refroidissement ou une nouvelle glaciation ?

- Le niveau de l'océan monte nous dit-on, mais pas là où la glace fond, ah c'est c'est con !

- Les énergies fossiles consommées par l'homme produisent une quantité de CO2 microscopique à l'échelle de la planète et de son atmosphère, elles ne peuvent donc influer sur le climat, ah c'est c'est con !

- Il a été mesuré que l'augmentation du taux de CO2 avait précédé celle de la température, ah c'est c'est con !

- Etc. etc. etc.

L'élévation du niveau de la mer va-t-elle en s'accélérant ? - Association des climato-réalistes 7 août 2024

https://www.climato-realistes.fr/lelevation-du-niveau-de-la-mer-va-t-elle-en-saccelerant/

Pour revisiter le cycle du carbone

https://word-view.officeapps.live.com/wv/WordViewer/request.pdf?WOPIsrc=https%3A%2F%2Fwopi%2Eonedrive%2Ecom%2Fwopi%2Ffiles%2FDDC6747C11603709%217145&&&z=aRERDNjc0N0MxMTYwMzcwOSE3MTQ1LjIyMA&type=printpdf&usid=ecc93307-e83c-4996-9234-8848632330dc&build=20240815.6&waccluster=PSG4

L'océan Atlantique se refroidit à une vitesse record et personne ne comprend pourquoi - Courrier international 20 août 2024

Que se passe-t-il avec l'océan Atlantique ? Après quinze mois de surchauffe mondiale des océans, le deuxième océan de la planète se refroidit plus rapidement que jamais depuis trois mois.

Dès le début de mai, la CBC rapportait que les eaux au large de la Nouvelle-Écosse se refroidissaient, selon des relevés du gouvernement canadien. "*Nous avons constaté une continuation de la tendance que nous avons observée en 2023, à savoir que les températures reviennent effectivement à des conditions normales, voire inférieures à la normale dans certaines régions*", déclarait alors la biologiste Lindsay Beazley, du ministère des Pêches et des Océans canadien.

La tendance se confirme cet été. "*Au cours des trois derniers mois, indique ce lundi 19 août le magazine américain New Scientist, le passage des températures chaudes aux températures froides dans l'océan Atlantique équatorial s'est produit à une vitesse record.*"

L'Administration nationale océanique et atmosphérique des États-Unis (NOAA) précise dans un communiqué du 14 août que, depuis juin, la température de la surface de la mer dans cette zone a été de 0,5 à 1 °C plus froide que la moyenne pour cette période de l'année.

Un système climatique "*qui déraille*"

Ce changement soudain est déconcertant, explique au *New Scientist* Franz Philip Tuchen, océanographe à l'université de Miami, car les puissants alizés qui provoquent normalement un tel refroidissement ne se sont pas encore développés :

"*Nous avons parcouru la liste des mécanismes possibles, et rien ne correspond jusqu'à présent*".

"*C'est le dernier épisode d'une longue série dans un système climatique qui déraille depuis plusieurs années*", s'inquiète de son côté l'océanographe Michael McPhaden.

Pour Franz Philip Tuchen, si les températures se maintiennent à 0,5 °C sous la normale pour encore un mois, on parlera officiellement d'une "*Niña atlantique*", c'est-à-dire du phénomène inverse d'El Niño (qui réchauffe périodiquement l'océan Pacifique, mais aussi l'Atlantique).

Avec l'arrivée attendue d'une Niña dans l'océan Pacifique, la conjugaison des deux phénomènes climatiques pourrait influencer les conditions météorologiques mondiales. "*Il pourrait y avoir une lutte entre le Pacifique qui tente de se refroidir et l'Atlantique qui tente de le réchauffer*", dit Michael McPhaden.

https://www.courrierinternational.com/article/climat-l-ocean-atlantique-se-refroidit-a-une-vitesse-record-et-personne-ne-comprend-pourquoi_221344

Il suffit de comprendre que le cycle du carbone du GIEC est une fraude délibérée... et tout le château de cartes du réchauffement climatique dû aux combustibles fossiles s'effondre.

Résumé

Il n'y a actuellement dans l'atmosphère que 5,5% de dioxyde de carbone (23 ppm en 2023 ; en 1959 : 1.6% et 5 ppm) venu directement des combustibles fossiles et des cimenteries ; tout le reste (400 ppm en 2023, 310 ppm en 1959) vient des dégazages naturels des océans intertropicaux et des sols.

Ni les océans ni la végétation ne discriminent les molécules de CO2 selon leur origine. Les flux entrant dans le réservoir atmosphère sont actuellement (fin 2023) de l'ordre de 10,1 milliards de tonnes de carbone par an (4,8 ppm/an, 37 Gt-CO2/an) pour les combustibles fossiles et les cimenteries et de 176 milliards de tonnes de carbone par an (83 ppm/an, 645 Gt-CO2/an) pour les dégazages naturels.

Entre les dates 1959.0 et 2024.0 le stock correspondant aux dégazages naturels, stock noté X naturel(t), a cru de 89 ppm, ce qui en fait les cinq sixièmes de la croissance totale de 107 ppm vue au Mauna Loa entre ces dates.

L'essentiel, les cinq sixièmes, (89 / 107) de la croissance observée depuis 65 ans du CO2 de l'air vient des dégazages naturels et est une simple conséquence des températures de la zone intertropicale où a lieu le gros du dégazage océanique.

Ces faits montrent l'absurdité des politiques « *zéro carbone* » qui ne peuvent avoir d'effet que sur les 23 ppm venus des combustibles fossiles encore dans l'atmosphère fin 2023.

Même si on admettait la sensibilité climatique ECS dite par le GIEC entre 1,5°C et 4,5°C pour un doublement des ppm, la disparition des nations occidentales qui contribuent le quart des émissions mondiales et donc aussi le quart du stock atmosphérique X fossiles(t) correspondant aux combustibles fossiles et aux cimenteries amènerait (à long terme) une réduction des températures entre 0,03°C et 0,09°C.

La teneur de l'air en dioxyde de carbone est pour l'essentiel une conséquence des températures : une conséquence ne peut être sa propre cause ce qui, au passage, invalide les divagations sur l'effet réchauffant de certains gaz-traces. La température de surface découle de l'insolation et du mouvement de l'air.

Les nuages et la vapeur d'eau assurent, par le mouvement turbulent des fluides air et eau impulsé par les différences de température et d'insolation variables avec la latitude et la saison, l'égalité sur une année, au millième près, entre ce que le globe a absorbé du flux solaire et ce qu'il a rayonné en infrarouge thermique.

https://www.climato-realistes.fr/seul-55-du-co%e2%82%82-a-pour-origine-les-combustibles-fossiles-tout-le-reste-vient-des-degazages-naturels/

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/08/chateau-de-cartes-2-VIII-2024-1.pdf

---

L'existence du capitalisme est devenue incompatible avec un système de santé de qualité pour tous. Stop ou encore ?

France : un système de santé en crise, les fermetures partielles ou temporaires d'urgences inquiètent - RT 21 août 2024

Les urgences d'«une cinquantaine d'hôpitaux» français «*sont actuellement en tension*». Le ministre délégué à la Santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, s'est ainsi inquiété le 20 août dans le quotidien Ouest-France, sans pour autant préciser combien d'établissements avaient dû fermer totalement ou partiellement.

Dans le Vaucluse, les urgences de l'hôpital de Carpentras sont ouvertes seulement le matin depuis le 20 août, et ce, pour les trois prochains mois. Une ville comme Laval, en Mayenne, ne verra son service des urgences ouvrir que six nuits pour l'ensemble du mois de septembre. Les exemples sont légion et évoqués partout en France dans les radios locales.

Le manque d'effectifs en période de vacances est en cause ainsi que les coupes budgétaires. Ainsi, 1 500 postes d'internes hospitaliers ont été supprimés cette année, provoquant la colère des étudiants en médecine. Le collectif Médecins pour demain dénonce les «*mauvaises conditions de travail dans la profession*». Une situation qui tourne au drame dans certains établissements.

En Loire-Atlantique, au CHU de Nantes, une infirmière a découvert un patient mort dans un couloir. Selon un syndicaliste interrogé à la télévision, la professionnelle de santé a «*bousculé un peu le brancard, ça arrive, elle s'est excusée mais la personne n'a pas bougé et elle s'est aperçue qu'elle était morte*». Les représentants du personnel affirment que quatre patients sont morts en quelques semaines en raison du délai d'attente trop long aux urgences. RT 21 août 2024

J-C – Ces deux derniers mois, j'ai accompagné la sœur de ma compagne à la clinique Nallam à Pondichéry (Inde) une bonne quinzaine de fois, chaque fois on y est resté entre 1 et 2 heures, je n'ai jamais vu un cadavre qui traînait dans un couloir.

Dans quel monde vivons-nous.

JFK, Oklahoma, le 11/9/01 et le 7/10/23, le gabarit de la terreur - Réseau International 20 août 2024

Il n'est pas absurde de penser que tous les attentats (Charlie Hebdo, Bataclan, Nice, Merah, Boston, etc.) ayant servi à diaboliser les musulmans afin d'enflammer les chrétiens blancs contre eux étaient des attentats sous fausses bannières.

https://reseauinternational.net/jfk-oklahoma-le-11-9-01-et-le-7-10-23-le-gabarit-de-la-terreur/

J-C – Comme toujours, article intéressant, mais à lire en conservant un minimum d'esprit critique, c'est fortement recommandé. En cas de doute, contactez-moi.

On ne les appelle pas les führers juifs pour rien.

J-C – Et pendant ce temps-là, aucun Etat occidental n'a rompu ses relations avec l'Etat juif génocidaire.

L'ambassadeur israélien aux Nations unies, Gilad Erdan, a appelé à la fermeture et à la destruction du siège de l'ONU à New York, qualifiant l'organisation de «*tordue et déformée*» - fr.news-pravda.com 20 août 2024

Dans une interview au quotidien israélien Maariv, Erdan a déclaré : «*Le bâtiment de l'ONU doit être fermé et rayé de la carte*», critiquant la pression exercée par l'ONU sur Israël concernant ses crimes de guerre et son refus d'un cessez-le-feu à Gaza.

«*Ce bâtiment, qui peut paraître beau de l'extérieur, est en fait tordu et déformé*», a ajouté Erdan.

Il a également évoqué son aspiration à diriger le parti de droite Likoud après le Premier ministre Benjamin Netanyahou.

Source : News Pravda

Lu. Tiens donc, « : *la lutte des classes continue* », alors tout espoir n'est pas perdu !

- Ce n'est pas un hasard si certains économistes reprennent l'analyse de Karl Marx : la lutte des classes continue, même si elle prend parfois des formes différentes. Cependant, au cœur de ces contradictions se trouve toujours le désir de justice – la cupidité n'a jamais rien apporté de bon.

Le fossé grandissant entre les riches et les pauvres continuera à pousser les pauvres à se battre pour leurs droits, pour la justice.

Selon le rapport (de la Fondation internationale OXFAM) sur la richesse mondiale 2024, il y a 58 millions de millionnaires en dollars dans le monde, soit 1,5% de la population adulte mondiale. En d'autres termes, près de la moitié de la richesse mondiale, soit 47,5% ou 213 000 milliards de dollars, appartient à une infime minorité.

J-C – Les bases du socialisme confirmées par ses ennemis, on n'en demandait pas tant !

A ceux qui en doutaient ou s'étaient livrés à des compromis honteux : Que diable, reprenez-vous, rejoignez-moi, ensemble on pourra faire davantage, seul on est réduit à l'impuissance, c'est dommage !

Lisez attentivement l'article suivant, c'est le énième article de ce genre que je mets en ligne depuis quelques temps, l'auteur, qui n'a rien d'un farfelu, fait le procès du capitalisme, certes, sans aller jusqu'au bout, mais il ne manque plus grand-chose pour y arriver, ce qui était encore impensable il y a peu, donc il y en qui y viendront, à quoi, mais à partager les conclusions du socialisme.

Ce n'est pas un vue de l'esprit, chaque fois c'est ainsi que cela se passa, et chaque fois cela prit un certain temps pour se réaliser. Il faut être patient, et s'en tenir à nos convictions ou connaissances qui reposent uniquement sur la réalité et les enseignements de la lutte de classes ou de l'histoire présente et passée. D'où en passant, notre farouche opposition à la « *cancel culture* ».

C'est aussi, ce que nous devons transmettre à la jeunesse ou aux générations futures, qui réaliseront le socialisme, pour nous qui sommes devenus vieux, il est un peu tard, peu importe, l'essentiel sera

d'y avoir participé, de toutes manières c'est cela où la déchéance totale qui nous guette, alors le choix est vite fait, n'est-ce pas ?

Voyez à quoi en sont réduits ceux qui ont tourné le dos au socialisme, ils en viennent à rédiger des appels en faveur du candidat fasciste vénézuélien propulsé par l'impérialisme américain qui a perdu l'élection présidentielle, et qui tente de s'imposer en réalisant un coup d'Etat soutenu par l'ensemble des régimes occidentaux, l'UE, etc.

Le capitalisme : " *Une force du mal*". S'ils le disent eux-mêmes.

Nous sommes les méchants - Craig Murray 14 août 2024

Dans Meurtre à Samarcande, je raconte comment, en tant qu'ambassadeur britannique, lorsque j'ai découvert toute l'étendue de notre complicité dans la torture pendant la guerre contre le terrorisme, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une opération malhonnête et qu'il me suffisait d'informer les ministres et les hauts fonctionnaires pour qu'ils y mettent un terme.

Lorsque j'ai été blâmé et qu'on m'a officiellement dit que la réception de renseignements obtenus sous la torture dans le cadre de la « *guerre contre le terrorisme* » avait été approuvée par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, et qu'il m'est apparu clairement que l'on encourageait délibérément, par la torture, la production de faux renseignements qui exacerbaient la menace d'Al-Qaïda pour justifier la politique militaire en Afghanistan et en Asie centrale, ma vision du monde a été gravement ébranlée.

D'une manière ou d'une autre, j'ai mentalement considéré qu'il s'agissait d'une aberration, due à une réaction excessive au 11 septembre et au narcissisme et à la méchanceté sans pareils du Premier ministre de l'époque, Tony Blair.

Je n'ai pas perdu la foi en la démocratie occidentale ni l'idée que les puissances occidentales, dans l'ensemble, constituent une force positive par rapport à d'autres puissances.

Il est difficile de renoncer à l'ensemble du système de croyances dans lequel vous avez été élevé – en particulier si, comme moi, vous avez eu une vie très heureuse depuis votre enfance et que vous avez très bien réussi dans le cadre du système gouvernemental.

Cependant, j'ai enfin perdu mes dernières illusions et je dois reconnaître que le système dont je fais partie – appelez-le « *Occident* », « démocratie libérale », « *capitalisme* », « *néolibéralisme* », « *néoconservatisme* », « *impérialisme* », « *nouvel ordre mondial* » – appelez-le comme vous voulez : c'est en fait une force du mal.

Gaza a été un catalyseur important. Je ne manque pas d'empathie, mais ce que je sais de l'horrible boucherie perpétrée par les puissances occidentales en Irak, en Afghanistan ou en Libye est un savoir intellectuel, et non une expérience vécue.

La technologie nous a apporté le génocide de Gaza – qui a jusqu'à présent tué moins de monde que tous ces massacres perpétrés par les membres de l'OTAN – avec des détails qui nous arrachent les tripes.

Je viens de regarder des sacs de 75 kg de viande humaine mélangée remis à des proches en lieu et place d'un cadavre identifiable, et je suis en état de choc.

Ce n'est pas le pire que nous ayons vu à Gaza.

Mossoul et Falloujah

Si la population de Mossoul et de Falloujah avait eu accès à la technologie moderne des téléphones portables, de quelles horreurs aurions-nous été témoins ?

J'ai d'ailleurs essayé de trouver des images de la destruction massive de Mossoul et de Falloujah par les États-Unis en 2002-2004, mais Google n'en propose aucune. En revanche, il propose des milliers d'images des combats contre l'État islamique en 2017. Ce qui confirme mon point de vue sur le manque flagrant d'images de la deuxième guerre d'Irak.

En ce qui concerne le génocide actuel à Gaza, je me suis à nouveau surpris à penser naïvement qu'à un moment donné, cela s'arrêterait. Que les hommes politiques occidentaux ne cautionneraient pas l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Qu'il y aurait une limite au nombre de morts civils palestiniens acceptable, au nombre d'installations de l'ONU, d'écoles et d'hôpitaux détruits, au nombre de petits enfants déchiquetés.

Je pensais qu'à un stade, la décence humaine ne pouvait que l'emporter sur l'argent des lobbies sionistes.

Mais je me suis trompé.

L'attaque ukrainienne sur Koursk

L'attaque ukrainienne sur Koursk suscite également une profonde résonance émotionnelle. La bataille de Koursk a sans doute été le coup le plus important porté à l'Allemagne nazie, la plus grande bataille de chars de l'histoire du monde, et de loin.

Le gouvernement ukrainien a détruit tous les monuments à la gloire de l'Armée rouge et dénigre les Ukrainiens qui se sont battus contre le fascisme.

En revanche, il honore les composantes ukrainiennes considérables des forces nazies, y compris, mais sans s'y limiter, la 14e division SS (galicienne) et ses dirigeants.

Koursk est donc un lieu très symbolique pour l'Ukraine qui veut maintenant attaquer la Russie, y compris avec de l'artillerie et des blindés allemands.

Les politiciens allemands semblent avoir un besoin atavique d'attaquer la Russie, et soutiennent le génocide des Palestiniens à un degré stupéfiant.

L'Allemagne a d'ailleurs mis fin à toute liberté d'expression sur la Palestine, en interdisant les conférences d'éminents conférenciers et en rendant illégal tout discours pro-palestinien. L'Allemagne est intervenue aux côtés d'Israël dans l'affaire du génocide devant la CIJ et à la CPI pour s'opposer à un mandat d'arrêt à l'encontre de Netanyahu.

Combien de civils assassinés assouviraient la soif des Allemands du sang expiatoire des Palestiniens ? 500 000 ? 1 million ? 2 millions ?

Ou peut-être 6 millions ?

L'Occident n'est pas le bon. Nos soi-disant "*systèmes démocratiques*" ne nous permettent pas de voter pour quiconque pourrait accéder au pouvoir sans soutenir le génocide et la politique étrangère impérialiste.

Ce n'est ni un accident ni le génie qui fait qu'un homme-enfant comme Elon Musk vaut 100 milliards de dollars. Les structures de pouvoir de la société sont délibérément conçues par les détenteurs de richesses pour favoriser la concentration massive de ces richesses en faveur de ceux qui les possèdent déjà, en exploitant et en privant de pouvoir le reste de la société.

La montée en puissance des multimilliardaires n'est pas le fruit du hasard. C'est un programme, et la mauvaise répartition des ressources plus que suffisantes est à l'origine de la pauvreté. Le rejet de la responsabilité sur les populations désespérées des vagues d'immigration forcées par la destruction d'autres pays par l'Occident est également systématique.

Les médias ne laissent plus de place à la dissidence pour s'opposer à tout cela.

Nous sommes les méchants. Soit nous résistons à nos propres systèmes de gouvernance, soit nous sommes complices.

Au Royaume-Uni, ce sont les nations celtes qui tentent de briser l'État, un organe impérialiste subalterne mais important. Les voies de la résistance sont diverses, selon l'endroit où l'on se trouve.

Mais trouvez-en une, et suivez-la.

Craig Murray

Craig Murray, né le 17 octobre 1958 à West Runton dans le Norfolk, est un diplomate britannique.

Il est ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'Ouzbékistan jusqu'à sa révocation, le 14 octobre 2004. Il fut recteur de l'université de Dundee de 2007 à 2010.

J-C - Non, "*la montée en puissance des multimilliardaires*" n'est pas "*un programme*", c'est le produit du développement du capitalisme et ses contradictions, il aboutit à une concentration toujours plus grande du capital et du pouvoir entre quelques mains, tandis que l'immense majorité en est privé, d'ailleurs il le dit lui-même.

C'est le capitalisme qui est en cause ou plus précisément, ses fondements qui déterminent ses lois de fonctionnement, et non "*les détenteurs de richesses*" ou une poignée d'oligarques. Et ces fondements en quoi consistent-ils ? Ils reposent sur la division de la société en classe sociale selon un principe inégalitaire, en abolissant le capitalisme on supprime l'origine des inégalités sociales et on entame le processus conduisant à l'extinction des classes, donc de l'Etat, de la monnaie ainsi que toutes les représentations politiques ou idéologiques auxquelles ils avaient donné naissance…

Non, libertarien ni rimait pas avec liberté ou il règne comme un air de fascisme dans l'air des réseaux sociaux. Inversion accusatoire.

Elon Musk dit fermer les bureaux de X au Brésil - AFP 18 août 2024

Le propriétaire de X, Elon Musk, a annoncé samedi que les bureaux brésiliens du réseau social allaient fermer en raison d'un bras de fer entre le milliardaire et un juge de la Cour suprême brésilienne.

"*X n'a pas d'autre choix que de fermer (ses) opérations locales au Brésil*", a écrit Elon Musk. "*Le service X reste disponible pour les Brésiliens"*, a précisé une publication distincte de l'entreprise.

Le groupe s'est dit forcé de prendre cette décision pour "*protéger la sécurité*" de son personnel sur place.

Il a assuré que le juge Alexandre de Moraes avait "*menacé d'arrestation notre représentant légal au Brésil*" en cas de non-respect de ce que le réseau social considère être des décisions de "*censure*" visant à bloquer certains contenus.

"*La décision de fermer les bureaux de X au Brésil a été difficile*", a déclaré Elon Musk. "*Mais si nous avions accepté la censure secrète (illégale) d'Alexandre de Moraes et les demandes de transfert d'informations privées, nous n'aurions pu expliquer nos actions sans avoir honte*."

Le secrétaire des politiques numériques au sein du gouvernement brésilien, Joao Brant, a critiqué l'"*attitude pathétique*" de X. Selon lui, le réseau social provoque une "*escalade probable qui pourrait conduire au blocage de la plateforme*".

Alexandre de Moraes "*est une honte pour la justice*" et "*doit partir*", a déclaré Elon Musk. Le milliardaire avait par le passé qualifié le magistrat de "*dictateur*".

Au nom du combat contre la désinformation, le juge a ordonné ces dernières années le blocage des comptes de figures influentes des mouvements ultra-conservateurs brésiliens.

Et ce en particulier depuis les tentatives de partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro, admirateur d'Elon Musk, de discréditer le système de vote électronique lors de l'élection remportée par Luiz Inacio Lula da Silva. AFP 18 août 2024

Totalitarisme. Ils ne savent plus quoi inventer pour justifier leur surveillance de la population et l'opprimer.

De nouveaux radars pour lutter contre "*l'autosolisme*" - France-Soir 13 août 2024

Depuis quelques années, un panneau affichant un losange blanc lumineux ou sur fond bleu s'insère timidement sur les voies routières. Ils indiquent que ces dernières sont réservées au covoiturage, et depuis fin juillet, elles sont surveillées par des radars permettant d'identifier les personnes seules dans leur véhicule. Si tel est le cas, la verbalisation est faite comme cela peut l'être pour un excès de vitesse.

Selon les informations de *La Croix*, les radars sont plus particulièrement déployés aux abords de la ville de Lyon, mais se développent aussi « *dans six autres collectivités en France* ». Afin de lutter contre « *l'autosolisme* », c'est-à-dire conduire seul, la ville de Lyon est parmi les pionnières en 2020 à créer une portion de route dédiée au covoiturage. Les quelques exceptions possibles à cette voie de gauche réservée sont les taxis, les bus, les ambulances ou encore... les voitures électriques. Un SUV peut donc parfaitement doubler la petite citadine par la voie de gauche, pourvu qu'il soit électrique.

Malgré la mesure, les heures de pointe le matin restent particulièrement solitaires. Tandis que plus de huit conducteurs sur dix voyagent seuls, les politiques ont eu l'occasion de constater que cette nouvelle voie n'était pas tant prise au sérieux par les automobilistes. Ils ne voient alors d'autre choix que de serrer la vis et adopter le mode de la contravention.

Chaque image créée va faire l'objet d'une vérification par les forces de l'ordre avant que la contravention ne soit rendue valide, menant alors à une facturation qui peut s'élever jusqu'à 135 euros.

Entre les pressions exercées sur le choix de la voiture entre thermique et électrique, puis le nombre de personnes présentes dans l'habitacle, il ne fait décidément pas bon partir au travail en voiture. Selon l'enquête du ministère de la transition écologique oubliée en avril 2024, ce sont encore 74% des trajets domicile-travail qui sont effectués en voiture (voire 87% en zones rurales). France-Soir 13 août 2024

Cruauté institutionnalisée, banalisée. Quand ils imposent leur rythme infernal aux enfants, c'est pour leur bien-être !

Quand faut-il commencer à préparer son enfant au rythme de la rentrée ? - Le HuffPost 19 août 2024

À partir de quand les parents peuvent-ils commencer à s'inquiéter de leurs horaires de lever et de coucher ? Le HuffPost 19 août 2024

J-C – Je préconiserais un régime militaire calé strictement sur le lever et le coucher du soleil, comme cela ils apprécieraient le régime martial scolaire somme toute allégé qu'on leur impose le restant de l'année.

Et quand pourraient-ils vivre à leur propre rythme ? Quelle question déplacée, jamais !

God save the queen ! (Traduction à votre guise…)

Grande-Bretagne : Le fondateur de la LGBT Pride accusé d'abus sexuels et de viols sur enfants - medias-presse.info 21 août 2024

M. Ireland fait face à 22 autres chefs d'accusation, dont le viol d'un enfant de moins de 13 ans !

Nos confrères du Telegraph titrent : «*Le dirigeant d'une association caritative LGBT qui a exhorté les enfants à remettre en question le concept de genre est accusé d'abus sexuels sur mineurs*».

Il a été placé, ainsi qu'un de ses complices dans l'horreur, en détention provisoire par un tribunal anglais.

Le fondateur et ancien directeur de la Pride du Surrey a été accusé de plusieurs chefs d'accusation d'abus sexuels sur des enfants. Stephen Ireland, 40 ans, et David Sutton, 26 ans, tous deux originaires d'Addlestone, ont été arrêtés mercredi.

M. Ireland a fondé la Pride du Surrey en 2018. M. Sutton était bénévole au sein de l'organisation.

Tous deux ont été placés en détention provisoire et comparaîtront jeudi devant les magistrats de Staines.

M. Ireland et M. Sutton font face à une série d'accusations, dont six chefs de complot en vue d'agresser sexuellement un enfant, de complot en vue de kidnapper un enfant, de voyeurisme et d'organisation de la commission d'une infraction sexuelle sur un enfant.

En outre, M. Ireland fait face à 22 autres chefs d'accusation, dont le viol d'un enfant de moins de 13 ans, l'agression sexuelle, la prise de photographies indécentes d'enfants et la possession d'une image pornographique extrême.

M. Sutton est également accusé de sept autres délits, notamment la prise de photographies indécentes d'enfants et la distribution de photographies indécentes d'enfants.

Toutes les infractions se seraient produites entre août 2022 et le mois dernier. La police de Surrey affirme que son enquête est en cours.

Alors que la nouvelle fait grand bruit en Angleterre, elle n'a malheureusement pas traversé le Channel.

En famille. Collaboration de classes. Lucie Castets se verrait bien en couple avec Emmanuel Macron.

"*Mon sujet n'est pas la destitution*": Lucie Castets veut privilégier une cohabitation avec Emmanuel Macron - BFMTV 19 août 2024

Lucie Castets, désignée comme potentielle Première ministre par les partis du Nouveau Front populaire, était l'invitée de BFMTV ce lundi 19 août.

L'idée d'une destitution du président de la République, brandie par les insoumis, a marqué une fracture au sein du NFP. Le Parti socialiste, par la voix de son patron Olivier Faure, s'est rapidement désolidarisé de cette hypothèse.

"*Cette tribune n'est signée que par les dirigeants de LFI. Elle n'engage que leur mouvement. La réponse à une nomination d'un Premier ministre qui ne serait pas conforme à la tradition républicaine, est la censure*", a déclaré le socialiste sur X dimanche.

Lucie Castets, qui assure que le gouvernement potentiel du NFP est "*en cours de constitution*" n'entend par ailleurs pas exclure les élus LFI d'un potentiel exécutif. Il "*comportera toutes les composantes du NFP, y compris La France insoumise*", assure-t-elle.

"*On va avoir une discussion avec Emmanuel Macron. J'ai hâte que la cohabitation commence*", précise-t-elle sur notre antenne. BFMTV 19 août 2024

Ils sont déjà inséparables. La collaboration de classes est permanente, c'est dans leur nature.

J-C - Le tyran siffle ses domestiques et ils accourent !

Emmanuel Macron convie les présidents des groupes parlementaires et les chefs de partis le 23 août à l'Elysée, avant de nommer un Premier ministre - franceinfo 16 août 2024

L'objectif est de "*continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible*", précise l'Elysée.

Emmanuel Macron, a convié les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que les chefs de partis représentés au Parlement à l'Elysée le 23 août, a appris France Télévisions auprès de l'Elysée. Objectif de cette "*série d'échanges*" : "*continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible.*"

"*Les Français ont exprimé lors des élections législatives une volonté de changement et de large rassemblement. Dans un esprit de responsabilité, l'ensemble des dirigeants politiques doivent travailler à mettre en œuvre cette volonté*", ajoute l'Elysée. "*La nomination d'un Premier ministre interviendra dans le prolongement de ces consultations et de leurs conclusions.*"

Le coordinateur de La France insoumise (LFI), Manuel Bompard, et la présidente du groupe LFI à l'Assemblée, Mathilde Panot, ont réagi sur le réseau social X en assurant que le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des législatives, se rendrait "*ensemble*" à cette rencontre. Le bloc de gauche demandera "*qu'il respecte le résultat des urnes*" et nomme Lucie Castets, sa candidate, à Matignon, selon les deux responsables.

Le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, a également indiqué que les membres du NFP souhaitent que Lucie Castets soit présente avec eux "*pour pouvoir effectivement montrer la cohérence de ce que nous voulons proposer*", a appris franceinfo. "*Le Président ne s'y oppose évidemment pas si c'est une demande collective et que les forces politiques du NFP jugent que c'est utile pour que l'échange soit constructif*", a réagi l'entourage d'Emmanuel Macron à France Télévisions. Les forces politiques seront reçues par ordre d'importance à l'Assemblée. Ayant le plus grand groupe, le NFP sera donc le premier reçu. franceinfo avec AFP 16 août 2024

Ils se posent en garant de la continuité des institutions de la Ve République au lieu de rompre avec elle, pire, ils prétendent qu'elle serait démocratique.

Dans un texte publié dans La Tribune dimanche, les co-signataires, dont le leader des Insoumis Jean-Luc Mélenchon, le coordinateur du parti Manuel Bompard ou encore la patronne des députés LFI Mathilde Panot écrivent : Emmanuel Macron « *doit savoir que seront utilisés tous les moyens*

constitutionnels de le démettre plutôt que nous soumettre à son mauvais coup contre la règle de base de la démocratie : en France, le seul maître est le vote populaire » AFP 18 août 2024

Non madame, le « *seul maître* »,

Santé.

Totalitarisme. Fabrication d'une psychose collective. Eugénisme et bioterrorisme d'Etat et oligarchique. Comment gouverner par la peur. Stratégie de la terreur.

J-C - Comment provoquer une véritable épidémie, c'est simple, il suffit de vacciner la population !

Virus mpox : Près de 250 sites de vaccination déjà ouverts en France - 20 Minutes 20 août 2024

Au total, 232 sites de vaccination sont d'ores et déjà ouverts pour faire face à l'épidémie de mpox, a indiqué mardi le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal.

Une nouvelle réunion s'est tenue à Matignon lundi après-midi. A ce jour, aucune contamination par le clade 1, plus mortel et virulent que le clade 2, n'a encore été recensée en France, a précisé le gouvernement dans la soirée.

En Europe, la Suède a annoncé avoir enregistré un cas de sous-type clade 1b, récemment apparu en Afrique, et la France s'attend à l'apparition prochaine de cas sur son territoire. 20 Minutes avec AFP 20 août 2024

J-C – Notre corps héberge en permanence une multitude (milliards) de virus différents, dont tous ceux qui avaient fait l'objet d'une épidémie dans le passé, ils n'ont donc que l'embarras du choix pour sélectionner celui qu'ils vont mettre sur le devant de la scène ou instrumentaliser, si nécessaire en donnant un nouveau nom à un variant ou un virus qui existait depuis on ne sait quand !

Quand ces malfaisants disent qu'il y a « *aucune contamination par le clade 1* », on n'est pas forcé de les croire, pour le moment cette version les arrange, c'est pour mieux conditionner les esprits, les préparer à la phase suivante de leur programme et ainsi de suite pour justifier de nouvelles mesures liberticides ou une campagne de vaccination obligatoire ou tout comme, contre laquelle il faudra se dresser.

Ce sera à nouveau en fonction des positions adoptées par les uns et les autres, l'occasion de compter vos vrais et faux amis, épreuve cruelle pour les imposteurs ou opportunistes qui encombrent et empestent l'atmosphère.

RDC : Les chiffres de la variole du singe sont minimes comparés à la malaria et à la tuberculose - Réseau International 21 août 2024

Au cours de la même période où 500 personnes sont mortes du Mpox en RDC, des centaines de milliers de personnes sont également mortes en RDC et dans les pays africains environnants de la

tuberculose, du VIH/SIDA et des conséquences de la malnutrition et de l'insalubrité de l'eau. La tuberculose à elle seule tue environ 1,3 million de personnes dans le monde chaque année, soit un taux environ 1500 fois supérieur à celui du Mpox en 2024.

Ainsi, nous avons aujourd'hui des milliers de fonctionnaires de santé publique, de l'OMS aux instituts de recherche en passant par les organisations non gouvernementales, les sociétés commerciales et les fondations privées, qui se consacrent principalement à la recherche de cibles pour l'industrie pharmaceutique, au pillage des fonds publics, puis au développement et à la vente du remède.

L'ensemble du nouveau programme de lutte contre les pandémies, démontré avec succès dans le cadre de la riposte au virus Covid-19, repose sur cette approche. Pour justifier les salaires impliqués, il faut détecter les épidémies, exagérer leur impact probable et mettre en place une réponse à forte intensité de produits et généralement basée sur des vaccins.

Les promoteurs de l'ensemble de ce processus – les pays dotés d'importantes industries pharmaceutiques, les investisseurs pharmaceutiques et les sociétés pharmaceutiques elles-mêmes – ont établi leur pouvoir par le biais des médias et du parrainage politique afin de garantir le bon fonctionnement de ce système.

Les preuves de l'intention du modèle et des dommages qu'il cause peuvent être efficacement cachées au public par des médias et des journaux scientifiques serviles. Mais en RDC, les populations qui ont longtemps souffert de l'exploitation de la guerre et des extracteurs de minerais, qui ont remplacé un régime colonial particulièrement brutal, doivent maintenant également faire face aux extracteurs de richesses de l'industrie pharmaceutique.

Bien que la variole soit concentrée en Afrique, les effets d'une santé publique corrompue sont mondiaux. La grippe aviaire suivra probablement la même voie que la variole dans un avenir proche. L'armée de chercheurs payés pour trouver d'autres foyers le fera. Alors que le risque de pandémie n'est pas très différent de ce qu'il était il y a quelques décennies, il existe une industrie qui cherche à vous faire croire le contraire.

Comme l'a montré le déroulé de la Covid-19, il s'agit d'une question d'argent et de pouvoir à une échelle qui n'a d'égale que celle des régimes fascistes du passé.

Les efforts actuellement déployés dans les pays occidentaux pour dénigrer le concept de liberté d'expression, criminaliser la dissidence et instaurer des passeports sanitaires pour contrôler les déplacements ne sont pas nouveaux et ne sont pas étrangers à la déclaration par l'OMS de l'urgence sanitaire Mpox. Nous ne sommes plus dans le monde que nous connaissions il y a vingt ans.

https://reseauinternational.net/rdc-les-chiffres-de-la-variole-du-singe-sont-minimes-compares-a-la-malaria-et-a-la-tuberculose/

Mpox : un cas en Suède et au Pakistan, la Russie annonce avoir achevé le développement d'un vaccin - RT 16 août 2024

J-C - C'est là qu'on constate à nouveau, que la Russie ne s'oppose pas aux Etats-Unis et à l'OMS, elle collabore avec eux.

Pharma et OMS s'associent pour créer un marché "*pandémique*" permanent pour les vaccins obligatoires et expérimentaux (Par Brenda Baletti -The Defender 6 août 2024) - Mondialisation.ca, 15 août 2024

Max Jones, journaliste de Unlimited Hangout, explique comment Big Pharma utilise l'OMS pour restructurer le marché des médicaments, de sorte que les vaccins et autres médicaments insuffisamment testés soient soumis à une réglementation minimale et que des populations entières puissent être contraintes de les prendre chaque fois que l'OMS déclare une nouvelle pandémie mondiale.

https://www.mondialisation.ca/pharma-et-oms-sassocient-pour-creer-un-marche-pandemique-permanent-pour-les-vaccins-obligatoires-et-experimentaux/5691452?doing_wp_cron=1723884355.0467588901519775390625

Leur guerre n'a pas fait assez de morts parmi les enfants palestiniens.

Polio à Gaza : l'ONU exige une pause humanitaire pour vacciner 640 000 enfants - RT 16 août 2024

Rappel.

En définitive, en mai 2009, les critères permettant de caractériser une pandémie se sont considérablement élargis.

Premier enseignement notable : d'une définition à l'autre, la notion de « *nombre très important de malades et de morts* » a totalement disparu. Qu'elle soit particulièrement mortelle ou non, depuis mai 2009, selon l'OMS, une pandémie n'est donc plus qu'une simple « *épidémie mondiale de malades* » avec « *plus de cas que la normale* ».

Comme pour mieux acter ce changement, le 7 juin 2009, soit un mois après avoir fait évoluer sa définition du mot, l'Organisation mondiale de la Santé décidait justement de requalifier l'épidémie de Grippe A en pandémie. Une appellation qu'elle n'aurait pas pu lui attribuer quelques semaines plus tôt, puisque le virus H1N1 n'a jamais provoqué un « *nombre très important de malades et de morts* », tel que l'exigeait encore la précédente définition.

Une vue de l'esprit, pas vraiment.

Les sénateurs français, membres de la « *commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)* », à s'en émouvoir dans un rapport rendu un an plus tard, le 29 juillet 2010 (rapport complet) :

« Les critiques sur la fausse alerte pandémique ont été renforcées par le changement de définition de la pandémie grippale auquel aurait procédé l'OMS dans les mois ayant précédé la déclaration du passage en phase 6, le 11 juin 2009. (…) De 2003 à 2009, une pandémie a été définie par

l'apparition de "plusieurs épidémies simultanées à travers le monde avec un grand nombre de décès et de maladies" *; [or] un changement a été opéré entre le 1 er et le 9 mai 2009, faisant disparaître le critère de gravité* ».

Dans leur rapport, les sénateurs observent que ce tour de passe-passe a fini par faire naître de puissantes réserves à l'encontre des prises de position de l'OMS : « *Inévitablement, la pandémie déclarée le 11 juin 2009 ne fut pas celle qu'on attendait. La déclaration de la pandémie de grippe A (H1N1), considérée d'emblée comme de gravité modérée, a surpris puis suscité de nombreuses critiques à l'encontre de l'OMS, soupçonnée à tout le moins d'avoir surestimé le risque* ».

Les sénateurs précisent que « *ces critiques sont d'abord venues de médecins qui s'étonnaient que l'on consacre une telle attention et tant de moyens à lutter contre une maladie qui n'est pas la pire menace qui pèse sur l'état sanitaire mondial. C'est d'ailleurs un médecin, ancien membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a saisi de la question cette assemblée. Il en est résulté un rapport très critique sur l'action de l'OMS et sur son fonctionnement interne, qui serait caractérisé par une certaine opacité et un souci insuffisant de gérer les conflits d'intérêts* ».

En résumé, après « *la correction d'une erreur* » sur son site internet, toute « *maladie qui n'est pas la pire menace qui pèse sur l'état sanitaire mondial » pouvait à présent devenir une pandémie… ce qui « a surpris puis suscité de nombreuses critiques à l'encontre de l'OMS* ».

Des « *corrections d'erreurs* » finalement assez fréquentes de la part de l'Organisation mondiale de la Santé qui, au fil du temps, est devenue une véritable spécialiste en matière de « *déménagement* » et de suppression de pages de son site internet. Par exemple, entre septembre et octobre 2011, quand cette nouvelle définition de « *pandémie* » arrêtée en 2009 disparaissait soudainement !

Neuf ans plus tard, le 11 mars 2020, soit le jour où l'Organisation mondiale de la Santé choisissait de classer l'épidémie de Covid en pandémie, la chaîne d'information américaine NBC parvenait à retrouver la trace d'une définition proposée par le site de l'institution internationale. Il fallait alors se rendre à la section Questions fréquentes pour en apprendre davantage sur la manière dont l'OMS qualifiait ce mot à cette date… avant que cette page ne disparaisse à son tour.

Une « *correction d'erreur* » en amenant toujours une autre, entre octobre 2022 et mai 2023, en recherchant la phrase : « *What is a pandemic*? » ou « *qu'est-ce qu'une pandémie ?* » sur n'importe quel moteur de recherche – ou directement sur son site internet – il était tout bonnement impossible de trouver la moindre définition claire et précise proposée par l'OMS.

En résumé, depuis plusieurs années, l'Organisation mondiale de la santé éprouve de vraies difficultés pour octroyer un sens pérenne au concept de « *pandémie* ».

(Ndla : nous verrons par la suite que l'OMS a fait évoluer le sens de ce mot dès 1999 et que celui-ci a de nouveau été modifié après la pandémie de Covid pour aujourd'hui correspondre à un fourre-tout sanitaire très éloigné de son concept initial).

Au final, compte tenu de ces atermoiements et de ces évolutions linguistiques restées aussi discrètes qu'ignorées par le grand public, il est évident qu'en 2020, dans l'imaginaire populaire, le terme « *pandémie* » renvoyait encore aux épidémies mondiales les plus meurtrières de l'Histoire. La population n'ayant pas pris conscience que le degré de gravité qu'elle accordait toujours au sens de ce mot avait en réalité été sensiblement revu à la baisse en mai 2009.

Il s'agit là du premier point important à retenir pour assimiler comment, en 2020, en raison d'un quiproquo sémantique, la confusion et la panique générale se sont démesurément abattues sur l'hexagone et comment la propagande gouvernementale a pu, à partir de là, insidieusement s'infuser dans l'esprit des Français.

https://www.francesoir.fr/france-sante-medias/pandemie-de-propagande-de-peur-et-de-confinements-episode-2

Parole d'internaute.

- Politique: Science: Toujours aussi soudain et inattendu: De plus en plus de jeunes femmes meurent d'un arrêt cardiaque par le Dr. Peter F. Mayer

Les jeunes femmes continuent de mourir "s*oudainement*" d'un arrêt cardiaque. Il est prouvé que les injections d'ARNm endommagent le cœur. La maladie du cœur n'est pas "*facilement*" et fiablement guérissable, comme l'ont toujours affirmé les commissions d'"éthique" et les médecins, mais existe à long terme et peut apparemment entraîner la mort à tout moment.

De plus en plus de jeunes femmes, qui n'avaient jamais été menacées par une infection corona mais que l'on avait poussées dans la seringue, sont désormais touchées. A l'origine, il avait été dit que les hommes étaient les plus menacés. Le médecin canadien William Makis a rassemblé 12 exemples récents de décès de femmes de moins de 40 ans.

...

Les vaccins à ARN corona provoquent des lésions cardiaques chez 1 femme sur 30 dans la semaine suivant la vaccination.

C'est aussi ce que montre par exemple l'étude menée en Thaïlande (2022, Mansanguan) sur 202 garçons âgés de 13 à 18 ans de deux écoles différentes : 7 d'entre eux ont développé une myo/péricardite subclinique après la deuxième dose d'ARNm COVID-19 de Pfizer. Cela représente 1 sur 30 par dose de Pfizer.

Une étude suisse (2023, Muller) portant sur 777 travailleurs de la santé ont reçu un rappel de vaccin Moderna COVID-19 ARNm, 22 ont présenté des signes d'atteinte myocardique (22/777 = 1 sur 35 par dose de Moderna).

...

Les causes sont aujourd'hui largement élucidées et démontrées. Grâce aux nanoparticules lipidiques, les spikes atteignent également les cellules du muscle cardiaque. Le système immunitaire les reconnaît comme infectées et les détruit. Cela peut entraîner d'une part une réaction auto-immune et d'autre part la formation de cicatrices dans le muscle cardiaque. Et ces cicatrices ne guérissent jamais, elles s'incrustent et peuvent, selon leur taille, perturber la signalisation dans le muscle cardiaque et provoquer un arrêt cardiaque.

Tout cela était connu et prévisible auparavant. Les fuites du RKI montrent entre autres que les mesures et la campagne de vaccination ont été imposées politiquement, et ce à peu près dans tous les pays.

Venezuela.

Pourquoi les médias cachent le vrai visage de la leader de la droite vénézuélienne, Maria Machado? - 13 août 2024

https://investigaction.net/pourquoi-les-medias-cachent-le-vrai-visage-de-la-leader-de-la-droite-veneezuelienne-maria-machado/

Venezuela: Colombie et Brésil favorables à une nouvelle présidentielle, pas l'opposition ni Maduro - AFP 16 août 2024

Le Brésil et la Colombie ont appelé jeudi à une nouvelle présidentielle au Venezuela afin de sortir de la crise née de la réélection contestée fin juillet de Nicolas Maduro, une proposition aussitôt refusée par l'opposition, qui revendique la victoire, comme par le président sortant.

Jugeant "*très claire*" la victoire de l'opposition, la Maison Blanche a rectifié le tir après un apparent soutien de Joe Biden à de nouvelles élections.

Le président américain "*évoquait la position absurde du (président) Maduro*" qui n'est "*pas honnête*" sur le résultat de la présidentielle, a assuré un porte-parole de la Maison Blanche.

M. Biden avait répondu "*je le suis*" à la question: "*Etes-vous favorable à de nouvelles élections au Venezuela?*", lors d'un court échange avec la presse.

Le Parlement a voté jeudi la loi réglementant les ONG et les associations, la première d'une série que l'opposition juge liberticide.

Parmi les points du texte, l'obligation pour les ONG de notifier leurs "*financements*" et "*donateurs, nationaux ou étrangers*", ou l'interdiction de "*recevoir des contributions financières destinées à des organisations à but politique*".

Le Haut-commissaire de l'ONU aux droits humains, Volker Türk, avait appelé Caracas à ne pas "*adopter ces lois et toute autre loi qui porte atteinte à l'espace civique et démocratique dans le pays*."

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) avait estimé que la loi restreignait "*arbitrairement le droit d'association, la liberté d'expression*".

Deux autres textes sur "*l'incitation au fascisme et à la haine*" et sur une réglementation des réseaux sociaux doivent être examinés par le parlement monocaméral, où le pouvoir dispose de 256 des 277 sièges après le boycott par l'opposition des législatives de 2020.

J-C – Qui écoutent encore les chefs d'Etat ou ministres occidentaux, les représentants des institutions contrôlées par les Etats-Unis, leurs médias réputés pour mentir comme des arracheurs de dents ?

Venezuela : gauches du Sud contre « *gauche* » française par Thierry Deronne, Caracas, 11 août 2024.

Extraits.

Depuis les Lettres Persanes, l'usage de pays lointains pour régler des comptes franco-français est devenu une tradition. Le passage du politique sous commande médiatique a creusé l'abîme entre le réel et son image. C'est le cas du texte cosigné par le Parti Socialiste, le NPA (« trotskiste ») et autres mouvements de « *gauche* » pour dénoncer la « *répression au Venezuela* ». (...)

Le 2 août, le Conseil National Électoral du Venezuela a publié son deuxième bulletin avec 96,87 % des procès-verbaux transmis depuis les bureaux de vote. Nicolas Maduro remporte l'élection présidentielle avec 51,95 % des voix tandis que son principal opposant Edmundo González a obtenu 43,18 %.

Le Président mexicain López Obrador a critiqué les USA « *qui ont dépassé les limites* » en proclamant l'extrême droitier Gonzalez comme « *président du Venezuela » sans attendre les résultats : « Où est le droit international ? La reconnaissance ne peut venir d'un pays étranger mais de la souveraineté populaire* ».

Le 10 août, la Salle Électorale du Tribunal Suprême a fini d'auditionner tous les partis politiques. Elle va procéder à l'examen minutieux de toutes les pièces électorales reçues pour prononcer le résultat définitif dans une dizaine de jours. Sur les délais, on notera qu'au Mexique ce n'est que le 10 août que le Tribunal électoral a confirmé la victoire de Claudia Sheinbaum, soit neuf semaines après la tenue des élections.

Au Venezuela, seule l'extrême droite, qui affirme avoir gagné les élections, a refusé de se présenter à ce tribunal, et n'a consigné aucun matériel électoral. Plusieurs partis alliés, de droite, ont d'ailleurs pris leurs distances avec l'oligarque Machado et son candidat Gonzalez, laissant entendre qu'une partie de leurs PVS électoraux étaient falsifiés.

https://venezuelainfos.wordpress.com/2024/08/11/venezuela-gauches-du-sud-contre-gauche-francaise/

Crise politique au Venezuela : l'opposition se mobilise dans la rue pour revendiquer la victoire - franceinfo avec AFP 17 août 2024

"*La contestation pacifique est notre droit*", a lancé à la foule la cheffe de l'opposition Maria Corina Machado, lors d'un rassemblement à Caracas samedi.

"*C'est une journée historique (...). Nous devons rester fermes et unis*", a déclaré avant la manifestation Maria Corina Machado, cheffe de l'opposition, sur les réseaux sociaux. Des milliers de personnes ont salué son arrivée au rassemblement dans l'est de Caracas (Venezuela) samedi.

J-C La photo de l'AFP, la plus généreuse qui soit pour l'extrême droite vénézuélienne, montre que cette mobilisation est un flop et que cet article relève de la propagande américaine.

https://www.francetvinfo.fr/pictures/lW3CFmwqVjiIU-OFICAZJ4-mtms/0x106:1024x682/2656x1494/filters:format(avif):quality(50)/2024/08/17/000-36ec8ft-1-66c0ec0ccf49e035116642.jpg

---

Allemagne.

(Re)Nazification de la Bundeswehr - InfoBrics 14 août 2024

Ce n'est un secret pour personne que l'Allemagne traverse une transformation sociétale plutôt troublante. Grâce à ses législateurs, la dépravation morale et la décadence prennent le dessus, tandis que son économie se désindustrialise. La soumission suicidaire de Berlin aux États-Unis et à ses alliés les plus proches met le pays dans une position si mauvaise que seule une poignée d'autres vassaux et États satellites de Washington DC l'ont encore pire (à savoir le régime de Kiev).

Le gouvernement allemand a d'abord coupé bêtement les liens avec la Russie, provoquant une hausse massive des prix, qui a ensuite déclenché une crise économique rampante que le pays traverse encore. Pire encore, grâce à son manque plutôt pathétique de souveraineté, Berlin traverse un découplage économique de la Chine et tente également de l'imposer au reste de l'Union européenne. Il convient de noter que Pékin est son plus grand partenaire commercial, avec un commerce annuel de plus de 250 milliards d'euros (275 milliards de dollars).

Cependant, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg du cadre de politique intérieure et étrangère manifestement idiot de l'Allemagne. Ses «diplomates» manquent d'étiquette de base, qualifiant les dirigeants étrangers de «*dictateurs*» ou même déclarant ouvertement la guerre à des pays comme la Russie. En novembre 2022, les plans de son armée fédérale (Bundeswehr) ont été divulgués, révélant son intention de faire la guerre à Moscou. Bien que le plan soit ridicule (et c'est un euphémisme), la Bundeswehr l'a pris très au sérieux, montrant que Berlin n'a jamais vraiment abandonné sa doctrine ancestrale «*Drang nach Osten*».

Malgré des tentatives infructueuses depuis plus de mille ans, l'Allemagne continue de poursuivre cette politique. Comme le dit le vieil adage, généralement (mal) attribué à Albert Einstein, la définition de la folie est de faire la même chose encore et encore et de s'attendre à des résultats différents. Cependant, c'est précisément ce que Berlin continue de faire, apparemment incapable d'apprendre sa leçon.

Conformément à ses politiques manifestement folles, le ministère allemand de la Défense (MoD) a également décidé d'inclure les officiers nazis de la Wehrmacht, ainsi que les membres de la SS, dans une liste dédiée aux «*traditions militaires allemandes*». Selon la directive (PDF), ces soldats et nombreux autres soldats et officiers nazis seront désormais considérés comme des «*exemples d'excellence militaire, de préparation opérationnelle et de volonté de se battre pour atteindre des objectifs lorsque la mission l'exige*». Cela inclut ce qui suit :

– Le général Wolfgang Altenburg, qui a servi dans la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale, a plus tard commandé des unités d'artillerie de la Bundeswehr. A également été inspecteur général et président du comité militaire de l'OTAN.

– Le général de brigade Heinz Karst, capitaine de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale, l'un des représentants les plus éminents de la direction intérieure de la Bundeswehr après la guerre.

– Le général de brigade Friedrich Beermann, lieutenant de la Wehrmacht pendant la Première Guerre mondiale, promu colonel de la Bundeswehr après la guerre.

– Le général de brigade Wolfgang Schall, un major de la Wehrmacht, fait prisonnier par l'Armée rouge. Après sa libération en 1955, il a rejoint la Bundeswehr en tant que consultant pour la guerre psychologique au sein du MoD allemand. Il a également été membre du Parlement européen (CDU, le parti d'Angela Merkel).

– Général Karl Schnell, capitaine du groupe d'armées Centre sur le front de l'Est, ainsi que premier officier d'état-major général en Italie, responsable de sept divisions subordonnées de la Wehrmacht. Schnell a ensuite commandé la 90e division des grenadiers blindés. Il a ensuite été fait prisonnier par l'armée américaine en 1946. Selon des sources allemandes, après sa libération de captivité en 1946, il a été «dénazifié avec succès», puis a rejoint la Bundeswehr, en tant qu'inspecteur général adjoint, ainsi que commandant suprême des forces alliées d'Europe centrale (AFCENT) dans l'OTAN. Il a également été secrétaire d'État permanent au sein du MD allemand.

– Le lieutenant-général Hans Röttiger, général de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale et l'un des officiers nazis les plus haut de la Bundeswehr après la guerre, en tant que premier inspecteur.

– Lieutenant-général Franz Pöschl, un officier nazi hautement décoré (atteint le grade de capitaine) pendant la Seconde Guerre mondiale, servant en Pologne, en Russie, en Grèce et en Italie. Il a ensuite été membre du comité d'évaluation du personnel de la Bundeswehr, ainsi que du commandant général de son IIIe corps.

– Lieutenant-général Heinz-Georg Lemm, un autre officier nazi hautement décoré, en particulier un colonel de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale. Il fut plus tard le plus jeune général de la Bundeswehr et le chef de son bureau de l'armée.

– Le général Ferdinand von Senger und Etterlin, lieutenant principal de la Wehrmacht, a également été hautement décoré pour ses actions pendant les invasions de l'Allemagne nazie. Après la guerre, il a rejoint la Bundeswehr et a agi en tant que commandant général du I Corps, ainsi que commandant en chef de l'AFCENT de l'OTAN.

– Le lieutenant-général Gerhard Barkhorn, l'un des pilotes de chasse nazis les plus réussis (a abattu 301 avions alliés). A rejoint la Bundeswehr après la guerre et a occupé certains des postes les plus élevés du commandement de la guerre aérienne de l'OTAN.

– Le colonel Erich Hartmann, un autre as nazi, le plus réussi de tous les temps (352 victoires aériennes contre les avions alliés). A également rejoint la Bundeswehr après la guerre et s'est entraîné avec l'USAF.

– Le lieutenant-général Günther Rall, le troisième as nazi le plus réussi (275 victoires aériennes). Il a également rejoint la Bundeswehr, en tant qu'inspecteur de l'armée de l'air et au siège de l'OTAN. Des sources allemandes affirment qu'il a «examiné de manière critique son passé nazi».

– Le vice-amiral Hans-Helmut Klose, un officier de marine nazi très décoré pendant la Seconde Guerre mondiale, a ensuite travaillé pour les services de renseignement britanniques (en particulier le MI6) pour aider à espionner la Russie dans les États baltes. Klose a ensuite rejoint la Bundesmarine, servant également dans les centres navals de l'OTAN.

– Contre-amiral Erich Topp, l'un des commandants de sous-marins (sous-marins) nazis les plus réussis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a coulé 35 navires, totalisant près de 200 000 tonnes à registre brut (GRT). Après la guerre, il a rejoint la Bundesmarine, servant aux plus hauts niveaux de la structure de commandement de l'OTAN et travaillant en étroite collaboration avec la marine américaine. Topp était membre du parti nazi et de la SS pratiquement depuis leur création. Des sources allemandes affirment qu'il était «*très critique de sa propre vie et du rôle de la marine dans la Seconde Guerre mondiale*».

– Contre-amiral Karl Clausen, on ne sait pas grand-chose de son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale, sauf qu'il était un commandant hautement décoré d'un dragueur de mines. Il a également rejoint la Bundesmarine après la guerre, contribuant aux opérations de l'OTAN en mer du Nord.

Ce n'est qu'une partie de la liste que j'ai traduite et ajustée en ajoutant des informations manquantes sur le passé nazi de ces individus. Il convient de noter que la grande majorité d'entre eux étaient des criminels de guerre responsables de crimes de guerre horribles contre des dizaines de millions de personnes à travers l'Europe et au-delà, en particulier dans la partie orientale du continent et en Russie/ex-URSS. C'est une autre preuve de ce qu'est l'OTAN et de son véritable rôle.

Le développement le plus troublant est la façon dont l'Allemagne et sa Bundeswehr ont embrassé ces hommes au moment même où Berlin se prépare à être le fer de lance de la nouvelle invasion rampante de la Russie menée par l'UE/l'OTAN, y compris en permettant des missiles à moyenne et moyenne portée précédemment interdits sur le sol allemand, amenant une fois de plus l'Europe (et le monde) au bord d'un abîme. La liste montre également que l'OTAN est en effet l'héritier des puissances nazies de l'Axe dirigées par l'Allemagne. InfoBrics 14 août 2024

Liban.

Crise d'électricité au Liban : l'Algérie à la rescousse - RT 18 août 2024

Le gouvernement algérien a annoncé avoir commencé à fournir « *immédiatement* » du carburant au Liban, afin de faire fonctionner les centrales électriques du pays et assurer l'approvisionnement en électricité, a rapporté l'agence de presse d'État algérienne APS citant un communiqué du service du Premier ministre.

Cette annonce intervient alors que le Liban est actuellement en plein black-out de l'électricité publique sur fond de la crise économique qui frappe le pays.

La dernière centrale électrique fonctionnelle du Liban a été contrainte de fermer le 17 août faute d'énergie, principalement le gaz, plongeant l'ensemble du territoire du pays dans le noir, avait annoncé la compagnie d'électricité du Liban (EDL).

La centrale de Zahrani a été forcée d'arrêter sa production en raison de l'épuisement total du stock de gazole, ce qui a provoqué une coupure totale de l'approvisionnement en électricité à travers tout le Liban.

Le black-out a touché notamment les infrastructures essentielles telles que l'aéroport, le port, les pompes à eau, les stations d'épuration, les prisons. RT 18 août 2024

Nicaragua.

J-C – Comme quoi c'est possible. Idem pour les médias ou réseaux sociaux de la réaction.

Le Nicaragua ferme 1.500 ONG et saisit leurs biens - AFP 20 août 2024

Selon une décision du ministère de l'Intérieur, publiée dans le journal officiel La Gaceta, la radiation de ces 1.500 ONG est justifiée par le fait qu'elles "*n'ont pas déclaré*" leurs "*états financiers*" pendant des périodes allant de un à 35 ans. Leurs biens seront saisis par l'État.

Il s'agit de la plus importante fermeture massive d'ONG décrétée par le gouvernement du président Ortega. Elle porte à plus de 5.100 le nombre d'organisations civiles dissoutes depuis 2018, lorsque le régime a renforcé son arsenal juridique à la suite des manifestations antigouvernementales qui ont fait plus de 300 morts en trois mois, selon les Nations unies.

Parmi les ONG fermées lundi, se trouvent principalement des organismes religieux, mais aussi des associations caritatives, sportives, indigènes ou d'anciens combattants du régime sandiniste. La Croix-Rouge nicaraguayenne a notamment été fermée.

Amaru Ruiz, ancien directeur de l'organisation environnementale Fundacion del Rio, dissoute, aujourd'hui en exil, a dénoncé un "*coup de balai*" contre la société civile. "*Ils veulent non seulement contrôler la vie organique des organisations, mais aussi les ressources qu'elles gèrent*", a-t-il ajouté.

"*Ils font table rase, ils éliminent pratiquement toutes les ONG du pays. Plus de 5.100 depuis le début de la crise (...) Un autre coup porté à la société civile*", a dénoncé pour sa part sur son compte X Juan Sebastian Chamorro, ancien candidat à la présidence du Nicaragua en exil aux États-Unis.

Vendredi, le gouvernement a adopté une nouvelle loi controversée, qui oblige les ONG à ne travailler que dans le cadre d'"*alliances*" avec des entités publiques.

Cette nouvelle réglementation a été annoncée un jour après que le Venezuela, allié de Managua, a adopté une loi sur les ONG qui, selon les défenseurs des droits humains, aggrave "*la persécution*" des opposants au président Nicolas Maduro dont la réélection fin juillet est contestée.

Le gouvernement du président Ortega affirme notamment que l'Eglise a soutenu les manifestations antigouvernementales de 2018.

Fin juillet, un groupe d'experts de l'ONU a dénoncé des attaques "*systématiques*" menées par le gouvernement du Nicaragua contre l'Eglise catholique et d'autres confessions chrétiennes, selon une version actualisée en mars du rapport du Conseil des droits de l'homme.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 25 août 2024

Pendant ce temps-là, un génocide continue d'être commis.

Bande de Gaza : 69 Palestiniens tués au cours des dernières 48 heures - RT 24 août 2024

Le ministère palestinien de la Santé a déploré ce 24 août un bilan de 69 personnes tuées dans la bande de Gaza en 48 heures. Depuis le début du conflit entre le Hamas et Israël, après l'attaque du 7 octobre 2023, le nombre de Palestiniens tués s'élève à 40 334 et celui des blessés à 93 356. RT 24 août 2024

Lu.

- Le nettoyage ethnique se poursuit à bas bruit tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Depuis le 7 octobre 2023, le bilan des pertes palestiniennes directes, liées aux opérations des forces israéliennes largement soutenues par l'occident otanien, établi au 22 août 2024 à 12h 00 GMT est de :

Pour Gaza : 40 265 tués dont plus de 16 500 enfants, plus de 93 144 blessés

Pour la Cisjordanie : 640 tués dont 147 enfants, plus de 5400 blessés.

Total Palestine : 40 905 tués, plus de 98 544 blessés ; plus de 10 000 disparus

Si l'on y ajoute les pertes indirectes (malnutrition, défaut de soins, épidémies) en appliquant le facteur 4 retenu par le Lancet pour le conflit palestinien, le nombre total de décès palestiniens serait de 204 525 !

Situation humanitaire à Gaza qui permet de comprendre ce facteur 4 du Lancet pour les pertes indirectes :

289 travailleurs humanitaires et 885 agents de santé sont morts à Gaza dans l'exercice de leurs fonctions durant les onze mois de guerre.

Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 990 000 cas d'infections respiratoires aiguës, 574 000 cas de diarrhée aqueuse aiguë, 107 000 cas de syndrome de jaunisse et 12 000 cas de diarrhée sanglante ont été enregistrés depuis le 7 octobre 2023.

Un cas de polio a été détecté, le 19 août, chez un bébé de dix mois originaire de Deir al-Balah, alors que l'ONU alerte depuis plusieurs semaines sur la nécessité de réaliser une importante campagne de vaccination pour les 640 000 enfants de l'enclave.

Les survivants du kibboutz de Nir Oz, le plus touché durant l'attaque du 7 octobre avec un quart de sa population blessée, enlevée ou tuée, ont refusé de participer à la cérémonie nationale en hommage aux victimes. Ils s'interrogent sur la complicité du gouvernement Netanyahou dans l'attaque de la Résistance palestinienne et ont la certitude que la plupart de leurs morts ont été liquidés, non pas par les assaillants, mais par les Forces de Défense israéliennes en application de la «*directive Hannibal*». Les kibboutz Kfar Aza, Be'eri et Nirim se sont joints à la communauté de Nir Oz. On serait ravi de savoir ce qu'en pense monsieur Meyer Habib, madame Yaël Braun-Pivet et, bien sûr, monsieur Macron, monsieur Séjourné et nos médias grand public qui n'étaient pas sur place le 7 octobre et qui nous racontent un tout autre narratif…

Par ailleurs, en lien avec ce qui précède, l'ancien Premier ministre Ehud Barak a publié une tribune libre dans Haaretz. Il y écrit : «*Sous couvert de la guerre, un putsch gouvernemental et constitutionnel est en train de se produire en Israël sans qu'un coup de feu ne soit tiré. Si ce putsch n'est pas arrêté, il transformera l'État hébreu en une dictature de facto dans quelques semaines. Netanyahou et son gouvernement assassinent la démocratie… Le seul moyen d'empêcher une dictature à un stade aussi tardif est de fermer le pays par le biais d'une désobéissance civile non violente à grande échelle, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jusqu'à ce que ce gouvernement s'effondre*».

Ce qui est intéressant, c'est de constater que la «*grande démocratie israélienne*» décrite par Ehud Barak est, à certains égards, comparables à la nôtre…

Enfin, un bien curieux sondage israélien de l'Institute for National Security Studies (INSS),

26% des Israéliens, juifs et arabes, y expriment une grande confiance en Benyamin Netanyahou tandis qu'ils sont 17% à le faire pour son gouvernement.

47% des juifs israéliens estiment qu'il ne faut pas obéir au droit international, ni aux valeurs morales au cours de la guerre actuelle à Gaza.

65% de juifs israéliens pensent que les geôliers accusés d'avoir agressé sexuellement un détenu palestinien ne devraient pas faire l'objet de poursuites pénales et simplement être sanctionnés par l'armée.

Assez de « *sorcellerie* » ! Adoptez un état d'esprit scientifique.

J-C- Vous n'en pouvez plus, vous vous plaignez pour un oui ou un non, vous êtes tendu à l'extrême, angoissé, vous êtes devenu insomniaque, taciturne, aigri, exécrable, vous broyez du noir, vous ne supportez plus rien ni personne, vous déprimez, vous êtes démoralisé, vous ne croyez plus en rien, vous doutez de tout, à commencer par vous-même et vous avez bien raison si c'est le cas, vous vous laissez aller, vous êtes peut-être devenu anorexique ou obèse, sous antidépresseurs et somnifères, vous vous défoncez ou vous picolez plus que de raison, bref, vous méritez mieux, non ?

Et puis, il n'y a vraiment pas de quoi culpabiliser ou être pessimiste à outrance, être désespéré, ici personne ne vous jugera. Il y en a qui confondent jugement ou critique avec caractérisation ou description d'idées ou d'actes, de faits, qui permettent juste d'établir des distinctions ou de réaliser des comparaisons comme en sciences de la nature, en paléontologie ou en géologie par exemple, c'est indispensable pour savoir où on en est, de quoi on parle, sérieusement de préférence, et non pour discerner des bonnes ou des mauvaises notes.

Le petit texte suivant s'inscrit dans la continuité des causeries précédentes, je ne l'avais jamais lu auparavant.

Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - Léon Trotsky - mai 1940

(Publié dans le tome 23 des Œuvres de Trotsky, édition ILT)

Extrait.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "*ingénieur*" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle- ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

II y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "*la révolution d'Octobre a été un échec*". Qu'en

est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

Il ne se produira pas de miracle !

Il y a de nombreux travailleurs et militants, intellectuels ou éléments progressistes des classes moyennes, dégoûtés par l'incurie ou la faillite du mouvement ouvrier, qui en désespoir de cause en arrivent à lorgner vers des acteurs sociaux ou politiques ou des médias sociaux de droite ou d'extrême droite, certains parmi eux sont à la recherche du sauveur suprême, Elon Musk ou Robert F. Kennedy Jr, par exemple, oubliant du même coup la lutte de classe implacable que ces derniers livrent à la classe ouvrière.

Mais la réalité n'a que faire de leurs états d'âme, et il arrive toujours un moment où cruellement elle leur démontre qu'ils se sont gravement fourvoyés ou qu'ils se sont bercés d'illusions. Comment réagissent-ils quand ils se retrouvent devant le fait accompli ? Ils ont le choix entre le nier ou en faire abstraction et pencher toujours plus à droite, ou se reprendre en se réappropriant le socialisme, mais comment le pourrait-il puisqu'ils savent que tous les partis ouvriers se sont gravement compromis ou ont rompu avec le socialisme ?

C'est un peu pour cette raison que j'entretiens ce blog et le courant politique qui s'y exprime, pour leur montrer qu'en 2024 le socialisme est (toujours) d'actualité, et qu'il est possible de le défendre sans le trahir, en se foutant éperdument des critiques provenant de ses représentants officiels ou autoproclamés.

Présidentielle américaine 2024 : Robert F. Kennedy Jr se range derrière Donald Trump - 20minutes.fr/AFP 24 août 2024

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle américaine, Robert F. Kennedy Jr, héritier de la célèbre dynastie politique, a annoncé vendredi « *suspendre* » sa campagne et apporter son soutien au candidat républicain Donald Trump face à la démocrate Kamala Harris. 20minutes.fr/AFP 24 août 2024

Qui a dit ? Qui se présente en garant suprême de la Constitution antidémocratique de la Ve République ? Ce n'est pas Macron.

- « *Nous sommes tous d'accord pour dire que c'est inacceptable que le Président exerce un tel coup de force contre la démocratie. Sinon, que reste-t-il comme solution ? Nous sommes républicains et démocrates, nous nous saisissons des armes que nous permet de saisir la Constitution.* »

Réponse : Jean-Luc Mélenchon sur la scène des Amfis vendredi 23 août. Source : Le HuffPost 24 août 2024

J-C – Il se trouve qu'hier je suis tombé sur un article que j'ai trouvé carrément génial, il pulvérise la démocratie et les imposteurs qui prétendent qu'elle aurait existé sous un régime d'exploitation et d'oppression.

L'auteur décrit avec une précision étonnante comment la classe dominante l'instrumentalise à partir d'une multitude de procédés ou mécanismes, instruments politiques ou institutionnels, représentations idéologiques, etc. qui se combinent à seule fin d'asservir le peuple et de conserver le pouvoir.

L'auteur explique comment le libéralisme poussé à l'extrême a vidé la démocratie de sa substance pour en faire uniquement un instrument d'oppression permanente des masses au profit exclusif des capitalistes.

De fait, libéralisme et démocratie ne peuvent être qu'antinomiques, puisqu'ils représentent deux classes aux intérêts foncièrement inconciliables ou opposés, celles des capitalistes et de la classe ouvrière.

Cette description du fonctionnement du libéralisme montre que la « *démocratie représentative* » est fondamentalement corporatiste, réactionnaire, contrerévolutionnaire, autrement dit, pour que la démocratie se réalise, il faut que le peuple opprimé se soulève et renverse le régime politique en place, chasse les représentants du capitalisme au pouvoir, détruise l'Etat de fond en comble, parce qu'il a été conçu par et pour que les capitalistes puissent exercer leur pouvoir sur les exploités…

Voilà un article d'une très grande valeur, parce que l'auteur aborde une question déterminante, la question du pouvoir sous tous ses rapports, sur différents plans, économique et social, politique, psychologique, culturel, bref, en dialecticien et en matérialiste, on pourrait pratiquement dire en marxiste, et non sous un angle propagandiste ou dogmatique insipide.

« La démocratie représentative comme un moyen de prévention des révolutions ».

La démocratie des spectateurs.

«*La* «démocratie représentative» *est une construction créée dans l'intention de tenir la population à l'écart du pouvoir réel*». – Extrait exclusif de «*Die extreme Mitte*» («*L'extrême centre*»).

Nous connaissons tous ce sentiment : maintenant, nous avons élu nos «représentants», mais nous n'avons pas de réelle influence sur les événements. «*Ils*» font ce qu'ils veulent, que nous applaudissions dans les gradins ou que nous émettions un «*bouh*» désapprobateur. À quoi sert alors la façade d'un gouvernement populaire ? Rainer Mausfeld considère la démocratie représentative comme un moyen de prévention des révolutions. Elle sert à faire avancer le processus de notre privation de droits quasiment avec notre consentement. La croix, que nous traçons le jour du vote, n'est donc pas un symbole du pouvoir du citoyen en tant que souverain d'une démocratie ; au contraire, l'acte de voter confie le pouvoir à des «*représentants*», de sorte que ce dernier s'éloigne aussitôt du peuple. L'histoire de la démocratie est aussi l'histoire de tentatives de plus en plus imaginatives pour empêcher les élites d'être influencées par une majorité supposée incompétente.

En transposant une conception précapitaliste de la liberté à des rapports de force capitalistes inédits, pour lesquels cette conception de la liberté était pour ainsi dire aveugle aux limites, le libéralisme a pu se transformer en «*démocratie libérale*», c'est-à-dire en une forme de démocratie qui exclut le domaine de l'économie du contrôle démocratique et libère ainsi le pouvoir capitaliste de tout contrôle et de toute limitation extra-économiques.

Ce faisant, l'idée directrice traditionnelle de la démocratie en tant que socialisation radicale de la domination est remplacée par une expression inédite de la démocratie qui raccourcit à l'extrême le concept initial et va à l'encontre des intentions qui lui étaient initialement associées, à savoir un garde-fou civilisationnel contre un pouvoir du plus fort. Plus encore :

«*La caractéristique de l'approche de la démocratie libérale vis-à-vis de cette nouvelle sphère de pouvoir n'est pas de la contrôler, mais de la libérer*».1

La «*démocratie libérale*» est une démocratie extrêmement limitée, car l'influence du peuple est étroitement limitée par la Constitution et les domaines centraux de la société sont soustraits à toute volonté et organisation démocratiques.

Le libéralisme a redéfini le sens de la «*démocratie*» comme étant la garantie de «*zones d'autonomie privée sans État*» pour les citoyens propriétaires et la mise à disposition d'élections libres de représentants d'intérêts politiques issus d'un éventail d'élites prédéfini. Comme le fait remarquer l'historienne sociale Ellen Meiksins Wood, «*la démocratie a été récupérée par le libéralisme*».2

Cette réduction, ce vidage et cette distorsion du concept de démocratie sous l'influence du libéralisme et du capitalisme ont été si profondément ancrés dans la pensée collective qu'aujourd'hui, le mot «*démocratie*» est presque exclusivement associé aux libertés civiles telles que la protection de la vie privée et de la propriété privée, la liberté d'expression, la liberté de la presse et de réunion, la protection et la reconnaissance des groupes sociaux particuliers, en particulier ceux qui font l'objet de discriminations, et ainsi de suite. Par conséquent, l'expression «*démocratie libérale*» apparaît aujourd'hui à la plupart presque comme un pléonasme, alors qu'elle est de facto une contradiction dans les termes.

Le mépris des masses – les élections dans le libéralisme

L'idée d'une souveraineté populaire est profondément étrangère au libéralisme, qui se caractérise depuis ses origines historiques par un profond mépris pour le peuple. L'élitisme et le darwinisme social sont inhérents au libéralisme.

«*La souveraineté de l'individu libéral, marquée par l'idée de sélection et fondée sur l'élite, constitue donc en réalité une opposition à la «souveraineté du peuple» radicalement démocratique*».3

Cette position antidémocratique était déjà exprimée par John Stuart Mill (1806-1873), économiste national, réformateur social, partisan d'une éthique de l'utilité et l'un des penseurs libéraux les plus influents du XIXe siècle :

«*Jamais un gouvernement n'a été ou n'a pu être élevé au-dessus de la médiocrité par une démocratie ou une aristocratie nombreuse, dans ses actions politiques ou dans les opinions, les qualités et l'état d'esprit qu'elles nourrissent, à moins que les nombreux gouvernants – comme ils l'ont toujours fait dans leurs meilleurs moments – ne se laissent guider par les conseils et l'influence d'un ou de quelques-uns plus doués et plus instruits*».4

Au sens du libéralisme, le citoyen est le propriétaire de biens, les non-propriétaires restant exclus des droits civiques. Seul celui qui est économiquement indépendant peut se permettre de porter un jugement indépendant. Seul le propriétaire dispose du loisir et de l'éducation nécessaires pour comprendre le contexte social, ce qui lui permet d'exercer des droits politiques. C'est pourquoi les premières constitutions libérales limitaient le droit de vote à ceux qui possédaient, ou plus précisément à l'homme blanc qui possédait. Par conséquent, le libéralisme favorisait le suffrage censitaire traditionnel, dans lequel le droit de vote, le poids électoral et l'accès aux fonctions politiques étaient liés à la possession de biens.

Le libéralisme européen du XIXe siècle se caractérisait également par une attitude hostile au suffrage universel.

«*Les libéraux européens ont toujours rejeté le suffrage démocratique. Ne devait être citoyen politique à part entière que celui qui remplissait les critères libéraux du citoyen : un certain niveau d'éducation et d'indépendance économique. Les modèles libéraux étaient taillés sur mesure pour le citoyen indépendant intellectuellement et matériellement, politiquement, socialement, économiquement et aussi culturellement*».5

Le libéralisme a toujours eu pour objectif de protéger une classe de personnes instruites et possédantes contre les exigences d'une politique déterminée par la «*médiocrité du grand nombre*».

Dans le libéralisme traditionnel, la propriété et l'éducation s'allient contre l'ennemi commun d'une démocratie égalitaire.

«*En fait, le libéralisme a essentiellement servi les intérêts d'une classe de privilégiés néo-féodale*».6

Au cœur du libéralisme se trouvait donc toujours un ressentiment antidémocratique déterminé. Il a hérité de l'Antiquité la «*misodemia*»7, la haine de la démocratie, ainsi que le mépris des masses qui en découle8, et l'a associée à un élitisme de l'éducation et de la propriété, qui cherchait à justifier les prétentions au pouvoir sur la base des performances individuelles. Avec le passage du féodalisme au capitalisme, les titres de domination traditionnels tels que l'ascendance, la richesse héritée ou les références à des constellations de domination de fait ont été de plus en plus remplacés par des titres de domination découlant de critères de «*performances*» individuelles. Cela a donné naissance à une nouvelle idéologie, la méritocratie, selon laquelle ceux qui ont acquis un mérite par des réalisations sont légitimés à exercer le pouvoir.

Dans le capitalisme, le mérite individuel consiste notamment à se procurer les moyens d'accumuler du capital. L'idéologie capitaliste de la «*méritocratie*» suggère que la position sociale de chacun est déterminée par le talent et le mérite et que, dans ce sens, la société est juste. Dans une démocratie libérale, selon l'idéologie méritocratique, chaque membre de la société occupe la position sociale qu'il mérite ; les riches ont mérité leur richesse et leur position sociale par leur talent et les pauvres sont pauvres à juste titre pour la même raison. L'idéologie méritocratique contribue à masquer le fait qu'il existe une relation sociale entre les deux.

Ce n'est qu'au XXe siècle que le mouvement ouvrier a imposé le suffrage universel et égal à grande échelle. Il existe une tension fondamentale avec l'idéologie méritocratique. Le libéralisme n'a pu accepter l'universalisation de sa conception particulariste de la liberté, adaptée aux besoins de la bourgeoisie, et donc le suffrage universel, que dans la mesure où il pouvait garantir, par d'autres mécanismes, que l'influence politique du peuple était maintenue dans des limites très étroites.

De tout temps, les élites au pouvoir ont eu tendance à compenser et à neutraliser en quelque sorte une perte de pouvoir résultant de conquêtes émancipatrices socialement acquises, en créant des mécanismes juridiques et institutionnels appropriés.

De l'Antiquité9 à nos jours, en passant par la naissance de la Constitution américaine, une telle régularité historique de la dynamique de stabilisation du pouvoir peut être mise en évidence. Elle est même constitutive du libéralisme. Pour stabiliser et étendre l'influence politique de la classe possédante, il a développé un large éventail de mécanismes abstraits et donc largement invisibles pour le public, qui vont entre autres du droit fiscal aux mécanismes constitutionnels en passant par la privatisation des médias.

La démocratie représentative comme prophylaxie de la révolution

Le principal mécanisme constitutionnel qui permet de limiter très efficacement l'influence politique du peuple est le concept de «*démocratie représentative*». Ce terme a été introduit pour la première fois en 1777 par Alexander Hamilton, l'un des pères de la Constitution américaine. Le principe de la représentation parlementaire visait à créer un mécanisme de rassemblement des volontés pour l'exercice du pouvoir social, en combinant deux objectifs.

D'une part, il s'agissait de satisfaire le besoin du peuple de se gouverner lui-même. Dans le même temps, un tel mécanisme de représentation était perçu, selon les termes de l'historienne sociale américaine Ellen Meiksins Wood, «*comme un moyen de tenir le peuple à l'écart de la politique*» et de «*maintenir au pouvoir une oligarchie possédante avec le soutien de la masse de la population par le biais des élections*»10. Cela nécessitait une «*redéfinition de la démocratie*» qui devait masquer la forme réelle d'une oligarchie électorale d'élite.11

L'objectif stratégique d'une telle redéfinition était en fait évident dès le départ. Par exemple, dès 1786, le juriste de Halle Christian Daniel Voss (1761-1820) expliquait que le néologisme «démocratie représentative» contenait une contradiction en soi et que cette expression devait donc être classée parmi les mots dépourvus de sens12. «*Rien n'est plus étrange, constatait Voss, que de croire qu'un peuple qui élit les personnes physiques de son gouvernement, en totalité ou pour une ou quelques branches du gouvernement, se gouverne lui-même»13. Au contraire, en élisant des représentants, les électeurs «admettent (implicitement) un contrat de soumission totale*».

«*Une fois que les électeurs ont choisi leur représentant, c'est-à-dire qu'ils se sont soumis, ils n'ont plus aucune part au gouvernement, seule la tromperie et l'illusion peuvent entretenir l'idée que le citoyen qui a donné son vote pour l'élection d'un représentant dans le corps législatif, donne aussi par lui son vote pour l'élection des lois, se donne à lui-même ses lois, impose ses contraintes, et ainsi de suite. Car ce vote n'était rien d'autre, à proprement parler, que son consentement au contrat de soumission que les électeurs passaient avec l'élu*».14

De plus, «*le représentant se fait le plus souvent élire lui-même, c'est-à-dire qu'il détermine par sa puissance d'esprit les volontés des électeurs à se soumettre à la sienne parmi plusieurs concurrents*».15

Dès l'invention de la «*démocratie représentative*», il était donc clair que cette idée n'était rien de plus qu'un substitut rhétorique de la démocratie, destiné à neutraliser les besoins émancipateurs d'autodétermination. Néanmoins, ce terme a également déployé une grande force de suggestion auprès des personnes soumises au pouvoir, ce qui a permis à cette idée d'entamer sa marche triomphale dans le monde.

«*Nous nous sommes tellement habitués à la formule de la «démocratie représentative» que nous oublions le plus souvent que cette idée américaine était une nouveauté. Dans sa forme fédéraliste, elle signifiait en tout cas que ce qui était jusqu'alors conçu comme l'antithèse de l'autodétermination démocratique était désormais non seulement compatible avec la démocratie, mais constitutif de celle-ci : non pas l'exercice du pouvoir politique, mais le fait d'y renoncer, de le transférer à d'autres, c'est-à-dire de s'en aliéner*».16

L'idée de démocratie représentative a donc servi dès le départ à repousser la démocratie17. C'est pourquoi cette conception de la démocratie des pères fondateurs américains était également caractérisée par un suffrage censitaire. Au XIXe siècle, les démocraties représentatives privilégiaient encore tout naturellement les citoyens possédants.

La démocratie libérale, née comme forme de domination de la bourgeoisie éduquée et possédante, et qui a d'abord tenu la majorité de la population à l'écart de l'influence politique par le biais du suffrage censitaire, a pu intégrer sans risque le suffrage universel sur la base d'une «*démocratie représentative*». Comme le montre Wood, cela s'explique aussi essentiellement par le fait que «la structure sociale du capitalisme modifie la signification de la citoyenneté, car l'universalité des droits politiques – en particulier le suffrage universel des adultes – laisse intacts les rapports de propriété et le pouvoir d'appropriation sous une forme inconnue jusqu'alors.

« *Le capitalisme permet une forme de démocratie dans laquelle l'égalité formelle des droits politiques n'a qu'un impact minimal sur les inégalités ou les rapports de domination et d'exploitation dans d'autres domaines*»18. Dans les structures oligarchiques, comme celles qu'incarne une démocratie d'élite, les élections ne sont pas l'expression d'une socialisation de la domination, mais un instrument de protection de la domination particulièrement adapté pour neutraliser les besoins de changement et les orienter dans la direction souhaitée.

Les élites au pouvoir, malgré leur méfiance fondamentale à l'égard du peuple, font donc volontiers usage des élections pour exploiter la fonction de pacification sociale qui leur est associée.

La stratégie consistant à faire des concessions démocratiques de façade aux mouvements émancipateurs tout en les «*désamorçant*» par d'autres moyens s'est révélée extrêmement efficace jusqu'à présent. Comme le concept de démocratie, en tant que socialisation radicale de la domination, est chargé de grandes promesses émancipatrices, il peut être utilisé psychologiquement de manière très efficace comme instrument de domination par une redéfinition appropriée.

Cette redéfinition doit être telle qu'elle donne l'impression d'une autodétermination politique, mais qu'elle déplace en même temps la signification initiale du terme «*démocratie*» d'une manière à peine perceptible pour le public, de sorte que la «*démocratie*» ne signifie justement plus une autodétermination politique du peuple, mais une détermination étrangère par des élites politico-économiques.

C'est exactement ce que fait l'idée de «*démocratie représentative*». Elle suggère en effet que le besoin de liberté des personnes soumises au pouvoir a été pris en compte et que les rapports sociaux existants sont précisément l'expression de la volonté du peuple. Il est difficile d'imaginer une forme plus efficace de prophylaxie de la révolution que l'illusion de l'autodétermination politique.

Notes

1- Ellen Meiksins Wood, «*Demokratie contra Kapitalismus : Beiträge zur Erneuerung des historischen Materialismus*» (Cologne/Karlsruhe : ISP, 2010), page 236.

2- ibid., page 231.

3- Kurt Klotzbach, «*Das Eliteproblem im politischen Liberalismus : Ein Beitrag zum Staats – und Gesellschaftsbild des 19. Jahrhunderts*» (Cologne/Opladen : Westdeutscher Verlag, 1966), page 39.

4- John Stuart Mill, «*Sur la liberté : un essai*» (Wiesbaden : Marixverlag, 2014).

5- Dieter Langewiesche (éditeur), «*Liberalismus im 19. Jahrhundert : Deutschland im europäischen Vergleich*» (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1988), page 14 suivante.

6- Klotzbach, à l'endroit indiqué, page 12.

7- Josiah Ober, «*Political Dissent in Democratic Athens*» (Princeton : Princeton University Press, 2011), page 285.

8- Alex Carey, «Taking the Risk out of Democracy : Corporate Propaganda versus Freedom and Liberty» (Urbana : University of Illinois Press, 1997), et Joseph V. Femia, «*Against the Masses : Varieties of Anti-Democratic Thought since the French Revolution*» (Oxford : University Press, 2001), et Walter Christopher Struve, «*Elites against Democracy. Leadership Ideals in Bourgeois Political Thought in Germany, 1890-1933*» (Princeton : University Press, 1973).

9- Voir par exemple Matthew Simonton, «Classical Greek Oligarchy : A Political History» (Princeton University Press, 2017).

10- Wood, à l'endroit indiqué, page 220.

11- Cela était en fait facilement reconnaissable dans les documents historiques correspondants et avait déjà été critiqué par des auteurs contemporains. L'historiographie récente a mis en lumière et renforcé ce fait sous un certain nombre d'autres perspectives. Ainsi, Klarman constate que «*l'esprit dominant de la convention n'était pas seulement nationaliste mais aussi nettement antidémocratique – même selon les normes de l'époque*». (Michael J. Klarman, ««The Framers» *Coup : The Making of the United States Constitution*» (New York, NY : Oxford University Press, 2016)). Bouton écrit : «*Ne vous y trompez pas : l'élite fondatrice a restreint la signification et la pratique de la démocratie de manière fondamentale, ce qui continue à façonner notre gouvernement et notre société aujourd'hui. (…) En transformant la démocratie en un concept qui encourageait l'accumulation de richesse sans entrave plutôt que l'égalité des richesses, l'élite fondatrice (et les générations suivantes d'élites) a dompté ce qu'ils ne pouvaient pas vaincre*». (Terry Bouton, «*Taming Democracy* : «The People», *the Founders, and the Troubled Ending of the American Revolution*» (Oxford : University Press, 2007), pages 261/263.) Jeremy Engels voit dans les conceptions des fédéralistes, et en particulier dans la forme de «*démocratie représentative*» qu'ils ont développée, une nouvelle variante de l'ancienne «*misodémie*», la haine de la démocratie : «*The Federalist updated and fundamentally altered these ancient misodemic discourses, casting aside the more traditional vocabulary of the few and the many and, instead, medicalizing misodemia, marking democracy as an incubator of the «diseases» typical of «public bodies*». (Jeremy D. Engels, «*The Trouble with* «Public Bodies» *: On the Anti-Democratic Rhetoric of The Federalist*», Rhetoric & Public Affairs (2015), 18, 505 à 538.

12- Christian Daniel Voss, «*Handbuch der allgemeinen Staatswissenschaft nach Schlözers Grundriss, Band 1*». (Leipzig : Weidmann, 1786), page 75.

13- ibid., page 64.

14- Cette idée d'un contrat de soumission a ensuite été ouvertement exprimée dans des variantes modernes d'une démocratie représentative, par exemple dans la conception de Max Weber d'une «*démocratie plébiscitaire de dirigeants*», la conception de Walter Lippmann d'une démocratie d'élites ou la conception de Joseph Schumpeter d'une oligarchie électorale d'élites.

15- ibid., page 65.

16- Wood, à l'endroit indiqué, page 219.

17- Comme l'affirme l'éminente théoricienne de la représentation Hanna Fenichel Pitkin : «*Representation, at least as a political idea and practice, emerged only in the early modern period and had nothing at all to do with democracy*». (Hanna Fenichel Pitkin, «Representation and Democracy : Uneasy Alliance». Scandinavian Political Studies (2004), 27, 335 à 342.) Les procédures législatives représentatives peuvent tout au plus se justifier par des considérations pragmatiques d'opportunité, à condition de s'assurer que les représentants sont pleinement responsables devant la base sociale (voir Ingeborg Maus, «*Zur Aufklärung der Demokratiheorie : rechts- und demokratietheoretische Überlegungen im Nach nach Kan*t» (Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp, 1992), pages 197 suivantes).

18- Wood, à l'endroit indiqué, page 226.

Source Apolut : https://apolut.net/die-zuschauerdemokratie-von-rainer-mausfeld/

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/democratie.pdf

Corporatisme. Qui se ressemble s'assemble.

Qui est Nicolas Penin, le nouveau Grand Maître du Grand Orient de France ? - 20 Minutes/AFP 23 août 2024

La principale organisation de la franc-maçonnerie en France a annoncé, ce vendredi, que Nicolas Penin avait été élu grand maître du Grand Orient de France (GODF).

Agé de 48 ans, il succède à Guillaume Trichard, qui avait pris ses fonctions il y a un an. Il a été élu jeudi au premier tour par les conseillers de l'ordre réunis à Lille, a-t-on appris auprès du GODF.

Diplômé en histoire à l'université d'Artois à Arras, le nouveau patron du GODF a fait carrière au sein de l'Education nationale en tant que conseiller principal d'éducation. Père de trois enfants, il a poursuivi des activités associatives et syndicales, notamment comme secrétaire régional du syndicat Unsa-Education pour les Hauts-de-France, précise le GODF.

Avec 54.400 membres et 1.395 loges, le Grand Orient de France, d'une sensibilité généralement classée à gauche, est la plus grande obédience maçonnique française. Son grand maître est l'une des

rares personnalités visibles de cette organisation, qui a fêté en 2023 ses 250 ans, et dont les membres ne sont pas censés révéler leur appartenance. 20 Minutes/AFP 23 août 2024

Totalitarisme. Double peine. Ils traquent les petits trafiquants et laissent prospérer les gros.

J-C – Rappel. Les syndicats font partie du conseil d'administration de la CAF, ils cautionnent donc la chasse à l'homme organisée dans les quartiers et les banlieues ouvrières à la recherche de fraudeurs.

Question : En quoi cela serait-il compatible avec leur mission au service des travailleurs ? Sous un régime capitaliste, quand les syndicats ont vocation à s'ériger en procureurs et délateurs, ce n'est jamais pour le compte des travailleurs.

La CAF de l'Isère réduit les prestations sociales des trafiquants de drogue en fonction de leur revenu illicite - 20 Minutes 23 août 2024

Pour lutter contre la délinquance et plus précisément le trafic de stupéfiants, une mesure inédite est mise en place en Isère. Le parquet de Grenoble et la Caisse d'allocation familiale (CAF) locale ont signé une convention en décembre 2020. Elle permet de sanctionner les dealers condamnés par la justice, en supprimant ou réduisant leurs droits aux prestations sociales.

Déjà 55 personnes ont déjà été concernées par cette mesure, en raison de l'absence de déclaration des revenus perçus illégalement.

« *Pour récupérer le trop-perçu, la CAF procède à des retenues sur prestations* », a confirmé la directrice départementale. « *Les prestations sociales que l'on verse doivent correspondre à la réalité* », s'est-elle justifiée. La CAF peut également demander le remboursement des allocations indues.

Les « *revenus occultes* » sont intégrés dans le calcul des prestations sociales, telles que les allocations familiales, le RSA, la prime d'activité, ou encore l'aide au logement. Les enquêteurs vérifient aussi la composition du foyer : si la personne vit en couple, si elle a des enfants… Des informations croisées avec les informations de la CAF.

Par exemple, les gains illicites de deux hommes récemment condamnés ont été estimés et inclus dans le calcul de leurs prestations sociales. Ce sont ainsi 3.000 euros de pénalités qui leur ont été infligés.

Ce dispositif a été « *étendu en 2023 à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), qui recherche elle aussi des fraudeurs parmi les trafiquants* ». Il a été inscrit par la Direction des Affaires criminelles et des Grâces (DACG) dans les « *bonnes pratiques* » envoyées aux différents parquets de France.

En famille sous la Ve République, « *passe-moi le plat, merci* ».

J-C - Si Macron est bien conseiller ou moins con qu'il en a l'air, il va laisser le NFP former un gouvernement avec Lucie Castets Premier ministre, et à la première occasion il sera renversé par une alliance de la droite et de l'extrême droite.

Ensuite, Macron aura le beau rôle, il pourra toujours déclarer : J'ai fait preuve de bonne volonté, je vous avais prévenu qu'il existait un risque de rejet, j'ai donné sa chance au NFP, il n'a pas su la saisir, je n'y suis pour rien, je vous pends à témoin, maintenant je dois nommer un Premier ministre issu de la droite (officielle), parce que la France ne peut pas rester sans gouvernement...

Les imposteurs du NFP en prendront acte, ils gesticuleront ou vocifèreront, puis ils multiplieront les motions de censures inutiles, pour finalement admettre qu'ils étaient minoritaires, ils devront se contenter des prébendes correspondant à leur rôle de figurants dans l'opposition parlementaire et la vie continuera comme avant sous ce régime tyrannique qui ne veut pas dire son nom.

Les collabos annoncent la couleur : ils entendent « *rompre avec la logique d'un camp contre un autre* », devinez au profit duquel, vive le corporatisme !

Le Nouveau Front populaire publie à son tour sa « *lettre aux Français* » et se dit « *prêt* » à gouverner - Le HuffPost 22 août 2024

J-C - Ils tiennent absolument à faire croire qu'il serait possible de gouverner sous la Ve République en tenant compte des besoins et aspirations des travailleurs, alors qu'elle a été conçue pour représenter les intérêts des capitalistes, ce que ses représentants ont toujours fait méticuleusement depuis 1958. L'article sur la démocratie plus haut explique très bien comment le capitalisme a compensé les quelques concessions

Le HuffPost - Ils promettent « *une rupture* ».

J-C - Devinez avec quoi, tout sauf « *la logique d'un camp contre un autre* », autrement dit, la collaboration de classes.

Le HuffPost - Loin des reproches qui leur sont parfois adressés sur l'application du programme, rien que du programme et de tout le programme, les leaders du NFP déclarent qu'ils entendent « *rompre avec la logique d'un camp contre un autre* » et qu'ils sont prêts à « *travailler ensemble pour construire l'avenir du pays* ». Contraints « d'inventer une manière de gouverner inédite sous la Ve République », ils veulent redonner la main au Parlement et mieux associer « *les partenaires sociaux, les associations, les élus locaux* ».

« *Beaucoup d'entre vous ne croient plus en la politique, écrivent-ils aux Français. Ces sentiments nourrissent la montée de l'extrême droite, que nous avons combattue et continuerons à combattre.*»

J-C - Alors que c'est leur politique opportuniste qui en est à l'origine. La preuve.

Tout sauf rompre avec Macron et la Ve République !

J-C - Le PS, le PCF, Place Publique, les Écologistes en famille avec Macron

Destitution de Macron: le PCF appelle les Insoumis à "*discuter*" avant d'"*impulser*" de nouvelles idées - BFMTV 22 août 2024

Avant l'appel de Léon Deffontaines (PCF) à se concerter plutôt que de brandir individuellement des propositions, le Parti socialiste s'était d'ores et déjà désolidarisé de l'initiative insoumise. La candidate de la gauche au poste de Premier ministre, elle-même, a pris ses distances avec la tribune des Insoumis.

La secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a également rappelé sa position. Sur notre antenne, le même jour, elle a expliqué que cette destitution n'était "*ni la ligne, ni la priorité*" de son parti. BFMTV 22 août 2024

Ils se renient avant même d'être au pouvoir, parce que c'est dans leur nature, le NFP, c'est la réaction, la droite, le capitalisme.

Matignon: Lucie Castets estime que "*des compromis sont possibles*" avant la réunion avec Emmanuel Macron - BFMTV 23 août 2024

Lucie Castets s'est exprimée à Tours ce jeudi 22 août lors des Journées d'été des écologistes.

"*Je suis sûr qu'il y aura des compromis possibles sur cette base, mesure après mesure, pour construire la transition*", a déclaré Lucie Castets après avoir énuméré les grandes mesures du Nouveau Front populaire.

"*Mais disons-le aussi clairement, et nous le dirons aussi demain au président de la République, le NFP, ce n'est pas qu'un changement de cap politique, c'est aussi un changement de méthode et celui-ci devra être radicale*", a-t-elle ajouté.

Ils se posent en garants de la stabilité des institutions de la Ve République : "*Nous sommes extrêmement respectueux des institutions*".

Ce que Macron a dit au NFP lors de leur rencontre à l'Élysée - LePoint.fr/AFP 23 août 2024

J-C - Rien, en revanche les scélérats du NFP se sont lâchés.

BFMTV - D'après Fabien Roussel, Emmanuel Macron a, dès le début de l'entretien, "*redit qu'il cherchait à* 'bâtir la solution de stabilité pour le pays'*", une formule répétée* "plusieurs fois".

"*Quand il parle de stabilité, c'est pour les institutions. Nous avons été rassurants et Lucie Castets a bien dit que nous sommes extrêmement respectueux des institutions*", a-t-il précisé. Le secrétaire national du Parti communiste français a jugé "positives" plusieurs déclarations du chef de l'État.

Dans la suite des échanges, le président a "*posé la question de la participation d'insoumis à un gouvernement*", a rapporté le chef communiste, alors que plusieurs forces d'extrême droite, de droite et des personnalités de la macronie s'y sont dites fermement opposées depuis juillet.

"*Lucie Castets a répondu qu'ils font partie de la coalition, ils ont fait partie du front républicain*", a relayé Fabien Roussel. "*Le président de la République a donc dit qu'effectivement tous ceux qui ont participé au front républicain sont légitimes à participer à un gouvernement*."

Des propos qui confirment ceux prononcés quelques minutes auparavant par le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure. D'après lui, le chef de l'État "a lui-même reconnu que l'ensemble des forces représentées, qui avaient toutes participé au front républicain, contrairement au parti qui s'appelle justement Les Républicains, étaient parfaitement légitimes à la fois à gouverner et à incarner ce changement". BFMTV 23 août 2024

Un peu plus tard dans la journée, Renaissance-MoDem-Horizons-LR remettent les compteurs à zéro.

Les dirigeants de la coalition qui soutient le chef de l'État (Renaissance-MoDem-Horizons) sont certes arrivés en ordre dispersé, reflet de leurs différences de vues. Mais ils se sont tous accordés, selon plusieurs sources, sur le fait de renverser quelconque gouvernement qui viendrait à compter des membres du mouvement mélenchoniste.

Rebelote quelques minutes plus tard avec les Républicains « canal historique. » Reçu à son tour par Emmanuel Macron, Laurent Wauquiez a lui aussi confirmé qu'il chercherait à sanctionner toute équipe comprenant des Insoumis. « *Ils sont sortis du champ républicain depuis longtemps* », a justifié le chef des sénateurs LR Bruno Retailleau, également de la partie.

Or, si Lucie Castets était nommée à Matignon - avec des insoumis dans ses bagages -, la candidate du NFP pour la primature serait soumise à un risque de censure immédiat de la part du RN, du bloc macroniste, et des Républicains. Le cahier des charges pour la stabilité n'est donc pas rempli. Pour cause : Emmanuel Macron explique à ses interlocuteurs chercher « *une solution institutionnellement stable* », en vue de former « *un gouvernement stable et sûr*. » Le HuffPost 24 août 2024

Le numéro d'illusionniste de l''histrion du régime sert juste à maquiller son imposture.

J-C - Il faut avoir à l'esprit que tout ce que Mélenchon raconte, il l'avait déjà en tête avant cette élection, il savait ce qui allait se passer si un tel scénario se produisait, et il connaît par cœur la Constitution de la Ve République à laquelle il a fait allégeance il y a déjà un demi-siècle, par conséquent il prend les électeurs de LFI pour des cons !

Mélenchon propose un gouvernement Castets sans ministres Insoumis - Le Point 24 août 2024

Le fondateur de La France insoumise défie la droite et le centre de ne pas voter une motion de censure, même en cas d'absence de LFI dans un gouvernement de gauche.

« *Est-ce que vous seriez prêt à renoncer à votre participation pour permettre à la gauche de gouverner ?* » demande Anne-Claire Coudray à Jean-Luc Mélenchon, dans une entrevue en direct au journal de 13 heures de TF1 la présentatrice du JT Anne-Claire Coudray dans une entrevue en direct au journal de 13 heures de TF1 .

« *Nous ne serons jamais du côté du problème, répond le fondateur de LFI. Nous serons toujours du côté de la solution* », avant d'ajouter que c'est à son tour « *de poser une question aux chefs des trois partis macronistes et de la droite* ».

« *Le gouvernement de Mme Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer le programme pour lequel nous sommes arrivés en tête des élections législatives ? Répondez-nous.* », a-t-il déclaré au micro d'Anne-Claire Coudray.

« *Car si vous nous répondez* "non", *alors on dira* "les ministres Insoumis, en fait, c'est un prétexte". *C'est du programme que vous ne voulez pas. Donc vous ne valez pas plus cher que M. Macron, puisque vous refusez d'entendre la voix du suffrage universel, qui a placé le NFP en tête* », précise-t-il, avant de remercier les dirigeants des quatre partis du NFP, qui, tous, « *ont eu à cœur de défendre l'unité du NFP et la présence de ministres Insoumis* ». Le Point 24 août 2024

J-C – Lui il « *ne vaut pas plus cher* » qu'un Blum, Mitterrand ou Hollande !

Il demande aux représentants officiels du capitalisme, de laisser un gouvernement adopté quelques mesures sociales minimalistes ou très marginales, qui n'effleurent même pas les fondements du capitalisme, au nom de quoi devraient-ils accepter puisqu'ils disposent de moyens légaux constitutionnels pour s'y opposer ?

L'exercice auquel il se livre est de nature opportuniste, dans la mesure où il sait que « *la voix du suffrage universel* » doit être conforme aux intérêts du capitalisme, à l'esprit de la Constitution de la Ve République qui est destinée à les garantir. II les incite donc à le faire valoir, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire, autrement dit, l'air de rien ce manipulateur leur a tendu la perche et ils l'ont saisie.

Cet épisode signifie qu'en dehors d'une révolution politique et sociale, point de salut pour la classe ouvrière.

En complément.

Au Mexique aussi, les dictateurs du nouvel ordre mondial profèrent les mêmes menaces et s'opposent au nouveau gouvernement, en invoquant la « *stabilité* » ou « *un risque majeur pour le fonctionnement de la démocratie* » qui pourrait porter atteinte à *« la confiance des investisseurs* »

Mexique: avec une large majorité, la gauche est désormais en mesure de voter des mesures controversées - rfi.fr 24/08/2024

Au Mexique, l'institut électoral a confirmé, ce vendredi 23 août, que la gauche au pouvoir disposera bien d'une large majorité au Parlement. Mais cette majorité inquiète, entre autres, les États-Unis, car le parti d'Andres Manuel Lopez Obrador veut adopter des réformes controversées.

Plus de deux tiers des élus de Morena, le parti présidentiel, vont siéger à la Chambre des députés. Et avec presque deux tiers des élus au Sénat, à trois voix près, faciles à obtenir, les conditions sont réunies pour que le parti présidentiel puisse modifier la Constitution mexicaine.

La future présidente Claudia Sheinbaum, élue avec près de 60% des voix le 2 juin dernier, pourra faire adopter 23 réformes. Parmi cet héritage du président sortant, un projet de refonte du pouvoir

judiciaire. Il s'agit, entre autres, de faire élire des juges par le peuple avec pour objectif de lutter contre la corruption et les privilèges.

Mais les États-Unis, à travers leur ambassadeur, voient cette réforme comme « *un risque majeur pour le fonctionnement de la démocratie mexicaine* » avec pour principal argument le risque de voir l'influence des cartels d'augmenter, car ils pourraient faire pression sur les électeurs.

Il y a aussi des inquiétudes financières, car le Mexique est le premier partenaire commercial des États-Unis. Une relation qui repose sur « *la confiance des investisseurs* » en la justice mexicaine, d'après l'ambassade américaine. Les deux pays sont liés par un traité de libre-échange dont le Canada fait aussi partie. Ottawa a prévenu que ses investisseurs sont inquiets et veulent de la « *stabilité* ».

Le nouveau Parlement mexicain entrera en fonction le 1er septembre 2024.

Santé.

Lu.

J-C- Je rappelle que j'ai toujours soutenu la prescription de hydroxychloroquine, de l'ivermectine, de la vitamine D et du zinc notamment, en cas de covid-19, et je me suis opposé à la vaccination.

- Le fameux article estimant 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine a été rétracté par l'éditeur de la revue qui l'avait publié

«*Fin du match pour Mathieu Molimard et ses défenseurs ! Fin du match pour Olivier Véran et tous ceux qui ont fait passer l'article 4 liberticide autorisant des poursuites pénales contre les scientifiques remettant en doute de façon fondée certaines thérapeutiques. Fin du match*», a posté sur X Emmanuelle Darles, une des scientifiques à l'origine de cette victoire qui redonne ses lettres de noblesse à l'hydroxychloroquine.

Le fameux article estimant 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine durant la première vague Covid, qui fut un des fondements de la loi contre les dérives sectaires, surnommée la loi anti-Raoult, a été rétracté par l'éditeur de la revue Biomedicine & Pharmacotherapy. On se souvient du délire d'Olivier Véran, l'ancien ministre de la Santé au moment de la pseudo-pandémie Covid, qui s'était plu pendant les débats à l'Assemblée nationale sur ce projet de loi, à insulter le professeur Raoult en le traitant de «*charlatan de la Canebière*». Le charlatan, finalement c'est lui, le médecin sans patients !

Ne parlons pas de tous les autres charlatans, le docteur Molimard en tête qui avaient défilé sur les plateaux télé des médias au collier pour vanter l'exactitude de cette étude dont on découvre 8 mois après qu'elle était tout sauf exacte, et attaquer violemment le professeur marseillais.

Le 19 août 2024, les scientifiques auteurs de la lettre de préoccupation (Letter of Concern) sur la fraude scientifique Pradelle/Lega, apprenaient que l'éditeur de la revue Biomedicine & Pharmacotherapy annonçait la rétraction imminente de cette étude.

Aujourd'hui c'est chose faite : l'article a été rétracté.

Il aura donc fallu 8 mois et quelques jours pour que l'étude Pradelle / Lega soit rétractée alors que pour l'étude frauduleuse du Lancet sur l'hydroxychloroquine, cela avait pris 14 jours.

La rétraction de l'étude du Lancet (#LancetGate) avait été faite par l'auteur principal qui avait échoué à montrer l'origine des données, une démonstration de «*bonne foi*» devant l'attention mondiale reçue par cette étude à l'époque.

Dans le cas de l'étude Pradelle / Lega, nous assistons à une rétraction par l'éditeur après la mise en place du processus COPE (Comité d'Ethique des Publications), à la suite de la prise en considération des observations externes qui avaient été communiquées aux auteurs.

Ces considérations avaient également été communiquées au Pr Molimard de l'université de Bordeaux, qui avait effectué la promotion de cette étude dans les médias, alors que pourtant il avait été aussi informé des nombreuses critiques en échanges avec les auteurs de la lettre de préoccupation. De toute évidence, cela était la preuve d'une volonté des auteurs de faire perdurer cette étude frauduleuse, et par la même, de contribuer à la désinformation.

Voici traduit en français ce que dit la revue Biomedicine & Pharmacotherapy au sujet de cette rétractation :

Après la publication, la revue a été informée du débat des lecteurs sur cet article. La revue a reçu un certain nombre de lettres à l'éditeur et de correspondance de lecteurs. Le plan, tel que publié dans une première version d'une note de l'éditeur, était initialement de publier ces lettres à l'éditeur, après que les auteurs de l'article ci-dessus aient eu le droit de répondre et de soumettre une réponse (qui serait également publiée, après examen).

Après avoir évalué toutes les informations à ce stade, ainsi que l'étendue et la profondeur des critiques, le rédacteur en chef a pris la décision de changer d'approche et de traiter cette question par le biais du processus du Comité d'éthique des publications (COPE) pour les corrections du dossier scientifique : https://publicationethics.org

À l'issue de ce processus et après un examen attentif de toutes les informations disponibles, cet article a été retiré à la demande du rédacteur en chef.

La décision de se rétracter a été prise en raison de deux problèmes majeurs.

1. Fiabilité des données et choix des données. Les données belges en particulier se sont révélées peu fiables, sur la base d'estimations.

2. L'hypothèse selon laquelle tous les patients admis à la clinique étaient traités de la même manière pharmacologiquement était incorrecte.

Les deux problèmes mentionnés ci-dessus ont conduit le rédacteur en chef à considérer que les conclusions de l'article n'étaient pas fiables et que, par conséquent, l'article devait être rétracté.

Source : Médias-Presse-Infos

https://www.medias-presse.info/etude-contre-lhydroxychloroquine-retractee/194550/

Rappel des charlataneries journalistiques (extrait).

- 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine - Mediapart 6 janv. 2024

- Covid-19 : l'hydroxychloroquine liée à près de 17.000 - Radio France 3 janv. 2024

- Dangerosité. Covid-19 : l'hydroxychloroquine liée à près de 17 000 morts dans six pays au printemps 2020 - liberation.fr 3 janvier 2024

- Covid-19 : L'hydroxychloroquine liée à la mort de 17.000 ... - 20 Minutes janv. 2024

- Covid-19 : l'hydroxychloroquine a fait près de 17 000 ... - Le HuffPost 4 janv. 2024

- 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine - Europe 1 5 janv. 2024

- Vrai ou faux. L'hydroxychloroquine a-t-elle tué près de ... France Info 4 janv. 2024

4 janv. 2024 — Une étude met en évidence que près de 17 000 patients ayant reçu de l'hydroxychloroquine sont décédés durant la première vague de covid-19. France Info 4 janv. 2024

Cherchez l'erreur.

L'erreur de la vaccination.

En français (un extrait)

https://www.mediafire.com/file/5mfhla3ode77rs5/L'erreur+de+la+vaccination+-+Dr+Alexander+Wilder.pdf/file

En anglais.

https://dn790000.ca.archive.org/0/items/101229606.nlm.nih.gov/101229606.pdf

https://pds.lib.harvard.edu/pds/temp/async/5817360-1-40.pdf

Venezuela.

Venezuela: Nicolas Maduro qualifie d'"*indiscutable*" la validation de sa réélection par la Cour suprême - BFMTV 23 août 2024

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié ce jeudi 22 août d'"*historique et indiscutable*" la validation par la Cour suprême de sa réélection au scrutin du 28 juillet, à l'issue contestée, l'opposition rejetant cette décision.

Caryslia Rodriguez, présidente de la Cour suprême, a assuré que "*les bulletins émis par le Conseil national électoral (CNE) (...) sont étayés par les procès-verbaux de décompte émis par chacune des*

machines à voter" et "coïncident pleinement avec les enregistrements des bases de données des centres nationaux de décompte".

Nicolas Maduro, 61 ans, a été proclamé vainqueur avec 52% des voix par le CNE, qui n'a cependant pas rendu publics les procès-verbaux des bureaux de vote, se disant victime d'un piratage informatique.

Une telle attaque est jugée peu crédible par l'opposition et de nombreux observateurs, qui y voient une manœuvre du pouvoir pour éviter de divulguer le décompte exact. Mme Rodriguez a cependant assuré jeudi qu'il y avait des "*preuves d'une cyberattaque massive contre le système électoral*".

Les Etats-Unis et la CIA garants de la démocratie en Amérique du Sud.

Amérique latine: Tentatives de coups d'Etat et coups d'Etat - bolivarinfos.over-blog.com 21 Août 2024

En juin dernier, dans le contexte des événements du 26 juin de cette année, jour où un groupe de militaires a fait irruption au siège du Gouvernement situé sur la place Murillo pour renverser Luis, Arce et prendre le pouvoir , la BBC a dit que la Bolivie était « *le pays dans lequel il y a eu le plus de tentatives de coups d'Etat* » depuis 1950.

La tentative de coup d'état a été dirigé par le commandant général de l'armée bolivienne, Juan José Zúñiga Macías qui, quelques jours auparavant, avait déclaré que Evo Morales, « *ne pouvait plus être président de ce pays* », et que « *si cela se produisait, je ne lui permettrais pas de piétiner la Constitution* ». Et il a ajouté que « *les forces armées sont le bras armé du peuple, le bras armé de la patrie.* » Pendant la tentative, il a déclaré aussi qu'il cherchait à rétablir la démocratie et que l'armée ne manquait pas de couilles.

Comment on le sait, la tentative de coup d'Etat a échoué et les responsables sont en prison. A la différence du coup d'Etat de 2019 en Bolivie, cette fois, les insurgés n'ont pas eu le soutien de toutes les forces armées et la situation n'était pas favorable à leurs attentes.

Souvenons-nous qu'en 2019, le commandant de l'armée de l'époque, William, Sliman, diplômé de l'école des Amériques, avait exigé la démission des Evo Morales dans un contexte de violence et de déstabilisation créé par des accusations mensongères de fraude aux élections.

Ce qui est sûr, c'est que derrière les forces armées boliviennes, il est évident qu'il y a des militaires nostalgiques du passé et de la doctrine de la sécurité nationale inoculée par les États-Unis aux troupes d'Amérique latine. Il est très possible que dans l'avenir, nous voyions d'autres tentatives de coups d'Etat si les mesures adéquates ne sont pas prises, si on ne renforce pas l'unité du mouvement vers le socialisme (MAS) et si on ne prend pas soin.

Au Venezuela, après les élections présidentielles du 28 juillet dernier, le Gouvernement a dénoncé une tentative de coup d'Etat de l'opposition dirigée par Maria Corina Machado qui, une nouvelle fois, n'a pas reconnu les résultats des élections comme c'est arrivé régulièrement dans le passé. Alors qu'on accuse le Venezuela d'être une dictature, elle a participé à différentes élections précédentes. Par exemple, en 2021, l'opposition a eu 3 gouverneurs et 59 maires élus et les partis

d'opposition peuvent agir légalement en présentant leurs candidats aux différents processus électoraux.

Au Venezuela, comme nous le savons, ce ne serait pas la première fois qu'on tenterait de renverser le Gouvernement bolivarien par la force. Le 11 avril 2002, ils ont attaqué le pouvoir, mais ils ont échoué en quelques jours.

Pendant les 10 dernières années, le secteur le plus réactionnaire de l'opposition vénézuélienne a poursuivi ses tentatives pour renverser le Gouvernement grâce à des protestations violentes, les guarimbas, à l'entrée de mercenaires, à des attentats terroristes contre les infrastructures de l'État et même une tentative d'assassinat du président Nicolas Maduro. Mais la droite vénézuélienne n'a réussi ni à renverser le Gouvernement ni à avoir le soutien massif de la population pour arriver au pouvoir.

Les plus de 900 sanctions que les États-Unis ont imposées au Venezuela, l'étranglement économique, la longue guerre hybride comprenant le financement de l'opposition et des violences ont été un éléments important pour « *créer le climat* » nécessaire au Venezuela (comme ils l'ont fait contre le Gouvernement de Salvator Allende au Chili dans les années 70) pour l'explosion sociale qui, cependant, n'a pas fonctionné à cause de l'unité, de la conscience et de la politisation des forces armées et d'un secteur important de la société vénézuélienne qui continue à voter en faveur de la poursuite de la Révolution Bolivarienne.

Les tentatives de coups d'Etat, en Amérique latine au cours des dernières décennies :

Au Venezuela, le 12 avril 2002, l'opposition, avec le soutien de l'armée, fait un coup d'Etat pour chasser par la force le président Hugo Chávez. Parmi les individus impliqués figurent le général Efraín Vásquez et le général Ramírez Poveda, diplômés de l'école des Amériques. Ça a été une tentative de coup d'Etat civil et militaire qui a duré environ 48 heures avant d'échouer.

En Haïti, le 29 février 2004, le président président élu, Jean Bertrand Aristide, est enlevé par un commando des forces spéciales des États-Unis, avec le soutien de la France. On a dit à l'opinion publique, qu'Aristide avait démissionné volontairement.

Au Honduras, le 28 juin 2009, le président Manuel Zelaya est enlevé et emmené au Costa Rica. Parmi les responsables du coup d'Etat figurent le chef d'État Major de l'État, Major conjoint, Roméo Vaquez Velasquez, et le chef de l'armée de l'air, le général Luis Prince Suazo, tous deux diplômé de l'école des Amériques. Ce coup d'Etat a été un coup d'Etat civil et militaire auquel le Congrès à majorité de droite a donné son aval.

En Équateur, le 30 septembre 2010, le président Rafael Correa est enlevé pendant quelques heures lors d'une tentative de coup d'Etat. Même s'il est certain que cette tentative a échoué, les États-Unis, l'USAID et d'autres agences ont continué à faire des efforts pour provoquer la déstabilisation sociale du Gouvernement populaire et revenir sur ses avancées. Enfin, ils ont réussi à faire juger Rafael Correa pour qu'il ne puisse plus se présenter comme candidat aux élections présidentielles à venir et que l'Equateur soit actuellement l'un des pays qui a le plus d'assistance militaire des États-Unis.

Au Paraguay, le 22 juin 2012, le Sénat a jugé « *en urgence* », le président Fernando Lugo et l'a destitué sous prétexte qu'il était responsable des affrontements entre paysans et policiers qui ont fait 17 morts à Curuguaty. L'enquête postérieure a révélé que celui qui avait donné l'ordre était Paulino Rojas, un commandant de la police nationale du Paraguay entraîné par le FBI qui avait des liens

étroits avec l'USAID.Un scénario a été créé, on en a profité et on a destitué un président élu démocratiquement sans qu'il puisse se défendre.

Au Brésil, le 31 août 2016, après un « *Impeachment* », le Sénat du Brésil, a destitué officiellement la présidente Dilma Rousseff par 61 voix contre 20 pour de soi-disant « *crime de responsabilité.* » Trois ans auparavant, en septembre 2013, Liliana Ayalde, qui avait été ambassadeur au Paraguay quand le Sénat avait aussi destitué Fernando Lugo était devenue ambassadeur des États-Unis au Brésil. La présidente Dilma Rousseff avait déclaré alors : « *Dans le passé par les armes, et aujourd'hui grâce à la rhétorique judiciaire, ils cherchent à nouveau à porter atteinte à la démocratie et à l'État de droit.* »

En Bolivie, le 10 novembre 2019, grâce à une dénonciation de fraude aux élections et à la création d'un climat de violence sociale (comme nous l'avons vu au Venezuela), on a réussi à destituer le président et Evo Morales. Les États-Unis ont reconnu immédiatement Jeanine Áñez, une sénatrice de droite, qui a exercé la présidence.

SOA Watch avait alors signalé : « *Au moins 6 diplômés de l'école des Amériques ou/et de l'Institut de coopération pour la sécurité dans l'hémisphère occidental (SOA/WHINSEC) ont joué un rôle dans le coup d'État en Bolivie. À commencer par le général Kaliman, diplômé du SOA/WHINSEC, qui a reçu une formation à Fort Benning, aux États-Unis, en 2003 et 2004, en suivant le cours de «* commandement et d'état-major général ».

« *L'entraînement au SOA/WHINSEC de futurs chefs militaire et précisément destinés à établir une relation des États-Unis avec des officiers de haut niveau, pour atteindre les objectifs des États-Unis, comme l'a dit le commandant du WHINSEC récemment :* « Les relations qu'ils ont construites ici les aident à faire les choses. »

En Haïti, le 17 juillet 2021, le président Jovenel Moïse était assassiné. Parmi les individus impliqués se trouvaient des mercenaires colombiens et d'anciens militaires, qui avaient reçu auparavant un entraînement à l'école des Amériques des États-Unis.

Au Pérou, le 7 décembre 2022, le président Pedro Castillo annonçait qu'il allait dissoudre le Congrès de la République et appeler à des élections législatives, mais il est destitué pour « incapacité morale » et accusé d'avoir fait un coup d'Etat par le Congrès qui, le même jour avait envisagé de voter son départ. Beaucoup considèrent que c'est Castillo qui a été victime d'un coup d'Etat puisqu'on ne l'a pas laissé gouverner et on l'a destitué. Il faut rappeler qu'en 2019, le président de l'époque Martin Viscarra avait pris la même mesure, dissout le Congrès péruvien sans avoir été accusé de faire un coup d'Etat. À la différence de Castillo, Viscarra faisait partie de l'élite et avait le soutien total des forces armées et de la police nationale. Actuellement, Castillo est toujours en prison et Dina Boluarte, qui l'a remplacé, reste au pouvoir sans avoir organisé d'élections présidentielles jusqu'à maintenant. Les États-Unis ont une importante présence militaire au Pérou.

Au Brésil, le 8 janvier 2023,un groupe important de manifestants de droite tente de prendre le palais du Planalto dans lequel fonctionne les trois pouvoirs de l'État brésilien pour soutenir Jair Bolsonaro qui n'a pas reconnu sa défaite aux élections. Même s'il est certain que pendant les attaques, Bolsonaro se trouvait aux États-Unis, une enquête de la police a indiqué qu'il avait eu auparavant de multiples réunions avec des conseillers et des militaires pour discuter de la possibilité d'un coup d'Etat. Rappelons que sous le gouvernement de Bolsonaro, les relations militaires avec les États-Unis qui se sont maintenues jusqu'à présent, on t'augmenté, ce qui représente un danger pour la démocratie brésilienne.

L'entraînement de troupes d'Amérique latine par les États-Unis comme le financement de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), de la fondation nationale pour la démocratie, (NED), entre autres, d'ONG, de partis politiques, de groupes d'opposition et de la presse hégémonique constituent des outils destinés à ce que les États-Unis installent leur ordre du jour, puissent déstabiliser des Gouvernements progressistes, et le cas échéant, puissent soutenir et appeler à des coups d'Etat en Amérique latine.

De plus, l'académie internationale pour le respect de la loi (ILEA) des États-Unis qui fonctionne au Salvador, et où sont formés des policiers, des procureurs et des juges d'Amérique latine, constitue un instrument de la guerre juridique pour accuser, juger, et criminaliser des dirigeants sociaux et des présidents progressistes de tout notre continent pour les enlever de leur chemin et récupérer leur statu quo néo-libéral.

Comme nous l'avons vu, les tentatives de coup d'Etat et les coups d'Etat en Amérique latine se sont poursuivis et derrière, il y a toujours les mêmes: l'opposition de droite, l'oligarchie, les corporations, les militaires et les États-Unis, qui continuent à défendre leurs intérêts en empêchant les transformations sociales au profit de nos peuples

---

Ukraine.

La guerre entraîne une véritable catastrophe démographique en Ukraine - InfoBrics 22 août 2024

L'une des conséquences les plus tragiques de la guerre pour l'Ukraine est la crise démographique. D'une part, plus de 700 000 soldats sont morts ou ont été gravement blessés sur le champ de bataille et, d'autre part, 12 millions d'Ukrainiens ont émigré, ce qui laisse environ 20 millions de personnes dans le pays et crée un déficit démographique qui sera difficile à combler. Dans le même temps, les élites occidentales exercent une pression de plus en plus forte pour que l'Ukraine ouvre ses frontières à l'immigration, ce qui risque de créer encore plus de problèmes dans l'avenir.

La démographie ukrainienne ne reviendra jamais à la situation d'avant-guerre. Quels que soient les efforts déployés par le régime de Kiev et ses soutiens internationaux pour rapatrier certains des millions de réfugiés ukrainiens dans le monde, il est extrêmement difficile que ces mesures aboutissent. Afin que les Ukrainiens qui ont émigré en Europe et aux États-Unis reviennent en Ukraine, des politiques autoritaires, telles que l'arrestation et l'expulsion du pays, pourraient être mises en œuvre. Il serait alors impossible pour ces pays de continuer à maintenir leur masque «*démocratique*». De plus, il est important de rappeler que la plupart des Ukrainiens ont fui pour se réfugier en Russie et sont de véritables opposants à la junte de Maïdan.

En attendant, la machine de guerre ne semble pas vouloir s'arrêter. Zelensky a accepté d'obéir au plan occidental de «*combattre jusqu'au dernier Ukrainien*». Même avec plus de 700 000 victimes sur le champ de bataille, la reddition n'est toujours pas une option pour le régime. Bien qu'elle sache que la défaite est inévitable, l'Ukraine continue de recruter de nouveaux soldats chaque jour. Les personnes âgées, les femmes, les personnes ayant de graves problèmes de santé et même les adolescents sont déjà visés par les mesures draconiennes de mobilisation, ce qui rend l'avenir de la population ukrainienne encore plus critique.

La violence de la politique de mobilisation ukrainienne devient de plus en plus inquiétante pour la stabilité politique du régime lui-même. Il est courant de voir des vidéos circuler sur Internet

montrant des gens ordinaires dans les rues de l'Ukraine attaquant des centres de recrutement, ainsi que des soldats ukrainiens capturant et battant des civils dans les villes pour les forcer à aller au front. Le mécontentement populaire atteint des niveaux de plus en plus élevés et il est probable que des frictions plus graves entre le peuple et l'État se produiront à l'avenir.

De nombreux civils ukrainiens sont armés. En 2022, lors de la campagne de diversion russe dans les faubourgs de Kiev, le gouvernement ukrainien a distribué des armes à la population, invoquant la «*nécessité de protéger la capitale*». Ces armes n'ont évidemment jamais été rendues, et aujourd'hui le régime n'a plus le contrôle de la plupart des équipements militaires circulant dans les villes ukrainiennes. À cela s'ajoutent les trophées de guerre apportés par des vétérans traumatisés qui ne veulent pas retourner au front et sont prêts à tout pour continuer à vivre avec leur famille. Il semble que ce ne soit qu'une question de temps avant que les gens commencent à utiliser ces armes pour se protéger et protéger leurs proches de la mobilisation forcée.

Ce processus de mobilisation est un cercle vicieux : plus le gouvernement met en œuvre des politiques de recrutement forcé, plus les gens se révoltent et tentent de fuir. On signale fréquemment que des Ukrainiens traversent les frontières pour se rendre dans des pays tels que la Hongrie et la Roumanie. Nombre de ces citoyens ukrainiens meurent en raison des dangers liés au franchissement illégal de la frontière. Toutefois, pour l'Ukrainien ordinaire, tout danger semble en valoir la peine si l'on considère la possibilité d'échapper à une mort certaine dans le «*broyeur de viande*» des lignes de front.

Il est également important de rappeler que de nombreux soldats qui n'ont pas pu échapper à la mobilisation se rendent dans la zone de guerre et, s'ils ont la chance de franchir les lignes intermédiaires sans être anéantis par l'artillerie russe, «*changent de camp*», se rendant rapidement dès qu'ils aperçoivent l'ennemi. Les Ukrainiens qui se sont rendus sont si nombreux que les forces armées russes créent même des bataillons entiers de soldats ukrainiens expatriés prêts à combattre le régime néo-nazi.

Dans une guerre, les pertes d'un pays ne se limitent pas aux victimes des hostilités. L'émigration massive et la capitulation doivent également être prises en compte, car ces citoyens ukrainiens ne reviendront certainement jamais dans leur pays. Récemment, un général polonais a déclaré que les pertes ukrainiennes devaient se compter «*en millions*», car l'émigration doit également être considérée comme une sorte de «*perte*», puisque chaque citoyen ukrainien qui quitte le pays signifie un soldat de moins – et pas seulement un soldat de moins, mais aussi un travailleur de moins pour l'industrie nationale.

Ce scénario nous donne une idée de ce que sera l'Ukraine d'après-guerre : un pays en faillite, aux infrastructures dévastées, endetté (car aucun programme d'aide occidental n'est «*gratuit*») et ne disposant pas d'un personnel suffisant pour travailler à la reconstruction nationale. Avec des millions d'habitants en moins, l'Ukraine ne pourra pas se reconstruire seule. Et il semble qu'elle n'aura que peu ou pas de soutien de la part des pays «*partenaires*», puisque ces États sont contrôlés par une élite de prédateurs financiers qui s'intéressent précisément à profiter des dettes infinies de l'Ukraine.

Certains «*experts*» européens ont proposé à l'Ukraine de mettre en œuvre certaines mesures d'urgence, notamment l'introduction d'un régime de visas pour les citoyens quittant le pays, la fermeture d'universités et l'ouverture d'écoles techniques professionnelles, ainsi que l'accueil d'immigrants du Moyen-Orient et d'Afrique pour réapprovisionner le marché du travail national.

Ces mesures sont conformes à la mentalité libérale européenne typique. Ce sont des politiques qui apportent un faux sentiment de «*solution*» aux problèmes de l'Ukraine, mais qui ne feront qu'entraîner des conséquences encore plus négatives à long terme. L'introduction du régime des visas suscitera un grave mécontentement populaire et aggravera les tensions internes actuelles. Le remplacement des universités par des écoles techniques, bien qu'il puisse aider à court terme à la formation de professionnels, fera de l'Ukraine un pays dépourvu de professionnels hautement qualifiés dans quelques années. Enfin, l'immigration risque de provoquer une véritable agitation sociale dans le pays.

Les immigrants deviendront une main-d'œuvre moins chère et plus intéressante pour l'élite ukrainienne, entraînant le chômage de la population autochtone restante. Et il ne sera certainement pas facile de concilier l'arrivée d'étrangers avec la mentalité collective néo-nazie et raciste avec laquelle des millions d'Ukrainiens ont été endoctrinés après dix ans de lavage de cerveau. Il en résultera certainement une très grave catastrophe sociale.

En fait, il n'y a qu'une seule solution au problème démographique de l'Ukraine : une capitulation rapide en acceptant les conditions de paix russes, y compris la fin des liens avec l'OTAN. Cela permettrait d'établir de bonnes relations avec Moscou et d'attirer les investissements de l'économie russe en pleine croissance ainsi que ceux des partenaires russes, y compris la Chine. L'Ukraine serait rapidement reconstruite et de nombreux émigrants souhaiteraient revenir pour profiter de la croissance économique du pays – un scénario qui sera impossible si l'Ukraine d'après-guerre continue d'être contrôlée par les prédateurs financiers occidentaux.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 août 2024

Nous assistons au combat fratricide et titanesque entre les trois clans les plus puissants de l'oligarchie financière internationale qui revendiquent la direction de l'économie mondiale.

L'un est représenté par la droite néolibérale associée à la gauche social-démocrate-libertaire et à une partie de l'extrême gauche, l'autre par la droite conservatrice, le troisième par la droite libertarienne qui se pose en arbitre des deux premières, avec lesquelles elle s'allie ponctuellement en fonction de ses propres intérêts.

Le premier représente les familles traditionnelles des banquiers les plus riches du XIX et XXe siècles, rejoints par les GAFAM et la plupart des oligarques qui ont fait fortune avec les nouvelles technologies, ceux qui dominent au Forum économique mondial et au club Bilderberg. Il est le plus puissant. Il a adopté une stratégie politique de type totalitaire qui se résume en un affrontement brutal et permanent avec ses opposants auxquels il n'entend rien céder sur le plan social, un discours radical et guerrier envers tous ses concurrents, tous ceux qui lui résistent, ils doivent capituler toute indépendance et se soumettre sans condition à sa volonté. Il compte l'appliquer en recourant à l'intimidation, à la corruption, à l'abus de pouvoir, à la terreur, auxquels cèderont les élites et les principaux acteurs sociaux ou politiques par crainte d'être écartés ou évincés brutalement, de perdre leur statut social privilégié.

Il ne craint pas l'affrontement avec la classe ouvrière qu'il réprimera férocement si nécessaire, comptant ainsi sur la neutralisation de la lutte de classe du prolétariat. Il est prêt à associer des acteurs sociaux ou politiques, à condition qu'ils soient entièrement dévoués, totalement soumis.

Il considère qu'il est possible de contourner, contenir ou s'émanciper de la menace que fait peser sur eux les contradictions du capitalismes en recourant à des méthodes purement criminelles, mafieuses, barbares, leur sadisme ou cruauté n'a pas de limite, voyez le génocide des Palestiniens ou la guerre qui ravage l'Ukraine. Ils contrôlent l'essentiel des marchés, monnaies, matières premières, des Etats et des institutions internationales.

Le second clan représente essentiellement le capitalisme industriel du XXe siècle. Il préfère inscrire sa stratégie dans la continuité du développement du capitalisme au cours des deux ou trois siècles précédents, estimant que son rôle historique ne serait pas achevé, et que pour cette raison elle serait la plus appropriée pour maîtriser la lutte des classes ou garantir l'hégémonie de la classe des capitalistes sur le reste de la société.

Il préfère intégrer dans sa stratégie le mouvement ouvrier sachant qu'il est contrôlé par des organisations acquises au capitalisme, en faire des partenaires loyaux plutôt que les rejeter à l'instar des néolibéraux purs et durs. Pour prouver que sa méthode est la meilleure, il peut citer toutes les crises économiques, financières, structurelles ou politiques qu'il était parvenu à surmonter dans le passé, quitte à accorder quelques concessions sociales à ses ennemis qui seront rapidement compensées ou qui serviront leurs intérêts. Il est plutôt favorable à une dictature institutionnelle dite démocratique, républicaine, consensuelle, capitaliste.

Le troisième clan représente des membres pour ainsi dire dissidents des deux clans précédents. Il combine les objectifs des deux premiers en empruntant les moyens mis en avant par l'un ou l'autre pour y parvenir, réduisant le rôle de l'Etat au strict minimum à défaut de pouvoir l'éliminer, tandis que les principaux acteurs financiers contrôleraient le gouvernement et l'ensemble de la société, qui serait soumise exclusivement aux lois qu'il aurait définies, niant l'existence de la lutte des classes, déclarant hors la loi le mouvement ouvrier, tout opposant à son régime dictatorial, réalisant le corporatisme intégral ou institutionnalisant le fascisme.

Sa conception de la liberté d'expression est une déclaration d'intention destinée à ceux qui entendent en faire usage pour soutenir leur idéologie, car il refuse toute expression politique indépendante à la classe ouvrière. Il préfère étouffer financièrement ses ennemis plutôt que recourir à la guerre. A l'instar du premier clan, il est favorable à l'instauration d'un régime antirépublicain, antidémocratique, technocratique, ploutocratique, autoritaire.

La guerre fratricide à laquelle se livrent ces trois clans du capitalisme financier et industriel, explique en partie le chaos dans lequel le monde se trouve plongé…

Parole d'internaute.

J-C - Comme quoi il n'y a pas que des conneries dans les commentaires des médias dits sociaux.

1- Le tout c'est de le dire poliment, sans s'énerver, sans se laisser submerger par l'indignation. Il y a, en effet, des prérequis indispensables à poser comme condition préalable à la discussion. Si on ne pose pas d'emblée les bases de la discussion, ça vire au combat de coqs émotionnel totalement stérile et énergivore. Et le pire c'est que, sur ce terrain émotionnel, c'est l'ignorant qui est avantagé. Pourquoi ? Parce qu'il a réussi à te tirer vers le bas : s'échauffer et s'indigner, rien de plus facile, tout le monde en est capable.

Il faut se respecter soi-même. Si l'autre fait preuve d'ouverture d'esprit et est prêt à écouter des arguments contraires, alors il est possible de discuter. Dans le cas contraire, c'est une perte de temps et d'énergie.

Je pense que la première chose à faire avant de débattre sur ce conflit, c'est de se mettre d'accord sur le fait de savoir qui sont les belligérants. Si la personne te dit que c'est l'Ukraine et la Russie, tu sais déjà que tu ne dois pas aller plus loin tant que cette question n'est pas réglée. Pour éclaircir ce point, il est nécessaire de se mettre d'accord sur le fait qu'un belligérant c'est celui qui peut mettre fin à la guerre. Dans le cas présent, il est évident que l'Ukraine n'a aucun pouvoir de décision : elle n'est qu'un exécutant, qu'un instrument, qu'un proxy.

Il faut obliger l'autre à passer d'une discussion passionnelle à une discussion technique, froide, basée sur les faits. Comme tu le vois, il faut une sacrée dose de patience. Mais ce n'est qu'à ce prix qu'un débat sérieux peut avoir lieu. Et si l'autre n'est pas prêt à admettre le prérequis, ça te donne la possibilité de refuser d'aller plus loin dans la discussion, en disant, ce qui est vrai, que la discussion sera faussée.

2- Quand on touche aux opinions politiques et à fortiori à la croyance religieuse, on touche à l'identité, située dans les aires cérébrales exactement où se trouve la perception de l'identité physique, ce qui veut dire: critiquer une opinion ou une religion revient à une agression physique. Faut en être conscient et aborder la contradiction avec délicatesse et sens de l'humour si tenté qu'on puisse plaisanter avec ces choses-là.

3- En ce qui concerne vos amis, je pense que la seule chose à faire serait de leur montrer que si les médias mainstream nous mentent sur un sujet qui leur tient à cœur et sur lequel ils sont bien informés, ils doivent certainement leur mentir aussi pour les autres sujets importants.

Leur chance de se réveiller réside dans la prise de conscience de leur incohérence. Ils ne peuvent pas soutenir que les médias nous mentent et nous manipulent sur un sujet important comme la Syrie ou Israël, et pas sur les autres sujets importants.

Il faut faire la distinction entre l'intelligence et l'intellect. Comme le montre François Bégaudeau dans son livre « *Histoire de ta bêtise* », on peut avoir un cerveau performant (intellect), et être bête sur certains sujets, à cause d'un brouillage affectif et d'une appartenance idéologique qui empêche de percevoir le réel de manière détachée et plus ou moins objective.

L'intellect n'est qu'un outil au service de l'intelligence qui, elle, va bien au-delà d'une simple capacité cérébrale. Je pourrais approfondir mais mon message serait trop long. Le mieux c'est d'illustrer la chose par une image, une comparaison.

4- Je prends ça comme un moyen de me tester. Suis-je capable de rester calme et de respecter l'autre ?

Cela ne veut pas dire non plus qu'il faille être trop gentil. Parfois la gentillesse n'est pas le bon moyen d'appréhender une situation. Si la situation l'exige il faut savoir aussi être brutal, sans quoi l'autre n'évolue pas. C'est une question de feeling, au cas par cas.

5- L'évolution de la conscience ne se décrète pas. Et on s'aperçoit qu'il est quasiment impossible, dans cette période si spéciale que nous sommes en train de vivre, d'aider quelqu'un qui est psychiquement enfermé à se libérer. C'est pourquoi il vaut mieux se contenter de poser des questions qui sèment le doute dans l'esprit de celui qui croit comprendre le monde dans lequel il vit. C'est à chacun de faire son cheminement. L'impression que j'ai c'est que, pour beaucoup de gens, les jeux sont faits, il n'y a rien à faire. Chacun évolue à son rythme, il faut l'accepter et arrêter de vouloir jouer les sauveurs. C'est malheureux à dire mais la seule chose qui peut réveiller les gens c'est d'être confronté à des chocs terribles, à des catastrophes. Comme je l'ai dit récemment à ma femme, cette guerre en Ukraine est une bonne chose. Cela peut paraître choquant et cynique de dire ça, mais pas si on considère que la seule chose importante c'est l'évolution de la conscience.

6- Il y a deux mois jour pour jour, j'ai vu une vidéo montrant une femme militaire ukrainienne qui a été sauvée par les Russes. Les siens lui avaient tiré dessus pour l'éliminer. Les Russes se sont occupés d'elle comme si elle était l'une des leurs. Ils l'ont protégée des tirs ukrainiens et l'ont

soignée car elle était blessée. Cette expérience a été un véritable choc pour cette femme, une révélation. Elle a réalisé qu'on lui avait menti durant toutes ces années. Je suis certain que cette femme était une nationaliste fanatique et que c'est pour cela qu'elle s'était engagée pour combattre sur le front. Il lui a fallu ce choc psychologique pour se réveiller… Si elle n'avait pas connu cette terrible expérience, je suis sûr qu'elle aurait continué à croire que les Russes sont des monstres.

Des psychopathes enragés, des journalistes fanatisés tiennent absolument à nuire à votre santé mentale.

J-C – Leurs intentions malveillantes s'étalent maintenant au grand jour, ils osent tout ou ils n'ont plus de limites.

Pollens : dans ces 12 départements en alerte rouge, les personnes allergiques vont vivre un mardi infernal - Le HuffPost 27 août 2024

Pollen : Douze départements en alerte rouge en raison de l'ambroisie - 20minutes.fr 27 août 2024

Tous aux abris ! En cette fin août, le premier pic maximal de pollens d'ambroisie touche 12 départements. Principalement le long de la Vallée du Rhône, en passant par la Nièvre au nord, au Gard dans le sud. Ces départements viennent d'être placés en alerte rouge selon le Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA). 20minutes.fr 27 août 2024

L'image du jour : Moustique, le virus qui inquiète les USA - 27/08 - BFMTV 27 août 2024

Qu'est-ce que Powassan, ce virus mortel transmis par les tiques ? - 20minutes.fr 28 août 2024

Le virus du Nil occidental fait des victimes en Europe - euronews 28 août 2024

Totalitarisme, culpabilisation et infantilisme. Vivez votre esclavage « *en douceur et sans stress* ».

Si la rentrée angoisse votre enfant, cette psy explique comment reconnaître les symptômes et réagir - Le HuffPost 25 août 2024

Retourner à l'école n'est pas toujours une partie de plaisir. Mais en faisant attention à certains signes et en discutant avec les enfants, il est possible d'alléger leurs angoisses. Le HuffPost 25 août 2024

Sept conseils pour gérer le stress du retour au bureau après les vacances - LePoint.fr 25 août 2024

Vous avez l'habitude de vous sentir mal à la reprise du travail après vos vacances ? Nos conseils pour un retour en douceur et sans stress. LePoint.fr 25 août 2024

Totalitarisme. Ils veulent rendent les enfants déséquilibrés ou comment ils fabriquent les esclaves de demain.

Près d'un quart des enfants âgés de cinq à sept ans ont un smartphone au Royaume-Uni. AFP 27 août 2024

Difficile pour les parents de résister. Et pourtant : pères et mères ne devraient pas acheter de smartphone aux enfants de moins de onze ans, avertit l'un des principaux opérateurs mobiles britanniques, EE, dans un guide publié dimanche visant à « *protéger les enfants dans le monde numérique* ». 20 Minutes/AFP 27 août 2024

Suivez la piste de l'agent et de l'argent.

Féminisme : Le féminisme au service de la CIA - bolivarinfos.over-blog.com 24 Août 2024

Bien qu'elle ait avoué elle-même être un agent de la CIA, Gloria Steinem continue à être considéré et décorer comme la grande dirigeante historique du féminisme états-unien.

Nos lecteurs connaissent déjà certains des éléments de base qui relient le féminisme d'entreprise ou le post-féminisme à divers mouvements d'inspiration néo-nazie des élites d'entreprise occidentales. Nous l'avons expliqué à propos des bases eugéniques et néo-nazies de Margaret Sanger et du mouvement de planning familial. Et nous avons également expliqué comment les documents du Gouvernement des États-Unis datant de la guerre froide montrent directement l'intérêt d'utiliser le mouvement d'émancipation de la femme comme instrument de contrôle et de réduction de la population.

Un autre cas intéressant, et celui de l'une des dirigeante du féminisme nord-américain : Gloria Steinem qui a été considérée de façon récurrente comme « la féministe la plus célèbre du monde ». Gloria Steinem « *a dirigé les mouvements de libération de la femme tout au long des années 60 et 70 » aux États-Unis et « est considérée actuellement dans son pays comme l'une des figures les plus importantes et les plus iconiques du mouvement pour les droits de la femme.* »

Mais bien. Gloria Steinem a été un agent de la CIA. Et pas n'importe quel agent mais un agent avec d'importantes responsabilités: *« La CIA a créé une organisation écran appelée service d'investigation indépendant. La responsable en était la future féministe Gloria Steinem qui savait parfaitement d'où venait l'argent et ne s'est jamais repentie de l'avoir reçu.* » En effet, quand son implication dans la CIA a été révélée publiquement, Gloria Steinem n'a manifesté aucun regret. «*Si j'en avais encore l'occasion, je le referai,* » a-t-elle affirmé.

4. La transformation du mouvement d'émancipation de la femme en l'actuel post-féminisme au service des grandes corporations s'est confirmé de différentes façons qui incluent les origines eugéniques, racistes et néo-nazies du mouvement de planning familial dirigé par Margaret Sanger aux États-Unis. À partir de la guerre froide, ces stratégies entrent directement dans les objectifs et les actions du Gouvernement des États-Unis lui-même et, comme nous le révèle expressément le rapport Kissinger de 1974, comprennent aussi des agences de ce Gouvernement, des agences des Nations unies, des fondations de corporation et des O.N.G. comme outils de base.

5. Bien qu'elle ait avoué elle-même être un agent de la CIA, Gloria Steinem continue à être louée et récompensée comme la grande dirigeante historique du féminisme états-unien. Cela n'est pas très surprenant dans le contexte général de la manipulation et de la perversion du processus d'émancipation de la femme par le capitalisme postmoderne, toujours au service des intérêts et des objectifs des corporations.

Source en espagnol :

https://www.resumenlatinoamericano.org/2024/08/23/feminismos-feminismo-al-servicio-de-la-cia-el-caso-gloria-steinem/

Le Nouveau Front populaire appartient au passé, il a déjà produit le meilleur de lui-même.

Futur Premier ministre : Le patronat soulagé de ne pas voir le NFP accéder à Matignon - 20 Minutes 28 août 2024

« *J'ai été suffisamment critique à l'égard du programme de LFI pour dire que cette annonce nous rassure* », a ainsi reconnu mardi, à la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF) du Medef, le président du mouvement, Patrick Martin. 20 Minutes/ AFP 28 août 2024

LFI, le PCF et la CGT appellent à manifester, pas pour chasser Macron, mais pour cohabiter avec lui.

Les quatre formations faisant partie du NFP ont précisé qu'ils ne se rendraient désormais à l'Élysée "*que pour travailler sur les modalités*" d'une "*cohabitation*" entre le chef de l'État et un gouvernement Castets. Le HuffPost 26 août 2024

Nouveau Premier ministre: le PS n'appelle pas "*à ce stade*" à manifester contre la décision de Macron - BFMTV 27 août 2024

Le parti d'Olivier Faure ne décolère pas après qu'Emmanuel Macron a balayé la désignation d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire. À gauche, tous les partis n'ont pas recours aux mêmes méthodes toutefois. Alors que La France insoumise appelle à la mobilisation et demande la destitution du président de la République, les socialistes se concentrent sur la censure du futur gouvernement.

La France insoumise a immédiatement réagi en annonçant dans un communiqué une procédure de destitution du chef de l'État. Le parti mélenchoniste a ensuite appelé les électeurs de gauche à se mobiliser dans la rue le 7 septembre. « *À l'appel des organisations de jeunesse, nous marcherons le 7 septembre (...) Soyons présents massivement* », a indiqué LFI.

De son côté le parti communiste s'est montré favorable à l'idée d'une grande mobilisation de contestation. "*J'appelle les Français à se mobiliser partout là où ils sont, dans les centres-villes, devant les préfectures*", a déclaré sur X (ex-Twitter) Fabien Roussel ce mardi.

Les Écologistes n'ont pour l'instant pas communiqué officiellement sur le sujet. BFMTV 27 août 2024

Futur Premier ministre : La CGT appelle à la « *mobilisation* », ses homologues temporisent - 20 Minutes 27 août 2024

Sans surprise le Medef reçoit le soutien de l'armée.

L'Occident sous la menace de « *temps très durs* » pour le chef d'état-major des armées françaises - 20 Minutes 28 août 2024

Lors d'une intervention mardi devant les responsables du Medef, Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées françaises, a assuré qu'« *il faut se préparer à des temps assez durs, sinon très durs, pour l'Occident* », alors que se renforce la « récusation du modèle occidental ». « *On entre résolument dans une nouvelle ère, un Occident qui est contesté […] et une fragmentation de l'ordre international extrêmement forte* », a-t-il averti.

Cet ordre international « *a été fondé sur le droit, construit par le monde occidental et on nous reproche de l'avoir construit pour le monde occidental* », a-t-il ajouté, décrivant « *en parallèle la montée d'un ordre alternatif […] qui veut nous pousser dehors* ».

« *Le recours à la force est désinhibé et apparaît comme la manière la plus forte d'imposer sa volonté et de résoudre les différends* », a poursuivi le général Thierry Burkhard. « *Ne croyons pas qu'on va revenir au monde d'avant. Ce qui se met en place, on va devoir vivre avec* ». 20 Minutes/AFP 28 août 2024

Les institutions politiques sont devenues incompatibles avec l'existence du capitalisme.

Dans la course à Matignon, le Premier ministre idéal de Macron n'existe pas - Le HuffPost 28 août 2024

Seule hypothèse donc : que le Président nomme un Premier ministre plutôt marqué à droite qui bénéficierait de la mansuétude du Rassemblement national. Dès lors, si seule la gauche est opposée à ce profil, celui-ci pourrait se maintenir grâce à l'abstention du RN.

Ainsi, sans présager de ce qui peut se passer dans les prochaines heures et les prochains jours (tout est tellement rapide en politique), force est de constater qu'en l'état actuel des choses, le profil parfait recherché par Emmanuel Macron ressemble fort au mouton à cinq pattes. Et alors que l'entourage présidentiel évoque une nomination « *sous huitaine* », la crise politique issue de la dissolution semble partie pour durer bien plus longtemps. Le HuffPost 28 août 2024

Choix d'un Premier ministre: Faure et Tondelier ne reprendront pas les consultations avec Macron à l'Élysée - BFMTV 27 août 2024

"*Je refuse de me porter complice d'une parodie de démocratie*". Le patron du Parti socialiste, Olivier Faure, a confirmé ce mardi 27 août sur France 2 qu'il ne se rendra pas à l'Élysée pour les nouvelles consultations voulues ce même jour par Emmanuel Macron pour nommer le prochain locataire de Matignon. Tout comme la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier.

"*Il est garant des institutions, il n'est pas garant de sa propre stabilité. Il va falloir qu'il réalise qu'il est en train de semer le chaos*", a tancé Olivier Faure en brandissant la menace d'une motion de censure. (Que fait Faure ici, il se pose en garant des institutions et de la stabilité du régime en place. - JC)

Dans un communiqué publié ce lundi, Emmanuel Macron a tendu la main au PS, au PCF et aux Écologistes, cherchant à les dissocier de La France insoumise. Ces partis "*n'ont à ce stade pas proposé de chemin pour coopérer avec les autres forces politiques. Il leur appartient de le faire*", a-t-il écrit.

Outre la gauche unie dans la coalition du Nouveau Front populaire qui a annoncé ne pas reprendre les discussions à l'Élysée ce mardi, d'autres n'ont pas été invités par le président. Il s'agit de l'extrême droite, représentée par le Rassemblement national et Éric Ciotti et de La France insoumise. BFMTV 27 août 2024

Comme quoi la dictature du prolétariat est légitime.

Gérald Darmanin: "*Le gouvernement du NFP n'a aucune chance de prospérer plus d'une journée*" - BFMTV 27 août 2024

À l'Élysée, le RN d'accord avec la Macronie et LR pour faire barrage au NFP - Le HuffPost 26 août 2024

Il y a au moins quelque chose qui unit le Rassemblement national, une bonne partie du bloc central et Les Républicains : le refus de laisser le Nouveau Front populaire gouverner le pays. Invités ce lundi 26 août à l'Élysée pour discuter de la suite avec Emmanuel Macron, Jordan Bardella et Marine Le Pen ont fait savoir à l'issue de l'entretien que le parti d'extrême droite censurerait un gouvernement qui serait dirigé par Lucie Castets. Et qu'importe si celui-ci compterait, ou non, des insoumis. Le HuffPost 26 août 2024

Elle est conne ou elle le fait exprès ?

Marine Tondelier s'étonne du silence de la Macronie après la concession de Jean-Luc Mélenchon - Le HuffPost 25 août 2024

J-C - Réponse : Les deux, et elle s'en tape !

Face à la réaction sur toute la ligne, il ne reste qu'une solution : La révolution !

Avec ou sans LFI, pour François Bayrou c'est le programme du NFP qui est "*dangereux*" - BFMTV 26 août 2024

Le patron du Modem a refusé ce dimanche 25 août l'hypothèse d'un gouvernement appliquant le programme du Nouveau Front populaire, sans présence de La France insoumise au sein de l'exécutif, comme l'avait proposé Jean-Luc Mélenchon samedi.

"*C'est un programme dangereux pour le pays*", car il contient "*des choses extrêmement lourdes*" notamment en matière d'immigration et de dépenses publiques, a-t-il insisté, jugeant "*impossible*" de prendre des décisions communes sur ces sujets, comme sur la sécurité, le nucléaire ou l'Europe.

Même son de cloche du chef des députés Horizons, Laurent Marcangeli, qui affirme que le programme du NFP "*s'il était appliqué, provoquerait une crise*". Par conséquent "nous nous y opposerons avec tous les instruments que la Constitution nous offre", ce qui pourrait "*passer par le vote d'une motion de censure*", prévient-il dans un entretien au Figaro.

Au fond, pour les chefs du camp présidentiel - qu'Emmanuel Macron a reçu à l'Elysée vendredi - "*le sujet c'est autant les ministres LFI que l'application stricte d'un programme du NFP lui-même inspiré de LFI*", résume un proche du chef de l'Etat. BFMTV 26 août 2024

J-C – C'est l'abrogation de la Constitution de la Ve République qui est à l'ordre du jour pour les travailleurs, la liquidation de l'Etat des capitalistes, ses institutions.

Qu'est-ce que vous voulez que ça nous foute ? Il faut bien que le malheur des uns fasse le bonheur des autres.

Unicef : « *Inadmissible* »… Plus de 2.000 enfants dorment dans la rue en France - 20 Minute 29 août 2024

Au moins 2.043 enfants, dont 467 âgés de moins de 3 ans, sont restés dans la nuit du 20 août sans solution d'hébergement, un chiffre dramatiquement inédit en cette période de rentrée

« *Alarmant* », le chiffre de 2.000 est de surcroît largement sous-évalué, insistent Unicef France et la FAS - le baromètre ne prenant en effet pas en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats ou encore les mineurs non accompagnés. 20 Minute/AFP 29 août 2024

En voilà un pays où il fait bon vivre.

La France devient le 5e pays au monde à compter le plus de millionnaires.

Économie : la France compte toujours plus de millionnaires - France Info 11 juil. 2024

En 2023, la France a compté très exactement 2 868 031 millionnaires. C'est 47 000 personnes de plus qu'en 2022, soit une augmentation de 6,4 % sur un an.

Cette augmentation s'explique par l'envolée des places boursières qui ont lieu un peu partout sur la planète. Rien qu'en France, le CAC 40 a vu sa valeur prendre 17 % en un an. Une belle

performance qui a permis à la population millionnaire française de compter de nouveaux membres parmi cette dernière.

Alors que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne, Paris est devenu le berceau de l'élite mondial bancaire qui souhaitait quitter Londres. Un phénomène qu'explique Florence Carr, associée basée à Paris au bureau des services financiers d'EY : "*les institutions financières mondiales déplacent leur direction de haut niveau à Paris pour montrer aux régulateurs qu'ils les prennent au sérieux. C'est l'accumulation de plein de petites choses qui sont attrayantes comme un cadre haut de gamme qui ont donné à Paris un buzz plus grand que les autres endroits*".

Les mesures prisent par le gouvernement Macron ont très largement permis aux mieux lotis d'augmenter leur patrimoine, et cette grâce à la suppression de l'ISF ou encore de la flat-tax, en 2018.

Plus précisément les fortunes d'entreprises représentent 17,6% des millionnaires en France si l'on veut bien (avec les précautions méthodologiques de rigueur) comparer les classements effectués par UBS et Henley. Il apparaît donc que les « millionnaires » français d'UBS sont avant tout des millionnaires immobiliers dont la fortune provient de la hausse de ce marché spécifique.

La France compte seulement 605 centi-millionnaires recensés par Henley Global. En revanche, la France se distingue mieux s'agissant du nombre de milliardaires, puisqu'elle est 6ème, soit le même classement qu'en nombre de millionnaires d'entreprise. La France compte 58,8% d'entrepreneurs et capitaines d'industrie devenus milliardaires. La New Money (des self-made men/women) en France est donc bien plus importante que la old money s'agissant des fortunes des milliardaires. (Source : www.ifrap.org, Les Echos, et d'autres médias)

Ils ne sont pas millionnaires, mais les trois quarts ne sont pas pauvres.

Répartitions des salariés ETP par tranches de salaires dans les branches marchandes

1,00-1,09 Smic = 10,0%

1,10- 1,29 Smic = 17,2%

1,30-1,59 Smic = 22,3%

1,60-2,49 Smic = 32,3%

2,50-3,49 Smic = 10,4%

Supérieur à 3,5 Smic = 7,9%

En 2017, la France compte 29,5 millions de ménages. Plus d'un tiers sont constitués d'une seule personne, un tiers de deux personnes et à peine un tiers de trois personnes ou plus.

En 2021

Nombre de ménages fiscaux: 28 280 168

Nombre de personnes dans les ménages fiscaux : 62 595 318

Caractéristiques des salariés par versant de la fonction publique en 2022 - Traitement mensuel brut en euros à l'embauche (hors primes)

Catégorie A = 38,2% - 2486,00 €

Catégorie B = 21,8% - 1 790 €

Catégorie C = 39,0% - 1 717 €

Militaires = 5,5% - 1 801,74 €

En 2021, la moitié des personnels militaires perçoivent au plus 2 270 € nets par mois.

Source : https://www.insee.fr

J-C - Il ressort de ces données qu'environ les trois quarts des ménages français perçoivent deux revenus, ils ne peuvent pas être considérés comme pauvres, et parmi ceux qui vivent seuls, la moitié a un revenu supérieur au Smic. Ceci doit expliquer cela, vous voyez ce que je veux dire, ils se foutent du dernier quart qui vit dans la pauvreté ou la misère. Pourquoi ce régime pourri est-il si stable ? Vous avez en partie la réponse ici.

Ce facteur déterminant est systématique écarté dans les analyses de la situation sociale ou politique que font les dirigeants du mouvement ouvrier, ce qui explique pourquoi elles sont erronées et nous en sommes rendus là. Ne dites surtout pas que les masses sont corrompues ou se sont embourgeoisées, vous aurez le droit au même accueil qu'à l'hôpital sans masque ou injection génique expérimentale auprès des militants.

Ceci explique pourquoi elles sont non pas révolutionnaires mais réactionnaires à l'heure qu'il est, pourquoi la majorité d'entre elles ne souhaite pas un Premier ministre ou un gouvernement issu du NFP. Notez qu'elles y sont fortement encouragées par l'attitude de ses dirigeants, qui tiennent un double langage ou souhaitent cohabiter avec Macron, alors quitte à avoir un gouvernement compatible avec Macron autant avoir carrément un gouvernement de droite, avec ou sans Macron d'ailleurs, peu importe.

C'est logique somme toute, puisque le niveau de vie de la majorité a été relativement préservé sous tous les gouvernements de droite (incluant sous Hollande) qui se sont succédés depuis 1995, comme quoi la collaboration de classes présente des avantages diront les opportunistes.

En complément. Que demande le peuple !

Rentrée scolaire 2024 : Quelles sont les aides financières accordées aux étudiants de l'enseignement supérieur ? 20 Minutes 30 août 2024

Certes, faire des études coûte beaucoup moins cher en France que dans d'autres pays, comme les États-Unis où un cursus universitaire peut revenir à plusieurs centaines de milliers d'euros. Cela dit, de nombreux étudiants et alternants français ont du mal à boucler leurs fins de mois. Vous comptez parmi eux ? Pas de panique : l'État a prévu un certain nombre de dispositifs pour vous venir en aide.

Les aides au cursus

La bourse de l'enseignement supérieur : attribuée aux étudiants en prépa, BTS, IUT ou à l'Université de moins de 28 ans, selon les revenus du foyer fiscal et l'éloignement du lieu d'études entre autres critères.

L'aide au mérite : en complément de la bourse ci-dessus ou d'une autre allocation spécifique annuelle, attribuée aux étudiants qui ont eu la mention « *très bien* » au bac.

L'aide à la mobilité Parcoursup : réservée aux étudiants qui étaient boursiers en terminale et qui ont intégré une autre académie.

L'aide à la mobilité en master : destinée aux étudiants en master qui ont intégré une autre académie (plus d'infos ici).

L'aide à la mobilité internationale : la même chose, mais pour ceux qui partent étudier à l'étranger.

L'aide spécifique ponctuelle : pour les étudiants qui traversent des difficultés financières exceptionnelles (plusieurs demandes par an sont possibles).

Le prêt étudiant garanti par l'État : il s'agit d'un prêt qu'il faudra donc rembourser, réservé aux étudiants de moins de 28 ans et limité à 20.000 euros.

La bourse talents : pour les étudiants qui préparent un concours d'entrée dans la fonction publique.

Les communes, départements et régions accordent également des aides aux étudiants et alternants, mais cela varie d'un territoire à l'autre : renseignez-vous localement.

Enfin, si vous êtes apprenti et que vous avez moins de 18 ans, vous pouvez bénéficier de l'allocation de rentrée scolaire.

Les aides au logement

L'aide personnalisée au logement : attribuée selon un certain nombre de critères incluant les ressources du foyer fiscal et le montant du loyer.

L'aide mobili-jeune : réservée aux alternants de moins de 30 ans en fonction de leurs ressources et de leur logement.

La garantie visale : pour ceux qui n'ont personne pour se porter caution dans le cadre d'une location.

L'avance Loca-Pass : un prêt sans intérêts pour votre dépôt de garantie. 20 Minutes 30 août 2024

J-C – N'en jetez la cour est pleine ! Tout est fait pour que les jeunes ne se révoltent pas contre le régime, et vous remarquerez qu'ils n'ont pas eu besoin de descendre dans la rue par centaines de milliers pour obtenir toutes ces aides de l'Etat, comme il est généreux tout de même ! Ceci explique cela.

Faites tomber les masques.

Le dernier éditorial de La Tribune des travailleurs (PT) n'échappe pas à cette règle.

Dans la vraie vie par Daniel Gluckstein

Vous connaissez les trois singes qui symbolisent la sagesse en Asie ?

Macron, c'est les trois singes réunis en un seul homme, symboles ici de duplicité.

J-C - Pourquoi Macron devrait-il le voir ? Ne serait-il pas le président des banquiers ou des riches ?

Gluckstein - Le rejet massif de sa politique, exprimé dans les grandes luttes de classe de 2023 et dans les récentes élections ? Il ne le voit pas.

J-C - Pourquoi Macron devrait-il l'entendre ? Ne serait-il pas le président de BlackRock, Vanguard et Cie. ou Rothschild, Arnault, Bouygues and Co. ?

Gluckstein - La colère des patients privés de soins, des parents dont les enfants sont privés de prise en charge à l'école, des travailleurs victimes de licenciement ? Il ne l'entend pas.

J-C - Pourquoi, l'élection de Macron n'aurait-elle pas été le produit d'un « *coup de force* » ?

- Le Nouveau Front populaire (NFP) dénonce le « *coup de force de Macron* ». À juste titre.

J-C - Gluckstein ne manque jamais une occasion de témoigner publiquement, qu'ils partagent certaines analyses avec ses petits camarades du NFP, ce qui le relie à eux en somme, que voulez-vous, il a l'esprit de famille ! Contrairement à lui, lorsque j'ai un point d'accord avec eux ou avec n'importe qui du reste qui n'appartient pas à mon camp, je m'empresse de ne pas l'évoquer ou je ne les mentionne pas, car je ne suis pas là pour les épargner, redorer leur blason ou leur servir la soupe. Si on ne partage pas les mêmes réflexes, c'est sans doute parce que nos intentions divergent sur l'essentiel.

Sérieusement, qui peut croire un instant qu'une élection permettrait de réaliser les tâches ou les objectifs d'une révolution politique et sociale ?

Gluckstein - Il n'y a qu'une réponse au coup de force antidémocratique et anti-ouvrier : la mobilisation unie pour mettre dehors Macron et la Ve République, pour imposer l'élection d'une Assemblée constituante pour une nouvelle république, une république démocratique et un gouvernement de rupture pour la satisfaction des revendications.

J-C - C'est cette orientation politique qui a conduit à la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier. Au premier abord elle peut faire illusion, mais dès lors qu'on a à l'esprit la question des conditions à remplir pour réaliser ces tâches ou objectifs politiques, on s'aperçoit qu'elles n'y figurent pas, il est tout juste évoqué une hypothétique "mobilisation unie", qui surgirait comment, dirigée par qui, avec quel contenu politique, car on n'imagine pas un seul instant que les dirigeants corrompus qui en prendraient l'initiatives lui donneraient une orientation révolutionnaire, en admettant que cela puisse être le cas de certaines couches mobilisées des masses, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire pour les guider et entraîner le reste de la classe ouvrière au combat, les appareils traitres du mouvement ouvrier au lieu d'être submergés, aidés en cela par la

réaction et les médias déchaînés, contrôleraient cette mobilisation pour la diriger dans une impasse afin que ses éléments les plus déterminés soient férocement réprimés dans un bain de sang.

Cette orientation politique procède du non-dit. Comment cela ? Car lorsque l'auteur évoque une "*mobilisation unie*", en réalité il n'a qu'une idée en tête, le front unique PS-PCF et leurs satellites respectifs qu'il nous a servi avec ses semblables pendant un demi-siècle, avec les appareils vendus des syndicats ils sont tous tellement pourris, qu'il n'a pas osé les nommer, mais nous ne sommes pas dupes.

Question : Comment voudriez-vous que les travailleurs réalisent des tâches révolutionnaires, s'ils ignorent qu'est-ce qui est à l'origine de leur condition sociale, s'ils ont une perception complètement faussée de la situation politique et des intentions des différents acteurs qui la composent, s'ils n'ont pas commencé à se libérer des illusions qu'ils avaient dans le capitalisme, elles demeureront des proies faciles pour leurs représentants, et ils reporteront les illusions qu'ils avaient dans la Ve République dans cette hypothétique Assemblée Constituante qui n'en sera que le clone.

Au passage, vous aurez constaté que la question du rôle déterminant du parti pour mener à son terme une révolution avait été totalement occultée ici, autrement dit, elle serait vaincue. Pourquoi ? Parce que Gluckstein n'y croit pas, il n'y a jamais davantage cru que Pierre Lambert ou les dirigeants de ce courant politique. Alors à quoi sert-il ou à qui ? La réponse figurait dans le dernier paragraphe.

Gluckstein - La meilleure voie pour cela, c'est la lutte de classe directe par laquelle les travailleurs, dressant leurs revendications, se donnent les moyens d'en arracher eux-mêmes la satisfaction, sans attendre le « *feu vert* » venu d'en haut.

J-C - Alors que la question du pouvoir et de l'Etat est posée avec une acuité particulière depuis les dernières élections, tout ce que trouve à faire notre philosophe de fortune, c'est de ravaler la lutte de classe au niveau de revendications alimentaires, vous avouerez qu'il le fait exprès.

Notre tâche devrait être d'aider les masses à s'organiser et à élever leur niveau de conscience politique, car l'un sans l'autre ne servirait strictement à rien, c'est le constat qui s'impose de la lutte de classe du prolétariat depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Santé.

Forcément l'Union européenne ne peut que chercher à nuire à votre santé.

Un nouveau vaccin ARN messager autorisé en Europe - LePoint.fr 29 août 2024

Après les vaccins contre le Covid, l'Union européenne vient d'approuver un nouveau vaccin à base d'ARN messager (ARNm) contre un autre virus respiratoire : le virus respiratoire syncytial (VRS), principal responsable de la bronchiolite. C'est Moderna, un des laboratoires spécialistes de l'ARNm, qui l'a annoncé vendredi 23 août.

Son vaccin est pour l'instant réservé aux personnes de plus de 60 ans, chez qui une infection au VRS peut causer des complications parfois mortelles, dans l'attente de données complémentaires concernant d'autres populations fragiles.

Les vaccins ARN messager, une technique éprouvée

On ne change pas une méthode qui gagne. La technologie innovante de l'ARNm est définitivement sortie des laboratoires avec le déferlement du Covid sur le monde et a donné naissance à des vaccins très efficaces qui ont changé le visage de la pandémie.

J-C - Déni total et criminel au regard des centaines de milliers de morts et les millions d'effets secondaires graves enregistrés partout dans le monde causés par leurs injections géniques expérimentales. Ces monstres osent tout dorénavant en toute impunité. Le sadisme est en prime, lisez :

LePoint - L'avenir radieux de l'ARNm...

J-C - Vous devinerez pourquoi je vous ai épargné la suite de cet article !

Ce qu'il faut retenir pour combattre leur mystification.

C'est une maladie bénigne la plupart du temps, et il existe des traitements efficaces accessibles ou peu coûteux. Je n'invente rien, voilà ce que j'ai trouvé sur le Net en 2 minutes qui le prouve :

- Dans la majorité des cas, la bronchiolite guérit spontanément au bout de 5 à 10 jours mais la toux peut persister pendant 2 à 4 semaines. Une surveillance accrue du nourrisson en début de bronchiolite (les premières 48 à 72 heures) et des soins adaptés sont nécessaires.

- Sans complications, la bronchiolite guérit en 7 à 10 jours. Le traitement consiste essentiellement à traiter les symptômes : lavage du nez avec du sérum physiologique, kinésithérapie respiratoire pour aider l'enfant à expulser les sécrétions bronchiques par la bouche et, si nécessaire, apport supplémentaire d'oxygène.

- Quel est le meilleur traitement contre la bronchiolite ?

Il s'agit d'une injection d'un anticorps monoclonal, le Nirsevimab ou Beyfortus®, capable de neutraliser le VRS, le principal virus de la bronchiolite. Il protège les nouveau-nés et les nourrissons en quelques jours après l'injection et pendant au moins 5 mois.

- Cette étude comparait du salbutamol nébulisé à un aérosol administré sous une tente (air humidifié). Les résultats montraient que le salbutamol nébulisé était efficace pour soulager la détresse respiratoire dans la bronchiolite aiguë chez les jeunes enfants, contrairement au traitement par aérosol.

- Chaque hiver en France, environ 50 000 nourrissons consultent en urgence pour bronchiolite et 20 000 sont hospitalisés.(Source : Vidal)

J-C - ... sans entraîner de décès et sans vaccin, ce sont les autorités médicales qui le disent...

On n'apprend pas à de vieux singes à faire des grimaces.

Vers une pandémie mondiale de variole du singe ? « *Big Money* » *derrière la « fausse science* » - Quand le mensonge devient la vérité - Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 21 août 2024

« *Le [test] PCR est un processus. Cela ne vous dit pas que vous êtes malade*. »

–Dr. Kary Mullis, lauréat du prix Nobel et inventeur de la RT-PCR, est décédé en août 2019, quelques mois avant l'assaut de la crise du Covid. Voir la vidéo ci-dessous. Son héritage prévaudra.

« *… La totalité ou une grande partie de ces résultats positifs pourraient être dus à ce qu'on appelle des tests de faux positifs*. »

–Dr. Michael Yeadon, scientifique distingué, ancien vice-président et directeur scientifique de Pfizer

« *Cette mauvaise utilisation de la technique RT-PCR est appliquée comme une stratégie implacable et intentionnelle par certains gouvernements pour justifier des mesures excessives telles que la violation d'un grand nombre de droits constitutionnels, … sous prétexte d'une pandémie basée sur un certain nombre de tests RT-PCR positifs, et non sur un nombre réel de patients*. »

– Dr. Pascal Sacré, médecin belge spécialisé en anesthésie-réanimation et analyste de santé publique de renom.

Le 23 juillet 2022, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est prononcé contre le vote majoritaire du comité d'experts de l'OMS (9 contre 6 en faveur) : Le comité était CONTRE l'appel d'une urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC).

« *Nous sommes face à une épidémie qui s'est propagée rapidement dans le monde entier, par de nouveaux modes de transmission*. », a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'un point de presse à Genève samedi (23 juillet 2022).

« *J'ai décidé que l'épidémie mondiale d'orthopoxvirose simienne (variole du singe) constituait une urgence de santé publique de portée internationale*. »

Avec Bill Gates en arrière-plan, les preuves étaient rares, la motivation était « *Moneypox* ». L'objectif non avoué était de soutenir la campagne de peur.

Selon Bloomberg,

« *La déclaration de Tedros … souligne les divisions au sein de l'organisation sur la gravité de la menace. L'agent pathogène provoque généralement des symptômes pseudo-grippaux, suivis d'une éruption cutanée qui commence souvent sur le visage et se propage le long du ventre*. » (Bloomberg)

Le 23 juillet 2022, le Dr. Tedros était visiblement en conflit d'intérêts, allant à l'encontre d'un comité de médecins et de scientifiques. L'OMS est financée par la Fondation Gates. Et Bill Gates est au premier plan. Il préconise le scénario de la variole du singe depuis 2017.

Analyse de la variole du singe Bill Gates

Est-ce que le Dr Tedros a consulté son mentor Bill Gates avant de faire cette déclaration décisive de 99 % MSM (La transmission d'homme à homme)?

Vous trouverez ci-dessous un résumé des déclarations et initiatives de Bill Gates qui remontent à la Conférence de Munich 2017, qui ont contribué à la campagne de la peur.

Bill Gates est impliqué dans les questions de la variole du singe depuis plusieurs années. Lors de la Conférence sur la sécurité de Munich en 2017, il a prédit que :

« *La prochaine épidémie pourrait prendre naissance sur l'écran d'ordinateur d'un terroriste ayant l'intention d'utiliser le génie génétique pour créer une version synthétique du virus de la variole […] ou une souche super contagieuse et mortelle de la grippe.* » (Conférence sur la sécurité de Munich, février 2017, soulignement ajouté)

Et puis en décembre 2020, parrainé par Bill Gates et consorts, une simulation d'une pandémie de variole du singe a été envisagée par la Nuclear Threat Initiative (NTI), une organisation à but non lucratif fondée par l'ancien sénateur américain Sam Nunn et le philanthrope Ted Turner.

Quelques mois plus tard, une simulation de table [Table Top Simulation] d'un « *scénario d'exercice fictif* » d'une pandémie mondiale *« impliquant une souche inhabituelle de virus de la variole du singe »* a été présentée par la NTI lors de la Conférence de sécurité de Munich en mars 2021.

En novembre 2021, dans une interview télévisée avec Jeremy Hunt, Bill Gates a averti les gouvernements de se préparer à des attaques terroristes simultanées de variole dans 10 aéroports :

« *Vous dites, OK, et si un bioterroriste apportait la variole dans 10 aéroports ? Vous savez, comment le monde réagirait-il à cela ?* »

Ce qui est utilisé pour détecter le mpox (variole simienne), c'est le test de réaction en chaîne de la polymérase (PCR) qui a été mis en œuvre à partir de janvier 2020 pour « *détecter* » le virus Covid-19 (à savoir le SRAS-CoV-2). Ce même test PCR est maintenant utilisé pour détecter le virus de la variole du singe.

Le test PCR en temps réel n'identifie pas le virus, il détecte les séquences génétiques.

L'avis des CDC de juillet 2021 concernant les échecs du test RT-PCR se lit comme suit :

« *Les CDC fournissent cet avis préalable aux laboratoires cliniques pour qu'ils aient suffisamment de temps pour choisir et mettre en œuvre l'une des nombreuses alternatives autorisées par la FDA.*»

« Le CDC encourage les laboratoires à envisager l'adoption d'une méthode multiplexée qui peut faciliter la détection et la différenciation du SRAS-CoV-2 et de la grippe ».

À compter du 31 décembre 2021, les CDC ont retiré la demande de la FDA concernant la détection du SRAS-CoV-2.

L'inventeur du test PCR, le défunt lauréat du prix Nobel Dr. Kary Mullis, confirme les caractéristiques du test PCR :

« *La PCR est un processus. Cela ne vous dit pas que vous êtes malade.* »

Le « *Test* » PCR ne peut pas détecter l'identité du virus, ni détecter ses variants et sous-variants.

Détection du virus de la variole du singe

Et maintenant, les CDC ont examiné une procédure « *utilisée pour la détection de l'ADN du virus Monkeypox dans des échantillons cliniques par PCR en temps réel* » :

« *Ce test [RT-PCR] détecte l'ADN à des concentrations variables, fournissant un résultat qualitatif positif, négatif ou non concluant dans l'identification des infections par le virus de la variole singe.* » (CDC)

Il convient de noter que malgré le fait que les CDC et l'OMS ont remis en question la validité du test PCR, il est maintenant utilisé pour « *détecter l'agent pathogène de la variole du singe* ».

Si vous testez RT-PCR positif pour la variole du singe, il peut être classé par erreur comme un cas confirmé « *positif* » de Covid et vice versa.

Polyvalence du test RT-PCR ! Tout est possible.

Acteurs de la pandémie en République démocratique du Congo

Cepheid, une grande entreprise pharmaceutique soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates, a joué un rôle central dans la « *détection* » du virus de la variole du singe à l'aide du même test de réaction en chaîne de la polymérase (PCR) que dans le cas du Covid-19.

Le système GeneExpert de Cepheid a été appliqué en 2021 au traitement du test PCR pour les « *cas confirmés* » de Covid 19 dans 133 pays, classé sous « *Respiratoire* ».

« *Le test GeneXpert est essentiellement une version automatisée de l'amplification et de la détection standard de la PCR en temps réel (réaction en chaîne de la polymérase)* »

Cepheid applique maintenant la technologie GeneExpert System en RDC pour traiter le test PCR pour la détection des cas confirmés du virus présumé de la variole du singe, dans la catégorie :

TB. Virologie et maladies infectieuses émergentes. Le test PCR mpox est considéré comme spécifique en ce qui concerne les écouvillons : le matériau des lésions cutanées est l'échantillon recommandé.

Beaucoup d'argent derrière la « *fausse science* »

La société mère de Cepheid est Donaher Corp. Les principaux investisseurs de Donaher sont les sociétés du portefeuille (BlackRock, Vanguard, State Street, Wellington Management Group).

Bill Gates, en tant qu'investisseur, joue un rôle important dans Donaher. (Gates Foundation Holdings)

Dans la présentation du Dr Tedros (14 août 2024), l'OMS confirme qu'elle a alloué 15 millions de dollars « pour soutenir les activités de surveillance, de préparation et d'intervention », qui seront en grande partie menées par Cepheid (PCR GeneExpert Technology).

« *Selon les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis, « les personnes atteintes de mpox ont souvent une éruption cutanée qui peut être située sur [les] mains, les pieds, la poitrine, le visage ou la bouche ou près des organes génitaux* ».

L'éruption cutanée peut passer par différents stades et peut ressembler à des boutons ou à des ampoules, a déclaré le CDC.

D'autres symptômes peuvent inclure de la fièvre, des maux de tête, des frissons, une faiblesse physique, un gonflement des ganglions lymphatiques, des douleurs musculaires ou dorsales et/ou des symptômes respiratoires, selon les autorités sanitaires européennes et américaines.

Un rapport de situation de l'OMS plus tôt cette semaine a déclaré que le symptôme le plus fréquemment signalé est une éruption cutanée, suivie d'une fièvre et d'une éruption cutanée systémique ou génitale.

Le virus peut se propager par contact direct avec des animaux sauvages infectés ou par contact étroit avec une personne infectée, y compris le contact sexuel, qui est la forme de transmission la plus fréquemment signalée à l'échelle mondiale. (EuroNews)

Les contradictions dans les données pour la RDC, sans parler de l'utilisation du test PCR sous les auspices de Cepheid appliquée à Monkeypox TB. La virologie et les maladies infectieuses émergentes conduisent de manière indélébile à des résultats incompréhensibles.

Il pourrait s'agir de cas de mpox ou de « *quelque chose d'autre* », y compris la grippe ou la corona A, B ; sans parler du SRAS-CoV-2.

En l'absence d'un diagnostic médical par un professionnel de la santé, ces « *cas confirmés* » de mpox sont invalides.

Selon un récent rapport d'EuroNews, la propagation du virus du clade II :

« *a été motivé par le contact sexuel principalement entre les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, tandis que clade I a été documenté pour la première fois comme étant la dernière propagation sexuelle* »

Pourtant, un examen des données officielles de la RDC réfute le récit des HSM. Il indique que la plupart des soi-disant « **cas positifs** » PCR (MPXV) sont des enfants (données pour 2024). Voir le tableau 1 ci-dessous.

Les enfants continuent de représenter le groupe d'âge le plus touché (tableau 1) ; sur les 7 851 cas de pox signalés, 39 % ont été signalés chez des enfants de moins de 5 ans (n=3 090),

- Le pourcentage d'enfants de moins de 15 ans est de 67 %.

- Pour tous les groupes d'âge (Figure 3 ci-dessous), hommes 59 %, femmes 41 %.

https://www.mondialisation.ca/vers-une-pandemie-mondiale-de-variole-du-singes-beaucoup-dargent-derriere-la-fausse-science/5691601?doing_wp_cron=1724632755.7539479732513427734375

Vidéos.

Variole du singe : tout ce que vous devriez savoir – maladie, traitement, politique sanitaire expliqués par le Pr Martin Zizi - France-Soir 23 août 2024

https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/variole-du-singe-tout-ce-que-vous-devriez-savoir-maladie-traitement

"*La variole du singe est un faux problème*" Dr Martin Zizi (première partie) - 07 juin 2022

https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/la-variole-du-singe-est-un-faux-probleme-dr-martin-zizi

Pour l'OMS, la variole du singe "*n'est pas une maladie dont le grand public devrait s'inquiéter*" - 28 mai 2022

https://edition.francesoir.fr/politique-monde/pour-l-oms-la-variole-du-singe-n-est-pas-une-maladie-dont-le-grand-public-devrait-s

Le Mpox est une maladie bénigne, peu contagieuse et facilement évitable.

L'AFP essaie de nous effrayer en insistant sur la contamination des enfants et avançant un taux de mortalité estimé à 3,6% sans souligner que ce taux n'a été observé qu'en Afrique dans des pays en guerre qui manquent cruellement d'hôpitaux, de soignants, de médicaments, de nourriture, et que la majorité des morts souffraient aussi du sida.

En Occident, c'est une maladie bénigne. En Europe et aux USA, lors de l'épidémie de 2022, sur plus de 18 500 cas, aucune complication mortelle n'a été signalée. En France, aucun des plus de 5000 malades recensés au 27 avril 2023 n'est décédé. Cette bénignité contredit totalement l'image de nouvelle peste que l'OMS et les médias tentent d'imposer.

https://docteur.nicoledelepine.fr/alerte-moderna-cherche-cobayes-pour-un-pseudo-vaccin-a-arn-anti-mpox-anti-variole-du-singe/

J-C - Ces sadiques peuvent d'autant plus récidiver, sachant que parmi les acteurs politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite qui avaient participé à la mystification précédente, pratiquement aucun n'avait avoué avoir collaboré à une escroquerie de nature politique, ce qui signifie qu'ils sont prêts à recommencer.

Lu.

- Pour faire peur, l'OMS annonce une mortalité de 3,7%, alors que ses propres chiffres, consultables ici, sont de 208 morts pour 99 176 cas depuis janvier 2022, soit 0,2%, 20 fois moins (et 0,4 % pour 2024). Mensonges repris par la presse qui ne vérifie pas.

Par ailleurs que certains journaux parlent de 500 décès depuis le début de l'année au Congo (Libération), d'autres de 5 décès (World Council of Health). Pas sérieux toutes ces informations ! 90 % mentent, lequel a raison ?

Enfin pour vous tranquilliser, un point important que ne nous rappellent pas nos autorités : la variole du singe ne se transmet pratiquement que par voie sexuelle ou sanguine (95 % des cas), comme le HIV.

Alors au lieu de parler de vaccins, parlons sérieusement : pour ceux qui ont des pratiques particulières, « *sortez couverts* », et pour les autres, oubliez, vous vous mettez bien plus en danger en traversant la route.

Maintenant ça, c'était avant. Depuis cette folie des gains de fonction, avec le NIH (National Institutes of Health) qui finance le Dr Bernard Moss, spécialiste du monkeypox au NIAID (National Institute of Allergy and Infectious Diseases) de Fauci. Il évoquait la possibilité de doter le virus clade 2 des gènes de son parent plus mortel clade 1, après que d'autres chercheurs ont réussi à reconstituer le virus de la variole qui avait disparu, tout est possible. Plus méchant, plus contagieux, telle est leur devise. On l'a vu avec le Sars-Cov-2, combien d'autres virus dans ce cas nous ont-ils faits ?

L'Afrique du Sud se rebiffe contre l'OMS!

Johannesburg, Afrique du Sud – 18 août 2024, communiqué de presse :

https://www.aimsib.org/2024/08/25/le-delire-du-monkeypox-pour-bien-vous-desservir/

Que se passe-t-il réellement avec Mpox ?

https://fr.brownstone.org/des-articles/que-se-passe-t-il-r%C3%A9ellement-avec-mpox/

L'auteur de l'article :

David Bell, chercheur principal au Brownstone Institute, est médecin en santé publique et consultant en biotechnologie en santé mondiale. Il est un ancien médecin et scientifique à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), chef de programme pour le paludisme et les maladies fébriles à la Fondation pour de nouveaux diagnostics innovants (FIND) à Genève, en Suisse, et directeur des technologies de la santé mondiale chez Intellectual Ventures Global Good Fonds à Bellevue, WA, États-Unis.

Les Africains cobayes des trusts pharmaceutiques criminels.

J-C - Quand le directeur régional des urgences sanitaires de l'OMS en Afrique déclare que « *le vaccin n'a pas eu une période suffisamment longue qui permet d'assurer sa complète innocuité à long terme* », il avoue à demi-mot que les Africains servent de cobaye aux trusts mafieux pharmaceutiques.

Notez qu'ils tiennent absolument à vacciner la population. Pourquoi, alors qu'il s'agit d'une maladie bénigne et qu'il existe des traitements efficaces, sinon que leurs intentions sont inavouables ou destinées à nuire à sa santé.

Mpox : le Nigeria devient le premier pays africain à recevoir une livraison de vaccins - RT 29 août 2024

À la date du 10 août, le Nigeria recensait plus de 786 cas suspects, dont 39 confirmés et aucun décès enregistré.

«*Chaque pays a son organisme de réglementation lorsqu'il s'agit d'introduction de vaccins et ça prend du temps. Il y a aussi l'obstacle des assurances. Quand le vaccin n'a pas eu une période suffisamment longue qui permet d'assurer sa complète innocuité à long terme, les assurances deviennent beaucoup plus chères*», a souligné Salam Gueye, directeur régional des urgences sanitaires de l'OMS en Afrique, expliquant que les livraisons rencontraient des problèmes juridiques et logistiques.

Parole d'internaute.

- C. de l'inutilité de la vaccination antivariolique (« *Le Procès de Vaccinations Obligatoires Aspects Médical, Juridique et Moral* », Édité par les Auteurs p. 44 à 46), ouvrage que l'on trouve encore assez facilement d'occasion, sur Amazon, Rakuten…

D'un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé, il ressort que la mortalité la plus importante par variole, de 1933 à 1952, a touché les pays « *où la vaccination est obligatoire et la plus fréquemment* pratiquée » : Portugal : 2371 morts (double vaccination obligatoire) ; Italie : 310 morts (double vaccination obligatoire) ; France : 99 morts (triple vaccination obligatoire). Cela confirme nos observations précédentes : le vaccin antivariolique sensibilise ou crée la maladie depuis l'ébauche jusqu'à la maladie caractérisée.

Quant à la mortalité plus faible, selon le même rapport, « *elle concerne les pays où l'on ne vaccina pas* », du peu moins très peu ! Il en est ainsi de la Suisse : 0 mort (liberté vaccinale totale dans 17 cantons sur 20), de la Hollande : 5 morts (liberté totale de 1928 à 1940, clause de conscience depuis 1940 (19).

La Grande-Bretagne a établi la liberté totale depuis 1948, après avoir maintenu la clause de conscience depuis 1898 (56 morts en Angleterre, 99 en France pour la même période 1933 à 1952).

« *En Angleterre et au Pays de Galles, au cours des 22 années qui se terminèrent en décembre 1953(20), 2 enfants seulement (au-dessous de 5 ans) moururent de la variole, mais 100 de la vaccination. De 1938 à 1942, 20 morts d'enfants au-dessous de 5 ans furent attribués à la*

vaccination et aucune à la variole. » (Réponse du ministre britannique de la Santé les 13-7-1938 ; 23-10-1941 ; 11-11-1943 ; 24-12-1946 ; 23-9-1948 ; 11-4-1949 ; 9-12-1953 ; 5-7-1954, d'après The Vaccination Inquirer and Health Review.

Un rapport instructif peut ainsi être établi entre le nombre de morts par vaccination et le nombre de morts par la maladie que l'on veut prévenir. De ce rapport résulte que le plus meurtrier en matière de variole n'est pas la maladie, mais la vaccination. Le faible taux de mortalité par variole ne peut être mis sur le compte d'une vaccination systématique étendue puisque justement, en vertu de la clause de conscience, on vaccine très peu en Angleterre.

D'un communiqué de la « *National antivaccination League* », il ressort que le nombre moyen annuel de décès par variole en Angleterre a été d'autant plus élevé que la vaccination y a été plus largement répandue. De 1868 à 1897, alors que la vaccination était obligatoire : 2627 morts ; de 1898 à 1906 (clause de conscience plus ou moins appliquée) : 524 morts ; de 1907 à 1948 (clause de conscience pleinement appliquée) : 12 morts ; de 1949 à 1953 (liberté totale) : 3 morts(21).

Comme le fait remarquer la Ligue britannique contre les vaccinations, « *nous sommes un pays pratiquement non vacciné et exempt de variole. Il est ridicule de dire que la vaccination a arrêté la variole devant ces chiffres officiels* ». Nous sommes, en effet, bien loin des 70 à 80 % de sujets vaccinés qui seraient nécessaires pour assurer une protection efficace.

(19) La clause de conscience dispense de la vaccination ceux qui la refusent aussi bien pour eux-mêmes que pour leur famille.

(20) Période pendant laquelle la clause de conscience fut appliquée.

(21) In « *Vaccination ou Santé* », N° 16, septembre 1956, p. III

Parole d'internaute

- Pourtant, le Pr. Perronne continue à affirmer que le vaccin nous a sauvés de la variole…

Le Pr Perronne sur Mpox : Vaccin, Passeport vaccinal mondial, Transmission, PCR...

https://www.youtube.com/watch?v=nPZLU0L6x7Q

- Et oui, même de grands professeurs peuvent raconter des âneries (au sens de répéter des propos que l'on n'a pas vérifié).

Si les épidémies de variole se produisaient ici et là dans le monde, comme des épisodes de peste, de choléra, elles n'ont pas laissé traces historiques de « *pandémies* » (extrapolation sémantique synonyme de grand fléau).

Y-aurait-il eu une seule pandémie planétaire dans l'histoire de l'humanité ?… sans qu'elle aurait laissé de traces dans les mémoires, au moins des derniers millénaires ! J'ai cherché, je n'ai rien trouvé !

Ce cher Pr Perronne attribue à Edward Jenner la découverte salutaire, « *providentielle* (?) » de la « *vaccine* », une variante des variolisations qui étaient pratiquées depuis plusieurs décennies avant lui, la première inoculation de masse sur 247 personnes ayant été faite à Boston en 1721 sur la base d'une méthode pour le moins empirique colportée par un jeune esclave africain… (c'était la grande époque des traites négrières… le commerce du « *bois d'ébène* » battait son plein pour coloniser).

Une opération « *successful* » ! 242 contaminés « *had a perfect small-pox by inoculation* » , 6 morts « *suspected to have died of inoculation* »… qui fera l'objet d'une publication par ce médecin inoculateur :

Historical Account of the Small-Pox Inoculated in New England par Zabdiel Boylston,

« *An historical account of the small-pox inoculated in New-England, upon all sorts of persons, whites, blacks, and of all ages and constitutions : with some account of the nature of the infection in the natural and inoculated way, and their different effects on human bodies ; with some short directions to the unexperienced in this method of practice ; humbly dedicated to Her Royal Highness the Princess of Wales (1726)* »

https://www.agoravox.fr/commentaire4148034

La méthode de Jenner était tout aussi empirique, sans aucune base scientifique. A-t-elle laissé prospérer dans les esprits l'idée d'agents pathogènes zoonotiques qui pourraient être source d'épidémies ? De small-pox, on passait à cow-pox, pour arriver aujourd'hui à monkey-pox ! Et autres grippes aviaires sans justifications historiques…

- Pas facile de rétropédaler après une telle carrière, un tel endoctrinement universitaire que reçoivent toutes les petites têtes blondes qui s'aventurent dans le monde médical, qui rentrent en religion sur certains sujets devrait-on dire.

Pas facile de virer sa cuti… après un tel engagement professionnel, après tant d'années à avoir professé sa « *foi* »… dans la vaccination magique, et en Jenner son prophète improbable !

- Pour citer quelques sources historiques très probablement inconnues de Christian Perronne et de bien d'autres :

Vaccination

Proved Useless & Dangerous

From forty-five years of registration statistics

Alfred R. Wallace? Ll.d. 1889

Part I.

Small-pox Mortality and Vaccination (page 3 à 26)

Part II.

Comparative Mortality of Vaccinated and the Unvaccinated. (page 27 à 40)

Appendix (41 à 43)

Lien PDF : https://ia801605.us.archive.org/12/items/b2136140x/b2136140x.pdf

Guy Boulliane lui consacre un article d'introduction, et une traduction en français, dont je n'ai pas vérifié si elle était complète.

Alfred Russel Wallace : Quarante-cinq ans de statistiques d'enregistrement, prouvant que la vaccination est à la fois inutile et dangereuse (1885)

Partie I. Mortalité et vaccination contre la variole.

La vaccination n'a pas diminué la variole.

La variole n'a pas été atténuée par la vaccination.

La variole dans l'armée et la marine.

La vaccination elle-même est une cause de maladie et de décès.

Décès annuels en Angleterre par million de vie.

Partie II. Mortalité comparée des vaccinés et des non vaccinés.

Nos statistiques hospitalières donnent nécessairement de faux résultats.

Conclusion de la preuve.

Source :

https://guyboulianne.com/2021/03/08/alfred-russel-wallace-quarante-cinq-ans-de-statistiques-denregistrement-prouvant-que-la-vaccination-est-a-la-fois-inutile-et-dangereuse/

- Pas sûr que des auditeurs fassent la différence entre mortalité et létalité.

Christian Perronne affirme aussi que la variole avait un taux de mortalité de 30% (létalité). En fait ce fut le taux de létalité observé au cours des dernières années de la campagne d'éradication qui a été retenu, ce qui est assez compréhensible.

Cependant, et c'est ce que je tente d'expliquer à travers mes articles sur le sujet, la vaccination des contacts ayant eu pour effet d'aggraver la maladie, la mortalité de la variole s'est ainsi trouvée accrue.

L'historien de la médecine Pierre Darmon rapporte dans son livre « la longue traque de la variole » une statistique française du 18è siècle qu'il considère comme fiable et qui donne un taux de 10%. Les données incluaient tous les âges alors que la variole était reconnue plus mortelle chez les enfants et les personnes âgées.

Au cours de l'épidémie d'importation de Vannes en 1954-55 la létalité fut de 20% alors que la vaccination de contacts fut aussi pratiquée, en particulier sur Guy Grosse qui dirigeait la lutte contre l'épidémie et qui mourut de la forme hémorragique. Il y eut aussi des infirmières.

Si c'est l'Agence française du médicament (ANSM) et l'Assurance maladie qui l'affirment, il est urgent de ne pas croire ces malfaisants.

J-C – Il faut avoir à l'esprit qu'ils ont menti sur tout.

Vaccins ARN anti-Covid : Malgré les craintes initiales, peu de myocardites relevées - 20 Minutes 27 août 2024

On sait en effet que les vaccins de Moderna et, dans une moindre mesure, de Pfizer/BioNTech provoquent, dans de rares cas, des inflammations du muscle cardiaque, qualifiées de myocardites. Ces troubles, qui concernent quelques centaines de personnes pour des dizaines de millions de vaccins administrés, ont très largement été exagérés par les mouvements antivaccins, mais ils sont bien réels. Ils touchent le plus souvent de jeunes hommes, ce qui explique que les autorités sanitaires de plusieurs pays, comme la France, déconseillent le vaccin Moderna aux moins de 30 ans.

On manquait toutefois de recul pour évaluer les conséquences à long terme de ces problèmes cardiaques. C'est l'objectif de l'étude publiée dans le Jama et réalisée par le groupement Epi-Phare, une structure commune entre l'Agence française du médicament (ANSM) et l'Assurance maladie. Les chercheurs ont regardé comment avaient évolué les près de 5.000 myocardites ayant donné lieu à une hospitalisation en France entre fin 2020 et mi-2022.

Seule une minorité de ces cas – environ 550 – étaient liés à la vaccination. D'autres – environ 300 – sont associés au Covid lui-même, qui peut aussi favoriser des troubles cardiaques. Le reste, qualifié de « *classique* », n'est attribué ni à l'une ni à l'autre et constitue donc la majorité des cas.

Avec un recul d'un an et demi, « *les patients atteints de myocardite post-vaccination Covid à ARN messager, contrairement à ceux atteints de myocardite post-Covid, ont moins souvent enregistré des complications cardiovasculaires que ceux atteints de myocardites classique*s », conclut l'étude. Selon les critères plus ou moins larges employés, ces complications ont concerné entre 6 % et 13 % des myocardites liées à la vaccination, contre 12 % à 25 % pour celles liées au Covid et celles dites classiques. 20 Minutes avec AFP 27 août 2024

Tiens, le docteur Maudrux est revenu de sa torpeur, mais lui non plus ne s'est pas arrangé pour autant, dommage.

J-C – Le courageux docteur Maudrux avait disparu des radars (délaissé son blog du jour au lendemain) quand il fut inquiété par le Conseil de l'Ordre des médecins, j'ai oublié la date.

Excès de mortalité post covid. Quelles causes ? - covid-factuel.fr 23 juillet 2024

Il répondait au commentaire suivant posté par un lecteur :

- Bonjour, donc si j'ai bien compris, "*l'élite politique*" a empoisonné son propre peuple? Mais dans quel but?

Gérard Maudrux - 24 juillet 2024 :

C'est pour cela que je n'ai personnellement jamais pensé à un complot, une intention. Des erreurs monumentales, une éthique déplorable dans la recherche, et une gestion débile du problème, par une "*élite*" qui n'a rien d'élite. Faillite de la "*gestion collective*", et nécessité de revenir à une gestion individuelle. Tout le monde peut se tromper, avoir tort, mais quand on décide pour les autres, cela peut être dramatique et pas acceptable.

J-C – Il fait partie de ces élites qui ne pensent que ce qui les arrange. Leur limite ou point de rupture, c'est le régime en place qui doit demeurer intouchable. Ils lui doivent tout, leur statut privilégié, leur enrichissement sur le dos de leurs patients, leur mode de vie très confortable, alors pour rester en bons termes avec ses représentants, ils sont prêts à lui faire des concessions importantes ou à se compromettre gravement, ce qui malheureusement discréditera le reste de leur discours qui peut être correct auprès de nombreuses personnes, dommage.

Parfois ils sont carrément idiots, c'est arrivé plus d'une fois aux Pr. Raoult et Perronne, et des fois c'était tellement flagrant qu'ils finissaient par en convenir eux-mêmes sans doute par crainte de se ridiculiser. Trop tard, car cela avait mis en lumière que leur manière de percevoir la réalité présentait de graves lacunes ou qu'il ne fallait surtout pas les croire sur parole, surtout dès qu'ils sortaient de leur domaine de prédilection.

Ces gens-là se servent volontiers de la dialectique matérialiste dans leurs travaux, parce qu'elle est efficace, mais pas au-delà, autrement dit, ils n'ont pas conscience que tout le reste est régi par les mêmes lois générales ou la même logique, ils en sont restés au mode de penser métaphysique qu'on leur avait enseigné à l'école et à l'université, ce qui explique pourquoi ils sont bourrés de préjugés et de contradictions, et ils ont si peu évolué.

Sur la vaccination, pas besoin d'avoir fait de longues études de médecine pour analyser ou tout simplement lire la signification de la courbe d'une épidémie virale sur un siècle, avant et après l'apparition de médicaments ou de vaccins.

On s'aperçoit au premier coup d'œil que cette courbe forme une cloche avec une phase ascendante précédent une phase descendante jusqu'à extinction de l'épidémie, et que les médicaments ou vaccins apparurent lorsque la phase descendante était entamée depuis plusieurs années déjà ou lorsque le virus avait perdu de sa force, il était devenu moins létal ou mortel, et il arrivait qu'une nouvelle flambée épidémique se manifeste simultanément ou peu de temps après une campagne massive de vaccination, avant de disparaître totalement.

Alors comment expliquer que certains virus continuent de se manifester comme celui de la grippe ? Parce qu'en réalité tous ces virus ne disparaissent jamais. Etonnant n'est-ce pas, comment cela est-ce possible ? Car à proprement parler ils ne sont pas la cause des maladies qu'on leur attribue, ils font partie de notre patrimoine biologique avec des milliers d'autres virus qu'on ne connaît pas ou dont on ignore encore les fonctions, au même titre que les bactéries ou microbes qui pullulent en centaines de milliards dans notre corps et contribuent à nous maintenir en bonne santé. Plus incroyable ou fou encore, bien des médicaments, vaccins ou traitements qui vous sont prescrits vont détruire ces virus ou bactéries, autrement dit, ce sont ces remèdes qui vont fragiliser votre immunité au point de vous rendre réellement malade. Cela s'explique facilement : les virus et les bactéries

sont en libre-service ou accessibles gratuitement, alors que leurs potions sont payantes et les enrichissent.

Chaque fois que je ne me sens pas bien, que j'ai un peu de fièvre, je ne cours pas chez le médecin ou à l'hôpital, je prends du repos, j'essaie de ne penser à rien de désagréable, je bois beaucoup d'eau et je mange très peu en sautant des repas pendant 1, 2 ou quelques jours et je suis rétablis. Parfois cela peut prendre beaucoup plus de temps. L'année dernière il m'a fallu 7 mois pour rétablir mon microbiome intestinal sans prendre aucun traitement, durant cette longue période j'ai enduré une diarrhée combinée à une fatigue chronique, je me suis soigné en arrêtant pratiquement de fumer et en diversifiant mon alimentation, sans perte de poids à mon grand dam !

Le corps humain est une création de la nature à la fois merveilleuse et fragile. Il faut bien se dire qu'en dehors de conditions désavantageuses héritées de notre conception ou liées à notre naissance, quand nous tombons malade ou que nous ne parvenons pas à nous soigner, c'est notre comportement qui en est à l'origine et personne ou rien d'autre, sans épargner la société quand son fonctionnement est particulièrement nuisible à la santé des hommes.

Je ne vais pas vous ennuyer avec cela, je viens de découvrir qu'il existait un lien entre le microbiome intestinal et le microbiome respiratoire, avant-hier j'ai passé plusieurs heures passionnantes à lire des articles et à apprendre un tas de trucs à ce sujet. J'ai été stupéfait d'apprendre que le scientifiques venaient à peine de découvrir l'existence du microbiome respiratoire, aux alentours de 2010, sans doute plus tôt, en réalité, ils avaient dû le négliger et ils ne voulaient pas l'avouer, ces gens-là sont rarement modestes, n'est-ce pas ? Des difficultés respiratoires peuvent provenir du mauvais état des intestins, de fait on savait déjà que certains aliments étaient déconseillés en cas d'insuffisance respiratoire, le sel ou les fritures par exemple, j'ai eu l'occasion de le tester et de le constater. Ayez une alimentation saine, et vous resterez longtemps en bonne santé. A condition toutefois de ne pas détester la Terre entière ! Les lâches chient dans leur froc, les psychorigides sont constipés, deux états à éviter ! La consultation était gratuite, à suivre une autre fois peut-être.

Dans un autre commentaire :

Dr. Maudrux - 550 myocardites sur 5 000 ont été attribuées aux vaccins. Comme il y a 80 % de vaccinés, 4 000 myocardites sont survenues chez des vaccinés (en 18 mois, sans compter après). Conclusion : 3 450 myocardites chez les vaccinés n'ont pas été retenues. Pourquoi ?

Il y a différentes manières de voir les chiffres, faciles à tourner dans le sens que l'on veut. Cela montre aussi ce qu'on savait, moins de 10 % des EI sont déclarés, en cherchant bien comme ici, on les trouve, mais comme ils n'ont pas été déclarés, ce ne sont pas des EI.

J-C - Effectivement, il faut ajouter que, puisqu'ils ont interdit les autopsies des dizaines de milliers de personnes vaccinées soi-disant décédées du Covid, on ignore de quoi elles sont réellement décédées.

On sait aussi que les certificats de décès ont été trafiqués, même celui de ma mère morte à l'hôpital le 3 mars 2021. Elle avait été hospitalisée un mois plus tôt pour insuffisance respiratoire, elle avait 82 ans. Comme elle avait été en contact avec des malades étiquetés Covid, ils ont mentionné sur son certificat de décès qu'elle était décédée de cette maladie, c'est ma sœur cadette qui me l'a raconté.

Ils n'ont pas retenu non plus tous ceux qui sont morts de myocardies hors hospitalisation.

En complément, des infos ici sur variole du singe :

Tout sur la variole du singe : bis repetita - 17 août 2024

https://www.covid-factuel.fr/2024/08/17/tout-sur-la-variole-du-singe-bis-repetita/

Totalitarisme. Ces agents d'extrême gauche.

Lutte ouvrière

Mpox : le capitalisme propage l'épidémie - 21 août 2024

https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/mpox-capitalisme-propage-lepidemie-177380.html

Extraits.

- L'OMS a déclaré l'épidémie de Mpox « *urgence sanitaire mondiale* » mercredi 14 août...

J-C – Ils passeront sous silence dans quelles conditions, ils reproduisent le discours frauduleux du président de l'OMS et en deviennent les complices.

- En maintenant une grande partie de la planète dans le sous-développement, le système capitaliste empêche de lutter efficacement contre les épidémies qui, elles, ne connaissent pas de frontières.

J-C - Lors de l'épisode de la mystification au convid-19 entre 2020 et 2022, LO s'était déjà illustrée en déplorant que les Africains ne puissent pas se faire piquouser avec la saloperie à ARN messager, ils récidivent, ils sont irrécupérables !

World Socialist Web Site

Les Jeux olympiques de Paris : événement de propagation majeure du COVID-19 - wsws.org 30 juillet 2024

J-C – Ils décrochent la palme du populisme !

L'autre épidémie d'opportunisme qui ravage l'extrême gauche.

NPA

Contre la république autoritaire de Macron, faisons Front populaire ! - 16 juillet 2024

https://npa-lanticapitaliste.org/actualite/politique/contre-la-republique-autoritaire-de-macron-faisons-front-populaire

J-C - Vous aurez compris que le NPA était compatible avec le PS, donc avec Macron.

- il est urgent d'en finir avec cette république autoritaire et de se mobiliser pour imposer le programme du Nouveau Front populaire.

- il faut engager une nouvelle mobilisation générale de toutes les forces politiques, syndicales, associatives, qui ont porté la campagne du Nouveau Front populaire.

- pour peser sur l'application des mesures du programme dans un contexte où le Nouveau Front populaire est minoritaire au Parlement.

J-C - "*En finir avec cette république autoritaire*" ne figurant manifestement pas au "*programme du Nouveau Front populaire*", le NPA appelle à se mobiliser pour sauver les institutions de la Ve République CQFD.

Ceux qui appellent à manifester le 7 septembre ont adopté la même orientation.

Venezuela.

Les mensonges de la presse sur l'élection présidentielle vénézuélienne - Réseau Voltaire 27 août 2024

L'élection présidentielle au Venezuela a été une occasion de plus pour les Occidentaux de déstabiliser ce pays. La presse internationale a présenté consciemment une version totalement fausse des évènements afin de discréditer le président Nicolás Maduro et de soutenir son principal challenger, Edmundo González.

Par Thierry Meyssan

La réélection contestée du président Nicolás Maduro n'a pas grand rapport avec le résultat sorti des urnes. En réalité, les straussiens (c'est-à-dire les disciples de Leo Strauss dont la pensée a été popularisée par les journalistes néoconservateurs [1]) considéraient, dès leur arrivée au pouvoir aux États-Unis, le 11 septembre 2001, que le président du Venezuela de l'époque, Hugo Chávez, devait être abattu. Depuis cette date, le Venezuela affronte des tentatives de coups d'État militaires et de révolutions colorées.

L'actuel président, Nicolás Maduro, s'inscrit dans la ligne politique d'Hugo Chávez, même s'il n'en a pas la carrure. En 2019, le secrétaire d'État du président Trump, Mike Pompeo, a chargé le straussien Elliott Abrams de renverser le président Maduro.

Elliott Abrams, qui avait déjà participé aux massacres au Guatemala dans les années 80, puis à l'affaire Iran-Contras (pour laquelle il fut condamné aux États-Unis [2]) et au coup d'État de 2002 contre le président Chávez [3], est aujourd'hui l'homme qui, en Israël, pilote le nettoyage ethnique de Gaza derrière Benyamin Netanyahou [4]. Pour ce qui est du Venezuela, Abrams s'appuya sur un jeune député, Juan Guaidó. Il le fit élire, par quelques députés, président de l'Assemblée nationale, récuser l'élection de Maduro et s'autoproclamer président par intérim.

Après avoir été reconnu par les Occidentaux [5], avoir pillé les avoirs du pays à l'étranger [6], et avoir organisé d'infructueuses tentatives de coups d'État [7] et de guérillas [8], Juan Guaidó se

retira en 2023, au profit d'un homme de paille, qui céda lui-même la place à María Corina Machado. Il vit aujourd'hui en exil à Miami.

Quant au plan d'Eliott Abrams [9], il fut stoppé par le président Donald Trump juste avant que l'opération militaire ne soit lancée par le SouthCom.

María Corina Machado participa au coup d'État contre le président Hugo Chávez, en 2005. Elle fut candidate libérale contre lui, en 2012. Elle préconisait alors la privatisation des ressources naturelles, notamment du pétrole. Elle a qualifié le président Chávez de « *voleur* » pour avoir procédé à des expropriations indemnisées. Elle fut destituée de son mandat parlementaire, en 2014, car elle avait accepté d'être nommée par le président panaméen Martín Torrijos, ambassadrice à l'Organisation des États américains (OEA).

En 2005, alors que son parti était financé par la National Endowment for Democracy (NED), elle a été reçue par le président états-unien George W. Bush dans le Bureau ovale. En 2014, elle fut l'une des principales figures de La Salida, une campagne visant à renverser le président Nicolás Maduro [10]. En 2015, elle espérait être placée au pouvoir par l'armée des États-Unis lors de l'« *opération Jéricho* » [11]. En 2020, elle signe la Charte de Madrid qui rassemble des nostalgiques des dictatures latino-américaines et décrit les gouvernements de gauche latino-américains comme des affidés du communisme cubain. Elle a été condamnée à une interdiction de se présenter aux élections, sur la base de ses courriels qui attestaient de la préparation d'un coup d'État.

Ne pouvant se présenter, elle désigne la philosophe Corina Yoris (80 ans) pour la remplacer. Mais sa candidature ne prend pas. Elle désigne en définitive Edmundo González, un ancien diplomate. Si María Corina Machado se déclare pour le « *capitalisme populaire* » de Margaret Thatcher, González veille à prendre ses distances avec le président argentin, le pseudo-libertarien Javier Milei.

L'élection présidentielle de 2024

L'élection présidentielle vénézuélienne s'est tenue le 28 juillet. 10 candidats, et non pas 2 comme l'ont rapporté certains organes de presse, étaient en lice. Le scrutin se déroulait sur des machines à voter non-connectées au réseau internet et délivrant un reçu à chaque vote.

Pour tricher, il faut manipuler les machines avant le vote, au risque d'être découvert lorsqu'on confronte les résultats avec les reçus des votants. Au demeurant, personne n'a dénoncé de trucage de ce type. Le Venezuela étant un pays immense avec des problèmes de communication, la Constitution accorde 30 jours au Conseil national électoral (CNE) pour récolter les procès-verbaux des bureaux de vote et pour proclamer les résultats.

Cependant, dès le lendemain du scrutin et bien avant la proclamation des résultats, les 29 et 30 juillet, la formation politique de Maria Corina Machado, Vente Venezuela (« Viens Venezuela ! »), a déclaré que la votation avait été truquée. Ses militants ont attaqué 12 universités, dont l'Université centrale du Venezuela (UCV), qui venait d'être rénovée, 7 lycées et 21 collèges où ils ont causé des dégâts majeurs. Trois hôpitaux et au moins, 37 dispensaires ont également été attaqués, de même que 6 entrepôts et centres de distribution de denrées alimentaires.

Selon le président sortant, Nicolás Maduro, 70 % des éléments violents interpellés étaient d'anciens expatriés qui venaient de rentrer et dont beaucoup ont avoué avoir été entrainés au Texas. « *Les éléments violents ont brûlé une radio communautaire et attaqué 11 stations du métro de Caracas. Ils prétendaient brûler les trains mais se sont faits refouler par les travailleurs (…) 10 sièges*

régionaux du CNE ont aussi été ciblés, de même que son siège central, à Caracas, attaqué au moment où au moins 60 invités internationaux se trouvaient dans l'espace réservé aux observateurs. Ceux-ci s'en sont sortis sains et saufs grâce à l'intervention de la Garde nationale bolivarienne qui les a protégés et a arrêté sur place plus de 20 membres des comanditos (commandos) ».

Au cours des dernières années, un septième des Vénézuéliens ont fui leur pays où les conditions économiques n'ont cessé de se dégrader. Généralement, ils fuyaient les violences et avaient été persuadés que le président Maduro allait collectiviser la propriété privée. Rapidement ils ont compris qu'ils se trompaient, mais n'ont pas pu revenir dans leur pays. Ceux qui y sont parvenus, juste avant l'élection, ont souvent bénéficié de l'aide de l'opposition pro-USA.

Une attaque informatique a bloqué le système de transmission du Conseil national électoral (CNE) au moment où 81 % des résultats avaient déjà été collectés. Il a fallu plusieurs jours pour le réparer.

Ni Maria Corina Machado, ni son poulain, Edmundo González, n'ont appelé aux violences, mais il ne fait aucun doute que leur parti politique les a coordonnées.

Au cours des tentatives de déstabilisation paramilitaires, aujourd'hui finies, les États-Unis ont tenté de faire intervenir l'Organisation des États américains (OEA). Ils auraient pu ainsi légitimer une intervention militaire extérieure. Toutefois, une majorité d'États américains s'y est opposée [12].

Le 2 août, la Chambre électorale du Tribunal suprême de Justice a organisé une cérémonie de signature des résultats qui lui avaient été transmis par le Conseil national électoral (CNE). 8 candidats sur 10 ont signé le document final, reconnaissant ainsi la validité du scrutin. Enrique Márquez a refusé de le signer, tandis qu'Edmundo González ne s'est pas présenté.

À l'issue de cette cérémonie, Elvis Amoroso, président du Conseil national électoral (CNE), a annoncé que, malgré l'attaque informatique que le Conseil avait subie, 96,87 % des résultats des bureaux de vote lui avaient été transmis. Sur cette base et en attendant les résultats complets, il a proclamé les résultats officiels partiels tel qu'ils avaient été avalisés par 8 candidats sur 10.

La participation n'était que de 59,97 % des inscrits.

• Nicolás Maduro - PSUV (Pôle patriote Simon Bolivar) : 51,95 % des suffrages exprimés

• Edmundo González . MUD (Plateforme unitaire démocratique) [pro-USA] : 43,18 %

• Luis Eduardo Martinez - AD (Alliance historique populaire) : 1,24 %

• Antonio Eccari Angola - Lapiz (Le nouveau Venezuela) : 0,94 %

• Benjamin Rausseo CONDE : 0,75 %

• José Brito PV (Plan B) : 0,68 %

• Javier Bertucci - LE CAMBIO

• Claudio Fermin . SPV : 0,33 %

• Enrique Márquez - Grand-M. - CG (Pacte historique) : 0,24 %

• Daniel Ceballos - AREPA (Pacte d'espoir) : 0,16 %

Le 4 août, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne, a déploré que le CNE n'ait pas publié les procès-verbaux des bulletins de vote, soulignant que dans ces conditions, il n'est pas possible de croire aux résultats proclamés [13]. En réalité, la Constitution bolivarienne précise qu'après la signature du document final par les candidats, c'est à ceux qui contestent les résultats de prouver qu'ils ont raison.

L'instrumentation internationale du désordre vénézuélien

En définitive, les actions de déstabilisation de María Corina Machado et d'Edmundo González n'ont pas eu plus d'impact cette fois-ci que les précédentes. S'appuyant sur un sondage de DatinCorp réalisé avant l'élection et donnant 50 % d'intention de vote pour González, ils ont donc publié des procès-verbaux des bureaux de vote et contesté la sincérité du décompte du Conseil national électoral (CNE). Le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, y a vu des « *preuves accablantes* ».

Problème DiatinCorp n'est pas un sondeur, mais une société de communication travaillant pour les intérêts miniers et pétroliers qui tentent de renverser le président Maduro.

Jorge Rodriguez, président de l'Assemblée nationale, a relevé que ces procès-verbaux « accablants » ne sont pas conformes : ils ne comprennent pas les noms des responsables des bureaux de votes, ni leurs signatures.

Le gouvernement vénézuélien, qui se préparait à une forme ou une autre de contestation, avait invité un groupe d'experts électoraux des Nations unies. Celui-ci a à la fois reconnu que le scrutin était valide, fiable et bien organisé et, d'autre part que « *le processus de gestion des résultats du CNE n'a pas respecté les mesures de base de transparence et d'intégrité essentielles à la tenue d'élections crédibles. Il n'a pas respecté les dispositions légales et réglementaires nationales et tous les délais stipulés n'ont pas été respectés* » [14]. Il observait que la panne informatique qui a empêché le CNE de proclamer les résultats complets dans les délais requis n'a toujours pas été expliquée.

Réagissant le 24 août à ce rapport du 9 août, mais ignorant les informations publiées depuis par Jorge Rodriguez, Josep Borrell, a déclaré au nom de l'Union européenne : « *Le Groupe d'experts des Nations unies a confirmé qu'un échantillon des "actes" examinés publiés par l'opposition présentent les caractéristiques de sécurité des protocoles de résultat initiaux, confirmant ainsi leur fiabilité. Selon les exemplaires publics des "actas", Edmundo Gonzalez Urrutia semble être le vainqueur de l'élection présidentielle à une large majorité* » [15].

Au plan international, plus personne ne semble se préoccuper des faits. Ce n'est plus le problème. Chacun est invité à choisir son camp : soit Edmundo González et les États-Unis, soit Nicolás Maduro contre eux.

Par principe, les gouvernements latino-américains « *de droite* » (au sens de la Guerre froide) soutiennent Edmundo González, tandis que ceux « *de gauche* » (toujours au sens de la Guerre froide) soutiennent Nicolás Maduro.

Le président chilien, Gabriel Boric forme un cas particulier : il a été élu comme président « *de gauche »*, mais a amorcé un virage spectaculaire depuis son échec à réformer la constitution du général Augusto Pinochet. Il se présente désormais comme « *centriste* » et donc aligné sur la position occidentale. Il a appelé les présidents de gauche à se prononcer… pour une cohabitation (Maduro et González) au Venezuela. En d'autres termes : peu importe le résultat des urnes, Edmundo González doit siéger au gouvernement.

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, se distingue des autres : il semble être le seul à ne pas avoir agi par réflexe, mais en examinant la réalité de la situation. Avec sagesse, il a pris acte à la fois du soutien populaire à Nicolás Maduro et de l'importance de son opposition.

Notes.

[1] « Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussiens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mars 2022.

[2] « Elliott Abrams, le " gladiateur " converti à la "théopolitique" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 février 2005.

[3] « Opération manquée au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 mai 2002.

[4] « Le coup d'État des straussiens en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.

[5] « Venezuela, putsch de l'État profond US », par Manlio Dinucci , Traduction M.-A., Il Manifesto (Italie), Réseau Voltaire, 29 janvier 2019.

[6] « Juan Guaidó a commencé à piller les avoirs vénézuéliens », Réseau Voltaire, 31 mars 2019.

[7] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[8] « Préparation d'attentats terroristes à Caracas », Réseau Voltaire, 31 mars 2019.

[9] « Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019.

[10] « États-Unis contre Venezuela : la Guerre froide devient chaude », par Nil Nikandrov , Traduction Roger Lagassé, Strategic Culture Foundation (Russie), Réseau Voltaire, 10 mars 2014.

[11] « Obama rate son coup d'État au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 février 2015.

[12] « Cuba denounces irresponsible attempts to resort to violence and destabilization, with the aim of producing a coup in Venezuela », Cuban Ministry of Foreign Affairs, July 31, 2024.

[13] « Venezuela : Statement by the High Representative on behalf of the EU on post-election developments », Council of the EU, August 4, 2024.

[14] Interim Report, UN Panel of Experts, August 9, 2024.

[15] « Venezuela : Statement by the High Representative on behalf of the EU on recent post-election developments », Council of the EU, August 24, 2024.

Honduras.

Le Honduras met fin à son traité d'extradition avec les États-Unis, accusant Washington d'ingérence - RFI/AFP 29 août 2024

Le Honduras a officiellement dénoncé son traité d'extradition avec les États-Unis ce mercredi 28 août, marquant une rupture significative dans la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre le trafic international de drogue. La présidente hondurienne Xiomara Castro a justifié cette décision en dénonçant ce qu'elle considère comme une « *ingérence intolérable* » de Washington dans les affaires internes de son pays.

Ce traité, en vigueur depuis 1912, était un outil central dans la lutte contre le narcotrafic au Honduras, un pays où les cartels de drogue ont longtemps prospéré. Sous la présidence de Juan Orlando Hernandez (2014-2022), le Honduras avait été qualifié de « *narco-État* » en raison des liens profonds entre le gouvernement et les réseaux de trafic de drogue.

Depuis 2014, environ cinquante Honduriens ont été extradés vers les États-Unis grâce à ce traité, parmi lesquels l'ex-président Juan Orlando Hernandez lui-même. Hernandez a été condamné en juin dernier à 45 ans de prison par un tribunal de New York pour avoir collaboré avec les cartels mexicains, utilisant les forces de police et l'armée honduriennes pour faciliter l'acheminement de cocaïne vers les États-Unis. Son frère, Antonio « *Tony* » Hernandez, ancien député, purge également une peine de prison à vie aux États-Unis pour trafic de drogue.

La décision de dénoncer le traité intervient après des critiques formulées par l'ambassadrice américaine à Tegucigalpa, Laura Dogu. Cette dernière avait publiquement dénoncé la rencontre entre une délégation hondurienne de haut niveau et Vladimir Padrino Lopez, ministre de la Défense du Venezuela, un proche de Nicolas Maduro et un homme sanctionné par les États-Unis pour son implication présumée dans le trafic de drogue.

« *Il a été surprenant pour moi de voir le ministre de la Défense et le chef d'état-major assis à côté d'un narcotrafiquant au Venezuela* », avait déclaré Laura Dogu à des journalistes. En réponse, Xiomara Castro a accusé les États-Unis « *d'attaquer, mépriser et violer impunément les principes et les pratiques du droit international* ».

Une politique étrangère controversée

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2022, Xiomara Castro s'est engagée à lutter contre le trafic de drogue et la corruption, bien qu'elle ait hérité d'un pays où ces pratiques sont profondément enracinées au sein des institutions. Le Honduras est l'un des rares pays d'Amérique latine, aux côtés de Cuba, du Nicaragua et de la Bolivie, à avoir reconnu la réélection controversée de Nicolas

Maduro à la présidence du Venezuela, tandis que l'opposition et la majeure partie de la communauté internationale dénonce une fraude.

J-C – Une présentation scélérate de Xiomara Castro par RFI/AFP, c'est dans l'ordre des choses.

Honduras : Coup d'Etat en préparation - Bolivar Infos 30 Août 2024

Dans sa première réaction après la rupture du traité d'extradition avec les États-Unis, la présidente du Honduras, Xiomara Castro, a dénoncé l'existence d'un plan de déstabilisation organisé depuis l'étranger en réponse à ce qu'elle a qualifié comme des déclarations d'ingérence de l'ambassadeur des États-Unis, Laura Dogu.

Dans son discours à San Pedro Copan, Castro a déclaré : « *Je veux vous dire qu'on est en train de perpétrer un plan contre notre Gouvernement. Hier, ils ont attaqué le chef des forces armées et le ministre de la défense de notre pays*. »

La présidente a souligné la gravité de ces attaques, et affirmé que ce sont « *des attaques qu'on ne peut pas permettre parce qu'elles affaiblissent l'institution des forces armées*. »

Dans son intervention, elle a rappelé le coup d'Etat de 2009, qui a provoqué la violence, l'exil et des violations des droits de l'homme.

« *Nous avons déjà vécu un coup d'Etat et nous avons ce que cela signifie*, » a affirmé la présidente et elle a ajouté qu'on ne va pas permettre plus d'actions de cette sorte et que la souveraineté du Honduras doit être respectée.

En outre, elle a affirmé qu'elle ne laisserait pas « *utiliser l'instrument de l'tradition, l'extradition pour intimider les forces armées du Honduras ou les faire chanter.* »

Le conflit avec les États-Unis, s'est intensifié après une récente visite au Venezuela du ministre de la Défense du Honduras, Manuel Zelaya, et du chef d'Etat-major conjoint des forces armées, Roosevelt Hernandez, qui ont rencontré le ministre de la défense du Venezuela, Vladimir Padrino Lopez.

L'ambassadeur Dogu a dénoncé cette rencontre et accusé le Gouvernement bolivarien de « *trafic de drogue* », ce que Castro a dénoncé comme une violation évidente de son rôle d'ambassadeur dans le pays et une ingérence dans les affaires intérieures de l'État hondurien.

Après cela, le Gouvernement du Honduras a décidé de mettre fin au traité d'extradition avec les États-Unis pour protéger la souveraineté du pays.

Dans ce contexte, la présidente a déclaré clairement que son Gouvernement ne céderait pas aux pressions extérieures et qu'il défendrait la souveraineté du Honduras à tout prix : « *Je promets au peuple hondurien qu'il n'y aura plus jamais de coup d'Etat*, » a déclaré Castro.

Source en espagnol :

https://www.telesurtv.net/xiomara-castro-se-esta-fraguando-un-golpe-contra-mi-gobierno/

Brésil. Le dictateur libertarien croyait pouvoir imposer sa loi au Brésil, apparemment c'est raté !

J-C - Sans surprise, les médias mainstream occidentaux champions de l'autocensure et du fact checking ou contrôle policier de l'information et de la liberté d'expression se sont rangés au côté d'Elon Musk qui en pince pour Trump.

Brésil : Un juge ordonne la suspension du réseau social X… Elon Musk dénonce des « *motivations politiques* ». - 20minutes.fr

Un juge de la Cour suprême brésilienne a ordonné la suspension du réseau social X au Brésil dans un délai de 24 heures, déclenchant la colère du propriétaire de la plateforme, Elon Musk. « *La liberté d'expression est le fondement de la démocratie et, au Brésil, un pseudo-juge non élu est en train de la détruire à cause de motivations politiques* », s'est emporté Elon Musk en réaction à cette décision. Il n'a pas hésité non plus à le qualifier de « *dictateur* ».

Dans un premier temps, le juge Alexandre de Moraes avait exigé que X nomme un représentant légal au Brésil sous 24 heures, faute de quoi la plateforme serait bloquée. Comptant quelque 22 millions d'utilisateurs au Brésil, l'entreprise a refusé de se plier à cet ultimatum, conduisant à la décision de suspension immédiate du service dans le pays.

Cette décision inclut la suspension complète de la filiale « *X Brasil Internet LTDA* » sur tout le territoire brésilien. L'Agence nationale des télécommunications (Anatel) a été chargée de mettre en œuvre cette suspension, et le juge a ordonné aux géants de la technologie comme Google et Apple, ainsi qu'aux fournisseurs d'accès Internet, d'empêcher l'utilisation de l'application X et l'accès à son site web.

Le juge Alexandre de Moraes a également menacé de sanctions financières les personnes utilisant des subterfuges comme des VPN pour contourner le blocage, avec une amende de 50.000 reais (environ 8.000 euros) par jour pour les contrevenants.

En dénonçant la tentative de X de contourner les lois brésiliennes et de créer un climat d'impunité et d'anarchie sur les réseaux sociaux, particulièrement en période électorale, le juge a ordonné que la suspension reste en place jusqu'à ce que la plateforme se conforme à ses obligations légales, paie les amendes imposées, et nomme un représentant légal. L'Anatel a confirmé avoir reçu cette décision de la Cour suprême et a déclaré qu'elle était en train de la mettre en œuvre.

Alexandre de Moraes est un juge connu pour son rôle actif dans le blocage de comptes sur les réseaux sociaux, notamment ceux liés à des figures de l'extrême droite brésilienne qui ont diffusé de fausses informations lors de l'élection présidentielle de 2022.

Dans le passé, d'autres plateformes comme Telegram et WhatsApp ont également été temporairement suspendues au Brésil par décisions judiciaires, reflétant la sévérité des mesures prises pour réguler l'usage des réseaux sociaux dans le pays. 20 Minutes/AFP 31 août 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 3 août 2024

Les causeries de juin (89 pages) et juillet (217 pages) sont disponibles au format pdf. Les causeries qui figuraient en page d'accueil du blog ont été ajoutées à la fin.

J'avais cafouillé dans les liens des causeries, j'ai rectifié, sorry !

Bon dimanche

Le 22 août 2024

La causerie du 15 est accessible, j'avais oublié de la télécharger dans le serveur ! J'ai retiré la statistique du blog de juillet, parce qu'elle devait comporter une anomalie, en août on est revenu à 3.000 visites, notre vitesse de croisière, modeste, au moins on ne risque pas de couler ou d'avoir la grosse tête !

Ici toujours une bizarrerie climatique avec beaucoup de pluie et des températures modérées pour la saison, on ne s'en plaint pas. Le mandarinier est couvert de fleurs et les citronniers recommencent à fleurir également, ils adorent la flotte, j'en ai fait crever plusieurs parce que je ne les avais pas assez arrosés !

A part cela la santé se maintient et le moral aussi. La semaine dernière j'ai hébergé jusqu'à 6 personnes de la famille de ma compagne, donc je ne me sens pas particulièrement seul. C'est même un foutu bordel chez moi, les Indiens sont très bruyants et ils n'arrêtent pas de parler. Je dors dans la chambre climatisée, et tout ce petit monde dort à même le carrelage dans la pièce principale. Ils préfèrent parce que c'est plus frais qu'un matelas ou une natte, on pousse la table et les chaises et chacun se fait une place. Ma maison est petite, l'autre pièce est réservée à l'ordinateur et à mon bureau, on y stocke le riz aussi. Ils sont tous contents et on rigole bien, ils sont moins difficiles à vivre qu'un occidental grincheux ou jamais content, et puis la nourriture est bonne, ils apprécient, c'est très important pour eux, on partage cela au moins. On se respecte, donc tout se passe bien. Quant à leurs travers, ils viennent de la pauvreté, je ne vais pas leur en faire le procès, n'est-ce pas ?

Bref, ça fait un peu camping ou guest house chez moi ! Le soir, ils regardent un film ou on joue aux dominos ou aux cartes, parfois dans l'après-midi le dimanche. Ils ont une vie particulièrement difficile, alors j'essaie de leur rendre la plus agréable possible lors de leur séjour chez moi. On a aussi soigné trois personnes, on fait un peu dispensaire !

Comme vous pouvez le voir, je me suis bien intégré à l'Inde.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 septembre 2024

J'ai téléchargé de YouTube une vingtaine de petites nouvelles de Maupassant, des films très courts de 30 mn à 1 heure à regarder en fin de soirée pour se changer les idées sans s'abrutir et passer une bonne nuit. Au passage, j'ai dégotté quelques adaptations cinématographiques d'œuvres de Balzac, un vrai bonheur.

Avez-vous une préférence ? Il y a les maîtres, les mauvais disciples, les faux héritiers, les imposteurs, les charlatans, au choix.

Avez-vous lu les extraits des œuvres des marxistes reproduits dans la page d'accueil du blog ? C'est simple ou facile à lire, clair, précis, fluide, un vrai bonheur. Et puis, quel extraordinaire enseignement ! Ne cherchez pas, nulle part vous ne trouverez l'équivalent. Pour posséder une telle maîtrise de son sujet, il faut être exigeant et le posséder sur le bout des doigts, y consacrer sa vie.

A 19 ans, il y aura donc 50 ans dans une semaine, pour tenter de trouver des réponses aux questions que je me posais, je m'étais tourné logiquement vers les plus brillants penseurs ou philosophes depuis l'Antiquité. Déçu sans savoir pourquoi, je ne soupçonnai pas encore que les conditions matérielles de leur époque n'étaient pas mûres pour leur en fournir l'occasion ou parfois même les formuler. Je ne me souviens plus avoir eu conscience que mon exigence était mal placée ou exagérée, du reste je ne leur en voulus point, tant j'avais appris à leur côté.

C'était devenu une obsession de vaincre ma crasse ignorance, cette soudaine découverte m'avait rempli d'effroi, littéralement traumatisé, au point que j'y pensais 24h/24, je me mis à consacrer tout mon temps libre à lire et à étudier avec le Lexis Larousse toujours posé sur la table, ainsi qu'un cahier pour prendre des notes. Chaque fois que je sortais, j'emportais toujours un livre de poche, je lisais dans le bus, le train ou le métro quand je me rendais au travail, au bureau ou en attendant mon tour lors d'un entretien d'embauche, assis à la table d'un bistrot ou sur un banc n'importe où, allongé sur l'herbe au parc de Saint-Cloud deux ans plus tard. A cette époque, parallèlement j'avais entrepris de compléter ma formation ou ma réflexion sur la société et la collectivité humaine avec l'étude de la psychanalyse, qui me passionna tout autant. Ils se complétaient admirablement, j'ignorais également qu'ils allaient m'accompagner le restant de mes jours, et m'éviter de sombrer lors des multiples mésaventures dont je ferais l'objet.

J'ai dévoré des kilomètres de philosophie et de littérature en éprouvant un plaisir si intense, qu'il me faisait oublier la misère de ma condition matérielle et le triste sort auquel j'étais promis, contre lequel je m'étais révolté, tant il était injuste et insupportable. A vrai dire, si j'en avais pleinement conscience, j'ignorais toutefois pourquoi cette condition misérable m'était imposée, c'est ce que j'avais entrepris de découvrir en espérant trouver un remède miracle pour y échapper, en vain, mais sans jamais désespérer ou renoncer.

Il faut dire qu'avec Hegel, on atteignait le niveau le plus élevé de la pensée, on était en présence du système philosophique le plus achevé et sophistiqué de tous les temps, on éprouvait un enchantement indicible, c'était comme une gourmandise destinée à flatter ou contenter les esprits

les plus exigeants, et pourtant, pour autant qu'ait été sublime son idée absolue, elle ne résolvait pas mon problème, puisqu'on était invité à penser certes à une hauteur vertigineuse, mais en tournant en rond ou sur la tête, dans un système philosophique idéaliste finalement conçu pour justifier l'ordre établi sur le plan social ou politique. Or il se trouvait, que c'était justement l'ordre établi que j'avais identifié dès le départ à l'origine de tous mes tracas, sans en tirer toutes les conclusions qui s'imposaient évidemment, il faudra attendre l'étape suivante pour y parvenir ou commencer à dissiper l'épais nuage métaphysique dans lequel je baignais, c'est-à-dire, lors de ma rencontre avec Marx et Engels.

L'érudition de Marx et Engels demeure inégalité jusqu'à nos jours, à part Lénine, car personne n'est parvenu à maîtriser à un tel degré de perfection le matérialisme dialectique, qui constitue la trame de l'évolution de la condition humaine, ce qui leur permit de la décrire ou d'expliquer comment elle s'était transformée selon un processus logique inconscient, une fois débarrassés de toute croyance ou des reliquats métaphysiques de la philosophie hégélienne, il ne leur restait plus qu'à conserver et partager la quintessence de la connaissance, à laquelle les hommes devraient accéder pour conquérir leur émancipation et leur liberté. Ils nous ont montré la voie, à nous de l'emprunter en écrivant la suite…

Circulez, il n'y a rien à voir !

On sait que ceux qui contrôlent la quantité de monnaie en circulation contrôlent l'économie d'un pays. Je ne sais pas pourquoi je me suis réveillé à 4h30 ce matin en me faisant cette réflexion. Impossible de me rendormir après cette courte nuit, je m'étais encore couché très tard, trop tard pour un vieux, à 0h30, parce que là-haut la machine s'est mise à tourner à plein régime sans me demander la permission, et je sais que dans ce cas-là il est impossible de l'arrêter. Il faut dire aussi que j'avais faim, comme toutes les nuits parce que je mange peu le soir, c'est préférable pour bien dormir et s'endormir rapidement.

Avoir un sang de bonne qualité est indispensable pour être en bonne santé, encore faut-il qu'il circule normalement !

Bref, j'ai jeté mon dévolu sur la circulation, et je me suis rappelé que les tyrans qui dominent l'économie mondiale tentent par tous les moyens de contrôler la circulation de toutes les marchandises, à commencer par celles se rapportant à l'alimentation et à la santé, vous pouvez ajouter les idées et l'information, et plus elles circuleront rapidement, plus vite ils réaliseront du profit, s'agissant des idées, moins vous vous y retrouverez, et vous pourrez distinguer celles qui vous sont utiles de celles qui vous sont nuisibles, plus elles seront confuses, cela fait partie de la stratégie globale de l'oligarchie financière internationale pour préserver son système économique.

Alors prenez le temps de penser, à quoi, à votre alimentation, à votre santé, à votre entourage, à votre condition sociale, inutile de courir il faut partir à point, l'essentiel demeure de se donner les moyens de parvenir à nos objectifs en ne laissant le soin à personne d'en décider à notre place.

Mes commentaires publiés par Le Grand Soir.

- Apparemment cet article n'inspire pas grand monde, et pour cause.

– "*Il faut désormais admettre que la seule issue possible réside dans l'émergence, au niveau des acteurs du mouvement social, d'une conscience politique large, claire et radicalement réformatrice*."

Pour un peu, il faudrait ressortir *Que faire ?* de Lénine et étudier la polémique à laquelle il se livra avec ses adversaires, les "*économistes*" de l'école des réformistes à la Bernstein ou Dühring notamment. Je conseille aux lecteurs de lire *Que faire ?* de Lénine et de relire ensuite cet article, ils constateront à quel point il est d'actualité, encore faut-il situer son combat politique dans la perspective du socialisme. Ils peuvent lire en complément la préface (1859) de la *Contribution à la critique de l'économie politique* de Karl Marx.

Le partager reviendrait à se compromettre avec le réformisme à peine déguisé ici, que les marxistes ont toujours combattu depuis le milieu du XIXe siècle. Ses partisans (du réformisme) sont ultra-majoritaires de nos jours, puisque l'opportunisme est parvenu à gangrener l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est donc la position la plus confortable (conformiste) à adopter, et qui pour cette raison sera plébiscitée par tous ceux qui se réclament de la gauche.

Le critiquer ou le rejeter vous ferait passer pour un irréductible communiste, entendez par là, un vulgaire extrémiste, un épouvantable fanatique, un doctrinaire dogmatique enragé, un farfelu ou un fou, ce qui est peu flatteur ou n'est pas très agréable à entendre. D'autant plus que vous serez ultra-minoritaires, or en période de réaction sur toute la ligne et pas seulement, il est bien connu que si la majorité pense autrement, c'est sans doute parce qu'elle a de bonnes raisons de le faire ou elle a forcément raison quelque part ou tout court.

Il va de soi que pour s'opposer au réformisme, au socialisme révisionniste, il faut combattre la théorie qui prétend que « *le mouvement est tout, le but final n'est rien* », que la stratégie doit être subordonnée à la tactique, qu'il faudrait sacrifier nos objectifs politiques sous prétexte qu'ils constitueraient des obstacles à notre lutte pour des revendications économiques, comment, en recourant aux enseignements des marxistes de la lutte de classe du passé.

En conclusion, cet article nous invite à nous accommoder du capitalisme en quémandant quelques réformes sociales, celles qui sont uniquement compatibles avec l'existence de ce régime économique. Cet exercice ne revient pas à colporter l'illusion que le capitalisme pourrait réaliser le socialisme comme j'ai failli l'écrire, non, c'est pire encore, car cela revient à abandonner le combat pour en finir avec le capitalisme et mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est un appel à la capitulation en rase campagne, au nom de la résistance à l'exploitation et à l'oppression, cela va de soi.

- @ Chris

Vous oubliez de préciser que depuis le 24 février 2022 le PT a adopté le discours de l'OTAN sur la guerre en Ukraine, plus sournoisement que les autres courants trotskystes, car en renvoyant dos-à-dos les deux belligérants pour qu'on ne les accuse pas de parti pris.

Ils procèdent toujours de la sorte, il en fut notamment ainsi avec la Libye et la Syrie, présentant leurs présidents comme d'horribles dictateurs ne valant pas mieux que les barbares d'Al-Qaïda, Daech, etc., donc indéfendables, tout comme la souveraineté et l'indépendance de ces pays, abandonnant ces peuples au triste sort que leur avaient réservé l'impérialisme américain et ses vassaux européens et du Golfe entre autres, au nom de l'internationaliste prolétarien évidemment.

J'ai fait partie autrefois de ce courant politique, et je corresponds sporadiquement avec quelques vieux militants démissionnaires ou virés de l'OCI ou du POI, qui étaient parvenus au même constat que moi.

Ils peuvent effectivement adopter des mots d'ordre qui paraissent corrects, en apparence seulement, car malheureusement chaque fois ils accompagnent une orientation politique opportuniste pour peu qu'on l'analyse minutieusement. L'un neutralise l'autre en somme, et qui en tire profit, devinez, l'OTAN !

Pour rappel, ils avaient participé à la dictature sanitaire au covid-19 au côté de Macron et l'OMS, cela devrait suffire à faire réfléchir à leurs réelles intentions, non ?

- @Chris

Dès le 24 février 2022, le PT tout comme le POI ont imputé la responsabilité de la guerre en Ukraine à la Russie, c'est bien la position de l'OTAN, n'est-ce pas ? Vous trouverez cela dans leur littérature.

Par la suite, tout en reprenant cette déclaration, ils ont modulé leur discours en précisant que l'OTAN avait quand même sa part de responsabilité.

Dans l'avant-dernier éditorial de La Tribune des travailleurs, D. Gluckstein s'inquiétait de l'incursion de l'armée ukrainienne en Russie, se souvenant un peu tard peut-être que la Seconde Guerre mondiale devait également servir de base arrière pour attaquer et liquider l'URSS, tout comme cette guerre 83 ans plus tard avait pour objectif la dislocation de la Fédération de Russie et de renverser le président qui la dirige, Poutine...

J'estime que l'on pouvait sans se compromettre se placer au côté de la Russie qui défend sa souveraineté, c'était le devoir de tout militant du mouvement ouvrier.

Quant à la position a adopté envers Poutine, elle pouvait évoluer en fonction de la nature des menaces dont il ferait l'objet de la part de l'impérialisme américain et l'évolution de ce conflit, dans la mesure où il incarne pour la majorité du peuple russe l'unité et la souveraineté de la Russie, car souhaiter sa chute en ce moment reviendrait à œuvrer au renforcement du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne du nouvel ordre mondial totalitaire dont l'OTAN est le bras armé. Or, je ne crois pas que le peuple russe aurait un quelconque intérêt à la réalisation de ce scénario, bien au contraire, aucun peuple d'ailleurs.

Pour les raisons que je viens d'évoquer, je me suis abstenu de condamner la Russie sur cette question précise en concentrant mes attaques contre l'OTAN qu'on peut qualifier d'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord ou Nazie. Je n'ai pas lu en deux ans un seul éditorial de La Tribune des travailleurs évoquant les nazis ukrainiens, la Constitution raciste ukrainienne, etc. À croire que cela ne doit présenter aucun intérêt pour eux, d'ailleurs je me demande même si cela en présente un pour les Ukrainiens en général ou tout particulièrement ceux du Donbass ou de la Crimée ! Le reste est à l'avenant.

Il ne faut pas se fier aux mots d'ordre ou au programme des partis politiques, comme disait Marx en 1859 dans sa préface de la *Critique de l'économie politique*, "*on ne juge un individu sur l'idée qu'il*

se fait de lui-même", ses intentions, ou si vous préférez, c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Ce courant politique prétendait construire un parti révolutionnaire et préparer la révolution socialiste, et lorsque Mitterrand se présenta à l'élection présidentielle en 81, ses dirigeants se hâtèrent d'appeler à voter pour lui dès le premier tour, et quand il fut élu, vous savez ce qu'ils firent, leur véritable objectif étant atteint, ils liquidèrent leur parti et on n'entendit plus jamais parler de révolution socialiste dans leurs éditoriaux. J'ai quitté l'OCI en 1981.

Vous vous interrogez sur le PT et peut-être le POI, vous avez raison. Je vais vous fournir une indication utile qui pourrait vous aider.

Demandez-vous pourquoi 3 ex-secrétaires généraux de Force Ouvrière, Bergeron, Blondel et Mailly, tous au PS réputé pour son anticommunisme, participèrent aux obsèques de Pierre Lambert en 2008, le dirigeant "historique" de ce courant politique.

Vous m'avez demandé si j'assimilais les travailleurs "*à leur gouvernement*", en voilà une intention peu flatteuse, passons. Je vous ai déjà répondu plus haut. En effet, il arrive parfois que leurs intérêts fondamentaux coïncident temporairement. Que voulez-vous, c'est un des nombreux paradoxes de l'histoire. Cependant, si cela vous chagrinait, c'est à elle que vous devriez réclamer des comptes et pas à moi.

@Chris

Comme quoi je ne suis pas un affreux sectaire, je partage le communiqué du Parti des travailleurs qui appelle à manifester le 7 septembre.

Il arrive qu'il adopte des positions correctes, j'en avais convenu, il n'est pas le seul dans ce cas-là. Il m'est arrivé de partager des appels ou de reproduire des articles du PRCF, du POI, de LO, du GMI et d'autres organisations, à condition qu'ils ne comportent pas des passages inacceptables de mon point de vue, c'est mon droit.

Le 7 septembre, nous vous invitons à manifester avec le Parti des travailleurs, pour dire :

- Place à la démocratie, dehors Macron et la Ve République !

- Assemblée constituante souveraine pour instaurer une République réellement démocratique !

- Pour un gouvernement de rupture ouvrière !

- Pour la confiscation des milliards de la guerre afin de financer l'école, les hôpitaux, le logement social !

- Unité, maintenant, tout de suite, pour la satisfaction des revendications des travailleurs et de la jeunesse !

- À bas la guerre ! À bas l'exploitation ! À bas la Ve République

https://parti-des-travailleurs.fr/2024/08/30/le-parti-des-travailleurs-appelle-a-manifester-le-7-septembre/

- trois blocs mutuellement irréconciliables se sont formés.

Sauf quand il s'agit de sauver Macron et les institutions de la Ve République !

- Macron avait sacrifié la France

Sauf celle du CAC40 !

- la condamnant à l'ingouvernabilité

A ceci près, que les capitalistes continuent de vaquer à leurs affaires sans en être affectés.

- Il ignore la voix du peuple qui s'adresse à lui, comme le veut la démocratie

- Macron sacrifie sciemment la France et ignore la volonté du peuple français

C'est ignorer qu'il est le représentant du capitalisme et de la ploutocratie

- il n'est plus le président de la République (c'est-à-dire de tous les Français)

Depuis quand le président de la République serait-il le représentant des intérêts "de tous les Français" ? Quelle en est la signification politique ?

1- C'est légitimer la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

2- Pire, c'est nier que les intérêts des différentes classes sociales sont irrémédiablement incompatibles du fait de la nature des rapports sociaux de production qui président au capitalisme.

3- Cela revient à nier la lutte des classes au profit d'un régime corporatiste, dictatorial, qui logiquement finira par pencher vers le fascisme.

- Et le jugement politique n'a rien à voir avec le processus institutionnel.

Pourquoi, devrait-on le revendiquer, s'y soumettre en bon agent du régime ? Ce sera sans nous.

- Démocratie signifie "*pouvoir du peuple*", rien d'autre. Un pouvoir qui, dans nos sociétés, s'exerce par la médiation de corps intermédiaires : partis, syndicats, associations, etc.

En réalité, ces "corps intermédiaires" servent de caution à un régime antidémocratique, à masquer qu'il s'agit d'une dictature, celle du capital, dans la mesure où ils ne luttent pas pour le renverser ou ils n'entendent pas rompre avec le capitalisme et ses institutions, ils sont antisocialistes ou anticommunistes.

- la figure de Durov, Télégramme ou pas, est entourée d'une myriade de côtés sombres qui ne nous laissent pas tout à fait indifférents.

Pour avoir de telles préoccupations (malsaines), on se demande ou plutôt, on ne se demande plus quelles sont vos véritables intentions, elles transpirent ici.

- Ou en tout cas là où l'intention louable de construire un "*environnement numérique sûr et responsable*" (dixit l'UE)

Quelle référence ! Vous en rajoutez une couche ou le masque tombe, car enfin, quelle complaisance compromettante !

Personnellement, je boycotte tous les réseaux dits sociaux genre, X, Facebook, Instagram, Télégram, Tiktok, LinkedIn, Pinterest, etc. et je m'en porte très bien. J'ai sélectionné moi-même des sources d'information et je pense être suffisamment bien informé pour analyser la situation en toute indépendance.

A savoir.

De l'agraire au transhumanisme : la longue marche vers la dystopie! - Mondialisation.ca, 27 août 2024

Nous assistons actuellement à une accélération de la consolidation des entreprises sur l'ensemble de la chaîne agroalimentaire mondiale.

Les conglomérats du Big Data, dont Amazon, Microsoft, Facebook et Google, ont rejoint les géants agricoles traditionnels tels que Corteva, Bayer, Cargill et Syngenta pour imposer leur modèle d'alimentation et d'agriculture au monde.1

La Fondation Bill et Melinda Gates et de grandes institutions financières telles que BlackRock et Vanguard sont également impliquées, que ce soit en rachetant d'immenses superficies de terres arables, en promouvant les (faux) aliments biosynthétiques et les procédés de génie génétique, ou plus généralement en soutenant et en finançant les objectifs des méga-entreprises agricoles et alimentaires.2

Les intérêts milliardaires derrière tout cela tentent de présenter leur techno-solutionnisme comme une sorte d'effort humanitaire : sauver la planète avec des « *solutions respectueuses du climat* », « *aider les agriculteurs* » ou « *nourrir le monde* ». En réalité, il s'agit d'un reconditionnement et d'un greenwashing des stratégies d'expropriation de l'impérialisme.

Il s'agit de la transition vers une « *agriculture mondiale* » sous le contrôle des géants de l'agritech et des données, basée sur des semences génétiquement modifiées, des produits fabriqués en laboratoire similaires à l'alimentation, une agriculture « *de précision* » et « *basée sur les données* » et une agriculture sans agriculteurs, avec toute la chaîne alimentaire, du champ (ou du laboratoire) jusqu'à la vente au détail, contrôlée par des plateformes de commerce électronique monopolistiques régies par des systèmes et des algorithmes d'intelligence artificielle.

Ceux qui défendent ce programme ont une vision non seulement pour les agriculteurs mais aussi pour l'Humanité en général.

Les élites avec leur complexe financier militaro-numérique (Pentagone/Silicon Valley/Big Finance) veulent utiliser leurs technologies pour remodeler le monde et redéfinir ce que signifie être humain.

Ils considèrent les gens, leurs cultures et leurs pratiques, comme la nature elle-même, comme des problèmes et des défauts.

Les agriculteurs doivent être déplacés et remplacés par des drones, des machines et l'informatique en nuage. L'alimentation est en train d'être redéfinie et les gens sont nourris avec des produits synthétiques et génétiquement modifiés. Les cultures doivent être anéanties et l'Humanité doit être complètement urbanisée, asservie et déconnectée du monde naturel. (...)

Silvia Guerini dit :

« *Le passé devient quelque chose qu'il faut effacer, pour rompre le fil qui nous lie à une histoire, à une tradition, à une appartenance, pour la transition vers une Humanité nouvelle, déracinée, sans passé, sans mémoire… une nouvelle Humanité, déshumanisée dans son essence, entièrement entre les mains des manipulateurs de la réalité et de la vérité* ».

Cette Humanité déshumanisée, détachée du passé, s'inscrit dans l'Agenda plus large du transhumanisme. L'objectif n'est pas seulement un monde sans agriculteurs et sans tout ce qui nous relie à la terre, mais aussi, selon Guerini, un monde sans mères.

Elle affirme que les partisans des bébés éprouvettes et de la maternité de substitution ciblent désormais le génie génétique et les utérus artificiels qui excluraient les femmes du processus de reproduction. Guerini prédit que les utérus artificiels pourraient éventuellement être exigés ou commercialisés comme un droit pour tous, y compris les personnes transgenres. Il est intéressant de noter que l'utilisation d'un langage en rapport avec la grossesse est déjà controversée, dans la mesure où le mot « *femmes* » est omis dans des déclarations telles que « *personnes susceptibles de tomber enceintes* ».

Bien entendu, les frontières entre biotechnologie, eugénisme et génie génétique sont depuis longtemps floues. Les cultures génétiquement modifiées, le forçage génétique et l'édition génétique sont désormais une réalité, mais l'objectif ultime est le mariage de l'intelligence artificielle, de la bionanotechnologie et du génie génétique pour créer le transhumain d'un seul monde.

Cela est motivé par des intérêts puissants qui, selon Guerini, utilisent une gauche arc-en-ciel, une gauche transgénique et des organisations LGBTQ+ pour promouvoir une nouvelle identité synthétique et exiger de nouveaux droits. Elle dit qu'il s'agit d'une attaque contre la vie, contre la nature, contre « *ce qui est né par opposition à ce qui est artificiel* », ajoutant que tous les liens avec le monde réel et naturel doivent être rompus.

https://www.mondialisation.ca/de-lagraire-au-transhumanisme-la-longue-marche-vers-la-dystopie/5691805?doing_wp_cron=1725341565.1238629817962646484375

J-C – Cela fera peut-être bondir d'indignation des militants imbus de dogmatisme ou psychorigides, trop conformistes pour se poser des questions. Dites-vous bien que si les oligarques déboursent des milliards dans ces technologies, ce n'est certainement pas pour des brunes ou en pure perte. Dites plutôt que vous n'y comprenez rien, ne craigniez rien, personne ne vous en voudra pour autant et ce sera plus honnête.

Lu.

- « *Pendant les JO, tous les jours, les médias ne cessaient de nous répéter que tous les établissements étaient bondés et que les retombées économiques étaient absolument énormes, du jamais vu. Nous avons aussi eu droit à des reportages dans lesquels on voyait des Parisiens désespérés d'avoir quitté la capitale. Quelques jours après les JO, les médias nous parlent a contrario du* « désastre absolu » *et* « des commerces restés déserts. »

Eh oui ! Ce que l'on nous raconte est trop fréquemment différent du réel. En Macronie, les mensonges sont conjugués, d'une part avec la fabrique des tendances à base d'inversions accusatoires constantes, et d'autre part une capture du langage et de ses concepts dans une novlangue exclusive et non inclusive ! Mais n'en déplaise à ces bonimenteurs pathologiques professionnels ; accrochés qu'ils sont aux affirmations publiques qu'ils font qu'ils savent fausses, car cela leur permet de s'accrocher au pouvoir en consacrant le mensonge comme nouvelle forme de communication. N'en déplaise à ces messieurs et dames, le réel finit toujours par frapper, un jour, à la porte des consciences.

Cependant, la plupart des personnes ont la mémoire courte. Ils s'en remettent à l'État providence. Ils attendent que ce dernier les assiste, « *quoiqu'il en coûte* », pour résoudre le problème qui les affecte. Un problème que l'on ne saurait voir, et généré par ceux-là mêmes à qui on fait appel pour les résoudre. De fait, c'est un système qui est voué à l'échec. C'est faire confiance, pour éteindre un feu, au pompier pyromane qui l'a allumé exprès pour être sollicité en ce sens.

Cette dystopie sortie tout droit d'un opus de « *Matrix* », est aidée par « *la réécriture de l'Histoire*. » Cette réécriture intervient par médias interposés, subventionnés à cet effet. Les subventions rendent ainsi ceux qui les reçoivent, dépendants des ordres que leur donnent ceux qui les subventionnent. Dépendants et redevables dans une sorte de syndrome de Stockholm, où la manne céleste étatique vient sauver le subventionné, en échange de quoi le subventionné délivre au public, les fausses vérités et vrais mensonges qui permettent aux personnes qui sont au pouvoir de s'y maintenir artificiellement. Et tout ça, en prime, avec l'argent de ceux qui sont ainsi grugés, trompés, manipulés par les médias : les contribuables.

Parce qu'on aurait dû compter dessus ? Tiens, donc, quel aveu ! Ah ces anticapitalistes !

Qui a dit ?

- « *Si on ne peut plus compter sur les élections pour obtenir du changement* »

Réponse : Frustration Magazine, un "*média d'opinion*" qui prétend, je cite : "*défendre un point de vue radical, anticapitaliste*", réduit à défendre le parlementarisme dans le cadre des institutions de la Ve République. Ils en pincent pour Lucie Castets. Ah ces révolutionnaires !

Source : https://www.frustrationmagazine.fr/cordon-bourgeois-elections/

De qui s'agit-il ?

- « *Ma famille, c'est la gauche, clame-t-il dans Libération.* »

- Sur l'un de ses tracts, le candidat à sa réélection avait écrit qu'il n'avait « *rien à voir* » avec le fondateur de LFI, préférant afficher le soutien de gens comme François Bayrou ou Raphaël Glucksmann. Il entend incarner « *la stabilité et la protection* ». Le HuffPost 31 août 2024

Réponse : François Ruffin. Notez bien que Macron aurait pu être aussi la bonne réponse, la stabilité des institutions et la protection du capitalisme, c'est son truc aussi, comme dirait l'autre, ils vont très bien ensemble !

On risquerait de se retrouver une nouvelle fois avec un flic comme Président de la République!

"*Il ne faut jamais les lâcher*": Darmanin appelle son successeur à "*aimer*" les forces de l'ordre "*même quand c'est difficile*" - BFMTV 1 septembre 2024

Matignon : pour Anne Hidalgo, l'hypothèse Cazeneuve est « *crédible et sérieuse* » - Le Point 1 septembre 2024

« *Avec lui, nous aurions une vraie cohabitation, et c'est ce qu'il faut, sauf si on veut s'asseoir sur le vote des Français* », estime-t-elle, assurant qu'il pourrait « *rassembler des responsables politiques venant d'autres bords que le sien* », comme la droite républicaine, le centre ou les écologistes.

J-C – Quand je les ai caractérisés de droite il y a de cela quelque temps, on a dû me prendre pour un gauchiste, et pourtant ils en arrivent pratiquement à le revendiquer eux-mêmes. C'est le mérite des crises, elles les conduisent à monter au créneau au secours du régime et à se démasquer.

En famille toujours plus à droite.

Nouveau parti : Avec son Union des droites pour la République, Ciotti veut enterrer LR - 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

Éric Ciotti se lance dans la refondation après avoir dynamité sa famille politique en juin en brisant le cordon sanitaire avec l'extrême droite. Président contesté du parti Les Républicains pour son alliance avec le Rassemblement national, il a annoncé samedi lors de sa rentrée politique vouloir transformer LR en Union des droites pour la République (UDR).

Le député est arrivé au son du tube I will survive devant quelque 3.000 partisans, selon les organisateurs, réunis à Levens, dans son fief des Alpes-Maritimes. Estimant que « *la marque Les Républicains est aujourd'hui dépassée, discréditée par ses défaites, ses contradictions, son manque de courage* », il a proposé « *de refonder (sa) famille politique* », expliquant que « l'Union des droites pour la République sera ce grand parti de droite ».

« *Je ne démissionne pas des Républicains, nous créons une nouvelle formation politique* », a-t-il ajouté, balayant les questions sur sa capacité à décider seul de transformer de cette manière LR alors que les dirigeants LR ont déjà tenté en vain à trois reprises de l'exclure et attendent que la justice se prononce à nouveau le 14 octobre.

Au RN, Jordan Bardella a lui souhaité sur X *« un grand succès à Éric Ciotti et son nouveau parti* », estimant que *« la France a besoin d'une droite courageuse, capable de résister au politiquement correct comme il l'a démontré lors des élections législatives 2024* ». 20 Minutes avec AFP 1 septembre 2024

J-C – Un hommage bien mérité ! On s'est mépris sur ce qu'ils avaient appelé à tort la gauche, mais aussi sur la droite dite républicaine qui selon les circonstances sera portée à se compromettre avec l'extrême droite ou le fascisme, le nazisme. Par exemple, il est bien connu que le brave général de Gaulle avait amnistié et recyclé la plupart des acteurs politiques de droite qui avaient collaboré avec le régime de Vichy.

En famille. Concession et grandes manœuvres.

Premier ministre : le RN fait un spectaculaire revirement sur la question du « *gouvernement technique* » - Le HuffPost 3 septembre 2024

Marine Le Pen condamnait sans détour cette hypothèse il y a quelques jours, après sa rencontre avec Emmanuel Macron à l'Élysée, aux côtés de Jordan Bardella.

Ce mardi 3 septembre, le parti d'extrême droite, qui a promis une censure automatique aux options Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve, a tenu à ne pas apparaître comme l'élément bloquant d'un pays en pleine paralysie politique...

Ainsi, Jordan Bardella a trouvé la parade. Il « *accepterait un gouvernement technique, qui expédierait les affaires courantes* » et aurait pour mandat « *de mettre en place la proportionnelle aux législatives* » afin « *de dégager une majorité dans un an* », selon les éléments de langage communiqués à la presse. Des conditions qui confirment que le RN continue de miser sur une nouvelle dissolution l'an prochain, et qui ouvrent un début de solution pour Emmanuel Macron, lequel conditionne la nomination d'un Premier ministre à un critère de « *non-censurabilité* » à l'Assemblée nationale.

Or, en sortant de l'Élysée il y a dix jours à peine, Marine Le Pen s'opposait fermement à cette idée.

Il y a encore des prisonniers politiques en France. Nous exigeons leur libération inconditionnelle.

Nouvelle-Calédonie : Leader kanak en prison en Alsace, Christian Tein désigné président du FLNKS - 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

Détenu en métropole après les violences déclenchées par la réforme du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, le leader kanak a été désigné samedi président de l'alliance indépendantiste du FLNKS, après un congrès auquel deux composantes du Front ont refusé de participer.

Le porte-parole de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), soupçonné d'avoir orchestré les troubles qui ont fait 11 morts, est à l'isolement à la prison de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin) depuis le 23 juin.

Par cette nomination, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) acte la reconnaissance de la CCAT en tant qu'outil de mobilisation du Front et plus seulement de l'Union calédonienne (UC, principal parti indépendantiste, composante du FLNKS), a expliqué Laurie Humuni, secrétaire générale du Rassemblement démocratique océanien (RDO), autre formation membre du FLNKS et actuellement à l'animation de son bureau politique.

Toutefois, la désignation du leader kanak s'est faite en l'absence des deux autres composantes du FLNKS : le Parti de libération kanak (Palika) et l'Union progressiste mélanésienne (UPM). En raison de divisions internes et de dissensions quant au rôle de la CCAT, ils avaient annoncé leur refus de participer au 43e congrès du Front vendredi et samedi à Koumac, dans le nord de l'archipel. L'un comme l'autre avaient également prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas les motions politiques issues de la réunion.

Christian Tein, qui se considère comme un « *prisonnier politique* » et dit ne pas avoir appelé à la violence, est mis en examen notamment pour complicité de tentative de meurtre et association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime. Pour les autorités, la CCAT a fomenté les troubles, ce dont le mouvement se défend. 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

J-C – Peu importe qu'il ait appelé ou non à la violence, il arrive toujours un moment où face à la violence intolérable de la politique de l'Etat contre tout un peuple, recourir à la violence pour faire valoir ses droits est parfaitement légitime et démocratique.

Santé.

Vidéo. Pr. Perronne « *Apprendre à désobéir* »

https://www.youtube.com/watch?v=Vv4OQKO219w

Vidéo. Le Pr Perronne sur Mpox : Vaccin, Passeport vaccinal mondial, Transmission, PCR...

https://www.youtube.com/watch?v=nPZLU0L6x7Q

Fin d'une cabale criminelle.

La bithérapie (Hydroxychloroquine et Azithromycine) aux dosages prescrits à l'IHUM réduit bien la charge virale. Grave erreur des autorités sanitaires ? - France-Soir 30 août 2024

Les médecins chercheurs à l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée (IHUM (1)) ont ainsi mis fin à la controverse en démontrant l'efficacité et la supériorité de la bithérapie à base d'hydroxychloroquine et azithromycine aux dosages prescrits par l'IHUM sur la maladie covid-19 dans la réduction de la charge virale.

Une analyse indépendante des données des patients de l'IHUM, validées par huissier, a été effectuée par Valère Lounnas et al. Cette étude a non seulement corroboré les résultats de l'IHUM en concluant à la supériorité sans appel de la bithérapie marquant une diminution de 58% le passage en soins intensifs et décès, mais est allée plus loin en montrant l'effet aggravant du facteur vaccination covid.

Cette nouvelle étude publiée par Philippe Brouqui et Didier Raoult devrait donc mettre fin à la controverse scientifique sur l'efficacité de la bithérapie pour diminuer la charge virale du SARS-Cov2. Combiné avec les autres études observationnelles, on peut ainsi conclure à l'efficacité significative des traitements précoces pour traiter le Covid précocement. La communauté scientifique devra prendre acte de ces résultats qui mettent donc fin aux débats autour du pseudo-consensus scientifique comme quoi les traitements précoces ne fonctionnent pas. Ce pseudo-consensus a été utilisé dans de nombreux documents pour justifier de choix médicaux des autorités.

Une question fondamentale subsiste, l'efficacité de la bithérapie connue dès avril 2020 par big pharma et l'APHP, pourquoi a-t-elle été ignorée ?

https://www.francesoir.fr/societe-sante/la-bitherapie-hydroxychloroquine-et-azithromycine-aux-dosages-prescrits-l-ihum-reduit

Commentaire de lecteurs.

1- " *l'efficacité de la bithérapie connue dès avril 2020 par big pharma et l'APHP, pourquoi a-t-elle été ignorée ?* "

Elle n'a pas été ignorée, mais censurée et combattue.

Dans le débat - légitime - sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine, les médias dominants ont pris position dès le début en défaveur de ce traitement, en invitant principalement des détracteurs du Pr Raoult et se livrant à des attaques ad hominem. Un médecin américain avait dit, rappelons-nous, que l'HCQ était "*le début de la fin de la pandémie*". Cela aurait écroulé l'édifice anxiogène bâti par ces mêmes médias...

On se rappellera qu'au tout début, fin mars 2020 Macron et Philippe avaient cédé devant la colère des patients dans l'impossibilité de se soigner: un décret avait été publié autorisant la vente d'HCQ sur prescription dans les pharmacies. Avant un rétropédalage immédiat de ces deux sbires, ce qui témoigne des conflits d'intérêts au plus haut niveau de l'Etat.

Et avant cela, dès la première annonce de l'efficacité de l'HCQ, un membre dirigeant de Sanofi avait proposé de mettre à disposition des doses de Plaquénil pour soigner 300 000 malades. Initiative sitôt annoncée, sitôt enterrée...

2- "*Selon un arrêté paru au Journal officiel du 15 janvier 2020, l'hydroxychloroquine est désormais inscrite sur la liste II des substances vénéneuses*." Vidal

Une "*erreur*" comment dire... préméditée et orchestrée!

C'est grave docteur ? Pas vraiment !

J-C - Y aurait-il quelque chose qui ne fonctionnerait pas comme ils le souhaitaient ?

Mpox : Le vaccin n'est pas recommandé pour voyager dans les pays à risque - 20 Minutes 3 septembre 2024

Pour « *les voyageurs qui vont dans ces pays-là […] il n'est pas nécessaire de se faire vacciner* », a assuré ce mardi Grégory Emery, directeur général de la Santé, lors d'un point presse sur la gestion des risques liés au mpox, autrefois dénommé « *variole du singe* ». 20 Minutes avec AFP 3 septembre 2024

Totalitarisme. La Russie alignée sur l'OMS-Davos, et elle fait l'amalgame entre le Mpox et la variole.

Mpox : «*La vaccination reste la meilleure méthode de protection*» - RT 2 sept. 2024

La vaccination reste la meilleure méthode de protection contre la variole du singe. Et en Russie, la vaccination se poursuit. On vaccine les groupes de population ayant un risque élevé de contact avec le virus de la variole. À ce jour, quatre vaccins contre le Mpox ont été enregistrés en Russie. Ce sont principalement des vaccins vivants basés sur des souches atténuées de virus contre la variole. RT 2 sept. 2024

J-C - J'ai supprimé la suite de cet article, c'était une copie conforme de celui que vous aviez entendu sur les vaccins lors de la mystification au covid-19

Russie.

La Russie dépasse les États-Unis en tant que fournisseur de gaz de l'UE «*même sans Nord Stream*» - RT 2 sept. 2024

La Russie est devenue le deuxième fournisseur de gaz de l'UE au 2e trimestre 2024, devançant les États-Unis, indique le quotidien allemand Die Welt, citant des données de la société de conseil Bruegel.

Sur la base des informations fournies par la société russe Gazprom et le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSOG), le quotidien russe Védomosti précise que le volume des exportations de gaz russe par gazoduc vers l'Europe (Union européenne et Moldavie) a augmenté de 26 % en mars 2024 par rapport à l'année dernière pour atteindre 2,74 milliards de mètres cubes. Il s'agit du niveau d'approvisionnement le plus élevé depuis août 2023, lorsque le volume des exportations atteignait 2,84 milliards de mètres cubes par mois.

Le quotidien Handelsblatt a rapporté en juillet, en citant ses sources, que l'UE considérait la possibilité de conclure un nouveau contrat avec Gazprom en raison de l'expiration le 31 décembre 2024 de l'accord sur le transit des hydrocarbures russes entre Gazprom et l'entreprise ukrainienne Naftogaz.

Cependant, Volodymyr Zelensky a annoncé le 27 août que l'Ukraine n'avait pas l'intention de prolonger l'accord avec Gazprom sur le transit du gaz russe vers les pays de l'UE au-delà de 2024. Il a ajouté qu'après l'expiration du contrat existant, la décision sur le transit du gaz russe à travers le territoire ukrainien serait prise conjointement avec l'Union européenne. Depuis le 6 août, la zone de combat s'étend sur un tronçon du gazoduc de transit passant par la station de mesure du gaz de Soudja, dans la région de Koursk. RT 2 sept. 2024

J-C - Cela pourrait expliquer pourquoi l'Ukraine a attaqué la région de Koursk, outre sa centrale nucléaire où auraient été stockées d'importantes quantités d'uranium et de plutonium que la Russie aurait extrait de la centrale nucléaire de Zaporijjia dans le Donbass, selon T. Meyssan.

Etats-Unis.

J-C - Etats-Unis ou le siège de la finance mafieuse, du crime organisé, du terrorisme international, du bioterrorisme... et des narco-trafiquants, bref, de toutes les mafias !

Présidentielle américaine : Trump défend la légalisation du cannabis récréatif en Floride - 20 Minutes 1 septembre 2024

Bien que trois quarts des Américains vivent désormais dans un Etat où le cannabis est légal, il ne l'est pas encore au niveau fédéral. Le ministère de la Justice de l'administration du président sortant démocrate Joe Biden a officiellement publié en mai sa recommandation de le reclasser dans une catégorie de drogue moins dangereuse qu'actuellement. 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

Venezuela.

J-C - Sous un faux prétexte, puisque le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche a déclaré que cette mesure constitue "*une étape importante pour que M. Maduro continue à subir les conséquences de sa mauvaise gouvernance*" ou son refus d'appliquer le programme néolibéral au Venezuela dicté par les autorités américaines. Au moins cela a le mérite d'être clair.

Etats-Unis : Washington saisit un avion du président Nicolás Maduro… Le Venezuela dénonce un acte de « *piraterie* » - 20 Minutes 3 septembre 2024

Le ministre de la Justice américain, Merrick Garland, a expliqué dans un communiqué que l'appareil avait été saisi en République dominicaine et transféré en Floride, à Fort Lauderdale, soulignant que l'avion avait été acquis de manière illicite.

La République dominicaine, où l'avion se trouvait avant sa saisie pour des opérations de maintenance, a précisé qu'elle n'avait pas participé à l'enquête menée par les autorités américaines. Roberto Alvarez, le ministre des Affaires étrangères dominicain, a expliqué aux journalistes que les autorités dominicaines avaient « *seulement* » répondu à une « *demande internationale d'entraide judiciaire* », indiquant que leur rôle s'était limité à ce cadre.

"*M. Maduro et ses représentants ont falsifié les résultats de l'élection présidentielle*" (...) et "*mené une répression à grande échelle*", a déclaré lundi un porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, estimant que la saisie constitue "*une étape importante pour que M. Maduro continue à subir les conséquences de sa mauvaise gouvernance*".

« *Le Venezuela dénonce devant la communauté internationale qu'une fois de plus, les autorités des Etats-Unis, dans une pratique criminelle répétée qui ne peut être qualifiée que d'acte de piraterie, ont illégalement confisqué un avion utilisé par le président de la République* », indique un communiqué.

« *Cette action révèle qu'aucun Etat ni aucun gouvernement constitutionnel n'est à l'abri d'actions illégales qui bafouent le droit international* », est-il encore indiqué dans le communiqué.

Au Venezuela, la justice a émis lundi un mandat d'arrêt contre l'opposant Edmundo Gonzalez Urrutia, qui ne s'est pas rendu à trois convocations du parquet alors qu'il revendique la victoire à la présidentielle de juillet.

Le parquet avait ouvert début août une enquête contre Edmundo Gonzalez Urrutia et la cheffe de l'opposition Maria Corina Machado pour "*usurpation de fonctions, diffusion de fausses informations, incitation à la désobéissance aux lois, incitation à l'insurrection, association de malfaiteurs*". 20 Minutes/AFP et FRANCE 24 3 septembre 2024

Algérie.

BRICS : l'Algérie intègre la nouvelle Banque de Développement du bloc - RT 1 sept. 2024

Annoncée le 31 août au Cap en Afrique du Sud par la présidente de la banque des BRICS, Dilma Rousseff, l'adhésion de l'Algérie à la nouvelle Banque de Développement (NBD a été approuvée lors de la 9ème réunion annuelle de cette instance.

L'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre cette banque en 2023, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars. La NDB, fondée en 2015 par le groupe des BRICS, est une banque multilatérale de développement créée pour servir d'alternative au FMI et à la Banque mondiale.

En rejoignant la NDB, le bras financier des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Egypte, Ethiopie, Iran et Emirats arabes unis), l'Algérie franchit une étape déterminante dans son

intégration au système financier mondial, selon le ministère algérien des Finances. Cette adhésion marque un tournant significatif dans le processus d'internationalisation économique du pays.

Le communiqué du ministère précise que cette intégration a été rendue possible grâce à la solidité des indicateurs macroéconomiques de l'Algérie, qui ont montré des performances exceptionnelles ces dernières années. Ces résultats ont permis au pays de se classer comme une économie émergente de tranche supérieure.

Le département des Finances souligne que l'adhésion à la NDB ouvrira de nouvelles perspectives pour soutenir et renforcer l'essor économique de l'Algérie.

En tant que premier exportateur africain de gaz naturel, l'Algérie pourra ainsi bénéficier de nouveaux moyens pour développer son économie à moyen et long termes.

La mission principale de la NDB est de mobiliser des ressources pour financer des projets dans les marchés émergents et les pays en développement. Créée par les BRICS, cette banque a déjà intégré de nouveaux membres tels que le Bangladesh, les Emirats, l'Egypte et l'Uruguay, reflétant ainsi l'élargissement du groupe.

Grande-Bretagne.

Le Premier ministre britannique terrorise les partisans de la Palestine - Mondialisation.ca, 02 septembre 2024

https://www.mondialisation.ca/le-premier-ministre-britannique-terrorise-les-partisans-de-la-palestine/5692018?doing_wp_cron=1725338857.7524740695953369140625

https://consortiumnews.com/fr/2024/08/30/Le-Premier-ministre-britannique-terrorise-les-partisans-de-la-Palestine/

L'arrestation jeudi de la militante de solidarité avec la Palestine Sarah Wilkinson.

Les accusations du journaliste Richard Medhurst la semaine dernière — toutes deux basées sur une affirmation improbable selon laquelle ils auraient violé l'article 12 de la loi sur le terrorisme — sont la preuve définitive que les purges autoritaires de Keir Starmer contre la gauche travailliste sont déployées contre les critiques à l'échelle nationale.

Le Premier ministre britannique est déterminé à terroriser et réduire au silence les critiques qui soulignent sa complicité, et désormais celle de son gouvernement, avec Israël et son génocide à Gaza.

Soyons clairs : la police utilise la loi antiterroriste de cette manière uniquement parce qu'elle a reçu des instructions politiques pour le faire. L'arrestation de Wilkinson n'est possible que parce que la police et Starmer, soi-disant avocat des droits de l'homme, réécrivent le sens de l'expression « *soutien au terrorisme* ».

Il s'agit d'une répression politique dans sa forme la plus claire.

Le fait de féliciter les dirigeants du Hamas, et même ses chefs militaires, pour avoir accepté de participer à des négociations de paix équivaudrait-il à un « *soutien* » à une organisation terroriste ? Cela devrait-il conduire à une arrestation et à une peine de prison ?

Ce n'a jamais été un crime de « *soutenir* » le Sinn Fein – l'aile politique de l'IRA – dans le sens d'avoir des choses élogieuses à dire sur son leader de longue date, Gerry Adams, ou de soutenir ses positions politiques.

Allemagne.

Allemagne: victoire inédite de l'extrême droite à une élection régionale, Scholz sanctionné - AFP 1 septembre 2024

L'extrême droite allemande AfD s'est largement imposée dimanche aux élections en Thuringe, dans l'est du pays, et talonne les conservateurs en Saxe, des scores sans précédent pour ce parti et qui représentent un nouveau coup dur pour la fragile coalition d'Olaf Scholz, selon les sondages à la sortie des urnes.

Les scrutins à valeur de test dans ces deux régions de l'ex-RDA, bastions électoraux de l'extrême droite, se sont déroulés dans un contexte particulièrement tendu, plus d'une semaine après le triple meurtre au couteau imputé à un Syrien à Solingen, qui a bouleversé le pays et relancé un vif débat sur l'immigration.

En Thuringe, l'un des plus petits Länder allemands où l'extrême droite est emmenée par Björn Höcke, l'une de ses figures les plus radicales, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) est donné largement en tête (30,5 à 33,5%), devant les conservateurs de la CDU (24,5%), selon les premiers sondages à l'issue de la fermeture des bureaux de vote diffusés par les télévisions publiques ARD et ZDF.

En Saxe, les conservateurs de la CDU ont une légère avance (31,5 à 32%), talonnés de près par l'AfD (avec 30 à 31,5%).

Un nouveau venu, le parti BSW, de l'ancienne égérie d'extrême gauche Sahra Wagenknecht, fait une percée spectaculaire, crédité de scores entre 12 et 16% dans les deux Länder, et pourrait se poser en faiseur de roi dans la formation à venir des gouvernements régionaux.

La victoire de l'AfD en Thuringe constitue une première dans le pays depuis l'après-guerre, même s'il est improbable que la formation dirige la région, tous les autres partis refusant toute coalition avec lui.

Les premiers résultats confirment aussi un nouveau revers majeur du gouvernement de coalition du chancelier avec les Verts et les libéraux du FDP, à un an des élections législatives de 2025.

Son Parti social-démocrate (SPD), déjà à un faible niveau lors du précédent mandat, enregistre un score entre 6,5 et 8,5%.

Les Verts eux sortent du parlement de Thuringe, et les libéraux du FDP ne seraient plus représentés dans aucune des assemblées régionales.

Ces Länder, qui disposent d'importantes prérogatives dans le système allemand en matière d'éducation ou de sécurité, pourraient être gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche.

Israël.

De sombres vérités sur Israël passées sous silence - Mondialisation.ca, 01 septembre 2024

Tony Greenstein révèle une omission flagrante dans la nouvelle biographie de Rudolf Vrba, premier juif à avoir échappé à Auschwitz et critique virulent du mouvement sioniste.

Par Jonathan Cook

Tony Greenstein expose de manière flagrante la façon dont le chroniqueur du Guardian Jonathan Freedland a déformé l'histoire dans sa biographie de Rudolf Vrba, le premier Juif à s'être échappé d'Auschwitz.

On est en droit de se demander pourquoi l'incroyable histoire de Vrba a été enterrée pendant des décennies, compte tenu de l'engouement d'Hollywood pour les films sur l'Holocauste.

Greenstein l'explique. Les efforts déployés par Vrba au début de l'année 1944 pour avertir d'autres Juifs du sort qui les attendait dans les camps de la mort nazis ont été trahis par les dirigeants européens du mouvement sioniste, qui l'ont réduit au silence.

Ce mouvement était prêt à sacrifier des centaines de milliers de Juifs en échange d'une escorte nazie mettant l'élite sioniste à l'abri du danger européen à destination de la Palestine. Là, le mouvement sioniste était déjà bien préparé à expulser les Palestiniens autochtones et à construire un État juif autoproclamé sur les ruines de leur patrie.

L'attitude des sionistes reflète celle du père fondateur du mouvement, Theodor Herzl :

"*Les antisémites deviendront nos amis les plus sûrs, et les pays antisémites nos alliés*".

Vrba critiquait vivement le mouvement sioniste pour avoir collaboré avec les nazis et n'aimait pas l'État juif qu'il avait engendré.

En 1961, le Daily Herald a publié un extrait des mémoires de Vrba, cité par Greenstein, dans lequel il écrit :

"*Je suis juif. Malgré cela, et même à cause de cela, j'accuse certains dirigeants juifs d'avoir commis l'un des actes les plus horribles de la guerre. Ce petit groupe de traîtres savait ce qu'il advenait de leurs frères dans les chambres à gaz d'Hitler, et a acheté sa propre vie au prix du silence […].*

"*J'ai pu avertir les dirigeants sionistes hongrois trois semaines à l'avance qu'[Adolf] Eichmann [principal architecte de l'Holocauste] prévoyait d'envoyer un million de leurs Juifs dans ses chambres à gaz … [Rezso] Kasztner [dirigeant du mouvement sioniste hongrois] est allé voir*

Eichmann et lui a dit : 'Je suis au courant de vos plans. Epargnez quelques Juifs de mon choix et je me tairai'".

La trahison de Kasztner envers ces Juifs, les condamnant aux chambres à gaz nazies, a été justifiée plus tard par le procureur général d'Israël, Haim Cohen, dans les termes suivants :

"*Il était en droit de passer un accord avec les nazis pour sauver quelques centaines de personnes et de ne pas avertir les millions d'autres… C'était son devoir… Notre tradition sioniste a toujours été de sélectionner un petit nombre de personnes pour organiser l'immigration vers la Palestine… Serions-nous qualifiés de traîtres ?*"

Voilà pourquoi le musée israélien de l'Holocauste, Yad Vashem, a effectivement supprimé de ses salles l'étonnante histoire de Vrba, et pourquoi les écoliers israéliens n'apprennent rien sur lui. C'est aussi pourquoi Hollywood n'a jamais repris l'histoire la plus hollywoodienne de l'Holocauste.

L'histoire de l'antisioniste Vrba expose les fondements idéologiques d'Israël, qui était en totale sympathie avec les ignobles nationalismes ethniques européens qui ont culminé dans le nazisme. Son histoire explique comment Israël a toujours été prêt à commettre un génocide à Gaza, et le fait actuellement.

Lorsque l'idéologie devient plus importante que la vie humaine, les gens – même ceux que vous considérez comme les vôtres – deviennent sacrifiables. Ils sont traités comme des pions dans un jeu féroce de politique de pouvoir.

David Ben Gourion, le père fondateur d'Israël, a exprimé précisément ce sentiment en décembre 1938, alors que les pogroms nazis contre les Juifs faisaient rage en Allemagne :

"*Si j'avais pu sauver tous les enfants d'Allemagne en les emmenant en Angleterre, et seulement la moitié en les transférant en Terre d'Israël, j'aurais choisi cette dernière solution, car ce n'est pas seulement le nombre de ces enfants qui se joue, mais aussi l'histoire du peuple d'Israël*".

La tâche de Freedland dans son livre The Escape Artist était de s'approprier l'histoire de Vrba, de la dépouiller de son message antisioniste et de l'incorporer dans le récit sioniste aujourd'hui dominant, soigneusement élaboré après la Seconde Guerre mondiale.

Voilà pourquoi la biographie a reçu des prix et des éloges sans fin de la part des habituels suspects. L'histoire de la vie de Vrba est sans aucun doute prête pour un relooking hollywoodien qui, s'il a lieu, enrichira grandement Freedland.

"*La tâche de Freedland dans son livre The Escape Artist était de s'approprier l'histoire de Vrba, de la dépouiller de son message antisioniste et de l'incorporer dans le récit sioniste aujourd'hui dominant, soigneusement élaboré après la Seconde Guerre mondiale*".

Grâce à lui, la menace que représentait la véritable histoire de Vrba a été neutralisée. Cela concorde avec le sort général des Juifs antisionistes : leur existence est soit ignorée, soit aseptisée pour s'accorder avec une interprétation sioniste complaisante de l'histoire.

Ce processus se poursuit encore aujourd'hui :

Les nombreux Juifs antisionistes qui ont soutenu Jeremy Corbyn ont été soit ignorés, soit chassés du Parti travailliste parce qu'ils ont sapé le récit antisémite bidon que Freedland et beaucoup d'autres ont promu pour se débarrasser d'un dirigeant qui soutenait véritablement le droit du peuple palestinien à la création d'un État.

Et les nombreux Juifs antisionistes qui participent aux marches de protestation contre le génocide à Gaza ont disparu parce qu'ils font mentir les discours des médias de l'establishment visant à dépeindre ces marches comme étant antisémites.

On notera que des dirigeants israéliens comme le Premier ministre Benjamin Netanyahu ont conclu des alliances privilégiées, tout comme Herzl le recommandait, avec des États ouvertement antisémites comme la Hongrie de Viktor Orban. Ils ont poursuivi la tradition initiée par Kasztner, qui s'est sauvé et a sauvé ses amis sionistes en sacrifiant des centaines de milliers de Juifs hongrois.

Soulignons aussi que, depuis des décennies, les gouvernements israéliens glissent inexorablement vers la droite, au point que des ministres de premier plan, comme Bezalel Smotrich, ministre des Finances, se déclarent ouvertement "*fascistes juifs*".

Néanmoins, leur idéologie sioniste n'est guère différente de celle de leurs prédécesseurs prétendument "*modérés*". La principale différence réside dans le fait qu'ils ne s'excusent pas de leur suprématisme juif et qu'ils affichent haut et fort leur mépris pour la vie des Palestiniens.

Le sionisme ressurgit simplement d'un placard où il a été en partie contraint de s'enfermer par la nécessité rhétorique de revendiquer une base morale pour ses actions et son souci d'apaiser l'opinion publique occidentale.

Ce n'est pas le fasciste autoproclamé Smotrich qui commet un génocide à Gaza. Ce sont les généraux de l'establishment israélien et son armée de citoyens.

M. Greenstein a récemment publié un livre essentiel, Zionism During the Holocaust [Le sionisme pendant l'Holocauste], qui traite en profondeur de la collusion entre ceux qui ont contribué à la fondation d'Israël et les nazis. Je recommande à tous de le consulter.

La trahison de l'alliance nazi-sioniste - consortiumnews.com/fr 24 juin 2024

Extraits.

En collaborant avec les nazis, un petit groupe de sionistes a affaibli la résistance antifasciste et contribué au génocide des Juifs d'Europe, écrit Stéphane Moore.

Aussi inconfortable que cela puisse paraître pour beaucoup, la politique actuelle d'apartheid d'Israël a pris forme à la veille de l'Holocauste, lorsque l'Allemagne nazie et un petit groupe de sionistes influents ont formé une alliance pour construire leurs États ethno-nationalistes.

Le 25 août 1933, les sionistes allemands signèrent un accord avec le gouvernement nazi qui a permis à certains riches juifs allemands d'immigrer en Polognealestine en échange de l'achat de produits allemands qui étaient ensuite exportés vers la communauté juive de Palestine.

Dans le cadre de cet accord, les sionistes ont également accepté de faire pression sur la communauté juive mondiale pour qu'elle mette fin à son boycott des produits allemands qui a commencé lorsque Hitler est arrivé au pouvoir.

Dans son histoire du mandat britannique, Le Septième Million, le journaliste israélien Tom Segey a écrit (voir page 539) que « *sauver les Juifs européens ne figurait pas en tête des priorités de la classe dirigeante [sioniste]* ». Au contraire, « la fondation de l'État était primordiale à leurs yeux ».

Lors d'une conférence du Parti travailliste sioniste en 1938, Ben Gourion a exposé sa formule pour déterminer qui devrait être sauvé après l'offre britannique de sauver des milliers d'enfants juifs d'Europe :

« *Si je savais qu'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les emmenant en Angleterre, et seulement la moitié des enfants en les emmenant en Eretz Israël, je choisirais la deuxième solution. Car nous devons prendre en compte non seulement la vie de ces enfants mais aussi l'intérêt historique du peuple d'Israël.* »

Cependant, ce n'était pas seulement tous les enfants que les sionistes voulaient en Palestine, comme la majorité des shtetls pauvres d'Europe de l'Est et Russie.

"*Nous voulons seulement le meilleur de la jeunesse juive venir chez nous… seuls les instruits peuvent entrer* », a déclaré le futur président israélien Chaim Weizmann (voir page 498 du livre de Ben Hecht). Un enfant du siècle) à la Conférence Sioniste Mondiale de 1937 à Zurich, en Suisse,

« *Les autres Juifs devront rester où ils sont et faire face au sort qui les attend.c'est eux. Ces millions de Juifs ne sont que de la poussière sur les roues de l'histoire et il faudra peut-être les éliminer. Nous ne voulons pas qu'ils affluent en Palestine. Nous ne voulons pas que Tel-Aviv devienne un ghetto de misère.*»

En effet, les sionistes et les nazis étaient des âmes sœurs : tous deux bâtissaient des États ethno-nationalistes fondés sur la pureté raciale. - un concept de plus en plus adopté à l'époque - et tous deux s'opposèrent avec véhémence à l'assimilation des Juifs en Europe.

« *L'attitude des sionistes face à la menace croissante de la domination fasciste en Allemagne était déterminée par certaines hypothèses idéologiques communes :* » écrit le journaliste allemand Klaus Polkhen, dans No. 57 dans Les contacts secrets:

« Les fascistes ainsi que les sionistes croyaient en des théories raciales non scientifiques, et tous deux se retrouvaient sur le même terrain dans leurs croyances en des généralisations mystiques telles que le « caractère national (Volkstum)*…* et « *l'exclusivité raciale* ».

Voir les yeux dans les yeux avec les fascistes

A note au parti nazi de la Fédération sioniste d'Allemagne le 21 juin 1933 (page 155 du livre de Lucy Dawidowicz). Un lecteur de l'Holocauste) a assuré aux fascistes qu'ils étaient d'accord :

« *Notre reconnaissance de la nationalité juive nous permet d'établir des relations claires et sincères avec le peuple allemand et ses réalités nationales et raciales… parce que nous sommes nous aussi contre les mariages mixtes et pour le maintien de la pureté du groupe juif.* »

Athur Ruppin, sociologue qui a dirigé l'exécutif sioniste palestinien, arew directement sur les nazis course de maître théories.

Il croyait que le sionisme exigeait « la pureté raciale » et que «seulement les racialement purs venez au pays. Inspiré par les travaux de scientifiques nazis, il a effectué des mesures du crâne pour démontrer que les Juifs ashkénazes étaient supérieurs aux Juifs yéménites et s'est opposé à l'immigration des Juifs éthiopiens en raison de leur manque de « *lien de sang* ».

En fait, certains sionistes étaient ravis de l'antisémitisme nazi. Lors d'une réunion à Berlin en 1937 avec Adolf Eichmann, Feivel Polkes, membre de l'armée clandestine sioniste, a salué la terreur en Allemagne:

« *Les cercles juifs nationalistes ont exprimé leur grande joie face à la politique allemande radicale à l'égard des Juifs, car cette politique augmenterait la population juive en Palestine, de sorte qu'on puisse compter avec une majorité juive en Palestine plutôt qu'avec les Arabes.* » (Voir le numéro 74 de Polkhen dans Les contacts secrets)

L'admiration de Polkes était réciproque par Eichmann, qui affirmait : « Si j'avais été juif, j'aurais été un sioniste fanatique. En fait, j'aurais été le sioniste le plus ardent qui soit. »

Compte tenu de leurs points de vue similaires sur la race et l'édification de la nation, les nazis ont donné aux sionistes un traitement préférentiel dans presque tous les domaines (voir n° 62 dans Polkehn's Les contacts secrets). Ils étaient le seul groupe non nazi autorisé à porter son propre uniforme, à arborer son propre drapeau et à adopter une philosophie politique distincte jusqu'en 1939.

Alors que le ministère allemand de la Propagande interdit tous les journaux publiés par les communistes, les sociaux-démocrates, les syndicats et autres organisations progressistes, le journal sioniste, le Judische Rundschau, fut autorisé à publier sa propagande sans entrave de 1933 à 1939.

Contrairement aux sionistes allemands, la plupart des Juifs d'Europe résistaient aux fascistes – les combattant en Espagne – où 30 pour cent des membres de la Brigade Lincoln américaine étaient juifs – et en Pologne, où la moitié des 5,000 XNUMX membres de la Brigade Lincoln américaine étaient juifs. Brigade Dombrovski les combattants étaient juifs, faisant passer des armes en contrebande vers les ghettos d'Europe de l'Est et poussant d'autres pays à venir à leur secours.

Dans le même temps, les sionistes faisaient tout leur possible pour faire échouer ces efforts.

En 1938, lors d'une crise mondiale conférence des 32 pays réunis à Evian-les-Baines, France, pour résoudre le problème des Juifs allemands et autrichiens fuyant les persécutions nazies, seule la République dominicaine est venue à leur secours en leur proposant jusqu'à 100,000 315 réfugiés juifs « des zones vacantes de terres fertiles, d'excellentes routes et une force de police qui maintient la loi et l'ordre ». (Voir page XNUMX de Après le procès du sionisme ougandais.)

Malgré l'offre généreuse, *« l'hostilité des sionistes était pure et sans compromis* », a écrit SB Beit Zvi, chercheur sur l'Holocauste.

"*Les sionistes ont résisté (voir page 218) à tout ce qui est susceptible de mettre en péril leurs revenus de collecte de fonds…. Si les Juifs d'Amérique contribuaient à la colonie en République*

dominicaine, ils pourraient donner moins au Fonds national juif ou au Keren Hayessod [Appel uni pour Israël]. »

De même, les sionistes étaient hostiles à diverses autres propositions et propose de réinstaller les Juifs en Australie, en Union soviétique, au Japon, à Madagascar et en Alaska. (Voir page 260 de L'accord de transfert par Edwin Black.)

« *Se concentrant sur la Palestine comme SEULE destination légitime pour une émigration à grande échelle, l'Organisation Sioniste Mondiale a rejeté, à partir de 1933, les opportunités de réinstaller les Juifs allemands dans des refuges ou des foyers autres que Eretz Israël, "* écrit L'historien américain Edwin Black : *« La position sioniste était claire : la Palestine ou rien.* » (Voir page 260 de Black L'accord de transfert.)

Même en 1943, alors que l'Holocauste était bien avancé, les sionistes continuaient de bloquer les Juifs qui tentaient de s'installer en dehors de la Palestine.

Lorsqu'un grand groupe d'orthodoxes américains les rabbins ont défilé À Washington, DC, demandant au président Franklin Delano Roosevelt de sauver les Juifs d'Europe, les dirigeants sionistes ont dissuadé le président de les rencontrer.

Jouant sur l'antisémitisme américain, le chef du Congrès juif mondial, le rabbin Stephen Wise, et Samuel Rosenman, de l'American Jewish Committee, dit à Roosevelt que les rabbins protestataires étaient des immigrants de première génération qui n'étaient « *pas représentatifs de la communauté juive américaine »* et qui n'étaient pas le genre de Juifs que Roosevelt devrait rencontrer. En effet, lorsqu'ils sont arrivés à la Maison Blanche, on leur a dit (mensongement) que Roosevelt n'était pas disponible.

Le train Kastner

Peut-être qu'aucun autre incident n'illustre mieux la trahison sioniste que la saga du Train Kastner, qui impliquait collaborer avec les nazis sur le sort des Juifs hongrois.

En avril 1944, au plus fort des exterminations, Adolf Eichmann a proposé un marché à Joel Brand, le chef du Comité hongrois d'aide et de sauvetage : les nazis épargneraient la vie d'un million de Juifs hongrois en échange de 10,000 XNUMX camions et autres marchandises en provenance des Alliés.

Brand s'est immédiatement rendu à Istanbul pour présenter la proposition à l'Agence juive qui, comme Brand l'a dit plus tard : manquait de tout sentiment d'urgence, puisque c'était plus concentré sur l'émigration juive vers la Palestine plutôt que sur le massacre en Europe.

De retour à Budapest, Eichmann a proposé un autre accord au leader sioniste Rudolph Kastner, collègue de Brand au sein du Comité : en échange de 1,000 25,000 dollars chacun (1,684 XNUMX dollars dans la monnaie actuelle), Eichmann permettrait le départ de XNUMX XNUMX Juifs pour la plupart aisés, dont la famille et les amis de Kastner, pour s'enfuir en train vers la Suisse. Dans le cadre de cet accord, Kastner a accepté de ne pas informer les Juifs hongrois qu'ils allaient mourir dans les crématoriums.

Entre mai et juillet 1944, 437,000 XNUMX Juifs, soit la quasi-totalité de la population juive rurale de Hongrie, furent déportés à Auschwitz, où la plupart furent gazés à leur arrivée.

En 1954, un juge israélien a statué que Kastner avait « *vendu son âme au diable* » en négociant avec Eichmann pour sauver certains Juifs, tout en « *ouvrant la voie au meurtre de la communauté juive hongroise* ». Il fut assassiné le 15 mars 1957. par membres du Léhi, la milice de droite israélienne, pour collaboration avec les nazis. Kastner a ensuite été réhabilité en tant que héros en Israël.

Beaucoup soutiennent encore que les accords de Haavara et l'accord de Kastner avec Eichmann étaient des décisions pragmatiques visant à sauver la vie de milliers de Juifs et à contribuer à la construction d'une patrie juive. Mais, comme le dit le journaliste américain Lenni Brenner écrit à propos de Haavara,

« *Toutes les excuses selon lesquelles cela a sauvé des vies doivent être strictement exclues d'un examen sérieux… cela a sauvé des richesses, pas des vies… ou, plus exactement, une partie des biens de la bourgeoisie juive allemande*. »

En fin de compte, la collaboration avec les nazis par un petit groupe de sionistes a brisé le boycott mondial contre l'Allemagne, affaibli la résistance antifasciste dans le monde entier et contribué au génocide des Juifs d'Europe.

En effet, l'Alliance sioniste-nazie est devenue aujourd'hui partie intégrante du fondement idéologique de la politique d'apartheid et de génocide d'Israël.

https://consortiumnews.com/fr/2024/06/24/the-treachery-of-the-nazi-zionist-alliance/

Argentine.

Argentine : Qualifiant ses rivaux de « rats », Milei voit lui et Trump comme des géants - 20 Minutes/AFP 3 septembre 2024

Le président ultralibéral de l'Argentine a prétendu être « *l'un des deux hommes politiques les plus importants* » au monde, avec l'ex-président américain Donald Trump, qualifiant au passage ses rivaux politiques de « *rats invisibles* », lors d'une interview avec la chaîne conservatrice LN + dimanche soir.

« *Je suis considéré comme le plus grand défenseur des idées de liberté dans le monde* », a poursuivi le chef de l'Etat en poste depuis décembre, évoquant ses rencontres avec « *les entrepreneurs les plus grands du monde* », stars de la Silicon Valley tels Mark Zuckerberg, Elon Musk ou encore Jeff Bezos.

Milei, en délicatesse avec le Parlement argentin, où son parti libertarien est minoritaire et où il a essuyé des revers législatifs récents, a raillé au passage « *l'agenda lilliputien de politiciens argentins insignifiants, des rats invisibles, qui ne pourront jamais aspirer à cela* ».

Bangladesh

Révolution colorée au Bangladesh - Réseau Voltaire 3 septembre 2024

Après avoir organisé le renversement d'Imran Khan au Pakistan, les États-Unis sont parvenus à renverser également Sheikh Hasina au Bangladesh. Un troisième changement de régime serait en préparation dans la région. Washington, chef du « *monde libre* », ne change donc pas : au mépris de la volonté des peuples, il leur impose des dirigeants.

Par Thierry Meyssan

Sheik Hasina, qui depuis quinze ans dirigeait le Bangladesh et était célébrée comme une championne de la démocratie, a été subitement renversée par la foule, le 4 août. Elle est accusée par le nouveau gouvernement d'avoir transformé son régime en dictature. Effectivement, les élections législatives du 7 janvier 2024 lui ont donné un parlement obéissant car elles ont été boycottées par l'opposition et, surtout, les manifestations de juillet-août ont été réprimées de manière sanglante, faisant au moins 250 morts, peut-être 650.

Comme toujours, les apparences sont trompeuses et les raccourcis médiatiques de pures intoxications.

Le 24 mai 2023, le département d'État US a interdit d'accès au territoire des États-Unis à certains dirigeants bengalais afin, disait-il, de les contraindre à organiser des élections libres et équitables [1].

Première anomalie : ingérences de la Commission européenne et du département d'État US

Le 6 janvier, c'est-à-dire la veille des élections générales boycottées par l'opposition, Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, avait mis en cause les ingérences de la Commission européenne et du département d'État US dans l'organisation de ces élections [2]. Selon le Washington Post, Bharat serait intervenu auprès du département d'État pour que le changement de régime au Bengladesh se fasse en douceur.

On sait que l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute (NDI) se sont largement investis dans la préparation de ses élections. Ces organismes, liés à la CIA, ont même reçu plusieurs millions de la National Endowment for Democracy (NED) pour cela.

La Cour suprême bengalie a restauré le système des quotas dans la fonction publique, en juin. Ceux-ci sont réservés aux vétérans de la guerre d'indépendance (1971) et à leurs descendants, ce qui favorise les membres de la Ligue Awami au pouvoir qui a fait la guerre d'indépendance. De jeunes diplômés se retrouvent sans perspective d'emploi. Une grève pacifique est organisée par des syndicats étudiants. Elle est interrompue durant les fêtes musulmanes (Aïd).

Après les élections de janvier 2024, un diplomate états-unien avait mis en garde Sheikh Hasina : si elle n'acceptait pas de céder une partie du territoire du Bengale, de créer un État chrétien à cheval sur le Myanmar et d'installer une base militaire aérienne étrangère sur l'île Saint-Martin, elle serait renversée. Le 24 mai 2024, c'est-à-dire deux semaines avant le début du mouvement contre elle, Sheikh Hasina avait rassemblé les dirigeants des 14 partis politiques de sa coalition pour les avertir de ce complot [3]. En vain.

Seconde anomalie : opérations de destruction des symboles du Bangladesh

Dès le début de la grève, en juin, des individus ont attaqué et vandalisé les monuments à la gloire du fondateur de la nation, Sheikh Mujibur Rahman (assassiné en 1975). Or, à ce moment-là, personne

ne critiquait cette gloire nationale. Il se trouve que celui-ci n'est pas seulement le père de la nation (Bangabandhu), mais aussi celui de la conseillère principale (Première ministre), Sheikh Hasina. C'est très exactement ce que l'on avait vu au début de la guerre en Syrie (2011) : des individus non identifiés avaient saccagé les statues d'Hafez el-Assad (1930-2000), que pourtant à l'époque, personne dans son pays ne contestait. Il s'agissait non pas de mettre en cause son héritage, mais de détruire des symboles de l'État de manière à délégitimer son fils et successeur, Bachar el-Assad.

Les médias internationaux n'ont pas attaché d'importance à ces actions contre les monuments publics. Ils étaient, selon toute vraisemblance, perpétrés par des membres du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). Cette formation, fut créée par Ziaur Rahman, président du Bangladesh de 1977 à 1981, date de son assassinat. Elle est favorable aux islamistes, tandis que la Ligue Awami est laïque. Toute l'histoire du demi-siècle d'existence du Bangladesh est une lutte entre islamistes et laïques. La présidente du BNP et ancienne conseillère principale (1991-1996 et 2001-2006), Khaleda Zia, est aujourd'hui en prison pour détournement de fonds. Son fils, Tarique Rahman, poursuit son combat depuis Londres (capitale de l'ancien empire des Indes dont le Bangladesh est issu) où il vit en exil.

Depuis mai 2023, le BNP a engagé Hunter Biden (fils du président états-unien) via la société Blue Star Strategies. L'accord précise qu'Hunter Biden touchera, en plus des frais de lobbying, 100 millions de dollars lorsque le BNP reviendra au pouvoir.

Les islamistes sont représentés par la Jamaat-e-Islami, fondée par Sayyid Abul Ala Maududi et Saïd Ramadan, représentant la Confrérie égyptienne des Frères musulmans. Ils militent contre l'État bengalais et pour le rattachement au Pakistan.

Le 10 juillet, une marche de protestation se heurte à des manifestants de la Ligue Awami. Le 19 juillet, les manifestants attaquent un centre de détention, libèrent les prisonniers et l'incendient. Les émeutes qui suivent font plus d'une centaine de morts. Le 4 août, de nouvelles émeutes font 97 morts supplémentaires. La conseillère principale, Sheikh Hasina, démissionne après 650 morts en deux mois et s'enfuit en Inde avec un hélicoptère militaire [4].

Troisième anomalie : un régime pacifique devient soudainement meurtrier

Sheikh Hasina n'avait jamais fait tirer sur la foule. Pourquoi, soudainement, a-t-elle répandu ce flot de sang ? Nous retrouvons ici la méthode mise au point par les États-Unis durant les guerres de Yougoslavie et que je les ai vus appliquer en Libye et en Syrie : des tireurs d'élite placés sur les toits blessent ou tuent à la fois des policiers et des manifestants de sorte que chacun considère l'autre comme un ennemi.

Le 6 août, Mohammad Shahabuddin, président de la République, dissout le Parlement et nomme Muhammad Yunus conseiller principal intérimaire (Premier ministre) du Bangladesh pour diriger le gouvernement après des discussions avec l'armée et le mouvement.

Quatrième anomalie : un outsider devient conseiller principal

Par un heureux hasard, Muhammad Yunus avait annoncé en juin son intention de revenir en politique et de gouverner le Bangladesh [5]. Il en va toujours ainsi dans les révolutions colorées : le gagnant n'est jamais celui qu'on croit.

L'économiste Muhammad Yunus (prix Nobel de la Paix 2006 pour sa pratique des micro-crédits) était entré en conflit avec Sheikh Hasina qui contestait l'action de sa banque de micro-crédits. Il

avait transféré 100 millions de dollars de subventions de divers pays à une entreprise familiale pour éviter de payer des impôts et facturait des taux d'intérêt élevés pour les femmes pauvres de 21 à 37 % [6].

Yunus est un ami personnel des Clinton et un donateur majeur de la Clinton Global Initiative (CGI). Les Clinton ont menacé Sheikh Hasina de s'opposer à un prêt d'un milliard deux cent mille dollars de la Banque mondiale si le Bangladesh poursuivait Muhammad Yunus. Faute de ce prêt, la construction du pont ferroviaire sur le fleuve Padma a été interrompue. Des journaux, financés par les États-Unis, ont prétendument révélé des rétro-commissions versées par l'entreprise de construction canadienne du pont à Sheikh Hasina. Celle-ci a crié son innocence et accusé Muhammad Yunus d'avoir ourdi ce complot. Il avait alors été défendu par l'ancien président de la Banque mondiale et membre du comité directeur du groupe Bilderberg, James Wolfensohn. Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno Ocampo, est venu sur place en vue de procéder à des inculpations. Cependant il n'y a pas eu de poursuites bengalaises contre Muhammad Yunus et un tribunal canadien a établi qu'il n'y avait pas de malversation dans la construction du Pont de Padma.

Dès sa nomination, Muhammad Yunus s'est auto-attribué 25 ministères. Il a déclaré lors de sa première conférence de presse : « *J'ai pris les rênes d'un pays qui, à bien des égards, était un véritable gâchis. Dans ses efforts pour rester au pouvoir, la dictature (sic) de Sheikh Hasina a détruit toutes les institutions du pays. Le système judiciaire a été brisé. Les droits démocratiques ont été supprimés par une répression brutale qui a duré dix ans et demi* ».

Notes.

[1] « Controversial US visa policy for Bangladesh catches flak from India », Ranjan Basu, Dhaka Tribune, August 20, 2023.

[2] « Exposé de la porte-parole du Ministère des affaires étrangères, Maria Zakharova », Moscou, 6 juillet 2023.

[3] « China praises Bangladesh PM Hasina for refusing to permit foreign air base », Press Trust of India (PTI), May 28, 2024.

[4] « Sheikh Hasina alleges US role in ouster, says could've remained in power if she surrendered sovereignty of Saint Martin Island », Dipanjan Roy Chaudhury, Economic Times, August 11, 2024.

[5] « No competitive politics left in Bangladesh, says Nobel laureate Yunus », Ruma Paul, Reuters, June 11, 2024.

[6] « The Micro Debt », Tom Heinemann, January 26, 2011.

Brésil

Brésil : au nom de la « *lutte contre la désinformation* », la justice confirme le blocage du réseau social X - RT 3 sept. 2024

« *Ce tyran maléfique est une honte pour les juges* » : tel est le tweet lapidaire publié par le patron de X (ex-Twitter) Elon Musk ce 3 septembre, au lendemain de la confirmation par la Cour suprême brésilienne de la suspension de son réseau social dans le pays.

«*Elon Musk a démontré son manque total de respect pour la souveraineté brésilienne et, en particulier, pour le pouvoir judiciaire, en se positionnant comme une véritable entité supranationale, immunisée contre les lois de chaque pays*», a dénoncé Alexandre de Moraes, ancien ministre de la Justice de l'actuel président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva.

Dans un pays marqué par une élection présidentielle de 2022 agitée entre les candidats Boslonaro et Lula, cette décision n'a pas manqué de faire polémique. Une manifestation est prévue le 7 septembre, jour où le pays célèbre son indépendance.

Une initiative saluée par le patron de X. Une pétition lancée sur la plateforme change.org, en faveur d'une destitution du juge brésilien, a déjà été signée par plus d'1,3 million de personnes. Même son de cloche du côté du Parlement du pays, où 146 députés brésiliens, sur les 513 que compte l'institution, ont signé un texte en faveur de la destitution du juge Moraes.

En France, des personnalités souverainistes ont apporté leur soutien à Elon Musk, à l'image de Florian Philippot et François Asselineau.

J-C - Intéressant, deux acteurs politiques de second plan d'extrême droite et de droite prétendument démocrates et souverainistes volent au secours du milliardaire libertarien qui se prend pour un maître du monde ou un dictateur entendant imposer sa loi à des Etats indépendants et souverains, dont ils souhaitent la disparition.

Ces populistes ont réussi à séduire un certain nombre de membres des classes moyennes. Qu'en ceux qui en pinçaient pour ces réactionnaires ?

Dossier.

Totalitarisme. Ils veulent contrôler notre vie de la naissance jusqu'à votre mort.

J-C – On a évidemment envie de leur répondre qu'ils aillent se faire foutre !

Question : Pourquoi, que craignent-ils donc tant que cela ?

Pardi la lutte de classe du prolétariat, son refus d'être réduit en esclavage, de se voir privé de liberté. Ils craignent que les exploités et les opprimés prennent leur destin en mains et se rassemblent pour renverser leur régime dictatorial, donc la crise qui frappe le capitalisme qui engendre la lutte des classes, ses contradictions qui conduisent à une explosion sociale, à une révolution politique et sociale, il leur faut donc les contenir par n'importe quel moyen sous peine de perdre le pouvoir ou que le socialisme se réalise.

Ils misent donc sur le conditionnement des masses, la fabrication du consentement, la stratégie du chaos et de la peur pour qu'elles se résignent à leur triste sort. Ils comptent sur le contrôle des consciences, mais aussi de tous les secteurs clés de l'économie qui leur échappent encore. Il leur faut accumuler toujours plus de richesses et accroître leur pouvoir, quitte à réduire les peuples à la pauvreté et à la précarité généralisée, à les priver de toute liberté et leur dicter leur mode de vie jusque dans les moindres détails, alimentation, santé, transport, éducation, manière de s'habiller ou d'occuper leur temps libre, leur sexualité, absolument tout doit y passer. Ils y ont fait le pari que soumis à un tel mauvais traitement durant une longue période, la résistance des masses s'en trouverait tellement affaiblie, qu'elles n'auraient plus la force ou les moyens de se révolter.

Si c'est ce qu'ils croient ou leurs intentions, ils se trompent lourdement. Absolument rien ne dit qu'ils parviendront à leurs fins, car dans la société il y a des couches dans les différentes classes qui refusent catégoriquement de se plier à leurs injonctions, de vivre plus longtemps dans une société décadente qui piétine leurs aspirations légitimes ou qui perçoivent plus ou plus consciemment la grave menace que représenterait l'adoption d'un comportement passive ou neutre, et plus le temps passera plus ces couches de citoyens éveillés gagneront en détermination, en audace, se renforceront et s'exprimeront librement, manifesteront bruyamment leur désaccord, chercheront une issue politique, à se donner le moyens pour la réaliser ou se soulever pour mettre fin à ce régime cauchemardesque, totalitaire qui les étouffe, et gageons comme chaque fois dans le passé qu'elles la trouveront.

C'est conforme au processus dialectique matérialiste qui préside à l'aventure humaine, quand les rapports sociaux existant n'engendre plus de progrès social ou pire, se traduisent par une régression sociale généralisée ou frappant la majorité de la population, ils doivent disparaître, à cette étape finale du cycle du règne de l'exploitation, cela signifie que la classe des capitalistes au pouvoir doit céder la place à la classe ouvrière, l'unique classe indépendante dont les intérêts coïncident avec ceux de l'ensemble de la société.

L'infantilisme et la culpabilisation sont aussi des procédés psychologiques efficaces pour amener les masses à obéir docilement, mais ils sont impuissants avec les éléments les plus instruits ou éveillés de la société, épris de justice sociale, de démocratie, de liberté.

Ils font semblant de vous informer, à les entendre ils seraient animés de bonnes intentions envers la population, vraiment, vous savez ceux qui vous ont imposé un masque, les test PCR, des "gestes barrières", le confinement, le code QR, la thérapie génique expérimentale, non il ne faut pas se bercer d'illusions ou se fier aux apparences, ce n'est que de la propagande politique déguisée, ce sont des malfaisants en service commandé.

Ils instrumentalisent tout de nos jours, la météo et le climat et ses différents éléments, la température, le niveau des océans, des rivières ou de la nappe phréatique, le vent, la pluie, les nuages, l'air qu'on respire et qu'on expire, le fameux CO2 qu'on leur recrache à la gueule, ces tyrans entendent imposer leur volonté à l'univers tout entier, ne croyez pas un instant qu'ils auraient une chance d'y parvenir. Ici dans le sud de l'Inde, ils ne sont jamais parvenus à faire porter un casque aux conducteurs de deux-roues à moteur bien que la législation l'impose et punisse les contrevenants. Plus on est pauvre et moins ils peuvent appliquer leurs lois, plus c'est l'anarchie ou la situation est incontrôlable, c'est ainsi. Pour qu'une dictature prenne et dure, il faut rassembler un minimum de conditions, mais il arrive toujours un moment où les contradictions sur lesquelles elles reposent ou qui en découlent finissent par exploser ou pourrissent sur pieds, de sorte qu'elle n'est plus tenable et disparaît, c'est juste une question de temps.

Les titres et articles suivants sont parus dans la page Yahoo consacrée à l'actualité politique, qui n'ont rien à voir avec elle, mais qui sait.

Attention à la goutte qui fait déborder le vase !

Une consommation élevée de ce type de boisson augmenterait le risque de goutte, selon une étude - Femme Actuelle 30 août 2024

Chez les hommes comme chez les femmes, ils ont observé que la consommation de champagne, de vin blanc, de bière, de cidre et de spiritueux était associée à un risque accru de goutte, mais l'effet le plus important était celui de la bière et du cidre. Femme Actuelle 30 août 2024

Cela vous tenterait-il de devenir diabétique ? Non, alors vous savez ce qu'il vous reste à faire.

Cet aliment qu'on a tous dans notre frigo et que l'on consomme quotidiennement augmente le risque de diabète de 15% - Grazia 31 août 2024

L'étude souligne qu'une consommation quotidienne de 50 grammes de viande transformée, soit l'équivalent de deux tranches de jambon par exemple, est associée à un risque 15 % plus élevé de développer un diabète de type 2 au cours de la décennie suivante. Pour la viande rouge, 100 grammes par jour, équivalant à un petit steak, sont liés à une augmentation de 10 % du risque. Même la volaille, souvent perçue comme une option plus saine, n'est pas épargnée : 100 grammes par jour augmentent le risque de diabète de 8 %.

J-C – Ici la viande est si chère, qu'on en mange forcément très peu, ce serait plutôt 100 grammes par semaine que par jour. Tenez, on est quoi, mercredi 4 septembre, je n'en ai pas mangé depuis, depuis quand déjà, j'ai oublié, jeudi ou vendredi dernier, 30 à 50 grammes maximum, entre temps j'ai mangé une demi-douzaine d'œufs.

Mes 4 chiens en mangent au total 600 grammes par jour, ce sont des chiens ! Les deux plus jeunes ont le droit à un œuf par jour chacun. Ce sont des clébards normaux, pas des chiens de race, mais je tiens à ce qu'ils soient en bonne santé.

Osez l'ascétisme !

Consommée à jeun, cette boisson peut nuire à votre santé selon les spécialistes - Closer 31 août 2024

Il s'agit bien sûr du bon vieux café. Sans le petit coup de fouet matinal de cette boisson, impossible de commencer sa journée dans la bonne humeur et avec une bonne dose d'énergie. Boire du café à jeun est nuisible pour la santé, ont confirmé des experts. Le café est plutôt acide, "*sans nourriture pour tamponner l'acide, votre estomac peut réagir en produisant encore plus d'acide, ce qui provoque des brûlures d'estomac*", a expliqué le nutritionniste Rob Hobson au Daily Mail. La gastro-entérologue Supriya Rao a, quant à elle, alerté sur les effets du café à jeun sur l'acidité de l'intestin. Closer 31 août 2024

J-C – Ici on carbure au thé vert dit organique ou sans produit chimique, jus de fruit et pain complet (également organique et pas cher du tout), grillé et tartiné au beurre salé, le black coffee vient plus tard.

Pour soigner ou sauver votre peau, soyez dégueulasse !

Selon les dermatologues, voici le vrai nombre de douches que l'on devrait prendre quand on vieillit - Grazia 30 août 2024

Quand il s'agit d'habitudes d'hygiène et plus particulièrement de la fréquence des douches, difficile de mettre tout le monde d'accord. Le sujet fait débat et chacun à sa team ou ses petites préférences. Grazia 30 août 2024

"*Plus on avance dans l'âge, plus il convient d'espacer les douches pour la simple et bonne raison qu'au fil du temps, la peau s'assèche et n'arrive plus à fabriquer autant de sébum qu'avant. Les séniors ont une peau plus fine et plus sèche, qui tiraille et démange davantage que chez les personnes plus jeunes*", explique le Dr Sylvie Meaume, dermatologue et chef de service de Gériatrie Plaies et Cicatrisation (AP-HP Rothschild), dans les colonnes du Journal des Femmes.

Cela reviendrait à réduire le nombre de douches à deux par semaine. Certaines zones clés doivent toutefois être nettoyées tous les jours. C'est le cas des aisselles, mais aussi de la zone entre les orteils ou des parties intimes. Selon les chercheurs d'Harvard Medical School, les douches devraient durer 3 à 4 minutes maximum.

J-C – Vous n'avez pas remarqué en France que beaucoup de vieux puent. C'est la réflexion que je m'étais fait quand j'étais gosse, puis à l'adolescence et plus tard. Certains se négligent parce qu'ils vivent seuls et abandonnés de tous, cela se comprend. Tout doit commencer à se décomposer ou pourrir à l'intérieur, je ne sais pas. Soit ils ne se lavent pas assez souvent, soit ce sont leurs vêtements qui sont dégueulasses, parce qu'ils n'avaient plus la force ou l'envie de les laver. Même chez eux ça sent mauvais ou le renfermé.

Ici en Inde à cause de la chaleur et de l'humidité, de la poussière, on prend au minimum une bonne douche par jour, et on se change entièrement, c'est la règle dans tous les ménages, et pourtant la plupart (95% ou plus) des femmes lavent encore le linge à la main.

J'avais cru qu'ils étaient plutôt aphrodisiaques, ils ont dû changer "les règles" !

J-C – Je ne m'en suis jamais aperçu en mangeant de la cuisine indienne tout au long de l'année.

Dysfonction érectile : consommer ce type de plats "*plus de trois fois par semaine*" serait associé à un risque plus élevé, selon des scientifiques - Femme Actuelle 30 août 2024

Selon l'Assurance Maladie, environ un homme sur dix connaîtra des difficultés érectiles à un moment donné de sa vie. Ces troubles se définissent par une incapacité persistante à obtenir ou à maintenir une érection suffisante pour une activité sexuelle satisfaisante. (Cela mériterait au moins

un arrêt de travail jusqu'au rétablissement d'une activité sexuelle normale, productivité oblige ! – J-C)

Les chercheurs ont constaté que la consommation d'aliments épicés pouvait avoir un rôle à jouer dans la dysfonction érectile. En effet, "*manger des aliments épicés plus de trois fois par semaine était associé à un risque plus élevé de dysfonction érectile*", notent les spécialistes dans leurs conclusions. Ces derniers soulignent qu'une "*fréquence élevée de consommation d'aliments épicés était associée à un facteur psychologique et à des niveaux de testostérone plus faibles*".

J-C – Chez eux, c'est le niveau de neurones qui doit être très faible.

Si vous ne souhaitez pas prolonger le cauchemar plus longtemps, éviter les pommes de terre !

Selon cette étude norvégienne, ce légume qu'on adore peut augmenter considérablement l'espérance de vie - Grazia 30 août 2024

Si on vous dit : frite, purée ou encore gratin dauphinois ? Vous l'avez deviné, c'est bien de la pomme de terre que l'on parle. Comme le rapporte RTL, d'après une étude menée sur près de 80 000 Norvégiens pendant plus de 30 ans, manger régulièrement de la pomme de terre pourrait nous aider à vivre plus longtemps.

Plus concrètement, une consommation quotidienne de 100 g de pommes de terre pourrait réduire de 4 % le risque de mortalité, particulièrement celui lié aux maladies cardiovasculaires.

Cette diminution du risque de mortalité s'expliquerait principalement par la teneur en potassium des pommes de terre. Ce minéral, présent dans de nombreux fruits et légumes, joue en effet un rôle crucial dans la régulation de la pression artérielle. En abaissant la tension artérielle, le potassium contribue à diminuer le risque de maladies cardiovasculaires, qui est l'une des principales causes de décès dans le monde.

Alerte. Les scarabées franchiront-ils la frontière, that is the question !

"*Ils vont faire de gros dégâts localement sur les cultures*" : appel à la vigilance des autorités françaises face à l'arrivée des scarabées japonais - franceinfo 3 septembre 2024

Attention au Popillia Japonica ! Dans l'est de la France, les autorités appellent à la vigilance après la détection de foyers de scarabées japonais en Suisse et notamment à Bâle, à la frontière, en juin dernier. Cet insecte qui, comme son nom l'indique, provient du Japon, ne présente aucune menace pour la santé humaine mais s'attaque à la végétation et peut provoquer de gros dégâts dans les cultures. Il est donc sous haute surveillance. Un réseau de pièges a été installé dans le Haut-Rhin à la frontière franco-suisse. Et pour le moment, heureusement, aucun spécimen n'a été capturé.

Pour le moment, le scarabée japonais ne semble pas avoir franchi la frontière, mais la zone tampon reste en place. "*Les mesures de surveillance et de lutte, on les a encore pour trois ans*." Et les pièges seront relevés jusqu'à fin septembre, avant d'être réinstallés à la saison des éclosions l'été prochain.

Toute personne pensant être en présence d'un scarabée japonais est appelée à opérer un signalement en écrivant et en envoyant des photos si possible à l'adresse suivante : sral.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr (service régional de l'alimentation/DRAAF Grand Est), en mettant en objet : "*Signalement Popillia*".

Le capitalisme rend malade ou nuit gravement à votre santé.

Faire la grasse matinée permettrait de réduire le risque de maladies cardiaques - 20 Minutes 3 septembre 2024

Après une semaine bien chargée, nombreux sont ceux qui décident de faire la grasse matinée le week-end. Selon les chercheurs du Centre national des maladies cardiovasculaires de l'hôpital Fuwai de Pékin (Chine), il s'agit d'un réflexe véritablement salutaire pour leur santé.

Présentée ce dimanche lors de l'édition 2024 du Congrès de la société européenne de cardiologie, et rapportée par Eurekalert, leur étude tend en effet à prouver que les personnes qui rattrapent le week-end le sommeil perdu en semaine diminuent leurs risques de développer des maladies cardiaques.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 septembre 2024

Je pense que c'est dommage que je ne sois pas parvenu à développer mon courant politique ou que personne n'ait voulu me rejoindre, qu'on ne se soit pas compris, car je crois qu'en 16 ans on aurait pu recruter des dizaines, voire des centaines de militants. Pourquoi ? Parce que les faits m'ont donné raison 9 fois sur 10, comme base ou preuve de cohérence, de sérieux, d'honnêteté, de sincérité, de détermination et surtout de confiance, je crois qu'en étant très exigeant, il serait difficile de faire ou de trouver mieux. Je dis cela en toute simplicité ou modestie connaissant mes faiblesses et lacunes, parce que je n'ai jamais eu d'ambition personnelle dans la vie, c'est d'ailleurs ce qui m'a perdu paradoxalement quelque part.

Qu'on ne se méprenne pas, je ne souhaite pas former un club de discussion ou un asile pour dépressifs ou démoralisés aigris et pleurnichards en mal d'idéal, je n'ai que le socialisme à leur proposer, avec en prime toute l'affection qu'un humaniste désintéressé peut transmettre, à condition qu'ils l'acceptent.

Les qualités morales sont rarement récompensées au cours de la vie, c'est ce que j'ai pu constater à de multiples reprises à bientôt 69 ans. C'est la réflexion que je me suis faite encore les deux derniers jours, en regardant *Le curé de Tours* et *Boule de suif,* deux adaptations cinématographiques de nouvelles de Balzac. J'y suis autant attaché qu'au socialisme.

Mettons les choses au point.

LFI n'a que 72 députés, ils ne représentent que 12% des 577 députés.

Les députés du NFP ont été élus sur un programme réformiste au rabais, qui n'égratigne même pas les fondements du capitalisme.

L'oligarchie qui a mis en place Macron le sait. Elle savait aussi que parmi les composantes du NFP la plupart ne se battraient pas pour qu'il soit appliqué, en réalité aucune si la pression était trop grande sur elles. Alors, pourquoi voudriez-vous qu'elle leur fasse la moindre concession, elle sait que leurs dirigeants n'ont pas le choix, soit ils capitulent en rase campagne, soit ils l'affronte directement, or elle sait qu'ils n'ont ni l'envie ni les moyens, dès lors elle n'a pas à tenir compte du nombre d'élus obtenus par le NFP (193), elle n'a pas besoin d'eux pour gouverner, elle a mieux sous la main avec Ensemble et LR qui totalisent plus de 200 élus, donc davantage que LFI, tout en s'assurant de la neutralité du RN. Et le tour est joué !

Pour cette raison j'ai été ulcéré par les vociférations et gesticulations des dirigeants du NFP pendant 52 jours, et ils continuent sur le même registre, on nous a volé la victoire, alors qu'en réalité ils ont tout juste gagné le droit de la fermer !

On va continuer à démasquer et combattre ces imposteurs, ces traitres qui ne sont que des agents du régime, on demeurera fidèle à notre orientation politique socialiste, que les lecteurs l'approuvent ou comprennent pourquoi ou non, peu importe, je n'ai rien à perdre contrairement à eux.

Trois quarts des Français jugent que « *Macron n'a pas tenu compte des résultats des législatives* », selon un sondage - 20minutes.fr 6 septembre 2024

Gouvernement - Plus de la moitié des Français pense que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que le président a « *volé l'élection au peuple français* »

D'après un sondage Elabe pour BFMTV publié ce vendredi, 74 % des Français jugent qu'Emmanuel Macron n'a pas tenu compte des résultats des législatives. Plus de la moitié des sondés (55 %) estiment même que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que le président a « *volé l'élection au peuple français* ».

Seules 4 % des personnes interrogées considèrent que le président a « *tout à fait* » tenu compte du vote des Français lors des législatives anticipées. Fait intéressant : 60 % des abstentionnistes estiment que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que l'élection a été « *volée* » au peuple français. 20minutes.fr 6 septembre 2024

J-C – Confirmation. C'est chez les abstentionnistes dont j'ai fait partie, qu'il faut chercher les véritables opposants au régime, et non dans tous ces partis pourris idéologiquement.

Ils auront mis moins de 24h pour bidouiller un sondage.

Sondage : 51 % des Français accordent leur confiance à Michel Barnier - Publicsenat.fr 6 septembre 2024

Entendu.

- « *Ce que fait Macron, c'est préparer la victoire du RN.* »

J-C - Peut-être, souvent l'original finit par supplanter la copie ou la copie précède l'original.

Confirmation. Avec si peu de manifestants, au moins on est fixé.

J-C – Nos dirigeants sont des professionnels de l'autosatisfaction, de l'autosuggestion, de l'autoproclamation destinées à tromper leurs militants, et gare à ceux qui osent les contredire car ils ont toujours raison. Ils vont nous sortir que dans le contexte actuel, désillusionnées, c'était prévisible que les travailleurs et jeunes ne se mobilisent pas massivement, la faute à qui, je vous le demande.

J'y vois une énième confirmation de mon analyse de la situation. Voilà à quoi conduisent le déni de la réalité et l'opportunisme. Le niveau théorique des travailleurs et jeunes, ainsi que celui des militants du mouvement ouvrier, a atteint un tel degré de médiocrité, qu'en dehors des luttes isolés pour des revendications alimentaires il n'y a rien à en attendre avant longtemps.

Je n'ai jamais tenu un autre discours, ce qui m'a valu la détestation de bien des militants, sans que je le modifie d'un iota, tout en continuant à diffuser les idées du socialisme et à défendre le marxisme ou une orientation politique révolutionnaire, car ce n'est pas parce que la révolution est renvoyée à un avenir indéterminé, qu'on devrait capituler, rejoindre les rangs des opportunistes ou leur accorder la moindre concession, vous avez vu où cela a mener ceux qui s'y sont essayés, à célébrer la démocratie ou envisager de cohabiter avec Macron, plutôt crever !

AFP - Samedi 7 septembre, deux jours après la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, entre 110 000 et 300 000 manifestants de gauche ont défilé dans plusieurs villes de France contre « *le coup de force de Macron* ».

Avec quelque 150 mobilisations prévues, la gauche, LFI en tête, a choisi la rue comme tour de chauffe d'un automne politique qui s'annonce brûlant. Sur X, la cheffe de file des députés LFI Mathilde Panot a revendiqué 160 000 manifestants à Paris et 300 000 en France. Selon le ministère de l'Intérieur, les cortèges ont rassemblé 110 000 personnes dans tout le pays dont 26 000 dans la capitale.

Nantes. La manifestation a rassemblé entre 2.500 selon la préfecture et 8.000 participants selon les organisateurs.

Nice de 900 à 1.000 personnes selon les sources ont manifesté derrière la banderole "*Défendons notre démocratie*". AFP 7 septembre 2024

Des illusions à revendre !

A entendre les dirigeants de LFI et du NFP, ils croyaient que Macron allait leur faire cadeau du pouvoir, qui peut croire un truc pareil, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir, peut-être pas tous car il y a un paquet d'arriérés parmi eux, mais c'est surtout nous qu'ils prennent pour des cons.

La preuve. Et quel aveu !

Qui a dit hier 7 septembre en s'adressant au despote Macron *:" vous avez dissous, alors que personne ne vous l'a demandé*" ? lepoint.fr 7 septembre 2024

Réponse : Mélenchon, non seulement la composition de l'Assemblée nationale avant le 7 juillet dernier lui convenait parfaitement, c'est lui qui l'a déclaré, donc la question de la dissolution ne se posait pas, et pas davantage la mobilisation pour chasser Macron. Maintenant il peut scander Macron démission après l'avoir sauvé.

Cocu ! Qui est-ce qui les a appelés à voter ? A bas le parlementarisme !

Le choix de Barnier « *dit clairement aux gens qui s'ils n'étaient pas allés voter aux législatives 2024, ça aurait été la même chose* », dénonce Aymeric Caron. Le HuffPost 7 septembre 2024

Aymeric Caron « *très en colère* » ne fera plus front républicain.

« *Le front républicain repose sur l'idée que malgré des différences, il y a un socle républicain sur lequel on s'accorde. Quand je constate que ceux avec qui on est censé faire barrage appliquent des idées qui deviennent celles du RN et qu'ensuite ils passent des accords avec eux, on ne peut plus dès lors compter sur un front républicain pour de prochains évènements politiques* », tranche Aymeric Caron. Le HuffPost 7 septembre 2024

J-C – Pour ce philistin, entre la classe des capitalistes et celle des ouvriers, il n'y aurait que « *des différences* » tellement insignifiantes qu'il ne s'est même pas donné la peine de les citer, autrement dit, il n'existerait pas entre elle un antagonisme inconciliable d'intérêts.

Quant au « *socle républicain* » sur lequel il s'accorde avec nos ennemis, ce sont les rapports entre les classes qui sont imposés à la classe ouvrière, qui consacrent la domination de classe des capitalistes, puisque c'est cette dernière qui détermine le contenu du « *socle républicain* ». C'est un acte de vassalité en somme auquel il se livre, et qu'il estime louable !

Ils vous ont bien baisés ! On dit merci à qui ?

De très nombreux témoignages estiment qu'Emmanuel Macron n'a pas respecté le front républicain en optant pour l'ancien ministre RPR (l'ancêtre de LR) et en sollicitant l'avis de Marine Le Pen pour le choix de son Premier ministre.

"*A quoi bon voter ?*" : après la nomination de Michel Barnier à Matignon, les électeurs du NFP expriment leur "déception" et leur "*colère*" - francetvinfo.fr 07 septembre 2024

Dans la manif à Rennes.

- « *On s'est mobilisés comme des fous pour inciter des gens à aller voter. Franchement, on a galéré et on a réussi à faire gagner le NFP. Et pour quel résultat ? On nous méprise. Les gens, ils n'iront plus voter. La démocratie, elle ne va pas s'en relever* », craint Coline.

- A ses côtés, son ami Harry partage la même amertume. « *C'est un glissement vers la droite et l'extrême droite. Je ne me sens pas du tout représenté, pas du tout entendu. A quoi ça servait de voter ?* », interroge le jeune homme.

- Awen, 20 ans. « *De toute façon, ça ne changera rien.* » 20minutes.fr 07 septembre 2024

Pourvu qu'ils disent vrai, cela fera réfléchir la jeunesse à toutes les mystifications dans laquelle une partie d'entre elle s'est laissé embarquer.

Premier ministre : « *Il nous crache à la gueule* »… Nommer Michel Barnier, un doigt d'honneur à la jeunesse ? - 20minutes.fr 07 septembre 2024

Emmanuel Macron a fait un choix. Celui de se couper d'une partie de sa jeunesse. Alors qu'il avait bâti son discours sur le renouveau de la politique et la start-up nation pour se faire élire en 2017, le président de la République a cette fois opté pour un choix très conservateur. Une nomination

unanimement critiquée ce samedi par l'ensemble des manifestants que nous avons rencontrés. Pouvait-il faire pire choix pour sa jeunesse ? 20minutes.fr 07 septembre 2024

Vous vivez encore trop bien pour réfléchir !

J-C – Macron dispose encore d'une large marge de manœuvre pour leur pourrir la vie, voilà ce que cela signifie aussi. Et il va en profiter.

- De nombreux sympathisants de gauche ont répondu à un appel à témoignages de franceinfo pour faire part de leur incompréhension après l'arrivée, jeudi, d'une figure historique des républicains au poste de Premier ministre. francetvinfo.fr 07 septembre 2024

J-C – Pourquoi ont-ils cru dans le NFP plutôt que dans le PT ou LO, par exemple ? Pourquoi ont-ils écouté le discours de ses dirigeants ? Pourquoi ont-ils fait confiance à Macron ? Pourquoi ce sont-ils laissé influencer par les médias ? Ils ne savaient pas depuis le temps qu'ils avaient affaire à des menteurs, des manipulateurs, des ordures ? Ils ont tout faux !

- "*J'ai mis six fois un bulletin Macron dans l'urne depuis que je suis majeur pour empêcher le RN de gagner. Et de voir une sorte d'alliance entre Macron et Le Pen pour empêcher la proposition du NFP, cela me fait très peur sur l'état de notre démocratie*", témoigne Quentin, habitant de Saint-Denis de La Réunion.

- "*On a fait barrage au RN en votant et on a l'impression qu'il y a désormais un barrage anti-gauche à l'Assemblée, alors que la gauche est quand même républicaine*", se désespère Grégoire.

- Vincent, Parisien de 30 ans, espère également une réaction des parlementaires dans les semaines à venir : "*Certains députés Renaissance ont affiché leurs distances avec le président Macron, on peut souhaiter qu'ils prennent leurs responsabilités et se joignent au NFP pour censurer un gouvernement Barnier.*"

- "*Je ne comprends pas le jeu actuel. Quel intérêt a-t-il à nommer quelqu'un qui ne fait pas partie de l'Assemblée nationale, sauf à séduire l'extrême droite pour lui tendre le pouvoir à la prochaine élection ?*", s'interroge aussi Léa.

- "*C'est un coup politique, loin des attentes des Français*", confie Kilian, sympathisant écologiste. "*Après le Front républicain, Emmanuel Macron se retrouve à choisir un candidat que le RN accepte*", regrette ce Nantais de 40 ans.

- "*Michel Barnier, c'est la droite réac', RN compatible*", juge aussi Aurélie, 38 ans. "*Je ne vois pas comment un homme de l'ancienne politique comme Barnier pourra gouverner sereinement*", considère Yoann, Grenoblois de 29 ans.

- "*On écarte une candidate lesbienne pour choisir un Premier ministre qui a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité... Quel est le message ? Maintenant, je me dis : à quoi bon voter ?*", s'interroge cette Parisienne de 31 ans.

- "*Tout ça pour ça, je suis un peu étonné et déçu*", enchaîne Barnabé, un Breton de 19 ans, qui a voté pour la première fois cette année et qui a choisi un bulletin du NFP.

- "*On convoque des élections, le NFP est en tête et on ne fait pas l'effort de nommer une personne issue de la gauche*", Alexandre, étudiant en droit de Besançon.

- "*On a voté et le parti perdant est nommé* ?", s'étonne aussi Valérie, soutien de Jean-Luc Mélenchon. "*Les gens vont dire encore que ça ne sert à rien de voter. Après sept ans de Macron, on continue la même politique dont on ne voulait plus, c'est extrêmement choquant*", détaille cette Varoise de 53 ans.

- "*Aujourd'hui, c'est clairement la fin du barrage républicain*", estime Emmanuel, 38 ans, sympathisant LFI de Rennes. "*On a pour une fois une jeunesse qui s'est mobilisée dans les urnes. Finalement, on passe d'un Premier ministre très jeune à un monsieur qui ne parle à personne. Le symbole est désastreux*", ajoute-t-il.

- "*Personne n'a gagné, mais certains ont moins perdu que d'autres et puisque le NFP a le nombre le plus important de députés, la tradition républicaine voulait qu'on choisisse dans le groupe vainqueur*", poursuit Christophe, retraité de l'Education nationale, qui ne cache pas sa "*déception*". francetvinfo.fr 07 septembre 2024

Mimétismes. La crise des institutions du capitalisme est mondiale.

- La vague de démissions se poursuit en Israël après celle du chef du renseignement de la police

Kuleba avec d'autres ministres ukrainiens présentent leur démission

Plusieurs ministres ukrainiens présentent leur démission. Restructuration majeure du gouvernement en Ukraine, six ministres dont le ministre des Affaires étrangères Dmytro Kuleba, présentent leur démission avec le chef du fonds des biens de l'État de l'Ukraine.

Italie: le ministre de la Culture, empêtré dans une affaire d'adultère, démissionne -AFP

Brésil: Lula limoge un ministre accusé de harcèlement sexuel - AFP

Confronté à la première affaire de mœurs au sein de son gouvernement, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a limogé vendredi son ministre des Droits humains, Silvio Almeida, accusé de harcèlement sexuel par plusieurs femmes, dont une autre ministre. Silvio Almeida, 48 ans, a expliqué vendredi soir dans un communiqué avoir "*demandé au président Lula de (le) limoger*".

Commentaire publié par France-Soir

- Question : Depuis quand les libertariens alliés de Trump seraient-ils un antidote contre le totalitarisme ?

- Le réseau X " *l'un des antidotes les plus puissants contre le totalitarisme croissant que veulent imposer l'État profond américain et les forces mondialistes*"

Question : Depuis quand les réseaux sociaux "*nous sauvent de la dictature féroce de la pensée unique et obligatoire*", alors que cette dictature n'a jamais été aussi omniprésente ou répandue dans le monde ?

- Que serions-nous si les réseaux sociaux n'étaient pas là pour permettre un débat libre et éclairé, autoriser les controverses. Ils nous sauvent de la dictature féroce de la pensée unique et obligatoire en proposant aux individus le schéma directeur de la confiance et de l'intelligence collective.

Si je peux me permettre, votre égarement idéologique vient du fait que vous vouez un culte à ce que vous appelez "*l'État de droit*", parce que vous ne pouvez pas ou vous ne souhaitez pas caractériser la nature sociale (capitaliste) de cet Etat et rompre avec lui.

Commentaire publié par le blog Le Grand Soir

- @boizenmieux

Barnier : Un technocrate de Bruxelles compatible avec l'extrême droite et représentant les "*gens d'en haut"*, Barnier à tout bon ! Et ceux qui réclament à cor et à cri le "*respect de la démocratie*" ont tout faux.

Pauvres d'esprit que nous sommes, et dire que nous ignorions jusqu'à présent qu'on vivait en démocratie en France...

JLM - "... *J'en appelle donc à la mobilisation la plus puissante que possible le 7 septembre pour le respect de la démocratie pour le respect de la bonne compréhension de ce que sont des institutions républicaines placées sous la souveraineté du peuple et pour la dignité personnelle de ceux qui ont été votés et qui ont donné un avis que personne n'a le droit d'effacer c'est bien le moment de dire plus que jamais en France vive la république* "

Questions : Sous quel régime sommes-nous ? Dans quel cadre constitutionnel se sont déroulées les élections législatives ? Les intérêts de quelle classe privilégiait la Constitution de la Ve République ou quelle était la nature sociale de l'État ? Je sais que ce sont beaucoup de questions que de nombreux lecteurs ne souhaitent pas se poser, et pour cause.

Traduction : Mélenchon en appelle au "respect de la démocratie", ce qui signifie que la Constitution de la Ve Républiques ne serait pas bonapartiste et antidémocratique, elle serait plus que compatible avec l'exercice de la démocratie, elle en serait le garant. Vous avouerez, en tant que démocrate, il faudrait être idiot ou avoir perdu la tête pour vouloir se passer d'une Constitution aussi vertueuse, enviez et copiez par bon nombre de dictateurs africains !

Il y a près de 50 ans déjà, quand Mélenchon rejoignit la social-démocratie ou quand il adopta son idéologie si vous préférez, il signifia qu'il ne romprait jamais avec le capitalisme et ses institutions, qu'il avait rompu définitivement avec le socialisme, et de fait, soyons honnête, il tint parole.

Quand le NFP a déclaré qu'il était prêt à "*cohabiter*" avec Macron, chacun aurait dû en tirer les conclusions qui s'imposaient, à savoir que pour qu'une coalition de partis puisse gouverner, il faudrait obligatoirement qu'elle applique un programme politique conforme à celui de Macron, donc conforme aux intérêts des capitalistes, car il était impensable qu'il accepte qu'un gouvernement qu'il présiderait abroge certaines mesures ou lois antisociales ou liberticides adoptées depuis 2017.

Le NFP a sauvé Macron, à moins qu'il n'ait jamais été menacé.

C'est le NFP en appelant au second tour des élections législatives au "front républicain" en faveur des candidats de la coalition présidentielle Ensemble et de LR qui a permis à la droite parlementaire de sauver les meubles et de se retrouver avec suffisamment de députés pour que Macron puisse désigner un Premier ministre issu de la droite parlementaire.

Car en réalité, c'est elle qui dispose d'une majorité relative et non le NFP. Ensemble a 166 députés + 47 députés LR = 213 + quelques députés parmi les 8 non-inscrits et les 21 de LIOT.

C'était mentir aux travailleurs et aux militants, de leur faire croire que le NFP avait remporté ces élections. C'était les tromper de leur faire croire que le NFP pourrait gouverner. C'était les trahir de leur faire croire que le NFP appliquerait un programme politique conforme à leurs besoins sociaux sans rompre avec Macron, les institutions de la Ve République et le capitalisme, et l'UE, etc.

- En observant la réaction de la majorité des masses à la dictature hygiéniste de janvier 2020 à décembre 2022 (ou plus), puis à la dictature énergétique et climatique, au récit frauduleux de la guerre en Ukraine, au génocide des Palestiniens, à l'emballement de la hausse des prix (énergie, alimentation, etc.), autant d'expériences d'une violence extraordinaire vécues directement ou en direct, autant d'expériences auxquelles elles répondirent en faisant preuve d'une relative passivité ou indifférence, bref, en prenant en compte ce contexte, il était facile de se faire une idée assez précise de leur état d'esprit du moment et de leur niveau de conscience en général ou plutôt de conditionnement, pour ne se faire aucune illusion sur la manière dont elle aborderait les élections législatives et leur dénouement.

Pourquoi ? Parce que fondamentalement rien dans leur condition n'avait changé, donc il n'y avait pas de quoi imaginer qu'autre chose adviendrait, que ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Ceux qui doivent se poser de sérieuses questions ou qui ont un grave problème politique à résoudre, ce sont tous ceux qui s'attendaient à autre chose, comme chaque fois du reste, à un miracle semble-t-il, puisqu'il y a même des croyants ici, c'est stupéfiant ! Personnellement je ne me sens pas concerné, puisque j'avais appelé au boycott. Certains en arrivent à dire "*tout ça pour ça*", eh oui comme en 81, c'est pitoyable 53 ans plus tard !

Vous me direz qu'on aurait pu tout aussi bien remonter au Front populaire de 36, qui se termina par le vote des pleins pouvoir à Pétain, quelle époque glorieuse, je les vois déjà d'ici hurler au raccourci scandaleux, comme quoi il n'y a vraiment rien de changé !

Je passe la IVe République et ses toutes aussi glorieuses guerres impérialistes en Asie et en Afrique du Nord, sans oublier les "*Trente glorieuses*" entamées sous le mandat d'un général président et qui s'achèveraient sous un centriste précurseur de l'extrême centre fervent partisan de l'Union européenne ou l'OTAN politique en Europe, hourra!

J'ai fait l'impasse sur 68, où en guise d'orientation révolutionnaire, on eut le droit à "changer la vie", au lieu et place de changer de régime, pour que finalement rien ne change. Et effectivement fondamentalement, on en est toujours au même point mort 56 ans plus tard. En mieux ou en pire, cela se discute.

La crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir jusqu'à ébranler ses fondements, ses institutions, c'est plutôt bon signe et encourageant. Ce qui l'est moins, c'est la faiblesse organisationnelle des masses dans des structures politiques qui ne soient pas complètement corrompues ou irrécupérables, toutes celles qui ont failli dans le passé, toutes celles qui en sont issues, leurs satellites, l'absence d'un véritablement parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, appelez-le comme vous voudrez, et la faiblesse de leur niveau de conscience politique, parce que les conditions matérielles de la majorité demeurent relativement confortables, et les partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts ont abandonné le socialisme, ce qui les prive des moyens théoriques pour comprendre la situation, par conséquent, elles rejettent les tâches et les objectifs politiques qu'on leur propose et qui permettraient de réaliser un changement de régime ou une révolution politique et sociale...

On peut nier ce constat, d'ailleurs les uns et les autres passent leur temps à cela, certains préférant polémiquer sans fin sur le sexe des anges, c'est pour dire à quel niveau théorique ou état de décomposition politique on en est rendu, c'est cela le plus préoccupant, à mon humble avis.

Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement, tout espoir n'est pas perdu...

Au secours : Refroidissement climatique !

J-C – Ils doivent abandonner leur discours alarmiste fabriqué sur la sécheresse et la canicule.

Vers un épisode de grande fraîcheur la semaine prochaine - La Chaîne Météo 5 septembre 2024

Il fera très frais pour la saison avec les premières neiges à moyenne altitude en montagne.

Les températures repasseront nettement en dessous des normales de saison mercredi et jeudi prochain. Un front froid actif pourrait balayer la France du nord-ouest vers la Méditerranée avec des pluies soutenues, de la neige à moyenne altitude sur nos montagnes. A l'arrière du front, le temps devrait rester instable avec des averses en plaine et des giboulées en montagne. La neige pourrait blanchir les sols dès 1800 m, ce qui survient précocement mais n'a rien d'exceptionnel pour un mois de septembre.

Ça leur file la jaunisse !

Météo : La France entière en jaune, huit départements en vigilance orange aux pluies et orages - 20minutes.fr 7 septembre 2024

France intox, France désinfo, fake news, propagande de Davos, du GIEC.

France Info - Depuis le XIXe siècle, la température moyenne de la Terre s'est réchauffée de 1,1°C. Les scientifiques ont établi avec certitude que cette hausse est due aux activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz). Ce réchauffement, inédit par sa rapidité, menace l'avenir de nos sociétés et la biodiversité. Mais des solutions – énergies renouvelables, sobriété, diminution de la consommation de viande – existent. Découvrez nos réponses à vos questions sur la crise climatique.

J-C - 1,1°C correspond à la marge d'erreur que s'accordent les scientifiques, argument nul. Les activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles sont microscopiques au regard de tous les autres facteurs qui contribuent au climat, argument nul. S'agissant du réchauffement, compte tenu que la hausse de la température précède celle du CO2, argument nul. Les solutions avancées produiront un effet microscopique sur le climat, argument nul. Le reste est à l'avenant.

Ils soufflent le chaud et le froid.

J-C – Admirez la manipulation. Ils titrent sur un ton affirmatif « *jamais* », pour ensuite glisser vers le conditionnel « *probable* », « *probabilité* » qui ne veut rien dire. Leur référence, les températures « *jamais enregistrée* » à l'échelle mondiale, c'est une supercherie puisque la plupart des régions du monde ne disposaient pas des moyens techniques permettant de relever de façon fiable la température au cours des siècles précédents, entre autres.

Crise climatique : le mois d'août a été le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale, à égalité avec août 2023 - franceinfo 6 septembre 2024

L'année n'est pas terminée, mais les températures enregistrées à travers le globe cet été rendent "*de plus en plus probable que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée*". Dans son dernier rapport mensuel publié vendredi 6 septembre, l'observatoire européen Copernicus annonce que le mois d'août 2024 a été le mois d'août le plus chaud jamais observé à l'échelle mondiale, à égalité avec août 2023.

"*Le globe a connu les mois de juin et d'août les plus chauds, la journée la plus chaude jamais enregistrée et l'été boréal le plus chaud jamais enregistré*", liste Samantha Burgess, directrice adjointe du Copernicus Climate Change Service (C3S), dans un communiqué.

"*Cette série de températures record augmente la probabilité que 2024 soit l'année la plus chaude jamais enregistrée"*, dépassant les valeurs déjà historiques de 2023.

D'où viennent toutes ces infos alarmistes aux relents liberticides à peine maquillés ? Made in USA.

A partir de 60 ans, la consommation d'alcool est nocive même à faible dose - 20 Minutes 4 septembre 2024

Selon une étude publiée en janvier 2024 par Santé publique France, encore 61,8 % et 34,1 % des hommes et femmes de 65-75 ans buvaient encore de l'alcool chaque semaine en 2021, contre seulement 36,9 % et 21,4 % chez les hommes et femmes de 18-24 ans et 46,7 % et 24,7 % pour ceux et celles de 25-34 ans.

Reste que selon une étude publiée le 12 août dernier dans la revue JAMA Network Open, toute consommation d'alcool, même modérée, est nocive pour la santé des plus de 60 ans, comme le rapporte CNN.

Peu importe le niveau de consommation enregistré, des risques ont été identifiés. Par rapport aux buveurs occasionnels, ceux buvant une faible quantité d'alcool ont 10 % de risque supplémentaire de mourir d'un cancer. Les consommateurs quotidiens modérés ont quant à eux 10 à 15 % de chances en plus de mourir de n'importe quelle cause de décès (problèmes hépatiques ou rénaux, dépression) ou de mourir d'un cancer.

Il a par ailleurs été identifié que les personnes aux revenus modestes ou déjà malades présentaient des risques accrus.

J-C - Mais vous pouvez jeter votre dévolu sur le pinard, ouf !

Par contre, ceux ayant déclaré boire du vin durant les repas présentent des risques de cancer et de décès légèrement inférieurs aux buveurs occasionnels. De quoi valider le mythe du verre de vin rouge quotidien bénéfique pour la santé ? Pas forcément. L'effet positif ne vient probablement de l'alcool, mais plus certainement du mode de vie qui accompagne cette consommation, potentiellement plus modéré et sain, ou des antioxydants contenus dans la boisson. D'autres recherches vont être nécessaires pour y voir plus clair. 20 Minutes 4 septembre 2024

Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits

La machine de guerre idéologique d'une nouvelle extrême-droite, libertarienne et ultraconservatrice

Extraits.

C'est en 1981 que l'Atlas Economic Research Foundation, devenu ensuite Atlas

Network (« *réseau Atlas* »), est fondé par Antony Fisher. Ce dernier, un homme d'affaires pionnier de l'élevage des poulets en batterie, est fortement influencé par l'économiste autrichien Friedrich Hayek.

Hayek est à l'origine de la Société du Mont

Pèlerin (SMP), groupe de réflexion créé en 1947, qui rassemble des personnalités représentant des courants libéraux allant du néolibéralisme au libertarianisme le plus radical. Tous partagent une opposition absolue au socialisme, un idéal de laissez-faire économique et une méfiance envers les « *masses* » et la démocratie. Selon eux, cette dernière porte en elle le risque d'une dérive vers une dictature qui commencerait par la planification économique.

Lors de son élection en 1979, Margaret Thatcher reconnaît explicitement le rôle du think tank dans sa victoire et le remercie chaleureusement pour avoir défendu les principes du libre- échange. Ce succès enthousiasme Hayek qui encourage Fisher à répliquer son modèle partout dans le monde. C'est ainsi que le réseau Atlas voit le jour.

Le réseau Atlas se donne pour rôle de soutenir l'expansion internationale des idées libertariennes et le développement d'organisations alliées partout dans le monde.

Pour télécharger ce document (recommandé) :

https://multinationales.org/IMG/pdf/atlasfr_v3.pdf

Quand l'impérialisme britannique vole au secours de sa colonie en danger.

Craig Murray : La fin de la démocratie pluraliste occidentale - 3 septembre 2024

Les services de renseignement des Five Eyes construisent clairement des diagrammes de Venn de l'opposition démocratique au sionisme et au projet néolibéral.

Aucun grand dirigeant occidental ne pourra plus jamais parler de droits de l'homme ou de valeurs éthiques sans s'attirer les foudres des extrémistes. Ils se retournent contre leur propre peuple pour empêcher toute contestation d'un génocide qu'ils soutiennent activement.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a intensifié la pression sur les opposants au génocide sioniste jeudi dernier avec l'arrestation de la journaliste Sarah Wilkinson et l'inculpation de l'activiste Richard Barnard, toutes deux en vertu de l'article 12 draconien de la loi sur le terrorisme, qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans de prison.

Les médias grand public britanniques ont bien sûr ignoré ces propos, mais ils sont tous indignés par la condamnation de deux journalistes de Hong Kong pour sédition, une peine passible d'une peine maximale de… deux ans.

Mais ils nous disent que c'est la Chine et non le Royaume-Uni qui est la dictature autoritaire.

https://consortiumnews.com/fr/2024/09/03/craig-murray-the-end-of-western-pluralist-democracy/?eType=EmailBlastContent&eId=5f77c3a3-5862-4ac5-a6ee-184d9bc7acdb

---

Situation sociale en France.

Rentrée scolaire : il manque au moins un professeur dans 56% des collèges et des lycées français, selon une étude du Snes-FSU - franceinfo 6 septembre 2024

Il manque au moins un professeur dans 56% des collèges et des lycées français lors de cette rentrée scolaire, selon une enquête réalisée par le syndicat des enseignants du second degré, le Snes-FSU, que franceinfo a pu consulter vendredi 6 septembre.

Selon cette étude, réalisée entre le 30 août et le 5 septembre auprès de 893 établissements français, il manque au moins un professeur dans plus d'un établissement sur deux en moyenne, cette dernière variant en fonction des académies.

Ainsi, dans l'académie d'Amiens, il manque au moins un professeur dans 21% des établissements, tandis que dans l'académie de Normandie, il manque au moins un professeur dans 43% des collèges et lycées. Parmi les académies les plus touchées, on peut trouver celle de Versailles et Lyon, avec respectivement 72% et 68% des établissements dans lesquels il manque au moins un professeur, mais aussi Créteil avec 63%.

"*À ce stade, rien n'assure que les remplacements en cours d'année seront assurés*", écrit le Snes-FSU dans la présentation de son étude. "*Dans les disciplines, on note un grand nombre de postes de professeurs de français non pourvus, mais également en maths et dans une moindre mesure de langues vivantes, technologie, éco-gestion*." "*La pénurie touche aussi d'autres personnels que les enseignants. Pour les AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap), notre enquête a ainsi recensé 17% de collèges et lycées où il manque au moins une AESH*", écrit également le syndicat.

Il y a des professeurs devant les classes "*dans l'immense majorité des situations*" pour la rentrée scolaire, malgré les difficultés de recrutement d'enseignants, a assuré lundi la désormais ancienne ministre de l'Éducation nationale Nicole Belloubet, sans exclure des absences "*ici et là*". franceinfo 6 septembre 2024

Quand le récit des nazis sionistes est devenu le récit officiel en France.

Toulouse: une école d'économie suspend un professeur après des propos polémiques sur la guerre à Gaza - BFMTV 5 septembre 2024

Un enseignant d'une université de Toulouse a été suspendu mercredi 4 septembre pour avoir tenu des propos sur la guerre dans la bande de Gaza en cours, a indiqué l'établissement dans un communiqué.

"*J'ai décidé de suspendre à titre conservatoire un de nos enseignants contractuels qui s'est exprimé sur la situation au Proche-Orient*", a déclaré Christian Gollier, directeur de la Toulouse School of Economics (TSE), qui fait partie de l'Université Toulouse-Capitole.

Il a annoncé par ailleurs l'ouverture d'une enquête administrative et rappelant "*l'obligation de neutralité et de réserve des agents publics"*.

Dans un enregistrement audio diffusé sur X, à l'origine de la polémique, ce professeur de mathématiques assure devant ses élèves ne pas comprendre pourquoi les athlètes israéliens ont pu concourir sous leur drapeau aux Jeux olympiques "*alors qu'on l'a interdit aux Russes*".

Il évoque également, comme moyens de pression pour obtenir un cessez-le-feu, la possibilité de participer à des manifestations ou de se "*renseigner*" sur les campagnes de boycott de certains produits israéliens.

"*Ces propos sont inadmissibles*", a réagi la ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau.

L'enregistrement mentionne aussi un bilan à Gaza de "*près de 200.000 morts*", attribué à la revue médicale The Lancet, ce que certains internautes dénoncent comme de la "désinformation".

Si un chiffre de 186.000 victimes est effectivement apparu dans cette revue, il correspond en réalité une projection statistique à long terme du nombre de victimes que pourrait faire la guerre, qui n'englobe pas seulement les personnes tuées directement par les combats mais aussi les décès liés aux conséquences des hostilités, comme la crise sanitaire et humanitaire.

"*Tenus dans un cadre professionnel par un agent public sans relation avec la matière enseignée, ces propos contreviennent à l'obligation de réserve en vigueur dans le service public*", a expliqué sur X Christian Gollier pour justifier sa décision. BFMTV 5 septembre 2024

J-C – Je ne pourrais pas enseigner en France ou au lycée français de Pondichéry, je me ferais virer au bout de quelques jours ou semaines.

Situation politique en France

Une technocrate de gauche ou un technocrate de droite, l'essentiel c'est d'assurer la continuité des institutions de la Ve République !

Quand un interlocuteur évoque une réforme sociale, spontanément Barnier dégaine le "*cadre budgétaire* ", car "*la France est sous la surveillance de Bruxelles pour déficit public excessif*" (Slate.fr).

En technocratie.

Michel Barnier nomme Jérôme Fournel directeur de cabinet, ce que dit ce choix - Le HuffPost 7 septembre 2024

Selon nos confrères du Monde, Jérôme Fournel entretient de « *très bonnes relations* » avec le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kholer - un autre point commun avec Emmanuel Moulin. Son CV depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron illustre aussi sa proximité avec le camp présidentiel, notamment par sa présence dans les équipes de deux des ministres les plus influents et les plus installés dans le paysage macroniste.

Avant d'être débauché par Michel Barnier, Jérôme Fournel était, depuis le mois de janvier, directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy - comme le fut le directeur de cabinet de Gabriel Attal. Encore avant, ce haut fonctionnaire diplômé de l'ENA et EHEC a dirigé pendant cinq ans la Direction générale des Finances publiques (DGFIP). Sans oublier deux ans (2017-2019) comme directeur de cabinet du ministre de l'Action et des Comptes publics - un certain Gérald Darmanin - et quatre ans comme inspecteur général des finances…

Le choix de Jérôme Fournel n'est pas non plus le signe d'une rupture franche avec le macronisme. Le HuffPost 7 septembre 2024

Comme c'est bien emballé. L'extrême droite assure la "*continuité de l'État*" sous couvert de «*neutralité*» technique, dixit un porte-parole de Davos.

Michel Barnier Premier ministre? Tout ça pour ça! - Slate.fr 5 septembre

Un profil lisse, sage et sans aspérités, soit très exactement celui dont personne ne voulait.

Il nous fallait à Matignon de l'héroïsme, de l'ardeur, de la nouveauté, de l'inattendu, une divine surprise. Et voici que nous avons un perdant (des primaires LR) et un Premier ministre qui était déjà vieux en 1971, il y a plus d'un demi-siècle.

Quel minable scénariste à l'Élysée a pu imaginer un dénouement aussi plat? Ce n'est pas faire insulte à Michel Barnier que d'observer qu'il n'incarne guère l'avenir. S'il suscite quelque part un semblant d'enthousiasme, c'est probablement chez les ultraboomers attachés au point d'indice de leur retraite.

Avec la démission du gouvernement, la gestion des «*affaires courantes*» a mis en évidence l'inutilité des ministres. La France n'a nullement cessé d'être gouvernée, ou plutôt administrée. D'après un décompte du *Monde*, quelque 1.500 textes (décrets, arrêtés, nominations…) ont été publiés au Journal officiel depuis la mi-juillet. C'est beaucoup.

En réalité, l'État est d'abord une énorme machine administrative qui pond du texte réglementaire tous les jours –et avec ardeur dès qu'une vacance de pouvoir se profile. Souvent, et pas seulement ces dernières semaines, les textes réglementaires, sous couvert de faciliter l'application des lois, parviennent à les altérer. C'est déjà un pouvoir considérable. Or, la complexité extrême et croissante des sujets à traiter ne feront que renforcer cette mainmise des «*technos*» sur les politiques.

Le «*gouvernement démissionnaire*» de Gabriel Attal était un gouvernement fantôme, mais les ministères sont donc restés bien vivants. La véritable continuité de l'État est là. Et nous avons pu constater, comme d'autres pays avant nous, que la France n'avait besoin ni d'un gouvernement ni d'un Parlement (en congés) pour fonctionner…

Car, dans cette machinerie administrative, les ministres et leurs cabinets passent, les agents des services restent. Tandis que les ministres font les clowns à la télé ou inaugurent des chrysanthèmes, le véritable pouvoir est là, inamovible, dans les directions centrales des ministères. Emmanuel Macron en avait d'ailleurs pris acte, voulant dès son premier quinquennat rendre «*responsables*» les directeurs d'administrations centrales. En vain. Aux manettes, oui, en responsabilité politique, non.

Sans doute est-ce cette continuité de l'État qui a motivé la désignation de Michel Barnier. Le président de la République espère probablement garantir un semblant de stabilité à l'Assemblée, sous couvert de «*neutralité*» technique. Ce ne sera probablement pas le cas, tant le palais Bourbon est divisé. Mais, en obtenant la neutralité du Rassemblement national, l'hypothèse n'est pas exclue. Par son profil «*techno*», à défaut d'être un chef de gouvernement censuré, Michel Barnier pourrait donc être aussi discret et efficace qu'un gouvernement démissionnaire. Slate.fr 5 septembre

"Des gages potentiels donnés aux troupes de Marine Le Pen".

Michel Barnier Premier ministre : toutes ces positions qui ont pu faire pencher la balance en sa faveur - Le HuffPost 5 septembre 2024

La longévité du Premier ministre dépendra mécaniquement du bon vouloir du RN, qui pourrait se saisir de la moindre occasion pour faire tomber le gouvernement.

Reste le Rassemblement national, devenu un « *arbitre* » de la situation. Le RN a fait savoir qu'il ne s'opposera pas par principe à Michel Barnier. « *Nous jugerons sur pièces* », a fait savoir Jordan Bardella.

Michel Barnier a tenu des positions susceptibles de ne pas déplaire à l'extrême droite. « *Il semble répondre au moins au premier critère que nous avions réclamé, c'est-à-dire un homme qui soit respectueux des différences forces politiques et capable de pouvoir s'adresser au Rassemblement national de la même façon qu'aux autres groupes* », a d'ailleurs réagi Marine Le Pen au micro de LCI.

S'il tient le même discours qu'en 2022, les positions de Michel Barnier sur l'immigration parleront effectivement au RN. En septembre 2021, quelques mois seulement après son départ de Bruxelles et en pleine course pour l'investiture LR pour la présidentielle, il fustigeait la Cour de justice européenne, estimant qu'il fallait en matière d'immigration « *retrouver notre souveraineté juridique* ». Comme un écho aux positions du RN qui défend la primauté du droit français sur le droit européen.

L'ex-commissaire européen proposait aussi un référendum sur l'immigration, l'instauration de quotas annuels de visas, le durcissement de l'accès aux aides sociales ou encore la suppression de l'aide médicale d'État (AME) « *sauf urgence* ». Soit des points défendus par l'extrême droite pendant les débats sur la loi immigration.

En outre, dans ses propositions pour « garantir la sécurité des Français », Michel Barnier proposait « *l'expulsion systématique des prisonniers condamnés à de la prison ferme* » - le principe de la « *double peine* ». Du miel aux oreilles de Marine Le Pen qui, en mars 2024, réclamait sur France Inter que « *lorsqu'un étranger est en situation irrégulière, (...) lorsqu'il commet un délit, il doit ne pas pouvoir rester sur le territoire*. »

En mai 2021, Michel Barnier a aussi plaidé pour « réaffirmer clairement que les signes religieux ne peuvent pas entrer dans l'espace public », dans l'émission le Grand Jury pour RTL-Le Figaro-LCI. L'interdiction du voile dans l'espace public est depuis 2017 au programme du Rassemblement national. Lors de la campagne présidentielle 2022, le parti a légèrement amendé la forme de son discours - sans toucher au fond.

Sur le fond, c'est peu dire que Michel Barnier constitue un pont entre macronistes et lepénistes. Durant la primaire LR, il défendait un programme économique libéral.

Aux yeux d'Emmanuel Macron, Michel Barnier a un avantage de taille : celui de ne pas détricoter la réforme des retraites, mesure phare du second quinquennat. Car moins de deux ans avant la

réforme portée par le camp présidentiel, Michel Barnier proposait de repousser l'âge légal de départ à 65 ans, soit un an de plus que les 64 ans imposés par la Macronie.

« *Déficit de légitimité* », du point de vue de qui ?

J-C – Tous les Premiers ministres sans exception bénéficièrent de la légitimité que leur accordait la Ve République au service du capitalisme. Hormis aux capitalistes, à qui donc devaient-ils rendre des comptes ? A personne. Or, on veut vous faire croire le contraire. Pourquoi ? Pardi, pour qu'à votre tour vous légitimiez la Constitution de la Ve République, c'est un piège, un piège que vous avait aussi tendu le NFP.

D'après vous, pourquoi n'ont-ils jamais cessé pendant plus d'un demi-siècle à participer aux élections législatives, sinon pour vous entraîner dans ce piège, et cela a fonctionné à merveille. C'est difficile ou impossible à admettre, je sais, mais on s'en remet je vous assure.

Le HuffPost 5 septembre 2024 - Parmi eux, un sérieux déficit de légitimité, puisque la famille politique qu'il représente, Les Républicains, n'a récolté que 5,41 % des voix au second tour des élections législatives anticipées, après un premier gadin aux élections européennes. Résultat : 47 sièges pour LR à l'Assemblée nationale (contre 64 en 2022).

Une épine dans le pied qui s'adosse à un autre défaut de taille pour Michel Barnier : il n'a pas appelé à participer au « *front républicain* » contre le RN au second tour des législatives (pas plus que sa famille politique). Or, c'était pourtant l'enseignement majeur de ces élections anticipées marquées par une participation record : la persistance d'un solide barrage contre l'extrême droite. Raison pour laquelle Emmanuel Macron semblait vouloir faire vivre cet esprit au sein de l'exécutif.

« *Les Français souhaitent qu'il y ait une coalition gouvernementale à l'image du barrage républicain qui a été souhaité* », affirmait l'entourage du chef de l'État, en amont de la série de consultations organisées à l'Élysée. Or, quelques jours plus tard, Emmanuel Macron, qui voulait surtout un Premier ministre qui ne touche pas à son bilan, s'est finalement tourné vers le représentant d'un parti qui a snobé ce fameux « *front républicain* », auquel ont participé le Nouveau Front populaire et le camp présidentiel. Pas idéal pour rassembler dans ces conditions.

Michel Barnier a juste un petite quelque chose avec le RN, s'il le dit lui-même.

Lors d'une interview sur TF1, il s'est dit disposé à ouvrir son gouvernement à des "*gens de gauche*" et a assuré n'avoir "*rien de commun ou pas grand-chose de commun avec les thèses ou les idéologies du Rassemblement national*". France 24 6 septembre 2024

Le nouveau locataire de Matignon a assuré que le groupe qu'il formerait « *ne sera pas un gouvernement de droite* » et qu'il comporterait des « *gens de gauche* » et « *peut-être* » des ministres sortants. « *Je ne m'interdis pas de réunir autour de la table des hommes et des femmes de tous les partis politique. (...) Il y a des bonnes idées partout. (...) Le sectarisme est une preuve de faiblesse, il faut ouvrir la porte à tous ceux qui le voudront* ». Le Point/AFP 7 septembre 2024

C'était officieux depuis 2017, depuis le 6 septembre 2024 c'est officiel, il y a un régime d'extrême droite en France.

Jordan Bardella place Michel Barnier « sous surveillance » du RN et veut rester au centre du jeu - Le HuffPost 7 septembre 2024

Qu'elle semble loin, la défaite des législatives. Le Rassemblement national, en retrait forcé au début de l'été, entend bien s'installer en cette rentrée comme un parti incontournable. Jordan Bardella n'a pas réussi à devenir Premier ministre ? Cela ne l'empêche pas d'estimer que le titulaire du poste, le LR Michel Barnier a des comptes à rendre au RN qui le place « sous surveillance ». Rien de moins.

« *La réalité, c'est que désormais rien ne peut se faire sans nous. (...) Rien ne peut être effectué en politique contre nous et sans l'approbation ou la censure du Rassemblement national* ». Ce samedi 7 septembre depuis la foire de Châlons, Jordan Bardella met désormais en garde Michel Barnier : « *je souhaite que le Premier ministre et le futur gouvernement (...) puissent être attentifs aux exigences qui sont désormais les nôtres et je crois qu'à compter de ce jour, monsieur Barnier est un Premier ministre sous surveillance démocratique d'un parti politique qui est désormais incontournable dans le jeu parlementaire* », ose-t-il.

Le chef de l'extrême droite souhaite que le RN puisse « *s'entretenir* » avec le Premier ministre et prévient qu'il sera « *extrêmement intransigeant* » sur les relations avec le futur gouvernement. Invité du JT de TF1 à 20H ce samedi, le président du parti aura un tapis rouge pour préciser ses exigences.

« *Monsieur Barnier, en vieillissant, a évolué sur un certain nombre de sujets, européens et sur la question de l'immigration. Il a repris quand il était candidat à la primaire (LR en 2022, ndlr) un certain nombre des positions qui étaient les nôtres. Nous attendons de voir si monsieur Barnier va au bout* », a déclaré Thomas Ménagé, député du Loiret, sur France Inter ce samedi. Le HuffPost 7 septembre 2024

Choix du Premier ministre: Le Pen affirme que Macron a "tenu compte des critères du RN" - BFMTV/AFP 8 septembre 2024

Les dirigeants du Rassemblement national Jordan Bardella et Marine Le Pen ont assuré samedi 7 septembre ne vouloir participer ni "*au désordre institutionnel*" ni au "*blocage*" en renversant d'emblée le futur gouvernement de Michel Barnier.

"J'ai simplement le souhait que le Rassemblement national ne participe pas, contrairement à la gauche, au désordre institutionnel et au chaos démocratique", a déclaré samedi soir sur TF1 le patron du RN Jordan Bardella.

"*Si en revanche, il est le nouveau prête-nom du macronisme et qu'il poursuit la politique qui a été conduite par Emmanuel Macron et qui a été très sévèrement sanctionnée dans les urnes en juillet dernier, alors ce gouvernement tombera*", a-t-il menacé. BFMTV/AFP 8 septembre 2024

Qui est Barnier ?

Népotisme en famille.

Closer 5 septembre - Mariés depuis 1982, le nouveau Premier ministre et l'avocate de formation sont les heureux parents de trois enfants : Nicolas, né en 1987 puis les jumeaux Benjamin et Laëtitia, nés en 1990. Comme Michel Barnier, son aîné suit lui aussi une carrière en politique.

Depuis 2017 en effet, Nicolas Barnier est le collaborateur parlementaire d'un député LREM, Grégory Besson-Moreau.

Chargé de mission au Sénat, le fils aîné de Michel Barnier est aujourd'hui le directeur de l'Agence de la ruralité Région Ile-de-France. Son petit frère, Benjamin, travaille comme agent littéraire. La seule fille du Premier ministre, Laëtitia, est psychologue au centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Tous se font plutôt discrets dans les médias et sur le devant de la scène.

Comme Michel Barnier, Isabelle Almayer a elle aussi baigné dans le monde politique. Avocate pendant dix ans, elle a travaillé avec Roselyne Bachelot au Ministère de la Santé. Là, elle a été chargée de mission puis directrice des développements et partenariats pour l'association Citizen Entrepreneurs. Depuis cette année, elle est devenue. Responsable de la communication et de la recherche de fonds pour la Fondation La vie au Grand Air. La politique, c'est une histoire de famille chez les Barnier. Closer 5 septembre 2024

Quand il fut impliqué dans le scandale de la dioxine à Albertville en 2001. Et, un gestionnaire rigoureux.

1- ... son rôle néfaste dans la catastrophe de la dioxine à Albertville (73) en 2001. En effet ministre de l'environnement de 1993 a 1995 il n'avait pas tenu compte des alertes (comme ses successeurs Lepage et Voynet) couvrant ainsi les agissements criminels de la société Novargie et du SIMIGEDA (syndicat intercommunal mixte de gestion des déchets du secteur d'Albertville), dirigée par son ami et compère Albert Gibello (maire UMP d'Albertville). Une centaine de décès plus tard (outre l'énorme coup financier du bétails abattu et des travaux décontamination) et dix plus tard après un procès tronqué et délocalisé aucune personne n'a été condamnée !

J-C - J'ai trouvé un article sur cette affaire, effectivement Barnier s'était comporté comme un ripou.

Grâce à une dissolution opportune, qui fait suite à plusieurs non-lieux, aucun responsable politique (Dont Barnier - Ndlr) ne comparaîtra au procès de la pollution à la dioxine liée à l'usage illicite de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère entre 1995 et 2001.

"*Michel Barnier, ministre de l'Environnement, avait réuni les DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et l'Environnement pour la Haute-Savoie et la Savoie) en leur demandant de ne pas accentuer leurs actions concernant les non conformités des usines d'incinération d'ordures ménagères*". Entendu le 15 février 2006 en qualité de témoin par le juge d'instruction, Michel Barnier indiquait ne pas avoir été avisé du cas de Gilly-sur-Isère, en tant que ministre. Toutefois, il admettait l'avoir été… en tant que président du Conseil général de Savoie de 1982 à 1999.

https://www.lyoncapitale.fr/actualite/fiasco-judiciaire-annonce-dans-l-affaire-de-la-dioxine

2- Ne pas mésestimer ses extraordinaires qualités de gestionnaire :

"*Longtemps minimisé par les organisateurs Le déficit des Jeux d'Albertville s'élève à plus de 280 millions de francs.*

Le conseil d'administration du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville (COJO) devait rendre public, jeudi 9 juillet à Paris, le montant du déficit des XVI J.O. d'hiver. Celui-ci s'élève à un peu plus de 280 millions de francs, soit 6,6 % du budget des Jeux qui atteint 4 201 millions de francs. Les coprésidents du COJO, MM. Jean-Claude Killy et Michel Barnier, n'ont pas réussi le pari financier fixé en 1986, et qu'ils résumaient à travers cette formule, " les Jeux paieront les Jeux ". (Le Monde 9 juillet 1992).

Quand Macron était un mauvais président. C'était en 2021.

20minutes.fr 5 septembre 2024 - En novembre 2021, sur CNews. « *Emmanuel Macron a gouverné notre pays […] de manière solitaire et arrogante.* »

Comme le montre un tweet du journaliste Paul Larrouturou, Michel Barnier se lâchait : « *Notre pays n'a pas été bien gouverné. L'échec du Président sortant est clair. Emmanuel Macron a gouverné notre pays, à l'intérieur et à l'extérieur, de manière solitaire et arrogante. Et ce n'est pas ça, la Ve République.* » 20minutes.fr 5 septembre 2024

C'était avant ! Barnier la girouette. C'était en 2022.

Publicsenat.fr 5 septembre 2024.

Le 13 mai 2022, quelques jours après la réélection d'Emmanuel Macron et à un mois du premier tour des élections législatives, il est l'invité de l'émission Extra Local, sur Public Sénat.

Interrogé à l'époque par Hubert Coudurier, directeur de l'information du Télégramme, sur la possibilité pour Les Républicains de servir de « *force d'appoint aux macronistes* » si ces derniers ne remportaient pas la majorité absolue lors des élections législatives, Michel Barnier avait affirmé que ce n'était ni l'« *ambition* », ni la « *vocation* » de son parti.

« *Je pense qu'on peut être et qu'on doit être une force d'équilibre, qui participe à la respiration démocratique. Je ne crois pas qu'il soit bon pour notre pays qu'il y ait ce bloc central qu'Emmanuel Macron veut construire, et puis seulement des extrêmes* », expliquait-il.

Au cours l'entretien, Michel Barnier se montre par ailleurs très ferme à l'égard du Rassemblement national. Interrogé sur la pertinence d'une stratégie d'union de la droite et de l'extrême droite, le nouveau Premier ministre se voulait à l'époque catégorique : « *Il n'y a aucune compatibilité possible et aucune complaisance possible à l'égard des thèses de l'extrême droite et de ceux qui les représentent.* »

Santé.

Cela ne prend plus ou ce n'est pas le "*bon*" virus ou encore, ce n'est pas le bon moment...

Santé: situation sanitaire sous contrôle en Europe face au mpox - RFI 6 septembre 2024

Le professeur Xavier Lescure, du service maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat : « *Aujourd'hui, un seul cas a été détecté en Europe, en Suède. Est-ce qu'il y a des raisons de s'inquiéter ? Je ne pense pas* »

En France, la Haute autorité de santé recommande la vaccination contre le mpox aux personnes à risques, notamment aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et aux personnes travailleuses du sexe. RFI 6 septembre 2024

Grande-Bretagne.

Keir Starmer, agent de la Commission trilatérale - Réseau Voltaire 6 septembre 2024

L'actuel Premier ministre britannique, Keir Starmer, militait pour le Brexit, conformément aux intérêts de la classe possédante et à la vision de Winston Churchill. Il était le ministre fantôme du Parti travailliste chargé du référendum. À l'insu de Jeremy Corbin, alors Premier secrétaire du Parti, il a rejoint la Commission trilatérale, créée par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzeziński pour renforcer les liens économiques des États-Unis et de leurs alliés nord-américains, européens et japonais, dans l'esprit de la Charte de l'Atlantique (c'est-à-dire la domination anglo-saxonne du monde). En violation du règlement de la Chambre des Communes, il n'a pas déclaré son appartenance à la Commission trilatérale.

• Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, et le conseiller à la sécurité nationale, Jacob "Jake" Sullivan, étaient également membres de cette organisation, ainsi que l'actuelle Première ministre danoise, Mette Frederiksen, et la commissaire européenne danoise à la Concurrence, Margrethe Vestager. Ils ont cessé de participer aux réunions depuis qu'ils assument des fonctions officielles.

• Les membres français sont Jacques Aschenbroich (Valeo), Laurent Bigorgne (directeur de l'Institut Montaigne où le parti macroniste a été créé), Sophie Boissard (Groupe Korian), Stéphane Boujnah (Euronext), Jean-Louis Bourlanges (ancien député européen), Patrick Buffet (ancien PDG d'Eramet), François Bujon de l'Estang (ancien ambassadeur de France à Washington), Patrick Combes (Compagnie Financière Tradition), Yves-Louis Darricarrère (Lazard frères), Thierry Déau (Méridiam), Marie-Ange Debon, Élisabeth Guigou (présidente de l'Anna Lindh Foundation), Sylvie Kauffmann (éditorialiste du Monde), Jean Lemierre, (BNP Paribas), Hervé Mariton (Fédération des entreprises d'outre-mer), Denis Simonneau (EuropaNova) et Jean-Claude Trichet (ancien président de la Banque centrale européenne).

L'agent Keir Starmer de la Commission trilatérale à l'œuvre.

Guerre en Ukraine: après des critiques de Zelensky, le Royaume-Uni va fournir des centaines de missiles à Kiev - BFMTV 6 septembre 2024

Le ministère britannique de la Défense a annoncé dans un communiqué qu'une première livraison de 650 "*systèmes de missiles modulaires légers (LMM)*" aurait lieu d'ici la fin de l'année, dans le cadre d'un contrat à 162 millions de livres (192 millions d'euros).

Ces missiles "*très polyvalents*" seront construits par le groupe français Thales dans son usine de Belfast en Irlande du Nord.

Ils sont conçus "*pour être tirés depuis une variété de plateformes tactiques terrestres, maritimes et aériennes*" et permettent de viser aussi bien une cible au sol qu'un drone en vol, selon le fabricant.

Cette nouvelle livraison de missiles sera annoncée ce vendredi par le ministre de la Défense John Healey, qui participe à une réunion du groupe de contact des alliés de l'Ukraine sur la base aérienne américaine de Ramstein, en Allemagne.

Le Royaume-Uni est l'un des principaux soutiens militaires de Kiev depuis l'invasion russe de février 2022, et lui a notamment fourni des missiles longue portée Storm Shadow, des centaines de missiles LMM et un escadron de 14 chars Challenger 2. BFMTV 6 septembre 2024

Etats-Unis.

Pour les directeurs de la CIA et du MI6, la Chine est le "principal défi géopolitique du 21e siècle" - BFMTV 7 septembre 2024

Les directeurs de la CIA, Bill Burns, et du MI6 britannique, Richard Moore, ont affiché samedi 7 septembre l'importance de leur coopération face à des menaces "*sans précédent*", évoquant notamment la Russie, la Chine et l'islamisme, dans une tribune commune publiée dans le *Financial Times*.

Soulignant n'avoir "*pas d'autre allié plus digne de confiance*", les deux chefs du renseignement affirment devoir aujourd'hui agir "dans un système international contesté où nos deux pays sont confrontés à une batterie de menaces sans précédent".

Les deux dirigeants assurent notamment que la Chine est le "*principal défi géopolitique et en termes de renseignement du 21e siècle*".

Au sujet de la guerre en Ukraine, Bill Burns et Richard Moore affirment qu'"*il est plus important que jamais de maintenir le cap" pour contrecarrer la Russie et soulignent qu'ils "continueront d'aider*" Kiev.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont parmi les premiers soutiens financiers et militaires de l'Ukraine dans sa résistance à l'invasion russe lancée en février 2022.

La CIA et le Secret Intelligence Service (ou MI6) affichent également leur résolution à lutter contre "*la campagne de sabotage*" et les tentatives de déstabilisation via la désinformation, menées en Europe par Moscou.

Ils évoquent la lutte contre le terrorisme islamiste parmi leurs grandes priorités.

Face à toutes ces menaces, "*maintenir un avantage technologique est vital*", préviennent-ils, citant le développement de l'intelligence artificielle.

La publication de cette tribune intervient quelques jours avant la visite du Premier ministre britannique Keir Starmer à Washington le 13 septembre, où il sera reçu par le président américain Joe Biden.

Au nom de la loi !

États-Unis: Hunter Biden plaide coupable de fraude fiscale et évite un nouveau procès - BFMTV 6 septembre 2024

Hunter Biden, le fils du président américain, a formellement plaidé coupable ce jeudi 6 septembre de fraude fiscale devant un tribunal de Los Angeles, un revirement qui lui évite un nouveau procès après sa condamnation en juin dans une autre affaire.

Cet ex-avocat et homme d'affaires, aujourd'hui reconverti dans la peinture, était notamment confronté à un chef d'accusation de fraude fiscale et deux chefs de fausses déclarations pour ne pas avoir versé 1,4 million de dollars d'impôts au cours de la dernière décennie.

Le juge a fixé le prononcé de la peine au 16 décembre. Hunter Biden encourt jusqu'à 15 ans de prison.

Las, Hunter Biden a signifié à ses avocats qu'il acceptait finalement de pleinement plaider coupable, sans accord avec les procureurs pour réduire sa peine, mais permettant ainsi d'éviter un nouveau procès embarrassant.

Car le fils cadet de Joe Biden a déjà été condamné cette année pour avoir menti sur son addiction aux drogues lors de l'achat d'une arme. Sa peine, pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison, n'a pas encore été prononcée.

Lors des audiences à ce procès, le train de vie luxueux d'Hunter Biden, son couple en déliquescence ou encore son addiction à la cocaïne avaient déjà été étalés sur la place publique. C'est semble-t-il pour éviter que ces détails infamants ne soient à nouveau entendus qu'il a finalement décidé ce jeudi de plaider coupable.

Russie.

Forum économique oriental : peut-être l'événement international le moins couvert par les grands médias occidentaux cette semaine

Il s'agissait de la 9ème édition du Forum économique oriental de Vladivostok, qui fait contrepoids au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, qui se tient chaque année au printemps. Comme à Saint-Pétersbourg, l'événement de Vladivostok rassemble des missions commerciales et diplomatiques du monde entier, ainsi que des hommes d'État étrangers très importants qui montent sur l'estrade avec Vladimir Poutine lors de la session plénière. Ils prononcent des discours et participent à une séance de questions-réponses. Cette fois-ci, plus de 70 pays étaient représentés au Forum et les invités étrangers de marque étaient le Premier ministre de Malaisie, Anwar Ibrahim, et le vice-président chinois, Han Zheng.

La présence de Ibrahim était particulièrement pertinente et choquante pour l'Occident collectif, ce qui explique en partie pourquoi vous n'avez pas vu son visage sur la BBC cette semaine. Rappelons que la Grande-Bretagne était l'ancien colonisateur de ce qui est aujourd'hui la Malaisie.

La Malaisie a officiellement demandé à rejoindre les BRICS et la Russie parrainera sa candidature. Elle participera au sommet des BRICS qui se tiendra à Kazan le 26 octobre et son admission au club en tant que membre à part entière est acquise.

La Malaisie sera le premier membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à rejoindre les BRICS, mais on peut s'attendre à ce que d'autres s'y joignent peu après, à commencer peut-être par le Vietnam. Leur adhésion aux BRICS représente une rupture significative avec les liens étroits que la Malaisie entretenait jusqu'à présent avec les États-Unis. Ce changement de cap peut s'expliquer par de nombreuses raisons, mais l'une d'entre elles est l'orientation religieuse du pays. Les 35 millions d'habitants de la Malaisie sont majoritairement musulmans et ils ont observé avec horreur le génocide israélien à Gaza, soutenu par Washington.

https://reseauinternational.net/forum-economique-oriental-peut-etre-levenement-international-le-moins-couvert-par-les-grands-medias-occidentaux-cette-semaine/

Ukraine.

Conflit, créanciers et krach de voiture: comment l'Ukraine a-t-elle procédé à une restructuration de la dette en temps de guerre – Reuters septembre 2024

Quelques mois seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conseiller financier du pays, Rothschild and Co, a remis au chef de la dette de Kiev un dépliant noir épais détaillant les principales restructurations de la dette souveraine des 30 dernières années.

Pour Yuriy Butsa, 40 ans, cela s'avérerait essentiel. Il n'avait pas été impliqué dans la retouche de dette dont l'Ukraine a besoin en 2015 après l'annexion de la Crimée par la Russie et il n'a pas fallu longtemps pour faire appel à l'expertise.

Face à une économie paralysée par le coût et la destruction de la guerre, en août 2022, l'Ukraine s'est mise d'accord avec les créanciers pour suspendre les paiements sur ses obligations. Sans fin du

conflit en vue, la semaine dernière, la nation a scellé l'une des restructurations de la dette les plus rapides - et les plus importantes - de l'histoire.

Éclipsée uniquement par l'Argentine et la Grèce, la restructuration de plus de 20 milliards de dollars de dette permettra d'économiser à Kiev 11,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années - cruciales tant pour son effort de guerre en cours que pour son programme du Fonds monétaire international.

"*Une situation stable où plus de points d'interrogation sont là ne peut qu'en bénéficier à l'Ukraine*", a déclaré à Reuters Arvid Tuerkner, directeur général pour l'Ukraine et la Moldavie à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'un des grands partenaires multilatéraux de Kiev.

Ce récit de la manière dont l'accord de l'Ukraine avec les détenteurs d'obligations s'est établi sur la base d'entretiens avec cinq sources du côté du gouvernement et des investisseurs qui ont participé aux pourparlers et ont accepté de parler avec Reuters sous le couvert de l'anonymat.

Les négociations initiales entre le gouvernement et ses prêteurs n'étaient pas allées à la planification.

Les pourparlers de juin s'étaient décomposés après quelques semaines, le comité central des détenteurs d'obligations se plaignant que la dépréciation de l'Ukraine exigeait « nettement plus » des 20 % que les plus espéraient et risquaient de faire un « dommage substantiel » aux relations.

À moins de deux mois de l'expiration du moratoire sur les paiements d'août 2022, Rothschild organise des réunions en face-à-face dans les élégants bureaux parisiens de la société sur l'avenue de Messine.

Début le 16 juillet, les représentants de certains des plus hauts cabinets de gestion d'actifs du monde et de leurs conseillers juridiques et financiers sont arrivés à Paris, où ils ont rejoint Butsa, les conseillers juridiques à long terme de l'Ukraine, White and Case et l'équipe Rothschild.

Une série de salles de réunion, ornées de photos des fameux vignobles de Rothschild, avait été réservée pour permettre des discussions conjointes et une stratégie privée.

L'état d'esprit était pragmatique dès le départ, selon des sources du gouvernement et du côté des créanciers. Tout le monde est venu dans l'espoir de conclure un accord - même si les deux parties sont encore loin.

Il y avait des raisons d'être de retour dans les pourparlers.

En plus de l'échéance imminente, le FMI, fournissant à l'Ukraine un soutien de 15,6 milliards de dollars, vient de mettre à jour ses projections. Elles ont reflété une situation économique qui ne fait qu'une situation économique qui empire, mais elles ont néanmoins donné une nouvelle base à travailler.

L'Ukraine a démarré en présentant sa proposition. Les membres d'un groupe clé détenteurs d'obligations, représentant certains des plus grands gestionnaires d'actifs du monde tels que BlackRock et Amundi, ont également expliqué leurs demandes: que l'Ukraine reprenne

immédiatement les paiements, offre une voie vers une reprise par le principal et, surtout, "*conserver simplement*".

Le FMI et Rothschild ont tous deux refusé de commenter cette histoire, mais selon deux sources, les experts du FMI ont été mis en garde à Kiev et à Washington pendant les négociations dans le cadre d'un arrangement exceptionnel.

Cela est vital pour faire la modélisation à forte intensité de main-d'œuvre nécessaire pour déterminer ce que chaque compromis proposé signifierait pour la viabilité à long terme de la dette de l'Ukraine.

À 4 heures du matin, le 18 juillet à Paris, ou 5 heures à Kiev et près de 48 heures après le processus, une autre demande a été faite aux équipes du FMI pour qu'elles revoient les chiffres. Certains d'entre eux qui craquaient les chiffres avaient à peine dormi.

L'aide du Fonds est inestimable, son personnel travaille à bout de ton de vitesse et aide à surmonter de multiples obstacles.

Discussions sur la manière d'exploiter les avoirs gelés de la Russie et la confusion autour d'une nouvelle politique du FMI conçu pour essayer de l'aider à s'adapter aux réalités d'une guerre à part entière, ce qui a obligé à des pourparlers n'ayant pas pu commencer lors des réunions du printemps d'avril, comme on l'a espéré, et qu'il était encore à l'origine de problèmes.

L'équipe de Butsa et le FMI étaient également inflexibles sur le fait qu'il ne pouvait rien y avoir de même les coûts « *warrants du PIB* » utilisés pour adoucir sa restructuration en 2015. À leurs conditions, Kiev est tenue d'augmenter une grande partie de sa production économique si le PIB nominal dépasse 125,4 milliards de dollars et la croissance annuelle atteint 3 %.

Mais l'Ukraine offrait une alternative sous la forme d'une obligation plus simple liée au PIB, et les créanciers se voyaient également offrir les paiements instantanés de coupon qu'ils voulaient, à partir d'un taux de 1,75 % et finissant à 7,75 %.

Structurée pour être éligible aux indices obligataires principaux et donc plus facile à acheter et à vendre, cela signifie que l'écart entre les côtés a été aussi bon que comble. Avec juste les petits caractères à finaliser, ceux de Paris ont fait leur sortie alors que la ville entassée plaçant la touche finale de ses préparatifs olympiques.

Le drame n'était pas entièrement terminé, cependant.

En revenait de l'aéroport polonais où son vol avait atterri - la liaison la plus fiable depuis l'invasion russe a arrêté les vols de Kiev - un conducteur a traversé le chef de la dette ukrainienne, le VW Golf de la dette.

Personne n'a été blessé, mais Butsa était maintenant assise dans un bureau des assurances à Lviv en remplissant des formulaires tout en prenant des appels pour finaliser la déclaration selon laquelle la restructuration de 20 milliards de dollars avait, en principe, été convenue.

Le résultat final retentissant du vote auprès des détenteurs d'obligations a été de plus de 97 %.

Palestine occupée.

10 semaines avant l'attaque du Hamas, Netanyahou était au courant, selon le Shin Bet ; non, un an plus tôt, selon le New York Times

Les mensonges de Benyamin Netanyahou se fissurent. Il est désormais admis que le contre-espionnage avait prévenu le Premier ministre 10 semaines avant l'opération de la Résistance palestinienne. Celui-ci ne peut plus nier ce qu'il niait lorsque le *New York Times* relatait des rapports d'alerte un an auparavant.

https://www.voltairenet.org/article221214.html

Chine.

Déclaration de Beijing sur la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique - chine-magazine.com 5 septembre 2024

Nous, Chefs d'État et de Gouvernement et Chefs de délégation de la République populaire de Chine et de 53 États africains et le Président de la Commission de l'Union Africaine (UA), nous sommes réunis du 4 au 6 septembre 2024 en Chine pour le Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC), placé sous le thème « *Travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau* ». Le Sommet a adopté par consensus la Déclaration de Beijing sur la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle.

Voici la déclaration complète, ci-dessous :!

https://www.chine-magazine.com/declaration-de-beijing-sur-la-construction-conjointe-dune-communaute-davenir-partage-chine-afrique/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=declaration-de-beijing-sur-la-construction-conjointe-dune-communaute-davenir-partage-chine-afrique

---

Argentine.

En Argentine, les enseignants manifestent, asphyxiés par la rigueur budgétaire - RFI 6 septembre 2024

La tension sociale monte en Argentine. Après une manifestation de retraités réprimée par la police devant le Congrès mercredi, ce jeudi était journée de grève nationale dans les universités publiques. Leur budget n'a pas été actualisé depuis l'an passé, en dépit d'une inflation annuelle à 263 %. Et les premières victimes de cette asphyxie budgétaire sont les enseignants.

C'est déjà la troisième fois que le personnel des universités publiques débraye depuis le début du second semestre il y a un mois. L'université de Buenos Aires, où enseigne Rocío Salgueiro, s'est déclarée en état d'urgence salariale : « *Nous demandons principalement une revalorisation, car nos*

salaires ont énormément perdu face à l'inflation. La majorité des enseignants vit sous le seuil de pauvreté actuellement. »

Selon le Conseil interuniversitaire national, les enseignants ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat face à l'inflation depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, et 85 % d'entre eux perçoivent un salaire inférieur au seuil de pauvreté.

« *Personne n'arrive à boucler les fins de mois* », s'alarme Laura Garboni, elle aussi enseignante à l'université de Buenos Aires. Résultat, beaucoup doivent compléter leurs revenus avec un autre emploi, quand ils ne décident directement pas d'abandonner l'enseignement. « *De plus en plus de collègues nous disent : je laisse mon poste pour aller faire quelque chose de mieux rémunéré, car je dois payer le loyer.* »

Le Sénat doit examiner la semaine prochaine un texte d'actualisation du budget universitaire voté par les députés mi-août. Mais en cas d'approbation par la chambre haute, Javier Milei a prévenu qu'il utiliserait son veto pour s'opposer au texte afin de préserver l'équilibre budgétaire.

Venezuela.

J-C – En famille. Quand Lula vole au secours du fasciste argentin Milei, qui en retour a "*exprimé sa reconnaissance* », c'est beau la fraternité.

Quant au sort réservé à X ex-twitter, cela nous laisse complètement indifférent, X, Facebook et Cie. peuvent disparaître de la surface de la Terre qu'on s'en porterait mieux.

Bras de fer entre Caracas et Brasilia autour de l'ambassade d'Argentine au Venezuela - AFP 8 septembre

Le Venezuela a révoqué samedi de "*manière immédiate*" l'autorisation donnée au Brésil de représenter l'Argentine dans le pays, et notamment de gérer la résidence de l'ambassade où sont réfugiés six cadres de l'opposition depuis mars.

Le ministère brésilien des Affaires étrangères a aussitôt rappelé à Caracas "*l'inviolabilité des installations de la mission diplomatique argentine*".

La tension est montée entre Brasilia et Caracas alors que des forces de police ont pris position autour de la résidence de l'ambassade d'Argentine, gérée et gardée par le Brésil depuis début août, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans un communiqué diffusé dans la matinée, le Venezuela "*a pris la décision de révoquer de manière immédiate l'autorisation donnée au Brésil pour exercer la représentation des intérêts de l'Argentine*" ainsi que de gérer "la mission diplomatique".

Le texte assure que Caracas dispose de "preuves" de "*l'utilisation de la mission pour la planification d'actions terroristes*" et de tentatives d'assassinat du président Nicolas Maduro.

Le Venezuela a rompu le 29 juillet ses relations diplomatiques avec sept pays d'Amérique latine, dont l'Argentine, qui ne reconnaissaient pas la réélection contestée de M. Maduro face au candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia, qui revendique la victoire.

L'Argentine a accueilli en mars à la résidence de l'ambassade six cadres de l'opposition, dont des responsables de la campagne électorale accusés de "*conspiration*" qui voulaient échapper à leur arrestation.

Le Brésil a aussitôt réagi samedi en assurant qu'il "*continuera à défendre les intérêts argentins jusqu'à ce que le gouvernement argentin nomme un autre Etat acceptable par le gouvernement vénézuélien pour exercer ces fonctions*".

L'Argentine a "*exprimé sa reconnaissance*" envers le Brésil et dit apprécier "*son engagement et sa responsabilité pour assurer la garde des biens argentins*" au Venezuela.

L'Uruguay considère que cette "*situation constitue une violation du droit international et une nouvelle violation des droits des citoyens vénézuéliens bénéficiant de l'asile*", alors que le Chili a fait part de sa "*préoccupation*", manifesté son "*rejet de cette décision*" et exprimé sa "*solidarité avec les gouvernements argentin et brésilien dans la situation qu'ils traversent*".

L'opposition vénézuélienne a dénoncé samedi matin le "*siège*" par les forces de l'ordre de la résidence de l'ambassade d'Argentine à Caracas, où selon elle l'électricité a été coupée. Depuis vendredi soir, elle est encerclée par des véhicules des forces de sécurité.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 septembre 2024

Les bonnes nouvelles sont à la fin de la causerie, non, elles ne proviennent pas de France, mais du Mexique et d'Argentine.

Et pendant ce temps-là, les sionistes nazis génocidaires continuent d'exterminer les Palestiniens…

Totalitarisme. Population sous surveillance. Ils sont vraiment dingues, et ce n'est pas une « *probabilité* » !

Moustique tigre : La probabilité d'une épidémie de dengue ou de chikungunya en France est désormais « *assez élevée* » - 20minutes.fr 13 septembre 2024

Un rapport de l'Anses publié ce vendredi estime que l'apparition d'une épidémie d'arbovirose, maladie due à un virus transmis par le moustique tigre, a une probabilité « *assez élevée* » d'apparaître dans les cinq prochaines années en France hexagonale. C'est la conclusion d'un rapport de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) publié ce vendredi.

Les protocoles de surveillance et de contrôle nécessitent de retracer tous les contacts de la personne infectée au cours des 10 jours précédents, et de contrôler les lieux visités par le malade afin d'éliminer les moustiques tigres présents. 20minutes.fr 13 septembre 2024

J-C – Une agence de renseignement ne ferait pas mieux !

La pandémie mondiale qu'ils ne pourront pas éviter, annonciatrice des prochains développements de la lutte des classes à l'échelle internationale.

J-C – Crise économique ou sociale, crise politique et institutionnelle, l'une ou l'autre ou plus vraisemblablement la combinaison des quatre va déboucher sur une crise révolutionnaire, elle arrive, c'est inévitable, et souhaitable évidemment, patience.

En Allemagne, la victoire aux airs de cadeau empoisonné de la CDU - lepoint.fr 09 septembre 2024

Pour former une coalition en Saxe et en Thuringe, le Parti chrétien-démocrate (CDU) n'a qu'une seule option. Il doit s'allier à la gauche radicale. Un exercice de haute voltige politique.

Face à l'"*impasse*" politique, le président sénégalais dissout l'assemblée - courrierinternational.com 09 septembre 2024

Cette mesure vise à lui donner une majorité stable pour gouverner alors que la précédente législature, élue en 2022 et où continue à dominer le camp de l'ancien président Macky Sall, lui était hostile. courrierinternational.com 09 septembre 2024

A quelle enseigne les Français sont-ils logés, quand ils ne sont pas à la rue ? De quoi, de qui parlent-ils, on a du mal à saisir, est-ce voulu ?

J-C - Qu'entendent-ils par "*situation de précarité*" quand ils mélangent d'un côté, je cite : dépenses d'énergie, payer son logement et le chauffer, sa mutuelle, certains frais médicaux, accéder à un service de santé, frais de transports, abonnements internet et téléphonie, pouvoir nourrir ses enfants, se procurer une alimentation saine, et de l'autre : pratiquer un sport ou des loisirs, partir en vacances ? Ils ont oublié le remboursement des emprunts ou crédits, les dettes, les traites.

La pauvreté s'aggrave en France, selon le baromètre annuel du Secours populaire - franceinfo 12 septembre 2024

De plus en plus de Français rencontrent des difficultés d'argent, pour se loger, se soigner, payer leurs dépenses d'énergie, pratiquer un sport ou encore partir en vacances.

Dans ce baromètre du Secours populaire, 62% des Français disent aussi connaître ou avoir connu une situation de pauvreté, soit 4 points de plus que l'an dernier. Et près de 8 Français sur 10 (79%) se disent pessimistes sur le risque que leurs enfants connaissent un jour une situation de précarité.

La part des Français rencontrant des difficultés pour partir en vacances et payer leurs dépenses d'énergie atteint de nouveaux records cette année et concerne presque une personne sur deux (57% chez les ruraux). Et les difficultés s'aggravent pour payer son logement, payer sa mutuelle, pratiquer un sport ou des loisirs.

Conséquence, les Français continuent de se priver. 43% des Français disent ne presque pas chauffer leur logement quand il fait froid, "*parfois ou régulièrement*". 30% des Français rencontrent des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour, et près d'un parent sur trois se prive de manger pour pouvoir nourrir ses enfants. (Qu'entendent-ils pas trois repas par jour, se gaver, depuis que je vis en Inde j'ai réduit ma ration alimentaire quotidienne des trois quart et je suis rassasié, j'ai même grossi ! En France, manifestement je bouffais beaucoup trop. Je refuse de croire qu'un parent sur trois se prive de manger pour nourrir ses enfants. – J-C)

Par ailleurs, 45% des sondés disent avoir du mal à faire face aux dépenses liées aux enfants (fournitures, vêtements, cantine…). Payer certains frais médicaux est problématique pour 43% des répondants, tout comme payer les frais de transports (39%). Et près d'un Français sur trois a du mal à payer ses abonnements internet et téléphonie (40% en zone rurale). (Je vais vous dire un truc, si je demandais aux Indiens que je côtoie s'ils étaient dans la même situation, c'est 100% qui répondraient qu'ils ne peuvent pas faire face à ces dépenses. Alors comment ils font ? Comme tout le monde, ils se démerdent, ils se privent sur tout, ils reportent certains achats ou travaux, les étales dans le temps, etc. Moi aussi je suis pauvre et je fais comme eux ! Pour autant, on arrive à survivre. – J-C)

Autre problématique pointée du doigt dans ce baromètre : l'accessibilité à certains services essentiels. En matière de santé, un Français sur trois a des difficultés pour accéder à un service de

santé, mais c'est encore plus difficile en zone rurale pour deux habitants sur cinq. Franceinfo 12 septembre 2024

J-C - Ils ont créé tellement de nouveaux besoins pour alimenter la machine du capitalisme depuis la fin du XIXe siècle et assurer sa survie, que ces besoins pléthoriques sans être forcément exorbitants sont devenus incontournables. Les travailleurs estiment qu'ils ne peuvent plus s'en passer, ce qui vaut pour leurs besoins élémentaires ou essentiels mais pas seulement. Il en va ainsi que tous ceux qui sont venus se greffer dessus au fil du temps. Alors, dès qu'ils ne sont plus en mesure de les satisfaire en totalité, ils doivent effectuer des choix difficiles parmi tous leurs besoins. Or ces choix vont être mal vécus la plupart du temps, ils vont donner lieu à des frustrations ou privations plus ou moins douloureuses. Ils peuvent même les amener à devoir modifier leur mode de vie ou leur comportement contre leur gré, ils y sont contraints par les difficultés financières qu'ils rencontrent et qu'ils estiment injustes ou qu'ils n'ont pas méritées. Ils auraient pu s'y préparer, mais ils n'ont pas voulu écouter ceux qui les avaient avertis de ce qui les attendait.

A l'exploitation dont ils faisaient déjà l'objet et qui en partie ne leur échappait guère, bien qu'ils n'en comprenaient ni l'origine ni le fonctionnement, exploitation avec laquelle ils avaient été forcés de s'adapter bon gré mal gré en fonction de leur statut sociale et de leur niveau de conscience politique, va venir se greffer la sensation très désagréable d'être de plus en plus injustement opprimés, dans la mesure où vont devoir sacrifier certains besoins devenus essentiels, tels les loisirs, le sport, les divertissements, les sorties, les vacances, les voyages, la culture, etc.

Ils vont devoir envisager sérieusement la dégradation de leurs conditions matérielles d'existence, que leur condition matérielle d'existence se dégradent, régresse, alors que jusqu'à présent les contreparties dont ils bénéficiaient au titre du consensus auquel ils avaient consenties sur le plan économique leur rendaient l'oppression supportable ou leur procurait certains satisfactions, on leur annonce qu'ils devront désormais s'en passer ou pire, qu'ils ne les méritent pas. Ils vont soudain s'apercevoir, qu'en réalité ils vivaient tranquillement sous un régime dont ils ignoraient la véritable nature dictatoriale qui ne leur épargnera aucune souffrance

La question est de savoir comment ils vont le prendre, nous serons rapidement fixés, semble-t-il ou souhaitons-le pour hâter la fin de ce cauchemar, qui sinon pourrait se transformer en tragédie sans que personne ne soit épargné, avouez que ce se serait dommage de ne pas saisir l'occasion pour renverser le régime en place, place à la révolution socialiste !

Carriérisme. En voilà un qui ne rencontrera pas « *des difficultés d'argent* » !

J-C – Quant à se prostituer et à passer son temps à se prosterner, autant que cela rapporte !

La retraite à 28 270 euros de Michel Barnier - 75secondes.fr 14 septembre 2024

Carrière en France

- Michel Barnier a été parlementaire pendant 17 ans et ministre pendant plus de 7 ans. Cela lui donne droit à une pension issue de ses années de service au sein de l'État français. D'après l'Observatoire de l'éthique publique, il a cotisé suffisamment pour recevoir une retraite d'environ 7 637 euros brut.

- Fonctions au Palais Royal : Ses années passées au Palais Royal ajoutent une pension équivalant à 75 % de son dernier salaire. Ce montant s'élève à 7 147,88 euros brut, portant le total à environ 5 300 euros brut.

- Conseil général de la Savoie : En plus de ces montants, son indemnité correspondant à ses 26 années de service au Conseil général de la Savoie s'élève à 13 187 euros brut.

Contribution européenne.

- La part la plus conséquente de sa pension provient de ses fonctions européennes. Michel Barnier a été commissaire européen pendant plus de 9 ans et négociateur en chef du Brexit durant 5 ans. À Bruxelles, il bénéficiera d'une pension de 10 653 euros brut pour son rôle de commissaire et de 4 430 euros brut pour sa mission de négociateur du Brexit. La somme totale de sa pension européenne s'élève à 15 083 euros brut.

Montant total

Si l'on cumule l'ensemble de ces pensions, Michel Barnier percevra une retraite totale de 28 270 euros brut par mois. Toutefois, bien qu'il puisse déjà toucher une partie de cette retraite en plus de son salaire actuel de 16 038 euros brut pour sa fonction de Premier ministre, il a choisi de suspendre temporairement sa retraite de commissaire européen. 75secondes.fr 14 septembre 2024

Une excellente formule.

- Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre une vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Qui tient l'Elysée ? Pas le kleenex Macron.

- Le nouveau Premier ministre a d'abord rencontré Alexis Kohler avant d'avoir un premier tête-à-tête informel avec Emmanuel Macron.

Quelle fâcheuse habitude ! Mais où ont-ils la tête ! Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

Agent municipal tué à Grenoble : La carte d'identité du suspect retrouvée dans sa voiture accidentée - 20 Minutes/AFP 11 septembre 2024

"*Charlie Hebdo*" : comment les policiers ont identifié les frères Kouachi - franceinfo 8 janvier 2015

La carte d'identité de l'aîné, Said Kouachi, a été retrouvée dans la voiture abandonnée par les fuyards dans le 19e arrondissement.

Plus fort encore :

Le passeport de Satam al-Suqamii a résisté à la désintégration du Boeing 767-223ER qui s'est écrasé dans la première tour du World Trade Center, il a atterri en bas de la rue. Trempé de kérosène, il a été ramassé par un passant qui l'a remis à un membre du New York City Police Department peu avant que la tour Sud s'effondre. Wikipédia.

Dictature climatique. Quand ils confondent sciemment climat et météo.

J-C – Puisque les saisons telles qu'elles sont établies sont incompatibles avec leur théorie frauduleuse du réchauffement climatique (de nature anthropique), ils ont décidé d'en modifier les dates ou périodes ! Plus bas une explication complémentaire de nature scientifique.

Le une dépêche : « *L'été 2024 a été le plus chaud jamais enregistré* » - AFP 6 septembre 2024

- Pour nous météorologues, l'été a commencé le 1er juin ! En effet, en météorologie, l'été couvre les mois de juin, juillet et août, c'est-à-dire la période la plus chaude et la plus ensoleillée de l'année dans l'hémisphère Nord. Le mois de septembre est le premier mois de l'automne météorologique, tandis que l'automne calendaire survient au moment de l'équinoxe, autour du 21 septembre. meteofrance.com

« *Pour nous météorologues* » maîtres des saisons et de l'univers ! Voyons de quoi il retourne.

Le solstice d'été est un phénomène astronomique qui correspond au moment où le Soleil atteint sa plus grande inclinaison par rapport à l'équateur céleste, le 21 juin qui marque le début de l'été.

L'équinoxe d'automne marque le début de cette saison, il correspond au moment où la nuit et le jour ont la même durée varie en fonction de la durée de rotation de la Terre autour du Soleil, elle se situe entre le 21 et 24 septembre

Par conséquent ces repères ou la durée des saisons calendaires n'ont pas été choisis au hasard, ils ont une base scientifique, astronomique, qui jusqu'à présent faisait consensus puisqu'il n'était venu à l'esprit de personne de modifier les périodes correspondant aux quatre saisons, sauf chez Météo France, où on a affaires non pas à des scientifiques, mais des idéologues enragés acquis à la mystification climatique de Davos.

Alerte, le climat se refroidit ! Cinglés !

Arrivée d'une vague de froid : pourquoi il va falloir ressortir les manteaux à partir de mercredi - FranceInfo 10/09/2024

Un air plus frais va gagner tout l'Hexagone au cours de la semaine, avec des températures inférieures aux normales de saison, prévient Météo-France.

Alors que l'été ne semble pas si loin, la France va connaître des températures très fraîches cette semaine, particulièrement à partir du mercredi 11 septembre. FranceInfo 10/09/2024

J-C - Le premier bulletin météo télévisé remonte au 17 décembre 1946. Quand j'étais jeune, je m'en moquais et je ne le regardais pas, je trouvais cela complètement con ou inutile. J'ignorais que c'était un facteur qu'ils allaient instrumentaliser dans le cadre d'un vaste programme destiné à influencer ou contrôler le mental et le comportement de la population.

Commentaire publié dans le blog Le Grand Soir

- Vous êtes sûr qu'on n'est pas sur le portail du Forum économique mondial ? Il recrute ?

Mystification climatique ou quand un porte-parole du GIEC s'adresse à vous. Tout est faux dans cet article rédigé par un agent du Green New Deal de Davos, jusqu'à l'amalgame scélérat qui consiste à assimiler à l'extrême droite tout opposant au discours frauduleux officiel consistant à instrumentaliser les aléas du climat. La démonstration figure dans mon blog (luttedeclasse.org).

La "*priorité absolue*" et la première tâche militante, c'est de lutter pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions financières et politiques nationales et internationales, c'est d'organiser la classe ouvrière et contribuer à élever son niveau de conscience politique pour réaliser ces tâches politiques ou atteindre ces objectifs. C'est se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire...

Toute lutte est politique, toute lutte doit être subordonnée à cette orientation politique sous peine de sombrer dans l'opportunisme.

On semble ignorer la nature impérialiste du régime en place, qui se caractérise par la réaction sur toute la ligne, ce qui signifie qu'aucune réforme sociale ou politique conforme aux intérêts des exploités qui remettraient en cause le capitalisme ou ses institutions ne sera adopté aussi longtemps qu'on ne les aura pas renversés. Faire croire le contraire, cela revient à s'en remettre aux capitalistes et à ses représentants pour qu'ils réalisent ces réformes ou transformations révolutionnaires, c'est une supercherie politique.

- En famille.

– Ils peuvent même vous faire croire que c'est Mélenchon et Faure qui, en quelque sorte, ont nommé Barnier.

Remarquez bien que ce ne serait pas totalement faux, car ils se sont partagés les rôles (et les places) en tenant compte des illusions des masses ou en les instrumentalisant, c'est la seule chose qu'ils savent faire ou presque.

Et puis, quant à assurer la légitimité et la continuité des institutions de la Ve République, franchement, autant le faire dans l'opposition parlementaire, c'est plus confortable et tout aussi rentable, car tout ce qu'on racontera ne portera pas à conséquence ou on ne vous demandera pas de le mettre en pratique, cela demeurera que des mots finalement, des intentions sans lendemains, qui n'engageront à strictement rien, c'est pratique, qui plus est, personne ne s'en apercevra et ne vous réclamera des comptes, vous pourrez continuer de faire illusion jusqu'au prochain scrutin, que du bonheur en somme, plutôt que devoir gouverner avec Macron, donc continuer la même politique réactionnaire et prendre des coups de tous les côtés à la fois.

- En observant la réaction de la majorité des masses à la dictature hygiéniste de janvier 2020 à décembre 2022 (ou plus), puis à la dictature énergétique et climatique, au récit frauduleux de la guerre en Ukraine, au génocide des Palestiniens, à l'emballement de la hausse des prix (énergie, alimentation, etc.), autant d'expériences d'une violence extraordinaire vécues directement ou en direct, autant d'expériences auxquelles elles répondirent en faisant preuve d'une relative passivité ou indifférence, bref, en prenant en compte ce contexte, il était facile de se faire une idée assez précise de leur état d'esprit du moment et de leur niveau de conscience en général ou plutôt de conditionnement, pour ne se faire aucune illusion sur la manière dont elle aborderait les élections législatives et leur dénouement.

Pourquoi ? Parce que fondamentalement rien dans leur condition n'avait changé, donc il n'y avait pas de quoi imaginer qu'autre chose adviendrait, que ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Ceux qui doivent se poser de sérieuses questions ou qui ont un grave problème politique à résoudre, ce sont tous ceux qui s'attendaient à autre chose, comme chaque fois du reste, à un miracle semble-t-il, puisqu'il y a même des croyants ici, c'est stupéfiant ! Personnellement je ne me sens pas concerné, puisque j'avais appelé au boycott. Certains en arrivent à dire "tout ça pour ça", eh oui comme en 81, c'est pitoyable 53 ans plus tard !

Vous me direz qu'on aurait pu tout aussi bien remonter au Front populaire de 36, qui se termina par le vote des pleins pouvoir à Pétain, quelle époque glorieuse, je les vois déjà d'ici hurler au raccourci scandaleux, comme quoi il n'y a vraiment rien de changé !

Je passe la IVe République et ses toutes aussi glorieuses guerres impérialistes en Asie et en Afrique du Nord, sans oublier les "*Trente glorieuses*" entamées sous le mandat d'un général président et qui s'achèveraient sous un centriste précurseur de l'extrême centre fervent partisan de l'Union européenne ou l'OTAN politique en Europe, hourra !

J'ai fait l'impasse sur 68, où en guise d'orientation révolutionnaire, on eut le droit à "*changer la vie*", au lieu et place de changer de régime, pour que finalement rien ne change. Et effectivement fondamentalement, on en est toujours au même point mort 56 ans plus tard. En mieux ou en pire, cela se discute.

La crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir jusqu'à ébranler ses fondements, ses institutions, c'est plutôt bon signe et encourageant. Ce qui l'est moins, c'est la faiblesse organisationnelle des masses dans des structures politiques qui ne soient pas complètement corrompues ou irrécupérables, toutes celles qui ont failli dans le passé, toutes celles qui en sont issues, leurs satellites, l'absence d'un véritablement parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, appelez-le comme vous voudrez, et la faiblesse de leur niveau de conscience politique, parce que les conditions matérielles de la majorité demeurent relativement confortables, et les partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts ont abandonné le socialisme, ce qui les prive des moyens théoriques pour comprendre la situation, par conséquent, elles rejettent les tâches et les objectifs politiques qu'on leur propose et qui permettraient de réaliser un changement de régime ou une révolution politique et sociale...

On peut nier ce constat, d'ailleurs les uns et les autres passent leur temps à cela, certains préférant polémiquer sans fin sur le sexe des anges, c'est pour dire à quel niveau théorique ou état de décomposition politique on en est rendu, c'est cela le plus préoccupant, à mon humble avis.

Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement, tout espoir n'est pas perdu...

- @Julie

J'ai trouvé cela sur le Net en... 2 secondes !

Interrogé sur le slogan "*Un flic mort : un vote pour le RN en moins*", Jean-Luc Mélenchon invoque "*le droit de rigoler*", mais "pas sur la mort des gens" - FranceInfo 28/06/2024

Le leader de La France insoumise était invité sur le plateau de M6 à commenter le message d'une pancarte photographiée lors d'une manifestation.

Jean-Luc Mélenchon a été interrogé sur M6, jeudi 27 juin, au sujet du slogan "*Un flic mort : un vote pour le RN en moins*", photographié sur une pancarte au cours d'une manifestation et posté sur X.

"*C'est absurde, mais on a le droit aussi de rigoler non ? Pas sur la mort des gens, mais quand des gamins disent...*", a répondu dans un premier temps Jean-Luc Mélenchon, interrompu par une intervention du journaliste : "*C'est pas drôle*", a lancé Xavier de Moulins. "*Bien sûr que ce n'est pas drôle*", a alors ajouté l'ancien candidat à la présidentielle. Cet extrait a été posté sur le réseau social X par la chaîne M6.

"*Jean-Luc Mélenchon a considéré hier, très tranquillement, qu'il était 'rigolo' de dire dans un slogan : 'Un flic mort = un vote pour le RN en moins'. Qu'il puisse demain être Premier ministre de la France, c'est terriblement inquiétant*", a réagi sur le plateau de CNews la députée du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen. FranceInfo 28/06/2024

J-C T - Mélenchon a eu beau acquiescer, "*bien sûr que ce n'est pas drôle*", pour que la pourriture de Le Pen et l'ensemble des médias mainstream lui prêtent malgré tout d'avoir déclaré le contraire ou tronquent son intervention pour le faire passer pour quoi au juste, je l'ignore, puisque par ailleurs Mélenchon ne manque pas une occasion pour manifester son soutien à l'ordre établi... Au diable les bien mal nommés réseaux sociaux !

- @ Zéro

– Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement... (JCT)

– « *Je la vois plutôt vautrée dans le lepénisme...* »

Elle vous effraie à ce point-là, à moins qu'on n'en ait pas du tout la même conception ou on ne parle pas de la même chose ?

J'évoquais la lutte de classe des travailleurs qui se battent pour de meilleures conditions de travail et d'existence, contre la pauvreté et la précarité, l'injustice sociale, pour conserver leurs emplois, les services publics, pour obtenir un meilleur salaire, de nouveaux droits politiques, etc. mais aussi qui

soutiennent tous les peuples en lutte partout dans le monde contre l'exploitation, l'oppression et la guerre...

Vous dites – « *Ce qui me donne espoir, c'est que les trois-quarts des Français estiment - à ma grande surprise ! - que Macron a volé les élections en les interprétant à sa manière !!* »

Moi, je trouve cela plutôt désespérant, car l'homme lige Macron n'a rien volé du tout, il sait compter et il sait sur qui compter, c'est tout et c'est apparemment suffisant pour gouverner, la preuve !

Ce que je viens de publier dans la causerie de mon blog (luttedeclasse.org) :

LFI n'a que 72 députés, ils ne représentent que 12% des députés sur 577.

Les députés du NFP ont été élus sur un programme réformiste au rabais, qui n'égratigne même pas les fondements du capitalisme.

L'oligarchie qui a mis en place Macron le sait. Elle savait aussi que parmi les composantes du NFP la plupart ne se battraient pas pour qu'il soit appliqué, en réalité aucune si la pression était trop grande sur elles. Alors, pourquoi voudriez-vous qu'elle leur fasse la moindre concession, elle sait que leurs dirigeants n'ont pas le choix, soit ils capitulent en rase campagne, soit ils l'affrontent directement. Or, elle sait qu'ils n'en ont ni l'envie ni les moyens, dès lors, elle n'a pas à tenir compte du nombre d'élus obtenus par le NFP (193), elle n'a pas besoin d'eux pour gouverner, elle a mieux sous la main avec Ensemble et LR qui totalisent plus de 200 élus, donc davantage que LFI, tout en s'assurant de la neutralité du RN. Et le tour est joué !

Pour cette raison, j'ai été ulcéré par les vociférations et gesticulations des dirigeants du NFP pendant 52 jours, et ils continuent sur le même registre, on nous a volé la victoire, alors qu'en réalité, ils ont tout juste gagné le droit de la fermer !

J'ajoute que je les considère comme des imposteurs et qu'on doit les combattre comme tels, sur les bases du socialisme et non pour régler des comptes personnels ou je ne sais quoi.

Quant à l'allusion aux croyants, elle concernait, Caza, Maxime Vivas, mais ce n'était pas méchant de ma part. Ma compagne tamoule est hindoue pratiquante, j'ai même un temple dans la pièce principale de la maison et un autre dans le jardin, en fait un arbre (vépillaï) décoré façon sapin de Noël, c'est son truc un brin animiste, pas le mien. Je suis un horrible bolchevik léniniste, pur et dur, authentique, une antiquité, un vieux fossile si cela peut vous faire plaisir, qui, s'il était en voie de disparition, signerait à coup sûr la fin de la civilisation humaine, tout cela pour cela, avouez que ce serait franchement dommage, non ?

- @Bernard Gensane

Personnellement, 69 ans demain, voilà qui ne nous rajeunit pas !

Ce serait bien que la date de naissance des lecteurs qui postent des commentaires figurent à côté de leur nom ou pseudonyme pour se faire une petite idée sur eux ou plutôt, cela faciliterait opportunément la lecture de leurs commentaires, la compréhension de leurs motivations, de leurs

intentions, car souvent, on n'a pas les mêmes à 20 ans qu'à 80 ans, souvent aussi sans qu'on en ait pleinement conscience d'après ce que j'ai pu remarquer.

La vieillesse est un naufrage, dit-on, physiquement, c'est indéniable et difficile de le camoufler, mentalement aussi, mais c'est plus complexe. Cela dépend du statut social de la personne et la manière dont elle l'a vécu, ainsi que plusieurs facteurs cognitifs, son niveau intellectuel et de conscience en général qui vont déterminer les moyens dont elle disposera pour maîtriser son apparence, son comportement, son discours. Elle peut être naturelle ou jouer un personnage et en changer en fonction de ses interlocuteurs ou des circonstances, mais aussi des idées préconçues généralement admises sur le comportement des vieux. Il est facile de les instrumentaliser en présence de gens particulièrement naïfs ou conformistes pour qu'ils vous passent vos caprices ou accordent de l'attention aux conseils avisés que vous leur donnez. Cela a le même pouvoir que l'humour, à condition d'en faire un bon usage.

Les vieux sont finalement des rentiers, des bourgeois qui s'ignorent, je ne parle pas de ceux qui finissent leurs jours dans la misère noire évidemment, et ils en partagent souvent les tares, ils sont autoritaires ou ils se croient autorisés à imposer leurs idées en raison de longue expérience de la vie, ce qui ne signifie rien en soi, il suffit de lire la plupart des commentaires du GS pour en avoir une illustration pathétique...

Je ne vais pas m'étendre davantage sur ce sujet. Il y a des peuples qui vouent un culte aux ancêtres ou qui idéalisent les vieux, j'estime qu'ils ne le méritent pas, car c'est flatter l'ignorance des populations passées, avec tout le respect qu'on leur doit bien sûr. Ils incarnent le passé qui est définitivement révolu, mais les enseignements que nous ont laissés ses plus grands penseurs sont toujours vivants, à nous de les faire vivre, au lieu d'avoir toujours les yeux braqués sur le rétroviseur, consacrons-nous plutôt au présent, car c'est là que résident les matériaux dont nous avons besoin pour réaliser notre émancipation et conquérir notre liberté.

Bien à vous et portez-vous bien tous les trois.

Tardieu Jean-Claude 11/09/1955.

- J'avoue ne m'être jamais intéressé à ce parti (le PRCF), aux satellites du PS ou du PCF en général, donc je m'abstiendrai de commenter cette analyse. En outre, je ne suis ni pacifique, ni patriotique, ni environnementaliste, ni antifasciste, ni antiraciste, ni anti-impérialiste, ni ce que vous voudrez, dans la mesure où j'ai constaté, que selon les circonstances ceux qui prétendaient l'être étaient amenés à revendiquer le contraire et figuraient parmi les partisans les plus zélés du capitalisme...

J'ai toutefois remarqué que la CGT manquait à l'appel, alors qu'elle s'était gravement compromise en 2017 en appelant à voter Macron, puis NFP en 2024, elle n'a donc rien à envier à la CFTC, la CFDT ou l'UNSA, ajoutons FO qui n'a pas besoin d'appeler à voter pour qui que ce soit, puisque la nature réformiste que revendique ce syndicat, sa participation au "dialogue social", ainsi qu'au Conseil économique, social et environnemental, une institution corporatiste de la Ve République, signifie que FO n'est pas plus indépendant de l'État et du capitalisme que les autres syndicats.

Quant à la question du parti, de la révolution socialiste, de la destruction de fond en comble de l'État bourgeois ou capitaliste pour instaurer une République sociale, tout dépend de quelle manière on l'aborde, soit à partir de nos intérêts individuels exprimés plus ou moins consciemment, qui nous

fourniront autant de prétextes qu'on voudra pour en nier la nécessité et nous en détourner, soit à partir des enseignements de la lutte de classe du passé en les actualisant si besoin était.

Autrement dit, la manière de l'aborder qui consiste à en faire une question personnelle au lieu de s'en tenir strictement aux faits et leur enchaînement, n'a rien à voir avec le marxisme, elle est du domaine de la métaphysique ou de l'idéologie, de l'idéalisme, et ne peut déboucher que sur une impasse ou n'importe quoi, ceux qui s'en contentent ou s'en satisfont ont sans doute leurs raisons, qui n'ont aucune valeur scientifique, elles sont indéfendables et n'ont aucune légitimité. Ils raisonnent en croyants, et ils abordent toutes les questions qu'on leur soumet sur un plan émotionnel au lieu de prendre du recul spontanément et commencer par réfléchir, sans se demander s'ils se posent les bonnes questions, comment le pourraient-ils dans ces conditions-là ?

La question de la cocotte-minute prête à exploser pose problème. Elle est bien mal choisie ou trompeuse. Elle démontre que l'auteur de ce texte, fort brillant au demeurant, ne maîtrise pas tous les facteurs qui composent la situation, car dans le monde ou sur tous les continents depuis déjà des lustres, ils existent des conditions de travail et d'existence mille fois pire qu'en France, sans que pour autant les régimes en place soient réellement menacés, sauf à prendre nos désirs pour la réalité, ce qui est fortement déconseillé si on veut comprendre la situation et aller de l'avant. Pourquoi tous ces peuples soumis à des conditions d'exploitation ou d'oppression effroyables, qui n'ont rien à perdre, ne se révoltent-ils pas ? Ils n'ont pour ainsi dire aucune conscience de classe, leur niveau théorique est quasiment nul et leur niveau organisationnel ne vaut guère mieux. Vous voulez faire quoi partant de là ? J'y suis confronté quotidiennement en Inde, un cauchemar difficile à vivre quelque part. En 28 ans, je n'ai jamais croisé un militant ouvrier !

Ce sont chaque fois des dirigeants des classes moyennes qui ont pris l'initiative d'organiser la classe ouvrière, et de lui fournir une base théorique pour mener sa lutte de classe depuis le milieu du XIXe siècle. Où sont-ils aujourd'hui ? Ils n'existent pas ou ils ont tous adopté l'idéologie réformiste contre-révolutionnaire, antisocialiste, dès lors qu'y a-t-il à en attendre ? Rien. À mon avis, il est là le principal problème que nous avons à résoudre. Nous n'avons pas été capables de tirer tous les enseignements de l'impérialisme et de l'opportunisme qui était son pendant dans le mouvement ouvrier, et nous en payons aujourd'hui les conséquences.

A @RV

Je ne sais pas si 70% des votants sont de droite pour reprendre votre expression, si tel est le cas, c'est que les partis qui les représentent le sont également, c'est effectivement ce que je pense, puisque être de gauche devrait signifier militer pour un changement de régime politique et économique. Or, ceux du NFP y sont tous farouchement opposés, la preuve en est qu'ils étaient prêts à cohabiter avec Macron, laissons de côté l'extrême gauche trop décomposée et insignifiante pour jouer un quelconque rôle politique, ce qui ne signifie pas qu'il n'existerait pas ici ou là des militants sincères demeurés fidèles au socialisme ou tentant de le rester.

Dans tous les partis et groupes d'extrême gauche, ils existent de brillants intellectuels, y compris au PCF et au PRCF, pourquoi refusent-ils de confronter leurs désaccords, c'est un truc que je n'arrive pas à comprendre ou qui m'est totalement étranger. Qu'auraient-ils à craindre, s'ils étaient bien intentionnés ? Rien, car tout le monde a le droit de se tromper. Ou alors ce sont des idiots ! Ils en font une affaire personnelle, on en revient toujours là, à ce putain d'amour-propre mal placé, s'ils le privilégient à nos intérêts collectifs, c'est lamentable, cela semble être le cas malheureusement. À suivre.

Situation sociale en France.

La survie du capitalisme a des conséquences catastrophiques sur toutes les catégories de la population, elle constitue une menace pour son intégrité biologique et mentale.

J-C - Il faut légitimer la dictature numérique des GAFAM et autres acteurs de ce secteur économique quitte à réduire les enfants à l'état de zombi.

"*Mon téléphone, c'est mon doudou, ça m'angoisse de le laisser*" : l'interdiction totale du portable au collège expérimentée depuis une semaine - francetvinfo.fr 10 septembre 2024

Depuis 2018 une loi interdit en théorie l'utilisation du téléphone dans l'enceinte scolaire : les élèves peuvent l'avoir, mais éteint et au fond du sac. Dans les faits, beaucoup de jeunes continuent à l'utiliser en cachette, source de déconcentration voire de conflits et de harcèlement. En cette rentrée, une expérimentation est en cours dans près de 200 collèges du pays. Il s'agit de déposer son portable dans un casier ou une mallette, au lieu de le garder avec soi.

L'idée est de lutter contre l'utilisation frauduleuse dans les couloirs ou en classe.

Anouk, élève de 3e, le confie : les années passées, elle ouvrait de temps en temps ses applications fétiches Snapchat, Instagram ou TikTok alors qu'elle était au collège. "*C'était bien aussi d'avoir un temps sur notre téléphone, pour 'sortir' un peu du collège... Maintenant on discute entre nous, on parle davantage, du coup. Mes parents trouvent ça bien, parce que ça nous évite de trop regarder le téléphone, mais quelquefois c'est d'eux que venaient les messages pour savoir à quelle heure on sortait, s'ils venaient nous chercher...*" Si c'est si difficile de laisser complètement son téléphone pendant la journée, c'est que certains ados passent tout leur temps libre dessus, témoignent plusieurs collégiennes : "*Même quand je marche pour rentrer chez moi*", reconnaît l'une d'entre elles, qui avoue regarder son téléphone "*sept heures par jour, au moins*."

Ces élèves ont, en fait, très peur de laisser leur téléphone dans un casier, même fermé à clé : "Ça m'angoisse un peu, dit l'une d'elles, qu'on me le vole, que quelqu'un y touche... Mon téléphone, c'est mon doudou informatique !" Selon ces ados, cette nouvelle règle va rapidement être contournée par certains élèves.

Le principal du collège de Langeac, Pierrick Villard : "*Certains parents ont dit : 'les enfants n'emmèneront pas leur téléphone au collège', d'autant plus qu'on a rappelé à toutes les familles que si elles avaient besoin de joindre leur enfant elles pouvaient appeler le service de la vie scolaire et que nous ferions transiter le message... C'était déjà le cas avant, mais la solution de facilité était un SMS adressé directement à l'enfant, y compris pendant le temps de classe*." francetvinfo.fr 10 septembre 2024

J-C- On vit une époque où ils ont imposé l'inversion accusatoire, l'inversion des valeurs, l'inversion des rapports entre parents et enfants, adultes et enfants, entre instruits et arriérés, synonymes de chaos, de conflits permanents à tous les niveaux de la société, c'est délibéré, ils l'ont théorisé, programmé.

En 2020, plus d'un mineur de moins de 15 ans sur cinq possédait un mobile, le plus souvent obtenu à partir de 11 ans, âge d'entrée au collège, selon un sondage réalisé par Médiamétrie. francetvinfo.fr 08 septembre 2024

En avril 2024, une commission d'experts mise sur pied par Emmanuel Macron a recommandé (lien en PDF) de ne pas fournir de téléphone portable aux enfants avant 11 ans, que l'appareil ne soit pas connecté à internet avant leurs 13 ans et que l'accès aux réseaux sociaux ne leur soit autorisé qu'à partir de 15 ans.

L'acquisition d'un téléphone doit être l'occasion d'expliciter ce qui a vocation à être public ou privé, d'expliquer que la loi ne permet pas de tout dire et de rappeler qu'une personne réelle se trouve de l'autre côté de l'écran.

Il est conseillé d'interdire le téléphone au moins une heure avant le coucher, ce qui lui évitera des perturbations du sommeil. Des temps sans téléphone doivent aussi être préservés pour favoriser d'autres activités, comme les devoirs et le sport. Là encore, le dialogue est la clé pour que l'enfant comprenne pourquoi on limite son usage.

En revanche, la plupart des spécialistes interrogés déconseillent l'installation en douce de logiciels espions ou de traçage de l'enfant.

"*L'idée est d'autonomiser l'enfant dans son utilisation du téléphone. S'il se rend compte que vous l'espionnez, la confiance sera brisée et il ne se tournera pas vers vous en cas de situation difficile*." Grégoire Borst, professeur de psychologie du développement. francetvinfo.fr 08 septembre 2024

J-C - Autrement dit, c'est l'exception qui dicte la règle à adopter, France intox n'a pas choisi cet interlocuteur par hasard !

A droite toute !

Budget : pourquoi la proposition d'instaurer des jours de carence supplémentaires dans la fonction publique ressurgit - FranceInfo 12 septembre 2024

Un rapport, commandé par Gabriel Attal en février et publié début septembre, estime que l'ajout d'un ou deux jours d'arrêt de travail non rémunérés permettrait de dégager de 174 millions à 289 millions d'euros d'économies par an.

Leur rapport de près de 300 pages, publié le 5 septembre, fait état d'"*une hausse généralisée*" des arrêts maladie depuis la crise du Covid-19. Dans la fonction publique, l'étude évalue le coût des absences pour raisons de santé à 15 milliards d'euros en 2022, année marquée par un nombre d'arrêts maladie à un niveau "*historiquement haut*". Les auteurs estiment que le nombre d'absences s'élevait à 14,5 jours par agent public en 2022 (11,7 jours dans le privé), contre 8 jours par an sur la période 2014-2019. Si la tendance à la hausse "*semble s'être inversée*" en 2023, dans les secteurs public et privé, l'Igas et l'IGF suggèrent toutefois plusieurs pistes pour ramener durablement ce taux à son niveau d'avant la crise sanitaire.

La piste d'une baisse de l'indemnisation

Parmi les propositions, le rapport préconise l'introduction d'un ou deux jours de carence supplémentaires, c'est-à-dire des jours d'arrêt de travail non rémunérés. Le jour de carence dans la fonction publique avait été introduit en 2012 sous Nicolas Sarkozy, avant d'être supprimé en 2014 sous la présidence de François Hollande, puis rétabli par Emmanuel Macron en 2018. Selon le rapport, ce retour "*a rempli son objectif de réduction des arrêts de courte durée et a représenté des économies budgétaires de 134 millions d'euros en 2023 pour le budget de l'Etat*". Un deuxième jour de carence pour les fonctionnaires rapporterait 174 millions d'euros par an, et un troisième jour – comme dans le privé – permettrait de dégager 289 millions d'euros.

Selon une note de l'Insee, le rétablissement du jour de carence dans l'Education nationale a effectivement entraîné un recul de la fréquence des arrêts maladie. Mais cela ne signifie pas que les absences étaient auparavant nécessairement injustifiées, insiste l'Insee. "*En effet, l'introduction du jour de carence peut encourager les personnes malades à travailler.*"

Le rapport de l'Igas et de l'IGF évoque également la possibilité de réduire la rémunération des jours indemnisés dans le cadre d'un arrêt de courte durée. Actuellement, à l'exception du premier jour de carence, les agents du public sont "*rémunérés à plein traitement*" durant les trois premiers mois d'arrêt. Les deux organismes proposent de diminuer cette rémunération à 90% du traitement, comme dans le privé, même si, dans les faits, 70% des travailleurs du privé bénéficient d'un maintien de leur salaire de la part de leur employeur à l'issue de leurs jours de carence, rappelle le rapport.

La réduction de l'indemnisation dans le public permettrait de réaliser 300 millions d'euros d'économies dans chacun des trois versants de la fonction publique (Etat, territoriale et hospitalière), d'après l'étude. Soit 900 millions d'euros au total. FranceInfo 12 septembre 2024

Parole d'internaute

1- Quand on y regarde de plus près, il fallait 80 M€ en 2014 pour être dans le top 500 des fortunes françaises. Soit 94 M€ actualisé en 2023 (convertisseur INSEE : Convertisseur franc-euro | Insee). Aujourd'hui, il faut 245 M€ pour y figurer. Soit 2,6 fois plus qu'en 2014 ou +260 % en 10 ans. Dans le même temps, le SMIC a augmenté de 4 % sur 10 ans. C'est le fameux ruissellement ! Ou plutôt d'une captation éhontée des richesses par la "*France d'en-haut*" sans la moindre taxation.

Aujourd'hui, les aides publiques aux entreprises sont le premier budget de l'Etat avec 200 milliards d'Euro.

2- N'exposer qu'une partie de la vérité pour orienter le débat est une technique classique de propagande.

Ainsi, peu nombreux sont les politiques et les journalistes qui rappellent qu'environ 20% des arrêts maladies ne sont pas respectés et que bon nombre de patients refusent carrément que leur médecin les arrête. Ça dénoterait sérieusement du storytelling autour du Français fainéant et fraudeur.

Moins nombreux encore sont ceux qui rappellent que nos entreprises sont peu soucieuses de la santé et de la sécurité de leurs employés. Un travailleur meurt toutes les douze heures en France, sans

même compter les suicides, les accidents mortels sur les trajets domicile-travail et les maladies professionnelles. Cela fait de nous un des pires pays d'Europe en la matière. Étonnamment, pas un politique pour nous comparer à l'Allemagne sur le sujet, on préfère avoir la Roumanie comme modèle apparemment.

3- Comme une majorité de métier à l'hôpital public, le salaire est moins élevé que le privé mais vous bénéficiez de l'avantage du statut de fonctionnaire (sans compter une période d'essai contractuelle de 5 ans environ). C'est le principe du départ. Les salaires sont basés sur une grille sans possibilité d'en bouger, tandis que dans le privé vous pouvez négocier votre salaire avec votre employeur ainsi que son évolution. Ainsi vous avez dans le public une grille qui commence environ à 1800 brut alors que dans le privé c'est entre 2000 et 2500. Pourquoi croyez-vous que le statut de fonctionnaire a été créer, c'est simplement pour maintenir des bas salaires en échange d'un avantage, qui d'ailleurs disparaît petit à petit. D'où le manque de candidats...

4- Vous pouvez supprimer le statut de fonctionnaire (j'imagine que vous parlez de la sécurité de l'emploi), mais c'est plus cher... Comme vous n'allez pas vous débarrasser des enfants, vous aurez toujours besoin d'autant d'enseignants... Vous pouvez espérer que la criminalité baisse, mais vous aurez toujours besoin de policiers... Je souhaite que personne ne soit malade, mais malheureusement vous aurez toujours besoin de soignants... Il n'y a pas de miracle, les employés du public sont actuellement payés moins que les employés du privé (toutes les études le montrent pour poste équivalent), donc vous pouvez tout privatiser mais vous ne gagnerez rien! Je vous invite à regarder le coût de la vie aux USA où il faut environ de 2 à 4 fois un salaire FR (toujours à poste équivalent) pour avoir les mêmes avantages (santé, éducation, sécurité, ...). C'est le principe de répartition.

Sur la situation économique de la France.

La France : en marche vers la récession - legrandsoir.info 10 septembre 2024

https://www.legrandsoir.info/la-france-en-marche-vers-la-recession.html

---

Pour le lobby financier, la construction européenne doit revenir aux banquiers - Réseau Voltaire 13 septembre 2024

Le banquier italien Mario Draghi a remis, le 9 septembre, son rapport sur le « *Futur de la compétitivité européenne* ».

Le document, en deux volumes de plus de 400 pages, plaide pour une construction européenne par les banquiers.

Il constate le peu de possibilité d'investissement de l'UE (32 % du PIB) par rapport aux États-Unis (142 % du PIB) en raison de la persistance de système de retraite par répartition (sauf aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède). Il préconise donc de développer des systèmes de retraite privés dans

l'ensemble des États membres afin de rassembler des capitaux et de les canaliser vers les marchés financiers.

Il insiste sur la nécessité de transformer l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) en un véritable régulateur unique, à l'image de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis. « Une étape essentielle pour transformer l'AEMF est de modifier sa gouvernance et ses processus de prise de décision dans le même sens que ceux du Conseil des gouverneurs de la BCE, en les détachant autant que possible des intérêts nationaux des États membres de l'UE ».

Enfin, il plaide pour une relance du marché de la titrisation afin d'augmenter les capacités de financement des banques et invite la Commission européenne à proposer une révision des exigences prudentielles concernant les actifs titrisés.

En d'autres termes, Mario Draghi dresse un éloge de l'endettement allant à l'encontre de la doctrine allemande qui prévaut jusqu'ici.

Ce rapport, au raisonnement impeccable, dresse un constat imparable. Il crie à l'urgence, ce qui coupe court à toute réflexion sur les méthodes pour y répondre. Il élude la question des causes du déclin industriel de l'UE, c'est-à-dire de la vassalité face aux USA qui ont saboté le gazoduc Nord Stream et organisent la guerre en Ukraine. Il considère comme allant de soi que la construction d'une UE fédérale est indispensable pour mener à bien les réformes sans envisager qu'elles pourraient être conduites plus facilement par des coopérations entre États souverains. Sur ce point, il est étonnant au XXI° siècle de promouvoir une structure pyramidale plutôt qu'un réseau pour favoriser les entreprises. Mais Mario Draghi est l'ancien vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs. Réseau Voltaire 13 septembre 2024

J-C - Comme toutes les analyses du Réseau Voltaire, celle-ci est biaisée. Comment cela ? C'est simple, dans la mesure où il est faux d'attribuer le "*déclin industriel de l'UE*" à sa "*vassalité face aux USA*", car tout au plus cette explication ne correspond qu'à une toute petite partie du problème de l'UE, car la division du travail internationale ou de plus en plus généralisée, poussée à l'extrême à l'échelle mondiale, englobant tous les continents, se traduit par une perte de productivité et donc de plus-value des entreprises de l'UE face à celles des pays dits émergents ou déjà en passe de devenir dominants comme la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, et des pays sous-développés en voie d'industrialisation rapide en Afrique et dans le reste du monde, parce que tous ces pays sont en mesure de proposer des coûts de production plus bas, en termes de main d'œuvre, énergie, transport et même matières premières quand ces pays renferment ces richesses, et qui pour répondre à leurs besoins intérieurs se tournent de préférence vers les pays ou les entreprises qui leur offrent les prix les plus bas à qualité de service égal ou supérieur.

Ce qui est en cause, c'est donc le capitalisme mondialisé avec ses lois de fonctionnement incontournables ou qui s'imposent à tous les acteurs économiques, dont les contradictions ne peuvent conduire qu'à la guerre ou au socialisme pour peu que le prolétariat parviennent à se doter d'une nouvelle direction pour le renverser, ce que le Réseau Voltaire ne peut pas admettre ou reconnaître puisqu'il est pro-capitaliste.

Vous allez là démasquées les limites de la rhétorique de ces gens qui se disent démocrates, progressistes ou anti-impérialistes, et qui finalement sont des agents déguisés de la réaction. C'est également le cas de la quasi-totalité des géopoliticiens ou experts qui s'expriment dans les médias et réseaux sociaux dits indépendant ou alternatif, de façon à détourner du socialisme leurs lecteurs ou sympathisants.

Le nœud coulant se resserre, sur qui ? L'heure de l'affrontement direct entre les classes approche.

Budget 2025 : Michel Barnier face un impossible compromis ? - lepoint.fr 13 septembre 2024

Le projet de loi de finances pour 2025, que le futur gouvernement de Michel Barnier devra déposer au bureau de l'Assemblée nationale avant le 1er octobre, aura un parfum d'austérité budgétaire. « *Ce sont 25 à 30 milliards d'euros d'économies annuelles qu'il faut trouver pour les six ou sept années à venir* », rappelle le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale (groupe Liot) Charles de Courson, sollicité par Le Point. lepoint.fr 13 septembre 2024

J-C - Dans cet article ils expliquaient qu'il n'existait pas de recette miracle : Mettre à contribution les milliardaires ou se rabattre sur les millionnaires, impensable, ils sont au pouvoir ; alors les entreprises, inimaginable, elles n'y survivraient pas dit-on, reste les classes moyennes et la classe ouvrière, par exemple lutter efficacement contre la fraude au RSA et contre les autres formes de fraude sociale permettrait de récupérer 2,7 milliards d'euros, bref, s'attaquer aux "salauds" de pauvres, autre piste dans le même registre, réduire le coût de fonctionnement des opérateurs de l'État (l'Agence nationale de l'habitat, le CNRS, le CNC, le musée du Quai-Branly, France Travail, etc.) permettrait de réaliser une économie de 4,2 milliards d'euros, autrement dit s'attaquer à tous les ministères ou budgets à caractère social en priorité, le reste était à l'avenant.

Le plus cocasse, si je puis dire, c'est quand ils expliquèrent quelque peu dépités, que de toutes manières aucune majorité ne se dégagerait pour soutenir à l'Assemblée nationale de telles mesures antisociales et le gouvernement pourrait faire face immédiatement à une motion de censure et être renversé. Macron n'aurait plus qu'à démissionner ou déclencher l'article 16 de la Constitution qui lui octroierait tous les pouvoirs, à lui ensuite de les adopter par décret.

En gros, ils sont dans une impasse, ils n'ont plus d'autre alternative que passer en force pour appliquer leur politique ultra réactionnaire ou dévoiler la nature dictatoriale du régime au risque d'en ébranler les fondements et provoquer une crise sociale aux conséquences politiques incontrôlables, provoquer la mobilisation révolutionnaire des masses, c'est tout le mal qu'on se souhaite !

A bas le Service national universel, la propagande de guerre ! À bas la guerre, à bas Macron, l'exploitation et la Ve République !

J-C – Entre nous, on est sympa, on est prêt à leur faire faire entre de 3,5 à 5 milliards d'euros d'économie… parce qu'on déteste que la jeunesse soit enrégimentée ou promise au hachoir à viande !

Service national universel voulu par Macron : le rapport au vitriol de la Cour des comptes - RT 13 septembre 2024

Dans un rapport publié ce 13 septembre, la Cour des comptes dresse un bilan sévère du Service national universel (SNU) qu'avait voulu Emmanuel Macron, épinglant les difficultés d'organisation et l'échec en matière de «*mixité sociale comme d'engagement*».

Les auteurs du rapport font état d'un coût «*total de 3,5 à 5 milliards d'euros*» par an et cela «*sans compter les coûts d'investissement à venir dans les centres d'hébergement, les éventuels surcoûts liés au changement d'échelle et les coûts portés par les autres financeurs publics*». Des coûts élevés, jugent les magistrats, au regard du «*contexte de restriction budgétaire*». Ceux-ci soulignent que pour la seule année 2022, lorsque le dispositif était en expérimentation, «*le coût par jeune*» s'est élevé «*à un minimum de 2 900 euros*».

Le rapport évoque des objectifs de mixité sociale «*non atteints*» et explique qu'une «*généralisation impliquera [...] une part accrue de jeunes réticents à participer*» au SNU. La Cour mentionne notamment 33 exclusions de volontaires pour «*motif d'agressions*» en 2023, ainsi qu'un taux de désistement de 28%. RT 13 septembre 2024

Situation politique en France

L'art consommé du mépris du peuple en oligarchie. Imposture ou déni ? Provocation ou démence ?

Emmanuel Macron estime qu'il faut "*toujours prendre en compte*" le suffrage des Français - BFMTV 12 septembre 2024

"*Le peuple aujourd'hui souverain s'exprime par le suffrage qu'il faut toujours prendre en compte parce que c'est le fait premier en toute démocratie*", a-t-il souligné lors de la cérémonie de rentrée du Conseil d'État, au risque de provoquer une nouvelle levée de boucliers de la gauche à l'issue des législatives.

J-C - Où est le lézard ou le biais dans ce syllogisme ? Dans le postulat que le peuple serait souverain, car si tel était le cas, son "*suffrage*" serait conforme à la démocratie, ce qui signifie que Macron n'aurait jamais pu être élu Président de la République, et le "*suffrage*" se serait porté quasiment exclusivement sur les représentants des exploités et des opprimés, tandis que ceux représentants les quelques pourcents de capitalistes n'auraient obtenu aucun élu ou se conteraient sur les doigts d'une main.

BFMTV - Le chef de l'État a rappelé combien "*nos démocraties occidentales ont été profondément touchées, parfois déstabilisées par des transitions et des chocs*" - climatique, énergétique, géopolitique - et les citoyens frappés par le "sentiment de perdre le contrôle de leur vie".

J-C - Ce sont ces régimes occidentaux vassaux des Etats-Unis qui sont à l'origine de ces "*chocs*" et personne d'autres. Quant au "*sentiment*" des citoyens "*de perdre le contrôle de leur vie"*, c'est plus qu'une impression, c'est ce qu'ils vivent au quotidien, et ils le doivent au tyran Macron.

BFMTV - Emmanuel Macron, qui sort affaibli politiquement après sa décision de dissoudre l'Assemblée, a également réaffirmé qu'il restait le "garant de la souveraineté" de la Nation et de "l'indépendance" de la justice.

J-C - Il voulait dire par "*garant de la souveraineté*" de la Nation, qu'il s'octroyait le droit de la brader au plus offrant, à l'UE sous emprise anglo-saxonne, conformément au pouvoir qui lui confère la Constitution de la Ve République, quant à "*l'indépendance*" de la justice, la question ne se pose

même pas ou c'est une imposture, puisque c'est lui qui nomme les membres du Conseil d'État en conseil des ministres

BFMTV - "*Le juge n'est là ni pour plaire ni pour déplaire (...) Son indépendance est le fondement de son office (…) Elle est l'ultime rempart pour la protection des droits de chacun*", a martelé le vice-président du Conseil d'État, Didier-Roland Tabuteau. BFMTV 12 septembre 2024

J-C - Comment le juge pourrait-il être indépendant puisqu'il est choisi par le monarque en personne.

Il défend les "*droits de chacun*" en fonction de leur statut social ou les intérêts de la classe à laquelle il appartient, inutile de préciser laquelle s'agissant de Macron.

De par sa nomination et sa fonction, le Conseil d'Etat est un des rouages essentiels des institutions antidémocratiques de la Ve République, puisque ces membres veillent au sommet de l'Etat à ce que les projets de lois ou décrets soient conformes aux besoins du capitalisme, c'est l'unique critère qu'ils retiendront, bref, il en est le garant en dernier ressort, ainsi que la Constitution, c'est son unique raison d'être.

Il va de soi que jamais nous adresserons une requête au Conseil d'Etat, au Conseil constitutionnel ou je ne sais quelle institutions de la Ve République, car cela signifierait ignorer leur nature réactionnaire, ce serait leur reconnaître une quelconque légitimité ainsi qu'au capitalisme dont elles incarnent les intérêts sur le plan juridique ou idéologique.

A travers Macron la ploutocratie préserve ses intérêts et conserve intact son contrôle politique des institutions et de l'économie du pays.

- Selon le constitutionnaliste Benjamin Morel, invité de Public Sénat, en nommant Michel Barnier, Emmanuel Macron conserve une certaine « *capacité d'agir* », mais aussi une « *continuité politique* ». Publicsenat.fr 12 septembre 2024

Une personnalité comme Michel Barnier serait plus ouverte à une collaboration avec l'exécutif selon le constitutionnaliste : « *A priori, il est d'accord pour un modus vivendi laissant du champ au Président de la République dans certains domaines réservés, peut-être un peu plus.* » Mais c'est surtout leur proximité idéologique qui représente un grand avantage : « *Ce qui sépare idéologiquement Michel Barnier d'Emmanuel Macron sur les grands dossiers signifiants pour Emmanuel Macron, notamment l'économie, ce n'est au final pas grand-chose.* »

Du point de vue d'Emmanuel Macron, avec Michel Barnier, « vous avez une continuité politique, ce n'est pas quelqu'un qui solde le bilan du macronisme », indique Benjamin Morel. Il va plus loin : « *Ce n'est pas quelqu'un qui dit justement* 'le macronisme en lui-même était une parenthèse, là je ferme cette parenthèse et je mène une politique nouvelle'.» Un choix dans la continuité, qui se veut marqueur de stabilité, dans la mesure où il a été entériné par les forces politiques qui formeraient une coalition pour l'observateur de la vie politique : « *Et qui plus est, il y avait 5 personnalités qui n'ont pas mis de veto : François Bayrou, Edouard Philippe, Laurent Wauquiez, Gabriel Attal et Marine Le Pen… Ce qui permet aujourd'hui la stabilité.* » Publicsenat.fr 12 septembre 2024

La division du travail internationale poussée à l'extrême conduit les puissances occidentales à la faillite, à la paralysie politique et à la révolution sociale.

Pour son gouvernement, Michel Barnier veut débaucher à gauche, mais ça ressemble à une mission impossible - Le HuffPost 10 septembre 2024

Vouloir n'est pas pouvoir. À peine nommé, le Premier ministre Michel Barnier a joué la carte de l'ouverture, disant souhaiter que son gouvernement soit accessible aussi bien à la droite, qu'aux macronistes et qu'aux « *gens de gauche* ». Mais cette déclaration a tout du vœu pieux, autant du fait de Michel Barnier que des responsables sur sa gauche.

Soucieux « *d'ouvrir sa table* » aux sensibilités politiques représentées à l'Assemblée nationale (à l'exception du Rassemblement national), Michel Barnier, homme de droite, a tenté d'amorcer le dialogue avec la gauche. Il a ainsi évoqué la « *dette écologique* », sa volonté d'une « *plus grande justice fiscale* », un « *débat* » pour « *améliorer* » la réforme des retraites… Insuffisant pour les élus du Nouveau Front Populaire.

Des Écologistes aux communistes, tous les groupes ont promis de soutenir une motion de censure, que la France insoumise envisage de déposer dès l'ouverture de la session parlementaire début octobre. Et même hors de l'alliance du NFP, l'aile gauche de Renaissance se montre circonspecte envers ce Premier ministre qui briguait en 2021 l'investiture LR pour l'Élysée.

Fumée blanche à droite, pas d'étincelles à gauche

« *Il a cinquante ans de vie politique monsieur Barnier* » et « *il n'a jamais rien fait pour les ouvriers, le service public, le social* », résume Fabien Roussel sur LCI ce 10 septembre. Le patron du PCF se dit « *sans illusion* » sur la politique droitière qui sera menée. Et les premiers éléments vont dans son sens.

Il y a d'abord eu les priorités fixées par le Premier ministre : *« maîtrise des flux migratoires avec des mesures concrètes* », amélioration de l'accès aux services publics, à la santé et au logement… Le nouveau locataire de Matignon a repris une large partie du « *pacte législatif* » proposé par sa famille politique à Emmanuel Macron cet été. Gérard Larcher, président LR du Sénat, s'en réjouit ouvertement dans *Le Figaro* ce mardi 10 septembre. Pas idéal pour appâter la gauche même si sur le papier, certaines thématiques, comme l'accès au logement ou à la santé, peuvent lui parler.

Autre mauvais signal pour la gauche : l'hypothèse d'un ministère régalien confié au patron des sénateurs LR Bruno Retailleau. L'élu vendéen incarne l'aile la plus conservatrice des Républicains, tenant d'une politique migratoire dure et opposé à la constitutionnalisation de l'IVG… Sa présence en Conseil des ministres d'un gouvernement Barnier, qui plus est à un poste de poids, sera inévitablement perçue comme un coup de barre à droite toute.

Pire encore : lundi 9 septembre, voilà qu'apparaît la rumeur d'un futur ministère de l'immigration. La gauche s'insurge et Matignon temporise, assurant au HuffPost que « *rien n'est acté* » à ce stade. Il n'empêche, l'image est dévastatrice : le dernier ministère de l'immigration avait été confié à Brice Hortefeux sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Difficile de faire plus emblématique d'un gouvernement (très) à droite. Sans oublier que le Rassemblement national, qui revendique de placer « *sous surveillance* » le Premier ministre, menace de censurer un futur gouvernement qui ne répondrait pas à ses attentes.

Pas d'acteurs au casting

Dans ces conditions, inutile de dire que la présence d'une figure du Nouveau Front Populaire dans un gouvernement Barnier est improbable. D'ailleurs, la liste de candidats reste cruellement vide. Un écolo qui rentrerait au gouvernement serait-il exclu du parti ? Inutile de débattre de quelque chose qui n'arrivera pas, balaie samedi sur BFMTV Marine Tondelier. La question ne se pose pas non plus à la France insoumise toujours pas conviée aux tractations à Matignon selon son coordinateur national Manuel Bompard ce mardi 10. « *Aucune personnalité du PS ne sera dans son gouvernement, je n'ai aucun doute là-dessus* », assure aussi Olivier Faure le 6 septembre sur France Inter.

Même les divisions internes ne jouent pas en faveur de Michel Barnier. Au PS, malgré une brouille interne sur l'échec de l'option Cazeneuve à Matignon, les principaux opposants à Olivier Faure Nicolas Mayer Rossignol et Hélène Geoffroy ont décliné. Le député Jérôme Guedj, qui s'est présenté sans la bannière du NFP et dont le nom a pu être cité, refuse aussi : *« Ce n'est pas parce que j'assume des désaccords majeurs avec la direction de LFI, que je suis Macron-compatible* », cingle-t-il sur LCI ce mardi. Idem pour Raphaël Glucksmann, aussi en rupture avec LFI et malgré certaines positions (européennes) partagées avec le camp macroniste : « *Pas une seule seconde, je ne rejoindrai ce gouvernement* », assène-t-il dans L'Opinion.

Même dans l'aile gauche de la macronie, ça ne se bouscule pas au portillon. À l'exemple de Roland Lescure, ministre sortant de l'Industrie, frileux à l'idée de retrouver un ministère et qui prévient dans Libération qu'il n'accordera pas « *automatiquement* » sa confiance à Michel Barnier. Le micro-parti En Commun, dont les députés siègent avec le groupe Renaissance, a aussi exprimé ses réserves sur la nomination d'un Premier ministre « *très droitier* ».

Si on fait le compte des « + » et des « - » à intégrer un gouvernement Barnier, les contre l'emportent largement. D'une part, parce que la durée de vie de ce gouvernement est incertaine et dépend en partie de l'humeur des députés du RN. D'autre part, parce qu'avec tant de signaux à droite, le poids réel de ministres de gauche (si jamais il s'en trouvait) promet d'être infime. Se pose alors une question : rompre avec sa famille politique pour (ne pas) peser dans un gouvernement fragile au mépris de ses valeurs, cela vaut-il vraiment le coup ? La gauche aura vite fait de faire les comptes.

J-C – Dites, vous ne les sentez pas un peu anxieux et désabusé, pour un peu désespérés ? Ils ont de quoi !

L'info judiciaire censurée par les médias aux ordres, qui implique le directeur de cabinet du Premier ministre.

Affaire Darmanin-PSG : ces révélations qui tombent mal pour Michel Barnier - RT 10 septembre 2024

Une affaire de favoritisme fiscal au profit du PSG, impliquant le ministre de l'Intérieur démissionnaire Gérald Darmanin lorsqu'il était à Bercy ainsi que son directeur de cabinet d'alors, Jérôme Fournel, nommé directeur de cabinet par Michel Barnier, refait surface dans la presse française. Elle vient indirectement éclabousser le nouveau Premier ministre.

Mediapart avait notamment dévoilé une note, qu'aurait rédigée Jérôme Fournel, dispensant des conseils au PSG afin de lui éviter de payer des cotisations sociales sur le transfert de Neymar. Après plusieurs échanges, le PSG a fini par recevoir des documents de l'administration fiscale et de

l'Urssaf Île-de-France annonçant au club qu'il n'y aurait ni impôts ni cotisations sociales à verser sur ce transfert.

Or, selon le média d'investigation, l'administration fiscale aurait pu réclamer au PSG «*entre 67 et 224 millions d'euros*», dans la mesure où la somme destinée à payer l'indemnité de départ de Neymar a été directement versée à celui-ci par le club parisien.

https://francais.rt.com/france/113507-affaire-darmanin-psg-revelations-qui-tombent-mal

---

En famille. Procès du populisme sans lequel il n'aurait jamais été élu.

J-C – Qu'a dit ce pauvre type de Ruffin, sinon que pour engranger des voix valait mieux flatter son interlocuteur ou lui tenir le discours qu'il avait envie d'entendre, et qu'il fallait l'adapter en fonction de chaque personne. Ils le font tous. Il a fait une découverte le fakir !

Pourquoi a-t-il voulu se payer la tête de Mélenchon, sans doute parce qu'il lui reprochait d'être encore trop radical…pour Macron, et c'est à cause de lui que le NFP ne pourra pas cohabiter avec Macron, bref, il a peut-être loupé une occasion d'être ministre, qui sait !

« *Campagne au faciès* » : François Ruffin charge Jean-Luc Mélenchon - LePoint.fr 12 septembre 2024

Dans *Itinéraires ? Ma France en entier, pas à moitié !*, François Ruffin revient sur les causes de sa rupture avec La France insoumise (LFI), dont il dénonce la propension à séduire uniquement les habitants des quartiers populaires.

« *Nous avons mené une campagne au faciès. Dans les immeubles d'Amiens-Nord, quand je tombais sur un Noir ou un Arabe, je sortais la tête de Mélenchon en bien gros sur les tracts. C'était le succès presque assuré, son nom servait de passe-partout, l'étendard d'une dignité retrouvée. Mais dès qu'on tombait sur un Blanc, pas seulement dans les campagnes, même dans les quartiers, ça devenait un verrou* », écrit le député réélu de la 1re circonscription de la Somme dans son dernier ouvrage.

"*Sans arrêt il tape sur la gauche pour s'acheter des brevets de respectabilité médiatique pour passer sur les antennes*", s'agace ce jeudi Sébastien Delogu. "*En disant ça, c'est une manière de succomber au racisme*", explique-t-il.

"*Ruffin dit qu'il veut parler à la France entière... Mais quand il y une marche contre l'islamophobie, il dit qu'il ne peut pas... Il a foot*!", s'insurge l'élu marseillais.

Sébastien Delogu fait référence à la marche prévue en novembre 2019 qui visait à dénoncer les actes anti-musulmans. Organisée à l'appel de plusieurs personnalités et organisations, comme le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ou encore le Collectif contre l'islamophobie en France, l'événement avait divisé la gauche et suscité de vives critiques de la part du Rassemblement national.

À l'époque, François Ruffin avait effectivement expliqué sur France inter qu'il ne pourrait pas y participer. "*Je n'irai pas dimanche, je joue au foot*", avait expliqué celui qui était alors député de La

France Insoumise. "*Je ne fais pas de médias le dimanche non plus parce que je joue au foot*", avait-il précis.

Selon Sébastien Delogu, quand Jean-Luc Mélenchon dit ne pas vouloir perdre son temps avec certains électeurs, c'est "*avec les fachos*" avec qui l'explication n'est pas possible. LFI préfère "*se concentrer sur les abstentionnistes. Pas trier les Français selon leurs origines ou leur religion*", défend Sébastien Delogu. LePoint.fr 12 septembre 2024

J-C - Ruffin, d'où tient-il ce discours, sinon des poubelles des médias mainstream et de l'extrême droite qui reprochent surtout à Mélenchon d'incarner auprès de nombreux travailleurs des réformes sociales, à tort ou à raison c'est une autre histoire.

Ruffin se fait le relais de ces ordures, c'est aussi simple que cela, de manière à être bien vu par l'aile la plus droitière du NFP, du PS en particulier et des médias institutionnels.

Parmi tous ces acteurs politiques qui se disent de gauche, il y a ceux qui n'ont pas encore pris conscience et qui n'auront peut-être jamais conscience de militer contre leur propre camp, et il y a ceux qui en ont pris conscience rapidement, et qui comptent s'en servir pour faire une carrière parlementaire, à l'exemple de Jospin, Cambadélis, Corbière, Coquerel, Autain, Mélenchon et tant d'autres à LFI, au PS, au PCF ou ailleurs, d'autres se contentent de postes de permanents dans les syndicats, dans différentes institutions, des conseils d'administrations d'entreprises publiques, etc.

L'argument de Ruffin est minable, s'il avait voulu signifier que Mélenchon était un populiste de gauche à sa manière, il aurait dû s'y prendre autrement, ce ne sont pas les arguments qui manquent pour le démontrer, puisque c'est son exercice préféré dès qu'il ouvre la bouche en direction des médias.

Combien de fois a-t-il été violemment attaqué par les médias ou le pouvoir, et il fit amande honorable par la suite en s'excusant platement pour s'être peut-être mal exprimé. C'est vrai qu'il est souvent sur une ligne communautariste, c'est par exemple dans les gènes de l'antiracisme, du féminisme, de l'écologie politique déconnectés de la lutte pour le socialisme. Sur ce plan-là il est indéfendable, inexcusable, car c'est un manipulateur et ce sont les travailleurs qu'ils trompent. C'est un opportuniste, il est de droite et réactionnaire, c'est entendu, en revanche on ne peut pas l'accuser d'être raciste ou antisémite, on ne le défend pas en particulier, on défend la vérité, la justice, c'est tout.

En famille. Ils n'en loupent pas une !

- Moqué par l'extrême droite depuis ce lundi 9 septembre, le député insoumis Sébastien Delogu a reçu le soutien de ses collègues de La France insoumise et du Nouveau Front populaire. Le macroniste Karl Olive fustige aussi un "*déferlement de haine*".

L'élu de Marseille est la cible de railleries en raison d'une vidéo dans laquelle on le voit buter sur quelques mots lors d'une lecture en commission des finances de l'Assemblée nationale. LePoint.fr 12 septembre 2024

J-C - Il n'en fallut pas plus pour que plusieurs députés LFI dénoncent le "*mépris de classe*" dont fut l'objet leur petit camarade Delogu. Que doit-on en conclure, qu'ils auraient préféré que l'extrême droite lui adresse des compliments au nom des principes ou des valeurs qu'ils partagent, c'est cela ?

Décidément, on n'a pas du tout la même conception de la lutte des classes.

Moi je serais flatté de me faire insulter par l'extrême droite ou la droite, je trouverais même suspect ou troublant s'ils s'en abstenaient. Idem de la part des médias.

Santé.

Des molécules efficaces existent pour vaincre le cancer du pancréas…mais elles coûtent pinuts, donc elles sont censurées par les autorités médicales.

Deux antiparasitaires efficaces contre le cancer du pancréas : l'ivermectine et le mebendazole - Réseau International 8 septembre 2024

https://reseauinternational.net/deux-antiparasitaires-efficaces-contre-le-cancer-du-pancreas-livermectine-et-le-mebendazole/

Quand ils propagent la variole à l'aide d'un vaccin.

Polio à Gaza, c'est bien un virus dérivé de la souche vaccinale SABIN, Raoult a raison! - pgibertie.com 9 septembre 2024

Le vaccin Sabin est un vaccin poliomyélitique vivant atténué, développé par le médecin américain Albert Sabin. Ce vaccin est trivalent, ce qui signifie qu'il protège contre les poliovirus types 1, 2 et 3, et est administré par voie orale. Abandonné depuis plus de 30 ans dans les pays riches il a continué à être utilisé dans les pays pauvres et il est à l'origine de variants dangereux comme à Gaza

Le Pr Didier Raoult est un peu trop optimiste : ce n'est pas 30 fois plus de polio due au virus vaccinal mais 50 fois plus selon le rapport du groupe d'éradication de la Polio (GPEI) de l'OMS rapport de septembre 2023, page 90 https://reliefweb.int/report/pakistan/independent-monitoring-board-global-polio-eradication-initiative-22nd-report.

Vidéo. Le Pr Didier Raoult sur le plateau de CNEWS

https://www.youtube.com/watch?v=-I0V1VfI2y8

Eradication de la variole, la désastreuse vaccination des sujets contacts - aimsib.org 10 mai 2020

https://www.aimsib.org/2020/05/10/eradication-de-la-variole-la-desastreuse-vaccination-des-sujets-contacts/

C'est notamment à Rockefeller que l'on doit la folie vaccinale.

Toxicologie contre Virologie : L'Institut Rockefeller et la fraude criminelle de la polio par F. William Engdahl. -

L'un des résultats du prétendu nouveau coronavirus qui a émergé publiquement en 2019 est que la spécialisation médicale de la virologie a été élevée à une stature presque divine dans les médias. Peu de gens comprennent les origines de la virologie et son élévation à un rôle de premier plan dans la pratique de la médecine d'aujourd'hui. Pour cela, il faut se pencher sur les origines et la politique du premier institut de recherche médicale américain, l'Institut Rockefeller pour la recherche médicale, aujourd'hui l'Université Rockefeller, et ses travaux sur ce qu'il prétendait être un virus de la polio.

Conclusion.

Il y a plus d'un siècle, l'homme le plus riche du monde, le baron du pétrole John D. Rockefeller, et son cercle de conseillers ont entrepris de réorganiser complètement la façon dont la médecine était pratiquée aux États-Unis et dans le reste du monde. Le rôle de l'Institut Rockefeller et de personnalités comme Simon Flexner a littéralement supervisé l'invention d'une fraude médicale colossale autour des affirmations selon lesquelles un germe étranger invisible et contagieux, le virus de la polio, provoquait une paralysie aiguë, voire la mort, chez les jeunes. Ils ont interdit politiquement tout effort visant à établir un lien entre la maladie et l'empoisonnement par des toxines, qu'il s'agisse de pesticides à base de DDT ou d'arsenic ou même de vaccins contaminés. Leur projet criminel comprenait une coopération intime avec les dirigeants de l'AMA et le contrôle de l'industrie pharmaceutique émergente, ainsi que de l'enseignement médical. Le même groupe Rockefeller a financé l'eugénisme nazi dans les instituts Kaiser Wilhelm en Allemagne dans les années 30, ainsi que la Société américaine d'eugénisme. Dans les années 1970, ils ont financé la création de semences OGM brevetées qui ont toutes été développées par le groupe de sociétés Rockefeller spécialisées dans les pesticides chimiques – Monsanto, DuPont, Dow.

Aujourd'hui, ce contrôle de la santé publique et du complexe médical industriel est exercé par le protégé de David Rockefeller et partisan de l'eugénisme, Bill Gates, autoproclamé tsar de l'OMS et des vaccins mondiaux. Le Dr Tony Fauci, chef du NIAID, dicte les mandats de vaccination sans preuves. La fraude à l'origine du scandale du virus de la polio après la Seconde Guerre mondiale a été affinée grâce à l'utilisation de modèles informatiques et d'autres ruses aujourd'hui, pour promouvoir un virus prétendument mortel après l'autre, du Covid-19 à la variole du singe en passant par le VIH. Comme pour la polio, aucun de ces virus n'a été isolé scientifiquement et il n'a pas été prouvé qu'ils causaient les maladies alléguées. Aucun. La même Fondation Rockefeller, exempte d'impôts, qui se présente aujourd'hui comme une organisation caritative philanthropique, est au cœur de la tyrannie médicale mondiale qui se cache derrière le Covid-19 et le programme eugénique du Forum économique mondial, la Grande Réinitialisation. Leur modèle de virus de la poliomyélite les a aidés à créer cette tyrannie médicale dystopique. « *Faites confiance à la science* », nous dit-on.

Source: New Eastern Outlook (https://journal-neo.org/2022/07/12/toxicology-vs-virology-rockefeller-institute-and-the-criminal-polio-fraud/)

Traduction : https://reseauinternational.net/toxicologie-contre-virologie-linstitut-rockefeller-et-la-fraude-criminelle-de-la-polio/

Totalitarisme. Ce massacre et cette folie vaccinale sont à mettre au compte des trusts mafieux pharmaceutiques. Et de l'écologie politique.

Fièvre catarrhale ovine : la France perd 10% de son cheptel de brebis - RT12 septembre 2024

Un phénomène qui a coûté la vie de 500 000 bêtes en 2024, soit 10% des cinq millions de têtes que comptait le pays selon une étude de l'Interbev, l'Association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes, publiée en 2023.

Le 30 août, suite à l'annonce par le ministre démissionnaire de l'Agriculture Marc Fesneau de l'extension de la zone de vaccination à deux régions et à six départements, son ministère avait annoncé qu'il passerait commande de 5,3 millions de doses complémentaires de vaccins contre la fièvre catarrhale ovine de sérotype 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées.

Il avait également annoncé la commande de deux millions de doses d'un vaccin tout juste homologué contre la maladie hémorragique épizootique (MHE), une épizootie distincte qui touche particulièrement les bovins, «permettant de protéger un million de bovins». RT12 septembre 2024

J-C - Cet article comporte un biais.

Car ce n'est pas "un phénomène qui a coûté la vie de 500 000 bêtes en 2024", en réalité une partie infime de ces animaux ont été testés positifs à ce virus dans quelques centaines de troupeaux, et dès lors les autorités sanitaires ont exigé l'abattage des troupeaux entiers, alors que la plupart de ces bêtes auraient très bien pu être soignés et sauvés, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Par ailleurs cette maladie ne présente pratiquement aucun danger pour l'homme, donc ce prétexte n'est pas non plus un argument pour sacrifier ces malheureuses brebis victimes parmi tant d'autres, dont nous, de la folie de psychopathes abusant du pouvoir exorbitant que leur accorde le régime.

A noter :

- La maladie, qui se transmet par la piqûre de moucherons, provoque de la fièvre et un gonflement de la bouche chez les animaux infectés et peut être mortelle « *dans les cas les plus graves* », a indiqué le Defra. Il a toutefois ajouté que la fièvre catarrhale ne représentait aucune menace pour les humains ou les animaux domestiques et n'affectait pas la sécurité alimentaire. 5 septembre 2024

- Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Cette maladie strictement animale n'affecte pas l'être humain et n'a aucune incidence sur la qualité sanitaire des denrées issues des animaux malades : viande, lait, etc. anses.fr 5 septembre 2024

- Les cas de grippe aviaire chez les humains sont cependant rares. 21 juin 2024

- "*A ce jour, aucun cas de grippe humaine dû à un virus influenza aviaire (dit cas de* « grippe aviaire *») n'a été déclaré en France*" rappelle sur son site Santé Publique France. 6 janv. 2022

- Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve de la contamination d'êtres humains par la grippe aviaire, quelle que soit sa souche, suite à la consommation de viande de volaille ou d'œufs. Dans les élevages touchés, viande et œuf sont de toute façon systématiquement détruits. 9 déc. 2021

Palestine occupée.

La société israélienne a vraiment sombré dans la cruauté, la violence et l'apathie : il suffit de nous regarder par Gideon Levy (Haaretz 8 septembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 septembre 2024

https://www.mondialisation.ca/la-societe-israelienne-a-vraiment-sombre-dans-la-cruaute-la-violence-et-lapathie-il-suffit-de-nous-regarder/5692205

Opposés à Netanyahu, deux tiers des Israéliens veulent négocier avec le Hamas - Réseau Voltaire 10 septembre 2024

La grève générale qui vient de se dérouler en Israël n'est pas seulement une manifestation contre la rhétorique selon laquelle il ne faudrait pas négocier avec les terroristes et que les FDI vont libérer les otages détenus à Gaza. Elle marque le début d'une prise de conscience que le Premier ministre, Benyamin Netanyahou, ne défend pas les juifs.

Certes, les Israéliens juifs ne sont pas encore conscients du nettoyage ethnique à Gaza, mais ils le deviennent des pogroms anti-arabes en Cisjordanie. Progressivement, ils commencent à admettre que leurs ennemis ne sont pas leurs voisins, mais sont parmi eux. Ce sont les sionistes révisionnistes.

https://www.voltairenet.org/article221213.html

Etats-Unis.

Le clan de l'extrême centre de Rothschild-Rockefeller vote à gauche, démocrate.

Présidentielle américaine : *"Jusqu'où ira-t-on dans la médiocrité"* ? - courrierinternational.com 13 septembre 2024

C'est l'un des bureaux les plus connus du monde qui s'affiche en une de *The Economist*. Le Resolute desk, le bureau iconique des présidents des États-Unis, apparaît dégradé, tagué par des insultes. "*Tricheur*" et "*triche*", est-il écrit.

Une première page qui illustre l'ambiance délétère entourant cette campagne présidentielle américaine – portée par les fausses informations propagées sans vergogne par Donald Trump. "*Jusqu'où ira-t-on ?*" s'interroge le titre britannique dans son édition du 14 septembre.

L'hebdomadaire consacre son dossier à la défiance que suscite, par sa complexité, le système électoral américain, qui permet à Donald Trump de continuer à affirmer – sans preuves – qu'on lui a volé le scrutin de 2020.

"*Le mythe de l'élection volée continue de miner la démocratie américaine*", écrit *The Economist*, qui précise que cette thèse est approuvée par 70 % des électeurs républicains.

"*Même si Kamala Harris remportait la majorité des suffrages le 5 novembre, il est presque certain que c'est Trump qui deviendrait président*", écrit *The Economist*. À la grande fureur des démocrates.

"*De manière générale, les élections ont pour but de produire le consensus populaire par lequel les électeurs acceptent d'être gouvernés, y compris par un président pour lequel ils n'ont pas voté. Pour cela, les électeurs doivent être assurés que le processus [électoral] est équitable et fiable. Chaque fois que les gens doutent de la légitimité d'une élection, nous nous rapprochons du jour où un camp ou l'autre préférera dynamiter le système plutôt que d'accepter les résultats.*"

États-Unis : les salariés de Boeing votent une grève à une écrasante majorité - AFP/lepoint.fr

Déjà en difficulté, l'avionneur américain fait face à une grève de ses machinistes de l'usine de la région de Seattle, aux États-Unis, ce vendredi 13 septembre. Cette grève a été votée la veille au soir à 96 % après le rejet massif de la nouvelle convention collective à 94,6 %, a précisé Jon Holden, président du syndicat des machinistes IAM-District 751. « *Nous ferons grève à minuit* », a-t-il ajouté.

« *Nos membres se sont exprimés haut et fort ce soir* », a affirmé Jon Holden, dont le syndicat qui représente environ 33 000 travailleurs dans la région Nord-Ouest Pacifique, avait initialement soutenu l'accord. Le syndicaliste avait auparavant déclaré ne pas pouvoir « *garantir que nous obtiendrons davantage en faisant grève* ».

La grève entraînera la fermeture de deux grandes usines d'assemblage d'avions dans la région de Puget Sound – les deux tiers des votes étaient nécessaires pour lancer un arrêt de travail dès l'expiration jeudi à minuit de la convention actuelle, vieille de 16 ans.

Cette nouvelle convention, qui concerne les adhérents de l'IAM dans la région de Seattle, prévoyait une hausse salariale de 25 % sur quatre ans ainsi qu'un engagement d'investissements dans la région. Et aussi la construction du prochain avion – annoncé pour 2035 – dans le berceau historique de l'avionneur qui devait assurer des emplois pour plusieurs décennies.

Les mécontents jugent la hausse salariale trop éloignée des demandes du syndicat (+ 40 % initialement) et le volet sur les retraites insatisfaisant.

Le règlement de l'IAM prévoit que les grévistes reçoivent 250 dollars par semaine à partir de la troisième semaine d'arrêt de travail. La dernière grève chez l'avionneur américain remonte à 2008 et avait duré 57 jours.

Mexique.

Au Mexique, l'élection des juges par un vote populaire peut-elle sonner le glas de la corruption ? - France 24 14 septembre 2024

Le Mexique est sur le point de devenir le premier pays au monde à choisir presque tous les juges du pays, y compris ceux de la Cour suprême, par le biais d'un vote populaire. Au cours de son dernier mois au pouvoir, le chef de l'État, Andrés Manuel López Obrador, a tout fait pour faire adopter cette réforme controversée du système judiciaire.

Le président de gauche sortant, "*AMLO*" pour les intimes, qui cédera le pouvoir le 1er octobre à Claudia Sheinbaum, issue du même parti, soutient que la justice mexicaine est corrompue et ne sert que les intérêts économiques des élites, alors que plus de 90 % des crimes restent impunis dans le pays selon les ONG.

À ce stade, la réforme devait encore être adoptée par les Parlements d'au moins 17 États sur les 32 que compte le pays. Une formalité, étant donné que le parti du président et ses alliés disposent de majorités confortables dans 24 d'entre eux.

Le lendemain, jeudi, López Obrador, jubilait. "*Dix-huit (Parlements) ont déjà approuvé (la réforme) donc ça y est, elle est légale puisque le minimum est de 17*", a-t-il proclamé, assurant que la réforme constitutionnelle avait rempli les conditions permettant sa promulgation.

Une fois publiée dans le journal officiel du gouvernement, la réforme entrera en vigueur signant le début de la mise en place du nouveau système judiciaire tant voulu par le président mexicain.

Jusqu'à présent, les membres de la Cour suprême étaient proposés par le président et ratifiés par le Sénat, tandis que les juges et les magistrats étaient nommés par le Conseil fédéral du pouvoir judiciaire après des concours.

Les quelque 1 600 juges fédéraux en poste vont être contraints de démissionner. La majorité d'entre eux seront remplacés lors d'élections en juin 2025, avant d'autres scrutins au cours des mois suivants.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme en droit, avoir un dossier académique solide, une expérience professionnelle d'au moins cinq ans – mais pas nécessairement en tant que juges – et fournir une série de références. Leur candidature sera examinée par des comités techniques du Congrès.

La réforme du pouvoir judiciaire implique également une réduction du nombre de juges de la Cour suprême de onze à neuf, tandis que leur mandat passe de 15 à 12 ans. Elle supprime également la pension à vie que les hauts magistrats reçoivent lorsqu'ils terminent leur mandat.

La réforme supprime également le Conseil fédéral du pouvoir judiciaire, qui administre et contrôle les fonctionnaires de justice, et le remplace par un organe administratif et un tribunal disciplinaire judiciaire. Ce nouvel organe de supervision évaluera et enquêtera sur les performances des juges. Il pourra renvoyer des affaires pénales potentielles au bureau du procureur et demander à la Chambre des députés d'engager une procédure de destitution contre les juges. Un autre moyen, selon les partisans de la réforme, de rendre les tribunaux du pays plus réactifs à la volonté du peuple plutôt que de servir des intérêts privés.

Selon Gustavo Flores-Macias, professeur spécialiste en gouvernance et en politiques publiques à l'Université de Cornell dans l'État de New York, les critiques d'Andrés Manuel López Obrador sur la corruption dans le système judiciaire sont totalement fondées. "*La nécessité de lutter contre la corruption est très réelle*", approuve le professeur. "*Ce système favorise de façon disproportionnée les élites et les personnes qui ont un bon réseau. Il est surchargé et lent. C'est vrai à tous les niveaux, et cela explique pourquoi l'impunité est très répandue au Mexique*."

Andrés Manuel López Obrador a longtemps lié la corruption endémique au Mexique au tournant néo-libéral du pays dans les dernières années du vingtième siècle, et au "*capitalisme de copinage*", où des vagues de privatisations et d'externalisations ont permis à des entreprises privées de mettre la main sur d'énormes sommes d'argent public et ont fortement réduit la capacité de l'État à mettre en place des programmes sociaux.

Le président mexicain n'a cessé de présenter ses années au pouvoir comme une croisade contre la corruption. Élu en 2018, le premier président de gauche entendait tuer ce mal endémique avant de redistribuer les richesses. Il a considérablement augmenté le salaire minimum, renforcé les syndicats et supervisé d'énormes transferts d'argent direct aux Mexicains considérés comme pauvres. Plus controversé, il a imposé un programme de ce qu'il appelle "*l'austérité républicaine*" pour éliminer le népotisme rampant dans l'administration étatique et s'est appuyé fortement sur les forces armées du pays pour superviser les projets d'infrastructure de l'État.

Ces mesures radicales ont conduit à une baisse significative du nombre de Mexicains vivant sous le seuil de pauvreté. Le président sortant affirme avoir sorti de la pauvreté 8,9 millions de personnes pendant son mandat. Le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle au Mexique est passé de 41,9 % à 36,3 %, selon des chiffres officiels.

Les mesures de gauche d'Andrés Manuel López Obrador ont également rendu le président sortant immensément populaire. Son Mouvement de Régénération Nationale (Morena) a remporté une majorité écrasante à la chambre des députés pour les législatives de juin et a manqué la majorité au Sénat à un vote près. L'héritière d'Obrador qu'il a lui-même choisi, l'ancienne maire de Mexico Claudia Sheinbaum, a été élue à la tête du pays en juin avec près de 60 % des voix. Et cette réforme judiciaire parmi les plus radicales, est l'acte final du dirigeant de gauche, son ultime cheval de bataille avant de quitter ses fonctions à la fin du mois de septembre. France 24 14 septembre 2024

Argentine.

Argentine: un décret présidentiel abrogé pour la première fois par le Parlement - rfi.fr 14 septembre 2024

C'est un camouflet cinglant pour le gouvernement de Javier Milei. Le Parlement argentin a rejeté, vendredi 13 septembre, le décret par lequel le président ultralibéral avait assigné l'équivalent de 94

millions d'euros de fonds réservés à la SIDE, l'agence de renseignement de l'État. C'est la première fois, dans l'histoire argentine, qu'un décret présidentiel est abrogé par le Parlement.

En abrogeant définitivement ce décret, le Sénat a infligé une défaite symbolique cinglante au gouvernement de Javier Milei. Dans un communiqué, la présidence a condamné un vote « *irresponsable* » compte-tenu des « *récentes menaces d'agents extérieurs* » contre les citoyens argentins.

Mi-juillet, Javier Milei avait dissout l'Agence fédérale de renseignements (AFI) pour la remplacer par le Secrétariat de renseignements de l'État (SIDE), placé directement sous le contrôle de la présidence. Quelques jours plus tard, il avait signé un décret pour assigner à cette nouvelle structure l'équivalent de 94 millions d'euros de fonds réservés.

L'absence de contrôle sur l'utilisation de cette enveloppe a réveillé le spectre de l'espionnage illégal contre des politiques, des journalistes ou des activistes, comme ce fut le cas par le passé en Argentine. Le déblocage de ces fonds, alors que Javier Milei multiplie les coupes drastiques dans les aides sociales et dans les dépenses liées aux retraites ou à l'éducation, a également été fortement critiqué.

Ultra-minoritaire au Parlement, le parti du président a vu ses alliés de centre-droit se ranger aux côtés de l'opposition péroniste pour abroger le décret et lui infliger un revers législatif inédit en Argentine. rfi.fr 14 septembre 2024

J-C - A RFI ou la voix de son maître, ils ont du mal à encaisser le coup ou à camoufler leur déception en évoquant un "*camouflet cinglant*" minimisé ou réduit aussitôt en une "*défaite symbolique cinglante*".

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 septembre 2024

Ne laissons pas passer notre tour.

Pourquoi sont-ils incapables de résoudre la crise politique actuelle ? Pardi, parce que c'est à notre tour de la régler en faisant table rase, en renversant le régime politique et économique établi !

Existe-t-il une autre classe indépendante pour exercer le pouvoir ? Non.

Existe-t-il une autre classe que la nôtre dont les intérêts coïncideraient avec ceux de l'ensemble de la population ? Non.

C'est donc à nous exploités et opprimés que revient le droit légitime et le devoir de gouverner, et à personne d'autres.

Existe-t-il une alternative au capitalisme ? Oui. Laquelle ? Le socialisme.

En existe-t-il une autre ? Non.

Alors mobilisation générale, en avant toute vers le socialisme !

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

- Cette analyse comporte un biais important, il y manque l'essentiel comme toujours, et pour cause !

– *Ce n'est pas seulement un simple* «challenger» *qui a émergé, mais un véritable partenariat stratégique entre la Russie et la Chine qui donne un nouveau ton à l'Eurasie.*

En réalité, les États-Unis et ses vassaux européens et du Golfe, toutes les puissances qui depuis la fin des années 70 (1979) ont tissé des liens économiques avec la Chine sans attendre son adhésion à l'OMC en 2001, de « véritable partenariat stratégique » économique, y compris avec la Russie : – Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a donné son aval mardi à la signature d'un partenariat stratégique entre le géant pétrolier américain Exxon Mobil Corp. (XOM) et son homologue russe OAO Rosneft (ROSN.RS), rapportent les agences de presse russes. (Les Echos 30 août 2011), partenariat suspendu temporairement depuis août 2022, BP également, qui détenait 19.75% de Rosneft depuis 2013, Shell associé à Gazprom à hauteur 27,5 % dans l'usine de GNL Sakhalin 2, etc.

Les pays géographiquement immense de par leur superficie, détenteurs de gigantesques ressources naturelles ou de matières premières essentielles au développement industriel, en main d'œuvre qualifié innombrable, à l'instar de la Chine et de la Russie, de l'Inde et du Brésil, mais pas que, sont appelés à devenir les volants d'entraînement de l'économie mondiale au détriment des vieilles

nations occidentales dont la richesse et la puissance reposait jusqu'alors sur le colonialisme et les guerres de rapine, le pillage des ressources de tous les peuples grâce à leur supériorité financière, scientifique, technologique et militaire, dont le développement démographique exponentiel à partir de la moitié du XXe siècle a sonné le glas.

Car dorénavant, tous ces peuples exigent, que ces ressources qui leur appartiennent, servent à satisfaire en priorité leurs besoins sociaux, au développement des infrastructures de leur pays qui leur font cruellement défaut, à leur permettre d'accéder à un mode de vie décent, à l'instar des peuples occidentaux ou des pays dits riches, qui en profitent depuis déjà plus d'un siècle. De plus, ils aspirent à la démocratie, ce qui est incompatible avec l'ordre mondial établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui consacrait la suprématie des États-Unis et des puissances occidentales sur le reste du monde, d'où la nécessité impérieuse de le modifier sous peine de voir ressurgir le spectre de la révolution socialiste internationale.

Voilà ce qui explique pourquoi l'oligarchie financière internationale a entrepris de reconfigurer les structures de l'économie mondiale, ce qui se traduit par une guerre fratricide entre les différents clans de cette oligarchie par crainte d'y laisser des plumes en fonction des secteurs économiques qu'ils contrôlent, et surtout de voir remis en cause leur domination politique sur les institutions politiques internationales, qui jusqu'à présent adoptaient leur orientation politique et légitimaient leur gestion mafieuse, criminelle, guerrière de l'économie mondiale.

Etats-Unis, Chine, Russie et puissances européennes sont ennemis du point de vue de leurs intérêts particuliers ou de leur stratégie, et alliés dans tous les cas de figure quand il s'agit de combattre le prolétariat mondial et le socialisme.

- Essayons de raisonner en marxiste.

Nous avons échoué à doter le prolétariat d'une nouvelle direction révolutionnaire, pourquoi ?

D'où vient l'impuissance à laquelle sont réduits ceux qui se réclament à juste titre ou non du socialisme révolutionnaire ou du communisme ?

Cela tiendrait-il de la fatalité pour diverses raisons réelles ou imaginaires ?

Le capitalisme a-t-il oui ou non développé toutes les forces productives qu'il est assez large pour contenir pour qu'on puisse passer au socialisme et au communisme ?

Si oui, les conditions objectives sont remplies pour qu'il disparaisse, mais si malgré tout le capitalisme parvient à survivre, cela signifierait que les conditions subjectives ne le seraient pas, en revanche si la réponse est négative, il faudrait en déduire que ces conditions subjectives ne seraient pas mûres, et il ne resterait plus qu'à découvrir pourquoi pour pouvoir enfin aider le capitalisme à disparaître.

– Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le

problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique - Karl Marx - 1859)

Parmi ceux qui refusent de répondre à cette question, certains se retranchent derrière la fatalité pour ne pas l'étudier sérieusement. D'autres s'y sont attelés avec plus ou moins de bonheur, sans toutefois avoir trouvé la bonne réponse, sans être parvenu à fournir une démonstration qui soit cohérente et convaincante ou qui l'emporterait sur toutes les autres, semble-t-il, ce qui se traduit par des polémiques et des divisions sans fin, des procès d'intention ridicules ou infantiles, la dislocation de nos forces qui profitent à nos ennemis.

Par conséquent, j'en déduis que tous devraient commencer par faire œuvre de modestie, ce qui leur fait défaut en règle générale malheureusement, pour ensuite revoir sérieusement et honnêtement leur copie, afin de trouver les erreurs que comporte leur analyse de la situation et les corriger, de manière que le mouvement ouvrier puisse être reconstruit sur des bases saines et inspire confiance aux plus larges masses de la classe ouvrière et des classes moyennes. Ainsi seulement nous pourrions avancer vers le socialisme, car à l'heure actuelle, force est de constater qu'aucune formation politique ne peut prétendre remplir ces conditions, sinon cela se saurait ou nous n'en serions pas rendus là ! À suivre.

- Réponse à D.Vanhove.

Vous dites - remplacer la classe ouvrière et moyenne dont vous parlez par la robotisation la plus large et la plus étendue possible, jusqu'à sa disparition, si possible...

Vous lisez trop de romans de science-fiction ou vous êtes sous influence du discours dominant. C'est la théorie qu'on entendit autrefois et mille fois rabâchée des ennemis du socialisme qui ne s'est jamais réalisée. Pourquoi ? Parce que les machines ne créent pas de valeur, seule l'exploitation de la force de travail crée de la plus-value, et comme c'est la raison d'être du capitalisme, il ne peut pas s'en passer. Et puis un exploité consomme les marchandises produites, un robot ou une machine, non. Si vous vous passez des travailleurs, qui va les consommer ? Fastoche, on enseigne cela depuis le milieu du XIXe siècle quand même !

– « *En tant que valeurs toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé.* »

– « *Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut.* » Karl Marx, Le Capital - Livre premier, IV° section, XV, II

Je n'ai pas le temps d'affiner, on se contentera de quelques notes relevées dans un blog :

– La différence entre le travail effectivement accompli et le travail effectivement rémunéré constitue la « *plus-value* » (origine du profit), résultante de l'exploitation du travailleur par le détenteur du capital, du prolétaire par le bourgeois.

– Si seul le travail est source de la valeur, alors le système capitaliste est condamné. En effet, plus l'histoire économique avance, plus s'accroît le volume du capital au détriment du volume de travail (substitution capital/travail). Cette augmentation de l'intensité capitalistique de la composition organique du capital conduit à la « *baisse tendancielle du taux de profit* », étant donné que le capitaliste n'est capable d'exploiter que le travailleur (avec la plus-value), et nullement la machine.

Anti-Dühring - F. Engels

– La valeur elle-même n'est rien d'autre que l'expression du travail humain socialement nécessaire objectivé dans une chose. Le travail ne peut donc pas avoir de valeur. Parler d'une valeur du travail et vouloir la déterminer, n'a pas plus de sens que de parler de la valeur de la valeur ou vouloir déterminer le poids non pas d'un corps pesant, mais de la pesanteur elle-même.

Vous dites - "*je pense que la majorité de la main-d'œuvre actuelle sera remplacée*"...

Moi, j'évite de penser, pour ne pas sortir de conneries. Je me contente d'observer, c'est mieux, et ce que je vois contredit ce que vous racontez, car, sans attendre "*les robots et l'I.A.*" disons depuis l'expansion phénoménale du machinisme, la main d'œuvre n'a pas cessé d'augmenter, sinon il y aurait au bas mot 15 ou 20 millions de chômeurs en France, et je me demande pourquoi les capitalistes s'emploieraient à amplifier toujours plus la division internationale du travail en favorisant la création d'une main d'œuvre toujours plus nombreuse (et souvent qualifiée) par centaines de millions rien qu'en Chine et en Inde depuis les années 90...

Vous dites - "*je pense humblement*"...

Votre fausse humilité ne vous épargnera pas ma critique, désolé, je vous connais maintenant, vous feriez mieux d'arrêter de penser si vous ne voulez pas "*rester sur le quai*" comme vous dites, vous me direz que c'est suffisant quand on a pour seule ambition de "*pouvoir interférer un tant soit peu sur l'évolution de ces nouvelles structures"*, au lieu de combattre pour un changement de régime politique et économique. Cela dit, libre à vous de vous accommoder du capitalisme et d'en assumer toutes les conséquences, y compris les plus cruelles, dites-le franchement, ce que vous ne ferez pas, parce que je crois que vous n'en avez pas réellement conscience.

Vous auriez mieux fait de nous dire d'emblée que vous ne croyez pas dans le socialisme, et que vous considériez qu'il existait aucune alternative au capitalisme éternel ou de droit divin, cela aurait été plus simple et on aurait gagné du temps, merci.

Réponse @ Julie

Vous dites - tout ce qu'il annonce est en train de se mettre en place à la vitesse grand V

Au secours, le catastrophisme !

C'est archifaux et j'explique pourquoi plus loin. Je constate que vous n'avez répondu à aucun des arguments que j'avais avancés, vous les avez tout simplement ignorés, libre à vous évidemment. Question : Pourquoi ?

Vous dites - quand la minorité qui contrôle le pouvoir et les armes n'aura plus besoin des salariés/producteurs/consommateurs elle les fera supprimer sans scrupules, et c'est déjà en cours à l'échelle planétaire.

C'est archifaux puisque la population mondiale continue de progresser, mieux le nombre de travailleurs voués à l'exploitation a considérablement progressé au cours des dernières décennies, et cela va continuer au moins pendant encore un demi-siècle, si le capitalisme existe toujours évidemment, mais je ne pense pas que ce soit votre préoccupation prioritaire.

Il me semble qu'on est en présence d'une grande confusion entre les conséquences découlant de l'introduction de nouvelles technologies dans le processus de production sur les conditions de travail, et les besoins en main d'œuvre qui demeureront globalement stables ou progresseront encore, compte tenu de l'augmentation de la démographie mondiale. La focalisation sur l'I.A. est révélatrice d'un parti pris malsain, idéologique, puisqu'il fausse l'analyse de la situation de l'évolution de l'emploi à l'échelle mondiale. Les preuves à foison !

Deux exemples parmi des centaines d'autres qui contredisent votre assertion :

- Les pénuries de main-d'œuvre risquent de persister dans le monde - lesechos.fr 10 janvier 2024

https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/les-penuries-de-main-doeuvre-risquent-de-persister-dans-le-monde-2045515

Selon les nouvelles projections de l'Insee, la population active continuerait de croître légèrement au cours des deux prochaines décennies, passant de 30,1 millions en 2021 à 30,5 millions en 2040, puis diminuerait pour se situer à 29,2 millions en 2070. insee.fr

https://www.insee.fr/fr/statistiques/6453758?sommaire=6453776#titre-bloc-1

Pour rappel :

La main-d'œuvre mondiale s'est accrue d'environ 550 millions de personnes de 1950 à 1975. De 1975 à 2000, elle s'accroîtra de plus de 900 millions d'individus. jstor.org

Et cette tendance va continuer.

Source OIT :

- Il y a plus de 5,66 milliards de personnes en âge de travailler dans le monde.

- Le taux de participation à la main-d'œuvre est de 61%.

- Le taux d'inactivité global est de 39%.

- Le ratio emploi/population dans le monde est de 58%.

- Il y a plus de 3,3 milliards de personnes employées dans le monde.

- Il y a 172 480 000 chômeurs dans le monde.

Et puis il y a la réalité !

Nous sommes approximativement 1,5 milliard en Inde. Ce que vous allez lire vaut pour encore plusieurs milliards d'habitants dans le monde sur tous les continents, y compris en France et en Europe pour les personnes qui sont interdites bancaires, tandis que d'autres chaque mois règlent leur facture par chèque, par poste ou en se déplaçant à l'agence d'électricité la plus proche de leur domicile. Cela vaut pour tous leurs achats, certains peuvent utiliser avec leur smartphone une application reliée à leur compte courant quand ils en ont une, à condition que leur compte soit approvisionné, ce qui n'est pas le cas des plus pauvres, soit la majorité de la population mondiale, et ainsi de suite.

Ici, certains commerçants qui s'étaient allés à croire ce que leur racontaient les médias mainstream avaient cru bon de supprimer les paiements en espèce et en carte bancaire au profit du seul code QR, mais constatant que plus de 90% n'en possédaient pas ou y étaient réfractaires comme moi, ils ont dû faire marche arrière très rapidement, en une semaine d'après ma propre expérience, ils ont réintroduit le paiement en espèce et par carte bancaire.

Ce qui me fait marrer, c'est que j'en suis encore à devoir me déplacer pour régler en espèces ma facture d'électricité, et tout le reste ou presque est à l'avenant en Inde. Pour renouveler l'équivalent du Livret A, pour faire court, j'ai dû me déplacer deux fois à la banque et perdre 3 heures, plus un litre d'essence à 94,04 roupies, soit environ un euro, une somme quand on est pauvre comme moi.

Certes, en Inde comme partout dans le monde il y a des robots, mais leur rapport à la main d'œuvre est quasiment microscopique, d'ailleurs, c'est bien simple, si vous ne travaillez pas dans une usine récente ultramoderne, vous en ignorerez jusqu'à leur existence, alors l'I.A. n'en parlons pas !

Vous êtes dans la croyance. Vous êtes imbibés de l'idéologie de la classe dominante dans des proportions hallucinantes, c'est ce qui se dégage d'un grand nombre de commentaires. Je vous accorde, que ceux qui sont censés nous représenter le sont aussi, donc cela peut induire en erreur et conduire à prendre le contre-pied de ce qu'ils avancent, mais malheureusement pas forcément à bon escient.

Situation politique en France

La France est-elle de droite ? "*Les données ne vont pas dans le sens de ce qu'on entend*", répond le politiste Vincent Tiberj - francetvinfo.fr 15 septembre 2024

Franceinfo a interrogé le chercheur, qui vient de publier l'ouvrage "*La droitisation française, mythe et réalités : comment citoyens et électeurs divergent*".

Ce professeur des universités et chercheur au Centre Emile-Durkheim estime dans son dernier ouvrage, La droitisation française, mythe et réalités : comment citoyens et électeurs divergent (PUF, 2024), que l'idée d'une France penchant à droite constitue à la fois "*une réalité, par en haut*" et "*un mythe, par en bas"*. Le chercheur a analysé un grand nombre d'enquêtes d'opinion sur la durée pour développer cette thèse qu'il qualifie lui-même de "*contre-intuitive*".

Franceinfo : Aux dernières élections législatives, deux tiers des voix sont allées au centre droit, à la droite et à l'extrême droite. Cela ne montre-t-il pas que la France est de droite ?

Vincent Tiberj : Les électeurs et les citoyens ne peuvent plus être considérés comme des synonymes. Lorsque vous aviez des niveaux de participation extrêmement forts, comme au début de la Ve République, vous pouviez estimer que les "*absents avaient tort*". C'était une abstention sociologique, qui montrait la mauvaise intégration des individus. Mais depuis, on a une abstention qui a changé de nature.

Il y a un abstentionnisme de rupture, de rejet de l'ensemble du spectre, particulièrement visible parmi les catégories populaires. Les anciens ouvriers du baby-boom continuent à voter, mais ça décroche dans les générations d'après. Il y a une vraie cassure. Ce ne sont pas des "*sans opinion*", mais il y a une vraie démission à l'endroit de la scène électorale. Et il y a un troisième type d'abstention, que l'on trouve surtout parmi les diplômés du supérieur. Là, voter ne suffit plus. C'est une mise à distance du vote comme moyen de s'exprimer. Par contre, ces catégories participent à travers des associations, des pétitions, des manifestations.

"*Les urnes sont de moins en moins représentatives, particulièrement dans les élections les moins mobilisatrices."* Vincent Tiberj

On se retrouve dans une situation où il reste des citoyens-électeurs accrochés, mais ceux-ci ne sont plus représentatifs. Par ailleurs, on les trouve plutôt chez les baby-boomers, et notamment parmi les plus riches, les classes moyennes. Du coup, en matière de valeurs, le barycentre de ces générations est plus conservateur.

On est aussi dans un monde où 40 à 50% des répondants ne se sentent proches d'aucun parti. Il faut très clairement comprendre qu'un vote, ce n'est plus un blanc-seing. Quand vous avez presque 50% des ouvriers qui ne sont pas allés voter aux législatives, vous ne pouvez pas vous proclamer comme le parti des ouvriers, même quand vous avez une majorité parmi les voix exprimées. Les partis qui souffrent le plus de cette "*grande démission*" sont les formations de gauche.

Donc la France qui vote est de droite ?

Il y a un autre point à avoir en tête : l'élection est une question, c'est vieux comme la science politique. L'élection ne sera pas la même, selon les sujets qu'on met en avant. Si vous parlez d'immigration dans la campagne, vous n'aurez pas les mêmes réponses que si vous parlez de la réforme des retraites, du modèle social. Chaque élection se déroule sur un terrain et quand vous êtes un parti, vous avez tout intérêt à jouer à domicile. Quand vous êtes le Rassemblement national, vous avez envie qu'on parle d'immigration, de sécurité, et à votre manière.

Lors des législatives, au premier tour, les gens ont voté par rapport aux questions d'immigration, d'insécurité, mais aussi sur la politique économique du gouvernement. Et au second tour, cette fois-ci, c'était pour ou contre le RN, sur la question du libéralisme culturel. Je pense que le vote RN est minoritaire en France, ce qu'ont prouvé les législatives. En revanche, il y a chez les gens qui votent RN une vraie adhésion, un nombre considérable de gens qui considèrent que c'est la solution. Et avec la droitisation par le haut, le vote RN est devenu acceptable. Il y a eu tout un travail politique, médiatique, de normalisation du RN auprès d'électeurs conservateurs.

Qu'appelez-vous "*la droitisation par le haut*" ?

Qu'est-ce qui compte dans notre discussion publique ? Ce n'est pas nécessairement ce qui se passe dans les sondages ou les sciences sociales, mais ce qu'en disent les responsables politiques et les

commentateurs des plateaux télé. Je pense qu'il y a plusieurs phénomènes qui se conjuguent pour aboutir à ce que je nomme le "*conservatisme d'atmosphère*". Il s'agit d'abord de penser que le pays est naturellement à droite, qu'il demande un contrôle de l'immigration, une demande de sécurité, moins d'impôts, alors que dans le même temps on veut plus de policiers et des hôpitaux qui fonctionnent.

On cherche à imposer une manière de voir la société. Les tenants de cette théorie sont aussi ceux qui peuvent en bénéficier, par exemple Les Républicains (LR). Quand vous êtes un parti en perte de vitesse, vous avez tout intérêt à faire croire que vous êtes au centre du jeu politique. Cela se fait au nom des citoyens, mais sans vraiment les prendre en compte. Il y a depuis très longtemps en politique ce hiatus, cet appel au "*pays réel*".

"*La manière dont on parle aujourd'hui de la société française favorise un camp qu'on pourrait qualifier de conservateur*." Vincent Tiberj

On entend beaucoup "*les Français pensent que*", mais c'est étonnant comme les Français sont différents d'un commentateur à un autre. Il y a aussi des changements structurels dans ce qui constitue le débat public aujourd'hui. On se retrouve dans une situation d'éclatement des moyens de s'informer, avec la montée en puissance des chaînes de la TNT et des réseaux sociaux. Cela multiplie l'offre médiatique. Quand tout le monde était obligé de regarder TF1 et France 2, on était confronté à une information pluraliste. Même Olivier Besancenot passait sur TF1. On pouvait se confronter à de l'information politique dissonante. C'est de moins en moins le cas.

Les bulles de filtres existaient avant, mais il y a une forme d'amplification, ça touche de plus en plus de monde. Certains individus vont être confrontés à une seule partie de l'histoire. Et c'est là qu'on a une différence entre France Inter d'un côté et CNews de l'autre. Le public de France Inter est tout aussi typé politiquement que celui de CNews, mais la radio n'a jamais été condamnée par l'Arcom pour manquement au pluralisme. Il y a une volonté sur France Inter d'essayer de maintenir une forme de pluralité des points de vue, des invités. Ce que CNews ne fait pas, ce que Cyril Hanouna n'a pas fait lors de ses quinze jours d'émission sur Europe 1 avant les élections législatives.

Si, selon vous, la droitisation de la France est "*une réalité, par en haut*", pourquoi serait-elle "*un mythe, par en bas*" ?

L'un des moyens les moins biaisés de connaître la société, ce sont les sondages d'opinion, les enquêtes sociologiques. Le sondage essaye de recréer une société en miniature (avec des jeunes, des vieux, des riches, des pauvres, etc.) pour avoir un échantillon à peu près cohérent. Quand on commence à analyser ces enquêtes sur le temps long – car pour parler de droitisation, il faut un avant et un après – les choses sont beaucoup plus compliquées. Sur certaines questions de société, on a progressé : sur l'acceptation de l'homosexualité, de la diversité culturelle, la place des femmes dans la société.

Il y a aussi les questions qui ont longtemps fondé le clivage gauche-droite : la redistribution, le rôle de l'Etat dans l'économie, le modèle social. Cette dimension n'a clairement pas disparu. Nous ne sommes pas aujourd'hui sur un moment de très haute demande de redistribution, comme en 2011 ou à la fin des années 1970, mais cela reste présent chez les ouvriers, les employés. Très clairement, les plus pauvres en France ont d'abord des demandes économiques, de protection, de solidarité.

Que signifie être de droite en France, en 2024 ?

Quand je raconte les évolutions d'opinion, on me répond régulièrement : "*Mais la droite est attachée à la liberté des individus, à leur épanouissement*." Effectivement, vous avez certains acteurs qui sont sur cette logique-là. Notre modèle social a été construit à la fois par la gauche et par la droite gaulliste. On pourrait donc se demander si je n'ai pas une vision caricaturale. La gauche a évolué sur un certain nombre de positions, surtout socio-économiques. La droite a évolué, par exemple, sur la question des droits des homosexuels. Rappelons-nous où était l'UMP [l'ancien nom de LR] au moment du débat sur le mariage pour tous, clairement pas du côté de la défense des droits. Donc effectivement, la gauche et la droite, ça bouge.

Mais quand on regarde les logiques de vote, qu'on essaye d'analyser qui vote pour François Fillon, Valérie Pécresse ou LR en général, on observe un vote favorable au libéralisme économique et plutôt conservateur sur les questions sociétales. Cela va être différent pour Marine Le Pen, qui attire d'abord des gens sur la question de l'immigration, mais avec un vote beaucoup plus divers sur les questions socio-économiques : à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), on demande de la protection ; à Fréjus (Var), on demande avant tout moins d'Etat et plus de policiers. Pour le macronisme électoral, ce sont des libéraux libertaires, des gens très favorables au libéralisme économique, mais plutôt ouverts sur les questions de diversité, de droits individuels, de libéralisme culturel.

Plusieurs sondages récents semblent confirmer, par exemple, une demande d'autorité de la part des Français, notamment sur la question du contrôle des flux migratoires...

Non, je déconstruis cette idée. Il est important de poser la question du mode de production des sondages. Cela fait longtemps qu'on mesure le rapport à l'immigration. Par exemple, la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) pose la question du lien entre immigration et insécurité depuis une vingtaine d'années. On sait combien cette question-là aboutit généralement à une majorité d'opinions xénophobes, qui disent : "*Oui, l'immigration est la principale source de l'insécurité*." Mais dans le même temps, on constate que sur le temps long, ces réponses xénophobes diminuent.

Surtout, elles ne racontent qu'une partie de l'histoire. Parce que vous avez d'autres affirmations comme "*Les immigrés devraient être considérés comme chez eux, parce qu'ils contribuent à l'économie française*". C'est approuvé par une majorité des répondants [83% dans le rapport 2022 de la CNCDH], tout comme "*Les enfants d'immigrés sont des enfants comme les autres*". Et la proportion augmente dans le temps. Et n'oublions pas que les sondages ne sont pas des instruments neutres. Typiquement, si je pose la question "*Paye-t-on trop d'impôts ?*", je vais avoir un très grand nombre de "*oui*". Et si je demande "*Faudrait-il augmenter les impôts des plus riches ?*", j'aurai également majoritairement des réponses favorables.

De plus, il y a aussi une pression pour faire baisser les prix des sondages. Les commanditaires n'ont pas conscience que moins ils payent, moins leur échantillon sera bon. On se retrouve avec une explosion des enquêtes par internet, moins chères. Et il faut se poser la question des échantillons : on recrute des volontaires sur les réseaux sociaux, par mails, en leur promettant une forme de rémunération. Cela attire plus de gens qui sont plutôt de droite, voire d'extrême droite.

L'arrivée d'une personnalité de droite comme Michel Barnier à Matignon serait donc en décalage avec les aspirations des Français ?

Il y a un souci avec les conséquences qu'on tire des élections, que ce soit sur la montée en puissance du RN ou sur le fait que la gauche ne soit pas majoritaire. Il y a un vrai décalage, dû à une captation du message des urnes. Dès lors que vous lâchez votre bulletin, votre voix ne vous appartient plus. Du coup, on entre dans une lutte de signification "*par en haut*" de ce que les Français ont voulu dire

à travers leur vote. Quand vous êtes un responsable politique, vous n'en avez plus rien à faire des abstentionnistes, ce qui vous intéresse, ce sont les suffrages exprimés. Et vous faites comme si un suffrage exprimé en votre faveur était un vote pour l'ensemble de ce que vous proposez, de ce que vous êtes, de votre programme. C'est toute l'ambiguïté d'un Emmanuel Macron.

"*Emmanuel Macron est majoritaire en voix en 2022, mais ce n'est pas son programme qui est majoritaire, c'est le fait qu'il ne soit pas Marine Le Pen*." Vincent Tiberj

En 2023, des sondages disent à plus de 70% que les gens sont contre la réforme des retraites, avec des manifestations impressionnantes et régulières. Mais le président répond : "*J'ai été élu sur mon programme*."

Dans la rubrique collaboration de classes.

La politique de la main tendue à Macron ou les mains sales en famille... pendant que Macron tendait la main à l'extrême droite.

J-C - S'ils étaient vraiment de gauche, ils n'auraient jamais tendu la main à Macron, au lieu d'être flattés qu'il ait refusé de répondre à leurs avances, ils en sont indignés, ils se sont encore enfoncés et compromis en tentant de lui forcer la main par écrit cette fois, à croire qu'ils ne pouvaient pas se passer de lui.

Lucie Castets assure que Gabriel Attal est le seul à avoir "*refusé de discuter*" avec elle "*pendant l'été*" - BFMTV 14 septembre 2024

L'ancienne candidate à Matignon désignée par le Nouveau Front populaire Lucie Castets est revenue vendredi 13 septembre sur les discussions survenues pendant l'été entre Emmanuel Macron, alors à la recherche d'un nouveau Premier ministre, et les différentes forces politiques.

"*La seule personne qui a refusé de discuter avec moi au téléphone informellement pendant l'été, c'est Gabriel Attal*", assure Lucie Castets, auprès de journalistes de L'Humanité.

"*C'est important de noter ça. Ce n'est pas contre lui personnellement, c'est simplement que cette main n'a pas été tendue ou que cette main que je tendais n'a pas été accueillie*", a précisé celle qui avait été reçue fin août à l'Élysée par Emmanuel Macron avant d'être écartée.

"*La main ne nous a pas été tendue*" par le président

La candidate malheureuse à Matignon a déploré, en évoquant Gabriel Attal, que l'on accuse le NFP de ne pas avoir été capable de tendre la main à d'autres forces politiques en vue d'entrer dans le gouvernement et de ne pas laisser le RN jouer un rôle d'arbitre.

"*Il est absolument faux de dire que le NFP n'a pas tendu la main, qu'il n'a pas été en mesure de faire des compromis*", martèle-t-elle.

Lucie Castets assure qu'au contraire, son camp n'a cessé de dialoguer avec d'autres forces politiques. "*Dès le premier jour, toutes les interventions que j'ai pu être amenée à donner (...), je l'ai dit, nous*

irons chercher des accords texte par texte, nous construirons ces accords au Parlement", assure-t-elle.

"*On l'a même écrit à l'ensemble des parlementaires de ce pays avec tous les présidents de groupes à l'Assemblée nationale et au Sénat*", rappelle-t-elle.

Comment légitimer un régime antidémocratique en proie à sa plus grave crise depuis 1958 ou voler à son secours ? Mode d'emploi du PCF.

"*Combatifs*" et "*constructifs*": les communistes seuls membres du NFP reçus à Matignon par Michel Barnier - BFMTV 17 septembre 2024

Le patron du PCF, Fabien Roussel, ainsi qu'André Chassaigne et Céline Cukierman, qui président les groupes communistes à l'Assemblée et au Sénat, sont attendus à Matignon sous les coups de 16h30.

J-C - Alors que chacun sait pertinemment à quoi s'attendre ou il n'y a absolument aucune illusion à avoir dans les intentions antisociales ou réactionnaires de Macron et de Barnier, le PCF s'emploie à sa manière à faire croire le contraire tout en jurant que ce n'est pas son intention, bref, on se refait pas !

BFMTV - Au nom d'un état d'esprit "*constructif*" et "*combatif*", exposé par Fabien Roussel ce lundi sur France Inter. "*Moi, j'aimerais bien savoir ce que Michel Barnier a dans le ventre, savoir quelle politique il envisage de mettre en œuvre, avec le soutien de l'extrême droite et les exigences du président de la République*", a expliqué le secrétaire national du PCF, appelant à une "*clarification*". BFMTV 17 septembre 2024

J-C - Barnier, c'est près d'un demi-siècle au service de la réaction et monsieur Roussel se demande ce qu'il "*a dans le ventre*", au moins on sait que lui n'a rien ou plutôt que des saloperies à l'intérieur!

Les limites et contradictions du pouvoir que s'est octroyé le clan de l'oligarchie financière que représente Macron apparaissent au grand jour.

J-C - Les psychopathes et dictateurs fanatiques qui sont à la tête de l'extrême centre (The Economist, Rothschild, Davos, Bilderberg, Rockefeller, etc.) n'entendent pas faire la moindre concession aux conservateurs, mais ils y seront obligés par la force des choses sous peine de perdre le contrôle des institutions qui leur sont dévouées, et d'entraîner une paralysie politique qui serait préjudiciable à leurs intérêts, à l'économie mondiale menacée de toute part par les peuples qui s'impatientent de voir leurs besoins pris en compte, entraînant une crise politique encore plus grave car combinée à une crise sociale aux conséquences imprévisibles. Bref, place à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser ce régime à bout de souffle.

François Bayrou estime qu'un gouvernement majoritairement LR "ne pourrait pas marcher" - BFMTV 15 septembre 2024

Un gouvernement majoritairement Les Républicains ne serait "*ni juste historiquement, ni juste politiquement*", a souligné le président du Modem. Une "*mainmise*" LR sur le gouvernement "*ne pourrait pas marcher*", a-t-il ajouté. "*Ce gouvernement n'aurait aucune espérance de vie*."

Pour François Bayrou, l'urgence est à "*l'union nationale*". Une nécessité alors "*que nous sommes face à un paysage politique éclaté".*

La politique du futur gouvernement devra s'inscrire dans la continuité de celle du précédent gouvernement ou il ne sera pas !

Gouvernement Barnier: pour Marc Fesneau, le groupe LR "*ne peut pas imposer sa politique*" - BFMTV 15 septembre 2024

"*Quand on n'a que 47 députés, on ne peut pas imposer sa politique*", prévient le président du groupe centriste Modem à l'Assemblée Marc Fesneau à l'adresse des Républicains (LR), prêts à entrer au gouvernement de Michel Barnier.

Les LR ont approuvé jeudi le principe d'une participation au gouvernement que doit composer Michel Barnier.

"*Il faut un équilibre gouvernemental qui tienne compte de la réalité de l'Assemblée nationale. Or LR, avec ses 47 députés, est en train de se comporter de la même manière que le Nouveau Front populaire qui, cet été, estimait qu'il pouvait imposer sa politique même s'il ne disposait que de 193 voix*", estime Marc Fesneau dans un entretien accordé à La Tribune Dimanche.

"*Les Républicains doivent être, comme nous tous, lucides et responsables. Ils n'ont pas les moyens de la politique qu'ils appellent de leurs vœux. Si les Français avaient voulu avoir une politique de droite, ils auraient élu 289 députés LR. Force est de constater qu'ils ne l'ont pas fait*", poursuit le député de Loir-et-Cher.

"*Le bloc central, que nous constituons avec Renaissance et Horizons, compte trois fois plus de députés qu'eux*", rappelle le numéro 2 du parti dirigé par François Bayrou.

Michel Barnier a également reçu un soutien appuyé chez Horizons, le parti d'Édouard Philippe. BFMTV 15 septembre 2024

Peu importe, puisque c'est une armée de technocrates pratiquement inamovibles, qui en réalité rédigent leurs textes, leurs discours, remplissent l'essentiel de leurs fonctions.

Gouvernement Barnier : Bayrou « *pour le renouvellement intégral ou quasi intégral* » des ministres - 20 Minutes 15 septembre 2024

« *Je suis pour le renouvellement intégral ou quasi intégral du gouvernement pour qu'on ait une autre approche, une autre sensibilité, d'autres visages* », a déclaré François Bayrou sur BFMTV, à un moment où Michel Barnier multiplie les contacts pour former son exécutif.

« *Le message de cette élection c'est qu'on a besoin de rassembler nos forces pour affronter les défis qui sont devant nous », a-t-il expliqué, écartant « l'hypothèse* » d'un gouvernement dominé par Les Républicains, la famille politique de Michel Barnier. 20 Minutes/AFP 15 septembre 2024

Ouf, 10 mois de gagnés grâce au RN ! Quoique...

En famille. L'extrême droite offre un répit de 10 mois à Macron pour continuer d'appliquer son programme antisocial.

Marine Le Pen dit espérer que "*la mandature soit la plus courte possible*", appelant à une nouvelle dissolution - BFMTV 14 septembre 2024

"*Ça ne peut pas tenir*", a-t-elle développé face aux parlementaires RN à l'Assemblée, en appelant à de "nouvelles élections législatives" lorsque le délai constitutionnel d'un an le permettra.

« *Nous devons rester une opposition constructive dont la seule boussole est l'intérêt du pays et l'intérêt des Français* », a soutenu le président du RN. BFMTV 14 septembre 2024

Quand l'extrême droite se pose en garant de "*la stabilité institutionnelle*".

Jordan Bardella appelle Michel Barnier à ne pas être "*le continuateur*" de la politique d'Emmanuel Macron - BFMTV 16 septembre 2024

Le président du Rassemblement national souhaite un changement visible de politique avec le futur nouveau gouvernement de Michel Barnier. Il réaffirme l'envie du parti de Marine Le Pen de participer à "*la stabilité institutionnelle*".

Preuve de sa future bonne volonté, le chef du RN assure: "*si Monsieur Barnier se fait l'écho des aspirations exprimées par des millions de Français, alors on votera les textes au cas par cas*". BFMTV 16 septembre 2024

Dit autrement : Quand l'extrême droite se pose en sauveur des institutions de la Ve République.

« *Il n'y aura pas de censure automatique* », du gouvernement Barnier, affirme le porte-parole du Rassemblement national, Laurent Jacobelli - Publicsenat.fr 16 septembre 2024

Laurent Jacobelli a qualifié la situation politique actuelle de « *démocratie farfelue* », estimant qu'il faut « *revenir aux règles de la Ve République* ».

Autre étape décisive : le vote du budget. Pour Laurent Jacobelli, « *la probabilité que l'on vote ce budget est quasi*-nulle », en ajoutant que « *si dans le budget, ce qui sera l'étape cruciale, on voit la tentation de la taxe et de l'impôt, la tentation du laxisme […] alors évidemment cela ne sent pas bon pour M. Barnier* », estime Laurent Jacobelli.

Santé.

Les trusts pharmaceutiques sont mafieux et criminels en toute impunité. Nationalisation sans indemnité !

J-C – Ce sont des monstres de cruauté. Ils sont censés être au service de la santé de la population, et au lieu de cela ils l'empoisonnent délibérément. Capitalisme, stop ou encore, telle est la question.

Scandale de la Dépakine : Sanofi savait depuis 2012 que son usine de Mourenx rejetait des substances toxiques - 20minutes.fr 16 septembre 2024

Les charges contre Sanofi dans le dossier de la Dépakine, cet anticonvulsivant qui présente des risques de malformations et de troubles neurodéveloppementaux chez les enfants à naître, n'en finissent pas de s'alourdir. Ce lundi, le journal *Libération* révèle, sur la base du dossier d'enquête judiciaire, que le groupe pharmaceutique savait depuis 2012 que les rejets de bromopropane (un des principes actifs de la Dépakine) de son usine de Mourenx, dans les Pyrénées-Atlantiques, étaient dangereux. Mais, il faudra attendre six ans pour que les rejets soient signalés auprès de la Dreal.

Des riverains de l'usine mais aussi une fédération d'associations environnementales (Sepanso) et la CGT des industries chimiques de Mourenx sont parties civiles.

Les responsables du site « *auraient ainsi sciemment occulté leur existence aux services de l'Etat jusqu'en mars 2018, n'hésitant pas à modifier des rapports, à cacher des données ou à mentir au moment des inspections* », peut-on lire dans l'article.

Sous prétexte que les mesures « *n'ont pas été réalisées dans le cadre des normes et des* réglementations », des données ont été modifiées avant d'être transmises à la Dreal. « *Au plus haut, les émissions de bromopropane ont même atteint les 380 grammes par mètre cube, soit 190.000 fois plus que la limite autorisée. C'était en mars 2018* », pointe *Libération*.

Et lors de leurs interrogatoires par les enquêteurs, les différentes responsables de Sanofi admettent qu'ils connaissaient alors la dangerosité de l'exposition, notamment au bromopropane et toluène qui sont des CMR, c'est-à-dire des substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques.

Supers médecins : insensibles au covid et indemnes des potentiels effets secondaires des vaccins par Gérard Maudrux 11 septembre 2024

Extraits.

- ...les médecins de France n'ont connu ni mortalité liée à la maladie, ni surmortalité post-covid, c'est même le contraire alors qu'ils auraient dû payer un plus lourd tribut. Soit ce sont des surhommes (et femmes), soit ils ont été bien traités.

Voici la mortalité des médecins cotisants, au nombre de 124 433 au 1 juillet 2023, population non négligeable et statistiquement significative. On constate au vu des 4 années pré-covid et des 4

années post covid que l'épidémie n'a eu strictement aucune incidence, avec même baisse moyenne des décès de 10 % (...)

Aucun décès supplémentaire pour 2021, (toujours dans la moyenne des 5 années précédentes), alors que de juillet 2020 à juillet 2021 la France a comptabilisé 6 fois plus de décès covid qu'au cours du premier semestre 2020.

Au total, au 30 juin 2023, la France aura comptabilisé 168 000 décès mention covid (source Santé Publique France) pour une population de 52 millions de plus de 40 ans, soit 0,3 %. Ce taux appliqué à la population médicale active aurait dû donner 372 décès, or l'analyse des décès sur cette période ne montre pas de surmortalité. Pire la population médicale est dans une tranche d'âge où la mortalité en population générale se situe plus à 0,4-0,5 %. 7 % des actifs ont plus de 70 ans, 30 % entre 60 et 70 ans, et 25 % de 50 à 60 ans, soit près des 2/3 ont plus de 50 ans (62 %).

Les médecins ne connaissent pas non plus de surmortalité post covid ces trois dernières années. Au contraire, il y a baisse de la mortalité globale de 11 % (166 décès en moyenne pour 2021-2023, contre 187 décès en moyenne pour 2016-2020).

D'autres éléments sont à préciser :

Y a-t-il baisse de la population médicale pouvant expliquer en partie une baisse de la mortalité ? Non. 123 144 cotisants en 2016, 124 433 en 2023.

Y a-t-il un rajeunissement des médecins pouvant expliquer en partie une baisse de la mortalité ? Non. Âge moyen des décès en 2016 : 60,4 ans, 2023 : 61,2 ans. Par contre âge moyen des cotisants en 2020 : 53 ans, en 2023 : 51,5 ans.

Précisons également que ces chiffres concernent les médecins actifs cotisants. Les médecins retraités actifs ne sont pas dans cette cohorte, et nous n'avons malheureusement pas le décompte des décès dans cette catégorie. Il y a juste en 2020 que la CARMF signale en fin de période (juin 2020) 3 décès covid pour 12 598 retraités en activité, soit 0,024 % de décès pour un âge moyen de près de 71 ans, soit encore 30 fois moins pour la tranche d'âge équivalente dans la population nationale. En 2023 il y avait 13 074 médecins en cumul retraite/activité (âge moyen 71,7 ans).

Les médecins retraités ont-ils été autant touchés que la population générale ? Non. De 1 502 décès sur 62 490 retraités en 2016, soit 2,4 %, on passe à 2 052 décès en 2023 sur 89 361 retraités, soit 2,3 %. Moyenne 2016-20219 = 2,4 % ; moyenne 2020-2023 = 2,4 %. Âge moyen des retraités : 73,3 ans en 2016, 74,3 ans en 2023. Âge moyen au décès des retraités : 83,5 ans en 2016, 84 ans en 2023. Les médecins retraités vivent plus vieux, meurent plus tard, la dernière crise n'a eu aucune incidence sur cette population.

Non les médecins ne sont pas des surhommes, ce sont des gens comme vous et moi, ni plus solides, ni plus fragiles. Pour expliquer pourquoi les médecins ont eu 10 à 20 fois moins de décès que prévu, arrêtons de nous voiler la face, regardons les choses en face et cessons toute hypocrisie. Nous savons ce qu'ont fait les médecins : ils ne se sont pas laissés mourir sans traitement, ils ne sont pas bêtes et ne sont pas non plus des anges.

Croyez-vous vraiment qu'en cas d'infection, ils n'ont rien pris sinon du Doliprane, attendant d'appeler le Samu quand cela allait mal, et qu'ils ont demandé à un collègue de les mettre au Rivotril sans rien essayer avant si cela tournait mal ? Soyons sérieux. Chacun y est allé de sa petite recette et il est regrettable que les autorités aient volontairement empêché que l'on sache qui a pris

quoi, afin que la population ne puisse bénéficier d'aucun traitement possiblement efficace. On s'en doutait à la lecture du livre d'Agnès Buzyn, mais Patrick Pelloux a été très clair : ils ont tous pris de l'hydroxychloroquine.

Je ne dis pas qu'ils ont fait semblant de se vacciner, et si c'est le cas combien l'ont fait, personne n'en sait rien et n'en saura rien, je constate simplement que, le cas échéant, ils étaient les mieux placés pour le faire. Après chacun peut penser ce qu'il veut.

Ils étaient aussi les mieux placés pour savoir qu'il y avait des risques. (...)

C'est la preuve que les médecins savaient dès les premières semaines ce qu'ils injectaient aux patients, n'en voulant pas pour eux-mêmes. Les vaccins refusés par les médecins (AstraZeneca), car présentant des risques, ont donc été réservés aux patients. Tout ceci organisé par les garants et la police de l'éthique médicale : l'Ordre des médecins, l'ARS, et semble-t-il sur intervention d'Olivier Véran, cité dans le mail de l'Ordre, pour inverser les vaccins.

Pour ces vaccins, ils savaient qu'il y avait des risques, ont-ils tous pris ces risques ? Cela ne se voit pas dans les chiffres, ou alors c'est qu'il n'y avait strictement aucun risque. Mais alors, quelle est donc cette nouvelle épidémie masquée, responsable de surmortalité et de sous-natalité, dont la profession médicale est naturellement protégée ?

À vous de vous faire votre propre opinion, tous les chiffres sont disponibles, vérifiables ICI. Ils démontrent que sur une population âgée de 210 000 personnes (actifs + retraités), avec 4 ans de recul, le covid traité n'est pas plus méchant qu'une bonne grippe.

https://www.covid-factuel.fr/2024/09/11/supers-medecins-insensibles-au-covid-et-indemnes-des-potentiels-effets-secondaires-des-vaccins/

J-C - Rappel, il avait mentionné que c'était un adepte de la vaccination contre la grippe, y compris les enfants, donc au-delà de sa position sur le covid-19, il est recommandé de se méfier de ce qu'il raconte, et en politique, c'est pire évidemment, une partie de son blog y est consacré, il aurait mieux fait de s'abstenir !

Causerie du 4 janvier 2022

- Sans surprise, le blog du Dr. Maudrux vient de publier un article qui tue son auteur *Les mesures gouvernementales sont-elles sanitaires ou vaccinales ?* alors que chacun sait qu'elles sont politiques.

La preuve, le premier paragraphe de l'article qu'il avait publié dans son blog le 31 janvier 2017 :

Dr. Maudrux - Quelle différence entre socialisme et capitalisme ? L'un fait passer la distribution avant la création de richesse et la méprise, résultat il y a de moins en moins à distribuer. L'autre fait passer la création de richesse en premier, pour pouvoir distribuer, mais ne le fait pas très bien.

J-C - Vous aurez compris, vaut mieux encore le capitalisme à condition qu'il soit compatible avec une meilleure répartition des richesses, autrement dit qu'il cesse d'être capitaliste ou devienne socialiste!

Ce médecin a certes des qualités qu'on n'a pas hésité à mettre en avant, tout comme le Pr. Raoult ou Perronne et bien d'autres, mais il est aussi en proie à des contradictions qu'il n'a pas le courage ou la volonté d'affronter jusqu'au bout, sinon il en arriverait à la conclusion que le capitalisme doit disparaître.

Je crois que quelque part ils ont mauvaise conscience, et sur le tard, pas tous mais certains, s'aperçoivent qu'ils ont entretenu des illusions dans le régime ou ils lui ont prêté à tort des vertus qu'il n'avait pas durant pratiquement toute leur vie, et s'il est difficile de l'admettre, même quand ils ne sont plus officiellement en service, en tirer toutes les conclusions qui s'imposent est au-dessus de leurs forces.

Cela vaut pour les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui ne supportent plus l'orientation politique ultra réactionnaire adoptée par Macron, mais pas au point de rompre avec le régime, avec le capitalisme et ses institutions, tout du moins pas encore, et si la plupart n'y parviendront jamais, reconnaissons leur le mérite d'avoir tout du moins essayer et d'avoir lutté courageusement contre la dictature sanitaire, et ainsi sauvé la vie à des centaines de milliers de travailleurs. Ceux qui les ignorent, qui les diffament ou qui les méprisent, sont des abrutis ou des ordures corrompus.

D'où vient cette campagne contre les antibiotiques susceptibles de s'attaquer à moindre coût à certaines maladies auto-immunes ?

J-C - Vous avez à l'esprit qu'ils sont généralement animés d'intentions malveillantes envers la population, que sa santé ou la soigner dans les meilleures conditions ne font pas partie de leurs préoccupations mercantiles et criminelles. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'en prennent aux antibiotiques, il se trouve qu'un antibiotique s'est montré particulièrement efficace dans la lutte contre le covid-19, l'azithromycine, et ce médicament est cité dans plusieurs essais thérapeutiques consacrés à certains cancers.

C'est un aspect de la question mais pas le seul. La surconsommation d'antibiotiques pourrait avoir des effets négatifs sur le long terme, mais cela concernerait essentiellement les populations occidentales qui se gavent de médicaments à longueur de temps parce qu'elles en ont les moyens, et non les populations pauvres du reste du monde.

C'est ce qui explique pourquoi "*les décès d'adultes de 70 ans ou plus ont bondi de plus de 80 %*", car cela concerne les pays occidentaux avec le Japon dont la proportion de personnes âgées est importante, et non l'Afrique ou le reste du monde. D'ailleurs ils le confirment, lorsqu'ils affirment qu'"*une amélioration du traitement des infections et de l'accès aux antibiotiques pourrait ainsi éviter 92 millions de morts dans le monde de 2025 à 2050, notamment en Asie du sud et en Afrique subsaharienne*.", mieux cela montre que les antibiotiques peuvent sauver des vies dès lors que les populations y ont accès ou elles disposent de meilleures conditions d'existence.

Cela dit, dans bien des cas on peut très bien s'en passer, tout dépend de la gravité de l'infection à traiter et de l'environnement dans lequel se trouvent les patients, ainsi que leur niveau de conscience. Personnellement j'évite d'en prendre, je préfère le repos et les vitamines et quelques oligo-éléments, j'y recours en dernier lieu si nécessaire, comme toute la pharmacopée allopathique, quand j'ai tout essayé et que rien n'a fonctionné, ce qui est extrêmement rare.

L'ivermectine semble faire des miracles en matière d'immunité naturelle, antiparasitaire ou vermifuge, entre autres, en fait cette molécule est efficace contre un tas d'infections, l'hydroxychloroquine aussi. Je prends de l'ivermectine une fois par an et je n'ai pas essayé l'hydroxychloroquine. Côté vitamine D, je ne risque pas d'en manquer puisqu'on bénéficie d'un ensoleillement pratiquement toute l'année, et s'agissant de la vitamine C, je bois des jus de fruits tous les jours, je mange des bananes parce que c'est bon marché, etc. bref, je me soigne comme il faut !

Santé publique : La résistante aux antibiotiques pourrait faire 39 millions de morts d'ici 2050 - 20 Minutes/AFP 17 septembre 2024

Plus de 39 millions de personnes dans le monde pourraient mourir directement d'infections résistantes à ce type de médicaments ces 25 prochaines années, selon une étude publiée ce mardi dans *The Lancet*. Les chercheurs jugent toutefois encore possible d'éviter ce scénario noir.

Déjà reconnue comme un défi sanitaire majeur, il est attendu que la résistance aux antibiotiques - lorsque des bactéries ou d'autres agents pathogènes subissent des modifications les empêchant de réagir aux traitements antimicrobiens- va s'aggraver. Et pour la première fois, cette étude évalue l'impact de l'antibiorésistance à travers le temps et tente d'en estimer l'évolution.

De 1990 à 2021, plus d'un million de personnes par an dans le monde ont succombé directement par antibiorésistance, selon ses auteurs. (Pendant qu'il y en a sans doute autant ou beaucoup plus qui meurent chaque année parce qu'ils n'ont pas eu accès à des antibiotiques ou des médecins ont refusé de leur en prescrire. Chut !

En admettant que leurs chiffres ne soient pas trafiqués, car on se demande comment ils peuvent être aussi affirmatifs, sachant que les diagnostics des médecins ne sont pas forcément fiables. Et puis faudrait-il qu'ils aient prescrit un antibiotique correspondant à une affection particulièrement, étant donné qu'ils n'agissent pas de la même manière, ce que certains médecins ignorent ou se moquent parfois. – J-C)

Sur ces trois décennies, les décès d'enfants de moins de cinq ans directement causés par une résistance aux antibiotiques ont chuté de plus de 50 %, la prévention et le contrôle des infections s'étant améliorés chez les nourrissons et les jeunes enfants. Moins fréquentes chez ces enfants, les infections sont cependant devenues plus difficiles à traiter lorsqu'elles surviennent.

Parallèlement, les décès d'adultes de 70 ans ou plus ont bondi de plus de 80 % sur la période, avec le vieillissement rapide des populations et la plus grande vulnérabilité des personnes âgées aux infections.

Et les prochaines décennies, les décès liés à la résistance aux antibiotiques vont encore s'accroître. Le nombre de victimes directes pourrait atteindre 1,91 million par an dans le monde d'ici 2050, un bond de plus de 67 % comparé à 2021, selon les modélisations faites par les chercheurs. D'ici la moitié de ce siècle, l'antibiorésistance jouerait plus largement un rôle dans 8,22 millions de décès chaque année, soit une hausse de 74,5 % par rapport à 2021.

Au total, entre 2025 et 2050, l'antibiorésistance pourrait causer directement plus de 39 millions de morts dans le monde et serait associée à 169 millions de décès, estiment les scientifiques.

Mais des scénarios moins pessimistes sont envisageables. Une amélioration du traitement des infections et de l'accès aux antibiotiques pourrait ainsi éviter 92 millions de morts dans le monde de 2025 à 2050, notamment en Asie du sud et en Afrique subsaharienne.

Lutte contre le wokisme et le transgenrisme.

- Le modèle «*affirmatif*» du transgenrisme enfin abandonné en Grande-Bretagne suite au rapport Cass

Pendant deux décennies, il suffisait qu'un mineur anglais se dise d'un genre différent de son sexe biologique pour que la clinique Tavistock lui prescrive des bloqueurs de puberté et/ou lui inflige des mutilations génitales, tandis que ceux qui trouvaient cette pratique dangereuse étaient poursuivis pour transphobie.

En Grande-Bretagne, les graves conséquences de cette politique ont été révélées par la plainte de Keira Bell en justice, médiatisées par des journalistes courageux et parfaitement analysées dans l'étude du docteur Cass réalisée à la demande du service national de santé (NHS). Depuis, le NHS met en application les mesures qu'elle préconisait et qui méritent d'être rappelées.

https://docteur.nicoledelepine.fr/le-modele-affirmatif-du-transgenrisme-enfin-abandonne-en-grande-bretagne-suite-au-rapport-cass/

Russie.

Russie: Vladimir Poutine ordonne une forte augmentation des effectifs de l'armée - RFI 16 septembre 2024

Pour la troisième fois depuis le début de la guerre en Ukraine, le chef de l'État russe a ordonné une forte augmentation des effectifs de l'armée. À compter du 1er décembre 2024, l'effectif total doit être porté à 2 millions 389 000 personnes, soit une augmentation de 180 000 personnes. Août 2022, décembre 2023 et septembre 2024 : ces trois décrets présidentiels portent l'augmentation cumulée à 500 000 hommes.

« *La Russie va devenir la deuxième armée au monde en termes d'effectifs* », titre le média en ligne Lenta. Celui-ci s'appuie pour ce calcul sur les données du portail Globalfirepower. Après l'entrée en vigueur du décret présidentiel, les effectifs de l'armée russe devraient, selon ce site, dépasser ceux de l'Inde et des États-Unis, se plaçant tout juste derrière la Chine qui revendique un peu plus de 2 millions de soldats.

Où le ministère de la Défense va-t-il trouver ces effectifs ? Pas via les conscrits ou une nouvelle mobilisation, promet-il. Le pouvoir ne veut toujours pas prendre le risque de braquer sa population.

L'armée promet donc de continuer à recourir aux volontaires sous contrat. Les primes et les salaires ont explosé cet été, mais peu importe le prix. Vladimir Poutine « *charge le gouvernement russe de fournir au ministère de la Défense les fonds nécessaires à la mise en œuvre* » de son décret. Ce qui compte, encore et toujours, c'est la mère de toutes les batailles, la guerre en Ukraine.

Le président du Comité de la défense de la Douma, Andrei Kartapolov, a lui précisé : « *Cela est dû principalement au fait que la situation change autour de nos frontières. La Finlande a adhéré à l'Otan. Il est nécessaire de former de nouvelles formations d'unités militaires, cela nécessite des effectifs.* »

Japon.

Japon: le nombre de personnes âgées atteint un nouveau record - AFP 16 septembre 2024

Quelque 36,25 millions de Japonais ont 65 ans et plus en 2024, représentant 29,3% de la population, de nouveaux records, selon des données publiées par le ministère des Affaires intérieures et des Communications.

Avec un tel pourcentage, le Japon arrive en tête sur une liste de 200 pays et régions, suivie de l'île française de Martinique (25,3% de la population), de Porto Rico (24,7%) et de l'Italie (24,6%), a précisé le ministère dimanche.

En 2023, la population japonaise a diminué de 595.000 personnes par rapport à 2022, atteignant désormais 124 millions d'habitants, selon les nouveaux chiffres.

La crise démographique a des implications importantes: l'augmentation du nombre de personnes âgées entraîne une hausse des coûts médicaux et sociaux ainsi qu'une diminution de la main-d'œuvre qui cotise.

Autre record, 9,14 millions de personnes âgées travaillaient en 2023, soit 13,5% d'entre eux. Elles représentaient une personne sur sept parmi les actifs.

Inde.

Inde : pression américaine pour interdire le média russe RT - RT 15 septembre 2024

Alors que les États-Unis intensifient leurs efforts pour interdire la diffusion de RT à l'échelle mondiale, ils ont appelé l'Inde à se joindre à cette initiative. Cependant, des responsables indiens ont déclaré que cette question n'était pas pertinente pour le pays.

Les États-Unis ont appelé l'Inde à interdire RT. L'appel fait suite à une série de sanctions américaines contre des médias et des journalistes russes.

La diplomatie indienne n'a pas communiqué de réponse officielle quant à la demande des États-Unis concernant RT. D'après le média local *The Hindu*, les responsables gouvernementaux ont indiqué que les sanctions unilatérales imposées par un autre pays n'affectent pas nécessairement les décisions politiques de l'Inde.

Un porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères a précisé que «*la question ne concernait pas l'Inde*» et a souligné que son pays ne soutenait pas les sanctions unilatérales non approuvées par

les Nations Unies. Cette position reflète l'engagement de l'Inde envers une politique étrangère indépendante malgré les pressions internationales.

L'ancien ambassadeur indien Kanwal Sibal a critiqué les actions américaines, les qualifiant de «*double standard*» des pays occidentaux. Le diplomate a souligné que les tentatives de restriction et de censure des médias russes sont contraires au soutien américain à la liberté d'expression. «*Cette démarche sera perçue comme un double standard par les pays du Sud. L'Inde ne cédera évidemment pas à une telle pression américaine.*» RT 15 septembre 2024

J-C – Pas de commentaire, je me connecte à RT tous les jours. Comment, vous n'attaquez pas le gouvernement Modi d'extrême droite ? Pourquoi, je devrais, il me semble que le moment est mal choisi, non ? C'est ce qui me distingue du gauchiste ou de l'opportuniste soi-disant de gauche en mal de reconnaissance ou de bonne conscience, et pour cause.

Je ne suis un agent ni de Washington ni de Moscou ni de Pékin ni de Delhi ! Ni de Paris, j'allais oublier, c'est si loin d'ici et si insignifiant ! C'est un truc que les dogmatiques n'arrivent pas à comprendre, ils se disent marxistes mais raisonnent en vulgaire métaphysiciens.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 20 septembre 2024

Je voulais démontrer aux lecteurs de ce blog que je suis aussi capable de suivre l'actualité politique française comme n'importe quel dirigeant du mouvement ouvrier, ce que je ne prétendrais jamais être du reste, c'était juste pour dire.

A vous de juger si mes analyses sont correctes ou laissent à désirer. En s'en tenant aux faits, c'est aussi facile que pour analyser la situation dans n'importe quel pays ou se prononcer sur n'importe quel sujet, du moment qu'on dispose des données suffisantes et des sources fiables, le matérialisme dialectique fait le reste mieux que l'I.A. ou si vous préférez, c'est mon I.A. et elle, elle est fiable et bien intentionné !

Quand le pouvoir se fait mafieux, népotiste, corrompu…

- Au Japon, révélations embarrassantes sur les relations entre Shinzo Abe et la secte Moon - Courrier International 17 septembre 2024

- McKinsey : « *Cash Investigation* » pointe le « *Chicxulu*b » autour de Macron en 2017, de quoi s'agit-il ?- Le HuffPost 17 septembre 2024 à

- « *Les Ogres* » : la gauche accuse Aurore Bergé d'avoir protégé les lobbys des crèches privées - Le HuffPost 17 septembre 2024

Mystification, supercherie et instrumentalisation grotesque du climat.

Marguerite, arrête de roter et soit "*révolutionnaire*"!

J-C – Je crois me souvenir que Marguerite était le nom que Fernandel avait donné à sa vache dans le film *La vache et le prisonnier*, c'était aussi le prénom de feu ma grand-mère paternelle qui ne rotait pas, mais n'arrêtait pas de péter, qui pour cette raison serait visée par ces scélérats !

Normandie : « *Une vraie révolution…* » Comment des chercheurs tentent de façonner des vaches moins polluantes - 20minutes.fr/AFP 17 septembre 2024

Une vache plus petite, nourrie principalement à l'herbe, et surtout moins polluante, qui rejettent moins de méthane que leurs congénères… Car, rappelons-le, les bovins sont les plus gros contributeurs à l'empreinte carbone de l'élevage, lui-même à l'origine de 12 % des émissions de gaz à effet de serre attribuées à l'activité humaine, selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture FAO. Or, ces émissions risquent de s'accroître avec l'augmentation de la population mondiale et de la demande de viande et de lait.

Tout est évalué, y compris les rots chargés de méthane, au pouvoir très réchauffant. Les chercheurs sont en effet parvenus à identifier les caractéristiques génétiques des bovins qui rejettent moins de méthane que leurs congénères. L'idée ? Ce potentiel étant inscrit dans leurs gènes, il peut être transmis à leur descendance. 20minutes.fr/AFP 17 septembre 2024

J-C – Pourvu que ces « *chercheurs* » n'en aient pas !

L'UE des GAFAM.

Concurrence : Google voit son amende de 1,5 milliard d'euros annulée par la justice de l'Union Européenne - 20minutes.fr/AFP 18 septembre 2024

Pari gagnant pour Google, qui a vu la justice européenne annuler, mercredi 18 septembre 2024, l'amende de 1,5 milliard d'euros qui lui avait été infligée par Bruxelles, en 2019, pour « *abus de position dominante dans la publicité en ligne* ».

Le Tribunal de l'UE, qui se prononce en première instance, annonce qu'il « *annule la décision de la Commission dans son intégralité* », estimant que l'exécutif européen a « *commis des erreurs* » dans son appréciation. La Commission européenne aura toutefois la possibilité de faire appel de cette décision. 20minutes.fr/AFP 18 septembre 2024

Totalitarisme des GAFAM. Censure des réseaux dits sociaux au nom de la liberté d'expression.

Meta bannit les médias d'État russes sur ses plateformes pour contrer les ingérences étrangères - Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Les médias publics russes ne peuvent plus accéder aux plateformes du groupe Meta. « *Rossia Segodnia, Russia Today et d'autres entités apparentées sont désormais bannies de nos applications en raison de leurs activités d'ingérence étrangère* », affirme la société gérée par Mark Zuckerberg.

L'interdiction de Meta intervient quelques jours après que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a dénoncé les activités de déstabilisation du groupe russe Rossia Segodnia, auquel appartient RT.

Quatre jours après l'invasion en Ukraine, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, avait interdit sa diffusion dans l'Union européenne avec Sputnik, une agence de presse financée par la Russie. Le Kremlin avait lui exclu Facebook et Instagram en 2022 après une décision du tribunal qualifiant Meta d'extrémiste. Plus récemment, en juin, il a bloqué 81 médias européens. Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Les Etats n'ont pas d'amis, que des intérêts ou quand von der Leyen se prend pour le führer de l'Allemagne!

Fustigeant une «*gouvernance douteuse*», Thierry Breton claque la porte de la Commission von der Leyen - RT 16 sept. 2024,

C'est dans une lettre publiée ce 16 septembre sur les réseaux sociaux que le désormais ancien Commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton a annoncé avec fracas son départ de la Commission européenne. Une démission avec «*effet immédiat*» qui fait suite à de vifs désaccords avec la présidente allemande de la Commission, Ursula von der Leyen.

J-C - Cela ne nous dit pas pourquoi ! Alors allons voir quelle était l'origine de la polémique qui avait éclaté mi-avril suite à l'attribution d'un poste clé à l'eurodéputé allemand Markus Pieper, un proche de Ursula von der Leyen et également issu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

Publicsenat.fr - Ce psychodrame au cœur du pouvoir européen, n'arrive pas à n'importe quel moment, c'est le programme des cinq prochaines années qui se joue. En témoigne la contribution récente de l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. « Il y a beaucoup de cohérence entre ce qu'avait poussé Thierry Breton pour investir dans la défense et le rapport de Mario Draghi, qui comprend notamment un appel à un emprunt en commun pour investir dans l'industrie européenne, dont la défense. Le rapport Draghi apportait pas mal de crédit à la ligne Breton », rappelle la chercheuse Elvire Fabry. L'éviction de Thierry Breton « *ne préjuge pas de la suite, mais ce n'est pas très positif. Du côté allemand, l'opposition à un nouvel emprunt commun reste très forte* », ajoute-t-elle. Publicsenat.fr 16 septembre 2024

J-C - On a compris que les Allemands voulaient bien tirer profit de l'industrie européenne, à condition de ne pas en partager le coût ou le faire porter aux autres Etats de l'UE.

Quand Barnier relayé au rang de pousse-mégot a « *les boules* » !

closermag.fr - Comme l'a indiqué *Le Parisien* ce lundi 16 septembre, le nouveau Premier ministre n'aurait rien pu dire concernant la nomination de Stéphane Séjourné.

Le journal indique que Macron ne s'est entretenu avec personne. "*Manière de rappeler que sur les dossiers européens, le chef de l'État entend bien garder la main*", peut-on lire. De quoi faire réagir Michel Barnier puisque, fraîchement nommé Premier ministre, il n'aurait pas eu son mot à dire. "*Le message, c'est : 'Ça, ça ne vous regarde pas. C'est un choix souverain du président'*", rapporte un proche du gouvernement qui précise que, à Matignon, l'ambiance était tendue : "*Ils avaient les boules que ce soit Séjourné*". closermag.fr 17 septembre 2024

Quel bonheur de vivre dans un monde aussi injuste et cruel !

Le capitalisme, c'est la pauvreté et la précarité partagées par le plus grand nombre.

3,8 milliards de personnes vivent sans couverture sociale - Le Point.fr 18 septembre 2024

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail, plus de la moitié de la population mondiale (52,4 %) percevait en 2023 au moins une prestation de protection sociale, contre seulement 42,8 % en 2015. Cela signifie a contrario que 3,8 milliards de personnes ne bénéficient toujours pas d'une forme de couverture sociale.

Des évolutions divergentes sont observées selon les niveaux de richesse. Alors que les pays à revenu élevé se rapprochent d'une couverture sociale universelle (85,9 %) et que les pays à revenu intermédiaire supérieur (71,2 %) ainsi que les pays à revenu intermédiaire inférieur (32,4 %) enregistrent des progrès notables, les taux de couverture dans les pays à faible revenu restent très bas (9,7 %) et stagnent.

En moyenne, les pays consacrent 12,9 % de leur PIB à la protection sociale (hors dépenses de santé). Ce pourcentage atteint 16,2 % dans les pays à revenu élevé, mais il n'est que de 0,8 % pour les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C)

Dans le détail, 28,2 % des enfants âgés de 0 à 15 ans bénéficiaient en 2023 d'allocations famille ou enfants, contre 22,1 % en 2015. Cette proportion monte à 80,5 % dans les pays à revenu élevé mais tombe à 8,7 % dans les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C) Plus d'un tiers (36,4 %) des femmes ayant des nouveau-nés dans le monde perçoivent désormais des prestations de maternité en espèces, contre 29,6 % en 2015 (69 % dans les pays à revenu élevé, 2,6 % dans les pays à faible revenu). (0% en Inde - J-C)

Par ailleurs, 37,4 % des salariés bénéficient d'une protection contre les accidents du travail (85,1 % dans les pays à revenu élevé, 9,3 % dans les pays à faible revenu), tandis que 38,9 % des personnes avec un handicap lourd perçoivent une prestation d'invalidité (85,6 % dans les pays à revenu élevé, 3,3 % dans les pays à faible revenu). (0% en Inde - J-C) Au total, 146 millions de personnes en situation de handicap lourd ne bénéficient d'aucune couverture sociale. (En réalité énormément plus. J-C)

Enfin, 16,7 % des personnes au chômage dans le monde reçoivent des prestations de chômage en espèces (0,2 % dans les pays à faible revenu), alors que 79,6 % des gens ayant atteint l'âge de la retraite touchent une pension, contre 74,1 % en 2015. Cette proportion est de 96,8 % dans les pays à revenu élevé mais n'est que de 12,9 % dans les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C) Ainsi, ce sont plus de 165 millions de personnes ayant atteint l'âge légal de la retraite qui ne perçoivent aucune pension. (En réalité énormément plus. J-C)

J-C – Et ce qui n'est jamais abordé ici, c'est que ceux qui s'en sortent tant bien que mal ou mieux que les autres, je ne parle pas des capitalistes, c'est au prix de lourds sacrifices et humiliations, frustrations qu'ils partagent avec les pauvres, qui à l'arrivée peut les faire basculer dans le camp du socialisme, espérons-le !

Terminées les illusions prometteuses dans le télétravail.

C'était juste une lubie d'idéologues ou un moment d'égarement d'acteurs économiques distraient ou coupés de la réalité.

Amazon veut mettre fin au télétravail et exige un retour à temps plein au bureau de ses employés - franceinfo/AFP 17/09/2024

A partir du 2 janvier, les employés des services administratifs du géant américain ne pourront plus télétravailler.

Le patron du conglomérat américain Amazon a prévenu lundi 16 septembre les employés de ses services administratifs qu'ils devraient retourner à plein temps au bureau, comme avant la pandémie de Covid-19. A partir du 2 janvier, ils ne pourront plus télétravailler. La pandémie avait ouvert la porte au travail à domicile, mais Amazon rencontrait des difficultés à faire reprendre à ses salariés le chemin du bureau à temps plein, une fois la situation sanitaire redevenue normale.

Le géant américain avait déjà exigé en février 2023 une présence trois jours par semaine. *"En observant ces cinq dernières années, nous continuons de penser que les avantages d'être tous ensemble au bureau sont importants"*, a expliqué dans un message interne Andy Jassy, le PDG du groupe.

"Nous constatons qu'il est plus aisé pour nos employés d'apprendre, de concevoir, de se former et de renforcer notre culture ; collaborer, échanger et inventer sont plus simples et plus efficaces ; enseigner et apprendre les uns des autres est plus facile ; et les équipes ont tendance à être mieux connectées les unes aux autres", a-t-il justifié. franceinfo/AFP 17/09/2024

Mon commentaire publié dans le blog Le Grand Soir.

Au passage, je remercie encore les administrateurs de ce blog réellement démocratique, c'est si rare, de laisser les lecteurs s'exprimer librement, un peu trop longuement parfois, je m'en excuse, mais comment faire autrement, on n'est pas sur X ici, c'est plus sérieux !

- Réponse à @Julie ou plutôt aux lecteurs du GS.

- *Que pourrait être une science non déterministe ?*

Une non-science, même la physique quantique en convient : « *Dieu ne joue pas aux dés* » (Albert Einstein), désolé. Voilà qui devrait plaire à @François Jacques, moins à Julie, elle doit être mauvaise joueuse ! On se marre bien tout de même.

Julie, j'entends bien, je serais une sorte de fossile "*perdu vivant (...) dans quelque forêt dense de l'Inde mystérieuse*" au XIXe siècle, en compagnie d'un infortuné penseur (Marx) qui se serait efforcé "*de développer une science encore balbutiante"*, et qui aurait échoué en se réfugiant dans le déterminisme, théorie chère aux libertariens et aux nihilistes en général connus pour être des antisocialistes forcenés, qui ont entre autres entrepris au nom du "*libre arbitre*", le leur exclusivement, et non du doute cher à tous les chercheurs ou scientifiques, il faut préciser, de discréditer tous les philosophes, penseurs et scientifiques du passé qui avaient entrepris de donner une base scientifique à leurs travaux en adoptant le déterminisme, notons au passage que ce rapport de cause à effet correspond à la notion de karma dans l'hindouisme.

Je n'avais jamais réfléchi à cette question sous cet angle, car je considérais que la chose était entendue, force est de constater que ce n'est pas le cas de tout le monde au GS. Ce qui est intéressant, c'est que dans la page que consacre *Wikipédia* au déterminisme, ne figure aucune référence à Marx ou au marxisme, qui recourt au mode de penser matérialiste dialectique par nature déterministe puisqu'il repose essentiellement sur les faits, si je ne dis pas de bêtise.

Je conseille aux lecteurs de lire attentivement cette page qui pour une fois n'est pas trop mal faite, rassurez-vous, il n'y a rien de compromettant là-dedans, mieux, vous serez en compagnie d'illustres penseurs (Freud, Darwin, Durkheim, Einstein, etc.), et vous vous apercevrez qu'en remettant en cause le déterminisme, ses détracteurs s'en prennent non seulement aux connaissances acquises tout au long du développement des sciences au cours des derniers siècles, mais à l'existence de ces sciences elles-mêmes. Vous noterez au cours de cette lecture, que certains philosophes (Leibniz, par exemple) y feront des emprunts, et ils s'en écarteront au profit de la contingence, quand ils ne trouveront pas de réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posaient, ce qui par ailleurs ne remettait pas en cause le déterminisme. Vous remarquerez également que le déterminisme n'exclut pas le doute, puisque personne n'est censé connaître les réponses aux questions qu'il ne s'est pas encore posé, cela peut paraître idiot, mais ce n'est pas moi qui ai abordé ce sujet de cette manière-là.

Il faut bien comprendre que lorsqu'on prétend que l'origine d'un phénomène est hors de portée de la connaissance humaine, cela signifie qu'on serait condamné à le subir indéfiniment, puisque ce postulat implique que toute tentative de s'attaquer à ses conséquences seront inutiles ou vaines, vous retrouvez là le prétexte avancé ou le procédé employé par ceux qui rejettent le marxisme et le socialisme. Ici on fait de la politique, n'est-ce pas?

Cet état d'esprit est a scientifique, car développer un état d'esprit scientifique implique de s'atteler au rapport de cause à effet ou de rechercher l'origine d'un phénomène ou d'un évènement pour en déterminer la nature et toutes ses implications présentes et à venir, déterminer en quoi et pourquoi il est différent des autres, pour pouvoir le caractériser, le classifier, l'étudier ou l'analyser sérieusement et en tirer des conclusions théoriques et pratiques, etc. qui somme toutes pourront évoluer dans le temps en fonction du développement économique, de la société, des connaissances en général, car la recherche doit être multidisciplinaire, à l'image de l'ensemble de la société ou du monde...

On n'a pas le temps de développer ici, le rapport entre la nécessité et le déterminisme expliquerait pourquoi les hommes sont conduits à élever toujours plus haut leur niveau de conscience, pas à partir de rien ou zéro, mais une condition sociale déterminée...

@Assimbonanga

Vous n'avez pas lu attentivement mon commentaire, Julie non plus. Vous confondez tout.

- *On les voit aux JT de la télévision.*

Où dites-vous ? Connait pas !

@Assimbonanga

- *un seul camion-benne, la pelleteuse*

Arrêtez, vous allez nous faire pleurer, ils trouveront du travail ailleurs, ils feront autres choses, comme toujours depuis le début de l'industrialisation ou le développement des forces productives, sinon ils seront sacrifiés, c'est cela le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme.

Cela ne vous rappelle-t-il l'histoire de la TV qui annonçait la mort du cinéma ? Plus tard les K7 vidéo ? Des exemples comme celui-là, il y en a à la pelle, encore une fois, désolé.

Réponse à D.Vanhove

— *Vous vous demandez qui consommera les produits fabriqués par la robotisation qui se généralise au détriment des travailleurs qui auront été licenciés… ben, 'fastoche' comme vous dites : vous, moi et tous les autres pardi, en fin de compte le système trouvera le moyen de donner aux individus un revenu de remplacement (il le fait déjà dans certains pays et sous certaines formes), sachant qu'il faut que la consommation continue pour remplir les poches de la caste de la hte finance...*

Je ne me demande rien du tout, gardez cela pour vous, s'il vous plaît.

Moi "*et tous les autres*", vous voulez sans doute parler des centaines de millions de travailleurs déjà réduits à la pauvreté et à la précarité absolue dont je partage le quotidien, et ben oui, comme quoi on arrive toujours à survivre, étonnant, n'est-ce pas, et vos robots ou l'I.A. n'y changeront rien. Quoi qu'il en soit, on vous remercie pour votre généreuse attention, je crois que le "*revenu de remplacement*" -misérable cela va de soi, a été évoqué par le Forum économique mondial jamais avare de bonnes intentions à l'égard des travailleurs, visiblement nous ne vivons pas dans le même monde.

Quant au mépris dont vous m'affublez, c'est du domaine de l'inversion accusatoire, assumez-vous que diable, merci.

J'ajoute une précision pour mes lecteurs.

Dès que vous exprimez un désaccord avec certaines personnes, elles vous accusent aussitôt de leur manquer de respect, pour vous faire passer pour un malotru et vous faire taire, à défaut de vous traiter de « *complotiste* » ou je ne sais quoi.

La manière, dont sont perçues nos idées ou la réaction qu'elles entraînent de la part de nos interlocuteurs, témoigne de leurs niveaux de conscience dont nous ne sommes pas comptables. Par conséquent, nous n'avons pas à nous excuser s'ils les interprètent de travers ou croient qu'on les jugerait ou qu'on les mépriserait, ce qui n'est évidemment jamais le cas.

La plupart d'entre eux quand ils s'expriment, n'ont pas conscience qu'il existe des contradictions entre les idées ou les positions qu'ils défendent et les intentions qu'ils affichent. Du coup, quand je les mets en lumière, certains le prennent très mal et s'emportent, et comme ils n'ont pas d'arguments sérieux à m'opposer, ils vont s'employer à dénigrer mes idées ou à les déformer pour mieux pouvoir les critiquer et prouver que les leurs sont meilleures, procédé éculé, minable et ridicule, car au final il se retournera contre eux.

Ils ne peuvent que s'enfoncer dans le déni ou le délire. Quand ils m'agressent ou sont d'une mauvaise foi particulièrement odieuse, je ne les insulte pas, au contraire je les encourage à persévérer, à se découvrir davantage, cela fonctionne d'autant mieux qu'ils ont généralement une haute estime d'eux-mêmes, après je n'ai plus qu'à les citer pour que chacun comprenne à qui ils ont affaire.

Par-dessus tout, cela les indispose au plus haut point qu'on se permette de caractériser leurs idées ou positions.

Personnellement j'estime cela normal ou légitime, tant qu'on ne s'écarte pas des faits contenus dans leurs discours et la manière dont ils les présentent, car c'est révélateur de leur niveau de conscience, de leurs réelles intentions, que les autres lecteurs ont le droit de connaître, puisque cela les aidera à mieux comprendre comment ils sont parvenus à certaines conclusions et à en discerner les objectifs, l'idéologie, qu'ils seront ensuite libres de partager ou non.

Cela me semble être la moindre des choses, que je mets en permanence en pratique pour qu'à aucun moment mes lecteurs aient l'impression détestable que je les manipulerais. La transition avec l'article suivant est toute trouvée : Que Dieu m'en garde !

De quoi craignent-ils de "*perdre le contrôle*", pardi, de la lutte des classes !

J-C – Ils tiennent absolument à formater toutes nos idées et tous nos comportements, c'est une obsession ces chez despotes. Voyez comment ils le justifient.

L'intelligence artificielle pour garantir que «*les citoyens se comportent au mieux*» ? - RT 17 sept. 2024

Le milliardaire américain Larry Ellison a déclaré que son nouveau système de surveillance, renforcé par intelligence artificielle (IA), permettra de s'assurer que «*les citoyens se comportent au mieux*». Ce système de suivi comprendra des caméras de vidéosurveillance dans les rues, des caméras portées par les policiers, des caméras de sonnette et même des caméras sur les voitures.

«*Chaque policier sera surveillé en permanence et, en cas de problème, l'IA le signalera et le transmettra à la personne appropriée. Les citoyens se comporteront au mieux parce que nous enregistrons et signalons en permanence tout ce qui se passe*», a déclaré Larry Ellison.

Selon le classement du magazine Forbes, Larry Ellison est la deuxième personne la plus riche du monde et sa société Oracle recherche activement des opportunités de développement dans le secteur de l'IA.

L'intelligence artificielle est de plus en plus présente dans la vie des gens du monde entier et atteint le travail des agences gouvernementales. Selon une étude menée par l'entreprise informatique américaine IBM en 2024, 77% des entreprises ont déjà mis en œuvre l'IA ou disposent d'un plan de mise en œuvre, et selon Intelligent, un étudiant sur trois utilise l'IA générative telle que ChatGPT.

À long terme, l'utilisation active de l'IA pourrait mettre des gens au chômage ou réduire considérablement leur salaire. Elon Musk et Steve Wozniak, cofondateur d'Apple, ont exprimé des préoccupations lorsqu'ils ont signé une lettre ouverte en mars 2023 appelant à l'arrêt du développement des réseaux neuronaux : «*Devrions-nous développer des esprits non humains qui pourraient éventuellement être plus nombreux que nous, plus intelligents, nous rendre superflus et nous remplacer ? Devons-nous risquer de perdre le contrôle de notre civilisation ?*», se sont-ils demandés. RT 17 sept. 2024

J-C – Et dire que naïvement jusqu'à présent je croyais que Dieu s'en chargeait, mais apparemment il n'en a pas le pouvoir, aucun en fait parce qu'il n'existe que dans l'imagination des hommes encore arriérés.

Et puis, voilà qui ne va pas nous réconcilier avec les croyants, des « *esprits non humains* » ne peuvent pas davantage exister, puisque l'esprit est inconcevable sans son créateur bien matériel, le cerveau humain, dès que vous le déconnectez, il ne produit plus rien.

On a affaire à de furieux mégalomanes.

Leur intention de « *contrôler* » notre civilisation est plutôt malsaine, car elle signifie aussi que les hommes ne sont pas encore parvenus à un niveau de conscience suffisant pour éviter de se poser ce genre de question qui présente un fort relent de totalitarisme.

La présentation de l'I.A. par les gens censés partager notre cause est erronée ou relève de l'idéologie. La preuve.

J-C – L'introduction des machines dans les usines ou dans les champs a rendu le travail manuel plus supportable ou elles ont permis de supprimer les tâches les plus ingrates et douloureuse en termes de fatigue. Il y en a qui le regrette parmi des gens qui se croient progressistes, on n'arrête plus le progrès…en arrière !

Les machines ont contribué à la fois à supprimer des emplois et à en créer d'autres en plus grand nombre. Elles ont permis d'accroître la productivité ou le taux d'exploitation dans certains secteurs économiques, ce qui s'est traduit par la suppression des emplois devenus inutiles, tandis que d'autres ont augmenté leurs effectifs en créant des emplois à fort taux de plus-value contrairement aux machines hier (à l'I.A. de nos jours) qui n'en crée, pas mais en détruit. Il fallait bien compenser d'une certaine manière, d'ailleurs cela s'est imposé aux capitalistes en même temps que de nouveaux besoins étaient créés par voie de conséquence, et donc de nouveaux emplois.

Il y en a qui n'ont pas encore compris que l'I.A. devait aussi servir à liquider des emplois qui dégagent pas ou peu de plus-value.

L'I.A. dévoreuse d'emplois est du même ordre que le fantasme d'autrefois prédisant la suppression de la classe ouvrière. Et puis, il ne faut pas oublier que si le secteur primaire de l'économie a fortement chuté en occident, il s'est considérablement développé en orient et ailleurs dans le monde. Il n'y a que des esprits étroits ou bornés pour l'ignorer.

Cela dit, il est évidemment normal que chacun lutte pour préserver son emploi quand il est menacé, ne mélangeons pas tout, merci.

Quelques données.

- Les données d'Upwork, une plate-forme de travail indépendant, montrent que les revenus pour des tâches d'écriture simples telles que l'édition de copie ont chuté de 5 % entre le lancement de Chat GPT en novembre 2022 et avril 2023, par rapport aux rôles moins affectés par l'IA. Dans l'année qui a suivi Dall-E 2, un modèle de création d'images, a été lancé en avril 2022, les salaires pour des emplois comme le graphisme ont chuté de 7 à 14 %.

L'IA pour stimuler la productivité des entreprises. Infosys a déployé des auxiliaires d'IA pour l'ensemble des 330 000 employés. Il dit que cela a déjà conduit à une réduction de 10 à 30 % du temps nécessaire pour construire de nouvelles applications.

L'espoir est que l'efficacité accrue stimulera considérablement la demande de ces services. Une autre source de nouvelle demande – et la deuxième grande opportunité des entreprises informatiques – concerne toutes les nouvelles tâches liées au déploiement d'IA par les clients dans leurs organisations. Les cabinets d'information se sont préparés à cette fin. Un document de l'année dernière par Alexander Copestake du FMI et de ses collègues a identifié une « croissance presque exponentielle » dans la demande de compétences liées à l'IA dans le secteur des services en Inde depuis 2016.

https://www.economist.com/business/2024/05/09/will-chatbots-eat-indias-it-industry

- Des millions d'employés qui travaillent auront besoin d'être recyclés et de renforcer leurs compétences, ce qui pourrait à son tour créer de nouvelles possibilités d'emploi, estiment les experts.

La semaine dernière, la société de paiement numériquePaytm1 000 employés de ses équipes d'exploitation, de vente et d'ingénierie, en raison de ce qu'il a dit, c'était de l'"*automatisation alimentée par l'IA*" visant à réduire les coûts des employés de 10 à 15 %. À l'échelle mondiale, géant de la technologieGoogleIl serait engagé une « *restructuration* » de son équipe de vente de 30 000 personnes, car son gestionnaire de la campagne d'IA élimine la nécessité d'une surveillance humaine.

Les experts estiment qu'il s'agit de signes précoces de déplacement d'emplois en 2024, ce qui affecte les rôles qui devraient devenir redondants en raison de l'adoption croissante de l'IA. Selon les tendances du marché, plus de 16 millions d'employés en Inde devront être recyclés et à mettre à niveau les compétences en raison de l'influence de l'IA d'ici 2027, a déclaré la société de services RH TeamLease Digital.

Certes, certains experts ont déclaré que la requalification créerait également des millions de nouvelles opportunités dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière et le commerce de détail au cours des prochaines années.

https://economictimes.indiatimes.com/tech/technology/india-job-scene-sees-early-signs-of-disruption-from-ai/articleshow/106422589.cms

---

Situation sociale en France et ses colonies.

La seule réponse : La répression !

Martinique : un couvre-feu partiel décrété après de nouvelles violences - lepoint.fr 19 septembre 2024

Un couvre-feu a été décrété dès mercredi soir dans certains quartiers de Fort-de-France et de la commune limitrophe du Lamentin, après une nouvelle nuit de violences urbaines dans un contexte de mobilisation contre la vie chère en Martinique.

Depuis plusieurs nuits, des violences urbaines secouent certains quartiers de Fort-de-France, chef-lieu de cette île des Antilles françaises peuplée d'environ 350 000 habitants. Dans la nuit de mardi à mercredi, un McDonald's du quartier Dillon a été incendié.

Dans ce même quartier, un hypermarché Carrefour a été « envahi par une cinquantaine d'individus qui ont monté une barricade sur le parking et ont tenté de l'incendier », ont indiqué à l'AFP les autorités.

« *J'ai demandé aux forces de sécurité intérieure de saturer les axes routiers et les ronds-points de leur présence et de procéder à un maximum d'interpellations* », a déclaré le préfet lors d'une conférence de presse, ajoutant que des renforts « *significatifs* » étaient arrivés et que d'autres arriveraient « *dans les prochains jours* ». Un escadron de gendarmes, soit une centaine de militaires, a été envoyé en renfort.

Ces tensions s'inscrivent dans un contexte de mouvement de contestation contre la vie chère démarré début septembre. En Martinique, d'après une étude de l'Insee en 2022, les prix alimentaires étaient 40 % plus élevés que dans l'Hexagone. lepoint.fr 19 septembre 2024

Situation politique en France.

Ambiance délétère au sommet de l'Etat.

J-C – Je cite à quoi doit faire face Barnier : porte-flingues, vitriol, seau de bananes, pitbulls, etc. cela nous fait sourire évidemment, et il s'expose à « *des emmerdes* » dont il n'a pas idée s'il négligeait « *les attalistes* », ce qui ne risque pas d'arriver.

Ils en sont même à évoquer sa démission, c'est pour dire à quel point ils y croient, mais ils se retrouveraient encore plus dans la merde, à moins que le tyran Macron finisse par s'y résoudre.

Et puis Barnier est faible, c'est une potiche.

Certains affirment que "*le bras de fer ne fait que commencer* " entre Barnier et Macron. Vraiment ?

HuffPost - Le Premier ministre n'a pas de programme sur lequel appuyer sa légitimité et rassurer ses partenaires, faute de majorité stable et choisie par les électeurs. Ce que lui reproche désormais le camp présidentiel

Pire, dans sa position précaire, Michel Barnier doit forcément composer avec les priorités et lignes rouges dressées par les partis qui aspirent à entrer au gouvernement - et à ne pas le censurer. Le HuffPost 19 septembre 2024

Gouvernement: la réunion entre Michel Barnier et les députés macronistes "*reportée*" - BFMTV 18 septembre 2024

C'est maintenant au tour de Gabriel Attal et de Gérald Darmanin de faire grimper les enchères, jusqu'à l'absurde, en menaçant de ne pas soutenir un Premier ministre pourtant nommé par celui-là même qui les a faits : Emmanuel Macron.

« *Charge au vitriol* » de Gérald Darmanin.

Ce mardi, le Premier ministre était resté interdit en découvrant que Gérald Darmanin, reçu en tête-à-tête ce week-end à Matignon, avait divulgué une partie de leur échange en évoquant le projet, supposé, d'augmenter les impôts et en ajoutant qu'il n'était pas certain de soutenir un gouvernement qui porterait cette ligne. De quoi mettre le feu à la plaine et dissuader les macronistes de monter à bord du navire Barnier, la stabilité fiscale faisant partie de leurs fondamentaux.

« *Ce n'est pas une peau de banane que balance Gérald (Darmanin), c'est carrément un seau de bananes !* » s'étrangle un député du groupe.

Le Premier ministre ferait bien de s'équiper prestement en experts ès ripostes et porte-flingues pour répondre pied à pied. Un de ses proches presse : « *Il lui faut des pitbulls* ! »

Un autre proche du Premier ministre assure en outre que de beaux ministères ont été proposés aux macronistes, qui ne seraient donc pas sous-représentés dans le futur gouvernement, mais « *pas forcément à des attalistes* »…

Le Premier ministre sortant menace de ne pas soutenir le gouvernement et a exigé d'être reçu en grande pompe, ce mercredi matin. Refus aussi sec de Matignon, qui a reporté l'entretien sine die en faisant valoir qu'il n'était pas correct, vis-à-vis des autres partis et groupes reçus ces jours derniers que Gabriel Attal se présente à la tête d'une délégation de huit personnes, quand tous étaient trois au maximum. lepoint.fr 18 septembre 2024

"*Le début des emmerdes*" et ce n'est qu'un début, comptez sur nous !

Wauquiez, Retailleau, Dati: la liste de ministres présentée par Barnier à Macron - BFMTV 19 septembre 2024

13 jours après avoir été nommé Premier ministre, Michel Barnier n'a toujours pas composé son gouvernement. Lors d'un échange avec Emmanuel Macron à l'Élysée ce mardi 17 septembre, il a cependant remis au chef de l'État une première liste d'éventuels ministres, a appris BFMTV.

Démenti quelques paragraphes plus loin.

L'entourage de Michel Barnier indique à BFMTV que les informations qui circulent autour de cette liste sont pour l'heure "*inexactes*", "*notamment sur les noms évoqués ainsi que l'équilibre des sensibilités*". "*Cela ne représente en rien le projet de gouvernement souhaité par le Premier ministre*", soutiennent-ils. BFMTV 19 septembre 2024

Suite du psychodrame.

Or, dans un échange a priori tendu, Emmanuel Macron a refusé la liste, jugeant qu'il ne s'agissait pas d'un gouvernement d'unité national et de rassemblement.

"*Emmanuel Macron dit qu'il va couper avec Matignon. Il est sorti par la porte mais il revient par la fenêtre. Il fait monter Gabriel Attal et Gérald Darmanin pour pourrir Michel Barnier. Ils ne tiennent pas leurs engagements pris il y a dix jours à peine*", s'insurge cette même source LR.

"*Le premier qui y perdrait est Emmanuel Macron... On passerait d'une solution fragile à plus de solution du tout*", ajoute-t-elle encore.

"*S'il démissionne, ce serait le début des emmerdes*", abonde un cadre du bloc central à BFMTV. De son côté, l'entourage d'Emmanuel Macron dément formellement la rumeur selon laquelle Michel Barnier a remis sa démission. BFMTV 19 septembre 2024

Ils osent tout, beaucoup trop et cela les perdra.

Michel Barnier personnalité politique préférée des Français selon un sondage - LePoint.fr 17septembre 2024

À peine nommé, Michel Barnier sacré personnalité politique préférée des Français dans un sondage - BFMTV17 septembre 2024

Le Premier ministre récolte 57% d'opinions favorables d'après un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud radio. BFMTV17 septembre 2024

Plus sérieusement. La stratégie du nouvel ordre mondial oligarchique doit être impérativement respectée, et doit exclure toute concession, à voir.

Gouvernement de Michel Barnier : Attal et les macronistes prêts à lâcher le Premier ministre - Le HuffPost 18 septembre 2024

L'ex-Premier ministre, affirmant toutefois que « *nous ne serons jamais une force de blocage, mais toujours une force de solutions* ».

J-C - La " *justice fiscale* " selon ces représentants de la réaction ne peut consister qu'à mettre à contribution toutes les classes, sauf la classe dominante, normal.

Le HuffPost - Un interlocuteur récent de Michel Barnier affirme avoir entendu le Premier ministre évoquer des hausses d'impôts « sur les hauts revenus ». « *La seule chose dite par le Premier ministre est qu'il ne s'interdirait pas d'aller dans le sens d'une plus grande justice fiscale* », a minimisé l'entourage de Michel Barnier mardi, dénonçant des « *on-dit* » et des « *spéculations* ».

Mais ces rumeurs font frémir les macronistes, particulièrement opposés à toute hausse d'impôts, qui irait à l'encontre de la ligne défendue depuis sept ans par Emmanuel Macron. Les Républicains, dont fait partie Michel Barnier, y sont aussi hostiles.

Par ailleurs dans une interview au Parisien, le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau appelle à « *lever le tabou sur les hausses d'impôts, sans toucher si possible les classes moyennes ni les PME* » pour réduire la dette, même si « *l'essentiel de cet effort doit être fait sur les dépenses* » (Entendez les budgets sociaux. - J-C)

Le gouverneur de la Banque de France a aussi suggéré *« un effort exceptionnel et raisonnable sur certaines grandes entreprises et gros contribuables* » afin de réduire les déficits, « tant qu'on n'est pas revenu sous 3 % » de déficit public. « *La France n'a plus les moyens* » des baisses d'impôts « *non financées* » mises en place après l'arrivée à l'Élysée d'Emmanuel Macron, a-t-il enfin pointé. Le HuffPost 18 septembre 2024

J-C - Qui va régler la généreuse note du "*quoi qu'il en coûte*", ils viennent de vous donner la réponse sans surprise.

En famille, l'union des extrêmes ou les masques tombent.

Faites-le savoir.

Darmanin refuse de rejoindre ou de « *soutenir* » un gouvernement qui augmenterait les impôts - LePoint.fr 18 septembre 2024

Sur la question fiscale, le chef de l'État et Bruno Le Maire ont mis un point d'honneur à stabiliser ou baisser les impôts depuis sept ans, même pour les plus aisés, au nom de la politique de l'offre et de la théorie du ruissellement. « *Il ne faut absolument pas casser cette machine économique* », a encore fait valoir Gérald Darmanin, ce mercredi, sur France 2. Le HuffPost 19 septembre 2024

"*Un problème, une taxe*": Jordan Bardella pointe le risque pour Michel Barnier de "*se retrouver sans gouvernement*" - BFMTV 18 septembre 2024

Le Rassemblement national refuse de soutenir la hausse de la fiscalité sur les plus aisés, évoquée par Michel Barnier devant plusieurs interlocuteurs.

Michel Barnier doit forcément composer avec les priorités et lignes rouges dressées par les partis qui aspirent à entrer au gouvernement - et à ne pas le censurer. Sur le débat fiscal, la hausse des impôts est refusée du côté de Renaissance, des Républicains et du Rassemblement national. BFMTV 18 septembre 2024

« L'objectif est désormais de rassurer les entrepreneurs, les marchés et le patronat ».

Le RN revient (discrètement) sur plusieurs mesures économiques et sociales - Le HuffPost 18 septembre 2024

Après l'opération dédiabolisation, enclenchée avec un certain succès, le Rassemblement national (RN) passe à la phase crédibilisation. L'objectif est désormais de rassurer les entrepreneurs, les marchés et le patronat, effrayés pour certains par un programme économique qu'ils jugent trop favorable aux salariés. Dans la continuité des déclarations pro business de Jordan Bardella, le RN a présenté le 14 septembre son livret économique.

Et ce qui saute aux yeux, c'est le retrait de plusieurs mesures étiquetées « sociales ». À commencer par la réforme de l'assurance-chômage, que la CGT qualifiait de « *plus violente réforme de tous les temps* » en ce qu'elle prévoit un nouveau tour de vis et un contrôle accru des chômeurs. Le RN ne propose plus de l'abroger. Pendant la campagne des législatives, Jordan Bardella assurait encore qu'en cas de victoire, il reviendrait sur cette réforme « *injuste* ». C'était il y a seulement trois mois. Et ce n'est plus cas.

Le même sort a été réservé à la proposition de baisse de la TVA sur les produits énergétiques (gaz, électricité, fioul, carburants…). Le RN en avait fait une mesure phare ; il s'agissait de rendre du pouvoir d'achat aux ménages les plus modestes, au prix d'une importante baisse des recettes pour l'État. Vu l'augmentation exponentielle de certaines factures d'énergie depuis deux ans, la proposition avait de quoi plaire.

Et pourtant, elle n'apparaît pas dans les 35 pages présentées le week-end dernier. Un cadre du RN justifie dans l'Opinion : « *On ne voulait pas que ça étouffe le livret* ». Idem sur l'emploi des seniors : la formation d'extrême droite entendait faire des plus de 55 ans des « *travailleurs protégés* ». Plus maintenant. Seule demeure l'abrogation de la réforme des retraites, que le RN a prévu d'inscrire dans sa niche parlementaire. Ou plutôt : « *réformer les retraites dans une logique de performance économique et de justice sociale* ».

En revanche, toute une série de mesures favorables au patronat sont maintenues en bonne place : baisse des impôts de production sur les entreprises, via la suppression de leur contribution foncière (CFE), exonérations de cotisations pour les boîtes qui augmenteraient les salaires de 10 %, création d'un fonds souverain… « *J'entends faire connaître la réalité de notre programme et mettre fin à cette incompréhension infondée qui se base sur des caricatures de notre programme économique, qui est raisonnable* », avait déclaré Bardella au mois de décembre lors du salon des PME à Paris.

Force est de constater que les revirements sur le plan économique et social, annoncés le week-end dernier, ont été peu mis en avant. Lors de leurs passages télé ou radio, les cadres du RN n'ont pas spécialement été questionnés sur le livret. Ce n'est pourtant pas un petit sujet. Les proches de Marine Le Pen ont fait une rentrée discrète. Ils savent qu'ils n'ont pas besoin d'être très présents sur la scène politico-médiatique, préférant rester deux pas en arrière, à l'abri des polémiques. Le HuffPost 18 septembre 2024

Dans la rubrique collaboration de classes.

Le PS n'a jamais cessé de légitimer Macron, quoi qu'il dise par ailleurs.

J-C - A les entendre la procédure de destitution de Macron lancée par LFI conduirait à une « *relégitimation* » du président de la République, mais au-delà des apparences, ce n'est pas ce qui préoccupait le PS pour avoir déclaré : « *il est fautif mais n'a pas commis de faute grave* », ce qui signifiait que sa légitimité était intacte ou que le PS n'avait jamais eu l'intention de la remettre en cause, on s'en doutait un peu !

Cela dit, on s'en contrefout de cette procédure, c'est du populiste pur jus qui consiste à légitimer la Constitution de la Ve République. Au lieu d'en appeler à cette Constitution antidémocratique, ils feraient mieux de se tourner résolument vers les masses et les organiser afin de pouvoir l'abolir…

Destitution de Macron : « *Il est fautif mais n'a pas commis de faute grave* »… A quoi joue le PS ? - 20minutes.fr 17 septembre 2024

Les députés socialistes ont validé ce mardi la procédure de destitution d'Emmanuel Macron, portée par La France insoumise. Mais ils ne devraient pas la voter si elle va jusqu'à l'Assemblée…

Ce débat ne mène à pas grand-chose… puisque le texte a très peu voire aucune chance d'être adopté. « *Cette procédure qui requiert deux tiers des votes dans les deux assemblées n'aboutira pas, chacun le sait* », a même écrit Olivier Faure sur X en évoquant, à l'arrivée, une « *relégitimation* » du président de la République « *qu'il ne mérite pas*. » 20minutes.fr 17 septembre 2024

En famille. Qui douterait de leurs bonnes intentions envers Macron ?

Gouvernement Barnier : « *Les communistes ne sont pas dans une logique de censure a priori* », précise Cécile Cukierman - Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Cécile Cukierman à Public Sénat. L'élue fait état de nombreux « *diagnostics partagés* » avec Michel Barnier.

Santé.

Le pendant le plus cynique de l'obsolescence programmé. Les trusts pharmaceutiques sont bien des gangs mafieux à éradiquer.

Santé : huit médicaments périmés sur dix gardent 90% d'efficacité, selon une étude - franceinfo 19/09/2024

Huit médicaments périmés sur dix gardent 90% d'efficacité, selon une étude de l'UFC-Que Choisir, publiée jeudi 19 septembre, que franceinfo a pu consulter. Elle annonce saisir l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pour lui demander de mettre en œuvre un ensemble de mesures pour limiter le gaspillage de médicaments. L'Agence affirme à franceinfo

qu'elle a déjà entamé des discussions avec les industriels pour prolonger la durée de vie officielle de leurs médicaments.

L'UFC-Que Choisir a, par exemple, testé des comprimés de Dafalgan (paracétamol) périmés depuis six ans, restés dans la poche d'un sac de randonnée, qui ont supporté la canicule, un gros orage, de nombreuses averses, des températures autour de 4 ou 5°C, puis des années dans une cave humide. Plus de six ans après leur date limite, ils avaient encore 95% de paracétamol. De même, des comprimés d'Efferalgan (paracétamol) périmés depuis près de 32 ans, conservés dans le placard d'une centenaire, contenaient encore 100% de substance active.

L'association s'interroge *"sur le fait que l'ANSM retienne une vision beaucoup plus restrictive que les autorités américaines pour déterminer si un médicament conserve ou non ses vertus thérapeutiques"*. Une autre question soulevée par l'étude est celle de l'autonomie des laboratoires pharmaceutiques qui peuvent fixer eux-mêmes les dates limites de leurs médicaments. *"Rien ne les oblige à étendre cette date, quand bien même ils sauraient pertinemment garantir l'efficacité des médicaments au-delà*", relève l'UFC-Que Choisir qui se demande si, du point de vue des ces entreprises, *"les critères économiques prennent le pas sur les critères scientifiques"*.

J-C – Quelle question conne ou incongrue !

Tiers-mondisation de la santé en France, une triste réalité.

Hôpital : deux services d'urgence sur trois ont fermé au moins une ligne médicale cet été, selon Samu-Urgences de France

Deux services d'urgence sur trois ont fermé au moins une ligne médicale durant les mois de juillet et août 2024, selon une enquête du syndicat Samu-Urgences de France publiée mardi 17 septembre, auxquels près de la moitié des services d'urgence et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (Smur). Une ligne médicale équivaut à une équipe de soins.

Cette enquête a été réalisée directement auprès des services d'urgence, des Samu et des Smur pour la période du 1er juillet au 31 août. 51% des Smur et 48% des Services des urgences (SU) ont répondu au syndicat. Selon l'enquête, 202 services d'urgences, parmi les 331 consultés, ont fermé une ligne médicale au moins une fois durant l'été (61% des répondants). Parmi ces fermetures, deux sur cinq (41%) l'ont été de manière continue et ont été fréquentes pour plus du tiers (37%).

En 2023, 163 services d'urgence avaient dû fermer au moins une ligne médicale durant l'été, soit près d'un service sur deux. Samu-Urgences de France alerte aussi sur la situation des Smur, les véhicules d'urgence et de réanimation avec à bord un médecin, un infirmier et un ambulancier. Près de 80% d'entre eux (174), n'ont pas pu fonctionner en continu durant l'été. 127 ont dû fermer au moins une fois et 48 ont connu des fermetures fréquentes ou continues. En 2023, 166 Smur n'avaient pas pu fonctionner en continu, soit 70% des services consultés.

Dans les hôpitaux, 23% des établissements ayant répondu à l'enquête ont fermé des lits de réanimation de manière durable cet été, en plus des fermetures estivales habituelles. Cela représente au total près de 270 lits de réanimation fermés dans 56 établissements. Un quart des répondants constate une augmentation des difficultés en 2024 sur les lits de soins critiques par rapport à 2023.

Concernant les lits installés en médecine, chirurgie ou obstétrique, les deux tiers (65%) ont fermé des lits de manière durable cet été, en plus des fermetures estivales habituelles programmées. Ce sont ainsi plus de 1 500 lits supplémentaires qui ont été fermés dans les établissements participant à cette enquête, alors même que l'activité ne connaît pas de baisse durant l'été, précise le syndicat, le besoin de lits d'hospitalisation restant stable.

Samu-Urgences de France souligne encore que la tension sur l'aval des urgences a été plus importante cet été 2024 par rapport aux années précédentes, entraînant une augmentation du nombre de patients attendant sur un brancard dans les services d'urgence. Le syndicat dénonce une *"maltraitance institutionnelle"* qui consiste à *"obliger des patients de plus en plus nombreux à devoir attendre plusieurs heures voire plusieurs jours sur un brancard dans un couloir des urgences, faute de lit disponible pour les hospitaliser"*.

"La sécurité sanitaire n'est parfois plus assurée, y compris pour l'urgence vitale", alerte Samu-Urgences de France qui présente dans le rapport ses priorités pour *"améliorer la prise en charge des patients et maintenir les équipes urgentistes hospitalières"*

Palestine occupée.

Le 10 septembre, les colons israéliens sont devenus des migrants illégaux par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 septembre 2024

Extraits.

Nous sommes habitués à voir Israël se livrer à des exactions sous le prétexte de sa sécurité et les Anglo-Saxons à le défendre au conseil de sécurité. De sorte que nous assistons à des crimes sans aucune conséquence judiciaire. Cette situation est désormais terminée. La Cour internationale de justice a balayé le raisonnement de Tel-Aviv et l'État de Palestine est devenu un membre de plein droit des Nations unies. Il ne sera donc plus possible de détourner le regard sur la situation des Palestiniens et ceux-ci disposeront de la capacité de poursuivre leurs bourreaux.

En effet, l'Assemblée générale des Nations unies a mis en application, à l'occasion de l'ouverture de sa soixante dix-neuvième session, sa résolution ES-10/23 du 10 mai dernier [1]. L'État de Palestine est devenu membre de plein droit de l'Organisation des Nations unies (ONU). Nul ne peut donc plus s'opposer à ce qu'il exerce ses droits d'État souverain.

Si la Palestine est un État souverain, l'interprétation de l'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (dit « *accord d'Oslo II* ») s'en trouve modifiée. L'Autorité palestinienne n'est plus une administration provisoire le temps d'une transition, mais un gouvernement au plein sens du terme. Les Territoires palestiniens ne sont plus des « *zones contestées* », mais constituent le territoire internationalement reconnu d'un État souverain.

Chacun d'entre nous doit en avoir conscience : les règles ont changé. L'occupation de l'État de Palestine par Israël est illicite. Or, cet État est, depuis le 10 septembre, internationalement reconnu, même si plusieurs membres permanents du conseil de sécurité ne l'ont pas fait à titre personnel. Il dispose désormais de moyens juridiques dont il était dépourvu jusqu'ici. Le parapluie anglo-saxon derrière lequel Tel-Aviv s'abritait n'existe plus en droit. Nous entrons dans une nouvelle période où Washington et Londres devront utiliser la force pour maintenir ce système d'oppression.

Cette révolution juridique marque la victoire de la stratégie du président Mahmoud Abbas (89 ans). Paradoxalement, ce n'est qu'à l'issue de sa vie qu'elle intervient, à un moment où son gouvernement est discrédité en raison de sa collaboration avec Israël et de sa corruption.

https://www.voltairenet.org/article221244.html

J-C - Des bantoustans morcelés et invivables consacrés Etat indépendant, il fallait oser. Pire s'en féliciter, c'est fait. On comprend mieux pourquoi monsieur Meyssan peut vivre en France sans craindre pour sa vie ou sa sécurité...

Il n'en demeure pas moins, que les territoires de la Palestine concédées aux Palestiniens ne peuvent pas constituer un Etat viable économiquement, que ceux qui leur ont été confisqués depuis la création d'Israël en 1948 jusqu'en 1967 ne leur sont pas restitués, et la partition de la Palestine n'est pas remise en cause, autrement dit, du point de vue des intérêts fondamentaux des Palestiniens, absolument rien n'est réglé, sans parler du droit légitime au retour de centaines de milliers ou davantage de Palestiniens qui ont été expulsés de leurs terres qui est ignoré.

En faire de "*victoire de la stratégie du président Mahmoud Abbas*", cela consacre plutôt sa capitulation ou sa complicité avec les sionistes et les anglo-saxons.

Et puis, tout le monde se fout aujourd'hui éperdument des décisions adoptées par la Cour internationale de justice de l'ONU, quand elles s'opposent à la stratégie des tenants du nouvel ordre mondial totalitaire, à commencer par les Etats-Unis et Israël, leurs vassaux européens et un peu partout dans le monde.

Guerre Israël-Hamas : L'ONU réclame la fin de l'occupation des Territoires palestiniens d'ici douze mois - 20 Minutes/AFP 18 septembre 2024

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution exigeant la fin de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens dans un délai de douze mois, un texte non contraignant qui a provoqué une vive réaction d'Israël. La résolution a été adoptée par 124 voix pour, 14 contre, parmi lesquelles Israël, les Etats-Unis, la Hongrie, la République tchèque, l'Argentine, et 43 abstentions.

Le texte est une réponse à l'avis rendu par la Cour internationale de justice (CIJ) en juillet, qui avait estimé que la présence continue d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967 est « *illicite* » et qu'Israël doit y mettre fin « *dans les plus brefs délais* ».

Ce délai de douze mois est une modification par rapport à une première version du texte qui prévoyait une période de six mois. La résolution appelle également à un retrait des forces israéliennes, à la fin des nouvelles colonies, à la restitution des terres et des biens saisis, et au droit de retour pour les Palestiniens déplacés.

Liban.

J-C – Dernières infos.

RT 18 septembre 2024 - Selon une source de sécurité libanaise, citée par Reuters, le Mossad aurait «*piraté*» 5 000 bipeurs importés par le Hezbollah quelques mois avant les explosions survenues le 17 septembre. Même son de cloche du côté de la presse française, où une source proche du Hezbollah a déclaré à une agence que les bipeurs impliqués dans l'incident faisaient partie d'une cargaison récemment importée de 1 000 appareils, qui auraient été «*piratés à la source*».

Une source sécuritaire libanaise interrogée par Reuters estime que le bipeur a été modifié «*au moment même de sa production*». «*Le Mossad aurait intégré des explosifs directement dans le circuit interne de l'appareil, rendant leur détection très difficile, même par le biais de scanners*», a-t-elle fait savoir auprès de l'agence de presse. Une autre source de sécurité a précisé à Reuters que trois grammes d'explosif étaient dissimulés dans les bipeurs, une substance qui est restée «*non détectée*» par le Hezbollah pendant plusieurs mois.

Sky News Arabia a pour sa part cité plusieurs sources affirmant que les renseignements israéliens auraient placé «*une quantité de PETN [Pentaerythritol Tetranitrate], un matériau hautement explosif, sur les batteries des appareils, les faisant exploser en augmentant la température des batteries à distance*».

Une surchauffe qui aurait poussé des membres du Hezbollah à se séparer à temps de leurs bipeurs, comme l'a rapporté le Wall Street Journal (WSJ), qui met également en avant la piste de l'interception d'une cargaison de bipeurs. RT 18 sept. 2024

Sur les talkies-walkies qui ont explosé.

- *« Le IC-V82 est une radio portable qui a été produite et exportée, y compris au Moyen-Orient, de 2004 à octobre 2014. Elle a été abandonnée il y a environ 10 ans, et depuis lors, elle n'a pas été expédiée par notre société »*, a déclaré dans un communiqué Icom,

« La production des piles nécessaires au fonctionnement de l'unité principale a également été interrompue, et le sceau holographique permettant de distinguer les produits contrefaits n'a pas été identifié, de sorte qu'il n'est pas possible de confirmer si le produit a été expédié par notre société », a déclaré l'entreprise.

« Toutes nos radios sont fabriquées dans notre filiale de production, Wakayama Icom Inc. dans la préfecture de Wakayama, dans le cadre d'un système de gestion strict… de sorte qu'aucune pièce autre que celles spécifiées par notre société n'est utilisée dans un produit. En outre, toutes nos radios sont fabriquées dans la même usine, et nous ne les fabriquons pas à l'étranger », a précisé Icom.

Explosion de bipeurs du Hezbollah : au moins neuf morts et près de 2 800 blessés au Liban - RT 17 sept. 2024

Une dizaine de personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées, ce 17 septembre, lors de l'explosion simultanée de leurs bipeurs, des boîtiers réputés pour être plus difficiles à tracer et à

surveiller que les téléphones portables. Le gouvernement libanais et le Hezbollah accusent Israël d'être derrière cette «*agression criminelle*». (+ de 20 morts au dernier décompte. – J-C)

Des responsables américains et de plusieurs autres nationalités affirment au New York Times qu'Israël est parvenu à cacher des petits explosifs dans des bipeurs achetés par le Hezbollah à Taïwan et les a déclenchés à distance mardi 17 septembre.

Les petits appareils, du fabricant Gold Apollo à Taïwan, ont été interceptés par les services israéliens avant leur arrivée au Liban, selon ces responsables dont les nationalités ne sont pas détaillées. Quelques dizaines de grammes de matériel explosif ont été insérés à côté de la batterie avec un déclencheur, précise le quotidien.

Réagissant à ces informations, l'entreprise taïwanaise Gold Apollo a démenti mercredi avoir fabriqué les bipeurs. « *Ce ne sont pas nos produits (...) Ce ne sont pas nos produits du début à la fin* », a affirmé le directeur de l'entreprise, Hsu Chin-kuang, à des journalistes à Taipei. Gold Apollo a assuré que les bipeurs portant sa marque ont été produits et vendus par son partenaire hongrois BAC. « *En vertu d'un accord de coopération, nous autorisons BAC à utiliser notre marque pour la vente de produits dans certaines régions, mais la conception et la fabrication des produits sont de l'unique responsabilité de BAC* », a indiqué l'entreprise dans un communiqué Gold Apollo, démentant les informations du New York Times selon lesquelles le groupe taïwanais avait lui-même fabriqué les bipeurs.

À 15h30 mardi au Liban, un message apparaissant comme venant de la direction du Hezbollah a fait biper l'appareil pendant plusieurs secondes avant de déclencher l'explosif, selon le quotidien américain, citant toujours plusieurs sources anonymes. Plus de 3 000 exemplaires, essentiellement du modèle AP924, ont été commandés par le Hezbollah à l'entreprise Gold Apollo de Taïwan, affirment ces sources. Les informations du quotidien américain vont dans le sens de la théorie, avancée mardi par plusieurs experts, selon laquelle les services israéliens seraient parvenus à infiltrer la chaîne logistique du Hezbollah pour planifier cette attaque.

Une source proche du mouvement avait indiqué plus tôt à l'AFP que « *les bipeurs qui ont explosé concernent une cargaison de 1 000 appareils récemment importée par le Hezbollah* », qui semblaient selon lui avoir été « piratés à la source ».

«*Huit personnes ont été tuées et près de 2 750 autres blessées*», dont 200 sont dans un état grave, avait annoncé plus tôt le ministre libanais de la Santé Firas Abiad lors d'une conférence de presse. La plupart des victimes ont été blessées «*au visage, à la main, au ventre et même aux yeux*», avait précisé le ministre.

Les explosions «*simultanées*» de ces boîtiers, permettant de recevoir des messages simples et fonctionnant via des ondes radio, ont été rapportées en milieu d'après-midi, au même moment qu'un important afflux de blessés dans les hôpitaux de Beyrouth, Nabatieh, Saïda et Tyr.

La première victime de cette explosion en série a été une fillette de dix ans, tuée par l'explosion du bipeur de son père, a déclaré à une agence de presse française la famille de la jeune défunte ainsi qu'une source proche du Hezbollah. Toujours selon une source proche du mouvement chiite de cette agence de presse, les fils de deux de ses députés, Ali Ammar et Hassan Fadlallah, figureraient parmi les morts.

Suite à ces explosions, le ministère libanais de la Santé a appelé les citoyens à se débarrasser de leurs bipeurs et à faire preuve de la plus grande vigilance. RT 17 septembre et RFI 18 septembre 2024

Liban: le gouvernement hongrois dément toute responsabilité dans la fabrication des bipeurs - BFMTV/AFP 18 septembre 2024

Selon le gouvernement hongrois, BAC est "*un intermédiaire commercial, sans site de production ou opérationnel en Hongrie*", selon le porte-parole du gouvernement Zoltan Kovacs sur son compte X.

" *Ce ne sont pas nos produits (...). Ce ne sont pas nos produits du début à la fin. Le produit n'était pas le nôtre. C'est seulement qu'il portait notre marque*", a affirmé le directeur de l'entreprise Hsu Ching-Kuang à des journalistes à Taipei. BFMTV/AFP 18 septembre 2024

Liban : Après les bipers, des explosions de talkies-walkies du Hezbollah - 20 Minutes/AFP 18 septembre 2024

Le ministère de la Santé a de son côté fait état de « *plus de cent blessés dans une nouvelle vague d'explosion de talkie-walkies* ».

Assassinats high-tech : Israël, toujours un coup d'avance - LePoint.fr 18 septembre 2024

Compte tenu du mode opératoire, le premier exemple qui vient en tête est celui de Yahia Ayache, assassiné à Gaza par le Shin Beth en 1996. En glissant 50 grammes d'explosifs dans son téléphone, les agents israéliens réussissent à éliminer ce haut gradé des brigades Izz al-Din al-Qassam, l'aile militaire du Hamas. Expert en explosifs, surnommé « *l'ingénieur* », il est à l'origine de la mort d'au moins 90 Israéliens et aura été éliminé avec ses propres armes : tout un symbole.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 septembre 2024

Israël a toujours été un Etat sioniste, terroriste, raciste.

Israël aurait planifié l'opération d'explosion des bipeurs depuis 15 ans, selon ABC News - RT 20 sept. 2024,

L'opération d'explosion de bipeurs aurait été planifiée par les services israéliens depuis au moins 15 ans, a affirmé le 19 septembre la chaîne d'information américaine ABC News, citant une source au sein du renseignement américain.

La planification de l'attaque aurait impliqué des sociétés-écrans, avec plusieurs niveaux d'agents des renseignements israéliens et leurs collaborateurs infiltrés dans une entreprise légitime qui produisait les bipeurs, certains employés ignorant même pour qui ils travaillaient réellement. Le rôle d'Israël dans la fabrication avait été initialement rapporté le 18 septembre par le New York Times. RT 20 sept. 2024

Que craignent tant les vaillants et belliqueux pays de l'OTAN ?

Norvège: une souris, passagère clandestine, oblige un avion à se poser - AFP 20 septembre 2024

Parole d'internaute.

- Merci Edouard Philippe, maître d'œuvre de la sanction à 80 km/heure, ce qui permet d'avoir multitudes de sanctions sur un trajet routier où les limitations passent continuellement de 80 km/h à 90 km/h et vice/versa. Comment plumer le citoyen au moins une fois par an si on conduit modérément !

Moi j'ai reçu un courrier m'avertissant que j'avais commis une faute de dépassement de 1 km/heure à la sortie d'un village où un radar m'a flashé à 56 km/h, soit compte-tenu de la soi-disant « tolérance de 5 km/h », une horreur de 1 km/h de trop ! Résultat : 90 Euros à payer très vite, sinon !… et 1 point de retrait sur le permis que je récupérerai, si je suis bien sage (quand? je ne me suis pas renseigné depuis le grave délit en janvier 2024).

Jusqu'où va le progressisme totalitaire des bien-pensants protégés du système !

J-C - Totalitarisme, régime de terreur, psychose collective programmée, c'est cela la France !

Paradoxalement je me sens beaucoup plus libre en Inde sous un régime semi-féodal. Il faut dire que les masses sont trop pauvres pour qu'ils puissent appliquer les lois liberticides qu'ils ont adoptées,

ils devraient verbaliser ou emprisonner la quasi-totalité de la population, impossible et elle se retournerait violemment contre eux !

La France champion du monde de la corruption toutes catégories d'élus confondus.

Ronds-points et giratoires, une boulimie française - lepoint.fr 19 septembre 2024

L'Hexagone compte pas moins de 42 986 ronds-points répartis sur l'ensemble du territoire. Nous sommes ainsi les champions du monde de la spécialité puisque ce chiffre est de 65 % supérieur à celui du Royaume-Uni, qui figure en seconde place du palmarès dressé par DiscoverCars. Le Royaume-Uni ne compte que 25 976 ronds-points, devançant l'Italie (18 172), l'Espagne (15 053) et le Brésil (11 854).

En rase campagne, le problème se pose moins, mais il faut accepter le coût d'investissement. La fourchette d'un aménagement se situe entre 100 000 et 1 million d'euros selon l'importance du dispositif et le nombre de voies débouchant sur l'intersection. Il peut même arriver qu'un seul dispositif enchaîne deux, voire trois ronds-points successifs. L'investissement ne tient pas compte de l'aménagement paysager, voire de l'œuvre d'art installée en son centre par certaines municipalités. Ces dernières supportent l'investissement pour les voies qu'elles contrôlent alors que, sur les axes plus importants, ce sera la communauté de communes ou le département qui en supportera la charge.

Mes commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

Réponse à @Julie :

Je vous ferais aimablement remarquer deux choses, si je sais bien lire : 1 - Que le débat entre Niels Bohr et Albert Einstein consista à mettre à l'épreuve les principes de la physique quantique, et il dura jusqu'à leur mort, ce qui signifie qu'il ne fut jamais tranché de leur vivant ; 2 - Détail important, ce débat portait sur un des principes de la physique quantique, celui sur les particules intriquées, et non sur la physique quantique en soi qu'Einstein ne contestait pas, il considérait qu'elle était incomplète, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Si j'ai bien compris, Bohr croyait dans le hasard, Einstein pas. La physique quantique comporte un aspect contestable et pernicieux, dans la mesure où elle refuse d'admettre qu'en l'état actuel (à chaque époque) du développement des sciences (physique, chimie, mathématiques) ou de la connaissance en général, il demeure impossible de saisir l'origine de certains phénomènes, qu'elle attribuera au hasard ou à Dieu dira Einstein, à juste titre selon moi. C'est d'ailleurs le principe qu'adoptent la plupart des hommes dès qu'ils font face à une question dont ils ignorent la réponse, au lieu d'en chercher l'origine, ils préfèreront tordre le cou à la réalité ou s'en remettre au hasard en guise d'explication, pour ne pas avouer leur ignorance ou faire croire qu'il n'en existe pas.

Appliqué à la politique, on en devine immédiatement l'application ou les conséquences désastreuses : Il n'existe aucune théorie valable pour interpréter le monde ou sur laquelle on pourrait s'appuyer pour envisager de procéder à une transformation révolutionnaire de la société, puisqu'on ignore les forces motrices, principes ou lois sur lesquelles repose son développement depuis des millénaires,

donc il est inutile de s'aventurer dans cette voie, considérons plutôt que toutes les voies se valent et que le hasard fera bien les choses !

Réponse au lecteur anonyme Assimbonanga.

Il est vrai que lorsque quelqu'un vous balance :"*tu ne regardes pas les JT, pourquoi je ne suis pas étonnée ? Tu es trop érudit et savant pour cela. Tu perds des trucs toutefois*", cela en impose, c'est impressionnant, il n'y a rien à ajouter, tant la supériorité du niveau de conscience de votre interlocuteur est indiscutable !

La vieillesse est souvent un naufrage et vous l'illustrez à merveille. Il faut être sacrément aigri et malveillant, autrement dit inconscient, pour m'attribuer autant de vilaines qualités. Je vous conseillerais bien de commencer par appliquer à vous-même les conseils que vous me prodiguez si généreusement, mais je crains qu'il ne soit trop tard ! Cela dit, je vous laisse volontiers avec votre humilité, qui soit dit en passant est une marque de servilité, qui présente en outre l'avantage de faire bon ménage avec la fausse modestie, dont manifestement vous n'êtes pas dépourvu.

Pour les lecteurs qui auraient l'impression désagréable de perdre leur temps en suivant ce genre de polémique au demeurant fort instructive, pour qu'il n'en soit rien, j'ai dégoté un passage qui permet de se maintenir au-dessus du marais de la médiocrité ordinaire dans laquelle on voudrait nous entrainer.

Thèses sur Feuerbach

Un résumé des conceptions philosophiques du marxisme. Traduit d'après le manuscrit de Marx en tenant compte de la version publiée par Engels, en appendice à son Feuerbach, en 1888.

– Le résultat le plus avancé auquel atteint le matérialisme intuitif, c'est-à-dire le matérialisme qui ne conçoit pas l'activité des sens comme activité pratique, est la façon de voir des individus isolés et de la société bourgeoise.

– Le point de vue de l'ancien matérialisme est la société "*bourgeoise*". Le point de vue du nouveau matérialisme, c'est la société humaine, ou l'humanité socialisée.

– Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer. Fin.

J'ai avoué mon crime, je n'attends plus que la sentence divine !

Dorénavant, pour ne pas abuser de cette tribune que nous offrent les administrateurs du Grand Soir, que je remercie au passage, c'est la moindre des choses, je réserverai mes longs commentaires aux lecteurs de mon blog (politique).

Tous ces commentaires sont reproduits dans les causeries de mon blog publiées chaque semaine, accompagnés parfois d'une grille de lecture et agrémentés d'une analyse complémentaire ou des citations qui les enrichissent ou permettent d'alimenter librement la réflexion de chacun, puisque personne n'est obligé de s'y connecter.

Ce lecteur ou plutôt cette lectrice m'a répondu :

- Jean-Claude Tardieu, j'ai conscience d'avoir été mortifiante, blessante. J'en suis désolée, je suis allée au clash et je ne pense pas que tu puisses me pardonner... Toutefois, bon, à toi de voir ! Nous ne discutons pas sur le même registre. Tu ne veux tenir aucun compte des applications concrètes que je donne en exemples ni t'abaisser à un mon niveau de discussion qui toucherait pourtant les travailleurs. Tant pis ! C'est comme ça.

Je préfère un pseudo anonyme mais je suis connue comme une personne constante et fidèle parmi les simples commentateurs. Je ne suis pas "*une personne de qualité*". Je suis vraiment une anonyme, somme toute. Sans les protections que confère l'appartenance à un groupe constitué.

J-C – Aux lecteurs du blog *Le socialisme*.

Je n'ai rien à pardonner à quiconque pour ne juger personne, et mon intention n'est jamais de blesser ou humilier une personne. Bien au contraire, je m'emploie à partager mes idées en m'abstenant de les imposer aux autres ou de leur donner des leçons.

Je prends soin d'éviter les flatteries, et je garde mes distances avec les gens auxquels je m'adresse, afin d'éviter toute méprise quant à l'interprétation de nos idées et de nos rapports, en faisant en sorte que le respect qu'on se doit mutuellement soit respecté, précaution qui hélas sera parfois inutile, c'est inévitable, ce dont par conséquent je refuse de porter la responsabilité, sauf si je m'étais mal exprimé, ce qui peut arriver évidemment.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de ces commentaires à la suite de l'article :

https://www.legrandsoir.info/mettre-fin-au-desastre-macronien-ordonne-par-l-union-europeenne.html#forum212459

J'ajoute un mot pour les chers lecteurs du blog *Le Socialisme*.

C'est peut-être un peu bordélique. J'ai rédigé cela vite fait en m'y reprenant à plusieurs fois, car j'ai aussi des tâches ménagères à assumer, sinon on va me traiter d'esclavagiste, de misogyne ou je ne sais quoi encore, surtout qu'en ce moment il y a deux femmes à la maison, ma compagne Selvi et sa sœur cadette Sandhi !

- A tout prendre, il y avait quelque chose de suspect dans cet engouement pour la physique quantique.

Elle est juste parvenue à résoudre certaines questions restées sans réponses, en théorisant et en reproduisant avec succès les expériences qui avaient été entamées au cours de la première moitié du XXe siècle, dans le cadre de travaux de recherche effectués suite à la découverte de certaines matières premières et leurs propriétés particulières, qui sont dorénavant utilisées dans différents secteurs de l'industrie, que ce soit en robotique ou l'I.A, dans les nanotechnologies...

- On pourrait associer cet engouement pour le hasard, à la théorie selon laquelle les origines de bien des phénomènes n'existeraient pas, à l'influence de la « *cancel culture* » qui procède d'un principe similaire, qui consiste à remettre en cause toutes les connaissances (et sciences) acquises… pour finalement imposer une pensée unique allant à l'encontre du progrès social, de la démocratie et de la liberté auxquelles les hommes aspirent légitimement, de manière à assurer la pérennité du capitalisme en recourant à une idéologie totalitaire, au fascisme.

Cela me fait aussi penser au prestidigitateur Etienne Chouard, qui souhaitait faire dépendre notre destin d'une pochette surprise, d'où serait tirée au sort la démocratie représentative. Imaginez un instant qu'une main malheureuse sorte au hasard de ce chapeau les noms de Macron, Valls, Darmanin, Véran, Attali, Hollande, Le Pen, etc. quel désastre !

- Croire au hasard, c'est croire en Dieu, pire pour un scientifique, car c'est refuser d'admettre implicitement que les connaissances des hommes sont insignifiantes, au regard de ce qu'ils ignorent encore et qu'il en ira toujours ainsi, sauf à se prendre pour Dieu le créateur !

C'est refuser de reconnaître que la perfectibilité des hommes constitue une qualité ou une vertu, et non une faiblesse ou une tare. C'est refuser de prendre en compte que l'inconscience domine la vie psychique et sociale des hommes, par conséquent, intellectuelle, et que l'élévation de leur niveau de conscience ou de connaissance est uniquement le produit de l'évolution des conditions sociales (du développement économique), auxquelles ils furent confrontés et des expériences auxquelles ils se livrèrent au fil du temps ou des siècles ; de même que le niveau juridique d'une nation correspond au niveau de son développement économique, le niveau de conscience des hommes et les connaissances auxquelles ils sont parvenus sont directement en rapport avec ce facteur, ils n'ont aucune origine mystérieuse ou insondable et ils ne relèvent ni du hasard ni d'une opération du Saint-Esprit !

Bref, c'est ignorer le processus matérialiste dialectique qui concoure à la transformation de la matière, dont on ignore encore bien des choses... Il en va donc ainsi des idées et des comportements des hommes plus prompts à faire leur malheur qu'à œuvrer à leur bonheur, et qui, parce qu'ils manquent cruellement de modestie, refuseront d'en chercher les causes, c'est à cela qu'on les reconnaît.

Au lieu de se réfugier dans le déni, commençons par tenir compte des enseignements que nous ont légués les plus grands penseurs, philosophes et scientifiques, sinon nous ne pourrons pas progresser et faire face aux gigantesques défis que nous avons à relever, et aux tâches politiques que l'histoire nous impose d'accomplir pour en finir une fois pour toute avec la servitude humaine et la barbarie.

Il m'est arrivé au cours de ma vie de croire un tas de trucs invraisemblable ou qui étaient faux, et qui m'ont permis de progresser malgré tout. Voilà un paradoxe qui s'explique très bien, dans la mesure où, parmi ce fatras de théories erronées ou plutôt limitées par les conditions imposées par l'époque à laquelle elles avaient vu le jour, résidaient un tas de choses vraies qui allaient me servir par la suite, afin de m'attaquer à la crasse ignorance qui m'habitait et dont j'avais pris conscience tardivement, à l'âge de 19 ans… J'ai passé ma vie à faire le ménage dans mes idées ou à y mettre bon ordre, et c'est loin d'être terminé puisse que nos connaissances ne cessent de progresser. Quel bonheur, mais aussi quel boulot, quelle satisfaction surtout, car on a quand même le droit à une modeste récompense en retour, on s'en contentera, cela évite d'être aigri et malveillant !

- Il y a surtout l'art de mal poser les questions, pour mieux nous embrouiller ou donner l'impression qu'on se contredit et qu'on ne saurait pas de quoi on parle pour nous discréditer ou nous laisser dans l'ignorance.

- On doit distinguer la contingence du hasard. J'ai lu que le hasard est le contraire de finalité, ce qui ne veut rien dire, puisqu'une finalité à forcément une cause, et une cause se traduira par une finalité, à moins de prétendre qu'on ne pourra jamais parvenir à les expliquer, alors pourquoi disserter sur ce sujet !

Quant à la contingence, ce qui peut se produire ou non, ce qui est du domaine de l'éventualité, elle serait le contraire de la nécessité, alors qu'en réalité quel que soit le cas de figure qui se réalisera, qu'un évènement se produise ou non, dans les deux cas il se comportera fidèlement à une nécessité, reste à en découvrir l'origine.

Quand un phénomène se produit, c'est que les conditions étaient réunies pour qu'il se réalisa, et dans le cas contraire, cela signifierait que ces conditions faisaient défaut. On est donc en présence de deux nécessités distinctes qui dépendent des mêmes conditions dans un rapport inversé qui permet de les distinguer. L'une n'existerait pas sans l'autre. Qu'on l'ignore n'y change rien, sauf à se prendre pour le maître de l'univers ou un joueur de dé !

En fin de causerie, vous trouverez quelques citations de Hegel et des marxistes pour réfléchir aux rapports entre hasard ou contingence et nécessité, pour ceux que cela intéresse.

Situation sociale en France et ses colonies.

Le colonialisme demeure inflammable.

Deux morts en Nouvelle-Calédonie, couvre-feu en Martinique. Le pays s'embrase dans les Outre-mer pendant qu'il sombre dans le chaos institutionnel en métropole - RT 19 sept. 2024

«*Deux morts en Nouvelle-Calédonie, couvre-feu en Martinique. Le pays s'embrase dans les Outre-mer pendant qu'il sombre dans le chaos institutionnel en métropole. Nos institutions ne seront respectées que si elles respectent les Français* !»

Selon le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), cité dans le quotidien français L'Humanité, les gendarmes du GIGN n'auraient pas hésité à procéder «*à une exécution sommaire d'un des jeunes en question*». Et d'accuser les forces de l'ordre de «*méthodes barbares et humiliantes*».

Le parti indépendantiste kanak réclame l'ouverture d'une «*enquête indépendante et impartiale pour faire toute la lumière sur les circonstances de ces assassinats*». Enfin, le FLNKS dénonce «*l'usage disproportionné de la force par les autorités de l'État français qui relève de pratiques coloniales*».

Situation politique en France.

Vogue la galère ou le naufrage politique de la Ve République en pleine crise économique.

J-C - Tous les masques tombent, les langues se délient, pendant ce temps-là le peuple observe, écoute et fait preuve de beaucoup de patience, jusqu'à quand ?

Le gouvernement de Michel Barnier pourra-t-il tenir face à l'Assemblée nationale ? - LePoint.fr 21 septembre 2024

Barnier peut donc compter sur le soutien conditionnel de quatre groupes : EPR, Droite républicaine (le groupe de Laurent Wauquiez), le MoDem et Horizons. Or, ces groupes ne disposent, ensemble, que de 213 sièges ! Un seuil nettement inférieur à la majorité absolue, fixée à 289 sièges, et à peine plus élevé que celui du NFP, qui agrège 193 députés.

Cette majorité très relative place de fait le chef du gouvernement dans une situation très compliquée, à la merci permanente d'une motion de censure. Le RN, qui scrutera attentivement sa déclaration de politique générale, le 1er octobre, pourrait décider de le censurer sur le budget.

Mais n'importe quel autre groupe peut faire vaciller cette fragile majorité. « *Le problème, sous la Ve République, c'est moins la majorité positive que la majorité négative* », résume Jean-Philippe Derosier, constitutionnaliste et professeur de droit public à l'université de Lille. Là encore, c'est une question d'arithmétique. Même sans les voix du groupe de 16 députés d'Éric Ciotti, le RN et le NFP ont, avec 319 voix, largement de quoi faire tomber le gouvernement Barnier.

Cette assise est d'autant plus fragile que, comme l'a récemment souligné Henri Guaino, pour la première fois depuis 1958, aucun parti ne soutient inconditionnellement le Premier ministre nommé par le président de la République. Tout le monde a posé des conditions et l'équilibre trouvé à l'issue de ces consultations reste précaire. Que feront par exemple les élus MoDem, alors que 80 % de leurs députés affirmaient vendredi qu'ils refuseraient de participer au gouvernement ? Son prédécesseur, Gabriel Attal, ne sera-t-il pas tenté de faire monter les enchères ? Ses troupes menacent par ailleurs de se diviser. Vendredi 20 septembre, la députée Sophie Errante, issue du Parti socialiste, a claqué la porte du groupe macroniste à l'Assemblée.

À moins qu'un élément, jusqu'ici peu pris en compte, ne change légèrement la donne. « *Des membres du bureau de l'Assemblée nationale pourraient entrer au gouvernement, ce qui laisserait des places vacantes et obligerait les députés à voter à nouveau* », observe Jean-Philippe Derosier. Sur la liste de noms dévoilés, au moins un membre du bureau devrait obtenir un maroquin : Annie Genevard, secrétaire générale de LR, pressentie à l'Agriculture. Le RN, évincé de ces postes stratégiques au moment de la composition du bureau, en juillet, pourrait tenter d'y faire son entrée et renverser la majorité de la gauche, qui détient pour l'instant 12 postes sur 22. Cela aurait notamment une incidence sur la recevabilité de certains textes, décidée en réunion de bureau. Le RN se placera-t-il en « *faiseur de majorité* » ? Réponse à la reprise de la session parlementaire, en octobre. LePoint.fr 21 septembre 2024

C'est le 0,1% qui l'exige !

Emmanuel Macron demande que Laurence Garnier n'entre pas dans le gouvernement de Michel Barnier - BFMTV 20 septembre 2024

Le président Emmanuel Macron a demandé au Premier ministre Michel Barnier, qui doit bientôt annoncer le nouveau gouvernement, que Laurence Garnier, pressentie pour devenir ministre des Familles, ne soit pas nommée, a appris BFMTV ce vendredi 20 septembre de sources concordantes, confirmant une information de France info.

Soutien de La Manif pour tous, Laurence Garnier, sénatrice Les Républicains (LR) de Loire-Atlantique, s'était opposée à la constitutionnalisation de l'IVG en 2024 et à l'interdiction des thérapies de conversion en 2021. BFMTV 20 septembre 2024

Double discours de l'extrême droite alliée de l'oligarchie financière.

Pour être adoubé par le Rassemblement national, Michel Barnier devra réunir plusieurs critères. "*Si le Premier ministre décide de prendre en compte (...) sur l'urgence de mesures concrètes sur le pouvoir d'achat, alors nous voterons ce que va dans le bon sens*", a énuméré Jordan Bardella auprès de Valeurs Actuelles. closermag.fr 19 septembre 2024

La veille.

- Le RN revient (discrètement) sur plusieurs mesures économiques et sociales - Le HuffPost 18 septembre 2024

Santé.

Cancer : vous saurez tout sur les médicaments repositionnés.

«*Cancer care : The role of repurposed drugs and metabolic interventions in treating cancer*», du docteur Paul Merik (215 pages) (En anglais)

https://covid19criticalcare.com/wp-content/uploads/2023/06/Cancer-Care-2024-03-29-v1.pdf

---

Russie.

Le Parlement européen appelle à frapper la Russie en profondeur, la Douma brandit la menace d'un missile Sarmat - RT 19 sept. 2024

«*Ce à quoi appelle le Parlement européen conduit à une guerre mondiale avec l'utilisation d'armes nucléaires*», a déclaré le 19 septembre le président de la Douma (chambre basse du Parlement russe), Viatcheslav Volodine.

Personne ne doit se faire d'illusions au sujet d'une réponse «*ferme*» de la Russie en cas d'attaque de son territoire par les armements occidentaux de longue portée, a-t-il ajouté, réagissant à l'adoption par le Parlement européen d'une résolution invitant les États membres de l'UE à autoriser l'Ukraine à utiliser les armes qu'ils lui livrent contre «des cibles militaires légitimes» sur le sol russe.

En guise de conclusion, Viatcheslav Volodine a lancé un avertissement quant à une éventuelle réponse russe: «*Pour information : le temps de vol d'un missile Sarmat jusqu'à Strasbourg est de 3 minutes et 20 secondes*».

La Russie arme Ansar Allah contre Israël en riposte à l'armement de l'Ukraine par les États-Unis - Réseau Voltaire 20 septembre 2024

Les États-Unis ont retiré leurs deux groupes navals du Proche-Orient, l'USS Theodore Roosevelt et l'USS Abraham Lincoln.

Ansar Allah (les « *partisans de Dieu* », qualifiés péjorativement de « *Houthis* », c'est-à-dire la « *bande de la famille Houthi* », par la propagande atlantiste) a tiré un missile sur le centre d'Israël, le 15 septembre. Selon son porte-parole, il a traversé 2 040 kilomètres en 11 minutes.

Au contraire, selon les FDI, il ne s'agissait pas d'un missile hypersonique. Il a été touché par la défense antiaérienne israélienne, mais n'a pas été abattu.

Un incendie s'est déclaré près de Lod, causé par le missile ou par des débris de celui-ci.

Imitant le comportement des FDI à Gaza, Ansar Allah a publié un avis aux Israéliens déclarant que Tel-Aviv est une « *zone de guerre* » et qu'ils doivent l'évacuer pour le désert du Néguev qu'ils considèrent comme une « *zone humanitaire* ».

Le 16 septembre, Ansar Allah a déclaré que le gouvernement états-unien lui avait proposé de le reconnaître à la condition qu'il cesse d'attaquer Israël. Le département d'État a démenti.

Observons le changement de règle du jeu, non pas en Israël et en Palestine, mais à l'échelle mondiale. Le missile yéménite n'a pas été intercepté par la défense israélienne. Il s'agissait donc d'un engin hypersonique guidé depuis un satellite, comparable aux sept missiles hypersoniques iraniens qui ont frappé leur cible le 14 avril. Ansar Allah n'ayant pas de technologie spatiale à sa disposition, qui lui a fourni les données de guidage ? Il est peu probable que Téhéran se soit lancé dans cette aventure au moment où le président Masoud Pezeshkian tente de renouer avec les Occidentaux.

Nous avons appris que le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, s'était secrètement rendu la semaine dernière, quelques heures, en Russie. L'information a été strictement censurée par les FDI en Israël. Son entretien avec son ex-ami, le président Vladimir Poutine, ne s'est pas bien passé.

Le retrait des porte-avions états-uniens indique que Washington n'entendait pas se mêler de la querelle russo-israélienne.

Mais le plus important est ailleurs : Moscou avait prévenu qu'il répondrait aux États-Unis, qui donnent des armes à l'Ukraine pour agresser la Russie, en donnant aussi des armes à des ennemis de Washington pour le frapper en retour. L'Ukraine vient de frapper un gazoduc russe avec des armes états-uniennes. En riposte, le Yémen a frappé l'oléoduc reliant Ashkélon à Eilat avec des données satellitaires russes. Réseau Voltaire 20 septembre 2024

Ukraine.

Le nombre de militaires ukrainiens formés sur le territoire de l'UE révélé - observateurcontinental.fr 18.09.2024

L'UE a formé 60.000 soldats ukrainiens.

«*En novembre 2022, la mission d'assistance militaire de l'UE à l'Ukraine (EUMAM) a été lancée et a formé 60.000 soldats ukrainiens sur le territoire de l'UE*», a stipulé Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif pour une économie au service des citoyens, également commissaire au commerce.

«Le nouvel objectif est d'en former 15.000 supplémentaires d'ici la fin de l'hiver, soit un total de 75.000 soldats ukrainiens formés» par les pays de l'UE, a-t-il précisé.

https://www.observateurcontinental.fr/?module=news&action=view&id=6308

Syrie et la poursuite par l'Ukraine de sa collaboration avec le terrorisme international

Le régime actuel de Kiev, convaincu de son impunité via le soutien de ses parrains otano-occidentaux, s'active non plus seulement dans les méthodes terroristes qu'il utilise, mais également dans la collaboration avec les réseaux ouvertement affiliés au terrorisme international. Après l'implication confirmée dans la région du Sahel, particulièrement dans le nord du Mali, désormais la coopération dudit régime s'organise avec les terroristes affiliés à Al-Qaida en Syrie.

https://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=6306

Chine.

La présence de la Chine en Afrique - les atouts géopolitiques de l'Éthiopie - 20 septembre 2024

Extraits.

Un moment clé de cette histoire géopolitique est l'année 2023, lorsque la Chine et l'Éthiopie ont porté leur coopération au niveau d'un « *partenariat stratégique de tous les temps* ». Une formulation que la Chine n'avait jusqu'alors utilisée que pour sa politique étrangère à l'égard de ses alliés les plus proches, tels que le Sri Lanka, le Pakistan, le Belarus, l'Ouzbékistan et le Venezuela. Elle

souligne l'importance de l'Éthiopie dans la politique africaine de la Chine. Il est clair que l'Éthiopie soutiendra la politique de la Chine lors des réunions des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine.

L'Éthiopie est un pays important en Afrique : elle compte environ 127 millions d'habitants, ce qui en fait le pays le plus peuplé du continent noir après le Nigeria.

Entre 2000 et 2022, la Chine a prêté un total de 170 milliards de dollars à 47 pays africains, entreprises publiques ou institutions multilatérales. L'Éthiopie arrive en deuxième position (après l'Angola avec 42 milliards de dollars) avec un total de 13,7 milliards de dollars.

Un deuxième élément jouant en faveur de la Chine a été l'inclusion de l'Éthiopie en tant que nouveau membre du club des BRICS, le groupe des puissances économiques émergentes.

http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2024/09/20/la-presence-de-la-chine-en-afrique-les-atouts-geopolitiques-de-l-ethiopie.html

---

DU HASARD, DE LA CONTINGENCE ET DE LA NÉCESSITÉ.

Friedrich Engels (1883) Dialectique de la nature

HEGEL : « *Le contingent présente par conséquent deux aspects ou côtés : en premier lieu, pour autant qu'il implique une possibilité immédiate ou, ce qui revient au même, pour autant que la possibilité s'y trouve absolue, le contingent n'est ni posé, ni médiatisé, mais correspond à une réalité immédiate ; il n'a pas de fond. Comme le possible possède la même réalité immédiate, il est à la fois réel et contingent et manque également de tond. Mais, en deuxième lieu, le contingent est réel comme étant seulement possible ou il est un réel tout simplement posé ; la possibilité, de même, en tant qu'être-en-soi formel n'est qu'un posé. Il en résulte que ni le contingent ni le possible n'existent en-et-pour-soi, mais que chacun d'eux a sa véritable réflexion-sur-soi dans l'autre, autrement dit chacun à un fond. Si donc le contingent n'a pas de fond, parce qu'il est contingent, on peut dire, avec tout autant de raison, qu'il a un fond, parce qu'il est contingent.* »

(Science de la logique, trad. Jankélévitch. tome II. pp. 202-203.) (N.R.)

Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

- Mais le hasard n'est que l'un des pôles d'un ensemble dont l'autre pôle s'appelle nécessité. Dans la nature, où le hasard aussi semble régner, nous avons démontré depuis longtemps, dans chaque domaine particulier, la nécessité immanente et la loi interne qui s'imposent dans ce hasard. [Et ce qui est vrai de la nature ne l'est pas moins de la société.]

Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

- Avec l'esclavage, qui prit sous la civilisation son développement le plus ample, s'opéra la première grande scission de la société en une classe exploitante et une classe exploitée. Cette scission se maintint pendant toute la période civilisée. L'esclavage est la première forme de l'exploitation, la forme propre au monde antique; le servage lui succède au Moyen Age, le salariat dans les temps modernes. Ce sont là les trois grandes formes de la servitude qui caractérisent les trois grandes époques de la civilisation; l'esclavage, d'abord avoué, et depuis peu déguisé, subsiste toujours à côté d'elles.

- La basse cupidité fut l'âme de la civilisation, de son premier jour à nos jours, la richesse, encore la richesse et toujours la richesse, non pas la richesse de la société, mais celle de ce piètre individu isolé, son unique but déterminant. Si elle a connu, d'aventure, le développement croissant de la science et, en des périodes répétées, la plus splendide floraison de l'art, c'est uniquement parce que, sans eux, la pleine conquête des richesses de notre temps n'eût pas été possible.

Comme le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre classe, tout son développement se meut dans une contradiction permanente. Chaque progrès de la production marque en même temps un recul dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité. Ce qui est pour les uns un bienfait est nécessairement un mal pour les autres, chaque libération nouvelle de l'une des classes est une oppression nouvelle pour une autre classe.

L'introduction du machinisme, dont les effets sont universellement connus aujourd'hui, en fournit la preuve la plus frappante. Et si, comme nous l'avons vu, la différence pouvait encore à peine être établie chez les Barbares entre les droits et les devoirs, la civilisation montre clairement, même au plus inepte, la différence et le contraste qui existe entre les deux, en accordant à l'une des classes à peu près tous les droits, et à l'autre, par contre, à peu près tous les devoirs.

Mais cela ne doit pas être. Ce qui est bon pour la classe dominante doit être bon pour toute la société avec laquelle s'identifie la classe dominante. Donc, plus la civilisation progresse, plus elle est obligée de couvrir avec le manteau de la charité les maux qu'elle a nécessairement engendrés, de les farder ou de les nier, bref, d'instituer une hypocrisie conventionnelle que ne connaissaient ni les formes de société antérieures, ni même les premiers stades de la civilisation, et qui culmine finalement dans l'affirmation suivante: l'exploitation de la classe opprimée serait pratiquée par la classe exploitante uniquement dans l'intérêt même de la classe exploitée; et si cette dernière n'en convient pas, si elle va même jusqu'à se rebeller, c'est la plus noire des ingratitudes envers ses bienfaiteurs, ses exploiteurs.

Et voici maintenant, pour finir, le jugement de Morgan sur la civilisation : « *Depuis l'avènement de la civilisation, l'accroissement de la richesse est devenu si énorme, ses formes si diverses, son application si vaste et son administration si habile dans l'intérêt des propriétaires que cette richesse, en face du peuple, est devenue une force impossible à maîtriser. L'esprit humain s'arrête, perplexe et interdit, devant sa Propre création. Mais cependant, le temps viendra où la raison humaine sera assez forte pour dominer la richesse, où elle fixera aussi bien les rapports de l'État et de la propriété qu'il protège, que les limites des droits des propriétaires. Les intérêts de la société passent absolument avant les intérêts particuliers, et les uns et les autres doivent être mis dans un rapport juste et harmonieux. La simple chasse à la richesse n'est pas le destin final de l'humanité, si toutefois le progrès reste la loi de l'avenir, comme il a été celle du passé. Le temps écoulé depuis l'aube de la civilisation n'est qu'une infime fraction de l'existence passée de l'humanité, qu'une*

infime fraction du temps qu'elle a devant elle. La dissolution de la société se dresse devant nous, menaçante, comme le terme d'une période historique dont l'unique but final est la richesse; car une telle période renferme les éléments de sa propre ruine. La démocratie dans l'administration, la fraternité dans la société, l'égalité des droits, l'instruction universelle inaugureront la prochaine étape supérieure de la société, à laquelle travaillent constamment l'expérience, la raison et la science. Ce sera une reviviscence - mais sous une forme supérieure - de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des antiques gentes. » (MORGAN, Ancient

Society, p. 552.)

Karl Marx et Friedrich Engels, Sur la religion

- …du nécessaire et du contingent ; on sait que ces oppositions n'ont qu'une valeur relative, que ce qui est maintenant reconnu comme vrai a son côté faux caché qui apparaîtra plus tard, tout comme ce qui est actuellement reconnu comme faux a son côté vrai grâce auquel il a pu précédemment être considéré comme vrai ; que ce que l'on affirme nécessaire est composé de purs hasards et que le prétendu hasard est la forme sous laquelle se cache la nécessité — et ainsi de suite.

Friedrich Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande

- Or l'histoire du développement de la société se révèle, sur un point, essentiellement différente de celle de la nature. Dans la nature, — dans la mesure où nous laissons de côté la réaction exercée sur elle par les hommes, — ce sont uniquement des facteurs inconscients et aveugles qui agissent les uns sur les autres et c'est dans leur jeu changeant que se manifeste la loi générale. De tout ce qui se produit, — des innombrables hasards apparents, visibles à la surface, comme des résultats finaux qui confirment la norme à l'intérieur de ces hasards, — rien ne se produit en tant que but conscient, voulu. Par contre, dans l'histoire de la société, ceux qui agissent sont exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec réflexion ou avec passion et poursuivant des buts déterminés ; rien ne se produit sans dessein conscient, sans fin voulue. Mais cette différence, quelle que soit son importance pour l'investigation historique, surtout d'époques et d'événements pris isolément, ne peut rien changer au fait que le cours de l'histoire est sous l'empire de lois générales internes. Car, ici aussi, malgré les buts consciemment poursuivis par tous les individus, c'est le hasard qui, d'une façon générale, règne en apparence à la surface. Ce n'est que rarement que se réalise le dessein voulu ; dans la majorité des cas, les nombreux buts poursuivis s'entrecroisent et se contredisent, ou bien ils sont eux-mêmes a priori irréalisables, ou bien encore les moyens pour les réaliser sont insuffisants. C'est ainsi que les conflits des innombrables volontés et actions individuelles créent dans le domaine historique une situation tout à fait analogue à celle qui règne dans la nature inconsciente. Les buts des actions sont voulus, mais les résultats qui suivent réellement ces actions ne le sont pas, ou s'ils semblent, au début, correspondre cependant au but poursuivi, ils ont finalement des conséquences tout autres que celles qui ont été voulues. Ainsi les événements historiques apparaissent en gros également dominés par le hasard. Mais partout où le hasard semble jouer à la surface, il est toujours sous l'empire de lois internes cachées, et il ne s'agit que de les découvrir.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 septembre 2024

On ne s'attardera pas plus que cela (lire plus loin) sur le nouveau gouvernement français destiné à poursuivre et amplifier la politique ultraréactionnaire des précédents.

En viendront-ils à l'enfermement psychiatrique préventif à domicile ou en asile?

Europe1 - 13 millions de Français souffrent de troubles psychiques et psychiatriques

La santé mentale est une priorité aujourd'hui. 13 millions de Français souffrent de troubles psychiques et psychiatriques et 40% des 18-24 ans présentent des symptômes dépressifs. Les chiffres sont devenus plus importants au lendemain de la crise. La santé mentale représente près de 23,3 milliards d'euros, soit près de 14 % des dépenses totales de santé alors que la prise en charge des patients semble s'être détériorée depuis trois ans.

Les professionnels appellent à la mise en place d'une véritable politique de prévention face aux troubles du comportement sévères qui augmentent. europe1.fr 23 septembre 2024

J-C - Leur dictature hygiéniste de 2020 à 2022 n'a fait qu'amplifier ce phénomène en frappant particulièrement les jeunes.

Quant au reste, les troubles psychiques ou psychiatriques, du comportement en général, ils sont le produit du malaise social induit par les conséquences de la survie du régime capitaliste, il frappe dorénavant toutes les classes, couches, catégories de la société. Il se traduit par la détérioration de tous rapports sociaux. Ce qu'on rencontre de plus en plus souvent, ce sont des mégalomanes enragés, ils ne vous écoutent pas ou ne vous lisent pas, ils vous aboient dessus, vous chient dessus littéralement ! Alors forcément, cela nous questionne, on se demande qu'est-ce qu'on a bien pu leur faire pour mériter un tel traitement. Rien, on a simplement émis une idée qui les contrariait ou qu'ils ne partageaient pas, c'est suffisant pour qu'ils aient envie de vous flinguer pour un peu, car si vous insistez ils deviennent des fous furieux.

On ne peut pratiquement plus s'exprimer librement sans immédiatement être violemment pris à partie ou faire l'objet d'un procès en sorcellerie, d'un procès d'intention malveillant, pour nous faire taire ou disparaître, nous nuire gravement. On se retrouve ridiculisé, humilié, infantilisé, culpabilisé, infériorisé, diffamé, insulté, exclus, discriminé, banni, jugé coupable sans preuve ni témoignage ni défense ni procès, un tel déversement d'injustice et de haine pourrait être traumatisant pour des personnes mentalement fragiles ou pas préparées à ce genre d'agression. Je me suis livré avec mes proches ou des relations (en France) à quelques expériences, pour voir jusqu'où ils pouvaient aller, et je dois avouer que le mépris ou la méchanceté qu'ils m'ont témoigné m'a beaucoup affecté. A cette occasion je me suis aperçu qu'ils n'en avaient rien à foutre de notre relation, et que la rompre les laisserait indifférents.

Quand Michel Barnier décrète que la santé mentale sera la "*grande cause nationale*" en 2025 de son gouvernement ou de l'Etat, sachant à quel point ils sont malintentionnés envers la population, il a de quoi franchement s'inquiéter pour l'avenir de ce peuple, nos enfants et petits-enfants.

Car, après le lavage de cerveau offert par la société du spectacle et les médias, la paranoïa sanitaire, la névrose météorologique et le refoulement des énergies fossiles, une multitude de conflits et de guerres traumatisantes avec le risque qu'elles dégénèrent en conflagration générale, etc. on se demande si à travers leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, s'ils ne souhaitent pas transformer ce pays en un asile d'aliénés avant de les envoyer à la boucherie ou à défaut de pouvoir y envoyer le peuple, parce qu'ils ne peuvent pas supprimer entre 3 et 6 milliards d'habitants de la planète, en revanche ils peuvent espérer conserver le contrôle du plus grand nombre le plus longtemps possible. Et quant aux récalcitrants, aux résistants, aux opposants à leur tyrannie, ils n'auront qu'à déclarer qu'ils sont fous, et qu'ils doivent être éliminés pour que la sécurité et les intérêts du citoyen « *normal* » soient préservés, gageons qu'ils recevront de nombreux renforts spontanés pour en venir à bout !

La seule thérapie : La lutte de classe et s'organiser, je le rappelle en passant…

Lu.

- Des chercheurs ont découvert que l'interaction entre les humains et les chiens modifie littéralement le fonctionnement du cerveau de l'animal. Il s'avère que lorsque vous fixez les adorables yeux de votre chien, vous ne faites pas que toucher une corde sensible, vous synchronisez le cerveau du chien avec le vôtre.

Advanced Science, a utilisé une technique de pointe appelée dual-EEG pour mesurer simultanément l'activité cérébrale des humains et des chiens pendant qu'ils se livraient à des comportements typiques d'attachement tels que les caresses et le regard de l'un sur l'autre. Ils ont découvert que certaines régions des cerveaux humains et canins se synchronisaient pendant ces interactions, montrant des modèles d'activité coordonnés.

J-C - On s'en doutait quand même un peu, puisque tous les sens sont reliés au cerveau, c'est par ce canal, et sans doute d'autres invisibles ou qu'on n'a pas encore découverts, que se réalise la liaison entre deux cerveaux ou peut-être même uniquement avec le système nerveux de certains insectes qui ne possèdent pas de cerveau.

En revanche on doutera que l'interaction entre les humains des différentes classes modifie littéralement le fonctionnement du cerveau des chiens qui nous pourrissent la vie !

Il leur faut détruire tous les liens de fraternité ou de solidarité qui unissaient les exploités et les opprimés.

Pourquoi Macron et l'extrême centre considèrent-ils la guerre entre les sexes ou entre les hommes et les femmes une priorité ? Parce qu'elle touche aux fondements, à la structure élémentaire, fondamentale, de la civilisation, de la société, de manière à disloquer tous les rapports qu'ils avaient

tissés ensemble, afin de pouvoir les affaiblir et en faire une proie facile, briser leur résistance pendant qu'ils imposeront leur programme économique et politique de nature totalitaire.

C'est un acte désespéré d'un régime aux abois.

Il faut noter que cette stratégie n'intervient pas n'importe quand, elle arrive au moment même où les fondements du capitalisme sont affaiblis, ébranlés, gravement menacés d'effondrement, alors si une révolution politique survenait quelque part dans le monde, elle pourrait ouvrir la voie à une révolution sociale et cela en serait fini avec leur hégémonie de classe, tous leurs privilèges seraient abolis d'un coup et il ne leur resterait plus rien de la fortune qu'ils avaient amassée, leur pouvoir serait réduit à néant, ce à quoi ils ne peuvent évidemment pas se résoudre.

Ils ne savent plus quoi inventer pour tenter d'accroître le taux d'exploitation.

En opposant les femmes aux hommes et en discréditant ces derniers, en les présentant comme des violeurs en puissance (virtuellement en érection aurait dit Freud), en apparence ils visent ce qui permet de les distinguer morphologiquement et biologiquement (et pas que), alors qu'en fait, c'est davantage la division du travail qui a toujours prévalu entre eux qu'ils remettent en cause, pour pousser encore plus loin l'exploitation des femmes, leur faire abandonner toute féminité, l'envie de procréer, au final, atomiser tous les membres de la société, faire en sorte qu'ils se haïssent tous et s'opposent les uns aux autres dans une guerre psychologique et sociale fratricide permanente, ce qui hélas fonctionne assez bien, si j'en juge par ma propre expérience et les témoignages qu'on peut lire ici ou là.

Vous remarquerez que cette voie leur coûte énormément, elle est pour ainsi dire suicidaire, car elle met à mal l'idéologie sociale plusieurs fois millénaires qu'ils avaient adoptée et renforcée (par le biais de la religion) pour structurer les rapports de domination à l'intérieur de la société, sur la base de ceux qui constituaient le fondement de leurs modes d'exploitation ou des rapports de production, ce qui permettait de leur accorder une certaine légitimité tout en garantissant la stabilité. Cela explique aussi pourquoi ils s'attaquent à toutes les religions, tandis qu'ils font preuve de bienveillance envers les sectes.

Emmanuel Macron demande que Laurence Garnier n'entre pas dans le gouvernement de Michel Barnier - BFMTV 20 septembre 2024

Le président Emmanuel Macron a demandé au Premier ministre Michel Barnier, qui doit bientôt annoncer le nouveau gouvernement, que Laurence Garnier, pressentie pour devenir ministre des Familles, ne soit pas nommée, a appris BFMTV ce vendredi 20 septembre de sources concordantes, confirmant une information de France info.

"*Le président ne veut pas que la nouvelle équipe détricote ses réformes. Les positions de Garnier sont aux antipodes de ce qui a été défendu par les précédentes équipes*", ajoute l'ex membre de l'exécutif.

Soutien de La Manif pour tous, Laurence Garnier, sénatrice Les Républicains (LR) de Loire-Atlantique, s'était opposée à la constitutionnalisation de l'IVG en 2024 et à l'interdiction des thérapies de conversion en 2021.

J-C - Barnier l'a recasé au ministère de la Consommation.

Lu.

- La classe dominante finance autant le pseudo-progressisme LGBT que le conservatisme le plus obscurantiste. Il est très important de conserver une diversité au niveau de l'offre socioculturelle, afin de maintenir une tension dans la société. Il y a plusieurs bénéfices tirés de ces financements, économiques et politiques. Le principal étant de déplacer les débats dans la société hors des sujets qui fâchent, j'entends qui fâchent la classe dominante.

J-C – Sans ce financement, sans le matraquage médiatique incessant, ce mouvement n'existerait pas tout simplement. Dis-moi qui te finance et je te dirai quelle cause ou classe tu sers.

Au fait, où sont passés les antifas depuis le 24 février 2022 et le 7 octobre 2023 ?

Lu, un questionnement sur le Bitcoin.

- Tom Benoît se demande pourquoi l'Autorité des marchés financiers (AMF) a approuvé Binance en 2022, une société dont le siège social est installé aux Îles Caïmans et non déclaré. Il s'interroge également sur la reconnaissance du Bitcoin comme une matière première par la Securities and Exchange Commission (SEC), alors que cette technologie est prétendument inventée par une personne dont l'identité reste cachée. Ces approbations semblent paradoxales, étant donné que le Bitcoin est souvent perçu comme une menace pour les systèmes financiers traditionnels.

Selon l'économiste, le but des États-Unis est de contrôler le futur géant des systèmes alternatifs. En comprenant que le système financier actuel est en déclin, les États-Unis chercheraient à être à l'origine de la prochaine grande innovation financière, soutenue par des investissements américains massifs. Si le Bitcoin était réellement un concurrent sérieux, il serait interdit, affirme-t-il. Cette perspective soulève des questions sur la véritable nature et les intentions derrière l'approbation du Bitcoin par les autorités financières.

Le Bitcoin serait donc davantage une croyance qu'une réalité économique et pourrait être un cheval de Troie, servant à habituer les jeunes aux monnaies numériques, comme le suggère la stratégie de Noam Chomsky. Il a déjà causé des pertes financières importantes et pourrait être utilisé pour rassembler des anti-système sous une même entité, facilitant ainsi leur contrôle. De plus, il détournerait l'attention des actifs tangibles comme l'or ou l'argent physique, en faisant croire qu'ils sont équivalents.

Note de J-C (relevé dans un blog) :

- Tom Benoit est un philosophe et essayiste français, spécialisé dans les relations diplomatiques. Il fait partie des rares personnalités du monde intellectuel à défendre les valeurs du libéralisme. Il affiche clairement un positionnement à droite.

La propagande idéologique russophobe et sinophobe en phase hystérique en France.

Une bande de « *chercheurs* » sinophobes accuse deux prestigieux musées français de complaisance envers la Chine par Albert ETTINGER - legrandsoir.info 20 septembre 2024

Dans une tribune du journal *Le Monde*, 27 « *chercheurs* » sinophobes ont diffamé deux des grands musées nationaux français, le musée du Quai Branly-Jacques Chirac et le musée Guimet. Ils les accusent de courber l'échine « *devant Pékin* » en « *effaçant le mot 'Tibet' de leurs collections* ».

Les 27 apprentis maccarthystes se sont dits étonnés « de *la suppression, dans le catalogue des objets tibétains, du nom "Tibet" au profit de l'appellation chinoise "région autonome du Xizang".* » Et d'expliquer que, à leurs yeux, cette « *modification n'est que l'application d'une loi en vigueur depuis 2023 en République populaire de Chine et montre bien la volonté que le Tibet [...] doit être rayé des cartes et des consciences, au présent comme au passé* ». Car selon eux, « la terminologie employée » au sein des deux musées reflèterait « *les desiderata de Pékin en matière de réécriture de l'histoire et d'effacement programmé des peuples non han », cela « jusqu'à en perdre aujourd'hui leur propre ethnonyme et celui de leur territoire ancestral.* »

On est en plein délire. Mais chacun se ridiculise comme il peut. Nos « *chercheurs* » sinophobes y réussissent à merveille en étalant aux yeux du monde non seulement leur obsession et leur haine pathologique de la Chine populaire, mais en même temps en révélant un manque flagrant de logique, de connaissances et d'acuité intellectuelle. Essayons donc de leur éclairer un peu la lanterne.

Les 27 sinophobes exigent que les musées refusent d'utiliser le nom chinois officiel de cette région de la Chine. Leur principal argument : les Tibétains perdraient « *leur propre ethnonyme et celui de leur territoire* ancestral » du moment qu'on remplace la dénomination « *Tibet* » par l'« *appellation chinoise "région autonome du Xizang"* ».

L'argument est absurde et stupide à souhait. Voici pourquoi :

1) Si l'appellation chinoise Xizang est bien un exonyme (c'est-à-dire un nom donné à une ethnie par ceux qui n'en font pas partie) Tibet l'est aussi, et à plus forte raison. En effet, comme l'indique la Wikipédia française (qui n'est pas considérée comme une source spécialement prochinoise) : « *En tibétain, le Tibet se nomme Bod (tibétain : བོད, Wylie : bod, THL : bö, dialecte de Lhassa API : pʰøʔ˥˩, pays).* »

En ce qui concerne l'« *exonyme chinois actuel pour la région* », il s'agit d'un dérivé métonymique du terme tibétain Tsang (gTsang) correspondant à la région du Tibet central autour de Shigatse.

L'exonyme chinois est donc dérivé directement d'un terme tibétain. En revanche, le « terme Tibet ou Thibet date du XVIIIe siècle », et il s'agit d'« *un emprunt du terme sémitique Ṭībat ou Tūbātt, dérivé du turcique Töbäd (littéralement Hauteurs).* » Tibet est donc un terme qui n'est pas utilisé par les habitants de la région, mais par Occident, et surtout par les colonialistes britanniques qui, en 1903-1904, ont envahi militairement cette partie de la Chine.

De toute évidence, la prédilection des « *chercheurs* » français pour l'exonyme Tibet ne découle ni de considérations scientifiques, linguistiques ou historiques, ni même de leur sympathie affichée pour des positions ethnocentristes et nationalistes tibétaines (dans ce cas, ils auraient dû plaider

pour l'utilisation du terme Bod), mais simplement de leurs convictions politico-idéologiques réactionnaires et de leur penchant pour l'hégémonie occidentale.

Finalement, la « *tribune* » antichinoise des 27 sinophobes, publiée par *Le Monde* et repris aussitôt par RFI (6) s'est révélée n'être qu'un coup d'esbroufe qui leur a offert une énième occasion de répéter les mensonges habituels d'une prétendue « *occupation* » et « *colonisation* » chinoise et d'intimider le monde de la culture. Car le reproche adressé aux deux musées n'a aucune base factuelle, si l'on en croit la mise au point du Musée Guimet et du Quai Branly publiée par Le Quotidien de l'art, mise au point dans laquelle les deux institutions soulignent que le terme Tibet n'a nullement été ôté de leurs cartels ou de leurs catalogues. À Guimet, les calomniateurs ont reproché que « *'monde himalayen' ait remplacé le toponyme Tibet dans les salles qui lui sont consacrées* ». Le musée a répondu que « *l'appellation 'monde himalayen' correspond à une aire culturelle comprenant le Tibet et le Népal. Ce terme englobant ne fait en aucune façon disparaître les termes 'Tibet' ou 'tibétain' qui figurent, notamment, sur les cartels en salles ou sur le site internet du musée* ».

Le Quai Branly pour sa part a assuré *qu'il « utilise l'appellation Tibet dans ses cartels des collections permanentes et n'a jamais cessé d'utiliser cette appellation dans son travail sur les collections* ». « *Le thesaurus de classification des collections conservées par le musée fait apparaître les deux termes (Tibet et Chine)* », ajoute l'institution. [...] Avant de conclure : « *L'intégrité professionnelle et l'autonomie institutionnelle (du musée) ne sont en rien menacées par des intérêts financiers ou politiques* ».

Cette affaire montre cependant qu'elles sont bel et bien menacées par les pressions, le chantage et les calomnies de la part d'atlantistes réactionnaires qui s'attroupent au sein des institutions françaises.

L'allégation que les deux musées « *auraient cédé aux pressions de la Chine* » et courbé « *l'échine devant Pékin* » en appliquant « *une loi en vigueur dans la République populaire de Chine* » suggère que la Chine est cette grande puissance mondiale qui veut imposer sa volonté et ses lois nationales au reste du monde. Rien n'est moins vrai. De toute évidence, les auteurs de la tribune confondent la Chine et les Etats-Unis.

Pour lire intégralement cet article très instructif :

https://www.legrandsoir.info/une-bande-de-chercheurs-sinophobes-accuse-deux-prestigieux-musees-francais-de-complaisance-envers-la-chine.html

---

Chinoiserie.

TikTok supprime les comptes RT et Sputnik - RT 21 sept. 2024

Les comptes de Sputnik Serbie, Sputnik Afrique, Sputnik International, Sputnik Brésil, Sputnik Monde et Sputnik Indonésie sont inaccessibles depuis la matinée de ce 21 septembre. Cette décision, qui concerne RT International également intervient après que les États-Unis ont imposé des sanctions à plusieurs médias russes.

TikTok, propriété de la société chinoise ByteDance, a fait face à une pression croissante de la part des autorités américaines ces derniers mois. En avril, le président Joe Biden avait signé une loi stipulant que le réseau social pourrait être interdit aux États-Unis s'il n'était pas vendu dans un délai d'un an. RT 21 sept. 2024

Impressionnant : La majorité (invisible) est dans la rue !

J-C – Ne vous faites pas de cruelles illusions.

Les manifestations contre le « *gouvernement Macron-Barnier* » moins importantes que prévu - LePoint.fr/AFP 21 septembre 2024

L'appel avait été lancé par La France insoumise, les Écologistes ainsi que des associations féministes, étudiantes et environnementales, rapporte l'Agence France-Presse (AFP).

Outre LFI, dont la cheffe de file a défilé dans la capitale, les organisations à l'origine de cet appel sont des syndicats étudiants (Union étudiante et Union syndicale et lycéenne), des ONG écologistes (Greenpeace) et féministes (Planning familial, Collectif droits des femmes, Nous toutes) ou encore l'association altermondialiste Attac. Les drapeaux visibles dans le cortège étaient en très large majorité ceux des formations politiques.

LFI avait pour ambition d' « *augmenter la pression populaire* » après une première journée de contestation le 7 septembre, qui avait réuni dans toute la France entre 110 000, selon les autorités, et 300 000, selon les organisateurs, manifestants de gauche. Cependant, les appels ont été peu suivis ce samedi : ils étaient 2 200 à Marseille, selon la préfecture de police (contre 3 500 lors de la précédente journée de contestation du 7 septembre), 400 à Bordeaux, quelque 200 à Angoulême et Nantes, une centaine à Strasbourg... A Paris ils étaient 3 200, selon la préfecture de police. A titre comparatif, le 7 septembre, ils étaient 26 000, selon le ministère de l'Intérieur, et 160 000 manifestants, selon LFI .

« *C'est un gouvernement illégitime. Si la droite avait gagné, la droite aurait gouverné, ce n'est pas la première fois que ça arrive. La caractéristique [de cette équipe], ce n'est pas son orientation, c'est son illégitimité* », a accusé Jean-Luc Mélenchon. LePoint.fr/AFP 21 septembre 2024

J-C - Faux, c'est exactement le contraire qu'il aurait fallu déclarer, puisque la droite a plus de députés que le NFP, et de plus elle peut compter sur le soutien de l'extrême droite. Par conséquent, ce gouvernement est légitime puisqu'il est conforme à la majorité relative qui s'est dégagée des dernières élections législative. En revanche, on ne peut pas affirmer que son orientation serait légitime, puisqu'elle va à l'encontre des intérêts de la majorité de la population.

Mélenchon sanctionne les hommes, mais pas les idées qu'ils portent, peut-être parce qu'il partage leur idéologie, là je fais l'idiot, car c'est un lieu commun !

Lu.

- Geoffroy Roux de Bézieux, ancien président du MEDEF, a publié ce vendredi (30 août) sur LinkedIn une photo où il s'affiche le poing levé aux côtés de Fabien Roussel et Bernard Thibault à la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. Quelques jours plus tôt, le dirigeant du PCF a été vivement applaudi aux rencontres d'été du MEDEF.

Du côté de Fabien Roussel, cette cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques a comme un goût de prolongation de la REF, Rencontre des entrepreneurs de France, les journées d'été du MEDEF, où il a été très applaudi pour sa défense de la « *valeur travail* » quelques jours plus tôt. *« Nous avons une ambition commune, un projet partagé, celui de remettre le travail au cœur de la société* » a-t-il déclaré dans son intervention, rapportée par Challenges, magazine patronal enchanté du discours du pseudo « *communiste* », qui a par ailleurs évoqué son amitié pour le milliardaire Gérard Mulliez.

J-C - Qu'avons-nous à voir avec ces gens-là ? Rien, ils figurent parmi nos ennemis.

Situation politique en France.

Séance d'hypnose offerte par Barnier, à 20 heures sur France 2, dimanche 22 septembre 2024.

- « *Il n'y aura pas de polémique avec le chef de l'Etat, c'est l'intérêt du pays* » (Cela ne risque pas, puisque Macron n'a aucun pouvoir... et lui non plus ! - J-C)

- "*C'est l'intérêt du pays. Il faut aussi cet esprit de compromis positif, dynamique*" avec le président. (... et forcément négatif avec les gueux, mais il s'en tape ! - J-C)

- "*Moi ce qui m'intéresse, c'est de créer une ambiance qui permettra à toutes les énergies de s'exprimer.*" (Quelle entrée en matière ! La lumière se compose de matière et d'énergie, mais que voit-on généralement, la lumière, ce qui est bien commode lorsqu'on se livre à un exercice qui consiste à créer une "*ambiance*"... afin de mieux en camoufler la matière inavouable qu'elle transporte. - J-C)

- Il a notamment promis de "*prendre le temps d'améliorer la réforme des retraites" avec "les partenaires sociaux*". La retraite portée à 64 ans "*ce n'est plus un marqueur*" parce que « *le cadre financier [doit être] préservé* ». (Dans une interview, il avait indiqué qu'il aurait voté cette réforme scélérate, donc il n'y a rien à négocier. Reste à voir comment il rétribuera la participation des dirigeants corrompus des syndicats à cette mascarade. - J-C)

- "*Ce gouvernement sera républicain, progressiste et européen*", a également promis le chef du gouvernement devant ses ministres. (Républicain au sens de LR. Quant à « *Progressiste et européen* », ils forment un oxymore puisqu'ils sont incompatibles. - J-C)

- "*Notre travail est de faciliter la tâche des entreprises*", a jugé Antoine Armand, nouveau ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. (Qui en douterait ? - J-C)

- "On ne redresse pas les finances publiques d'un pays sans redresser sa compétitivité", a suggéré Laurent Saint-Martin, nouveau ministre du Budget. (Il voulait dire piller les finances publiques au profit des milliardaires, des entreprises multinationales ou transnationales principalement. - J-C)

- «*Je voudrais aussi m'attaquer à un sujet qui coûte beaucoup d'argent, qui est celui de la fraude fiscale bien sûr, mais aussi de la fraude sociale* ». (Sinon comment voudriez-vous que le ruissellement vers le haut fonctionne, si on ne récupère pas du fric de ces salauds de pauvres ! - J-C)

- Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur : « *J'ai trois priorités : rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre* » (A bas l'ordre établi suffira ! - J-C)

"*Que nous a dit le peuple souverain, notamment au premier tour des élections législatives ? Il nous a envoyé un message que nous devons entendre (...) Il est clair : les Français veulent plus d'ordre, d'ordre dans la rue, d'ordre aux frontières*." "*Nous devons avoir le courage de la fermeté*", ajoute-t-il. (Nous souhaitons bien du courage à ceux qui ne s'étaient pas encore aperçus ou qui niaient qu'on vivait sous une dictature ou un régime tyrannique. - J-C) francetvinfo.fr lemonde.fr 22 et 23 septembre 2024

Un régime qui à la caution de l'extrême droite.

Le vice-président du RN Sébastien Chenu sur BFMTV/RMC a confirmé que son parti ne censurerait pas "*avant d'avoir vu le budget, c'est-à-dire les grandes orientations traduites de façon très concrète*".

L'allié du RN Éric Ciotti a confirmé également que son groupe ne voterait pas de censure dès la déclaration de politique générale le 1er octobre. BFMTV 23 septembre 2024

Un gouvernement de larbins !

Le gouvernement Barnier, entre continuité macroniste et droitisation - LePoint.fr 22 septembre 2024

« *Je cherche des poids lourds, des gens d'expérience.* » Voilà ce que répétait Michel Barnier à ses interlocuteurs consultés en vue de la composition de son gouvernement, ces derniers jours. Le premier ministre avait probablement mis la barre trop haute. Après avoir essuyé un nombre important de refus, à gauche comme à droite, l'ex « *M. Brexit* » a dû se rabattre sur des personnalités majoritairement sans poids politique ni notoriété auprès des Français. Des seconds couteaux, inconnus ou presque, inexpérimentés voire totalement novices quant à leur portefeuille ministériel. « *Il a fait les fonds de tiroir !* », se récrie un proche de l'Elysée. « *Surréaliste* », lâche un haut-gradé de l'Assemblée, « *terrifiant* », se désole un ex-ministre proche d'Emmanuel Macron.

Barnier, un fanatique de l'UE spécialiste en tripatouillage institutionnel.

J-C – Sans plaisanter, il est plus mafieux ou pourri encore que Macron.

"*Il n'y a pas de mandat du non*" : quand Barnier réagissait au vote des Français contre le TCE en 2005 - marianne.net 06/09/2024

« *Il n'y a pas de mandat du non* », allait-il jusqu'à déclarer le 30 mai 2005, au lendemain du vote contre le Traité constitutionnel européen (TCE)… laissant augurer au passage un possible contournement de la souveraineté populaire qui venait tout juste de s'exprimer dans les urnes.

Michel Barnier votera « *oui* » lors du référendum du 20 septembre 1992 visant à ratifier le texte préalablement signé par le président de la République François Mitterrand. « *Une deuxième fois* » même, pour Michel Barnier, puisque le 13 mai précédent, il était déjà l'un des cinq députés RPR à avoir voté pour la réforme de la Constitution préalable à la ratification des accords de Maastricht à l'Assemblée nationale, appelant la droite à faire passer « *l'intérêt de la France et de l'Europe* » avant un « *réflexe d'opposition au pouvoir* ».

Alors, sans surprise, quand le président de la République Jacques Chirac décide de soumettre le TCE au vote des Français, celui qui est devenu ministre des Affaires étrangères est l'un des plus fervents partisans du « *oui* ». Mais lors du référendum du 29 mai 2005, c'est bien le « *non* » qui l'emporte à 54,67 %.

Au lendemain du rejet du traité par le peuple, Michel Barnier était invité à réagir au vote des Français sur la chaîne LCI. « *Cette Constitution tentait de régler des problèmes qui restent posés, et il faudra bien les régler. Si cette Constitution n'existe pas, il faudra la réinventer d'une manière ou d'une autre* », déclarait-il dès le début de cet entretien. De quoi laisser entendre qu'un contournement de la souveraineté populaire était possible, moins de 24 heures après le scrutin…

« *Vous dites que vous allez "détricoter" le texte, va-t-on essayer d'en réutiliser certains aspects ?* », l'interrogeait alors le journaliste en plateau. « *Je ne sais pas comment les choses vont se passer, nous ne pourrons pas renégocier ce texte demain ou après-demain alors que nous venons de passer trois ans, et même une dizaine d'années en tout, à travailler sur ces questions. Ce que je sais, c'est que ces questions restent posées* », répondait alors le ministre des Affaires étrangères avant de se lancer vivement dans une liste d'interrogations non résolues, comme si le temps de la campagne était encore en cours.

Et d'ajouter à l'issue d'une campagne où il s'est montré particulièrement actif pour défendre le « *oui* » en multipliant les réunions publiques : *« Toutes ces questions, si nous n'avons pas la Constitution, resteront des questions, mais il n'y aura pas les réponses*. » Pas un hasard si, en 2008, Michel Barnier soutiendra la ratification du Traité de Lisbonne de 2007… Un texte qu'il présentera en juin 2008 sur iTélé comme « *né de l'échec de la Constitution* » mais qui « *n'est pas le même texte* » selon lui. Et tant pis s'il reprend la grande majorité du TCE rejeté dans les urnes par les Français en 2005…

S'il se présentait comme « *un citoyen déçu* » au lendemain du référendum, ce 30 mai 2005, Michel Barnier assurait pourtant à la télévision « prendre acte du vote du peuple français », estimant même que celui-ci « *a raison dans le vote qu'il vient d'exprimer* ». « *Il faut tenir compte de ce vote et des leçons que nous pouvons en tirer* », promettait-il encore.

C'était avant qu'il ne se lance dans une tentative d'explication du résultat des urnes. « Les Français ont répondu avec un seul bulletin de vote à plusieurs questions à la fois », avançait-il, en faisant notamment allusion au contexte social. Et de résumer : « Toutes ces questions étaient mélangées et il n'y avait qu'une seule réponse ». De quoi lui permettre d'affirmer juste après : *« Il n'y a pas de mandat du* "non". *Si vous cherchez ce qu'il y a dans le* "non", *vous verrez qu'il y a beaucoup de contradictions.* ». Les Français étaient sans doute trop bêtes pour comprendre le sens du projet européen néolibéral… marianne.net 06/09/2024

J-C - Ce en quoi il n'avait pas totalement tort, car si vous enleviez les voix acquises aux souverainistes ou plus nombreuses influencées par eux, c'est le « *oui* » qui l'aurait emporté, et parmi ceux qui avaient voté « *non* », il y avait ceux qui étaient pro UE, et ceux qui étaient contre, une minorité, mais bon il ne fallait surtout pas le préciser à ceux qui ne se sont pas gênés pour instrumentaliser le « *non* », stupidement, puisque cela n'a débouché sur rien, comme d'habitude. Ils ont fait croire en une « *grande victoire* » distillant les illusions habituelles, à les entendre « *on allait voir ce qu'on allait voir* » ensuite, vous parlez, que dal en réalité ! Ils ne comprennent pas pourquoi ils n'ont aucune crédibilité, et bien ceci explique cela.

En complément :

- Michel Barnier fut membre du groupe Amato, qui rédigea le projet modificatif du traité de Lisbonne.

Le groupe Amato fut composé de personnalités politiques chargées par la présidence allemande de l'Union européenne, avec l'appui de la Commission européenne, de proposer une nouvelle base de discussion, une réécriture de la Constitution européenne, pour sortir de la crise née du rejet par deux États, par référendum, et de l'hostilité affichée par deux ou trois autres États membres vis-à-vis du traité de Rome de 20041. Le groupe a remis ses travaux le 4 juin 2007, ces derniers sont très proches du traité modificatif adopté le 23 juin 2007 à Bruxelles. Wikipédia.

Barnier : Le Premier ministre français de l'Union européenne.

Le HuffPost - Parmi ces domaines « *réservés* », il n'est pas étonnant de retrouver tout d'abord les affaires européennes. Alexis Kohler a effectivement annoncé que le nouveau ministre délégué à l'Europe, Benjamin Haddad (Renaissance), sera désormais rattaché à Matignon, en plus du quai d'Orsay, comme habituellement.

Une façon pour Michel Barnier, ancien négociateur du « *Brexit* », de garder un œil sur des enjeux qui lui sont chers, malgré le souhait d'Emmanuel Macron de garder la main sur les sujets internationaux. Comme une sorte de continuité pour cet europhile convaincu, ancien eurodéputé, commissaire européen à deux reprises, ou ministre chargé des Affaires européennes (sous Jacques Chirac).

Au-delà de cet attrait personnel, le choix est d'autant plus significatif dans la période actuelle, que le gouvernement français a des épreuves à passer devant la Commission européenne. Il doit effectivement lui présenter rapidement son plan de réduction du déficit, après avoir réclamé un premier délai début septembre sur fond de nouveau dérapage des comptes.

C'est donc dans ce contexte périlleux que Michel Barnier a fait le choix de récupérer dans son escarcelle le ministère du Budget. Traditionnellement, le garant des comptes publics (en

l'occurrence Laurent Saint-Martin, un ancien député macroniste) est à Bercy, avec le ministre de l'Économie et des Finances (désormais Sylvain Armand, un élu Renaissance). C'était le cas avec le duo Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ou avec Gabriel Attal et Olivier Dussopt avant lui.

Cela ne le sera plus. Objet de « *tractations* » jusqu'à la dernière minute, selon *Le Monde*, cette partition est une façon, pour le Premier ministre, d'avoir une prise conséquente sur l'élaboration du budget 2025, la priorité numéro un dans un contexte de dérapage budgétaire et de croissance atone. Le HuffPost 23 septembre 2024

Santé.

Comme la vaccination forcée ne fonctionne pas sur le long terme, ils passent à l'auto-vaccination en espérant avoir plus de succès !

Les Etats-Unis autorisent un vaccin contre la grippe à s'administrer soi-même - franceinfo/AFP 210 sept. 2024

Le vaccin, sous forme de spray nasal, sera disponible à partir de l'automne 2024, a précisé le groupe pharmaceutique AstraZeneca. franceinfo/AFP 210 sept. 2024

L'hydroxychloroquine fournit un effet bénéfique dans la prévention de la Covid-19, selon une vaste étude randomisée. - France-Soir 16 septembre 2024

L'intelligence collective et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans l'appréciation et l'évaluation des études scientifiques. Cela a permis de faire la réfutation (« *debunk* ») de l'étude sur l'hydroxychloroquine parue le 22 mai 2020 dans la revue de renom *The Lancet*. Ou encore celle de l'étude frauduleuse Pradelle et al. parue ce 2 janvier 2024 et rétractée huit mois plus tard par le rédacteur en chef de la revue.

Les médias mainstreams sont prompts à sélectionner et à promouvoir les articles scientifiques visant à décrédibiliser les traitements précoces, tel celui de Pradelle-Lega qui concluait faussement que « *17000 personnes auraient pu mourir de la prise d'hydroxychloroquine.* » D'un calcul hypothétique établi sur un modèle et des données fabriquées, dans l'étude, c'était quasiment devenu une affirmation dans les médias, contribuant ainsi à la désinformation générale du public. Pour la plupart, les médias n'ont pas parlé de la rétractation. Non seulement le mensonge prend l'ascenseur, mais quand des données viennent contredire les mensonges des médias, ces derniers faillissent à leur mission de corriger l'information.

Cependant, la vérité sur les traitements précoces et leur efficacité se fait de plus en plus présente.

https://francesoir.fr/societe-sante/l-hydroxychloroquine-fournit-un-effet-benefique-dans-la-prevention-de-la-covid-19

Information : Les médias citoyens prennent le pas sur les mainstream. Illustration avec le non-respect de la déontologie journalistique des mainstream. - France-Soir 17 septembre 2024

Le Monde, L'express, Le Point, Libé confondent journalisme et propagande suite à la rétractation de l'étude frauduleuse Pradelle-Lega – « *Non il n'y a pas 17 000 morts de l'hydroxychloroq*uine ». Alors que les autres médias n'évoquent même pas la rétractation, laissant planer la pollution informationnelle.

« *16 990 morts pourraient être morts de l'hydroxychloroquine* » « *une estimation basse* », combien de Français ont-ils été exposés à cette fausse information entre le 2 janvier 2024, date de la publication d'une étude frauduleuse et le 22 aout 2024, date de sa rétractation par le rédacteur en chef ?

https://francesoir.fr/opinions-tribunes-societe-science-tech/information-les-medias-citoyens-prennent-le-pas-sur-les

J-C - Le pire, c'est que ce sont principalement, pour ne pas dire exclusivement hélas des acteurs de droite ou d'extrême droite qui s'emploient à défendre la vérité dans ce domaine capital qu'est la santé de la population, et à l'informer des graves dérives des médias mainstream, alors que ce devrait être au mouvement ouvrier de s'y coller, hormis quelques organisations marginales, toutes ont démissionné ou sont corrompu.

Un agriculteur contraint de vendre son exploitation à cause d'une antenne relais - France-Soir 19 septembre 2024

L'exploitant témoigne en affirmant que sa « *production a chuté de 15 000 à 800 œufs par jour* ». « *À la fin du mois de mars, les travaux étaient terminés et dès avril j'ai constaté une diminution de ma production* », vient-il à préciser.

Malgré l'intervention d'un vétérinaire, rien ne semble pouvoir être fait, le professionnel « ne trouve rien » qui pourrait expliquer le phénomène. C'est la venue d'un géobiologiste, au mois de juillet, qui va permettre de soulever un doute sur la présence de cette antenne. L'agriculteur décide alors de questionner le gestionnaire de l'antenne pour en avoir le cœur net.

« *On m'a dit que l'antenne n'avait été mise en route qu'au cours du mois de juin, le 12 précisément. Mais, moi, je l'entendais bien avant ! Des essais ont été réalisés dès la fin mars. De source non officielle, je sais que ces antennes sont poussées au maximum avant, pour être testées* », souligne-t-il encore auprès du Perche.

Pour trouver une solution, il prend le parti de contacter l'association nationale Animaux sous Tension. Malgré ce contact et la création d'un collectif dans le but d'interpeller les élus locaux, l'exploitation ne survit pas à ses pertes économiques et l'exploitant la revend entièrement en 2023. Curieusement, en revendant ses poules à un collègue localisé à quelque 15 km plus loin, celles-ci se seraient remises à pondre normalement. De quoi démontrer la bonne foi du professionnel.

https://francesoir.fr/societe-emploi/un-agriculteur-contraint-de-vendre-son-exploitation-cause-d-une-antenne-relais

Allemagne.

En Allemagne, le parti d'Olaf Scholz remporte de peu un scrutin régional face à l'extrême droite - franceinfo/AFP 22/09/2024

Le SPD est crédité de 31 à 32% des suffrages dans le cadre de ce vote dans le Brandebourg, contre 29 à 30% pour le parti de l'AfD.

Sri Lanka.

Le candidat de gauche remporte la présidentielle au Sri Lanka - lesechos.fr 22 sept. 2024

Les électeurs sri-lankais ont élu Anura Kumara Dissanayake lors de l'élection présidentielle, qui s'est tenue samedi, et dont les résultats ont été publiés dimanche. Avec 42,3 % des bulletins, le candidat de la gauche a battu Sajith Premadasa, le leader actuel de l'opposition (32,7 % des voix) et Ranil Wickremesinghe, le président sortant largement battu (17,2 %). « *Avec un tel résultat, le désir de changement exprimé par le peuple est clair* », a réagi auprès des « Echos » Harini Amarasuriya, députée et proche de Dissanayake.

A 55 ans, « *AKD* » a fait campagne en promettant de débarrasser le pays de la corruption et de rétablir la justice fiscale après les plans d'austérité mis en place par Wickremesinghe. Son programme a séduit les Sri-Lankais, essorés par une crise économique qui dure depuis cinq ans.

Origines modestes

Sa victoire marque un tournant majeur dans l'histoire du pays. C'est la première fois qu'un parti autant marqué à gauche remporte la présidentielle. Depuis l'indépendance du pays, deux partis nationalistes et libéraux - hormis quelques partis issus de scissions et de gouvernements de coalition - se relayaient au pouvoir à Colombo.

D'origine modeste, AKD a un profil différent des autres candidats. Né à la campagne dans une famille pauvre, loin de la capitale et de ses milieux d'affaires, il a rejoint très jeune le JVP, un parti marxiste-léniniste, qui menait une rébellion armée très violente à la fin des années 1980. Depuis, la formation a abandonné la lutte armée et s'est convertie à l'économie de marché, s'éloignant du communisme pour se rapprocher davantage de la social-démocratie. AKD, lui, a pris la tête du parti en 2014 et s'est appliqué à faire oublier le passé violent de sa famille politique pour conquérir les électeurs. Il reste cependant assez marqué à gauche.

Mesures immédiates

En 2019, il a formé, avec d'autres partis et des acteurs de la société civile, le National People's Power (NPP), une plateforme destinée à rassembler les électeurs de gauche contre la caste politique corrompue qui dominait à Colombo depuis plusieurs décennies. Assez réduite à ses débuts, lors de la présidentielle de 2019, il ne récolte que 3 % des voix. Il ne fait guère mieux un an plus tard aux législatives, où le JVP n'obtient que trois sièges, la popularité du NPP a explosé à la faveur de

l'Aragalaya - ce mouvement populaire ayant conduit à la fuite et la démission de l'ex-président Gotabaya Rajapaksa à l'été 2022.

La victoire d'AKD est une revanche pour tous ceux qui avaient mené l'Aragalaya. Car après la fuite de Rajapaksa, c'est Ranil Wickremesinghe, un vieux briscard de la politique - déjà six fois Premier ministre - qui avait pris les rênes du pays grâce au soutien des Rajapaksa. Cet épisode a été vécu comme une trahison par une partie de l'électorat sri-lankais, laquelle aspirait à une réelle alternance politique après des années de gestion économique calamiteuse et entachée par la corruption.

On connaît déjà les contours du programme du NPP. Le parti a promis de réduire la TVA, qui avait été rehaussée à la suite du plan d'aide négocié par Ranil Wickremesinghe auprès du Fonds monétaire international. Des produits de première nécessité devraient en être exemptés pour soulager les ménages les plus concernés par l'inflation. Le NPP prévoit de sortir les Sri-Lankais les plus modestes de l'impôt sur le revenu. Dissanayake a aussi fait savoir qu'il comptait renégocier les termes de l'accord avec le FMI. lesechos.fr et AFP 22 sept. 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 septembre 2024

Pendant ce temps-là, les sionistes nazis et les nazis ukrainiens armés par les puissances occidentales bombardent tranquillement le Liban, Gaza et la Russie…

Ces derniers soirs j'ai regardé plusieurs documentaires sur différents pays, Bolivie, Malaisie, République démocratique du Congo, Chine, Madagascar, j'en ai encore une trentaine à regarder, et j'ai été frappé par l'extrême misère qui y règne, je me suis dit qu'à côté d'eux, en Inde, on est seulement pauvre, quel bonheur !

J'ai appelé ma compagne indienne pour qu'elle regarde quelques passages, la pauvre femme a fondu en larmes, car c'est édifiant de cruauté ce que vivent ces peuples pillés par l'occident depuis plus d'un siècle, les Chinois et les Russes entre autres sont en train de prendre le relai...

D'ailleurs c'est bien simple, on ne peut pas comparer leur mode de vie au nôtre en France, car à tout point de vue nous sommes de foutus privilégiés, et force est de constater que les travailleurs les mieux lotis se moquent éperdument du sort atroce de tous ces peuples.

On a beau savoir tout cela, le voir de près, le sentir ou le toucher pour ainsi dire, écouter ces témoignages de souffrance extrême m'a rendu fou de rage, alors que je vis en Inde depuis près de 30 ans et que je suis habitué à partager bien des malheurs, peut-être parce qu'ils n'atteignent pas le degré d'angoisse ou de désespoir qui frappe l'immense majorité des masses africaines.

Ce sont les pires victimes de l'impérialisme et du colonialisme qui n'ont jamais cessé, sans eux, jamais nous n'aurions eu un mode de vie aussi confortable en France, ce que les Français en général n'ont pas conscience ou préfèrent ignorer hypocritement. Rien que pour cela, quand on se prétend humaniste ou même sans cela quand on se regarde dans un miroir pour se raser ou se peigner, on devrait se mobiliser pour renverser le capitalisme et ses institutions, afin que cesse cet esclavagisme terrifiant qui frappent des centaines de millions de travailleurs et leurs familles en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et partout ailleurs.

Comment un tel degré d'inhumanité ou de barbarie est-il possible au XXIe siècle de l'ère vulgaire, chez des peuples soi-disant civilisés, éduqués, instruits, qui ont bénéficié du développement économique et du progrès social ? Ce devait être la condition à remplir pour envisager l'émancipation définitive du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, force est de constater que cette théorie a du plomb dans l'aile ou quelque chose nous échappe encore.

Je cherche à comprendre, je n'ai pas de réponse en dehors de celle que j'ai déjà formulée qui n'intéresse personne apparemment, ou chaque fois que je l'évoque dans différents blogs, en retour j'ai le droit à des commentaires acrimonieux, qui ne me laissent pas indifférent, car je me dis qu'ils s'adressent davantage à tous ces peuples opprimés sommés de souffrir ou crever en silence.

Ce matin, je suis allé sur un blog. J'ai visualisé 24 articles datés du 25 septembre. J'en ai retenus 6 que j'ai lus en diagonale. A l'arrivée, je n'ai pris aucune note et je n'en ai pas téléchargé un seul, et c'est à peu de chose près pareil presque tous les jours.

J'ai noté que depuis hier, il n'est plus possible de télécharger (gratuitement) ou de faire un copier/coller de l'éditorial de la Tribune du travailleur (PT), dorénavant il faut casquer 1 euro pour lire 34 lignes, autant dire que ce parti est réservé à ceux qui en ont les moyens, on le savait. Mais vous pouvez toujours faire une capture d'image, la télécharger et l'agrandir pour le lire.

Il faut dire que l'éditorial de la Tribune du travailleur contenait un passage susceptible de faire l'objet d'une polémique ou d'être critiqué - ce qu'ils ne supportent pas par-dessus tout dans ce parti « *démocratique* », puisqu'il appelait les travailleurs à réaliser « *un front* » avec les partis corrompus du NFP notamment, si vous vous demandez pour le bien de qui, vous risquerez d'être déçu, car ensuite son auteur, D. Gluckstein, précisait que « *le front des travailleurs qui s'unissent se confortent mutuellement* », autrement dit, il permet avant tout de renforcer ces partis pourris, puisque les travailleurs n'ont rien à en attendre, la *Tribune des travailleurs* affirmant en couverture que ce qui caractérise le gouvernement Macron-Barnier, c'est « *la réaction sur toute la ligne* », ce qui est exact. http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/TT_25.09.2024.pdf

Du coup, on voit mal où ils veulent en venir ou plutôt, on le voit que trop bien.

Que des travailleurs aient des illusions dans ces partis, c'est une chose, qu'on les encourage implicitement ou en y mettant les formes à en avoir davantage en est une autre que l'on condamne. Cela explique peut-être en partie, pourquoi ils ne sont jamais parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, en avaient-ils seulement vraiment l'intention, au bout de tant de décennies, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

Au POI, c'est pire, car lorsque je clique sur un lien, il y a une fenêtre qui s'ouvre avec un message : « *Your access to this site has been limited by the site owner* (HTTP response code 503) », votre accès à ce site a été limité (interdit) par le propriétaire du site. Que craignent-ils donc ?

Tout minable et très con, car je pourrais demander à des militants ou à des membres de ma famille de me les envoyer, mais bon, je ne veux déranger personne et je m'en passe très bien depuis des années, on n'a pas besoin d'eux pour interpréter la situation...

Deux commentaires envoyés au blog *Le Grand Soir* (35,8 mille visites totales août 2024).

(Le sujet : Les champions et charlatans du « *bien-être* » qui essaiment sur le Net.)

- Un don ou plutôt un cadeau empoisonné du 0,1%.

Je suppose que vous vous êtes livrés à des amalgames délibérément provocateurs pour tester vos lecteurs. Je peux me tromper, mais je ne pense pas que vous obtiendrez gain de cause, je vous explique pourquoi.

Parce que, par crainte des critiques ou d'exposer leurs véritables intentions, la plupart refusent de s'exprimer sur le fond, sur les origines ou la nature des choses en général, au-delà des apparences, j'entends, sans doute parce qu'ils savent qu'ils les ignorent, alors vaut mieux parler d'autres choses, éviter les sujets qui fâchent.

Ils sont réfractaires à toute caractérisation, ils le vivent très mal, comme une humiliation, une torture, pire, une mutilation ou une condamnation à mort, et ils ne le supportent d'autant moins, qu'en mal d'arguments, ils peinent à défendre leurs idées (ou comportements), du coup, ils en arrivent à confondre échange ou confrontation d'idées avec jugement dernier, ce qui se terminera par une accusation en règle, de manière à ce qu'on ne retienne rien de cette épreuve, malgré tout ô combien révélatrice, d'où la nécessité de ne pas se laisser impressionner ou intimider par ce genre de procédé déloyal.

Question : Quand vous évoquiez "*nos génies ésotériques pifométriques, autodidactes champions du « bien-être »*", ne pensiez-vous pas à autre chose ou à quelqu'un d'autre par hasard?

Car voyons, ces gens-là existent presque exclusivement grâce à Internet, et sans les réseaux dits sociaux, ils seraient littéralement invisibles, exactement comme des dizaines de milliers de blogs (et organisations) consacrés à la politique, qui en guise de « *bien-être* » brouillent les pistes en mêlant vérités et contrevérités, infos sourcées et fabulations grotesques, etc. si bien qu'à l'arrivée plus personne ne s'y retrouve dans ce capharnaüm... et ne croit plus en rien ni personne, pendant que chaque soir au 20H la voix unique de son maître résonne dans chaque foyer pour répandre la bonne parole que la majorité soumise ou inconsciente adoptera.

Ne serait-ce pas cela le fond du problème, cet éparpillement à l'infini de nos voix et de nos forces face à un ennemi qui somme toute est uni, qu'on est impuissant à combattre alors que nous sommes des millions de fois plus nombreux et puissants, effectivement, il y a de quoi enrager. Pourquoi en sommes-nous arrivés à nous livrer à un combat fratricide les uns contre les autres, au lieu de concentrer nos coups contre notre ennemi commun, le capitalisme et ses institutions ?

Si vous avez suivi sur le Net des conférences de ces "génies ésotériques" et autres philosophes, psychanalystes, physiciens, paléontologues, etc. vous aurez remarqué que leur orientation politique est réactionnaire et antisocialiste, elle repose sur la négation de la lutte des classes, c'est leur véritable fonds de commerce, pour faire bref. D'ailleurs, ils terminent leur numéro d'illusionnistes en faisant l'apologie de l'individualisme débridé qui relève principalement de l'autosuggestion. Et quand parfois il leur arrive de citer du bout des lèvres les conditions sociales qui sont à l'origine de la mauvaise santé (biologique et mentale) de la population, ce n'est jamais pour appeler à combattre pour les éradiquer, sinon ils n'auraient plus rien à vendre à leurs clients, ce sont des boutiquiers avant tout (en politique aussi), dommage car c'est la meilleure thérapie qui soit, sans effets secondaires indésirables !

Cela dit, ils existent de remarquables médecines et remèdes naturels à travers le monde que nous ne connaissons pas ou pas suffisamment, et que nous aurions tort de négliger ou d'ignorer.

@ guillaume rampon

J'ai parcouru le blog de Mélenchon, j'ai ouvert une quinzaine de pages sur la santé et la covid, je n'ai trouvé trace ni de l'hydroxychloroquine ni de l'ivermectine qui sont pourtant des molécules efficaces en prophylaxie ou pour traiter la covid pratiquement à toutes les étapes de la maladie,

testés avec succès par des milliards d'habitants, mais aussi dans des centaines d'études ou rapports de tous les continents, médicaments qui permettaient d'éviter l'injection génique expérimentale ARN messager, dont les dégâts, morts subites ou inattendues et effets secondaires plus ou moins graves, s'élèvent à plusieurs millions dans le monde.

Question : Où, quand, à quelle occasion, dans quelle circonstance, entre janvier 2020 et décembre 2022 Mélenchon aurait-il fait la promotion de ces molécules si utile pour la population ? Merci.

Il existe ce blog médical pour s'informer sur ce sujet. Avertissement : Ne vous formalisez pas, les commentaires des lecteurs (classes moyennes) sont très à droite, c'est le contraire qui aurait été étonnant !

Covid faits et chiffres par le Dr. Maudrux

https://www.covid-factuel.fr/

@ Francine lo

– "*Raoult et Perronne, traités d'imposteurs aussi sur les fils de commentaires LGS*"

Avez-vous des exemples ? Merci. Je n'ai pas suivi à l'époque, j'intervenais directement dans le blog du Dr. Maudrux, cela pendant plus d'un an et demi.

Les Pr. Raoult et Perronne ont sauvé plus de vies que ce que l'on croit, car anonymement ils ont été imités par de très nombreux médecins, à lire ici :

https://www.covid-factuel.fr/2024/09/11/supers-medecins-insensibles-au-covid-et-indemnes-des-potentiels-effets-secondaires-des-vaccins/

Dans mon blog, j'ai défendu ces molécules, le zinc et la vitamine D, ces professeurs contre Macron et l'OMS-Gavi-Gates-Davos, j'ai publié des centaines de pages en 3 ans sur ce sujet, et relayé autant d'articles de presse, études ou rapports des quatre coins du monde, vidéos, en évitant l'écueil des "*complotistes*", je m'en suis tenu scrupuleusement aux données fournies par des membres indépendants du corps médical.

Est-ce grave docteur ?

- En 2022, 95 % de la population de plus de 12 ans en France métropolitaine possédaient un téléphone mobile et 87 % avaient un smartphone.

En 2022, les Français ont passé en moyenne 4,6 heures par jour devant un écran, d'après le Baromètre du numérique sorti en janvier dernier.

Les enfants de 2 ans passent en moyenne 56 minutes par jour devant les écrans, tandis que les adolescents peuvent atteindre six à sept heures les jours sans école. En moyenne, les Français passeraient donc 14 ans et 310 jours devant les écrans au cours de leur vie.

Les jeux vidéo sont également un loisir majeur pour les Français, avec une moyenne de dix heures d'écran consacrées aux jeux par semaine en 2022. Capital 13/12/2023

- En 2023 la quasi-totalité des foyers (93%) dispose d'un accès à Internet.

- Les Français passent également davantage de temps sur le web chaque jour, avec un temps de surf quotidien de 2h24 en moyenne qui continue de progresser (+6 min vs 2022, +50min en 5 ans).

Les plus jeunes restent très actifs sur la toile avec près de 4h de surf par jour.

En parallèle, les seniors de 65 ans et plus prennent leur revanche, jusqu'à devenir moteur de la croissance. En 2023, en effet, ils sont plus de 8 sur 10 (81%) à se connecter chaque mois sur Internet, soit 5 fois plus qu'il y a 15 ans.

79% du temps passé sur Internet se fait depuis un mobile pour l'ensemble des internautes.

L'actualité fédère. Près de 7 Français sur 10 (69%) et près des 2 tiers des 15-24 ans (64%) s'informent sur les sites et applis dédiés chaque mois. Par ailleurs, avec 40,3 millions de lecteurs sur mobile chaque mois, les marques de presse réalisent des audiences massives, portées par le numérique. mediametrie.fr 08.02.2024

- La télévision en direct a été regardée plus de trois heures par jour en moyenne en 2023, selon Médiamétrie.

Ce ne sont pas moins de 22 millions de téléspectateurs qui regardent les journaux télévisés en direct chaque jour. Le Point 19/01/2024

J-C – Ceci explique cela. C'est à peu de chose près le nombre de voix que Macron avait obtenues au second tour en 2017 (20 743 128). Il n'y a pas que le travail qui rend aliéné…

Un peuple sous hypnose. Faites-le savoir.

- « *La victime de la manipulation mentale ignore qu'elle est une victime. Les murs de sa prison lui sont invisibles et elle se croit libre.* »

- « *La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude…* » Aldous Huxley, écrivain et philosophe britannique.

Guerre psychologique, guerre cognitive, guerre idéologique, lutte de classes.

La guerre cognitive en Occident par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 septembre 2024

En Occident, la censure n'est plus qu'une méthode de gouvernement d'un autre âge. L'OTAN mène une guerre cognitive, non pas contre des idées et des raisonnements, mais pour altérer la capacité des citoyens à prendre en compte la manière de penser des autres cultures. Cette guerre a d'abord conduit à interdire les médias russes, RT, Sputnik etc. Puis, aujourd'hui à exercer de très fortes pressions à l'encontre de leaders d'opinion, comme Scott Ritter ou Jürgen Elsässer, qui ne perçoivent pas les Russes comme des ennemis car ils sont capables de les comprendre.

La vulgate occidentale sur le conflit qui oppose les Anglo-Saxons à la Russie ne supporte pas la contradiction. Plusieurs personnalités ou sociétés qui ont rendu compte d'un autre point de vue ont fait l'objet de répression arbitraire.

Ce qu'il faut retenir :

- Plutôt que de pratiquer une censure généralisée des idées dissidentes, l'OTAN souhaite influer sur notre manière de penser. C'est la « guerre cognitive ». Toutes les idées sont autorisées, mais nul ne doit avoir de culture générale, c'est-à-dire de moyen intellectuel de les vérifier.

- Les interdictions des médias russes et les perquisitions à grand spectacle de Scott Ritter et de Jürgen Elsässer dispensent d'arrestations en nombre. Il ne sera plus nécessaire de terroriser la population quand on aura fait taire les empêcheurs de tourner en rond.

Pour lire l'article :

https://www.voltairenet.org/article221268.html

Et si on faisait rendre gorge à ces horribles Chinois ?

Pourquoi le barrage des Trois-Gorges en Chine pourrait nous obliger à perdre une seconde - 20 Minutes 23 septembre 2024

Une étude de la Nasa relayée ce mercredi par IFL Science a montré que le volume d'eau retenu par le plus grand barrage hydroélectrique du monde, le barrage des Trois-Gorges (Chine), a un effet sur la vitesse de rotation de la Terre et change la durée de nos journées.

Le mouvement des plaques tectoniques en 2004 a modifié la distribution de masse et réduit la durée d'une journée de 2,68 microsecondes. L'auteur de l'étude a ensuite cherché à savoir si le barrage des Trois-Gorges (Chine), long de 2.335 m, haut de 185 m et capable de retenir 40 km3 d'eau, avait un impact sur la rotation de la Terre.

Selon les calculs de Benjamin Fong Chao, ce déplacement de masse agit bien sur notre planète en déplaçant le pôle d'environ 2 centimètres, allongeant au passage la journée de 0,06 microseconde. C'est peu, mais l'effet du barrage s'ajoute à d'autres phénomènes comme le réchauffement climatique et la fonte des glaces. Ils entraînent une concentration de masse plus importante à l'équateur de la Terre qu'aux pôles.

Avec à la clé un ralentissement de la rotation. Voilà pourquoi certains scientifiques estiment qu'il faudra, à un moment ou à un autre, tenir compte de cette situation et modifier la durée d'une minute tous les quatre ans. Celle-ci ne comprendrait alors que 59 secondes. 20 Minutes 23 septembre 2024

J-C – Cette seconde de délire vous est offerte par la Nasa.

Voyons de quoi il retourne vraiment.

1m3 = 1000 litres ou 1 tonne

1 km3 = 1 000 000 litres ou 1 000 tonnes

Barrage des Trois-Gorges - 40 km3 d'eau = 40 000 000 litres = 40 000 tonnes

La Terre = 6 000 milliards de milliards de tonnes. (6 000 000 000 000 000 000 000 tonnes)

Faites le calcul, le rapport est de 1 à 150 millions de milliards ou 1/150 millionième de milliard.

Vérification, multipliez 40 000 X 150 000 000 000 000 000 = 6 000 000 000 000 000 000 000

Question : Croyez-vous qu'une quantité aussi infime qu'1/150 millionième de milliard du poids de la Terre puisse influencer sa vitesse de rotation ?

Cette réflexion est valable pour le CO2 lié à l'activité humaine, microscopique. Idem en médecine où ils racontent vraiment n'importe quoi.

Ce sont des faussaires, des falsificateurs, des manipulateurs, des psychopathes malfaisants ou nuisibles qui osent tout. Ils déforment ou salissent tout ce qu'ils touchent, ils ne peuvent plus s'en empêcher, c'est devenu leur raison d'être ou une seconde nature chez eux.

Fake news mainstream pseudo-scientifique.

Souvenez-vous, récemment, le Pr. Raoult affirma que jusqu'à présent les scientifiques du monde entier n'étaient jamais parvenus qu'à identifier ou à établir la carte d'à peine 1% de la totalité du génome humain, les 99% restants demeurant inconnus.

- En Afrique du Sud, des chercheurs reconstituent le plus ancien génome humain du pays - rfi.fr 24 septembre 2024

Grâce à des méthodes de pointe, ils sont parvenus à reconstituer leur génome, c'est à dire l'ensemble des gènes qui indiquent aux cellules leur rôle dans l'organisme.

J-C - Et à quelle conclusion sont-ils parvenus ?

RFI - Il s'agit là d'une certaine « *stabilité génétique* » très différente des résultats obtenus en Europe où l'on observe plus de changements. rfi.fr 24 septembre 2024

J-C – Ils le maltraitent tellement, qu'ils vont bien finir par précipiter sa disparition…

L'escroquerie climatique fait partie prenante de la lutte de classe de la réaction.

Conclusion du deuxième Rapport sur l'état des services publics publié mardi 24 septembre, par le collectif "*Nos services publics*", que franceinfo a pu consulter :

Les services publics sont "*fragilisés*" et "*doivent changer en profondeur*" pour "*conserver une planète habitable*", selon un rapport - francetvinfo.fr 24 septembre 2024

- "*Dans un monde incertain*", les services publics "*portent une logique de droits universels qui constitue un horizon de progrès alternatif, plus compatible avec l'urgence écologique que celui d'une amélioration matérielle inégalitaire des conditions de vie*", conclut le rapport. francetvinfo.fr 24 septembre 2024

J-C - Autrement dit, le combat contre les inégalités sociales dont est victime la classe ouvrière, doit être sacrifié au profit des intérêts de la classe des capitalistes, les ressources publiques qui financent les services publics doivent être orientées en priorité en direction des acteurs privés des secteurs industriel et financier qui applique le Green New deal piloté par le forum de Davos.

Ce qui devient "*inhabitable*", c'est leur société pourrie par tous les bouts, table rase !

Décryptage du discours du Premier ministre Barnier.

Lu.

La novlangue, langue officielle du pays fictif Océania imaginée par George Orwell , est aujourd'hui passée dans l'usage dans le monde réel.

« *La novlangue est un instrument d'oppression politique et idéologique dont l'objectif premier est de faire prendre aux Français des vessies pour des lanternes et de camoufler la réalité par le recours à des mots trompeurs, subliminaux ou sidérants.* »

« *Le principe est que plus l'on diminue le nombre de mots d'une langue, plus on diminue le nombre de concepts avec lesquels les gens peuvent réfléchir, plus on réduit les finesses du langage, moins les gens sont capables de réfléchir, et plus ils raisonnent à l'affect. La mauvaise maîtrise de la langue rend ainsi les gens stupides et dépendants. Ils deviennent des sujets aisément manipulables par les médias de masse tels que la télévision, la radio, les journaux, les magazines, etc.* »

Pour mieux comprendre, voici quelques exemples de termes passés dans la novlangue :

- "immigré clandestin" -> "sans papier" -> "migrant"

- "terrorisme islamique" -> "séparatisme"

- "actes criminels" -> "incivilités"

- "opinion divergente" -> "anticonformiste" -> "extrémiste"

- "souverainiste" -> "nationaliste" -> "populiste"

- "lanceur d'alerte" -> "conspirationniste" -> "complotiste"

- "assigné à résidence" -> "confiné"

Beaucoup de gens pensent que parce qu'il dit tout et son contraire, le gouvernement est incompétent. 1984, d'Orwell, a introduit le terme d'injonction paradoxale. Elle est consubstantielle au totalitarisme. Il s'agit d'une technique de manipulation très perverse qui consiste par la double contrainte et l'infantilisation à "*faire disjoncter notre raison*" et à nous transformer en machines serviables. Un individu entré dans un état d'apathie est alors prêt à tout accepter. Voici quelques exemples de paradoxes :

- Pour protéger nos enfants, acceptons de les maltraiter.

- Pour sauver nos aînés, laissons-les mourir de solitude.

- Pour éviter les attroupements, fermons les petits magasins.

- Pour préserver notre santé, fermons les salles de sport.

- Pour sauver nos hôpitaux, détruisons notre économie.

On parle aussi de dissonance cognitive. Au bout d'un moment, le cerveau, il bugue.

Situation politique en France.

Comme si on avait besoin d'un sondage pour le savoir.

Sondage : 61% des Français pensent qu'Emmanuel Macron va gouverner, et non Michel Barnier - Publicsenat.fr 24 septembre 2024

J-C - Rectifions toutefois, ce sont les parrains (de la finance) de Macron qui gouvernent...

Qui s'exprime aussi mal en français ?

- "*L'école réussira pleinement quand l'enfant y sera épanoui, par son corps et par sa tête*."

Réponse : Anne Genetet, ministre de l'Education nationale.

Peu importe puisqu'elle parle pour ne rien dire :

- **Anne Genetet a en tout cas déjà prévenu que « *le navire ne changera pas de cap* ». 20minutes.fr 23 septembre 2024**

J-C – Pourvu qu'il coule avec son équipage !

En complément.

Le numérique prend de plus en plus de place dans les écoles. Les nouvelles technologies de l'informatique, comme leur nom l'indique, apportent de l'information, mais ne les instruisent pas. On n'apprend plus aux enfants à réfléchir par eux-mêmes dans les écoles, on les informe et on les éduque pour en faire de bons citoyens.

« *Nos enfants ne savent plus lire, ni compter, ni penser. Le constat est terrible, et ses causes moins obscures qu'on ne veut bien le dire*. »

Idiocratie, ou quand la réalité rattrape la fiction.

Retenez qu'une personne instruite mais sans vocabulaire ne produit et ne transmet rien faute de maîtrise de concepts inhérents au langage. L'inverse est, hélas, également souvent vrai.

« *La dictature s'épanouit sur le terreau de l'ignorance.* » 1986 - George Orwell.

Bonjour monsieur, vous êtes qui déjà ?

Gouvernement Barnier : Des inconnus à tous les postes et aucun poids lourd, est-ce un problème pour gouverner ? - 20minutes.fr 24 septembre 2024

Les trente-neuf ministres et secrétaires d'Etat se sont retrouvés à Matignon « autour d'un café pour mieux se connaître », avant de se retrouver pour un premier Conseil des ministres dans l'après-midi.

L'absence de figures expérimentées et bien identifiées du grand public peut-il être un problème pour gouverner ?

Un gouvernement « *de crise* » au complet, mais sans véritables cadors.

Mais est-ce vraiment un problème pour Michel Barnier ? 20minutes.fr 24 septembre 2024

J-C – Réponse, non, puisqu'ils sont juste là pour faire de la figuration le temps d'un CDD, et puis...

20minutes - Oui, la bataille se gagne aussi dans l'opinion.

J-C - Autrement dit, le matraquage médiatique fera le reste. Mais pas que...

20minutes - Non, car c'est un gouvernement en sursis.

J-C - En fait l'essentiel était ailleurs.

20minutes - La question centrale pour ce gouvernement, c'est de ne pas être renversé et de faire voter un budget avant la fin de l'année.

En famille. Quand les extrêmes sont déjà au pouvoir en France.

J-C - L'extrême centre, qui inclut le clan Rothschild de l'oligarchie financière sans doute le plus riche et le plus puissant du monde, ne peut plus gouverner sans le soutien de l'extrême droite, qui ne peut pas exister sans le soutien de clans de la finance.

Sommet sur la démocratie : Pour lutter contre les extrêmes, Macron veut de « *nouveaux anticorps* » - 20 Minutes/AFP 25 septembre 2024

« *Il faut défendre les valeurs démocratiques et donc il nous faut développer sans doute de nouveaux anticorps pour nous protéger des extrêmes* », a-t-il déclaré au Sommet sur la démocratie présidé par le dirigeant brésilien Luiz Inacio Lula da Silva et le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

« *Quand bien même on a défendu les valeurs démocratiques, le bon fonctionnement des institutions, si les idées qui se forgent sont déformées ça ne nous emmène pas bien loin* », a-t-il lancé.

Sans ordre public numérique, « *le système volera en éclats* », avec des opinions reposant sur « *des émotions fausses, des fausses informations* », a également martelé Emmanuel Macron, en citant en exemple la régulation mise en place au sein de l'Union européenne en la matière.

20 Minutes/AFP 25 septembre 2024

J-C - Que ce soit la social-démocratie qui se livre à cette imposture est dans l'ordre des choses, puisqu'en période de crise aiguë elle est amenée à monter au créneau et à gouverner pour le compte des capitalistes, avant de céder à nouveau la place au parti de l'ordre ou à l'extrême droite auxquelles elle a préparé le terrain en appliquant finalement la même politique…

Macron en garant des « *valeurs démocratiques* », mais qui prête encore attention à ce qu'il raconte ?

D'ailleurs, ils sont en passe de perdre « *la bataille de l'opinion* » et cela les affole, ce n'est pas pour rien si ce sommet a notamment pour objet de renforcer la censure mondiale sur Internet afin de tenter d'y remédier, en vain, puisque lorsque les difficultés sociales quotidiennes s'accumulent, les émotions cèdent la place à la réflexion, la propagande officielle devient inopérante, car chacun essaie de comprendre ce qui lui arrive et les digues institutionnelles sautent les unes après les autres, jusqu'au jour où « *le système volera en éclats* ».

Je me demande s'il n'est pas en train de me donner raison, car c'est la théorie que je soutiens, bien qu'elle n'ait jamais été validée dans les faits, c'est plutôt une hypothèse à retenir à défaut de mieux, à ma connaissance.

Quand Le Pen est vice Première ministre, "*l'arc républicain*" se tend à l'extrême.

J-C – Où se situe le point de rupture ? Dans la mobilisation des masses !

La droite et l'extrême droite compatible, franchement, qui l'aurait cru ? C'est nous prendre pour des demeurés, car ils partagent le même fonds de commerce, la même idéologie à quelques nuances

près en fonction des circonstances. Pour la droite ou la réaction, vaudra toujours mieux le fascisme que le socialisme.

Ils le disent eux-mêmes, ils sont "*sans valeur et sans morale*", on ne les contredira pas sur ce point-là.

RN exclu de « *l'arc républicain* » : un premier gros couac gouvernemental - LePoint.fr 25 septembre 2024

"Sans valeur et sans morale" : une partie de la macronie en colère après l'appel de Michel Barnier à Marine Le Pen – BFMTV 25 septembre 2024

Alors que plus d'une centaine de députés macronistes ont sauvé leur siège en juillet dernier grâce au retrait de candidats de gauche au second tour et que les parlementaires vont reprendre la semaine prochaine le chemin de l'hémicycle, la manœuvre de Michel Barnier ne passe pas. D'autant qu'en 2022 et 2024, Élisabeth Borne, alors Première ministre, *n'a eu de cesse d'exclure le RN de "l'arc républicain*".

Une sortie de route, un recadrage et un rétropédalage. Dans le premier acte, en début de journée sur France Inter, le nouveau ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Antoine Armand, explique que, lors des discussions sur le budget, sa porte sera ouverte à tout le monde… sauf au Rassemblement national. Ce parti n'appartient pas à « *l'arc républicain* », argue-t-il.

« Le Rassemblement national, face auquel nous avons un front républicain, n'y appartient pas. Il faut être très clair là-dessus », explique-t-il, tout en y incluant La France insoumise. Cette sortie a « *sérieusement agacé* » Michel Barnier, selon l'entourage du Premier ministre.

« *Il y a eu un recadrage très fort par le Premier ministre, indique-t-on à Matignon* ». Le Premier ministre a appelé Antoine Armand en fin de matinée pour lui rappeler les règles "*clairement et fermement*", à savoir le "*respect des électeurs*" et le "*respect des présidents de groupes représentés au Parlement que le Premier ministre recevra dans les prochains jours/semaine*s", a indiqué l'entourage de Michel Barnier à BFMTV. Selon Europe 1, Michel Barnier l'aurait-il mis en garde : « *Encore une comme ça et dehors !* ».

Dans un second temps, Marine Le Pen a réagi à la sortie du nouveau locataire de Bercy. « *Quand j'entends Antoine Armand dire que sa porte est fermée au RN alors que le budget arrive, je pense que le Premier ministre doit aller expliquer à ses ministres la philosophie de son gouvernement, car il semblerait que certains n'aient pas encore totalement compris* », persifle la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale.

Comme l'a révélé *Le Figaro*, Barnier a dû appeler lui-même Le Pen pour la rassurer et lui dire qu'elle serait bien reçue. Dans un troisième temps, le tout dans la même journée, le ministre de 33 ans s'est fendu d'un communiqué de presse pour rectifier le tir.

« *La situation économique et financière de la France réclame une concertation large des élus de la nation, y est-il écrit. Dans la ligne politique fixée par le Premier ministre et comme affirmé dans ses discours de prise de fonction, Antoine Armand […] recevra toutes les forces politiques représentées au Parlement.* »

« *Le risque, c'est que tout le monde s'y perde très vite entre les déclarations d'Antoine Armand, de Didier Migaud, de Bruno Retailleau ou d'autres. Il faut juste qu'ils la ferment !* » exhorte un député Ensemble pour la République. LePoint.fr et BFMTV 25 septembre

Après le recadrage d'Antoine Armand, qui a exclu ce mardi 24 septembre le Rassemblement national de "*l'arc républicain*", par Michel Barnier, deux députés de la coalition présidentielle (Éric Bothorel et David Amiel) ont affiché sur X leur soutien au ministre de l'Économie. Un autre, Marie-Pierre Rixain, députée de l'Essonne, a affirmé sur le réseau social X (ex-Twitter) : «*Aucune négociation ou compromis avec le RN*.». Et d'apporter son «total soutien au ministre». Albane Branalant, porte-parole des jeunes avec Macron, a également tenu à soutenir le ministre, reprenant à son compte la phrase : «*Le RN n'appartient pas à l'arc républicain*.»

Une autre députée a déclaré à nos confrères de RMC : « *Michel Barnier ne peut pas se comporter comme ça. C'est pas* "Marine Le Pen claque des doigts" *et Barnier dégomme. Faut pas toucher aux nôtres*. »

"*Que nous fassions des compromis et que nous négocions avec le RN, il en est hors de question. Ça a toujours été notre ligne rouge et je ne soutiendrai pas des compromis avec le RN*", défend aussi le sénateur Renaissance Xavier Iacovelli. BFMTV et RT 25 septembre 2024

Liban.

Bombardements israéliens au Liban : plus de 550 morts en une journée - RT 24 sept. 2024

La journée du 23 septembre fut particulièrement meurtrière pour le Liban. L'aviation israélienne a lancé une campagne de bombardements de grande envergure sur plusieurs régions libanaises, causant la mort de 558 personnes, dont 50 enfants et 94 femmes, ont annoncé ce 24 septembre les autorités libanaises. Selon la même source, 1 835 personnes ont été blessées. Par ailleurs, des dizaines de milliers d'habitants ont fui leurs domiciles.

«*Plus de 1 100 cibles et plus de 1 400 types de munitions ont été ciblés*», a indiqué le porte-parole arabophone de l'armée israélienne Avichay Adraee sur la plateforme X (ex-Twitter). «*Des avions de guerre et des drones de toutes les bases de l'armée de l'air ont décollé et effectué, au cours des dernières 24 heures, environ 650 sorties d'attaque dans le but d'éliminer les menaces*», a-t-il ajouté, affirmant que ces raids avaient ciblé des bâtiments, des véhicules et des infrastructures dans lesquels «*des missiles, des lanceurs de missiles et des drones piégés*» se trouvaient.

Le cybercide du Mossad au Liban et ses répercussions mondiales Réseau Voltaire 24 septembre 2024

Les explosions de bipeurs et de talkie-walkies du Mossad au Liban ne sont pas uniquement des crimes de guerre contre les civils. Ils n'ont pas touché les combattants, mais la force de police du Hezbollah et les civils au milieu desquels ils sont. Ils posent une question de sécurité beaucoup plus vaste. Immédiatement les gardiens de Révolution iraniens ont stoppé net l'usage de matériels électronique fabriqué en Occident, et pas seulement des outils de communication. Israël est le

spécialiste mondial des logiciels espions. Désormais, nous savons qu'ils peuvent non seulement nous écouter à notre insu, mais aussi nous tuer. C'est vrai au Liban et partout dans le monde.

par Alfredo Jalife-Rahme

Israël a, comme c'est le cas avec toutes les lois internationales qu'il piétine sans retenue, bafoué la Convention de Genève et le Manuel du droit de la guerre de la défense états-unienne [1] sur l'interdiction des « *objets piégés* » [2], alors que l'utilisation par Israël d'explosifs électroniques constitue un crime de guerre [3].

Sans parler de la décapitation des chefs du corps d'élite Radwan du Hezbollah par les bombardements israéliens sur le quartier chiite de Beyrouth [4], les liens du Mossad avec plusieurs sociétés écrans ont été révélés : la société hongroise BAC Consulting, qui ne compte qu'un seul employé, intermédiaire de la société hongroise Norta Global, intermédiaire de la société israélienne Norta Global, Norta Global de Bulgarie et son patron norvégien en fuite (l'OTAN est-elle donc impliquée ?) Rinson Jose avec Gold Apollo de Taiwan. Ils ont fait exploser des panneaux solaires et des ordinateurs portables, faisant plus de 3 000 blessés et des centaines de morts !

Politico commente que la guerre de l'électronique au Moyen-Orient fait craindre une guerre de la chaîne d'approvisionnement lorsqu'elle « *pourrait déclencher la reconnaissance des vulnérabilités auxquelles sont confrontées les entreprises technologiques ayant des activités de fabrication à l'échelle mondiale [5]* ». Le *Financial Times* se réjouit que le Hezbollah ait été battu et affaibli après les coups qu'Israël lui a portés « *au cours de sa pire semaine [6]* ». The Economist affirme que grâce à sa guerre électronique, Israël a ensanglanté le Hezbollah, mais qu'il est enfermé dans une guerre d'usure où « *deux frappes contre la milice chiite ne changeront peut-être pas le dilemme stratégique d'Israël au Liban [7]* ». Mounir Rabih de L'Orient Le Jour estime que le Hezbollah encaisse les coups et prépare sa revanche : franchira-t-il le Rubicon alors que « *selon des sources diplomatiques concordantes, les Israéliens ont donné quelques jours au parti chiite pour accepter la proposition de solution politique de l'Union européenne [8]* » ? 20 jours avant le cybercide, le commandement sud des États-Unis (Southcom), dirigé par le général Laura Richardson, a abordé le sujet brûlant de la cybersécurité lors de sa réunion à Santiago, au Chili, avec des « *responsables de la défense sud-américains [9]* ».

Le système de cybersécurité mexicain a été détourné par un logiciel que les gouvernements néolibéraux mondialistes ont acheté à Israël - impliquant prétendument Genaro García Luna (emprisonné à New York), Tomás Zerón (réfugié en Israël), Cárdenas Palomino (arrêté pour torture), l'irréprochable Eduardo Margolis Sobol, un agent du Mossad [10]. Le problème le plus grave est que « *des cyber-nationaux israéliens espionnent des journalistes et des activistes au Mexique [11]* », dont les appareils électroniques peuvent exploser à des fins de vengeance politique.

Il s'avère maintenant que Candiru est « bien plus malveillant que Pegasus [12] », alors que « *Demoman et Team Jorge d'Israël sont à l'origine d'une cyberdésinformation dans 33 (sic) pays (dont le Mexique) [13]* ». Qui protégera les citoyens mexicains des représailles électroniques d'Israël et de ses alliés sayanim [14] ? Le solipsisme israélien en matière de guerre électronique a déjà commencé à produire son effet boomerang, les pays du Moyen-Orient demandant d'urgence des appareils fabriqués en Chine (et non à Taïwan !).

Le deuxième jour du cybercide du Mossad au Liban a éclipsé la résolution non contraignante de l'Assemblée générale de l'ONU pour le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés dans un délai maximum de 12 mois [15]. Voyons ce qu'il restera de l'ancienne Palestine et du Sud-Liban dans les 12 prochains mois, lorsque Netanyahou aura carte blanche des Démocrates et des

Républicains des États-Unis. Aujourd'hui, il n'existe aucun endroit sûr sur la planète où des pays naïfs manquant d'autosuffisance en matière de cybersécurité utilisent les logiciels d'Israël et son savoir-faire à double tranchant qui peut être transformé en cheval de Troie électronique.

Notes :

[1] Law of War manual, US Deparment of Defence (2015).

[2] Article 7 - Prohibitions on the use of booby-traps and other devices, Protocol on Prohibitions or Restrictions on the Use of Mines, Booby-Traps and Other Devices as amended on 3 May 1996 (Protocol II to the 1980 CCW Convention as amended on 3 May 1996), ICRC.

[3] « Paging The Hague : Israel's Exploding Electronics Might Be War Crimes », Jonah Valdez, The Intercept, September 19, 2024.

[4] « At least 45 killed in Israeli strike on suburb in Lebanon's Beirut », Al Jazeera, September 22, 2024.

[5] « Middle East pager attacks ignite fear of supply chain warfare », Ari Hawkins and Joseph Gedeon, Politico, September 19, 2024.

[6] « 'Battered and weakened' : Israel deals Hizbollah its worst ever week », Financial Times, Raya Jalabi, Andrew England & James Shotter, September 21, 2024.

[7] « Israel has bloodied Hizbullah but is stuck in a war of attrition », The Economist, September 18, 2034.

[8] « Le Hezbollah encaisse les coups et prépare sa revanche : le Rubicon sera-t-il franchi ? », Mounir Rabih, L'Orient-Le Jour, 21 septembre 2024

[9] « South American Defense Leaders Meet in Chile to Discuss Regional Threats, Cooperation », U.S. Southern Command Public Affairs, August 29, 2024.

[10] « NSO, de Israel, hackea con código maligno Pegasus a mil 500 millones de usuarios de WhatsApp », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 15 de mayo de 2019.

[11] « Cibertrasnacionales de Israel espían a periodistas y activistas en México », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 18 de julio de 2021.

[12] « Candiru, mucho más maligno que Pegasus //Netanyahu y Jared Kushner, en la picota », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 21 de julio de 2021.

[13] « Demoman y Team Jorge de Israel, detrás de la ciberdesinformación en 33 (sic) países (incluido México) », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 19 de febrero de 2023.

[14] « El Mossad y su red de pequeños ayudantes, los Sayanim », David Miller, El Mayadin.

[15] « UN General Assembly overwhelmingly calls for end of Israeli occupation », Al Jazeera, September 18, 2024.

Palestine occupée.

«*Netanyahou, tout comme Hitler, doit être arrêté par une alliance de l'humanité*», estime Erdogan - RT 24 sept. 2024

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exhorté ce 24 septembre la communauté internationale à stopper «*le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, de la même manière qu'elle a agi face au dictateur nazi Adolf Hitler des générations auparavant*».

«*L'attitude d'Israël démontre l'urgence pour la communauté internationale de mettre en place un mécanisme de protection pour les civils palestiniens*», a souligné le dirigeant turc dans son discours à la 79e Assemblée générale de l'ONU à New York. Des propos tenus au lendemain d'une série de frappes israéliennes sur le Liban qui ont tué plus de 500 personnes.

«*Tout comme Hitler a été arrêté par l'alliance de l'humanité il y a 70 ans, il est impératif que Netanyahou et son réseau de meurtriers soient également stoppés par cette même alliance*», a-t-il poursuivi.

Le président turc a également fustigé ceux qui «prétendent travailler pour un cessez-le-feu tout en continuant d'envoyer des armes et des munitions à Israël pour qu'il poursuive ses massacres», dans une attaque à peine voilée à l'encontre des États-Unis.

Concernant l'assaut israélien sur la bande de Gaza, le président Erdogan a souligné la dimension tragique de la situation en affirmant que plus de 41 000 Palestiniens avaient perdu la vie depuis qu'Israël a entrepris sa riposte à la sanglante attaque du Hamas du 7 octobre. «*Plus de 17 000 enfants ont été la cible des balles et des bombes israéliennes*», a-t-il déclaré.

«*En conséquence des attaques d'Israël, Gaza est devenu le plus grand cimetière du monde pour les enfants et les femmes*», a-t-il déploré, d'après l'agence turque Anadolu.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 septembre 2024

La lutte de classes à mort.

Si nous avons acquis un droit de vie ou de mort sur chacun d'entre vous, qu'allez-vous imaginer, c'était pour en user jusqu'à la dernière goutte de sang de vos enfants s'il le faut !

S'il m'est permis de me livrer à des massacres en masse de civils, hommes, femmes et enfants, de qui bon me semble où je veux quand je veux, c'est parce que toutes les institutions politiques nationales et internationales existantes les cautionnent et me garantissent l'impunité.

Mieux, les grandes puissances impérialistes et coloniales occidentales (et pas que) me fournissent des matières premières, des armes et les fonds pour réaliser ces massacres, et si leurs concurrents font preuve d'une neutralité bienveillante à mon égard, c'est uniquement parce que nous partageons finalement les mêmes intérêts et nous n'avons qu'un seul ennemi, tous les peuples sans exception et le socialisme ou le communisme.

En guise d'avertissement : Malheur aux acteurs politiques téméraires et inconscients qui l'ignoreraient, aux petites nations à l'indépendance insolente qui oseraient nous résister ou s'aventureraient à nous provoquer, car tous seraient également éliminés ou toutes seraient détruites d'une manière ou d'une autre. Que tous sachent une fois pour toute, que notre détermination est sans faille et que notre morale nous commande d'agir selon les principes suivants : Notre force est le glaive par lequel notre droit et nos règles immuables doivent s'imposer à tous inconditionnellement.

Nous ne sommes que les exécutants d'une stratégie planifiée par le clan de l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme mondial à Davos et à Bilderberg, préoccupée par la préservation du système économique capitaliste dont elle tire ses richesses et son pouvoir, système économique auquel tous les Etats présents à l'ONU sont subordonnés sans exception.

A bon entendeur salut ou à mort !

Cela fait froid dans le dos, n'est-ce pas ? C'est le monde abominable et terrifiant dans lequel nous vivons aujourd'hui. A chacun d'en déduire librement en fonction de sa conscience ou de ses connaissances ou expériences, les conclusions politiques qui s'imposent : Laisser faire, faire preuve de neutralité ou de passivité ou au contraire, résister, se mobiliser, s'organiser.

Pendant ce temps-là, les sionistes nazis et les nazis ukrainiens armés par les puissances occidentales bombardent tranquillement le Liban, Gaza, la Syrie, l'Irak et la Russie…

Vous ne trouvez pas que cela pue de plus en plus la pourriture fasciste ou le totalitarisme en occident, jusqu'au sommet des institutions. Etrange pour des peuples évolués, ceci doit expliquer cela :

INSEE- Caractéristiques des personnes en emploi par groupe socioprofessionnel en 2021

- Agriculteurs : 1,5%

- Artisans, commerçants et chefs d'entreprise : 6,5%

- Cadres : 21,6%

- Professions intermédiaires : 24,7%

- Employés : 26,2%

- Ouvriers : 19,1%

J-C – Je rappelle que je suis issu d'un milieu ouvrier très pauvre.

Mon père était menuisier en bâtiment, ma mère au foyer, car handicapée du dos suite à un accident de trapèze dans un cirque au cours de sa jeunesse, trois enfants. Ma première épouse était sténodactylo, son père travaillait à la chaîne chez BIC, sa mère était femme de ménage. Ma seconde épouse, indienne, était misérablement pauvre. Ma compagne indienne depuis 12 ans également, illettrée en plus, mariée à 12 ans, violée à 13 par son époux violent et alcoolique, veuve depuis 33 ans ou la naissance de son troisième enfant… Je vis en Inde depuis1996, j'avais passé 2 ans auparavant dans ce pays en 1991 et 1992. Je ne suis entouré que de pauvres, c'est cet océan de pauvreté et de courage, de souffrance aussi, qui me sert de bouée de sauvetage pour ne pas sombrer dans la dépression, qui alimente constamment ma détermination.

Dès que quelqu'un aborde le sujet de la pauvreté en France, je me demande toujours s'il sait vraiment ce que cela signifie, car la pauvreté ne se manifeste pas de la même manière à toutes les époques ou partout dans le monde, peu importe, puisqu'il existe un facteur qui permet de la reconnaître sans craindre de se tromper, c'est la précarité absolue.

Comment allons-nous faire pour manger demain, pour régler notre facture d'électricité, mettre de l'essence dans le réservoir pour aller travailler, pour rembourser nos créanciers qui nous menacent, etc. ? Gare à celui qui tombe malade ou qui a un accident, car les conséquences seront dramatiques! Gare à l'inconscient qui gaspillerait le peu d'argent dont il disposait pour faire vivre sa famille, car ne pouvant donner d'explication ou rendre des comptes, le ton monterait, les esprits s'échaufferaient rapidement, la situation dégénèrerait et la violence prendrait immanquablement le dessus… J'ai affaire à cela régulièrement autour de moi, j'aurais des centaines d'histoires bien tristes à vous raconter. Pour autant, il faut maîtriser ses émotions et ses nerfs, prendre un peu de recul pour réfléchir sereinement à la signification de chaque expérience et en tirer des leçons.

Qu'on se comprenne bien, jamais je n'accablerai un pauvre, somme toute aucun travailleur, car je sais trop bien ce que cela signifie d'être pauvre, on ne le choisit pas. On ne choisit pas non plus le lieu, le pays, la famille, le milieu ou les conditions sociales qui vont nous être imposées à notre naissance, tout au long de notre vie, ni même la couleur de notre peau, de nos yeux ou de nos cheveux, notre langue, nos mœurs et coutumes, notre mode de vie ou de pensée, absolument rien.

Alors qui oserait nous juger, de quel droit ? Qui voudrait nous en faire le procès serait bien mal avisé ou serait une sorte de petit dictateur en herbe s'il insistait. Sachez qu'être pauvre est une injustice que l'on vit toujours très mal, une malédiction, un cauchemar au quotidien, en plus des humiliations qu'on doit subir, parce qu'on nous accuse d'en être responsable, le comble de l'ignominie.

Voyons rapidement ce qu'il en est en France.

Etre ouvrier ou employé ne signifie pas obligatoirement avoir un salaire misérable, 3,3 millions sont au smic (17,3%) en 2023, autant doivent graviter autour, cela dit, cela ne prouve rien, il faut aller beaucoup plus loin pour se faire une idée précise de la situation sociale en France. Ici, je ne fournis qu'un minimum de données, les lecteurs complèteront s'ils le souhaitent.

Certes, employés et ouvriers représentent 45,3%, mais si on prend en compte les foyers où il y a deux salaires, leur statut social et leur mode de vie les apparentent aux classes moyennes, seule une minorité est pauvre. Peu importe qu'elle représente 14 ou 25% de la population totale, quand entre 75 et 86% n'est pas concernés. Il faut regarder les choses en face : qu'est-ce que cela peut bien leur foutre la misère (en France) ou la guerre qui sévissent ailleurs dans le monde, vous voulez me le dire ? C'est ainsi et il faut faire avec. Ils ignorent pourquoi, donc ne vous acharnez pas dessus. Le raisonnement est évidemment le même chez les classes moyennes, en pire plus on gravit l'échelle sociale, sauf rares exceptions.

On aurait peut-être mieux fait d'essayer de recruter parmi les travailleurs les plus défavorisés, au lieu de lorgner vers les mieux lotis, une solution de facilité en somme qui ne nous a pas réussi si on en juge par le bilan politique catastrophique ou nul, n'est-ce pas ? On avait le temps devant nous, plus de 75 ans. Vous imaginez, on a passé notre temps à recruter des centaines de milliers de militants qui n'ont jamais adopté le matérialisme dialectique pour interpréter le monde, et qui les uns après les autres se sont détournés du marxisme et du socialisme au profit du réformisme bourgeois ou du capitalisme. Bref, énormément d'énergie et de bonnes intentions ont été dépensées en pure perte en somme, puisque nous avons échoué à doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique. Quelle misère !

Même si les conditions ne permettaient pas de mettre fin au capitalisme dans l'immédiat, on aurait peut-être pu se doter d'un appareil, de dirigeants et de cadres pour le moment venu être prêt à l'affronter, d'autant plus que rien ne dit qu'un tel processus une fois enclenché et bien rodé, n'aurait pas permis de hâter sa chute ou de créer les conditions subjectives pour le renverser. Pourquoi devrait-on rejeter cette stratégie puisque toutes les autres ont échoué ?

De nombreuses données complémentaires figurent sur Internet, dans le portail de l'INSEE notamment.

En complément :

Relevé de quelques prix et salaires aux 19ème et 20ème siècles

http://nlghistoire.fr/documents/NLGH%20-%20prix%20&%20salaires%2019-20%C3%A8me%20si%C3%A8cles%20a.pdf

Les ouvriers dans la société française, XIX° XX° siècle.

https://www.pedagogie.ac-nantes.fr/lettres-histoire/bibliotheque/les-ouvriers-dans-la-societe-francaise-xix-xx-siecle--682535.kjsp

---

Colonialisme. Non seulement ils pillent leurs ressources, ils leur renvoient leurs déchets.

AFP - De nombreux pays occidentaux font sous-traiter la gestion de leurs déchets en Asie ou en Afrique.

Le commerce de déchets représente entre 44 et 70 milliards d'euros par an selon les estimations. Pour sa partie illégale, les montants vont de 9 à 11 milliards par an selon le Groupe d'action financière (GAFI)

A travers la planète, chaque année, deux milliards de tonnes de déchets sont produits. Un chiffre qui devrait passer à 3,4 milliards d'ici 2050, selon la Banque mondiale. AFP 28 septembre 2024

J-C – Il ne s'agit que de déchets industriels…

Totalitarisme. Big Brother ordonnent que «*les citoyens se comportent au mieux*».

L'intelligence artificielle pour garantir que «les citoyens se comportent au mieux» ? - RT17 sept. 2024

Le milliardaire américain Larry Ellison a déclaré que son nouveau système de surveillance, renforcé par intelligence artificielle (IA), permettra de s'assurer que «les citoyens se comportent au mieux». Ce système de suivi comprendra des caméras de vidéosurveillance dans les rues, des caméras portées par les policiers, des caméras de sonnette et même des caméras sur les voitures.

«*Chaque policier sera surveillé en permanence et, en cas de problème, l'IA le signalera et le transmettra à la personne appropriée. Les citoyens se comporteront au mieux parce que nous enregistrons et signalons en permanence tout ce qui se passe*», a déclaré Larry Ellison.

Selon le classement du magazine Forbes, Larry Ellison est la deuxième personne la plus riche du monde et sa société Oracle recherche activement des opportunités de développement dans le secteur de l'IA. Elle a même des projets communs avec SpaceX d'Elon Musk, lequel, en mars dernier sur son compte X, a réclamé une pause dans le développement de l'IA. RT17 sept. 2024

Totalitarisme. Partout la même stratégie de la peur et du fascisme pour gouverner.

J-C – De Tel Aviv à Paris, Rome, Viennes, Buenos Aires, sans parler des tentatives récentes ou à venir, Caracas, Berlin, Madrid, etc. Manifestement en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, le vernis démocratique de leur dictature est en train de tomber, parce que pour imposer aux masses qui résistent les conséquences de la survie du capitalisme en crise, ils doivent recourir dorénavant à la violence, au harcèlement, aux menaces, à la censure, aux violations des libertés

individuelles et collectives, au coup d'Etat institutionnel, à la répression de tous les opposants (organisés ou non) à leur régime.

Reste qu'en bas, dans les pays les plus développés occidentaux, la majorité continue de vivre comme avant sans s'en trop s'en soucier, parce que ses conditions sociales lui permettent encore. Jusqu'à quand, c'est apparemment une question qu'elle ne s'est pas encore posée ou plutôt qu'elle évite de se poser, ignorant que son destin en dépend largement, car s'il advenait qu'il soit trop tard le jour où elle se la posera, elle serait démunie pour affronter la prochaine offensive de la réaction qui lui est réservée, d'où la nécessité de s'organiser dans le mouvement ouvrier sans perdre un jour de plus en tergiversation. Elle se retrouverait dans les pires conditions, privée à la fois de direction et de liberté pour mener son combat politique.

Autriche : L'extrême droite en tête des législatives, après des funérailles d'un élu marquées par un chant nazi - 20 Minutes/AFP 29 septembre 2024

Le Parti de la Liberté (FPÖ) Herbert Kickl obtient 29,1 % des suffrages, soit un bond de 13 points comparé au précédent scrutin de 2019, selon les projections publiées à la clôture du vote. Les conservateurs de l'ÖVP menés par le chancelier Karl Nehammer arrivent en deuxième position, avec 26,2 % des voix.

Mais Herbert Kickl, si extrême qu'aucun parti ne veut gouverner avec lui, est loin d'être assuré d'accéder à la chancellerie.

Faites tomber les masques. L'extrême droite est inféodée à l'UE-BCE-OTAN, aux Etats-Unis-Fed-Pentagone, à l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

L'Italie de Giorgia Meloni, nouveau chantre de la discipline budgétaire - AFP 27 septembre 2024

Le gouvernement italien de Giorgia Meloni se pose en héraut de la discipline budgétaire en affichant vendredi des objectifs ambitieux pour juguler les déficits et n'hésite pas à solliciter les grandes entreprises pour renflouer les comptes publics.

Pas question toutefois d'instaurer une nouvelle "taxe sur les surprofits" des banques, assure le ministre, qui cherche à négocier avec elles des moyens de contribuer volontairement aux finances publiques.

La coalition de droite et d'extrême droite prévoit de ramener le déficit public dès 2026 à 2,8% du Produit intérieur brut (PIB), bien en dessous du plafond de 3% fixé par le Pacte de stabilité européen.

Grâce à des recettes fiscales accrues, Rome compte réduire le déficit à 3,8% du PIB cette année, contre 7,2% en 2023, un objectif plus ambitieux que le ratio de 4,3% envisagé lors des dernières prévisions en avril.

Mais le ratio de l'énorme dette de l'Italie, soit 134,8% du PIB en 2023, devrait encore continuer à augmenter avant d'amorcer une décrue à partir de 2027.

En cause, des primes vertes très généreuses pour la construction lancées en 2020 par le gouvernement de Giuseppe Conte qui continuent à plomber les comptes.

Le gouvernement Meloni peine à boucler le projet de budget 2025 et financer certaines promesses électorales, dont des baisses d'impôts pour les revenus modestes et des mesures pour relancer la natalité.

Réduction des déficits oblige, le budget s'annonce très serré et devrait contenir des mesures pour environ 25 milliards d'euros, dont le coût devrait être compensé en partie par des coupes dans les dépenses.

L'Italie prévoit dans son plan une hausse moyenne limitée à 1,5% par an de ses dépenses publiques nettes sur la période de redressement. AFP 27 septembre 2024

S'ils l'avouent eux-mêmes, on ne les contredira pas.

Gouvernement Barnier : Les discours de Bruno Retailleau sont d'extrême droite, estime Eric Ciotti - 20 Minutes 26 septembre 2024

Bruno Retailleau a-t-il hésité à s'allier au Rassemblement national en juin dernier ? C'est en tout cas ce qu'affirme Eric Ciotti selon lequel le nouveau ministre de l'Intérieur « *a eu des interrogations* » à l'imiter. Ce n'est en tout cas pas sa ligne politique qui l'en aurait empêché, selon le nouveau président de l'Union des droites pour la République (UDR), qui estime que son ancien collègue « *tient les mêmes discours* » que l'extrême droite.

Avec Bruno Retailleau, « *nous avons porté les mêmes textes* », s'est souvenu le député des Alpes-Maritimes sur BFMTV/RMC à propos des mesures ajoutées in extremis à la loi immigration par la droite en échange de son vote, mesures qui ont pour la plupart été censurées par le Conseil constitutionnel. 20 Minutes/AFP 26 septembre 2024

La montée de l'extrême droite en Allemagne provoque une crise chez la vermine.

En Allemagne, les dirigeants des Verts démissionnent après des revers électoraux - Courrier International 26 septembre 2024

Ce jeudi 26 septembre, la Frankfurter Rundschau affiche en couverture le célèbre logo du parti écologiste allemand, mais avec une fleur jaune dégoulinante, ainsi qu'un titre qui pourrait être traduit par "*Mise au vert*". En effet, l'Alliance 90/Les Verts, le parti précurseur en Europe des idées écologistes, n'a plus de direction.

Mercredi 25 septembre, dans le bureau berlinois du parti, Ricarda Lang et Omid Nouripour, à la tête du parti depuis 2022, ont annoncé leur démission ainsi que celle de leur équipe. "*Le parti a besoin de nouveaux visages pour sortir de cette crise*", a déclaré Ricarda Lang, lors d'une courte prise de parole. Sur X (Twitter), la trentenaire a annoncé avoir pris cette décision en vue des élections fédérales qui auront lieu fin septembre 2025

Les Verts traversent une tempête depuis quelque temps. En juin dernier, aux élections européennes, le parti, qui figure parmi les formations politiques écologistes les plus fortes d'Europe, n'a recueilli que 11,9 % des voix, contre 20,5 % en 2021. Et au niveau régional, les élections qui ont eu lieu le 1er septembre en Thuringe et le 22 dans le Brandenbourg *"ont exclu les Verts des gouvernements dans ces deux Länder. En Saxe, ils ont à peine dépassé la barre des 5 %"*, rappelle la Frankfurter Rundschau.

Des résultats qui n'étonnent pas puisque, au niveau fédéral, Les Verts, qui font partie de la coalition à la tête du pays avec les sociaux-démocrates du SPD et les libéraux du FDP, ont fortement perdu de leur aura avec leur proposition de loi sur l'interdiction d'installer des chauffages au gaz et au fioul et le projet de suppression des subventions sur le gazole agricole. Courrier International 26 septembre 2024

Eric Ciotti s'est fait voler la vedette ou le gouvernement Barnier n'est pas suffisamment à droite.

"*Ce sont des otages*" : Éric Ciotti estime que le gouvernement de Michel Barnier "n'est pas de droite" - BFMTV 26 septembre 2024

Invité de BFMTV ce jeudi 26 septembre, le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a affirmé que le gouvernement de Michel Barnier "*n'est pas de droite*", estimant de surcroît qu'il n'a "aucun avenir".

Pour Éric Ciotti, le constat est clair, le gouvernement de Michel Barnier n'est pas de droite, au mieux: "*C'est un alibi*", jure celui qui a fait alliance avec l'extrême droite aux élections législatives. Au sein du nouveau gouvernement, les membres de son parti "sont des otages", juge-t-il encore.

Sous cette couverture, le nouveau gouvernement est en réalité "*macroniste*". "*Il est fait, voulu, manipulé par monsieur Macron du début à la fin*", avance encore le député des Alpes-Maritimes, estimant que ses anciens amis sont tombés dans un "piège". BFMTV 26 septembre 2024

Trois commentaires adressés à différents blogs (et publiés).

1- Révoludroit : un projet collectif pour une société alternative

https://reseauinternational.net/revoludroit-un-projet-collectif-pour-une-societe-alternative

(Réseau Internationale = 1,2 million de visites mensuelles.)

- Comment légitimer l'ordre établi en se faisant passant pour une de ces opposantes, mode d'emploi.

Valérie Bugault, docteur en droit et analyste de géopolitique juridique :

- « *Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ne sont pas vraiment les décideurs. Ils sont dépossédés de la responsabilité de leurs actes, ils sont même dépossédés de l'initiation de leurs actes. Lorsqu'on restaure le lien inaliénable entre pouvoir et responsabilité, cela permet la légitimité du pouvoir*.

Quand il n'y a pas de responsabilité, il n'y a pas de légitimité au pouvoir. S'il n'y a plus de légitimité, il y a une contestation du pouvoir et donc il n'y a plus de vivre-ensemble. »

Les idéologues de la classe dominante, recrutés et sélectionnés ou tout simplement acquis à sa cause, ont pour mission en recourant à des artifices d'ordre juridique et des sophismes, d'établir des théories à caractère démagogique agrémentées de vertus démocratiques imaginaires destinées à justifier la pérennité du système économique basé sur les inégalités sociales, l'exploitation et l'oppression, de manière à pouvoir préserver ses privilèges, son hégémonie sur toutes les classes, son pouvoir.

Il faut bien comprendre qu'en dehors du capitalisme basé sur la propriété privée des moyens de production et de la répartition des richesses, et le socialisme basé sur la propriété collective des moyens de production et de la répartition des richesses, il n'existe pas de "*modèle de société alternative*", parce qu'il n'existe rien entre ou en dehors de l'exploité et de l'exploiteur, de l'opprimé et de l'oppresseur, c'est aussi simple que cela, soit on est l'un, soit on est l'autre. Partant de là, à chacun de choisir son camp et d'en assumer toutes les conséquences.

Ajoutons, que de tout temps ce n'est pas le droit qui précède l'économie, mais l'inverse, c'est le b.a.-ba de l'économie politique que Valérie Bugault ignore ou piétine. De la même manière que les idées sont le produit de la matière ou du cerveau et non l'inverse, le monde extérieur existait avant et existera après nous, il n'a pas besoin de nous pour exister, c'est le b.a.-ba de la philosophie de la nature. Dit autrement, ce sont les conditions matérielles ou sociales et non la conscience des hommes qui déterminent leurs idées et comportements, c'est le b.a.-ba de la logique. On aurait pu évoquer le monde inorganique et organique régit par les mêmes lois dialectiques matérialistes, etc.

2- On en aurait presque oublié qu'on défendait une cause au GS!

Le plus étonnant ou déconcertant, incroyable à bien des égards pour peu qu'on le découvre seulement maintenant, c'est de constater qu'il y en a encore beaucoup pour croire Macron, l'UE, l'OMS, Gavi, les Fondations Gates et Rockefeller, le Forum économique et mondial de Davos, etc. pour partager leur stratégie ou analyse, leur rhétorique et argumentation qui relève de la pure propagande (de guerre) et non de la science, leurs conclusions ou objectifs politiques (donc économiques). Pire, ils vont jusqu'à défendre les moyens et les méthodes policières auxquels ils ont eu recours pour l'appliquer et parvenir à leurs fins parce qu'ils sont indissociables, le nier n'y changeant rien. Ils n'hésitent pas à se positionner à leur côté et à leur prêter main forte pour faire le sale boulot à leur place, afin de mâter ou réprimer leurs opposants en recourant à des procédés déloyaux ou malhonnêtes pour les discréditer, les faire taire ou les éliminer... Pourquoi agissent-ils ainsi ? Parce que voyez-vous, ils considèrent que ceux qui détiennent tous les pouvoirs et sont à l'origine de toutes ces mystifications et guerres depuis plus d'un siècle, etc. ceux qui gouvernent possèderaient une morale irréprochable, puisqu'ils le revendiquent eux-mêmes, ils seraient bourrés de vertus, de principes, de scrupules qu'il serait mal venu de leur contester, à tout prendre, ils méritent qu'on les croit sur parole ou non, quelle importance cela peut-il avoir (en régime totalitaire), vous n'iriez pas jusqu'à les soupçonner d'avoir menti un jour délibérément à leur peuple, n'est-ce pas, ces croyants sont prêts à le jurer ou à leur servir de témoins.

Mais pourquoi, diable, seraient-ils tombés sur la tête ? Pas vraiment. En fait, ils sont inconscients d'être influencés (corrompus) idéologiquement, aveuglés par leur propre ignorance et leur condition sociale confortable (l'une masquant l'autre), ils vouent un culte au pouvoir comme le dernier des arriérés, qui entre nous, auraient de quoi leur en vouloir, je suis leur représentant ici. Faibles d'esprit

ou idiots que vous êtes, pourquoi refusez-vous d'admettre l'évidence, à savoir que les philanthropes ou humanistes qui officient au sommet du capitalisme mondial sont animés de bonnes intentions envers tous les peuples, qu'ils n'ont qu'un seul souci en tête, leur bien-être et leur santé, la paix entre les peuples. Reconnaissez-le, parbleu, esclave, baissez les yeux, la tête, courbez l'échine, faites preuve d'humilité, à genou, repentez-vous misérable pécheur, confessez-vous, leur sentence sera clémente, pour peu que vous expiiez tous les crimes (de lèse-majesté) que vous avez commis envers ces suzerains si charitables en collaborant avec eux ou que vous cessiez une fois pour toutes de contester leur pouvoir et d'importuner leurs agents, en guise de châtiment ils vous laisseront la vie sauve, pour cette fois, vous êtes décidément trop bon monseigneur, quel cauchemar !

Comment peut-on s'avilir à ce point-là, faire preuve d'autant de démagogie, d'hypocrisie ou de soumission, par ignorance ou inconscience, sans accabler ou juger personne, puisqu'on n'a évoqué que des conditions (implicitement par manque de place) ou des comportements, des idées, qui fort heureusement peuvent évoluer au cours de la vie, sinon on en serait encore à l'état de primate. Ce qui fait manifestement défaut, c'est l'absence de logique en toute chose, de mesure ou de nuance qui amène à tout confondre, la cause et la conséquence, les moyens et les objectifs, le principal du secondaire, etc. ce qui se traduit par de graves erreurs d'appréciation indéfendables qui tournent au déni, à l'affrontement ou au procès d'intention. Quand on propose de s'en tenir aux faits, on a l'impression de parler une langue inconnue ou inaudible, allez plus loin ne servirait à rien, on perdrait son temps.

3- Merci à @Anonyme d'avoir sauvé l'honneur du GS.

Je constate qu'à l'époque de l'article (14 décembre 2020) dont vous nous avez fourni le lien, les mêmes négationnistes sévissaient déjà en bande organisée. Ils n'ont rien appris, bien au contraire.

Pour s'exprimer sur n'importe quel sujet et en tirer des conclusions pratiques, il suffit d'avoir étudié et développé un esprit critique aiguisé, ce qui n'est pas donné à tout le monde comme l'illustre quelques réactions fielleuses qu'on a pu lire suite à mes commentaires, qui se voulaient pédagogiques et dévoués à la vérité ; quelle horreur, s'écrieront-ils en meute, je leur accorde par avance selon leurs critères!

La milice veille, voilà qu'il y en a qui voudraient me dénoncer pour pratique illégale de la médecine pour avoir fourni à des Indiens des molécules prises par des milliards d'habitants parfaitement inoffensifs, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on a affaire à des gens particulièrement mal intentionnés et à l'esprit étriqué, dépourvus de tout esprit critique, comme on dit bêtes et méchants.

Pour aggraver mon cas, j'avoue le crime d'avoir fourni des médicaments à des dizaines de personnes de mon village de 1 à 80 ans au cours des 11 dernières années, antiviraux, antibiotiques, anti-inflammatoire, analgésiques (paracétamol faiblement dosé), une crème à base d'antibiotique pour les plaies persistantes et purulentes, etc. ainsi qu'aux membres de la famille de ma compagne.

De son côté, ma compagne réputée pour ses massages, a massé autant de personnes, surtout des femmes âgées pour soulager leurs douleurs, des jeunes victimes d'accident de la route ou du travail, le tout gratuitement et toujours accompagné d'un jus de fruits ou d'un thé vert, de gâteaux secs pour les enfants, parfois des repas entiers à ceux qui avaient faim, et d'un petit mot réconfortant, cela ne fait jamais de mal, excepté toutefois aux calomniateurs qui sévissent ici, il ferait mieux de réserver leurs coups à Macron et à son gouvernement.

À cette page, vous trouverez plus de 500 articles, études et vidéos (peut-être depuis retirées par YouTube) que j'ai proposés aux lecteurs de mon blog entre février 2020 et août 2021, par la suite, j'en ai publiés au moins autant, mais j'ai cessé de mettre à jour cette rubrique, estimant que les éléments dont nous disposions pour démonter la mystification hygiéniste étaient largement suffisants, cependant on peut en trouver la trace dans les causeries.

www.luttedeclasse.org/covid.htm

Maintenant, il est vrai qu'on a tous aussi racontés des bêtises, y compris les professeurs Raoult et Perronne, c'est inévitable en période de crise (y compris en politique), car on ignore bien des choses sur la situation réelle. L'essentiel consiste à l'admettre et à les corriger par la suite, pour finalement ne retenir que les éléments qui servent notre cause ou notre santé en l'occurrence. On peut contester ce principe, mais je crains que dans ce cas-là, on se vautre dans la turpitude à défaut de parvenir à le justifier.

Situation sociale en France.

La Bourse ou le manège "*enchanté*".

La Bourse de Paris enchantée par la Chine, le luxe brille - AFP 26 septembre 2024

La Bourse de Paris évolue en forte hausse jeudi matin, dopée par de nouvelles mesures de relance en Chine dans le sillage d'un plan annoncé plus tôt dans la semaine pour soutenir la croissance de la deuxième puissance économique mondiale.

"*Paris a ouvert la voie avec un grand rallye pour les valeurs du luxe sur les nouvelles de la Chine*", le secteur étant très exposé à la consommation chinoise, commente Neil WIlson, analyste pour Finalto.

Le géant LVMH bondissait de 7,13% à 661,50 euros, Hermès grimpait de 6,10% à 2.156 euros et Kering s'envolait de 7,45% à 246 euros. Ailleurs sur la cote, Christian Dior s'octroyait 6,35% à 620 euros.

Désenchantement dans l'autre camp ou comment ils comptent se gaver encore davantage.

Électricité, assurances, mutuelles : pourquoi tout va augmenter en 2025 - LePoint.fr 26 septembre 2024

Sans surprise, vos cotisations pour assurer votre habitation vont augmenter l'an prochain. Le cabinet Addactis donne la fourchette de 8 à 10 % de hausse en moyenne, quand Facts & Figures parle de 10 à 12 %.

Les contrats individuels de mutuelles en hausse de 5,5 à 9,5 %

Pour votre automobile, les cotisations devraient augmenter de 4 à 6 % en moyenne selon Facts & Figures, de 6 % selon Addactis.

Du côté des complémentaires santé, la hausse moyenne en 2025 serait de 5,5 à 9,5 % en ce qui concerne les contrats souscrits par les entreprises pour leurs salariés, selon Addactis. Les contrats individuels verraient, eux, leurs tarifs augmenter de 4,5 à 8,5 %.

Enfin, votre facture globale d'énergie grimpera en 2026 en raison des nouveaux objectifs d'économies d'énergie imposés aux fournisseurs à partir de cette année-là. LePoint.fr 26 septembre 2024

Santé.

Les Françaises de plus en plus touchées par les cancers du poumon et du pancréas - 20 Minutes/AFP 26 septembre 2024

Malgré les progrès de la médecine, le cancer fait toujours autant de ravages. Selon le panorama 2024 de l'Institut national du cancer (Inca) publié ce jeudi, 433.000 nouveaux cas ont ainsi été détectés l'an dernier en France, où l'incidence des cancers est en forte hausse depuis une vingtaine d'années. Cela s'explique bien sûr par la hausse et le vieillissement de la population mais aussi par les risques liés aux modes de vie.

Responsables de plus de 162.400 morts chaque année, les cancers restent toujours la première cause de décès chez les hommes et la deuxième chez les femmes après les maladies cardio-vasculaires. Selon l'Inca, ces dernières sont d'ailleurs de plus en plus touchées par les cancers du poumon et du pancréas, avec une augmentation préoccupante du taux d'incidence chez la femme de 4,3 % et 2,1 % par an. Comme facteur majeur de cette évolution, la consommation de tabac qui a « *débuté dans les années 1970-1980 chez les femmes* », plus tard que chez les hommes.

Parmi les cancers les plus fréquents, on retrouve pour les hommes ceux de la prostate (59.885 cas), du poumon (33.438 cas) et du côlon-rectum (26.212 cas). Et pour les femmes, ceux du sein (61.214 cas), colorectal (21.370 cas) et du poumon (19.339 cas).

J-C - En réalité, ce serait plutôt une combinaison de facteurs qui seraient particulièrement dommageables à la santé de la population, dont effectivement le tabac, dont ils n'ont cessé de faire la promotion, qu'une fois que la majorité était devenue fumeuse, bref après avoir légitimé son empoisonnement ou y avoir contribué au nom de la liberté, liberté de quoi au juste, de faire du profit à n'importe quel prix, y compris la santé du peuple.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale en guise de démocratie.

J-C – Avez-vous entendu un chef d'Etat ou de gouvernement, un élu ou un acteur politique de premier plan dans le monde appeler à rompre immédiatement avec les Etats-Unis et l'UE qui arment l'Etat juif génocidaire, annoncé rompre lui-même toutes relations avec les Etats-Unis, s'engager à armer ou envoyer des armes aux Palestiniens, aux Libanais, aux Yéménites, aux Syriens, aux Irakiens, aux Iraniens, aucun.

Les médias arabes sous contrôle israélien Par René Naba - Mondialisation.ca, 25 septembre 2024

La totalité des médias gouvernementaux arabes et leur personnel est sous le contrôle des Israéliens, de même que la formation des responsables des programmes d'information des médias arabes sont placées sous la supervision des Israéliens dont certains sont issus de l'Unité 8200, la formation de l'armée israélienne relevant du Mossad, le service de renseignement de l'Etat hébreu.

Telle est la principale conclusion d'une enquête menée par le journal libanais Al Akhbar et publiée dans son édition en date du 27 Mars 2024.

Retour sur cette invraisemblable et calamiteuse affaire.

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/les-medias-arabes-sous-controle-israelien/5692633?doing_wp_cron=1727322229.8055338859558105468750

Guerres à Gaza et au Liban : Israël assure avoir reçu une aide de 8,7 milliards de dollars de Washington - RT 27 sept. 2024

Le 26 septembre, le ministère israélien de la Défense a annoncé avoir reçu une enveloppe de 8,7 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) de Washington afin de soutenir ses efforts militaires en cours et maintenir un avantage militaire qualitatif dans la région.

Dans ce document, le ministère israélien a insisté sur le fait que cet accord mettait en exergue le «*partenariat stratégique fort et durable entre Israël et les États-Unis et l'engagement inébranlable envers la sécurité d'Israël*».

Le Hezbollah confirme la mort de Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah depuis 32 ans - RT 28 sept. 2024

Dans un communiqué publié le 28 septembre, le Hezbollah a annoncé la mort de son secrétaire général Hassan Nasrallah, tué dans une frappe israélienne sur la banlieue sud de Beyrouth. Il était à la tête de l'organisation depuis 1992.

Qui est Hachem Safieddine, le successeur naturel de Hassan Nasrallah à la tête du Hezbollah ? - 20 Minutes/AFP 28 septembre 2024

Qui pour prendre la tête de l'une des plus grandes organisations chiites du Moyen-Orient ? Un nom est déjà sur toutes les lèvres, celui de Hachem Safieddine, figure éminente du Hezbollah libanais et cousin éloigné de Hassan Nasrallah.

Alors que le Conseil de la Choura, plus haute instance du parti, devrait élire prochainement le successeur du charismatique Hassan Nasrallah, Hachem Safieddine est « *le candidat le plus susceptible* » de remporter cette élection, a affirmé à l'AFP une source proche du Hezbollah. En

attendant, c'est l'actuel numéro deux du mouvement islamiste pro-iranien, Naïm Qassem, qui devrait assurer l'intérim à la tête du mouvement chiite.

Parmi les conditions à remplir pour prendre les rênes du mouvement, explique la chercheuse, il faut "*être membre du Conseil de la Choura*", qui comprend sept personnes, et "*être une personnalité religieuse*".

Hassan Nasrallah avait lui-même succédé en 1992 à Abbas Moussaoui, lui aussi assassiné par Israël. 20 Minutes/AFP 28 septembre 2024

En pleine campagne de bombardements au Liban, Israël frappe la Syrie voisine à plusieurs reprises - RT 29 sept. 2024

Des frappes à Abou Kamal, à la frontière syro-irakienne, ont fait douze morts parmi les combattants pro-iraniens. Pour l'heure, personne n'a revendiqué le raid. Néanmoins, l'aviation israélienne a ciblé à plusieurs reprises la frontière syro-libanaise, tuant un haut cadre du Hamas.

Outre l'intervention à Gaza, la campagne de bombardements au Liban et les raids incessants en Cisjordanie, l'armée israélienne cible également la Syrie.

Après le Liban, Israël frappe de nouveau les Houthis au Yémen, alliés du Hezbollah - Le HuffPost 29 septembre 2024

L'armée israélienne a mené, ce dimanche 29 septembre, des frappes contre le port et des centrales électriques à Hodeida, ville de l'ouest du Yémen sous contrôle des rebelles houthis, a indiqué la télévision Al-Massirah, relevant de ces insurgés.

Ukraine.

Les renseignements américains réticents à autoriser les frappes à longue portée de l'Ukraine en Russie - RT 27 sept. 2024

Les services de renseignement américains estiment que la Russie pourrait riposter avec plus de force aux États-Unis et à leurs partenaires de coalition, peut-être avec des armes plus meurtrières, si ces derniers permettaient aux Ukrainiens d'utiliser des missiles à longue portée fournis par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France pour des frappes en profondeur en Russie, ont déclaré des responsables américains, cités par le *New York Times* le 16 septembre.

Selon le quotidien, les agences de renseignement américaines auraient exprimé des doutes sur le fait que, même s'ils étaient autorisés à utiliser ces missiles à longue portée, les Ukrainiens auraient suffisamment d'armement pour changer fondamentalement le cours du conflit.

Les États-Unis et leurs alliés ont fourni à l'Ukraine trois types de systèmes de missiles à longue portée : les systèmes américains ATACMS, les missiles Storm Shadow britanniques et les missiles Scalp fournis par la France.

Washington, pour sa part, n'exclut désormais plus la possibilité que l'Ukraine échange des territoires contre la paix avec la Russie, a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, à l'issue de la rencontre entre Volodymyr Zelensky et Joe Biden à la Maison Blanche le 26 septembre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er septembre 2024

(2 Septembre au matin, j'ai corrigé 2 fautes.)

Septembre, le mois de ma naissance (le 11), est généralement le mois de l'année qui m'apporte le plus de satisfaction, pourvu qu'il soit propice à l'inspiration et à la lucidité, car c'est dont on a le plus besoin en ces temps difficiles et incertains, où pour affronter le nihilisme destructeur, conquérant aux relents totalitaires, l'absence d'issue politique en réponse à la réaction sur toute la ligne, on a le devoir de mobiliser toute nos facultés en recourant aux connaissances que nous avons acquises, sans nous illusionner un instant sur l'accueil que suscitera notre réflexion.

L'essentiel consiste à ne pas se laisser dicter un mode de penser reposant sur une logique qui contribuerait à nous enfermer dans un système idéologique destiné à nous broyer. Autrement dit, on doit garantir notre indépendance en toute circonstance, sans quoi nous nous compromettrions au point de ne plus pouvoir résister ou d'entraîner notre naufrage politique définitif, car à notre âge avancé on ne s'en remettrait jamais ! Avouez que ce serait dommage, et on ne le souhaitera à personne.

D'ailleurs, on ne voit pas quel intérêt on aurait au crépuscule de notre vie, à brader ou renier nos convictions ou notre idéal, nos principes et notre engagement politique. On devrait plutôt redoubler de courage pour élever notre niveau de conscience, jusqu'à notre dernier souffle, plutôt que capituler ou se laisser aller à un pessimisme larmoyant honteux et indigne, sous prétexte d'être accablé par tant de peines et de désillusions douloureuses. Rien ne devait justifier un tel naufrage au regard des terribles souffrances qu'endurent quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde, car ils n'ont pas eu la chance au cours de leur vie de bénéficier des conditions privilégiées dont nous avons profité.

On a le devoir d'être à la hauteur de notre idéal, de montrer l'exemple, de ne pas les abandonner. Si je vous racontais ce que je vis quotidiennement en Inde, ce que j'observe, je vous assure que vous seriez mille fois plus désespérés ou démoralisés, c'est à pleurer, à enrager, à devenir fou, et pourtant, non par miracle mais parce que c'est ainsi, on survit, on est de bonne humeur, on est mentalement équilibré, on a des sentiments, on arrive même à rire, on a le moral et on garde espoir malgré tout, souvent les Indiens ne savent pas en quoi ou pourquoi au juste, peu importe, ils n'ont pas le choix, ils en ont absolument besoin pour ne pas sombrer, je veux dire par là ne pas être tenté par la violence ou le suicide, c'est un thème récurrent ici, car ce qu'on doit supporter est excessivement violent.

On n'est pas là pour juger quelqu'un, chacun d'entre nous a atteint un niveau de conscience différent, il est respectable et peut contribuer à aider les autres à progresser, chacun peut progresser lui-même. Qui ne progresse pas régressera indéfiniment. Quand nos connaissances ne sont pas mises à contribution, on les perd, c'est dommage et ridicule, on mérite mieux que cela tout de même.

La fabuleuse aventure humaine est faite de hauts et de bas, de destructions et de progrès, d'épanouissement à un niveau supérieur, à l'instar de toutes les espèces qui se sont succédées sur notre planète depuis plus de 4 milliards d'années, alors pourquoi voudriez-vous que ce soit en vain, ou que l'espèce humaine qui en est le représentant le plus évolué fasse exception. Pourquoi ne parviendrait-elle pas à se libérer des contingences que lui impose le règne de la nécessité ? Pourquoi ne pourrait-elle pas se saisir des contradictions sociales existantes pour atteindre un niveau de développement ou de progrès social supérieur, puisque les conditions matérielles et les moyens existent pour atteindre cet objectif ? Sinon nous n'aurions jamais pu le concevoir et le théoriser, d'où notre reconnaissance infinie à Marx et Engels, c'est la moindre des choses.

Je vais ajouter le passage suivant dans les enseignements du marxisme présent dans la page d'accueil du blog, en quelque sorte la base de notre programme et de notre orientation politique. Ce passage étant d'un seul bloc, un gros pavé pour beaucoup de lecteurs, du coup je l'ai scindé en paragraphes pour en faciliter la lecture, en espérant avoir eu la main heureuse !

Extrait de la préface à la Contribution à la critique de l'économie politique rédigée par Karl Marx en janvier 1859 :

Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII° siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « *société civile* », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique. J'avais commencé l'étude de celle-ci à Paris et je la continuai à Bruxelles où j'avais émigré à la suite d'un arrêté d'expulsion de M. Guizot.

Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées.

Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.

Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

J-C - L'avant dernier paragraphe est particulièrement important, car il y figure la justification du passage au socialisme à notre époque que certains contestent, qu'ils contesteront toujours d'ailleurs.

Le développement des forces productives à l'échelle internationale permettrait dorénavant de satisfaire tous les besoins matériels ou sociaux des hommes au niveau mondial, ce qui ne s'était jamais produit dans le passé. Cela signifie que les conditions d'existence matérielles indispensables pour passer à un niveau supérieur de production ou au socialisme sont mûres, c'est un fait et non une incantation, une invention de doctrinaire fanatisé...

Et si l'humanité est parvenue à se poser la question de son émancipation du cycle de l'exploitation par la voix des maîtres du marxisme à la fin du XIXe siècle, ce n'était pas dû au hasard, c'était uniquement parce que les conditions matérielles pour la résoudre "existent déjà ou du moins sont en voie de devenir", il va de soi que depuis 1859 ces conditions matérielles ont considérablement progressé, au point que les capitalistes acculés et ne pouvant se résoudre à abandonner leur pouvoir et leurs richesses, s'emploient à les détruire en masse, par des guerres incessantes notamment. Sans nier pour autant l'expansion du capitalisme ou l'apparition de nouveaux marchés sur différents continents, tandis que d'autres déclinent ailleurs, les deux facteurs sont complémentaires et doivent être pris comme tels, au lieu de chercher à exclure l'un des deux en recourant à des procédés malhonnêtes à des fins purement propagandistes, idéologiques.

On constatera au passage, que c'est le développement du processus dialectique matérialiste et historique qui implique le passage au socialisme, il le légitime ou le justifie en quelque sorte, et que ce processus historique dont nous sommes des acteurs, constitue le terrain sur lequel se déroule la lutte des classes, terrain sur lequel nous menons notre combat politique. Voilà qui est parfaitement cohérent et sérieux, donc défendable et à partager avec le plus grand nombre.

Bon dimanche

Le 4 septembre 2024

J'appelle les lecteurs à manifester le 7 septembre sur la base du contenu du communiqué du PT ci-dessous.

Communiqué du Parti des travailleurs du 30 août 2024.

Le Parti des travailleurs appelle à manifester le 7 septembre

Le Parti des travailleurs appelle ses membres et ses sympathisants à participer aux rassemblements convoqués le 7 septembre par plusieurs composantes du Nouveau Front populaire.

C'est un fait : Macron piétine la démocratie.

Il piétine la démocratie au compte des capitalistes qui exigent, par la bouche du Medef, un gouvernement aux ordres pour s'attaquer aux travailleurs et à la jeunesse.

Il piétine la démocratie au compte de l'OTAN, qui absorbe toujours plus de moyens pour sa sale guerre en Russie, et au compte de Biden et Netanyahou, qui exigent toujours plus d'argent et d'armes pour le massacre du peuple palestinien.

Le Parti des travailleurs manifestera le 7 septembre contre le coup de force de Macron, pour défendre la démocratie.

Le Parti des travailleurs n'est pas membre du Nouveau Front populaire. Il ne partage pas la manière dont les dirigeants de cette coalition se soumettent aux institutions de la Ve République, demandant respectueusement à Macron de nommer leur représentante à Matignon pour cohabiter avec lui.

Les travailleurs et les jeunes ont voté le 7 juillet pour la rupture ouvrière, ils veulent un gouvernement de satisfaction des revendications. Cela suppose de rompre avec Macron et avec la Ve République.

Le 7 septembre, nous vous invitons à manifester avec le Parti des travailleurs, pour dire :

- Place à la démocratie, dehors Macron et la Ve République !

- Assemblée constituante souveraine pour instaurer une République réellement démocratique !

- Pour un gouvernement de rupture ouvrière !

- Pour la confiscation des milliards de la guerre afin de financer l'école, les hôpitaux, le logement social !

- Unité, maintenant, tout de suite, pour la satisfaction des revendications des travailleurs et de la jeunesse !

- À bas la guerre ! À bas l'exploitation ! À bas la Ve République

Le 6 septembre 2024

Mon commentaire adressé au blog Le Grand Soir.

Barnier : Un technocrate de Bruxelles compatible avec l'extrême droite et représentant les "*gens d'en haut*", Barnier à tout bon ! Et ceux qui réclament à cor et à cri le "respect de la démocratie" ont tout faux.

Pauvres d'esprit que nous sommes, et dire que nous ignorions jusqu'à présent qu'on vivait en démocratie en France...

Jean-Luc Mélenchon - "... *J'en appelle donc à la mobilisation la plus puissante que possible le 7 septembre pour le respect de la démocratie pour le respect de la bonne compréhension de ce que sont des institutions républicaines placées sous la souveraineté du peuple et pour la dignité personnelle de ceux qui ont été votés et qui ont donné un avis que personne n'a le droit d'effacer c'est bien le moment de dire plus que jamais en France vive la république* "

Questions : Sous quel régime sommes-nous ? Dans quel cadre constitutionnel se sont déroulées les élections législatives ? Les intérêts de quelle classe privilégiait la Constitution de la Ve République ou quelle était la nature sociale de l'État ? Je sais que ce sont beaucoup de questions que de nombreux lecteurs ne souhaitent pas se poser, et pour cause.

Traduction : Mélenchon en appelle au "*respect de la démocratie*", ce qui signifie que la Constitution de la V? Républiques ne serait pas bonapartiste et antidémocratique, elle serait plus que compatible avec l'exercice de la démocratie, elle en serait le garant. Vous avouerez, en tant que démocrate, il faudrait être idiot ou avoir perdu la tête pour vouloir se passer d'une Constitution aussi vertueuse, enviez et copiez par bon nombre de dictateurs africains !

Il y a près de 50 ans déjà, quand Mélenchon rejoignit la social-démocratie ou quand il adopta son idéologie si vous préférez, il signifia qu'il ne romprait jamais avec le capitalisme et ses institutions, qu'il avait rompu définitivement avec le socialisme, et de fait, soyons honnête, il tint parole.

Quand le NFP a déclaré qu'il était prêt à "*cohabiter*" avec Macron, chacun aurait dû en tirer les conclusions qui s'imposaient, à savoir que pour qu'une coalition de partis puisse gouverner, il faudrait obligatoirement qu'elle applique un programme politique conforme à celui de Macron, donc conforme aux intérêts des capitalistes, car il était impensable qu'il accepte qu'un gouvernement qu'il présiderait abroge certaines mesures ou lois antisociales ou liberticides adoptées depuis 2017.

Le NFP a sauvé Macron, à moins qu'il n'ait jamais été menacé.

C'est le NFP en appelant au second tour des élections législatives au "*front républicain*" en faveur des candidats de la coalition présidentielle Ensemble et de LR qui a permis à la droite parlementaire de sauver les meubles et de se retrouver avec suffisamment de députés pour que Macron puisse désigner un Premier ministre issu de la droite parlementaire.

Car en réalité, c'est elle qui dispose d'une majorité relative et non le NFP. Ensemble a 166 députés + 47 députés LR = 213 + quelques députés parmi les 8 non-inscrits et les 21 de LIOT.

C'était mentir aux travailleurs et aux militants, de leur faire croire que le NFP avait remporté ces élections. C'était les tromper de leur faire croire que le NFP pourrait gouverner. C'était les trahir de

leur faire croire que le NFP appliquerait un programme politique conforme à leurs besoins sociaux sans rompre avec Macron, les institutions de la V? République et le capitalisme, et l'UE, etc.

Une rapide revue de presse.

- "*Ce n'est pas une majorité classique, ce n'est pas une cohabitation mais une coexistence, une coopération*", a d'ailleurs lancé le président de la République devant les membres du gouvernement sortant ce jeudi, a indiqué un participant à BFMTV. BFMTV 6 septembre 2024

- Michel Barnier parle des « *gens d'en bas* » lors de la passation de pouvoir et ulcère la gauche - Le HuffPost 6 septembre 2024

Michel Barnier déclare lors de la passation de pouvoir avec l'ex-Premier ministre Gabriel Attal : « *J'ai bien des exemples en tête de progrès, petits ou grands, qui ont été accomplis grâce à des idées, de bonnes idées, de bonnes solutions apportées par les gens d'en bas... qu'il faut respecter.* »

Pour Ian Brossat, l'expression ne passe pas. « *Les "gens d'en bas" n'existent pas. Les méprisants oui. Barnier en est un, manifestement* », a-t-il taclé sur X.

« *Tout est dit sur "l'humilité" rabâchée par l'usurpateur de Matignon* », a écrit su X Jean-luc Mélenchon. « *Premier discours de Barnier, premier mépris de classe. La haine du peuple comme boussole politique* », a commenté le député Thomas Portes. « *Attention aux "gens d'en bas", c'est eux (sic) qui font l'histoire même s'ils subissent le perpétuel mépris des "gens d'en haut" comme vous* », a mis en garde Céline Verzeletti.

Le sénateur socialiste Yan Chantrel a également dénoncé « le mépris de classe comme ligne politique » de Michel Barnier, pendant que le député Génération.s Benjamin Lucas a prévenu : « *En République il n'y a pas "les gens d'en bas" monsieur le Premier ministre. Il y a le peuple tout en haut. Au-dessus de tout. Au-dessus de vous. Vous le constaterez.* » Le HuffPost 6 septembre 2024

RT 5 septembre 2024

Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) Olivier Faure a quant à lui déploré un «*déni démocratique porté à son apogée*». «*Nous entrons dans une crise de régime*», a-t-il enchéri. «*Libéral, européiste, anti-social, Barnier est aux antipodes du message envoyé par les Français aux législatives*», a déploré le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel.

Le député de La France insoumise (LFI) Louis Boyard a dénoncé les positions politiques de Michel Barnier, le qualifiant d'«*obsédé par l'immigration*» ayant «*voté contre la dépénalisation de l'homosexualité*» et qui s'opposerait «*au partage des richesses*».

J-C - Vous êtes député, donc ne vous plaignez pas trop côté "*partage des richesses*" !

«*Tout ça pour ça*», s'est contentée de commenter la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier. «*La nomination de Barnier est possible parce que Macron considère le RN plus fréquentable que LFI*», a estimé la députée écologiste de Paris. RT 5 septembre 2024

J-C - Qu'aurait-il fallu dire si Macron avait nommé Lucie Castets, sinon qu'il estimait LFI plus fréquentable que le RN, ce qui n'aurait pas été des plus flatteur pour LFI, mais mérité, n'est-ce pas ? Quelle gourde !

BFMTV 6 septembre 2024

Le Républicain lorrain évoque ainsi un choix "*tactique*" qui déplaît au plus petit nombre, prêtant à Michel Barnier un "*coefficient de souplesse bien plus élevé que ses concurrents potentiels*". BFMTV 6 septembre 2024

J-C - Traduire "*souplesse*" par molesse à s'opposer à Macron, un serviteur ou laquais en somme. Quelle comédie !

La lutte de classes se passe ailleurs.

On a eu raison d'appeler au boycott des élections législatives, soit dit en passant.

Le 19 septembre 2024

En 48 heures j'ai produit 43 pages de causeries et infos, 137 depuis le 4 septembre.

Et bien vous me croirez ou non, dans le blog *Le Grand Soir*, où j'interviens régulièrement depuis quelques temps en postant de volumineux commentaires, on m'a reproché d'ignorer que le monde "*a changé depuis le 19e siècle, et malgré votre éminent sens de l'observation vous ne semblez pas vous en être aperçu*". Vous avouerez tout de même que je ne me débrouille pas trop mal de mon trou perdu en Inde, non ?

N'hésitez pas à réagir aux causeries, vos réflexions seront toujours les bienvenues, les insultes un peu moins, merci.

Il y a tout de même des lecteurs ou camarades qui les apprécient.

Par exemple, le 8 septembre une militante âgée et exigeante m'a écrit : "*c'est le bilan le plus juste qu'on puisse lire. A la bonne Heure !*"

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Et si on se hasardait à une explication.

« *Il serait certes fort commode de faire l'histoire universelle si on n'engageait la lutte qu'à condition d'avoir des chances infailliblement favorables. Cette histoire serait par ailleurs de nature fort mystique si les* "hasards" *n'y jouaient aucun rôle. Naturellement, ces hasards entrent dans le cadre de la marche générale de l'évolution et sont compensés à leur tour par d'autres hasards. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de* "hasards" *de ce genre – et parmi eux figure aussi cet autre* "hasard" *: le caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement.* » (Lettres à Kugelmann, Editions sociales 1976, lettre du 17 avril 1871).

Par hasard, Marx entendait tout ce qui existe et qu'on ignore forcément tant qu'il ne s'est pas réalisé, de ce fait, on doit admettre qu'on ne peut pas tout savoir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'on ne saurait rien, comme le prétendent les détracteurs du marxisme qui eux pour le coup ne savent pas grand-chose.

Il y en a qui exigent l'impossible, des garanties, une théorie ou une doctrine parfaite, un parti parfait, des dirigeants parfaits avec lesquels ils seraient d'accord sur tout, et qui ne les trouvant pas en concluent qu'ils ne peuvent pas exister, ce en quoi ils ont parfaitement raison, sans pour autant que cela soit suffisant pour prouver qu'on ne pourrait pas s'en passer, juste pour justifier leur refus de s'engager dans le combat politique ou s'organiser dans un parti ouvrier, prendre en mains leur destin en somme.

En procédant de la sorte, ils démontrent qu'ils ignorent qu'absolument rien dans la nature ou la société des hommes ne correspond au principe qu'ils ont énoncé ou ne fonctionne selon ce principe.

Ce qu'on a observé, c'est que la réalité est faite de rapports contradictoires régis par les lois de la dialectique, dont l'issue dépend de l'évolution des facteurs qui les composent, sans toutefois qu'on puisse prédire avec exactitude ni quand ni comment la transformation de la quantité en qualité au sein du processus historique ou au cours de la lutte des classes se réalisera, on sait qu'elle devrait permettre d'atteindre un degré de développement supérieur de la société sur le plan économique et social, dans le cas contraire, c'est l'espèce humaine qui pourrait être condamnée à dégénérer et à disparaître, hypothèse qu'on ne doit pas écarter, puisque qu'aucune espèce organique n'est immortelle.

Dès lors, pour peu qu'on décide d'agir sur ces facteurs et leurs rapports, il sera possible de réunir les conditions qui permettront de les orienter en fonction de nos objectifs politiques, puisqu'ils incarnent le degré de développement supérieur de la société que nous avons évoqué précédemment, encore faudrait-il qu'on ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et de ses lois de fonctionnement.

Or, manifestement ce n'est pas le cas, puisque les esprits les plus éclairés ne parviennent pas à en faire une synthèse qui serait irréprochable. Toujours est-il, il est faux de croire ou de prétendre, qu'on serait réduit à l'impuissance face à une situation politique qui semble inextricable ou un combat politique qu'on nous dit perdu d'avance, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pourquoi ne pas admettre qu'on n'entend pas s'engager dans le combat politique parce qu'on croit qu'il ne présente aucun intérêt pour nous ou il ne mènera à rien. Mais comment en arriver à cette conclusion, sinon qu'on ne partage ni la même méthode de penser, ni la même interprétation du monde, finalement, ni les mêmes objectifs politiques. On a beau affirmer qu'on partagerait la même cause ou le même idéal humaniste, les mêmes valeurs ou principes, en réalité, c'est un leurre dès lors qu'on cautionne l'existence du capitalisme ou le système économique d'exploitation à l'origine de toutes les sortes d'oppression, d'inégalité et de discrimination, on ne peut pas représenter à la fois les intérêts de l'oppresseur et de l'opprimé.

Cette démonstration était destinée à ceux qui entendent progresser, passer de la résistance passive - de plus en plus souvent devant un écran, à la phase pratique et organisée de la lutte de classe. Nous leur disons que le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme est la thérapie par excellence des corps et des esprits, qu'ils veuillent bien noter qu'il ne s'agit pas d'un remède miracle, mais qu'il bénéficie tout de même d'un label scientifique éprouvé, puisqu'il a été mis à l'épreuve une multitude de fois pendant plus d'un siècle et demi, sans jamais avoir été pris en défaut ou avoir été réfuté, sauf par ceux qui en attendaient des miracles ou lui étaient devenus étrangers, pire, l'avaient trahi !

Engagez-vous, mobilisation générale.

Lu.

- C'est ainsi que l'on est passé de la politique à l'idéologie, ou de la politique à l'électoralisme, la paresse intellectuelle de rigueur le disputant au cynisme des prédateurs prêts à tout pour se maintenir au pouvoir. Le goût du travestissement et l'aptitude au bavardage étant manifestement des qualités suffisantes pour gouverner. Le fond important peu. Pourvu que l'intérêt général serve l'intérêt privé de ceux qui gouvernent.

Qu'est-ce qu'un monde où l'engagement n'est plus estimé, reconnu, encouragé ? Un monde sans pompiers, sans médecins, sans enseignants ? Ce projet dystopique, amorcé de façon plus ou moins grotesque par les leaders globalistes et autres escrocs tapageurs du progressisme, ne verra jamais le jour : l'homme, même s'il doit encaisser les coups des puissants et de ses congénères fièrement asservis, veille en silence, tel le félin prêt à bondir pour défendre son territoire et sa progéniture. Si le pelage est doux, la morsure peut être mortelle…

Tant que le domaine politique ne sera franchement purgé de ses imposteurs et séducteurs, tant que les médias et l'institution scolaire ne rempliront avec l'exigence nécessaire leur rôle d'éducation des populations – éducation à l'indépendance et à l'esprit critique -, on ne pourra espérer une société apaisée, riche de son sens de l'engagement. Tant que l'on ne sera repassé de la démagogie à la pédagogie, l'abus d'autorité sera la règle.

Car ce sont bien l'indépendance et l'esprit critique qui mènent, en un cheminement personnel basé sur l'expérience, à l'engagement.

La barbarie est indissociable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lu.

Cette guerre nous enfonce dans un âge sombre où les lois, le droit, les garde-fous, tout ce qui empêcherait cette humanité de sombrer dans la barbarie, sont méthodiquement mis à terre. Une ère où une partie a décidé de la mise à mort de l'autre partie jugée « *barbare* ».

Membres d'institutions aussi prestigieuses que le Conseil de sécurité de l'ONU ou le G7, les gouvernements de ces États entérinent la loi de la jungle imposée par Israël et la logique de la punition collective.

Cette logique était déjà à l'œuvre en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, avec les résultats que l'on connaît. Déjà en 1982, Israël avait envahi le Liban, occupé le Sud, assiégé Beyrouth et supervisé les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. C'est cette « *victoire* » macabre qui a abouti à l'essor du Hezbollah, tout comme la politique israélienne d'occupation a abouti au 7 octobre. Car la logique de guerre et de colonialisme ne peut jamais déboucher sur la paix et la sécurité.

J-C - C'est oublier que les auteurs de ces "*lois, droits ou garde-fous*" étaient eux-mêmes des barbares, pas depuis 2001, mais lorsqu'ils disposèrent des moyens (militaires et de transport) permettant de se lancer dans des guerres coloniales aux quatre coins du monde, il y a de cela plusieurs siècles en arrière sous la monarchie, et depuis, sous le capitalisme, elles n'ont jamais cessé. Non seulement elles furent partie prenante de son développement, elles devinrent rapidement le facteur déterminant de la survie de ce système économique, et au-delà de l'hégémonie exercée par une poignée de puissances et d'oligarques sur le reste du monde.

Trois commentaires adressés à différents blogs (et publiés).

1- @ françois gerard

Je partage votre commentaire, mais je voudrais apporter quelques précisions, si vous me le permettez.

Ce n'est pas le réformisme qui a permis des avancées sociales, mais la mobilisation des masses dans le cadre du mouvement ouvrier ou la crainte de leur radicalisation et qu'elles renouent avec le socialisme... Cette idéologie est par nature ou définition, depuis la fin du XIXe siècle, la négation du socialisme.

Vous dites que "*le réformisme a permis certaines avancées sociales non négligeables (35 h 5e semaine de congés, retraite à 60 ans etc)*", c'est être encore trop bon envers lui ou c'est lui attribuer une vertu qu'il n'a jamais eu (au capitalisme non plus), en fait ces "*avancées sociales*" correspondirent davantage à des concessions accordées par la classe dominante, un moindre mal plutôt que risquer de tout perdre (à terme), et finalement elle ne perdit rien au change, puisque chaque fois cela lui permit de développer de nouveaux marchés intérieurs ou de créer de nouveaux secteurs économiques pour satisfaire de nouveaux besoins, cela va de l'industrie du divertissement au tourisme en passant par le sport qui présente aussi l'avantage de permettre aux exploités de mieux supporter leur condition ou de l'oublier, en somme, une sorte d'autoconditionnement une fois

de plus très avantageux puisque réalisé à moindres frais ou prit en charge par ceux qui en sont victimes.

Bref, plutôt une aubaine pour le capitalisme en crise, dont bénéficieraient à la marge les masses (pas toutes) pendant une durée limitée seulement, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires, et profiteraient des bienfaits de la division internationale du travail qui ne manquerait pas de s'étendre davantage durant cette période, dans l'indifférence quasi générale puisque toutes les classes en occident en profiteraient. Et puis tant pis si ces "avancés sociales" s'accompagnèrent de privatisations, de délocalisations, de destructions massives d'emplois, de pans entiers de l'industrie ou de secteurs de l'économie, d'un chômage de masse, tandis que la pauvreté et la précarité frappaient de nouvelles couches de la classe ouvrière, etc. la liste est trop longue, les lecteurs complèteront. J'allais oublier les guerres, dès lors qu'elles se déroulent loin de chez nous ou ne troublent pas notre sommeil !

Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas lutter pour ces revendications sociales, je le précise pour les adeptes des procès d'intention et autres amalgames orduriers, c'était juste pour en montrer les limites et les contradictions, y compris nocives, dès lors que ces luttes ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. D'ailleurs, quels enseignements les travailleurs et les militants en ont-ils retenu, en observant ce qui se passe quotidiennement sous nos yeux, je répondrai sans hésitation, aucun, puisque nous ne disposons ni d'un parti ni d'une internationale pour affronter l'offensive généralisée de la réaction et la vaincre.

Ne serait-ce pas là le problème urgent que nous aurions à régler, et que vous avez effleuré ? Il paraît que ce serait ringard, obsolète, un fossile théorique du XIXe siècle et j'en passe et des meilleurs, et que proposent ceux qui l'affirment ? Absolument rien ! A l'instar des idéologues de la réaction, leurs interventions servent uniquement à discréditer ceux qui continuent de diffuser les idées du marxisme et du socialisme, c'est devenu une raison d'être chez eux ou une seconde nature. Ne nous laissons pas distraire ou déstabiliser, essayons plutôt de voir comment on pourrait se rassembler et avancer ensemble. A suivre dans mon blog dans la prochaine causerie.

Instrumentalisation de la pauvreté ou l'autre peur qui paralyse et pousse à se conduire en citoyen obéissant et discipliné

J-C – Ce pourrait être une maladie contagieuse qui nous frapperait par surprise, une malédiction qui s'abattrait sournoisement sur nous, un coup fatal dont on ne se relèverait pas, alors vaut mieux marcher dans les clous, ne pas faire de vagues. Point d'esprit critique qui nous marginaliserait et nous fragiliserait, marchons en pas cadencé, soyons servile, adoptons les idées et le comportement des puissants en espérant qu'ils nous épargneront, et estimons-nous heureux du sort qu'ils nous ont réservé.

Hausse de la précarité chez les séniors : la France bientôt «*une fabrique de vieux pauvres*» ? - RT 30 sept. 2024

«*En 2024, on estime à environ deux millions les personnes de 60 ans et plus qui vivent sous le seuil de pauvreté*». C'est le constat amer dressé en France par l'association Petits Frères des Pauvres, à l'occasion de la publication de son rapport annuel consacré aux anciens. Un rapport qui parait, chaque année, la veille du 1er octobre, journée internationale des personnes âgées.

Petits Frères des Pauvres dégage ainsi trois «*enseignements clés*» de son rapport avec, tout d'abord, 69% des personnes âgées pauvres ayant connu au moins «*une privation*» (restaurants, déplacements, vacances, chauffage) au cours de l'année écoulée.

J-C - Je suis pauvre, et comme tous les pauvres que je côtoie, personne d'entre nous ne va au restaurant, ne se déplace sauf nécessité absolue, ne part en vacances, un pauvre ne peut pas se payer le luxe de dépenses superflues ou réservées aux nantis, sa survie en dépend !

RT - Vient ensuite la répartition géographique de cette précarité des personnes âgées, dont la plupart d'entre elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales (42%) qu'en milieu urbain (35%).

J-C - Pardi, elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales qu'en milieu urbain ! Tiens donc, il n'y a pas un bureau de poste et un hôpital dans chaque bourg ou village, comme c'est étonnant, il a toujours fallu aller à la ville pour accéder aux services publics et parcourir des kilomètres ou dizaines de kilomètres aller/retour. J'habite dans un village en Inde et notre situation est identique ou pire encore, elle n'a jamais changé.

RT - Interrogée dans le rapport, Nathalie Gemza, coordinatrice du développement social des Petits Frères des Pauvres du département de la Nièvre a dénoncé une «*double peine pour ces habitants qui traversent des difficultés et qui se trouvent punis d'être éloignés des services, des lieux d'information, des professionnels à saisir…*»

J-C – En Inde. La commune la plus proche de mon village est à 1,5km, dès qu'une petite vieille atteint la route qui va à cette commune, des conducteurs en motos ou en scooters s'arrêtent spontanément pour la transporter. Les bagnoles qui passent ne s'arrêtent jamais, pas en raison d'une différence de caste mais de classe sociale, ce qui revient au même. Nous, nous ne sommes punis de rien, puisque nous manquons de tout !

RT - Le taux de pauvreté passe ainsi de 5,9% en 2016 à 10,6% en 2022, soit près du double. Cette catégorie demeure toutefois mieux lotie que le reste de la population française, où le taux de pauvreté était la même année de 14,4%.

J-C - Alors de quoi se plaignent-ils franchement ? Je déconne. Tout le monde s'en fout des pauvres et ce n'est pas nouveau. Ils ne votent pas, ils ne se syndiquent pas, ils ne militent pas, ils ne paient pas d'impôt, ils consomment peu, et le comble de l'indécence, ces parasites osent se plaindre !

RT - En conclusion du rapport, le directeur général Petits Frères des Pauvres, Yann Lasnier : «*notre société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber la pauvreté des aînés les moins privilégiés*».

J-C – Vous me direz, qu'il vaut mieux ne pas faire partie des vieux les plus privilégiés qui finissent dans des Ehpad ou autres mouroirs ! La vieille mère (+ de 90 ans) de ma compagne est en train de finir ses jours chez nous, elle s'alimente encore mais elle ne bouge pratiquement plus, bref, elle n'en finit plus de ne pas vouloir mourir depuis des mois, c'est une provocation intolérable !

Quand on m'a demandé si j'acceptais de la prendre en charge, je n'ai pas hésité une seconde. Pour tout vous avouer, cette question m'a un peu choqué au départ, car comment douter de ma réponse, puis je me suis dit que c'était mieux que de me l'imposer, comme quoi même chez les pauvres on a de la dignité et généralement on se voue mutuellement un minimum de respect.

Cette société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber l'avidité de richesse des plus fortunés ou des plus privilégiés, il faut donc leur retirer le pouvoir de l'accumuler et de nuire à toutes les couches de la société, exproprions-les tous !

En Complément ou confirmation. Macron-Barnier-Le Pen s'attaquent aux plus défavorisés.

Les agences postales communales menacées par une grosse coupe budgétaire - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Le gouvernement vient de sucrer 50 des 160 millions d'euros servant à financer les quelque 17.000 agences de la Poste qui maillent le territoire

« *Si cette coupe est faite en 2024, elle annonce sans doute une coupe en 2025, cela veut dire qu'on ne pourra plus faire fonctionner des agences postales communales* », a-t-il ajouté, en indiquant que le groupe avait « *déjà engagé beaucoup de dépenses pour 2024* ». « *Dans les communes rurales, il y a énormément d'agences postales communales où La Poste paye une partie du salaire de l'employé communal, donc c'est un vrai drame pour l'avenir de ces points de contact* », a souligné Philippe Wahl.

Grâce à ce maillage, plus de 97 % de la population se trouve à moins de cinq kilomètres ou à moins de vingt minutes d'un « *point de contact* » postal.

Selon l'AMF, depuis la signature du premier contrat de présence postale en 2008, « *plus de 2,4 milliards d'euros ont été investis dans les territoires pour adapter et moderniser la présence postale et accompagner les clientèles les plus vulnérables* ».

« *Ce fonds de péréquation territoriale […] a été conçu pour bénéficier de manière prioritaire aux zones qui en ont le plus besoin, telles les zones rurales, zones de montagne, quartiers prioritaires de la politique de la ville et territoires d'outre-mer* », précise l'association. 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Qui finance le ministère de la Vérité ou de la propagande, devinez ?

Lu.

- Laurent Bigot, patron du fact-checking en France, est partout, sur Franceinfo, France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, Arte, TV5 Monde et l'INA. C'est lui qui a lancé Vrai ou Faux où sévit Julien Pain sur FranceInfo en 2018. Il dirige l'École publique de journalisme de Tours. Les futurs journalistes y apprennent à penser droit.

Le réseau international de fact-checking (Poynter Institute)

Le Poynter Institute rassemble les initiatives de fact-checking du monde entier. Il compte plus de 120 signataires en mars 2024, dont l'AFP, 20 Minutes, FranceInfo. Laurent Bigot représente le Poynter Institute en France, lequel est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, Google,

Facebook/Meta, le département d'État américain (Affaires étrangères), le National Endowment for Democracy (CIA), le Omidyar Network (Ebay, Wikimedia), l'Open Society Foundations (Soros)…

Totalitarisme. Vous vivez dorénavant sous un régime de liberté surveillée.

La vidéosurveillance algorithmique, expérimentée pendant les JO, va être généralisée par le gouvernement Barnier - francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Jusqu'ici, le ministère de l'Intérieur assurait que l'expérimentation n'irait pas au-delà de la période des Jeux olympiques, même si dans les faits, le texte de la loi prévoyait déjà une prolongation jusqu'au 31 mars 2025. Pourtant, l'idée désormais à l'étude est de faire rentrer de manière permanente cet usage dans le droit. Une généralisation à laquelle est notamment favorable Laurent Nunez, le préfet de police de Paris. francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Totalitarisme. Et estimez-vous heureux d'échapper à la prison…provisoirement !

Prisons : Près de 79.000 détenus, un nouveau record pour la France - 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Les établissements pénitentiaires français, conçus pour accueillir 62.014 détenus, présentent une densité carcérale moyenne de 127,3 %. Cette situation est encore plus préoccupante dans les maisons d'arrêt, où la densité atteint 153,6 %. Dans 17 établissements ou quartiers spécifiques, la surpopulation atteint même ou dépasse les 200 %.

L'une des conséquences directes de cette surpopulation est le nombre croissant de détenus contraints de dormir sur des matelas posés au sol. Ils étaient 3.609 dans cette situation début septembre, contre 2.361 à la même période l'année précédente.

Parmi les détenus, 20.563 sont des prévenus, en détention dans l'attente de leur jugement définitif. Au total, le nombre de personnes placées sous écrou atteint 94.906 au 1er septembre, incluant 15.937 individus placés sous bracelet électronique ou bénéficiant d'un placement à l'extérieur.

La France, troisième pays d'Europe en matière de surpopulation carcérale derrière Chypre et la Roumanie. 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Totalitarisme. L'UE entend censurer le discours « *nuisible* » de ses opposants.

Contenus nuisibles : YouTube, Snapchat et TikTok devront préserver la santé mentale de leurs utilisateurs - 20minutes.fr/AFP 2 octobre 2024

L'UE resserre les vis : inquiète de l'apparition de certains contenus « *nuisibles* » diffusés par les plateformes YouTube, Snapchat et TikTok, la Commission européenne a réclamé, mercredi 2 octobre 2024, des informations sur les algorithmes qui les mettent en avant.

L'exécutif européen, gendarme du numérique dans l'UE, invoque en particulier le besoin de protection des mineurs et exige de ces trois groupes qu'ils fournissent « *davantage d'informations sur la conception et le fonctionnement de leurs systèmes de recommandation* ».

YouTube et Snapchat sont en particulier priés de fournir « *des informations détaillées sur les paramètres utilisés par leurs algorithmes pour recommander du contenu* », ainsi que sur « *leur rôle dans l'amplification de certains risques* », y compris de possibles atteintes aux processus électoraux et au discours civique, a précisé la Commission.

La Commission européenne veut aussi connaître les mesures prises par ces deux plateformes pour atténuer l'influence de leurs algorithmes sur la promotion de discours de haine et/ou de drogues illégales.

De son côté, TikTok a été prié de fournir plus d'informations sur les moyens mis en œuvre pour « *éviter la manipulation de son service par des acteurs malveillants* » et « *atténuer les risques pour les élections, le pluralisme des médias et le discours civique* ».

Confirmation. Reporters sans frontières un agent de l'OTAN.

L'attaque de RSF contre Sputnik met en évidence son statut d'"*aile médiatique de l'Otan*" - fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Les demandes des Reporters sans frontières (RSF) pour que l'UE s'attaque à la Serbie qui a hébergé des bureaux de RT et Sputnik et leurs attaques contre ces médias russes montrent que cette organisation est "*une aile médiatique de l'Otan et de l'Occident*", a déclaré à Sputnik Stevan Gajic, chercheur associé à l'Institut d'études européennes.

Il a ainsi commenté un rapport de RSF qui accuse Sputnik et RT de diffuser de la "*désinformation*" et des "*récits du Kremlin*" dans les Balkans et au-delà. Le document fait partie d'une nouvelle initiative de RSF baptisée "*Propaganda Monitor*", promettant de mener une "*bataille pour promouvoir un journalisme fiable".*

"*Les déclarations de RSF et d'autres selon lesquelles Sputnik et RT doivent être réduits au silence ont un objectif final clair:* "supprimer toute information venant de l'autre côté pour faire taire tous ceux qui ne jouent pas le jeu de l'Otan. Et c'est particulièrement un problème pour l'Otan et pour ces organisations fantoches, comme les journalistes de Reporters sans frontières, en temps de guerre", a martelé M.Gajic. fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Totalitarisme. En Italie, ce sera au garde-à-vous !

Italie : Les élèves seront notés sur leur comportement en classe, comme à l'époque de Mussolini - 20 Minutes/AFP 2 octobre 2024

En Italie, les élèves devront désormais obtenir une note de « *comportement* » en classe supérieure à 6/10 pour pouvoir passer à la classe supérieure, même si leurs résultats scolaires sont bons

Faire redoubler les élèves perturbateurs : c'est la mesure mise en place par le Parlement italien pour « *rétablir le respect* » et limiter les agressions d'enseignants à l'école. Votée le 25 septembre, la nouvelle loi instaure une évaluation du comportement des enfants, rapporte The Guardian.

Au collège et au lycée, une note inférieure ou égale à 5/10 conduira ainsi automatiquement à un redoublement. Si l'élève obtient 6/10, il pourra passer à la classe supérieure en suivant un cours de rattrapage en éducation civique.

La cheffe du gouvernement Giorgia Meloni a estimé que cette mesure « *ramènerait le respect* » dans les écoles.

Problème : cette loi s'inspire d'une ancienne mesure introduite sous le régime de Benito Mussolini en 1924.

Outre les sanctions scolaires, des amendes allant de 500 à 10.000 euros ont été instaurées en cas d'agression physique ou verbale contre les enseignants. Le contexte de cette décision est marqué par une augmentation de 110 % des violences envers le personnel éducatif depuis le début de l'année 2024 en Italie.

Situation sociale en France.

Une vingtaine de magasins Casino ferment cette semaine faute de repreneur - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Vingt et un super et hypermarchés Casino, qui emploient plus de 1.100 salariés, fermeront entre lundi et samedi, faute d'avoir trouvé un repreneur

---

Vichy : Cent cinquante soignants du centre hospitalier en grève - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Selon les chiffres communiqués par le centre hospitalier, 150 personnes étaient en grève, ce jeudi, en plus des médecins qui se sont portés solidaires au mouvement, sans que leur nombre ait été communiqué.

Les soignants en grève sont préoccupés par deux situations. Tout d'abord, les grévistes s'inquiètent de l'important retard de traitement des courriers de consultation. Selon eux, plus de 2.500 courriers s'entasseraient actuellement au sein des services du centre hospitalier de Vichy, dans le département de l'Allier.

Ces courriers seraient donc toujours en attente de frappe, sans que le personnel possède suffisamment de moyens humains pour mener à bien ces tâches. L'autre source de préoccupation des grévistes est le nouveau système téléphonique qui dysfonctionnerait depuis le printemps dernier. Un dysfonctionnement qui engendrerait d'importantes lourdeurs informatiques et aggraverait la charge de travail du personnel, déjà conséquente.

Situation politique en France.

Propagande et conditionnement. Comment ils vous préparent psychologiquement à de nouveaux sacrifices.

« *La France vit-elle au-dessus de ses moyens ?* » : l'analyse du « *Point* » ce soir sur TF1 et LCI - LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Vous noterez qu'ils ne s'embarrassent plus pour camoufler leur supercherie, la réponse (attendue) figure ouvertement dans la question, « *la dette publique vous inquiète* », à force de le marteler, tout le monde ou presque tombe dans le panneau.

Dette : les Français plus inquiets que jamais - LePoint.fr 30 septembre 2024

Le sondeur partenaire du Point, Cluster17, est formel : la dette publique donne désormais des sueurs froides aux Français. 77 % d'entre eux considèrent en effet que le niveau d'endettement du pays a atteint un niveau « *très élevé* ».

À la question « *diriez-vous que le niveau de la dette publique vous inquiète* ? », 81 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative.

La plupart d'entre elles (précisément 51 %) affirment même : « *Oui, beaucoup.* »

« *Les sondés sont indécis : 18 % estiment qu'il faut baisser le budget de la culture, 16 % celui de la défense, 16 % celui consacré à l'environnement et, enfin, 14 % veulent baisser les dépenses à l'égard des collectivités territoriales.* »

Notons enfin que 17 % des sondés ont répondu « *autres* », citant la réduction « *du train de vie de l'État* » et des administrations, le rabotage des aides sociales, la réduction des subventions à certaines associations ou encore la fin des « *niches fiscales* ».

Plus surprenant, seuls 10 % des Français s'expriment en faveur d'une hausse de l'impôt sur les sociétés. À croire qu'ils ont compris que, dans une économie ouverte sur le monde, alourdir nos entreprises ne ferait que grever leur compétitivité et, à terme, remonter le chômage. De quoi donner du grain à moudre au gouvernement de Michel Barnier. LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Ajoutons, et à la lutte de classe !

Budget 2025 : Budget de guerre !

Budget 2025 : un effort colossal de 60 milliards d'euros - LePoint.fr 2 octobre 2024

Pour atteindre les 5 % de déficit l'an prochain (contre 6,1 % cette année), l'exécutif mise sur un effort de 60 milliards d'économies. Comme annoncé par le Premier ministre la veille, celui-ci sera réparti entre baisses de dépenses (un peu plus de deux tiers) et hausses d'impôts (un peu moins d'un tiers). Soit plus de 40 milliards d'économies et un peu moins de 20 milliards de recettes supplémentaires.

Un ralentissement des dépenses des opérateurs de l'État est attendu et représente un peu plus d'un milliard d'économies.

Les administrations de sécurité sociale représentent quant à elles près d'un tiers des baisses de dépenses. Un report de l'indexation des retraites au 1er juillet 2025 est notamment prévu. L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie (Ondam) sera fixé à 2,8 %. Les collectivités locales seront également appelées à modérer leurs dépenses pour contribuer à l'effort. Au total, les dépenses publiques devraient refluer de 56,8 % du PIB cette année à 56,3 % l'an prochain.

La Cour des comptes plaide pour la suppression de 100 000 postes dans les collectivités locales - LePoint.fr 2 octobre 2024

Dans un rapport remis ce mercredi 2 octobre, la Cour des comptes suggère de supprimer 100 000 effectifs des collectivités locales afin d'économiser 4,1 milliards d'euros par an à partir de 2030. LePoint.fr 2 octobre 2024

En famille. Quelle « *chance* », quelle surprise !

Marine Le Pen annonce que le RN ne censurera pas a priori le gouvernement "*pour lui laisser une chance*"

« *Le Rassemblement national n'entend pas entraîner le pays vers le chaos. Le RN a fait un choix responsable : refuser de censurer a priori votre gouvernement* », assure la cheffe de file des députés RN après la déclaration de politique générale de Michel Barnier. franceinfo 1 octobre 2024

Et pour cause :

«*L'immigration n'est pas une chance*»: en France, Bruno Retailleau suscite un tollé parmi la coalition au pouvoir - RT 30 sept. 2024

La députée RN Laure Lavalette compare Bruno Retailleau à "*un porte-parole*" de son parti - BFMTV 1 octobre 2024

Invitée sur BFMTV-RMC, la députée RN Laure Lavalette a comparé le ministre de l'Intérieur à un porte-parole de son parti en réponse à ses récentes sorties polémiques. BFMTV 1 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie en guise de démocratie.

Moyen-Orient : l'Iran tire près de 200 missiles contre Israël - RT 1 oct. 2024

L'Iran a tiré ce 1er octobre une nouvelle salve de missiles contre l'État hébreu. Une attaque réalisée en réponse aux morts de Haniyé, Nasrallah et Nilforoushan, a déclaré le Corps des Gardiens de la révolution. Selon l'armée israélienne, qui a promis une réponse, près de 200 missiles auraient été tirés par la République islamique.

Guerre au Proche-Orient: l'Iran frappera "*toutes les infrastructures*" d'Israël s'il est attaqué - BFMTV 2 octobre 2024

L'Iran menace de riposter en frappant "*toutes les infrastructures*" d'Israël dans le cas d'une riposte de l'État Hébreu, après l'attaque massive de missiles de Téhéran, ce mardi 1er octobre.

L'Iran frappera "*toutes les infrastructures*" d'Israël s'il est attaqué en riposte à ses lancements de missiles, a averti ce mercredi 2 octobre le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général de division Mohammad Bagheri.

"*Si le régime sioniste, qui est devenu fou, n'est pas contrôlé par ses soutiens américain et européen et veut poursuivre ces crimes ou agir contre notre souveraineté et notre intégrité territoriale, l'opération comme celle de ce soir (mardi) sera répétée avec une plus grande intensité et toutes les infrastructures du régime seront visées*", a déclaré le général Bagheri à la télévision d'État iranienne. BFMTV 2 octobre 2024

Des documents fuités révèlent les plans de contre-révolution en Iran par Kit Klarenberg, Max Blumenthal - Arrêt sur info — 25 septembre 2024

Des documents et des courriels ayant fait l'objet d'une fuite et obtenus par The Grayzone révèlent un effort apparemment secret de la part d'agents américains chargés du changement de régime pour imposer une direction radicale aux vestiges du mouvement de protestation iranien contre le tchador obligatoire, afin de renverser le gouvernement de l'Iran.

L'initiative a été lancée par Carl Gershman, directeur de longue date de la National Endowment for Democracy (NED), une organisation à but non lucratif financée par le gouvernement américain qui soutient les opérations de changement de régime dans le monde entier. Conçue à l'origine par la CIA de l'administration Reagan, la NED s'est immiscée dans des élections et a soutenu des putschistes du Nicaragua au Venezuela, en passant par Hong Kong et bien d'autres pays encore.

Les fuites révèlent comment Gershman a comploté en privé pour canaliser les ressources du département d'État vers la construction d'une « *coalition pour la liberté de l'Iran* » composée de militants iraniens pro-occidentaux et d'agents néoconservateurs américains qui réclament à cor et à cri une attaque militaire américaine contre l'Iran.

Tout en visant à « *mobiliser un soutien international* » en faveur du mouvement « *Femmes, vie, liberté* », « *et à faire tout ce qui est possible pour soutenir [leur] lutte"* » la Coalition pour la liberté représente une tentative manifeste d'imposer une direction en exil à l'opposition iranienne de base qui est dirigée et parrainée par les éléments les plus belliqueux de Washington.

https://arretsurinfo.ch/des-documents-fuites-revelent-les-plans-de-contre-revolution-en-iran/

Israël: Joe Biden ordonne à l'armée américaine d'intercepter les missiles iraniens - BFMTV 1 octobre 2024

Washington juge « *totalement inacceptable* » l'attaque de l'Iran contre Israël en riposte à l'assassinat du chef du Hezbollah au Liban

« *Les Etats-Unis soutiennent pleinement, pleinement, pleinement Israël* », a déclaré Joe Biden, ajoutant que des discussions étaient « en cours » avec Israël sur la réponse à apporter.

Le président américain a demandé à l'armée américaine d'aider Israël à intercepter les missiles tirés par l'Iran contre l'État hébreu.

Mimétisme.

Emmanuel Macron a "*condamné avec la plus grande fermeté les nouvelles attaques de l'Iran contre Israël*" et la France a "*mobilisé*" ce mardi 1er octobre "*ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer la menace iranienne*", a déclaré l'Élysée dans un communiqué à l'issue d'un conseil de défense.

Le président français a également exigé que « *le Hezbollah cesse ses actions terroristes contre Israël et sa population* », rappelant que la France est « *attachée à la sécurité d'Israël* ».

Pour François Hollande "*il est légitime de défendre Israël face à cette attaque*". BFMTV et AFP 1 et 2 octobre 2024

En complément :

Budget 2025 : "*L'attitude des socialistes doit être de voter tout ce qui va dans le bon sens de la justice fiscale*", estime François Hollande - francetvinfo.fr 1 octobre 2024

Des manifestants à Paris pour soutenir le Liban et condamner « *Israël* » - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Des drapeaux libanais et palestiniens ont été brandis pendant le rassemblement qui a réuni quelque 2000 manifestants, selon les organisateurs cités par des médias français.

Au Liban, les armées israéliennes et libanaises s'affrontent pour la première fois au sol - Le HuffPost 2 octobre 2024

Pour la première fois, les soldats des deux camps s'affrontent au sol. 48 heures après le lancement d'une offensive terrestre israélienne ciblée au sud du Liban contre le Hezbollah, des premiers combats directs ont eu lieu entre les armées des pays ennemis.

Les troupes libanaises ont annoncé, en début d'après-midi ce mercredi 2 octobre, qu'un drone israélien avait visé l'une de ses unités dans le sud du Liban. Une attaque survenue « *alors que [cette unité] s'employait à ouvrir la route Marjayoun-Hasbaya »*, coupée par des bombardements, a précisé l'armée libanaise sur X.

Un bilan des pertes de Tsahal quelques heures tard recense huit morts, en comptant le capitaine Eitan Itzhak Oster.

Outre les combats entre les armées régulières des deux pays, plus tôt dans la journée, le Hezbollah avait affirmé combattre des forces israéliennes s'étant « *infiltrées* » dans le sud du Liban, dans le village frontalier de Maroun al-Ras.

Faites tomber les masques. La véritable nature de l'ONU à nue.

Israël officialise sa rupture avec l'ONU en qualifiant Antonio Guterres de "*persona non grata*" - Le HuffPost 2 octobre 2024

S'exprimant sur X après que l'Iran a tiré près de 200 missiles sur Israël, Antonio Guterres a condamné « *l'élargissement du conflit au Moyen-Orient* », en déplorant « *l'escalade après escalade* ». « *Cela doit cesser. Il nous faut absolument un cessez-le-feu* », a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Cette réaction n'a pas plu au ministre israélien des Affaires étrangères, reprochant au chef de l'ONU de ne pas avoir condamné nommément l'Iran pour son attaque massive. Indiquant qu'Antonio Guterres était désormais « persona non grata » en Israël, Israël Katz a ajouté : « *Quiconque ne peut condamner sans équivoque l'attaque odieuse de l'Iran contre Israël ne mérite pas de fouler le sol israélien.* »

« *Persona non grata* ». Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a été interdit d'entrée en Israël en raison de sa réaction après l'attaque iranienne contre Israël, survenue mardi 1er octobre soir.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a qualifié, ce mercredi 2 octobre, Antonio Guterres de « *secrétaire général anti-israélien qui apporte son soutien aux terroristes, violeurs et assassins* ».

Syrie : une frappe israélienne aurait ciblé «*la villa*» du frère de Bachar al-Assad - RT 1 oct. 2024

Sur fond d'offensive au Liban, l'armée israélienne a mené dans la soirée du 29 septembre, une frappe dans la région de Yafour, à l'ouest de la capitale syrienne, a rapporté le média panarabe Al-Quds al-Arabi. Une frappe qui, selon une source militaire «*bien informée*» de ce média, aurait ciblé «*la villa*» du frère du président syrien Maher al-Assad, à l'aide de trois missiles.

Outre la frappe ayant visé le domicile du président syrien, un raid israélien sur Damas dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre a tué une journaliste syrienne. La télévision syrienne «pleure la présentatrice Safaa Ahmad, est morte en martyre dans l'agression israélienne de la capitale Damas», a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Qui gouverne la France et l'UE ?

J-C – Quand le Réseau Voltaire s'en tient au journalisme et évite la propagande idéologique, il arrive qu'il publie d'excellents articles qui comportent des données indispensables pour comprendre la situation, qui sont censurées par les médias mainstream, celui-ci en fait partie.

La place des États-Unis et d'Israël dans les gouvernements de l'UE et de la France - Réseau Voltaire 1er octobre 2024

L'Union européenne a été fondée non pas par les Européens, mais par les États-Unis et le Royaume-Uni pour mieux les contrôler. La Commission européenne (autrefois dénommée Haute Autorité) est l'administration non-élue chargée d'imposer leur volonté aux États-membres. Au cours des dernières années, elle est parvenue à élargir les compétences de la Commission au détriment de la souveraineté des États-membres sans changer pour autant quoi que ce soit dans les traités. Suivant cette même ligne, Michel Barnier fait entrer les démocrates états-uniens et la faction fasciste d'Israël au sein du gouvernement français.

https://www.voltairenet.org/article221297.html

En France et dans l'Union européenne, la place et la responsabilité des États sont progressivement remis en cause. Sans qu'aucune modification n'ait été apportée aux Traités européens, de nombreuses compétences des États membres ont été discrètement transférées à la commission européenne au cours des cinq dernières années.

L'origine de la Commission européenne

Rappelons d'abord que l'Union européenne est la résultante d'un processus imaginé par les Anglo-Saxons fin 1942. L'amiral William Leahy, chef d'état-major des armées des États-Unis et ancien ambassadeur à Vichy jusqu'en mai 1942, institua à Alger un Gouvernement militaire allié des territoires occupés (Allied Military Government of Occupied Territories - AMGOT) pour la France, autour de l'amiral François Darlan, puis du général Henri Giraud. Il appliquait les lois de Vichy, mais ne reconnaissait pas l'autorité de Charles De Gaulle à Londres.

Charles De Gaulle, considérant que les Britanniques et les États-uniens n'avaient pas plus de droit que les Nazis d'occuper son pays, s'y était fermement opposé (d'où son opposition au débarquement de Normandie [1]). Aussi ce gouvernement n'a pu être étendu qu'en Allemagne, en Autriche et au Japon, mais pas comme prévu en Norvège, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Belgique, au Danemark et en France.

Au vu de cet échec, les Anglo-Saxons cherchèrent une forme de gouvernance pour pouvoir contrôler l'ensemble du monde, conformément à leur volonté commune exprimée lors de la conférence de l'Atlantique.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et le Royaume-Uni se divisèrent le monde. Churchill imagina de regrouper l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas dans une organisation supranationale, la Communauté économique européenne (CEE). Elle devait se substituer à l'AMGOT (qui persistait en Allemagne et en Italie) pour mettre en œuvre le principe de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, conformément à la stratégie anglo-saxonne du libre-échange. Les États-Unis ont lié les prêts du Plan Marshall à l'obligation de ces pays d'entrer dans la CEE.

Le MI6 britannique crée la Ligue européenne de coopération économique (European League for European Cooperation - ELEC), tandis que la CIA finance l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et crée le Comité américain pour une Europe unie (American Committee on United Europe - ACUE).

Le premier président de la Haute Autorité de la CEE, c'est-à-dire du prédécesseur de la Commission de l'Union européenne, fut l'Allemand Walter Hallstein (1958-1967). Ce juriste nazi avait conçu le Neuordnung Europas (Nouvel ordre européen) pour le führer Adolf Hitler : il s'agissait de remplacer les États-nations par des structures régionales ethniques, tout en étendant le Reich à l'ensemble des populations de langues allemandes, et en vidant son espace vital de ses populations autochtones. Walter Hallstein n'ayant qu'à gérer une partie de l'Europe pour les Anglo-Saxons, il n'a pas eu à aborder les questions de l'expansion de l'Allemagne ni celle de l'expulsion ou l'extermination des populations slaves. Par précaution les Anglo-Saxons le neutralisèrent en ôtant de ses fonctions la politique de régionalisation qu'ils confièrent au Conseil de l'Europe.

Tout au long de son histoire, la Haute autorité, puis la Commission européenne, ne furent que des interfaces civiles entre d'un côté l'OTAN (qui remplaça l'AMGOT) et les États-membres. Ses premiers fonctionnaires furent issus de l'AMGOT en Allemagne et en Italie. Pendant la guerre, ils avaient été formés aux affaires civilo-militaires dans une dizaine d'universités états-uniennes.

Ces administrations (non-élues) disposent à la place du Parlement européen (élu) du pouvoir d'initier des règles dans l'espace de l'Union. Ce point est extrêmement important : la Haute Autorité, puis la Commission, n'ont d'autre but que de faire entrer toutes les normes de l'OTAN dans les lois des États-membres. Le Parlement européen n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions de l'impérialisme anglo-saxon.

Aujourd'hui, la Commission a imposé aussi bien des normes sur la production de chocolat (qui sont exactement celles préalablement fixées par l'OTAN pour la barre de chocolat de la ration du soldat) que sur la construction de certaines routes (afin de pouvoir y faire passer les chars de l'Alliance).

La commission von der Leyen

Venons-en maintenant à la période actuelle. En 2014, il a été convenu que la présidence de la Commission échoira à la tête de liste du parti arrivé en tête lors de l'élection du Parlement européen. On pensait à ce moment que ce serait soit le Parti populaire européen (PPE), soit le Parti socialiste européen (PSE), qui se partageaient déjà la présidence du Parlement, qui arriverait en tête. C'est l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, un membre des réseaux stay-behind de l'Otan (Gladio), qui fut désigné par le PPE et devint président de la Commission de 2014 à 2019.

En 2019, la présidence de la Commission aurait dû échoir au chrétien démocrate Manfred Weber. Cependant il renonce à cette fonction, ouvrant la voie au social-démocrate Frans Timmermans, ancien ministre des Affaires étrangères néerlandais, dont le parti est arrivé second aux élections du Parlement européen. Mais la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne s'y opposent car il n'a cessé de les accuser de tendances autoritaires alors qu'il était commissaire chargé de l'amélioration de la législation, des relations inter-institutionnelles, de l'État de droit et de la charte des droits fondamentaux. La chancelière allemande Angela Merkel propose alors sa dauphine et ministre de la Défense, Ursula von der Leyen. Le président français, Emmanuel Macron, la soutient à la condition que la Franco-États-unienne Christine Lagarde [2] soit nommée présidente de la Banque centrale européenne.

Lors de son discours d'investiture, elle annonce la couleur en déclarant : « *Ma Commission sera une Commission géopolitique* ». Cette expression n'exprime pas un rôle dans les relations internationales, mais fait référence à la théorie du Lebensraum (espace vital) imaginée par Karl Haushofer.

Ursula von der Leyen crée immédiatement un Groupe pour la coordination externe (EXCO). Il se réunit tous les mardis au niveau des directeurs généraux et tous les mercredis au niveau des conseillers des cabinets des commissaires.

En mars 2020, alors qu'elle venait juste de prendre ses fonctions, Ursula von der Leyen doit affronter la crise de la Covid-19. La nouvelle présidente élabore un programme de relance économique d'un montant de 2 018 milliards d'euros (dont 800 milliards empruntés), puis elle organise l'achat conjoint de 4,6 milliards de doses de « *vaccins* » pour 71 milliards d'euros supplémentaires (soit 15 fois le coût de production). Enfin, elle met en place un passeport sanitaire européen, le EU Digital COVID Certificate, dit « *QR Code* ». Ces initiatives ne figurent pas parmi les compétences attribuées par les Traités à la Commission, cependant tous les États-membres s'en sont félicités. En outre, jusque-là, l'Allemagne s'était toujours vigoureusement opposée au principe d'un emprunt conjoint.

Les scientifiques considèrent aujourd'hui que 2,8 milliards de ces doses n'étaient pas des vaccins, mais uniquement des médicaments à ARNmessager. Au demeurant, ils étaient tous expérimentaux.

La Cour de justice de l'Union européenne déplorera l'absence de transparence de la Commission concernant les contrats d'achats de vaccins anti-Covid. Toutefois aucune des procédures intentées pour avoir connaissance des échanges entre les laboratoires pharmaceutiques et Mme von der Leyen n'aboutiront. Son époux, Heiko von der Leyen, a été nommé directeur médical d'Orgenesis, une société liée à un des laboratoires fabriquant les vaccins. Il y travaille très peu et y perçoit un salaire exorbitant. En outre, selon la Cour des comptes de Chypre, la Commissaire à la Santé d'Ursula von der Leyen, la Grecque Stélla Kyriakídou, aurait touché 4 millions d'euros via son mari, Kyriakos Kyriakídou.

Le 23 février 2022, la Russie débute son « *opération militaire spéciale* » pour mettre fin aux massacres perpétrés par les « *nationalistes intégraux* » au Donbass. Cette entrée de l'armée russe sur le territoire ukrainien est considérée par l'OTAN comme une agression, bien qu'elle ne soit qu'une application de la résolution 2202 et de la responsabilité de protéger. Quoi qu'il en soit, le Haut représentant et vice-président de la Commission, Josep Borrell, déclare : « *C'est le moment où l'Europe géopolitique est en train de naître* ».

La Commission propose sans attendre des paquets de mesures coercitives contre la Russie que le Conseil adopte sans débattre. Il s'agit de la transcription en droit européen des mesures déjà prises par les États-Unis [3] et coordonnées par l'ancien ambassadeur de Washington à Moscou, Michael McFaul.

La Commission propose également un vaste programme d'aide financière et militaire à l'Ukraine. Il est élaboré par Björn Seibert, le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen et ancien analyste de l'American Enterprise Institute, en contact constant avec Washington. Elle a, à ce jour, mobilisé 88 milliards d'euros d'aide financière pour Kiev et 50 milliards d'euros d'armes (« *Facilité pour l'Ukraine* »).

Le rôle de Michel Barnier en France

Avant les élections européennes de juin 2024, le président Emmanuel Macron propose à Michel Barnier de devenir son Premier ministre. Cependant, la liste présidentielle ne parvient pas à recueillir 15 % des voix. Le président Macron dissout alors l'Assemblée nationale avec un espoir sérieux de reconstituer sa majorité parlementaire. Cependant, Jean-Luc Mélenchon parvient en deux jours à rassembler les partis de gauche au sein du Nouveau front populaire. Au premier tour, la liste présidentielle ne recueille que 20 % des voix. Le président Macron évite le pire en organisant un « *Front républicain* » contre le Rassemblement national de Marine Le Pen. Ce n'est qu'après deux mois de tergiversations qu'il parvient à désigner Michel Barnier comme Premier ministre.

Michel Barnier est un opportuniste. Soutien du gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il le trahit pour l'atlantiste Valéry Giscard d'Estaing, en 1977. Soutien du néo-gaulliste Jacques Chirac, il le trahit pour l'atlantiste Édouard Balladur, en 1993. En 2007, dans l'affaire Clearstream 2, il dépose devant le juge Renaud Van Ruymbeke contre le gaulliste Dominique de Villepin en faveur de l'atlantiste Nicolas Sarkozy.

Sa seule constance est de participer à la construction de l'Union européenne dans l'ombre de Washington et de Londres. Après le rejet par référendum de la Constitution européenne, il est membre du groupe Amato qui rédige le traité de Lisbonne lequel sera imposé par la voie parlementaire. Il négocie patiemment les conditions du Brexit avec Londres car il est le seul commissaire européen à connaître l'histoire de l'UE et à comprendre la logique de la volonté britannique.

Cependant, il se met à dos bien des hauts fonctionnaires européens, lors de la campagne présidentielle française de 2022. Il dénonce en effet la gestion des règles de l'immigration depuis des décennies par ses collègues de la Cour de justice de l'UE, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant.

Le 21 septembre, l'Élysée annonce la composition du gouvernement dont il est le Premier ministre. Il prend soin de laisser croire qu'il en est le seul auteur et que le président Macron ne l'a pas influencé.

C'est évidemment faux. Par exemple Marc Ferracci, ministre délégué chargé de l'Industrie, ancien camarade d'Emmanuel Macron durant leurs études à SciencesPo, fut son témoin de mariage, tandis que le président fut le témoin du sien. Son père, Pierre Ferracci, a participé à la commission Attali pour la libération de la croissance française (2007-2010), dont Emmanuel Macron fut rapporteur spécial. Il dirige un réseau permettant de recaser les hauts-fonctionnaires momentanément écartés. L'épouse du nouveau ministre, Sophie Ferracci, fut directrice de cabinet d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie et à son parti politique, En marche. Elle a été recasée à la Caisse des dépôts et consignations et est aujourd'hui présidente du Groupe SOS de Jean-Marc Borello, ami de longue date de Brigitte Macron.

Le gouvernement Barnier est placé sous les augures des démocrates états-uniens et des sionistes révisionnistes israéliens.

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, est l'héritier d'une longue succession de démocrates-chrétiens. Son grand-père, Noël Barrot fut résistant et député. Son père ; Jacques Barrot, créa avec Michel Barnier le club Dialogue & Initiative. Il fut député ministre, vice-président de la Commission européenne et même membre du Conseil constitutionnel. La sœur de Jean-Noël, Hélène Barrot, est directrice de la communication d'Uber-Europe.

Spécialiste des Finances, il fut professeur associé au Massachusetts Institute of Technology (MIT), puis professeur à HEC Paris. Il fut lauréat (promotion 2020) du programme « *Young Leaders* » de la French-American Foundation.

Le membre le plus surprenant du gouvernement Barnier est son ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad. La presse a relevé son rôle au sein de l'Atlantic Council, donc au service de Washington. Il fut aussi haut fonctionnaire du service européen pour l'action extérieure (SEAE) où il défendit les positions des États-Unis et d'Israël.

Mais le plus important est ailleurs : il a longuement travaillé au sein du Tikvah Fund qui se présente comme une association d'éducation juive états-unienne. En réalité, c'est une association des « *sionistes révisionnistes* », c'est-à-dire des disciples du fasciste Vladimir Jabotinsky dont le portrait orne les murs de tous ses bâtiments et est reproduit sans toutes ses publications. Le Tikvah Fund n'est pas une organisation pro-israélienne comme les autres, elle promeut l'idéologie de Benyamin Netanyahu (dont le père était le secrétaire particulier de Jabotinsky) [4]. Rappelons que le premier Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, avait interdit que l'on inhume Jabotinsky en Israël.

Selon Haaretz, le Tikvah Fund, présidé par le criminel états-unien Elliott Abrams [5], a financé la prise de pouvoir en Israël par Benjamin Netanyahu et ses alliés Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich [6].

Il y a trois ans, Benjamin Haddad expliquait qu'assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste comme Daesh, qu'il a combattu et qu'Israël a soutenu, permettait d'obtenir le soutien des Européens [7].

Ce qu'il faut retenir :

• La Commission européenne est l'héritière de la Haute Autorité de la CEE, elle-même héritière de l'AMGOT, c'est-à-dire de l'autorité militaire d'occupation anglo-saxonne.

• La Commission européenne n'est donc pas élue, mais composée à l'instigation des Anglo-Saxons. Sa seule fonction est de faire adopter les normes de l'OTAN par les États-membres.

• Le gouvernement Barnier est le prolongement de la Commission. Il comporte ainsi aussi bien un ministre agréé par les démocrates états-uniens, qu'un autre représentant les sionistes révisionnistes de Benyamin Netanyahu.

Notes.

[1] « Comment justifier l'agression de l'Otan contre la Russie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 juin 2024.

[2] « Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2005.

[3] Voir le tableau des mesures états-uniennes et européennes dans « La fin de la domination occidentale », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 avril 2022.

[4] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 janvier 2024.

[5] Elliott Abrams a été condamné à 2 ans de prison pour son rôle dans l'IranGate. Il a été gracié par le président George Bush père.

[6] « Le coup d'État des straussiens en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.

[7] Ecoutez le podcast en anglais : « Benjamin Haddad on Why Europe is Becoming More Pro-Israel ».

Argentine.

Argentine: nouvelle manifestation massive contre Milei pour défendre l'université - AFP 3 octobre 2024

Une marée humaine a rempli en fin d'après-midi la vaste place du Parlement au centre de la capitale, pour défendre "*l'urgence budgétaire*" de l'université, des rattrapages salariaux pour les enseignants, et une réévaluation régulière des budgets sur fond d'inflation à 236% en interannuel.

Ils réclament un rattrapage des salaires des enseignants du supérieur -autour de 650.000 pesos pour un débutant- et sur une loi, approuvée au Sénat, déclarant l'université en "urgence budgétaire", et posant une réévaluation bimensuelle de son budget.

Javier Milei, au nom du sacro-saint objectif de "*déficit budgétaire zéro*", a promis un "*veto total*" à cette loi, veto qui devait être officialisé entre mercredi et jeudi. Autre motif de colère des manifestants.

Le veto présidentiel serait toutefois en suspens, puisqu'il pourrait être invalidé par une majorité des deux tiers à la Chambre des députés, où le petit parti libertarien de Milei, La Libertad Avanza, minoritaire, ne parvient à ce jour qu'à des alliances ad hoc.

États-Unis.

États-Unis: les dockers commencent leur grève après l'échec de négociations - RFI/AFP1 octobre 2024

Le syndicat des dockers de quatorze grands ports de la côte Est des États-Unis, qui ont commencé à débrayer tôt, mardi 1er octobre, après l'échec de négociations de dernière minute, s'est dit prêt à « *se battre aussi longtemps que* nécessaire ».

« *Nous sommes prêts à nous battre aussi longtemps que nécessaire, à rester en grève le temps qu'il faudra, pour obtenir les salaires et protections sociales que nos adhérents méritent* », a prévenu dans un communiqué le patron du syndicat ILA, Harold Daggett. Les dockers ont commencé à débrayer tôt mardi après l'échec de négociations de dernière minute entre leur syndicat et l'Alliance maritime.

L'USMX représente les employeurs de 36 ports disséminés le long des côtes entre le Maine, dans le nord-est, et le Texas, au sud du pays, sur le Golfe du Mexique, en passant par la Floride, dans le sud-est.

En face, le syndicat des dockers compte 85 000 adhérents aux États-Unis (ports, rivières, lacs). Le contrat social arrivant à expiration concerne 25 000 adhérents, travaillant dans les terminaux de conteneurs et de chargement de véhicules roulants de quatorze grands ports : Boston, New York, Philadelphie, Baltimore, Savannah, Miami, Tampa ou encore Houston.

Le transport d'hydrocarbures et de produits agricoles, ou encore les croisières, ne devraient être que très faiblement, voire pas du tout, affectés. RFI/AFP1 octobre 2024

Russie.

Russie: explosion des dépenses militaires en 2025 pour poursuivre l'offensive en Ukraine - AFP 1 octobre 2024

Le conflit en Ukraine quoiqu'il en coûte: le projet de loi budgétaire 2025 en Russie dévoilé lundi prévoit une envolée de 30% des dépenses militaires l'an prochain, confirmant la détermination du Kremlin à poursuivre son offensive, malgré le coût humain et économique.

Les dépenses de défense vont atteindre en 2025 près de 13.500 milliards de roubles (130 milliards d'euros au taux actuel), selon le projet de loi.

Le budget militaire national avait déjà explosé de près de 70% en 2024, représentant cette année avec les investissements de sécurité 8,7% du PIB selon Vladimir Poutine, une première dans l'histoire moderne de la Russie.

Depuis 2022, le Kremlin a largement réorienté son économie sur l'effort de guerre, développant à grande vitesse son complexe militaro-industriel, recrutant des centaines de milliers d'employés.

La somme allouée pour la défense représentera en 2025 près d'un tiers des dépenses fédérales et plus de deux fois plus que les investissements "*de politique sociale*".

Le budget dédié à la sécurité intérieure, qui inclut la police et les services spéciaux en charge notamment de la répression des critiques du Kremlin, va, lui, passer à 3.460 milliards de roubles (33 milliards d'euros), représentant près de 10% des dépenses annuelles de l'Etat russe.

Ce cumul "*Défense*" et "*Sécurité*" représentera environ 40% du budget. Sans compter de nombreux investissements classés secrets.

Au total, les dépenses fédérales vont passer en 2025 à 41.500 milliards de roubles (environ 400 milliards d'euros).

Pour boucler son budget, le gouvernement a prévu au 1er janvier une augmentation des impôts sur les hauts revenus et les entreprises.

Les pénuries de main d'œuvre demeurent toutefois problématiques dans un grand nombre de secteurs, ce qui entraîne la surchauffe de l'économie nationale.

J-C - En comparaison, les dépenses militaires américaines ont atteint 916 milliards de dollars et 296 pour la Chine en 2023, le budget militaire de l'OTAN se monte à 2,029 milliard d'euros en 2024 (www.nato.int).

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 octobre 2024

La bêtise humaine est stupéfiante !

On dit souvent qu'on s'adresse à l'intelligence des hommes, ajoutons des femmes pour que ses complexées ne se sentent pas injustement frustrées ou sacrifiées, car après tout elles sont souvent en premières lignes sur les barricades, on se demande parfois où cette intelligence a bien pu passer !

On a l'impression d'avoir affaire à des amnésiques qui n'ont rien retenu ou appris de leurs expériences passées, ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classes.

En principe, quand on est face à un problème, on respire profondément, on réfléchit tranquillement et on s'arme de patience. On en recherche la cause ou l'origine pour agir dessus et envisager de l'extraire. En termes politiques, si cette cause s'avère persistante, on va la combattre afin de l'éradiquer ou faire en sorte de réduire à néant sa capacité de nuisance sur notre existence (ou la société), celle de nos semblables et de nos enfants, d'où la nécessité d'abolir le capitalisme…

Au lieu de cela, certains, les mieux nantis en général, prétendent qu'il serait impossible d'identifier la nature ou les origines des maux qui accablent les exploités et les opprimés, elles seraient tellement nombreuses et complexes, si bien qu'on demeurerait indéfiniment impuissant pour en venir jamais à bout, car hors de notre portée, trop colossales ou puissantes, alors vaudrait mieux encore s'en accommoder en attendant des jours meilleurs ou se contenter d'une existence médiocre ponctuée de plaisirs éphémères et insignifiants, et au diable ceux pour lesquels c'est déjà un véritable cauchemar au quotidien !

Vous savez ce qui se produit ensuite, le temps passe, et par laxisme ou dilettantisme, pour n'avoir pas traité notre problème à la racine, il finit par prendre une tournure inattendue, parfois violente. Il enfle, il s'étend démesurément et gagne en profondeur, il se généralise, frappe sans prévenir toutes les couches de la société, si bien qu'on se retrouve dans une situation encore plus périlleuse ou dans les pires conditions pour l'affronter, du coup, on n'a plus le choix qu'entre l'amputation ou la gangrène généralisée qui nous guette, une réaction s'impose, c'est devenu une question vitale, de vie ou de mort. Notez, que la rupture ou amputation et la gangrène correspondent à eux conceptions de la lutte de classe du prolétariat diamétralement opposées ou antinomiques, inconciliables.

Notez aussi que ce n'est pas spécifique à notre époque, on aurait pu dresser le même constat il y a un siècle, et tout au long du XXe siècle ponctué de famines, de guerres et de souffrances sans nombre, le malheur des uns faisant le bonheur des autres.

Malheur à ceux qui sont nés au mauvais moment et au mauvais endroit… en espérant ne pas en faire partie, mais ce serait ignorer ou sans compter un peu vite, ironie oblige, que si la roue de l'histoire ne peut jamais tourner à l'envers, en revanche emportée irrésistiblement dans son élan, elle pourrait nous rattraper et nous broyer au passage. Ce serait fâcheux, peut-être pas tant que cela

finalement, si c'était indispensable pour nous libérer enfin de nos illusions, surtout quand on a conscience d'avoir encore quelque chose à perdre.

On pourrait en profiter pour prendre son destin en mains, pour s'organiser et se mobiliser, pas pour sauver les meubles ou le régime en place, mais pour le renverser et nous sauver collectivement, mettre un terme à l'exploitation, à l'oppression, à la guerre, à la barbarie, car il n'existe pas d'autre issue que le socialisme.

Des millions ne supportent plus la pire des barbaries, impressionnant !

Des milliers de personnes défilent en Europe en soutien à Gaza un an après le 7-Octobre - AFP 5 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient : de Paris au Cap, des milliers de personnes défilent en soutien à Gaza et au Liban, un an après le 7-Octobre - franceinfo 5 octobre 2024

A Paris, le cortège parisien de 5 000 personnes, selon les autorités, a rallié la place de la République à celle de Clichy, aux cris de "*Palestine vivra, Palestine vaincra*".

Un millier de personnes ont également défilé à Lyon, selon la préfecture. A Toulouse, 300 manifestants ont déambulé d'après les autorités. A Strasbourg, les manifestants étaient eux aussi 200, munis de pancartes.franceinfo 5 octobre 2024

Royaume-Uni: des milliers de manifestants dans les rues de Londres en soutien à Gaza - RFI 5 octobre 2024

En Italie, pour les sionistes nazis, toutes les dates sont valables.

Guerre au Proche-Orient : Heurts avec la police, pétards… Une manifestation propalestinienne dégénère à Rome - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Le préfet de police de Rome avait interdit cette manifestation propalestinienne à deux jours du premier anniversaire du sanglant conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, invitant les organisateurs à choisir une autre date.

Plusieurs manifestations en mémoire des quelque 1.205 personnes tuées lors de l'attaque en Israël le 7 octobre sont prévues lundi en Italie. 20minutes.fr 6 octobre 2024

France. Quelle est la nature de ce régime, quand les plus faibles doivent être sacrifiés en priorité au profit des plus puissants ?

Isère : Soupçonnée de diriger un réseau de proxénétisme, une ado de 16 ans écrouée - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Unicef : « *Inadmissible* »… Plus de 2.000 enfants dorment dans la rue en France - 20minutes.fr 29 août 2024

Le chiffre de 2.000 est de surcroît largement sous-évalué, insistent Unicef France et la FAS - le baromètre ne prenant en effet pas en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats ou encore les mineurs non accompagnés. 20minutes.fr 29 août 2024

J-C – Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas, et pourtant la plupart semble s'en accommoder et avoir bonne conscience, je ne prendrais pas le risque de leur tourner le dos…

C'est l'histoire d'un feu de paille qui a fait les choux gras de l'extrême gauche qui sert de caution de gauche au capitalisme.

J-C - Chaque fois que je tombe sur ce genre d'info mettant en scène l'aristocratie ouvrière, en Grande-Bretagne ou en Allemagne assez souvent, je ne la relaie plus, ici je fais une exception, vous allez comprendre pourquoi.

Les travailleurs et les opérateurs portuaires américains parviennent à un accord pour mettre fin à la grève de la côte Est - english.almayadeen.net 04 octobre 2024

Les dockers américains et les opérateurs portuaires ont conclu un accord provisoire jeudi, mettant ainsi fin à une grève paralysante de trois jours qui avait interrompu les opérations de navigation le long de la côte Est et de la côte du Golfe.

Selon des sources familières avec l'accord, l'accord comprend une augmentation de salaire d'environ 62 % sur six ans, ce qui porte le salaire moyen de 39 dollars à environ 63 dollars de l'heure. Un travailleur sur la ligne de piquet a également confirmé cette annonce. L'International Longshoremen's Association (ILA) avait initialement exigé une hausse de 77 % des salaires, tandis que le groupe d'employeurs, l'Alliance maritime des États-Unis (USMX), avait précédemment offert près de 50 %. english.almayadeen.net 04 octobre 2024

J-C - Tant mieux pour eux, ce que je dénonce, c'est l'exploitation qui en est faite par les opportunistes, qui oublient de mentionner que le salaire minimum varie d'un Etat à l'autre aux Etats-Unis, entre 7,25 et 15 dollars de l'heure en 2024. Rien à taper : ils ne sont pas syndiqués ou ils ne militent dans aucun parti ouvrier !

Youpi !

Guerre au Proche-Orient : La crainte d'une attaque sur l'Iran fait s'envoler les prix du pétrole - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a gagné 5,03 %, pour clôturer à 77,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) avec échéance en novembre, a lui pris 5,15 %, à 73,71 dollars.

Réaction. La tendance du jour.

- Pogrom du 7 Octobre - LePoint.fr 5 octobre 2024

- Pour Donald Trump, Israël devrait « *frapper* » les installations nucléaires de l'Iran. AFP 5 octobre 2024

- Le chef de l'ONU demande "*la libération immédiate et inconditionnelle*" des otages du Hamas - BFMTV 6 octobre 2024

- Un parlementaire du bloc central en « *off* » : « *Les débats vont être très difficiles, car chacun sait que ça se terminera par un 49.3.* ». Publicsenat.fr 30 septembre 2024

Quand la présidente de l'Assemblée nationale cautionne la barbarie anglo-saxonne-sioniste.

J-C - Les Palestiniens, les Iraniens, les Syriens, les Irakiens, les Libanais, etc. n'ont jamais été victimes du terrorisme anglo-saxon-sioniste. D'ailleurs c'est bien simple, ils n'ont pas le droit de se défendre en cas d'agression un point c'est tout !

***"Il ne faut pas désarmer Israël"*: Yaël Braun-Pivet estime que l'État hébreu "*doit être en capacité de se défendre*" - BFMTV 6 octobre 2024**

Invitée ce dimanche sur le plateau de BFM Politique ce dimanche 6 octobre, la présidente de l'Assemblée nationale a néanmoins estimé que l'État hébreu "*doit être en pleine capacité de se défendre*".

"*En ce moment, Israël fait face à de nombreuses attaques terroristes"* et *"la guerre face au terrorisme en Israël n'a pas cessé*", a souligné Yaël Braun-Pivet. "Elle doit se poursuivre."

"*Aujourd'hui Israël se défend*", a-t-elle jugé. « *Israël se défend face à l'Iran, Israël se défend face au Hezbollah, Israël se défend face au Hamas.* »

Pour Yaël Braun-Pivet, "*il ne faut pas désarmer Israël dans ces circonstances-là*". BFMTV 6 octobre 2024

Charlie charlot ! Et dire que la défense de la liberté de la presse rimait avec celle des banquiers !

J-C – C'est toujours bon de rappeler des petites choses élémentaires, il y a tellement de gens qui ont la fâcheuse tendance à les oublier, n'est-ce pas ?

Parole d'internaute.

- AFP héritière de Agence Havas, fondée par Charles-Louis Havas banquier.

Les agences étrangères Reuters, Associated Press, Bloomberg... historiquement sont toutes liées à l'histoire bancaire de près.

Ceci explique peut-être cela

Vous pouvez le vérifier ici.

https://www.afp.com/fr/lactualite-de-lafp/20-aout-1944-naissance-de-lafp-heritiere-de-lagence-havas

- Ne dites plus : "*Je lis la presse*" mais : "*Je lis la Banque*" ou la Finance.

Geoffroy Lejeune sur Cnews 4 octobre 2024 - «*On savait tous que ce n'était pas vrai mais c'était interdit de le dire*» : les journalistes sur le plateau de Pascal Praud reconnaissent qu'ils savaient que le vaccin ne protégeait pas de la transmission. Cnews 4 octobre 2024

La vidéo Cnews :

https://vk.com/video463987841_456254790

Le Pr. Didier Raoult - *« le nombre d'hommes politiques, de PDG, de directeurs de journaux qui actuellement me harcèlent m'ont demandé de les traiter. Plus un nombre de gens célèbres absolument incroyable. Donc on est dans une mauvaise foi qui est absolument spectaculaire.*

Moi j'ai fait mon métier »

Totalitarisme. Quand les barbares tentent d'interdire et de criminaliser l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

L'American Bar Association approuve un projet de loi visant à codifier une définition controversée de l'antisémitisme de l'IHRA après avoir refusé de l'adopter elle-même - mondoweiss.net 3 octobre 2024

L'American Bar Association (ABA) a exhorté les dirigeants du Congrès au début de ce mois à adopter un projet de loi qui exigerait des dizaines d'agences fédérales pour adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), selon une lettre signée par le Président de l'ABA William Bay et obtenue par Mondoweiss.

Cette décision intervient moins de deux ans après que l'ABA, qui se décrit comme la plus grande association professionnelle bénévole du monde au monde, a décidé de ne pas adopter la définition dans sa propre résolution interne sur l'antisémitisme.

En janvier 2023, plus de 40 organisations, dont l'ACLU et le Center for Constitutional Rights, se sont opposées à l'utilisation potentielle de la définition par l'ABA, en disant dans une lettre que « *l'objectif clair de la promotion de la définition de l'IHRA est la suppression de la protestation non*

violente, de l'activisme et de la critique d'Israël et/ou du sionisme – un fait qui est si bien documenté qu'il est au-delà de la contestation raisonnable ».

Maria LaHood, directrice juridique adjointe du Center for Constitutional Rights, a déclaré : « *Plutôt que de soutenir une loi visant à supprimer un discours protégé par la Constitution qui est critique à l'égard d'Israël, peut-être l'ABA devrait-elle se préoccuper de la plus grande menace que le monde fasse peser sur l'état de droit – la complicité de notre propre gouvernement dans le génocide israélien, et sa lutte contre toutes les lois et mécanismes fédéraux et internationaux qui l'exigent.* »

https://mondoweiss.net/2024/10/american-bar-association-endorses-bill-to-codify-controversial-ihra-antisemitism-definition-after-refusing-to-adopt-it-itself/

Sanctionner les discours pro-Hezbollah - 3 octobre 2024

Les responsables australiens s'empressent de dénoncer les expressions de soutien au groupe de résistance Hezbollah comme une violation d'une nouvelle loi antiterroriste, écrit Caitlin Johnstone.

https://consortiumnews.com/fr/2024/10/03/punishing-pro-hezbollah-speech/?eType=EmailBlastContent&eId=fb9deb49-d0c1-4191-bdde-1454ee4f4f67

Au Liban, les responsables australiens des deux côtés de ce clivage partisan imaginaire se sont mis en quatre pour que les Australiens soient punis pour leurs délits de discours à propos du groupe de résistance libanais Hezbollah.

La classe politique et médiatique australienne ont été en émoi Depuis que des images ont fait surface montrant des personnes agitant des drapeaux du Hezbollah lors d'une manifestation à Melbourne ce week-end et montrant des photos du chef décédé du groupe, Hassan Nasrallah, qui était assassiné par Israël lors d'une frappe aérienne massive vendredi.

Après déclarant initialement qu'aucun crime n'avait été commis dans ces actes de discours politique, la police de Victoria disent maintenant ils ont identifié six incidents potentiellement criminels liés à la manifestation.

Ces incidents impliqueraient des « *symboles interdits* », en violation de l'amendement à la législation antiterroriste adopté l'année dernière.

Il va sans dire que les nations libres n'ont pas de « *symboles interdits* ».

Cette évolution fait suite à de nombreuses déclarations de divers dirigeants australiens dénonçant les manifestations comme étant criminelles.

« *Je m'attends à ce que les services de police poursuivent cette démarche* », a déclaré la Première ministre de Victoria, Jacinta Allan des manifestations, ajoutant : « *Apporter du chagrin, de la douleur et de la division dans les rues de Melbourne en affichant ces symboles interdits est totalement inacceptable.* »

La ministre australienne des Affaires étrangères Penny Wong a pris à Twitter pour dénoncer les manifestants, affirmant que les Australiens doivent non seulement s'abstenir de soutenir le Hezbollah, mais même de donner « *toute indication de soutien* ».

« *Nous condamnons toute indication de soutien à une organisation terroriste telle que le Hezbollah* », a déclaré Wong. tweeté, ajoutant : « *Cela menace non seulement la sécurité nationale, mais alimente également la peur et la division dans nos communautés*. »

Le ministre de l'Intérieur Tony Burke veut expulser tout visiteur international affichant des symboles interdits en Australie, dire « *Je n'hésiterai pas à annuler les visas des visiteurs de notre pays qui répandent la haine.* »

De l'autre côté de l'allée, le chef de l'opposition Peter Dutton est en croisade pour faire passer de nouvelles lois afin de garantir l'élimination des symboles interdits de la vue du public, affirmant que « *l'application de la loi est nécessaire et s'il y a des lois qui doivent être adoptées pour garantir que nos valeurs soient respectées, alors le Premier ministre devrait le faire* ».

« *Le soutien à une organisation terroriste interdite n'a pas sa place dans les rues de Melbourne* », tweeté Josh Burns, député travailliste : « *Quiconque enfreint la législation antiterroriste doit être soumis à la pleine rigueur de la loi.* »

« *Les Australiens chérissent le droit de manifester pacifiquement* », tweeté « *Cependant, rien ne justifie le soutien à une organisation terroriste interdite. Ceux qui ont été vus en train de le faire dans les rues de Melbourne lors des manifestations d'hier devraient faire l'objet d'une enquête et de poursuites* », a déclaré la députée indépendante Zoe Daniels.

Dans un article intitulé « *Les drapeaux du Hezbollah lors des manifestations sont un test pour les nouvelles lois sur les symboles de haineSelon ABC [la société de radiodiffusion australienne], ces efforts juridiques pour étouffer les discours politiques dissidents sont rendus possibles par des lois récemment adoptées dans le but officiel de cibler les symboles nazis, mais qui « couvrent également les symboles d'organisations terroristes répertoriées comme le Hezbollah* ». Ce qui est à peu près l'argument le plus solide que l'on puisse demander sur la pente glissante de la censure gouvernementale.

Le Hezbollah est classé comme une « *organisation terroriste* » par le gouvernement australien, non pas en raison de ses actions ou de ses méthodes, mais parce qu'il s'oppose à l'alliance de puissance américaine dont l'Australie fait partie. Cette désignation arbitraire est appliquée à tous les groupes de résistance sur terre qui s'opposent aux diktats de Washington, et peut ensuite être utilisée pour étouffer la parole de quiconque est en désaccord avec le comportement meurtrier de l'empire occidental.

Et il convient de noter ici que l'Australie est la seule soi-disant démocratie au monde qui a aucune charte nationale ni déclaration des droits d'aucune sorte. On a placé une confiance énorme dans les législateurs des États et du gouvernement fédéral pour qu'ils fassent simplement ce qu'il faut, ce qui s'est avéré stupide et inefficace.

Professeur George Williams a écrit pour le *Revue de droit* de l'Université de Melbourne dans 2006 :

L'Australie est aujourd'hui la seule nation démocratique au monde à ne pas avoir de charte nationale des droits. Une forme complète de protection juridique des droits fondamentaux est par

ailleurs considérée comme un frein et un équilibre essentiels dans la gouvernance démocratique à travers le monde.

En effet, je ne connais aucun exemple d'une nation démocratique qui s'est dotée d'une nouvelle Constitution ou d'un nouveau système juridique au cours des dernières décennies qui n'ait pas inclus une forme de déclaration des droits, et je ne connais pas non plus d'une telle nation qui ait supprimé une déclaration des droits une fois qu'elle a été mise en place.

Pourquoi l'Australie est-elle alors une exception ? La réponse se trouve dans notre histoire. Bien que beaucoup considèrent l'Australie comme un pays jeune, constitutionnellement parlant, elle est l'une des plus anciennes du monde. La Constitution australienne est restée presque entièrement telle qu'elle était lorsqu'elle a été promulguée en 1901, tandis que les Constitutions des États australiens peuvent remonter jusqu'aux années 1850.

Les systèmes juridiques et les constitutions de la nation et des colonies australiennes (et ensuite des États) ont été conçus à une époque où les droits de l'homme, à l'exception notable de la Déclaration des droits des États-Unis de 1791, n'avaient pas tendance à être protégés par un seul instrument juridique.

Certes, il n'existait pas alors de loi de ce type au Royaume-Uni, dont le système juridique est en grande partie le nôtre. Cela a changé, notamment après la Seconde Guerre mondiale et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais à cette époque, le système de gouvernement australien fonctionnait déjà depuis des décennies.

Si vous vous demandez pourquoi l'Australie apparaît si souvent comme une anomalie bizarre dans le monde occidental avec son autoritarisme déconcertant et son mépris des droits de l'homme, voici pourquoi.

Les puissants abusent de nos droits civiques parce qu'ils le peuvent. Nous sommes bombardés de propagande dans la ville natale de Rupert Murdoch et de plus en plus interdits de dénoncer les atrocités commises par notre gouvernement et ses alliés à l'étranger. Nous sommes transformés en moutons obéissants et sans cervelle pour l'empire.

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : un physicien détruit les mythes - Daniel Husson

https://www.youtube.com/watch?v=9OTVjJyio0s

Docteur en physique des particules, chercheur, enseignant à l'Université de Strasbourg sur la thermodynamique et la relativité.

Co-auteur de l'ouvrage collectif "*La physique pour les nuls*" (Editions pour les nuls),

Auteur récemment de "*Climat, de la confusion à la manipulation*" (Ed. Artilleur)

Dans le Finistère, un projet de parc éolien s'écrase face aux menhirs - France-Soir 03 octobre 2024

Dans la ville de Porspoder, dans le Finistère, un projet de parc éolien s'est écrasé sur les menhirs ! La justice a estimé que l'installation des trois machines de 120 mètres de haut porterait une "atteinte excessive" au paysage et au patrimoine archéologique local. France-Soir 03 octobre 2024

https://edition.francesoir.fr/societe-environnement/dans-le-finistere-un-projet-de-parc-eolien-s-ecrase-face-aux-menhirs

---

Où va se nicher la dictature climatique.

Paris interdit la distribution de gazole aux pompes - lepoint.fr 04 octobre 2024

La capitale déroule son plan pour les zones à faible émission et restreint l'autorisation de distribuer du carburant diesel sur son territoire urbain.

Pour le moment, il ne s'agit que des quatre stations du réseau Total Energies situées en périphérie sur les 18 encore en activité dans la capitale. Depuis le 1er octobre, elles se sont vu retirer l'autorisation de distribuer du carburant aux véhicules diesel, quels que soient leur âge et leur génération. De telle sorte que plus aucune goutte de gazole ne sort des pompes des stations de la porte d'Orléans, de la porte d'Aubervilliers, de la porte de Clignancourt et du quai d'Issy-les-Moulineaux.

Car ces quatre stations, situées en des points névralgiques très fréquentés aux entrées de Paris, sont soumises à la concession accordée par la Ville de Paris à Total Energies dont une clause souscrite par les deux parties prévoit expressément ce cas de figure.

Les conducteurs peuvent encore compter sur les quatorze autres stations parisiennes délivrant du gazole et dont il faudra revoir, au cas par cas, les contrats de concession. Cela servira de test pour un certain nombre de grandes villes de province, soumises à la mise en place de ZFE et tentées de suivre l'exemple et les mesures autophobes de la capitale. lepoint.fr 04 octobre 2024

Un coup, il pleut très peu ou pas assez, un coup, il pleut beaucoup ou trop, quoi de plus naturel !

Climat : On n'avait pas rêvé… Il n'avait pas autant plu en septembre depuis vingt-cinq ans - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Septembre 2024 devient « *le mois de septembre le plus arrosé depuis vingt-cinq ans* », selon Météo-France qui a mesuré un excédent pluviométrique de près de 60 % par rapport aux normales de saison.

J-C - Et les mois précédents ? Ils isolent un mois et ils en tirent des conclusions conformes à leur idéologie. Ils devraient se réjouir que les nappes phréatiques se remplissent, non, ils tiennent encore un discours alarmiste.

20 Minutes - Côté températures, malgré une « *sensation de fraîcheur* », la moyenne nationale en septembre a été en revanche « *proche de la normale* » de saison, ajoute Météo-France. Avec ses deux épisodes de fraîcheur, en milieu et en toute fin de mois, le mois de septembre 2024 contraste avec celui de l'an passé qui avait été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des mesures en 1900 (+3,6 °C). Aussi, au cours des six dernières années (2018 à 2023), chaque mois de septembre affichait une température moyenne au-dessus des normales de saison. 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

J-C - Pas de bol, la météo, plus que le climat, est venue contrariée leur rhétorique catastrophiste, tant mieux, et ce n'est qu'un début. En réalité, dans 9 cas sur 10 leur argumentation est frauduleuse, c'est ce qu'on n'a pas arrêté de mettre en évidence dans ces causeries ces dernières années, mais aussi en publiant plein d'articles à caractère scientifique qui démonte l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Situation sociale en France.

Comment privatiser les frais de santé et liquider la Sécurité sociale, mode d'emploi.

Consultations médicales : vers une baisse du taux de prise en charge par la Sécurité sociale ? Yahoo 3 octobre 2024

Après la baisse du remboursement des soins dentaires l'an dernier, le gouvernement voudrait diminuer celui des consultations médicales, qui serait compensé par les mutuelles.

Le gouvernement Barnier cherche des économies tous azimuts face au déficit des comptes publics. Pour limiter celui de la Sécurité sociale, le quotidien économique *Les Échos* rapporte que le gouvernement réfléchit à diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales.

Le taux de prise en charge par la Sécu passerait de 70% aujourd'hui à 60%, avec un transfert de charge vers les mutuelles. Elles devraient alors rembourser 40% du prix des consultations contre 30% actuellement.

Pour une consultation chez son médecin généraliste, le reste à charge passerait donc de 9 euros à 12 euros pour une consultation à 30 euros. "Il y a un risque de renoncement au soin en raison du reste à charge. Le motif économique est le premier critère de renoncement. Globalement, cela va dans le mauvais sens, on rembourse de moins en moins les soins et tant pis pour ceux qui y renoncent par manque d'argent", met en garde Michaël Rochoy, médecin généraliste dans le Pas-de-Calais.

Près de 2,5 millions de Français, en particulier des étudiants, des chômeurs ou des retraités, n'ont pas de mutuelle et verraient par exemple le coût de leur passage chez leur médecin généraliste augmenter de 3 euros de leur poche et verront donc leur pouvoir d'achat diminuer.

Avant même cette idée de diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales, les cotisations de complémentaire santé devaient déjà augmenter en 2025 entre 4% et 10 % selon les contrats. Une hausse qui pourrait être encore plus importante si le déremboursement était acté, avec un surcoût estimé à 1 milliard d'euros pour les mutuelles.

https://fr.news.yahoo.com/consultations-medicales--vers-une-baisse-du-taux-de-prise-en-charge-par-la-securite-sociale-155251217.html?guccounter=1

Situation politique en France.

Leur dette, c'est celle des milliardaires, du CAC 40 : Confiscation – expropriation !

Michel Barnier a annoncé des hausses d'impôts ciblées sur environ « *300 entreprises* » qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros.

Le Premier ministre a confirmé que les ménages les plus riches, ceux gagnant plus de 500.000 euros par an, seraient également concernés par une hausse de la fiscalité. Cette mesure permettra de récupérer « *2 milliards d'euros* » pour contribuer à la réduction du déficit. «*75 000 ménages en France*». Selon les données de l'Insee (2021), la France en comptait 30,6 millions. (Faites le calcul, 2 milliards divisés par 75 000, cela donne 26.000 euros par foyer richissime, une ruine s'écrie Darmanin ! Vous avez là la racine de la guerre civile inévitable à venir, et la justification de la dictature du prolétariat. – J-C)

Il envisage notamment la fusion de certains services publics ainsi que la possibilité de ne pas remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite.

Le chef du gouvernement n'a guère fait de mystère ce jeudi, sur France 2, quant à l'utilisation probable du 49.3 sur les textes budgétaires. « *Il n'y a pas de majorité…* », a-t-il soufflé. Quant à la minorité qui le soutient, elle tangue. Le HuffPost 4 octobre 2024

Salauds de malades, le pendant des salauds de pauvres !

Arrêts maladie : vers une baisse de la prise en charge par la Sécurité sociale ? - Publicsenat.fr 4 octobre 2024

L'Assurance maladie va-t-elle à l'avenir prendre moins bien en charge l'indemnisation des arrêts maladie pour une partie des salariés ? La piste est à l'étude au niveau du gouvernement, révèle ce vendredi le quotidien *Les Échos*.

Actuellement, la Sécurité sociale prend en charge à hauteur de 50 % la rémunération quotidienne d'un de ses assurés, arrêté pour des raisons de santé. L'employeur prend ensuite à sa charge le reste, pour assurer à la personne en arrêt le maintien d'au moins 90 % de son salaire, parfois plus selon les accords internes ou les conventions collectives. Le niveau financé par la Sécurité sociale est plafonné à 1,8 Smic (3 180 euros brut mensuels), soit un maximum de 52 euros chaque jour. Selon Les Échos, le gouvernement Barnier pourrait abaisser ce plafond à 1,4 Smic (2 473 euros brut mensuels), soit 40 euros. Publicsenat.fr 4 octobre 2024

Santé.

Totalitarisme. Folie vaccinale et psychose collective étendue aux ovins. L'Etat gave les trusts pharmaceutiques.

Fièvre catarrhale ovine : La vaccination gratuite étendue à toute la France - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Elle se propage à vitesse grand V dans les élevages avec 3.743 foyers recensés depuis début août, quand le premier cas avait été détecté dans le nord de la France. Transmise par un moucheron, la fièvre catarrhale ovine (FCO) continue de faire des ravages dans les troupeaux. Pour endiguer la propagation de l'épizootie, non transmissible à l'homme, la vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs, a annoncé jeudi au sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne la nouvelle ministre de l'Agriculture, Annie Genevard.

Face à la vitesse de propagation de la maladie, le gouvernement avait annoncé le 30 août la commande de 5,3 millions de doses complémentaires contre la FCO 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées en juillet. 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

J-C - "*La vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs*", qui paie alors, devinez ?

France Info la voix de Gavi-Davos.

Hydroxychloroquine, vaccins, homéopathie... Patrick Hetzel, un ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux positions scientifiques peu académiques

Le député LR du Bas-Rhin a pris ces dernières années des positions à la marge du consensus scientifique, soutenant par exemple l'usage du traitement vanté par Didier Raoult durant la crise du Covid-19 ou défendant l'homéopathie, alors que leur efficacité n'était pas prouvée.

Une nomination qui interpelle. L'arrivée de Patrick Hetzel au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche(Nouvelle fenêtre), le 21 septembre, a suscité une vague de désapprobation au sein de la communauté scientifique ou dans le cercle politique. Le député LR du Bas-Rhin, qui connait déjà bien ce ministère pour y avoir travaillé comme directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) entre 2008 et 2012(Nouvelle fenêtre), s'est prononcé plusieurs fois à rebours du consensus scientifique ces dernières années. Notamment en défendant l'usage de l'hydroxychloroquine pour soigner les patients atteints du Covid-19, ou en tentant de repousser le déremboursement de l'homéopathie.

Plus récemment, lors du débat sur le projet de loi contre les dérives sectaires, Patrick Hetzel s'est prononcé contre un article visant à créer un délit de "*provocation à l'abstention de soins*" médicaux.

https://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-de-michel-barnier/hydroxychloroquine-vaccins-homeopathie-patrick-hetzel-un-ministre-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-aux-positions-scientifiques-peu-academiques_6810301.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241004&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Espagne : L'homéopathie qualifiée d'« arnaque » et de « pseudothérapie » par la ministre de la Santé - 20 Minutes 4 octobre 2024

Mónica García Gómez, la ministre espagnole de la Santé, a indiqué ce mercredi qu'elle ne croyait pas du tout à l'homéopathie, qui selon elle n'a pas fait ses preuves au niveau scientifique, rapporte BFMTV.

« *L'homéopathie est une arnaque au détriment de l'argent de la santé des patients* », a écrit la ministre sur son compte X (ex-Twitter). « *Nous ne tenons pas compte des insultes faites aux preuves scientifiques. Au contraire : nous œuvrons pour lutter contre les pseudothérapies sur plusieurs fronts.* » 20 Minutes 4 octobre 2024

Pr. Raoult : « *comment prendre au sérieux une décision, qui intervient alors que je ne suis plus inscrit à l'ordre depuis septembre 2021, de la com !* » - France-Soir 04 octobre 2024

C'est par un tweet de Nicolas Berrod que le Pr. Didier Raoult et son avocat Me Di Vizio prenaient connaissance de la décision de la Chambre Disciplinaire de l'Ordre des Médecins : « *une suspension de deux ans* ».

À ce jour, le Pr. Raoult déplore n'avoir toujours pas reçu une copie de la décision et l'avoir appris par voie de presse. Dans ce débriefing, le Pr Raoult commente les contours de cette sanction, et remet les pendules à l'heure sur « l'absence de sérieux de ce groupe d'individus qui pensent avoir du pouvoir ». Cela rappelle le Pétainisme et les tristes, et sombres heures de notre histoire.

En fin de journée hier, Me Di Vizio obtenait une copie de la décision, qu'il commentait dans une vidéo sur X : « *La décision concernant @raoult_didier n'est pas si mal à y réfléchir* » : « *Didier Raoult n'aurait pas fait courir de risque à ses patients en les traitant avec de l'hydroxychloroquine contre la covid-19 et la seule chose qu'on lui reproche, c'est de ne pas avoir soutenu la politique gouvernementale* ».

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pr-raoult-comment-prendre-au-serieux-une-decision-qui-intervient-alors-que

Hélène Banoun – l'information scientifique un vrai parcours du combattant, il faut même vérifier ce que dit l'AFP dont un des articles est truffé d'erreurs - France-Soir 02 octobre 2024

https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/helene-banoun-l-information-scientifique-un-vrai-parcours-du-combattant-il

Revue Analyse de la campagne d'immunisation au Beyfortus (nirsevimab) : efficacité, biais et risques d'ADE dans la prévention du VRS - 23 septembre 2024

https://hal.science/hal-04706730

Bioterrorisme. Propagande de terreur, cobaye et population sacrifiée pour l'exemple.

Mpox : Lancement de la vaccination en RDC, épicentre de l'épidémie - 20minutes.fr 5 octobre 2024

La République démocratique du Congo (RDC) a officiellement lancé samedi sa campagne de vaccination pour tenter d'enrayer la propagation de l'épidémie du mpox dans ce pays d'Afrique centrale grand comme quatre fois la France et pauvre en infrastructures, de loin le plus touché au monde par le virus.

A Goma samedi, le directeur de cabinet du ministre de la Santé Romain Muboyayi a promis une « *lutte totale* » contre « *cette maladie évitable et guérissable* ».

« *Le déploiement du vaccin marque une étape importante pour limiter la propagation du virus* », a salué le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, cité dans un communiqué.

Aucune date précise n'a été communiquée pour la vaccination à Kinshasa. La capitale congolaise surpeuplée a été relativement épargnée par l'épidémie mais une récente augmentation rapide des cas, signalée par l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC), fait planer le spectre d'une contamination à grande échelle.

« *Vous pouvez imaginer que dans un pays de 100 millions d'habitants, ce n'est pas avec 265.000 doses qu'on résout le problème* », a martelé vendredi Samuel-Roger Kamba, précisant que les adultes doivent normalement recevoir deux doses pour être totalement immunisés.

Plusieurs épidémies de mpox sont en cours dans le centre de l'Afrique. La recrudescence des cas et l'apparition d'un nouveau variant en RDC avaient poussé l'OMS à déclencher son plus haut niveau d'alerte mondiale en août. 20minutes.fr 5 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

J-C - Shoa : Apparemment les nazis n'avaient pas terminé le boulot, restait à raser Gaza, le Liban, la Syrie, etc.

- "*Gazafication*" du Liban ? L'objectif d'Israël est-il de "*terroriser une société entière*" ? - France 24 5 octobre 2024

- Les États-Unis ont frappé 15 cibles houthies au Yémen – BFMTV 5 octobre 2024

Le plateau de bombes exterminateur, la «*doctrine Dahiya*» ou comment «*tondre la pelouse*».

La «*doctrine Dahiya*», cette stratégie militaire ravageuse qu'Israël utilise contre ses ennemis - slate.fr 5 octobre 2024

Les moyens employés par l'armée israélienne rappellent cette doctrine théorisée en 2006 lors d'une violente riposte dans la banlieue chiite de Dahiya, à Beyrouth.

À chaque bombardement de l'armée israélienne, que ce soit à Gaza ou au Liban, les pertes civiles sont colossales. Si ces frappes visent avant tout, selon les autorités israéliennes, à détruire des cibles militaires du Hamas et du Hezbollah, leur violence est telle que le sort des civils semble n'être qu'un «dommage collatéral». Ce qui expliquerait les chiffres macabres de la guerre qui, depuis octobre 2023, a fait 2.000 morts au Liban et près de 40.000 à Gaza, dont 50% de femmes et d'enfants.

Cet emploi disproportionné de la force rappelle, selon Al Jazeera, une vieille doctrine militaire utilisée par le commandement israélien: la doctrine Dahiya (ou Dahiyeh). Cette dernière tire son nom des bombardements massifs de la banlieue chiite de Dahiyeh à Beyrouth en 2006, lors du conflit entre Israël et le Hezbollah. À l'époque, le mouvement chiite avait pris en otages deux soldats israéliens, déclenchant une réponse militaire féroce.

En 2008, le général israélien Gadi Eisenkot, qui fait aujourd'hui partie du cabinet de guerre israélien, a formalisé ce concept lors d'une interview avec le journal Haaretz, où il expliquait que l'armée israélienne utiliserait une force disproportionnée pour détruire les infrastructures civiles et militaires dans les zones contrôlées par des groupes armés comme le Hezbollah. Eisenkot déclarait alors, que «*ce qui est arrivé à Dahiyeh à Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. Nous ferons un usage de la force disproportionnée et y causerons de grands dommages et destructions. Ce n'est pas une suggestion, mais un plan qui a été approuvé*».

Cette doctrine théorise un usage disproportionné de la force, sans distinction entre cibles militaires et civiles, pour affaiblir les ennemis de l'État hébreu. Un moyen de limiter les pertes militaires, quitte à déplacer le risque sur les populations civiles, qui en payent le prix fort.

L'objectif? Décourager toute agression future contre Israël en «*tondant la pelouse*», une expression utilisée par certains chercheurs israéliens, explique Tewfik Hamel, enseignant-chercheur en histoire militaire, à France 24. «*Tondre la pelouse*» signifie détruire systématiquement, avec violence, pour empêcher la résurgence de groupes armés ennemis. Cette méthode a aussi un impact psychologique fort sur les populations civiles, qui, victimes collatérales des bombardements, pourraient se retourner contre les groupes qu'elles soutiennent, fragilisant ainsi ces derniers de l'intérieur.

L'aviation israélienne s'acharne sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah - RT 4 oct. 2024

L'aviation israélienne a mené plusieurs frappes contre la banlieue sud de Beyrouth dans la nuit du 3 au 4 octobre. L'une d'elles, la plus violente, aurait ciblé Hachem Safieddine, le chef du Conseil exécutif du Hezbollah, pressenti pour succéder à Hassan Nasrallah, assassiné le 27 septembre dernier par un raid israélien.

Le ministre libanais de la Santé a indiqué, le 3 octobre, que «*le bilan de l'agression israélienne contre le Liban*» s'élève à 1 974 morts, dont 127 enfants, 261 femmes, et à 9 384 blessés depuis le début des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne le 8 octobre. Au total, 97 secouristes, deux infirmières et 11 travailleurs de la santé ont été tués depuis le début de la guerre, a précisé Firas Abiad

Invasion du Liban : le Royaume-Uni dissimule l'entrainement militaire d'Israël - afrique-asie.fr 03 octobre, 2024

Le ministère britannique de la défense a rejeté une demande de liberté d'information qui aurait permis de faire la lumière sur la formation qu'il dispense au personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne.

Ce refus intervient alors que les forces israéliennes envahissent le Sud-Liban, déclenchant une nouvelle crise majeure au Moyen-Orient.

Ce rejet est le premier signe que le nouveau gouvernement travailliste de Keir Starmer a adopté l'approche secrète des conservateurs en matière de formation.

En février dernier, le ministère de la défense a admis, en réponse à une question parlementaire, qu'il y avait six officiers militaires israéliens en poste au Royaume-Uni.

Il a déclaré qu'« *Israël est représenté par le personnel des forces armées dans son ambassade au Royaume-Uni et en tant que participant à des cours de formation dirigés par la défense britannique* ».

Interrogé par le Parlement en mai sur les détails de ces cours de formation, un ministre britannique de la défense a déclaré *: « Cette information n'est pas divulguée afin de protéger les données personnelles et d'éviter de porter préjudice aux relations entre le Royaume-Uni et un autre État*. »

La demande de liberté d'information portait sur les points suivants : « *Quels sont les cours de formation dirigés par la défense suivis actuellement par le personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne et où se déroulent ces cours ?* »

En réponse, le ministère de la défense a admis que « toutes les informations » visées par cette demande « *sont secrètes* ».

Le précédent gouvernement britannique a refusé de fournir des informations sur les avions militaires israéliens qui ont récemment atterri en Grande-Bretagne. Il n'a pas non plus fourni de détails sur les dizaines de vols de la Royal Air Force qui se sont rendus en Israël au cours des derniers mois. La raison de ce black-out est probablement de protéger les ministres britanniques contre des poursuites pour complicité de crimes de guerre.

À la connaissance de Declassified, l'aveu du gouvernement britannique selon lequel il entraîne les forces israéliennes en Grande-Bretagne n'a pas été mentionné dans les médias nationaux britanniques. Declassifeid.org

Sergueï Lavrov dénonce l'escalade israélienne au Liban et accuse Washington de complicité - RT 4 oct. 2024

Le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé sa vive préoccupation face à l'escalade des attaques israéliennes au Liban, dénonçant en particulier les assassinats ciblés de dirigeants

régionaux, devenus selon lui une « *méthode courante* » de l'armée israélienne. Il a qualifié ces actions de dangereuses, affirmant qu'elles aggravent les tensions au Moyen-Orient et menacent la stabilité de la région. Dans un article publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères, Lavrov a cité deux événements récents : l'assassinat à Téhéran d'Ismaïl Haniyeh, leader du Hamas, le 31 juillet et celui le 27 septembre à Beyrouth d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

Le ministre russe a également reproché aux États-Unis de ne pas avoir condamné l'invasion terrestre israélienne du Liban, qui a débuté le 1er octobre. Il a accusé Washington de fermer les yeux sur les actions d'Israël, facilitant ainsi l'extension de ses opérations militaires. « En ne prononçant aucun mot de condamnation, l'administration américaine encourage son allié israélien à élargir la zone de guerre », a déclaré Lavrov. Cette critique s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et les États-Unis sur leur vision respective des dynamiques au Moyen-Orient.

Assassinat de Hassan Nasrallah - Réseau Voltaire 4 octobre 2024

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a été assassiné le 28 septembre 2024, cinquante-quatre ans, jour pour jour après la mort subite de Gamal Abdel Nassez, président de la République arabe unie (Égypte).

- La référence à Nasser n'est pas fortuite : le raïs était mort (officiellement d'un problème cardiaque) alors qu'il venait de refuser le plan de paix israélo-arabe du secrétaire d'État William P. Rogers et qu'il s'apprêtait à destituer son troisième vice-président, Anouar el-Sadate. Hassan Nasrallah a été éliminé alors qu'il se battait pour l'indépendance de la Palestine et alors qu'il s'interrogeait sur les objectifs de certains de ses compagnons. Il venait d'accepter le plan de cessez-le-feu états-uno-français de 21 jours, il en avait fait informer Washington et Paris par le gouvernement libanais, mais n'avait pas eu le temps de rendre publique son acceptation (cf. VAI 2048).

- Hassan Nasrallah était un Sayyed, c'est-à-dire qu'il était un descendant direct du prophète Mohamed. Il était surnommé « *Said al-Muqawama* » (M. Résistance), en raison de son action opiniâtre contre l'occupation israélienne de la Palestine, du Liban et de la Syrie. Sa mort n'a pas été ressentie qu'au Liban, en Syrie et en Iran, mais dans tout le monde musulman, particulièrement dans le monde arabe.

À la différence des autres leaders chiites, il s'adressait à tous, n'utilisant jamais de référence religieuse lorsqu'il s'adressait à des non-musulmans. Bien que chef spirituel, il défendait une vision laïque de l'État.

Sous son commandement, le Hezbollah est devenu la puissante armée populaire au monde. D'abord soutenu financièrement par la Syrie, puis par l'Iran, il constitua progressivement ses propres réseaux de financement dans le monde, particulièrement en Afrique. Il disposait d'un armement gigantesque offert principalement par l'Iran.

Le Hezbollah était devenu la principale force de défense du Liban au point que l'armée régulière du pays lui demanda volontiers de se déployer à la frontière libanaise, ce qui rendit, du point de vue israélien, inefficace la résolution 1701, rédigée à la fin de la guerre de 2006 par Victoria Nuland et amendée par Jacques Chirac.

Contrairement à la vision occidentale de son action, il n'a jamais conduit d'opérations terroristes à l'étranger (ni en Argentine, ni en Bulgarie), ni jamais utilisé ses armes contre les autres partis politiques libanais (l'opération de 2008 n'a visé que les immeubles utilisés par l'Otan et Israël, pas ceux utilisés par la famille Hariri).

Le système politique libanais liant les élections aux appartenances religieuses, Hassan Nasrallah n'a pas pu se présenter à la présidence du Liban. Cependant, si le Liban avait choisi son président sur le principe un homme, une voix, il aurait été élu à une large majorité.

Au demeurant le Hezbollah s'est progressivement substitué aux carences de l'État, aussi bien en matière de voirie que de santé ou d'éducation.

Hassan Nasrallah s'était rendu avec l'envoyé iranien Abbas Nilforoushan au siège du Hezbollah à Haret Hreik (sud de Beyrouth) pour une réunion avec 22 commandants, dont Ali Karaki. Ceux-ci souhaitaient se plaindre du refus de soutien de l'Iran (cf. VAI 2016). Une « *taupe iranienne* » (ou une taupe en Iran) a alors prévenu le Mossad. Benyamin Netanyahou a donné instruction de le tuer et de lancer l'opération « *Nouvel ordre régional* » depuis sa chambre d'hôtel à New York. Il a interrompu son séjour aux États-Unis et est revenu en Israël. Le Sayyed est mort hors de la présence des commandants, avec ses gardes du corps, soufflé par l'explosion.

J-C – Netanyahou ayant donné son accord au plan de cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, Nasrallah fut sans doute amené à penser que la fin de ce conflit allait se régler diplomatiquement ou tout du moins c'était en bonne voie. Mis ainsi en confiance, sa vigilance se relâcha, entre temps les sionistes étant averties de la tenue de cette réunion, saisirent l'occasion rêvée d'en liquider tous les participants, de décapiter la direction du Hezbollah, puisque une vingtaine de ses commandants devaient y assister et y ont laissé la vie.

On ignore ce qui reste de la direction politique et militaire du Hezbollah. Ce qui est sûr, c'est que si la veille de la révolution russe de 1917, la totalité des membres du comité central du parti bolchevik avaient été massacrés, y compris Lénine et Trotsky, il n'y aurait pas eu de révolution ou elle aurait été vaincue.

Allemagne. Cadeaux aux marchés financiers.

En Allemagne, une dose de capitalisation pour garantir les retraites - lepoint.fr 05/10/2024

Le chancelier Scholz a concocté une réforme destinée à stabiliser le financement des retraites dans son pays en pleine crise démographique.

Ce fonds alimenté par le budget fédéral investira sur les marchés financiers et sera financé par la dette. Dès cette année, le gouvernement prévoit d'emprunter 12 milliards d'euros pour l'alimenter. Dans la prochaine décennie, 200 milliards d'euros devraient être investis par l'État sur les marchés financiers. Les intérêts générés permettront de renflouer le régime d'assurance retraite et de réduire les cotisations sociales. Au ministère des Finances, on compte sur 10 milliards d'euros de dividendes par an. Cette mesure devrait permettre de stabiliser le financement des retraites jusqu'en 2039.

Aujourd'hui, en Allemagne, un salarié qui a cotisé pendant 45 ans perçoit 48 % de son salaire quand il part à la retraite. Les experts ont fait le calcul : ce pourcentage est impossible à maintenir et le niveau de retraite devrait passer de 48 à 45 % du salaire net moyen si aucune réforme n'est engagée. Une baisse qui serait difficile à supporter pour beaucoup de retraités dans un pays où de nombreuses personnes, en particulier les femmes, sont déjà menacées de pauvreté quand elles sont âgées. D'où la solution du « *capital générationnel*. » Autre volet de cette réforme : les cotisations des actifs – qui n'ont pas augmenté depuis 2018 – passeront dans les prochaines années de 18,6 à 22,3 %.

D'ici à 2030, 7 millions de baby-boomers vont prendre leur retraite alors que depuis des décennies la natalité est particulièrement poussive en Allemagne. Les cotisations versées par les actifs ne suffiront bientôt plus à payer les pensions. En 2030, un seul actif devra financer un retraité avec une espérance de vie supérieure de dix ans à celle des années 1960. Pour le gouvernement, cette nouvelle réforme devrait également éviter de recourir une fois de plus au relèvement de l'âge légal du départ à la retraite. Aujourd'hui, les Allemands partent à la retraite à 65,8 ans. Le plafond a été fixé à 67 ans en 2031.

Le projet de réforme, adopté au mois de mai par la coalition tripartite (sociaux-démocrates/verts/libéraux) au pouvoir à Berlin, est en ce moment étudié par le Bundestag. L'idée de recourir aux marchés financiers pour financer les retraites effraie cependant pas mal de monde. Encore très méfiants vis-à-vis des placements boursiers, les Allemands hésitent à mettre en danger leurs retraites dans des placements au rendement incertain et risqué. D'autant qu'en 2001, la fameuse « *réforme Riester », qui instaurait un système de retraite par capitalisation, s'est avérée être un échec. Les salariés pouvaient, s'ils le souhaitaient, contracter un « plan Riester* » (du nom du ministre du Travail de l'époque au sein du gouvernement de Gerhard Schröder) et verser 4 % de leur salaire brut annuel dans ce nouveau produit d'épargne subventionné par l'État. Un système qui n'a pas vraiment fait ses preuves. Les rendements ont été faibles et peu de salariés recourent encore à ces contrats.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 octobre 2024

Deux commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- @Anonyme ?

- "*Avec l'IA, Vincent revient à un des gros points faibles de la théorie marxiste, le rôle du progrès technique dans la matérialisation du profit capitaliste. Les critiques de Marx avaient déjà remarqué que les capitalistes préféraient employer, dans la mesure du possible, des machines plutôt que des hommes."*

Non, sans blague, Marx était décidément un pauvre d'esprit !

Les capitalismes, parmi les moins éveillés d'entre eux, ont imaginé en désespoir de cause, qu'ils pourraient se passer des travailleurs qui produisent la plus-value, leur unique source de richesse, en vain évidemment, d'où le recours à la guerre en permanence qui permet de réaliser d'immense destruction de forces productives, infrastructures, etc. qu'il faudra reconstruire ou remplacer et ainsi de suite, elle n'a pas d'autres origines comme l'a rappelé à sa manière @françois gerard.

Pour rappel :

- « *Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut*. » (Karl Marx, Le Capital - Livre premier, IV° section, XV, II)

- "*il y a de plus en plus de bouches inutiles à nourrir*"

On croit rêver, l'économie mondiale ne se réduit pas à l'Europe et aux États-Unis.

Ici, en Inde, il y a de plus en plus de "*bouches inutiles*" qui trouvent à se nourrir, chez nos voisins asiatiques aussi, incroyable n'est-ce pas ? Sans doute un miracle à attribuer au sacro-saint capitalisme!

On se demande dans quel monde vivent certains, et le comble, c'est qu'on nous accuse d'être "*dogmatiques*" ou d'être restés bloqués au XIXe siècle. C'est l'hôpital qui se fout de la charité, aussi répandu que l'inversion accusatoire.

Sachant qu'on me contestera toute légitimité, inutile d'argumenter, je ne vais pas perdre mon temps. Les choses simples s'exprimant simplement, sachant qu'on n'accordera aucune attention à mon argumentation, autant donner la parole à Marx et Engels, on pourra les critiquer autant qu'on voudra sans qu'ils puissent répondre, ce n'est peut-être pas très charitable de ma part, peu importe puisqu'ils n'auront pas à en souffrir, et moi non plus de fait !

Le Capital - Livre premier

Le développement de la production capitaliste

VII° section : Accumulation du capital

Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste

- III. - Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve

- E. Passage de la manufacture moderne et du travail à domicile à la grande industrie.

- IX. - Législation de fabrique

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-3.htm

Même les auteurs de Wikipédia ne sont pas parvenus à contredire Marx

Armée de réserve de travailleurs

https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_de_travailleurs

En plus rudimentaire ou "*pour les nuls*" :

Armée de réserve industrielle

https://wikirouge.net/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_industrielle

---

- – "*Pour le marxiste-léniniste (version «* dogmatique *»), la classe moyenne est le ventre mou de la société. Sans repère propre, elle oscille entre deux pôles extrêmes : la classe dominante et le prolétariat. Elle oscille, oui, mais penchera toujours du côté du plus fort : soit vers la classe ouvrière organisée et armée d'un programme fédérateur (le socialisme), soit vers les dominants prêts à l'acheter (ils en ont les moyens), et déterminés à tirer sur les gueux récalcitrants.*

Et si la classe ouvrière venait à manquer de force pour des raisons structurelles et non plus seulement par simple faiblesse organisationnelle, ou des deux simultanément, le schéma « léniniste » est sans appel : victoire du capitalisme en rase campagne !

Ainsi s'explique que tout un courant de l'extrême gauche française voit dans la seule disparition du Parti Communiste (dont la « nouvelle » Direction « droitière *» est responsable) la raison principale de l'affaiblissement ouvrier, et donc de l'urgence de sa reconstruction.*"

Il y en a manifestement qui n'ont rien retenu ou compris des enseignements du marxisme de la lutte de classe du passé jusqu'à nos jours.

Vous n'auriez pas dû vous arrêter en si bon chemin, je suis sympa, j'ai trouvé la suite et la conclusion de votre plaidoyer antisocialiste.

Jacques Bidet, professeur émérite de philosophie à l'Université Paris X-Nanterre, fondateur d'Actuel Marx, membre du Conseil scientifique d'Attac.

– "*La conclusion à laquelle je parviens est que l'organisation commune à construire ne peut avoir ni la forme-parti, ni la forme-mouvement. Elle doit intégrer ces configurations dynamiques — et d'autres comme celle du « commun » ou celles de la révolte ponctuelle sur un enjeu local, ou de l'engagement pour une bonne cause singulière — dans une forme-association, croisant les traditions marxiste et anarchiste."*

(Marx et l'immigration : mise au point - Entretien inédit pour le site de Ballast, 25 octobre 2018, par Julien Chanet)

https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-18-automne-2018/debats/article/marx-et-l-immigration-mise-au-point

Tiens un proudhonien qui fait de la résistance ! Bref, on se demande où est passée la lutte des classes !

Si je comprends bien, on nous explique que pour affronter une classe puissamment organisée et armée dans tous les sens du terme, consciente de ses intérêts, féroce, cruelle, barbare, on devrait se contenter d'une organisation à la petite semaine en somme. Autant dire que ceux qui tiennent ce genre de discours, n'envisagent pas sérieusement de l'affronter, encore moins de la vaincre, au moins leurs intentions sont claires.

Tout est bon pour s'en prendre au marxisme ou au socialisme. Dans quel but, sinon justifier l'ordre établi ou la survie du capitalisme avec lequel on est appelé à collaborer, puisque ses détracteurs n'ont rien trouvé de mieux à nous proposer, le tout enrober de telle manière qu'on ne puisse pas leur reprocher, tout du moins c'est ce qu'ils croient et ils se trompent.

Pour tenter de discréditer le marxisme et le socialisme, de les dénigrer ou ridiculiser, rien de plus facile, il suffit d'ignorer de quoi on parle, de leur faire dire n'importe quoi ou de recourir à des contrevérités, je veux dire par là, ignorer les faits évoqués dans les analyses ou démonstrations que les marxistes ont produites, pour ensuite affirmer que leurs conclusions étaient erronées ou ne méritent pas d'être retenues. Et pour donner plus de substance ou de crédit à leur interprétation falsifiée, leurs auteurs font appel à des idéologues du capitalisme, Todd par exemple, qui les mène où, nulle part, sinon à une confusion extrême qui conduit à la paralysie et à l'impuissance, à croire que ce serait le but recherché, inconsciemment ou non peu importe...

De tout temps, il s'en est trouvé pour tenter de réfuter le marxisme sans jamais y parvenir, cependant, de nos jours, grâce aux mal nommés médias et réseaux sociaux, n'importe qui bénéficie

d'une formidable tribune pour défendre les théories concoctées par les idéologues du capitalisme, tandis que ceux qui continuent de défendre loyalement le marxisme ou le socialisme scientifique, l'idéologie de la classe ouvrière, ne disposent que de leurs propres moyens pour diffuser leurs idées, qui de ce fait seront ignorées par le plus grand nombre ou tout simplement censurés, on les traitera de préférence avec mépris.

Il fut une époque, où lorsqu'on se posait une question, avant d'y apporter une réponse ou d'affirmer quoi que ce soit, on se donnait la peine de lire (et d'étudier) les ouvrages qui avaient été rédigés par ceux qui l'avait étudiée minutieusement durant de longues années, et quand on ne comprenait pas quelque chose, on les relisait et on y réfléchissait encore et encore, on se posait des questions, on en discutait avec d'autres personnes, cela pouvait prendre des mois ou des années durant lesquelles on se contentait de l'essentiel, de ce qui nous paraissait plausible ou sérieux, de ce qu'on avait compris, un socle de connaissances suffisamment solides, quant au reste, on prenait soin de ne formuler qu'un avis relatif ou mesuré en avouant modestement notre ignorance...

De nos jours, tout le monde se prononce sur tout, tout le monde sait tout ou à réponse à tout, bref, le transhumanisme est déjà en train de se réaliser, c'est merveilleux.

Plaignez-vous, indignez-vous, signez des pétitions en ligne, résistez assis devant votre écran, faites ce que vous voulez, mais surtout, évitez de vous organiser dans un parti du mouvement ouvrier, surtout ceux qui prônent la rupture avec le capitalisme, vous pourriez vous compromettre gravement ! Dormez tranquille, oubliez tous ceux qui souffrent injustement de la survie du capitalisme, tenez, les Palestiniens par exemple, vous vous faites du mal pour rien, vous valez mieux que cela, si, si, le monde est comme il est et il ne changera jamais, puisqu'on vous le dit, croyez-le, soumettez-vous, résignez-vous !

C'est voulu, alors déconnectez-vous ! Ce sont eux qui ne sont pas « *bien mentalement* »

Santé mentale : Un tiers des jeunes utilisateurs des réseaux sociaux déclare « se sentir mal » - 20minutes.fr 8 octobre 2024

Dailymotion a publié, lundi 7 octobre 2024, son second baromètre (annuel) de la santé mentale en ligne des utilisateurs et créateurs de contenu. Il révèle que le temps passé sur Internet augmente… et entraîne des effets néfastes sur la santé mentale – surtout chez les jeunes.

Conduite par YouGov auprès de 2004 personnes, l'étude avance en effet que 32 % des 18-24 ans – qui représentent 14 % du panel – déclarent « *ne pas se sentir bien mentalement* » (contre 29 % des personnes interrogées tous âges confondus). En cause, les réseaux sociaux que près d'un jeune sur deux « *accuse* » de détériorer la santé mentale.

Corollaire de l'accroissement du temps passé sur Internet, 65 % des 18-24 ans indiquent avoir déjà été confrontés à une forme de violence en ligne (contre 37 % au global). Et parmi ces 65 %, 45 % ont eux-mêmes déjà été « *personnellement victimes de violences en ligne* », c'est-à-dire de messages ou commentaires haineux, de harcèlement, de diffamation etc.

J-C - Cela ne date pas d'hier. Dès qu'on poste un commentaire, on s'y expose, et alors ? Dès que vous partagez oralement vos idées avec des inconnus, vous vous exposez au même phénomène, tous les militants peuvent en témoigner, cela fait partie de la vie, c'est tout.

20minutes - Les 18-24 ans sont, selon l'étude, davantage éprouvés par l'utilisation des réseaux sociaux que leurs aînés : 35 % d'entre eux déclarent ainsi « *avoir déjà eu du mal à* dormir », 42 % « *se sentir souvent fatigués* », 36 % « *avoir déjà ressenti de l'anxiété* » et 29 % « *s'être souvent senti tristes* ».

Pour autant, cette conscience des effets néfastes d'Internet n'empêche pas les jeunes de visionner toujours plus de vidéos en ligne (38 %). 20minutes.fr 8 octobre 2024

J-C - Média sadique ! Quelle frustration, quel symbole de déshumanisation de la société !

Quand en guise de relation avec le monde extérieur, on est en présence d'un écran, on se retrouve couper de la réalité qu'on le veuille ou non, car l'interaction qui existait entre vous et le monde extérieur est rompue ou ne peut plus se réaliser naturellement, ce qui peut entraîner des conséquences extrêmement graves, car la personne sera prompt à favoriser le développement de symptômes psychotiques, un penchant schizophrénique à tendance paranoïaque, voire meurtrière ou suicidaire.

L'idéologie néfaste de la classe dominante distillée quotidiennement par les médias et réseaux dits sociaux, favorise une forme d'individualisme à outrance, qui outre toutes sortes de perturbations d'ordre mental ou psychiatrique, peut conduire à l'isolement, à la marginalisation, à l'atomisation du reste de la société détestée ou vécu comme une menace à l'insu des intéressés ou sans qu'ils en aient conscience.

D'où mon appel répété à briser ce cercle infernal, à acquérir une réelle conscience de classe, à s'organiser et à participer au combat politique, à aller à la rencontre des jeunes et des travailleurs, à échanger ou partager nos idées, les soumettre à cette épreuve afin de les améliorer, la meilleure mesure de prophylaxie ou thérapie pour à la fois prévenir tout désordre psychiatrique, et rester en contact avec la réalité, de manière à prendre conscience de notre condition et en tirer une satisfaction durable, incomparable, puisqu'on œuvre individuellement et collectivement pour une bonne cause.

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "*au nom de la nécessaire exemplarité*".

J-C – Cela pue le tribunal d'exception des pires dictatures!

Ils adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais (lire plus loin). En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un Etat tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Assemblée: le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de "*faits graves à caractère sexuel*" - BFMTV 9 octobre 2024

Dans un communiqué, l'Union étudiante (syndicat qu'Hugo Prévost co-fondé avant de devenir député) révèle que les faits reprochés au député de l'Isère "*s'étalent sur une période de 2020 à 2024"*.

"*Ces violences citées ont notamment concerné des femmes des équipes nationales successives de notre organisation, et ont été utilisées comme outil pour asseoir et affirmer la domination d'un homme au sein du syndicat*", écrit l'Union étudiante, qui évoque un "*climat de terreur*".

"*Les témoignages réunis soulignent une volonté de contrôle sexuel et politique des femmes, avec des agissements s'apparentant à des injonctions sur leurs relations intimes et leur manière de se comporter, jusqu'à, selon les témoignages recueillis, une domination physique à travers au moins deux cas de violences sexuelles*", résume l'Union étudiante.

"*L'Union étudiante souhaite que justice soit faite, et demande à Hugo Prévost de démissionner*", écrit le syndicat, "*au nom de la nécessaire exemplarité que nous attendons de nos représentants politiques, par respect pour les victimes, et pour prévenir que d'autres violences puissent être commises*". (Ecriture inclusive censurée. - J-C)

J- C- Ils n'ont pas été en mesure de citer un seul acte relevant d'une violence sexuelle.

Le HuffPost - La nature des faits n'est pas précisée, mais LFI précise qu'ils auraient été commis avant son élection. "*La justice pourra être saisie si les personnes concernées en décident*", poursuit le groupe LFI

À ce stade, aucune plainte n'a été déposée contre Hugo Prévost, qui ne s'est pas encore exprimé publiquement sur le sujet.

De son côté, le syndicat Union étudiante a publié son propre communiqué expliquant que son ancien porte-parole et co-fondateur Hugo Prévost est accusé « *de harcèlement moral et sexuel, de schémas de prédation, de faits s'apparentant à des violences sexuelles* » sur une période « *de 2020 à 2024* ». Le HuffPost 9 septembre 2024

J- C- Vous avez bien lu, ils se livrent à un lynchage en règle sans qu'ils nous communiquent la version de l'intéressé ou qu'il ait l'occasion de se défendre, à quoi bon, puisqu'ils violent allègrement la présomption d'innocence, ils l'ont déclaré coupable d'avance, bref, ces policiers des mœurs se substituent au ministère de la Justice et ils font le sale boulot à sa place.

Ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier, les meilleurs alliés de la réaction.

Ces gens-là n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité pour s'exprimer en notre nom, on pourrait ajouter, depuis qu'ils ont appelé à voter Macron et pour les partis qui le soutiennent au nom du "*front républicain*" contre l'extrême droite, dont finalement ils servent les intérêts.

Quand LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leurs discours justifiant le génocide du peuple palestinien, entre autres.

Attaque du 7 octobre : LFI qualifie d'« *acte terroriste* » l'attaque du Hamas en Israël - 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

Le 7 octobre 2023, LFI - qui a depuis fait de la cause palestinienne une de ses revendications principales - avait publié un texte qui avait créé la polémique car jugé par beaucoup comme manquant de compassion envers les victimes israéliennes.

Ce premier communiqué qualifiait notamment l'attaque du mouvement islamiste d'« *offensive armée de forces palestiniennes* ». Il avait valu à la présidente du groupe insoumis à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, une convocation devant la police dans une procédure pour « *apologie du terrorisme* ».

La France insoumise, qui met en avant sa volonté de respecter « *le droit international* », avait également été critiquée pour son refus de qualifier le Hamas de mouvement « *terroriste* ».

J-C - Ce manque de "*respect*" à l'encontre des sionistes nazis agissant pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon enfin réparé.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « *massacre* » de cet « *acte terroriste* » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « *libération immédiate* » des otages du Hamas et dénonce un « *acte terroriste* ».20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : Septembre a été brûlant avec des précipitations extrêmes - 20minutes.fr/AFP 8 octobre 2024

J-C - Dans cet article ils manipulent tous les phénomènes météorologiques qu'ils présentent comme des phénomènes climatiques, afin uniquement de justifier leur théorie foireuse du réchauffement climatique dû à l'activité humaine et autres pets ou rots de vaches !

C'est un modèle du genre en termes de falsifications délibérées de données météorologiques. Vous pourrez le vérifier par vous-même ici :

https://fr.news.yahoo.com/r%C3%A9chauffement-climatique-septembre-%C3%A9t%C3%A9-br%C3%BBlant-103159321.html

Commentaires d'internautes.

1- Bigre

Le 24 juin: "*Pas habitué a si peu d'activité sur ce bassin*" se lamente un certain Cyco

Le 04 Juillet un certain Philip Klotzbach poste une photo satellite de l'Océan Pacifique sans aucun phénomène nommé ce qui est très inhabituel.

Gaemi atterrit en Catégorie 3 sur Taïwan fin juillet on sent une certaine frustration chez les observateurs passionnés par ces phénomènes "*Ce n'est pas une saison très active sur ce bassin mais il suffit d'un seul typhon pour rappeler que le danger peut survenir même dans les saisons dites "calmes"*"

Puis Yagi en catégorie 4 début Septembre dans une saison décidément calme.

2- "*Septembre a été brûlant et ponctué de catastrophes et de pluies extrêmes*"

Septembre a été brûlant ? C'est une blague ou quoi ?

Pas en France en tous cas. Quant à la photo d'illustration en Pologne, pas très judicieux. En France, sauf erreur, pas eu d'inondations cet été, et même très peu de feux de forêts.

Alors, arrêtez de vouloir faire peur aux gens.

Quant à l'année 2024 la plus chaude, j'ai comme un gros doute, j'ai rallumé ma chaudière le 2 octobre cette année. L'an dernier, je l'avais rallumée que le 1er novembre.

J-C - En Inde du Sud, au Tamil Nadu où j'habite, depuis 1990 je ne me souviens pas qu'il ait autant plu entre mi- juin et le 8 octobre de cette année. Durant cette période, il a plu pratiquement tous les jours ou plutôt chaque nuit, avec disons moins de dix jours sans pluie. Du coup, la nature explose avec la chaleur, c'est magnifique, notez que la température est restée modérée ou inférieure aux années antérieures, tandis que la température nocturne diminuait tellement, que je coupais la climatisation à 4h du matin, j'ouvrais une fenêtre, et je constatais qu'il faisait moins de 25°.

D'ailleurs c'est bien simple, il ne fait pas suffisamment chaud pour que les hibiscus fleurissent abondamment comme c'est le cas chaque été, si je n'en avais pas planté une quinzaine, nous n'aurions pas assez de fleurs pour préparer du jus d'hibiscus (rouge) mélangé avec du citron. On est obligé de les cueillir et de les conserver au réfrigérateur, et on prépare le jus quand on en a une quantité suffisante, ce qui ne nous est jamais arrivé.

Personne ne se plaint de la pluie ici, bien au contraire, à ceci près que ces salauds de vendeurs de légumes en profitent pour augmenter leurs prix prétextant que l'humidité ferait pourrir les légumes, ne précisant pas que la baisse de la température tend plutôt à les préserver. Eh oui, on pense toujours à ceux qui ont des difficultés à se nourrir normalement, les prix au kilo des tomates ou des oignons passent quand même de 15 à 80 roupies, pour vous donner un ordre d'idée, dégueulasse, n'est-ce pas ?

En complément. Les colonisateurs ne sont pas si inhumains qu'ils en ont l'air, la preuve, ils se préoccupent du sort des malheureux africains.

Mali: les inondations mettent en péril la rentrée scolaire, déjà reportée - RFI 9 octobre 2024

Niger: 339 morts et plus d'un million de sinistrés depuis juin à la suite des pluies exceptionnelles touchant le pays - RFI 9 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Hommage en France aux sionistes nazis.

Attaque du 7 octobre : Des discours « *poignants* » à la cérémonie d'hommages qui « *font du bien à entendre* » - 20minutes.fr 8 octobre 2024

Le Crif a organisé une cérémonie en mémoire des victimes du 7 octobre ce lundi pendant laquelle ont défilé de nombreuses personnalités, de Michel Barnier à Patrick Bruel en passant par Bernard-Henri Levy.

Aux noms de François Hollande, présent dans la salle, et d'Emmanuel Macron, les huées des gradins couvrent les tambours de la pluie battante. A l'inverse, ceux de Nicolas Sarkozy, Manuel Valls ou Yaël Braun-Pivet, déclenchent des tonnerres d'applaudissements.

« *Le droit de vivre pour Israël, c'est le droit de se défendre* », rétorque Yonathan Arfi, le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), sur scène. Dans ce discours, il a également repris sa charge contre LFI qu'il a renvoyé au « *camp du déshonneur* », alors que la salle huait copieusement le mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Des textes écrits pas des survivants, des proches de victimes ou d'anciens otages sont lus et incarnés par Sandrine Kiberlain, Joann Sfar, Charlotte Gainsbourg ou encore Yvan Attal.

Sophia Aram est ovationnée quand elle appelle à *« regarder en face la barbarie islamiste* », Bernard-Henri Lévy sur la difficulté de faire un deuil *« empêché, interdit, impossible* », et Laurence Ferrari quand elle énumère des actes antisémites enregistrés en France cette année. Patrick Bruel confie avoir « *tous les jours depuis un an des envies de brûler le journal Le Monde* ».

La soirée s'éteint sur une Marseillaise reprise par la salle entière.

J-C - C'est bien l'hymne de la réaction, ces ordures ne se sont pas trompés de partition, celle de la Palestine !

Commentaires d'internautes.

1- On est plus dans une cérémonie d'hommage aux victimes mais avant tout dans un soutien de la politique génocidaire de Netanyahou, la preuve Macron a été hué car il ne veut plus vendre d'armes à Israël...

2- Il faudra aussi penser un jour ou l'autre à un devoir de mémoire aux victimes du génocide du peuple palestinien

3- Hommage aux victimes palestiniennes et libanaises

4- C'est quand même le seul peuple sur terre pour lequel on a un mot dédié concernant le racisme alors qu'on utilise le mot racisme pour autre personne quel que soit sa couleur son orientation et ses croyances. De toute ils détiennent le monopole absolu de la souffrance depuis 39-45 peu importe ce qu'ils font aux autres

5- Petit rappel, cette guerre qui n'est pas la nôtre d'ailleurs, a commencé fin 48 quand la colonisation et le vol des terres palestiniennes a débuté, et non pas le 07 10 23....

6- N'en déplaise aux extrémistes pro Netanyahou (bien à l'abri en France), nous ne sommes pas en Israël et nous avons le droit de critiquer ou de s'opposer à ce gouvernement d'ultra droite de ce pays.

Guerre au Proche-Orient : Netanyahou menace de détruire le Liban de la même façon que Gaza - 20minutes.fr

Netanyahou exhorte les Libanais à se « *libérer* » du Hezbollah, les menaçant sinon de connaître « *des destructions et des souffrances comme à Gaza* »

---

7 octobre 2024, un an de soulèvement du ghetto de Gaza. Partie 1. L'Apocalypse

Est-ce le soulèvement du ghetto de Gaza le 7 octobre 2023 qui a déclenché le génocide israélien à Gaza ? Ou, au contraire, la tempête d'Al Aqsa était-elle précisément un ultime soulèvement contre le génocide silencieux et planifié qui se déroule depuis des années en Palestine occupée et qui est maintenant entré dans sa phase finale sous les yeux du monde entier ?

https://www.legrandsoir.info/7-octobre-2024-un-an-de-soulevement-du-ghetto-de-gaza-partie-1-l-apocalypse.html

7 octobre 2024, un an après le soulèvement du ghetto de Gaza, partie 2 : Élections démocratiques en 2006, et la mort en récompense

Ce 7 octobre, revenons sur ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années. Pour comprendre pourquoi, ce jour-là, la résistance palestinienne n'a eu d'autre choix que de sortir du ghetto de Gaza.

https://www.legrandsoir.info/7-octobre-2024-un-an-apres-le-soulevement-du-ghetto-de-gaza-partie-2-elections-democratiques-en-2006-et-la-mort-en-recompense.html

---

Qui a déclenché la réaction en chaîne au Moyen-Orient? Par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 05 octobre 2024

Si Israël – reconnu coupable par la Cour internationale de justice de l'ONU de génocide contre les Palestiniens – peut annuler toute autorité des Nations unies dont il est membre, s'il peut poursuivre le génocide en toute impunité même en Cisjordanie afin d'anéantir définitivement l'État palestinien, c'est parce qu'il est soutenu par les États-Unis, l'OTAN et l'UE dans le cadre d'une stratégie concertée. Il y a un an, dans l'épisode du 7 octobre intitulé « *Le 11 septembre du Moyen-Orient ", nous avons affirmé, sur la base d'une documentation précise, qu'il s'agissait d'un " scénario semblable à celui de l'attaque terroriste à New York et Washington le 11 septembre 2001, une opération éconduite par la CIA (probablement aussi avec la participation du Mossad) pour*

amorcer la guerre mondiale contre le terrorisme avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak et les guerres qui ont suivi ».

Nous avons ensuite conclu : « *Quelque chose d'analogue est en train de se passer aujourd'hui en Israël, dont tout le système de renseignement et défense aurait été "pris par surprise" par l'attaque du Hamas. Le but stratégique de l'opération est, d'une part, celui d'exterminer les Palestiniens et de s'emparer de leurs territoires. D'autre part le but stratégique de l'opération est d'amorcer, en ciblant l'Iran, une réaction en chaîne de guerres dans un Moyen-Orient où les États-Unis, Israël et les puissances européennes perdent du terrain.* ».

La réaction en chaîne est en cours : Israël – armé et soutenu principalement par les Etats-Unis, qui déploient une force militaire croissante au Moyen-Orient – non seulement poursuit la destruction de la Palestine, mais étend la guerre au Liban, au Yémen, à la Syrie et à l'Irak.

La cible centrale reste l'Iran, qui est encore plus important aujourd'hui : ayant rejoint les BRICS, dont la Russie et la Chine sont membres, il est désormais un point névralgique du Corridor Nord-Sud construit par la Russie en réponse au blocus de l'Occident et, en même temps, un point névralgique de la Nouvelle Route de la Soie promue par la Chine.

Faute de pouvoir contrer par des moyens politiques et économiques ces projets qui ébranlent leur position dominante dans une région d'importance stratégique, les États-Unis et les puissances européennes recourent à la guerre en utilisant Israël comme fer de lance.

Poutine a-t-il empêché l'ukrainisation de l'Iran par Netanyahou et ses alliés du gouvernement états-unien ? Existe-t-il un accord militaire entre la Russie et l'Iran ? par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 8 octobre 2024

Après l'aller-retour secret de Benjamin Netanyahou au Kremlin, il y a trois semaines, et le tir d'un missile hypersonique yéménite guidé par la Russie sur un oléoduc israélien, les champs de bataille d'Ukraine et du Moyen-Orient se confondent.

Cependant, désormais Téhéran a la possibilité de lancer un missile hypersonique sur la centrale nucléaire de Dimona, les retombées ne manqueraient pas de toucher plusieurs États de la région.

https://www.voltairenet.org/article221349.html

J-C - La rubrique fais-moi peur, ça nous manquait depuis un certain temps !

L'Iran et Israël par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 8 octobre 2024

Nous commettons une grave erreur en pensant que tout l'Iran est opposé à la colonisation de la Palestine par Israël. Un groupe d'Iraniens, certes minoritaire, espère toujours relancer le commerce avec les Occidentaux au prix d'une entente avec le régime génocidaire de Benyamin Netanyahou.

Conclusion :

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si une source iranienne a informé Israël des lieux et des moments où il pouvait assassiner un à un les dirigeants du Hezbollah.

https://www.voltairenet.org/article221331.html

J-C - Je vous renvoie à la causerie du 4 octobre dans la page d'accueil du blog qui fournit une autre version.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 octobre 2024

« *Celui qui ne connait pas la vérité n'est qu'un imbécile. Mais celui qui connait la vérité et la qualifie de mensonge est un criminel.* » (Bertolt Brecht)

Les Etats-Unis d'Amérique sont le produit d'une guerre d'extermination ou d'un génocide, sa colonie au Moyen-Orient également. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique.

Qu'ils servent de modèle « *démocratique* » à tous les régimes en Europe et dans d'autres régions du monde, fournit une idée assez précise sur l'idée qu'ils s'en font ou la nature de ces régimes.

Prix Nobel idéologique, qui en doutait encore ?

J-C – On croirait une tribune du Forum économique mondial.

Pour David Baker, Nobel 2024, la création de protéines contre les problèmes du monde - AFP 10 octobre 2024

"*Face à l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, en médecine, santé, développement durable, énergie, technologie, le potentiel de la conception de protéines est énorme*", dit à l'AFP David Baker depuis Seattle aux Etats-Unis, quelques heures après avoir remporté un prix Nobel aux côtés de deux colauréats.

Les protéines sont des molécules jouant un rôle fondamental dans presque toutes les fonctions d'un organisme vivant: contracter un muscle, digérer la nourriture, activer les neurones...

Elles ont évolué dans la nature "*pour régler tous les problèmes auxquels nous avons fait face durant le processus de sélection naturelle*", explique le biochimiste de 62 ans aux cheveux hirsutes.

"*Mais l'humain est aujourd'hui confronté à de nouveaux problèmes*", pointe-t-il. "*Nous réchauffons la planète et nous avons donc besoin de nouvelles solutions en matière d'écologie et de durabilité. Nous vivons plus longtemps, ce qui rend des maladies comme Alzheimer plus importantes. Il y a de nouveaux agents pathogènes comme le coronavirus*."

Laisser l'évolution résoudre ces problèmes "*prendrait beaucoup de temps*", poursuit David Baker. Or "*avec de nouvelles protéines, nous pouvons les résoudre, mais dans un délai très court.*"

J-C - En voilà un que Gates n'aura même pas besoin de se donner la peine de recruter, à moins que cela ait déjà été fait et qu'on l'ignore.

La vérité est révolutionnaire !

J-C – L'auteur de l'article suivant n'en est pas un, loin de là, c'est un pur produit du régime en place et il a adopté la conception officielle de la médecine. Pour autant lorsqu'il se retrouve victime de la guerre fratricide que se livrent les différents clans de l'aristocratie financière, alors il se rebiffe sans comprendre ce qui se passe réellement, ce qui va donner lieu à une réflexion qui n'est pas sans intérêt.

Abbé Pierre, Covid : que de similitudes par le Dr. Gérard Maudrux 8 octobre 2024

Il est étonnant de voir à quel point, et avec quelle facilité on peut mentir aux citoyens, leur cacher des vérités et des énormités connues de tous au plus haut niveau. C'est déconcertant et inquiétant.

On assiste aujourd'hui à un déferlement de toute la presse concernant le comportement de l'abbé Pierre. Mais que ne l'ont-ils dénoncé plus tôt ? Tous savaient, personne n'a rien dit, et ceux qui se sont exprimés passaient pour des menteurs.

Cela fait 70 ans que ses frasques étaient connues, 70 ans d'omerta. 70 ans de secrets. Déjà en 1955, lors de sa tournée aux États-Unis, des femmes se sont plaintes à New-York, Chicago et Washington, et son séjour avait dû être écourté. Même chose à Montréal où il fut reconduit à la frontière avant la fin du séjour. Les archives de l'archevêché de Paris signalaient déjà 24 plaintes officielles en 1964. Une lettre de Monseigneur Veuillot parle de « *grand malade mental* » et de « *jeunes filles marquées pour la vie* », car il ne s'agissait pas seulement d'attouchements, mais de viols, y compris sur mineures. L'abbé était en permanence surveillé par un garde du corps, le socius, pour empêcher que des femmes s'en approchent, ce qui ne l'empêchait pas de se rendre régulièrement dans les maisons closes comme à Genève, relaté par une témoin dans une émission de De Dechavanne (Ciel mon mardi, en 1990). Aucun crédit ne sera alors accordé à ce témoignage qui sera vite enterré.

70 ans de secrets, comme pour les 50 ans de secret défense du covid, cela permet de ne pas savoir ce qui se passe réellement, et de tout cacher jusqu'à ce que les responsables aient disparus ou soient à l'abri de poursuites, leur permettant également de poursuivre leurs exactions.

Pour lire la suite :

https://www.covid-factuel.fr/2024/10/08/abbe-pierre-covid-que-de-similitudes/

Commentaire d'un internaute.

- De mon côté et depuis près de trente ans, je dénonce le niveau de désinformation politico-médiatique de notre pays. Cela m'a valu d'être interdit de conférences publiques. Aujourd'hui vous faites un parallèle entre la désinformation Abbé Pierre et pandémie Covid. Je viens d'en faire de même pour la "*dite*" catastrophique Dette Publique Française (DPF). J'ai adressé le 23 septembre mon analyse à qui de droit y compris à des proches de M Barnier. En essayant de faire court… voici les axes principaux de ma publication sur la DPF.

Afin de mieux nous faire avaler une future sanction financière, la mode actuelle et répétitive de nos politiciens et de leurs relais médiatiques est de nous convaincre que la DPF est une spécificité française. Malgré le " *quoiqu'il en coûte* " de la pandémie Covid, elle est égale à 111% de notre

PIB. En fait, elle est dans la moyenne des pays de l'UE avec lesquels nous pouvons être comparés. Le Portugal est à 130%, l'Italie à 138%, l'Espagne à 109%, la Belgique à 107%. Seules l'Allemagne et les Pays Bas sont respectivement à 67 et 55%. En Dette par habitant, la France est aussi dans la moyenne de l'UE. A l'International, le Japon bat tous les records puisqu'il est à 260% de son PIB, soit 11000 milliards de dollars mais aucune inquiétude pour les japonais…En fait la DPF cumulée sur cinquante ans est égale à 3200 milliards d'€. Le seul relatif point noir est que les investisseurs étrangers sont pour nous à hauteur de 53% alors qu'ils ne sont qu'à 10% pour le Japon.

Qui dit investisseurs étrangers dit prioritairement les très célèbres Sociétés de Gestion d'Actifs que sont BlackRock et Vanguard. Rappelons-nous que Vanguard est, comme par hasard, le premier actionnaire de Pfizer mais aussi d'Akamai, première entreprise mondiale de stockage des données numériques nominatives incluses dans les QR code y compris vaccinaux : merci la pandémie question fichage…De son côté, BlackRock gère chaque année plus de 10000 milliards de dollars d'actifs qui lui permettent de faire la pluie et le beau temps sur les marchés financiers et les Fonds de Pension.

Ainsi, en pleine pandémie, sur la seule année 2021, en compagnie de Vanguard et State Street, ces trois sociétés, principaux actionnaires des Big Pharma et des GAFAM ont géré (chiffre INSEE) 20700 milliards de dollars, donc autant que le PIB des USA et sept fois celui de la France !!! Au niveau mondial, toutes sociétés confondues, le chiffre total en 2022 des actions sous gestion était de 98000 milliards de dollars (chiffre Boston Consulting Group 17 mai 2023).

Alors que pèsent nos malheureux 3200 milliards d'euros de DPF cumulée sur cinquante ans à côté des 98000 milliards de dollars annuels de ces sociétés mondialistes. Elles continuent à nous prêter car, c'est bien connu, on ne prête qu'aux riches. En Octobre 2020, Michel Rocard déclarait : " *la dette est une construction artificielle créée par les banques avec le consentement des Etats pour dépouiller les peuples et en faire des esclaves à leur solde*".

Que dire aussi du rapport de 400 pages que vient de publier en mai 2024 Marion Draghi ancien président de la BCE, libéré de son devoir de réserve vis à vis de la Présidente de la Commission Européenne. Il écrit : " *un éloge de l'endettement français actuel, tout à fait acceptable et sécurisant pour les financeurs en terme de potentiel de remboursement*". Dont acte car c'est bien connu : "*on ne prête qu'aux riches*". Tout ceci me rappelle ce que m'avait personnellement écrit Albin Chalandon à la suite de mes publications sur la Protection Sociale française " *Sachez qu'en politique aucune vérité n'est bonne à dire…*". Désinformation Abbé Pierre, Pandémie Covid, Dette Publique Française: même combat.

J-C – Les mégalomanes fanatiques de Davos ou Bilderberg s'en prennent violemment au capitalisme, ce qui a le don d'en surprendre ou déstabiliser plus d'un parmi nous, au point que plus personne ne comprend ce qui se passe…ou presque.

Ils lui attribuent volontiers toute sorte de méfaits ou crimes, ce qui leur permet d'atteindre tous ceux qui en ont été complices ou qui y ont directement participé, afin de les discréditer ou les éliminer, de manière à ce que leur conception du nouvelle ordre mondial s'impose comme la seule alternative ou perspective en lice, parce qu'ils ne peuvent pas se passer du capitalisme. Ils procèdent ainsi à une sorte de renouvellement de leurs représentations idéologiques, mieux adaptées à leurs objectifs politiques et économiques.

Il leur faut s'attaquer à toutes les représentations idéologiques qu'ils avaient contribué à créer ou qu'ils ont entretenues tout au long du XXe siècle, parce qu'elles peuvent encore servir de bastions à

la résistance des peuples contre leur propre idéologie, les élites, les religions en font partie, la philosophie, au-delà, les connaissances en général qu'ils s'appliquent systématiquement à déconstruire ou annihiler, leur réécriture de l'histoire (cancel culture) procède du même principe ou de la même nécessité, c'est ce qui donne à leur idéologie un aspect totalitaire…

Notez que cela constitue de leur part un aveu de faiblesse, dont on pourrait profiter, mais malheureusement on est trop con pour cela, on préfère polémiquer entre nous, à croire que ceux qui procèdent ainsi sont trop bien nourris ! Mais il ne faut pas désespérer…

Quatre commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

– "*En plus, il respire !*"

Mélenchon "*respire*" encore... quand la population civile palestinienne est délibérément bombardée ou fait l'objet d'une guerre d'extermination.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « *massacre* » de cet « *acte terroriste* » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « *libération immédiate* » des otages du Hamas et dénonce un « *acte terroriste* ». 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leur discours justifiant le génocide du peuple palestinien. No comment !

- A chaque jour sa peine... Rien que les faits.

Dans la causerie de mon blog (luttedeclasse.org) du 9 octobre 2024 :

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "*au nom de la nécessaire exemplarité*".

Assemblée : le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de "faits graves à caractère sexuel" - BFMTV 9 octobre 2024

https://fr.news.yahoo.com/assembl%C3%A9e-d%C3%A9put%C3%A9-hugo-pr%C3%A9vost-exclu-213515111.html?guccounter=1

A LFI-NFP adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais. En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un État tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Dans la causerie à venir :

Lynché pour l'exemple ! Ils vous tireront une balle dans le dos.

Le député Hugo Prevost, accusé de violences sexuelles, démissionne - Le HuffPost 10 octobre 2024

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/le-depute-lfi-hugo-prevost-accuse-de-violences-sexuelles-demissionne_240685.html

Hugo Prevost ne bénéficiera pas du principe de la présomption d'innocence, il est d'emblée condamné ou déclaré coupable sans défense ni procès comme sous les pires dictatures.

On résume : Monsieur Prevost "*n'était pas au courant de l'existence des accusations*" qui sont portées contre lui, par qui, on se demande d'où elles proviennent ou qui est à l'origine de cette nouvelle cabale, puisque le parquet de Grenoble a confirmé mercredi n'avoir reçu « *aucune trace de plainte* ».

Dès lors, on aurait pu penser que cette affaire s'arrêterait là, mais c'était sans compter sur l'acharnement dont il allait faire l'objet de la part du CVSS (Comité de Vigilance contre les Violences Sexistes et Sexuelles) qui est une instance du groupe parlementaire LFI-NFP, une sorte de milice de la pensée qui veille au respect des bonnes mœurs dans l'ensemble de la société et pas seulement au sein du NFP, à l'instar des régimes qui sévissent en Afghanistan ou en Iran par exemple, sous le régime de l'Inquisition, relayée par les élus locaux du NFP qui exigeront sa démission, ainsi que des médias véreux, tel Mediapart, qui s'emploieront à monter en épingle cette affaire.

Dans quel but, sinon s'en prendre à LFI et l'affaiblir au sein du NFP avec la complicité de ses dirigeants (de LFI).

Pourquoi ? Parce que dans l'inconscient collectif, LFI incarne - à tort, peu importe ici, la résistance à la politique ultra-réactionnaire mise en œuvre par Macron. Les reniements successifs de LFI ne suffisent pas, il faut faire éclater le NFP, ce qui entre nous, nous laisse indifférents, ou plutôt, si cela pouvait préfigurer la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines, nous nous en féliciterions, toutefois, sans illusion à l'heure actuelle... Cela dit, on y travaille, cet épisode y contribue, à suivre.

- Je partage l'éloge de @Vincent.

Pour se détendre un moment.

J'ai visité ce pays pendant 10 jours en mai 87. Il m'avait enchanté au point que je souhaitais partir y vivre, et comme cela n'a pas pu se faire, je me suis rabattu sur l'Inde 3 ans plus tard...

A la même époque, j'ai connu des militants du JVP en exil en France, je ne militais plus. Ils m'avaient semblé insignifiants sur le plan politique, d'ailleurs nous avions parlé de tout, sauf de politique, pour autant que je me souvienne. J'ai fréquenté un temps des membres de la diaspora sri lankaise à Paris et dans sa banlieue, des moines aussi, ils ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable... J'avais été surpris d'observer que ces moines possédaient un nombre impressionnant

de cartes bancaires dans leurs portefeuilles, alors qu'à cette époque, entre 1987 et 1990, je n'en possédais qu'une dont je me servais rarement. Charité bien ordonnée, vous connaissez la suite. Ils vivaient de dons et ils étaient bedonnants, ils se tapaient les femmes de leurs contacts ! Un de ces moines était devenu notre meilleur ami, quand ma première épouse me largua, il alla vivre avec elle. Il lui avait promis qu'il travaillerait et se défroquerait, en fait, il se défroquera juste pour la sauter et remettre aussitôt après sa robe, il profitera d'elle et ne bossera jamais, elle finira par le foutre dehors ! J'ai d'autres histoires en magasin.

Sri Lanka est un confetti dans l'économie mondiale...

Quant à la situation politique à Sri Lanka, je crois que Jean-Pierre Page l'a bien décrite, une farce caricaturale dont il n'y a rien à attendre avant longtemps malheureusement pour nos amis sri lankais...

En Inde c'est la même chose en plus supportable toutefois, parce que la superficie, la population et les richesses du pays sont beaucoup plus importantes, donc il existe davantage d'opportunités pour s'en sortir ou tout juste survivre, dans la pauvreté et la précarité absolue, puisque sans droits sociaux dans un pays livré à la bureaucratie et à la corruption. Ne me demandez pas le nom d'un ministre indien, hormis Maudi et Jaishankar, bref, personnellement, je ne m'intéresse pas à ces pays, sauf lorsqu'on entend parler d'eux dans les médias ou les instances internationales. On ne peut pas être partout à la fois, j'ai fait le choix de me concentrer sur les pays qui dominent l'économie mondiale, où la lutte des classes présentent davantage d'intérêt pour le reste de l'humanité.

- Pour rebondir sur le commentaire de @Zéro

Ne sont visibles dans l'arène politique, que les couches de travailleurs assimilables aux classes moyennes, ceux qui disposent d'un statut social privilégié ou d'un mode de vie relativement confortable, ceux qui consomment massivement, dont les conditions sociales permettent de supporter tous les coups que leur porte le gouvernement, c'est-à-dire la majorité de la population. En sont exclus, ceux qui "ne sont rien", les couches les plus défavorisées qui n'ont pas accès au marché ou lorsqu'ils y ont accès, c'est en se privant de manger ou de se soigner, ceux-là, dans certaines conditions, seraient prêts à se battre pour un changement de régime, parce qu'ils n'ont rien à perdre, mais ce ne sont pas eux qui s'organisent dans les partis du NFP ou de l'extrême gauche, dans les syndicats qui collaborent avec le régime, une grande partie d'entre eux ne votent pas non plus. Laissons de côté le lumpenprolétariat.

Je crois qu'en grande partie l'explication aux questions que vous vous posez réside ici, ces partis et syndicats sont à l'image des conditions sociales de ces couches de travailleurs les mieux lotis ou embourgeoisés, qui pour cette raison n'envisagent pas de rompre avec le capitalisme et ses institutions, d'où l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier qui flattent leurs attentes au lieu de leur fournir un programme révolutionnaire, ses dirigeants en font eux-mêmes partie, pour faire bref.

Cette question nécessite une adaptation du marxisme (et non une révision), que nos dirigeants ont été incapables de réaliser, en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde, les différentes classes sociales, le capitalisme, ses représentations idéologiques, au cours du XXe siècle.

J'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet à de nombreuses reprises dans mes causeries. Je vais essayer de synthétiser tout cela, et je livrerai le résultat à votre esprit critique. Analyser la situation, rien de plus facile, puisque plein d'intellectuels s'y sont déjà collés avec plus ou moins de bonheurs, mais chaque fois ils ont commis des erreurs, leurs analyses présentaient de graves lacunes, par exemple, les uns négligeant l'économie, les autres la lutte de classes, pratiquement tous privilégiant l'idéologie aux faits, la métaphysique à la dialectique, chacun détenant un petit bout de la réalité ou vérité, mais aucun étant capable de les rassembler ou d'en faire la synthèse, ce qui explique pourquoi ils demeurent confronter à des contradictions en apparence inextricables, et leurs conclusions se terminent systématiquement dans une impasse. Je parle de ceux dont les intentions sont honnêtes.

Vous comprendrez que les éléments les plus éclairés parmi la classe ouvrière et les classes moyennes, ne peuvent adhérer à une théorie ou l'adopter, qu'à condition qu'elle soit cohérente, qu'elles puissent la soumettre à l'épreuve décisive de la pratique pour en vérifier le sérieux. C'est ce qu'ils firent avec le marxisme jusqu'au premier quart du XXe siècle ou environ la fin de la Seconde Guerre mondiale, en s'en écartant de plus en plus... Ensuite, après les accords de Bretton Woods, pour se donner un repère, l'analyse marxiste de la situation mondiale était devenue obsolète ou elle ne correspondait plus à la nouvelle situation économique, aux rapports entre les classes, à la recomposition du monde entre grandes puissances, etc. ce qui aurait dû nécessiter une réévaluation des enseignements de la lutte de classe que nous avaient légués les marxistes, ce qui à mon avis n'a jamais été entrepris ou mené jusqu'au bout, tant le sujet portait à polémique, car chacun détient la vérité, au détriment de notre cause, hélas ! Faudra-t-il qu'elle soit désespérée pour qu'ils daignent nous écouter enfin ? Espérons que non.

La nuit dernière, je me suis réveillé à peine deux heures après m'être endormi très tard, et c'est cette réflexion qui m'est venue à l'esprit, en plus substantielle, puisque je suis resté éveillé pendant trois heures ! Tout me semblait tellement clair que j'en étais fébrile, moins maintenant parce que je me fais vieux, j'espère réussir à renouer le fil de mes idées et présenter une synthèse valable, sans mémoire du tout, c'est extrêmement difficile.

Le GS et ses lecteurs pourraient contribuer à cette tâche urgente et de plus haute importance. Je n'aime pas me mettre en avant ou ces monologues, cela ne correspond pas à ma personnalité, merci de votre compréhension...

Abus de pouvoir.

Au nom de votre bien-être !

- Si vous réduisez la vitesse de 90 à 70, puis à 50 km/h, pour un trajet qui prenait 20 minutes, il vous en faudra 29, puis 38, pratiquement le double, autant dire qu'en passant pratiquement le double de temps sur le périphérique ou ailleurs, cela se traduira par un ralentissement de la circulation ou contribuera à la rendre moins fluide, à créer davantage de bouchons, à polluer davantage, à consommer davantage d'essence ou diesel, sans parler de la perte de temps...

Si le vent soufflait à contre-courant, pour un peu on pourrait s'attendre à faire du sur-place !

- Des rafales de vent jusqu'à 50 km/h sont attendues en fin de journée dans toute la région, notamment en Essonne, dans les Yvelines et en Seine-et-Marne.

J-C - 50 km/h, apocalypse now !

Selon Vigicrues, les précipitations prévues égaleront environ un mois de pluie en l'espace d'une journée. (20minutes.fr 9 octobre 2024)

Quel "*mois de pluie*", celui où il était tombé trois gouttes d'eau ?

Putain de féministes, il y a un sacré paquet de fric à se faire !

J-C - Dis-moi qui financent ces campagnes à caractère communautaire, et je te dirai quel en est le mobile.

Melinda French Gates lance un fonds de 250 millions pour la santé des femmes - parismatch.com 9 octobre 2024

Melinda French Gates a indiqué, ce mercredi 9 octobre, créé un nouveau fonds de 250 millions de dollars pour « *améliorer la santé mentale et physique des femmes* », dans le cadre d'une action plus large pour « *promouvoir les droits des femmes* » pour laquelle est a promis un milliard de dollars.

Dans un communiqué repris par CNN, Melinda French Gates affirme que « *la santé des femmes a été sous-financée, négligée et mal comprise* » et que les inégalités en matière de santé entre les hommes et les femmes « *ont non seulement un impact sur la vie quotidienne des femmes, mais peuvent également nuire à leur avenir* ».

« *Il est clair que nous devons faire mieux pour éliminer les obstacles à la santé des femmes. La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses organisations dans le monde qui font exactement cela. Nous voulons nous assurer qu'elles reçoivent l'attention et le financement qu'elles méritent* », écrit l'ex-épouse de Bill Gates, invitant les organisations intéressées à postuler pour recevoir une part du financement. parismatch.com 9 octobre 2024

La fabrique en marche et en masse de schizophrènes.

Premier smartphone à 11 ans, temps d'écran sous-estimé... Ce que révèle une étude sur l'éducation numérique des enfants français - francetvinfo.fr 8 octobre 2024

Selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Les enfants français acquièrent leur premier smartphone à 11 ans et quatre mois en moyenne, selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Selon cette étude, cet âge moyen tombe même à 9 ans et cinq mois pour l'obtention d'une tablette. "*Les écrans occupent une place de plus en plus importante dans la vie des enfants, principalement en raison de l'utilisation accrue des smartphones par les jeunes*", écrit l'Observatoire de la

parentalité et de l'éducation numérique, précisant que "*plus de la moitié des enfants âgés de 7 à 17 ans possèdent leur propre smartphone*."

Selon l'étude, près de 70% des enfants âgés de 7 à 17 ans utilisent Internet quotidiennement, avec une préférence pour les services comme YouTube, TikTok, WhatsApp, Instagram et Snapchat. Par ailleurs, les enfants passent en moyenne 4 heures par jour sur leur smartphone pendant les vacances et les week-ends, un temps qui augmente avec l'âge. francetvinfo.fr 8 octobre 2024

J-C - C'est ainsi qu'ils se privent de la principale activité qui à leur âge participe à leur sociabilité, à savoir le jeu qui les met en contact avec d'autres gosses, les jeux collectifs au cours desquels ils acquièrent certaines valeurs ou certains principes, qui facilitent leur insertion ou leur adaptation à la société dans la mesure où ils sont admis collectivement.

C'est d'autant plus néfaste au développement de leurs facultés cognitives, que sur les médias ou réseaux dits sociaux on ne se contente pas de leur fournir des données, on leur propose des interprétations, en deux mots, on leur mâche le travail au détriment de leur réflexion et imagination.

A l'arrivée, leurs rapports au mode extérieur en seront affectés, à leur insu ou sans qu'ils en aient conscience évidemment, puisque ce processus relève du conditionnement mental et idéologique, avec à la clé des dégâts psychologiques ou des troubles du comportement prévisibles, dont ils auront toutes les peines du monde à se défaire par la suite, ce qui les rendra d'autant plus vulnérables à toutes les formes de manipulations mentales et idéologiques. Et une fois qu'ils auront développé une tendance schizoïde ou dépressive, souvent très rapidement, leur état sera vécu comme la normalité, alors pour se soulager de l'angoisse qui les étreint en quasi permanence ou leur incapacité à affronter la réalité telle qu'elle est, ils n'auront pas d'autres expédients que recourir toujours encore et encore à cette pratique qui consiste à passer l'essentiel de leur temps libre devant un écran.

Au-delà, cette activité les réduit à l'état végétatif du spectateur de leur propre existence. Au lieu de la prendre en main ils adoptent un comportement (compulsif) passif qui fera d'eux des esclaves modèles, obéissants et loyaux envers leurs maîtres et bourreaux.

Une autre réflexion, car on pourrait se dire qu'en se connectant à Internet ils pourraient devenir plus intelligents ou conscients que les générations passées, j'en doute fortement car cela dépend des conditions sociales dans lesquelles on est placé.

A quoi bon acquérir des tonnes de données ou de connaissances, si on ne sait pas quoi en faire, la plupart du temps elles ne serviront à rien ou à l'amélioration de la condition humaine.

On pourrait en dire autant des études universitaires, de ceux qui accumulent les diplômes, les médailles et les honneurs comme autant de trophées de chasse, qu'ensuite ils monnaieront aux plus offrants en échange de leurs services sans se soucier de l'usage néfaste pour la société qu'ils en feront du moment qu'ils servent leurs intérêts individuels ou égoïstes.

Sur la situation politique en France

Etat d'âme sans lendemain. Dites, soutenir les régimes nazis ukrainiens et sionistes, c'est assurément "*retourner aux choses humaines*" !

Le député PS Boris Vallaud invite la gauche à "*retourner aux choses humaines*" - AFP 11 octobre 2024

J-C - Il est aussi le chef des députés PS à l'Assemblée nationale.

Comme l'Etat n'a plus les moyens d'assumer ses ambitions coloniales, il recoure systématiquement à la répression comme seule réponse aux exigences légitimes des peuples colonisés.

Martinique: un couvre-feu total décrété après une nouvelle nuit de violences - BFMTV 11 octobre 2024

Le préfet de Martinique a annoncé dans un communiqué la mise en place dès ce jeudi 10 octobre au soir d'un couvre-feu total sur l'île. Une interdiction "*de tout déplacement sur la voie publique et dans les lieux publics*" est décrétée "*sur l'ensemble du territoire de la Martinique entre 21 heures et 5 heures du jeudi 10 au lundi 14 octobre 2024*", peut-on lire.

Cette décision fait suite à une nouvelle nuit de violences sur l'île, en marge d'un mouvement de protestation contre la vie chère.

Le mouvement contre la vie chère a été lancé début septembre par le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), qui exige un alignement sur l'Hexagone des prix des produits alimentaires qui sont 40% plus chers en Martinique.

Les manifestations sont en outre interdites jusqu'au lundi 14 octobre " *afin de prévenir efficacement et de manière proportionnée les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir*".

Enfin, le préfet a décidé de l'interdiction " *sur l'ensemble du territoire de la Martinique d'achat, de vente et de transport de combustibles, produits pétroliers, artifices et engins pyrotechniques*".

Des barricades enflammées ont été installées dans plusieurs communes dans la nuit de mercredi à jeudi, des magasins ont été brûlés et douze gendarmes ont été blessés, dont un par balle. BFMTV 11 octobre 2024

Un budget de super austérité injuste et illégitime.

J-C – La dette de plus de 3000 milliards d'euros de l'Etat témoigne de la faillite du capitalisme. Elle est à mettre au compte des banquiers internationaux, du CAC40 et des capitalistes qui se sont enrichis démesurément au cours des dernières décennies en pillant l'argent publique, les richesses produites par les travailleurs.

Par conséquent, c'est à eux seuls de la régler. Et s'ils refusent, ils méritent juste d'être expropriés et toutes leurs richesses, biens ou avoirs doivent être confisqués jusqu'au dernier euro. On ne leur demande pas leur avis ou de rendre des comptes, car on ne leur reconnaît aucune légitimité, comment l'exploitation pourrait-elle être justifiée, n'est-ce pas ?

En revanche, s'ils résistaient, à coup sûr en déclenchant une guerre civile, ils seraient aussitôt mâtés sans autre forme de procès avec la même férocité qu'ils réprimèrent le mouvement ouvrier ou les travailleurs qui s'étaient mobilisés pour exiger que leurs besoins légitimes soient pris en considération.

Si le capitalisme, son Etat, ses institutions ne sont plus en mesure d'assurer le développement économique et le progrès social, ils doivent disparaître et céder la place à une République sociale et démocratique, à un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation politique des masses exploitées, les institutions indépendantes qu'elles auront créées au cours du processus révolutionnaire intégrant les composantes du mouvement ouvrier qui combattraient à leur côté, au socialisme…

Le gouvernement a présenté ce jeudi 10 octobre son Projet de loi de finances pour l'année (PLF) pour l'année 2025

(Article réalisé à partir de différents articles de presse et de l'AFP des 10 et 11 octobre)

Le ton est donné :

- « *Je ne suis pas là pour promettre du sang, du labeur, des larmes et de la sueur*. » Si le ministre des Comptes publics Laurent Saint-Martin ne l'avait pas précisé, on aurait pu en douter tant le premier budget de l'ère Michel Barnier consacre un effort sans précédent sur les finances publiques.

De fait, les Français les plus aisés seront loin d'être les seuls à supporter la cure de rigueur imposée par Michel Barnier. Plusieurs taxes, prélèvements ou mesures vont concerner tout le monde. Sans parler de la baisse des dépenses publiques, propres à affecter les contribuables modestes.

En somme « *la dette n'est pas qu'une question financière. C'est une question politique* », comme l'expliquait le ministre de l'Économie Antoine Armand à la presse ce jeudi 10 octobre, en estimant que la situation « *concerne tous les Français*. » Manifestement les efforts, aussi.

Concrètement, plusieurs mesures de prélèvements annoncées ou confirmées par le gouvernement vont s'appliquer sans distinction de revenus. Sur le front de l'écologie par exemple, les ministres prévoient l'augmentation d'une taxe sur les billets d'avion.

Les Français se chauffant au gaz sont également ciblés : la TVA est relevée à 20 % (contre 5,5 % ou 10 % actuellement) pour l'installation d'une chaudière, de quoi rapporter 200 millions d'euros. Le gouvernement prône également le renforcement du malus « *masse* » et « *CO2* » pour les véhicules polluants. Ainsi, les voitures neuves émettant plus de 112 grammes de CO2 par kilomètre (contre 118 précédemment) seront désormais taxées à hauteur de 50 euros par gramme de CO2 supplémentaire. Conséquence : seule la Mitsubishi Space Star, voiture à essence, échappera au malus thermique à partir de 2025.

Dans cette même logique, le gouvernement va augmenter - sans doute de manière spectaculaire - une taxe sur l'électricité (TICFE), que les équipes précédentes avaient drastiquement baissée à cause de la crise inflationniste. En clair : les Français (aux tarifs réglementés) peuvent espérer une baisse de 9 % de leur facture grâce au repli des prix des marchés. Mais celle-ci aurait pu être encore plus massive, sans le rehaussement de la taxe.

D'autant qu'à ces prélèvements supplémentaires, s'ajoutent des coups de rabot ou autres décisions sensibles pour tous les Français. On peut par exemple évoquer les retraités qui, du plus précaire au plus aisé, verront leurs pensions gelées pour six mois. Le gouvernement a effectivement confirmé le report en juillet de l'indexation sur l'inflation.

Même logique sur certaines économies de dépense, où le gouvernement vise large, sans précaution : il prévoit par exemple de réduire la part de l'Assurance maladie dans le remboursement des consultations médicales. Tant pis pour les 2,5 millions de Français qui n'ont pas de complémentaire santé et qui verront leur reste à charge inévitablement augmenter.

Le transfert de charge ne manquera pas à terme d'être répercuté dans les tarifs des complémentaires santé, qui ont déjà connu une hausse d'environ 8 % en moyenne en 2024.

Dans ce contexte, on pourrait également citer la rationalisation des transports sanitaires de patients ou encore les aides réduites pour l'apprentissage. Mais c'est sans doute à travers la baisse des budgets de l'État et des ministères que les Français subiront aussi la facture. Par exemple, les crédits alloués aux missions « *Spor*t » sont rabotés de 12 % dans la nouvelle feuille de route. Même tendance (moindre) pour le Travail ou la Santé. Pour l'Education nationale, c'est 4 000 postes d'enseignants que l'exécutif prévoit de supprimer. Pas simple quand des professeurs manquent partout. Le HuffPost 11 octobre 2024

Au total, l'exécutif compte trouver "*60 milliards d'euros*" pour soutenir des finances publiques étouffées par une dette galopante.

AFP - Les mesures envisagées et des tensions dans l'alliance LR-Macronie, il vise un effort partagé pour préserver la crédibilité française auprès des marchés financiers et de l'UE, qui a épinglé Paris pour ses déficits publics.

L'objectif est de ramener le déficit public à 5% dès 2025, pour revenir en 2029 sous la limite de 3% tolérée par Bruxelles.

La Haut Conseil des finances publiques a jugé "*fragiles*" les prévisions du gouvernement, qui se trouve dans une position inconfortable après un "dérapage" du déficit en 2024 jugé "*absolument considérable et inédit"* par son président Pierre Moscovici, avant le verdict de l'agence de notation Fitch vendredi sur la solidité financière de la France.

La dette, de près de 3.230 milliards d'euros fin juin (112% du PIB), frôlera les 115% en 2025, alors que la croissance atteindrait 1,1% comme en 2024.

Loi de financement de la Sécurité sociale.

"*La responsabilité impose de renouer avec un modèle soutenable*" a affirmé Laurent Saint-Martin, le ministre du Budget et des Comptes publics.

Le déficit de la « *Sécu* » à 18 milliards en 2024, l'objectif pour 2025 est de le ramener à… moins de 16 milliards d'euros. Ce ne sont donc pas des coups de hache dans les dépenses sociales. Le gouvernement fixe leur progression « *à un rythme limité de 2,8 % tandis que les recettes croîtraient de 3,2 %* ».

Dans les faits pourtant, les dépenses sociales vont continuer à progresser. « *Par rapport à 2024, 9 milliards supplémentaires seront consacrés à l'assurance-maladie en 2025, 7 milliards de plus pour les pensions de retraite, 1 milliard de plus pour la prise en charge des accidents de travail et des maladies professionnelles, 2 milliards de plus pour les allocations familiales, et 2 milliards de plus pour l'autonomie, en direction des personnes âgées ou en situation de handicap* », explique-t-on de source gouvernementale. Le vieillissement de la population et la forte consommation des soins entraînent automatiquement une hausse mécanique des dépenses qu'il est très difficile de stopper.

"*Nous assumons la hausse de la tarification de la consultation en médecine à 30 euros, au lieu de 26,50 euros, décidée par le précédent gouvernement*" a défendu la ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq.

J-C - Les autres mesures ont déjà été évoquées dans une causerie précédente.

En famille. Collaboration de classes. Quand le budget 2025 de guerre de Macron-Barnier devient « *NFP-compatible* ».

- Le président de la commission des Finances, Éric Coquerel (LFI), a dit espérer parvenir au terme de l'examen en commission à un budget « *NFP-compatible* ». Le Point/AFP 10 octobre 2024

Santé.

Dépakine : 15 ans pour découvrir les dangers, 50 ans

57 ans pour que la justice condamne le labo et aussitôt l'État prend le relai pour indemniser à moindre coût

https://reseauinternational.net/depakine-15-ans-pour-decouvrir-les-dangers-50-ans-pour-les-reconnaitre-57-ans-pour-que-la-justice-condamne-le-labo-et-aussitot-letat-prend-le-relai-pour-indemniser-a-moindre-cout/

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Investigating war crimes in Gaza I Al Jazeera Investigations (sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=kPE6vbKix6A

Chems-Eddine Hafiz a choisi son camp : «*Le Hamas est un groupe terroriste*» - algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le cas du recteur de la Grande Mosquée de Paris relève de la schizophrénie. Au début tenant le bâton par le milieu, n'affichant aucune empathie envers les Palestiniens massacrés à Gaza, mais

faisant mine d'être ému par le drame vécu par les victimes de l'armée nazie israélienne, Chems-Eddine Hafiz a fini par glisser petit à petit vers le soutien indécent à l'entité sioniste, aux côtés du grand rabbin de France dont semble dépendre son sort au sein de cette institution cultuelle musulmane, normalement propriété de l'Algérie.

Si, à décharge, il faut admettre qu'il ne fait pas bon se positionner contre Israël dans la France d'Emmanuel Macron, où le simple soutien à la cause palestinienne peut conduire au tribunal, il faut cependant signaler que Chems-Eddine Hafiz, invité à la cérémonie d'investiture du président Tebboune, porte la lourde responsabilité de ne pas contredire la position officielle historique de l'Algérie dans la guerre asymétrique qui fait rage au Moyen-Orient et dans laquelle Israël commet des crimes contre l'humanité qui ne peuvent être tolérés et encore moins couverts par des déclarations qui mettent le bourreau et sa victime sur un pied d'égalité.

C'est, en tout cas, ce à quoi le recteur de la Grande Mosquée de Paris vient de participer en signant un document faussement intitulé «*Appel international à la paix et à la fraternité*», rédigé par la Conférence des responsables du culte en France (CRCF). Ledit document accable la résistance palestinienne et, à aucun moment, ne dénonce le génocide perpétré par l'entité sioniste qui, non contente d'avoir rasé Gaza, étend son agression au Liban où elle mène des opérations aériennes et terrestres, en complète violation du droit international.

«*Le 9 octobre 2023, responsables religieux catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, musulmans et bouddhistes, nous exprimions ensemble notre effroi et notre profonde tristesse face à la barbarie du Hamas*», écrivent les signataires de l'appel cosigné par le Franco-Algérien Chems-Eddine Hafiz. «*En ce 7 octobre 2024, nous peinons à prendre la mesure des traumatismes, sans précédent pour notre génération, engendrés par ces actes terroristes*», poursuivent-ils. Pour le recteur de la Grande Mosquée de Paris, les 45 000 enfants, femmes et hommes palestiniens tués sur ordre du criminel Benyamin Netanyahou sont des «*victimes collatérales de la réponse militaire israélienne*».

Chems-Eddine dit également «*porter dans [son] cœur et [sa] chair l'immense souffrance des civils israéliens […] livrés à la terreur et aux ravages que produit la guerre*» et s'«*inquiète vivement des conséquences durables de tant de violences, terroristes ou militaires, chez ceux et celles qui les subissent et ceux et celles qui les exécutent*», les terroristes étant les résistants palestiniens.

Cet appel, aussi fourbe qu'ignominieux, a été signé par le président de la Fédération protestante de France, le président de la Conférence des évêques de France, le président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, le grand rabbin de France, le président de l'Union bouddhiste de France et le recteur de la Grande Mosquée de Paris. algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le Hezbollah fait son retour - Moon of Alabama October 08, 2024

Les sionistes espéraient que leurs tactiques terroristes consistant à faire exploser des téléavertisseurs et à bombarder les dirigeants du Hezbollah au Liban entraveraient ou diminueraient la capacité de combat de son ennemi.

Cet espoir était cependant en vain. Le Hezbollah, comme son allié du Hamas à Gaza, a été construit pour continuer son travail malgré de tels incidents.

Aujourd'hui, Naim Qassem, le chef adjoint du Hezbollah est apparu dans une émission et a déclaré que le Hezbollah restait pleinement opérationnel :

«*Dans son allocution, Qassem a déclaré «Nous tirons des centaines de roquettes et des dizaines de drones. Un grand nombre de colonies et de villes sont sous le feu de la résistance*». Il a souligné que la haute direction du Hezbollah reste active et que les postes des commandants tués ont été pourvus, affirmant : «*Nous n'avons aucun poste vacant*»».

À quel point il est inutile de tuer le leadership d'un ennemi a également été démontré à Gaza :

«*Un aperçu de ce qui se passe réellement à Gaza a été offert par la dernière annonce d'Israël selon laquelle il avait tué trois hauts responsables du Hamas – Rawhi Mushtaha, chef du gouvernement et premier ministre de facto ; Sameh al-Siraj, qui détenait le portefeuille de la sécurité au sein du bureau politique du Hamas ; et Sami Oudeh, commandant du Mécanisme général de sécurité du Hamas.*

La frappe aérienne a eu lieu il y a trois mois, et personne n'avait remarqué leur absence. C'est parce que le Hamas a continué à fonctionner indépendamment de ces dirigeants, vivants ou morts.

Dans le passé, les assassinats avaient conduit à une période d'incertitude pour le Hamas. Cela s'est produit après l'assassinat d'Abdel Aziz al-Rantisi en 2004. Mais cela ne marche pas aujourd'hui et cela ne marche pas non plus avec cette génération de combattants».

Syrie : un raid attribué à l'aviation israélienne frappe un quartier de Damas, faisant plusieurs morts - RT 9 oct. 2024

Une frappe contre le quartier de Mezzeh, dans la capitale syrienne, non loin de l'ambassade iranienne à Damas, a fait sept morts et 11 blessés le 8 octobre, selon la diplomatie syrienne qui a pointé la responsabilité d'Israël. Tsahal aurait mené plus d'une centaine de raids en Syrie cette année, selon une source de l'opposition syrienne.

L'attaque aérienne, toujours selon la même source, a «*visé un bâtiment fréquenté par les commandants du Corps des gardiens de la révolution iranienne et du Hezbollah libanais*». Le média saoudien Al-Hadath a pour sa part avancé que la cible de l'attaque serait un membre de l'Unité 4400 du Hezbollah, une cellule chargée d'acheminer des armes de l'Iran et de ses alliés vers le groupe chiite au Liban. Cette information n'a toutefois pas été confirmée.

Russie.

Commerce extérieur : «*cette année la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays africains*» - RT 9 oct. 2024

Alexeï Ovsiannikov, directeur du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiïsk, fait le point sur les exportations effectuées depuis le début de l'année.

À l'heure actuelle, au cours des neuf premiers mois de cette année, les laboratoires du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiïsk ont analysé plus de 19 millions de tonnes de grains destinés à l'exportation vers les pays africains. Les principales cultures exportées sont : le blé, l'orge, le maïs et les légumineuses, dont les pois, les pois chiches et les lentilles. Les céréales

du monde entier les plus demandées par les Africains sont d'abord le blé, avec plus de 17 millions de tonnes exportées. Ensuite en deuxième place, l'orge. En troisième position, le maïs, avec environ 210 000 tonnes. Précédemment, d'autres céréales n'étaient pas exportées sur le continent africain depuis les ports du territoire de Krasnodar. Mais cette année on observe une importante diversification et une augmentation du volume des exportations.

Cette année, nous avons repris les exportations vers certains pays africains tels que l'Éthiopie, la Gambie et Djibouti. Pour la première fois, un lot de lentilles a été envoyé sur l'île Maurice. Au total, au cours des neuf premiers mois de cette année, la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays

Chaque pays a ses propres exigences, en plus des exigences générales, c'est-à-dire, des exigences de la législation internationale, comme, par exemple, le codex alimentarius. Nos laboratoires accrédités analysent les indicateurs de sécurité et de qualité conformément aux exigences des pays importateurs. Je vais expliquer les exigences qui sont communes aux différents pays. Il s'agit des indicateurs de la présence d'éléments toxiques, à savoir le plomb, le cadmium, le mercure, et les mycotoxines, ainsi que de l'indicateur de la quantité résiduelle de pesticides dont l'analyse est requise, d'une manière ou d'une autre, par n'importe quel pays, mais tout dépend de la liste des pesticides. On analyse également la présence de radionucléides, généralement de césium et de strontium et d'autres indicateurs communs comme la fraction massique de protéines et de gluten, la vitrosité, la présence d'impuretés, y compris minérales et magnétiques. Enfin, on analyse l'indicateur d'infestation et de contamination. Conformément aux exigences de tel ou tel pays et aux demandes de l'acquéreur, des certificats nécessaires sont livrés à l'issue d'essais, c'est-à-dire, des certificats de sécurité, de qualité, d'absence d'OGM, ainsi que de non-radioactivité. Il y en a d'autres également, mais ceux-ci sont les principaux certificats.

Si on parle des critères au niveau de la sécurité, comme je l'ai déjà dit, il y a une réglementation générale commune à tous les pays et des critères spécifiques à chaque pays individuellement. Mais en règle générale les critères de qualité et de sécurité sont : la teneur en protéines, la teneur en eau, le gluten index, la force boulangère et le temps de chute, c'est-à-dire des critères qui concernent différents types de blés. Un autre critère, qui n'est pas moins important, est la détérioration des denrées stockées ainsi que le taux d'impuretés. Une place particulière est apportée au certificat phytosanitaire qui comprend une série d'analyses : Filth-test, test entomologique, bactériologique, microbiologique, virologique, résidus d'herbicide. Suite aux analyses, un certificat confirmant l'absence de tout élément nocif est émis.

J-C – Voilà de quoi les rendre furax (A Washington)!

Le Premier ministre burkinabè en Russie pour renforcer la coopération militaire et économique - RFI 9 octobre 2024

Le Premier ministre du Burkina Faso en visite en Russie. Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est rendu à Moscou pour la 8e édition des journées économiques du Burkina Faso qui se tient dans la capitale russe cette année du 8 au 11 octobre. Le chef du gouvernement de transition a notamment rencontré des partenaires économiques pour évoquer des projets de développement au Burkina Faso.

D'après l'agence de presse russe Interfax, le Premier ministre burkinabè Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est entretenu mardi avec le ministre de la Défense Andrei Belousov russe dans le cadre de leur coopération militaire.

Le ministre russe a considéré cette rencontre comme « *une nouvelle étape dans le développement des relations amicales* » entre les deux pays. Dans une interview à l'organe de communication African Initiative, le chef du gouvernement burkinabè s'est dit « *satisfait* » des éléments russes de l'African Corps présents dans son pays depuis moins d'un an.

Dans une interview accordée à l'organe de communication African Initiative, Kyelem de Tambela y tire un bon bilan des troupes russes de l'African Corps, présentes au Faso depuis presque un an : « *C'est assez récent pour donner une appréciation correcte, mais je pense qu'on peut dire que nous sommes déjà satisfaits de ce qu'il se passe jusqu'à présent. Tout ce que nous pouvons faire, c'est souhaiter le renforcement de cette coopération.* »

Et concernant l'arrivée éventuelle de nouveaux soldats russes au Burkina Faso, il a répondu que cela dépendra du type d'équipement militaire que son pays compte acquérir et qui pourra nécessiter l'envoi d'instructeurs pour former les forces burkinabè à ce nouveau matériel.

Accompagné de membres de son gouvernement et d'opérateurs économiques dans le cadre des huitièmes journées économiques du Burkina Faso, le Premier ministre a également invité ses partenaires russes à multiplier les investissements et les transactions entre les deux pays. Il a aussi réaffirmé la volonté du Burkina Faso de rejoindre la communauté économique des BRICS. RFI 9 octobre 2024

Argentine.

Argentine: l'opposition échoue à lever le «*veto*» de Milei sur l'augmentation du budget des universités - RFI 10 octobre 2024

L'opposition a échoué, hier, mercredi 9 octobre, à lever le veto du président ultralibéral à l'augmentation du budget universitaire voté par le Parlement mi-septembre. La politique d'austérité et les coupes budgétaires du gouvernement dans les dépenses d'éducation avaient pourtant provoqué un large mouvement social, qui pourrait désormais s'approfondir.

Ni les manifestations massives qui ont rassemblé plus d'un million de personne la semaine dernière, ni les occupations d'universités par les étudiants à travers tout le pays depuis le mardi 8 octobre, ni la nouvelle mobilisation devant le Congrès argentin, hier.

L'opposition n'a pas réussi à réunir la majorité qualifiée des deux tiers des députés nécessaires pour lever le veto de Javier Milei à l'augmentation du budget des universités. La loi votée par le Parlement mi-septembre prévoyait une actualisation budgétaire en fonction de l'inflation, qui dépasse actuellement les 236% annuel. Elle aurait notamment permis de revaloriser les salaires des enseignants qui ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat depuis le début de l'année.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 octobre 2024

Il y a plein de bonnes nouvelles dans cette causerie, à petites doses, c'est mieux que rien ou le contraire. Ne cherchez pas des annonces extraordinaires, il n'y en a pas, elles correspondent aux importantes failles que comportent la stratégie totalitaire que les maîtres du monde voudraient imposer à tous les Etats de la planète, qui sont dues à leur incapacité à prévoir et à contrôler les conséquences sociales de la crise rampante du capitalisme. Bref, la lutte de classe des exploités, la résistance, la révolte des peuples opprimés, constituent leur principale menace et préoccupation politique, comme on les comprend !

De nombreux chefs d'Etat contestent de plus en plus cette stratégie, ils manifestent ouvertement leur opposition et appellent à y résister, car expliquent-ils, elle présente plus d'inconvénients que d'avantages pour le développement économique de leurs pays et pour répondre aux besoins sociaux croissant de leurs populations au profit des Etats-Unis et des pays de l'UE, ce qui pour eux est devenu inacceptable.

Il s'agit là d'une résistance en bande organisée autour de la Chine et de ses partenaires, dont la Russie. L'effet de la boîte de Pandore ou même plus peur, certains s'enhardissent, on devrait les encourager à affronter les Etats-Unis et ses vassaux européens.

Dans d'autres cas, en particulier pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, soutenir aveuglément les Etats-Unis (et sa colonie moyen-orientale, Israël) pourrait les amener à se mettre à dos des partenaires économiques dont ils ne peuvent pas se passer, les monarchies du Golfe, par exemple.

D'autres Etats comme la Serbie, la Slovaquie, la Hongrie ou la Turquie se radicalisent également face aux Etats-Unis et à l'UE, parce qu'ils sont confrontés aux mêmes difficultés économiques et sociales… En réalité, dans des proportions diverses, elles constituent de véritables défis, et ces gouvernements considèrent que c'est leur priorité de les affronter dans les meilleures conditions, sans se soucier des intérêts de telle ou telle puissance qui réclame qu'ils bradent les leurs, car ils ne tiennent pas à ce que leurs difficultés économiques dégénèrent en une grave crise politique.

On assiste donc à un changement de ton, à une modification d'alliances entre Etats un peu partout, au détriment des Américains et des Européens dont l'influence diminue de jour en jour. Leur modèle de société « *démocratique* » basée sur leur hégémonie économique et militaire, à coups de chantages ou menaces, n'impressionne plus personne, il a fini de les faire rêver, ce qui annonce à terme d'importants bouleversements à l'échelle mondiale, qui n'en doutons pas alimenteront la lutte des classes.

Ils ne peuvent pas gouverner indéfiniment des peuples en recourant à un régime de terreur ou une dictature, tous ces régimes finissent par s'effondrer ou il arrive toujours un moment où les peuples se soulèvent et les renversent.

La question qui leur est posée dorénavant ou la tâche qu'ils doivent accomplir, je parle des peuples exploités et opprimés, consiste à aller cette fois jusqu'au bout, et non de se contenter de réformes sociales à la marge ou de replâtrer des Etats antidémocratiques subordonnés au capitalisme, c'est-à-dire, ils doivent liquider ses institutions et s'attaquer aux fondements du capitalisme, engager sans attendre le processus de son abolition, qui se soldera à terme par la disparition des classes sociales sur lesquelles reposaient le système d'exploitation et d'oppression à l'origine des guerres.

Vous aurez remarqué que je consacre davantage de temps à vous informer, plutôt qu'à exposer mes idées ou essayer de vous convaincre de quoi que ce soit. Bien que le blog ait une orientation politique facilement reconnaissable, socialiste, à aucun moment je ne chercherai à l'imposer.

Si chacun demeure libre d'adopter les idées ou convictions qui lui conviennent et de les défendre, c'est également mon droit, à condition toutefois de le faire sincèrement ou honnêtement. Et quant à ceux que mes idées incommodent, ils peuvent toujours aller voir ailleurs, on ne les retient pas, ils perdraient leur temps ici.

J'essaie de partager des idées et non de les imposer à quiconque. Je pars du principe qu'on ne peut progresser et acquérir un esprit critique aiguisé qu'en pensant librement, et non sous la contrainte, même déguisée, car ce serait contre-productif.

Partant du principe qu'on est censé partager les mêmes intentions, objectifs ou le même idéal humaniste d'émancipation de l'exploitation et de liberté, la même cause, on essaie de tout faire pour avancer dans cette voie. Mais elle est parsemée de nombreux obstacles destinés à freiner notre progression, qui seront autant d'écueils pour nous inviter à y renoncer, si on n'a pas la force de caractère ou la détermination suffisante, la chance aussi parfois, pour les identifier, les combattre et finalement les balayer.

Qu'on soit envahi par le doute ou le pessimisme, qu'on soit découragé, démoralisé, désespéré, dépressif, c'est humain ou somme toute naturel dans certaines circonstances, quand tout semble nous accabler, quand tout espoir semble illusoire, on en vient à perdre confiance en soi et dans les autres, on est prêt à renier nos convictions et nos connaissances les plus solidement établies, on perd tout repère, on est perdu, on ne sait plus où on en est, on devient extrêmement vulnérable, et c'est là qu'on est prêt à croire n'importe quoi, à perdre tout esprit critique, tout sens de la mesure, de la nuance, toute logique, alors comment faire pour ne pas en arriver à cette extrémité-là particulièrement dangereuse ?

Il suffit de se dire, que quoi qu'il se produise ou quoi qu'il puisse arriver dans le monde, notre cause demeurera toujours légitime, et elle n'a pas besoin de justificatif, de certificat de bonne conduite ou de moralité, car nous savons qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé, le plus vertueux qu'il soit donné aux hommes de concevoir ou imaginer, et d'atteindre car il est à leur portée, pour enfin vivre délivré du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme de servitude ou d'oppression humaine, épanoui, en paix, libre quoi !

Ca, personne ne pourra nous l'ôter de la tête, même tranchée notre idéal continuerait d'exister et de bouger, parce que c'est dans la nature de l'homme de vouloir se libérer des contingences de sa condition, de tendre vers la liberté, d'élever son niveau de conscience toujours plus haut, ce qu'il ne pourrait pas réaliser sans s'en donner les moyens matériels, donc se développer sur le plan économique.

Vaut mieux prendre en mains son destin, plutôt que de se prendre la tête entre les mains, surtout si elle a été coupée, non ?

Une réflexion après avoir visionné des documentaires sur plusieurs pays du tiers ou du quart monde.

Quand on voit l'état des routes dans un grand nombre de pays en Afrique, en RDC ou au Niger par exemple, en Asie également, Chine ou Inde, en Amérique du Sud, en Bolivie par exemple, d'ailleurs c'est bien simple, elles ont totalement disparu, ce ne sont plus que des champs de boue impraticables où même des 4x4 très puissants s'embourbent ou se renversent, et pas seulement les routes secondaires qui relient des villages, y compris les routes principales qui relient le nord au sud de ces pays-là, alors qu'elles sont primordiales pour transporter la population et l'approvisionner en marchandises de toute sorte, y compris les denrées alimentaires de première nécessité, parce qu'il n'existe pratiquement pas d'autres moyens de transport, leur réseau ferré date généralement de la colonisation.

Le développement du réseau routier est indispensable au développement économique de tous les pays, comme les autres infrastructures telles les écoles, universités, hôpitaux, l'électrification et l'accès à l'eau potable, etc. c'est là qu'on s'aperçoit qu'en en privant ces peuples, c'est délibérément que les puissances dominantes avec leurs multinationales qui exploitent leurs richesses, maintiennent ces pays dans le sous-développement et vouent leurs peuples à des conditions d'existence misérables, cauchemardesque.

Lu.

En conclusion, la climatologie est une science multidisciplinaire complexe qui n'est pas entièrement aboutie et qui reste soumise à des paramètres multiples incomplètement identifiés et mal maîtrisés (non inventoriés ici). Deux tendances viennent perturber une démarche scientifique authentique. En premier; la mainmise d'idéologues peu scientifiques, partisans d'une doctrine anticapitaliste, qui exploitent les incertitudes pour manipuler les masses avec une propagande alarmiste catastrophiste. En second; la prise de position, non moins fanatique que la première, par des négationnistes à la science insuffisante qui contestent des phénomènes physiques pourtant bien réels. Entre les deux, quelques honnêtes chercheurs, à l'audience faible, constatent que la situation évolutive du climat est réelle mais modérée, en rien catastrophique, ayant quelques inconvénients et parfois même sous certains angles quelques avantages, mais une situation évolutive qui ne justifie pas l'hystérie climatique, économique, politique à l'œuvre, notamment en Occident.

J-C - Quand on est « *anticapitaliste* », qu'on combat la « *propagande alarmiste catastrophiste des négationnistes* » qui consiste à « *manipuler les masses* », et qu'on prend en considération « *la situation évolutive du climat* » qui n'a « *rien (de) catastrophique* » et présente même « *quelques avantages* », vous aurez compris qu'on se met à dos tous les courants politiques, parce qu'on a pour seule boussole les « *phénomènes physiques pourtant bien réels* », bref, les faits, la réalité qui a valeur de vérité.

Cela correspond parfaitement aux principes que je revendique, ainsi que le courant politique que j'incarne avec ce blog, que malheureusement personne n'envisage de rejoindre pour le développer,

ce qui en dit davantage que de longs discours sur les intentions qui animent les uns et les autres, qui n'ont rien à voir avec nos intérêts collectifs.

Made in USA. La stratégie du pouvoir et de la terreur, et le culte de la violence et de la guerre, vont très bien ensemble.

J-C - Comment après cela, voulez-vous que les Américains ne soient pas mentalement déséquilibrés ? Pas tous, les autres ou la majorité sera terrorisée et profondément marquée ou déstabilisé psychologiquement par tant de cruauté.

« *Terrifier 3* » vampirise les salles de cinéma aux Etats-Unis - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Vision d'horreur. Terrifier 3, produit par les studios indépendants Cineverse et Icon Events, a engrangé 18,2 millions de dollars (16,63 millions d'euros) entre samedi et dimanche au Canada et aux Etats-Unis. Un début qualifié d'« *exceptionnel* » pour le troisième film d'une franchise de ce genre par Franchise Entertainment Research.

Ce film qui multiplie les scènes de meurtre violentes a été interdit aux moins de 18 ans en France - une décision rare - où il connaît aussi un grand succès dans les salles. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Mais où est passé le mouvement ouvrier ?

J-C – Réponse : Dans le camp de la réaction, alors quand a bien faire, autant voter pour des partis qui l'assume ouvertement, officiellement de droite, et si cela ne suffit pas, d'extrême droite.

Ne vous en faites pas, ce n'est pas bien grave, nos dirigeants s'en contrefoutent, la preuve ils ne sont pas été en mesure de nous fournir une explication cohérente ou sérieuse pour justifier cette avancée manifeste de l'extrême droite dans toute l'Europe, en dehors des analyses foireuses et démagogiques qu'ils n'ont eu de cesse de nous servir pendant plus d'un demi-siècle et qui ont conduit à la situation actuelle.

Ils ont soutenu les partis corrompus du mouvement ouvrier qui servaient de marchepied à l'extrême droite et qui l'ont manipulée, alors comment voudriez-vous qu'il en soit autrement ?

Belgique : Pour la première fois une ville du pays va être gérée par l'extrême droite - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Ninove située à l'ouest de Bruxelles, va être la première commune de Belgique gérée par l'extrême droite flamande, après la victoire dimanche d'un député du Vlaams Belang (VB) à l'élection communale.

La liste « *Forza Ninove* », déclinaison locale du VB et d'apparentés, a remporté l'élection dans cette ville de 40.000 habitants avec 47,4 % des voix, contre 30,8 % pour celle de la maire sortante, une

libérale. Ce résultat assure à Guy D'haeseleer et à ses colistiers une majorité absolue de sièges au conseil communal (l'appellation du conseil municipal en Belgique).

Jamais le parti d'extrême droite flamand Vlaams Belang (ex-Vlaams Blok), qui est désormais le principal rival des conservateurs de la N-VA en Flandre, n'avait géré jusqu'à présent une collectivité. Au Parlement régional flamand, le VB, premier groupe d'opposition, compte 31 élus (dont Guy D'haeseleer), autant que la N-VA, leader de la coalition majoritaire. Le VB a aussi décroché 20 sièges de députés (sur 150) au Parlement fédéral lors des législatives du 9 juin. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Quand l'UE va-t-elle imploser ?

Les BRICS sont une alternative réelle à l'Union européenne, selon le vice-Premier ministre serbe - RT 13 oct. 2024

«*Il serait irresponsable de ne pas examiner toutes les possibilités, y compris l'adhésion aux BRICS. Si les BRICS sont attractifs pour d'autres pays, comme pour les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite ou la Turquie, pourquoi en serait-il autrement pour la Serbie ? Il ne fait donc aucun doute que les BRICS sont devenus une alternative réelle à l'Union européenne*», a déclaré Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe, ce 13 octobre dans une interview au journal allemand Berliner Zeitung.

Aleksandar Vulin a également affirmé qu'il était devenu eurosceptique après avoir «*découvert l'UE de l'intérieur*». Selon lui, Bruxelles impose à Belgrade des conditions irréalisables et ne considère pas le pays comme un partenaire.

Comme l'a souligné Aleksandar Vulin, l'UE exigerait que la Serbie rompe tous ses liens avec la Russie pour rejoindre l'UE, tandis que le président russe Vladimir Poutine n'imposerait pas de telles conditions.

La Russie occupe la présidence des BRICS du 1er janvier au 31 décembre 2024. Au cours de cette période, plus de 200 événements sont prévus dans le cadre de cette présidence russe, couvrant un large éventail de thématiques, allant de l'économie à la coopération culturelle. L'événement principal de cette présidence sera le sommet des BRICS, qui se tiendra du 22 au 24 octobre à Kazan, en Russie.

Ce sommet est prévu comme un rendez-vous majeur, des invitations ayant été envoyées à 38 pays à travers le monde. À ce jour, 32 pays ont confirmé leur participation, et 24 chefs d'État assisteront personnellement à cet événement. RT 13 oct. 2024

Si même la collaboration de classes ne fait pas recette, alors ils ont vraiment de quoi s'inquiéter.

Crise de confiance : les Français tournent le dos à leurs politiques - Le Point 12 octobre 2024

Une baisse de popularité généralisée touche l'ensemble du paysage politique, et le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, est le premier à en faire les frais.

Le pessimisme des Français a récemment connu une augmentation marquée.

La chute de popularité d'Emmanuel Macron se poursuit inexorablement.

Comme résume Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos : « *C'est la douche glacée pour tout le monde et les Français broient du noir*. » Ce constat souligne l'incapacité des personnalités politiques à apporter des solutions concrètes ou à travailler de manière unie.

« *Globalement, les Français estiment que leurs représentants ont failli, sans pour autant préserver les divers opposants* », a développé Brice Teinturier.

Parole d'internaute

Quand on regarde la courbe de la dette française, on voit qu'elle n'a fait que croître depuis 1981.

- Double septennat Mitterrand ~20 % en 1981 à ~50 % en 1995 soit + ~600 M€ ou ~43 M€/an

- Septennat + quinquennat Chirac ~50 % en 1995 à ~65 % en 2007 soit + ~595 M€ ou ~50 M€/an

- Quinquennat Sarkozy ~65 % en 2007 à ~88 % en 2012 soit + ~613 M€ ou ~123 M€/an

- Quinquennat Hollande ~88 % en 2012 à ~98 % en 2017 soit + ~392 M€ ou ~78 M€/an

- Quinquennat + 2 ans Macron ~98 % en 2017 à ~112 % en 2024 soit + ~1000 M€ ou ~143 M€/an

J-C – Un gouvernement ouvrier procèderait à l'expropriation des capitalistes du CAC40, à la saisie de tous leurs biens et avoirs. Il décrèterait illégitime et nulle la dette de la France envers les créanciers internationaux et les banquiers contractée par ses prédécesseurs. Il romprait avec l'UE et la BCE. Il décrèterait la souveraineté monétaire de la République sociale de France et créerait sa propre monnaie. Les autres monnaies seraient réservées exclusivement aux échanges commerciaux internationaux…

Totalitarisme. La dictature de l'écologie politique ou du Green New Deal de Davos en famille.

J-C – Qui visent-ils ? Les plus pauvres ou défavorisés, normal.

Les véhicules Crit'Air 3 exclus de Paris à partir de 2025 - France-Soir 09 octobre 2024

Le gouvernement poursuit la chasse aux particules, et pas de manière fine. Dès le 1er janvier 2025, les véhicules étiquetés Crit'Air 3 seront interdits de circulation à Paris et à Lyon — sauf dérogations exceptionnelles. Une barrière de plus pour les plus démunis, qui risque de mettre le feu aux poudres.

La graine a été plantée en 2021, quand la loi Climat et Résilience a été promulguée. Celle-ci prévoyait la création des zones à faibles émissions (ZFE) dans toutes les villes de "*plus de 150 000 habitants où les valeurs de qualité de l'air recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont dépassées*". Au total, ce sont 42 agglomérations françaises qui sont concernées et devront mettre en place des mesures plus ou moins strictes avant le 1er janvier 2025. Certaines d'entre elles jouent déjà le jeu, telles que Rouen, Grenoble ou Strasbourg, mais ce ne sont pas les plus polluées, donc pas les plus restrictives non plus.

Paris et Lyon, à l'inverse, tardent à se mettre au diapason. Et pour cause ! Dans ces deux villes, plus polluées que les autres, ces ZFE imposent purement et simplement l'interdiction de circulation des véhicules Crit'Air 3, soit toutes les voitures diesel de plus de 14 ans et les voitures essence de plus de 19 ans, de 8h à 20h en semaine. Comme le rapporte le site AutoMoto, cela représente ni plus ni moins que 24% des immatriculations en Seine-Saint-Denis, 22% dans le Val-d'Oise ou 21% en Seine-et-Marne, contre 15% à Paris. Globalement, un cinquième de la population française se verra contrainte de rester hors de la capitale, ou d'y entrer par un autre moyen : en transports bondés, à pieds ou à cheval, qui sait ? Ce qui est sûr, c'est que s'offrir un nouveau carrosse ne sera pas possible pour la majorité des personnes concernées, faute de revenus suffisants pour assumer la croissance des prix de l'occasion.

Les citadins se murent dans la ville, et les plus pauvres sont exclus, au nom de la pollution. Ceci étant dit, tout magnanime qu'il est, le gouvernement a bien prévu une roue de secours, que David Belliard, adjoint EELV à la mairie de Paris a présenté en conférence de presse : un pass ZFE. Nouveau sésame qui permettrait aux propriétaires de véhicules Crit'Air 3 de franchir le Rubikon 12 fois l'an, pendant 24h ! La nouvelle, sans surprise, fait jaser sur les réseaux :

Le gazole retiré des pompes à essence, le périphérique à 50km/h, les ZFE pour empêcher les moins bien équipés d'entrer en ville, peut-être un péage urbain, bientôt. France-Soir 09 octobre 2024

Un commentaire publié dans le blog *Le Grand Soir*.

Aux Etats-Unis.

Quand de soi-disant trotskystes se posent en garant de «*l'intégrité électorale* »... pour le compte de qui ?

Le WSWS s'inquiète en tant que "*responsable démocrate*" au cas où serait...

WSWS - rejeter une victoire démocrate

Quel malheur ce serait, votez Kamala Harris ! Ils en rajoutent une couche craignant...

WSWS - la disqualification des bulletins de vote...

...en faveur de la candidate démocrate... du clan de l'oligarchie financière de Davos, c'est émouvant!

Le WSWS entend...

WSWS - faire respecter la Constitution.

Quelle noble intention compte tenu de la nature antidémocratique du régime en place !

Ah ben si...

WSWS - « *c'est qui les compte* » (les bulletins de vote) la « *dernière ligne de défense contre le marxisme envahissant* ».

... Posobiec ne devait pas à ces trotskystes, et pour cause !

Pour finir WSWS se pose en garant "*de l'ensemble du système politique étasunien*", on l'avait compris :

WSWS - La classe dirigeante (...) ne veut pas alerter la population sur le fait que les élections se déroulent dans un contexte d'effondrement progressif de l'ensemble du système politique étasunien.

Pour brouiller les pistes ou qu'on n'accuse pas ces imposteurs de rouler pour l'oligarchie, ils recourent à un argument qui n'engage à rien :

WSWS - Quels que soient leurs différends, les deux partis sont des instruments de l'oligarchie capitaliste américaine et des ennemis de la classe ouvrière.

Ils ne sont pas les seuls...

Commentaire adressé à France-Soir

- Qualifier la chute de la monarchie ou le passage à une république constitutionnelle de "*mystification politique*" et de "*catastrophe absolue*" permet de mieux cerner la nature réactionnaire de France-Soir.

Totalitarisme. France : Un Etat policier, un régime d'exception.

Bienvenue dans le monde opaque des notes blanches de la DGSI ! - France-Soir 08 octobre 2024

Extrait.

Pour une fois que Nicolas Sarkozy avait adopté une bonne mesure en les supprimant, elles sont réapparues. Mais de quoi s'agit-il ? De ces fameuses notes blanches. Dignes d'un état policier, ce que la France est devenue, elles sévissent de nouveau depuis 2015. Le prétexte invoqué étant, vous vous en doutez, l'état d'urgence. Entre 2015 et 2017, nous avons vécu sous menaces terroristes,

donc sous état d'urgence, puis nous avons enchaîné l'état d'urgence sanitaire de 2020 jusqu'au 1er août 2022. Bienvenue dans le monde sans fin et programmé des « *états d'urgence* ».

En théorie, l'état d'urgence a été levé depuis lors. Mais qu'en est-il réellement ? Car, comme l'Hydre de Lerne, vous coupez une tête, mais une autre apparaît. Les Parisiens médusés ont assisté au bouclage de la capitale avant et pendant les JO de Paris. Grillages, contrôles, QR code pour rentrer chez soi, gendarmes, policiers et militaires armés jusqu'aux dents à tous les coins de rues. L'oppression policière à son paroxysme ? Que nenni ! Elle a encore de beaux jours devant elle. Laurent Nuñez, préfet de police de Paris depuis juillet 2022, - mais qui, rappelez-vous, s'était illustré aux côtés de Christophe Castaner dans la répression violente des Gilets Jaunes -, vous le prouve en déclarant, il y a peu, vouloir maintenir la vidéosurveillance algorithmique testée pendant les JO à Paris.

Comme si tout cela ne suffisait pas, derrière cette débauche « sécuritaire » et dans un silence assourdissant, d'obscurs gratte-papier décident, dans la plus grande impunité, de votre sort. Malheur à vous si votre nom apparaissait dans une note blanche. Car, aussitôt, la machine infernale administrative se met en marche.

Darmanin a annoncé fièrement à la fin des JO que 559 MICAS – Mesures Individuelles de Contrôle Administratif et de Surveillance - ont été prononcées à l'occasion de la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Un certain nombre de ces Micas visait des personnes, ni condamnées, ni même mises en examen, mais qui ont eu leur vie gâchée grâce à un auteur anonyme d'une de ces fameuses « *notes blanches* ». Ni signées, ni sourcées, ni datées. Juste de vagues soupçons de troubler l'ordre public. Il faut réaliser qu'une assignation à résidence, pour une durée indéterminée, ruine votre vie professionnelle et familiale. Vous risquez de perdre votre travail, votre couple et votre entourage.

Comment se débarrasser d'un faux rapport éventuel puisque vous ne connaîtrez jamais sa source, ni de quel service il émane ? Le parcours du combattant administratif est ouvert. Bon courage et bienvenue dans le monde glauque, sournois et destructeur des notes blanches.

Cette méthode insidieuse et cachée peut bousiller la vie de ceux qui osent s'opposer à l'État profond français et peut vous tomber sur le coin du nez du jour au lendemain.

La liberté d'expression n'est qu'une façade creuse. En coulisse, vous êtes menacés tous les jours si vous faites partie des voix contestataires. Comme dit le proverbe *« un homme averti en vaut deux »*. Savoir que ces notes blanches existent permet d'assurer ses arrières.

J-C – A France-Soir, qu'ils fassent du journalisme, ce qu'ils savent très bien faire parfois, et qu'ils cessent de faire de la politique, où là c'est exécrable.

Vous, vous n'êtes pas organisés, eux, ils le sont à tous les étages.

Club Le Siècle ? Quelques journalistes bien entourés et LCI en vedette - ojim.fr 2 octobre 2024

Selon la bien informée La Lettre (anciennement Lettre A), le 853ème dîner du club Le Siècle organisé le 27 septembre 2024 au cercle de l'Union interalliée (Paris 8ème) a nouvelle fois attiré la fine fleur de l'oligarchie française.

De Tavares à Darmanin et quelques présidents de médias

Parmi les participants, des PDG de multinationales (Carlos Tavares, Stéphane Israël, Éric Trappier, etc.), le ministre Jean-Noël Barrot, des hauts-fonctionnaires comme Alexandre Brugère directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ou le directeur des services secrets français (la DGSE), des patrons de médias comme Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, Maxime Saada, président du directoire du Groupe Canal+ ou Maryam Salehi, directrice déléguée à la direction générale de NRJ Group.

Dans ces dîners dont l'existence a été longtemps ultrasecrète, les journalistes ont aussi leur place, comme des relais d'une pensée libérale économiquement, progressiste et libertaire sur le plan sociétal, atlantiste et défenseur d'une caste qui s'est accaparée presque tous les pouvoirs.

Peu de journalistes à cette rentrée

Les présents pour les journalistes étaient peu nombreux pour cette édition de rentrée :

- David Pujadas, animateur sur LCI de 24h Pujadas, l'info en questions.

- Dominique Seux : journaliste économique, directeur délégué de la rédaction du journal Les Échos. Éditorialiste économique dans Le Sept/Dix, sur France Inter, chroniqueur régulier à Ouest-France, intervenant dans l'émission 24 heures Pujadas sur LCI et à C dans l'air sur France 5, émission présentée par Caroline Roux.

- François Lenglet : dirige le service économie de TF1 et LCI, animateur du magazine Lenglet Déchiffre diffusé tous les dimanches sur LCI, chronique quotidienne Lenglet-Co dans la matinale de RTL.

Le rôle particulier de LCI

Dans les relations entre cette oligarchie et les journalistes, la chaîne LCI et David Pujadas semblent jouer des rôles particuliers en se faisant le porte-voix quasi-officiel du club Le Siècle. L'ancien président du Siècle, Olivier Duhamel, était un intervenant régulier dans l'émission 24h Pujadas avant de devoir tout stopper en 2021 à la suite de révélations sur des viols qu'il avait commis dans les années 1980 sur son beau-fils et que la justice a considéré comme étant proscrits.

De nombreuses enquêtes journalistiques avaient montré que les faits étaient connus par un grand nombre de personnes (police, justice, politiques, médias, etc.) mais que personne n'avait osé en parler avant la sortie du livre de Camille Kouchner, La Familia grande, en janvier 2021.

Source : Observatoire du Journalisme

https://www.ojim.fr/club-le-siecle-quelques-journalistes-bien-entoures-et-lci-en-vedette/?cn-reloaded=1

Sur la situation politique et sociale en France.

Au moins trois morts en marge des violences en Martinique : le point sur la situation - Le Point/AFP 12 octobre 2024

« *Nous en sommes à trois morts* » depuis le début des violences en Martinique, a annoncé Clarisse Taron, procureure de la République en Martinique vendredi en fin de journée sur France Inter.

Barricades enflammées, magasins brûlés ou pillés et « *voyous à moto* » : la situation est restée tendue vendredi en Martinique, malgré l'instauration d'un couvre-feu nocturne, alors qu'un mouvement de protestation contre la vie chère est en cours sur l'île. Selon une source préfectorale, 32 interpellations ont été effectuées et 12 blessés légers sont à relever parmi les forces de l'ordre. Quelque 150 véhicules ont brûlé dont ceux d'une société de location et 14 locaux commerciaux ont été incendiés.

Six tables rondes réunissant les services de l'État, les collectivités locales, les acteurs économiques et le collectif RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) ont été organisées, sans qu'elles débouchent sur une issue positive jusque-là. La dernière réunion date de ce vendredi 11 octobre au soir.

« *Il y a des progrès importants. J'espère que dès la reprise des discussions, on aboutira maintenant totalement à l'écriture [d'un accord]. La reprise [des discussions] va être précisée dans les heures qui viennent, sans doute en tout début de semaine* », a assuré François-Noël Buffet. « *Il est incontestable que l'écart de prix est très important et toutes les mesures qui sont proposées dans les discussions sont de nature à le réduire de manière très substantielle, entre 15 et 20 %* », a-t-il affirmé.

Le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) exige un alignement des prix des produits alimentaires sur ceux de l'Hexagone, affichés 40 % plus chers en Martinique.

Quand le législateur entend « *protéger les Français* », c'est qu'il est malintentionné à leur égard, il ne peut pas en être autrement.

Immigration : une nouvelle proposition de loi « *début 2025* » - LePoint.fr 13 octobre 2024

Sur le plateau de BFMTV, Maud Bregeon a confirmé l'arrivée au Parlement d'une nouvelle proposition de loi sur immigration, prévue « *début 2025* ». « *Il faudra une nouvelle loi immigration pour adapter un certain nombre de dispositions* », a-t-elle expliqué.

Ce projet fait écho à la dernière promulgation d'une loi similaire en début d'année 2024, le 26 janvier dernier, dont un tiers des articles avait été censuré par le Conseil constitutionnel au terme de navettes de débats plutôt houleux au sein de la majorité entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Par

ailleurs, le texte n'avait pu passer le vote parlementaire que grâce au vote des députés du Rassemblement national.

Citant le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, la porte-parole du gouvernement a indiqué que le nouveau texte prévoyait par exemple de « *faciliter la prolongation de détention des étrangers en situation irrégulière […] dans les centres de détention administratifs* ».

« *Il propose que les profils les plus dangereux puissent être maintenus en détention, non pas au maximum 90 jours comme c'est le cas aujourd'hui, mais jusqu'à 210 jours* », a précisé l'ex-députée macroniste, ajoutant que « *pour le faire, on a besoin d'une loi. Ce n'est pas du réglementaire. Donc, on présentera ces propositions législatives plutôt en début d'année 2025 et on ne s'interdit pas […] d'y mettre d'autres dispositions qui nous apparaîtraient, au sein du gouvernement, et avec les discussions qu'on aura avec les groupes parlementaires comme utiles pour protéger les Français* ».

Trente-deux lois sur l'immigration et les étrangers ont été adoptées depuis 1980 en France, selon le Musée de l'histoire de l'immigration. Soit un texte adopté en moyenne tous les 16 mois en 44 ans. LePoint.fr 13 octobre 2024

La peste "*brune*" est au pouvoir.

Budget 2025 : le gouvernement veut augmenter la fiscalité sur le gaz - lepoint.fr/AFP 11 octobre 2024

Le gouvernement va proposer « *une hausse de la fiscalité sur le gaz* », par la voie d'un amendement au projet de loi de finances, a indiqué vendredi 11 octobre la ministre de la Transition écologique et de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher.

« *L'enjeu est également de travailler sur les niches brunes au travers de l'augmentation du malus automobile, au travers de la suppression du taux réduit de TVA à 5,5 % sur l'installation de chaudières à énergies fossiles et enfin par voie d'amendement gouvernemental, au travers d'une hausse de la fiscalité sur les billets d'avion et sur le gaz* », a-t-elle déclaré.

Le gouvernement précédent a déjà doublé au 1er janvier 2024 l'accise sur le gaz, un des impôts payés par les fournisseurs de gaz et répercuté aux consommateurs, ce qui avait concrétisé à l'époque la sortie du bouclier tarifaire sur le gaz.

Commentaires d'abonnés « *gauchistes* » du Point :

1- Ils feraient mieux de nous dire ce qu'ils ne veulent pas taxer, ça serait plus rapide….

2- Taxer taxer taxer... Ils ne se rendent même pas compte qu'ils étouffent le secteur productif avec leur idéologie moribonde

3- D'après elle, les gens dépensent du gaz sans compter, pour tout et n'importe quoi. Ils ne sont pas raisonnables et la seule façon de faire baisser la consommation (pour sauver la planète) c'est de les taxer! Elle ne sait même pas que la consommation de gaz d'un ménage est incompressible, et qu'on ne peut pas faire cuire à moitié les aliments, ou se doucher à l'eau froide. Qu'est-ce qu'elle croit ?

Sait-elle seulement comment est produite l'eau chaude chez elle ? Il ne devrait pas y avoir de taxe sur l'énergie tout simplement.

4- Le budget du ministère de la transition énergétique est de 25 milliards, j'en supprimerai la totalité. Le carbone ne pose aucun problème. Marre de ces salades...

5- Bon, le prix de l'électricité est indexé sur le prix du gaz allemand ! Le prix de l'électricité augmente vue l'augmentation du prix du gaz plus rare par l'abandon de la source Russe !

L'électricité en France voit ses taxes augmenter pour combler des trous budgétaires ! Comme l'électricité augmente on se retrouve avec un gaz moins cher que son équivalent électricité !

Moralité de nos énarques, il faut augmenter le prix du gaz qui doit rester plus cher que son équivalent électricité !

Ils gagnent sur le gaz et sur l'électricité aux dépens de tous les Français !

6- Et on prend encore prétexte d'écologie pour augmenter les taxes.

7- Quand allez-vous donc arrêter vos fadaises? La France responsable de 0, 8 pour cent des rejets du CO2 mondial va sauver la planète en taxant le gaz et l'électricité domestique. Madame Veuve Michu va se prendre 200 euros dans la gueule (pour sauver la planète) par ce qu'elle fait chauffer sa purée-saucisse sur sa gazinière. Ça confine à l'hystérisation cette affaire, ça relève de la psychiatrie.

8- C'est le gouvernement qui avait poussé à la roue, dans les années 90, pour que la majorité des citadins utilisent le gaz de ville. Quel battage ! Des affiches partout du genre " *le gaz arrive*". Tout ça parce que les politiques de l'époque écoutaient les écolos farouchement anti-nucléaires et donc anti-électricité... Et maintenant haro sur les utilisateurs de gaz ! Un vrai racket.

9- Dans beaucoup d'endroits, comme les immeubles anciens de centre-ville, il n y a pas d'autre alternative que le gaz de ville...

Santé.

«*Souveraineté bradée*», «*traîtres*», «*saboteurs*» : émoi en France, sur fond de cession du Doliprane à des Américains - RT 11 oct. 2024

Le laboratoire français Sanofi a confirmé ce 11 octobre entrer en négociations avec le fonds américain CD&R pour la vente d'Opella, sa filiale santé grand public, qui détient plus de cent marques de médicaments dont le Doliprane, très prisé des Français. Le gouvernement français a déclaré «*prendre acte*» de cette décision du groupe pharmaceutique.

Dans la matinée, le groupe pharmaceutique français Sanofi avait annoncé par communiqué «*avoir entamé des négociations avec CD&R pour la cession potentielle d'une participation de contrôle de 50% dans Opella*», sa filiale de santé grand public qui détient une centaine de marques dont le Doliprane, mais également le Dulcolax, la Lysopaïne et le Maalox. Un consortium, mené par le français PAI Partners, avait également déposé une offre. Mais le conseil d'administration de Sanofi a préféré l'Américain, «*mieux disant financièrement*» a rapporté la presse française.

La vice-présidente de Sanofi touchera «*200 millions d'euros pour avoir vendu la filiale Doliprane à un fonds américain*».

L'économiste Maxime Combes a rapporté sur le réseau social X, certaines dates clefs autour du Doliprane, médicament à base de paracétamol, notamment lorsqu'Emmanuel macron avait appelé en juin 2023 à la «relocalisation de la production» de ce principe actif.

- En 10 ans, Sanofi a reçu plus d'un milliard d'euros d'aides publiques (CIR etc)

- Pénurie de paracétamol pendant la pandémie

- 18 Juin 2020 - E. Macron : "*La France doit relocaliser la production du paracétamol*"

- Octobre 2024 : Sanofi vend Doliprane à un fonds US

Du côté de l'exécutif français. Le nouveau ministre en charge de l'Industrie Marc Ferracci, «prend acte de cette décision, tout en rappelant aux deux parties les points de vigilance du gouvernement, tant sur le plan économique que sanitaire», selon un communiqué de son ministère.

Ferracci a également qualifié CD&R de «*fonds d'investissement sérieux qui présente des perspectives positives pour le développement global d'Opella ainsi que pour les sites implantés en France*». RT 11 oct. 2024

J-C - Le Doliprane ou des médicaments à base de paracétamol sont fabriqués dans le monde entier, notamment en Inde à un coût très inférieur, donc à un moment donné ce fonds d'investissement américain décrètera que le produire en France coûte trop cher, sa production doit être délocalisée, fin de partie, c'est déjà écrit…

Parole de putes ! Qui peut encore les croire ?

Doliprane : le gouvernement pense pouvoir garder des sites de production en France - Le Point 14 octobre 2024

Le gouvernement a établi deux conditions essentielles pour approuver la vente du Doliprane au fonds d'investissement CD&R. D'abord, il est crucial que la France soit en mesure de continuer à recevoir des approvisionnements suffisants en ce médicament, en plus d'assurer le maintien des emplois de production sur le territoire.

« *Je pense très sincèrement que des engagements seront pris, qui seront très solides, à la fois pour maintenir les emplois et pour maintenir la sécurité de l'approvisionnement des Français* », a affirmé Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, ce dimanche. Ces engagements visent à rassurer les salariés et la population face à la vente potentielle de l'une des principales productions pharmaceutiques françaises.

Xénophobie et racisme d'Etat. Il leur faut désigner un bouc émissaire, un ennemi, ce sera l'étranger.

J-C - Il leur faut détourner du régime la haine qu'il inspire aux masses, les injustices sociales criantes, les privations et humiliations qu'il leur fait subir, ce sera l'étranger venu bouffer le pain

des Français, piquer leurs emplois, occuper leurs logements, violenter leurs gosses, etc. car ils sont responsables de toutes les difficultés ou souffrances qui les accablent au quotidien, c'est bien connu.

Moi, je vis en Inde depuis près de 30 ans, et je ne suis pas soumis à ce mauvais traitement, parfois on me demande avec le sourire de quel pays je viens, mais c'est tout. Dans un Etat, le Tamil Nadu, où les habitants sont d'origine dravidienne et de peau sombre, un occidental ne passe pas inaperçu. Je suis le seul "*Blanc*" de mon village ou du district qui est l'équivalent d'une taille moyenne en France, et comme chacun peut observer que je n'ai pas un mode de vie ou un comportement différent de ceux de la population locale, je suis traité de la même manière que n'importe quel citoyen indien, sans subir la moindre discrimination ou allusion à mon origine.

L'Inde est une République fédérale où vivent une multitude d'ethnies ou de peuples d'origines, de langues et de cultures, religions ou philosophies diverses. Si toutes ces populations ont tendance à se regrouper en fonction de ces critères, pour autant elles sont amenées à se côtoyer et à vivre ou travailler ensemble depuis si longtemps, si bien que les manifestations de type raciste sont condamnées, parce qu'elles constituent un manque de tolérance ou de savoir vivre, une atteinte à l'intégrité de la nation, une violation de la Constitution.

Lorsqu'il m'est arrivé (très rarement) d'être pris violemment à partie par des Indiens et qui m'aient invité à repartir dans mon pays d'origine, les policiers les avaient remis à leur place sans ménagement, après que je leur eus rappelé qu'ils étaient les garants du respect de la Constitution, selon laquelle je disposais des mêmes droits que n'importe citoyen de ce pays. Entre nous, c'est l'argument imparable pour se mettre les flics dans sa poche en cas d'altercation avec des Indiens, brandir la Constitution a un effet apaisant radical en présence de force de l'ordre ayant tendance à donner raison à ceux (des voyous ou des excités) qui la corrompent et face auxquels je ne dispose pas d'autres armes ou arguments pour faire valoir mes droits. Le Point 14 octobre 2024

Commentaire d'un lecteur "*gauchiste*" du Point :

- Il faut être ministre pour croire à ce genre de boniment.

J-C – Ou de pseudo-syndicalistes…

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël - rtbf.be 12 oct. 2024

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël, ouvertement critiqué par le gouvernement de Daniel Ortega pour sa guerre contre le mouvement islamiste palestinien Hamas à Gaza, a annoncé vendredi la vice-présidente du pays. "*Notre président a demandé au ministère des Affaires étrangères […] de procéder à la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement fasciste et génocidaire d'Israël*", a déclaré à la presse officielle la vice-présidente Rosario Murillo, épouse du président de gauche Daniel Ortega.

Cette décision est essentiellement symbolique et politique, les échanges entre les deux pays étant quasi inexistants. Israël n'a, en outre, pas d'ambassadeur à Managua. Le 28 mars 2017, le Nicaragua et Israël avaient rétabli leurs relations diplomatiques, après qu'elles eurent été rompues par Ortega en 2010. rtbf.be 12 oct. 2024

La Jordanie a appelé ce samedi les pays à imposer un embargo sur les armes à Israël afin de le contraindre à mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban. Cet appel fait suite à ceux de la France et de l'Espagne. Le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, a écrit sur son compte X qu'Israël «*n'aurait pas été en mesure de lancer toutes ces agressions [...] s'il n'y avait pas eu l'impunité avec laquelle la communauté internationale continue de lui fournir, et les armes que de nombreux pays continuent de lui envoyer*». liberation.fr 12 octobre 2024

Les pays arabes du Moyen-Orient ont interdit à Israël d'utiliser leur espace aérien pour attaquer l'Iran - reseauinternational.net 11 octobre 2024

L'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU ont refusé de faire passer des avions des FDI dans leur espace aérien pour attaquer la République islamique.

En outre, Riyad, Doha et Abu Dhabi ont mis en garde Washington contre d'éventuelles difficultés d'approvisionnement en pétrole dans la région en cas d'attaque israélienne contre l'Iran. Dans ce contexte, le président Joe Biden a demandé au Premier ministre Netanyahou de ne pas frapper les infrastructures pétrolières et nucléaires iraniennes. Cependant, le chef du gouvernement israélien a refusé, disant qu'il n'avait pas l'intention de «*manquer cette occasion historique*».

Il convient de noter que l'interdiction de l'utilisation de l'espace aérien par les combattants des FDI des pays arabes de la région a suivi une déclaration controversée du ministre israélien des Finances Betsalel Lookich. Le responsable a annoncé le désir de Tel-Aviv de créer un État juif, comprenant la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak, la Syrie et le Liban.

Selon les médias, la décision finale de frapper l'Iran sera prise ce soir lors d'une réunion du cabinet militaire israélien. Une décision très importante sera prise qui peut changer l'équilibre des pouvoirs dans la région. reseauinternational.net 11 octobre 2024

L'armée américaine officiellement déployée en Israël.

Les États-Unis vont envoyer à Israël un système antimissiles et une centaine de soldats - RFI 14 octobre 2024

Les États-Unis envoient de nouvelles cargaisons d'armement à Israël. Il s'agit cette fois de systèmes antimissiles, THAAD, destinés à renforcer la protection de l'État hébreu face aux attaques de l'Iran et des groupes soutenus par Téhéran dans la région.

Le système de défense que le Pentagone va envoyer aux Israéliens assure une protection contre les missiles à courte et moyenne portée ainsi que les missiles intermédiaires.

Une centaine de soldats américains devraient également être déployés en Israël pour manœuvrer cette batterie THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), précise notre correspondante à New York, Loubna Anaki. Le Pentagone précise qu'il n'est pas rare que des troupes soient ainsi

envoyées sur place, même si d'habitude, c'est pour des opérations d'entraînement et de coopération de routine. RFI 14 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient: 280 cibles visées par Israël au Liban et à Gaza en 24 heures - RFI 12 octobre 2024

Liban: Emmanuel Macron appelle le Hezbollah à "*cesser immédiatement*" les frappes contre Israël - BFMTV 12 octobre 2024

J-C - Je vous passe le baratin ou en le "*même temps*" qui accompagnait cette déclaration sans lendemain. Et pour cause :

Horrifiés par l'attaque de drone sur Binyamina, au bilan particulièrement lourd. Nos pensées vont aux très nombreux blessés ainsi qu'à leurs proches.

— La France en Israël (@franceenisrael) October 13, 2024

J-C - Il s'agit de l'ambassade de France en Israël.

Liban: 40 pays exhortent à protéger les Casques bleus de la force de l'ONU - BFMTV 13 octobre 2024

Au moins 40 pays ont apporté samedi 12 octobre leur soutien "*complet*" à la Force intérimaire des Nations unies déployée dans le sud du Liban (Finul) et exhorté à protéger les Casques bleus dont cinq ont été blessés en 48 heures.

"*Nous condamnons fermement les dernières attaques contre les soldats de maintien de la paix. De tels agissement doivent cesser immédiatement et faire l'objet d'une enquête adéquate*", ont écrit 34 pays contributeurs à cette Force de l'ONU, selon une lettre diffusée sur le compte X de la mission de la Pologne aux Nations unies.

Et "*nous pressons toutes les parties au conflit à respecter la présence de la Finul, impliquant de garantir la sécurité et la sûreté de tous ses employés, tout le temps*", poursuivent ces 34 États, auxquels se sont ajoutés six autres, dont, l'Allemagne et l'Inde.

Israël s'est retrouvé vendredi sous le feu des critiques après que la Finul a accusé les troupes israéliennes de tirer "*de façon répétée*" et "*délibérée*" sur ses positions.

"*Nous considérons le rôle de la Finul comme particulièrement crucial à la lumière de l'escalade des tensions au Proche-Orient*", ont encore insisté ces 40 pays, dont côté européen l'Italie, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et l'Irlande, et aussi le Népal ou l'Indonésie dont deux Casques bleus ont été légèrement blessés par une frappe contre le quartier général de la Finul. Parmi les contributeurs et signataires, on trouve aussi la Chine, le Qatar ou la Turquie.

La Finul est déployée dans le sud du Liban pour faire tampon avec Israël. Cette force qui compte plus de 9.500 soldats est prise sous les feux croisés d'Israël et du Hezbollah depuis que le mouvement pro-iranien a ouvert un front contre Israël en octobre 2023.

Elle accuse désormais les troupes israéliennes de tirs "*répétés*" et "*délibérés*" sur ses positions ayant blessé cinq Casques bleus en deux jours.

Rome a dénoncé de possibles "*crimes de guerre*" et a convoqué, comme Paris, l'ambassadeur israélien sur son sol.

La résolution 1701 des Nations unies a été prise en août 2006 pour mettre fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah dans le sud du Liban. Elle comprend notamment l'instauration d'une présence permanente de Casques bleus de l'ONU en soutien de l'armée libanaise, le tout pour éviter qu'Israël et le Hezbollah puisse être directement opposés militairement sur le sol libanais.

Cette résolution a été ratifiée à la fois par le Hezbollah et Israël, qui se sont donc engagés à permettre sa mise en place sur le long terme.

Andrea Tenenti, porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies dans le pays (Finul), estime que depuis cette résolution de 2006, "*c'est probablement la première fois que des Casques bleus sont visés délibérément*". "*Il y a une obligation qui s'impose aux parties de protéger les Casques bleus*", rappelle-t-il.

"*La France exprime sa forte préoccupation (...) et condamne toute atteinte à la sécurité de la Finul*", a écrit la diplomatie française, dans un communiqué. BFMTV 12 et 13 octobre 2024

Le Hezbollah menace Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban - RFI 14 octobre 2024

Le Hezbollah libanais a menacé lundi Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban, après une frappe de drones visant une position militaire à Haïfa qui a tué au moins quatre soldats israéliens. Dans un communiqué, le Hezbollah a affirmé que « *la résistance (...) promet à l'ennemi* » que l'attaque « *au sud de Haïfa n'est qu'un avant-goût de ce qui l'attend s'il décide de continuer ses agressions contre notre peuple* ».

Le Hezbollah a mené, dimanche 13 octobre, des combats rapprochés contre les troupes israéliennes au sud-Liban. Le mouvement a également lancé une attaque de drones en Israël dans une zone proche de Haïfa, ainsi que des missiles sur une base militaire dans la même région ; la première a fait au moins 60 blessés, la seconde a coûté la vie à quatre soldats.

Trois pelotons de soldats israéliens ont franchi dimanche matin la « *Ligne bleue* » séparant Israël et le Liban, a déclaré la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), indiquant également que deux chars israéliens ont détruit la porte principale de la position des Casques bleus. L'armée israélienne assure qu'un char « *essuyant des tirs* » et en train d'« *évacuer des soldats blessés* » a percuté un poste de la Finul. L'ONU a averti que des attaques contre les Casques bleus pourraient être considérés comme des « *actes de guerre* ». RFI 14 octobre 2024

Lu. Rappel ou résumé.

« *Le 11 septembre du Moyen-Orient* », en se basant sur une série de faits qui prouvaient l'existence d'un plan similaire à celui qui, le 11 septembre 2001, avait servi à déclencher la « *guerre mondiale contre le terrorisme* » qui a conduit à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis et l'OTAN. Le plan mis en œuvre par le Hamas le 7 octobre 2023 était connu depuis un an des dirigeants israéliens, qui n'ont pas été surpris par l'attaque mais l'ont au contraire facilitée.

C'est ce que confirment les témoignages, publiés ces derniers jours par le *Wall Street Journal*, de jeunes femmes soldats israéliennes affectées à la surveillance de la barrière électronique autour de Gaza. Depuis des mois, rapporte le WSJ, « *elles avaient averti leurs supérieurs à plusieurs reprises que le groupe militant islamique Hamas semblait préparer une attaque.*

Leurs préoccupations ont été ignorées. Au moment de l'attaque, les femmes ont lancé des avertissements urgents aux troupes sur le terrain. Lorsque plus de 150 militants ont envahi leur base, à environ 800 mètres de Gaza, elles ont commencé à appeler frénétiquement à l'aide. Mais personne n'est venu. »

Finalement, 15 femmes soldats de cette base ont été tuées et sept ont été prises en otage à Gaza ». De ces faits et de nombreux autres éléments de preuve émerge le plan du « *7 octobre* " : faire croire qu'Israël est attaqué par surprise et donc contraint de riposter, faire passer pour « *défensive* » la guerre d'extermination avec laquelle Israël détruit Gaza et la Cisjordanie pour anéantir l'État palestinien, avec laquelle il attaque le Liban, le Yémen, la Syrie. Israël est en réalité le fer de lance avec lequel les États-Unis et les puissances européennes tentent de maintenir leur domination au Moyen-Orient, où ils perdent du terrain, par la guerre.

La principale cible dans leur ligne de mire est l'Iran, qui est devenu un carrefour stratégique du corridor de transport Nord-Sud vers l'Inde et au-delà, avec lequel la Russie contrecarre le blocus mis en place par l'OTAN et l'UE, et en même temps un carrefour stratégique de la nouvelle route de la soie de la Chine vers l'Europe.

Les conséquences de l'attaque contre l'Iran qu'Israël prépare avec le soutien militaire total des États-Unis et de l'OTAN pourraient être très graves. Une attaque contre les installations pétrolières de l'Iran provoquerait un choc pétrolier mondial. Une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, qui sont sous le contrôle des Nations unies parce que l'Iran a adhéré au traité de non-prolifération nucléaire, serait encore plus dangereuse pour la propagation de la radioactivité, alors qu'Israël, la seule puissance nucléaire de la région, a refusé de le faire et se trouve donc hors de tout contrôle.

Sans limites par Craig Murray - Mondialisation.ca, 12 octobre 2024

Il n'y a littéralement pas d'acte aussi ignoble que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne refuseront de soutenir s'il est perpétré par l'État terroriste d'Israël.

Hier, Israël :

- a délibérément attaqué des soldats de la paix de l'ONU dans trois bases distinctes

- bombardé le centre résidentiel de Beyrouth, tuant et mutilant des centaines de personnes

- enlevé, battu et détenu un journaliste américain

- a massacré 30 réfugiés palestiniens dans une école de l'UNRWA

- a été reconnu coupable du crime contre l'humanité d'« *extermination* » à Gaza par un rapport officiel d'une commission des Nations unies.

Chacun de ces outrages serait fermement condamné s'il était commis par n'importe quel pays, à l'exception d'Israël, et entraînerait des répercussions.

Mais Israël peut les commettre tous en un seul jour...

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/sans-limites/5693066?doing_wp_cron=1728805346.4995939731597900390625

En complément.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

A télécharger en français :

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/n2426279.pdf

Le Royaume-Uni et son embargo en trompe l'œil sur les armes par Shahd Hammouri - Mondialisation.ca, 11 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/le-royaume-uni-et-son-embargo-en-trompe-loeil-sur-les-armes/5693037?doing_wp_cron=1728805527.1536200046539306640625

J-C - Cela dit, je condamne la conclusion de cet article : - Il faut rappeler au Royaume-Uni ses obligations juridiques internationales.

A l'instar des travailleurs britanniques nous ne nous reconnaissons pas dans le régime et le gouvernement réactionnaire en place en Grande-Bretagne...

Quand les régimes et gouvernements occidentaux cautionnent des actes d'une cruauté extrême.

J-C – Ce sont assurément des démocraties.

Personne n'oserait remettre en cause ces témoignages récoltés par le New York Times, Politico, The Guardian ou le Los Angeles Times, d'où leur importance, à mettre sous le nez de ceux qui ne croient pas à la barbarie sioniste, il faut espérer qu'après les avoir lus et vomi un bon coup, ils changeront d'avis ou alors ce sont également des monstres.

Les snipers israéliens tirent régulièrement et délibérément dans la tête d'enfants palestiniens - reseauinternational.net 11 octobre 2024

Le *New York Times* a publié un nouveau témoignage de médecins sur le fait que les forces israéliennes tirent constamment des balles dans la tête d'enfants palestiniens.

Le rapport, intitulé «*65 médecins, infirmières et auxiliaires médicaux* : ce que nous avons vu à Gaza», commence comme suit :

«*J'ai travaillé comme chirurgien traumatologue à Gaza du 25 mars au 8 avril. J'ai fait du bénévolat en Ukraine et en Haïti, et j'ai grandi à Flint, dans le Michigan. J'ai été témoin de violences et j'ai travaillé dans des zones de conflit. Mais parmi les nombreuses choses qui m'ont marqué en travaillant dans un hôpital à Gaza, il y en a une qui m'a interpellé : Presque chaque jour, j'ai vu un nouveau jeune enfant qui avait reçu une balle dans la tête ou dans la poitrine, et presque tous sont morts. Treize au total.*

«*À l'époque, j'ai pensé qu'il s'agissait de l'œuvre d'un soldat particulièrement sadique qui se trouvait à proximité. Mais après mon retour, j'ai rencontré un médecin urgentiste qui avait travaillé dans un autre hôpital de Gaza deux mois avant moi. Je lui ai dit : «Je n'arrivais pas à croire le nombre d'enfants que j'ai vus abattus d'une balle dans la tête». À ma grande surprise, il a répondu :* «Oui, moi aussi. Chaque jour»».

De nombreux membres du personnel médical ayant travaillé à Gaza témoignent ensuite dans le rapport de leurs rencontres régulières avec des enfants ayant reçu une balle dans la tête ou la poitrine par les forces israéliennes, ainsi qu'avec des enfants et des nourrissons souffrant de malnutrition sévère et d'infections facilement évitables.

En juillet, Politico a publié un article rédigé par deux chirurgiens américains, Mark Perlmutter et Feroze Sidhwa, intitulé ««*Rien ne nous a préparés à ce que nous avons vu*» : *Deux semaines à l'intérieur d'un hôpital de Gaza*», qui contient le passage suivant :

«*Nous avons commencé à voir une série d'enfants, des préadolescents pour la plupart, qui avaient reçu une balle dans la tête. Ils mouraient lentement, avant d'être remplacés par de nouvelles victimes qui avaient également reçu une balle dans la tête et qui mouraient lentement. Leurs familles nous ont raconté l'une des deux histoires suivantes : les enfants jouaient à l'intérieur lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes, ou ils jouaient dans la rue lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes*».

En avril, un article intitulé «*Pas une guerre normale : des médecins disent que des enfants ont été pris pour cible par des tireurs d'élite israéliens à Gaza*» a été publié dans *The Guardian*, citant neuf médecins qui avaient travaillé à Gaza après le 7 octobre et qui «*ont rapporté avoir traité un flux constant d'enfants, de personnes âgées et d'autres personnes qui n'étaient manifestement pas des combattants, avec des blessures par balle unique à la tête ou à la poitrine*».

Des médecins légistes ont pu identifier les balles utilisées par l'armée israélienne lors de ces attaques contre des enfants :

«*Le Guardian a communiqué à des experts militaires et à des médecins légistes des descriptions et des images des blessures par balle subies par huit enfants. Ils ont déclaré qu'il était difficile de déterminer de manière concluante les circonstances des tirs sur la seule base des descriptions et des photos, bien que dans certains cas ils aient pu identifier les munitions utilisées par l'armée israélienne*».

En février, le *Los Angeles Times* a publié un article intitulé «*Je suis un médecin américain qui s'est rendu à Gaza. Ce que j'ai vu n'était pas la guerre, c'était l'anéantissement*». L'auteur, un chirurgien reconstructeur nommé Irfan Galaria, écrit ce qui suit :

«*À une occasion, une poignée d'enfants, tous âgés de 5 à 8 ans, ont été portés par leurs parents aux urgences. Tous avaient reçu une seule balle de sniper dans la tête. Ces familles rentraient chez elles à Khan Yunis, à environ 3,5 km de l'hôpital, après le retrait des chars israéliens. Mais les tireurs d'élite sont apparemment restés sur place. Aucun de ces enfants n'a survécu*».

C'est donc bien ce qui se passe. Les preuves sont indéniables et les sources sont aussi solides que possible. Il existe des montagnes et des montagnes de preuves irréfutables que les forces israéliennes tirent régulièrement et délibérément des balles dans la tête d'enfants palestiniens à Gaza.reseauinternational.net 11 octobre 2024

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/les-snipers-israeliens-tirent-regulierement-et-deliberement-dans-la-tete-denfants-palestiniens/

Sommet de l'ANASE.

Échec de l'OTAN asiatique à l'ANASE

Les 44e et 45e sommets de l'ANASE et les réunions des dirigeants sur la coopération en Asie de l'Est se tiennent cette semaine, avec des dirigeants ou des représentants des 10 pays de l'ANASE, ainsi que de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Russie et des États-Unis, qui se réunissent à Vientiane, la capitale du Laos. Lors du 27ème Sommet Chine-ANASE, les dirigeants de la Chine et des pays de l'ANASE ont annoncé jeudi la conclusion substantielle des négociations sur la mise à niveau de la zone de libre-échange (ALE) Chine-ANASE version 3.0. Cette réalisation importante témoigne d'un effort conjoint de la Chine et de l'ANASE pour mener l'intégration économique en Asie de l'Est, démontrant ainsi le ferme soutien des deux parties au multilatéralisme et au libre-échange. Il réaffirme également que la

recherche de la stabilité, de la coopération et du développement reste le courant dominant inébranlable dans la région.

Notamment, avant le sommet de l'ANASE, des responsables de haut niveau de pays comme les États-Unis et le Japon ont fait allusion à la confrontation des camps et aux conflits géopolitiques dans la réunion. Cependant, cette intention s'est heurtée à une résistance évidente. En particulier, l'idée d'une soi-disant OTAN asiatique, proposée par le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, a fait face à une forte réaction dans la région. Le ministre malaisien des Affaires étrangères, Mohamad Hasan, a déclaré sans ambages : «*Nous n'avons pas besoin de l'OTAN dans l'ANASE*», tandis que le plus grand journal indonésien de langue anglaise, le Jakarta Post, a averti qu'une «*OTAN asiatique*» vise à se liguer contre la Chine, ce qui est «*très offensant*» pour les 10 membres de l'ANASE. Cette opposition importante a forcé Ishiba à abandonner toute mention de «*l'OTAN asiatique*» lors de la réunion.

L'échec de l'idée de «*l'OTAN asiatique*» met en lumière plusieurs problèmes.

Premièrement, cela démontre que, contrairement à la perception d'autosatisfaction de l'OTAN et des alliés des États-Unis, l'OTAN est considérée comme un «signe avant-coureur de désastre» par d'autres nations.

Deuxièmement, les pays de la région ne sont pas seulement opposés à l'introduction du modèle de l'OTAN dans la région Asie-Pacifique, mais aussi à l'importation de la mentalité de guerre froide de l'OTAN et à la confrontation des camps, ainsi qu'au positionnement de la Chine comme un ennemi hypothétique dans les conflits géopolitiques. Les principes de l'OTAN et ceux des pays asiatiques sont nettement différents.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/echec-de-lotan-asiatique-a-lanase/

Russie.

La Russie s'accorde avec l'Iran, les nuages de guerre se dispersent par M.K. Bhadrakumar - reseauinternational.net 11 octobre 2024

Malgré la brillante gestion des médias par Israël, des rapports ont fait surface selon lesquels l'attaque de missiles iraniens du 1er octobre a été un succès spectaculaire. Ce fut une démonstration de la capacité de dissuasion de l'Iran qui pourrait écraser Israël, si le besoin s'en faisait sentir. L'échec des États-Unis à intercepter les missiles hypersoniques iraniens portait son propre message. L'Iran affirme que 90% de ses missiles ont pénétré le système de défense aérienne d'Israël.

Will Schryver, ingénieur technique et commentateur en sécurité, a écrit sur X : «*Je ne comprends pas comment quiconque a vu les nombreux clips vidéo des frappes de missiles iraniens sur Israël ne peut pas reconnaître et admettre que ce fut une démonstration étonnante des capacités iraniennes. Les missiles balistiques iraniens ont brisé les défenses aériennes américano-israéliennes et ont lancé plusieurs frappes avec de grandes ogives sur des cibles militaires israéliennes*».

De toute évidence, dans la situation de panique qui a suivi en Israël, comme l'a dit le président américain Joe Biden le 4 octobre, il n'y avait pas encore de décision sur le type de réponse qu'Israël devrait organiser contre l'Iran. «*Si j'étais à leur place [israélienne], je réfléchirais à d'autres alternatives que de frapper des champs pétrolifères», a déclaré Biden lors d'une rare apparition dans la salle de briefing de la un jour après que des responsables israéliens ont déclaré que des «représailles importantes*» était imminente.

Biden a ajouté que les Israéliens «*n'ont pas conclu comment ils sont… ce qu'ils vont faire*» en représailles. Biden a également déclaré aux journalistes que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou devrait se souvenir du soutien des États-Unis à Israël lorsqu'il décidera des prochaines étapes. Il a affirmé qu'il essayait de rallier le monde pour éviter une guerre totale au Moyen-Orient.

Dans cette pantomime, il est plus sûr de croire Biden, car l'honnête vérité est que sans les contributions et l'aide pratique des États-Unis, argent et l'intervention directe, Israël n'a tout simplement pas l'endurance nécessaire pour affronter l'Iran. La domination régionale d'Israël se réduit à l'exécution d'assassinats et aux bombardements de civils non armés.

Mais là aussi, on peut se demander à quel point Israël est autosuffisant vis-à-vis de l'Iran. Des rapports sont apparus selon lesquels les nouveaux renseignements technologiques des États-Unis avaient permis de localiser le chef du Hezbollah Sayyed Nasrallah, renseignements qui ont été transmis à Israël et qui ont permis son assassinat.

Fait intéressant, le directeur de la CIA, William Burns, est intervenu pour réfuter les rumeurs disant que l'Iran aurait effectué un essai nucléaire samedi. S'exprimant lors d'une conférence sur la sécurité lundi, Burns a déclaré que les États-Unis surveillaient de près l'activité nucléaire de l'Iran à la recherche de tout signe de précipitation vers une bombe nucléaire.

«*Nous ne voyons aucune preuve aujourd'hui qu'une telle décision a été prise. Nous les surveillons très attentivement*», a-t-il déclaré. Burns a donc gentiment supprimé un autre alibi pour attaquer l'Iran.

Un facteur critique qui a contraint Israël/États-Unis à reporter toute attaque contre l'Iran est l'avertissement sévère de Téhéran disant que toute attaque contre ses infrastructures par Israël se heurterait à une réponse encore plus sévère. «*En répondant, nous n'hésiterons pas ni ne nous précipiterons*», pour citer le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui, soit dit en passant, s'est rendu au Liban et en Syrie ce week-end pour donner à Israël un «message» provocant, comme il l'a dit lui-même : «*L'Iran soutient fortement la résistance et la soutiendra toujours*».

Plus tôt le 4 octobre, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait utilisé un rare sermon public pour défendre l'attaque de missiles de l'Iran contre Israël, affirmant qu'elle était «*légitime et légale*» et que «*si nécessaire*», Téhéran le referait. S'exprimant à la fois en persan et en arabe lors de la prière du vendredi à Téhéran, Khamenei a déclaré que l'Iran et l'Axe de la résistance ne reculeraient pas devant Israël. L'Iran «*ne tergiversera pas et n'agira pas à la hâte pour s'acquitter de son devoir*» face à Israël, a déclaré Khamenei.

Cependant, ce qui dissuade les Israéliens et provoque un malaise dans l'esprit américain est autre chose ; l'ombre de la Russie qui s'allongent sur la tapisserie du Moyen-Orient.

Des analystes militaires américains ont révélé que certains armements russes très avancés avaient été transférés en Iran au cours des dernières semaines, soutenus par le déploiement de personnel militaire russe pour faire fonctionner ces systèmes, y compris des missiles S-400. Il y a des

spéculations selon lesquelles le secrétaire du Conseil de sécurité russe (et ancien ministre de la Défense), Sergueï Choïgou, a effectué deux visites secrètes en Iran au cours de la période récente.

Apparemment, Moscou a également répondu à la demande iranienne de données satellitaires sur les cibles israéliennes pour sa frappe de missiles le 1er octobre. La Russie a également fourni à l'Iran le système de guerre électronique à longue portée «Mourmansk-BN».

Le système «*Mourmansk-BN*» est un puissant système de guerre électronique, qui peut brouiller et intercepter les signaux radio ennemis, GPS, communications, satellites et autres systèmes électroniques, jusqu'à 5000 km de distance, et neutraliser les munitions «*intelligentes*» et les systèmes de drones. Il est aussi capable de perturber les systèmes de communication par satellite à haute fréquence appartenant aux États-Unis et à l'OTAN.

Certes, l'implication de la Russie dans l'impasse entre l'Iran et Israël pourrait potentiellement changer la donne. Du point de vue des États-Unis, cela fait planer le spectre inquiétant d'une confrontation directe avec la Russie, dont ils ne veulent pas.

C'est dans ce scénario que les agences de presse officielles russes ont cité dimanche l'assistant présidentiel Iouri Ouchakov disant que Poutine envisage de rencontrer son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, dans la capitale turkmène, Achgabat, le 11 octobre.

Ouchakov n'a pas donné de détails sur la réunion. En effet, cela est une surprise puisque les deux dirigeants se reverront lors du sommet des BRICS dans la ville russe de Kazan qui se déroule du 22 au 24 octobre.

Bien sûr, les Iraniens jouent aussi timidement. Moscou et Téhéran ont annoncé que leurs présidents se rendaient à Achgabat le 11 octobre pour assister à une cérémonie marquant le 300e anniversaire de la naissance du poète et penseur turkmène Magtymguly Pyragy. C'est de la poudre aux yeux ! (ici et ici)

Il est tout à fait concevable qu'en pleine tension régionale, Moscou et Téhéran aient pu penser à avancer la signature officielle du pacte de défense russo-iranien, qui devait initialement avoir lieu à Kazan.

Si tel est le cas, l'événement de jeudi rappellera la visite impromptue du ministre soviétique des Affaires étrangères de l'époque, Andrei Gromyko, à New Delhi pour la signature du Traité historique de Paix, d'Amitié et de Coopération entre l'Inde et l'URSS le 9 août 1971.

Fait intéressant, Ouchakov a ajouté que Poutine n'avait pas l'intention de rencontrer Netanyahou. Poutine n'a pas encore répondu à une demande de Netanyahou pour une conversation téléphonique, faite il y a cinq jours. Une légende que Netanyahou a créée au cours des dernières années pour impressionner son public national (et confondre la rue arabe) – selon laquelle il entretenait une relation privilégiée avec Poutine – s'effondre.

D'autre part, en organisant une réunion urgente à Achgabat – en fait, le président turkmène Serdar Berdimuhamedov n'était à Moscou lundi/mardi que pour une visite de travail – le Kremlin indique clairement à Washington et à Tel-Aviv que Moscou est irrévocablement aligné sur Téhéran et aidera ce dernier quoi qu'il en coûte. (Voir mon blog «*La crise au Moyen-Orient incite Biden à briser la glace avec Poutine*», 5 octobre 2024)

L'histoire ne se répète-t-elle pas ? Le Traité indo-soviétique de 1971 fut le traité international le plus important conclu par l'Inde depuis son Indépendance. Ce n'était pas une alliance militaire. Mais l'Union soviétique a renforcé la capacité militaire de l'Inde pour une future guerre et a créé un espace pour que l'Inde renforce les bases de son autonomie stratégique et de sa capacité d'action indépendante. reseauinternational.net 11 octobre 2024

source : https://www.indianpunchline.com/russia-aligns-with-iran-war-clouds-scatter/

Ukraine.

Les raids de mobilisation se multiplient en Ukraine - RT 13 oct. 2024

Des concerts, des boîtes de nuit, des restaurants, des centres commerciaux, des marchés et mêmes des hôtels : en Ukraine, tous ces lieux deviennent les cibles de raids des commissaires militaires.

Ainsi, à Lvov, une ville dans l'ouest de l'Ukraine, des commissaires militaires ont fait irruption dans un restaurant où un mariage était célébré. Dans la vidéo partagée par plusieurs médias ukrainiens, on peut voir comment les hôtes ont expulsé des hommes cagoulés. «*On pouvait deviner que c'étaient des commissaires militaires, car ils portaient des cagoules [...] Les gens les ont simplement mis dehors. C'est juste illégal*», a raconté un témoin.

Des médias ukrainiens ont fait état aussi de «*raids de mobilisation*» dans des restaurants et des boîtes de nuit de villes ukrainiennes comme Kiev, Lvov, Dniepr ou encore Kharkov.

Dans la capitale ukrainienne, un raid a été effectué le 11 octobre lors d'un concert de rock du groupe Okean Elzy. L'opération aurait impliqué une centaine de commissaires militaires et policiers qui ont vérifié les papiers des hommes qui assistaient au concert. Selon les médias locaux, un grand nombre de spectateurs ayant des problèmes avec leurs papiers ou qui refusaient de montrer leur carte d'identité ont été arrêtés. On ignore le nombre exact de personnes arrêtées. RT 13 oct. 2024

J-C - C'est en train de craquer de partout en Ukraine, la fin de Zelenski semble proche.

L'Allemagne devrait cesser de livrer des équipements militaires lourds à Kiev - RT 13 oct. 2024

L'Allemagne va cesser de livrer des équipements militaires lourds à l'Ukraine, estimant que Kiev n'est pas en mesure de mener une contre-offensive, selon le quotidien Bild. Les demandes de Zelensky à Scholz concernant l'utilisation de missiles Taurus en Russie et l'accélération de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'ont pas reçu de réponse positive.

L'expert militaire et spécialiste de l'Ukraine Carlo Masala a déclaré à Bild : «*Volodymyr Zelensky n'a pas avancé d'un pas sur les deux exigences clés de son plan de victoire. Par conséquent, sa tournée européenne peut être considérée comme un échec du point de vue de l'Ukraine*.»

Lors de cette réunion à Berlin, Volodymyr Zelensky aurait présenté deux demandes principales : la première, l'autorisation d'utiliser des missiles à longue portée Taurus pour frapper des cibles

stratégiques à l'intérieur du territoire russe, et la deuxième, un processus accéléré pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant, bien qu'Olaf Scholz n'ait pas explicitement refusé ces demandes, il n'aurait pas non plus donné de réponse positive.

Depuis le début du conflit, l'Allemagne a apporté un soutien militaire considérable à l'Ukraine, notamment en livrant 18 chars Leopard 2. Cependant, malgré un stock disponible d'environ 300 autres chars, le ministère allemand de la Défense a décidé de ne plus envoyer de «*gros équipements*», comme le rapporte Bild.

L'Allemagne est le deuxième plus grand fournisseur d'armes à l'Ukraine, après les États-Unis. À ce jour, la République fédérale a consacré environ 28 milliards d'euros au soutien militaire de Kiev, y compris des engagements pour des dépenses futures. Selon l'accord budgétaire pour 2025, l'Allemagne prévoit d'allouer 4 milliards d'euros à l'aide militaire pour l'Ukraine, soit deux fois moins qu'en 2024. RT 13 oct. 2024

Chine.

Chine: Pékin présente un ambitieux plan de relance économique - RFI 12 octobre 2024

La Chine a annoncé, samedi 12 octobre, qu'elle mettrait à la disposition de son économie un soutien budgétaire de 325 milliards de dollars (environ 300 milliards d'euros) au cours des trois prochains mois, afin de soutenir les banques, de consolider le marché immobilier et de libérer les dépenses de consommation dans le cadre du plus important programme d'aide de Pékin depuis la crise financière mondiale. Ce plan de relance très attendu vient s'ajouter à une série de mesures annoncées au cours des dernières semaines, notamment des baisses de taux d'intérêt et l'octroi de liquidités aux banques.

La déclaration clé de Pékin pourrait être que la Chine voit une marge de manœuvre pour augmenter le déficit budgétaire. Au cours des trois prochains mois, un total de 2 300 milliards de yuans de fonds d'obligations spéciales pourra être utilisé dans différents endroits, notamment pour soutenir l'infrastructure et stimuler les investissements.

Les mesures consistent toujours à pousser les gouvernements locaux à en faire plus - à émettre plus d'obligations pour payer les dettes cachées et à racheter les maisons invendues. Mais les responsables locaux hésitent à participer au programme d'achat de logements, parce qu'ils craignent que les prix des logements ne chutent davantage et qu'il n'y ait pas de rendement lucratif dans ce domaine.

Les principales banques chinoises ont également déclaré qu'elles réduiraient les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires existants à partir du 25 octobre.

Japon.

Shigeru Ishiba reconnaît la responsabilité des États-Unis dans les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki - RT 13 oct. 2024

Au cours d'un débat politique, le nouveau Premier ministre japonais a reconnu la responsabilité des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Dans un tournant marquant pour la politique de communication japonaise, Shigeru Ishiba, le nouveau Premier ministre du Japon, a reconnu le rôle des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki lors des débats des chefs des partis politiques japonais le 12 octobre : «*La vision de la vidéo montrant la bombe atomique larguée sur Hiroshima, diffusée par les États-Unis, m'a profondément marqué lorsque j'étais en sixième année de l'école primaire. Je n'oublierai jamais le choc ressenti.*»

Cette référence directe contraste avec l'approche de son prédécesseur, Fumio Kishida, qui, lors de la cérémonie commémorative du bombardement atomique de Nagasaki le 9 août dernier, n'avait pas mentionné que ces attaques avaient été menées par les États-Unis. RT 13 oct. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 octobre 2024

Ils peuvent nous tuer, ils ne gagneront pas la lutte de classes.

Chaque fois qu'ils tueront l'un d'entre nous, partout dans le monde des millions se lèveront pour prendre la relève du combat contre l'exploitation et l'oppression parce qu'il est juste, jusqu'à leur anéantissement définitif et la victoire finale.

Imbroglio politique autour des propos qu'auraient tenus Macron sur l'Etat juif génocidaire qu'il n'a jamais cessé de soutenir. Une « *fuite* » orchestrée.

J-C – J'ai bien fait de ne pas réagir à chaud à ce coup pourri comme j'ai failli le faire, car je me serais planté tellement les différents acteurs de ce mélodrame sordide sont mégalomanes, tordus, vicieux, cyniques.

Il aura fallu trois jours et lire de nombreux articles, pour enfin avoir le fin mot de cette provocation foireuse destinée à resserrer les rangs derrière Netanyahou et à débusquer les traitres à la cause du sionisme nazi. Autant dire, que toutes ces ordures font savoir en guise de bonne foi, qu'ils se réjouissent de l'assassinat du chef du Hamas Yahya Sinwar, c'est si naturel et parfaitement inutile, on savait déjà à quoi nous en tenir à leur sujet.

Je vous propose quelques articles qui relatent le déroulement de cette misérable mise en scène. Avant d'y venir je pense qu'une grille de lecture s'impose, je vous soumets la conclusion à laquelle je suis arrivé, j'avoue avoir dû m'y reprendre à plusieurs fois.

Macron se devait de régir vivement face aux réactions négatives ou de plus en plus véhémentes parmi la population et certains acteurs politiques ou médiatiques, qui ont dû lui être rapportés par ses conseillers et certains ministres quelque peu déstabilisés ou désemparés au regard de la poursuite des massacres de civils et autres actes de barbaries perpétrés par les sionistes nazis des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et qui se sont étendus à la population libanaise, que plus personne ne peut nier.

Macron aurait-il commis une grave erreur politique, en affirmant lors du conseil des ministres du 15 octobre dernier, que l'ONU ou la résolution 181 avait été à l'origine de la création d'Israël ?

Pourquoi fallait-il faire absolument abstraction de la période qui l'avait précédée, ainsi que celle qui lui avait succédé ?

C'est la question que je me suis posé, et j'avoue n'avoir eu aucun mérite puisque j'en connaissais déjà la réponse : Pour épargner les banquiers juifs Rothschild (notamment) anglo-saxons et les

sionistes fascistes ou nazis qui sont à l'origine d'Israël. Vous en aurez les preuves en détail plus loin dans cette causerie.

Il faut se souvenir, que les banquiers ayant été les seuls réels vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et à s'enrichirent au point de devenir les créanciers privilégiés des puissances occidentales ou les sauveurs du capitalisme, la moindre des choses étaient d'honorer l'une de leurs principales créances politiques en signe de reconnaissance, après qu'ils eurent donné leur aval à la création de l'ONU : Leur offrir la Palestine sur un plateau, un cadeau d'une valeur inestimable, qui une fois paré officiellement du sceau du droit international, personne n'oserait contesté suite au sort qu'avaient subi les juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. C'était ignorer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes coulent dans leur sang, et que le moment venu ils réaliseront leur unité et ils auront le pouvoir de balayer leur droit international reposant sur la force et leur division.

Les conseillers de Macron ont cru apparemment bien faire, à moins que ce soit finalement une provocation, qu'il serait souhaitable de faire l'impasse sur la période antérieure et postérieure au 29 novembre 1947, tant elles furent peu flatteuses pour les colonisateurs anglo-saxons et sionistes ou qui montraient qu'en réalité, ni avant, depuis le milieu du XIXe siècle, ni après ou depuis ils n'avaient manifesté l'intention de respecter le droit international ou le contenu de la résolution 181 adoptée par l'ONU, pour s'être livrés à une multitude d'actes de terrorisme ou une orgie de massacres de Palestiniens, destructions de villages entiers dès les années 30 jusqu'à nos jours, avec l'aide ou la complicité des Britanniques, destinés à les expulser et à s'emparer de la totalité de la Palestine, ce qu'en réalité ils n'ont jamais cessé de revendiquer.

On aura compris, que pour continuer de soutenir les massacres monstrueux commis par le gouvernement d'extrême droite génocidaire israélien à Gaza et au Liban, il fallait à tout prix éviter de se pencher sur l'avant ou l'après 29 novembre 1947, car immanquablement, cela reviendrait à remuer la merde ou à faire remonter à la surface une toute autre histoire que la version officielle ou celle qui figure dans les manuels d'histoire.

Il fallait surtout épargner que les véritables commanditaires et profiteurs de ce génocide soient identifiés, et que leurs noms parviennent ainsi à la connaissance de la population en France (et partout ailleurs dans le monde), elle devait continuer de croire aveuglément la version officielle reprise en boucle par la totalité des médias et des partis politiques institutionnels.

Les articles suivant ont été classés par ordre chronologique. Je tiens à préciser, qu'ayant autres choses à faire, car il n'y a personne chez moi pour s'occuper de mes affaires, je n'en ai pas pris connaissance dans cet ordre-là, ce qui explique aussi le délai qu'il m'a fallu pour comprendre à quelle minable manipulation nous avions affaire.

Quand Netanyahu avoue que l'État d'Israël est le produit illégitime de la guerre d'agression menée contre la Palestine par une armée de mercenaires sionistes fanatisés, fascisés.

L'État d'Israël né d'une décision de l'ONU? Benjamin Netanyahu affirme qu'Emmanuel Macron se trompe - BFMTV 15 octobre 2024

Le Premier ministre israélien a répondu à Emmanuel Macron qui expliquait que *"Monsieur Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU."*

Ce mardi 15 octobre, le Président français a déclaré lors du Conseil des ministres que "*Monsieur Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU.*" Une affirmation erronée, selon Benjamin Netanyahu, pour qui la guerre de 1948 a créé Israël, et non une décision de l'ONU.

Une référence à la résolution 181 adoptée en novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations unies, prévoyant le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe.

Vives déclarations sous fond de tensions avec la Finul

"*Un rappel au président de la France: ce n'est pas la résolution de l'ONU qui a établi l'État d'Israël, mais plutôt la victoire obtenue dans la guerre d'indépendance avec le sang de combattants héroïques, dont beaucoup étaient des survivants de l'Holocauste, notamment du régime de Vichy en France*", a déclaré Benjamin Netanyahu dans un communiqué.

"*Le propos du président de la République en Conseil des ministres s'inscrivait dans un propos général rappelant l'importance pour Israël comme pour tous de respecter la charte des Nations Unies*", a précisé le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Merci, on a compris !

Le Crif confirme que dès son origine, le sionisme était incompatible avec l'existence de la Palestine.

"*Une faute historique et politique*": le Crif dénonce les propos de Macron sur la création d'Israël - BFMTV 16 octobre 2024

Les propos d'Emmanuel Macron, qui a déclaré ce mardi 15 octobre qu'Israël a été créé par une décision de l'ONU, "*renforcent dangereusement le camp de ceux qui contestent la légitimité du droit à l'existence d'Israël*", juge le président du Crif Yonathan Arfi.

"*Laisser penser que la création de l'État d'Israël est le fruit d'une décision politique de l'ONU, c'est méconnaître à la fois l'histoire centenaire du sionisme*" et "*le sacrifice de milliers d'entre eux pour établir l'État d'Israël*", déclare le président du Crif dans son texte. BFMTV 16 octobre 2024

Qui est à l'origine de la création d'Israël ? Une famille de banquiers, elle le revendique.

J-C – Cet article n'a rien de « *conspirationniste* », puisqu'il vient de la vénérable BBC.

Le sionisme et Israël - bbc.com 15 mars 2024

Traditionnellement, le chef de la famille Rothschild au Royaume-Uni est considéré comme le représentant de la communauté juive du pays.

La famille a joué un rôle de premier plan dans la création de l'État d'Israël.

Edmond James de Rothschild (1845-1934), petit-fils du patriarche et fils cadet de James de Rothschild, fut l'un des grands partisans du sionisme, l'idée de fonder une patrie pour le peuple juif.

Sensibilisé par l'antisémitisme et les menaces auxquelles sont confrontés les Juifs en Europe à la fin du XIXe siècle, Edmond consacre d'importantes ressources à l'achat de terres en Palestine, alors sous domination ottomane.

Edmond a financé l'établissement de colonies juives, ainsi que le développement de l'agriculture et de l'industrie sur ces terres. À sa mort en 1934, son héritage était représenté par quelque 500 kilomètres carrés de terres et près de 30 colonies.

Bien qu'il ait été enterré à Paris, où il est décédé, les restes d'Edmond et de son épouse, Adleheid, ont été transportés en Israël en 1954 à bord d'une frégate, où ils ont reçu des funérailles nationales présidées par le Premier ministre David Ben Gourion.

Lionel Walter (Walter) Rothschild (1868-1937), le deuxième Lord Rothschild, a également joué un rôle central en ouvrant la voie à la possibilité de créer l'État d'Israël. C'est lui qui reçut la célèbre Déclaration Balfour, un document signé en 1917 dans lequel le gouvernement britannique annonçait son soutien à la création d'un « *foyer national pour le peuple juif* » en Palestine.

Comme l'a révélé dans une interview donnée en 2017 Jacob Rothschild, quatrième Lord Rothschild, récemment décédé, la préparation de cette déclaration a nécessité cinq ébauches, et sa cousine Dorothy de Rothschild a joué un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Bien que très jeune, elle a contribué à relier le scientifique Chaim Weizmann – l'un des grands promoteurs du sionisme qui deviendra plus tard le premier président d'Israël – avec l'establishment britannique.

"*C'était le plus grand événement de la vie juive depuis des milliers d'années, un miracle... Il a fallu 3 000 ans pour en arriver là*", a déclaré Jacob Rothschild dans l'interview sur la Déclaration Balfour.

Dorothy de Rothschild a également fondé Yad Hanadiv, une fondation philanthropique qui a financé la construction des bâtiments de la Knesset (Parlement), de la Cour suprême et, plus récemment, de la Bibliothèque nationale d'Israël.

Jacob de Rothschild a dirigé cette fondation au cours des dernières décennies, qui, sous sa direction, a également consacré des efforts à des initiatives éducatives et environnementales, ainsi qu'à la promotion de l'égalité des chances pour la minorité arabe en Israël.

« *Les Rothschild sont toujours très vénérés en Israël, ils sont extrêmement importants. Ils étaient considérés comme l'un des principaux financiers du mouvement sioniste* », a déclaré Mike Rothschild à BBC Mundo.

Mais Mike souligne que tous les membres de la famille n'étaient pas unis autour de l'idée sioniste.

« *Alors que certains Rothschild étaient extrêmement dévoués à la fondation de l'État d'Israël, d'autres y étaient en fait totalement opposés* », note-t-il.

Après la Première Guerre mondiale, le pouvoir et la richesse des Rothschild ont commencé à décliner et, bien qu'ils soient restés une famille riche et puissante, ils n'avaient plus le niveau d'importance d'autrefois.

Malgré cela, ils ont continué à faire l'objet de mythes et de théories du complot. Pourquoi?

« *Les Rothschild continuent de susciter autant d'intérêt parce qu'ils restent l'une des familles juives les plus connues d'Occident, et que les théories du complot et l'antisémitisme vont absolument de pair* », explique Mike Rothschild.

Les théories du complot contiennent généralement une sorte d'élément antisémite, en particulier des éléments sur qui contrôle le complot et qui le finance.

« *Beaucoup de ceux qui croient aux théories du complot ont tendance à penser que les Juifs les créent. Et quand on parle de juifs, il est très facile de trouver le juif le plus connu et le plus riche* », conclut-il.

https://www.bbc.com/afrique/articles/c4nd2pvr2l7o

J-C – Effectivement, il n'y a pas eu de complot de la part des Rothschild, quoique je ne suis pas sûr qu'entre le milieu du XIXe siècle jusque dans les années 30 ou 40, en dehors des juifs beaucoup de personnes savaient ce qu'ils magouillaient en Palestine.

De nos jours, ce sont les autorités (dont Macron) et les médias qui complotent en camouflant cet épisode colonial du sionisme, sinon il est disponible sur le Net, la preuve puisque vous le lisez ici.

Quand les intérêts de la France sont menacés, Macron se doit de réagir.

"*Indigné*", Macron demande à Netanyahu d'arrêter les "*ciblages injustifiables*" des casques bleus au Liban - BFMTV 16 octobre 2024

La tension ne retombe pas entre le président de la République et le Premier ministre israélien

Le président de la République "*a instamment demandé à Israël de mettre fin à ces ciblages injustifiables*", indique l'Élysée.

"*La Finul constitue un élément essentiel de crédibilité pour le règlement de la crise au Sud Liban: la Finul a vocation à rester au Sud Liban, au bénéfice de la sécurité d'Israël comme du Liban. Dans ce cadre, la France continuera d'œuvrer avec les contributeurs de troupes et aux côtés du Secrétaire général des Nations Unies à la pleine mise en œuvre de la mission de la Finul*", peut-on lire dans le communiqué.

Emmanuel Macron a en outre "*condamné les frappes indiscriminées israéliennes qui ne font qu'alourdir un bilan humain déjà insupportable, à Gaza comme au Liban*" et a de nouveau plaidé pour un cessez-le-feu dans la région.

"*Enfin, le Président de la République a marqué sa très forte préoccupation sur la situation en Cisjordanie, les violences contre les civils, notamment de la part de colons, et la poursuite accélérée de la colonisation*", concluent les services d'Emmanuel Macron. BFMTV 16 octobre 2024

Israël : quand Macron dit tout et son contraire - Le Point 16 octobre 2024

Lors de sa visite en Israël le 24 octobre 2023, Emmanuel Macron propose de créer une « *coalition* » internationale pour lutter contre le Hamas, établissant un parallèle avec la coalition formée en 2014 pour combattre le groupe État islamique (Daech) en Syrie et en Irak. Cette proposition semblait alors témoigner d'un soutien fort à Israël face à la menace terroriste.

Cependant, le 5 octobre 2024, lors du sommet de la Francophonie, Macron appelle brutalement à « *cesser de livrer des armes pour mener les combats à Gaza* », alors que les exportations françaises d'armes vers Israël restent modestes, représentant environ 0,1 % des fournitures entre 2019 et 2023.

Plus grave, lors d'un conseil des ministres qui s'est tenu mardi 15 octobre, Emmanuel Macron aurait déclaré : « *M. Netanyahou ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU.* » Le Point 16 octobre 2024

France : le gouvernement interdit les exposants israéliens au salon Euronaval, l'État hébreu s'insurge - RT 17 oct. 2024

La décision du gouvernement français d'interdire de stands les entreprises israéliennes au salon Euronaval, prévu en novembre prochain a provoqué l'ire de responsables de l'État hébreu. Le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a qualifié cette mesure de «*honte*» pour la France, estimant qu'elle dégradait les relations bilatérales.

Cette décision touche sept sociétés israéliennes qui avaient prévu de participer à l'évènement, indique la même source.

C'est la deuxième fois cette année que des entreprises israéliennes sont exclues d'un salon militaire en France. Au mois de mai, lors du salon Eurosatory, le gouvernement avait également estimé que les conditions n'étaient pas propices pour accueillir les entreprises israéliennes, alors qu'Emmanuel Macron exigeait l'arrêt des opérations à Gaza. RT 17 oct. 2024

Polémique avec Netanyahu: la colère de Macron après la fuite de ses propos sur Israël qu'il dit "*déformés*" - BFMTV 18 octobre 2024

Polémique sur Israël: Macron s'en prend aux ministres et aux journalistes - AFP 18 octobre 2024

"*Manque de professionnalisme*" des ministres et des journalistes, "*délitement du débat public*": Emmanuel Macron a violemment riposté jeudi après des propos rapportés sur la création de l'Etat d'Israël qui lui ont valu de vives critiques du Premier ministre Benjamin Netanyahu et du président du Sénat Gérard Larcher.

Ce mardi, quelques heures après la sortie dans la presse des propos du président, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot avait précisé la pensée présidentielle: "*Le propos du Président de la République en Conseil des ministres s'inscrivait dans un propos général rappelant l'importance pour Israël comme pour tous de respecter la charte des Nations Unies*."

"*Je voudrais me permettre de rappeler quelques règles*", a lancé le chef de l'Etat, très remonté, en préambule de sa conférence de presse à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles.

"*Il appartient aux journalistes et aux commentateurs de traiter les rumeurs et les propos rapportés avec les précautions qui s'imposent*", a poursuivi le Président.

"*Je dois vous dire combien j'ai été stupéfait de lire tant de commentaires, de commentaires de commentaires, de réactions, y compris de responsables politiques, étrangers ou français, devant des propos que j'aurais tenus sans se poser la question de savoir (...) ce que j'aurais exactement dit*", a-t-il dit.

En cause, des déclarations du chef de l'Etat rapportées par des participants au Conseil des ministres mardi.

Emmanuel Macron s'en est pris tout à la fois aux "*ministres*", aux "*journalistes*" et aux "*commentateurs*", en démentant ses propos "*tels qu'ils ont été rapportés*".

« *Je crois que je dis suffisamment sur la situation au Proche-Orient pour ne pas avoir besoin de ventriloque* », a-t-il fustigé.

Il a sommé les ministres de « *se montrer respectueux des règles et des fonctions pour ne pas faire circuler des informations fausses*" et les journalistes « *de traiter les propos rapportés avec les précautions qui s'imposent* ».

« *Il n'y a pas d'ambiguïté* », la France n'a « *jamais fait défaut* » à l'Etat d'Israël, a insisté Emmanuel Macron.

L'Association de la Presse Présidentielle (APP) a pour sa part estimé que le président mettait « *gravement en cause la déontologie de la presse* ». « *Notre travail ne peut se résumer à reprendre les déclarations officielles* », a-t-elle pointé sur X. AFP 18 octobre 2024

Emmanuel Macron demande à Israël de "*mettre fin à ses opérations militaires*" au Liban - BFMTV 18 octobre 2024

"*La France demande à Israël de mettre fin à ses opérations militaires, de ne pas y étendre son action au sol, de respecter la souveraineté du Liban aussi bien que ses obligations à l'égard des Nations unies, s'agissant tout particulièrement de la Finul*", a déclaré Emmanuel Macron.

Emmanuel Macron indique que la France tiendra "*une conférence de soutien au Liban et à sa souveraineté*" le jeudi 24 octobre.

Dans sa prise de parole, le président de la République a aussi dénoncé le comportement du Hezbollah et de l'Iran, qui "*portent une très lourde responsabilité dans la situation actuelle*".

"*En activant le Hezbollah contre Israël, en dépit de l'intérêt fondamental du Liban de se tenir éloigné de la guerre, l'Iran a fait le choix cynique d'exposer les Libanais et de se préserver lui-même*", déplore Emmanuel Macron.

"*Le Hezbollah doit en tirer les conséquences, il a des obligations: renoncer aux armes, au terrorisme et à la violence*", martèle le président de la République.

Emmanuel Macron s'est en outre réjoui de la mort de Yahya Sinouar, le chef du Hamas, dont l'élimination a été annoncée par l'armée israélienne ce jeudi 17 octobre. "*Cette occasion doit être saisie pour que tous les otages puissent être libérés et pour que la guerre soit enfin arrêtée*", a-t-il assuré.

Qui sont les terroristes ?

Au secours il pleut ou comment ils instaurent un régime de terreur permanente.

Le climat est notre ennemi, le système solaire est détraqué, notre galaxie est menacée, l'univers tout entier nous en veut, ajoutons tous ceux qui ne nous ressemblent pas, et cela fait du monde : Qui n'ont pas la même origine, la même identité, la même nationalité, la même couleur de peau, le même âge, le même sexe, la même religion, philosophie ou conception de l'existence, les mêmes idées, le même comportement, qui ne sont pas issu du même milieu social que nous, qui appartiennent à une autre communauté que la nôtre, etc.

A qui doit profiter cette propagande idéologique, sinon à ceux qui en sont à l'origine, nos seuls ennemis, de quoi, de classes, pardi !

Ils sont de plus en plus dingues !

Moustique tigre : Avec 80 cas autochtones, la dengue bat des records dans l'Hexagone - 20minutes.fr 16 octobre 2024

Elle pourrait bien être la prochaine épidémie en France.

La propagation de la dengue et d'autre virus également transmis par le moustique tigre comme le chikungunya ou zika présente « *une tendance alarmante qui exige une réponse coordonnée* », selon l'Organisation mondiale de la Santé, selon laquelle le nombre de cas de dengue suffisamment graves pour être testés a environ doublé chaque année depuis 2021 dans le monde. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Guerre idéologique. Ils ne sont plus à une manipulation près.

Affaire Depardieu : les images accablantes de Complément d'enquête… n'ont jamais existé ! - lejdd.fr 16 oct. 2024

Le JDD a mis la main sur les procès-verbaux des trois protagonistes à l'origine du *Complément d'enquête* consacré à Gérard Depardieu, diffusé en décembre dernier. Témoignages imprécis, versions contradictoires... L'ensemble est accablant. La preuve de la manipulation est désormais irréfutable.

C'est un véritable coup de tonnerre dans le litige qui oppose Gérard Depardieu à la production de l'émission *Complément d'enquête* (France 2) : cette fois, c'est officiel, il n'y avait aucune caméra braquée sur Gérard Depardieu lors du tournage de la tristement célèbre scène du haras ! Cette séquence, qui avait profondément choqué l'opinion publique, montrait l'acteur tenant des propos obscènes semblant viser une petite fille alors qu'elle montait à cheval. « *Si jamais il galope, elle jouit. C'est bien ma fifille, continue. Tu vois, elle se gratte là* », pouvait-on entendre de sa bouche, au moment où l'enfant apparaissait à l'écran, déambulant sur un poney. lejdd.fr 16 oct. 2024

J-C - En fait, hors champ de la caméra, au même moment une femme de 30 à 40 ans faisait du cheval, et c'est d'elle qu'il aurait parlé sans qu'elle entende ses propos graveleux. Par ailleurs, plusieurs actrices avaient témoigné que Depardieu appelait souvent les femmes fillettes ou fifilles.

L'article en entier avec moult détails :

https://www.lejdd.fr/societe/exclusif-affaire-depardieu-les-images-accablantes-de-complement-denquete-nont-jamais-existe-150654

J-C – J'ai condamné dans plusieurs causeries le lynchage dont Depardieu faisait l'objet au nom de la justice ou du respect de la présomption d'innocence, ce qui ne signifie pas que je le défendrais ou que je nierais le bien-fondé des accusations qui sont portées contre lui.

Personnellement, au cours de ma vie je n'ai jamais tenu de tels propos ou eu un tel comportement avec une femme, par principe, en raison de mon éducation, mais aussi de la crainte que m'inspiraient les femmes.

Pour la Banque mondiale il faudrait "*un siècle pour faire disparaître la pauvreté dans la moitié du monde*". Quel humaniste osera le justifier, alors qu'il suffirait d'abolir le capitalisme pour y mettre un terme immédiatement ?

J-C – Bien des militants, des travailleurs ou des intellectuels intervenant dans la lutte de classes ou dans les réseaux dits sociaux, seraient de gauche, démocrates, progressistes, humanistes, justifient l'existence du capitalisme, par conséquent, ils cautionnent la pauvreté, la précarité et la guerre qu'ils dénoncent et prétendent combattre, et qui finalement en sont les conséquences.

Comment un comportement aussi inconsistant est-il possible, sinon qu'ils se sont détournés du socialisme, dès lors, en l'absence de toute alternative au capitalisme, ils sont portés à croire que dorénavant et pour l'éternité le capitalisme régira les rapports sociaux, et tant pis si les trois quarts des 8 milliards d'hommes, femmes et enfants en souffriront durant toute leur existence, leur bonne conscience s'en accommodera.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils ont un niveau de conscience politique insignifiant ou une conscience de classe médiocre, qu'on est en présence d'ignorants sous influence de l'idéologie de la classe dominante. Au lieu de juger les autres ou de nous donner des leçons, nous les invitons amicalement à revoir leur copie.

Inégalités : Quelle part de la population mondiale vit sous le seuil de pauvreté ? - 20 Minutes/AFP 15 oct. 2024

Depuis plusieurs années, il n'y a plus de progrès dans la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale, et la proportion des individus en situation de pauvreté reste équivalente à celle de 1990… C'est ce qu'a révélé, ce mardi, la Banque mondiale.

Selon son rapport annuel sur la pauvreté, près de 700 millions de personnes, soit 8,5 % de la population, vit avec moins de 2,15 dollars par jour, soit le seuil d'extrême pauvreté ; un taux qui devrait baisser à 7,3 % d'ici à 2030, espère la Banque. Plus généralement, 44 % de la population mondiale vit avec moins de 6,85 dollars par jour, ce qui est considéré comme le seuil de pauvreté dans les pays émergents.

« *Après plusieurs décennies de progrès, le monde fait face à de sérieux retards en matière de lutte contre la pauvreté, conséquence d'une convergence entre ralentissement économique, dette élevée, conflits, chocs climatiques et la pandémie* » de Covid-19, a détaillé le directeur général de la Banque mondiale, Axel van Trotsenburg.

La pandémie de Covid-19, en particulier, a porté un coup sérieux à la réduction de la pauvreté dans le monde, observe le rapport, alors qu'un certain nombre de pays en développement n'ont pas retrouvé leur niveau de PIB par habitant prépandémique.

« *Le 1 % le plus riche a capté plus de richesse que 95 % de la population, il ne faut pas chercher bien loin pourquoi il faudra plus d'un siècle pour mettre fin à la pauvreté. La réduction radicale des inégalités doit être la priorité de la Banque mondiale* », a insisté Max Lawson, responsable des politiques inégalitaires chez Oxfam.

La Banque mondiale estime en effet qu'au rythme actuel, il faudra un siècle pour faire disparaître la pauvreté dans la moitié du monde. 20 Minutes/AFP 15 oct. 2024

Quand un système économique est en faillite, c'est qu'il doit disparaître.

Dette : le total mondial va atteindre 100 000 milliards de dollars, selon le FMI - LePoint.fr 16 octobre 2024

Entre 2019 et 2024, le poids de la dette par rapport au PIB au niveau mondial a ainsi gonflé de 83 à 93 %. Et les projections du FMI estiment que la dette devrait même atteindre 100 % de la production de richesse planétaire en 2030, voire 115 % dans les trois ans à venir, selon les prévisions pessimistes.

Les États-Unis sont les plus gros contributeurs à l'échelle de la planète, avec une dette qui dépasse les 34 000 milliards de dollars. Cette somme représente 125 % de la production annuelle de richesse du pays. Derrière eux, l'endettement de la Chine continue aussi d'augmenter, et équivalait à 83 % du PIB national en 2023, contre 77 % en 2022, alors que son montant était déjà de plus de 12 700 milliards de dollars.

À titre de comparaison, l'Insee chiffrait à 3 228 milliards d'euros – soit 3 515 milliards de dollars le montant de la dette française fin septembre dernier. LePoint.fr 16 octobre 2024

Bon appétit.

Afrique australe: cinq pays en état de catastrophe, le PAM alerte sur la «*pire crise alimentaire de l'histoire*» - RFI 16 octobre 2024

Le Programme alimentaire mondial (PAM) lance un nouvel appel d'urgence face à la « *pire crise alimentaire jamais connue* » en Afrique australe. Cinq pays sont particulièrement touchés : le Lesotho, le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. La situation, déjà dramatique, ne devrait pas s'améliorer avant plusieurs mois, tandis que l'aide internationale tarde à arriver.

Le PAM estime que 27 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise alimentaire, dont 21 millions d'enfants souffrent de malnutrition. Octobre marque le début de la période de soudure et, selon le PAM, « *chaque mois sera pire que le précédent, jusqu'au printemps prochain* ».

Les récoltes ont été désastreuses, le bétail décimé. Et dans les zones les plus touchées, les enfants sont chanceux s'ils parviennent à obtenir un repas par jour. « *La situation est catastrophique, il faut agir* », martèle Tomson Phiri, porte-parole du PAM pour l'Afrique australe. RFI 16 octobre 2024

Ils osent tout. Ce sont les mêmes, qui sont indifférents au massacre des enfants à Gaza et qui se soucieraient de leur alimentation.

J-C - Les gosses se foutront de la TVA et du prix s'ils ont envie d'en manger, ils continueront d'acheter ces confiseries ou pâtisseries, et ils le savent ces ordures de l'institut Montaigne, un think tank néolibéral. Ces sadiques ont le don de s'en prendre aux couches les plus faibles ou vulnérables, dont les enfants.

Un rapport propose de taxer les produits sucrés pour rendre les fruits et légumes plus accessibles - 20minutes.fr 17 octobre 2024

L'institut Montaigne propose que tous les produits sucrés, caramels, bonbons et chocolats, pâtes à tartiner ou pâtisseries particulièrement aimées par les enfants et les ados, affichent un taux de TVA à 20 %, afin de financer un chèque fruits et légumes de 30 euros pour les 4 millions de Français les plus modestes. 20minutes.fr 17 octobre 2024

Totalitarisme. Ce sont des intégristes, des fanatiques. Ils s'adressent aux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes de défendre les droits des femmes.

J-C – Il faut toujours commencer par se demander ou se rappeler qui sont-ils, pour se faire une idée assez précise sur leurs réelles intentions, qui ici sont de natures idéologiques ou politiques et n'ont rien à voir avec les aspirations légitimes des femmes. Au passage, ils légitiment Macron et son gouvernement en difficulté pour appliquer leur politique antisociale et ultra réactionnaire.

Violences sexuelles: des associations féministes réclament une "*loi intégrale*" - BFMTV 17 octobre 2024

Une cinquantaine d'associations et fédérations féministes, dont le Planning familial, Osez le féminisme ou la CGT, ont annoncé ce vendredi 18 octobre former une "*coalition*" portant près de 130 mesures pour construire "*une loi intégrale*" contre les violences sexuelles.

Cette coalition rassemble aussi la Fondation des Femmes, l'Amicale du Nid, En avant toute(s), Centralesupelec au féminin mais aussi des associations de protection de l'enfance et la CGT.

Lu.

Sputnik - Une inondation sans précédent depuis 1961 frappe le Sénégal...

Sputnik - Selon les autorités, ce phénomène est lié aux changements climatiques...

Source :

https://fr.sputniknews.africa/20241015/rue-du-fleuve-senegal-le-gouvernement-est-mobilise-pour-aider-les-sinistres-1068704278.html

Donc il y a déjà eu un précédent il y a 63 ans, à cette époque personne n'invoquait des "*changements climatiques*" relayés généreusement par l'agence de presse officielle russe, Spunik.

Je le précise pour ceux qui en pincent aveuglément pour tout ce qui vient de Russie. C'est toujours bien de fournir des exemples irréfutables et vérifiables, cela permet d'éviter toute contestation ou polémique, de remettre les choses à leurs places.

Deux commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- Les articles publiés par le Réseau Voltaire fournissent de précieuses données à ce sujet, sous forme de synthèses ou rappels très instructifs qui font gagner du temps quand on veut s'informer, sans pour autant qu'on se sente obliger de suivre ou d'adopter son orientation politique ou ses conclusions, qui peuvent parfois induire en erreur ou servir des intérêts occultes toujours liés à la réaction. Qui plus est, il fait généralement l'impasse sur la crise du capitalisme et la lutte de classes passe à la trappe.

Quand les extrêmes se rejoignent ou quand elles se partagent la sale besogne.

En résumé. L'extrême centre est piloté par le clan oligarchique Rothschild-Rockefeller ou Davos-Bilderberg, qui est à la fois sioniste et d'extrême droite, fasciste et nazi. S'il est minoritaire, il est le plus puissant financièrement, et le plus puissant politiquement selon les circonstances, cette nuance n'est pas sans importance. L'extrême centre est idéologiquement d'extrême droite par nécessité, car tout est bon pour préserver leurs privilèges, comme tout bon capitaliste qui se respecte finalement, qui si nécessaire collaborera avec un régime fasciste ou nazi.

L'extrême droite n'existerait pratiquement pas, si elle n'était pas financée et instrumentalisée par le clan oligarchique d'extrême centre, notamment, donc pas seulement, si on fait la distinction entre les différentes factions d'extrême droite qui existent en fonction de leurs origines qui remontent à la

monarchie ou du statut social de ses membres, car ce sont des intérêts personnels ou existentiels qui motivent avant tout leur appartenance à ces courants politiques.

Quel est le lien entre l'extrême centre et l'extrême droite ? Le sionisme nazi.

Pendant que l'extrême centre met de préférence l'accent sur la xénophobie anti russe et chinoise, normal puisque ce courant politique est au pouvoir ou aux affaires, l'extrême droite moins exposée se charge d'alimenter le racisme antimusulman ou anti-Arabes.

On peut s'étonner qu'un État minuscule et très peu peuplé comportant environ 6 millions de juifs, soit en mesure d'imposer sa loi à près de 200 États dans le monde, de posséder des relais dans tous les gouvernements occidentaux et toutes les institutions internationales, s'il n'incarnait pas les intérêts économiques et n'avait pas le soutien politique du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne, ce serait impossible.

Une infime minorité de 12 millions dicte le destin de 8 milliards d'habitants ou de l'humanité, décide à leur place de l'orientation de la situation mondiale en recourant aux pires actes de barbarie.

Alors qui sont les dangereux extrémistes, fanatiques, va-t-en-guerre, terroristes, criminels, les pires ennemis du progrès social et de la démocratie, ces barbares sionistes et les capitalistes ou les militants et partis ouvriers qui luttent partout dans le monde contre l'exploitation et l'oppression, contre la guerre, pour la liberté et pour le socialisme ?

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'extrême centre, qui est compatible avec la "gauche", la droite et l'extrême droite, seule l'extrême gauche ne trouve pas grâce à ses yeux, sans doute parce qu'elle se revendique encore du socialisme, même si dans certain cas cela relève plutôt de l'imposture.

- Voilà encore un article qui va susciter de nombreux commentaires !

Ce qui se conçoit bien s'exprime aisément, ce n'est manifestement pas le cas de monsieur Erno Renoncourt. C'est généralement à cela, qu'on reconnaît ceux qui ne savent pas de quoi ils parlent, ils sont les seuls à se comprendre, et encore !

L'auteur de ce charabia n'osant pas nous inviter directement à nous détourner du marxisme, s'en prend à tous ceux qui s'en réclament sans qu'on sache de qui ils parlent :

- "*Si l'on suit le catéchisme du marxisme, tel que déformé dans le prisme enfumé, par l'absence de toute lueur consciente, des héritiers de Marx*"

Lesquels ?

- "*il semble que l'immense majorité des héritiers de Marx se sont contentés de retenir la vérité première du marxisme*"

Lesquels ?

- "*Personne chez les marxistes n'a apparemment pris le temps de se demander*"

Lesquels ?

- "*nous en venons à la question du ''Que faire ?'' si adulée par les révolutionnaires marxistes*."

Lesquels ?

- "*Le matérialisme historique est si mal compris par certains marxistes*"

Lesquels ?

- "*l'approche critique du matérialisme historique envers la notion de conscience est en fait plus subtile, plus dynamique, plus intelligente et moins dogmatique que ce qu'en ont fait les héritiers de Marx*."

Lesquels ?

Tout s'explique.

Le fin mot de l'histoire était, semble-t-il ici, quand l'auteur nous invite à "cesser de voir l'évolution historique des sociétés sous le seul angle des rapports de production économiques", on ne saurait dire au profit de quoi à tel point la suite était pédantesque et inintelligible à souhait.

J'ai déjà perdu trop de temps avec ce borborygme.

Question très terre à terre : Comment peut-on évoquer le marxisme en occultant le matérialisme dialectique qui était la conception philosophique de Marx et Engels ?

Pour ceux ou celles qui veulent en savoir plus sur le marxisme, autant aller à la source, c'est plus sûr, et puis, à chacun ses références, c'est révélateur en général :

Anti-Dühring -Friedrich Engels (1878)

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/anti-duhring.pdf

- "*En ce qui me concerne, je suis aussi un « chercheur » en philosophie. Plus précisément : je me suis donné pour tâche, dans ces notes, de rechercher où se sont égarés les gens qui nous offrent, sous couleur de marxisme, quelque chose d'incroyablement incohérent, confus et réactionnaire*." Septembre 1908. V.I. Lénine

Quelle modestie, monsieur Erno Renoncourt ferait bien d'en prendre de la graine !

Matérialisme et empiriocriticisme - Lénine 1908

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/vil1908_materialisme.pdf

Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme - Lénine - Mars 1913

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/marxisme1913.pdf

Le Marxisme et notre époque - Trotsky 18 avril 1939

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/lt193904modif.pdf

Totalitarisme, les anglo-saxons en sont les champions toutes catégories.

J-C - Si vous mangez de la viande rouge, vous êtes complice de cette nouvelle forme de terrorisme made in England.

Royaume-Uni : Enquête ouverte après la mort d'une jeune femme piétinée par une vache dans un champ- 20 Minutes 15 octobre 2024

Au Royaume-Uni, une jeune femme de 29 ans avait trouvé la mort en juillet 2022, piétinée par une vache à Littlethorpe. Une enquête du jury a démarré ce lundi pour tenter de faire la lumière sur ce tragique accident, rapporte la BBC.

Selon l'expert, les dommages causés au corps de la jeune femme ne semblent toutefois pas suffisamment importants pour que l'ensemble du troupeau soit impliqué. Selon lui, cet « *incident relativement bref* » pourrait avoir été causé par un seul animal.

L'enquête se poursuit pour tenter de comprendre dans quelles circonstances précises elle a trouvé la mort.

J-C - Et malheureusement, ils ne pourront pas livrer tout le troupeau à un test ADN pour trouver la coupable, la juger et l'envoyer directement à l'abattoir ! Il faut croire qu'ils n'ont que cela à foutre ces cinglés de magistrats en Grande-Bretagne. La justice progresse dans ce pays !

Totalitarisme. France : Un Etat policier.

France, un régime toujours plus oppressif, liberticide, répressif.

J-C – Il s'agit d'une atteinte (répétée) intolérable à la liberté de déplacement. Cette mesure a été prise par la mairie de Paris dirigée par le PS. De la part des adeptes du confinement en 2020, normal.

La zone à trafic limité bientôt en place dans le centre de Paris - lepoint.fr 15 octobre 2024

D'ici à cet automne, un périmètre où la traversée en voiture sera interdite, sauf exception, va être mis en place. Ce dispositif, qui vise notamment à diminuer de 30 à 7 % les véhicules motorisés en centre-ville, devrait concerner le secteur de Paris Centre, soit des 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements.

La zone à trafic limité, dont les modalités d'accès seront définies avec la préfecture de police, restera aussi accessible au trafic de destination, c'est-à-dire aux usagers qui s'y arrêtent. Les personnes résidant ou travaillant dans la zone, les livreurs, les commerçants ou encore les personnes se rendant à un rendez-vous quelconque pourront y circuler librement. lepoint.fr 15 octobre 2024

Quand l'antisionisme est qualifié d'« *apologie du terrorisme* » par le ministre de l'Intérieur.

J-C – Si je me fie uniquement à ce qui figure dans cet article, je suis bon pour signalement un signalement par le nouveau ministre de l'Intérieur de Vichy ou de Netanyahu, Bruno Retailleau, et nous sommes des centaines de milliers dans ce cas-là en France ou davantage encore.

Vous aurez remarqué aussi, que pour un peu ce serait les propos tenus ces derniers jours par Macron qui pourraient figurer dans la liste.

Maintenant que LFI et Mélenchon ont rejoint les rangs des sionistes qui ont qualifié le Hamas de terroriste, l'union nationale est réalisée en France sur cette question. Ils sont encouragés à passer à l'étape supérieure de la répression des opposants au génocide d'Israël.

Zineb El Rhazoui visée par un signalement de Bruno Retailleau pour « *apologie du terrorisme* » - lepoint.fr 15 oct. 2024

Le ministre de l'Intérieur a saisi la procureure de Paris pour des déclarations controversées de Zineb El Rhazoui qui dit « *ne pas condamner* » les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre.

« *J'ai transmis ce jour à madame la procureure de la République de Paris le signalement pour le délit d'apologie du terrorisme concernant les propos de madame Zineb El Rhazoui tenus lors d'un entretien avec le journal Nouvelle Aube publié le 4 octobre dernier* », a-t-il indiqué sur son compte X.

Bruno Retailleau fait référence à une interview de la journaliste par Nouvelle Aube, déclinaison française du quotidien turc conservateur Yeni Şafak, dans laquelle elle compare Israël à une organisation terroriste et refuse de condamner l'attaque sans précédent du Hamas en Israël le 7 octobre 2023. « *Je ne condamne pas le 7 Octobre* », a-t-elle assuré dans les colonnes du journal. Et de déclarer : « *Israël est un Daech qui a réussi*. »

« *Il n'y a pas de civils en Israël puisque tout le monde fait le service militaire et arrive pour coloniser une terre qui ne lui appartient pas* », développe-t-elle dans cet entretien. Selon la journaliste franco-marocaine, la bande de Gaza, théâtre de bombardements depuis le 7 Octobre, est « *un camp de concentration devenu camp d'extermination* ».

Selon Zineb El Rhazoui, le Hamas est un « mouvement de résistance ». D'après ses propos, l'organisation « *a le droit de défendre sa patrie, son peuple, ses civils, son droit à l'existence* ». « *Israël dépasse largement en terrorisme tout ce que n'a jamais pu faire la résistance palestinienne* », a-t-elle assuré.

Zineb El Rhazoui, engagée historiquement en faveur des droits humains, figurait sur la liste des personnalités sélectionnées pour le prix Nobel de la paix 2021.

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, elle multiplie les critiques à l'égard d'Israël et se présente en militante propalestinienne. En décembre, elle s'est vu retirer le prix Simone Veil par Valérie Pécresse, qu'elle avait remporté en 2019 pour son « *combat contre l'islamisme* ». La présidente de la région Île-de-France, interpellée par Aurélien Veil, a pris cette décision après une publication polémique sur son compte X liée à la guerre à Gaza. Zineb El Rhazoui a notamment repartagé un texte comparant les sionistes aux nazis et les prisons israéliennes au camp d'Auschwitz-Birkenau. lepoint.fr 15 oct. 2024

Lire plus loin les déclarations de Macron et Netanyahu.

Qualifié le Hamas de «*mouvement de résistance*» ce serait faire l'«*apologie du terrorisme*».

Répression : Yannis Arab, historien et soutien de la Palestine, perquisitionné et arrêté à son domicile - Le Média en 4-4-2

Yannis Arab, doctorant en histoire spécialisé sur la Palestine, a été arrêté à son domicile de Moirans (Isère) le 8 octobre, lors d'une perquisition musclée. Accusé d'«*apologie du terrorisme*», il a été libéré quelques heures plus tard, mais son ordinateur reste confisqué dans le cadre d'une enquête en cours. Cet événement, dénoncé par ses soutiens, s'inscrit dans un contexte de répression croissante des défenseurs de la cause palestinienne en France.

L'enquête porte sur des faits d'«*apologie du terrorisme*», qui auraient été commis entre 2022 et 2024, notamment à travers des publications sur les réseaux sociaux. L'historien aurait qualifié le Hamas de «*mouvement de résistance*» dans un post du 7 octobre 2023, en évoquant la violence palestinienne comme une réponse à l'occupation israélienne.

Maître Rafik Chekkat, l'avocat de Yannis Arab, dénonce une procédure «injustifiée et répressive», ciblant les militants pro-palestiniens. Il explique que près de 800 procédures similaires ont été engagées depuis un an contre des individus ou organisations dénonçant les violences en Palestine. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, a notamment pris des mesures pour limiter ces soutiens sur les campus.

Dans un communiqué publié après sa libération, Yannis Arab revient sur la violence de cette intervention, dénonçant l'usage excessif de la force contre sa famille. Il écrit : «*Je n'oublierai pas et ne pardonnerai pas cette violence que ma famille a subie en raison de mon combat pour la dignité et les droits d'un peuple*». Malgré cette épreuve, Yannis Arab reste résolument engagé. «*Leur violence à mon égard n'a pas eu l'effet escompté : la peur et le silence. Non, au contraire. Je suis déterminé plus que jamais à défendre la dignité et les droits du peuple palestinien*», affirme-t-il. Le Média en 4-4-2 et revolutionpermanente.fr 9 et 15 octobre 2024

« *Apologie du terrorisme* ». Les pères fouettards des tribunaux jouent à faire peur - orientxxi.info 9 mai 2024

Soutenues bruyamment par les ministres de la justice, de l'intérieur et de l'enseignement supérieur, des centaines de procédures-bâillons ont été lancées en France pour des propos ou des écrits considérés comme soutenant le terrorisme. Ces procédures sont dans la plupart des cas en suspens, mais menacent des centaines de personnes. Et au-delà, l'expression de la solidarité avec les Palestiniens.

https://orientxxi.info/magazine/apologie-du-terrorisme-les-peres-fouettards-des-tribunaux-jouent-a-faire-peur,7311

Envoyé au tribunal parce qu'il dénonce un génocide ! - Charles Onana

https://www.youtube.com/watch?v=fmPikB_-Ogg

Charles Onana en procès contre la ligue des Droits de l'Homme pour ses propos contre le régime de Paul Kagamé

Avec Charles Onana, politologue, journaliste d'enquête, essayiste et éditeur franco-camerounais

---

Quand les agents du capitalisme, qui nous pourrit la vie, se veulent vertueux.

J-C - On aurait tout aussi bien pu relever, qu'ils avaient forcément quelques choses d'inavouables à cacher, mais quoi ? Que ce sont des imposteurs, tout simplement.

Ils se prostituent pour le compte du capitalisme, et ensuite ces corrompus veulent nous donner des leçons de morale.

Quant à la violence sociale que le capitalisme impose quotidiennement à tous les travailleurs, ils la cautionnent, ils en sont les complices ou les exécutants zélés, alors qu'ils aillent se faire foutre !

Le PS met en place formation aux violences sexistes et sexuelles obligatoire pour ses membres - Le HuffPost 16 octobre 2024

Le bureau national a adopté ce mardi 15 octobre soir une résolution obligeant tout membre des instances nationales du parti et tout candidat à une élection au nom du PS à suivre une formation aux violences sexuelles et sexistes, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Cette résolution a été adoptée à « *l'unanimité* ». Elle prévoit aussi de proposer à chaque nouvel adhérent une telle formation. Le HuffPost 16 octobre 2024

En complément.

Olivier Faure estime qu'"*il n'y a plus aucun endroit en France qui soit épargné*" par le narcotrafic - BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Il devait parler de leur propagande social-néolibérale libertaire nauséabonde.

Surréaliste ? Ces chiens ne sont jamais à court d'idées pour nous taxer.

Budget 2025 : Et si on taxait les propriétaires de chiens comme en Allemagne ? - 20minutes.fr 16 octobre 2024

Si vous avez un corgi, un teckel ou un berger allemand de l'autre côté de la Moselle, il faut en effet passer à la caisse. Comptez en moyenne 120 euros pour avoir un chien à Berlin et 102 euros à Francfort, renseigne Les Echos dans un article. Le toutou est imposable dès trois mois et le prix varie selon la race : comptez ainsi plus de 1.000 euros annuels à Nuremberg si vous avez un chien

de combat. La mesure est un succès économique : 421 millions d'euros rapportés en 2023, soit des recettes en hausse de 40 % en dix ans.

Une telle taxe pourrait exister en France ? 9.712.324 chiens ont été identifiés en 2023 selon le fichier national d'identification des chiens, des chats et des furets. A 100 euros de moyenne la taxe annuelle sur le chien, voilà quasiment un milliard trouvé...

Clément Carbonnier, codirecteur de l'axe de recherche Politiques socio-fiscales du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publique à Sciences Po, temporise toutefois : « *S'il faut que les propriétaires de chiens paient pour l'ensemble du parc canin, que les vélotaffeurs paient pour les pistes cyclables, ou seulement les parents pour les parcs à jeux pour enfant, on perd le sens de l'espace public.* » Pour l'économiste, les finances publiques locales et taxes de commune doivent servir pour des… services publics, même si tout le monde n'en a pas usage. « *Sinon, on obtient des* "clubs locaux" *: chacun paie sa part et à son propre espace.* »

A 1.000 euros le coût d'entretien d'un chien en moyenne en France, on pourrait se dire que les propriétaires ont les moyens pour une petite taxe supplémentaire.

Audrey Jougla, professeure de philosophie et spécialiste du rapport entre l'homme et l'animal, dément l'idée : « *Tous les propriétaires de chiens ne sont pas aisés, ni n'ont les moyens de bien traiter leurs animaux. De nombreux chiens appartiennent à une population urbaine défavorisée*. »

Mais inutile de débattre plus longtemps du bien-fondé ou non de cette mesure, tant cette dernière n'a en réalité aucune chance de surgir du budget 2025. L'argument massue ? Son immense impopularité. Audrey Jougla : « *Aujourd'hui, l'animal de compagnie, et particulièrement le chien et le chat, est vécu comme un membre à part entière de la famille. Il y a un rapport un peu excessif dans la place qu'il peut occuper, pas forcément saine pour l'animal non plus d'ailleurs. Mais ce dernier semble difficilement touchable politiquement*. »

En France, 32 % des foyers possédaient un chien en 2023. Difficile donc d'imaginer le gouvernement se lancer dans une mesure peut-être encore plus décriée que la réforme des retraites. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Barnier multiplie les concessions à l'extrême droite.

AME : le budget de l'Aide médicale d'État ne sera pas augmenté, le gouvernement change d'avis - Le HuffPost 16 octobre 2024

Volte-face. Le gouvernement s'est dit favorable ce mardi 15 octobre à un gel des crédits consacrés à l'Aide médicale d'État (AME) destinée aux sans-papiers, un changement de pied après avoir prévu initialement de les augmenter dans le budget 2025.

Le projet de budget présenté jeudi dernier prévoyait une hausse des crédits de l'AME de 8 %, à 1,3 milliard d'euros, contre 1,2 en 2024, ce qui avait suscité des protestations chez certains élus du Rassemblement national, opposés à cette augmentation.

À plusieurs reprises, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau a dit qu'il souhaitait réformer l'AME et la remplacer par une aide médicale d'urgence aux contours drastiquement réduits.

Pendant la campagne des législatives anticipées cet été, le RN indiquait pour sa part vouloir la remplacer par « *une aide d'urgence vitale* ».

En 2024, l'enveloppe de l'AME prévue par l'État représentait environ 0,5 % des dépenses de santé prévues par le budget de la Sécu (PLFSS). Fin 2023, on comptait 466 000 bénéficiaires de l'AME. Le HuffPost 16 octobre 2024

En famille. L'extrême droite est déjà au pouvoir.

"*Tout cela va dans le bon sens*": le député RN Jean-Philippe Tanguy prêt à voter la future loi immigration - BFMTV 16 octobre 2024

Le député du Rassemblement national Jean-Philippe Tanguy estime ce mardi 15 octobre que le texte "*va dans le bon sens*". Pour l'élu, "*ce sont des victoires idéologiques*" pour son parti.

Pour le député Jean-Philippe Tanguy, le Rassemblement national pourrait voter en faveur du texte sans "*aucun état d'âme*", a-t-il expliqué sur BFMTV ce mardi 15 octobre.

Un texte qui, pour Jean-Philippe Tanguy, "*nous donnait raison sur le contrôle des aides aux étrangers, sur un meilleur contrôle des frontières et sur des restrictions considérables à la capacité de régularisation*".

"*Je me souviens du barrage républicain en juillet qui expliquait que c'était épouvantable tout ce qu'on proposait. Puis finalement, monsieur Retailleau en tout cas en paroles est parfois à notre droite*", estime le député. BFMTV 16 octobre 2024

Les idéologues néoconservateurs ne sont jamais à court d'imagination.

« *Sursaut* » : les propositions chocs de Nicolas Baverez - Le Point 16 octobre 2024

Présentation.

Nicolas Baverez (63 ans), essayiste français, avocat, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration (ENA), docteur en histoire et agrégé de sciences sociales.

Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007, il est membre de son comité directeur, trésorier de la Société des amis de Raymond Aron, membre du comité directeur de l'Institut Montaigne.

Nicolas Baverez est devenu libéral à partir de son entrée à l'ENA, en 1986 (Source : artefilosofia.com

Cet article a donc été rédigé par un idéologue du clan Rothschild-Rockefeller très influent sur Macron, on peut donc le lire pour avoir une idée assez précise de l'orientation politique défendue par ce clan de l'oligarchie financière concernant la France, sa conception de la société et du monde.

https://www.lepoint.fr/economie/extraits-exclusifs-les-propositions-chocs-de-nicolas-baverez-dans-son-essai-sursaut-16-10-2024-2572935_28.php#11

Quelques commentaires d'abonnés du Point quelque peu désabusés.

1- Le problème en France c'est que l'extrême gauche nous empêche de faire les réformes nécessaires, avec ses manifestations violentes et ses grèves, avec l'aide des journalistes d'extrême gauche qui nous disent ce qu'il faut penser

2- Il faut du courage, ne pas avoir peur du corporatisme et ne pas craindre la révolution.

3- Nous sommes face à un mur, indiscutablement.

4- Dans un pays paralysé par le syndicalisme, et dont la moitié de la population descend dans la rue à la moindre tentative de réforme...

Les masques tombent. Populisme. En famille. Mélenchon : Le naufrage final.

J-C – Il ne laisse jamais passer une occasion pour cautionner Macron, Barnier et son gouvernement, les institutions de la Ve République, le capitalisme, jusqu'au sionisme, mais où s'arrêtera-t-il ?

BFMFTV- Dans une note de blog publiée ce lundi 14 octobre, le leader de La France insoumise s'est félicité de la hausse d'impôts demandée par le gouvernement aux Français les plus "*fortunés*" dans le budget 2025.

"*Le budget Barnier reconnaît notre victoire idéologique, pour nous antilibéraux*", écrit Jean-Luc Mélenchon sur son site. "*L'impôt sur les riches est réhabilité et celui sur les superprofits des entreprises aussi*", se réjouit-il.

"*Peu importe les montants: c'est le raisonnement qui compte*", avance-t-il, estimant que Michel "*Barnier a enterré les interdits et les tabous du libéralisme des gouvernements macronistes*."

"*Le budget montre davantage que des chiffres douloureux. J'y vois surtout l'agonie d'une époque. Celle de l'imposture libérale hier encore triomphante. Il ne reste rien de sa promesse initiale*", insiste encore l'ancien candidat à la présidentielle. BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Et nous qui pensions aux millions de travailleurs et leurs enfants en proie à la pauvreté, pour lesquels la survie constitue un défi quotidien, penser au lendemain avant de s'endormir un véritable cauchemar, qu'ils soient soulagés car une lueur d'espoir est née, dorénavant les riches partagerons leur « *douloureux* » destin !

C'est l'Etat colonial français ou la Ve République qui ne sont plus « *viables* »

Crise sociale en Martinique: le couvre-feu prolongé par la préfecture jusqu'au lundi 21 octobre - BFMTV 15 octobre 2024

"*Aucun incident notable*" n'a cependant été relevé par la police et la gendarmerie au cours des dernières 48 heures, avait indiqué la préfecture plus tôt dans la journée.

Prévue mardi, la septième réunion de négociation entre l'État et les acteurs locaux (militants, grande distributions, élus) pour faire baisser le coût de la vie n'aura finalement pas lieu, faute de "*nouvelle proposition concrète et viable*", a indiqué lundi soir le président du conseil exécutif de Martinique, Serge Letchimy.

Le collectif militant Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC) réclame que les distributeurs s'engagent à ne pas dépasser un certain différentiel de prix sur "*tout l'alimentaire*" alors que le document de travail actuel évoque seulement 54 familles de produits concernées. BFMTV 15 octobre 2024

Martinique: une figure de la protestation contre la vie chère condamnée à 7 mois de prison - BFMTV 15 octobre 2024

Bruno P., dit "*Volkan*", l'une des figures de la protestation en Martinique contre la vie chère, a été condamné à 7 mois de prison ce mardi 15 octobre pour avoir bloqué l'aéroport de Fort-de-France jeudi dernier.

J-C - Nous exigeons sa libération immédiate inconditionnelle, tout comme celle de tous les militants calédoniens emprisonnés…

Mobilisation contre la vie chère en Martinique : l'Etat annonce un accord pour baisser le prix de l'alimentaire de 20% - FranceInfo 17 octobre 2024

Cet accord n'a pas été ratifié par le collectif Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), à l'origine de la mobilisation depuis le 1er septembre, qui a appelé à "*poursuivre le mouvement*".

Cette baisse concerne *"une liste de 54 familles de produits correspondant aux produits alimentaires les plus consommés en Martinique*", écrit le préfet dans un communiqué. Le "protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère", sur ce territoire

Le RPPRAC réclame que la baisse des prix consentie par l'Etat et les divers acteurs locaux concerne "*tout l'alimentaire*". "*On parle de 6 000 produits sur 40 000*", précise Rodrigue Petitot, qui demande également la venue du ministre des Outre-mer sur l'île. "*On est ultradéterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause*", a-t-il martelé. FranceInfo 17 octobre 2024

« *Tous les ministres ont laissé faire* » : Tous corrompus. S'ils le disent eux-mêmes !

Eaux minérales contaminées : « *Nestlé a fraudé* » et « *tous les ministres ont laissé faire* », selon le rapport parlementaire - 20minutes.fr 16 octobre 2024

«*Nestlé a fraudé et trompé les consommateurs. Tous les ministres ont su et ils ont laissé faire. Ils auraient dû sanctionner et informer. Ils ne l'ont pas fait* », dénonce Antoinette Guhl, rapporteure d'une mission « flash » lancée par le Sénat en avril dernier sur les « *eaux contaminées* ».

La sénatrice écologiste, interrogée par Le Monde, souligne que Nestlé a vendu *« une eau 200 fois plus cher que celle du robinet en prétendant qu'elle provenait d'une source naturellement pure, alors qu'elle faisait l'objet de traitements interdits, filtres UV et à charbon actif* ».

Le gouvernement avait été avisé par Nestlé en 2021 de son recours à des traitements litigieux. Sans rendre l'affaire publique, il a par la suite assoupli la réglementation, permettant aux industriels d'utiliser des microfiltres avec un seuil de filtration inférieur à 0,8 micron. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Santé.

Le ministère de la Santé est devenu une agence des trusts pharmaceutiques mafieux qui vous empoisonnent à petit feu ou pire encore.

J-C - Avec la complicité de la quasi-totalité du corps médical favorable à la vaccination contre la grippe, y compris l'ensemble des médecins que j'ai cités dans mes causeries.

Pour rappel. Quand j'étais gosse, tous les ans en hiver je tombais malade, c'était systématique, ma sœur également, grosse fatigue avec gros rhume et fièvre, tous les symptômes d'une grippe ou d'une affection respiratoire. Il faut dire qu'on était très pauvre, et notre alimentation était déséquilibrée. On mangeait peu ou pas de viande et des légumes, pas de fruits, trop chers. Le médecin me prescrivait quelques jours de repos à une semaine.

Pendant ce temps-là, tous mes petits camarades issus d'un milieu social plus favorisé continuaient d'aller à l'école et ils se portaient à merveille, aucun d'entre eux n'était vacciné contre la grippe. Un miracle en somme, puisque ces médecins sont évidemment incapables d'expliquer cette différence de traitement qu'ils attribuent à un virus, du coup, théorie manifestement erronée qui m'a conduit à me dire qu'il devait exister une autre explication, celle que j'ai fournie ci-dessus.

Cependant, elle est trop élémentaire et présente un grave inconvénient, elle ne rapporte rien à personne. Vous aurez noté au passage comment tous les médecins se sont grassement enrichis en pratiquant leur "*art*", alors quand vous entendrez quelqu'un évoquer l'art de s'enrichir sur le dos d'ignorants, n'oubliez jamais les médecins, sauf très rares exceptions.

Macron et son gouvernement en tiennent une sacrée dose de sadisme.

Vaccination contre la grippe et le Covid-19 : comment va se dérouler la campagne qui commence mardi - francetvinfo.fr 15 oct. 2024

Suivant les recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS), la DGS propose, en ce qui concerne le Covid-19, des vaccins utilisant la technologie à ARN-messager. En l'occurrence, il s'agit du vaccin Comirnaty JN.1, développé par le laboratoire Pfizer. Il s'agit d'un "*vaccin efficace contre le variant Omicron qui circule majoritairement sur le territoire*", souligne Sarah Sauneron.

Côté grippe, trois vaccins sont disponibles : le Fluarix Tetra, développé par le laboratoire GSK, le Vaxigrip Tetra, produit par Sanofi, et l'Influvac Tetra du laboratoire Viatris Santé. Ils peuvent être injectés dès l'âge de 6 mois et être utilisés indifféremment, quelle que soit la cible, précise l'assurance-maladie (Nouvelle fenêtre). Au total, "*13,9 millions doses de vaccins seront livrées*", assure Sarah Sauneron, ajoutant que "*si les besoins venaient à être supérieurs, un système de pré-réservation sera possible*". francetvinfo.fr 15 oct. 2024

J-C – Il n'y a plus que les fœtus qui sont épargnés par ces monstres, pendant combien de temps encore ?

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Un démenti à ceux qui ont prétendu que les missiles iraniens n'avaient pas atteint leurs cibles (dont le Réseau Voltaire).

Un missile iranien détruit un radar israélien d'une valeur de 500 millions de dollars - reseauinternational.net 14 octobre 2024

Les médias d'État iraniens ont publié de nouveaux détails sur une opération du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), dont le nom de code est «*Vada-e Sadeq 2*», qui aurait abouti à la destruction de l'une des installations militaires les plus coûteuses d'Israël. Selon ces rapports, les militaires iraniens ont réussi à désactiver un radar en bande X situé au cœur de Tel-Aviv, ce qui a joué un rôle clé dans le succès de l'opération.

Selon la télévision d'État iranienne, avant de lancer l'attaque principale, les unités du CGRI ont pris pour cible un radar que l'armée israélienne avait dissimulé dans un parc de Tel-Aviv. Il s'agit d'une étape importante de l'opération, car la destruction du système d'alerte précoce prive Israël de la possibilité de réagir à temps aux attaques ultérieures.

Selon des sources iraniennes, les Israéliens ont installé une fausse copie du radar près de la base aérienne de Nevatim pour tenter d'induire l'ennemi en erreur. Toutefois, les unités du Corps des gardiens de la révolution islamique ont réussi à déjouer la ruse et à frapper le vrai site.

Ce radar à bande X, d'une valeur de 500 millions de dollars, est l'une des technologies militaires les plus coûteuses au monde. En comparaison, son prix équivaut au coût de 83 chars Merkava, ce qui souligne l'importance stratégique de cette installation pour le système de défense israélien. La destruction du système aurait été un facteur important dans le succès des attaques de roquettes ultérieures sur le territoire israélien.

Source : Avia.pro

https://avia.pro/news/iranskim-raketnym-udarom-unichtozhen-izrailskiy-radar-stoimost-500-mln-dollarov

Pakistan.

Le Pakistan place Israël et Netanyahou dans la liste des terroristes - Réseau International 14 octobre 2024

Les autorités pakistanaises ont qualifié Israël d'État terroriste et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou de criminel de guerre au regard du droit international. C'est ce que révèlent les informations partagées hier par le journal Dawn. Shahbaz Sharif, le conseiller aux affaires politiques du Premier ministre pakistanais, Rana Sanaullah, le ministre de l'Information et de la Radiodiffusion, Attaullah Tarar, et des représentants du parti Tehrik-e-Libbeyk Pakistan (TLP) ont tenu une conférence de presse commune à Islamabad, la capitale du pays.

Cités par ce média pakistanais, les officiels pakistanais ont expliqué qu'en commun accord, après les manifestations en soutien à Gaza, le gouvernement pakistanais a décidé de reconnaître officiellement le Premier ministre israélien comme un terroriste et d'inviter la communauté internationale à faire de même.

Le Pakistan assure notamment vouloir accélérer le soutien aux victimes palestiniennes des atrocités israéliennes en fournissant davantage d'aide humanitaire à Gaza. Il a annoncé que plus de 1000 tonnes de nourriture et de médicaments seraient expédiées en Palestine et que le gouvernement avait également accepté de fournir une assistance médicale au peuple palestinien et d'envoyer du personnel médical dans la région.

Par ailleurs, des dispositions seront prises pour permettre aux blessés palestiniens de venir au Pakistan pour y être soignés. Sanaullah a qualifié Israël d'État terroriste et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou de criminel de guerre au regard du droit international, et a déclaré que le Pakistan utiliserait tous les moyens possibles pour aider les Palestiniens et condamner Israël. Exigeant que Netanyahou soit poursuivi, Sanaullah a ajouté que «*Netanyahou est un terroriste et un auteur de crimes de guerre. Netanyahou est responsable des atrocités commises par Israël en Palestine. Nous le qualifions de terroriste et demandons à la communauté internationale de reconnaître le Premier ministre israélien Netanyahou comme un terroriste*».

Un comité est formé pour identifier et boycotter les entreprises qui soutiennent Israël «*Nous boycotterons non seulement Israël, mais aussi tous les produits associés à Israël et les entreprises qui sont directement ou indirectement impliquées dans ces atrocités ou qui les aident*», a insisté Sanaullah, annonçant qu'un comité avait été formé pour identifier les entreprises qui soutiennent financièrement les attaques d'Israël contre Gaza et pour interdire les produits de ces entreprises. Il a appelé la communauté internationale à tenir Netanyahou responsable de ses actes et à le traduire en justice.

L'Irlande prévoit de réduire ses liens commerciaux avec Israël - Euronews 17 octobre 2024

L'Irlande prévoit de réduire ses liens commerciaux avec Israël. Le Premier ministre Simon Harris a déclaré vouloir interrompre toute transaction économique impliquant des produits originaires de la Cisjordanie occupée.

Jusqu'à présent, seules l'Espagne et l'Irlande ont révisé les conditions de leur accord commercial avec Israël au sein de l'Union européenne. Euronews 17 octobre 2024

Ils ne peuvent plus le nier.

Liban: la Finul affirme qu'un char israélien a tiré une nouvelle fois sur une de ses positions - BFMTV 17 octobre 2024

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a affirmé ce mercredi 16 octobre qu'un char israélien avait ouvert le feu sur l'une de ses tours de guet dans le sud du Liban, où ses Casques bleus sont déployés.

Des Casques bleus "*postés près de Kfar Kila ont observé un char israélien de type Merkava tirer sur leur tour de guet. Deux caméras ont été détruites et la tour endommagée*", a déclaré la Finul dans un communiqué, en déplorant des "*tirs directs et visiblement délibérés*" sur l'une de ses positions. BFMTV 17 octobre 2024

Ils n'ont vraiment rien à envier aux nazis.

La mort de Shaban al Dalu, jeune Gazaoui brûlé vif après un bombardement israélien sur l'hôpital Al-Aqsa, émeut le monde entier - huffingtonpost.fr 16 octobre 2024

La vidéo a fait le tour du monde. Lundi 14 octobre, Israël a bombardé un camp de réfugiés situé à proximité de l'hôpital Al-Aqsa à Deir al-Balah, dans la bande de Gaza, faisant plusieurs dizaines de blessés et tuant au moins quatre personnes. Parmi elles, Shaban al Dalu, un jeune Palestinien de 19 ans dont la mort a été filmée par plusieurs témoins présents sur place.

Les images, insoutenables, montrent Shaban, tenté de s'extraire de l'incendie et des débris du bombardement. « *Des gens sont en train de brûler devant nous !* », hurle Saleh Al-Jafarawi, un vidéaste palestinien qui capture la scène, au milieu des cris.

Shaban al Dalu, étudiant en génie informatique qui allait fêter ses 20 ans, avait trouvé refuge dans ce camp pour se remettre d'une blessure 10 jours auparavant. Au moment du bombardement, il était en compagnie de sa famille. Si son père et ses frères et sœurs ont survécu à la frappe, sa mère a également été tuée.

« *Je ne faisais que crier :* "Mon frère est en feu ! Mon frère est en feu !" », a témoigné le petit frère de Shaban, Mohammed, auprès de SkyNews. « *Mon frère était en train de brûler sous mes yeux et je ne pouvais rien faire pour l'aider. C'est un sentiment indescriptible.* » Son cousin de 14 ans, Tasnim, a déclaré : « *Je ne comprends vraiment pas ce qu'on a fait pour mériter ça. Nous sommes des familles déplacées. On bouge d'un endroit à un autre, c'est tout ce qu'on peut faire. Qu'est-ce qu'on a fait de mal ?* »

Pas de lieu sûr à Gaza, Israël brûle vifs les déplacés - Al-Manar 15 octobre 2024

Dans la nuit de dimanche à lundi 14 octobre, l'aviation de l'occupation a brûlé vifs des dizaines de déplacés qui s'étaient réfugiés dans la cour de l'hôpital Martyrs d'Al-Aqsa, au centre de Gaza.

Source : Al-Manar

La vidéo (je l'ai téléchargée):

https://twitter.com/i/status/1846212944939356287

Gaza: Israël accusé d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains - BFMTV 17 octobre 2024

Selon des informations du *New York Times*, l'armée israélienne aurait utilisé des Palestiniens comme boucliers humains dans la guerre dans la bande de Gaza.

Selon le quotidien américain, des unités de l'armée israélienne réparties dans cinq villes du territoire palestinien ont contraint des civils à effectuer des tâches telles que la recherche d'explosifs ou le repérage à l'intérieur de tunnels du Hamas, dans le but de protéger les soldats.

Le *New York Times* a notamment cité un adolescent, alors âgé de 17 ans, qui a déclaré que des soldats israéliens l'avaient forcé à marcher menotté devant eux pour rechercher des explosifs, avant d'être relâché sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. BFMTV 17 octobre 2024

Liban : le maire de Nabatieh tué dans une série de frappes israéliennes sur sa ville - RT 16 oct. 2024

Ce 16 octobre 2024, des frappes israéliennes ont ciblé la ville de Nabatieh, située dans le sud du Liban, entraînant un lourd bilan. «*Le maire de Nabatieh a été tué dans l'attaque, ainsi que plusieurs autres personnes*», a déclaré Howaida Turk, gouverneur de la région. Elle a qualifié l'événement de «*massacre*» et rapporté que les frappes avaient touché des bâtiments municipaux ainsi qu'un centre médical. Le ministère de la Santé libanais a annoncé un bilan provisoire de six morts et plus de 40

Fortes tensions diplomatiques

La situation diplomatique se tend également entre Israël et plusieurs chancelleries européennes. Selon le gouvernement italien, les 16 pays de l'Union européenne participant à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) ont annoncé ce 16 octobre leur intention d'exercer une «*pression maximale aux niveaux politique et diplomatique*» sur l'État hébreu afin d'éviter de «*nouveaux incidents*».

Comme l'a précisé Rome, cette décision a été prise lors d'une réunion par visioconférence de leurs ministres de la Défense. Paris a réaffirmé son engagement en faveur du maintien de la Finul, mais a également demandé aux organisateurs du salon Euronaval de ne pas accueillir de «*stands ni exposition de matériels*» israéliens lors de l'édition prévue en novembre à Paris.

Cette décision, annoncée ce 16 octobre par les organisateurs du salon, a été qualifiée dans la foulée de «*honte pour la nation française et pour les valeurs du monde libre*» par le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant.

À Londres, lors de la séance hebdomadaire de questions au Premier ministre à la Chambre des communes, Keir Starmer, a fait savoir que son gouvernement «*examinait*» de possibles sanctions contre les ministres israéliens Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, à la suite de propos «sans aucun doute odieux», «*ainsi que d'autres actions très préoccupantes en Cisjordanie et à travers la région*». RT 16 oct. 2024

Israël attaque les Nations unies par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 octobre 2024

Contrairement à une idée reçue, l'Assemblée générale des Nations unies n'a accepté l'adhésion d'Israël que sous condition (résolution 273). Or, Tel-Aviv n'a jamais respecté ses engagements. Il refuse d'appliquer 229 résolutions du conseil de Sécurité et de l'assemblée générale. Il vient de déclarer une agence de l'ONU « *organisation terroriste* », a appelé à raser son siège à New York, a désigné persona non grata son secrétaire général António Guterres, et vient d'attaquer quatre fois les forces de l'ONU au Liban (FINUL), blessant deux casques bleus.

Par Thierry Meyssan

Lors du retrait britannique de la Palestine mandataire (c'est-à-dire de la Palestine placée par la SDN sous l'administration provisoire du Royaume-Uni), le 14 mai 1948, le Conseil général sioniste, émanation de la Haganah (c'est-à-dire la principale milice de la communauté juive immigrée), proclama unilatéralement l'indépendance de l'État d'Israël. Elle fut annoncée par le président de l'Agence juive (c'est-à-dire l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale).

Il importe ici de préciser que l'occupant britannique ne se retira que d'environ un quart de la Palestine mandataire. Il avait déjà officiellement quitté les trois autres quarts, constituant la Transjordanie mandataire, future Jordanie.

Après quelques jours de réflexion, l'assemblée générale des Nations unies décida de reconnaître le nouvel État, non sans avoir souligné qu'en principe, ce n'était pas à une milice, la Haganah, de proclamer un État, même si cette proclamation venait combler le vide du départ de l'autorité mandataire, c'est-à-dire des Britanniques. L'assemblée générale avait bien noté que la proclamation d'indépendance ne disait rien du régime de cet État (théocratie ou république), ni de ses frontières. Elle entendait poursuivre son plan en vue de la création d'un État binational, à la fois arabe et juif, sans continuité territoriale entre les deux entités (Jérusalem et Bethléem ayant un statut international). Elle avait été rassurée par la référence du nouvel État à « *une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous les citoyens sans distinction de croyance, de race et de sexe.* »

Dès le lendemain de l'indépendance, l'Égypte, l'Irak, la Transjordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen envoyèrent leurs armées en Palestine. L'histoire officielle assure aujourd'hui que ces six pays (les « *arabes* », comprenez les « *musulmans* ») n'acceptaient pas un État juif, alors que cinq d'entre eux s'opposaient à la colonisation juive après la colonisation britannique et que le sixième soutenait Israël. La religion n'était un problème que pour Izz al-Din al-Qassam, les Frères musulmans et le mufti nazi Mohammed Amin al-Husseini. Identiquement, la propagande assure que ces armées furent battues en brèche par la valeureuse armée israélienne, sous-entendu « *depuis le premier jour, les juifs sont moralement supérieurs aux arabes* ». La réalité fut tout autre. La guerre

mondiale venait de se finir et aucun de ces pays, hormis la Transjordanie, n'avait d'armée digne de ce nom. Leurs troupes étaient exclusivement formées de volontaires. En outre, l'armée transjordanienne, qui mit fin au conflit, se battit du côté d'Israël contre les autres arabes. En effet, la Transjordanie, toujours sous influence britannique, espérait empêcher la création d'un État palestinien et annexer son territoire. Son armée n'était autre que celle des Britanniques (la « *Légion arabe* ») et était toujours placée sous le commandement du général John Bagot Glubb (alias « *Glubb Pacha* »). Ce sont les Transjordaniens (en fait les Britanniques) et non pas les Israéliens qui ont vaincus les autres armées arabes. Au cours du conflit, son souverain, le roi Abdallah Ier a d'ailleurs été proclamé « *roi de Palestine*. »

Durant ce conflit, les forces israéliennes, laissèrent les Britanniques de Transjordanie se battre contre les arabes et appliquèrent quant à elles le Plan D (en hébreu : Plan « *Dalet* »). La Haganah entendait en effet partager le moins de territoires possibles avec la Transjordanie. Les forces israéliennes importèrent illégalement des armes de Tchécoslovaquie (déjà dirigée par les communistes), probablement avec l'accord de l'URSS, prétendument pour lutter contre la colonisation britannique, en réalité pour expulser les Palestiniens. C'est la Nakba (catastrophe). 750 000 Palestiniens (soit entre 50 et 80 % de la population) sont déplacés de force.

Israël demande et obtient, l'année suivante, son adhésion aux Nations unies. À cette époque aucun État décolonisé n'en fait partie. Les pays sous influence anglo-saxonne y sont majoritaires. Cependant ils n'acceptent Israël que sous condition. Dans sa résolution 273, l'assemblée générale de l'ONU fait référence à un engagement écrit du ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire d'Israël, Moshé Shertok, par lequel il « *accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies* » [1].

À ce jour, Israël n'a pas respecté cet engagement et ne s'est pas conformé à 229 résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Son adhésion pourrait donc être suspendue à tout moment.

Au cours des derniers mois,

• Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a déclaré le 23 mars que l'ONU était devenue « *une organisation antisémite et anti-israélienne qui abrite et encourage le terrorisme* ».

• Israël a mené campagne contre une agence des Nations unies, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'accusant d'être au service du Hamas. En juillet dernier, la Knesset a adopté trois lois (1) interdisant à l'UNRWA d'opérer sur le territoire israélien (2) privant son personnel des immunités diplomatiques (3) la déclarant organisation terroriste.

• Le représentant permanent d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a déclaré lors de la fin de son mandat, en août dernier, parlant du siège de l'ONU à New York, que « *cet édifice doit être rasé de la surface de la Terre.* »

• Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, persona non grata.

• Les Forces de Défense d'Israël (FDI) ont délibérément visé les soldats de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), blessant deux « *casques bleus* » sri-lankais.

Ce qu'il faut retenir :

• Israël n'a pas été créé par son peuple, mais par son armée.

• La première guerre israélo-arabe n'a pas été gagnée par les Israéliens, mais par les arabes de Transjordanie sous commandement britannique.

• En adhérant aux Nations unies, Israël s'était engagé à en respecter toutes ses résolutions, ce qu'il n'a jamais fait 229 fois.

• Après la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Iraq, le Yémen et l'Iran, le gouvernement Netanyahou a ouvert un huitième front, contre les Nations unies cette fois.

[1] « *Admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies* », Réseau Voltaire, 11 mai 1949.

Israël, un pur produit de l'empire colonial britannique dirigé par des sionistes.

En l'honneur de la vérité, de la mémoire et de la justice ; chronique de Palestine par Salman Abu Sitta - 15 octobre 2024

Le discours qui suit a été prononcé le 8 novembre 2022 par le Dr. Salman Abu Sitta, à l'Université d'Edimbourg. L'événement était co-organisé par RACE.ED – un réseau inter-universitaire concerné par les études sur la notion de race, la racialisation et le décolonialisme à l'Université d'Edimbourg et l'Institut Kenyon, CBRL – Jérusalem.

Dans sa communication, Dr. Salman Abu Sitta s'adresse au fonctionnaire colonial britannique si peu honorable, Lord Arthur Balfour, et lance au gouvernement britannique d'aujourd'hui, un appel à la réparation et à la justice.

Mon père m'a dit que Churchill l'a assuré personnellement que la Grande-Bretagne respectait et affirmait leurs droits dans le district de Beer Sheba, leur propriété foncière et leurs coutumes traditionnelles.

Churchill lui a demandé de recourir à la paix et de ne pas soulever de rébellion contre les Britanniques. La déclaration de Churchill à mon père a été confirmée par un document officiel du gouvernement britannique.

Ce document a été présenté devant un tribunal israélien bien des années plus tard, en 2010. Un citoyen palestinien d'Israël à Beer Sheba, nommé Nuri Al Uqbi, protestant contre la confiscation de ses terres par Israël, a présenté ce document. Le tribunal israélien l'a rejeté au motif que Beer Sheba était vide de toute population. Personne n'y vivait...

Pour lire l'article en entier :

https://www.legrandsoir.info/en-l-honneur-de-la-verite-de-la-memoire-et-de-la-justice-chronique-de-palestine.html

---

Niger.

Niger : Niamey débaptise des rues et monuments aux noms français, dont une avenue de Gaulle - 20 Minutes/AFP 16 octobre 2024

Niamey continue de prendre des mesures symboliques à l'encontre de l'ancienne puissance coloniale avec laquelle les autorités sont en froid. La junte au pouvoir au Niger a ainsi débaptisé mardi plusieurs endroits historiques de la capitale portant jusqu'ici des noms évoquant la France.

« *La plupart de nos avenues, boulevards, rues […] portent des noms qui rappellent tout simplement les souffrances et les brimades subies par notre peuple par l'épreuve de la colonisation* », a dénoncé le colonel-major Abdramane Amadou, le ministre de la Jeunesse et porte-parole du régime. « *Cette avenue qui portait le nom du général Charles de Gaulle est désormais baptisée "Avenue Djibo Bakary"* », a-t-il lancé, lors d'une cérémonie. Figure politique nigérienne, Djibo Bakary (1922-1998), a été un partisan de l'indépendance obtenue en 1960.

Quelques centaines de mètres plus loin, le monument dédié aux morts des deux guerres mondiales devient « *Bubandey Batama* » (« *A nos morts* » en langue djerma) et rend désormais « *hommage à toutes les victimes civiles et militaires de la colonisation à nos jours* ».

Mardi à Niamey, un monument a même été totalement refait : le portrait du commandant et explorateur français Parfait-Louis Monteil, gravé depuis des décennies dans un monument en pierre, est remplacé par une plaque à l'effigie de Thomas Sankara. L'ex-président du Burkina Faso voisin, tué dans un coup d'Etat en 1987, est une figure du panafricanisme dont le colonel Amadou a salué mardi la « *lutte de libération* » et « *d'émancipation des peuples* » qui « *continue encore d'inspirer les populations* ».

Enfin, la place de la Francophonie a été renommée « *place de l'Alliance des Etats du Sahel* » (AES), une confédération créée en 2023 avec le Mali et le Burkina Faso, deux voisins également dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des putschs et qui ont tourné le dos à la France. Les trois pays ont été suspendus par les instances de la Francophonie après les coups d'Etat. Désormais « *nous allons faire honneur à nos ancêtres* », a assuré le général Assoumane Abdou Harouna, le gouverneur de Niamey et figure du régime.

Le régime nigérien franchit ainsi une nouvelle étape dans la rupture avec la France, entamée depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir le 26 juillet 2023. Le régime qui fait de sa souveraineté un pilier de sa politique accuse fréquemment Paris de vouloir le déstabiliser. 20 Minutes/AFP 16 octobre 2024

Représailles de la France coloniale.

Kemi Seba arrêté à Paris, ce que l'on sait - RT 15 oct. 2024

Kemi Seba, figure célèbre du panafricanisme, a été arrêté à Paris dans un restaurant du 15e arrondissement alors qu'il était en compagnie de son collaborateur Cyrille Kamden. Cette arrestation, survenue le 14 octobre 2024, a rapidement été confirmée par plusieurs médias. Actuellement en garde à vue, l'activiste ferait l'objet d'une enquête pour des soupçons d'infraction à la réglementation sur l'entrée sur le territoire français.

D'après les premières informations, Kemi Seba serait entré en France le 10 octobre, en provenance d'Espagne, grâce à un passeport diplomatique nigérien. Il avait annoncé son retour pour promouvoir son nouveau livre, un événement qui a attiré l'attention sur les réseaux sociaux.

En juillet 2024, Kemi Seba a officiellement été déchu de la nationalité française, une décision prise par décret suite à ses prises de position jugées contraires aux intérêts de la France.

Selon lui, il s'agit d'entraver son combat contre la Françafrique. Quelques semaines plus tard, le 4 août 2024, le gouvernement militaire nigérien dirigé par le général Abdourahamane Tiani lui a octroyé un passeport diplomatique en signe de reconnaissance pour ses 25 ans de lutte panafricaine.

Seba voit dans ce document un acte de solidarité et un moyen de contourner la perte de sa nationalité française, qui, selon lui, visait à limiter ses déplacements et à freiner ses activités. RT 15 oct. 2024

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Zelensky livre son « *plan de la victoire* », Moscou le calme aussitôt - 20minutes.fr/AFP 16 octobre 2024

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dévoilé ce mercredi son « plan de la victoire » devant le Parlement ukrainien. Ce plan, qui figure à l'agenda de la réunion ministérielle de l'Otan jeudi à Bruxelles, est censé aboutir à une « *fin juste et rapide* » de la guerre courant 2025, Zelensky rejetant l'idée de céder des territoires à Moscou en échange de la paix, malgré un manque critique d'hommes et de ressources. Pour cela, le chef d'Etat ukrainien réclame à ses alliés occidentaux des moyens de dissuasion non-nucléaires, la capacité de frapper en profondeur le territoire russe et une invitation à rejoindre l'Otan.

La diplomatie russe a ainsi accusé Volodymyr Zelensky de « *pousser* » les pays de l'Alliance atlantique à « *entrer en conflit direct* » avec Moscou. Moscou a également balayé les propositions du dirigeant ukrainien visant à obtenir le déploiement de moyens de dissuasion non-nucléaire en Ukraine. « *Le seul plan de paix, qui puisse être, c'est la compréhension par le régime de Kiev que sa politique est sans perspective et qu'il est nécessaire de se réveiller* », a déclaré Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin. « *Ce n'est certainement pas un plan, c'est un ensemble de slogans incohérents* », a asséné la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Les paroles sont signées du chancelier allemand Olaf Scholzce mercredi. A contre-courant du discours de Volodymyr Zelensky, Olaf Scholz a appelé mercredi à « *tout faire* » pour empêcher la poursuite du conflit, y compris en discutant avec Vladimir Poutine, en concertation avec Kiev et les alliés de ce pays. Le temps est venu « *pour nous de tout faire, en plus de soutenir clairement l'Ukraine, pour trouver un moyen d'empêcher cette guerre de continuer* », a déclaré le chancelier devant les députés du Bundestag. 20minutes.fr/AFP 16 octobre 2024

Olaf Scholz prêt à discuter avec Vladimir Poutine pour mettre un terme à la guerre en Ukraine - BFMTV 17 octobre 2024

Olaf Scholz est prêt à échanger avec Vladimir Poutine, en concertation avec Kiev. "*Si on nous demande: 'Allons-nous en parler avec le président russe?' nous disons 'oui c'est le cas*'", a déclaré le chancelier allemand ce mercredi 16 octobre devant les députés du Bundestag. BFMTV 17 octobre 2024

Ukraine : 90 % des centrales thermiques ont été détruites ou endommagées, selon Chmyhal - RT 16 oct. 2024

«*Les villes dépendant de grandes centrales thermiques sont les plus vulnérables. La Russie a délibérément attaqué les centrales thermiques et les centrales thermoélectriques, détruisant ou endommageant près de 90 % de la production d'énergie thermique ukrainienne. Notre objectif est de fournir aux habitants des villes d'autres sources de chaleur et d'électricité*», a déclaré le 15 octobre le Premier ministre ukrainien Denys Chmyhal, sur sa chaîne Telegram.

Depuis la fin du mois de septembre, les médias ukrainiens et occidentaux affirment que l'hiver à venir pourrait s'avérer difficile à passer pour l'Ukraine. Le 10 octobre, le ministère ukrainien de l'Énergie avait annoncé sur sa chaîne Telegram qu'il ne serait pas en mesure d'«ici la fin de l'année» de connecter au réseau les 1GW de capacités de production électrique supplémentaires comme initialement prévu.

Le 20 septembre, la députée à la Rada d'Ukraine, Ielyzaveta Iasko, a mis en garde les Ukrainiens contre un hiver difficile dû à des pannes d'électricité prolongées et les a exhortés à «*ne pas se faire d'illusions*».

Soutien à l'Ukraine : la fatigue des Occidentaux est «réelle», prévient le chef de la diplomatie finlandaise - RT 16 oct. 2024

Elina Valtonen, ministre finlandaise des Affaires étrangères, a confié au Financial Times (FT) que la lassitude croissante des Occidentaux vis-à-vis de leur aide à l'Ukraine «est réelle» et prend de l'ampleur.

«*L'Ukraine bénéficie d'un soutien, mais est-il suffisant ? Telle est la question. [...] Beaucoup de pays aimeraient penser, surtout avec la guerre qui se prépare au Proche-Orient, qu'il serait bon de trouver une solution à la guerre menée par la Russie*», a déclaré la ministre au FT.

Les partenaires occidentaux exercent une «*pression croissante*» sur Volodymyr Zelensky pour qu'il trouve une voie diplomatique vers un règlement du conflit, même s'ils craignent que la position de l'Ukraine soit «*trop faible pour obtenir un accord équitable à l'heure actuelle*», écrivait déjà le *Financial Times* le 1er octobre, citant des diplomates européens.

Serbie.

Pourquoi la Serbie envisageait l'option de rejoindre les BRICS - RT 15 oct. 2024

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin, venu en Russie pour participer au sommet des BRICS qui se tiendra du 22 au 24 octobre dans la ville de Kazan, a accordé une interview à RT International. Il a expliqué pourquoi la Serbie envisageait l'option de rejoindre les BRICS et a raconté pourquoi Vladimir Poutine était populaire en Occident.

Dans quelle mesure l'aspiration de la Serbie à rejoindre l'Union européenne est-elle réelle ?

Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe : Je n'étais pas aussi eurosceptique avant de commencer à travailler avec les Européens. Une fois que je les ai rencontrés, vraiment rencontrés, je suis devenu très eurosceptique. Avant, j'avais quelques espoirs, quelques désirs. En rencontrant les autorités européennes à Bruxelles, je suis devenu très eurosceptique. Mais la politique de la majorité, l'opinion de la majorité des hommes politiques serbes est que nous devrions rejoindre l'Union européenne. Très bien. Je ne partage pas toujours cette opinion, mais je suis membre d'un gouvernement pro-européen et je fais ma part. Toutefois, il serait très irresponsable de ne pas envisager l'option des BRICS.

On dit qu'il s'agit d'une plateforme de discussion. Parfait. Donnez-nous la possibilité de les écouter et de les entendre. Les BRICS sont devenus une véritable alternative. Pour la première fois, il existe une véritable alternative, une alternative très excitante. Pour adhérer à l'Union européenne, par exemple, il faut se trouver sur le sol européen, à sa frontière. Ce n'est pas le cas avec les BRICS, il s'agit donc d'une plateforme très novatrice. Je suis fermement convaincu que nous partageons des valeurs communes. C'est encore plus important que de partager des frontières.

L'une des raisons pour lesquelles je suis si enthousiaste à propos des BRICS est que personne ne demande à la Serbie de faire quoi que ce soit. Personne ne nous demande de modifier notre loi électorale, par exemple, ou de légaliser le mariage homosexuel. Non, personne ne nous demande rien. On nous dit : «*D'accord, c'est votre façon de vivre. Vous vivez comme vous voulez, de la manière dont vous pensez qu'elle est bonne pour vous*.» Et les BRICS nous offrent bien plus que ce que nous demandons. Imaginez ce marché : 51% du gaz, 47% du pétrole.

Leur PIB est supérieur à celui du G7. Et ils ne nous demandent rien, politiquement parlant. Je suis donc très enthousiaste. J'aimerais en savoir plus. Les Serbes veulent-ils rejoindre les BRICS ? Il est trop tôt pour le dire. Je ne peux pas le dire. Mais je peux dire que nous voulons examiner cette opportunité. Pour la première fois, nous avons une véritable opportunité, nous avons une véritable alternative à l'Union européenne.

De plus, personnellement, je ne suis pas sûr à 100% que l'Union européenne veuille vraiment accepter la Serbie, une Serbie orthodoxe et libre. Je n'en suis pas sûr. RT 15 oct. 2024

Etats-Unis.

Les élections aux États-Unis, une guerre interne contre le capitalisme financier

Dans l'élection présidentielle aux EU, le défi entre Harris-Walz et Trump-Vance devrait plutôt être défini comme un affrontement entre le capitalisme financier des " *Big Three* " et celui qui veut affaiblir son monopole. Sans s'embarrasser de l'opposition "*gauche*" - "*droite*".

Après l'annonce du retrait de Joe Biden de la course à la présidence, un conflit permanent au sein du capitalisme financier aux EU est apparu de plus en plus clairement. Je vais tenter de le résumer et peut-être même de le simplifier. Après le choix de Vance comme vice-président, après les prises de position de Musk, les rangs des partisans de Trump – et des financiers - grossissent. Des sujets qui renvoient à un capitalisme qui tente d'endiguer le pouvoir écrasant des Big Three, c'est-à-dire des superfunds, Vanguard, Black Rock et State Street, désormais résolument liés aux démocrates. Biden et Kamala Harris ont eu et ont encore dans leur équipe des personnalités issues de Black Rock. Un personnage comme Jamie Dimon, le PDG de J.-P. Morgan, la banque du superfonds, brandie par Trump, a longtemps été un candidat pour les démocrates. Le président de la Fed, avec le soutien de Yellen, a accompagné les stratégies de ces mêmes superfunds, en rachetant leurs ETF [Exchange Traded Funds, fonds d'investissement cotés qui suivent la performance d'un indice : ndlr]

https://www.legrandsoir.info/les-elections-americaines-une-guerre-interne-contre-le-capitalisme-financier.html

---

Raytheon lourdement sanctionnée pour corruption sur des contrats d'armement au Qatar - AFP 17 octobre 2024

La société Raytheon, filiale du groupe américain d'aéronautique et de défense RTX, a passé plusieurs accords avec les autorités américaines en vertu desquels elle va payer plus de 950 millions de dollars pour, entre autres, fraude, corruption et violation de la législation sur l'armement.

Les autorités américaines ont également épinglé Raytheon pour avoir gonflé le prix de certains contrats et pour avoir falsifié des documents, avec pour conséquence un surcoût au détriment du Pentagone de plus de 111 millions de dollars. La société a aussi reconnu avoir fait payer le Pentagone deux fois pour le même contrat.

Ces pratiques se sont déroulées entre 2009 et 2020, certaines se situant dans une fourchette réduite de 2012 à 2016.

La SEC a expliqué, dans un communiqué distinct, que Raytheon avait utilisé de faux contrats avec un fournisseur pour verser, entre 2011 et 2017, près de deux millions de dollars de pots-de-vin à un militaire qatari et à d'autres responsables pour décrocher des contrats de défense avec le Qatar.

Elle ajoute qu'entre le début des années 2000 et 2020, la société américaine a versé "plus de trente millions de dollars à un agent qatari qui était un membre de la famille de l'émir du Qatar et qui (...) n'avait aucun antécédent en matière de contrat de défense".

Dans les échanges électroniques après la fermeture de la Bourse de New York, l'action RTX restait stable (-0,04%) après avoir terminé la séance en hausse de 1,74%. (Ouf ! - J-C)

Venezuela.

Nicolás Maduro accuse Elon Musk d'avoir dépensé un milliard de dollars dans la tentative de coup d'État au Venezuela - RT 15 oct. 2024

Nicolás Maduro, président du Venezuela, a déclaré que l'homme d'affaires Elon Musk aurait injecté « *au moins un milliard de dollars* » pour soutenir une tentative de coup d'État au Venezuela après les élections présidentielles du 28 juillet 2024. Cette déclaration a été faite lors de son intervention télévisée du 14 octobre dans l'émission Con Maduro Más, diffusée sur Venezuela TV.

« *Elon Musk a injecté une somme colossale, estimée à un milliard de dollars, pour renverser notre gouvernement, afin de provoquer une rébellion et d'inciter à la violence contre le processus électoral* », a-t-il précisé. Il a également accusé l'opposition d'extrême droite de chercher à semer la violence et la confusion après les résultats des élections pour l'empêcher de pouvoir exercer son nouveau mandat.

Le chef d'État a également accusé les États-Unis de soutenir cette tentative de coup d'État, qualifiant leur implication de « *conspiration permanente de l'empire nord-américain* ». Maduro a également insisté sur le fait que ces appels à la violence et à l'insurrection étaient relayés via les plateformes gérées par le milliardaire américain : «*Des appels à la violence, à l'incendie et au meurtre ont été lancés sur les réseaux sociaux d'Elon Musk*». De plus, il a accusé Maria Corina Machado, une dirigeante du camp d'opposition, d'avoir été l'intermédiaire pour la réception des fonds, utilisés selon lui pour financer des « *groupes terroristes* ». RT 15 oct. 2024

Malaisie.

J-C – Ils consomment leurs richesses… et leur renvoient sous forme de déchets.

La Malaisie continue d'être la poubelle de l'Europe - Courrier International 17 octobre 2024

La Malaisie continue en particulier d'être inondée par des conteneurs venus d'Europe. En 2023, l'Union européenne (UE) y a ainsi envoyé 21 % de ses déchets plastiques (seule la Turquie en a réceptionné davantage, avec 22 %). Et surtout, ces expéditions étaient en hausse de 35 % par rapport à l'année précédente.

En 2023, l'UE a exporté 8,5 millions de tonnes de déchets recyclables (papier, plastique et verre) vers des pays non européens, une hausse de 34 % par rapport à 2022, indique Eurostat. Le volume de plastique acheminé vers la Malaisie s'est élevé à 283 000 tonnes en 2023, 99 000 tonnes de plus qu'en 2022.

Interrogé par le South China Morning Post, Yin Shao Loong, du Khazanah Research Institute, estime que l'UE fait preuve d'une grande hypocrisie. Car elle dénonce la déforestation à l'œuvre en Malaisie, liée en particulier à la production d'huile de palme, tout y en déversant ses déchets.

"*L'Europe prétend qu'elle n'a pas la capacité, la technologie et les moyens financiers suffisants pour traiter tous ses déchets, ce qui dépasse l'entendement*", juge Yin Shao Loong.

Malgré les inquiétudes croissantes en Malaisie, les autorités hésitent en réalité à tirer définitivement un trait sur les revenus que procure cette filière, relève le South China Morning Post. Le pays a ainsi enregistré près de 200 millions de ringgits (environ 43 millions d'euros) d'investissements dans 55 projets de recyclage, qui ont créé plus de 3 300 emplois. Courrier International 17 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 octobre 2024

Voilà qui résume bien la situation politique.

Quand en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant... Et en bas ?

Budget 2025 : le recours au 49-3 approuvé en Conseil des ministres « *à titre préventif* » - Le HuffPost 23 octobre 2024

Le gouvernement a donné son feu vert à l'utilisation du 49-3 sur le budget. Le doute subsiste toutefois sur le calendrier.

Toute la question est donc maintenant de savoir quand l'arme du 49-3 sera effectivement brandie. Dans les prochaines heures ? Ou les prochains jours ? Le HuffPost 23 octobre 2024

J-C - Et en bas ? Je vous laisse deviner. La moitié de la réponse figure ci-dessous et plus bas.

En famille, le NPF veille au « *respect* » des institutions antidémocratiques de la Ve République.

J-C - Avec de tels opposants, l'oligarchie peut dormir tranquille !

En remportant une nouvelle vice-présidence, la gauche renforce sa présence au Bureau de l'Assemblée nationale - RT 23 oct. 2024

La coalition des gauches à l'Assemblée nationale a obtenu une nouvelle vice-présidence et se renforce au sein du Bureau de l'institution. Une élection remportée le 22 octobre au détriment de la droite, victime de désaccords au sein du bloc central.

Le député écologiste Jérémie Iordanoff sur X le 22 oct. 2024 :

Élu vice-président de l'Assemblée nationale.

Je remercie l'ensemble des groupes du NFP et au-delà pour leur confiance.

Attaché au respect de notre institution, je ferai vivre au mieux le débat dans notre hémicycle.

Le Bureau de l'Assemblée nationale, déjà majoritairement composé d'élus du Nouveau Front Populaire, voit donc la gauche se renforcer dans cette institution. RT 23 oct. 2024

Cocorico Doliprane : Une énième mystification et manipulation.

Que les salariés de Sanofi défendent leurs emplois est normal, et nous les soutenons évidemment, mais ce n'est pas de cela dont il est question ici, en réalité pour ceux que les idéologues du capitalisme appellent la gauche et l'extrême gauche, c'est juste un nouvel exercice de social-patriotisme qui va leur permettre d'apparaître au côté de la réaction.

Le Parti des Travailleur s'inquiète dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs : "*Aurons-nous du Doliprane demain ?"*

Pourrons-nous demain nous procurer du Doliprane en pharmacie ? La question est posée depuis que Sanofi – qui vient de recevoir plus de 200 millions du gouvernement – a annoncé la vente de sa filiale Opella, productrice du Doliprane, au fonds d'investissement américain CD&R. Au micro de France Inter, ce 15 octobre, un certain Ferracci, ministre de l'Industrie, se veut rassurant : le gouvernement va « *demander à Sanofi et au fonds d'investissement (…) des engagements sur l'emploi industriel* »… Et de préciser : « *Le Doliprane est produit quasiment exclusivement pour la France. 97 % des ventes de Doliprane se font en France, donc il y a intérêt à maintenir la localisation en France.* » 16 octobre 2024

Le PT, c'est le parti de l'aristocratie ouvrière et d'une certaine élite intellectuelle bien-pensante, qui pète dans la soie et qui sont coupés des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

Je n'ai pu lire que le titre et le premier paragraphe de cet éditorial, j'explique pourquoi.

Jusqu'à une date récente on pouvait accéder gratuitement dans leur blog à l'éditorial de la Tribune des travailleurs, s'apercevant sans doute que certains s'en servaient pour critiquer leur orientation politique ou dénoncer leur collusion avec les opportunistes et le régime, ils le rendirent inaccessible et payant, 2€ pour l'équivalent de moins d'un tiers de page, un tarif exorbitant et dissuasif, 6 € la page ! Cependant on pouvait encore le lire au format image. Que cela ne tienne, une semaine après que je l'ai signalé à mes lecteurs, dorénavant il est flouté de sorte qu'on ne puisse plus le lire du tout. Quel acharnement malsain et révélateur à empêcher les travailleurs et militants à lire leur publication, n'est-ce pas ? Que craignent-ils donc de la confrontation des idées, qu'on démasque leur imposture, c'est déjà fait depuis longtemps.

Le POI et le PT ont liquidé tous les blogs que leurs militants ou sections avaient créés dans lesquels figuraient l'éditorial de leur hebdomadaire ou d'autres articles, et gare à ceux qui oseraient s'exprimer librement dans d'autres blogs ou tribunes sans la permission de leurs chefs, pire, critiqueraient publiquement leur ligne politique, ils seraient exclus sans ménagement. Rien à voir avec la conception du parti bolchevik de Lénine de la démocratie dans le parti, autant dire que le droit de tendance figurant dans le statut de leurs partis est destiné uniquement à ceux qui n'envisagent pas d'en user. Ils continuent de fonctionner comme les partis staliniens d'hier ou ils n'ont rien à envier aux sectes.

Durant la période de la dictature sanitaire de 2020-2022, quand il s'est agi de défendre la liberté des médecins de prescrire l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, le PT (tous les partis dits d'extrême gauche sauf peut-être le PRCF) fut aux abonnés absent ou plutôt il se rangea au côté de Macron et son ministre de la Santé qui préconisait le Doliprane qui était contre-indiqué contre la covid-19 selon certains médecins et professeurs en médecine. Ont-ils combattu le non remboursement des

médicaments homéopathiques, je n'en sais rien, sans doute que non les connaissant, pareil pour d'autres médecines alternatives à la médecine allopathique.

C'est quoi ce pataquès autour du Doliprane ?

En réalité il est commercialisé par d'autres trusts pharmaceutiques que Sanofi. Donc personne n'en manquera en France.

Le paracétamol est la molécule active du Doliprane, mais aussi du Dafalgan et de l'Efferalgan, ainsi que de nombreux autres médicaments commercialisés en France. On le retrouve également associé à d'autres substances actives dans certains remèdes (Actifed, Dolirhume, Fervex, Humex Rhume, Rhinofébral, Novacétol, Dafalgan Codéine, Codoliprane).

Ce sont des accrocs de la pharmacopée allopathique de Big Pharma au détriment de la santé de la population, et des porte-parole zélés de la conception officielle (pasteurienne) de la médecine reposant sur une escroquerie, qui consiste à faire croire que des virus ou des bactéries seraient à l'origine d'épidémies ou de nombreuses maladies, alors que dans l'immense majorité des cas, je ne dis pas tous, en réalité, c'est plutôt l'état biologique ou la mauvaise santé des personnes qui les prédispose à la maladie. Ce qui n'est pas du tout pareil, car c'est la société telle qu'elle existe de nos jours ou plus précisément, le capitalisme qui est responsable de leur vulnérabilité.

En défendant les intérêts de Big Pharma, le marché pharmaceutique mondial a atteint 1 482 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2022, ils évitent de s'en prendre directement au capitalisme.

Il y a des organisations qui apparemment ne tiennent pas à ce que le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants progressent ou qu'ils acquièrent un esprit critique hors de leur contrôle, et puis il y en a qui en font une priorité que nous partageons.

Comme le POI et le PT interdisent aux travailleurs et militants qui n'achètent pas leurs hebdomadaires (Informations ouvrière et la Tribune des travailleurs) d'accéder gratuitement à leur contenu sur Internet, je vous propose ceux de LO et du groupe GMI, disponible gratuitement au format pdf, qui contiennent un ensemble d'informations et d'analyses sur la lutte des classes internationale qui peuvent intéresser nos lecteurs, sans qu'ils soient obligés d'adopter leur ligne éditoriale ou les positions politiques de ces organisations, avec lesquelles je n'ai aucun lien, je tiens à le préciser. N'étant pas sectaire, j'estime que c'est mieux, que ne pas être informé du tout sur certains aspects de la lutte de classe des travailleurs dans le monde. Vous pouvez aussi opter pour Révolution communiste du GMI disponible gratuitement au format pdf.

Je signale également l'Anticapitaliste du NPA est également disponible gratuitement au format pdf, sans vous le conseiller tant ce parti est profondément dégénéré.

Lutte ouvrière du 18 octobre 2024

https://www.lutte-ouvriere.org/medias/journalnumero/fichiers/2024/10/2933-web_9ludd6i.pdf

Révolution communiste du GMI - septembre-octobre 2024

https://groupemarxiste.info/documents/RC64.07.pdf

En prime :

ABC du marxisme : la constitution - GMI 28 septembre 2024

https://groupemarxiste.info/2024/09/28/abc-du-marxisme-la-constitution/

Les opportunistes face à leurs contradictions.

La critique interne du capitalisme : l'interview de Hedges avec Monbiot - consortiumnews.com 18 octobre 2024

(Il s'agit d'une traduction automatique à partir de l'anglais avec quelques coquilles. - J-C)

Chris Hedges organise une très discussion intéressante avec Tuteur. Le chroniqueur George Monbiot parle de son nouveau livre sur le capitalisme et son incarnation moderne, le néolibéralisme. Monbiot considère à juste titre le capitalisme comme un « *mode d'organisation économique extrêmement coercitif, destructeur et exploiteur* ».

Le néolibéralisme, observe Monbiot, est apparu comme la réponse du capitalisme à son plus grand défi : la démocratie. (Ennemi, c'est mieux. L'approfondissement de la crise du capitalisme était devenu incompatible avec les acquis sociaux des travailleurs et leurs aspirations démocratiques, il fallait donc développer une idéologie et une stratégie politique qui permettent de s'y attaquer, de modifier le rapport de forces exclusivement en leur faveur de manière autoritaire... - J-C)

Après des siècles de lutte, les citoyens occidentaux ont réussi à obtenir le droit de vote. La classe dirigeante capitaliste était confrontée à un problème majeur. Les citoyens cherchaient à utiliser leur nouveau pouvoir politique pour obtenir d'autres droits, comme la protection des travailleurs. Les travailleurs se sont organisés en syndicats pour exiger une plus grande part de la valeur des biens qu'ils créaient. Ces nouveaux électeurs voulaient également une meilleure qualité de vie, notamment des week-ends libres et un logement décent, ainsi qu'un environnement exempt de polluants industriels qui contaminent (et contaminent toujours) l'air qu'ils respirent, la nourriture qu'ils mangent et l'eau qu'ils boivent.

Ces droits menacent intrinsèquement la maximisation du profit, l'objectif du capitalisme. (Tout à fait. - J-C)

Le néolibéralisme a proposé une solution. Il a cherché à rendre le capitalisme invisible aux yeux du public en le requalifiant d'« *ordre naturel* ». Comme la gravité, il a fini par être traité comme « *quelque chose qui était là, pas quelque chose qui avait été inventé par les gens* », comme le dit si bien Monbiot.

Les « *créateurs de richesses* » – les milliardaires qui profitent du bien commun – ont été transformés en dieux laïcs. Toute interférence dans le soi-disant « *marché libre* » – en fait, un marché qui n'est pas du tout libre, mais soigneusement manipulé pour bénéficier à une minuscule élite de riches monopolisateurs – a été considérée comme un sacrilège.

Un réseau de groupes de réflexion, financé secrètement par les milliardaires, a été créé pour fabriquer un consensus sur l'immuabilité et la bienveillance du capitalisme – un message qui a été amplifié avec enthousiasme par les médias appartenant aux milliardaires. (Il est même devenu philanthrope avec l'aide et la couverture des ONG. - J-C)

Au cœur de l'escroquerie au cœur du néolibéralisme se trouvait l'idée que toute dissidence, toute limite imposée à l'avidité rapace de la classe capitaliste, conduirait inexorablement au totalitarisme, au stalinisme.

Le capitalisme est devenu synonyme de liberté, d'innovation et d'expression de soi. Remettre en question le capitalisme était une attaque contre la liberté elle-même. Cette idée était au cœur de l'assaut incessant contre le mouvement ouvrier qui a pris plusieurs ampleurs pendant les années Thatcher-Reagan des années 1980. Les syndicats étaient présentés comme une menace pour le bon fonctionnement de l'économie, pour la croissance et pour la « *liberté* ».

C'est également à cette époque que la Commission trilatérale a été fondée par un groupe de hauts responsables politiques de Washington, désireux de s'attaquer à un problème qu'ils définissaient comme un « *excès de démocratie* ». Il convient de noter que l'actuel Premier ministre britannique, Sir Keir Starmer, a rejoint secrètement la Commission trilatérale vers 2017, alors qu'il était membre du cabinet fantôme du Parti travailliste. Il a été l'un des deux seuls députés - sur 650 - à être invité à en devenir membre au cours de cette période.

Starmer incarne la façon dont le néolibéralisme a rendu la politique parlementaire sans importance. Les électeurs britanniques, comme les Américains, ont désormais le choix entre deux courants radicaux du capitalisme. Le slogan de Margaret Thatcher, « *Il n'y a pas d'alternative* », a finalement porté ses fruits. (Question : la social-démocratie n'en porterait-elle pas l'immense responsabilité, au même titre que les staliniens du reste ? – J-C)

En pratique, nous sommes tous aujourd'hui des néolibéraux. Toute autre forme d'organisation de la société que celle que nous connaissons aujourd'hui – qui repose sur une consommation effrénée et nécessite une croissance économique insoutenable et sans scrupules – est devenue impossible à imaginer pour la plupart des gens. (Vous êtes sûr que ce ne serait pas plutôt pour que le capitalisme puisse compenser la baisse tendancielle du taux de profit, en privilégiant le volume, la quantité, encore faut-il trouver suffisamment d'acheteurs solvables ! - J-C)

Sur tout cela, l'argumentation de Monbiot est forte et claire.

Mais j'ai une question urgente pour ce critique du capitalisme : le Guardian Media Group Monbiot travaille-t-il pour une organisation de presse capitaliste ou non ?

Monbiot a toujours défendu son journal comme étant exceptionnel : le seul média d'entreprise soi-disant « *sympa* ». Il a dénoncé tous les autres médias aussi catégoriquement que le capitalisme. Mais il insiste sur le fait que *The Guardian* est différent. Comment ?

S'il a raison à propos du capitalisme, et je pense qu'il a raison, alors il est difficile de comprendre comment il n'en est pas arrivé à la conclusion que *The Guardian* est lui aussi un produit du mode d'organisation économique coercitif, destructeur et exploiteur du capitalisme.

The Guardian dépend de la publicité des entreprises. En d'autres termes, il doit satisfaire ses annonceurs, c'est-à-dire des annonceurs intégrés et enrichis par le système capitaliste.

The Guardian est détenu et géré par une société, le Guardian Media Group, qui est liée à un ensemble d'autres sociétés dont les intérêts économiques dépendent entièrement du succès d'un système capitaliste guidé par la consommation et le profit. (Certaines personnes crédules croient encore à tort que le journal appartient à une sorte de fiducie de charité plutôt qu'à une société à responsabilité limitée.)

Ceci dit *The Guardian* est profondément enraciné dans le système capitaliste occidental et explique pourquoi il a joué un rôle si central pour saccager et salir Jeremy Corbyn, le seul dirigeant d'un grand parti britannique de mémoire d'homme à avoir cherché à remettre en cause le statu quo néolibéral. (C'est aller un peu vite en besogne, on ne lui a pas laissé le temps d'en arriver-là, en admettant qu'il en aurait eu l'intention, ce qu'il est permis de douter fortement. – J-C)

Cela explique pourquoi le papier est si visible a aidé à détruire Julian Assange, le fondateur de Wikileaks Il a exposé comme personne d'autre les industries occidentales qui s'approprient les ressources naturelles et la guerre. Il l'a fait en mettant en lumière des documents officiels classifiés qui prouvaient les crimes de la classe dirigeante. (N'exagérez pas, on le savait déjà, il a eu le mérite de fournir une source indiscutable, c'est tout. – J-C)

Cela explique pourquoi *The Guardian* a été si inconsciemment faible en donnant une quelconque voix aux millions de Britanniques, dont beaucoup appartiennent à la gauche qu'il est censé représenter, qui sont choqués et consternés par le génocide perpétré par Israël contre la population de Gaza, et par la complicité totale des gouvernements britannique et américain.

Cela explique pourquoi *The Guardian* a été un fervent partisan d'une guerre entièrement évitable en Ukraine déclenchée par l'OTAN. L'expansion de la Russie depuis des décennies se rapproche de plus en plus de la frontière entre la Russie et l'Ukraine en raison des protestations de Moscou. C'est une décision que les experts occidentaux ont prise il y a longtemps. Cela signalerait à la Russie que l'Occident cherche la confrontation, saperait la confiance du Kremlin dans la possibilité de maintenir le principe de dissuasion nucléaire et provoquerait inévitablement une réaction tout aussi violente.

Cela explique pourquoi *The Guardian* a fait semblant de répondre aux inquiétudes concernant une catastrophe climatique imminente, tout en attisant activement les habitudes et les attentes des consommateurs qui rendent impossible la réduction des niveaux de CO2. (Vous reprenez le discours officiel alarmiste et entièrement fabriqué, frauduleux sur le climat. – J-C)

Et finalement, cela donne un sens à la raison pour laquelle *The Guardian* travaille très dur pour se présenter comme une publication uniquement de gauche et progressiste. Ce faisant, *The Guardian* est devenue la servante en chef du capitalisme. (Il l'a toujours été en fait. – J-C)

Lorsqu'un véritable dirigeant de parti de gauche émerge, comme Corbyn, *The Guardian* peut le malmener par la gauche beaucoup plus efficacement que des articles tels que *The Daily Telegraph* et *Le Daily Mail*, l'attaque bipartite contre Corbyn s'est avérée bien plus convaincante et crédible que si elle avait été menée uniquement par la presse de droite.

De même avec les guerres. Si *The Guardian* Si la presse de droite soutient la dernière guerre – comme elle le fait invariablement –, alors ces guerres doivent être une bonne chose, car la gauche et la droite sont d'accord. La presse de droite peut vendre la guerre à ses lecteurs sur la base de « *menaces terroristes* » et d'un « *choc des civilisations* », tandis que *The Guardian* peut le vendre aux lecteurs sur la base de « *l'humanitarisme* » ou de la nécessité de renverser le dernier « *nouvel Hitler*

». (La droite et la gauche se sont toujours partagées les rôles, les deux faces de la même pièce. – J-C)

Le système capitaliste a besoin d'une société médiatique comme *The Guardian* ne serait-ce que pour empêcher un média véritablement indépendant, véritablement anticapitaliste et véritablement antiguerre de prendre pied dans l'espace public. (Tout comme il a besoin de la social-démocratie et du stalinisme pour empêcher la classe ouvrière de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire ou réellement socialiste. – J-C)

C'est aussi pourquoi *The Guardian* a joué un rôle central dans les efforts visant à attiser les craintes à l'égard du « *populisme* » — de droite comme de gauche — et des « *fake news* » sur les réseaux sociaux. Il dépeint la gauche progressiste, anticapitaliste et antiguerre comme étant des partisans de la complaisance envers les dictateurs, des auteurs de génocides et des antisémites avec autant d'enthousiasme qu'il dénonce la suprématie blanche de la droite trumpienne. Il excelle dans ce domaine, sa propre forme spécialisée de désinformation.

Ce qui nous ramène à Monbiot.

J-C - La suite de l'article très longue portait sur la corruption idéologique de *The Guardian*, réputé pour être de gauche pour les ignorants ou les opportunistes, de droite en réalité.

https://consortiumnews.com/fr/2024/10/18/capitalisms-in-house-critic-hedges-monbiot-interview/?eType=EmailBlastContent&eId=e164b9c6-6612-4b26-80c8-b485c717fc26

Comment caractérise-t-on une société qui adopte l'imposture et la barbarie comme normes ?

7 octobre 2024 par le Pr. Djamel Labidi - reseauinternational.net 18 octobre 2024

C'est bien connu. Le menteur ne se souvient pas de ses mensonges. C'est comme cela qu'il se fait souvent «*coincer*». C'est le cas pour l'affaire du mensonge, parmi bien d'autres, des «*bébés décapités*» lors de l'attaque du 7 Octobre 2023. Le récit israélien les a aujourd'hui étrangement oubliés.

Le président Biden, y avait apparemment cru un moment et s'est vite ravisé. Le mensonge était, celui-là, trop gros. Il n'y avait aucune image, aucun témoignage des parents, aucune inhumation publique, rien, un pur mensonge à la Goebbels. Aujourd'hui, un an après, on n'en parle plus.

Mais les bébés palestiniens brulés vifs, fracassés, désarticulés, eux, sont bien réels. Il y a ceux débranchés des couveuses. Il y a aussi ceux alignés, par dizaines, emmaillotés dans leur petit linceul, comme de petites poupées de cire. Ce sont des centaines d'images dans nos yeux, dans les yeux du monde. Des images vraies, celles-là. Mais de ces bébés, les médias, complices de silence sur génocide, ne parlent pas.

«Le pogrom»

En ce 7 octobre 2024, les bébés, les enfants de Gaza sont le dernier des soucis du système dominant en Occident. C'est la grande messe médiatique sur «*le pogrom du 7 Octobre 2023*». Le mot «*pogrom*» a tout de suite été imposé comme élément du récit. Il a été répété, diffusé, matraqué par

les médias et les thuriféraires d'Israël. Imagine-t-on mot plus absurde, dans ce cas. Un pogrom c'est, d'après le dictionnaire «*des attaques violentes commises sur des juifs par des populations locales non juives et plus généralement une émeute sanglante dirigée contre une minorité ethnique ou religieuse*». Or ici il s'agit avant tout d'une attaque contre le dispositif militaire d'enfermement de Gaza. Preuve en est, 300 militaires israéliens ont été tués selon les autorités israéliennes elles-mêmes. Pour les autres destructions de bâtiments sur les kibboutz, il est très vraisemblable qu'elles sont le fait des forces israéliennes puisqu' elles l'ont été par des armes lourdes, dont ne disposaient pas les attaquants de Hamas. Toutes les enquêtes indépendantes signalent que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée israélienne lors de son intervention. Jusqu'à ce jour, aucune commission d'enquête n'a été faite par le gouvernement israélien, ce qui soulève de nombreuses interrogations.

Et puis on joue ici sur les mots, «*attaques contre des juifs*», évidemment puisqu'Israël est un État juif. Mais c'est un État, une armée, pas une minorité religieuse. S'il faut parler de pogrom, c'est au sujet de Gaza, pour la punir de s'être soulevée, révoltée, et en fait pour l'effacer. Le ghetto de Gaza s'est soulevé. A-t-on parlé de pogrom pour le soulèvement du Ghetto de Varsovie. Il faut être sérieux ! On a, là, la mesure de l'atmosphère incroyable d'intoxication mentale qui règne en Occident sur Israël. Bref les maitres actuels de l'Occident estiment qu'ils peuvent faire croire à l'opinion occidentale ce qu'ils veulent.

Les Arabes, même pas une statistique

Ce 7 octobre 2024, sur tous les plateaux et chaines sous contrôle, les commentateurs rivalisent de compassion pour Israël et de trémolos dans la voix pour les victimes. 1200 morts israéliens contre près de 50 000 morts et disparus et 100 000 blessés et mutilés pour les Palestiniens. Ça fait cher la vie israélienne à la bourse de la vengeance.

Le soir du 7 Octobre, la mairie de Paris éteint la Tour Eiffel en signe de deuil. Pas une allusion, pas un mot sur les victimes palestiniennes, et désormais aussi sur les milliers de libanais tués ou blessés. Pas une image les concernant dans les reportages.

On entendra même le porte-parole de l'armée israélienne féliciter, un gros média, BFM TV pour son reportage de ce jour en Israël. On en est ébahi. Il n'y a pas d'autre mot. Jamais l'information n'a été aussi partisane, militante, méprisante pour la vie non occidentale. Aucune empathie, pas une émotion, pour Gaza, pour Beyrouth, qui sont bombardés le même jour. S'ils faisaient, pour le peuple palestinien, pour celui du Liban, le millième de ce qu'ils font pour Israël… Dans ce monde de l'absurde qui emprisonne l'Occident, les Arabes, les musulmans, ne valent rien. Ils ne sont même pas des statistiques de pertes humaines. Ils sont une menace.

En fait, l'Occident, aujourd'hui, a finalement renoncé à parler au reste du monde. Le système qui le dirige ne veut plus, ne peut plus par ses médias et ses serviteurs, qu'une chose : garder son influence sur l'opinion occidentale. Ils ne le savent pas encore, mais c'est déjà une défaite.

L'Antisémitisme

Ce sera aussi le thème de la journée. Là aussi comme un seul homme, sur tous les médias. En France, on aligne les statistiques d'«*agressions antisémites*» dans l'année. Comment ont-elles été établies ? Comment les vérifier ? Leur répétition, partout, sur toutes les chaines de la médiacratie, fait office de vérité. Alors que chaque jour de la vie d'un Arabe, d'un noir, est gâchée par le racisme banal, quotidien. On prétendra que les juifs fuient la France alors que tout le monde voit, dans les aéroports israéliens, les queues du départ pour les pays occidentaux.

C'est une véritable campagne organisée par le système. Elle se poursuivra plusieurs jours. L'accusation d'antisémitisme est le dernier argument de l'Occident «*sionisé*». Il n'en a pas d'autre. Ils n'ont pas d'argument positif, une vision de progrès, de libération humaine. Ils ont peur. Ils craignent que leur opinion publique les lâche comme les signes en sont patents. Ils en sont arrivés à proposer, hors propos, aux USA, en France, des lois contre l'antisémitisme. Ils voient rouge dès qu'il s'agit d'une dénonciation d'Israël et même d'une simple critique. Ils n'ont même plus le sens de l'humour. Ils ont même fait la chasse à des humoristes, comme Dieudonné et d'autres qui dénonçaient les crimes d'Israël et son poids sur la vie politique française.

Le tropisme israélien

Ils renoncent même, pour l'amour d'Israël, aux sacrosaintes libertés, d'expression, de manifestation. On peut désormais être convoqué par la police pour «i*ncitation à la haine*» parce qu'on a brandit un drapeau palestinien.

Tout est fait pour assimiler antisionisme et antisémitisme. Cela permet de ratisser large. Un champion de la défense du sionisme, Elie Chouraqui se lance, ce 7 octobre, dans la charge habituelle contre le parti de la «France insoumise». Il affirme «*regardez comment Mélenchon parle des juifs de France*». Un participant au plateau TV lui fait remarquer que «*JL Mélenchon parle du sionisme, d'Israël, et non des juifs*». Il rejette d'un revers de main dédaigneux la remarque «*C'est une question de sémantique, c'est la même chose*».

Le jour avant, le 6 octobre, BH Lévy dit la même chose. Il accuse l'ex-Premier ministre français gaulliste, Dominique de Villepin, qui vient de dénoncer une nouvelle fois le génocide de Gaza ainsi que les bombardements sur le Liban, d'avoir «*la haine des juifs, dont Israël est le nom*»1. On remarquera cette expression. Elle est totalitaire. «*Hors Israël pas de salut pour un juif*» énonce-t-elle. Il n'est pas laissé de place à un juif de vivre son identité et son histoire en dehors d'Israël. Le 7 octobre, l'ancien Premier ministre Manuel Valls, précise qu'«*être antisioniste c'est de manière confortable d'être antisémite*». Ils établissent donc une équivalence entre juif-Israël-sioniste. Ils se définissent et se revendiquent ainsi eux-mêmes comme intellectuels sionistes.

Qui les autorise à assimiler juif et Israël ? Les juifs ont été juifs pendant des siècles sans être israéliens et en étant de tous les pays où ils étaient, comme c'est le cas pour les hommes des autres religions, dans tous les pays où ils sont.

En France, sur la question d'Israël, le système politico-médiatique au tropisme israélien en est arrivé même à préférer un dirigeant israélien étranger, Netanyahou, à leur propre président, Emmanuel Macron. C'est dire.

Macron versus Netanyahou

Le 5 Octobre, à la clôture du 19eme sommet de la francophonie, le président Emmanuel Macron déclare : «*il n'est pas possible d'appeler chaque jour à nos côtés au cessez-le-feu et de continuer d'approvisionner Israël*» en armes. L'allusion aux États-Unis est claire. Position on ne peut plus logique.

Aussitôt les intellectuels ultra sionistes, toujours les mêmes, montent au créneau et envahissent des plateaux TV déjà acquis à leur tropisme israélien. Les mêmes, Elie Chouraki, Bernard Henry Lévy, Alain Finkielkraut, académicien, Arcady, un réalisateur de cinéma, Raphael Enthoven, présenté comme philosophe et essayiste etc. Pas très original d'être à la fois juif et sioniste.

Le lendemain de la déclaration du président Macron, Netanyahou réagit contre lui. Il déclare que lui «*mène la lutte de la civilisation contre la barbarie*» et promet la «*Honte*» à ceux qui comme Macron veulent «*désarmer Israël*». La campagne contre Emmanuel Macron est violente. Pourtant celui-ci a toujours été un soutien à Israël, parfois jusqu'à couvrir ses crimes, aux côtés des États-Unis, au nom de «*la légitime défense*».

Le 7 octobre, à Paris, le nom de Emmanuel Macron est hué par l'assistance pendant le discours au CRIF du nouveau Premier ministre Michel Barnier. Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) reproche régulièrement aux autres «*d'importe*r» le conflit israélo-palestinien en France. Mais n'est-ce pas lui qui le fait ?

Le 11 octobre, sur la chaine LCI, L'invité est Alain Finkielkraut. La journaliste qui l'accueille avec déférence, Margot Haddad, énumère avec lui, les «*fautes*», de Macron : «*il n'a pas participé à la manifestation contre l'antisémitisme, il a critiqué les attentats au biper, il propose d'arrêter la livraison d'armes à Israël etc*.». Puis elle l'écoute religieusement parler longuement d'«*antisémitisme d'importation en France*». L'allusion aux Arabes et musulmans de France est évidente. Un véritable appel à la haine et la répression contre eux.

Entre la France et Israël, entre le président Macron et le premier ministre Netanyahou, les intellectuels sionistes français, les grands médias français qui les relaient, ont choisi apparemment leur camp. La logique du président Macron, et du monde entier, sur le lien entre le cessez le feu et l'arrêt de la livraison des armes, n'est pas manifestement la leur. Ce qu'ils disent est carrément délirant. L'un d'eux, Arcady, explique qu'un cessez le feu n'a pas de sens car «*avec qui le faire* ?» De même pour la solution à deux États dont il se déclare partisan du bout des lèvres : «*Avec qui la faire, des organisations terroristes ?!*» Puis il va jusqu'à s'écrier, horrifié, scandalisé qu'il y a «des armes stockées à Beyrouth». Un scoop ! On pourrait lui dire «*mais il y en a aussi en Israël*». Cela rappelle ces westerns américains, où on interdisait aux indiens d'avoir des armes, jusqu'à les avoir tous massacrés

En écho à Netanyahou, le mot «*barbares*» revient dans leur bouche à tous. Le propos est manifestement colonial et, même dans la droite ligne du vocabulaire fasciste. On n'a même pas à démontrer ce qu'ils sont ou sont devenus. Il suffit qu'ils parlent.

À les écouter, Israël tue les Palestiniens pour les libérer du Hamas, et les Libanais pour les libérer du Hezbollah. Le seul terme qu'ils emploient est celui «*d'organisations terroristes*». Les termes de palestinien pour Hamas et de libanais pour Hezbollah ne sont jamais prononcés. En somme, des sortes d'ovni, issus de nulle part, si l'on suit le récit israélien et des médias occidentaux affiliés.

Ils expliquent qu'Israël envahit le Liban pour en finir avec le Hezbollah, car c'est une «*organisation islamiste bien plus dangereuse*» que l'OLP. Ils versent, au passage, une larme bien sèche, de nostalgie sur celle-ci. Hilarant. Ils oublient simplement que c'était le même argument d'Israël lorsque l'OLP était au Liban, «*une organisation terroriste*». Israël a envahi le Liban pour en expulser l'OLP et les Palestiniens. Il les a massacrés à Sabra et Chatila. Il y est resté douze ans jusqu'à la fondation du Hezbollah qui l'en a expulsé.

Le dégoût

Entre le président français et le premier ministre israélien, toute la «*sionosphère*» française n'hésite, apparemment, pas un instant. Cela donne une idée de l'influence d'Israël sur la vie politique et médiatique française.

Aux dernières nouvelles, le 14 octobre, Emmanuel Macron rappelle à Netanyahou qu'«*il ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU*». Emmanuel Macron aurait-il caché un certain sens de l'humour. Le monde sioniste s'en étrangle de rage. Netanyahou, avec l'élégance et la finesse qu'on lui connait, rappelle au président français et donc à la France les «*crimes de Vichy contre les juifs*».

Mais revenons à nos intellectuels sionistes et laissons le mot de la fin à Raphael Enthoven. Si on s'en souvient, le 5 novembre 2023, au tout début du génocide de Gaza, il avait dit «*qu'il n'y a pas d'autre option que de bombarder Gaza*», pour en conclure froidement que «*toutes les différences sont donc entre les victimes et les gens qui tuent*». Lui spécialiste de l'inversion, et qui accusait Hamas «*de prendre en otage la population palestinienne*», accuse désormais, JL Mélenchon «*de pratiquer l'inversion en qualifiant de terroristes les actes israéliens à la place de ceux de Hamas*». Et au Président Macron, «*de parler des bombardements de Gaza et du Liban et d'oublier ceux d'Irak et d'Afghanistan*». Étrange logique que celle de la justification de crimes par d'autres crimes. Au bout du compte, face à tous ces propos, on n'a même plus de sentiments de révolte ou d'indignation, on est pris de dégoût. Tout simplement de dégoût. reseauinternational.net 18 octobre 2024 (Depuis LFI a fait acte de repentance et a qualifié d'acte « *terroriste* » le soulèvement révolutionnaire du 7 octobre 2023 – J-C)

1 - Dominique de Villepin lui fera une réponse superbe :

https://www.youtube.com/watch ?v=UszQ8Oq5bz4

Quelques commentaires publiés dans plusieurs blogs.

- Quel est le mobile ou l'objectif de ce genre d'article, qui semble avoir été construit pour uniquement laisser libre cours à une falsification et un amalgame ordurier ? Pour qui roule-t-il ? Les ennemis du socialisme, de tous les peuples.

- "*Et les dictateurs de l'histoire moderne, à l'instar d'Hitler, sont tous des socialistes, et ne sont qu'une autre façade, une autre marionnette mise en place quand l'obéissance des jeunes n'est plus acquise. Qui a financé le bolchevisme, le communisme, le capitalisme, tout comme le nazisme, le fascisme, et maintenant, le messianisme sémitique* ?"

Bolchevisme=communisme=capitalisme=nazisme=fascisme=sionisme, voilà la seule raison d'être de cet article, de la propagande antisocialiste.

Pour parvenir à mettre fin à tous ce qu'il dénonce fort justement du reste, cela présente l'avantage d'avoir un effet soporifique sur la vigilance des lecteurs, l'auteur nous dit qu'"*il existe une issue simple qui est le réveil des consciences*", puis, il nous appelle à faire "*une révolution*" ou à "*affronter directement, voire physiquement tous ceux qui orchestrent notre asservissement*", mais comme à aucun moment il ne s'agira de se doter d'une théorie révolutionnaire, d'un programme révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire pour organiser, rassembler, guider les masses lors de ce combat afin de mener à bien cette "*révolution*", autant dire qu'elle ne fait pas vraiment partie de son programme.

En guise de "*réveil des consciences*" il vous endort et vous trompe, pire, lorsqu'il incite à un affrontement physique individuel, il cautionne le terrorisme ou les actions violentes aveugles qui

font le jeu de la réaction et que les masses condamnent... Organisez-vous dans une des organisations du mouvement ouvrier qui se réclament de la révolution socialiste.

- Surinterprétation d'une menace qui n'existe pas.

L'IA est à l'image du 0,1% et ne représente pas plus, elle fait l'objet de fantasmes et d'instrumentalisations. On s'emploie à faire croire qu'elle constituerait une menace, une de plus, alors qu'elle est quasi inexistante pour la population, je parle des 8 milliards d'habitants, et non des égocentrés hexagonaux hyper connectés et par conséquent décérébrés qui croient que le monde entier leur ressemble.

Une bonne nouvelle tout de même, à l'instar des hommes, « *l'IA ne «développera» jamais d'âme, ne possédera jamais d'âme* », tant mieux !

- Annie Lacroix-Riz reproche à Orwell d'avoir été antistalinien, et de s'être comporté comme tel avec ses amis intellectuels plutôt sociaux-démocrates ou conservateurs proches du pouvoir.

Nous nous ne lui reprocherons pas d'être stalinienne, c'est son droit, le tout est de l'assumer jusqu'au bout, ce qu'elle est incapable de faire, du coup dans cette mini-conférence de comptoir de café, elle dérape carrément, c'est à la mode en ce moment, chacun y va de sa crise d'autoritarisme ou de mythomanie aiguë, le grand délire, quoi.

Quelques précisions en préambule. Il ne faut pas se laisser impressionner.

Les archives se manipulent aussi, d'ailleurs, de quelles archives parlent-elles ? Qu'y a-t-il dans ces archives ? Qui les a alimentées ? C'est un peu comme les manuels scolaires, les encyclopédies ou les dictionnaires, il n'y figure que ce qu'on avait envie d'y mettre, et tout le reste est passé à la trappe, ce qui fera forcément l'objet d'une interprétation déformée de l'histoire, idéologiquement falsifiée. Ici, on est dans ce cas de figure.

Il y a les historiens qui s'en tiennent strictement à la description des faits tels qu'ils se sont produits dans un contexte donné, Marx et Engels par exemple, et il y a ceux qui s'emploieront à les manipuler en fonction de l'idéologie qu'ils ont adoptée, pour la justifier au détriment de la réalité ou de la vérité, ce qui est le cas ici à l'aide de surinterprétations, amalgames, faits tronqués, spéculations en tous gens, contrevérités ou mensonges grossiers, etc. tout y passe, écoutez, c'est sidérant. On se croirait aux 20H en mars 2020 !

Je ne vais pas encore monopoliser cette rubrique et abuser de la bienveillance des administrateurs de ce blog, j'en suis chaque fois gêné.

Rapidement ce que j'ai relevé aux trois quarts de cette vidéo, je n'ai eu le temps de regarder la suite, ce sera pour demain matin.

– Un amalgame Orwell-Koestler, puisque Koestler = agent des services secrets britanniques = CIA, vous en déduirez qu'Orwell en était un également, comme votre voisin peut-être, c'est la méthode policière de Lacroix-Riz.

– Elle fait un portrait abominable d'Orwell : raciste, misogyne, anti-ouvrier, "*le peuple le dégoûte*", il "*méprise les masses*", il n'était pas anti-impérialiste, c'était un moralisateur, il méprisait le parti travailliste (Labour) (à juste titre me semble-t-il), il a critiqué Gandhi (moi aussi, il était contre l'industrialisation de l'Inde que préconisait Nehru)...

– Elle dérape complètement : Orwell et sa femme étaient trotskystes, tu parles, les trotskystes le haïssent, il faut le savoir quand même. Elle raconte n'importe quoi. Elle est prise en flagrant délit.

– Le POUM agent de l'Allemagne nazi pour le compte de la police de Franco, on se croirait aux procès de Moscou des années 30.

– Andreu Nin était un flic, là, elle ne fait pas dans le détail et finit de se discréditer. Nin passé par la CNT, il participe à la création du POUM, il se rapproche de Trotsky puis rompt avec lui. Il est accusé de collusion avec l'ennemi par les staliniens pour avoir supposément fourni aux fascistes les plans des dispositifs de défense de Madrid et Barcelone. Les documents retrouvés en 1990 prouvent que l'accusation reposait sur un faux élaboré par le NKVD. (Wikipédia avec source à l'appui.)

Tout le reste était à l'avenant.

Elle profite de sa situation privilégiée pour influencer et tromper son auditoire. Elle n'arrête pas de mouliner et répéter, "*vérifiez-le vous-même*" sachant que personne n'ira vérifier quoi que ce soit, c'est très malhonnête comme procédé, cela relève de l'abus de pouvoir, elle fait partie des pires fossoyeurs du marxisme et du socialisme. La preuve.

Ses conférences sont diffusées par le Cercle Universitaire d'Etudes Marxistes (C.U.E.M.)

La collaboration tactique entre Trotsky et les nazis

https://www.cuem.info/?page_id=1246

Cela dépasse en imagination et en pourriture les mystifications des idéologues de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Pour remettre les choses à leurs places. A lire très attentivement, le passage après la lettre de George Orwell.

Malheureux comme Orwell en France (III) L'affaire de la « liste noire » (2)

https://agone.org/orwell-grevin-2/

- Annie Lacroix-Riz intervient devant un parterre de militants acquis à sa cause, donc elle se croit permise de déblatérer n'importe quoi, elle se lâche littéralement. Finalement, on n'a pas besoin de l'accuser de quoi que ce soit, elle le fait très bien elle-même, c'est excellent.

Comment procède-t-elle ? Elle va piocher dans les poubelles de l'histoire officielle des petits bouts qu'elle assemble ensuite pour en faire un récit conforme à son idéologie, pour ensuite déclarer : Voilà comment les choses se sont passées. Si vous la croyez sur parole, vous serez manipulé.

Ce qui nous intéresse chez Orwell, ce n'est pas ce qu'il aurait été ou ce qu'il aurait fait, mais le contenu de son ouvrage 1984 dans lequel il décrit avec une précision surprenante la mise en place d'une dystopie qui ressemble à s'y méprendre avec ce qui se déroule sous nos yeux depuis déjà quelques années.

Or, madame Annie Lacroix-Riz n'en a pas dit un mot, elle s'est attaquée uniquement à la personnalité d'Orwell et elle a totalement délaissé le contenu de son principal ouvrage, 1984. On est donc là en présence d'un règlement de compte, d'un procès d'intention caractérisé.

Il a encore fallu que cette hystérique évoque les hitléro-trotskystes, autrement dit, le fondateur de l'Armée rouge aurait été un suppôt d'Hitler. Pourquoi porte-t-elle une telle accusation aussi grotesque ? Parce qu'il n'est pas possible de justifier autrement l'assassinat de Trotsky et la liquidation de la quasi-totalité des compagnons de Lénine par Staline, le stalinisme et tous ses crimes.

Annie Lacroix-Riz est littéralement fascinée par les services secrets et les élites, elle ferait mieux de s'en tenir à son rôle d'historienne, et de ne pas le mélanger avec sa propagande idéologique nauséabonde. Elle me fait penser à Thierry Meyssan qui est un remarquable journaliste d'investigation, mais qui est infréquentable sur le plan politique.

(En attente de publication ou éventuellement censuré – J-C)

- Réponse à Zéro.

Je crois surtout que les couches supérieures de la classe ouvrière, les éléments progressistes des classes moyennes se sont détournés de la version socialiste de la lutte des classes. Je ne remets pas en cause les milliers de militants qui combattent sincèrement quotidiennement au côté de la classe ouvrière.

J'ai observé un truc, chaque fois que j'évoque la nécessité impérieuse de s'organiser, j'essuie que mépris ou sarcasme, tout le monde s'en fout, c'est révélateur. Il n'y a même plus de débat théorique, or, sans armement théorique, c'est comme vouloir affronter un char les mains nues. Même arracher un accord de principe relèverait d'un exploit, c'est peu dire.

Où sont passés les enseignements de la lutte de classe du passé ? Imaginez un instant un scientifique qui se lancerait dans des recherches, et qui négligerait toutes les connaissances acquises par les générations antérieures, il aurait l'air de quoi, franchement, où cela le mènerait-il, nulle part ! Voilà où nous en sommes.

J'avais cru, que les expériences pénibles ou cruelles que nous avons vécues au cours des dernières années seraient salutaires, pas du tout, bien au contraire, comme vous l'avez fait remarquer à juste titre. Apparemment, on ne se pose pas les bonnes questions. Pourquoi ? On a l'impression que personne ne veut y réfléchir à fond. Vous avez beau vous exprimer le plus simplement du monde, personne ne semble comprendre de quoi vous parlez.

S'il en faudrait beaucoup plus pour me déstabiliser, je comprends qu'un travailleur ou un militant qui ne passe pas 24h/24 à se poser toutes ces questions soit démoralisé. À croire qu'il en faudra beaucoup plus avant que le mouvement ouvrier se recompose sur des bases saines, et se remettre en

ordre de bataille pour affronter et vaincre le capitalisme et ses institutions. En attendant, il faut redoubler de patience et essayer de partager nos idées, cela finira bien par se décanter un jour...

- Que dire de plus ? Nous sommes nombreux à enrager face à cette situation.

On ne va pas se lamenter sur le triste sort qui accable les Palestiniens, tous les peuples finalement à divers degrés, le nôtre aussi, ou je parle de la France avec sa classe ouvrière et ses classes moyennes se voient imposer des conditions d'existence somme toute épouvantables et une multitude de souffrances inutiles et injustes, surtout quand on pense à la vie formidable qu'on pourrait tous avoir si l'exploitation et l'oppression ne rythmaient pas tous les rapports sociaux de la société, on vivrait enfin libre et en paix. Ce système économique est à l'origine des malheurs qui accablent tous les peuples, le problème auquel nous sommes incapables de nous attaquer, or, on vient de lire ici comment s'en débarrasser :

– « *Il ne reste que la Résistance des peuples et ses organisations de libération* ».

S'organiser pour conquérir notre libération, tel est le fin mot de l'histoire. C'est le principal enseignement politique qui aurait dû être tiré de l'expérience des Gilets Jaunes, qui était condamnée dès le début faute d'organisation, dirigeants, programme, etc.

On ne mène pas une guerre désarmée, désorganisée, sans commandement, sans stratégie, il n'y a que des charlatans pour proposer un tel scénario. Ici et ailleurs, vous lisez beaucoup d'articles qui se terminent en vous appelant à vous unir et à vous organiser dans le mouvement ouvrier ?

Nous sommes le nombre, nous sommes invincibles. Si nous sommes organisés et unis, nous pouvons balayer tous les obstacles qui se dressent sur le chemin de notre émancipation. S'organiser dans des organisations qui ont adopté ces objectifs politiques dans leur programme, et qui combattent sur la base de cette orientation politique. Ils en existent, elles ne sont pas parfaites, rien n'est parfait, il ne faut pas demander l'impossible, à défaut de mieux, on doit s'en contenter, on n'a pas le choix, PT, PRCF, GMI, LO, etc. Je n'ose plus proposer mon courant politique, Le Socialisme.

L'essentiel, c'est ce qui nous unit, et non les désaccords que nous pouvons avoir ensemble.

L'essentiel, c'est d'aller jusqu'au bout, de ne rien céder à l'opportunisme, et de ne jamais lâcher le fil qui nous relie à notre objectif. Avec une détermination sans faille et incorruptible, une conviction inébranlable, un moral d'acier trempé, une méthode efficace pour interpréter le monde et nous guider, la victoire finale est à notre portée. Tout dépend uniquement de nous finalement, car personne ne mènera ce combat à notre place.

- Pignouf - Individu mal élevé, dépourvu de toute finesse, de toute délicatesse. Rustre.

(Le Grand Robert de la langue française)

Cela vous va à merveille (comme pseudonyme – J-C), bien que ce soit très incomplet ou bien en dessous de la réalité vous concernant.

-" *juger comme vous le faites l'homme haïtien*"

C'est tout ce que vous avez trouvé comme argument politique ? C'est bien vous ça.

Voilà un procès d'intention de la pire espèce, inspiré de la "*gauche*" la plus réactionnaire (social-libéral libertaire) qui a adopté le wokisme, que vous défendez du reste, et qui considère que critiquer les idées d'une personne de couleur, c'est du racisme, l'équivalent de l'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme en quelque sorte, ce qui est ordurier. Vous pourriez être chroniqueur à BFMTV.

J'avoue avoir ignoré l'origine de monsieur Renoncourt, parce que ce n'est pas un détail sur lequel je m'arrête, car voyez-vous, où je vis, je suis le seul occidental à peau clair, donc ce genre de question ne me vient jamais à l'esprit, et si c'est votre cas, c'est sans doute parce que vous avez un esprit pour le moins bien tordu ou pourri ! Il y a bien des "*Blancs*" à Pondichéry et à Auroville, mais je ne les connais pas et ils ne m'intéressent pas.

Dites-moi, les lecteurs du GS vous connaissent mieux que moi, et ce qu'ils pensent de vous est rarement à votre avantage d'après ce que j'ai pu lire, jamais même, au mieux, ils se moquent de vous ou vous prennent ouvertement pour un imbécile, ce qui a l'art de vous flatter, c'est dire à quel point vous l'êtes ! Dans le marais répugnant dans lequel vous baignez, à quoi vous servirait un "*piédestal*", puisque vous vous enfoncez très bien tout seul chaque fois que vous vous exprimez. J'ai en horreur les personnages qui parlent fort, qui abuse de la situation pour faire preuve d'autoritarisme, les dictateurs qui ont raté leur vocation.

Quand vous faites dans l'ignominie et le diffamatoire en me prêtant un état d'esprit colonial, vous ne faites que vous salir vous-même un peu plus, ce qui colle assez bien avec votre personnalité.

(En attente de publication ou éventuellement censuré – J-C)

- Aux administrateurs du blog *Le Grand Soir*

Visiblement vous avez censuré ma réponse à « *Pignouf* » (ci-dessus – J-C) où je le mettais en pièces ou à mort. En échange, vous lui avez demandé de publier un rectificatif, je me demande bien pourquoi, là je fais l'idiot.

Je publierai demain dans mon blog en guise de droit de réponse, le commentaire que je vous avais adressé, non pas que je veuille m'acharner à tout prix sur ce lecteur, j'estime simplement qu'il existe des principes qui doivent être respectés, et que ceux qui les violent délibérément ou intentionnellement s'exposent forcément à des représailles ou une sanction, qu'ils l'assument. Sinon c'est trop facile, n'importe qui peut déblatérer n'importe quoi sur n'importe qui en toute impunité, dans ces conditions toute discussion ou échange devient inconcevable.

(En attente de publication ou éventuellement censuré – J-C)

En complément.

Malheureux comme Orwell en France (III) L'affaire de la « *liste noire* » (2) - agone.org 26 février 2020

En 1997, le principal éditeur français d'Orwell, Ivrea-Encyclopédie des nuisances, édite une brochure, George Orwell devant ses calomniateurs. Quelques observations. Bien qu'antérieure à la diffusion en 2003 de la « *liste d'Orwell* », cette analyse donne l'essentiel de l'affaire (et en particulier le rôle des médias), qui tient moins aux faits et moins encore à la vie et à l'œuvre d'Orwell qu'à une attitude intellectuelle formée à « *l'école stalinienne de la falsification* »

Si l'école stalinienne de la falsification reste un modèle pour notre époque, c'est par son objectif principal, plus encore que par ses procédés particuliers. On sait, en effet, que la propagande totalitaire n'a pas besoin de convaincre pour réussir et même que ce n'est pas là son but. Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps en serait-il un peu plus respirable. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire de répondre à la récente campagne de calomnies visant à présenter George Orwell comme un délateur.

L'article en entier :

https://agone.org/orwell-grevin-2/

— Celia Izoard, « *Pourquoi fallait-il retraduire1984* » (BlogAgone, 15 mars 2019)

http://blog.agone.org/post/2019/03/18/Pourquoi-retraduire-encore-%C2%AB%C2%A01984-%C2%BB

— Thierry Discepolo : « *Préface inédite à l'édition québécoise de la nouvelle traduction de1984* » (BlogAgone, 4 février 2019)

http://blog.agone.org/post/2019/02/04/Pr%C3%A9face-in%C3%A9dite-%C3%A0-l%E2%80%99%C3%A9dition-qu%C3%A9b%C3%A9coise-de-la-nouvelle-traduction-de-Mille-neuf-quatre-vingt-quatre-de-George-Orwell

— « *Malheureux comme Orwell en France (I) Traduire de mal en pis* » (BlogAgone, 27 avril 2019)

http://blog.agone.org/post/2019/04/27/Entretiens-sur-la-r%C3%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis

— « *L'art de détourner George Orwell* » (Le Monde diplomatique, juillet 2019)

https://www.monde-diplomatique.fr/2019/07/DISCEPOLO/60049

— Jean-Jacques Rosat, « *1984, une pensée qui ne passe pas* » (En attendant Nadeau, 5 juin 2018).

https://www.en-attendant-nadeau.fr/2018/06/05/1984-orwell-kamoun/

Situation politique et sociale en France.

Sondage : Avec 78 % de mécontents, la popularité de Macron continue de s'effondrer - 20minutes.fr 20 octobre 2024

La défiance plutôt que la confiance. Dans le baromètre mensuel de l'Ifop pour le *Journal du dimanche*, Emmanuel Macron continue de s'enfoncer avec une cote de popularité à 22 %, soit 78 % de mécontents (+ 3 points).

Dans le JDD, Frédéric Dabi, patron de l'Ifop, pointe la vitesse à laquelle Emmanuel Macron s'enfonce : « *Il a perdu 9 points depuis mai, dernière étude réalisée avant les européennes et l'annonce de la dissolution.* » Surtout, le chef de l'Etat peut de moins en moins compter sur son socle électoral. *« Les plus de 65 ans ne sont plus que 24 % à le soutenir (– 6) et les retraités 23 % (– 6)* », indique l'hebdomadaire. 20minutes.fr 20 octobre 2024

La fracture entre les français et Macron est consommée, confirme un sondage exclusif. Pour 84% les politiques doivent être pénalement responsables - France-Soir 14 octobre 2024

J-C - Bien qu'il faille se méfiez des sondages comme de la peste, celui-ci comporte de très nombreuses questions, et les réponses à certaines d'entre fournissent des indications qui ne sont pas sans intérêt pour qui veut en savoir davantage sur l'état d'esprit actuel qui règne en France dans les différentes classes.

https://edition.francesoir.fr/politique-france-economie/la-fracture-entre-les-francais-et-macron-est-consommee-confirme-un

---

Martinique: rassemblement de plusieurs milliers de manifestants contre la vie chère - BFMTV 20 octobre 2024

L'État a annoncé avoir signé un accord notamment avec les distributeurs pour baisser de "*20% en moyenne*" les prix de l'alimentaire en Martinique. Pour le leader du RPPRAC, collectif à l'origine du mouvement, cet accord est un "*échec*".

"*Les choses ne font que commencer*": plusieurs milliers de manifestants, se sont rassemblés ce samedi 19 octobre à Fort-de-France, déterminés à poursuivre le mouvement contre la vie chère en Martinique malgré l'accord signé sur une baisse des prix de l'alimentaire. BFMTV 20 octobre 2024

Santé.

Docteur Knock ou comment ils changent "*les règles*" pour fabriquer de faux malades pour le compte de Big Pharma.

Une internaute - Ils ont encore abaissé les seuils de la tension artérielle.

Ce qui était jusque-là une tension artérielle normale (120/70) est aujourd'hui considérée comme « *élevée* ».

Toujours plus de malades potentiels qui s'ignorent…

La normalité correspond aujourd'hui à ce qu'on croyait être de l'hypotension artérielle. Mais ça se soigne aussi !

https://x.com/GuillaumeBarucq/status/1846662442748645555

https://www.medscape.com/viewarticle/new-blood-pressure-guidelines-lower-treatment-target-2024a1000fvc?form=fpf

Une internaute :

- C'est pareil pour la glycémie, il y a encore une quinzaine d'année on considérait qu'on était diabétique après 2 mesures matinales à1.27, puis selon les recommandations de BigPharma (laboratoire et industriel Lill) y c'était 1.10, puis 0.70 maintenant ! Donc plus de "malades" diabétiques et plus de profits pour les Labos. La HbA1c va de pair, la norme de l'hémoglobine glyquée se situe entre 4 et 6%. Bientôt ils diront à 0. Tous aux médocs…

Satoshi Omura et l'ivermectine par Gérard Maudrux 20 octobre 2024

https://www.covid-factuel.fr/2024/10/20/satoshi-omura-et-livermectine/

Satoshi Omura prix Nobel de Médecine en 2015.

https://www.covid-factuel.fr/2023/02/14/ivermectine-et-cancer-reserve-aux-chevaux/

Lu.

Le 1er octobre 2024, l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe1 (APCE) a adopté une nouvelle résolution barbare de type orwellien intitulée «*Propagande et liberté de l'information en Europe*» (résolution no2567 (2024).

En outre, l'APCE ordonne de ruiner et de poursuivre les hommes d'affaires qui aideraient financièrement les critiques de la politique de Bruxelles et des États-Unis :

«*Prévoir des mesures juridiques appropriées contre le parrainage, la production et la diffusion de propagande illégale*». Dans le même temps, comme s'il fallait encore renforcer l'absurdité de ce qui se passe, le «*Ministère de la Vérité*» européen ajoute que tout ce resserrage de la liberté d'expression doit se faire «*tout en respectant pleinement le droit à la liberté d'expression et en veillant à ce que les restrictions et les sanctions soient strictement conformes à la légalité, à la légitimité et à la nécessité*».

La résolution dit :

«*L'Assemblée recommande aux États membres d'élaborer des stratégies globales de lutte contre la propagande illégale et de prendre des mesures efficaces pour lutter contre la propagation de la propagande malveillante*».

«*Le rapport préparé par l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) en novembre 2023, basé sur 900 articles de vérification des faits publiés dans le cadre de 11 votes dans 10 pays européens différents, a révélé que tous les sujets potentiels étaient littéralement soumis à la désinformation et aux récits de propagande : la guerre en Ukraine, le changement climatique, les institutions de l'UE, les questions de genres et la communauté LGBTIQIA+, l'immigration, les réfugiés, la religion, le système de santé et la politique liée au COVID*».

L'APCE requiert aux pays membres du Conseil de renforcer les manipulations mensongères et la propagande dégénérative, qualifiant cela «*d'authenticité*» :

«*Fournir des informations fiables et crédibles sur des questions d'intérêt public telles que la protection des droits de l'homme pour tous et l'environnement, en particulier sur des questions controversées telles que le changement climatique et ses effets, les droits des minorités, des migrants ou des personnes LGBTQIA+, les questions de genre et de genre, etc.*».

L'IA, un instrument politique entre les mains des tyrans.

Bill Gates déclare qu'inciter les gens à éviter la vaccination est une « *incitation à la violence* » et qu'il veut que les « *antivax* » soient censurés par l'IA.

Extrait.

Ne pas aimer les vaccins serait un délit criminel si Gates parvenait à ses fins.

L'approche totalitaire de Gates en matière d'IA est une menace pour l'humanité.

Aujourd'hui, l'éminent philanthrope souhaite utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour censurer en temps réel la « *désinformation* » liée aux vaccins. Les propos de Gates, tenus lors d'une récente interview sur la chaîne CNBC, ont suscité un vif débat sur le droit à la liberté d'expression, le contrôle des esprits et la réécriture de l'histoire par l'élite.

Dans sa dernière interview, il a exprimé le souhait d'imposer des « *limites* » à la liberté d'expression, en particulier en ce qui concerne les vaccins. Selon Gates, la liberté d'expression est certes importante, mais elle doit être limitée, en particulier si elle incite à la violence ou dissuade les gens de se faire vacciner.

« *Nous devrions avoir la liberté d'expression, mais si vous incitez à la violence ou si vous incitez les gens à ne pas se faire vacciner, où sont les limites ?* » a déclaré Gates. Il a suggéré que les États-Unis pourraient avoir besoin de nouvelles règles pour traiter ces questions, indiquant une préférence pour les systèmes pilotés par l'IA qui pourraient rapidement identifier et supprimer les contenus nuisibles avant qu'ils n'aient une chance de se répandre.

Ironiquement, tout le monde sait que le véritable pourvoyeur de « *mésinformation vaccinale* » a toujours été Bill Gates, qui cherche des moyens d'exploiter les populations par la propagande et de leur faire avaler des programmes de vaccination pour faire avancer sa mission « *philanthropique* » de transhumanisme et de contrôle des populations.

L'approche totalitaire de Bill Gates pourrait conduire à une censure excessive et à une suppression du débat légitime, érodant le consentement éclairé en médecine et tournant en dérision les systèmes de soins de santé dans le monde.

https://www.mondialisation.ca/bill-gates-declare-quinciter-les-gens-a-eviter-la-vaccination-est-une-incitation-a-la-violence-et-quil-veut-que-les-antivax-soient-censures-par-l/5693198?doing_wp_cron=1729412077.5573990345001220703125

S'opposer au sionisme est légitime et légal.

L'antisionisme est considéré comme un droit à la liberté d'expression - consortiumnews.com 18 octobre 2024

Le professeur David Miller a remporté un procès pour licenciement abusif après qu'un tribunal du travail britannique a jugé que ses « *convictions antisionistes étaient considérées comme des convictions philosophiques et comme une caractéristique protégée* » par la loi britannique sur l'égalité.

Regardez la rediffusion. https://www.youtube.com/watch?v=gVJrhFiMtQk

Le tribunal a décidé en février que le professeur David Miller a été injustement renvoyé de l'Université de Bristol pour avoir prétendument tenu des propos antisémites. Jugement écrit le tribunal a déclaré que critiquer Israël pour l'apartheid, le nettoyage ethnique et le génocide n'était pas antisémite. Le tribunal a jugé que ces positions étaient « *dignes de respect dans une société démocratique* ».

L'un des juges a déclaré :

« *L'opposition du professeur Miller au sionisme n'est pas une opposition à l'idée d'autodétermination juive ou d'un État à prépondérance juive existant dans le monde, mais plutôt, comme il le définit, à la réalisation exclusive des droits juifs à l'autodétermination sur une terre qui abrite une population non juive très importante. …*

Ce que [Miller] a dit a été accepté comme légal, n'était pas antisémite, n'incitait pas à la violence et ne représentait aucune menace pour la santé ou la sécurité de quiconque. »

Il s'agit d'une décision importante à un moment où les journalistes qui osent critiquer le comportement d'Israël à Gaza, en Cisjordanie et au Liban sont soumis à une pression croissante, dans certains cas, à des perquisitions à leur domicile ou à des interrogatoires dans les aéroports britanniques en vertu de la loi britannique sur le terrorisme. Le dernier cas en date est le raid effectué jeudi par la police antiterroriste au domicile londonien de Asa Winstanley, Rédacteur en chef L'intifada électronique, à propos de quel journaliste Glenn Greenwald tweeté :

« *Il est presque impossible de surestimer le degré d'autoritarisme et d'érosion des droits de l'homme en Occident pour protéger Israël – en censurant les critiques à l'encontre de ce pays étranger et en punissant ses détracteurs* », a déclaré le journaliste Glenn Greenwald. tweeté « *Des licenciements massifs aux États-Unis et des lois restreignant la liberté d'expression* », a-t-il déclaré. Mais « *le Royaume-Uni, comme toujours, est pire* ». consortiumnews.com 18 octobre 2024

Etats-Unis.

L'extrême centre de Rothschild-Rockefeller-Davos appelle à voter démocrate. - courrierinternational.com 18 octobre 2024

La "*trumpification*" de la vie politique américaine

Pour son numéro daté du 12 octobre, le magazine britannique *The Economist* a opté pour une couverture plutôt osée : une cravate rouge dressée en lieu et place du célèbre obélisque dédié à George Washington sur le National Mall de la capitale fédérale américaine.

Une manière pour l'hebdomadaire britannique de symboliser Donald Trump, dont la cravate rouge est devenue la signature vestimentaire, et la façon dont l'ancien président et actuel candidat républicain à la présidentielle du 5 novembre a imprimé sa marque sur la vie politique américaine.

Ce qui est spectaculaire, souligne le magazine, c'est de voir à quel point "*la politique américaine s'est trumpifiée*" ces dernières années, et en particulier durant cette campagne électorale. courrierinternational.com 18 octobre 2024

Chine.

La Chine publie un rapport sur l'espionnage états-unien de l'Internet - Réseau Voltaire 18 octobre 2024

Les autorités chinoises ont publié, le 14 octobre, un rapport intitulé Volt Typhoon III : A Cyber Espionage and Disinformation Campaign conducted by US Government Agencies (Volt Typhoon III : une campagne de cyberespionnage et de désinformation menée par des agences gouvernementales états-uniennes). Il fait suite à ceux publiés le 15 avril (sur le kit « *Marble* ») et le 8 juillet 2024 (sur l'archivage et le traitement de toutes les données envoyées par les câbles sous-marins).

Selon ce document, la dénonciation par Washington d'une prétendue opération d'espionnage chinoise, « *Volt Typhoon* », était un leurre. En réalité, c'est Washington lui-même qui a créé ce

virus en l'attribuant à d'autres pour masquer sa surveillance générale des communications par Internet.

https://www.cverc.org.cn/head/zhaiyao/futetaifeng3_FR.pdf

Moldavie.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 octobre 2024

Si nous avons souvent montré que l'UE n'est qu'une chambre d'enregistrement de l'OTAN, c'est pour la première fois une décision de la Cour de justice du Luxembourg qui l'illustre. Selon elle, l'UE ne peut pas renvoyer de migrants en attente d'une décision d'asile vers des pays tiers dont les frontières légales ne correspondent pas à leurs frontières réelles. Il s'ensuit que l'Italie ne peut pas transférer de migrants égyptiens et bengalis dans des centres de rétention en Albanie. Tout cela en prévision d'un exode massif de Moldaves pour justifier d'une guerre en Transnistrie.

https://www.voltairenet.org/article221413.html

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2024

A force d'être saturé de scènes de cruauté ou de barbarie, il finit par ne plus y avoir de place pour l'empathie, l'espoir d'un monde meilleur s'évanouit.

C'est le risque qui guette chacun d'entre nous, alors serrons les rangs, brisons notre isolement, agissons, organisons-nous, mobilisons-nous sur le terrain de la lutte de classe et nous vaincrons !

Dites-vous bien, qu'en matière de résistance, d'engagement politique, rien ne vaut le militantisme, pendant lequel vous êtes amenés à rencontrer des centaines de travailleurs, à confronter sincèrement vos idées ou à essayer de les partager avec eux, de leur faire connaître le marxisme et le socialisme, parce que c'est l'unique moyen de faire avancer notre cause, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut de nos jours.

Ce n'est certainement pas en restant scotché pendant des heures devant un écran, qu'on changera un jour quoi que ce soit, il ne faut pas se leurrer. On perd son temps, quand on ne met pas en pratique nos idées, et quand cette pratique ne se traduit pas sur le plan organisationnel, la théorie, la pratique et l'organisation entretiennent des liens réciproques, et c'est seulement unis ou indissociables qu'ils sont réellement efficaces.

Nos ennemis sont puissamment organisés, structurés, disciplinés, armés théoriquement ou idéologiquement, ils savent ce qu'ils veulent, et ils se donnent les moyens d'y parvenir, ce qui leur permet d'atteindre leurs objectifs en règle générale, puisqu'ils ont été en mesure d'assurer la survie du capitalisme qui était condamné à disparaître depuis un siècle.

Nous, nous faisons exactement l'inverse, et nous obtenons le résultat inverse. Cela devrait faire réfléchir.

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. – Le Socialisme – 26 octobre 2024

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/Le_Socialisme_declaration_26102024.pdf

---

Tribune libre de la lutte de classe.

Appel du 7è Congrès. Que veut le Parti des travailleurs ? - 20 octobre 2024

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/appel-du-congres_20-10-24.pdf

C'est quoi une société qui bascule dans l'autoritarisme, la tyrannie ou le totalitarisme ?

L'homme est devenu l'ennemi à abattre pour une frange de féministes hystériques instrumentalisées par le régime et les médias à son service, pour d'autres fanatisées, c'est l'Arabe, le musulman, l'immigré…Depuis que l'extrême droite a renoué avec le sionisme, dont elle partage l'idéologie fasciste et nazi, le juif sur lequel elle crachait il n'y a pas si longtemps que cela encore, est porté littéralement en héros !

Hier et pendant très longtemps, les hommes furent considérés supérieurs aux femmes, selon le droit naturel. Puis soudain, le législateur, obéissant au sommet de sa hiérarchie, décréta que leurs rapports devaient s'inverser, c'est ainsi que ce droit fut subrepticement ou autoritairement requalifié en délit. Par conséquent, à partir de ce jour-là, il fut décidé que tous les hommes qui avaient usé un jour du privilège exorbitant qui leur avait été accordé légalement jusque-là, devraient rendre compte des abus de pouvoir dont ils auraient pu se rendre coupables en actes ou en paroles envers des femmes, et être pénalement sanctionné, lourdement de préférence, ce qui signifiait que cette nouvelle loi s'appliquerait rétrospectivement, ce qui est parfaitement illégitime, mais pas illégal, puisque les tyrans ont le pouvoir d'en décider ainsi. Voilà en guise de présentation.

Aux temps des miliciens des mœurs et des justiciers, des procureurs en herbe vous surveillent et épient vos moindres paroles ou actes, les rapportent aux autorités ou les livrent aux médias avides de ces saloperies, ce sont tous des agents du régime tyrannique en place, qu'ils en aient conscience ou non peu importe.

Autrefois, la plupart des différents entre simples citoyens, qui se connaissaient ou non, portant sur un manque de respect, se traitaient à l'amiable entre eux dans le meilleur des cas. Dans le pire, celui qui dominait l'emportait sur le plus faible, conformément aux rapports sociaux de production établis dans la société ou le capitalisme, personne ne pouvant aller contre cette injustice tant que ces rapports sociaux n'auraient pas été abolies, les victimes en prenaient leur partie.

Dorénavant, ils s'étalent sur la place publique. Ils font l'objet d'une instrumentalisation politique, et l'institution judiciaire s'en saisit pour sanctionner, réprimer à tour de bras. Mais qui, sinon ceux qui se croient autorisés à faire preuve d'abus de pouvoir à l'instar de ceux qui gouvernent ou détiennent le pouvoir. Ils ne font que les imiter finalement, à ceci près, que ceux qui en sont à l'origine, ne seront jamais inquiétés par la justice puisqu'elle est faite pour eux ! C'est donc le pauvre type qui se laissera aller qui paiera pour eux.

C'est dégueulasse, assurément, mais la victime qui réclame justice ou plutôt qui hurle vengeance, elle ne remontera pas si loin, elle se satisfera du premier coupable venu ou désigné, peu importe que ce soit un bouc émissaire ou que la peine qui lui sera infligée sera disproportionnée par rapport aux faits qui lui étaient reprochés, devenue complètement hystérique, elle s'en fout.

Les désormais présumés coupables, puisque la présomption d'innocence est bafouée, sont trainés dans la boue, bannis, excommuniés, lunchés en place publique, leur vie brisée…

Une main aux fesses d'une femme ou posée sur sa poitrine ; une bise volée dans le cou, une caresse d'un genou, des propos tendancieux, une proposition suspecte, etc. suffisent, peu importe les circonstances, si le mec était bourré ou défoncé ou non, si cela se passait en boîte de nuit…

Ils appellent cela une agression sexuelle ou un viol, autrefois on appelait cela une drague plutôt lourdingue, un geste déplacée, le type se faisait sermonner ou envoyer promener, parfois il prenait une grosse baffe méritée dans sa gueule et cela en restait là. Parfois les femmes laissaient faire jusqu'à la conclusion ou l'acte sexuel proprement dit, personne ne se demandait comment cela avait commencé, cela ne concernait que les intéressés.

De nos jours, ils perdent leur boulot, divorcent ou leurs compagnes les abandonnent, ils sont séparés de leurs enfants, leurs familles les bannissent, leurs amis ne veulent plus les voir, leurs collègues de travail ne leur parlent plus, ce sont des littéralement des pestiférés, ils sont trainés devant les tribunaux, leur vie est étalée dans les journaux, à la radio ou télévision, dans les réseaux dits sociaux, bref, que ce qu'on leur reproche soit justifié ou non, ils n'ont plus qu'à disparaître, partir loin ou se mettre une balle dans la tête !

Ce procédé me fait horreur, bien que je ne sente pas du tout concerné. Au contraire, j'ai dû repousser les avances sexuelles de plusieurs femmes. Pour un peu, s'il n'y avait pas prescription, je porterais plainte contre elles histoire de me faire un peu de pognon !

Surréaliste. Tandis qu'ils ont cautionné l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Les BRICS lancent un appel urgent à la création d'un État palestinien et au cessez-le-feu à Gaza - Réseau International 24 octobre 2024

Les dirigeants des BRICS ont appelé dans une déclaration commune à un «*État de Palestine indépendant et viable, dans les frontières internationalement reconnues de juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël*». (Source : thecradle.co) Réseau International 24 octobre 2024

J-C – Un champ de ruine et un charnier à ciel ouvert ! Admirez le cynisme. Et dire qu'il y en a qui avaient des illusions dans les BRICS, à cette allure, elles vont vite s'envoler, tant mieux. A la fin, ils se rendront compte qu'il ne reste que le socialisme comme alternative cohérente et sérieuse au capitalisme.

Dans quel monde merveilleux vivons-nous ?

Si la médecine humaine est maltraitée, celle des animaux l'est tout autant ou pire encore, car ces pauvres bêtes ne peuvent pas s'organiser et se défendre. Ils les bourrent de médicaments, hormones de croissance et antibiotiques, vaccins, etc. pour le compte de BigPharma.

Si tu ne vaccines pas tes animaux, ils risquent de mourir, ce sera de ta faute, c'est culpabilisant et dissuasif quand on n'y connait rien en médecine vétérinaire. Ici ou les parasites pullulent du fait du climat tropical, les animaux ne se portent pas forcément plus mal qu'ailleurs, où ils sont systématiquement piquousés.

En visionnant un documentaire filmé dans le nord de l'Inde, j'ai fait la connaissance avec des habitants d'un minuscule village totalement isolé, planté à plus de 3500 mètres d'altitude dans les contreforts de l'Himalaya, certaines maisons étaient encastrées dans la montagne façon troglodytes.

Ils vivaient sans eau courante, électricité, téléphone, gaz, pas de médecin, aucun service public, à part parfois quelques agents itinérants, une route à flanc de montagne forée à la dynamite au début des années 2000, une des plus dangereuse du monde bordée de précipices de 500 mètres !

Le commentateur raconta qu'ils vivaient comme il y a un siècle en arrière. On eut le droit à la visite d'une habitation à l'heure du thé, et effectivement c'était plus que rudimentaire, rien, pas même une chaise ou une table, le dénuement le plus total. Et bien malgré tout, ils arboraient tous un grand sourire, un sourire franc qui sent bon l'authenticité, et ils étaient particulièrement loquaces, bref, sympathiques.

Ils ont évoqué leur vie très dure, ils prennent cela avec une certaine fatalité, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu autre chose, ils ne disposent d'aucun point de comparaison, et ils ont des à-côtés que nous n'avons pas, par exemple, ils vivent au grand air dans un cadre majestueux, et ils disposent de plus de temps et de liberté pour profiter de la vie, du coup, ils se disent relativement satisfait de leur sort, et ils n'envisagent pas de partir vivre ailleurs.

Cela m'a interpelé, car nous, avec tout ce dont on dispose, on fait la gueule, on fait chier tout le monde, il nous manque toujours quelque chose, on n'est jamais heureux, pire, on se pourrit la vie nous-même quand elle est trop agréable. C'est là qu'on se dit que l'occidental a un gros problème avec lui-même, il ne sait pas ce qu'il veut vraiment, ce qu'il aime ou n'aime pas, il veut tout, tout de suite, puis il s'en lasse et le balance ou le maudit, il ne sait plus ce qu'il veut ! La société de consommation et du divertissement l'a rendu fou. Pourvu qu'il s'en lasse, qu'il en revienne et prenne enfin son destin en mains, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Vous voyez, même là on ne juge personne, je le fais remarquer au passage.

Pour aborder le week-end dans la bonne humeur.

Pour vaincre la stratégie de la peur qui peut provoquer des "*fissures anales*" : Devinez ce qu'ils ont imaginé : Soulagez-vous, allez chier un bon coup !

J-C - Dire qu'ils passent leur temps à nous emmerder ou nous pourrir la vie, c'est peu dire, la preuve. Quel délire !

Cette mauvaise habitude très répandue aux toilettes est à oublier absolument selon ces gastro-entérologues - Femme Actuelle 23 octobre 2024

Que ce soit à cause des bruits ou des odeurs, il peut être très embarrassant d'aller à la selle lorsque l'on n'est pas chez soi. Pour certaines personnes, il s'agit d'un véritable blocage psychologique, et même d'une phobie que l'on appelle parcoprésie, aussi connue sous les termes de "poop shaming" ou "*syndrome de la toilette phobique*".

Celle-ci se manifeste par la peur de la défécation dans les toilettes publiques ou chez autrui. Pour éviter de vivre cette situation, le réflexe de beaucoup de personnes est de se retenir d'aller à la selle. Cependant, le fait de se retenir trop régulièrement pourrait être nocif pour la santé. C'est ce qu'explique le Dr Ritu Nahar, gastro-entérologue à Allied Digestive Health auprès de Parade, un média américain.

En France, selon une étude Ifop publiée en mai 2022, 44 % des salariés disaient se retenir d'aller aux toilettes sur leur lieu de travail. Pour lutter contre ce tabou, le ministère de la Santé de l'État du Queensland, en Australie, a diffusé en septembre dernier sur différents réseaux sociaux une campagne de sensibilisation pour prôner la normalisation du "*caca au travail*". Femme Actuelle 23 octobre 2024

J-C – J'en suis arrivé à me demander, si en fait de progression, on n'avait pas loupé une formidable occasion au XXe siècle, et du coup on s'était condamné à régresser indéfiniment. Maintenant, la question est de savoir jusqu'où, jusqu'à quand ou quand cette orientation s'inversera, à quelle occasion, personne ne le sait.

Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

J-C - J'ai souligné en rouge les expressions qui tendent à influencer les lecteurs, elles sont destinées à discréditer la Russie et ses alliés pour le compte du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne néoconservatrice qui dirige l'OTAN.

L'auteur va s'employer à minimiser la portée de ce sommet. Il peine à camoufler sa russophobie ou xénophobie névrotique ou compulsive.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Le sommet des Brics à Kazan s'achève ce jeudi 24 octobre par une conférence de presse du président russe. La déclaration finale, **vague et sans mesures**, a été publiée mercredi dans l'après-midi et **ne dit rien** sur les bases d'un système financier alternatif. Mais peu importe pour le chef de l'État russe, le **succès d'image** est là.

Les 43 pages de déclaration finale ne mentionnent **aucune décision concrète**, mais un engagement général, et ce **sans limite de temps**. « *Nous convenons d'examiner la possibilité de mettre en place un système Brics de paiement transfrontalier indépendant* », indique le document qui, dans la foulée, précise qu'il ne s'agit en aucun cas de prétendre remplacer le système en place mais de « *compléter les infrastructures existantes* ». (Un « *engagement général* » a peut-être plus de valeur qu'une « *décision concrète* » en certaines circonstance, ce que RFI ne pouvait pas préciser, chacun aura compris pourquoi. – J-C)

Cette déclaration commune est un pas avant tout **symbolique**. Et au fond, peu importe, car avec une poignée de main avec son homologue turc, Vladimir Poutine a eu ce qu'il voulait : être le premier à accueillir dans un sommet des Brics un pays de l'Otan. (Une conférence de cette importance au regard de ses participants ravalée à un « *symbole* », autant dire qu'elle fut insignifiante. – J-C)

Ce jeudi verra aussi, à Kazan, la première réunion en format officiel avec les pays, comme la Turquie, qui frappent à la porte de l'organisation. Le chef de l'État russe, **inculpé par la Cour pénale internationale** et limité dans ses déplacements internationaux, a en tout cas **les images** qu'il voulait montrer à son opinion intérieure et au monde : celles d'un dirigeant **encore capable** de jouer les chefs d'orchestre diplomatique.

Appels à l'arrêt des combats au Proche-Orient et en Ukraine

Dans la déclaration conjointe, les Brics ont évoqué le conflit au Proche-Orient et ont appelé Israël à « *cesser immédiatement* » les attaques contre la force de l'ONU au Liban (Finul) et à « *préserver l'intégrité territoriale* » de ce pays, tandis que le président iranien, Massoud Pezeshkian, a appelé ses partenaires à « *user de toutes leurs capacités collectives et individuelles pour mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban* ».

Mais ce sommet a aussi été l'occasion, pour nombre de **protagonistes**, d'évoquer le conflit ukrainien. Xi Jinping a rappelé son plan proposé avec le Brésil – qui avait été qualifié par Volodymyr Zelensky « *d'initiative destructrice conçue sans le consulter* » – et a déclaré que « *la Chine, le Brésil et les pays du Sud mondial ont créé un groupe d'amis de la paix* ». (Des chefs d'Etat qui représentent la moitié ou plus de la population mondiale ravalés au rang de vulgaires « *protagonistes* ». – J-C)

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dont la venue à Kazan était très contestée par l'Ukraine, se pose aussi comme médiateur dans le conflit en cours. Enfin, dans les allées de ce **sommet très verrouillé**, on pouvait également observer une importante et **totalement silencieuse** délégation des Émirats arabes unis. C'était sous leur égide que s'était déroulé le dernier échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine.

De son côté, le Kremlin, par la voix de son porte-parole mercredi matin, a affirmé lors d'une interview à une télévision russe que « *l'Ukraine est à l'ordre du jour de chaque réunion bilatérale* » et que toutes les offres de médiation des Brics sont accueillies « *favorablemen*t » par le chef de l'État russe.

Rapprochement Chine-Inde

Et outre Vladimir Poutine, ce sommet a aussi été l'occasion pour d'autres dirigeants d'afficher leurs ententes. Le sommet des Brics à Kazan a été le théâtre de la première rencontre entre **les leaders chinois et indiens** depuis cinq ans et le début des affrontements armés entre la région chinoise du Tibet et de celle, indienne, du Ladakh, selon un média d'État. (Xi Jinping et Narendra Modi leur brûlaient la gueule, « *leaders* » de peuples insignifiants, c'était déjà assez bien pour eux. Faux, ils s'étaient rencontrés au sommet des Brics en Inde en septembre 2021. – J-C)

Les deux pays n'ont pas fait d'annonce conjointe mais **l'effet est là** : ils ont annoncé, en amorce du sommet des Brics, avoir conclu un accord sur des patrouilles dans des zones frontalières disputées. (Une paille, mieux qu'un simple « *effet* », un accord qui pourrait permettre d'éviter des conflits inutiles, mais à RFI ils ne sont pas d'accord ou ils le perçoivent mal, à Washington aussi ! – J-C)

Les deux dirigeants qui se croisaient brièvement pendant les G20 ont passé, **à en croire** les images diffusées par les médias russes, du temps ensemble mardi soir, Vladimir Poutine assis entre eux deux. Et mercredi, Xi Jinping a eu des mots apaisants. « *Les deux parties doivent renforcer la communication et la coopération, gérer correctement les conflits et les divergences et réaliser les rêves de développement de l'autre* », a-t-il dit. (C'est ce que j'ai indiqué plus haut et désavoue les propos de RFI. – J-C)

A bas le colonialisme ! Quand l'impérialisme anglo-saxon fait son show.

Qu'il fasse "*amende honorable*", qu'il corrige "*les inégalités qui perdurent*" : Qu'il annule la résolution 181 de l'ONU, dissolve Israël et quitte la Palestine !

Le Commonwealth pousse le Royaume-Uni à faire amende honorable pour son passé colonial - AFP 25 octobre 2024

Charles III a tenté de temporiser vendredi au sommet du Commonwealth face aux demandes croissantes de réparations pour le passé colonial britannique sur fond de débat houleux quant à l'héritage de l'esclavage et de l'empire.

De nombreuses nations d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique souhaitent que le Royaume-Uni et d'autres puissances européennes versent une compensation financière pour l'esclavage ou qu'elles fassent au moins amende honorable sur le plan politique.

En quatre siècles, environ 10 à 15 millions d'esclaves ont été amenés de force dans les Amériques depuis l'Afrique, selon les historiens, même si le bilan humain exact reste inconnu.

La famille royale britannique, qui a bénéficié de la traite des esclaves pendant des siècles, a été invitée à présenter des excuses.

Mais le monarque s'est abstenu de le faire vendredi, demandant aux participants au sommet de "*rejeter le langage de la division*".

"*Je comprends, en écoutant les gens à travers le Commonwealth, que les aspects les plus douloureux de notre passé continuent de résonner*", a-t-il déclaré.

"*Aucun d'entre nous ne peut changer le passé. Mais nous pouvons nous engager, de tout notre cœur, à en tirer les leçons et à trouver des moyens créatifs de corriger les inégalités qui perdurent.*"

Le Premier ministre Britannique Keir Starmer a jusqu'ici rejeté publiquement les demandes de réparations et ses collaborateurs ont exclu la possibilité de présenter des excuses lors du sommet.

"*La traite des esclaves et les pratiques esclavagistes étaient odieuses et il est très important que nous prenions cela en compte comme point de départ*", a déclaré M. Starmer à la BBC lors du sommet.

"*La question qui se pose alors est la suivante: +Où allons-nous à partir de là?+ Ma position, si vous voulez, est que nous devrions regarder vers l'avant, que nous devrions examiner les défis d'aujourd'hui.*" AFP 25 octobre 2024

Quelques commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- Réponse à Caza

Merci de votre contribution.

Je ne comprends pas pourquoi vous me posez ce genre de questions, car on a pu observer qu'au cours des dernières décennies des millions de travailleurs et jeunes ont participé soit à différentes mobilisations sociales ou politiques à l'initiative d'organisations du mouvement ouvrier, soit organisées par des organisations qui gravitent autour ou qui y sont totalement étrangères. (Loi travail, retraites, Palestine, etc.)

Quant à savoir qui dans ce pays est "*conscient des enjeux de luttes des classes*", je n'ai pas de réponse toute faite à cette question. Tout dépend ce qu'on entend par là. Compte tenu du niveau théorique très bas des militants du mouvement ouvrier, on aurait envie de répondre très peu, d'autant plus qu'en dehors d'organisations marginales d'extrême gauche se réclamant encore du socialisme, aucun syndicat ou parti n'inscrit son combat dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et ses institutions, aucun ne popularise les idées du socialisme, partant de là, je ne vois pas comment les travailleurs et jeunes pourraient être "*conscients des enjeux de luttes des classes*", sachant surtout, qu'à de rares exceptions près, cela ne viendra jamais d'eux-mêmes.

En guise de conclusion intermédiaire.

Bien que le mouvement ouvrier soit corrompu et dégénéré, il y a des milliers de militants qui continuent la lutte de classe avec leurs organisations au côté des travailleurs et jeunes, sans trop se soucier de savoir quelle est l'orientation politique de leur combat politique, de sorte que quelle qu'en sera l'issue, les travailleurs n'en retiendront aucun enseignement, et en aucun cas ils ne renoueront avec le socialisme.

On peut se poser d'autres questions :

- Pourquoi la conception de la lutte de classe des marxistes est-elle incompatible avec celle des opportunistes, dits aussi, socialistes révisionnistes ou liquidateurs ou encore, réformistes bourgeois ? Peut-être parce qu'on ne peut pas concilier capitalisme et socialisme...

- Pourquoi, suite à la capitulation, la trahison, la décomposition de la social-démocratie et du stalinisme, le prolétariat n'est-il pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction (nationale et internationale) ? Pourquoi finalement tous les autres courants du mouvement ouvrier ont-ils dégénéré à leur tour ? Notez que tous le nient farouchement, cela allait de soi...

- Pourquoi la multitude d'expériences de la lutte de classe auxquelles des millions de travailleurs ont participé au cours des 75 dernières années, n'ont-elles pas permis une élévation de leur conscience de classe, pourquoi au contraire ont-ils abandonné le socialisme ? Entre 2020 et 2022, on n'en a pas trouvé la moindre trace en France, hormis quelques cas isolés...

- Pourquoi ceux qui se présentent comme progressistes ou humanistes, qui prétendent avoir une conscience de classe supérieure à la moyenne des masses, s'acharnent-ils contre le marxisme et le socialisme, ses représentants, et cautionnent-ils le capitalisme et ses institutions ? Ils ne manquent pas parmi les lecteurs du GS, voire mes détracteurs hystériques notamment.

- Réponse à Vincent.

Vous êtes gentil Vincent. Si je peux me permettre, il me semble que vous n'avez pas bien saisi ce que j'ai voulu dire dans mon commentaire, sinon vous vous seriez aperçu que ce que vous expliquiez dans la première partie de votre commentaire y figurait, je ne vais pas le reformuler ici.

Je vous ferai remarquer, que toutes les questions politiques que j'ai posées, tranchent radicalement avec la démarche des dogmatiques qui évitent soigneusement de se les poser, vous devinerez sans peine pourquoi. Je voudrais bien savoir quel dirigeant de quel parti les posent d'ailleurs, à ma connaissance aucun, c'est révélateur. On peut le déplorer sans que cela ne change quoi que ce soit. Ils vous répondront qu'elles ne se posent pas en ces termes en guise de fin de non-recevoir, pour ne pas avoir à les aborder sérieusement, j'ajouterais, en prime avec le mépris habituel, j'ai déjà essayé, donc je vous en parle en connaissance de cause. Laissons cela de côté.

Si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui organiserait ne serait-ce que 10% des 2,5 millions de travailleurs que vous évoquiez, ce n'est pas en théorie, mais en pratique que nous serions sur la voie de la révolution socialiste, mais malheureusement, il n'existe pas, d'où le combat politique pour le construire.

Faut-il encore, pour participer à ce combat politique, être convaincu que c'est un instrument indispensable pour organiser les masses et renverser le régime en place, instaurer une République sociale. Je crois que c'est là un des principaux problèmes que nous avons à résoudre, parce que personne ou presque ne veut en entendre parler. Que proposent ceux qui s'opposent ou rejettent cette stratégie ? Rien ! Quels sont leurs arguments ? Ils renvoient à ceux de Proudhon ou des anarchistes que Marx avaient balayés. Pour un peu, on croirait que la Révolution russe de 1917 n'aurait jamais eu lieu ou que le parti bolchevik n'aurait jamais existé, ni l'URSS du reste.

On était en droit de penser, que l'épisode des Gilets Jaunes aurait servi de leçon à ceux qui s'imaginaient qu'on pourrait combattre l'Etat des capitalistes sans théorie, sans programme, sans parti, sans dirigeant, etc. mais apparemment non.

Autre chose. Vous vous trompez en croyant que je n'aurais "*ni connu ni vécu ni mesuré "les dégâts irréparables produits par la doctrine du "management" façon néolib*", car pour avoir été obligé de bosser dans plus de 40 boîtes en à peine 20 ans, c'est que j'en ai enduré des souffrances et des humiliations en tout genre, indirectement, c'est ce qui a brisé ma vie de famille, et c'est la principale raison qui m'a conduit à quitter la France pour ce trou en Inde où je survis, après un énième licenciement et une énième période de chômage.

Je suis donc bien placé pour vous comprendre quand vous dites que vous voulez "*que ça pète*", j'en profiterais pour sauter dans le premier avion pour rejoindre les rangs de la révolution.

Les anglo-saxons et les sionistes d'extrême droite ont fait un très mauvais calcul, car en faisant en sorte que les Palestiniens n'aient plus rien à perdre après avoir rasé le territoire où ils les maintenaient prisonniers, ils ont perdu de vue, que c'était le meilleur moyen pour qu'ils se radicalisent et rejoignent en masse les rangs des organisations ayant adopté la lutte armée, ou prennent le relais de tous les militants palestiniens qu'ils avaient massacrés.

En France, si nous n'en sommes pas encore là, en attendant, il est conseillé de s'organiser dans cette perspective pour venger un jour tous nos camarades tombés sur le champ d'honneur du combat pour notre libération de l'exploitation et de l'oppression.

- Après m'avoir calomnié dans un commentaire du 20 octobre à la suite de l'article - Irradier les consciences... publié le 18 octobre 2024, et parce que vous avez bénéficié de la bienveillance du GS, qui a trouvé bon de ne pas publier ma réponse, c'est son droit, je constate que vous en profitez pour m'attaquer une nouvelle fois, pourquoi, parce que j'ai osé dénoncer les calomnies dont s'est rendue coupable Annie Lacroix-Riz à l'encontre de G. Orwell.

Qu'apportez-vous en guise d'argument ? Que dal, comme d'habitude.

Je vous cite – Je ne serais pas étonné qu'en effet, Orwell soit une arnaque idéologique. Vous avouez que vous n'en savez absolument rien, mais vous la ramenez quand même, bref, cause toujours, il en restera bien quelque chose, c'est le procédé auquel recourent les individus malintentionnés, qui ont pour unique objectif que nuire à la réputation d'une personne. Après nous avoir fait part de votre ignorance, vous vous permettez de porter un jugement sur la qualité de la production littéraire d'Orwell, c'est tout à fait remarquable, surtout qu'à l'instar d'Annie Lacroix-Riz, vous ne direz pas un mot du contenu de 1984, la seule chose qui nous intéressait ici.

Soit, je veux bien admettre que la lutte contre le stalinisme soit passée au second plan, en revanche, mais 1984 ne contenait pas que cela, on ne pouvait pas faire l'impasse en lisant cet ouvrage sur le rapprochement qui existait avec le nazisme ou le fascisme, le nouvel ordre mondial totalitaire que le Forum économique mondial de Davos voudrait nous imposer ou ce que nous vivons déjà depuis quelques années, la dictature sanitaire de 2020 à 2022 notamment. À croire que, moins on en saura, et mieux cela vaudra.

Voilà qui va à l'encontre de mon engagement politique ou ma conception de la lutte de classe, qui consiste au contraire à partager mes connaissances ou celles des autres, quand j'estime qu'elles en valent la peine, de manière que collectivement le niveau de conscience politique progresse. J'en suis arrivé à la conclusion que nous ne partageons rien ou presque.

Pour montrer aux lecteurs du GS qu'avant de l'ouvrir, j'ai tout de même étudié le sujet.

Dans ma causerie du 8 mai 2018 (entre autres)

Politiquement incorrect. (5 pages avec sources ou liens)

http://www.luttedeclasse.org/dossier47/causerie08_05_2018.pdf

En complément sur Orwell et la perception que j'en ai.

Dans ma causerie du 9 novembre 2018

En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier48/causerie09_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 10 novembre 2018

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier48/causerie10_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 11 novembre 2018

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

http://www.luttedeclasse.org/dossier48/causerie11_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 1er décembre 2018

Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.

http://www.luttedeclasse.org/dossier49/causerie01_12_2018.pdf

J-C – Dans le fichier des causeries de 2008 à 2022. Maintenir enfoncée la touche du clavier CTRL et appuyez sur la touche F, vous accèderez à la fenêtre « *recherche* », dedans tapez « *Orwell* », pour accéder rapidement à tous les articles où Orwell avait été évoqué.

En famille. Quand le Parlement européen, apporte un "*un soutien fort*" à des fascistes.

J-C - Ils ne peuvent pas à la fois condamner la propagande fasciste et récompenser ses auteurs, devinez quel choix le Parlement européen a fait. Notez que d'ex-dirigeants nazis participèrent à la création de l'UE, l'UE tente de réaliser les objectifs politiques là où les nazis ont échoué.

Le prix Sakharov du Parlement européen, "*un soutien fort*" à l'opposition vénézuélienne Courrier International 24 octobre 2024

Le prix Sakharov, récompense attribuée par le Parlement européen, a été décerné jeudi 24 octobre à Edmundo González Urrutia et María Corina Machado, les chefs de file de l'opposition au Venezuela. Ils succèdent au mouvement d'opposition iranien Femmes, vie, liberté et Masha Amini, la jeune Iranienne morte en garde à vue après avoir été arrêtée pour port de voile inapproprié.

Le média européen Politico précise que "*les leaders de l'opposition vénézuélienne ont été sélectionnés par le Parti populaire européen de centre droit et les Conservateurs et réformistes européens d'extrême droite. Le groupe d'extrême droite des Patriotes s'est rallié à eux après que leur candidat initial, le milliardaire de la technologie Elon Musk, n'a pas réussi à figurer sur la liste des finalistes pour le prestigieux prix*". Courrier International 24 octobre 2024

Parole d'un sioniste nazi. L'art de l'inversion accusatoire.

«*Une guerre de civilisation contre le barbarisme*» : Netanyahou enjoint en direct aux Français de soutenir Israël - RT 24 oct. 2024

Le 23 octobre, Benjamin Netanyahou a accordé depuis Jérusalem une interview à la chaîne privée française Cnews. Répondant aux questions de Laurence Ferrari, le Premier ministre israélien a exprimé en direct son point de vue sur la situation au Moyen-Orient.

S'adressant directement aux Français, et plus généralement à l'Occident, Benjamin Netanyahou a déclaré que le combat de l'État hébreu n'était pas uniquement la guerre d'Israël contre ses ennemis propres. «*Nous ne combattons pas seulement pour nous. Nous combattons pour vous aussi. C'est une guerre de civilisation contre le barbarisme. Ce n'est pas seulement du terrorisme. C'est pire que cela*», a-t-il lancé.

Continuant sur l'idée de lutte commune à l'Occident et Israël, il a déclaré : «Ce sont des supplétifs terroristes du Hamas qui, il y a un an, ont violé des femmes et les ont décapitées. Ils ont décapité des hommes et ont brûlé des bébés vifs. C'est une sauvagerie qui nous rappelle les nazis». Il a ensuite insisté : «*On les combat en votre nom, ils ont tué un professeur en France et un prêtre français dans son église*».

Benjamin Netanyahou est également revenu sur sa relation avec Emmanuel Macron. «J'ai parlé à Emmanuel Macron, et j'ai été extrêmement déçu», a déploré le Premier ministre israélien.

«*Il nous a soutenus au début de la guerre mais, petit à petit, j'ai vu qu'il changeait de position et qu'il prenait des positions qui sont contre nos intérêts communs*», a déclaré le Premier ministre israélien.

C'est celui qui le dit qui l'est ! Quand un fasciste peut en cacher un autre.

Kamala Harris juge que Donald Trump est un fasciste - Courrier International 24 octobre 2024

Kamala Harris a répondu par l'affirmative, mercredi 23 octobre, lorsqu'on lui a demandé, sur CNN, si elle pensait que Donald Trump était un fasciste.

Dans un entretien publié la veille par le *New York Times*, l'ancien chef de cabinet de Trump à la Maison Blanche avait estimé que son ex-patron répondait à la définition d'un "*fasciste*", et expliqué qu'il avait parlé avec admiration d'Adolf Hitler – des propos que l'équipe de campagne de M. Trump a démentis auprès de la presse.

"*C'est absolument faux. Le président Trump n'a jamais dit cela*", a déclaré mercredi son conseiller de campagne Alex Pfeiffer.

"*Dans la dernière ligne droite de la course, [elle] intensifi [e] ses attaques, décrivant de plus en plus [Donald Trump] comme […] inapte à être président*", remarque CNN. Courrier International 24 octobre 2024

Au bout d'un mot, il y a des fachos !

« *Au bout d'un joint, d'un rail de coke, il y a des criminels* » : Bruno Retailleau annonce vouloir s'attaquer aux consommateurs de stupéfiants - Public Sénat 23 octobre 2024

« *Il n'y a pas d'offre quand il n'y a pas de demande. Il faut sortir de cette consommation dite récréative, un peu romantique. Je veux vous dire qu'au bout d'un joint, au bout d'un rail de coke, il y a des trafiquants, des proxénètes, des criminels […] Il faut que chacun soit responsabilisé* »

J-C - Des "*trafiquants, des proxénètes, des criminels*", en somme, l'histoire de la Ve République et de ses partis ! Rien qu'entre 2020 et 2022, on ne les compte plus, tout comme leurs innocentes victimes beaucoup plus nombreuses !

Situation politique et sociale en France.

Faites tomber les masques. Vont-ils les soutenir ou les lâcher ? Devinez.

Assemblée nationale : Un collaborateur d'une députée LFI interdit d'accès - 20minutes.fr 25 octobre 2024

Est-ce en raison de propos polémiques tenus par cet assistant parlementaire ? La députée LFI Ersilia Soudais a annoncé jeudi que son collaborateur parlementaire Ritchy Thibault avait été interdit d'accès au Palais Bourbon par l'administration de l'Assemblée nationale.

Ancien gilet jaune, Ritchy Thibault avait déclaré début octobre lors d'une manifestation pour la Palestine : « *Le seul chemin dans les rues de Paris, c'est l'intifada* ». Le mot arabe, qui se traduit par « *soulèvement* » en français, renvoie à la révolte des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza contre Israël, déclenchée en décembre 1987 et en septembre 2000.

Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, avait par la suite pris ses distances avec ces propos, sans explicitement les condamner.

Plus récemment, Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a déposé plainte pour « *injure publique* » contre ce collaborateur parlementaire, qui avait qualifié les policiers d'« *enfants de Pétain* ».

« *La collaboration entre les enfants de Pétain de la police nationale et les torchons de Bolloré est logique. Rien d'étonnant dans le fait d'être fiché par un régime en cours de fascisation* », avait-il écrit à propos d'un article d'Europe 1, propriété de Vincent Bolloré, qui indiquait qu'il était inscrit dans au moins deux fichiers de police.

Totalitarisme. Quand LFI cautionne l'état policier et les médias mainstream délateurs.

J-C – On doit avoir à l'esprit, que les narcotrafiquants, les marchands et trafiquants d'armes, les réseaux de pédophilie internationaux, les banquiers et les paradis fiscaux, les autorités politiques et les services secrets tirent profit chacun de leur côté de ces activités illégales.

On ne peut s'empêcher de penser, chaque fois qu'une affaire est médiatisée, c'est qu'en haut lieu ils ont décidé de l'instrumentaliser à des fins politiques pour déstabiliser tel ou tel acteur politique ou Etat.

Là, c'est LFI qui est à nouveau visé, ce panier de crabes antiparti ouvrier, dans lequel on trouve tout et n'importe quoi. Au-delà c'est ce qu'il incarne à tort dans la conscience collective des travailleurs, donc c'est la classe ouvrière qui est visée et personne d'autre. Comme la réaction n'aurait pas suffisamment d'occasions pour l'attaquer, LFI va lui fournir de nouveaux prétextes. Vous comprenez pourquoi LFI est si nuisible à notre cause, et pourquoi je ne leur passe rien.

A la place de ces ordures, j'aurais répondu au ministre de l'Intérieur, à LR et au RN, qu'ils aillent se faire foutre avec leur société policière, qu'ils se mêlent de leurs affaires, des camés jusqu'à la gueule, des malfrats ou des gangsters, il y en a à la pelle dans les milieux qu'ils fréquentent, sans parler de la corruption quasi généralisée au niveau des institutions de la Ve République…

Qui est Andy Kerbrat (36 ans), le député Insoumis pris en flagrant délit d'achat de stupéfiants ? Paris Match 22 octobre 2024

Le député La France Insoumise de Loire-Atlantique a été contrôlé par des policiers en possession d'une drogue de synthèse à Paris ce jeudi 17 octobre.

Les faits se sont déroulés le jeudi 17 octobre en soirée sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de Paris. Le député a acheté 1,35 gramme de 3-MMC à un dealer de rue, mineur, selon les enquêteurs.

Très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, le site Valeurs Actuelles se faisait un plaisir d'épingler l'achat de drogue de synthèse par le jeune député insoumis.

Selon des informations de *Valeurs actuelles* qui a révélé l'affaire (et *Le Parisien* - J-C), très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, l'élu a été contrôlé en possession de 3-MMC sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de la capitale.

« *J'assume entièrement ma responsabilité et me mets à la disposition de la justice* », a-t-il écrit avant de présenter ses excuses et annoncer qu'il suivra « *un protocole de soins* » pour reprendre son activité de parlementaire.

Ces révélations de la presse ont évidemment agacé le principal concerné, qui n'avait pas encore eu le temps d'en parler à ses proches. Cette affaire « interroge une nouvelle fois sur la porosité entre des sources policières et les médias d'extrême droite », a dénoncé le député dans un communiqué.

L'élu de Loire-Atlantique a reçu le soutien de sa collègue écologiste Sandrine Rousseau (Les Ecologistes) sur les réseaux sociaux, ainsi que Mathilde Panot (LFI).

J-C - Savez-vous pourquoi, Rousseau, au lieu de le clouer au pilori comme elle en a l'habitude avec les hommes, l'a au contraire soutenu, devinez ? Parce qu'il est comme elle homosexuel !

Paris Match - Ouvertement Gay, Andy Kerbrat milite aussi pour les droits LGBTQIA + (Source : AFP, Paris Match, BFMTV et Le HuffPost 22 octobre 2024

J-C – Souvenez-vous, le député LFI Adrien Quatennens, hétérosexuel, fusillé sur place par tous les partis du NFP pour une simple baffe donné à son épouse, il n'a pas bénéficié de la même mansuétude, cela montre à quel point ces partis politiques ne sont plus que des auxiliaires de l'idéologie de la classe dominante, des dégénérés, des balances, des ordures. Quand on lit cela, on se dit qu'ils sont infréquentables.

Cela dit, ce type-là, Andy Kerbrat, c'est une loque humaine, il s'est excusé en s'humiliant littéralement, il ne mériterait même pas qu'on le défende.

Tyrannie. La France a basculé dans un régime de terreur, d'Inquisition et de maccarthysme.

J-C - La police des mœurs et la délation sont devenues l'activité préférée d'une certaine frange de la population française de préférence étiquetée à gauche, influencée par l'idéologie totalitaire et l'abus de pouvoir dont font preuve les autorités en France et dans le monde.

Ne souhaitant pas s'attaquer aux régimes, au capitalisme, ils s'en prennent aux premiers venus qui leur sont désignés par les médias aux ordres, c'est ainsi que se forme la graine de fasciste, il faut l'avoir à l'esprit, c'est donc très grave et on se doit de le dénoncer fermement.

Comment de simples faits divers parviennent-ils à la connaissance de la population entière, ce qui s'est passé dans une obscure salle de classe, lors d'une altercation dans un village, sinon que l'intention était de monter en épingle ces incidents afin de les instrumentaliser politiquement.

Si vous me demandez ce que je pense de ce qui s'est passé ici ou là rapporté par ces médias, je vous répondrai que je n'en ai vraiment rien à foutre. Et Gare à ceux qui s'emmêleraient ou se transformeraient en auxiliaires du ministre de l'Intérieur, je les broierais !

Quelques exemples parmi tant d'autres.

Gard: une enseignante d'école primaire mise en examen après des violences sur des élèves - BFMTV 24 octobre 2024

Pour cinq de ces six enfants, il s'agit de violences psychologiques, comme des brimades ou des propos dénigrants ou humiliants, a appris BFMTV d'une source proche de l'enquête.

Lors d'auditions, les enfants ont notamment rapporté avoir été victimes de mauvais traitements et de propos particulièrement inadaptés de la part de l'enseignante. Une jeune fille de neuf ans s'est même vue prescrire trois jours d'ITT par un médecin. Elle a rapporté avoir été violentée au niveau de la cuisse et de la main. Des déclarations corroborées par l'examen médical qui a suivi.

Selon les informations de BFMTV, l'enseignante, placée en garde à vue ce mercredi 23 octobre à Alès, a nié les faits. Toujours selon les informations de BFMTV, la quinquagénaire avait fait l'objet d'un signalement en 2013 pour des faits similaires, mais finalement classé sans suite. BFMTV 24 octobre 2024

Niort : Une vingtaine de signalements de harcèlement moral et sexuel à l'hôpital - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Toulouse : L'affectation au CHU d'un interne condamné pour agression sexuelle suspendue - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Nicolas Bedos condamné à de la prison ferme : "*une peine humiliante*", son avocate contre-attaque - Closer 23 octobre 2024

J-C – Entre nous, je déteste ce type depuis le début. Il a profité de la notoriété de son père. C'est un raté, et il ne me fait pas marrer. Les néoconservateurs n'ont pas besoin de ce genre de personnages, alors ils les éliminent les uns après les autres, et ces cons d'intellectuels dits de gauche, n'ont toujours pas compris ce qui leur arrivait.

On ne va pas pleurer sur leur sort. J'évoque son cas, uniquement pour montrer comment fonctionne la justice de nos jours.

Closer - À l'issue de son procès, Nicolas Bedos a été condamné pour agressions sexuelles par le tribunal mardi 22 octobre 2024. Le fils de Guy Bedos a écopé d'un an de prison, dont six mois avec sursis. Mais aussi d'une obligation de soins. Pour rappel, le comédien était accusé par une jeune femme "*de s'être dirigé vers elle, tête baissée. Avant de tendre la main droite au niveau de son sexe, par-dessus son jean*". De son côté, une seconde jeune femme qui travaillait dans une boîte de nuit parisienne "*a raconté aux enquêteurs que Nicolas Bedos l'avait attrapée par la taille. Et embrassée dans le cou dans la nuit du 11 au 12 mai 2023. Alors que ce dernier était ivre*". De passage sur le plateau de C à vous mardi 22 octobre 2024, l'avocate du réalisateur, Me Julia Minkowski, a révélé que son client n'allait pas en rester là.

"*Nous avons formé appel de cette décision. Donc je tiens à rappeler que Monsieur Nicolas Bedos, à ce jour, est toujours présumé innocent. C'est une décision rendue par un tribunal. Une décision de première instance*", a premièrement indiqué Me Julia Minkowski. L'avocate de l'acteur a ensuite défendu bec et ongles son client.

"*On a jugé Nicolas Bedos pas pour ce qu'il a fait. Mais pour ce qu'il est. Parce que c'est une personnalité. Et parce que la justice s'achète un bon coup de com'. Elle est tellement critiquée pour son incapacité à prendre réellement à bras-le-corps le problème des violences sexuelles. Que quand elle a une personnalité sous la main. Elle agit avec une célérité qu'on ne connaît pas par ailleurs*", a notamment affirmé Me Julia Minkowski.

Un verdict qui interpelle au plus haut point Me Julia Minkowski, l'avocate de Nicolas Bedos : "*Cette sévérité est totalement inédite, injuste, totalement inacceptable. Nous sommes dans une société où pour un baiser dans le cou ou une main posée sur un jean au milieu d'une boîte de nuit, on se retrouve condamné à porter un bracelet électronique pour une durée de six mois*".

Ce jeudi 24 octobre 2024 sur Instagram, l'intéressée ayant reçu des "*centaines de messages de gens de la sphère publique comme privée, célèbres et anonymes*" est sortie du silence pour les remercier. Cela lui a "*réchauffé le cœur*", a précisé la mère de famille qui affirme sur Instagram que si ces retours venaient à être dévoilés au grand jour, "*on comprendrait peut-être l'incroyable fossé qu'il y a désormais entre ce que les gens disent (ou plutôt n'osent pas dire) et ce qu'ils pensent*".

Avec sa plume, la belle-fille de Joëlle Bercot n'a pas mâché ses mots quant à la peine prononcée contre sa moitié. "*On ne répare pas une injustice en en commettant une autre. Respecter la loi oui, punir injustement un homme pour en faire un symbole, ça s'appelle de la tyrannie*", a écrit Pauline Desmonts, le cœur lourd. "*C'est la première fois dans l'histoire de la justice française qu'un juge*

condamne un homme (n'ayant jamais eu de condamnation de cette nature) à de la prison ferme pour un comportement déplacé en boîte de nuit".

Voulant se faire entendre, la principale concernée a également ajouté : "*N'en déplaise à certains, ce n'est pas appliquer la loi que d'appliquer la peine maximale faisant fi du contexte, de la nature, de la gravité et de la matérialité des faits. La terreur se définit comme une période où un gouvernement ou un groupe minoritaire impose sa domination par la violence, l'intimidation et la répression systémique. Où la peur devient un moyen de contrôle, forçant les populations à se soumettre*". Closer 23 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

– Un patient atteint de la maladie de Parkinson constate une amélioration significative des symptômes après un mois de schéma posologique croissant. Patient atteint de la maladie de Parkinson qui souhaitait essayer l'ivermectine, sur la base de recherches précliniques prometteuses.

Cela fait 6 semaines, avec une dose croissante d'ivermectine. La réponse à l'ivermectine et l'amélioration des symptômes en si peu de temps ont été vraiment remarquables. Ce patient est à nouveau capable de jouer au golf. Je suis resté sans voix. Article Lien dans la photo pour éviter le shadowban, il suffit de re-taper l'URL dans la 1ère photo en haut, dans votre navigateur pour y accéder

https://x.com/MakisMD/status/1849126172157764070

Quel est le salaire d'un(e) infirmier(e) en 2024 en France ?

https://www.20minutes.fr/vie-pro/4117436-20241024-salaire-e-infirmier-e-2024-france?xtor=RSS-176

J-C - Il y a des dizaines de milliers d'emplois à pourvoir. Si vous avez un fils ou une fille, un petit-fils ou une petite-fille qui ne sait pas ce qu'il ou elle va devenir, après une formation de 3 ans, il ou elle sera assuré d'avoir un boulot, un statut, un salaire, certes, misérable au début, mais qui n'a pas commencé par là un jour parmi ceux qui sont nés dans une famille ouvrière.

Combat contre la dictature climatique.

La forêt mondiale est-elle menacée ? - Association des climato-réalistes 14 octobre 2024

https://www.climato-realistes.fr/la-foret-mondiale-est-elle-menacee/

Le réchauffement climatique a-t-il rendu plus probables les fortes précipitations qui se sont produit en Europe centrale en septembre 2024 ? - Association des climato-réalistes 13 octobre 2024

https://www.climato-realistes.fr/le-rechauffement-climatique-a-t-il-rendu-plus-probables-les-fortes-precipitations-qui-se-se-sont-produit-en-europe-centrale-en-septembre-2024/

Cyclone Hélène : un événement hâtivement attribué au réchauffement climatique - Association des climato-réalistes 8 octobre 2024

https://www.climato-realistes.fr/cyclone-helene-un-evenement-hativement-attribue-au-rechauffement-climatique/

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Lu.

Par dizaines et peut-être par centaines, les résolutions onusiennes, les recommandations, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, seront ignorées ou violées par l'État hébreu. De 1947 à 2024, on serait bien en peine d'en citer une seule qui ait été respectée. On trouvera ci-après quelques exemples de textes archivés sans suite :

La résolution 194 du 11/12/1948 qui place Jérusalem sous mandat international et garantit le principe des droits existants (sic) est ignorée. La résolution 242 du Conseil de sécurité du 22/11/67 qui traite de l'évacuation des territoires occupés l'est également, comme les résolutions 476 du 30/06/80, la 478 du 20/08/80 ainsi que la 672 du 12/12/90, qui condamnent l'attitude belliqueuse de l'État sioniste et ses lois illégales.

Au total ce sont 226 résolutions du Conseil de sécurité qui auraient été violées pour la période 1948/2016. Elles s'ajoutent aux 140 résolutions de l'Assemblée générale ignorées ou violées depuis 2015… Etc. Ce qui en dit long sur le respect accordé par certains États au Droit international. Démarche exceptionnelle et se référant à l'article 99 chapitre XV de la Charte, le secrétaire général Gutteres a été amené à appeler le Conseil à agir d'urgence pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza, menace pour la paix et la sécurité dans le monde… C'est l'objet de la résolution 2712 du 15 novembre 2023.

Pourquoi cette désinvolture provocatrice ? La réponse est simple : l'État d'Israël est assuré du soutien tous azimuts de l'Occident, de l'Amérique et du bloc anglo-saxon en premier lieu.

J-C – Gardez soigneusement cela en mémoire.

Pensez à tout ce que vous avez lu sur le droit international, à tous ceux qui nous ont vendu ses mérites, c'était quoi ou qui ces gens-là ? Des démagogues, des imposteurs, des charlatans, il y en a par brouettés entières dans les médias et les réseaux sociaux. On en a la preuve ici, si c'était encore nécessaire

---

L'ONU condamnée à mort ? par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Extraits.

Née dans le sillage de la seconde guerre mondiale, l'ONU a « *fauté* » dès ses premiers pas, endossant ou parrainant une spoliation de nature coloniale qui, plus de soixante-quinze ans plus tard, paraît quasiment irréparable.

Nous ne reproduirons pas ici le bilan atroce et accablant de la réaction et de la répression de l'Etat israélien contre les Gazaouis, surtout les civils palestiniens, enfermés à vie dans une enclave devenue le plus grand camp de concentration du monde, au sens plein du terme. Déjà spoliateur, usurpateur et ségrégationniste, pratiquant un apartheid comme l'Afrique du Sud de jadis, l'Etat sioniste a franchi une nouvelle étape dans son mépris des lois, du droit international et du droit humanitaire : il réalise en direct, prenant plaisir à le médiatiser, un génocide, une épuration ethnique, assortis de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et il est condamné sans appel par la Cour Internationale de Justice (CIJ) tandis que la Cour Pénale Internationale (CPI) a lancé deux mandats d'arrêt contre le Premier Ministre Netanyahou et le ministre Yoad Gallant.

On ne peut qu'être épouvanté de la démence des dirigeants sionistes, qui ont brisé tous les tabous et jeté aux oubliettes les lois internationales. Il est urgentissime de mettre fin à leur impunité par le blocus, l'isolement, le boycott systématique. Leur arrogance est devenue sans bornes, comme en témoigne la posture de Netanyahou qui s'opposait le 16 octobre passé à la participation de l'Algérie à la conférence de Paris sur le Liban (sic) et qui insulte les Nations-Unis dans leur sanctuaire, brandissant une carte du Proche-Orient où la Palestine est remplacée par un Grand Israël sans frontières, et son ambassadeur déchirant la Charte.

C'est le premier génocide en direct, revendiqué comme tel par un Etat qui s'affiche ouvertement comme un Etat hors-la-loi, s'enfonçant dans la monstruosité et la sauvagerie. Poursuivant sans repos le carnage à Gaza et en Palestine, tandis que le Sud-Liban et Beyrouth sont systématiquement bombardés sous prétexte d'éliminer les responsables du Hezbollah et de détruire son infrastructure économique et sociale, Israël n'épargne plus rien ni personne.

L'Occident collectif défend Israël dans tous ses crimes et méfaits, approuve son protégé lorsque celui-ci s'attaque ouvertement aux institutions de l'ONU et à ses émanations diverses : l'Assemblée Générale, l'UNRWA, la Commission des Droits de l'Homme, les rapporteurs et mandataires divers, la FINUL, se permettant de déclarer persona non grata le Secrétaire Général Antonio Guterres. Le dit Occident soutient sans réserve l'Etat sioniste lorsque ce dernier pratique avec ostentation le terrorisme dans toute la région, multipliant les incursions et assauts contre les installations civiles et les assassinats arbitraires, dans le cadre d'un terrorisme ciblé ou aveugle.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer que soit expulsé des Nations-Unies l'Etat terroriste qui leur a déclaré la guerre ainsi qu'au Secrétaire Général lui-même, déclaré persona non grata en Israël. Ce serait la moindre des choses. L'ONU avait pris une telle mesure contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. En ne le faisant pas contre une entité criminelle à ce point et dangereusement provocatrice, elle se déshonore par son silence et avoue son impuissance, sous la pression, il faut bien le dire des Anglo-saxons et de l'Occident collectif, de plus en plus collectif dans l'ignominie et l'hypocrisie, recroquevillé sur des « *valeurs* » et des « *normes* » de son invention, imposées en lieu et place du droit onusien.

Qui dira l'horreur des enfants tués d'une balle dans la tête, des femmes systématiquement ciblées, des prisonniers systématiquement violés, des civils déshumanisés, au prétexte qu'ils sont « *des*

animaux ». On ne hurlera jamais assez pour leur rappeler aux indifférents que des familles entières par milliers, voire dizaines de milliers, sont exterminées et meurent sous les décombres suite aux bombardements aveugles de « *l'armée la plus morale du monde* ». Aucun pays ne proteste, ne demande des comptes, ce qui encourage les dirigeants de Tel Aviv à poursuivre leurs projets de destruction et de domination de toute la région…Francesca Albanese, rapporteuse sur la situation des DDH dans les territoires occupés : un million de Palestiniens ont fait l'expérience des prisons israéliennes depuis 1967. Gaza, plus grand camp de concentration à ciel ouvert de la planète. Aux termes du droit international, les Palestiniens ont le droit de résister à l'occupant par tous les moyens, qu'ils soient ou non légaux : en pareil cas, la notion de terrorisme n'existe pas, malgré l'acharnement occidental à qualifier le Hamas de groupe terroriste.

Les membres de l'ONU se taisent, et tout se passe comme si déjà l'ONU elle-même était décédée, de sa belle ou de sa vilaine mort ou d'une mort honteuse… Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Liban : les locaux à Beyrouth de la chaîne Al-Mayadeen touchés lors d'une frappe israélienne - RT 24 oct. 2024

Le bureau de la chaîne Al-Mayadeen à Beyrouth a été touché le 23 octobre par une frappe israélienne. Le média a annoncé que les locaux étaient vides, ayant déménagé au début du conflit. La ligne éditoriale du site est perçue comme favorable au Hezbollah ainsi qu'au gouvernement syrien.

Israël accuse six journalistes d'Al-Jazeera de travailler pour le Hamas et le Jihad islamique, la chaîne dément - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a accusé le 23 octobre six journalistes d'Al-Jazeera de faire partie du Hamas et du Jihad islamique.

De son côté, la chaîne qatarie a démenti les allégations israéliennes, «*rejetant catégoriquement la représentation de nos journalistes comme des terroristes par les forces d'occupation israéliennes et dénonce leur utilisation de preuves fabriquées*».

Pour le média, dont le siège est basé à Doha, le but de l'accusation israélienne est de mettre une cible dans le dos des journalistes encore présents sur place. «*Le réseau considère ces accusations fabriquées comme une tentative flagrante de faire taire les quelques journalistes restants dans la région, occultant ainsi les dures réalités de la guerre aux yeux du public du monde entier*», peut-on lire dans le communiqué.

Conflit au Proche-Orient : l'aviation israélienne frappe Tyr, principale ville du sud-Liban - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a bombardé le 23 octobre la ville historique de Tyr, dans le sud du Liban, ciblant des banques proches du Hezbollah et des quartiers résidentiels. Des milliers d'habitants ont pris le chemin de l'exil.

Russie.

Discours de Vladimir Poutine lors de la réunion dans le format élargi du sommet des BRICS - Réseau International 24 octobre 2024

https://reseauinternational.net/discours-de-vladimir-poutine-lors-de-la-reunion-dans-le-format-elargi-du-sommet-des-brics/

Ukraine.

Conflit en Ukraine : le maire de Lvov affirme que les «*bons Russes*» n'existent qu'«au cimetière» - RT 24 oct. 2024

Le maire de Lvov, Andreï Sadovoy, a tenu des propos particulièrement virulents à l'encontre de Russes exilés en Ukraine lors d'une interview avec RBK Ukraine le 21 octobre, affirmant que la seule place des «*bons Russes*» était «au cimetière». L'édile venait alors de répondre à plusieurs questions concernant la tenue dans sa ville, en mai dernier, d'un «*forum*» réunissant une quarantaine de Russes favorables à la politique de Kiev.

Parmi ces pro-ukrainiens figuraient notamment Ilya Ponomariov, ancien député de la Douma (2008-2016), désormais impliqué dans la promotion de milices russes combattant aux côtés des forces armées ukrainiennes. Moscou considère ces groupes comme terroristes et les accuse d'être instrumentalisés par le service de renseignement ukrainien. RT 24 oct. 2024

Moldavie.

J-C – Encore une élection frauduleuse à mettre au compte de l'OTAN, puisque les centaines de milliers de Moldaves résidant en Russie n'ont pas pu voter, contrairement à ceux présents dans l'UE.

Et Bruxelles ose dénoncer *"une ingérence et une intimidation sans précédent* " de la Russie ! Ils sont couverts par les médias mainstream et les partis institutionnels qui relateront la version de l'OTAN.

Fraude électorale en Modavie pour rejoindre l'Union européenne - MPR 21 - legrandsoir.info 23 octobre 2024

Dans un exercice effronté caractéristique, Bruxelles a dénoncé *"une ingérence et une intimidation sans précédent* " de la Russie lors du référendum pour l'incorporation de la Moldavie dans l'Union européenne. En effet, le référendum de dimanche a été truqué, mais à l'envers : promouvoir l'adhésion à l'Union européenne comme étape préliminaire à l'annexion du pays à la Roumanie.

Le gouvernement a fermé toutes les chaînes de télévision de l'opposition (NDT : ainsi que RT), interdit plusieurs partis et a même fait pression sur Durov, le propriétaire de Telegram, pour qu'il censure les chaînes d'une partie de l'opposition. Le vote a été très serré : 50,4% en faveur de l'entrée contre 49,6% contre. En termes absolus, la différence est d'environ douze mille voix.

Aucune des deux parties n'a pris l'avantage jusqu'à la dernière minute, lorsque les 180 000 votes des Moldaves vivant dans l'Union européenne ont été ajoutés. 90% d'entre eux ont voté dans l'affirmative.

Mais beaucoup plus de Moldaves vivent en Russie que dans l'Union européenne, près de 40%, dont seulement 5% ont pu voter. La plupart n'ont pas pu le faire car le gouvernement moldave n'a ouvert que 2 bureaux de vote à Moscou pour 400 000 citoyens moldaves vivant en Russie, au lieu des 17 précédents.

En revanche, 60 bureaux de vote ont été ouverts en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 17 au Royaume-Uni, 16 en Roumanie, 16 aux États-Unis, 11 en Espagne, 10 en Irlande et 6 au Portugal.

La Moldavie est lentement et patiemment absorbée par la Roumanie. La plupart des hauts fonctionnaires moldaves ont la nationalité roumaine, ce qui serait inacceptable dans n'importe quel pays du monde.

Le Chef de l'Etat, le Président du Parlement, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, la grande majorité des ministres et députés du parti au pouvoir, la plupart des postes de chefs d'Etat, ministres d'Etat, membres de la Cour constitutionnelle, le chef des services secrets sont roumains.

Pour que la Roumanie absorbe la Moldavie, elle doit d'abord adhérer à l'Union européenne, ce qui est l'étape précédente qu'ils ont franchie dimanche avec la fraude électorale.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie - voltairenet.org 22 octobre 2024

Par Thierry Meyssan

Extraits

La Moldavie a acquis son indépendance lors de la dissolution de l'URSS, le 27 août 1991, huit jours après la déclaration d'indépendance de la Transnistrie (19 août). Cette petite république a été successivement considérée comme ukrainienne, puis après le pacte Molotov-Ribbentrop, fondue par Staline dans une partie de la Roumanie sous le nom de Moldavie. Depuis trente-trois ans, les deux entités sont absolument distinctes, cependant les Nations unies ont enregistré, en 1991, la Transnistrie comme une région de la Moldavie. La Cour de justice a considéré que la Moldavie n'est pas « *sûre* », au motif que la Transnistrie serait une région « rebelle », quoique totalement indépendante avant même l'indépendance de la Moldavie.

En 1992, la population transnistrienne s'est emparée des blindés de la Force de paix russes pour combattre les forces roumaines commandées par la CIA.

Il se trouve que la Transnistrie, aujourd'hui République moldave du Dniestr, a dû affronter l'OTAN lors d'une guerre présentée mensongèrement par l'Occident comme la « *guerre civile moldave* » (sic), alors même que l'armée moldave n'y a jamais pris part. Le 17 septembre 2006, cette petite république a demandé par référendum à adhérer à 97,2 % à la Fédération de Russie. Elle l'a à

nouveau demandé, en 2014, lorsque la Crimée voisine a été admise dans la Fédération de Russie [8].

Lorsque la Rand Corporation, le laboratoire de pensée du lobby militaro-industriel états-unien, a présenté son plan pour Étendre et déséquilibrer la Russie (Overextending and Unbalancing Russia) à la Chambre des représentants, le 5 septembre 2019, ses membres ont insisté pour lancer une guerre en Ukraine, ou à défaut, en Transnistrie [9]. Vu l'échec militaire des nationalistes intégraux en Ukraine, Washington pense rapidement passer un cran et lancer une guerre en Transnistrie/Moldavie [10].

Après que le plan de la RAND Corporation ait été rédigé, de petites mains ont créé des pages en 43 langues consacrées à la « *guerre du Dniestr* » de 1992 sur l'encyclopédie en ligne Wikipedia. C'est une excellente illustration de la manière de procéder de la propagande atlantique. La présentation des évènements fait l'impasse sur le rôle de la CIA dans les combats. Les forces de l'OTAN y sont décrites comme « *moldaves* », alors qu'elles étaient roumaines. Comparez ces pages avec l'article que j'ai écrit à ce sujet, il y a dix-sept ans [11]. Vérifiez les références. Cette narration fantaisiste sera reprise de bonne foi par tous les journalistes occidentaux.

Le 20 octobre 2024, les Moldaves devaient élire leur président et se prononcer sur l'inscription dans la Constitution de leur demande d'adhésion à l'Union européenne. Surprise : ils ont choisi de reconduire à la présidence la pro-UE Maia Sandu, mais ont voté contre l'adhésion de leur pays à cette organisation supranationale. Le plan de Washington prévoyait une sorte de remake du coup d'État de la place Maïdan de 2014. Cette fois, il ne s'agissait pas de placer des « *nationalistes intégraux* » au pouvoir, mais de provoquer une guerre avec la Transnistrie. La Cour de justice de l'UE avait pris les devants en interdisant de renvoyer en Moldavie les citoyens qui refuseraient d'y participer.

Dans un premier temps, la présidente Maia Sandu a dénoncé « *une attaque sans précédent contre la démocratie* ». « *Des groupes criminels, agissant de concert avec des forces étrangères hostiles à nos intérêts nationaux, ont attaqué notre pays à coups de dizaines de millions d'euros, de mensonges et de propagande* » pour « *piéger notre pays dans l'incertitude et l'instabilité* », a-t-elle précisé. Puis, dans un second temps, la Commission électorale a annoncé une victoire du « *Oui* » à 50,28 %, après comptabilisation des votes des Moldaves à l'étranger ; un résultat largement dénoncé comme frauduleux en Moldavie, mais applaudi par la presse occidentale.

Notes :

[8] « *La Transnistrie demande d'adhérer à la Fédération de Russie* », Réseau Voltaire, 24 mars 2014.

[9] Overextending and Unbalancing Russia, James Dobbins, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz, Brent Williams, Rand Corporation, April 2019. Voir aussi les détails du plan dans Extending Russia : Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019.

[10] « *Rand Corp : comment abattre la Russie* », « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* » et « *La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation* », par Manlio Dinucci, Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 21 mai 2019, 8 mars et 18 octobre 2022.

[11] « *En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

https://www.voltairenet.org/article221413.html

Portugal.

Deuxième nuit d'émeutes à Lisbonne après la mort d'un homme tué par la police - Euronews 23 octobre 2024

L'agglomération de Lisbonne a connu une nuit d'émeutes, avec plusieurs incidents de violence et de vandalisme enregistrés dans différents endroits, à savoir Carnaxide (Oeiras), Casal de Cambra (Sintra) et Damaia (Amadora), aux premières heures de la matinée de mardi.

Outre le quartier de Zambujal, la PSP a également renforcé ses ressources dans divers endroits, notamment dans les zones urbaines sensibles.

Dans la nuit, des émeutes ont également été signalées à Carnaxide, dans la municipalité d'Oeiras, plus précisément dans le quartier de Portela, où des coups de feu ont été tirés et un bus incendié, ainsi que plusieurs poubelles et un véhicule léger.

Dans la municipalité de Sintra, un objet a été lancé sur le poste de police de la PSP à Casal de Cambra, sans causer de dommages, et à Damaia, des troubles ont eu lieu dans plusieurs rues, y compris des jets de pétards et de pierres sur la voie publique, ainsi que des incendies criminels de plusieurs poubelles.

Cette deuxième nuit de violence dans les rues fait suite à la mort d'Odair Moniz, 43 ans, abattu par un agent de la PSP aux premières heures du lundi matin dans le quartier de Cova da Moura à Amadora.

La police a expliqué que lorsque les agents "*se sont approchés du suspect, celui-ci a résisté à l'arrestation et a tenté de les agresser avec une arme blanche*", ajoutant que "*l'un des agents de police, ayant épuisé tous les autres moyens et efforts"*, a utilisé une arme à feu sur le suspect "dans des circonstances qui feront l'objet d'une enquête criminelle et disciplinaire".

Ce mercredi, dans une nouvelle communication, le PSP a dit "*regretter la mort*" d'Odair Moniz, soulignant qu'elle "*fait l'objet d'une enquête de la part des autorités judiciaires*".

Le policier qui a tiré sur l'homme a depuis été mis en examen, a indiqué une source de la Polícia Judiciária.

Mardi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant l'appartement où vivait Odair Moniz, dans le quartier Zambujal d'Amadora, pour lui rendre hommage. Citoyen cap-verdien de 43 ans, il était propriétaire et gérant d'un café et était connu de tous les habitants du quartier sous le surnom de "*Dá*" et père de trois enfants.

La mobilisation a été organisée à l'initiative d'une association d'habitants du quartier. "*Les gens étaient incrédules [face à la mort d'Odair Moniz]",* a déclaré à Lusa Gilberto Pinto, président de l'association des habitants du quartier, A Partilha.

"*C'est un effet boule de neige, un sentiment d'injustice qui s'est installé*", a-t-il déclaré à l'agence de presse portugaise.

Les habitants soulignent la personnalité d'Odair et refusent de croire la version de la police, qui affirme qu'il les a menacés avec une arme blanche. Euronews 23 octobre 2024

J-C – On va vers un état de guerre civile dans plein de pays occidentaux, à suivre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 octobre 2024

Copains et coquins.

Le projet de budget 2025 présenté par Barnier donne des sueurs froides à toutes les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale. Toutes entendent collaborer avec zèle à l'élaboration de la politique à tendance néoconservatrice que Macron appliquera en 2025, y compris les membres du NFP qui sont dès lors disqualifiés pour s'exprimer en notre nom, ils la cautionnent avant l'heure, ainsi que ses conséquences dramatiques pour les travailleurs et jeunes, d'une certaine manière, autant dire qu'il ne faudra pas compter sur eux pour défendre leurs intérêts.

Même au sein du camp présidentiel, il y a des députés qui proposent des amendements opposés à l'orientation du gouvernement, certains sont adoptés grâce aux voix d'autres formations politiques. Bref, c'est la foire d'empoigne des alliances et mésalliances parfois contrenatures, au point que le projet qui leur a été présenté est devenu en grande partie méconnaissable, au grand dam de Barnier qui s'apprête à dégainer le49.3, tandis que Macron ronge son frein.

Le petit dictateur enragerait, paraît-il, car il a perdu le contrôle du Parlement, finalement, il ne tient que grâce à la division de son propre camp qui balance ou hésite, entre ceux qui craignent une violente réaction de la classe ouvrière, et ceux qui entendent l'écraser, comble du paradoxe !

Ajoutons, avec la complicité du NFP pro-capitaliste et garant des institutions de la Ve République, qui n'a pas l'intention de proposer une issue politique en rupture avec le capitalisme et ses institutions, que des millions de travailleurs et jeunes pourraient adopter ou sur laquelle ils pourraient se mobiliser, surtout pas !

"Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah".

Marche en soutien au Libanais propalestinien Georges Abdallah, en prison depuis 40 ans - AFP 26 octobre 2024

Quelque 2.000 personnes ont manifesté samedi, au 40e anniversaire de l'incarcération du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, pour réclamer sa libération de la prison de Lannemezan, dans le sud-ouest de la France, où il est enfermé, a constaté une équipe de l'AFP.

Le cortège, parti de la gare de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), a rallié le centre pénitentiaire au son de slogans tels que "*Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah*".

Outre la situation explosive au Proche-Orient, cette action intervient dans un contexte particulier: la justice française doit rendre le 15 novembre sa décision sur une nouvelle demande de libération conditionnelle de Georges Abdallah. AFP 26 octobre 2024

J-C – Il est libérable depuis 1999, ce sont les Américains et les sionistes qui s'opposent à sa libération.

Le rêve, non, le cauchemar américain !

***"Il suffit d'un imprévu pour se retrouver à la rue"* : à Miami, la crise du logement met à mal le "rêve américain" de nombreux habitants - francetvinfo.fr 26 octobre 2024**

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/l-amerique-en-marche-arriere/reportage-il-suffit-d-un-imprevu-pour-se-retrouver-a-la-rue-a-miami-la-crise-du-logement-force-des-habitants-a-renoncer-a-une-part-du-reve-americain_6816800.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241026&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C – Quel cauchemar vivent vraiment au quotidien les travailleurs aux Etats-Unis ? Vous n'en savez rien au juste, et bien lisez cet article pour en avoir une idée assez précise.

Complément à la causerie d'hier. Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Un sommet insignifiant, vraiment ? 2 démentis.

1- **RT** - Lors du sommet des BRICS+ tenu à Kazan du 22 au 24 octobre, il a été décidé d'octroyer le statut de pays partenaire (et non membres à part entière) à 13 pays : Algérie, Biélorussie, Bolivie, Cuba, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Nigéria, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Ouzbékistan, Vietnam. RT 25 Oct 2024

J-C – Les Brics 10 +13 = 46% du PIB mondial et plus de la moitié de la population mondiale ; le G7 = 29,08% et moins de 25% de la population mondiale. Tenez, à propos des Brics, une formule m'est venue à l'esprit ce matin : Le Bretton Woods II. Vous voyez ce que je veux dire ?

2- **XVI° sommet des BRICS : Déclaration de Kazan - Réseau Voltaire 24 octobre 2024**

https://www.voltairenet.org/article221435.html

Législatives en Géorgie. Quand les porte-parole de l'UE-OTAN vous informent, c'est garantie 100% de propagande.

Législatives en Géorgie : le parti au pouvoir revendique "*une majorité solide*" face aux oppositions pro-européennes qui refusent de reconnaitre les résultats - franceinfo/AFP 26 octobre 2024

La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale. franceinfo/AFP 26 octobre 2024

J-C- Dans cet article et d'autres, quelques titres plus loin, l'AFP et France Info se sont littéralement déchaînés contre le parti au pouvoir pro-russe en Géorgie. Lisez, c'est délirant, 100% de propagande pro-UE-OTAN-Davos.

Franceinfo - Le parti au pouvoir Rêve géorgien est en passe de remporter les législatives en Géorgie face à l'opposition pro-européenne, selon des résultats partiels communiqués samedi 26 octobre. Ce verdict risque de remettre en cause les ambitions de ce petit pays du Caucase de rejoindre l'Union européenne.

J-C- Car implicitement, ce serait un bonheur de rejoindre l'UE plutôt que s'allier à la Russie ou rejoindre les Brics, par exemple !

Franceinfo - "*Comme le montrent les résultats rendus publics par la commission électorale centrale, le Rêve géorgien s'est assuré une solide majorité*" dans le nouveau parlement, a déclaré aux journalistes le secrétaire exécutif du parti Mamuka Mdinaradze. Dans la soirée, l'opposition a annoncé refuser de connaitre les résultats, un de ses responsables qualifiant le vote de "*volé*". "*Pour l'instant nos données nous montrent des résultats beaucoup plus serrés que ceux que la commission centrale a publiés*", a déclaré de son côté à l'AFPTV Alexander Krevo, un porte-parole du Mouvement national uni (MNU).

J-C- Dorénavant, lorsque le candidat ou le parti que soutient l'UE, l'OTAN, Davos perd les élections, systématique la clique des oligarques anglo-saxons et leurs médias contestent le résultat des élections. Ils considèrent qu'un scrutin et ses résultats sont légitimes, uniquement si c'est leur candidat ou leur parti qui a remporté une élection. Notez que c'est conforme à leur conception de la démocratie, qui en réalité est une dictature, celle du capital sur le travail.

Un tiers du paragraphe pour le parti pro-russe, deux tiers pour le parti pro-UE dans ce paragraphe. Ici, c'est la quantité ou le nombre de lignes qui est censée faire la différence et indiquer aux lecteurs quel parti méritait de l'emporter.

Franceinfo - La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale, après une journée de scrutin émaillée d'incidents. Après avoir voté, la présidente Salomé Zourabichvili, en rupture avec le gouvernement, avait prévenu que ce scrutin allait "*déterminer l'avenir du pays*". L'alliance d'opposition, qui avait promis des réformes électorales, judiciaires et l'abrogation de lois décriées promulguées il y a peu, accuse le Rêve géorgien, de s'être engagé dans une spirale vers un régime autoritaire prorusse et d'éloigner la Géorgie de l'Union européenne et de l'Otan, à laquelle elle ambitionne également d'adhérer.

J-C- Un parti pro-russe est forcément autoritaire, si ce sont l'Union européenne et l'Otan synonymes de bien-être, de démocratie et de paix qui l'affirment, les lecteurs sont priés de le penser également, cela leur est suggéré ouvertement.

Franceinfo - Le gouvernement disait avant le scrutin vouloir obtenir les trois quarts des sièges du Parlement, ce qui le mettrait en position de modifier la Constitution et, en vertu de son projet, d'interdire les partis d'opposition pro-occidentaux. La Géorgie a été secouée en mai par de grandes manifestations contre une loi sur "*l'influence étrangère*", inspirée d'une législation russe sur les "*agents de l'étranger*" utilisée pour écraser la société civile.

J-C- Les lecteurs sont appelés à faire un lien entre un projet du parti pro-russe consistant prétendument à "*interdire les partis d'opposition pro-occidentaux*" en Géorgie, et la législation russe soi-disant conçue pour "écraser la société civile", de sorte qu'ils soutiennent les agents de l'UE et de l'OTAN en Géorgie.

Franceinfo - Bruxelles a averti que de l'issue de ces élections dépendraient les chances de cette ancienne république soviétique du Caucase d'environ quatre millions d'habitants d'entrer dans l'UE, qui a inscrit cette aspiration dans sa Constitution. Premier responsable étranger à réagir, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, unique dirigeant de l'UE resté proche de Moscou, a salué la victoire "*écrasante*" du parti au pouvoir.

J-C- Quelle "*chance*" d'entrer dans l'UE, quel cauchemar ou malheur plutôt pour le peuple géorgien!

Les titres d'autres articles de propagandes de l'UE-OTAN (liste non-exhaustive).

- Législatives en Géorgie : des médias et des ONG dénoncent une série d'incidents en marge du scrutin - franceinfo/AFP

- "*C'est une bataille contre la Russie, contre la dictature*" : en Géorgie, la jeunesse pro-européenne se mobilise pour des élections décisives - franceinfo/AFP

- Cinq questions sur les élections législatives en Géorgie, cruciales pour l'avenir européen et démocratique du pays - franceinfo/AFP

Les pays de l'UE sont profondément divisés quant à la stratégie à adopter face à la crise mondiale du capitalisme et l'ensemble des acteurs qui y sont impliqués.

J-C – Désaccords, crispations, tensions, avertissements, coups tordus, invectives, insultes, menaces, etc. ils nous pourrissent la vie, en contrepartie ils se la pourrissent eux-mêmes, je n'irais pas jusqu'à en tirer satisfaction, disons que la survie du capitalisme n'est une balade tranquille pour personne, et en assumer toutes les conséquences un exercice à haut risque ou plus en plus périlleux, compromettant...

L'UE doit arrêter de «*donner des leçons*» aux autres, estime Charles Michel - RT 26 Oct 2024

La participation de partenaires de Bruxelles au sommet des BRICS de Kazan montre qu'il est temps pour l'Union européenne d'arrêter de «*donner des leçons aux autres*» et de commencer à faire

«*preuve de respect*», a déclaré au Financial Times (FT) le chef du Conseil européen, Charles Michel.

«*Nous sommes convaincus de savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Et nous ne faisons pas d'effort, du moins pas pour comprendre les raisons pour lesquelles [les autres pays] pensent différemment. Au niveau européen [...] il y a un réflexe qui se rapproche de la forme d'un cours magistral*», a déclaré le responsable européen dans cet entretien publié le 25 octobre par le quotidien britannique.

Charles Michel a notamment commenté la participation de la Turquie, de l'Égypte ainsi que des Émirats arabes unis à ce sommet organisé en Russie. Selon le chef du Conseil européen, si ces pays, qui entretiennent des liens économiques et pour certains militaires étroits avec l'Occident, «*ont fait le choix de venir à Kazan, c'est qu'ils ont voulu envoyer un signal au reste du monde*».

Charles Michel a également estimé que l'UE devait faire preuve de «plus de respect» à l'égard des pays en développement, «*avec lesquels l'organisation avait signé des accords de coopération stratégique, commerciale ou politique, si elle voulait lutter contre les efforts chinois et russes d'étendre leur influence en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est*», a relaté le FT.

«*Les mots que nous utilisons sont vraiment désobligeants parce que nous donnons l'impression d'être un joueur sur le terrain et en même temps un arbitre*», a également déclaré Charles Michel. RT 26 Oct 2024

Von der Leyen annule sa rencontre avec le Premier ministre serbe en raison d'une réunion avec un ministre russe - RT 26 Oct 2024

Le 25 octobre, la présidente de la Commission européenne est arrivée en milieu de journée à Belgrade en provenance de Bosnie et y a rencontré le président serbe. Avant son dîner avec Aleksandar Vucic, Ursula von der Leyen devait également s'entretenir avec le Premier ministre serbe, mais le rendez-vous a été annulé à la dernière minute.

En cause ? Milos Vucevic venait de s'entretenir avec le ministre russe du développement économique, Maxim Rechetnikov, qui était également en visite à Belgrade. «*Nous avons annulé la rencontre avec le Premier ministre [serbe] après sa rencontre avec le ministre russe de l'Économie*», a déclaré à une agence de presse française l'ambassadeur de l'Union européenne en Serbie, Emanuele Giofret.

Il y avait «*des signes de l'intention de la Serbie de renforcer les relations économiques dans d'autres domaines avec la Fédération de Russie*», a-t-il ajouté.

Selon le représentant du bloc européen, cette «*intention*» pouvait se lire dans un communiqué de presse «*publié sur le site internet*» du gouvernement serbe et «*retiré*» depuis. «*Dans ces conditions, la présidente de la commission a estimé qu'il était inutile d'organiser une réunion avec le Premier ministre*», a poursuivi le diplomate. RT 26 Oct 2024

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Les condamnations se multiplient après l'agression israélienne contre l'Iran - french.presstv.ir 26 October 2024

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a condamné samedi dans un communiqué l'agression d'Israël contre l'Iran, la qualifiant de « *violation de la souveraineté iranienne* » et du droit international. Il a exhorté toutes les parties impliquées à faire preuve de « *la plus grande retenue* ».

Le ministère malaisien des Affaires étrangères a condamné dans un communiqué les frappes militaires du régime israélien et a déclaré que l'agression constituait une violation flagrante du droit international et portait gravement atteinte à la stabilité régionale.

Le ministère omanais a appelé la communauté internationale à prendre des mesures décisives pour mettre un terme à l'agression et s'attaquer aux causes profondes des crises régionales, y compris l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens et arabes.

Le Pakistan a également vivement condamné l'agression israélienne contre l'Iran, la qualifiant de grave violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

« *L'Algérie condamne avec force et dénonce avec fermeté les attaques militaires menées à nouveau par l'armée d'occupation israélienne contre la République islamique d'Iran, tout en exprimant sa solidarité avec les frères en Iran suite à cette odieuse agression qui constitue une atteinte éhontée à la souveraineté de leur pays et une violation flagrante de la charte des Nations Unies et des principes du droit international* », lit-on dans le communiqué.

La France appelle à éviter « *toute escalade* », sans condamner l'agression israélienne contre l'Iran. french.presstv.ir 26 October 2024

J-C – Vous aurez sans doute remarqué comme moi que leurs bombardements réciproques ne se sont pas traduits par des destructions massives et aveugles ni un massacre de civils innocents, au point que si on ne les avait pas vécu en temps réel, on pourrait se demander s'ils ont réellement eu lieu, n'est-ce pas, plutôt curieux, non ?

A croire que les uns et les autres trouvent leur compte à cette situation conflictuelle qui dure depuis près d'un demi-siècle s'agissant de l'Iran, plus de 75 ans pour les autres Etats du Moyen-Orient et les monarchies du Golfe, car elle permet de dresser les peuples les uns contre les autres, au lieu qu'ils réalisent leur unité pour renverser tous ces régimes archaïques et despotiques produits du colonialisme occidental au XIX et XXe siècle.

Afrique.

Zoom Afrique du 24 octobre 2024 - french.presstv.ir 24 October 2024

- BRICS : une voie vers l'émancipation des pays africains face à la domination occidentale

- Niger : la suspension des activités d'Orano, un tournant pour la souveraineté minière africaine

- L'intégration des pays de l'Alliance des États du Sahel fondée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger au BRICS : un pas vers une nouvelle souveraineté africaine

https://french.presstv.ir/Detail/2024/10/24/735897/L%E2%80%99adh%C3%A9sion-des-pays-de-l%E2%80%99AES-aux%C2%A0BRICS-%C2%A0un-pas-vers-une-nouvelle-souverainet%C3%A9-africaine

---

Argentine.

Argentine: le FMI salue la politique économique du président Milei - RFI 26 octobre 2024

En Argentine, Javier Milei continue sa politique de la tronçonneuse, comme il l'appelle lui-même. Pour renflouer les caisses du pays tout en réduisant le secteur public à sa plus simple expression, il veut désormais vendre près de 1 200 biens immobiliers détenus par l'État. Une annonce qui intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI), a salué ce vendredi 25 octobre la politique économique du président, élu il y a un peu moins d'un an.

Pour la première fois depuis 16 ans, l'Argentine a enregistré un excédent budgétaire au premier semestre 2024, salue le FMI, qui se réjouit aussi d'une décrue plus rapide que prévue de l'inflation.

Elle devrait certes rester très élevée cette année, juste sous la barre des 140% fin 2024 estime l'institution. Mais elle retomberait à 45% d'ici à la fin de l'année prochaine, prévoit le FMI.

Des signes d'une stabilisation de l'économie qui pourraient jouer en faveur de Buenos Aires qui veut obtenir un nouveau prêt, un nouvel accord auprès du FMI. Car l'Argentine doit rembourser 20 milliards de dollars d'emprunts qui arrivent à échéance l'an prochain.

Le Fonds monétaire international voudrait en retour une libéralisation du taux de change entre le dollar et le peso argentin. Ce qui pourrait mener à une dévaluation de la monnaie nationale, craint le gouvernement. RFI 26 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 octobre 2024

Les vieux réalisent enfin le rêve des bourgeois, l'ultime récompense d'une vie de labeur et de sueur, alors ils ont tendance à être un brin réac.

Les jeunes sont naturellement égocentriques, il ne faut pas leur en vouloir, ils y sont fortement encouragés par l'idéologie de la classe dominante.

Entre les deux, les hommes et les femmes entre deux âges baignent dans l'hédonisme, ils veulent profiter à fond de la vie, quelque part c'est légitime aussi, en revanche, ils se foutent du sort des deux autres et de tout ce qui se passe dans le monde, c'est dommage.

Du coup, les relations vont être un peu compliquées et tendues entre les différentes générations. Les autorités et les médias feront tout pour, selon le principe diviser pour mieux régner, tandis que nous faisons l'inverse en les incitant à se situer sur le terrain de la lutte de classe, le leur uniquement, afin qu'ils prennent conscience qu'ils ont tout intérêt à s'unir et à s'organiser pour combattre ensemble le régime, leur unique ennemi (et non l'immigré), qui est à l'origine de tous leurs problèmes ou souffrances.

C'est par là qu'il faut commencer, si on souhaite réellement s'en sortir et s'attaquer à la racine de nos problèmes, au lieu de passer son temps à juger et accuser les autres, nos semblables, parce que nous sommes tous embarqués dans la même galère.

Il faut laisser dire, ne vous formalisez pas, relativisez ce que vous entendez, prenez cela au second ou troisième degré, la plupart des gens racontent un tas de conneries à longueur de temps. Il ne faut pas répondre et ne pas leur en vouloir, vous savez pourquoi, parce qu'ils pensent sans doute la même chose de vous, donc cela vous reviendrait en pleine gueule ! On est toujours le con de quelqu'un, alors c'est un jeu de cons !

Ils se situent sur le mauvais terrain de classe. Tout est confus dans leurs têtes. Ils sont comme vous, ils ne supportent plus le matraquage idéologique incessant que la réaction leur impose, ils n'en peuvent plus, ils en deviennent dingues. Ils ne sont pas complètement abrutis pour autant, ils ne sont plus aptes à réfléchir, c'est tout. Vous me direz que c'est déjà pas mal, certes, mais ils ont tous des faiblesses, ils présentent tous des failles, il faut apprendre à les exploiter.

Ce n'est pas parce qu'ils sont prêts à tout justifier, qu'ils n'en prendraient pas aussi plein la gueule quotidiennement, car personne n'échappe totalement à cette société de merde. Plus elle devient pourrie, et plus il devient difficile de ne pas angoisser, de se donner bonne conscience, de ne pas être déprimé ou dépressif, de trouver le sommeil, de ne pas faire de cauchemars, de se lever du bon pied, de se dire au réveil : comme je suis heureux de vivre, quelle belle journée on va avoir, mon cul ouais, attends un peu d'écouter ou de lire les dernières nouvelles et tu vas vite déchanter !

Donc il y a toujours matière à discussion, même si c'est plus difficile dans le contexte actuel, sinon on se coupe du reste du monde, on finit par être injuste et détester la Terre entière, on se ferait du mal plutôt qu'autre chose à adopter cette attitude, c'est con, or personne n'a envie de passer pour un con, c'est désagréable, n'est-ce pas ?

En devenant vieux, c'est presque plus facile à faire qu'à dire, je vous l'accorde. On a tendance à relativiser beaucoup de choses auxquelles on accordait beaucoup d'importance avant. La fatigue et la lassitude en sont pour quelque chose, mais aussi, les désillusions, les trahisons, les échecs, les erreurs, le peu de temps qu'il nous reste à vivre, on se dit qu'il vaut mieux ne pas le gaspiller inutilement, essayons une dernière fois d'être utile aux nôtres, à notre classe, à notre cause, au socialisme, et inch Allah pour faire chier les sionistes nazis et autres racistes !

La crise économique entraîne une crise sociale, qui débouche sur une crise politique, qui se transforme en crise institutionnelle, c'est dialectique. Mais le tableau n'est pas complet, que manque-t-il ? La crise révolutionnaire à venir.

Dorénavant, pour les Etats-Unis et leurs vassaux, la démocratie consiste à contester le résultat d'une élection quand leur candidat ou parti l'a perdue, en invoquant n'importe quel prétexte fabriqué et plus grotesque les uns que les autres, ainsi ils révèlent la véritable nature dictatoriale de leur idéologie et de leur régime.

Et comment viendrons-nous à bout de cette dictature ? Pardi, en leur imposant la nôtre, la seule légitime, puisqu'elle incarnera les aspirations à la démocratie de l'immense majorité des exploités et des opprimés qui composent la société.

Sur la situation politique et sociale en France.

Quand la Constitution d'un Etat a même prévu de suspendre les institutions, tous les coups sont permis… sauf son abrogation, il faudra une révolution !

- Budget à l'Assemblée : pour Coquerel, le camp Barnier subit « *une décomposition accélérée* » - Le HuffPost

- Budget 2025 : Bayrou dénonce l'absentéisme « *inadmissible* » des députés (de son camp) - 20minutes.fr

- Sur le budget, Bayrou n'a pas de mot assez dur pour critiquer l'attitude des députés de son camp absents - Le HuffPost

- Budget de la Sécurité sociale : le sucre offre au gouvernement son premier couac - Le HuffPost

- Légalisation des casinos en ligne: le gouvernement renonce à légiférer dans l'immédiat - BFMTV

- Sur le budget, le RN adresse un « *carton rouge* » à Barnier et le menace de censure - Le HuffPost

- Budget 2025: Jean-Philippe Tanguy assure que le Rassemblement national "*votera contre*" - BFMTV

- Budget 2025: François Bayrou estime que le 49.3 est "*vital*" dans la Ve République - BFMTV

Entre la Bourse ou le Casino et la vie, ils ont tranché.

Légalisation des casinos en ligne: le gouvernement renonce à légiférer dans l'immédiat - BFMTV 28 octobre 2024

Face à la sonnette d'alarme tirée par les casinos physiques français ou encore par la Fédération Addiction, le gouvernement a retiré l'amendement prévoyant d'ouvrir la voie à l'autorisation des casinos en ligne en France du projet de budget 2025.

"*Je suis très vigilant sur ce sujet-là. Il ne faut pas faire d'erreurs. Il ne faut pas que cela pénalise un certain nombre d'acteurs, notamment les casinos physiques*", a estimé le ministre.

L'organisation représentant les casinos, Casinos de France, a salué cette décision dans un communiqué ce dimanche. BFMTV 28 octobre 2024

Budget 2025 : hausse du délai de carence des fonctionnaires de 1 à 3 jours - LePoint.fr 28 octobre 2024

« *Nous réduirons de 1,2 milliard les dépenses liées aux arrêts maladie dans la fonction publique grâce à des mesures de lutte contre l'absentéisme et de meilleure maîtrise des arrêts* », a fait savoir le ministre du Budget et des Comptes publics.

Il a également indiqué que le remboursement des trois premiers mois d'un arrêt maladie ordinaire serait désormais plafonné à 90 % au lieu de 100 % à l'heure actuelle. LePoint.fr 28 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

- Je connais tous les bienfaits de cette molécule (Ivermectine - J-C) depuis des années et ma question est pourquoi n'est-elle pas utilisée pour soigner le covid, le cancer, la sclérose en plaques ? Cela nous montre encore une fois que les intérêts économiques de sociétés ultra puissantes passent bien avant l'intérêt de la population. Que nos politiciens sont corrompus jusqu'à la moelle. Que les journalistes des médias dominants ne sont pas indépendants et racontent ce qu'on leur demande de dire. Que les médecins et scientifiques se plient devant le pouvoir politique par peur de perdre leur emploi ou d'être ostracisé par la communauté médicale. Croyez-vous vraiment que nous soyons en démocratie? Que nous l'ayons jamais été ? Je crois que là aussi il s'agit d'une illusion qui est entretenue auprès de la population pour mieux la gouverner.

J-C - On peut dire les choses comme cela.

- Il serait quand même bien de citer la base de données qui réunit toutes les études réalisées sur l'Ivermectine à travers le monde à laquelle collabore des scientifiques étasuniens anglais, russes, chinois, japonais, indiens, etc.: http://www.c19ivm.org

Au 24 octobre ce sont 105 études qui ont été réalisées par 1206 scientifiques sur 220 423 patients de 30 pays (et non 50 000 patients). Quant à Andrew Hill il a laissé modifier sa méta-analyse – prépubliée sur Researchgate) et falsifier sa conclusion. Tout est expliqué dans mon enquête publiée sous le titre Tous vaccinés, tous en danger? (IS Edition). Je montre comment cette étude falsifiée a été utilisée au sein de l'OMS et par qui pour déconseiller l'Ivermectine. La question que le corps médical devrait se poser est: comment peut-on utiliser une étude falsifiée au sein de l'OMS pour déconseiller l'utilisation d'un médicament ? Et pas seulement le corps médical.

Japon.

J-C – Décidément, tout fout le camp !

Législatives anticipées au Japon: déroute électorale pour le parti conservateur au pouvoir - RFI 27 octobre 2024

Le parti au pouvoir au Japon a perdu sa majorité à la chambre basse du Parlement lors de législatives dimanche 27 octobre, pour la première fois depuis 2009, selon des projections. Un échec cuisant pour le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba qui a convoqué ce scrutin anticipé.

Le Parti libéral-démocrate (PLD) est crédité de 153 à 219 sièges, selon de premières projections de la chaîne de télévision publique NHK. Bien en deçà de la majorité absolue de 233 sièges sur 465. Un tel résultat serait quasi-inédit dans l'histoire du PLD, qui a réussi à se maintenir au pouvoir presque sans interruption depuis 1955. RFI 27 octobre 2024

Moldavie.

Moldavie : le désaveu des élites globalistes au référendum européen par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/moldavie-le-desaveu-des-elites-globalistes-au-referendum-europeen/5693396?doing_wp_cron=1730034652.8709459304809570312500

Moldavie: revers pour l'Occident par Mikhail Gamandiy-Egorov - Mondialisation.ca, 22 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/moldavie-revers-pour-loccident/5693342?doing_wp_cron=1730034688.5519359111785888671875

Sanctions antirusses : Sandu justifie son alignement sur l'Occident par… la crainte de sanctions - RT 27 oct. 2024

Lors d'un débat pré-électoral ce 27 octobre, la présidente moldave Maïa Sandu a justifié l'alignement de Chisinau sur les sanctions antirusses décrétées par les Occidentaux par le risque que les banques moldaves puissent être sanctionnées par ces mêmes Occidentaux.

«*Notre système bancaire et d'autres éléments de l'économie auraient été sanctionnés*» : telle est la raison donnée ce 27 octobre par la présidente moldave sortante Maïa Sandu, lors d'un débat d'entre-deux-tours des élections présidentielles face à Alexandru Stoianoglo.

Cet ancien procureur général de Moldavie a interrogé son opposante sur les raisons qui l'ont poussée à s'aligner sur les sanctions antirusses décrétées par Bruxelles. Alexandru Stoianoglo a notamment souligné qu'en raison des restrictions imposées à la Russie, la Moldavie avait commencé à recevoir du gaz à un «*prix plus élevé*». RT 27 oct. 2024

Géorgie.

Législatives en Géorgie : Rêve géorgien l'emporte, l'opposition crie au «coup d'État constitutionnel» - RT 27 oct. 2024

Rêve géorgien, parti au pouvoir en Géorgie, a remporté 54,08% des voix lors des législatives, contre 37,58% pour la coalition pro-européenne, suite au dépouillement réalisé dans plus de 99% des circonscriptions, a annoncé ce 27 octobre le président de la Commission électorale centrale (CEC) Giorgi Kalandarishvili. Rêve géorgien obtient ainsi une majorité des sièges dans le nouveau Parlement, mais n'atteint pas la majorité constitutionnelle fixée à 113 sièges sur les 150. Si, la veille au soir, Rêve géorgien avait reconnu ces élections législatives comme valides, les partis de la coalition pro-européenne, d'opposition, ont refusé de reconnaître les résultats du scrutin.

Le 23 octobre, le président du Parlement, Chalva Papouachvili, avait déclaré que la campagne électorale se déroulait sur fond d'«*ingérence étrangère*» et que certaines forces en Géorgie se préparaient à un coup d'État après le scrutin.

«*Il s'agit d'une campagne fasciste ordinaire. Ils ont déclaré que la majorité de la population géorgienne était ennemie. Jusqu'à présent, la représentation de l'UE n'a pas réagi, ce qui encourage naturellement ce type de terreur de la part des organisations financées par l'UE*», avait-il par ailleurs déclaré, selon des propos rapportés par Sputnik Géorgie.

Le même procédé qu'en Ukraine, en Serbie, en Hongrie, au Venezuela...

Géorgie : la présidente Salomé Zourabichvili appelle à manifester après des élections législatives « *falsifiées* » - Le HuffPost 28 octobre 2024

Cette pro-occidentale en rupture avec le gouvernement a dénoncé ce dimanche 27 octobre une « *falsification totale* » des élections législatives, qui ont été remportées par le parti prorusse au pouvoir mais sont contestées par l'opposition. Plus tôt, l'ex-président Mikheil Saakachvili, aujourd'hui emprisonné et également très critique du gouvernement, avait lui aussi appelé à des « *manifestations massives* » afin de « *montrer au monde que nous luttons pour la liberté* ».

Estonie.

J-C - La « *dénazification* » des pays baltes s'imposent aussi. Ce sera aux peuples baltes de la réaliser.

Estonie : «*Les citoyens russes et biélorusses ne doivent pas avoir leur mot à dire dans les élections locales*» - RT 27 oct. 2024

Le Premier ministre Estonien Kristen Michal, dans une interview à la radio-télévision publique estonienne le 25 octobre, a déclaré que tous les citoyens russes et biélorusses vivant en Estonie devraient être privés du droit de vote.

Alors que le Parti social-démocrate (SDP) a l'intention de proposer que seuls les citoyens russes et biélorusses d'Estonie qui ont refusé de condamner l'offensive russe en Ukraine soient privés du droit de vote aux élections locales, le Premier ministre estonien Kristen Michal préfère quant à lui tous les priver de ce droit.

«*Notre position est claire depuis un certain temps. Premièrement, nous voulons un changement : les citoyens russes et biélorusses ne doivent pas avoir leur mot à dire dans les élections locales. Leur droit de vote doit être suspendu ou révoqué. Plus nous aurons de clarté juridique sur cette question, mieux ce sera*», a-t-il déclaré à la radio-télévision publique estonienne, selon des propos rapporté le 25 octobre.

Kristen Michal a également déclaré «apprécier» que les sociaux-démocrates «se rendent compte que la Russie représente une menace pour la sécurité, qu'elle mène des activités d'influence active et que les citoyens russes et biélorusses» ne devaient rien décider dans les affaires du pays. RT 27 oct. 2024

Brésil.

Qu'est-ce qui se passe au Brésil?

Le Brésil ne peut pas être un cheval de Troie au sein des BRICS. Les États-Unis exercent une pression énorme et de plus en plus forte sur le gouvernement brésilien par Eduardo Vasco - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Les États-Unis exercent une pression énorme et de plus en plus forte sur le gouvernement brésilien. Elle est principalement exercée par les agents de l'impérialisme américain au Brésil, en particulier les politiciens de droite, les bureaucrates de l'Itamaraty et les grands médias.

Folha, Estadão, Rede Globo, CNN Brasil et Jovem Pan [médias brésiliens]- ainsi que l'ensemble du cartel médiatique de notre pays – font pression sur Lula pour qu'il adopte des positions favorables aux intérêts américains. Lorsqu'ils obtiennent de bons résultats, ils vantent les « *victoires* » de la diplomatie brésilienne, qui sont en réalité des défaites pour le Brésil. Ces victoires appartiennent en réalité aux États-Unis.

La présidence brésilienne des BRICS en 2025 sera fortement sabotée par les agents américains au Brésil.

Pour lire l'article :

https://www.mondialisation.ca/le-bresil-ne-peut-pas-etre-un-cheval-de-troie-au-sein-des-brics-les-etats-unis-exercent-une-pression-enorme-et-de-plus-en-plus-forte-sur-le-gouvernement-bresilien/5693403?doing_wp_cron=1730033918.7473111152648925781250

J-C – Pour mémoire :

Chili. Le 23 août 1973, le général Carlos Prats démissionne. Le président Salvador Allende, pour rétablir l'ordre, nomme commandant en chef de l'armée chilienne Augusto Pinochet, au lieu d'armer le peuple et de l'appeler à l'insurrection pour défendre la démocratie... Vous connaissez la suite.

Le Venezuela, qui voulait intégrer les Brics, dénonce le veto du Brésil - RFI/AFP 25 octobre 2024

Le Venezuela, qui ambitionnait d'intégrer les Brics lors du sommet à Kazan en Russie, a dénoncé jeudi le veto opposé par le Brésil à son entrée, fustigeant une « *agression* ».

Le Venezuela « *a eu l'appui et le soutien des pays participant à ce sommet pour la formalisation de son entrée* », a expliqué le ministère vénézuélien des Affaires étrangères dans un communiqué. Mais « *la représentation du ministère brésilien des Affaires étrangères [...] a décidé de maintenir le veto que [l'ancien président brésilien de droite Jair] Bolsonaro a appliqué au Venezuela pendant des années, reproduisant ainsi la haine, l'exclusion et l'intolérance promues par les centres de pouvoir occidentaux pour empêcher, pour l'instant, l'entrée du Venezuela* » dans les Brics, a-t-il dénoncé.

C'est « *une action qui constitue une agression contre le Venezuela et un geste hostile [...]. Le peuple vénézuélien ressent de l'indignation et de la honte face à cette agression inexplicable et immorale du ministère brésilien des Affaires étrangères, qui maintient la pire des politiques de Jair Bolsonaro contre la révolution bolivarienne* », a encore fustigé le ministère.

Lula, qui a tenté d'être un médiateur dans la crise politique vénézuélienne, proposant vainement un nouveau scrutin, n'a toujours pas reconnu la réélection de Nicolas Maduro.

Interrogé sur le différend entre Brasilia et Caracas à Kazan, le président russe Vladimir Poutine, proche allié de Nicolas Maduro, avait dit « *espérer que la situation se règle* », insistant toutefois sur le fait qu'un consensus était indispensable pour qu'un nouveau pays soit admis dans les Brics. *« Le Venezuela lutte pour son indépendance, pour sa souveraineté. Nous considérons que le président*

Maduro a gagné les élections et les a gagnées honnêtement. Et nous lui souhaitons de réussir », avait ajouté Nicolas Poutine. RFI/AFP 25 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 octobre 2024

Pour télécharger facilement et rapidement des vidéos.

Téléchargeur Vidéo Rapide et Facile - SaveFrom.net

https://fr.savefrom.net/348/

Une suggestion :

David Gilmour (Pink Floyd) - Live at the Royal Albert Hall 2006 Full Concert

https://www.youtube.com/watch?v=PbtJi1-v8h8

Qu'est-ce que l'Union des associations internationales (UIA) ?

L'UIA est l'un des principaux fournisseurs d'informations sur les organisations internationales à but non lucratif.

LUIA est une base de données mondiale de la société civile (ONG) qui a répertorié plus de 72 500 profils d'organisation, des informations supplémentaires dans les profils, des fonctions de recherche sophistiquées et l'exportation de données. Mais ces données sont payantes, or je n'ai pas les moyens de m'offrir ce service pour mieux vous informer, si nous avions une organisation on pourrait pallier à cet inconvénient, tant pis.

Source : https://uia.org/s/or/en/1100016173

De la philosophie de la nature.

A propos des inondations en Espagne et ailleurs.

Avec une pensée fraternelle pour le peuple espagnol.

Ah ben voilà que la mousson est aussi arrivée en Espagne après un petit tour par l'Europe centrale !

La météo qui intervient sur le court terme est imprévisible, et le climat qui intervient sur le long terme n'a rien à voir là-dedans. L'un et l'autre sont tout sauf stables depuis 4,5 milliards d'années.

Quand on dit qu'on est encore à la préhistoire de la civilisation humaine ou que jusqu'à présent les hommes ont fait leur histoire inconsciemment, on ne croyait pas si bien dire. Ils sont vulnérables aux moindres aléas météorologiques, que les autorités s'empressent de dénaturer en catastrophes climatiques, une grotesque manipulation des consciences animée par de sordides considérations économiques et politiques

Ici aussi, au Tamil Nadu, il pleut ce matin. En principe la mousson commence au mois d'octobre, sauf que cette année elle était en avance de... 4 mois ! On a eu de la flotte pendant 4 mois, du jamais vu en 30 ans ou plus. Notez que personne ne s'en plaint ici, on fait avec, et puis c'est bon pour les cultures, sauf au moment de la moisson, évidemment, c'est ce qui est le plus à craindre.

L'urbanisation à outrance ou anarchique devait se payer un jour ou l'autre, et ce n'est peut-être qu'un début, qui sait ? A force de bétonner et bitumer à tout va, de construire des habitations en zones inondables, de construire des barrages, de bétonner les rives des rivières ou fleuves, d'ignorer que là où il y a un ruisseau aujourd'hui, hier ou autrefois il y avait une rivière, bref, à force de malmener la nature et croire qu'on peut faire n'importe quoi et en contrôler les conséquences, quand ils ne les ignorent pas, de véritables catastrophes peuvent survenir dont les autorités sont responsables en grande partie.

Donnons la parole à des spécialistes.

DES HYDROSYSTÈMES SOUS CONTRÔLE ANTHROPIQUE

Depuis le Néolithique, que ce soit aux échelles des bassins versants (défrichements, gestion forestière, agriculture, etc.), des lits majeurs (irrigation, protection contre les crues, etc.) ou des lits mineurs (stabilisation des berges), la dynamique des systèmes fluviaux est contrôlée par la société à des degrés divers (voir par exemple Bravard et Salvador, 2009). Les hydrosystèmes d'Europe peuvent ainsi être considérés comme des « *anthroposystèmes* », les composantes humaines et naturelles interagissant et co-évoluant depuis des siècles voire des millénaires, selon des modalités et des rythmes variés, souvent complexes, et dans des spatialités diverses (voir par exemple Gunnell, 2009). Néanmoins, la pression anthropique sur les hydrosystèmes n'a cessé de croître (cf. supra), avec des endiguements, des stabilisations de berges, des rectifications, des constructions de retenues, des extractions de granulat dans les lits mineurs et majeurs, des canalisations et chenalisations, des changements d'occupation du sol (dont l'imperméabilisation due à l'étalement urbain), et des pratiques culturales (voir par exemple United Nations, 2007).

Si l'on considère, comme l'énoncent Tricart et Kilian (1979), qu'un « … *aménagement consiste à infléchir ou à remplacer par une autre une dynamique existante* », on constate que la plupart des aménagements hydrauliques ont largement modifié les dynamiques hydromorphologiques et écologiques des hydrosystèmes, ainsi que leurs fonctions écologiques et les services rendus à la société. Parmi les impacts, citons la contraction des zones inondables, l'accélération des ondes de crue, l'incision des lits et l'enfoncement corrélatif des niveaux piézométriques, l'augmentation de l'aléa inondation en aval des zones aménagées et/ou incisées, la stabilisation des formes fluviales, la pollution des eaux, le non renouvellement et donc le vieillissement des successions écologiques, l'altération de la biodiversité, etc. (Voir par exemple Piégay et Stroffek, 2000). L'ampleur des impacts anthropiques amène à considérer que les milieux fluviaux sont parmi les écosystèmes les plus dégradés au monde, notamment dans les pays industrialisés et/ou fortement peuplés (Rapport et al., 1998)

https://www.researchgate.net/publication/280858173_Maitriser_les_evolutions_du_lit_des_cours_d%27eau_incision_atterrissement_et_mieux_gerer_les_formes_fluviales

Welcome to the jungle

J-C - En voilà qui ne regretteront pas d'être partis prématurément. Quant à ceux qui restent, ils paieront la note à leur place, il faut bien que quelqu'un paie ! Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme.

Et dire qu'il y en a qui ont trouvé le moyen de créer un « *collectif* » pour se livrer à ce décompte macabre.

"*Un triste record*" : au moins 735 personnes sans domicile fixe sont mortes en 2023 - francetvinfo.fr 30 octobre 2024

Au moins 735 personnes sans abri sont mortes en 2023, annonce le collectif *Les Morts de la rue*, mercredi 30 octobre, dans son 12e rapport annuel de recensement de la mortalité des SDF. L'association, soutenue par le gouvernement, évoque "*un triste record*" après un chiffre déjà inédit de 638 décès comptabilisés en 2022. "*Cette augmentation par rapport aux années précédentes pourrait être le reflet à la fois d'une détérioration des conditions de vie pour ces populations, mais aussi d'une amélioration du recensement*", souligne-t-elle.

Il met en lumière "*un âge moyen de décès de seulement 48,8 ans*" contre 79,9 ans dans la population générale.

Ces décès sont "*occultés, parfois oubliés*", alors même que le nombre estimé de personnes vivant sans domicile fixe a doublé en une décennie, atteignant 330 000 hommes et femmes, déplore le collectif *Les Morts de la rue*. Un tel rapport vise donc à les "*rendre visibles*". Il n'offre toutefois qu'"*une vision partielle de cette sombre réalité, car de nombreux décès attribuables au sans-abrisme nous échappent*". "*Le nombre réel de décès des personnes sans abri et sans logement personnel pourrait être six fois plus important*", estime le collectif sur la base d'une étude publiée en 2015.

France. Une autre «*sombre réalité* ».

Prisons: 79.631 détenus en France au 1er octobre, nouveau record - AFP

Commentaires publiés par le blog *Le Grand Soir*.

- C'est désagréable de devoir encore rédiger un commentaire désobligeant, c'est gênant à la fin.

- N'eût-il pas été plus sérieux de...

- Une fois de plus, nous assistons à un manque criant d'esprit critique de la part de la presse.

- Comment est-ce possible...

- Comment se fait-il que...

Quelle naïveté ou ignorance ! Car enfin, sachant qu'ils cautionnent le nazisme et le fascisme, à quoi devions-nous nous attendre d'autre de la part de l'UE ?

Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia sont des agents de la NED/CIA, des fascistes, ils les encensent et les récompensent, c'est dans l'ordre des choses.

A quoi voulez-vous en venir ? Ne serait-ce pas véhiculer de dangereuses illusions dans l'UE et les médias mainstream ?

A quoi cela rythme-t-il ? Le partage des idées c'est formidable, mais quand cela prend des allures suicidaires, d'assassinats ou d'euthanasies, c'est plus que malsain, c'est nuisible. L'encourager ou ne pas le dénoncer serait s'en rendre complice.

- A françois gerard

Je vous rassure, vous avez raison, tout le monde ou presque ignore que le fascisme ou le nazisme n'ont jamais disparu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On en veut pour preuve Franco et Salazar, Pinochet et Videla, Duvalier et ses "*Tontons Macoutes*", notamment, plus près de nous, les régimes nazis ukrainiens et sionistes.

Personnellement, bien que j'aie milité dans un courant trotskyste à la fin des années 70 je l'ignorais totalement jusqu'à une date relativement récente. Je l'ai découvert par hasard, il y a une dizaine d'années ou un peu moins en tombant sur des articles du Réseau Voltaire entre autres. J'ai appris qu'un certain nombre de nazis avaient été récupérés et recyclés par les Américains et les sionistes, mais aussi en Allemagne et d'autres pays occidentaux. Des nazis furent recrutés ou instrumentalisés dans le cadre du réseau Gladio ou Stand-Behind et sévirent dans toute l'Europe occidentale, attentats, assassinats, etc. Comment les Américains avaient entretenu des relations secrètes avec l'état majeur du régime nazi. Comment ils financèrent la montée du parti nazi de Hitler. Comment ils continuèrent avec le Canada à lui fournir des matières premières pendant cette guerre.

Tout ce que j'avance ici est largement illustré sur le Net, il suffit de chercher un peu pour trouver tous les éléments qui le prouvent. Continuons.

Ce sont d'ex-nazis qui participèrent à la fondation de l'UE. Toutes les monarchies du nord de l'Europe fricotèrent plus ou moins ouvertement avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'y avait-il d'étonnant à ce que la première réunion du groupe Bilderberg dirigé par D. Rockefeller ait eu lieu sous les auspices de la monarchie des Pays-Bas en 1954, et que jusqu'à ce jour, elle a participé sans interruption à toutes les réunions annuelles de cette institution contrôlée par l'oligarchie anglo-saxonne, on peut ajouter sioniste sans craindre d'être accusé d'antisémitisme avec le génocide actuelle des Palestiniens commandité par cette même oligarchie. L'alliance objective et la fascination de la monarchie et de la finance pour le fascisme et le nazisme ne s'est jamais démentie jusqu'à nos jours, là aussi vous avez le droit d'ajouter le sionisme. Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent au premier plan politique depuis quelque temps déjà.

J'ignorais tout cela, je n'avais jamais entendu parler non plus de Bilderberg, de la Trilatérale et du CFR, etc. cela ne faisait pas partie de la formation des militants, aussi incroyable que cela puisse

paraître, alors le citoyen lambda, imaginez un peu, n'en parlons pas, il n'y est pour rien, ne lui en voulez pas.

Ne parlons pas non plus des manuels scolaires ou universitaires, qui firent l'impasse sur tout ce que je viens de rappeler. Sur les liens qu'entretinrent les gaullistes avec d'ex-pétinismes ou collaborateurs des nazis dès 1944-45, puis avec l'extrême droite, censure, pour ne pas être accusé de parti pris ajoutez les sociaux-démocrates qui votèrent les pleins pouvoirs à Laval. Plus fort encore, un demi-siècle plus tard, comme quoi c'est bien une constante, en 2011 un ex-militant d'Occident et fondateur du GUD ayant rejoint l'UMP, Gérard Longuet, était nommé ministre de la Défense par Sarkozy, un ex-ministre de l'Intérieur ou un flic devenu président, cela aurait dû faire froid dans le dos, eh bien pas du tout! Tout s'explique.

On pourrait terminer avec la normalisation du FN renommé RN, ne jouons pas sur les mots, c'est un parti fasciste qui avance masqué, normalisé par ceux qui ont toujours instrumentalisé l'extrême droite, et qui finalement partagent ou s'accommodent très bien de son idéologie nauséabonde, il partage celle des sionistes, aussi racialiste et totalitaire. En période de crise, il leur rendra une multitude de services, et en cas de besoin, ils le porteront au pouvoir pour faire la sale besogne à leurs places, avant de le sacrifier et de le faire rentrer dans l'ombre jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Voilà ce qui arrive quand on ne parvient pas à retenir ou à tirer les enseignements politiques essentiels des expériences qu'on a vécues ou pour les avoir ignorées involontairement ou délibérément. Il va de soi que tous les acteurs politiques de premier plan savent pertinemment à quoi s'en tenir, tirez-en les conclusions que vous voudrez. Il n'en demeure pas moins vrai que, lorsqu'une personne a adopté un récit, il est extrêmement difficile de l'amener à en changer. C'est un combat de chaque instant...

Vous m'excuserez pour n'avoir pas fourni plus de références, je n'ai pas de mémoire et les rechercher me prendrait trop de temps, et mon commentaire serait encore plus long !

Comment pour des raisons idéologiques, ces sadiques ont déduit la vie de centaines de milliers de jeunes dans le monde.

Transidentité : un documentaire se penche sur la délicate question de la détransition, "*une solitude*" - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Le documentaire se plonge dans le parcours d'Emma, une jeune femme qui a décidé de renouer avec son genre féminin après avoir entamé une transition vers le masculin.

Aujourd'hui âgée de 20 ans, Emma fut, durant son adolescence, habitée par à un profond mal-être. Elle ne se reconnaissait pas dans les normes féminines. A 14 ans, elle décide de transitionner, autrement dit s'engager dans un processus de transition de genre. Soutenue par ses parents et des médecins, elle commence à prendre de la testostérone à 15 ans. L'année suivante, une mastectomie (une ablation de la poitrine) est pratiquée et elle choisit comme prénom Nathan. Durant deux ans, l'ado se sent à sa juste place, mais à sa majorité, tout bascule.

Le processus de détransition est plus douloureux pour Emma et sa famille que sa transition. "*C'est plus dur d'assumer, confie la jeune femme, parce que cela revient à dire que l'on regrette, que l'on*

a fait une erreur (...) La détransition, c'est plus une solitude, dans le sens où on n'entend pas beaucoup parler de détransition."

Les deux jeunes femmes partagent une expérience commune : le reste du monde les perçoit toujours comme des personnes trans. "*Je m'attendais à être perçue au féminin de nouveau un jour, je me rends compte en fait que non*", déplore Elie dans le film.

https://www.francetvinfo.fr/societe/lgbt/video-transidentite-un-documentaire-se-penche-sur-la-delicate-question-de-la-detransition-une-solitude_6850889.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241029&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Comment ont-ils fini par vous contaminer, vous empoisonner pour que vous développiez un cancer, à moins qu'il s'agisse d'une campagne d'intoxication basée sur l'instrumentalisation d'éléments naturels décrétés toxiques, et destinée à vous nuire dans les deux cas.

Google -

Le mercure émane naturellement des rochers, du sol et des volcans, les activités humaines ont augmenté son niveau dans l'atmosphère.

Le méthylmercure s'accumule dans les poissons et les crustacés. Les niveaux de méthylmercure dans les poissons et les crustacés dépendent de ce qu'ils mangent.

Où trouve-t-on le méthylmercure ?

Le méthylmercure est formé à partir du mercure inorganique par l'action de microbes vivant dans les systèmes aquatiques, notamment les lacs, les rivières, les zones humides, les sédiments, les sols et l'océan. Cette production de méthylmercure a été principalement attribuée aux bactéries anaérobies présentes dans les sédiments.

Combien de temps le méthylmercure reste-t-il dans le corps ?

Sa demi-vie estimée dans le corps humain varie de 44 à 80 jours. L'excrétion du méthylmercure se fait par les selles, l'urine et le lait maternel.

"*Du poison dans le poisson*" : deux ONG alertent sur la contamination du thon au mercure en Europe - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Les organisations non gouvernementales (ONG) Bloom et Foodwatch alertent sur les dangers pour la santé de la contamination généralisée au mercure relevée dans des boîtes de thon en Europe, annoncent les ONG dans un communiqué, mardi 29 octobre.

L'intégralité des 148 boîtes de thon testées a révélé la présence de mercure avec des taux jusqu'à quatre fois supérieurs aux normes européennes pour certaines.

Le mercure est "*l'une des dix substances les plus préoccupantes au monde, comme l'amiante ou l'arsenic*" parce que son dérivé, le méthylmercure, est classé comme "*cancérogène possible par le*

Centre international de recherche contre le cancer (CIRC)", expliquent les deux organisations qui demandent donc à la grande distribution et aux pouvoirs publics de prendre des mesures d'urgence.

Des tests réalisés en laboratoire par Bloom ont révélé que l'intégralité des 148 boîtes de thon testées étaient contaminées par du mercure. Dans certaines d'entre elles, le taux de mercure était même quatre fois supérieur à la norme européenne. Les boîtes ont été achetées en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne et en Italie. Dans plus de la moitié d'entre elles, la teneur en mercure était supérieure à celle autorisée pour les autres poissons. Pour certains poissons, comme le lieu jaune ou le cabillaud, la teneur en mercure ne doit pas dépasser 0,3mg/kg. Or, pour le thon, la teneur en mercure est plus étendue : elle ne doit pas dépasser 1mg/kg de thon. Cette différence est très critiquée par les ONG. "*Ce métal est un puissant neurotoxique : de faibles doses consommées régulièrement suffisent pour entraîner de graves troubles du développement neuronal chez les enfants et attaquer le fonctionnement cérébral des adultes."*

Si les boîtes mises en cause proviennent de différents pays d'Europe, la concentration de mercure la plus importante a été détectée dans une boîte de thon provenant d'une entreprise française Petit Navire, achetée en France (jusqu'à 3,9 mg de mercure/ kg de thon). Viennent ensuite des produits Carrefour, achetés en Espagne (jusqu'à 2,5 mg de mercure/kg de thon), puis des produits de la marque As do Mar, achetés en Italie (jusqu'à 1,5 mg de mercure/kg). francetvinfo.fr 29 octobre 2024

J-C – On peut donc déduire, que la consommation de ces boîtes de thon ne présente aucun danger pour la population, à condition qu'elle n'en fasse pas une consommation excessive ou répétée en un lapse de temps très court.

Voyons maintenant ce que valent les références de FranceInfo, d'où les sortent-ils ?

Financement de Bloom.

- Une multitude d'entreprises, fondations et mécènes dans le monde dont :

2022 - McKinsey & Company

Nos partenaires stratégiques

- WWF Europe

- Corporate Europe Observatory

Corporate Europe Observatory

https://corporateeurope.org

Qui nous finance ? (980 178 dollars en 2023)

Les Open Society Foundations ont été créées en 1979 par George Soros. «*L'initiative Open Society pour l'Europe vise à contribuer à des démocraties plus dynamiques et plus légitimes au sein de*

l'Union européenne en soutenant les militants et les organisations de la société civile confrontés aux nombreux défis de l'Europe.»

Foodwatch

https://www.foodwatch.org/fr

Foodwatch a été fondée en 2002 par Thilo Bode. Il a pris le poste de directeur de Greenpeace Allemagne en 1989 et a ensuite été nommé directeur de Greenpeace International, dirigeant l'organisation pour un total de 12 ans.

La création et le développement de foodwatch France ont d'abord été possibles grâce au soutien de foodwatch Allemagne.

M. Rohwedder, Directeur exécutif de Foodwatch International

Il était un militant de premier plan pour **WeMove Europe**, ainsi que le directeur exécutif de la Bewegungsstiftung. Avant de rejoindre foodwatch, il a travaillé en tant que directeur politique de LobbyControl.

WeMove Europe

https://www.wemove.eu/fr

WeMove Europe est un mouvement qui mène des campagnes visant à renforcer le pouvoir citoyen et à transformer l'Europe pour les citoyens, les générations futures et la planète.

Deux grandes convictions animent l'action de WeMove Europe: nous, les citoyens, avons le pouvoir de faire changer les choses, et la politique européenne doit changer afin de donner la priorité à l'humain et à la planète. Nous voulons une meilleure Europe. Une Europe qui prend l'action climatique au sérieux, qui donne la priorité au bien-être...

Nous sommes actuellement financés par nos membres qui nous soutiennent partout en Europe (76 %), par des fondations progressistes (15 %) et par nos partenaires (9 %).

Dites-nous qui vous finance et on saura pour qui vous travaillez.

- Les fondations progressistes suivantes nous ont financés à différents moments depuis notre lancement en 2015 : la Fondation européenne pour le climat, la Fondation Charles-Leopold-Mayer ou encore la Open Society Foundation for Europe.

J-C - L'Open Society Foundation de G. Sorros, bingo !

Le sommet des BRICS à Kazan.

À Kazan, l'ordre du monde a basculé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29 octobre 2024

Le sommet des BRICS à Kazan a marqué la fin de la domination du G7 sur le monde. Les règles anglo-saxonnes qui organisaient les relations internationales seront progressivement remplacées par les engagements pris par chacun qui devront désormais être respectés. Cette révolution nous ramène aux tentatives de la Russie et de la France, en 1899, de fonder un droit international, mises à mal par la Conférence de l'Atlantique et le duopole États-Unis/Royaume-Uni.

https://www.voltairenet.org/article221436.html

J-C - Dans cet article, monsieur Meyssan fait de la propagande et rassure ses sympathisants : L'ONU, ses institutions et le Conseil de sécurité, FMI, Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), et même le GIEC, etc. survivront au développement futur des Brics, même que Poutine et Xi s'en sont portés garants, on les croit sur parole sur ce coup-là.

Dans cet entretien pour le « *Courrier des stratèges* » (Libertarien) du 26 octobre 2024, Thierry Meyssan, qui se dit indépendant, mais qui soutient Trump, à 37:40 il est pris en flagrant délit de parti pris idéologique.

https://www.voltairenet.org/article221434.html

Lu.

Le chaos et l'instabilité de toutes sortes sont instrumentalisés au profit du pouvoir de l'argent, car «*les problèmes d'intérêt mondial sont le seul atout restant d'une civilisation qui s'effondre*». Le capitalisme est devenu dépendant d'une «*série ininterrompue de chocs géopolitiques*» qui servent d'alibi pour continuer à créer des «*actifs*» à partir de rien et à les «*canaliser*» sur le marché boursier.

Un système économique fondé sur l'endettement est un «*jeu de simulation qui nécessite un traumatisme constant*». Le capital «*cannibalise violemment son propre avenir dans une tentative désespérée de dissimuler son insolvabilité – une astuce qui ne fonctionnera que tant que la monnaie fiduciaire représentée par les obligations ne sera pas réclamée en tant que titres*» (et qui le ferait ?).

La nation la plus puissante du monde, les États-Unis, est «*engagée dans une lutte futile et désastreuse pour empêcher l'effondrement de son hégémonie mondiale en essayant de faire circuler le fardeau de la dette, véritable roche de Sisyphe*». La superpuissance a désormais besoin de «*l'aide de l'inflation pour dissimuler ses actions insoutenables à la lumière du jour*» et «*pour empêcher la masse croissante d'obligations de révéler leur nature de pacotille*».

Il y a donc une «*lutte existentielle dans les cercles financiers, qui exige des mesures toujours plus manipulatrices, irrationnelles et destructrices*».

La corporatocratie capitaliste, reposant sur l'intérêt, qui domine l'Occident cherche à maintenir son hégémonie économique en parrainant des guerres, des confrontations et d'autres urgences mondiales, dont l'objectif essentiel est de justifier l'impression irréfléchie de plus d'argent.

Il est probable que toutes les puissances, grandes et petites, s'inquiètent de la situation en coulisses, car même si nous nous dirigeons vers un «*monde multipolaire*», une nouvelle infrastructure économique basée sur les monnaies numériques est déjà en cours d'élaboration, dans laquelle les «*amis et les ennemis*», au sens défini par Carl Schmitt, malgré leurs désaccords, sont tous impliqués.

La population mondiale a déjà été préparée avec succès à l'action civique par le biais d'une urgence coronaviresque. Les technocraties du futur proche pourront manipuler les masses plus efficacement et même normaliser la violence extrême, suivie en temps réel par des citoyens engourdis sur les écrans des appareils intelligents, comme dans le cas du génocide à Gaza.

Les gens ressemblent de plus en plus à des «*zombies marchant vers leur sinistre destin», les yeux rivés sur leur smartphone. En raison de la dépendance technologique, tout peut arriver* «là-bas» *: de petits enfants peuvent être écrasés sous des bombes démocratiques produites par des fabricants d'armes éthiques et approuvées par des gouvernements libéraux qui ont gagné la confiance des «citoyens décents»*.

«*Nous devrions trouver d'urgence des moyens de déprogrammer les esprits humains*», sinon «*même le bruit d'une explosion nucléaire ne les fera pas sortir de leur consentement inoculé*».

Pourtant, lui aussi a observé que «*depuis la grande expérience coronaviresque, le village mondial est de plus en plus habité par d'étranges créatures programmées pour discuter des pronoms à attribuer (aux nouvelles catégories sexuelles) plutôt que de critiquer les processus destructeurs de la machine à tuer qu'est le capital»*. Mais comment les gens ordinaires peuvent-ils avoir un impact sur les guerres des banquiers ?

J-C – En s'organisant dans le mouvement ouvrier, en participant activement à la lutte de classes.

Stratégie du chaos et de la terreur.

J-C – Il faut avoir à l'esprit, que pour soutenir des régimes nazis en Ukraine et en Israël, il faut mentir à tour de bras pour le justifier, cela signifie que rien ne les arrête.

L'essentiel pour eux, ce n'est pas forcément un flagrant délit ou des scènes de sexe ou de violence, tout ce qui permet d'évoquer le sexe, la drogue, la violence est bon à prendre. Par exemple dans le cinéma, pas besoin d'érotisme à chaque plan, deux ou trois très courts dans un film suffiront, tout le monde saura qu'il y a du cul dans ce film, c'est vendeur. Plus les actrices ont du charme, plus elles sont réputées pour être des femmes faciles ou de grosses salopes, il suffit qu'elles soient à l'affiche pour que les spectateurs sachent qu'ils en auront pour leur argent, même si tout est suggéré, ils fantasmeront, ensuite il sera possible de les culpabiliser...

L'essentiel c'est de créer une atmosphère, une ambiance d'un type particulier, dont on pourra tirer profit politiquement, le cinéma est à ce titre un formidable instrument de propagande.

Depardieu a commis le crime d'être né dans un milieu ouvrier pauvre, d'être devenu célèbre et riche, et surtout d'avoir un comportement incompatible avec le paradigme désormais en vogue du social-libéralisme libertaire. Il était devenu trop puissant et il se croyait intouchable, ils ont donc décidé de le sacrifier, de l'abattre tout simplement.

Je ne juge pas ses actes, je n'en ai rien à foutre.

Ces histoires ne nous concernent pas, alors pourquoi les portent-ils à notre connaissance ? Pour que chacun s'en saisisse, et qu'ensuite éclate un conflit entre les personnes qui prendront parti pour l'un ou l'autre protagoniste, créant des divisions à n'en plus finir entre les membres de la société, de sorte qu'ils cessent d'avoir des relations ensemble et soient totalement atomisés, et cela fonctionne à merveille, hélas, nous en sommes tous victimes !

C'est d'autant plus navrant et préoccupant, que de plus en plus de gens adoptent ce comportement, juge tout le monde à tort et à travers, ce qui contribue à envenimer leurs relations, les restreindre ou les rompre, car ne sachant pas à quelle nouvelle accusation ils vont devoir répondre à ce compte-là.

«*Des accusations totalement mensongères*» : l'avocat de Depardieu offensif avant son procès - RT 28 oct. 2024

« *Parmi 50 personnes, personne [ne] confirme la version de la plaignante* ». Interrogé sur les ondes de France Info le 28 octobre 2024, l'avocat de Gérard Depardieu, Jérémie Assous a battu en brèche les accusations concernant des faits supposés d'agressions sexuelles lors du tournage en 2021 du film « *Les volets Verts* », un long métrage sorti en 2022. Il réclame également le report de l'audience pour que le comédien, malade, « *puisse être présent* ».

L'affaire jugée ici concerne les accusations de deux femmes qui disent avoir été victimes d'agression sexuelle, de harcèlement sexuel et d'outrages sexistes lors du tournage du film.

Sur la radio publique, l'avocat de Gérard Depardieu a donné une version très différente de celle présentée d'ordinaire. Selon lui, les journalistes sont « *victimes* » et relayent des plaintes dans une enquête préliminaire dont les contenus « *sont secrets* ».

Jérémie Assous explique ainsi que les faits supposés se sont déroulés dans l'entrée d'un appartement parisien, un lieu filmé. Sur une quarantaine de personnes présentes lors des faits, aucune n'est prête à témoigner. *« Il n'y a aucun témoin sur l'équipe de tournage entière qui a vu ces deux personnes […] qui a vu l'agression »*, avance-t-il. Il pointe du doigt ce qu'il considère comme des incohérences dans la version des plaignantes qui affirment que le personnel de sécurité de l'acteur avait évacué ce dernier du plateau de tournage, ce qui, toujours selon lui, est impossible car ce personnel n'a pas accès au plateau. « *Ce sont des accusations totalement mensongères* », a-t-il lancé.

Enfin l'avocat affirme disposer de « *six témoins qui disent qu'ils n'ont absolument rien vu et qui étaient présents* ».

Quant à la procédure, maître Assous déplore « *une enquête préliminaire qui a été menée au pas de charge, qui a duré deux mois et à partir du moment où Gérard Depardieu a été mis en examen, l'enquête a été terminée* », regrettant également que la défense n'ait pas pu avoir accès au dossier. Enfin l'avocat assure que « *19 témoins à décharge ont été volontairement écartés par la police et par le procureur de la république* ».

Ambiance délétère, la terreur idéologique anglo-saxonne règne en maître sur les plateaux de télévisions en France.

Michel Fugain à propos de Michel Sardou dans l'émission Quelle Époque ce samedi 26 octobre.

- "*Je le rencontre dans un cours d'art dramatique où je suis allé pour me faire des potes*", a-t-il confié avant de toutefois ajouter : "*Un cours d'art dramatique, normalement, c'est une "mine de gonzesses*". Michel Fugain s'adresse ensuite à Christophe Dechavanne pour demander son approbation mais le principal concerné, très gêné par cette question, répond simplement "*non*". De son côté, Léa Salamé opté pour le silence, consciente que sa prise de parole pourrait donner un tournant tragique à cette interview.

J-C - Michel Fugain aurait tenu des propos diffamatoires ou commis un délit en prononçant "*gonzesse*". Elle en est là la brigade des mœurs qui sévit en France et qui cautionnent le génocide des Palestiniens entre autres. Quant aux journalistes et commentateurs télé, plus ils sont médiocres, plus ils seront soumis ou obéissants, et le cas échant des ordures.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne peuvent plus le nier ou le camoufler plus longtemps.

J-C - Quand la machine à fabriquer le consentement s'enraie ou elle est impuissante face à la réalité ou les conditions objectives... "*L'exécutif est en grande difficulté dans l'opinion publique cet automne*", dixit Public Sénat, voilà qui a de quoi les inquiéter. Vous me direz que, cela ne les empêchera pas de passer en force, certes, mais ils peuvent craindre aussi une explosion sociale spontanée des masses qui pourrait s'avérer incontrôlable dans de telles circonstances, allez savoir...

Sondage : 8 Français sur 10 considèrent que le budget est injuste socialement - Public Sénat 29 octobre 2024

Les Français se montrent également très critiques sur la répartition des efforts dans le projet de loi de finances. 79 % sont convaincus que le budget ne sera pas « *juste socialement* ». Le sentiment général est très éloigné de la communication du gouvernement qui avait insisté sur les mesures exceptionnelles visant les hauts revenus et les grandes entreprises.

Dans ce contexte, les Français sont en très grande majorité inquiets sur leur niveau de vie. 15 % seulement estiment que le budget 2025 protégera leur pouvoir d'achat, contre 84 % qui s'attendent à l'effet inverse.

Quant à la méthode, les Français sont également majoritairement opposés à un éventuel emploi de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le budget. 67 % des personnes interrogées répondent que le recours au 49.3 ne serait « *pas justifié* ». Public Sénat 29 octobre 2024

Sondage : l'impopularité de Michel Barnier s'accroît, celle d'Emmanuel Macron atteint des sommets - Public Sénat 29 octobre 2024

Les masques tombent. RN = Antisocial. Qui l'ignorait ?

Hausse du délai de carence dans la fonction publique : le RN y est favorable - RT 28 oct. 2024

Le Rassemblement national (RN) s'est montré favorable à la mesure alors que le programme de Marine Le Pen en 2022 défendait l'idée d'un alignement du régime de la fonction publique sur le secteur privé en établissant à deux jours le délai de carence pour tous.

Jordan Bardella, actuel président du parti, s'est ainsi montré favorable à la mesure proposée par le ministre. RT 28 oct. 2024

Commentaire d'un internaute

- Vous savez que de nombreuses conventions collectives et non des moindres prennent en charge les jours de carence dans le privé ?

J-C - Exact, de plus, quand ce n'est pas le cas, beaucoup d'entreprises les prennent en charge après concertation au niveau des comités d'entreprises, lorsque des directions demeurent intraitables sur l'augmentation collectives des salaires, il est possible de négocier cette contrepartie qui profitera aux salariés qui ne tombent pas malade pour le plaisir...

Après les faux malades ou les arrêts de travail abusifs, les faux chômeurs ou fainéants, les salauds de pauvres, les immigrés profiteurs, les assurés sociaux fraudeurs, les Arabes terroristes en puissance, les jeunes délinquants qui s'ignorent , les vieux qui ne veulent pas crever, les malades qui coûtent trop chers, les handicapés qui font de la surenchère, les retraités qui pètent dans la soie, les lycéens indisciplinés, les nourrissons bourrés de virus à la naissance, les ouvriers qui revendiquent, les médecins qui veulent soigner leurs patients, les prisonniers qui se révoltent, les femmes qui veulent rester des femmes, les vaches qui ne demandent qu'à brouter en paix, et puis quoi encore ! Garde-à-vous. En rang serré, en avant marche, une, deux, une, deux…

Santé.

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride par la rédaction de l'AIMSIB 20/10/2024

https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride/

La théorie d'Antoine Béchamp (1816 - 1908)

https://www.bonnes-habitudes.fr/comprendre/la-th%C3%A9orie-d-antoine-b%C3%A9champ/

Turbo-cancers, maladies auto-immunes et pathologies neurologiques survenant après la vaccination ARNm anti-covid - Réseau International 28 octobre 2024

Résumé : Le fait que les vaccins ARNm anti-covid provoquent des «*turbo-cancers*» a été présenté par les médias mainstream comme une «*fake news*» (par exemple ici France Culture en octobre 2023). C'est pourtant une réalité empirique. La docteure Ute Krüger est spécialiste en pathologie avec 25 ans d'expérience professionnelle. Elle a travaillé comme médecin-chef dans le service de pathologie clinique de plusieurs hôpitaux suédois. Depuis que ces injections ont été rendue obligatoires et administrées en masse, elle a observé une augmentation des cancers très agressifs («*turbo-cancers*»), des maladies auto-immunes et des maladies neurologiques. Elle présente ici le résultat de ses observations cliniques et de son enquête.

https://reseauinternational.net/turbo-cancers-maladies-auto-immunes-et-pathologies-neurologiques-survenant-apres-la-vaccination-arnm-anti-covid/

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

L'Arabie saoudite accueille la première réunion d'une « alliance internationale » pour un État palestinien - Le HuffPost 30 octobre 2024

L'espoir d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens existe-t-il encore après plus d'un an d'affrontements dans la bande de Gaza ? Oui pour les 90 « *États et organisations internationales* » réunis depuis ce mercredi 30 octobre en Arabie saoudite pour constituer une nouvelle « *alliance internationale* ». Objectif, encourager la création d'un État palestinien.

L'« *Alliance internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États* », israélien et palestinien vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, avait été annoncée en septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Elle réunit des pays arabes, musulmans et européens. L'Union européenne est par exemple représentée par Sven Koopmans, son envoyé spécial au Moyen-Orient, ont affirmé des diplomates à l'AFP.

« *Un génocide est en train de se produire avec l'objectif d'expulser le peuple palestinien de sa terre, ce que l'Arabie saoudite rejette* », a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane avant l'ouverture des discussions. Il a dénoncé la situation humanitaire « *catastrophique* » dans la bande de Gaza.

La guerre de Gaza a ravivé les discussions sur une solution à deux États, bien que des analystes jugent cet objectif plus éloigné que jamais, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, étant fermement opposé à l'établissement d'un État palestinien.

Mi-septembre, le prince héritier et dirigeant de facto du royaume du Golfe, Mohammed ben Salmane, a affirmé que son pays ne reconnaîtrait pas Israël avant la « *création d'un État palestinien* ». L'Irlande, la Norvège et l'Espagne ont annoncé en mai reconnaître l'État de Palestine, suivis par la Slovénie en juin. Le HuffPost 30 octobre 2024

Si « *c'est une victoire de l'état de droit* » pour les marchands d'armes, elle est forcément légitime.

J-C – Commettre un génocide n'est-il pas légitime de nos jours ?

On nous dit que : L'annonce initiale des organisateurs avait irrité Israël qui avait accusé le président Emmanuel Macron de faire « *honte* » à la France (AFP). Macron n'étant plus à une honte près ou plutôt, ne sachant pas ce que cela signifie, il s'est arrangé pour la faire porter à une autre institution.

Euronaval : La justice contredit les organisateurs du salon de défense et autorise la présence d'entreprises israéliennes - 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

Six mois après Eurosatory, les organisateurs du salon Euronaval ont été déjugés et doivent renoncer à interdire certaines entreprises israéliennes de venir exposer leurs armes et équipements militaires, une décision immédiatement saluée par Israël.

Le tribunal de commerce de Paris a invalidé mercredi la décision des organisateurs d'Euronaval d'interdire à certaines entreprises israéliennes de prendre part à ce salon de défense, selon une décision qu'a pu consulter l'AFP, confirmant des informations de presse.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a dans la foulée salué la décision de la justice française. « *Il s'agit d'une victoire importante pour la justice et d'un message clair contre les tentatives visant à affaiblir Israël dans sa lutte contre les forces du mal* », a affirmé sur X le ministre.

« *C'est une victoire de l'état de droit dont nous devons nous satisfaire* », a réagi auprès de l'AFP Me Patrick Klugman, l'un des avocats représentant les chantiers navals et les industriels israéliens, ainsi que la chambre de commerce France-Israël, qui contestaient cette décision des organisateurs.

Contactés par l'AFP, les organisateurs d'Euronaval, salon consacré au secteur naval de défense, n'ont pas souhaité réagir mercredi soir. Ils avaient indiqué que celui-ci n'accueillerait ni stands ni matériels israéliens lors de sa prochaine édition, à la demande du gouvernement français.

L'exécutif français avait ensuite indiqué que les entreprises israéliennes étaient bienvenues à ce salon, à condition qu'elles ne présentent pas d'équipements utilisés dans des actions offensives à Gaza et au Liban.

« *Il n'a jamais été question d'interdire la participation des entreprises israéliennes à des salons commerciaux en France. Les entreprises israéliennes qui le souhaitent pourront évidemment accéder à Euronaval* », avait indiqué l'exécutif dans une déclaration écrite transmise à l'AFP.

« *La décision prise par le gouvernement stipule extrêmement clairement que les entreprises israéliennes sont autorisées à participer au salon, mais ne peuvent disposer d'un stand. Aucun industriel, ni journaliste, ni citoyen, ni visiteur israélien n'est interdit sur le salon* », avait par ailleurs indiqué le directeur général d'Euronaval Hugues d'Argentré.

Quelques jours plus tard, il avait indiqué qu'au moins d'eux entreprises israéliennes auraient des stands sur le salon, n'étant pas concernées par les mesures de restriction qui touchaient cinq entreprises. 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

J-C - Le président du tribunal de commerce de Paris : Patrick Sayer, il a été banquier d'affaires pendant plus de 20 ans chez Lazard & Co à New York.

Israël interdit les activités de l'UNRWA sur son territoire - Courrier international 29 octobre 2024

Le Parlement israélien a voté lundi à une écrasante majorité (90 voix contre 10) en faveur d'un projet de loi interdisant les activités en Israël de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Un second texte, également largement adopté (89 contre 7), interdit aux responsables israéliens de travailler avec l'UNRWA et ses employés.

Interrogé lundi par Al-Jazeera, le porte-parole de l'UNRWA Adnan Abu Hasna a dénoncé une escalade "*sans précédent*". Pour le fonctionnaire de l'agence onusienne, la décision israélienne signifie "*l'effondrement du processus humanitaire dans son ensemble*", note la chaîne qatarie.

"*Sans coordination avec Israël, il sera presque impossible pour l'UNRWA de travailler à Gaza ou en Cisjordanie, puisque Jérusalem ne délivrera plus de permis d'entrée dans ces territoires et ne permettra plus de coordination avec Tsahal*", précise le Times of Israel. "*Israël contrôle également actuellement l'accès à Gaza depuis l'Égypte, les forces israéliennes étant déployées le long de la frontière qui les sépare*", rappelle le site d'information israélien.

Ha'Aretz estime que la nouvelle loi pourrait notamment "*compliquer*" les échanges entre les banques israéliennes et l'UNRWA. De hauts responsables de l'agence ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que "*la loi pourrait conduire à l'effondrement du système administratif de l'UNRWA en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en raison des difficultés de paiement des salaires et des fournisseurs, traités par l'intermédiaire de la Banque Leumi*", une des principales banques israéliennes.

Le vote de la Knesset a provoqué lundi un tollé international. Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a dénoncé une décision "*intolérable*" qui aura des "*conséquences dévastatrices*". "*Elle contrevient aux obligations et aux responsabilités d'Israël*", a-t-il ajouté, en soulignant que "*l'UNRWA est une bouée de sauvetage irremplaçable pour le peuple palestinien*".

Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est, lui, dit « *gravement préoccupé* », tandis que l'Allemagne a « critiqué vivement » cette décision. L'Irlande, la Norvège, la Slovénie et l'Espagne, quatre pays ayant reconnu l'Etat de Palestine, ont « *condamné* » dans un communiqué commun ce texte en jugeant « *essentiel et irremplaçable* » le travail de l'UNRWA.

Côté palestinien, le Hamas a dénoncé une « *agression sioniste* », tandis que son allié le Jihad islamique a condamné « *une escalade dans le génocide* » de la population. La présidence palestinienne a, elle, jugé que le texte confirmait « *la transformation d'Israël en un Etat fasciste* ».

Avant le vote, les États-Unis s'étaient quant à eux déclarés "*très préoccupés*" et "*avaient exhorté le gouvernement à ne pas approuver*" ce texte, selon le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, qui a insisté lundi sur le rôle humanitaire "*crucial*" de l'UNRWA à Gaza.

Même en Israël, le projet de loi avait suscité l'inquiétude dimanche de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères, rapporte le quotidien israélien Yediot Aharonot. Ces derniers ont averti que si le texte était adopté en deuxième et troisième lectures à la Knesset, Israël "*serait suspendu des Nations unies pour violation de la charte de l'organisation*".

Alors qu'il a décidé d'empêcher l'UNRWA d'opérer sur son territoire, Israël "*n'a pas fourni d'alternative aux 1,2 milliard de dollars de services fournis*" par l'agence onusienne aux réfugiés palestiniens, remarque le Jerusalem Post. Or, "*il est possible qu'en vertu du droit international, Israël ait désormais la responsabilité financière de financer ces services*".

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a réagi lundi dans la soirée aux critiques, en affirmant que l'Etat hébreu était « *prêt* » à « *travailler avec (ses) partenaires internationaux* » pour continuer à « *faciliter l'aide humanitaire à Gaza d'une façon qui ne menace pas (sa) sécurité* ». Courrier international 29 octobre 2024

Les États-Unis ont financé 70% de l'effort de guerre israélien depuis plus d'un an - RT 30 oct. 2024

Le Watson Institute for International & Public Affairs a publié un rapport montrant que le gouvernement américain a dépensé au moins 22,76 milliards de dollars en aide militaire à Israël entre le 7 octobre 2023 et le 30 septembre de cette année.

La plus grande partie a été livrée, mais environ 5,2 milliards de dollars n'arriveront que l'année prochaine. Selon les estimations officielles de la Banque d'Israël, le coût total de la guerre s'élèverait à environ 250 milliards de shekels (65 milliards de dollars), dont approximativement 118 milliards de shekels (31 milliards de dollars) pour les coûts militaires, y compris les coûts opérationnels de l'armée, le réapprovisionnement en équipements militaires, en munitions et en soutien logistique. Par conséquent, selon un simple calcul, les États-Unis ont financé environ 70 % de l'effort de guerre.

Le document souligne qu'Israël est le pays qui a reçu le plus d'aide américaine depuis la Seconde Guerre mondiale, soit 251,2 milliards de dollars sur 66 ans. En outre, l'aide fournie par l'administration Biden à Israël au cours de l'année écoulée a été la plus élevée de l'histoire des relations entre les deux pays, de 25% supérieure au deuxième montant le plus important - 14 milliards de dollars à la fin des années 1970 (en termes réels, reflétant le pouvoir d'achat ajusté en fonction de l'inflation). RT 30 oct. 2024

L'Espagne annule un contrat d'armes avec Israël - RT 30 oct. 2024

Le gouvernement espagnol a fait savoir qu'il annulait un récent contrat d'achat de munitions auprès d'une société israélienne, étendant ainsi l'engagement de l'Espagne à ne pas vendre d'armes à Israël et à ne pas en acheter non plus auprès de ce pays.

La radio Cadena Ser avait précédemment rapporté que la Guardia Civil avait décidé d'acheter plus de 15 millions de cartouches de 9 mm pour six millions d'euros à Guardian LTD Israel. RT 30 oct. 2024

Grande-Bretagne.

J-C – Mimétisme ou pandémie ? Le capitalisme est en faillite, il doit disparaître.

Royaume-Uni: lourdes hausses d'impôts dans le budget travailliste - AFP 30 octobre 2024

Des hausses d'impôts assumées, de 40 milliards de livres (48 milliards d'euros), contre des investissements dans des services publics à bout de souffle: le gouvernement travailliste de Keir Starmer a présenté mercredi son premier budget depuis son accession au pouvoir au Royaume-Uni en juillet, vertement critiqué par les conservateurs.

Parmi les hausses d'impôts dévoilées, un accroissement des cotisations patronales, appréhendé par les entreprises, qui rapportera plus de la moitié des nouvelles recettes: 25 milliards de livres par an.

Une mesure décriée avant même son officialisation par l'opposition, qui estime qu'elle contrevient à la promesse du Labour d'épargner les "*gens qui travaillent*", car ils finiront par payer la note sur leurs salaires.

Autres sources de recettes et d'économie: la hausse de l'impôt sur les plus-values ou la TVA sur les écoles privées, ainsi que la fin du chèque énergie pour des millions de retraités, un choix très contesté, y compris chez les travaillistes.

L'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, considère que le niveau de taxation britannique passera de 36,4% du PIB en 2024/2025 à 38,3% en 2027/2028, "*un plus haut historique*".

La chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, a de nouveau dénoncé un "*trou noir*" de 22 milliards de livres dont elle aurait hérité dans les finances publiques, et insisté sur l'énorme dette, à 100% du PIB.

Iran.

L'exécutif iranien promet de répondre à l'attaque israélienne - RT 28 oct. 2024

L'Iran ne laissera pas impunie l'attaque israélienne du 26 octobre dernier sur le territoire iranien. Tout l'exécutif iranien, du guide suprême au président en passant par les Gardiens de la révolution, promet de répondre militairement à l'État hébreu.

Afrique.

Carburants : le Ghana envisage de réduire ses importations en provenance d'Europe - RT 29 oct. 2024

«*Au lieu d'importer comme nous le faisons actuellement de Rotterdam, il sera beaucoup plus facile pour nous d'importer du Nigeria et je pense que cela fera baisser nos prix*», a souligné le chef de

l'autorité de régulation ghanéenne. «*Cela pourrait mettre fin aux importations de carburant en provenance d'Europe, dont la facture s'élève à 400 millions de dollars par mois*», a-t-il précisé.

Selon Mustapha Abdul-Hamid, importer du Nigeria plutôt que d'Europe permettrait de faire baisser les prix d'autres biens et services en supprimant les frais de transport. Sans compter la possibilité de paiement en monnaies locales au lieu du dollar, ajoutent les analystes, qui permettrait de faire baisser encore davantage les coûts des importations.

De manière générale, les analystes s'accordent à penser que les pays africains s'efforceront d'effectuer à l'avenir leurs transactions en monnaies locales. Dans une perspective à plus long terme, il s'agirait pour eux de s'entendre sur une monnaie commune qui remplacerait les transactions en devises.

Espions français en Afrique de l'Ouest : une «*opération secrète démasquée*» - RT 29 oct. 2024

Le média ouest-africain AES Info a révélé le 28 octobre qu'une «*opération secrète*» menée par la France a été démasquée au Sahel. Le média dit avoir identifié des agents français et affirme que Paris entend déstabiliser les trois pays alliés.

«*Un réseau complexe, utilisant de fausses ONG*»: c'est ainsi que le média sahélien AES Info décrit ce qu'il nomme une «*opération secrète*» menée par la France au Niger et ayant des ramifications au Bénin, au Tchad et dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Le média, créé à l'initiative des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), c'est-à-dire le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dévoile les noms de personnes qu'il identifie comme des agents et informe également de la construction de camps militaires français dans la région.

Le média les accuse par ailleurs d'avoir fourni du matériel militaire et de communication à des organisations terroristes notamment Boko Haram.

Leur activité consisterait également à financer des groupes armés pour que ceux-ci s'installent dans des zones critiques et provoquent des crises humanitaires, permettant ainsi à des «*ONG fictives d'intervenir et de fournir une couverture logistique*».

Le documentaire présenté par l'AES explique en outre que la France construirait deux camps au Nigeria, à Guigani et Garingata, où «*seront approvisionnés*» en armement les «*terroristes de la forêt*» de Sarma puis ceux de la zone des trois frontières. Enfin une autoroute logistique de Kandi à Sokotto aurait été prévue dans le but d'attaquer simultanément des zones dans les trois pays de l'AES.

J-C – Il n'y a pas de nazi en Ukraine, pas de génocide en Palestine occupée, alors pourquoi voudriez-vous qu'il y ait des espions français au Sahel, franchement ?

« *Révolution de couleur* », assassinats et coup d'Etat : La CIA à l'œuvre.

1- Géorgie.

Les États-Unis et l'UE menacent la Géorgie après les résultats électoraux - RT 29 oct. 2024

Les États-Unis et l'Union européenne ont adressé des menaces à la Géorgie après les récentes élections législatives. Ce scrutin, tenu le 26 octobre, a abouti à la victoire du parti au pouvoir, «*Rêve géorgien – Géorgie démocratique*», qui a obtenu 53,9 % des voix et dispose désormais du droit de former seul le gouvernement. Ce résultat n'a toutefois pas satisfait Washington ni les dirigeants européens, qui s'inquiètent de la trajectoire politique de Tbilissi. Lors d'un point de presse, Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, a exhorté la Géorgie à modifier son orientation politique, évoquant «*de futures conséquences*» si elle persiste dans ce qu'il qualifie de cap «*antidémocratique*». L'UE a également pris position à travers un communiqué signé par les ministres de 13 États membres, dont la France et l'Allemagne, exigeant que Tbilissi assure le maintien de l'ordre tout en respectant les droits des manifestants.

Ces injonctions occidentales ont provoqué une vive réaction à Moscou. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a dénoncé ces menaces occidentales comme une forme de néocolonialisme, critiquant l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires intérieures de la Géorgie. Dans un message publié sur son compte Telegram, Maria Zakharova a ironisé: «*Démocratie, Monsieur, vous êtes arrivés. Prochaine station : Néocolonialisme*».

Pendant ce temps, certaines sources en Géorgie ont confié à TASS, agence d'information russe, que des tireurs d'élite formés en Ukraine arriveraient dans le pays pour provoquer des incidents violents lors des manifestations. «*De sources officielles bien informées, les Occidentaux ne reculent devant rien pour faire basculer la situation politique intérieure en Géorgie après les élections du 26 octobre et provoquer une nouvelle "révolution de couleur" : des tireurs d'élite formés en Ukraine arrivent dans la République pour organiser des provocations lors de manifestations de masse*», ont révélé ces sources.

Le parquet général de Géorgie ouvre une enquête sur une éventuelle fraude électorale - RT 30 oct. 2024

Après la convocation de la présidente géorgienne pour un interrogatoire, les leaders de l'opposition ont conseillé à Salomé Zourabichvili de ne pas se rendre au parquet. «*L'opposition n'a pas l'intention de se rendre au bureau du procureur géorgien, car elle ne lui fait pas confiance. Je pense que la présidente ne se rendra pas non plus au bureau du procureur, mais elle n'a pas besoin de mon avis*», a déclaré Zourab Japaridze, l'un des leaders de l'opposition.

De l'autre côté, Mamouka Mdinaradze, secrétaire exécutif du parti au pouvoir Rêve géorgien, qui a remporté les législatives, a conseillé à Salomé Zourabichvili de coopérer avec le bureau du procureur et d'expliquer pourquoi elle affirme que les élections législatives ont été truquées.

«*La présidente Zourabichvili doit répondre de ses accusations. Nous sommes prêts à ouvrir n'importe quel bureau de vote dans le cadre de l'enquête du bureau du procureur pour prouver que des élections équitables ont eu lieu, et la présidente et les leaders de l'opposition doivent répondre de leurs accusations*», a déclaré Mamouka Mdinaradze. RT 30 oct. 2024

2- Slovaquie.

Robert Fico affirme avoir échappé à une nouvelle tentative d'assassinat - RT 28 oct. 2024

Le Premier ministre de la Slovaquie a annoncé avoir échappé à une seconde tentative d'assassinat au début du mois. L'incident s'est produit lors des célébrations du 80e anniversaire de la bataille du col de Dukla, à la frontière polono-slovaque.

Selon Robert Fico, un homme armé a été intercepté dans la zone réservée aux visiteurs grâce au dispositif de détection de métaux, alors que celui-ci portait un pistolet chargé. Interrogé par la publication Štandard, le Premier ministre a exprimé ses soupçons sur les motivations de l'agresseur : « *Il me déteste en raison de mon approche envers l'Ukraine* », a-t-il déclaré, suggérant que sa politique envers Kiev pourrait être à l'origine de cette tentative.

3- Bolivie.

Bolivie : Ce sont des policiers qui ont tiré sur Evo Morales - resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Une source politique du plus haut niveau national qui a demandé à garder l'anonymat a affirmé au journal bolivien La Razon que ceux qui ont tiré 14 fois sur le véhicule de l'ancien président Evo Morales sont des policiers qui, ensuite, se sont rapidement réfugiés à la neuvième division de l'armée, cantonnée à Villa Tunari, Cochabamba, et ont été évacués en hélicoptère.

«*Les militaires qui sont dans le régiment, au Chapare, admettent que ceux qui ont cherché à arrêter Evo sont entrés dans la caserne. Ils étaient avec des policiers et sont partis en hélicoptère*», a révélé la source à ce média.

Un groupe de militaires de la caserne a également admis devant les manifestants que les camionnettes qui ont participé à cet incident sont entrées dans la caserne avec des policiers. Selon un militaire, les camionnettes, dans lesquelles se trouvaient des policiers en civil, sont entrés dans la caserne et ont été évacués, suite à un ordre venu d'en haut.

«*Ce sont des policiers, nous, nous n'avons pas ces camionnettes. Dans la caserne, il n'y a pas de ces camionnettes dernier modèle*», dit le militaire à un groupe de partisans de Morales sur une vidéo partagée sur les réseaux sociaux.

On pense que c'était une tentative pour arrêter Evo et que, ayant échoué, les hommes en uniforme ont tiré sur le véhicule. «*Ils auraient pu tuer le chauffeur d'Evo, le semi blindage de la voiture a diminué l'impact*».

La même source a indiqué que, lors de l'enquête, les projectiles, qui se sont incrustés dans le véhicule seront des témoignages irréfutables de la sorte d'armes qui a été utilisée.

À ce sujet, le président Luis Arce a donné des instructions pour qu'une enquête minutieuse soit menée pour éclaircir ses faits : «*face à la dénonciation d'un attentat présumé contre la vie de*

l'ancien président Evo Morales, j'ai donné des instructions pour une enquête immédiate et minutieuse pour éclaircir ce fait». resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Tentative d'assassinat contre Evo Morales : l'ancien président bolivien aurait échappé de peu à la mort - RT 28 oct. 2024

Véritable thriller en Bolivie : l'ancien président du pays, Evo Morales (2006-2019), affirme avoir échappé à une tentative d'assassinat. Selon une vidéo diffusée dimanche 27 octobre sur son compte Facebook, Evo Morales se trouvait à bord d'un véhicule criblé de balles, aux côtés de son chauffeur.

Dans cette vidéo de quatre minutes, on distingue Evo Morales installé sur le siège passager, parlant au téléphone, tandis que des impacts de balle transpercent le pare-brise. Le chauffeur, blessé à la tête, parvient malgré tout à conduire le véhicule. Selon les déclarations de Evo Morales, quatorze coups de feu auraient été tirés sur sa voiture.

Face à cette agression, Evo Morales a exigé la démission de deux ministres de premier plan : Carlos del Castillo, ministre de l'Intérieur, et Edmundo Novillo, ministre de la Défense. Dans un message posté sur X, Evo Morales a appelé le président Luis Arce à prendre des mesures : «*Si le président Arce n'a pas commandité cette tentative d'assassinat, il doit démettre Carlos del Castillo et Edmundo Novillo de leurs fonctions, ainsi que les policiers impliqués, et ouvrir immédiatement une enquête*».

Le gouvernement bolivien a accusé Evo Morales de chercher à saper l'ordre constitutionnel et à déstabiliser le pays. Selon le journal bolivien El Deber, en effet, les partisans de l'ancien président bloquent plusieurs des principales routes du pays depuis deux semaines.

Etats-Unis.

Les États-Unis ne sont pas une démocratie, ils n'ont jamais été conçus pour être une démocratie.

(Données provenant de différentes sources sur le Net, recoupées avec Wikipédia, notamment)

Contrairement à la croyance populaire, le président américain n'est pas élu au suffrage populaire. Il est plutôt choisi par un collège électoral, un système hérité des pères fondateurs des États-Unis, qui ont participé à la rédaction de la Constitution américaine de 1787.

« *Les pères fondateurs n'étaient pas particulièrement partisans de la démocratie au sens où on l'entend aujourd'hui. Ils ne faisaient pas confiance au peuple pour faire un choix éclairé. On crée donc ce système où le corps électoral, à l'époque les hommes blancs propriétaires, vote pour des gens, qui, eux, vont se réunir pour élire un président. C'est une forme de suffrage indirect* », explique Christophe Roy-Cloutier, directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.

Presque 250 ans plus tard, le collège électoral est toujours en fonction.

Il est formé de grands électeurs, qui sont désignés par l'assemblée législative de chaque État. Ils sont 538 au total, choisis parmi les membres de la société civile ou des deux principaux partis politiques. Selon la loi, il suffit d'avoir 18 ans pour être nommé grand électeur. Sont exclus d'office les membres du Congrès et les fonctionnaires du gouvernement fédéral.

Il s'agit essentiellement d'un poste honorifique : les grands électeurs n'interviennent dans aucune autre élection ni aucune autre activité politique.

La Constitution américaine définit le fédéralisme comme une relation de parité entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États.

Une grande partie des droits revendiqués par les États est basée sur le dixième amendement : "*Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni interdits par celle-ci aux États, sont réservés respectivement aux États ou au peuple*".

Dans ses fondements, elle est fédérale et non nationale ; dans les sources d'où sont tirés les pouvoirs ordinaires du gouvernement, elle est en partie fédérale et en partie nationale. En d'autres termes, les États américains se voient attribuer la souveraineté sur tout ce qu'ils ne cèdent pas aux États-Unis par leur propre consentement

Le droit de vote n'est pas inscrit dans la Constitution américaine ; au contraire, des amendements ont fini par interdire la privation d'un droit qui n'était pas explicitement accordé.

La Constitution donne aux États le pouvoir d'organiser les élections comme ils le souhaitent (sous réserve, bien sûr, des contestations judiciaires - ce qui explique le caractère très disparate des règles et des lois électorales d'un État à l'autre).

Chaque État a droit à un nombre précis de grands électeurs, qui correspond au nombre de sénateurs et de représentants qu'il envoie au Congrès, déterminé en fonction de son poids démographique. Par exemple, le Texas compte 40 grands électeurs, puisqu'il compte 38 représentants et 2 sénateurs. Un État moins peuplé comme le Wyoming n'en compte que 3 (2 sénateurs, 1 représentant).

Pour devenir président, il ne suffit pas d'obtenir le plus grand nombre de voix. Il faut avant tout remporter la majorité des grands électeurs, soit 270. Ainsi, en 2020, Joe Biden a gagné après avoir eu la faveur de 306 grands électeurs, contre 232 pour Donald Trump.

Les électeurs américains ne votent donc pas directement pour un président. Techniquement, ils votent plutôt pour une liste de grands électeurs engagés à voter pour un candidat.

Ceux-ci ont pour mot d'ordre de respecter le suffrage populaire dans leur État, selon la formule du « *winner takes all* ». Le candidat qui remporte la majorité des voix dans un État se voit attribuer le vote de l'ensemble des grands électeurs de cet État. Ainsi, même si, en novembre prochain, Donald Trump remportait le scrutin en Floride par une seule voix, il empocherait tout de même le vote de l'ensemble des 30 grands électeurs du Sunshine State. Font exception à cette formule le Nebraska et le Maine, qui répartissent proportionnellement leurs grands électeurs en fonction des résultats du scrutin.

Dans les jours suivant le scrutin présidentiel, les grands électeurs se rassemblent dans la capitale de leur État respectif pour voter pour un président et un vice-président.

Ce système est souvent décrié pour les distorsions qu'il provoque. À quatre reprises dans l'histoire américaine, l'élection présidentielle a été remportée par le candidat ayant terminé au deuxième rang au suffrage universel.

Le fédéralisme maintient un système intrinsèquement antidémocratique en laissant à peu près tous les aspects des élections à la discrétion des États et des localités. Il n'y a pas de droits uniformes en ce qui concerne le nombre de bureaux de vote, l'accessibilité des candidats au scrutin, etc. Les élections américaines sont fondamentalement injustes, et ceux qui sont au pouvoir peuvent facilement les manipuler pour perpétuer leur emprise sur le pouvoir. Les frontières qu'établissent les districts dans lesquels les représentants sont élus sont facilement manipulées pour s'assurer qu'un parti reste au pouvoir.

Par exemple, dans de nombreux États, les membres du Congrès sont majoritairement républicains, même si l'ensemble des votes populaires à l'échelle de l'État pour les membres de la Chambre des représentants va toujours aux candidats démocrates, souvent avec une large marge. Et sans aucune représentation proportionnelle, les sièges au Congrès reviennent toujours au vainqueur du vote populaire de l'un des deux partis au pouvoir, même si aucun des deux n'a obtenu la majorité réelle en raison de la présence de candidats d'un troisième parti dans le scrutin. Le Collège électoral pousse cette perversion de la règle de la majorité à l'extrême.

À tout cela il faut ajouter la suppression des électeurs - presque une industrie aux États-Unis. Des efforts légaux, illégaux et extralégaux sont déployés dans tout le pays pour empêcher les gens de voter.

Lors de la rédaction de la Constitution, aucun pays au monde n'élisait directement le pouvoir exécutif. Ayant à peine renversé un roi, les auteurs de la Constitution répugnaient à donner ce pouvoir au Congrès, mais ils n'avaient pas l'intention de le laisser à un vote populaire. Ils ont donc imaginé un système d'intermédiaires - des électeurs "*indépendants*" - que les États chargeraient de choisir un président dans le cadre d'un collège électoral.

Mais plus que cela, le Collège électoral est le descendant direct de l'esclavage et de l'intention des pères fondateurs d'accueillir les propriétaires d'esclaves pour qu'ils adhèrent au nouveau pays.

Le fonctionnement du Collège électoral devait être basé sur la population, ce qui a soulevé la question du nombre d'électeurs à attribuer à chaque État. Comme pour la répartition des sièges à la Chambre, cela signifiait qu'il fallait se demander comment compter la population esclave. En 1787, 40 % des habitants des États du Sud étaient des esclaves Noirs. Madison lui-même était originaire de Virginie, qui comptait 60 % de Noirs. Il savait donc que les propriétaires de plantations et les agriculteurs Blancs n'accepteraient pas des lois qui ne prenaient en compte uniquement la population Blanche, car cela diminuerait leur influence au sein du gouvernement fédéral.

Ils ont trouvé un compromis pour que les États du Sud ratifient la Constitution : ils comptaient les esclaves Noirs comme les trois cinquièmes d'une personne pour comptabiliser les habitants de chaque État. Avec 200 000 esclaves, la Virginie s'est retrouvée avec plus d'un quart du total des votes électoraux alors requis pour remporter la présidence. Aujourd'hui, le nombre d'électeurs - 538 - est égal à la taille de la délégation du Congrès de chaque État, soit pas moins de trois, plus trois électeurs supplémentaires pour le district de Columbia.

La Constitution ne dit rien sur la manière dont les États doivent répartir leurs voix, et les auteurs de la Constitution n'ont pas prévu le développement des partis politiques. Finalement, tous les États sauf deux ont promulgué des lois qui donnent tous leurs votes à celui qui remporte le vote populaire

dans l'État, ce qui contribue à faire pencher la balance du pouvoir dans les élections présidentielles américaines en faveur d'une minorité de l'ensemble des électeurs à l'échelle nationale.

Comme l'ont montré les élections de 2000 et 2016, le Collège électoral permet à un candidat de remporter la Maison-Blanche même si son adversaire reçoit plus de voix. En effet, les votes du Collège électoral sont attribués au total au vainqueur du vote populaire dans 48 États. En 2012, Barack Obama a remporté la Floride par moins de 1 % des voix ; il a quand même obtenu les 29 voix du Collège électoral. Il a perdu la Caroline du Nord de seulement 2 %, mais Mitt Romney a obtenu les 15 votes électoraux. En 2016, Hillary Clinton a remporté une majorité significative des 139 millions de voix populaires (3 millions de voix en plus que Trump), mais a perdu le vote du Collège électoral au profit de Trump (304 grands électeurs, contre 227 à Clinton); des analyses suggèrent qu'un déplacement de 79 646 voix dans trois États - Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin - aurait fait pencher la balance du Collège électoral. Au lieu de cela, 0,06% du vote national global a décidé de l'élection. La même chose s'est produite en 2000, lors de la victoire de George W. Bush face à Al Gore.

Le collège électoral donne aussi une importance démesurée aux « *swing states* », ces États qui, à la faveur d'une élection, peuvent passer d'un camp à l'autre. Les États les plus populeux, comme New York et la Californie, sont ignorés par les candidats présidentiels puisque leurs votes sont déjà assurés au Parti démocrate avant même le début de la campagne.

« *On a beaucoup plus de chances de voir un candidat présidentiel à Manchester, au New Hampshire, ou à Carson City, au Nevada, qu'à Los Angeles, à New York ou même au Texas. Le collège électoral marginalise beaucoup d'électeurs, d'autant plus que le nombre d'États pivots semble diminuer d'un cycle électoral à l'autre* », mentionne M. Roy-Cloutier.

Le système actuel nuit également aux tiers partis et favorise le bipartisme, selon le politicologue.

« *Comme c'est un système qui favorise les partis qui sont capables de terminer premiers aux élections, parce que ce sont les seuls qui vont chercher des voix au collège électoral, cela va dissuader les électeurs d'accorder leur vote à un tiers parti, puisqu'il s'agit essentiellement d'un vote gaspillé.* »

Les appels à la réforme ou à la simple abolition du collège électoral sont donc nombreux, et ce, depuis longtemps. On estime que, depuis 1800, plus de 700 propositions du genre ont été présentées devant le Congrès. Toutes ont échoué.

Modifier le système demanderait un amendement constitutionnel, qui nécessite l'aval des deux tiers des membres de chaque chambre du Congrès et des trois quarts des membres des assemblées d'État. Dans le contexte d'extrême division qui sévit à Washington, l'adoption d'un tel amendement relève du fantasme. D'autant plus que le collège électoral profite aux deux principaux partis politiques américains.

« *Le Parti républicain a vraiment besoin du collège électoral tel qu'il fonctionne en ce moment pour demeurer compétitif, indique Christophe Roy-Cloutier. Depuis 1992, il n'a remporté le suffrage populaire devant les démocrates qu'une seule fois [2004]. Et malgré tout, il a remporté trois élections dans cette période. C'est essentiel à sa survie.* »

Les démocrates profitent également de la situation puisque le système des grands électeurs « *réduit la compétition qui pourrait venir d'autres partis, comme le Parti vert ou, cette année, la candidature de Robert F. Kennedy Jr.* ».

Les espoirs de changement résident donc dans une modification qui se ferait au sein des assemblées législatives des États, donc plus facile à réaliser.

À l'heure actuelle, 17 États, ainsi que le District de Columbia, ont adopté des textes de loi qui oblige le vote de leurs grands électeurs à refléter le vote populaire à l'échelle nationale.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Vidéo. Meyssan et Cie : l'Iran a-t-elle vraiment bombardé Israël ?

https://www.youtube.com/watch?v=yhmfGqzroA8

J-C - Meyssan raconte dans quelle circonstance serait mort le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah.

Il se rendait à pied à une réunion avec un représentant du gouvernement iranien au quartier général du Hezbollah à Beyrouth, quand il fut tué par le souffle de la bombe que les Israéliens larguèrent sur l'immeuble qui abritait le siège du Hezbollah. Le thème de cette réunion devait porter sur le refus de l'Iran de soutenir le Hezbollah selon monsieur Meyssan.

Meyssan pense que l'Iran et les USA auraient donné leur accord pour l'exécution de Nasrallah.

Parole d'internaute.

- Si je comprends Thierry Meyssan, il y a 2 "blocs" dominants en Iran qui s'opposent : les gardes de la révolution d'un côté et les businessmen de l'autre. Les 1ers soutiennent le Hezbollah, les 2nds veulent une détente avec les USA, quitte à abandonner les Palestiniens et le Hezbollah. Les 2nds auraient ainsi trahi Nasrallah et les 1ers ont réagi en attaquant Israël. Alors qui gouverne en ce moment, parce que ça a l'air de basculer rapidement là?

Pezeshkian vient d´être élu, il a un mandat clair du conseil de la révolution pour appliquer son programme, proche des businessmen, d'apaisement de l'ouest, mais les Gardiens de la Révolution auraient eu l'accord direct du leader suprême pour frapper? de là à s'attirer les foudres des USA ? Les USA ont déjà annoncé qu'ils vont assister Israël dans sa riposte, qui sera sévère. Et l'Iran a de sa part déclaré qu'ils répondraient à toute riposte (la question étant, contre qui?).

Les Russes comme les Chinois se sont engagés du côté de l´Iran, le 1er en livrant des S400, des hélicoptères de combat, et des Su35 (pas clair s'ils ont été livrés, mais l´accord existe), les 2nds ont signé une coopération militaire de 25 ans en 2016. Mr Meyssan, vous pensez vraiment que la Chine et la Russie acceptent de coopérer avec un partenaire aussi instable que l'Iran? Ca me parait assez débatable, mais ils ont aussi inclus l'inde dans les Brics, qui a aussi un rôle assez trouble, donc pourquoi pas, l'avenir nous le dira. Mais il me semble que l´Iran vient de s'engager définitivement dans le conflit, vous dites que la Russie s'est aussi engagé indirectement avec le Yémen, ça me semble difficile de défuser la situation, personne ne voulant sembler baisser le regard le premier.

Vis-à-vis du Liban, je ne vois pas Israël l'emporter seule : le Hezbollah a combattu en Syrie pendant 12 ans, ils sont aguerris, alors que l'armée israélienne est une armée de réservistes, les victimes à

Gaza et depuis aujourd'hui au sud Liban sont très jeunes (des capitaines de 23 ans!) et donc inexpérimentés.

La version de monsieur Meyssan démentie.

Le guide suprême iranien avait averti le chef du Hezbollah de fuir le Liban - leparisien.fr 3 octobre 2024

Quelques jours avant d'être tué dans une frappe israélienne, l'ayatollah Ali Khamenei avait recommandé Hassan Nasrallah de fuir le Liban. Selon l'agence Reuters, le guide suprême iranien aurait envoyé un message pour demander au chef du Hezbollah de partir pour l'Iran. Des rapports des services de renseignement iraniens suggéraient qu'Israël avait des agents au sein du Hezbollah et prévoyait de le tuer.

Selon Reuters, Khamenei se trouve dans un lieu sécurisé en Iran depuis samedi. C'est lui qui a personnellement ordonné mardi le tir des missiles sur Israël, a déclaré un haut responsable iranien.

Le chef du Hezbollah aurait accepté un cessez-le-feu quelques jours avant son assassinat.

Selon le ministre libanais des Affaires étrangères, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait accepté un cessez-le-feu de 21 jours imposé par les États-Unis et la France quelques jours seulement avant d'être tué par Israël.

« *Nasrallah était d'accord* », a déclaré Abdallah Bou Habib dans un entretien diffusé mercredi sur CNN. « *Nous étions entièrement d'accord. Le Liban a accepté un cessez-le-feu mais en consultant le Hezbollah. Le Président de la Chambre libanaise Nabih Berri, a consulté le Hezbollah et nous avons informé les Américains et les Français de ce qui s'était passé. Et ils nous ont dit que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou était également d'accord avec la déclaration publiée par les deux présidents Biden et Macron* ». Selon le ministre des Affaires étrangères libanais, le conseiller principal de la Maison Blanche, Amos Hochstein, devait se rendre au Liban pour négocier le cessez-le-feu. leparisien.fr 3 octobre 2024

J-C - Du coup, on en viendrait à penser que Nasrallah n'aurait pas été dénoncé par ses adversaires en Iran, mais il aurait été trahi par ses propres amis qui n'auraient pas apprécié qu'il négocie un cessez-le-feu avec les Américains.

Toute guerre est bonne à prendre pour les banquiers et les capitalistes, puisque outre le financement de l'armement, elle se traduise par d'immenses destructions qui nécessitent reconstruction par la suite.

Finalement, ce sont les mêmes qui financent la paix et la guerre, qui financent les destructions et la reconstruction, ils gagnent sur tous les tableaux, vive la guerre ! Et si c'était devenu leur unique stratégie et objectif pour conserver le pouvoir ?

Le 4 octobre 2024

Complément. J'ai ajouté les 7 pages de la causerie du jour au 195 pages de la causerie de septembre disponible au format pdf.

J'ai corrigé une faute d'orthographe dans la causerie du 3, c'était en toute fin de journée décalage horaire oblige, plus la fatigue.

Suite de la causerie d'hier sur le Liban.

La version de monsieur Meyssan démentie, d'autres éléments de preuve.

J-C- A quoi joue monsieur Meyssan, de qui, de quoi est-il l'agent ? Il a raconté à plusieurs reprises qu'il avait appris beaucoup de choses de son grand-père qui était un agent secret de l'armée, ce qui nous vaut son interprétation policière de la situation au Moyen-Orient ou sa tendance à partir dans des histoires abracadabrantes d'espionnage dans lesquelles il a parfois lui-même trempé, ce qui lui permet de se mettre en scène sans qu'on sache précisément quel rôle il joue et pour le compte de qui. D'une certaine manière, il faut bien qu'il continue à exister, bien qu'il soit mis au rencart depuis son retour en France où il ne joue plus aucun rôle politique, hormis peut-être celui de nous induire en erreur ou de nous conduire sur de fausses pistes, en gage de reconnaissance ou d'allégeance envers ceux à qui il doit sa survie.

Cela dit, c'était sans compter que de nos jours l'histoire s'accélère et vous rattrape au galop, dans ces conditions les masques de ses différents acteurs tombent rapidement, et les petits secrets, fabulations ou manigances des uns et des autres sont dévoilés en quelques jours ou semaines seulement, surtout quand les enjeux politiques sont colossaux à l'échelle mondiale.

Meyssan nous a raconté que Nasrallah était tombé parce qu'il aurait été trahi par une faction iranienne favorable aux Etats-Unis, or les infos rendues publiques ces derniers jours montrent que l'histoire était plus banale que cela, les Israéliens qui avaient infiltré le Hezbollah connaissaient son emploi du temps, dès lors sa vie était gravement menacé et il était facile de le supprimer à la première occasion, ce sont les autorités iraniennes qui l'ont affirmé, vous me direz qu'on s'en serait douté, à ceci près qu'elles fournissent des détails pour étayer leur version, ce qu'on aurait été incapable de faire, y compris Monsieur Meyssan, mais lui il ne s'embarrasse pas de scrupules, ils les inventent ! Cela dit, son dernier article de journaliste et non d'espion à la retraite était excellent.

Liban : Nasrallah était d'accord pour un cessez-le-feu avec Israël, affirme le chef de la diplomatie libanaise - RT 3 oct. 2024

«*Hassan Nasrallah avait donné son accord pour un cessez-le-feu*», a-t-il affirmé lors d'une interview accordée à la chaîne CNN dans la nuit du 2 au 3 octobre. RT 3 oct. 2024

Nasrallah du Hezbollah a accepté un cessez-le-feu peu avant l'assassinat - newarab.com 3 octobre 2024

Le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a révélé jeudi que le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait accepté un "*ce cessez-le-feu complet*" juste avant qu'il ne soit assassiné par Israël la semaine dernière.

Dans une interview accordée à la radio publique américaine, Bou Habib a déclaré que Nasrallah avait accepté un cessez-le-feu quelques instants avant d'être assassiné, ajoutant que les responsables libanais avaient informé les médiateurs américains et français du consentement du gouvernement à un cessez-le-feu.

Bou Habib a également déclaré que le Premier Ministre israélien Benyamin Nétanyahou était au courant de l'accord et qu'il avait également accepté un cessez-le-feu.

"*Il (Nasrallah) a accepté, il a accepté (au cessez-le-feu),*" a déclaré Habib.

"*Le gouvernement libanais avait accepté un cessez-le-feu après avoir consulté le Hezbollah par l'intermédiaire du président Nabih Berri, et nous avons informé les Américains et les Français*", a-t-il déclaré.

Bou Habib a également déclaré que les représentants des États-Unis et des Français leur ont dit que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou avait également donné son accord.

L'accord de cessez-le-feu a été mené par les États-Unis, la France et d'autres États arabes après une réunion entre le président américain Joe Biden et son homologue français Emmanuel Macron à l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 25 septembre.

Il a stipulé une trêve de 21 jours dans les combats au cours de laquelle des négociations œuvreront en vue d'un cessez-le-feu.

Netanyahou et d'autres ministres d'extrême droite ont immédiatement rejeté la proposition, et le Premier ministre israélien a ordonné à l'armée israélienne de continuer à « *se battre avec toute la force* » un jour plus tard.

Nasrallah a été assassiné le 28 septembre lors d'une frappe aérienne israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth. newarab.com 3 octobre 2024

L'Iran restera aux côtés du Hezbollah jusqu'à la libération de la Palestine et de Qods (Commandant de la force Qods du CGRI) - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Le commandant de la Force Qods du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) a déclaré que l'Iran restera aux côtés du mouvement de la Résistance libanaise Hezbollah jusqu'à la libération totale de la Palestine.

Le général de brigade Esmaïl Qaani a fait cette remarque dans un message de condoléances, dimanche 29 septembre, suite à l'assassinat de Sayed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais.

Dans un message de condoléances hier samedi à l'occasion du martyre de Sayed Hassan Nasrallah, le Leader de la Révolution islamique, l'Ayatollah Sayed Ali Khamenei, a déclaré que le Front de la Résistance porterait de nouveaux coups écrasants au « corps délabré et en décomposition » du régime sioniste.

L'Ayatollah Khamenei a affirmé que les fondements posés par Nasrallah au Liban ont inspiré d'autres pays et que ces structures ne disparaîtront pas avec son martyre, mais seront renforcées par le sang du leader du Hezbollah. french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Le 7 octobre 2024

Capitalisme : Stop ou encore ? Ils ne peuvent plus gouverner qu'en recourant au chaos, à l'abus de pouvoir, à la terreur, au fascisme ou au nazisme, à la guerre.

Le récit officiel du 7 octobre 2023 sert uniquement à cautionner la guerre que livre l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste à tous les peuples du Moyen-Orient, à justifier leur budget pléthorique de la Défense, le recours à la stratégie du bombardement massif des populations civiles et des infrastructures d'une nation, qui se traduit par un effroyable massacre et de gigantesques destructions, afin de maintenir son hégémonie sur cette région du monde et pouvoir continuer à en piller les richesses au détriment de sa population.

Il doit également servir d'avertissement ou de menace de représailles militaires adressée à tout gouvernement qui oserait affirmer son indépendance ou refuserait de se soumettre à son diktat.

Leur ennemi : La vérité.

Abus de pouvoir du sachant sur l'ignorant, du conscient sur l'inconscient, du fort sur le faible ou vulnérable...

Le récit de ces imposteurs, qui démarre le 7 octobre 2023, relève de la supercherie intellectuelle. Il repose sur un déni, une interprétation idéologique et frauduleuse de l'histoire (son effacement ou sa réécriture), qui remonte au milieu ou vers la fin du XIXe siècle s'agissant de la Palestine.

Il recourt au mécanisme bien rodé et facilement identifiable de l'inversion accusatoire ou l'inversion de la cause et de la conséquence.

Ce procédé consiste à ne plus interpréter la vérité des faits en demeurant strictement fidèle à leur enchaînement, mais à sélectionner minutieusement ceux qui vont leur permettre de substituer à la réalité un récit fabriqué de nature idéologique à l'insu du public, de telle sorte que l'ordre chronologique des faits sera amputé et par conséquent faussé, de manière à ce que le rapport de cause à effet qui existait n'apparaisse plus ou soit escamoté, de façon à pouvoir en situer l'origine en fonction du rôle qu'ils comptaient lui faire jouer, de la signification qu'ils entendaient lui attribuer, de l'instrumentalisait qu'ils voulaient en faire, pour pouvoir uniquement justifier ou tenter de légitimer leurs décisions politiques injustes ou criminelles, barbares en l'occurrence.

Tout le monde connaît la situation, donc inutile de revenir dessus.

En revanche, identifier la méthode, démasquer les mécanismes ou instruments auxquels ils recourent pour formater ou conditionner les consciences pour parvenir à leurs fin, ce n'est pas donné à tout le monde. Maîtriser le sujet évite de se faire manipuler, et de se retrouver à combattre parfois dans le mauvais camp ou au côté de nos ennemis !

Le combat politique, la lutte armée de libération de la Palestine est légitime. Israël est un Etat artificiel sans Constitution ni frontières, il n'aurait jamais dû exister, il doit disparaître. Il est fort probable malheureusement, que cet Etat colonial ne disparaîtra pas avant que le capitalisme ait été vaincu en occident par la révolution socialiste. Je crois que partant de là, il ne faille se faire aucune illusion sur le sort tragique qui attend les Palestiniens.

En complément.

Boycott !

- Attaque du 7 octobre : Des milliers de personnes rassemblés à Paris « *en soutien d'Israël, du peuple israélien* » - 20minutes.fr 7 octobre 2024

- Samuel Paty et Dominique Bernard: une minute de silence dans les écoles le 14 octobre - BFMTV 7 octobre 2024

Totalitarisme. Quand le ministère de la Propagande passe en mode "*cancel culture*".

France 2 : « *Notre histoire de France* », une série documentaire pour déconstruire le roman national - 20 Minutes 6 octobre 2024

Ce mardi, à 21h05, France 2 diffuse, en partenariat avec « *20 Minutes* », son ambitieuse série documentaire avec les épisodes dédiés à Vercingétorix et Clovis. Le programme vise à déconstruire certains mythes et à éclairer notre époque

L'un des enjeux du programme est de « *déconstruire un certain nombre de mythes provenant du Roman national, c'est-à-dire des réécritures de l'histoire pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture* », indique Nicolas Daniel, directeur des magazines de France Télévisions. 20 Minutes 6 octobre 2024

J-C - « *Déconstruire un certain nombre de mythes* » pour les remplacer par d'autres conformes à leurs objectifs politiques, personne n'est dupe ici, ailleurs c'est une autre histoire. On ne va pas perdre son temps avec cela, fions-nous au "*bon sens*" populaire, dans ce qu'il a de meilleur.

Commentaires d'internautes.

1- L'histoire de France,... de France2 et 20 mns....le révisionnisme en prime time.

2- Heureux d'apprendre que c'est le rôle de la télévision d'Etat que de "*déconstruire*" notre Histoire. On s'en doutait déjà, mais c'était un rôle dévolu à Netflix et autres Disney ...

3- Rien que dans le titre de l'article, nous reconnaissons bien l'orientation déconstructive de ce site d'informations.

4- A moins que ce soit une reconstruction faisant suite à une succession de mensonges inculqués depuis notre enfance et bien avant.

- La destruction de notre histoire en marche !

5- "... l'histoire a été réécrite pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture". Et c'est exactement ce qui sera fait dans cette série.

- Avec France TV et 20minutes il y'a forcément un biais idéologique. Ca fait 40 ans qu'ils déconstruisent.

6- Naturellement, 20 minutes et France 2 ont invité les plus grands historiens et spécialistes dans le domaine ? Bref, vouloir déconstruire est une chose, être crédible en est une autre...

7- A ce que je viens de lire, il me semble que l'on ne va pas rectifier l'Histoire mais la réorienter au goût du jour et cela m'inquiète. Certes, on peut douter de certaines légendes, mais venir aujourd'hui avec d'autres certitudes me laisse dans le même doute.

8- Et donc, la suite ce sera "*la culture de France*" dont le but sera de montrer qu'il n'y a pas de culture française, c'est ça le but ?

-9 Quand il y cette phrase dans l'article "*Le programme vise à déconstruire certains mythes et à éclairer notre époque*" c'est pourtant extrêmement clair, sauf pour ceux qui sont encore en 1994 et qui ne comprennent rien à ce qui se passe outre atlantique.

10- "*Déconstruction*". Y'a un autre mot , moins joli, mais plus exact : revi-sion-nisme.

11- Merci de nous avoir avertis que ça a un but de "*déconstruction*", comme ça on comprend tout de suite qu'il ne faut pas perdre son temps à regarder ca.

12- Ce serait presque rigolo si ce n'était pas en fait si grave. Car c'est France 2, c'est l'Etat ! Donc on a à notre tête des gens qui veulent nous bourrer le crâne avec ces idéologies wokistes.

13- L'un des enjeux du programme est de « *déconstruire un certain nombre de mythes provenant du Roman national, c'est-à-dire des réécritures de l'histoire pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture* »

Ça ressemble vachement à une entreprise de rééducation financée par nos impôts. En clair, une espèce de cancel-révisionnisme.

14- "*C'est-à-dire de la manière dont l'histoire a été réécrite pour la mettre au service de certaines idéologies*"

C'est exactement ce qu'ils essayent de faire : construire un nouveau roman national à leur sauce.

15- L'objectif de cette émission n'est pas d'apporter un éclairage nouveau sur une période donnée mais de " *déconstruire le roman national* ". L'intention n'est pas du tout la même.

16- On déconstruit une idéologie et on en fabrique une autre. L'histoire continuera toujours d'être utilisée par les puissants pour manipuler les masses.

Le 13 octobre 2024

Les matériaux de la prochaine causerie sont prêts, je n'ai plus qu'à mettre tout cela en ordre, quelques heures de travail quand même. En attendant, en lisant un article sur la guerre au Moyen-Orient je suis tombé sur le document suivant dont personne ne pourra critiquer ou nier le contenu compte tenu de sa source, l'ONU.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

- Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (ONU) - 11 septembre 2024

Bon dimanche quand même !

Gardez le moral et mobilisez-vous, organisez-vous, ne restez pas isolé devant un écran.

Courage et détermination sans faille, notre conviction est inébranlable, totale, et qu'on ne vienne pas nous reprocher les sacrifices et les morts que causerait inévitablement une révolution, leurs nombres n'atteindront jamais le millième de ce qu'ils auront imposé injustement aux peuples durant plus de deux siècles, nous les mâterons, nous les vaincrons, le socialisme vaincra.

Le 19 octobre 2024

Un complément à la causerie d'hier sur Macron.

Hier, pour comprendre la dernière sortie de Macron sur Israël, j'avais évoqué l'hypothèse selon laquelle il valait mieux évoquer la résolution 181 de l'ONU, plutôt que la période qui l'avait précédée et suivie, au demeurant fort compromettante pour les sionistes (et les anglo-saxons), mais c'était peut-être sans compter que les sionistes nazis n'en ont rien à foutre des graves accusations qui peuvent être portées contre eux, car ils estiment légitimes la multitude d'actes criminels ou terroristes, massacres, qu'ils ont commis des années 30 jusqu'à nos jours, au nom de la reconquête de la sacro-sainte "*Terre promise*" ou la Palestine, qui leur appartient sans partage.

Macron dément, ment, puis finalement passe aux aveux.

J-C - Je n'avais pas eu accès à cette info au moment de rédiger ma causerie, elle confirme que Macron a bien tenu les propos que ses amis lui reprochent sur la création d'Israël.

La fidélité au sionisme doit être absolue au sein de son gouvernement, de tous les partis, des médias, tous les Français ont le devoir de s'y conformer sous peine de poursuites judiciaires, qu'on se le dise !

Pas vraiment un démenti - Le HuffPost 18 octobre 2024

Lors de la conférence de presse à Bruxelles jeudi 17 octobre, au moment des questions-réponses avec les journalistes, Macron a déclaré qu'il n'avait pas à faire « *des démentis sur des propos sortis de leur contexte et qui n'avaient pas vocation à être public* ». Et d'ajouter : « *Le travail de mes équipes n'est pas de faire des démentis sur des propos que j'aurais tenus dans telle ou telle réunion. Car ce ne sont pas des propos qui ont vocation à être publics. Sinon je ne fais plus de propos publics.* » Le HuffPost 18 octobre 2024

J-C - Il allait de soi, que ressortir la résolution 181 de l'ONU, que les sionistes n'ont eu de cesse d'ignorer ou de violer depuis 1947, ne pouvait être que du plus mauvais effet, au moment même où Netanyahou continuait de bombarder Gaza et s'en prenait au Liban.

J'ai cherché sur le Net si un parti ou une organisation d'extrême gauche avait réagi à cette sortie de Macron et je n'ai rien trouvé, sans doute ne voulaient-ils pas trop se mouiller ou se démasquer. Si vous avez lu quelque chose, merci de partager ou de me l'envoyer.

Le 26 octobre 2024

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale.

Au réveil, ce matin 26 octobre, j'ai rédigé vite fait d'un seul trait ce texte, sur 3 pages au format A4. Comme quoi passer une bonne nuit est important, même courte. Reste maintenant à le mettre au propre, à rédiger l'introduction ou la présentation, ce qui va demander beaucoup plus de temps. Le temps de déjeuner, boire un café fort et fumer une clope et c'est parti.

Quel titre lui donner, au hasard : Pourquoi le développement démographique exponentiel au cours du XXe siècle, allait devenir un des facteurs déterminant de l'orientation de la situation mondiale au XXIe siècle ?

Immédiatement quelques questions nous viennent à l'esprit :

- Quelles allaient en être les conséquences économiques et politiques principalement pour les Etats et les peuples où cette démographie galopante avait eu lieu, en Afrique et en Asie pour l'essentiel, des continents entiers qui représentent de nos jours les trois quarts de la population mondiale ?

- Comment cela allait-il se traduire ou s'exprimer concrètement au niveau des besoins et des aspirations des peuples dans chacun de ces pays ?

- Quelles profondes modifications cela allait-il entraîner au bout de quelques générations, au niveau des différentes classes et de leurs rapports sur le plan économique et politique ?

- Quelles conséquences en découleraient-ils dans leurs rapports avec les pays dominants, les différents impérialistes qui les avaient colonisés, occupés, soumis à leur dictature, pillés, mais aussi avec leurs concurrent des puissances des pays émergents ?

Voilà en gros, en toile de fond, la trame de cette analyse.

Le développement démographique de l'Afrique et de l'Asie au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, allait se traduire par l'explosion de nouveaux besoins économiques et

sociaux au sein de ces populations, qui constitueraient autant de défis que les autorités politiques de ces Etats allaient devoir affronter, sans en avoir réellement les moyens puisque tous ces pays avaient été maintenus dans un état de sous-développement économique par les puissances occidentales principalement. Cette contradiction allait entraîner des tensions politiques croissantes et des affrontements sanglants, des émeutes, entre une partie de la population composée majoritairement de jeunes et de travailleurs pauvres, et les régimes corrompus en place à la solde des différents impérialistes occidentaux.

Plus la population augmenterait, plus les besoins en tout genre à satisfaire de ces peuples croîtraient mécaniquement (alimentation, santé ou hôpitaux, école et université, logement, transport, routes, ports, aéroports, énergie, communication, culture, etc.). Sur ces continents, des millions de jeunes diplômés formés dans les universités allaient se retrouver sans emploi ou confronter au chômage, ils allaient grossir les rangs de la classe ouvrière réduite à la pauvreté ou la misère, au lieu de rejoindre les rangs des classes moyennes, situation qui allait les conduire à s'opposer aux différents régimes en place et à chercher une issue politique pour y mettre un terme (Burkina Faso, Niger, Mali, etc.).

La majorité de ces jeunes diplômés était issue de la petite bourgeoisie, elle présentait la particularité d'alimenter aussi l'armée et les institutions, et il allait fatalement arriver un moment ou une sorte d'alliance objective allait se conclure entre ces couches des classes moyennes et des corps d'officiers qui vivaient de plus en plus mal la misère à laquelle était vouée leur peuple, des membres de leurs propres familles, l'injustice et les innombrables souffrances dont ils étaient victimes, ainsi que le rôle répressif que leur faisaient jouer ces régimes despotiques.

C'est ce qui les amènera progressivement à se dresser à la fois contre les régimes en place, et à exiger la rupture avec le colonialisme occidental, qui tirait profit de l'exploitation négrière et du pillage des ressources de leurs pays depuis plus d'un siècle, et ne laissait à leurs peuples que des miettes à se partager sur fond de corruption généralisée, pour finalement se tourner vers d'autres puissances pour assurer le développement de leurs pays, la Russie et la Chine principalement, ainsi que les membres des Brics, constatant que ces puissances émergentes leur proposaient des accords de partenariat plus avantageux ou davantage respectueux de leurs propres besoins, entre autres.

Qu'il soit dit au passage, que nous soutiendrons certains dirigeants ou nouveaux régimes africains sans nous faire d'illusions sur leurs intentions, on les jugera sur pièces le moment venu. Entre des pays dominés et des pays dominants, en l'occurrence les puissances impérialistes occidentales, notre préférence et notre soutien iront toujours aux pays dominés, même si leurs régimes sont loin d'être des modèles de démocratie, car tel est notre principe de l'internationalisme prolétarien et de la lutte de classe, toujours défendre le plus faible au détriment du plus fort, telle est notre conception de la justice sociale, elle n'est pas négociable.

De leur côté, la Russie et la Chine sont toujours des pays en voie de développement, ils ont des besoins énormes en termes de matières premières, mais aussi en infrastructures à l'instar de tous les pays africains ou asiatiques, en Amérique du Sud également. Faiblement endettés et bénéficiant d'une croissance économique soutenue, d'une balance commerciale largement excédentaire, ils peuvent se permettre de contribuer au financement des infrastructures dont l'Afrique et l'Asie a impérativement besoin de nos jours, contrairement aux puissances occidentales endettées dans des proportions phénoménales, qui ne dégagent plus de croissance ou pas suffisamment pour maintenir leur train de vie et leur statut de pays dominants, d'où les attaques incessantes contre leurs propres peuples,

Ces puissances occidentales ont achevé leur développement depuis longtemps, ils sont entrés dans une phase de récession, de régression économique sans fin depuis déjà plusieurs décennies, leur

croissance économique est quasiment nulle ou négative, leur marché intérieur est saturé, le nombre de leurs citoyens insolvables ou pauvres ne fait qu'augmenter, leur PIB est trafiqué, l'essentiel ils le réalisent à l'internationale, finalement s'ils échappent à la ruine et à l'effondrement de leur économie, c'est uniquement en continuant de racketter ou piller les pays du monde entier, en les menaçant militairement lorsqu'ils refusent leurs conditions, sinon, en endossant le nouveau masque du colonialisme, la philanthropie, auquel collaborent une armée d'ONG qu'ils financent, et dont c'est la seule raison d'être sous couvert d'actions humanitaires.

Ainsi, les puissances impérialistes occidentales ne peuvent plus jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale, cette époque est définitivement révolue, et comme elles n'en ont plus les moyens, pour tenter désespérément de conserver leur hégémonie sur le reste du monde, elles recourent à l'usage de la force armée, elles déclenchent de nouvelles guerres toujours plus destructrices et barbares dont elles imputent la responsabilité à leurs victimes, le comble du cynisme et de la cruauté en prime. Ce qui leur faut sauver à tout prix, c'est le capitalisme avec lequel elles s'identifient.

On conclura, en insistant sur le rôle prépondérant que sera amené à jouer la jeunesse ou les nouvelles générations d'étudiants destinés à rejoindre les rangs des classes moyennes en Afrique et en Asie, en Amérique du Sud, dans tous les pays en voie de développement et certains émergents présentant les mêmes caractéristiques démographiques, je pense au Brésil, à l'Inde, aux pays du Maghreb, à l'Egypte, il y en a d'autres, qui refusent désormais de continuer à vivre dans les conditions de dénuement total ou presque qui furent imposées à leurs parents et grands-parents, et qui exigent tout de suite, maintenant, que l'exploitation des richesses ou des ressources de leurs pays profitent en priorité au développement économiques de leurs pays, à financer les infrastructures qui leur font si cruellement défaut, afin que leurs peuples puissent enfin accéder à un niveau de vie décent, et cessent de vivre dans une société en proie à toutes sortes de violence, qui ajoutée à la pauvreté et à la précarité extrême, menacent gravement ou leur pourrissent littéralement l'existence.

La convergence avec le prolétariat, en Afrique notamment, mais aussi en Amérique de Sud, de pans entiers de la petite bourgeoisie, de la jeunesse et de l'armée dans ces pays, préfigure un bouleversement des régimes en place et des rapports établis entre les classes par les puissances impérialistes occidentales au XXe siècle, parfois dès le XIXe ou même avant, qui implique avant tout la nécessité impérieuse de rompre avec le colonialisme

Cette coalition inaugure donc une nouvelle phase de la lutte des classes, qui, certes ne permettra pas de se débarrasser du capitalisme et de l'exploitation, cette initiative étant dévolue au prolétariat des pays économiquement les plus avancés, mais permettra en attendant d'atténuer l'injustice sociale cruelle dont tous ces peuples ont souffert inutilement trop longtemps, et de poser les premières pierres de régimes républicains, laïques, plus démocratiques.

Notre soutien à tous les peuples en lutte contre l’exploitation et l’oppression, contre le colonialisme d’où qu’il provienne, la guerre, est inconditionnel, conforme aux principes du socialisme.

Note : J’ai mis 3h30 pour finaliser ce texte, en étant dérangé 4 fois quelques minutes, distribuer des médicaments à une parente de ma compagne, remplir et peser un sac de riz, entre autres. Je ne peux pas militer sur le terrain, mais je peux rendre d'autres services...

- Au format pdf

Le 31 octobre 2024

En écoutant Pink Floyd, histoire de ne pas perdre de temps. On se détend un peu.

Les Indiens fêtent Diwali, c'est jour férié en Inde et les écoles sont fermées jusqu'à lundi. On a un peu la gorge serrée, l'esprit n'est pas trop à la fête. Pour autant, on ne doit pas être gagné par la démoralisation, on n'a pas le droit de se laisser aller, vaut mieux encore se soulager un bon coup. Moi, je vais aller faire une sieste, plus besoin d'alcool ou de drogue, je tire suffisamment de satisfaction de mon activité spirituelle ou intellectuelle, c'est un grand mot, presque un gros mot pour un ouvrier.

Un ouvrier qui pense doit s'excuser, car cela ne figure pas dans les attributions des esclaves. Il y en a toujours pour vous le rappeler. A leur tout petit niveau, ils pratiquent à leur manière un abus de pouvoir, ils piquent des crises d'autoritarisme et vous les imputent, ben voyons, comme d'autres pratiques un abus de positions dominantes, des Etats, des puissances, des impérialistes, c'est contagieux apparemment.

Cela semble être un comportement très répandu en France pour avoir constaté à quel point les rapports sociaux s'étaient dégradés au cours des dernières décennies, c'est un euphémisme, sans doute avec une accélération depuis janvier 2020, où vous vous êtes retrouvés séquestrés chez vous par le tyran de service, de quoi en vouloir à la Terre entière et j'en fais les frais, d'autant plus que, loin des yeux, loin du cœur !

Ils prennent tout au premier degré, ils démarrent au quart de tour, ils se vexent pour un rien, ils sont aussi susceptibles que des vieilles filles ou des bigots superstitieux, des vieillards aigris, des complexés ou des refoulés compulsifs, un mot de trop et ils lèvent les yeux au ciel ou ils deviennent agressifs, des gens bien dans leur peau ou équilibrés ne réagissent pas de la sorte.

Si vous êtes un brin moqueur ou sarcastique, ils croient que vous vous foutez de leur gueule, ce qui n'est pas entièrement faux quand ils prennent les choses de haut. Cela peut rapidement dégénérer, je ne sais pas pourquoi je vous raconte tout cela, parce que je n'ai personne d'autres sur qui me venger, je déconne, je suis de bonne humeur et je n'en veux à personne !

- Causerie et infos octobre 2024

- Causeries et infos 2023-2024 (3670 pages - 30Mo)

Quel boulot ! Il va falloir que je me repose, je ne peux pas continuer à ce rythme-là, la machine ne suit plus !

En complément à mon commentaire publié par *Le Grand Soir* sur la permanence du fascisme.

Page 280 de la causerie d'octobre 2022.

- Causerie 2022 (2173 pages)

1 - "*Il n'existe pas d'exception à cette règle - le fascisme ne vient qu'après que la classe ouvrière ait manifesté son incapacité absolue à prendre entre ses mains le destin de la société.*" L. Trotsky - OEuvres : Août 1940

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 novembre 2024

Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves…

Parole d'internaute.

1- Il ne faut pas oublier que le fleuve Turia a été détourné de son ancien lit en 1957 pour permettre la construction, la nature ne l'entend pas de cette oreille... mais comme il a été montré à la télévision, la région autour de Valence était totalement boisée en 1956... Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus un arbre ou si peu, que les terrains naturels n'absorbent plus rien à cause de la généralisation de la bétonisation...

2- Un exemple avec Valencia, qui après de grosses inondations qui ont traumatisé la population autour de 1960, le fleuve Turia, mais cela n'a pas empêché le débordement du canal de dérivation et on ne parlait pas de dérèglement climatique à l'époque. L'ancien lit a été transformé en zone piétonnière qui traverse la ville mais on sait pertinemment qu'un fleuve n'attend que de bonnes conditions pour retrouver son lit d'origine et là gare aux habitants de Valencia.

3- Réchauffement climatique ! Pourquoi ? Autour de Valence 9.000 hectares artificialisées ! Pour la valorisation de l'agro-alimentation industrielle... Combien de km carré en Espagne, en France, en Italie, et bientôt toute l'Afrique et l'Arabie... Pour nourrir le monde de produits frelatés par les hélicidés pesticides, insecticides et autres intrants chimiques pour assurer les récoltes... De l'eau puisée dans les nappes phréatiques... Alors les éléments naturels se précipitent partout, n'importe où... Il est temps que les dirigeants politiques retrouvent l'essence de leurs propositions et les appliquent en se désolidarisant du capitalisme déshumanisant ... mais n'en sont-ils pas les premiers bénéficiaires...

J-C- Ils en sont les représentants, chassez-les ! Organisez-vous avec ceux qui combattent pour la rupture avec le capitalisme et toutes ses institutions nationales et internationales financières et politiques.

Quand la guerre ne fait plus recette, c'est que la fin est proche.

L'armée israélienne affirme manquer de soldats, après plus d'un an de guerre - RT 31 oct. 2024

Quelque 300 000 réservistes ont été appelés sous les drapeaux depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, selon l'armée, dont 18% sont des hommes de plus de 40 ans qui auraient dû être exemptés. Le service militaire est obligatoire en Israël à partir de 18 ans pour les hommes comme pour les femmes, bien que plusieurs régimes d'exemptions s'appliquent.

Les périodes de réserve ont été allongées et certains réservistes protestent contre ces mesures qui les privent d'une vie de famille, parfois pendant plus de six mois consécutifs. RT 31 oct. 2024

Plus de 100 000 soldats auraient déserté les Forces armées ukrainiennes - RT 31 oct. 2024

Plus de 100 000 militaires ont déserté les Forces Armées de l'Ukraine (FAU) ou ont quitté leurs unités sans autorisation, a affirmé Anna Skorokhod, membre de la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien), sur la chaîne ukrainienne YouTube «*Novosti Live*». Cependant, la période sur laquelle ces désertions ont été enregistrées n'a pas été précisée.

Diana Panchenko, journaliste ukrainienne, a précédemment affirmé que les autorités masquaient le nombre réel de déserteurs dans le pays, évoquant un chiffre d'au moins 200 000 désertions au sein des FAU.

Stanislav Kravchenko, président de la Cour Suprême d'Ukraine, a également rapporté une augmentation significative du nombre de militaires quittant leur poste de manière volontaire, qualifiant la situation de «*menaçante*». RT 31 oct. 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

Big Brother vous surveille. Que craignent-ils donc tant que cela ? La révolution.

L'État s'enfonce dans la surveillance en ligne avec l'intelligence artificielle - France-Soir 31 octobre 2024

Un appel d'offres vient d'être lancé par le service d'information du gouvernement (SIG), et il vise à surveiller l'intégralité de nos recherches pour analyser nos comportements et prédire d'éventuels mouvements. Google, TikTok et Instagram, entre autres, seront concernés par cette surveillance augmentée, qui met, une fois n'est pas coutume, la liberté à mal.

Le gouvernement Barnier veille à suivre la voie de ses prédécesseurs avec application : contrôle et surveillance au programme. Si l'Etat pouvait déjà "*surveiller*" les réseaux sociaux, cet appel d'offres vise à intégrer les moteurs de recherches au secteur d'action. Grâce à un contrat de 5 millions d'euros sur quatre ans, le SIG entend déployer des outils basés sur l'intelligence artificielle pour repérer les mouvements sociaux avant même qu'ils ne prennent forme.

Tout ça, c'est *L'Informé* qui l'a dévoilé dans un article en date du 30 octobre. France-Soir 31 octobre 2024

Commentaire d'un lecteur de France-Soir

- C'est tout de même une démonstration assez claire de la frayeur de nos gouvernants envers la réaction des citoyens, quand ceux-ci se rendront compte à quel point ils ont été pris pour des cons…

J-C – Ils n'auront pas le temps de s'en rendre compte, comme toujours !

En famille avec l'extrême droite. L'étranger : Dehors !

Assemblée nationale: le ministre Nicolas Daragon applaudi par le RN lors du débat sur la double peine - BFMTV 1 novembre 2024

Ce jeudi 31 octobre, les propos du ministre délégué à la Sécurité du quotidien Nicolas Daragon ont été salués par les députés du Rassemblement national. L'ensemble des députés d'extrême droite ont applaudi le ministre, certains se sont même levés pour marquer leur approbation avec son discours.

"*Ces mots sonnent comme une évidence. Si je veux les rappeler et les marteler devant vous c'est parce que nous avons pris l'habitude, hélas, de subir. Subir malgré nous la présence sur notre sol d'individus qui ne partagent pas nos valeurs, qui ne respectent pas notre pays voire qui mettent en danger nos compatriotes*", a déclaré le ministre.

"*Nous avons pris l'habitude avec la complicité de certains de protéger des individus indignes de la générosité des Français et de la protection de la France*", a avancé Nicolas Daragon.

"*L'étranger qui assassine, dehors! L'étranger qui viole, dehors, l'étranger qui a un lien quelconque avec une entreprise terroriste, dehors. L'étranger islamiste dehors, l'étranger voleur, harceleur, agresseur, trois fois dehors*", a listé le ministre.

"*Nous devons reprendre le contrôle, c'est un enjeu de souveraineté. Un pays qui subit la présence sur son sol d'étrangers qui le blessent ne peut pas se dire souverain*", a poursuivi le ministre. L'examen du budget 2025 est mis en pause le temps de la niche parlementaire du Rassemblement national qui dure jusqu'à minuit, ce mercredi. BFMTV 1 novembre 2024

J-C – Au point où en est arrivé le nazillon Daragon, tout étranger résidant en France peut se considérer menacer d'expulsion par ce gouvernement.

Un jour, alors que je participais à une manifestation avec les habitants du village (à Tandirayankuppam en bord de mer), on exigeait la construction d'une digue pour nous protéger de la mer, on faisait un sitting et on bloquait une des deux routes principales qui menaient de Chennai (ex-Madras) à Pondichéry. Des policiers se sont approchés de moi menaçant parce que je prenais des photos, le plus gradé m'a demandé de la fermer et de me tenir tranquille, parce qu'il pouvait me faire expulser d'Inde sur le champ. J'ai évoqué la Constitution, il a rigolé, mais il s'est calmé, de mon côté, j'ai évité d'en faire trop inutilement.

Comme quoi, quand vous êtes immigrés, n'importe où vous ne serez, jamais vous ne serez vraiment en sécurité ou un citoyen à part entière dans le pays qui vous a accueilli.

En famille. Quand LFI manifeste la « *volonté* » de servir les institutions de la Ve République.

J-C – Après cela, quand on leur rappellera, ils seront très mal placés pour hurler à la calomnie ou prétendre que c'est faux.

À l'Assemblée nationale, La France insoumise change de ton (et ce n'est pas un hasard) - Le HuffPost 31 octobre 2024

En voie d'institutionnalisation, les Insoumis ? « *Nous nous faisons une haute idée de l'Assemblée nationale* », a appuyé Clémence Guetté sur franceinfo.

"*Il y a la volonté de montrer qu'on n'est pas isolé. On n'est pas ce groupe mis en dehors de l'arc républicain, rejeté par tout le monde. Il y a une volonté de rappeler pourquoi on s'est créé et c'est pour gouverner ce pays. Je pense que c'est une volonté forte de Jean-Luc Mélenchon*", appuie Eric Coquerel.

Les photos prises le jour de sa première présidence de séance ont beaucoup tourné dans les cercles militants. Comme celles de Nadège Abomangoli, dont l'arrivée dans la salle des pas perdus, au son de « *la garde républicaine* » qui « *bat la générale aux tambours* » a été saluée par... Jean-Luc Mélenchon.

J-C – Il a manqué sa vocation !

Santé.

Crise de l'hôpital en France : près de 5 000 lits supprimés en 2023 - RT 31 oct. 2024

Une étude de la direction statistique des ministères sociaux publiée jeudi révèle que 4 900 lits d'hôpitaux ont été supprimés en 2023. RT 31 oct. 2024

Les vertus insoupçonnées du chlorure de magnésium

Marie Billi a généré un incroyable coup de pub au chlorure de magnésium en 2006, en promouvant ses capacités à remettre sur pied en quelques heures les malades du « *chikungunya* » sur l'île de la Réunion. Depuis, elle a expérimenté le chlorure de magnésium pour d'autres problématiques de santé

Vidéo interview

https://www.youtube.com/watch?v=AIRV61anlPg

J-C - Couplé à la vitamine D, le chlorure de magnésium serait efficace contre le diabète, résultat quasi immédiat, donc vérifiable. Mais aussi contre la dengue, Ebola, la malaria, le covid-19, etc. sur la base de résultats observationnels, donc du vécu directement, c'est-à-dire des témoignages de patients parfois à l'article de la mort, et rétablis uniquement en prenant du chlorure de magnésium.

Pfizer connaissait l'extrême toxicité de ses injections anti-covid

Un document est paru le 19 octobre 2024 sous le titre : «*The Pfizzer Papers*».

Fruit de la collaboration de 3250 médecins et scientifiques, qui ont consacré deux années à analyser les 450 000 pages de données de l'essai Pfizer, il démontre que le laboratoire et les agences sanitaires avaient conscience dès novembre 2020 de l'extrême toxicité de l'injection anti-COVID, mais qu'elles ont contourné la législation pour l'imposer à des millions de citoyens.

La plupart des informations contenues dans le livre ont été distillées sur le site DailyClout au fur et à mesure des livraisons de données par la FDA. En l'espace de deux ans, les auteurs ont analysé 2 369 documents et fichiers de données totalisant des centaines de milliers de pages et ont publié près d'une centaine de rapports. Ils sont désormais réunis dans un document de 408 pages, rédigé en anglais mais accessible à tous, à la fois par son circuit de diffusion et par l'effort de vulgarisation réalisé par les auteurs.

De nombreuses personnes qui ont reçu cette injection, lors de son lancement en 2020-2021-2022 et jusqu'à aujourd'hui, n'ont pas réalisé que les tests normaux de sécurité d'un nouveau vaccin – tests qui prennent généralement dix à douze ans – avaient tout simplement été contournés grâce aux mécanismes de l'« *état d'urgence* » et de l'« *autorisation d'utilisation d'urgence* » de la FDA. Ils n'ont pas compris que le véritable « *test* » était en fait l'observation par Pfizer et la FDA de ce qui leur arrivait, à eux et à leurs proches, après que ces citoyens aient retroussé leurs manches et se soient soumis à l'injection. Nous ne devons jamais oublier que plusieurs millions de ces personnes qui se sont soumises à l'injection ont été « *obligées* » de la prendre, sous peine de perdre leur emploi, de voir leurs études suspendues ou de perdre leur poste dans l'armée si elles refusaient.

Principales informations contenues dans les Pfizer Papers

Naomi Wolf raconte la genèse de ce projet dans l'introduction du livre, où elle en détaille les informations les plus choquantes des documents Pfizer. La plupart ont été déjà publiées dans Le Point critique, mais l'intérêt des Pfizer Papers est de les avoir réunies dans un même espace, créant un effet de masse qui donne le vertige.

Pfizer savait dès décembre 2020 que les vaccins ne pouvaient pas stopper la propagation du COVID.

Pfizer savait à l'issue des essais précliniques que le matériel génétique ne reste pas dans le muscle deltoïde mais se disperse dans tout le corps en 48 heures « *comme un coup de fusil* », traverse toutes les membranes du corps humain et s'accumule dans les principaux organes : le foie, les glandes surrénales, la rate, le cerveau, les ovaires.

Pfizer a dû embaucher 2 400 personnes à temps plein pour traiter la « *forte augmentation* » des effets indésirables rapportés entre décembre 2020 et février 2021.

Pfizer savait dès avril 2021 que les injections endommageaient le cœur des enfants et des jeunes adultes.

Pfizer savait dès le 28 février 2021 que son injection était liée à une myriade d'effets indésirables graves :

Pfizer savait que la plupart de ces événements indésirables étaient très probablement imputables au vaccin : la moitié des effets indésirables graves liés au foie, y compris les décès, et la moitié des accidents vasculaires cérébraux ont eu lieu respectivement dans les 72 heures ou les 48 heures suivant l'injection ;

Pfizer a enregistré plus de 1 233 décès au cours des trois premiers mois où l'injection a été déployée dans la population [1].

Pfizer savait à l'issue de son étude préclinique que l'injection était contre-indiquée pendant la grossesse. Il a exclu les femmes enceintes de l'essai pivot, mais elles ont été incitées agressivement à se faire injecter, sans aucune protestation de la part du laboratoire :

Pfizer savait que les nanoparticules lipidiques sont connues pour dégrader le système reproducteur :

Pfizer connaissait les dommages menstruels causés par l'injection, il les a énumérés dans ses documents : « *Les scientifiques de Pfizer ont calmement observé et noté tout cela, mais n'ont rien dit aux femmes.* »

Pfizer savait dès le 28 février 2021[2] que son injection entraînerait des décès de bébés, des échecs de grossesse et des événements indésirables graves chez les femmes enceintes :

Pfizer savait que le matériel vaccinal contaminait le lait maternel et empoisonnait les bébés :

Pfizer savait que son injection pouvait tuer :

Le nombre de décès enregistrés lors de l'essai clinique était supérieur dans le groupe vacciné par rapport au groupe placebo ;

Le nombre de décès dus à des événements cardiovasculaires a été multiplié par plus de 3,7 chez les sujets vaccinés.

Pfizer a falsifié les données de l'essai clinique pour obtenir l'autorisation de commercialiser son vaccin :

Pfizer a mis fin à l'essai clinique pivot le 12 mars 2021 en vaccinant la quasi-totalité de la cohorte placebo, rendant impossible l'évaluation de la sécurité des injections, alors que le protocole prévoyait que les sujets soient suivis pendant deux ans.

Pfizer a signalé par écrit en octobre 2021 que pour les enfants âgés de 5 à 11 ans, « *les dommages subcliniques [i. e. sans symptômes] se manifesteraient chez les patients à long terme* », ce qui signifie que les injections répétées se traduiraient par des dommages cliniques, c'est-à-dire des séquelles.

https://lepointcritique.fr/2024/10/27/pfizer-papers-la-somme-de-toutes-les-fraudes

Parole d'internaute.

1- (31 oct. 2024) « Le conseil de santé de l'Idaho devient le premier à retirer les vaccins Covid-19 de ses cliniques.

"*Ces produits ne sont pas sûrs et nous n'en faisons pas la promotion*."

Après un vote étonnant de 4 contre 3, l'Idaho's South West District a courageusement décidé de retirer les vaccins COVID de 30 endroits où il fournit des services de santé.

Ainsi, ils sont devenus "*la première agence de santé en Amérique à le faire*", a déclaré Laura Demaray, une infirmière du sud-ouest de l'Idaho, à @ ChildrensHD

Le conseil est arrivé à cette décision après qu'un groupe de présentations de médecins héros comme Peter McCullough, Ryan Cole, James Thorp et d'autres, l'ont convaincus que les vaccins n'étaient "*pas sans danger pour les humains*."

Il s'agit d'une décision historique car elle ouvre la voie à d'autres cliniques qui pourront ainsi cesser d'offrir des vaccins COVID dangereux à des patients sans méfiance qui "*font encore confiance à la Science.*"

Dans une remarquable déclaration, le Dr John Tribble, seul médecin du conseil, a déclaré : "*Cette expérience de thérapie génique à ARNm pendant la COVID-19 se révélera être l'un des exemples les plus scandaleux de démocide de l'histoire mondiale.*" »

(Le mot « *génocide* » semble avoir été volontairement évité ; j'ai laissé « *démocide* » que je ne trouve pourtant ni dans des dicos français, ni anglais.)

https://x.com/VigilantFox/status/1851768169041399933

2- [SIDAgate] Une enquête fédérale a amené de hauts responsables du CDC à répondre à nos allégations sur le #ChimpVax : le rapport montre que la version officielle de l'origine du SIDA était basée sur la DÉSINFORMATION via l'agence du docteur Fauci, qui a censuré la vérité.

Une plateforme de liberté d'expression aurait permis d'éviter la tragédie africaine. Vidéo 26 min, en anglais : https://x.com/FactMissionOrg/status/1851631340233314649

La deuxième partie examine l'épidémiologie et montre que le sida est apparu trois ans après chaque inoculation documentée de vaccins dérivés du plasma de chimpanzé. Les autorités sanitaires ont falsifié les données, déconcertant les scientifiques qui savaient que le VIH en Afrique se propageait par injection. https://x.com/i/status/1851631343651684845 [25 minutes]

3- Naomi Wolf : « *Dans les essais de Pfizer, Pfizer a averti les hommes vaccinés de ne pas avoir de rapports sexuels avec des femmes en âge de procréer, et s'ils le faisaient, d'utiliser deux formes de*

contraception fiables. Donc, pour moi, l'un des signaux d'alarme de toute cette divulgation, le fait que Pfizer sache ou soupçonne à ce jour qu'il y a quelque chose qui pourrait être potentiellement dommageable dans le sperme des hommes vaccinés, et qu'ils ne nous disent pas ce qu'ils recherchent, ce qui les inquiète est tout simplement criminel. »

« *Mais de toute façon, ils ont dit aux femmes de ne pas tomber enceintes, mais 270 femmes sont tombées enceintes quand même. Et Pfizer a perdu les dossiers de 236 de ces femmes, ce que vous n'êtes pas censé faire, car c'est illégal de faire ça. Ils ont disparu. Des 34 des dossiers qui restent, 34 dossiers de femmes enceintes qui ont mené les bébés à terme ou non, plus de 80 % d'entre elles ont perdu les bébés. Et Pfizer savait qu'ils faisaient mourir les bébés in utero, ils le savaient.* »

« *Et la dernière chose que je vais dire, et je promets de faire une pause, c'est que c'est dans le rapport sur la grossesse et l'allaitement, qui a été envoyé directement au CDC. Il a été envoyé directement au Dr Walensky, qui a d'ailleurs démissionné trois jours après que nous ayons révélé cette histoire, ce qui est intéressant. Il a montré que deux bébés sont morts in utero, et Pfizer a conclu dans ce rapport que c'était dû, je cite,* 'à l'exposition maternelle au vaccin', *fin de citation.* »

« *Il y avait aussi un graphique dans ce rapport montrant, un autre graphique, le graphique de Mengele, montrant que tant de bébés vomissaient à cause des mères allaitantes vaccinées, à cause des substances se retrouvent dans le lait maternel, n'est-ce pas ? Tant de bébés ont des convulsions. Tant de bébés ont de la fièvre. Nous observons des mères allaitantes qui allaitent leurs bébés, et tant de bébés ont signalé des crises après l'allaitement. Tant de bébés vomissaient.* »

https://x.com/ericarchambaul7/status/1850941660118626424?s=46

Combat contre la dictature climatique.

L'Agence Française de Propagande de Davos s'illustre.

Quand l'AFP s'érige en « *Fact Checker* » d'un article du Daily Sceptic - Association des climato-réalistes 30 octobre 2024

Article initialement publié en anglais par Daily Sceptic le 25/10/2024. sous le titre Clueless '*Fact Check*' of Daily Sceptic Climate Article Descends into Pure Gibberish. Traduit en français par Jacques et Elisabeth Weyant

S'il existait un prix de la pire vérification des faits de l'année, la récente tentative de l'Agence France-Presse (AFP) de salir le Daily Sceptic en serait clairement le grand favori. En désaccord avec ce que nous rapportions concernant un article publié le 14 octobre 2024 par la revue *Nature* où il n'était pas fait état d'absence de « *hausse* » des températures mondiales depuis 1970, la journaliste de l'AFP, Manon Jacob, a qualifié notre article de « *trompeur* » en se basant uniquement sur une sélection aléatoire de commentaires laissés sur les réseaux sociaux. Cette prétendue vérification des faits est tellement mauvaise qu'elle pourrait être utilisée dans les futures écoles de journalisme comme un exemple de ce qu'il ne faut pas faire quand on s'en prend à des informations bien sourcées, et avec l'unique motivation qu'on n'aime pas ce qui y est écrit. (...)

Le bureau climatique de l'AFP est dirigé par Marlowe Hood, le « *héraut autoproclamé de l'Anthropocène* ». Les lecteurs assidus se souviendront que ce champion du climat a récemment

reçu 100 000 euros de la part de la fondation d'une grande banque espagnole qui est fortement impliquée dans le financement de projets verts. Il faisait partie d'une équipe d'activistes, dont Graham Readfearn du *Guardian* et Michael Man, l'homme à la courbe en crosse hockey, qui ont obtenu la rétractation dans Springer Nature d'un article rédigé par un certain nombre d'éminents physiciens italiens qui dérangeait. Sous la direction du professeur Gianluca Alimonti, cet article constatait que les données disponibles ne permettaient pas de conclure à l'existence d'une urgence climatique. M. Hood a affirmé que les données qui provenaient principalement de sources du GIEC avaient été « grossièrement manipulées » et « *fondamentalement erronées* ». L'article avait d'abord été porté à l'attention du grand public par le Daily Sceptic, et Marlowe Hood a ouvert le bal des annulations en réalisant (oui, vous l'avez deviné) une « *vérification des faits* » par l'AFP.

https://www.climato-realistes.fr/quand-lafp-serige-en-fact-checker-dun-article-du-daily-sceptic/

A défaut de guerre mondiale aux conséquences dévastatrices, ils en fabriquent une qui profitera à ses créanciers et bénéficiaires habituels.

Que penser de la loi européenne sur la restauration de la nature ? - Association des climato-réalistes 30 octobre 2024

L'objectif de la loi est « *d'enrayer l'effondrement de la biodiversité en Europe* », un élément de langage classiquement utilisé par les mouvements militants à la recherche de financements. Les pays européens sont tenus de remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques estimés en mauvais état, puis 60% de ces habitats d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. En bref si 81% des habitats européens sont en mauvais état, comme le dit l'UE, on voit l'ampleur de la tâche. Mais quel état sera jugé bon ? C'est ici que réside un flou sémantique. Bon et mauvais état sont des jugements de valeur subjectifs qui font implicitement penser qu'il existe un état standard de référence. Cette loi est ainsi basée sur une vision fixiste de la nature, autrement dit sur une fiction.

D'après l'UE, 81% des habitats européens seraient en mauvais état [1] et il faut les restaurer. Evidemment ce sont les humains qui en sont la cause. 81% C'est un chiffre choc, destinée à justifier l'urgence des mesures qui seront proposées, qui cache en réalité de fortes disparités régionales. On est en droit de se poser la question de la pertinence de ce chiffre qui sert d'argument pour mettre en place des programmes coûteux.

https://www.climato-realistes.fr/que-penser-de-la-loi-europeenne-sur-la-restauration-de-la-nature/

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Einstein s'opposait à la colonisation sioniste en Palestine en prédisant la catastrophe actuelle.

«*Lorsqu'une véritable catastrophe finale devait nous arriver en Palestine, les premiers responsables seraient les Britanniques et les seconds les organisations terroristes constituées dans nos propres rangs. Je ne veux voir personne qui est associée à ces gens égarés et criminels*». Toutes les citations sont du livre «*Einstein on Israel and Zionism*», New Enriched Edition (Baraka Books, 2024) 1. Nos traductions.

Pour saisir la prescience d'Einstein, on n'a qu'à remplacer «*les Britanniques*» par «*les Américains*» et les «*organisations terroristes*» comme le groupe Stern et le groupe Irgun par le gouvernement Netanyahou, héritiers des Menahem Begin et Yihtzak Shamir.

En mars 1947, I.Z. David, un membre du groupe terroriste Irgun dirigé par Menahem Bégin, lui a envoyé un questionnaire auquel il a répondu du tac au tac :

Question : Quelle est votre opinion sur la création d'une Palestine nationale juive libre ?

Einstein : Un foyer national juif ? Oui. Une Palestine nationale juive ? Non. Je suis favorable à une Palestine binationale libre à une date ultérieure après un accord avec les Arabes.

Question : Quelle est votre opinion sur la partition de la Palestine et les propositions de Chaim Weizmann concernant la partition ?

Einstein : Je suis contre la partition.

Quant aux ancêtres politiques du gouvernement Netanyahou actuel, Einstein tirait à boulets rouges, sur eux et leurs partis politiques, notamment dans le *New York Times*. Lorsque Menahem Bégin venait à New York fin 1948, Einstein, Hannah Arendt et d'autres personnalités juives des États-Unis ont publié une lettre dénonçant sa venue et l'organisation qu'il dirigeait, soit «*un parti politique très proche, dans son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et son attrait social, des partis nazis et fascistes*». L'exemple qu'ils citent : le massacre de 240 hommes, femmes et enfants au village palestinien de Deir Yassine.

Jusqu'à sa mort en 1955, Einstein répéterait cette accusation : «*Ces gens sont des nazis dans leurs pensées et leurs actes*». Quiconque dirait cela aujourd'hui dans les grands médias serait traité d'antisémite et serait banni de ces mêmes médias.

1- https://www.barakabooks.com/catalogue/einstein-on-israel-and-zionism/

Freud ajoute que "*la Palestine ne pourra jamais devenir un Etat juif*".

Freud contre l'"*espérance injustifiée*" du sionisme - Le Monde 04 juillet 2003

Le "*Corriere della Sera*" a retrouvé une lettre du fondateur de la psychanalyse critiquant "*le fanatisme irréaliste de -notre- peuple*". Freud ajoute que "*la Palestine ne pourra jamais devenir un Etat juif*".

En février 1930, Freud, âgé de 74 ans - "*Je ne pense pas que la Palestine pourra jamais devenir un Etat juif et que les mondes chrétien et islamique seront jamais disposés à voir leurs lieux sacrés sous le contrôle juif. J'aurais trouvé plus sensé de fonder une patrie juive sur une terre moins grevée d'histoire. Mais je reconnais qu'un point de vue aussi rationnel aurait peu de chances d'obtenir l'enthousiasme des gens et le soutien financier des riches.*"

https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/07/04/freud-contre-l-esperance-injustifiee-du-sionisme_326544_1819218.html

Propagande. Leur cynisme et cruauté sont sans limite.

Encore un mensonge israélien : la vidéo de l'affrontement avec le chef du Hamas, Yahya Sinwar, s'avère fausse Par Quds News - Mondialisation.ca, 29 octobre 2024

Gaza – Une vidéo publiée par Daniel Hagari, le porte-parole de l'armée israélienne, s'avère être un faux après que les médias israéliens ont démenti ses affirmations selon lesquelles la séquence montrait des soldats en train de combattre le chef du Hamas, Yahya Sinwar, à Rafah.

En réalité, une vérification des faits a révélé que la vidéo montre un accrochage distinct impliquant d'autres combattants à un autre endroit.

La vidéo de Hagari montre des soldats tirant sur un bâtiment détruit, le porte-parole affirmant qu'elle a été tournée lors du dernier combat de Sinwar. Cependant, la chaîne publique israélienne a confirmé que la vidéo ne montre pas de confrontation avec Sinwar, qui a été tué par un obus d'artillerie après que les soldats israéliens se sont abstenus d'entrer dans le bâtiment où il se trouvait.

Depuis le début du génocide à Gaza, de nombreux rapports ont contesté les déclarations et les vidéos de Hagari, affirmant qu'elles servent de propagande psychologique et militaire visant à sensibiliser le public palestinien et pro-palestinien. Selon les observateurs, ces campagnes de désinformation s'inscrivent dans une stratégie plus large de guerre psychologique d'Israël, destinée à affaiblir le moral et la force symbolique des figures de la Résistance palestinienne.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 novembre 2024

Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves… Suite.

J-C – Ce sont bien des abrutis d'élus et de scientifiques qui sont à l'origine de cette catastrophe et tragédie.

Quand on pense, entre autres, qu'ils ont préféré laisser crever des centaines de milliers ou des millions au total de malades du covid, de la grippe, du cancer, etc., plutôt que laisser les médecins leur prescrire librement les molécules efficaces qui auraient permis de les soigner et de les sauver, il est légitime de remettre en cause le régime et les institutions en place, c'est la moindre des choses…

Inondations en Espagne : Valence épargnée mais le détournement d'un fleuve a aggravé les conséquences - Le HuffPost 1 novembre 2024

Si le sud-est de l'Espagne, subit des inondations monstres depuis mardi en raison de pluies torrentielles, la ville de Valence est épargnée par les eaux. Un contraste étonnant, qui s'explique par un choix fait dans les années 60 de détourner le fleuve qui traversait la ville, la Turia. Mais ce déplacement du fleuve, pensé à une époque où l'urbanisation et les événements climatiques extrêmes étaient moindres, montre aujourd'hui ses limites. ("*Les événements climatiques extrêmes étaient moindres*" est glissé au passage, la propagande du Green New Deal, ils ne peuvent pas s'empêcher de falsifier la réalité. - J-C)

« *La plus mauvaise solution est de vouloir canaliser les rivières*. » Clément Gaillard, urbaniste spécialiste des projets bioclimatiques dans *Le Parisien*.

Cette déviation avait été motivée par l'inondation catastrophique de 1957, lorsque des pluies torrentielles avaient déversé 300 litres d'eau par mètre carré en 24 heures sur Valence, soit l'équivalent d'une année de pluie. La montée des eaux, qui avait atteint jusqu'à 3 mètres dans certaines rues, avait provoqué la mort d'au moins 81 personnes et la destruction de 1700 maisons.

En réponse à la tragédie, les autorités avaient décidé de retirer le lit du Turia du centre de Valence et de complètement remodeler son cours, le déplaçant en bordure sud de la ville. Le projet colossal, avait été approuvé en 1962, et les travaux ont été terminés dix ans plus tard. Depuis les années 70, plusieurs épisodes d'inondations ont été évités grâce à cette infrastructure, mais cette semaine, le quartier de Pinedo, situé juste à côté de l'embouchure du nouveau lit de la rivière Turia, a été inondé de manière impressionnante, rapporte El Mundo.

« *Quand on détourne des cours d'eau, c'est-à-dire qu'on essaie de les contrôler, on augmente la vitesse des écoulements, puisque lorsqu'un fleuve est droit ou sous forme de canal, l'eau va bien plus vite que s'il y avait des méandres* », analyse Amandine Richaud, urbaniste spécialiste de

l'environnement, au micro de franceinfo ce vendredi. Résultat, cette déviation cause « *des torrents sur des zones qui devraient être des zones tampons pour absorber l'eau* », résume-t-elle.

« *La plus mauvaise solution est de vouloir canaliser les rivières* », dit aussi dans *Le Parisien* Clément Gaillard, urbaniste spécialiste des projets bioclimatiques. Le HuffPost 1 novembre 2024

Même contre le climat ils ont perdu la guerre !

Fin de la COP16 à Cali, échec des négociations sur le financement de la protection de la nature - france24.com 2 novembre 2024

La COP16 biodiversité s'est terminée samedi 2 novembre à Cali, dans l'ouest de la Colombie, sans atteindre son objectif de financer et stimuler les timides efforts de l'humanité pour cesser sa destruction de la nature.

Après 12 jours de sommet, ni les pays riches, menés à Cali par l'Union européenne, le Japon et le Canada, ni le monde en développement, Brésil et groupe Afrique en tête, n'ont fait un pas vers l'autre. Les premiers martelaient leur hostilité à la création d'un nouveau fonds pour la nature. Les seconds le réclamaient avec force, jugeant ceux existants inaccessibles et inéquitables.

C'est arrivé à ce point le plus dur des débats, samedi matin, que la présidence colombienne a constaté l'impasse et suspendu la conférence.

Cette bataille financière Nord-Sud doit toutefois reprendre le 11 novembre, dans l'autre COP, celle sur le climat, en Azerbaïdjan. Et portera sur des montants dix fois plus élevés. france24.com 2 novembre 2024

Totalitarisme. Epidémie de lois liberticides faisant peser une lourde menace sur la liberté d'expression.

Turquie : une loi sur les «*agents d'influence*» s'apprête à être examinée au Parlement - RT 2 nov. 2024

Un projet de loi sur les «*agents d'influence*», amendant le code pénal turc, doit arriver au Parlement dans «*les prochains jours*», a rapporté le 1er novembre l'agence américaine Bloomberg.

Le 1er novembre, l'agence de presse Bloomberg a rapporté que le projet de loi sur les «*agents d'influence*» allait arriver dans «*les prochains jours*» au Parlement turc.

L'un des articles du texte, a rapporté un média d'État britannique, prévoit d'amender la section «*Crimes contre les secrets d'État et espionnage*» du code pénal turc, en ajoutant que «*ceux qui commettent des crimes contre la sécurité de l'État ou les intérêts politiques nationaux et étrangers conformément aux intérêts stratégiques ou aux instructions d'un État ou d'une organisation étrangère seront condamnés à une peine de trois à sept ans d'emprisonnement*».

Si l'acte est «*commis en temps de guerre ou dans le cadre d'un processus susceptible de compromettre une action militaire*», la peine peut aller de huit à 12 ans, poursuit la même source. Celle-ci, à l'instar de l'agence américaine, souligne que ce projet suscite «*l'inquiétude de la société civile et des groupes de médias*».

Inan Akgun Alp, un législateur du Parti républicain du peuple (PRP), principal parti d'opposition, a déclaré à Bloomberg que ce projet de loi ouvrirait la voie à un «*environnement beaucoup plus répressif*». Parallèlement, le ministre turc de la Justice, Yilmaz Tunc, a estimé lors d'un discours le 21 octobre que le projet de loi était «*mal compris par le public*».

Lutte contre l'«*influence étrangère*» : une série de lois à travers le continent européen

Un texte similaire «*sur la transparence de l'influence étrangère*» a été adopté par le Parlement géorgien le 14 mai dernier.

En réaction, l'administration américaine a notamment imposé des sanctions à l'égard de Géorgiens accusés d'avoir «*porté atteinte aux libertés fondamentales, notamment à la liberté d'expression*». Du côté de Bruxelles, l'ambassadeur du bloc européen en Géorgie, Pavel Gerchinsky, a annoncé que le processus d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne était «suspendu».

Cette loi oblige les organisations non gouvernementales et les médias qui reçoivent plus de 20% de leurs revenus de l'étranger à s'enregistrer auprès de l'Agence nationale du registre public. Une législation qui, selon le président du parti Rêve géorgien, se veut moins punitive que la législation américaine sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA, pour Foreign Propagandists Registration Act) en vigueur depuis 1930.

Une inspiration américaine que n'ont pas hésité à mettre en avant les autorités françaises, qui ont promulgué fin juillet une loi renforçant le «dispositif pénal» de l'Hexagone contre les «*ingérences étrangères*». RT 2 nov. 2024

En famille. Les démocrates génocidaires Joe et Kamala ont les faveurs des Verts européens.

Election américaine 2024 : Les Verts européens pressent l'écologiste Jill Stein de se retirer au profit de Kamala Harris - 20 Minutes/AFP 2 novembre 2024

Dans un communiqué commun, les partis verts de plusieurs pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont déclaré : « *Nous demandons à Jill Stein de se retirer de la course et nous soutenons Kamala Harris pour la présidence des Etats-Unis*. »

Les écologistes européens ont insisté sur l'importance cruciale de l'élection américaine, mettant en garde contre le programme de Donald Trump, qu'ils qualifient de menace pour les droits humains et la démocratie. 20 Minutes/AFP 2 novembre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

Dans tous les sens du terme.

Sur la fin de vie, Michel Barnier mis sous pression par Yaël Braun-Pivet et Agnès Pannier-Runacher - Le HuffPost 2 novembre 2024

Comme il fait bon vivre en France !

Rennes : un enfant de 5 ans blessé dans une fusillade, Retailleau demande l'envoi de la CRS82 - Le HuffPost 28 octobre 2024

Fusillade de Poitiers: le mineur grièvement blessé est décédé - AFP 2 novembre 2024

L'adolescent âgé de 15 ans grièvement blessé par balle à la tête, lors d'une fusillade jeudi soir à Poitiers, est décédé samedi à la mi-journée, a annoncé le procureur de Poitiers.

Quatre autres mineurs de 15 et 16 ans ont été blessés par des coups de feu tirés devant un restaurant dans un quartier de la ville.

Au lendemain de la fusillade qui a fait un mort à Poitiers, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a donné une version des faits non confirmée pour ne pas dire contredite par le procureur de la République.

« *Ça a commencé par une fusillade sur un restaurant et ça s'est achevé par une rixe entre bandes rivales qui a engagé plusieurs centaines de personnes* », a déclaré Bruno Retailleau au micro de RMC/BFMTV vendredi matin quelques heures après les faits. Avant d'évoquer « *un compte rendu du préfet » selon qui « entre 400 et 600 personnes (étaient) impliquées avec toutes sortes d'armes* ».

Problème : cette version n'a pas été corroborée par le procureur de la République vendredi en début de soirée. S'il confirme les *« coups de feu* » devant un restaurant, Cyril Lacombe évoque seulement une « *soixantaine de personnes* » à l'arrivée des forces de l'ordre sur les lieux. « *Cette foule faisait montre d'une certaine véhémence dans ses revendications* » pour savoir ce qui s'était passé et afin de préserver la scène, des grenades lacrymogènes ont été utilisées par les forces de l'ordre. « *Aucune dégradation* » n'a été commise, précise cependant le magistrat qui ne mentionne pas de « *rixe entre bandes rivales* ». AFP et Le HuffPost 2 novembre 2024

Ardèche: un jeune de 22 ans meurt après avoir été blessé par balles dans une fusillade devant une discothèque - BFMTV 3 novembre 2024

Nicolas, un jeune homme de de 22 ans, est mort ce samedi 2 novembre "*en début d'après-midi*", a indiqué à l'AFP le parquet de Privas, confirmant une information de France Bleu Drôme Ardèche et France 3 Auvergne Rhône-Alpes.

Deux autres personnes, blessées plus légèrement lors de la fusillade, restent hospitalisées, a indiqué la substitut du procureur Charlotte Cerna.

Rennes: un jeune homme tué à coups de couteau - BFMTV 3 novembre 2024

Un jeune homme est mort après avoir reçu des coups de couteau dans le hall d'un immeuble de Rennes ce samedi 2 novembre.

Nouvelle nuit de violences à Rillieux-la-Pape, des bus incendiés - LePoint.fr 2 novembre 2024

Les événements ont débuté vers 22 heures, lorsqu'« *une vingtaine d'individus* » ont attaqué deux bus de la société des Transports en commun lyonnais (TCL). Après avoir vandalisé les véhicules, ils les ont incendiés. En réponse à cette escalade, les forces de l'ordre ont été rapidement déployées, mais elles ont été accueillies par des jets de projectiles. Au cours de l'intervention, un policier a subi des blessures légères au visage. Pour rétablir l'ordre, la préfecture a renforcé les effectifs avec des CRS.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Le silence des pays arabes sur Gaza et le Liban, une "*nouvelle Nakba*" pour les Palestiniens - France 24 2 novembre 2024

Après un an de guerre à Gaza et un conflit qui s'étend désormais au Liban voisin, les pays arabes restent peu enclins à condamner Israël ou exiger un cessez-le-feu. Une situation qui reflète la complexité des relations des pays du Golfe avec l'État hébreu, vécue comme une trahison par de nombreux Palestiniens.

"*La Palestine n'a pas connu un tel silence depuis les années de la Nakba [la catastrophe, la création de l'État d'Israël en 1948]. Nous vivons une nouvelle Nakba mais avec le consentement des Arabes*". Les mots sont durs. Le constat, sans appel. Pour Marwan, journaliste en Cisjordanie occupée ayant requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, le silence des pays arabes est de plus en plus assourdissant. "*Au niveau politique, ils ne soutiennent pas l'application des résolutions internationales, ni même les résolutions prises lors des sommets arabes. Pour eux, la cause palestinienne qu'un slogan*".

Alors que la guerre ravage la bande de Gaza depuis plus d'un an et qu'elle s'est désormais propagée au Liban voisin, les pays arabes brillent par leur quasi-absence. Même les frappes israéliennes sur l'Iran, samedi 26 octobre, ont à peine poussé les pays du Golfe à balbutier une condamnation. Du bout des lèvres.

"*Aujourd'hui, il y a un gouffre entre les opinions publiques arabes et les gouvernants,* souligne Karim Émile Bitar, professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et chercheur associé à l'Iris. *Les opinions publiques sont dans leur écrasante majorité des soutiens de la question palestinienne. Elles sympathisent avec la souffrance des populations civiles libanaises et palestiniennes. En revanche, la grande majorité des leaders autoritaires de la région, directement inféodés aux États-*

Unis, doivent prendre en compte les considérations américaines car Washington assure leur maintien au pouvoir en leur apportant un soutien économique, militaire et politique."

Un sentiment d'abandon qui n'empêche pas les Palestiniens d'être solidaires des Libanais. "*Ce qui se passe en Palestine et au Liban est interconnecté. Le fait que le Liban n'ait pas de traité de paix avec Israël en fait un danger, d'autant plus qu'il se trouve directement à sa frontière*", insiste Marwan, rappelant que « *les pays arabes ne savent que condamner et 'dénoncer fermement'. Le silence d'un pays musulman ou arabe tue bien plus que les opérations militaires* [israéliennes]. *Ils entendent les cris des Palestiniens. Où sont les Arabes, où sont les musulmans ? Ils ne bougeront pas même si Al-Aqsa* [la plus grande mosquée de Jérusalem et troisième lieu saint de l'islam, NDLR] *est détruite* ». France 24 2 novembre 2024

États-Unis.

Élections aux États-Unis : Les mécanismes de la fraude - Mondialisation.ca, 02 novembre 2024

1) Les deux grands partis, républicain et démocrate, choisissent leur candidat à la présidence par le biais d'élections primaires organisées dans les 50 États. Ces élections se déroulent de manière différente d'un État à l'autre. Dans certains États, les candidats sont choisis à bulletin secret, dans d'autres, lors de réunions ouvertes, les caucus. Dans certains États, seuls les membres inscrits du parti organisant le caucus peuvent participer au caucus, dans d'autres, les non-membres du parti ou les membres du parti rival peuvent également participer et voter.

2) En fonction du résultat du caucus, chaque candidat se voit attribuer un nombre variable de délégués, qui représentent leur État à la convention nationale du parti, qui choisit le candidat à la présidence. La convention réunit non seulement les délégués des États, mais aussi les super-délégués : des personnalités importantes du parti qui peuvent voter pour qui elles veulent, et parfois renverser la situation.

3) Une fois que les deux partis ont choisi leurs candidats à la présidence, une élection générale est organisée. Les électeurs n'élisent pas directement le Président mais un Grand Electeur qui représente le candidat choisi.

4) 538 grands électeurs élisent le président des États-Unis. Pour devenir président, il faut obtenir le vote d'au moins 270 d'entre eux. Chaque grand électeur représente le parti auquel il appartient, mais la Constitution américaine ne l'oblige pas à voter pour le candidat présidentiel choisi par son parti.

5) Chaque État dispose d'un quota de Grands Électeurs, calculé pour favoriser les petits États : le Wyoming, peu peuplé, a un Grand Électeur pour 194 000 habitants ; la Californie, plus peuplée, en a un pour 723 000 habitants.

Résultat :

Ce système permet des manœuvres politiques de toutes sortes : par exemple, celle de faire assister et voter des membres de son propre parti pour des membres du caucus du parti adverse afin de ne pas faire élire tel ou tel candidat considéré comme politiquement dangereux.

L'attribution d'un Grand Electeur en fonction d'un nombre d'habitants qui varie d'un Etat à l'autre conduit parfois à la Présidence des Etats-Unis les candidats qui ont obtenu le moins de voix lors de l'élection générale.

Le mécanisme de vote

1) Il n'existe pas de loi fédérale exigeant l'identification des personnes qui se rendent aux urnes. Le gouverneur de Californie, qui appartient au parti démocrate, a promulgué une loi qui interdit d'exiger l'identification des personnes qui se rendent dans les bureaux de vote pour voter.

2) Lors des élections de 2020, le nombre de votes par correspondance a fortement augmenté pour atteindre plus de 66 millions (contre 28 millions en 2016).

3) Une loi de 2002 exige la présence d'une machine à voter électronique dans tous les bureaux de vote. Il n'existe aucune norme permettant de construire une machine électronique utilisable en toute sécurité.

4) Environ un quart des électeurs voteront avec des machines émettant des bulletins de vote en papier. Les autres voteront avec des machines électroniques qui stockent les votes et peuvent ou non produire un enregistrement papier du vote.

Résultat :

Ce mécanisme permet des fraudes de toutes sortes. Les bulletins de vote qui arrivent par la poste sont ouverts et enregistrés par du personnel engagé par des sociétés privées, dans lesquelles il peut y avoir des personnes chargées de falsifier les résultats.

Les machines à voter électroniques peuvent être trafiquées, en les chargeant de programmes qui falsifient les résultats.

Le professeur Alex Halderman, [photo ci-dessus] qui enseigne l'informatique à l'université du Michigan, l'a démontré en simulant un vote dont les machines électroniques ont renversé le résultat. Mondialisation.ca, 02 novembre 2024

Russie.

J-C – Bref, nous sommes les seuls à avoir payé leurs sanctions contre la Russie, normal, non ?

La Russie dépasse les États-Unis en tant que fournisseur de gaz de l'UE «*même sans Nord Stream*» - RT 2 nov. 2024

La Russie est devenue le deuxième fournisseur de gaz de l'UE au 2e trimestre 2024, devançant les États-Unis, indique le quotidien allemand Die Welt, citant des données de la société de conseil Bruegel.

Au 2e trimestre, le gaz russe représentait environ 17 % des importations européennes. Selon les estimations des analystes, les États-Unis ont acheminé 12,27 milliards de mètres cubes de gaz

naturel liquéfié (GNL) par navires-citernes vers le marché européen, alors que la Russie a livré près de 12,73 milliards de mètres cubes.

La dernière fois, la Russie s'était classée deuxième fournisseur du marché européen après la Norvège au troisième trimestre 2022, après le déclenchement des hostilités en Ukraine. À l'époque, le gazoduc Nord Stream contribuait encore au volume des approvisionnements, tandis qu'aujourd'hui, la Russie occupe la deuxième place «*même sans Nord Stream*». RT 2 nov. 2024

Gaz : la Russie a augmenté de 15% ses exportations vers l'Europe via gazoduc - RT 2 nov. 2024

Ce 2 novembre, l'agence TASS a rapporté que la Russie avait augmenté ses exportations de gaz vers l'Europe via gazoduc de plus de 15% au cours des 10 premiers mois de l'année.

Selon les calculs de l'agence, basés sur les données quotidiennes de Gazprom sur le transit par l'Ukraine et le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel (ENTSOG), le volume de gaz russe expédié de janvier à octobre vers les pays de l'UE atteindrait 26,52 milliards de mètres cubes.

Au cours de la même période en 2023, les livraisons de gaz de la Russie à l'Europe s'étaient élevées à 23 milliards de mètres cubes.

Selon un récent rapport du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui compte notamment parmi ses membres les cinq principaux producteurs mondiaux de gaz (l'Algérie, l'Iran, le Qatar, le Venezuela et la Russie), les livraisons de gaz russe à l'UE par gazoduc ont augmenté de 3 milliards de m3 au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Même tendance observée du côté de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui souligne que les exportations de «*l'or bleu*» russe, par voie terrestre, ont augmenté de plus de 10 % (soit plus de 2 milliards de m3) au cours des neufs premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2023.

L'AIE dresse notamment un parallèle avec les livraisons russes de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Européens qui ont elles aussi augmenté de 2 milliards de mètres cubes sur un an (+16%) «c*onsolidant la position de la Russie en tant que deuxième plus grand fournisseur de GNL en Europe*» derrière les États-Unis. RT 2 nov. 2024

Russie : les ventes de voitures et d'utilitaires neufs atteignent un niveau record - RT 2 nov. 2024

Les résultats des ventes d'octobre de tous les types de véhicules à moteur, à l'exception des camions, ont montré des résultats mensuels records cette année, a rapporté ce 2 novembre l'agence de presse Interfax, citant le ministère russe de l'Industrie et du Commerce.

Selon ce dernier, les ventes en Russie de voitures et de véhicules utilitaires légers (VUL) neufs en octobre 2024 ont augmenté de 51,6% par rapport à octobre 2023, pour atteindre 184 698 unités. Dans le détail, 168 483 voitures et 16 215 VUL neufs ont été vendus.

Au total, depuis le début de l'année, le volume du marché dans le segment des voitures particulières s'est élevé à 1,3 million de voitures, soit une hausse de 58% en glissement annuel. Une tendance également observées, selon ces données, du côté des VUL (+38%) et dans une moindre mesure pour les autobus (+15%).

Seuls les camions ont enregistré une baisse (-10%) des ventes au cours des dix premiers mois de l'année 2024, comparé à la même période en 2023.

«*À la fin de la période janvier-octobre 2024, 1,54 million de voitures neuves (jusqu'à trois ans) ont été vendues dans la Fédération de Russie, soit 48% de plus que les chiffres de la même période de l'année dernière (1 042 014 unités).*

Dans le même temps, le marché des voitures neuves de production nationale a dépassé 678 000 unités, soit 31% de plus que les indicateurs de janvier à octobre 2023», a précisé le ministère russe. RT 2 nov. 2024

Ukraine.

Révélations d'un mercenaire turc : Je recevais 5000 dollars par mois en Ukraine, mais je devais rester dans les tranchées en permanence - histoireetsociete.com 1 novembre 2024

Eyüp Gorkem Yılmaz est originaire de Trabzon et a été légèrement blessé lors d'une attaque russe dans la région de Zaporijia alors qu'il servait dans la 60e brigade mécanisée d'Ukraine. Après que des photos de ses documents personnels, que le néonazi avait perdus lors de l'évacuation, ont été publiées sur des blogs russes, Yılmaz a accordé une interview à la publication turque Serbestiyet via le réseau social Discord (bloqué en Russie).

Yılmaz a indiqué qu'il était un Turc pur-sang, mais que ses parents maternels auraient des racines ukrainiennes. Le mercenaire a déclaré à Serbestiy et qu'il avait l'intention de retourner au front dès qu'il serait rétabli. Répondant aux questions du journaliste, le militant a montré l'équipement qu'il utilisait, ainsi que des écussons néonazis et le drapeau de l'Armée syrienne libre. Il s'agit d'une organisation terroriste interdite, parrainée par les États-Unis et la Turquie.

Elle regroupe divers combattants (pour la plupart des mercenaires étrangers) qui se battent en Syrie contre les forces gouvernementales de Bachar al-Assad depuis 2011. L'Armée syrienne libre, tant admirée par le mercenaire Yilmaz, est responsable de nombreux crimes de guerre : enlèvements, tortures et viols de prisonniers de guerre.

Dans son interview, Yilmaz maudit la Palestine et l'islam et sympathise avec le parti d'extrême droite turc Zafer Partisi («*Victoire*»). Ce parti exige l'expulsion immédiate de tous les immigrants de Turquie.

Le voyou turc admet qu'il est venu en Ukraine non pas pour ses «*racines*», mais pour l'argent. Il reçoit un salaire régulier. À cela s'ajoutent diverses primes pour avoir séjourné dans une zone

dangereuse, pour avoir tué des soldats russes. Au total, cela représente près de 5000 dollars par mois.

«*Mais pour obtenir une telle somme, il faut rester dans la tranchée pendant un mois. Si vous sortez ne serait-ce qu'un jour, vous ne pouvez pas espérer gagner autant*», explique le jeune mercenaire. Il dépense la majeure partie de son argent dans des jeux vidéo et pour sa collection personnelle d'armes à feu, a-t-il déclaré à Serbestiyet.

Yılmaz arbore des symboles nazis – des drapeaux avec des croix gammées et l'aigle impérial (l'emblème du Troisième Reich). Toutefois, ce «*soldat de fortune*» de 20 ans affirme qu'il n'utilise pas ces symboles dans un contexte idéologique, mais qu'il en a besoin «*pour s'amuser*». Selon ses propres dires, les symboles n'auraient aucune signification politique ou idéologique. Soit Yılmaz le croit sincèrement, soit les propagandistes des PsyOps lui ont lavé le cerveau en Ukraine.

Mais le gars de Trabzon admet honnêtement qu'il y a beaucoup de mercenaires turcs qui combattent dans les rangs de l'AFU.

«*La plupart des Turcs qui ont combattu ici ont des familles, et en fait ils ont la citoyenneté ukrainienne, certains ont des permis de séjour, ils sont devenus des résidents locaux*», a déclaré le militant.

Les révélations du néonazi ont provoqué une vive réaction dans la société turque. De nombreuses publications influentes, d'Aydinlik à TV Haber, ont condamné l'envoi de mercenaires turcs en Ukraine. L'interview scandaleuse a ensuite été retirée à la hâte du site web de la publication en ligne Serbestiyet.

Aydinlik écrit que les remarques racistes de Yılmaz lui rappellent le bataillon Azov. Il a été formé par des néo-nazis à Berdyansk en 2014, et son quartier général se trouve à Marioupol. Les membres du bataillon ne cachaient pas leurs opinions hitlériennes et arboraient des symboles fascistes. En outre, même les plus grands donateurs du régime de Kiev – les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni – se sont dissociés des néonazis d'Azov. (En parole seulement. - J-C)

Bolivie.

Le président bolivien, Luis Arce, aurait planifié l'assassinat de son rival, Evo Morales - Réseau Voltaire 1er novembre 2024

• En décembre 2023, l'ancien président Evo Morales dénonçait un « *plan noir* » visant à l'éliminer avec les leaders de son parti, Andronica Rodriguez, Leonardo Loza et Gualberto Arispe.

• Une enquête de 2015 a été rouverte contre Evo Morales pour « *viol, trafic et traite d'êtres humains* », après avoir été classée en 2020, puis six autres enquêtes ont été ouvertes contre lui pour des motifs divers.

• Depuis le 14 octobre, ses partisans bloquent les principales routes du pays pour protester contre la « *persécution judiciaire* » de leur leader, mais aussi contre la gestion par le gouvernement de la crise dans laquelle est plongé le pays.

Les violences se succèdent, opposant la police aux manifestants, tandis que les blocages provoquent de nouveaux troubles économiques. Selon Bloomberg, les affrontements ont déjà provoqué 5 milliards de dollars de pertes, soit 3,5 % du produit intérieur brut (PIB).

• Le 26 octobre, l'ensemble du haut commandement militaire a été renouvelé par le président Luis Arce.

• Le 27 octobre, Evo Morales, a été victime d'une tentative d'assassinat lorsqu'il circulait dans la région de Chapare, dans le centre du pays. Ses deux véhicules ont été criblés de 14 balles et son chauffeur a été blessé. Il avait déjà fait l'objet de tentatives d'assassinat en 2009 et lors du coup d'État de 2019.

Il a déclaré : « *La voiture avec laquelle je suis arrivé a reçu 14 balles. Moi, ça m'a surpris. Heureusement, aujourd'hui, nous sommes en vie [...]. Ce sont des hommes encagoulés qui ont tiré [...]. C'était planifié, c'était pour tuer Evo [...]. [Le président] Luis Arce a détruit la Bolivie, et maintenant il veut éliminer notre mouvement en en finissant avec la vie d'Evo. On va voir comment on va se préparer [...]. Un état de siège est en marche.* »

• Les assaillants ont utilisé des hélicoptères militaires et se sont repliés dans la caserne de la 9° division.

• Eduardo del Castillo, ministre de l'Intérieur, a réfuté cette version, affirmant qu'il s'agissait d'une « *mise en scène* » d'Evo Morales. Il a expliqué lors d'une conférence de presse que l'incident était survenu lors d'un contrôle routier mis en place dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue dans le Chapare. Roberto Rios, vice-ministre de la Sécurité, a avancé l'hypothèse d'un « *auto-attentat* » de la part d'Evo Morales.

• Evo Morales a admis que sa voiture et son véhicule d'escorte appartiennent au Venezuela. Il a déclaré : « *Je ne quitterai pas la Bolivie, je suis avec mon peuple et avec les gens nous allons résister et nous allons faire face et vaincre un gouvernement corrompu, un gouvernement de narcos*. »

• Les avocats d'Evo Morales ont saisi la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

• Le président Luis Arce envisage de décréter l'état d'urgence.

Depuis quatre ans, la gauche latino-américaine se divise et s'aligne progressivement sur la gauche nord-américaine et européenne. Elle abandonne la défense des prolétaires pour celle des minorités. En Équateur, le président Lenin Moreno a tourné le dos à son prédécesseur, Rafael Correa, pour s'aligner sur Washington et mener des politiques néolibérales. Au Pérou, le président Pedro Castillo a été renversé et emprisonné pour être remplacé par son ancienne ministre du Développement, Dina Boluarte, désormais alliée à la droite.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 novembre 2024

Dans la rubrique, il faut qu'ils falsifient ou salissent tout ce qu'ils touchent.

J-C – On a envie de répondre : Gros con !

Inde: au moins 36 morts dans un accident de bus dans l'Himalaya - BFMTV 4 novembre 2024

Au moins 36 personnes sont mortes ce lundi 4 novembre en Inde, dans l'État de l'Uttarakhand (nord), après que le bus qui les transportait a plongé dans une gorge, a annoncé un responsable de cet État himalayen.

Les accidents sont fréquents sur le vaste réseau routier indien, mal entretenu et notoirement dangereux. BFMTV 4 novembre 2024

J-C - L'inde demeure un pays sous-développé, victime de la colonisation et du pillage occidental, de la corruption et d'un régime soumis aux règles du capitalisme mondial, dans ces conditions, comment voulez-vous construire des routes fiables et les entretenir entre 3500 et 5000 mètres d'altitude, cela nécessiterait des moyens financiers colossaux que l'Inde n'a pas, puisqu'elle achète des Rafales à la France !

Pour que les lecteurs se fassent une petite idée de ces routes, quelques vidéos, je n'en ai visualisé qu'une seule, la première.

Inde, les acrobates de l'Himalaya | Les voyages les plus meurtriers

https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=J-uCOLXnzq0

Les routes imprévisibles de l'Himalaya

https://www.youtube.com/watch?v=4AF0U0aYCCs

L'Inde : entre Dieu et les hommes | Les voyages les plus meurtriers

https://www.youtube.com/watch?v=X0364audXUo

Mes commentaires dans un blog médical.

J-C – J'ai cessé d'envoyer des commentaires au blog *Le Grand Soir*. Ces gens-là pratiquent l'entre-soi, par conséquent, cela ne présente aucun intérêt. Qui plus est, en consultant leurs archives, ce que j'aurais dû faire dès le début, j'ai découvert que le 21 août 2016, il avait osé publier un article de Trotsky présenté par qui, je vous le donne en mille, un membre de l'extrême droite ou un facho notoire, Nicolas Bonnal, un ex-militant du Groupe union défense (GUD), collaborateur de plusieurs périodiques d'extrême droite, dont *Le Libre Journal de la France courtoise*, *Les 4 Vérités Hebdo* et *Contrelittérature*, ainsi qu'au site internet Boulevard Voltaire également d'extrême droite.

Au *Grand Soir*, il ne pouvait pas ignorer qui était Nicolas Bonnal, n'est-ce pas ? Vous me direz que de la part d'ex ou néo staliniens, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. Ils ont publié la plupart de mes commentaires, ils en ont censuré au moins un, et ils ont laissé sans réponse un texte que je leur avais proposé pour publication, il était peut-être mauvais, je l'ignore, peu importe, c'est mieux ainsi. Tournons la page.

Passons aux commentaires que j'ai adressés au blog du docteur Maudrux, car je m'intéresse autant à la médecine qu'à la politique, ça doit être l'âge !

Premier constat

C'est dingue, dès que j'interviens dans un blog sur n'importe quel sujet, aussitôt je me fais agresser !

- Voilà pourquoi j'ai déserté ce blog. C'est toujours très agréable de se voir traité de la sorte. Les hypocondriaques se calment.

J'ai pris soin de préciser "*seule l'accumulation peut poser un problème*", donc je n'ai jamais nié qu'il ne puisse pas y avoir un problème en certaines circonstances. Alors apprenez à lire, au lieu de me calomnier en m'assimilant à "la presse poubelle".

Vous me demandez "*quelles sont vont sources ?*", où sont les vôtres ? On s'en foutra et j'explique pourquoi.

Du jour au lendemain, on nous balance qu'il faudrait arrêter de manger ou de boire tel ou tel aliment que l'on consomme parfois depuis des lustres sans s'en porter plus mal, et il s'en trouve toujours pour leur donner raison.

Et le plus fort ici, c'est que vous donnez raison à des ONG liées à Soros, bien connu pour être un farouche ennemi de "*Big Pharma, Big Food, Big Chimie, Big dentistes*" !

Car, au cas où cela vous aurait échappé, ce n'était pas le méthylmercure ou les métaux lourds qui étaient visés en tant que tels dans l'étude et l'article en question, mais la consommation de thon ou de gros poissons qui contiennent naturellement du méthylmercure.

La même réflexion vaut pour la viande en général, dont ils veulent dissuader la population de consommer en recourant à des artifices tout aussi pernicieux ou frauduleux...

Dès lors qu'on a une alimentation diversifiée et équilibrée en quantité raisonnable, aucun aliment n'est mauvais pour la santé, croire le contraire, c'est être passé sous influence de la propagande officielle.

- J'ai oublié de préciser que l'ONG Bloom visait le thon en boîte, tout en sachant que la plupart des gens n'ont pas les moyens de s'acheter du thon frais.

Donc, insidieusement et contrairement à ce qu'ils affirment dans leur étude que je viens de lire, c'est bien la consommation de thon en général qu'ils visaient. Il n'aura échappé à personne, qu'ils veulent absolument dicter le comportement alimentaire de la population, afin de mieux la contrôler, comme tout le reste d'ailleurs...

- Alors, il ne vous aura pas échappé non plus, que les personnes atteintes de maladies neurodégénératives présentaient des carences en magnésium et en vitamine D, idem dans le cas des maladies auto-immunes, ceci explique peut-être aussi cela.

Tous les métaux dits lourds sont présents à l'état naturel dans l'environnement, donc nous en absorbons tous tout au long de notre vie.

Sinon, il reste le confinement, mais je ne pense pas que mon cerveau libre et critique s'en remettrait!

Sur la situation politique et sociale en France.

Grosses charrettes en perspective.

Michelin va fermer ses usines de Cholet et de Vannes, plus de 1 200 salariés concernés - Le Point/AFP Le Point/AFP 5 novembre 2024

Chez Auchan, plus de 2 000 emplois menacés - Le Point/AFP 4 novembre 2024

J-C – Quand on pense à la condition ouvrière, on évoque les différentes couches de travailleurs en fonction de leurs revenus, mais on ne met pas suffisamment l’accent sur la précarité de leur situation sociale qui les guette tous, qui peut basculer du jour au lendemain et briser leur vie ou lui causer parfois des dégâts irréparables.

J’y suis particulièrement sensible, pas seulement parce que je me suis retrouvé au chômage un nombre de fois incalculables, mais aussi, parce qu’en Inde on a tous un statut précaire absolu, sauf les très riches, le 0,1%. Et puis je deviens vieux, 69 ans, je dois veiller à ma santé avec les faibles moyens financiers dont je dispose, le tout fait réfléchir, je vous assure. Je m’en fous de mourir, mais si possible en bonne santé ou encore en bon état, sans souffrir inutilement, j’ai eu mon lot et c’est largement suffisant !

La même chose se produit avec la santé.

Quand on est en bonne santé, on ne s’en préoccupe pas, jusqu’au jour où par surprise la maladie vous cloue au lit ou pire encore. Vous ne comprenez pas ce qui vous arrive tellement c’était imprévu et brutal. Vous n’êtes pas davantage capable de réfléchir, que lorsque vous vous retrouvez sur le carreau, parce que vous n’avez jamais pris conscience, que votre condition sociale ou votre

état de santé étaient le produit d'un processus dialectique au cours duquel un ensemble de facteurs étaient en perpétuel mouvement, de sorte que l'évolution de leurs rapports pouvaient soudainement s'inverser ou prendre une toute autre trajectoire ou destiné que celle que vous aviez imaginée inconsciemment. On va arrêter là.

Comme boussole, pour ne jamais vous paumer ou toujours savoir dans quel état vous êtes, cela aide aussi à faire face en cas de coup dur, je vous conseille le matérialisme dialectique ou le marxisme, le taux d'efficacité dépend uniquement de la maîtrise qu'on en a acquis.

Voyez comme ils sont faibles, et leur idéologie ne leur est d'aucun secours.

Emmanuel Macron « *a l'air paumé, on ne comprend pas ce qu'il fait* », tacle un ministre - 20minutes.fr 4 novembre 2024

Trois ans avant la prochaine élection, la présidence d'Emmanuel Macron a donc déjà des allures de fin de règne… 20minutes.fr 4 novembre 2024

En plein débat budgétaire, les députés du « *socle commun* », censés soutenir le gouvernement, ont déserté les bancs de l'Assemblée. - Le Point 4 novembre 2024

Non, vous ne rêvez pas. C'est ici, en France, dans la plus haute instance de la représentation nationale que nous assistons à un spectacle déconcertant, pour ne pas dire affligeant. Alors que le pays est au bord du gouffre, que l'Europe nous attend au coin du bois pour nous faire payer notre dette publique colossale, que les agences de notation sont à deux doigts de nous déclasser, à l'Assemblée nationale, en plein débat sur le projet de loi de finances 2025, nos députés ont pris la poudre d'escampette.

C'est l'élément de langage répété en boucle par de nombreux macronistes. Pourquoi perdre son temps à l'Assemblée, disent-ils, puisque nous savons que les jeux sont faits, qu'au bout de ce simulacre de débat, l'homme qui gouverne sur un fil, Michel Barnier, usera du 49.3 pour en finir avec cette mascarade ?

J-C - Voyez comme ils sont désabusés, ils sont plus faibles que ce que l'on croit généralement, il ne faudrait pas grand-chose pour les chasser du pouvoir, mais hélas il n'existe aucune force organisée pour entraîner les masses à l'assaut du régime.

https://www.lepoint.fr/politique/macron-barnier-et-les-deputes-pomponettes-04-11-2024-2574354_20.php

---

En famille. La France, toujours plus répressive et militarisée.

J-C – Vont-ils construire des prisons pour 5 millions de prisonniers supplémentaires ?

- "*On a 5 millions de consommateurs dans notre pays…*", a précisé le garde des Sceaux sur France info.

Drogue : Prison pour les consommateurs et armée dans les quartiers… Les propositions chocs de députés RN et Macroniste - 20minutes.fr/AFP 3 novembre 2024

Face aux violences de ces derniers jours liées aux trafics de drogue, le député RN Jean-Philippe Tanguy propose de brefs séjours en pour les consommateurs. Karl Olive, député Renaissance, suggère, lui, l'envoi de l'armée dans certains quartiers. 20minutes.fr/AFP 3 novembre 2024

J-C – Pour savoir pourquoi ces despotes criminalisent la consommation de cannabis, je suis allé voir sur Google :

Ils lui reprochent de procurer du « *bien-être* » ou du « *plaisir* ».

- La consommation de THC entraîne des effets euphorisants, une désinhibition et un sentiment de bien-être.

- Le cannabis augmente la concentration de dopamine (la substance chimique qui procure la sensation de plaisir) dans le cerveau.

Les psychopathes dénués d'empathie lui reproche d'être aphrodisiaque, ils préfèrent la guerre !

- Le CBD activerait une partie du cerveau responsable de l'excitation sexuelle.

Ils lui préfèrent l'alcool qui fait plus de ravage.

- L'alcool demeure de loin une cause plus importante de maladies et de décès que le cannabis.

- L'alcool est la pire substance pour la santé, suivi du tabac et du cannabis

Je peux dire pour en avoir consommé modérément pendant 40 ans environ, qu'il ne rend pas particulièrement schizophrène, psychotique ou dépressif, sauf si vous aviez des prédispositions pour le devenir. Il n'est pas non plus addictif, j'ai arrêté du jour au lendemain il y a des années. Il facile le sommeil et favorise le travail intellectuel, c'est ce qui doit les emmerder. Leur société du spectacle ou du divertissement abrutissante et le sport-business, ne procurent pas les mêmes sensations, et on ne peut pas dire qu'ils favoriseraient leur épanouissement intellectuel, bien au contraire.

Comme je l'ai écrit récemment, quand on est bien dans sa peau ou qu'on tire suffisamment de plaisir de son existence, on peut se passer d'alcool et de drogue, le problème dans leur société de merde, c'est que c'est rarement le cas, et comme on ne peut pas toujours être triste ou angoissé, il faut bien décompresser d'une manière ou d'une autre.

A défaut de paradis terrestres ou célestes dans leur monde de merde, de socialisme à l'horizon, soyons large d'esprit et réaliste, les paradis artificiels offrent une alternative temporaire à ceux qui n'en peuvent plus, une sorte de thérapie inespérée, indolore et pratiquement sans risque pour peu qu'on n'en abuse pas, c'est comme tout, thérapie que l'on ne condamnera pas si elle peut aider certains à ne pas sombrer dans le désespoir et la dépression, dont il est très difficile de sortir ou qui laisse des séquelles indélébiles.

Tiers mondialisation de la France en marche.

Un tiers des Français disent avoir souffert du froid chez eux l'hiver dernier - 20 Minutes/AFP 4 novembre 2024

En 2024, la consommation d'énergie a été une préoccupation pour 85 % des foyers, contre 89 % en 2023. Mais dans les actes, 75 % des foyers déclarent avoir restreint le chauffage pour ne pas avoir de factures trop élevées, une proportion qui reste importante même si elle diminue après cinq années consécutives de forte hausse.

Et pour 28 % des consommateurs, les factures d'énergie étaient tellement élevées qu'ils ont du mal à les payer. En cas d'impayés, un foyer risque une coupe d'électricité de la part de son fournisseur ou une réduction de la puissance électrique de son logement s'il est bénéficiaire du chèque énergie ou si son fournisseur a décidé de ne plus pratiquer de coupures.

Le nombre d'interventions pour impayés a dépassé le million en 2023, selon le Médiateur de l'énergie : 265.000 coupures d'électricité et de gaz, en baisse de 18 % sur un an, mais les réductions de puissance d'électricité ont augmenté de 15 %, à 736.000.

Ils vous appauvrissent et vous rackettent par-dessus le marché, et pas qu'un peu, 7 milliards d'euros

La flambée des prix, atteignant 5 % d'inflation annuelle, a plongé des millions de Français dans des situations financières précaires. 47 % des salariés ont dépassé au moins une fois leur découvert bancaire autorisé en 2022, générant près de 7 milliards d'euros d'agios et de frais bancaires versés aux banques. L'incapacité à faire face à des imprévus financiers est ainsi devenue une source majeure de stress, affectant à la fois le bien-être et la productivité des travailleurs. Le Point 4 novembre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Conflit au Proche-Orient : 52 pays emmenés par la Turquie appellent à un embargo sur les livraisons d'armes à Israël - RT 5 nov. 2024

Le gouvernement turc continue de s'opposer à l'État hébreu. Outre la fin des relations commerciales bilatérales pourtant jusque-là florissantes qu'Ankara a décidé en mai et le soutien affiché au Liban et à Gaza, la Turquie a soumis le 3 novembre une lettre conjointe à l'Onu pour réclamer l'arrêt de la fourniture et de la livraison d'armes à Israël.

«*Nous devons réitérer à chaque occasion que vendre des armes à Israël équivaut à une complicité de génocide*», a déclaré le 3 novembre le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan lors d'un point presse à Djibouti, en marge de la troisième Conférence ministérielle d'examen du partenariat Turquie-Afrique, rapporte le média Anadolu.

À l'initiative de la Turquie, cette lettre a été signée par plus de 52 pays dont l'Arabie saoudite, le Brésil, l'Algérie, la Chine, l'Iran et la Russie, mais également par deux organisations internationales que sont la Ligue arabe et l'Organisation de coopération islamique.

«*Nous devons empêcher Israël d'acheter des armes et des munitions. Nous devons maintenir notre sensibilité sur cette question à l'ordre du jour sur toutes les plateformes*», a ajouté le ministre turc des Affaires étrangères qui voit dans le Premier ministre israélien une «menace mondiale» et exhorte les pays membres des Nations unies à faire pression sur l'État hébreu pour qu'il respecte le droit international.

«*Il y a un génocide à Gaza. L'intention de Netanyahou est d'éliminer complètement la solution à deux États en utilisant tous les moyens possibles*», a-t-il souligné en apportant son soutien au Liban. Hakan Fidan a insisté sur le fait qu'Israël ne devait pas étendre le conflit à l'ensemble de la région. RT 5 nov. 2024

J-C - And sometime I read news in India media...

Russia, Saudi Sign Turkey's Letter To UN Calling For Arms Embargo On Israel - The Times of India Nov 04, 2024

Hundreds Storm Ship With Israeli Weapons In NATO Nation; *'No Zionism In Our Ports'* - The Times of India Nov 04, 2024

https://timesofindia.indiatimes.com/videos/international/russia-saudi-sign-turkeys-letter-to-un-calling-for-arms-embargo-on-israel/videoshow/114918966.cms

---

Les enchères israélo-iraniennes masquent la réorganisation des alliances au Moyen-Orient par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 novembre 2024

Les déclarations tonitruantes de frappes définitives et douloureuses de l'Iran sur Israël et vice-versa se sont avérées illusoires. Nous n'avons pas assisté au cataclysme annoncé, mais à un repositionnement des principaux acteurs. Les hommes et les femmes qui, dévoués à l'indépendance de leur pays, ont tout sacrifié à Gaza, au Liban et au Yémen doivent se réorganiser sans le soutien de leurs anciens parrains.

https://www.voltairenet.org/article221458.html

Iran.

J-C –Quand deux polices des mœurs s'affrontent, il y a fort à parier, c'est un euphémisme, que ni l'une ni l'autre ne respectent les aspirations légitimes des femmes, qu'ils instrumentalisent pour mieux les violer à des fins politiques.

Iran : une étudiante dévêtue dans une université de Téhéran - Franceinfo/AFP 4 novembre 2024

Sur les réseaux sociaux, elle est en train de devenir une icône du mouvement de défense des femmes en Iran. Franceinfo/AFP 4 novembre 2024

La classe politique française salue le courage de l'étudiante iranienne, arrêtée après s'être dévêtue - sudouest.fr/AFP 4 novembre 2024

Jordan Bardella pour le RN, Sandrine Rousseau chez les Verts, Ayda Hadizadeh pour le Parti socialiste… De nombreux élus ont réagi à l'arrestation de l'étudiante iranienne après s'être dévêtue.

Le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot a pointé ce mardi le "*courage*" de la jeune Iranienne. sudouest.fr/AFP et BFMTV 4 et 5 novembre 2024

J-C – Raison de plus pour ne pas hurler avec ces loups enragés ! Personne ne sait exactement ce qui s'est réellement passé en Iran, c'est cela le plus extraordinaire ou révélateur. A suivre.

En attendant, quelques éléments trouvés sur le Net, qui permettent d'en conclure provisoirement qu'on est à nouveau en présence d'une mystification des Américains.

Qui est à l'origine de cette affaire ?

Le bulletin d'information Amir Kabir, ont été publiées par de nombreux organes de langue persane, dont le groupe de défense des droits de l'homme de Hengaw et le site d'information Iran Wire, ainsi qu'Amnesty International. (firstpost.com 3 novembre 2024)

- D'après le bulletin d'information Amir Kabir qui a révélé l'affaire... (Le Point 4 novembre 2024)

L'article du Point renvoie au lien suivant, suivez le guide, vous ne serez pas déçu.

https://www.globalstudentforum.org/the-mahsa-revolution-and-student-protests-in-iran/

Nous sommes l'union mondiale des organisations d'étudiants de 135 pays et territoires.

https://www.globalstudentforum.org/partners/

Qui sont ses partenaires ?

- Oxfam

- Unesco (ONU)

- Open Society Foundations (George Soros)

J-C - Encore une fois, bingo !

Amirkabir Newsletter, qu'est-ce que c'est ?

La chaîne Amirkabir Newsletter Telegram - qui se décrit comme des "*médias du mouvement étudiant iranien*" et a été le premier à publier l'histoire. (bbc.com 5 novembre 2024)

La vidéo montre une jeune femme se déshabillant en pleine rue, au beau milieu de la foule. Une fois en sous-vêtements et pieds nus, elle s'installe d'abord sur un muret, dans une apparente indifférence générale. Puis elle se lève, et marche pendant de longues minutes, sous les regards incrédules.

J-C - Bref, tout le monde s'en tape ou presque, sauf les chancelleries occidentales et leurs médias qui montent cette scène en épingle à la suite de l'AFP, comme toujours. J'ai constaté que des médias chinois citaient l'AFP comme source.

Bulletin d'information Amir Kabir

https://en.wikipedia.org/wiki/Amir_Kabir_newsletter

À propos de la newsletter Amir Kabir

https://www.instagram.com/autnews_org/

https://autnews-org.translate.goog/about-autnews/?_x_tr_sl=fa&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

Khabarnameh Amirkabir (en anglais : Amirkabir Newsletter, Khabarnameh Amirkabir, AUTNews) est un média étudiant qui a débuté son activité à la fin des années 1970. Actuellement, ce média dispose de différents comptes d'utilisateurs sur les réseaux sociaux tels que Telegram, Instagram et Twitter. "*Amirkabir Newsletter*" fait référence à la formation de son noyau initial à l'Université de technologie d'Amirkabir (Polytechnique de Téhéran)

Champ d'activité : droits de l'homme et activité médiatique dans le domaine du mouvement étudiant iranien, activité médiatique contre la République islamique

Ce média étudiant se concentre sur les questions relatives aux droits de l'homme des étudiants, documentant les violations des droits de l'homme dans les universités iraniennes, notamment en ce qui concerne les vêtements des étudiants, des rapports en temps réel et quotidiens sur l'état des universités, publiant des informations et des analyses liées à la répression sécuritaire dans les universités iraniennes, et la publication d'articles critiques contre le fonctionnement de la république islamique se concentre sur les centres d'enseignement supérieur d'Iran.

De nombreuses photos et actualités du bulletin d'information d'Amir Kabir utilisées par les médias internationaux persans et non persans tels que Voice of America, BBC Persan, Radio International France, Radio Europe Azad/Radio Azadi, Iran International, Radio Farda, DW Farsi, Iranwire, Euronews, Keihan London, Apk Times Farsi, Al-Arabiya Farsi, Independent Farsi ainsi que des organisations de défense des droits humains telles que Human Rights Campaign in Iran, Harana et Hengao

J-C - Voice of America, la voix du Congrès américain, BBC, Radio International France, Euronews, on ne les présente plus, tout est dit !

En complément, ce mouvement ne manque pas de parrains, dont l'UE :

- Le mouvement des femmes, de la vie, de la liberté en Iran.

Le mouvement a reçu le prix de la liberté 2023 décerné par Freedom House et le prix Sakharov pour la liberté de la pensée, tous deux en octobre 2023. wikipédia.org

L'occasion de lancer une nouvelle campagne contre l'Iran à défaut de pouvoir le bombarder !

- L'appel mondial lancé à l'Iran pour qu'il libère Daryaei

Amnesty International a condamné l'arrestation de Daryaei, exigeant sa libération immédiate et inconditionnelle...

Info.

Au cours de sa campagne, le Président iranien Masoud Pezeshkian a dénoncé le projet de loi sur le hijab comme le « *Plan de noir* » et s'est engagé à mettre fin aux patrouilles de police de la moralité et à recourir à la violence à l'égard des femmes pour non-respect des règles du hijab.

Néanmoins, en octobre, le Conseil des gardiens de l'Iran a approuvé le projet de loi controversé Hijab et Chastity, qui fait actuellement l'objet d'un examen parlementaire. iranintl.com Nov 2, 2024

Moldavie.

Soulagement en Europe après la victoire de la présidente moldave Maia Sandu - AFP 4 nov. 2024

J-C – Lorsqu'à l'issue d'une élection qui s'est déroulée normalement, leur candidat a été battu, les Etats-Unis et leurs vassaux européens contestent les résultats. Mais, lorsqu'elle a été frappée d'illégitimité pour n'avoir pas permis à des dizaines de milliers d'électeurs de voter, et que leur candidat a été déclaré vainqueur, ils considèrent qu'il a été élu légitimement. Conclusion : tous les régimes en place en Occident sont des ennemis de la démocratie, ils sont illégitimes et doivent être renversés.

Élections en Moldavie: portée par la diaspora, Maia Sandu remporte la présidentielle - RT 4 nov. 2024

La présidente sortante a été réélue pour un deuxième mandat au second tour de la présidentielle qui s'est tenu le 3 novembre, obtenant plus de 55% des voix exprimées, selon les chiffres de la Commission électorale centrale. Le vote des Moldaves à l'étranger a nettement fait la différence.

Maia Sandu a remporté les élections présidentielles en Moldavie avec un résultat de 55,41%, dépassant son adversaire Alexandr Stoianoglo qui cumule 44,59% des suffrages exprimés, selon les informations de la Commission électorale centrale (CEC).

Le vote en faveur de la présidente sortante a été particulièrement prononcé dans la diaspora. Selon les informations de la CEC, Sandu a ainsi recueilli 83% des suffrages dans les bureaux de vote ouverts à l'étranger, contre seulement 17% pour Stoianoglo, marquant un écart de 210 000 voix en faveur de Sandu. À l'intérieur du pays, Stoianoglo était gagnant, avec un résultat de 51,2%, ne creusant qu'un écart de 32 000 voix. RT 4 nov. 2024

J-C – Si les 77.500 Moldaves expatriés en Russie avaient pu voter, le résultat aurait été inversé, les médias occidentaux n'en diront rien évidemment.

Moldavie : les socialistes ne reconnaissent pas les résultats provenant des bureaux de vote à l'étranger RT 4 nov. 2024

Le Parti socialiste de la république de Moldave (PSRM), premier parti d'opposition dans le pays, a déclaré ce 4 novembre qu'il ne reconnaissait pas le résultat dans les bureaux de vote étrangers, grâce auxquels la présidente sortante Maia Sandu a fait la différence face à Alexandr Stoianoglo, candidat soutenu par le PSRM. «*Maia Sandu est devenue la* "présidente de la diaspora".

Le Parti Socialiste de la République de Moldavie ne reconnaît pas le vote des circonscriptions étrangères grâce auquel Sandu a été déclarée vainqueur», stipule le communiqué. «*Maia Sandu est une présidente illégitime, reconnue uniquement par ses sponsors et ses partisans à l'étranger*», accuse le PSRM, avant d'affirmer: «*le peuple de Moldavie se sent trahi et volé*».

Le parti socialiste renvoi au score réalisé par Alexandr Stoianoglo auprès de «*ceux qui travaillent, perçoivent une pension, paient des impôts, élèvent leurs enfants et vivent ici*». Stoianoglo qui, affirme le PSRM, «*a remporté la véritable victoire aux élections présidentielles*».

«*Nous avons été confrontés à la réduction injustifiée des bureaux de vote, au blocage de l'accès des électeurs*», fustigent les socialistes. «Des centaines de milliers de citoyens du pays n'ont pas pu exercer leur droit électoral, ce qui explique la différence finale de voix», accusent-ils.

60 bureaux de vote, rien qu'en Italie

Le second tour des élections présidentielles s'est tenu en Moldavie le 3 novembre, le chef de la république étant élu pour quatre ans.

Selon la CEC, après avoir traité 100 % des protocoles, Sandu, soutenue par le parti pro-occidental Action et Solidarité, est en tête. Elle a obtenu 55,33 % des voix. Son adversaire, le candidat du parti socialiste d'opposition, Alexandr Stoianoglo, a quant à lui obtenu 44,67 % des voix.

Dans le même temps, l'opposant a obtenu 51,19 % des voix sur le territoire national, contre 48,81 % pour la présidente sortante. Dans les bureaux de vote à l'étranger, Sandu est en tête avec 74,13 % des voix, contre 25,87 % pour Stoianoglo.

Le 14 septembre, la CEC avait annoncé que 234 bureaux de vote seraient ouvert à l'étranger, dont 60 en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 16 en Amérique et seulement 5 en Russie. Une disparité pointée du doigt par la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, qui avait dénoncé une «restriction des droits des électeurs moldaves en Russie».

Selon les chiffres du ministère italien du Travail, plus de 107 000 Moldaves résidaient en Italie au 1er janvier 2023. Ils étaient un peu plus de 77 500, en Russie, selon des données de 2020 de l'agence publique russe de statistiques Rosstat.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 novembre 2024

Pour se détendre un peu avant d'attaquer la bête.

David Bowie - I'm Afraid of Americans (Official Music Video)

https://www.youtube.com/watch?v=LT3cERVRoQo

Totalitarisme. Pourquoi faire semblant quand "*leurs amis et alliés occidentaux*" montrent l'exemple.

Au Qatar, un plébiscite pour supprimer le droit de vote - Courrier International 8 novembre 2024

Une participation de 84 %, et le oui qui l'emporte avec 90 % des voix. C'est avec ces chiffres que les Qataris ont entériné par référendum, le mardi 5 novembre, une réforme constitutionnelle "*proposée*" le mois précédent par l'émir, Tamim ben Hamad Al-Thani, et visant à mettre fin à une première réforme, qui datait de 2003, pour ouvrir la voie à une démocratisation de la vie politique.

En sifflant la fin d'une courte expérimentation démocratique, le Qatar s'inscrit dans un mouvement plus vaste de restauration autoritaire dans le Golfe, avec la suspension de la vie parlementaire au Koweït et le déclin de la démocratie bahreïnie, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

"*Les familles régnantes du Golfe, si souvent désunies sur d'autres sujets, sont parvenues à un consensus. À savoir qu'elles n'ont plus du tout besoin d'envoyer des signes tangibles de démocratisation à leurs amis et alliés occidentaux*", conclut Arab Digest. Courrier International 8 novembre 2024

Lu dans France-Soir.

Bon, vous me direz, et vous avez raison, faire l'apologie d'un crime, en France, on peut déjà le faire. Il suffit juste de ne pas se tromper de crime. Par exemple, si on dit ceci, en direct au journal de 13H de LCI, à propos des milliers de victimes civiles gazaouies (hommes, femmes et enfants), causées par les bombardements israéliens : « *Je pense que je parle pour beaucoup de Français quand je dis : « Qu'ils crèvent ! » Israël fait ici le travail de l'humanité. Qu'ils crèvent tous !* ».

Ça, c'est bon. Ça, ça passe. Ça, en France, on a le droit de le dire. La preuve. C'était le 29 septembre 2024, il n'y a donc pas prescription. Et bien non seulement le parquet n'a pas diligenté de poursuites contre la personne qui a tenu ces propos, mais il n'a pas non plus fait retirer la vidéo par YouTube selon les règles de la communauté YouTube ou par des réquisitions qui l'y obligent, comme la loi contre les dérives sectaires sur Internet lui permet de le faire. Ceci alors que, à l'inverse, Youtube a censuré des vidéos contenant des références aux effets secondaires des vaccins ou à leur non-efficacité.

Et, bien sûr, le positionnement du parquet « *à ce sujet* » n'a absolument rien à voir avec le fait que la personne qui a tenu ces propos, se trouve être Louis Sarkozy.

Non. Si le parquet, « *à juste titre* » devrais-je sans doute dire, a considéré que ces propos tenus publiquement par le fils de Nicolas Sarkozy, ne constituent en aucune manière le délit d'apologie d'un crime, ni celui de provocation à la haine d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation ou une religion déterminée (délits définis et punis par les dispositions combinées des articles 23 et 24 de la loi sur la liberté de la presse), c'est, j'imagine, parce qu'il s'agissait là d'humour.

Ben si !

Comment ça ? Vous n'êtes pas au courant ? Le fils de Nicolas Sarkozy, lui aussi est un humoriste.

Les chiens ne font pas des chats. Alors comme son père a été un humoriste de renommée internationale lorsqu'il était ministre de l'Intérieur (« *Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité des 4 000. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé.* »), puis rebelote puissance 10 lorsqu'il fut président de la République (« *Descends, toi ! Viens t' battre si t'es un homme.* »), le fiston a pris le relais. En l'état, uniquement en tant qu'humoriste. Pas aussi comme prestidigitateur, comme son prestigieux papa l'a été. « *Prestidi-agitateur* », plus exactement, puisque ce n'est pas seulement « *d'un coup de baguette magique* » que Nicolas Sarkozy a transformé la Libye, jadis une démocratie modèle et prospère, en un chaos institutionnel posé sur un champ de ruines. C'est principalement, au prix de quelques dizaines de milliers de morts parmi la population civile, et après un renversement militaire du président élu au suffrage universel suivi par son assassinat.

La vidéo LCI :

https://www.youtube.com/watch?v=fGVZ9grqyrc&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Fedition.francesoir.fr%2F&source_ve_path=MjM4NTE

Dans quel pays tous les hommes sont suspectés d'être des prédateurs sexuels et tous les élèves des terroristes ? La France.

J-C - Lisez attentivement, je n'exagère rien, n'importe fait divers est instrumentalisé à des fins politiques afin de donner lieu à de nouvelles lois toujours plus liberticides qui finalement pourront s'appliquer à n'importe qui. La preuve, le discours officielle assimile l'antisionisme à l'antisémitisme, brandir un drapeau palestinien à un acte terroriste, de simples paroles à une agression sexuelle, un geste à un viol, à ce compte-là tout peut être interprété de manière à vous accuser d'avoir commis un acte délictueux...

Un exemple parmi tant d'autres, une chanson, direction la prison !

- Chanson anti-Darmanin: prison ferme requise en appel contre un militant écolo - AFP 5 novembre 2024

Ils veulent instaurer un régime de terreur où plus personne n'osera parler ou dire (ou chanter) ce qu'il pense librement sans craindre d'être dénoncé ou réprimé. Dans ces conditions, comment voulez-vous avoir confiance en quelqu'un ? C'est impossible, vous ne savez pas ce que pense la personne qui est en face de vous, puisqu'elle n'ose pas s'exprimer. D'où l'importance de ne pas juger les autres, hormis les salopards qui nous pourrissent la vie, en haut quoi.

Lâchez-vous, ne vous laissez pas intimider ou impressionner par ces tyrans, assumez-vous, c'est tout.

Et au moindre drame qu'ils instrumentalisent, ils rajoutent une des mesures liberticides et répressives.

J-C – La main sur le cœur, le législateur se préoccuperait du sort des enfants. Vraiment ? Ce sont les mêmes montres qui soutiennent le massacre de dizaines de milliers d'enfants à Gaza par les sionistes nazis.

Sécurité : le Sénat vote le renforcement de la surveillance des auteurs d'infractions sexuelles et terroristes - Publicsenat.fr 6 novembre 2024

« *Cette proposition de loi a pour but de mieux protéger les enfants* », résume simplement la sénatrice Les Républicains Marie Mercier, en ouverture de l'examen de son texte visant à « *renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes* ».

En commission des lois, un nouvel article a également été ajouté au texte pour permettre aux chefs d'établissement d'être automatiquement informés si un élève a été condamné ou est mis en examen pour une infraction terroriste.

« *Le nombre de mineurs déférés pour ce type d'infractions est en augmentation constante* », rappelle Muriel Jourda pour justifier cette mesure.

Enfin, avant même l'inscription d'une nouvelle loi immigration à l'ordre du jour, l'examen de cette proposition de loi a été l'occasion de premiers débats sur l'allongement de la durée de rétention administrative. Aujourd'hui fixé à 90 jours maximum, la commission de loi a choisi de s'appuyer sur le texte de Marie Mercier pour défendre un passage de ce délai à 210 jours, pour les étrangers auteurs d'une infraction sexuelle ou violente grave. Publicsenat.fr 6 novembre 2024

Le chocolat bientôt réservé aux nantis.

Cacao : flambée des prix au Ghana, les producteurs stockent leurs fèves - RT 5 nov. 2024

Les cultivateurs de cacao du Ghana stockent leur production en prévision d'une flambée des prix. Une initiative qui pourrait réduire davantage l'approvisionnement du marché mondial du cacao à un moment où il cherche à se remettre des récoltes désastreuses de la saison dernière.

Bien que l'ampleur de ce mouvement de stockage de fèves à l'intérieur du pays ne soit pas claire, un producteur de cacao du centre-sud du Ghana a affirmé sous couvert d'anonymat: «*J'ai plus de 300 sacs, mais je ne les vendrai pas*». Il a tenu à préciser ensuite: «*Je ne vendrai qu'après Noël. Nous voulons voir s'ils augmenteront le prix comme ils l'ont dit*», faisant référence à une déclaration du vice-président Mahamudu Bawumia.

Selon les responsables de Cocobod, le Ghana a perdu plus d'un tiers de sa production de cacao pour l'année 2023-2024 en raison de la contrebande.

La contrebande du cacao au Ghana vient s'ajouter aux difficultés qui ont abaissé le niveau de production depuis plus de deux décennies et qui ont contribué à faire grimper les prix mondiaux du cacao à des niveaux record.

En septembre dernier, les autorités ghanéennes avaient annoncé une augmentation de 45 % du prix des fèves pour la saison 2024-2025, afin de lutter contre la contrebande dans un contexte de cours élevés. Un sac de 64 kg de fèves de cacao passe, avec le nouveau tarif, de 121 à 176 euros, soit une hausse de 45 %.

Le ministre de l'Agriculture, Bryan Acheampong a fait part d'une hausse sans précédent affirmant que «sur un an, le prix de cacao payé à la production a connu une augmentation de 129,36%». En avril dernier, le Ghana avait déjà augmenté de 58 % le prix d'achat du cacao aux producteurs. Ce prix est désormais d'environ 2 754 euros la tonne, contre 1 225 euros au début de la saison 2023-2024.

Le cacao connaît des cours mondiaux élevés depuis plusieurs mois. Le prix de la tonne à New York a encore récemment dépassé les 6 426 euros, en raison des mauvaises récoltes au Ghana et en Côte d'Ivoire, les principaux producteurs.

La production des deux plus grands exportateurs mondiaux, la Côte d'Ivoire et le Ghana, a connu une chute considérable à cause du virus de l'œdème des pousses du cacaoyer, le Cocoa Swollen Shoot Virus (CSSVD).

Environ 50% du chocolat mondial provient des cacaoyers de deux pays d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Le virus ravageur s'attaque aux cacaoyers du Ghana, entraînant des pertes de récolte de l'ordre de 15% à 50%, selon Rural 21.

Un chiffre confirmé par les données officielles du Ghana Cocoa Board, communiquées en décembre 2023, selon lequel le volume de cacao trié et scellé du Ghana durant la saison 2023/24 a diminué d'environ 51% par rapport à 2022.

Santé.

Un décret doublement liberticide qui remet en cause la liberté de prescrire des médecins au profit des trusts pharmaceutiques.

J-C – Ce qui n'est pas dit dans cet article, c'est que ce décret vise le repositionnement de certains médicaments peu coûteux, que certains médecins prescrivent à leurs patients parce qu'ils savent qu'ils sont efficaces pour soigner d'autres maladies que celles indiquées par les fabricants de médicaments, par exemple l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine dans le cas du covid-19.

Au profit de qui, pas des médecins, pas des malades, pas des assurés sociaux ou de la Sécurité Sociale, alors qui, les trusts pharmaceutiques qui ont l'exclusivité d'un produit et qui en fixent le prix, supérieur à ceux déjà commercialisés depuis longtemps ou existant en génériques.

Le pire encore, c'est que les autorités médicales ne tiennent pas compte que chaque patient est différent, et par conséquent peut nécessiter un traitement différent ou adapter à sa condition.

"*Fin du secret médical*", charge de travail... Pourquoi des médecins s'indignent contre un décret sur les ordonnances signé par Michel Barnier - francetvinfo.fr 6 novembre 2024

Ce décret oblige désormais les médecins à préciser sur les ordonnances la pathologie dont souffre le patient pour justifier la prescription d'un médicament.

Concrètement, pour les médicaments ou soins concernés, le médecin doit désormais éditer un document qui vérifie que la prescription correspond bien aux indications thérapeutiques établies par la Haute Autorité de santé (HAS) et l'Assurance-maladie. Pour Jérôme Marty, pas de doute : "*C'est la fin du secret médical*", a-t-il écrit sur X. "*Il implique en effet de justifier du motif d'une prescription*", a détaillé mardi le médecin généraliste dans le quotidien régional La Dépêche.

"*Nos concitoyens souffrent du manque de médecins partout et voilà ce que le gouvernement propose : vérifier nos ordonnances et rompre le secret médical*", abonde, lui aussi sur X (Nouvelle fenêtre), le pneumologue François Vincent, chef de service au CHU de Limoges. "*Les médecins auront désormais l'obligation de divulguer des informations médicales à l'administration. (...) Qui sont ces guignols qui prennent de telles décisions ?"*, s'emporte le médecin marseillais Amine Ayar sur le même réseau social.

Dans un communiqué, le collectif Médecins pour demain dénonce "*une mise sous surveillance préalable*". Le décret, lui, assure que "*seul le service du contrôle médical de la caisse [d'Assurance-maladie] peut avoir connaissance des informations couvertes par le secret médical*".

Ce décret "*fera peser financièrement la responsabilité du remboursement du patient par l'Assurance-maladie sur les médecins, les exposant aux indus, et aggravera leur charge administrative déjà lourde de plus de 25% du temps médical*", affirme ainsi Médecins pour demain.

Ce décret "*va directement aggraver les difficultés d'accès aux soins*", "*augmenter les pertes de chances des patients en raison d'une surcharge de travail administratif, injustifiée et chronophage*", énumère l'UMFL dans un communiqué. "*Il est révoltant et antidéontologique de réduire les besoins de soins de nos patients à de simples recommandations d'experts HAS, alors même que certaines sont en désaccord avec les sociétés savantes*", ajoute par ailleurs le syndicat.

"*Si nous ne surveillons pas les conditions dans lesquelles ils sont prescrits, je peux vous dire que les centaines de millions d'euros de dépenses, on va les avoir extrêmement, extrêmement, rapidement*", a souligné le directeur général de l'Assurance-maladie. "*On ne sait pas trop d'où vient cette idée, mais c'est toujours une histoire d'argent au final*", lâche le docteur Jérôme Marty dans La Dépêche.

Pour le moment, s'agissant des médicaments, la liste des molécules concernées n'a pas été encore publiée au Journal officiel. L'Assurance-maladie vise en particulier les antidiabétiques AGLP-1 comme Ozempic ou Trulicity, a déjà précisé Thomas Fatôme devant les sénateurs. Ces médicaments sont aussi devenus populaires pour de possibles effets bénéfiques sur d'autres pathologies, notamment l'obésité, et la tentation est forte pour les praticiens de les prescrire hors cas de diabète, rappelle l'AFP.

Mais ce n'est peut-être pas terminé puisque le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2025, examiné actuellement au Parlement, prévoit dans son article 16 d'étendre à certains transports de patients et analyses biologiques un système de vérification de la conformité de la prescription. Il a cependant été supprimé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, la semaine dernière. "*On attend d'en savoir un peu plus sur ce qui va être discuté au Parlement ces jours-ci (...) mais il faut qu'on sache, et surtout qu'on reste méfiants*", déclare Jérôme Marty dans *La Dépêche*.

Lu.

Le docteur Bernard Giral est médecin généraliste à Fontvieille et président de la CTPS (Communauté territoriale professionnelle de santé) du pays d'Arles (Bouches-du-Rhône).

Lorsque l'épidémie de Covid est arrivée en France début 2020, il fait partie de la courageuse minorité de médecins qui ont refusé les consignes mortifères d'inaction des « *autorités sanitaires* » parisiennes (restez chez vous, prenez du Doliprane, appelez les services d'urgence en cas de détresse respiratoire). Il a au contraire soigné les gens, principalement avec le protocole de l'IHU de Marseille, et avec une totale réussite puisque aucun des quelques 1 500 malades soignés n'est décédé.

Son action est très reconnue localement, mais demeure inconnue ou impensée des autorités centrales. Elle confirme une fois de plus que la première cause de mortalité durant l'épidémie de Covid de 2020-2022 ne fut pas le virus en lui-même mais le refus de soigner les malades. Ce refus était de nature idéologique et il était éminemment contraire au fondement même de l'éthique médicale.

Le saviez-vous ?

Le mythe du cholestérol bas : ce que vous ignorez pourrait vous nuire

https://www.lavieensante.com/2024-10-21-l-risque-de-mortalite-lie-a-un-faible-cholesterol-sanguin/?ref=prenez-le-controle-de-votre-sante-newsletter

Le rôle de l'intestin dans la santé mentale et les troubles alimentaires

https://www.lavieensante.com/2024-10-18-l-sante-intestinale-sante-mentale-et-troubles-alimentaires/

L'expérience authentique de jeunes sans cet appareil numérique pendant un mois

https://www.lavieensante.com/2024-10-22-l-adolescents-ont-renonce-a-leurs-smartphones-pendant-un-mois/

Parole d'internaute.

- Via Hélène Banoun : nouvel article de William Makis : Témoignage sur l'ivermectine

Le cancer du rectum de stade 3 répond incroyablement à une dose plus faible d'ivermectine ! Baisse de 90 % de l'ACE après que l'oncologue a dit « ne prenez pas d'ivermectine » et que le patient a fait le contraire.

N'écoutez jamais votre oncologue qui vous a injecté de l'ARNm (il souffre de troubles cognitifs). Faites le contraire ! [….]

https://x.com/BanounHelene/status/1854168258057748841

Le Professeur Marc Henry nous a quittés - AIMSIB 3 novembre 2024

https://www.aimsib.org/2024/11/03/le-professeur-marc-henry-nous-a-quittes/

Homéopathie, médecine, science et ignorance, l'avis du Professeur Marc Henry - AIMSIB 20 janvier 2020

https://www.aimsib.org/2020/01/26/homeopathie-medecine-science-et-ignorance-lavis-du-professeur-marc-henry/

Quand le gang mafieux et criminel de Davos se penche sur votre santé, c'est qu'elle est en danger. L'union fait la force !

J-C – L'info date un peu, mais elle est révélatrice…donc pédagogique.

Une nouvelle société de santé mondiale se concentrera sur la lutte contre la maladie, pas sur les bénéfices distribués aux actionnaires - opensocietyfoundations.org July 19, 2021

Un groupe d'investisseurs et fonds philanthropiques menés par le Soros Economic Development Fund (SEDF) avec le soutien de la Bill & Melinda Gates Foundation annonce aujourd'hui le lancement de Global Access Health (GAH), une entreprise sociale qui étend l'accès à la technologie

médicale de pointe abordable par le biais de recherches décentralisées, de développement et de fabrication dans et pour le sud du monde.

« *Il est essentiel de tester et obtenir un diagnostic pour les besoins quotidiens de santé publique, afin de permettre aux médecins et professionnels de santé de fournir aux patients le bon traitement le plus tôt possible* », déclara Roxana Bonnell, experte en santé publique à l'Open Society Foundations. « *Comme nous l'avons vu pendant la pandémie de Covid-19, l'accès aux test est absolument essentiel pour contenir la propagation d'une maladie contagieuse, un problème qui en définitive, nous affecte tous.* »

J-C - "*Fournir aux patients le bon traitement le plus tôt possible*", c'est la raison pour laquelle ils ont tout fait pour empêcher que la population sache que l'hydroxychloroquine et l'ivermectine notamment existaient pour se soigner du covid.

Sans leur épidémie de tests PCR trafiqués, leur mystification n'aurait pas tenu un mois.

https://www.opensocietyfoundations.org/newsroom/une-nouvelle-societe-de-sante-mondiale-se-concentrera-sur-la-lutte-contre-la-maladie-pas-sur-les-benefices-distribues-aux-actionnaires/fr

---

Militarisation des esprits. Au secours, c'est contagieux !

Brigitte Macron à la Star Academy : *"l'impression d'être à l'armée"*, Michael Goldman ironise - Closer 7 novembre 2024

Intimidés, les académiciens se sont levés d'un bond en déclarant à l'unisson : "*Bonjour madame !*", comme s'ils étaient de retour à l'école face à une visite impromptue de la proviseure.

"*Oh qu'est-ce qu'ils sont mignons, j'ai l'impression qu'on est à l'armée !*", s'est amusé Michael Goldman devant ce spectacle inhabituel, avant d'ajouter : "*Je les ai jamais vus aussi sérieux*". Closer 7 novembre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

Dites donc, ils sont nombreux à avoir du fric en France…

- Les SUV dominent désormais le marché (41 % des ventes en France en 2023) et représentent plus d'un véhicule neuf sur deux achetés dans certains territoires (57 % à Paris). 20minutes.fr 7 novembre 2024

…Toutefois...

Les Français ne sont « *pas d'accord* » pour travailler davantage - lepoint.fr 7 novembre 2024

J-C – Tout n'est pas perdu !

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Un pogrom, non, un génocide *« en plein cœur de l'Europe* ».

Amsterdam : « *Un pogrom en plein cœur de l'Europe* », Netanyahou dépêche deux avions pour évacuer les supporters d'Israël - 20minutes.fr 8 novembre 2024

Amsterdam : Ce que l'on sait des attaques visant des supporteurs de football israéliens - 20minutes.fr. 8 novembre 2024

D'après plusieurs témoins, des supporters du Maccabi s'étaient quant à eux fendus de plusieurs slogans anti musulmans avant la rencontre, déchirant des drapeaux palestiniens, alors que leur défilé était très encadré. Ils auraient chanté en hébreu « *Finir les Arabes ! On va gagner !* » ou encore « *Laissons Tsahal gagner pour finir les Arabes* ». Ils auraient également sifflé la minute de silence en hommage aux victimes des inondations meurtrières de Valence, en Espagne.

Ajax-Maccabi Tel-Aviv : À Amsterdam, le chef de la police évoque un climat de tension bien avant le match - Le HuffPost 8 novembre 2024

En conférence de presse ce vendredi, Peter Holla, chef de la police de la capitale néerlandaise, a expliqué que des supporters de ce club israélien avaient attaqué un taxi et incendié un drapeau de la Palestine dès mercredi soir, dans les rues de la ville.

« *Les violences avaient déjà débuté mercredi soir entre supporters. C'était une nuit avec des incidents des deux côtés. Les partisans du Maccabi ont retiré un drapeau d'une façade du Rokin et ont détruit un taxi. Un drapeau palestinien a été incendié sur le barrage* », a-t-il déclaré aux journalistes.

Selon la police, un rassemblement sur la place du Dam un peu plus tôt dans la journée avait aussi conduit à l'arrestation d'une dizaine de supporters israéliens pour « *trouble à l'ordre public* », comme le rappelle Sky News. Des troubles qui s'étaient d'ailleurs poursuivis jusqu'aux premières du jour jeudi, jour du match. Raison pour laquelle la police néerlandaise avait été largement déployée aux abords du stade avant et après la rencontre.

Un climat de tension qui s'est pourtant maintenu après la très large victoire de l'Ajax, 5-0. Selon Peter Holla, cité par la BBC, les supporters du Maccabi se promenaient dans le centre-ville lorsque des « *émeutiers* » ont mené des attaques « *éclair* » ciblant les supporters israéliens.

Pendant la rencontre, les supporters israéliens présents en nombre dans le stade (environ 3 000 selon le journal israélien Harretz) ont été accusés d'avoir proféré insultes racistes et chants anti-arabes. Sans oublier la perturbation de la minute de silence en mémoire des victimes des inondations en Espagne, comme le souligne encore la BBC.

Le Maccabi Tel-Aviv, plus ancien club de foot israélien, concentre une frange historique d'ultra à la sombre réputation. À titre d'exemple, le média britannique rappelle qu'en 2014, l'attitude de certains supporters à l'encontre du joueur arabo-israélien Mahran Radi avait conduit à l'apparition de slogans ouvertement racistes et violents contre lui. Comme « *nous ne voulons pas d'Arabes au Maccabi !* » et « *Radi est mort* ».

Autre exemple du comportement nauséabond de ces supporters, l'attaque d'une rare violence perpétrée par des ultras du Maccabi Tel Aviv contre un homme d'origine arabe à Athènes en mars dernier, en marge d'un autre match européen contre l'Olympiakos.

Un article de la télévision allemande Deutsche Welle rappelle que ces supporters ultras n'hésitent pas à sortir dans les rues lors des manifestations anti-Netanyahu. DW évoque notamment des membres du groupe ultra Maccabi Fanatics qui s'étaient attaqués aux manifestants à l'aide de matraques et de tessons de bouteilles lors d'un rassemblement accusant le Premier ministre de corruption en 2020.

J-C – Des sionistes fachos, quoi !

Des barbares !

Guerre au Proche-Orient : Femmes et enfants représentaient « *près de 70 %* » des morts à Gaza entre novembre 2023 et avril - 20 Minutes/AFP 8 novembre 2024

Le rapport du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits humains fait aussi état de très nombreux crimes de guerre, crimes contre l'humanité et un possible « *génocide* »

Un tel acharnement, ce sont des monstres de cruauté, des barbares.

Un village libanais rasé par les forces israéliennes (VIDEO) - RT 5 nov. 2024

Une partie du village méridional libanais de Meiss el-Jabal a été complètement dynamitée par l'armée israélienne le 4 novembre. Le maire de la municipalité a indiqué que toute la population avait fui, sauf quatre personnes portées disparues sous les décombres.

Les images ont fait le tour de la toile. Un tapis de bombes a littéralement détruit le village méridional de Meiss el-Jabal à la frontière avec Israël.

L'article et la vidéo :

https://francais.rt.com/international/114485-village-libanais-rase-par-forces-israeliennes

---

L'extrême droitisation renforcée du gouvernement sioniste génocidaire.

Israël : « *Bulldozer* », allié de Netanyahou… Qui est Israël Katz, nouveau ministre de la Défense ? - 20 Minutes/AFP 6 novembre 2024

Le Premier ministre israélien a annoncé, dans un communiqué diffusé mardi soir par son bureau, avoir nommé Israël Katz, jusqu'alors ministre des Affaires étrangères, pour remplacer Yoav Gallant au portefeuille de la Défense.

« *Nous travaillerons ensemble pour mener le ministère de la Défense à la victoire contre l'ennemi et atteindre les objectifs de la guerre : le retour des otages […], la destruction du Hamas, la défaite du Hezbollah, l'endiguement de l'agression iranienne et le retour dans la sécurité des habitants du nord et du sud (d'Israël) dans leurs foyers* », a déclaré après sa nomination Israël Katz.

A la tête de la diplomatie, Israël Katz a attiré l'attention de la communauté internationale par ses attaques ciblées contre les dirigeants et les organisations qui avaient critiqué les opérations militaires israéliennes, en particulier dans la bande de Gaza. Il a livré une bataille diplomatique contre l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, dont le Parlement israélien a il y a peu interdit les activités. Lundi, il avait ainsi demandé à son ministère de notifier officiellement à l'ONU qu'Israël annulait ses accords avec l'UNRWA.

En octobre, Israël Katz a suscité l'indignation en déclarant « *persona non grata* » en Israël le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et en écrivant dans un message sur X qu'il lui interdirait d'entrer dans son pays.

Aviv Bushinsky, commentateur politique et ancien chef de cabinet de Netanyahou, estime qu'Israël Katz sera probablement plus en phase avec le Premier ministre que son prédécesseur à la Défense Yoav Gallant. « *Je ne me souviens pas du moindre incident au cours duquel Israël Katz se serait opposé à Netanyahou sur quoi que ce soit* », commente-t-il.20 Minutes/AFP 6 novembre 2024

Etats-Unis.

(Résultats non définitifs)

Inscrits : 245 741 673

72 541 108 (Trump) + 67 856 529 (Harris) = 140 397 637 électeurs ont voté.

Abstention : 43%

Source : wikipédia.org

Lu dans les médias mainstream.

- L'élection présidentielle de 2024 était attendue comme particulièrement « *genrée* ».

- On s'attendait à un net décrochage du vote démocrate chez les électeurs afro-américains.

La communauté hispanique a fait mentir les sondages.

- « *On peut dire que le vote populaire a mal été appréhendé par la plupart des sondages* », affirme Frédéric Micheau, directeur du pôle opinion d'OpinionWay.

« *C'est vrai que Donald Trump a été sous-estimé pour la troisième fois consécutive* », indique de son côté Maxime Chervaux, professeur à l'Institut français de géopolitique. Publicsenat.fr 6 novembre 2024

- Trump aurait bénéficié d'une campagne axée sur l'économie, l'inflation et l'immigration.

Face à Donald Trump, la démocrate avait le soutien du tout Hollywood ou presque. Le HuffPost 7 novembre 2024

Beyoncé, Jennifer Lopez, Lady Gaga, Katy Perry, Taylor Swift, Stephen Curry, Oprah Winfrey, Eminem, George Clooney… La liste est longue mais elle n'a pas suffi à faire pencher la balance en faveur de Kamala Harris.

Le camp républicain l'a en effet emporté largement malgré les appels aux votes des people fortement relayés sur les réseaux sociaux, leurs prises de parole et leurs tours de chant lors des meetings de l'actuelle vice-présidente.

Une surmobilisation des célébrités qui a probablement eu un effet inverse à celui escompté, analyse dans un entretien au HuffPost Alexis Pichard, docteur en civilisation américaine et chercheur au Centre de recherches anglophones de Nanterre.

Beaucoup sont des millionnaires, loin des préoccupations des Américains moyens, mais qui vont donner des injonctions sur la manière dont ils doivent se comporter, être antiracistes, antimisogynes, prôner l'intégration. Ce sont des messages perçus comme très hypocrites par une partie des Américains et notamment des trumpistes. Le HuffPost 7 novembre 2024

Le saviez-vous ?

Entre janvier 2023 et le 16.10.2024

Harris a récolté 992 millions de $

Trump: 388 millions de $

Source : Forbes.

Trump avait le peuple derrière lui.

Au total Le Harris Victory Fund, qui collecte des fonds pour Harris et les groupes démocrates, a récolté 1,2 milliard de dollars au cours de ce cycle électoral, selon un dossier de la FEC publié le 24 octobre.

- A new report shows the Harris-Walz campaign and its Democratic allies spent nearly $1.4 billion on aired political ads in their failed bid to defeat President-elect Trump, outspending the 45th president and Republicans by nearly $460 million.

Between July 22 and Election Day, the presidential election saw $2.29 billion in political spending. Over that time, Democrats held a near $460 million spending advantage, pouring $1.37 billion worth of ads compared to the Republicans who dumped $913.9 million, according to the report by AdImpact, an advertising analytics firm. MSN. com

---

Réactions d'internautes suite à un article de l'AFP et de France Info.

J-C – Rira bien qui rira le dernier !

1- Avec les médias français on pourrait croire que c'est nous qui votions aux US. En dehors des médias c'était la victoire de Trump qui était attendue et non le contraire.

2- Pourtant les médias français n'arrêtaient pas de nous parler de l'excellence de Kamala...

3- Cette victoire (à confirmer) me fait sourire. Non pas que je sois pro-Trump, loin de là, mais elle met à mal les médias français qui n'ont eu de cesse de le descendre en flèche à l'occasion de cette campagne ...

4- Franchement, cela me fait ni chaud, ni froid qu'il soit élu président des Etats-Unis. Mais s'il le devient, cela ma fera plaisir, ne serait-ce que parce que cela fera râler nos médias français, champions du bourrage de crâne.

5- Toute la propagande de nos chers journalistes bien-pensants n'a pas marché ! Maintenant il y a un max de gens qui vont se faire dessus !

6- L'énorme traitement médiatique français de cet évènement frise la nausée.

7- Les électeurs de Donald ont préféré le dollar à la morale, semble-t-il !

8- Tout les médias de France ont souhaité la victoire de Kamara Harris sauf Cneuws.

9- Tiens, l'AFP ne parle plus des vedettes qui soutenaient Harris?

10- Bravo à la plupart des médias français, des célébrités de tout poil qui ont totalement oublié toute objectivité et fait preuve d'un esprit partisan insupportable.

11- Contre toute attente, surtout de la part des médias français qui ont présenté Trump comme un sorcier maléfique, anti social et identifiable à Mme Le Pen, il est en passe de devenir Président des USA.

12- Victoire des entrepreneurs et défaite des wokistes.

13- La victoire de Trump c'est un joli camouflet pour l'establishment politico médiatique américain et aussi chez nous en France. Depuis des semaines Trump était accusé de tous les maux, et bien c'est râpé il l'emporte et même largement, les peoples n'auront pas suffi à Harris à influencer le vote populaire.

14- Les médias français ont la gueule de bois ce matin après nous avoir bassinés avec une Harris tellement supérieure à Trump, celui-ci passant pour un nouveau fléau.

15- Quelle claque en direction des médias les sachants !

16- Toutes mes condoléances aux médias français.

17- Sans twitter, et les réseaux sociaux, pas de victoire possible pour un candidat non estampillé " *Etat profond* ", c'est pourquoi en Europe, et en France en particulier, celui-ci s'active actuellement pour les contrôler et les censurer le plus vite possible.

18- Trump a déjà été au pouvoir pendant 4 ans jusqu'en 2020. Les électeurs savaient donc pour qui ils votaient, sans de surprise ni prise de risque. Est-ce le succès de sa politique économique ? Le fait que les américains semblent l'apprécier bien davantage que les médias veulent nous le faire croire ? Ou également le matraquage wokiste aux USA que la majorité commence à ne plus supporter ? Sans doute un peu de tout ça.

19- Si les Démocrates avaient su revenir à l'écoute des priorités des classes sociales modestes à moyenne, ils n'auraient pas commis l'erreur de s'entêter dans la valorisation presque exclusive des thèmes sociétaux, qui ont certes leur importance : LGBT, avortement, minorités, tarpé etc.

Même les Noirs ou les Latinos se fichent d'être une minorité, s'ils sentent qu'ils peuvent vivre mieux. Même un Noir relativisera le racisme ambiant, poisseux, s'il voit qu'il peut élever correctement ses enfants, se loger à prix honnête etc.

Devant le manque d'écoute des Démocrates, pourtant à l'origine les moins mal placés, à écouter le peuple, celui-ci s'est tourné vers celui qui promet le changement. Parce que désormais le ressenti, c'est que le parti du néolibéralisme c'est le Parti Démocrate, le parti des riches et du "*système*", quand le Parti Républicain, avec Trump, a justement réussi à passer (faussement) pour le parti opposé à ce néolibéralisme...initié pourtant par Reagan. Pour le parti contre les élites, alors que celles-ci soutiennent de plus en plus Trump.

20- Kamala Harris s'est concentrée sur les attaques envers Trump, sa diabolisation, et la défense de valeurs vertueuses (LGBT, justice sociale, éducation woke...) sans aucune vision sur les problèmes majeures des américains.

21- Jamais les médias publics français n'ont autant insulté Trump "*raciste, xénophobe, misogyne, fasciste, Hitler, ...*", et tenté de manipuler les Français avec des sondages bidon qui était donc de la fake news à l'état pure et à grande échelle. On comprend mieux pourquoi Trump a échappé à deux assassinats. Alors la question qui vient est : qui a ordonné cette déviance dans l'information ?

22- Si les discours racistes étaient auparavant un repoussoir, aujourd'hui ce sont les discours écolo et plus généralement "*wokiste*" qui le deviennent.

23- Compte tenu de tous les articles des derniers mois critiquant Trump et mettant en lumière Harris, au-delà d'une interrogation légitime sur la partialité journalistique, cette candidate devait donc être bien médiocre pour se faire battre par un si mauvais candidat....

24- A ceux qui cherchent des explications, les américains comme les autres en ont ras le bol des délires wokes.

25- Quand j'ai vu dans nos journaux, nos envoyés spéciaux à Miami, à Las Vegas, à New-York... interviewer les électeurs de Kamala, j'ai tout de suite compris que des gens allaient être surpris du résultat des élections: personne n'est allé voir les électeurs de l'Amérique profonde dans les villages inhospitaliers perdus... tout le monde voulait être à Las Vegas ou à New-York.

Résultat : c'est les véritables électeurs US moyen, ceux plus nombreux, ceux que personne n'est allé interviewer qui a donné la victoire à Trump.

26- Mauvaise analyse de France Info.

Les citoyens américains ont préféré Trump car il s'oppose au wokisme et il défend la classe moyenne majoritaire en semblant mieux comprendre leurs problèmes.

Kamala est hors sol, représente une élite de New-York et San Francisco et une administration pléthorique, pro immigration, pro Wokisme et pro LGBT.

La majorité silencieuse a parlé.

27- Qui a théorisé la " *lutte des classes* " avant de théoriser celle des races, des sexes et des genres ...?

Pas la vilaine droite, systématiquement extrémiste par les " *humanistes*"...

28- Il est tout de même risible de voir que France Info ne semble pas vouloir admettre, tout simplement, que, peut-être, Trump a remporté l'élection face à Harris en raison du nombre de mécontentement qu'il y a aux USA liés à toutes les luttes sociétales : écologie, féminisme, transsexualité, homosexualité, immigration, statut des afro-américains, statut des latinos, écologie, politique extérieure, etc.

C'est risible parce que c'est tout de même ce qui est dit par une grosse partie de son électorat, mais que, comme ça ne plait pas à France Info, ses journalistes préfèrent trouver d'autres explications.

29- C'est vrai que pendant ces élections l'on a pu voir et entendre sur France Info (comme sur TOUS les média de service public) des émissions et documentaires tous aussi puant de partialité les uns que les autres.

Le simple mot d'"*objectivité*" ne doit plus faire partie du vocabulaire journalistique de ce média de "*service public*" (au service de qui d'ailleurs ?)

30- "*Kamala au coude à coude avec Trump*", "*résultat incertain*", "*frémissement de Kamala qui dépasse Trump dans les sondages*". Vous avez la preuve sous vos yeux d'une énorme fake news concernant les sondages. C'est soit de l'incompétence soit une tentative de manipulation de la population. Car les sondeurs du côté des républicains affirment qu'ils avaient les bons chiffres. Cela signifie que les médias mainstream ont ignoré ces sondages. Donc il s'agit plutôt de manipulation de la population.

Donald Trump élu président des États-Unis, les bourses européennes ont changé d'avis en une journée - Le HuffPost 6 novembre 2024

Dans les premiers échanges, Paris avançait nettement (1,11%), Londres gagnait 0,86%, Francfort 0,82% et Milan 0,63%. Mais à 11h, les indices ont commencé à battre de l'aile.

Résultats, en milieu d'après-midi, les bourses européennes réévaluent la victoire de Donald Trump et basculent dans le rouge. Le CAC 40 se trouve en baisse de 0,06% après avoir pourtant bondi de plus de 2% plus tôt dans la journée. Pas mieux à la clôture en fin de journée : Paris -0,51%, Francfort -1,13% et Londres -0,07%

Wall Street Journal. La Une se concentre principalement sur les promesses économiques de Donald Trump, avec un titre affirmant qu'il est « *Un choix pour l'économie* ». Le journal économique met ainsi en avant la capacité supposée de Donald Trump à revitaliser certains secteurs industriels et à stimuler la croissance économique, ce qui aurait séduit une partie de l'électorat. (20minutes 7 novembre 2024)

Une ambiance grise mine à l'opposé des bonds de Wall Street. La place new-yorkaise a bondi de 3%.

Le secteur technologique était globalement à la fête sur les marchés, l'action Tesla affichant +13,20 %.

Mais le programme de Donald Trump ne rassure par tout le monde : selon le « *Committee for a responsible federal budget* », organisation non partisane cité par BFM, le programme de Donald Trump pourrait faire grimper la dette du pays de 7 500 milliards de dollars. Résultat ce mercredi, le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans est monté jusqu'à 4,48%, un sommet en plus de quatre mois. Le HuffPost 6 novembre 2024

J-C - Entendez par là, que le puissant clan de Davos opposé à Trump est déjà à la manœuvre...

C'était la victoire de Trump qui était attendue et non le contraire.

Présidentielle américaine : Donald Trump officiellement de retour à la Maison-Blanche - AFP 6 novembre 2024

Selon CNN et Associated Press, le milliardaire compte au moins 276 grands électeurs. Donald Trump, battu en 2020 par Joe Biden, a remporté plusieurs "*swing states*", ces fameux États-clés.

Le camp républicain a repris le contrôle du Sénat. AFP 6 novembre 2024

Trump revendique la victoire, les dirigeants étrangers le félicitent - AFP 6 novembre 2024

Donald Trump, aux portes de la Maison Blanche après avoir remporté plusieurs Etats décisifs, a revendiqué mercredi une "*victoire politique jamais vue dans notre pays*", sans attendre le décompte final.

Seule la chaîne *Fox News* l'a déjà déclaré vainqueur de la présidentielle, alors que sa rivale démocrate Kamala Harris a renoncé à s'exprimer pendant sa soirée électorale à Washington, qui a tourné court.

L'empressement des dirigeants étrangers à le féliciter trahit la fébrilité de bien des capitales, où le souvenir des crises à répétition de son premier mandat reste vif.

L'ancien président a pourtant reçu déjà une pluie de félicitations de dirigeants étrangers, d'Emmanuel Macron à Benjamin Netanyahu, de Volodymyr Zelensky au chef de l'Otan Mark Rutte, du Premier ministre britannique Keir Starmer à la patronne de la Commission européenne Ursula von der Leyen, du Premier ministre indien Narendra Modi, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, le président turc Recep Tayyip Erdogan, le roi de Jordanie Abdallah II et l'émir du Qatar Tamim ben Hamad al Thani, sans oublier le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas !

Ils n'ont pas attendu l'officialisation de ce qui serait l'un des plus extraordinaires retours politiques de l'histoire politique américaine. Ajoutez, le lendemain, le président chinois Xi Jinping.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe Vladimir Poutine, a déclaré: «*Je ne sais pas si le président a l'intention de féliciter Trump*», avant d'ajouter : «*n'oublions pas que nous parlons d'un pays hostile qui est directement et indirectement impliqué dans un conflit contre notre nation*». AFP et RT 6 et 7 novembre 2024 (Poutine l'a félicité entre temps. En famille, quoi ! – J-C)

En complément.

«*Cauchemar pour la Démocratie*», «*première menace du monde*»: les gauches dans tous leurs états La réaction la plus virulente est venue de l'eurodéputé Raphaël Glucksmann. Réélu sur une liste de coalition Place Publique-Parti Socialiste, celui qui est qualifié d'«*agent atlantiste*» par ses détracteurs a publié un texte dans lequel il évoque l'élection de Donald Trump comme un «*cauchemar pour la démocratie, les droits humains et pour l'Europe*». Ce défenseur indéfectible de l'Ukraine n'hésite pas à affirmer: «*Nous sommes désormais, en Europe, seuls face à notre destin*».

J-C - «*Agent atlantiste*» et du régime nazi ukrainien, c'est pire qu'un «*cauchemar pour la démocratie*» !

Le secrétaire général du Parti communiste Fabien Roussel s'est de son côté alarmé sur la matinale de RMC : «*La première puissance du monde va devenir la première menace du monde !*».

J-C – Comme si elle ne l'était pas déjà avant, à moins que ce soient les staliniens devenus sociaux-libéraux-libertaires.

Sandrine Rousseau, élue des Ecologistes à l'Assemblée nationale a dramatisé sur le réseau social X : «*Les États-Unis sont le théâtre d'un backlash climatosceptique, masculiniste et raciste soutenu et encouragé par les acteurs d'une économie libérale, avides de profit. Angoisse* ». RT 6 novembre 2024

J-C – A chacun son clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne, tel était le message de cette vermine.

Quel malheur, c'est Trump qui a été élu, s'exclament-ils en chœur à l'extrême gauche !

A les entendre Trump ou Harris, c'était du pareil au même, mais en réalité quand on lit attentivement leur littérature ou on les écoute, il en est tout autrement, je vous ai mis quelques liens plus loin pour le vérifier par vous-même au besoin.

Il est révélateur que l'extrême gauche reprennent les mêmes griefs que le parti démocrate contre Trump et le parti républicain ou les mêmes arguments pour justifier sa victoire, rhétorique largement véhiculés par les médias mainstream qui étaient acquis à la candidate du clan de l'oligarchie de Davos, Gates, Soros, Rockefeller and Co., alors que l'ensemble de ces arguments ou griefs s'appliquent également au parti démocrate. C'est stupide et se retourne contre eux.

Ils sont infestés idéologiquement.

Ils ne peuvent pas s'empêcher de leur emprunter leur discours populiste ou démagogique et de camoufler maladroitement leur amertume, parce que ce sont des imposteurs qui ne sont nullement indépendants des partis (dits de gauche) qui ont revêtu un verni social pour pouvoir collaborer avec le régime au nom des travailleurs.

C'est leur véritable nature opportuniste qui apparaît ainsi au grand jour, parce que finalement ils n'ont rien à proposer aux travailleurs, ils les baladent et les trompent, chaque évènement important ou chaque crise permet de le vérifier, les élections américaines en ont été l'occasion.

A lire ou écouter très attentivement, sinon cela ne sert à rien :

LO

États-Unis, après la victoire de Trump et des républicains - 06 novembre 2024

https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/etats-unisnbsp-apres-victoire-trump-republicains-179418.html

Révolution permanente

Trump is back. Les Etats-Unis entre tournant bonapartiste et débâcle démocrate - 06 novembre 2024

https://www.revolutionpermanente.fr/Trump-is-back-Les-Etats-Unis-entre-tournant-bonapartiste-et-debacle-democrate

NPA

Le triomphe de Trump, la victoire de la brutalité capitaliste et de l'extrême droite - 7 novembre 2024

On l'attendait, même si on espérait pourtant encore que le candidat Trump ne l'emporte pas...

https://npa-lanticapitaliste.org/communique/le-triomphe-de-trump-la-victoire-de-la-brutalite-capitaliste-et-de-lextreme-droite

PT

Derrière le "*duel*" présidentiel, Réalité des grèves et du combat pour le socialisme aux Etats-Unis

https://www.youtube.com/watch?v=3CiQHOdNrM0

(Juste en fin de vidéo en deux mots, mais c'est suffisant.)

Beaucoup plus long, 1h34 de propagande.

Derrière le "*duel*" présidentiel, Réalité des grèves et du combat pour le socialisme aux Etats-Unis

https://www.youtube.com/watch?v=3CiQHOdNrM0

Allemagne.

Allemagne : Très grosse crise politique, le fragile gouvernement Scholz éclate - 20 Minutes/AFP 7 novembre 2024

A la tête de l'Allemagne depuis fin 2021, la coalition gouvernementale a éclaté suite au limogeage du ministre des Finances. Des élections anticipées pourraient avoir lieu début 2025

A la tête du pays depuis fin 2021, la coalition hétéroclite unissant sociaux-démocrates et écologistes aux libéraux du FDP a volé en éclats suite au limogeage du ministre des Finances Christian Lindner et chef de file des libéraux. Les autres ministres libéraux ont annoncé en fin de soirée leur départ du gouvernement, privant Olaf Scholz de majorité à la chambre des députés. Face aux « *ultimatums* » de son ministre, partisan d'un strict rigorisme budgétaire, le chancelier social-démocrate a jugé, lors d'une allocution solennelle, qu'il n'y avait plus « *de confiance suffisante pour la poursuite d'une coopération* ».

Le chancelier a annoncé qu'il allait demander le 15 janvier aux députés de se prononcer sur la tenue d'élections anticipées. Si les élus du Bundestag veulent que des législatives se tiennent avant la date prévue en septembre 2025, elles pourront avoir lieu « *au plus tard fin mars* », a indiqué Olaf Scholz.

L'équipe gouvernementale est minée depuis des mois par des dissensions politiques notamment sur l'économie et l'immigration, et par des querelles de personnes. Olaf Scholz espérait que l'élection de Donald Trump, adepte du protectionnisme et des confrontations diplomatiques, forcerait sa

coalition à serrer les rangs. Mais c'est le contraire qui s'est produit. 20 Minutes/AFP 7 novembre 2024

En complément.

RT - «*La chute de la coalition au pouvoir en Allemagne a mis en évidence le principal problème du système politique moderne de la République fédérale : il s'agit d'une république bananière typique*», a écrit ce jeudi 7 novembre sur sa chaîne Telegram la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. La diplomate russe a ajouté qu'à l'exception de l'Allemagne, aucun pays au monde ne s'était mis à remanier son propre gouvernement le lendemain de l'annonce des résultats des élections américaines.

Maria Zakharova a également souligné l'incapacité de l'Allemagne à maintenir l'approvisionnement en gaz russe et l'impact de cette situation sur son économie, en déclarant : «*L'Allemagne observe docilement le départ de ses industries et de ses entreprises vers les États-Unis, pourvu que Washington soit satisfait*».

La porte-parole de la diplomatie russe a aussi critiqué l'absence de souveraineté du gouvernement allemand, en affirmant qu'«*à Berlin, on ne fait même plus semblant que le gouvernement allemand est autonome*» et qu'il est devenu «*l'intendant des néolibéraux américains au sein de l'Union européenne*». RT 7 novembre 2024

Russie.

La vision russe de la situation en Ukraine - Réseau Voltaire 7 novembre 2024

Vassily Nebenzia, représentant permanent de la Russie à l'ONU, a présenté au Conseil de sécurité, le 31 octobre, un tableau de la situation en Ukraine.

Selon lui, l'armée ukrainienne a gagné 250 km2 en un an, durant sa contre-offensive, mais perd 30 km2 par jour aujourd'hui et même a perdu 478 km2 durant le seul mois d'octobre. Pourtant le régime Zelensky continue à se féliciter de ses avancées et à proclamer sa victoire.

Les États-Unis entendent piller le sous-sol ukrainien (uranium, titane, lithium et graphite) que le sénateur Lindsey Graham a évalué entre 10 000 à 12 000 milliards de dollars. Le Conseil de l'UE évoque un possible prêt à l'Ukraine, soutenu par des avoirs russes gelés, sous condition du transfert du contrôle du complexe militaro-industriel ukrainien à Bruxelles. Comme les ressources du sous-sol n'appartiennent pas au gouvernement mais au peuple ukrainien, le « *plan de paix Zelensky* » a classé « *secret défense* » les annexes qui en autorisent le pillage.

Les sanctions illégitimes occidentales ne sont pas parvenues à entraver la croissance économique russe (3,94 % cette année), tandis que l'économie allemande s'effondre.

L'isolation de la Russie est un échec comme le montre la présence de 36 chefs d'État et de gouvernement à Kazan la semaine dernière.

Kiev tente de recruter de nouveaux soldats par tous les moyens, abaissant sans cesse l'âge des recrues, alors que la moitié de sa population s'est déjà enfuie, dont 5,3 millions en Russie la première année. Il y a 100 000 à 170 000 soldats absents dont 30 000 font l'objet de poursuites pour désertion. Le régime a fait abattre au moins une centaine de ses soldats pour refus d'obéissance et recrute des mercenaires étrangers.

Les sociétés militaires privées « *Academi* », « *Cubic* », « *Darkhorse Benefits* », « *Dyn Corporation* », « *Forward Observations Group* », « *Hyperion Services* », « *Sons of Liberty International* », « *ASBS Othago* » et « *European Security Academy* » envoient les mercenaires qu'elles parviennent à recruter à l'étranger.

En définitive, les objectifs de la Russie de démilitarisation et de dénazification de l'Ukraine n'ont pas changé. Cette guerre, si elle dure encore, ne peut se conclure que par des pertes supplémentaires ukrainiennes.

Biélorussie.

J-C - Je reproduis intégralement cet article, parce que le dispositif militaire déployé par l'OTAN contre la Biélorussie et la Russie constitue une menace qui doit être prise au sérieux.

Selon le ministère biélorusse de la Défense, l'OTAN se préparerait à un conflit armé avec Minsk et Moscou - RT 5 nov. 2024

Le ministère de la Défense de la Biélorussie accuse l'OTAN de préparer un affrontement militaire contre Minsk et Moscou, en renforçant ses capacités près des frontières de ces deux pays. Le général Vladimir Kouprianiouk met également en garde contre des menaces de déstabilisation interne soutenues par l'Occident.

Le ministère biélorusse de la Défense a affirmé ce 5 novembre que l'OTAN se préparait activement à une confrontation militaire avec la Biélorussie et la Russie. Dans une interview au Journal militaire biélorusse, le général Vladimir Kouprianiouk, chef d'état-major général adjoint, a déclaré que «*le bloc de l'OTAN, contrôlé par les États-Unis, se prépar[ait] déjà à une confrontation armée ouverte avec la République de Biélorussie et la Fédération de Russie*». Selon lui, l'alliance occidentale intensifie ses activités militaires et ses dépenses de défense, tout en rapprochant ses forces des frontières biélorusses et russes.

Le haut gradé biélorusse a précisé que l'OTAN avait récemment renforcé sa force de réaction immédiate, la faisant passer de 80 000 à 300 000 soldats, et avait mené deux exercices nucléaires en Europe au cours du mois d'octobre, mobilisant environ 90 000 personnes, 15 000 équipements militaires, 300 avions et 70 navires. Il accuse également l'alliance de pousser l'Ukraine à poursuivre le conflit avec la Russie, en fournissant des armements et en maintenant une pression militaire le long des frontières biélorusses.

D'après Kouprianiouk, les États membres de l'OTAN augmentent considérablement leurs budgets de défense, avec des dépenses militaires atteignant environ 1 200 milliards d'euros en 2024. Il précise que les États-Unis et leurs partenaires baltes ont imposé un objectif de 2% du PIB pour les dépenses de défense d'ici 2025. «*Les États-Unis et leurs partenaires polono-baltes ont forcé tous les membres à signer un engagement commun visant à augmenter les dépenses militaires pour atteindre au moins deux pour cent du PIB d'ici 2025*», a-t-il noté.

La Biélorussie accuse également l'OTAN de mener des reconnaissances radio-électroniques et de stationner des troupes près de ses frontières. En août dernier, le président biélorusse Alexandre Loukachenko avait signalé la présence de plus de 120 000 soldats ukrainiens à la frontière.

Des menaces de déstabilisation intérieure

En plus des tensions militaires, le général Kouprianiouk met en garde contre les efforts de l'opposition biélorusse en exil, qui, selon lui, continue de planifier le renversement du gouvernement avec le soutien de l'Occident. «*L'opposition en fuite, protégée par l'Occident, poursuit ses activités et continue de préparer le renversement du gouvernement actuel, un scénario de force n'est pas exclu*», a-t-il affirmé. Il a évoqué le recrutement de citoyens biélorusses radicalisés, notamment au sein du «*Régiment Kalinowski*», une organisation extrémiste basée dans les pays frontaliers, qui sert de base pour former une armée de volontaires biélorusses.

Le général a souligné que ces unités radicales recevaient un équipement technique avancé, dont des drones, et acquéraient une expérience de combat aux côtés de forces engagées dans le conflit ukrainien. Selon lui, «*l'Occident collectif a pris conscience de son incapacité à réaliser un coup d'État en Biélorussie et en Russie, ainsi qu'à assurer la victoire du régime de Kiev sur le champ de bataille*», et intensifie donc ses efforts militaires à travers l'OTAN. RT 5 nov. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 novembre 2024

Dans cette causerie, des articles sur les Etats-Unis qui fourmillent d'informations. Dans ce pays, les deux partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un siècle représentent les mêmes intérêts, la même classe sociale, celle des capitalistes.

Ils incarnent différents clans de l'oligarchie financière qui détient le pouvoir dans ce pays. S'ils s'affrontent dans une guerre économique fratricide permanente, c'est dans le seul but de renforcer les secteurs économiques qu'ils contrôlent ou grignoter ceux de leurs adversaires pour accroître leur fortune et pouvoir, afin de pouvoir peser davantage sur l'orientation du capitalisme mondial, dont la préservation est inséparable de leur propre survie.

C'est la raison pour laquelle il ne nous viendrait jamais à l'idée de manifester la moindre préférence entre ces deux partis de l'oligarchie financière, y compris lors d'élections, contrairement à l'ensemble des acteurs du mouvement ouvrier incluant l'extrême gauche, qui regrettent à demi-mot, parfois plus sournoisement encore de manière implicite, que Trump ait été élu.

Cela signifie clairement en termes politiques, qu'ils colportaient des illusions dans l'autre candidat ou l'un des clans de l'oligarchie financière, ce qui témoigne de leur niveau de corruption idéologique...

C'est juste un constat et non une interprétation. Ceux qui maintenant refuseront de l'admettre, sont eux-mêmes sous influence de cette idéologie, qui pour camoufler ses intentions ou les véritables intérêts qu'elle sert, doit recourir au déni de la réalité ou la trafiquer.

Quand on est réellement indépendant et fidèle à ses engagements politiques, on n'a pas besoin de recourir à ce genre de procédé malhonnête. Seule la vérité est révolutionnaire, ceux qui s'en détournent ne peuvent se prétendre révolutionnaires, à eux de choisir.

Sur la situation politique et sociale en France.

+ de 50% ne comprennent rien et 43% ne savent pas compter, c'est globalement "*inquiétants*".

Evaluations nationales : des résultats "*inquiétants*" en 4e et de nombreux élèves de 6e qui ne maîtrisent pas les bases - francetvinfo.fr 7 novembre 2024

"*On note qu'en 6e, moins d'un élève sur deux a un niveau satisfaisant en compréhension de l'écrit*", explique le ministère. En mathématiques, un exemple plus flagrant a été donné : 43% des élèves ne savent pas que quatre centièmes équivaut à 0,04.

En ce qui concerne les 4e, les résultats dans leur globalité sont "*inquiétants*", alors qu'ils l'étaient déjà l'année dernière. francetvinfo.fr 7 novembre 2024

30% en CM2 ne savent pas lire, ces "*résultats extrêmement encourageants*" !

Évaluations des élèves en écoles primaires : "Les résultats sont extrêmement encourageants", estime la ministre de l'Éducation nationale - francetvinfo.fr 31 octobre 2024

"*Pour la première fois depuis cinq ans, on voit des résultats extrêmement encourageants sur ces savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter*", explique Anne Genetet, ministre de l'Éducation nationale, invitée politique de franceinfo, jeudi 31 octobre.

Anne Genetet : "*En CM2, on a encore 30% de nos élèves qui ne sont pas fluides complètement en lecture*". francetvinfo.fr 31 octobre 2024

Provocation policière. Ca y est, ils ont sorti les black blocs.

Manifestation contre Yaël Braun-Pivet à Lyon: Michel Barnier apporte son soutien à la présidente de l'Assemblée - BFMTV 9 novembre 2024

Regardez la vidéo, habillés tout en noir, les black blocs sont facilement repérables, la police n'intervient pas, l'un d'entre eux porte un mégaphone pour exciter les étudiants :

https://fr.news.yahoo.com/manifestation-contre-ya%C3%ABl-braun-pivet-202641412.html

---

Un Etat suppôt de régimes nazis et génocidaires montre l'exemple en termes de criminalité, l'encourage.

Lutte contre le trafic de drogue Bruno Retailleau et Didier Migaud présentent les mesures gouvernementales - RT 8 nov. 2024

Le ministre de l'Intérieur et son homologue de la Justice se sont rendus à Marseille le 8 novembre pour présenter un plan de lutte contre le narcotrafic.

La mesure phare du gouvernement concerne la création d'un parquet, présenté par le ministre de la Justice Didier Migaud. Celui-ci s'est ainsi dit «*favorable à un pilotage fort constitué autour d'un véritable parquet national*».

Les ministres se sont également prononcés pour des moyens d'enquête supplémentaires notamment un renforcement de 40 % des «*équipes du parquet de Paris travaillant sur la lutte contre la*

criminalité organisée au niveau national» quand les effectifs dans l'ensemble du territoire, notamment à Marseille, «*seront sanctuarisés*». Côté effectifs toujours, les ministres ont annoncé la création de «*cinq postes de juges*» à Paris.

Les ministres plaident aussi pour un assouplissement des «*conditions permettant d'écarter l'excuse de minorité*» pour les délinquants de plus de 16 ans et rendre possible leur jugement en comparution immédiate. Bruno Retailleau a par ailleurs exprimé sa volonté de «*frapper les criminels au portefeuille*», proposant ainsi d'«*inverser la charge de la preuve*» en créant «*une injonction de justification de ressources inexpliquées*». Ils prennent l'exemple des dealers disposant de berlines qui devront donner la preuve des sources légales du financement de leur véhicule.

Il propose par ailleurs de «*donner aux préfets le pouvoir de fermer des commerces de blanchiment*» et de permettre l'expulsion de leur logement des trafiquants.

Enfin les ministres veulent également cibler les consommateurs et préconisent pour cela une «*campagne de communication [...] pour révéler les liens entre l'usage de stupéfiants, les violences des trafiquants et les infractions qui en découlent*» mais aussi que les consommateurs soient davantage verbalisés. RT 8 nov. 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Après un boycott, le groupe Carrefour jette l'éponge en Jordanie - RT 8 nov. 2024

«*À compter du 4 novembre 2024, Carrefour cessera toutes ses activités en Jordanie et n'opérera plus dans le royaume*», avait indiqué la filiale du géant français au Moyen-Orient dans un communiqué publié le jour même.

Le mouvement international BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), qui milite contre les entreprises perçues comme complices du «*génocide*» d'Israël à Gaza, a qualifié cette annonce de «*victoire*», appelant sur ses réseaux sociaux à poursuivre le boycott dans d'autres pays.

BDS avait lancé un appel au boycott des magasins Carrefour et de plusieurs autres franchises occidentales dans la foulée du déclenchement de la guerre à Gaza en octobre 2023. Le boycott est motivé par le partenariat entre Carrefour et des sociétés israéliennes accusées de complicité dans ce que BDS qualifie de «*crimes de guerre*» envers le peuple palestinien.

La fréquentation des magasins Carrefour a nettement diminué depuis en Jordanie, mais aussi dans plusieurs autres pays, dont le Maroc, en raison de la pression exercée par le boycott.

Ce 8 novembre, BDS a lancé un énième appel au boycott sur ses réseaux sociaux contre Carrefour, mais également contre le géant américain de l'informatique HP, accusés tous deux de «*complicité au génocide*».

Le Maroc a normalisé ses relations avec Israël en 2020, après les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan, portant à six le nombre total de pays arabes ayant des relations avec Israël, l'Égypte et la Jordanie ayant déjà conclu des traités de paix complets avec Israël, respectivement en 1979 et 1994. RT 8 nov. 2024

Le Mossad infiltré dans tous les pays occidentaux (notamment) bénéficie de la bienveillance des autorités.

J-C - Provocation des supporters sionistes nazis à Amsterdam en marge d'un match de football entre l'Ajax et le Maccabi Tel-Aviv, suite.

Benyamin Nétanyahou demande au Mossad un plan d'action. "*J'ai donné pour instruction au chef du Mossad [les services secrets israéliens] et à d'autres responsables de préparer nos plans d'action, notre système d'alerte et notre organisation face à cette situation nouvelle*", et ce, afin de sécuriser les événements sports, a dit le chef du gouvernement israélien. francetvinfo.fr 8 novembre 2024

J-C – Nous, nous expulserions sur le champ tout représentant du régime sioniste, tous ceux qui possèdent la nationalité israélienne et qui auraient participés au génocide des Palestiniens depuis le 7 octobre 2023. Tous les bi-nationaux auraient le choix entre les deux nationalités, au cas où ils choisiraient la nationalité israélienne, un visa temporaire de 30 jours leur serait délivré à l'expiration duquel ils devraient quitter la France.

Toutes les entreprises israéliennes seraient expropriées sans indemnité, tous leurs comptes saisis, leur personnel israélien expulsé. Tout lien avec cet Etat serait rompu aussi longtemps qu'il existerait. Sa représentation diplomatique serait fermé, et aucun vol entre les deux pays ne serait autorisé à partir de la France, aucun avion battant pavillon israélien ne serait autorisé à atterrir en France, aucun navire d'accoster à un port français.

Etats-Unis.

Ils recourent à un agent sioniste iranien pour camoufler leurs réelles intentions et les justifier par la suite.

Un Iranien inculpé pour un projet d'assassinat contre Donald Trump - BFMTV/AFP 9 novembre 2024

La justice américaine a annoncé ce vendredi l'inculpation d'un Iranien pour un projet d'assassinat contre le président élu Donald Trump. Ce dernier avait évoqué "*de grandes menaces*" pour sa vie de la part de l'Iran.

Cet Iranien, désigné par le nom de Shakeri, se trouve toujours en Iran, selon le ministère de la Justice. Il a informé les autorités américaines "*qu'il avait été chargé le 7 octobre 2024 de fournir un plan pour tuer*" le dirigeant américain, a précisé le département de la Justice dans un communiqué. BFMTV/AFP 9 novembre 2024

J-C – Ils nous prennent vraiment pour des cons !

Non, l'OTAN ne fait pas la guerre à la Russie, la preuve.

États-Unis : le Pentagone autorise ses sous-traitants à réparer des armes en Ukraine - France 24 9 novembre 2024

Ukraine : Washington va envoyer des sociétés militaires privées - LePoint.fr/AFP 9 novembre 2024

Les Etats-Unis vont envoyer « *un petit nombre* » d'employés de sociétés militaires privées en Ukraine pour s'occuper de la maintenance technique de l'armement américain, a annoncé vendredi un responsable de la Défense américaine.

Ses plus virulents « *opposants* », sont parmi ceux qui en réalité ont les pires intentions inavouables à cacher.

J-C – Inutile de les désigner dans le mouvement ouvrier en France, il suffit de les écouter ou de les lire, et ils n'ont pas eu besoin de se transformer en « *girouette* »…

Opération girouette : comment l'élection de Trump fait changer d'avis les hommes politiques - RT 8 nov. 2024

Si l'élection de Donald Trump au poste du 47ème président des Etats-Unis n'a pas été une grosse surprise pour les Américains, certaines chancelleries semblent avoir été prises au dépourvu. Voici la liste des hommes politiques qui savent adapter leurs convictions à la réalité.

Pour un bon nouveau départ, quoi de mieux que d'effacer les anciens tweets ? C'est ce qu'a dû faire l'ex-Premier ministre australien Kevin Rudd, ambassadeur aux Etats-Unis. En tout cas, les phrases «*Trump est le président le plus destructif de l'histoire*» et «*il traîne l'Amérique et la démocratie dans la boue*» n'existent plus désormais que dans la mémoire des médias et, visiblement, dans celle du futur locataire de la Maison Blanche. L'ambassadeur Rudd a même dû publier une déclaration indiquant qu'il avait fait ces tweets en tant que «*think tanker*» et commentateur politique à l'époque, et qu'il les supprimait à présent «*par respect pour la fonction de président des États-Unis, et à la suite de l'élection du président Trump*». Oups.

Parfois, il suffit «*d'oublier*» ses déclarations. Le Premier ministre polonais Donald Tusk, qui avait accusé Trump il y a un an d'être un agent des services secrets russes «*depuis 30 ans*», ne se rappelle plus de ses propres mots. Qui plus est, maintenant, selon le Premier ministre polonais, le nouveau président américain sait «*surprendre avec ses décisions et ses manœuvres*». Il avait pourtant critiqué le parti PiS pour «*son adoration extraordinaire de Trump*» et «*son dégoût flagrant pour les démocrates aux États-Unis*». Les temps changent.

La liste des girouettes politiques ne serait pas complète sans Volodymyr Zelensky. Lui qui avait adopté une loi interdisant à l'Ukraine les pourparlers de paix avec la Russie, s'assoira à la table des négociations s'il perd le soutien des États-Unis, affirment les médias. Le dirigeant ukrainien a également eu une «*excellente conversation téléphonique*» avec M. Trump au cours de laquelle il a félicité l'homme politique américain pour sa victoire «*historique et convaincante*» à l'élection présidentielle américaine. Pour Zelensky, il pourrait effectivement être utile d'écouter quelqu'un dont il a pourtant dit qu'il n'avait «*aucune idée*» de la manière d'en finir avec le conflit en Ukraine.

Lors de son premier appel téléphonique après l'élection américaine, le Premier ministre britannique a adressé ses «*chaleureuses félicitations*» à Donald Trump pour sa «*victoire historique*», déclarant qu'il se réjouissait de travailler en étroite collaboration avec le président élu. Keir Starmer et Donald Trump ont convenu que les relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis sont «*incroyablement fortes*» et «*continueront à prospérer*», a déclaré Downing Street. Ceci alors que le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy avait qualifié M. Trump de «*sociopathe sympathisant des néo-nazis*». Cet échange a-t-il fait suite à l'appel de la leader des Tories, Kemi Badenoch, qui a publiquement demandé au gouvernement de s'excuser de ses commentaires «*désobligeants*» ? Nul ne le sait.

Emmanuel Macron, qui aurait un rapport «amour-haine» envers Trump selon Politico, a été presque le premier des leaders européens à féliciter le nouvel élu. Le président français s'est empressé de déclarer sur X qu'il était «*prêt à travailler*» avec Donald Trump, «*comme ils l'ont fait pendant quatre ans*». Une référence au premier mandat de l'ancien président américain. En 2018, pourtant, Donald Trump s'en était pris à Emmanuel Macron dans une série de tweets évoquant le rôle des États-Unis lors de l'occupation allemande, les tarifs douaniers des vins français, ainsi que la faible popularité du président français. «*Le problème est qu'Emmanuel souffre d'une très faible cote de popularité en France, 26%, et d'un taux de chômage à près de 10%*» avait alors écrit Donald Trump. On tourne la page, alors. RT 8 nov. 2024

A lire.

Trumpquake - strategic-culture.su 7 novembre 2024

https://reseauinternational.net/trumpquake/

Le candidat casher - unz.com 7 novembre 2024

https://reseauinternational.net/le-candidat-casher/

Trump n'a jamais «*asséché le marais*»,

Trump n'est pas le sauveur que certains dissidents croient - essentiel.news 7 novembre 2024

Il n'a jamais «*asséché le marais*», et il pourrait jouer un rôle essentiel dans la dédollarisation des échanges internationaux.

De prime abord, on admet volontiers le caractère impressionnant du fait que les Américains aient fait exactement le contraire de ce que l'establishment semblait attendre d'eux. Les médias de masse, les dirigeants de multinationales, les «*experts*», «*intellectuels*», politiciens et l'ensemble de la classe des orateurs, les «*célébrités*» et autres formateurs d'opinion avaient, presque à l'unisson, mis en garde contre une élection de Trump.

De Dick Cheney à Beyoncé, en passant par Obama et Taylor Swift, tous avaient répété le même refrain : Donald Trump est la réincarnation d'Hitler, et son élection reviendrait à condamner l'Amérique et le monde au calvaire.

Non seulement Trump a remporté l'élection en terme de «grands électeurs», mais il a également obtenu une majorité populaire, ce qu'aucun des «observateurs» institutionnels n'avait prévu.

La victoire de Trump produit donc une grande satisfaction des déçus de l'establishment, aux États-Unis et à l'extérieur. Que ce soit à cause de la «*crise sanitaire*», de l'hypocrisie occidentale sur la question ukrainienne, de la nouvelle «*doctrine du genre*» qui proclame femmes les travestis, quiconque a perdu foi dans l'orthodoxie politique, morale, financière, culturelle et sanitaire est tenté de célébrer cette victoire.

De surcroît, une grande discipline est nécessaire pour résister à une certaine schadenfreude face à la débandade des extrémistes de l'orthodoxie et défenseurs du nouvel obscurantisme (réactions amusantes une, deux, trois et quatre).

Pourtant, et comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, Trump n'est probablement pas le sauveur que certains dissidents croient.

Donald Trump et l'État profond

Depuis sa première campagne électorale, Donald Trump a construit sa marque de fabrique comme un adversaire de l'État profond. Mais est-ce que cette identité est authentique ? En examinant les choses de près, on se rend compte que ce n'est pas le cas.

Tout d'abord, un de ses principaux soutiens financiers, pour ses trois campagnes, était Sheldon Adelson et sa fondation. Il s'agit de l'oligarque et milliardaire israélo-américain connu pour avoir à de maintes reprises préconisé une attaque nucléaire contre l'Iran.

Loin de répudier ce soutien, Donald Trump le revendique ; plus généralement, il revendique sa proximité avec la droite dure israélienne. Non seulement il a activement promu la campagne électorale de Benjamin Netanyahou en 2013, mais il s'est entouré dans sa première administration des sionistes les plus virulents.

Ensuite, il est entouré et financé depuis des décennies par la soi-disant Kosher Nostra. Roy Cohn est certainement le plus connu, mais ce n'est certainement pas le seul.

Et puis bien sûr, si Donald Trump a «*vidé le marais*» pendant son premier mandat, c'est dans son administration qu'il l'a fait ; il a notamment nominé pas moins de 60 membres des think tanks Council on Foreign Relations et Bilderberg, plus de 280 lobbyistes, sans compter les pires néoconservateurs de l'administration Bush Jr.

Mais finalement, et au-delà de ses fréquentations et nominations politiques, il suffit de s'arrêter à quelques décisions de Donald Trump lorsqu'il était président.

• Il est le père de l'opération Warp Speed qui n'était ni plus ni moins que le projet américain chapeautant la fabrication, la distribution et l'inoculation des injections Covid. Un bilan dont il s'est d'ailleurs félicité plusieurs fois.

• Pendant sa première campagne, Donald Trump s'est félicité d'être le «*roi de la dette*», et pendant son premier mandat de président, il a effectivement insisté à plusieurs reprises pour que la banque centrale américaine adopte une politique de financement monétaire et de taux d'intérêts négatifs ;

autrement dit, c'est un partisan de la planification économique centrale, de la débauche monétaire et de l'endettement à outrance.

• Il a ordonné et s'est vanté à plusieurs reprises de l'assassinat extra-judiciaire du général iranien Qassem Soleimani, sans toutefois que les États-Unis ne soient en guerre contre son pays.

• Il a non seulement refusé de libérer le journaliste Julian Assange, mais il a également requis des solutions pour le faire assassiner alors qu'il était sous siège dans l'ambassade équatorienne.

• Avant de quitter la Maison-Blanche, il a octroyé des pardons présidentiels, entre autres criminels, aux quatre mercenaires de Blackwater qui ont exécuté sommairement des civils irakiens, à cinq méga-banques (Citigroup, JPMorgan, Barclays, UBS and Deutsche Bank) accusées de fraude et corruption, à l'ancien maire de Détroit Kwame Kilpatrick condamné à 28 ans de prison pour racket, extorsion, fraude et corruption, et, sur demande expresse de Netanyahou, au recruteur de l'espion israélien Jonathan Pollard.

En d'autres termes : malgré toutes ses déclarations, Donald Trump n'est pas du côté des libertés individuelles. C'est un étatiste, un sioniste, et un apologiste de crimes de guerre.

Sa seule défense valable, c'est que tous les autres présidents américains depuis deux générations sont encore pires que lui, ce qui est en effet, pour l'instant, incontestable.

Fin du dollar comme monnaie de réserve

On peut décider de mettre tout ce qui précède de côté, et envisager l'élection de Donald Trump sous un autre angle : elle est parfaitement congruente avec le projet mondial d'un nouvel ordre multipolaire, dans lequel la monnaie américaine ne serait plus la colonne vertébrale du système financier international.

Trump de son côté parle d'abandonner le modèle mondialiste d'après-guerre, centré sur les États-Unis. Tout en tirant ouvertement parti de la monnaie américaine dans une guerre commerciale et économique avec la Chine, il préconise ouvertement une politique de dévaluation.

L'establishment quant à lui, qui prétend s'opposer à l'isolationisme de Donald Trump, prévoit (et se réjouit) pourtant que sa politique entraînera la fin de la domination du dollar :

• Le 5 novembre 2019, le Washington Post a publié un article intitulé «*Pourquoi il est si difficile de renverser le puissant dollar américain*». Il y pose des questions telles que «*Pourquoi certaines personnes en ont-elles assez du dollar ?*» et, tout en niant qu'il puisse être détrôné à court terme, explique en quoi il est menacé.

• Le 18 janvier 2020, The Economist a publié un article intitulé «*L'utilisation agressive des sanctions par l'Amérique met en danger le règne du dollar*». On peut y lire que «*M. Trump a exposé la profonde vulnérabilité de la Chine au système financier centré sur le dollar*» et que «*la nouvelle ère de l'expérimentation monétaire internationale se caractérise par la dédollarisation des actifs, des solutions de contournement des échanges utilisant des monnaies locales et des swaps, ainsi que de nouveaux mécanismes de paiement de banque à banque et des monnaies numériques*».

• Le 16 juillet 2020, CNN a publié une analyse intitulée «*Le monde aime le dollar américain. Trump et la pandémie pourraient changer cela*». Le bon côté des choses est clair : «*Si Trump*

remporte un second mandat, Nomura pense que la poussée continue vers la démondialisation pourrait affaiblir le dollar américain et encourager une plus grande utilisation du yuan chinois, ou renminbi, pour régler les transactions». La logique est que «*la demande étrangère de dollars pourrait diminuer si le pays n'était plus considéré comme garantissant la sécurité de ses alliés, les amenant à détenir une plus grande partie de leurs réserves en euros, yens et renminbi*».

• Le 28 juillet 2020, le Foreign Affairs déclare de manière péremptoire : «*Il est temps d'abandonner l'hégémonie du dollar*». Il ajoute que «*l'émission de la monnaie de réserve mondiale a un prix trop élevé*» et que renoncer à cette idée «*pourrait profiter aux États-Unis et, en fin de compte, au reste du monde*».

• Le même jour, Bloomberg a publié un article indiquant que «*Goldman [Sachs] prévient que le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale est en danger*», dans lequel il cite la banque déclarant que «*le règne du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale est menacé», que «de réelles inquiétudes concernant la longévité du dollar américain en tant que monnaie de réserve ont commencé à émerger*».

• Le 25 août 2020, Nouriel Roubini via The Guardian écrit qu'«*un autre risque est la perte de l'hégémonie géopolitique américaine, qui est l'une des principales raisons pour lesquelles tant de pays utilisent le dollar*» et que «*la militarisation du dollar via des sanctions commerciales, financières et technologiques pourrait accélérer la transition*».

Mais voici certainement l'article le plus intéressant : Counterpunch, un média notoirement identifié à gauche, a publié en février 2019 un article intitulé «*La brillante stratégie de Trump pour démembrer l'hégémonie du dollar américain*». Il illustre parfaitement le rôle que Trump pourrait être amené à jouer.

«*Mais qui aurait pu imaginer que Donald Trump deviendrait l'agent catalyseur ? Aucun parti de gauche, aucun dirigeant socialiste, anarchiste ou nationaliste étranger, où que ce soit dans le monde, n'aurait pu réussir à briser l'empire américain.*

L'État profond réagit avec choc à la façon dont cet escroc immobilier d'extrême droite a pu pousser d'autres pays à se défendre en démantelant l'ordre mondial centré sur les États-Unis. (…)

La fin de notre impérialisme monétaire, dont j'ai parlé pour la première fois en 1972 dans Super Imperialism, stupéfie même un observateur averti comme moi. Il a fallu un niveau colossal d'arrogance, de myopie et d'anarchie pour accélérer son déclin – quelque chose que seuls des néoconservateurs fous comme John Bolton, Elliott Abrams et Mike Pompeo pouvaient offrir à Donald Trump».

En d'autres termes : sous couvert d'isolationnisme et de guerre commerciale contre la Chine, il se pourrait tout à fait que le mandat présidentiel de Donald Trump serve à faire effectivement survenir la dédollarisation des échanges commerciaux internationaux, un thème qu'Essentiel News a déjà traité en longueur, et qui est une composante essentielle du nouvel ordre prévu pour le monde.

Si c'est le cas, on se trouverait dans une situation classique de dialectique hégélienne : les planificateurs centraux créent à dessein un problème, contre lequel ils anticipent et contrôlent la réaction, avant d'introduire une solution précuite.

Dans ce cas, le problème (ou la thèse) serait la corruption et la décadence caricaturales du pouvoir, la réaction (ou l'antithèse) serait l'émergence d'une nouvelle droite populiste et nationale-sioniste,

et la solution (ou la synthèse) serait une série de sauveurs providentiels, à la Donald Trump et Elon Musk.

Ainsi, les planificateurs seraient en mesure d'introduire un ordre nouveau ; car en effet il faut, avant cela, détruire l'ordre précédent. Cet ordre nouveau, il n'aurait jamais été accepté d'emblée, mais sous couvert d'être une solution à un problème existant, il sera agréé sous un tonnerre d'applaudissements. Comme disent les alchimistes, solve et coagula : dissout et coagule.

Conclusion

L'exercice de démoralisation en cours en Occident, dont le point culminant récent a été une pseudo-pandémie accompagnée de mesures totalitaires et liberticides, et dont la toile de fond est une décadence du goût, des mœurs, de la science, de la culture et de la pensée, a conduit beaucoup de gens de bonne foi à se réjouir de la déconfiture pour le pouvoir que semble représenter l'élection de Donald Trump.

Pourtant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit peut-être là d'une ruse, et que derrière un sauveur espéré se cache peut-être un agent de ce même pouvoir.

L'avenir dira si cette analyse s'avère exacte.

https://essentiel.news/trump-pas-sauveur-que-certains-dissidents-croient/

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 novembre 2024

La meilleure thérapie contre l'obscurantisme et l'opportunisme, c'est le socialisme !

La meilleure thérapie contre la pauvreté et la guerre, c'est le socialisme !

La meilleure thérapie contre le nihilisme, c'est le marxisme !

Comme vous pourrez le constater, après avoir cessé de publier des commentaires dans des blogs qui n'en valaient pas la peine, je dispose de davantage de temps pour décrypter certains aspects de la propagande officielle et de la situation politique.

Suite. Les supporters israéliens « *marchant avec des barres de fer après la rencontre* », c'est légal, ils n'ont pas été appréhendés. Les autorités occidentales cautionnent les sionistes nazis.

Pays-Bas : des dizaines d'interpellations en marge d'une manifestation pro-Palestine interdite – RFI 11 novembre 2024

Des dizaines de manifestants pro-palestiniens ont été interpellés, ce dimanche 10 novembre à Amsterdam. Ils étaient descendus dans la rue malgré l'interdiction de manifester en vigueur tout le week-end, après les violences le 7 novembre contre des supporters de football israéliens, en marge d'une rencontre entre l'Ajax Amsterdam et le Maccabi Tel-Aviv.

Sur la place du Dam, dans le centre d'Amsterdam, des centaines de manifestants se sont réunis, drapeau palestinien à la main, explique Laxmi Lota, correspondante régionale de RFI. Ils ont scandé des slogans en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, l'enclave palestinienne bombardée par Israël depuis les attaques du Hamas le 7 octobre 2023.

J-C – Non seulement aucun supporter sioniste n'a été arrêté, la justice néerlandaise réprime uniquement les supporters qui dénonçaient le génocide des Palestiniens par le régime nazi israélien.

RFI – Les enquêteurs précisent enfin qu'ils examinent aussi des images montrant des supporters israéliens en train de brûler un drapeau palestinien en chantant des slogans insultants avant le match et d'autres marchant avec des barres de fer après la rencontre. Là aussi, ils appellent les témoins oculaires à se manifester.

Samedi, Caspar Veldkamp, ministre néerlandais des Affaires étrangères, a assuré qu'une « *enquête approfondie sera menée aux Pays-Bas* ». Femke Halsema, maire d'Amsterdam, a-elle déploré « *une explosion d'antisémitisme* » qu'elle espère « *ne plus jamais revoir* ». RFI 11 novembre 2024

Profession, marchand d'illusions ou les limites de l'anti-impérialisme.

Comprenez qu'à défaut d'adopter le socialisme, sachant qu'il n'est pas spécialement bienvenu de se présenter comme partisan du capitalisme, certains camouflent leurs véritables intentions et orientation politique en se revendiquant anti-impérialistes, mais ils sont rapidement démasqués puisque l'impérialisme correspond au stade suprême du capitalisme, au-delà duquel il n'existe aucun nouveau système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le développement du capitalisme depuis deux ou trois siècles n'a pas créé de nouveaux rapports sociaux de production, un nouveau mode de production, il n'a donc pas pu engendrer une nouvelle classe sociale d'exploiteurs et d'oppresseurs, ce sont toujours les mêmes qui sont à la manœuvre.

Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) se présente comme un anti-impérialiste, et dans une nouvelle vidéo il raconte que Trump voudrait en finir avec l'impérialisme pour développer le commerce.

Mais c'est quoi pour une super puissance le commerce sans l'impérialisme ? La Fed ou le Trésor américain sans la planche à billets, la guerre sans le complexe militaro-industriel-financier, la multinationale sans ses banquiers !

Comment persuader des puissances ou des pays dont le développement est en pleine croissance ou expansion, relativement peu endettés, possédant d'énormes réserves de matières premières, disposant d'énergies fossiles, dont la production couvre pratiquement l'ensemble des secteurs économiques, dont les coûts de production sont très bas, etc. pourquoi voudriez-vous qu'ils accordent ou cèdent des parts de marché à l'impérialisme américain ? Pourquoi voudriez-vous que des pays achètent aux américains des marchandises ou des services, sachant que d'autres puissances ou pays sont en mesure de leur proposer l'équivalent ou mieux encore à des conditions meilleures, à un coût réduit et sans exigences (souvent exorbitantes) en contrepartie ? Cela ne tient pas debout, c'est ridicule.

Donc pour maintenir sa position hégémonique sur le marché mondial, l'impérialisme américain n'a pas d'autre alternative que recourir à la force, aux menaces, à la violence, à la guerre.

Totalitarisme. Quand ils harcellent les enfants en bas âge, cela ne peut pas être pour leur bien.

J-C - Ces psychopathes veulent inculquer le "*respect des autres*" aux enfants en bas âge pour en faire des esclaves soumis à leur idéologie et à leur dictature, des schizophrènes à vie, si possible.

Ils veulent empêcher les enfants de se construire psychologiquement en prenant en compte les différences qui existent entre eux, qui se traduisent parfois par des conflits, dans un contexte, où sans expérience de la vie, ils en ignorent les origines ou qu'ils sont inhérents aux rapports qui

existent forcément dans une société reposant sur des inégalités sociales, qui se manifestent par des injustices sociales violentes.

Après les traitements sadiques qu'ils leur ont infligé entre 2020 et 2022, le soutien qu'ils ont apporté au massacre de dizaines de milliers d'enfants à Gaza, voilà qu'ils seraient bien intentionnés envers eux, ils veulent juste instrumentaliser des rapports entre enfants qui ont toujours existé, qui à y regarder de plus près reproduisent les rapports entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés auxquels cette milice des mœurs adhèrent.

Pourquoi un enfant devient-il violent ou agresse-t-il d'autres enfants ? Sans doute parce qu'il a été victime de violence ou il a été le témoin du même comportement qui l'a traumatisé, il va être tenté de le reproduire inconsciemment, les enfants miment les adultes. Où s'exprime cette violence, où prend-elle naissance, sinon dans le foyer familial, dès lors ce sont ces protagonistes, l'enfant et ses parents, qui doivent régler entre eux ce problème, et ce n'est certainement pas à un intervenant extérieur de s'en charger à leur place. Pourquoi ? Parce que dans ce cas-là, aux yeux de cet enfant ses parents seraient dévalorisés, et l'autorité ou plutôt l'ascendant qu'ils exercent naturellement sur leur enfant pourrait s'en ressentir.

Lorsqu'une telle situation se présente, et que les parents ne savent pas comment la gérer, ils peuvent consulter un pédiatre qui les conseillera. Ils ne doivent surtout pas laisser l'institution scolaire s'en charger à leur place. Si un psychologue intervient en milieu scolaire, c'est uniquement aux parents qu'il doit rendre des comptes, il n'a aucune légitimité pour exercer une quelconque autorité sur des enfants, et en aucun cas il ne doit s'immiscer dans les rapports qu'ils ont avec leurs parents, cela vaut évidemment pour les enfants.

Quand j'ai enseigné, j'ai été confronté à ce genre de problème. Un gosse de 6è avait balancé un compas à travers la classe qui avait atterri sur une table quelques rangs plus loin, imaginez qu'il ait crevé un œil ! Immédiatement j'en informai le proviseur qui convoqua ses parents. J'avais pris soin d'en informer le gamin. Il n'assista pas à notre entretien. Ensuite, il rejoignit ses parents, avec lesquels il eut une explication une fois rentrés chez eux. J'ai tenu à ce que la hiérarchie des responsabilités soit préservée, de manière à ce que les rapports entre cet enfant ne soient pas perturbés, ni ceux qu'ils entretenaient avec ses profs.

Je n'eus plus de problème avec lui, et je donnai un avis favorable pour son passage en 5è, avis contesté par tous les autres profs, le proviseur me suivit, le gosse qui avait bien progressé lors du dernier trimestre en fut enchanté, moi aussi évidemment.

- "*Je pensais qu'il fallait que je m'habitue*" : le harcèlement scolaire au primaire, une réalité minimisée aux conséquences lourdes - francetvinfo.fr

Alors qu'il est souvent associé à de la chamaillerie, son manque de considération peut laisser des traces indélébiles sur la construction de personnalité et le rapport au monde de l'enfant harcelé.

Du CP au CM2, Laurent n'a pas touché une seule fois le ballon de football qui faisait des va-et-vient dans la cour de récré. "*A la seconde où je m'en approchais, les autres garçons m'empêchaient de jouer en me disant que j'étais nul*." (Voilà qui est terriblement traumatisant ! - J-C) Il essaye alors de se rapprocher des filles, qui, elles, jouent à l'élastique. "C*ette fois, j'ai subi les moqueries à répétition. Dès que vous n'êtes pas bagarreur, rien ne vous est pardonné. C'était littéralement la jungle*" (Rien que cela ! J'ai été scolarisé dans des établissements privés catholiques réservés aux rejetons de bourgeois, où j'ai été maltraité pour avoir souvent été le seul fils d'ouvrier, sans que cela soit la "*jungle*". J'ai dû ruser pour aller aux toilettes, car, comme les portes ne fermaient pas,

systématiquement un petit malin ouvrait la porte quand j'étais en train de chier avec le calecif baissé, vous imaginez la honte pour moi. Et bien malgré tout, j'ai réussi à avoir une sexualité normale, et je ne suis pas devenu homosexuel - J-C), se souvient le quadragénaire. Mise à l'écart, brimades... Le garçon est victime de harcèlement scolaire. Au primaire, contrairement aux idées reçues, ce phénomène a toujours été une réalité et il prend de l'ampleur.

J-C - "*Ce phénomène a toujours été une réalité*", mais il faut que ces fanatiques refoulés s'emmêlent !

Francetvinfo - Le harcèlement au primaire se traduit pourtant par les mêmes mécanismes qu'au collège et au lycée. "*Je pense à cet écolier de CM2, récemment victime de harcèlement, d'abord par des moqueries, puis par des bousculades*", a mentionné Anne Genetet, la ministre de l'Education nationale, jeudi 7 novembre, lors d'un discours pour journée nationale de lutte contre le harcèlement scolaire. (Des "*moqueries*", des "*bousculades*", c'est grave docteur, cela mérite l'asile ou la camisole de force au moins, le cachot à l'isolement, despote scélérat ! - J-C)

Cette "*naïveté*" découle en partie du fait que l'on a longtemps estimé à tort, "*y compris parmi les experts*", que le harcèlement était forcément intentionnel. "*Or, c'est parfois très spontané, surtout chez les petits, explique la spécialiste. Un gamin souffre, donc il s'en prend à un autre, mais il n'a pas forcément calculé son coup*." (Comment cela, ces gamins ne sont pas diaboliques ? Ce ne sont pas des monstres de cruauté, mais quand même, en lisant la suite, on a des doutes ! - J-C)

Du fait de leur jeune âge, les élèves harcelés au primaire rencontrent aussi plus de difficultés que les autres à prendre conscience de leur situation. "*Ils connaissent la définition globale, mais quand on creuse, ce n'est pas très clair pour eux*", relève Elsa Maudet, journaliste pour Libération et autrice du livre Dis, c'est quoi... le harcèlement scolaire ? (Comment cela, ces enfants en bas âge n'auraient pas déjà assimilé le fonctionnement de la psychologie humaine, pas besoin de se "*creuser*" la cervelle pour le savoir, pour savoir que vous non plus ! - J-C). Par crainte et par manque de vocabulaire, ils peinent également à trouver les bons mots. "*Au mieux, ils vont dire que leurs camarades sont 'méchants'*", constate Mathilde Zrida, pour qui il est néanmoins de la responsabilité des adultes, à l'école comme à la maison, de déceler les signaux d'alerte. (Sans blague, il ne faut pas les prendre aux mots, en voilà une découverte ! - J-C)

"*Tout changement de comportement chez un enfant doit interroger : irritabilité, difficultés à dormir, refus de faire ses activités préférées..."* Nicole Catheline, pédopsychiatre à franceinfo (C'est ça, il faut l'épier en permanence, être toujours sur lui, le suivre comme son ombre, ils ont une mentalité de juge d'instruction ou de flic ma parole ! - J-C)

A partir du CP, Louise s'est aussi vue être régulièrement humiliée par les filles de sa classe. Elle se retrouve notamment à devoir "*baisser son pantalon au milieu de la cour*". Elle est aussi la seule à ne pas être invitée aux anniversaires. "*Je suis déjà rentrée en pleurant à la maison, mais comme beaucoup d'enfants finalement. J'avais honte de raconter dans les détails, peur de me faire engueuler par mes parents, car j'ai eu une éducation à la dure",* témoigne cette vingtenaire. Quant aux personnels de l'école, elle estime que *"des choses auraient pu être perçues, mais que ça n'était pas dans leur scope*". (Les gosses vivent leur vie, ils ont leurs préférences, leur antipathies, etc. foutez-leur la paix, bordel ! - J-C)

Aurore, 39 ans, se souvient, elle, avoir alerté ses parents sur son mal-être à l'école, conséquence de "*nombreux dénigrements*" et d'une "*mise à l'écart*" de la part de ses camarades. "*Ils n'ont pas su quoi faire*", se souvient celle qui est désormais mère. Alors, l'année dernière, lorsque sa fille scolarisée en CM1 lui fait part d'un vécu similaire, Aurore a choisi d'alerter l'enseignante. "*Sa*

première réaction a été de me dire qu'elle aurait dû en parler plus tôt, comme si elle avait une part de responsabilité", regrette la trentenaire. (Et voilà la prof qui veut s'emmêler, occupe-toi de tes affaires ! - J-C)

Parce que "*la gravité des faits*" peine à être mesurée par les adultes, les solutions apportées ne sont pas toujours adaptées, rapporte Elsa Maudet. "*Beaucoup d'enfants harcelés me disent être punis avec leur harceleur*", illustre la journaliste, qui anime des ateliers de sensibilisation dans les écoles. Une réponse parmi d'autres qui ne peut que pousser les victimes à se taire. Or, si ces enfants se murent dans le silence, les conséquences sur leur personnalité et leur rapport au monde peuvent être lourdes. (Elles seront d'autant plus lourdes, que c'est vous qui les amplifiez. Vous les mesurez à partir de vos critères, mais les gosses les mesures avec les leurs qui ne sont pas forcément les mêmes, laissez-les se débrouiller. On ne doit intervenir qu'en cas de menace physique ou incident corporel. - J-C)

Les séquelles peuvent en effet percuter l'identité de l'enfant harcelé. "*Parce qu'il y a une non-maturation de certaines zones du système nerveux, les enfants, jusqu'à l'âge de 8-9 ans, se calquent sur ce que les autres disent d'eux. Si on leur répète qu'ils sont intrépides, artistes, sportifs ou nuls, ils vont le croire*", explique Nicole Catheline. (Connerie, toutes leur vie les hommes apprécient les flatteries, et c'est bien dommage. - J-C) "*Quand on intègre qu'on ne vaut rien dès le primaire, si on n'est pas suivis et aidés, les conséquences peuvent être énormes*", alerte Mathilde Zrida. Selon les deux expertes, les enfants harcelés à ce stade de la scolarité ont alors plus de chances de subir le même sort au collège et au lycée et de développer des troubles anxieux et dépressifs à l'âge adulte. (De toutes manières, ils le seront ! Aucun enfant intègre qu'il vaudrait rien en classes primaires. C'est accordé beaucoup trop d'importance à ce qu'il entend. A cet âge, cela a plutôt tendant à entrer par une oreille et à sortir aussitôt par l'autre, car l'enfant n'a pas encore développé la faculté de se concentrer sur quelque chose... - J-C)

"*Les expériences à cet âge vont s'imprimer plus durement*." Mathilde Zrida, thérapeute spécialisée dans le harcèlement à franceinfo (Foutaise, tout dépend de l'intensité de ces expériences et de leur fréquence, unique ou répétitive, des conditions dans lesquelles elles se déroulent, etc. - J-C)

Après toutes ces années de harcèlement, Louise estime que ses "*blessures*" n'ont pas complètement guéri, malgré un suivi psychologique. "*Socialement avec les autres, c'est parfois compliqué, dans ma vie professionnelle aussi. Cela a créé de vrais traumatismes*", remarque-t-elle. "*Je ne sais pas me faire des amis car je n'ai jamais eu la possibilité d'entamer ce type de sociabilité, et ce dès le primaire, voire la maternelle*", rapporte Luna, qui affirme avoir développé des troubles du comportement alimentaire. (Ils en ont dégotées qui étaient aussi perturbée qu'eux pour faire leur article. - J-C)

Côté harceleurs, Mathilde Zrida juge que plus leur prise en charge est tardive, plus ils continueront au collège et au lycée. Ces dernières années, la prévention au harcèlement scolaire reste en progression dans le premier degré, même si des lacunes persistent. A l'école primaire, le dispositif le plus ambitieux est sans aucun doute le programme pHAre, mis en place depuis 2021 et généralisé en 2022. Il prévoit par exemple dix heures par an pour tous les élèves du CP au CM2. Aussi, le "*respect des autres*" fait partie des attendus de fin de cycle, notamment celui du CM1 à la 6e, comme l'indique la Direction générale de l'enseignement scolaire. (Qui respecte qui dans cette société de merde ? Ceux qui vont foutre sur le carreau des milliers d'ouvriers chez Michelin ou employés chez Auchan ? Ceux qui vous empêchent de manger à votre faim, de vous soigner quand vous êtes malades, qui vous forcent à aller bosser jusqu'à bientôt 70 ans, qui rêvent de vous envoyer à l'abattoir en Ukraine, qui soutiennent le massacre des Palestinien ? C'est eux qu'ils vous appellent à respecter et leur ordre social inique. - J-C)

S'il est prévu que l'ensemble des personnels de l'éducation soient formés d'ici 2027, "*on est aujourd'hui loin du compte"*, estime Nicole Catheline. Pour Mathilde Zrida, il faut aussi *"un changement profond des moyens alloués*". Les deux spécialistes jugent néanmoins que l'école ne peut être le seul bouclier et que les parents doivent aussi être sensibilisés. (Ils vont culpabiliser les parents, il ne manquait plus que cela. - J-C)

Enfin, à l'image de la société, les téléphones portables font désormais partie du décor des cours de récré et des chambres des enfants. Plutôt que d'interdire, Nicole Catheline exhorte les plateformes à "*faire un travail de régulation*" et les adultes à "*apprendre aux enfants*" à s'en servir. Selon l'étude de l'association e-Enfance, 20% des écoliers disent avoir déjà été cyberharcelés contre 13% en 2023. (Par des Russes ou des Chinois ? - J-C)

Quand FranceInfo et son armée de trolls prennent la défense des pédophiles sous prétexte que nul ne doit se faire justice soi-même.

J-C - Pour nous, la question n'est pas de défendre ou de promouvoir l'autodéfense, mais de montrer que le peu d'engouement dont fait preuve la justice pour traquer les pédophiles lorsqu'ils ne bénéficient pas de la bienveillance ou de l'impunité de la part des autorités parce qu'on en trouve un grand nombre parmi les classes supérieures de la société, abouti à ce genre de situation que le régime a contribué à créer.

Une fois de plus, ce qu'ils dénoncent est destiné à camoufler leur responsabilité. Ils font donc dans l'inversion accusatoire

Réseaux sociaux : les dérives des "*chasseurs de pédophiles*" - FranceInfo 9 novembre 2024

Ils se surnomment la Ligue anti-pédophile et se disent "*justiciers*". Ils se sont donnés pour mission de punir, par la violence, les pédophiles qui cherchent leurs cibles sur les réseaux sociaux. Ils passent à tabac plusieurs hommes qu'ils ont piégés et filment la scène qui est diffusée sur l'application Telegram. Trois hommes viennent d'être arrêtés dans le Doubs, l'Allier et l'Isère pour association de malfaiteurs, soupçonnés d'être les animateurs d'un canal Telegram où l'on voit plusieurs personnes être violentées.

Sur un groupe suivi par plus de 4 000 personnes, des violences sont parfois filmées et diffusées en direct. Sur leur chaîne, il y a des annonces pour recruter de nouveaux adeptes et lancer de nouvelles expéditions punitives. Ils piègent les pédophiles présumés avec de fausses photos. Des justiciers autoproclamés qui sont totalement hors-la-loi, eux-mêmes auteurs de délits. Les investigations se poursuivent pour identifier d'autres agresseurs et leurs victimes. FranceInfo 9 novembre 2024

Lisez les commentaires, c'est éloquent, ce ne sont pas les pédophiles qui sont prioritairement visés, mais ceux qui les pourchassent illégalement :

https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/reseaux-sociaux-les-derives-des-chasseurs-de-pedophiles_6887930.html

---

Lu dans le courrier des lecteurs d'un blog médical.

1- Pour les retours des ex-amis à qui j'ai fait parvenir les docs actualisés des Pfizer-papers, de AIM-SIB, de R Kennedy Jr, etc…Rien sur les 19 mails envoyés. Sauf un ex-ami médecin…

2- Je vis à peu près la même situation, j'ai envoyé mon document perso (enfin avec l'ami du groupe réinforce local) sur les effets indésirables à des amis de longue date, mais malheureusement pris des distances avec eux, et je n'ai pas eu de réponse ; on n'arrive plus à débattre là-dessus j'avais juste envoyé 3,4 lignes d'accompagnement pour préciser que mon envoi n'était pas dans un esprit polémique mais à but informatif

Pire, une des personnes qui avait prévu de m'inviter à diner un soir, ne m'en parle plus….

D'une certaine façon, je comprends aussi leur attitude, ils ne sont pas à l'aise et ne veulent plus parler de ça comme si rien ne s'était passé

Denis Rotillon – Maître de conférences en mathématiques, retraité.

3- Oui. Ils veulent tourner la page sans jamais s'avouer à eux-mêmes qu'ils se sont plantés. Rupture définitive.

J-C – Si vous avez bien lu ces témoignages, ils ne proviennent pas de gauchistes, vous aurez remarqué que ce ne sont pas des excités, à aucun moment ils ne font dans l'outrance, ce sont des intellectuels des classes moyennes qui demeurent mesurés dans leurs propos. Alors que dire de moi, accusé d'être agressif ou trop virulent, un extrémiste en quelque sorte, pourquoi pas un terroriste pendant qu'ils y sont.

En réalité, ce comportement ou cette accusation servent uniquement à couper court à toute discussion, parce qu'ils n'ont aucun argument à opposer aux vôtres, qui reposent strictement sur les faits ou des connaissances scientifiques. Ce procédé est autoritaire et malhonnête, ce dont justement ils vous accusent. On est donc en présence d'une inversion accusatoire, un procédé promu par les autorités, les idéologues et les élites corrompues à leur service, les médias à leur solde.

Si vous abordez la politique, c'est bien pire encore. Car là, vous touchez à la corde sensible, à l'idéologie qui structure le mode de penser et l'existence de chaque personne au-delà des conditions que la société leur impose. Vous faites une intrusion dans ce qu'ils considèrent comme leur domaine réservé, vous en forcez la porte, vous les violez pour ainsi dire, alors ne vous attendez pas à un accueil chaleureux !

J'ai envoyé des infos médicales à une cinquantaine d'anciens contacts avec lesquels en apparence je partageais des idées politiques, et je n'obtins aucune réponse, sans que cela me surprenne outre mesure, bien que le sujet soit très grave. Ce ne fut pas le cas de la totalité de mes lecteurs, je dois tout de même préciser, il y eut quelques exceptions, y compris parmi mes proches. Cela montre, que même lorsque c'est leur vie qui est en jeu, la plupart des gens sont incapables d'avoir une réaction rationnelle, comment le pourrait-il d'ailleurs, puisque le reste du temps ils en sont incapables, en

quelque sorte tout est dans l'ordre des choses, mais quel ordre, du domaine du pire aveuglement ou obscurantisme qui soit.

Parfois on s'imagine, qu'il suffirait d'un choc pour les faire sortir de leur torpeur habituel, mais hélas ce n'est pas le cas ou ce n'est pas suffisant, c'est ce qu'on a pu observer. Non, il faut que cela leur tombe soudainement dessus pour qu'ils se décoincent et commencent à réfléchir, à écouter ceux qui tiennent un autre discours que celui auquel ils avaient adhéré jusqu'à ce qu'ils soient à leur tour violemment frappé, ils sont comme cela.

Comment faut-il s'adresser à eux ? Je l'ignore, peut-être en leur demandant comment ils réagiraient si une pareille situation se présentait à eux. Ils peuvent très bien esquiver cette épreuve en vous répondant qu'elle n'arrivera jamais, en vivant dans un monde de plus en plus incertain ou imprévisible. Ce serait plutôt osé ou cette posture ne tiendrait pas longtemps ou s'effondrerait rapidement pour peu qu'on la secoue un peu.

Comment peut-on avoir des relations cordiales ou amicales avec des gens bornés ou écervelés, qui font confiance au premier bobard lancé par les autorités ou les médias, dont la loyauté envers le mensonge est légendaire ? On en fait malheureusement l'expérience si régulièrement, qu'on serait tenté de penser qu'on est en présence d'une pandémie qui n'est pas prêt de s'éteindre de sitôt. Il faut donc prendre notre mal en patience et ne leur accorder aucune concession en attendant des jours meilleurs qui ne manqueront pas d'arriver, car toute dictature finit toujours par être vaincue et la vérité par triompher.

Ne les jugeons pas, ne les traitons pas avec le mépris, ne changeons rien, les faits finiront bien un jour par nous donner raison, c'est juste une question de temps. Armons-nous de patience, affutons nos arguments, ne négligeons aucun détail, ne laissons rien passer, soyons férocement intransigeant avec la réaction, restons fidèle à nos principes et à notre idéal, et lorsque la vérité éclatera, nous célèbrerons ensemble l'avènement d'un nouveau monde de justice et de paix, que vive le socialisme !

Propagande déguisée de la dictature climatique.

Srikala Pillai est conseillère municipale à Mumbai : « *Je dis toujours à mes enfants que quand nous étions enfants, il pleuvait à partir du mois de juin, beaucoup, et cette saison des pluies durait trois mois. Ensuite, il y avait l'hiver et puis l'été. Mais maintenant, vous ne savez jamais quand il va pleuvoir. Il n'y a pas eu d'hiver depuis trois ans, on a des étés terribles et des chaleurs incroyables en octobre. La semaine dernière, on a eu des pluies torrentielles, avec de l'orage et des éclairs.* » Francetvinfo.fr 9 novembre 2024

J-C – De quoi se plaint-elle, depuis juin on a eu quasiment de le flotte quotidiennement tous les mois. Tenez ce matin encore (hier 10 novembre), avec de brèves accalmies depuis deux semaines seulement, je pourrais vous montrer une photo d'un énorme tas de branches mortes de frangipaniers gorgées d'eau comme je n'en ai jamais vues, et on ne se plaint pas, c'est la nature !

Santé.

Lu.

« *Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore* ». La devise du docteur Knock s'illustre une fois de plus avec les nouvelles mesures de la tension artérielle, édictées par les sociétés savantes anglo-saxonnes et la Société européenne de cardiologie.

A l'occasion des auditions sur le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), j'ai interrogé l'Ordre des médecins sur ces nouvelles recommandations qui auront pour conséquence d'augmenter le nombre de malades « *qui s'ignoraient* » jusqu'à alors, avec une croissance des prescriptions de traitements hypotenseurs. Ce qui était une tension artérielle normale avant cette annonce, (c'est à dire 12/7, voire 13/7) serait aujourd'hui considérée comme « *élevée* ».

Les sociétés savantes sont déconnectées et sous l'influence des stratégies de lobbying de l'industrie pharmaceutique, appliquent les mêmes recommandations pour la population européenne ou caucasienne que pour celle des Etats-Unis, pays frappé par le diabète et par une forte obésité.

De plus, la tension est plus élevée quand on vieillit ce qui est normal, mais ces nouvelles mesures en font systématiquement de nouveaux malades. Il a ajouté : « *nous avons déjà constaté la même chose pour le cholestérol, lorsque le seuil du mauvais cholestérol a été baissé de 0,5 au lieu de 0,7. Le résultat est explosif en nombre de nouveaux traitements vendus.*

Il s'agit de traitements excessivement chers et très rentables pour les laboratoires, qui influencent aussi les patients en utilisant le risque de « mort statistique », *les conduisant par peur à demander ces traitements superflus à leur médecin.* »

Sur la situation politique et sociale en France.

Totalitarisme. Militarisation des esprits. Le recours à l'armée ou la tentation qui fait führer.

J-C – La démocratie par les bombes et les massacres, les génocides. L'armée garante de la civilisation. Ainsi va la survie du capitalisme. Stop ou encore ?

81 % des Français soutiennent l'encadrement militaire pour les jeunes délinquants – LePoint.fr 11 novembre 2024

Ce projet de loi, visant à créer des établissements « *militarisés* » pour « *reciviliser* » les jeunes en difficulté, suscite des réactions partagées mais bénéficie d'un large soutien populaire. Selon un sondage CSA partagé par le JDD, 86 % des Français se montrent favorables à cette initiative, tandis que seulement 19 % y sont opposés.

Sur le plan politique, la proposition d'un encadrement militaire recueille un large soutien, bien qu'elle soit plus fortement appuyée à droite. En effet, 87 % des électeurs des Républicains (LR) et 97 % de ceux du Rassemblement national (RN) se prononcent en faveur de la mesure, tandis que 64 % des électeurs de La France insoumise (LFI) et 81 % de ceux du PS y sont également favorables. LePoint.fr 11 novembre 2024

J-C – Que 64 % des électeurs de LFI et 81 % du PS y soient favorables n'a rien d'étonnant, ce sont des nantis, ils entendent défendre ainsi leurs privilèges. Tous leurs électeurs ne figurent pas dans le lot, il faut l'avoir à l'esprit, ils baignent en pleine confusion tout simplement…

Bardella révèle que s'il avait accédé à Matignon, Ciotti aurait hérité du ministère des Armées – BFMTV 11 novembre 2024

Le président du parti d'extrême droite le révèle dans son livre paru ce samedi 9 novembre, Ce que je cherche. BFMTV 11 novembre 2024

Quand ils s'en prennent à l'aristocratie ouvrière.

Les syndicats de la SNCF appellent à une grève illimitée à partir du 11 décembre contre le démantèlement de la filiale fret – francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Dans un communiqué relayé samedi 9 novembre, l'intersyndicale de la SNCF – la CGT, l'Unsa, SUD-Rail et la CDFT Cheminots – appelle à une grève illimitée et reconductible à compter du mercredi 11 décembre. Ils protestent contre le démantèlement de Fret SNCF et l'ouverture à la concurrence.

Fret SNCF, l'entreprise leader du fret ferroviaire en France, est visée par une procédure intentée par la Commission européenne pour aides publiques illégales. Elle va disparaître le 1er janvier 2025 pour renaître sous la forme de deux sociétés distinctes, baptisées Hexafret pour le transport de marchandises et Technis pour la maintenance des locomotives, a annoncé la direction lundi 4 novembre. C'est la deuxième étape du plan négocié par l'Etat français avec la Commission européenne pour éviter une procédure de redressement qui aurait pu conduire à la liquidation pure et simple de la société, qui emploie 5 000 salariés.

Le syndicat des pilotes appelle à la grève jeudi 14 novembre contre l'augmentation de la fiscalité – LePoint.fr/AFP 11 novembre 2024

Le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a annoncé une grève et un rassemblement le jeudi 14 novembre. « *Face à la décision du gouvernement d'imposer un milliard d'euros supplémentaires par an au secteur aérien, nous appelons à la mobilisation de tous les pilotes et salariés du secteur* », a déclaré un porte-parole. Un rassemblement est prévu en fin de matinée, près de l'Assemblée nationale.

Dans un communiqué commun envoyé dimanche en fin de journée, plusieurs autres syndicats du secteur, l'Unsa transport, l'Unsa PNC, la CFE-CGC FNEMA, l'Unac, le SNPNC-FO et FEETS-FO, ont annoncé qu'ils appelaient « *tous les salariés du secteur aérien à venir manifester leur désaccord avec cette taxation mortifère pour les emplois devant l'Assemblée nationale le 14 novembre* ».

Concrètement, ce dispositif va relever les tarifs de la taxe sur les billets d'avion. Pour les vols en classe économique, la hausse sera de 2,60 euros par passager à 9,50 euros pour une destination

européenne, de 7,50 euros à 15 euros pour les destinations intermédiaires, et de 7,50 euros à 40 euros pour les destinations lointaines, selon le rapporteur général du Budget, Charles de Courson.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Qui est Israel Katz, le nouveau ministre de la Défense de Netanyahu qui supervise les crimes de guerre d'Israël ? par Quds News - Mondialisation.ca 07 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/qui-est-israel-katz-le-nouveau-ministre-de-la-defense-de-netanyahu-qui-supervise-les-crimes-de-guerre-disrael/5693750?doing_wp_cron=1731219439.6482429504394531250000

Lu. Rappel.

L'existence de l'État d'Israël s'appuie sur un objectif stratégique immuable : morceler les États arabes de l'Irak jusqu'au Maghreb. Une stratégie définie en 1982 par l'ancien fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères, Odeh Yinon dans un article, intitulé «*Stratégie pour Israël dans les années 1980*», paru dans Kivunim (Orientations), revue publiée par le département de l'Organisation sioniste mondiale.

«*Les exemples de l'Irak, la Syrie, le Liban, la Lybie, le Soudan illustre de manière éclatante cette stratégie où les États occidentaux avec, à leur tête, l'impérialisme états-unien ont apporté et apportent leurs contributions militaires drapées sous l'étendard des droits de l'homme et de la responsabilité de protéger. Cette stratégie, toujours d'actualité, a pour but ultime l'avènement du Royaume d'Israël du Nil à l'Euphrate*».

Mais s'il est assez aisé d'entrevoir le chemin que trace l'entité sioniste pour réaliser le Royaume d'Israël, qu'en est-il de ceux empruntés par certains États arabes ? Et les principaux États arabes concernés sont les monarchies du Golfe, l'Égypte, premier État signataire de paix avec l'entité sioniste suite aux accords de Camp David en 1979, suivi par le Royaume de Jordanie en 1994 et les États signataires des Accords d'Abraham.

Afin de répondre à la question et de mesurer le chemin parcouru par ces États, il suffit de rappeler la Résolution de la Ligue arabe datant de 1981, à la demande de l'État algérien.

Après l'exclusion de l'État égyptien, «le Conseil de la Ligue des États arabes a tenu une réunion extraordinaire, au niveau des ministres des Affaires étrangères, au siège de la Ligue à Tunis pour examiner la situation dangereuse qui prévaut dans la région moyen orientale. Le Conseil a examiné avec un grand sens des responsabilités nationales, la situation explosive qui prévaut dans la région, à la suite de l'intensification des bombardements barbares contre les villes et villages libanais, de la guerre d'extermination menée par Israël contre le peuple palestiniens».

Quarante-trois ans plus tard, l'entité sioniste poursuit la même stratégie tandis que la majorité des membres de la Ligue ont, non seulement, abandonné le peuple palestinien et le peuple libanais mais collaborent avec l'entité sioniste sous différentes formes, en particulier, militaire et commerciale.

Comme l'a souligné le ministre israélien de l'Économie, Nir Barkat : «*il n'y a aucun changement dans les relations commerciales*».

À n'en pas douter, le peuple palestinien vit une nouvelle Nakba (grande catastrophe, génocide), avec l'accord tacite de ces États arabes.

L'Iran appelle à exclure Israël de l'ONU après une frappe en Syrie – BFMTV 11 novembre 2024

Au moins neuf personnes ont été tuées ce dimanche 10 novembre dans une frappe israélienne sur Damas. En réaction, l'Iran appelle à des actions contre l'État hébreu, et notamment son « *exclusion des Nations unies* ».

L'Iran a demandé un embargo sur les armes contre Israël et son exclusion des Nations unies, après une frappe en Syrie ayant tué neuf personnes ce dimanche 10 novembre selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'OSDH a indiqué qu'au moins neuf personnes, dont un commandant du Hezbollah, ont été tuées dans une frappe israélienne au sud de Damas sur un appartement appartenant à des membres du mouvement libanais allié de l'Iran.

Depuis le début de la guerre civile en 2011 en Syrie, Israël a conduit des centaines de frappes sur le pays voisin visant l'armée syrienne et des groupes soutenus par Téhéran, dont le Hezbollah, déployés en soutien aux forces gouvernementales syriennes. BFMTV 11 novembre 2024

Espagne.

Inondations en Espagne : à Valence, des milliers de personnes manifestent contre les autorités - francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Une foule compacte s'est rassemblée sur la plus grande place de Valence, samedi 9 novembre. Des dizaines de milliers de manifestants sont venus crier leur colère devant la mairie de la ville. "*On ressent un mélange de rage, de tristesse et d'épuisement*", résume un homme. "*Assassins* !", scandent certains manifestants, quand d'autres un peu plus loin développent des banderoles qui appellent à la démission du président de la région Carlos Mazon.

J-C - 130.000 personnes selon la presse espagnole était indiqué dans la vidéo, devenues "*des dizaines de milliers*" avec France Infaux !

Etats-Unis.

Quand ils avouent implicitement que les instituts de sondages et leurs relaient médiatiques ne servent à rien, sauf à manipuler la population. Mieux, ils savaient que Kamala Harris serait battue tout en faisant croire le contraire jusqu'à la dernière minute.

J-C - Après les critiques virulentes qui se déversèrent sur les médias et les instituts de sondages pour n'avoir pas prévu la victoire de Trump, France Info dégaine la marge d'erreur de 5%, qui en quelque sorte rend caduc l'absolu totalité des sondages, dans la mesure où la différence en pourcentage des différents protagonistes en lice est généralement inférieure à 5%.

Résultats de l'élection présidentielle américaine : la large victoire de Donald Trump avait-elle été anticipée par les sondages ? - francetvinfo.fr 7 novembre 2024

La superposition des moyennes des derniers sondages montre qu'en réalité, les résultats sont conformes aux marges d'erreur des intentions de vote. Franceinfo vous explique pourquoi à l'aide de trois graphiques.

Les sondages ne produisent pas des résultats précis, mais plutôt des fourchettes de valeurs auxquelles il est possible de se fier selon un certain degré de confiance retranscrit dans les marges d'erreur.

Il ressort très clairement que les fourchettes des scores possibles de chaque candidat se superposent. Kamala Harris était créditée d'un score allant de 46,4% à 51,6% des intentions de vote pour le vote populaire au niveau national. Et Donald Trump d'un score de 45,7% à 50,9%. D'après ces moyennes, les candidats étaient donc tous les deux en capacité de l'emporter. francetvinfo.fr 7 novembre 2024

J-C - Autrement dit l'un et l'autre avaient autant de chance de l'emporter, mais ce n'est pas ce qu'ils affirmèrent. Alors comment vont-ils tenter de s'en sortir ? En expliquant que, puisque le score final des deux candidats, 47,9% pour Harris et 50,5% pour Trump, correspond à la fourchette fixée par les sondages pour les deux candidats, entre 46,4% à 51,6% pour Harris et 45,7% à 50,9% pour Trump, il n'y a pas matière à critiquer les médias français.

Sauf que le problème est ailleurs, il réside dans le fait que les médias français savaient pertinemment que la majorité des sondages américains donnaient Trump gagnant depuis au moins un mois, et ils n'en ont pas tenu compte, pire, ils ont fait campagne ouvertement pour Harris.

Moralité ou conclusion : Les médias français sont encore plus pourris que les médias américains. Allez, soyez Charlie, de la merde, oui !

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/resultats/infographies-resultats-de-l-election-presidentielle-americaine-la-large-victoire-de-donald-trump-avait-elle-ete-anticipee-par-les-sondages_6881447.html

Commentaires d'internautes.

1- Article à encadrer! Qui explique pompeusement que l'interprétation des sondages pouvait anticiper tout et son contraire. En clair que les sondages ne servent à rien. Mais ça, seuls les journalistes (de france-info...) semblent ne pas l'avoir encore compris !

2- Voici une nouvelle preuve du côté néfaste et pervers des sondages. Réalisés en nombres de plus en plus importants, seuls sont diffusés ceux qui servent la cause du ou des médias qui les diffusent.

Ainsi, l'élection de Trump n'étant pas souhaitée par certaines élites et courants de pensée américains, les sondages publiés et les commentaires associés ont maintenu jusqu'à la veille de

l'élection, qu'il y avait une grande incertitude. Un scénario de révolte, voire de violences, a même été largement diffusé si Trump venait à perdre !

Et aujourd'hui, ne pouvant plus cacher cette manipulation, les sondeurs et les médias concernés, nous abreuvent de justifications pour essayer de se disculper !!! Quelle honte !

Mais pour ceux qui ont un peu de mémoire, rappelez-vous ce qui s'est passé, en France, pour les législatives, où les médias, s'appuyant sur des sondages, ont fait croire aux Français que le RN allait avoir la majorité absolue ! Pour, la semaine suivante, dire aux Français qu'ils avaient bien réagi!

Alors que le RN n'était absolument pas en position de majorité absolue.

Et certains en rajoutent en accusant Poutine de manipulations et de fakes news.

On nous aurait menti ? à l'insu de notre plein gré ?

3- J'ai suivi la campagne présidentielle américaine à travers les médias français depuis plusieurs mois. J'avoue avoir eu le plus grand mal à me faire ma propre opinion tant le parti-pris anti Trump était manifeste au fur et à mesure que l'échéance se rapprochait. Il paraissait invraisemblable que le mal (Trump) puisse l'emporter sur le bien (Kamala) ? Combien d'experts, d'analystes, de commentateurs, de philosophes, d'économistes se disputaient sur les plateaux télé pour tenir les propos les plus acerbes à l'encontre de Trump et les plus élogieux vis à vis de Kamala. Mais voilà, les résultats sont tombés et le verdict des urnes n'est pas celui de la doxa médiatique et culturelle.

4- Je lis beaucoup de commentaires disant que les médias donnaient Harris gagnante. J’ai plus lu les médias anglophones que francophones sur le sujet, et suivi des podcasts anglophones (The rest is politics USA, the Newsagents, Americast) qui avaient beaucoup d’intervenants américains, et vraiment la victoire assurée de Harris n’était pas ce qu’ils envisageaient. Beaucoup pensaient que Trump l’emporterait, mais peut-être pas aussi fortement, et pas sur tous les fronts (senate AND house).

5- Je pense que tous les médias mainstream France Inter, France info, FRANCE 2, LCI, BFM TV qui ont propagé la Fake news du résultat Trump/Kamala au coude à coude devraient être condamnés par l'ARCOM pour propagation de fake news et manipulation de l'opinion. Exactement ce qu'il reproche aux réseaux sociaux.

6- Non, les médias qui prédisaient un résultat au coude à coude ne se sont pas trompés : c'est pire, Ils ont menti. Ils ont manipulé l'opinion.

Yémen.

Yémen : les Etats-Unis ont frappé des installations houthies - franceinfo/AFP 9 novembre 2024

La chaîne des Houthis, Al-Massira, a fait état de trois frappes dans plusieurs quartiers de Sanaa, la capitale du Yémen

Les Etats-Unis ont mené plusieurs frappes aériennes dans la nuit de samedi à dimanche 10 novembre visant des installations de stockage d'armes des rebelles houthis au Yémen, a annoncé le Pentagone. franceinfo/AFP 9 novembre 2024

Le Yémen inflige de lourdes pertes à la base israélienne de Nevatim et abattent un nouveau drone MQ-9

https://reseauinternational.net/le-yemen-inflige-de-lourdes-pertes-a-la-base-israelienne-de-nevatim-et-abattent-un-nouveau-drone-mq-9/

Ukraine.

Les milices ukrainiennes (Azov) par Luc Ferry sur LCI le plateau est horrifié ...

https://www.youtube.com/watch?v=mKAbJxjBfcA

Russie.

Kobiakov : La Russie a conclu des accords de coopération militaire avec 33 pays africains – RT 9 novembre 2024

La Russie considère le partenariat sécuritaire avec les pays africains comme une tâche stratégiquement importante et a déjà signé des accords de coopération militaro-technique avec «*33 [États, ndlr.] du continent africain*», a annoncé ce 9 novembre, Anton Kobiakov, conseiller du président de la Fédération de Russie, lors d'une conférence de presse.

«*Pour la Russie, le rôle de garant de la sécurité des pays du continent africain est une nécessité pratique et vitale*» a souligné Kobiakov, également secrétaire exécutif du comité d'organisation du Forum Russie-Afrique qui se tient les 9 et 10 novembre à Sotchi.

«*L'Occident n'est pas intéressé à résoudre les conflits en Afrique*», a regretté Anton Kobiakov, fustigeant l'«*intérêt*» de certains pays comme la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis de «*créer des tensions sur le continent*».

«*Nous ferons tout notre possible pour que l'Afrique dispose de tout ce qui lui permettra d'assurer son indépendance et sa sécurité*», a-t-il souligné.

La Russie envisage d'ouvrir des ambassades en Guinée équatoriale, au Niger, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, ainsi qu'en Gambie, au Libéria, aux Comores ou encore au Togo, a révélé par ailleurs le conseiller du président russe.

Moscou envisage, par la même occasion, d'augmenter la part des règlements avec les pays africains en monnaies locales à 90% d'ici 2030. «*La stratégie de développement des relations avec l'Afrique prévoit l'introduction de mécanismes financiers, de paiement, de règlement et d'assurance indépendants des pays hostiles*», a-t-il précisé.

Le directeur exécutif du comité d'organisation du Forum de Sotchi a rappelé que l'évènement rassemblait plus de 1500 personnes des pays du continent africain, dont 54 délégations officielles et 45 ministres des Affaires étrangères des pays du continent africain.

Haïti.

J-C - Qui gouverne en Haïti ? Les Américains.

Après le limogeage de son Premier ministre, Haïti s'enfonce un peu plus dans la crise - Courrier international 11 novembre 2024

Cinq mois seulement après qu'il a été nommé pour tenter de stabiliser un pays en proie à la violence des gangs, le Premier ministre Garry Conille a été limogé par le Conseil présidentiel de transition (CPT) de l'île, selon le journal officiel haïtien Le Moniteur, publié lundi.

Conille, un médecin de 58 ans, ancien directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes et "*l'un des favoris de la communauté internationale*", sera remplacé par l'homme d'affaires Alix Didier Fils-Aimé, propriétaire d'une chaîne de pressing et ancien candidat au Sénat haïtien, précise le New York Times.

La décision de démettre le Premier ministre de ses fonctions intervient après des semaines de conflit entre Garry Conille et le Conseil. Certains analystes ont comparé hier son limogeage à "*un coup d'État politiquement motivé*", note le New York Times.

Le quotidien américain rappelle que les relations entre le Conseil et le Premier ministre sont tendues depuis le départ. "*Dans un pays connu pour ses factions partisanes et ses luttes politiques internes, M. Conille a irrité le Conseil en se rendant par exemple à Washington sans l'en informer à l'avance*". Plus récemment, il a refusé de remanier son gouvernement comme le CPT le lui avait demandé. Mais "*la goutte qui a fait déborder le vase semble avoir été les efforts déployés par M. Conille pour faire démettre de leurs fonctions trois membres du Conseil accusés de corruption*", conclut le New York Times.

"*En toile de fond de cette crise, l'impact des récentes élections américaines se fait sentir : l'administration démocrate, dont Conille espérait le soutien, a subi un revers qui a encore affaibli sa position*", analysait dimanche le site haïtien Rezo Nodwes, quelques heures avant la publication de la nomination officielle de Fils-Aimé. Courrier international 11 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 novembre 2024

Il y en a qui pensent pas ou peu, on pense pour deux ici ! Vous l'avez remarqué, bravo à vous !

Et dire que je suis totalement isolé au fin fond d'un petit village indien du sud de l'Inde au Tamil Nadu, pratiquement sans contact avec la France, loin des yeux, loin du cœur, vous savez ce que c'est…

Abandonné ou rejeté dès que j'émets un avis critique, méprisé, c'est tellement pratique, quel manque de courage entre autres ! C'est très injuste, car je ne mérite certainement pas un tel traitement, vous en conviendrez en parcourant mes causeries. Je plains sincèrement ceux qui me l'infligent, car ils doivent avoir de sérieux problèmes dans leur vie pour agir ainsi.

Je n'y fais même plus attention, mieux, cela me motive au lieu de me laisser aller ou de haïr la Terre entière, au contraire, je trouve des circonstances atténuantes même aux derniers des salopards qui pourrissent la vie de nos semblables, sauf le personnel politique qui lui ne mérite que la potence, je parle des gens que j'ai été amené à croiser et qui m'ont fait des misères, je ne peux pas les juger, c'est plus fort que moi.

Tenez, quand avant-hier j'ai laissé la vie sauve à un énorme cobra qui menaçait la vie de mes chiens, et bien je ne sais pas pourquoi, j'en fus soulagé, mieux, heureux, car j'eus l'impression d'avoir évité de commettre une terrible injustice, puisque finalement ce cobra ne m'avait rien fait, le jardin lui appartient autant qu'à moi ou à mes 4 chiens, n'est-ce pas ? Alors pourquoi le tuer, hein je vous le demande ! Et puis, il incarne je ne sais plus quel dieu hindou, donc même mes voisins qui m'ont entendu hurler après mes chiens, et qui ont immédiatement compris ce qui se passait parce qu'ils en ont l'habitude, sont satisfaits de cet heureux dénouement.

Alors pourquoi devrais-je être malheureux ? Si je suis malheureux, c'est davantage à cause du sort injuste qui est fait à tous les peuples, en pensant à tous ceux qui souffrent dans le monde, en particulier aux Palestiniens.

Les gens et les militants qui se permettent de me juger en France, sont des nantis ou ils ont eu une vie de nantis, pour ceux que je connais. Ils prouvent ainsi, qu'ils n'ont jamais pris véritablement conscience de leur condition. Ils feraient mieux de s'abstenir ou commencer par régler leurs propres problèmes ou se pencher sur leur propre existence, au lieu de s'occuper de celle des autres.

Dans mes causeries, je n'établis pas de distinctions, je m'adresse à tous ceux de ma classe, de ma condition sans exception, bien et mal lotis, peu importe, je me contrefous de toute autre considération, car c'est uniquement ensemble qu'on s'en sortira, et non individuellement.

Flagrant délit. La fake news relayée par tous les médias mainstream en France.

Une «*pure fiction*» : le Kremlin dément tout appel entre Trump et Poutine - RT 11 nov. 2024

Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a démenti ce 11 novembre des informations du Washington Post et de Reuters selon lesquelles Donald Trump et Vladimir Poutine auraient eu un échange téléphonique.

Selon le porte-parole du Kremlin, il s'agit de «*l'exemple le plus clair de la qualité des informations qui sont désormais publiées, parfois même dans des publications assez respectées*». RT 11 nov. 2024

Confirmation et précisions. Quand les sionistes nazis et le Mossad paradent à Amsterdam.

Amsterdam : les Israéliens ont exporté leur racisme et leur violence

https://www.chroniquepalestine.com/amsterdam-les-israeliens-ont-exporte-leur-racisme-et-leur-violence

---

Totalitarisme. Nier le génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale est interdit ou illégal, c'est commettre un délit. En revanche, nier le génocide des Palestiniens est autorisé, recommandé, encouragé par les autorités, les élites, les médias.

L'animateur Arthur porte plainte contre Aymeric Caron - Le Point 11 novembre 2024

Les avocats d'Arthur annoncent une plainte en diffamation contre le député LFI, dimanche 10 novembre. Deux jours avant, ce dernier avait accusé l'animateur de soutenir les massacres à Gaza.

Le 8 novembre, Aymeric Caron a affirmé qu'Arthur soutenait les « *massacres* » de l'armée israélienne à Gaza. Après plusieurs messages échangés sur les réseaux, les avocats de l'animateur « dénoncent une « *rhétorique haineuse et obsessionnelle, aussi irresponsable que diffamatoire* ».

https://www.lepoint.fr/societe/l-animateur-arthur-porte-plainte-contre-aymeric-caron-11-11-2024-2574968_23.php

J-C - Soutien inconditionnel à Aymeric Caron. Par ses prises de position, Arthur est un petit soldat de Tsahal, un agent du Mossad, un complice du régime sioniste d'extrême droite israélien qui massacrent Palestiniens et Libanais, bombardent la Syrie, commet des assassinats et fomente des coups d'Etat, des guerres civiles partout dans le monde, y compris à Amsterdam ces derniers jours.

De nos jours, dès que vous manifestez le moindre désaccord avec n'importe qui, que vous critiquez les positions adoptées qu'il a adopté, si en plus vous osé caractériser son attitude, ce qui est parfaitement votre droit, il vous accuse aussitôt de diffamation ou de je ne sais quoi pour vous décrédibiliser, parce qu'il n'a pas d'argument à vous opposer ou parce que vous avez dit la vérité et il n'est pas en mesure ou il refuse de l'assumer.

- Un délit d'opinion est une infraction pénale consistant à exprimer des opinions politiques, religieuses, historiques, scientifiques ou autres qui sont interdites par un gouvernement ou quelque autre institution disposant d'un quelconque pouvoir.

L'article 9 de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 établit comme délictueux le fait de contester l'existence des crimes contre l'humanité décrits dans le jugement du procès de Nuremberg à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Il punit donc, entre autres, le fait de contester l'existence d'un génocide juif organisé par l'Allemagne hitlérienne. Wikipédia

---

Les pays arabes appellent Israël à cesser le "*génocide*" en cours à Gaza - Courrier International 12 novembre 2024

La BBC y voit "*l'une des critiques les plus dures*" d'Israël par un officiel saoudien depuis le 7 octobre 2023. Lundi, à l'issue d'un sommet à Riyad réunissant une cinquantaine de pays de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), Mohammed Ben Salmane a dénoncé le "*massacre commis contre les peuples palestinien et libanais*", utilisant le mot "*génocide*" pour décrire la situation à Gaza. "*La première déclaration du genre par le premier ministre du Royaume et de facto son leader"*, observe le Middle East Eye.

Sans aller jusqu'à utiliser le mot génocide, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a évoqué "*le meurtre systématique de civils à Gaza*". Pour Recep Tayyip Erdogan, Israël a l'objectif "*d'annihiler les Palestiniens*". Dans un discours décrit par Israel Hayom comme le moment où le sommet a atteint "*son crescendo*", le président turc a appelé à un embargo sur les armes et la suspension des accords commerciaux avec Israël.

Le communiqué publié à la fin du sommet se désole d'un "*contexte de crime de génocide*" et "*réaffirme la pleine souveraineté de l'État de Palestine sur l'Est occupé, la capitale éternelle de Palestine, et rejette toute décision israélienne ou mesure visant à consolider l'occupation coloniale de la ville*". Un communiqué qui "*présente beaucoup de similitudes à celui publié un an plus tôt*", constate le *New York Times*. Comme le remarque *Al-Jazeera*, les 57 membres de l'OIC et les 22 membres de la Ligue arabe n'ont toutefois pas réussi "*à se mettre d'accord sur une action à mener*". Courrier International 12 novembre 2024

Sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe. - RT 11 nov. 2024

Guerre au Proche-Orient : l'Irak fustige l'échec de la communauté internationale «*à prévenir le génocide et les crimes*»

Ce 11 novembre depuis Riyad, où se tient un sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe, le Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a estimé que la communauté internationale n'avait pas réussi à empêcher le génocide à Gaza et au Liban.

«*Le conflit n'a pas commencé le 7 octobre 2023, comme certains le prétendent, ignorant délibérément des décennies d'occupation, de déplacements, d'usurpation de terres et de violations des lois internationales*», a-t-il par ailleurs affirmé.

Ce lundi, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, a affirmé qu'Israël devait « *respecter la souveraineté territoriale de la République islamique d'Iran* » et « *s'abstenir d'attaquer son territoire* », à l'ouverture du sommet de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique à Ryad.

Dans le même temps, le dirigeant saoudien a exhorté la communauté internationale à stopper les attaques d'Israël à Gaza et au Liban dans une prise de position assez inédite depuis le début du conflit armé en 2023.

« *Trump pourrait vouloir étendre les Accords d'Abraham lorsqu'il prendra ses fonctions l'année prochaine, mais à moins qu'Israël n'opère un changement radical de stratégie dans la région, cela risque de rencontrer beaucoup plus d'obstacles qu'auparavant* », souligne le Dr Hellyer, spécialiste de sécurité internationale à l'institut Royal United Services de Londres. RT et AFP 11 nov. 2024

Quand des sionistes nazis organisent un gala le 13 novembre en plein Paris, "Israël for ever" (= Palestine for never [jamais]), pour soutenir le génocide du peuple palestinien.

AFP - Un mouvement juif international de droite a annoncé dimanche prévoir un rassemblement mercredi à Paris, jour où se tiendra également le gala "*Israël for ever*", pour lutter contre l'antisémitisme, en présence d'un ministre israélien d'extrême droite, Bezalel Smotrich.

Le Betar, qui dispose de nombreuses branches dans le monde et qui compte dans ses rangs des membres radicaux, prévoit de se rassembler aux côtés du Mouvement des Etudiants Juifs Français (MEJF), en marge du gala. Le lieu est encore inconnu.

Des associations, des syndicats et des partis de gauche français avaient dénoncé l'organisation du gala.

Le préfet de police, Laurent Nuñez, avait cependant donné son accord à la tenue de ce gala. Saisi par la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient EuroPalestine pour obtenir une annulation de la décision du préfet de police, le tribunal administratif a jugé samedi qu'il n'y avait pas lieu de l'interdire.

M. Nuñez a de plus affirmé que le ministre israélien ne ferait pas le déplacement. "*Je comprends que finalement, il ne sera pas là"*, a-t-il dit. AFP 10 novembre 2024

Précision.

Ce gala génocidaire est organisé par une avocate franco-Israélienne qui a mené des opérations pour bloquer l'entrée de l'aide alimentaire à Gaza. europalestine.com

---

A quoi servent les médias sociaux ? A qui ? A la réaction, à berner les naïfs. La preuve.

J-C - Les médias sociaux servent à canaliser les opposants au régime ou à la politique du gouvernement.

Ensuite, une fois mis en confiance et pris dans les mailles du filet, selon les circonstances et le registre auquel appartiennent les évènements ou sujets traités, ils publieront des articles qui permettront d'embrouiller les lecteurs, ou qui contiendront des conclusions leur faisant croire qu'il n'existe aucune issue politique conforme à leurs aspirations. Des conclusions, qui seront à même de les faire douter, de les démoraliser, de les paralyser ou neutraliser, qui seront susceptibles de les faire adhérer au discours officiel, de les faire participer à des campagnes initiées par la réaction ou les soutenir, etc. autant d'intentions ou d'objectifs inavouables qui au départ sont plus ou moins camouflées en recourant à différentes techniques de manipulation bien rodées, puis justifiées sans jamais être identifiées comme telles pour berner les lecteurs les plus naïfs ou influençables, c'est-à-dire, la majorité, dont les jeunes en priorité.

Les articles en apparence corrects ou qui semblent les plus inoffensifs au premier abord, s'avèrent être en réalité les plus dangereux, dans la mesure où ils servent à mettre en confiance les lecteurs afin que leur vigilance baisse, ils servent d'appâts en quelque sorte, et ce sera dans l'article suivant ou celui qui l'accompagnera que se trouvera le venin, qui prit à petites doses répétés, finira par être mortel, j'explique plus loin comment il opère. Avant-hier à minuit, j'ai encore chassé un énorme cobra dans mon jardin, le quatrième serpent en deux mois, ce sont mes chiens qui donnèrent l'alerte, alors je suis aguerri contre ce danger, d'où le partage avec vous de mon expérience.

Il s'agit d'une entreprise destinée, non pas à informer, mais à nuire aux intérêts de ceux à qui elle s'adresse. Elle n'a pas d'autres raisons d'être. Un exemple. Cet article ignoble sert uniquement à justifier le génocide des Palestiniens en cours, et son auteur ne s'en cache même pas, il le revendique. Agoravox : A l'incinérateur ! Un conseil d'ami, fuyez ce média et ses semblables.

Ne croyez pas que j'exagèrerais, je vais vous raconter une petite histoire ou une expérience que j'ai vécue, qui vous le prouvera.

Parmi les mails que j'ai reçus au cours des 20 dernières années, et des contacts que j'ai pu lier avec certains lecteurs, il y en a un particulièrement qui mérite qu'on s'y arrête.

C'est celui d'un (très vieux) ex-militant du Parti des travailleurs, qui m'envoyait régulièrement des articles ou des liens, et j'avais remarqué que souvent ces liens renvoyaient vers des blogs tenus par des personnages d'extrême droite. Cela avait le don de me contrarié, au point que je lui en fis part un jour.

Quelque temps plus tard, à la veille du second tour de l'élection présidentielle en 2017, il m'informa qu'il ne voyait pas d'objection à voter Le Pen.... Cela ne m'étonna pas qu'à moitié, bien que je fus un peu déçu, car il m'avait écrit à plusieurs reprises qu'il partageait mes idées, ce que je n'avais jamais cru du reste, et à cette occasion il me donna raison. J'en tirai la conclusion, qu'habituer à fréquenter des blogs d'extrême droite ou des blogs populistes publiant régulièrement des articles rédigés par des membres de l'extrême droite, quelque part il en était arrivé inconsciemment à se familiariser avec ce courant politique au point de ne plus faire de distinction avec d'autres courants politiques issus du mouvement ouvrier, y compris le mien. Si vous dites que la Terre est ronde et que Le Pen le dit aussi, c'est que finalement vous n'êtes pas si éloignés l'un de l'autre… C'est ce genre de raccourci qui se produit dans les cerveaux en proie à une grande confusion ou sans repères théoriques. C'est malheureux et on n'y peut rien.

Bref, la normalisation ou banalisation de l'extrême droite avait fonctionné à merveille, au point d'être plébiscitée par des militants du mouvement ouvrier. Pire encore, car du coup il rompit avec moi le jour même de l'élection de Macron, moi, qui jamais de la vie ne voterais pour un candidat d'extrême droite ou de droite. J'ai 69 ans, en 51 ans j'ai voté deux fois seulement, une fois au municipal pour le PS dans les années 70, influencé par l'OCI, et une fois pour LFI récemment, une faiblesse ou suite à une erreur sans gravité d'appréciation de la situation politique en France, pays que j'ai quitté depuis près de 30 ans, c'est excusable, non, peu importe ici.

Donc, ne croyez pas que fréquenter des médias ou des réseaux sociaux d'extrême droite ou de la réaction en général serait anodin ou sans conséquences politiques, psychologiques, ce serait une grave erreur de le croire, surtout quand on a tendance à surestimer son niveau de conscience politique ou qu'on ignore son degré d'ignorance, à quel point on est vulnérable et manipulable. C'est d'ailleurs valable pour l'ensemble des médias mainstream, la littérature des opportunistes, des partis du mouvement ouvrier, y compris celle de l'extrême gauche.

Guerre Israël-Hamas : déconstruire le mythe du génocide dans la bande de Gaza par Giuseppe di Bella di Santa Sofia - Agoravox 26 octobre 2024

https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/guerre-israel-hamas-deconstruire-257371

Sur la situation politique et sociale en France.

C'est en France, où règne un régime despotique en guerre contre son peuple (et pas que).

Haute-Marne : Faute de place, un patient se retrouve dans le garage des urgences - 20minutes.fr 11 novembre 2024

Après 24 heures aux urgences pour une inflammation des intestins, Gérard Claudet a été déplacé dans le garage de l'hôpital de Langres, témoigne-t-il

D'après BFMTV, le patient qui souffrait d'une inflammation des intestins a été transféré au garage de l'établissement de santé, 24 heures après son admission, le 27 octobre.

Lorsque l'homme demande où on l'emmène, les soignants lui répondent « *Dans un garage. Quand on a plus de place ici, ce n'est pas compliqué : on ouvre le garage et on y met des patients* », témoigne-t-il auprès de nos consœurs. Sur les images qu'il a transmises à la chaîne, quatre personnes (dont lui) sont présentes dans le garage aménagé.

« *Je suis je ne sais où. En temps de guerre, à un endroit où on installe les malades ? Je ne sais pas trop où est-ce qu'on est, mais en tout cas pas dans un hôpital français* », s'indigne le patient qui a demandé à rentrer chez lui le lendemain, épuisé par le bruit de la ventilation et les conditions d'hospitalisation.

En 2023, près de 4.900 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés. D'après la direction statistique des ministères sociaux (Drees), l'offre a diminué de 10,5 % en dix ans. 20minutes.fr 11 novembre 2024

Quand un participant et porte-parole de Bilderberg analyse la situation de la France.

J-C - Nicolas Baverez : « *J'ai plus peur de nos propres erreurs que des plans de nos ennemis* », soulignait Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse. À raison, puisque Athènes et sa démocratie sont mortes de la démagogie, plus encore que de la désastreuse expédition de Sicile, qui scella la victoire de Sparte.

En terminant son article par cet avertissement, monsieur Baverez montre que son contenu était avant tout idéologique, car Athènes n'est pas morte à cause de sa "*démagogie*", mais parce que sa démocratie était basée sur l'esclavage, et que ce mode de production comportait des limites ou ne pouvait pas réaliser de miracle, pas davantage le capitalisme, du reste.

Il témoigne de l'impuissance pour son camp de faire accepter à tous les peuples le triste sort qu'il leur a réservé, autrement dit, non seulement ils n'ont pas remporté la lutte des classes, ils vont la perdre.

Comme chaque fois en pareille occasion, qu'ils doivent se livrer à ce genre d'exercice pour justifier leur orientation politique ou les mesures antisociales qu'ils souhaiteraient nous imposer, cela va de soi. Au passage, il fournit ou rappelle un ensemble de données intéressantes sur la situation, qui seront autant d'arguments pour mener notre combat politique. Son interprétation oscille ou mêle constat et propagande, vérités et contrevérités, réalité et spéculation, à chacun d'essayer de s'y retrouver ou de tester sa capacité à discerner le vrai du faux...

Il faut avoir à l'esprit, que c'est le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne que représente monsieur Baverez, qui a porté Macron au pouvoir, et qui lui a dicté la politique qu'il applique depuis 2017 (ou même avant sous Hollande). Vous noterez qu'ils l'ont déjà sacrifié ou inscrit au compte des pertes et profits, ce qui devait figurer dans leur contrat ou dans la définition de fonction de leur marionnette. Il prendrait tout sur lui quoiqu'il arriverait, tandis que ses mentors resteraient tapis dans l'ombre et ne seraient nullement mis en cause ou inquiétés.

Le miracle ou la faillite - Le Point 11 novembre 2024

L'édito de Nicolas Baverez. Emmanuel Macron a conduit la France au bord du précipice. Pour redresser le pays, l'impulsion doit venir des Français rassemblés.

En 2024, la France est redevenue l'homme malade de l'Europe. Par son arrogance et son irresponsabilité, Emmanuel Macron a fait exploser le modèle de la décroissance à crédit et les institutions de la Ve République. Avant lui, la France prenait l'eau. Avec lui, elle coule à pic. (Le verdict est radical en apparence, sympathique, les lecteurs le partageront, la potion le sera tout autant, mais là ils vont pleurer ! – J-C)

26e rang pour la richesse par habitant

Naufrage économique. L'économie française est désormais reléguée au 7e rang mondial. La croissance potentielle est nulle du fait de la stagnation de la démographie (taux de fécondité réduit à 1,68 enfant par femme) et de la chute de la productivité de 8,5 % depuis 2019. Les faillites d'entreprises s'envolent et la désindustrialisation se poursuit. Le déficit commercial, juge de paix de la compétitivité, atteint 100 milliards d'euros et les parts de marché se réduisent comme peau de chagrin, à 2,2 % dans le monde et à 12 % dans la zone euro, notre pays étant ravalé au 7e rang des exportateurs, quand l'Italie est arrivée au 4e.

Naufrage social. La France a régressé au 26e rang pour la richesse par habitant, inférieure de 15 % à celle de l'Allemagne et de 50 % à celle des États-Unis. La paupérisation de la population et du territoire s'emballe. Le chômage de masse touche 7,3 % des actifs, quand les autres grands pays développés connaissent le plein-emploi, et 18 % des salariés sont au smic. La pauvreté touche 9 millions de Français, aggravée par une crise du logement sans précédent depuis les années 1950 et par l'effondrement du système de santé et de l'Éducation nationale. Tout cela avec un État-providence qui mobilise 34 % du PIB et qui entretient les maux sociaux qu'il est censé soigner. (L' « *État-providence* » à abattre. – J-C)

Naufrage financier. Alourdie de 1 000 milliards d'euros depuis 2017, la dette publique, qui culmine à 112 % du PIB, est sortie de tout contrôle pour devenir insoutenable. Placée sous surveillance par les agences de notation, par les marchés et par nos partenaires européens, la France emprunte à des taux plus élevés que l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Naufrage politique. La Ve République a été corrompue par l'hyperprésidentialisation jusqu'à se trouver paralysée à la suite de la dissolution. Elle a donné naissance à une Assemblée Frankenstein, ingouvernable et polarisée à l'extrême, qui constitue à la fois le produit et le symbole du macronisme. (Alors que c'est Baverez et ses amis de Bilderberg qui l'ont fabriqué. – J-C)

Naufrage diplomatique. La politique extérieure de la France acquitte au prix fort les errements et les revirements d'Emmanuel Macron comme l'effondrement de la puissance du pays. Elle a perdu toute crédibilité dans le conflit ukrainien, où a été promu l'envoi de troupes au sol, après avoir vainement dialogué pendant des mois avec Vladimir Poutine, comme au Moyen-Orient, où Israël est désormais accusé de barbarie alors qu'était proposée il y a un an la constitution d'une coalition internationale contre le Hamas. (Quel dommage qu'elle n'ait pas vu le jour ! – J-C) Écarté des négociations sur la recherche de la paix lors du G7, le président français n'a pas été invité par Olaf Scholz ni Giorgia Meloni à préparer le dernier sommet européen, et c'est vers l'Allemagne que Keir Starmer s'est tourné pour relancer la coopération militaire entre le Royaume-Uni et l'Union. (Macron est un looser, il est hors-jeu, normal. – J-C)

Tous les atouts pour se réinventer

Les raisons de cette débâcle ne sont pas à chercher dans la mondialisation, l'Europe, l'Allemagne ou les immigrés, mais dans les erreurs de la France et de ses dirigeants. Ils ont abandonné tout projet collectif pour servir des clientèles et communier dans le malthusianisme. Ils se sont enfermés dans le déni, en refusant de faire la vérité sur la situation du pays et d'engager les changements nécessaires pour s'adapter à la mondialisation, à la montée du péril djihadiste, à la menace des empires autoritaires. (Il reproche à Macron de n'avoir pas disposé des moyens ou des conditions pour appliquer à la lettre leur programme, il faut bien trouver un responsable. – J-C) Notre pays a ainsi perdu la maîtrise de son destin pour dépendre de la Chine pour la fourniture de ses biens essentiels, des États-Unis pour l'énergie, la technologie, la finance et la sécurité, via la réassurance de l'Europe par l'Otan, et de l'Allemagne pour sa dette. Il menace d'emporter dans sa chute la zone euro et l'Union européenne, au grand dam de nos partenaires. (Alors que chaque fois ce sont eux qui poussèrent à la roue, sauf que les résultats ne sont pas ceux qu'ils avaient escomptés. A Macron de l'assumer, pas à eux ! – J-C)

La France se trouve donc à un tournant et doit choisir entre la modernisation et le déclin. Comme en 1958, la situation est à la fois désespérée et porteuse d'espoir. D'abord parce que la crise financière interdit la poursuite de la fuite en avant dans le surendettement public et privé. Ensuite parce que le miracle est à portée de la main si nous cessons d'idolâtrer tout ce qui nous ruine et de condamner

tout ce qui pourrait nous sauver. (Il faut s'attaquer au « *surendettement public* », aux services publics, la vieille rengaine de la réaction. – J-C

La France dispose de tous les atouts pour se réinventer : des talents remarquables, des universités et des écoles de rang mondial, de l'épargne, une énergie décarbonée avec le nucléaire, des infrastructures de qualité, de grands groupes internationalisés et compétitifs, des armées ayant conservé l'expérience du combat, un patrimoine, un mode de vie et une culture avec peu d'équivalents. Si nous cessons de les saper, le relèvement peut être spectaculaire et rapide, comme le montre le redressement des pays scandinaves et des autres pays d'Europe du Sud. Par ailleurs, le cycle de la mondialisation s'est achevé et laisse la place à une nouvelle ère favorable à l'esprit national français, où la géopolitique prime sur l'économie, l'État reprend la main sur les marchés, la souveraineté et l'impératif de la sécurité ont la prééminence sur l'ouverture des frontières. (Le clan républicain de Rockefeller and Co. n'est pas celui démocrate de Soros… - J-C)

Seul manque l'essentiel, à savoir la stratégie, la méthode et l'état d'esprit. Mais notre histoire est riche de ces moments de retournement où la lumière surgit de la nuit. La priorité absolue doit aller à remettre la France debout. Le rétablissement de sa puissance conditionne en effet la crédibilité de toute initiative diplomatique en Europe comme dans le monde. Aux antipodes du « *en même temps* », qui institutionnalise l'absence de cap et l'impuissance, des choix clairs sont à effectuer autour de quelques enjeux clés : le renouveau démographique ; la relance de la production, de l'investissement et de l'innovation ; la modernisation de l'éducation et de la santé ; la réforme et le désendettement de l'État ; la restauration de la sécurité intérieure et extérieure. (On croirait lire Trump. – J-C)

Regardons en face la situation

L'heure est plus que jamais au rassemblement et à refaire la nation, éclatée en blocs, en communautés et en clans. Notre chance paradoxale est de ne pas disposer de femme ou d'homme providentiels. Le salut de la France ne peut donc venir que des Français. Or ceux-ci, dans leur immense majorité, ne se résignent ni à leur déclassement ni à celui de leur pays. Ils l'ont montré en refusant de confier le pouvoir à l'extrême droite et en assurant la réussite des Jeux olympiques. Il reste possible de les mobiliser au service de la reconstruction de la France, et non pas seulement d'un événement, d'une circonstance ou d'une émotion collective. (Là, il formule un vœu pieux, car ce sont les conditions économiques qui déterminent le comportement des Français en dernière analyse, et comme elles sont vouées à empirer... – J-C)

« *J'ai plus peur de nos propres erreurs que des plans de nos ennemis* », soulignait Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse. À raison, puisque Athènes et sa démocratie sont mortes de la démagogie, plus encore que de la désastreuse expédition de Sicile, qui scella la victoire de Sparte. Tirons donc les leçons de nos erreurs. Regardons en face la situation de la France comme celle de l'Europe et du monde du XXIe siècle. Et jouons à fond l'ultime chance de nous redresser par nous-mêmes, en retrouvant la confiance dans nos atouts et nos valeurs, en conjurant tant la mise sous tutelle par l'Union européenne, la BCE et le FMI que la tentation autoritaire. Le Point 11 novembre 2024

J-C – Il est un tantinet inquiet tout de même, un brin contrarié, c'est un euphémisme, plutôt exaspéré parce que les choses ne se passent pas comme ils l'avaient prévues, on le serait à moins, mais pas désespéré, ce n'est pas dans leur culture.

Vous aurez également noté, qu'il y a une bonne part de démagogie ou d'hypocrisie dans ce qu'il raconte, car ce sont eux qui ont obligé la France à s'aligner sur l'UE, et ce sont eux encore, qui à

défaut de pouvoir appliquer leur politique autrement, recourent à « *la tentation autoritaire* », comme à Hitler ou au nazisme à une autre époque pas si lointaine.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Guerre au Proche-Orient : Israël juge que la création d'un Etat palestinien n'est pas une « *position réaliste* » - 20 Minutes/AFP 11 novembre 2024

En un mot ? *Non.* » C'est ainsi que le ministre israélien des Affaires étrangères a répondu à la création d'un Etat palestinien. Vouloir établir un Etat palestinien n'est pas « *aujourd'hui* » un projet « *réaliste* », a estimé ce lundi Gideon Saar, lors d'une conférence de presse à Jérusalem.

« *Un Etat palestinien […] sera un Etat Hamas* », a jugé Gideon Saar.

Etats-Unis.

Les États-Unis ont frappé des cibles liées à l'Iran en Syrie - BFMTV 12 novembre 2024

Les forces américaines ont mené ce lundi 11 novembre des frappes contre neuf cibles liées à des groupes soutenus par l'Iran en Syrie en réponse aux attaques contre les troupes de Washington dans le pays, a annoncé le Pentagone. BFMTV 12 novembre 2024

Conseil d'administration de la S.A. Made in USA.

Etats-Unis : Donald Trump place Lee Zeldin à l'Agence environnementale pour allier écologie et croissance économique - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a désigné Lee Zeldin, ancien représentant républicain de New York, comme administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Proche de Donald Trump, Lee Zeldin, qui a perdu la course au poste de gouverneur de New York en 2022, a affirmé vouloir réduire les réglementations environnementales qu'il qualifie de « politiques de gauche ». Interrogé par Fox News, il a détaillé ses priorités. « *Dès le premier jour et pendant les cent premiers jours, nous avons la possibilité d'annuler les réglementations qui obligent les entreprises à lutter ou à se délocaliser à l'étranger.* » « *Son désir de garantir un accès à un air et une eau propres est une priorité absolue* », a-t-il conclu. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Etats-Unis : Stephen Miller, artisan des politiques migratoires, fait son retour dans l'administration Trump - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Stephen Miller, responsable des politiques migratoires du premier mandat de Donald Trump, a été nommé chef adjoint de cabinet. Ce choix souligne la volonté du président élu de réaffirmer une ligne dure sur l'immigration.

En effet, cette nomination intervient peu après la désignation de Tom Homan, ancien directeur de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE). Ce dernier sera en charge de superviser les efforts de déportation et jouera un rôle clé dans l'application des promesses de campagne. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Etats-Unis : En nommant Elise Stefanik comme ambassadrice à l'ONU, Donald Trump choisit la ligne dure - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Elise Stefanik, âgée de 39 ans, est l'une des figures les plus visibles du Parti républicain sous l'ère Trump. Après avoir été élue au Congrès en 2014 en tant que plus jeune femme de l'histoire à l'époque, elle a gagné en notoriété pour son rôle actif dans la défense de Donald Trump pendant les audiences de destitution en 2019.

La nomination d'Elise Stefanik pour ce poste stratégique laisse entrevoir une approche plus offensive vis-à-vis des Nations Unies. Elle a régulièrement critiqué l'organisation internationale, en particulier pour son traitement de la question israélienne. En octobre dernier, elle a affirmé que l'administration Biden devrait envisager une « *réévaluation complète* » du financement américain de l'ONU si l'Autorité palestinienne poursuivait ses efforts visant à révoquer l'adhésion d'Israël. Elle a aussi joué un rôle actif en dénonçant ce qu'elle perçoit comme un antisémitisme latent dans certaines institutions universitaires.

Avec cette annonce, Donald Trump a également fermé la porte à Nikki Haley, l'ancienne gouverneure de Caroline du Sud qui avait occupé le poste d'ambassadrice auprès de l'ONU lors de son premier mandat. Nikki Haley, qui a mené une campagne primaire acharnée contre Donald Trump avant de le soutenir en fin de course, ne sera pas invitée à reprendre ce rôle, selon une déclaration du président élu sur les réseaux sociaux samedi. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Russie.

Guerre en Ukraine : La Corée du Nord ratifie l'accord de défense historique avec la Russie - 20minutes.fr/AFP 12 novembre 2024

Conclu au cours d'une rare visite de Vladimir Poutine à Pyongyang, en juin dernier, ce traité entre ces deux pays, bêtes noires des Etats-Unis, prévoit notamment « *une aide militaire immédiate* » réciproque en cas d'attaque contre l'un des deux pays.

L'accord engage également les deux pays à coopérer au niveau international pour s'opposer aux sanctions occidentales et coordonner leurs positions aux Nations unies.

Document.

Pouvoir occulte et gouvernement parallèle. La pointe émergée de l'Etat profond mondial montre le bout de son nez.

Et pendant que le monde a les yeux rivés sur Donald Trump, le mondialisme avance - Réseau International 11 novembre 2024

La majorité des français et aussi des européens ignorent que l'État profond mondial œuvre dans les coulisses. En effet, une direction générale de la mondialisation vient d'être créée au Quai d'Orsay. La volonté de dissoudre notre pays dans le fondu mondialiste anglo-saxon est belle et bien réelle. À la lecture des documents indiqués1,2, nul ne pourra ne le contester. Une armada de technocrates, formatée très certainement par le programme «*Young Global Leaders*» créé par Klaus Schwab en 20043, a délégation de signatures à la place de ministres, pour des actes, arrêtés, et décisions. En effet, une direction générale de la mondialisation a été dûment enregistrée au Journal Officiel le 20 septembre 2024.

Le contenu du document4 en entier montre que notre pays est entre les mains de technocrates ayant tous les pouvoirs. Nous retrouvons d'ailleurs les mêmes technocrates aux commandes du Parlement européen. Car, contrairement à une certaine légende urbaine, ce ne sont pas les députés européens qui dirigent Bruxelles en tant que capitale politique, mais bien des commissaires-technocrates aux ordres d'une présidente illégitime à sa tête, Madame Ursula von der Leyen.

Tous les domaines évoqués dans ce document sont sous le contrôle de hauts fonctionnaires d'État. Ils ont le pouvoir de signer tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets. Frissons garantis !

Voici la liste des secteurs contrôlés par l'intelligentsia technocratique, présents dans ce document :

Les pays membres du G7, du G20, de l'OCDE, et les sommets internationaux

Le commerce extérieur et la coopération économique

Sous-direction des secteurs stratégiques

Énergies

Normes économiques et lutte contre la corruption

Attractivité et rayonnement économique

Intelligence artificielle, Cybersécurité, Télécommunications, Données numériques.

Développement humain

Environnement et Climat

Gouvernance démocratique. (Comprenne qui pourra !)

Diplomatie féministe et éducation

Culture et médias

Enseignement supérieur et recherche

Coopération et action culturelle

Ordonnancement des dépenses, recettes, engagements et liquidations

Langue française et éducation

Investissement solidaire et durable

Enseignement supérieur

Collectivités territoriales et société civile

Asie-Amériques, coopération. Le document est consultable dans les notes (1) & (2)

À la lumière de ce document, et après quelques recherches, il appert que cette «*direction générale de la mondialisation*» existe aussi en Italie5, en Belgique6, en Suède7, tendant à prouver que l'Europe occidentale est, malheureusement, sous contrôle étroit de cette caste financière internationale à l'idéologie mortifère. Bienvenue dans un état fédéral européen dictatorial, gangrené par les technocrates, avec pour résultat une paupérisation galopante et une inflation démesurée. L'UE compte plus de 100 millions de pauvres en 2024 !

https ://brigittebouzonnie.substack.com/p/100-millions-de-pauvres-dans-lunion

Notes :

1- https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT

2- https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf

3- https://fr.wikipedia.org/wiki/Young_Global_Leaders

4- Légifrance :

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décision du 20 septembre 2024 portant délégation de signature (direction générale de la mondialisation)

NOR : EAEM2424867S

Le directeur général de la mondialisation,

Vu le décret n o 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n o 2012-1511 du 28 décembre 2012 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères,

Art. 1 er. – Décide : Délégation est donnée à M. Paola DEBRIL-LOISEAU, secrétaire des affaires étrangères principale, et à Mme Inès SARAGOSA, cadre contractuelle, chargées de mission du directeur général de la mondialisation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, les bons de commande et les factures relatives aux réceptions organisées à la demande des services de la direction générale.

Délégation est donnée à M. Raphaël NOIRAY, secrétaire des affaires étrangères, chef de la mission «*G7/G20, OCDE, sommets internationaux*», et à M. Maxime ROTH, secrétaire des affaires étrangères, adjoint au chef de la mission «*G7/G20, OCDE, sommets internationaux*», à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission

Art. 2. – «*G7/G20, OCDE, sommets internationaux*». Délégation est donnée à Mme Fany ROBIN, cadre contractuelle, adjointe à la sous-directrice du commerce extérieur et de la coopération économique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous- direction du commerce extérieur et de la coopération économique.

Délégation est donnée à M. Maël LE BAIL, cadre contractuel, chef du pôle énergies de la sous-direction des secteurs stratégiques, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des secteurs stratégiques.

Délégation est donnée à Mme Coline MECHINAUD-DESMEDT, cadre contractuelle, adjointe au sous-directeur des sanctions, des normes économiques et de la lutte contre la corruption, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des sanctions, des normes économiques et de la lutte contre la corruption.

Délégation est donnée à M. Didier JEAN, cadre contractuel, chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, et à M. Romain GUILLARD, cadre contractuel, adjoint au chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique.

Délégation est donnée à M. Rami ABI AKL, ingénieur en chef des mines, chef de la mission du numérique et de l'intelligence artificielle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission du numérique et de l'intelligence artificielle. La mission soutient l'internationalisation des entreprises françaises dans les différentes filières numériques jugées stratégiques, comme les technologies quantiques, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les télécommunications, ainsi que l'acquisition, le traitement et la gestion des flux de données numériques. En coordination avec les autres administrations concernées, elle définit et met en œuvre les mesures d'attractivité pour les

entreprises et talents étrangers ou expatriés sur les technologies critiques concernées. En outre, la mission contribue à renforcer la présence et l'activité de la France au sein des instances multilatérales dans les domaines de sa compétence, en particulier au sein de l'OCDE, de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et des organismes normatifs européens et internationaux.

Art. 3. – Délégation est donnée à Mme Louise BURDLOFF, secrétaire des affaires étrangères, adjointe à la sous-directrice du développement humain, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du développement humain.

Délégation est donnée à Mme Marine COLLIGNON, cadre contractuelle, adjointe au sous-directeur de l'environnement et du climat, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de l'environnement et du climat.

Délégation est donnée à Mme Clémence WEULERSSE, administratrice de l'Etat du premier grade, chef de mission de la gouvernance démocratique, et à Mme Cécile FROBERT, secrétaire des affaires étrangères, adjointe à la chef de mission de la gouvernance démocratique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de la gouvernance démocratique.

Délégation est donnée à Mme Marie SOULIÉ, cadre contractuelle, chef de mission de la diplomatie féministe et de l'éducation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de la diplomatie féministe et de l'éducation.

Art. 4. – Délégation est donnée à M. Aurélien CHANQUIN TORRES, administrateur de l'Etat du premier grade, adjoint à la sous-directrice de la culture et des médias, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous- direction de la culture et des médias.

Délégation est donnée à M. Mathieu PERROT, secrétaire des affaires étrangères principal, adjoint au sous- directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous- direction de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Délégation est donnée à M. Léo LAPORTE, secrétaire des affaires étrangères, adjoint au sous-directeur du réseau de coopération et d'action culturelle, à M. Charles LE FRIEC, cadre contractuel, chef de pôle de synthèse administrative et financière de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, et à M. Yannick LE ROUX, cadre contractuel, chef de pôle Asie et Amériques de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle.

Délégation est donnée à Mme Catherine CHAUVEAU-SOCHNIKOV, secrétaire de chancellerie, gestionnaire au pôle de synthèse administrative et financière de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la

dépense et tous ordres de recettes, dans la limite des attributions de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle.

Délégation est donnée à Mme Juliette SALABERT, cadre contractuelle, adjointe à la sous-directrice de la langue française et de l'éducation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de la langue française et de l'éducation.

Art. 5. – Délégation est donnée à Mme Sabrina AUBERT, secrétaire des affaires étrangères principale, adjointe à la sous-directrice du développement et de l'investissement solidaire et durable, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du développement et de l'investissement solidaire et durable.

Délégation est donnée à M. Jean-Philippe POURTIER, cadre contractuel, adjoint au sous-directeur des moyens et des opérateurs, à M. Yvan SERGEFF, secrétaire des affaires étrangères, chef de pôle de la gestion des dépenses de la sous-direction des moyens et des opérateurs, et à Mme Anaïs PAUL-VENTURINE, cadre contractuelle, chef de pôle évaluation et performance, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des moyens et des opérateurs.

Délégation est donnée à M. Pierre-Jean GUYOMARD, secrétaire de chancellerie, et à M. Charles OTAM, agent contractuel, chefs de pôle adjoints de la gestion des dépenses de la sous-direction des moyens et des opérateurs, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la dépense et tous ordres de recettes, dans la limite des attributions de la sous-direction des moyens et des opérateurs.

Art. 6. – Délégation est donnée à M. Frédéric CHOLÉ, administrateur de l'Etat du premier grade, délégué pour les collectivités territoriales et la société civile, à M. Denis BARBET, administrateur de l'Etat du deuxième grade, et à M. Jean-Marc POMMERAY, secrétaire des affaires étrangères principal, délégués adjoints pour les collectivités territoriales et la société civile, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la délégation pour les collectivités territoriales et la société civile.

Art 7. – La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République française Fait le 20 septembre 2024. Texte 14 sur 87 A. LECHEVALLIER

https://reseauinternational.net/et-pendant-que-le-monde-a-les-yeux-rives-sur-donald-trump-le-mondialisme-avance-2/

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 novembre 2024

Confirmation. Les pays de l'OTAN sont compatibles avec le nazisme.

ONU : l'Occident vote contre la résolution russe contre la glorification du nazisme soutenue par 116 pays du Sud global - RT 12 nov. 2024

54 pays, principalement occidentaux, ont rejeté lors d'un vote à l'ONU une résolution initiée par la Russie, sur la lutte contre la glorification du nazisme. Le texte a été soutenu par les États du Sud global.

116 pays ont voté en faveur de la résolution russe visant à lutter «*contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*», lors d'une séance plénière de l'Assemblée générale de l'ONU tenue le 11 novembre.

Le texte a été adopté, après amendement, par 116 voix pour, 54 voix contre et 11 abstentions, précise un compte rendu publié sur le site de l'ONU, soulignant que la résolution n'avait pas obtenu les voix des pays occidentaux. Parmi ces pays ayant rejetés cette résolution contre la glorification du nazisme figure notamment l'Allemagne. RT 12 nov. 2024

J-C – Et la France évidemment.

Hymne et gloire au sionisme nazi. Israël a déjà gagné le match, le massacre à Gaza et au Liban, en Syrie, en Irak, en Iran, au Yémen, peut continuer.

Emmanuel Macron, ainsi que le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau et l'ex-président de la République François Hollande assisteront à cette rencontre, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Yonathan Arfi se réjouit de leur présence, "*c'est important, parce que cette présence du chef de l'Etat, de beaucoup de personnalités de premier plan, c'est un signe d'affirmation républicaine face à l'antisémitisme*."

4 000 policiers seront mobilisés dont certains à l'intérieur du Stade de France, ainsi que 1 600 agents de sécurité.

Ce dispositif sécuritaire est d'autant plus important que les 80 000 places du Stade de France ne seront pas toutes occupées, puisque seulement 20 000 personnes sont attendues jeudi, selon la Fédération française de football (FFF), qui a précisé que la billetterie était encore ouverte.

Les autorités ont interdit les drapeaux palestiniens, seuls les drapeaux français et israéliens seront acceptés. FranceInfo 11 et 12 novembre 2024

Commentaires d'internautes.

J-C - J'ai noté qu'en dehors de trolls ou d'agents embauchés par France Info, très peu de commentaires favorables à l'Etat génocidaire, je les ai tous lus par acquis de conscience dans 2 articles.

1- C'est étonnant le nombre de commentaires évoquant la provocation des supporters israéliens précédent les violences, qui disparaissent tandis que la journée avance.

2- A l'exception des matchs des bleus en coupe du monde ou pour l'Euro, il me semble que ni le président de la République ni le premier ministre n'ont jamais assisté à un match de l'équipe de France.

Israël est vraiment un pays exceptionnel, à plus d'un titre, et au sens original du mot, "*qui fait exception*".

3- Si La France gagne, est que ça fait automatiquement de nous un pays antisémite?

4- Le match de la honte.

Et en plus avec la représentation de l'état français dans les tribunes.

Un message politique d'une violence inouïe pour les palestiniens et notre peuple ami, le Liban.

5- Eh bien, ils sont tous aux ordres... les dirigeants français font du zèle pour venir se montrer à ce match honteux. (Qu'en serait-il si c'était l'équipe de Palestine?)

6- 1 policier pour 5 supporters ?

La police n’a rien d'autre à faire ?

7- 4000 policiers pour un match de foot....devant 20 000 spectateurs. On marche sur la tête en France. Il faut, je ne sais combien de morts pour envoyer 50 policiers dans des zones difficiles après des mois d'hésitation et de négociation.

8- Et voilà, comment on a transformé un match de foot en meeting pro-israélien.

9- Evidemment, la chaine de télévision qui retransmet ce match (chaine privée) va couper les sifflets du public envers Macron et Barnier.

Et après, on nous ressortira que les médias sont de gôôôche.

10- Mais quel est le message ? Soutien à Netanyahou ? Ou soutien aux supporters ultras hooligans d'une équipe de foot ?

11- Un match de football ? Non, une vitrine politique...

Macron, Barnier, Sarkozy, probablement Braun-Pivet, peut-être Larcher...

Cette mascarade à la solde du "*soldat*" Netanyahu et sa politique guerrière...

Un cessez-le-feu immédiat réduirait rapidement cette opposition au régime israélien et permettrait au peuple juif de retrouver une sécurité et une sérénité au quotidien.

A qui profite cette confusion entre antisémitisme, sionisme et refus de la politique guerrière et expansionniste d'Israël ?

12- "*Derrière l'organisation d'un gala à Paris, une association extrémiste qui équipe l'armée israélienne*

La présidente d'Israel is forever récolte des centaines de milliers d'euros pour les forces armées israéliennes et voudrait recoloniser Gaza. Elle a invité à son gala, qui se tient mercredi soir, le ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich, « suprémaciste juif » *revendiqué.*"

13- Et oui la France, un pays d'accueil pour l'extrême droite israélienne, dans un pays normal, ce gala serait interdit…

Si c'est « *un cadeau de Dieu* », on l'acceptera volontiers quitte à enfreindre nos principes !

COP29 : L'Azerbaïdjan défend le pétrole et le gaz, « *un cadeau de Dieu* » - 20minutes.fr 12 novembre 2024

« *Un cadeau de Dieu* ». Voici comment l'hôte de la conférence annuelle de l'ONU sur le climat, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, a qualifié le pétrole et le gaz, dont le pays est un grand producteur. Le dirigeant a défendu mardi le droit des pays à exploiter leur pétrole en ouverture d'un sommet de dirigeants mondiaux marqué par l'absence des plus grandes puissances.

« Toute ressource naturelle, pétrole, gaz, vent, solaire, or, argent, cuivre : ce sont des ressources naturelles et on ne doit pas reprocher aux pays d'en avoir et de les fournir aux marchés, car les marchés en ont besoin », a dit Ilham Aliev. Les « *médias fake news* » des États-Unis, « *premier producteur mondial* » d'énergies fossiles, « *feraient mieux de se regarder dans le miroir* ».

J-C – On ne pouvait pas dire mieux.

Sur la situation politique et sociale en France.

Et qui sont les grands gagnants du Casino ? Les vases communicants.

Qui sont les patrons du CAC 40 les mieux rémunérés ? - 20 Minutes/AFP 12 novembre 2024

La rémunération fixe moyenne des dirigeants a atteint des records historiques au sein du CAC 40 comme du SBF 120, indique le cabinet Proxinvest.

Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, figure en haut du podium des dirigeants les mieux payés en 2023 (46,8 millions d'euros), toujours selon Proxinvest. Il est suivi de Ilham Kadri, de Solvay (23 millions d'euros), et de Carlos Tavares chez Stellantis, avec une rémunération totale de 17,8 millions d'euros.

Côté SBF 120, l'indice élargi qui regroupe les 120 plus grosses entreprises cotées à Paris y compris celle du CAC 40, la rémunération moyenne des présidents exécutifs a atteint 4,3 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 2 % par rapport à 2022. La progression grimpe à 17 % par rapport à 2019.

Le régime en place antidémocratique dispose toujours d'un socle solide

Sondage : plus d'un Français sur deux mécontents du fonctionnement des institutions au niveau démocratique - RT 12 nov. 2024

Une enquête d'opinion menée par l'institut Ipsos publiée ce 12 novembre fait état du mécontentement d'une majorité de Français concernant le fonctionnement de la démocratie.

Selon une enquête Ipsos 55% des Français seraient mécontents du fonctionnement des institutions de leur pays pour ce qui est de la démocratie. Un chiffre en progression, avec près de trois Français sur quatre qui estiment que la situation s'est détériorée au cours des dernières années.

Le niveau de mécontentement est en hausse de 4 points en un an, soulignent les auteurs de l'enquête. 74% des sondés estiment même que la démocratie s'est détériorée en France depuis cinq ans.

16% estiment que le gouvernement apporte «des résultats concrets aux citoyens».

Les Français ne boudent cependant pas la case électorale puisque 70% des personnes interrogées pensent qu'ils «*peuvent influencer les choses en votant aux élections*».

Outre le volet politique et institutionnel, l'étude Ipsos révèle que 57% des sondés en France estiment que l'économie fonctionne avant tout au profit «*des riches et des puissants*».

J-C – On devrait peut-être en conclure qu'il y aurait 43% de riches en France, qu'en pensez-vous ? Ceci expliquerait cela, non ? Vous voyez ce que je veux dire.

En famille aux chevets des institutions de la Ve République.

J-C - Les voilà qui donnent des leçons à l'extrême droite, de mieux en mieux.

"*La béquille du gouvernement*" : la gauche reproche au RN son vote contre le budget - BFMTV 13 novembre 2024

J-C - Retailleau n'a-t-il pas autorisé la tenue du gala « *Israël forever* » organisé par des sionistes d'extrême droite soutenant le génocide des Palestiniens qui sont des sémites, autrement dit les pires antisémites qui soient ?

LFI : Mélenchon accuse Retailleau de mettre « *en danger* » les Insoumis en les liant à l'antisémitisme - 20minutes.fr 13 novembre 2024

J-C - Comment peuvent-ils donner des leçons au RN et à Retailleau, quelle en est la signification politique, sinon que LFI et le NFP se contenteraient bien d'un consensus entre eux, chacun restant sagement à sa place… et le régime sera bien gardé.

Au temps des milices et des justiciers.

Amiens : Une brigade spéciale traque les auteurs de dépôts d'ordures sauvages - 20minutes.fr 12 novembre 2024

J-C – Ailleurs ils traquent les crottes de chien, les consommateurs de cannabis et autres drogues, les drapeaux palestiniens, les fraudeurs au RMI, les faux chômeurs, les faux malades, etc. N'en jetez plus la décharge est pleine de ces ordures !

Etats-Unis.

J-C - Trump se dote d'un cabinet d'extrême droite. Et il y en a encore pour semer des illusions sur ses réelles intentions, tel monsieur Meyssan, lire plus loin.

Donald Trump choisit le présentateur de Fox News Pete Hegseth comme ministre de la Défense - BFMTV 13 novembre 2024

Donald Trump a annoncé ce mardi 12 novembre qu'il comptait nommer comme ministre de la Défense Pete Hegseth, un ancien major de l'armée américaine et actuel présentateur sur Fox News, la chaîne préférée des conservateurs aux États-Unis.

Si sa nomination est confirmée par le Sénat, Pete Hegseth prendra à 44 ans la tête des forces armées les plus puissantes de la planète. En tant que membre de la Garde nationale américaine, cet officier d'infanterie a été déployé en Irak et en Afghanistan où il a obtenu deux prestigieuses médailles Bronze star, selon son site officiel.

Il a rejoint Fox News en tant que consultant en 2014 et coanime aujourd'hui l'émission populaire Fox and Friends le week-end. Il est aussi présentateur sur le service de streaming de la chaîne, Fox Nation.

Pete Hegseth est l'auteur de plusieurs essais, dont l'un intitulé The War on Warriors qui, selon le communiqué de Donald Trump, "*révèle la trahison par la gauche de nos guerriers et comment nous devons faire revenir nos forces armées à la méritocratie, à la létalité, à la responsabilité et à l'excellence*".

Diplômé des prestigieuses universités de Princeton et Harvard, Pete Hegseth affirme toutefois sur son site qu'il a renvoyé son diplôme à cette dernière: dans son émission, il a critiqué l'université pour ses supposés penchants à gauche. Il vit avec sa femme et ses sept enfants dans le Tennessee, un État conservateur du sud des États-Unis.

La gouverneure du Dakota du Sud Kristi Noem, qui avait révélé avoir tué par balle sa jeune chienne, a été choisie pour piloter le ministère de la Sécurité intérieure. BFMTV 13 novembre 2024

Donald Trump nomme Elon Musk dans son gouvernement comme promis - Le HuffPost 13 novembre 2024

Donald Trump a annoncé ce mardi 12 novembre qu'il comptait nommer l'homme le plus riche de la planète, Elon Musk, à la tête d'un ministère nouvellement créé de l'« *efficacité gouvernementale* ». Il travaillera conjointement avec l'homme d'affaires républicain Vivek Ramaswamy, ancien candidat à la présidentielle 2024.

Il a donné à Musk et Ramaswamy jusqu'au 4 juillet 2026 pour que la première puissance mondiale se dote d'un « *plus petit gouvernement* » qui serait « *un cadeau parfait à l'Amérique pour le 250e anniversaire de la Déclaration d'Indépendance* » du 4 juillet 1776.

Reste à savoir comment ils vont agir. Fervent supporter de Donald Trump depuis son retrait de la course à la présidentielle, Vivek Ramaswamy a notamment affirmé qu'il était en faveur de la suppression du ministère de l'Éducation, du FBI, ou encore de l'agence chargée de la collecte des impôts (IRS, Internal Revenue Service). Il veut aussi couper drastiquement les aides à l'Ukraine, Israël, ou encore Taïwan, précise le New York Times.

Elon Musk s'est de son côté plaint de certaines agences comme la FAA (agence fédérale pour le contrôle aérien), dont les compétences chevauchent parfois celles du département de l'Intérieur, poursuit le quotidien new-yorkais.

Comme le souligne encore le *New York Times*, cette annonce laisse de nombreuses inconnues. Le journal va même jusqu'à questionner le « *sérieux* » de ce nouveau ministère, unique mais potentiellement large en compétences. Le HuffPost 13 novembre 2024

Election américaine 2024 : Trump choisit Mike Huckabee, défenseur de la colonisation, au poste d'ambassadeur en Israël - 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

Donald Trump a annoncé la nomination de Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas et figure de la droite chrétienne conservatrice, au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Israël. Cette nomination, qui nécessite encore la confirmation du Sénat, s'inscrit dans la lignée de la politique pro-israélienne adoptée par Donald Trump durant son précédent mandat. Le président élu a salué Mike Huckabee comme un homme « *adoré par le peuple d'Israël* » et engagé pour le retour de la paix au Moyen-Orient.

Mike Huckabee, 69 ans, est un pasteur baptiste reconverti en politique et un fervent défenseur des intérêts israéliens, notamment dans le contexte des colonies en Cisjordanie. En 2015, il avait déclaré

qu'il ne considérait pas ce territoire comme « *occupé* », mais comme une région biblique qu'il appelle « *Judée et Samarie* », terminologie employée par les courants nationalistes israéliens. Lors d'une visite en 2017 dans la colonie de Maale Adumim, il avait affirmé : « *La Cisjordanie occupée, ça n'existe pas. Il y a des communautés, des quartiers, des villes. L'occupation, ça n'existe pas.* »

Le ministre des Affaires étrangères, Gideon Saar, a adressé ses félicitations sur les réseaux sociaux, exprimant l'espoir que Mike Huckabee se sente « *comme chez lui* » à Jérusalem. Le ministre d'extrême droite Bezalel Smotrich a quant à lui souligné que Mike Huckabee est « *un partisan du processus de colonisation* » et s'est dit convaincu qu'il contribuera à renforcer « *la sécurité d'Israël et notre contrôle sur tous ses espaces* ».

Mike Huckabee s'était rendu au kibboutz Kfar Aza en octobre 2023, après l'attaque meurtrière du Hamas contre Israël, pour témoigner son soutien au « *peuple juif* ». Loin d'être une figure modérée, il incarne un positionnement politique aligné avec les projets de la droite israélienne, notamment l'annexion de colonies en Cisjordanie. Israël Gantz, président du Conseil de Yesha, principale organisation représentant les colons, a également salué cette nomination, remerciant Donald Trump pour ce « *bon choix* ». Selon lui, Mike Huckabee est un « *vieil ami des colonies israéliennes* ». 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

Une analyse sur les Etats-Unis commentée.

La réélection de Trump redistribue les cartes - Réseau Voltaire 12 novembre 2024

Nous traversons un des rares moments où les grandes puissances changent toutes en même temps de politique. Attention à ne pas se tromper : ceux qui ratent le train devront attendre le prochain.

La réélection de Donald Trump, malgré la campagne de la quasi-totalité des intellectuels occidentaux contre lui, redistribue les cartes.

J-C - La raison d'être d'un géopoliticien, c'est de décréter que quelque chose d'important que vous ignorez ou qu'il est le seul à connaître va changer la face du monde, donc vous devez l'écouter pour ne pas mourir idiot. Sauf que voilà, ce qu'il raconte était déjà inscrit dans ce que nous étions en train de vivre, à savoir que, lorsqu'une stratégie bute sur un obstacle ou a atteint les limites de ce qu'elle pouvait espérer obtenir, il est temps de la modifier ou de modifier son orientation sans pour autant changer d'objectifs.

Le capitalisme mondial étant en proie à la pire crise de son histoire, à commencer par les pays les plus développés, avec plus généralement les besoins matériels de 8 milliards d'habitants à satisfaire, des pans entiers des classes moyennes voués à la prolétarisation, des couches supérieures et moyennes de la classe ouvrières destinées à la paupérisation, des couches parmi les plus défavorisées réduites à la misère, il suffirait que toutes ces couches d'exploités se dressent ensemble contre les régimes en place pour qu'ils soient balayer comme fétu de paille par une révolution politique qui n'aurait pas d'autre alternative pour venir à bout des maux qui les accablent que s'attaquer résolument aux fondements du capitalisme, de réaliser une révolution sociale, autrement dit de passer au socialisme, encore faudrait-il qu'un parti les guide au cours de ce processus pour atteindre leurs objectifs et vaincre leurs ennemis.

Voilà résumé rapidement, la menace grandissante à laquelle sont confrontés les sommets du capitalisme, le défi qu'ils doivent relever, afin de préserver leur système économique, les pouvoirs et les privilèges qu'il leur octroie. Bref, de quoi s'agit-il ? De la lutte des classes.

Thierry Meyssan - Les relations internationales changent extrêmement vite sur plusieurs fronts à la fois.

Les deux dernières semaines, nous avons montré que l'Iran avait abandonné son idéal révolutionnaire et s'était éloigné de ses alliés sunnites du Hamas et du Jihad islamique, et même chiites du Hezbollah libanais, d'Hachd al-Chaabi iraquien et d'Ansar Allah yéménite [1]. Ces points sont largement confirmés par la réunion au cours de laquelle Hassan Nasrallah fut assassiné par les FDI « *grâce* » à des informations iraniennes, les déclarations confuses de l'ayatollah Ali Sistani en Iraq, et les mesures prises pour prévenir l'assassinat d'Abdel Malek al-Houthi au Yémen [2].

J-C - C'est peut-être aller un peu vite en besogne, d'autant plus qu'aucun acteur politique de la région n'a jamais vraiment été anti-américain ou "*révolutionnaire*", tout au plus ils privilégièrent les intérêts de leur propre bourgeoisie.

T.M. - Puis, nous avons montré que les BRICS, au sommet de Kazan, ont affirmé leur attachement au droit international contre « *l'ordre fondé sur des règles* » des anglo-saxons [3].

J-C - Droit international, qui servit à cautionner toutes les guerres initiées par l'impérialisme américain et ses alliés depuis 1945, y compris la partition-liquidation de la Palestine en 1947. Meyssan se livre à une interprétation métaphysique de l'histoire, par conséquent biaisée, qui consiste à opposer ou exclure des facteurs qui en réalité sont concomitants ou complémentaires. A chaque époque, les relations internationales reposent toujours sur des règles adoptées ou subies par les différents protagonistes en fonction d'un certain nombre de critères économiques et politiques...

T.M. - Cette semaine, la victoire écrasante de Donald Trump aux élections états-uniennes marque le triomphe des jacksoniens sur les démocrates, mais aussi sur les républicains, bien que Trump ait été soutenu par leur parti. Il devrait s'ensuivre que les États-Unis cesseront leurs guerres en Ukraine et au Moyen-Orient au profit d'une guerre commerciale généralisée.

J-C - Pas besoin d'être un fin analyste pour prédire qu'un jour ou l'autre ces guerres prendront fin. Quant à savoir si ce sera prochainement ou plus tard, les discours va-t-en-guerre des premières personnalités recrutées pour former le gouvernement de Trump contredisent Meyssan, on ne voit pas comment elles pourraient se raviser radicalement du jour au lendemain. Meyssan est un supporter de Trump depuis longtemps, il a toujours une oreille bouchée !

T.M. - Sur le continent européen, nous avons assisté au Royaume-Uni à la chute de Rishi Sunak et à son remplacement par un membre de la Commission trilatérale (c'est-à-dire un soutien des intérêts patronaux US), Keir Starmer. Nous nous attendons, en Allemagne, à la chute du chancelier Olaf Scholz et, en France, à celle du Premier ministre Michel Barnier, sans savoir qui les remplacera.

J-C - La crise du capitalisme atteint dorénavant les institutions politiques nationales de chaque Etat qui leur servaient de feuilles de vigne, de caution juridique et légale, à défaut de pouvoir légitimer l'existence d'un système économique basé sur l'exploitation et l'oppression en faillite ou à l'agonie et contre lequel tous les peuples ont commencé à se dresser...

Telle est en gros la véritable signification politique de ces crises politiques et institutionnelles. Ce conseiller politique des puissants n'a d'yeux que pour les classes dominantes, seul l'intéresse par

quel moyen elles pourraient s'en sortir, alors qu'en réalité tout indique qu'elles appartiennent déjà au passé, et que c'est dorénavant au tour des classes exploitées d'écrire (consciemment) leur propre histoire.

T.M. - En Occident, ces évènements ont partout le même sens : l'idéologie néo-conservatrice et la religion woke sont condamnées au profit de la défense des nations. Il s'agit d'une révolte des classes moyennes. Celles-ci, qui ne sont pas xénophobes, n'acceptent plus d'être sacrifiées, au nom de la spécialisation du monde imposée par la globalisation anglo-saxonne.

J-C - Voilà qui est pour le moins schématique ou caricatural pour ne pas dire erroné, car les classes moyennes forment le gros des troupes de l'extrême droite portée à la xénophobie et au racisme. Et ce n'est pas à cause "*de la spécialisation du monde*" que des pans entiers des classes moyennes sont sacrifiées, mais parce que des classes moyennes se sont développées sur d'autres continents, aussi nombreuses ou davantage encore, qui plus est, plus dociles et moins exigeantes, habituées à vivre sous des régimes archaïques ou semi-féodaux, voire autoritaires, qui les remplacent avantageusement à tout point de vue. Nous vivons une période charnière, où les Brics sont en train de ravir à l'Occident l'épicentre du capitalisme, ce qui fournit à ce dernier un répit provisoire, avant que les mêmes contradictions inhérentes au capitalisme, déjà parvenues à maturité selon de récentes infos provenant de Chine, n'éclatent à leur tour dans les pays émergents, tandis que la lutte des classe des exploités et des opprimés en Occident a de beaux jours devant elle, car elle finira bien par briser le carcan de l'opportunisme et trouver la voie du socialisme.

T.M. - D'une manière générale, on se dirige, dans les prochaines années, vers l'abandon aussi bien de la volonté impérialiste des Anglo-Saxons que de celle, anti-impérialiste, de l'Iran. Simultanément, on devrait assister à un renforcement du droit international, bien qu'il ne soit pas reconnu par les jacksoniens. Ceux-ci admettent cependant, en matière commerciale, l'importance des signatures. Il est probable que Washington poussera l'Initiative des trois mers en Europe centrale après avoir contraint l'Ukraine à reconnaître sa défaite face à la Russie. Il s'en suivra une montée de la Pologne au détriment de l'Allemagne et un affaiblissement de l'Union européenne. Les États-Unis et les BRICS se rejoindront sur la nécessité de coopérer, mais s'affronteront autour du statut de référence du dollar.

J-C - C'est le nouveau partage du gâteau du marché mondial, qui intéresse monsieur Meyssan, pas ceux qui en seront privés ou qui en seront les victimes, au moins on sait où se situent ses intérêts. Quant à "*l'importance des signatures*", au bas des traités, c'est cela n'est-ce pas ? Ce n'est pas sérieux, ce type raconte n'importe quoi. Il a la mentalité d'un marchand de tapis iranien ou new-yorkais !

T.M. - Ces modifications importantes nous sont encore masquées parce que nous ne comprenons pas la manière dont réfléchissent chacun de ces acteurs. Nous interprétons à tort ce qu'ils disent et ce qu'ils font en fonction de leur place dans l'ancien monde.

J-C - Si on compte sur vous pour nous éclairer, on risque de se cogner la tête contre les murs pendant encore longtemps !

T.M. - Nous sommes particulièrement aveugles vis-à-vis des États-Unis que nous persistons à considérer comme nos maîtres. Nous ne connaissons que la doxa néo-conservatrice et nous imaginons que les États-Unis pensent de cette manière alors qu'ils viennent de s'affranchir de leur férule.

J-C - C'est monsieur météo en somme ! -

T.M. - L'élection, ou plutôt la réélection, de Donald Trump, sa victoire écrasante pour la Maison-Blanche comme pour le Congrès, marque la révolte des classes moyennes US contre les intellectuels occidentaux qui s'étaient tous ligués contre lui.

J-C - Lui et ses semblables passent sous silence l'abstention massive lors des dernières élections américaines, et ils minimisent les voix populaires qui ont été déterminantes dans certains Etats. On a compris quelle classe représente Meyssan. Ce qu'il n'a pas compris, c'est que le plus important pour que se produise un infléchissement de la situation politique, ce n'est pas que les classes moyennes se détournent des élites intellectuelles, mais qu'elles se tournent vers la classe ouvrière, qu'elles en prennent la direction et qu'elle l'entraine au combat contre le capital, la leçon de la lutte des classes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe en Europe et en Russie, qu'ignore Meyssan, ce n'est pas sa tasse de thé. - J-C)

T.M. - Rappelons que Donald Trump, alors qu'il était promoteur immobilier à New York, fut la première personnalité, le 11 septembre 2001 dans l'après-midi, à remettre en cause la version officielle des attentats prétendument islamistes. (Il n'a jamais été plus loin, donc à quoi cela a-t-il servi ? A strictement rien. Un effet d'annonce sans lendemain dont Meyssan est familier. - J-C) Par la suite, il finança, au sein du Tea Party, la contestation de la légitimité du président Barack Obama. (Tea Party financé par les milliardaires libertariens David et Charles Koch, notamment. - J-C) Enfin, il s'empara du Parti républicain malgré la résistance de l'ancien vice-président Dick Cheney (qui était membre du « *gouvernement de continuité* » [continuity government], de ce que Trump a désigné comme « *l'État profond* » [Deep State]). Il fit campagne d'une manière nouvelle en se fondant sur l'observation des réseaux sociaux et en répondant de manière symbolique aux attentes des classes moyennes. Dès son élection et avant même qu'il ne siège à la Maison-Blanche, le Parti démocrate lança une campagne mondiale de diffamation contre lui [4]. Durant tout son mandat, il dut affronter ses propres collaborateurs qui n'hésitèrent pas à lui mentir et à faire le contraire de ce qu'il leur ordonnait, puis à s'en vanter. Cependant, il parvint, seul contre tous, à interrompre la « *guerre sans fin* » au Moyen-Orient et le soutien militaire et financier de la CIA à Al-Qaeda et à Daesh.

J-C - Bref, le Trump, le sauveur suprême [du capitalisme made in USA] est arrivé en s'appuyant sur des clans du parti républicain réputés être à l'extrême droite sur le plan économique ou financier.

T.M. - Au contraire, Joe Biden composa son équipe à partir du personnel du Center for Strategic and international Studies (CSIS), du Center for a New American Security (CNAS), de la Rand Corporation, et de General Dynamics, Raytheon, Northrop Grumman et Lockheed Martin. Il relança les guerres au Moyen-Orient, puis en débuta une nouvelle en Ukraine.

J-C - N'allez pas croire, que les milliardaires du parti républicain, qui soutiennent Trump, ne seraient pas impliqués dans le complexe militaro-industriel ou parmi leurs principaux actionnaires.

T.M. - Nous ignorons si Donald Trump tentera de poursuivre durant son second mandat ce qu'il avait entrepris durant le premier. Il connaît désormais les chausse-trapes de Washington et a composé une équipe dont il était dépourvu la première fois. La seule inconnue est de savoir ce qu'il a dû concéder pour pouvoir vaincre cette fois. Sa politique au Moyen-Orient a consisté à remplacer la guerre par le commerce avec les accords d'Abraham. Elle a été mal comprise car son gendre, Jared Kushner, qui avait été chargé de les mettre en œuvre, est profondément raciste. Il avait aussi transféré l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, laissant entendre que celle-ci était la capitale du seul État juif. Durant sa campagne, il a accepté des dons considérables de la veuve de Sheldon Adelson, un soutien inconditionnel des « *sionistes révisionnistes* ». Nul ne sait s'il s'est engagé à soutenir en retour l'État d'Israël ou le projet colonial de Vladimir Jabotinsky.

J-C - Ben voyons ! Ils lui ont versé des dizaines ou des centaines de millions de dollars pour des prunes, là Meyssan prend les lecteurs pour des cons.

T.M. - La victoire de Donald Trump ne mettra pas fin aux affrontements, mais les déplacera du champ de bataille militaire vers celui de l'économie. Attention, pour analyser sa politique, les catégories politiques avec lesquelles nous réfléchissons depuis le XVIII° siècle s'avéreront inopérantes. Il n'entend pas choisir entre le protectionnisme et le libre-échange, mais entre des secteurs économiques : les produits qu'il défendra avec des droits de douanes parce qu'ils ne seront pas capables de rivaliser avec ceux de ses concurrents, et les produits qui sont capables d'inonder le marché global. Donald Trump n'est pas l'ami de tous les entrepreneurs, bien loin de là. Il s'oppose à ceux qui vivent au crochet de l'État en lui vendant de mauvais produits comme le fait le complexe militaro-industriel états-unien depuis trente ans. Les notions de droite et de gauche, d'interventionniste et d'isolationniste sont toutes aussi obsolètes. Ce qui se joue aujourd'hui est d'une autre nature.

J-C - Ce qui se joue aujourd'hui, c'est la survie du capitalisme à plus ou moins longue échéance, et sachant que chaque jour qui passe nous rapproche de cette échéance, que les tenants du capitalisme ne sont pas disposés à abandonner la partie ou céder leur pouvoir ou leurs places, la lutte de classe des exploités et des opprimés se chargera de régler cette affaire à leur place ou de les envoyer là où elle réside d'ores et déjà : dans la poubelle de la préhistoire de la civilisation humaine, place au socialisme.

Notes :

[1] « *Les enchères israélo-iraniennes masquent la réorganisation des alliances au Moyen-Orient* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 novembre 2024.

[2] هل ينجح الاحتلال باغتيال قادة "أنصار الله" على غرار حزب الله اللبنانيين؟"

عدن" – عربي21- أشرف الفالحي، 30 أكتوبر 2024

[3] « À Kazan, l'ordre du monde a basculé », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 29 octobre 2024.

[4] « *Le dispositif Clinton pour discréditer Donald Trump* », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 28 février 2017.

Thierry Meyssan

Niger.

Niger : La junte militaire retire l'autorisation d'exercer à l'ONG française Acted - 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

« *L'autorisation d'exercice accordée à l'ONG dénommée "*Agence d'Aide à la coopération et au développement - Acted*" […] est retirée* », indique le ministère de l'Intérieur. Cet arrêté signé par le ministre, le général Mohamed Toumba, n'indique aucun motif. Une autre ONG, nigérienne, Action pour le bien-être (APBE) a en outre été visée par la même sanction.

« *Le retrait des agréments de certaines ONG, dont les actions ne s'alignent pas avec les priorités de notre peuple, est un signal fort. Le Niger montre ainsi qu'il est maître de son destin, que l'aide internationale doit respecter notre vision, nos valeurs, et nos besoins* », a-t-il ajouté. Les généraux ont multiplié les prises de position hostiles à l'Occident et à la France en particulier en obtenant notamment le départ des soldats français puis américains déployés dans la lutte contre les djihadistes. L'ambassadeur de France a été expulsé et le centre culturel franco nigérien a cessé de fonctionner en tant qu'établissement binational. Certains médias comme RFI ou France 24 ont été suspendus.

Le Niger continue toutefois de recevoir l'aide d'organisations internationales comme le FMI qui a conclu lundi un accord avec Niamey pour le décaissement de 43 millions de dollars. Et parallèlement il s'est rapproché de nouveaux partenaires qualifiés de « *sincères* », comme l'Iran, la Turquie et la Russie qui a envoyé des instructeurs militaires en avril et en mai. Le Niger s'est également associé dans une confédération, l'Alliance des Etats du Sahel (AES), avec ses deux voisins, le Burkina Faso et le Mali eux aussi gouvernés par des juntes militaires. 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 novembre 2024

On vous épargnera la énième journée d'action, lâché de ballon, hot dog et Cie.

Les mains sales.

Pendant que l'ONU estime que les méthodes d'Israël « *correspondent aux caractéristiques d'un génocide* » (AFP 14 novembre 2024), à lire plus loin, Macron téléphone à Netanyahou pour le féliciter, et il assiste à un match de foot en soutien à l'Etat sioniste génocidaire.

Quel parti parlementaire a-t-il rompu avec Macron ? Aucun. Quel parti du mouvement ouvrier continue de s'adresser aux partis qui n'ont pas rompu avec Macron ? Tous.

Tout est dans l'ordre des choses.

Victoire : Double zéro mérité !

France 0-0 Israël : Le débrief complet de l'After foot - RMC Sport15 novembre 2024

Après une première mi-temps pénible pas sauvée par la seconde, les deux équipes se sont séparées sur un triste 0-0 donnant la sensation que ce soir, personne n'est sorti gagnant du stade de France.

Une timide Marseillaise résonne dans un Stade de France qui sonne creux.

Les personnalités politiques se sont déplacées en masse pour « *adresser un message de fraternité et de solidarité* » avec Israël. Aux côtés d'Emmanuel Macron se sont assis ses prédécesseurs François Hollande et Nicolas Sarkozy ; le Premier ministre Michel Barnier, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau ; le ministre des Sports Gil Avérous, l'ancien Premier ministre Manuel Valls ou encore la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse.

À peine 13 000 spectateurs étaient attendus au Stade de France, ce jeudi, pour le match entre la France et Israël comptant pour la Ligue des nations. (4 000 policiers et 1 600 agents de sécurité. Donc pratiquement 1 policier ou agent de sécurité pour 2 spectateurs, démentiel ! Que ne feraient-ils pas pour avoir les faveurs de l'Etat des banquiers anglo-saxons-sionistes génocidaires. Aucun autre Etat dans le monde n'aurait le doit à un tel traitement. - J-C)

Pas de revendeur de billets ou d'écharpes ni de stands de hot-dogs… Ce jeudi soir, le long de l'allée du Stade de France, qui relie la gare RER B à l'enceinte de 80 000 places, on ne retrouve que des policiers, gendarmes et CRS. Pour prendre place en tribune, il a fallu présenter sa pièce d'identité quatre fois et subir deux fouilles corporelles. Enfin, les sacs à dos ont été bannis comme les drapeaux palestiniens.

Incapable de marquer contre une équipe qu'ils avaient dominée 4-1 en octobre, les Bleus sont assurés de terminer au moins à la deuxième place de leur groupe, devant la Belgique, battue par l'Italie (1-0). (Ils se sont « *couchés* » comme ils disent dans la boxe. – J-C)

Des échauffourées en tribune.

Il semblerait que des personnes se revendiquant supporters d'Israël, cagoulées et vêtues de noir, s'en soient pris à des supporters français. Les stadiers sont intervenus.

Une bagarre vient d'éclater dans les tribunes du Stade de France.

Des supporters israéliens semblent lyncher un mec à 10 contre 1.

Seule une grosse centaine de supporters d'Israël a pris place dans les travées du Stade de France. Ils ont entonné des chants qui risquent de faire réagir.

Chant entonné, selon un journaliste sur place, "*Hamas on t'encule*". Quelques slogans « *libérez nos otages* » se sont fait entendre.

Malgré l'interdiction, un spectateur est parvenu à introduire un drapeau de la Palestine dans le Stade de France. Sur X, il a publié une photo de lui brandissant l'étendard, accompagné d'un message.

"*Pas une seule mesure de restriction de la liberté d'expression ne peut faire oublier le massacre de civils en cours à Gaza Bruno Retailleau. Même au Stade de France, FreePalestine !*".

L'hymne israélien fut davantage sifflé – ce qui est plus rare – et les équipes techniques du Stade de France ont dû monter le son des enceintes jusqu'à saturation pour masquer des sifflets qui ont perduré à chaque fois qu'un joueur israélien touchait la balle. RMC Sport et Le Point 15 novembre 2024

Ce sont bien des cinglés qui nous gouvernent.

En Suède, le gouvernement a bien pris en compte la phobie pour les bananes de cette ministre - Le HuffPost 14 novembre 2024

Le tabloïd suédois Expressen s'est penché ce mercredi 13 novembre sur la peur énorme de la ministre suédoise de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Paulina Brandberg, de se trouver à proximité d'une banane. Son angoisse est telle que les fonctionnaires du gouvernement doivent s'assurer que les salles de réunion et les lieux qu'elle visite soient entièrement sécurisés. Donc dépourvus de bananes.

« *C'est une sorte d'allergie, pourrait-on dire* », a expliqué Paulina Brandberg à Expressen, avant d'ajouter : « *c'est quelque chose pour lequel je reçois une aide professionnelle* ». En 2020, sur X, la ministre du Parti populaire libéral avait déjà déclaré être atteinte de la « *phobie la plus folle du monde* », avait repéré Politico.

Le média suédois a consulté des mails envoyés par le personnel de la ministre libérale avant chaque déplacement officiel. « *Paulina Brandberg est très allergique aux bananes, il serait donc souhaitable qu'il n'y ait pas de bananes dans les lieux où elle séjournera* », est-il écrit dans l'un d'eux, destiné à l'Agence judiciaire norvégienne avant un déjeuner. « *Il ne doit y avoir aucune trace de bananes* », a encore réclamé son personnel au président du Parlement, Andreas Norlén.

La bananophobie, « *bien que rarissime, fait partie des phobies alimentaires et peut concerner la texture, l'odeur et le goût* », explique Michel Naudet, psychologue clinicien, auprès de Femme Actuelle.

Les sionistes barbares à Amsterdam. Suite.

J-C – Voilà dorénavant ce qui tourne en boucle dans tous les médias mainstream. Ils l'avaient tu dans un premier temps pour pouvoir déballer leur propagande prosioniste.

AFP – Les fans du Maccabi s'étaient aussi illustrés avant la partie en entonnant des chants anti-arabes et en brûlant un drapeau palestinien sur la place centrale du Dam. AFP 14 novembre 2024

Deux articles sur la Chine.

Les préjugés au sujet de la Chine –Le Saker francophone 22 octobre 2024

Lors d'une récente conférence sur l'investissement à Kuala Lumpur, j'ai rencontré un vieil ami et client de Gavekal. Autour d'un café, nous avons parlé de l'un des changements les plus visibles de ces dernières années en Asie : les voitures chinoises qui sont si rapidement apparues sur les routes du continent. Cela nous a conduit aux commentaires formulés en septembre par le PDG de Ford, Jim Farley. Fraîchement rentré d'une visite en Chine, Farley a déclaré au Wall Street Journal que la croissance du secteur automobile chinois constituait une menace existentielle pour son entreprise et que "*la fabrication selon les normes chinoises allait maintenant être la priorité la plus importante*."

À tout point de vue, c'est une déclaration bouleversante.

Fabriquer des voitures est compliqué. Pas aussi compliqué que de fabriquer des avions de ligne ou des centrales nucléaires. Mais la fabrication de voitures est toujours la marque d'une économie industrielle avancée. Ainsi, l'idée que la Chine établit soudainement les normes que les autres doivent maintenant s'efforcer de respecter est un changement radical par rapport au monde dans lequel nous vivions il y a à peine cinq ans.

Cela a amené mon ami à se demander comment Farley et d'autres PDG de l'industrie automobile avaient pu s'endormir aussi profondément au volant. Comment la Chine a-t-elle pu si rapidement dépasser les industries établies dans le monde entier sans que tous ces PDG occidentaux très bien payés ne réalisent ce qui se passait ?

Il existe de nombreuses réponses possibles à cette question. Ils vont de l'évidence à l'histoire et à la culture en passant par la variété des hypothèses complotistes. Et ils méritent d'être examinés pour tenter à la fois de comprendre où en est la Chine aujourd'hui et de mettre en évidence les angles morts dont souffrent encore certains investisseurs lorsqu'ils examinent la deuxième économie mondiale et leurs implications pour les marchés.

Pour lire en entier cet article très intéressant :

https://lesakerfrancophone.fr/les-prejuges-au-sujet-de-la-chine

---

Et moa et moa ou dans la caverne d'Alibaba, demandez "*le socialisme à la chinoise*".

Le socialisme à la chinoise est-il marxiste ? par Bruno Guigue.

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, professeur invité à l'École de marxisme, Université normale de la Chine du Sud (Visiting Professor of the School of marxism, South China Normal University)

Il fallait lire, le capitalisme à la chinoise est-il marxiste, devinez la réponse de l'auteur :

https://reseauinternational.net/le-socialisme-a-la-chinoise-est-il-marxiste/?login=success

Mon commentaire suite à cet article et au commentaire d'un lecteur naïf enthousiaste.

- "*La Chine a sorti plus de 800 millions de Chinois de la pauvreté*"

C'est marrant, on entend le même refrain à propos de l'Inde, qui, elle aussi, aurait sorti 800 millions d'Indiens de l'extrême pauvreté, mais cette fois grâce au capitalisme, et non au communisme.

Décidément voilà deux systèmes économiques vertueux, c'est magnifique, que demandent les peuples, de quoi se plaignent-ils les ingrats, franchement.

La réalité pourrait être très différente.

On aurait plutôt assisté dans les deux cas à une métamorphose de la pauvreté sous des régimes économiques féodaux, à la pauvreté sous des régimes économiques capitalistes. Laissons de côté ici les types de régime politique en place dans ces deux pays, puisqu'en dernière analyse, ils sont au service du capitalisme mondial.

Ces 1,6 milliard de travailleurs chinois et indiens ont été intégrés à l'économie de marché ou au capitalisme mondial, ils nous ont rejoints en quelque sorte. Vous avez raison, souhaitons-leur la bienvenue au club du salariat de l'exploitation esclavagiste des temps modernes.

Et vive le capitalisme, puisque c'est le seul vainqueur dans cette histoire! Heureusement qu'il en existe une autre, ce sera pour une autre fois... (luttedeclasse.org)

J'ai commencé à rédiger un texte sur ce sujet, je vais essayer de trouver le temps de le terminer.

Santé.

Big Pharma Business. Racket et pillage à 26 500 dollars par an.

J-C – Un revirement qui a un prix exorbitant !

Alzheimer : C'est quoi le Leqembi, ce nouveau traitement approuvé par le régulateur européen ? - 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

Un immense espoir pour les malades. L'Agence européenne des médicaments (EMA) vient d'approuver ce jeudi un traitement très attendu visant à réduire le déclin cognitif des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. Après l'avoir initialement bloqué en juillet, l'Ema explique qu'il sera finalement destiné à certains patients.

En juillet, l'EMA s'était prononcée contre la mise sur le marché du Leqembi dans l'UE, estimant que l'effet observé du traitement ne contrebalançait pas le risque d'effets secondaires graves, dont des saignements potentiels dans le cerveau. « *Un réexamen a permis de conclure que les bénéfices l'emportent sur les risques dans une population restreinte de patients* », a finalement tranché l'agence. 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

J-C - Trouvé sur le Net :

- Combien coûtera Leqembi ? L'assurance maladie le prendra-t-elle en charge ? Eiasi, le fabricant du Leqembi, a fixé son prix catalogue à 26 500 dollars par an.

Le fabricant : Biogen est une entreprise américaine.

Actionnaires : Renaissance Technologies (23,4 %) (2020)

Renaissance Technologies est un hedge fund américain créé en 1982.

Le fenbendazole.

J-C- Le fenbendazole est utilisé contre les parasites gastro-intestinaux. C'est l'équivalent de l'ivermectine parfois difficile à se procurer.

Fenbendazole oral pour la thérapie anticancéreuse chez l'homme et l'animal - Anticancer Research September 2024

https://ar.iiarjournals.org/content/44/9/3725

Rapport de cas

Rapport de cas : Adénocarcinome du côlon sigmoïde de stade II chez une femme âgée de 64 ans

Rapport de cas : Traitement d'une tumeur desmoïde (fibromatose agressive) chez une femme de 34 ans

Rapport de cas : Cancer du sein métastatique, 83 femmes

Rapport de cas : Cancer épidermoïde de l'œsophage, hommes de 74 ans

https://www.fenbendazole.org/fr/category/rapports-de-cas/page/2/

Sur la situation politique et sociale en France.

Le secret de polichinelle.

Budget 2025 : Barnier annonce qu'il devra « probablement » utiliser le 49-3 - 20minutes.fr 15 novembre 2024

En famille avec leur épouvantail.

Procès du RN : Darmanin, Zemmour, Estrosi… Pourquoi des adversaires de Marine Le Pen s'opposent à une inéligibilité - 20minutes.fr 14 novembre 2024

J-C – Ils craignent peut-être aussi que cela leur arrive un jour…

Collaboration de classes. C'est à ces ordures que je dois ma retraite misérable de 400 euros.

Plusieurs syndicats s'entendent avec le patronat sur de nouvelles règles sur l'assurance chômage et l'emploi des seniors - francetvinfo.fr/AFP 15 novembre 2024

Trois accords d'un coup. Le patronat et plusieurs syndicats sont parvenus à s'entendre sur de nouvelles règles sur l'assurance chômage et sur des mesures pour favoriser l'emploi des seniors, jeudi 14 novembre, avec en bonus un troisième accord sur le dialogue social.

Parmi les syndicats, qui doivent désormais soumettre ces accords à leurs instances, la CFDT et la CFTC ont exprimé un avis favorable aux trois textes. La CGT s'est montrée nettement plus réticente, déplorant un accord "*dur*" sur l'assurance chômage et l'absence de "*gros gains*" pour les salariés sur l'emploi des seniors. La CFE-CGC, qui avait déjà indiqué qu'elle ne signerait pas l'accord sur l'assurance chômage, a indiqué être favorable aux deux autres textes. FO réserve encore son appréciation sur les trois volets.

La CFDT et la CFTC signent des deux pieds, la CGT est "*réticente*" mais ne dit pas franchement non, la CFE-CGC signera et ne signera pas, et enfin FO attend de voir quelles positions définitives auront adopté les autres syndicats pour se positionner à son tour dans ce jeu de rôles, où les seuls perdant seront les chômeurs et les vieux travailleurs. Vous appelez cela des syndicats, patronaux, oui !

L'engrenage des inégalités sociales est cruel pour jeunes les plus pauvres.

Les trois quarts des jeunes ont déjà renoncé à un emploi ou une formation à cause de problèmes liés à la mobilité, selon le baromètre Apprentis d'Auteuil - francetvinfo.fr 14 novembre 2024

Plus de trois jeunes sur quatre (76%) ont déjà renoncé à un emploi ou une formation en raison de difficultés de mobilité, indique jeudi 14 novembre le 5e baromètre Apprentis d'Auteuil que franceinfo révèle. Le baromètre intitulé "*La mobilité, frein à l'insertion sociale et professionnelle des 18-25 ans*" précise que la majorité des jeunes concernés "*ont dû abandonner au moins une opportunité parce qu'ils n'avaient aucune solution de transport accessible et compatible avec leurs horaires (61%), parce qu'ils n'avaient pas de moyen de transport personnel (56%) ou encore en raison du coût des transports comme le prix de l'essence (54%) ou celui des transports en commun (43%)".*

Pour les adolescents éloignés du monde du travail, qui ont arrêté l'école tôt, qui n'ont pas d'emploi et qui ne suivent pas de formation, la problématique est encore plus aiguë : huit sur dix ont renoncé à une opportunité par manque de solutions pour s'y rendre, ce qui renforce leur exclusion professionnelle et sociale.

Enfin, deux jeunes sur trois (66%) ont déjà rencontré des problèmes pendant leurs études (examen raté, renvoi, etc.) ou leur travail (rendez-vous client non honoré, avertissement, licenciement, etc.) en raison de difficultés de mobilité (indisponibilité des transports, retards ou absences répétés...). francetvinfo.fr 14 novembre 2024

J-C - Cela a toujours été la hantise des pauvres, le coût du transport pour aller à l'école ou aller travailler. On essaie de trouver une école ou un boulot proche de chez soi, mais ce n'est pas toujours possible, on ne choisit pas, on ne choisit rien dans cette société injuste et oppressive.

Quand mes parents déménagèrent en banlieue en 1967, j'avais 12 ans, j'étais scolarisé dans le 9e arrondissement de Paris, à 20 ou 30 minutes à pied de chez nous. Je partais de la maison à 8h et je n'étais jamais en retard. A 8h30 pile, le directeur fermait la porte de l'école, gare aux retardataires, ils seraient systématiquement consignés le jeudi suivant, et parfois ils se faisaient tirer les oreilles en prime ! De Rueil, il allait me falloir environ 1h30 pour me rendre à l'école, c'est depuis cette date que mes oreilles ont rallongé ! Je devais me lever à 6h15 pour partir à 7 heures. 5 bonnes minutes de marche pour aller à l'arrêt du bus, 30 minutes pour atteindre la gare de Puteaux, rajoutez 10 minutes si le premier bus ne s'arrêtait pas parce qu'il était plein, 30 minutes encore pour arriver à la gare Saint-Lazare, un omnibus qui faisait des arrêts à rallonge à chaque station, j'enrageais, puis encore 10 minutes pour atteindre l'école. Le soir, c'était pire, le bus était souvent bondé, plusieurs passaient sans s'arrêter ou quand il s'arrêtait il ne prenait que quelques passagers. Du coup, quand je descendais du train, je descendais l'escalier à fond de train jusqu'à l'arrêt de bus pour être parmi les premiers dans la file d'attente, je n'arrivais pas à la maison avant 19 ou 19h30, j'étais parti 12 heures plus tôt, bonjour la fatigue et la faim aussi.

Souvent le bus et le train étaient plein à craquer, je faisais tout le voyage debout, arrivé à l'école j'étais déjà crevé. Quand il pleuvait et l'hiver c'était pire, j'arrivais complètement trempé et les pieds gelés, parce que j'avais des chaussures de mauvaises qualités et les semelles percées, tous les ans je tombais plusieurs fois malade. Et le plus fort, c'est qu'il y avait une école publique au bout de ma rue, mais mes parents idiots et bourrés d'idées reçues s'étaient mis en tête, que les profs étaient des "*cocos*" et ils ne voulaient pas que je reçoive une mauvaise éducation, ils préférèrent m'envoyer dans des écoles privés catholiques qui leur coûtaient les yeux de la tête, alors qu'on était très pauvre, au détriment de notre alimentation et de notre bien-être, bref, ils eurent tout faux à mon grand désespoir !

Quand plus tard j'allai travailler, ce fut la même galère, à ceci près qu'il n'y avait pas encore un chômage de masse. Alors, je prenais de préférence un boulot proche de chez moi, disons à 30 minutes en vélo en pédalant bien. Il m'arriva d'avoir une mobylette, mais je n'avais pas d'argent pour acheter de l'essence ! A cette époque on montait souvent dans le bus, le métro et le train sans payer, on se faisait rarement gauler, et comme on était jeune, les contrôleurs étaient compréhensifs ou bienveillants, aujourd'hui pour les jeunes c'est beaucoup plus difficile. Il m'arriva d'aller bosser de l'autre côté de Paris ou de me taper 2 heures matin et soir pour un salaire de misère souvent le ventre plutôt vide que plein. Ce sont des trucs qu'on n'invente pas, qu'on n'oubliera jamais.

Quand la Russie adopte une loi en faveur des enfants, un scandale liberticide hurle les wokistes occidentaux.

Russie : La Douma interdit les adoptions d'enfants russes dans les pays où le changement de sexe est autorisé - RT 12 novembre 2024

Lors d'une session plénière ce 12 novembre, la Douma a adopté un projet de loi qui interdirait l'adoption d'enfants russes par des citoyens d'États où la procédure de changement de sexe est autorisée. Le texte avait été présenté par des députés en juillet adopté le 25 septembre en première lecture.

«*Il est extrêmement important d'exclure toute atteinte à la possibilité de changer de sexe par quelque moyen que ce soit lors d'une adoption à l'étranger*», a déclaré sur sa chaine Telegram le président de la Douma, Viatcheslav Volodine, défendant une mesure qui vise à protéger les enfants des «dangers potentiels». «*Depuis 1993, les étrangers ont adopté 102 403 enfants russes*», a-t-il notamment souligné.

«*Cette initiative législative consiste à refuser l'adoption ou la tutelle d'enfants russes aux citoyens des pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Islande, Italie, Norvège, Suisse et autres pays où le changement de sexe est autorisé soit par intervention médicale, soit par modification des documents d'identité*», avait précisé Volodine, le 13 juillet, annonçant le début de l'examen de ce texte.

En Russie, l'adoption d'enfants russes par des citoyens américains est déjà interdite depuis janvier 2013, après l'entrée en vigueur de la loi Dima Iakovlev.

Cette interdiction a été introduite après plusieurs décès très médiatisés d'orphelins russes (Ivan Skorobogatov et Dmitri Iakovlev) adoptés par des Américains. Dans son message, Viatcheslav Volodine a noté qu'«*au fil des ans, le nombre d'enfants adoptés à l'étranger a diminué à plusieurs* reprises». RT 12 novembre 2024

Quand la "*gauche*" cautionne le mariage des enfants.

"*Protéger les petites filles et les adolescentes*": la Colombie adopte une loi interdisant le mariage des enfants - BFMTV 14 novembre 2024

Le Parlement colombien a adopté ce mercredi 13 novembre une loi interdisant le mariage de mineurs de moins de 18 ans, dans l'un des pays d'Amérique du Sud jusqu'à présent les plus laxistes en la matière. "*L'assemblée plénière approuve le projet de loi, nous sommes tous heureux*", s'est exclamé le président du Sénat, Efraín Cepeda, membre du Parti conservateur, à l'issue du vote.

Pour entrer en vigueur, la loi doit cependant encore être promulguée par le président de gauche Gustavo Petro qui, lorsqu'il était au Parlement, avait rejeté une initiative similaire.

La Colombie autorise actuellement les mariages à partir de l'âge de 14 ans, sous réserve du consentement des parents de la personne mineure. Dans le reste de l'Amérique du Sud, l'âge minimum pour se marier se situe entre 16 et 18 ans. L'Argentine autorise le mariage dès l'âge de 14 ans avec l'approbation d'un juge.

Selon les chiffres officiels, 114 mariages impliquant des mineurs ont été célébrés en Colombie en 2023. BFMTV 14 novembre 2024

En complément. Comment l'Empire protège les pédophiles.

Au pays de Walt Dysney, comme ils aiment les petites filles.

En 2023, la majorité des États américains n'ont toujours pas interdit le mariage d'enfants - slate.fr 27 novembre 2023

«*Dans 90% des cas, ce sont des victimes d'abus sexuels, poussées par leurs parents, leur communauté religieuse ou leur milieu social à une union qu'elles ne désirent pas*.»

«*En moins de vingt ans, de 2000 à 2018, 300.000 enfants ont été mariés, essentiellement des jeunes filles de parfois 10 ans à peine. Bien que peu connues des Américains, ces unions sont tout à fait légales dans 40 des 50 États du pays. Et dans cinq d'entre eux, elles se font sans aucune limite d'âge*»

«*Souvent, en vingt-quatre heures, une jeune fille, parfois de 15 ou 16 ans, peut se retrouver mariée de force à un homme de 50 ans, ou même de 80*»

«*Il suffit que le couple se rende au bureau d'état civil. Il remplit des papiers, signe et ressort légalement marié dix minutes plus tard*». slate.fr 27 novembre 2023

J-C - Personnellement, ma première épouse a 66 ans, ma seconde épouse également, quant à ma compagne actuelle, elle a 52 ou 53 ans, elle n'a pas de bulletin de naissance, on a comparé avec l'âge de ses frères et sœurs pour établir cette date.

En Inde, on m'avait proposé des jeunes filles mineures très jolies, plus jeunes que ma fille, car ici c'est toléré ou normal. Ma compagne a été mariée à l'âge de 12 ans, ses sœurs aussi, sa mère aussi, la mère de mon épouse indienne aussi, donc on peut dire que c'était encore fréquent il n'y a pas si longtemps, cette pratique perdure dans d'autres Etats ou régions de l'Inde.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Gaza : L'ONU estime que les méthodes d'Israël « *correspondent aux caractéristiques d'un génocide* » - 20 Minutes/AFP 14 novembre 2024

Crime de guerre - Le comité spécial de l'ONU estime qu'Israël « *cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves* » dans la bande de Gaza.

La guerre menée par Israël dans la bande de Gaza constitue-t-elle un génocide à l'encontre des Palestiniens ? Oui, à en croire l'ONU. Le comité met en exergue les « *pertes civiles massives et les conditions imposées aux Palestiniens sur place mettant leur vie en danger intentionnellement* », dans un rapport qui doit être présenté lundi à l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

« *A travers son siège de Gaza, son obstruction de l'aide humanitaire, ses attaques ciblées et en tuant des civils et des travailleurs humanitaires, malgré les appels répétés de l'ONU, les ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice et les résolutions du Conseil de sécurité, Israël cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves* », indique le comité dans un communiqué.

Israël « *utilise la famine comme méthode de guerre et inflige une punition collective à la population palestinienne* », ajoute le comité. Le rapport montre comment la vaste campagne de bombardements menée par Israël à Gaza a décimé les services essentiels et déclenché une catastrophe environnementale avec des effets durables sur la santé.

Jusqu'en février, les forces israéliennes avaient utilisé plus de 25.000 tonnes d'explosifs dans la bande de Gaza, « *l'équivalent de deux bombes nucléaires », soit environ près de deux fois la bombe larguée sur Hiroshima, souligne le rapport. « En détruisant les systèmes vitaux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'alimentation, et en contaminant l'environnement, Israël a créé un mélange mortel de crises qui infligeront de graves préjudices aux générations à venir* », dénonce le comité.

Il se déclare aussi « *profondément alarmé par la destruction sans précédent des infrastructures civiles et par le nombre élevé de morts à Gaza* », où plus de 43.700 personnes ont été tuées depuis le début de la guerre, selon le ministère de la santé du territoire dirigé par le Hamas. Le nombre impressionnant de morts soulève, selon le comité, de sérieuses inquiétudes quant à l'utilisation par Israël de systèmes de ciblage améliorés par l'intelligence artificielle (IA).

« *L'utilisation par l'armée israélienne de systèmes de ciblage assistés par l'IA, avec une supervision humaine minimale, combinée à des bombes lourdes, souligne le mépris d'Israël pour*

son obligation de faire la distinction entre les civils et les combattants et de prendre des mesures de protection adéquates pour éviter les décès de civils », indique le rapport.

Le comité s'inquiète en particulier des informations faisant état de nouvelles directives abaissant les critères de sélection des cibles, qui semble avoir permis à l'armée d'utiliser des systèmes d'IA pour « *générer rapidement des dizaines de milliers de cibles, ainsi que pour suivre les cibles jusqu'à leur domicile, en particulier la nuit, lorsque les familles s'abritent ensemble* ». 20 Minutes/AFP 14 novembre 2024

Frappe aérienne israélienne sur Damas : quinze civils tués dans des quartiers résidentiels - RT 14 nov. 2024

Une frappe aérienne israélienne a visé Damas et sa banlieue, touchant des immeubles résidentiels dans les quartiers de Mazzeh et Qudsaya. Selon les autorités syriennes, l'attaque a fait quinze morts et seize blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants. Ce raid est l'un des plus meurtriers sur la capitale syrienne depuis des mois. RT 14 nov. 2024

Etats-Unis.

Etats-Unis : Trump annonce la nomination du vaccinosceptique Robert F. Kennedy Jr au poste de ministre de la Santé - 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

Robert F. Kennedy Jr, 70 ans, est un ancien avocat spécialisé en droit de l'environnement, connu pour ses positions controversées sur les vaccins et la santé publique.

« *Pendant trop longtemps, les Américains ont été écrasés par l'industrie alimentaire et les laboratoires pharmaceutiques qui se sont livrés à la tromperie et à la désinformation en matière de santé publique* », a expliqué Donald Trump sur Truth Social. Il a ajouté que, sous la direction de Robert F. Kennedy Jr, le ministère de la Santé « *jouera un grand rôle pour garantir que tout le monde sera protégé des produits chimiques, des polluants, des pesticides, des produits pharmaceutiques et des additifs alimentaires dangereux qui ont contribué à l'énorme crise de santé dans ce pays* ».

Cette décision a suscité des réactions mitigées, notamment en raison des positions de Kennedy sur les vaccins. En effet, il est connu pour propager des théories du complot, notamment sur les vaccins contre le Covid-19, développés en un temps record sous l'administration Trump, comme le rappelle le site Barrons. 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

«*L'ennemie de Kiev*» Tulsi Gabbard, nommée directrice du renseignement américain par Trump - RT 14 nov. 2024

En choisissant Tulsi Gabbard pour diriger le renseignement national américain, le président élu Donald Trump s'entoure d'une alliée pourtant controversée. Ancienne membre du Congrès d'Hawaï et opposante déclarée aux guerres d'intervention, Gabbard, qui a quitté le Parti démocrate pour rejoindre les Républicains, est perçue comme une figure critique de la politique étrangère américaine, en particulier en ce qui concerne la Russie et l'Ukraine.

Tulsi Gabbard voit dans la politique actuelle de Washington une stratégie pour prolonger le plus longtemps possible le conflit en Ukraine. Elle a critiqué l'administration américaine pour ses livraisons d'armes à Kiev, qu'elle estime «*exacerber la situation*» et éloigner la paix. En 2022, elle a également souligné que la résolution du conflit pourrait nécessiter des concessions territoriales de la part de l'Ukraine et son engagement à la neutralité, tout en appelant à une implication active des États-Unis dans un processus de paix plutôt que dans une intensification de l'escalade.

Pour Kiev, la nomination de Gabbard est une surprise ; elle figure en effet dans la base de données «*Peacemaker*», qui recense les personnalités perçues comme hostiles à l'Ukraine.

Gabbard s'est opposée à l'implication militaire des États-Unis en Syrie et a également condamné les actions américaines en Irak et en Afghanistan. Elle prône une réduction de la présence militaire américaine à l'international et a régulièrement dénoncé les «*guerres de changement de régime*» *comme coûteuses et inefficaces. Elle a même comparé l'aide militaire américaine en Ukraine aux interventions passées, estimant que «les élites de Washington tentent de faire de l'Ukraine un nouvel Afghanistan*».

En tant que directrice du renseignement national, elle sera responsable de la supervision des 18 agences de renseignement américaines et de la préparation des rapports de sécurité quotidiens pour le président.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 novembre 2024

Des infos personnelles.

Une bonne nouvelle : J'ai renouvelé l'abonnement au serveur qui abrite le blog pour les 3 années à venir, 142 euros TTC, 12.900 roupies. J'ai réglé la facture en ligne avec l'aide de mon beau-fils Manikandan et sa carte visa. Je ne demande pas de participation financière aux lecteurs.

Ce blog est le seul moyen d'expression indépendant dont je dispose. Il est à votre disposition.

Chaque mois, je me lance dans la rédaction d'articles et je m'aperçois ensuite qu'ils nécessiteraient de longs développements, et comme je n'ai plus de temps à y consacrer une fois les causeries terminées, je les abandonne, c'est la rançon de mon isolement. C'est dommage, car j'ai conscience d'aborder un tas de sujets sous des angles originaux en prenant en compte des facteurs ou des éléments qui sont souvent négligés, si bien que j'arrive presque systématiquement à des conclusions différentes de celles que j'avais retenues jusque-là, autrement dit, je ne perçois plus les choses tout à fait de la même manière, ma connaissance progresse et je ne peux pas la partager, tant pis, cela dit je m'en sers dans mes causeries. Dès fois, vous vous êtes peut-être demandés d'où je pouvais bien sortir tel ou tel truc, ne cherchez plus, vous avez la réponse, j'ai eu l'occasion d'y réfléchir longuement auparavant, à vous de faire de même, désolé de ce petit désagrément.

Vous avez dû constater lors de la dernière causerie, que j'avais encore posté un commentaire à un blog, c'était une provocation ou histoire de déclencher une réaction hystérique de lecteurs malfaisants ou abrutis au dernier degré, eh bien cela n'a pas loupé ! Les lecteurs attitrés de blogs réagissent comme les militants d'un parti, à la moindre critique ou au moindre désaccord, ils vous rentrent dedans et vous traitent d'ignare, c'est systématique, ils leur appartiennent que voulez-vous. Ils fonctionnent à la manière des sectes ou des philosophes enfermés dans les systèmes qu'ils ont créés et dans lesquels ils évoluent, et ils considèrent que tout ce qui se situe à l'extérieur n'existe pas ou est nuisible, il faut donc l'éliminer ou ne pas en tenir compte. Ils n'ont pas un esprit libre ou ouvert sur le monde, tourné vers les autres, non, ils ont un esprit sectaire et dogmatique, borné et limité à leurs croyances ou à leurs propagandes, et ils passent leur temps à les justifier, ils ne font rien d'autres. Leurs commentaires ou les publications de ces partis sont réservés à des initiés, à ceux qui pensent comme eux, ils pratiquent l'entre-soi, donc si ce n'est pas votre cas, vous êtes un intrus, un indésirable, et on vous le fait rapidement savoir. Un conseil, ne perdez pas votre temps avec eux ou fuyez-les, ils ne vous apporteront rien de bon ou que des illusions.

Autres choses.

Autres dépenses conséquentes, la batterie de l'onduleur (1.100 roupies) et celle du smartphone Vivo (8 ans) (1.400 roupies).

Ma maison est devenue un mini dispensaire et pharmacie ou l'on distribue quelques médicaments gratuits, des massages (par ma compagne) et des conseils, un dépôt de riz pour la famille, on rachète 15 roupies le kilo à des gens de notre village le riz distribué gratuitement à la population par le gouvernement. Ne me demandez pas pourquoi ils ne le mangent pas ou ils ne le proposent pas à des membres de leurs familles, nous, nous le mangeons et nous le trouvons même meilleur que le riz à 75 roupies du commerce, il est moins blanchi et il se tient mieux à la cuisson, c'est aussi le riz que l'on donne à nos 4 chiens. 1 euro = entre 85 et 93 roupies.

Chaque mois des membres de la famille de ma compagne passent chez nous et repartent avec un sac de 30 à 40 kilos de riz. On leur revend le même prix évidemment, et tous les services qu'on fournit à des gens sont gratuits, je dirai même que cela nous coûte, puisqu'on leur offre une collation, et il arrive souvent qu'ils leur manquent quelques dizaines de roupies qu'on leur réclame pas, ils sont encore plus pauvre que nous.

Je pensais que nous n'aurions peut-être pas de mousson cette année parce qu'il n'a pas arrêté de pleuvoir depuis la mi-juin, et bien c'est le contraire avec des pluies diluviennes ! Encore un frangipanier de foutu, la sélection naturelle.

Pour plusieurs raisons, j'ai décidé de modifier notre alimentation. On remplace de plus en plus la viande très chère par le poisson moitié prix, des sardines ou des maquereaux ou l'équivalent, 200 roupies le kilo, le bœuf est à 350 roupies, le poulet à 240 roupies, mais une fois soustraits la peau et les os, il reste environ 400g de comestibles, ce qui met le kilo de poulet au même prix environ que le bœuf, on se passe du mouton, en fait de la chèvre à 800 roupies le kilo dont la moitié constituée d'os, ce qui met le kilo à 1600 roupies, un produit de luxe ! Reste les œufs à 6 roupies, il en faut 2 pour avoir la ration quotidienne nécessaire en protéine, on en consomme presque tous les jours.

Une réflexion politique.

La politique officielle ou institutionnelle, parlementaire offre un spectacle tellement médiocre et si repoussante, que tous ceux qui auraient été tentés à un moment ou un autre de s'intéresser à la politique ou de s'engager politiquement, préfèreront s'abstenir ou rester à l'écart. Si bien que parmi ceux qui franchiront le pas, la plupart figureront parmi les plus influençables, parce qu'ils sont motivés avant tout par des intérêts purement individuels et immédiats qu'ils espèrent pouvoir satisfaire. C'est ainsi qu'ils viendront grossir les rangs des opportunistes ou des propagandistes du régime, qui n'ont rien à voir avec le socialisme ou qui du reste ne s'en réclament pas.

Remarquez bien, qu'il ne peut en être autrement, je vois d'ici de quoi on va encore m'accuser, alors je prends les devants : Quand aurais-je affirmé le contraire ? Jamais, de là à nier comment les choses se passent réellement il y a une marge, n'est-ce pas ? Moi, je m'en prends à ceux qui nient ce constat, qui nient que l'orientation du mouvement ouvrier n'a cessé d'être opportuniste et réactionnaire depuis le milieu des années 20 jusqu'à nos jours, toutes les victoires qu'ils célébrèrent, furent en réalité des défaites pour la classe ouvrière, et c'est facile d'en apporter la preuve.

Cela dit, mon intention n'est pas de nier la place ou l'importance de la lutte de classe du prolétariat, mais de la remettre à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter. La surinterprétation qui en a été faite a servi avant tout le PS et le PCF, les alliés ou agents du régime qui contrôlaient le mouvement ouvrier. De la même manière, le progrès social qui en découla fit aussi l'objet d'une interprétation biaisée, parce qu'un seul aspect en fut retenu.

Or, si on avait tenu compte des autres aspects, notamment de l'exploitation qu'allaient en faire les capitalistes et le profit qu'ils allaient en tirer, on serait parvenu à une toute interprétation, qui aurait mis en lumière l'orientation opportunisme du mouvement ouvrier dirigé par le PS et le PCF, et de mieux comprendre à partir de là, comment les capitalistes allaient intégrer dans leur stratégie mondiale et leur calcul, les concessions sociales qu'ils avaient dues accorder à la classe ouvrière, bref, on serait parvenu à une toute autre analyse de la situation mondiale et des rapports entre les classes.

Plusieurs éléments m'avaient mis la puce à l'oreille bien avant d'en arriver à ce constat, dont celui provenant de Marx, qui dans Le Capital (je crois) expliqua pourquoi vers le milieu du XIXe siècle en Grande-Bretagne des capitalistes s'étaient prononcés pour la réduction de la journée de travail à 8 heures, alors qu'à cette époque elle était au minimum de 10 heures dans toute l'industrie, comptant sur l'introduction de machines leur permettant de réaliser des gains de productivité très importants pour compenser cette diminution du temps de travail, sachant que leurs concurrents seraient obligés de les imiter s'ils ne voulaient pas perdre leur main d'œuvre, et que puisqu'ils ne disposaient pas des capitaux pour investir dans ces nouvelles machines, ils seraient condamnés à la faillite ou il ne leur resterait plus qu'à leur céder leurs entreprises. Par conséquent, ces braves capitalistes ne pensaient nullement au bien-être de leurs ouvriers en réalisant cette opération, ils comptaient juste en profiter pour accroître leur activité et s'enrichir davantage.

De manière générale, c'est grâce à l'impérialisme et à la colonisation, au surprofit qu'il allait en tirer, que le capitalisme occidental put financer des réformes sociales et participer à l'élévation du mode de vie de la classe ouvrière ou dont nous avons tous profité. Plus tard, ce ne sera plus seulement l'exploitation des matières premières qui remplira cette fonction, mais la fabrication de produits finis à travers la délocalisation de pans entiers de l'industrie notamment en Asie.

D'où l'importance pour l'impérialisme occidental de préserver ses parts de marché dorénavant menacés par d'autres puissances, la Chine, la Russie et leurs alliés des Brics, sous peine de devoir réduire le mode de vie de leur population, et la tentation du totalitarisme pour l'imposer, toutes ces guerres…

Nous disions plus haut que les victoires qui étaient revendiquées par nos dirigeants furent en réalité davantage des défaites pour la classe ouvrière, parce qu'elles ne permirent jamais de remettre en cause le système d'exploitation, ce qui permit en quelque sorte aux capitalistes de se les attribuer, à raison finalement, puisque le socialisme est renvoyé aux calendes grecques, en voici quelques exemples :

- Au milieu des années 30, le Front populaire, sa nature, la collaboration de classe avec le Parti Radical, la négation du socialisme, le social-chauvinisme, le social-patriotisme, etc. il se soldera par une guerre impérialiste et le régime de Vichy… En voilà une belle victoire !

- Le Conseil National de la Résistance, l'alliance du PCF avec les royalistes en passant par les gaullistes et autres réactionnaires. Il participera à la lutte contre le mouvement révolutionnaire qui prenait forme vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, au désarmement des masses au lendemain de la fin de la guerre, le slogan du PC l'illustrera à merveille : « *Un seul Etat, une seule police, une seule armée* » (M. Thorez), ceux du capital… En voilà une belle victoire !

- La Quatrième République et ses gouvernements dont certains sont nostalgiques, auxquels participèrent également PCF et SFIO avec les partis bourgeois. Aussi sociale-impérialiste que la Troisième République, elle fera la guerre aux peuples vietnamien et algérien notamment, et elle

s'achèvera par l'avènement de la Ve République, plus antidémocratique que jamais… En voilà une belle victoire !

- Mai 68, dont le slogan « *changer la vie* » aura pour fonction de s'opposer à tout changement de régime économique et politique, il servira de catalyseur à la société du spectacle ou du divertissement, à l'idéologie sociale-libérale libertaire ultra réactionnaire dorénavant omniprésente, avec laquelle la « *gauche* » (NFP) et l'extrême centre s'identifient avec la complicité de l'extrême gauche, dont : La théorie du genre ou transgenrisme, les drag queens ou vulgaires travelos décérébrés, le mouvement LBGT faisant la promotion de l'homosexualité, cautionnant la pédophilie, de toutes les perversités sexuelles dans la foulée de la pornographie, le féminisme fanatique destiné à dresser les femmes contre les hommes élevés au rang de violeurs potentiels, la destruction des rapports entre les différentes générations, de la hiérarchie sociale naturelle existant entre les enfants et leurs parents ou à l'école, de sorte qu'ils en perdent le contrôle, la promotion du nihilisme et la remise en cause toutes les connaissances acquises pour pouvoir imposer leurs récits et « *règles* » tout droits sortis de cerveaux malades et furieusement mégalomaniaques, une conception ou une interprétation de la nature qui nous renvoie à la métaphysique et à l'obscurantisme du Moyen-Age, à l'époque de l'Inquisition dont les partisans de cette idéologie sont nostalgiques, etc. Voilà pour l'aspect progressiste !

- 1981, l'élection de Mitterrand, d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale subordonnée à « *l'économie de marché* » au crépuscule de l'URSS et du Pacte de Varsovie, prépareront le terrain à l'avènement du néolibéralisme ou à l'idéologie néoconservatrice. Cette période mettra fin à l'illusion, selon laquelle une majorité PS-PCF déboucherait sur une révolution, théorie frauduleuse soutenue par les trotskystes lambertistes (OCI-PCI-POI-PT) qui étaient en fait des agents de la social-démocratie ou du régime. Le mouvement ouvrier et son avant-garde se disloqueront ou ne s'en remettront pas. Voilà pour toute perspective révolutionnaire… réduite à néant !

- L'élection de Hollande, puis celle de Macron, viendront couronner ces merveilleuses victoires… de la réaction.

Pendant tout ce temps-là, un siècle tout de même, c'est long, au lieu d'avancer vers le socialisme, on n'a pas cessé de s'en éloigner, une victoire pour ses ennemis.

Ce 18 novembre 2024, il n'existe pas même l'embryon d'un parti et d'une Internationale socialiste révolutionnaire digne de ce nom, si vous appelez cela une victoire, c'est qu'on ne parle du tout de la même chose. Répétons-le, il ne s'agit pas de nier quoi que ce soit ou de réécrire l'histoire de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme mondiale, mais d'en faire un bilan honnête, une expression dont on semble avoir perdu la signification de nos jours, car il serait trop compromettant, vous devinerez pour qui.

Ne nous formalisons pas pour si peu. Jadis, pendant des siècles ou davantage encore, les peuples crurent un tas de sornettes, puis les forces productives se développèrent, la philosophie de la nature évolua parallèlement, toutes les sciences progressèrent, et on finit par découvrir la dialectique qui régissait l'ensemble de ce processus historique, et ni rien ni personne ne purent s'y opposer, donc il y a encore de l'espoir !

Il ne reste plus aux exploités qu'à l'assimiler, cela prendra encore des décennies, un demi-siècle, un siècle, plus, qui sait, plus nous serons nombreux à en prendre conscience, plus nous serons nombreux à la faire connaître ou à la partager autour de nous, avec un peu de chance, plus ce délai diminuera et nous nous approcherons de notre objectif, de notre émancipation.

Si maintenant on ne veut pas admettre qu'il faut bien commencer par un bout, on n'y arrivera jamais. De toutes manières, nous n'avons pas le choix, c'est adopter le matérialisme dialectique ou sombrer dans le déni permanent et aller de désillusion en désillusion jusqu'au suicide ou la folie.

Tardieu est devenu fou, il vient de nous en fournir la preuve. Tenez, à ceux qui le pensent si fort que je l'entends d'ici :

Le processus qui couvre un siècle en France (en Europe et aux Etats-Unis …), que je viens de rappeler brièvement, s'est déroulé sur le plan économique et politique.

Et bien voilà, pour prendre deux exemples significatifs, en Chine et en Inde, avec un décalage d'environ un siècle, si on situe l'envolée de l'industrialisation en France vers le milieu ou le troisième tiers du XIXe siècle, on assiste au même processus avec des résultats quasiment identiques sans que la lutte de classe du prolétariat ne soit intervenue, le développement économique de ces pays est dû essentiellement à l'ouverture de capitaux étrangers, à l'investissement d'énormes masses de capitaux occidentaux et à leur endettement sur le marché financier international, à leur attelage ou intégration à l'économie capitaliste mondiale. En Chine ce processus débuta au début ou vers le milieu des années 80 (Den Xiaoping), avec une accélération prodigieuse à partir de son adhésion à l'OMC en 2001. Quant à l'Inde, il démarrera plus tard en 1991. Ce qui fera la différence entre eux au profit de la Chine, proviendra de son régime politique hyper centralisé, pour ne pas dire totalitaire qui sera mis au service des capitalistes américains et européens, tandis que le régime fédéral indien ne présentait pas les mêmes garanties, car demeuré archaïque, semi-féodal, pour ne pas dire livré à l'anarchie et à la corruption généralisée, pour faire bref.

Aujourd'hui, si vous prenez les modes de vie ou les conditions d'un ouvrier en France, en Inde ou en Chine, à peu de choses près vous constaterez qu'ils sont identiques, la même exploitation et oppression, les mêmes charges mensuelles incompressibles et écrasantes, les mêmes difficultés pour se loger, des loyers exorbitants pour des logements exigus, le même endettement car ils achètent tout à crédit, les mêmes difficultés pour se soigner, pour envoyer leurs enfants à l'école, suivre des études, trouver un emploi correspondant à leur qualification, un salaire qui permette de vivre décemment, les mêmes comportements culturels, le même abrutissement médiatique, smartphone en main, plantés devant des écrans dès le plus jeune âge, accrocs à toute sorte de propagande, à la société de consommation dès qu'ils en ont les moyens, etc.

Ils sont passés du char à bœufs des années 80-90 au SUV ou au scooter électrique, de la route départementale défoncée où on faisait du 40 à 50 km/h de moyenne maximum, à la quatre voies où on roule à 100 ou 120 km/h, les cabanes en feuilles de cocotiers ont pratiquement disparu, tout comme les vélos et les rickshaws ou pousse-pousse, avec 100 roupies on avait de quoi faire nos courses, maintenant il en faut 2 ou 3000, les villes dont devenues des centres commerciaux et des parkings invivables, et tout le reste est à l'avenant.

Matériellement parlant, nous sommes mieux lotis, mais la pauvreté et la précarité n'ont pas changé, elles se sont mêmes aggravées ou elles sont plus cruelles, car la chute qui peut arriver n'importe quand, renvoie celui qui en est victime à des conditions avec lesquelles il n'est plus du tout habitué et qu'il vivra très mal, au point parfois de se suicider.

A aucun moment les masses chinoises ou indiennes n'ont été à l'origine de ce changement qui s'est réalisé en un temps record, elles n'y ont pas été associées, elles n'y ont pas participé, elles l'ont entièrement subi, contrairement à la France ou le mouvement ouvrier collabora au progrès social, d'où l'illusion qu'il en était à l'origine.

L'interprétation, qu'on nous a fourni du développement économique et du progrès social en France et en Occident, en général, fut frauduleuse, et c'est malheureusement celle que presque tous les militants ont intégrée, d'où leur incapacité à comprendre la situation avec les conséquences qui en découlent.

A quoi bon expliquer tout cela si tout le monde s'en fout. C'est ce que je me dis parfois. Par acquis de conscience, je me dis que je me dois de partager les conclusions auxquelles je suis parvenu, quitte à passer pour un cinglé de la part de ceux qui ne feront pas la part des choses ou manqueront de nuance. Je le sais pertinemment, j'y suis habitué, peu importe.

J'arrête là, je suis malade depuis deux jours.

Totalitarisme. Après avoir acheté les médias, ils achètent les journalistes.

Arnault, Bolloré, Saadé et les Dassault relancent l'ESJ Paris - LePoint.fr 15 novembre 2024

Bernard Arnault, via sa holding Financière Agache, Vincent Bolloré (Compagnie de l'Odet), les Dassault (avec Koodenvoi, du groupe Habert Dassault Finance) et Rodolphe Saadé (CMA Media) viennent de racheter l'ESJ Paris.

Ils sont accompagnés par d'autres investisseurs, tels que Groupe Bayard Presse, l'ex-président du Medef Pierre Gattaz, Financière de la Lance (Vianney d'Alançon), Spes, Stanislas et Godefroy de Bentzmann, Watchers & co et TSV Immobilier. Contactés, ceux-ci n'ont pas souhaité détailler le projet de relance ni le montage financier. Selon nos informations, un tour de table d'environ 3 millions d'euros, comme l'avait évoqué au printemps le magazine Challenges, a été constitué par Vianney d'Alançon, un entrepreneur de 38 ans qui a notamment racheté le château de la Barben (Bouches-du-Rhône), où il a créé en 2021 le parc à thème sur la Provence le Rocher Mistral. La participation de Bayard a convaincu certains éditeurs de mettre au pot, comme CMA Media, qui a mis quelques centaines de milliers d'euros.

Les personnalités qui participent à sa relance pourraient en faire une pépinière de journalistes pour les nombreux médias qu'ils détiennent : Prisma et ses magazines Capital, Géo… (Vincent Bolloré), Les Échos, Le Parisien, Paris Match, Radio Classique, 40 % du magazine Challenges… (Bernard Arnault), BFMTV, RMC, BFM Business, La Tribune… (Rodolphe Saadé) ou encore La Croix (Bayard). LePoint.fr 15 novembre 2024

Pourvu qu'il n'ait pas la mauvaise idée de partir au Moyen-Orient, là-bas, une balle l'attend…

La justice ordonne la libération du militant propalestinien Georges Abdallah emprisonné depuis 40 ans - BFMTV 15 novembre 2024

Le tribunal d'application des peines a accepté ce vendredi 15 novembre la onzième demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis 40 ans pour complicité de meurtre et libérable depuis 1999, a indiqué à l'AFP le parquet national antiterroriste (Pnat), qui a annoncé faire appel.

"*Par décision en date du jour, le tribunal d'application des peines a admis Georges Ibrahim Abdallah au bénéfice de la libération conditionnelle à compter du 6 décembre prochain, subordonnée à la condition de quitter le territoire national et de ne plus y paraître*", a précisé le Pnat dans un communiqué.

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1986 pour complicité de l'assassinat de deux diplomates, un Américain et un Israélien, Georges Abdallah, emprisonné au centre pénitentiaire de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), est selon ses soutiens "*le plus vieux prisonnier au monde lié au conflit du Moyen-Orient*".

En complément :

Liberté pour Simón Trinidad!

A l'initiative de la Coordination américaine pour les droits des peuples et des victimes de l'emprisonnement politique, une campagne internationale vient d'être lancée pour exiger des gouvernements américain et colombien qu'ils rapatrient Simón. Par Maurice Lemoine

Mémoire des luttes 15 novembre 2024 - Mondialisation.ca, 16 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/liberte-pour-simon-trinidad/5694003?doing_wp_cron=1731828859.2280330657958984375000

Santé.

Didier Raoult passe à l'attaque et dénonce la contamination des vaccins ARNm par de l'ADN dangereux.

https://hal.science/hal-04778576v1

La production rapide de vaccins à base d'ARN messager (ARNm) a été choisie comme la stratégie la plus adaptée pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

Trois études ont rapporté la présence d'ADN en quantités significatives dans les vaccins à ARNm de Pfizer.

Nous avons cherché à confirmer la présence de cet ADN résiduel. La quantification de l'ADN plasmidique du vaccin à l'aide du fluorimètre Qubit sur un flacon de vaccin a montré qu'il était de 216 ng/dose en moyenne et environ 24 fois plus élevé, atteignant 5160 ng/dose en moyenne, après traitement au Triton-X-100.

De plus, nous avons obtenu par séquençage de nouvelle génération la séquence de la matrice vaccinale d'ADN plasmidique complète (7824 paires de bases) avec une couverture élevée (98,3%) et des profondeurs de séquençage (moyenne, 4181-4389 lectures), indiquant la présence de l'ADN plasmidique en nombre élevé de copies.

Ces résultats appellent à une évaluation du nombre de copies et de la nature de l'ADN dans les vaccins à ARNm à plus grande échelle et en plusieurs lots, notamment en ce qui concerne le risque putatif d'intégration de l'ADN après administration dans les cellules.

En fait, ces résultats d'énormes quantités de séquences d'ADN plasmidique par la dose de vaccin soulèvent notamment des interrogations quant à un risque putatif de son intégration dans l'organisme humain après son entrée dans les cellules en raison de leur conditionnement dans des lipides cationiques (Klinman et al, 2010).

Dans la thérapie génique basée sur l'ADN, il a été rapporté qu'une proportion de 10 à 20% des cellules sont généralement transfectées et environ 1 à 10% des cellules transfectées de manière transitoire sont devenues stables transfecté à la suite d'une intégration ultérieure probablement via des événements de croisement.

J-C - On appelle transfection le processus de transfert de gènes, c'est-à-dire l'introduction de matériel génétique exogène dans des cellules eucaryotes, n'utilisant pas comme vecteur un virus, par opposition à la transduction. Wikipedia

---

Éthique médicale : indépendance professionnelle ou soumission ? - AIMSIB 17 novembre 2024

Si le congrès AIMSIB 2024 de Lyon a remporté un très grand succès, ce fut grâce à la qualité exceptionnelle de nos différents orateurs. Une prise de parole a particulièrement marqué l'auditoire, c'est celle d'Amine Umlil, docteur en Pharmacie, ancien praticien hospitalier en charge de la pharmacovigilance pour l'hôpital de Cholet et mis à pied depuis des lustres pour avoir publiquement douté de la politique gouvernementale des temps de Covid, ainsi que de la licéité juridique des injections géniques qui s'y rattachaient. Rejugé en appel ce 12 novembre après avoir été condamné à deux ans de suspension, voici sa présentation d'une limpidité rare quant à la protection que les ordres professionnels « *devraient* » déployer pour protéger les lanceurs d'alerte. Mais dans la vraie vie depuis 2020…

https://www.aimsib.org/2024/11/17/ethique-medicale-independance-professionnelle-ou-soumission/

Commentaires de lecteurs que je partage :

1- Remarquable discours de monsieur Amine Umlii ! Bravo ! Si seulement tous les médecins, chirurgiens, pharmaciens avaient cette honnêteté, cette dignité, cette rigueur et ce courage la France se porterait infiniment mieux ! Vraiment bravo et toute notre admiration !

2- Bravo cher docteur Umlil; votre analyse est remarquable.

3- Merci Docteur Amine Umlil pour la clarté de votre exposé qui devrait être transmis dans toutes les facultés de médecine !

Sur la situation politique et sociale en France.

Avec Jordan Bardella, le Rassemblement national tente un tournant libéral pour grand remplacer la droite - Le HuffPost 15 novembre 2024

Après des années à dénoncer la politique fiscale injuste d'Emmanuel Macron, et des prises de position guidées par la doctrine « *ni droite, ni gauche* » chère à Marine Le Pen, les troupes du Rassemblement national accentuent leur virage libéral, au point d'encourager une politique pro-entreprise proche de la droite traditionnelle.

Certes, l'amorce de ce tournant ne date pas de l'automne. Sous l'impulsion de son président Jordan Bardella, le parti lepéniste a déjà gommé plusieurs mesures sociales phares de son programme lors des dernières législatives (sur les prix planchers pour les produits agricoles ou certaines hausses de salaires). Mais il est désormais particulièrement visible au Palais Bourbon et semble largement assumé.

Conséquence du discours du chef : à l'Assemblée, les troupes lepénistes sont régulièrement venues en soutien du « *socle commun* » de Michel Barnier sur sa feuille de route budgétaire et les dispositifs mis en place ou encouragés par la macronie. Quitte à sauver les meubles de leurs adversaires — qui n'ont pas brillé par leur présence — et s'afficher en soutien d'une stratégie qu'ils sont pourtant censés honnir.

Conséquence du discours du chef : à l'Assemblée, les troupes lepénistes sont régulièrement venues en soutien du « *socle commun* » de Michel Barnier sur sa feuille de route budgétaire et les dispositifs mis en place ou encouragés par la macronie. Quitte à sauver les meubles de leurs adversaires — qui n'ont pas brillé par leur présence — et s'afficher en soutien d'une stratégie qu'ils sont pourtant censés honnir.

Concrètement, les députés d'extrême droite ont refusé pêle-mêle le retour de l'ISF (impôt sur la fortune) — dont Marine Le Pen critiquait la suppression il y a encore quelques mois — ou le rehaussement de la flat tax porté par le NFP et le MoDem, pour faire contribuer davantage les revenus du capital, là aussi à rebours d'anciennes déclarations. Le tout, pour défendre plutôt des dispositifs favorables aux gros patrimoines, sur l'héritage entre autres.

Longtemps, le Rassemblement national a effectivement développé un discours souverainiste (et des mesures xénophobes), mais en le teintant de quelques touches sociales. En somme, il promettait d'exclure les étrangers des dispositifs d'aides pour mieux les réserver aux Français, tout en ferraillant contre les durcissements réguliers des règles de l'allocation chômage ou de la transformation du RSA (revenu de solidarité actif).

À tel point que Jean-Philippe Tanguy, le « *monsieur finances* » du parti, s'élevait, en 2023 contre « *la notion d'assistanat* », pourtant très en vogue à droite. Pour lui « le smicard n'est pas malheureux à cause du RMiste [bénéficiaire du RMI, l'ancêtre du RSA] et personne ne vit durablement avec un RSA. » Le député de la Somme louait même, à cette époque, la position constante et « *courageuse* » de sa candidate sur ces sujets, cette même Marine Le Pen qui qualifiait par exemple de trop « *droitarde* » la réforme de l'assurance chômage voulue par Élisabeth Borne à l'époque.

Mais qu'en est-il un an plus tard ? Hormis l'abrogation de la réforme des retraites, difficilement assumée depuis les dernières législatives, et dont les élus lepénistes savent qu'elle n'a aucune chance de passer désormais, les derniers oripeaux de la fibre sociale revendiquée par le parti d'extrême droite se font toujours plus rares. Dans les propositions (où la logique pro-entreprise et

entrepreneuriale l'emporte), mais également dans les discours où, symbole parmi d'autres, le terme « *assistanat* » a désormais sa place.

En réalité, ce changement de ton semble théorisé et planifié au Rassemblement national.

Auprès du HuffPost, un ancien ministre redevenu député, craint à travers ce positionnement « *le possible retour du bon vieux clivage gauche/droite qu'on avait fait sauter en 2017 avec un NFP qui tire sur la gauche, et un RN qui parle désormais comme une droite radicalisée.* » Pour les macronistes, « *c'est un réel risque d'effacement.* » Pour d'autres également. Le HuffPost 15 novembre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Craig Murray : deux semaines à Beyrouth - consortiumnews.com 15 novembre 2024

https://consortiumnews.com/2024/11/15/craig-murray-two-weeks-in-beirut/?eType=EmailBlastContent&eId=72b485b1-ec4f-4390-8431-6292b050dc17

La Türkiye n'autorise pas l'avion du président israélien à traverser son espace aérien - aa.com.tr 17 nov. 2024

Des responsables ont confirmé que les autorités israéliennes avaient demandé à ce que l'avion d'Isaac Herzog puisse traverser l'espace aérien turc pour se rendre à la 29e conférence des Nations unies sur le changement climatique. Les autorités turques ont toutefois rejeté cette demande.

Samedi, Herzog a annulé sa participation à la conférence, invoquant des « *problèmes de sécurité* », selon un communiqué de son bureau. aa.com.tr 17 nov. 2024

Guerre à Gaza : le pape François évoque les accusations de «*génocide*» et appelle à une enquête - RT 17 nov. 2024

«*D'après certains experts, ce qui se passe à Gaza a les caractéristiques d'un génocide. Il conviendrait d'étudier cela attentivement afin de déterminer si [la situation] correspond à la définition technique formulée par les juristes et les organismes internationaux*», a estimé le pape François dans un livre à paraître et dont des extraits ont été publiés ce 17 novembre en Italie.

Ces propos, d'après une agence de presse française, proviennent du nouveau livre du pape François, L'espérance ne déçoit jamais. Pèlerins vers un monde meilleur, qui sera publié le 19 novembre en Italie, en Espagne et en Amérique du Sud. Des extraits ont été publiés ce 17 novembre par le quotidien *La Stampa*.

Ce rapport, qui doit être présenté à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, a déjà suscité une vive réaction des États-Unis, premier soutien de l'État hébreu, qui l'ont fermement condamné, la diplomatie américaine exprimant son «*total désaccord*».

Au commencement était le terrorisme sioniste.

J-C – Précisons, avant les banquiers juifs, dont les Rothschild, profitèrent de leur énorme richesse pour financer la colonisation sioniste de la Palestine, pour acheter cette terre dans l'esprit d'en chasser un jour tous les habitants arabes avec l'aide militaire anglo-saxonne, puis américaine.

Rappels sur le conflit israélo-palestinien (1/5) : au commencement était le terrorisme sioniste

Cet article a pour but d'informer le public francophone que le terrorisme est souvent utilisé pour diaboliser la lutte d'autodétermination palestinienne et minimiser la souffrance du peuple palestinien, que le terrorisme a été initié par les sionistes. Loin d'être châtiés, ils ont été récompensés par l'octroi d'un État (55% de la Palestine pour 20% de la population). Les palestiniens désabusés n'ont fait que suivre l'exemple de leurs «*grands frères*» dans le métier. Si un sioniste vous accuse de soutenir le Hamas parce que vous dénoncez les crimes d'Israël, rappelez-lui que les sionistes aussi ont été des terroristes.

Organisations terroristes juives

La Haganah (1920-1948)

La Haganah était l'organisation militaire principale de la communauté juive (Yishuv) en Palestine. Son but était de protéger les juifs et leurs établissements contre les attaques arabes, particulièrement pendant la révolte arabe de 1936-1939.

Elle a adopté une approche défensive et une stratégie de «dissuasion», mais a également mené des attaques contre des cibles arabes en période de conflit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle coopérait avec les Britanniques contre l'occupation nazie en Europe. La Haganah a fini par devenir la base de l'armée israélienne après la fondation d'Israël.

L'Irgun (1931-1948)

L'Irgun, dirigée par Menachem Begin, était un groupe paramilitaire sioniste radical, visant à établir un État juif sur l'ensemble de la Palestine, y compris par la violence contre les Britanniques et les Arabes.

L'Irgun a adopté une stratégie de terreur, commettant des attentats et des massacres pour forcer la main des Britanniques et expulser les Arabes. L'attentat de l'hôtel King David en 1946, qui a tué 91 personnes, en est un exemple marquant. Après la fondation d'Israël, l'Irgun a été intégrée dans l'armée israélienne.

Lehi ou groupe Stern (1940-1948)

Le Lehi, dirigé par Avraham Stern, était un groupe encore plus radical que l'Irgun, avec un objectif de lutte violente contre les Britanniques et de création d'un État juif basé sur des principes nationalistes et révisionnistes.

Le Lehi a commis de nombreux attentats, y compris des assassinats de hauts responsables britanniques, et prônait une politique plus extrémiste. Ils se sont également associés à l'Allemagne nazie en 1941, espérant obtenir leur soutien contre les Britanniques.

Comme l'Irgun, Lehi a été dissous après la fondation de l'État d'Israël, et ses membres ont été intégrés dans l'armée israélienne.

Le Parti travailliste (Poalei Zion)

Ce groupe, plus modéré et socialiste, visait la création d'un État juif par des moyens diplomatiques et économiques, en mettant l'accent sur la construction d'une infrastructure juive en Palestine et sur la collaboration avec les autorités britanniques.

Les membres de Poalei Zion ont joué un rôle important dans l'établissement de l'infrastructure agricole et industrielle juive, notamment à travers les kibboutzim et la mise en place de syndicats de travailleurs.

Le Parti travailliste s'est allié à la Haganah et a joué un rôle central dans la création de l'État d'Israël, en soutenant le processus de négociation avec les Britanniques et les Nations unies.

La Jewish Agency (Agence juive)

Fondée en 1929, la Jewish Agency représentait l'Organisation sioniste mondiale en Palestine et avait pour mission de superviser l'immigration juive, le financement des infrastructures et les relations diplomatiques avec les autorités britanniques.

Elle utilisait la diplomatie, la négociation et l'organisation pour promouvoir l'établissement d'un État juif. Elle était considérée comme le bras exécutif du mouvement sioniste modéré. Après la fondation d'Israël, la Jewish Agency a été transformée en une institution gouvernementale, supervisant l'immigration juive en Israël.

Le mouvement révisionniste (Zionisme révisionniste)

Le sionisme révisionniste, dirigé par Ze'ev Jabotinsky, prônait un État juif indépendant dans toute la Palestine historique, avec une approche beaucoup plus militante que les sionistes sociaux-démocrates. Jabotinsky croyait en la nécessité d'une armée juive forte et dans la résistance à l'occupation britannique par la violence. Il prônait aussi l'immigration juive massive en Palestine. Après la Seconde Guerre mondiale, ses partisans ont intégré des groupes comme l'Irgun et ont joué un rôle important dans la fondation de l'État d'Israël.

NB : Benjamin Netanyahou est un sioniste révisionniste.

Villages palestiniens détruits ou incendiés

Les années 1930 ont été marquées par une escalade de la violence dans le contexte du conflit sioniste-arabe en Palestine. Bien que l'attaque systématique de villages palestiniens par des groupes sionistes radicaux soit plus fréquemment associée aux années suivant la Seconde Guerre mondiale, des actes de violence ont bien eu lieu durant la décennie précédente, particulièrement en réponse aux révoltes palestiniennes contre la domination britannique et l'immigration juive.

La révolte arabe de 1936-1939

La violence pendant les années 1930 a culminé avec la révolte arabe de 1936-1939, qui a été une réponse directe à la politique britannique et à l'afflux croissant de migrants juifs en Palestine. En réponse à cette révolte, certains groupes sionistes ont mené des attaques contre des villages palestiniens.

Les attaques ont souvent été menées par des groupes paramilitaires comme l'Irgun et la Haganah, mais aussi par le groupe plus radical Lehi (le groupe Stern). Ces groupes ont mené des actions violentes pour contrer les révoltes arabes, et dans certains cas, ils ont visé les villages palestiniens qu'ils considéraient comme des soutiens à la rébellion.

Les massacres de 1929 et 1936-1939

Avant la révolte de 1936, en 1929, un massacre contre les Palestiniens a eu lieu à Hébron et Safed, où des juifs radicaux ont tué des Arabes en représailles à des attaques contre des communautés juives. Bien que ces massacres aient été davantage le fait de tensions communautaires et non directement de groupes paramilitaires sionistes, ils ont alimenté la haine entre les communautés et ont incité des attaques de part et d'autre.

Les opérations de la Haganah et de l'Irgun

Durant les années 1930, les groupes comme l'Irgun ont utilisé des attaques ciblées contre des infrastructures et des communautés arabes en tant qu'actes de résistance contre l'autorité britannique. Leur objectif était de déstabiliser le mandat britannique et de créer une pression pour l'immigration juive. Ces attaques ont parfois visé des villages arabes, que ce soit en raison de leur soutien perçu à la révolte arabe ou pour revendiquer des territoires stratégiques.

Destruction de villages et attaques contre des villages palestiniens ont aussi eu lieu dans ce cadre de violences politiques, bien que la plupart des exactions contre les Palestiniens aient été documentées à partir de 1947. Les premiers signes de cette stratégie de «*nettoyage*» des territoires par la violence se retrouvent dans les années 30, bien que ce soit à une échelle plus réduite par rapport à la période 1947-1948. La violence dans les années 30 a souvent été une réponse à des soulèvements locaux.

Des attaques violentes ont été menées par des groupes paramilitaires sionistes comme l'Irgun, le Lehi (groupe Stern) et la Haganah. Ces groupes cherchaient à déstabiliser les forces britanniques et à renforcer la présence juive en Palestine en expulsant les Palestiniens et en sécurisant des territoires pour un futur État juif.

Certains de ces groupes ont systématiquement attaqué des villages palestiniens, les incendiant, détruisant des maisons et commettant des massacres. Parmi les exemples les plus célèbres, on peut citer le massacre de Deir Yassin en avril 1948, où environ 100 habitants palestiniens ont été tués par l'Irgun et le Lehi. Bien que cet incident ait eu une forte résonance dans la mémoire palestinienne et mondiale, il a été suivi par d'autres attaques similaires. De nombreux villages ont été abandonnés ou complètement détruits, certains par incendies ou attaques directes, ce qui a conduit à l'exode massif des Palestiniens pendant la guerre de 1948.

La destruction des villages palestiniens et les massacres qui ont eu lieu avant et pendant la guerre de 1948 font partie d'un ensemble d'événements tragiques pour les Palestiniens, qualifiés de Nakba. Des milliers de Palestiniens ont été contraints de fuir et de vivre en exil, un processus qui a

profondément marqué l'identité palestinienne et est encore au cœur des revendications liées au droit au retour des réfugiés palestiniens

Attentat de l'hôtel King David

L'hôtel King David à Jérusalem était le quartier général de l'administration britannique en Palestine. Il abritait également des bureaux militaires, des services de renseignements et des officiers britanniques. L'Irgun a choisi de cibler cet hôtel en raison de son importance stratégique pour les autorités britanniques.

Le groupe a placé une charge explosive dans la section de l'hôtel où se trouvaient les bureaux administratifs britanniques, dans le but de détruire les installations gouvernementales et de provoquer un maximum de dégâts. Avant l'explosion, les membres de l'Irgun ont averti l'hôtel par téléphone, mais les autorités britanniques n'ont pas évacué rapidement l'hôtel, pensant que l'alerte était une ruse.

Le bombardement le 22 juillet 1946 a tué 91 personnes (principalement des Britanniques, mais aussi des juifs et des Arabes) et en a blessé de nombreuses autres. Il a été l'un des attentats les plus meurtriers de l'époque.

Bien que l'attaque ait été critiquée par certains segments du mouvement sioniste, elle a également eu un large soutien parmi les radicaux qui estimaient que la violence était nécessaire pour parvenir à un État juif.

Assassinat de l'envoyé de l'ONU

L'assassinat du Comte Folke Bernadotte, diplomate suédois et ancien membre de la famille royale de Suède, a été perpétré le 17 septembre 1948 par des membres du Lehi, également connu sous le nom de groupe Stern. C'était un groupe radical sioniste qui avait recours à des méthodes terroristes pour atteindre ses objectifs, notamment pendant la période précédant la création d'Israël. Ce groupe, dirigé par Avraham Stern, prônait l'utilisation de la violence pour obtenir un État juif sur toute la Palestine historique, sans compromis. Le Lehi considérait Bernadotte comme un obstacle à leurs objectifs, notamment en raison de son plan de partage de Jérusalem et de son approche modérée sur les questions de réfugiés.

Sources :

• Benny Morris (1999). «*Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*». Vintage Books.

• Ilan Pappé (2006). «*The Ethnic Cleansing of Palestine*». Oneworld Publications.

• Al Jazeera : «*Palestinian villages destroyed during the 1948 Nakba*».

• https://jewishwebsite.com/july-22-1946-the-bombing-of-the-king-david-hotel

• Avi Shlaim, «*The Iron Wall*» (2000)

• Benny Morris, «*The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*» (2004).

https://reseauinternational.net/rappels-sur-le-conflit-israelo-palestinien-1-5-au-commencement-etait-le-terrorisme-sioniste/

Abkhazie.

Abkhazie : l'opposition prend le contrôle d'un complexe de bâtiments gouvernementaux - RT 15 nov. 2024

L'opposition abkhaze a réussi à prendre le contrôle de l'ensemble du complexe des bâtiments gouvernementaux en Abkhazie, pays reconnu par la Russie situé dans le Caucase. Les forces de l'ordre qui assuraient la sécurité à l'intérieur ont commencé à les quitter.

Les émeutiers ont d'abord pris le contrôle du bâtiment de l'administration présidentielle, alors que le président abkhaze, Aslan Bjania, n'y était pas présent. Plus tard, l'opposition a réussi à prendre le contrôle de l'ensemble du complexe des bâtiments gouvernementaux, y compris le cabinet des ministres et le Parlement. Selon les déclarations de ses représentants, elle entend rester sur place jusqu'à ce que le président démissionne.

Ce vendredi 15 novembre, le parlement d'Abkhazie devait examiner la question de la ratification de l'accord avec la Russie concernant la mise en œuvre de projets d'investissement. L'opposition a annoncé une action de protestation devant le bâtiment du Parlement et a appelé les résidents d'Abkhazie à y participer activement, car elle considère l'accord comme préjudiciable à la souveraineté économique du pays. Les forces de l'ordre de la République ont été mises en alerte renforcée. Dès le matin du 15 novembre, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le bâtiment du Parlement.

L'opposition abkhaze estime qu'en cas de ratification de l'accord avec la Russie concernant les investissements, des entreprises russes commenceront la construction d'appartements en Abkhazie, ce qui entraînera une hausse des prix du logement. Elle considère également que la construction d'appartements créera des risques pour l'économie de l'Abkhazie et pourrait nuire aux petites et moyennes entreprises du pays.

Au total, 21 députés sur 35 ont participé à la session de ratification de l'accord, mais cette session a finalement été annulée, en raison de la pression exercée sur les députés abkhazes, selon le président du Parlement Lacha Achuba. Les représentants de l'opposition ont exigé une nouvelle convocation du parlement abkhaze pour éliminer complètement la question de la ratification.

Par ailleurs, le député de la Douma russe Konstantine Zatouline, a déclaré que la construction et la vente d'appartements aux Russes serait un acte de justice. Selon lui, la plupart des résidents d'Abkhazie possèdent la citoyenneté russe et ont les mêmes droits en Russie qu'en Abkhazie, tandis que les Russes en Abkhazie n'ont pas le droit d'acheter des logements, ce qui est injuste.

Le conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie s'est intensifié en 1992, lorsqu'une guerre civile a éclaté. En 1993, avec le soutien de la Russie, les Abkhazes ont réussi à repousser les troupes géorgiennes et ont déclaré l'indépendance de la région. L'Abkhazie s'est séparée de la Géorgie et a été reconnue par la Russie en 2008, suite au conflit armé avec Tbilissi plus tôt cette année-là.

Troubles en Abkhazie : la patrie «*est en danger*», avertit le président Bjania - RT 17 nov. 2024

Dialogue de sourds en Abkhazie entre le président et les manifestants qui réclament sa démission. Aslan Bjania accepte de démissionner si l'opposition quitte les bâtiments gouvernementaux qu'ils ont investis depuis deux jours, mais ceux-ci ont rejeté cet appel brandissant la menace de constituer un «*gouvernement provisoire*» dès ce 17 novembre au soir s'il ne renonce pas à la présidence.

«*Nos exigences restent inchangées. Aslan Bjania doit démissionner*», a déclaré Adgur Ardzinba, président de l'organisation «*Mouvement populaire abkhaze*», cité ce 17 novembre par RIA Novosti.

«*Je ne veux pas que les gens pensent que je m'accroche au pouvoir. Nous devons plutôt trouver une solution constitutionnelle. Si nous ne respectons pas la Constitution, notre pays ne survivra pas*», a pour sa part déclaré le président, s'adressant à ses partisans près d'un bâtiment scolaire à Tamysh, son village natal, où il s'est réfugié.

«*Ceux qui ont pris le contrôle, ceux qui ont tenté un coup d'État, doivent quitter les lieux. Après cela, je serai prêt à convoquer des élections et à démissionner. Le vice-président dirigera le pays et j'organiserai des élections*», a-t-il poursuivi.

L'Occident tenterait de pousser la Géorgie à ouvrir «*un second front*» contre la Russie - RT14 nov. 2024

Le climat politique en Géorgie, déjà marqué par de fortes tensions internes, subit désormais des pressions diplomatiques. Kakha Kaladze, maire de Tbilissi et chef du parti au pouvoir, Rêve géorgien, a affirmé ce 14 novembre que des représentants de certaines ambassades occidentales avaient exhorté la Géorgie à ouvrir un «*second front*» contre la Russie, suggérant une stratégie de guérilla une fois les premières attaques lancées. Kaladze n'a pas précisé quels pays ou ambassadeurs étaient à l'origine de ces recommandations, mais il a souligné le caractère direct et insistant de ces appels à la confrontation.

«*Les représentants de certaines ambassades nous ont directement incités à déclencher une guerre avec la Russie, et lorsque nous avons demandé ce qu'il se passerait ensuite, la réponse était claire : nous devrions basculer vers une guérilla*», a-t-il déclaré lors d'une interview avec la chaîne géorgienne Imedi. Cette déclaration rejoint celle de Bidzina Ivanichvili, président honoraire de Rêve géorgien, qui avait déjà évoqué les sollicitations d'un haut fonctionnaire occidental pour initier un conflit militaire de courte durée avec la Russie, suivi d'une résistance de guérilla. RT14 nov. 2024

Abkhazie : selon le ministre de la Justice, des représentants d'ONG ont été financés afin de «*déstabiliser le pays*» - RT 18 nov. 2024

Les services spéciaux occidentaux financent des ONG en Abkhazie dans le but de déstabiliser la situation, a déclaré le ministre de la Justice Anri Bartsits lors dans une interview à la compagnie nationale de télévision et de radio d'Abkhazie (AGTRK), relayée sur Telegram par le Centre d'information présidentiel d'Abkhazie.

«*Nous répétons depuis quatre ans que les services de renseignement occidentaux financent certains représentants d'organisations non gouvernementales*», a déclaré Bartsits insistant sur le «*certains*». «*Le but de ce financement était de déstabiliser la situation dans notre pays, de créer le chaos et une image négative de notre pays sur la scène internationale*», a-t-il poursuivi.

«*Lorsque la présidente géorgienne Salomé Zourabichvili félicite les manifestants de l'opposition abkhaze de leur victoire, lorsque des citoyens de Géorgie et d'Ukraine envoient leurs félicitations, nous devrions nous demander si nous sommes sur la bonne voie*» a par ailleurs estimé Bartsits.

Etats-Unis.

Conflit en Ukraine : Washington a alloué près de 183 milliards de dollars depuis février 2022 - RT 17 nov. 2024

Le total des fonds alloués par le Congrès des États-Unis depuis l'éclatement du conflit en Ukraine début 2022, dans le cadre de l'opération «**Atlantic Resolve**», s'élève à «*au moins 182,99 milliards*» de dollars, selon le dernier rapport de l'inspecteur général (IG) du Pentagone publié le 14 novembre.

Avant la fin du mandat de Joe Biden, fin janvier 2025, Washington entend fournir à l'Ukraine les 7,1 milliards de dollars d'aide restant approuvés en avril dernier par le Congrès des États-Unis. Moscou, pour sa part, a condamné les livraisons d'armes occidentales, estimant qu'elles repoussaient les perspectives d'un règlement du conflit.

Ce faisant, les États-Unis et leurs alliés sont donc responsables d'un durcissement des tensions et de la prolongation du conflit, avertit Moscou.

Les choix de Trump sont tous des faucons de guerre néoconservateurs férocement dévoués à Israël

Si George W. Bush était élu pour un troisième mandat, voici à quoi ressemblerait son cabinet. Rubio, Waltz, Stefanik, Hegseth. Pas un pacifiste parmi eux. Pas un candidat anti-guerre parmi eux. Pas même un non-interventionniste parmi eux. Chaque choix est un va-t-en-guerre de droite dur à cuire qui s'est engagé à marcher au pas avec le paria-État le plus notoire du monde, Israël.

Ce qui est clair, c'est que l'annonce à grand renfort de publicité selon laquelle Trump ne choisirait ni Mike Pompeo ni Nikki Haley pour des postes ministériels était un faux-fuyant évident destiné à induire ses partisans en erreur. Les partisans de Trump ont été amenés à croire que «*les choses avaient changé*» alors qu'en fait, la seule chose qui a changé est que Trump a officiellement rejoint la famille des créatures du marais qu'il s'était engagé à éliminer.

https://reseauinternational.net/les-choix-de-trump-sont-tous-des-faucons-de-guerre-neoconservateurs-ferocement-devoues-a-israel/

Donald Trump nomme Brendan Carr pour « *démanteler le cartel de la censure* » des Gafam - LePoint.fr/AFP 18 novembre 2024

Le président élu des États-Unis a nommé Brendan Carr pour diriger le régulateur américain des télécoms, la FCC. L'homme a pour mission de s'attaquer aux géants de la tech et de « *démanteler le cartel de la censure* ».

L'intéressé a réagi sans tarder sur X : « *Nous devons démanteler le cartel de la censure* » – imposé selon lui par les géants de la tech que sont Google, Apple, Facebook ou encore Microsoft – « *et restaurer le droit à la liberté d'expression des Américains* ».

« *L'organisme orwellien nommé NewsGuard ainsi que des groupes de "vérification des faits" et des agences de publicité ont contribué à faire respecter les récits unilatéraux. Le cartel de la censure doit être démantelé* », avait-il ajouté vendredi 15 novembre sur le réseau X.

L'accès à Internet dans les zones rurales est le sujet qui a valu à Brendan Carr de s'assurer du soutien d'Elon Musk, nommé par Donald Trump à la tête d'une commission pour l'« efficacité gouvernementale ». En 2022, en effet, la FCC avait révoqué une subvention de 885 millions de dollars qui avait été accordée fin 2020 à Starlink, fournisseur d'accès Internet par satellite et l'une des sociétés d'Elon Musk. Ce financement devait permettre d'apporter l'Internet à haut débit aux foyers et aux entreprises rurales, mais Starlink et l'autre compagnie bénéficiaire de ces fonds « *n'ont pas réussi à démontrer que les fournisseurs étaient capables de fournir le service promis* », avait indiqué la FCC. Brendan Carr s'était alors élevé contre cette décision.

Brendan Carr est également l'auteur du chapitre sur les télécoms du « projet 2025 », un document de près de 900 pages élaboré par le cercle de réflexion conservateur Heritage Foundation et feuille de route pour la refonte de l'État fédéral sous Donald Trump. « *La FCC doit changer de cap* » et « *atteindre quatre objectifs principaux : reprendre le contrôle des Big Tech, promouvoir la sécurité nationale, libérer la prospérité économique et garantir la responsabilité et la bonne gouvernance de la FCC* », y écrit-il. LePoint.fr/AFP 18 novembre 2024

Etats-Unis : A tout juste 27 ans, Karoline Leavitt devient la porte-parole de l'administration Trump - 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

A 27 ans, Karoline Leavitt a été nommé vendredi porte-parole de la Maison-Blanche, un poste aussi prestigieux qu'exposé. Ancienne porte-parole de la campagne présidentielle de Donald Trump, elle s'apprête à devenir le visage officiel de l'exécutif américain, chargé de répondre aux questions de la presse de manière quotidienne.

Le parcours de Karoline Leavitt témoigne de son ascension fulgurante dans les sphères politiques républicaines.

Originaire de l'Etat du New Hampshire, Karoline Leavitt s'est souvent définie comme une jeune femme ancrée dans les réalités de la classe moyenne. « Je n'ai pas grandi dans une famille politique. Comme la plupart des Américains, j'ai grandi dans une famille d'entrepreneurs de la classe moyenne, ici, dans mon Etat natal du New Hampshire. J'ai plongé dans la politique à l'université », a-t-elle confié lors d'un podcast diffusé vendredi sur la chaîne conservatrice Fox News. 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

Etats-Unis : Trump crée le Conseil national de l'énergie pour relancer la domination du pays - 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé vendredi la création d'un Conseil national de l'énergie (CNE). Ce nouvel organisme sera chargé de guider les Etats-Unis vers la « *domination énergétique* ». Doug Burgum, gouverneur du Dakota du Nord, a été choisi pour le diriger tout en assumant le rôle de ministre de l'Intérieur, un poste axé sur la gestion des terres fédérales.

Cette double nomination suscite déjà de nombreuses inquiétudes parmi les organisations environnementales. En effet, Doug Burgum, réputé proche de l'industrie pétrolière et gazière, pourrait faciliter l'ouverture de territoires fédéraux, comme les parcs nationaux, à la prospection énergétique.

Le CNE visera à « *réduire les formalités administratives, renforcer les investissements du secteur privé et se concentrer sur l'innovation en lieu et place des régulations de long terme absolument pas nécessaires* », a déclaré Donald Trump dans un communiqué.

Etats-Unis : Trump nomme à l'Energie Chris Wright, un climatosceptique soutenu par les pétroliers - 20 Minutes/AFP 17 novembre 2024

Dirigeant d'une entreprise dans la fracturation hydraulique, Chris Wright aura pour feuille de route la dérégulation du secteur de l'Energie

Sa candidature était soutenue par les entreprises du secteur du pétrole, souligne le *Financial Times*.

Le prochain détenteur du portefeuille de l'Energie dirige donc l'entreprise Liberty Energy, qu'il a fondée en 2011, et est spécialisée dans la fracturation hydraulique, une méthode polluante d'extraction d'hydrocarbures. Dans un post sur son compte LinkedIn il y a un an, il avait jugé qu'« *il n'y a pas de crise climatique et nous ne sommes pas non plus en pleine transition* énergétique ». « *Le terme de pollution par le carbone est scandaleux* » car toute vie dépend du dioxyde de carbone, avait-il ajouté, réfutant également les termes « *d'énergie propre ou d'énergie sale, toutes les sources d'énergie ont des impacts à la fois positifs et négatifs sur le monde* ».

Diplômé des prestigieux MIT et UC Berkeley, Chris Wright a fondé en 1992 l'entreprise Pinnacle Technologies, « *dont les innovations contribuent au lancement de la production commerciale de gaz de schiste et créent une industrie de cartographie des fractures hydrauliques* », précise le site Internet de Liberty Energy. Il a ensuite été président de Stroud Energy, « *l'un des premiers producteurs de gaz de schiste, avant de le vendre au pionnier du schiste Range Resources en 2006* ». 20 Minutes/AFP 17 novembre 2024

États-Unis: Doug Burgum, un proche des groupes pétroliers nommé secrétaire à l'Intérieur - RFI 15 novembre 2024

Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a déclaré jeudi 14 novembre avoir choisi le gouverneur du Dakota du Nord, Doug Burgum, pour occuper le poste de secrétaire à l'Intérieur. Ancien patron d'une entreprise de logiciels qu'il a revendue à Microsoft, il avait présenté sa candidature à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle avant de la retirer et d'apporter son soutien à Donald Trump.

Et donc maintenant, après avoir fait le lien entre la campagne républicaine et les entreprises pétrolières, Doug Burgum va diriger la politique énergétique américaine.

Le département de l'Intérieur aux États-Unis, qui diffère de celui de la Sécurité intérieure, est le ministère chargé de la gestion des terres fédérales, qui représentent plus d'un quart du territoire américain et comprennent les parcs nationaux et les territoires tribaux.

Ukraine.

Le régime de Kiev apporte son aide aux terroristes en Syrie- InfoBrics - Mondialisation.ca, 14 novembre 2024

La coopération entre les terroristes wahhabites et les néonazis ukrainiens semble de plus en plus évidente. Au-delà des preuves de la présence d'islamistes radicaux sur le champ de bataille ukrainien, il a été récemment révélé que les services de renseignement ukrainiens aident les membres d'une branche d'Al-Qaïda en Syrie, en fournissant des informations stratégiques aux forces dissidentes locales pour qu'elles attaquent les troupes du gouvernement légitime de Bachar Al-Assad.

Selon des sources proches du gouvernement syrien interrogées par les médias russes, Kiev travaille avec des membres du groupe Hayat Tahrir-al-Sham (HTS), anciennement Jabhat al-Nusra, une milice salafiste extrémiste qui contrôle actuellement certaines parties de la province syrienne d'Idlib. Le groupe est issu d'une division locale d'Al-Qaïda et de nombreux analystes affirment qu'il reçoit des fonds de la Turquie et du Qatar, bien que ces États nient ces accusations. (...)

Cela n'est pas surprenant, étant donné que les néonazis ukrainiens et les militants salafistes travaillent pour les mêmes intérêts occidentaux. L'Occident a toujours été impliqué dans les actions de ces groupes, ce qui explique l'alliance anti-russe actuelle. C'est une preuve supplémentaire qu'aucune diplomatie n'est possible entre Moscou et le régime de Kiev, puisqu'il est absolument inacceptable de négocier avec des terroristes.

https://www.mondialisation.ca/le-regime-de-kiev-apporte-son-aide-aux-terroristes-en-syrie/5693947?doing_wp_cron=1731617865.5354619026184082031250

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 21 novembre 2024

Une belle causerie avec des infos révélatrices, dont les significations politiques ne devraient pas vous échapper ou vous laisser indifférents, je vous le souhaite.

Stop ou encore ?

Quel pays est devenu la France ?

Renouvellement de l'abonnement du blog au serveur OVH.

OVH a rejeté le règlement en ligne effectué le 16 novembre avec la carte bancaire de mon beau-fils, on doit faire une nouvelle tentative après-demain midi, je l'ai invité à déjeuner pour l'occasion.

Mais je me demande si cela vaut vraiment la peine, puisque je n'ai reçu aucun Bulletin de soutien à ce blog. Peut-être devrais-je en profiter pour économiser 13.000 roupies et cesser de m'user la santé pour des gens qui finalement n'en ont rien à foutre, ne croient plus en rien ou s'estiment heureux comme ils sont, j'en connais un paquet.

Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie. Quand on doit se faire une idée sur une chose ou une personne, quand on doit faire un choix, il est recommandé de bien réfléchir avant de prendre une décision ou ne pas commettre une erreur irréparable.

Je suis du genre à croire aux signes, aux pressentiments, aux coïncidences. J'attache une importance particulière à tout ce qui se produit autour de moi ou qui me concerne, toutes ces petites choses pour lesquelles je n'ai aucune explication. On ne peut pas combattre pour la vérité, si on ne combat pas l'ignorance, à commencer par la nôtre, cela va de soi.

Je n'avais jamais imaginé avoir des relations aussi détestables avec des gens qui prétendent partager mes idées, c'est assez déconcertant, mais bon, il faut en prendre son parti.

Vous me trouvez peut-être trop incisif. On ne vit pas dans le même monde, désolé, je ne vous en fais pas le reproche, alors abstenez-vous.

Et puis, il ne faut pas confondre le fond avec la forme, les sentiments, les émotions, les sens, les goûts et les couleurs si trompeurs, les besoins élémentaires ou relatifs qui forment la couche superficielle des choses et correspondent à l'inconscience, avec le caractère et la personnalité, les besoins réels ou les aspirations profondes des hommes, qui ont tant de mal à se frayer un chemin vers la lumière. Malheur à ceux qui les confondent !

A moins que je sois devenu fou sans m'en apercevoir, sauf que tout mon comportement prouve le contraire. Car voyez-vous, j'ai aussi consacré des années à étudier à fond la psychologie et la psychanalyse (et je continue encore). Au lieu de juger ou épier les autres, j'observe mes réactions et je les interprète, donc si j'étais déséquilibré, je serais le premier à en être informé. J'en suis arrivé au point ou j'ai pu prédire deux jours avant que j'allais être malade. Et que j'allais me rétablir deux jours plus tard, parce que j'ai pris les mesures qui s'imposaient. Tout cela, c'est de la dialectique et je m'en amuse.

Admettons que ce blog ne serve à rien, pourquoi pas. Personnellement je ne serais pas fâché de m'en passer, c'est devenu une corvée des plus ingrates qui soit dans de telles conditions. J'ai tout sacrifié pour développer ce courant politique. Il n'intéresse personne, soit, vous vous en passerez. Je suis très fidèle et conservateur, mais je suis aussi du genre à tout bazarder du jour au lendemain quand j'en ai marre de quelque chose ou quelqu'un qui a abusé de la situation. Quitte parfois à le regretter, peu importe. On ne peut jamais revenir en arrière.

Réponse avant le 23 novembre 2024 13 heures, heures locales, moins 4h30 en France, merci. J'ai évoqué les « *signes* » plus haut, celui-ci en sera un que je prendrai au sérieux. Après il sera trop tard !

En famille. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même.

J-C – Les médias leur appartiennent, ils viennent même de se payer une école de journalistes, ils en font ce qu'ils veulent, en quoi serions-nous concernés ? Ah, c'est parce qu'ils devraient être vertueux, Charlie ! C'est à cela qu'on reconnaît les charlatans, les opportunistes, les staliniens repentis avançant masqués et j'en passe, les médias et réseaux sociaux en sont pleins.

La presse sous perfusion de LVMH et de Bernard Arnault - acrimed.org 19 novembre 2024

LVMH «*arrose une bonne partie de la presse en pages de pub*» : il y a quelques jours, L'Informé a publié, à partir de chiffres produits par Kantar, «*la répartition des dépenses de LVMH dans la presse nationale*». Bilan : les millions pleuvent.

Ces recettes publicitaires bénéficient d'abord aux médias détenus par le groupe LVMH lui-même : entre janvier et septembre 2024, ce sont, toujours d'après L'Informé, 80 millions d'euros bruts1 qui ont été fléchés vers Le Parisien, Le Parisien Dimanche et Les Échos.

Mais c'est aussi la régalade pour les groupes Le Figaro et Le Monde : «*La régie média du Figaro a ainsi perçu 32 millions d'euros, dont la moitié pour Madame Figaro et Le Figaro et vous, le cahier spécial luxe et art de vivre du journal. Le groupe Le Monde a engrangé, de son côté, 9,5 millions d'euros bruts*». Paris Match, qui vient d'être racheté par LVMH, ne s'en sortait pas trop mal (3,9 millions), tout comme le JDD (3,5 millions) ou Le Point (1,7 million).

Et ce n'est pas fini, puisque L'Informé précise que L'Express, L'Opinion, Libération, La Croix, La Tribune dimanche ou encore Le Nouvel Obs ont aussi perçu entre quelques dizaines et quelques centaines de milliers d'euros bruts.

Source : Acrimed

J-C- Ah, ces médias-oligarques, vilains profiteurs !

Question à 1 roupie : Quelqu'un a-t-il vu une photo de militaire nord-coréen sur le front en Ukraine ou à Koursk ?

Guerre en Ukraine : que pourrait changer l'engagement de milliers de soldats nord-coréens dans la région russe de Koursk ? - francetvinfo.fr 21 novembre 2024

Ils osent tout. Propagande éhontée. S'il est agréé Radio France, autant dire que c'est un agent de l'impérialisme français.

Centrafrique : "*C'est un pays sous emprise de la Russie*", témoigne un journaliste lanceur d'alerte - francetvinfo.fr 21 novembre 2024

Cette enquête sur les opérations d'influence russe en Afrique a été menée par un réseau international de journalistes d'investigation Forbidden Stories, dont Radio France fait partie.

« *Si aujourd'hui j'ai décidé de dénoncer, il en va de ma dignité* », souligne Ephrem Yalike. "*La présence russe en Centrafrique n'est pas une présence pour aider*". francetvinfo.fr 21 novembre 2024

J-C - La présence française ou américaine, c'est forcément pour aider les Africains, c'est bien connu, quelle bande d'abrutis à France Info !

Totalitarisme. Poubelle la vie ! Ils surveillent jusqu'au fond de votre poubelle.

J-C - Les Français sont-ils bêtes et obéissants, devinez ? Après apprenons-leur le caniveau, apprenons-leur à trier leurs déchets.

Rassurez-vous, ces déchets ne concernent pas les chômeurs, les clochards, les handicapés, les vieillards, les miséreux sur lesquels ils veillent attentivement ou auxquels ils réservent un sort particulier.

Quelles sont les régions où les habitants sont les plus impliqués dans le tri des déchets? - BFMTV 19 novembre 2024

Les Français prêtent une attention particulière à leurs déchets. Ils sont 87% à affirmer être attentifs au fait de réduire et limiter leurs détritus, selon un sondage réalisé par Odoxa pour Suez et publié ce mardi 19 novembre. Plus d'un Français sur dix admettent toutefois ne pas s'en préoccuper.

Les Français ont une assez mauvaise image des uns des autres. Ils sont 47% à trouver que les habitants autour d'eux ne font pas attention.

Comme pour la réduction des déchets, les personnes interrogées se montrent très engagées pour leur tri: ils sont 90% à dire "*bien*" respecter les consignes. Ce sont les emballages papiers et plastiques qui concentrent la plus grande attention avec 94% des personnes qui affirment bien effectuer le tri, devant le verre (91%). BFMTV 19 novembre 2024

J-C - La société de surveillance est déjà en place, c'est très inquiétant pour la suite. Ils passent leur temps à juger les autres si j'en crois le comportement des Français que je connais, du coup ils ne peuvent avoir que des rapports exécrables ou pas du tout.

Je vis dans un pays où l'immense majorité des gens sont très arriérés et peines à progresser du fait qu'ils travaillent 6 jours sur 7, ils n'y sont pour rien. Ils tous scotchés devant leur télé ou l'écran de leur smartphone qui les maintient dans un état d'abrutissement permanent ou de sidération, de torpeur proche de l'apoplexie.

Autant dire que nous n'avons pas du tout les mêmes réactions ou le même comportement en règle générale, donc j'aurais matière à les juger du matin au soir, sauf que je m'en abstiens ou cela ne me vient même pas à l'esprit, j'ai cessé d'être Français ou je n'ai pas cette fâcheuse habitude, qui en dit plus long qu'on ne le croit sur le niveau de conscience général d'une personne...

Je rappelle qu'avec ma compagne, nous sommes les cantonniers de l'impasse où nous habitons, chaque semaine nous ramassons les déchets et nous les brûlons, sauf les objets en plastique dur que je vais déposer dans une décharge.

Les Indiens à qui appartiennent ces déchets nous regardent faire sans venir nous aider, nous les ignorons ou ma compagne discute cordialement d'autres choses avec eux... avant de les sermonner, parce qu'elle ne peut pas s'en empêcher. Elle est hyper arriérée, donc je n'exige pas qu'elle me comprenne et m'imite, vous saisissez la nuance.

Quand après on vient me reprocher de ne pas respecter je ne sais pas qui, je trouve que c'est injustifié et profondément injuste, dégueulasse.

On vit dans un monde dirigés par des malfaisants cinglés.

Voilà à quoi se consacrent le plus sérieusement du monde des ingénieurs et des chercheurs, à quoi sont consacrées des études et des conférences mondiales, à quoi des Etats consacrent leur budget, à croire que la civilisation humaine est déjà entrée en putréfaction.

Dictature du Green New Deal de Davos. Bienvenue chez les cinglés. C'est à se pisser dessus !

Journée mondiale des toilettes : pourquoi il est temps de se pencher sur les grosses émissions de gaz à effet de serre de nos petits coins - francetvinfo.fr 19 novembre 2024

"*Je vais vous parler d'un sujet passionnant qui nous concerne tous. Car tout le monde fait caca, n'est-ce pas ?*" Souriant à sa webcam, Daniel Ddiba interroge une mosaïque d'écrans noirs. L'ingénieur et chercheur ougandais basé en Suède s'exprime à l'occasion d'une visioconférence du Stockholm Environment Institute (SEI). Environ 1,3% des émissions de gaz à effet de serre mondiales proviennent des systèmes d'assainissement et de gestion des eaux usées, et donc des toilettes. "*C'est plus ou moins l'équivalent des émissions du secteur mondial de l'aviation, mais dans*

le discours sur le changement climatique, on ne parle quasiment pas d'assainissement", s'étonne le chercheur.

La journée mondiale des toilettes, mardi 19 novembre, donne l'occasion de se réjouir de l'amélioration, à travers le monde, de l'accès aux sanitaires. Mais cet incontestable progrès en matière de santé publique s'est accompagné d'une hausse spectaculaire d'émissions de gaz à effet de serre particulièrement nocifs pour le climat : le méthane et le protoxyde d'azote, respectivement 28 et 273 fois plus "r*échauffants*" que le CO2 dans l'atmosphère. Psychopathes dites-vous ?

Arrêtez de nous seriner, seringuer, cinglés !

Une loterie pour inciter à la vaccination: un hôpital suspend son concours de la "*seringue d'or*"- BFMTV 20 novembre 2024

Au centre hospitalier de Fismes (Marne), le lancement de la campagne de vaccination contre la grippe et la Covid-19 s'est accompagné, cette année, d'une étonnante polémique. Son nom? La "*seringue d'or*".

Comme le rapportent France 3 Grand Est et Le Parisien, ce concours organisé par la direction de l'hôpital permettait à toute personne nouvellement vaccinée de participer à une loterie. À la clé: un panier garni de biscuits roses de Reims de la maison Fossier, d'une valeur de 100 euros.

Surpris par l'ampleur de la polémique, le centre hospitalier de Fismes a finalement annoncé ce mardi 19 novembre suspendre son concours, qu'il a qualifié d'"*inapproprié*".

Ils ont déjà manifesté leur intention de supprimer les vaches à cause de leurs pets, à qui le tour ?

Pourquoi l'Australie demande aux habitants d'enregistrer… leurs pets - 20minutes.fr 20 novembre 2024

Selon une étude réalisée en 2021, 60 % des Australiens déclarent souffrir de « *flatulences excessives*».

La CSIRO, l'agence scientifique nationale australienne, a récemment invité les citoyens à fournir des données sur la fréquence, le bruit et l'odeur de leurs flatulences, via une application.

Ce sont ces psychopathes enragés qui terrorisent tous les peuples.

Nourriture, radio, alertes… Comment la Suède prépare sa population à la guerre - LePoint.fr 20 novembre 2024

Depuis le lundi 18 novembre, 5 millions d'exemplaires de ce petit manuel qui a tout d'un guide de survie sont distribués aux citoyens suédois. Intitulé Om krisen eller kriget kommer (« *En cas de*

crise ou de guerre »), le livret de 32 pages a été rédigé par l'agence suédoise des contingences civiles (MSB), un organisme gouvernemental dont le but est de renforcer « *la société dans la prévention et la gestion des accidents, des crises et des conséquences de la guerre* ».

« *Nous vivons des temps incertains. Des conflits armés se déroulent actuellement dans notre coin du monde* », explique en préambule la brochure, sans mentionner une seule fois la Russie ou l'Ukraine. « *Le terrorisme, les cyberattaques et des campagnes de désinformation sont utilisés pour nous affaiblir et nous influencer. Pour résister à ces menaces, nous devons rester unis. Si la Suède est attaquée, chacun doit faire son possible pour défendre l'indépendance de la Suède – et notre démocratie.* »

Le message qui vous est adressé : Les Français sont des monstres, ne les fréquentez pas !

J-C – Ce n'est pas le régime en place qu'ils visent ces ordures, mais vous. Si vous ne réagissez pas, attendez-vous au pire.

- L'Unicef alerte, un enfant sur cinq ne mange pas trois repas par jour en France - BFMTV 19 novembre 2024

- Une situation "*insupportable*" : 128 000 bébés ont été accompagnés par Les Restos du cœur en 2024 - francetvinfo.fr 19 novembre 2024

- Enquête : ces milliers d'enfants handicapés victimes de prédateurs sexuels - francetvinfo.fr 20 novembre 2024

En famille avec l'extrême droite à l'OTAN politique.

Raffaele Fitto premier vice-président d'extrême droite nommé à la Commission européenne - Le HuffPost 21 novembre 2024

Après de difficiles tractations, la droite, le centre et les sociaux-démocrates ont fini par trouver un accord ce mercredi 20 novembre soir au Parlement européen à Bruxelles, afin d'approuver la nouvelle équipe de la Commission. L'une des vice-présidences a été attribuée à l'extrême droite.

Les chefs du PPE (droite), de Renew (centre) et du groupe social-démocrate (gauche) soutiennent l'ensemble des commissaires européens proposés, y compris l'Italien Raffaele Fitto, membre du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, choisi pour une vice-présidence à la Cohésion des territoires, selon l'accord conclu mercredi. C'est la première fois qu'un poste de vice-président revient à l'extrême droite. Le HuffPost 21 novembre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

1- Moi, je me fie aux autorités. Quand on me dit que le masque ne sert à rien et que l'on ne saura pas le mettre, je le crois. Quand on me dit qu'il est indispensable et obligatoire, je le crois. Quand on me dit qu'on peut prendre un café debout au comptoir mais qu'il ne faut pas le prendre assis en terrasse, je le crois. Quand on me dit que des médicaments connus et prescrits depuis des décennies sont dangereux mais qu'un vaccin expérimental est sans danger, je le crois. Quand on m'a démontré que le nuage de Tchernobyl ne pouvait que s'arrêter à la frontière, je l'ai cru. Sinon, on me taxerait de complotiste.

2- Je crois aussi que les plages dynamiques ont sauvé des vies, tandis que les sales réfractaires qui s'asseyaient sur le sable ont tué des milliers de citoyens responsables.

Je crois qu'il était dangereux de sortir de chez soi plus d'une heure ou au-delà du kilomètre autorisé, sauf si c'était pour faire ses courses où sortir le chien. Et grâce à ça la ville était sûre alors que la forêt restait dangereuse.

Je crois que la caissière du supermarché ne risquait rien même en enchainant les clients tout au long de la journée, mais que 2 clients qui se croisaient dans un rayon désert signaient leur arrêt de mort.

Je crois que les vendeurs de vin étaient essentiels à la vie quotidienne, et qu'il était dangereux de laisser les rayons sous-vêtement ouverts dans les supérettes.

Je crois qu'à partir de novembre 2020 ça devenait dangereux de sortir dans des rues vides le soir à partir de 21h00, puis 19h00, puis 18h00, mais que croiser des centaines de personnes dans des métros bondés à 17h59 n'aurait jamais constitué un risque.

Je crois que pour Noël j'ai eu raison d'enfermer Papi et Mamie dans la cuisine et les petits enfants dans le salon. Je crois que le 7ème à table serait mort si je ne l'avais pas renvoyé chez lui. Je crois que j'aurais dû brûler les cadeaux des grands-parents au lieu de les offrir aux enfants.

Je crois tout ça parce que je suis responsable, et que j'ai des devoirs avant d'avoir des droits !

«*On se heurte à un mur*» : ces grands perdants du vaccin Covid-19 qui luttent pour la reconnaissance d'effets indésirables - lefigaro.fr 17 novembre 2024

Commentaires de lecteurs du Figaro :

1- Bon, pour synthétiser:

2- On a prétendu que le vaccin empêche de tomber malade: faux, on connait tous des polyvaccinés qui ont eu ensuite le COVID

3- On a prétendu que le vaccin empêche la transmission du virus: faux, pratiquement tous ceux qui ont été malades l'ont transmis à leurs proches

4- On a prétendu qu'il évitait les cas graves: indémontrables, parce que de toute façon, les personnes à risques, vaccinées ou pas, ont connu une forte surmortalité, et que de toute façon, les autres, quand ils sont tombés malades, ont été guéris entre 1 et 2 semaines.

5- Le cas de COVID long est aussi fréquent chez les vaccinés que chez les autres

6- Sans me prononcer sur l'HCQ, je constate la disproportion entre le traitement médiatique de ses effets secondaires, et celui des vaccins: une étude bidon dans le Lancet pour le premier, et des milliards d'utilisateurs, quasiment aucune pour les seconds.

Chacun conclura.

7- La controverse sur la technologie ARNm, c'est l'arbre qui cache la forêt.

Le scandale est ailleurs:

8- Des politiciens en perdition, mais pas pour tout le monde, ont cherché des solutions miracles,

9- Des fabricants de vaccins ont annoncé à quelques jours d'intervalle la mise au point de vaccins à l'efficacité de l'ordre de 95 % (ramenée à 60 % dans les meilleurs des cas par la suite),

10- Presque toutes les instances médicales ont poussé pour faire valider ces vaccins au mépris des règles de prudence habituelles,

11- On a obligé toutes les classes d'âge à se vacciner alors que les jeunes ne couraient aucun risque du Covid, sauf cas particuliers vite identifiés,

12- Malgré de très nombreux cas d'effets secondaires chez les jeunes hommes et les jeunes femmes, vite visibles malgré l'opacité organisée des données statistiques très morcelées, on a continué à imposer cette vaccination de masse inutile.

Pas besoin d'être complotiste pour se demander pourquoi de telles erreurs de politique de santé publiques sont possibles.

13- Médecin généraliste depuis 40 ans je suis parti écœuré par cette crise, et j'ai perdu toutes mes illusions. Médecin très classique et respectueux de la hiérarchie je suis devenu un vieux complotiste haineux…. Les médecins vont rejoindre les politiques et les journalistes comme professions corrompues. La médecine a perdu toute dignité. Quand on m'appelle docteur, j'ai honte….

14- En tant Docteur d'Etat en Biologie moléculaire, je pourrais vous faire part de ma triste expérience en matière de ce "*vaccin*", mais qui, en réalité n'en est pas un du fait de son mécanisme. Je n'avais eu de problème pulmonaire, mais j'ai été atteint, peu de temps après, d'insuffisance respiratoire grave, avec perte de connaissance. « O » le diagnostic retenu a été « BPCO », alors que je n'ai jamais fumé, ni travaillé dans les mines, ni jamais souffert d'asthme. Ce fut brutal, je suis resté sous oxygène et sous corticothérapie, et deux ans plus tard, je suis toujours insuffisant en soigné de même, c'est un lourd handicap. L'omerta existe bien, et je dois agiter mes titres et mes connaissances pour que le corps médical accepte d'en débattre et d'envisager la probabilité (car le

certain n’existe pas) que le vaccin en soit la cause, car mon cas est loin d’être isolé. Certains vaccinés jeunes ont aussi des insuffisances cardiaques, des AVC. Ce fut le cas de mon fils, décédé à 48 ans d’une crise cardiaque, alors qu’il est, du fait de son métier, régulièrement suivi.

15- D'une part, le vaccin COVID ne protège pas contre la contamination, ni de faire une infection COVID. D'autre part, il n'a jamais été prouvé que le vaccin COVID ait sauvé des vies : c'est un "*argument marketing*" des Labo Pharma pour vendre leur vaccin, mais il n'y a aucune étude scientifique qui l’a prouvé. Enfin, les pays dans lesquels il y a eu le moins de vaccinations COVID dans la période 2020-2022, sont les pays les moins touchés par les épidémies de variants.

16- Tiens donc! Le Figaro n'a cessé durant trois ans de nier tout effet secondaire grave possible avec les merveilleux vaccins ARNm et traiter tous ceux qui alertaient sur ces risques de charlatans ou de complotistes... Diable, la nomination de Robert Kennedy Jr à la Santé aux États-Unis et les multiples procès en cours contre des labos corrupteurs semblent modifier les narratifs des deux côtés de l'Atlantique...

17- Toutes les personnes ayant développé des effets indésirables n'ont pas pu les déclarer Ces chiffres sont bien en deçà de la réalité. Sans compter le nombre de décès chez les personnes âgées suite à la " *vaccination*" contre le COVID 19. Étant sur le terrain à ce moment-là je pourrais attester de nombreux effets indésirables voire l’étau qui lorsque nous les déclarations n'étaient pas pris en considération

18- Tout le monde connaît au moins une personne de son entourage qui a eu des problèmes de santé plus ou moins graves dus à ce truc. Soit tout le monde connaît les mêmes quelques personnes qui n'ont pas eu de bol, qui sont de vraies stars, soit on nous baratine sur les statistiques d'occurrence.

19- Probablement un jour on apprendra qu'il y a eu plus de décès liés aux vaccins qu'au virus.

20- Moi aussi j'ai perdu un proche, 3 heures après. Ni oubli ni pardon.

21- Le 4eme vaccin Pfizer m'a déclenché un zona au bras droit.

Je souffre depuis 2 ans sans solution de guérison

22- Suite à un vaccin Pfizer j'ai eu un emphysème (trous dans les poumons) relativement important du jour au lendemain. Impossible de prouver la cause à effets. Je vis avec, c'est très difficile. Ah oui, je n’ai jamais fumé de ma vie et je vis à la campagne...

23- Le neveu de mon ex compagne, 18 ans, a chopé une myocardite, quelques jours après son vaccin. Les bonheurs du vaccin aléatoire.

24- Ma mère est morte dans les jours qui ont suivi sa vaccination, ma fille a fait une tachycardie le soir de sa vaccination, une amie a été déclarée par son cardiologue en sursis de 6 mois suite à sa vaccination puis elle s'en est remis, mon épouse et moi nous avons eu des troubles cardiaques dans les jours suivant nos vaccinations. On a mis sur le marché, des "*vaccins*" sans respect des procédures de commercialisation de médicament, c'est une leçon pour de prochaines crises sanitaires.

25- En 2022, un mois et demi après le vaccin Pfizer, il a fallu me poser une valve aortique. J'ai des doutes

26- Je n'avais jamais entendu parler de la Pseudopolyarthrite rhumatoïde (PPR) qui provoque des douleurs inflammatoires de la racine des quatre membres.

Développée quelques temps après la seconde injection par un de mes proches. Le rhumatologue consulté lui avait dit qu'il lui semblait traiter plus de cas ....

27- 200 000 effets secondaires déclarées, et combien ne le sont pas ?

L'âge moyen des décès Covid est de 82 ans en 2020 en France...

Qui pour expliquer qu'à partir de 2021 et jusqu'à cette année, les pays les plus vaccinés voient un excès de mortalité entre 8 et 15%, soit davantage qu'en 2020, année Covid, sans "*vaccin*".

Le temps montrera qu'il s'agit de la plus grande erreur (ou fraude) sanitaire de l'histoire quand on a obligé des personnes de moins de 65 ans en bonne santé de s'injecter x fois un produit in fine dangereux alors qu'il ne risquait rien de la maladie, si ce n'est une grippe.

28- On a su très top que les enfants ne risquaient rien avec le Covid …. Pourquoi avoir rendu la vaccination des enfants obligatoire.

29- Ce vaccin est une supercherie. Même sans effets secondaires il a prouvé son inefficacité. Et l'argument de dire que cela a éradiqué le virus est faux. D'autres maladies telle la grippe Espagnole en 1918 a disparu comme il est venu sans vaccin

30- J'ai fait 2 thromboses 3 jours après le vaccin Pfizer dont une sur une fistule pour la dialyse. J'ai téléphoné à l'ANSM qui m'a servi le même discours : preuve du lien de cause à effet, que malgré tout le rapport risques/effets est négligeable. Pourtant 2 faits similaires suite à 3eme et 4ème injection commencent à écarter le hasard...

31- J'ai passé 15 jours aux urgences cardiaques, 140 pulses minute au repos alors que d'habitude environ 60, j'ai eu droit à tous les examens existants et professeurs du chu de Nancy pour finalement me diagnostiquer une péri cardiopathie possiblement liée à la 3ème dose du vaccin. J'ai bien ressenti l'omerta, seul un interne (remarquable exceptionnel) osait me parler franchement. Mon cardio me déconseille d'aller en justice, dixit vous n'obtiendrez rien de plus que le remboursement des frais d'avocats. Mon cœur bat maintenant à 80 au repos et je prends du trandate (beta bloquant) depuis l'incident.

32- La dimension politique de ce dossier, dès le départ, est énorme.

On a mis la pression à des millions de gens pour qu'ils se vaccinent alors qu'ils n'en avaient pas besoin et contre l'avis de nombreux scientifiques aux qualifications indiscutables. Pour quoi ? Pour enrichir qui ? Quand est ce que les journalistes vont véritablement s'emparer de ce dossier ?

33- Je connais plusieurs personnes qui ont eu des effets secondaires graves suite au vaccin mais personne mort du Covid.

Un ami multi vacciné (sans aucune pathologie) est brutalement décédé d'une hémorragie abdominale en quelques heures quelques jours après sa 4ème dose.

Pour le Covid, la manne financière pour les labos a été tellement colossale qu'elle a pu permettre de financer l'omerta généralisée qui prévaut sur le sujet, y compris dans les médias mainstream, les médecins et les gouvernements, y c et surtout l'UE.

34- La fréquence de ces effets secondaires me paraît plus élevée qu'annoncé officiellement. Dans mon entourage éloigné, 2 personnes ont eu le syndrome de Guillain Barré (les deux sont en incapacité de travailler depuis 3 ans), plus une autre pour qui cela n'a pas été officiellement diagnostiqué mais qui en a tous les symptômes.

J'ai aussi l'impression diffuse qu'il y a eu aussi vers cette période une augmentation des cancers et des maladies auto immunes Et je précise que je ne suis pas antivax, j'ai moi-même fait 3 injections.

35- 1 semaine après la 3eme injection, je me suis retrouvé aux urgences à l'hôpital d'Anvers avec suspicion de crise cardiaque, d'AVC et ou d'épilepsie. Rien de tout ça!

Je me retrouve maintenant avec des passages en cardiologie....

36- Je ne compte plus les morts autour de moi à la suite des injections !….

Mon assistante de direction ,55 ans, décédée suite à 3 injections ; le parrain de ma fille décédé suite à 3 injections ; les médecins sont formels mais refusent de l'écrire de crainte de l'ordre des médecins !

Idem, ma voisine a perdu son beau-frère ; mon autre voisin souffre de pathologie cardiaque suite aux 3 injections.

Ma compagne médecin urgentiste injecté par obligation de l'hôpital où elle travaillait a fait un AIT après la première injection !

Cette liste est loin d'être exhaustive !

37- Lorsque vous recevez une dose vaccinale vous recevez une dose donnée d'antigène contre laquelle vous allez développer des anticorps. Ce n'est pas le cas du vaccin ARN m Coronavirus. On ne vous injecte pas l'antigène mais un code pour que vous fabriquiez vous même cet antigène en l'occurrence la protéine Spike pour le Covid. Certains individus en très bonne santé immunitaire ont fabriqué beaucoup trop de protéine Spike, potentiellement dangereuse à fortes doses (un peu comme le serait une toxine) induisant de la part de l'organisme une réaction adverse délétère. Ce type de « *surdosage* » vaccinal est impossible avec un vaccin classique quand bien même une réaction immunitaire individuelle exagérée reste toujours possible. Cette situation n'avait jamais été évaluée précédemment et on peut constater que cette technologie a engendré un nombre d'effets secondaires majeurs sans commune mesure d'avec les complications habituelles des technologies éprouvées. En fait ces réactions exagérées post vaccinales sont assez proches des orages de cytokines survenus dans la deuxième phase de la maladie, ce n'est plus le virus qui est en cause mais l'intensité de la réaction immunitaire individuelle qui apparait nocive, un peu comme dans une auto immunité ou vous vous détruisez vous même via votre système de défense. Un commentaire de l'époque qui avait été retoqué par le modérateur !

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Opération séduction de LFI au temple de la réaction. Et provocation.

J-C – Qui veulent-ils recruter dans ce marais de l'aristocratie du régime ? La fréquentation des allées du pouvoir leur monte à la tête…

Sciences Po Paris interdit une conférence de l'Insoumise Rima Hassan - LePoint.fr 20 novembre 2024

Rima Hassan dénonce une « censure » après l'interdiction d'une de ses conférences à Sciences Po Paris. Le nouveau directeur de l'école supérieure Luis Vassy « *vient d'interdire la conférence que je devais assurer vendredi 22 novembre. Motif avancé : risques de troubles à l'ordre public* », a indiqué ce mardi l'eurodéputée de La France insoumise sur son compte X. LePoint.fr 20 novembre 2024

Strasbourg : Une conférence sur la Palestine de l'eurodéputée LFI Rima Hassan une nouvelle fois interdite - 20 Minutes/AFP 21 novembre 2024

L'Université de Strasbourg a, à son tour, interdit mercredi une conférence de l'eurodéputée de La France insoumise, prévue ce 28 novembre.

Une conseillère municipale socialiste de Strasbourg, Pernelle Richardot, a exprimé « *tout (son) soutien* » au président de l'Université de Strasbourg, « *qui vient de prendre une décision courageuse* », a-t-elle écrit sur X. « *Il est temps que notre université arrête de servir de tribune aux soutiens de groupuscules islamistes !* »

J-C – Ils figurent bien ensemble dans le NFP, n'est-ce pas ? A fuir !

Subventionner la misère et la précarité, c'est les entretenir. Justice sociale : Pas un centime pour les ONG !

"*Une histoire de vie ou de mort pour les personnes qu'on aide*" : 182 ONG manifestent à Paris pour protester contre les coupes budgétaires annoncées - francetvinfo.fr 20 novembre 2024

Le Budget 2025 prévoit une baisse de deux milliards d'euros des aides destinées aux pays pauvres. Ces organisations non gouvernementales, unies au sein de la Coordination sud, ont manifesté à Paris, mardi. francetvinfo.fr 20 novembre 2024

En famille. Macron affectionne les fachos.

J-C – Mais pas Marine Le Pen ? Qu'en savez-vous, ils sont concurrents à l'extrême droite, non ?

Messes basses et tape sur l'épaule, Macron affiche sa proximité avec Javier Milei au G20 - Paris Match 19 novembre 2024

Les deux hommes ont été aperçus s'échanger accolades, tapes sur le dos et même messes basses durant la traditionnelle photo de groupe.

Esclavage salariale. Travaillez gratis. Cadeau, pour qui, devinez ?

Le Sénat vote l'instauration de 7 heures de travail supplémentaires sans rémunération - Publicsenat.fr 21 novembre 2024

Le Sénat à majorité de droite et du centre demande un nouvel effort aux salariés, face à l'ampleur des dépenses liées au vieillissement de la population à venir. L'hémicycle a adopté (216 voix contre 119) dans la nuit du 20 au 21 novembre, après des débats électriques entre la gauche et la droite, un amendement marquant au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2025. Il instaure une « *contribution de solidarité* » de 7 heures de travail supplémentaires dans l'année, non rémunérées. Son maintien dans la version finale du projet de loi est très incertain, puisque le gouvernement s'est montré défavorable à un amendement dans ce cadre.

En échange du bénéfice de ces heures supplémentaires, les entreprises verront leur cotisation de solidarité pour l'autonomie doubler, de 0,3 % à 0,6 %. Cette contribution viendrait financer exclusivement la branche autonomie de la Sécu, pour 2,5 milliards d'euros supplémentaires, et donc les politiques de prise en charge de personnes âgées dépendantes ou de personnes en situation de handicap.

La répartition de ces sept heures de solidarité sera définie par un accord d'entreprise, une convention ou un accord de branche.

J-C – Ils parlent bien des vieillards qu'ils ont euthanasiés ou laissé crever dans les Ehpad en 2020-2022 ?

Ils veulent formater à leur idéologie les émotions des enfants dès l'âge de 4 ans.

J-C – Ils tiennent à propager la guerre entre les deux sexes dès le plus bas âge, ce sont des monstres, des sadiques. Mais apparemment, tout le monde s'en accommode.

Éducation à la sexualité: Anne Genetet défend un programme "*progressif*" et "*séquencé*" - BFMTV 19 novembre 2024

"*Ce programme est très progressif, très séquencé*" et il "*aura lieu à raison de trois séances par an, par élève, en dehors du temps scolaire*", a expliqué la ministre de l'Éducation nationale sur Europe1 et CNews.

"*On est vraiment sur la vie relationnelle, le consentement, le respect d'autrui, la lutte contre les violences faites aux femmes, l'égalité filles-garçons, des choses fondamentales de base qui ne sont pas toujours enseignées en famille*", a-t-elle ajouté.

"*Il apprend des choses simples: c'est quoi une fille, c'est quoi un garçon*" ainsi que "*le respect les uns des autres*", a-t-elle ajouté. "*Apprendre la différence fille et garçon, c'est aussi travailler sur les violences faites contre les femmes, le respect, la notion de consentement*", a précisé Anne Genetet.

Affirmant qu'il s'adressait aux élèves "*de l'âge de quatre ans et jusqu'aux plus grands*", elle a expliqué que chez les plus petits "*on va travailler sur les émotions, reconnaître les émotions sur un visage, savoir lire un visage, construire après le respect d'autrui*".

Interrogée sur l'opportunité de confier cette mission à l'école, Anne Genetet a expliqué: "*S'agissant de la vie affective et relationnelle, et après de l'éducation à la sexualité pour les plus grands, rappelons-nous qu'en général, c'est rarement fait en famille. Donc il faut bien que quelqu'un le fasse*". BFMTV 19 novembre 2024

J-C – « *On va travailler sur les émotions, reconnaître les émotions sur un visage, savoir lire un visage* » d'une femme à barbe, d'un travelo se déhanchant comme une pute ?

Et les gosses qui sont bombardés tous les jours à Gaza et au Liban ? Tous ceux qui sont clochardisés avec leurs parents en France, qui crèvent de faim ou par manque de soins quelque part en Afrique ? Ces cours devraient être interdits dans les écoles publiques.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

De la géopolitique et de la religion (1/2) Par René Naba - Mondialisation.ca, 17 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/de-la-geopolitique-et-de-la-religion-1-2/5694036?doing_wp_cron=1732101150.5068049430847167968750

Etats-Unis.

Donald Trump serait un clone du glorieux grand propriétaire terrien et esclavagiste Andrew Jackson Donelson

Donald Trump, un Andrew Jackson 2.0 ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 19 novembre 2024

https://www.voltairenet.org/article221519.html

J-C - Je vous épargne cet article, quelques morceaux choisis commentés suffiront amplement.

TM - Le président Donald Trump n'est pas un républicain, bien qu'il ait été soutenu par le parti républicain.

Non-dit - Il est membre du Parti républicain

TM - Trump, qui a fréquenté successivement le Parti démocrate, le Tea Party, et aujourd'hui le Parti républicain, se réclame d'une quatrième idéologie : le jacksonisme.

Non-dit - Le Parti républicain fut le premier parti où il adhéra en 1989 avant de le quitter plus tard et d'y revenir en 2012.

TM - Aucune source citée - Il se définit comme jacksonien et a multiplié les références à l'ancien président Andrew Jackson.

Dans l'histoire des États-Unis, le général Jackson a tenté de transformer son pays d'une monarchie sans noblesse en une véritable démocratie et de remplacer les guerres par le commerce.

Non-dit - Quand un général, grand propriétaire terrien, esclavagiste, génocidaire, est partisan de la démocratie et de la paix, la prospérité est assurée, champagne pour tout le monde, non, pas vraiment!

Andrew Jackson rédigea la Constitution du Tennessee (1796)

TM - Elle fut cependant saluée comme « *la moins imparfaite et la plus républicaine des constitutions* » par le président des États-Unis, Thomas Jefferson. La section 1ère de l'article III donne le droit de vote à tous les hommes libres (blancs et noirs)

Non-dit – La moins pire des pires pour ceux qui ont eu à en souffrir, et la meilleurs des moins mauvaises pour ceux qui en profitèrent, devinez dans quel camp ou classe aurait vécu Meyssan à l'époque ? Donc une Constitution esclavagiste ou qui ne supprimait pas l'esclavage, c'est bien cela ?

TM - Il se présente en 1824 à la présidence des États-Unis et obtint alors la majorité des suffrages populaires et la majorité des électeurs (désignés par les gouverneurs), mais, à la suite d'un tour de passe-passe (un accord post-élection des deux autres candidats), il ne fut pas considéré comme élu pour autant. Le collège électoral (c'est-à-dire les représentants des gouverneurs) désigna John Quincy Adams (comme en 2020, il désigna Joe Biden contre Donald Trump). La réalité de l'élection volée par la classe politique corrompue a servi de thème électoral pour Andrew Jackson (comme pour Donald Trump).

Non-dit - Autrement dit, c'est cette Constitution de 1796 vantée plus haut, qui est à l'origine de la Constitution actuelle antidémocratique des Etats-Unis, c'est bien cela. La suite le confirme.

TM - Il fut nettement élu en 1828, alors que de nombreux États avaient adopté le vote consultatif pour indiquer à leurs gouverneurs les électeurs qu'ils devaient choisir (Rappel : la constitution des États-Unis n'indique pas que le président doit être élu au suffrage universel, direct ou indirect, mais par les représentants des gouverneurs. Selon les mots des « *pères fondateurs* », il ne s'agissait surtout pas d'instaurer une démocratie). Il fut donc le premier président élu, non pas par, mais avec le soutien du suffrage universel.

Non-dit - Andrew Jackson fut donc élu président en 1828 d'un Etat non-démocratique ou plutôt antidémocratique. Et pour cause, cet ancêtre de Trump pour lequel Meyssan affiche sa sympathie va participer au génocide des Amérindiens dits les Indiens.

TM - Dans son discours inaugural, il s'engagea à repousser les Indiens vers l'Ouest.

En 1830, Andrew Jackson fit voter l'Indian Removal Act (loi sur le déplacement des Indiens). Il s'agissait de partager le territoire de l'Amérique du Nord en plaçant les Indiens à l'Ouest du Mississipi. 70 traités furent signés pour 68 millions de dollars d'indemnisation. Jackson s'opposa alors au légendaire David Crockett (représentant du Tennessee). Une cinquantaine de tribus furent déplacées, dont celle des Cherokees qui signa, elle aussi, un traité de paix. La tribu saisit deux fois la cour suprême pour en faire préciser le sens. L'exode des Cherokees (l'épisode de la « *Vallée des larmes* ») est particulièrement dur, un quart d'entre eux mourut durant le déplacement. Cependant, ce génocide n'a pas eu lieu sous Jackson, mais sous la présidence de son successeur. Aujourd'hui, les Cherokees qui, contrairement aux autres Indiens n'ont pas remis en question ces traités, sont la seule tribu qui connaît la prospérité.

Non-dit et faux - A croire, que si l'occupant sioniste nazi finissait par chasser d'Israël tous les Palestiniens quelque part dans le Sinaï ou ailleurs, ils connaîtraient enfin "*la prospérité*" et la paix !

Ce que dit Meyssan des Cherokees est arrangé et ignoble, chassés de leurs terres : "*Des milliers d'Amérindiens sont morts tout au long du parcours, notamment chez les Cherokees*". "*Selon l'historien Grant Foreman, sur dix-huit mille Cherokees ayant pris le chemin de l'exil, quatre mille sont morts*". Les sionistes ont encore de la marge ! Méfiez-vous des interprétations tendancieuses, partisanes ou frauduleuses des géopoliticiens, tous acquis au capitalisme. Ils ne valent pas mieux que les historiens officiels.

Wikipédia - Jusqu'en 1800, 98 % des Blancs vivent sur 7 % du territoire américain, à l'est des Appalaches, sans gêner les vingt millions d'Amérindiens qui vivent à l'ouest. De 1806 à 1830, 50 tribus seront déportées, sous la menace d'expéditions punitives.

À l'est, les États-Unis tolèrent les Amérindiens, jusqu'en 1830, pour autant qu'ils adoptent un mode de vie « *civilisé* », c'est-à-dire l'abandon du nomadisme, la pratique de l'agriculture, l'abandon de la propriété collective des terres et l'adoption de la démocratie. Ces conditions, et la pression exercée autant par les colons que par les États, poussèrent des dizaines de tribus à émigrer vers l'ouest.

En 1830, les cinq tribus vivant encore à l'est du Mississippi vivaient toutes selon les principes considérés aux États-Unis comme civilisés, et étaient désignées collectivement par le nom des Cinq tribus civilisées : Cherokees, Séminoles, Choctaws, Creeks et Chickasaws. Le déplacement de ces tribus des terres qu'elles occupaient est l'un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle de 1828, qui porte Andrew Jackson au pouvoir. Il fait donc présenter la loi le 24 avril 1830 devant le Sénat, qui l'approuve à 28 voix contre 194, puis le 14 mai devant la Chambre des représentants et, à la suite de son adoption à 103 voix contre 976, il la signe le 28 mai. L'un des opposants fut le trappeur Davy Crockett.

Ami proche de nombreux Amérindiens, dont il partage la vie sur la frontière, Davy Crockett s'oppose au président démocrate Jackson, pourtant membre comme lui du parti démocrate, sur l'Indian Removal Act de 1830, qui vise à ouvrir de nouveaux territoires à la colonisation.

Cette déportation, particulièrement brutale, s'effectua à marches forcées. Des milliers d'Amérindiens sont morts tout au long du parcours, notamment chez les Cherokees. Ce déplacement est surnommé la Piste des Larmes.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Andrew_Jackson

https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_anglo-am%C3%A9ricaine_de_1812

https://fr.wikipedia.org/wiki/Indian_Removal_Act

https://fr.wikipedia.org/wiki/Cherokees

https://fr.wikipedia.org/wiki/Creeks

https://fr.wikipedia.org/wiki/Piste_des_larmes

Britanica donne un aperçu de la conception du commerce qu'Andrew Jackson avait adopté et qui doit faire pâlir d'envie Trump et Musk, les égéries de Meyssan.

Britanica - En revanche, il (Andrew Jackson) s'est montré remarquablement complaisant lorsque la Géorgie a défié le gouvernement fédéral.

En 1829, la Géorgie a étendu sa juridiction à environ 9 millions d'acres (4 000 000 hectares) de terres qui se trouvaient à l'intérieur de ses frontières mais étaient encore occupées par les Indiens Cherokee. Le titre de cherokees sur la terre, sur lequel l'or avait été découvert, ayant été garanti par un traité avec les États-Unis, les Indiens ont fait appel devant les tribunaux fédéraux. Dans deux affaires distinctes, la Cour suprême a statué contre la Géorgie, mais la Géorgie a ignoré ces décisions et a continué de faire valoir sa compétence sur le territoire revendiqué par les Cherokees.

Contrairement à sa forte réaction contre le mépris de la Caroline du Sud à l'égard de l'autorité fédérale, Jackson n'a fait aucun effort pour contenir la Géorgie, et ceux qui se sont en colère contre la situation qu'il a sympathisé avec la position adoptée par cet État. Il aurait déclaré en privé : « John Marshall (le juge en chef) a pris sa décision, qu'il l'applique maintenant. » L'incapacité de Jackson à soutenir la Cour suprême reste une tache indélébile dans son procès-verbal.

Britanica - Le sort des Cherokees était une conséquence de la politique du gouvernement Jackson à l'égard des peuples amérindiens qui vivaient à l'est du Mississippi (en particulier dans le sud-est) sur des terres souhaitées pour la colonisation blanche. L'Indian Removal Act de 1830 autorisait Jackson à accorder à ces tribus indiennes des prairies alternatives en échange de leurs terres. Lorsque des membres des cinq tribus civilisées, y compris les Cherokees, ont refusé de se réinstaller, la contrainte militaire a été utilisée pour forcer le respect de la loi. Les Séminoles, qui résisteraient à la réinstallation dans la seconde guerre séminole (1835-1842), étaient encore plus réticents à quitter leur maison en Floride.

https://www.britannica.com/biography/Andrew-Jackson/Jacksonian-Democracy

---

Les États-Unis vont envoyer des mines antipersonnel à l'Ukraine - RFI 20 novembre 2024

Si les États-Unis ont pris cette décision, c'est parce que l'armée russe avance, vite, très vite, dans l'est de l'Ukraine. Ce mercredi 20 novembre au matin encore, la Russie a revendiqué la prise d'une nouvelle localité près de Kourakhové, dans la région de Donestk.

"*Pas de médecin plus qualifié que le Dr. Oz*": une star de télé nommée par Trump à un poste clé à la santé - BFMTV 20 novembre 2024

Donald Trump a annoncé ce mardi 19 novembre nommer Mehmet Oz, un ancien chirurgien star des plateaux télé, pour piloter l'énorme programme public d'assurance maladie américaine.

Ce chirurgien de 64 ans est connu pour être une star du petit écran, qui a échoué à se lancer en politique. Adoubé dans les années 2000 par la papesse de la télévision américaine Oprah Winfrey, qui l'avait invité comme expert sur son plateau, il a eu sa propre émission durant plus de dix ans, le "*Dr. Oz Show*", qui a fait de lui une célébrité.

Ce fils d'immigrés turcs a même son étoile sur le célèbre "*Walk of Fame*" à Hollywood. Mais ses recommandations santé, parfois ponctuées de qualificatifs comme "magique" ou "miracle", lui ont valu les critiques de confrères, et il a aussi été accusé d'avoir promu des traitements ou des compléments alimentaires inefficaces ou potentiellement dangereux, notamment sur le Covid. BFMTV 20 novembre 2024

Au moins ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas. Quant au reste : Un marché de dupe.

Robert Kennedy Jr a dit :

" Aujourd'hui, nous dépensons plus en soin de santé que n'importe quel autre pays sur terre deux fois plus que ce qu'ils payent en Europe et pourtant nous avons les pires résultats de santé de tous les pays du monde. Nous sommes environ 79ième en termes de résultats de santé derrière le Costa Rica, le Nicaragua et la Mongolie et d'autres pays.

Personne n'a un fardeau de maladies chroniques comme nous et pendant l'épidémie de Covid nous avons eu le plus grand nombre décès de décès de tous les pays du monde nous avons eu 16 % de décès dû au Covid.

L'Américain moyen qui est mort du Covid avait 3,8 maladies chroniques, personnes qui avaient un effondrement de système immunitaire.

Aucun autre pays n'a quelque chose de similaire : 2/3 des Américains adultes et enfants souffrent de problème de santé chronique : il y a 50 ans ce chiffre était inférieur à 1 % nous sommes donc passés de 1 % à 66 %.

En Amérique 74 % des Américains sont maintenant en surpoids ou obèses.

50 % sont des enfants.

Il y a 120 ans quand quelqu'un était obèse, il était envoyé au cirque littéralement !

L'obésité est presque inconnue au Japon le taux d'obésité infantile est de 3 % contre 50 %.

La moitié des Américains sont prédiabétiques ou ont un diabète de type 2.

Un enfant sur 22 en Californie est autiste. C'est une crise : 77 % de nos enfants sont trop handicapés pour servir dans l'armée américaine

Qu'est-ce qui se passe dans notre pays ? (…) Dans ma génération, chez les hommes de 70 ans, les taux d'autisme étaient d'environ de 1 sur 10000 et la génération de mes enfants 1 sur 34 : je répète en Californie 1/ 22 !

18 % des adolescents américains souffrent maintenant de stéatose hépatique : c'est un sur 5. Cette maladie, quand j'étais enfant, n'affectait que les alcooliques en phase terminale qui étaient âgés.

Les taux de cancer sont en plein essor chez jeunes et vieux : les cancers des jeunes adultes sont en hausse de 79 %

Qu'est-ce qui cause cette souffrance ? Je vais nommer deux coupables

Le premier et le pire est la nourriture ultra transformée : environ 70 % de l'alimentation des enfants américains est ultra transformé : cela signifie qu'elles sont fabriquées industriellement dans une usine.

Le deuxième coupable : les produits chimiques toxiques dans notre alimentation dans nos médicaments, et dans notre environnement. Les pesticides, les additifs alimentaires les médicaments pharmaceutiques et les déchets toxiques imprègnent chaque cellule de notre corps. »

https://www.aimsib.org/2024/11/10/et-si-les-americains-avaient-aussi-vote-pour-une-meilleure-sante/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20-%20Novembre%202024&utm_medium=email

---

Après avoir promis de "*rendre l'Amérique saine*", Trump et Kennedy Jr se goinfrent de burgers-frites - AFP 18 novembre 2024

A peine quelques jours après avoir promis de "*rendre l'Amérique saine à nouveau*", le président élu Donald Trump et son futur ministre de la Santé Robert F. Kennedy Jr ont été photographiés en train de se goinfrer de hamburgers et de frites de chez McDonald's.

Donald Trump père et fils, Elon Musk et Robert F. Kennedy Jr se sont rendus ensemble à New York samedi soir pour assister à une soirée d'arts martiaux mixtes (MMA) au Madison Square Garden.

Pas plus tard que la semaine dernière, il s'était montré cinglant à l'égard du régime alimentaire de Donald Trump. "*Ce qu'il mange est vraiment mauvais*", avait-il déclaré au podcast de Joe Polish, en s'en prenant tout particulièrement au menu offert à bord de l'avion du milliardaire républicain.

"*La nourriture de campagne est toujours mauvaise, mais celle qui est embarquée dans l'avion est un véritable poison*", s'était-il lâché. "*Vous n'avez pas le choix, on vous donne soit du KFC, soit des Big Macs*". AFP 18 novembre 2024

Etats-Unis : Comme ministre de l'Education, Trump choisit l'ex-patronne du catch américain - 20 Minutes/AFP 20 novembre 2024

Mardi, Donald Trump a nommé ministre de l'Education cette ancienne patronne de la fédération de catch WWE.

Femme d'affaires de 76 ans, Linda McMahon avait été entre 2017 et 2019 ministre chargée des petites entreprises lors du premier mandat du républicain. Elle fait partie de sa garde rapprochée, étant l'une des co-dirigeantes, avec le milliardaire Howard Lutnick, de l'équipe de transition du pouvoir. Celui-ci a été nommé lundi secrétaire au Commerce.

Linda McMahon est une donatrice importante du Parti républicain, apportant dès 2016 un soutien financier à la candidature de Donald Trump, d'abord pour sa primaire puis dans la course à la Maison-Blanche.

Elle est mariée à Vince McMahon, l'héritier de la WWE, un empire du catch fondé dans les années 1950. Linda McMahon en deviendra la présidente en 1993 et la directrice générale en 1997, avant de démissionner en 2009 pour tenter sa chance en politique.

Avec Sean Duffy aux Transports, Trump intègre une autre star de Fox News dans son gouvernement - Le HuffPost 19 novembre 2024

Sean Duffy, 53 ans, obtiendra un vaste portefeuille fédéral de dépenses pour les infrastructures et de réglementations.

Sean Duffy, diplômé en droit, a commencé sa carrière médiatique en participant à The Real World en 1997. Diffusée sur MTV depuis 1992, l'émission marque le début du succès de la téléréalité et consiste à rassembler une poignée de jeunes dans un immense appartement afin de les regarder évoluer ensemble. Il a ensuite participé, toujours sur MTV, à la téléréalité Road Rules : All Stars. C'est ici qu'il a rencontré sa femme Rachel Campos.

Sean Duffy, républicain conservateur, a été élu à la Chambre des représentants en 2010 pour le Wisconsin. Il a démissionné en 2019 en raison de la grossesse difficile de sa femme puis pour s'occuper du nouveau-né, une fille atteinte de trisomie 21. L'année suivante, il a été appelé par Fox News pour intervenir régulièrement en tant que consultant.

Depuis 2023, il anime l'émission The Bottom Line sur la chaîne Fox Business, qui appartient au groupe Fox News Media. Il est donc le deuxième membre du gouvernement issu de la chaîne conservatrice nommé par Trump. Le président élu a en effet nommé l'animateur de Fox & Friends Pete Hegseth à la Défense. Sean Duffy a démissionné de Fox ce lundi, précise CNN. Quant à sa femme Rachel Campos, elle connaît bien Pete Hegseth puisqu'elle travaille à Fox & Friends Weekend.

Qui est Howard Lutnick, le « *Tariff Man* » de Trump nommé au Commerce ? - LePoint.fr 20 novembre 2024

Donald Trump a finalement nommé Howard Lutnick, PDG de la banque d'investissement Cantor Fitzgerald et vif critique de la Chine, comme secrétaire au Commerce.

Howard Lutnick, 63 ans, s'est longtemps revendiqué démocrate. Il s'est rapproché de Donald Trump ces dernières années, contribuant notamment avec 1 million de dollars à sa dernière campagne, et levant plus de 75 millions de dollars pour des candidats républicains en novembre, selon le *New York Times*. Il supervisait jusqu'ici la « *transition team* » du républicain. LePoint.fr 20 novembre 2024

Lu. Bon appétit !

Pour répondre aux éclats de rire hystériques de l'idiote Kamala (requiescant….) quand Trump affirme que les haïtiens mangent des chats et des chiens, voici :

- En Corée du Sud, en Chine, aux Philippines, au Cambodge ou encore au Vietnam, le chien et le chat sont encore à la carte des restaurants et régulièrement servis dans les assiettes des Asiatiques. En Corée, la viande de chat est bouillie et utilisée comme fortifiant et remède populaire contre la névralgie et l'arthrite.23 juil. 2023

Notez que c'est la Corée du Sud, pas du Nord!

En fait, par exemple en Corée du Sud, 1 million de chiens sont consommés chaque année, élevés par 1100 fermes à chiens.

https://www.tameteo.com/actualites/actualite/derniere-minute-decouvrez-le-pays-ou-la-consommation-de-viande-de-chien-appartiendra-bientot-au-passe-animaux-de-compagnie.html

Trump avait donc encore raison.

Confirmation du Huffpost:

https://www.huffingtonpost.fr/sport/article/pyeongchang-2018-du-chien-au-menu-des-restaurants-malgre-les-consignes-des-autorites_117225.html

J-C – Chaque pays ou peuple à sa culture et ses traditions, ses mœurs, ses us & coutumes comme l'on dit, ceux qui jugent ceux des autres sont des cons, ils sont aussi arriérés que ceux qu'ils dénoncent !

Abkhazie.

Troubles en Abkhazie : le président Bjania présente sa démission - RT 19 nov. 2024

Ce 19 novembre, à l'issue de négociations entre les autorités abkhazes et l'opposition, le président Aslan Bjania a présenté sa démission au Parlement. Les manifestants doivent à présent quitter le complexe gouvernemental qu'ils occupent depuis le 15 novembre. RT 19 nov. 2024

Russie.

Entretien. Un autre monument de Lavrov

Lavrov est convaincu par le fait que la politique antirusse de l'empire américain hors-la-loi se poursuit depuis 1945 et qu'elle continuera avec Trump comme elle l'a fait la première fois. C'est mon analyse, c'est une analyse matérialiste, dialectique, objective, systémique qui repose sur le fait que ce qui produit la politique américaine et occidentale ce ne sont pas les volontés de hommes mais les forces du système capitaliste financiarisé lesquelles butent sur leurs limites endogènes et sont inexorablement condamnées à l'impérialisme.

https://reseauinternational.net/un-autre-monument-de-lavrov/

Italie.

Scrutins régionaux en Italie : des "*urnes désertées*" et un double coup dur pour Meloni - Courrier International 19 novembre 2024

Avec le triomphe de ses deux candidats, la gauche italienne réalise le doublé lors des deux scrutins régionaux qui avaient lieu simultanément le 17 et 18 novembre.

De quoi ternir un peu l'éclat du succès de la gauche qui reste toutefois "*précieux*", selon Il Fatto Quotidiano.

Seuls 46,42 % des électeurs se sont déplacés dans les bureaux de vote en Émilie-Romagne, soit 20 points de moins que lors de la précédente élection en 2020. L'Ombrie ne fait guère mieux avec une participation qui n'a pas dépassé les 52,3 %, soit 12 points de moins qu'en 2019. Courrier International 19 novembre 2024

J-C – Comme la gauche est aussi pourrie que l'extrême droite… Et pas seulement en Italie. C'est le genre d'info qui ne présente plus aucun intérêt pour nous, sinon chaque fois annoncer pire qu'avant, non ? Tirez-en les enseignements politiques qui s'imposent ou cessez de vous plaindre.

Venezuela.

Venezuela : Effondrement du récit des «prisonniers politiques»

Le gouvernement vénézuélien réfute catégoriquement les accusations de persécution politique et affirme sur la base de preuves que les personnes arrêtées après les troubles post-électoraux sont responsables de délits prouvés. De récentes libérations et de récents témoignages démentent les dénonciations de mauvais traitements.

http://bolivarinfos.over-blog.com/2024/11/venezuela-effondrement-du-recit-des-prisonniers-politiques.html

---

Venezuela : les États-Unis reconnaissent Edmundo Gonzalez Urrutia comme "*président élu*" - France 24 20 novembre 2024

Le gouvernement américain sortant de Joe Biden a annoncé mardi qu'il reconnaissait le candidat de l'opposition vénézuélienne, Edmundo Gonzalez Urrutia, comme le président élu du pays. Annonce jugée "*ridicule*" par le régime du président Nicolas Maduro.

Nouvelle-Zélande.

Des manifestations historiques secouent la Nouvelle-Zélande - Paris Match 20 novembre 2024

Une mobilisation historique. Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées devant le Parlement de Wellington, après neuf jours de marche (hīkoi) à travers la Nouvelle-Zélande, mardi 19 novembre. Au cœur de la colère, un projet de loi qui, selon ses opposants, cherche à diminuer les droits des Maoris en réinterprétant un traité vieux de 184 ans signé entre les Britanniques et les chefs indigènes, le traité de Waitangi.

Selon la police, citée par Reuters, 42 000 personnes (un record) étaient réunies pour cette manifestation « *pacifique* », qui s'est déroulée dans le calme. Parmi eux se trouvait la reine maorie Ngā Wai hono i te pō, qui a été reçue au Parlement. Dans la journée, le Premier ministre Christopher Luxon a déclaré qu'il s'agissait d'un « *jour important* » pour la Nouvelle-Zélande et a affirmé que le projet de loi ne passerait pas la deuxième lecture, rapporte la BBC. Paris Match 20 novembre 2024

Inde.

J-C – Ils cherchent par tous les moyens à atteindre l'Inde et Modi qui sont des piliers des Brics10+13.

Cette accusation pue. Elle doit être montée de toutes pièces, dans la mesure où l'autorité américaine de régulation des marchés financiers peut fournir n'importe quelle interprétation ou une

interprétation frauduleuse des informations qui lui sont transmis par n'importe quel acteur financier dans le monde, dès lors qu'il est dans son collimateur ou pour des raisons politiques.

Cela dit, Modi et son pote Adani (Reliance) sont infréquentables.

Etats-Unis : Accusé de fraude auprès d'investisseurs américains, le milliardaire Indien Adani est poursuivi à New York - 20minutes.fr 21 novembre 2024

Accusé de corruption massive pour sa filiale spécialisée dans la transition énergétique, l'un des hommes les plus riches du monde aurait menti à des investisseurs américains sur la santé de son entreprise.

Gautam Adani, l'un des hommes les plus riches du monde avec une fortune estimée à 85 milliards de dollars, dirige un conglomérat influent dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les infrastructures et les mines. Son groupe, et notamment sa filiale Adani Green Energy, s'est imposé comme un acteur majeur dans le domaine des énergies renouvelables. L'entrepreneur indien de 62 ans fait la une de l'actualité américaine en raison de nouvelles accusations de corruption et de fraude portées par le parquet fédéral de New York, qui mettent en péril la stabilité de son empire économique.

Selon le parquet fédéral de New York, Gautam Adani et ses associés auraient versé plus de 250 millions de dollars en pots-de-vin à des responsables gouvernementaux indiens afin d'obtenir des contrats juteux dans le domaine de l'énergie solaire, via sa filiale Adani Green Energy. Ces paiements auraient été effectués dans le but de garantir l'accès à des marchés lucratifs et de sécuriser des projets d'envergure liés à la transition énergétique. Ces accusations conforteraient la suspicion d'une culture systématique de l'illégalité, de la fraude et de la corruption au sein de l'empire.

Les procureurs affirment également que le groupe aurait dissimulé ces pratiques en manipulant les informations financières destinées aux investisseurs. C'est d'ailleurs là qu'interviennent les Etats-Unis : pour lever des fonds, notamment auprès d'investisseurs américains, Adani et ses partenaires auraient fourni de fausses informations financières, ce qui aurait permis de dresser une image trompeuse de la solidité et de la rentabilité de leurs activités. Ces manipulations leur auraient permis de lever des centaines de millions de dollars, dont une partie en provenance des marchés financiers américains. La Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité américaine de régulation des marchés financiers, a engagé une action en justice pour fraude électronique et manipulation des valeurs mobilières.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 novembre 2024

Un courriel reçu.

Bonjour JC,

Le surmenage, ça existe, 12 causeries en 20 jours ce mois-ci, c'est énorme. Ça ressemble à de l'addiction. Lever le pied. Tu as dit l'essentiel. Tout y est sur ton blog. Cette fois-ci c'est du rabâchage. Prends du temps. E camina! comme on dit en Italie, on ne peut pas parler en marchant, sauf à manquer de souffle. Et reprends plus tard. Bon courage à tous.

Christine

J-C- Merci. Je lui ai répondu avec un long courriel.

J'ai oublié un truc. Ce n'est pas de « *l'addiction* », il a plu tout le mois de novembre, et je n'avais rien d'autre à faire, qui plus est, sachant qu'en France tout le monde ou presque vit dans l'immédiateté, toute info qui date de 2 jours est déjà avariée ou ne présente plus aucun intérêt, j'ai cru bien faire, c'est raté, tant pis.

Côté pile : Trump, c'est l'alliance de conservateurs sionistes radicaux avec des clans néoconservateur et libertarien extrémistes.

Côté face : Harris, c'est l'alliance de libéraux libertaires sionistes radicaux avec des clans néoconservateur et libertarien extrémistes.

Tous les clans de l'aristocratie financière sont divisés et tous les coups sont permis…

C'est celui qui le dit qui l'est ! Macron, le président le plus con du G20.

J-C – Si le Conseil présidentiel de transition d'Haïti a décidé de limoger le Premier ministre, Gary Conille, et que Macron trouve cette mesure « *complètement cons* », c'est qu'il a sans doute eu raison de le virer ! Car les raisons pour virer Macron ne manquent pas !

« *Ils sont complètement cons* » : Emmanuel Macron sans filtre sur Haïti - LePoint.fr 21 novembre 2024

En pleine tournée en Amérique du Sud, le président français a créé la polémique en critiquant le limogeage du Premier ministre d'Haïti, Garry Conille. « *Là franchement, ce sont les Haïtiens qui ont tué Haïti en laissant le narcotrafic »*, a dit le chef de l'État à Rio de Janeiro, en marge du G20. Il répondait à un Haïtien qui l'interpellait de manière « *insistante* » selon son entourage, « *en l'accusant lui et la France d'être responsables de la situation en Haïti* ».

« *Et là, ce qu'ils ont fait, le Premier ministre était super, je l'ai défendu, ils l'ont viré !* » a renchéri le chef de l'État selon cet échange diffusé sur les réseaux sociaux ce jeudi 21 novembre. Et de lancer : « *C'est terrible. C'est terrible. Et moi, je ne peux pas le remplacer. Ils sont complètement cons, ils n'auraient jamais dû le sortir, le Premier ministre était formidable*. »

Emmanuel Macron faisait référence à la décision du Conseil présidentiel de transition d'Haïti qui a décidé de limoger Gary Conille. Le Premier ministre était en poste depuis cinq mois et devait tenter de stabiliser le pays qui ne cesse de s'enfoncer dans le chaos, notamment à cause de la guerre des gangs. La décision de démettre Garry Conille de ses fonctions est survenue le 10 novembre alors que le Conseil de transition souhaitait changer des responsables des ministères de la Justice, des Finances, de la Défense et de la Santé, contre son avis.

Sur la situation politique et sociale en France.

Le Sénat accélère le rythme de la hausse du prix du tabac l'an prochain - Publicsenat.fr 22 novembre 2024

Après avoir voté un durcissement de la fiscalité sur les boissons les plus sucrées, le Sénat a fait de même sur le tabac. L'amendement inséré dans le budget de la Sécurité sociale (PLFSS 2025) ce 21 novembre vise à approcher dès 2025 le prix du paquet de cigarettes qui aurait dû être atteint en 2027 sans hausse de la fiscalité.

Par rapport aux hausses observées ces dernières années, l'augmentation reste mesurée. Sans modification parlementaire, le prix du paquet de cigarettes aurait dû atteindre 12,30 euros l'an prochain, et 12,60 en 2027. Avec l'amendement adopté au Sénat (par 241 voix contre 2), le prix du paquet approchera 12,70 euros dès 2025 et restera à ce niveau en 2027.

Le sénateur Bernard Jomier (groupe socialiste, écologiste et républicain), mais également Florence Lassarade et plusieurs de ses collègues du groupe LR, ont défendu en vain la cible d'un paquet de cigarette à 16 euros à l'horizon 2027. « *Ce qui est proposé par le gouvernement et la commission n'aura probablement aucun impact sur les comportements. C'est de la fiscalité pure. Si on veut que ça décroche, il faut reprendre une trajectoire beaucoup plus forte* », a insisté ce médecin généraliste. Publicsenat.fr 22 novembre 2024

J-C – Le NFP ou la gauche est encore plus pourrie, qui cela surprend encore ? Ils le sont depuis un siècle tout de même, il serait temps de s'en apercevoir, non ?

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

La CPI émet des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant - RT 21 nov. 2024

La Cour pénale internationale (CPI) a émis ce 21 novembre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant, six mois après que le procureur en chef Karim Khan en ait fait la demande.

Le tribunal basé à La Haye a également émis un mandat d'arrêt contre Mohammed Diab Ibrahim al-Masri, le chef militaire du Hamas, plus connu sous le nom de Mohammed Deif, malgré les affirmations israéliennes selon lesquelles il a été tué à Gaza.

Les Israéliens et Deif sont accusés d'une série de «*crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis entre le 8 octobre 2023 au moins et le 20 mai 2024 au moins, jour où l'Accusation a déposé les demandes de mandats d'arrêt*», peut-on lire dans un communiqué de presse publié sur le site Internet de la CPI.

La chambre a déclaré que les mandats d'arrêt sont classés «secrets» mais qu'elle a décidé de les publier parce que «*des comportements similaires à ceux mentionnés dans le mandat d'arrêt semblent se poursuivre*», faisant référence à l'assaut continu d'Israël sur Gaza et à la poursuite de la détention des otages israéliens par le Hamas.

«*En outre, la chambre considère qu'il est dans l'intérêt des victimes et de leurs familles qu'elles soient informées de l'existence des mandats*», a-t-elle souligné. Israël n'est pas membre de la CPI, mais l'État de Palestine en est devenu membre en 2015. En conséquence, la Cour peut enquêter sur des individus israéliens pour des crimes commis en Palestine occupée, qui comprend la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Les 124 États signataires du Statut de Rome, traité instituant la Cour, sont désormais tenus d'arrêter les personnes recherchées et de les remettre à la CPI à La Haye. Un procès ne peut pas commencer par contumace.

La Cour n'a toutefois pas de pouvoir d'exécution. Elle compte sur la coopération des États membres pour arrêter et traduire les suspects. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères a rapidement déclaré que son pays était prêt à exécuter les mandats d'arrêt.

Dans un communiqué, Joe Biden a qualifié ces décisions de « *scandaleuses* » et a fermement rejeté toute mise sur un pied d'égalité entre Israël et le Hamas. « *Quoi que puisse sous-entendre la CPI, il n'y a pas d'équivalence, aucune, entre Israël et le Hamas* », a-t-il affirmé. Réitérant le soutien des Etats-Unis à leur allié israélien, il a ajouté : « *Nous serons toujours aux côtés d'Israël face aux menaces contre sa sécurité.* »

La classe politique américaine, particulièrement les républicains, a réagi avec indignation. Le sénateur Lindsey Graham, proche de Donald Trump, a fustigé une institution « *absurde* » et « *irresponsable* » et a appelé le Sénat à agir pour sanctionner la CPI. De son côté, Mike Waltz, futur conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, a promis une « *réponse forte* » au « *biais antisémite* » de la juridiction internationale dès que le président élu prêtera serment en janvier. RT et AFP 21 nov. 2024

L'aviation israélienne s'acharne sur le nord de Gaza, des dizaines de morts - RT 21 nov. 2024

Le bilan ne cesse de s'alourdir. Dans la matinée du 21 novembre, une frappe israélienne sur Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, à proximité de l'hôpital Kamal Adwan, a fait des dizaines de morts et de nombreux blessés. Plusieurs personnes sont encore portées disparues.

Selon des informations d'Al-Jazeera, «l'occupation a commis un nouveau massacre qui a fait 66 martyrs, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 100 blessés suite à la destruction d'un quartier résidentiel à proximité de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord du pays».

Le média Al-Mayadeen évoque également un raid israélien sur le quartier Cheikh Radwan qui a fait 22 morts. Parallèlement à ces deux frappes, l'armée israélienne continue ses opérations à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza.

L'aviation israélienne frappe la ville antique syrienne de Palmyre et fait des dizaines de morts - RT 21 nov. 2024

Citant une source militaire, «*vers 13h30 cet après-midi, l'ennemi israélien a mené une agression aérienne depuis la direction de la région d'Al-Tanf, visant un certain nombre de bâtiments dans la ville de Palmyre, dans le désert syrien, ce qui a fait 36 martyrs, et plus de 50 blessés et causé d'importants dégâts matériels sur place*». Al-Tanf est une région syrienne limitrophe à la Jordanie qui est occupée par les forces américaines. Donc selon Sana, la frappe israélienne sur Palmyre a été possible grâce à l'aval des Etats-Unis.

Etats-Unis.

Etats-Unis : Donald Trump annonce la nomination Pam Bondi à la Justice après le désistement de Matt Gaetz - 20 Minutes/AFP 22 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé jeudi avoir choisi Pam Bondi, ancienne procureure générale de Floride, pour prendre la tête du ministère de la Justice. Cette décision intervient quelques heures seulement après que Matt Gaetz, élu républicain controversé, a retiré sa candidature pour le poste.

Russie.

Deux missiles britanniques Storm Shadow abattus en Russie, selon le ministère russe de la Défense - RT 21 nov. 2024,

Les systèmes de défense aérienne russes ont intercepté 2 missiles britanniques à longue portée Storm Shadow, ainsi que détruit 6 roquettes HIMARS de fabrication américaine et 67 drones de type avion lancés par les forces armées ukrainiennes, selon le rapport du ministère russe de la Défense, publié sur sa chaîne Telegram.

«*Une nouvelle escalade est en cours. C'est une position très irresponsable adoptée par l'administration américaine sortante*», a déclaré le porte-parole du président russe Dmitri Peskov en réponse à une question des journalistes sur l'utilisation des missiles à longue portée Storm Shadow contre le territoire russe ce jeudi 21 novembre. D'après Dmitri Peskov, les États-Unis entravent toute dynamique positive en Ukraine qui pourrait conduire à la fin du conflit et utilisent également le pays comme un outil dans leur confrontation avec la Russie.

Au total, depuis le début de l'opération militaire spéciale, 648 avions, 283 hélicoptères, 36 467 drones, 586 systèmes de missiles antiaériens, 19 420 chars et autres véhicules blindés de combat, 1490 lance-roquettes multiples, 18 318 pièces d'artillerie de campagne et mortiers et 28 573 véhicules militaires spéciaux ukrainiens ont été détruits par les forces armées russes. RT 21 nov. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 novembre 2024

Bonne nouvelle. Le Green New Deal a du plomb dans l'aile

La COP29 accouche d'un accord jugé décevant par de nombreux pays participants - franceinfo/AFP 24 novembre 2024

Même les prêts si généreusement attribués aux pays les plus pauvres pour qu'ils s'endettent encore plus et soient encore plus dépendants de leurs riches créanciers occidentaux, cela ne fonctionne plus aussi bien qu'avant, tout fout le camp décidément !

A lire et à savourer :

https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/la-cop29-accouche-d-un-accord-juge-decevant-par-de-nombreux-pays-participants_6916352.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241124&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

En famille chez les pires criminels.

Benjamin Netanyahu : ces politiques qui appellent la France à ne pas respecter l'arrêt de la CPI - Le HuffPost 22 novembre 2024

De LR au RN, plusieurs élus appellent le gouvernement à ne pas exécuter le mandat de la Cour pénale internationale à l'encontre du Premier ministre israélien.

En France, on peut être poursuivi pour « *crimes contre l'humanité et crimes de guerre* », et avoir le soutien de partis politiques. Du moins, du Rassemblement national et des Républicains. C'est en effet ce qui arrive ce vendredi 22 novembre au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Au lendemain du mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale à son encontre, le dirigeant voit certains élus français voler à son secours. Au point que plusieurs somment Paris de déroger au droit international.

C'est notamment le cas du député LR Philippe Juvin, qui reprend mot pour mot la défense de Benjamin Netanyahu. « *À votre question, "faut-il ou non arrêter M. Netanyahu s'il venait en France ?", la réponse est non, évidemment* », a-t-il estimé sur Sud Radio, dénonçant des « *institutions internationales* » qui « *brillent par leur anti-israélisme primaire* ». Un avis que partage

son collègue du Rassemblement national Philippe Ballard. Pour l'élu lepéniste, il « *serait ubuesque, délirant* » que la France exécute le mandat de la CPI.

Les terrorismes sont au pouvoir ! Défendre Israël, c'est défendre le terrorisme !

J-C – Vous ne risquez pas d'entendre cette accusation dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, et pour cause.

Apologie du terrorisme : LFI crée un tollé en voulant abroger ce délit et pourtant… - Le HuffPost 24 novembre 2024

J-C - Où est la faille dans l'argumentaire de LFI ?

Ils ne citeront pas les véritables terroristes, c'est-à-dire, ceux qui les accusent, ceux qui soutiennent le terrorisme d'Etat en Ukraine et en Palestine occupée, le terrorisme auquel participe l'Etat français en Afrique, au Moyen-Orient, le terrorisme auquel se livre le Mossad, la CIA, le MI6 partout dans le monde depuis des lustres, alors que c'est un fait établi de longue date.

Pourquoi LFI n'utilise-t-il pas cet argument ? Parce que ce serait remettre en cause fondamentalement l'Etat des capitalistes. Pourquoi ? Pardi parce que LFI n'a jamais eu l'intention de s'attaquer au capitaliste et ses institutions qui alimentent ou encouragent, cautionnent le terrorisme. Rappelons que 95% des attentats terroristes dans le monde ont été réalisés par des Etats occidentaux, quant au 5% restant, il est le fait d'individus isolés ou de groupes connus, suivis ou répertoriés par les services de renseignements des différents pays en question qui les ont soit manipulés, soit encouragés et qui les ont laissé passer à l'action, pour pouvoir ensuite faire adopter de nouvelles lois liberticides, dont celle que LFI voulait faire abroger.

Précisons que ceux qui sont contre l'abrogation de cette loi, sont les mêmes qui refusent de condamner la propagande nazi, ceci expliquant cela.

Le HuffPost - La France insoumise (LFI) a déposé à l'Assemblée une proposition de loi visant à abroger le délit d'apologie du terrorisme, qui a selon LFI accentué « *l'instrumentalisation de la lutte antiterroriste* » contre « *la liberté d'expression* », s'attirant de vives critiques à droite et dans le camp présidentiel.

Le texte, déposé par le député LFI du Nord Ugo Bernalicis et ses collègues LFI, veut supprimer ce délit créé par une loi de 2014, estimant qu'en la matière suffit « *la loi du 29 juillet 1881 traitant des faits relevant des délits d'apologie de crime, d'apologie de crime de guerre, d'apologie de crime contre l'humanité* ».

« *C'est difficile de faire plus ignoble* », a écrit sur X le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, réagissant à cette proposition. « *Une proposition de loi de la honte. Une infamie de plus des Insoumis* », a jugé de son côté le président du groupe UDR Éric Ciotti.

Dans cette proposition, la loi de 2014 est critiquée car elle laisse la porte ouverte aux abus. « Q*uelle démocratie peut encore conserver son nom, lorsque les méthodes de l'antiterrorisme sont utilisées pour réprimer des militants politiques, des militants associatifs, des journalistes ou encore des syndicalistes* », peut-on lire dans l'exposé des motifs.

« *Les moyens de la lutte antiterroriste en France ont régulièrement été détournés de leur objet par les Gouvernements en place pour réprimer la liberté d'expression* », est-il écrit.

En ce sens, le 9 octobre, l'ex-juge antiterroriste Marc Trévidic, qui avait pourtant soutenu dans les années 2010 le durcissement des sanctions pour apologie du terrorisme, a tempéré sa position après la multiplication des poursuites pour ce délit. Ce qui constitue « *un véritable abus* » et un « *usage totalement dévoyé de la loi* », a-t-il dénoncé dans l'Humanité.

« *On voit pleuvoir les condamnations, parfois très lourdes, jusqu'à plusieurs années de prison ferme* », a ajouté celui qui est désormais président de la cour d'assises à Versailles. « *Il aurait fallu laisser l'apologie du terrorisme dans la loi sur la presse et édicter un texte de répression spécialement consacré aux sites de propagande jihadiste* », a-t-il estimé.

Et d'ajouter : « *tous les tribunaux sont compétents* », « *tous les juges peuvent apprécier si une parole, un texte, une pancarte est un acte terroriste ou pas* ». « *Or, c'est une notion qu'il faut savoir manier. C'est dangereux de ne pas avoir de spécialiste là-dessus* », a-t-il déclaré avant de conclure : « *Il faudrait oser faire marche arrière. Tout cela m'a servi de leçon* ».

Dans le texte proposé par LFI, Ugo Bernalicis cite le cas du responsable CGT du Nord Jean-Paul Delescaut, condamné à un an de prison avec sursis en première instance --il a interjeté appel-- pour « *apologie du terrorisme* » via des propos tenus dans un tract de soutien aux Palestiniens. « *Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi (7 octobre 2023, date de l'attaque du Hamas en Israël, NDLR) elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées* », pouvait-on lire dans ce tract.

Le député LFI mentionne également sa présidente de groupe, Mathilde Panot, et l'eurodéputée LFI Rima Hassan, qui ont été entendues en avril par la police judiciaire parisienne dans le cadre d'enquêtes pour « *apologie du terrorisme* ».

Mathilde Panot notamment avait été entendue au sujet du communiqué publié par son groupe le 7 octobre 2023, dans lequel l'attaque du Hamas en Israël avait été décrite comme « *une offensive armée de forces palestiniennes* », dans un « *contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne* » dans les territoires palestiniens. Le HuffPost 24 novembre 2024

J-C- A LFI, ils ne peuvent pas se défendre, parce qu'ils ne vont jamais au bout de leurs analyses, ils sont trop compromis ou sinon cela les forcerait à se démasquer totalement.

En famille. Quand LFI tentent de séduire (et recruter?) les rejetons des aristocrates.

La conférence de Rima Hassan (LFI) à Sciences Po Paris, d'abord interdite, devra bien avoir lieu ordonne la justice - Le HuffPost 22 novembre 2024

Le directeur de la prestigieuse école avait interdit la conférence pour « *risque d'atteinte à l'ordre public* ». Rima Hassan a salué une *« immense victoire* » après la décision de justice. Le HuffPost 22 novembre 2024

J-C – Lire, une *« immense victoire* » pour Macron et son ministre de la Justice. Ils ne loupent pas une occasion de cautionner les institutions de la Ve République.

A lire.

La loi sur la sensibilisation à l'antisémitisme sonne le glas de la liberté d'expression

https://reseauinternational.net/la-loi-sur-la-sensibilisation-a-lantisemitisme-sonne-le-glas-de-la-liberte-dexpression/

Comment Israël a pris le contrôle de l'Amérique le 22 novembre 1963

https://reseauinternational.net/comment-israel-a-pris-le-controle-de-lamerique-le-22-novembre-1963/

Réaction au mandat d'arrêt international lancé contre Netanyahu par la Cour pénale internationale (CPI)

(Source : différents médias.)

The Guardian

Le journal britannique *The Guardian* a estimé que les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre le Premier ministre de l'occupation, Benjamin Netanyahou, et contre le ministre de la Défense limogé, Yoav Galant, «représentent un séisme sur la scène juridique mondiale, car c'est la première fois que des accusations sont portées contre un allié occidental pour ce type de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, par un organe judiciaire mondial».

The Guardian a ajouté : «*À long terme, les accusations contre Netanyahou et Gallant pourraient s'aggraver avec le temps, ce qui réduirait l'espace qui leur est encore ouvert dans le monde. Il est difficile de se débarrasser de la honte collée aux accusés pour avoir commis des crimes de guerre*».

The Financial Times

De son côté, le journal britannique The Financial Times a indiqué que «*la décision de la Cour pénale internationale contre Netanyahou et Gallant signifie que ses 124 États membres seront obligés d'arrêter Netanyahou et Gallant s'ils entrent sur leur territoire*».

The New York Times

Quant au journal américain *The New York Times*, il a affirmé que les mandats d'arrêt contre le Premier ministre du gouvernement d'occupation et son ancien ministre de la Sécurité «risquent d'exacerber le déclin de la légitimité d'Israël sur la scène mondiale, alors qu'il fait face à une condamnation de plus en plus féroce en raison de son comportement dans la guerre à Gaza».

Union européenne

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a affirmé que les mandats d'arrêt émis jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) devaient être «*respectés et appliqués*». «*La décision de la cour*

doit être respectée et appliquée», a dit Borrell lors d'une conférence de presse à Amman avec son homologue jordanien, Ayman Safadi.

La France

La France continuera à soutenir les actions de la CPI contre Israël, a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

La Cour est garante de la «*stabilité internationale*» et doit pouvoir agir «*dans toutes les situations de manière indépendante et impartiale*», a déclaré Christophe Lemoine lors d'une conférence de presse à Paris.

«*Nous soutenons l'action du procureur de la Cour qui agit en toute indépendance et la lutte contre l'impunité est notre priorité. Nous apportons un soutien constant à l'action de la CPI, notre réaction s'alignera sur ces principes*», a-t-il ajouté.

Espagne

Le deuxième vice-président et ministre du Travail espagnol, Yolanda Diaz, a également salué la décision.

«*Toujours du côté de la justice et du droit international*», a déclaré Diaz sur X, avant d'ajouter : «*Le génocide du peuple palestinien ne peut rester impuni*».

Pays-Bas

Les Pays-Bas ont réagi en déclarant qu'ils arrêteraient Netanyahou s'il mettait les pieds dans le pays.

«*Les Pays-Bas respectent la décision de la Cour pénale internationale (CPI) de délivrer un mandat d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien, Netanyahou. S'il vient sur le sol néerlandais, il sera arrêté*», a déclaré le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Casper Veldkamp, au Parlement du pays.

Belgique

La vice-première ministre belge, Petra De Sutter, a appelé jeudi l'Europe à se conformer à la décision de la Cour pénale internationale. L'Europe «*doit imposer des sanctions économiques, suspendre l'accord d'association avec Israël et exécuter ces mandats d'arrêt*», a-t-elle écrit sur X. «*Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis*», ajoute De Sutter.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a déclaré qu'il s'agissait d'un «*pas important vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine*».

«*Ces actions marquent un pas important vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine*», a déclaré Chrispin Phiri, porte-parole du ministère sud-africain des Relations internationales et de la coopération.

Turquie

«*Les mandats d'arrêt délivrés par la CPI à l'encontre de Netanyahou et de Gallant suscitent l'espoir que la justice sera rendue. Cette décision est une étape cruciale pour traduire en justice les autorités israéliennes qui ont commis un génocide à l'encontre des Palestiniens*», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

Jordanie

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a déclaré que les décisions de la CPI devaient être respectées et mises en œuvre, ajoutant que «*les Palestiniens méritent la justice*».

Massacres de masse et génocides : Les anglo-saxons sont exemplaires.

Le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU :

- Nous comprenons qu'au XXIe siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole.

Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au tournant des XIXe et XXe siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représentants de cette nation et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne.

Par Oleg Nesterenko (Réseau International)

Il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'ile britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort.

Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre

mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus – à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : «*Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine – c'est leur propre faute, car ils se reproduisent comme des lapins !*»

Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la «Grande» Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 billions de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des États-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 billions de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au XIXe siècle.

À la suite des deux «*guerres de l'opium*» menées par la Grande-Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealeurs de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes.

Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasiliy Nebenzia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale.

Au cours des sept premiers mois de 1943, 80 000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de la politique britannique au Bengale sont inconnus – le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes. Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale – près de 10 millions de personnes – la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place

faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale.

Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale.

J-C - Hier nous avions déjà abordé brièvement le génocide des Amérindiens du à la colonisation européenne, dont anglo-saxonne…

Totalitarisme. Stratégie de la terreur et psychose collective.

J-C – A les entendre les pays du nord de l'Europe, en particulier les pays scandinaves se distinguaient par l'indice du « *bonheur* » parmi les plus élevés de la planète, où il faisait bon vivre, des modèles sociaux exemplaires, bon, avec quand même quelques fachos mitraillant ici ou là ou en embuscades dans les parlements, et puis voilà qu'ils craignent l'agression de leur voisin qui ne les a jamais menacés, ils voient des ennemis partout, sauf à l'OTAN !

Prétextant une «*menace russe*», la Finlande appelle ses femmes à suivre des cours de survie - RT 24 nov. 2024

Tandis que l'ombre d'une pseudo «*menace russe*» plane sur l'Europe, la Finlande intensifie ses efforts pour préparer sa population à un conflit potentiel. Exemples frappants de cette dynamique, les cours de survie dans des conditions extrêmes organisés pour 75 femmes finlandaises, camouflées et coiffées de bonnets violets, dans une base militaire de l'ouest du pays, selon le quotidien britannique *The Guardian*.

Au cours de la semaine, ces femmes vont apprendre à construire des abris, allumer des feux, cuisiner en extérieur, prodiguer les premiers soins, se maintenir au chaud et même construire des toilettes !

Ces cours, bien que non militaires, sont partiellement financés par le ministère finlandais de la Défense et bénéficient du soutien de l'Association nationale de formation à la défense. Suvi Aksela, responsable de la communication et de l'organisation chez Nasta, a déclaré que les personnes qui les appelaient pour s'enquérir de leurs services leur demandaient si elles pouvaient leur apprendre à tirer.

Un récent inventaire du ministère finlandais de l'Intérieur révèle que la Finlande dispose de 50 500 bunkers pour une population de 5,6 millions habitants, comme pour laisser entendre que la Finlande est prête à entrer en guerre avec la Russie, en tenant compte des affirmations des autorités finlandaises. Les ménages finlandais sont encouragés à disposer de suffisamment de provisions pour survivre sans aide pendant au moins 72 heures, nourriture, eau, médicaments et accès à une radio à piles, en cas d'urgence.

Santé.

Parole d'internaute.

1- Avec ce lien, vous tombez sur une page complète avec de nombreux liens sur le sujet… (Information sur le produit, posologie,… cancer…)

https://www.fenbendazole.org/fr/informations-sur-le-fenbendazole/historique-du-fenbendazole/https://www.healnavigator.com/a/articles/ivermectin-vs-fenbendazole-for-cancer-differences-and-which-is-better

IMPORTANT à savoir : toujours le prendre avec de l'huile d'olive ou du beurre.

Pour l'achat, j'ai trouvé ce site à un prix très intéressant, en gélules 300 mg (c'est plutôt en général des gélules de 220 mg, il y en a aussi de 444 mg, et j'ai lus que pour certains traitements il était prévu des doses jusqu'à 800 mg par jour, pendant 1.5 mois… Pour traitements cancers, j'ai vu plusieurs témoignages ou les patients étaient guéris en 3 mois seulement, avec des doses de 222 mg/jour, et parfois même seulement 5 jours sur 7 (car environ 5% des personnes peuvent avoir des diarrhées, il suffit donc de réduire ou laisser 2 jours sans)

https://www.etsy.com/fr/listing/1707471987/gelules-de-fenbendazole-pur-a-998-300-mg

Très peu d'interactions avec d'autres médicaments, utilisation possible avec d'autres traitements anti cancer, chimio ou rayons, ni même alcool, mais est efficace même seul (nombreux témoignages).

Sur ce lien vous trouverez une longue liste de rapports de cas, tapez : cancer du sein métastatique, 83 femmes – Fenbendazole resource

---

2- Dans mes connaissances beaucoup de cancer non opérable (poumon, œsophage) Dans le monde d'avant les cancers non opérable était essentiellement les formes métastatiques ,Ces cancers semblent non opérables car trop près de gros vaisseaux…….. et quel est le nouveau facteur?

(Traitement du cancer.)

3- Il faudrait déjà éviter des molécules qui diminuent le taux de Glutathion, le paracétamol pas exemple. Au besoin lui préférer un autre anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS)…?

Pas de paracétamol dans la Covid, erreur thérapeutique majeure!

https://www.aimsib.org/2021/08/22/pas-de-paracetamol-dans-la-covid-erreur-therapeutique-majeure/

Le N-acétyl-cystéine (NAC) est un précurseur du glutathion…

Le chlorure de magnésium stimule significativement la vitalité des leucocytes…et donc leur faculté de diapédèse

https://fr.wikipedia.org/wiki/Diap%C3%A9d%C3%A8se

Traitement cytophylactique des maladies infectieuses par le chlorure de magnésium, la poliomyélite », Docteur Neveu, Librairie Le François, 1959.

AVANT PROPOS

En 1915, Pierre Delbet étudiait l'action sur les cellules de diverses solutions employées pour le lavage et le pansement des plaies et cherchait s'il n'existait pas quelque substance capable d'exalter leur vitalité.

Le rôle capital des globules blancs dans la lutte contre l'infection ayant été établi par Metchhnikoff, il prit ces cellules pour test dans ses recherches, et il eut la chance de constater assez vite qu'une solution de chlorure de magnésium à un certain taux augmente, dans une notable proportion, leur puissance phagocytaire, l'augmentation portant sur le nombre des polynucléaires qui phagocytent et sur la puissance phagocytaire de chacun d'eux.

« *Cette méthode qui a pour but d'exalter la vitalité des cellules, nous dit Pierre Delbet, je l'ai appelée cytophylactique. Le mot cytophylaxie veut dire protection des cellules* ».

° ° °

Par une série d'expériences, Pierre Delbet élargit, ensuite, le rôle de la cytophylaxie et, de méthodes de pansements, elle devint une méthode générale qui augmente la puissance de l'organisme, non seulement contre l'infection des plaies, mais encore contre l'avitaminose, contre l'anaphylaxie, contre le dépérissement sénile et contre la cancérisation.

° ° °

Il m'advint, fortuitement, d'apporter une importante contribution à la méthode cytophylactique du professeur Pierre Delbet.

En 1932, je fis prendre du chlorure de magnésium à une petite malade, Ghislaine L…, atteinte d'angine suspecte, dans le but d'atténuer les troubles anaphylactiques du sérum que je pensais lui injecter, en attendant l'analyse de son prélèvement amygdalien.

Je fus surpris, le lendemain matin, de constater la guérison totale de Ghislaine avant que le résultat de cette analyse – qui était positive pour le bacille de Loeffler – me fut communiquée par le laboratoire. Cette première guérison de la diphtérie par le chlorure de magnésium a été le point de départ de mes recherches sur le traitement cytophylactique des maladies infectieuse en général.

° ° °

Le lecteur trouvera dans les observations suivantes, la relation des résultats inespérés qui ont été obtenus, par cette nouvelle méthode thérapeutique dans le traitement de la poliomyélite.

PDF 33 pages. Les posologies adultes, enfants de moins de 5 ans, nourrissons sont indiquées en pages 28 et 29

Lien de téléchargement :

http://www.aryanalibris.com/index.php?post/Neveu-A-Traitement-cytophylactique-par-le-chlorure-de-Magnesium-La-Polyomyelite

---

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride - AIMSIB 20/10/2024

https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride

---

Plus de 300 données probantes du CDC montrent que les vaccins causent l'autisme.

Récemment, j'ai reçu un trésor de documents d'une source à l'intérieur du CDC montrant qu'ils savent depuis plus de 20 ans que Wakefield avait raison : les vaccins causent l'autisme.

Steve Kirsch 18 novembre 2024

https://kirschsubstack.com/p/over-300-pages-of-evidence-from-the?_x_tr_hist=true

---

Sur la situation politique et sociale en France.

Macron a déclaré la guerre à la Russie.

Jean-Noël Barrot : l'Ukraine peut tirer des missiles français à longue portée sur la Russie - RT 23 nov. 2024

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré ce 23 novembre à la BBC que l'Ukraine pourrait tirer des missiles français à longue portée sur la Russie «*dans une logique de légitime défense*», mais n'a pas confirmé si des armes françaises avaient déjà été utilisées.

Antisocial. Fainéants, profiteurs ! SS syndicale délatrice, c'est très tendance.

Budget de la Sécu : le Sénat renforce les contrôles et les sanctions contre la fraude sociale - Publicsenat.fr. 21 novembre 2024

Ce 21 novembre, les sénateurs ont adopté plusieurs amendements visant à renforcer la lutte contre la fraude sociale, aussi bien du côté des assurés que des entreprises.

C'est la sénatrice centriste Nathalie Goulet, largement mobilisée sur le sujet, qui a ouvert le bal des amendements dans la nuit du 20 au 21 novembre. L'élue a proposé de renforcer les sanctions contre les faux arrêts de travail, en permettant à la Sécurité sociale de communiquer aux employeurs les conclusions de ses enquêtes et de ses contrôles sur les salariés. Grâce à cette transmission d'informations, une entreprise pourrait alors prendre une sanction disciplinaire à l'encontre d'un employé fraudeur pour « *manquement à son obligation de loyauté* ». Une disposition adoptée par le Sénat.

Le Sénat vote le triplement de la « *taxe soda* » - LePoint.fr 22 novembre 2024

Entre cinq et huit kilos de sucre par hectolitre, le tarif passera de 7,30 à 21 euros. Sont concernés les colas, les boissons aux fruits, à base de cacao, de café, de thé ou de sirop, les limonades, les tonics ou certaines boissons à base de lait animal ou végétal.

Un monde meilleur sans changement de régime, c'est possible, puisqu'on vous le dit. Tous les hommes sont des "*monstres*".

J-C - Il y en a qui y croient, ils sont instrumentalisés, trop peu pour nous. Participer à ce genre de manifestation, c'est comme participer à "*une révolution de couleur*" en espérant en tirer quelque chose ou en modifier l'orientation politique, pure illusion. Même l'extrême gauche participe à cette manipulation, ils en sont tous, par exemple, le PT réclame plus de moyens au gouvernement, lu dans leur blog en ligne.

"*Je crois à un monde où les choses pourraient être organisées différemment*" : à Paris, des milliers de manifestants contre les violences faites aux femmes - franceinfo/AFP 24 novembre 2024

À Marseille, Amiens, Paris ou La Réunion, des milliers de personnes ont manifesté contre les violences faites aux femmes, samedi 23 novembre, deux jours avant la Journée internationale dédiée à cette cause. Sur les pancartes, plusieurs messages : "*pour que nos vies ne soient plus classées sans suite*", "*dans dix féminicides c'est Noël*", ou encore "*l'habit ne fait pas le viol*".

Les auteurs de violences ne sont pas des monstres, ce sont des hommes de notre entourage et "*la honte doit changer de camp*". franceinfo/AFP 24 novembre 2024

J-C – Quel « *camp* », celui des capitalistes ? Pas vraiment, votre frère, votre père, tous les mâles de votre famille, votre voisin, votre collègue de travail… Cela fait partie de leur lutte de classe, pas la nôtre...

Leur bouffe transformée et trafiquée, la pollution, le stress et la psychose collective qu'ils fabriquent et entretiennent, leur médecine chimique de synthèse, leurs vaccins et autres injections géniques à ARN m, font 100 fois plus de dégâts sur la santé physique et psychologique.

Pourquoi les microplastiques et nanoplastiques menacent notre santé - franceinfo/ 24 novembre 2024

Les scientifiques en ont découvert partout sur Terre, de l'Himalaya aux plus profondes fosses marines. Mais aussi chez des êtres vivants. (Quelle est la mauvaise langue qui a sorti qu'ils ne découvraient plus rien ? - J-C)

En intégrant diverses chaînes alimentaires, ces matériaux se retrouvent dans le corps des animaux marins et terrestres. Chez les humains, des scientifiques en ont détecté dans le sang, les selles, le système digestif, le lait maternel, le placenta, les poumons, ou encore dans les artères. Sans être exhaustif.

La recherche des conséquences de ces particules sur les humains a débuté au milieu des années 2010. Dans une étude publiée en mars 2024 dans la prestigieuse revue *New England Journal of Medicine*, une équipe de chirurgiens italiens a annoncé la découverte de microplastiques sur la paroi d'artères carotides, celles qui amènent le sang au cerveau. Ils en ont détecté chez près de 60% de 257 patients opérés. Après trois ans de suivi, ils ont constaté que cette présence de résidus plastiques s'associait à un risque quatre fois et demie supérieur d'être victime d'un infarctus ou d'un accident vasculaire cérébral (AVC). (La « *prestigieuse revue New England Journal of Medicine* », ça en impose. Cela ne vous fait-il pas penser au Lancet ? – J-C)

Les microplastiques influent aussi sur le système digestif, et plus particulièrement sur le macrobiote (ou flore intestinale), relève auprès de FranceInfo Muriel Mercier-Bonin, directrice de recherche à l'Inra. En analysant les selles d'adultes et d'enfants de moins de 10 ans (filles et garçons), son équipe a constaté chez les enfants une "*fragilisation*" de la flore intestinale, avec une *"modification de certains composés*" qui ont des "*effets bénéfiques pour la santé*". Les processus précis et les conséquences demeurent flous, mais sont scrutés. En effet, la flore intestinale joue un rôle essentiel dans des "*mécanismes clés*" en lien avec la digestion, mais aussi des fonctions immunitaires ou encore neurologiques.

Au niveau des poumons, des études cliniques menées chez des travailleurs du plastique ont montré des dysfonctionnements, des inflammations, de la fibrose, et même, pour certaines études, une augmentation des cas de cancer du poumon, a relevé Sonja Bolland, ingénieure de recherche à l'Université Paris Cité, le 17 octobre, lors d'une audition au Sénat dédiée aux impacts des plastiques sur la santé humaine. Ces constats doivent être pris avec des pincettes, prévient-elle : "*Dans les milieux professionnels, ils étaient confrontés à de très, très fortes doses."*

On ne trouve pas un type de plastique, mais des dizaines, auxquels s'additionnent quelque 16 000 additifs. Ces derniers sont ajoutés à la matière initiale pour lui donner une qualité particulière : souplesse, rigidité, résistance à l'oxydation, aux UV ou encore à l'eau. En résumé, les plastiques ne pourraient pas être utilisables sans eux.

Sur le chiffre global de 16 000 additifs, 4 000 ont une toxicité connue, relève auprès de FranceInfo Hervé Raps, médecin délégué à la recherche au centre scientifique de Monaco.

L'air urbain est davantage chargé en microplastiques et nanoplastiques que celui de la campagne, a rappelé Sonja Bolland au Sénat, soulignant que "*l'inhalation est au moins aussi importante que l'ingestion*". (On les croirait en train de parler de virus ! – J-C)

Pour éviter l'inertie, Hervé Raps appelle la communauté internationale à prendre des mesures fortes au nom du principe de précaution. "*Même si c'est compliqué, même si nous ne pouvons pas tout*

affirmer à 100%, nous constatons maintenant trop de cancers, de maladies métaboliques, de troubles de la fertilité", plaide-t-il. Pour lui, l'éventuel lien entre les microplastiques et nanoplastiques et divers maux affectant la santé humaine est à prendre au sérieux. (Ils prennent « *au sérieux* » ce qui les arrange (idéologiquement) et laisse le reste de côté… - J-C)

"*Si vous regardez les courbes de maladies chroniques, de troubles de la puberté, de troubles développementaux chez les enfants, toutes ces courbes sont en progression depuis les années 1950*."

"*Il existe sûrement plein de facteurs mais les courbes sont parallèles à l'augmentation des produits chimiques et l'augmentation des produits plastiques*", insiste-t-il. Un constat inquiétant, alors que la production de plastique doit doubler d'ici 2040 et tripler d'ici 2060. FranceInfo/ 24 novembre 2024

J-C- Toutes leurs "*courbes*" sont pipées, pour la bonne raison que 75 ans plus tôt, un grand nombre de symptômes n'étaient même pas répertoriés.

Les principes, règles ou comportements étaient différents, ils comparent ce qui n'est pas comparable. Ils nous ont fait le coup avec les virus et le climat…

Ne seraient-ils pas en train d'essayer de maquiller les conséquences désastreuses à venir des injections géniques, parce que tout ce qu'ils évoquent comme maladie, recoupent les effets secondaires enregistrés par millions dans le monde depuis 2021 ?

Tous les plastiques reconnus néfastes pour la santé devraient être interdits. Toutes les substances chimiques de synthèse entrant dans la composition d'un certain nombre d'articles destinés aux enfants ou susceptibles d'être en contact prolongé avec la peau ou les yeux, ou de pénétrer par la cavité buccale ou nasale, présentant un risque ou une menace pour la santé, devraient être prohibées, quitte à devoir supprimer du marché des milliers de produits inutiles ou dont on peut très bien se passer, même s'ils correspondent à des besoins qui ont été fabriqués au cours 5 ou 8 dernières décennies, quitte à devoir changer de comportement, à modifier notre mode de vie. Mais pour se faire, il faudrait d'abord commencer par changer de régime économique, donc politique, là vous être fou mon ami, d'accord, je n'ai rien dit, mais je n'en pense pas moins.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Il arrive beaucoup trop tard, quand le sale boulot est sur le point d'être terminé…

Le mandat d'arrêt contre Netanyahu met également en cause la politique américaine - consortiumnews.com 21 novembre 2024

C'est désormais officiel. Le plus proche allié des États-Unis, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, celui qui a reçu plus de 50 ovations debout au Congrès il y a quelques mois à peine, est sous le coup d'une mise en accusation par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

L'Amérique doit en prendre note : le gouvernement américain est complice des crimes de guerre de Netanyahou et s'est pleinement associé à la violence de Netanyahou à travers le Moyen-Orient.

Depuis 30 ans, les lobbies israéliens ont poussé les Etats-Unis à mener des guerres au nom d'Israël pour empêcher l'émergence d'un Etat palestinien. Netanyahou, arrivé au pouvoir en 1996 et Premier ministre depuis 17 ans, a été le principal promoteur des guerres soutenues par les Etats-Unis au Moyen-Orient.

Le résultat a été un désastre pour les États-Unis et une catastrophe sanglante non seulement pour le peuple palestinien mais pour tout le Moyen-Orient.

Ces guerres n'ont pas pour but de défendre Israël, mais plutôt de renverser des gouvernements qui s'opposent à l'oppression du peuple palestinien par Israël. Israël s'oppose farouchement à la solution à deux États prônée par le président américain Donald Trump, la loi internationale, l'Initiative de paix arabe, le G20, les BRICS, OCI et l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'intransigeance d'Israël et sa répression brutale du peuple palestinien ont donné naissance à plusieurs mouvements de résistance militante depuis le début de l'occupation. Ces mouvements sont soutenus par plusieurs pays de la région.

La solution évidente à la crise israélo-palestinienne est de mettre en œuvre la solution à deux États et de démilitariser les groupes militants dans le cadre du processus de mise en œuvre.

Netanyahou fait une guerre sans fin

L'approche d'Israël, en particulier sous la direction de Netanyahou, consiste à renverser les gouvernements étrangers qui s'opposent à la domination d'Israël et à recréer la carte d'un « Nouveau Moyen-Orient » sans État palestinien. Plutôt que de faire la paix, Netanyahou mène une guerre sans fin.

Ce qui est choquant, c'est que Washington a confié le budget militaire et fédéral américain à Netanyahou pour ses guerres désastreuses. L'histoire de la prise de contrôle totale de Washington par le lobby israélien est racontée dans le remarquable nouveau livre d'Ilan Pappé, Faire du lobbying en faveur du sionisme des deux côtés de l'Atlantique (2024).

Netanyahou a répété à maintes reprises au peuple américain qu'il serait le bénéficiaire de sa politique. En réalité, Netanyahou a été un véritable désastre pour le peuple américain, saignant le Trésor américain de milliers de milliards de dollars, gaspillant la position de l'Amérique dans le monde, rendant les États-Unis complices de sa politique génocidaire et rapprochant le monde de la troisième guerre mondiale.

Si Trump veut rendre à l'Amérique sa grandeur, la première chose qu'il devrait faire est de rendre à l'Amérique sa souveraineté, en mettant fin à la soumission de Washington au lobby israélien.

Le lobby israélien non seulement contrôle les votes au Congrès mais place également des partisans de la ligne dure d'Israël à des postes clés de sécurité nationale.

Ceux-ci ont inclus:

Madeleine Albright (secrétaire d'État de Clinton), Lewis Libby (chef de cabinet du vice-président Cheney), Victoria Nuland (conseiller adjoint à la sécurité nationale de Cheney, ambassadeur de Bush Jr. auprès de l'OTAN, secrétaire d'État adjoint d'Obama, sous-secrétaire d'État de Biden), Paul Wolfowitz (sous-secrétaire à la Défense de Bush Sr., secrétaire adjoint à la Défense de Bush Jr.),

Douglas Feith (sous-secrétaire à la Défense de Bush Jr.), Abram Shulsky (directeur du Bureau des plans spéciaux, ministère de la Défense de Bush Jr.), Elliott Abrams (conseiller adjoint à la sécurité nationale de Bush Jr.), Richard Perle (président du Conseil de politique nationale de défense de Bush Jr.), Amos Hochstein (conseiller principal du secrétaire d'État de Biden) et Antony Blinken (secrétaire d'État de Biden).

En 1995, Netanyahu a décrit son plan d'action dans son livre Combattre le terrorisme. Pour contrôler les terroristes (c'est ainsi que Netanyahou décrit les groupes militants qui combattent le régime illégal d'Israël sur les Palestiniens), il ne suffit pas de combattre les terroristes. Il faut plutôt combattre les « *régimes terroristes* » qui soutiennent ces groupes. Et les États-Unis doivent être les premiers à prendre les devants :

« *La cessation du terrorisme doit donc être une exigence claire, appuyée par des sanctions et sans contrepartie. Comme pour tous les efforts internationaux, l'application vigoureuse de sanctions aux États terroristes doit être menée par les États-Unis, dont les dirigeants doivent choisir la séquence, le moment et les circonstances appropriés pour ces actions.* »

Comme Netanyahou l'a dit au peuple américain en 2001 (réimprimé en tant qu'avant-propos de 2001 Combattre le terrorisme):

« *La première chose à comprendre, et la plus importante, est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. Le terrorisme international ne peut tout simplement pas perdurer longtemps sans les régimes qui l'aident et le soutiennent… Supprimez tout ce soutien étatique et l'ensemble de l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera. Le réseau terroriste international repose donc sur des régimes tels que l'Iran, l'Irak, la Syrie, les talibans d'Afghanistan, l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat et plusieurs autres régimes arabes, comme le Soudan.* »

Tout cela était de la musique aux oreilles des néoconservateurs de Washington, qui souscrivaient également aux opérations de changement de régime menées par les États-Unis (par le biais de guerres, de subversion secrète, de révolutions de couleur menées par les États-Unis, de coups d'État violents, etc.) comme principal moyen de traiter avec les adversaires perçus des États-Unis.

Après le 9 septembre, les néoconservateurs de Bush Jr. (dirigés par Cheney et Rumsfeld) et les initiés du lobby israélien de Bush Jr. (dirigés par Wolfowitz et Feith) se sont associés pour remodeler le Moyen-Orient à travers une série de guerres menées par les États-Unis contre les cibles de Netanyahou au Moyen-Orient (Liban, Iran, Irak, Syrie) et en Afrique de l'Est islamique (Libye, Somalie et Soudan). Le rôle du lobby israélien dans l'incitation à ces guerres de choix est décrit en détail dans le nouveau livre de Pappe.

Le plan de guerre du lobby néoconservateur et d'Israël a été présenté au général Wesley Clark lors d'une visite au Pentagone peu après le 9 septembre. Un officier a sorti un papier de son bureau et a dit à Clark :

« *Je viens de recevoir une note du bureau du secrétaire à la Défense. Elle dit que nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous allons commencer par l'Irak, puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et en Iran.* »

En 2002, Netanyahu a lancé la guerre contre l'Irak au peuple américain et au Congrès en leur promettant

« *Si vous éliminez Saddam, le régime de Saddam, je vous garantis que cela aura d'énormes répercussions positives sur la région […] Les gens assis juste à côté en Iran, les jeunes et beaucoup d'autres diront que le temps de tels régimes, de tels despotes est révolu.* »

Un nouveau récit remarquable sur le rôle de Netanyahou dans la conduite de la guerre en Irak provient également du sergent-chef à la retraite du commandement des Marines Dennis Fritz, dans son livre Trahison mortelle (2024). Lorsque Fritz fut appelé à se déployer en Irak au début de l'année 2002, il demanda à de hauts responsables militaires pourquoi les États-Unis déployaient des troupes en Irak, mais il n'obtint pas de réponse claire. Plutôt que de diriger des soldats dans une bataille qu'il ne pouvait ni expliquer ni justifier, il quitta le service.

En 2005, Fritz a été invité à revenir au Pentagone, cette fois en tant que civil, pour aider le sous-secrétaire Douglas Feith à déclassifier des documents sur la guerre, afin que Feith puisse les utiliser pour écrire un livre sur la guerre.

Fritz a découvert que la guerre en Irak avait été fomentée par Netanyahou en étroite coordination avec Wolfowitz et Feith. Il a appris que l'objectif de guerre présumé des États-Unis, à savoir contrer les armes de destruction massive de Saddam, n'était qu'un stratagème cynique de relations publiques mené par un membre du lobby israélien, Abram Shulsky, pour obtenir le soutien de l'opinion publique américaine à la guerre.

L'Irak devait être la première des sept guerres en cinq ans, mais comme l'explique Fritz, les guerres suivantes ont été retardées par l'insurrection irakienne anti-américaine. Néanmoins, les États-Unis ont fini par entrer en guerre ou par soutenir des guerres contre l'Irak, la Syrie, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Liban. En d'autres termes, les États-Unis ont mis en œuvre les plans de Netanyahou – à l'exception de l'Iran.

À ce jour, et même à cette heure, Netanyahou s'efforce d'attiser une guerre américaine contre l'Iran, une guerre qui pourrait déclencher une troisième guerre mondiale, soit par l'Iran parvenant à acquérir des armes nucléaires, soit par l'allié de l'Iran, la Russie, rejoignant une telle guerre aux côtés de l'Iran.

Le travail d'équipe entre les lobbies néoconservateurs et israéliens a été à l'origine de l'une des plus grandes catastrophes mondiales du XXIe siècle. Tous les pays attaqués par les États-Unis ou leurs mandataires – l'Irak, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et la Syrie – sont désormais en ruines.

Pendant ce temps, le génocide de Netanyahu en Gaza La guerre continue à un rythme soutenu, et une fois de plus, les États-Unis se sont opposés à la volonté unanime du monde (à l'exception d'Israël) cette semaine, en opposant son veto au Conseil de sécurité de l'ONU résolution de cessez-le-feu qui a été soutenue par les 14 autres membres du Conseil.

Le véritable problème auquel l'administration Trump est confrontée n'est pas de défendre Israël contre ses voisins, qui réclament à répétition, presque quotidiennement, une paix fondée sur la solution à deux États. Le véritable problème est de défendre les États-Unis contre le lobby israélien.

Jeffrey D. Sachs est professeur d'université et directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia, où il a dirigé l'Earth Institute de 2002 à 2016. Il est également président du Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies et commissaire de la Commission des Nations Unies sur le haut débit.

Israël : le début de la fin - consortiumnews.com 21 novembre 2024

Comme dans toutes les guerres de guérilla, de l'Algérie au Vietnam, les Palestiniens gagneront la lutte politique pour la libération alors qu'Israël implose de l'intérieur.

https://consortiumnews.com/fr/2024/11/21/israel-beginning-of-the-end/?eType=EmailBlastContent&eId=8a285576-0c44-4e5f-af23-48ff3fcf8075

Etats-Unis.

Donald Trump nomme Russell Vought et prouve encore qu'il est plus proche du « *Projet 2025* » qu'il ne le dit. - Le HuffPost 23 novembre 2024

Nommé ce vendredi 22 novembre, au même moment que Scott Bessent au poste de Secrétaire au Trésor, Russell Vought conforte l'influence du controversé « *Projet 2025* » au sein de l'administration de Donald Trump pour ses quatre années de pouvoir.

Et pour cause, l'homme de 48 ans est l'un des principaux rédacteurs de ce programme politique de 900 pages, façonné par le puissant lobby conservateur Heritage Foundation - qui se veut une feuille de route officieuse et radicale pour remodeler le gouvernement fédéral dans l'ombre du retour du milliardaire républicain à la Maison Blanche.

Entre les deux mandats de Trump, Vought a fondé l'organisation « *Center for Renewing America* », qui a joué un rôle primordial dans la rédaction du « *Project 2025* ».

Dans cet ordre d'idée, Donald Trump avait déjà choisi Brendan Carr, actuel commissaire de la FCC (le régulateur américain des télécoms), pour prendre la tête de cette institution américaine. Brendan Carr s'était illustré dans le « *Projet 2025* » en rédigeant l'un de ses chapitres, affirmant vouloir « *reprendre le contrôle des Big Tech, promouvoir la sécurité nationale, libérer la prospérité économique et garantir la responsabilité et la bonne gouvernance de la FCC* ».

Karoline Leavitt, porte-parole de la campagne républicaine nommée porte-parole du second mandat Trump, apparaît quant à elle dans l'une des vidéos du « *Projet 2025* ».

Pourtant, Donald Trump, comme son vice-président J. D. Vance ont régulièrement pris leur distance avec ce document et leurs auteurs. Malgré de nombreuses preuves apportées par les médias américains de liens manifestes entre le 47e président américain et ce puissant lobby. Le futur vice-président de Donald Trump avait également déclaré cette année, devant la Heritage Foundation, que le cercle de réflexion conservateur allait aider le camp républicain à gouverner « *à la Maison-Blanche, au Sénat, au Congrès, et partout dans le pays* ».

« *Je ne sais rien du Project 2025. Je n'ai aucune idée de qui se cache derrière ce projet* », disait pourtant Donald Trump le 6 juillet dernier…

Brigandage, pillage ou guerre de rapine du XIXe siècle.

Les États-Unis pourraient proposer un «*bon accord*» à l'Ukraine en échange de ses ressources naturelles - RT 24 nov. 2024

L'Ukraine pourrait être extrêmement utile aux États-Unis car elle regorge de ressources naturelles précieuses et est disposée à négocier un accord avec Washington sur leur extraction, a déclaré le sénateur américain Lindsey Graham dans une interview accordée à Fox News, chaîne de télévision américaine. Un extrait de l'interview a été publié sur la chaîne YouTube du sénateur le 20 novembre.

Le sénateur républicain de Caroline du Sud a affirmé que le conflit ukrainien était, en fin de compte, «*une question d'argent*». «*Saviez-vous que le pays le plus riche de toute l'Europe en minéraux de terres rares est l'Ukraine ?*», a-t-il déclaré, estimant leur valeur entre 2 et 7 trillions de dollars.

Lindsey Graham a ajouté que l'Ukraine était prête à «conclure un accord avec [les États-Unis]», mais pas avec la Russie. «*Il est donc dans notre intérêt de s'assurer que la Russie ne prenne pas le contrôle du pays*», a-t-il expliqué, décrivant l'Ukraine comme le «*grenier à blé du monde*».

Plus tôt ce mois-ci, le 14 novembre, Mykhaïlo Podoliak, un conseiller principal de Zelensky, a proposé aux États-Unis d'exploiter conjointement le sous-sol du pays et d'en extraire les ressources, dans une interview accordée au journal italien La Repubblica. «*Nous avons des gisements de minéraux rares tels que le lithium et le titane que nous pouvons exploiter ensemble [avec les États-Unis]*», a-t-il précisé. RT 24 nov. 2024

Russie.

Lancement du missile balistique russe : «*L'Occident ne comprend que la force*» - RT 22 nov. 2024

Quand la Russie agit avec retenue, l'Occident le perçoit comme un signe de faiblesse et ne fait qu'augmenter la pression, estime le politologue et docteur en histoire Konstantin Blokhov commentant le tir du missile balistique hypersonique de moyenne portée «*Orechnik*» en réponse à l'utilisation des armes occidentales de longue portée. RT en français :

L'autorisation de frapper en profondeur du territoire russe avec des missiles américains a-t-elle ouvert la boîte de Pandore ?

Konstantin Blokhov : Pour ce qui est de la boîte de Pandore, tout dépend de la réaction russe. Si la réaction de la Russie à ces attaques est dure et sans compromis, cette boîte de Pandore se fermera immédiatement, car l'Occident ne comprend que la force. La psychologie de l'Occident repose sur le principe de la force. Quand la Russie agit de sang-froid, avec retenue ou quand elle appelle aux négociations, l'Occident le perçoit comme un signe de faiblesse et ne fait qu'augmenter la pression.

Par conséquent, si l'Ukraine et ses alliés occidentaux frappent encore le territoire russe en étendant la zone de frappe et le nombre de cibles, il est évident que nous devrons riposter. S'il n'y a pas de riposte, l'Occident comprendra qu'une nouvelle ligne rouge est franchie. Donc, tout dépend du désir

et de la capacité russe à poursuivre l'escalade. Il est possible de désescalader la situation, mais seulement en poursuivant l'escalade. Malheureusement, c'est le seul moyen.

RT en français : Après la déclaration de Vladimir Poutine dans la soirée du 21 novembre, comment, à votre avis, la situation pourrait-elle évoluer ?

K. B. : Je pense que l'Occident va demeurer dans l'expectative, essayera de régler ses actions sur celles de ses alliés. Premièrement, ils vont surveiller les mesures que la Russie prendra. Deuxièmement, bien sûr, tout le monde va attendre l'arrivée de Trump, mais aussi les mesures concrètes et réelles qu'il prendra, pas les spéculations sur les candidats qu'il va désigner. On ne juge pas les hommes politiques sur leurs propos, mais sur leurs actes. Il est donc évident que ce sont ces deux facteurs qui vont compter : l'arrivée de Trump et les actions russes concrètes.

RT en français : Trump, une fois au cabinet Ovale fin janvier, pourrait-il annuler des décisions de Biden concernant l'Ukraine ?

K. B. : Seul l'avenir nous dira comment Trump agira. Mais il est évident qu'il ne pourra pas agir seul, car tout dépendra de la volonté du Congrès de le soutenir. Même avec une majorité républicaine, de nombreuses décisions de Trump devront recevoir l'aval du Congrès. De même que les candidatures à un poste dans l'administration qui sont également convenues par le Congrès. Trump ne sera donc pas seul à définir la politique étrangère et de défense, mais, malheureusement, il y aura d'autres personnes. Beaucoup dépendra de la position du Congrès.

Cependant, à en juger par les événements, par les candidatures qu'il propose, beaucoup de candidats sont des faucons. Au poste de secrétaire d'État, il envisage la candidature de Marco Rubio. Comme chef du Pentagone, il propose de nommer non seulement cet ancien présentateur de télévision, mais aussi Tom Cotton. Il est donc évident qu'il ne sera pas facile d'avoir affaire à Trump.

De plus, c'est Trump qui s'était retiré du traité sur les missiles à moyenne et courte portée. La réponse russe, telle qu'elle a été énoncée hier par le président, est justement une réponse aux initiatives de Trump.

Par ailleurs, bien sûr, il faut envisager les actions de Biden et celles de Trump de manière globale. Une chose est sûre, il ne sera certainement pas facile d'avoir affaire à Trump. RT 22 nov. 2024

Ukraine.

L'Ukraine aurait reçu des armes suisses malgré l'interdiction de réexportation imposée par le pays - RT 23 nov. 2024

Plus de 640 000 munitions fabriquées en Suisse ont été livrées à l'Ukraine via la Pologne, en violation de l'interdiction faite par ce pays de réexporter ce type de matériel vers des zones de conflit, conformément à sa neutralité, a révélé la chaîne de télévision SRF. L'autorité suisse de contrôle des armements a sanctionné une entreprise polonaise, «UMO SP», qui a enfreint un accord établi avec le fabricant «*Swiss P Defence*».

C'est la première fois qu'une entreprise étrangère d'armement est inscrite sur une «liste noire» suisse pour violation de contrat, suite aux investigations menées par SRF Investigativ. À la suite d'une

requête de ce média, le secrétariat d'État suisse à l'économie (Seco), qui supervise les exportations de matériel militaire, a annoncé : «*Nous confirmons que les exportations vers la société polonaise en question sont suspendues jusqu'à nouvel avis*.»

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 novembre 2024

Je comprends pourquoi je ne reçois pas de soutien, tout s'explique :

C'est la France ! Ne dit-on pas, que c'est à la pratique qu'on juge les élus (et pas que)?

Une mention sur le consentement bientôt inscrite sur tous les sex-toys ? - Le Point 24 novembre 2024

La députée écologiste Marie-Charlotte Garin veut inscrire une mention sur le consentement sur tous les sex-toys, « *à l'instar des mentions "manger, bouger"* ».

Sur la situation politique et sociale en France.

A bas la Ve République ! "*Ca a amené les Français à changer de République*". L'heure d'une République sociale a sonné !

Censure du gouvernement Barnier: Bayrou appelle à ne pas "plonger le pays dans le chaos" - BFMTV 24 novembre 2024

Michel Barnier risque d'être confronté à une motion de censure déposée par la gauche à l'Assemblée nationale en décembre en cas de recours au 49.3 pour faire adopter le budget. Une motion de censure, si elle est adoptée avec les voix des députés de la gauche et du Rassemblement national, qui renverserait l'actuel gouvernement.

Avant d'ajouter: "*Un pays comme la France, dans le moment de crise que nous vivons, ne peut pas se permettre des chutes de gouvernement successives. On a connu ça, ça a amené les Français à changer de République*".

Pour lui, les différents partis politiques, y compris ceux de l'opposition, sont "*co-responsables*" de "*ce que les Français voient et entendent*". Des Français qui ne veulent pas selon lui d'une "*perpétuelle instabilité*". Dans les faits, l'avis de la population est plus tranché. Selon un sondage, réalisé par Ipsos pour *La Tribune Dimanche* et publié ce samedi 23 novembre, 53% des Français sont favorables à une censure du gouvernement Barnier.

Invité de Questions politiques (France Inter/Le Monde/Francetv), M. Vallaud a notamment dit vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN "*de poser la question des conditions d'une non censure*", si le gouvernement Barnier venait à être renversé. BFMTV 24 novembre 2024

J-C - Mélenchon a décliné l'invitation, je cite : en accusant le PS d'être "*en train d'organiser un nouveau socle commun*" à la place de l'actuelle alliance du Nouveau Front populaire, lui reprochant de "*tendre la main*" au-delà de la gauche.

"*Au-delà de la gauche*", n'y sont-ils pas déjà eux-mêmes, alors que le Nouveau Front populaire est de droite puisqu'il n'a jamais rompu avec Macron et les institutions de la Ve République, encore moins avec le capitalisme.

En complément sur un autre sujet d'actualité.

Mathilde Panot - Le délit d'apologie du terrorisme inscrit dans le code pénal depuis 2014 est "*une atteinte à l'état de droit*", il devrait être inscrit dans le droit de presse.

Le déplacement dans le Code pénal du délit d'apologie du terrorisme avait été acté dans l'article 4 d'une loi promulguée en novembre 2014 et décidé par le ministre de l'Intérieur d'alors, Bernard Cazeneuve.

A l'époque, les yeux du monde sont rivés sur la Syrie et l'Irak, où un groupe djihadiste d'idéologie salafiste, appelé Daech, proclame unilatéralement l'instauration d'un califat sur un territoire à cheval sur les deux pays. Alors que de nombreux Européens viennent grossir leurs rangs, la question du terrorisme est omniprésente sur les plateaux télé et dans les débats politiques.

Bernard Cazeneuve avait affirmé que "*laisser croire que la liberté de la presse est menacée relève d'une contre-vérité absolue*". lexpress.fr 24 novembre 2024

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029754374

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Israël: le journal Haaretz, très critique de Netanyahu, va être privé de financement public - BFMTV 25 novembre 2024

Le ministre israélien de la Communication a annoncé ce dimanche 24 novembre que le gouvernement va "*arrêter*" de "*financer*" le journal Haaretz, très critique de Benjamin Netanyahu, de son gouvernement où siègent des ministres d'extrême droite et de la guerre menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

« *Aujourd'hui, le gouvernement a approuvé à l'unanimité ma proposition de mettre fin à tout engagement avec le journal Haaretz de quelque manière que ce soit et de ne plus rien y publier* », a notamment écrit le ministre Shlomo Khari dans un message publié sur Instagram, expliquant que le journal est "*financé*" en partie par l'État israélien.

La date de cet arrêt de financement n'est pour le moment pas connue et aucun autre membre du gouvernement n'a commenté l'annonce.

Selon le ministre, la décision du gouvernement a été notamment motivée par des propos du propriétaire et directeur du journal, Amos Shocken, affirmant lors d'une conférence à Londres que le Premier ministre israélien "impose un régime d'apartheid brutal au peuple palestinien".

Des propos qui s'apparentent à "*un soutien aux ennemis de l'État*" et à une "*incitation à la haine*" contre Israël, écrit Shlomo Khari.

Considéré comme de centre-gauche selon les critères de la société israélienne, il défend l'arrêt de la guerre à Gaza, à la fois pour épargner les civils palestiniens et pour favoriser la libération des otages, et promeut plus généralement l'existence d'un État palestinien indépendant. Récemment, il s'est également montré favorable aux mandats d'arrêts requis par la Cour pénale internationale à l'encontre de Benjamin Netanyahu et de son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant.

Etats-Unis.

Secrétaire au Trésor, Agriculture… Donald Trump étoffe sa future équipe gouvernementale - LePoint.fr/Reuters 24 novembre 2024

Autre nomination faite ce week-end : Brooke Rollins, présidente de l'America First Policy Institute (AFPI), comme secrétaire à l'Agriculture. Si cette nomination est confirmée dans les prochaines semaines par le Sénat, l'avocate qui avait dirigé le conseil de politique intérieure à la Maison-Blanche à la fin du premier mandat de Donald Trump dirigera une agence de 100 000 personnes avec un budget estimé à 437,2 milliards de dollars pour l'année 2024, rapporte l'agence Reuters.

Âgée de 52 ans, Brooke Rollins aura notamment pour mission de superviser les différents programmes agricoles et alimentaires du gouvernement. Elle aura également pour tâche de dire si elle recommande ou non l'application de crédits d'impôt sur les biocarburants et aura en charge la négociation des accords commerciaux, les recommandations diététiques, les inspections sanitaires et la lutte contre les feux de forêt.

Le ministère du Travail sera quant à lui désormais occupé par Lori Chavez-DeRemer. Élue de l'Oregon, Donald Trump a fait savoir que cette dernière avait travaillé « *sans relâche* » avec les syndicats et les entreprises afin de renforcer la main-d'œuvre américaine.

Déjà au même poste lors du premier mandat de Donald Trump, Russ Vought devrait quant à lui être nommé directeur du Bureau de la gestion et du budget de la Maison-Blanche. Parmi ses missions, celui qui est considéré comme l'un des architectes du « *Projet 2025* » devra notamment définir les priorités en matière de budget ainsi que mettre en œuvre les promesses de campagne de Donald Trump.

Russie.

Russie: Poutine signe une loi annulant des dettes pour les soldats en Ukraine - RFI 24 novembre 2024

Pour inciter les Russes à s’engager dans l’armée sur une base volontaire, Vladimir Poutine a signé ce samedi 23 novembre un nouveau décret de loi. Il permet d’annuler la dette des Russes qui s’engage pour combattre en Ukraine durant une année, jusqu’à un maximum de 92 000 euros.

À partir du 1er décembre, les Russes qui s'engageront sous les drapeaux pour un an pourront faire annuler leurs dettes si une ordonnance de recouvrement a été émise avant cette date. Ces règles s'appliquent également à leur conjoint.

C'est la dernière mesure incitative mise en place par les autorités pour attirer dans les rangs de l'armée les jeunes hommes âgés de 20 à 40 ans, qui sont les plus enclins à avoir contracté un emprunt, par exemple pour acheter un logement. Le montant total des dettes couvertes sera de 10 millions de roubles, environ 92 000 euros au cours actuel.

Cette mesure offre un moyen à plusieurs centaines de milliers de personnes pour se débarrasser d'un fardeau de dette, estiment les experts, car jusqu'à présent les dispositions existantes pour les combattants en Ukraine ne visaient qu'à suspendre les remboursements.

Les autres participants aux opérations militaires dans le Donbass profiteront, eux aussi, de cette annulation. Il s'agit d'une mesure attractive étant donné que le taux d'intérêt a été relevé à 21% par la banque centrale à la fin du mois d'octobre.

Plus de 13 millions de Russes avaient au moins trois emprunts au premier semestre — un chiffre en augmentation de 20 % sur un an, avec en moyenne 1,4 million de roubles de dettes (12 900 euros), selon un rapport de la Banque centrale publié le mois dernier. Beaucoup d'entre eux obtiennent d'abord des prêts bancaires, puis sollicitent d'autres emprunts auprès d'organisations de microfinance.

Dans l'autre camp, l'Ukraine dispose également d'une législation permettant aux combattants d'obtenir des conditions préférentielles pour les prêts et, dans certains cas, d'annuler leurs dettes.

Ukraine.

The Sunday Times : La corruption dans le secteur de l'énergie laisserait les Ukrainiens face à un gel mortel cet hiver - RT 24 nov. 2024

Selon The Sunday Times, l'absence, due à la corruption, de protection des infrastructures énergétiques en Ukraine risque de provoquer des «*froids sévères et mortels*» cet hiver. Le gouvernement ukrainien n'a pas suivi les conseils d'ingénieurs internationaux ni alloué les fonds nécessaires, aggravant la sécurité énergétique.

Des ingénieurs britanniques, en collaboration avec leurs collègues des États-Unis, d'Allemagne et du Japon, avaient conseillé aux Ukrainiens de construire des installations spécifiques pour protéger leur système énergétique.

Cependant, neuf mois plus tard, les travaux n'avaient toujours pas été réalisés, et la raison en est la corruption, selon The Sunday Times. Mustafa Nayyem, chef de l'agence pour la reconstruction de l'Ukraine, a démissionné en juin pour protester contre les échecs du gouvernement ukrainien, affirmant que le projet avait été délibérément retardé par le refus de Kiev de libérer les fonds alloués.

The Sunday Times cite ses propos : «*C'était impossible de travailler. Quand vous voyez que la direction du gouvernement crée des obstacles artificiels pour vous, c'est inutile*». Son équipe

soupçonne que le projet a été retardé par des pots-de-vin non versés aux fonctionnaires du bureau du Premier ministre ukrainien, qui contrôlent les finances. «*Ils [le gouvernement] n'ont pas payé les entrepreneurs. Les entrepreneurs ont arrêté tous les projets*», a-t-il ajouté.

Roumanie

Présidentielle en Roumanie: Calin Georgescu arrive en tête au premier tour et crée la surprise - rfi.fr

Le candidat indépendant prorusse Calin Georgescu, a qui les sondages accordaient 10 % des voix à la fermeture des bureaux de vote, arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie avec 22,74% des voix. Il distance le Premier ministre pro-européen (19,35%) pourtant donné favori par des instituts de sondage à la sortie des urnes. Elena Lasconi, ancienne journaliste, reconvertie en politique, arrive troisième juste derrière avec 19,01% des voix. Le nationaliste George Simion, arrive en quatrième position avec 13,91 % et ferme la marche des candidats avec plus de 10% des suffrages.

Professeur à l'université de Pitesti, ville de taille moyenne située à 100 km de Bucarest, Câlin Popescu se présente comme expert environnemental. Il s'est présente aux élections comme indépendant et utilisé a principalement Tik Tok comme canal de communication. Ses messages ont un caractère messianique et proposent de sauver la nation roumaine qui aurait besoin de retrouver son prestige et sa souveraineté.

Dans les dernières semaines de la campagne électorale, Calin Georgescu a intensifié sur TikTok ses messages souverainistes, anti-occidentaux et anti-OTAN. Les commentateurs politiques de Bucarest le soupçonnent aujourd'hui d'être un cheval de Troie de Vladimir Poutine. Ancien allié du parti d'extrême droite Alliance pour l'Union des Roumains, le vainqueur du premier tour des élections présidentielles en Roumanie, a fait l'objet dans le passé d'une enquête pénale à cause de ses déclarations antisémites et pro-légionnaires, le parti d'extrême droite roumain proche d'Adolf Hitler dans les années 1940.

« *L'extrême droite est en fait la première force politique du pays* », souligne Sergio Miscoiu, professeur des universités en sciences politiques à la faculté d'études européennes de Cluj-Napoca en Roumanie. « *Si l'on fait l'addition des voix de ces deux messieurs, ils sont à plus de 30%, le camp social-démocrate est aussi à 30% et la droite classique est, elle aussi, à 30%. C'est une vraie percée. Georgescu essaiera de transformer l'essai aux législatives.* »

Uruguay

Uruguay: Yamandu Orsi, candidat de la coalition de gauche, remporte l'élection présidentielle - BFMTV 25 novembre 2024

Le candidat de l'opposition de gauche à la présidentielle uruguayenne, Yamandu Orsi, a remporté ce dimanche 24 novembre le second tour de l'élection, une victoire marquant le retour au pouvoir de la gauche de l'emblématique ex-président José Mujica.

Yamandu Orsi avait fini largement en tête du premier tour le 27 octobre avec 43,9% des voix, devant Alvaro Delgado (26,8%) qui disposait cependant du réservoir de voix d'Andres Ojeda, du parti Colorado (centre droit), arrivé en troisième position (16%).

La victoire de Yamandu Orsi n'augure toutefois aucun signe de changement de direction, le président élu ayant promis, lorsqu'il était encore candidat, "*un changement sûr qui ne sera pas radical*".

Si l'Uruguay affiche un revenu par tête élevé, ainsi que de moindres niveaux de pauvreté et d'inégalités par rapport au reste de l'Amérique du Sud, l'emploi et la sécurité ont été placés au centre des préoccupations des 3,4 millions d'habitants du pays aux 12 millions de têtes de bétail.

La gauche a misé sur sa figure tutélaire, José "*Pepe*" Mujica, l'ancien président (2010-2015) et ex-guérillero torturé et emprisonné sous la dictature (1973-1985), pour revenir au pouvoir après les années Tabaré Vazquez (2005-2010, puis 2015-2020) qui avaient mis fin à l'hégémonie de droite et de centre droit.

Malgré ses 89 ans, son combat contre le cancer et des difficultés à se déplacer, José Mujica a multiplié les apparitions et meetings pour attirer le vote des jeunes et indécis qui semblaient détenir la clé du scrutin.

Le président sortant Luis Lacalle Pou, au pouvoir depuis 2020, n'a pu se représenter malgré une cote de popularité de 50%, car la Constitution interdit de briguer un second mandat consécutif. Il a promis une transition "ordonnée" dans le pays le plus stable d'Amérique latine, avec des partis à la longue histoire, aux identités claires malgré leurs unions dans des coalitions et dont l'appartenance se transmet à l'intérieur même des familles.

Des élections générales concomitantes du 1er tour ont vu le Frente Amplio remporter 16 des 30 sièges du Sénat et 48 des 99 sièges de la Chambre des députés.

Espagne.

Espagne: des dizaines de milliers de personnes manifestent à Barcelone contre les loyers excessifs - RFI 24 novembre 2024

Ce samedi 23 novembre, 175 000 manifestants selon les organisateurs, 22 000 selon la police municipale, ont participé à une marche à Barcelone contre le prix des loyers qui ne cesse d'augmenter.

À Barcelone, les loyers ont augmenté de 70% en dix ans, soit quatre fois plus que les salaires. Une situation qui devient intenable et qui a mobilisé des milliers de manifestants ce samedi 23 novembre dans les rues de la capitale catalane, dont María Barreda : « *Notre fils a 35 ans et il vit toujours chez nous parce qu'il ne peut pas louer ! Et il a un travail, il est fonctionnaire. Mais les loyers coûtent presque autant que son salaire.* » Le loyer moyen à Barcelone a atteint 1 200 euros alors que le salaire minimum est de 1 135 euros.

Les organisateurs de cette mobilisation réclament une baisse de 50% des loyers, la réquisition des appartements touristiques ainsi que l'interdiction des achats immobiliers spéculatifs. Si leurs revendications ne sont pas entendues, ils menacent d'une grève des loyers. RFI 24 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 novembre 2024

Un courriel reçu.

- « *... oui, il faut continuer ce blog.* »

Merci.

Dans cette causerie, il figure des infos dont on pourrait se demander ce qu'elles viennent faire là.

C'est Yahoo news qui les fournit, soit les médias mainstream, je n'ai pas le temps de me livrer à une revue de presse plus étoffée, pour autant, c'est suffisant pour aborder l'actualité, d'autant plus que c'est celle qui est mise à la disposition des travailleurs à travers la TV, la radio et la presse écrite quotidienne.

N'y figure pas l'activité sociale qu'ils censurent, désolé, vous pouvez la trouver dans les articles des blogs du mouvement ouvrier pour ceux qui sont accessibles gratuitement, à bannir les boutiquiers du PT et du POI qui fonctionnent comme des sectes ou des entreprises commerciales.

Cela dit, vous verrez que les articles ou sujets que je vous soumets sont reliés entre eux ou sont en rapports les uns avec les autres, si cela ne saute pas aux yeux, amusez-vous à les découvrir, c'est assez facile, je vous ai mis sur la piste généralement avec le titre ou un bref commentaire.

Récemment j'ai eu un échange avec un ex-dirigeant du courant trotskyste lambertiste de l'OCI (POI et PT de nos jours). Je vais publier ces documents dans quelques jours, histoire de les soumettre à la discussion.

J'ai aussi relevé des commentaires dans un blog animé par d'ex-dirigeants ou cadres de ce courant politique, qui rejoignent en partie mes analyses ou positions. Ce qui est intéressant, c'est qu'ils posent de nombreuses questions auxquelles on doit encore réfléchir, plus de questions que de réponses comme il fallait s'y attendre.

Le défaut de ce support ou de leurs relations, c'est qu'il s'agit le plus souvent de monologues. Les sujets s'enchaînent sans véritable réflexion sur le fond. On a l'impression que personne n'est intéressé par la vérité, un peu comme si elle n'existait pas, à moins que chacun estime la détenir, je l'ignore.

Certains évoquent la nécessité de se rassembler pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, sans que cela ne déclenche chez leurs centaines de sympathisants la moindre réaction, peut-être s'agit-il de militants trop vieux, je n'en sais rien, un prétexte comme un autre

pour ne pas s'engager, ils devraient avoir honte à leur âge, on ne va pas leur demander d'escalader une barricade, mais bon c'est eux que cela regarde.

Ces dirigeants et militants expliquent dans leurs articles ou documents, que nous étions bien partis pour construire ce foutu parti à la fin des années 70, composé essentiellement de militants révolutionnaires honnêtement ou sincèrement acquis à la révolution socialiste, c'est exact à quelques réserves près sans importance, confirmant ce que j'avais soutenu ou plutôt une hypothèse que j'avais émise, c'est-à-dire, que quelles que soient l'époque ou les conditions sociales ou politiques, tout au long du XXe siècle jusqu'à ce 26 novembre 2024, en fait depuis que le capitalisme et le prolétariat existent, du fait que des millions de travailleurs pauvres étaient soumis à des traitements cruels ou barbares, ces terribles conditions allaient forcément finir par heurter de plein fouet la conscience des éléments de la classe ouvrière parmi les mieux nantis et des classes moyennes les plus enclins à condamner l'injustice sociale, qui chercherait un moyen de mettre un terme à cette situation, ce qui les amèneraient à adopter ou à renouer avec le socialisme ou l'idéologie des exploités et des opprimés, à se rassembler dans un parti pour l'imposer ou en finir une fois pour toute avec le capitalisme…

C'est ce processus caractéristique de la lutte de classe, qui fut à l'origine de l'organisation de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle, de la création de la SFIO, du PC, des autres organisations ou partis ouvriers… A suivre.

La barre de la folie furieuse est dépassée. Confisquons-leur tous leurs pouvoirs !

Bugatti : Avec la Tourbillon, le constructeur veut franchir les 500 km/h - 20minutes.fr 25 novembre 2024

Il y a quelques semaines à peine, Bugatti a inscrit une nouvelle ligne à son palmarès, lorsque la W16 Mistral est devenue la voiture découvrable la plus rapide jamais chronométrée : 453,91 km/h. Officiellement, pourtant, Bugatti avait déclaré se retirer de la course aux records de vitesse, après que la bien nommée Chiron Super Sport 300+ eut franchi la barre des 300 miles à l'heure (304,7 mph, soit 490,48 km/h). 20minutes.fr 25 novembre 2024

J-C – Quel meilleur hommage à la vitesse, à la puissance, au pouvoir ! A la richesse au passage.

En plus du cinéma avec ses courses poursuites en pleine ville, vous ne trouvez pas qu'il y a de quoi inspirer les auteurs dingos de rodéos en bagnole ? Les fabricants de ces bolides et les autorités en portent la responsabilité. Tous les moteurs des véhicules commercialisés devraient être bridés en usine à 100km/h par exemple.

Pourquoi devrait-on pouvoir conduire plus rapidement ? Pour aller plus vite, mais pourquoi ? Parce qu'on est pressé d'arriver quelque part ? Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas le temps de faire tout ce qu'on a affaire. Mais pourquoi ? Parce qu'on ne dispose pas assez de temps. D'accord, mais cela ne répond pas à la question. C'est le mode de vie qu'on nous impose qui en est à l'origine. Il faudrait donc en changer. Oui, mais ce n'est pas possible tout simplement. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait que cesse de régner le principe oppressant selon lequel « *time is money* », le temps est de l'argent. Assurément, car c'est lui qui structure tous les rapports sociaux dans la société, il a même atteint un niveau frénétique avec le développement du néolibéralisme et la crise du capitalisme qui atteint son paroxysme de nos jours. En quelque sorte il détient ce pouvoir, donc la question que nous avons à

régler nous ramène à la question du pouvoir ou qui décide de notre mode de vie, qui gouverne, c'est bien cela n'est-ce pas ? Vous avez une autre explication à proposer ?

On en aurait presque oublié que c'est en premier au Japon que le corporatisme et la militarisation du travail forcé se sont généralisés ou imposés dans les années 50-70.

J-C – Ils ont fait des Japonais des zombis. Quand j'étais délégué syndical au début des années 80, je me souviens de plusieurs directeurs japonais d'U-Bix (Konica) qui avaient vécu quelques années heureuses en France, en pleurs parce qu'ils devaient regagner le Japon, un cauchemar à les entendre.

Les Asiatiques sont généralement très pudiques et cachent leurs émotions, mais là ils n'avaient pas pu se retenir tellement ils étaient malheureux de retourner dans ce pays, où toute leur vie était vouée au travail et à l'entreprise… Depuis ils ont été rejoints par de nombreux pays dont la Corée du Sud et la Chine notamment.

Moins de bisous, moins de sexe mais plus de masturbation chez les jeunes Japonais - 20minutes.fr 25 novembre 2024

Une récente étude menée au Japon par la Japan Association for Sex Education (JASE) auprès de 12.562 étudiants révèle une baisse significative du nombre de jeunes ayant déjà échangé un baiser depuis 2005. Ce déclin est particulièrement marqué chez les garçons, avec seulement 22,8 % des sondés en 2023-2024 déclarant avoir embrassé quelqu'un, le taux le plus bas jamais enregistré et inférieur à celui de 1987 (23,1 %) selon le quotidien Mainichi Shimbun. Les filles affichent un taux légèrement supérieur de 27,5 %, bien que ce chiffre ait chuté de 13,5 points de pourcentage depuis 2017.

En 2006, le terme « *herbivores* » a été inventé pour décrire les Japonais sans intérêt pour les relations physiques, considérant les baisers et les rapports sexuels comme « *ennuyants* ». Les statistiques montrent que seulement 15 % des filles et 12 % des garçons de moins de 18 ans déclarent avoir eu des rapports sexuels.

Une récente étude menée au Japon par la Japan Association for Sex Education (JASE) auprès de 12.562 étudiants révèle une baisse significative du nombre de jeunes ayant déjà échangé un baiser depuis 2005. Ce déclin est particulièrement marqué chez les garçons, avec seulement 22,8 % des sondés en 2023-2024 déclarant avoir embrassé quelqu'un, le taux le plus bas jamais enregistré et inférieur à celui de 1987 (23,1 %) selon le quotidien Mainichi Shimbun. Les filles affichent un taux légèrement supérieur de 27,5 %, bien que ce chiffre ait chuté de 13,5 points de pourcentage depuis 2017. 20minutes.fr 25 novembre 2024

A défaut de disparaître, le capitalisme a engendré un monstre qu'il faut abattre avant qu'il nous étouffe.

J-C – La concentration du capital entre quelques mains et la rationalisation à outrance de la production sont inhérents au développement du capitalisme… Stop ou encore ?

La fortune d'Elon Musk atteint un niveau jamais connu de l'ère moderne - LePoint.fr 25 novembre 2024

En l'espace d'un an, le milliardaire sud-africain a vu sa fortune augmenter de près de 130 milliards de dollars. Elle atteint aujourd'hui les 348 milliards de dollars. Dans un top 10 dominé par les Américains et les géants du numérique, Elon Musk surpasse de très loin Jeff Bezos, patron d'Amazon (219 milliards de dollars), Larry Ellison, fondateur d'Oracle (206 milliards), ou le Français de LVMH, Bernard Arnault (163 milliards).

Il a évidemment existé de très grandes fortunes sous l'ère industrielle. John Rockefeller, par exemple, avait une fortune estimée à 336 milliards de dollars actuels. Mais dans leur ensemble, les magnats modernes avaient des monopoles dans des domaines précis : l'énergie (Rockefeller), l'automobile (Henry Ford) ou l'acier (Andrew Carnegie).

Tout le contraire d'Elon Musk, qui a diversifié ses activités et ne constitue pas de monopole.

En s'affichant comme un soutien financier de premier plan du candidat républicain, il a pris un risque qui a porté ses fruits. Quelques heures après une élection qui n'a souffert d'aucune contestation, la hausse des actions de Tesla lui a rapporté quinze milliards de dollars. Le jour suivant la victoire de Donald Trump, sa fortune grimpait de 26 milliards de dollars. LePoint.fr 25 novembre 2024

Fake news d'Etat et des médias institutionnels. Il n'y en avait même pas un !

Kadyrov a trouvé l'origine des troupes nord-coréennes vues par l'Occident sur le front russo-ukrainien

Le chef de la république tchétchène a ironisé sur le fait que «*le coupable de la panique de l'Occident à propos des volontaires nord-coréens*» avait été trouvé. «*Il s'avère que toute cette confusion dans le camp ennemi a été causée par un seul Coréen nommé Dima, originaire de Sakhaline et combattant des légendaires forces spéciales Akhmat*», a souligné le dirigeant tchétchène.

Ce serait à cause de lui que l'Occident aurait cru voir 1000 puis 10 000 Coréens.

https://histoireetsociete.com/2024/11/24/kadyrov-a-trouve-lorigine-des-troupes-nord-coreennes-vues-par-loccident-sur-le-front-russo-ukrainien/

En voilà une bonne raison pour soutenir le blog et courant politique *Le Socialisme*, non ?

Covid, Ukraine, Gaza : L'honneur perdu des journalistes

Les médias sociaux numériques ont peu à peu remplacé les feuilles de choux locales pour informer les citoyens. Avec Twitter, Facebook, YouTube, Instagram, TikTok et autres LinkedIn, l'information journalistique se mélange allègrement à la communication, à la publicité, à la propagande et… au mensonge. Dans ce magma informe, chaque utilisateur y trouve ce qu'il y

cherche. En quelques années, l'information journalistique (celle qui est vérifiée et recoupée, classée et hiérarchisée) a fait place à cette masse monstrueuse d'infos gérée par de puissants algorithmes qui décident ce qui peut être publié ou non.

Les médias sociaux numériques ont peu à peu remplacé les feuilles de choux locales pour informer les citoyens. Avec Twitter, Facebook, YouTube, Instagram, TikTok et autres LinkedIn, l'information journalistique se mélange allègrement à la communication, à la publicité, à la propagande et… au mensonge. Dans ce magma informe, chaque utilisateur y trouve ce qu'il y cherche. En quelques années, l'information journalistique (celle qui est vérifiée et recoupée, classée et hiérarchisée) a fait place à cette masse monstrueuse d'infos gérée par de puissants algorithmes qui décident ce qui peut être publié ou non.

Une entreprise de désinformation mondiale

Comment s'y retrouver ? Comment trier le vrai du faux ? Toute la question est là : qui décide de la vérité ? Si je dis : «*Dieu existe*», est-ce une fake news ? Et qui peut vérifier ? Quel fact-checking peut donner la réponse ? Personne, évidemment, puisqu'il s'agit d'une affaire de croyance. Croire, ce n'est pas savoir. La crise sanitaire est exemplaire de l'entreprise de désinformation gigantesque menée depuis deux ans par les grands médias qui, à de rares exceptions près, affirment péremptoirement que les vaccins destinés à combattre la Covid-19 sont sûrs. Ce faisant, ils confortent la politique sanitaire des États qui imposent la vaccination sous contrainte. Médias, États : même combat ! Mais pourquoi tous les médias du monde disent-ils la même chose au même moment sur les mêmes sujets ? Pourquoi affirment-ils que les vaccins sont sûrs et qu'il faut se faire injecter deux, puis trois, puis quatre doses, peut-être plus ? Pourquoi les autorités de tous les pays suivent-elles la même logique aveugle ? Pourquoi n'y a-t-il pas de controverse scientifique possible à la télé ou dans les journaux sur ces sujets pour permettre le débat et équilibrer l'information ? C'est simple : parce que les grands médias du monde sont aux mains de quelques groupes industriels et financiers très puissants relayés par des lobbies grassement rémunérés. Or, ces grands organismes de presse et ces entreprises numériques d'envergure mondiale ont décidé de se regrouper pour former un immense cartel visant à contrôler l'information. Ils se sont rassemblés en 2019 au sein de la Trusted News Initiative (TNI) «*pour protéger le public et les utilisateurs contre ce qu'ils estiment relever de la désinformation, en particulier dans les périodes* «à risque» *comme les élections*». Mais aussi comme la gestion de la crise sanitaire ou la guerre en Ukraine.

https://infodujour.fr/culture/medias/77557-covid-ukraine-gaza-lhonneur-perdu-des-journalistes

---

Mes commentaires publiés dans un blog.

(La source : Le contrat social (2/2))

https://reseauinternational.net/le-contrat-social-2-2/?login=success

Commentaires en deux parties.

Première partie.

L'éloge à peine déguisé de l'ordre établi, afin de décrédibiliser un affrontement direct entre les classes ou toute révolution sociale et politique pour le renverser.

— Un pacte d'association entre membres du corps social, entre gouvernants et gouvernés (Exploiteurs et exploités, oppresseurs et opprimés, cela sonne déjà plus juste)

— Le principe de la souveraineté du peuple basée sur la liberté, l'égalité et la notion de volonté générale. (Un leurre ou une escroquerie politique pour le peuple)

— Vivre en bonne intelligence avec les autres membres de la société en s'appuyant sur la confiance qu'il accorde au pouvoir politique légitime (Remplacer « membres » par classes, les banquiers, les oligarques, etc. qui ne demandent pas mieux que vous leur fassiez « confiance », ainsi que le pouvoir politique en place qui représente leurs intérêts)

— Le peuple confie au législateur le devoir de sauvegarder le bien-être général (En réalité, les intérêts de la classe dominante.)

— Le contrat social se doit donc, par destination, d'être le garant de l'accès au droit de vivre dans une société n'entravant pas les droits du citoyen lequel se doit de respecter les devoirs qui lui incombent en contrepartie. (Voilà comment on cautionne un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.)

— La Ve République est devenue un régime de type semi-présidentiel (Constitution de type monarchiste parlementaire, alliant bonapartisme et autoritarisme)

— De Gaulle (…) entendait s'accorder plus de moyens pour lutter dans la pleine application du contrat social (Pour instaurer le corporatisme, un État autoritaire)

— œuvrant à l'encontre du bien des Français (Comme si le « bien » était identique pour chaque Français et ils en auraient la même conception, sans tenir compte de leurs conditions sociales)

— Le contrat social est rompu entre les Français et les individus auxquels le citoyen en a confié la garde. (Il y a ceux qui l'ont imposé, et il y a ceux qui n'ont pas eu d'autre choix que de le subir)

— La cohésion sociale à laquelle nous aspirons (Avec les capitalistes, les banquiers, on vous la laisse !)

— Défendre ses propres idées (Il ne s'agit pas d'idées, mais d'intérêts matériels)

— Un consensus universel (Cela s'appelle l'économie capitaliste mondiale ou mondialisation du capitalisme)

— Notre droit à la démocratie (Quelle démocratie ? Elle n'a jamais existé en France.)

Seconde partie.

Si vous n'avez pas apprécié la première, vous allez détester la seconde !

Au contraire, il faut briser le contrat social, l'État de droit, l'État qui gère la société pour le compte des exploités et des oppresseurs, c'est d'ailleurs là sa réelle nature sociale et sa raison d'être,

maintenir l'esclavage salarial pour le plus grand nombre, et « la liberté, la souveraineté, la justice, la sécurité, la paix » pour leurs maîtres qui représentent une infime minorité de la société.

Qu'est-ce qui caractérise un acteur ou un parti politique ? Sa position par rapport à l'État, la manière dont il le définit à partir des rapports sociaux existant entre les classes qui déterminent sa véritable nature sociale, à savoir s'il cautionne et justifie sur le plan idéologique l'existence du régime économique en place reposant sur les inégalités sociales qu'incarne justement l'État en place.

L'épreuve la plus cruelle pour tous les démagogues, opportunistes, géopoliticiens ou analystes autoproclamés.

C'est l'unique question qui vaut la peine d'être posée : Selon vous quelle est la nature sociale de l'État en place ? En fonction de la réponse, en règle générale vous serez fixé sur les intérêts ou la classe qu'il représente, sur l'idéologie qu'il a adoptée et ses véritables intentions, s'il figure dans le camp de la révolution ou dans celui de la contre-révolution ou de la réaction, si vous préférez, s'il est de gauche ou de droite.

Dans quel pays le nazisme est-il une "*passion*" et un business ? La France.

Caen : Une vente aux enchères d'objets nazis créée la polémique - 20minutes.fr 25 novembre 2024

Ainsi, des masques à gaz, une paire de bottes, des photos de militaires SS, un manteau de cavalerie, et des cartes d'identité de personnes juives étaient proposés à la vente, dans le département du Calvados. Tous ces biens datent de la Seconde Guerre mondiale.

Pour le commissaire-priseur, Jean Rivola, ces ventes ont lieu à destination de « *passionnés* » ou d'institutions publiques. 20minutes.fr 25 novembre 2024

A bas la condition précaire des femmes travailleuses ! A bas la Ve République !

Contre les violences faites aux femmes, Michel Barnier annonce quatre mesures pour 2025 - Le HuffPost

1 – Rupture des relations avec les Etats-Unis qui autorisent le mariage des filles dès 13 ans, avec Israël qui bombarde femmes et enfants à Gaza et au Liban ;

2 – Un logement et un emploi pour toutes les femmes à la rue ;

3 – Un emploi pour chaque femme au chômage, et une allocation au niveau du SMIC pour chaque femme au foyer avec au minimum un enfant ;

4 – Réduction de 25% du temps de travail des femmes sans perte de salaire et congés payés pour les toutes les mères lors des congés scolaires de leurs enfants durant toute l'année.

Combat contre la dictature climatique de Davos ou le Green New Deal

Le FMI appellera-t-il à des confinements climatiques ?

Le Fond Monétaire International (FMI) vient de publier un «*appel à l'action climatique mondiale*» dans lequel il déclare que les restrictions à l'activité économique imposées durant la «*pandémie*» étaient un bon début, mais devaient être réitérées et renforcées pour «*sauver le climat*».

https://reseauinternational.net/le-fmi-appellera-t-il-a-des-confinements-climatiques/

Document du FMI –

https://www.elibrary.imf.org/view/journals/066/2024/006/066.2024.issue-006-en.xml?cid=555057-com-dsp-crossref

Santé.

Louis Fouché : la question des transgenres vue de l'hôpital

https://crowdbunker.com/v/pdjKHEdvW7

Sur la situation politique et sociale en France.

C'est le PS, le PCF et les Écologistes ou le NFP qui ont porté Macron, Barnier et Le Pen au pouvoir.

À Rognac, le RN remporte une ville des Bouches-du-Rhône, une première depuis près de 30 ans - Le HuffPost 25 novembre 2024

De prime abord, voilà une commune sans histoire comme la France en produit tant, 12 000 habitants situés entre Marseille et Aix-en-Provence, sur les bords de l'étang de Berre.

Avec plus de 38 % des suffrages, Christophe Gonzales, 53 ans, totalement novice en politique, remporte l'élection.

Quelques jours avant le second tour, les délégués départementaux du PS, du PCF et des Écologistes ont appelé dans un communiqué commun les électeurs à un « *sursaut démocratique* » face « *au risque de voir l'extrême droite l'emporter* ». Le HuffPost 25 novembre 2024

J-C – En guise de « *sursaut démocratique* », ils envisagent de ne pas censurer Barnier et son gouvernement, autant dire qu'ils sont tous complices contre les travailleurs. A bas le NFP, à bas le front unique ouvrier avec ces agents de la réaction !

En famille au chevet des institutions de la Ve République que l'on doit abattre.

France : Barnier reçoit les oppositions afin de sauver son gouvernement - RT 25 nov. 2024

Alors que le budget 2025 pourrait être adopté par un recours au 49-3, le chef du gouvernement français reçoit les chefs des groupes parlementaires d'opposition. Une opposition qui menace de renverser son gouvernement, via une motion de censure.

Si la porte semble se refermer du côté du RN, alors que le vice-président du parti Sébastien Chenu affirmait le 19 novembre que Michel Barnier «*crée les conditions d'une motion de censure*», une voix pourrait s'ouvrir à gauche avec le Parti socialiste. Des députés socialistes entrouvrent la porte à un «*accord de non-censure*».

«*Je proposerai à tous les présidents de groupe du Sénat et de l'Assemblée nationale de l'arc républicain de poser la question des conditions d'une non-censure*», a déclaré le chef du groupe socialiste (PS) à l'Assemblée nationale Boris Vallaud, sur les ondes de France Inter le 24 novembre.

Sa prise de parole a été saluée par plusieurs élus, notamment le député socialiste de l'Eure Philippe Brun qui a félicité son collègue d'avoir «*appelé l'ensemble des groupes politiques républicains à se retrouver pour ouvrir des discussions*», ajoutant que «*l'accord de non-censure est une idée qui fait son chemin*».

Une hypothétique entente entre le gouvernement, si elle n'est pas encore à l'ordre du jour, a d'ores et déjà été écartée par Jean-Luc Mélenchon, qui affirme que le PS est «*à la recherche d'une union nationale, pour transformer le NFP en* "nouveau socle commun" *avec d'autres. Le PS cherche des alliés. Mais ce sera sans LFI*».

L'hypothèse d'une alliance des socialistes avec le gouvernement semble néanmoins improbable et l'«*accord de non-censure*» entre les socialistes demeure cependant hypothétique. Un sondage Ifop paru le 15 novembre indiquait ainsi que 61% des sympathisants socialistes étaient favorables au vote d'une motion de censure contre le gouvernement Barnier.

J-C – LFI finira par imploser, le POI également, le NFP, c'est déjà acté, et il ne nous manque pas !

Si la justice sociale est possible sous Macron-Barnier, ce serait dommage de s'en passer. Vive la Ve République !

Les trois groupes de la gauche sénatoriale font bloc pour « *réorienter* » le budget vers plus de « *justice* » - Publicsenat.fr 25 novembre 2024

A l'occasion de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025, les trois groupes de gauche de la Haute assemblée, les groupes socialistes, communistes et écologistes – il n'y a pas de LFI au Sénat – vont soutenir 11 amendements identiques.

Etats-Unis.

La justice en oligarchie.

Etats-Unis : Le procureur spécial abandonne les poursuites fédérales contre Trump - 20 Minutes/AFP 26 novembre 2024

Le procureur spécial Jack Smith a recommandé lundi l'arrêt des poursuites fédérales engagées contre Donald Trump, confirmant une victoire judiciaire pour le président élu. Ces procédures, liées à des accusations de tentatives illégales d'inverser les résultats de l'élection de 2020 et à la rétention de documents classifiés après son départ de la Maison-Blanche, sont désormais suspendues.

Depuis l'élection du 5 novembre, cette issue paraissait de plus en plus probable. Jack Smith avait déjà fait annuler les échéances prévues dans les deux affaires, expliquant qu'il lui fallait « *analyser cette situation sans précédent et déterminer la marche à suivre en conformité avec la politique du ministère de la Justice* ».

Etats-Unis : Trump annonce l'augmentation des droits de douane pour la Chine, le Canada et le Mexique - 20 Minutes/AFP 26 novembre 2024

« *Le 20 janvier, pour l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25 % sur tous les produits entrant aux Etats-Unis* », a-t-il affirmé. Il a précisé que cette taxe « *restera en vigueur jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays !* ».

En ce qui concerne la Chine, le président élu a annoncé une augmentation de 10 % des droits de douane sur les produits importés, en plus des taxes déjà en place, avec la possibilité de nouvelles hausses.

L'ancien président a également évoqué des droits de douane pouvant aller jusqu'à 60 % pour certains produits chinois, et jusqu'à 200 % sur les véhicules importés du Mexique.

L'augmentation des droits de douane, qualifiée par Donald Trump comme son « *expression préférée* », semble marquer une volonté de relancer les guerres commerciales amorcées lors de son premier mandat. Pour le moment, le président élu n'a pas évoqué les relations avec l'Europe. 20 Minutes/AFP 26 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 novembre 2024

Retour sous l'Ancien Régime, quand le café, le cacao et le thé étaient réservés aux aristocrates.

J-C - En Inde, à 800 roupies le kilo, je n'en bois plus depuis trois ans. Je bois une sorte de nescafé mélangé à de la chicorée, ce n'est pas génial, mais bon, on a encore le goût et le parfum ou ce qui y ressemble !

C'est étrange tous ces prix qui se sont envolés depuis la mi-2021, non ?

Comment le prix du café a flambé sur le marché des matières premières - francetvinfo.fr 27 novembre 2024

Les cours atteignent des sommets sur le marché des matières premières, alors que les principaux pays producteurs sont frappés par les effets du dérèglement climatique. Lundi 25 novembre, l'arabica, la variété de café la plus consommée, se vendait jusqu'à 6,84 dollars (6,54 euros) le kilogramme à la bourse de New York. C'est près de deux fois plus qu'un an plus tôt (3,58 euros le kilo), et un record depuis 1997.

Le même phénomène touche le café robusta. Cette deuxième variété, utilisée notamment pour les cafés instantanés, se vend à 5,1 dollars le kilogramme (4,86 euros) à la Bourse de Londres, contre 3 dollars (2,86 euros) en janvier.

Fausse science. Quand ils n'ont pas l'origine d'un phénomène, ils l'inventent à l'aide de "*simulations mathématiques*" ou d'algorithmes en fonction de leur idéologie.

J-C – De nos jours, c'est la nouvelle philosophie scientifique appelé « *je sais tout* » ou j'ai une réponse à tout, c'est le pendant du nihilisme. Quand ils ne nient pas ou ils ne remettent pas en cause les connaissances acquises pour leur substituer leur propagande, ils bouchent les trous ou les vides, sans doute avant que quelqu'un d'autres les remplissent à leur place. Ils les instrumentalisent à leur manière, et étrangement leur orientation est toujours la même ou elle correspond à une idéologie précise, toujours la même, quelle étonnante coïncidence ! Le consensus, vous avez entendu parler espèce de nigaud. Ah oui, vous avez raison de le rappeler, puisqu'il paraît même que cela n'existe pas en science, c'est antiscientifique, ce n'est pas de moi, mais d'un pauvre d'esprit, un certain professeur Raoult, vous connaissez ?

Hier, les chercheurs, pas tous, avaient la modestie d'admettre savoir, douter ou faire preuve d'ignorance, ce qui n'était pas un délit ou un crime. Dorénavant, cette époque est révolue, leur

pouvoir quasiment divin s'applique à tous les phénomènes qui leur sont soumis, plus rien ne peut leur échapper, plus rien ne peut leur résister, ils ont réponse à tout, en un mot, ils sont tout-puissants ! Cela vous fait automatiquement penser à quelque chose ou quelqu'un, n'est-ce pas, aux cinglés qui se prennent pour les maîtres de l'univers et entendent modifier le climat, éradiquer les virus et bactéries de la surface de la Terre, donc toute forme d'espèce vivante ou biologique, dont la nôtre.

Et puis, dites donc, imaginez un instant dans quel monde ennuyeux on vivrait s'il n'y avait plus de mystère, d'attente, d'illusion, d'espoir, non, on ne serait pas plus heureux pour autant, au contraire, qu'est-ce qu'on se ferait chier si tout était parfait, uniforme, connu à l'avance !

Dès qu'un chercheur ou un scientifique n'a pas de réponses aux questions qu'ils se posent, ils les fabriquent dans son labo ou à l'aide d'outils informatiques, ni plus ni moins, ils le disent eux-mêmes.

Nous avons pompé tellement d'eau souterraine que l'axe de la Terre s'est déplacé de 80 cm - 20minutes.fr 26 novembre 2024

L'activité humaine ne cesse de causer du tort à la planète. Selon une nouvelle étude sud-coréenne publiée dans la revue Geophysical Research Letters, l'axe de rotation de la Terre s'est déplacé de 80 cm en seulement une vingtaine d'années, rapporte Popular Mechanics.

Les chercheurs observent l'axe de la Terre depuis 1899. C'est ainsi, et par l'observation des constellations alentour, que les auteurs de l'étude se sont rendu compte qu'il était désormais « *désaxé* ». Les étoiles n'étant plus à la même place dans le ciel, les scientifiques se sont interrogés sur ce qui pouvait provoquer ces changements.

Pour obtenir une réponse, des chercheurs de l'université de Séoul ont réalisé avec différentes données des simulations mathématiques sur la période 1993-2010. Conclusion : le changement d'axe de la Terre serait dû au déplacement de 2.150 gigatonnes d'eaux souterraines, modifiant l'axe de notre planète de 4,63 cm par an.

« *C'est comme si on ajoutait un tout petit poids à une toupie qui tourne* », expliquent les chercheurs dans l'étude, cités par Korii,

J-C – Korii, c'est Slate ou Davos.

Pourquoi ces deux acteurs politiques en sont-ils réduits à une incantation stérile qu'ils ne sont pas parvenus à camoufler ?

Sur TV-ASP, "*Où va ce monde ?*" confronte les visions de Tariq Ramadan et de Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 novembre 2024

https://www.youtube.com/watch?v=C0hAydfJ8zQ

Tout au long de cet entretien de 2h30 monsieur Ramadan n'a cessé de reprocher à monsieur Meyssan de ne rien proposer pour avancer vers l'établissement d'un Etat "*bi-national*" palestinien à la place d'Israël. Or, Ramadan c'est livré au même exercice, car il n'a rien proposé non plus, sans

toutefois que Meyssan ne le relève. Maintenant la question est de savoir ce que cela cache ou pourquoi ? Parce qu'ils partagent la même idéologie sans qu'elle n'apparaisse clairement dans leur discours.

Ils ont dit et répété ce que tout le monde sait, à savoir que le massacre des Palestiniens cesserait ou les sionistes perdraient cette guerre, si les puissances occidentales cessaient de leur livrer des armes, par conséquent il faut continuer de dénoncer ce génocide et faire pression sur les Etats occidentaux pour qu'ils se désolidarisent avec l'Etat sioniste nazi. Quelle est la signification de cette orientation politique, comment la caractériser ? Elle est purement démagogique, populiste, opportuniste et elle fait le jeu des Etats-Unis.

Car cela signifie sur le plan politique, que Meyssan et Ramadan considèrent légitimes ces interlocuteurs, en France, Macron et son gouvernement, les chefs d'Etats ou les Premiers ministres des pays anglo-saxons, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les principaux fournisseurs d'armes avec l'Allemagne aux sionistes nazis, donc les responsables, les commanditaires de cette guerre, ceux qui l'ont fomentée, l'oligarchie financière anglo-saxonne qui compte en tirer profit, alors qu'il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts du peuple palestinien, tant que les principaux régimes en place en occident n'auront pas été renversée par une révolution socialiste, puisqu'il va de soi qu'aucun Etat ou gouvernement occidental n'incarne la cause palestinienne, il n'y a donc rien de bon à en attendre, or c'est dans leur bras que nous jettent Meyssan et Ramadan. Je crois que l'essentiel a été dit ici.

En conclusion, si on veut réellement lutter pour la cause palestinienne, il faut rompre avec Macron, avec les institutions de la Ve République, avec le capitaliste, puisqu'il s'agit d'une guerre impérialiste, coloniale. Tout le reste n'est que du baratin d'intellectuels petits bourgeois dont les intérêts individuels et idéologiques se confondent avec ceux des bourreaux du peuple palestinien.

Vous comprenez mieux pourquoi leurs discours se terminent toujours dans une impasse ou sans conclusion pratique, parce qu'ils n'entendent pas s'attaquer à l'origine de cette guerre de classe, quand les Palestiniens représentant les exploités et les opprimés du monde entier, eux ils figurent ou demeurent dans le camp des exploiteurs et des oppresseurs, même en présence d'un génocide, il faut le préciser pour bien montrer à quel niveau de cruauté ou de sadisme se situe l'opportunisme de ces deux personnages et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là.

Certes, nous dira-t-on, il y a pire comme réactionnaires. En effet, il y a toujours pire, sauf qu'ici ils sont malhonnêtes, ils manipulent et trompent leurs lecteurs ou sympathisants en n'assumant pas leur engagement politique, comment le pourraient-ils tant il est monstrueux finalement ! Ils leur font croire qu'il n'existerait aucune issue politique, sinon s'en remettre à Macron et à son gouvernement, aux députés pourris qui siègent à l'Assemblée nationale, ce qui a le don de diviser, décourager ou démoraliser ceux qui voulaient participer à ce combat politique, c'est pour ainsi dire leur unique fonction, le créneau dans lequel ils interviennent.

Sur TV-ASP, "*Où va ce monde ?*" confronte les visions de Tariq Ramadan et de Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 novembre 2024

Lors de cet entretien, Thierry Meyssan fut complètement largué, pathétique, il ne faisait manifestement pas le poids face à Tariq Ramadan. Tariq Ramadan lui a reproché de manipuler les faits à des fins idéologiques ou de travestir la réalité. Lequel des deux est le plus habile à ce jeu-là, je l'ignore, je ne connais pas suffisamment Tariq Ramadan pour les départager, et à vrai dire on s'en

moque. Je dirais qu'ils sont autant là pour nous éclairer que pour nous embrouiller, ils ne sont pas plus clairs l'un que l'autre. Alors essayons d'y voir un plus clair.

Quand Thierry Meyssan met en avant la restauration du Califat et de l'empire ottoman, qui serait prôné par la Confrérie des Frères musulmans, ce n'est pas sérieux et je vais expliquer pourquoi.

En réalité, ils agissent pour le compte des anglo-saxons, Meyssan l'a bien indiqué, mais en falsifiant les faits ou en les interprétant à sa manière, de sorte qu'ils sont méconnaissables ou incompréhensibles, comment, on le verra plus loin. Ramadan l'a nié évidemment, on verra aussi pourquoi plus loin.

Lorsque l'empire britannique a entamé la destruction de l'empire ottoman avec l'aide de la France, c'était pour balkaniser ou atomiser le Moyen-Orient, afin de l'affaiblir et de pouvoir mieux le contrôler, pour ensuite piller ses ressources en toute tranquillité après avoir évincé ou découragé leurs concurrents, et c'est dans ce processus qu'il faut situer Israël.

Les Britanniques n'allaient pas accomplir seule cette tâche politique et militaire. Pour la mener à bien, il leur fallait favoriser tel ou tel clan de la bourgeoisie locale, des despotes féodaux le plus souvent, s'allier avec l'une d'entre elle pour combattre d'autres fractions de cette bourgeoisie moyenâgeuse. Partant du constat que chacune d'entre elle privilégierait ses propres intérêts au détriment de leur peuple, cela devait contribuer à fragiliser leur pouvoir, de sorte que la stabilité politique de ces pays s'en trouverait compromise, et le seul moyen qui leur resterait pour rester au pouvoir ou pour tenter de le conquérir consisterait à passer une alliance stratégique politique et militaire avec les anglo-saxons ou une autre puissance occidentale, la France par exemple, et que refuser de collaborer avec eux leur vaudrait d'être renversée, ruinée ou liquidée purement et simplement, les enjoignant à refuser toute alliance avec un de leurs concurrents impérialistes, de nos jours avec une des puissances des Brics+10, pourrait leur valoir de connaître le même sort que les Palestiniens.

Les Etats du Moyen-Orient sont guidés par leurs propres intérêts ou ceux des différents acteurs économiques de leur classe dominante, en principe ou en partie, par les intérêts des multinationales occidentales en pratique ou principalement. Cependant la réalité est plus complexe, c'est davantage une combinaison de ces deux facteurs sur lesquels vient s'en greffer un troisième, les intérêts de leur propre peuple, on est donc en présence de rapports contradictoires sur le plan politique et économique, et comme ces Etats ne disposent pas de moyens (militaires) suffisants pour garantir leur indépendance ou leur souveraineté, ils sont amenés à se moquer du sort des Palestiniens ou de celui de leurs voisins, tant ils craignent d'être les prochains sur la liste des dirigeants à être déposés, des régimes à être renversés par un coup d'Etat, une "révolution de couleur", de voir leur pays détruit et leur peuple massacré au cours d'une guerre, s'ils étaient tentés de trahir leurs maîtres occidentaux. Autrement dit, ils doivent obtempérer, leur obéir au doigt et à l'œil ou se soumettre impérativement à leur diktat. Tel est le message ou la "règle" qui leur est imposée par les anglo-saxons, de nos jours, exactement de la même manière que tout au long du XXe siècle.

Une fois planté le décor de cette confrontation à caractère purement mercantile, revenons un instant aux arguments avancés lors de cet entretien.

Quelle était la faille dans l'argumentation de monsieur Meyssan, qui une fois de plus a tenu à amalgamer le Hamas, les Palestiniens et les Frères musulmans au profit de l'Etat sioniste barbare ?

A l'entendre, les Frères musulmans se tenaient derrière le Hamas, tandis que monsieur Ramadan représentait l'islam politique en insistant sur son caractère religieux. Meyssan a évoqué le MI6

britannique à l'origine des Frères musulmans, Ramadan a balayé cet argument sans insister, affirmant qu'il était entièrement fabriqué ou relevait de la propagande.

Plus sûrement, le MI6 ou les Britanniques ont participé à l'organisation et au financement des Frères musulmans depuis leur création, sinon ils n'auraient pas pu se développer, personne ne croit au miracle ou dans le désert où apparaissent des mirages rien ne pousse ou presque !

Ils ont été instrumentalisés pour servir d'aiguillon ou de provocateur dans différents pays du Moyen-Orient, en s'alliant avec des fractions de bourgeoisies nationales lorsqu'elles y trouvaient leur compte, histoire de fomenter ou d'alimenter la guerre fratricide que se livraient ou se livreraient différents clans de la bourgeoisie locale au sein d'un même pays ou déclencher une guerre entre différents Etats au Moyen-Orient, parfois afin d'affaiblir et de déstabiliser certains Etats ou venir en aide à ceux en difficulté pour contenir leurs peuples, de sorte que chaque fois les régimes de ces Etats ne pouvaient espérer se maintenir qu'en appelant à l'aide leurs amis occidentaux, qui en échange de ce service pilleraient tranquillement les richesses de ces pays au détriment des besoins de leurs populations.

On a donc bien là tous les ingrédients des guerres impérialistes et coloniales du XXe siècle, où les différentes puissances guerroyèrent à travers le monde pour s'emparer des matières premières ou des marchés qui seraient indispensables à leur développement futur ou tout simplement pour assurer leur survie, au détriment des besoins sociaux de tous les peuples, dont les pays étaient maintenus artificiellement dans un état de pauvreté et de précarité généralisée, y compris alimentaire, ou de sous-développement économique.

L'ennemi est dans notre propre pays.

La larme à l'œil, la main sur le cœur, les prières, les slogans, vociférations ou gesticulations incantatoires, les programmes et autres intentions généreuses, ne servent à rien ou à pas grand-chose, si notre indignation, notre colère, notre rage ne sont pas dirigées contre l'Etat, contre Macron et son gouvernement, les institutions de la Ve République, qui sont complices du régime sioniste nazi qui réalise ce génocide, contre le capitalisme qui produit ces armes de guerre, des pièces détachées aux produits finis destinés à massacrer des peuples entiers.

Ceux qui refusent de lutter pour un changement de régime politique et économique n'ont malheureusement rien compris à la situation. Quant à ceux qui combattent consciemment cette orientation politique, qu'ils le veuillent ou non, peu importe qu'ils osent encore se prétendre progressistes, démocrates ou humanistes, aujourd'hui ils portent la responsabilité de chaque mort supplémentaire en Palestine occupée ou au Liban, homme, femme et enfant.

Que pensez-vous de cette analyse, est-elle nulle ou sans intérêt ? Vous savez pourquoi je vous pose cette question ? C’est parce que chaque fois que j’en propose une à un dirigeant, cadre ou militant issu du courant trotskyste lambertiste (ex-OCI-POI-PT), c’est ce qu’il me sort. Du coup, parfois je me suis demandé si finalement ils n’auraient pas raison, qui sait, je serais un gros connard, pourquoi pas, mais il y a tout de même un truc qui me gêne ici, car si tous les cons pouvaient se livrer à ce genre d’exercice, je me dis que depuis longtemps ce monde de merde n’existerait plus ou on serait passé au socialisme, vous ne croyez pas ?

En complément.

Thierry Meyssan a publié un article le même jour, où dès la première ligne il a sorti une fausse info provenant de l'OTAN : "*La Russie a déployé des milliers de soldats nord-coréens pour défendre sa*

région de Koursk", or à ce jour on ne dispose d'aucune photo, d'aucun témoignage factuel de cette présence nord-coréenne à Koursk ou ailleurs en Russie ou en Ukraine, s'il y en avait, les médias occidentaux se seraient empressés de nous les montrer. Dans ce domaine, personnellement je ne crois que ce que je vois, désolé.

Monsieur Meyssan niant la lutte des classes et la crise du capitalisme qui continuent de rythmer la situation mondiale, devait terminer son article pour ainsi dire comme il l'avait commencé, en trafiquant une fois de plus la réalité en adoptant la posture idéologique alarmiste du camp qu'il représente : "*Quoi qu'il en soit, jamais le monde n'a été aussi proche d'une guerre nucléaire*". C'est à croire que lui et ses semblables la souhaiteraient, cette rhétorique n'a rien à envier à la stratégie de la terreur des idéologues néoconservateurs.

La Russie se prépare à répondre à l'Armageddon que souhaite l'administration Biden par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 novembre 2024

https://www.voltairenet.org/article221539.html

Un syndicat jaune de plus aux dirigeants fantômes.

J-C - J'ai été voir sur leur blog qui ils sont, pas un seul nom n'y figure. Leurs statuts, instances, déclaration d'intention en guise de programme si l'on veut, etc. Le néant. On comprend mieux pourquoi le tribunal de Paris s'est empressé de reconnaître ce "s*yndicat*" au service de "*l'intérêt général*" et des "*biens communs*" qui se confondent avec ceux de la classe des capitalistes. Bref, une escroquerie politique de plus, en cela ils n'ont rien à envier aux autres syndicats. Tout le reste n'est que démagogie et lieux communs.

Ce que l'on sait du SGJ, le nouveau syndicat qui se revendique des Gilets jaunes - LePoint.fr 26 novembre 2024

Depuis lundi 25 novembre, 5,4 millions de salariés des très petites entreprises (TPE) sont appelés à voter dans le cadre de « *l'élection TPE* ». Et une liste inédite figure parmi les sept, facilement reconnaissable à son logo : le Syndicat des gilets jaunes (SGJ), qui se revendique du mouvement social qui a éclaté en 2018.

Sur son compte X, le nouveau venu du monde syndical explique être « *citoyen, démocratique, indépendant et incorruptible* ». Problème : il n'existe rien qui relie cette initiative au collectif entièrement décentralisé et sans leader officiel (mais pas sans porte-parole) qui avait provoqué une tempête sociale et judiciaire, voilà six ans en arrière.

Soutenu par l'avocat Juan Branco, le syndicat explique avoir tenté d'organiser (sans succès) des manifestations devant le palais de l'Élysée entre les deux tours de l'élection présidentielle en 2022.

Il y est expliqué que le projet est né d'un rejet des grandes organisations syndicales, « *pyramidales, autoritaires et corrompues qui ne remplissent absolument plus leurs missions* ». Une démarche largement contestée par les autres syndicats. « *Il y a des critères d'indépendance, d'adhésion. Il faut pouvoir justifier d'un certain nombre d'adhérents, d'une certaine audience dans les entreprises, ce qui n'est pas le cas de cette organisation* », dénonce ainsi Marylise Léon.

Tant et si bien que les six centrales syndicales (CGT, FO, CFE-CGC, CFDT, CFTC et Unsa) s'étaient tournés vers le tribunal de Paris pour faire annuler la présence du SGJ à cette élection, au motif qu'elle ne répondait pas aux critères de « *respect des valeurs républicaines* », en raison de « *la violence régulière de ses propos et le caractère illicite de ses voies d'action* ». Sans succès.

Le 20 novembre, la Cour de cassation a finalement tranché en faveur du syndicat, qui apparaît désormais dans la liste des sept organisations pour lesquelles les salariés de TPE peuvent voter. « Il suffit d'être motivé et surtout de ne rien lâcher », énoncent-ils, prétendant vouloir « *reconstruire un contre-pouvoir syndical puissant* ».

Présent en métropole et en Nouvelle-Calédonie, le SGJ entend « *rassembler les forces et les compétences de celles et ceux qui souhaitent organiser un syndicalisme révolutionnaire pour transformer radicalement la société, au service de l'intérêt général humain et des biens communs* ». L'élection dans les TPE se tiendra jusqu'au 9 décembre. LePoint.fr 26 novembre 2024

J-C – Il faut toujours se méfier des bonnes intentions.

C'est quoi ce truc-là ?

C'est très chic le 8ème parisien ! Ils pourront se rendre à pieds à l'Elysée, ils sont voisins !

Le Syndicat des Gilets Jaunes

Adresse : 6 Av. Franklin Delano Roosevelt, 75008 Paris, France

Côté business.

Rejoignez-nous : à partir de 6 € par mois !

Gilet Jaune « *Syndicat GJ* » : 11 € pièce

Autocollants ronds : 4.5 € les 50

Flyers A5 : 5 € les 50

Broches : 5 € les 10

Cotisation Solidaire : € 6 /mois

Petite retraite, étudiants, sans emplois, intermittents, salariés temps partiel, contractuels...

Cotisation à partir de : € 8.5 /mois

Salariés actifs, cadres, agents de maîtrise, fonctionnaires, intérimaires, retraités.

Fidèle à la devise de la Ve République :

Le syndicat des Gilets Jaunes va rassembler les forces et les compétences de celles et ceux qui souhaitent organiser un syndicalisme révolutionnaire pour transformer radicalement la société, au service de l'intérêt général humain et des biens communs.

Nous avons retrouvé la fraternité, imposons la liberté et l'égalité.

Pas de dirigeants, tous leurs documents sont anonymes, une création de l'IA ! Qui sont-ils ? Mystère !

Toute l'équipe du syndicat

Votez pour nous dès le 25 novembre 2024

Il y avait les partis qui avaient inventé des adhérents à partir d'un clic de souris, eux ce sera les représentants du personnel en ligne :

Pour l'Union des Syndicats Gilets Jaunes

Secrétariat Général

Elections TPE 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

2009 à 2024, au bout de 15 ans toujours pas jugé, en voilà une "*victoire*" pour la "*justice*" et la "*démocratie*" !

Alexis Kohler, le bras droit d'Emmanuel Macron, perd une manche cruciale devant la justice - Le HuffPost 26 novembre 2024

La députée Sandrine Rousseau a réagi dans la foulée sur le réseau social Bluesky, affirmant que « *dans une démocratie, (Alexis Kohler) devrait démissionner* ».

La cour d'appel de Paris a écarté ce mardi 26 novembre la prescription soulevée par le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, et confirmé les poursuites le visant pour prise illégale d'intérêts dans l'enquête sur ses liens familiaux avec l'armateur MSC

Cette décision, confirmée de source judiciaire, pourrait faire l'objet d'un pourvoi d'Alexis Kohler et des deux autres personnes mises en cause.

Le secrétaire général de l'Élysée est mis en examen depuis 2022 pour prise illégale d'intérêts pour avoir participé comme haut fonctionnaire de 2009 à 2016 à plusieurs décisions relatives à l'armateur italo-suisse dirigé par les cousins de sa mère, la famille Aponte.

Il est ensuite soupçonné d'avoir, entre 2012 et 2016, participé à des choix sur des dossiers impliquant MSC à Bercy, au cabinet de Pierre Moscovici puis d'Emmanuel Macron.

La chambre de l'instruction a en effet confirmé une ordonnance d'avril 2023 par laquelle les juges d'instruction concluaient que les faits n'étaient pas prescrits, notamment à cause des « *actes positifs pour dissimuler* » ce conflit d'intérêts imputé à Alexis Kohler.

Me Jean-Baptiste Soufron, avocat d'Anticor, partie civile à l'origine de la relance des investigations après le classement d'une enquête préliminaire en août 2019, a qualifié auprès de l'AFP la décision de « *satisfaisante, surtout au regard des nombreuses tentatives d'enterrer le dossier, y compris de la part du président (Emmanuel Macron) lui-même* ». Le HuffPost 26 novembre 2024

J-C – Il sera jugé quand Macron ne sera plus là…

Ils n'ont pas renoncé, ils ont basculé sur "*plus d'économies sur le gaspillage de l'argent public*", donc en s'attaquant sournoisement au service public.

Le HuffPost - Faire travailler tous les actifs sans rémunération pendant sept heures de plus par an pour renflouer la Sécurité sociale ? La mesure choc avait été adoptée mercredi par le Sénat dans le budget de la Sécurité sociale. Mais ce mardi 26 novembre, Laurent Wauquiez, président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée, a annoncé que son groupe et les sénateurs LR avaient décidé de renoncer à cette proposition.

« *Ce matin avec Mathieu Darnaud (président du groupe LR au Sénat) nous avons plaidé à Matignon, avec le soutien de Michel Barnier, pour demander qu'il y ait des économies supplémentaires sur le budget de l'Etat : plus d'économies sur le gaspillage de l'argent public, moins d'efforts demandés aux Français et moins d'impôts* », a encore détaillé le député de Haute-Loire. Le HuffPost 27 novembre 2024

J-C - Ne célébrez jamais trop vite une "*victoire*" ou une "*bonne nouvelle*", car généralement elle sera agrémentée d'une contrepartie qui vous en coûtera davantage, surtout quand rien ne les oblige à renoncer à une mesure antisociale.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Marché de dupes ou piège à cons.

Cessez-le-feu au Liban - francetvinfo.fr 27 novembre 2024

Un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah. Cette trêve est entrée en vigueur tôt mercredi 27 novembre au Liban, après plus d'un an d'hostilités transfrontalières et deux mois de guerre ouverte entre l'armée israélienne et le mouvement libanais armé soutenu par l'Iran. Cette trêve, effective depuis 4 heures du matin (3 heures, heure de Paris) interrompt un conflit qui a contraint des dizaines de milliers de personnes en Israël et des centaines de milliers d'autres au Liban à fuir leur domicile.

Une durée incertaine. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a annoncé que la durée du cessez-le-feu dépendrait "*de ce qui se passera au Liban*". "*Nous maintenons une totale liberté d'action militaire*" sur le territoire libanais, a-t-il ajouté. "*Si le Hezbollah viole l'accord et tente de se réarmer, nous attaquerons*."

"*Un nouveau départ*" pour le Liban. Le président américain, Joe Biden, a salué mardi soir l'accord de cessez-le-feu, "*un nouveau départ*" pour le Liban et une "*bonne nouvelle*" pour laquelle les Etats-Unis et la France œuvraient depuis des semaines. Les deux pays doivent veiller à ce que l'accord

soit "*mis en œuvre dans son intégralité*", ont déclaré Joe Biden et Emmanuel Macron dans un communiqué commun.

Des bombardements jusqu'au bout. L'annonce de l'accord est intervenue après qu'Israël a pilonné Beyrouth avec une intensité rare, mardi. Moins d'une heure avant l'entrée en vigueur de l'accord, au moins deux frappes ont visé la banlieue sud de la capitale du Liban, bastion du Hezbollah, peu après des appels à évacuer lancés par l'armée israélienne.

Près de 4 000 morts en un an au Liban. Selon les autorités libanaises, au moins 3 823 personnes ont été tuées dans le pays depuis octobre 2023, dont la plupart ces dernières semaines. Quelque 900 000 personnes ont été déplacées par les combats et les bombardements, selon l'ONU. Côté israélien, 82 militaires et 47 civils ont été tués en treize mois d'affrontements avec le Hezbollah, selon les autorités.

Etats-Unis.

J-C – Qu'en pense monsieur Meyssan et les admirateurs de Trump ?

Sebastian Gorka est de retour - consortiumnews.com 26 novembre 2024

Sebastian Gorka est de retour. Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a nommé la semaine dernière Gorka « *tsar du terrorisme* » au sein du Conseil de sécurité nationale. Trump a procédé à une série de nominations désastreuses au sein de son administration depuis son élection le 5 novembre. Mais celle-ci pourrait bien être la pire. Vous ne vous souvenez pas de Sebastian Gorka ?

Il y a huit ans, lorsque Trump a été élu président pour la première fois, Gorka a été l'une de ses nominations les plus controversées en tant qu'« *assistant adjoint du président pour les affaires de sécurité nationale* », c'est-à-dire conseiller adjoint à la sécurité nationale. C'est un poste extrêmement important. Le conseiller adjoint à la sécurité nationale assiste le président dans la gestion de l'ensemble de la communauté du renseignement et gère les efforts de l'administration en matière de lutte contre le terrorisme. Mais Gorka s'est immédiatement retrouvé en difficulté.

Il s'est avéré que Gorka était apparemment un membre assermenté du mouvement néonazi hongrois Vitezi Rend, ou « *Ordre des Héros* », un groupe qui, selon le Département d'État, était « *sous la direction du gouvernement nazi de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale* » et qui continue d'être néonazi dans son orientation.

Gorka n'est devenu citoyen américain qu'en 2012, et son adhésion aurait dû le disqualifier non seulement de la citoyenneté, mais même de l'entrée aux États-Unis en premier lieu.

De plus, lors de l'investiture de Donald Trump en 2017, Gorka portait en réalité l'uniforme et l'insigne du Vitezi Rend, et le journal Les temps d'Israël a rapporté, qu'il les aurait peut-être même hérités de son grand-père nazi.

Un journal juif, L'attaquant, a révélé l'appartenance de Gorka à Vitezi Rend. Il a déclaré que les dirigeants du groupe confirmer que Gorka a prêté un « *serment de loyauté à vie* ». (Gorka a ignoré plusieurs demandes de commentaires par courrier électronique.)

Bruce Einhorn, juge d'immigration à la retraite et actuel professeur de droit de la nationalité à l'Université de Pepperdine, a déclaré L'attaquant Le silence de Gorka « *en dit long* ». Einhorn a ajouté que le fait que Gorka n'ait pas révélé un fait important, à savoir son appartenance à une organisation raciste qui prône la violence, pourrait remettre en cause la validité de son statut d'immigrant et de sa demande de citoyenneté américaine. Il n'existe aucun délai de prescription pour une telle violation.

Pour rendre les choses encore plus révoltantes, selon L'attaquant, les hommes qui ont prêté allégeance au Vitezi Rend sont autorisés à prendre un « *v* » minuscule comme initiale du deuxième prénom et comme symbole secret de fraternité. Gorka a utilisé le « *v* » pour signer son nom dans sa thèse de doctorat de 2008 et dans son témoignage devant le Congrès en 2011, sous le titre « *Sebastian L. v. Gorka* ». Au final, le FBI n'a pas accordé d'habilitation de sécurité à Gorka et, après seulement sept mois, il a été contraint de démissionner.

Cette fois-ci, cependant, Trump a choisi d'ignorer le processus de vérification des autorisations de sécurité du FBI et a annoncé que Gorka serait le conseiller adjoint à la sécurité nationale et le tsar du terrorisme. Point final. Ce rôle ne nécessite pas de confirmation du Sénat et, techniquement, Trump peut simplement décréter que Gorka sera recevoir une habilitation de sécurité de niveau top secret ; que le FBI soit damné.

Cette nomination a eu des répercussions. Michael Anton, un responsable de la sécurité nationale du premier mandat de Trump qui était sur la liste des candidats au poste de conseiller adjoint à la sécurité nationale, s'est retiré de la course lorsqu'on lui a dit qu'un poste attendait Gorka, selon le *Washington Post*.

Les médias israéliens, qui soutiennent depuis longtemps Trump, sont furieux qu'un antisémite déclaré puisse occuper un tel poste d'autorité. Et un membre anonyme de l'équipe de transition de la sécurité nationale de Trump a déclaré à la presse que la sécurité nationale n'était pas une priorité. « *Presque tous les membres de l'équipe considèrent Gorka comme un clown. Ils redoutent de travailler avec lui.* »

Gorka est resté largement silencieux depuis l'élection. Il n'a accordé des interviews qu'à son vieil ami et collègue Steve Bannon et, dit-il, il a donné à Israël des conseils sur la manière de faire face au Hamas. Quel était ce conseil? « *Tuez-les tous, un par un. Que Dieu bénisse Israël. Que Dieu bénisse la civilisation judéo-chrétienne.* ».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 novembre 2024

J'ai appris que le parquet ou le ministère de la Justice avait fait appel du jugement prononcé le 15 novembre dernier en faveur de la libération Georges Abdallah. L'audience en appel est prévue pour le 19 décembre à 13 H 30 au Palais de justice de Paris (Métro Cité).

Cela tombe un jeudi, pas pratique pour se mobiliser, alors profitez des prochaines manifestations en soutien au peuple palestinien pour exiger sa libération.

L'Union européenne rend fou !

Près de 40% de salariés en Europe risquent de voir leur santé mentale se dégrader - Euronews 27 novembre 2024

La peur du chômage plombe le moral des Français - 20 Minutes/AFP 27 novembre 2024

Il y a de quoi :

Emploi : La CGT annonce 286 plans sociaux en préparation et 300.000 emplois menacés - 20minutes/AFP 27 novembre 2024

La presse et les médias ne sont que des instruments politiques de la propagande officielle.

***"La confiance des Français envers la presse et les médias est essentielle"* : Rachida Dati veut appliquer les conclusions des États généraux de l'information - ozap.com 27 novembre 2024**

La ministre a salué le succès des États généraux de l'information, les qualifiant de "*socle de travail solide*". Elle a réitéré son engagement à mettre en application leurs propositions, afin de "*préserver durablement les conditions de l'accès de tous à une information pluraliste et de qualité*", qui demeure "*une dimension fondamentale de notre pacte démocratique*". Elle a rappelé l'importance d'une meilleure transparence des médias, notamment concernant leurs actionnaires et l'implémentation de comités d'éthique.

Rachida Dati a martelé : "*La confiance des Français envers la presse et les médias est essentielle*". Et d'appeler à la mobilisation collective : "*Elle mérite que nous nous battions tous ensemble*". ozap.com 27 novembre 2024

J-C - Leur faire confiance serait suicidaire. Briser, saper la confiance que les travailleurs peuvent avoir dans les médias est déterminant pour le combat que nous menons. Nous ne pourrons pas le gagner si les travailleurs ne parviennent pas à acquérir un niveau de conscience politique supérieur, car les médias livrent un combat sur tous les plans à la fois, psychologique, philosophique, idéologique, politique.

S'ils peuvent les manipuler et leur faire croire n'importe quoi, les retourner comme des crêpes en claquant des doigts, à tout moment ils pourraient lever une armée, y compris du lumpenprolétariat, pour écraser un soulèvement révolutionnaire, d'où la nécessité de relever ce défi, ce que je fais avec les causeries. Merci aux lecteurs de l'avoir constaté et de leur précieux soutien.

Même les faits sont complotistes ou antisémites.

France Info - La Russie pilonne des zones civiles à travers l'Ukraine depuis le début de son invasion du pays en février 2022. France Info 27 novembre 2024

J-C - Quand la Russie "*pilonne des zones civiles à travers l'Ukraine*", on relève finalement très peu de morts, mais quand Israël pilonne Gaza, on relève des dizaines de milliers de morts et plus de 100.000 blessés, cherchez l'erreur.

Les données parlent d'elles-mêmes. Comment France Info (de tous les médias mainstream) les instrumentalisent, c'est très simple à démontrer :

- Quand la Russie "*pilonne*" l'Ukraine = 44 millions d'habitants - 33 mois de guerre - 12.000 civils morts

- Quand les sionistes nazis pilonnent Gaza = 2,1 millions d'habitants - 14 mois de guerre - 54.000 civils morts (dont quelques milliers de combattants palestiniens), sans compter la Cisjordanie.

Si l'armée russe avait systématiquement bombardé la population civile ukrainienne sur le modèle des sionistes nazis, par rapport au nombre d'habitants, au lieu de 12.000 civils morts en Ukraine, il y en aurait eu plus de 240.000, ou 340.000 par rapport à la durée de la guerre.

Si l'armée des sionistes nazis avait bombardé la population civile palestinienne sur le modèle de l'armée russe, par rapport au nombre d'habitants, au lieu de 55.000 civils morts sur le Territoire de Gaza, il y en aurait eu environ 600, ou 4.000 par rapport à la durée de la guerre.

Même en prenant en considération que la population en Ukraine est passée à 31 millions fin 2024, cela ne change rien à ce constat, cela donnerait 180.000 civils morts au lieu de 240.000, on est toujours très loin de 12.000.

Sur la situation politique et sociale en France.

Serait-ce parce qu'ils sont trop compromis eux-mêmes qu'ils s'en plaignent ?

J-C – Pour le PS ou les composantes du NFP, figurer dans l'opposition parlementaire présente à peu de choses près les mêmes avantages qu'être au pouvoir, les inconvénients en moins, bref, c'est plus confortable et tout aussi juteux ou rentable sur le plan financier ou de la notoriété.

On ne peut comprendre leurs postures, vociférations ou gesticulations parfois contradictoires, qu'en ayant à l'esprit qu'ils incarnent les intérêts des capitalistes et rien d'autres. Le PS, et plus largement le NFP, sont les suppléants ou les supplétifs du parti de l'ordre, quand ce dernier est discrédité et ne peut plus appliquer sa politique réactionnaire, ce sont leurs remplaçants qui montent au créneau pour prendre le relais, afin d'assurer la stabilité du régime et des institutions, c'est leur unique raison d'être.

L'histoire selon laquelle leur lointaine nature sociale les lierait toujours au mouvement ouvrier est de la foutaise, une escroquerie politique théorisée par certains courants trotskystes compromis avec la social-démocratie dégénérée et les staliniens. Toute l'histoire de la lutte de classe au cours du XXe siècle n'a fait que l'illustrer, alors il faut être particulièrement aveugle ou borné, de mauvaise foi pour ignorer la nature contre-révolutionnaire de toutes les composantes du NFP. Ces courants trotskystes véhiculent et instrumentalisent les illusions de la petite bourgeoisie, ils canalisent les éléments des couches supérieures de la classe ouvrière ou des classes moyennes qui à un moment donné se dressent contre le régime, en leur proposant une stratégie de front unique dans laquelle ils intègrent les représentants de la social-démocratie (Issus du PS ou du PCF, de leurs satellites) comme on fait entrer le loup dans la bergerie, pour leur faire perdre tout espoir dans le socialisme ou en faire des opportunistes ou des militants du socialisme révisionnisme.

Les représentants officiels du parti de l'ordre ne sont pas foutus de s'entendre entre eux, c'est le comble, vous avouerez que c'est contrariant pour les représentants du NFP, après tout le mal qu'ils s'étaient donnés et leur avoir tendu la main, ils sont en rognes. Il faut les comprendre, voilà qu'ils vont peut-être bientôt se retrouver à leurs places pour faire le sale boulot, alors qu'un bon « *compromis* » aurait été tellement préférable, en échange de bons procédés discrètement, cela va de soi.

Le PS confirme qu'il votera la motion de censure et dénonce "*l'absence de compromis*" du gouvernement - BFMTV 28 novembre 2024

Le Premier secrétaire du PS a rencontré ce mercredi Boris Vallaud et Patrick Kanner, respectivement chef de file des députés PS et président du groupe socialiste au Sénat.

"*Le Premier ministre a confirmé l'absence de tout compromis, l'intransigeance du bloc macronistes-LR et l'adoption du budget via l'art 49-3*", a écrit Olivier Faure sur son compte X.

"*Le bureau national du PS a en conséquence ce soir, confirmé à l'unanimité le vote d'une motion de censure*", a conclu Olivier Faure.

Pour mieux mesurer les intentions du PS.

« *Nous prenons parfaitement la mesure de la gravité de la situation* », assure le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud après son entretien avec le Premier ministre. (Il

s'inquiète de quoi au juste ? Pardi, du sort des institutions de la Ve République et rien d'autre. – J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, déplorent la posture du Premier ministre, inflexible sur les compromis budgétaires. (Idem – J-C)

Sur le fond, les parlementaires socialistes ont paru déçus de ne pas pouvoir trouver de véritables terrains d'entente avec le chef du gouvernement. BFMTV et Publicsenat.fr 28 novembre 2024

Retailleau-Le Pen : Dehors les "*ratons*", les "*bougnoules*", les « *crouilles* », la France aux Français !

J-C – Ne souhaitant pour rien au monde retourner vivre en France, je cède volontiers ma place à un camarade algérien. Quand les Français se seront suffisamment appauvris, ils seront heureux, ils seront entre eux, car plus personne ne voudra immigrer dans ce pays pauvre, cela s'adresse en priorité aux racistes, il en existe, mais ce ne se sont pas les plus nombreux et pas forcément les mêmes que ceux qui s'estiment heureux comme ils sont.

Immigration : le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau « *favorable à la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968* » - Publicsenat.fr 28 novembre 2024

« *Un droit exorbitant et que plus rien ne justifie*. » C'est en ces termes que Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a dénoncé devant le Sénat l'accord franco-algérien de 1968, cible récurrente de la droite et de l'extrême droite sur les avantages accordés aux ressortissants algériens qui arrivent sur le sol français par rapport à d'autres étrangers. « *À titre personnel, je serai favorable à la dénonciation de cet accord* », a expliqué le locataire de la place Beauvau, auditionné ce mercredi 27 novembre par la Chambre haute qui a lancé une mission d'information sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire.

L'accord franco-algérien signé le 27 décembre 1968, faisant suite aux accords d'Evian sur la fin de la guerre d'Algérie, et parfois désigné sous l'acronyme « *AFA* », instaure un cadre spécifique à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens qui arrivent en France. Il comporte de nombreuses dérogations au Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, applicable à la plupart des autres nationalités présentes sur le sol français.

« *C'est un accord qui a été modifié à trois reprises, en 1985, en 1994 et en 2001* », a rappelé Bruno Retailleau. « En l'absence de nouvel avenant, toutes les évolutions du droit du séjour et de la circulation des étrangers intervenus en France depuis plus de 20 ans, y compris la loi de janvier 2024, ne sont pas applicables aux ressortissants algériens », a-t-il pointé. « *Ils bénéficient de conditions très avantageuses en matière d'immigration familiale avec des dérogations aux dispositions du droit commun. En matière d'immigration professionnelle, je pourrais vous en donner quelques-unes qui sont édifiantes.* »

Selon le ministre, ces avantages ont conduit « à deux difficultés ». Ils ont facilité les entrées sur le territoire national et « *ils ont profondément structuré l'immigration algérienne en une immigration d'installation, alors que l'immigration issue du Maroc et de la Tunisie est aujourd'hui davantage économique et estudiantine.* »

« *Il y a plus de 200 000 visas accordés tous les ans à des Algériens. […] L'an dernier, les laissez-passer consulaires [qui permettent les reconduites aux frontières pour les étrangers en situation irrégulière frappés d'une obligation de quitter le territoire, ndlr], c'était autour de 2 000. Vous voyez la différence de flux ?* », a-t-il cité. « *Dans les Centres de rétention administrative (CRA), 40 % des personnes sont de cette nationalité.* » Publicsenat.fr 28 novembre 2024

Alors qu'elle a activement participé à la psychose collective lors des dictatures hygiéniste et climatique.

Budget: Marine Tondelier appelle à "*arrêter de faire peur aux gens pour rien*" - BFMTV 28 novembre 2024

"*À force de faire peur aux gens, de leur dire 'c'est horrible, c'est terrible', arrêtons de raconter aux gens des choses qui ne vont pas se produire. Arrêtons de faire peur aux gens pour rien*", a clamé Marine Tondelier sur BFMTV.

J-C - Tout cela pour quoi, devinez ? Vous auriez dû apprécier le budget 2024, il était tellement « *mieux* » !

BFMTV - "*On est dans un moment terrible, les Français n'ont pas besoin de cacophonie mais de repères*", a-t-elle considéré. Sur le plateau de BFMTV, Marine Tondelier a jugé que "*le budget 2024 était mieux que le budget 2025*". "*Sur l'environnement il était mieux, pour les collectivités territoriales il était mieux*", a-t-elle listé.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

En famille. Impunité pour les génocidaires.

Immunité de Netanyahu contre cessez-le-feu au Liban, l'échange de faveurs entre la France et Israël - Le HuffPost 28 novembre 2024

Petit arrangement entre amis. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aurait accepté de signer le cessez-le-feu avec le Hezbollah, marquant l'arrêt temporaire des hostilités au Liban, en échange d'une faveur : que Paris n'applique pas le mandat d'arrêt émis par la CPI une semaine plus tôt. Cette révélation a été faite par deux des plus grands quotidiens israéliens ce mercredi 27 novembre, Haaretz et Maariv.

La position française a provoqué la colère de Benjamin Netanyahu, qui a menacé d'exclure Paris des négociations, rapporte Maariv. Problème, le Liban voulait absolument la présence de la France, proche alliée, dans ces discussions. Benjamin Netanyahu aurait alors posé son « *exigence* », explique Haaretz, et réclamé à la diplomatie française d'invoquer « *l'immunité* » dont il bénéficierait selon les Statuts de la CPI.

Signé en 1998, le traité instituant la CPI aborde la question de l'immunité de dirigeants de pays ne reconnaissant pas la cour dans son article 98. Ce dernier introduit en effet une exception concernant

l'arrestation et la remise de responsables d'États non-membres de la CPI, comme c'est le cas d'Israël, et ouvre la voie aux interprétations.

Pour ne pas faire capoter les négociations, Paris aurait donc accepté de lâcher du lest sur l'application du mandat d'arrêt. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué ce mercredi de possibles « *questions d'immunité* » pour « *certains dirigeants* » visés par des mandats d'arrêts de la CPI. Plus tard, le quai d'Orsay a précisé que le Premier ministre israélien bénéficiait de cette « *immunité* » qui « *devra être prise en considération si la CPI devait nous demander leur arrestation et remise* ».

La question du mandat d'arrêt de la CPI et de son application n'était cependant pas le seul point d'achoppement dans ces négociations. D'après le site américain Axios, l'autorisation pour Israël de répondre par la force en cas de violation de l'accord par le Hezbollah était débattue. Sur conseil de la France, le Liban a jugé cette « *liberté d'action* » était inacceptable, mais elle a finalement été adoptée.

Toujours d'après Axios, ce changement de pied aurait lieu après une rencontre au G20 entre Emmanuel Macron et le secrétaire d'État américain Antony Blinken à Rio le 19 novembre. Conscient que cette position pouvait mettre fin aux négociations, le chef de l'État français fait une concession. Interrogée par Axios, une source française a néanmoins démenti.

Mais les États-Unis ont aussi mis la pression sur Israël, raconte Haaretz dans un autre article. D'après le journal d'opposition honni par le gouvernement, qui cite le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu, l'administration Biden aurait menacé de mettre un embargo sur les armes si Israël ne signait pas cet accord. (C'est plus qu'improbable, une vue de l'esprit à mettre au compte des Américains honnis dans le monde. - J-C)

Mandat d'arrêt contre Netanyahu: Israël va faire appel de la décision de la Cour pénale internationale - BFMTV 27 novembre 2024

L'État hébreu a affirmé "*nier l'autorité de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye et la légitimité des mandats d'arrêt*".

Etats-Unis.

La guerre, c'est la paix ! (1984 - Orwell) Version anglo-saxonne : « *nous obtiendrons la paix par la force* » ! Ou encore : Rien ne vaut un bon tapis de bombes pour établir la démocratie !

Etats-Unis : Donald Trump propulse un ancien général au poste d'émissaire pour l'Ukraine et la Russie - 20minutes.fr/AFP 28 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé mercredi la création d'un poste d'envoyé spécial pour le conflit russo-ukrainien, confié à l'ancien lieutenant-général Keith Kellogg. Ce vétéran de la guerre du Vietnam, qui a été conseiller à la sécurité nationale de Mike Pence, est une figure de confiance pour Trump.

En effet, selon Fox News, Keith Kellogg a coécrit une note stratégique en avril dernier qui offre des pistes sur sa vision. Il y expliquait que l'aide militaire américaine devait être conditionnée à la participation de l'Ukraine à des négociations avec la Russie. Ensuite, il évoquait la suspension de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan pour une période prolongée afin d'encourager Vladimir Poutine à s'engager dans des pourparlers de paix.

"*Il est avec moi depuis le début! Ensemble, nous obtiendrons la paix par la force et nous rendrons l'Amérique et le monde sûrs à nouveau*!", a écrit le président élu dans une publication sur son réseau Truth Social.

Keith Kellogg partage la philosophie de Donald Trump d'une « *paix par la force* », mais il a également exprimé son inquiétude face à l'escalade des tensions internationales.

Peu connu du grand public, Keith Kellogg, âgé de 80 ans, a brièvement dirigé le Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche lors du premier mandat de Donald Trump. Il est actuellement coprésident du Center for American Security de l'America First Policy Institute (AFPI), un think tank influent au sein de la mouvance trumpiste.

Russie.

Au jeu du qui perd gagne entre l'UE et la Russie, devinez qui est le grand gagnant ?

Quelle est la position de l'UE sur les échanges de marchandises avec la Russie ? - euronews 27 novembre 2024

Alors que l'UE réduit sa dépendance à l'égard de la Russie, des chiffres récents montrent que les exportations vers ce pays ont chuté de 58 %, tandis que les importations ont baissé de 86 %, en particulier pour le nickel et le pétrole. euronews 27 novembre 2024

J-C - Mais alors vont s'exclamer les naïfs, en réalité l'UE œuvrerait à la puissance de la Russie, à son développement économique, au détriment des vieilles puissances européennes, il faut croire, les faits l'attestent. C'est à ne plus rien y comprendre. Mais si avec un peu de bonne volonté et à condition de laisser de côté ses a priori ou idées reçues, les choses s'expliquent très facilement.

Posons-nous une question très simple et la réponse nous permettra d'y voir plus clair.

Lequel des deux capitalismes est en phase ascendante et en phase descendante ? Donc lequel est légitime du point de vue de l'oligarchie financière mondiale ou de l'économie capitaliste mondiale pour en prendre la direction ou décider de son orientation, l'UE et les Etats-Unis hyper endettés, pratiquement en récession, dont la croissance économique est famélique ou négative, ou bien la Russie, la Chine, l'Inde et leurs alliés des Brics dont les économies sont en pleine expansions, les marchés intérieurs se développent ou possèdent un potentiel de croissance important ?

En aparté.

Cette analyse vous a-t-elle satisfait ? Elle provient de l'auteur de ce blog, d'un acteur politique indépendant apparemment trop con ou pas assez sérieux pour que ses lecteurs ou sympathisants lui accordent le moindre soutien, c'est dommage. Notez que je m'en passe ou cela ne me déstabilise

pas, j'ai le moral remonté à bloc. Il n'y a qu'un truc qui pourrait m'atteindre, c'est la maladie, souhaitez-moi une bonne santé en fin d'année, merci d'avance.

Brésil.

Lula ou le cheval de Troie du capitalisme mondial, donc de l'UE.

J-C – Elle décide quoi ? Que dal, ses commanditaires ou parrains sont les mêmes que ceux de Macron et Lula le sait.

Union européenne : Lula rappelle à Paris que c'est Ursula von der Leyen « *qui décide* » pour l'accord Mercosur - 20 Minutes/AFP 28 novembre 2024

Luiz Inacio Lula da Silva a ainsi lancé mercredi que Paris n'a pas le pouvoir d'empêcher le traité car c'est la Commission européenne qui « *décide* » au nom des 27 États membres. La présidente de la Commission « *Ursula von der Leyen a la prérogative pour faire signer cet accord et j'ai l'intention de le signer d'ici la fin de l'année* », a-t-il ajouté lors d'un colloque concernant l'industrie à Brasilia.

Mardi, les députés français ont approuvé par 484 voix contre 70, par un vote non contraignant, la position du gouvernement, qui s'oppose fermement à la signature de l'accord en l'état, sur fond de manifestations d'agriculteurs français craignant une concurrence déloyale des produits sud-américains, notamment brésiliens.

Ukraine.

L'Ukraine dit subir une « *attaque massive* » de ses infrastructures énergétiques en pleine chute des températures - Le HuffPost 28 novembre 2024

L'Ukraine a fait état tôt ce jeudi 28 novembre d'une « *attaque massive* » contre ses infrastructures énergétiques et dit avoir dû procéder à des délestages notamment à Kiev. Des coupures de courant d'urgence ont été mises en œuvre notamment à Kiev, Odessa et Dnipro, a précisé l'opérateur DTEK.

Mardi, la Russie avait annoncé une « *réponse* » à deux nouvelles frappes ukrainiennes réalisées à l'aide de missiles américains ATACMS contre son territoire les jours précédents.

De son côté, le ministère russe de la Défense a affirmé avoir détruit dans la nuit 25 drones ukrainiens au-dessus de la région de Briansk, proche du Belarus, de la Crimée et de la région de Rostov (sud).

Sur le front, Moscou engrange les gains territoriaux face à une armée ukrainienne affaiblie, à moins de deux mois de la prise de fonction du président élu américain.

Mercredi, l'administration du président sortant Joe Biden a appelé Kiev à abaisser l'âge minimum pour la mobilisation militaire à 18 ans au lieu de 25 ans actuellement pour compenser le manque de soldats face à l'avancée des forces russes sur le terrain.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 novembre 2024

Interview de Jacques Brel

https://www.youtube.com/watch?v=PcJ00mBwv0E

Incroyable, j'ai trouvé le temps et l'énergie de rédiger une analyse plus fournie que d'habitude, bien que mon état de santé ne me permette pas de me concentrer ou de réfléchir aussi longuement que je le voudrais.

Je ne déconne pas et ne vous marrez pas, c'est vrai, j'en ai le souffle coupé, car cela demande un grand effort au cours duquel le cerveau doit consommer beaucoup d'énergie ou oxygène, et il se trouve que j'en manque particulièrement à cause de mon affection respiratoire permanente, c'est handicapant, cela m'exaspère en réalité, j'enrage contre moi-même.

Vous me direz peut-être, que tout ce que je raconte ci-dessous est déjà connu, certes, encore faut-il que tout figure à la bonne place pour avoir un tableau d'ensemble cohérent et utilisable par la suite.

Je l'ai rédigé avant d'apprendre à quel sordide marchandage Netanyahou s'était livré avec Macron.

Quand la cocotte-minute risque d'exploser, il faut relâcher un peu de pression ou faire une guerre.

Les Etats et les partis ou mouvements politiques au Moyen-Orient qui se faisaient appelé "*l'axe de la résistance*" à l'Etat sioniste et aux Etats-Unis, ont tombé le masque de l'imposture en abandonnant les Palestiniens (et les Libanais) à leur sort tragique.

Qu'est-ce qui s'est passé en Palestine occupée depuis le 7 octobre 2023 ou plutôt depuis le 29 novembre 1947, date de l'adoption de la résolution 181 par l'ONU consacrant la partition-liquidation de la Palestine?

J'ai toujours affirmé qu'évincer totalement les Palestiniens de Palestine demeurerait à jamais un vœu pieux des sionistes, car il serait impossible de chasser tout un peuple de chez lui ou de sa terre natale, s'il y demeurait attaché ou ne souhaitait pas la quitter de lui-même.

Contrairement aux Amérindiens, dont la population allait être rapidement numériquement très inférieure (passant de 600.000 à 360.000 entre 1800 et 1850, puis 230.000 en 1890) à celle des

colonisateurs européens (passant de 4 à 13 millions entre 1790 et 1830, de 31 à 62 millions entre 1860 et 1890), la population palestinienne se monte à environ 10 millions contre un peu plus de 7 millions de juifs en Israël, elle est donc numériquement beaucoup plus importante que les sionistes en comprenant les Palestiniens qui vivent dans les Territoires occupés, ceux qui sont citoyens israéliens, les réfugiés dans les pays limitrophes, en Jordanie, en Syrie, au Liban, au total dans le monde ils sont plus de 14 millions, soit l'équivalent du nombre de juifs.

Le statut de réfugié dans son propre pays n'est pas viable à long terme.

En quelque sorte, il fallait donner une sévère correction aux Palestiniens pour leur faire passer l'envie de se soulever avant longtemps.

La première fois ce fut en 1948 lors de la Nakba, lorsque les Palestiniens se retrouvèrent militairement inférieurs face à l'agression sioniste et conduit massivement à l'exode. La seconde intervint un peu moins de 40 plus tard, lors de la première Intifada qui dura de décembre 1987 à septembre 1993, violemment réprimée dans le sang. La troisième se produisit 7 ans plus tard, du 28 septembre 2000 au 8 février 2005 lors de la seconde Intifada qui sera férocement réprimée. Cette fois les Palestiniens mettront 19 ans avant de pouvoir déclencher un nouveau soulèvement contre l'occupant, le 7 octobre 2023, il sera écrasé sous un tapis de bombes particulièrement meurtrier et destructeur, en espérant qu'ils mettront encore plus de temps avant de s'en remettre et de repartir à l'assaut des spoliateurs de leur terre.

Le Hezbollah et les sympathisants de ce que certains appellent « *l'axe de la Résistance* » affirment que le cessez-le-feu intervenu au Liban serait une victoire remportée sur les sionistes, à ceci près que les concessions que le Hezbollah a acceptées tendraient à prouver le contraire. En fait, cette guerre n'avait pas d'autre issue que celle menée à Gaza, car le concept du Grand Israël du Nil à l'Euphrate demeurera à jamais une utopie de sionistes extrémistes mégalomanes. Bref, tout le reste était encore une fois du baratin, c'est ce que j'ai toujours pensé.

Il reste encore à tous les dérangés l'hypothétique Troisième Guerre mondiale thermonucléaire, chimique, bactériologique, qui aurait pour conséquence d'annihiler à jamais la confiance que les peuples pourraient avoir envers ceux qui prétendent gouverner à leurs places et précipiterait l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre, à défaut d'être parvenu à supprimer l'espèce humaine, tout du moins il faut l'espérer.

Totalitarisme. Eux, ils pissent dans leur froc !

Angers : Bientôt une amende de 215 euros pour les personnes urinant dans la rue - 20minutes.fr 28 novembre 2024

En lutte contre les « *pipis sauvages* » depuis plusieurs mois, les élus d'Angers tapent de nouveau au portefeuille des contrevenants. 20minutes.fr 28 novembre 2024

J-C – A part cela, ils auraient des intentions bien intentionnées envers la population, si, si, il faut être le dernier des cons pour le croire encore.

Totalitarisme. Quand ils expriment "*des doutes sur la faisabilité technique*"... de tout interdire!

L'Australie adopte une loi interdisant l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans - France 24 28 novembre 2024

L'Australie a adopté jeudi une loi interdisant les réseaux sociaux aux enfants de moins de 16 ans, une première mondiale établissant une base juridique pour tous les pays souhaitant réguler davantage les grandes entreprises technologiques.

De jeunes Australiens disent déjà leur intention de contourner cette interdiction.

Sur le papier, l'interdiction est l'une des plus strictes du monde.

Mais les contours exacts de son application restent flous. Le texte ne fournit quasiment aucun détail sur ses modalités d'application, si bien que certains experts ont exprimé des doutes sur la faisabilité technique de cette interdiction et s'interrogeant sur son caractère symbolique. France 24 28 novembre 2024

J-C – Ceux qui gouvernent contournent ou violent les lois ou traités qu'ils nous imposent, qu'est-ce qu'ils croient, qu'on ne pourrait pas en faire autant quand l'occasion se présente ?

Quand les chercheurs idéologiquement formatés « *divorcent* » avec la science.

Le changement climatique augmente le nombre de divorces chez les oiseaux (et ce n'est pas une blague) - 20minutes.fr 28 novembre 2024

Le changement climatique aurait un impact sur la relation de certains oiseaux. Voici une affirmation qui pourrait faire sourire mais le sujet est en réalité très sérieux. Selon une étude publiée le 11 novembre dans le Journal of Animal Ecology, et repérée par *Newsweek*, une petite espèce qui vit exclusivement sur cinq îles des Seychelles est beaucoup plus susceptible de « *divorcer* » après des périodes de précipitations excessivement faibles ou élevées.

Selon eux, les précipitations excessivement faibles ou élevées pourraient également accroître le stress physiologique chez ces oiseaux, ce qui constitue un facteur majeur dans la sélection des partenaires. 20minutes.fr 28 novembre 2024

Mes commentaires publiés dans un blog.

- "*Il faut commencer par un consensus qui admet la rupture et bien explorer l'état des lieux. C'est la démarche empruntée par un ensemble de pays du Sud, et particulièrement la Chine et la Russie*."

Erreur d'interprétation, erreur politique, car ni la Chine, ni la Russie et encore moins les autres pays des Brics n'incarnent une quelconque "rupture" avec le système économique mondial en place, le capitaliste, et pour cause.

C'est lui seul qui est à l'origine de tous les maux ou toutes les conséquences désastreuses qui accablent tous les peuples ou plutôt les classes exploitées et opprimées.

Par conséquent, la véritable rupture devrait consister à rompre avec ce système économique, avec le capitalisme, et ce serait se faire de cruelles illusions d'imaginer que les dirigeants qui gouvernent dans un quelconque pays à l'heure actuelle pourraient avancer dans cette voie. Tout le reste n'est que démagogie ou baratin pour nous induire en erreur ou nous tromper.

Mais ce constat basé sur les faits uniquement est bien trop simple pour que chacun l'admette ou le partage, à coup sûr il va être rejeté. Pourquoi ? Parce que ceux à qui ils s'adressent sont influencés par l'idéologie de la classe dominante, y compris ou surtout ceux qui croient le contraire, car ils ont réussi à se persuader que ce système économique existerait de toute éternité, et que les hommes seraient destinés à être des esclaves, car c'est à cette conclusion qu'aboutit leur raisonnement erroné ou sa signification en dernière analyse.

Comment est-ce possible ? Parce qu'ils n'ont pas conscience que ce sont les idéologues du capitalisme qui leur ont inculqué ces idées ou qui leur ont raconté que le socialisme était une abomination, et ils les ont crus. Partant de là ou une fois qu'ils se sont détournés du socialisme, effectivement, il n'existerait pas d'alternative au capitalisme. Tout est dans l'ordre des choses ou voilà pourquoi nous en sommes là. Allons plus loin.

Notre ennemi est dans chacun de nos pays et nulle part ailleurs. La crise du capitalisme mondiale ne peut que s'amplifier dans l'avenir, ce qui paradoxalement permettra à un moment donné d'entrevoir une issue politique pour en finir une fois pour toute avec ce système économique basé sur l'exploitation.

Envisager un monde meilleur ou plus juste sans rompre avec le capitalisme, avec ses représentants et ses institutions dans chaque pays, en France avec Macron et les institutions de la Ve République, c'est se leurrer ou se raconter des histoires auxquelles finalement personne ne croit, fort heureusement, sinon il n'y aurait pas lieu de demeurer optimiste.

Santé.

« *Les vaccins à ARNm liés à des dommages incroyables* » déclare le Pr Angus Dalgleish devant des australiens stupéfiés sur SkyNews - France-Soir 26 novembre 2024

Le Professeur Dalgleish est oncologue, professeur émérite à l'université de Londres. Invité sur SkyNews Australie pour répondre à des questions sur la pandémie, il a marqué les présentateurs et le public par ses déclarations importantes tant sur le confinement que sur les vaccins à ARNm.

NORTHGroup Danemark, une collaboration de 10 pays du Nord et des États baltes, a publié une lettre de préoccupation et un document détaillé exigeant une enquête et un moratoire sur la technologie mRNA-LNP modifiée.

https://edition.francesoir.fr/videos-videos-ne-pas-manquer-societe-sante/les-vaccins-arnm-lies-des-dommages-incroyables-declare

---

Les cardiologues néo-zélandais reconnaissent la vérité : la protéine Spike produite par les vaccins mRNA COVID est une CARDIOTOXINE. - Mondialisation.ca, 24 novembre 2024

Lors d'une récente réunion de cardiologie à Auckland, en Nouvelle-Zélande, un aveu frappant a été fait : la protéine de pointe générée par les vaccins à ARNm COVID-19 est désormais reconnue comme une cardiotoxine – une substance capable de causer des dommages directs au cœur. Selon le cardiologue qui a fait cet aveu, protéine toxique est à l'origine de l'augmentation alarmante des maladies cardiaques observée chez les patients jeunes et âgés depuis le lancement du vaccin. Alors que les salles d'attente et les services de cardiologie se remplissent – en particulier de jeunes patients souffrant de maladies auparavant rares – de nombreux professionnels de la santé commencent à dénoncer une crise de santé publique croissante que le gouvernement et les autorités sanitaires semblent déterminés à ignorer.

Les cardiologues n'ont jamais vu de telles lésions cardiaques chez les jeunes.

Les preuves des lésions cardiaques liées aux vaccins sont accablantes, selon divers rapports émanant des hôpitaux néo-zélandais. Les chirurgiens cardiaques conseillent discrètement aux patients qui ont subi des interventions telles qu'un pontage coronarien de « *refuser les futurs rappels de vaccins* », car leur risque de complications cardiaques pourrait être exacerbé.

Un cardiologue a noté que l'augmentation du nombre de cas de maladies cardiaques – en particulier chez les jeunes, auparavant en bonne santé – correspond directement à l'introduction des vaccins à ARNm. L'augmentation est décrite comme « *sans précédent* », les salles d'attente des hôpitaux néo-zélandais étant de plus en plus remplies de « *jeunes patients* » souffrant d'affections telles que la myocardite, la péricardite et d'autres problèmes cardiaques qui n'étaient pas courants auparavant dans ce groupe démographique. À mesure que cette réalité est mieux comprise, de nombreux médecins s'inquiètent de plus en plus des conséquences futures sur la santé des personnes vaccinées.

Par ailleurs, des experts en cancérologie tels que James Royle, oncologue basé au Royaume-Uni, ont souligné l'augmentation de l'incidence des « *cancers agressifs de stade 4* » – également connus sous le nom de « *turbo-cancers* » – en particulier chez les jeunes. Ces cancers présentent des « *caractéristiques biologiques nouvelles* » qui ne sont pas observées dans la majorité de la population. M. Royle suggère un « *lien de causalité* » entre les vaccins à ARNm et cette tendance inquiétante, citant des preuves de 13 mécanismes biomoléculaires par lesquels les vaccins pourraient déclencher la croissance du cancer.

https://www.mondialisation.ca/les-cardiologues-neo-zelandais-reconnaissent-la-verite-la-proteine-spike-produite-par-les-vaccins-mrna-covid-est-une-cardiotoxine/5694228?doing_wp_cron=1732879811.9089200496673583984375

Parole d'internaute.

Pfizer et la FDA savaient que la majorité des adultes et des enfants présenteraient une infection active par le SRAS-CoV-2 après avoir été complètement vaccinés et après avoir reçu un rappel.

L'étude phase 4 de Pfizer, approuvée par la FDA, et publiée dans la notice d'emballage de COMIRNATY*

(pt. 14.5 « *Booster Dose With Pfizer-BioNTech COVID-19 Vaccine in Individuals 12 Years of Age and Older* ..» constate que:

- 75 % des enfants (âgés de 12 à 17 ans) ayant reçu un vaccin complet et un rappel ont été testés positifs au SRAS-2

- 72% des adultes âgés de 55 ans et moins ayant reçu un vaccin complet et un vaccin de rappel ont été testés positifs pour le SRAS-CoV-2, et

- 62% des adultes de 55 ans et plus ayant reçu un vaccin complet et un rappel ont été testés positifs au SRAS-CoV-2.

- Un autre fait inquiétant est qu'en juin 2021, la FDA a admis qu'il serait statistiquement et cliniquement impossible de développer un vaccin plus efficace que le système immunitaire d'un enfant pour prévenir l'infection par le SRAS-CoV-2 et le COVID-19, étant donné que les enfants sont rarement infectés.

*https://www.fda.gov/media/151707/download

https://karenkingston.substack.com/p/pfizers-fda-approved-labeling-confirms?utm_campaign=post&utm_medium=web&triedRedirect=true

---

Combat contre la dictature climatique

RFI - Les cyclones, équivalents des ouragans de l'Atlantique et des typhons du Pacifique, constituent une menace habituelle dans l'océan Indien. Les inondations et les glissements de terrain meurtriers causés par la pluie sont fréquents en Asie du Sud, notamment pendant la mousson. RFI

J-C - C'est exact, mais ces faits ne concordent pas avec la propagande officielle, c'est très embarrassant pour ce porte-parole de Davos ou du Green New Deal, alors pour corriger cette anomalie RFI allait se livrer à une manipulation en précisant que "*les experts affirment que le changement climatique en accroît la fréquence et la gravité*".

A noter, ils n'ont pas osé aller jusqu'à affirmer que ce changement climatique serait dû à l'activité humaine. Amorceraient-ils un virage à 180° ? Pas sûr.

Les GAFAM instrumentalisent le climat à des fins purement mercantiles et spéculatives.

« *Un peu dystopique* » : Jeff Bezos et Bill Gates financent un vaccin contre le méthane pour le bétail - mondialisation.ca 24 novembre 2024

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, investit 9,4 millions de dollars dans le développement d'un vaccin destiné à réduire le nombre de microbes producteurs de méthane dans l'estomac des vaches, selon Agriland.

Ce financement provient du Bezos Earth Fund, une fondation philanthropique qu'il a créée avec 10 milliards de dollars en 2020. Le fonds a l'intention de distribuer tout son argent d'ici à 2030, en finançant des projets visant à *« lutter contre le changement climatique et à protéger la nature »*

Parmi les investisseurs figurent Breakthrough Energy Ventures, soutenu par Bill Gates, Rabo Ventures, la Grantham Foundation et d'autres. Le financement de série A annoncé par ArkeaBio provient de son deuxième tour de table.

Gates a fondé Breakthrough Energy en 2015 pour financer des start-ups axées sur l'innovation afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Bezos et d'autres milliardaires connus, dont Richard Branson et Jack Ma, sont également des investisseurs

https://www.mondialisation.ca/un-peu-dystopique-jeff-bezos-et-bill-gates-financent-un-vaccin-contre-le-methane-pour-le-betail/5694263?doing_wp_cron=1732877809.7404301166534423828125

La France aux Français, l'Afrique aux Africains !

Le Tchad annonce rompre ses accords de coopération de défense avec la France - BFMTV 29 novembre 2024

Le Tchad met fin aux accords de coopération de sécurité et de défense avec la France, a annoncé ce jeudi 28 novembre le ministre des Affaires étrangères tchadien, quelques heures après la visite de son homologue français Jean-Noël Barrot.

"*Le Gouvernement de la République du Tchad informe l'opinion nationale et internationale de sa décision de mettre fin à l'accord de coopération en matière de défense signé avec la République française*", a déclaré Abderaman Koulamallah dans un communiqué publié sur la page Facebook officielle du ministère.

Le président du Sénégal appelle au départ des militaires français de son pays - BFMTV 29 novembre 2024

Les soldats français basés au Sénégal vont-ils plier bagage? C'est en tout cas le souhait du président du Sénégal Bassirou Diomaye Faye. Dans un entretien à nos confrères du *Monde*, ce jeudi 28 novembre, le dirigeant africain s'interroge sur la présence de 350 militaires français dans son pays, estimant que "*cela ne correspond pas à notre conception de la souveraineté et de l'indépendance*".

"*Pourquoi faudrait-il des soldats français au Sénégal? Quel pays peut avoir des militaires étrangers sur son sol et revendiquer son indépendance?*", s'interroge Bassirou Diomaye Faye.

Ce dernier a estimé qu'il est "*évident*" que les soldats français quitteront le Sénégal sans fixer de délai "*pour le moment*".

"*Nous avons une coopération avec les États Unis, la Chine ou encore la Turquie sans que ces pays n'aient de base sur notre sol. (...) Est-ce que la France est capable de faire cela? Ce n'est pas*

parce que les Français sont là depuis la période de l'esclavage qu'il est impossible de faire autrement", juge le président sénégalais.

Tribune libre de la lutte de classe.

POI.

Au lendemain des élections américaines

Échanges avec des membres de Democratic Socialists of America (DSA)

Le 25 septembre dernier, trois membres de la direction de l'organisation américaine Democratic Socialists of America

(DSA), Ashik Siddique, co-président de DSA, Cara Tobe, membre de sa direction nationale et Jana Silverman, membre de son secteur international, donnaient une conférence dans les locaux du POI, à Paris. Après l'élection de Donald Trump, ils nous livrent leur appréciation sur la situation aux Etats-Unis et ses développements. Un échange exclusif et riche d'enseignements pour les jeunes et les travailleurs qui se battent en France, et au-delà.

https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2024/11/Brochure-POI-DSA-24nov12.pdf

---

PT.

L'élection de Trump: une défaite de la politique des dirigeants du mouvement ouvrier

Déclaration du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVeInternationale (CORQI)

L'élection de Trump, le 5 novembre 2024 aux États-Unis, est l'expression du fait que pour les fractions dominantes de la bourgeoisie du pays capitaliste le plus puissant du monde les moyens traditionnels de sa domination ne sont plus adaptés, ni au plan international ni au plan national. La bourgeoisie américaine estime qu'elle ne peut résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée qu'en ayant recours à des moyens qui la libèrent des formes traditionnelles des relations entre les classes sociales et entre les États.

https://coi-iwc.org/2024/11/25/lelection-de-trump-une-defaite-de-la-politique-des-dirigeants-du-mouvement-ouvrier/

PT. Alerte : Macron veut envoyer des troupes françaises en Ukraine ! - communiqués publié le 28 novembre 2024

https://parti-des-travailleurs.fr/2024/11/28/alerte-macron-veut-envoyer-des-troupes-francaises-en-ukraine/

J-C – Confirmation ou vérification.

France-Soir 25 novembre 2024

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, interviewé samedi 23 novembre 2024 par la BBC.

Kiev pourrait tirer des missiles français à longue portée sur la Russie "*dans le cadre de la logique de légitime défense"*, il n'a pas confirmé si des armes françaises avaient déjà été utilisées. Jean-Noël Barrot a estimé qu'il ne faut pas "*fixer des lignes rouges*", n'écartant "*aucune option*", pas même l'envoi de troupes françaises sur le front ukrainien.

J-C - Pour autant il n'y a pas de quoi s'affoler, de toutes manières ce n'est jamais bon, entre ses annonces et la réalité, il y a souvent un abime ! A moins qu'il s'agisse d'autre chose, à lire plus loin à la rubrique Ukraine.

Sur la situation politique et sociale en France.

Quand est-ce qu'on les arrête, qu'on les enferme ?

Plus de 80 000 détenus dans les prisons françaises, un record - LePoint.fr/AFP 30 novembre 2024

Jamais les prisons françaises n'avaient enregistré un si grand nombre de détenus avec le chiffre record de 80.130 personnes incarcérées pour 62.357 places au 1er novembre, selon des chiffres obtenus vendredi auprès du ministère de la Justice.

La densité carcérale atteint 155,1 % en maison d'arrêt, où sont incarcérés les détenus en attente de jugement et donc présumés innocents, et ceux condamnés à de courtes peines.

La démission des nazis Zelenski et Netanyahou non plus !

Budget 2025 : Pour Hollande, la démission de Macron n'est pas « *la bonne solution* » - 20minutes.fr 28 novembre 2024

Une immunité qui n'est pas sans conséquence.

Rima Hassan : le Conseil d'État donne raison à Sciences Po - Paris Match 29 novembre 2024

Une décision inédite. Le différend entre la direction de Sciences Po Paris et l'eurodéputée Rima Hassan a été tranché ce vendredi par le Conseil d'État. Ce dernier ne suspend pas le refus du directeur de Sciences Po de mettre à disposition une salle pour une conférence sur l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël motivé par le risque de trouble à l'ordre public. Paris Match 29 novembre 2024

J-C – Les aristos bobos de Sciences Po Paris seront privés de conférence, sortez vos mouchoirs ! Pitoyable LFI !

En famille. Quand Barnier donne de nouveaux gages à l'extrême droite.

AME : Michel Barnier, menacé de censure, prévoit une réforme de l'Aide médicale d'État pour 2025 - Le HuffPost 29 novembre 2024

Le chef du gouvernement a annoncé dans *Le Figaro* que le *« "panier de soins" pris en charge (allait) être sensiblement diminué* », en se référant à une proposition du rapport de Patrick Stefanini et Claude Evin publié l'an dernier sur le sujet. Ce rapport jugeait aussi le dispositif « *utile* » et « *globalement maîtrisé* ».

« *En outre, nous allons engager dès l'an prochain une réforme de l'AME pour éviter les abus et les détournements* », l'une des exigences constantes de l'extrême droite et d'une partie de la droite en matière d'immigration, a ajouté un Michel Barnier sur la sellette alors que le budget de la Sécurité social doit être voté le 2 décembre dans l'Hémicycle.

Le gouvernement multiplie donc les concessions envers l'extrême droite. Outre l'AME, Michel Barnier a aussi annoncé ce jeudi qu'il renonçait à augmenter les taxes sur l'électricité au-delà de leur niveau d'avant le bouclier tarifaire contre l'inflation. Le HuffPost 29 novembre 2024

La France s'implique directement dans le conflit ukrainien - InfoBrics - Mondialisation.ca, 25 novembre 2024

L'Occident poursuit l'escalade de la guerre avec la Fédération de Russie. Après l'autorisation américaine de frappes en profondeur, rapportée par les médias et non démentie par Joe Biden, une vague d'autorisations a commencé à se propager parmi les autres pays fournisseurs de missiles à longue portée. La France, qui est devenue l'un des centres de soutien militaire au régime de Kiev, a clairement indiqué que les forces néonazies étaient autorisées à utiliser ces armes contre des cibles situées en dehors de la zone de conflit officielle, ce qui montre clairement que le point de non-retour de l'interventionnisme occidental a déjà été franchi.

Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré que l'Ukraine avait le feu vert pour utiliser les armes fournies par la France contre le territoire russe incontesté. Dans une récente interview accordée aux médias britanniques, il a déclaré que Paris n'avait pas de *« ligne rouge* » dans son soutien à l'Ukraine et que l'aide était absolue et illimitée. En ce sens, les frappes contre n'importe quelle cible, même sur le territoire que la France elle-même reconnaît comme russe, seraient autorisées parce qu'elles feraient partie de la « logistique d'autodéfense » de l'Ukraine.

Les propos de M. Barrot confirment une série de rapports récents des médias sur l'autorisation par la France de telles frappes. Cette affaire s'inscrit dans une vague de « *carte blanche* » à Kiev pour frapper « *profondément* » la Russie. Jusqu'à présent, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont fourni à l'Ukraine des missiles à longue portée et, apparemment, tous ces pays ont convenu que

leur régime mandataire avait le « *droit* » d'utiliser ces armes contre n'importe quelle cible, y compris des régions situées en dehors de la zone de conflit.

Paris fournit à l'Ukraine des missiles de croisière SCALP-EG, dont la portée (550 km) permet de frapper des cibles à l'intérieur du territoire russe non revendiqué par Kiev. Auparavant, ces armes n'étaient utilisées que pour attaquer les régions contestées par le régime, mais ce n'est plus qu'une question de temps avant que les forces ukrainiennes ne lancent ces missiles sur des régions telles que Koursk, Briansk et Krasnodar – comme cela s'est produit ces derniers jours avec des missiles britanniques et américains.

https://www.mondialisation.ca/la-france-simplique-directement-dans-le-conflit-ukrainien/5694272?doing_wp_cron=1732877963.5694959163665771484375

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Immunité des sionistes génocidaires accordée par Macron.

J-C – Cet article a été publié hier dans un commentaire que j'avais envoyé à un blog.

Immunité de Netanyahu contre cessez-le-feu au Liban, l'échange de faveurs entre la France et Israël - Le HuffPost 28 novembre 2024

Petit arrangement entre amis. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aurait accepté de signer le cessez-le-feu avec le Hezbollah, marquant l'arrêt temporaire des hostilités au Liban, en échange d'une faveur : que Paris n'applique pas le mandat d'arrêt émis par la CPI une semaine plus tôt. Cette révélation a été faite par deux des plus grands quotidiens israéliens ce mercredi 27 novembre, *Haaretz* et *Maariv*.

La position française a provoqué la colère de Benjamin Netanyahu, qui a menacé d'exclure Paris des négociations, rapporte *Maariv*. Problème, le Liban voulait absolument la présence de la France, proche alliée, dans ces discussions. Benjamin Netanyahu aurait alors posé son « *exigence* », explique *Haaretz*, et réclamé à la diplomatie française d'invoquer « *l'immunité* » dont il bénéficierait selon les Statuts de la CPI.

Pour ne pas faire capoter les négociations, Paris aurait donc accepté de lâcher du lest sur l'application du mandat d'arrêt. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué ce mercredi de possibles « *questions d'immunité* » pour « certains dirigeants » visés par des mandats d'arrêts de la CPI. Plus tard, le quai d'Orsay a précisé que le Premier ministre israélien bénéficiait de cette « *immunité* » qui « *devra être prise en considération si la CPI devait nous demander leur arrestation et* remise ».

La question du mandat d'arrêt de la CPI et de son application n'était cependant pas le seul point d'achoppement dans ces négociations. D'après le site américain Axios, l'autorisation pour Israël de répondre par la force en cas de violation de l'accord par le Hezbollah était débattue. Sur conseil de la France, le Liban a jugé cette « *liberté d'action* » était inacceptable, mais elle a finalement été adoptée.

Toujours d'après Axios, ce changement de pied aurait lieu après une rencontre au G20 entre Emmanuel Macron et le secrétaire d'État américain Antony Blinken à Rio le 19 novembre. Conscient que cette position pouvait mettre fin aux négociations, le chef de l'État français fait une concession. Interrogée par Axios, une source française a néanmoins démenti.

Mais les États-Unis ont aussi mis la pression sur Israël, raconte *Haaretz* dans un autre article. Le HuffPost 28 novembre 2024

Des experts de l'ONU appellent au plein respect des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant - french.presstv.ir 27 Novembre 2024

Dans un communiqué conjoint publié mardi 26 novembre, les experts de l'ONU ont rappelé aux États leur obligation légale et morale de respecter le droit international et de punir les criminels de guerre.

« *Le pouvoir d'exécuter ces mandats d'arrêt appartient aux gouvernements. Le respect de ces mandats d'arrêt est essentiel pour mettre fin à l'impunité qui perdure depuis longtemps et qui profite aux auteurs de ces crimes.* »

Les quarante-quatre signataires du communiqué, parmi lesquels des rapporteurs de l'ONU et d'autres experts, ont déclaré que les mandats d'arrêt « *peuvent contribuer à sauver des vies* » et doivent être respectés et pleinement appliqués.

Malgré le cessez-le-feu, Israël frappe à nouveau le sud du Liban - Courrier International 28 novembre 2024

Le cessez-le-feu négocié entre le Hezbollah et les autorités israéliennes est entré en vigueur au Liban mercredi 27 novembre à 4 heures du matin. Mais dès le lendemain, plusieurs violations ont été signalées dans le sud du pays. "*L'armée israélienne continue de frapper à la mitrailleuse et l'artillerie, mais aussi avec des missiles lancés par des drones, les villages de la zone frontalière, dans des tirs qui ont fait plusieurs blessés*", rapporte le journal libanais L'Orient-Le Jour.

Hassan Fadlallah, député du Hezbollah au Parlement libanais, a même accusé les Israéliens d'avoir visé des civils qui avaient dû fuir les combats et rentraient chez eux après l'annonce de la suspension de ceux-ci.

Les forces israéliennes ont quant à elles annoncé avoir mené un raid aérien contre un entrepôt de roquettes du Hezbollah dans le sud du Liban.

Cessez-le-feu au Liban : l'armée se déploie dans le sud du pays - RT 28 nov. 2024

A peine quelques heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'armée israélienne et le Hezbollah, l'armée libanaise s'emploie à faire respecter les clauses de l'accord en se déployant dans les régions du sud-Liban.

Selon un communiqué publié dans la soirée du 27 novembre, «*l'armée a commencé à renforcer son déploiement dans le secteur du Sud Litani et à étendre l'autorité de l'État en coordination avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban - FINUL*», se basant sur «*l'engagement du gouvernement libanais à mettre en œuvre la résolution 1701 émise par le Conseil de sécurité avec toutes ses dispositions et obligations connexes, notamment en ce qui concerne le renforcement du déploiement de l'armée et des forces*».

Le communiqué ajoute que «*dans ce contexte, les unités militaires concernées se déplacent de plusieurs zones vers le secteur sud du Litani, où elles seront stationnées dans les emplacements désignés*».

En effet le déploiement de l'armée libanaise est l'une des clauses de l'accord de cessez-le-feu entre la milice chiite et l'armée israélienne. La troupe doit ainsi remplacer les combattants chiites et assurer la souveraineté du Liban dans les zones limitrophes.

De surcroît, le Hezbollah a annoncé par l'intermédiaire de l'un de ses députés, Hassan Fadlallah, que le parti était prêt à coopérer avec l'armée libanaise. Il assure qu'il y a une «*coopération totale à ce sujet*» de la part du Hezbollah avec le gouvernement libanais. A Bint Jbeil, le député a insisté qu'il n'y avait «*aucun problème*» entre les deux entités.

Il a ajouté qu'Israël n'a pas atteint ses objectifs militaires au Liban, car l'État hébreu «*a annoncé vouloir détruire le Hezbollah, mais aujourd'hui le Hezbollah est présent avec force dans toutes les régions libanaises, en particulier au sud du Litani*».

En complément.

Hamas : Le cessez-le-feu avec le Hezbollah a brisé l'illusion israélienne de remodeler l'Asie de l'Ouest - french.presstv.ir 27 Novembre 2024

Le Hamas a considéré l'acceptation par l'ennemi d'un accord de cessez-le-feu avec le Liban sans que ses conditions déjà fixées soient remplies comme une étape importante pour briser les illusions de Netanyahou quant à la possibilité de changer la carte du Moyen-Orient par la force et de vaincre les combattants de la Résistance ou de les désarmer.

Les commandants militaires israéliens s'étaient engagés à éradiquer le Hezbollah dans le sud du Liban. Ils ont finalement été contraints d'accepter l'accord de cessez-le-feu sans qu'ils atteignent ces objectifs.

J-C – L'article suivant montre que ce sont des effets d'annonce, en réalité la majorité des Libanais et des Israéliens en ont marre de la guerre…

État de la guerre pour la Palestine - Moon of Alabama - reseauinternational.net 29 novembre 2024

Sous la pression de leurs alliés, le Liban et Israël se sont mis d'accord pour cesser le feu.

Les 13 points de l'accord de cessez-le-feu rétablissent la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le statu quo ante a donc été rétabli.

Je considère qu'il s'agit d'une pause dans les combats, et non de la fin de la guerre.

Les deux parties ont besoin d'une pause.

Les forces de défense israéliennes dépendent des réservistes. Elles sont organisées pour mener des guerres courtes et de haute intensité. Mais cela fait maintenant plus de 14 mois qu'elles sont sur le terrain. Nombre de ses réservistes ne se présentent tout simplement pas lorsqu'ils sont rappelés pour une nouvelle série de combats. Les lourdes pertes matérielles et humaines subies sur le front au Liban, où les progrès ont été minimes, voire inexistants, ont encore affaibli la force.

Le mouvement de résistance libanais, le Hezbollah, a lui aussi besoin d'un temps d'arrêt. Les attaques israéliennes contre ses dirigeants ont sérieusement affaibli son organisation. Ses combattants locaux ont réussi à résister aux attaques israéliennes sur la ligne de front et ses forces de missiles ont pu frapper Israël là où ça fait mal. Mais la destruction totale causée par les attaques aériennes israéliennes menaçait son soutien au sein de la population libanaise.

Les deux camps affirment avoir gagné la guerre. Le Hezbollah a réussi à résister à un ennemi israélien très compétent, ce qui est en soi une victoire. Israël a réussi à affaiblir le soutien de la résistance à la population de Gaza.

Mais aucune des deux parties n'a atteint ses objectifs. Israël n'a pas réussi à détruire le Hezbollah. Il n'a pas réussi à conquérir de nouvelles terres. Ses colons continueront à refuser de retourner dans le nord. La population du Sud-Liban retournera dans ses villages, mais il lui faudra plusieurs années pour reconstruire tous les lieux qu'Israël a détruits.

La résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies avait permis de maintenir un semblant de paix entre le Liban et Israël depuis 2006. Il est très peu probable que son rétablissement tienne aussi longtemps.

Alors que le conflit au Liban s'apaise, Israël et les États-Unis ont relancé la guerre en Syrie. Il y a eu des signes pendant un certain temps que cela allait se produire. Hier, les combattants de HTS, affiliés à Al-Qaïda, qui ont été reconstitués et financés par la CIA, ont relancé leurs attaques contre les forces gouvernementales syriennes à l'ouest d'Alep. Les attaques des forces aériennes syriennes et russes ont pour l'instant stoppé leur progression. Les forces Rudwan du Hezbollah ne sont pas encore intervenues mais sont déployées pour défendre Alep.

L'Axe de la Résistance avait promis de soutenir Gaza. L'arrêt des tirs au Liban a pour l'instant bloqué un moyen de le faire. Il devra activer de nouveaux vecteurs d'attaques pour empêcher Israël d'achever son génocide à Gaza.

Syrie.

Affrontements entre les forces syriennes et les djihadistes à Alep et Idlib, des dizaines de morts - RT 29 nov. 2024

Des affrontements ont eu lieu dans la province d'Idlib et près d'Alep en Syrie suite à des attaques des djihadistes du mouvement Hayat Tahrir al-Sham. Les combats ont fait des dizaines de morts parmi les terroristes et les forces de Bachar el-Assad. Un général iranien a également été tué.

Selon le média Al-Mayadeen, les djihadistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), qui contrôle le nord-ouest de la Syrie, ont lancé le 27 novembre une «*opération*» contre les territoires du gouvernement de Bachar el-Assad dans les provinces d'Alep et d'Idlib.

Ces combats, qui se déroulent parfois à moins de 10 km de la métropole d'Alep tenue par le gouvernement, ont fait depuis mercredi au moins 200 morts, d'après l'OSDH. Il s'agit de 182 combattants, dont 102 djihadistes, 61 membres des forces syriennes et leurs alliés, et 20 civils, a précisé l'ONG basée à Londres.

Etats-Unis.

Etats-Unis : Rapprochement stratégique à Mar-a-Lago entre Trump et Zuckerberg - 20minutes.fr 29 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a dîné mercredi avec le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, dans son club de Mar-a-Lago en Floride, rapporte la radio publique NPR.

Stephen Miller, nommé chef adjoint de cabinet pour le second mandat de Donald Trump, a affirmé que Mark Zuckerberg, comme d'autres dirigeants économiques, souhaitait soutenir les plans économiques du président élu. « *Mark, évidemment, il a ses propres intérêts, il a sa propre entreprise et son propre agenda* », a déclaré Stephen Miller sur Fox News. « *Mais il a clairement indiqué qu'il souhaitait soutenir le renouveau national des Etats-Unis sous la direction de Donald Trump.* »

Le patron de Meta n'a soutenu aucun candidat pendant la campagne présidentielle de 2024, mais a adopté une attitude plus conciliante envers Donald Trump ces derniers mois.

L'aveu. Qui était aux commandes de toutes ces campagnes mondiales, covid-19, réchauffement climatique anthropique, transgenrisme et wokisme ?

États-Unis: des grandes entreprises cèdent aux pressions «*anti-woke*» - RFI 28 novembre 2024

La chaîne de supermarchés Walmart, premier employeur privé du pays, a décidé cette semaine de fermer une ONG de lutte contre le racisme qu'elle avait lancée en 2020, peu après le meurtre de George Floyd par un policier américain.

Walmart a aussi annoncé supprimer de son site internet des vêtements destinés aux personnes transgenres.

Ces derniers mois, Ford ou encore Harley-Davidson et Jack Daniel's ont aussi rétropédalé concernant leurs politiques en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion.

Autre exemple des pressions des conservateurs contre les entreprises, une dizaine d'États américains gouvernés par des républicains, dont le Texas, ont déposé mardi une plainte contre des gestionnaires d'actifs. Ils accusent Black Rock ou encore Vanguard d'avoir agi pour faire baisser la production de charbon au nom de l'environnement, mais au détriment, selon eux, du portefeuille des Américains.

En mars, l'université de Floride a mis fin à ses programmes promouvant la diversité, emboîtant le pas à plusieurs campus dans une dizaine d'Etats, dans le cadre de l'offensive du gouverneur Ron DeSantis contre "*l'idéologie woke*". RFI 28 novembre 2024

Russie.

Les exportations de Moscou vers l'Afrique du Nord en forte hausse : +31 % en 2024 29 nov. 2024

Les exportations industrielles de Moscou vers les pays d'Afrique du Nord ont bondi de 31 % au cours des huit premiers mois de 2024, selon Maxime Liksoutov, adjoint au maire de Moscou chargé des transports et de l'industrie. Cette augmentation reflète la capacité des fabricants moscovites à s'adapter aux évolutions du marché mondial et à élargir leurs partenariats économiques dans des régions stratégiques.

«*Conformément aux instructions de Sergueï Sobianine [maire de Moscou], nous favorisons activement le développement des relations commerciales et économiques avec les pays amis. Grâce à ce soutien, nos industriels ont doublé leurs exportations de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux vers l'Afrique du Nord*», a déclaré Liksoutov dans un article publié sur le site du gouvernement moscovite ce 28 novembre.

Parmi les produits les plus prisés figurent les réactifs de diagnostic et de laboratoire, les appareils dentaires, ainsi que les équipements respiratoires et thérapeutiques.

L'Égypte, principal partenaire de Moscou dans la région, illustre parfaitement cette tendance. Entre janvier et août 2024, les exportations moscovites de produits non énergétiques vers ce pays ont progressé de 43 %, avec une augmentation notable de 80 % des livraisons de médicaments et réactifs de diagnostic. «*Les exportations de biens industriels vers l'Égypte ont connu une croissance impressionnante de 33 %, consolidant ainsi nos relations avec ce marché stratégique*», a souligné Anatoly Garbouzov, ministre du gouvernement de Moscou et chef du Département des investissements et de la politique industrielle.

Les exportations non énergétiques de la capitale russe vers l'Afrique du Nord ont augmenté de 9% sur la même période, avec une part prépondérante (77%) attribuée aux produits industriels. Les matériaux de construction, les compositions chimiques, les appareillages électriques et les équipements industriels figurent parmi les principales catégories exportées.

Ukraine.

Zelensky limoge le commandant des forces terrestres de l'armée ukrainienne - RT 29 nov. 2024,

Volodymyr Zelensky, homme politique ukrainien dont le mandat a pris fin en mai 2024, a démis Oleksandr Pavlyuk, commandant des forces terrestres des Forces armées ukrainiennes, de ses fonctions, et l'a remplacé par Mykhaylo Drapaty.

Cependant, il y a aussi d'autres changements dans les hauts rangs ukrainiens. Oleg Apostol a été nommé nouvel adjoint auprès d'Oleksandr Syrsky, commandant en chef des forces armées ukrainiennes.

Des fuites révèlent qu'une cellule militaire britannique secrète complote pour «*que l'Ukraine continue à se battre*» - Réseau International 28 novembre 2024

Des fichiers ayant été fuités montrent que des personnalités militaires britanniques de premier plan ont conspiré pour perpétrer l'attentat à la bombe contre le pont de Kertch, entraîner secrètement des forces de maintien de l'ordre de style «*Gladio*» en Ukraine et préparer le public britannique à une baisse du niveau de vie causée par la guerre par procuration menée contre la Russie.

Des courriels et des documents internes examinés par *The Grayzone* révèlent les détails d'une cabale de vétérans de l'armée et du renseignement britanniques qui complotaient pour intensifier et prolonger la guerre par procuration en Ukraine «*à tout prix*».

https://lesakerfrancophone.fr/des-fuites-revelent-quune-cellule-militaire-britannique-secrete-complote-pour-que-lukraine-continue-a-se-battre

Source The Grayzone

https://thegrayzone.com/2024/11/16/uk-plot-keep-ukraine-fighting/

L'Occident prévoit de déployer 100 000 «*soldats de la paix*» en Ukraine, selon le renseignement russe - RT 29 nov. 2024

Le renseignement extérieur russe révèle que l'Occident compte occuper l'Ukraine via un «*contingent de maintien de la paix*» de 100 000 hommes pour geler le conflit, restaurer la capacité militaire ukrainienne et préparer une revanche. Ce plan occidental impliquerait aussi une partition de l'Ukraine et la reconstruction de son industrie militaire.

L'Occident déploiera en Ukraine un «contingent de maintien de la paix» d'environ 100 000 personnes pour restaurer la capacité de combat du pays, occupant ainsi de facto l'Ukraine pour atteindre ses objectifs, indique le bureau de presse du Service de renseignement extérieur russe dans son communiqué (SVR).

Le Service de renseignement extérieur russe rapporte que face aux récents succès de la Russie sur le champ de bataille, l'OTAN s'oriente de plus en plus vers une solution de «gel» du conflit ukrainien. L'Occident considère ce scénario comme un moyen de restaurer la capacité de combat des forces armées ukrainiennes et de préparer Kiev à une tentative de revanche, selon le SVR. Les forces de l'OTAN auraient déjà mis en place en Ukraine des centres de formation par lesquels il est prévu de faire passer au moins un million d'Ukrainiens mobilisés.

Selon les informations du SVR, l'armée allemande s'est inspirée de l'expérience des envahisseurs nazis qui avaient établi un régime d'occupation en Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale. La Bundeswehr, l'armée nationale allemande, a également estimé que l'exercice de fonctions policières

serait impossible sans des unités spéciales composées de nationalistes ukrainiens, toujours d'après le SVR. Elles porteront un nouveau nom, mais il s'agirait en substance de groupes punitifs de style bandériste (nazisme ukrainien).

En outre, selon le SVR, les territoires censés être répartis entre les occupants sont prévus comme suit : le littoral de la mer Noire serait attribué à la Roumanie, les régions occidentales de l'Ukraine à la Pologne, le centre et l'est du pays à l'Allemagne, et les régions du nord, y compris celle de la capitale, au Royaume-Uni.

Un autre axe important des activités de l'OTAN pendant la «trêve» serait la restauration du complexe militaro-industriel ukrainien. Des travaux actifs sont en cours avec des entreprises de défense occidentales, notamment la société allemande Rheinmetall. Il leur est demandé non seulement d'investir, mais aussi d'envoyer en Ukraine leurs meilleurs spécialistes et équipements de pointe. Au siège de l'OTAN, on admet que sans un approvisionnement suffisant de l'armée ukrainienne en armes et munitions, la poursuite des combats de haute intensité sur une longue durée est irréaliste.

À la fin de son communiqué, le SVR pose une question rhétorique qui souligne clairement la position de la Russie : «*La Russie a-t-elle besoin de cette option pour un règlement pacifique ? La réponse est évidente*».

The Wall Street Journal, quotidien américain, avait précédemment rapporté que les conseillers du président élu des États-Unis, Donald Trump, avaient proposé un plan de cessation des combats en Ukraine, prévoyant la création d'une zone démilitarisée. Il n'a pas été précisé qui contrôlerait cette zone, mais une source du journal américain a supposé qu'elle pourrait être confiée à des militaires européens.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a déjà déclaré à plusieurs reprises que le gel du conflit en Ukraine était inacceptable pour la Russie, qui a besoin d'atteindre les objectifs de son opération militaire spéciale.

"*Mardi noir*" – L'armée ukrainienne a massacré les civils de Selidovo, en RPD - ir-press.ru 26 novembre, 2024

Des civils évacués de Selidovo, en RPD (République Populaire de Donetsk), ont rapporté comment l'armée ukrainienne a commis un massacre lors du « *mardi noir* », alors qu'ils se retiraient de la ville face à l'avancée de l'armée russe, fin octobre 2024.

Je m'installe face à Alexandre dans une petite salle, pour qu'il puisse me raconter calmement ce qu'il a vu et vécu avant la libération de la ville par l'armée russe fin octobre 2024. Lorsqu'il commence à me raconter les événements du « mardi noir » comme l'ont surnommé les habitants de Selidovo qui ont survécu au massacre organisé par l'armée ukrainienne, je comprends que dans cette ville, les soldats ukrainiens se sont surpassés dans l'horreur.

« *Le 24 octobre 2024, ma famille a été abattue par l'armée ukrainienne juste à côté de notre maison. À 7 heures du matin, je suis sorti dans le jardin et j'ai entendu des cris :* « Tout le monde, sortez de la maison ! » *criait un soldat, il y en avait un autre à côté de lui, un peu plus loin, ils ont emmené ma femme, mon petit-fils, ma belle-fille et sa mère hors de la maison et leur ont ordonné de se mettre face au mur. Ma belle-fille criait* « Qu'est-ce que vous faites ? » *Le soldat ukrainien a*

simplement commencé à tirer. Il a d'abord tué ma femme, puis les autres. J'ai couru dans le jardin et je me suis caché. Quelques jours plus tard, je suis rentré à la maison. À l'endroit où ils ont été abattus, j'ai trouvé des restes : des corps brûlés, des fragments d'os et des effets personnels. J'ai rassemblé tout ce que je pouvais dans cinq sacs et je les ai enterrés à l'entrée. C'est tout ce qui reste de ma famille », rapporte Vladimir.

L'homme ne doit sa survie qu'au fait qu'il était sorti de la maison pour aller aux toilettes et qu'il a fui en entendant les coups de feu. Sans cela il aurait fini comme le reste de ses proches.

https://www.ir-press.ru/fr/2024/11/26/mardi-noir-larmee-ukrainienne-a-massacre-les-civils-de-selidovo-en-rpd/

Géorgie.

Tentative de coup d'Etat de l'OTAN en Géorgie, suite.

En Géorgie, la police tire des gaz lacrymogènes contre des manifestants pro-européens - franceinfo/AFP 29 novembre 2024

Des milliers de personnes rassemblées à Tbilissi et dans d'autres villes de Géorgie. La police géorgienne a eu recours aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau pour tenter de disperser des manifestants qui ont protesté dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 novembre contre la décision du gouvernement de retarder à 2028 les négociations pour intégrer l'Union européenne.

Un mois après les législatives remportées par le parti au pouvoir Rêve géorgien et dénoncées par l'opposition comme entachées d'irrégularités, les manifestants ont agité des drapeaux de l'Union européenne et de la Géorgie dans la capitale Tbilissi. Ils ont bloqué la circulation devant le Parlement et le siège du parti Rêve géorgien, qu'ils accusent de dérive autoritaire prorusse.

Peu après minuit, la police antiémeute a tiré des gaz lacrymogènes contre les manifestants, selon des journalistes de l'AFP sur place. Des agents masqués ont par la suite tiré des balles en caoutchouc dans leur direction et ont battu des protestataires et des journalistes présents. En face, les manifestants ont érigé des barricades qu'ils ont enflammées. Les médias locaux ont fait état de plusieurs arrestations.

La présidente Salomé Zourabichvili, en rupture avec le gouvernement, a dénoncé sur X (Nouvelle fenêtre) une "*répression*" qui s'est poursuivie selon elle jusqu'à 6h30 du matin (heure locale). "*Des journalistes et dirigeants politiques sont ciblés. J'attends une réaction ferme des capitales européennes*", a-t-elle écrit sur le réseau social.

Géorgie : Violents affrontements entre manifestants pro-UE et forces de l'ordre à Tbilissi - RT 29 nov. 202

Des milliers de manifestants se sont rassemblés dans la nuit du jeudi au vendredi 29 novembre devant le Parlement géorgien à Tbilissi, protestant contre la décision du gouvernement de suspendre les négociations d'adhésion à l'Union européenne jusqu'en 2028. Soutenus par des partis

d'opposition et la présidente Salomé Zourabichvili, les manifestants ont affronté les forces de l'ordre. Les heurts ont fait plusieurs blessés.

Le ministère de l'Intérieur a rapporté que 32 policiers avaient été blessés, dont plusieurs gravement, tandis que 43 manifestants ont été arrêtés pour divers actes de violence, notamment des jets de projectiles et l'utilisation de feux d'artifice contre les forces de l'ordre. Les autorités ont utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser la foule, qui avait bloqué les principales artères de la capitale. Selon les médias locaux, des provocateurs avaient tenté d'incendier des barricades. Ces actes, affirment les autorités, visent à semer le chaos et à discréditer le gouvernement tout en exerçant une pression.

Le Premier ministre Irakli Kobakhidze a justifié ce jeudi 28 novembre la suspension des négociations en dénonçant le «*chantage*» de Bruxelles. «*La Géorgie ne cédera pas à des manipulations extérieures visant à compromettre sa souveraineté et sa stabilité*», a-t-il déclaré dans une allocution. Il a également affirmé que son gouvernement restait engagé dans une intégration européenne à long terme, mais qu'il n'accepterait pas les «*pressions idéologiques*» de l'UE, notamment sur des questions sociétales comme les droits LGBTQ et la législation sur les ONG financées par les agents étrangers.

Face aux critiques occidentales, le Premier ministre Kobakhidze a réaffirmé que la Géorgie était souveraine dans ses décisions. Il a également annoncé que le pays refuserait toute aide budgétaire de l'UE jusqu'en 2028, déclarant que cette dépendance financière avait été utilisée comme levier politique contre Tbilissi.

Le président russe Vladimir Poutine avait déjà salué la position de la Géorgie, la qualifiant de «*démarche courageuse pour protéger son indépendance face à l'influence étrangère*». Une prise de position largement approuvée par les membres du parti au pouvoir, «*Rêve géorgien*», qui estiment que la Géorgie doit préserver sa neutralité stratégique tout en développant des relations équilibrées avec ses voisins, y compris la Russie.

Pakistan.

Pakistan : Des milliers de partisans du PTI campent à Islamabad pour réclamer la libération d'Imran Khan - Réseau International 27 novembre 2024

Des milliers de partisans du principal parti d'opposition pakistanais, Le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), campent ce mardi dans la capitale Islamabad pour réclamer la libération de leur leader et ex-Premier ministre Imran Khan actuellement emprisonné et poursuivi dans une centaine d'affaires.

De violents affrontements ont opposé les forces de sécurité pakistanaises à des milliers de partisans d'Imran Khan, entrés, tôt ce matin, dans Islamabad pour demander sa libération.

Ces heurts qui se poursuivent depuis trois jours ont fait plusieurs morts.

Le PTI a annoncé que ses partisans ne vont pas progresser au-delà de «*D-Chowk*», la célèbre place de la capitale et cœur politique du cinquième pays le plus peuplé au monde, «*jusqu'à nouvel ordre*» d'Imran Khan.

«*Notre leader nous a toujours appris à rester pacifiques. Nous n'irons pas au-delà de la place «D-Chowk*» jusqu'à nouvel ordre d'Imran Khan», a déclaré le chef du gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa, Ali Amin Gandapur, à l'adresse des manifestants à Islamabad.

https://reseauinternational.net/pakistan-des-milliers-de-partisans-du-pti-campent-a-islamabad-pour-reclamer-la-liberation-dimran-khan/

Pakistan : Signes d'une révolution en cours - Réseau International 28 novembre 2024

Les événements passionnants qui se sont déroulés au cours des dernières 48 heures au Pakistan, et plus particulièrement dans la capitale Islamabad, attendent toujours une couverture sérieuse de la part du monde. Le régime de la loi martiale – qui n'en a que le nom – n'a pas réussi à empêcher les manifestants de tout le pays de marcher vers Islamabad et d'y entrer. Bien qu'il ait fallu importer des milliers de conteneurs maritimes pour boucler la ville et empêcher les gens d'entrer dans la capitale, l'establishment militaire n'a pas réussi à empêcher leur entrée.

https://reseauinternational.net/pakistan-signes-dune-revolution-en-cours/

Afrique.

La colonisation et le pillage de l'Afrique à grande échelle continue au profit des pays occidentaux et leurs populations.

L'Afrique à sec : le pillage de l'eau par l'agroindustrie par Grain - Mondialisation.ca, 26 novembre 2024

Depuis le début des années 2010, des grandes entreprises ont acquis plus de 7 millions d'hectares de terres pour des exploitations agricoles industrielles à grande échelle en Afrique subsaharienne. La plupart de ces projets sont axés sur des produits agricoles fortement consommateurs d'eau dans des régions déjà soumises au stress hydrique. Si les médias braquent souvent leurs projecteurs sur les sécheresses provoquées par le changement climatique, on parle peu de la pénurie d'eau infligée aux populations dans toute l'Afrique par ces projets d'agriculture industrielle. Poussés par l'objectif d'accroître la production de cultures gourmandes en eau destinées à l'exportation, les gouvernements vendent au plus offrant les ressources en eau de l'Afrique. La nouvelle ruée vers les terres agricoles du continent, qui vise à planter des arbres en vue d'obtenir des crédits carbone, ne fait qu'aggraver la situation.

Les banques de développement, comme la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale, travaillent avec les gouvernements africains pour financer un déploiement massif de nouveaux projets d'irrigation à travers le continent afin de faciliter un plus grand nombre de ces investissements dans l'agrobusiness.

En 2021, d'après l'ONU, près de 160 millions de personnes en Afrique subsaharienne (14 % de la population) étaient touchées par les pénuries d'eau et le stress hydrique. Avec les effets du changement climatique qui commencent à se faire sentir, les chiffres devraient être encore plus élevés en 2025 et au-delà.

https://www.mondialisation.ca/lafrique-a-sec-le-pillage-de-leau-par-lagroindustrie/5694324?doing_wp_cron=1732874754.2250869274139404296875

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 novembre 2024

Extrait de la causerie du jour mis en ligne.

Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves… Tout s'explique.

Parole d'internaute.

1- Il ne faut pas oublier que le fleuve Turia a été détourné de son ancien lit en 1957 pour permettre la construction, la nature ne l'entend pas de cette oreille... mais comme il a été montré à la télévision, la région autour de Valence était totalement boisée en 1956... Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus un arbre ou si peu, que les terrains naturels n'absorbent plus rien à cause de la généralisation de la bétonisation...

2- Un exemple avec Valencia, qui après de grosses inondations qui ont traumatisé la population autour de 1960, le fleuve Turia, mais cela n'a pas empêché le débordement du canal de dérivation et on ne parlait pas de dérèglement climatique à l'époque. L'ancien lit a été transformé en zone piétonnière qui traverse la ville mais on sait pertinemment qu'un fleuve n'attend que de bonnes conditions pour retrouver son lit d'origine et là gare aux habitants de Valencia.

3- Réchauffement climatique ! Pourquoi ? Autour de Valence 9.000 hectares artificialisées ! Pour la valorisation de l'agro-alimentation industrielle... Combien de km carré en Espagne, en France, en Italie, et bientôt toute l'Afrique et l'Arabie... Pour nourrir le monde de produits frelatés par les hélicidés pesticides, insecticides et autres intrants chimiques pour assurer les récoltes... De l'eau puisée dans les nappes phréatiques... Alors les éléments naturels se précipitent partout, n'importe où... Il est temps que les dirigeants politiques retrouvent l'essence de leurs propositions et les appliquent en se désolidarisant du capitalisme déshumanisant ... mais n'en sont-ils pas les premiers bénéficiaires...

J-C- Ils en sont les représentants, chassez-les ! Organisez-vous avec ceux qui combattent pour la rupture avec le capitalisme et toutes ses institutions nationales et internationales financières et politiques.

Le 10 novembre 2024

J'ai actualisé le fichier de la causerie d'octobre en incluant les causeries de la page d'accueil du blog.

- Au format pdf, 236 pages.

Les sionistes nazis viennent avec le Mossad jusqu'à parader ou monter des provocations en Europe avec la complicité de tous les gouvernements occidentaux, histoire d'alimenter l'antisémitisme dont ils sont à l'origine, car ces barbares n'ont rien trouvé de mieux pour justifier leur génocide du peuple palestinien que condamnent unanimement tous les peuples.

- A télécharger : Récapitulatif des incidents montés en épingle entre supporters israéliens et habitants d'Amsterdam

Soutien à Marie Mesmeur contre Fabien Roussel et Bruno Retailleau suppôts de nazis.

Violences à Amsterdam : Bruno Retailleau signale à la justice un tweet d'une députée LFI pour "apologie du crime" - francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Dans un message posté sur le réseau social X, Marie Mesmeur affirme que les supporters du club de football israélien n'ont "*pas été lynchés parce qu'ils étaient juifs*" mais "*parce qu'ils étaient racistes et qu'il soutenaient un génocide*".

Dans un message posté sur X, Marie Mesmeur affirme que les supporters du club de football israélien n'ont "*pas été lynchés parce qu'ils étaient juifs*" mais "*parce qu'ils étaient racistes et qu'ils soutenaient un génocide*". La députée LFI de la 1ère circonscription d'Ille-et-Vilaine répond ainsi à un tweet de Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, qui déplore que "*des supporters ont été chassés, menacés et lynchés, dans la rue d'une ville européenne, car ils sont juifs*". francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Le 21 novembre 2024

Lisez la causerie du jour, sinon répondez à la question suivante :

Souhaitez-vous que ce blog continue d'exister ?

Si oui, envoyez un mail avant demain midi, si non, abstenez-vous.

Le paiement en ligne du renouvellement de l'abonnement du blog au serveur OVH ayant échoué le 16, je dois recommencer demain midi avec la carte bancaire de mon beau-fils, mais comme je n'ai reçu aucun Bulletin de soutien au blog, je me demande si je ne ferais pas mieux de ne pas insister et laisser tomber, comment ne pas être tenté de saisir cette occasion.

A vous d'en décider.

Le 30 novembre 2024

On essuie une tempête tropicale, un cyclone avec pluie diluvienne depuis 24 heures, il pleut déjà depuis plusieurs jours non-stop. Un peu de dégât comme d'habitude, une grande bâche arrachée par le vent, rien de sérieux. Pas d'électricité depuis ce matin, il est 19h07, je vais fermer l'ordinateur.

J'ignore si je serais aussi productif en décembre, j'ai besoin de me reposer les yeux, et je dois marcher davantage. Qu'est-ce qu'on dort bien sans clime ni ventilo les fenêtres ouvertes, un vrai bonheur, c'est le meilleur moment de l'année pour moi en Inde, et puis, je me croirais en Bretagne. Il m'arrive d'y aller me balader avec Google Map, vous ne pouvez pas savoir le bonheur que cela me procure. C'est là que je comptais finir mes jours, c'est raté, mais je me suis fait une raison. Quand on est vieux, on a connu tellement de désillusions ou de déconvenues dans la vie, qu'on finit par se foutre de ce qui pourrait encore nous contrarier ou nous causer de la peine. Vaut mieux penser à autres choses, n'est-ce pas ?

Je me suis mis aux pousses de haricots mungos, dit pousses de soja improprement. Ce n'est pas cher et le rendement est excellent, facile à préparer en salade ou soupe, riche en acides aminés notamment, à conseiller aux pauvres ! C'est l'hiver chez vous aussi, ici c'est supportable, les fenêtres sont grandes ouvertes et je suis torse nu, pensez à la vitamine D et au zinc, si vous vous sentez fatigué, stressé, le chlorure de sodium, un cocktail de vitamines ne peut pas faire de mal non plus, c'est mieux que tomber malade et d'avoir affaire à un toubib, la roulette russe avec votre santé !

Une bonne alimentation est préférable évidemment, mais parfois on n'a pas l'envie ou le courage de cuisiner, surtout quand on est seul, une pensée amicale pour les solitaires, nos petits vieux et nos petites vieilles. Bon dimanche.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 4 décembre 2024

Suite à un cyclone on est resté 4 jours sans électricité, une soirée et une nuit dans le noir parce que les batteries étaient vides. J'ai rechargé une vingtaine de smartphones de villageois, avec des temps de recharge à rallonge parce que leurs batteries étaient en mauvaise état, entre 3 et 6 heures, à 5W/h… On a filé de l'eau aux voisins jusqu'à ce qu'une citerne arrive. Plusieurs personnes et des enfants s'étaient réfugiés chez nous y compris la nuit. On a distribué repas chauds et gâteaux secs. Au moins j'ai eu l'occasion de rendre service et on me le rend bien, un peu d'humanité fait toujours du bien dans ce monde de barbares, n'est-ce pas ?

Tenez, je vous remercie pour tous vos messages de solidarité, aucun ! C'est révélateur d'un certain état d'esprit que je préfère ne pas qualifier. Remarquez qu'ici en Inde cela ne vaut guère mieux. Personne de la famille de ma compagne qui habite à 5 minutes de chez nous n'est passé prendre de nos nouvelles, ils n'ont même pas pensé nous téléphoner, merveilleux !

- En Corée du Sud, le coup d'Etat militaire a avorté…

- France. Taxis, enseignants, agriculteurs, hospitaliers, cheminots, fonctionnaires… On ne s'attardera pas sur la série de journées d'action dispersées, qui vont servir à quoi ? A rien.

- Au lieu de la formule « *révolution de couleur* », coup d'Etat ça sonne mieux, plus politique.

- Les BRICS, c'est le vieux capitalisme occidental, et pas vraiment en mieux. Ils louent ou achètent quasiment des pays en Afrique, les esclaves sont fournis en prime. Les BRICS sont chargés de réaliser la dernière tranche de la mondialisation de l'économie capitaliste.

Pourquoi, j'avais cru qu'elle n'était achevée ? Ah ben non grand bêta ! Cela fait un siècle que les propagandistes d'extrême gauche le prétendaient, il ne fallait pas les croire, c'est tout.

Par rapport au mode de production féodal qui s'était développé sur tous les continents sans avoir eu besoin d'être importé d'Europe, il existera même ailleurs des centaines d'années ou des millénaires avant d'apparaître en Europe sous la forme de régimes monarchiques très évolués, à ces époques très reculées il n'existait pas d'infrastructures et de moyens de transports suffisamment sophistiqués pour exporter ce modèle de société dans des contrées lointaines et isolées, ce qui ne sera plus le cas avec le capitalisme pouvant coloniser rapidement toutes les régions du globe, et exporter ou imposer ce mode de production d'autant plus facilement qu'il est plus évolué et productif, aucune économie locale n'y résistera longtemps.

Le mode de production capitaliste était donc destiné à conquérir la Terre entière, encore fallait-il lui laisser le temps, et pour peu qu'on s'y prenne mal, ce serait inévitable, et c'est ce qui s'est produit justement, malgré ses contradictions qui l'ont amené à développer des forces destructives de masse, nous ne sommes pas parvenus à l'empêcher d'essaimer la planète ou à le remplacer par une mode de production supérieur qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Parce que nous avons été impuissants à arrêter son bras destructeur, nous en sommes arrivés à nier qu'il disposait encore d'importantes ressources pour se maintenir en vie avant de s'asphyxier, nous avons été abusés par des dirigeants sans scrupule, des crapules en vérité, ceux qui prétendaient incarner l'héritage du marxisme et qui l'avaient abandonné ou trahi.

Dès lors pour affronter cette nouvelle période du capitalisme, la dernière et décisive, nous nous retrouvons en grande partie réduits à l'impuissance de leur faute, privés d'idéologie, de théorie, de programme, de parti, d'Internationale, sans direction, à la merci des premiers charlatans, démagogues, imposteurs venus, qui plus est pour affronter une armée de propagandistes dotés des instruments les plus sophistiqués qui soient, dont l'Intelligence artificielle, pour formater les consciences, livrer leur guerre idéologique et psychologique en exploitant toutes les faiblesses de la nature humaine, afin d'empêcher que l'on parvienne à renouer avec le fil du marxisme pour élever le niveau de conscience politique des masses, les organiser et mener notre lutte de classe à son terme, jusqu'à la victoire du socialisme ou l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

Nous savions que, tant qu'un mode de production disposerait encore d'un potentiel pour assurer sa survivre, passer au mode de production supérieur s'avèrerait quasi impossible. C'était exact pour les modes de production antérieure au capitalisme compte tenu du faible développement de leurs forces productives, du niveau atteint par leurs sciences et leurs technologiques de ce fait, ce qui n'était plus le cas avec le capitalisme, c'est sans doute la raison pour laquelle il existait une opportunité historique de le remplacer avant qu'il se soit développé à l'échelle mondiale.

Vers la fin des années 70, quand bien même l'orientation politique de nos dirigeants était opportuniste, des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes manifesteront leur engouement pour la révolution socialiste et s'organiseront, quand bien même et sans qu'ils sachent que leurs dirigeants n'y croyaient pas ou ils y étaient opposés, ce qu'on apprendra bien plus tard lors des scissions des organisations trotskystes de la bouche même de leurs ex-dirigeants. Cela signifiait qu'il était possible de construire des partis révolutionnaires et une Internationale, même lorsque les conditions objectives n'étaient pas réunies, parce que de tout temps les exploités aspirent à la justice et à la liberté et s'opposent aux régimes en place, cherchent une issue politique pour les vaincre.

Ce qui a fait défaut durant la période allant de la mort de Trotsky en 1940 à nos jours, ce sont des dirigeants qui maîtrisent suffisamment le marxisme et qui soient incorruptibles.

Macron dit qu'il ne peut "*pas croire au vote d'une censure*" du gouvernement Barnier - AFP 3 décembre 2024

"*C'est de la politique fiction*" : Emmanuel Macron répond à ceux qui appellent à sa démission 6Medias 3 décembre 2024

Barnier compte sur un "*réflexe de responsabilité*" des députés pour ne pas le censurer - AFP 3 décembre 2024

Censure: Gérard Larcher appelle au "*sursaut*" des députés pour "*dépasser les rancœurs*" - AFP 3 décembre 2024

Totalitarisme. Ils ne pensent qu'à restreindre les libertés de la population, c'est une obsession chez ses despotes.

Terrasses, arrêts de bus: les Etats européens pour l'extension des espaces sans tabac - AFP 3 décembre

Terrasses de cafés, arrêts de bus, abords des écoles... Les Etats européens se sont prononcés mardi en faveur de l'extension des zones sans tabac et pour y prohiber les cigarettes électroniques.

C'est la Commission européenne qui a mis sur la table cette proposition pour aller plus loin dans les interdictions, alors que 24% des Européens sont fumeurs.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment souligné les effets négatifs de l'exposition aux émissions secondaires de ces produits émergents, notamment d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires, souligne la Commission européenne.

La ministre française Geneviève Darrieussecq a pleinement soutenu la recommandation de l'UE, réclamant une évolution de la législation européenne encadrant la vente de tabac pour "*l'élargir à tous les produits émergents qui génèrent des addictions et un mauvais état de santé de la jeunesse*". AFP 3 décembre

J-C – Vous imaginez, le fait d'être exposé à la fumée de cigarettes à l'air libre pendant quelques minutes, en attendant le bus par exemple, pourrait provoquer « *d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires* », c'est là qu'on comprend qu'ils ont autre chose derrière la tête et que c'est un faux prétendre, parce qu'ils ne pensent qu'à vous nuire. Comment cela ?

En vous inculquant l'obéissance à des principes totalement absurdes ou ascientifiques, de la sorte vous vous habituez à adopter un comportement sans réfléchir. Il vous est dicté et vous vous y conformez. Vous perdez toute liberté, toute indépendance. A l'arrivée, vous êtes mûr pour vivre dans une société totalitaire, pour un peu vous la trouverez confortable, sécurisante, vous l'adopterez, vous en redemanderez.

Bien avant cela, quand on observait le comportement de nos contemporains, on pouvait s'apercevoir qu'ils étaient déjà en partie formatés pour vivre dans une telle société, sinon nous n'en serions jamais arrivés à cette extrémité-là, eh oui, c'est logique !

La tyrannie ne date pas d'hier. Mode d'emploi.

Lu - Aristote, «*Politique*», Livre 8

Quant aux tyrannies, elles se maintiennent de deux manières absolument opposées. La première est bien connue, et elle est mise en usage par presque tous les tyrans… Réprimer toute supériorité qui s'élève ; se défaire des gens de cœur ; défendre les repas communs et les associations ; interdire l'instruction et tout ce qui tient aux lumières, c'est-à-dire, prévenir tout ce qui donne ordinairement courage et confiance en soi ; empêcher les loisirs et toutes les réunions où l'on pourrait trouver des amusements communs ; tout faire pour que les sujets restent inconnus les uns aux autres, parce que les relations amènent une mutuelle confiance ;

… de plus, bien connaître les moindres déplacements des citoyens, et les forcer en quelque façon à ne jamais franchir les portes de la cité, pour toujours être au courant de ce qu'ils font, et les accoutumer par ce continuel esclavage à la bassesse et à la timidité d'âme : tels sont les moyens mis en usage chez les Perses et chez les barbares, moyens tyranniques qui tendent tous au même but. En voici d'autres : savoir tout ce qui se dit, tout ce qui se fait parmi les sujets ; avoir des espions pareils à ces femmes appelées à Syracuse les délatrices ; envoyer, comme Hiéron, des gens pour tout écouter dans les sociétés, dans les réunions, parce qu'on est moins franc quand on redoute l'espionnage, et que si l'on parle, tout se sait ;

… semer la discorde et la calomnie parmi les citoyens ; mettre aux prises les amis entre eux ; irriter le peuple contre les hautes classes, qu'on désunit entre elles. Un autre principe de la tyrannie est d'appauvrir les sujets, pour que, d'une part, sa garde ne lui coûte rien à entretenir, et que, de l'autre, occupés à gagner leur vie de chaque jour, les sujets ne trouvent pas le temps de conspirer. C'est dans cette vue qu'ont été élevés les pyramides d'Égypte, les monuments sacrés des Cypsélides, le temple de Jupiter Olympien par les Pisistratides, et les grands ouvrages de Polycrate à Samos, travaux qui n'ont qu'un seul et même objet, l'occupation constante et l'appauvrissement du peuple.

On peut voir un moyen analogue dans un système d'impôts établis comme ils l'étaient à Syracuse : en cinq ans, Denys absorbait par l'impôt la valeur de toutes les propriétés. Le tyran fait aussi la guerre pour occuper l'activité de ses sujets, et leur imposer le besoin perpétuel d'un chef militaire. Si la royauté se conserve en s'appuyant sur des dévouements, la tyrannie ne se maintient que par une perpétuelle défiance de ses amis, parce qu'elle sait bien que, si tous les sujets veulent renverser le tyran, ses amis surtout sont en position de le faire.

Les vices que présente la démocratie extrême se retrouvent dans la tyrannie : licence accordée aux femmes dans l'intérieur des familles pour qu'elles trahissent leur maris ; licence aux esclaves, pour qu'ils dénoncent aussi leurs maîtres ; car le tyran n'a rien à redouter des esclaves et des femmes ; et les esclaves, pourvu qu'on les laisse vivre à leur gré, sont très partisans de la tyrannie et de la démagogie. Le peuple aussi parfois fait le monarque ; et voilà pourquoi le flatteur est en haute estime auprès de la foule comme auprès du tyran. Près du peuple, on trouve le démagogue, qui est pour lui un véritable flatteur ; près du despote, on trouve ses vils courtisans, qui ne font qu'ouvre de flatterie perpétuelle. Aussi la tyrannie n'aime-t-elle que les méchants, précisément parce qu'elle aime la flatterie, et qu'il n'est point de cœur libre qui s'y abaisse. L'homme de bien sait aimer, mais il ne flatte pas. De plus, les méchants sont d'un utile emploi dans des projets pervers : «*Un clou chasse l'autre*», dit le proverbe.

Le propre du tyran est de repousser tout ce qui porte une âme fière et libre ; car il se croit seul capable de posséder ces hautes qualités ; et l'éclat dont brilleraient auprès de lui la magnanimité et l'indépendance d'un autre, anéantirait cette supériorité de maître que la tyrannie revendique pour

elle seule. Le tyran hait donc ces nobles natures, comme attentatoires à sa puissance. C'est encore l'usage du tyran d'inviter à sa table et d'admettre dans son intimité des étrangers plutôt que des nationaux ; ceux-ci sont pour lui des ennemis ; ceux-là n'ont aucun motif d'agir contre son autorité.

Toutes ces manœuvres et tant d'autres du même genre, que la tyrannie emploie pour se maintenir, sont d'une profonde perversité.

En les résumant, on peut les classer sous trois chefs principaux, qui sont le but permanent de la tyrannie : d'abord, l'abaissement moral des sujets ; car des âmes avilies ne pensent jamais à conspirer ; en second lieu, la défiance des citoyens les uns à l'égard des autres ; car la tyrannie ne peut être renversée qu'autant que des citoyens ont assez d'union pour se concerter. Aussi, le tyran poursuit-il les hommes de bien comme les ennemis directs de sa puissance, non pas seulement parce que ces hommes-là repoussent tout despotisme comme dégradant, mais encore parce qu'ils ont foi en eux-mêmes et obtiennent la confiance des autres, et qu'ils sont incapables de se trahir entre eux ou de trahir qui que ce soit. Enfin, le troisième objet que poursuit la tyrannie, c'est l'affaiblissement et l'appauvrissement des sujets ; car on n'entreprend guère une chose impossible, ni par conséquent de détruire la tyrannie quand on n'a pas les moyens de la renverser.

Ainsi, toutes les préoccupations du tyran peuvent se diviser en trois classes que nous venons d'indiquer, et l'on peut dire que toutes ses ressources de salut se groupent autour de ces trois bases : la défiance des citoyens entre eux, leur affaiblissement et leur dégradation morale.

https://remacle.org/bloodwolf/philosophes/Aristote/politique8fr.htm

---

Santé.

Les grands dangers des médicaments contre la tension artérielle - Réseau International 30 novembre 2024

Par un médecin du Midwest

Lorsque l'on se penche sur les mythes médicaux, on découvre souvent que les dogmes qui sous-tendent un médicament populaire sont en fait des slogans de vente créés par une société de marketing. Par exemple, les statines hypocholestérolémiantes sont largement prescrites en dépit du fait que l'hypocholestérolémie ne prévient pas les maladies cardiaques (en fait, le cholestérol vous protège, de sorte que lorsqu'il est bas, vous risquez davantage de mourir), que les statines ne préviennent pas la mort et que ces médicaments nuisent à 20% des utilisateurs (souvent gravement).

https://reseauinternational.net/les-grands-dangers-des-medicaments-contre-la-tension-arterielle/

Dictature hygiéniste. Eugénisme. Guerre bactériologique.

Rapport d'activité du gouvernement américain sur la covid-19 – Les théoriciens du complot avaient raison, tous les autres avaient tort

La «*Commission Covid*» de la Chambre des représentants des États-Unis a publié son rapport final (527 pages) et c'est désormais officiel : les «*théoriciens du complot*» avaient tous raison et tous les autres avaient tort.

https://reseauinternational.net/rapport-dactivite-du-gouvernement-americain-sur-la-covid-19-les-theoriciens-du-complot-avaient-raison-tous-les-autres-avaient-tort/

Le rapport de 527 pages de la Commission Covid de la Chambre des représentants des États-Unis

https://oversight.house.gov/wp-content/uploads/2024/12/12.04.2024-SSCP-FINAL-REPORT.pdf

J-C – Je l'ai téléchargé, ce n'est pas une blague. Il y a évidemment des passages contestables, cependant, en gros ce rapport déconstruit le récit que l'OMS et les autorités nous ont servi à partir de janvier 2020. Il est en anglais, mais il est facile dorénavant de la traduire en français sur le Net.

Combat contre le féminisme politique.

J-C – On pourrait peut-être appeler cela ainsi, le pendant de l'écologie politique, de l'islamisme politique, etc. qui consiste à détourner ou manipuler des préoccupations d'ordre social, philosophique ou culturel, etc. à des fins politiques inavouables, communautaristes et contraires aux intérêts collectifs d'une communauté ou de la population.

Revirement sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école - essentiel.news 2 décembre 2024

L'intervention au Sénat du ministre délégué à la réussite scolaire force le gouvernement français à faire marche arrière

Le quotidien français *Le Monde* a relaté la nouvelle la semaine dernière sans faire preuve de la déontologie dont il se targue pourtant. Sa journaliste Sylvie Lecherbonnier écrit en effet, à la fin de son premier paragraphe: «*il n'existe pas de théorie du genre, vocable utilisé comme repoussoir par un courant réactionnaire, mais des études sur le genre.*»

Cette affirmation, outre le fait qu'elle est ouvertement et manifestement fausse, a sans doute été imaginée pour décrédibiliser, aux yeux de ses lecteurs les moins avertis, le discours historique du ministre français délégué à la réussite scolaire, Alexandre Portier, devant le sénat français le 27 novembre dernier.

Dans son discours, sous les exclamations indignées d'une partie de l'assemblée, et avant d'être interrompu dans son élan, M. Portier, ministre de 34 ans, normalien et professeur de philosophie, explique:

L'école a pour mission de protéger nos enfants et en même temps de les aider à construire leur jugement par eux-mêmes. […] C'est aussi pour ça qu'il est évidemment hors de question de laisser faire tout et n'importe quoi. Je vous le dis à la fois comme élu mais aussi, comme beaucoup ici, en tant que père de famille, ce programme, en l'état, n'est pas acceptable, et il doit être revu. […]

Premièrement, je m'engagerai personnellement pour que la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles, parce qu'elle ne doit pas y avoir sa place. Deuxièmement, le militantisme n'a pas non plus sa place dans nos écoles. […]

Nous incluons la vidéo de son intervention ci-dessous, qui a fait suite à une tribune sénatoriale signée par 100 sénateurs sur le sujet.

Education à la vie affective et sexuelle : le ministre évoque un "programme pas acceptable" (Publicsénat)

https://www.youtube.com/watch?v=Syw99QzKyRQ

Le ministre Alexandre Portier au Sénat

https://www.youtube.com/watch?v=A12O66t0jck

Théorie du genre

Pour rappel, la théorie du genre stipule en substance que le sexe biologique est secondaire – voire anecdotique – dans l'identité individuelle des êtres humains, et que la façon dont les individus décident de s'autoproclamer supplante largement, dans la définition de ce qui constitue un «*homme*» ou une «*femme*», la génétique ou les organes reproducteurs.

La conséquence logique et naturelle de cette théorie est notamment qu'il est tout à fait possible que des hommes tombent enceintes; ce que les théoriciens du genre revendiquent effectivement, bien qu'une telle conclusion falsifie rigoureusement leur théorie, reductio ad absurdum.

Ainsi, la théorie du genre est combattue par beaucoup de féministes, qui affirment que cette idéologie réduit les femmes à une série de stéréotypes caricaturaux; selon elles, il ne suffit pas par exemple de s'habiller en rose, de porter des talons aiguilles et de déambuler avec déhanchement pour être une femme; ou qu'un homme biologique ne peut pas, en réalité, être une lesbienne.

En substance, ces féministes revendiquent une appellation d'origine contrôlée pour les femmes.

C'est donc une alliance hors norme entre les féministes et les conservateurs qui s'opposent en ce moment, en France et dans le monde, à ce que la théorie du genre soit imposée aux enfants. Ils qualifient cette idéologie d'obscurantiste, et refusent de voir les écoliers y être exposés.

Le gouvernement français fait marche arrière

Suite à la tribune sénatoriale et au discours d'Alexandre Portier, le gouvernement français a décidé de faire marche arrière. Selon les médias, l'entourage d'Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale, affirme désormais que la théorie du genre ne figurera pas dans la version définitive du programme scolaire.

Selon les informations du Monde, avant ce revirement, la direction générale de l'enseignement scolaire travaillait encore sur une version qui intégrait cette notion au programme dans le cadre de la «*lutte contre les discriminations*.»

Combat contre la dictature climatique

Pourquoi le changement climatique est devenu une religion du pouvoir - Réseau International 1 décembre 2024

Le changement climatique existe. C'est une évidence historique. C'est même un pléonasme, car le climat change par nature. N'importe quel passionné d'histoire pourrait citer trois ou quatre moments où un changement des conditions climatiques a provoqué des changements majeurs dans les sociétés humaines. Il se peut que nous soyons aujourd'hui confrontés à l'un de ces changements ou, au contraire, que nous ayons connu un cycle bref au sein d'un cycle plus large. Il n'est pas facile de le savoir, car la science du climat est l'une des plus imprécises qui soit : tant de facteurs interviennent en même temps et sont si difficiles à mesurer à l'échelle humaine que tout axiome est nécessairement relatif (il n'y a donc pas d'axiome).

Dans ce contexte, la théorie du réchauffement climatique n'est qu'une hypothèse, et l'attribution de ce réchauffement aux émissions humaines de CO2 rend cette théorie encore plus hasardeuse, car improbable au sens strict du terme. Certes, le discours dominant passe aujourd'hui du «réchauffement» à l'«urgence», c'est-à-dire à un contexte qui inclut aussi le froid, mais dans ce cas, est-il encore valable d'incriminer le CO2 ? D'autre part, si l'on accepte la doxa du changement climatique via le CO2, pourquoi adopte-t-on en son nom des politiques qui semblent viser à accentuer les effets négatifs du changement, comme la suppression des barrières naturelles ?

https://reseauinternational.net/pourquoi-le-changement-climatique-est-devenu-une-religion-du-pouvoir/

Tout est à vendre.

Les multinationales achètent à bas prix l'Europe - Réseau International 30 novembre 2024

BlackRock fait ses courses dans une Europe qui traverse une crise historique et où les élites des pays pensent à s'enrichir au lieu de protéger les intérêts nationaux. Une braderie gigantesque a lieu sous les directives des banques d'affaires et des gestionnaires d'actifs.

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, s'est entretenu le 21 novembre avec le directeur général du fonds d'investissement américain BlackRock Larry Fink, rapporte le Financial Times. Leur réunion au 10 Downing Street a été rejointe par un certain nombre de hauts responsables de BlackRock, ainsi que par la ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, et de la ministre d'État en charge de l'Investissement, Poppy Gustaffsson.

Au cours de la réunion, les dirigeants de BlackRock se sont dits préoccupés par les retards concernant les choix pour les entreprises mondiales afin de faciliter leur intrusion dans le pays. Keir Starmer a rassuré les dirigeants du plus grand fonds d'investissement du monde, qui gère des actifs

de 11 000 milliards de dollars, sur son projet de révision de la législation britannique conformément à leurs souhaits.

Le 1er octobre dernier, Larry Fink a déclaré à Berlin à la Conférence sur le dialogue mondial que l'Europe devait s'orienter plus rapidement vers un marché bancaire. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), appelle – plus d'un mois après – à une union des marchés des capitaux, également.

«*L'Europe doit renforcer le système des marchés des capitaux et elle a besoin d'une plus grande unité du système bancaire*», a martelé Fink lors d'une conférence de presse à Berlin.

https://reseauinternational.net/les-multinationales-achetent-a-bas-prix-leurope/

Sur la situation politique et sociale en France.

Totalitarisme. Népotisme. Quand un gang mafieux de hors-la-loi gouverne.

Soupçons de conflit d'intérêts: Alexis Kohler dénonce la confirmation des poursuites et se pourvoit en cassation - AFP 3 décembre 2024

Le secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler dénonce le rejet "*ubuesque*" par la cour d'appel de Paris la semaine dernière de la prescription des faits de prise illégale d'intérêts qui lui sont reprochés et annonce se pourvoir en cassation, dans un communiqué transmis mardi à l'AFP.

En famille. Ils se bousculent pour gérer les institutions de la Ve République pour le compte du capitalisme.

J-C - Le parti de l'ordre, ex-En Marche est grillé, son clone Renaissance ne s'en est jamais remis ainsi que ses alliés dits centristes (MoDem, UDI...), il est honni des Français toutes classe confondues. L'ex-parti de l'ordre (conservateur) issu du gaulliste, LR, (ex RPF-UDR-UMP) a raté son envol ou s'est littéralement vautré lors des essais en atteignant 5% des voix lors du premier tour de la présidentielle 2022, hors courses.

Reste RN et le NFP en embuscade, l'extrême droite et la droite déguisée en gauche, les deux prétendants rivalisent de zèle pour sauver le régime en crise, les institutions de la Ve République, appliquer le programme antisocial, liberticide, va-t-en-guerre concocté à Bruxelles, Davos, Washington. Il va de soi que toute concession à la marge consentie aux travailleurs dans un secteur économique ou social serait immédiatement et systématiquement compensée par une concession accordée aux capitalistes ou à Bruxelles, lorsque la fausse gauche fut au pouvoir, chaque fois elle procéda de la sorte en attendant de repasser le flambeau à l'un des partis de droite officiel.

Il faut s'attendre à un deal ou un ignoble marchandage du genre : on vous accorde ici ou là un répit, un report, on vous octroie quelques dizaines d'euros pour compenser de nouveaux sacrifices, de nos jours on n'a rien sans rien, quelques miettes ou saupoudrage en prime pour apaiser les secteurs les plus bruyant, tandis que collectivement ils leur tordront le cou. A vos calculettes, on a gagné un

peu par ci, on a perdu un peu par là, tout compte fait cela aurait pu être pire, on a sauvé l'essentiel pour le moment, soyons heureux, et le tour est joué.

Leur problème, c'est qu'ils ont de plus en plus de mal à se rabattre sur le travailleur asiatique ou africain pour compenser leurs concessions, même les plus minimes, et puis quant à augmenter les impôts ou taxes, c'est plus que périlleux ou risqué politiquement tant c'est impopulaire, il y a quand même des couches défavorisées déjà au bord de l'agonie qui ne demandent qu'à exploser à la moindre occasion, et les classes moyennes sur lesquelles ils se rabattent n'en peuvent plus, il ne manquerait plus qu'elles s'allient pour que la situation devienne incontrôlable.

Tous entendent gouverner avec le tyran Macron, cela en dit long sur le degré de pourriture de tous les partis institutionnels, même ceux à l'extrême gauche qui en sont exclus sont prêts à s'allier ou à soutenir le NFP, avec ou sans Macron ils s'en moquent finalement, car c'est le capitalisme qu'ils soutiennent, sinon ils n'auraient jamais empêché un parti ouvrier révolutionnaire de se construire, peu importe aussi quelle forme peu prendre la collaboration de classes, l'essentiel c'est de s'y tenir, au nom du socialisme histoire de flatter leurs troupes qui s'en contentent et le tour est joué.

Jean-Luc Mélenchon veut « *une candidature commune* » en cas de présidentielle anticipée, mais... - Le HuffPost 30 novembre 2024

« *Rien que le programme, tout le programme* » ? Jean-Luc Mélenchon a proposé vendredi 29 novembre à ceux qui veulent s'unir avec La France insoumise de porter « *une candidature commune* » dans le cas d'une élection présidentielle anticipée. Union qui, prévient-il, se fera sur la base de son programme.

« *Nous sommes partisans d'une candidature commune. On se l'est dit dix fois, sur la base du programme. Et comme nous irons avec le programme, eh bien, viens qui veut, il est bienvenu* », a lancé le chef de file de LFI, qui souhaite la démission du président Emmanuel Macron et espère ainsi l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

« *Nous avons compris que (...) le parti communiste ne veut plus de nous, nous avons compris que la droite du parti socialiste ne veut plus et nous refusons de faire chemin avec des gens qui nous insultent en cours de route* », a ajouté Jean-Luc Mélenchon lors d'un discours devant des militants à Paris. Le HuffPost 30 novembre 2024

Présidentielle 2027: Lucie Castets et Marine Tondelier lancent un appel pour une candidature commune à gauche - BFMTV 1 décembre 2024

Les deux femmes de gauche Lucie Castets et Marine Tondelier ont lancé un appel et un site internet en vue d'une candidature commune à gauche pour l'élection présidentielle de 2027.

À deux ans et demi de la présidentielle de 2027, la haute fonctionnaire Lucie Castets et la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier ont décidé de lancer un site internet - gagnons-ensemble.fr - dans l'espoir de réunir la gauche autour candidature commune en vue des prochaines élections.

Dans un entretien croisé accordé au journal Ouest France ce samedi 30 novembre, les deux femmes politiques appellent la gauche à s'unir autour d'un projet "*ambitieux et solide, ancré dans les*

préoccupations quotidiennes", sans pour autant "*placer tel ou tel nom comme préalable au travail collectif*". BFMTV 1 décembre 2024

En famille. Le PS lance un appel aux partis officiels de la réaction…

Faure veut un Premier ministre de gauche mais ouvert "*au compromis*" avec le bloc central - AFP 3 décembre

Le Premier secrétaire du PS souhaite qu'Emmanuel Macron nomme "*un Premier ministre de gauche*" mais ouvert "*au compromis*" avec le bloc central au Parlement en cas de renversement du gouvernement Barnier dans les prochains jours.

"*C'est le Front populaire au gouvernement et le Front républicain à l'Assemblée. C'est ainsi qu'on peut progresser*", a résumé Olivier Faure sur BFMTV/RMC.

Le président de la République doit "*nommer un Premier ministre de gauche*" qui "propose un projet de gauche mais avec le souci permanent du compromis", a-t-il insisté.

…A LFI ils feignent de ne pas avoir entendu !

Coquerel (LFI) demande aux socialistes de revenir à la seule option d'un gouvernement NFP - AFP 3 décembre

"*Si on veut avoir une chance qu'il y ait un gouvernement de gauche, il faut tous taper sur le même clou*", a déclaré à la presse M. Coquerel à l'Assemblée nationale.

"*La seule chose qui peut nous unir, c'est de continuer à exiger un gouvernement qui porte le programme du Nouveau Front populaire*", a lancé M. Coquerel qui "*conseille*" à ses "*camarades socialistes*" de revenir à l'option NFP, "*seule base commune que nous pouvons présenter en ce moment*".

Gouvernement technique, accord de non-censure, "*si on commence à proposer des options, des solutions différentes (...) on voit bien qu'on facilite le travail de M. Macron de ne pas nommer un gouvernement de gauche*", selon lui.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Plus de 800 banques européennes investissent 393 milliards de dollars dans la colonisation en Cisjordanie - Réseau International 30 novembre 2024

La coalition Don't Buy into Occupation (DBIO) a publié son rapport 2024 présentant les entreprises internationales et les institutions financières activement impliquées dans les colonies juives illégales en Cisjordanie occupée.

La coalition DBIO est un projet commun à 24 organisations palestiniennes, régionales et européennes.

Le rapport récemment publié montre qu'au cours des trois dernières années, «*822 institutions financières européennes (y compris des banques, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance et des fonds de pension) ont entretenu des relations financières avec 58 entreprises activement impliquées dans des colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé (TPO*)».

https://reseauinternational.net/plus-de-800-banques-europeennes-investissent-393-milliards-de-dollars-dans-la-colonisation-en-cisjordanie/

Israël: un ancien ministre de la Défense dénonce un «*nettoyage ethnique*» à Gaza et crée la polémique - RFI/AFP 1 décembre 2024

« *La route sur laquelle on est entraînés, c'est la conquête, l'annexion et le nettoyage ethnique* », a déclaré Moshé Yaalon lors d'une interview sur la chaîne privée DemocratTV. Relancé par la journaliste qui lui a demandé s'il pensait qu'Israël se dirigeait vers un « nettoyage ethnique », Moshé Yaalon a répondu : « *Que se passe-t-il là-bas ? Il n'y a plus de Beit Lahia, plus de Beit Hanoun, l'armée intervient à Jabalia et, en réalité, on nettoie le terrain des Arabes*. »

Les réactions ont fusé, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qualifiant de « *honte* » le fait qu'Israël ait eu « *un tel personnage comme chef de l'armée et ministre de la Défense*. »

Moshé Yaalon, 74 ans, a été le chef de l'armée israélienne entre 2002 et 2005, juste avant le retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza. Entré au Likoud, le parti du Premier ministre Benyamin Netanyahu, Moshé Yaalon a été ministre de la Défense et vice-Premier ministre, avant de démissionner en 2016, à la suite de différends avec Benyamin Netanyahu.

Considéré comme un faucon durant sa carrière politique au sein du Likoud, il s'est allié en 2019 avec l'actuel chef de l'opposition Yaïr Lapid avant de se retirer de la vie politique en 2021.

Coutumier de formules choc, il avait récemment soutenu les soldats qui avaient menacé de ne pas se présenter à l'armée comme réservistes, disant que s'il « *avait été officier dans l'armée d'Hitler* », il aurait refusé de faire certaines choses, tout en ajoutant qu'il « *ne comparait pas* » avec la situation en Israël.

Etats-Unis.

Trump nomme Charles Kushner, père de son gendre, ambassadeur des États-Unis en France - LePoint.fr 1 décembre 2024

Charles Kushner, entrepreneur immobilier de renom, est surtout connu pour être le père de Jared Kushner, époux de sa fille Ivanka Trump, une figure influente de l'administration Trump.

Avant de s'engager en politique, Charles Kushner était un contributeur majeur au Parti démocrate. Cependant, après 2015, il a changé de camp politique, effectuant un don de 100 000 dollars à la fondation Make America Great Again, soutenant ainsi la campagne présidentielle de Donald Trump.

Charles Kushner a une histoire marquée par des démêlés judiciaires. En 2005, il a été reconnu coupable de plusieurs infractions graves, notamment des violations des règles électorales, de fraude fiscale et d'obstruction à la justice. Il a été incarcéré pendant un an dans une prison fédérale d'Alabama. En 2019, après avoir purgé sa peine, il a bénéficié d'une grâce présidentielle, signée par Donald Trump, ce qui a ravivé les controverses à son sujet.

Qui est Kash Patel, nommé par Donald Trump pour diriger le FBI ? - AFP 1 décembre

Proche de Donald Trump et pourfendeur du supposé "*État profond*", Kash Patel doit ainsi remplacer Christopher Wray, l'actuel directeur du Bureau fédéral d'enquête américain. Pourtant nommé en 2017 par l'ancien et futur président américain pour une durée de dix ans, celui-ci devra démissionner ou sera tout simplement limogé avant même la fin de son mandat. Il faut dire que les relations entre les deux hommes se sont pour le moins effritées ces dernières années.

Alors que Christopher Wray avait estimé en 2019 que la notion "*d'État profond*" était un affront pour le personnel du FBI, l'enquête lancée par le Bureau d'enquête sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 par des soutiens de Donald Trump ou la perquisition du domicile de l'ancien locataire de la Maison-Blanche à Mar-a-Lago, n'avaient rien arrangé.

Né dans le Rhode Island en 1980 et issu d'une famille d'immigrés indiens, Kash Patel a déjà occupé plusieurs postes à responsabilité comme celui de conseiller à la Sécurité nationale ou chef de cabinet du Pentagone.

Resté toujours loyal au milliardaire, Kash Patel n'a cessé de critiquer durant la campagne présidentielle le FBI, appelant dans le même temps à licencier tous ses dirigeants. Désormais nommé et dans l'attente de sa confirmation par le Sénat, l'avocat de profession aura pour principales missions de "*mettre fin à l'épidémie croissante de criminalité en Amérique*", démanteler "les gangs de migrants criminels" et arrêter "*le fléau diabolique du trafic d'êtres humains et de drogues à travers la frontière*", a précisé Donald Trump.

Donald Trump menace les BRICS d'augmenter les droits de douane « de 100 % » - LePoint.fr/AFP 1 décembre 2024

« *Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain* », a déclaré le président américain élu sur son réseau Truth Social, « *faute de quoi* » ces pays – parmi lesquels le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – « *seront soumis à des droits de douane de 100 % et devront s'attendre à dire adieu à leurs ventes dans la merveilleuse économie américaine*. »

Le groupe des BRICS souhaite réduire la domination occidentale dans un monde qu'il conçoit comme « *multipolaire* ». Dans le domaine financier, ce groupe a mené des réflexions pour se passer

du dollar, qui sert de monnaie de référence pour les échanges mondiaux. Ces pays ont notamment envisagé de créer leur propre monnaie commune. Mais ce projet est encore très loin d'être abouti.

Lors du sommet des BRICS à Kazan (Russie) fin octobre, le président russe Vladimir Poutine a dit renoncer, à ce stade, à la création d'une monnaie unique commune, en jugeant que cette idée n'était « *pas encore mûre* ».

Après son élection face à Kamala Harris début novembre, Donald Trump doit prendre ses fonctions le 20 janvier à la Maison Blanche. Mais le président élu multiplie déjà les menaces d'augmentation des droits de douane envers différents pays, ce qui fait craindre une vaste guerre commerciale capable de pénaliser la croissance mondiale. Le milliardaire républicain s'en sert notamment comme un outil de pression diplomatique.

Ukraine.

Peur et désespoir : les Ukrainiens sont fatigués de se battre - Réseau International 1 décembre 2024

Les changements dans la conscience de masse des Ukrainiens sont mis en évidence par un sondage de l'Institut Gallup, une organisation américaine qui n'est ni favorable à Moscou, ni encline à faire son jeu. Selon les chercheurs, plus de la moitié des Ukrainiens (52%) souhaitent aujourd'hui que les combats cessent le plus rapidement possible et sont ouverts aux négociations. En 2022, ces pacifistes étaient presque trois fois moins nombreux.

Seuls 38% de la population de l'ex-RSS d'Ukraine exigent de se battre jusqu'à la victoire. Au début de la guerre froide, cette exigence était partagée par près des trois quarts de la population.

Enfin, et surtout, environ un quart des Ukrainiens se déclarent favorables à la paix au prix de concessions territoriales. Ce chiffre est en fait surprenant. En effet, au début du conflit, un optimisme sans précédent régnait de l'autre côté de la ligne de front.

C'est ainsi qu'à l'automne 2024, l'anesthésie du mensonge a cessé de fonctionner. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les citoyens ukrainiens ont été confrontés à la réalité, et ils ne l'ont pas aimée. La peur et le désespoir se sont emparés du pays, des militaires comme des civils.

Et la cote négative de Zelensky & Co. augmente : 30% de la population désapprouve les activités de l'Ukroführer, tandis que 66% désapprouve le gouvernement.

Près de la moitié de la population admet ne pas avoir assez d'argent pour se nourrir et se loger. Plus de 50% déclarent vivre dans un état de stress permanent.

Pendant ce temps, les patrons occidentaux de Kiev haussent les épaules et se lavent les mains de la situation. «*Les Ukrainiens ont commencé à adopter une vision plus sobre de la situation*», déclare sèchement la BBC britannique. – Ils ont enlevé leurs lunettes roses et réalisé que le «*café en Crimée*» n'arrivera pas avant un certain temps, et que les frontières de 1991 ne sont pas une perspective pour aujourd'hui et loin d'être pour demain.

Quelle hypocrisie révoltante ! Depuis des années, la même BBC et d'autres médias occidentaux trompent les Ukrainiens, leur promettent ceci et cela, et jurent sur leurs mères, les convainquant d'une victoire inévitable sur la Russie «arriérée» et «*autoritaire*». Ils ont mis un casque de réalité virtuelle sur la tête de tout un pays et l'ont séduit avec toute la force de la propagande occidentale. Et maintenant, ils disent : «*Nous n'avons rien à voir là-dedans, les Ukrainiens doivent regarder la situation avec plus de lucidité*».

Le retour à la réalité sera très difficile pour les Ukrainiens, et il est temps de prescrire un traitement psychiatrique à tout le monde. Il n'est pas surprenant que plus de la moitié de la population se plaigne d'un stress permanent.

Toutefois, les citoyens les plus intelligents de la République indépendante ont déjà trouvé une excellente recette pour lutter contre le stress : ils rentrent tout simplement chez eux, dans les territoires libérés par la Russie. Plus de cent cinquante mille personnes sont déjà rentrées, et environ soixante mille personnes sont venues rien qu'à Marioupol – cela a été reconnu même à Kiev.

https://reseauinternational.net/peur-et-desespoir-les-ukrainiens-sont-fatigues-de-se-battre/

Géorgie.

Kremlin : Les événements en Géorgie présentent tous les signes d'une révolution orange RT 2 déc. 2024,

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a comparé les manifestations en Géorgie à l'Euromaïdan ukrainien de 2014, les interprétant comme une tentative de révolution orange. Il a précisé que la Russie n'intervenait pas dans les affaires internes de la Géorgie. À Tbilissi, 113 policiers ont été blessés dans des heurts avec les manifestants.

Les manifestations en Géorgie rappellent le Maïdan ukrainien de 2014 et semblent être une tentative de révolution orange, a estimé Dmitri Peskov, porte-parole du président russe. «*Nous avons vu des événements similaires dans de nombreux pays. Le parallèle le plus évident que l'on puisse faire est celui de l'Euromaïdan en Ukraine*», a-t-il déclaré. Selon Peskov, les événements en Géorgie présentent «*tous les signes d'une tentative de mener une révolution orange*».

Lituanie.

Totalitarisme. Quand des nostalgiques du nazisme dénoncent « *des violations des droits de l'homme* ».

J-C – Les nostalgiques du nazisme assumés lors de manifestations publiques dans les trois pays baltes au cours des dernières décennies, se permettent de sanctionner tout acteur politique ou gouvernement étranger opposé à la politique de l'UE ou de l'OTAN. Dès lors, évoquer le totalitarisme est-il exagéré ou cela correspond à la réalité ?

Lituanie : le pays interdit l'entrée sur son territoire à des responsables politiques géorgiens en raison de violations des droits de l'homme - lrt.lt 2 décembre 2024

La Lituanie a interdit l'entrée sur son territoire de Bidzina Ivanishvili, le milliardaire fondateur du parti Rêve géorgien, et d'autres hommes politiques géorgiens.

Le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, a publié lundi une liste d'hommes politiques géorgiens sanctionnés pour des violations des droits de l'homme.

Comme l'a annoncé M. Landsbergis, les personnes sanctionnées sont M. Ivanishvili, le ministre géorgien de l'intérieur Vakhtang Gomelauri, les vice-ministres de l'intérieur Shalva Bedoidze, Ioseb Chelidze, Aleksandre Darakhvelidze et Giorgi Butkhuzi, le commandant des forces de sécurité Zviad Kharazishvili et ses adjoints Mileri Lagazauri et Mirza Kezevadze, le chef du département de la police des patrouilles Vaja Siradze et le directeur de la police criminelle Teimuraz Kupatadze.

"*Les trois États baltes ont décidé d'un commun accord d'imposer des sanctions nationales à ceux qui ont réprimé les manifestations légitimes en Géorgie*", a indiqué M. Landsbergis sur le site X dimanche.

Le ministère lituanien des affaires étrangères a déclaré dans un communiqué de presse lundi que la décision d'imposer des sanctions avait été prise par le ministre de l'intérieur Agnė Bilotaitė sur recommandation du ministre des affaires étrangères.

En vertu de la loi sur le statut juridique des étrangers, un ressortissant étranger peut être interdit d'entrée en Lituanie s'il y a de fortes raisons de croire qu'il a "*commis un crime grave ou sérieux contre une personne dans un État étranger, violant ainsi les droits de l'homme et les libertés universels*".

"*L'usage excessif de la force par le gouvernement géorgien contre des manifestants pacifiques et la société civile est injustifiable. Le droit fondamental des citoyens à la liberté d'expression et de réunion pacifique doit être respecté dans un État démocratique*", a déclaré Bilotaitė dans le communiqué de presse.

Dimanche, le président lituanien Gitanas Nauseda a condamné le recours à la force contre le peuple géorgien et a appelé à la tenue de nouvelles élections législatives. lrt.lt 2 décembre 2024

Tous les régimes sont en crises, ils ne s'en sortent qu'avec des magouilles institutionnelles.

Roumanie.

Élections législatives en Roumanie : une victoire fragile pour les sociaux-démocrates - RT 2 déc. 2024

La Roumanie a voté pour renouveler son parlement le 1er décembre 2024, dans un contexte marqué par une fragmentation des forces politiques et une montée en puissance des partis nationalistes. Selon les résultats préliminaires de la Commission électorale centrale, le Parti social-démocrate (PSD), actuellement au pouvoir, a obtenu environ 24 % des voix, consolidant ainsi sa première place.

Derrière lui, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), un parti conservateur d'extrême droite, a récolté près de 18 % des suffrages, doublant son score par rapport aux élections précédentes. Le

Parti national libéral (PNL), de centre-droit, a obtenu environ 14 %, suivi par l'Union sauvez la Roumanie (USR) avec 11 %. D'autres partis, comme le Parti des jeunes (POT) et le parti radical SOS Roumanie, ont franchi la barre des 5 %, nécessaire pour entrer au Parlement.

Le dépouillement n'étant pas terminé, les chiffres actuels n'incluent pas encore les votes des Roumains vivant à l'étranger, qui pourraient modifier la répartition finale.

Malgré sa victoire relative, le PSD pourrait se retrouver en difficulté pour former un gouvernement. Victor Negrescu, vice-président du PSD, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti, a admis que «*bien que nous soyons en tête, il n'est pas garanti que nous puissions désigner un Premier ministre. Cela dépendra des négociations et des résultats définitifs*.»

Les partis d'opposition, notamment le PNL et l'AUR, ont déjà exclu de s'allier avec les sociaux-démocrates. George Simion, leader de l'AUR, a déclaré au média britannique *The Guardian* : «*Nous n'avons aucune intention de collaborer avec le PSD. Nous sommes prêts à assumer la responsabilité de gouverner le pays*.»

Islande.

Législatives en Islande : les sociaux-démocrates l'emportent sur le parti du Premier ministre - AFP 1 décembre

A l'issue du dépouillement, l'Alliance sociale-démocrate, conduite par Kristrun Frostadottir, a remporté 20,8% des voix contre 19,4% pour le parti conservateur du Premier ministre, au pouvoir dans le cadre d'une coalition. Arrive en troisième place le parti de la Réforme libérale avec 15,8%, selon RUV. Le mouvement Gauche-Verts n'a remporté que 2,3% des suffrages, sous la barre des 5% permettant d'obtenir un siège au Parlement. Le parti du Progrès a aussi perdu des voix par rapport à 2021, passant de 17,3% à seulement 7,8% des voix.

Selon ces chiffres, l'Alliance sociale-démocrate remporte 15 sièges sur les 63 sièges au Parlement.

En Islande, il n'y a pas de "*culture*" de gouvernement minoritaire, relève Eirikur Bergmann, professeur de politique à l'université de Bifrost, ce qui signifie que les partis vont tenter de constituer une majorité à travers une coalition. AFP 1 décembre

---

Syrie.

J-C – Soutien sans faille à la Syrie.

Syrie : Que se passe-t-il dans Alep et sa région ? - Réseau International 1 décembre 2024

https://reseauinternational.net/syrie-que-se-passe-t-il-dans-alep-et-sa-region/

Les États-Unis et leurs alliés relancent la guerre contre la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

https://reseauinternational.net/les-etats-unis-et-leurs-allies-relancent-la-guerre-contre-la-syrie/

L'attaque d'Al-Qaïda sur Alep sert «*l'entité d'occupation israélienne*» - Réseau International 1 décembre 2024 - Réseau International 1 décembre 2024

Le ministre des Affaires étrangères syrien Bassam Sabbagh a déclaré le 29 novembre que l'offensive terroriste en cours sur Alep et sa campagne intervient «*dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de l'entité d'occupation israélienne et de ses organisateurs*».

https://reseauinternational.net/lattaque-dal-qaida-sur-alep-sert-lentite-doccupation-israelienne/

La Syrie reçoit le soutien de plusieurs pays arabes - RT 2 déc. 2024

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Irak ont manifesté leur soutien politique au président syrien face à l'agression des djihadistes et à la prise d'Alep.

Outre le soutien de ses alliés traditionnels, la Russie et l'Iran, la Syrie de Bachar el-Assad a reçu un soutien politique de la part de plusieurs pays arabes par rapport aux récents évènements à Alep qui fragilisent encore un peu plus le pays.

Le Caire a exprimé sa «*préoccupation*» face à l'évolution des événements dans les villes d'Idlib et d'Alep, soulignant samedi dans un communiqué officiel son soutien aux institutions étatiques syriennes et l'importance de leur rôle dans la «l*utte contre le terrorism*e».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah, a reçu le 29 novembre un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne, Bassam Sabbagh. Les deux hommes ont évoqué les derniers évènements en Syrie. Riyad et Damas avaient normalisé leurs relations diplomatiques en 2023 après plus de 10 ans de rupture.

De surcroît, les Émirats arabes unis ont apporté leur soutien politique à la Syrie. En effet, au cours d'un appel avec Bachar el-Assad, le président émirati Mohammed ben Zayed a affirmé «*la solidarité des Émirats arabes unis avec la Syrie et leur soutien dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme*».

L'Irak, pays frontalier de la Syrie, suit de très près les évènements récents en Syrie et s'inquiète des retombées sur son propre territoire. Des renforts ont même été amassés à la frontière. Selon des informations rapportées par le média saoudien Al-Sharq Al-Aoussat, plusieurs milices irakiennes, inféodées à Téhéran ont passé la frontière pour appuyer militairement les troupes de Bachar el-Assad.

De son côté, la Ligue arabe a publié un communiqué le 30 décembre, déclarant qu'elle «suit avec une grande préoccupation les développements sur le terrain en Syrie et souligne la nécessité de

respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne», rapporte la filiale arabe de CNN.

Le renseignement turc dirige l'offensive des extrémistes dans le nord-ouest de la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

Un responsable israélien a déclaré que l'offensive d'Al-Qaïda sur la deuxième ville de Syrie offrait des «*possibilités de changement*».

Les miliciens de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), affilié à Al-Qaïda, qui envahissent actuellement Alep, la deuxième ville de Syrie, reçoivent des renseignements de la part des services de renseignement turcs, a rapporté l'agence de presse française AFP le 30 novembre.

HTS, anciennement Front Nusra, a lancé mercredi une offensive éclair depuis le bastion du groupe dans le gouvernorat d'Idlib. Ses combattants se sont emparés de nombreux villages dans la campagne d'Alep avant de prendre le contrôle d'une grande partie de la ville d'Alep samedi, y compris l'ancienne citadelle.

L'AFP écrit que «*des sources de l'opposition en contact avec les renseignements turcs ont déclaré que la Turquie a donné son feu vert à l'offensive*».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 décembre 2024

Mon affection respiratoire me pose d'énormes problèmes de santé, par conséquent, à partir d'aujourd'hui, je suis obligé de cesser les causeries et infos en bref telles qu'elles existaient depuis août 1996.

On se contentera dorénavant d'une causerie du jour épisodique, c'est-à-dire, qui ne se sera pas publiée à date régulière.

Je dois absolument me reposer, je n'ai plus le choix, je dois me faire violence pour dormir davantage et faire des siestes, ce que j'ai toujours négligé malgré mon état d'épuisement, prendre le temps de marcher ou de faire un peu de vélo, me changer les idées pour m'aérer le cerveau, non pas pour me libérer l'esprit en me livrant à des activités futiles, mais parce qu'il est parvenu à saturation, je n'exagère pas malheureusement.

Mon impuissance politique m'obsède, je l'avoue, elle m'a amené à m'imposer des contraintes devenues insupportables et nuisibles à la longue, je dois donc prendre des mesures pour faire retomber cette pression qui m'asphyxie littéralement et menace ma santé, je dois modifier impérativement mon mode de vie.

La dégénérescence et capitulation de toutes les organisations situées à l'extrême gauche ont atteint un tel point de non-retour, ce qui sembler peut-être prétentieux, je m'en moque, qu'il m'est impossible d'envisager de participer à l'une d'entre elles. Notez bien que cela aurait été la solution la plus confortable pour économiser mes forces, à condition toutefois d'accepter de me compromettre gravement, ce à quoi je ne puis me résoudre, car j'ai des principes et un idéal auxquels j'entends rester fidèle.

De plus, il faut avoir à l'esprit, que les décisions qu'on adopte à un moment donné ne se limitent pas au présent, elles nous engagent bien au-delà, et elles auront forcément des conséquences dans le futur. Or, il ne faut pas le compromettre pour son confort personnel sous aucun prétexte, il doit être absolument préservé, parce que notre indépendance et notre crédibilité en dépendent. Comment, sinon, voudriez-vous que quelqu'un partage vos analyses ou vous fasse un minimum confiance?

Et puis, je ne peux pas faire semblant de ne pas savoir ce que je sais, ce que j'ai appris au cours de ces décennies d'observations et d'études, il ne faut pas me demander de me renier, d'abandonner mes convictions rien que pour être agréable à un parti ou un groupe de militants ou à une seule personne d'ailleurs. Si maintenant aucune association ou collaboration n'est possible entre nous, je n'y suis pour rien, je ne vais pas transformer en un agent de la Ve République, du Medef, de Davos ou d'un clan de l'oligarchie rien que pour briser mon isolement.

Nos analyses de la situation et de l'économie mondiale, du capitalisme, des institutions internationales, des rapports entre les classes, de la société en général, son évolution au cours des siècles derniers, notre conception des arts, des sciences, de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, du marxisme, du socialisme, sur tout pratiquement je suis en désaccord avec eux sur au moins une ou plusieurs questions capitales, un grand nombre en fait, sur la santé, le climat, par exemple, tout ce qui se rapporte à des communautés, aux différentes générations, aux sexes, etc. je trouve erroné ou abjecte la manière dont ils les traitent, je dois pas être le seul dans ce cas-là, mais je suis le seul socialiste à les combattre dans le mouvement ouvrier et c'est épuisant à la longue ! Plus loin je vous fournis un exemple pour illustrer cela, vous verrez, à la fin les mots nous manquent pour caractériser une telle déchéance chez des gens qui se prétendent marxistes, communistes, trotskystes.

Rapide revue de presse.

Les Français auraient-ils le gouvernement qu'ils méritent ?

C'est la question qu'on est en droit de poser à tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier, à chaque militant ou ex-militant.

- Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ? - Publicsenat.fr 4 décembre 2024

https://fr.news.yahoo.com/crise-politique-ve-r%C3%A9publique-fatigu%C3%A9e-174051810.html

Dans cet article, on vous explique pourquoi IVe, Ve, VIe République ne changeront rien parce qu'avant tout, la situation est le produit de la crise du capitalisme, idem à Séoul, à Gaza, Kiev, Washington, Rome, Londres, Berlin, Bamako, Tunis, etc.

- Macron, le coup de colère et le déni - LePoint.fr 5 décembre 2024

- « *Inconscience de la gravité de la situation* » : l'allocution d'Emmanuel Macron déçoit à droite - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- « *Déni, mépris, seul contre tous* »… la gauche sidérée par l'allocution d'Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- Censure du gouvernement Barnier: Emmanuel Macron seul face à la quadrature du cercle RFI 5 décembre 2024

Non-évènement. Une journée d'action bidon largement censurée.

J-C - (Macron) Que votre excellence ait l'extrême bienveillance d'écouter "*ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*". Tout est dit là. Ils sont à vomir. J'aurais tendance à dire que toutes ces journées d'action sont uniquement destinées à servir le régime et à rassurer la Bourse. Hier, elles étaient décriées par l'extrême gauche, aujourd'hui ils y participent tous. Vous en déduiriez quoi si vous étiez un idéologue de la réaction ? Qu'elle est morte. C'est je constat auquel je suis parvenu également en poursuivant des objectifs diamétralement opposés.

- Grève dans la fonction publique : entre 130 000 et 200 000 manifestants ont défilé en France, selon les autorités et la CGT - francetvinfo.fr 5 décembre 2024

Les manifestations des agents publics contre la « *dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération* » ont réuni, jeudi 5 décembre, 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements à travers la France, dont 30 000 à Paris, selon la CGT. Les autorités, elles, évoquent un chiffre de 130 000 manifestants dans tout le pays, dont 3 000 à Paris.

"*Il faut qu'Emmanuel Macron écoute ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*", a déclaré la cheffe de file de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège parisien des agents de la fonction publique en grève. "*Notre pays est dans une situation de crise sociale, avec des salaires et des pensions qui décrochent par rapport aux prix et dans une crise démocratique qui nous inquiète*", a poursuivi la représentante syndicale.

Au micro de franceinfo, le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, appelle le futur exécutif à "*traiter correctement les agents du service public*". Il explique que la censure du gouvernement de Michel Barnier ne change pas véritablement la donne car l'intersyndicale ne sait pas si certaines mesures du "*mauvais budget*" vont être "*reprises par le nouveau gouvernement*".

Cette mobilisation, qui intervient en pleine crise politique, au lendemain de la chute du gouvernement, doit permettre de lancer une « *alerte sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération en direction du futur gouvernement et des parlementaires qui auront à construire les prochaines lois de finances pour 2025* », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. francetvinfo.fr 5 décembre 2024

En famille au chevet du régime. Un consensus vaut mieux que la censure.

Réaction à la chute du gouvernement Barnier et quelques éléments de réflexion.

Tous les articles proviennent de l'AFP et différents médias officiels.

Il s'agit du gouvernement le plus court de l'histoire de la Ve République, qui a débuté en 1958, et du premier vote de défiance réussi depuis le gouvernement de Georges Pompidou en 1962, lorsque Charles de Gaulle était président.

En famille. Collaboration de classes. Macron s'incruste. Comme ils les aiment Macron et la Ve République.

- Emmanuel Macron n'a même pas cherché à masquer son exaspération. C'est un président furieux sans regret ni remord qui s'est invité jeudi soir à la télévision. LePoint.fr 6 décembre 2024

Maintenant que le gouvernement de Michel Barnier a été censuré, qui sera nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ? Si des noms de Premiers ministres commencent à circuler, plusieurs appels à l'alliance sont lancés de part et d'autre du paysage politique. Yannick Jadot envisage un pacte transitoire, assurant « *être prêt* », à ce que dans le futur gouvernement « *d'abord issu de la gauche et des écologistes, il y ait des ministres du bloc central* ». Gabriel Attal, lui, préconise, un accord de non censure du Parti socialiste aux Républicains, tandis qu'Olivier Faure considère qu' « *il vaut mieux parfois faire un pas plutôt que de rester dans la contestation* ». De son côté, Laurent

Wauquiez a garanti que son groupe ne censurera pas le futur gouvernement « *même s'il n'y participe pas* ». Publicsenat.fr 5 décembre 2024

Macron.

- Emmanuel Macron à la recherche d'un nouvel "*arc de gouvernement*" - AFP 6 décembre 2024

Pour M. Macron, le nouveau gouvernement devra représenter "*toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement qui puisse y participer ou, à tout le moins, qui s'engage à ne pas le censurer*", a-t-il fixé jeudi comme cahier des charges, promettant en outre un "*gouvernement resserré*".

Une loi spéciale sera déposée "*avant la mi-décembre au Parlement*", a affirmé le président de la République, en décrivant une "loi temporaire" qui "*permettra la continuité des services publics et de la vie du pays*" en appliquant "*pour 2025 les choix de 2024*". AFP 6 décembre 2024

PCF

La gauche est extensible jusqu'à l'extrême droite. Le stalinisme n'est pas mort.

Pour Fabien Roussel, " *Le président doit se tourner vers la gauche pour nommer un gouvernement capable de construire des majorités*". - AFP 5 décembre 2024

« *C'est à la gauche (...) de construire une majorité plus large. Si non, on ne peut pas dire qu'on veut de la stabilité* », estime Cécile Cukierman, la présidente du groupe communiste.

Ecologistes.

Avec les Ecologistes, la gauche ou le NFP était déjà macroniste.

- Jadot veut un gouvernement de gauche avec des ministres du "*bloc central*" pour éviter la censure - BFMTV 4 décembre 2024

Le sénateur écologiste Yannick Jadot a plaidé mercredi 4 décembre pour un gouvernement dirigé par la gauche mais incluant "*des ministres issus du bloc central*", au nom d'un "*pacte républicain transitoire*" face au blocage institutionnel.

Yannick Jadot a estimé auprès du Figaro qu'il fallait trouver "*un accord de non-censure, autour d'un socle restreint de mesures indispensables pour les Français*", entre l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire et le bloc central macroniste.

- La députée écologiste Sandrine Rousseau a estimé "*C'est juste l'avancée de la démocratie*". - AFP 5 décembre 2024

- "*Pas à la hauteur*": Tondelier déplore que les Écologistes n'aient pas été invités par Macron à l'Élysée - BFMTV 6 décembre 2024

La secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts ajoute avoir eu "*deux chefs de partis de la majorité au téléphone cet après-midi*", et avoir écrit à Emmanuel Macron "*pour lui dire qu'il faut qu'il arrête de se précipiter, qu'on prenne le temps et qu'on trouve une solution.*"

C'est par le Front Républicain que la crise pourra se résoudre, pour président du groupe écologiste, Guillaume Gontard "*Face à cette situation inédite, il faut réfléchir à comment créer une plateforme de gouvernement autour des idées du NFP et du Front Républicain* ".

PS.

"*Nous irons à l'Elysée parce que nous l'avons demandé*", a assuré sur X le premier secrétaire du PS Olivier Faure. "*Ceux qui pensent que le Parti socialiste est à vendre se trompent*", a-t-il d'emblée mis en garde. (Le PS est déjà vendu depuis un siècle et dix ans ! - J-C)

Il y a quelques jours déjà, le chef des députés PS Boris Vallaud proposait à tous les partis, sauf le Rassemblement national, un pacte de non-agression pour dégager une majorité… autour d'une personnalité de gauche à Matignon. « *L'idée est de se mettre autour de la table pour s'accorder sur les conditions d'une non-censure. Cela permettrait à un Premier ministre de gauche de former un gouvernement. Il faut sortir de la crise politique par des compromis* », précise Arthur Delaporte, député du Calvados et porte-parole du groupe socialiste. (Se compromettre, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire. - J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a notamment envoyé ce jeudi un courrier à Emmanuel Macron lui proposant « *que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement* ». Il demandera « *clairement* » à Emmanuel Macron la nomination d'un Premier ministre de gauche qui s'engagerait à ne pas utiliser le 49-3, seule option pour arriver à conclure un accord de non-censure, d'après lui. (Pourquoi recourrait-il au 49.3 une fois qu'il aurait obtenu le soutien de la droite et de l'extrême droite ? - J-C)

« *Se couper de LFI, je le défends depuis longtemps donc ça ne me dérange pas de le redire* », assume Rémi Féraud, sénateur socialiste de Paris. (Se couper de Macron ou de la Ve République, on comprend que cela le dérange (sans référence à LFI). - J-C)

LFI.

- Chute du gouvernement Barnier : LFI promet de censurer tout Premier ministre qui ne serait pas issu du NFP - 20 Minutes/AFP 5 décembre 2024

- Éric Coquerel (LFI) affirme qu'il y aura "*une censure automatique*" si un Premier ministre issu du NFP n'est pas nommé - BFMTV 5 décembre 2024

Les Insoumis, qui réclament surtout la démission d'Emmanuel Macron, rejettent fermement toute « *forme d'alliance gouvernementale avec les macronistes* » et s'exaspèrent de voir leurs alliés socialistes s'ouvrir au compromis. Mathilde Panot a prévenu que l'accord mentionné par les socialistes serait « *une rupture avec le Nouveau Front populaire* ». (Ils veulent bien gouverner avec Macron mais pas avec les macronistes, il n'y a rien qui vous interpelle là ? Parce qu'ils ne partageraient pas la même idéologie et la même politique ? Un minable illusionniste Coquerel. - J-C)

LR.

Macron doit aller toujours plus à droite.

D'après Guillaume Gontard, LR n'ayant pas participé au Front Républicain, la solution ne se trouve pas de ce côté : « *C'est ce socle qui permettrait à un gouvernement de trouver la stabilité sur un budget. Alors oui, ça veut dire un bouger de la part des macronistes.* »

RN.

Macron sommé d'aller encore plus à l'extrême droite.

Laurent Jacobelli, assure que le Rassemblement national adoptera une stratégie différente : « *Si Emmanuel Macron nomme un Premier ministre qui nomme un seul ministre de gauche, le gouvernement sautera* ». Il martèle que « *les temps ont changé* », et fustige les coalitions qui excluent le Rassemblement national : « *Les Républicains et le Parti socialiste sont deux partis minoritaires* ». Le député de la 8e circonscription de la Moselle, certifie que « *ce sont de vieux partis dont les Français ne veulent pas* ».

Puisque le RN n'aura plus la "*capacité de dicter la politique du gouvernement*" dictée par Macron, ce sera au tour du PS de s'y coller.

- Pour l'après Barnier, Attal prône un accord de non censure des LR au PS - BFMTV 4 décembre 2024

"*Ce qui peut changer maintenant*", c'est d'arriver "*à une équation politique où ce n'est plus le Rassemblement national qui est en capacité de dicter la politique du gouvernement*", a déclaré ce mardi 3 décembre l'ancien Premier ministre à des journalistes, comme l'ont relaté ce mercredi plusieurs médias.

"*Cela voudrait dire qu'il y a une forme d'accord de non-censure qui est trouvé avec les socialistes, en plus des LR. Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas moi, je pense que c'est ce qu'on doit viser*", a-t-il poursuivi.

- "*Cela nous sortirait collectivement d'une situation où on a un gouvernement otage de Marine Le Pen*", a-t-il encore expliqu

- Chute de Barnier : Le PS va-t-il se détacher des insoumis pour faire un pacte de non-censure avec les macronistes ?- 20minutes.fr 5 décembre 2024

Le chef des députés socialistes, Boris Allaud, avait dit la semaine dernière vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN, "*de poser la question des conditions d'une non-censure*" si le gouvernement Barnier venait à être renversé. (Une offre de service pour faire le sale boulot à la place des macronistes, des conservateurs et de l'extrême droite, c'est la seule chose qu'ils savent faire au PS. - J-C)

Arguments pour la lutte sociale. Une caricature grotesque de "*révolutionnaires*".

Et dire qu'autrefois quand j'étais jeune, on a milité dans la même organisation.

Arguments pour la lutte sociale est une sorte d'association ou club de discussion d'ex-militants du courant trotskyste lambertiste (OCI-POI-PT) qui publient des articles sur l'actualité politique et à la

suite desquels figurent des commentaires. (https://aplutsoc.org/) Leur blog est propulsé par WordPress.com qui bloque systématiquement mes commentaires, j'ignore pourquoi.

Ils cherchent à justifier, comment pendant si longtemps de si grands intellectuels ont pu à ce point se faire manipuler et se fourvoyer sans jamais parvenir à la moindre réponse satisfaisante, soit parce qu'ils sont idiots ou ils n'y tiennent pas vraiment. Il faut dire que leur principal représentant, Vincent Présumey, a collaboré activement aux institutions de la Ve République en tant que membre du Conseil économique et social et environnemental, entre autres.

Je n'ai plus le temps de fignoler, vous allez rapidement comprendre de quoi il s'agit, à condition de ne pas être contaminé par le socialisme révisionniste.

Cela vaut pour d'autres groupes de militants issus de ce courant politique, La Commune, le GMI agent de la dictature sanitaire, y compris tous les groupuscules issus du NPA. Sans l'aborder dans mes causeries, parce que j'avais estimé que cela n'en valait vraiment pas la peine, j'ai continué de lire leurs articles au cours des dernières décennies, plus qu'une épreuve ingrate, une véritable torture !

C'est le naufrage de vieillards dégénérés, une déchéance honteuse.

Aplutsoc : C'est l'opportunisme décomplexé en plus pourri encore que le POI et le PT réunis, ils rivalisent avec le NPA et ses satellites, Place Publique, le PS, les Ecologistes, bravo !

Aplutsoc : C'est la voix de l'AFP, de l'OTAN, de Davos...

Les titres parlent d'eux-mêmes, lisez attentivement, ils sont conformes à la propagande de l'OTAN :

- Déclaration de la confédération syndicale de Géorgie contre la répression. - aplutsoc 4 décembre 2024

- La révolution syrienne est de retour et elle défie l'ordre macabre des Trump, des Poutine et des Netanyahou ! - aplutsoc 30 novembre 2024

- Communiqué du RESU du 30 novembre 2024 : plus que jamais, soyons aux côtés de la résistance du peuple ukrainien ! - aplutsoc 29 novembre 2024

- 20 novembre 2024 – Mobilisation internationale contre les déportations d'enfants ukrainiens. - 17 novembre 2024

- À propos des bombardements russes de cette nuit sur l'Ukraine. Par Vitaliy Dudin. - aplutsoc 17 novembre 2024

- Liberté pour Ahou Daryaei ! - aplutsoc 17 novembre 2024

Je rejette et combats toutes les positions adoptées par ce courant trotskyste lambertiste.

- A bas Macron/Barnier/Le Pen ! Démocratie : grève le 5 décembre ! - aplutsoc

- "*Pour un gouvernement féministe (...) avec Lucie Castet*", stop, j'arrête de lire là... parce que je respecte les femmes !

Quel délire, plus décomposé, tu meurs ! Et ils se prennent pour des révolutionnaires, même cela on ne l'a pas en commun, on n'appartient plus au même camp de toute évidence.

Début novembre 2024 j'ai reçu une contribution politique d'un ex-dirigeant (permanent) de l'OCI qui a été publiée par ses copains d'Aplutsoc. Je lui ai répondu tout en avançant un certain nombre d'arguments que je soumets aux lecteurs, autant dire qu'il les a ignorés et il a dû s'empresser de ne rien en dire à ses petits camarades.

- Courriels entre PS et JCT (11.2024)
- Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. (26 octobre 2024)
- PS à JCT. (05.11.2024)
- JCT à PS. (6.11.2024)
- JCT à PS. (07.11.2024)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 décembre 2024

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpelé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plein de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des

régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en œuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution diffèrera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrions ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracas, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«*hydre*» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « *hydre* » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoulés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souvienne, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était

fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou perverti, il faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitions du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu’est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l’éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C’est l’idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu’on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l’on encouragerait l’homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D’un point de vue de l’efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c’est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s’adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l’idée qu’il n’y en aurait qu’une seule et que l’on voudrait nous l’imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l’État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu’il a utilisé des institutions comme l’école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel,

sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menés à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html

Quand les médias font la promotion de la « *théorie du genre* » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants… On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « *45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas* », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023…

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « *paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires* ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « *La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 %* », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- La "*vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins*". francetvinfo.fr 6 décembre 2024

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"*Un effondrement du régime sous-estimé*". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« *Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule* » - Le HuffPost 6 décembre 2024

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débuter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « *n'est pas loin d'une crise de régime* », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Elysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« *Macron n'a absolument pas* » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se

détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Elysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « *préfigurateur* » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* ».

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 décembre 2024

- Causerie du 8 décembre 2024

Hier j'ai esquissé une stratégie politique dans la perspective de la prise du pouvoir. On va préciser certains points.

L'Etat et les institutions en place sont le produit d'un rapport de force entre les classes. La classe qui détient le pouvoir économique fournit une précieuse indication sur la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence, la classe des capitalistes. Dès lors, les institutions ont pour fonction de servir les intérêts de cette classe ou d'assurer la pérennité du capitalisme.

Pour satisfaire les besoins propres au capitalisme et assurer son bon fonctionnement, cette classe doit consentir quelques concessions sociales, et pour assurer la stabilité du régime, elle doit octroyer des concessions politiques aux classes exploitées ou les associer au fonctionnement des institutions, de telle sorte qu'elles se figurent exercer un pouvoir sur la classe dominante, alors qu'en réalité, dès lors que ses représentants ne se fixent pas pour objectif un changement de régime économique et politique, l'abolition de ces institutions et du capitalisme, en participant aux institutions elles les cautionnent, pire, elles ne font que collaborer à leur propre oppression ou à l'esclavage salarial.

Ainsi les capitalistes disposent à la fois sans partage à la fois du pouvoir économique et du pouvoir politique, et compte tenu que cette classe est ultra minoritaire dans la société, il n'est pas exagéré de caractériser son pouvoir d'antidémocratique ou d'affirmer, qu'elle exerce une dictature sur les classes exploitées et opprimées qui constituent l'immense majorité de la population ou du peuple.

C'est la Constitution qui a pour fonction d'entériner et de codifier les rapports existant entre les classes au sein du mode de production, comment ils s'expriment sur le plan juridique au sein des institutions, autrement dit, elle se porte garant de la préservation du régime économique et politique en place.

Il ressort de ce constat, que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Ceci étant posé, il va de soi que si on se cantonnait aux conditions que nos ennemis nous imposent pour mener notre combat politique, on ne voit pas comment on pourrait obtenir un jour notre émancipation du capitalisme ou conquérir notre liberté, il nous faut donc trouver un moyen pour briser ce joug ou défier l'Etat ou les institutions.

Parmi les conditions ou contraintes qui pèsent sur nous, parmi les alliés des capitalistes, il faut compter avec un puissant facteur qui n'était pas très développé au début du XXe siècle lorsque se produisirent les révolutions russes de 1905 et 1917, à savoir tous les moyens modernes et sophistiqués de communication ou de propagande, la traditionnelle presse écrite qui n'a jamais été indépendante, le réseau tentaculaire télévisuel et radiophonique, sur lesquels sont venus se greffer les réseaux et les médias dits sociaux, dans lesquels interviennent quotidiennement une multitude d'acteurs plus ou moins manipulés ou instrumentalisés à leur insu, des inconnus le plus souvent, qui présentent tous ou presque la particularité, disons à 99,99%, de servir la cause de la réaction quand il s'agit de politique ou de distraire le peuple de manière à lui donner l'impression de vivre en démocratie, alors qu'en réalité, plus il en est dépendant, et plus il s'en éloigne, car noyé sous un flot d'informations en continu ou d'analyses contradictoires, sans le mode d'emploi pour les décrypter ou avoir acquis un niveau de conscience politique suffisant un esprit critique bien aiguisé, sans boussole ou direction pour s'orienter, il ne peut être conduit qu'à la plus grande confusion qui soit, au point de douter de tout et tout le monde, à commencer par lui-même, ce qui tend à le conduire à la passivité, à le paralyser ou le réduire à l'impuissance, ce qui est démoralisant, déprimant à la longue.

Ces alliés médiatiques des capitalistes, dont les plus importants leur appartiennent ou sont financés par eux, sont devenus si puissants qu'ils sont capables de mobiliser des armées de mercenaires ou miliciens qui galvaniseront les foules jusqu'à renverser des régimes, de mener des campagnes de diffamation sans être inquiétés par la justice contre des acteurs sociaux ou politiques en tout genre, des opposants politiques qui seront littéralement lynchés, bannis de partout, parvenant même jusqu'à faire passer pour des ennemis leurs meilleurs amis ou les soutiens à leur cause.

Par conséquent, nous devons impérativement inclure ce facteur dans notre stratégie, l'ignorer serait aussi fatal que négliger la stratégie de nos ennemis. Cela nous impose de nous doter d'une conception de la lutte de classe plus rigoureuse encore qu'autrefois, ou de prendre au sérieux ou en considération tout ce qui se rapporte au conditionnement des masses, au pouvoir que peut exercer sur elles la machine infernale à formater leur conscience. Nous devons inclure ce facteur dans notre guerre de classe, sur le plan psychologique, philosophique, idéologique, on doit se préparer à toute sorte de menaces, de mauvais coups ou agressions de leur part, de manière à ne jamais être pris au dépourvu et céder à la panique, puis à la débandade, car il n'y aurait rien de pire aux moments les plus décisifs.

Il faut donc y préparer consciencieusement les militants, cadres, dirigeants et les travailleurs, les armer en leur fournissant tous les éléments en notre possession. Cela nous ramène à la question du parti que nous avons à peine abordée hier.

Je n'ai pas eu le temps depuis hier de relire des ouvrages de Lénine ou sur la révolution russe, cela dit, en repensant au contenu du documentaire dont je vous ai parlé hier, en observant le comportement de Lénine, je me suis dit qu'avec un peu de chance il y figurerait peut-être un enseignement à côté duquel nous serions passés, qui pourrait nous aider à avancer, qui sait ?

Il y a un truc qui m'a intrigué, je me suis demandé comment il avait pu diriger le parti bolchevik et la révolution d'Octobre, alors qu'il n'avait pas vu venir celle de février, il n'avait pas compris immédiatement la signification du soviet, les bolcheviks y étaient même plutôt réfractaires au

début... Plus d'un y verrait des lacunes impardonnables, et pourtant, quel extraordinaire dirigeant révolutionnaire il allait être ! On nous a dit qu'il recevait des émissaires de Russie, certes, à l'époque il fallait des semaines pour que les nouvelles parviennent à leurs destinaires, malgré tout, il a été très surpris par un si soudain déferlement des masses, je sais maintenant que c'est la magie des révolutions, mais laissons cela de côté. Donc, il n'était pas aussi bien informé qu'on avait bien voulu nous le dire. J'en ai déduit qu'il n'était pas en prise directe avec la situation ou qu'il en ignorait pas mal de choses, et pourtant ! Alors que faisait-il de ces journées ?

Ils travaillaient comme un forçat, comme Marx avant lui, mais à quoi ? A la révolution, à la future révolution qui viendrait dans quelques décennies, peut-être après sa mort. Toute son énergie y passait, par chance pour les masses russes, il allait subordonner tout son travail à cet objectif et à la construction du parti, à l'armement théorique de ses militants.

Imaginez un instant que nos dirigeants en aient fait autant, au lieu de balancer à la poubelle cet enseignement à la première occasion au profit du socialisme révisionniste, quand, disons dans les années 40-50 du siècle dernier, officiellement en 1981, quand la social-démocratie parvint au pouvoir en France, et la décomposition du régime polonais annonçait la fin prochaine de l'URSS, ils n'avaient plus besoin de faire semblant d'être des marxistes trotskystes, leur imposture éclata au grand jour, au grand dam des milliers de travailleurs qui avaient rejoint l'OCI, la LCR et LO, ils ne s'en sont jamais remis. Dommage, car nous n'étions pas trop mal partis pour construire le parti, même déformées, nous possédions pour l'essentiel les bases pour progresser encore, à condition de le vouloir évidemment, c'est là que la volonté joue un rôle déterminant, dans la vie en général du reste.

La volonté et la confiance, l'espoir, c'est ce qui manquent le plus aux travailleurs et aux militants de nos jours, c'est ce qu'il faudrait leur insuffler.

On doit remettre le socialisme au centre des discussions.

Vous aurez remarqué que j'ai repris une partie des enseignements de la révolution russe, auxquels j'ai joint la question du double pouvoir qui a vu le jour au tout début de la révolution de février 1905 à Pétrograd, au lieu de la plaquer à notre situation, j'en ai proposé une adaptation.

Je rajoute quelques éléments très rapidement.

Le gouvernement provisoire de la République sociale demanderait aux autorités du pays de céder le pouvoir, elles refuseraient évidemment, et une fois qu'il estimerait que la situation est mûre, avec l'ensemble des Assemblées populaires il appellerait à la grève générale jusqu'à ce que le pouvoir abdique, que le Président de la république démissionne et dissout l'Assemblée nationale. Avec les rapports entre les classes qui existent en France, cela fait longtemps que je pense que c'est dès le départ une grève générale politique qui emportera le régime, car si on devait comptez sur une grève générale à partir des revendications sociales uniquement, on pourrait attendre très longtemps, c'est malheureux à dire, mais il n'y a pas assez de pauvres en France et les pauvres ne sont pas encore assez pauvres.

Maintenant vous allez me demander : Mais qui va reprendre cette stratégie, personne ? Hélas ! il n'y a que LFI qui pourrait s'en charger, à condition de ne pas leur parler de révolution ou de socialisme ! Idem avec le POI et le PT, s'ils n'étaient pas divisés, et encore, ils sont trop marginaux, ce sont des organisations qui ne comptent pas plus de 1.500 à 2.000 militants encore valides ou qui ne sont pas des vieillards.

Alors pourquoi nous soumettre une stratégie si elle est inapplicable dans l'état ? Parce qu'il fallait bien que quelqu'un y pense, non ? Elle pourra peut-être servir plus tard, je l'ignore et vous aussi. De toutes manières, dorénavant quoi qu'on propose, on se moque de vous ou vous n'écopez que du mépris.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 décembre 2024

Deux remarques en guise d'introduction à cette causerie.

1- Quand on aborde la situation politique d'un pays, avant toute chose, avant de chercher à comprendre ou interpréter quoi que ce soit, on doit se demander quel est son niveau de développement économique : S'agit-il d'une grande puissance impérialiste, d'une ancienne puissance coloniale, d'un vieux pays capitaliste, d'un petit ou d'un grand pays émergent, d'un pays demeuré sous-développé, d'un pays riche en matières premières, en énergie fossiles, en terres rares, en minerais.

On doit également tenir compte du rapport de son Etat à la propriété privée des moyens de production, quel rapport l'Etat entretient avec les différentes classe, quel est leur niveau de développement, quelle est la répartition de la population au sein des classes dans ce pays, quelle importance ont-elles sur le plan économique, etc.

Ensuite seulement, on peut aborder les questions politiques relatives à ce pays, ses institutions et son gouvernement, leur fonctionnement, leur rapport aux différentes classes, etc.

Si on ne prend pas cette précaution, si on ignore tous ces facteurs, si on ne procède pas dans cet ordre, on a une chance sur deux de croire ou raconter n'importe quoi, de se faire manipuler par le premier bon parleur venu.

2- S'agissant de ce qui vient de se produire en Syrie.

Vous aurez remarqué que de part et d'autre, les différents acteurs politiques ont affirmé qu'ils avaient été surpris par la tournure qu'avaient pris les événements, la rapidité avec laquelle le pouvoir syrien était tombé, à les entendre personne ne s'y attendait. Faut-il les croire ? Quelle est la part de vérité et de mensonge dans leur récit ?

Qu'ils aient été pris de court par les évènements, on veut bien le croire, quoique.

Ils n'étaient pas sans ignorer ce qui se tramait à la frontière de la Turquie, où était amassé plus de 100.000 mercenaires lourdement armés près à fondre sur Damas. Ils savaient que la Russie avait l'esprit ailleurs, en Ukraine, un faux prétexte en fait, que les Iraniens avaient abandonné ou trahi les Libanais et les Palestiniens, que les Irakiens avaient fait de même, que le Hezbollah trop affaibli n'était plus en mesure d'intervenir en Syrie, les factions palestiniennes armées non plus.

Ils savaient aussi que la situation économique et sociale en Syrie était catastrophique, et que par conséquent le soutien du peuple syrien à Bachar al-Assad s'était érodée, que l'armée syrienne était profondément démoralisée et pour ainsi dire démobilisée après 13 ans de guerre et plus de 250.000 morts dans ses rangs.

Ils savaient que le pouvoir en place était pour ainsi complètement isolé, sans défense en cas d'agression ou d'offensive soudaine, elle ne rencontrerait aucune résistance ou presque, et cette fois personne ne volerait à son secours pour le sauver.

Bref, tous savaient que la situation de la République arabe syrienne était désespérée et que la situation politique régionale n'était pas en sa faveur, tout cela, tous le savait, à Washington, Moscou, Pékin, Londres, Paris, Berlin, et bien sûr à Ankara et à Tel-Aviv qui avaient préparé minutieusement cette attaque avec la participation de la CIA et du Pentagone entre autres.

Donc tous ces acteurs politiques mentent, les uns parce qu'ils souhaitaient ce dénouement tragique, les puissances occidentales, les autres, les soi-disant alliés de la Syrie, parce qu'ils avaient pris la décision de le laisser se produire et ils ne souhaitaient pas que cela se sache. Car, quand on observe ce qui s'est passé depuis 13 ans, on s'aperçoit qu'aucun Etat parmi les prétendus alliés de la Syrie n'a participé à la reconstruction de ce pays, aucun n'a osé braver le blocus instauré par les Américains et l'UE contre la Syrie, alors que financièrement ils en avaient largement les moyens, ils ont volontairement laissé péricliter l'économie syrienne, pourrir la situation sociale, sachant qu'un jour ou l'autre cela s’avèrerait fatal à la République arabe syrienne.

Il ne faut donc prendre avec une extrême prudence tout ce qu’on nous raconte sur ce drame que vit le peuple syrien.

RFI - Il est néanmoins clair qu'Ankara avait connaissance, bien avant son déclenchement, des intentions du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham et des autres rebelles qui ont mené l'assaut et leur a accordé une forme de feu vert. Il apparaît tout aussi clair que Recep Tayyip Erdogan n'avait pas prévu – ni même espéré – que l'Histoire s'accélère à ce point. Le chef de l'État turc, moins idéologue que pragmatique, s'est adapté comme les autres au cours des événements et tente désormais de les tourner à son avantage. RFI

BFMTV - Lors d'un point presse tenu lundi 9 décembre depuis Moscou, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a reconnu avoir été "*surpris*" par l'offensive éclair des rebelles en Syrie qui a provoqué le départ du dictateur Bachar al-Assad.

"*Le monde entier a été surpris par ce qui s'est passé*" en Syrie. "*Nous ne faisons pas exception*", a-t-il dit. BFMTV

- Le chef du Kremlin a joué la carte de la diplomatie en échangeant avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, auprès de qui il a insisté sur "*l'importance cruciale d'une coordination étroite*" entre Russie, Turquie et Iran "*pour normaliser la situation en Syrie*".

Si la Turquie a balayé l'idée d'une "*quelconque ingérence étrangère*" dans l'offensive, lundi, reste que le pays est un fidèle soutien de factions rebelles. "*Depuis 2011, la Turquie finance, entraîne et ouvre ses portes à l'opposition syrienne. Il y a au moins 75 à 100 000 combattants armés et financés par la Turquie*" dans les rangs des rebelles, juge Adel Bakawan. FranceInfo 9 décembre 2024

- Le chef de la diplomatie iranienne a fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. RT 9 déc. 2024

Pour revenir au point n°1.

La plupart des régimes qui était étaient en place en 2001 au Moyen-Orient, et qui ont été renversés par l'OTAN ou ses mercenaires, étaient en fait des républiques laïques dans des pays demeurés sous-développés sur le plan économique, en dehors des secteurs liés à l'exploitation d'hydrocarbures ou à l'exportation, où se côtoyaient parfois des structures sociales à la fois moderne ou de types occidentales, et d'autres principalement agraires ou pastorales de types archaïques ou féodales, voire tribales comme en Lybie, de sorte qu'il était difficile de les faire cohabiter ensemble ou d'établir une sorte de consensus national. Si le pouvoir avait été remis aux différents acteurs économiques ou factions en présence, elles auraient passé leur temps à se faire la guerre. Il fallait donc impérativement que l'un des clans de la bourgeoisie locale se hisse au-dessus des autres et gouverne en satisfaisant au mieux les intérêts des uns et des autres, quitte à s'octroyer des pouvoirs politiques qui pourraient apparaître antidémocratiques à des observateurs étrangers ou occidentaux, alors que c'était à ce stade, le seul moyen pour garantir la cohésion de ces nations.

Il faut avoir à l'esprit que les masses de ces pays n'ont pas acquis le niveau de conscience politique et les connaissances des masses occidentales, elles sont demeurées très arriérées, elles ont été soumises au pire obscurantisme qui soit depuis leur naissance, essentiellement religieux, même si elles se déplacent en véhicules à moteur ou tiennent à la main un smartphone, cela ne veut strictement rien dire ou ne prouve rien.

Si vous vous plaignez du degré d'ignorance des masses en France, dites-vous bien que vous ne supporteriez pas de vivre à leurs côtés dans tous les pays encore sous-développés. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre, parce que neuf fois sur dix il n'y a absolument rien de logique dans leur comportement, pas une trace, c'est juste un constat, je précise. Dans ces conditions, ne trouveriez-vous pas dangereux de leur confier le pouvoir, de les laissez décider votre sort ? Il faut peut-être le vivre au quotidien pour le croire.

C'est ainsi par exemple que j'évite de confier le moindre pouvoir à ma compagne indienne, j'évite qu'elle prenne seule des décisions. Elle a déjà failli à plusieurs reprises foutre le feu ou faire sauter la baraque, entre autres, elle fait en moyenne une à trois « *conneries* » par jour, du coup je dois tout superviser, et si j'ai le malheur d'oublier quelque chose, il arrive une tuile, c'est systématique. Si je vous dis que c'est général en Inde, vous n'allez pas me croire, et pourtant je n'exagère pas du tout. Voilà pourquoi il m'arrive aussi d'être à bout de nerf, car j'intériorise tout ou presque. Ils n'y sont pour rien, on n'a pas le même niveau de développement ou le même mode de pensée, si je ne le supporte pas, je n'ai qu'à rentrer en France.

Il y en a parmi nous qui s'en prennent aux dirigeants occidentaux, parce qu'ils veulent imposer « *la démocratie* » dans tel ou tel pays. Mais ceux qui se réjouissent de la chute de la Libye, de l'Irak, de la Syrie que font-ils ? La même chose qu'eux ou ils ne valent pas mieux, ils sont complices du chaos, de la terreur et de la barbarie qui règnent dans ces pays.

Demandez donc à tous ces peuples ce qu'ils en pensent au lieu de penser à leur place, vous serez surpris de leur réponse, alors commencez par balayer devant votre porte et par chasser Macron !

Ce qu'en pense le peuple syrien ?

Si les médias n'ont pas encore été foutus de fournir la moindre image d'un rassemblement de masse en Syrie en faveur des barbares au pouvoir, c'est parce qu'il n'y en a pas eu.

- Plusieurs dizaines de personnes ont rallié le centre de Damas pour célébrer la chute du régime.

Sur une autre place publique dans le centre de Damas, sous les cris de « *Allah Akbar* » (« *Dieu est le plus grand* ») lancés à la volée pour exprimer la joie de la foule. AFP

J-C - Quant aux Syriens qui ont manifesté leur « *joie* » à Paris, Londres ou Berlin, il faut les renvoyer en Syrie par les premiers charters !

Mes commentaires publiés par un blog.

- La désillusion sera cruelle, et ce n'est qu'un début pour tous ceux qui avaient misé sur la Russie, la Chine, les Brics et « *l'axe de la résistance* », qui n'ont jamais représenté les intérêts des peuples opprimés, pour peu qu'on veuille bien se pencher sur leur nature ou prendre en compte leur origine sociale.

Mais pour cela, il faut se situer sur le terrain de la lutte des classes, ce qui permet de distinguer au premier coup d'œil dans quel camp se situent les différents acteurs politiques, histoire d'éviter d'entretenir des illusions ou de soutenir ceux qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Et bien que tous les États parties prenants de ces guerres aient des intérêts particuliers, il n'en demeure pas moins qu'ils ont un seul et unique ennemi, les peuples qu'ils exploitent et oppriment ou maintiennent en servitude, dès lors qu'on l'ignore ou qu'on refuse d'en tenir compte pour diverses raisons, on sera amené malheureusement à se faire de douloureuses illusions.

Si cela pouvait servir d'enseignement à quelqu'un, au moins ce bien triste épisode n'aurait pas servi à rien. Personnellement j'en doute, cependant on préfère quand même espérer, comment dire, que la raison ou les faits l'emporteront.

Cela dit, tous les acteurs impliqués en Syrie savaient parfaitement à quoi s'attendre depuis des semaines, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs ou ils se foutent de nous, car une armée de plus de 100.000 barbares armés jusqu'aux dents, cela ne devait pas passer inaperçu bien avant qu'ils déferlent soudainement vers Alep, vous connaissez la suite.

2- L'OTAN ou les Américains auraient conclu un deal avec les Russes, en échange de la Syrie, on vous accorde ce que vous voulez en Ukraine. Sans doute un marché de dupes, apparemment il y en a qui aiment cela.

3- Très rapidement.

La Russie et les Brics ont délibérément laissé pourrir la situation en Syrie, y compris ses "alliés", c'est un fait incontestable.

Ils savaient qu'en procédant de la sorte, les conditions économiques et sociales allaient se détériorer encore plus, et c'est effectivement ce qui s'est produit, au point où, devenues invivables, à l'étape suivante le peuple syrien se retournerait contre le président syrien, et une fois perdu son soutien le régime serait mûr pour tomber sans avoir à le soumettre à un bombardement intense, un coup de pied au cul suffirait, et c'est ce qui s'est passé. C'était prévisible, mieux c'était écrit ou programmé.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'il existe une entente ou une connivence entre toutes les grandes puissances contre tous les peuples, car finalement c'est ce qui est arrivé également aux Palestiniens et aux Libanais. Un jour, on apprendra peut-être qu'il en fut de même de la guerre en Ukraine, car là aussi tout le monde savait à quoi s'en tenir depuis les années 90.

L'implosion de l'URSS, au lieu de se traduire par une nouvelle ère de prospérité et de paix comme certains l'envisagèrent à l'époque, contribuera au contraire à accélérer la crise du capitalisme mondiale et à engendrer de nouvelles guerres sur tous les continents, tandis que l'idéologie néolibérale triompherait aux États-Unis et en Europe, avant de gagner le reste du monde.

L'oligarchie financière devenue toute-puissante et sans rival pour contester son pouvoir, le mouvement ouvrier international étant quasi inexistant ou trop compromis, allait imposer "*ses règles*" au profit de ses sociétés transnationales plus puissantes que les Etats, dont les intérêts particuliers seraient dorénavant relégués au second plan.

Ce revirement historique ou cette trahison des États qui jusqu'à présent étaient censés représenter les intérêts de leurs peuples, n'allait pas se réaliser sans quelques tensions ou conflits intérieurs ou entre États ou grandes puissances, il fallait en maquiller la véritable origine, ainsi que leurs réelles intentions. Les uns et les autres devant préserver à tout prix la stabilité de leur régime, ils allaient se livrer à une répartition des rôles au sein d'une comédie sordide, histoire de sauver les apparences ou de faire croire qu'ils étaient en présence d'une question existentielle, dont finalement ils n'avaient rien affaire. C'est ce que vient de révéler si besoin était la chute de la Syrie et le génocide des Palestiniens.

Le partage des richesses mondiales et la préservation du capitalisme commandent toujours les décisions politiques adoptées par les Etats les plus puissants...

4- « *Dîtes moi un seul pays qui se situe sur le terrain de la lutte des classes ?* »

Tous, mais pas le nôtre, si vous ne le comprenez pas, c'est que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde.

Les quelque 196 pays présents à l'ONU ont adopté la dictature hygiéniste en 2020, vous vous en souvenez, aucun n'a déclaré que c'était une imposture et ne l'a combattue comme telle, que les affirmations de l'OMS-GAVI relevaient de l'idéologie ou de la propagande politique et non de la science, n'est-ce pas ?

La résolution 181 de l'ONU du 21 novembre 1917 actant la partition de la Palestine, elle a été adoptée par toutes les grandes puissances, y compris l'URSS, hormis la Chine qui n'avait pas encore rejoint l'ONU.

Et au fait, que font tous ces États à l'ONU, au FMI, à la Banque mondiale, etc. sinon indiquer qu'ils figurent tous dans le même camp, pas le nôtre.

C'est cela la lutte des classes, et c'est cela aussi se situer sur son propre terrain de classe, à ne jamais confondre avec celui de nos ennemis, c'est préférable.

Quand on n'a pas assimilé ce simple constat objectif, comment fait-on pour ne pas se tromper de camp, de combat ou de cause, c'est s'en remettre au petit bonheur la chance, en fonction de son état d'âme du moment, etc. Vaut mieux éviter, cela ne s'adresse pas spécialement à vous qui êtes habitué à réfléchir.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils osent tout.

La cote de popularité d'Emmanuel Macron en hausse - LePoint.fr 8 décembre 2024

Le maître et son domestique.

Les pays de l'Otan «*doivent payer leurs factures*» : Macron est «*d'accord*», selon Trump - RT 9 déc. 2024

Emmanuel Macron est «*d'accord*» avec l'idée que les pays de l'Otan devraient payer équitablement les coûts de leur propre sécurité, a affirmé Donald Trump au New York Post le 8 novembre, au lendemain d'une rencontre avec le dirigeant français à Paris.

Imposture. Excusez-nous, LFI a rendez-vous avec la Ve République en 2027. A bas la Ve République !

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Elysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'"*aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État*". BFMTV 7 décembre 2024

J-C – LFI n'entend pas rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, à laquelle ils sont subordonnés ou sans laquelle ils n'existeraient plus, CQFD.

Ils sont les garants de "*la stabilité*" de la Ve République. A bas la Ve République !

Chute du gouvernement : Rendez-vous à l'Elysée lundi pour les Ecologistes, contrairement aux Insoumis - 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

« *Les Écologistes se rendront à ce rendez-vous pour y avoir une discussion exigeante de méthode avec le président de la République* », indique le parti dans un communiqué.

« *Dans l'impasse politique dans laquelle notre pays se trouve, la stabilité de ce gouvernement ne peut exister que dans un dialogue avec les partis qui ont participé au Front républicain* », ont ajouté Les Ecologistes. 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

En famille, enfin ils se mettent à table ou la table est bonne.

Pour sortir de la crise, Emmanuel Macron propose une réunion des « *différentes forces politiques* » - Le HuffPost 9 décembre 2024

Toujours en quête d'un Premier ministre, le chef de l'État entame un nouveau cycle de consultations, cette fois en conviant tout le monde autour d'une même table.

En réalité, aucune solution magique ne s'est imposée à Emmanuel Macron depuis la censure du gouvernement Barnier.

Après avoir reçu séparément les représentants du « *socle commun* » (LR et macronistes), les socialistes, les écologistes et les communistes, le chef de l'État entend les réunir autour d'une même table. Objectif : sortir au plus vite de la crise et nommer rapidement un chef de gouvernement.

Dernière idée en date : une « *réunion des différentes forces politiques pour échanger sur une plateforme programmatique* » qui, comme l'ont précisé les Verts à leur sortie de l'Élysée, devrait se tenir dès ce mardi 10 décembre. « *C'est un premier pas pour pouvoir travailler en confiance* », a estimé la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier.

Cette discussion transpartisane, à laquelle sont invités différents partis de droite comme de gauche, serait la première du genre depuis la dissolution.

On ne sait pas encore à qui exactement a été faite cette proposition et qui répondra favorablement », a confirmé la patronne des Écologistes, qui demande que les représentants de La France insoumise se joignent à eux, dans un souci de cohérence et d'unité du Nouveau Front populaire : « *Nous avons plus de poids dans cette discussion si les Insoumis viennent* ». Manuel Bompard et Mathilde Panot, qui avaient refusé l'invitation de l'Élysée ce 9 décembre, ne semblent pas davantage prêts de participer à cette nouvelle initiative.

Du côté du Parti communiste, Fabien Roussel a semblé très ouvert à la négociation. « *Nous avons dit que bien sûr il était préférable qu'il y ait un Premier ministre de gauche* », a-t-il déclaré à la sortie, sans en faire « *un préalable* », accréditant l'idée qu'il faisait « *un pas* » vers le chef de l'État. « *Ce qui compte, c'est que l'on avance, et pour avancer, on ne vient pas en mettant des préalables sur des noms, des propositions, des lignes rouges* ».

Le secrétaire national du PCF, qui s'est incliné au premier tour des législatives et a ainsi perdu son siège de député, ne fait plus de l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans un totem. Il propose, si cela peut permettre d'aboutir à un accord avec la droite et les macronistes, « une conférence sociale ».

La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet a une idée : additionner les membres du « *socle commun* » aux députés socialistes et Liot, constituant ainsi une majorité absolue au-dessus de laquelle ne plane plus la menace d'une censure. Mais le PS est-il réellement prêt à s'engager dans une coalition avec LR et les macronistes ? « *Si ce n'est pas un Premier ministre de gauche, nous ne participerons pas à ce gouvernement* », rappelle le président du groupe socialiste à l'Assemblée Boris Vallaud. Position partagée par le patron du parti Olivier Faure, qui promet tout de même « *des concessions réciproques* » avec d'autres forces politiques.

J-C – Ce qui est intéressant ici, c'est d'observer comment au fil des heures pratiquement, ils affutent leur discours ou arguments pour mieux masquer leur connivence, leur complicité, pour tenter de sauver les apparences et mieux tromper les naïfs, leurs électeurs ou sympathisants, leurs propres troupes.

Futur gouvernement : Macron convie mardi tous les partis… sauf LFI et le RN - Paris Match 9 décembre 2024

Emmanuel Macron a invité à des discussions mardi 14H00 à l'Elysée l'ensemble des partis disant se situer dans « *une logique de compromis* » dans le but de *« constituer un gouvernement d'intérêt général* », a annoncé lundi soir l'Elysée, excluant ainsi le Rassemblement national et La France insoumise.

« *À l'issue de ses consultations menées depuis vendredi, le Président de la République a convié demain à 14h à l'Elysée l'ensemble des partis politiques ayant indiqué se placer dans une logique de compromis dans le but de constituer un gouvernement d'intérêt général ou de le rendre* possible », a précisé la présidence. « *L'objectif est d'avancer sur un accord concernant une méthode* », a ajouté l'entourage du chef de l'État, alors que ce dernier avait promis en fin de semaine dernière un Premier ministre « dans les prochains jours ».

« *L'idée c'est que […] le président de la République puisse faire une forme de synthèse » des rencontres des derniers jours « et travailler à une forme d'accord de méthode sur comment on peut discuter dans les jours à venir* », a résumé la patronne des Ecologistes Marine Tondelier sur France Info.

Les socialistes et les communistes, membres du Nouveau Front populaire avec La France insoumise, enverront également leurs représentants. « *Comment sauver le soldat Macron et le Macronisme avec* », a tancé sur X Éric Coquerel, cadre de LFI à l'Assemblée, à l'adresse des autres forces de gauche.

Sur X, Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise a pointé les incohérences de ses alliés de Nouveau Front populaire.

"*Un gouvernement d'intérêt général de Olivier Faure à Bruno Retailleau? Comment peut-on être élus pour défendre le programme du Nouveau Front Populaire et envisager de participer à un tel attelage? Vous êtes tombés sur la tête*?", s'est-il interrogé.

Sur X, la Secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a tenu à mettre les choses au clair. Elle a affirmé rester "*fidèle au Nouveau Front populaire*" et que son parti "*ne participera pas à un gouvernement 'd'intérêt général' avec LR ou des macronistes ou je ne sais qui.*" BFMTV et Paris Match 10 décembre 2024

Le NPF était déjà basée sur des « *concessions réciproques* » avec le régime de la Ve République.

Nouveau Premier ministre : Mélenchon s'en prend vertement à Olivier Faure pour ses négociations avec Macron - 20 Minutes/AFP 9 décembre 2024

Si les socialistes concluent un accord avec Emmanuel Macron pour former un gouvernement, « *le Nouveau Front populaire continuera sans eux* », a prévenu le leader de la France insoumise, dénonçant la « méthode brutale » du patron du PS.

« *Nous ne soutiendrons aucun autre gouvernement que celui du Nouveau Front Populaire* », a réaffirmé le tribun insoumis dans un entretien aux journaux italien et espagnol, La Repubblica et El Pais. « *Faure ne décide pas tout seul* », a-t-il ajouté, fustigeant la démarche du Premier secrétaire du PS, qui a rencontré vendredi le chef de l'Etat pour lui proposer des « *concessions réciproques* ».

« *Cette propagande qui répète sans arrêt que la gauche doit s'entendre avec la droite est dangereuse. Elle produit des gouvernements prêts à vendre leur âme au diable pour durer* », a-t-il affirmé, avant de revendiquer son intransigeance : « *Nous refusons de trahir nos électeurs pour des postes. Nous appliquons notre programme sans compromission. La démocratie, ce n'est pas le consensus !* »

J-C – Question : Si « *la démocratie, ce n'est pas le consensus* », c'est quoi la démocratie ? La révolution socialiste, pardi ! Mais Mélenchon n'y est pas favorable, effectivement, et pour cause en ayant adopté l'idéologie de la social-démocratie, cela fait 40 ans qu'il fait partie du « *consensus* » !

Si être élu avec 15,4% témoigne de "l'attention au quotidien des Français", il faut en déduire que 84,6% ont l'esprit ailleurs.

Législative partielle dans les Ardennes: le RN perd un siège de député - BFMTV 9 décembre 2024

Le RN a perdu dimanche un siège de député lors de l'élection législative partielle dans la première circonscription des Ardennes, remportée par le candidat sans étiquette et ancien député Renaissance Lionel Vuibert, qui a bénéficié d'un barrage républicain.

Lionel Vuibert, qui avait été élu député de la majorité présidentielle en 2022 puis battu cet été par le jeune candidat Rassemblement national (RN) Flavien Termet, a été élu dimanche de justesse au second tour, avec 50,89% des voix, contre 49,11% pour son opposant du RN Jordan Duflot.

Les deux tours du scrutin ont été marqués par une forte abstention. Au second tour, le taux de participation n'a atteint que 30,86%.

L'ex-Premier ministre, Gabriel Attal, y a vu "*la reconnaissance du sérieux, de la proximité, du travail de terrain*". "*L'attention au quotidien des Français l'emporte sur le chaos voulu par Marine Le Pen et les extrêmes*", a-t-il ajouté sur X. BFMTV 9 décembre 2024

Santé.

Études biaisées et effets secondaires du dupilumab par la rédaction de l'AIMSIB 08 dcembre2024

https ://www.aimsib.org/2024/12/08/etudes-biaisees-et-effets-secondaires-du-dupilumab-dupixent/

Mon commentaire publié par un blog médical

- Covid: en Europe de l'Ouest, une mortalité moindre pour les pays à la riposte sanitaire rapide – AFP 9 décembre 2024

Les pays d'Europe de l'Ouest qui ont subi la moins forte mortalité liée au Covid sont ceux qui ont pris des restrictions sanitaires assez tôt et qui ont déployé au plus vite la vaccination auprès des personnes âgées, conclut une étude publiée lundi.

Réalisée par des chercheurs de l'institut Pasteur et publiée dans la revue BMC Global and Public Health, l'étude a comparé la situation de 13 pays d'Europe de l'Ouest entre 2020 et 2022, soit le pic de l'épidémie de Covid. AFP 9 décembre 2024

https://fr.news.yahoo.com/covid-europe-louest-mortalit%C3%A9-moindre-164205503.html

J'en déduis que cette étude est frauduleuse, ils ne sont plus à cela près. Si quelqu'un peu cerner comment ils ont procédé, je ne suis pas de la partie et je n'ai pas de temps à y consacrer.

Cela permet d'éviter de poser la question embarrassante qui concerne les trois quarts des pays du globe :

Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection génique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?

Quelques réactions de lecteurs :

1- Il faut travailler, le semble-t-il les courbes de mortalité, surmortalité du document joint :

https://bmcglobalpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s44263-024-00103-z

J'ai l'impression que ces courbes contredisent le texte ou tout au moins ne le valident pas.

2- « *Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection génique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus* ? »

Pas besoin d'étudier ces documents, vous donnez la réponse. On n'en peut plus que des gens honnêtes, sérieux et compétents perdent leur vie à réfuter, sans résultat, des études biaisées et frauduleuses.

3- Effectivement, plutôt que de s'empêtrer dans ces études foireuses, on peut se rappeler notamment que plusieurs pays d'Asie du Sud-Est n'ont quasiment pas eu de mort en 2020:Singapour, Vietnam et les morts sont arrivés à partir du moment où on a vacciné, et la progression est telle qu'il faudra donner une explication.

Pour Singapour, j'avais fait un article quand notre journal fonctionnait qui montrait cela de façon flagrante, et qui s'est amplifié après Il est consultable sur notre blog, en principe; les facts-checkers du Monde, embarrassés par ce phénomène avaient essayé de justifier l'injustifiable à coups de coupe de presse des médias locaux, mais en tronquant des pages et des déclarations; notamment le ministre de la santé, déclarant qu'ils avaient donné des traitements avant que les vaccins arrivent

http://enquetes.blog;ça doit dater de 2022

- De toute façon, dès que l'AFP publie une chose on peut être sûr qu'il s'agit de propagande et certainement pas de la science; sans doute un travail de commande où ils essaient de préparer une offensive contre eux.

- Je suis rassuré, cette étude provient de l'équipe de C, l'escroc modélisateur de Pasteur, Cauchemez, élève de son triste maître Ferguson, spécialiste en prévisionniste en catastrophes sanitaires.

Pour ceux qui auraient oublié, ce Cauchemez est celui qui a produit les modélisations ayant conduit aux pass vaccinaux et sanitaires ; le fait qu'ils le remettent en service, prouve qu'ils tentent une manœuvre pour s'extirper de la crasse dans laquelle ils se sont enfoncés. Pavan avait déposé plainte contre lui à l'époque, d'abord classée sans suite, puis ensuite constitution de partie civile, je n'ai toujours pas réussi à savoir ce qu'il en était advenu, car même si rejetée, ça serait important de le savoir.

Mais en peu de mots, sans rentrer dans les détails, cette étude était déjà ridicule par l'utilisation de savantes équations qui n'étaient même pas correctement écrites ; en un mot, elles n'avaient aucun sens ; ce sont des gens qui ne savent même pas ce qu'ils écrivent ; ils partent d'un résultat, et introduisent des paramètres dans leur modèle qui permettent d'y aboutir, pour préparer la super pandémie de l'automne 2021, alors que la vaccination patinait sérieusement, ça a rendu fou Macron, de voir que la France était « *en retard* » (sur les autres pays de l'UE). Le Cauchemez a donc pondu son torchon, en posant comme hypothèse que le taux de reproduction du virus, le fameux Ro, effectif serait de 6, rien que ça; alors qu'il n'a jamais dépassé 3 aux pires moments et de courte durée et cela dans le monde entier.

Comment s'étonner ensuite que l'étude conclue à un engorgement des hôpitaux si en moyenne, un contaminé (enfin testé positif) transmet son virus à 6 personnes… ces gens-là dits « *chercheurs* » me rendent malades et surtout qu'on continue à les laisser accomplir leur sale besogne, qui en même temps dégrade la confiance en la science.

Combat contre la dictature climatique.

Lu.

Au cours des 4000 dernières années, le climat a connu des changements très importants. Des périodes de réchauffement ont été suivies de «*petits âges glaciaires*». Aujourd'hui, les températures augmentent à nouveau vers un optimum climatique, similaire à ce que l'on a déjà observé par le passé.

L'hystérie actuelle autour de la supposée «*catastrophe climatique*» prend une toute autre dimension lorsque l'on examine l'histoire du climat. Ce que révèle la paléoclimatologie sur les 4000 dernières années est une véritable montagne russe de températures – et, par extension, de la civilisation humaine.

Le «*Petit âge glacia*ire» (1645-1715) illustre avec force ce que signifient de véritables extrêmes climatiques. Alors qu'aujourd'hui chaque dixième de degré de réchauffement suscite des titres apocalyptiques dans la presse, les gens de cette époque vivaient, eux, une véritable calamité climatique. À Londres, la Tamise a gelé ; en Chine, la moitié de la population est morte de faim ; et en Europe centrale, de nombreuses «s*orcières*» furent accusées d'avoir provoqué le mauvais temps. Thomas Hobbes ne mentait pas en décrivant la vie comme «*solitaire, pauvre, pénible, animale et brève*».

Les données climatiques du Groenland (Vinther) et d'Indonésie (Rosenthal) sont particulièrement révélatrices. Elles montrent que les changements climatiques n'ont jamais été uniformes à l'échelle mondiale. Pendant que l'hémisphère nord subissait une longue période de refroidissement appelée «*néoglaciaire*», l'hémisphère sud présentait souvent des comportements divergents.

Les archives historiques montrent clairement que les périodes de réchauffement ont souvent été synonymes de prospérité pour l'humanité. Pendant l'optimum médiéval (800-1000 après J.-C.), les Vikings ont connu leur apogée ; durant la période chaude romaine (500 av. J.-C. à 400 après J.-C.), l'Empire romain n'a cessé de s'étendre ; et l'optimum minoen (1700-1000 av. J.-C.) a vu émerger la première grande civilisation européenne.

Fait notable : les événements météorologiques du Petit âge glaciaire étaient bien plus extrêmes qu'aujourd'hui. Tempêtes, sécheresses et vagues de chaleur ponctuelles rendaient la vie particulièrement difficile. Le gradient thermique entre les tropiques et les pôles était plus marqué, alimentant directement ces conditions climatiques violentes.

Qu'est-ce que cela signifie pour le débat climatique actuel ? Les faits historiques sont clairs et ne peuvent être balayés par l'idéologie. L'archéologie et l'histoire brossent un tableau limpide : l'humanité prospère davantage dans des périodes chaudes que dans des périodes froides. Une vérité inconfortable pour ceux qui annoncent la fin du monde dès que la température grimpe d'un degré.

L'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle suit des schémas reconnaissables. Plutôt que de céder à la panique, il serait plus sage d'apprendre du passé. Une chose est certaine : le climat continuera de changer – avec ou sans l'intervention humaine.

Fermez le banc !

Royaume-Uni : après Shell, BP confirme sa marche arrière sur les énergies renouvelables - France 24 9 décembre 2024

Le géant britannique des hydrocarbures BP a annoncé lundi dans un communiqué réduire "*de manière significative*" ses investissements dans les énergies renouvelables "*pour le reste de la décennie*". Une demi-surprise étant donné que le groupe, sous la pression de certains actionnaires désireux de doper ses bénéfices, était incité à se recentrer sur les hydrocarbures.

J-C – A ceux qui n'auraient pas encore compris à quel jeu ils se livraient : L'idéologie et ses fantasmes, ça va bien pendant un moment, mais ça a ses limites aussi, ensuite il faut revenir à la réalité ou aux choses sérieuses, surtout quand ce sont les actionnaires qui le réclament. Les crétins de gauche et d'extrême gauche indignés qui avaient mordu à l'hameçon vont hurler à la trahison.

Dites-donc, personne ne vous a forcé à vous faire des illusions dans l'oligarchie financière, voilà ce qui arrive forcément quand on a abandonné le socialisme, on finit par se retrouver dans le mauvais camp à combattre son propre camp.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Une base de données massive de preuves, compilée par un historien, documente les crimes de guerre commis par Israël à Gaza (Haaretz) - legrandsoir.info 7 décembre 2024

Une femme accompagnée d'un enfant est abattue alors qu'elle brandit un drapeau blanc | Des fillettes affamées sont écrasées à mort dans la file d'attente pour du pain | Un homme de 62 ans menotté est écrasé, manifestement par un char d'assaut | Une frappe aérienne vise des personnes qui tentent d'aider un garçon blessé | Une base de données de milliers de vidéos, de photos, de témoignages, de rapports et d'enquêtes documente les horreurs commises par Israël à Gaza.

https://www.legrandsoir.info/une-base-de-donnees-massive-de-preuves-compilee-par-un-historien-documente-les-crimes-de-guerre-commis-par-israel-a-gaza.html

Bearing Witness to the Israel-Gaza War - Lee Mordechai, Historian and Israeli citizen - December 5, 2024 (version 6.5.5)

Le document en français figure dans la page d'accueil du blog.

Ukraine.

J-C -Le hachoir à viande fraîche de l'OTAN réclame de la chair de plus en plus tendre à réduire en bouillie…

Ukraine : les ados fuient à l'étranger craignant l'abaissement de l'âge de mobilisation - RT 7 déc. 2024

Face à la pression croissante des États-Unis pour abaisser l'âge de la mobilisation, de nombreux adolescents ukrainiens envisagent de quitter le pays sans intention de revenir, a rapporté *The Times*.

Le secrétaire d'État américain sortant, Antony Blinken, a déclaré en début de semaine qu'il n'était pas juste que «*les jeunes de 18 à 25 ans ne participent pas à la lutte*» contre la Russie. «Impliquer les plus jeunes dans le combat est, selon nous, et selon beaucoup d'entre nous, nécessaire», a-t-il souligné.

Dans un article publié le 5 décembre, le journal britannique a rapporté les propos d'un adolescent de Kharkov affirmant que «beaucoup» de ses amis préfèrent désormais poursuivre leurs études à l'étranger, car «c'est plus sûr là-bas».

«*Dans une université étrangère, il n'y a aucun risque d'être enrôlé dans l'armée*», a-t-il expliqué, précisant qu'il envisage d'étudier en Pologne et qu'il pourrait ne pas revenir après l'obtention de son diplôme.

«*Une fois mes études terminées, je déciderai si je retourne en Ukraine ou si je reste à l'étranger. Là-bas, c'est plus sûr : il n'y a pas de bombes qui tombent et aucun risque d'être mobilisé pour la guerre sans mon consentement*», a-t-il ajouté.

Un autre adolescent interrogé par le *Times* a également exprimé son intention de poursuivre ses études supérieures à l'étranger.

La députée ukrainienne Aleksandra Oustinova a confié au journal qu'abaisser l'âge de la mobilisation à 18 ans susciterait une «*forte opposition en Ukraine*» et ne produirait pas les résultats escomptés sur le champ de bataille, faute d'un nombre suffisant de recrues.

«*Ce serait également un signal clair pour les familles de faire quitter le pays à leurs enfants. Si nous voulons perdre notre future génération, alors oui, c'est exactement ce qu'il faut faire*», a averti Oustinova.

On estime à au moins 300 000 le nombre d'hommes âgés de 18 à 25 ans en Ukraine.

Selon les données de l'ONU, plus de 6,8 millions d'Ukrainiens ont fui le pays depuis l'escalade du conflit en Ukraine en février 2022, devenant ainsi réfugiés. La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants, les hommes en âge de combattre étant interdits de quitter le territoire.

Géorgie

J-C – Sans surprise, la gauche et extrême gauche décomposée en France a soutenu cette tentative de nouveau «*Maïdan*» orchestré depuis l'UE ou l'OTAN.

Selon le Premier ministre géorgien, le ministère de l'Intérieur a réussi à déjouer la tentative de «*Maïdan*» dans le pays - RT 9 déc. 2024

«*Il a fallu exactement cinq jours au ministère de l'Intérieur pour neutraliser les ressources de violence de l'opposition radicale. Je tiens à remercier une fois de plus le ministre de l'intérieur, Vakhtang Gomelauri, et tous les policiers. Au cours de ces journées, le ministère de l'intérieur a agi selon des normes supérieures à celles des États-Unis et de l'Europe, et c'est ainsi que la tentative de* «Maïdan» *dans notre pays a été stoppée en cinq jours exactement*», a déclaré Irakli Kobakhidze, le Premier ministre géorgien, lors d'une réunion du gouvernement ce 9 décembre.

Le Premier ministre géorgien a noté que les manifestations se poursuivaient devant le Parlement géorgien, mais qu'elles étaient «*sans contenu*». Selon Irakli Kobakhidze, l'opposition a épuisé les moyens de «*nuire à l'État*» lors des manifestations. Au total, plus de 400 personnes ont été arrêtées lors des manifestations depuis le 28 novembre, selon le portail Publika.

Géorgie : le Royaume-Uni suspend ses programmes d'aide - RT 9 déc. 2024

«*Le Royaume-Uni va suspendre immédiatement tout programme de soutien au gouvernement géorgien, restreindre la coopération en matière de défense et limiter ses relations avec les représentants du gouvernement géorgien*», a déclaré le ministre des Affaires étrangères David Lammy dans un communiqué.

Et la propagande de l'UE-OTAN qui soutiennent les gouvernements occidentaux quand ils gazent, matraquent ou massacrent des manifestants opposés à leur politique.

- Géorgie : à Tbilissi, la mobilisation des manifestants contre le gouvernement ne faiblit pas - FranceInfo 04 décembre 2024

- Crise politique en Géorgie : la France, l'Allemagne et la Pologne condamnent "*l'usage disproportionné de la force*" par le pouvoir contre les manifestations - FranceInfo 7 décembre 2024

- "*On se bat pour notre liberté*": ces Géorgiens pro-UE manifestent depuis une semaine contre leur gouvernement - BFMTV 6 décembre 2024

En complément, idem pour la Roumanie où un coup d'Etat constitutionnel vient d'avoir lieu. Dorénavant quand un candidat qui ne leur revient pas arrive en tête au 1er tour d'une élection, ils annulent l'élection au prétexte d'une « *ingérence russe* » ! :

- "*On reçoit beaucoup de haine*" : en Roumanie, des réfugiés ukrainiens se retrouvent confrontés à la montée de l'extrême droite – FranceInfo 6 décembre 2024

- Présidentielle en Roumanie : des manifestants apportent leur soutien à la candidate pro-européenne - Franceinfo 6 décembre 2024

- "*Calin Georgescu embrasse la rhétorique du Kremlin*" : en Roumanie, l'hypothèse d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir alarme l'Ukraine et ses alliés - Franceinfo 6 décembre 2024

- Cyberattaques, faux comptes Tiktok... La présidentielle roumaine annulée pour des soupçons d'ingérence russe - BFMTV 6 décembre 2024

- Quatre questions sur la crise politique qui touche la Roumanie après le premier tour contesté de l'élection présidentielle - Franceinfo 6 décembre 2024

- Roumanie : La Cour constitutionnelle annule l'élection présidentielle sur fond d'ingérence russe - 20 Minutes/ AFP 6 décembre 2024

Syrie.

Les chancelleries occidentales à la suite de Washington, se sont réjouis de l'arrivée au pouvoir en Syrie d'une de leur pire monstrueuse créature, le barbare Abou Mohammed al-Joulani, dirigeant d'Hayat Tahrir al-Sham, une organisation issue d'al-Qaïda.

- « *L'État de barbarie est tombé* », se félicite le président français, à l'image des dirigeants européens. Olaf Scholz parle, lui, d'une « *bonne nouvelle.* » - AFP 8 décembre 2024

- « *Nouvelle ère* » en Syrie pour les rebelles annonçant la « *fuite* » du tyran Bachar al-Assad - The Times of Israel/AFP 8 décembre 2024

- *"On a vu une partie des islamistes [à l'origine de l'offensive en Syrie] remercier Israël pour avoir cassé cet axe de la résistance qui leur faisait obstacle*", affirme Myriam Benraad, professeure en relations internationales à l'université Schiller. FranceInfo 9 décembre 2024

Ils présentent un mercenaire sanguinaire comme un « *rebelle* », un « *commandant* », un combattant de la liberté, bref, un démocrate, un brave homme, comme tous les chefs d'Etat occidentaux, c'est bien connu.

- Abou Mohammed al-Jolan, l'homme qui veut renverser Bachar al-Assad - Paris Match 7 décembre 2024

- En Syrie, le chef des rebelles dit vouloir renverser le président Assad - France 24 7 décembre 2024

- Après une offensive fulgurante lancée depuis le nord de la Syrie le 27 novembre, les combattants hostiles au régime se sont emparés de la capitale.- francetvinfo 9 décembre 2024

- Le commandant de Hayat Tahrir al-Sham, qui dirige l'offensive des rebelles - AFP 8 décembre 2024

Ils pratiquent l'inversion accusatoire évidemment :

- À la télévision publique, les rebelles ont annoncé la chute du « *tyran* » Bachar al-Assad et la « *libération* » de Damas. – AFP 8 décembre 2024

Le récit de la chute de la République arabe syrienne comporte 90% de propagande idéologique. Il est écrit par ceux qui s'estiment être les "*vainqueurs*", qui rappelons-le, soutiennent, financent et arment les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv.

Que ce récit soit repris en boucle par la gauche et extrême gauche dégénérée ne devrait plus surprendre personne, malheur à ceux qui ignoreraient toujours leur véritable nature contre révolutionnaire !

Qui est la nouvelle égérie de Binden, Trump, Erdogan, Netanyahou, Macron et du Financial Times à la tête de la Syrie ?

J-C - Cet article a été réalisé à partir de différents médias mainstreams entre le 8 et le 10 décembre 2024.

- Abou Mohammed al-Joulani, de son vrai nom Ahmed Hussein al-Charaa, le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, en 2011, il rejoint son pays natal pour y fonder le Front al-Nosra, qui deviendra HTS.

Pendant plusieurs années, le groupe s'illustre pour ses méthodes ultra-violentes : il multiplie les attentats-suicides et les exécutions sommaires des minorités et des opposants. C'est à cette période qu'al-Joulani est désigné comme "*terroriste mondial*" par les États-Unis puis placé sous sanctions par l'ONU et la Suisse.

C'est un radical pragmatique », déclare à l'AFP Thomas Pierret, un spécialiste de l'islamisme en Syrie. « *En 2014, il a été au sommet de sa radicalité pour s'imposer face à la frange radicale de la rébellion et de l'organisation Etat islamique, pour ensuite modérer ses propos* », explique ce chercheur au CNRS.

En 2017, il impose aux rebelles radicaux du nord de la Syrie, une fusion au sein de HTS. Il met en place une administration civile et multiplie les gestes envers les chrétiens dans la province d'Idleb, que son groupe contrôle depuis deux ans. C'est là où HTS avait été accusé par des habitants, des proches de détenus et des défenseurs des droits humains, d'exactions qui s'apparentent selon l'ONU à des crimes de guerre.

Après l'offensive, al-Jolani a cherché à rassurer les habitants d'Alep, ville qui compte une importante communauté chrétienne. Et il a appelé ses combattants à préserver « *la sécurité dans les régions libérées* ». « *Je pense que c'est avant tout une question de bonne politique. Moins les Syriens et la communauté internationale auront peur, plus Jolani apparaîtra comme un acteur responsable plutôt que comme un extrémiste djihadiste toxique, et plus sa tâche sera facile », assure le chercheur Aron Lund. « Est-ce totalement sincère ? Certainement pas. Ce type vient d'une tradition fondamentaliste religieuse très dure. Mais ce qu'il fait, c'est la chose intelligente à dire et à faire en ce moment* », conclut Aron Lund.

"*Non seulement le groupe HTC a rompu ses liens avec Al-Qaïda, mais il combat Al-Qaïda et l'État islamique au même titre depuis des années. Ce sont même ses combattants qui ont tué le quatrième calife de l'EI [Abou al-Hussein al-Husseini al-Qourachi] en août 2023*", rappelle sur France 24 Wassim Nasr, qui qualifie désormais l'organisation de "groupe islamiste rigoriste et conservateur".

"*Il s'agissait d'une rupture tactique avec Al-Qaïda, d'un divorce à l'amiable*", rappelle cependant Fabrice Balanche, maître de conférences à Lyon II, spécialiste du Moyen-Orient. Il fallait alors "*obtenir du soutien occidental ou arabe, explique-t-il, à un moment où la ville d'Alep était encerclée par le régime syrien et risquait de tomber.*"

De leur côté, les analystes mettent quant à eux en avant une communication particulièrement bien maîtrisée. À l'image de cette interview pour CNN, le leader du HTC accorde désormais davantage d'entretiens avec les médias.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah.

"*Al-Joulani se considère comme le futur dirigeant de la Syrie*", résume ainsi le *Financial Times* dans un portrait que le journal lui a consacré.

Mais cet effet d'habillage et cette communication ne doivent pas cacher l'essentiel, selon Fabrice Balanche : al-Joulani a "*fait bonne figure devant les caméras de télévision*", il a "*reçu des journalistes et des chercheurs*" pour "*donner le change*", estime le spécialiste.

Les forces offensives en Syrie sont comme les Khmers rouges - consortiumnews.com 6 décembre 2024

https://consortiumnews.com/2024/12/06/offensive-forces-in-syria-are-like-khmer-rouge/?eType=EmailBlastContent&eId=93ad3664-dc6d-4635-8c7f-67177b3ddf5e

---

Tout est dit ici.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah. RT 9 décembre 2024

Lu

Une analyse de Frédéric Aigouy sur RT.

La chute d'Assad, une victoire majeure de l'Empire en quelques points clés :

– L'épine dorsale de l'axe de la résistance tombe, Israël coupe le pont Iran-Syrie qui permettait à Téhéran de soutenir le Hezbollah au Liban

– Israël se positionne pour récupérer la partie syrienne du plateau du Golan, avance ses pions pour son projet de Grand Israël

– Washington fait perdre à la Russie son accès hautement stratégique à la Méditerranée avec le port de Tartous

– Et va pouvoir légaliser son vol du pétrole syrien

– Le Qatar va pouvoir raviver son projet de gazoduc avec la Turquie-Qatar

– L'une des nouvelles routes de la Soie, projet phare de Pékin, vient d'être coupée

Par ailleurs, la France, alliée historique de la Syrie qu'elle a trahi pour servir les intérêts de l'Empire, ne gagne absolument rien dans l'histoire… en dehors de la défense de l'idéal démocratique que représente fort bien l'ex-commandant de Daesh Al Joulani qui vient de prendre le pouvoir…

Parole d'internaute.

(A la suite d'un article de 20minutes)

1- En réalité c'est Bachar al-Assad qui sort par la grande porte, les puissances occidentales en soutenant et permettant à un djihadiste d'arriver au pouvoir se sont juste décrédibilisées.

2- Ne jamais oublier qui a fabriqué Al-Qaïda. Ni pourquoi.

La Turquie derrière cette nouvelle armée est en train de pousser afin d'anéantir les Kurdes et surtout récupérer les champs pétroliers qu'ils exploitent.

3- Donc, récapitulons un peu. Les chiites (Hafez ou autres) qui n'ont jamais fait d'attentats en Occident sont pris pour de la merde, traités de pires despotes terroristes, alors que des anciens d'al-Qaïda ou de l'EI dont il n'est pas la peine de rappeler ici les méfaits en Occident, sont eux jugés fréquentables, de gentils "*rebelles*"... on croit rêver... la différence entre les deux étant que les 1er ont attaqué Israël et pas les 2nds, voilà c'est simple...

4- Il est de facto, le 1er réel chef d'Etat al-Qaïda, dirigeant un vrai Etat. Sous les applaudissements d'une partie de nos concitoyens.

On vous explique que le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, puis vers la fin on vous dit encore que c'est un extrémiste radical.

Donc en gros c'est bien un djihadiste qui a pris le pouvoir, tandis que certains tentent de faire croire que c'est un modéré.

5- Je suppose que les dirigeants des pays riches en ressources naturelles qui sont dans le Golfe sont des grands démocrates ?

Ou bien vous voulez nous faire bien comprendre qu'il y a des bons djihadiste et les méchants djihadistes.

6- C'est exactement ce que j'ai entendu de Syriens aussi. Qu'ils vivaient en harmonie, chrétiens et musulmans. Mais ils ont dû fuir les bombes. Ils ne disaient pas que Assad était un méchant, j'avais trouvé ça étrange et en contradiction avec nos news.

7- Sinon, Abu Mohammad al-Jolani était toujours considéré comme un terroriste désigné par les États-Unis, avec une prime de 10 millions de dollars à sa tête jusqu'à 2 jours avant sa prise de pouvoir.

8- Et voilà le lapin Al Joulani sorti du chapeau !... Mais qui tire derrière les ficelles ? Le Qatar ? La Turquie ? Les USA ?

9- Internationale des fous de Dieu en marche, la nouvelle Syrie vous ouvre ses bras.

Nos gouvernants se réjouissent d'un avenir bien sombre.

10- Après la chute de Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, voici celle de Bachar qui maintenaient d'une main de fer les djihadistes... les voilà libérés...

11- La propagande en marche. Depuis quand un extrémiste religieux qui renverse un gouvernement par les armes est-il fréquentable et fiable?

N'importe quoi, plus c'est gros plus ça passe. Honteux

12- Rebelle ? Non... terroriste islamique ? Ben oui...

13- Le gars fait son discours à la mosquée entouré de mecs encagoulés avec des AK et on le présente comme une alternative sympa à Bachar.

14- De terroriste, il est soudainement passé à bienfaiteur... que de manipulation de nos politiques, mensonges médias... etc... de quoi mettre en doute des pans de l'histoire écrits par les "*vainqueurs*"

15- Amusant ces pays du Moyen-Orient qui menacent Israël de représailles et qui se font renverser en 3 semaines par un groupe de rebelles en Jeep.

Une chute précipitée, mais pas inexplicable.

Pourquoi la chute de Bachar el-Assad s'est-elle si soudainement accélérée? - Slate.fr 8 décembre 2024

L'effondrement d'Assad peut être attribué à plusieurs facteurs. Sur le plan militaire, le régime syrien reposait de plus en plus sur des soutiens extérieurs, principalement la Russie et l'Iran. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Kremlin était moins en mesure d'intervenir efficacement en

Syrie. De même pour l'Iran et le Hezbollah, autres alliés clés d'Assad, tous deux affaiblis par les attaques israéliennes. Sans soutien militaire extérieur, le régime s'est retrouvé affaibli, fragilisé.

Sur le plan intérieur, Assad n'a pas pu s'appuyer sur l'économie en ruines du pays, dévasté par plus de 13 ans de guerre civile.

L'économie souffre de l'effondrement des infrastructures, de l'isolement international et des sanctions. Les conditions de vie des Syriens n'ont aussi cessé de se détériorer, rendant encore un peu plus impopulaire Bachar el-Assad.

L'armée syrienne s'est aussi retrouvée complètement désorganisée, et les abandons de postes face à l'avancée de l'opposition ont été légion. D'un autre côté, l'offensive menée par les rebelles, dont certaines sont soutenues par les militaires turcs, a été stratégique et bien coordonnée. Les groupes ont profité de la faiblesse du régime pour reprendre des villes clés et affaiblir encore davantage le contrôle d'Assad.

Avec la chute du régime, le pays se trouve à un tournant. Si l'opposition a pris le pouvoir en quelques jours, la reconstruction du pays et la stabilité politique restent totalement incertaines, alors que de multiples tensions subsistent entre les différents groupes d'opposition armés. Slate.fr 8 décembre 2024

Qui aurait pu prédire qu'après presque quatorze ans de guerre civile et cinq ans d'impasse, le régime s'effondrerait en moins de quinze jours?

Dans un récent entretien accordé à CNN, le chef rebelle a fait valoir deux points clés. HTC devrait former un gouvernement conservateur dans lequel l'islam jouera un rôle prédominant dans l'élaboration des politiques sociales et législatives. Il ne faut donc pas s'attendre à un régime démocratique et laïc, et les modalités précises restent floues. Slate.fr 9 décembre 2024

Du coup, les médias-oligarques déchaînés ont ressorti pour l'occasion leur propagande des 13 dernières années. En voici un bref aperçu.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : le Kremlin ne confirme pas la présence de l'ancien dictateur en Russie - FranceInfo

- En Syrie, la chute de Bachar al-Assad met fin à cinq décennies d'un régime autoritaire et sanglant - FranceInfo

- Syrie : la prison de Saydnaya, l'enfer sur Terre - Paris Match

- Morts, déplacés... Les chiffres de l'horreur du régime de Bachar al-Assad en Syrie – BFMTV

- Syrie : Chlore, sarin, gaz moutarde… Mais qui détient les armes chimiques aujourd'hui ? - 20minutes.fr

- Guerre en civile en Syrie : Qui est Bachar el-Assad, l'autocrate déchu ? - 20minutes.fr

Autres éléments ou infos.

Al Jazeera : les nouvelles autorités syriennes demanderont à al-Bachir de former un gouvernement - RT 9 déc. 2024

L'opposition armée, qui a pris le pouvoir à Damas, confiera à l'homme politique syrien Mohammed al-Bachir la formation d'un gouvernement syrien de transition, selon la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera. Mohammed al-Bachir a été élu président du Gouvernement de salut syrien (administration locale et de facto gouvernement des territoires contrôlés par le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham à Idleb) en 2024.

Un média français aurait indiqué que le chef du gouvernement syrien, pour la période de transition, serait l'ex-Premier ministre syrien Riad Hijab, qui fut en fonction pendant une courte période en 2011 au début des manifestations contre le gouvernement d'Assad. Il s'échappa ensuite en Jordanie afin de s'associer avec l'opposition. RT 9 déc. 2024

L'Iran affirme que Bachar el-Assad n'a pas sollicité son aide - RT 9 déc. 2024

Le président syrien déchu Bachar el-Assad n'a «*jamais demandé*» d'aide à l'Iran, son principal soutien avec la Russie, pour combattre l'offensive rebelle, a affirmé le 8 décembre le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi.

Le gouvernement syrien «*ne nous a jamais demandé de l'aider*» sur le plan militaire, a déclaré Abbas Araghtchi à la télévision d'Etat, précisant avoir été «*surpris*» par la «*rapidité*» de l'offensive djihadiste et «*l'incapacité*» de l'armée syrienne à la repousser. À la suite de la prise de Damas par l'opposition, le ministre iranien des Affaires étrangères a mis en garde contre les risques de guerre civile en Syrie, d'effondrement du pays et de sa transformation en bastion terroriste.

Le chef de la diplomatie iranienne a également fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. Abbas Araghtchi a d'ailleurs précisé que la future politique iranienne à l'égard de Damas dépendra de son positionnement à l'égard des chiites et de sa posture à l'égard de l'Etat hébreu. Le ministre a également mis en garde contre la possibilité d'une propagation des affrontements de la Syrie à l'Irak et à toute la région.

Après le renversement du président syrien, le président iranien Massoud Pezechkian a déclaré que seul le peuple syrien avait le droit de choisir le système de gouvernement de son pays après la chute de Bachar el-Assad.

Détruire ce qui restait de la Syrie, ils en rêvaient, ils sont en train de le réaliser.

Dépôts d'armes, aéroports, navires... Israël mène de vastes frappes en Syrie pour détruire les sites militaires - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

Des raids aériens pour détruire les capacités militaires de l'ancien régime de Bachar al-Assad. L'armée israélienne "*a détruit les principaux sites militaires en Syrie*" en menant environ 250 frappes contre le pays depuis la prise de Damas par les rebelles et la chute du président Bachar al-Assad dimanche.

Israël a entre autres bombardé des aéroports, des radars, des dépôts d'armes et de munitions et des centres de recherche militaires dans plusieurs régions, dont celle de Damas.

Israël a également endommagé des navires de la marine syrienne en attaquant une unité de défense aérienne près du grand port de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays.

Dimanche, les États-Unis avaient mené "*des dizaines de frappes aériennes*" dans le centre de la Syrie visant "*plus de 75 cibles*" de Daesh, a annoncé le Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

Après la chute d'Assad, Israël étend son contrôle sur la région du Golan - Courrier international 10 décembre 2024

Dans le sud de la Syrie, "*Tel-Aviv avance déjà ses pions en vue d'assurer ses intérêts et prévenir une menace potentielle, un an après le traumatisme collectif du 7 octobre*", analyse le quotidien libanais L'Orient - Le Jour.

Après avoir pris dimanche le contrôle de la zone tampon à la lisière de la partie du plateau du Golan occupée, au lendemain de la chute du régime d'Assad, l'armée israélienne a poursuivi lundi 9 décembre sa progression sur le territoire syrien, rapporte le *Washington Post*.

Le fait de s'être emparé de la zone tampon démilitarisé sur les hauteurs du Golan, est une "*violation de facto de l'accord sur le désengagement de 1974, négocié par l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger et qui prévoyait notamment le stationnement dans cette région de soldats de maintien de la paix des Nations unies*", remarque L'Orient - Le Jour.

"*Il est important toutefois de souligner qu'Israël n'intervient pas dans le conflit en cours entre les groupes armés syriens ; nos actions sont uniquement centrées sur le maintien de notre sécurité*", a justifié lundi dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur israélien Danny Danon. Les États-Unis ont, eux, dit s'attendre à ce que cette incursion israélienne soit "temporaire". "*Ce que nous voulons voir, en fin de compte, c'est que cet accord (de 1974, N.D.L.R.) soit pleinement respecté. Et nous veillerons à ce qu'Israël le fasse*", a précisé le porte-parole du département d'État, Matthew Miller.

Le média libanais *Al Mayadeen*, cité lundi soir par le quotidien israélien Haaretz, affirme que des tanks israéliens, qui se trouvaient dans le sud de la Syrie, ont aussi été aperçus à une vingtaine de kilomètres de la banlieue de Damas.

La durée indéterminée de la présence israélienne dans la zone tampon et sur le territoire syrien "*laisse entrevoir la possibilité d'une occupation à plus long terme*".

Haïti

Haïti : l'ONU fait état de 184 morts ce week-end - RT 9 déc. 2024

«*Le week-end dernier, au moins 184 personnes ont été tuées dans des violences orchestrées par le chef d'un puissant gang dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince*», a déclaré Volker Türk, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, ce 9 décembre lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme.

La tragédie s'est déroulée dans le quartier défavorisé de Cité-Soleil, dont le principal groupe est le gang Vivre Ensemble dirigé par Monel Felix. C'est lui qui est à l'origine du massacre. Selon *The New York Times*, qui cite le Réseau national de défense des droits de l'homme, un groupe de défense des droits civils basé dans la capitale, son fils est tombé malade, à la suite de quoi le chef de gang a accusé les personnes âgées de Cité Soleil et les pratiquants du culte vaudou. «*Il a décidé de punir cruellement toutes les personnes âgées et les pratiquants vaudous qui, dans son imagination, seraient capables d'envoyer un mauvais sort à son fils*», a expliqué l'organisation dans un communiqué. La source citée par le quotidien américain indique également que les victimes étaient âgées de plus de 60 ans.

Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, avec cette tragédie, «*plus de 5 000 personnes ont été tuées en Haïti depuis un an*».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 décembre 2024

Il faut qu'on réfléchisse en profondeur aux comportements des hommes à notre époque, car apparemment il y a quelque chose qui nous a échappé ou qu'on n'a pas réellement compris.

On nous a parlé d'évolution, de progrès, d'humanisme, de civilisation, pour s'apercevoir que finalement ils ont débouché sur un véritable carnage et cauchemar au quotidien, il faut donc revoir notre copie de toute évidence. Et il y a urgence.

Posément, en faisant abstraction de tout a priori idéologique, de tout intérêt individuel, comme il nous arrive souvent de le faire, en reprenant tout depuis le début, hormis la méthode, en partant du principe qu'on ne sait rien et qu'on a tout à apprendre, en laissant toute interprétation de côté dans un premier temps.

C'est un exercice auquel j'ai l'habitude de me livrer, en solitaire, mais je dois avouer que je suis rarement satisfait des conclusions auxquelles j'arrive, car je pense que cela devrait faire l'objet d'une réflexion collective à laquelle chacun contribuerait en apportant le meilleur de lui-même, mais hélas personne ne veut y participer sérieusement, tant pis, on continuera de faire pour le mieux dans l'indifférence générale, au moins j'aurais l'impression d'avoir contribué sincèrement à notre cause quitte à n'en tirer qu'une maigre satisfaction ou consolation, c'est moins que rien !

Même mort, ils vous rançonnent !

Le prix prohibitif des funérailles dévoilé par une étude - 20 Minutes 11 décembre 2024

L'étude d'une ampleur inédite publiée par Silver Alliance et Simplifia à la Toussaint est donc la bienvenue pour éclairer ce secteur opaque. Cette enquête a porté sur quelque 50.738 funérailles organisées en 2023 par les agences de pompes funèbres équipées des services de Simplifia.

4.434 € pour une crémation et 5.044 € pour une inhumation, c'est le budget moyen que les Français doivent débourser pour offrir des funérailles décentes à leurs proches.

Enfin, les ménages ont en moyenne dépensé 1.115 € en prestations optionnelles en 2023. On fait ici référence aux compositions florales, au choix d'un monument funéraire ou encore à la parution d'un faire-part de décès dans la presse. 20 Minutes 11 décembre 2024

J-C – Alors, on fait table rase ou non ?

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille, rien ne vaut un « *échange de bons procédés* ».

Gouvernement: Faure juge que "*les choses ont plutôt avancé*" sur un renoncement au 49.3 et à la censure - BFMTV 10 décembre 2024

J-C – Il faut dire qu'ils ont déjà tellement reculé…

BFMTV - Le socialiste Olivier Faure a fait état d'"*avancées*" après des discussions à l'Élysée avec Emmanuel Macron, ce mardi 10 décembre, dans la perspective de la formation d'un nouveau gouvernement.

"*Nous ne sommes pas venus chercher un accord avec les républicains et les macronistes (...) Nous avons demandé une méthode nouvelle qui fasse place et droit au parlement*", a déclaré face à la presse le Premier secrétaire du parti socialiste.

J-C - Pourquoi "*chercher un accord*" qui existe déjà sur le fond ?

BFMTV -Sa formation propose "*que le gouvernement renonce au 49.3, en échange de quoi les oppositions renonceraient à la censure*", a-t-il détaillé.

J-C - Un chèque en blanc donné à Macron par le NFP, c'était dans l'ordre des choses.

BFMTV -"*Sur cette idée simple, nous avons le sentiment que les choses ont plutôt avancé*", a déclaré le responsable socialiste, indiquant avoir été appuyé par "*l'ensemble de la gauche*", le parti Horizons d'Edouard Philippe et le Modem de François Bayrou.

J-C - Ils se sont mis d'accord sur la mise en scène qu'ils vont concocter pour berner les naïfs, sauver les apparences et donner bonne conscience à leurs alliés de LFI et de l'extrême gauche qui les soutiendront de l'extérieur en prétendant les combattre, comme toujours !

BFMTV -"*Il y a peut-être là une piste d'atterrissage pour une méthode nouvelle qui permettrait au Parlement de retrouver tous ses droits*" et "*de rechercher à la loyale des compromis*", a ajouté Olivier Faure, tout en continuant à plaider pour la nomination d'un Premier ministre de gauche. (Que vaut la loyauté des imposteurs ? - J-C)

Selon l'entourage d'Emmanuel Macron à BFMTV, le chef de l'État a jugé que l'idée d'un engagement gouvernemental sur un non-recours au 49.3 irait "*dans le bon sens*".

J-C - Il a donc reçu en échange en garantie, que le NFP ne mobiliserait pas les masses contre sa politique ultra réactionnaire, merci, on s'en serait douter !

Macron n'a cédé sur rien, cela signifie que ce sont les représentants du NFP qui ont cédé sur tout, chacun l'a exprimé à sa manière.

Laurent Wauquiez - "*À l'issue de cette réunion, on partage tous la même conviction, il n'y aura pas de contrat de gouvernement avec des gens avec qui on ne partage pas les mêmes valeurs*".

J-C - Qu'ils partagent "*tous la même conviction*", c'est l'essentiel, puisque ces gens-là n'ont ni valeur ni principe.

Marine Tondelier - Elle affirme qu'Emmanuel Macron n'a fait "*aucun compromis, aucune concession. Je ne vous dis pas qu'on n'a pas discuté. Mais je sors en pouvant vous dire que le camp présidentiel n'a pas bougé d'un iota*".

J-C - Ils sont prêts à capituler en rase campagne, le sachant, pourquoi Macron devrait-il bouger "*d'un iota*" ? Il ne restera plus qu'à le maquiller du mieux qu'ils pourront à défaut de pouvoir le justifier, à moins qu'ils y trouvent leur intérêt, préserver leurs privilèges, par exemple.

Olivier Faure - Un « *échange de bons procédés* ». Mais pour faire quoi ? Mener quelle politique ? La question, pourtant centrale, est remise à plus tard.

J-C - Pourquoi, qui ignorent la réponse ?

Après la table, les sièges, il ne manque plus que les couverts et les ronds de serviette !

"*On a besoin que le NFP se maintienne*": Jean-Luc Mélenchon appelle les partis de gauche à l'unité - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

"*Si le NFP est détruit par le ralliement à Macron de nos partenaires, on sait ce que ça nous coûtera. On a besoin que le NFP se maintienne*", a averti le fondateur de LFI devant plusieurs médias au lendemain d'une réunion publique devant plusieurs centaines de militants à Redon (Ille-et-Vilaine).

"*Qui pense pouvoir gagner un seul siège sans nous ?*", a-t-il prévenu alors que les relations entre LFI et le PS sont plus tendues que jamais depuis la création du Nouveau Front populaire l'été dernier.

"*Je continue à avoir l'espoir qu'ils n'aient pas la bêtise d'aller au bout de cette démarche, qu'ils n'entrent pas au gouvernement, qu'ils ne détruisent pas le front que nous avons constitué*", a lancé hier soir Jean-Luc Mélenchon à Redon.

J-C - Il nous prend pour des cons, ils n'entreront pas au gouvernement, ils le soutiendront de l'extérieur, au Parlement en refusant de le censurer, c'est le deal que le NFP a passé avec Macron, l'ignorerait-il ?

Syrie.

Deux remarques préliminaires.

1- Un jour on nous raconte que les Etats-Unis sont devenus une puissance de second ordre en train de s'effondrer, et le lendemain qu'ils seraient tout-puissants et imposeraient leur agenda au reste du monde.

Un autre, on nous sort que la Russie et la Chine ainsi que les Brics supplantent dorénavant les Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN, et quelques jours plus tard, qu'en réalité ils seraient plutôt faibles, vulnérables, impuissants.

On nous dit que l'Iran serait militairement en mesure de tenir tête à une agression sioniste, et quelques jours plus tard quand Israël bombarde et envahit la Syrie, l'Iran ne réagit pas.

On nous a expliqué que la Turquie figurait dans la ligne de mire de Washington, puis on apprend qu'avec le Pentagone, les Israéliens, les Britanniques et les Français, elle a participé aux préparatifs de l'attaque finale contre la Syrie.

Voilà ce qu'à longueur de temps on peut lire dans les médias sociaux du genre Réseau International, Le Grand Soir, Le Média 442, Mondialisation.ca et des centaines ou milliers d'autres qui relaient des articles de journalistes ou géopoliticiens amateurs ou autoproclamés sur le Net, qui au lieu de servir la vérité nous induisent en erreur ou sèment la confusion parmi les lecteurs, au moins ils servent à quelque chose et à quelqu'un, pas à notre cause et pas à nous assurément.

Pour ne pas vous faire perdre votre temps précieux, je ne vous propose pas les articles de nature purement idéologique et ne présentant aucun intérêt que j'ai parcourus ce matin, rédigés par : Bruno Guigue, Daniel Vanhove, Richard C. Cook, Caitlin Johnstone, Karine Bechet-Golovko, Mikhail Gamandiy-Egorov.

2- Pourquoi s'emploient-ils à ressortir un tas d'horreurs fabriquées pendant 13 ans sur Bachar al-Assad ? Existerait-il pire tyran ou régime sanguinaire ?

Franchement quelle question, bien sûr que non. Par conséquent, les barbares sanguinaires takfiris issus de la Confrérie des Frères musulmans qu'ils ont portés au pouvoir et présentent dorénavant comme des "*rebelles*", de braves "*révolutionnaires*", vaudront toujours mieux, ils méritent qu'on leur accorde le bénéfice du doute, qu'on les soutiennent... Tous ceux qui s'opposeront à ce récit idéologique seront taxés de suppôt de dictateur, et la boucle de l'imposture est bouclée.

Bachar al-Assad, à quel peuple ou nation aurait-il déclaré la guerre ? Aucun.

Son armée aurait-elle agressé ou envahi un autre pays ? Jamais

Aurait-il commis un génocide ? Pas à notre connaissance.

Se serait-il livré à un massacre aveugle de la population syrienne ? Jamais.

Serait-il parvenu au pouvoir suite à un coup d'Etat armé ? Pas vraiment, il a été élu.

Aurait-il procédé à l'exécution sommaire d'opposants politiques ? Lesquels ?

Aurait-il interdit syndicats et partis ouvriers ? Non, demandez-leur pour le vérifier.

Aurait-il suspendu les libertés individuelles et collectives garanties par la Constitution de la République arabe syrienne ? Pas à ce que je sache.

Propagande quotidienne des agences de presse et médias français acquis aux barbares.

- Avec son offensive militaire en Syrie, Israël se prépare à un potentiel "*chaos*" chez son voisin - France 24 10 décembre 2024

- Asma al-Assad, persona non grata au Royaume-Uni - AFP 10 décembre 2024

- Syrie : *'Il va falloir préserver les preuves'* des crimes de Bachar al-Assad *'dans une optique de justice'*, préconise la Fédération internationale pour les droits humains - FranceInfo 10 décembre 2024

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : "*l'abattoir humain*" de Saydnaya, symbole de la violence du régime - FranceInfo 9 décembre 2024

Et pendant ce temps les nazis Zelensky et Netanyahou continuent tranquillement leurs massacres et destructions.

Assad n'a pas accepté les conditions de l'Iran - francais.news-pravda.com 8 décembre 2024

- La rencontre d'hier soir du Dr Larijani avec Bachar al-Assad a été la dernière occasion pour Assad d'accepter les demandes de l'Iran d'une intervention directe en Syrie et d'une reprise de la lutte contre les groupes takfiris.

- L'Iran était prêt à une intervention globale et à grande échelle en Syrie. Toutes les forces et ressources ont été préparées, et même une partie de ces forces a été envoyée dans l'une des bases éloignées de l'armée syrienne. Cependant, les demandes nombreuses et persistantes de l'Iran ont été rejetées par Assad personnellement pour diverses raisons, ce qui a conduit à la situation et aux événements actuels.

- Le Dr Larijani a présenté ses derniers arguments, mais Bachar al-Assad ne les a pas acceptés. Après cela, l'ordre a été donné de se retirer de Homs... Oui, c'est aussi une forme d'effondrement.

Le jihadiste Mohammed al-Bachir, nouveau Premier ministre syrien - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Le secrétaire du Conseil des ministres syriens, qui s'était déclaré prêt à assumer le transfert du pouvoir, a été installé à l'hôtel Four Seasons (propriété du Qatar).

Notez bien que la République arabe syrienne est un système présidentiel. Comme les États-Unis, elle n'a donc pas de Premier ministre, mais un secrétaire du Conseil des ministres, ce qui n'est pas du tout pareil.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a désigné, le 10 décembre, le jihadiste Mohammed al-Bachir, ancien gouverneur d'Idleb pour HTS, comme Premier ministre du nouveau régime. C'est, selon toute vraisemblance, un cadre de la Confrérie des Frères musulmans. Il a fait sa première apparition dans une mise en scène orchestrée par les services britanniques (MI6).

Le drapeau vert/blanc/noir à trois étoiles est devenu le drapeau officiel. C'était celui du mandat français.

La nomination de Mohammed al-Bachir indique que l'accord conclu entre les services secrets britanniques, français, israéliens et turcs, qui a permis le changement de régime, ne tient plus. Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Syrie: Mohammad al-Bachir, du bastion rebelle d'Idleb à premier chef de gouvernement post-Assad - AFP 10 décembre 2024

Radwan Ziadeh, spécialiste de la Syrie auprès du Centre arabe de Washington aux Etats-Unis, décrit M. Bachir comme "*le plus proche*" de Jolani et de la chambre d'opérations conjointe des factions rebelles.

La Syrie est gouvernée par une nouvelle force: le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTC), mené par son chef, Ahmed Hussein al-Chara ou de son nom de guerre, Abou Mohammed al-Joulani.

Depuis une vingtaine d'années, le dirigeant n'utilise pas son vrai nom. Ahmed Hussein al-Chara, qui a grandi dans une famille progressiste d'un quartier prospère de Damas et a étudié la médecine, semble avoir disparu. À sa place, on l'appelle Abou Mohammed al-Joulani, nom de guerre formulé selon la convention des militants djihadistes. La question est désormais de savoir quel homme dirigera la Syrie: celui désigné comme terroriste par une majorité de pays, ou Al-Chara, qui a fait tout son possible ces dernières années pour signaler que son organisation n'attaquerait pas l'Occident? Slate.fr et AFP 10 décembre 2024

Retour du régime monarchique et colonial.

Syrie : d'où vient le drapeau brandi par les opposants du régime Assad ? - Euronews 10 décembre 2024

Il était auparavant le drapeau officiel du pays, hissé pour la première fois à Alep en 1932 et officiellement adopté en 1936 au moment où la Syrie obtient une semi-indépendance. Puis conservé en 1946, lors de l'indépendance complète du pays, après la fin du mandat français.

Les trois étoiles rouges représentent les districts d'Alep, Damas et Deir ez-Zor. Le vert du drapeau correspond à la couleur préférée du prophète Mahomet.

En 1980, le régime baasiste d'Hafez al-Assad, père de Bachar, décide de reprendre un drapeau apparu pour la première fois en 1958, au moment de l'unification de la Syrie avec de l'Égypte de Nasser.

Les deux étoiles du drapeau représentent les deux États constitutifs qui forment la République arabe unie. Les couleurs sont elles inspirées du drapeau égyptien : le rouge (sang des martyrs), le blanc (la paix) et le noir (passé colonial). Couleurs qui illustrent la première grande révolution arabe, quand Nasser renversa la monarchie égyptienne en 1952. Euronews 10 décembre 2024

La fin du pluralisme au Moyen-Orient - (craigmurray.org 6 décembre 2024) Mondialisation.ca, 10 décembre 2024

Les États-Unis détruisent le pluralisme, l'Iran et ses alliés le défendent. Je n'aurais jamais perçu cette réalité sans séjourner à Beyrouth. Mais une fois le constat établi, l'évidence est criante.

Un changement véritablement sismique semble se produire à grande vitesse au Moyen-Orient. En son cœur, un marché du diable – la Turquie et les États du Golfe acceptent l'anéantissement de la nation palestinienne et la création d'un Grand Israël, en échange de celui des minorités chiites de Syrie et du Liban et de l'imposition du salafisme dans l'ensemble du monde arabe oriental.

Ce sont les États-Unis qui promeuvent la cause de l'extrémisme religieux et de la disparition, dans tout le Moyen-Orient, d'un pluralisme sociétal similaire aux normes occidentales. Il s'agit bien entendu de la conséquence directe de l'alliance des États-Unis avec les deux foyers de suprématie religieuse que sont Israël et l'Arabie saoudite.

https://www.mondialisation.ca/la-fin-du-pluralisme-au-moyen-orient/5694657?doing_wp_cron=1733895780.1663920879364013671875

Qui sont les gagnants et les perdants en Syrie? par M. K. Bhadrakumar - (Indian Punchline 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 11 décembre 2024

Les oligarchies arabes de la région du Golfe sont pleines d'appréhension face à la montée d'une variante de l'islam politique qui pourrait potentiellement leur poser un défi existentiel. Sans surprise, ils se sont tournés vers l'Iran, qu'ils considèrent comme un facteur de stabilité régionale, répondant à l'appel de Téhéran aux États de la région à mettre leurs wagons en cercle pour parer au défi des groupes "*Takfiri*" (nom de code pour al-Qaïda et l'État islamique dans le récit iranien.)

Israël et la Turquie sont les plus grands gagnants, ayant établi des liens avec les groupes d'al-Qaïda. Les deux sont bien placés pour projeter leur pouvoir sur la Syrie et s'y tailler leurs sphères d'influence respectives.

Ainsi, au mieux, une Syrie tronquée, un État croupion, est à prévoir avec une ingérence extérieure à grande échelle, et dans le pire des cas, le revanchisme turc et l'agression israélienne pris ensemble – plus l'occupation américaine de l'est de la Syrie et une autorité centrale faible à Damas – le pays dans sa forme actuelle, fondé en 1946, pourrait tout à fait disparaître de la carte du Proche-Orient.

https://www.mondialisation.ca/qui-sont-les-gagnants-et-les-perdants-en-syrie/5694698?doing_wp_cron=1733895788.4281671047210693359375

- « *Les pays étrangers n'ont rien à craindre de la Syrie après le renversement du régime de Bachar al Assad* », a assuré ce mardi auprès de Sky News le chef du groupe rebelle HTS, Abu Mohammed al Jolani, alors qu'il est toujours considéré comme un terroriste par les États-Unis. Le HuffPost 11 décembre 2024

- 54 soldats syriens qui avaient pris la fuite pendant l'offensive des rebelles ont été assassinés par le groupe Etat islamique dans le désert du centre du pays.

2000 soldats déployés dans les villes de Boukamal et d'al-Mayadeen, à l'extrême sud-est de la province orientale de Deir Ezzor, se sont enfuis en Irak. D'autres ont tenté de rejoindre par leurs propres moyens, par petits groupes, leurs villes et villages parfois très éloignés.

Des centaines de soldats, peut-être des milliers, sont portés disparus à l'issue de la débâcle d'une armée de 160 000 hommes déployés sur les deux tiers du territoire syrien qui était tenu par le régime de Bachar el-Assad. rfi.fr

---

Le drapeau noir flotte sur Damas - Par Mike Whitney (UNZ Review 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

"*Le drapeau noir de l'islam salafiste a été hissé sur Damas. L'État islamique/Al-Qaïda a gagné…. Les mêmes terroristes qui nous ont attaqués le 11 septembre. Contre lesquels nous avons mené une guerre en Afghanistan, en Irak et ailleurs. Nous avons perdu des milliers de nos soldats, hommes et femmes. Coûtant des milliers de milliards de dollars. Ils ont gagné. Et nous les avons aidés. L'Amérique ne représente plus rien*". ... Scott Ritter@RealScottRitter

Le général Mike Flynn, ancien chef de la Défense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone, avait prévenu ses collègues de l'administration Obama que soutenir des groupes terroristes pour mener des guerres par procuration au nom de Washington était une entreprise risquée qui finirait par se retourner contre eux, avec la mise en place d'une "*principauté salafiste en Syrie*". Cet avertissement est aujourd'hui devenu réalité.

Sur la cinquantaine d'articles grand public consacrés à la chute du gouvernement syrien, aucun n'a pris la peine de mentionner que la milice sunnite qui a renversé Bachar el-Assad figure actuellement sur la liste des organisations terroristes établie par le département d'État américain. Ils n'ont pas non plus mentionné que ce même groupe djihadiste figure sur la liste des organisations terroristes des Nations unies. Ils n'ont pas non plus mentionné que la tête de file, Abu Mohammad al-Jolani, est mise à prix par le gouvernement américain pour un montant de 10 millions de dollars. Aucune de ces informations n'a été communiquée au public parce que les médias ne veulent pas que le peuple américain sache que Washington vient de contribuer à l'installation d'un régime terroriste au centre du Moyen-Orient. C'est pourtant ce qui se passe dans les faits.

Et c'est même bien pire qu'il n'y paraît car, en fin de compte, la campagne syrienne, qui dure depuis 13 ans, ne cible pas vraiment la Syrie, mais l'Iran. La Syrie n'est que le dernier obstacle sur la route qui mène à Téhéran, mais Téhéran est la cerise sur le gâteau. En éliminant l'Iran, Israël occupera la "*tête de pont*" au Moyen-Orient et se posera en hégémon de la région. Pendant ce temps-là, Oncle Sam obtient l'accès aux passages de gazoducs qu'il convoite depuis plus de vingt ans, des couloirs qui transporteront le gaz naturel du Qatar jusqu'à la Méditerranée, puis jusqu'aux marchés européens. Le gaz sera fourni par un fantoche des États-Unis, exploité par des compagnies pétrolières occidentales, vendu en dollars américains et utilisé pour maintenir une mainmise sur la politique européenne. Parallèlement, tous les autres concurrents seront soit sanctionnés, soit sabotés, soit totalement exclus (cf. Nordstream).

La plupart des gens ignorent à quel point la politique des gazoducs a déterminé les événements en Syrie, faisant de ce pays la cible de l'agression américaine. Mais de 1949 à aujourd'hui, les services

du renseignement américain ont tenté à plusieurs reprises de renverser le chef du gouvernement syrien afin de superviser et contrôler un pipeline transarabe "*destiné à relier les champs pétrolifères de l'Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie*". Robert F. Kennedy l'a résumé dans un brillant article écrit il y a plus de dix ans :

"*La CIA a initié son ingérence active en Syrie en 1949-à peine un an après la création de l'agence. Les patriotes syriens avaient déclaré la guerre aux nazis, expulsé les dirigeants coloniaux français de Vichy et mis en place une fragile démocratie laïque basée sur le modèle américain. Mais en mars 1949, le président démocratiquement élu de la Syrie, Shukri-al-Quwatli, a hésité à approuver le Trans-Arabian Pipeline, un projet américain destiné à relier les champs pétrolifères d'Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie. Dans son livre 'Legacy of Ashes', l'historien de la CIA Tim Weiner raconte qu'en représailles au peu d'enthousiasme d'Al-Quwatli pour l'oléoduc américain, la CIA a organisé un coup d'État pour remplacer Al-Quwatli par un dictateur sélectionné par la CIA, un escroc condamné du nom de Husni al-Za'im. Al-Za'im a à peine eu le temps de dissoudre le parlement et d'approuver l'oléoduc américain que ses compatriotes l'ont destitué, quatre mois et demi après le début de son règne". "Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie*", Robert Kennedy, Politico

Voilà pourquoi la Syrie joue un rôle si important dans les plans géopolitiques américains de contrôle des ressources cruciales afin de préserver la domination du dollar et contenir la croissance économique explosive de la Chine. Les États-Unis sont déterminés à contrôler les vastes ressources du Moyen-Orient pour maintenir leur domination sur l'ordre mondial. Et ce n'est pas tout :

"*En approuvant un 'gazoduc islamique' agréé par la Russie, qui relierait la partie iranienne du champ gazier à la Syrie et aux ports du Liban, Assad a encore plus irrité les monarques sunnites du Golfe. Ce gazoduc islamique ferait de l'Iran chiite, et non du Qatar sunnite, le principal fournisseur du marché européen de l'énergie et accroîtrait considérablement l'influence de Téhéran au Moyen-Orient et dans le monde. Israël était également déterminé à faire échouer l'oléoduc islamique, qui enrichirait l'Iran et la Syrie, contribuant ainsi à la prospérité de leurs mandataires, le Hezbollah et le Hamas.*

"*Des câbles et des rapports secrets des agences du renseignement américaine, saoudienne et israélienne indiquent que dès qu'Assad a rejeté le gazoduc qatari, les planificateurs militaires et des services de renseignement sont rapidement parvenus à un consensus selon lequel fomenter un soulèvement sunnite en Syrie pour renverser Bachar Assad, qui ne coopérait pas, constituait le meilleur moyen d'atteindre l'objectif commun de finaliser la liaison gazière entre le Qatar et la Turquie. En 2009, selon WikiLeaks, peu après que Bachar Assad a rejeté le gazoduc du Qatar, la CIA s'est mise à financer des groupes d'opposition en Syrie. Il faut bien noter que cela s'est passé longtemps avant le soulèvement contre Assad déclenché par le printemps arabe*". "*Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie*", Robert Kennedy, Politico

Ainsi, en validant le "*pipeline islamique*", Assad était foutu. Washington ne laisserait jamais un tel scénario aboutir. Comme expliqué précédemment, Washington s'est engagé à contrôler les ressources essentielles du Moyen-Orient dans le but de contenir la Chine et maintenir son emprise de plus en plus incertaine sur le pouvoir mondial. Les accords d'Abraham s'inscrivent également dans cette stratégie géopolitique, en normalisant les relations entre Israël et ses voisins islamiques (principalement l'Arabie saoudite, afin de créer un couloir économique favorisant le transport express de produits manufacturés de l'Inde vers l'Europe. Washington conçoit l'intégration économique de la région comme le principal vecteur de sa primauté sur le reste du monde. Cela ne veut pas dire que les ambitions d'Israël à dominer le Moyen-Orient n'ont pas été le moteur de la guerre en Syrie et de l'éviction d'Assad. Ce fut le cas, mais d'autres considérations, d'ordre

géopolitique, ont également joué un rôle. (Vous souvenez-vous des articles que j'avais mis en ligne qui faisaient référence à cette histoire de pipeline, de gaz, pas les derniers sur Gaza en 2023, non, je parle de la Syrie, il y a de cela quelques années déjà. Monsieur Meyssan avait affirmé au contraire que cette guerre n'avait rien à voir avec le gaz, cela m'avait semblé étrange, car c'était un excellent prétexte, qui plus est de nature économique. J-C)

Voilà donc la raison pour laquelle les USA tenaient à implanter un gouvernement plus réceptif aux intérêts de Washington. Cependant, il est difficile de comprendre comment tout cela est censé fonctionner. Assad est parti et Al-Qaïda a gagné. Nous le savons. Et maintenant, que se passe-t-il ?

Je n'arrive pas à imaginer que les jeunes recrues qui ont passé les dix dernières années de leur vie à sillonner le désert en 4×4 et à faire exploser tout ce qui bouge, sachent comment diriger un gouvernement. Alors, qui va gérer les agences, payer les salariés et vaquer aux tâches administratives courantes attendues de tout gouvernement ? Qui va gérer les écoles, réparer les routes et mettre en place une police de rue ? Bien sûr, peut-être que M. al-Jawlani a des talents cachés et qu'il se montrera miraculeusement à la hauteur en veillant au bon fonctionnement des agences et à la ponctualité des trains, mais ce scénario semble extrêmement improbable. Ce qui l'est davantage, c'est que les artisans de cet épouvantable fiasco ont planifié d'enfoncer le pays et son économie chancelante, d'intensifier considérablement les souffrances des citoyens ordinaires, d'accroître le mécontentement de la population jusqu'à ce que le nouveau régime fasse l'objet d'un renversement brutal.

Peut-être que non. Les militants sunnites de HTS n'ont qu'une chance infime de répondre aux besoins de la population et de la guider vers un avenir prospère et sans danger. Mais nous savons tous que cela n'arrivera pas. Ce régime n'est qu'un outil entre les mains d'intérêts étrangers désireux de s'emparer d'un maximum de richesses naturelles de la Syrie, tout en éliminant une menace potentielle pour l'expansion incessante d'Israël. En bref, les néoconservateurs qui ont fomenté cette stratégie diabolique l'ont fait sans se soucier le moins du monde de la sécurité ou du bien-être des 23 millions de personnes qui vivent actuellement en Syrie. Leur vie ne compte pas.

Ce qui compte (pour Tel Aviv et Washington), c'est avoir sous le coude une armée supplétive prête à exécuter ses ordres dans la prochaine guerre contre l'Iran. Voilà ce qui compte. Et voilà pourquoi les États-Unis et la Turquie ont recours à des soldats "*sous contrat*" qui feront ce qu'on leur dit en échange de salaires mirobolants. HTS est payé pour ses services, et ces services impliqueront des attaques contre l'Iran et le Hezbollah. Il ne s'agit donc PAS là de l'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance. Hayat Tahrir al-Sham ne cherche pas le moins du monde à gouverner. La Syrie n'est que la base opérationnelle du déploiement d'attaques contre l'Iran et le Hezbollah. C'est tout. C'est pour cela qu'ils sont payés, pour faire la guerre.

Il n'est question que de géographie, de gaz, d'USD et d'Israël. Et de ces quatre éléments, c'est Israël qui occupe la place prépondérante.

https://www.mondialisation.ca/le-drapeau-noir-flotte-sur-damas/5694619?doing_wp_cron=1733893960.8129179477691650390625

Corée du Sud et Extrême-Orient

Comment des dictatures ont manqué d'être installées dans l'Extrême-Orient pro-US - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

La tentative de renversement de la démocratie par le président sud-coréen, le 3 décembre, n'est pas un acte improvisé, ni isolé. Elle doit être évaluée en relation avec la bagarre qui s'est déroulée au parlement de Taïwan, en mai, et surtout avec la désignation, au Japon, d'un Premier ministre militariste et négationniste. Comme en Ukraine et en Israël, les nostalgiques de la Seconde Guerre mondiale ont tenté un coup de force.

Par Thierry Meyssan

Le 21 août 2024, un parlementaire sud-coréen, Kim Min-seok, président du Parti démocratique (centre gauche) annonçait que des membres du gouvernement préparaient l'instauration de la loi martiale. Vu que cet homme avait un parcours politique sinueux et avait été condamné pour corruption, le public a interprété ses prétendues révélations comme un moyen de faire le buzz. Il a donc été qualifié de « complotiste » tandis que ses amis ont déploré qu'il soit tombé si bas.

L'accusation était en effet un peu grosse. La démocratie n'est apparue en Corée du Sud qu'en 1980, après le massacre de Gwangju, au cours duquel des milliers de personnes furent assassinées par la dictature durant neuf jours. Aussi évoquer une « loi martiale » réveillait de terribles souvenirs.

Pourtant, le 3 décembre, vers 22 heures, tous les médias audio-visuels étaient prévenus que le président de la République, Yoon Suk Yeol, allait s'adresser exceptionnellement à la nation. À 22h25 toutes les chaînes de radio et de télévision retransmettaient en direct son allocution. Il assurait que l'opposition travaillait avec les communistes nord-coréens. À la quatrième minute, il déclarait : « *Chers citoyens, je proclame la loi martiale pour protéger la République de Corée des menaces communistes de la Corée du Nord et des factions anti-États pro-nord sapant notre liberté et notre ordre constitutionnel.* »

Selon Kim Min-seok, le complot était ourdi par quatre militaires, anciens élèves de l'école des hautes études de Chungam : le président de la République, Yoon Suk Yeol ; le chef de sa garde personnelle promut en août ministre de la Défense, le général Kim Yong-hyun ; Lee Sang-min, ministre de l'Intérieur ; et Yeo-hyung, directeur du contre-espionnage. Enfin des élèves de la 11e classe de l'Académie militaire coréenne auraient formé un second cercle du complot.

La loi martiale a été mise en œuvre par le général Kim Yong-hyun (ministre de la Défense) commandant de la 38° armée ; le général Park Ann-soo (chef d'état-major des armées) commandant de la 46° armée ; le général Kwak Jong-geun (responsable des Forces spéciales) commandant de la 47° armée ; et enfin le général Lee Jin-woo (gouverneur militaire de la capitale) commandant la 48° armée. Les éléments des forces martiales mobilisées ont été la 707e brigade des forces spéciales, la 1re brigade des forces spéciales aéroportées et la police militaire sous la direction des forces spéciales.

Les Sud-coréens ont immédiatement compris que c'était le retour de la dictature. Ils ont pris d'assaut les commerces ouverts la nuit et les boutiques en ligne pour accumuler des provisions alimentaires.

À 23 heures, le président de l'Assemblée nationale, Woo Won-shik, convoqua les parlementaires sans attendre, déclarant sur les réseaux sociaux : « *Tous les membres de l'Assemblée nationale doivent se réunir immédiatement dans la salle plénière*. » La constitution donne en effet à l'Assemblée le pouvoir d'abroger la loi martiale. Mais déjà les Forces spéciales avaient envahi le bâtiment et fermé ses portes, tandis qu'une interdiction générale des activités politiques, y compris des manifestations et des activités des partis politiques avait été prononcée. Simultanément une

autre unité des Forces spéciales avait envahi les bureaux de la Commission électorale, saisi les téléphones portables du personnel et fermé les issues.

Alors qu'une foule s'amassait devant le Parlement, des députés escaladaient les grilles pour abroger la loi martiale. Vers 1 heure du matin, 190 députés sur 300 votaient à l'unanimité l'abrogation de la loi martiale. Les Forces spéciales quittaient le bâtiment. Il a fallu attendre cependant 4h20 pour que le gouvernement se réunisse nuitamment et lève la loi. La dictature n'avait vécu que six heures.

Pour comprendre ce qui s'est passé à Séoul, il faut se souvenir que le président de la République, Yoon Suk Yeol, n'est pas seulement un ancien procureur qui a lutté contre la corruption, mais aussi un nostalgique du militarisme impérial nippon. Fin novembre, il n'a pas soutenu son ambassadeur à Tokyo lorsque celui-ci a célébré, seul, la mémoire des esclaves coréens exploités durant la Seconde Guerre mondiale par Mitsubishi dans les mines d'or et d'argent de l'île de Sado [1].

Il faut alors faire le parallèle avec les évènements survenus en mai dernier à Taïwan. Lors de l'intronisation du nouveau président de la République, Lai Ching-te, le Yuan législatif (Parlement) a tenté de modifier la Constitution afin de prévenir chez eux ce qui vient d'advenir en Corée du Sud. Mais les huit députés du parti présidentiel y ont fait obstacle en agressant physiquement leurs collègues, en blessant cinq.

C'est que Lai Ching-te n'a pas été élu pour ses engagements en matière de politique étrangère, mais pour ses conceptions économiques [2]. Lui aussi est un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale : alors que le Kuomintang, le parti de Tchang Kaï-chek, fait officiellement campagne pour la réunification de la Chine, il souhaite au contraire reprendre la guerre civile. Il représente l'infime fraction des Taïwanais qui refusent toujours la victoire de Mao Zedong (1893-1976). Lors de son intronisation, il a déclaré : « *J'espère que la Chine fera face à la réalité de l'existence [de Taïwan] [et] respectera les choix du peuple de Taïwan. Face aux nombreuses menaces et tentatives d'infiltration en provenance de Chine, nous devons démontrer notre détermination à défendre notre nation* » ; une position qui viole l'accord sur l'unité de la Chine

Les services secrets taïwanais abritent toujours la très secrète « Ligue anticommuniste mondiale » [3], renommée en 1990 *« Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie* », créée durant la Guerre froide par le généralissime Tchang Kaï-chek et le chef des nationalistes intégraux ukrainiens Iaroslav Stetsko (ancien Premier ministre nazi). Elle est aujourd'hui présidée par un ancien secrétaire général du Kuomintang, Tseng Yung-chuan, et toujours financée par le bureau de la Sécurité nationale. La ligue asiatique est présidée par le diplomate Zeng Yongquan, ancien secrétaire général du gouvernement de Taïwan.

Nul ne sait comment ce système fonctionne aujourd'hui. Cependant un coin du voile a été levé lors de l'assassinat du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, en juillet 2022. Malgré la tentative d'étouffer le scandale, la presse japonaise laissait fuiter qu'il avait été tué par un homme ruiné lui reprochant d'avoir encaissé des sommes astronomiques de l'Église de l'unification (dite « *secte Moon* »). Six mois plus tard, il apparaissait qu'un groupe de parlementaires du Parti libéral démocrate avait encaissé plus d'un demi-milliard de dollars de pots-de-vin [4].

La majorité des parlementaires libéraux-démocrates sont issus de dynasties héréditaires. Ils sont organisés en faction et non pas autour de programmes. Ce parti avait été créé par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de recycler des criminels de guerre qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal de Tokyo. Il a toujours gouverné le Japon depuis 67 ans (à l'exception de deux courtes périodes n'excédant pas au total 4 ans).

Depuis le 1° octobre, Shigeru Ishiba est devenu Premier ministre japonais. C'est un militariste fanatique [5]. Il a révisé des ouvrages historiques traitant du sanctuaire Yasukuni où reposent les principaux criminels de guerre japonais. Il a concilié l'honneur de ces militaristes avec l'histoire de la Chine et de la Corée. Il semble ne s'être jamais rendu dans ce sanctuaire controversé. C'est un gunji otaku, c'est-à-dire un collectionneur de souvenirs militaires et lui-même militariste, quoique veillant à ne pas insulter ses interlocuteurs étrangers. Selon lui, la dernière guerre a été menée pour la « *juste cause* » de libérer l'Asie de la domination blanche, et la plupart des crimes de guerre signalés en Chine, en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est sont des « *complots visant à dénigrer le Japon* ». En outre, il a déclaré que le gouvernement et l'armée de l'époque devraient être tenus pour strictement responsables du déclenchement d'une guerre impossible à gagner.

Nous sommes donc face à un retour de la faction extrême-orientale de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo.

Nous n'avons rien fait lorsque les nationalistes intégraux sont revenus au pouvoir en Ukraine. Nous avons aujourd'hui une guerre chez eux.

Nous n'avons rien fait lorsque les sionistes révisionnistes sont revenus au pouvoir en Israël. Nous avons aujourd'hui une guerre à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen.

Réagirons-nous au retour des militaristes japonais au pouvoir à Taïwan, en Corée du Sud et au Japon ?

Notes.

[1] « *2522 Le gouvernement militariste nippon d'Ishiba relance la polémique avec la Corée* », Voltaire, actualité internationale - N°110 - 29 novembre 2024.

[2] « *1308 Investiture du président séparatiste Lai Ching-te* », Voltaire, actualité internationale - N°88 - 24 mai 2024.

[3] « *La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 mai 2004,

[4] « *Gigantesque scandale de corruption systémique du Parti libéral-démocrate japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°66 - 15 décembre 2023.

[5] « *2057 Le militariste et révisionniste Shigeru Ishiba désigné Premier ministre japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°102 - 4 octobre 2024.

Roumanie.

La Roumanie prend des mesures dangereuses pour empêcher la victoire d'un candidat présidentiel anti-guerre. Par Lucas Leiroz de Almeida (InfoBrics) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

Les discours occidentaux sur la « *démocratie* » et la « *transparence électorale* » semblent n'être qu'une simple rhétorique – utilisée à bon escient contre les ennemis et ignorée lorsque les pays occidentaux violent ces « *règles* ». Récemment, la Roumanie a annulé de manière illégale et

injustifiée les résultats de ses élections présidentielles dans le seul but d'empêcher la victoire d'un candidat anti-européen. Cette affaire montre clairement que les pays européens sont prêts à prendre n'importe quelle mesure pour empêcher des changements politiques favorables à la multipolarité.

La Cour constitutionnelle roumaine s'est immiscée illégalement dans le processus électoral du pays en annulant les résultats du premier tour des élections présidentielles. Ainsi, le candidat indépendant Calin Georgescu, qui a étonnamment remporté la course contre ses adversaires soutenus par l'UE, a été lésé pour avoir maintenu une position critique d'opposition à l'alignement de la Roumanie sur l'Occident.

Georgescu est accusé d'avoir reçu le soutien de la Russie dans sa campagne électorale. Il est un critique notoire de l'OTAN et de l'UE et s'oppose catégoriquement à l'implication de la Roumanie dans le conflit avec la Russie. Il promet de revenir sur les mesures d'aide à l'Ukraine prises par le gouvernement roumain et s'oppose fermement à l'agenda culturel « *woke* » soutenu par l'UE. En tant que nationaliste religieux, il souhaite également établir des liens pacifiques avec la Russie afin d'apaiser les relations entre les pays à majorité chrétienne orthodoxe, ce qui l'a rendu particulièrement populaire auprès du peuple roumain, qui reste largement chrétien malgré la pression culturelle occidentale.

Pour cette raison, Georgescu est qualifié de « *pro-russe* » et ses opposants inventent des récits infondés à son encontre, affirmant que Moscou finance ses projets politiques et sa campagne électorale. Les autorités russes se sont déjà prononcées sur l'affaire, niant tout lien, mais cela n'a pas suffi à empêcher les juges roumains d'annuler sa victoire au premier tour des élections, en le qualifiant d'« *agent étranger* ».

Georgescu a obtenu près de 23 % des voix au premier tour. Il devait affronter la candidate de gauche libérale Elena Lasconi, qui a obtenu 19 % des voix, lors d'un second tour. Au lieu de respecter la volonté du peuple, la Cour constitutionnelle, qui est certainement contrôlée par des juges pro-OTAN et pro-UE, a simplement annulé le processus électoral et fixé un nouveau jour d'élection à une date ultérieure.

Le candidat de droite a réagi à cette décision en déclarant que les juges avaient fait un coup d'État. Selon lui, la démocratie et l'État de droit ont été suspendus en Roumanie et l'ordre juridique du pays n'est plus respecté. Georgescu a décrit le système judiciaire roumain comme étant corrompu, condamnant fermement les accusations injustes portées contre lui.

« *Il s'agit essentiellement d'un coup d'État formel. L'État de droit est dans un coma artificiel et la justice subordonnée aux ordres politiques a pratiquement perdu son essence. Ce n'est plus la justice, elle obéit aux ordres (…) Le système corrompu en Roumanie a montré son vrai visage en faisant un pacte avec le diable* », a-t-il déclaré.

En fait, aucune preuve n'a été fournie pour justifier l'affirmation selon laquelle Georgescu est soutenu par la Russie. Si un tel soutien existait, il serait certainement facile de fournir des données personnelles pour le prouver, mais rien n'a été fait, ce qui indique que les allégations sont totalement infondées. Cela montre que pour le système juridique électoral roumain, un procès équitable n'est pas important, et que toute manœuvre visant à empêcher un candidat dissident d'accéder au pouvoir est valable.

Même si Georgescu a reçu le soutien de Moscou, cela ne devrait pas poser de problème, car il est courant que des candidats soient soutenus par des pays étrangers – comme en Roumanie même, où les opposants de Georgescu sont largement soutenus par l'UE. Dans un système véritablement

démocratique, tous les candidats devraient être libres de faire leurs propres choix en matière d'alliances internationales et diplomatiques. Or, il semble que la Roumanie ne soit pas vraiment une démocratie.

Pour éviter la montée d'une vague politique anti-OTAN, l'Alliance atlantique encourage la montée de régimes autoritaires en Europe. L'OTAN sait que la guerre contre la Russie est impopulaire et que les citoyens ordinaires veulent que le soutien à l'Ukraine prenne fin. Par conséquent, seules les dictatures peuvent soutenir les efforts de guerre de l'alliance – c'est pourquoi, par exemple, Macron a récemment interdit le parlement français et maintenant la Roumanie a annulé ses élections présidentielles.

Il est important de souligner que la Roumanie est une plaque tournante logistique importante pour soutenir l'Ukraine, en plus d'exercer une influence directe sur la Moldavie, un pays mandataire de l'OTAN à majorité ethnique roumaine. La perte d'une présence en Roumanie serait négative pour l'OTAN et l'UE, ce qui explique leur désespoir d'empêcher la victoire de Georgescu.

Il reste à voir combien de temps les pays occidentaux pourront continuer à violer la volonté de leur propre peuple sans subir de graves conséquences et de profondes crises de légitimité.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 décembre 2024

Dehors Macron, abrogation de la Constitution de la Ve République !

C'est aux travailleurs de se doter d'un nouvel Etat, d'une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions souveraines, d'exercer tout le pouvoir,

C'est aux travailleurs que revient de contrôler et diriger les entreprises, l'économie du pays en toute indépendance, donc rompre avec l'UE, de procéder à un changement de régime économique

---

Ma dernière réflexion en cours…

Depuis Platon, la démocratie est un modèle politique élaboré par et pour les esclavagistes, et il n'a jamais été autre chose.

Qu'au fil du temps ou de la lutte des classes il ait été adopté par les opposants à l'esclavage, aurait dû nous alerter, nous n'en fîmes rien, pire, nos dirigeants en firent un idéal.

Quelle vertu miraculeuse lui accordait ses concepteurs et leurs héritiers ? Celle d'être une utopie irréalisable, une croyance au pouvoir si envoutant, que des adversaires de l'esclavage aux pires tyrans, tous finiraient par l'adopter, merveilleux, n'est-ce pas ?

Ceux qui se demandaient pourquoi plus on avait l'impression de s'en rapprocher, et plus on s'en éloignait, trouveront là matière à méditer.

Cette réflexion m'a été inspirée notamment, par les réactions des uns et des autres suite à la chute de la République arabe syrienne, se félicitant de voir arriver au pouvoir en Syrie des barbares au service des Etats-Unis et d'Israël en train de se livrer au même moment au génocide du peuple palestinien.

Ils avaient déjà eu la même réaction, quand l'OTAN et ses alliés avaient agressé militairement l'Irak et la Libye et liquider leurs dirigeants, semant chaos et désolation derrière eux. Quel profit en ont tiré ces peuples ? Vous connaissez la réponse. Mais je prêche là dans le désert.

Guerre psychologique. Ce n'est pas «*probable*», c'est une certitude, l'état de santé mentale des autorités sanitaires en France est dérangé.

J-C - Il s'agit de culpabiliser les parents une fois de plus, de les alerter, de leur faire croire que leur enfant connaîtrait des problèmes de santé mentale, alors qu'en réalité, selon leurs conditions sociales leurs facultés cognitives se développent à des rythmes différents, ainsi que leur adaptation à la société ou leur comportement en découlent également.

France : 8% des enfants âgés de 3 à 6 ans seraient concernés par une difficulté de santé mentale - RT11 déc. 2024

Dans un message publié le 10 décembre sur son compte X, l'agence nationale Santé publique France a fait valoir la publication de nouveaux résultats dans le cadre de l'Étude Nationale sur le Bien-Être des Enfants (Enabee), qui vise à étudier des aspects de la santé des enfants de 3 à 11 ans.

Plus généralement, environ 1 enfant sur 12, soit plus de 8% des enfants sont concernés par au moins une difficulté de santé mentale «*probable*». (Si elle n'existait pas, ils seraient contrariés, ils l'inventeraient, on sait depuis janvier 2020 qu'ils en sont capables ces sadiques. – J-C)

Les résultats de cette étude sont cependant, selon ses rédacteurs, «à interpréter avec prudence» puisque le jeune âge des enfants fait que «les difficultés de comportement ou émotionnelles peuvent évoluer rapidement et leur mesure est impactée par les perceptions et attentes des adultes répondants».

Pour l'épidémiologiste et chef de projet de l'étude Enabee, Stéphanie Monnier-Besnard, dans des propos rapportés par une agence de presse française, ces données donnent un «*même ordre de grandeur que les résultats d'études approchantes en France ou dans des pays assez comparables, comme l'Allemagne ou les États-Unis*». RT11 déc. 2024

Qu'ont-ils fait des jeunes (et pas seulement) pour les rendre aussi complexés, stressés, traumatisés, paranoïaques, schizophrènes au point de ne plus avoir du tout confiance en eux.

J-C - Que craignent-ils ? Les rapports directs, les franches discussions, ils préfèrent la « *messagerie (qui) permet de maintenir une certaine distance, offrant une connexion dénuée du sentiment de vulnérabilité ou d'exposition* », cela ne vous fait-il pas penser à la distanciation, aux "*gestes barrières"* instaurés lors de la dictature hygiéniste de 2020-2022 ?

Je commence à mieux comprendre pourquoi je ne risque pas d'avoir des rapports directes ou normaux avec mes lecteurs, sincères et honnêtes et réciproques j'entends, outre l'anonymat, leurs refus de s'exprimer publiquement. J'ai rencontré également ce problème avec l'ensemble des membres de ma famille en France.

Je m'étais demandé ce qui leur était arrivé, cependant, ce phénomène étant systématique, j'en avais déduit que j'en étais peut-être à l'origine. Pourquoi pas, on ne doit écarter aucune hypothèse quand on cherche l'origine de quelque chose, mais ce qui était étrange, c'est que je n'observais pas cette réaction à mon égard de la part des gens que je côtoyais physiquement en Inde, et eux n'avaient pas du tout ce rapport paranoïaque ou malsain avec le téléphone qu'ils utilisent à tour de bras, c'est comme un jouet miraculeux pour eux.

«*Un appel, c'est presque un traumatisme*»: téléphoner, le cauchemar des ados - Slate.fr 12 décembre 2024

Pour toute une génération, la sonnerie du téléphone devient un signal d'effroi. Théa, 16 ans, ne cache pas son malaise: «Quand je dois prendre rendez-vous, c'est toujours stressant de devoir parler. J'angoisse.» Son expérience n'est pas isolée. Une étude récente du Pew Research Center confirme cette tendance: les jeunes développent une véritable anxiété face aux communications vocales.

L'enquête Uswitch est encore plus explicite: un quart des jeunes entre 18 et 34 ans ne répondent jamais au téléphone et 60% préfèrent recevoir un message. Marie-Danette, psychologue, explique sur le site TF1.info: «*Le fait d'avoir des alternatives au téléphone fait qu'on s'entraîne moins, on s'exerce moins, et du coup, quand on a besoin de passer un coup de fil, c'est un peu plus stressant, parce qu'on a besoin de répondre tout de suite à la personne et on n'a pas le temps de réfléchir à ce qu'on va dire.*»

Maxime, 17 ans, raconte: «*Mes parents ne comprennent pas. Quand ils me disent de rappeler, je préfère toujours envoyer un message, même si c'est important. Un appel, c'est comme un direct non préparé. Sur messagerie, je peux réfléchir, reformuler, prendre le temps de composer ma réponse.*»

Les réseaux sociaux ont complètement transformé la communication adolescente. Instagram, TikTok et Snapchat sont désormais les nouveaux espaces d'échange. Léa, 19 ans, témoigne: «*Avec mes amis, on communique tout le temps par messages vocaux ou textos. Un appel, c'est presque un traumatisme. On ne sait pas à quoi s'attendre, on n'a pas le temps de préparer sa réponse. C'est comme être sur scène sans répétition.*»

En ce qui concerne les messages audio, les avis sont tranchés: on les adore ou on les déteste. Pour certains, ils représentent une version modernisée du téléphone, offrant l'avantage de communiquer sans la contrainte de devoir répondre instantanément. Pour d'autres, recevoir un message vocal de cinq minutes, truffé de pauses et d'hésitations, alors qu'il aurait pu être condensé en deux messages écrits, est perçu comme une perte de temps frustrante.

L'étude menée par Uswitch révèle que 37% des 18-34 ans considèrent les notes vocales comme leur mode de communication favori. En revanche, seul 1% des 35-54 ans préfère les messages vocaux à une conversation téléphonique. Nathalie, mère de deux adolescentes, raconte: «*Mes filles ne m'appellent jamais. Si je veux les joindre, c'est sur Instagram, car même les SMS restent sans réponse. C'est comme si le téléphone était devenu un outil complètement obsolète pour elles, alors qu'elles l'ont en permanence dans le sac ou la poche.*»

Dans un entretien accordé à la BBC, la psychothérapeute Eloise Skinner affirme que le simple fait de recevoir un appel téléphonique peut désormais susciter de l'anxiété, car il est fréquemment perçu comme porteur de «*quelque chose de négatif, un sentiment d'appréhension ou même de peur*». L'enquête menée par Uswitch vient appuyer cette observation, révélant que plus de la moitié des jeunes interrogés (56%) redoutent d'apprendre une mauvaise nouvelle lorsqu'ils reçoivent un appel imprévu.

Eloise Skinner ajoute: «*Nos vies étant de plus en plus chargées et nos horaires de travail de plus en plus imprévisibles, nous avons de moins en moins le temps d'appeler un ami pour prendre de ses nouvelles. Les appels téléphoniques sont alors réservés aux nouvelles importantes de notre vie, qui peuvent souvent être compliquées et difficiles.*»

Cette aversion croissante pour les appels téléphoniques, parfois qualifiée de «*téléphonophobie*», s'étend également au milieu professionnel, confirme la psychologue: «*Les appels téléphoniques impliquent davantage d'exposition personnelle et exigent un niveau d'intimité plus élevé. À l'inverse, la communication par messagerie permet de maintenir une certaine distance, offrant une connexion dénuée du sentiment de vulnérabilité ou d'exposition*.»

Eloise Skinner complète: «*Nous ressentons de plus en plus le besoin de protéger notre temps, et passer un appel impose de rompre avec le fil de sa journée, obligeant à consacrer une attention entière à une conversation. Cela représente un défi particulier pour les individus habitués au multitâche*.» Ce phénomène est d'autant plus marqué chez les jeunes, souvent dotés d'une capacité de concentration moindre que celle de leurs aînés.

Cependant, à force de privilégier les formes de communication non verbale et de travailler depuis chez soi, ne risquons-nous pas de perdre la richesse des conversations spontanées et informelles, qui ne sont pas planifiées à l'avance?

Emma, 16 ans, résume: «*Quand je sens que l'appel va être compliqué ou potentiellement conflictuel, je ne décroche pas. C'est plus simple de gérer ça par message. Je peux prendre le temps de réfléchir, de formuler ma réponse sans la pression du moment*.» «*Mes parents me disent souvent que je suis asocial. Mais ce n'est pas vrai. Je communique tout le temps avec mes amis. Juste pas comme eux le faisaient à mon âge*», abonde Victor, 18 ans.

J-C – On dirait aussi qu'ils culpabilisent ou craignent de mal s'exprimer ou de ne pas savoir s'exprimer correctement et qu'on leur reproche. A force de les soumettre à des psychoses collectives, j'ai bien peur qu'ils aient fini par les terroriser.

Saturation. Tout ce qui sape la stabilité politique du régime est bon à prendre.

J-C – Si cela peut les amener à changer de comportement ou à se détacher de l'influence des médias mainstreams, c'est plutôt une bonne nouvelle.

Fatigués par la crise politique en France, ils ont choisi de faire comme si l'actualité n'existait pas - Le HuffPost 13 décembre 2024

L'actualité politique de ces derniers mois (...) a de quoi ne pas laisser indifférent. Et pourtant, elle a lassé de nombreux Français qui se sont peu à peu désintéressés ou mis en retrait des informations, sciemment ou non.

« *J'avais en permanence les pires informations en tête, le moindre attentat à l'autre bout du monde, les scandales financiers, les disparitions d'enfants à l'autre bout du pays,* liste Florian, 26 ans. *Et cette somme de malheurs m'a comme coupé de mon actualité "proche" et des bonnes nouvelles qu'on a aussi tous les jours. Et de la possibilité d'avoir des sujets de discussion plus "légers*". »

Il ressent une forme de « fatigue informationnelle », une volonté de se détacher de l'actualité, qu'ont justement voulu mesurer l'Observatoire société et consommation (ObSoCo), la Fondation Jean Jaurès et Arte. Une enquête a ainsi été réalisée auprès de 4 000 Français juste avant la dissolution. Parue mercredi 11 décembre, elle indique qu'en avril-mai, le niveau de « *fatigue*

informationnelle » se maintenait déjà à un niveau très fort, avec 54 % des Français concernés (contre 53 % en 2022). Et 39 % de personnes « *très fatiguées* ».

En septembre, ce rejet du système informationnel a pris la forme d'un « *exode* », tant il est massif.

Florian a décidé de « filtrer les médias et canaux d'informations » et le temps qu'il passe à s'informer. « *Aujourd'hui, je ne regarde presque plus la télévision, n'écoute plus la radio, détaille-t-il. Je suis quelques pages Facebook et chaînes Youtube pour être au courant des* "grands événements". »

Les événements politiques de ces derniers mois ont eu une nette influence sur les Français et leur rapport à l'actualité. « *Seulement un tiers des Français a été intéressé par cette séquence, ce qui est très peu. Et un sur 10 a vraiment été intéressé* », détaille la directrice générale de l'ObSoCo, qui précise que ce recul n'est pas un simple choix de vie.

« *Les gens aimeraient bien s'y intéresser, mais ils en souffrent et mettent en place des stratégies de retrait, parce que cela ne leur apporte rien, voire cela leur apporte du négatif* », interprète-t-elle.

Pour la directrice générale de l'ObSoCo, cet « exode informationnel » est « *inquiétant* ». « *Si le rapport à l'information est affecté, le rapport à la démocratie aussi, estime-t-elle. Le nombre de Français qui estiment que la démocratie fonctionne mal a augmenté de 9 points par rapport à 2022, pour atteindre 73 %. Ça produit de la défiance et le sentiment d'une démocratie dégradée.* » Le HuffPost 13 décembre 2024

J-C - Si cela les inquiète, c'est qu'il y a lieu d'en être satisfait, car les médias mainstreams sont les premiers à en faire les frais, télévision, radio et presse écrite, tous possédés par les mêmes oligarques ou diffusant la même propagande idéologique, les médias et réseaux sociaux aussi mais en plus nuancés.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne sont pas spécialement compromis, c'est leur véritable nature qui veut cela.

- Olivier Faure prend ses distances avec les Insoumis pour donner des gages à l'aile réformiste de son parti, en acceptant de faire des compromis avec le camp macroniste au nom de l'esprit de "*responsabilité*" de la gauche.

- « *On ne peut pas être le front du refus* », affirme Olivier Faure, précisant qu'il y a une « *volonté* » des communistes, des écologistes et des socialistes « *d'avancer* ».

Olivier Faure souhaite un Premier ministre « issu de la gauche ou des écologistes » qui soit « ouvert aux compromis ». « *On doit avoir le pouvoir d'initiative, on doit accepter les compromis et les concessions* », a-t-il ajouté en appelant à ce que « *la crise politique dans laquelle nous sommes entrés soit la plus courte* ». lepoint.fr 11 décembre 2024

AFP - "*L'engagement que nous avons pris (mardi à l'Elysée, ndlr) c'est que nous n'utiliserons pas le 49.3 si nous sommes appelés à gouverner, en échange de quoi les oppositions s'engageraient à ne pas censurer*", détaille le premier secrétaire.

J-C - Autrement dit, il s'est engagé à ne proposer que des mesures compatibles avec le programme de Macron et des formations de la macronie, qui en échange ne les censureront pas, pourquoi devraient-ils le faire partant de là ?

AFP - Avant d'être reçu à l'Elysée avec les autres responsables socialistes, il a proposé d'ouvrir la table des négociations au leader de la droite Laurent Wauquiez.

"*Il en a fait des caisses et est allé plus à droite que ce que proposaient Vallaud et Brun en ouvrant à Wauquiez*", note le député Johanna Rolland, proche du patron du PS.

En tout cas, ce qu'il a perdu en crédit sur sa gauche en multipliant les appels au compromis et en replaçant le PS comme un parti de gouvernement, Olivier Faure l'a regagné sur sa droite.

J-C - On ne pouvait être plus explicite.

AFP - "*Même Hollande on ne l'entend plus, c'est bon signe, c'est qu'il est d'accord*". AFP 11 décembre 2024

Syrie.

Lu.

1- « *Est-ce la débandade totale ? Je ne crois pas. Je pense que c'est plutôt une débandade négociée, tempère Taline Ter-Minassian, professeure d'histoire contemporaine de la Russie à l'Inalco et spécialiste du Moyen-Orient. L'aide de la Turquie a été déterminante dans la chute du régime syrien. Et même s'il est impossible de dire que la Turquie et la Russie se sont concertées, je pense qu'il y a eu un arrangement avec les puissances régionales, notamment la Russie*. » D'après la chaîne CNN Türk, Moscou aurait justement demandé de l'aide à la Turquie pour évacuer ses troupes en Syrie.

« *Il est possible qu'un deal ait été conclu précédemment* », abonde Michel Goya. Au-delà des Turques, les Russes pourraient aussi avoir proposé aux rebelles islamistes de ne rien faire pour soutenir Bachar al-Assad en échange de la conservation de leurs bases militaires, avance l'ancien colonel. Quel que soit leur interlocuteur, les Russes sont obligés de négocier car « *les effectifs de ces bases sont très réduits* » et elles sont donc « *difficiles à défendre militairement* » si les nouvelles autorités syriennes décidaient de s'en emparer.

Le Kremlin doit donc avancer prudemment. Après avoir pilonné violemment les djihadistes en Syrie, le vocabulaire de la Russie s'est soudainement adouci. Le journal *Le Monde* rapporte ainsi qu'une grande émission a réenregistré une partie d'une émission populaire du dimanche soir dans laquelle le présentateur décrit les nouveaux maîtres de Damas comme une « *opposition armée* » plutôt d'un « *groupe terroriste qui faisait partie d'Al-Qaida* ». « *Ils essayent désormais de montrer qu'ils ne sont pas les alliés de Bachar al-Assad mais de la Syrie* », glisse Michel Goya, ancien colonel des troupes de marine, historien et stratégiste. 20minutes.fr 11 décembre 2024

2- La Syrie subissait des sanctions économiques très dures. Le terme est même quelque peu édulcoré. Nous devrions plutôt parler d'un blocus barbare qui a littéralement étouffé l'économie syrienne. L'accès au système bancaire international était bloqué, les échanges commerciaux officiels étaient pratiquement interdits. Alors qu'elle avait besoin de se reconstruire, la Syrie ne pouvait plus acheter ce dont elle avait besoin. Les conséquences humanitaires étaient désastreuses. D'ailleurs, en 2022, Alena Douhan rapporteuse spéciale des Nations unies sur les mesures coercitives unilatérales et les droits de l'homme, appelait à lever ces sanctions. Elle avait constaté que 90 % de la population syrienne vivait sous le seuil de pauvreté, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, aux abris, aux combustibles de cuisson et de chauffage, aux transports et aux soins de santé.

Le gouvernement syrien ne devait pas seulement composer avec ces sanctions illégales. Il était également privé de ressources importantes. Les États-Unis et leurs alliés kurdes contrôlaient des régions pétrolifères et agricoles stratégiques. Or, les ventes d'énergie constituaient environ un quart des recettes d'exportation de la Syrie et couvraient 90% des besoins de son marché intérieur. De plus, avant la guerre, la Syrie produisait annuellement 4 millions de tonnes de blé. De quoi assurer l'autosuffisance alimentaire et même des rentrées grâce aux exportations.

Le blocus économique et la privation de ces ressources stratégiques ont donc eu un impact terrible. Le gouvernement syrien a par ailleurs commis des erreurs, il n'a pas réussi à s'attaquer aux fléaux de la bureaucratie et de la corruption. La population était fatiguée. Tout comme l'armée syrienne qui avait perdu près de 100.000 soldats depuis 2011 dans sa lutte contre les combattants islamistes. A un moment donné, on comptait jusqu'à 300.000 jihadistes sur le territoire syrien. Certains étaient originaires de Syrie. Mais beaucoup venaient de pays voisins, d'Europe, d'Asie centrale et même de la province chinoise du Xinjiang. Ces combattants takfiris n'avaient pas disparu. En effet, la région d'Idlib au nord-ouest de la Syrie était devenue un réduit intégriste protégé par la Turquie avec l'aide des Occidentaux et d'Israël.

PRCF - [Communiqué 7 décembre 2024] Solidarité avec les communistes et tous les progressistes de la Syrie indépendante

Ce texte date un peu ou arrive trop tard, mais ce n'est pas grave, hormis une réserve sur les Kurdes, l'ensemble me semble correct, comme quoi nous ne sommes pas seul à penser autrement que la la gauche et extrême gauche dégénérées.

https://www.initiative-communiste.fr/articles/international/communique-solidarite-avec-les-communistes-et-tous-les-progressistes-de-la-syrie-independante/

Hormis ses racines staliniennes avec lesquelles ses dirigeants ne parviennent pas à rompre, le PRCF est aujourd'hui le parti dont je partage le plus de positions ou analyses.

Le POI a sombré dans le NFP au côté de Mélenchon. Quant au PT, il vaut guère et il se revendique du même héritage lambertiste que le POI, l'école de Mélenchon, Jospin, Cambadélis, c'est juste un fonds de commerce ou une sorte de secte à la remorque également de la social-démocratie, monnayant une fortune ses articles sur le Net, de sorte qu'il est inaccessible à ma misérable condition financière, je n'en dirai pas plus.

Allahu Akbar, le dernier cri de guerre de LO et du NPA.

J-C – Leur discours est calqué sur celui des « *vainqueurs* », Biden Netanyahou, Erdogan, Macron et consorts. Au moins, on sait dans quel camp ils figurent.

LO

La chute d'un dictateur n'est pas la libération d'un peuple - 09/12/2024

La chute de Bachar al-Assad réjouit à juste titre ceux qui ont subi sa dictature sanguinaire. Il avait conservé le pouvoir à Damas et sur une partie de la Syrie depuis la révolte de 2011, en utilisant contre la population une violence débridée, grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran, mais aussi à la bienveillance des États-Unis et de la France.

NPA

Bachar al-Assad est tombé ! Vive le peuple syrien ! - 8 décembre 2024

En une dizaine de jours, l'un des régimes les plus brutaux de la planète est tombé.

Bachar al-Assad, fossoyeur violent de la révolution syrienne, fils et digne successeur du dictateur Hafez al-Assad qui officiait dans les années 1980, a fui le pays sans donner de nouvelles.

Nous nous réjouissons de la fin de son règne. Nous sommes solidaires des aspirations émancipatrices et démocratiques des peuples de Syrie.

La fin de la dynastie Assad doit permettre d'assurer le droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale.

J-C – Des miliciens du Front al-Nosra issu d'al-Qaïda garants du *« droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale* », inutile de commenter.

Et la palme de la pire démagogie ou du populisme d'extrême gauche le plus pourri revient au déchet du trotskysme lambertiste.

Arguments pour la lutte sociale

Bachar est tombé. 8 décembre 2024

La chute de Bachar renoue avec les révolutions arabes et la révolution tout court. C'est la meilleure nouvelle possible pour le peuple palestinien, pour Gaza...

C'est aussi la meilleure nouvelle possible pour les Ukrainiens et les Géorgiens car c'est, très directement, une défaite de Poutine. Et pour les Iraniens et les Libanais … La chute de Bachar n'est pas une fin, mais un commencement.

Elle contrecarre toute la dynamique réactionnaire mondiale de Poutine, de Netanyahou et de Trump.

J-C - On imagine que le POI et le PT n'ont pas dû se distinguer autrement.

J-C – Entre Frères, maintenant le Qatar est chez lui en Syrie.

Syrie : le Qatar prévoit de rouvrir prochainement son ambassade à Damas - RT 11 déc. 2024

Doha a noué de premiers contacts avec les nouvelles autorités syriennes et son ambassade pourrait rouvrir prochainement à Damas. D'autres pays arabes ont également pris langue avec Hayat Tahrir el-Cham. C'est également le cas de l'administration américaine et des équipes de Donald Trump.

Alors que Doha refusait toute normalisation avec le gouvernement de Bachar el-Assad et continuait de soutenir les islamistes du bastion d'Idleb, une fois le président syrien déchu le Qatar s'est empressé de nouer les premiers contacts avec les nouveaux maîtres de Damas.

Plusieurs pays ont également noué de premiers contacts avec HTC. Le «*Département des affaires politiques*» en Syrie a affirmé le 10 décembre que les ambassadeurs d'Irak, de Bahreïn, d'Oman, d'Égypte, des Émirats arabes unis, de Jordanie, d'Arabie saoudite et d'Italie s'étaient engagés à coopérer avec le nouveau régime, a rapporté Al-Mayadeen.

Toujours selon cette source, le Qatar va prochainement ouvrir son ambassade dans la capitale syrienne. Les États-Unis auraient aussi noué leurs premiers contacts avec les nouveaux dirigeants de Damas, a rapporté Reuters citant plusieurs sources américaines. Selon l'une d'elles, HTC serait également en contact avec les équipes du futur président américain Donald Trump.

Si le groupe djihadiste acceptait «*certaines exigences américaines*», a précisé une source de Reuters au Congrès, Washington pourrait envisager de retirer HTC de sa liste noire des organisations terroristes ainsi que lever les sanctions contre la Syrie. RT 11 déc. 2024

En famille, ses protégés sont au pouvoir à Damas.

Syrie : Netanyahou souhaite établir des relations avec les nouveaux maîtres de Damas - RT 11 déc. 2024

Après avoir évoqué un «*jour historique*», le jour du coup d'État contre Bachar el-Assad le 8 décembre, et annoncé que le Golan appartenait à l'État hébreu «*pour l'éternité*», le 10 décembre Benjamin Netanyahou s'est adressé aux nouveaux maîtres de Damas.

Selon le quotidien israélien Haaretz, dont la ligne éditoriale est critique sur la gouvernance du Premier ministre israélien, le chef du Likoud souhaiterait établir des relations diplomatiques avec le régime djihadiste de Damas.

Syrie : Tsahal annonce avoir effectué plus de 480 frappes en moins de 48 heures - RT 11 décembre

L'armée israélienne a affirmé, dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux le 10 décembre, avoir mené plus de 480 frappes sur le territoire syrien en moins de deux jours. Dans son

communiqué, Tsahal a annoncé avoir «*frappé la plupart des stocks d'armes stratégiques en Syrie pour éviter qu'ils ne tombent entre les mains d'éléments terroristes*».

L'armée israélienne a également précisé avoir mené des frappes via «*des navires lance-missiles de la marine»* qui ont «*frappé simultanément deux installations de la marine syrienne : le port d'Al-Bayda et le port de Lattaquié, où 15 navires de la marine syrienne étaient amarrés*», ajoutant que «des dizaines de missiles mer-mer d'une portée de 80 à 190 km ont été détruits».

De surcroît, Tsahal a indiqué que son aviation avait survolé le territoire syrien «pendant des centaines d'heures au-dessus de l'espace aérien syrien, effectuant plus de 350 frappes aériennes».

Selon l'armée israélienne les cibles touchées seraient «*des batteries antiaériennes, des aérodromes de l'armée de l'air syrienne et des dizaines de sites de production d'armes à Damas, Homs, Tartous, Lattaquié et Palmyre*», détruisant «*des missiles Scud, des missiles de croisière, des missiles sol-mer, sol-air et sol-sol, des drones, des avions de chasse, des hélicoptères d'attaque, des radars, des chars, des hangars*».

De plus, l'armée israélienne a déclaré avoir mené, au titre de ses opérations terrestres, des frappes «*sur 130 actifs*» en Syrie, «*notamment des dépôts d'armes, des structures militaires, des lanceurs et des positions de tir*».

J-C – Ils envahissent un pays, le bombardent, détruisent ses infrastructures, en toute impunité, et aucun Etat n'en profitent pour rompre ses relations avec lui. Mais alors, ils sont tous complices ? A des degrés divers, effectivement.

Post mortem de la Syrie : Terreur, occupation et Palestine par Pepe Escobar - Réseau International 12 décembre 2024

La cabale otano-israélienne qui applaudit à la chute de Damas obtiendra plus que ce à quoi elle s'attendait. Des luttes de pouvoir et des luttes intestines entre les milices extrémistes et la société civile, chacune soutenue par différents acteurs régionaux et étrangers qui veulent leur part du gâteau.

Le titre court définissant la fin abrupte et rapide de la Syrie telle que nous savions qu'elle serait : Eretz Israël rencontre le nouvel ottomanisme. Le sous-titre ? Une victoire pour l'Occident et un coup mortel porté à l'Axe de la Résistance.

Mais pour citer la culture pop américaine encore omniprésente, les hiboux ne sont peut-être pas ce qu'ils semblent être.

Commençons par la capitulation de l'ancien président syrien Bachar al-Assad. Des diplomates qataris, officieusement, soutiennent qu'Assad a tenté de négocier un transfert de pouvoir avec l'opposition armée qui avait lancé une offensive militaire majeure dans les jours précédents, en commençant par Alep, puis en se dirigeant rapidement vers le sud, vers Hama, Homs, en visant Damas. C'est ce qui a été discuté en détail entre la Russie, l'Iran et la Turquie à huis clos à Doha le week-end dernier, lors du dernier soupir du moribond «processus d'Astana» visant à démilitariser la Syrie.

Les négociations sur le transfert de pouvoir ont échoué. Assad s'est donc vu offrir l'asile par le président russe Vladimir Poutine à Moscou. Cela explique pourquoi l'Iran et la Russie ont instantanément changé de terminologie alors qu'ils se trouvaient encore à Doha, et ont commencé à parler d'«*opposition légitime*» afin de distinguer les réformistes non militants des extrémistes armés qui sèment la zizanie dans l'État.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dont le langage corporel en dit long sur sa colère, a littéralement déclaré : «*Assad doit négocier avec l'opposition légitime, qui figure sur la liste de l'ONU*».

C'est très important : Lavrov ne parlait pas de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la mafia djihado-salafiste, ou Djihadiste-à-louer, financée par l'Organisation nationale du renseignement turc (MIT) avec des armes financées par le Qatar, et entièrement soutenue par l'OTAN et Tel-Aviv.

Ce qui s'est passé après les funérailles à Doha est assez obscur, suggérant un coup d'État télécommandé par les services secrets occidentaux, se développant aussi rapidement que l'éclair, avec des rapports de trahison intérieure.

L'idée initiale d'Astana était d'assurer la sécurité de Damas et de confier la gestion de HTS à Ankara. Pourtant, Assad avait déjà commis une grave erreur stratégique en croyant aux nobles promesses de l'OTAN transmises par l'intermédiaire de ses nouveaux amis dirigeants arabes des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite.

À son propre étonnement, selon des responsables syriens et régionaux, Assad a finalement réalisé à quel point sa position était fragile, après avoir refusé l'assistance militaire de ses fidèles alliés régionaux, l'Iran et le Hezbollah, croyant que ses nouveaux alliés arabes pourraient le protéger.

L'Armée arabe syrienne (AAS) était en lambeaux après 13 ans de guerre et d'impitoyables sanctions américaines. La logistique était en proie à une corruption déplorable. La pourriture était systémique. Mais surtout, alors que beaucoup étaient prêts à combattre à nouveau les groupes terroristes soutenus par l'étranger, les initiés affirment qu'Assad n'a jamais déployé pleinement son armée pour contre-attaquer l'assaut.

Téhéran et Moscou ont tout essayé, jusqu'à la dernière minute. En fait, Assad était déjà en grande difficulté depuis sa visite à Moscou le 29 novembre, qui n'avait donné aucun résultat tangible. L'establishment de Damas a donc considéré l'insistance de la Russie pour qu'Assad abandonne ses précédentes lignes rouges sur la négociation d'un règlement politique comme un signal de facto annonçant la fin.

Turquie : «*Nous n'avons rien à voir avec cela*»

Outre le fait qu'il n'a rien fait pour empêcher l'atrophie et l'effondrement croissants de l'AAS, Assad n'a rien fait pour freiner Israël, qui bombarde la Syrie sans relâche depuis des années.

Jusqu'au dernier moment, Téhéran était prêt à aider : deux brigades étaient prêtes à entrer en Syrie, mais il aurait fallu au moins deux semaines pour les déployer.

L'agence de presse Fars a expliqué le mécanisme en détail, depuis l'inexorable manque de motivation des dirigeants syriens à lutter contre les brigades terroristes jusqu'à Assad, qui a ignoré les avertissements sérieux du guide suprême iranien Ali Khamenei depuis juin, jusqu'à il y a deux

mois, avec d'autres responsables iraniens avertissant que HTS et ses soutiens étrangers préparaient une guerre-éclair. Selon les Iraniens :

«*Après la chute d'Alep, il est devenu clair qu'Assad n'avait pas vraiment l'intention de rester au pouvoir, nous avons donc commencé à engager des pourparlers diplomatiques avec l'opposition et nous avons organisé la sortie en toute sécurité de nos troupes de Syrie. Si l'AAS ne se bat pas, nous ne risquerons pas non plus la vie de nos soldats. La Russie et les Émirats arabes unis ont réussi à le convaincre de se retirer, nous ne pouvions donc rien faire*».

La Russie n'a pas confirmé avoir convaincu Assad de se retirer : il suffit d'interpréter cette réunion ratée à Moscou le 29 novembre. Pourtant, il est significatif qu'il y ait eu confirmation, avant cela, que la Turquie savait tout de l'offensive de HTS il y a déjà six mois.

La version d'Ankara est, comme on peut s'y attendre, obscure : HTS l'a informée et lui a demandé de ne pas intervenir. En outre, le ministère turc des Affaires étrangères a affirmé que le président-calife Recep Tayyip Erdogan avait tenté d'avertir Assad (Damas n'a rien dit à ce sujet). Ankara, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan, nie fermement avoir orchestré ou approuvé l'offensive de Djihadiste-à-louer. Elle pourrait le regretter, car tout le monde, de Washington à Tel-Aviv, s'est empressé de s'attribuer le mérite de la chute de Damas.

Seule la machine de propagande de l'OTAN croit à cette version, car HTS est depuis des années entièrement soutenu non seulement par la Turquie, mais aussi, secrètement, par Israël, qui a été démasqué pour avoir versé des salaires aux extrémistes pendant la guerre en Syrie, et qui a fameusement aidé à réhabiliter les combattants d'Al-Qaïda blessés au combat.

Tout cela conduit au scénario prédominant d'une démolition contrôlée soigneusement calculée par la CIA, le MI6 et le Mossad, avec un flux d'armement ininterrompu, une formation ukrainienne des takfiris à l'utilisation de drones kamikazes FPV et des Samsonites remplis d'argent liquide pour corrompre les hauts fonctionnaires syriens.

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/post-mortem-de-la-syrie-terreur-occupation-et-palestine/

Quand les médias en sont à qualifier le djihadisme militaire de «respectable» par Jonathan Cook - Réseau International 12 décembre 2024

Soudain, après des années de représentation trompeuse du Hamas, les politiciens et les médias occidentaux cherchent désespérément à clarifier – ne serait-ce qu'en Syrie – la différence entre djihadistes et nationalistes islamiques.

Nous assistons à un phénomène très étrange. Pendant des années, les médias et les politiciens occidentaux ont été indifférents à la réalité du Hamas, qui n'est pas un mouvement djihadiste, comme Al-Qaïda ou l'État islamique, mais un mouvement de résistance nationale spécifiquement palestinien – pour autant qu'il soit sous-tendu par une idéologie islamiste qui le distingue des mouvements nationaux palestiniens laïques tels que le Fatah.

Peu après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est tenu aux côtés du secrétaire d'État américain Anthony Blinken et a affirmé sans contestation :

«*Le Hamas est l'État islamique [État islamique]… et le Hamas devrait être traité exactement de la même manière que l'État islamique a été traité*».

Mais le Hamas, contrairement à Al-Qaïda et à l'État islamique, ne cherche pas à recréer un califat englobant tout musulman où qu'il vive, indifférent aux frontières nationales. Il entend créer un État palestinien en Palestine. Israël, pour sa part, est déterminé à empêcher toute émergence d'un État palestinien, quitte à commettre un génocide.

Le Hamas n'exige pas une adhésion stricte à la loi religieuse, et ne donne pas la priorité à l'islam sur l'identité nationale palestinienne.

Il ne fait pas partie, comme Israël et ses apologistes occidentaux tentent de nous le faire croire, d'une quelconque croisade islamique, menant une guerre mondiale contre les valeurs d'une prétendue « *civilisation* » judéo-chrétienne.

Le Hamas n'opprime pas les chrétiens (une communauté chrétienne vivait paisiblement à Gaza jusqu'à ce qu'Israël commence à bombarder ses églises) et n'oblige pas les femmes à porter le voile.

La désignation par le Royaume-Uni du Hamas comme organisation terroriste, tant sur le plan militaire que sur celui de la protection sociale, se justifie en grande partie par cette représentation erronée du caractère idéologique du Hamas.

Je soulève cette question non pas pour faire l'éloge du Hamas (voir l'avertissement juridique ci-dessous), mais pour mettre en évidence l'hypocrisie actuelle et choquante de l'ensemble des médias occidentaux.

Aujourd'hui, la Syrie se retrouve dirigée par une émanation d'Al-Qaïda, rebaptisée HTS. Et les journalistes occidentaux, la BBC en tête, s'empressent d'expliquer comment le groupe est passé du jour au lendemain du djihadisme coupeur de têtes à un mouvement de résistance nationale syrienne modéré et « *favorable à la diversité* ».

Les médias sont subitement très soucieux de clarifier la différence entre djihadisme militant et Résistance nationale islamique, et d'insister sur le caractère respectable de cette dernière.

Évidemment, c'est présenté pour justifier la fin de la désignation d'HTS comme organisation terroriste par les gouvernements britannique et américain, alors que ces mêmes gouvernements maintiennent le Hamas dans la liste des organisations terroristes proscrites. C'est la raison invoquée pour faire de cette réincarnation d'Al-Qaïda un sympathique mouvement nationaliste syrien, prétendument désireux d'unifier le pays.

Les médias occidentaux sont tout à fait à même de saisir la différence entre djihadistes et nationalistes islamiques lorsqu'ils le souhaitent. Mais ils ne le feront que lorsque les services de sécurité nationale britanniques et américains leur demanderont de le faire.

Telle est la posture de ce qu'on nous présente comme étant une « *presse libre*».

Avertissement juridique : Les observations ci-dessus sont faites à des fins purement analytiques et ne visent en aucun cas à «*encourager le soutien*» au Hamas, ce qui constituerait une violation de l'article 12 de la loi britannique sur le terrorisme. Le Hamas est considéré comme une organisation terroriste par le gouvernement britannique.

Après tout, qui sommes-nous pour remettre en question la sagesse du gouvernement qui utilise la législation antiterroriste pour emprisonner des journalistes jusqu'à 14 ans pour avoir signalé l'application incohérente de ses politiques ?

Qui sommes-nous pour remettre en question le droit de la police britannique d'ordonner des descentes au domicile de journalistes indépendants, d'enquêter sur eux et de les arrêter, comme cela a été le cas pour Richard Medhurst et Asa Winstanley, parce qu'ils n'auraient pas suivi d'assez près la position du gouvernement britannique à l'égard du Hamas ?

Qui sommes-nous pour demander pourquoi les médias britanniques, défenseurs d'une glorieuse tradition de liberté de la presse, ne font pas état de l'arrestation et des enquêtes de police sur des journalistes indépendants pour avoir prétendument violé l'article 12 relatif au Hamas, alors que la police semble tout à fait réticente à appliquer l'article 12 relatif à HTS ? Rien de ce qui précède ne saurait suggérer que la Grande-Bretagne n'est pas pleinement démocratique ou qu'elle présente des signes annonciateurs d'un État policier.

Source: The Unz Review

Propagande des parole-parole en France d'al-Qaïda, du Front al-Nosra ou des Frères musulmans

J-C – Quel acharnement après coup. Pourquoi ? Que veulent-ils prouver ? Pour qui roulent-ils ? Devinez ?

- En Syrie, le long chemin pour documenter l'ampleur des crimes de la dynastie Assad - France 24 12 décembre 2024

Depuis le temps, ils ont eu le temps d'en fabriquer…

- Syrie: la BBC a retrouvé la mère d'Hamza Al-Khatib, l'enfant devenu symbole de la lutte contre Assad après avoir été torturé à mort en 2011 - Slate.fr 12 décembre 2024

Quel intérêt Assad aurait-il eu de torturer à mort une gamine de 13 ans en 2011?

- Syrie: après l'arrêt de la télévision d'État, quel avenir pour la liberté de la presse? - RFI 12 décembre 2024

Pourquoi, elle existait ?

- Turquie: Blinken insiste auprès d'Erdogan sur la protection des civils en Syrie - RFI 12 décembre 2024

Ils seraient menacés, par qui ?

- Syrie : Plus d'un million de personnes déplacées depuis l'offensive rebelle, selon l'ONU - 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

Que craignent-ils franchement ?

- En Syrie, les minorités inquiètes face aux véritables intentions des islamistes radicaux au pouvoir - France 24 12 décembre 2024

Pourquoi s'inquiètent-elles ?

- Les nouveaux maîtres de la Syrie cherchent à rassurer la communauté internationale - AFP 12 décembre 2024

Que craint-elle ?

- Syrie : Décimé territorialement, réduit matériellement… Quelle menace représente l'Etat islamique dans le pays ? - 20minutes.fr 12 décembre 2024

Comment, une menace ces rebelles humanistes ?

- Après la chute de Bachar el-Assad en Syrie, la crainte d'un retour de la menace jihadiste - RFI 12 décembre 2024

Ils les ont portés au pouvoir…

- Syrie: après la chute de Bachar el-Assad, le défi humanitaire - RFI 12 décembre 2024

Ce sont eux qui ont réduit le peuple syrien à la misère noire.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie: ces opposants libérés après des décennies de prison - BFMTV 12 décembre 2024

Pas Georges Ibrahim Abdallah ! Tiens, ils n'ont pas encore réhabilité le Hamas ?

- Les rebelles promettent de punir les crimes du régime d'Assad - Courrier international 12 décembre 2024

Parole de barbares fanatiques sanguinaires…

- Répression en Syrie : Aloïs Brunner, le criminel de guerre nazi au service du clan Assad - France 24 11 décembre 2024

Des milliers de nazi ont été recyclés après 1945 par les Etats-Unis, Israël et l'Allemagne notamment, l'UE.... Sans oublier toutes les dictatures militaires sud-américaines. Chut !

Les suppôts des nazis ukrainiens et sionistes se déchaînent sur l'ex-président élu de la République arabe unie.

Répression en Syrie : Aloïs Brunner, le criminel de guerre nazi au service du clan Assad - France 24 11 décembre 2024

La chute de Bachar al-Assad a mis fin en Syrie à cinq décennies d'un régime sanguinaire en partie inspiré par les méthodes du nazi Aloïs Brunner, l'un des principaux responsables de la "*solution finale*", le projet d'extermination des juifs d'Europe par le IIIe Reich.

Corps décharnés, marques de tortures, regards hagards... La libération de milliers de personnes emprisonnées dans les geôles syriennes a jeté une lumière crue sur les atrocités commises par le clan Assad. Un régime de terreur mis en place dès les années 1970, avec le début du règne de Hafez el-Assad, et inspiré par le nazi Aloïs Brunner, adjoint d'Adolf Eichmann, l'architecte de la "*solution finale*" pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 2017, une enquête du magazine de reportages XXI a retracé les liens qui ont uni le régime syrien et ce criminel de guerre accusé d'avoir envoyé 128 500 juifs vers les camps d'extermination.

Au cours de sa seconde vie en Syrie, l'ancien SS partage son expertise dans les techniques de surveillance, d'interrogatoire et de torture, héritées de son expérience avec la Gestapo. Ses méthodes brutales enseignées aux services secrets syriens vont durablement influencer la manière dont le régime réprime la dissidence politique.

Si le nazi n'a jamais été livré, il perdra peu à peu de son influence, jusqu'à devenir une simple carte à jouer et une monnaie d'échange pour le régime syrien. Soucieux de son image de modernisateur, Bachar al-Assad, arrivé au pouvoir en 2000, finit par lâcher l'ancien supplétif nazi de son père.

Bachar El-Assad était régulièrement accusé de torturer ses opposants. Le président syrien avait répondu en 2017.

Il était alors mis en cause par une enquête d'Amnesty International qui qualifiait la prison de Saydnaya "*d'abattoir humain*".

https://x.com/Inafr_officiel/status/1866952736584912995

Bienvenu chez le "*boucher*" Bachar.

J-C – Personne ne soupçonnera CNN et Paris Match d'être de connivence avec Bachar al-Assad, n'est-ce pas ?

« *Je n'ai pas été battu* » : porté disparu depuis 7 mois, un Américain découvert en Syrie après avoir été libéré par les rebelles - Paris Match 12 décembre 2024

Selon plusieurs médias, dont CNN, un citoyen américain âgé de 29 ans, disparu depuis plusieurs mois, a été retrouvé en Syrie il y a quelques jours. Cet homme, identifié comme étant Travis

Tinmerman, originaire du Missouri, a révélé qu'il avait récemment été libéré de prison après y avoir passé près de 7 mois.

D'après CNN, il a été découvert par des habitants, alors qu'il errait pieds nus dans un quartier du sud de Damas. Travis Tinmerman, qui a expliqué être en voyage « *spirituel* », est entré dans le pays sans autorisation, en franchissant la frontière depuis le Liban. C'est une fois être arrivé en Syrie qu'il a été arrêté par les forces armées d'al-Assad.

Après la chute du régime et la prise de la capitale par les rebelles armés le décembre dernier, de nombreuses personnes ont été libérées des prisons. C'est aussi le cas de Tinmerman, qui a indiqué que la porte de sa cellule a été enfoncée lundi par deux hommes munis d'AK-47.

Auprès de CBS, le jeune homme, qualifié de « pèlerin », a précisé les conditions de sa détention. « *Je n'ai pas été battu, j'ai été nourri et abreuvé. Les gardiens me traitaient décemment*. »

Il aurait même été autorisé a utilisé son téléphone il y a quelques semaines, pour passer un coup de téléphone à sa famille.

Russie.

ATACMS : l'attaque contre l'aérodrome de Taganrog «*ne restera pas sans réponse*», assure la Défense russe – RT 11 déc. 2024

Dans un communiqué publié sur Telegram ce 11 décembre, le ministère russe de la Défense a déclaré que les forces armées ukrainiennes avaient mené une attaque de missiles ATACMS, fournis par les États-Unis, contre l'aérodrome militaire de Taganrog, situé dans la région de Rostov.

Selon le ministère, «*six missiles*» ATACMS ont été utilisés. Deux d'entre eux ont été «*abattus*» par le système de défense aérienne Pantsir, tandis que les quatre autres «*ont été déviés par des moyens de guerre électronique*», a poursuivi la même source.

La chute de fragments des missiles «a fait des victimes parmi le personnel», a toutefois déclaré le ministère. «*Deux bâtiments techniques et trois véhicules militaires ont été légèrement endommagés, ainsi que des voitures civiles stationnées à proximité*», a encore précisé la Défense russe dans son communiqué.

«*Cette attaque par des armes à longue portée occidentales ne restera pas sans réponse. Des mesures appropriées seront prises*», est-il stipulé en conclusion. RT 11 déc. 2024

Frappes de missiles en Russie : «*Nous ne faisons qu'aggraver cette guerre*», estime Trump – RT 12 déc. 2024

Les frappes de l'Ukraine en profondeur du territoire russe, à l'aide de missiles américains, «*n'auraient pas dû être autorisées*» a déclaré Donald Trump dans une interview au *Time Magazine* publiée ce 12 décembre. L'hebdomadaire a désigné «*homme de l'année*» le vainqueur de la présidentielle américaine.

«*Je ne suis pas du tout d'accord pour envoyer des missiles à des centaines de kilomètres en Russie. Pourquoi faisons-nous cela ?*», a déclaré Trump au *Time*, au cours de cette interview réalisée le 25 novembre, à Mar-a-Lago. «*Nous ne faisons qu'aggraver cette guerre*», a-t-il poursuivi.

En complément.

Législatives en Allemagne : en cas de victoire, Merz entend livrer à Kiev des missiles Taurus - RT11 déc. 2024

Friedrich Merz, leader de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), espère que l'Allemagne sera en mesure de fournir à Kiev des missiles Taurus en collaboration avec les États-Unis et les Européens si son parti remporte les prochaines législatives. La CDU est largement en tête des sondages.

La semaine dernière, le 6 décembre, le Parti libéral-démocrate (FDP) a présenté une résolution au Bundestag, le Parlement allemand, appelant à la livraison de missiles de croisière à l'Ukraine. «Le gouvernement allemand devrait immédiatement autoriser la livraison des missiles de croisière Taurus pour permettre à l'Ukraine de frapper des cibles militaires loin derrière la ligne de front», indique cette résolution.

Etats-Unis.

Fortune : Elon Musk devient le premier à dépasser les 400 milliards de dollars - 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

Déjà considéré comme l'homme le plus riche de la planète, Elon Musk, patron notamment de Tesla et SpaceX, vient de dépasser les 400 milliards de dollars de fortune, une première, rapporte Bloomberg.

Le prix de l'action de Tesla a augmenté de plus de 65 % depuis l'élection début novembre de Donald Trump, selon Bloomberg.

Par ailleurs, SpaceX et ses investisseurs ont accepté d'acheter jusqu'à 1,25 milliard de dollars d'actions de la société faisant grimper la valeur de l'entreprise spatiale à environ 350 milliards de dollars. Cette transaction a augmenté la fortune personnelle d'Elon Musk d'environ 50 milliards de dollars, la portant à 440 milliards de dollars, toujours selon Bloomberg. 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

États-Unis: Donald Trump choisit Kari Lake pour diriger Voice of America - RFI 12 décembre 2024

Il a choisi une fidèle, Kari Lake, pour diriger le média public Voice of America, qui émet dans le monde entier, en plusieurs langues.

Elle sera chargée, a-t-il indiqué, de « *garantir que les valeurs américaines sont émises à travers le monde avec équité et exactitude, contrairement aux mensonges colportés par les médias de fake news* ».

Les fake news, Kari Lake connaît : présentatrice télé pendant trente ans, elle a quitté son poste en 2021 après une série de déclarations controversées sur les médias sociaux – elle avait entre autres partagé de fausses informations pendant la pandémie de Covid-19. (Il faut entendre certainement, de vraies informations puisque tous les médias n'en avaient diffusées que des fausses. - J-C)

OTAN.

J-C – Révélateur. Ne cherchez pas le mot « *paix* », il n'y figure pas.

"Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre".

Le chef de l'Otan appelle l'Europe au sursaut pour éviter une "*grande guerre*" - AFP 12 décembre 2024

L'Europe doit impérativement sortir de sa torpeur et dépenser "*beaucoup plus*" pour sa défense, a averti jeudi le chef de l'Otan Mark Rutte, jugeant qu'elle n'était pas préparée face à la menace d'une guerre contre la Russie.

"*Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre*", a déclaré le secrétaire général de l'Alliance dans son premier grand discours depuis sa prise de fonction en octobre.

Dans une allocution au ton grave, M. Rutte en a appelé au soutien de l'opinion publique et au sens du sacrifice pour "empêcher la prochaine grande guerre sur le territoire de l'Otan".

"*Le danger se rapproche de nous à grande vitesse*", a encore averti le secrétaire général de l'Otan, en évoquant la menace russe sur le continent européen.

"*Ce qui se passe en Ukraine peut aussi se produire ici*", a insisté l'ancien Premier ministre néerlandais et même si, a-t-il ajouté, il n'y a aucune menace militaire imminente contre l'Otan, cela n'empêche pas la Russie de se préparer à "*une confrontation à long terme avec l'Ukraine, et avec nous*", les 32 pays de l'Otan.

"*L'économie russe est sur le pied de guerre*", pendant qu'en Europe, les Etats rechignent à dépenser davantage pour augmenter leurs capacités de défense, a-t-il encore déploré.

Et au-delà de la Russie, la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord sont "*à la tâche pour affaiblir l'Amérique du Nord et l'Europe*", a souligné M. Rutte.

Les pays de l'Otan dépensent "*beaucoup moins*" pour leur défense qu'ils ne le faisaient pendant la Guerre froide, quand ils y consacraient plus de 3% de leur Produit intérieur brut (PIB).

En 2023, les Alliés ont décidé de porter à 2% de leur PIB le niveau de leurs dépenses militaires. Mais, seuls 23 d'entre eux ont atteint ce seuil.

Certains pays de l'Otan évoquent la nécessité de porter ce seuil à 3%, mais ils restent divisés et aucune décision n'a encore été prise.

"*J'ai décidé aujourd'hui de ne pas évoquer de nouveau chiffre, nous avons besoin de davantage de temps pour consulter les Alliés sur ce que le nouveau seuil pourrait être*", a indiqué M. Rutte lors du débat qui a suivi son discours.

Il devra être "*considérablement au-dessus de 2%. Et si nous dépensons plus sans dépenser mieux, il faudra aller au moins jusqu'à 4%*", a-t-il souligné, ajoutant que, pour éviter un tel montant, il faudrait "innover" et "acheter en commun".

Chaque point supplémentaire de PIB représente, pour les pays de l'UE --dont 23 sont aussi membres de l'Otan--, quelque 200 milliards supplémentaires, a indiqué le nouveau commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius.

Cet effort a un coût qui implique des sacrifices, a encore expliqué le secrétaire général de l'Otan. "*Je sais que dépenser plus pour la défense signifie dépenser moins pour d'autres priorités, mais c'est seulement un peu moins*", a-t-il assuré, suggérant d'utiliser "*une petite fraction*" des dépenses sociales pour y parvenir.

"*Pour protéger notre liberté (...) vos hommes politiques doivent vous écouter*", a-t-il martelé, en s'adressant directement au grand public. "Dites-leur que vous acceptez de faire des sacrifices aujourd'hui afin que nous restions en sécurité demain", a-t-il réclamé.

"*Si nous ne dépensons pas davantage ensemble maintenant pour empêcher la guerre, nous paierons un prix beaucoup, beaucoup, beaucoup plus élevé plus tard en la faisant*", a conclu M. Rutte.

Burkina Faso.

Au Burkina Faso, plus d'un million de personnes sont retournées dans les localités libérées - Afrique Media 10 décembre 2024

Au Burkina Faso, plus d'un million de personnes sont retournées dans les localités que l'armée a reprises aux djihadistes, selon Sidwaya qui cite la ministre des Affaires humanitaires et de la Solidarité, Nandy Somé.

Cette dernière a indiqué que les autorités s'efforçaient de ramener des personnes déplacées internes (PDI) dans leurs régions d'origine. Il s'agit du retour de 1 005 637 personnes dans 650 localités, d'après les chiffres du 30 novembre 2024. Ainsi, plus de 105 000 ménages reviendront.

« *Pour atteindre ces résultats, notre département a apporté une contribution substantielle à travers la mise en place d'un plan de soutien aux PDI, aux personnes pauvres et vulnérables et autres personnes affectées par le terrorisme* », a déclaré la ministre.

Les personnes ont reçu de la nourriture, des produits de première nécessité, un soutien psychologique et une formation professionnelle.

Plus tôt, le président de transition du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a nommé Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo au poste de Premier ministre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 décembre 2024

Plus le temps de bavarder, j'ai commencé à rédiger deux textes et je voudrais bien les terminer rapidement.

J'ai dû abandonner un tas de textes ces dernières semaines, parce que je ne pouvais plus me concentrer, car lorsque l'on réfléchit, apparemment les poumons et le cerveau ont besoin de davantage d'oxygène, la même chose se produit quand on parle, là vous me direz que c'est normal puisqu'on ouvre et ferme la bouche, on se livre à un exercice mécanique qui consomme de l'énergie, donc de l'oxygène, en infirme quantité apparemment, mais pas que d'après ce que j'ai constaté. Je dois arrêter de parler pour reprendre ma respiration, et cela au bout de deux minutes seulement.

Plus étonnant encore, quand je fais du vélo entre 30 minutes et 1h30 en regardant un film, un documentaire ou un concert à l'ordinateur, je pense moins ou je suis moins concentré, je n'éprouve pas de difficulté respiratoire. Vous me direz que c'est normal puisque je m'oxygène en même temps que je pédale, sans doute, car sinon, dès que j'ai la moindre activité, j'ai la respiration qui se bloque. Par exemple me laver les dents, je ne déconne pas, cela me fait tousser, sauf les jours où j'ai fait du vélo ou un peu de marche, rester scotcher devant l'ordinateur toute la journée est néfaste pour la santé, c'est évident.

Je vais attendre la fin de l'année pour prendre de « *bonnes résolutions* », j'espère qu'une nouvelle guerre ne va pas nous pourrir encore la vie. On aura comme chaque fois une pensée pour tous les peuples dans le monde qui sont plus mal lotis que nous.

J'ai entendu que c'était la révolution qui avait guidé Lénine au cours de sa vie, le meilleur guide qui soit assurément, cela dit, bien peu y pensent encore parmi nous hélas ou en dilettante seulement, alors sans faire dans le sentimentalisme ou le pathos car ce je déteste cela, n'oublions jamais tous ceux qui sont victimes d'injustices quelque part dans le monde, soutenons-les comme nous pouvons.

En Inde, je suis réduit à l'impuissance, alors je rends quotidiennement de menus services à un tas d'Indiens pauvres de mon village, il n'y a que des pauvres ici, histoire de soulager un peu leur quotidien, et souvent c'est suffisant pour leur donner un peu de réconfort, leurs visages s'illuminent, ils sourient, ils deviennent loquaces, un vrai bonheur partagé, elle n'est pas belle la vie, bordel !

Bon dimanche.

Abu Mohammad al-Joulani, le n°1 du Front al-Nosra en Syrie issu d'al-Qaïda qui est également le n°2 de Daesh en Syrie est devenu le maître de Damas, et un macroniste a été nommé à Matignon, tout est dans l'ordre des choses !

Totalitarisme. Une impression ou une réalité ?

Australie : Une loi pour emprisonner les enfants dès 10 ans adoptée face à la criminalité juvénile - 20minutes.fr/AFP 13 décembre 2024

En Australie, l'assemblée de l'État du Queensland vient d'adopter un texte punitif permettant d'infliger les mêmes peines d'emprisonnement à des enfants de 10 ans qu'à des adultes. Une mesure prise dans le but d'enrayer « *la criminalité infantile* » qui progresse dans cet état célèbre dans le monde entier pour sa fabuleuse grande barrière de corail, ses plages de rêve et ses spots de surf. Derrière la carte postale se cache une autre réalité. Dans cet état où 25 % de la population est née à l'étranger, les autorités font face à une montée en flèche de la délinquance juvénile. Selon les statistiques officielles, le nombre d'enfants délinquants âgés de 10 à 17 ans au Queensland a augmenté de 6 % sur un an entre juin 2022 et juin 2023.

Son administration a reconnu que la loi était « i*ncompatible* » avec les droits humains et qu'elle aurait probablement un « *impact plus important* » sur les enfants aborigènes. Mais il a décidé de passer outre, et a pu compter sur le soutien des parlementaires travaillistes de l'opposition de centre gauche.

Les défenseurs des droits humains s'étouffent face à ce texte accusé de pénaliser de manière disproportionnée les enfants aborigènes.

Sur la situation politique et sociale en France.

L'extrême centre est une combinaison du Front populaire et de l'extrême droite, il est compatible avec les deux.

J-C - La tournure qu'a prise le capitalisme mondial ne permet plus aux vieux pays capitalistes de garantir un niveau de vie élevé à leurs populations. La régression sociale qui en découle, conduit une proportion toujours plus grande d'entre elles à rejeter les institutions, et donc les partis chargés d'appliquer cette politique antisociale.

Les vieux partis de l'ordre de droite comme de gauche sont usés jusqu'à la corde, par conséquent ils se retrouvent obligés de constituer des coalitions pour continuer à exister, quitte à céder leur place à l'un de leurs supplétifs figurant dans leur coalition, qui sera chargé d'appliquer leur programme à leur place pour ainsi dire à la lettre.

Après avoir alterné au pouvoir ou être fois parvenus au pouvoir, rapidement ils se retrouvent à leur tour rejetés et rapidement usés par l'exercice du pouvoir qui les aura rendu très impopulaire. Ces nouveaux partis sans assise populaire, sortent pour ainsi dire carbonisés à l'issue de cette épreuve, il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les partis qui ne sont jamais parvenus au pouvoir, bien qu'ils ne présentaient pas une réelle menace pour les institutions ou le régime en place. Présentés comme

des opposants au régime, pour réaliser la sale besogne qu'on attend d'eux et sauver tant bien que mal leur réputation, ils vont être tentés d'exiger en retour quelques compensations aux grands ordonnateurs de cette mauvaise comédie...

François Bayrou Premier ministre, le choix de l'extrême centre - mesinfos.fr 13 décembre 2024

A l'heure où les extrêmes sont à la mode chez les électeurs et se partagent les sièges à l'Assemblée nationale, le président a donc choisi de miser sur "*l'extrême centre*".

Dans une Assemblée nationale où La France insoumise et le Rassemblement national prédominent, la nomination du maire de Pau est d'une certaine manière le triomphe de l'"*extrême centre*". mesinfos.fr 13 décembre 2024

Et cela ne date pas d'hier.

J-C- Je n'ai pas eu le temps de creuser davantage ce sujet, mais je suis pratiquement sûr qu'en remontant à la création de l'UDF ou même bien avant, on remonterait à l'origine de cette (variante) idéologie.

Il est le précurseur du macronisme en quelque sorte, "*François Bayrou est en train d'inventer l'extrême centre*", c'est ainsi que le présentait Les Echos le 6 février 2007 (actualisé le 6 février 2017).

Bayrou ou le Premier ministre qui bénéficie de la « *bienveillance* » de RN.

Pour Politis du 13 décembre 2024 : Bayrou, l'homme dont personne ne voulait (pas même Macron) sauf le RN.

Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Assurément une nouvelle aubaine pour l'extrême droite, à laquelle Emmanuel Macron ouvre encore davantage les portes du pouvoir.

L'aventure d'Emmanuel Macron a commencé avec François Bayrou. Elle finira avec lui. Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Alors que les Français ont exigé une politique de rupture, il prend ainsi le risque d'aggraver plus encore la crise démocratique que traverse le pays.

Qu'ont dit les Français en juillet dernier à l'occasion des élections législatives ? Pour les deux tiers d'entre eux, à la faveur d'un front républicain, qu'ils ne voulaient pas du Rassemblement national. Dans la même proportion, ils ont rejeté en deux blocs (NFP d'un côté, RN de l'autre) la politique menée par Emmanuel Macron depuis sept ans. Enfin, sans plébiscite aucun, ils ont préféré la coalition du Nouveau Front populaire qui est arrivée en tête du scrutin.

Après un premier déni présidentiel qui a donné lieu au gouvernement le plus court de la Ve République avec Michel Barnier, Emmanuel Macron s'entête à ne pas laisser la gauche gouverner.

Ainsi les quatre formations de gauche constituant le NFP ont elles d'ores et déjà annoncé ne pas vouloir participer à cette mascarade gouvernementale qui avait pourtant pour but de réunir et la gauche et la droite dans un même gouvernement dit « *d'intérêt général* ». Et qui n'avait d'intérêt général que dans l'intérêt personnel d'Emmanuel Macron. Nouvel échec donc.

Le mantra macronien du « *en même temps* » prend l'eau une nouvelle fois. Pire, alors que le président de la République s'était engagé à ne plus dépendre du Rassemblement national devant les forces politiques réunies à l'Élysée la semaine dernière, Jordan Bardella assure « *qu'il n'y aura pas de censure a priori* », assurant au nouveau premier ministre une certaine forme de tranquillité et de stabilité à poursuivre la politique macronienne.

Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques ?

Si le patron du RN reconnaît que ce nouveau premier ministre « *n'a pas de légitimité démocratique* », il l'appelle néanmoins au « *dialogue nécessaire* ». Le regard bienveillant du parti lepéniste à l'endroit de François Bayrou ne date pas d'hier. Un « *élu respectable* » pour les députés du camp Le Pen. Une bienveillance qui a de quoi surprendre quand on retrace le parcours du Béarnais, qui a commencé sa carrière politique en 1982, il y a près de 42 ans.

Une faveur frontiste qui surprend d'autant plus que le maire de Pau et ses amis du Modem ont été de toutes les aventures de la droite et du centre depuis Jacques Chirac en passant par Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Ceux-là mêmes qui ont conduit le pays dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Tout ce que dénonce le FN-RN depuis des décennies. Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques – et sans doute certaines victoires dont il pourra se prévaloir dans les semaines à venir comme il l'a fait avec Michel Barnier – après tant de clémence ?

La vérité oblige à dire qu'Emmanuel Macron ne comptait pas nommer François Bayrou à Matignon. Mais en refusant de le nommer – ce qu'il avait pourtant confirmé à l'intéressé dès ce vendredi matin –, le Modem aurait sans doute quitté le *« bloc central* » qui ne compte plus grand monde, en dehors des macronistes et des centristes. C'est donc bien contraint par ses propres alliés qu'il a fini par céder. Le plus beau compliment qu'on puisse lui faire consiste à dire qu'il était le moins mauvais pour Matignon.

Parce qu'en réalité, le choix Bayrou ne satisfait personne : les macronistes étaient très divisés sur ce choix. Les Républicains n'en voulaient pas, la plupart n'ayant toujours pas digéré qu'il n'ait pas soutenu Sarkozy en 2007 et 2012. Et la gauche avait prévenu que le choix Bayrou serait une erreur. Finalement, seul le RN a volé à son secours. Certes timidement. Certes le couteau sous la gorge de Bayrou. Mais cette nouvelle nomination à Matignon constitue assurément une nouvelle aubaine pour le RN. Bayrou a fait élire Macron avec la promesse de faire reculer l'extrême droite, il vient de lui ouvrir les portes du pouvoir. politis.fr 13 décembre 2024

Bayrou est l'incarnation grotesque, caricatural de l'arriviste, de l'affairiste, malgré parfois les apparences, forcément !

Gouvernement d'un vendredi 13, Bayrou y marche du pied gauche - francesoir.fr 13 décembre 2024

Il attendait ça depuis longtemps, son heure est venue…

Pas si sûr que cela dure. Celui en qui on n'a pas forcément confiance en politique, mais faute de grive on mange des merles, arrive à point nommé, car il paraît que Le Drian n'a pas voulu de la patate chaude. Mais qui en voudrait ?

Plus centre mou, tu meurs… ce n'est pas certain qu'il fasse l'unanimité. Tout comme Barnier, lui n'a jamais rien fait, la politique est son métier et il en a vécu et pas trop mal. Son bâton de maréchal pourrait bien être un bâton merdeux, la conjoncture n'est pas très bonne.

N'était-ce pas lui qui traitait Macron d'"*hologramme, derrière lequel la finance prenait le pouvoir*".

Humiliation suprême, comme pour Darmanin qui affirmait que Macron serait le "*poison définitif*" d'un "*pays malade*", ou Philippe qui, de Macron disait, "*celui qui n'assume rien, mais promet tout*", voire de Le Maire, "*Macron, c'est de la soupe*"… Tous seront venus manger dans la main du maître quand celui-ci leur aura ordonné. Perversion suprême du palais dans une jouissance peu retenue…, avec déglutissage d'amour-propre.

Comme le disait l'adage, l'amour propre ne le reste jamais très longtemps. Ils auront été les Kleenex d'un pouvoir qui les a instrumentalisés sur le chemin d'une Europe de non élus, dictature d'une volonté à la sauce du World Economic Forum. francesoir.fr 13 décembre 2024

En famille. Même pas peur ! Pas besoin du 49.3 : Adopté, emballé, c'est pesé ! Pas de censure non plus, alors, rassuré ?

François Bayrou Premier ministre : Pourquoi le Rassemblement national est si bienveillant envers lui - Le HuffPost 14 décembre 2024

En 2022, lors de la campagne des élections législatives suivant la présidentielle, François Bayrou débat sur le plateau de France 2 avec Philippe Ballard (RN). "*Je ne sais pas si ça s'appelle extrême-droite"*, lançait-il à propos du RN. De quoi flatter un parti en recherche de normalisation et de dédiabolisation.

Nommé Premier ministre ce vendredi 13 décembre, François Bayrou n'a pour l'instant rien à craindre du Rassemblement national, a confirmé son président Jordan Bardella.

Le Rassemblement national y trouve aussi son compte. Si Marine Le Pen a mis en garde contre « *le prolongement du macronisme (...) qui ne pourrait mener qu'à l'impasse et à l'échec* », les troupes lepénistes ne censureront pas « *a priori* ».

Ce discours, François Bayrou pourrait bien y souscrire, en témoigne un épisode marquant de la campagne présidentielle 2022. À cinq jours de la date limite pour recueillir les 500 signatures indispensables pour se présenter, la candidate du RN Marine Le Pen est en difficulté : il lui en manque encore 86. C'est là que François Bayrou décide de lui venir en aide.

« *Je donnerai ma signature à madame Le Pen, annonce-t-il, non sans un petit pincement au cœur pour sauver la démocratie* ». « *Je considère que je ne peux pas défendre l'idée que le président de la République serait élu dans une élection de laquelle les principaux candidats seraient exclus* », justifie-t-il, tout en rappelant que « *signature ne fait pas soutien* ». La suite est connue : Marine Le Pen passe le seuil de signatures requises, se qualifie pour le second tour et perd (encore) face à

Emmanuel Macron. Mais le geste de François Bayrou a été enregistré : « *Le jour venu, il faudra s'en souvenir* », aurait-elle dit à ses troupes selon Le Point. Un renvoi d'ascenseur qui pourrait se faire dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, lors d'un éventuel vote de confiance ou de l'examen des textes budgétaires 2025, dossier prioritaire sur le bureau du nouveau Premier ministre.

Reste un dernier point, qui a sans doute contribué à faire grimper la côte Bayrou dans le camp Le Pen : leurs ennuis judiciaires. Les deux ont comparu devant la justice pour des soupçons de détournement de fonds européens. En février 2024, François Bayrou avait été relaxé (mais son parti et plusieurs élus condamnés), avant que le parquet ne fasse appel. La date du nouveau procès n'a pas encore été fixée. Concernant Marine Le Pen, le parquet a requis en novembre l'inéligibilité avec exécution provisoire et cinq ans de prison dont deux fermes.

Cette demande d'inéligibilité, susceptible de priver Marine Le Pen d'une candidature à l'Élysée en 2027, avait déclenché la fureur du RN. Et valu à l'intéressée le soutien de François Bayrou, opposé à la demande d'exécution provisoire d'inéligibilité qui ne permet pas de faire appel de la décision. « *J'ai combattu le Front national à toutes les élections et dans tous les débats, parce que je ne partage pas ses idées et encore moins ses arrière-pensées. Mais je pense que dans la situation qui serait ainsi faite, un certain nombre de citoyens considéreraient qu'il y a quelque chose qui biaise la vie démocratique* », avait-il jugé le 24 novembre.

En dépit de désaccords de fond, « *nous avons toujours eu des relations correctes* » a réagi Marine Le Pen auprès du *Figaro* après l'annonce.

Pour Gaëtan Dussausaye, député du Rassemblement national, le choix de François Bayrou « *confirme le poids et l'importance du RN dans la prise de décision et dans la vie politique française* ». Aujourd'hui « *on ne peut pas faire sans nous. C'est ce que semble indiquer la nomination de François Bayrou* », poursuit-il, interrogé sur Public Sénat.

Bayrou présente une loi à l'Assemblée nationale, que se passe-t-il ? Les uns votent pour, les autres s'abstiennent, et le dernier quarteron minoritaire de LFI vote contre : Adoptée !

Bayrou nommé Premier ministre: le PS lui demande de renoncer au 49.3 en échange d'une non-censure - BFMTV 13 décembre 2024

Le Parti socialiste a notamment demandé vendredi 13 décembre au nouveau Premier ministre François Bayrou de s'engager à renoncer au 49.3, qui permet de faire passer une loi sans vote à l'Assemblée, en échange d'une non-censure des députés socialistes.

Le PS demande également dans ce courrier adressé à François Bayrou, et adopté à l'unanimité par le bureau national du parti, "*la garantie que (le) gouvernement ne se placera en aucune manière sous la dépendance du Rassemblement national, ni ne reprendra à son compte son programme xénophobe*".

Syrie.

L'Etat juif d'apartheid génocidaire ou le fascisme ordinaire.

Israël adopte une loi autorisant quatre ans de détention sans jugement, ni preuve - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Avika Fogel, un député israélien kahaniste (Otzma Yehudit, Force juive), président de la Commission de la sécurité nationale, a fait adopter par la Knesset, en septembre, une loi autorisant la police à effectuer une surveillance généralisée avec de nouvelles technologies, sans contrôle judiciaire.

Il a fait adopter en novembre, en première lecture, une loi autorisant un commandant de police et d'autres fonctionnaires à demander l'autorisation du président d'un tribunal de district ou de son adjoint pour infiltrer un ordinateur personnel ou un téléphone portable.

Il vient de faire adopter une troisième loi autorisant la police, sur instruction du procureur général, à prendre des mesures restrictives de liberté que le prévenu devra respecter au risque d'être soumis à quatre années d'emprisonnement. Il pourra s'agir d'une détention administrative, c'est-à-dire sans jugement, sur la seule base de renseignements classifiés, sans que la police ait à apporter de preuves.

Quelques infos et analyses à prendre au conditionnel.

Meyssan fait des révélations sur la guerre en Syrie - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Thierry Meyssan présente les accords secrets qui ont permis au Pentagone de renverser la République arabe syrienne. Sa narration est très différente de celle des grands médias quoi qu'elle ne les contredise pas. Edouard Husson réagit à ces révélations en les plaçant dans le contexte des pratiques gouvernementales occidentales.

Puis Thierry Meyssan dément la présentation que les médias internationaux font de la République arabe syrienne et de son président Bachar el-Assad. Sur ce point, il s'inscrit en faux contre la narration officielle. Edouard Husson pose la question des conséquences de cette propagande.

https://www.youtube.com/watch?v=V0r47LBgx1c

J-C – A écouter d'une oreille distraite en l'absence d'informations sourcées, où se croit-il Meyssan, à quelle époque, s'il veut parler en code ou en morse avec des gens qui se comprennent, qu'ils s'adressent à ces amis de l'armée française.

Ils sont passés à côté du facteur essentiel qui détermine tout le reste ou Meyssan l'a évoqué de manière grossière, l'économie, car il est à l'origine de toutes les guerres, y compris celles dites de religion, de tous les coups d'Etat qui en novlangue sont devenus poétiquement des révolutions de couleurs, des fleurs (jasmin en Tunisie).

Ce facteur est le nerf de la guerre que mènent les puissances impérialistes aux pays dominés, colonisés, sous-développés, fort de leur statut de première puissance mondiale financière et

militaire, les Etats-Unis et ses alliés ou vassaux commencent par intimider, menacer, déstabiliser politiquement les Etats dont le sous-sol renferme d'importantes réserves en matières premières.

Pour renverser ces Etats et en assurer le contrôle par la suite, les impérialistes vont les agresser militairement et occuper ces pays, de manière à s'emparer de leurs principales sources de richesses (Le pétrole et le gaz en l'occurrence au Moyen-Orient) qu'ils exploiteront pour leur compte, de sorte que la population sera réduite à la pauvreté, et les gouvernements de ces pays seront privés des moyens financiers pour y remédier ou améliorer leur sort, reconstruire les infrastructures qui auront été détruites lors de bombardements réalisés par leurs agresseurs occidentaux, pour aggraver leur situation et affaiblir davantage ces Etats, faire en sorte qu'ils ne puissent jamais se relever et affirmer leur indépendance, ils leur imposeront un sévère embargo, ce qui permettra aux impérialistes d'en demeurer les maîtres aussi longtemps que ces peuples ne se soulèveront pas pour les chasser et rétablir leur souveraineté.

Que ce soit en Irak, en Libye ou en Syrie, c'est le scénario qui s'est produit ou répété. En Syrie, ils ont occupé le nord de la Syrie et privé les autorités des revenus du pétrole et de l'agriculture qui auraient permis de satisfaire les besoins alimentaires de la population, en énergie, de disposer d'une importante rente pétrolière et gazière pour améliorer le sort quotidien du peuple syrien et reconstruire rapidement les infrastructures essentiels du pays.

C'est donc selon une stratégie politique déterminée, que les impérialistes anglo-saxons ont étranglé économiquement le pouvoir et le peuple syrien, afin de leur imposer un régime dictatorial à leur botte, qu'ils comptent maintenir en place sur fond de pauvreté, de terreur et de chaos généralisé, ce qui leur permettra de continuer de piller ses richesses. Pour autant, jamais dans le monde aucun régime reposant sur ces critères n'est parvenu à se maintenir en place indéfiniment, car les peuples n'ont jamais renoncé à leurs besoins ou aspirations.

Dans le cas de ces pays, pour leurs peuples, mettre fin au colonialisme économique et s'organiser sur le plan politique pour chasser leurs agresseurs ou conquérir leur souveraineté, s'avèrera une tâche impossible à réaliser aussi longtemps que les prolétariats des puissances occidentales qui les oppriment et les exploitent ne réaliseront pas leur propre révolution politique et sociale.

En complément.

J-C- Le récit fabriqué ou amplifié des médias littéralement hystériques destiné à faire passer les barbares du Front al-Nosra au pouvoir en Syrie pour une aubaine pour le peuple syrien à côté du « *sanguinaire* » Bachar al-Assad. Hier,

J'ai appris en écoutant monsieur Meyssan, qu'Abu Mohammad al-Joulani d'al-Qaïda n'avait pas seulement fondé le Front al-Nosra en Syrie, il était également le n°2 de Daesh en Syrie, l'organisation des exécutions sommaires sur la place publique, des coupeurs de tête, de mains, de démembrements, de crucifixions, d'éventrements et autres atrocités, d'innombrables massacres de civils innocents…

Question : Sérieusement, peut-on se fier à des infos provenant de médias qui soutiennent ce genre de monstres, qui font abstraction des atrocités qu'ils ont commis ? Il faut être cinglé ou bien malintentionné pour les croire, ou franchement malhonnêtes comme les ONG qui ont fabriqué des dossiers à charge contre la République arabe syrienne pour le compte de ses agresseurs.

On y reviendra demain ou dans quelques jours. En attendant, une leçon que les « *héritiers* » autoproclamés de Trotsky ont oubliée ou jamais compris, du coup, logiquement on retrouve ces

petits bourgeois à hurler avec les loups contre la République arabe syrienne, c'est-à-dire au côté de l'impérialisme américain, britannique et français et de leurs mercenaires bourreaux du peuple syrien.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. (Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Léon Trotsky 15 janvier 1938)

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/01/tapage.pdf

Le vomi des médias mainstreams.

- Dans les ruines du régime Assad, des millions de pilules de captagon - AFP

- Captagon : « *La Syrie de Bachar al-Assad était un narco-Etat* » - Publicsenat.fr

- Syrie : Le captagon, « *cocaïne du pauvre* » et manne financière du régime de Bachar al-Assad -20minutes.fr

- Syrie : les rescapés de l'enfer des geôles d'Assad - France 24

- "*Trop de gens sont morts devant moi*": en Syrie, un survivant de Saidnaya témoigne de la torture au sein de la prison – BFMTV

Etc. Etc. Etc.

La Turquie dit avoir convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive rebelle - RFI 14 décembre 2024

La Turquie a convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive des rebelles qui a conduit à la chute de Bachar al-Assad, a affirmé vendredi le ministre turc des Affaires étrangères.

« *La chose la plus importante à faire était de parler aux Russes et aux Iraniens et d'être sûr qu'ils n'entreraient pas militairement dans l'équation. Nous avons parlé avec les Russes et les Iraniens, ils ont compris* », a déclaré Hakan Fidan lors d'un entretien diffusé en direct sur la chaîne privée turque NTV. « *Afin qu'il y ait un minimum de pertes en vies humaines, nous nous sommes efforcés d'y parvenir sans effusion de sang en poursuivant des négociations ciblées avec deux acteurs importants capables d'utiliser la force* », a-t-il poursuivi.

Pour le chef de la diplomatie turque, si Bachar el-Assad avait reçu le soutien de la Russie et de l'Iran, il y avait un risque que « *la victoire de l'opposition [...] prenne beaucoup de temps et cela aurait été sanglant* ». « *Mais les Russes et les Iraniens ont vu que ça n'avait plus aucun sens. L'homme dans lequel ils ont investi n'est pas un homme à investir. De plus, les conditions dans la région, ainsi que les conditions mondiales ne sont pas les mêmes* », a-t-il précisé.

HTS impose à la résistance palestinienne de désarmer et fermer ses bases en Syrie - thecradle.co 13 décembre 2024

Les nouveaux dirigeants de Damas prennent des mesures pour empêcher les Palestiniens de se défendre ou de résister à Israël.

Des représentants de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la nouvelle organisation extrémiste au pouvoir à Damas, ont informé les représentants des factions palestiniennes en Syrie qu'ils ne seraient plus autorisés à détenir d'armes, ni à disposer de camps d'entraînement ou de quartiers généraux militaires, a rapporté Ibrahim Amin, d'Al-Akhbar, le 13 décembre.

Ibrahim Amin ajoute que les factions doivent dissoudre leurs formations militaires dès que possible en échange d'un engagement politique et caritatif sous la bannière du nouvel État syrien.

Les factions palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), sont présentes en Syrie en tant qu'invitées du gouvernement depuis la Nakba de 1948.

Les États Unis, 45 ans après avoir fabriqué Al-Qaïda en Afghanistan, ont recommencé en Syrie. Ahmed al-Chareh, vrai nom de Joulani, relooké pour plaire au camp du Bien - Réseau International 13 décembre 2024

– Le mauvais djihadiste il égorge les hommes, lapide les femmes et viole les enfants…

– Et le bon djihadiste ?

– Ah bah c'est tout pareil… mais il bosse pour la CIA…

Retour en 2017 : Julian Assange révèle que Donald Trump et la CIA sont en désaccord sur la politique syrienne La priorité numéro un de la CIA – et le plus gros poste budgétaire – était de renverser Bachar al-Assad, a déclaré Assange à DW. Cependant, Trump a décidé de défier l'agence et de viser plutôt à éradiquer l'EI avec la Russie et le gouvernement d'Assad.

Son rejet des plans de la CIA visant à renverser Assad a déclenché un affrontement volatil entre les deux hommes et constitue probablement la véritable raison pour laquelle le coup d'État a eu lieu avant le 20 janvier.

Hayat Tahrir al-Cham, issu de la scission d'Al-Qaïda en Syrie, est responsable de crimes de guerre documentés, notamment contre les minorités et les femmes. En 2019, Human Rights Watch a documenté « *11 cas où HTS a arrêté des résidents de la ville d'Idlib pour avoir protesté pacifiquement contre sa gouvernance ou tenté de documenter des abus. Dans six de ces cas, les détenus ont été soumis à la torture*».

- **https://hrw.org/2019/01/28/syrie-arrestations-et-actes-de-torture-commis-par-un-groupe-arme**

- https://thegrayzone.com/2021/06/09/washington-positioning-syrian–al-qaeda-mohammad-jolani-asset

Alors que la province d'Idlib, au nord-ouest du pays, est sous le contrôle d'un «*gouvernement syrien de salut*» autoproclamé dirigé par la version rebaptisée de la franchise syrienne d'Al-Qaïda, et protégé sous l'égide militaire de la Turquie, État membre de l'OTAN, des éléments puissants, de Bruxelles à Washington, s'efforcent de légitimer son chef.

En juin dernier, PBS Frontline a diffusé une émission spéciale, «*The Jihadist*», comprenant une interview avec Abu Mohammad al-Joulani, président de facto du «*Gouvernement syrien du salut*» et fondateur de la branche syrienne d'al-Qaïda, initialement appelée Jabhat al-Nusra, aujourd'hui rebaptisée Hay-at Tahrir al-Cham, ou HTS.

Après avoir échangé sa tenue de combat contre un costume fraîchement repassé, Joulani s'est vu offrir l'opportunité autrefois impensable de se vendre à un public occidental et de promettre que ses forces ne représentent aucune menace pour le territoire américain parce qu'elles se concentrent simplement sur la guerre contre la population «*loyaliste*» de la Syrie.

En Syrie, les inquiétudes grandissent pour les minorités après la diffusion d'une vidéo montrant des rebelles exécutant des suspects - Les Observateurs 14 décembre 2024

Des vidéos remettent en question les promesses de protection

Cependant, des rapports et des vidéos diffusés sur les réseaux sociaux syriens font état de représailles meurtrières, jetant une ombre sur les promesses de protection formulées par le HTC. Les membres de la communauté alaouite semblent en être les principales cibles. Bien qu'ils ne représentent que 10 % de la population syrienne, les alaouites ont dominé les structures de pouvoir du pays pendant plus de quatre décennies sous le régime Assad. Leurs liens étroits avec le régime chiite iranien, soutien indéfectible de Bachar al-Assad, renforcent leur vulnérabilité sous le règne du HTC.

Une exécution de présumés "*shabiha*" filmée

Le 10 décembre, une vidéo publiée sur Telegram montre l'exécution de quatre hommes par des combattants du HTC. Les premières images révèlent deux corps : l'un sur le dos, l'autre face contre terre, les mains apparemment liées. Une voix s'élève alors, désignant les victimes comme des "*porcs shabiha*", en référence aux milices pro-régime connues pour leurs exactions. Deux hommes sont ensuite filmés à genoux. Tandis qu'un des combattants leur demande leur nom, d'autres les qualifient de "*Nusayriyah*", une insulte anti-alaouite, et scandent "*Allahu akbar*". Deux combattants, dont l'un arbore le drapeau noir portant le sceau de Mahomet, tirent ensuite en rafales à la Kalachnikov, tuant les deux hommes. Un troisième homme commente : "*Deux porcs tués dans le village de Rabia"* (Il existe au moins deux villages en Syrie portant ce nom, l'un dans le gouvernorat de Lattaquié, l'autre dans celui de Hama. Les rapports divergent sur le lieu exact de l'exécution).

D'autres vidéos, similaires, montrant des actes de représailles contre des collaborateurs présumés du régime ont également fait surface. Deux vidéos publiées le 10 décembre depuis Idlib montrent un corps traîné derrière une voiture sous les applaudissements d'une foule. L'une des vidéos est accompagnée d'une légende qui interpelle les dirigeants du HTC : "*Nous exigeons l'établissement*

d'un État avec un système judiciaire. Les voyous shabiha doivent être punis par la loi, pas par des actes comme celui-ci. Il n'y a aucune différence entre vous et le régime Assad".

Ces vidéos alimentent les craintes des citoyens syriens quant à leur avenir sous le contrôle du HTC. France 24 a recueilli les témoignages de Syriens issus des communautés alaouite, sunnite et chrétienne.

Mort d'un pays : Drapeaux noirs, massacres, accaparement de terres pendant que les vautours se nourrissent de la carcasse de la Syrie par Pepe Escobar- reseauinternational.net 13 décembre 2024

L'axe de fer des néocons straussiens, des Zio-cons et des psychopathes de l'Ancien Testament à Tel-Aviv est obsédé par la destruction de l'Axe de la Résistance, en utilisant leur réseau transnational de tueurs sanguinaires pour étendre le chaos et la guerre civile sectaire à toute l'Asie de l'Ouest. Dans ce scénario idéal, ils rêvent de frapper mortellement la tête du serpent : l'Iran.

Le sultan Erdogan, jouant le rôle de pigeon utile, a proclamé :

Une «*période brillante*» pour la Syrie a commencé.

En effet. Une période faste pour les coupeurs de têtes du Drapeau noir, les bombardiers de Tel-Aviv et les accapareurs de terres, qui se nourrissent de la carcasse de la Syrie.

https://reseauinternational.net/mort-dun-pays-drapeaux-noirs-massacres-accaparement-de-terres-pendant-que-les-vautours-se-nourrissent-de-la-carcasse-de-la-syrie/

Corée du Sud.

Corée du Sud : le président Yoon Suk-yeol destitué par le Parlement - RT 14 déc. 2024

Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a finalement été emporté, ce 14 décembre, par la crise déclenchée par sa tentative d'imposer la loi martiale. Après l'échec d'une première motion de destitution le 7 décembre, suite au boycott du vote par les députés du parti présidentiel, un deuxième texte, déposé par l'opposition cette semaine, a été adopté.

Selon le résultat annoncé par le président de la chambre, 204 députés ont voté en faveur de cette motion, 85 contre, huit bulletins ont été déclarés nuls et trois députés se sont abstenus. Deux cents voix étaient nécessaires pour destituer le président. Les 300 élus du Parlement sud-coréen étaient présents à l'occasion de ce scrutin.

Serbie.

Serbie : Washington s'apprête à sanctionner la principale compagnie pétrolière du pays, affirme Vucic - RT 14 déc. 2024

Les États-Unis s'apprêteraient à imposer des sanctions contre le groupe pétrolier et gazier Naftne industrije Srbije («*Industrie pétrolière de Serbie*», NIS), première capitalisation boursière serbe, a annoncé Aleksandar Vucic.

«*C'est probablement l'une des nouvelles les plus difficiles de ces dernières années. La nouvelle selon laquelle les États-Unis imposeront des sanctions complètes contre NIS dans quelques jours en raison de la propriété russe a été confirmée*», a-t-il déclaré le 13 décembre sur la chaîne TV Informer.

Le président serbe a ajouté que le Royaume-Uni se serait également joint à cette initiative américaine. Ces présumées sanctions pourraient entrer en vigueur à compter du 1er janvier, a précisé Aleksandar Vucic. «*Nous discutons avec les Russes et l'une des solutions consiste à réduire la participation russe dans NIS à 50%*», a-t-il précisé, ajoutant que la situation était très grave.

La chaîne N1, affiliée à CNN, citant des données du registre central des valeurs mobilières, a rapporté que la société russe Gazprom Neft détenait 50% des actions de NIS, la Serbie 29,87% et Gazprom 6,15%.

De son côté, une agence de presse française a souligné que NIS était «le seul fournisseur de gaz de la Serbie» et «*le propriétaire majoritaire des deux gazoducs qui transportent le gaz depuis la Russie*». Un or bleu notamment acheminé via l'oléoduc TurkStream, qui traverse la mer Noire et la Bulgarie, contournant l'Ukraine.

«*En tant que président de la Serbie et président du Conseil national de sécurité, je ne suis pas prêt pour l'instant à parler de sanctions potentielles contre Moscou*», a déclaré Aleksandar Vucic, cité ce 14 décembre par la radio-télévision serbe, défendant une «*politique sérieuse*» et «responsable» menée depuis trois ans par Belgrade.

Le président serbe se confie régulièrement, dans les médias, sur les pressions exercées par les chancelleries occidentales pour que son pays s'aligne sur les sanctions antirusses.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 décembre 2024

J'ai placé à la suite de cette causerie, un petit texte que j'ai rédigé ces derniers jours, je l'ai inséré dans la rubrique *Défense du marxisme*. Je ne voulais pas l'imposer aux lecteurs qui ne se reconnaissent ni dans le marxisme ni dans le socialisme, il y en a…

J'ai un autre texte en court de rédaction, la suite sur la démocratie, dont on feint d'ignorer pourquoi elle figure en bonne place dans la propagande de la réaction.

En substance, on pourrait dire, que sur le plan politique elle est l'incarnation dénaturée ou sublimée de la lutte contre les inégalités, qui, lorsqu'on prend la peine d'examiner leurs origines, révèlent qu'elles sont irréductibles, parce qu'elles sont propres à la diversité de l'espèce humaine. Pour cette raison, cette lutte contre les inégalités devrait revêtir un caractère strictement politique, et se livrer exclusivement sur le terrain de la lutte des classes.

Force est de constater, que chaque fois qu'elle se déroule sur un tout autre terrain, elle aboutit à une grande confusion, elle se transforme en son contraire ou conduit à la collaboration de classes dont tire profit exclusivement les exploiteurs et les oppresseurs.

Surtout, faite attention à ne pas trop penser ou vous surmener !

Lu.

Le cerveau est alimenté par l'un des réseaux de vaisseaux sanguins les plus riches du corps humain.

À chaque battement du cœur, les artères apportent au cerveau entre 20 et 25% du sang. Les milliards de cellules cérébrales y puisent environ 20% de l'oxygène et de l'énergie transportés par le sang.

Et jusqu'à 50% lors d'un effort de réflexion important.

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Ils font bon ménage !

Marine Le Pen ménage (déjà) François Bayrou après son entrevue à Matignon - Le HuffPost 16 décembre 2024

La cheffe des députés RN, qui a inauguré le cycle de consultations ouvert par le Premier ministre, a eu le sentiment d'être « *écoutée* » et retient, pour le moment, ses coups.

Opération réussie pour le RN, désireux de se débarrasser de ses habits de paria après le barrage républicain opéré contre lui au second tour des élections législatives ? « J'ai été écoutée », se félicite en tout cas Marine Le Pen, qui affirme toutefois qu'il est *« trop tôt pour dire si nous avons été entendus* ».

Plus besoin "*d'accord de non-censure*", ils sont déjà passés à l'Union nationale, ouf, enfin !

Gouvernement Bayrou: "*pas d'accord de non-censure*" à l'issue de l'entretien entre le PS et le Premier ministre - BFMTV 16 décembre 2024

Budget : la loi spéciale adoptée par les 481 députés à l'Assemblée nationale, un répit avant les nouveaux débats - Paris Match 17 décembre 2024

La dernière fois, c'était il y a plus de 40 ans. Après 1979, l'Assemblée nationale a une nouvelle fois adopté à l'unanimité, soit 481 voies, la « *loi spéciale* » ce lundi. En cas de crise et pour éviter un shutdown, elle autorise l'exécutif à prélever l'impôt et à emprunter pour financer l'État et la Sécurité sociale.

Constatant que « *l'adoption 2025 n'interviendra pas avant plusieurs mois* », le rapporteur général du budget Charles de Courson et Eric Coquerel ont demandé au Premier ministre que puissent entrer en vigueur rapidement des dispositions fiscales faisant « *consensus* » et « *urgent (es)* ». Paris Match 17 décembre 2024

J-C – LFI (Coquerel) cautionne le budget de guerre de l'Etat capitaliste dirigé entièrement contre les travailleurs, préfigurant la politique qu'appliquerait le NFP s'il était au pouvoir, d'une certaine manière après cette sortie de Coquerel, c'est comme s'ils y étaient déjà.

Parole d'internaute.

Savez- vous que :

1) Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 7,8 milliards.

2) Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 3,5 milliards.

3) Une partie des primes d'assurances automobiles, destinées à la Sécu, n'est pas reversée 1,6 milliard.

4) La taxe sur les industries polluantes, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 1,2 milliard.

5) La part de TVA, destinée à la Sécu, n'est pas reversée : 2 milliards.

6) Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés : 2,1 milliards.

7) Retard de paiement par les entreprises : 1,9 milliard.

En faisant une bête addition, on arrive au chiffre de : 20,1 milliards d'Euros.

Conclusion : Si les responsables de la Sécu et nos gouvernants faisaient leur boulot efficacement et honnêtement, si chacune des institutions reversait ce qu'elle doit chaque année, les prétendus 11 milliards de trou seraient aujourd'hui 9 milliards d'excédent !

Ces chiffres ne sont pas inventés ; vous pouvez les consulter sur le site de la Sécu ; ils sont issus du rapport des comptes de la Sécu.

Etat juif génocidaire.

Israël ferme son ambassade en Irlande à cause de la position de Dublin sur la Palestine - RT 16 déc. 2024

«*Aujourd'hui, j'ai ordonné la fermeture de l'ambassade d'Israël en Irlande*», a annoncé le chef de la diplomatie israélienne Gideon Saar le 15 décembre sur la plateforme X.

Selon le ministre israélien des Affaires étrangères, «*les actions, les doubles standards et la rhétorique antisémite du gouvernement irlandais contre Israël trouvent leur origine dans des efforts visant à délégitimer et à diaboliser l'État juif*». Le gouvernement irlandais, a-t-il poursuivi, «*a reconnu un "État palestinien" lors des attaques contre Israël (une démarche saluée par le Hamas), a tenté de redéfinir le "génocide" dans le droit international pour soutenir des accusations sans fondement contre Israël devant la CIJ*».

L'Irlande a réagi à la déclaration de Gideon Saar, déplorant «*une décision profondément regrettable de la part du gouvernement Netanyahou*». «*Je rejette totalement l'affirmation selon laquelle l'Irlande est anti-israélienne*», écrit le Premier ministre irlandais, Simon Harris, sur son compte X. En novembre, le chef du gouvernement avait fait savoir que les autorités de son pays arrêteraient le Premier ministre, Benjamin Netanyahou s'il se rendait en Irlande, après l'émission par la CPI d'un mandat d'arrêt à son encontre.

Syrie.

Le «*terrorisme international comme une révolution de libération*», c'est quoi ? L'OTAN, la CIA, le Mossad, le MI6, le MIT !

La Syrie «*désormais aux mains des terroristes*», affirme Assad dans sa première déclaration depuis Moscou - RT 16 déc. 2024

De «*fausses informations*» et des «récits très éloignés de la vérité» ont tenté de présenter le «*terrorisme international comme une révolution de libération*» en Syrie, affirme ce 16 décembre le président déchu Bachar el-Assad dans sa première déclaration depuis Moscou après son départ de Syrie le 8 décembre.

Assad, qui s'exprime pour la première fois sur les circonstances ayant conduit à son départ, assure que «*pas une seule fois au cours des événements qui ont eu lieu en Syrie*» il n'avait envisagé la possibilité de démissionner et de fuir. (On n'en a jamais douté. Mille fois il aurait pu fuir depuis 2011 quand sa tête fut mise à prix. – J-C)

« *À aucun moment je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et une telle proposition n'a été faite par aucun parti. La seule voie d'action était de continuer à combattre l'assaut terroriste »*, assure-t-il. Jusqu'à ce que les événements l'aient contraint à partir, justifie-t-il. *« Lorsque l'État tombe entre les mains du terrorisme et que la capacité à apporter une contribution significative est perdue, tout poste de responsabilité devient dépourvu de sens et […] inutile* ».

«*Mon départ de Syrie n'était pas prémédité et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations*», a tenu à préciser Bachar el-Assad dans sa déclaration. Il a annoncé qu'il était resté à Damas jusqu'au petit matin du 8 décembre et qu'il n'avait quitté le pays que dans la soirée de ce jour-là.

Il a expliqué qu'il s'était rendu dimanche 8 décembre à la base aérienne russe de Hmeimim, à Lattaquié, pour «*superviser les opérations de combat*», jusqu'à ce qu'il soit évacué vers la capitale russe à l'initiative de Moscou.

Le président syrien déchu a également insisté sur le fait que depuis son départ, Damas était désormais gouvernée par les terroristes, tout en promettant qu'une explication «*complète et détaillée*» des événements serait présentée ultérieurement. RT et courrierinternational.com

---

Syrie: plusieurs chancelleries étrangères prennent contact avec le nouveau pouvoir - BFMTV 16 décembre 2024

Après Washington samedi, le Royaume-Uni a annoncé dimanche avoir établi des "*contacts diplomatiques"* avec HTS.

HTS "*reste une organisation terroriste interdite (au Royaume-Uni), mais nous pouvons avoir des contacts diplomatiques*", a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy.

De son côté, la France a annoncé l'envoi d'une mission diplomatique mardi à Damas, la première depuis 12 ans, pour "*établir de premiers contacts*" avec les nouvelles autorités. Doha a de son côté annoncé la réouverture mardi de son ambassade en Syrie après l'arrivée dimanche d'une délégation qatarie dans le pays où elle a rencontré les nouvelles autorités.

La Turquie, acteur majeur dans le conflit en Syrie et soutien des nouvelles autorités, avait déjà rouvert samedi son ambassade à Damas après plus de 12 ans de fermeture.

L'Union européenne envoie lundi un haut représentant à Damas pour rencontrer les dirigeants du nouveau pouvoir syrien, dominé par des islamistes

---

Les États-Unis et Israël ont détruit la Syrie et ont appelé cela la paix - consortiumnews.com 13 décembre 2024

La chute de la Syrie cette semaine est le point culminant de la campagne israélo-américaine contre le pays, qui remonte à 1996, avec l'arrivée au pouvoir de Netanyahu comme Premier ministre. La guerre israélo-américaine contre la Syrie s'est intensifiée en 2011 et 2012, lorsque l'ancien président américain Barack Obama a secrètement chargé la CIA de renverser le gouvernement syrien dans le cadre de l'opération Timber Sycamore .

Cet effort a finalement porté ses fruits cette semaine, après plus de 300 000 morts dans la guerre syrienne depuis 2011.

La chute de la Syrie est survenue rapidement en raison de plus d'une décennie de sanctions économiques écrasantes, du fardeau de la guerre, de la saisie du pétrole syrien par les États-Unis, des priorités de la Russie concernant le conflit en Ukraine et, plus immédiatement, des attaques d'Israël contre le Hezbollah, qui était le principal soutien militaire du gouvernement syrien.

Assad a sans doute souvent mal joué ses cartes et a dû faire face à un profond mécontentement interne, mais son régime a été pendant des décennies ciblé par les États-Unis et Israël pour s'effondrer.

Avant que la campagne américano-israélienne visant à renverser Assad ne commence en 2011, la Syrie était un pays à revenu intermédiaire en pleine croissance. En janvier 2009, le Conseil d'administration du FMI déclarait :

« *Les administrateurs ont salué les bons résultats macroéconomiques obtenus par la Syrie ces dernières années, comme en témoignent la croissance rapide du PIB hors pétrole, le niveau confortable des réserves de change et la faiblesse et la baisse de la dette publique. Ces résultats reflètent à la fois la vigueur de la demande régionale et les efforts de réforme des autorités pour évoluer vers une économie davantage axée sur le marché*. »

Depuis 2011, la guerre perpétuelle d'Israël et des États-Unis contre la Syrie, qui comprend les bombardements, les djihadistes, les sanctions économiques, la saisie des champs pétroliers syriens par les États-Unis, et bien plus encore, a plongé le peuple syrien dans la misère.

La longue histoire de la campagne israélienne visant à renverser le gouvernement syrien n'est pas largement comprise, mais les documents qui en témoignent sont clairs.

La guerre d'Israël contre la Syrie a commencé avec les néoconservateurs américains et israéliens en 1996, qui ont élaboré une stratégie de « *rupture nette* » pour le Moyen-Orient pour Netanyahu lors de son arrivée au pouvoir.

Le cœur de la stratégie de la « rupture nette » appelait Israël (et les États-Unis) à rejeter la « *terre contre la paix* », l'idée selon laquelle Israël se retirerait des terres palestiniennes occupées en échange de la paix.

Au lieu de cela, Israël conserverait les terres palestiniennes occupées, gouvernerait le peuple palestinien dans un État d'apartheid, procéderait à un nettoyage ethnique progressif de l'État et imposerait la soi-disant « *paix pour la paix* » en renversant les gouvernements voisins qui résistaient aux revendications territoriales d'Israël.

La stratégie de la Rupture nette affirme que « notre revendication sur la terre – à laquelle nous nous accrochons depuis 2000 ans – est légitime et noble », et poursuit :

« *La Syrie défie Israël sur le sol libanais. Une approche efficace, à laquelle les Américains peuvent adhérer, serait qu'Israël prenne l'initiative stratégique le long de ses frontières nord en engageant le Hezbollah, la Syrie et l'Iran, principaux agents d'agression au Liban…* »

Dans son livre Fighting Terrorism (Lutte contre le terrorisme), publié en 1996, Netanyahou a exposé sa nouvelle stratégie. Israël ne combattrait pas les terroristes, mais les États qui les soutiennent. Plus précisément, il demanderait aux États-Unis de se battre pour Israël. Comme il l'a expliqué en 2001 :

« *La première chose, et la plus importante, à comprendre est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. […] Supprimez tout ce soutien étatique, et tout l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera en poussière.* »

La stratégie de Netanyahou a été intégrée à la politique étrangère américaine. La défaite de la Syrie a toujours été un élément clé du plan. Cela a été confirmé par le général Wesley Clarkaprès le 11 septembre.

Lors d'une visite au Pentagone, on lui a dit : « *Nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous commencerons par l'Irak, puis nous passerons à la Syrie, au Liban, à la Libye, à la Somalie, au Soudan et à l'Iran.* »

L'Irak serait le premier pays à être touché, suivi de la Syrie et des autres. (La campagne de Netanyahou en faveur de la guerre en Irak est décrite en détail dans le nouveau livre de Dennis Fritz, Deadly Betrayal. Le rôle du lobby israélien est expliqué dans le nouveau livre d'Ilan Pappé, Lobbying for Zionism on Both Sides of the Atlantic).

L'insurrection qui a frappé les troupes américaines en Irak a retardé le calendrier de cinq ans, mais n'a pas modifié la stratégie de base.

Les États-Unis ont jusqu'à présent mené ou parrainé des guerres contre l'Irak (invasion en 2003), le Liban (financement et armement d'Israël par les États-Unis), la Libye (bombardement de l'OTAN en 2011), la Syrie (opération de la CIA dans les années 2010), le Soudan (soutien aux rebelles pour diviser le Soudan en 2011) et la Somalie (soutien à l'invasion de l'Éthiopie en 2006).

Une éventuelle guerre américaine contre l'Iran, ardemment recherchée par Israël, est toujours en suspens.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la CIA a soutenu à plusieurs reprises les djihadistes islamistes dans ces guerres, et ces derniers viennent de renverser le régime syrien. Après tout, la CIA a contribué à la création d'Al-Qaïda en formant, en armant et en finançant les moudjahidines en Afghanistan à partir de la fin des années 1970.

Oui, Oussama ben Laden s'en est ensuite pris aux États-Unis, mais son mouvement était tout de même une création américaine. Ironiquement, comme le confirme Seymour Hersh , ce sont les services de renseignements d'Assad qui « *ont prévenu les États-Unis d'un attentat imminent d'Al-Qaïda contre le quartier général de la cinquième flotte de la marine américaine* ».

L'opération Timber Sycamore était un programme secret de la CIA lancé par Obama pour renverser Bachar al-Assad et doté d'un budget d'un milliard de dollars. La CIA finançait, formait et fournissait des renseignements à des groupes islamistes radicaux et extrémistes.

La CIA a également mis en place une « *ligne rouge* » pour acheminer des armes depuis la Libye (attaquée par l'OTAN en 2011) vers les djihadistes en Syrie. En 2014, Seymour Hersh a décrit cette opération dans son article « *The Red Line and the Rat Line* » :

« *Une annexe hautement confidentielle du rapport, non rendue publique, décrit un accord secret conclu début 2012 entre les administrations Obama et Erdogan. Il porte sur la ligne de transport de marchandises. Selon les termes de l'accord, le financement provenait de Turquie, ainsi que de l'Arabie saoudite et du Qatar ; la CIA, avec le soutien du MI6, était responsable de l'acheminement des armes des arsenaux de Kadhafi vers la Syrie.* »

Peu de temps après le lancement de Timber Sycamore, en mars 2013, lors d'une conférence conjointe du président Obama et du Premier ministre Netanyahu à la Maison Blanche, Obama a déclaré :

« *En ce qui concerne la Syrie, les États-Unis continuent de travailler avec leurs alliés et amis ainsi qu'avec l'opposition syrienne pour hâter la fin du règne d'Assad.* »

Dans la mentalité sioniste américano-israélienne, un appel à la négociation de la part d'un adversaire est considéré comme un signe de faiblesse de ce dernier. Ceux qui appellent à des négociations de l'autre côté finissent généralement par mourir – assassinés par Israël ou par des agents américains

Nous avons pu le constater récemment au Liban. Le ministre libanais des Affaires étrangères a confirmé que Hassan Nasrallah, ancien secrétaire général du Hezbollah, avait accepté un cessez-le-feu avec Israël quelques jours avant son assassinat.

Le Hezbollah est prêt depuis longtemps à accepter un accord de paix conforme aux souhaits du monde arabo-islamique, qui préconise une solution à deux États. De même, au lieu de négocier pour mettre fin à la guerre à Gaza, Israël a assassiné le chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran.

De même, en Syrie, au lieu de permettre l'émergence d'une solution politique, les États-Unis se sont opposés au processus de paix à plusieurs reprises.

En 2012, l'ONU avait négocié un accord de paix en Syrie, mais les Américains avaient exigé le départ d'Assad dès le premier jour de la signature de l'accord. Les États-Unis voulaient un changement de régime, pas la paix.

En septembre, Netanyahou s'est adressé à l'Assemblée générale avec une carte du Moyen-Orient divisée entre « *bénédiction* » et « malédiction », le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran faisant partie de la malédiction de Netanyahou.

La véritable malédiction est la voie du chaos et de la guerre empruntée par Israël, qui a désormais englouti le Liban et la Syrie, avec le fervent espoir de Netayahu d'entraîner également les États-Unis dans une guerre contre l'Iran.

Les États-Unis et Israël se félicitent d'avoir réussi à détruire un autre adversaire d'Israël et défenseur de la cause palestinienne, Netanyahou s'attribuant le mérite d'avoir « *lancé ce processus historique* ».

Il est fort probable que la Syrie succombe désormais à la poursuite de la guerre entre de nombreux protagonistes armés, comme cela s'est produit lors des précédentes opérations de changement de régime menées par les États-Unis et Israël.

En bref, l'ingérence américaine, à la demande de l'Israël de Netanyahou, a laissé le Moyen-Orient en ruines, avec plus d'un million de morts et des guerres ouvertes faisant rage en Libye, au Soudan, en Somalie, au Liban, en Syrie et en Palestine , et avec l'Iran au bord d'un arsenal nucléaire, poussé contre ses propres inclinations vers cette éventualité.

Bande de Gaza : Un soldat israélien qualifie son armée de «*noire plus que le noir*» « *la vie des Palestiniens est pire que celle d'un chien*». 22 martyrs ce samedi - Réseau International 15 décembre 2024

Par Al-Manar

Un soldat revenu après avoir servi dans la bande de Gaza a assuré pour le quotidien israélien Haaretz que l'armée d'occupation y commet «des crimes de guerre méthodiques».

«*Ce qui se passe dans l'enclave ne peut être digéré, la vie des Palestiniens est pire que celle des chiens*», a assuré Haïm Har Zhav qui faisait son service dans le passage de Netzarim occupée par l'armée d'occupation.

Et d'ajouter qu'il n'y a aucune restriction pour les tirs de feu contre les Palestiniens. «*Des bâtiments sont détruits et on tire sur chaque palestinien qui s'approche d'une ligne frontalière qui n'est pas claire au nord de la bande de Gaza*».

«*Les crimes et les destructions s'alternent sans distinction*», a-t-il aussi indiqué estimant que cette politique ne sert pas les objectifs de la guerre.

Selon lui, les objectifs déclarés de la guerre telle que la restitution des captifs ne font plus partie du discours. «*La majeure partie de cette guerre est grise et complexe. Cette guerre était justifiée au début après les évènements du 7 octobre 2023, mais en vérité d'après son déroulement, elle n'a jamais été une guerre juste*».

«*L'armée est plus noire que le noir*», a conclu le soldat israélien.

L'armée d'occupation poursuit son génocide dans la bande de Gaza en bombardant les maisons sur la tête de leurs habitants. Les bombardements se concentrent dans le nord et le centre.

Un bombardement d'artillerie sur le nord-ouest du camp de Nusseirat dans le centre a détruit à l'aube de ce samedi des bâtiments résidentiels. Des familles entières y ont été décimées. Les bombardements aériens et d'artillerie ont frappé des maisons à Jabalia, l'école al-Majida qui héberge des déplacés au nord-est de Gaza où 5 martyrs et 20 blessés ont été déplorés, l'hôpital Kamal Adwan, le seul encore en activité au nord de l'enclave où une ambulance a été frappée de plein fouet, les maisons dans le quartier Zeytoun où trois membres de la famille Rachid sont tombés en martyrs et 5 autres blessés, le quartier al-Touffah à l'est de Gaza City où des hélicoptères ouvrent le feu sur tout ce qui bouge dans ses régions nord, le quartier al-Amal à Khan Younes au sud, sur la

localité Absane Jadida a l'est de Khan Younes où 2 martyrs ont été signalés, Rafah où 2 martyrs ont succombé…

Des dizaines de maisons dans le quartier al-Khoulafa à Jabalia ont été incendiées. D'autres maisons ont été dynamitées à Beit Lahia…

Depuis l'aube, 22 martyrs palestiniens ont été recensés. Le photographe de l'Université Palestine Abdel Rahman al-Qasas et le journaliste Mohamad Baaloucha en font partie.

Le bilan des martyrs est monté à 44 875 et celui des blessés à 106 454. Sachant que celui de ceux qui ont péri sous les décombres et n'ont pas été dégagés dépasse les 10 000.

«*Il n'y a plus de médecins spécialistes, ni services, ni médicaments, ni équipements médicaux et nos patients meurent en raison du manque des médicaments et la pénurie d'oxygène», a déploré le ministère de la Santé à Gaza, assurant que «l'occupation œuvre pour annihiler la vie dans la bande de Gaza afin qu'elle ne soit plus vivable*».

La Syrie «*libérée*» par ses démolisseurs - Réseau International 15 décembre 2024

Par Manlio Dinucci

Abou Mohammed al-Joulani, qui de fait détient aujourd'hui le pouvoir à Damas, a une histoire éloquente : il commence sa militance djihadiste dans les rangs d'Al-Qaïda comme collaborateur de Abou Bakr al-Baghdadi, le «*calife*» qui en 2013 fonde l'ISIS, l'«État Islamique de l'Irak et de la Syrie». En 2011, pendant la phase préparatoire, al-Baghdadi l'envoie en Syrie avec des fonds importants pour créer le Front al-Nosra, faction formellement autonome mais en réalité appartenant à l'État islamique.

La faction d'al-Joulani participe dès sa naissance à l'opération USA-OTAN pour démolir l'État syrien. Une des raisons de cette opération est le fait que Syrie, Iran et Irak avaient signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui aurait dû relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et donc à la Méditerranée et à l'Europe, créant un corridor énergétique alternatif à ceux qui traversent la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

La guerre couverte en Syrie commence par une série d'attentats terroristes, effectués surtout à Damas et Alep. Des centaines de forces d'élite britanniques SAS opèrent en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. Le commandement des opérations est à bord de navires OTAN dans le port d'Alexandrette en Turquie. La force de choc est constituée par une armée de groupes islamistes provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Les armes arrivent à travers un réseau international organisé par la CIA, qui les fournit aux groupes infiltrés en Syrie, d'abord entraînés en territoire turc et jordanien. L'opération est dirigée par le quartier-général avancé du Commandement Central USA dans la base qatarie d'Al Udeid. En ce point Moscou décide en 2015, à la demande de Damas, d'intervenir directement en soutien de l'armée syrienne. L'intervention, effectuée par des forces aériennes, démontre que la «*Coalition anti-ISIS*» conduite par les USA faisait semblant de combattre l'ISIS. En un peu plus de deux ans la coalition russo-syrienne libère environ les trois quarts du territoire national, tombés dans les mains de l'ISIS et autres mouvements soutenus par les USA.

En 2016 al-Joulani interrompt formellement les liens avec Al-Qaïda, en rebaptisant le groupe Jabhat Fatah al-Sham puis Hayat Tahrir al-Cham (HTS) en 2017. Sous Joulani, l'HTS devient la force dominante à Idlib, la plus grande place-forte des «rebelles» dans le Nord-Ouest de la Syrie. Soutenue notamment par la Turquie, la faction d'al-Joulani se prépare pendant une année à l'opération en Syrie. Elle est dans cet objectif armée à travers des canaux secrets et entraînée par les forces spéciales Khimik du Renseignement ukrainien. Entrée en Syrie le 8 novembre, la faction armée islamiste d'al-Joulani avance rapidement et conquiert Damas le 7 décembre. L'armée syrienne n'oppose aucune résistance significative, symptôme d'une désagrégation interne avérée par le fait que, alors que le président Assad reçoit l'asile en Russie, le personnel de l'ambassade syrienne à Moscou hisse le drapeau des «r*ebelle*s» islamistes qui viennent de conquérir Damas.

Tandis que les États-Unis confirment être en contact avec les «rebelles» à travers la Turquie, Israël s'approprie une autre morceau de territoire syrien sur les Hauteurs du Golan et effectue des centaines d'attaques aériennes, définies comme «*défensives*», contre des ports et aéroports syriens. La conquête de la Syrie par ces forces constitue un coup dur à la fois pour l'Iran, qui voit s'affaiblir le front de résistance à l'offensive israélienne au Moyen-Orient soutenue par USA, OTAN et UE, et pour la Russie qui perd quasi certainement l'accès au port syrien de Tartous, unique port d'ancrage pour ses navires militaires en Méditerranée, et risque le ralentissement ou l'interruption du Corridor de Transport Nord-Sud qui, à travers le Moyen-Orient, lui permet de contourner le blocus à l'Ouest.

J-C – Comme s'il ne la connaissait pas ! RT nous prend pour des cons !

Le Hezbollah attend de connaître la position des nouveaux maîtres de Damas à l'égard d'Israël - RT16 déc. 2024

Le secrétaire général du Hezbollah Naïm Qassem est revenu longuement sur les récents évènements en Syrie, évoquant aussi son positionnement à l'égard des nouveaux maîtres de Damas. Dans une allocution prononcée dans la soirée du 14 décembre, le successeur de Hassan Nasrallah a exprimé l'espoir que le nouveau régime de Damas ne «*normalisera pas*» ses relations avec Israël. «*Nous avons soutenu la Syrie car elle a contribué à renforcer les capacités de la résistance à travers son territoire vers le Liban et la Palestine. Aujourd'hui, le régime est tombé. Nous ne pourrons juger les nouvelles forces que quand elles prendront des positions claires et que la situation se normalisera en Syrie*», a-t-il expliqué, indiquant que la position du parti chiite évoluera en fonction de la politique des djihadistes au pouvoir.

Naïm Qassem a en outre admis que «*le Hezbollah a perdu la voie d'approvisionnement militaire via la Syrie, estimant néanmoins qu'il s'agit d'un petit détail qui peut changer avec le temps*». «*Cette voie peut être restaurée avec le nouveau régime, tout comme nous pouvons trouver de nouveaux moyens*», a-t-il espéré en indiquant que ce qui se passe en Syrie ne touchera pas le Liban.

Au sujet du pays du Cèdre, le programme du Hezbollah pour la prochaine phase au Liban est «la mise en œuvre de l'accord au sud du fleuve Litani, la reconstruction, l'élection d'un chef de l'État le 9 janvier et le dialogue positif sur les points qui posent problème», a affirmé Naïm Qassem. Il a ainsi souligné la nécessité d'«*unifier la position du Liban face à l'occupation israélienne du pays, de discuter des moyens de renforcer l'armée et de la stratégie de défense au Liban*». «*L'ennemi s'est rendu compte que l'horizon était bouché dans la lutte contre la résistance et s'est donc tourné vers un accord (de cessez-le-feu) pour mettre fin à son agression*», a encore estimé Naïm Qassem. Selon lui, cet accord «*vise à cesser l'agression, pas la résistance, et se limite au sud du Litani*». Il a aussi affirmé que le Hezbollah est resté «*patient face à des centaines de violations israéliennes afin de ne*

pas être un obstacle à l'accord et de mettre les personnes concernées face à leurs responsabilités». Une référence aux nombreuses violations par l'armée israélienne de la trêve avec le Hezbollah. Les attaques de Tsahal ont fait plus de 30 morts au Liban depuis l'officialisation du cessez-le-feu.

Les dirigeants libanais divisés sur les nouveaux maîtres de Damas - RT 16 déc. 2024

Hayat Tahrir el-Cham (HTC) est loin de faire l'unanimité au pays du Cèdre. Si certains partis politiques ont salué le renversement de Bachar el-Assad, d'autres sont plus nuancés sur l'avenir des relations libano-syriennes.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle page s'ouvre en Syrie, les relations bilatérales traversent une période très incertaine, notamment aux yeux des rebelles, pour qui le Liban a parfois été du mauvais côté de l'histoire. Depuis la chute de l'ancien Raïs de Damas le 8 décembre dernier, plusieurs responsables libanais ont déjà pris langue avec le nouveau régime. Le chef emblématique de la communauté druze, Walid Jumblatt, a appelé le 14 décembre Abou Mohammad al-Joulani, de son vrai nom Ahmad el-Chareh, le chef de Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Le leader druze s'apprête notamment à se rendre à Damas pour rencontrer les nouveaux dirigeants syriens. Walid Jumblatt a notamment salué «*la grande victoire contre le régime de répression et la liberté recouvrée après 54 ans de tyrannie*». Les deux responsables ont insisté sur l'unité du territoire syrien face aux projets «*qui pourraient faire du tort aussi bien à la Syrie qu'au Liban*». Ils ont également mis en garde contre les «*agissements suspects*» des partisans de Bachar el-Assad, qui pourraient «*coopérer avec les ennemis de la Syrie*». Walid Jumblatt pourrait être un intermédiaire de poids pour la communauté druze syrienne présente dans le sud du pays.

De plus, une délégation de religieux sunnites libanais a rencontré le nouveau chef de Damas, notamment le cheikh Salem al-Rafeï. La communauté sunnite au Liban a fêté la chute de Bachar el-Assad. D'autres partis, à l'instar des Forces libanaises et du parti des Kataëb, étaient favorables à un renversement de Bachar el-Assad en Syrie, mais ils n'ont pas eu de liens directs avec Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Quant aux relais politiques du parti Baas au Liban, ils sont dorénavant orphelins. C'est le cas du Parti social nationaliste syrien (PSNS) et le Parti Baas arabe socialiste au Liban, mais aussi un cortège de personnalités implantées au Liban par Damas dans l'objectif d'asseoir son influence. Cette galaxie politique, qui vouait une fidélité sans réserve à la dynastie des Assad, doit s'adapter à une nouvelle conjoncture.

Allemagne.

Le Bundestag vote une motion de censure contre Olaf Scholz - RT 16 déc. 2024

Lors d'une session extraordinaire le 16 décembre, le Bundestag (le Parlement allemand) a refusé de faire confiance au gouvernement d'Olaf Scholz, chancelier allemand. 394 députés ont voté en faveur de la dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections, 207 ont soutenu le cabinet Scholz et 116 se sont abstenus. Un vote de défiance requiert au moins 367 voix.

Le Bundestag ayant exprimé sa défiance à l'égard du gouvernement, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier dispose désormais de 21 jours, conformément à l'article 68 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (Constitution), pour dissoudre le Parlement et convoquer de nouvelles élections. Il peut refuser cette mesure et maintenir le gouvernement minoritaire dirigé par Scholz, mais cela est peu probable (dans l'histoire de l'Allemagne, chaque fois que le Bundestag a refusé de faire confiance au gouvernement, celui-ci a été dissous et de nouvelles élections ont été organisées). Selon les délais légaux, les élections doivent avoir lieu au plus tard 60 jours après le vote de défiance du Bundestag.

La chancelière a proposé le 23 février comme date possible pour des élections anticipées (les prochaines élections en Allemagne étaient prévues pour septembre 2025).

La session extraordinaire du Bundestag s'est ouverte sur un discours d'Olaf Scholz, dans lequel il a souligné qu'il posait la question de la confiance dans le gouvernement non seulement aux députés, mais aussi aux électeurs. «*Mon objectif est de promouvoir les élections fédérales. Lors de ces élections, les citoyens pourront déterminer l'orientation politique du pays. C'est pourquoi j'adresse aujourd'hui aux électeurs un vote de confiance*», a-t-il déclaré. Scholz a également vivement critiqué les démocrates libres, les tenant pour responsables de l'effondrement de la coalition. «*La politique n'est pas un jeu, chers collègues. L'entrée au gouvernement exige une maturité morale correspondante. Quiconque entre au gouvernement est responsable de l'ensemble du pays*», a souligné le chancelier allemand.

J-C- C'est valable pour tous les gouvernements, si on les prend aux mots.

Question : Ne seraient pas eux qui auraient reproché à Bachar al-Assad de ne plus être "*responsable de l'ensemble (de son) pays*", la Syrie, alors qu'il n'entendait pas céder à ses agresseurs, qui seraient mal placés pour revendiquer la «*maturité morale*» dont il fit preuve en assumant jusqu'au bout ses responsabilités ou tenter de préserver l'intégrité et la souveraineté de la Syrie, qui désormais n'existe plus.

Pologne.

La Pologne appelle à cesser le dialogue avec l'Ukraine à cause des massacres en Volhynie - RT 16 déc. 2024

Varsovie devrait cesser le dialogue avec Kiev jusqu'à ce que les corps des victimes des massacres des Polonais en Volhynie soient exhumés dans le respect des conditions formulées par la Pologne, écrit Katarzyna Sokolowska, directrice de la fondation polonaise Wołyń Pamiętamy (La Volhynie se souvient), sur le portail Myśl Polska. «*Il est impossible de traiter un pays qui construit son identité sur l'idéologie criminelle de Bandera en tant que partenaire, et nous ne pouvons en aucun cas parler d'amitié lorsque des meurtriers et des génocidaires sont élevés sur des piédestaux de gloire*», a-t-elle indiqué.

Katarzyna Sokolowska a demandé à Kiev de reconnaître les massacres des Polonais en Volhynie comme un génocide de la nation polonaise, de punir les responsables et d'abandonner l'idéologie de Bandera. «*Nous, le peuple polonais, tenons à vous rappeler que l'ambassadeur polonais en Ukraine, Piotr Loukaciewitch, devrait représenter nos intérêts et ne pas chercher l'amitié entre les nations à tout prix sur les ossements des Polonais assassinés*», a-t-elle ajouté.

Géorgie.

Géorgie : le candidat d'extrême droite et antioccidental Mikhaïl Kavelachvili élu président de la République lors d'un vote controversé - franceinfo/AFP 14 décembre 2024

L'ancien footballeur était le seul nom proposé au collège électoral, qui a voté en l'absence des partis d'opposition.

Un résultat sans surprise. Le candidat antioccidental Mikhaïl Kavelachvili, seul nom en lice, a été élu à 53 ans président de la République de Géorgie par le collège électoral samedi 14 décembre. Il a recueilli 224 voix sur les 225 exprimés, lors d'un scrutin largement boycotté par les oppositions. Une manifestation est en cours depuis samedi matin devant le Parlement, où s'est déroulé le vote. Ancien footballeur, connu pour ses positions nationalistes et anti-LGBT, Mikhaïl Kavelachvili s'est aussi illustré lors de son passage au Parlement avec des discours enflammés contre l'opposition.

Commentaires d'internautes

1- C'est comme ça à chaque fois que le peuple ne vote pas comme il devrait...

Aussitôt, la machine de propagande européiste et de l'Otan se met à tourner à plein régime.

Au début, ça marchait à peu près. Mais le problème, c'est que c'est toujours les mêmes bobards. Ils ne se renouvellent jamais !

Constatez vous-mêmes :

Lorsque les élections amènent au pouvoir l'adversaire du candidat promu par l'Union européenne et l'Otan, l'Europe et ses médias hurlent aussitôt à la subversion, à la fraude massive et à la manipulation par le Kremlin ! L'expression démocratique est totalement refusée, des émeutes de rue sont orchestrées pour empêcher le choix du peuple et le candidat victorieux est immédiatement accusé d'être 1) illégitime, 2) populiste, 3) adorateur de Poutine, 4) trumpiste, 5) "*antivax*", 6) d'extrême-droite, 7) climatosceptique et 8) masculiniste !!

Aucune imagination ! C'est comme ça à tous les coups !!

2- Dans le système électoral Géorgien, le président n'est plus élu au suffrage universel direct depuis 2017 mais par un collège électoral de 300 membres. 224 membres de ce collège était du partie de ce type. L'opposition était donc certaine de perdre les élections et a décidé de ne pas présenter de candidat, mais elle n'a pas été empêchée de le faire !

Il faut rappeler que cette opposition est actuellement au pouvoir et que c'est elle qui a réformé le système électoral du président pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Elle a joué, elle a perdue et aujourd'hui elle vient pleurer que cette élection serait illégitime. Mais illégitime de quoi au juste ? Parce qu'elle a perdu une élection alors qu'elle avait trafiqué la constitution pour gagner ?

3- Tout perdant d'un scrutin est prié d'invoquer l'ingérence russe. Ça marche bien.

4- En quoi cette élection est controversée? Le candidat ne plait pas à Ursula en fait.

Défense du marxisme.

(Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Trotsky 15 janvier 1938)

La lecture de ce court document à valeur à la fois historique et pédagogique m'a inspiré quelques réflexions en rapport avec le développement de la situation politique internationale.

Trotsky - La révolution est « *faite* » directement par une minorité. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

J-C - Dans tous les pays capitalistes, c'est aussi une minorité qui est pouvoir, qui détient le pouvoir politique et économique, c'est la classe des capitalistes qui a rédigé une Constitution et qui a conçu des institutions pour exercer ce pouvoir. Cette classe aussi a besoin de trouver "*un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité*", la stabilité de son régime en dépend pour assurer la pérennité du capitalisme.

Quant aux "*modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe*" en dehors de situation révolutionnaire, elles vont être déterminées par "*la succession des divers stades"* auxquels seront soumises les conditions sociales des masses en fonction du développement de la crise du capitalisme ou d'autres facteurs politiques qui alimenteront la lutte des classes. C'est exactement ce à quoi nous venons d'assister en Syrie et précédemment en Irak.

Aucune minorité ne peut parvenir au pouvoir et s'y maintenir durablement, soit en recourant à un régime autoritaire, soit en y associant d'autres minorités ou en prenant en compte les besoins de la majorité d'entre elles, en prenant le risque que l'une d'entre elles revendique à son tour le pouvoir, d'où l'instauration d'un régime juridique destiné occasionnellement à réprimer toute tentative de rébellion qui ferait peser une sérieuse menace sur la stabilité du régime en place. C'est ce type de régime qui avait été instauré en Syrie et en Libye, en Irak ce fut davantage une combinaison des deux.

Que ce soit dans les pays dominants ou dominés ou plus largement tout type de société, féodal, capitaliste ou socialiste, c'est le système économique, plus précisément les classes et leur hétérogénéité qui constitue la source de division et d'affrontement, car leur statut social est inégal, bien qu'en grande partie leurs fonctions et besoins soient complémentaires, et c'est seulement dans une société sans classe que cette source d'injustice et de violence disparaîtrait au profit de l'épanouissement individuel de chacun de ses citoyens, où seules leurs aspirations complémentaires et communes pourraient enfin s'épanouir librement, la première phase correspondant au socialisme, la seconde à ce qu'on a appelé le communiste, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes ont imaginé puisqu'il impliquerait l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, de toute forme d'esclavage, car entraînant la disparition de tous les rapports sociaux impliquant la domination ou l'oppression d'une catégorie de la population sur une autre, dont celle des hommes sur les femmes. Je le précise pour ceux qui sont particulièrement sensibles à cette question, histoire de leur montrer que notre conception de ce qu'ils appellent improprement le féminisme est la seule perspective politique qui permettra la réalisation de la totalité des aspirations

des femmes, tout comme celles des hommes car elles se rejoignent, puisqu'aucun n'a intérêt à maintenir un système économique basé sur des rapports sociaux reposant sur les inégalités entre les classes, dont découlent toutes les discriminations dont sont victimes différentes catégories ou minorités parmi la population.

Trotsky - La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble.

J-C - Alors que dire des pays qui comptent encore des tributs, des éléments en grand nombre ou parfois majoritaires d'un autre âge, dont le mode de pensée est demeuré archaïque ou très élémentaire, sans qu'on est à les juger et encore moins les condamner car cela serait injuste.

Les dirigeants des pays occidentaux voudraient leur imposer leur propre mode de pensée, leur modèle de société et de gouvernance politique, alors qu'ils ne correspondent ni à leur évolution ni au degré de leur développement économique ni aux conditions sociales qui prévalent dans leur population, ni à leurs besoins ou aspirations tels que les masses de ces pays se les représentent ou les expriment. En forçant les autorités des pays dominés ou sous-développés ou pauvres à adopter leurs standards, ils n'ont fait que mécontenter leur population au risque de s'en couper totalement ou de ne plus pouvoir la contrôler, ce qui était déjà le cas en partie.

Les minorités ou les couches hétérogènes de la classe ouvrière sont vulnérables et impuissante tant qu'elles sont divisées, mais dès qu'elles prennent conscience d'être majoritaires, elles deviennent invulnérables et toute puissantes. Quelques brefs exemples locaux et personnels pour l'illustrer.

J'habite dans le même district depuis 14 ans, bien qu'il existe un impôt local ou une taxe d'habitation, je ne l'ai jamais payé. Pourquoi ? Parce que je n'y ai pas pensé, non mais je suis sérieux, c'est vrai. Un jour, je me suis posé la question, j'ai questionné quelques Indiens, aucun ne l'a payait, tous n'en voyaient pas l'utilité, les services de l'Etat ou municipaux sont quasi inexistants ou on paye déjà l'électricité, très cher, trop cher, alors pourquoi payer une taxe inutile ? Il y a 4 ou 5 ans déjà, les autorités ont voulu imposer le port du casque pour tous les conducteurs et passagers des deux-roues à moteur, personne ou presque n'en porte, trop cher, inconfortable, inutile. La police a dressé des barrages et verbalisé à tour de bras pendant quelque temps, puis voyant que cela ne servait à rien, elle a levé les barrages, la désobéissance civile de masse l'a emportée. Lors de la dictature hygiéniste de 2020, ils n'ont pas pu nous confiner totalement, la résistance de la population était trop grande, comment expliquer le bien-fondé de mesures aussi débiles à une population profondément arriérée encline à traiter les autorités de menteur entre autres ? Résultat, un grand nombre ont emprunté des petites routes pour sortir en contournant les barrages, dans mon village pas une seule personne ne sortit de chez elle avec un masque ou un mouchoir, et seulement quelques personnes se firent "*vacciner*", victimes du chantage de leurs employeurs. Dès qu'ils apprirent qu'un célèbre acteur tamoul était mort quelques jours après avoir été piquousé, plus personne ne voulut se faire injecter ces saloperies. Quelle fut la réaction des autorités ? Aucune, elles avaient toute la population toutes classes confondues contre elles. Et pendant les années suivantes jusqu'à ce lundi 16 décembre 2024, les flics ont cessé de contrôler permis et assurance, en dressant des barrages filtrant sur la route principale menant à la commune la plus proche de chez moi, on n'a jamais revu un flic, disparu, envolé !

En Inde, mais c'est valable pour tous les pays qui ne font pas partie de "*la communauté internationale*", des pays les plus riches, les trois quarts de la planète, les puissances occidentales les ont fortement incité à adopter des lois sur le modèle des leurs, très contraignantes et répressives, sans se rendre compte qu'elles n'étaient pas applicables dans le cas de population pauvre. Comment voudriez-vous qu'un pauvre type qui a déjà du mal à remplir son assiette s'occupe du contenu de sa poubelle, qu'il entretienne son véhicule, alors qu'il a à peine de quoi acheter quelques litres d'essence pour aller travailler et emmener ses gosses à l'école ? Pourquoi devrait-il faire preuve de civisme, alors qu'il se sent méprisé par l'Etat, injustement réduit à la précarité absolue ? S'il reste quelque chose ou quelqu'un, c'est uniquement par peur du gendarme, et encore.

Voilà comment tiennent ces régimes, à défaut de conscience de classe, c'est plutôt le chaos et l'anarchie, l'individualisme effréné ou pour survivre à titre individuel qui permet à ces régimes de se maintenir en place, et non je ne sais quel principe républicain ou démocratique inexistant dont se gargarisent à longueur de temps les occidentaux, qui à côté font figurent de privilégiés.

A ce titre, il faut rectifier, ce n'est pas le monde qui serait pourri, mais plutôt le monde occidental, car chacun à son niveau en profite ou s'en accommode plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, les concepteurs de ces principes, parce qu'ils correspondent à leur niveau de développement économique que ne partagent pas les peuples du reste du monde.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu’on ne pouvait pas juger les parts ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relatons avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile.

J-C - Un jour dans une causerie j'avais pratiquement écrit la même chose à la virgule près sans l'avoir jamais lu quelque part, en le découvrant bien plus tard j'en avais été agréablement surpris sans m'attarder là-dessus.

On peut ajouter que les déclarations verbales ou écrites n'engagent en rien ceux qui gouvernent, parce qu'ils sont destinés à passer ou à être remplacer, à disparaître, ce qui ne sera pas forcément le cas de leurs conséquences parfois désastreuses et cruelles pour les peuples, autrement dit, de leurs méfaits.

Quant à ceux qui figurent dans l'opposition, plus particulièrement l'opposition parlementaire, ils s'en lavent les mains qu'elles aient eu ou non des conséquences fâcheuses, puisqu'en n'étant pas au pouvoir, ils pourront les attribuer à ceux qui gouvernent ou refuser d'en porter la responsabilité. Dans l'opposition, quand vous savez que votre parti ne gouvernera jamais, ce qui est le cas de l'extrême gauche, vous pourrez tenir des discours très radicaux, sachant qu'ils ne se transformeront jamais en acte. Ils sont tous pleins de bonnes intentions, et on apprend presque toujours un jour qu'ils n'en étaient pas dignes, en attendant ils en ont berné plus d'un.

En général il ne faut jamais croire ce qu'une personne dit d'elle-même, d'où ma réticence, pour ne pas dire ma répugnance à parler de moi-même, j'y suis un peu obligé compte tenu de la situation dans laquelle je suis placé face à mes lecteurs, je m'en excuse, car je pourrais faire l'objet du même traitement, alors que je suis parfaitement sincère et honnête. Je ne supporte pas davantage l'injustice lorsqu'elle me concerne personnellement, je suis profondément blessé et triste quand on me compare à tous ces salopards qui passent volontairement leur temps à nous tromper.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 décembre 2024

L'absence de réaction des lecteurs à ces causeries me donne raison, hélas, j'ai envie d'ajouter : il faut refonder le mouvement ouvrier de fond en comble sur les cendres de celui qui a vu le jour à la fin du XIXe siècle, parce qu'il a complètement basculé (depuis des lustres) dans l'opportunisme ou le camp de la réaction, il en fait la démonstration quotidiennement, il est mort pour notre cause, et construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire sur la base du marxisme et du socialiste.

Tout cela peut se réaliser très rapidement, on dispose d'une longue tradition ou expérience, de tous les matériaux nécessaires pour y arriver, des milliers de militants sont disponibles, il suffit juste de le vouloir, et là ce n'est pas gagner !

La chute de la République arabe syrienne est une nouvelle terrible défaite pour le prolétariat de tout le Moyen-Orient, pour le prolétariat mondial. Quand on observe que pratiquement tous les acteurs du mouvement ouvrier s'en réjouissent, on a envie de les envoyer sur le champ de bataille à Gaza pour qu'ils puissent savourer cette victoire au côté de Netanyahou, Erdogan et Biden ou Trump, car c'est bien dans ce camp-là qu'ils combattent et non dans le nôtre ou celui des Palestiniens.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que c'est vrai sur tous les terrains d'opération où se déroulait la lutte de classes depuis plus de 80 ans, cela paraîtra tellement incroyable à la plupart des militants, qu'ils préfèreront s'en tenir au récit qu'ils se sont fabriqués ou à leurs vieilles croyances théoriques plutôt qu'affronter leurs dirigeants et revoir leurs copies. Cette attitude relève de la désertion ou de la trahison.

Soit, surtout ne venez pas vous plaindre de quoi que ce soit, vous leur laissez le champ libre, libre à vous, on croyait s'adresser au meilleur de chacun, aux masses éclairées et on se retrouve en présence de momies ou de fossiles ! Je vais vous dire un truc que j'ai eu l'occasion de vérifier, vos épouvantables dirigeants ou ex-dirigeants lisent cette causerie, d'autres aussi, et bien ils doivent bien se marrer, cela les rassure qu'on ne parvienne pas à développer notre courant politique. Vous allez répondre que j'en porte la responsabilité, Trotsky aussi quand il fut assassiné sans doute, il faudra trouver autre chose.

Plus d'une fois j'ai été tenté de laisser tomber face à cet ostracisme quasi collectif, j'ai envie de dire qu'il y a quelque chose qui n'est pas normal là-dedans, il est trop parfait, jamais une personne ne peut susciter un tel rejet ou ne peut inspirer une exclusion ou un bannissement unanime de la part de gens aussi hétérogènes, il doit exister une autre explication qui m'échappe, qui ne serait peut-être pas de nature politique, mais plutôt psychologique.

Après tout, en janvier 2020, on a pu observer comment tout un peuple pouvait être manipulé comme un seul homme et se retrouver soudain atteint de psychose collective, perdant toute notion de logique, totalement soumis, ses facultés intellectuelles et cognitives paralysées, et le pire, demeurer

incapable de se reprendre au cours des trois années qu'allait durer la dictature hygiéniste, de reprendre ses esprits, découvrant à quel point il était vulnérable, inconscient, ignare, à quelques exceptions près représentant finalement environ 1% de la population, je parle de ceux qui ont défié publiquement cette dictature et Macron, qui sont descendus dans la rue, très majoritairement ou presqu'exclusivement de droite, qui ont apporté leur soutien aux professeurs et médecins qui eurent le courage d'affronter les institutions et les médias, de sauver des vies par milliers, je ne parle pas de ceux qui avaient leur bonne conscience pour eux, et qui n'ont jamais bougé leur cul, ceux qui n'en pensent pas moins et profitent des deux côtés sans s'en vanter, inutile, on les a reconnus, cela se sent, se voit, il y en a un bon paquet ici.

J'ai eu souvent l'occasion de m'apercevoir au cours de ma longue vie, qu'entre les gens qui me témoignaient de l'estime et prétendaient partager mes idées, et ceux qui me respectaient uniquement sans témoigner le moindre intérêt à mes idées et me le faisaient savoir, les premiers présentaient peu d'intérêt, car finalement ils étaient les moins susceptibles d'accepter une discussion sincère et honnête, ils étaient trop hypocrites contrairement aux seconds qui n'avaient pas besoin de l'être ou de cacher leurs idées ou leurs intentions dont je n'avais que faire !

Voilà comment malgré nous, on se retrouve dans une situation paradoxale, en présence de gens avec lesquels on n'a rien à faire, tandis que ceux avec lesquels on aurait à faire sont inaccessibles, en dehors de leur cercle où ils vivent entre-soi, ce qui ne présente aucun intérêt.

Il ne reste plus qu'à passer outre et continuer comme si de rien n'était.

On n'essayera de refourguer le marxisme et le socialisme à des bourgeois, quant aux autres, les nôtres, s'ils s'en foutent, et bien tant pis, on attendra qu'ils cessent de s'en foutre, cela arrivera bien un jour, peut-être après ma mort, qui sait, peu importe. Remarquez bien que je n'en suis pas contrarié, j'ai cessé depuis longtemps de me déterminer par rapport à ce qu'on pense de moi, sinon je serais devenu fou ou je n'aurais plus de personnalité du tout, entre nous, il n'y a pas mieux pour gober n'importe quoi, tout jugement me laisse de glace.

Vous noterez aussi que je ne fais rien pour retenir ou attirer les lecteurs, pour les flatteries ou flagorneries ils peuvent attendre indéfiniment, je ne suis comptable que de mes actes. J'ai juste une faiblesse à avouer qui va les incommoder, au bout de 20 ans sur ce blog, malgré bien des tentatives, je ne suis pas parvenu à devenir ni mythomane ni mégalomane, ni schizophrène ou paranoïaque.

C'est cela qui rend littéralement fou mes détracteurs, car ils ne peuvent avoir aucune emprise sur moi, il leur reste la diffamation ou le mépris où ils se brûlent eux-mêmes les ailes. J'ai pris le parti de les ignorer.

Malcom X

- Quand vous commencez à penser par vous-même, vous leur faites peur, et ils s'efforcent de vous interdire tout contact avec l'opinion publique, de peur que si l'opinion publique vous écoute, elle ne veuille plus les écouter.

- Les médias sont les entités les plus puissantes sur terre. Ils ont le pouvoir de rendre les innocents coupables et de faire des coupables des innocents. Et c'est ça le pouvoir. Parce qu'ils contrôlent l'esprit des masses.

- Si vous ne vous levez pas pour quelque chose, vous tomberez pour n'importe quoi.

- Il n'y a pas mieux que l'adversité. Chaque défaite, chaque déchirement, chaque perte, contient sa propre semence, sa propre leçon qui nous permet de faire mieux la fois suivante.

- Paix et liberté ne peuvent être séparées, car personne ne peut être en paix tant qu'il n'est pas libre.

- Si vous n'êtes pas prêt à mourir pour elle, sortez le mot '*liberté*' de votre vocabulaire.

Lu.

Pour comprendre la réalité de ce qui vient de se passer en Syrie, sur la chute du gouvernement de Bashar al-Assad cédant la direction du pays au néo-groupe pseudo-terroriste islamiste fraichement rasé de près, rebaptisé HTS (*Hay'at Tahrir al-Sham*, je ne l'écrirai au complet qu'une seule fois !), il faut d'abord comprendre l'enjeu réel caché derrière la Syrie sur l'échiquier géopolitique.

«*Qui contrôle le pétrole, contrôle le monde*»

Le projet du Grand Israël publié en 1982 sous la plume de l'ex-fonctionnaire sioniste Oded Yinon trouve ses origines beaucoup plus loin, au début du XXe siècle. Un pays «*Du Nil à l'Euphrate*» engloberait le Liban, la Jordanie, la Syrie, le Koweït, la moitié de l'Irak, un tiers de l'Arabie saoudite et le Sinaï égyptien. L'agrandissement d'Israël n'a jamais rien eu de messianique, mais a toujours été un plan mondialiste des banques internationales pour accaparer le pétrole de la péninsule arabique, ou par projection métaphorique, pour contrôler le marché mondial du pétrole. Vladimir Poutine l'a très bien compris, et c'est pourquoi il s'est interposé devant les «terroristes» à la solde des Occidentaux en Syrie, en septembre 2015. Il faut savoir que la Syrie est le tout dernier rempart bloquant le plan du Grand Israël. Depuis 2015, le contrôle de Vlad sur le marché mondial du pétrole s'est beaucoup accru puisque l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont joint l'alliance alternative des BRICS. On parle maintenant du Venezuela, de l'Algérie, du Nigeria, de l'Indonésie… Cela devrait sonner une alarme retentissante aux oreilles, mêmes non-averties.

L'ignorance répandue de l'enjeu réel du Grand Israël explique pourquoi personne ne comprend rien à ce qui se passe en Syrie. La plupart des analystes croient vraiment au narratif, pourtant tricoté par les *mainstreams*, d'un «*projet messianique*» des sionistes intégristes guidés par un passage du livre sacré au chevet de Netanyahou. Cette idée est grotesque, puisque les élites qui utilisent les différentes confessions religieuses pour manipuler les peuples depuis des générations ne font des projets messianiques que dans les bulletins de nouvelles. En vérité, Israël n'existe que pour le pétrole, plus précieux que l'or et la planche à billets. On ne peut faire fonctionner un moteur à essence en le bourrant de billets verts. Si tu vends du pétrole, ton pays s'enrichit, si tu en achètes, tu enrichis tes ennemis. Il faut décider de l'approvisionnement et des prix. Si l'Amérique ne contrôle pas le prix, elle continuera de rouler sa coûteuse exploitation locale à perte. Le Grand Israël est un plan centenaire pour le contrôle du pétrole moyen-oriental, et ainsi, avoir le doigt sur l'interrupteur qui fait bouger les armées, l'agriculture, les camions, les cargos et les avions du monde. Bref, la défense, la production industrielle et le transport des marchandises. Encore plus bref : l'économie mondiale.

Comme il fait bon vivre en France !

Les auteurs d'hyperviolences à Paris sont de plus en plus jeunes - lepoint.fr 18 décembre 2024

L'âge moyen des jeunes interpellés est désormais de 16 ans et 10 mois, précise la préfecture de police de Paris après la mort d'un adolescent.

Si les rixes entre bandes ont toujours existé, les policiers constatent que les auteurs sont de plus en plus jeunes et que le recours à l'arme blanche est fréquent. En 2023, la moyenne d'âge des jeunes interpellés dans ce cadre était de 17 ans et 10 mois. En 2024, elle est de 16 ans et 10 mois, comme l'a expliqué le préfet de police. Dans la moitié des cas constatés depuis deux ans, les jeunes utilisent des armes blanches. Et notamment, dernièrement, l'opinel 13 et sa lame de 22 cm.

Totalitarisme. Des caméras partout pour tout. Tous soupçonnés d'être coupables potentiels de comportements délictueux. Soyez heureux, vous vivrez dorénavant en liberté surveillée.

Angleterre : la police teste des caméras dotées de l'intelligence artificielle pour repérer les conducteurs ivres

La technologie est à l'essai. Dans le Devon et les Cornouailles, deux comtés du sud-ouest de l'Angleterre, la police expérimente de nouvelles caméras dotées de l'intelligence artificielle, capable de déceler si le conducteur montre des signes d'ivresse. Selon The Sun, ces caméras vont être testées pendant tout le mois de décembre.

Le patron de l'entreprise australienne qui a développé les caméras a toutefois précisé une chose : l'intelligence artificielle « *n'émet pas de jugements définitifs* » mais reproduit l'intuition d'un policier chevronné. « *Un policier au bord de la route, s'il a travaillé assez longtemps dans la circulation routière, regardera probablement un véhicule passer et se dira* "lui, il a un problème" », indique Geoff Collins.

En Angleterre, des caméras similaires, dont le but est de verbaliser les conducteurs utilisant leur téléphone ou conduisant sans ceinture, ont aussi été essayées dans la région de Manchester. Selon The Sun, en cinq semaines, 3 200 personnes ont été prises en flagrant délit.

En prime ou l'un ne va pas sans l'autre. Régime policier parrain de nazis.

Guerre en Ukraine: le Royaume-Uni va fournir 225 millions de livres d'équipements militaires à Kiev - BFMTV 18 décembre 2024

Ils financent ouvertement l'extrême droite ou ne cachent plus leurs liens avec les fascistes.

J-C – C'est compatible avec la doctrine libertarienne qui est totalitaire, gare à ceux qui l'ignoreraient !

***"Il veut nous aider"*: Elon Musk prêt à faire un don historique à l'extrême droite au Royaume-Uni – BFMTV 18 décembre 2024**

Le milliardaire d'extrême droite et propriétaire de X pourrait donner plusieurs dizaines de millions de livres à la formation de Nigel Farage, le parti Reform UK. Avec comme objectif plusieurs victoires lors des prochaines élections locales prévues en mai 2025

L'ingérence politique d'Elon Musk va-t-elle s'étendre au Royaume-Uni? Le milliardaire d'extrême droite, qui a dépensé sans compter pour la campagne de Donald Trump aux États-Unis, pourrait désormais investir massivement dans le parti Reform UK. Des "*négociations*" sont en cours, a annoncé ce mardi 17 décembre Nigel Farage à la BBC.

"*Il veut nous aider, il n'est pas opposé à l'idée de nous donner de l'argent, à condition que nous puissions le faire légalement par l'intermédiaire de sociétés britanniques*", a-t-il ajouté.

Le média Bloomberg évoque des sommes qui pourraient atteindre plusieurs dizaines de millions de livres, tandis que le Telegraph affirme qu'il pourrait s'agir du "*plus gros don de l'histoire politique britannique*".

Depuis juillet, Elon Musk a régulièrement critiqué publiquement le Premier ministre travailliste Keir Starmer. En tant que citoyen américain, il "*ne peut pas légalement faire de don à un parti politique britannique*", rappellent nos confrères du Figaro. Mais pourrait le faire via une de ces entreprises, comme X.

Totalitarisme. Les djihadistes terroristes, les bioterroristes et les terroristes transgenristes partagent la même idéologie.

J-C - Les enfants auront tendance en principe à reproduire les rapports que leurs parents entretiennent entre eux. Ces psychopathes n'en loupent pas eu pour s'en prendre au sexe masculin, maintenant dès l'enfance, et les dresser les uns contre les autres. Il faut qu'ils salissent, souillent tout ce qu'ils touchent.

Tâches ménagères: les enfants participent, mais "*les filles en font plus que les garçons*", selon une étude - BFMTV 18 décembre 2024

"*Les filles en font plus que les garçons*" à la maison, selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined) sur la répartition des tâches domestiques publiée ce mercredi 18 décembre, qui s'appuie sur des entretiens réalisés auprès de plus de 7.000 enfants en 2022.

Mettre ou débarrasser la table et s'occuper des animaux: la quasi-totalité des enfants de 10 à 11 ans interrogés dans le cadre de l'étude (9 sur 10) déclare effectuer l'une de ces tâches de temps en temps ou tous les jours. Mais les résultats varient selon le genre: "*les filles réalisent plus de tâches domestiques que les garçons, comme aider à la cuisine, s'occuper du linge ou ranger sa chambre*", indique Anne Solaz, chercheuse à l'Ined et co-autrice de l'étude. (Désolé, chez nous, c'est moi aidais ma mère, ma sœur n'a jamais rien foutu. - J-C)

Environ sept filles interrogées sur dix aident à plier ou étendre le linge de temps en temps, contre un peu plus de 5 garçons sur dix. "*C'est un miroir de ce qu'on observe chez les parents, où les tâches intérieures et routinières sont plutôt réalisées par les femmes*", pour Anne Solaz.

Ce que montre l'Ined, c'est que dès l'âge de dix ans, les parents participent à la reproduction des stéréotypes de genre en sollicitant davantage les filles que les garçons pour la réalisation des tâches domestiques. BFMTV 18 décembre 2024

J-C - Je voudrais bien connaître les conditions dans lesquelles a été menée cette "*étude*" par l'Ined, sachant qu'aucune institution de l'Etat n'est dénuée d'a priori idéologique de plus en plus marquée. De plus, il s'agit de paroles de gosses qui ont pu leur répondre n'importe quoi, à aucun moment ils ne le souligneront dans leurs articles. Et puis, on s'en contrefout !

Sur la situation politique et sociale en France.

L'aurait-il déjà sacrifié ?

François Bayrou à Matignon : le nouveau Premier ministre aurait-il pu faire pire départ ? - Le HuffPost 18 décembre 2024

François Bayrou rejoindra-t-il Marion Rolland et Usain Bolt ? Comme ces deux sportifs, le nouveau Premier ministre est en train de marquer les esprits avec un départ franchement raté à Matignon. Au point de chuter après deux mètres de descente, comme la skieuse aux Jeux olympiques de Vancouver ? Ou d'être disqualifié après un démarrage chaotique, comme le sprinter aux mondiaux en Corée du Sud ? Certains commencent à y songer.

En réalité, plusieurs indices montrent que le Béarnais semble tenté de se mettre dans les pas du Savoyard, lequel a tout misé sur la mansuétude du Rassemblement national à son égard pour durer. À tort. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les réactions aux différentes consultations à Matignon : Marine Le Pen est ressortie plutôt contente, satisfaite par exemple sur la proportionnelle, quand la gauche ouverte au dialogue (PS ou EELV) se montre sonnée par la teneur des discussions.

Il est en train de « p*aver peu à peu le chemin de sa propre censure* », a même expliqué Marine Tondelier, la cheffe des Verts en sortant de Matignon, pointant ce mardi l'incapacité du centriste à donner des « *réponses* » à la gauche. Une sorte d'avertissement partagé bien au-delà du Nouveau Front populaire. « *Si c'est pour reprendre la méthode Barnier, sur d'anciens élus au gouvernement et le deal avec LR, ça aura les mêmes conséquences* », fait par exemple valoir le député de la Vienne, ancien macroniste, Sacha Houlié.

Dans ce contexte, on ne peut pas dire d'ailleurs que la seule proposition de fond évoquée par François Bayrou depuis sa nomination participe à trouver le chemin de la stabilité. Depuis Pau, le président du MoDem a effectivement défendu le retour du cumul des mandats (exécutif - maire), un cumul qu'il a pourtant combattu de nombreuses années durant, au nom de la moralisation de la vie politique. Ce qui fait dire à Olivier Faure, le secrétaire national du Parti socialiste, que le chef du gouvernement « *s'est perdu*. » Déjà ?

De fait, ces premiers jours chaotiques - dans une atmosphère politique éruptive - n'incitent pas à l'optimisme. Même au sein des partis du « *bloc central*. » « *Ses débuts ne sont pas à la hauteur. Il est déconnecté, vide de sens politique et il sera incapable de rassembler* », tranche auprès du HuffPost un cadre de l'une des chapelles censées soutenir l'exécutif. Et de prophétiser avec pessimisme : « *Dans un mois, il tombe* ». Un faux départ dans les règles de l'art.

En complément :

- Mayotte pas « *sur le territoire national* » ? La boulette de François Bayrou à l'Assemblée - 20minutes.fr 18 décembre 2024

- Cumul des mandats: comment Bayrou a changé son fusil d'épaule - BFMTV 18 décembre 2024

- Présidentielle anticipée : Marine Le Pen « *se prépare* » car Emmanuel Macron, « *c'est fini ou presque* » - 20 Minutes/AFP 18 décembre 2024

Plus opportuniste et pitoyable que Macron, était-ce possible, la réponse est oui.

"*Euh… peut-être*" : François Bayrou mis en difficulté, cette séquence de Quotidien fait peine à voir - closermag.fr 18 décembre 2024

Lundi 16 décembre 2024, François Bayrou a indiqué vouloir revenir sur des lois de 2009 et 2014 interdisant le cumul des mandats. Un reporter de Quotidien l'a alors mis en difficulté en lui rappelant les propos qu'il avait tenu par le passé sur le sujet.

En 2012, à l'occasion d'un forum organisé par le magazine Elle à Sciences Po, celui-ci avait en effet déclaré : "*Pour les députés, interdiction absolue du cumul. On ne peut pas l'interdire pour les députés et l'accepter pour les membres du gouvernement. Donc je suis pour l'interdiction de l'exercice de tout mandat quand on est ministre*".

Lundi 16 décembre 2024, devant son Conseil municipal, le Premier ministre a complètement changé de discours. "*Il faut ré-enraciner les responsabilités politiques, dans les villages, les quartiers, les villes. On s'est trompés en rendant incompatibles les responsabilités locales et nationales, c'est une erreur (…) Pour les membres du gouvernement, c'est autorisé, pour les parlementaires, non. Je pense qu'il faut que ce débat soit repris*", a-t-il indiqué.

Etat juif colonial génocidaire.

Gaza, jour 436 : 45 000 Palestiniens assassinés par Israël Par Agence Média Palestine - Mondialisation.ca, 17 décembre 2024

Le ministère de la santé de Gaza, ce matin du 16 décembre 2024, a annoncé qu'Israël avait assassiné plus de 45 028 Palestiniens dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Ce chiffre, qui correspond à près de 2% de la population palestinienne au début du génocide, est pourtant considéré comme sous-évalué.

Selon les estimations, plus de 11 000 corps seraient actuellement coincés sous les décombres, sans possibilités pour les équipes de sauvetage de les retrouver en raison de l'absence de forces et de matériel. Dans le nord de Gaza, de nombreux témoins rapportent que des corps pourrissent à l'air libre dans le rues car l'armée israélienne ne permet pas aux équipes de défense civile d'intervenir et tire sur les ambulances qui tentent de circuler.

A Gaza depuis le 7 octobre 2023 :

- 45 028 morts dont 17 000 enfants

- 11 000 personnes coincées sous les décombres

- 106 962 blessés

- 1,9 million de déplacés

Dans une lettre ouverte à la maison blanche publiée en octobre 2024, 99 professionnels de la santé états-uniens en mission à Gaza estimaient à 62 413 le nombre de décès dus à la malnutrition et à la maladie, dont la plupart étaient des enfants. Les patients sous dialyse, les cancéreux et les femmes enceintes n'ont nulle part où aller, et il est estimé à environ 5 000 le nombre de décès dus à des maladies chroniques qui n'ont pas pu être soignées correctement. Ces soignants estimaient alors le nombre de morts total à 118 908. Le siège brutal du nord de Gaza, qui a rapidement conduit à une situation catastrophique de famine, les pressions accrues sur les organismes humanitaires et les difficultés liées aux inondations et au froid hivernal aggravent encore la situation.

(J-C – J'ai plastiqué l'écriture inclusive qui avait envahi ce petit texte, c'est pitoyable, on est informé par des cons, comme dans 95% des cas, à vous de trouver les 5% manquant !

Syrie.

Lu.

"*La Syrie est en train d'être purifiée*", a-t-il déclaré à une foule à Damas dimanche.

"*L'homme d'Al-Qaïda/État islamique ne s'est pas* 'réinventé'. *Tout l'appareil de propagande et de renseignement de l'Occident, y compris la BBC, l'a fait pour lui*", a fait remarquer le cofondateur de The Electronic Intifada, Ali Abunimah.

Jolani a déjà déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'affronter Israël.

"*La Syrie n'est pas prête pour la guerre et n'a pas l'intention d'entrer dans une nouvelle guerre. La source d'inquiétude vient des milices iraniennes, et du Hezbollah, et le danger est passé*", a-t-il déclaré – des propos étranges alors qu'Israël mène la plus grande opération de l'armée de l'air de son histoire, en pilonnant des cibles militaires dans toute la Syrie. D'autres porte-parole de HTS ont également refusé catégoriquement de commenter l'attaque d'Israël sur le pays, même lorsque des journalistes occidentaux incrédules les ont pressés de le faire.

Dans les années 2010, alors même que les États-Unis étaient ostensiblement en guerre contre Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan, ils travaillaient secrètement avec Al-Qaïda en Syrie sur un plan visant à renverser Assad. La CIA a dépensé environ un milliard de dollars par an pour former et armer un vaste réseau de groupes rebelles à cette fin. Comme le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan l'a dit à la secrétaire d'État Hillary Clinton dans un courriel divulgué en 2012, "*AQ [Al-Qaïda] est de notre côté en Syrie*".

Ainsi, alors que de nombreux observateurs peu attentifs peuvent être choqués d'entendre les médias et la classe politique adouber le chef d'Al-Qaïda en Syrie comme un champion moderne et progressiste, la réalité montre que la relation des États-Unis avec le groupe reprend simplement sa position d'antan. Par conséquent, il semble que la guerre contre le terrorisme va prendre fin avec les "*terroristes*" relookés en "*rebelles modérés*" et en "*combattants de la liberté*".

Comment l'Occident a rebaptisé Jolani d'Al-Qaïda par MintPress News - consortiumnews.com 17 décembre 2024

Extrait. « Comment les djihadistes syriens favorables à la diversité prévoient de construire un État », titre un article du *Daily Telegraph britannique*, qui suggère que Jolani construira une nouvelle Syrie respectueuse des droits des minorités. Le même journal l'a également qualifié de « *djihadiste modéré* ». Le *Washington Post* l'a décrit comme un dirigeant pragmatique et charismatique, tandis que CNN l'a dépeint comme un « *révolutionnaire en blazer* ».

Dans un portrait détaillé, Rolling Stone le décrit comme un « *homme politique pragmatique et astucieux qui a renoncé au* « djihad mondial » *et a l'intention d'*« unifier la Syrie ». Son *« sens stratégique est évident* », écrit Rolling Stone, entre deux paragraphes félicitant Jolani pour avoir mené avec succès un mouvement contre un dictateur.

CNN a même accordé une interview exclusive à Jolani, alors même que son mouvement prenait d'assaut Damas.

En 2013, la chaîne l'avait qualifié de l'un des « *10 terroristes les plus dangereux du monde* », connu pour avoir enlevé, torturé et massacré des minorités raciales et religieuses.

Le FBI offre une récompense de 10 millions de dollars pour toute information sur sa localisation. Washington et d'autres gouvernements occidentaux considèrent la nouvelle organisation de Jolani, Hay?at Tahrir al-Sham (HTS), comme une seule et même organisation qu'Al-Qaida/Al-Nusra.

Cela pose un sérieux problème de relations publiques pour les pays occidentaux, qui ont soutenu le renversement du président Bachar al-Assad par le groupe terroriste HTS. C'est pourquoi Politico et d'autres médias rapportent qu'une « *énorme ruée* » est en cours à Washington pour retirer HTS et Jolani de la liste des organisations terroristes le plus rapidement possible.

Comment Washington et Ankara ont changé le régime à Damas par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 décembre 2024

Avec un aplomb surprenant, la presse internationale nous assure que nous n'assistons pas à un changement militaire de régime en Syrie, mais à une révolution renversant la République arabe syrienne. La présence de l'armée turque et des forces spéciales états-uniennes nous est cachée. On nous abreuve avec une propagande plusieurs fois démentie sur les crimes imputés à « Bachar ». On transforme des égorgeurs cannibales en respectables révolutionnaires. Encore une fois, la presse internationale, consciemment, nous ment.

https://www.voltairenet.org/article221618.html

Syrie : Le dépeçage va pouvoir commencer.

Pour sortir de la crise économique, les nouveaux maîtres de Damas optent pour une politique libérale 17 déc. 2024

Alors que la Syrie est engluée dans une crise multidimensionnelle en raison d'une décennie de guerre et de l'imposition de sanctions occidentales sur son économie, les nouveaux maîtres de Damas opteraient pour une économie de marché libérale pour sortir le pays de la faillite.

Le média Al-Monitor a soulevé les principaux défis des nouveaux maîtres de Damas pour redresser le pays. Ces efforts incluent des plans dirigés par le ministre des Finances par intérim Riad Abdel Raouf, en coopération avec le gouvernement de transition pour sauver ce qui reste de l'économie en rouvrant notamment un poste frontière avec la Jordanie le 15 décembre et remédier aux pénuries alimentaires et à l'instabilité.

Le produit intérieur brut de la Syrie est désormais inférieur à 15% de son niveau d'avant-guerre et le taux de pauvreté a atteint les 90%, selon les données des Nations Unies datant de 2022. Ce pourcentage pourrait s'alourdir compte tenu de la situation actuelle.

Les conditions socio-économiques se sont encore détériorées suite à divers chocs, notamment les tremblements de terre dévastateurs de février 2023, qui, selon la Banque mondiale, ont causé 5,1 milliards de dollars de dégâts matériels.

Un article de Reuters avait rapporté que le gouvernement de transition syrien avait informé les chefs d'entreprises qu'il adopterait un modèle de libre marché et intégrerait la Syrie dans l'économie mondiale après des décennies de contrôle étatique.

À son tour, le ministre des Finances par intérim Abdel Raouf a confirmé au *Financial Times* que «*le nouveau gouvernement a l'intention de reconsidérer toutes les politiques monétaires et économiques actuelles et de réévaluer les accords avec les pays étrangers, notamment la Russie et l'Iran*».

Des Syriens témoignent de leurs difficultés à recevoir leur argent des banques - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Les restrictions sur les retraits bancaires en Syrie préoccupent la population, notamment les retraités qui peinent à toucher leurs pensions, comme l'ont expliqué plusieurs Syriens à Sputnik.

La Banque centrale de Syrie a introduit des restrictions sur le retrait d'argent des banques, il est interdit d'en retirer aux distributeurs automatiques, ce qui complique la vie des citoyens, comme certains l'ont déclaré à Sputnik.

"*Il y a du pain, beaucoup de pain, mais il n'y a pas d'argent pour l'acheter. Je ne peux pas toucher ma pension, le montant est très modeste, 400.000 livres (25 dollars), mais je n'ai pas pu l'obtenir. Je ne sais pas si je l'obtiendrai un jour. Et si je l'obtiens, combien d'argent réel cela représentera, compte tenu de l'inflation*", explique Khaulah, une Syrienne de 65 ans et ancien professeur d'école.

(J'ai lu dans un autre article le témoignage d'un militaire qui affirmait que son salaire mensuel était seulement de 60 euros, une misère qui ne donne pas vraiment envie de se battre... - J-C)

Le retraité Usef Diab, 68 ans, a déclaré que "*l'absence de pension a frappé de nombreuses familles. Les prix montent chaque jour, les gens essaient d'acheter aujourd'hui pour pouvoir manger et se réchauffer demain*".

"*Nous achetons tout ce que nous pouvons. Après tout, avec ces prix, beaucoup de choses ne seront plus abordables demain*", déclare Marwah, mère de quatre enfants.

Selon les médias syriens, 13 millions de Syriens sur 18 millions souffrent désormais de la faim. 90% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté et survit avec 2,1 dollars par jour.

Grande-Bretagne

Ils exportent leurs armes, leurs déchets et toute sorte de poisons ou produits interdits destinés à nuire à la santé de la population.

Le Royaume-Uni aurait exporté des pesticides interdits vers plusieurs pays, selon une enquête – RT 18 déc. 2024

La filiale britannique de la multinationale agrochimique Syngenta aurait exporté en 2023 plus de 8 500 tonnes de pesticides interdits au Royaume-Uni vers plusieurs pays, dont le Brésil, la Côte d'Ivoire et le Maroc, révèle une enquête menée récemment par le journal d'investigation Unearthed, affilié à l'ONG internationale Greenpeace, en collaboration avec l'ONG suisse Public Eye.

Au cœur de cette enquête, une substance particulièrement toxique : le thiaméthoxame, connu pour ses effets dévastateurs sur les abeilles et autres pollinisateurs. D'après l'enquête, cet insecticide, interdit en 2018 au Royaume-Uni en raison de sa dangerosité avérée, aurait été exporté à hauteur de 374 tonnes vers des pays comme la Côte d'Ivoire, l'Ukraine, Taiwan et le Maroc.

Selon Greenpeace, «*cela permettrait de produire suffisamment d'insecticide à base de thiaméthoxame pour pulvériser environ 133 000 kilomètres carrés de champs, soit une superficie plus grande que l'Angleterre*».

Au total, les cargaisons auraient été expédiées vers 18 pays différents, relève l'ONG. Les principaux importateurs seraient les États-Unis, le Brésil, le Canada et le Mexique. Une quantité importante aurait également été envoyée dans l'UE – où ces pesticides sont interdits – pour être réexportée ailleurs.

Plusieurs pesticides interdits

Un deuxième produit également interdit, le diquat, fabriqué par Syngenta à Huddersfield, dans le Yorkshire de l'Ouest, aurait été également exporté par la multinationale vers plusieurs pays. L'année dernière, l'entreprise a exporté 5 123 tonnes de cet herbicide, dont plus de la moitié au Brésil, souligne l'enquête.

Par ailleurs, le Royaume-Uni a exporté des pesticides contenant dix produits chimiques interdits différents. Parmi ces substances figurait la fénamidone, interdite en 2018 en raison de

préoccupations concernant son potentiel à endommager l'ADN et son «*potentiel élevé de contamination des eaux souterraines*».

Parmi ces produits figuraient également un autre néonicotinoïde tueur d'abeilles, l'imidaclopride, expédié en Tunisie par le fabricant Nufarm, ainsi que le fongicide chlorothalonil, qui contamine les eaux souterraines, exporté en petites quantités par Syngenta et Nufarm.

Russie.

"*Terrible carnage*": un rapport sur les exécutions de masse à Selidovo présenté à Moscou

Le Tribunal public international sur les crimes commis par les néonazis ukrainiens a présenté son rapport sur les exécutions de civils par les forces armées ukrainiennes à Selidovo, ville dans le Donbass.

"*Il s'agit d'un génocide et de crimes de guerre. Cela ne s'est pas produit spontanément, c'était un ordre de tuer des civils*", a déclaré Maxim Grigoriev, président du Tribunal public lors de la conférence de presse organisée ce 17 décembre à Moscou dans le siège du groupe Rossiya Segodnya, dont Sputnik fait partie.

La ville de Selidovo, près de Donetsk, a été libérée par les forces armées russe le 29 octobre.

Voici ses autres déclarations:

Quand l'équipe du Tribunal public est arrivée à Selidovo, "*la ville était pleine de cadavres de civils*", la plupart d'entre eux étaient des femmes et des personnes âgées. Les gens ont généralement été abattus à bout portant, dans la tête et le cou, les exécutions ont eu lieu devant des proches et des voisins. Des familles entières ont été retrouvées abattues dans des maisons privées.

De nombreuses personnes ont raconté comment des gens ont fait irruption dans leurs appartements en tuant tout le monde.

Le Tribunal public a déjà interrogé plus de 40 témoins et blessés. Selon eux, des conversations en géorgien et en français ont pu être entendues dans les pelotons d'exécution.

Des snipers étaient à l'œuvre: ils tiraient sur ceux qui venaient retirer les corps des tués plus tôt.

Le ministre russe des Affaires étrangères remet personnellement les données au Secrétaire général de l'Onu.
L'Occident sait très bien ce que fait Kiev. Pour eux, "*ce n'est pas une tragédie, mais une tentative de contrôle de territoires*".

L'auteur de l'attentat ayant entraîné la mort du général Kirillov a été arrêté - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Selon le FSB, il s'agit d'un citoyen d'Ouzbékistan qui avait été recruté par les services spéciaux ukrainiens.

L'auteur de l'attentat ayant causé la mort du général Kirillov a placé une bombe sur une trottinette électrique, a indiqué le FSB.

Autres détails :

Pour mener une surveillance, il a loué une voiture de covoiturage et y a installé une caméra Wi-Fi, dont les images ont été diffusées aux organisateurs de l'attaque terroriste à Dnepropetrovsk.

Après avoir reçu un signal vidéo indiquant que les officiers quittaient l'immeuble, l'auteur a activé l'engin explosif artisanal à distance.

Pour avoir commis un meurtre, un citoyen ouzbek s'est vu promettre par les services spéciaux ukrainiens une récompense de 100.000 dollars et l'entrée à l'UE.

Les employés des services spéciaux ukrainiens impliqués dans l'organisation de l'attaque terroriste seront retrouvés et recevront la punition qu'ils méritent, a indiqué le FSB

Igor Kirillov a rendu l'Occident "*nerveux*" en évoquant la recherche biologique américaine en Afrique - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Les laboratoires militaires américains mènent des recherches biologiques dangereuses, y compris sur le continent africain et le lieutenant-général Igor Kirillov l'avait plusieurs fois souligné avant son assassinat, a expliqué à Sputnik Afrique Igor Nikulin, ancien membre de la Commission des Nations Unies sur les armes biologiques.

Le lieutenant-général Igor Kirillov avait dénoncé la dangerosité des laboratoires américains, notamment en Afrique, avant son assassinat, a rappelé à Sputnik Afrique Igor Nikouline, ancien membre de la Commission des Nations Unies sur les armes biologiques.

"*Ces 400 laboratoires militaires américains opérant dans le monde entier constituent désormais la principale menace pour l'humanité, y compris en Afrique. Ce sont eux qui propagent diverses maladies dangereuses, comme Ebola, Marburg, la fièvre du Nil occidental etc. Igor Kirillov a souligné ce problème*", a-t-il déclaré.

Washington a toujours considéré les Africains comme "*des citoyens de seconde zone et donc du matériel expérimental*", affirme encore l'expert.
"*Bien entendu, la guerre biologique est l'un des moyens de contrôler, disons, la natalité et la population en général, y compris sur le continent africain. Et c'est l'une de ces formes évidentes de néocolonialisme*", précise-t-il.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 décembre 2024

Macron homophobe, raciste, sexiste, etc. qui franchement doutait que c'était une ordure. J'ai envie de dire qu'on nous prend encore pour des cons, car on n'en a rien à foutre si la conscience des masses de la nature du régime ne progresse pas, régime auquel collabore ceux qui balancent ces accusations contre Macron, ils ne valent pas mieux.

Comment un pays ou un peuple peut-il se doter d'un tel président ? Question que les Français éviteront de se poser pour la raison qu'on devine ou parce que la réponse n'est guère à leur avantage.

Virer Macron, c'est bien ; liquider les institutions, c'est chouette ; balancer le capitalisme, c'est génial ; mais refonder le mouvement ouvrier et le doter d'une véritable avant-garde révolutionnaire, ce serait mieux, c'est même notre priorité. Qui cela intéresse-t-il, qui cela concerne-t-il ? Personne apparemment, bravo !

Alors, le 1er janvier s'inscrira bien dans la continuité du 31 décembre, voilà ce que j'avais envie de vous dire en guise de bonne année.

Il doit bien exister une explication. Voici le devoir à rendre impérativement avant la fin de l'année sous peine de passer le réveillon avec Macron, quel cauchemar !

- Pourquoi 90% des jeunes sont-ils épris de justice et de liberté, s'organisent-ils parfois, se mobilisent-ils souvent, l'expriment-ils unanimement, et pourquoi dès qu'ils travaillent, ces aspirations s'envolent-elles pour presque toujours ne plus jamais réapparaître ?

- Pourquoi, parmi ces 90% de jeunes révoltés, une proportion d'entre eux se dirigent vers le mouvement ouvrier, le socialisme, la révolution, puis s'en éloignent dès qu'ils rejoignent le monde impitoyable de l'esclavage salarial sans jamais y revenir ?

90% des jeunes seraient-ils victimes d'hallucinations ou d'obsessions collectives ?

On reviendra là-dessus dans les jours qui viennent.

Ce qui est extraordinaire, c'est que tout au long de leur vie, les injustices et les atteintes aux libertés qui seront perpétrés leur seront attribuées sans qu'ils daignent réagir. Mais le savent-ils, en ont-ils pris conscience, qui s'efforce de leur faire prendre conscience ? Personne. On les culpabilise ou à l'opposé on les infantilise, deux erreurs à ne pas commettre.

Vous tenez à en être, alors c'est ici que cela se passe et pas ailleurs.

On se bat pour la justice, la liberté, la vérité, pas pour avoir raison, on n'en a rien à foutre, on se bat pour faire progresser le niveau de conscience général des masses, de manière à ce qu'elles puissent conserver le pouvoir quand elles l'auront conquis.

La révolution socialisme n'est pas un dogme, et elle cessera d'être une utopie, quand nous aurons pris conscience que nous sommes le principal obstacle à sa réalisation. Quand je dis que ce blog ne sert à rien, j'exagère, il sert à prouver que ce que je viens d'affirmer est juste.

Je me comprends et je suis peut-être le seul. Cela vous fait marrer, moi non, profitez-en, car vous pourriez ne pas en avoir l'occasion avant bien longtemps, si la situation politique internationale dégénérait.

Fascisme ordinaire.

J-C – Ils font la promotion du tabac et de la cigarette pendant plus d'un demi-siècle, ils autorisent leur fabrication, puis leur commercialisation, ils encouragent toute la population à fumer ou à s'intoxiquer, puis ils décrètent que ce se serait un poison pour tous ceux qui en respireraient la fumée, par conséquent il faut protéger la population la plus vulnérable en interdisant cette pratique dans certains lieux ou bâtiments publics, écoles, universités, hôpitaux, etc. moyens de transport collectif jusqu'aux aux quais de gare et aux arrêts de bus, aux aéroports, etc.

Les tyrans ont de la suite dans les idées, malheur à ceux qui n'en ont pas !

Pour finalement interdire de fumer en plein air dans la ville sous peine d'une amende, de la même manière que furent verbaliser des personnes qui se baladaient seules sur une plage ou dans une forêt sans porter de muselière (masque) censé protéger, qui ou de quoi, on se le demande, ou si on le sait, de toute velléité d'indépendance ou de liberté dont vous serez privés indéfiniment si vous n'y prenez pas garde.

On va encore me dire, mais où va-t-il chercher tout cela, il est fou. Pas vraiment, je caractérise les choses et les acteurs comme il se doit, comme ils le méritent uniquement. Toute restriction à la liberté sous ce régime est insupportable, et elle devrait être condamnée par tous ceux qui prétendent combattre pour notre émancipation de l'esclavage salarial, or, ils sont aux abonnés absents.

Au fait, j'ai totalement arrêté de fumer… depuis trois jours, non je ne déconne pas, mon cas était devenu désespéré, alors j'ai arrêté de jouer au con avec ma santé, j'en ai juste fumé une hier que j'avais achetée le matin en allant faire des courses, car ici on peut les acheter à l'unité, les Indiens sont très pauvres je vous ai déjà raconté.

Italie : Interdiction de fumer dans les lieux publics à Milan à partir du 1er janvier 2025 - aa.com.tr 18 décembre 2024

À compter du début de l'année 2025, la municipalité de Milan, la deuxième plus grande ville d'Italie, interdira de fumer en plein air dans la ville.

Selon des informations parues dans la presse locale, la municipalité de Milan a décidé, dans le cadre de la planification du climat et de l'air, d'étendre l'interdiction de fumer, qui a été introduite pour la première fois en 2021 dans des lieux tels que les stades, les parcs, les cimetières et les arrêts d'autobus.

À partir du 1er janvier 2025, la municipalité de Milan interdira de fumer dans les lieux publics.

Selon la nouvelle réglementation, la consommation de cigarettes et de produits dérivés du tabac ne sera autorisée que dans certaines zones spéciales, à condition qu'il y ait une distance d'au moins 10 mètres avec les autres personnes.

Les contrevenants à cette règle s'exposeront à une amende comprise entre 40 et 240 euros.

Selon le paramètre "*concentration de PM10*" utilisé dans les mesures de la qualité de l'air, la presse a notamment annoncé que la consommation de cigarettes était responsable de 7 % de la pollution de l'air à Milan, le centre industriel et financier du pays.

Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme visant à réduire de moitié les émissions de dioxyde de carbone d'ici 2050.

Voilà le genre de déchets que produit leur régime.

Pédocriminalité : 95 interpellations en France dans le démantèlement d'un vaste réseau international - 20 Minutes/AFP 20 décembre 2024

Plus de 16.000 personnes dans 130 pays participaient à des forums où plus de 200 téraoctets d'images et de vidéos étaient mis à disposition des utilisateurs.

Les perquisitions, menées du 9 au 19 décembre, ont permis de découvrir 375.000 photos et 156.000 vidéos tandis que 122 ordinateurs, 330 supports numériques et 152 smartphones ont été saisis, contenant 217 To de données.

J- C – Le plus étonnant, si l'on veut, c'est que les pédophiles des classes supérieures passent à travers les mailles du filet. Après tout, ils ne trouvent que ce qu'ils cherchent là où ils le cherchent et pas ailleurs.

En mettant la pornographie à disposition gratuitement de toute la population, y compris les gosses, ce qui était une monstruosité en soi, la quantité se transformant en qualité, où va se nicher la dialectique, même dans un bordel, quand ils ne les ont pas fabriqués, ils en ont fait des détraqués sexuels, des refoulés profonds, des pervers sadiques, des obsédés qui se sont retrouvés blasés, insatisfaits, à la recherche de nouvelles expériences, sensations ou plaisirs exceptionnels ou rares, au point de renouer avec des pratiques qui renvoient ces monstres au rang de bêtes sauvages. Parmi eux, il y a des vieux dégueulasses, mais aussi des hommes jeunes, le plus jeune à 16 ans.

Un précieux enseignement facile à retenir (qui hélas, tombera encore dans l'oreille des sourds.)

C'est ce que j'ai retenu du dernier entretien de monsieur Meyssan sur la Syrie et le Moyen-Orient.

Il suffit de prendre en compte comment l'Occident relate les faits dans la presse (occidentale), pour comprendre ce que ces Etats allaient faire, dans la mesure où la manière dont elle les présentait servirait à justifier leur engagement politique ou militaire auprès de leur population, qui une fois préparée psychologiquement y adhèrerait.

Les autorités informent à l'avance la population en lui fournissant une interprétation idéologiquement orientée et frauduleuse, que les médias et les élites seront priées d'adopter et ensuite de relayer de sorte que la population la croit vraie, et se détourne de toutes les autres versions…

Une prise de conscience plus élevé nécessite d'inscrire notre réflexion dans une vision particulière qui se fonde non pas sur une expérience directe sur le terrain ou au jour le jour, mais sur une expérience beaucoup plus large des relations entre les États-Unis et l'Occident en général, avec les différents Etats qui contestaient la suprématie de l'Occident, ce qui permet de comprendre des choses que d'habitude les gens ne comprennent pas.

Propagande. Alors qu'ils déversent quotidiennement des tonnes de fausses infos scélérates sur la Syrie, qui va les croire ?

Guerre en Ukraine : Mal entraînés et vite hors de combat, les premières images de soldats nord-coréens sur le front - 20minutes.fr 19 décembre 2024

S'il est impossible de confirmer à 100 % que ce sont bien des soldats nord-coréens sur la seule foi des images, l'ensemble des renseignements occidentaux l'affirment désormais. Volodymyr Zelensky expliquait lui-même il y a quelques jours sur X que « *la Russie a commencé à utiliser un nombre important de soldats nord-coréens dans ses assauts* », accompagnés de soldats russes, notamment dans la région de Koursk.

J-C – Cause toujours il en restera quelque chose, mais pas que.

Une fois qu'ils ont instauré le doute dans votre cerveau, ils feront en sorte qu'il se répande à d'autres sujets et finisse par l'envahir. En fait, les gens étant inconscients de tout cela, ce processus se développera à leur insu ou ils en seront les principaux artisans sans même qu'ils aient à intervenir. Chaque fois que je décris des cas d'inconscience (qui concernent aussi les lecteurs), personne ou aucun ne se manifeste, c'est révélateur.

Dans l'Extrême-Orient russe vit une importante population chinoise et même coréenne dont l'implantation remonte au moins à la moitié du XIXe siècle. En 1926, d'après le recensement russe d'alors, ces Coréens étaient au nombre de 87.000. (Le Monde 18 juillet 1950). Environ 500 000 personnes d'origine coréenne vivent sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, principalement en Asie centrale, mais aussi dans le sud de la Russie (autour de Volgograd), dans le Caucase et dans le sud de l'Ukraine. (Wikipédia)

La banalisation du fascisme international depuis 1950.

J-C – Non, ce titre n'est pas délibérément provocateur ou excessif, il correspond à la réalité que nous n'avons pas voulu voir depuis 1950 ou avec laquelle nous nous sommes accommodés.

Depuis 1950, près de cinq cents coups d'Etat tentés ou réussis, surtout en Amérique du Sud et en Afrique - lemonde.fr 11 septembre 2023

Si les coups d'Etat étaient assez fréquents en Amérique latine jusque dans les années 1980, ces trente dernières années ils se sont davantage déroulés sur le continent africain.

Deux politologues américains, Jonathan Powell et Clayton Thyne, ont publié en 2011 une étude statistique de référence recensant les coups d'Etat – réussis ou manqués – dans le monde depuis 1950. Des données qu'ils mettent à jour constamment depuis. Au total, ils comptabilisent 491 coups d'Etat dans 97 pays durant ces soixante-treize dernières années.

Pour M. Powell, plusieurs facteurs contribuent aux coups d'Etat, tels que la pauvreté, une faible croissance économique, l'instabilité intérieure (insurrection, terrorisme) ou des dirigeants considérés comme illégitimes (élections truquées, augmentation des pouvoirs présidentiels, etc.). A cela, il faut ajouter « *des questions constantes d'ingérence étrangère dans la politique nationale et un ensemble plus large de puissances internationales (Etats-Unis, France, Russie, Chine) aux intérêts différents* ». Aucun de ces problèmes n'est propre à l'Afrique, mais ce continent « *présente certainement une plus grande concentration de ces facteurs que d'autres régions du monde* », juge le chercheur, alors que cette région du monde concentre la grande majorité des coups d'Etat depuis les années 1990.

Selon la définition retenue par les deux auteurs de l'étude, un coup d'Etat est « *une tentative illégale et manifeste de l'armée ou d'autres élites au sein de l'appareil d'Etat (membres du gouvernement, par exemple) de renverser le chef de l'exécutif en place* », que ce soit avec ou sans violences. Cette définition évite de confondre les coups d'Etat avec les mouvements populaires et les rébellions, expliquent les chercheurs. Par ailleurs, si les coups d'Etat peuvent être parfois soutenus par des puissances étrangères, ceux-ci n'ont été comptabilisés par les universitaires que si ces étrangers ont eu un second rôle dans le putsch. lemonde.fr 11 septembre 2023

J-C - L'Afrique, ainsi que le Moyen-Orient sont des continents ou régions qui ont été particulièrement morcelés au moment de la décolonisation par les puissances occidentales qui les avaient précédemment colonisés, afin de pouvoir mieux piller leurs richesses et les placer sous leur dépendance politique et militaire.

Sur la situation politique et sociale en France.

Premier ministre par défaut et maître chanteur.

François Bayrou affirme qu'Emmanuel Macron a "*hésité*" à le nommer Premier ministre - BFMTV 20 décembre 2024

Dans l'émission L'Événement sur France 2 ce jeudi 19 décembre, François Bayrou a déclaré qu'Emmanuel Macron avait "*hésité*" à le nommer comme Premier ministre le 13 décembre dernier.

"*Vous êtes président de la République, vous êtes devant une multiplicité de crises (...) Vous n'avez pas le droit de réfléchir à qui vous allez mettre à Matignon et d'hésiter entre plusieurs hypothèses*?", a interrogé François Bayrou, avant d'indiquer qu'Emmanuel Macron a effectivement "*hésité*."

"*Et après tout, pourquoi aurait-il fait autrement? Nous avons eu une discussion dans laquelle j'ai essayé de lui montrer que je pensais qu'il fallait faire différemment, et c'est le choix qu'il a fait au terme de cette discussion*", a poursuivi le Premier ministre.

La nomination de François Bayrou à Matignon a été le résultat d'une journée assez folle. Le vendredi matin, François Bayrou arrive à 8h30 à l'Élysée. À ce moment-là, Emmanuel Macron ne l'a pas choisi comme Premier ministre et le lui fait savoir.

Mais durant leur échange, le maire de Pau ne renonce pas à être le successeur de Michel Barnier. Cela explique la longue durée de ce rendez-vous qui dure 1h45.

Selon nos informations, le patron du Modem a fait comprendre au président qu'il pourrait retirer les 36 députés de son parti du bloc central et rétrécir ainsi le socle commun à l'Assemblée nationale. Finalement, après environ deux heures de flottement, François Bayrou a été nommé Premier ministre et a été "*chargé de former un gouvernement*" par Emmanuel Macron. BFMTV 20 décembre 2024

Il n'y aura pas de gouvernement d'union nationale, sinon, qui contrôlerait les masses ?

François Bayrou souhaite que Bruno Retailleau reste dans le gouvernement et espère un "*soutien puissant de la droite républicaine*" - BFMTV 20 décembre 2024

Le Premier ministre a notamment proposé aux chefs de partis (hors RN et LFI) de rentrer au gouvernement et de rouvrir la discussion sur la réforme des retraites – sans la suspendre. BFMTV 20 décembre 2024

Quand des médias pourris se plaignent de "*méthodes de voyou*" d'une ministre…

"*Des méthodes de voyou*" : Plusieurs patrons de presse dénoncent des "*pressions*" de Rachida Dati pour empêcher la publication d'enquêtes la concernant - Puremédias 19 décembre 2024

"*Mediapart*" a compilé plusieurs témoignages et exemples qui révèlent des pressions exercées par Rachida Dati, ministre de la Culture démissionnaire, sur les rédactions qui tentaient d'enquêter sur elle.

"*Deux choses la distinguent : une violence et une vulgarité extrêmes*". Ces mots sont signés Dov Alfon, directeur de la publication de "*Libération*", et visent Rachida Dati, ministre de la Culture démissionnaire. Dans une enquête publiée ce jeudi 19 décembre par "*Mediapart*", il témoigne,

comme d'autres dirigeants de journaux, des pressions subies par sa rédaction lorsqu'elle travaillait sur la ministre. Il évoque même un "*climat d'insécurité qu'elle crée autour de la rédaction. Elle s'en prend à Laurent Léger, contacte la direction, des chefs de service et a même ciblé l'une de [leurs] jeunes journalistes lors d'un déplacement*".

https://www.ozap.com/actu/des-methodes-de-voyou-plusieurs-patrons-de-presse-denoncent-des-pressions-de-rachida-dati-pour-empecher-la-publication-denquetes-la-concernant/648042

Etat juif colonial génocidaire.

Gaza : HRW et MSF accusent Israël d'"*actes de génocide*" et de génocide contre les Palestiniens - France 24 20 décembre 2024

Les ONG Human Rights Watch et Médecins sans frontières ont affirmé jeudi que les actions d'Israël dans la bande de Gaza constituent des "*actes génocidaires*" à l'encontre du peuple palestinien.

"*Les autorités israéliennes ont délibérément créé des conditions de vie visant à causer la destruction d'une partie de la population de Gaza, en privant intentionnellement les civils palestiniens de l'enclave d'un accès adéquat à l'eau, ce qui a probablement causé des milliers de morts*", écrit Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué accompagnant son enquête de plus de 200 pages.

"*Ce faisant, les autorités israéliennes sont responsables du crime contre l'humanité d'extermination et d'actes de génocide*", ajoute l'organisation internationale.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a rejeté un rapport "*truffé de mensonges éhontés*", et accusé HRW de chercher une fois "*encore [à] promouvoir sa propagande anti-israélienne*".

À Gaza, le Hamas renforce ses rangs avec des milliers de nouveaux combattants par The Cradle 19 décembre 2024

Ces derniers jours, des affrontements violents ont repris entre les troupes israéliennes et les combattants de la résistance palestinienne dans le nord de la bande de Gaza assiégée.

L'aile militaire du Hamas, les Brigades Qassam, a recruté des milliers de nouveaux résistants dans ses rangs dans la bande de Gaza et s'adapte aux conditions difficiles auxquelles elle est confrontée dans les combats avec les troupes israéliennes, qui continuent de souffrir d'épuisement et de troubles mentaux, selon les informations israéliennes du 18 décembre.

«*Le Hamas a recruté quelque 4000 nouveaux membres pour son aile militaire au cours des derniers mois*», a rapporté mercredi le site d'information israélien Walla, citant des sources du commandement sud de l'armée.

«*Par endroits, le Hamas s'est adapté à la lutte contre les militaires dans le sud de Gaza*», ont ajouté les sources.

Le rapport ajoute que tout au long de la guerre, les combattants des Brigades Qassam ont su échapper au renseignement et aux opérations de neutralisation.

Mohammad Sinwar, chef militaire des Brigades Qassam et frère du défunt chef du Hamas Yahya Sinwar, et le commandant Izz al-Din Haddad sont les deux leaders chargés de diriger les opérations du groupe de résistance palestinien, selon les informations fournies. «*Ils ont soigneusement veillé à ne pas s'exposer*».

Ces derniers jours, des affrontements intenses ont repris à Gaza, alors que l'aile militaire du Hamas reconstitue ses rangs.

https://reseauinternational.net/a-gaza-le-hamas-renforce-ses-rangs-avec-des-milliers-de-nouveaux-combattants/

«*On tue des civils qu'on comptabilise comme terroristes*». Des réservistes israéliens racontent Gaza par The Cradle 19 décembre 2024

Alors que Tel-Aviv se concentre sur l'extension de son occupation du sud de la Syrie, les soldats israéliens affirment que l'armée opère librement à l'intérieur de Gaza en tant que «*milice armée indépendante sans foi ni loi*».

Des réservistes israéliens qui ont servi dans le couloir de Netzarim, une route récemment construite qui divise la bande de Gaza en deux, ont révélé que les soldats ont l'ordre strict de «tirer sur toute personne» repérée s'approchant de la «zone de mort».

«*Il existe une ligne au nord du couloir de Netzarim connue sous le nom de* «ligne des corps», *et les habitants de Gaza sont parfaitement conscients de ce qu'elle signifie. Dans cette zone, les Palestiniens sont abattus sans sommation et leurs corps sont laissés en pâture aux chiens*», a déclaré à Haaretz un commandant de la division 252.

«*La zone de mort est le champ de tir des snipers… Nous y tuons des civils, et on les comptabilise comme des terroristes*», a-t-il ajouté, révélant qu'il y a même «*compétition*» entre les différentes divisions de l'armée qui occupent le couloir d'est en ouest.

«*Si la division 99 a tué 150 personnes, la suivante essaiera d'atteindre les 200*».

Ceux qui ont participé à l'interview ont souvent parlé des «*lignes imaginaires*» au nord et au sud du couloir de Netzarim que les commandants implantent en tant que zone de mise à mort.

«*Toute personne s'approchant de la ligne est considérée comme une menace – et aucun permis de tuer n'est requis*».

Haaretz indique que de nombreux commandants et soldats du service régulier et réserviste ont témoigné du «pouvoir illimité» accordé aux commandants de division au cours des derniers mois.

«*Un commandant de division n'est guère limité aujourd'hui à [Gaza]*», affirme un officier vétéran de la division 252. «*À Gaza aujourd'hui, un commandant de division peut ordonner une attaque de drone [ou] décider s'il occupe ou non telle ou telle ville*».

En outre, les interviewés ont déclaré que l'armée agit souvent comme une «*milice armée indépendante, sans aucune règle, du moins pas du genre de celles qui figurent dans les règlements de Tsahal*».

«*Nous avons tué un jeune garçon, âgé de 16 ans peut-être. Quand [un autre soldat] a commenté, disant qu'il n'était pas armé et semblait n'être qu'un civil, le commandant a dit :* «Pour moi, quiconque franchit la ligne est un terroriste, pas de cadeau, zéro civil. Ils sont tous des terroristes»», raconte un autre soldat.

https://reseauinternational.net/on-tue-des-civils-quon-comptabilise-comme-terroristes-des-reservistes-israeliens-racontent-gaza/

En complément.

Conflit au Proche-Orient : l'armée israélienne frappe les Houthis au Yémen - RT 19 déc. 2024

Selon le média I24, l'opération «Ville Blanche» de l'armée israélienne a mené plusieurs frappes visant «*à paralyser les trois ports sous contrôle houthi en détruisant systématiquement leurs remorqueurs portuaires*». «*La centrale électrique de Haziz au sud de Sanaa et celle de Dhaban au nord ont également été touchées, plongeant de vastes zones dans l'obscurité*», a également rapporté cette même source.

Syrie.

Communiqué du président Bachar el-Assad par Bachar el-Assad - Réseau Voltaire 16 décembre 2024

Alors que le terrorisme se répandait en Syrie et atteignait finalement Damas le soir du samedi 7 décembre 2024, des questions se posaient sur le sort du président et sur sa localisation. Cela s'est produit au milieu d'un flot de désinformation et de récits très éloignés de la vérité, visant à requalifier le terrorisme international en révolution de libération de la Syrie.

À un moment aussi critique de l'histoire de la nation, où la vérité doit primer, il est essentiel de remédier à ces distorsions. Malheureusement, les circonstances qui prévalaient à l'époque, notamment une coupure totale des communications pour des raisons de sécurité, ont retardé la publication de cette déclaration. Ceci ne doit pas remplacer un compte rendu détaillé des événements qui se sont déroulés, qui sera fourni lorsque l'occasion le permettra.

Tout d'abord, mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas eu lieu pendant les dernières heures des combats, comme certains l'ont prétendu. Au contraire, je suis resté à Damas, exerçant mes fonctions jusqu'aux premières heures du dimanche 8 décembre 2024. Alors que les forces terroristes s'infiltraient à Damas, je me suis rendu à Lattaquié en coordination avec nos alliés russes pour superviser les opérations de combat. À mon arrivée à la base aérienne de Hmeimim ce matin-là, il est devenu clair que nos forces s'étaient complètement retirées de toutes les lignes de bataille et que les dernières positions de l'armée étaient tombées. Alors que la situation sur le terrain dans la région continuait de se détériorer, la base militaire russe elle-même a été soumise à des attaques de drones intensifiées. N'ayant aucun moyen viable de quitter la base, Moscou a demandé au commandement de la base d'organiser une évacuation immédiate vers la Russie dans la soirée du

dimanche 8 décembre. Cela a eu lieu un jour après la chute de Damas, après l'effondrement des dernières positions militaires et la paralysie de toutes les institutions étatiques restantes.

À aucun moment au cours de ces événements, je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et aucune personne ou parti n'a fait une telle proposition. La seule ligne de conduite était de continuer à lutter contre l'assaut terroriste.

Je réaffirme que celui qui, dès le premier jour de la guerre, a refusé de troquer le salut de sa nation contre des avantages personnels, ou de compromettre son peuple en échange de nombreuses offres et incitations, est le même qui s'est tenu aux côtés des officiers et des soldats de l'armée sur les lignes de front, à quelques mètres des terroristes dans les champs de bataille les plus dangereux et les plus intenses. C'est le même qui, pendant les années les plus sombres de la guerre, n'est pas parti mais est resté avec sa famille aux côtés de son peuple, affrontant le terrorisme sous les bombardements et les menaces récurrentes d'incursions terroristes dans la capitale pendant quatorze ans de guerre. De plus, celui qui n'a jamais abandonné la résistance en Palestine et au Liban, ni trahi ses alliés qui l'ont soutenu, ne peut pas être le même qui abandonnerait son propre peuple ou trahirait l'armée et la nation à laquelle il appartient.

Je n'ai jamais cherché à obtenir des postes pour des avantages personnels, mais je me suis toujours considéré comme le gardien d'un projet national, soutenu par la foi du peuple syrien, qui a cru en sa vision. J'ai toujours été convaincu de leur volonté et de leur capacité à protéger l'État, à défendre ses institutions et à défendre leurs choix jusqu'au dernier moment.

Lorsque l'État tombe aux mains du terrorisme et que la capacité d'apporter une contribution significative est perdue, toute position devient sans objet, ce qui rend son occupation dénuée de sens. Cela ne diminue en rien mon profond sentiment d'appartenance à la Syrie et à son peuple - un lien qui ne reste ébranlé par aucune position ou circonstance. C'est une appartenance remplie d'espoir que la Syrie sera à nouveau libre et indépendante.

Meyssan passe à table sur le régime de Bachar El-Assad

https://www.youtube.com/watch?v=B-NS48Zw02M

J-C – Il adore se mettre en scène et il voue un culte inconsidéré aux puissants, au pouvoir. La dimension économique et la lutte de classe manquent toujours à ses analyses, qui ne fournissent qu'une indication bancale sur l'évolution de la situation mondiale.

L'unique facteur ou le grain de sable qui peut contrarier leurs prévisions ou faire dérailler leurs stratégies, c'est l'intervention des masses sur la scène politique, tous les autres ils peuvent les bricoler grâce à la planche à billets et leur monopole des grands médias.

Les masses, c'est le seul facteur sur lequel ils ont une emprise limitée, dont ils peuvent perdre le contrôle, avec des conséquences imprévisibles et incommensurables. C'est donc sur celui-ci qu'il faut miser. Si Meyssan et tous les journalistes ou géopoliticiens les ignorent, c'est parce qu'ils représentent le camp d'en face, celui du capital.

Syrie. Hayat Tahrir Al-Cham, radioscopie d'une mutation idéologique

Les origines djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), faction à l'origine de l'offensive qui a conduit à la chute du régime de Bachar Al-Assad, poussent nombre de commentateurs à en faire tout simplement un avatar d'Al-Qaida. Mais l'expérience de gouvernance menée par le groupe depuis 2017 à Idlib a provoqué des mutations, rendant complexe la classification de HTC. Le chercheur Patrick Haenni, qui se rend sur place depuis 2019, en livre une analyse, à travers des propos recueillis par Sylvain Cypel et Sarra Grira.

https://orientxxi.info/magazine/syrie-hayat-tahrir-al-cham-radioscopie-d-une-mutation-ideologique,7850

J-C - En fait de "*mutation idéologique*", il s'agirait plutôt d'une adaptation tactique en fonction d'objectifs politiques et militaires différents et bien précis, donc à lire en étant vigilant.

Proche-Orient. « *Ces guerres agissent comme un accélérateur de notre propre fascisme* » - orientxxi.info 12 décembre 2024

Extrait.

Peter Harling. — J'ai malheureusement vécu plusieurs guerres dans la région, et celle-ci m'a semblé différente, tout d'abord en raison du phénoménal déséquilibre des forces. D'un côté, le Hezbollah a monté des tirs de missile et des attaques par drones contre Israël, dont les résultats ont presque toujours été dérisoires. De l'autre, Israël a fait usage d'une puissance sans proportion aucune : à chaque frappe, un immeuble entier était réduit en ruine, parfois en ensevelissant ses habitants pris au piège. Israël a notamment utilisé une profusion de « *bunker busters* », des armes épouvantables, théoriquement réservées à des complexes militaires souterrains et fortifiés. Près de chez moi, trois de ces bombes d'une tonne ont été employées pour abattre un bâtiment résidentiel ordinaire, en pleine nuit et sans préavis, dans l'espoir d'assassiner un seul responsable du Hezbollah.

Mais ce conflit ultra-technologique que l'on vient de traverser évoque surtout un monde dystopique, dans lequel quelqu'un, quelque part, a le pouvoir de faire s'écrouler des immeubles d'habitation, un à un, en appuyant tout simplement sur un écran. Beaucoup de gens au Liban en ont conçu une impuissance, une vulnérabilité allant jusqu'à un sentiment confus de nudité face à une telle force omnipotente. C'est un des aspects difficilement communicables de cette guerre.

Un autre élément essentiel, que je peine aussi à faire comprendre à mon entourage à l'étranger, c'est qu'il ne s'agit pas d'un « *conflit de plus* », dans une région qui en a connu tant. Il est tentant en effet, vu de France par exemple, d'imaginer que cette guerre oppose Israël et le Hezbollah autour d'enjeux qui ne nous concernent pas vraiment. Une guerre obscure et lointaine en somme… Israël combat avec nos armes. Israël bénéficie le plus souvent de notre soutien médiatique, politique et diplomatique, dans une lutte qui fait resurgir tout un vocabulaire de la guerre contre le terrorisme, de la défense d'un camp occidental face à la barbarie, de la mission civilisatrice même. En somme, cette guerre est menée, très ostensiblement, en notre nom.

Or, pour ceux qui en suivent ou en subissent les détails, c'est aussi une guerre d'atrocités, où l'on cible les journalistes et les personnels de santé, où l'on profane des mosquées et des églises, où l'on rase des cimetières, parmi mille autres violences gratuites et injustifiables. Le décalage entre ce

vécu intime, d'une part, et le récit édulcoré qui domine à l'extérieur, de l'autre, s'est traduit pour nombre d'entre nous, au Liban, par un sentiment d'abandon et de solitude.

Plus encore, on ne peut que voir, d'ici, comment nos gouvernements se radicalisent par l'entremise d'Israël, au point de saborder le droit humanitaire international, pourtant l'une des plus grandes et des plus belles contributions de l'Europe à la stabilité du monde. L'on assiste à une sorte de laisser-aller, à un retour du refoulé : on encourage de fait Israël à faire ce que l'on n'ose pas encore faire soi-même. Cette guerre, comme celle de Gaza, agit comme un révélateur, un accélérateur de notre propre fascisme, qui s'ancre presque partout désormais sur le continent européen. Ce n'est pas là où on l'imagine, donc, que ce conflit rebat les cartes.

Syrie: des centaines de manifestants à Damas pour la démocratie et les droits des femmes - AFP 19 décembre 2024

Des centaines de personnes ont manifesté jeudi à Damas pour la démocratie et les droits des femmes dans la nouvelle Syrie, pour la première fois depuis la chute de la capitale aux mains d'une coalition conduite par des islamistes radicaux.

"*Nous voulons la démocratie, pas un Etat religieux*", "*La religion est à Dieu et la nation à tous*", "*La Syrie, Etat libre et séculier*", scandaient les manifestants, rassemblés sur l'emblématique place des Omeyyades, dans le centre de Damas, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Un responsable politique des nouvelles autorités, Obaida Arnaout, a suscité un tollé il y a quelques jours en affirmant qu'il était "*prématuré*" que les "*femmes soient représentées à des postes ministériels ou parlementaires*".

Dans la Syrie d'Assad, violemment opposé aux islamistes, avec le parti Baas animé au départ de l'idée d'avoir un Etat laïc pour unifier les pays arabes, les femmes occupaient 20 à 30% des postes ministériels et parlementaires.

Le responsable a argué que les femmes avaient "*une nature biologique et psychologique particulière"* qu'il fallait prendre en considération. Des propos conspués par des Syriennes participant à la manifestation.

Les barbares font régner la terreur.

Syrie : une église et des tombes chrétiennes vandalisées - RT 19 déc. 2024

Dix jours après la chute de Bachar el-Assad, l'hostilité envers la communauté chrétienne syrienne refait surface. Le 18 décembre, dans la province de Hama dans le nord du pays, à quelques encablures d'Idleb, l'archidiocèse grec-orthodoxe de Hama a été attaqué et plusieurs tombes vandalisées.

Les images ont fait le tour de la toile syrienne et arabe. Des impacts de balle sur la cathédrale grecque orthodoxe de Hama ainsi que la destruction de plusieurs sépultures ont été recensés. Sur l'un des clichés, on peut voir la décapitation d'une statue de la Vierge Marie, la tête gisant sur le sol, des croix ainsi que des sépultures ont été endommagés.

Le cimetière de Mhardeh, petite bourgade chrétienne, a également été pris pour cible. Cette localité avait notamment rejoint la Défense nationale, avec près de 200 combattants, pour défendre la ville contre les incursions djihadistes. Ces actes de vandalisme ont été largement répandus sur les réseaux syriens avec le hashtag «*save christians*».

Par ailleurs, dans l'église Saint-Georges, un autre aurait tenté de briser les croix en fer et d'accrocher une banderole portant l'inscription de la Chahada, la profession de foi musulmane : «*Il n'y a de Dieu que Dieu*», tout en affirmant que les actes anti-chrétiens se multiplient en Syrie depuis la chute de Bachar el-Assad.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 décembre 2024

J'espère que le blog ne sera pas indisponible à partir d'après-demain.

Hier en fin d'après-midi, alerte générale, je me connecte à mon ancienne adresse (milarepa13), je la consulte rarement ou presque jamais, et là qu'est-ce que je découvre, une rafale de messages d'OVH me réclamant encore de l'argent avec à la clé la menace de couper le service le 23 décembre. Je lis leurs courriels, et comme d'habitude je n'y comprends rien.

Je croyais que la facture que j'avais réglée le 16 novembre concernait l'hébergement du blog et le nom de domaine (luttedeclasse.org), mais en les lisant je n'en suis plus si sûr. Je leur ai adressé 2 messages en urgence, j'ai prévenu mon beau-fils qui sera chez moi lundi matin pour régler en ligne une éventuelle facture complémentaire.

Tout pourrait être si simple et réglé en trois clics de souris, mais non ce serait trop beau, il faut qu'on se fasse chier pour tout. A suivre.

Si je suis habituellement de bonne humeur, cela dit, j'ai tout de même les nerfs à vif avec tout ce qu'on se prend dans la gueule quotidiennement en faisant ce boulot, en plus de l'Inde, où il nous reste que la dérision ou la fatalité, pour ne pas devenir dingue ou péter un plomb, même l'humour n'est pas spécialement le bienvenu, c'est pour dire à quel point on est à cran. On est fataliste parce qu'on a conscience de notre impuissance, cela ne signifie pas qu'on serait pessimiste plutôt qu'optimiste, sur le court terme oui, sur le long terme on est davantage optimiste, on garde toujours l'espoir d'un monde meilleur.

Frustrée et humiliée, la violence est rentrée, diffuse, palpable, ça calme paradoxalement ! Perdre son sang-froid ou s'énerver chez un Indien ou un Asiatique en général sera du plus mauvais effet, je l'ai appris à mes dépens et ça calme, car je n'aime pas passé pour un vaurien, ce serait injuste, j'ai encore un peu de dignité malgré tout, maladroit, je le suis parfois évidemment, comme tout le monde.

Les Indiens aiment bien déconner, ils ont vraiment besoin de décompresser, la société est très oppressive. Au départ déconner n'était pas trop mon truc, maintenant je l'ai adopté, je me moque même de mes lecteurs, j'ignore s'ils s'en sont aperçus ou ils l'ont pris au sérieux, c'est aussi mon côté provocateur, c'est cela que j'aime bien dans ce truc-là, cela peut aller très loin. Parfois, on a tellement de trucs à dire à quelqu'un, qu'on ne sait pas par quel bout commencer. On lui balance tout en rafale et il se marre, à moins qu'il ne fasse une grimace parce qu'il suffoque, qui sait, tellement l'attaque a été violente et soudaine, il faut assumer mon pote, tu m'as dit vas-y, et bien encaisse, quand tu auras bien digéré, tu verras, tu te sentiras beaucoup mieux, peut-être avec un poids sur la conscience en moins. Et à qui on dit merci ? Ingrat !

Si on ne se revoit pas d'ici le 24 au soir, passez une bonne soirée en ayant une pensée pour ceux qui en seront privés, détendez-vous bien, on y a tous le droit. Chez nous, on sera tous les deux et on n'a rien prévu de spécial.

Mes amitiés.

On a troqué provisoirement ou tout du moins dans cette causerie, totalitarisme contre Internationale fasciste qui semble mieux adapté à la situation, plus précis.

Cet internationalisme de type totalitaire correspond aux pratiques des entreprises transnationales qui imposent leurs lois à tous les peuples, à tous les Etats, au monde entier. Le seul moyen d'envisager de briser cette Internationale fasciste consisterait à construire notre propre Internationale des exploités et des opprimés du monde entier, mais nous ne sommes même pas foutus de construire un parti ouvrier révolutionnaire au pays de la Commune de Paris !

La mauvaise conscience des traitres et des imposteurs.

Ceux qui condamnent les propos tenus par Macron à Mayotte, sont de misérables populistes, ils passent sous silence :

1- Que leurs partis ou leurs dirigeants ont participé à des gouvernements qui ont maintenu une grande partie des Mahorais dans une très grande précarité ;

2- Que lors de chaque référendum (1974, 1976, 2009) la population a refusé l'indépendance de la France ;

3- Que Mayotte devrait faire partie de l'Union des Comores, qui devrait être rattaché à Madagascar ou au Mozambique.

Toutes les miettes de l'empire colonial français, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres australes et antarctiques françaises et les îles de Wallis-et-Futuna, devraient être rétrocédés ou rattachées aux Etats les plus proches géographiquement, Venezuela, Canada, Madagascar, Australie.

Voilà le dernier os à ronger balancé aux géopoliticards, paumés et autres illuminés en tout genre qui se réjouissent de la chute de la République arabe syrienne.

Ceux qui ont au compteur un grand nombre de massacres de civils innocents, de décapitations, amputations de deux mains, crucifixions, éventrements et autres pratiques d'une cruauté sans nom, Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) au pouvoir en Syrie, sont en passe de devenir du jour au lendemain des gens comme il faut, des gens bien, des hommes comme les autres, des progressistes, des humanistes, ce que les occidentaux et leurs médias corrompus appellent désormais des « *rebelles* », des « *révolutionnaires* », des interlocuteurs tout à fait respectables.

C’est de cette manière qu’ils ont rédigé le contenu des manuels scolaires et universitaires depuis plus d’un siècle, ce qui figure même au programme des militants des partis dits ouvriers. Une abomination, ceci explique cela, n’est-ce pas.

Cette question ne présente aucun intérêt, mais elle a au moins le mérite d'occuper et polluer les esprits, c'est déjà pas mal. Non, la question essentielle qui vaut la peine d'être posée, c'est de se demander à quelle fin économique les maîtres du monde mènent-ils toutes ces guerres, pour remodeler cette région, et réaliser le projet de Grand Moyen-Orient qu'ils avaient dans leurs tuyaux depuis des lustres, dont la réalisation s'avéra chaotique ou compromise temporairement du fait d'obstacles politiques ou de régimes récalcitrant, depuis certains d'entre eux ont été balayés (Syrie) ou neutralisés (Liban, Iran), il ne reste plus qu'à soumettre ou détruire ceux qui empêchent de finaliser ce projet, l'Irak et l'Egypte, éventuellement le Yémen.

La Russie approvisionnera l’Asie en pétrole et en gaz, tandis que le Moyen-Orient et les Etats-Unis approvisionneront l’Union européenne ou toute l’Europe, les autres pays producteurs importants se partageront le reste du marché ou les miettes, sous condition, cela va de soi.

L'Internationale fasciste. Ils n'en font qu'à leur tête.

J-C – Ne jamais oublier qu’al-Qaïda et toutes les organisations qui en sont issues sont avant tout des créatures anglo-saxonnes.

Syrie : les États-Unis abandonnent la prime pour l’arrestation d’al-Joulani - RT 21 déc. 2024

La tête d’Abou Mohammed al-Joulani, leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTC), n’est plus mise à prix par les États-Unis a annoncée lors d’un point presse le 20 décembre la secrétaire d'État adjointe américaine aux affaires du Proche-Orient, Barbara Leaf.

«*Sur la base de notre discussion, je lui ai dit que nous abandonnions l’offre de récompense» pour son arrestation «en vigueur depuis quelques années*», a-t-elle déclaré. Depuis 2017, le Département d’État offrait une récompense pouvant aller jusqu’à 10 millions pour toute information permettant de localiser al-Joulani.

La diplomate américaine a assuré qu’al-Joulani se serait «*engagé*» à «*veiller à ce que les groupes terroristes ne puissent pas constituer une menace à l’intérieur de la Syrie ou à l’extérieur, y compris pour les États-Unis et nos partenaires dans la région*». Selon Barbara Leef, le nouvel homme fort de Damas lui est «*apparu comme pragmatique*».

Interrogé à ce sujet, elle a mis en avant une «*décision politique*» prise «*dans l’intérêt et en accord avec le fait que nous entamons une discussion avec HTC*». Barbara Leaf a estimé qu’il serait ainsi «*un peu incohérent de mettre une prime sur la tête de cet homme*» avec lequel elle discute «*des intérêts des États-Unis, des intérêts de la Syrie, peut-être des intérêts de la région*». RT 21 déc. 2024

L'OTAN et l’Internationale fasciste. A la tête du client.

Sanctions américaines contre Gazprombank : Washington accorde une dérogation à la Turquie pour ses importations de gaz - RT 20 déc. 2024

La Turquie a été «*exemptée*» par Washington des sanctions à l'encontre de Gazprombank, a rapporté ce 20 décembre Bloomberg, ce qui lui permet de poursuivre les paiements de ses importations de gaz russe via cette banque. Cette dérogation survient après une «*série de discussions*» avec des responsables américains a confié, deux jours plus tôt, à l'agence américaine le ministre turc de l'Énergie Alparslan Bayraktar.

Sans exemption, «*nous ne serons pas en mesure de payer la Russie*» avait-il déclaré le 26 novembre. Déclaration qui faisait suite à l'annonce par le département du Trésor américain, le 21 novembre, d'une série de sanctions contre une centaine d'entités et de responsables financiers russes, dont Gazprombank qui joue un rôle clé dans le paiement des hydrocarbures russes. Une inscription qui avait provoqué des remous à Ankara, 42% des importations turques de gaz provenant de Russie.

Quand le chef de file de l'Internationale fasciste donne ses instructions à la justice de sa section française.

J-C – C'est l'histoire d'un régime mafieux, criminel, terroriste qui sème la guerre et la terreur, le chaos et la désolation sur tous les continents, qui s'érige en justicier international auprès de tous les Etats sommés d'exécuter ses ordres sous peine de représailles ou sanctions pouvant aller de la déstabilisation financière au coup d'Etat en passant par des assassinats...

La question qui se pose à tous les chefs d'Etat ou de gouvernement est celle de la mise au ban des nations des Etats-Unis comme Etat voyou, terroriste, et la rupture de toutes les relations avec ce pays tant qu'il n'aura pas renoncé à sa politique impérialiste ou coloniale.

Georges Ibrahim Abdallah ne doit pas être libéré, selon les États-Unis qui en appellent à la justice française - Le HuffPost 20 décembre 2024

Washington redoute « *un risque grave de trouble à l'ordre public* ». Les États-Unis, partie civile au procès de Georges Ibrahim Abdallah en 1987, ont écrit à la cour d'appel de Paris pour s'« *opposer vigoureusement* » à la demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien, détenu en France depuis 40 ans.

Georges Abdallah, 73 ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1987 pour complicité d'assassinat de deux diplomates israélien et américain à Paris, en pleine guerre civile libanaise. Considéré comme le « *plus vieux prisonnier politique d'Europe* » par ses soutiens, il est libérable depuis 25 ans mais n'a vu aucune de ses demandes aboutir.

Mi-novembre, la justice française a accepté sa libération à condition qu'il retourne au Liban, qui le réclame depuis des années, au vu de son âge et de la durée de détention « *disproportionnée au regard des faits commis et de sa dangerosité actuelle* ». Georges Abdallah, que Le HuffPost vous présentait dans la vidéo ci-dessous avant la décision de justice, appartient « *à l'histoire aujourd'hui révolue de l'activisme violent de l'ultra gauche* » libanaise et palestinienne, « *à l'origine d'aucun attentat en France ni ailleurs depuis 1984* », avait estimé le tribunal dans sa décision, aussitôt suspendue par un appel du parquet antiterroriste.

L'audience devant la cour d'appel s'est tenue jeudi – sa décision est attendue le 20 février. Les États-Unis, en tant que partie civile, peuvent faire des observations, écrites dans un courrier du 16 décembre dont l'AFP a eu connaissance.

Un courrier « *scandaleux* », selon l'avocat de Georges Abdallah

« *Les représentants diplomatiques* » américains ont *« été protégés des attaques de M. Abdallah tant qu'il est resté détenu »* mais seraient *« exposés à un danger accru* » s'il était « *libre de reprendre ses anciens desseins violents sans surveillance effective par les juridictions françaises* », écrit le ministère de la justice américain.

Son retour au Liban, alors qu'il « *n'a jamais désavoué* » son positionnement de « *combattant* » et au vu du conflit récent entre le Hezbollah et Israël, « *constituerait une force déstabilisatrice dans une région déjà instable et entraînerait un risque grave de trouble à l'ordre public* », poursuit-il pour justifier son opposition.

La défense et les soutiens de Georges Abdallah voient depuis des années la main du gouvernement américain derrière son maintien en détention.

Son avocat Jean-Louis Chalanset a qualifié auprès de l'AFP de « *scandaleux* » ce courrier aux airs « *d'instruction* » donnée par les États-Unis, dénonçant une « *tentative de manipulation des juges français* ». « *Les États-Unis savent pertinemment que Georges Abdallah et son mouvement, qui n'existe plus depuis 40 ans, ne représentent aucun danger pour les États-Unis* », a-t-il ajouté.

Internationale fasciste. Sous le règne de la menace, de la terreur, du fascisme international.

J-C – Les anglo-saxons en sont à la direction, ce qui n'étonnera plus personne. Le plus grave, c'est qu'ils montrent l'exemple à tous les apprentis dictateurs de la planète, et ils sont nombreux, qui n'attendaient qu'une occasion pour sévir contre leurs peuples, ça va saigner, les exterminer ou les neutraliser est la seule solution.

C'est à croire qu'ils voudraient recréer les conditions économiques qui précipitèrent la crise politique des années 30, qui fut le prélude à une seconde guerre mondiale. Sans aller jusqu'à déclencher une nouvelle guerre mondiale, ils pourraient s'employer à en créer les conditions de manière à ce que les peuples terrifiés à l'idée d'une guerre acceptent tous les sacrifices qu'ils veulent leur imposer.

Ils sont assez tordus et sadiques pour imaginer un tel scénario, qui aurait toute les chances de fonctionner à merveille. C'est cela qui est le plus à craindre, surtout quand on pense à tous ceux de notre classe qui sont déjà en proie à des conditions d'existence misérables ou cauchemardesques, et qui n'ont pas la force de se soulever.

Trump menace les Européens de taxes douanières s'ils n'achètent pas davantage d'hydrocarbures américains - RT 20 déc. 2024

Le président élu Donald Trump a déclaré ce 20 décembre sur Truth Social qu'il ferait imposer des taxes douanières si les Européens n'augmentaient pas leurs achats d'hydrocarbures aux États-Unis. «*J'ai dit à l'Union européenne qu'elle devait combler son énorme déficit avec les États-Unis par des achats à grande échelle de notre pétrole et de notre gaz*», a-t-il écrit sur son réseau social. « *Dans le cas contraire*, a-t-il averti, *ce sont les TARIFS DOUANIERS jusqu'au bout!!!*».

Par cette mesure, Donald Trump envisage non seulement de réduire le déficit commercial américain, mais également de pousser les industriels à installer aux États-Unis leur production destinée au marché américain. «*Plus les droits de douane seront élevés, plus il est probable que l'entreprise viendra aux États-Unis et y construira une usine pour ne pas avoir à payer les droits de douane*», avait-il déclaré au rédacteur en chef de Bloomberg News, John Micklethwait.

La Commission européenne s'inquiète également de cette menace de Donald Trump d'imposer une «*taxe universelle*», sur l'ensemble des 3 000 milliards de dollars (environ 2 885 milliard d'euros) d'importations américaines, rapportait mi-novembre Politico. Les voitures européennes, les produits pharmaceutiques et d'autres produits, en provenance des Vingt-sept, d'une valeur de 575 milliards de dollars (environ 553 milliards d'euros) seraient ainsi menacés.

Internationale fasciste. Ils s'octroient le droit de génocide, de polluer, d'intoxiquer, d'empoisonner...

Les États-Unis obtiennent gain de cause dans leur différend avec le Mexique sur le maïs OGM - RFI 21 décembre 2024

Les États-Unis peuvent exporter au Mexique du maïs génétiquement modifié. C'est ce qu'a conclu ce vendredi 20 décembre l'instance de règlement des différends du traité de libre-échange Canada - États-Unis - Mexique. Une victoire pour Washington, alors que Mexico bloquait depuis le début de l'année l'entrée dans le pays de maïs génétiquement modifié pour protéger les variétés locales et les droits des peuples autochtones. RFI 21 décembre 2024

Seul le fascisme peut sauver le capitalisme, dixit (en substance) Elon Musk.

Allemagne: vives réactions après un message de soutien à l'extrême droite posté par Elon Musk sur X - RFI 20 décembre 2024

Le milliardaire américain Elon Musk ne fait pas seulement parler de lui aux États-Unis en raison de sa proximité avec le futur président Donald Trump. Après son soutien affiché à l'opposition vénézuélienne au président Maduro, son soutien au populiste de droite britannique Nigel Farage, le propriétaire de la plateforme X y a publié un message prenant fait et cause pour le parti d'extrême droite allemand AfD. Les réactions sont nombreuses sur place.

« *Seule l'AfD peut sauver l'Allemagne.* » Si le milliardaire américain Elon Musk avait déjà flirté avec le parti d'extrême droite, il n'avait jamais exprimé une opinion aussi claire. À deux mois des élections en Allemagne, sa publication sur la plateforme X, dont il est le propriétaire, sonne comme un appel clair à voter pour l'AfD.

Avec le capitalisme de connivence adapté aux syndicats, elle n'est pas belle la vie sous le régime capitaliste.

J-C - L'essentiel, c'est que les 315.000 esclaves salariés conservant leur emploi soient heureux comme ils sont, pour les préretraités et ceux qui devaient partir à la retraite n'en parlons pas, ils vont pouvoir enfin vivre la vie de bourgeois, c'est-à-dire profiter de la vie sans travailler pendant que les autres continueront de gratter sans se révolter contre leur sort, et pour cause, ils sont si bien lotis qu'ils ont renoncé "à des hausses salariales prévues et à certaines primes", pendant que leurs dirigeants et les actionnaires s'en foutent plein les poches. Allez, en chœur : Vive le capitalisme !

Ils appellent cela la lutte des classes, sans déconner, moi j'appelle cela la collaboration de classes. Les trotskystes lambertistes (POI-PT) toujours très perspicaces, expliquèrent au moment de la réunification de l'Allemagne, que c'était une aubaine parce que la classe ouvrière la plus puissante d'Europe allait être unifiée, et on allait voir ce qu'on allait voir, 34 ans plus tard on s'aperçoit qu'elle a surtout servi à renforcer le pouvoir de l'aristocratie ouvrière au lieu de l'affaiblir, vous pouvez ajouter celui de l'aristocratie financière, tandis que des millions de travailleurs et leurs familles sont voués à la pauvreté et à la précarité comme dans tous les autres pays occidentaux. Il faut bien que quelqu'un puisse consommer, que quelqu'un assure la stabilité politique du régime en place, etc. telle est l'orientation politique des capitalistes et du mouvement ouvrier en Allemagne et ailleurs.

Volkswagen supprimera 35 000 emplois sans fermer d'usines en Allemagne lepoint.fr 21 décembre 2024

Il n'y aura pas de fermeture d'usines, mais Volkswagen va supprimer 35 000 emplois en Allemagne d'ici à 2030, soit environ 10 % de ses effectifs locaux. Bien que douloureux, le compromis arraché juste avant Noël par la direction du constructeur automobile et le syndicat IG Metall au terme de plus de soixante-dix heures de négociations évite la fermeture de sites et les licenciements secs.

C'est ce que souhaitait la puissante présidente du comité d'entreprise, Daniela Cavallo, qui siège au conseil de surveillance du géant automobile. Les suppressions de postes passeront par des non-renouvellements de CDD, des préretraites, des non-remplacements de départs à la retraite et des départs uniquement volontaires.

Cet effort collectif s'inscrit dans le cadre d'un plan d'économies de 4 milliards d'euros par an, avec un objectif de rentabilité de 6,5 % pour la marque Volkswagen à moyen terme. Pour y parvenir, les salariés ont accepté de renoncer à des hausses salariales prévues et à certaines primes. La production automobile en Allemagne sera réduite de 700 000 véhicules par an, renforçant la compétitivité du groupe. Volkswagen s'engage à maintenir la garantie de l'emploi jusqu'en 2030. lepoint.fr 21 décembre 2024

Le capitalisme de connivence –

Le capitalisme de connivence est un terme décrivant une économie capitaliste où le succès en affaires dépend de relations étroites avec les représentants du gouvernement. (Remplacez "*les représentants du gouvernement*" par les représentants des travailleurs. - J-C)

Sous ses formes les plus légères, le capitalisme de connivence mène à la tolérance ou à l'encouragement par le gouvernement de la collusion parmi des acteurs du marché, notamment pour faire une sorte de front commun lors de soumissions sur des contrats publics, des subventions, des législations, etc. (Aux « *acteurs du marché* », vous ajoutez les partis et les syndicats dits ouvriers. – J-C)

Quand ils flattent l'un des pires comportements de l'occidental réduit à l'état primaire de consommateur. Qui a dit que l'UE n'était pas vertueuse ?

J-C – Quelle est la devise du consommateur ? Je consomme avant et je pense après si j'en ai le temps, sinon je m'en passe. Notez que c'est d'ailleurs la seule chose dont il se passe volontiers sans que cela ne le gêne !

« *Les consommateurs européens sont les mieux protégés du monde* », assure l'un de leurs représentants - Publicsenat.fr 21 décembre 2024

On pointe souvent les défauts de l'Union européenne mais ses victoires sont aussi à souligner. La protection des consommateurs en est une.

Ces dernières années, l'UE a renforcé leurs droits en matière d'achats. Désormais, chaque consommateur européen dispose d'un délai de 14 jours durant lequel il peut annuler sa commande ou renvoyer le produit sans justification. Il bénéficie également d'une garantie minimale de 2 ans sur chaque produit. « *Nous avons obtenu de nombreux progrès pour les consommateurs ces dernières années, dans tous les domaines, notamment les achats en ligne. Ce qui nous fait dire que nous avons l'un des niveaux de protection les plus élevés au monde* », assure Agustin Reyna, directeur du Bureau européen des consommateurs, qui regroupe 44 organisations de consommateurs, dans 31 pays européens. Publicsenat.fr 21 décembre 2024

Etat juif colonial génocidaire.

Le monde anglo-saxon se réclame du Grand Israël

En effet, l'idéologie occidentale est née dans les pays anglo-saxons. Le monde anglo-saxon est le regroupement idéologique, politique, militaire et financier de cinq pays : la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La formation du monde anglo-saxon a commencé au départ de la Grande-Bretagne. Pendant plusieurs siècles, elle a étendu son influence à d'autres parties du monde. Elle a colonisé le Nouveau Monde et créé l'Empire britannique, dans lequel «*le soleil ne se couchait jamais*». Il faut d'abord parler de l'influence idéologique de la Grande-Bretagne, puis de son influence politique, militaire, financière et économique.

Au XXe siècle, le noyau du monde anglo-saxon est devenu les États-Unis d'Amérique. Ils dominent le monde anglo-saxon et l'ensemble du monde occidental par leurs positions géopolitiques, militaires, financières, économiques et idéologiques. J'en viens maintenant à l'idéologie du monde anglo-saxon. Le plus souvent, on dit qu'il s'agit de l'idéologie du libéralisme. Mais le mot «libéralisme» est un terme mal compris. À l'époque soviétique, il existait une définition plus claire de l'idéologie occidentale en général et de l'idéologie anglo-saxonne en particulier : «*idéologie du capitalisme*», «*idéologie de l'impérialisme*», «*idéologie de la domination mondiale*», etc. En outre, on a constaté à l'époque soviétique que dans les pays occidentaux non inclus dans le monde anglo-saxon (comme la France, l'Allemagne, l'Italie, etc.), c'est-à-dire dans les pays d'Europe continentale, l'idéologie est légèrement différente de celle de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. (...)

Il y a environ 400 ans, 30 000 puritains charismatiques se sont installés en Nouvelle-Angleterre pour y créer une société théocratique. Puritains, baptistes, méthodistes et autres colons britanniques à tendances religieuses particulières ont impitoyablement massacré les Indiens. La colonisation active du Nouveau Monde par les Britanniques s'est poursuivie pendant plus de deux siècles. Bien entendu, les colons ne venaient pas seulement des îles de la brumeuse Albion, mais aussi d'Europe continentale : de France, de Hollande, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique et d'autres pays. Mais l'épine dorsale de l'État américain restait les charismatiques natifs de Grande-Bretagne (d'Angleterre, du Pays de Galles, d'Écosse, d'Irlande). C'est leur protestantisme teinté d'israélisme britannique qui est devenu l'idéologie dominante dans le Nouveau Monde. Sans tenir compte de cette base idéologique et religieuse ancrée en Amérique, il est difficile de comprendre la politique étrangère des États-Unis dans le Nouveau Monde et surtout durant l'époque moderne. Et de comprendre l'invisible communauté de vues entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui forme un seul monde anglo-saxon cherchant à soumettre le reste de l'humanité.

https://reseauinternational.net/le-monde-anglo-saxon-se-reclame-du-grand-israel/

Syrie.

Le Pentagone pourrait créer un second État kurde - Réseau Voltaire 20 décembre 2024

- Les mercenaires kurdes du PKK/YPG qui administrent le Nord-Est de la Syrie au bénéfice de l'occupation états-unienne ont hissé, le 12 décembre, le drapeau du nouveau régime sur leurs bâtiments afin de manifester l'unité du pays.

- Les troupes turques se massent à la frontière, face à Aïn al-Arab (Kobané).

- Tous les observateurs s'accordent à penser que, sans le soutien militaire des États-Unis, les mercenaires kurdes ne tiendront pas longtemps face à une offensive turque.

Après que l'ANS/Türkiye a chassé les combattants kurdes de leur bastion de Tell Rifaat, dans la région d'Alep, puis de la ville de Manbij, les États-Unis ont négocié un cessez-le-feu provisoire entre le PKK/YPG et la Türkiye. Il est déjà remis en question.

La guerre du Golfe de 1991 (Opération « Tempête du désert ») avait permis aux États-Unis de créer un premier État kurde en Iraq. La guerre contre la Syrie de 2011 leur a permis de créer tout aussi artificiellement une zone kurde en Syrie. Cependant la Commission King-Crane, formée par le président Woodrow Wilson en 1919, indiquait que le Kurdistan ne devait être qu'en Turquie. Elle mettait en garde contre toute extension territoriale au détriment d'autres minorités. Le référendum d'indépendance de 2017 au Kurdistan iraquien devait permettre de créer un État satellite d'Israël, mais la Türkiye, l'Iran et l'Iraq s'y sont opposés.

Parole d'internaute.

1- Dans cette phase du conflit il me semble que certaines forces en Iran viennent de jouer non seulement contre le Hezbollah (en trahissant ses dirigeants) et la Syrie (en donnant l'ordre aux troupes iraniennes d'abandonner la défense d'Alep) mais également contre l'Iran, qui se trouve à

présent privé de la défense aérienne syrienne, qui interdisait le survol en direction de l'Iran, et de son accès à la Méditerranée.

2- L'intervention Russe en Syrie a permis de retarder l'agression occidentale sur la Russie via l'Ukraine interposée. Sans la Syrie, il était difficile de remplacer l'énergie fournie par la Russie à l'UE et cela les a fait tergiverser le temps que la Russie se prépare économiquement aux sanctions et militairement à l'agression.

Les tensions régionales au Moyen-Orient pour le contrôle de l'énergie ont repris le dessus, bien que les événements en Syrie n'impactent plus directement la Russie, laissant Damas aux mains d'intérêts contradictoires ce qui promet une belle pagaille.

3- Poutine était intervenu en Syrie, convaincu par le général iranien Qassem Souleimani que la Russie devrait se sentir concernée … Il a lui-même déclaré qu'il le faisait pour que les terroristes ne se retrouvent tôt ou tard à Moscou.

Dire, aujourd'hui, que la Russie a atteint ses objectifs en Syrie, c'est dire au peuple d'un pays allié et reconnaissant -bien qu'il ait payé une bonne part de sa dette en empêchant le passage de gazoducs ennemis destinés à la ruiner plus un accès aux mers chaudes qui fut le rêve des Tsars de Russie- que l'objectif anti-terroriste non atteint était secondaire ou, en l'occurrence, une façade occultant d'autres objectifs non avoués, parmi lesquels le retour en force de la Russie sur la scène internationale, deux bases sur la mer Méditerranée, gel de l'exploitation du gaz syrien au profit du gaz russe, occupation légitime d'un territoire limitrophe de la Turquie, autrement dit limitrophe des forces de l'OTAN, etc.

Quant à la « *chute* » d'Al-Assad, c'est plus exactement la chute de l'État syrien, son Président étant le symbole et non le propriétaire, quoi qu'en disent les médias.

4- Si "*la famille Assad*" a "régné" si longtemps sur la Syrie ce n'est pas parce qu'elle est puissante en tant que famille qui aurait des membres influents disséminés dans le pouvoir, comme dans les monarchies du Golfe, elle est même plutôt contrôlée par l'armée et certaines forces qui ne sont pas forcément sur le devant de la scène.

Seuls les occidentaux qui veulent voir en Bachar un "*boucher*" font semblant d'ignorer que après sa prise de pouvoir (qu'il n'attendait pas et n'avait pas recherchée) il s'est évertué à instaurer en douceur un système plus démocratique, en évitant de heurter de front les privilégiés du système. Si les Assad, Haffad et Bachar, ont tenu le pouvoir politique c'est parce que les militaires avaient besoin d'une figure et d'un nom reconnus et respectés par les tribus, qui ont toujours accepté leur autorité et leur arbitrage. Eux partis il va être bien plus difficile de construire un système politique stable que ne le pensent les européens qui ne semblent pas avoir tiré la leçon de la Libye. Diront-ils dans un ou deux ans, comme Obama à propos de la Libye où le chaos s'est installé après l'élimination de Kadhafi "*nous avons sous-estimé le rôle des tribus*" ? Il sera trop tard mais il est vrai que "*ce ne sont que des arabes qui meurent dans ces aventures*".

5- Mise à Jour infos en Syrie 20/12/2024 :

1- Après plus de 2 semaines de l'entrée des forces israéliennes en territoire syrien et la prise d'une partie du sud de la Syrie, les pro-terroristes syriens ont commencé à réagir, quelques dizaines d'entre eux ont commencé à manifester avec « *des pancartes* » et « *des drapeaux* »… *Une manifestation pacifique pour appeler la « communauté internationale* » à empêcher Israël de s'emparer de leur terre. Les forces israélienne ont tout suite ouvert le feu sur eux, plusieurs manifestants auraient été grièvement blessés vidéos => https://t.me/SabrenNews22/139223

vidéo 2 => https://t.me/daraa24_org/15133

*On voit comment ces « manifestants » pro-terroristes syriens préfèrent la pleurniche et les cris face aux soldats israéliens qui viennent occuper leur terre, on peut comparer la grande différence de traitement et de comportement quand ils attaquaient les positions de l'armée syrienne avec des armes lourdes et exécutaient par balles « *les shabihah* » du « *régime* »…

2- Malgré les déclarations d'un calme relatif et de la sécurisation pacifique de la Syrie par les nouveaux dirigeants, des affrontements et des manifestations contre les nouvelles autorités se produisent chaque jour avec aussi des violences à l'encontre des minorités religieuses et ethniques du pays, sans compter sur ce qui se passe avec les kurdes au nord-est, malgré le black-out et la censure politique lancée par les autorités HTS, des vidéos apparaissent chaque jour montrant le chaos qui règne encore dans le pays, démentant les affirmations des nouvelles autorités. Ici des affrontements armés à Lattaquié vidéo => https://t.me/nayaforiraq/19323

Des terroristes agressent des civils à Lattaquié vidéo 2 => https://t.me/SabrenNews22/139238

Ici une manifestation contre les nouvelles autorités sur la place des ommeyyades à Damas demandant un régime laïque comme le précédent vidéo 1 => https://t.me/nayaforiraq/19299

vidéo images 2 => https://t.me/SabrenNews22/139152

3- Des attaques armées se seraient produit ces derniers jours contre les forces terroristes HTS en Syrie confirmées cette fois par les médias pro-terroriste, une à Lattaquié qui a fait 21 morts parmi les terroristes, une embuscade par des « *restes des forces du régime* » d'après les médias pro-terroristes. 2 tués à Deir Ezzor confirmés par les médias pro-terroristes et 9 morts aujourd'hui dans la province de Hama dans une embuscade par des « inconnus ». On sait que Daesh un des principaux opposants aux « *Djihadistes progressistes* » parrainés par l'occident est toujours présent dans l'est de la Syrie et au centre et il y a aussi des forces de résistance syrienne des anciennes autorités qui peuvent s'organiser avec l'aide de l'Iran et de ses alliés surtout avec la continuation de la persécution des pro-régimes en Syrie et des minorités.

4- D'autres vidéos de chaos en Syrie, manifestations des habitants de la province de Tartous contre les forces terroristes HTS qui ont saccagé et pillé leurs maisons vidéo => https://t.me/SabrenNews22/139048

vidéo 2 => https://t.me/SabrenNews22/139063

Des monuments sacrés chrétiens saccagés par les terroristes HTS dans la ville de Mahredeh – Hama vidéo images => https://t.me/SabrenNews22/139033 https://t.me/SabrenNews22/139038

Des tombeaux chiites détruits et saccagés par les terroristes HTS en Syrie : vidéo => https://t.me/iswnews/63054 *Les salafistes sunnites n'autorisent pas « *la décoration des tombeaux* ».

Un syrien tabassé à mort par des membres de HTS devant sa femme et ses enfants : vidéo => https://t.me/SabrenNews22/139122

5- L'Iran et l'Irak ont décidé de couper l'approvisionnement en pétrole pour la Syrie, depuis hier des graves pénuries de carburant en Syrie se fait sentir avec des coupures d'électricité permanent, la raffinerie de Banias est à l'arrêt, apparemment l'Iran et ses alliés chiites ont commencé à prendre des mesures contre les nouvelles autorités « *salafistes* » en Syrie.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 décembre 2024

L'agence française de l'Internationale fasciste a son gouvernement.

Macron et Bayrou vous adresse leurs bons vœux en vous faisant un bras d'honneur avec au bout une matraque, le symbole d'un régime tyrannique.

Qu'est-ce qui leur permet une telle audace, de se livrer ouvertement à une telle provocation ?

On a fourni la réponse tout au long des causeries de l'année écoulée, en vain, puisque personne n'a souhaité rejoindre le courant politique que j'anime, à croire que vous aurez le gouvernement que vous méritez, hélas, surtout pour ceux qui n'y sont pour rien dont je fais partie !

C'est une question taboue pour les militants du mouvement ouvrier. Vous ne devinez pas pourquoi ? Dommage, le pire est à venir, tant pis pour ceux qui sont déjà les plus mal lotis, leur condition va encore gravement se dégrader, quant aux autres, tant mieux d'une certaine manière, cela les forcera peut-être à réfléchir, à revoir leur copie et à réagir, s'ils en sont encore capables, il faut l'espérer, c'est tout ce qu'on peut leur souhaiter et se souhaiter par la même occasion, car nous sommes tous embarqués dans la même galère !

Bonne nouvelle, ils ont enfin découvert l'origine des aléas météorologiques... ou presque : le soleil !

On savait déjà que, depuis le 15 octobre 2024, le Soleil avait atteint sa phase d'activité maximale et que celle-ci pourrait durer un an.

Une étude internationale publiée dans Science et relayée par Newsweek rappelle quant à elle qu'une super éruption solaire se fait attendre. D'après les données collectées, ces évènements surviennent environ tous les cent ans. Ils provoquent des aurores boréales, mais ont aussi des conséquences très néfastes.

« *Ces nouvelles données nous rappellent brutalement que même les événements solaires les plus extrêmes font partie du répertoire naturel du Soleil* », a exprimé Natalie Krivova, physicienne solaire à l'institut Max-Planck de recherche sur le Système solaire (MPS) à Göttingen (Allemagne) et co-autrice de l'étude. (Du « *du répertoire naturel* » du système solaire dans lequel figure la Terre, elle en est donc impactée, par exemple avec des périodes de refroidissement ou de réchauffement, chut ! – J-C)

Pour arriver à ce résultat, elle et son équipe ont analysé les informations de 56.450 étoiles collectées par le télescope spatial Kepler de la NASA entre 2009 et 2013.

Seules celles issues de 2.527 étoiles semblables au Soleil ont été retenues. Sur cette base réduite, 2.889 super éruptions ont pu être constatées, ce qui a finalement permis de calculer cette fréquence d'apparition des super éruptions dans l'espace pour les étoiles similaires au Soleil. « *Nous avons été très surpris de constater que les étoiles semblables au soleil sont sujettes à des super éruptions aussi fréquentes* », a déclaré Valeriy Vasilyev, chercheur au MPS et co-auteur de l'étude.

On parle de super éruptions lorsqu'elles relâchent entre 10^34 et 10^36 ergs d'énergie (1 erg équivalent à 100 nanojoules). À titre de comparaison, les éruptions classiques, elles, libèrent environ 10^27 ergs, tandis que la bombe atomique larguée sur Hiroshima n'en avait produit que 10^20 ergs. Or, « *entre 1996 et 2012, 12 éruptions solaires avaient une énergie bolométrique supérieure à 10^32 ergs, mais aucune n'était supérieure à 10^33 ergs* », ont noté les chercheurs. 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024 (Bref, « *supérieure à 10^32 ergs* » pour ne pas dire 10^33 ergs, parce qu'à partir de 10^34 il s'agirait d'une super éruption qui pourrait peut-être expliquer bien des phénomènes climatiques inexplicables qu'ils imputent à l'activité humaine, idéologie oblige. – J-C)

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Guerre idéologique. L'ONU en agent des Young leaders du journalisme.

J-C – Pourquoi tiennent-ils absolument à formater des journalistes amateurs ou autoproclamés ?

Personnellement, depuis août 1996 que je fais ces causeries, je livre aux lecteurs des infos fiables et vérifiables en leur fournissant les sources, sinon ils peuvent facilement les trouver sur le Net.

Il m'arrive assez souvent de me livrer à un travail d'investigation pour compléter les infos dont je dispose, car j'estime qu'elles sont insuffisantes pour se prononcer sur un évènement, en obtenant à la source des informations supplémentaires sur certains protagonistes on parvient à démêler le vrai du faux. C'est juste une question de volonté ou de détermination, de temps à y consacrer, parfois on passe 2 heures sur un seul sujet, on ne peut pas se permettre d'approximations ou d'infos rapportées. Finalement, tout dépend si on sert ou non la vérité, c'est donc aussi une question de principe, de morale.

Nos ennemis sont des canailles de la pire espèce, des voleurs par nature doublés de criminels sans scrupules, donc mentir, tricher, manipuler, tromper les gens ne les gêne pas le moins du monde, seul le profit ou le fric, le pouvoir comptent pour eux, avec un idéal aussi misérable, ils peuvent tout se permettre, et ils se foutent de ce qu'on pensera d'eux, cela ne les empêchera pas de dormir. Mais pour nous il en va tout autrement. Eux, ils bénéficient du capital confiance qu'inspire leur statut social supérieur auprès de la population, cela se traduit par un culte du pouvoir qu'ils cultivent lié à leur idéologie, tandis que nous, nous n'inspirons que méfiance, on doit se démener comme ce n'est pas possible pour obtenir un semblant de confiance de la part d'un travailleur. Bien que nous soyons animés par l'idéal humaniste le plus élevé, par les meilleures intentions du monde et qu'on soit d'une honnêteté et d'une sincérité irréprochables, on nous traite avec mépris ou comme n'importe lequel de ces salopards de journalistes qui leur mentent quotidiennement ou qu'ils croient sur parole.

C'est très désagréable et ingrat comme travail, très frustrant et injuste au demeurant, parce qu'on n'a pas mérité un pareil traitement, mais on comprend pourquoi. Il faut juste ne pas en faire une

affaire personnelle. On fait ce qu'on a affaire le mieux possible, ensuite on n'est pas comptable des réactions ou du résultat, on a la conscience tranquille. On regrette évidemment que les choses se passent de la sorte, mais on n'y est pour rien, on a fait notre devoir, personne ne peut nous reprocher quoi que ce soit sur le fond, on n'a pas trahi notre idéal, donc il vit toujours, c'est l'essentiel, il triomphera un jour ou l'autre ou nous périrons tous.

Mon expérience et mes connaissances, ainsi que mon esprit critique suffisent pour éviter les pièges de la désinformation provenant en priorité des médias mainstream, ceux des médias ou des réseaux sociaux sont en général si grotesques ou caricaturaux qu'on les perçoit au premier coup d'œil. Il peut arriver qu'on se fasse encore avoir, mais c'est extrêmement rare, parce qu'on s'entoure de précautions éprouvées avant de publier quelque chose.

A ne pas confondre avec les mensonges des médias ou des autorités qu'on publie en tant que tels, ce qui signifie que personne n'est censé ignorer que ce sont des infos frauduleuses, sauf à être idiot, cela existe vous me direz, effectivement, mais on ne peut rien pour eux, chacun doit le comprendre, je ne prends pas les lecteurs pour des abrutis, bien au contraire.

Ces gens-là veulent former les journalistes à leur idéologie, de manière à ce qu'ils censurent ou attaquent tout ce qui n'est pas conforme au discours dominant, qui ne doit pas parvenir à la connaissance de la population, car elle pourrait s'en servir pour lutter contre les régimes en place.

"*Être une voix de confiance en ligne*" : pour lutter contre la désinformation, l'Unesco propose une formation inédite aux influenceurs du monde entier - francetvinfo.fr 23 décembre 2023

L'Unesco a dispensé, pendant un mois, une formation à destination des influenceurs du monde entier pour lutter contre la désinformation et les discours de haine en ligne. Plus de 9 000 inscrits, venus de 160 pays, l'ont suivie.

Deux tiers des influenceurs ne vérifient pas leurs sources, mais veulent apprendre à le faire : c'est ce qui ressort d'une enquête de l'Unescopubliée début novembre.

Pour répondre à cette problématique, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est associée avec le Knight Center for Journalism in the Americas, rattaché à l'université d'Austin au Texas. Ils ont conçu la première formation mondiale à destination des créateurs de contenu. Une formation disponible sur internet dans quatre langues (anglais, espagnol, portugais et français) et intitulée "*How to be a trusted voice online*", à traduire : "*comment être une voix de confiance en ligne*."

Le contenu de la formation a été conçu par des experts en éducation aux médias et à l'information. Parmi eux, Enrique Anarte Lazo, journaliste indépendant basé à Berlin et très présent sur les réseaux sociaux. C'est l'Unesco qui l'a contacté pour participer aux modules : "*La désinformation en ligne est l'une des problématiques les plus importantes de nos jours. Je suis très heureux que l'Unesco s'en saisisse.*"

"*Aujourd'hui, une majorité de la population s'informe sur les réseaux sociaux. Et sur les réseaux sociaux, les internautes ne considèrent pas forcément les médias traditionnels comme leur principal relais d'information. Ils font de plus en plus confiance aux créateurs de contenus.*" Cette confiance aveugle des abonnés se traduit souvent par une absence de fact-checking.

À terme, la volonté de l'Unesco est de poursuivre le travail engagé avec les bénéficiaires de cette formation pour créer une communauté de référents, poursuit Adeline Hulin, cheffe du service

d'éducation aux médias et à l'information de l'Unesco : "*À l'heure de la désinformation et des discours de haine, si les créateurs de contenus travaillent avec nous pour disséminer ces bonnes pratiques, expliquer à leur audience comment ils créent l'information, comment ils la vérifient, on n'aura pas gagné toute la bataille, mais, en tout cas, on évolue vers quelque chose de plus positif*." francetvinfo.fr 23 décembre 2023

Qui est Enrique Anarte Lazo ?

Un des agents de la Fondation Thomson Reuters qui relaie l'idéologie de la classe dominante impulsée depuis Davos. Sa personnalité se passe de commentaire.

Fondation Thomson Reuters - Enrique Anarte Lazo est un journaliste espagnol actuellement à la tête de la chaîne TikTok de la Fondation Thomson Reuters, la chaîne d'information primée Openly, la plateforme d'information LGBTQ mondiale de TRF. Il a couvert des histoires queer et sur les droits de l'homme de plus de 15 pays et a déjà rapporté pour Reuters, NBC News et DW, entre autres. Il est également ambassadeur de l'initiative MediaWise MediaWise de l'Institut Poynter, où il se concentre sur la désinformation/désinformation ciblant les personnes LGBTQ. Sur ses chaînes personnelles TikTok et Instagram, il explique des informations sur la politique européenne, les sujets queer et la désinformation.

https://www.journalismfestival.com/speaker/enrique-anarte-lazo

Fondation Thomson Reuters.

Thomson Reuters est une agence de presse canado-britannique et une société d'édition professionnelle, financière et juridique principalement. La famille Thomson était la plus riche ou l'une des plus riches du Canada.

Le Knight Center for Journalism in the Americas.

Depuis sa création en 2002, le Knight Center for Journalism in the Americas a été un leader mondial dans les cours de journalisme en ligne. Avec une portée mondiale couvrant plus de 200 pays et territoires, notre programme d'enseignement à distance a formé plus de 325 000 participants dans le monde entier.

Des journalistes renommés et des formateurs experts, nos cours assurent une expérience éducative de premier plan destinée aux journalistes qui affinent leur art ainsi qu'aux citoyens désireux de s'engager dans le journalisme et la démocratie.

https://journalismcourses.org/about-us/

Quand le journalisme d'investigation est supervisé par l'USAID (CIA) et le Pentagone, Soros et Cie.

OCCRP : Le plus gros réseau d'investigation au monde sous perfusion américaine - France-Soir 17 décembre 2024

Cette mainmise des États-Unis n'est pas vraiment surprenante, puisqu'elle est à l'origine même de l'organisation. Bien que Drew Sullivan ne parle que des Nations Unies (ONU), l'OCCRP a en réalité été fondée grâce au soutien de David Hodgkinson, haut gradé de l'armée états-unienne, et à l'argent du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL), le bureau de coopération policière et judiciaire du département d'État. Pour que ce soit plus discret, ce dernier a simplement transféré ses fonds à l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui est devenu fournisseur officiel.

Originellement, les liens entre l'OCCRP et l'armée américaine sont donc étroits. Et, dans ses premières années d'exercice, l'organisation a été intégralement financée par Washington, et l'Open Society Foundations du milliardaire progressiste George Soros, l'empêchant donc de mener la moindre enquête sur les États-Unis.

Plus tard, l'OCCRP bénéficiera de financements plus divers : depuis sa création, il a reçu 1,1 million de l'Union européenne et 14 millions versés par six pays européens, dont le Royaume-Uni (7 millions), la Suède (4 millions), le Danemark, la Suisse, la Slovaquie et la France. Malgré tout, les États-Unis restent loin devant, avec 47 millions d'euros, soit 52 % du total entre 2014 et 2023. Alors, quand les dirigeants de l'OCCRP affirment que ces financements ne compromettent pas l'indépendance des enquêtes, on a du mal à y croire...

Aujourd'hui, non seulement Washington dispose d'un droit de veto sur les nominations des hauts responsables de l'OCCRP, mais en plus l'organisation n'a pas le droit d'enquêter sur les États-Unis avec les fonds américains.

Le journalisme d'investigation, aussi prestigieux soit-il, peut être un outil diplomatique au service des intérêts géopolitiques. L'OCCRP, bien qu'indépendante sur le papier, devient ainsi vecteur d'influence, un maillon de la politique étrangère des États-Unis. D'ailleurs, tous ne s'en cachent pas : selon Michael Henning, fonctionnaire de l'USAID, « *nous devons nous assurer que le travail de l'OCCRP est aligné avec les intérêts des États-Unis* ». Résultat, de nombreux financements américains sont destinés à des enquêtes spécifiquement ciblées sur des pays qui n'ont pas les faveurs de Washington, comme la Russie ou le Venezuela.

https://edition.francesoir.fr/politique-monde/occrp-le-plus-gros-reseau-d-investigation-au-monde-sous-perfusion-americaine

---

Comment les régimes occidentaux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes encouragent de dangereux psychopathes à passer à l'action.

Lu. Dans une attaque qui a choqué l'Allemagne et au-delà, une voiture a foncé dans la foule lors d'un marché de Noël à Magdebourg, vendredi soir, causant la mort de deux personnes et blessant plus de 60 autres. Le suspect, identifié comme Taleb Al-Abdulmohsen, un réfugié d'origine saoudienne, a été rapidement arrêté par les autorités.

Selon Reiner Haseloff, chef du gouvernement de Saxe-Anhalt, cet attentat ne serait pas une coïncidence mais une « *synchronisation temporelle* » visant des objectifs politiques en pleine période sensible. Taleb Al-Abdulmohsen, un médecin de 50 ans, se présente comme athée, critique virulent de l'islamisation sur les réseaux sociaux, sympathisant avec les idées de l'AfD, le parti d'extrême droite, et également pro-sionisme.

Ancien réfugié devenu citoyen allemand, Al-Abdulmohsen avait une présence active sur les réseaux sociaux où il exprimait des opinions critiques envers l'islam tout en affichant son soutien explicite à Israël et au Premier ministre Benjamin Netanyahou. Il a notamment déclaré : « *La véritable réconciliation n'aura lieu que si nous nous excusons auprès des Juifs pour ce que le prophète Mahomet leur a fait.* »

Ses publications incluaient également des retweets de figures israéliennes influentes, telles que le porte-parole de Tsahal pour les médias arabes et des militants pro-israéliens comme Guy Tel Aviv et se demandant « *pourquoi Israël attend-il une deuxième frappe iranienne pour écraser le régime iranien ?*». Les messages, souvent empreints d'islamophobie, ont également mis en avant une admiration pour la politique israélienne concernant les territoires occupés en Syrie, au Liban et en Palestine.

L'homme s'est également illustré par son soutien aux droits LGBT. Il a salué le déploiement du drapeau arc-en-ciel à Gaza, déclarant : « *Le premier drapeau gay a été hissé à Gaza après la fin de l'occupation islamique.* » (La photo prise à Gaza figurait dans l'article - J-C)

L'Arabie saoudite, qui avait réclamé l'extradition de Taleb Al-Abdulmohsen, le considère comme un traître. Les autorités allemandes avaient refusé cette demande, invoquant des préoccupations relatives aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Cette décision est aujourd'hui vivement critiquée, notamment sur les réseaux sociaux où des utilisateurs dénoncent une « *destruction de l'Europe de l'intérieur* ».

Internationale nazi. Netanyahou peut continuer à massacrer des peuples et détruire des pays en toute impunité, et inspirer tous les criminels de la planète.

Guerre au Proche-Orient : Après le Hamas et le Hezbollah, Benyamin Netanyahou menace les Houthis du Yémen - 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Comme le Hamas palestinien, des groupes irakiens ou le Hezbollah libanais, les Houthis du Yémen sont dans le viseur du Premier ministre israélien. « *De la même manière que nous avons agi avec force contre les bras armés de l'axe du mal iranien, nous agirons contre les Houthis […] avec force, détermination et sophistication* », a déclaré Benyamin Netanyahou au lendemain d'une frappe des rebelles du Yémen ayant fait 16 blessés à Tel-Aviv. « *Même si cela prendra du temps, le résultat sera le même qu'avec les autres groupes terroristes.* » 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Après avoir produit des monstres en série, ils les liquident.

J-C- Malheur à tous ceux qui se sont laissé prendre au piège ! Seul point positif, à cette occasion on aura pu recenser les acteurs politiques qui s'en étaient faits les complices, et qui dès lors seront demain totalement discrédités. Les chirurgiens qui pratiquent ces opérations et les médecins qui les encadrent font penser aux médecins sadiques du régime nazi des années 40.

Etats-Unis : Donald Trump veut « *stopper le délire transgenre* » et les « *mutilations sexuelles des enfants* » - 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024

Le 47e président américain élu a annoncé ce dimanche vouloir arrêter le « *délire transgenre* » dès son premier jour à la Maison Blanche le mois prochain. « *Je signerai des décrets pour mettre fin aux mutilations sexuelles des enfants, exclure les transgenres de l'armée et les exclure des écoles primaires, des collèges et des lycées* », a martelé le prochain président américain.

« *La politique officielle des Etats-Unis sera qu'il n'y a que deux genres, homme et femme* », a poursuivi le vainqueur de la présidentielle du 5 novembre devant une foule de jeunes conservateurs réunis à Phoenix, dans le sud-ouest du pays.

Le « *wokisme doit s'arrêter* », a encore dit le républicain sous les applaudissements de la foule.

Internationale fasciste. Manipulation des masses pour créer les conditions d'un coup d'Etat.

En Serbie, une marée humaine défile à Belgrade contre le gouvernement après un drame dans une gare - Le HuffPost 23 décembre 2024

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté ce dimanche 22 décembre à Belgrade pour exiger que les dirigeants serbes assument leurs responsabilités dans l'effondrement le mois dernier du toit d'une gare ferroviaire dans le nord de la Serbie, qui a causé la mort de quinze personnes.

Le rassemblement de dimanche dans la capitale serbe, organisé par des étudiants, a commencé par quinze minutes de silence en hommage aux victimes, a constaté l'AFP.

Les manifestants, dont le nombre a été évalué à 29 000 par le ministère de l'Intérieur, ont occupé la place Slavija, bloquant ainsi pratiquement tout le centre-ville. Ils réclamaient la démission du Premier ministre Milos Vucevic ainsi que du maire de Novi Sad à la suite de la catastrophe et que les responsables dans cette affaire comparaissent devant les tribunaux.

Les étudiants demandent en outre que ceux qui les ont agressés au cours des précédentes manifestations soient jugés et l'annulation des poursuites contre leurs camarades qui ont participé aux rassemblements.

Samedi, le président serbe Aleksandar Vucic a affirmé qu'il ne reculerait pas face aux manifestants. Le HuffPost 23 décembre 2024

Totalitarisme. Big Brother vous surveille ou l'absence de liberté se propage.

Montluçon adopte la vidéoverbalisation - 20 Minutes 22 décembre 2024

Ce mercredi, le conseil municipal de Montluçon (Allier) a définitivement validé la vidéoverbalisation. Le principe avait été voté lors d'une session en septembre 2023, mais ce nouvel acte promet l'application de sanctions dès l'année prochaine, rapportent nos confrères de La Montagne. Cette décision divise les élus.

Il y a actuellement plus d'une centaine de caméras qui scrutent les faits et gestes des automobilistes montluçonnais et bientôt, elles serviront à dresser leur contravention. En phase de test depuis un an,

le projet de vidéoverbalisation passe à la vitesse supérieure. Selon ses partisans, les infractions visées sont celles qui mettent en danger les usagers. 20 Minutes 22 décembre 2024

L'Internationale fasciste sauvera-t-elle le capitalisme ?

Une «*arnaque complète*» : Trump menace de reprendre le contrôle du canal de Panama - RT 22 déc. 2024

«*Si les principes, à la fois moraux et légaux, de ce geste magnanime de don ne sont pas respectés, alors nous exigerons que le canal de Panama nous soit restitué, en totalité et sans poser de questions*», a déclaré ce 22 décembre Donald Trump sur Truth Social, après avoir accusé le Panama de facturer des tarifs «*exorbitants*» pour l'utilisation du canal.

«*Cette arnaque complète de notre pays va immédiatement cesser*», a-t-il encore lancé, affirmant que le canal était considéré comme un «*atout national vital*» pour les États-Unis.

«*Notre marine et notre commerce ont été traités de manière particulièrement injuste et peu judicieuse. Les droits facturés par le Panama sont tout simplement ridicules, surtout quand on connaît l'extraordinaire générosité dont les États-Unis ont fait preuve à l'égard du Panama*», a déclaré Donald Trump.

Les États-Unis sont le plus grand utilisateur du canal de Panama, puisqu'ils représentent environ «*les trois-quarts du fret*» qui y transite chaque année, a noté Bloomberg. « *En deuxième position se trouve la Chine, pour laquelle Donald Trump a déclaré dans son message que le canal n'était* «pas destiné».

Le canal de Panama a ouvert en 1914, après deux périodes d'une dizaine d'années de travaux, l'une sous impulsion française, l'autre américaine.

En 1999, les États-Unis ont restitué au Panama le contrôle complet du canal, à la suite de traités signés en 1977 entre le président américain Jimmy Carter et le dirigeant panaméen Omar Torrijos. Une décision critiquée par Donald Trump dans son message.

L'Internationale fasciste. La guerre sera économique ou ne sera pas.

Normes européennes : le Qatar menace d'interrompre ses livraisons de gaz à l'UE - RT 22 déc. 2024

Dans une interview au Financial Times (FT) publiée ce 22 décembre, le ministre de l'Énergie du Qatar Saad al-Kaabi a averti que l'émirat pourrait cesser de fournir l'UE en gaz si ses États membres appliquaient strictement une nouvelle directive qui impose aux grandes entreprises «*un devoir de vigilance en matière de durabilité*».

«*Si je perds 5% de mes revenus en allant en Europe, je n'irai pas en Europe... Je ne bluffe pas*», a mis en garde Saad al-Kaabi auprès du FT. «*Il s'agit de l'argent du peuple, je ne suis donc pas prêt à*

perdre une telle somme. Et personne ne peut accepter de perdre une telle somme», a insisté celui qui est également le directeur général de la société nationale de pétrole et de gaz Qatar Energy.

Santé.

Dévoiler la vérité : démêler les origines et l'impact de la pandémie - debriefing avec Charles Rixey - France-Soir 17 décembre 2024

Dans ce débriefing, Charles Rixey, ancien officier des Marines des États-Unis et spécialiste des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), partage ses réflexions sur les sujets controversés de l'origine du virus, l'impact de la pandémie de COVID-19 et le lien avec le rapport du Congrès. L'entretien aborde les origines artificielles du virus, la réponse mondiale et les effets à long terme des vaccins à ARNm.

https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/devoiler-la-verite-demeler-les-origines-et-l-impact-de-la-pandemie

---

Etat juif colonial génocidaire.

«*À Gaza, ce n'est pas une guerre, mais de la cruauté*», s'insurge le pape François - RT 22 déc. 2024

«*C'est avec douleur que je pense à Gaza, à tant de cruauté, aux enfants mitraillés, aux bombardements d'écoles et d'hôpitaux. Combien de cruauté*», a déclaré ce 22 décembre le pape François à l'issue de la prière dominicale de l'Angélus.

La veille, lors de son discours annuel de Noël, le souverain pontife avait déjà condamné les frappes israéliennes à Gaza, affirmant qu'elles n'étaient pas de la guerre, mais de la «*cruauté*». «*Hier, des enfants ont été bombardés. C'est de la cruauté. Ce n'est pas la guerre. Je tenais à le dire parce que cela me touche au cœur*», a déploré le pape.

Au cours des dernières 24 heures, 32 personnes ont perdu la vie et 54 autres ont été blessées lors de quatre frappes israéliennes ayant ciblé la bande de Gaza.

Dans son bulletin quotidien, le ministère de la Santé de Gaza a également fait savoir que le bilan de l'agression israélienne s'établissait à «*45 259 morts et 107 627 blessés depuis le début des frappes, le 7 octobre 2023*». «*La guerre à Gaza a fait des milliers de morts et plus de 11 000 disparus, alors que la famine et la destruction frappent durement les populations, en particulier les enfants et les personnes âgées*», a indiqué la même source.

Israël tue les Palestiniens et laisse les cadavres dans les rues pour être dévorés par les chiens - Réseau International 22 décembre 2024

La Défense civile a confirmé dans un communiqué que l'armée d'occupation continue de tuer des citoyens dans la bande de Gaza, et laisse leurs corps dans les rues et les routes, et empêche les équipes et les équipes de secours médicaux de les atteindre et de les évacuer, refusant de les enterrer pour préserver la dignité des martyrs et des morts.

Elle a expliqué que l'armée d'occupation, dans toutes les zones où elle pénètre, empêche la défense civile et les équipes médicales d'atteindre les corps des martyrs, affirmant qu'il s'agit de zones de combat dangereuses, et tire directement sur les équipages chaque fois qu'ils s'approchent de ces zones.

https://reseauinternational.net/israel-tue-les-palestiniens-et-laisse-les-cadavres-dans-les-rues-pour-etre-devores-par-les-chiens/

La Slovénie exige l'expulsion de l'État hébreu de l'euro à l'horizon 2025 - haaretz.com Déc. 22, 2024

L'organisme de radiodiffusion publique slovène, RTV SLO, a adressé vendredi une lettre à l'Union européenne de radiodiffusion (UER), appelant à la disqualification de l'Eurovision Song Contest 2025.

La lettre faisait suite à une réunion du conseil de l'organisme de radiodiffusion au début de ce mois, au cours de laquelle les membres ont débattu de la question de boycotter la compétition, prévue pour le mois de mai à Bâle, en Suisse, ou de refuser de diffuser la performance d'Israël. En fin de compte, le conseil a décidé d'exiger que l'UER disqualifie l'État hébreu.

L'organisation a souligné que l'Eurovision était un concours entre les organismes de radiodiffusion et non les pays ou les positions politiques. À la suite de cette déclaration, aucun pays ne s'est retiré pour protester contre la participation d'Israël.

La participation israélienne à l'Eurovision 2025 est également confrontée à des menaces potentielles de la part de la législation proposée à la Knesset.

Cette semaine, l'UER a envoyé une lettre à la Commission des affaires économiques de la Knesset, qui délibère sur les projets de loi qui pourraient démanteler la chaîne publique israélienne, Kan.

La lettre avertit que « *la privatisation du Kan conduirait à son retrait de notre union, limiterait le rôle d'Israël dans les événements internationaux comme l'Eurovision, et empêcherait les téléspectateurs israéliens d'accéder à des contenus tels que la Coupe du monde 2026* ».

En réponse à la lettre de l'organisme de radiodiffusion slovène, Kan a fait référence aux commentaires formulés au début de la semaine par l'avocat Alon Gellert, qui représentait le radiodiffuseur public à la commission de la Knesset.

Gellert a averti que les changements proposés à Kan pourraient avoir de graves conséquences, en disant: « *Nous sommes tous conscients des efforts déployés par les organisations antisémites et les militants palestiniens pour exclure l'État hébreu des institutions internationales. L'État israélien lutte inlassablement pour empêcher cette exclusion. Maintenant, par nos propres actions, nous risquons d'atteindre leurs objectifs. L'expulsion d'Israël de l'UER marquerait le premier domino*

d'une réaction en chaîne, mettant en danger notre appartenance à de nombreuses organisations internationales, y compris des organismes culturels, universitaires et sportifs ».

Sur la situation politique et sociale en France.

François Bayrou, Premier ministre le plus impopulaire de la Ve République 10 jours après sa nomination - BFMTV 23 décembre 2024

Le centriste est le premier à avoir une cote de popularité aussi basse depuis 1959 pour un Premier ministre fraîchement nommé. Il ne récolte que 34% de satisfaction auprès des personnes interrogées dans un sondage Ifop pour le JDD.

Le gouvernement du capital le plus à l'extrême droite de la Ve République.

Xavier Bertrand : « *Je refuse de participer à un gouvernement de la France formé avec l'aval de Marine Le Pen* », dans un communiqué sur X du lundi 23 décembre

Gouvernement Bayrou : « La droite au pouvoir sous la surveillance de l'extrême droite »… La Gauche ulcérée - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

L'annonce du nouveau gouvernement dirigé par François Bayrou a déclenché une salve de critiques acerbes de la part des principales figures de la gauche, dénonçant une alliance implicite avec l'extrême droite et un mépris des urnes.

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a qualifié sur X ce gouvernement de « *provocation* » et l'a décrit comme étant « *de droite extrême* ». Marine Tondelier, cheffe des écologistes, a, de son côté, fustigé sur BFMTV « l'indignité » d'un Premier ministre « *qui se met entre les mains de l'extrême droite* ».

Du côté de La France insoumise (LFI), les critiques n'ont pas tardé. Mathilde Panot, présidente du groupe à l'Assemblée nationale, a raillé sur X « un gouvernement rempli de gens désavoués dans les urnes et qui ont contribué à couler notre pays… avec le soutien de Marine Le Pen et du RN ».

Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, a lui aussi dénoncé sur X un exécutif marqué par « *un 4e gouvernement toujours inspiré par Emmanuel Macron, par les LR, par le RN et avec Valls en prime ! Un jour sans fin* ». Pour Raphaël Glucksmann, leader de Place Publique, ce nouvel exécutif est un gouvernement « sous la tutelle de Marine Le Pen ».

L'ex-député insoumis François Ruffin a quant à lui regretté une équipe composée de « *mercenaires sarkozystes, du pire des années Hollande, mélangés aux macronistes défaits, un gouvernement formé avec l'aval de Marine Le Pen. Voilà une tambouille qui va régaler les Français !* ». Enfin, Pierre Jouvet, secrétaire général du PS, a conclu en ironisant : « *Ce n'est pas un gouvernement, c'est une recyclerie !* ».

J-C - Eux, ils ont assurément le gouvernement ou les ministres qu'ils méritaient puisqu'ils n'ont jamais rompu avec les gouvernements précédents, pire, ils y ont collaboré de l'extérieur. C'est la

réaction sur toute la ligne ou le rouleau compresseur de la tyrannie. Macron peut se permettre cette ultime provocation sachant qu'en face il n'existe aucune opposition de gauche organisée digne de ce nom.

J-C - Macron et Beyrou en guise de revanche et de provocation ont retenu parmi les plus réactionnaires, les pires ordures qui ont sévi au cours des dernières décennies dans différents gouvernements.

Nouveau gouvernement : Élisabeth Borne, Manuel Valls, Gérald Darmanin… Voici la liste des ministres de François Bayrou - 20minutes.fr/AFP 23 décembre 2024

Sophie Primas devient porte-parole du gouvernement

Bruno Retailleau reste ministre de l'Intérieur.

Sébastien Lecornu reste ministre des Armées.

Eric Lombard hérite du ministère de l'Economie.

Élisabeth Borne hérite du portefeuille de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.

Gérald Darmanin devient garde des Sceaux.

Jean-Noël Barrot reste au Quai d'Orsay.

Annie Genevard reste à l'Agriculture.

Rachida Dati reste à la Culture.

Catherine Vautrin reste ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Agnès Pannier-Runacher reste à la Transition écologique.

Laurent Saint-Martin devient ministre du Commerce extérieur.

Manuel Valls hérite du portefeuille des Outre-mer.

Marie Barsacq hérite du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

François Rebsamen hérite de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation.

Aurore Bergé devient ministre de l'Egalité et de la Lutte contre les discriminations.

Leur cible ou leur ennemi : La classe ouvrière.

Réduction du déficit: François Bayrou "*ne veut pas cibler les entreprises*" - BFMTV 23 décembre 2024

"*Je n'ai jamais aimé la mise en accusation des grands groupes. Il faut reconnaître que les grands groupes, les PME et les TPE sont une seule économie [...] Je pense qu'il est nécessaire que tout le monde sache où est le trésor national : ce sont les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi et c'est grâce à elles que nous avons une solidarité nationale [...] Le sentiment que les entreprises ont eu d'être souvent ciblées est négatif pour le pays*."

Il écarte la possibilité d'un rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) dans les prochains mois. « *Je ne veux pas cibler une catégorie, a-t-il répété. [...] J'étais au début pour maintenir l'ISF et exclure de l'ISF l'investissement productif. Si vous investissez dans une usine, dans une part de PME, c'est utile pour le pays, ce n'est pas une rente* ».

« *Il n'y a pas de fiscalité acceptée sans justice. L'équilibre qu'il faut trouver est une fiscalité qui n'empêche pas l'économie de vivre, de se développer, d'ouvrir de nouveaux chantiers et de trouver de nouvelles technologies et il faut une justice.* »

J-C - Pas besoin de commenter, c'est suffisamment explicite. Entre nous, c'est cela qui distingue un régime autocratique ou tyrannique d'une simple dictature institutionnelle ou parlementaire.

Gouvernement Bayrou: Gérald Darmanin est nommé ministre de la Justice - BFMTV 23 décembre 2024

J-C - Après le général (De Gaulle) et le flic président (Sarkozy), voilà le flic ministre de la Justice à laquelle il est préférable de ne pas avoir affaire…

Et un régime oligarchique.

Scission de Vivendi : Vincent Bolloré échappe à 535 millions d'euros d'impôts sur ses actions Canal+ et Hachette - France-Soir 18 décembre 2024

Le 9 décembre dernier, le groupe Vivendi a entériné sa scission en trois entités distinctes, toutes cotées en Bourse depuis lundi. Le groupe Bolloré, qui contrôle 30% du géant français des médias et de l'édition, a cette fois-ci adopté une approche différente de la scission réalisée en 2021 pour Universal Music, dont l'impact fiscal avait été critiqué par les actionnaires. L'opération menée par le milliardaire lui permet cette fois-ci d'économiser plus de 500 millions d'euros d'impôt.

https://edition.francesoir.fr/societe-economie/scission-de-vivendi-vincent-bollore-echappe-535-millions-d-euros-d-impots-sur-ses

---

Russie.

L'Ukraine utilise les mêmes méthodes terroristes au Mali qu'en Russie, selon l'ambassadeur russe au Mali - RT 23 déc. 2024

«*Incapable de gagner sur le champ de bataille, [Volodymyr] Zelensky a décidé d'ouvrir un second front en Afrique et se plie aux exigences des groupes terroristes dans les pays amis de la Russie sur le continent. La nature terroriste du régime de Kiev devient de plus en plus évidente pour le monde entier*», a déclaré lors d'une conférence de presse de fin d'année l'ambassadeur russe au Mali et au Niger, Igor Gromyko.

Selon lui, l'implication de Kiev dans le soutien aux terroristes au Mali a été confirmée avant même la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le diplomate russe a souligné que les actions de l'Ukraine ont été condamnées par de nombreux États africains, dont le Sénégal et le Burkina Faso. Igor Gromyko a noté que les autorités maliennes avaient averti que le fait de soutenir des terroristes sur leur territoire serait considéré comme un soutien au terrorisme international.

L'ambassadeur russe a également établi un parallèle entre les actions de l'Ukraine au Mali et les méthodes terroristes utilisées par Kiev contre la Russie. Pour illustrer les actions du régime de Kiev, il a cité l'attentat contre le lieutenant-général Igor Kirillov, commandant des troupes de protection NBC des forces armées russes, dans une explosion à Moscou le 17 décembre 2024.

Roumanie.

L'ancien président de la Roumanie refuse de quitter son poste - RT 23 déc. 2024

La Roumanie est devenue un autre pays sur la carte politique moderne du monde où le président, après l'expiration de son mandat, a refusé de quitter ses fonctions. Cette décision n'a pas été soutenue par l'élite politique roumaine qui demande sa destitution.

Klaus Iohannis, qui a exercé les fonctions de président de la Roumanie depuis 2014, a refusé de quitter son poste à l'issue de son mandat. L'ancien président a invoqué le 2e paragraphe de l'article 83 de la Constitution du pays : le président est en fonction jusqu'à ce qu'un nouveau chef d'État prête serment. «*Comment puis-je partir si la Constitution me dit que je dois rester ?*», a-t-il déclaré lors du briefing le 18 décembre.

L'élite politique roumaine n'a pas soutenu cette prise de position. Elena Lasconi, leader du parti pro-européen «*Union sauvez la Roumanie*» (qui a atteint le second tour de l'élection présidentielle, finalement annulée) a déclaré que si Klaus Iohannis «*avait une once d'honneur*», il démissionnerait et transférerait temporairement les pouvoirs au président du Sénat. Cette possibilité est prévue dans la même Constitution au cas où «l*e président est suspendu ou dans l'incapacité temporaire d'exercer ses pouvoirs*». De son côté, le leader de l'«*Alliance pour l'unité des Roumains*», parti d'extrême droite, George Simion, a proposé au nouveau Parlement, dont la première session s'est tenue le 20 décembre, d'initier la destitution de Klaus Iohannis.

Les élections présidentielles en Roumanie, qui ont eu lieu le 24 novembre 2024, ont été accompagnées d'un certain nombre d'événements inattendus, et la fin du drame qui se joue dans le pays n'est pas encore en vue. La première surprise a été le fait que ce jour-là, le candidat indépendant Calin Georgescu est arrivé en tête au premier tour des élections présidentielles alors qu'il était décrit par les médias européens comme un outsider.

La deuxième surprise est venue le 6 décembre lorsque la Cour constitutionnelle de la Roumanie a annulé les résultats du premier tour et, par conséquent, a annulé le second tour. Les juges ont pris cette mesure après avoir analysé les rapports des services de renseignement sur les «*irrégularités de la campagne électorale*».

L'ancien président roumain Klaus Iohannis n'est pas le premier homme politique européen à refuser de démissionner après la fin de son mandat officiel ces derniers temps. Une situation identique s'est produite en Géorgie. Le 13 décembre, l'ancienne présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a également refusé de quitter son poste. «*Moi, j'incarne une légitimité née d'une élection au suffrage universel et j'incarne la continuité de l'État*», avait déclaré l'ancienne présidente géorgienne, dans une interview accordée à un média public français publiée le 11 décembre. Considérant que le Parlement de son pays était «*doublement illégitime*», elle avait martelé qu'elle serait «*toujours présidente*».

L'autre exemple de ce type de comportement est l'ancien président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, qui continue toujours à remplir illégalement et illégitimement les fonctions de président de l'Ukraine. L'Ukraine aurait dû organiser des élections présidentielles le 31 mars 2024, mais Zelensky les a annulées. RT 23 déc. 2024

Slovaquie.

Robert Fico : ma rencontre avec Vladimir Poutine, une réponse aux menaces de Zelensky - RT 23 déc. 2024

Le Premier ministre slovaque Robert Fico a rencontré Vladimir Poutine au Kremlin pour aborder des sujets clés concernant la sécurité énergétique et les relations russo-slovaques. Cette visite, qu'il décrit comme une réponse directe aux politiques ukrainiennes, marque un pas dans sa stratégie de défense des intérêts nationaux slovaques.

Le Premier ministre slovaque Robert Fico s'est rendu à Moscou ce 22 décembre pour une visite de travail, lors de laquelle il a rencontré le président russe Vladimir Poutine. Selon les déclarations publiées par Robert Fico sur sa page Facebook, cette rencontre avait pour but principal de défendre la politique souveraine de la Slovaquie face à des décisions ukrainiennes jugées préjudiciables au pays.

Il a déclaré : «*Ma rencontre d'aujourd'hui était une réponse au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui, lors de nos échanges, a affirmé être opposé à tout transit de gaz à travers l'Ukraine vers notre territoire.*»

Cette position, selon Fico, met en péril la sécurité énergétique de la Slovaquie et menace le fonctionnement des centrales nucléaires du pays, un enjeu qu'il a qualifié d'inacceptable. Selon le chef du gouvernement slovaque, Vladimir Poutine a réitéré la volonté de la Russie de continuer à fournir du gaz à l'Europe, notamment à la Slovaquie. Cependant, cette coopération est rendue «*presque impossible*» par les décisions ukrainiennes, notamment le refus de prolonger l'accord de transit de gaz, qui arrive à expiration le 31 décembre 2024.

Fico a également souligné que son gouvernement maintenait une position claire vis-à-vis de l'Ukraine : la suppression de l'aide militaire à Kiev et la levée des sanctions de l'Union européenne

contre la Russie. «*L'Union européenne doit reprendre un dialogue constructif avec Moscou*», a-t-il déclaré dans ses échanges avec plusieurs médias russes.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 décembre 2024

Scorpions - Humanity

https://www.youtube.com/watch?v=0755SXCTCN0

Une source d'informations. National Security Archive (Declassified Documents)

Archives de la sécurité nationale numérique (DNSA)

Disponible dans les principales bibliothèques universitaires du monde, la DNSA propose 750 000 pages de dossiers du gouvernement américain déclassifiés critiques pour comprendre l'histoire de l'élaboration des politiques étrangères des États-Unis aux 20e et XXIe siècles.

https://nsarchive.gwu.edu/

Internationale nazi. CIA et Pentagone en première ligne.

Des expériences de manipulation mentale menées par la CIA découvertes aux États-Unis - RT 24 déc. 2024

La CIA a mené des expériences utilisant des drogues, l'hypnose, l'isolement, la privation sensorielle et d'autres méthodes extrêmes sur des êtres humains dans les années 1950 et 1960, selon les Archives de la Sécurité nationale des États-Unis.

Les programmes portaient les noms de code suivants : MKULTRA, BLUEBIRD et ARTICHOKE. Les cobayes étaient des citoyens des États-Unis et d'autres pays, qui participaient souvent de façon inconsciente aux expériences de la CIA.

Parmi les documents clés sont à signaler :

1. Un plan visant à créer des équipes d'interrogatoire qui «utiliseraient le polygraphe, les drogues et l'hypnose pour obtenir les meilleurs résultats en matière de techniques d'interrogatoire», approuvé par le directeur de la CIA en 1950.

2. Un rapport de 1952 sur l'utilisation «réussie» des techniques d'interrogatoire ARTICHOKE qui combinaient l'utilisation de l'«*anesthésie*» et de l'«*hypnose*» pour induire la régression et plus tard l'amnésie sur des «*agents russes soupçonnés de double jeu*».

3. Une note de service datée de 1956 dans laquelle le responsable du projet MKULTRA, Sidney Gottlieb, approuve un projet visant à «*évaluer les effets de fortes doses de LSD-25 chez des volontaires humains normaux*» parmi les détenus d'une prison fédérale d'Atlanta, en Géorgie.

4. Un rapport de 1963 de l'inspecteur général de la CIA John Earman, qui indique que dans la phase finale des expériences, des drogues ont été administrées à des «*sujets inconscients dans des conditions de vie normales*». *Ce rapport précise également que la conduite d'expériences «conformément aux procédures scientifiques reconnues ne permet pas de dresser un tableau complet des réactions et des attributions susceptibles de se produire dans des situations opérationnelles*». C'est pourquoi «en 1955, un programme d'essais clandestins de substances sur des citoyens américains à leur insu a été lancé». Certains des sujets testés étaient des «*informateurs ou des criminels présumés*», tandis que d'autres sujets involontaires provenaient de différents milieux. John Earman a recommandé que les tests de substances sur des citoyens américains inconscients de leur participation soient interrompus en raison du risque de compromission et de préjudice pour la CIA. Toutefois, selon lui, de telles expériences pourraient être menées avec des «*agents profondément conspirateurs à l'étranger*».

Les expériences ont été menées non seulement dans des hôpitaux, des laboratoires et d'autres institutions, mais aussi dans des maisons secrètes. Par exemple, l'agent fédéral George Hunter White, se faisant passer pour un artiste bohème sous le pseudonyme de Morgan Hall, attirait des victimes dans «*son appartement*» où lui et d'autres agents de la CIA leur injectaient des drogues et enregistraient leurs réactions.

Ce dernier document mentionne qu'en 1960, il n'existait pas de «*somnifère efficace, de sérum de vérité, d'aphrodisiaque ou de pilule pour recruter*», mais que des progrès avaient été réalisés dans l'utilisation de drogues pour les procédures d'interrogatoire.

Alors que certains professionnels de la Santé employés par la CIA se sont apparemment heurtés aux questions éthiques soulevées par la réalisation de tests nocifs sur des personnes qui n'étaient pas au courant de toutes ces expériences, d'autres ont cherché à participer à un programme dans lequel, selon une note de service de 1953, «aucun domaine de l'esprit humain ne doit rester inexploré».

Dans la publication des Archives de la Sécurité nationale, les expériences sont décrites comme terrifiantes, honteuses et offensantes, et tous les documents sont compilés dans un «récit troublant sur les efforts à long terme de la CIA pour découvrir et tester des moyens d'effacer et de reprogrammer l'esprit humain», et de le contrôler.

Défense russe : les États-Unis ont créé un réseau de laboratoires de biologie médicale en Afrique - RT 24 déc. 2024

Alexeï Rtichtchev, commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique des forces armées de la Russie, s'est exprimé lors du briefing sur les activités biologiques des États-Unis en Afrique, expliquant comment Washington fait pression sur les pays du continent pour qu'ils servent de tremplin à ses propres expériences.

«*C'est l'Afrique qui se trouve actuellement dans le collimateur. L'administration des États-Unis considère la région comme un réservoir naturel illimité d'agents pathogènes d'infections dangereuses et un terrain d'essai pour des médicaments expérimentaux*», a déclaré le général de brigade Alexeï Rtichtchev, commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique (NBC) des forces armées de la Fédération de Russie, lors du briefing du ministère russe de la Défense sur les activités biologiques de l'armée américaine.

Des succursales du centre médical militaire de la Marine américaine, a-t-il précisé, ont déjà été installées au Ghana et à Djibouti, et des laboratoires de biologie médicale de terrain sont apparus au Kenya pour «*surveiller la propagation des maladies infectieuses*». Au Nigeria, un centre de recherche médicale et un laboratoire médical militaire ont été mis en place cette année, avec des spécialistes du ministère américain de la Défense. En outre, un nouveau complexe de laboratoires est en cours d'achèvement au Sénégal. D'après le général de brigade, ce projet fait appel aux mêmes sous-traitants du Pentagone que dans les pays de l'ex-Union soviétique : l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ukraine.

Comment ça fonctionne ?

Selon Alexeï Rtichtchev, les États-Unis déploient leur système de contrôle biologique en Afrique selon un scénario bien établi. Tout d'abord, ils se disent préoccupés par des épidémies, par exemple d'anthrax dans une région et de peste dans une autre. Cela se fait généralement lors de réunions entre les ambassadeurs américains et les responsables des ministères de la Santé locaux. Ce faisant, les diplomates s'interrogent sur le niveau de qualification des spécialistes et sur leur capacité à éliminer les menaces biologiques.

Ensuite, les représentants américains affirment que le niveau de formation du personnel local n'est pas suffisant et doit être amélioré, et ils proposent d'ouvrir un Centre de diagnostic et de dépistage des maladies dans tel ou tel pays africain d'ici un an ou deux. Cette institution est censée étudier les agents pathogènes dangereux et leurs mutations, développer et tester de nouveaux vaccins.

L'intégration de la structure médicale locale dans la structure américaine se met en place, un financement de 5 à 10 millions de dollars est subséquemment alloué et des entreprises contractantes privées, des géants de la pharmacologie, sont attirées. En conséquence, le système de Santé de l'État africain adopte les normes américaines et perd sa souveraineté. C'est dans ce contexte que des organisations de recherche du Pentagone travaillent au Ghana et à Djibouti, selon le commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique (NBC) des forces armées de la Fédération de Russie. Elles opèrent dans des foyers naturels de maladies, isolant et déchiffrant des agents pathogènes et menant leur propre recherche militaro-biologique.

«*Dans le même temps, les États-Unis ne dévoilent pas les objectifs ultimes des expériences menées à leurs partenaires, qui n'ont souvent aucune idée des risques liés à la mise en œuvre des programmes américains*», a précisé Alexeï Rtichtchev.

Le général de brigade a souligné que les États-Unis qualifient les objectifs de ces travaux d'assistance aux pays en développement et de surveillance des maladies, mais qu'en réalité, il s'agit d'un renforcement du potentiel militaro-biologique de Washington.

«*La tendance est claire : les agents pathogènes des maladies qui intéressent le Pentagone deviennent par la suite pandémiques, et les entreprises pharmaceutiques américaines en sont les bénéficiaires*», a-t-il souligné.

Parmi les exemples d'infections de ce type, Alexeï Rtichtchev a cité la variole du singe, la fièvre jaune et la fièvre de la vallée du Rift. Cette dernière vient de se déclarer au Caire, notamment sur le site d'un laboratoire biologique militaire de la Marine américaine

Faits relatifs aux activités illégales des États-Unis

Comme exemple de l'activité biologique illégale des États-Unis en Afrique, Alexeï Rtichtchev a évoqué la situation autour de la société Metabiota, l'un des contractants du Pentagone dont les activités ont pris fin en Afrique. Selon le rapport du groupe international d'experts qui a participé à la lutte contre l'épidémie d'Ebola de 2014 en Sierra Leone, le personnel de l'entreprise a dissimulé les faits d'implication des employés du Pentagone dans le travail. Il est souligné que le principal objectif de cette activité était d'isoler et ensuite de faire passer clandestinement des souches virulentes. Des échantillons du virus Ebola ont ainsi été illégalement exportés par des représentants de la société et transférés à l'Institut de recherche de l'armée américaine sur les maladies infectieuses.

Le ministère russe de la Défense a identifié plus de 30 personnes impliquées dans l'activité des laboratoires de biologie médicale américains en Afrique, dont des fonctionnaires, des intermédiaires et des entreprises privées. La photo montre les organisateurs et les participants d'activités militaro-biologiques illégales sur le territoire de pays africains (Alexis Robinson, Helina Merry, Mark Breda, Jane Wachira, John Nkoimo et Lauren Kalodner). Il s'agit de membres de l'Institut de recherche Walter Reed de l'Armée américaine, d'employés de l'Agence de Défense pour la réduction des menaces (DTRA), des Centres de contrôle et de prévention des maladies en Afrique et de représentants du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

---

« *Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme* », l'hypocrisie et la lâcheté aussi.

J-C – Il est remarquable et encourageant que des intellectuels partagent en grande partie notre constat ou notre analyse de la situation politique, c'est toujours mieux que de figurer dans le camp de la réaction. Ils comptent de nombreux progressistes. On aurait tort de les négliger ou de les rejeter parce qu'ils n'adhèrent pas au socialisme.

Par bien des côtés, ils sont plus fréquentables que les dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus. Leur réflexions peuvent nous faire gagner du temps, parce qu'on ne pense pas forcément à tout.

Chris Hedges Report: Comment le fascisme est arrivé - consortiumnews.com 24 décembre 2024

Extrait.

Pendant plus de deux décennies, moi et une poignée d'autres — Sheldon Wolin, Noam Chomsky, Chalmers Johnson, Barbara Ehrenreich et Ralph Nader ont averti que l'inégalité sociale croissante et l'érosion constante de nos institutions démocratiques, y compris les médias, le Congrès, les syndicats, le monde universitaire et les tribunaux, conduiraient inévitablement à un État autoritaire ou fasciste chrétien.

Le président élu Donald Trump n'annonce pas l'avènement du fascisme. Il annonce l'effondrement du vernis qui masquait la corruption de la classe dirigeante et ses prétentions démocratiques. Il est le symptôme, pas la maladie.

La perte des normes démocratiques fondamentales a commencé bien avant Trump, ouvrant la voie au totalitarisme américain.

La désindustrialisation , la déréglementation, l'austérité, les entreprises prédatrices incontrôlées, y compris dans le secteur de la santé , la surveillance généralisée de chaque Américain, les inégalités sociales, un système électoral en proie à la corruption légalisée, des guerres sans fin et futiles, la plus grande population carcérale du monde, mais surtout les sentiments de trahison, de stagnation et de désespoir, sont un mélange toxique qui culmine dans une haine inchoative de la classe dirigeante et des institutions qu'elle a déformées pour servir exclusivement les riches et les puissants.

« *Trump et sa coterie de milliardaires, de généraux, d'imbéciles, de fascistes chrétiens, de criminels, de racistes et de déviants moraux jouent le rôle du clan Snopes dans certains romans de William Faulkner* », ai-je écrit dans America: The Farewell Tour.

« *Les Snopes ont comblé le vide de pouvoir d'un Sud décadent et ont pris le contrôle sans pitié des élites aristocratiques dégénérées et anciennement esclavagistes. Flem Snopes et sa famille élargie – qui comprend un tueur, un pédophile, un bigame, un pyromane, un handicapé mental qui copule avec une vache et un parent qui vend des billets pour assister à la bestialité – sont des représentations fictives de la racaille désormais élevée au plus haut niveau du gouvernement fédéral. Ils incarnent la pourriture morale déclenchée par un capitalisme débridé.* »

Le philosophe politique Sheldon Wolin a qualifié notre système de gouvernance de « *totalitarisme inversé* », un système qui a conservé l'ancienne iconographie, les anciens symboles et le vieux langage, mais qui a cédé le pouvoir aux entreprises et aux oligarques.

Nous allons maintenant passer à la forme la plus reconnaissable du totalitarisme, dominée par un démagogue et une idéologie fondée sur la diabolisation de l'autre, l'hypermasculinité et la pensée magique.

Le fascisme est toujours le fils bâtard d'un libéralisme en faillite.

« *Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, un système dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions absurdes, comme la vente de cigarettes au détail – ce qui a conduit Eric Garner à être étouffé à mort par la police de New York en 2014 – tandis que les crimes d'une ampleur effroyable commis par les oligarques et les entreprises, des marées noires aux fraudes bancaires de plusieurs centaines de milliards de dollars, qui ont anéanti 40 pour cent de la richesse mondiale, sont traités par des contrôles administratifs tièdes, des amendes symboliques et des mesures d'application civile qui donnent à ces riches auteurs l'immunité contre les poursuites pénales* », ai-je écrit dans America: The Farewell Tour .

L'idéologie utopique du néolibéralisme et du capitalisme mondial est une vaste escroquerie. Au lieu d'être réparties équitablement comme le promettaient les partisans du néolibéralisme, les richesses mondiales ont été canalisées vers le haut, entre les mains d'une élite oligarchique et rapace, alimentant les pires inégalités économiques depuis l'époque des barons voleurs.

Les travailleurs pauvres, dont les syndicats et les droits leur ont été retirés et dont les salaires ont stagné ou diminué au cours des 40 dernières années, ont été plongés dans une pauvreté chronique et dans le sous-emploi.

Leur vie, comme le raconte Barbara Ehrenreich dans Nickel and Dimed, est une longue période de stress. La classe moyenne s'évapore. Les villes qui autrefois fabriquaient des produits et offraient des emplois industriels sont devenues des terrains vagues condamnés.

Les prisons débordent. Les entreprises ont orchestré la destruction des barrières commerciales, ce qui leur permet de cacher 1,42 trillion de dollars de bénéfices dans des banques étrangères pour éviter de payer des impôts.

Le néolibéralisme, malgré sa promesse de construire et de propager la démocratie, a rapidement vidé de leur substance les réglementations et éviscéré les systèmes démocratiques pour les transformer en mastodontes du monde des affaires.

Les étiquettes « *libéral* » et « *conservateur* » n'ont aucun sens dans l'ordre néolibéral, comme en témoigne le cas d'un candidat démocrate à la présidence qui s'est vanté d'avoir reçu le soutien de Dick Cheney, un criminel de guerre qui a quitté ses fonctions avec un taux d'approbation de 13 %.

L'attrait de Trump réside dans le fait que, bien qu'il soit vil et bouffon, il se moque de la faillite de la mascarade politique.

« *Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme* », écrivais-je dans America: The Farewell Tour :

« Ce qui compte n'est plus ce qui est vrai. Ce qui compte, c'est ce qui est « *correct* ». Les tribunaux fédéraux sont remplis de juges imbéciles et incompétents qui servent l'idéologie « *correcte* » du corporatisme et les mœurs sociales rigides de la droite chrétienne.

Ils méprisent la réalité, y compris la science et l'État de droit. Ils cherchent à bannir ceux qui vivent dans un monde basé sur la réalité et défini par l'autonomie intellectuelle et morale. Le régime totalitaire élève toujours les brutes et les stupides. Ces idiots au pouvoir n'ont aucune philosophie ni aucun objectif politique véritable.

Ils utilisent des clichés et des slogans, la plupart absurdes et contradictoires, pour justifier leur cupidité et leur soif de pouvoir. Cela est vrai aussi bien pour la droite chrétienne que pour les corporatistes qui prônent le libre marché et la mondialisation. La fusion des corporatistes avec la droite chrétienne est le mariage de Godzilla et de Frankenstein.

Les illusions colportées sur nos écrans – y compris le personnage fictif créé pour Trump dans *The Apprentice* – ont remplacé la réalité.

La politique est une mascarade, comme l'illustre la campagne fade et pleine de célébrités de Kamala Harris. C'est un écran de fumée créé par une armée d'agents, de publicistes, de services marketing, de promoteurs, de scénaristes, de producteurs de télévision et de cinéma, de techniciens vidéo, de photographes, de gardes du corps, de conseillers en garde-robe, d'entraîneurs de fitness, de sondeurs, de présentateurs publics et de nouvelles personnalités de la télévision.

Nous sommes une culture submergée par le mensonge.

« *Le culte du moi domine notre paysage culturel* », écrivais-je dans Empire of Illusion :

« Cette secte possède en elle les traits classiques des psychopathes : charme superficiel, grandeur et suffisance ; besoin de stimulation constante, penchant pour le mensonge, la tromperie et la manipulation, et incapacité à ressentir du remords ou de la culpabilité.

C'est bien sûr l'éthique prônée par les grandes entreprises. C'est l'éthique du capitalisme débridé. C'est la croyance erronée selon laquelle le style personnel et l'avancement personnel, pris pour de l'individualisme, sont synonymes d'égalité démocratique.

En fait, le style personnel, défini par les biens que nous achetons ou consommons, est devenu une compensation à la perte de l'égalité démocratique. Nous avons le droit, dans le culte du moi, d'obtenir tout ce que nous désirons.

Nous pouvons tout faire, même rabaisser et détruire ceux qui nous entourent, y compris nos amis, pour gagner de l'argent, être heureux et devenir célèbres. Une fois la célébrité et la richesse acquises, elles deviennent leur propre justification, leur propre moralité. La façon dont on y parvient n'a plus d'importance. Une fois que l'on y est parvenu, ces questions ne se posent plus.

La situation ne va pas s'améliorer. Les outils pour faire taire la dissidence sont déjà bien en place. Notre démocratie s'est effondrée il y a des années. Nous sommes aux prises avec ce que Søren Kierkegaard a appelé « *la maladie mortelle* » – l'engourdissement de l'âme par le désespoir qui conduit à l'avilissement moral et physique. Tout ce que Trump a à faire pour établir un État policier nu est d'appuyer sur un interrupteur. Et il le fera.

« *Plus la réalité s'aggrave, moins une population assiégée veut en entendre parler* », écrivais-je à la fin de L'Empire des illusions, « *et plus elle se distrait avec des pseudo-événements sordides de crises de célébrités, de ragots et de futilités. Ce sont les réjouissances débauchées d'une civilisation mourante*. »

Quand les médias à la pointe de la réaction font la promotion de l'écriture inclusive.

J-C - Un scélérat qui instrumentalise sa fille de 11 ans à des fins purement idéologiques, il devrait faire l'objet d'une interdiction à vie d'enseigner à des enfants, ainsi que toute activité à laquelle participerait des enfants.

« *Le masculin l'emporte* »… Un père, qui estimait la grammaire préjudiciable à sa fille, perd en justice contre l'Etat - 20minutes.fr 24 décembre 2024

Un père, qui attaquait l'Etat en justice en demandant qu'il soit permis d'enseigner autre chose que la règle du « *masculin l'emporte* », a perdu la bataille auprès du Conseil d'Etat. Dans une décision rendue le 20 décembre, la plus haute des juridictions de l'ordre administratif a rejeté tous les arguments de cet enseignant, que l'on appellera Bernard*, qui agissait au nom de sa fille, Alexia*, 11 ans.

Le recours attaquait la circulaire de l'ex-ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, qui proscrit l'écriture inclusive, laquelle, selon le texte, « *utilise notamment le point médian pour*

faire apparaître simultanément les formes féminines et masculines d'un mot employé au masculin lorsque celui-ci est utilisé dans un sens générique ». 20minutes.fr 24 décembre 2024

J-C - Ils ont rendu schizophrène une partie de la population.

J'ai imaginé le dialogue suivant avec un de ces dégénérés.

Moi - Tiens, il y a un chat dans le jardin.

- Quoi, que dites-vous, qu'en savez-vous ?

Moi - Qu'est-ce que je devrais savoir?

- Si c'est vraiment un chat.

Moi - Ah ce n'est pas un chien ou une chouette, je sais encore faire la différence.

- Je n'en doute, mais ce n'est pas la question que je vous pose.

Moi - Répétez-la, car je ne comprends rien à ce que vous racontez.

- Savez-vous ce que vous avez vraiment sous les yeux ?

Moi - Oui, quand même, je ne suis pas encore aveugle.

- Mais je n'en doute pas.

Moi - Alors de quoi me parlez-vous ?

- Vous ignorez si c'est un chat ou une chatte.

Moi - Ah c'était cela ! Et alors, cela change quoi ?

- Tout, car un chat ce n'est pas une chatte.

Moi - Je ne comprends toujours pas où vous voulez en venir.

- C'est pourtant simple, un mâle et une femelle c'est différent.

Moi - Comment voulez-vous que je sache si c'est un mâle ou une femelle ?

- Vous devriez pourtant, puisque vous prétendre voir un chat, donc un mâle.

Moi - Mais je n'ai jamais dit que je voyais un mâle, j'ai dit que je voyais un chat, c'est tout.

- Et cela vous suffit, vous convient.

Moi - Assurément, c'était histoire de parler sans plus.

- A la légère.

Moi - Comment cela à la légère. Je me fous de savoir de quel sexe il est.

- Vous ne devriez pas.

Moi - Comment voudriez-vous que je fasse autrement pour le nommer, dites-moi.

- Je ne sais pas.

Moi - Alors qu'est-ce que vous venez m'emmerder avec votre connerie de genre,

- Vous devenez méprisant envers le sexe féminin.

Moi - Le chat inclut le mâle et la femelle indistinctement, c'est la formule la plus simple, générique, la plus économique.

- Economique, comment cela ?

Moi - Parce qu'au masculin, généralement les mots sont plus courts, cela évite aussi de faire des fautes d'orthographe.

- Quitte à manquer de respect envers les femmes, c'est archaïque.

Moi - Ce qui est "*archaïque*" ou relève de la plus crasse ignorance, c'est ce comportement pathologique, quasi obsessionnelle, idéologique, qui consiste à privilégier la différenciation sexuelle au détriment de tout autre facteur morphologique ou biologique.

- En somme, je serais dérangé ?

Moi - En quelque sorte, je le crains.

- Est-ce incurable, selon vous ?

Moi - Cela dépend de vous uniquement.

- Comment faire ?

Moi - Vous êtes manifestement sous l'emprise d'une idéologie à caractère obscurantiste et rétrograde, antiscientifique, il ne tient qu'à vous de vous en libérer, personne ne peut le faire à votre place. Voyez comment ont progressé les hommes, leur histoire, leur société au cours des millénaires précédent jusqu'à nos jours. Munissez-vous des lois de la dialectique qui les parcouraient, et je crois que vous ne verrez plus un chat autrement que comme un chat.

France. Parfois, c'est à désespérer devant un tel niveau de soumission ou d'arriération.

J-C - Jacques a dit : Ne croyez plus les médias mainstream, alors qu'est-ce que vous attendez ?

Quand on est devenu vieux, on en a vu partir un certain nombre autour de nous, et combien de fois on a pu constater qu'ils étaient partis comme ils étaient devenus, c'est-à-dire sans jamais avoir

vraiment évolué, pour ne pas dire en raccourci qu'ils étaient restés cons toute leur vie. Cela fait de la peine quand c'était des proches. On ne les juge pas, c'est un constat voilà tout, contre lequel nous sommes demeurés impuissants, hélas, même si on a essayé de ne pas les imiter, mon obsession depuis 49 ans !

Vous croyez que cela questionnerait ceux qui restent ? Pensez-vous, ils le sont tout autant et ils n'en ont pas conscience malheureusement, pas seulement pour eux, pour nous tous, surtout pour les Palestiniens, pour les Libyens, pour les Syriens et tous les peuples sacrifiés. Inutile de nous apitoyer, c'est à nous de progresser, sinon pas de salut, pas de socialisme.

- "*On a jeté toutes nos poêles anti-adhésives*" : le débat sur les polluants éternels chamboule nos habitudes et nos placards de cuisine - FranceInfo 21 décembre 2024

"*Je suis devenue parano*." Quand Anne sort l'une de ses deux dernières poêles anti-adhésives de son placard, elle se sent "*un peu coupable*". "*Je l'examine à la loupe parce que j'ai peur du moindre éraflement*", explique cette Parisienne de 52 ans.

J-C – Quand on voit à quel niveau se situe leur peur, on n'a pas envie de les plaindre, et pourtant on est tous dans la même galère, on s'en sortira ensemble, il n'existe pas d'autre voie.

Comment la folie du airfryer s'est emparée des cuisines françaises, loin du beurre et du gras ? – 20minutes 21 décembre 2024

Vous êtes encore cuisson au beurre et à l'huile d'olive ? Hé ça va les boomers, vous écrivez aussi au silex et vous allez au travail en calèche ? Bienvenue en 2024 (bientôt 2025 d'ailleurs), l'heure du airfryer et du règne de la cuisson vapeur

En 2023, les Français ont en acheté un million, selon le Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam), soit trois fois plus qu'en 2022. La montée de 2024 devrait encore être sous stéroïdes avec un doublement des ventes, selon les prévisions. Un foyer français sur cinq est désormais équipé de cette friteuse sans huile, envoûté par cette promesse : tout, absolument tout, serait cuisinable à la vapeur.

J-C – J'utilise deux cuiseurs à vapeur en inox depuis 45 ans, une casserole dans laquelle on met un peu d'eau surmontée d'une écumoire et un couvercle. On les utilise uniquement pour faire cuire des pommes de terre qui finiront en purée, et parfois du poisson qui agrémentera des crudités le midi.

Sinon j'utilise des poêles classiques, y compris deux Téfal. Deux autres n'ont plus du tout de téflon, mais je continue de les utiliser, je m'en tape. Je ne crois pas leurs conneries, il faudrait en consommer des tonnes ou cumuler l'absorption d'un tas de saloperies pour que cela influe sur la santé, et puis on les évacue. Je vis au grand air et je ne suis pas stressé. L'air marin aussi arrive jusqu'ici, j'habite à moins de 10 km de la mer à vol d'oiseau ;

J'ai une alimentation saine, variée et équilibrée.

Ce soir : sirop d'hibiscus et cacahuètes, riz blanc (en petite quantité), un plat de lentilles mixées et légumes épicé, un cari de poisson avec mangue et aubergine, des papadams, des galettes indiennes frites à base de farine de lentille (Urad Dal), des œufs durs, et eau de la nappe phréatique.

Défense du marxisme.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916.

Extraits.

- A certain égard, il ne sera du reste pas inutile, pour beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte à travers l'exemple de ce livre, légal du point de vue de la censure tsariste, de la possibilité - et de la nécessité - d'utiliser même les faibles vestiges de légalité dont ils peuvent encore profiter, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité d'entre eux, pour expliquer toute la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une "*démocratie mondiale*".

J-C - En une démocratie tout court.

Or, on nous a fait croire que les régimes occidentaux étaient démocratiques, certes teintés de réserves aussitôt oubliées pour mieux voler à leur secours à la première occasion, une élection par exemple, pratiquement jamais boycottée en 84 ans, ce qui montre au passage que la corruption du mouvement ouvrier et son avant-garde ne datait pas d'hier. Bref, cette caractérisation démocratique des régimes en place en occident correspondait à la lecture que le petit bourgeois pouvait en avoir parce qu'il y trouvait son compte, cela flattait sa sensibilité politique, le fonds de commerce des opportunistes, leurs électeurs ou sympathisants, tout en les détournant du socialisme.

- ...la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique (Le fonds de commerce des géopoliticiens qui officient sur les réseaux dits sociaux, la trame ou la toile de fond de tous leurs articles destinés à vanter les vertus de la classe dominante à laquelle ils sont subordonnés. - J-C) de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse) (C'est à ce jeu-là que se livrent également les géopoliticiens et autres journalistes "*indépendants*" autoproclamés, qui sur ce plan rivalisent avec les "*experts*" de plateaux TV. - J-C), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.

J-C - Plus d'une fois j'ai signalé aux lecteurs, que la dimension économique et la lutte des classes étaient absentes des analyses de des commentateurs qui sévissent sur les réseaux ou médias dits sociaux, par conséquent il était recommandé de s'en méfier ou de ne pas les adopter aveuglément sous peine de se faire manipuler.

- Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "*avancés*".

J-C - En lisant ces lignes qui datent de plus d'un siècle, on est frappé par leur actualité. On est donc tenté d'en déduire que nos dirigeants savaient parfaitement à quoi s'en tenir, mais ils n'ont jamais

tenu compte de cet enseignement ou ils l'ont délibérément ignoré parce que leur objectif n'était pas de s'attaquer au capitaliste.

Sur la situation politique et sociale en France.

Prémonitoire ?

Nouvelle-Calédonie : Dix mois après le début des émeutes, le gouvernement tombe - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

Le gouvernement de l'indépendantiste Louis Mapou est tombé après la démission de membres du mouvement loyaliste « *Calédonie ensemble* » (affilié à Renaissance). L'élection du nouveau gouvernement doit avoir lieu dans les quinze jours à venir

« *Calédonie ensemble* » reproche au gouvernement de Louis Mapou, premier indépendantiste, mais aussi le premier Kanak à diriger l'exécutif de cet archipel, français depuis 1853 et en place depuis trois ans, de s'être mué en une instance indépendante et il n'est pas le seul groupe politique à marquer son désaccord.

En raclant les fonds de poubelles de la Ve République pour former leur gouvernement, ils devaient ramasser que des raclures.

Gouvernement Bayrou : Quand la ministre des PME était condamnée aux prud'hommes pour avoir licencié sa femme de ménage - - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

En 2022, Véronique Louwagie, alors députée Les Républicains et désormais ministre chargée du Commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire, a été condamnée à verser 15.635,43 euros à son ancienne employée par les Prud'hommes pour le licenciement de sa femme de ménage.

Cette dernière était en arrêt de travail pour « *une inflammation des tendons et un syndrome du canal carpien, maladies reconnues par la Sécurité sociale comme accident du travail et maladie professionnelle en mai 2017* », note à l'époque le conseil de Prud'hommes, rapporte alors Ouest-France.

Au lieu de licencier son employée pour inaptitude, l'élue LR opte pour la « faute grave », un choix qui « *pourrait s'apparenter à une tentative de se soustraire aux conséquences d'un possible licenciement pour inaptitude. Lequel implique de doubler l'indemnité de licenciement et de verser une indemnité de préavis* », note le Conseil des Prud'hommes.

Syrie.

Les «*faiseurs de roi*» tirent une nouvelle fois le tapis de la Syrie… Une «tragédie grecque» commence - strategic-culture.su 23 décembre 2024

Par Alastair Crooke

La Syrie a été désintégrée et pillée au nom de la «*libération*» des Syriens de la menace de l'ISIS, qu'ils – Washington – avaient installée en premier lieu.

James Jeffrey, ancien ambassadeur des États-Unis en Irak et en Turquie, dans une interview accordée à PBS Frontline en mars 2021, a présenté très clairement le modèle de ce qui vient de se produire en Syrie ce mois-ci :

«*La Syrie, compte tenu de sa taille, de sa situation stratégique et de son importance historique, est le pivot d'un système de sécurité géré par les États-Unis dans la région… Il y a donc cette alliance générale qui est verrouillée avec nous. Mais… c'est en Syrie que la tension est la plus forte*».

Jeffrey a expliqué (dans l'interview de 2021) pourquoi les États-Unis ont réorienté leur soutien vers Al-Joulani et Hayat Tahrir al-Cham (HTS) :

«*Nous avons obtenu de Mike Pompeo qu'il délivre une dérogation pour nous permettre d'aider HTS – j'ai reçu et envoyé des messages à HTS*» – Les messages renvoyés par HTS étaient les suivants : «*Nous [HTS] voulons être vos amis. Nous ne sommes pas des terroristes. Nous ne faisons que combattre Assad*».

L'intervieweur de PBS Frontline pose la question suivante : Les États-Unis «soutiennent indirectement l'opposition armée» ? Ce à quoi Jeffrey répond :

«*Il était important pour nous que HTS ne se désintègre pas… notre politique était… était de laisser HTS tranquille… Et le fait que nous n'ayons jamais ciblé [HTS], le fait que nous n'ayons jamais élevé la voix auprès des Turcs au sujet de leur cohabitation avec eux – en fait, j'ai utilisé cet exemple la dernière fois que j'ai parlé à des Turcs de très haut rang – quand ils ont commencé à se plaindre de cette relation que nous [les États-Unis] avons avec les FDS [dans l'est de la Syrie]*».

«Je leur ai dit *: «Écoutez, la Turquie a toujours soutenu que vous nous vouliez dans le nord-est de la Syrie, ce qui est le cas. Mais vous ne comprenez pas. Nous ne pouvons pas être dans le nord-est de la Syrie sans la plateforme, parce que nous n'avons que quelques centaines de soldats là-bas» ;…* J'ai dit *: «C'est comme vous à Idlib…»*».

«*Nous voulons que vous soyez à Idlib, mais vous ne pouvez pas être à Idlib sans avoir une plateforme, et cette plateforme est en grande partie HTS. Or, contrairement aux FDS, HTS est une organisation terroriste officielle désignée par les Nations unies. Est-ce que je me suis déjà plaint, ou est-ce qu'un responsable américain s'est déjà plaint de ce que vous faites avec HTS ? Non…*».

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/les-faiseurs-de-roi-tirent-une-nouvelle-fois-le-tapis-de-la-syrie-une-tragedie-grecque-commence/

Ukraine.

Zelensky l'escroc, corrompu, corrupteur, gangster, mafieux, criminel, nazi comme les aiment Washington et Bruxelles.

Zelensky confirme avoir offert de l'argent au Premier ministre slovaque - RT 24 déc. 2024

Volodymyr Zelensky, homme politique ukrainien, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, a confirmé sur X avoir proposé au Premier ministre slovaque Robert Fico de l'argent en échange de son soutien pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il a offert à la Slovaquie une «*compensation*» pour les pertes liées à l'annulation du transit du gaz russe et une alternative à cet itinéraire, à la demande de la Commission européenne. «*Nous étions prêts à le faire. Robert Fico ne voulait pas de compensation pour les Slovaques. Et il ne veut pas coopérer avec la Commission européenne. Pour une raison ou une autre, il lui semble que Moscou est plus favorable*», a écrit Volodymyr Zelensky.

Cette déclaration de Volodymyr Zelensky est intervenue après que le Premier ministre slovaque Robert Fico a déclaré le 21 décembre que Kiev avait tenté de le soudoyer en lui offrant 500 millions d'euros d'avoirs russes gelés en échange du consentement de la Slovaquie à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. RT 24 déc. 2024

Etats-Unis.

Les visées de Trump sur le Groenland et le canal de Panama “ne sont pas une blague” - Courrier international 24 décembre 2024

“*Nous ne sommes pas à vendre et nous ne le serons jamais*” : le 23 décembre, le Premier ministre du Groenland est devenu le dernier en date à répondre à Donald Trump, qui a redit convoiter son territoire. En quelques jours, le prochain président des États-Unis a aussi ciblé le Canada, suggérant d’en faire le 51e État américain ; le Mexique, faisant planer l’idée d’une intervention militaire contre les cartels ; ou encore le Panama, où il a menacé de reprendre le contrôle du canal.

Si The Wall Street Journal a vu dans toutes ces déclarations des “*invectives*” préfigurant une “*politique étrangère conflictuelle*”, The New York Times souligne que ses propos sur le Groenland ne peuvent être assimilés à ses moqueries contre le Canada du “*gouverneur Justin Trudeau*”.

Ils semblent en effet bien plus sérieux : “*alors qu’il nommait un nouvel ambassadeur au Danemark, pays qui contrôle la politique étrangère du Groenland et sa défense, Trump a fait comprendre que son offre d’achat du territoire, lancée dès son premier mandat, pourrait devenir impossible à refuser pour les Danois durant sa seconde présidence*”, écrit le journal.

Intéressé tant par son emplacement stratégique que par ses ressources naturelles, le républicain a ainsi posté dimanche : “*Aux yeux des États-Unis d’Amérique, la possession et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue*.”

De même, au Panama, il a invoqué les intérêts tant commerciaux que stratégiques de Washington pour indiquer qu’il “*abandonnerait le traité datant de l’époque de Jimmy Carter qui a restitué le plein contrôle de la zone du canal au Panama*”, dont les droits avaient été cédés en 1903 aux États-Unis.

Loin d'être purement isolationniste, il s'inscrirait ainsi dans la lignée de l'expansionnisme du président Theodore Roosevelt, qui, au début du XXe siècle, "*a assis la domination américaine sur les Philippines*". Tout en manifestant aussi "ses instincts de promoteur immobilier" pour qui tout s'achète.

"*Cela ne fait plus rire grand monde*", déclare au New York Times Marc Jacobsen, un spécialiste de l'Arctique au Collège royal de défense du Danemark, au sujet des propos de Trump sur le Groenland. Courrier international 24 décembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 décembre 2024

Réduit à l'impuissance, parfois on en est réduit à la dérision, pour ne pas dire tout ce qu'on pense, qui risquerait d'être pris de travers ou de choquer. En devenant vieux, on aurait tendance à relativiser beaucoup de choses, beaucoup trop à mon goût, je trouve cette pratique assez malsaine ou plutôt hypocrite, elle permet de se donner bonne conscience à bon compte.

On vit dans une société et un monde particulièrement cruel et violent, cela en déconcerte plus d'un qui préfère ne pas y penser, encore moins en parler. La plupart des gens se disent ouverts, libérés, tolérants, mais quand on les observe, on a plutôt l'impression du contraire, ils sont fermés, rigides, et ils ne supportent ou ne recherche que la présence de gens qui leur ressemblent finalement. Ils sont tellement mal dans leur peau, qu'ils ne tolèrent pas qu'on aborde librement de tels sujets, ils culpabilisent et ils craignent qu'on les juge.

Ils sont pires que les gosses indiens de 10 à 18 ans que j'ai fait parler ces derniers jours après les avoir mis en confiance. Ils ont fini par me dire franchement ce qu'ils pensaient de leurs parents sans craindre que je leur répète, il s'agissait de la fille et du frère de ma compagne. On en a discuté sincèrement sans dénigrer leurs parents ou porter de jugement sur eux, ils les ont critiqués, ce qui est leur droit, je leur ai répondu calmement en leur faisant part de mon expérience. Ils m'ont écouté attentivement, comme quoi c'est possible sans éprouver la moindre appréhension. Je les ai sentis soulagés tout de suite après, car je n'avais pas cessé de les observer attentivement tout au long de nos entretiens pour adapter mon discours à leur réaction.

Avec les Français c'est pratiquement impossible, je crois qu'ils ont subi un tel traumatisme depuis 2020, peut-être depuis bien avant, 2001, je n'en sais rien, 1990, qu'ils ne s'en sont jamais remis. Ils ont adopté une attitude d'une rigidité quasi-cadavérique dont on ne peut rien tirer, c'est désespérant parfois il faut bien l'avouer, on se demande ce qu'il faudrait pour les sortir de cette torpeur, un évènement particulièrement violent, extrêmement douloureux et dramatique, qui les frapperait de plein fouet, désolé, cela ne fait partie de ma panoplie !

Puisque du côté de la France il n'y a décidément rien à tirer, je passe le reste de mon temps à observer et à tirer des enseignements des rapports que j'ai avec les Indiens de mon entourage ou que je croise, toujours en me livrant à quelques expériences d'ordre psychologique pour continuer d'étudier cet aspect de la nature humaine. Je trouve cette activité passionnante et terriblement humaniste aussi, donc j'en tire une satisfaction, et quand c'est possible, je la partage avec eux, la cerise sur le gâteau ou la récompense suprême, c'est quand ils apprécient, on atteint un degré de complicité qu'on n'aurait jamais pu soupçonner avant, c'est merveilleux.

Seul ou sans les autre, on n'est rien, on n'existe pas. Servir et être heureux de servir de manière désintéressé, malgré tous les malheurs qui nous accablent collectivement, et nous voilà comblé, c'est tout le bien que je vous souhaite.

Bonne année à l'Émirat islamique d'Afghanistan (ou des Etats-Unis) !

Le Pakistan lance des frappes aériennes contre l'Afghanistan, les Taliban promettent des représailles - 26 décembre 2024

Le ministère afghan de la Défense a condamné les frappes aériennes dans un communiqué, les qualifiant d'«*agression claire et contraire à tous les principes internationaux*», ajoutant que «*l'Émirat islamique [d'Afghanistan] ne laissera pas cet acte lâche sans réponse et considère la défense de son territoire et de sa souveraineté comme un droit inaliénable*».

Le récit frauduleux officiel répété en boucle par tous les médias. Et la vérité.

AFP - Treize ans de guerre civile en Syrie ont fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le vaste pays en zones d'influence contrôlées par différents belligérants soutenus par des puissances régionales et internationales.

Et la réalité.

Pendant 13 ans la Syrie a été victime d'une agression armée orchestrée et soutenue "*par des puissances régionales et internationales*" emmenées par les Etats-Unis, qui "*ont fait plus d'un demi-million de morts*", en réalité moins de le moitié puisque plus de 250.000 étaient des mercenaires provenant d'une centaine de pays, agression qui était destinée à morceler le "*vaste pays en zones d'influence*" alors que jusqu'alors toutes les communautés vivaient en harmonie et étaient intégrées dans la République arabe syrienne, de manière à semer le chaos et à ce qu'elle s'appauvrisse, se désintègre au point de devenir ingouvernable et tombe entre les mains des barbares à la solde des magnats principalement anglo-saxon du pétrole et du gaz.

Leur humanisme est la politesse des tyrans.

- L'armée israélienne a procédé à une frappe dans la Bekaa dans la nuit du 24 au 25 décembre. (RT 25 déc. 2024)

Aucune réaction "*internationale*" quand il s'agit de bombarder le Liban.

En revanche...

- Guerre en Ukraine : Attaque « *inhumaine* » de la Russie le jour de Noël (AFP 25 déc. 2024)

- Le président américain Joe Biden a lui jugé "*scandaleuse*" cette attaque. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a dénoncé "*la machine de guerre sanglante et brutale de Poutine*" qui vise l'Ukraine "*sans aucun répit, même à Noël*". (AFP 26 décembre 2024)

Sur la situation politique et sociale en France.

Internationale fasciste. Etat policier, tribunaux d'exception, justice expéditive.

Gérald Darmanin plaide pour la création de places de détention pour les « *petites peines* » - LePoint.fr 26 décembre 2024

En déplacement au tribunal judiciaire d'Amiens, l'ancien locataire de la place Beauvau a ainsi affiché son envie de voir les peines courtes exécutées, de même que la construction d'établissements pénitentiaires à « *taille humaine* ».

Cette cinglée a le « *mal* » dans la peau, c'est une sadique. Un homme ne risque pas d'avoir envie de la toucher !

Aurore Bergé considère que l'éducation à la sexualité est une "*nécessité absolue*" - BFMTV 25 décembre 2024

"*En fonction de la maturité des enfants, on n'aborde pas les mêmes choses à la maternelle et au lycée, pour des raisons évidentes*" mais "*dès la maternelle, on peut expliquer à nos tout petits-enfants que personne n'a le droit de toucher leur corps, que personne n'a le droit de leur faire du mal*", explique Aurore Bergé. Avant d'insister:

"*Ce que veut dire 'dire oui', ce que veut dire 'dire non', ça c'est une nécessité absolue quand on parle du consentement, ça veut dire apprendre le respect, ça veut dire apprendre l'égalité, l'égalité entre les filles et les garçons, le respect vis-à-vis de toutes les familles qui existent dans notre pays tout simplement, qu'elles soient hétérosexuelles, qu'elles soient homoparentales, et ça c'est une nécessité encore une fois.*" BFMTV 25 décembre 2024

J-C – Quel délire ! Elle relève de la psychiatrie, elle devrait être enfermée, neutralisée, avec interdiction d'approcher un enfant.

Liban et Palestine occupée.

Des anciens du Mossad racontent l'opération des bipeurs contre le Hezbollah - RT 25 déc. 2024

L'opération des bipeurs du Hezbollah, qui a blessé des centaines de cadres du parti, avait été préparée plusieurs années à l'avance, rapportent des anciens agents du Mossad. Le mouvement chiite a acheté à son insu 16 000 talkies walkies au renseignement israélien.

Deux anciens membres du Mossad ont donné une interview sous couvert d'anonymat dans l'émission 60 Minutes de CBS News, le 22 décembre, faisant plusieurs révélations sur l'opération israélienne d'explosion de milliers d'appareils de communication du Hezbollah, les 17 et 18 septembre derniers, qui a marqué un tournant dans l'escalade israélienne au Liban.

Pendant l'entretien, les deux anciens agents ont livré des détails sur cette opération qui consistait à vendre au Hezbollah, sous de faux prétextes, des appareils chargés d'explosifs. L'opération, a expliqué l'un d'entre eux, avait débuté il y a dix ans avec des talkies walkies chargés d'explosifs cachés: le Hezbollah «*ne se rendait pas compte*» qu'il les achetait à Israël.

Le Hezbollah a acheté à son insu plus de 16 000 talkies walkies à un «bon prix» auprès d'une fausse société créée par le Mossad. «*Nous disposons d'un éventail incroyable de possibilités pour créer des sociétés étrangères qui n'ont aucun moyen de remonter jusqu'à Israël*», a déclaré l'ancien agent du Mossad.

«*Nous créons des sociétés-écrans en rafale afin d'influencer la chaîne d'approvisionnement en notre faveur. Nous créons un monde imaginaire. Nous sommes une société de production mondiale. Nous écrivons le scénario, nous sommes les réalisateurs, nous sommes les producteurs, nous sommes les acteurs principaux et le monde est notre scène*», a insisté la source du Mossad.

De surcroît, les agents du Mossad ont découvert que le Hezbollah achetait des bipeurs à une société taïwanaise appelée Gold Apollo. Le service de renseignement israélien a alors créé une fausse société sous le nom de Gold Apollo et a truffé les engins d'explosifs, à l'insu de la société mère. «*Lorsqu'ils nous achètent des produits, ils n'ont aucune idée qu'ils achètent des produits du Mossad*», explique le second agent interrogé.

Le Mossad avait minutieusement testé les dispositifs pour s'assurer que les explosions ne blesseraient que le porteur, et non les passants. «*Nous testions tout trois fois, deux fois, plusieurs fois afin de nous assurer que les dommages sont minimes*», dit-il, alors que ces explosions ont semé la panique au Liban et tué des civils, dont une petite fille.

Un des anciens agents a affirmé qu'au cours de l'opération, plusieurs membres du Hezbollah ont été blessés alors qu'ils se tenaient près de leur chef Hassan Nasrallah. «*Nasrallah, lorsque nous avons effectué l'opération des bipeurs, se trouvait juste à côté de plusieurs personnes qui ont reçu le message. Et devant ses yeux, il les a vus s'effondrer*», a-t-il affirmé. «*Il était vaincu. Il avait déjà perdu la guerre*», s'est-il vanté.

Le Liban dépose une plainte à l'ONU contre Israël pour les 816 infractions depuis le cessez-le-feu - RT 25 déc. 2024

Le Liban a déposé une plainte officielle auprès des Nations unies contre Israël. Beyrouth accuse l'État hébreu d'avoir violé plus de 816 fois le cessez-le-feu entre Tsahal et le Hezbollah. L'armée israélienne a même mené une frappe en territoire libanais dans la nuit du 24 au 25 décembre.

Depuis l'officialisation du cessez-le-feu entre l'armée israélienne et le Hezbollah, les frappes de Tsahal ont fait des dizaines de morts et de blessés.

Des combattants du Hamas libèrent des otages palestiniens dans le nord de Gaza

https://reseauinternational.net/des-combattants-du-hamas-liberent-des-otages-palestiniens-dans-le-nord-de-gaza/

Syrie.

Les alaouites manifestent contre les nouveaux maîtres de Damas - RT 26 déc. 2024

Après les manifestations de la communauté chrétienne protestant contre l'incendie d'un sapin de Noël et le saccage de plusieurs tombes, c'est au tour de la communauté alaouite, celle de Bachar el-Assad, de descendre dans la rue pour exiger des garanties sécuritaires des nouveaux maîtres de Damas dirigés par Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Des milliers de Syriens ont manifesté à Tartous, Banias, Jableh, et Lattaquié dans l'ouest du pays, où est très implantée la communauté alaouite, une branche de l'islam chiite, ainsi qu'à Homs (centre). «*Un manifestant a été tué et cinq autres ont été blessés après que les forces de sécurité à Homs ont ouvert le feu pour disperser les protestataires*», a indiqué Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH. Un couvre-feu nocturne a été décrété à Homs et Jableh.

La communauté alaouite a protesté massivement contre l'incendie du sanctuaire d'«*Abou Abdallah Al-Hussein Al-Khasibi*» dans le quartier de Maysloun, à Alep. L'homme était un érudit de la secte au Xe siècle. Les gardiens du lieu de culte ont également été tués.

Il s'agit des premières manifestations d'alaouites depuis le renversement de Bachar el-Assad par une coalition de djihadistes menée par le groupe Hayat Tahrir el-Cham (HTC), entrée à Damas le 8 décembre après s'être emparée en 11 jours d'une grande partie du pays.

Quand les coupeurs de tête présentés comme des "*pacificateurs*" font la police en Syrie.

Des combats font 17 morts en Syrie lors d'une opération pour arrêter un responsable du régime de Bachar al-Assad - FranceInfo 26 décembre 2024

Selon l'OSDH, des hommes armés ont tenté d'empêcher l'arrestation d'un homme lié à la prison de Saydnaya. Le gouvernement syrien a rapporté la mort de 14 "*membres du ministère de l'Intérieur*".

L'ex-officier avait "*prononcé des condamnations à mort et des jugements arbitraires à l'encontre de milliers de prisonniers*", a ajouté l'OSDH.

Les bras armés de l'Internationale oligarchique.

L'Autorité palestinienne interdit Al-Jazeera dans le nord de la Cisjordanie - RT 25 déc. 2024

L'Autorité palestinienne a décidé d'interdire le média Al-Jazeera dans le nord de la Cisjordanie alors que les forces du Fatah mènent des opérations contre des groupes palestiniens armés. La chaîne qatarie accuse le parti de Mahmoud Abbas de mettre en danger la vie des journalistes.

Outre l'interdiction émanant des autorités israéliennes, la chaîne Al-Jazeera s'est vue refuser l'autorisation de couvrir les évènements dans le nord de la Cisjordanie par le Fatah de Mahmoud Abbas.

Cette interdiction est émise dans un contexte de violence sans précédent et d'escalade entre l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah et les combattants palestiniens à Jénine et dans son camp de réfugiés, assiégé par les forces de l'Autorité palestinienne le 6 décembre.

Syrie : la Turquie établit des relations avec le nouveau gouvernement syrien - RT 25 déc. 2024

La Turquie rouvrirait son ambassade dans la capitale syrienne, Damas, et ouvrirait également un consulat général de Turquie à Alep, a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan le 25 décembre lors d'un discours devant le Parti de la justice et du développement au pouvoir de la Grande Assemblée nationale (Parlement turc). Il a également noté que le nouveau dirigeant syrien «*a très bien mené le processus et que sa modération et son esprit constructif ont été appréciés*».

Le président turc a souligné que la Turquie soutiendrait les nouvelles autorités syriennes «*dans tout ce qu'elles doivent faire*». «*Nous aiderons les nouvelles autorités pour que la Syrie se rétablisse, renforce ses capacités et permette aux institutions de l'État d'assumer à nouveau leurs responsabilités fondamentales*», a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

Le 25 décembre également, le ministre turc des Transports a déclaré qu'Ankara avait élaboré un plan de reconstruction des infrastructures syriennes, notamment des ponts, des autoroutes, des aéroports, des chemins de fer et des systèmes de communication. La Turquie prévoit ainsi d'étendre considérablement son influence en Syrie.

Syrie : Erdogan menace d'«*enterrer*» les combattants kurdes s'ils refusent de déposer les armes - RT 25 déc. 2024

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis d'«*enterrer*» les combattants kurdes en Syrie s'ils refusaient de déposer les armes, dans un avertissement sévère adressé aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes dans le nord de la Syrie et dont les YPG (acronyme kurde pour Unités de protection du peuple) sont le noyau opérant à la frontière entre les deux États.

S'adressant ce 25 décembre aux députés d'AKP (parti au pouvoir) au parlement turc, Erdogan a promis «*d'éradiquer l'organisation terroriste qui tente de tisser un mur de sang entre nous et nos frères kurdes*». «*Nous écarterons ceux qui veulent dynamiter notre fraternité éternelle avec les Kurdes*», a-t-il notamment insisté dans des propos relayés par l'agence de presse Anadolu.

Ankara considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et classe ces deux groupes kurdes comme des organisations terroristes. Erdogan a déclaré à plusieurs reprises que les YPG constituaient une menace importante pour la sécurité de la Turquie et s'est engagé à empêcher la création d'un «*couloir terroriste*» près des frontières sud du pays.

Le président turc a critiqué par ailleurs les États-Unis, son allié au sein de l'OTAN, pour avoir fourni des armes et une formation aux YPG et a précédemment appelé Washington à reconsidérer

son soutien à ce groupe, exhortant son partenaire à «*choisir entre soutenir la Turquie ou soutenir les combattants kurdes*».

Le rôle des YPG dans la lutte menée par les États-Unis contre le groupe terroriste État islamique (EI) a été invoqué par Washington pour justifier cette aide. Les Kurdes de Syrie réclament depuis longtemps une plus grande autonomie, les dirigeants des YPG affirmant que leurs objectifs différaient de ceux de l'insurrection armée du PKK en Turquie.

Les FDS, dont les YPG sont le noyau, ont appelé à la protection du territoire syrien contre les attaques turques et à la fin de ce qu'elles considèrent comme l'occupation des régions du nord par Ankara, affirmant que les Syriens, après la chute du gouvernement de l'ancien président Bachar el-Assad, doivent décider de leur avenir sans ingérence étrangère.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 décembre 2024

Cela ne vous fout-il pas les boules ?

La majeure partie des décorations que nous achetons en France pour Noël sont en réalité fabriquées dans le sud de la Chine, dans la ville d'Yiwu, premier centre manufacturier au monde. franceinfo 12 décembre 2024

Direction la ville de Yiwu, en Chine, à 300 kilomètres au sud de Shanghai, qui compte plus de 1 000 usines entièrement dédiées à la production de nos ornements. C'est le plus gros centre manufacturier au monde et 90 % environ de nos décorations de Noël y sont fabriquées.

L'une de ces usines produit chaque année 250 millions de boules de Noël. Les machines tournent à plein régime. "*Les produits que vous voyez sont essentiellement destinés aux clients américains et européens* ", explique Ren Ziyu, le patron de l'usine.

Ren Ziyu poursuit, désignant des décorations scintillantes : "*Ces boules vont être exportées vers la France. Mon client français m'en a commandé 150 conteneurs, soit environ 300 000 boules*".

Si la ville de de Yiwu parvient à dominer le marché mondial des décorations de Noël, c'est parce que les Chinois sont presque les seuls au monde à produire en très grande quantité ce type de produits. Sans oublier que les prix offerts à Yiwu défient toute concurrence : moins de dix centimes d'euros pour une boule de Noël, revendue jusqu'à dix fois plus cher dans les supermarchés français.

J-C - Autrement dit, en bas il y a les esclaves défavorisés qui produisent, au milieu les esclaves nantis qui consomment, et en haut les exploiteurs qui en tirent profit et s'enrichissent. On appelle cela la division internationale du travail. Ceux qui figurent en haut s'accommodent parfaitement de cette répartition des inégalités, ceux qui sont au milieu également compte tenu des avantages qu'ils en tirent, d'où leur absence d'intérêt à les remettre en cause.

Ceci explique cela en l'absence de conscience de classe, de valeurs, de principes, de scrupules, de morale, soumis ou résigné, chacun se conforme à l'ordre établi, quitte à n'avoir aucun idéal dans la vie en dehors de préoccupations bassement individuelles et matérielles. Quant au développement spirituel ou intellectuel, il est réservé principalement à une élite, qui ne doit son statut social privilégié qu'aux conditions avantageuses offertes par le régime en place avec lequel ses propres intérêts coïncident, alors de là à le remettre en cause, il ne faut pas se faire trop d'illusions.

Le 24 décembre au soir, il y avait 9 personnes chez nous, moi (69 ans) et ma compagne Selvi (52 ans), son frère, Kumar (43 ans) et un de ses fils Aurobind (19 ans), son Manikandan (32 ans), sa sœur Sandhi (50 ans) et ses trois petits enfants (8,11 et 12 ans), j'avais décidé de ne pas célébrer

Noël, j'avais l'esprit ailleurs, et eux ils sont hindous, donc ils s'en foutaient a priori. Sauf que pour me contredire ou pour faire plaisir ou encore, parce que leur conformisme va jusque-là, Mani a apporté un énorme gâteau avec des bougies pour l'occasion. Kumar m'a demandé pourquoi je n'avais pas mis de guirlandes avec des boules et des lumières qui clignotent, je lui ai répondu que je n'en avais pas, en fait j'ai menti, elles étaient rangées dans une armoire.

J'ai soufflé les bougies et coupé le gâteau en souriant, tandis qu'ils filmaient et prenaient des photos. Cela leur faisait tellement plaisir, que je n'ai pas voulu leur gâcher cet instant, comme d'habitude je me suis livré volontiers à leurs caprices enfantins. Puis, nous sommes passés à table, riz et caris de poisson et de lentille, le repas habituel au Tamil Nadu. A peine terminé, Kumar nous quitta parce qu'il allait travailler, il était 22h30, et Mani aussi parce qu'il se levait tôt le lendemain matin pour aller gratter.

J'ai passé un vieux film tamoul dans la pièce principale où cette petite famille était réunie, tandis que je m'enfermai dans mon bureau pour boire un café (et fumer une clope) et regarder un film de Costa-Gavras, *Compartiment tueur*, de 1965 avec une brochette de bons acteurs tous décédés, dont Montand, Signoret, Trintignant, Piccoli, etc.

Fin de réveillon, si on peut appeler cela ainsi. Les boules en moins !

Le Baron et l'Etron.

Simon Le Baron, c'est le journaliste de France Inter qui a été pris de court par la réparti d'un auditeur traitant Valls d'étron, ce qui est mérité ou lui faire encore trop d'honneur :

- "*Ce n'était pas la question qui était prévue puisque vous le savez, il y a un filtrage au standard de France Inter (...). Jean-Noël, vous n'aviez pas prévu de dire ça...*"

Il faut distinguer l'orientation de la question posée qui ne doit pas porter préjudice à l'idéologie dominante ou à la personne qui l'incarne à l'antenne, de son contenu sémantique imprévisible, qui lui peut s'avérer être incompatible avec la rhétorique officielle, et qui par conséquent doit être immédiatement censurée ou coupée à l'antenne, trop tard, car le filtrage ne peut pas prévoir à l'avance ce cas de figure.

Demain, saurez-vous qui vous mangera ? Et gare aux flammes de l'enfer !

Carrefour, Leclerc... Rappel massif de croquettes pour chiens et chats pour suspicion de salmonelles - actu.fr 24 déc. 2024

Leclerc, Intermarché, Auchan... Des moules rappelées partout en France, elles contiendraient des salmonelles - actu.fr 24 déc. 2024

Fnac, Amazon, Carrefour… Des sèche-cheveux rappelés partout en France, ils peuvent prendre feu ou vous brûler - actu.fr 24 déc. 2024

Par tous les bouts ils s'emploient à vous rendre malade et dépendant, à vous déstabiliser ou vous rendre fou.

Bouffe industrielle insipide, empoisonnée, déséquilibrée, repas pris au lance-pierres ; rythme de vie effréné, stress, angoisse, insomnie, cauchemar, psychose alterne avec névrose ; individualisme outrancier, repli sur soi-même, hypocrisie, asociabilité, solitude, agressivité, intolérance, jugement sommaire ou expéditif, abus de pouvoir ; absence de respect, de valeurs, de principes, immoralité, cruauté, haine (de soi aussi) ; corps médical déficient, véreux, corrompu, médicaments toxiques ; pollution, agression lumineuse, sonore ; rapports médiocres à tous les étages ; arts et culture de caniveau, divertissements débiles, matraquage médiatique, guerre psychologique et idéologique ; plaisirs désuets et éphémères, etc.

Bref, voilà de quoi bien se sentir dans cette société ou justifier d'avoir envie de faire table rase, non ? Apparemment ce sera non, dommage, temporairement, il faut l'espérer.

Personnellement, mon parcours a été atypique, et pour cette raison condamnée par mes lecteurs bienveillants. Comme tout le monde ou presque, les décisions que j'ai été amenées à prendre m'ont été imposées. Je n'ai pas vraiment eu le choix entre des conditions qui présentaient toutes des avantages et des inconvénients. N'ayant pas atteint un niveau de conscience suffisant pour faire la part des choses judicieusement lorsqu'il l'aurait fallu, j'ai subi plutôt que choisi l'orientation de mon existence. Ce qui me guida ou fut ma seule crainte, aura été de finir dans la misère noire, pour en avoir eu un aperçu quand j'étais gosse, situation dans laquelle j'allais éviter de tomber en frôlant la catastrophe plus d'une fois, y compris celle d'y passer carrément ou quitter ce monde prématurément!

En fait, je dois mon salut à mon passé ou plutôt pour ne l'avoir jamais renié ou oublié, même en ayant une mauvaise mémoire, de nombreuses photos m'aideront à combler les vides et quelques bribes remonteront à la surface au fil du temps, à force de le cultiver pour en tirer des enseignements, car finalement pour l'avoir vécu, notre passé est ce qu'on est censé connaître le mieux dans la vie. Il vaut mieux l'étudier parce que c'est une source intarissable d'enseignements, plutôt que juger celui des autres qu'on n'a pas vécu et qu'on ne connaît pas.

Tout se tient, tout est logique dans ma démarche actuelle. C'est pour cela que je sens si bien dans ma peau, et que je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi, du mal généralement, parce que les hommes sont injustes, sans oublier les femmes qui souvent sont les plus cruelles. C'est dû essentiellement au traitement que la société leur a réservé de sous-espèce des hommes ou à leur complexe d'infériorité, elles se vengent sournoisement pour en faire baver le premier mâle qui leur tombe sous la main, c'est ridicule et cela ne les rend pas plus heureuses pour autant.

Une d'entre elle avec laquelle j'ai vécu et que j'ai bien connu, m'a dit un jour qu'elle détestait le passé, qu'elle ne voulait pas en entendre parler, qu'il n'existait plus pour elle, que ressasser le passé ne servait à rien. Je lui ai répondu que celui ou celle qui n'avait pas de passé n'aurait pas de futur ou son avenir serait compromis, et c'est ce qui lui arriva effectivement.

Quand on devient très vieux, on se repasse le film à l'envers. Si on a l'esprit véritablement ouvert, on va tout se remémorer, le meilleur comme le pire. Il y en a qui préfèrent ne se souvenir que du meilleur, chez moi, c'est l'inverse ou plutôt, je traite indifféremment le meilleur et le pire pour essayer de comprendre quelles conditions ont prédisposé à leur réalisation, ce sont souvent des choses auxquelles on n'a jamais pensé ou qu'on ne savait pas par quel bout prendre. Une fois devenu très vieux, on peut aborder ce sujet plus tranquillement parce qu'il n'y a plus d'enjeu affectif. On ne le traitera pas sur le plan émotionnel, donc en principe aucun obstacle psychologique ne va

perturber notre démarche et nous empêcher de découvrir quelles réelles motivations ou conditions furent à l'origine nos comportements ou de nos choix dans le passé.

On peut progresser en étudiant un tas de choses passionnantes et en acquérant des connaissances dans plein de domaines différents, mais on peut aussi progresser en s'étudiant soi-même, sans forcément passer par une voyante ou un psychanalyste. Ce n'est peut-être pas donné à tout le monde, admettons-le ou c'est effectivement le cas, sinon nous n'en serions pas là.

On sait qu'on ne doit pas attendre que les hommes changent pour changer de société, ou qu'ils ne changeront collectivement que lorsqu'on aura changé de régime politique et économique parce qu'alors les conditions s'y prêteront, ce qui ne peut pas être le cas avant. Cela dit, pour parvenir à réaliser ce changement de régime, il est impératif que les masses atteignent un certain niveau de conscience, sinon cela demeurera éternellement impossible. Pour autant, si nous ne devons pas espérer que les masses adoptent le socialisme, il est possible qu'une minorité assez conséquente parmi elle y parvienne, et que cela suffise pour atteindre nos objectifs politiques. Cette minorité n'existe pas de nos jours, chaque fois qu'elle a essayé de se constituer, elle s'est disloquée pour diverses raisons qu'on a pu cerner, mais qu'on refuse d'admettre, du coup on piétine au lieu d'aller de l'avant, laissant le champ libre à la réaction qui en profite pour tout broyer sur son passage, c'est ce qui m'a incité à évoquer une Internationale fasciste ou nazi.

Ma modeste contribution ne sert manifestement pas à faire avancer notre cause. J'ai tenu à poursuivre les causeries jusqu'à la fin de l'année pour ne pas donner l'impression d'un travail inachevé, cela ferait désordre, mais après le 31 décembre, j'ignore si je continuerai, je me remets sans cesse en question et je n'ai pas de réponse à l'heure qu'il est, on verra, vous verrez bien.

Ils pillent les matières premières en Afrique et leur renvoient sous forme de déchets, idem pour l'Asie.

J-C - Carcasses de navires de la marine marchande ou militaires, plastiques, déchets industriels en tout genre, informatique, ajoutez le textile.

AFP - Sur le territoire national, plus de 47.000 containers et bornes relais permettent de collecter 34% des déchets textiles, indique Refashion, l'éco-organisme chargé par le gouvernement d'accompagner l'industrie de la mode vers une économie plus circulaire.

Chaque année, environ 270.000 tonnes de déchets textiles sont collectées en France et « *60% des produits triés* » sont revendus en fripe – dont 90% à l'étranger, selon le rapport 2023 de Refashion.

Ce marché de la friperie exportée permet aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de se financer en partie.

Mais désormais, *« les acheteurs africains se détournent pour aller acheter des fripes, voire du neuf en Chine,* « ce qui coûte beaucoup moins cher à ces grossistes que de s'offrir de la seconde main européenne, explicite Sandra Baldini de Refashion.

« *100% des textiles jetés (dans les poubelles simples, NDLR) est incinéré tandis que seuls 0,5% de ce qui est collecté (en bornes, NDLR) est incinéré*. » AFP 26 décembre 2024

L'Internationale fasciste ou nazi, c'est quoi au juste ?

Les quatre articles suivant figurent dans cette rubrique.

L'Etat juif génocidaire continue de bombarder Gaza, le Liban, le Yémen, et d'occuper la Syrie, le sud Liban et la Palestine en toute impunité ou bénéficiant d'un traitement de faveur de la part de tous les Etats occidentaux notamment, alors qu'ils infligent des sanctions à de nombreux Etats qui n'ont jamais bombarder la population civile d'autres pays, ils usent de leur position hégémonique sur le plan économique et militaire et dominante sur le plan politique pour tyranniser les peuples de tous les continents, ainsi que leurs propres peuples qu'ils maltraitent tout autant.

Au-delà de leur verni démocratique destiné à faire bonne impression, en réalité tous ces régimes étaient déjà des dictatures avant de devenir ouvertement autoritaires ou despotiques, en cela, pour tromper leurs peuples et obtenir leur soutien, leur passivité ou neutralité, ils pouvaient compter sur le mouvement ouvrier converti à leur idéologie réactionnaire, leur interdisant de la sorte toute issue politique permettant d'avancer vers le socialisme.

Le ministre de la Justice Gérald Darmanin veut des opérations "place nette" dans les prisons - BFMTV 27 décembre 2024

Concrètement, "*les gens ne doivent pas avoir de téléphone portable dans les prisons, continuer à être très présents, à empêcher cela et à condamner ceux qui le font*", a-t-il précisé.

Guerre au Proche-Orient : cinq membres du personnel d'un hôpital du nord de la bande de Gaza ont été tués dans un raid israélien, selon son directeur - franceinfo/AFP 26 décembre 2024

Le directeur de l'hôpital Kamal Adwan, à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, a annoncé jeudi 26 décembre que cinq membres de son personnel avaient été tués dans un raid de l'armée israélienne. "*Une frappe israélienne a fait cinq martyrs parmi le personnel de l'hôpital*", a déclaré dans un communiqué le docteur Hossam Abou Safiya, précisant qu'il s'agissait d'un pédiatre, d'une technicienne de laboratoire, de deux ambulanciers et d'un agent de maintenance.

Yémen : Israël bombarde l'aéroport de Sanaa, des ports et des centrales électriques - RT 26 déc. 2024

L'armée israélienne a annoncé ce 26 décembre avoir lancé des frappes aériennes sur plusieurs cibles au Yémen, dont l'aéroport international de Sanaa, trois ports et deux centrales électriques dans le cadre d'une offensive décrite comme «*majeure*» contre le mouvement Houthi. Al-Masirah, une chaîne de télévision affiliée aux Houthis, a rapporté qu'au moins trois personnes avaient été tuées et onze blessées au cours des attaques.

Les entreprises américaines multiplient les dons pour l'investiture de Donald Trump - RFI 26 décembre 2024

Après les Gafam, c'est au tour des constructeurs automobiles ou des grandes banques américaines d'annoncer qu'elles offrent leur contribution au comité d'investiture de Donald Trump, pour la cérémonie du 6 janvier prochain. La somme record collectée en 2017 pour l'inauguration du premier mandat du Républicain devrait être dépassée.

Amazon, Open AI, Meta, Ford, General Motors et pour la première fois de l'histoire Toyota, Goldman Sachs et le lobby pharmaceutique : une douzaine de grandes entreprises auraient, selon le Wall Street Journal, versé plus d'un million de dollars chacune au Comité d'investiture de Donald Trump, chargé des festivités du 6 janvier.

L’organisation à but non lucratif, exonérée d'impôt, aurait déjà récolté plus que les 107 millions de dollars de 2017, année record. Un million de dollars est le seuil garantissant au donateur un dîner aux chandelles avec le couple présidentiel et un entretien avec les membres du cabinet.

Près de quatre ans après l'attaque du Capitole, le géant de l'outillage Stanley Black & Decker a de son côté élagué de son site internet le communiqué dans lequel il s'était engagé à ne plus financer un politicien qui remettrait en cause le résultat d'une élection.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 décembre 2024

J-2

Je me suis demandé comment se débrouillaient les courants politiques les plus réactionnaires du mouvement ouvrier pour engranger des sympathisants, je crois avoir trouvé la réponse.

J'avais fini par me dire que je me démerdais comme un gland, mais finalement non, je suis tout simplement à contre-courant. On vit à une époque de réaction sur toute la ligne, donc tout ce qui ne fraie pas avec la réaction est systématique ostracisé, marginalisé, banni !

Compte tenu de mon total isolement en Inde, je crois que cela ne m'incitera pas à continuer au-delà du 31 décembre 2025. On ne va pas continuer à s'acharner pour des prunes, à un moment donné cela fait désordre ou pas très sérieux, or, je ne suis pas un charlot, ni un Charlie, mais cela vous saviez déjà !

Je suis obligé de faire dans l'autosuggestion pour me convaincre d'arrêter ces causeries, et m'imposer de ménager ma santé.

Je suis quelqu'un de principe, d'ordonné, j'aime bien les comptes ronds, l'année commence le 1er janvier et elle se termine le 31 décembre, donc quand on a commencé une année on se doit de la terminer, après, on est tenu à rien, on est LIBRE !

J'ai désigné le groupuscule *Arguments pour la lutte sociale* (https://aplutsoc.org), le courant politique d'extrême gauche issu du courant trotskyste lambertiste (POI-PT) le plus à l'extrême droite du mouvement ouvrier, c'est peu dire et je pèse mes mots.

Quand on a soi-même appartenu à ce courant politique 45 ans plus tôt, cela nous interpelle, on se demande comment est-ce possible, on a du mal à le croire, et pourtant. Parfois je me dis : Tu vois à quoi tu as échappé, donc tu n'as rien à regretter, tu aurais pu finir encore plus mal, après une carrière de permanent syndical réformiste, puis bureaucrate retraité fier de ses états de service, quelle horreur !

Malgré moi, en tant que militant, j'ai servi bien des causes qui étaient discutables ou qui n'ont servi à rien finalement, en tout cas pas à notre camp, et je ne parle même pas des théories foireuses qu'on a colporté comme des cons, sauf paradoxalement quand j'ai servi des causes individuelles. Par exemple, quand j'ai organisé une grève chez U-Bix (Konica) en 1982, la secrétaire du marketing me dit qu'elle ne m'aimait pas particulièrement, encore moins mes idées politiques, en revanche elle me respectait, elle appréciait l'homme, pour ma détermination, mon courage, ma sincérité et mon

honnêteté, ces qualités étant si rares ajouta-t-elle, j'en fus gêné et comblé au point de ne jamais l'oublier ; Plus tard quand j'ai essayé de partager mes connaissances avec toutes les personnes que je rencontrais avec plus ou moins de succès. Plus sûrement, quand j'ai rendu des services matériels ou financiers à un tas de gens dont les conditions étaient plus précaires que les miennes, sans rien leur réclamer en retour, évidemment. La joie qu'on peut observer dans leurs yeux nous comble de bonheur, mais généralement, ce ne sont pas des choses dont on parle, non pas par crainte de les salir, mais que les autres les salissent parce qu'ils n'ont pas forcément de bonnes intentions envers vous.

A leur manière, ces militants incarnent au plus haut degré le niveau de confusion ou de pourriture qui a envahie l'extrême gauche en France. Je ne partage rien avec eux.

Venons-en à leurs documents.

Ce qu'ils dénoncent chez "*la plupart des « marxistes »*", n'est rien en comparaison de ce à quoi ils se livrent, car ils ne se contentent pas de "*faire la leçon aux faits*", de "*les tordre*", ils les inventent tout bonnement ou plutôt, ils n'ont même pas besoin de se fatiguer à inventer leur récit, ils recopient pratiquement mot-à-mot le discours idéologique de la réaction qu'ensuite ils agrémentent de formules apprises par cœur autrefois pour se donner de la contenance et masquer leur contenu frauduleux.

- « *La plupart des* « marxistes » *fonctionnent de la manière suivante face aux évènements : ils vérifient que ces évènements sont conformes à ce qu'ils pensent savoir, ce qui conduit à les tordre et à en dénier le contenu réel. La vraie méthode ne doit pas consister à faire la leçon aux évènements, à dire aux révolutions qu'elles sont mal barrées, à vérifier que les forces ennemies sont en place et les vaches bien gardées afin de pouvoir se prémunir de toute expulsion de sa zone de confort. Elle doit consister à saisir le réel, à appréhender le nouveau. Il survient dans un cadre déjà connu, qui a été analysé, mais il le modifie. Le vrai* « marxisme » *consiste à apprendre des faits, pas à faire la leçon aux faits. Il conduit donc à l'enrichissement, pas à la répétition. Car la répétition finit immanquablement par devenir … contre-révolution.* »

J-C - Un psychanalyste les lirait, qu'il s'apercevrait dès les premiers mots qu'ils se regardent dans un miroir quand ils écrivent, et que ce qu'ils y voient ne peut pas refléter la réalité car elle serait trop cruelle à supporter !

Ces fieffés réactionnaires ont adopté en tous points le récit des Etats-Unis et d'Israël, en autres, tout en l'enrobant d'arguments populistes destinés à le maquiller et s'éviter cette accusation, je vous en ferai grâce. Je ne suis pas là pour reproduire et expliquer l'une après l'autre leurs saloperies et mensonges éhontés, parfois de monstrueuses inventions, ce qui nous entraînerait trop loin. Je vous fournis plus loin les liens où vous pourrez les retrouver si cela vous intéressait, faites très attention, tous les sujets traités dans ce blog sont vraiment très pourris. Si les lecteurs ne sont toujours pas capables de faire la part des choses, un conseil d'ami, abstenez-vous, sinon, tant pis pour vous ou lisez mes anciennes causeries !

- "*En fait, l'effondrement du prétendu* « axe de la résistance » *est la meilleure nouvelle qui soit pour la résistance palestinienne*", Biden, Trump, Bush, Netanyahou, Zelenski et l'international nazi…Youpi !

- "*la direction islamiste du HTS a ordonné à ses hommes de* « respecter les minorités » *(chrétiens, alaouites, chiites, druzes, ismaéliens, et aussi les habitants kurdes sunnites d'Alep)*", ah ces braves "*rebelles*", des humanistes ! En réalité, toutes les minorités terrorisées les fuirent ou se terrèrent

chez elles, les médias mainstreams ont dû le relater avant de le censurer, chacun peut le vérifier, j'en ai rendu compte dans les causeries.

La blanchisseuse de la CIA ou du Pentagone est passée par là.

- "*Celle-ci, le HTS ou HTC (Hayat Tahir al-Cham, Front de Libération du Levant) est d'origine djihadiste, issue de la branche syrienne d'al-Qaïda, al-Nosra. Elle n'est plus djihadiste au sens où elle a renoncé, depuis 2016, au* « djihad mondial » *pour se définir comme syrienne avant tout*".

J-C – On croirait lire une dépêche de l'AFP ou de l'OTAN. On appelle cela réhabiliter des monstres de cruauté.

- « *Al-Julani, le terrible* « djihadiste » *(en fait islamiste) n'a protesté contre rien de tout cela : il tend la main à toutes les puissances. Bien plus que la sharia qui n'est à l'ordre-du-jour nulle part en Syrie, sa politique de conciliation avec l'ordre établi est ainsi tangible, ainsi que l'affirmation de vouloir construire une Syrie fondée sur* « la libre entreprise ». »

J-C – Et nous qui croyions qu'al-Julani, le gentil « *djihadiste* » allait construire une Syrie fondée sur le communisme, qu'est-ce qu'on est con !

- « *Les prochains affrontements en Syrie n'auront sans doute pas pour objet la sharia, mais la démocratie. Al-Julani cherche à intégrer des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat et veut donc préserver, et même réaliser pleinement, une* « économie de marché ». »

J-C – La démocratie dans un pays ravagé par 13 de guerre impérialiste, en grande partie son économie détruite, avec une population réduite à la misère. Rappelez-vous ce qu'ils ont écrit dans leur article : - « *Le vrai* « marxisme » *consiste à apprendre des faits, pas à faire la leçon aux faits.* », que font-ils ici, sinon révéler qu'ils n'ont rien appris du tout ou qu'on est en présence d'imposteurs qui se prétendent marxistes.

Ces vieux militants n'ont manifestement jamais su ce que cela signifiait, sinon tout simplement emprunter la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter l'histoire, à leur âge avancé, il est trop tard, c'est incurable !

Justicier, tyran, barbare, mais c'est justifié par Washington, Londres, Ankara et Tel-Aviv !

- (Al-Julani, le djihadiste « *révolutionnaire* », un brin marxiste lui aussi pendant qu'on y est !) "*Ainsi, il a dû renoncer à l'amnistie générale sous la pression populaire. Un « comité révolutionnaire » à Hama a organisé la pendaison publique d'un assassin de masse. Les lynchages de tortionnaires ont commencé partout. Al-Julani a alors pris acte de l'action des masses en proclamant la non-amnistie des tortionnaires*."

L'inversion accusatoire en renfort.

- "*les forces du HTS par elles-mêmes avaient déjà pris ce parti, le seul efficace pour briser la division communautaire qui était le fait du régime Assad*", alors que c'est exactement l'inverse qui s'est produit à partir de 2011, quand ces barbares armés débarquèrent en Syrie pour terroriser la population de manière à faire éclater l'unité de la nation syrienne qui existait jusque-là, qu'incarnait la République arabe syrienne qu'ils ont détruite, ils contribuèrent à la disloquer pour le compte des Américains et leur proxy israélien…

La « *division communautaire* » en Syrie existait avant les Assad. *Arguments pour la lutte sociale* sont des falsificateurs, des mystificateurs, des ordures pour tout dire, parce qu'ils savent très bien ce qu'ils font.

Ils n'ont pas entendu parler du ministère de l'Intérieur. Pure fabulation.

- "*Le mouvement de la révolution démocratique voit sans doute déjà, notamment pour organiser la vie quotidienne immédiate toute police ayant disparu, des comités populaires se former partout, et il y a une expérience en la matière depuis 2011*."

J-C - Pour un peu des soviets !

J'ai aussi relevé les passages suivants, que vous avez sans doute lus ou entendus chez les médias mainstreams :

- Le régime d'Assad, un Etat totalitaire ; (La Voix de l'Amérique. – J-C)

- C'est un système totalitaire absolu qui s'effondre ; (Le superlatif absolu pour que vous sentiez obligé de suivre ces salopards, et bien non, s'il y a quelqu'un ici qui schlingue le totalitarisme, c'est vous ! – J-C)

- Un système total de terreur, de torture et de mensonges. Le régime des Assad (...) héritier du nazisme et du stalinisme ; (C'est un argument que l'on retrouve dans la bouche des plus farouches anticommunistes, Rudy Reichstadt de Conspiracy Watch par exemple.

C'est vrai qu'à côté d'un tel régime, même L'Etat islamique ou le Front Al-Nosra sont présentables, préférables, CQFD. Vous voyez que je n'ai rien exagéré à propos de ce groupuscule trotskyste lambertiste. – J-C)

- La libération de Damas a été un acte démocratique ; (Maidan aussi, ils ont osé l'écrire ces nazillons ! – J-C)

- Une victoire populaire, à potentiel révolutionnaire ;

- C'est le début de la formation d'un peuple en arme qui a renversé Bachar el-Assad en 2024 ; (Il ne manque plus que la révolution socialiste, quel délire ! – J-C)

- La victoire populaire en Syrie contre Bachar el Assad cet effondrement constitue une victoire populaire, donc une victoire démocratique et prolétarienne ; (Là, ces militants passent avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis. – J-C)

- Cette formidable victoire populaire est donc une victoire pour tous les peuples ; (La pire défaite depuis la chute de la Libye de Kadhafi. – J-C)

- La révolution syrienne ; (Une agression armée de mercenaires et de militaires turcs. – J-C)

- La libération d'Alep (.. qui n'était pas occupée, c'est une pure invention du Pentagone – J-C)

- Le régime assadiste a été le plus grand massacreur de musulmans sunnites des quinze dernières années. (Sunnites plus nombreux que les Alaouites qui continuèrent de soutenir Assad pendant 13 ans. – J-C

https://aplutsoc.org/2024/12/14/notes-politiques-sur-les-lecons-de-la-victoire-populaire-contre-le-regime-dassad-vincent-presumey/

https://aplutsoc.org/2024/12/23/comment-se-tenir-efficacement-aupres-du-peuple-syrien-par-vp/

Gare aux croyants !

- Croire que l'industrie pharmaceutique lutte contre les maladies, c'est comme croire que les fabricants d'armes luttent pour la paix.

Aimez-vous les uns les autres !

- Dans un monde en proie à une grande incertitude et à de nombreux conflits, nous ressentons plus que jamais que nous avons besoin les uns des autres et que seul l'amour est la force motrice qui nous maintient ensemble et nous aide à traverser ces temps difficiles, qui nous guide en ces temps sombres.

Abus de confiance fatal !

- SVP, cessons de voir de l'opposition contrôlée partout !

Essayons de leur faire confiance… Il sera toujours temps de leur reprocher s'ils retournent leur veste.

Depuis quand la lucidité est-elle à fuir ?

D'ailleurs, nul besoin d'invoquer l'opposition contrôlée… la veulerie humaine suffirait pour expliquer.

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie ou réactionnaire ? On se disait bien qu'il y avait une explication quelque part.

Épargnants, voici la somme que vous allez toucher cette année - LePoint.fr 28 décembre 2024

Bonne nouvelle pour les épargnants. Près de 57 millions de Français vont recevoir un virement sur leur compte bancaire avant le 31 décembre. À l'approche de la nouvelle année vient en effet le temps des intérêts bancaires. Ainsi, les détenteurs d'un livret A toucheront en moyenne la somme de 212 euros, a annoncé la Banque de France au site Actu.fr.

82 % des habitants de l'Hexagone disposent de ce produit d'épargne proposé depuis 2009 par toutes les banques françaises.

Outre les intérêts de leur livret A, de nombreux Français recevront prochainement les bénéfices de leurs autres produits d'épargne, comme le livret de développement durable et solidaire (LDDS) ou le livret d'épargne populaire (LEP). LePoint.fr 28 décembre 2024

J-C – Mon titre va faire hurler les ouvriéristes, je n'en ai rien à foutre.

N'en jetez plus la cour est pleine !

Le gouvernement renforce les primes de transport pour 2025 - LePoint.fr/AFP 28 déc. 2024

Afin de donner un coup de pouce au pouvoir d'achat des Français, le ministère des Transports a annoncé relever les plafonds d'exonération fiscale liée aux transports entre le domicile et le travail.

Le gouvernement a annoncé, ce vendredi 27 décembre, un renforcement des aides liées aux transports domicile-travail en 2025, via une hausse du plafond d'exonération de primes de carburant et de transport en commun. « *Au 1er janvier 2025, le plafond d'exonération fiscale de la prime carburant est relevé à 300 euros par an, au lieu de 200 euros* », a précisé le ministère des Transports dans un communiqué.

Pour encourager le passage à la mobilité électrique, le gouvernement a décidé de relever aussi de 100 euros le plafond d'exonération fiscale de la prime de recharge de véhicule électrique, qui passe de « *500 à 600 euros par an* », selon la même source.

Enfin, le plafond d'exonération fiscale du cumul forfait mobilités durables et abonnement transports en commun augmente également de 100 euros pour passer de 800 à 900 euros par an », a conclu le ministère. Le « *forfait mobilités durables* » est versé aux salariés qui privilégient les modes de transport dits à mobilité douce, comme le vélo.

J-C – Comment, il n'y a pas une prime « *godasse* » pour ceux qui vont gratter à pinces, c'est dégueulasse, il faut dénoncer cette injustice.

En Inde et dans la plupart des pays dans le monde, les travailleurs et leurs familles ont le droit à que dal, que dal, que dal, alors les occidentaux avec leur bonne conscience, ils me rendent malades !

Mayotte: Bayrou prend une circulaire pour soutenir les fonctionnaires et "*garantir la continuité*" des services publics - BFMTV/AFP 27 décembre 2024

Soucieux d'envoyer un message positif aux fonctionnaires sur place, le chef du gouvernement a pris une circulaire ce vendredi 27 décembre "*pour assurer la protection des agents publics et garantir la continuité et la mobilisation de l'action de l'État en faveur des habitants à Mayotte*", d'après un communiqué de l'Élysée.

Cette circulaire "*met en place un circuit simplifié et coordonné pour le recensement des besoins professionnels et personnels des agents publics sur place, en lien avec le ministère chargé de la fonction publique*".

Les agents du service public présents sur l'île, et dont la vie a été bouleversée comme tous les Mahorais par le cyclone, pourront être accompagnés "*en matière d'hébergement d'urgence, de relogement, de restauration et de soutien psychologique*".

Les différents ministères concernés, que ce soit l'Éducation ou l'Intérieur, seront chargés de mettre en place ce dispositif.

"*Avec le président de la République, nous avons à cœur d'accompagner les agents publics, particulièrement engagés à Mayotte, permettant des renforts indispensables pour assurer la continuité des services à la population*", a déclaré François Bayrou dans ce communiqué.

J-C – Accompagnez-les jusque dans les chiottes, et n'oubliez pas de leur fournir le papier !

Etat juif colonial génocidaire.

Guerre au Proche-Orient : le dernier hôpital opérationnel dans le nord de Gaza "*hors service*" après une opération israélienne, selon l'OMS - franceinfo/AFP 27 Décembre 2024

L'opération militaire israélienne est intervenue au lendemain de l'annonce par le directeur de cet hôpital de la mort de cinq membres de son personnel dans une frappe israélienne.

"*Le raid de ce matin sur l'hôpital Kamal Adwan a mis hors service ce dernier grand centre de santé dans le nord de Gaza*", situé à Beit Lahia, a assuré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur X. "*De premières informations font état de services clefs incendiés et détruits pendant le raid. Soixante membres du personnel soignant et 25 patients sont dans un état critique*", ajoute l'organisation internationale.

J-C – Toi tu n'as pas de bol, tu n'as plus qu'à crever !

Syrie.

Suivez la piste de l'argent...

***"C'est une autre forme de libération"* : en Syrie, le retour du dollar américain fait espérer une stabilité économique et une baisse des prix - francetvinfo.fr 28 déc. 2024**

Syrie : les vidéos d'exactions contre des civils alaouites se multiplient sur les réseaux sociaux - FranceInfo/AFP 27 Décembre 2024

Jusqu'ici, les violences des représailles étaient très peu documentées, les nouvelles autorités syriennes expliquant qu'il ne s'agissait que de "*cas isolés*". Mais sur les réseaux sociaux, les vidéos de passages à tabac et d'agressions sont de plus en plus nombreuses.

Dans l'une d'elles, on voit plusieurs hommes brutalisés par des rebelles en armes, arrêtés alors qu'ils rentraient chez eux, de grandes galettes de pain entre les mains. "*Voilà ces chiens d'Alaouites !*", dit la voix derrière la caméra. Un blessé à terre l'implore, explique qu'il n'est qu'un civil. On lui hurle de se taire.

"*C'est vous les porcs qui avez tué nos frères ?*", interroge encore la voix. Les hommes sont sommés de montrer leurs papiers. L'un d'entre eux est originaire de Salquin, une ville du gouvernorat d'Iblid, peuplée d'Arabes sunnites. Il est autorisé à monter dans sa voiture et à repartir. La vidéo s'arrête là.

J-C – Les abrutis d'*Arguments pour la lutte sociale* vont trouver cela normal, ce sont *« des comités révolutionnaires* » qui font la police. Ils vont dire qu'ils n'étaient pas au courant, salopards.

La seconde partie de l'article relayait la propagande américaine.

AFP - Depuis la chute du régime, le 8 décembre, les civils alaouites disaient craindre la vengeance sans distinction des rebelles, dont certains, issus du front al-Nosra, s'étaient déjà attaqués à leur communauté au début de la guerre civile.

J-C - Avant le 8 décembre, tous les Syriens étaient considérés comme des citoyens de la République arabe syrienne bénéficiant des mêmes droits protégés par la Constitution, quelle que soit la communauté à laquelle ils appartenaient. Ce n'est que depuis l'arrivée au pouvoir des barbares d'al-Qaïda-al-Nosra-Daesh que leur appartenance à une communauté est systématiquement mise en avant conformément au plan de dislocation de la Syrie concocté de longue date par les Américains et les sionistes.

Et ce n'est pas un hasard si l'AFP recourt systématiquement à leur rhétorique, substituant le "*régime*" à la République arabe syrienne, les "*civils alaouites*" aux citoyens syriens d'origine alaouite, des "*rebelles*" pour évoquer les terroristes d'al-Nosra.

AFP - S'il est vrai que l'élite alaouite a largement bénéficié du règne des Assad – elle était notamment surreprésentée dans l'armée – la plupart des civils, eux, restaient terrorisés face à un régime qui les maintenait volontairement dans une grande pauvreté. "*Si tu veux que ton chien garde ton troupeau, ne lui donne pas trop à manger"*, disait Hafez al-Assad.

J-C - Ce récit est frauduleux du début à la fin.

Que la communauté alaouite ait été représentée majoritairement au sein des institutions syriennes, c'est normal puisque le président syrien élu en était issu lui-même, alors qu'elle n'était pas la communauté majoritaire, toutefois toutes les communauté y participaient, elles étaient même représentées au gouvernement, voilà comment le peuple syrien composé d'une mosaïque de communautés et tribus parvint à maintenir son unité, condition pour préserver sa souveraineté et son indépendance, qui n'ont jamais cessé d'être menacés par les Américains et les sionistes.

Avant l'agression dont la Syrie fera l'objet en 2011 par une horde de centaines de milliers de mercenaires armés provenant de plus de 100 pays à la solde des Etats-Unis et ses alliés sunnites du Golfe, la population ne se sentait pas spécialement "*terrorisée*" par les autorités, et elle n'était pas vouée non plus à la "*grande pauvreté*", deux fléaux qui interviendront par la suite à cause du régime de terreur qu'instaureront ces barbares et auquel le gouvernement dû réagir en prenant des mesures autoritaires ou répressives, pour éviter que la situation ne dégénère en guerre civile, guerre civile qui n'existait pas en Syrie, mais qui fut importée de l'extérieur pour renverser le pouvoir en place.

AFP - Les nouvelles autorités disent, aujourd'hui, vouloir protéger les différentes minorités ethniques et religieuses du pays. Elles vont très vite devoir montrer qu'elles ne se laissent pas déborder.

J-C - L'AFP prend ici ouvertement le parti des "*nouvelles autorités*", qui ne sont rien d'autres que les djihadistes fanatisés sanguinaires qui ont envahi, agressé, détruit la Syrie et massacré sa population depuis 2011.

Slovaquie.

Passe d'armes entre Bratislava et Kiev : «*Je ne suis pas votre humble serviteur*», lance Fico à Zelensky - RT 28 déc. 2024

Dans un message vidéo publié sur les réseaux sociaux, le Premier ministre slovaque Robert Fico a répondu aux accusations portées par Volodymyr Zelensky après sa visite à Moscou, brandissant au passage la menace de couper ses approvisionnements en électricité de l'Ukraine si celle-ci mettait un terme au transit du gaz russe à travers son territoire.

Dans sa vidéo, le Premier ministre slovaque a menacé de couper son approvisionnement en électricité de l'Ukraine si celle-ci mettait ainsi un terme au transit du gaz russe à partir du 1er janvier. Selon l'homme politique, l'Europe devra faire face à des coûts énergétiques supplémentaires de 120 milliards d'euros en 2025-2026 en raison de la décision de Kiev.

«*Après le 1er janvier, nous évaluerons la situation et les éventuelles mesures de rétorsion contre l'Ukraine. Si c'est inévitable, nous arrêterons les livraisons d'électricité, dont l'Ukraine a cruellement besoin pendant les coupures de courant, ou nous nous mettrons d'accord sur une autre méthode*», a déclaré Robert Fico. RT 28 déc. 2024

Moldavie.

Gaz russe : Gazprom annonce fermer le robinet à la Moldavie au 1er janvier 28 déc. 2024

Gazprom a annoncé ce 28 décembre dans un communiqué publié sur sa chaîne Telegram avoir averti Moldovagaz de l'introduction d'une «*limitation*» à «*0 mètre cube par jour*» de ses livraisons de gaz à compter du 1er janvier «*8h*» (heure de Moscou).

Cette décision est motivée, a précisé Gazprom, par le fait que cette société russo-moldave «*manque régulièrement à ses obligations de paiement dans le cadre du contrat existant*». «*Ce qui constitue une violation substantielle de ses termes*», a encore précisé Gazprom.

Sénégal.

Le Sénégal fermera toutes les bases militaires étrangères - fr.sputniknews.africa 27.12.2024

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a fait cette annonce lors de sa déclaration de politique générale devant le parlement.

Selon lui, la décision a été prise par le Président du pays et le retrait interviendra "*prochainement*". Cette démarche s'inscrit dans une volonté de renforcer la souveraineté nationale et de réorienter la politique de défense du Sénégal.

Dakar abrite 3 bases militaires françaises, où se trouvent environ 300 soldats.

Niger.

Niger : Le Général Abdourahamane Tiani dévoile les liens et financements du terrorisme au Sahel - sahel-intelligence.com 27 décembre 2024

Le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie et Chef de l'État, le Général Abdourahamane Tiani, a révélé, lors d'une interview accordée à la Radiotélévision du Niger (RTN) le mercredi 25 décembre 2024, des informations sur les alliances et les financements des groupes terroristes au Sahel.

Le Général Tiani a expliqué que, avant le 26 juillet, « *tout Nigérien savait ce à quoi nous faisions face, le terrorisme et les autorités formaient une seule entité* ». Il a fait référence aux déclarations de l'ancien président déchu, qui avait publiquement annoncé être « *ami des terroristes* » et avait rencontré plusieurs fois des membres de ces groupes au Palais Présidentiel. Selon lui, *« les autorités agissaient sous l'influence de la France, celle-là même qui finance le terrorisme au Sahel* ».

Il a ajouté que la France, en collaborant avec certains groupes locaux, aurait versé plusieurs milliards de FCFA entre les mains de terroristes dans des régions telles que le lac Tchad, Sokoto, Zamfara, Kebbi (au Nigéria), le Bénin et le Niger. Ces fonds, selon le chef de l'État, surpassent tout ce qui pourrait être disponible dans les réserves financières de l'Afrique centrale. Le Général a souligné que « *le CFA est fabriqué par la France, qui bénéficie du soutien de l'Union Européenne pour émettre autant de CFA qu'elle le souhaite* ».

Le Président a également évoqué l'acquisition de matériel terroriste, citant des zones comme le lac Tchad, Sokoto, le nord du Bénin, ainsi que des régions du Niger et du Burkina Faso. Il a révélé qu'il existe des centres d'entraînement des terroristes en Afrique centrale, où des forces spéciales françaises seraient impliquées, notamment à Porga, dans la région du Bénin.

Concernant le Nigéria, il a noté que les autorités sont conscientes de la situation et a critiqué leur manque d'action face à ce phénomène, soulignant que « *reconnaître nos erreurs* » est essentiel. Il a également fait référence à Ahmed Abubakar Rufai, l'ancien responsable de la National Intelligence Agency du Nigéria, qui, selon lui, était lié à la formation, l'acquisition de matériel et le financement des terroristes.

Le général Tiani a également évoqué la commande de plus de cent drones de type DJI Matrice, achetés en Chine et destinés à des groupes terroristes opérant dans des régions du Nigéria, du Bénin, du Niger, du Burkina Faso et du Mali, en collaboration avec les forces françaises. Il a insisté sur le fait qu'il ne cherche pas à se dérober de ses responsabilités, mais à assumer pleinement les siennes face à cette menace.

Enfin, le président nigérien accuse la France de continuer à fournir un soutien matériel, financier et en formation aux groupes terroristes, avec la complicité d'autres puissances occidentales. Il a conclu en affirmant que ce soutien fait partie d'un plan visant à discréditer la souveraineté du Niger et de l'Afrique, tout en exprimant sa confiance que ce projet échouera, avec la volonté divine.

Nigeria.

Le Nigeria ne permettra pas d'installer une base militaire étrangère sur son sol - fr.sputniknews.africa 27.12.2024

"*Les forces armées nigérianes ont la capacité et les moyens de défendre l'intégrité territoriale du pays*", a déclaré le général Christopher Gwabin Musa, chef d'état-major de la Défense du Nigeria.

L'armée nigérian est capable de "*faire face à toute agression locale ou étrangère*", a déclaré le général Christopher Gwabin Musa devant les troupes le 26 décembre à Sokoto.

Le pays "*ne permettra pas qu'un pouce du territoire nigérian soit pris par quiconque pour servir de rampe de lancement vers nos pays voisins*", a-t-il ajouté.

Le chef d'état-major de la Défense du pays a exhorté les citoyens à s'unir pour combattre les groupes islamistes qui sévissent dans la région, notamment le groupe Lakurawa.

Corée du Sud.

Les parlementaires sud-coréens destituent le président par intérim - aa.com.tr 27 décembre 2024

Désormais, le vice-Premier ministre et ministre de la Stratégie et des Finances, Choi Sang-mok, assurera les fonctions de président par intérim et de Premier ministre.

Les législateurs sud-coréens ont adopté, vendredi, une motion de destitution contre le président par intérim Han Duck-soo.

Le vote a eu lieu après que le président de l'Assemblée, Woo Won-shik, a précisé qu'une simple majorité de 151 voix était nécessaire pour destituer Han, qui occupe également le poste de Premier ministre.

Presque tous les 192 membres du bloc d'opposition, dirigé par le Parti démocratique, ont voté en faveur de la motion de destitution, rapporte l'agence de presse Yonhap basée à Séoul.

C'est la première fois dans l'histoire de la Corée du Sud qu'un président par intérim est destitué.

Han assurait la fonction de président par intérim depuis la destitution du président Yoon Suk-yeol, le 14 décembre, suite à son échec à imposer la loi martiale.

Le Parti du Pouvoir populaire de Yoon avait exigé que le président de l'Assemblée prenne en compte un quorum de 200 voix, sur un total de 300 législateurs, pour destituer Han, étant donné qu'il occupait la fonction de «président par intérim». Cette demande a été rejetée par le président de l'Assemblée.

La motion de destitution contre Han a été déposée après qu'il ait refusé de nommer trois juges à la Cour constitutionnelle.

Après la destitution de Han, Choi Sang-mok, actuellement vice-Premier ministre et ministre de la Stratégie et des Finances, prendra ses fonctions de Premier ministre et de président par intérim.

Par ailleurs, l'ex-ministre de la Défense Kim Yong-hyun, actuellement en détention pour des accusations de sédition et pour son rôle dans l'échec de la tentative de loi martiale, a été formellement inculpé par les procureurs vendredi.

Il est le premier responsable de l'administration Yoon à être inculpé pour abus de pouvoir et pour son rôle «*intégral*» dans la préparation du 3 décembre, lorsque Yoon avait annoncé la loi martiale. aa.com.tr 27 décembre 2024

MERCOSUR.

International : Le traité avec l'Union européenne fait du Brésil une colonie agricole - Bolivar Infos 27 Décembre 2024

L'avancée du consensus de Washington au Brésil, au début des années 90, s'est concrétisée par la décision de l'oligarchie dominante d'élire Fernando Collor de Mello président. Le réseau Globo a été décisif. Il a manipulé grossièrement l'édition du dernier débat télévisé à la veille des élections de 1989 pour porter préjudice à Lula et que Collor soit élu.

Une fois élu, Collor a promis la « modernité néo libérale » qui consistait en l'ouverture totale du marché national avec dérégulation économique et libre circulation des capitaux. La voiture importée symbolisait la « *nouvelle ère* » de la « *modernisation néo libérale* » et marquait la fin de « *l'époque des carrosse au Brésil* », comme disait Collor … en évoquant les modèles de véhicules disponibles sur le marché national.

Maintenant, plus de 30 ans plus tard, en cette fin de 2024, les médias libéraux et des secteurs des élites célèbrent le traité de libre commerce entre l'Union européenne (UE) et le MERCOSUR comme si le Brésil avait finalement obtenu la modernité néo-libérale promise par Collor.

CNN Brésil, on est même arrivé à célébrer le fait que la Ferrari 296 GTB, le modèle 2025, sera 1 500 000 réaux moins chère avec cet accord. Avec le traité, les riches devront débourser « à peine », 3 390 000 réaux (quelques 540 000 $) et non plus les 4 052 000 réaux (quelques 718 500 $) d'aujourd'hui pour acquérir une Lamborghini Ouragan Coup P640–2.

Les médias colonisés et fascinés ont aussi célébré le fait qu'en plus des voitures de sport de luxe, l'huile d'olive, les vins, le fromage et les voitures importés d'Europe, en particulier d'Allemagne, seront meilleur marché pour le consommateur brésilien et celui du MERCOSUR.

Mets le traité devra encore suivre un long itinéraire aux parlements nationaux et dans les institutions du bloc européen avant d'être signé et mis en place. Heureusement, il existe une possibilité réelle qu'il puisse être rejeté à cause–au moins–de l'opposition de la France et de l'Italie.

C'est un accord est très mauvais et défavorable au Brésil et ses voisins de la région. Il aggrave le processus de désindustrialisation et transforme encore plus nos économies en économies primaires.

En outre, il renforce la participation du Brésil et des pays du MERCOSUR au commerce avec l'Union européenne en tant qu'économies reléguées au rôle de fournisseur de matières premières agricoles et de minerais, et il accentue la dépendance envers les importations de biens industriels des métropoles.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 décembre 2024

Parmi ceux qui conçoivent plus ou moins la nécessité d'un changement de régime politique et économique, il y a ceux qui disposent des moyens pour s'y atteler, mais qui s'y refusent obstinément par crainte du chaos qui s'en suivraient qui pourrait porter atteinte à leur mode de vie relativement confortable, et il y a ceux pour qui la question ne se pose pas, parce qu'ils n'en ont désespérément pas les moyens, donc ce n'est pas qu'ils ne le voudraient pas, mais ils ne le peuvent pas, ce qui n'est pas du tout pareil.

C'est en gros ce qui distingue les masses les mieux nantis des principaux pays occidentaux dont la France, de celles des pays pauvres ou dominés.

Les masses en France sont suffisamment instruites ou évoluées pour comprendre ce que signifie le socialisme pour peu qu'elles s'en donnent la peine, je parle sur le plan intellectuel. Pour peu qu'elles cessent d'être hypocrites et bornées ou qu'elles fassent abstraction un moment de leurs idées reçues, elles peuvent facilement faire la part des choses ou démêler le vrai du faux, la nécessité historique leur sautera alors aux yeux.

Personnellement, je suis arrivé par moi-même au socialisme au bout d'un processus dialectique relativement court, deux ans environ, après être venu à bout de la métaphysique et de la philosophie idéaliste. Ce fut pour moi comme une révélation, un quasi miracle, cela me sembla tellement logique, clair, évident, que je ne compris pas pourquoi on ne nous l'enseignait pas, il faut dire que j'étais très naïf et absolument nul en politique à cette époque-là. Par la suite, pendant 50 ans, souvent je me suis demandé pourquoi tous ceux qui avaient étudié la philosophie au lycée ou à l'université n'avaient pas adopté le socialisme, sans trouver de réponse.

Sans vouloir faire ici de la propagande, je n'ai rien à vendre aux lecteurs, surtout pas des idées qui ne m'appartiennent pas, le marxisme est un mode de penser tellement merveilleux, génial, qui permet de répondre à tellement de questions ou résoudre tant de contradictions, qu'on ne peut plus s'en passer. Cela dit, ce n'est pas parce qu'on l'a découvert qu'on le maîtriserait, loin de là, il faut toute une vie et encore, mais il nous rend tellement de services, que s'en séparer ne pourrait nous conduire qu'à errer le restant de nos jours dans un sombre labyrinthe sans trouver la sortie ou précipiter notre naufrage, vous en avez un triste aperçu dans la causerie d'hier avec un groupuscule en phase de décomposition finale.

En France ou en occident les masses ont été scolarisées, une proportion non négligeable a suivi des études secondaires, tous les travailleurs ou presque peuvent lire couramment et comprendre ce qu'ils lisent, tout ce qui est exprimé simplement est à leur porté. Partant de là, s'ils n'en tirent pas des enseignements pratiques, ce n'est pas parce qu'ils ne le peuvent pas, mais bien parce qu'ils ne le veulent pas, ils n'en ont pas envie, ils estiment leur condition satisfaisante telle qu'elle est, ils s'en contentent. Quand j'abordai le socialisme en 1976, la mienne ne me satisfaisait pas du tout, et celle

à laquelle j'étais semble-t-il promis, était un réel cauchemar, d'où le passage de la théorie à la pratique, puis à l'organisation ou au militantisme. Ce n'était pas un passage obligé, c'était juste une question de cohérence, car à quoi bon apprendre quelque chose, si c'est pour ne rien en faire par la suite, ce serait stupide, or, je n'avais du tout envie d'adopter un comportement stupide ou de passer pour un idiot, j'en aurais bien trop honte.

Mais cela non plus n'a pas effleuré l'esprit de ceux qui ont fait des études, semble-t-il. Se comporter de manière incohérente dans la vie, avec les conséquences négatives qui en découlent forcément, ne les gênent pas non plus ou ils ont du mal à faire le lien, oui, c'est possible. Pourquoi ? Parce qu'ils ont étudié sans trop savoir pourquoi, alors ils n'ont retenu aucun enseignement ou si peu, qu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce qui leur arrive dans la vie.

Le comble de cette incohérence se manifeste par l'absence de tout idéal dans la vie. Cela se comprend facilement, quand on demeure dans le cadre étriqué du capitalisme avec son lot de malheurs ou d'effets secondaires criminels, qu'on doit assumer et qu'on n'ose pas énumérer tellement ils sont terrifiants, rien que de penser qu'on y serait quelque part pour quelque chose est plus qu'inconfortable, c'est terriblement choquant, pour autant on n'en démordra pas, on préfèrera encore se mentir une fois de plus à soi-même, plutôt que reconnaître les faits qu'on n'ignore plus depuis longtemps, quitte à avoir eu une vie bien triste, sachant qu'on a contribué à faire le malheur de temps de gens, parce qu'on en a conscience.

Il y a surtout dans le comportement de ces couches de nantis, une grande part de malhonnêteté intellectuelle, plus qu'une incurie ou une défaillance cognitive. A leur confort matériel correspond un mode de penser confortable auquel ils tiennent, ils les ont acquis ensemble, donc ils estiment qu'ils seraient inséparables. Leur mode de vie impose que certaines conditions soient en permanence remplies ou qu'elles soient garanties sur une longue durée, or ce n'est pas toujours le cas. Mais surtout, s'il leur impose des contraintes, ils ignoreront que pour en profiter, il a fallu que d'autres s'en passent, sacrifient pour ainsi dire leur existence pour qu'ils puissent jouir de la leur. Bref, ils seront indifférents au malheur des autres en proclamant que c'est regrettable et qu'ils n'y sont pour rien.

Et bien si, ils y sont pour quelque chose, désolé. Cet argument pouvait encore prévaloir il y a un siècle en arrière, parce que les masses occidentales étaient encore très arriérées, mais plus maintenant avec tous les canaux de communication ou d'information qui existent, elles se comportent de telle sorte qu'on croit qu'elles le sont demeurées, parce que cela arrange tout le monde en occident.

Ce qui leur manque, c'est la volonté, parce qu'elles ne voient pas la nécessité de changer la société. Nous ici en Inde, on y pense chaque jour parce que c'est une nécessité absolue, mais on n'en a pas les moyens, ils sont en occident. Voyez les peuples du Proche et du Moyen-Orient, les Nigérians, les Vénézuéliens, une grande partie des peuples africains, avec tout le pétrole et le gaz dont ils disposent ces pays devraient être très riches, or ils sont très pauvres. Et bien c'est pour tous les rapports pareils. Vous, vous avez les bagnoles et vous roulez avec, eux ils ont le pétrole et ils se déplacent à dos d'âne ! Assez fait la mule !

Santé.

L'histoire peu glorieuse des vaccins - Partie 1 - Dr. Suzanne Humphries

Il suffit par exemple de changer les critères de définition d'une maladie ou d'inventer de nouveaux diagnostics pour en changer sensiblement les statistiques et démontrer «un impact positif» de la vaccination ou au contraire masquer ses effets secondaires.

https://odysee.com/@IndependentNewsEuropeFran%C3%A7ais:d/-fr--The-Ugly-History-of-Vaccines--Part-1--Dr:c?src=embed

https://reseauinternational.net/de-la-variole-au-covid-lhistoire-peu-glorieuse-des-vaccins/

Syrie.

Le Liban renvoie en Syrie des dizaines de militaires du régime déchu de Bachar el-Assad - RFI 29 décembre 2024

Des dizaines de membres de l'armée du régime syrien déchu, dont des officiers, ont été arrêtés au Liban ces derniers jours et remis aux nouvelles autorités de Damas.

La justice libanaise a en outre ordonné l'arrestation de la petite-fille de Rifaat al-Assad et sa mère pour possession de passeports falsifiés. Ces documents auraient été délivrés par les services consulaires syriens au Liban, ce qui a poussé le nouveau ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad al-Chibani, à suspendre provisoirement toutes les activités de l'ambassade à Beyrouth.

Syrie: pour Ahmad al-Chareh, la tenue d'élections pourrait prendre jusqu'à quatre ans - RFI 30 décembre 2024

Il a précisé qu'il serait nécessaire de « *réécrire la Constitution* », une tâche qui pourrait prendre « *deux ou trois ans* », dans cet entretien avec la chaîne saoudienne.

J-C – Le barbare a fait cette déclaration à une « *chaîne saoudienne* », dans un pays qui n'a jamais eu de Constitution, tout comme l'Etat sioniste génocidaire, qui à la place dispose d'une Loi fondamentale basée sur le Coran.

Afghanistan.

C'est l'OTAN qui les a portés au pouvoir.

J-C – Ce sont les régimes occidentaux soutenus par les féministes qui ont permis à ces monstres de prendre le pouvoir en Afghanistan riche en matières premières, vous savez ces militants féministes qui se préoccupent tant du sort des femmes…

En Afghanistan, les talibans veulent murer les fenêtres qui donnent sur les cuisines - Le HuffPost 29 décembre 2024

Le chef suprême des talibans a ordonné d'obstruer et de ne plus construire de fenêtres qui donnent sur des espaces résidentiels occupés par des Afghanes, estimant que cela pouvait conduire à de l'« *obscénité* ».

D'après un communiqué publié samedi soir par le porte-parole du gouvernement taliban, il faudra désormais, en cas de construction d'un nouveau bâtiment, que celui-ci soit dépourvu de fenêtres par lesquelles il est possible de voir de près « *la cour, la cuisine, le puits des voisins et les autres endroits habituellement utilisés par des femmes* ».

Dans le cas où de telles fenêtres avec vis-à-vis existent, les propriétaires sont invités à construire un mur ou à obstruer la vue, « *pour éviter les nuisances causées aux voisins* », indique le décret.

Actuellement, les Afghanes ne peuvent plus étudier au-delà du primaire, aller dans les parcs, les salles de sports, les salons de beauté, ni quasiment sortir de chez elles seules. Une récente loi leur interdit de chanter ou de déclamer de la poésie, en vertu, comme les autres directives, d'une application ultra-rigoriste de la loi islamique. Elle les incite aussi à « *voiler* » leur voix et leurs corps hors de chez elles. Certaines radios et télévisions locales ont également cessé de diffuser des voix féminines. Le HuffPost 29 décembre 2024

Allemagne.

En Allemagne, quand la gestapo du patronat traque les "*fraudeurs*" aux arrêts maladie.

J-C - D'où vient la crise économique que traverse l'Allemagne, vous avez la réponse, ils osent tout.

En Allemagne, les bonnes affaires d'un détective traqueur d'arrêts maladie - AFP 29 décembre 2024

Dans une Allemagne à l'économie chancelante, l'augmentation sensible des arrêts maladie chez les travailleurs est devenue une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

"*Il y a de plus en plus d'entreprises qui ne veulent plus supporter ça*", explique M. Lentz, assurant recevoir jusqu'à 1.200 demandes de ce type par an, soit deux fois plus qu'il y a quelques années.

"*Si quelqu'un a 30, 40 ou parfois jusqu'à 100 jours de maladie par an, à un moment donné il devient économiquement inintéressant pour l'employeur*", ajoute le détective installé depuis 1995.

Certains patrons ne mâchent pas leurs mots, comme Ola Kallenius, directeur général de Mercedes-Benz, qui déplore que "*l'absentéisme en Allemagne soit parfois deux fois plus élevé que dans d'autres pays européens*".

Tesla, le groupe d'Elon Musk dont l'usine européenne de véhicules électriques est installée près de Berlin, a fait les gros titres de la presse en envoyant des cadres sonner au domicile d'employés absents pour contrôler la réalité de leur arrêt maladie.

Selon les données de l'OCDE, les Allemands ont manqué en moyenne 6,8% de leurs heures de travail en 2023 pour cause de maladie.

Si le détective Marcus Lentz traque les fraudeurs, attribuer la hausse des congés maladie aux seuls abus serait un "*raccourci dangereux*", souligne l'institut WSI de la Fondation Hans Böckler, liée aux syndicats allemands.

Cela revient à "*occulter les causes réellement pertinentes*", d'après Bettina Kohlrausch, directrice scientifique du WSI, qui met en avant des facteurs comme l'augmentation des affections respiratoires, des conditions de travail stressantes et un affaiblissement des dispositifs de protection sociale.

Le vieillissement de la population allemande, avec une part de plus en plus importante de personnes de plus de 55 ans dans la population active, est aussi un facteur d'explication.

Quelles que soient les raisons de cette tendance, "*elle affecte sans aucun doute*" les performances de l'Allemagne, déjà en proie à une crise de son modèle économique, déclare à l'AFP Claus Michelsen, économiste à l'association allemande des entreprises de recherche pharmaceutique (VFA).

Cette fédération avait calculé que la hausse des arrêts maladie avait entraîné en 2023 une importante baisse de la production sans laquelle l'économie allemande aurait connu une croissance de 0,5%, alors qu'elle s'est contractée de 0,3%.

Quant aux fraudeurs repérés par Markus Lentz, une part importante utilise le congé maladie pour exercer en parallèle une autre activité, explique-t-il. Comme ce mari aidant la petite entreprise de sa femme, ou celui d'employés profitant d'un congé maladie de longue durée pour rénover un bien immobilier. (Qu’y a-t-il de répréhensible là-dedans ? Rien. Ceux qui par exemple profitent de l’évasion fiscale par millions ou milliards, ne sont pas inquiétés…- J-C)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 décembre 2024

Au Moyen-Orient, la réaction se livre à une guerre contre-révolutionnaire pour en finir avec les restes du nationalisme arabe issu du mouvement anticolonialisme d'après-guerre, et en Occident, elle renoue avec le national-socialisme, tandis que l'extrême gauche célèbre cette contre-révolutionnaire et finit de se décrédibiliser en faisant le lit de l'extrême droite en France avec RN, en Allemagne avec l'AfD, en Espagne avec Vox, en Italie avec FdI, en Grande-Bretagne avec Reform UK…On pourrait ajouter le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, etc.

A quoi bon continuer à se casser la tête à essayer de partager des idées. Je vous laisse à vos certitudes. 20 ans de bons et loyaux services s'achèvent aujourd'hui.

C'est quoi l'Internationale fasciste ? Deux exemples pris dans l'actualité.

Transatlantisme : l'ancien secrétaire général de l'OTAN rejoint la direction du club Bilderberg - RT 30 déc. 2024

Jens Stoltenberg, ancien secrétaire général de l'Alliance atlantique, est devenu coprésident du comité directeur du groupe Bilderberg. Il rejoint ainsi les 30 autres membres de ce board, dont «*un certain nombre*», comme l'a souligné un quotidien britannique, ont «*bénéficié*» de la hausse des dépenses militaires sur fond de conflit russo-ukrainien.

L'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a été nommé coprésident du comité directeur du groupe Bilderberg, selon le site officiel de ce «forum» promouvant le dialogue transatlantique. Une nomination qui «*cimente le rôle du groupe au cœur de la stratégie transatlantique*», a souligné le 25 décembre *The Guardian*.

Le quotidien britannique conservateur a notamment mis en avant qu'«un certain nombre» des «*nouveaux collègues*» de Stoltenberg au Bilderberg «*ont bénéficié*» de la hausse des dépenses militaires sur fond de conflit russo-ukrainien. Autre point également évoqué: le fait que le mandat de Stoltenberg au secrétariat général de l'OTAN (1er octobre 2014 - 1er octobre 2024) «*a été dominé*» par ce conflit qui a dégénéré en guerre ouverte début 2022.

Parmi les membres du comité directeur du Bilderberg occupant des postes de direction dans l'industrie de Défense, *The Guardian* a mis en avant l'ancien patron de Google, Eric Schmidt, «*maintenant occupé à lancer une société de drones kamikazes destinée au lucratif marché ukrainien*». Le suédois Marcus Wallenberg, également cité, Président du fabricant de défense Saab «*qui a bénéficié d'une augmentation de 71% des commandes au cours des neuf premiers mois de 2024, en grande partie en raison de la guerre avec la Russie*».

Autre membre du Bilderberg épinglé: Peter Thiel, fondateur de la société Palantir, une licorne de la tech cofinancée à ses débuts par la CIA, qui a offert ses services à Kiev. Cette société serait «*responsable de la plupart des cibles en Ukraine*», affirmait début 2023 son PDG, Alex Karp, également membre du Bilderberg.

J-C – Et dire que j'ai découvert cette institution bien des années après avoir rompu avec le courant trotskyste lambertiste. Les anciens lecteurs, s'il en existe encore, se souviendront de ce militant qui m'avait fait la leçon, en m'expliquant que le groupe Bilderberg n'avait aucune influence, ne servait à rien, que c'était perdre son temps et se fourvoyer de lui attribuer de l'importance, il avait tout faux évidemment, comme tous les dissidents de ce courant politique.

Quand l'Argentine du nazi Javier Gerardo Milei active le "*principe de la compétence universelle*" à l'encontre du président nicaraguayen.

J-C – A quoi reconnaît-on les nazillons ? Ils se comportent en tyrans en prétendant imposer leur loi, leur conception du droit, de la justice, de la démocratie à tous les pays du monde quitte à recourir à des menaces, à la force, à des coups d'Etat, à des agressions armées destructrices.

Nicaragua : Un juge ordonne l'arrestation du président Daniel Ortega - 20 Minutes/AFP31 décembre 2024

La décision ayant été prise en Argentine et le président nicaraguayen étant toujours en exercice, il est assez difficile d'imaginer son arrestation. Mais la demande reste incroyable : un juge argentin a ordonné l'arrestation de Daniel Ortega et de son épouse Rosario Murillo, ainsi que d'une dizaine de collaborateurs, pour « *violation systématique des droits humains* » dans ce pays d'Amérique centrale, a déclaré ce lundi l'avocat qui a déposé la plainte.

« *Le juge fédéral Ariel Lijo a ordonné l'assignation à comparaître et le mandat d'arrêt international de Daniel Ortega et Rosario Murillo* », a déclaré Dario Richarte. L'affaire est basée sur le principe de la compétence universelle, qui permet aux pays de poursuivre les crimes contre l'humanité quel que soit le lieu où ils ont été commis, a-t-il expliqué. Le gouvernement de Daniel Ortega et de son épouse « *est peut-être la dictature la plus sanglante qui ait jamais existé sur le continent* », a-t-il ajouté. 20 Minutes/AFP31 décembre 2024

Pourquoi ne pas reporter la retraite à 77 ans pour les femmes et 75,5 ans pour les hommes ?

L'espérance de vie en bonne santé des femmes atteint 77 ans et 75,5 ans pour les hommes en France - francetvinfo.fr 31 déc. 2024

L'espérance de vie "*sans incapacité*" "progresse régulièrement depuis 2008, pour les femmes comme pour les hommes", souligne la Drees qui est à l'origine de l'étude publiée mardi.

Cette étude quantifie le "*nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre sans être limitée par un problème de santé dans les activités de la vie quotidienne*", ce qui est appelé "*l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans*". Depuis 2008, "*l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans a crû plus*

vite que l'espérance de vie", qui atteint 85,7 ans pour les femmes et 80 ans pour les hommes, selon l'Insee, affirme l'étude. francetvinfo.fr 31 déc. 2024

J-C - Dans ma famille ou mon entourage en France, je ne connais personne qui soit vraiment "*en bonne santé*" à ces âges-là, moi non plus.

France Intox a oublié de communiquer aux lecteurs les "*précautions méthodologiques*" qui accompagnaient cette étude et remettaient en cause ses conclusions qualifiées "d'instables", donc inexploitables. Ils se sont emballés, histoire de dire qu'il sera justifié de reporter toujours et encore l'âge du départ à la retraite, certains pays ayant déjà franchi le pas (Japon) pour atteindre 70 ans ou s'en approchant.

Drees - Précautions méthodologiques

Les évolutions des espérances de vie sans incapacité d'une année sur l'autre doivent être analysées avec précaution, car elles s'appuient sur les réponses à une enquête (enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie [SRCV] de l'Insee) et peuvent donc être instables. La taille de l'échantillon de cette enquête et le caractère subjectif des réponses à la question sur les limitations rendent en effet l'indicateur volatile et sensible aux évolutions du contexte social (voir encadré 1 de l'étude). Il est ainsi plus pertinent d'analyser à moyen ou à long terme les évolutions de l'indicateur, qui sont moins sensibles à ces fluctuations.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/241231_ER_esperance-de-vie-sans-incapacite-65

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er décembre 2024

Le blog ne sera peut-être pas actualisé avant plusieurs jours.

Le cyclone est arrivé chez nous en pleine nuit, comme très souvent, causant cette fois plus de dégâts matériels. Pas dormi de la nuit évidemment. J'écris ces lignes sur l'ordinateur portable, grâce aux deux grosses batteries on a du courant pour au moins 48h. Je recharge en ce moment une dizaine de smartphones des gens de mon village, et je leur ai aussi fourni de l'eau pour l'alimentaire. Heureusement on avait rempli le réservoir de 2.000 litres juste avant la coupure de courant hier matin.

En ce moment ils s'activent pour remettre en état les lignes électriques et couper plein d'arbres dans le village, mais bon la situation doit être la même partout, donc il va falloir faire preuve de patience. Le plus emmerdant, c'est pour le contenu des 2 réfrigérateurs.

On évoque souvent les rapports étranges que les gens ont entre eux. Personne ne m'a téléphoné pour me prévenir de l'arrivée d'un cyclone. Lors du tsunami en 2004, ce fut la même chose. J'habitais sur une plage et ma maison fut dévastée, bloqués à l'intérieur et entourés par la mer, on avait failli y rester, une vieille histoire déjà.

Dans la bonne humeur. Bon dimanche.

- Sud de l'Inde : pluies et inondations à l'arrivée du cyclone Fengal - AFP 30 novembre 2024

De fortes pluies se sont abattues sur le sud de l'Inde et l'aéroport de Chennai a été fermé jusqu'à dimanche au moins, quand le cyclone Fengal a touché terre samedi soir.

"*Les premières bandes spirales (de nuages, ndlr) associées au cyclone sont entrées dans les terres*", avec des vents prévus de 70 à 80 km/h, a indiqué l'agence météorologique indienne.

J-C - On est loin de phénomènes météorologiques catastrophiques inédits ou à répétition, peu importe, l'essentiel c'est d'y croire :

AFP - Selon les scientifiques, les tempêtes deviennent plus puissantes à mesure que le monde se réchauffe en raison du changement climatique. AFP 30 novembre 2024

J-C - C'est une obsession chez ces psychopathes enragés, ils font mieux que balancer des trucs à dormir debout, ils les théorisent pour les ressortir à dates régulières. La preuve :

Le saviez-vous ?

Des climatologues et météorologues ont inventé "*l'hiver météorologique*" qui débuterait pile poil le 1er décembre chaque année et se terminerait le 28 ou 29 février (selon les années), qu'on se le dise. Savez-vous pourquoi ?

Le plus sérieusement du monde, parce que "*les périodes fixes de trois mois (hiver météorologique) sont plus adaptées à la collecte de données climatiques et à l'analyse des tendances sur le long terme. Ce découpage permet de mieux comparer les saisons entre elles.*".

Allez savoir pourquoi "*les périodes fixes de trois mois*" de l'hiver calendaire allant du 20 décembre au 20 mars seraient moins "*adaptées à la collecte de données climatiques et à l'analyse des tendances sur le long terme.*". Bref, ils ont substitué l'idéologie à la science. Ils instrumentalisent les saisons, décidément tout doit y passer. Quand quelque chose ne colle pas avec leurs objectifs, ils changent le curseur de place, ils font pour tout la même chose, le taux de cholestérol dans le sang, l'hypertension, etc.

Où voulaient-ils en venir ? Devinez :

- "*Le 1er décembre (...) rappelle aussi la nécessité de se préparer aux conditions climatiques changeantes*". La Chaîne Météo 29 novembre 2024

Se préparer à quoi, que dal, c'est au-dessus de nos moyens, on survit en vivant au jour le jour pour ainsi dire. C'est un truc pour nantis, les bobos écologistes décérébrés paranoïaques du NFP.

Le 6 décembre 2024

- Causerie du 6 décembre 2024

Mon affection respiratoire me pose d'énormes problèmes de santé, par conséquent, à partir d'aujourd'hui, je suis obligé de cesser les causeries et infos en bref telles qu'elles existaient depuis août 1996.

On se contentera dorénavant d'une causerie du jour épisodique, c'est-à-dire, qui ne se sera pas publiée à date régulière.

Je dois absolument me reposer, je n'ai plus le choix, je dois me faire violence pour dormir davantage et faire des siestes, ce que j'ai toujours négligé malgré mon état d'épuisement, prendre le temps de marcher ou de faire un peu de vélo, me changer les idées pour m'aérer le cerveau, non pas pour me libérer l'esprit en me livrant à des activités futiles, mais parce qu'il est parvenu à saturation, je n'exagère pas malheureusement.

Mon impuissance politique m'obsède, je l'avoue, elle m'a amené à m'imposer des contraintes devenues insupportables et nuisibles à la longue, je dois donc prendre des mesures pour faire retomber cette pression qui m'asphyxie littéralement et menace ma santé, je dois modifier impérativement mon mode de vie.

La dégénérescence et capitulation de toutes les organisations situées à l'extrême gauche ont atteint un tel point de non-retour, ce qui sembler peut-être prétentieux, je m'en moque, qu'il m'est impossible d'envisager de participer à l'une d'entre elles. Notez bien que cela aurait été la solution la

plus confortable pour économiser mes forces, à condition toutefois d'accepter de me compromettre gravement, ce à quoi je ne puis me résoudre, car j'ai des principes et un idéal auxquels j'entends rester fidèle.

De plus, il faut avoir à l'esprit, que les décisions qu'on adopte à un moment donné ne se limitent pas au présent, elles nous engagent bien au-delà, et elles auront forcément des conséquences dans le futur. Or, il ne faut pas le compromettre pour son confort personnel sous aucun prétexte, il doit être absolument préservé, parce que notre indépendance et notre crédibilité en dépendent. Comment, sinon, voudriez-vous que quelqu'un partage vos analyses ou vous fasse un minimum confiance?

Et puis, je ne peux pas faire semblant de ne pas savoir ce que je sais, ce que j'ai appris au cours de ces décennies d'observations et d'études, il ne faut pas me demander de me renier, d'abandonner mes convictions rien que pour être agréable à un parti ou un groupe de militants ou à une seule personne d'ailleurs. Si maintenant aucune association ou collaboration n'est possible entre nous, je n'y suis pour rien, je ne vais pas transformer en un agent de la Ve République, du Medef, de Davos ou d'un clan de l'oligarchie rien que pour briser mon isolement.

Nos analyses de la situation et de l'économie mondiale, du capitalisme, des institutions internationales, des rapports entre les classes, de la société en général, son évolution au cours des siècles derniers, notre conception des arts, des sciences, de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, du marxisme, du socialisme, sur tout pratiquement je suis en désaccord avec eux sur au moins une ou plusieurs questions capitales, un grand nombre en fait, sur la santé, le climat, par exemple, tout ce qui se rapporte à des communautés, aux différentes générations, aux sexes, etc. je trouve erroné ou abjecte la manière dont ils les traitent, je dois pas être le seul dans ce cas-là, mais je suis le seul socialiste à les combattre dans le mouvement ouvrier et c'est épuisant à la longue ! Plus loin je vous fournis un exemple pour illustrer cela, vous verrez, à la fin les mots nous manquent pour caractériser une telle déchéance chez des gens qui se prétendent marxistes, communistes, trotskystes.

Rapide revue de presse.

Les Français auraient-ils le gouvernement qu'ils méritent ?

C'est la question qu'on est en droit de poser à tous les partis et les syndicats du mouvement ouvier, à chaque militant ou ex-militant.

- Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ? - Publicsenat.fr 4 décembre 2024

https://fr.news.yahoo.com/crise-politique-ve-r%C3%A9publique-fatigu%C3%A9e-174051810.html

Dans cet article, on vous explique pourquoi IVe, Ve, VIe République ne changeront rien parce qu'avant tout, la situation est le produit de la crise du capitalisme, idem à Séoul, à Gaza, Kiev, Washington, Rome, Londres, Berlin, Bamako, Tunis, etc.

- Macron, le coup de colère et le déni - LePoint.fr 5 décembre 2024

- « *Inconscience de la gravité de la situation* » : l'allocution d'Emmanuel Macron déçoit à droite - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- « *Déni, mépris, seul contre tous* »… la gauche sidérée par l'allocution d'Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- Censure du gouvernement Barnier: Emmanuel Macron seul face à la quadrature du cercle RFI 5 décembre 2024

Non-évènement. Une journée d'action bidon largement censurée.

J-C - (Macron) Que votre excellence ait l'extrême bienveillance d'écouter "*ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*". Tout est dit là. Ils sont à vomir. J'aurais tendance à dire que toutes ces journées d'action sont uniquement destinées à servir le régime et à rassurer la Bourse. Hier, elles étaient décriées par l'extrême gauche, aujourd'hui ils y participent tous. Vous en déduiriez quoi si vous étiez un idéologue de la réaction ? Qu'elle est morte. C'est je constat auquel je suis parvenu également en poursuivant des objectifs diamétralement opposés.

- Grève dans la fonction publique : entre 130 000 et 200 000 manifestants ont défilé en France, selon les autorités et la CGT - francetvinfo.fr 5 décembre 2024

Les manifestations des agents publics contre la « *dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération* » ont réuni, jeudi 5 décembre, 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements à travers la France, dont 30 000 à Paris, selon la CGT. Les autorités, elles, évoquent un chiffre de 130 000 manifestants dans tout le pays, dont 3 000 à Paris.

"*Il faut qu'Emmanuel Macron écoute ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*", a déclaré la cheffe de file de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège parisien des agents de la fonction publique en grève. "*Notre pays est dans une situation de crise sociale, avec des salaires et des pensions qui décrochent par rapport aux prix et dans une crise démocratique qui nous inquiète*", a poursuivi la représentante syndicale.

Au micro de franceinfo, le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, appelle le futur exécutif à "*traiter correctement les agents du service public*". Il explique que la censure du gouvernement de Michel Barnier ne change pas véritablement la donne car l'intersyndicale ne sait pas si certaines mesures du "*mauvais budget*" vont être "*reprises par le nouveau gouvernement*".

Cette mobilisation, qui intervient en pleine crise politique, au lendemain de la chute du gouvernement, doit permettre de lancer une « *alerte sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération en direction du futur gouvernement et des parlementaires qui auront à construire les prochaines lois de finances pour 2025* », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. francetvinfo.fr 5 décembre 2024

En famille au chevet du régime. Un consensus vaut mieux que la censure.

Réaction à la chute du gouvernement Barnier et quelques éléments de réflexion.

Tous les articles proviennent de l'AFP et différents médias officiels.

Il s'agit du gouvernement le plus court de l'histoire de la Ve République, qui a débuté en 1958, et du premier vote de défiance réussi depuis le gouvernement de Georges Pompidou en 1962, lorsque Charles de Gaulle était président.

En famille. Collaboration de classes. Macron s'incruste. Comme ils les aiment Macron et la Ve République.

- Emmanuel Macron n'a même pas cherché à masquer son exaspération. C'est un président furieux sans regret ni remord qui s'est invité jeudi soir à la télévision. LePoint.fr 6 décembre 2024

Maintenant que le gouvernement de Michel Barnier a été censuré, qui sera nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ? Si des noms de Premiers ministres commencent à circuler, plusieurs appels à l'alliance sont lancés de part et d'autre du paysage politique. Yannick Jadot envisage un pacte transitoire, assurant « *être prêt* », à ce que dans le futur gouvernement « *d'abord issu de la gauche et des écologistes, il y ait des ministres du bloc central* ». Gabriel Attal, lui, préconise, un accord de non censure du Parti socialiste aux Républicains, tandis qu'Olivier Faure considère qu' « *il vaut mieux parfois faire un pas plutôt que de rester dans la contestation* ». De son côté, Laurent Wauquiez a garanti que son groupe ne censurera pas le futur gouvernement « *même s'il n'y participe pas* ». Publicsenat.fr 5 décembre 2024

Macron.

- Emmanuel Macron à la recherche d'un nouvel "*arc de gouvernement*" - AFP 6 décembre 2024

Pour M. Macron, le nouveau gouvernement devra représenter "*toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement qui puisse y participer ou, à tout le moins, qui s'engage à ne pas le censurer*", a-t-il fixé jeudi comme cahier des charges, promettant en outre un "*gouvernement resserré*".

Une loi spéciale sera déposée "*avant la mi-décembre au Parlement*", a affirmé le président de la République, en décrivant une "loi temporaire" qui "*permettra la continuité des services publics et de la vie du pays*" en appliquant "*pour 2025 les choix de 2024*". AFP 6 décembre 2024

PCF

La gauche est extensible jusqu'à l'extrême droite. Le stalinisme n'est pas mort.

Pour Fabien Roussel, " *Le président doit se tourner vers la gauche pour nommer un gouvernement capable de construire des majorités*". - AFP 5 décembre 2024

« *C'est à la gauche (...) de construire une majorité plus large. Si non, on ne peut pas dire qu'on veut de la stabilité* », estime Cécile Cukierman, la présidente du groupe communiste.

Ecologistes.

Avec les Ecologistes, la gauche ou le NFP était déjà macroniste.

- Jadot veut un gouvernement de gauche avec des ministres du "*bloc central*" pour éviter la censure - BFMTV 4 décembre 2024

Le sénateur écologiste Yannick Jadot a plaidé mercredi 4 décembre pour un gouvernement dirigé par la gauche mais incluant "*des ministres issus du bloc central*", au nom d'un "*pacte républicain transitoire*" face au blocage institutionnel.

Yannick Jadot a estimé auprès du Figaro qu'il fallait trouver "*un accord de non-censure, autour d'un socle restreint de mesures indispensables pour les Français*", entre l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire et le bloc central macroniste.

- La députée écologiste Sandrine Rousseau a estimé "*C'est juste l'avancée de la démocratie*". - AFP 5 décembre 2024

- "*Pas à la hauteur*": Tondelier déplore que les Écologistes n'aient pas été invités par Macron à l'Élysée - BFMTV 6 décembre 2024

La secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts ajoute avoir eu "*deux chefs de partis de la majorité au téléphone cet après-midi*", et avoir écrit à Emmanuel Macron "*pour lui dire qu'il faut qu'il arrête de se précipiter, qu'on prenne le temps et qu'on trouve une solution.*"

C'est par le Front Républicain que la crise pourra se résoudre, pour président du groupe écologiste, Guillaume Gontard "*Face à cette situation inédite, il faut réfléchir à comment créer une plateforme de gouvernement autour des idées du NFP et du Front Républicain* ".

PS.

"*Nous irons à l'Elysée parce que nous l'avons demandé*", a assuré sur X le premier secrétaire du PS Olivier Faure. "*Ceux qui pensent que le Parti socialiste est à vendre se trompent*", a-t-il d'emblée mis en garde. (Le PS est déjà vendu depuis un siècle et dix ans ! - J-C)

Il y a quelques jours déjà, le chef des députés PS Boris Vallaud proposait à tous les partis, sauf le Rassemblement national, un pacte de non-agression pour dégager une majorité… autour d'une personnalité de gauche à Matignon. « *L'idée est de se mettre autour de la table pour s'accorder sur les conditions d'une non-censure. Cela permettrait à un Premier ministre de gauche de former un gouvernement. Il faut sortir de la crise politique par des compromis* », précise Arthur Delaporte, député du Calvados et porte-parole du groupe socialiste. (Se compromettre, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire. - J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a notamment envoyé ce jeudi un courrier à Emmanuel Macron lui proposant « *que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement* ». Il demandera « *clairement* » à Emmanuel Macron la nomination d'un Premier ministre de gauche qui s'engagerait à ne pas utiliser le 49-3, seule option pour arriver à conclure un accord de non-censure, d'après lui. (Pourquoi recourrait-il au 49.3 une fois qu'il aurait obtenu le soutien de la droite et de l'extrême droite ? - J-C)

« *Se couper de LFI, je le défends depuis longtemps donc ça ne me dérange pas de le redire* », assume Rémi Féraud, sénateur socialiste de Paris. (Se couper de Macron ou de la Ve République, on comprend que cela le dérange (sans référence à LFI). - J-C)

LFI.

- Chute du gouvernement Barnier : LFI promet de censurer tout Premier ministre qui ne serait pas issu du NFP - 20 Minutes/AFP 5 décembre 2024

- Éric Coquerel (LFI) affirme qu'il y aura "*une censure automatique*" si un Premier ministre issu du NFP n'est pas nommé - BFMTV 5 décembre 2024

Les Insoumis, qui réclament surtout la démission d'Emmanuel Macron, rejettent fermement toute « *forme d'alliance gouvernementale avec les macronistes* » et s'exaspèrent de voir leurs alliés socialistes s'ouvrir au compromis. Mathilde Panot a prévenu que l'accord mentionné par les socialistes serait « *une rupture avec le Nouveau Front populaire* ». (Ils veulent bien gouverner avec Macron mais pas avec les macronistes, il n'y a rien qui vous interpelle là ? Parce qu'ils ne partageraient pas la même idéologie et la même politique ? Un minable illusionniste Coquerel. - J-C)

LR.

Macron doit aller toujours plus à droite.

D'après Guillaume Gontard, LR n'ayant pas participé au Front Républicain, la solution ne se trouve pas de ce côté : « *C'est ce socle qui permettrait à un gouvernement de trouver la stabilité sur un budget. Alors oui, ça veut dire un bouger de la part des macronistes.* »

RN.

Macron sommé d'aller encore plus à l'extrême droite.

Laurent Jacobelli, assure que le Rassemblement national adoptera une stratégie différente : « *Si Emmanuel Macron nomme un Premier ministre qui nomme un seul ministre de gauche, le gouvernement sautera* ». Il martèle que « *les temps ont changé* », et fustige les coalitions qui excluent le Rassemblement national : « *Les Républicains et le Parti socialiste sont deux partis minoritaires* ». Le député de la 8e circonscription de la Moselle, certifie que « *ce sont de vieux partis dont les Français ne veulent pas* ».

Puisque le RN n'aura plus la "*capacité de dicter la politique du gouvernement*" dictée par Macron, ce sera au tour du PS de s'y coller.

- Pour l'après Barnier, Attal prône un accord de non censure des LR au PS - BFMTV 4 décembre 2024

"*Ce qui peut changer maintenant*", c'est d'arriver "*à une équation politique où ce n'est plus le Rassemblement national qui est en capacité de dicter la politique du gouvernement*", a déclaré ce mardi 3 décembre l'ancien Premier ministre à des journalistes, comme l'ont relaté ce mercredi plusieurs médias.

"*Cela voudrait dire qu'il y a une forme d'accord de non-censure qui est trouvé avec les socialistes, en plus des LR. Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas moi, je pense que c'est ce qu'on doit viser*", a-t-il poursuivi.

- "*Cela nous sortirait collectivement d'une situation où on a un gouvernement otage de Marine Le Pen*", a-t-il encore expliqué.

- Chute de Barnier : Le PS va-t-il se détacher des insoumis pour faire un pacte de non-censure avec les macronistes ?- 20minutes.fr 5 décembre 2024

Le chef des députés socialistes, Boris Vallaud, avait dit la semaine dernière vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN, "*de poser la question des conditions d'une non-censure*" si le gouvernement Barnier venait à être renversé. (Une offre de service pour faire le sale boulot à la place des macronistes, des conservateurs et de l'extrême droite, c'est la seule chose qu'ils savent faire au PS. - J-C)

Arguments pour la lutte sociale. Une caricature grotesque de "*révolutionnaires*".

Et dire qu'autrefois quand j'étais jeune, on a milité dans la même organisation.

Arguments pour la lutte sociale est une sorte d'association ou club de discussion d'ex-militants du courant trotskyste lambertiste (OCI-POI-PT) qui publient des articles sur l'actualité politique et à la suite desquels figurent des commentaires. (https://aplutsoc.org/) Leur blog est propulsé par WordPress.com qui bloque systématiquement mes commentaires, j'ignore pourquoi.

Ils cherchent à justifier, comment pendant si longtemps de si grands intellectuels ont pu à ce point se faire manipuler et se fourvoyer sans jamais parvenir à la moindre réponse satisfaisante, soit parce qu'ils sont idiots ou ils n'y tiennent pas vraiment. Il faut dire que leur principal représentant, Vincent Présumey, a collaboré activement aux institutions de la Ve République en tant que membre du Conseil économique et social et environnemental, entre autres.

Je n'ai plus le temps de fignoler, vous allez rapidement comprendre de quoi il s'agit, à condition de ne pas être contaminé par le socialisme révisionniste.

Cela vaut pour d'autres groupes de militants issus de ce courant politique, La Commune, le GMI agent de la dictature sanitaire, y compris tous les groupuscules issus du NPA. Sans l'aborder dans mes causeries, parce que j'avais estimé que cela n'en valait vraiment pas la peine, j'ai continué de lire leurs articles au cours des dernières décennies, plus qu'une épreuve ingrate, une véritable torture!

C'est le naufrage de vieillards dégénérés, une déchéance honteuse.

Aplutsoc : C'est l'opportunisme décomplexé en plus pourri encore que le POI et le PT réunis, ils rivalisent avec le NPA et ses satellites, Place Publique, le PS, les Ecologistes, bravo !

Aplutsoc : C'est la voix de l'AFP, de l'OTAN, de Davos...

Les titres parlent d'eux-mêmes, lisez attentivement, ils sont conformes à la propagande de l'OTAN :

- Déclaration de la confédération syndicale de Géorgie contre la répression. - 4 décembre 2024

- La révolution syrienne est de retour et elle défie l'ordre macabre des Trump, des Poutine et des Netanyahou ! - 30 novembre 2024

- Communiqué du RESU du 30 novembre 2024 : plus que jamais, soyons aux côtés de la résistance du peuple ukrainien ! - 29 novembre 2024

- 20 novembre 2024 – Mobilisation internationale contre les déportations d'enfants ukrainiens. - 17 novembre 2024

- À propos des bombardements russes de cette nuit sur l'Ukraine. Par Vitaliy Dudin. - 17 novembre 2024

- Liberté pour Ahou Daryaei ! - 17 novembre 2024

Je rejette et combats toutes les positions adoptées par ce courant trotskyste lambertiste.

- A bas Macron/Barnier/Le Pen ! Démocratie : grève le 5 décembre ! - aplutsoc

- "*Pour un gouvernement féministe (...) avec Lucie Castet*", stop, j'arrête de lire là... parce que je respecte les femmes !

Quel délire, plus décomposé, tu meurs ! Et ils se prennent pour des révolutionnaires, même cela on ne l'a pas en commun, on n'appartient plus au même camp de toute évidence.

Début novembre 2024 j'ai reçu une contribution politique d'un ex-dirigeant (permanent) de l'OCI qui a été publiée par ses copains d'Aplutsoc. Je lui ai répondu tout en avançant un certain nombre d'arguments que je soumets aux lecteurs, autant dire qu'il les a ignorés et il a dû s'empresser de ne rien en dire à ses petits camarades.

- Courriels entre PS et JCT (11.2024)

- Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. (26 octobre 2024)

- PS à JCT. (05.11.2024)

- JCT à PS. (6.11.2024)

- JCT à PS. (07.11.2024)

Le 7 décembre 2024

- Causerie du 7 décembre 2024

Cadeau de fin d'année. Si vous ne connaissiez pas encore, une adresse avec plein de films introuvables ailleurs, en quelques jours j'en ai téléchargés plus de 100, car parfois ils disparaissent

sans laisser d'adresse ! Je profite que ma connexion est ultra rapide, 10Mbps, du jamais vu non plus, 600 Mo téléchargé en moins de 10 minutes.

Dans la case à droite de Search this collection, vous tapez un nom d'acteur, ensuite vous cliquez sur la croix.

https://archive.org/details/movies?tab=collection&query=Gabin&sort=-week

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpelé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les

classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plein de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en oeuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire

de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution diffèrera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrions ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracas, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«*hydre*» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « *hydre* » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoulés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souvienne, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou perverti, il

faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitions du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu'est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l'éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C'est l'idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu'on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l'on encouragerait l'homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D'un point de vue de l'efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c'est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s'adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l'idée qu'il n'y en aurait qu'une seule et que l'on voudrait nous l'imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l'État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu'il a utilisé des institutions comme l'école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel, sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons

deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menés à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html

Quand les médias font la promotion de la « *théorie du genre* » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants… On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « *45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas* », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023…

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « *paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires* ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « *La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 %* », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- La "*vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins*". francetvinfo.fr 6 décembre 2024

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"Un effondrement du régime sous-estimé". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« *Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule* » - Le HuffPost 6 décembre 2024

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débuter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « *n'est pas loin d'une crise de régime* », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Elysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« *Macron n'a absolument pas* » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Elysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « *préfigurateur* » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* » .

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024

Le 8 décembre 2024

- Causerie du 8 décembre 2024

Hier j'ai esquissé une stratégie politique dans la perspective de la prise du pouvoir. On va préciser certains points.

L'Etat et les institutions en place sont le produit d'un rapport de force entre les classes. La classe qui détient le pouvoir économique fournit une précieuse indication sur la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence, la classe des capitalistes. Dès lors, les institutions ont pour fonction de servir les intérêts de cette classe ou d'assurer la pérennité du capitalisme.

Pour satisfaire les besoins propres au capitalisme et assurer son bon fonctionnement, cette classe doit consentir quelques concessions sociales, et pour assurer la stabilité du régime, elle doit octroyer des concessions politiques aux classes exploitées ou les associer au fonctionnement des institutions, de telle sorte qu'elles se figurent exercer un pouvoir sur la classe dominante, alors qu'en réalité, dès lors que ses représentants ne se fixent pas pour objectif un changement de régime économique et politique, l'abolition de ces institutions et du capitalisme, en participant aux institutions elles les cautionnent, pire, elles ne font que collaborer à leur propre oppression ou à l'esclavage salarial.

Ainsi les capitalistes disposent à la fois sans partage à la fois du pouvoir économique et du pouvoir politique, et compte tenu que cette classe est ultra minoritaire dans la société, il n'est pas exagéré de caractériser son pouvoir d'antidémocratique ou d'affirmer, qu'elle exerce une dictature sur les classes exploitées et opprimées qui constituent l'immense majorité de la population ou du peuple.

C'est la Constitution qui a pour fonction d'entériner et de codifier les rapports existant entre les classes au sein du mode de production, comment ils s'expriment sur le plan juridique au sein des institutions, autrement dit, elle se porte garant de la préservation du régime économique et politique en place.

Il ressort de ce constat, que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Ceci étant posé, il va de soi que si on se cantonnait aux conditions que nos ennemis nous imposent pour mener notre combat politique, on ne voit pas comment on pourrait obtenir un jour notre émancipation du capitalisme ou conquérir notre liberté, il nous faut donc trouver un moyen pour briser ce joug ou défier l'Etat ou les institutions.

Parmi les conditions ou contraintes qui pèsent sur nous, parmi les alliés des capitalistes, il faut compter avec un puissant facteur qui n'était pas très développé au début du XXe siècle lorsque se produisirent les révolutions russes de 1905 et 1917, à savoir tous les moyens modernes et sophistiqués de communication ou de propagande, la traditionnelle presse écrite qui n'a jamais été indépendante, le réseau tentaculaire télévisuel et radiophonique, sur lesquels sont venus se greffer les réseaux et les médias dits sociaux, dans lesquels interviennent quotidiennement une multitude d'acteurs plus ou moins manipulés ou instrumentalisés à leur insu, des inconnus le plus souvent, qui présentent tous ou presque la particularité, disons à 99,99%, de servir la cause de la réaction quand il s'agit de politique ou de distraire le peuple de manière à lui donner l'impression de vivre en démocratie, alors qu'en réalité, plus il en est dépendant, et plus il s'en éloigne, car noyé sous un flot d'informations en continu ou d'analyses contradictoires, sans le mode d'emploi pour les décrypter ou avoir acquis un niveau de conscience politique suffisant un esprit critique bien aiguisé, sans boussole ou direction pour s'orienter, il ne peut être conduit qu'à la plus grande confusion qui soit, au point de douter de tout et tout le monde, à commencer par lui-même, ce qui tend à le conduire à la passivité, à le paralyser ou le réduire à l'impuissance, ce qui est démoralisant, déprimant à la longue.

Ces alliés médiatiques des capitalistes, dont les plus importants leur appartiennent ou sont financés par eux, sont devenus si puissants qu'ils sont capables de mobiliser des armées de mercenaires ou miliciens qui galvaniseront les foules jusqu'à renverser des régimes, de mener des campagnes de diffamation sans être inquiétés par la justice contre des acteurs sociaux ou politiques en tout genre, des opposants politiques qui seront littéralement lynchés, bannis de partout, parvenant même jusqu'à faire passer pour des ennemis leurs meilleurs amis ou les soutiens à leur cause.

Par conséquent, nous devons impérativement inclure ce facteur dans notre stratégie, l'ignorer serait aussi fatal que négliger la stratégie de nos ennemis. Cela nous impose de nous doter d'une conception de la lutte de classe plus rigoureuse encore qu'autrefois, ou de prendre au sérieux ou en considération tout ce qui se rapporte au conditionnement des masses, au pouvoir que peut exercer sur elles la machine infernale à formater leur conscience. Nous devons inclure ce facteur dans notre guerre de classe, sur le plan psychologique, philosophique, idéologique, on doit se préparer à toute sorte de menaces, de mauvais coups ou agressions de leur part, de manière à ne jamais être pris au

dépourvu et céder à la panique, puis à la débandade, car il n'y aurait rien de pire aux moments les plus décisifs.

Il faut donc y préparer consciencieusement les militants, cadres, dirigeants et les travailleurs, les armer en leur fournissant tous les éléments en notre possession. Cela nous ramène à la question du parti que nous avons à peine abordée hier.

Je n'ai pas eu le temps depuis hier de relire des ouvrages de Lénine ou sur la révolution russe, cela dit, en repensant au contenu du documentaire dont je vous ai parlé hier, en observant le comportement de Lénine, je me suis dit qu'avec un peu de chance il y figurerait peut-être un enseignement à côté duquel nous serions passés, qui pourrait nous aider à avancer, qui sait ?

Il y a un truc qui m'a intrigué, je me suis demandé comment il avait pu diriger le parti bolchevik et la révolution d'Octobre, alors qu'il n'avait pas vu venir celle de février, il n'avait pas compris immédiatement la signification du soviet, les bolcheviks y étaient même plutôt réfractaires au début... Plus d'un y verrait des lacunes impardonnables, et pourtant, quel extraordinaire dirigeant révolutionnaire il allait être ! On nous a dit qu'il recevait des émissaires de Russie, certes, à l'époque il fallait des semaines pour que les nouvelles parviennent à leurs destinaires, malgré tout, il a été très surpris par un si soudain déferlement des masses, je sais maintenant que c'est la magie des révolutions, mais laissons cela de côté. Donc, il n'était pas aussi bien informé qu'on avait bien voulu nous le dire. J'en ai déduit qu'il n'était pas en prise directe avec la situation ou qu'il en ignorait pas mal de choses, et pourtant ! Alors que faisait-il de ces journées ?

Ils travaillaient comme un forçat, comme Marx avant lui, mais à quoi ? A la révolution, à la future révolution qui viendrait dans quelques décennies, peut-être après sa mort. Toute son énergie y passait, par chance pour les masses russes, il allait subordonner tout son travail à cet objectif et à la construction du parti, à l'armement théorique de ses militants.

Imaginez un instant que nos dirigeants en aient fait autant, au lieu de balancer à la poubelle cet enseignement à la première occasion au profit du socialisme révisionniste, quand, disons dans les années 40-50 du siècle dernier, officiellement en 1981, quand la social-démocratie parvint au pouvoir en France, et la décomposition du régime polonais annonçait la fin prochaine de l'URSS, ils n'avaient plus besoin de faire semblant d'être des marxistes trotskystes, leur imposture éclata au grand jour, au grand dam des milliers de travailleurs qui avaient rejoint l'OCI, la LCR et LO, ils ne s'en sont jamais remis. Dommage, car nous n'étions pas trop mal partis pour construire le parti, même déformées, nous possédions pour l'essentiel les bases pour progresser encore, à condition de le vouloir évidemment, c'est là que la volonté joue un rôle déterminant, dans la vie en général du reste.

La volonté et la confiance, l'espoir, c'est ce qui manquent le plus aux travailleurs et aux militants de nos jours, c'est ce qu'il faudrait leur insuffler.

On doit remettre le socialisme au centre des discussions.

Vous aurez remarqué que j'ai repris une partie des enseignements de la révolution russe, auxquels j'ai joint la question du double pouvoir qui a vu le jour au tout début de la révolution de février 1905 à Pétrograd, au lieu de la plaquer à notre situation, j'en ai proposé une adaptation.

Je rajoute quelques éléments très rapidement.

Le gouvernement provisoire de la République sociale demanderait aux autorités du pays de céder le pouvoir, elles refuseraient évidemment, et une fois qu'il estimerait que la situation est mûre, avec l'ensemble des Assemblées populaires il appellerait à la grève générale jusqu'à ce que le pouvoir abdique, que le Président de la république démissionne et dissout l'Assemblée nationale. Avec les rapports entre les classes qui existent en France, cela fait longtemps que je pense que c'est dès le départ une grève générale politique qui emportera le régime, car si on devait comptez sur une grève générale à partir des revendications sociales uniquement, on pourrait attendre très longtemps, c'est malheureux à dire, mais il n'y a pas assez de pauvres en France et les pauvres ne sont pas encore assez pauvres.

Maintenant vous allez me demander : Mais qui va reprendre cette stratégie, personne ? Hélas ! il n'y a que LFI qui pourrait s'en charger, à condition de ne pas leur parler de révolution ou de socialisme ! Idem avec le POI et le PT, s'ils n'étaient pas divisés, et encore, ils sont trop marginaux, ce sont des organisations qui ne comptent pas plus de 1.500 à 2.000 militants encore valides ou qui ne sont pas des vieillards.

Alors pourquoi nous soumettre une stratégie si elle est inapplicable dans l'état ? Parce qu'il fallait bien que quelqu'un y pense, non ? Elle pourra peut-être servir plus tard, je l'ignore et vous aussi. De toutes manières, dorénavant quoi qu'on propose, on se moque de vous ou vous n'écopez que du mépris.

Le 13 décembre 2024

Ils osent tout les suppôts de nazis.

J'ai mis un fichier en ligne sur la prison de Sednaya en Syrie, à lire, télécharger et partager largement, merci de la part du peuple syrien.

Il relate les fausses infos colportées par les médias français, les témoignages et images frauduleuses dont ils se sont servis pour présenter Bachar al-Assad et la République arabe syrienne comme des monstres de cruauté que personne ne regretteraient, pour faire oublier qu'ils ont porté au pouvoir des barbares sanguinaires qui ont participé à la destruction de la Syrie et au massacre de son peuple, des takfiristes fanatiques qu'ils soutiennent à la suite des Etats-Unis, Israël, la Turquie, le Qatar, l'Union européenne et l'OTAN. Ces images proviennent d'autres lieux identifiés ou elles ont été réalisées grâce à l'IA, le reste est à l'avenant.

Au fait, à l'annonce que des barbares d'al-Qaïda s'étaient emparés du pouvoir en Syrie, le mouvement ouvrier, un parti a-t-il appelé à une manifestation en soutien au peuple syrien ? Non mais vous n'y pensez pas sérieusement, vous êtes devenu fou ou pourquoi ? Pas du tout, je ne me le permettrais pas. Et après cela vous vous figurez peut-être qu'ils soutiennent leur propre peuple. Vous voulez rire ou quoi, ils n'en ont rien à taper non plus, il faudrait être dérangé pour croire un truc pareil ou être sourd et aveugle, ils viennent juste de démontrer le contraire, à votre place je m'inquiéterais...

Bon, ok, ce n'est pas nouveau et vous vous en foutez, si c'est le cas, qu'est-ce que vous venez faire sur ce blog, hein, dites-moi ? La logique et vous cela fait deux, vous n'êtes pas à une contradiction près, vous vous en foutez aussi, vous vous foutez de tout en somme. Ah ben vous aurez le Premier ministre que vous méritez, les intéressés se reconnaîtront. Il y en a qui m'ont reproché de ne pas faire dans la dentelle, c'est voulu, eux ils doivent bouffer dans des assiettes en porcelaine et péter

dans la soie, attendez de recevoir des bombes sur la gueule et on en reparlera, non tout compte fait, car il sera trop tard. Cela n'arrivera jamais, faites attention, ce n'est plus si sûr de nos jours ! Il y en a qui veulent changer le monde, et il y a ceux qui s'en accommodent tel qu'il est, voilà ce qui nous distingue, le reste est secondaire.

Le blog sera actualisé en fin de journée (ici), il est déjà 11h, ou demain matin au plus tard.

Le 26 décembre 2024

C'est rare, mais il arrive que je dispose d'un peu de temps pour développer mes propres idées et rédiger un article de fond.

Au passage, on fait le procès de l'anti-impérialisme, un exercice avec lequel les occidentaux semblent rencontrer quelques difficultés. En vivant depuis longtemps en Inde, une ex-colonie du Raj britannique, à une encablure de Pondichéry autrefois occupé par la France, cette question me motive particulièrement, d'autant plus qu'on continue d'en subir les conséquences néfastes.

Je considère que tous les peuples doivent décider librement leur destin, leur organisation politique, leur culture, leurs moeurs ou coutumes, leur langue... Aucun Etat, personne, n'a le droit de leur dicter quel système ou modèle économique ils doivent adopter ou de s'immiscer dans leurs affaires. Leur souveraineté ou leur indépendance ne sont pas négociables, parce que c'est la condition pour qu'ils puissent se développer à leur rythme et puisse vivre en paix avec leurs voisins ou tous les autres peuples. Toutefois, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme constitue un obstacle à leur épanouissement harmonieux, par conséquent, il faut impérativement l'éradiquer de la surface de la planète, cette dernière ne s'en portera que mieux également.

Tel est le devoir que les masses et les militants ouvriers des pays les plus développés devraient s'assigner, dont ceux de la France en première ligne compte tenu de leur riche et longue expérience de la lutte de classe contre l'exploitation et l'oppression.

Mayotte doit réintégrer la République indépendante des Comores. C'est valable pour tous les territoires dits d'Outre-mer.

Mayotte. Vive le colonialisme français, vive l'impérialisme !

Grille de lecture.

- Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

(L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916)

Ici, on mène la lutte sur les deux fronts à la fois, ce qui nous vaut à la fois, la haine du camp des impérialistes et de celui des militants de tous les courants du mouvement ouvrier acquis à l'opportunisme, que les exceptions veuillent bien se faire connaître.

Les "*opposants*" au régime, les bien-pensants et autres grands humanistes la larme à l'oeil ou une main sur le coeur se livrent en réalité à un exercice de social-impérialisme. Comment ?

L'impérialisme fixe le cadre ou les règles, et l'ensemble de ce qui se prétend de gauche ou d'extrême gauche s'aligne dessus et lui jure fidélité.

Ils dénoncent l'occupation par la France de l'île de Mayotte qui constitue une atteinte à la souveraineté de l'État comorien et à son intégrité territoriale, ce qui est exact, pour autant n'allez pas imaginer qu'ils exigeraient que la France se retire de Mayotte, pas du tout. Cela signifie sur le plan politique, qu'ici comme ailleurs ils ne comptent pas non plus affronter Macron-Bayrou-Valls ou le régime de la Ve République.

Mais comment vont-ils s'y prendre pour camoufler leur trahison ?

C'est très simple, en imposteurs professionnels ou en opportunistes consommés, ils vont se rabattre à l'aide d'un discours qui se veut radical pour berner les naïfs, sur des thèmes propulsés ou instrumentalisés par l'oligarchie de Davos, le "*désastre climatique*" et la "*émigration clandestine*", il faut bien qu'ils servent à quelque chose et à quelqu'un, n'est-ce pas ? Bref, les militants les applaudissent, Macron-Bayrou-Valls rigolent, et moi je vais encore passer pour un abruti ou un réac, qui sait, ils osent tout, j'ai l'habitude depuis le temps, c'est pitoyable, mais c'est comme cela, on en est là, hélas, patience !

CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) 18 décembre 2024 - Comment expliquer ce désastre climatique en brandissant la carte de la migration clandestine ? Bruno Retailleau, (ex)-ministre de l'Intérieur français y parvient très bien en attisant le délire fasciste du recours aux boucs émissaires pour tout justifier, de la catastrophe climatique à la pauvreté extrême.

Reconnaître la responsabilité du gouvernement français dans l'extrême pauvreté qui touche le département français de Mayotte n'a pas semblé être une priorité pour Bruno Retailleau, qui appelle à poursuivre la course contre l'immigration irrégulière plutôt que de s'attaquer aux causes du désastre dû à la catastrophe climatique.

Comme le rappellent Malcom Ferdinand et Mélissa Manglou, la vulnérabilité des territoires d'Outre-mer aux dégradations environnementales et aux perturbations climatiques n'est pas naturelle, mais résulte d'une « longue construction sociale et politique ». Elle découle d'un héritage colonial qui a détruit les écosystèmes et fragilisé la souveraineté de territoires entiers.

J-C - Autrement dit, si l'impérialisme français ou "*l'héritage colonial*" avait tenu ses promesses, il n'y aurait pas lieu d'exiger la restitution de Mayotte à la République indépendante des Comores.

C'est une façon comme une autre de cautionner ou de justifier, que des territoires situés à des milliers de kilomètres de la France et dont les populations ne partageaient pas l'histoire, furent intégrés de force à l'empire colonial français et y demeurent pour l'éternité, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Qu'il nous soit permis de ne pas en être. (voir une précédente causerie)

https://www.cadtm.org/Mayotte-face-au-cyclone-Chido-quand-l-obsession-migratoire-ecrase-la-justice#le_deni_colonial_de_la_france

https://www.mondialisation.ca/mayotte-face-au-cyclone-chido-quand-lobsession-migratoire-ecrase-la-justice-climatique/5694948?doing_wp_cron=1735197880.3647720813751220703125

Il n'y a pas que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël qui ne respectent pas les résolutions de l'ONU, l'impérialisme français non plus.

L'Assemblée générale de l'ONU condamne la politique française - lemonde.fr 23 octobre 1976

Par 102 voix contre une et 28 abstentions, l'Assemblée générale a adopté, jeudi 21 octobre, une résolution introduite par le Cameroun concernant Mayotte.

Le texte " *considère que les référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une atteinte à la souveraineté de l'État comorien et à son intégrité territoriale, que l'occupation par la France de l'île de Mayotte constitue une violation des principes des résolutions pertinentes de l'organisation des Nations unies.*

Il condamne les référendums du 8 février et du 11 avril 1976, organisés dans l'île de Mayotte par le gouvernement français et les considère comme nuls et non avenus. Il condamne énergiquement la présence de la France à Mayotte, qui constitue une violation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République indépendante des Comores. Il demande au gouvernement français de se retirer immédiatement de l'île comorienne et d'entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement comorien pour la mise en application des dispositions de la présente résolution ". lemonde.fr 23 octobre 1976

Un constat. 48 ans plus tard, force est de constater qu'aucun gouvernement français n'a cru bon de respecter cette résolution.

Y aurait-il eu une manifestation en France organisée par le mouvement ouvrier depuis le 14 décembre 2024 pour exiger que la France se retire de Mayotte ? Vous connaissez la réponse. Notez que je n'en appelle pas à l'ONU, une agence de l'impérialisme.

A croire que c'était la meilleure manière que les anti-impérialistes avaient trouvé pour souhaiter la bienvenue à Valls, il appréciera n'en doutons pas.